Internet Culturale

MINISTERO PER I BENI E LE ATTIVITÀ CULTURALI

title: Gazzetta piemontese (1852:GENNAIO-DICEMBRE)
library: Biblioteca civica centrale - Torino - IT-TO0240
identifier: TO00184804

Le riproduzioni digitali accessibili dalla Biblioteca digitale italiana di www.internetculturale.it sono per la maggior parte di dominio pubblico, e provengono dalle attività di digitalizzazione realizzate dalle biblioteche che possiedono gli originali e la proprietà delle riproduzioni digitali, e sono istituzioni partner del portale.

La riutilizzazione non commerciale è libera e gratuita nel rispetto della normativa vigente.

Ai fini della riutilizzazione commerciale e/o per ottenere un documento ad alta definizione contattare il detentore dei diritti del bene digitale utilizzando nel Download del documento, il contatto di posta elettronica.

Gli utilizzatori finali dei beni digitali, sia che riproducano parzialmente o completamente le immagini, dovranno sempre e comunque citare la fonte www.internetculturale.it

.....

The digital reproductions accessible from the Italian Digital Library www.internetculturale.it are mostly of public domain, and come from the digitization activities carried out by the libraries that own the originals and are ownership of digital reproductions, and are Institutions partner of the portal.

The non-commercial re-use is free in accordance with the local regulations.

To allow commercial reuse and/or to obtain a high-definition document please, contact the copyright holder of the digital object using the contact e-mail you can find in the Download of the document.

The terms of use of the Internet Culturale material states that the final users that reproduce images or part of them must mention the source www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 1 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, n.o 5 bellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

GIOVEDI' 1mo GENNAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . . .	» 48	25	13
Per l'Estero . . .	» 80	28	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

NELL'ANNO CORRENTE
LA GAZZETTA PIEMONTESE
pubblicherà nelle sue Appendici varii scritti inediti fra i quali i seguenti:

Profili Biografici *di* G. TORELLI.
Studi storici *di* LUIGI CIBRARIO.
Studi sulla Beneficenza *di* JACOPO BERNARDI.
Pellegrinazioni di un artista (*Leggende e Paesaggi*) *di* CIRO D'ARCO.
Serati letterarii *di* CESARE CANTU', *di* ANGELO FAVA, *ed altri.*
Saggi sulla letteratura storica inglese (*Macaulay, Prescott, Bancroft, Grote*) *di* G. MASSARI.
Rivise mensili *della politica generale e dei progressi scientifici*; Rendiconti *di opere statistiche nazionali ed estere*; documenti *commerciali*; articoli *bibliografici, teatrali, ecc.*

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Presidente del Consiglio dei Nostri Ministri Segretario di Stato per gli Affari Esteri, abbiamo decretato e decretiamo quanto segue.

Articolo unico.

Piena ed intiera esecuzione sarà data al Trattato di Commercio e di Navigazione conchiuso tra Noi e Sua Maestà la Regina di *Portogallo e degli Algarvi*, e sottoscritto in Torino addì 17 dicembre 1850.

I Nostri Ministri Segretarii di Stato sono incaricati, ciascuno per la parte che lo riguarda, dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato in Torino, addì 1 del mese di aprile, l'anno 1851.

VITTORIO EMANUELE.

AZEGLIO.

VICTOR EMMANUEL II, ETC. ETC.

A tous ceux qui les présentes lettres verront, salut!

Ayant vu et examiné le Traité de Commerce et de Navigation conclu entre Nous et la reine de Portugal et des Algarves et signé à Turin le dix-septième jour du mois de décembre de l'an mil huit cent cinquante, en vertu des pleins-pouvoirs spéciaux, par le chevalier Maxime Tapparelli d'Azeglio, président du Conseil des Ministres, notre Ministre secrétaire d'État pour les affaires étrangères, etc., et par le chevalier Antoine Lobo de Moira, Chargé d'affaires de Sa Majesté Très-Fidèle; Traité dont la teneur suit:

TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté la Reine de Portugal.

Signé à Turin le 17 décembre 1850.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté la Reine de Portugal et des Algarves également animés du désir de resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui unissent les deux nations et d'étendre les relations commerciales entre les citoyens des deux États, ont résolu de conclure un traité de Commerce et de Navigation, ont à cet effet nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le sieur Maxime Tapparelli chevalier d'Azeglio, chevalier grand-cordon de Son Ordre de Saint Maurice et Saint Lazare, chevalier de l'Ordre Civil de Savoie, grand-croix des Ordres du Christ de Portugal, de Charles III d'Espagne, de Saint Joseph de Toscane, de la Légion d'honneur de France, décoré de la médaille du Mérite Militaire, etc., colonel de cavalerie, Président du Conseil des Ministres, Ministre Secrétaire d'État pour les affaires étrangères, Sur-Intendant général des Postes, et notaire de la Couronne.

Sa Majesté Très-Fidèle, le sieur Jean Antoine, chevalier Lobo de Moira, du Conseil de Sa Majesté, Commandeur de Son Ordre du Christ, et de celui de Saint Maurice et Saint Lazare de Sardaigne, chevalier de l'Ordre de Malte, décoré du Nichan-Iftihar de deuxième classe, son Chargé d'affaires à Turin, lesquels, après s'être communiqués leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura liberté réciproque de Commerce et de Navigation entre les États de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et ceux de Sa Majesté Très-Fidèle. Les citoyens des États de chacune des deux Hautes Parties contractantes pourront entrer dans les ports, places et rivières des territoires de l'autre, par tout où le commerce étranger est permis ou le sera à l'avenir.

Ils pourront séjourner et résider dans quelque partie que ce soit desdits territoires pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et de la même protection que les nationaux, en payant toutefois les mêmes impôts et en se conformant aux lois et ordonnances du pays, ainsi qu'aux réglements de commerce qui y sont ou seront en vigueur.

Art. 2. Les navires Sardes et Portugais arrivant de quelque part que ce soit, sur leur lest ou chargés, dans les ports de l'autre des Hautes Parties contractantes, y seront traités tant à leur entrée, que pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les navires nationaux venant du même lieu, par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux et de pilotage, ainsi qu'aux vacations des officiers publics et à tout autre droit ou charge de quelqu'espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques.

Art. 3. Seront considérés comme navires Sardes ou Portugais ceux qui seront reconnus comme tels dans l'État auquel ils appartiennent conformément aux lois et réglements en vigueur. Les Hautes Parties contractantes se réservent d'échanger des déclarations portant une énumération claire et précise des papiers et documents dont l'un et l'autre État exigent que leurs navires soient munis. Si après cet échange, qui aura lieu au plus tard trois mois après la signature du présent traité, l'une des Hautes Parties contractantes se trouvait dans le cas de changer ou de modifier ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

Art. 4. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation légalement faite dans le Royaume de Portugal, y compris les îles des Açores, de Madère et de Porto-Santo, des articles provenant du sol et de l'industrie du Royaume de Sardaigne, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans le Royaume de Sardaigne des articles provenant du sol et de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses domaines et possessions, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol et de l'industrie de la nation la plus favorisée.

Le même principe sera observé à l'égard des droits d'exportation et de transit.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne point frapper de prohibition soit l'importation d'aucun article provenant du sol et de l'industrie de l'autre pays, soit l'exportation d'aucun article de commerce pour l'autre pays, à moins que les mêmes prohibitions ne s'étendent également à tout autre État étranger.

L'exportation des vins de Porto et du sel du port de Setubal continuera à être subordonnée aux réglements qui y sont particuliers.

Art. 5. Tous les produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Sardaigne importés directement et par navires Sardes des ports de ce Royaume dans ceux du Royaume de Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, ainsi que tous les produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses domaines et possessions, importés directement par navires Portugais dans les ports Sardes, ne payeront pas dans les ports respectifs des droits d'entrée ou de transit autres ou plus élevés que si l'importation des mêmes produits avait lieu sous pavillon national ou sous celui de la nation la plus favorisée.

Art. 6. Quant aux marchandises qui ne consistent pas en produits indigènes, elles pourront être importées directement des ports du Royaume de Sardaigne sous pavillon Sarde, dans les ports du Royaume de Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, et réciproquement des ports Portugais sous pavillon national dans les ports Sardes, de la même manière et sous les mêmes conditions auxquelles les bâtiments de la nation la plus favorisée sont admis à importer des produits étrangers directement des ports de l'État auquel ils appartiennent dans les ports de l'autre Partie contractante.

Art. 7. Les produits et autres objets de commerce de toute espèce, qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports des Hautes Parties contractantes, par bâtiments nationaux, pourront également en être exportés ou réexportés par bâtiments de l'autre État, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, que si l'exportation des mêmes objets se faisait par bâtiments nationaux.

Art. 8. Les primes, remboursements de droits ou autres avantages de ce genre, accordés dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation par bâtiments nationaux, seront également accordés lorsque l'importation directe entre les deux Pays (article 5) ou l'exportation (article 7) se fera par bâtiments de l'autre État.

Art. 9. Pour ce qui regarde le commerce d'importation indirecte, les chargements importés par navires Sardes des ports étrangers dans ceux du Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, et réciproquement, les chargements importés par navires Portugais des ports étrangers, dans ceux du Royaume de Sardaigne, seront reçus et traités dans ces ports sur le pied de la nation la plus favorisée. L'importation dans les ports du Portugal des produits et marchandises de l'Asie restera soumise aux lois et réglements existants.

Art. 10. Les Hautes Parties contractantes sont convenues que l'une n'accordera à l'avenir, à d'autres nations, par rapport au commerce ou à la navigation, aucun privilège, ni aucune faveur ou immunité qui ne soient aussi et à l'instant étendus aux sujets de l'autre, gratuitement si la concession a été gratuite, ou avec

Appendice

RIVISTA DEL MESE DI DICEMBRE

L'ultimo mese dell'anno 1851 è stato ferace di importanti e decisivi avvenimenti. L'aspetto politico di Europa è sostanzialmente mutato. La Francia ha veduto terminare il regno della costituzione del 1848. Il giorno 2 dicembre, anniversario della incoronazione di Napoleone e della vittoria di Austerlitza, furono promulgati e proclamati ed un decreto del presidente della repubblica, in virtù dei quali l'assemblea legislativa veniva disciolta e il popolo francese era invitato a radunarsi in comizi per aderire o per rifiutare il plebiscito che consacra i poteri del principe Luigi Bonparte per dieci anni e gli affida il carico di promulgare una nuova costituzione sopra basi determinate. La sommossa che insanguinò le vie di Parigi i giorni 3 e 4 dicembre fu repressa. L'insurrezioni parziali delle provincie toccarono la stessa sorte: dovunque le autorità governative, la gendarmeria e la truppa di linea hanno coraggiosamente adempiti i loro doveri e debellati i nemici dell'ordine sociale. Il popolo francese ha quindi pronunciato il suo parere intorno alla questione che doveva sciogliere, ed ha con una maggioranza di voti quasi vicina all'unanimità acclamato Luigi Napoleone a suo rettore.

Frammezzo a tanti e così gravi avvenimenti, fra le commozioni da essi deste era ben naturale che nessuna pubblicazione importante venisse alla luce, e difatti eccetto un nuovo libro del signor Guizot intorno al gran poeta inglese Guglielmo Shakespeare, nessuna opera di polso è stata nel mese di dicembre divulgata dai torchi francesi.

In questo mese la Francia ha perduto una delle sue più cospicue illustrazioni militari, il maresciallo Soult. Egli era stato assunto alla eminente dignità fin dall'anno 1804, ed era il solo superstite dei cinque dodici marescialli nominati dall'imperatore. Il presidente della repubblica ha conferito il bastone di maresciallo di Francia all'vecchio generale Harispe ed al distinto ufficiale del genio, generale Vaillant.

La massima tranquillità è continuata a regnare nel Belgio. Le Camere hanno proseguito i loro utili lavori legislativi: la legge di successione adottata dal Senato e dalla Camera dei rappresentanti è diventata legge dello Stato: ogni dissidio in proposito è stato fortunatamente appianato. Brusselle ha veduto accorrere nelle sue mura il signor Adolfo Thiers, il poeta Vittore Hugo ed altri ex-rappresentanti del popolo francese all'assemblea legislativa.

In Ispagna la sessione legislativa delle Cortes è stata prorogata. S. M. la regina Isabella II ha dato felicemente alla luce una principessa, e questo avvenimento è stato accolto dal popolo di Madrid e dal resto della nazione con segni non dubbi di gioia e di soddisfazione. La vertenza insorta tra il governo della confederazione americana a proposito degli insulti fatti al console spagnuolo residente a Nuova-Orleans è felicemente composta.

In Portogallo S. M.ª la regina donna Maria da Gloria ha inaugurato in persona la nuova sessione delle Cortes elette in conformità della nuova legge elettorale promulgata dal ministero Saldanha.

L'appoggio della maggioranza pare definitivamente acquistato al governo, e tutti sperano che mediante il costante accordo del governo coi rappresentanti della nazione le piaghe del Portogallo verranno rimarginate, ed assodata la sua prosperità.

Lord Palmerston non è più ministro: è indiscrivibile l'immensa sensazione prodotta in Inghilterra e nel continente dall'annunzio di questo fatto. L'illustre ed eloquente ex-ministro raccoglie gli omaggi di stima e di ammirazione non solamente dei suoi amici, che son molti e ragguardevoli, ma anche degli stessi suoi avversarii politici. Null'altro di nuovo del resto in Inghilterra. Successore di lord Palmerston è il nobile lord conte di Grandville, giovane di 37 anni, il quale fu presidente della commissione esecutiva della grande esposizione di Hyde-Park, ed è tenuto in conto di uomo sagace, assennato e versato nelle faccende di Stato.

Gli eventi di Francia hanno prodotto in Germania, come altrove, non lieve impressione: i giornali prussiani del partito pietista, capitanato dal signor Gerlach, hanno censurato il procedere del presidente della repubblica, laddove quelli che propugnano la causa del ministro Manteuffel lo hanno esplicitamente lodato. Le due Camere del parlamento prussiano si sono occupate con molta alacrità di leggi di pubblica utilità tanto amministrativa, quanto finanziaria. Una delle proposte di legge da esse recentemente votata è quella che ratifica il trattato di commercio, conchiuso l'estate scorso dal Governo Sardo, con quello di S. M. il re Federigo Guglielmo IV, e gli Stati dello Zollverein. Le Camere annoverasi fanno viva opposizione al ministero Schoele, il quale novera attualmente fra i suoi avversarii il signor Stüve ex-ministro, recentemente mandato dagli elettori a sedere fra i componenti la seconda Camera. Le Camere virtemberghesi sono state prorogate fino al 13 gennaio. Il governo austriaco ha deliberato aprire a Vienna una conferenza degli Stati di Germania per provvedere all'ordinamento doganale di tutta l'Alemagna. La Prussia ha dichiarato che non manderebbe rappresentanza a siffatta conferenza. Il nuovo ambasciatore inglese presso la corte viennese, lord Westmoreland, è stato ricevuto da S. M. l'imperatore.

Nella penisola italiana nulla di rilevante.

A Napoli è incominciato il processo per la causa del 15 maggio: in Toscana sono state pronunziate varie condanne contro persone accusate di appartenere a sette politiche. Le due Camere del nostro Parlamento hanno continuato con incessante operosità i loro lavori. Il Senato ha consacrato parecchie tornate a mature ed importanti discussioni intorno alla nuova legge di leva proposta dal Ministro della guerra, la quale è stata dall'insigne consesso adottata con gran maggioranza. La Camera dei deputati ha approvato il bilancio dell'istruzione pubblica, quello dell'interno, quello della via ferrata, quello de' lavori pubblici, quello delle finanze, quello del tesoro, quello di agricoltura e commercio, quello di grazia e giustizia, quello degli affari esteri, e quello della marineria, in tutto dieci, ed ha iniziata la discussione intorno a quello del Dicastero della guerra.

Per volgere di tempi e per mutare di circostanze non variano la fiducia riposta dal paese nel suo eroico Principe, l'ossequio riconoscente alla regnante dinastia, l'amore all'ordine pubblico e lo zelo indefesso nell'osservanza delle leggi. Le benedizioni della Provvidenza hanno allegrato durante l'anno 1851 questo privilegiato paese affidato alle cure di sì magnanimo Monarca, e noi portiamo ferma fede che, nell'anno che sta per incominciare, il senno della nazione, secondando la lealtà del Principe, continuerà ad attirare su di noi i divini favori.

Z.

www.internetculturale.it

une juste et convenable compensation à définir d'équivalent, si la concession a été conditionnelle.

Il est entendu particulièrement que, dans les cas où l'un des deux Gouvernements accorderait à un autre État des diminutions de droits sur ses produits du sol ou de l'industrie, ou lui concéderait d'autres avantages ou faveurs spéciales en fait de commerce et de navigation, à la suite d'un traité de commerce ou d'une convention spéciale, et en compensation de diminutions de droits, avantages ou faveurs accordées par cet autre État, l'autre des deux Gouvernements ne pourra demander les mêmes avantages et facilités, pour le commerce et la navigation de sa nation, qu'en offrant, à défaut de pareils avantages de même étendue et qualité, des équivalents ou compensations à assurer dûment par un arrangement particulier entre les deux Gouvernements.

Il est entendu que ces équivalents n'auront lieu de la part de la Sardaigne que lorsque les avantages ou faveurs dont il est question seront autres ou plus forts que ceux que la Sardaigne accorde dès à présent au commerce et à la navigation du Portugal.

Art. 11. Les stipulations du présent Traité ne seront point applicables au cabotage entre les ports de chacun des deux pays, ce genre de transport restant réservé aux bâtiments nationaux.

Mais il est convenu que les bâtiments de l'une des Hautes Parties contractantes étant entrés dans les ports de l'autre, pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste, pour le décharger, soit dans tel autre port du même pays, soit ailleurs, sans payer d'autres ou de plus forts droits que les bâtiments nationaux n'auraient à payer dans le même cas.

De la même manière il leur sera permis de commencer leur chargement dans un port, et de le continuer ou de le compléter dans un ou plusieurs autres ports du même pays sans payer d'autres ou de plus forts droits que les bâtiments nationaux.

Art. 12. Dans le cas où quelque bâtiment, appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes, aurait échoué, ou fait naufrage sur les côtes ou dans un port de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance possible au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes, que pour le navire et sa cargaison.

Les objets sauvés seront mis, s'il y a lieu, sous la surveillance des autorités compétentes, et restitués à qui de droit, après l'acquittement des frais de sauvetage et autres qui ne seront pas plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas. Il ne sera pas perçu de droits sur ces mêmes objets, à moins qu'ils ne soient destinés pour la consommation du pays.

Art. 13. Tout bâtiment de commerce des nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes entrant en relâche forcée dans un port de l'autre Partie, y sera exempt de tout droit de port ou de navigation quelconque, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu que le bâtiment ne se livre dans les ports de relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou en déchargeant des marchandises, bien entendu toutefois que les déchargements et rechargements motivés par la nécessité de réparer le bâtiment, ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant lieu au payement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, selon les causes qui auront donné lieu à la relâche.

Art. 14. Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'avoir dans ses ports et places de commerce des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce, tout en se réservant le droit d'excepter de cette concession tel endroit qu'elle jugera à propos. Lesdits Agents Consulaires de quelque classe qu'ils soient et dûment nommés par leur Gouvernement respectif, dès qu'ils auront obtenu l'*exequatur* du Gouvernement sur le territoire duquel ils doivent résider, y jouiront, tant pour leur personne que pour l'exercice de leurs fonctions, des privilèges dont y jouissent les Agents Consulaires de la même catégorie de la nation la plus favorisée.

Art. 15. Lesdits Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce seront autorisés à requérir l'assistance des Autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et marchands de leurs pays, et ils s'adresseront pour cet objet aux tribunaux, juges et officiers compétents, et réclameront par écrit ces déserteurs en prouvant par la communication des registres du navire ou des rôles de l'équipage, ou par d'autres documents officiels, que ces individus ont fait partie desdits équipages; cette réclamation ainsi justifiée, l'extradition sera accordée. Ces déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition desdits Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce, et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les auront réclamés pour être envoyés aux navires auxquels ils appartenaient ou à d'autres de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de deux mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ils ne seront plus arrêtés pour la même cause. Il est entendu toutefois que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, son extradition pourra être retardée jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. 16. Les citoyens des deux Royaumes qui ont, ou auront à toucher des héritages dans le territoire de l'autre ou qui en font sortir leurs propriétés ou effets quelconques, ne payeront d'autres droits, charges ou impôts que ceux qui seront payés par les nationaux en pareille circonstance.

Art. 17. Le Gouvernement Portugais consent d'après les vœux du Gouvernement Sarde à étendre toutes les stipulations du présent Traité à la Principauté Souveraine de Monaco, placée sous le protectorat de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, à la charge de réciprocité de la part de la dite Principauté.

Art. 18. Le présent Traité restera en vigueur jusqu'au premier janvier mil huit cent cinquante cinq. Si l'une des Hautes Parties contractantes n'a pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet six mois avant cette époque, il continuera à être obligatoire jusqu'au premier janvier mil huit cent cinquante neuf. A partir de cette date le traité ne cessera d'être en vigueur que douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir le maintenir.

Art. 19. Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Turin dans l'espace de trois mois après la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Turin, en double original, le 17 du mois de décembre de l'an mil huit cent cinquante.

Signés à l'original

AZEGLIO — LOBO DE MOIRA

Nous ayant pour agréable le Traité ci-dessus en toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues, déclarons, tant pour Nous que pour nos héritiers et successeurs, qu'il est approuvé, accepté, ratifié, et confirmé et par les présentes lettres signées de Notre main et contresignées par Notre Ministre Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères, Nous l'approuvons, acceptons, ratifions et confirmons, promettant, en foi et parole de Roi, de l'observer et de le faire observer inviolablement sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait mettre Notre grand sceau à ces présentes lettres. Donné en Notre palais de Turin le vingt-quatrième jour du mois de février l'an de grâce mil huit cent cinquante et un.

VICTOR EMMANUEL.

AZEGLIO.

S. M., in udienza 21 dicembre 1851, a proposta del Ministro di marina, agricoltura e commercio, ha conferta la croce di Cavaliere dei SS. Maurizio e Lazzaro al marchese Francesco Serra Cassano, capitano in secondo di vascello, primo ufficiale del Ministero di marina;

Ed a Giovanni Maria Garibaldi, commissario anziano dell'Azienda generale di marina.

Nella stessa udienza, a proposta del Ministro di grazia e giustizia, ha nominato a Commendatore il cav. Francesco Crettin, primo presidente del magistrato d'appello di Savoia.

Ed ha nominato a Cavaliere di gran croce, decorati del gran cordone dell'Ordine Mauriziano, il commendatore cav. Cesare Cristiani di Ravarano, primo presidente del magistrato d'appello di Casale.

E il conte commendatore Giuseppe Stara, primo presidente del magistrato d'appello di Genova.

In udienza 24 dicembre 1851, a proposta del Ministro dell'interno, ha nominato a Cavaliere di gran croce, decorato del gran cordone dell'Ordine Mauriziano, il commendatore Luigi Des Ambrois di Nevache, presidente di sezione del Consiglio di Stato.

Con Decreto Reale del 25 dicembre, il teologo Giacomo Caviassi stato privato del posto di cappellano dell'Oratorio dei filosofi di Torino, per soppressione d'impiego, fu provvisto di un trattenimento annuo d'aspettativa di L. 200.

Con Decreti Ministeriali 30 dicembre, il Ministro di pubblica istruzione ha dispensato da ulteriori servizio il signor Nicola Roasenda, institutore nel collegio-convitto di Tortona, ed ha esonerato il prof. teol. Vincenzo Botta dall'ufficio di sotto-direttore degli studi dei collegii di questa capitale.

Con altri Decreti Ministeriali individuali delli 16, 23, 26, 29 e 30 stesso mese, il Ministro di pubblica istruzione ha fatto le seguenti destinazioni:

Fasello Antonio, alla quarta in Cortemiglia;
Vigna sacerdote Clemente, id. a Giaveno;
Calcaterra Giuseppe, a maestro di lingua francese a Novara;
Galli Giovanni, a professore provvisorio di storia e geografia in Casale;
Mazzini P. Vittorio, alla filosofia in Ventimiglia;
Massone Paolo, ad institutore nel collegio-convitto nazionale di Voghera;
Oberto D. Giacomo, alla grammatica in Alba.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 31 dicembre*

Oggi, ultimo giorno dell'anno, alle ore 10 antimeridiane, S. M. ha ricevuto per deputazione il Senato del Regno, la Camera dei Deputati, il Consiglio di Stato, il Magistrato di Cassazione, la Regia Camera dei Conti, il Magistrato d'Appello, il Municipio di Torino, e la Regia Università degli studii.

Le predette Deputazioni furono in seguito ricevute da S. M. l'Augusta Sovrana.

Continuò quest'oggi, alla Camera dei Deputati, la discussione del bilancio passivo dell'Azienda della guerra, la quale fu chiusa in fine della seduta.

È stata convalidata l'elezione del collegio d'Ugine, e furono dichiarati vacanti i collegi di Cortemiglia, e 1° di Sassari.

ISTRUZIONI

per l'esecuzione della Legge di imposta sui fabbricati in data 31 scorso marzo e del successivo Regolamento approvato con Reale Decreto delli 7 aprile p° p°.

(Continuazione e fine, vedi num. di ieri)

CAPO II. — *Della formazione dei ruoli ed esazione dell'imposta.*

Art. 88. Il ruolo consta di quattro parti distinte, e sono:

1. L'esposizione generale delle basi dell'imposta e dell'ammontare della medesima, coll'espressione delle occorrenti aggiunte e deduzioni relative sia alle spese di riscossione, sia alle imposte che già gravitino attualmente sui fabbricati e loro aree;

2. La descrizione dettagliata delle quote d'imposta di cui venga ad essere gravato ciascuno contribuente;

3. La ricapitolazione generale di tutte le quote indicate nella parte descrittiva di ciascun articolo per servire di controllo all'insieme dell'operazione;

4. E finalmente gli atti o decreti mediante i quali i ruoli si rendono esecutorii.

Per ciascuna delle parti sovr'indicate vi sono alcune norme speciali che importa di determinare.

Art. 89. L'esposizione generale delle basi dell'imposta e del suo ammontare colle rispettive aggiunte e sottrazioni si inscrive nella prima pagina del ruolo, come risulta dal relativo modulo.

Art. 90. La somma complessiva del reddito netto e della relativa imposta si desume dalle risultanze della matrice, e successivamente dai libri di trasporto.

Art. 91. Nel ruolo non devono essere compresi i fabbricati esenti temporariamente, di cui all'art. 44 del Regolamento.

Art. 92. La somma complessiva del tributo Regio da imputarsi ad ogni territorio pei fabbricati già imposti giusta gli allibramenti correnti, si desume annualmente dalle risultanze della colonna settima della matrice o dai successivi libri di trasporto, dopo fattane l'applicazione ai singoli possessori nel ruolo dell'annata sulla base di riparto del tributo prediale Regio, la quale sarà dai sindaci comunicata al verificatore.

Art. 93. La totalità delle spese di riscossione che si devono aggiungere all'imposta, depurate dall'imputazione di cui all'articolo precedente, viene stabilita dal numero di centesimi fissati annualmente dalla Legge dei bilanci per ciascuna lira d'imposta. Questi centesimi sono per la corrente annata in numero di quattro.

Art. 94. Finalmente il totale dell'imposta da pagarsi dai contribuenti di ciascun comune viene determinato dalla somma delle due ultime cifre sovra indicate.

Art. 95. Tutte le somme saranno a loro luogo primieramente scritte in disteso e quindi in cifra.

Art. 96. La descrizione dettagliata delle quote d'imposta da pagarsi da ciascun contribuente viene inscritta e liquidata nel modo apparente nelle successive pagine e colonne del modulo.

Art. 97. Tali pagine sono divise in due parti distinte, delle quali la prima serve per il verificatore nella liquidazione della imposta e delle somme dovute dai contribuenti; la seconda serve per il contabile onde registrarvi i pagamenti fatti dai medesimi.

Art. 98. La parte riguardante il verificatore contiene sei colonne, delle quali la prima serve ad inscrivere sotto lo stesso numero d'ordine, contenuto nella matrice e nei successivi libri di trasporto, il cognome, nome e domicilio del contribuente, e quindi l'indicazione in genere della liquidazione dell'imposta.

Nella seconda viene inscritta la quota d'imposta corrispondente al decimo del reddito netto dei fabbricati spettanti a ciascun contribuente.

Nella terza s'inscrive la quota di tributo regio di cui sono gravati i fabbricati e le loro aree, che forma la base dell'imputazione individuale da farsi a ciascun contribuente.

Nella quarta s'inscrive la somma restante a riscuotersi.

Nella quinta colonna vengono indicati i diritti di riscossione.

Nella sesta colonna finalmente viene iscritta la sommatotale che ciascun contribuente deve pagare.

Art. 99. Riguardo alle quote d'imposta già afflcienti ai fabbricati in forza degli attuali allibramenti, e che formano l'oggetto dell'imputazione, possono presentarsi i casi seguenti:

1. Quando essa sia inferiore all'imposta dovuta in forza della nuova legge: in questo caso, fatta la sottrazione, ne viene la somma residua da riscuotersi.

2. Quando le dette due somme siano perfettamente eguali, il verificatore non avrà più da iscrivere veruna somma nella colonna n.° 6 del ruolo.

3. Quando la quota d'imposta regia di cui sono grava i fabbricati e le loro aree oltrepassi quella imposta colla nuova legge, il verificatore terrà nota separata del compenso dovuto al contribuente, e nulla avrà da iscrivere a di lui carico nella colonna n.° 6 del ruolo.

Art. 100. Le colonne 7, 8, 9, 10, 11, sono riservate al contabile onde registrarvi le somme pagate dai contribuenti secondo le norme sinqui praticate.

Art. 101. Il verificatore in fine di ciascuna pagina farà il sommario di ciascuna di esse, senza riportarlo però nella pana successiva.

Art. 102. La ricapitolazione, di cui al n.° 3 dell'art. 92, non consiste in altro se non che nello inscrivere nelle rispettivecolonne del ruolo le stesse cifre prodotte dalla somma di ciascun pagina. I totali della ricapitolazione serviranno a completare la imostrazione generale occorrente sulla prima pagina del ruolo.

Art. 103. Gli atti e decreti che a termini del Regolamento e delle norme vigenti occorrono perchè il contabile possa attivre l'esazione dell'imposta, sono:

1. L'autentica del verificatore, colla quale si certifhi che il detto ruolo fu desunto fedelmente dalla matrice o dai relativi libri di trasporto.

2. L'ordinanza dell'intendente, la quale renda esecutorio tale ruolo previa la debita pubblicazione.

3. Il certificato della fatta pubblicazione sottoscritto dal sindaco.

Di questi tre atti si trovano i moduli a stampa a tergo del ruolo.

Art. 104. I verificatori di mano in mano che avranno terminato il ruolo di un Comune, lo trasmetteranno all'intendente perchè, nulla ostando, lo renda esecutorio con apposito decreto ed invieranno poscia affinchè tale ruolo sia immediatamente trasmesso al sindaco per la pubblicazione, seguita la quale sarà tosi secondo le formalità vigenti per gli altri ruoli, rimesso al contabile per l'esazione dell'imposta.

Art. 105. I ruoli, dopo un anno successivo a quello ci riguardano, saranno dai contabili rimessi dietro ricevuta all'ufficio del rispettivo verificatore, osservando le stesse norme pratate per la rinessione ai sindaci dei ruoli delle altre contribuzioni dirette.

Art. 106. I contabili nell'esazione dell'imposta ciel fare le occorrenti emarginazioni e discarichi si atterranno alle norme vigenti per la riscossione delle contribuzioni dirette e specialmente all'istruzione generale del 1° aprile 1836.

Art. 107. Le norme prestabilite si riferiscono all'allibramione dei ruoli delle annate ordinarie: per l'annata corrente, nella quale mancano quattro dodicesimi, viene provvisto in modulo particolare di ruolo, fermo però, quanto all'operazione in generale, quello che si è stabilito nel presente capo.

In detto ruolo particolare si sono aggiunte due colonne di cui l'una per la deduzione dei quattro primi dodicesimi che non sono dovuti, l'altra per l'indicazione della somma effettivamente da esigersi.

CAPO III. — *Dei reclami e delle conseguenti utifiche.*

Art. 108. Ritenute le prescrizioni del capo 8 del regolamento, i reclami possono essere di due specie:

1. Quelli che si riferiscono al merito intrinseco della fissazione del reddito netto dei fabbricati.

www.internetculturale.it

2. Quelli che riguardano qualche errore di fatto materiale.

Art. 109. I primi non possono altrimenti risolversi che col procedimento del contenzioso amministrativo, secondo le norme stabilite nel R. Editto 2° ottobre 1847.

I secondi vengono risolti in via economica.

Art. 110. Questi possono riguardare tanto la compilazione delle matrici, quanto quella dei ruoli.

Art. 111. Il procedimento stabilito al capo 5° del titolo 4° dell'istruzione generale primo aprile 1826 per la risoluzione di tali reclami in via economica sarà comune ad entrambi i suddetti elementi censuari in quanto rispettivamente li concerne.

Art. 112. Per le correzioni che occorressero in dipendenza della risoluzione dei reclami tanto in via contenzioso-amministrativa che in via economica, i verificatori ed i contabili, ciascuno per ciò che li concerne, si atterranno alle norme stabilite nel detto capo 8° del Regolamento ed alla citata Istruzione generale primo aprile 1826, in quanto vi possono essere applicabili.

Dal Ministero di Finanze addì 2 dicembre 1851.

Per il Ministro Segretario di Stato,
OYTANA.

Il segretario capo della 4ª Divisione,
CARBONE.

È morta nell'Ospedale della Carità di Torino, dove si trovava ricoverata fra le donne invalide, la Isabella Sanna, vedova Morra, nativa di Cagliari, in Sardegna, in età di 104 anni.

MODENA

Si legge nel *Messaggiere* di *Modena*:

Ministero dell'Interno

Alcominciare del nuovo anno si attiverà fra il regno Lombardo Veneto e lo Stato Estense, a termini della convenzione stipulata tra i due Governi nel 4 giugno p. p., una linea telegrafica, che partendo dal confine imperiale presso Luzzara sarà condotta per Guastalla e Reggio sino a questa capitale costeggiando le strade principali.

Per la utilità pubblica che deriva da questa importante istituzionequossi è vero lusingare che niuno si farà lecito di recare la più ce minima alterazione o danno al materiale che sarà posto per l'esercizio del telegrafo; nullameno però a prevenire qualunque guasto che per parte di taluno si osasse portare al materiale stesso, si prescrive, al seguito di sovrana autorizzazione, quanti appresso.

1. ncorrerà nella multa dalle italiane l. 100 alle 1000, e a seconda della gravità dei casi anche nel carcere da sei mesi ad anni cque:

() Chi si renderà colpevole di sottrazioni o guasti nel materialeche serve alla corrispondenza telegrafica;

() Chi disturberà nelle loro operazioni gli artisti che attenderanno al collocamento e successiva manutenzione del materiale stesso.

2. Srà g udicato sulle contravvenzioni, dietro semplice denunciied in via affatto sommaria, dal giusdicente del luogo in cui avvnissero.

Dallsentenze che saranno prof rite potrà appellarsi al rispettivo tnunale quando però la pena oltrepassi i tre anni di carcere o molta superi le italiane l. 600.

Conb le sentenze di appello, siano esse conformi o difformi da quel di prima istanza, non sarà mai accordata la revisione.

3. Prodotto della multa sarà versato per una metà nella cassa dlo Stato, e l'altra metà sarà divisa come premio fra il denunziate e la forza.

4. Lsorveglianza della linea telegrafica viene attribuita più specialmte ai militi di riserva che abitano in prossimità di essa e agli sadaroli. Qualunque altra forza pubblica è però incaricata, neesercizio di sue funzioni, d'invigilare per la migliore conservaone della linea suddetta.

Le presse norme s'intendono applicabili anche per quelle altre lin che secondo la sopraccitata convenzione potessero attivarsi itvenire.

Modenatalla residenza del Ministero, li 22 dicembre 1851.

GIACOBAZZI.

SVIZZERA

Leggenella *Gazzetta Ticinese*:

Le reloni della Svizzera colla Francia non sembrano tali da lasciarogo ad inquietudine od ansietà; nessun fatto è avvenuto sterritorio svizzero nelle emergenze così straordinarie di questocembre, che fosse della natura di quelli lesivi delle relazioni ternazionali. Ciò è incontrastabile, malgrado le voci sparse dnalche giornale francese replicate da molti d'altri paesi.

Alcuni igrati politici francesi, autori di un proclama insurrezionale tato da Losanna, dovranno (per quanto si assicura) abbandonare il territorio svizzero per recente decreto del Consiglio fedle.

FRANCIA

PARIGI 8 *dicembre*. Alla festa religiosa che sarà celebrata nella cattele, si eseguiranno i più magnifici pezzi di musica conosciutia direzione di tutta la parte artistica di questa cerimonia fidata all'illustre compositore sig. Auber. Col concorso di lu di tutti i musicanti del Conservatorio e del Teatro dell'Operan si può dubitare della perfettezza d'esecuzione di tutti i pezzhe faran parte del programma.

— Il *Moeur Parisien* ha pubblicato ieri un articolo molto notevole so alcuni provvedimenti finanziarii fatti al tempo della ristazione e sotto il regno di Luigi Filippo. Egli considera come errore l'abolizione dei giuochi del lotto, il che privò l'erario mezzi utilmente impiegati, e permise alle lotterie estere landestine, alle bische private di accrescere il numero delle vme. Esso rammenta inoltre l'abolizione dell'imposta del sabltra rendita, ei dice, ritolta all'erario.

— Scrivodall'Havre il 26:

La nave *Idoi*, comandata dal capitano Hubert è uscita oggi dal porto allarea, dirigendosi a S. Francisco. Essa trasporta 310 emigranspediti in California col prodotto della lotteria delle verghe ro. È questo il quarto invio effettuato dalla casa aggiudicataria all'impresa del trasporto.

— Si assicche una quadriga colossale in bronzo dev'essere ordinata per onare l'arco trionfale dell'Etoile. Nel carro sarebbe collocata statua dell'imperatore, in manto imperiale, alta 10 metri cronata da una Vittoria alata.

— Si lavora alacremente ai ristauri e alle decorazioni delle grandi sale del Palazzo di Città e degli appartamenti prefettorali per l' p ossime feste che vi si daranno.

— Ecco come il prefetto della Senna ha distribuito i grandi lavori di pittura artistica da farsi in parecchie sale del Palazzo di Città: La sala dell'imperatore è affidata al pennello del signor Orazio Vernet, la sala del Zodiaco al sig. Leone Cogniet, e la sala del presidente, al sig. Choppin.

— Gli ex-rappresentanti che si trovano in questo momento a Brusselles sono i sigg. Arnaud (dell'Ariège), Aubry (del Nord), Barthélemy (d'Eure e Loira), Bruckner, Canet, Carnot, Vittorio Chauffour, Leone Crétin, Doutre, d'Etchegoyen, Fayolle (della Creuse), Carlo Forel, Geudriez, Guilgot, V. Hugo, Kestner, Labrousse, Maladier, Pelletier (del Rodano), Edgardo Quinet, Thiers e Versigny.

— Il rendiconto dello stato della Banca al 26 dicembre offre i seguenti risultati:

L'introito metallico si è accresciuto di 6 milioni, cioè di 4,856,086 fr. a Parigi, e di 1,502,547 fr. nelle succursali; esso ascende a 568,500,000 fr.

Il portafoglio si è aumentato di 5,381,149 fr. a Parigi: ma è diminuito di 4,045,356 fr. nei dipartimenti: con che rimane a 127,000,000.

La circolazione dei biglietti offre un aumento di 12,500,000, cioè di 11,759,100 fr. a Parigi, e di 722,200 fr. in provincia. La cifra dei biglietti in circolazione essendo di 585,000,000 fr., si trova che oltrepassa di 14,000,000 quella dell'introito metallico.

Il pagamento del semestre del 3 0/0 che cominciò col 21 corrente, ha tratto seco una diminuzione di 12,500,000 fr. incirca nel conto corrente creditore del tesoro, che ascende tuttavia a quasi 53,000,000. I conti correnti particolari hanno aumentato di 8,926,184 fr. a Parigi, e ribassato di 294,852 fr. nelle succursali. Ascendono in totalità a 147,500,000 fr.

Le riscossioni eccedenti la valutazione degli effetti in ritardo sono giunte alla cifra di 805,425 fr.; locchè è un aumento di 54,110 fr. nella settimana.

La cifra degli effetti scaduti da esigere il 26 ascendeva a 4,061,673 fr.

— Il libraio Didier pubblicherà quantoprima una nuova opera del sig. Guizot, intitolata *Shakespeare e il suo tempo*.

PAESI BASSI

AJA. Il governo decise di smantellare le fortezze di Koevorden, Bourtange e Langakkerschaus. Bergen-op-Zoom, Maestricht e Venloo resteranno fortificate, ma mediante tutti i risparmi possibili. Riguardo alla cittadella d'Issel vi ha divergenza di opinioni.

— L'*Handelsblad*, sulla fede di un giornale tedesco, annunzia che gli Stati di Alemagna che costeggiano il Reno acconsentirono al trattato fra i Paesi-Bassi e lo Zollverein, ma aggiungendovi una clausola concernente i pedaggi sul Reno.

INGHILTERRA

Si legge nella *Patrie* del 29:

Dobbiamo ancora far notare un aumento considerevole nella cifra dell'incasso metallico della Banca d'Inghilterra. Giusta l'ultimo prospetto settimanale, detto incasso ammonta a 17,415,564 sterlini; la che dà un aumento di 492,576 sterlini (quasi 12,500,000 fr.) sulla cifra del prospetto antecedente. In veruna epoca la Banca non avea avuta una riserva metallica di tanto momento. L'ammontare dei biglietti in circolazione è di 18,872,195 sterlini; diminuzione sulla cifra della settimana precedente, 245,080 *idem* (5,580,000 fr. circa).

— Si legge nello stesso giornale:

Un certo Frederic Mundel, già luogotenente nell'esercito britannico, comparve il dì 26 dinanzi del magistrato di polizia di Bowstrest, a Londra, sotto la prevenzione di avere, il 23 dicembre, indirizzato una lettera di minaccia violentissima a lord J. Russell. Fu trovato sul prevenuto un rasoio, col quale egli ha detto che voleva tagliar la gola a lord J. Russell. La reità del prevenuto essendo stata stabilita, il magistrato lo condannò ad una cauzione personale di 200 sterlini, e due altre cauzioni di 50 sterlini ciascuna per garantire la sua buona condotta; ove egli poi non fornisca le tre cauzioni richieste, dovrà subire un anno di carcere.

— La compagnia peninsolare e orientale fa attualmente costruire un piroscafo di ferro di straordinaria grandezza. Questo piroscafo, che farà il servigio tra Southampton e Alessandria, si chiamerà l'*Himalaya*.

— I giornali inglesi parlano di numerose diserzioni tra i marinari che servono nelle navi che si appressano alle coste d'America. Più di due mila di dette diserzioni essendo avvenute durante l'ultima stagione, furono esse di sì grave pregiudizio ai proprietarii di quei bastimenti che il governo inglese dà opera a riparare al disordine, e fa di tutto onde impadronirsi dei disertori. Costoro si recano nei luoghi ove sono attirati dai racconti favolosi della ricchezza delle miniere d'oro.

ALEMAGNA

Le questioni doganali, molto più che le politiche, occupano in questo momento gli animi in Alemagna. L'attenzione sta sovratutto rivolta verso il congresso doganale che sta per aprirsi a Vienna, e gli avversarii dell'unione austro-tedesca vedono con rammarico e con timore che molti governi abbiano acconsentito ad inviare plenipotenziarii a Vienna.

Per altra parte, le conferenze fra gli inviati di Prussia, di Annover e di Oldenburgo, per l'adesione di quest'ultimo Stato al trattato del 7 settembre, sono aperte dopo il 22, e si spera che riusciranno a buon termine. Né si nutre dubbio la Camere annoveresi siano per approvare il trattato: ma si teme che la seconda Camera venga sciolta prima che essa abbia manifestato la sua adesione.

Si era annunziato che l'Austria si proponesse di mandare un secondo plenipotenziario a Francoforte per amministrare la legazione, allegando che i doveri imposti al conte di Thun nella sua qualità di presidente della Dieta, non gli permettevano di attendere alla legazione. Questa notizia però non si conferma; o almeno, se mai il gabinetto di Vienna vi pensò, sembra che per ora si astenga dallo effettuare tale proposito.

RUSSIA

La *Triester Zeitung* contiene i seguenti particolari sull'esercito russo, tolti da una sua corrispondenza da Pietroburgo:

Niuno conosce esattamente le vere forze delle truppe di terra; se ne può fare un calcolo approssimativo. Si contano 640,388 uomini di fanteria, comprese le guardie coi granatieri ecc.

La cavalleria è forte di 101,692 uomini. L'artiglieria è forte di 42,902 uomini, compresi i corpi speciali. L'esercito dovrebbe presentare un effettivo di 800,000 uomini.

Nella campagna di Ungheria si calcolò che fossero disponibili 230,000 uomini. Ponendo in attività le riserve ed i depositi, si sarebbe potuto mettere in marcia 240,000 uomini di più. Nel caso di una guerra europea soli 300,000 uomini potrebbero passare i confini occidentali oltre il Baltico ed i principati del Danubio. Un quarto dovrebbe rimanere in Polonia.

— Il luogotenente prussiano Siemens, chiaro pe' suoi studii intorno alla telegrafia elettrica, fu chiamato a Pietroburgo per assumervi la direzione di linee telegrafiche per l'impero russo. Pietroburgo e Mosca verranno poste in comunicazione telegrafica fra di loro e con Varsavia ed Odessa. Altre linee si costruiranno verso il Caucaso, l'Ural e verso le piazze marittime di maggior momento.

AMERICA

Si hanno notizie della Martinica e della Guadaluppa che vanno sino al 29 novembre. Quelle colonie erano pienamente tranquille, quantunque a Bassaterra sia succeduto un incendio, senza però conseguenze gravi, che si attribuisce a spirito di malevolenza. La pubblica sanità sembra essere minacciata a Fortereale, capoluogo del governo della Martinica; ma la malattia epidemica, che infierisce soprattutto all'ospedale, non si estese ancora oltre a quella città.

L'arrivo del signor Bissette alla Martinica fu festeggiato con grande dimostrazione di gioia.

STATI UNITI. Si legge nello *Weekly Herald* del 13 dicembre:

Il senato si occupa con maggiore vivacità che mai della proposta concernente il ricevimento di Kossuth. Dopo esser passata per molte alternative contrarie, la risoluzione emessa da prima dal senatore Foote, e appoggiata dal generale Cass, ha subito più d'una modificazione, e fu sottoposta, sotto una nuova forma, al senato dai senatori Hale e Seward. V'è gran motivo di credere che sarà adottata si dal senato che dalla Camera dei rappresentanti, tanto più che nel bill in discorso non si parla ora di Kossuth che come d'un semplice individuo.

Il senato, malgrado delle sue preoccupazioni pel ricevimento da farsi a Kossuth, non lascia di discutere gli affari del paese. Varie interpellanze furono indirizzate ai ministri sui rapporti degli inglesi con l'America centrale e sulla condanna dell'editore Thrasher, inflittagli dalle autorità di Cuba.

L'agitazione, impadronitasi degli uomini politici di Whasington per la quistione su Kossuth, fece un po' dimenticare la quistione della presidenza.

Tuttavolta la è trattata ancora in alcuni circoli, e pare siasi d'avviso, che le probabilità sien quasi eguali, dal canto de' whigs, in favore del generale Scott, e da quello de' democratici, in favore del generale Butler.

P. S. La risoluzione presentatata al senato dal signor Seward a proposito del ricevimento di Kossuth, fu votata da 35 voci contro 36. Il telegrafo elettrico, nell'atto di mettere in torchio, ci conferma questo voto.

— Si legge nel *Phare de New-York*:

Intanto che gli Stati Uniti negoziavano per ottenere il privilegio della comunicazione interoceanica per l'istmo di Tehuantepec, l'Inghilterra, apparentemente inattiva, dava opera dalla sua parte ad ottenere il passaggio desiderato. Il risultamento delle sue mene ignorate è stato fatto manifesto da un progetto di legge, presentato testè al senato messicano.

A termini di quest'atto, il generale Arista sarebbe autorizzato a intavolar trattative col governo di S. M. B. per l'apertura dell'istmo; è su tali basi che sarebbero d'immenso e quasi esclusivo vantaggio per l'Inghilterra.

ULTIME NOTIZIE

FRANCIA. *Parigi, 29 dicembre*. Il *Moniteur* d'oggi pubblica:

1° Un decreto del presidente della repubblica che discioglie la Camera di commercio dell'Havre, ed annulla una deliberazione politica presa da quella Camera il 5 dicembre.

Fino a che si possa procedere a nuove elezioni, è formata una Camera di commercio provvisoria, composta del *maire* e di parecchi negozianti dell'Havre.

2° Un rapporto del ministro dell'interno, a cui segue il decreto del presidente della repubblica, sullo stabilimento e sull'uso delle linee di telegrafi, e sulle contravvenzioni, sui delitti e reati che sono ad esse relativi.

— La *Patrie* non fa oggi se non confermare la notizia data ieri sulla cifra dei voti affermativi, cioè che ascese già a 7,000,000.

— Il 31 dicembre alle 8 e mezzo pomerid., il presidente della repubblica riceverà al palazzo dell'Eliseo la commissione consultiva che gli presenterà il processo verbale dello spoglio dei voti emessi dal popolo francese negli squittinii del 20 e del 21 dicembre.

Il presidente della repubblica riceverà la sera stessa il corpo diplomatico, il clero e i concistorii.

Il 1° gennaio alle 10 ant. meridiane si trarranno, agl'Invalidi, dieci colpi di cannone per ciascun milione di voti affermativi.

Alle 11 e mezzo un *Te Deum* sarà cantato alla cattedrale di Nostra Donna di Parigi. Il presidente della repubblica assisterà a questa cerimonia.

I ricevimenti ufficiali dei corpi costituiti, dei delegati dei dipartimenti e dei circondarii, delle autorità civili e militari, si terranno dopo il *Te Deum*, a un'ora e mezzo pomerid. al palazzo delle Tuilerie.

Alla sera gli edifizii pubblici saranno illuminati.

— Il prefetto della Senna si propone di dare una gran festa da ballo nelle sale del Palazzo di Città il 5 gennaio, e un banchetto per 200 e più persone il giorno appresso.

SPAGNA. *Madrid, 24 dicembre*. Scrivono alla *Correspondance*:

I bullettini della salute della regina e della principessa reale sono soddisfacentissimi.

S. M., sentendosi benissimo, avea espresso il desiderio di riprendere la firma de' decreti officiali. I medici hanno pregato S. M. di differire di alcuni giorni.

Il duca e la duchessa di Montpensier non lascieranno Madrid che dopo trascorsi 40 giorni dal parto della regina.

Il ministro d'Inghilterra, lord Howden, ha dato un gran banchetto per celebrare la nascita della principessa reale.

INGHILTERRA. Si legge nel *Globe* del 27:

La politica del governo è stata inglese, e tale continuerà ad essere: essa ha dato opera al mantenimento della pace, e continuerà a darvi opera. Ogni qual volta paesi esteri riuscirono a stabilire tra loro il governo costituzionale, essi ebbero l'appoggio morale dell'Inghilterra; ed avranno per l'avvenire le medesime simpatie e il medesimo appoggio morale. Ma se altre nazioni preferiscono un'altra forma di governo, forma che darebbe viemaggior forza al potere esecutivo, oppure che accorderebbe un più largo controllo su questo stesso potere, l'Inghilterra rispetterà mai sempre le istituzioni nazionali.

ALEMAGNA. *Vienna, 28 dicembre*. La *Gazzetta d'Augusta* reca, per dispaccio telegrafico da Vienna, in data di questo giorno, la nomina del sig. Baumgartner a ministro delle finanze in surrogazione del signor Krauss, il quale passa al consiglio dell'impero. Intanto vennero uniti i dicasteri delle finanze e del commercio.

— I diplomatici danesi, che erano in questa capitale, conti Bille e Bülow, sono partiti ieri alla volta di Londra.

(*Die Presse*)

— *Berlino, 26 dicembre*. Il governo indirizzerà quanto prima a tutti gli Stati dello Zollverein, i quali aderirono al trattato del 7 settembre conchiuso coll'Annover, una circolare per invitarli a mandare a Berlino i loro rappresentanti, pel 27 gennaio, a fine di deliberare sul rinnovamento dello Zollverein.

(*Corresp. lit.*)

DANIMARCA, 21 *dicembre*. Il volksthing ha ieri adottato il bilancio delle spese. La prossima tornata avrà luogo il 5 gennaio. Il volksthing ed il landsthing decisero che i presidenti delle due Camere si recherebbero dal re per presentare a S. M. le congratulazioni dell'una e dell'altra assemblea in occasione del primo giorno dell'anno.

E. LEONE gerente.

www.internetculturale.it

Tipografia G. FAVALE e COMP.

ANNO III

Si sono pubblicate le dispense di novembre e dicembre 1851

DELLA

RIVISTA AMMINISTRATIVA

DEL REGNO

RACCOLTA PERIODICA

contenente

1° Articoli teorici sulla pubblica amministrazione;
2° Cronaca dei lavori parlamentari;
3° Contenzioso amministrativo, ossia le decisioni più importanti della Camera de' Conti e dei Consigli di Intendenza;
4° Decisioni e provvedimenti ministeriali, non che i pareri del Consiglio di Stato, e degli uffizi generali sovra questioni importanti di pubblica amministrazione;
5° Questioni proposte alla direzione della Rivista e loro soluzioni;
6° Atti amministrativi delle Intendenze generali e provinciali;
7° Circolari, istruzioni e regolamenti;
8° Raccolta delle Leggi e Decreti Reali;
9° Finalmente una cronaca precisa e compiuta degli atti amministrativi, come pure il movimento nel personale dell' ordine amministrativo.

Le associazioni per il 1852 continuano a riceversi dalla stessa tipografia.
Per Torino L. 12 — Per le Provincie L. 14 *(franco)*.

Col fascicolo di gennaio 1852, si distribuirà l'indice generale delle materie, unitamente alla coperta del volume.

Si è pubblicata la seconda edizione dell'Opera intitolata

IL

PROFESSORE NUYTS

AI SUOI

CONCITTADINI

Si vende in Torino dal libraio Schiepatti, in via di Po, e dal libraio Demaria, in via di Dora Grossa.

I librai delle provincie dirigeranno le loro domande al libraio Demaria.

Libreria **DEGIORGIS**, *via nuova N. 17.*

ANNUAIRE

pour l'an 1852

PUBLIÉ PAR LE BUREAU DES LONGITUDES

augmenté de notices scientifiques par M. ARAGO

Un vol. de 534 pag. in 18.°

FASCIATURE CHIRURGICHE

Il Dottore coll. Gaetano PERTUSIO, chirurgo dello Spedale dei Ss. Maurizio e Lazzaro, l'8 gennaio corrente, riaprirà il solito suo **Insegnamento pratico privato di fasciature chirurgiche**, alle condizioni espresse in relativo programma, che si distribuisce presso di lui, via Dora Grossa, n. 9, piano 3.°, dalle ore 12 alle 2, e dalle 3 alle 6 1/2 pomeridiane.

NUOVA PANATTERIA

e fabbrica di vermicelli, e semole

all' uso di Genova

all' ingrosso ed al minuto, a modici prezzi.

Via di Borgo Nuovo, casa Charence e Roger, nn. 3 e 5 in prossimità dei Molini della Rocca.

DA VENDERE

CASCINA denominata di Virle, in territorio di Chiavazza, con vigna, campi, prati e boschi annessi, od aggregati, di ett. 12, are 12, con ampii fabbricati civili e rustici, in amena posizione, a poca distanza dalla città di Biella. — Per le trattative dirigersi al sottoscritto, incaricato dal proprietario.

Notaio MONGILARDI.

DA VENDERE IN SAVIGLIANO

a partiti privati

Num. 907 albere e 575 quercie d'alto fusto, in 12 lotti;
» 45 piante di noce, ed una quantità di olmi e cherpici, in due lotti, ed
Un vivaio di più di 20,000 piante di rovere, d'anni sei, di ottima vegetazione.

Dirigersi in detto luogo al sig. avv. Federico Nicola.

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

DA VENDERE

CORPO di CASA civile e rustico, con ett. 15, are 15 circa tra campi scoperti, campi vignati, prati adacquabili e boschi, in territorio di Verrua, cantone di Monticello. — Per le opportune notizie dirigersi in Torino al notaio F. Galeazzi, via delle Orfanelle, n. 15, piano 2.°

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

ANTHOLOGIA

EX

M. TULLIO CICERONE

ET

L. ANNÆO SENECA

CURA ET STUDIO

PETRI ANTONII CORTE

IN USUM PHILOSOPHIAE STUDIOSORUM CONCINNATA

In hac altera editione nonnullis additis et emendatis

Quest' ANTOLOGIA è designata fra' libri da usarsi nelle scuole di filosofia, dal *Regolamento* sui Collegii nazionali, approvato con R. Decreto del 24 ottobre 1851.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

Si distribuisce il mese di dicembre del

JOURNAL DES DEMOISELLES

JOURNAL DES JEUNES PERSONNES, DU JOURNAL DES JEUNES FILLES, DE LA BRODURE ET DU BON TON

Bruxelles.

Si ricevono gli abbuonamenti per l'anno 1852, al prezzo di L. 12 per Torino e L. 14 franco di posta per la provincia.

IL VERO CASAMIA DI FAENZA

per l'anno 1852

prezzo lire 2.

CORSO DI LINGUA INGLESE

secondo il metodo accelerato del MILLES

Per informazioni ed iscrizione rivolgersi al libraio Schiepatti, sotto i portici di Po, ed a casa del Professore dalle 4 alle 5 pomerid., in via S. Lazzaro, num. 7, 3.° piano, porta a destra.

MANCIA DI L. 250

Essendo state smarrite tre Obbligazioni dello Stato al portatore, aventi i numeri 16963 — 16964 — 16965, Legge 9 luglio 1850, di spettanza dei sottoscritti, si previene chiunque le avesse trovate, che venendo consegnate in Genova al signor Antonio Quartero di Gioanni, in Torino alli signori I. Stura e figli, od in Savona alla segreteria del tribunale di Commercio, verranno date L. **250** di gratificazione.

GIACOMO PONZONE e FIGLI.

NOTA

Con atto d'oggi, li signori Felice, Gioanni e Vincenzo fratelli Falchero, fu Giuseppe Ignazio, di Viù, dichiararono alla segreteria di questo Tribunale di prima cognizione, di accettare col beneficio dell'inventario, l'eredità dismessa dal loro cugino Giuseppe Ignazio Falchero, deceduto in questa città il 29 agosto ultimo *ab intestato*.

Torino, il 24 dicembre 1851.

Gilardi sost. segr.

NOTA

Con atto del 15 dicembre, autentico Gilardi sost. segretario di questo tribunale di prima cognizione, il signor Domenico Sismonda fu Gio. Battista, nato a Carrù e residente in questa città, accettò col benefizio dell'inventario, l'eredità morendo dismessa dal di lui zio materno Pietro Antonio Lubatti.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensal

Torino il 31 dicembre 1851

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo corso	per fine del mese corr.: ultimo corso	per fine del mese prossimo: ultimo corso
1819 5 0/0 god. 1.8 bre			
1831 » » 1 luglio			
1848 » » 1 7bre			
1849 » » 1 luglio	90	90	
1851 » » 1 genn.	86 25	10	
1834 Obblig. 1 luglio			
1849 » 1 8 bre			
1850 » 1 agosto	949 50		
1844 5 0/0 Sard. 1 luglio			
FONDI PRIVATI			
Azioni B. N. 1 luglio			
Banca di Savoia			
Città di Genova 4 0/0 oltre lo inter. decor.			
Torino 5 per 0/0 1 lug.			
Città di Genova 4 0/0			
Soc. del Gaz (ant.) 1 lug.			
Società del Gaz (nova)			
Incendii a premio fisso 31 8bre			
Via ferr. di Savigliano 1 luglio			
Molini presso Collegno 1 giugno			

CAMBI	Per brevi scad.	Per tre mesi
Augusta	953 —	953 — 1/4
Francoforte S. M.	210 1/4 —	— —
Genova sconto	1 0/0	— —
Lione	99 85	99 20
Londra	25 30	25 07 1/4
Milano	— —	— —
Parigi	99 85	99 25 —
Torino sconto	4 p. 0/0	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppii da L. 20 L.	20 07 —	20 11
— di Savoia	18 73 —	18 79
— di Genova	79 40 —	79 55
Sovrana nuova	35 18 —	35 25
— vecchia	34 65 —	35 05

Per il biglietto di 1000 L. 1 3 p. %

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Meridionali
Denari			
GREGGIE 10-11			
11-12			
13-14	66	64	69
15-16		60	
16-20			
20-21	79		
21-22	78		
22-23			
23-24			
24-25	77		
ORGANZINI 25-26	76	54	59
26-27	76	50	
27-28	75		
28-30			
30-32			
32-36			
36-40			
20-22			
22-24			
24-26			
TRAME 26-28		69	
28-30		68	50 68
30-32			
32-36		65	
36-40			
MERCI DIVERSE			
Doppio filato			
Morescia scevra di gallettame			
Straccia			

BORSA DI VIENNA *del 29 dicembre* 183

Obbligazioni del debito dello Stato al 5 0/0 4 7/8
» » » 4 1/2 84 5/16
Le azioni della Banca 51

Corso dei cambi

Augusta per 100 fi. cor., fior. uso 20 5/8
Londra per una lira sterl., fior. 3 m esi 14 58 1/2

BORSA DI PARIGI *del 29 dicembre.*

Il 5 0/0, aperto a 101, 75, è salito a 102, epoi essere ricaduto a 101, 65, chiude a 101, 85.
Il 3 0/0 resta a 66, 30.
L'ant. 5 0/0 piemontese (c. R.) a 91, 75.
Il nuovo prestito di Piemonte a 940,
Le antiche obblig. di Piemonte a 990.
Le azioni della Banca di Francia a 2560.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7.) Opera: *Camoens*, scritta positamente dal maestro Gualtiero Sanelli, col ballo il *Fais*, del coreografo Cortesi, con balletto *La vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compia Reale al servizio di S. M. recita: *La donna*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento* del maestro Mercadante, e il ballo il *Campanello*, del coreafo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia franc diretta dai sigg. Adler e Périchon rappresenta: — *Lerme de Primerose*, con intermezzo delle danzatrici Spagnole.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bas Preda recita: *Tridicoli evenimenti di due gobbi*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il deposito di 200,000 franchi*

TEATRO DA S MARTINIANO (ore 6 1/2) recita. — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco*.

GIANDUJA (ore 6 1/2) recita: Ballo *E sposhi sposa*.

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veoni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine omnibus.

TIP. DI G. FAVALE E COMI

GAZZETTA PIEMONTESE

N 2 · GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO · 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

VENERDI' 2 GENNAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . .	» 48	25	13
Per l'Estero . . .	» 60	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

NELL'ANNO CORRENTE
LA GAZZETTA PIEMONTESE
pubblicherà nelle sue Appendici varii scritti inediti *fra i quali i seguenti:*

Profili Biografici *di* G. TORELLI.
Studi storici *di* LUIGI CIBRARIO.
Studi sulla Beneficenza *di* JACOPO BERNARDI.
Pellegrinazioni di un artista (*Leggende e Paesaggi*) *di* CIRO D'ARCO.
Scritti letterarii *di* CESARE CANTU', *di* ANGELO FAVA, *ed altri.*
Saggi sulla letteratura storica inglese (*Macaulay, Prescott, Bancroft, Grote*) *di* G. MASSARI.
Riviste mensili *della politica generale e dei progressi scientifici;* Rendiconti *di opere statistiche nazionali ed estere;* documenti *commerciali;* articoli *bibliografici, teatrali, ecc.*

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Presidente del Consiglio dei Nostri Ministri, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intiera esecuzione sarà data al Trattato di Commercio e di Navigazione conchiuso tra Noi e Sua Maestà il Re di Grecia e sottoscritto in Atene addì trent'uno (19) marzo 1851.

I Nostri Ministri Segretarii di Stato sono incaricati, ciascuno per la parte che lo riguarda, dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino, addì 27 del mese di settembre, l'anno 1851.

VITTORIO EMANUELE.

AZEGLIO.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Esaminato avendo il Trattato di commercio e di navigazione conchiuso tra Noi e Sua Maestà il Re di Grecia, e firmato in Atene addì trentuno (19) del mese di marzo del corrente anno dal Nostro Plenipotenziario e da quello di Sua Maestà Ellenica, muniti di pieni poteri in buona e debita forma,

Il quale Trattato è del tenore seguente:

TRATTATO DI NAVIGAZIONE E COMMERCIO COLLA GRECIA.

Sua Maestà il Re di Sardegna, e Sua Maestà il Re di Grecia animati egualmente dal desiderio di consolidare i rapporti amichevoli così felicemente esistenti fra di essi, e di accrescere fra i loro rispettivi Stati le relazioni commerciali, e persuasi che un tale vantaggioso scopo non potrebbe esser meglio conseguito, che coll'adottare un sistema di perfetta reciprocità fondata sopra principii di equità, hanno convenuto d'entrare in negoziazione per conchiudere un Trattato di commercio e di navigazione, ed a tale effetto hanno nominato dei plenipotenziarii, cioè Sua Maestà il Re di Sardegna il signor cavaliere Paolo Francesco Peloso, cavaliere dell'Ordine religioso e militare dei Santi Maurizio e Lazzaro, dell'Ordine di S. Gregorio Magno, Commendatore dell'Ordine Reale del Salvatore di Grecia, cavaliere della Legion d'onore di Francia, della Corona di ferro d'Austria e di S. Giuseppe di Toscana, Suo Console generale; e Sua Maestà il Re di Grecia il signor Pietro Delyanni, membro della Camera dei Deputati, Ministro della Casa Reale, e delle relazioni estere, cavaliere di Croce d'oro del suo Ordine Reale del Salvatore, Gran Croce dell'Ordine di S. Anna di Russia, Gran Commendatore dell'Ordine dei Guelfi di Annover, del Leone Neerlandese dei Paesi Bassi, del Cristo di Portogallo, di Carlo III di Spagna, di Danebrog di Danimarca, decorato del Niscian-Iftihar del Sultano di prima classe, Commendatore dell'Ordine della Legion d'onore di Francia, dei Santi Maurizio e Lazzaro di Sardegna, della Stella Polare di Svezia, del Merito Civile di Sassonia, cavaliere degli Ordini della Croce di ferro d'Austria, dell'Aquila Rossa di Prussia ecc., i quali dopo avere scambiati i loro pieni poteri, ed averli riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto gli articoli seguenti:

Art. 1. Vi sarà reciproca libertà di commercio e di navigazione fra i sudditi del Regno di Sardegna, e quelli del Regno di Grecia.

Art. 2. In conseguenza i sudditi dei due Stati godranno nei porti, ancoraggi, rade, città ed altri luoghi qualunque dei rispettivi Stati, una eguale libertà di commercio, di modo che nei detti luoghi sarà accordata dai rispettivi Governi una perfetta uguaglianza e reciprocità di diritti e vantaggi commerciali, e qualora questi diritti e vantaggi fossero sottoposti a dei carichi qualunque, saranno assolutamente trattati sullo stesso piede dei nazionali, riguardo ai carichi di qualunque natura essi fossero: potranno altresì dimorare e possedere, sia a titolo d'affitto, sia in assoluta proprietà, delle case d'abitazione, magazzini, ed altri immobili necessarii al loro commercio, nei luoghi ove più fosse ad essi di convenienza. Ed infine generalmente tutti i negozianti e mercatanti di ambe le Nazioni godranno rispettivamente, sia per la loro persona che per le loro proprietà, della più compita sicurezza, e sarà loro accordato per tutti gli affari del loro commercio, la stessa protezione di cui godono gli indigeni, coll'obbligo però di sottoporsi alle leggi ed ordinanze dei rispettivi paesi.

Art. 3. I bastimenti Sardi giungendo vacanti o carichi nei porti Greci, e reciprocamente i bastimenti Greci giungendo vacanti o carichi nei porti Sardi saranno trattati, sia al loro arrivo, che durante il loro soggiorno, ed alla partenza, sul piede stesso de' nazionali provenienti da uno stesso luogo, riguardo ai diritti di tonnellaggio, di fanale, di pilotaggio, di pedaggio, o diritti di porto, di quarantena, di vacazione di ufficiale pubblico, come in tutte le tasse od imposte di qualunque specie, o denominazione qualunque, percepite a nome o per conto del Governo, delle autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare.

Art. 4. Qualunque mercanzia, od oggetto di commercio, che potrà essere legalmente importato nei porti di Sardegna sopra bastimenti Sardi, vi potrà egualmente essere importato sopra bastimenti Greci, senza pagare altri o maggiori diritti o imposte di qualunque specie, o denominazione sieno percepiti a nome, o per conto del Governo, delle autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare, come se fossero stati importati sopra bastimenti Sardi, e reciprocamente ogni mercanzia ed oggetti di commercio che potranno egualmente essere importati nei porti di Grecia sopra bastimenti Greci, potranno egualmente esservi importati sovra bastimenti Sardi, senza pagare altri o maggiori diritti o imposte di qualunque specie, o denominazione sieno percepiti a nome o per conto del Governo, delle autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare, e come se fossero importati sopra bastimenti Greci.

Art. 5. Egli è inteso che le stipulazioni contenute nei precedenti due articoli sono in tutta la loro pienezza applicabili ai bastimenti Sardi ed al loro carico arrivando ne' porti Greci, e reciprocamente ai bastimenti Greci ed al loro carico arrivando nei porti Sardi, sia che i detti bastimenti vengano da porti dello Stato, a cui appartengono, sia da qualunque altro Paese Estero.

Art. 6. La stessa assimilazione di bandiera stabilita nell'art. 5 avrà luogo per la esportazione di tutte le merci, ed oggetti di commercio sia di produzione indigena, o di estera, la di cui sortita è legalmente permessa nei due paesi.

Art. 7. Non saranno imposti altri o maggiori diritti sopra l'importazione in Sardegna degli articoli provenienti dal suolo o dall'industria di Grecia, e non saranno imposti altri o maggiori diritti sopra la importazione in Grecia degli articoli provenienti dal suolo o dall'industria di Sardegna, se non che quelli che sono, o saranno imposti sopra gli stessi articoli provenienti dal suolo, o dall'industria d'ogni altro paese estero; del paro non sarà imposto sulla importazione, o sulla esportazione degli oggetti provenienti dal suolo, o dall'industria di Sardegna o di Grecia sia all'entrata che alla sortita dai porti Sardi o dai porti Greci veruna proibizione che non sia egualmente applicabile a qualunque altra nazione.

Art. 8. Ogni facoltà di deposito e qualunque premio o rimborso di diritto, che sarebbe accordato nel territorio d'una delle Alte Parti contraenti all'importazione od all'esportazione di qualunque siasi oggetto, saranno egualmente accordati agli oggetti della natura stessa prodotti dal suolo, o dall'industria dell'altra Alta Parte contraente, ed alle importazioni od esportazioni fatte coi propri bastimenti.

Art. 9. Tutte le merci ed oggetti di commercio che saranno importati, depositati o messi in magazzino nei porti dello Stato e possedimenti delle Alte Parti contraenti, saranno sottoposti durante tutto il tempo dell'immagazzinaggio alle stesse regole, condizioni e diritti, come se fossero importati con bastimenti Sardi o Greci: del paro, la riesportazione di tali merci ed oggetti di commercio sarà sottoposta allo stesso trattamento ed agli stessi diritti come se fosse eseguita sopra bastimenti Sardi o Greci.

Art. 10. Il commercio di cabotaggio rimane esclusivamente riservato alla bandiera del paese: però i sudditi dei due Stati saranno liberi di fare il commercio di *scalo*, cioè d'operare una parte di carico o discarico in un porto, e di andare a terminare il carico o discarico in altro porto senza essere sottoposti a maggiori diritti, come se queste operazioni fossero fatte sotto la bandiera del Paese, purchè si astengano dal caricare qualunque siasi oggetto in un porto per sbarcarlo in altro porto del Paese stesso.

Art. 11. Sono considerati come bastimenti Sardi o Greci quelli che navigheranno e saranno posseduti in conformità de' regolamenti in vigore, e che saranno muniti dei documenti in uso in ambi i Paesi.

Art. 12. Per quanto riguarda la polizia dei porti, il carico o discarico dei bastimenti, la sicurezza delle merci, oggetti di traffico, beni ed effetti qualunque, i sudditi delle Alte Parti contraenti saranno sottoposti vicendevolmente alle leggi e regolamenti di polizia locale: anzi i sudditi di ciascheduna delle Alte Parti contraenti avranno, negli Stati dell'altra, la libertà di disporre dei loro beni anche a favore dei sudditi d'ambi i Paesi, sia per via di testamento, di donazione o altrimenti, ed i loro eredi essendo sudditi dell'altra Alta Parte contraente, succederanno ai loro beni sia in forza di testamento, sia *ab intestato*, e potranno prenderne possesso sia in persona, sia per mezzo di procuratore agendo in loro nome, non pagando altri o maggiori diritti di quelli ai quali sono sottoposti in egual circostanza gli abitanti del paese ove si trovano esistenti i detti beni: gli abitanti dei due Stati potranno trasportare a loro piacere e con tutta libertà la propria fortuna ed averi da uno dei due territori nell'altro, senza essere sottoposti per tale traslocazione ad una taglia o tassa straordinaria qualunque.

Art. 13. Il diritto di detrazione esercito a profitto del tesoro Sardo sopra l'esportazione, e la trasferta fuori dello Stato delle eredità ed altro spettanti ad esteri, non sarà più esercitato in Sardegna sopra le eredità od altri beni passati o appartenenti a dei sudditi Greci, e reciprocamente il diritto di detrazione nel modo stesso in cui è indicato qui sopra, non sarà esercito nel Regno di Grecia sopra le eredità od altri beni passati od appartenenti a dei sudditi Sardi.

Art. 14. Le Alte Parti contraenti convengono fra di loro di non dare ricetto a pirati in qualunque siasi porto, baia od ancoraggio dei rispettivi Stati, e di applicare tutto il rigore delle leggi contro chiunque fosse riconosciuto pirata, e contro tutte le persone che venissero convinte di connivenza o complicità con essi. Tutti i bastimenti e carichi appartenenti a sudditi dei due Stati che fossero predati da pirati e che questi conducessero nei porti dell'una o dell'altra Potenza, saranno restituiti ai rispettivi proprietari od ai loro eredi o rappresentanti, debitamente autorizzati, se provano l'identità della proprietà; e la restituzione avrà luogo quand'anche l'oggetto reclamato si trovasse nelle

Appendice

BIBLIOGRAFIA

IL GIOBBE, *tradotto in terza rima con nuove illustrazioni del testo* da ANGELO FAVA. Torino, Stamperia Reale, 1851.

Fra i libri sacri il Giobbe è certamente quello che ha esercitato più di tutti la critica degli eruditi e le investigazioni dei chiosatori. Da San Gregorio Magno fino a Bernardino di St-Pierre (1) questo componimento è stato soggetto di gravi disquisizioni storiche, fisiche, filosofiche e letterarie. Molto si disputò sulla realtà della esistenza del Giobbe; molto sull'epoca e sul paese in cui visse: si scrissero dei volumi intorno all'autore del sacro poema, il quale benchè formante un'opera direm quasi a parte dalla Bibbia, nè avendo colleganza alcuna con la storia degli ebrei, pure venne da essi e dai cristiani accettato con forza d'autorità. I padri greci e latini parlano de' fatti dell'uom giusto della terra di Hus come di quelli di un santo. Il libro del Giobbe presenta nella determinata indicazione di persone e di luoghi tutti i caratteri d'una storia verace. V'ha chi volle l'eroe del racconto abitatore dell'Arabia deserta, altri vissuto a Gerusalemme; ma ogni cosa persuade essere stato di patria Idumeo, d'una regione d'Arabia tra Iatreb e Madian, chiamata Ausitide. Quanto all'epoca, oltre alle considerazioni sulla lingua e sullo stile, le varie cognizioni sparse nel libro accordantisi colle semplici e limitate tradizioni dell'età più rimota, e lo studio portato sopra varie denominazioni degli astri, forniscono argomento a stabilire essere i sermoni del Giobbe anteriori alle origini della scienza astronomica e salire a quell'epoca in cui le genti non avevano miglior guida della semplice e quotidiana apparenza.

L'autore del Giobbe si cercò tra gli ebraici scrittori: taluno lo volle riconoscere in Mosè, opinione contraddetta da molti, tra cui da Herder, il quale conchiude essere Mosè l'autore del Giobbe, quanto Salomone lo può essere dell'Iliade. Altri il volle tradotto dal siriaco da un manoscritto vergato coi caratteri di quella lingua. Il traduttore, sig. Fava, nella sua dotta prefazione riferisce a questo proposito i pensamenti d'un illustre orientalista il prof. Michelangelo Lanci. Secondesso la parte poetica sarebbe anteriore d'assai alla storica e dettata in una favella antichissima: mentre il racconto sarebbe stato rannodato ai colloqui in età più recente, opinione però cui il Fava per molte e buone ragioni non trova di aderire.

Dall'esame delle origini passando a quello dei pregi morali e poetici del componimento viene il traduttore nella sua lodata prefazione a notare le infinite bellezze di concetti, d'imagini, di stile ond'è ripieno; la ricchezza delle dipinture che abbracciano maestosamente il regno intero della natura fisica e morale: quell'unità di soggetto nel pensiero storico, quella costante verità di caratteri da renderlo superiore a qualunque altro poema antico e che indarno cercherebbesi tra le più affinate scritture moderne.

Ogni capo porta in fronte un cenno breve e succoso dell'argomento, e va corredato in fine di copiose note dichiarative in cui trovammo molto sfoggio di erudizione storica e linguistica. I pezzi intralciati ed oscuri sono interpretati con molto acume e senza scostarsi di un filo dalle regole della pura ortodossia. Molti furono per lo addietro i tentativi di versione del Giobbe; tra gli stranieri annoveriamo il De Thou e l'inglese Young, tra gl'italiani il Rezzano, in ottava rima. Il nostro traduttore, più felice di tutti, prescelse con ottimo intendimento di renderlo in terza rima, metro più addatto alla gravità del soggetto e rispondente all'altezza dei concetti e alla robustezza delle imagini.

Il capo III che contiene quel prepotente sfogo di un dolore troppo a lungo represso, e costituisce uno de' più splendidi squarci dell'antica poesia, è interpretato stupendamente. Ci duole di non poterlo qui riferire intero per sottoporlo al giudizio del lettore. In generale trovammo nella versione del sig. Fava pura la lingua, sostenuto il verso, facile la rima, dantesca la frase, ond'è che ci rallegriamo di questa nuova gemma acquistata nella patria letteratura.

Che se a taluno parrà strana, pei tempi che corrono, la pubblicazione d'una nuova versione del Giobbe, mentre molti e gravi dolori presenti s'abbiano a deplorare senza bisogno di andar rinvangando gli antichi, risponderemo che ove si consideri nell'eroe del santo poema la vivente figura del genere umano, il simbolo dell'uomo eminentemente virtuoso, che colpito da gravi e imponenti sciagure si ritempra nella sventura e c'insegna sino a qual punto il cuore umano possa palpitare senza spezzarsi, la storia del Giobbe, finchè la terra avrà dolori, servirà di sublime ed efficace insegnamento.

G. S.

(1) *Studi della natura.*

www.internetculturale.it

mani d'un terzo, mediante che sia constatata, che l'acquisitore sapeva o poteva sapere che l'oggetto di cui si tratta era provenente da pirateria.

Art. 15. Nel caso che una delle Alte Parti contraenti fosse in guerra con qualche Potenza, Nazione o Stato, i sudditi dell'altra potranno continuare il commercio e la navigazione cogli stessi Stati, eccetto colle città o porti bloccati od assediati per terra e per mare; ma in nessun caso sarà loro permesso il commercio d'oggetti considerati contrabbando di guerra.

Art. 16. In caso di guerra (che a Dio non piaccia) fra le due Alte Parti contraenti, i sudditi di ambi gli Stati avranno un termine di sei mesi per esportare, vendere o liquidare la loro fortuna, ed i loro interessi.

Art. 17. Occorrendo, che qualche bastimento da guerra o di commercio Sardo, o Greco faccia naufragio nei porti od alla costa dei rispettivi territori, sarà loro dato il più grande soccorso possibile, sia per la conservazione delle persone, ed effetti, che per la sicurezza, la cura e la consegna degli oggetti salvati, e questi non saranno sottoposti al pagamento di qualunque siasi diritto, se non che per quella parte, che fosse in seguito introdotta per l'interno consumo; le autorità locali accorderanno tutto il loro concorso ai Consoli nell'esercizio di questi doveri conservatorii, e di amministrazione che gli usi stabiliti, ed il diritto internazionale loro impongono in pari circostanze.

Art. 18. Ognuna delle Alte Parti contraenti accorda all'altra la facoltà di stabilire nei suoi porti e piazze di commercio dei Consoli, Vice-Consoli od agenti commerciali, i quali godranno di tutta protezione, ed assistenza necessaria per adempire debitamente le loro funzioni. I Consoli di qualunque classe sieno, debitamente nominati dai loro rispettivi Governi e dopo aver ottenuto l'*exequatur* da quello nel di cui territorio dovranno risiedere, vi godranno, sia per la loro persona, sia nell'esercizio delle loro funzioni dei privilegi, di cui vi godono i Consoli delle Nazione la più favorita. Egli è però inteso, che se questi privilegi non sono accordati alle altre Nazioni, che sotto speciali condizioni, il Governo rispettivo non li può pretendere, senza che adempisca quelle condizioni stesse. Del resto è espressamente dichiarato, che nel caso di condotta illegale, od impropria verso le leggi od il Governo del paese, nel quale i detti Consoli, Vice-Consoli od agenti commerciali risiedono, dessi potranno essere inquisiti e puniti secondo le leggi, ed essere sospesi nell'esercizio delle loro funzioni dal Governo offeso, il quale farà conoscere all'altro i motivi che l'avranno fatto agire in tal guisa; ben inteso però che gli archivi e documenti relativi agli affari consolari saranno esenti da qualunque inspezione, e dovranno essere colla massima cura conservati sotto il sigillo del Console, Vice-Console od agente commerciale, e di quello dell'Autorità del luogo della di lui residenza.

Art. 19. I Consoli, Vice-Consoli ed agenti commerciali, o quella persona che in loro assenza fosse legalmente autorizzata a rappresentarli, avranno come tali il diritto di essere giudici od arbitri nelle differenze che potrebbero nascere fra i Capitani e gli equipaggi de' bastimenti della Nazione, di cui rappresentano gli interessi, senza che le Autorità locali possano intervenirvi, salvo che la condotta degli equipaggi o del Capitano disturbasse il buon ordine pubblico, o che i Consoli stessi richiedessero la loro intervenzione per far eseguire e mantenere le loro decisioni. È ben inteso che questa specie di giudicato di arbitraggio non può privare le parti contendenti del diritto di ricorrere ai mezzi che loro offre la legge del proprio paese al loro rimpatrio.

Art. 20. I detti Consoli, Vice-consoli ed Agenti commerciali sono autorizzati a richiedere l'assistenza delle Autorità locali per l'arresto, detenzione o prigionia dei disertori dai legni di guerra o di commercio della loro nazione, ed a tale oggetto si dirigeranno ai tribunali, giudici ed altri officiali competenti, e reclameranno per iscritto i disertori constatando o colla comunicazione dei registri del bastimento o del ruolo d'equipaggio o d'altri documenti officiali, che tali individui hanno fatto parte di detti equipaggi, ed in tal guisa, comprovato il reclamo, non sarà loro rifiutata l'estradizione, purchè però non siano sudditi del paese, ove hanno disertato. I disertori arrestati saranno messi a disposizione dei medesimi Consoli, Vice-Consoli ed Agenti, e potranno essere rinchiusi nelle prigioni pubbliche dietro richiesta ed a spese di quelli che li riclamassero per essere rinviati ai bastimenti ai quali appartenevano o ad altri della stessa nazione. Ma se non sono rimandati nello spazio di tre mesi decorrendi dal giorno del loro arresto, saranno messi in libertà, e non si farà più luogo al loro nuovo arresto per la stessa causa. Egli è convenuto, che se il disertore avesse commesso qualche delitto o misfatto, dopo il suo sbarco, potrà essere sospesa la sua estrazione fino a che il tribunale, presso del quale sia pendente il di lui processo, abbia pronunciato la sentenza e questa sia stata eseguita.

Art. 21. Se pel tratto successivo, e d'ora in poi, l'una delle delle Alte Parti contraenti accordasse qualche speciale favore ad un'altra Nazione in punto di commercio, o di navigazione, questo favore sarà immediatamente acquistato dall'altra Parte, la quale lo godrà senza peso di specie alcuna, se fu accordato gratuitamente all'altra Nazione, o accordato lo stesso compenso od un equivalente, se la concessione è stata condizionale.

Art. 22. Il Governo Greco acconsente di secondare il desiderio del Governo Sardo nell'estendere tutte le convenzioni del presente Trattato al Principato Sovrano di Monaco, stabilito sotto il protettorato di **S. M. il** Re di Sardegna, coll'obbligo di reciprocità per parte del detto Principato.

Art. 23. Il presente Trattato sarà in vigore per quindici anni a datare dal giorno in cui avrà luogo lo scambio delle ratifiche, e al di là del suddetto termine, fino allo spirare dei dodici mesi, dopo che una delle Alte Parti contraenti avrà annunciato all'altra la sua intenzione di farne cessare gli effetti.

Art. 24. Le ratifiche del presente Trattato redatto in lingua italiana, e in lingua greca, saranno scambiate in Atene nello spazio di due mesi o prima, se sarà possibile, a contare dal giorno in cui sarà sottoscritto.

In fede del che ambi i Plenipotenziarii delle Alte Parti contraenti hanno sottoscritto il presente Trattato, e vi hanno apposto i loro sigilli. — Fatto in Atene il trentunò (19) marzo mille ottocento cinquantuno.

Firmato P. L. Peloso. *Firmato* Delvanni.

Noi, approvando in ogni sua parte il soprascritto Trattato di commercio e di navigazione l'abbiamo accettato, ratificato e confermato, come per le presenti firmate di Nostra mano e contrassegnate dal Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri lo approviamo, accettiamo, ratifichiamo e confermiamo tanto per Noi quanto pei nostri eredi e successori, promettendo di osservarlo e farlo inviolabilmente osservare. In fede di che abbiamo fatto apporre a queste lettere di ratificazione il Gran Sigillo delle Nostre Armi. Dat. dal Nostro Real Castello di Moncalieri addì diciannove del mese di aprile l'anno del Signore mille ottocento cinquant'uno.

VITTORIO EMANUELE

Azeglio.

In applicazione degli articoli 5 e 6 della Legge 7 luglio 1851, approvativa del Bilancio passivo del Dicastero per gli Affari Ecclesiastici, di Grazia e Giustizia, S. M., con Decreti firmati nelle udienze del 21 e 28 dicembre testè scaduto, ha collocato in riposo l'avvocato Domenico Bonvicino, già sostituto avv. generale in aspettativa, e il notaio Angelo Piccolina, già scrivano nel soppresso tribunale del R. Patrimonio in Sardegna.

E coerentemente al disposto degli articoli 3 e 4 della suddetta Legge, con Decreto firmato in udienza del 31 stesso mese, ha confermato il trattenimento d'aspettativa di cui era provveduto l'avv. Sebastiano Oggero, già giudice istruttore presso il tribunale d'Aosta.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

.NTERNO — *Torino, 1^mo^ gennaio.*

Oggi si tenne nella Real Corte il solenne ricevimento del primo giorno dell'anno. Alle ore 11 antimeridiane ne' reali appartamenti trovavasi riunita tutta l'ufficialità della Guardia Nazionale e della Guarnigione. V'intervennero i Ministri Segretari di Stato, i Cavalieri dell'Ordine della SS. Annunziata, Senatori e Deputati. Le LL. MM. il Re e la Regina attraversarono le sale affollatissime, dirigendosi alla reale tribuna in S. Giovanni, accompagnati dalle LL. AA. RR. il Duca e la Duchessa di Genova, e da S. A. R. il Principe di Carignano, dai Ministri e Cavalieri suddetti e da tutto il seguito.

Terminata la sacra funzione S. M. il Re ricevette individualmente i membri del Corpo Diplomatico, recatisi a felicitare l'Augusto Sovrano, i quali passavano quindi ad ossequiare S. M. la Regina e le LL. AA. RR. il Duca e la Duchessa di Genova e il Principe di Carignano nei rispettivi loro appartamenti.

Allo spettacolo del Teatro Regio interveniva la sera la Real Corte, che veniva salutata con un generale ed altissimo plauso, ricominciato tre volte.

Il Consiglio generale di sanità marittima sedente in Genova, vista la decisione del congresso sanitario internazionale di Parigi, ha deliberato di uniformarsi fin d'ora a quella, sia per l'ammissione a pratica ne' porti de' Regii Stati delle provenienze dal Levante con patente netta, quando vi concorrano le condizioni accennate nella convenzione medesima, di avere cioè impiegato nella traversata otto giorni con un medico sanitario a bordo, oppure dieci giorni senza medico; come eziandio di uniformarsi in detti porti ai periodi di quarantene stabilite nel suaccennato progetto di convenzione per la peste, la febbre gialla e il cholera morbus.

Ha deliberato inoltre che l'ammissione a pratica delle provenienze suddette sia preceduta da una visita medica, comprovante il buono stato di salute di tutte le persone che si trovano a bordo delle navi provenienti dal Levante con patente netta; e ciò fino a tanto che non si conosca quanto verrà disposto in proposito dal Regolamento internazionale definitivo;

Che in dipendenza di tutto ciò siano da ammettersi dal giorno di domani a pratica tutti i bastimenti che trovansi nelle suddette condizioni e che sono in quarantena al Molo-nuovo od in altri porti de' Regii Stati.

BANCA DI SAVOIA.

Bilancio ufficiale del 15 dicembre 1851.

ATTIVO.

Spese di prima fondazione	Fr.	20842	15
Mobiliare	»	1378	65
Spese generali	»	9058	44
Portafoglio	»	451847	63
Casse	»	86371	23
Banca di Ciamberi	»	200720	31
Diverse: conto d'azioni	»	440445	70
Banca d'Annecy	»	4043	81
Titoli costitutivi della Banca da riportarsi sopra 20 anni d'esercizio	»	4000	30
Depositi impegnati	»	313496	»
Conti correnti disponibili	»	31	10
Totale.	Fr.	1252252	02

PASSIVO.

Conto d'azioni	Fr.	800000	00
Profitti e perdite	»	12073	32
Conti correnti disponibili	»	4900	»
Conti correnti non disponibili	»	234538	39
Sede principale	»	200720	31
Totale	Fr.	1252252	02

FATTI DIVERSI. — Torino. — Venne organizzata una società allo scopo di dare una festa da ballo di beneficenza. Questa fu fissata per la sera di martedì 10 del prossimo febbraio nel R. Teatro. I biglietti si distribuiscono da signore, le quali cortesemente s'assunsero tale incarico.

Le sottoscrizioni dei soci come altresì le domande per i palchetti si ricevono all'uffizio del R. Ricovero di Mendicità, via di Po, casa Arnaud, num. 49 negli ammezzati.

— Ieri venne ripetuta in San Giovanni buona parte della messa musicata di recente dal chiarissimo maestro cav. Riccardi. Prendiamo occasione da questa circostanza per richiamare all'attenzione de' nostri lettori un articolo che il giornale l'*Opinione* dettava giorni sono in lode ben meritata del valente compositore:

« Nel giorno de' SS. Natale, alla presenza delle LL. *MM.*, si eseguì nella chiesa metropolitana la messa solenne a ciò nuovamente composta dall'esimio maestro della R. Cappella e camera, cav. Giuseppe Riccardi. Quest'illustre compositore già altre volte ci beò colle sue sublimi opere, come per esempio il tanto famoso *Miserere* che si canta in tutti i venerdì della quaresima e le nove bellissime lamentazioni della settimana santa e la decantata profezia del sabato santo; nonchè con moltissime altre sue produzioni; noi osiamo dire però, che se in quelle ei si acquistò il nome di uno dei più valenti compositori moderni, questa sua nuova messa, tanto per la filosofia dei concetti, quanto per l'unità di pensieri, che nel principio, nel mezzo e nel fine sempre in varii e sublimi modi lavorata si scorge, e pel genio che fulgidissimo vi brilla, lo colloca fra i sommi classici compositori.

Il *Kyrie* per la sua patetica, melodiosa dolcezza, il *Gloria* che scorre veemente fino al *Qui tollis*, dove con un terzetto in cui le parti cantanti, soavemente intrecciandosi, mandano lamentevoli voci al trono celeste, e ci conducono ad una *fuga* di un leggero e vivace stile che riempie i cuori di pia letizia. Il *Credo* ripieno di tanti e sì svariati pensieri di analoghe modulazioni, arricchito di istrumentazione piena di foco e di verità segue il suo corso qual maestoso fiume. L'*Incarnatus* ed il *Crucifixus* colla loro triste melodia ci traggono a tetre, ma dolci meditazioni. Il *Sanctus* decantante solennemente le glorie del Dio degli eserciti è nella sua brevità di uno stile nobile e grande. Il *Benedictus* è ripieno di affetto e di dolcezza. L'*Agnus Dei* di bella fattura, adorno di ottime imitazioni e naturali modulazioni, viene terminato da un soavissimo *Dona nobis pacem*, che per il movimento tanto delle parti di canto, quanto di quelle dell'orchestra e per le dolci ed impensate modulazioni tutti commove gli animi, ponendo fine alla messa, in guisa tale, da non lasciarci rammaricare gli spenti e immortali genii di Mozart, Beethowen, Hummel e Cherubini.

Caldamente preghiamo perciò questo valentissimo compositore a voler sempre abbeverarsi a questi divini fonti, nè mai seguir l'uso di pressochè tutti i moderni maestri, che fanno risuonare il tempio della divinità delle melodie che più piacquero sulle scene, riempiendoci l'anima di profonda voluttà, invece di inondarlo colle glorie d'un Dio uno ed onnipossente, scopo a cui debbe mirare il compositore di musica sacra, e che il Riccardi, nella non miai abbastanza lodata ed ammirata sua messa, così ben seppe ottenere.

E non solo col distinguersi in questo genere di musica aggiunse il Riccardi una novella fulgidissima gemma all'artistica corona d'Italia, ma ben sappiamo come egli abbia dato libero sfogo al suo genio, traducendo nella lingua degli angeli le più tenere e sublimi *ode anacreontiche* del *Metastasio*, *Rolli*, *Zappi* e *Brofferio*, e finalmente adornando d'un'aureola novella gli immortali versi del *Petrarca*. Di quest'ultimo ei musicò alcuni de' più famosi sonetti per una, due e fino tre voci, nonchè due delle più celebri canzoni: cosicchè se i tempi fossero più propizii alle belle arti, pregheremmolo noi caldamente a voler pubblicare tali sue originali e sublimi composizioni, acciocchè in mezzo al rumoroso frastuono, che di continuo ci assorda sotto il nome di musica, ci fia dato bearci tratto tratto nella vera armonia che in terra è specchio del paradiso. »

FRANCIA

Parigi, 29 *dicembre*. Si leggono nel *Pays* i seguenti particolari intorno ai prigionieri di Ham:

Dopo i primi dieci giorni della loro cattività, i prigionieri ebbero la permissione di riunirsi e di comunicarsi ad un tempo le notizie che ricevevano e le loro impressioni sugli avvenimenti successi. Da quel momento le loro famiglie ed i loro amici poterono fare ad essi visite frequenti e addolcire la noia della loro prigionia.

Restano nel forte di Ham, dopo che fu messo in libertà il generale Cavaignac, i sigg. Changarnier, Bedeau, Lamoricière, Charras, Baze e Leflò. Tutti pranzano insieme, serviti da sott'ufficiali che li trattano coi più cortesi riguardi. Le signore Lamoricière, Leflò e Baze dividono la cattività dei loro mariti, e la prima specialmente coll'affabilità de' suoi modi e colla delicatezza del suo spirito rallegra sovente le lunghe ore del carcere. La signora Leflò è sfortunatamente sotto il peso di un dolore pungente che le impedisce di frammischiarsi alle intime riunioni dei prigionieri. Essa perdette in Ham uno de' suoi piccoli figli.

Il generale Changarnier, il cui freddo e beffardo stoicismo fa spicco sulla bollente vivacità del colonnello Charras e sull'energico ardore del generale Lamoricière, ripiglià ben presto, a malgrado della sua detenzione, quel carattere impassibile, quell'immobilità che lo distinsero in tutta la sua vita pubblica. Ei parla piuttosto per sentenze che a modo di discorso, ed è sempre difficile conoscere il pensiero secreto che agita quella mente grave e seria. Il generale Changarnier occupa lo stesso appartamento del generale Lamoricière.

Quest'ultimo, colla rapidità d'intelligenza che gli è propria, ha compreso bene la significazione e il carattere dell'atto del 2 dicembre, e si rassegnò facilmente ad un fatto che le avverse opinioni possono criticare bensì, ma di cui non è più permesso il disconoscere la potenza e l'autorità. Egli poi protesta altamente contro ogni pensiero di cospirazione da sua parte, e, se comprende la necessità del suo arresto nel primo momento, non prevede che alcuna determinazione rigorosa possa mai colpirlo.

Il colonnello Charras, benchè partecipi a queste convinzioni, pare profondamente afflitto della parte che ebbe a sostenere, negli ultimi tempi dell'assemblea legislativa, l'opposizione repubblicana; ei riconosce il gran fallo che il partito repubblicano commise legandosi al socialismo, la cui disfatta potea trar seco con un movimento di reazione irresistibile la caduta della stessa repubblica.

Ma nessuno è più di abbattuto animo che il sig. Baze. I documenti sequestrati al suo domicilio gli fan temere di apparir più compromesso de' suoi compagni di cattività, ed il pensiero dell'esilio gl'inspira una tristezza profonda, alla quale si uniscono gravi preoccupazioni materiali. Il sig. Baze non ha beni di fortuna; l'impossibilità di esercitare all'estero la professione d'av-

www.internetculturale.it

Però si accerta che il generale Bedeau assume sopra di sè la responsabilità dei documenti trovati in casa dell'ex-questore. Sarebbe egli che, come vice-presidente dell'assemblea, e ad ogni eventualità, li avrebbe fatti compilare e stampare. Ma cotesti documenti non implicavano nè cospirazione nè disegno determinato contro il presidente della repubblica, e il generale si maraviglia che si possa sospettare il suo onor militare di cospirare contro il capo del potere esecutivo.

Del resto, la condotta del generale Bedeau si distingue per una pietà poco comune. Egli è un cristiano fervoroso che si rifugia nella meditazione e nella preghiera contro l'instabilità delle cose umane. Non è da oggi per altro che il generale manifesta questi religiosi sentimenti. I nostri soldati ricordano d'averlo visto sovente in Africa nell'ora del combattimento scender di sella ed invocare, in una preghiera silenziosa, la protezione e l'appoggio del Dio delle battaglie.

In vivaci conversazioni in cui ciascun prigioniero reca le sue impressioni personali, e l'attrattiva d'un'intelligenza sempre elevata e feconda, scorrono in Ham le giornate che si avvicinano al termine della loro cattività.

— Lord Normanby, ambasciatore d'Inghilterra, deve dare il giorno 6, festa dell'Epifania, un gran pranzo al corpo diplomatico; tutti i ministri vi saranno invitati.

— Gli antichi membri della commissione dipartimentale, che, giusta il decreto del 27 dicembre, non ne fanno più parte, sono i seguenti: Garnon, Paolo Delaroche, Wclowski, Orazio Say, Mortimer-Ternaux, Hebert, Vavin, Delestre, Ramon della Croisette, Augusto Moreau, Bourdon, Bixio, Ferdinando di Lasteyrie e Galis.

Sono surrogati ad essi: Ernesto André, Billaud, Bayvet, Chaix-d'Est-Ange, d'Echthal, Fremyn, Herman, Eugenio Delacroix, Casimiro Noel, Pecourt, di Royer, Mongis, Lemoureux e Libert.

— Ecco la nuova classificazione del territorio della Francia in 21 divisioni, secondo il decreto del 26 dicembre:

1. *Divisione*; quartier generale a Parigi. *Suddivisioni*: Senna, Senna-ed-Oisa, Oisa, Senna-e-Marna, Aube, Yonne, Loiret, Eura-e-Loir.

2. *Divisione*; quartier generale a Rouen. *Suddivisione*: Senna Inferiore, Eura, Calvados, Orne.

3. *Divisione*; quartier generale a Lilla. *Suddivisioni*: Nord, Passo-di-Calais, Somme.

4. *Divisione*; quartier generale a Châlons-sulla-Marna. *Suddivisioni*: Marna, Aisne, Ardennes.

5. *Divisione*; quartier generale a Metz. *Suddivisioni*: Mosella, Mose, Meurthe, Vosgi.

6. *Divisione*; quartier generale a Strasburgo. *Suddivisioni*: Basso Reno, Alto Reno.

7. *Divisione*; quartier generale a Besanzone. *Suddivisioni*: Doubs, Jura, Costa-d'Oro, Alta Marna, Alta Sonna.

8. *Divisione*; quartier generale a Lione. *Suddivisioni*: Rodano, Loira, Sonna-e-Loira, Ain, Isera, Alte Alpi, Drôme, Ardèche.

9. *Divisone*; quartier generale a Marsiglia. *Suddivisioni*: Bocche del Rodano, Varo, Basse Alpi, Valchiusa.

10. *Divisione*; quartier generale a Montpellier. *Suddivisioni*: Hérault, Aveyron, Lozère, Gard.

11. *Divisione*; quartier generale a Perpignano. *Suddivisioni*: Pirenei Orientali, Ariège, Aude.

12. *Divisione*: quartier generale a Toulouse. *Suddivisioni*: Alta Garonna, Tarne-e-Garonna, Lot, Tarn.

13. *Divisione*; quartier generale a Baiona. *Suddivisioni*: Bassi Pirenei, Lande, Gers, Alti Pirenei.

14. *Divisione*; quartier generale a Bordeaux. *Suddivisioni*: Gironda, Charente-Inferiore, Charente, Dordogna, Lot-e-Garonna.

15. *Divisione*; quartier generale a Nantes. *Suddivisioni*: Loira-Inferiore, Maine-e-Loira, Due Sevres, Vandea.

16. *Divisione*; quartier generale a Rennes. *Suddivisioni*: Ille-et-Vilaine, Morbihan, Finistère, Coste-del-Nord, Manica, Mayenne.

17. *Divisione*; quartier generale a Bastia *Suddivisioni*: Bastia, Aiaccio.

18. *Divisione*; quartier generale a Tours. *Suddivisioni*: Indra-e-Loira, Sarthe, Loir-e-Cher, Vienne.

19. *Divisione*; quartier generale a Bourges. *Suddivisioni*: Cher, Nèvre, Allier, Indra.

20. *Divisone*; quartier generale a Clermont-Ferrand. *Suddivisioni*: Puy-di-Dome, Alta Loira, Cantal.

21. *Divisione*; quartier generale a Limoges. *Suddivisioni*: Alta-Vienne, Creuse, Corrèze.

— Il *Constitutionnel* ha un articolo del dott. Veron, che dice fra le altre cose:

« Noi comprendiamo che s'incontrino, in tutti i tempi, uomini di ingegno raro, di carattere elevato, che pongono il loro più bel vanto nel far prevalere i concetti loro, i loro sentimenti e le loro convinzioni, nei consigli d'un monarca o d'un presidente della repubblica, e che aspirano alla gloria di governar gli uomini.

« Noi non tendiamo sì alto, e, sotto il regime del suffragio universale, vi ha un'altra parte da rappresentare, che deve avere non meno per ricompensa la pubblica considerazione. Questa parte consiste nel discutere rispettosamente gli atti del potere, nell'incoraggiarlo a nobili ed utili imprese, e nell'avvertirlo onestamente quando par vicino a tenere una via falsa.

« Questa parte è la nostra dal 10 dicembre 1848 in poi, nè altra noi ne vogliamo, per quanti diritti possiamo avere alla fiducia di Luigi Napoleone Bonaparte. »

E conclude così: « È dunque una parte che può soddisfare pienamente l'orgoglio di persone oneste lo studiare i movimenti dell'opinione pubblica, il farsi con indipendente animo l'interprete delle sue nobili ripugnanze, de' suoi perspicaci istinti, de' suoi voti ardenti per tutto ciò che vale a contribuire all'ordine, alla prosperità del paese, e delle sue implacabili avversioni per tutte le imprese rivoluzionarie della demagogia e del socialismo.

« Il *Constitutionnel* si sforzerà di rendersi degno di questa onorevole missione; e, in quanto a noi personalmente, ci sta a cuore di rimanere, come per lo innanzi, uno degli scrittori di esso giornale. »

BELGIO

Leggiamo nel *Journal des chemins de fer* quanto segue, intorno ai lavori pubblici nel Belgio:

Noi parlammo di già delle grandi imprese di pubblici lavori progettati dal governo e dall'industria del Belgio. Quei progetti hanno finalmente ricevuto l'approvazione legislativa e la reale sanzione. La legge, in data del 20 dicembre 1851, venne promulgata nel *Moniteur Belge*.

Quello che maggiormente importa agli interessi della Francia nei varii progetti che verranno eseguiti, è la costruzione della strada ferrata del Lussemburgo che, partendo da Namur, e passando per Arlon, unirà a Sarrebruck la rete prussiano-bavarese, toccando Lussenburgo.

Quella strada, conformemente alle mire del governo e degli industriali belgici, permetterà al porto di Anversa di togliere a quello di Havre le provviste in cotoni, legni di tintura ecc. dalla Svizzera e dell'Alemagna meridionale.

Il governo belgico aveva offerto alla Francia la direzione della strada del Lussemburgo sopra Thionville, donde si farebbe partire un tronco per raggiungere Metz e la strada ferrata di Strasburgo. Quest'offerta non venne accettata; quindi è che la Prussia, la Baviera ed il granducato di Baden si approfitteranno del transito d'Anversa sopra Basilea, il Würtemberg e la Baviera. Sei mesi addietro, forse le circostanze non permettevano alla compagnia di Strasburgo di assumersi l'impresa di costruire quel tronco; ma noi crediamo che ora abbia essa a provarne rammarico.

Oltre al transito di cui abbiamo or ora fatto menzione, la strada del Lussemburgo è destinata (così almeno lo sperano i nostri vicini) a divenire, fra alcuni anni, la grande strada dell'India per Genova, col prolungare le strade del granducato di Baden attraverso alla Svizzera, presso Zurigo, Zug, Glaris e Schweiz fino al lago di Como: all'estremità della quale mette capo la strada prolungata da Milano a Monza.

Questa nuova strada dell'India, assai più breve che quella di Trieste, sarebbe però più lunga ancora della metà di quella di Marsiglia, e non potrebbe essere condotta a termine nel medesimo intervallo di tempo, se nulla sopravverrà che incagli l'impulso con cui il governo ha il fermo proposito di promuovere il compimento della grande linea del Mediterraneo.

SPAGNA

Madrid, 24 *dicembre*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il trattato sulla proprietà letteraria tra la Francia e la Spagna sta per essere definitivamente conchiuso.

Molti deputati han già lasciato la capitale, indotti a ciò dalla quasi certezza che le *cortes* non saranno rivocate che da qui a qualche mese.

— Si legge nell'*Heraldo*:

La principessa reale fu battezzata l'altr' ieri (22). La tennero al sacro fonte, come patrino l'infante D. Francesco di Paola, padre del re, e come matrina la regina Maria Cristina. Ecco i prenomi della reale bambina: Maria-Isabella-Francesca d'Assisi-Cristina-Francesca di Paola. L'arcivescovo di Toledo è quegli che ha battezzato la principessa. Il giuramento solenne non sarà ancora prestato alla principessa delle Asturie, imperocchè la Spagna spera che la regina Isabella II le darà più tardi un principe delle Asturie. Ieri sera tutta la città fu illuminata. Dappoi la nascita della principessa reale Madrid è in continua festa.

— Si legge nello stesso giornale:

La *Gazzetta* del 23 pubblica il bilancio del 1852 che non è stato ancora approvato dalle *cortes*, e che ciò non ostante deve essere messo in vigore dal primo gennaio 1852 in poi. Questa circostanza fa fortemente presumere che il ministero non pensa, per ora, a riunire le *cortes* prima di settembre o di ottobre, salvo che non sopraggiungano avvenimenti straordinarii.

A termini di detto bilancio, le spese ordinarie dello Stato sono fissate a un bilione 141 milioni 53,456 reali (311 milioni di franchi) pel 1852, e le spese straordinarie a un bilione 115 milioni 708,000 *idem* (305 milioni di fr.) Le pubbliche rendite sono valutate un bilione 188 milioni 474,762 reali (522 milioni di fr.)

Il governo è autorizzato ad aprire sulle entrate del 1853 un credito limitato alla cifra del disavanzo dei bilanci del 1849, del 1850 e del 1851.

INGHILTERRA

Si legge nel *Daily-News*:

Intanto che milioni d'irlandesi lasciano il loro paese natale pel Nuovo-Mondo, pare che moltissimi de' loro compatriotti emigrati rientrino in Irlanda. Quasi tutte le navi che vengono da Nuova-York, ne riconducono ottanta o cento. Bisogna credere che il clima e i costumi dell'altra parte dell'Atlantico non piacciano egualmente a tutti gl'irlandesi.

Ma, da un altro canto, si legge nel *Clare Journal*:

La emigrazione va di dì in dì aumentando ne' nostri dintorni. La piccola parrocchia di Kilferons novera da dodici famiglie (ossia una sessantina di persone) le quali devono partire nel vicino mese.

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino*, 24 *dicembre*. L'accademia reale di canto di Berlino ha testè perduto il suo venerabile capo, il dottore Federigo Rungenhagen, che morì domenica scorsa all'età di 75 anni.

Il signor Rungenhagen era nato in Berlino nel 1778, ed aveva fatti i suoi studii musicali sotto la direzione di due maestri egualmente celebri come teorici e come compositori, Benda e Carlo Filippo Emanuele Bach, a cui si devono importanti lavori sulla storia della musica, sulla composizione e su diversi metodi d'insegnamento del canto, non meno che molte opere di musica religiosa, sovratutto un *Te Deum*, una messa e alcuni motetti.

Egli formò molti eccellenti allievi, in numero dei quali fu Lortzing, la cui recente perdita l'arte deplora.

L'accademia reale di canto, a capo della quale il sig. Rungenhagen si trovò collocato per più di trentasei anni, gli ordinò esequie pomposissime, che si sono celebrate ieri, ed alle quali hanno assistito tutti i nostri chiari artisti.

Gli allievi dell'accademia, in numero di 250, gli artisti della grande opera e molti dilettanti vestiti a lutto, eseguirono il canto: *È in Gesù la nostra fiducia*, poi il *Requiem* di Mozart.

Il corteggio funebre era composto di 2000 persone a piedi; presso alla bara si osservavano i signori Bodelschwing, ministro di Stato, Meyerbeer, il conte di Redern, Kustner, Hulsen, e la maggior parte dei professori dell'università e degli altri istituti d'insegnamento superiore di Berlino. (*J. des Débats*)

NORVEGIA

Leggesi nel *Journal des Débats*:

Quando Carlo XII, re di Svezia, fu ucciso il 30 novembre 1718 da una palla di cannone lanciata dal forte di Frederikshald, che egli assediava sul luogo stesso in cui morì questo grande monarca, s'innalzò una colonna in marmo semplicissima, sulla quale erano incisi il nome del re e la data della sua morte.

Quel monumento fu successivamente demolito, perchè dopo un secolo ogni viaggiatore, sì nazionale che estero, e sovratutto fra gli Svedesi, distaccava un pezzo della colonna: ed ora la parte inferiore del piedestallo, che sola era rimasta intatta, è scomparsa, non si sa come, talmente che nulla v'ha che più indichi il luogo in cui Carlo XII rese a Dio la sua grande anima.

Il governo di Norvegia decise che un monumento, assai più degno di Carlo XII, che quello non era, venga innalzato sullo stesso luogo dove sorgeva il primo.

A questo fine si aprì in Cristiania una sottoscrizione, ed in meno di due giorni, i tre quarti della somma necessaria per l'esecuzione di questo progetto erano già coperti.

La composizione del nuovo monumento sarà posta a concorso.

GRECIA

Atene, 17 *dicembre*. Il progetto di legge che accorda una pensione di 3,000 dramme al mese al sig. Giorgio Conduriotis, fu adottato dalla Camera con grande maggioranza.

— *Del* 25. Da una corrispondenza particolare dell'*Osservatore Triestino* sappiamo che una grave questione insorse ultimamente nella Camera de' deputati, in occasione del *memorandum* di lord Palmerston, concernente lo stato della Grecia.

La discussione durò cinque giorni: finalmente, dopo un discorso del ministro delle finanze, la Camera pronunziò un voto di fiducia al governo: essa si occupò quindi del suo bilancio.

L'opposizione nel senato sembra di già affievolita, poichè in una sola tornata vi si votarono gli 87 articoli della legge sulle decime e sulle imposte forzate, e ciò senza contrasto.

Il governo ammise il libero cabotaggio per tutte le società di navigazione a vapore, cioè quella del *Lloyd austriaco*, delle *Messageries nationales*, e del sig. *Euripides e Comp.*

TURCHIA

Costantinopoli, 19 *dicembre*. Da una corrispondenza dell'*Osservatore Triestino* togliamo quanto segue:

Il governatore dei Dardanelli, il quale, come vi scrissi, ultimamente aveva fatto battere un dragomano del console austriaco, fu destituito e nominato in sua vece un altro, Hassan bascià, egiziano, che è già partito a quella volta. L'ex-governatore fu qui chiamato per essere giudicato dal supremo consiglio di giustizia.

L'ambasciatore di Francia signor Lavalette continua a tenere spesso conferenze col ministro degli affari esteri. Anche l'ambasciatore di Russia ha frequenti conferenze collo stesso ministro e col gran visire, le quali vertono tutte, a quanto dicesi, intorno alle questioni tuttora pendenti dei luoghi sacri.

Giovedì si è festeggiato l'anniversario onomastico di S. M. l'imperatore delle Russie. La corvetta di guardia nel porto, nonchè il brick austriaco di guerra si eran pavesati a festa fino dal primo albore facendo a mezzogiorno il saluto imperiale con 21 colpi di cannone. Il sultano aveva mandato il suo ciambellano Mehmet Djemel bey e il primo interprete del divano imperiale Nourredyn bey al palazzo dell'ambasciata russa onde complimentare quel ministro plenipotenziorio sig. De Titeff.

Il signor Stefano Vogoride, ex-principe di Samos, attualmente *Capau Kiaia*, rappresentante dell'ospodorato di Moldavia, celebrò le nozze di sua figlia con un giovane greco suo scrivano, di nome Fotiadi. Non vi farei menzione di questi sponsali se non fossero stati onorati dalla presenza del gran sultano. Il principe Vogoride fece l'invito a quasi tutti i bascià e feco invitare il sultano per mezzo di Fethi Achmet bascià di Tofana, suo intimo amico, il quale seppe persuadere il gran signore a prendervi parte. Il signor Vogoride fece apparecchiare un trono per ricevere condegnamente il suo sovrano, il quale fu ricevuto da tutto il clero greco ivi riunito, mentre la banda musicale accompagnava un inno cantato in lingua greca dai sacerdoti in onore del sovrano. Il sultano non aveva seco che due ciambellani e quattro servi. E rimase in piedi durante la cerimonia dello sposalizio che durò circa un'ora. In apposita sala venne imbandita una mensa al sultano dove solo si assise servito dai suoi ciambellani. Ritornato nella sala principale si aperse il ballo, finito il quale tutti i presenti accompagnarono il sultano colla banda musicale fino al palazzo.

Nessuno dei bascià invitati osò prendere parte alle feste, attendendo l'autorizzazione del monarca.

Questa visita del sultano, il quale non aveva presa mai parte nemmeno agli sponsali dei suoi bascià, provocò una specie di disapprovazione presso alcuni musulmani.

Il signor F. Corsi fu assalito domenica scorsa da tre individui greci e fu derubato di cinquecento e più mille piastre in carta monetata, somma che egli portava al ministero delle finanze.

La legazione del granduca di Toscana fu soppressa ed incorporata all'internunziatura austriaca.

AMERICA

Si legge nei *Débats* del 29 ultimo dicembre:

Scrivono dalla Guadalupa in data del 15 novembre:

Il più antico generale di divisione dell'armata francese, il sig. generale Lambert, è morto alla Guadalupa in età di 87 anni. Egli lascia due figli, uno de' quali è succeduto, nel comando del 2.° dragoni, al colonnello di Goyon, elevato al grado di generale di brigata. Il generale Lambert era stato nominato, non è molto, grande officiale della Legione d'Onore. È il nostro onorevole rappresentante sig. Bissette quegli, che avea ottenuta questa tarda ricompensa agli obbliati servigi del vecchio e illustre generale.

— Si legge nello stesso giornale:

Scrivono dalla Martinica il 22 novembre:

Il sig. Sénéchault, consigliere alla corte d'appello della Martinica, è morto di febbre gialla, che in questo momento infierisce a Forte Reale. Sono morti anche della medesima malattia il sig. Sentelez, capitano d'artiglieria, il sig. Martin, luogotenente di fanteria, il sig. Dordé, chirurgo di marina, ed altri.

Nell'ospedale di Forte Reale si trovano ammalati in buon numero, che appartengono sia alla guarnigione, sia agli equipaggi della stazione.

Lo stato sanitario di S. Pietro è ottimo.

www.internetculturale.it

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi, 30 dicembre.* I risultati definitivi di 84 dipartimenti danno 7,099,077 voti affermativi. Restano ancora da conoscersi le votazioni dell'Algeria e delle truppe di terra e di mare.

— Per decreto del presidente della repubblica il risultato dei voti emessi il 20 e 21 dicembre 1851 sarà proclamato, pubblicato ed affisso nei comuni della repubblica. Una festa nazionale sarà celebrata il 1° gennaio 1852 in tutti i capoluoghi dei dipartimenti, e l'11 gennaio 1852 in tutti i comuni della Francia. Un *Te Deum* sarà cantato in tutte le chiese.

— Per altro decreto, nessun caffè, nessuna taverna o altro spaccio di bevande da consumarsi sul luogo potranno essere aperti in avvenire senza preventiva permissione dell'autorità.

— Tutti i busti, statue e quadri dell'antico senato conservatore, sono stati ricollocati a posto negli scaloni, nelle stanze e sale del Lussemburgo.

Inghilterra. *Londra, 29 dicembre.* Si legge nel *Morning Chronicle*:

Il conte di Flahault ebbe, sabato ultimo, un abboccamento con lord J. Russell. Il conte Granville si recò nello stesso giorno al Foreign-Office. Il ministro del Belgio, pure nel giorno stesso, si occupò d'affari al consiglio di commercio e al dicastero degli affari esteri.

— Si legge nell'*Observer*:

Siamo pregati di annunziare che non pure il borgo di Marylebone sta per prendere la iniziativa d'una dimostrazione in favore di lord Palmerston, ma che i cittadini di Westminster, che appartengono al partito liberale, si propongono d'invitare il nobile visconte a portarsi candidato di questa antica città alle vicine elezioni.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi continuano ad essere animati.

— I giornali inglesi del 29 pubblicano il seguente dispaccio telegrafico:

Bombay, il 5 dicembre.

È avvenuta una nuova sommossa tra i maomettani della città. L'ordine è ristabilito. Le truppe di sir C. Campbell non incontrarono alcuna resistenza. Lo stesso successe a quelle di Kohat. Quelle che si trovano di stazione a Mooltan ricevettero l'ordine di tenersi pronte. Si dice che la dinastia regnante abbia abdicato la corona della Cina, ma questa voce è riguardata come prematura. Il dottore Harding è stato installato a Bombay in qualità di vescovo.

Alemagna. *Berlino, 28 dicembre.* Il barone di Budberg, il quale aveva surrogato il barone di Mezendorff, nella qualità d'incaricato d'affari di Russia, è stato testè nominato ad ambasciatore straordinario e ministro plenipotenziario alla nostra corte.

— *Wiesbaden, 28 dicembre.* Si conferma che il presidente del Consiglio del ducato di Nassau, sig. di Witzingerode, ha data la sua dimissione.

— *Holstein.* La delimitazione dei confini fra l'Holstein e lo Schleswig avrà per ora un assestamento provvisorio, non essendo riuscita ad accordarsi in questo affare la commissione nominata a questo fine.

Danimarca. La seconda Camera con 33 voti contro 25 ha rigettata una domanda di crediti destinati al mantenimento ed all'armamento della flotta. Si crede che questo rifiuto fa sì che si ritireranno i ministri della marina e della guerra.

America. *Stati-Uniti.* Il fatto più notevole della seduta della Camera dei rappresentanti è stato quello della adozione da lei votata, alla maggioranza di 131 contro 16, della risoluzione, già adottata dal senato, e concepita in questi termini: « Il senato e la Camera de' rappresentanti, riuniti in congresso, hanno risoluto che il congresso degli Stati-Uniti, in nome e da parte del popolo degli Stati-Uniti, offrirà a Luigi Kossuth una cordiale accoglienza nella capitale e nel paese. »

(*Courrier des Etats-Unis*)

E. Leone Reforzo

Società anonima Piemontese
PER
L'ILLUMINAZIONE A GAZ

L'Assemblea Generale terrà la sua adunanza il 14 corrente nel solito locale presso la Direzione, alle ore sette precise di sera.

Sono quindi invitati d'intervenire tutti i signori Soci possessori di cinque e più azioni, a norma dell'art. 19 dello Statuto.

Pel Comitato di Direzione
Il Direttore gerente Gaudenzio Albani.

CITTA' DI PALLANZA

Dovendosi procedere alla nomina di un Maestro di terza classe elementare coll'annuo stipendio di L. 300, si invitano i Maestri, che intendessero aspirare a tale impiego, a presentare, prima del 15 gennaio 1852, al sottoscritto, i titoli di loro idoneità.

Il Sindaco Arnatti.

VENDITA
DI PIANTE D'ALTO FUSTO
DI ROVERI E PIOPPI DI GROSSA DIMENSIONE

Num. 458 PIANTE di rovere e num. 100 di pioppi (li roveri sono divisi in 9 lotti ed i pioppi in 2), state estimate in L. 20,000; dette piante sono situate nel territorio di Buronzo e Giffenge, provincia di Vercelli, nelle cascine denominate la Vercellana e Brusà, proprie della signora Maddalena Avogadro di Cerretto, moglie del sig. Carlo Eusebio Ballina.

Per la visita di queste piante e per l'indicazione di ciascun lotto potrà ognuno rivolgersi in Buronzo dalli Francesco Delzoppo, per soprannome detto il Mona, e Gioanni Rampone, abitante nel così detto Convento, di proprietà della signora venditrice, o dalla stessa signora Maddalena Ballina in Cossato, provincia di Biella.

OSSERVATORE TRIESTINO

PROGRAMMA

In quest'epoca si è più che mai risentito il bisogno che l'operosità della politica sia basata sul benessere materiale degli Stati, ed è per ciò che scorgiamo ora le questioni politiche sempre più strettamente connettersi a quelle dell'economia nazionale, del commercio e dell'industria. Noi vediamo spaziare la politica su questo vastissimo campo e la possiamo considerare per ciò quale mezzo potente per conseguire il materiale benessere delle nazioni. I governi tendono a sempre più ampliare e moltiplicare le risorse dei paesi mediante leghe doganali, trattati di commercio e di navigazione, unioni postali e telegrafiche; sul maggior numero dei paesi posti sotto uno stesso reggimo commerciale si va introducendo l'uniformità nelle monete, nei pesi e nelle misure; si promulgano leggi uniformi di commercio, di cambio, di diritto marittimo ed altre: tutto concorrere in fine a rendere le transazioni internazionali più estese, più frequenti e maggiormente proficue. Nessuno potrà dunque sconoscere la necessità che tutti questi svariati argomenti sieno trattati dalla stampa periodica con maggior ne so, e che le questioni meramente politiche non vengan offerte ai lettori disgiunte da quelle di economia nazionale, di commercio, industria e navigazione. In tal caso soltanto un giornale potrà adempire alla sua missione. Un tale bisogno è sentito particolarmente in Trieste, che, posta in rapida comunicazione con si gran parte del globo, risente l'influenza delle surriferite relazioni internazionali con maggior efficacia e ne ritrae vantaggi maggiori, dove il commercio acquista per ciò un interesse più immediato.

Onde soddisfare a tale esigenza la direzione della terza sezione del Lloyd austriaco ha ideato di fondere, a principiare del nrossimo anno, l'*Osservatore Triestino* ed il *Giornale del Lloyd Austriaco* in un solo periodico, in guisa da formarne un giornale ampio, contenente tanto la parte politica quanto gli oggetti trattati finora dal *Giornale del Lloyd Austriaco*.

Il nuovo periodico, che sotto l'antico titolo di *Osservatore Triestino* comprenderà in uno stesso foglio anche il *Giornale del Lloyd Austriaco*, offrirà ai lettori un maggior interesse non solo per l'unione di argomenti politici e commerciali, ma perchè sarà provveduto di nuovi ed altri corrispondenti sì per la parte politica che per la commerciale in tutti i paesi che hanno importanti rapporti colla nostra città, e perchè la redazione si procurerà proprii dispacci telegrafici ogniqualvolta avvengono fatti di qualche rilievo. Esso tratterà con maggior estensione gli argomenti che riguardano più direttamente e più davvicino la politica dell'Austria ed il suo commercio marittimo, dando in estratto le notizie di secondario interesse per la nostra piazza, ed avrà poi special cura di offrire ai suoi lettori le relazioni politiche e commerciali del Levante e delle Indie orientali, coi quali siamo in frequente e regolare comunicazione mediante la navigazione a vapore del Lloyd austriaco.

Il formato del nuovo periodico sarà in foglio grande; i suoi tipi saranno del tutto nuovi, variati ed in gran parte più piccoli degli attuali, onde poter accogliere pressochè la stessa quantità di materiale ora contenuta nei due giornali separati. L'edizione sarà elegante, e bella la carta. Il foglio ufficiale e quello degli annunzi saranno aggiunti ad ogni numero come pel passato: nei giorni in cui la politica ovvero il commercio presentassero maggiori argomenti di grande interesse, verrà unito al giornale un supplemento di mezzo foglio, e più, secondo il bisogno.

Quest'innovazione, abbenchè offra ai lettori argomenti che ora sono pertrattati da due fogli separati, non richiede però per gli associati d'uno degli attuali due giornali che un lieve aumento del prezzo d'associazione, essendosi fissato il medesimo, come vedesi più sotto, a fiorini 20 annui per Trieste ed a fiorini 25 per fuori di Trieste, mentrecchè attualmente tutti due i giornali costano fiorini 35 annui per Trieste e fiorini 41 per fuori.

Ci affrettiamo ad annunziare tale cangiamento ai sig. abbonati dell'*Osservatore Triestino* ed a quelli del giornale del *Lloyd Austriaco*, invitandoli a rimettere gl'importi d'associazione a tempo debito onde non succedano ritardi nella spedizione. Ecco il

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

Per Trieste . . . . . fior. 20 per un anno
» 10 per mezz'anno
» 5 per tre mesi

Fuori di Trieste franco di porto fino ai confini
fior. 25 per un anno
» 11 car. 50 per mezz'anno
» 5 » 45 per tre mesi

Gli abbonamenti si ricevono

In Trieste presso la spedizione dell'*Osservatore Triestino*, Tergesteo, scala seconda,

Fuori di Trieste presso le agenzie del *Lloyd austriaco* e presso gl'i. r. uffizi postali.

Trieste 1.° dicembre 1851.

La redazione dell'Osservatore Triestino.

LINGUA E LETTERATURA ITALIANA

F. GUIDI, già Porta dei RR. Teatri, si propone di dare anche nel corrente anno, lezioni di Lingua e Letteratura Italiana nelle case delle persone che il vorranno a Maestro.

Recapito: via dei Macelli, casa Daziani, 4.° piano.

AUMENTO DI SESTO

Con atto del 23 corrente, rogato Galeazzi, che ha studio in casa Bruno, via delle Orfane, n. 15, piano secondo, venne deliberato al prezzo di L. 60,000 in complesso, il terreno fabbricabile, posto in Torino, nell'ingrandimento approvato di Porta Susa, a destra sortendo, della totale superficie di are 28 (tav. 73) circa, confrontante cioè a giorno la via in prolungamento di quella del Carmine, a ponente la via della Zappa, a notte la via del Partitore in prolungamento a quella delle Figlie dei Militari, ed a levante la via senza nome; su quale terreno esistonvi dei fabbricati formanti tre distinte maniche di recente costruzione, parte stabile e parte provvisoria, propriì tali beni degli eredi di Bernardo Perratone.

I fatali per l'aumento del sesto scadono con tutto il 12 del prossimo gennaio 1852.

VENDITA VOLONTARIA
dei seguenti stabili:

1.° Una CASCINA in territorio di Valolengo, attigua alla strada provinciale di Arona, propria del signor Gio. Antonio Sella, e composta di caseggiato rustico, di recente ed ottima costruzione, con campi, prati e vigne, della misura in totale di ettari 14, 50 (giornate 38) circa, situate nelle regioni dell'Olmo, Chiapei e Buontempo;

2.° Un'elegante e nuovissima CASA di campagna dello stesso proprietario, situata in territorio di Lessona, con casa rustica, pure nuova, e beni dipendenti, il tutto in ottimo stato sia di costruzione, sia di coltivazione rispettivamente: i beni sono situati nelle regioni Gozano, Valle Bricco, Casa del Principe e Majolei, Monte ed altre, della misura in totale di ettari 11 (giorn. 30) circa.

Dirigersi per ulteriori schiarimenti, e per le condizioni, in Torino, alla banca Soldati, via dell'Arcivescovado, num. 15, piano 1°.

DA VENDERE

CASCINA con fabbricato civile e rustico, ed ettare 43, are 44 (giorn. 115) circa, distante chil. 9, 84, da Torino, tutta irrigabile, con acqua propria.

Per le informazioni e trattative dirigersi nello studio del notaio certificatore Signoretti, contrada Stampatori, porta 14, piano terzo.

DA VENDERE

FARMACIA senza piazza, bene avviata, nel centro della città, con casa o senza. — Dirigersi in Cherasco a Filippo Viora, proprietario della medesima.

DA VENDERE

CASA nel concentrico di questa città, del valore di L. 100[m]. circa. — Recapito dal causidico Randone.

L'ESPOSIZIONE

di varii generi d'articoli in cristalli, porcellane di Francia e del Giappone, bronzi, mobili, *boîtes*, ed altri oggetti diversi e nuovissimi, tanto ricchi che semplici, di

G. ROCCHIETTI-PAUTAS

sotto i portici della Fiera, nella porta dell'Albergo d'Europa num. 19, scala a destra, ne' mezzanini.

Sarà anche aperta durante le imminenti feste *eccettuato il giorno del SS.* Natale, dalle 11 alle 5 di sera.

DA VENDERE: Terreno fabbricabile, di are 9, centiare 17 (tav. 24, 1, 6), in vicinanza della piazza Vittorio, colla fronte a giorno, di metri 23, centimetri 89, verso la via al Fiume, esente da contribuzioni.

Dirigersi al proprietario, via della Rocca, n. 34.

DA AFFITTARE
in via di Santa Chiara, porta num. 1.

Per la prossima Pasqua: Otto membri al piano terreno, a volta, inservienti per locale da caffè, negozio o uffizio; ALLOGGIO di otto camere divisibili per formarne 10, al primo piano, con due cantine.

Pel vegnente S. Gioanni: SCUDERIA a quattro piazze, con due rimesse, mezzanino per l'abitazione del cocchiere, e fenile.

Per la visione dei locali, dirigersi al portinaio ivi, e per le occorrenti intelligenze, al signor Giovanni Catlinetti, negoziante da corami, in via di S. Francesco.

NOTA

Per ogni effetto che di ragione, si notifica che il tribunale di prima cognizione di questa città, con sua sentenza del 30 dicembre cadente ha pronunziata la formale interdizione del sig. Clemente Corte, ed ha mandato procedersi alla convocazione del consiglio di famiglia per la nomina di un tutore al medesimo.

Torino, il 31 dicembre 1851.

Gandolfi proc.

Borsa di Parigi *del 30 dicembre.*

Il 5 0[0] aperto a 101 90, è sceso a 101, 10 e chiude a 101 25.
Il 3 0[0] resta a 66, 45.
L'ant. 5 0[0] piemontese (c. R.) a 91, 25.
Gli altri fondi piemontesi invariati.

TEATRI D'OGGI

REGIO Riposo.
CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *La coscienza del popolo.*
NAZIONALE Riposo.
D'ANGENNES Relâche.
SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *I ridicoli equivocisti due gobbi.*
GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *La vedova Muritana.*
TEATRO DA S MARTINIANO (ore 6 1/2) si recita. — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco.*
GIANDUJA (ore 6 1/2) recita: Ballo *È sposo chi sposa.*
SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
26 dic.bre	739 00	740 20	740 58	— 0 2	+ 4 5	+ 3 2	— 2 5	+ 4 8	+ 2 6	O.	N.	S.S.O.	Ser. con vap.	Pochi vapori	Ser. con vap.
27 »	739 92	740 00	739 60	+ 0 0	+ 7 0	+ 5 7	+ 0 3	+ 4 2	+ 2 3	S. E.	N. O.	N.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
28 »	739 00	738 26	739 72	— 4 5	+ 1 0	+ 2 9	— 5 9	— 0 5	— 1 0	N.N.O.	N.N.O.	N.N.E.	Quasi sereno	Quasi Sereno.	Ser. con vap.

www.internetculturale.it
BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

INTERNO

INTENDENZA PROVINCIALE DI TORTONA.

Avviso

di pronunziato deliberamento della pezza prativa irrigatoria detta la Vecchia Piazza d'Armi.

Il pubblico è avvisato che la pezza prativa irrigatoria di proprietà demaniale detta la Vecchia Piazza d'Armi di pertiche 17, tavole 2, pari ad ettari 1, are 12, centiare 72, posta nelle vicinanze della città di Tortona e descritta nell'avviso d'asta del 17 novembre prossimo passato, già inserti per due volte nei numeri 16 e 19 del giornale della Divisione l'*Eco Alessandrina*, venne oggi deliberata in quest'ufficio per il prezzo di L. 6100, e che il termine utile per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadrà col mezzodì del giorno di venerdì 9 gennaio 1852.

Tortona, il 20 dicembre 1851.

Per detto ufficio d'Intendenza

Il sotto segr. F. Guarneri.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge 8 febbraio 1851.

Con atto del 20 andante mese essendo stato deliberato il podere demaniale denominato la Pellaggera sito in territorio di Cavallerleone, di ettari 37, 88, 44, 68 per L. 49550, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 14 scorso novembre, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì 9 prossimo gennaio.

Saluzzo, 20 dicembre 1851.

Per detto ufficio d'Intendenza

Il segr. G. B. Calandri.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali, autorizzata con legge 8 febbraio 1851.

Con atto del 20 andante mese essendo stato deliberato il podere denominato la Cascinassa sito in territorio di Cavallerleone, di ettari 75, 69, 09, 96 per L. 157400, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 14 scorso novembre, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì 9 venturo gennaio.

Saluzzo, il 20 dicembre 1851.

Per detto Ufficio d'Intendenza.

Il Segr. G. B. Calandri.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla Legge 8 febbraio 1851.

Con atto del 27 andante mese essendo stato deliberato per L. 324500, il tenimento denominato Motta di San Giovanni sito sui territori di Cavallermaggiore e Cervere, il cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del venti scorso novembre, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì sedici venturo gennaio.

Saluzzo, li 27 dicembre 1851.

Per detto Ufficio d'Intendenza

Il segr. G. B. Calandri

INTENDENZA PROVINCIALE D'ASTI.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Stante l'aumento del mezzo sesto fatto in tempo utile sul prezzo di L. 124,640 89, a cui con atto del 26 novembre p. p. venne deliberato l'infradescritto terzo lotto del Tenimento Demaniale detto di Moncucco, proveniente da antica devoluzione feudale, situato sul territorio di detto comune di Moncucco, formante parte del n. 11 della tabella annessa alla suddetta legge.

Il pubblico è avvisato che alle ore undici antimeridiane del giorno di mercoledì 21 prossimo venturo mese di gennaio si procederà in una delle sale di quest'Ufficio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del signor insinuatore locale, ai nuovi pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo migliore offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita di esso lotto, consistente come infra, cioè:

LOTTO TERZO,

Composto di tre Cascine denominate Aja, Morlengo e Morlenghetto.

La prima cascina, detta Aja, consiste in fabbricato rustico con stalla, aja, forno, pozzo e cappella, sito ed orto, sotto i numeri 209, 210, 211, 212, 213 del tipo demaniale, vigna un poco gerbida, regione della Serra, n. 214, prato detto Giardini, numeri 216 e 217, campo con pascolo in detta regione n. 218, campi e prati regione alla Codetta e Salici Bianchi, n. 192 sino al 197, ambi inclusi, vigna in Bellone, n. 205, campo ivi, numero 204, prato regione Bruno, n. 200, campo ivi, n. 201, vigna ivi, n. 202, campo regione della Croce, n. 203, vigna all'Oliva, n. 207, prato della Ficca, n. 223 e 224, prato dell'Orto, n. 222, prato e campo della Bianca, n. 220 e 221, campo alla Rocca del Gallo, n. 236, campo e vigna regione del Pillone, n. 198 e 199, bosco regione della Serra e Giardini, n. 215, bosco regione Ruello, n. 239, altro ivi, n. 240, terreno ivi con striscia di bosco ceduo, n. 241 e 242, altro ivi, n. 243, bosco regione Tagliaferro, n. 244, altro regione Valbione, n. 245, bosco regione della Morra, n. 246 e 247. Il tutto del quantitativo di giornate 101, 94, 10, corrispondenti ad ettari 38, 78, 6.

La seconda cascina, detta Morlengo, consiste in fabbricato rustico, cantina, fenile, stalla, pozzo, forno, pollaio e prato intorno, sotto i numeri 151 sino 159 incluso, vigna detta la Vigna Rossa e Vigna Grande, n. 140 e 141, campo detto Campo Grande, n. 142, campo detto Vigna Rossa, n. 145, campo detto Dietro gerbido ivi, n. 150, prato ivi detto le Code, n. 148, campo regione Boccanera, n. 147, campo ivi, n. 145, campo regione di Carmagnola, n. 144, prato regione Briano e Morlengo, n. 162, bosco ceduo regione Briano, n. 155 e 156, altro ivi, n. 157, altro ivi, n. 158, altro ivi denominato del Piano, n. 159, altro regione della Moglia, n. 152, altro regione Boccanera, n. 146. In tutto di giornate 78, 26, 11, pari ad ettari 29, 74, 96.

La terza cascina detta di Morlenghetto consiste in fabbricato rustico con ampia stalla, fenile sopra, crotta, tinaggio con pozzo d'acqua viva, forno, aia avanti con peschiera, prato, orto e gerbido, sotto i numeri 185 sino al 189 incluso; gerbido e bosco ivi numero 181, prato detto il Rivasso del Piano numero 178, campo ivi detto della Valletta numero 177, altro detto Gerbido Rotondo numero 180, gerbido ivi con bosco ceduo di rovere numero 179, prato con piccolo orto concentrico numeri 175 e 176, canapale ivi numero 173, campo ivi numero 182, altro detto la Torna Lunga numero 172, vigna divisa da una carreggiata numero 170, piccola ripa ivi numero 171, vigna detta il Ravinato numero 166, altra detta di Testa numero 167, canapale in Briano detto il Ventaglio numero 165, prato ivi numero 164, campo con poca vigna regione suddetta numero 163, campo al Molino disotto numero 191, prato ivi numero 190, altro regione Bellone numero 219, vigna al Bricco di S. Giacinto numero 168 *bis* compreso il sito e cappella denominata di S. Giacinto; due piccole ripe ivi numero 169 e 169 *bis*, bosco ceduo regione Moglia di Chieri numero 153. In tutto di giornate 85, 35, 11, corrispondenti ad ettari 32, 62, 69.

Per la sistemazione della strada di Briano essendosi occupato tavole 67, piedi 4, appartenenti alle cascine Aia e Morlenghetto, si residua il totale quantitativo di questo terzo lotto a giornate 265, 58, 4, corrispondenti ad ettari 100, 87, 11, sotto i confini indicati nella perizia Pacotto 30 maggio ultimo scorso.

L'acquisitore di questo lotto, attualmente tenuto in affitto, assieme agli altri lotti componenti il tenimento suddetto, dagli eredi del commendatore Giacomo Carozzi in forza d'atto passato all'Azienda Generale delle Finanze in data 30 dicembre 1842, avrà il diritto di esigere dagli stessi eredi finchè durerà la loro locazione, che scade col giorno 11 novembre 1856, l'annua somma di L. 5095 96, per quota di fitto fissata a detto lotto in proporzione del fitto totale del tenimento.

L'asta sarà aperta sul prezzo di L. 135,027 64, risultante dalla dichiarazione d'aumento del mezzo sesto, ed ogni offerta non potrà essere minore di L. 500.

Per essere ammessi a prender parte all'asta, ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero cedole del Debito pubblico di Terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0: talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi 18, computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale delle Finanze il 18 settembre p.p. e dei quali, non che della perizia d'estimo e tipo Demaniale, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'uffizio d'Intendenza.

Asti, 18 dicembre 1851.

Per detto uffizio d'Intendenza Provinciale

Per il Segr. Carlo Morondo R. Not. Segr. assunto.

NOTA

Con decreto del sig. avvocato Richetta, giudice al tribunale di prima cognizione di questa città, relatore deputato, in data 21 novembre ultimo, ad instanza di Giovanni Forneris da Vinovo, venne dichiarato aperto il verbale di graduazione dei creditori aventi diritto sul prezzo della casa posta in Vinovo, stata subastata contro di Giacomo Rubiano debitore, e del terzo possessore sig. chirurgo Bartolommeo Civallero; e vennero li creditori predetti ingiunti a produrre li rispettivi loro titoli alla segreteria del lodato tribunale entro un mese dalle volute notificanze.

Torino, il 26 dicembre 1851.

Castagna proc. coll.

NOTA

Con iscrittura 7 agosto prossimo passato li signori Giuseppe e Luigi fratelli Martinolo, e Giacomo Arnosio, residenti in questa capitale, dichiararono sciolta pel 31 dicembre corrente la società fra loro contratta con scrittura 27 marzo 1839, pel commercio e fabbricazione di pelletterie e corami, colla ragion di commercio fratelli Martinolo ed Arnosio.

Quindi li suddetti signori Luigi Martinolo fu Felice, e Giacomo Arnosio fu Antonio, con iscrittura 22 dicembre corrente contrassero, per esercizio dello stesso commercio, società, sotto la ragion di commercio Luigi Martinolo ed Arnosio, per anni nove dal primo prossimo gennaio, colla firma ad essi soli e colla rispettiva quota dei fondi che sarà spettante nella suddetta sciolta società.

Torino, il 30 dicembre 1851.

Luigi Martinolo ed Arnosio.

NOTA

All'udienza di questo tribunale di prima cognizione del 14 gennaio prossimo, ore 9 del mattino, avrà luogo il secondo incanto e definitivo deliberamento dei beni stabili posti sulle fini di Levice, e caduti nel Gojero contro li Amedeo e Giovanni, fratelli Vero, di Levice.

Alba, il 24 dicembre 1851.

T. Giuliano caus. coll.

NOTA

All'udienza del 20 prossimo gennaio, ore nove mattutine, tenuta dalla seconda sezione del tribunale di prima cognizione di Casale, avrà luogo, a pregiudizio di Giuseppe fu Giuseppe Gennaro di Robella, il primo incanto di un corpo di casa rustica con poco sedime e numero dieci pezze di terra coltiva, prativa e vignata, situata in territorio di Oddalengo Grande, facienti in tutto circa are 371, centiare 30; non che di altre cinque pezze pure coltive, prative e vignate in territorio di Robella, di circa are 121, centiare 40; stata tale vendita autorizzata con ordinanza di voto del prefato tribunale del 3 cadente dicembre sull'instanza delli minori Buondì, Emanuele e Giuseppe Vitta fratelli Ghiron di Casale, tutelati dalla loro madre Eleonora Tedeschi.

L'incanto avrà dapprima luogo in sedici distinti lotti corrispondenti al numero degli stabili cadenti in vendita, quindi in due distinti lotti, comprensivo il primo di tutti gli stabili situati in territorio di Oddalengo Grande, e sul complessivo prezzo dagli instanti offerto di L. 2510; l'altro di quelli in territorio di Robella su L. 565; e l'offerta che risulterà maggiore da tali esperimenti sarà quella che determinerà i deliberatarii o deliberatario, ed alle altre condizioni di cui nel relativo bando venale da pubblicarsi.

Casale, il 26 dicembre 1851.

L. Stevano sost. Bruna proc.

NOTA

In esecuzione di decreto emanato, il 14 novembre scorso, dal regio tribunale di prima cognizione in Nizza di mare sedente, a supplicazione dell'amministrazione del regio demanio, rappresentata dal causidico sottoscritto, col quale si è mandato procedere a tre distinte pubblicazioni, ed affissioni da farsi a suon di tromba o di tamburo, di quindici giorni d'intervallo tra l'una e l'altra, del contenuto nella preceduta supplica dell'amministrazione demaniale, conclusioni del signor avvocato fiscale, e del citato decreto, tanto nel comune di Peona alla porta dell'ultima abitazione del defunto Francesco Bellicud, quanto nella predetta città di Nizza, alla porta dell'uditorio del prefato tribunale, nonchè ad altrettante inserzioni ad uguale intervallo nella Gazzetta Piemontese, ed in una di quelle che si pubblicano nella ridetta città;

Si notifica ad ognuno la morte ab intestato del detto Francesco Bellicud, soprannominato Pistola, occorsa il 5 dello scorso mese di giugno, nel luogo di Peona suddetto, senza coniuge, ascendenti, discendenti, od altri parenti successibili, come altresì si rende nota la domanda inoltrata dall'amministrazione del regio demanio, a cui quella eredità sarebbe a termini di legge devoluta, di venire immesso nel possesso dei beni cadenti nella medesima: diffidando chiunque pretenda alla stessa eredità, di proporre le sue ragioni nanti il prefato regio tribunale, in difetto di che, trascorso il termine di giorni 30 dopo l'ultima delle dette pubblicazioni ed inserzioni, si farà luogo all'immissione in possesso della detta eredità in favore dell'amministrazione demaniale.

Nizza, il 3 dicembre 1851.

Leotardi caus. coll.

NOTA

Per l'effetto previsto dall'articolo 2303 del codice civile, vennero trascritti all'ufficio delle ipoteche di Susa, il 5 dicembre 1851, al vol. 16, art. 1829, 1830, 1831, gli atti 11 agosto 1851 rogati Gurlino, 24 stesso mese, e 27 successivo ottobre rogato Pezzana, debitamente insinuati, coi quali Giuseppe Blandino fu Giovanni, dimorante a S. Antonino, fece acquisto dalli Francesca fu Giovanni Rivera vedova Col, Antonio, Pietro, Francesco e Teresa moglie di Bartolomeo Senor fratelli e sorella Col fu chirurgo Cesare, residenti, il primo a S. Antonino, gli altri a Mocchie, di un corpo di fabbrica con corte ed orto annessi nel concentrico di S. Antonino, confrontanti a levante il comune, il passaggio, la parrocchiale, Andrea Gurlino ed Alessio Nurisso, a mezzogiorno gli eredi Pautasso ed Andrea Sandretti, a ponente gli eredi Col, il geometra Rumiano e la strada, a notte gli eredi Asinari.

Giuseppe Pezzana notaio.

NOTA

All'udienza pubblica del 16 vegnente gennaio di questo R. Tribunale, avrà luogo il secondo e definitivo incanto dei beni stabili di cui in bando venale 14 novembre ultimo, contro del Mattia Sacco, di Neviglie, ora residente a Barbaresco, ad instanza delli Giovanni e Teresa Rovetta, coniugi Sacco, di questa città, admessi al beneficio de' poveri, al prezzo ed alle condizioni nello stesso bando espresse, del quale potrà aversi visione alla segreteria del Tribunale e nell'ufficio del sottoscritto.

Alba, il 29 dicembre 1851.

www.interpretelturale.it

MINISTERO DI MARINA AGRICOLTURA E COMMERCIO

MERCURIALI, *ossia prezzo medio desunto dalla vendita dei Cereali che ebbe luogo sui diversi Mercati delle Provincie di Terraferma durante la 1.ª quindicina di dicembre* 1851.

NB. I ragguagli qui sotto notati sono regolati in moneta e misure decimali.

Divisioni amministrative di	PROVINCIA DI	LUOGHI DEI MERCATI	PER OGNI ETTOLITRO																			
			Frumento		Barbariato		Segala		Meliga		Orzo		Avena		Miglio		Riso		Fagioli		Fave	
			ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.
ANNECY	ANNECY	Annecy																				
		Rumilly																				
	FAUCIGNY	Cluses	21	74	17	63	»	»	»	»	15	75	7	54	»	»	»	»	»	»	»	»
		La Roche	20	35	14	45	15	34	»	»	14	16	6	20	»	»	»	»	»	»	»	»
		Sallanches																				
		Taninges	21	09	»	»	17	38	»	»	14	09	9	06	»	»	»	»	»	»	»	»
	CHIABLESE	Thonon	21	10	14	81	14	81	»	»	14	81	7	58	»	»	»	»	»	»	22	22
		Evian	22	29	20	85	»	»	14	48	12	78	6	81	»	»	»	»	»	»	»	»
CHAMBERY	CHAMBERY	Chambéry	18	66	»	»	14	58	15	68	»	»	6	97	8	16	»	»	»	»	»	»
		Pontbeauvoisin	16	80	»	»	10	80	10	80	10	20	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	ALTA SAVOIA	Albertville	20	66	»	»	16	53	17	08	»	»	7	50	»	»	»	»	20	04	»	»
		Faverges	20	90	»	»	»	»	»	»	»	»	6	50	»	»	»	»	»	»	»	»
	MAURIENNE	S.t Jean de Maurienne	18	55	»	»	15	»	15	17	»	»	7	»	»	»	»	»	18	62	16	67
		S.t Michel	18	»	»	»	14	90	17	31	10	37	7	11	»	»	31	12	»	»	15	05
	TARANTASIA	Moutiers																				
		Aime																				
		Bourg S.t Maurice																				
CUNEO	CUNEO	Cuneo	17	28	11	51	10	36	11	04	»	»	6	86	10	76	26	11	11	80	10	56
		Busca	16	95	15	36	10	38	11	62	»	»	»	»	»	»	26	56	11	74	»	»
		Caraglio	17	37	13	04	10	64	11	38	»	»	6	73	10	35	25	01	11	61	14	12
		Demonte	16	34	13	69	11	51	13	37	10	86	5	86	10	36	27	17	11	41	15	90
		Dronero	17	27	11	88	10	96	10	85	»	»	6	77	10	76	26	06	11	62	10	21
		Fossano	17	01	13	07	11	04	11	16	»	»	3	59	10	01	20	92	11	97	15	55
	MONDOVI'	Mondovi																				
		Ceva																				
		Dogliani																				
		Garessio																				
	SALUZZO	Saluzzo	17	49	12	90	12	50	11	64	»	»	6	94	12	50	25	25	12	»	13	»
		Savigliano	17	55	»	»	12	55	11	50	»	»	»	»	»	»	24	30	»	»	»	»
		Racconigi	17	39	»	»	»	»	11	37	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Barge	17	13	14	06	11	92	12	57	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Venasca	16	90	»	»	11	55	11	90	»	»	6	35	»	»	»	»	»	»	»	»
		Samfront	»	»	13	51	12	54	13	82	»	»	7	09	»	»	»	»	11	45	»	»
	ALBA	Alba	17	40	»	»	»	»	12	10	»	»	»	»	»	»	24	99	»	»	»	»
		Bra	17	20	»	»	»	»	12	25	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Canale	16	10	»	»	»	»	11	50	»	»	»	»	»	»	26	»	»	»	»	»
IVREA	IVREA	Ivrea	17	42	»	»	11	»	11	87	»	»	7	25	9	18	25	50	11	62	15	75
		Cuorgnè	17	75	»	»	12	15	12	15	»	»	»	»	»	»	25	85	12	56	»	»
		Pont	16	94	»	»	12	14	12	14	»	»	»	»	»	»	20	82	»	»	»	»
		S. Giorgio	16	88	»	»	10	76	10	72	»	»	6	50	»	»	22	57	10	85	»	»
	AOSTA	Aosta	18	15	»	»	12	50	12	75	»	»	»	»	»	»	26	50	»	»	»	»
		Chatillon	18	15	»	»	12	70	13	15	»	»	»	»	»	»	26	12	»	»	»	»
TORINO	TORINO	Torino	»	»	»	»	10	83	13	04	»	»	»	»	»	»	28	10	13	77	13	44
		Carmagnola	16	64	12	67	11	48	12	13	»	»	7	80	9	96	25	85	13	»	13	»
		Chieri	15	90	»	»	10	02	10	86	»	»	»	»	9	42	»	»	»	»	»	»
		Chivasso	17	72	»	»	11	60	10	57	»	»	7	16	7	59	19	67	11	76	13	45
		Lanzo	13	60	»	»	13	04	13	17	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Poirino	16	59	»	»	»	»	11	92	»	»	»	»	9	75	»	»	»	»	»	»
		Rivarolo	17	67	»	»	12	05	11	16	»	»	»	»	»	»	22	98	12	»	»	»
	PINEROLO	Pinerolo	16	95	14	10	12	04	12	74	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Cavour	16	78	14	17	12	14	12	56	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Luserna	18	32	16	62	14	45	14	20	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Villafranca	16	06	13	02	10	85	11	93	»	»	8	68	10	85	26	04	9	35	13	02
	SUSA	Susa	21	60	16	»	12	»	14	75	»	»	9	»	»	»	27	50	19	50	15	»
		Condove	17	50	»	»	11	57	13	56	11	31	7	»	»	»	23	62	»	»	»	»
		Giaveno	15	67	11	92	10	50	13	47	»	»	7	12	»	»	26	47	»	»	»	»
NOVARA	NOVARA	Novara	15	93	»	»	10	33	10	54	»	»	»	»	»	»	24	11	»	»	»	»
		Arona	19	08	11	44	11	73	12	07	»	»	8	73	9	91	22	26	12	93	»	»
		Borgomanero	17	33	»	»	11	55	11	25	»	»	3	56	10	03	23	70	11	24	15	32
		Carpignano	18	20	»	»	11	53	10	92	»	»	»	»	»	»	24	88	11	55	»	»
		Oleggio	16	50	»	»	10	50	10	30	»	»	»	»	»	»	22	20	»	»	»	»
		Orta	19	65	»	»	13	50	13	31	»	»	»	»	»	»	27	65	»	»	»	»
	LOMELLINA	Mortara	16	53	»	»	10	14	9	69	»	»	7	77	»	»	20	77	10	15	»	»
		Vigevano	16	85	»	»	9	30	9	84	»	»	»	»	»	»	20	55	»	»	»	»
		Cava	16	79	»	»	10	»	10	49	»	»	6	75	»	»	19	64	11	»	10	»
		Pieve del Cairo	19	68	»	»	12	24	11	93	»	»	8	74	»	»	23	22	14	44	»	»
	PALLANZA	Pallanza	17	97	»	»	11	74	11	97	»	»	»	»	»	»	22	56	»	»	»	»
		Intra																				
		Cannobio	»	»	»	»	13	20	11	30	»	»	»	»	»	»	25	40	»	»	»	»
		Omegna	18	30	»	»	11	75	12	68	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	OSSOLA	Domodossola																				
	VALSESIA	Varallo	»	»	»	»	12	60	14	60	»	»	»	»	»	»	29	65	»	»	»	»
		Borgosesia	18	77	»	»	12	72	15	67	»	»	»	»	»	»	24	88	»	»	»	»
VERCELLI	VERCELLI	Vercelli	16	26	»	»	10	26	11	54	»	»	»	»	»	»	24	35	11	95	15	40
		Crescentino	17	35	»	»	10	84	10	84	»	»	»	»	»	»	22	12	15	45	»	»
		Santhià	15	59	»	»	10	71	11	07	»	»	»	»	»	»	21	95	11	51	»	»
	CASALE	Casale	16	80	13	54	»	»	11	20	»	»	»	»	»	»	24	»	11	»	12	02
		Moncalvo	17	15	»	»	»	»	10	47	»	»	»	»	»	»	24	46	»	»	»	»
		Occimiano	15	70	»	»	»	»	10	20	»	»	»	»	»	»	»	»	11	55	9	90
	BIELLA	Biella	16	57	»	»	13	75	14	25	»	»	9	50	»	»	25	»	»	»	»	»
		Masserano	13	75	»	»	11	25	12	50	»	»	»	»	»	»	24	50	12	»	17	50
		Andorno Cacciorna					13	25	13	90							24	25				
		Cavaglià	16	40	10	75	10	77	10	50	»	»	6	52	6	52	20	77	13	20	5	95
		Crevacuore	18	10	»	»	13	55	13	10	»	»	»	»	»	»	24	10	»	»	»	»
		Mosso Santa Maria	18	»	»	»	12	25	14	35	»	»	»	»	»	»	25	75	12	25	15	25
ALESSANDRIA	ALESSANDRIA	Alessandria	16	16	»	»	»	»	10	32	»	»	»	»	»	»	26	07	13	13	»	»
		S. Salvatore	16	»	»	»	»	»	10	85	»	»	»	»	»	»	24	75	12	80	14	»
		Valenza	15	95	10	80	»	»	11	05	»	»	6	75	»	»	21	75	12	15	9	05
	VOGHERA	Voghera	17	51	12	59	11	53	9	73	»	»	7	64	»	»	24	20	12	17	10	66
		Broni	16	37	»	»	»	»	10	25	»	»	»	»	»	»	21	75	»	»	9	76
		Casteggio	18	95	»	»	»	»	10	58	»	»	»	»	»	»	28	60	»	»	12	09
		Stradella	17	50	»	»	»	»	13	01	»	»	»	»	»	»	22	51	»	»	10	87
	ASTI	Asti	17	64	»	»	»	»	10	87	»	»	8	75	»	»	23	79	14	52	12	85
		Canelli	19	07	»	»	»	»	11	49	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		S. Damiano	17	68	12	55	11	56	11	53	»	»	»	»	»	»	26	02	»	»	»	»
		Villanova																				
	BOBBIO	Bobbio	15	60	»	»	»	»	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	40
		Varzi	16	10	»	»	»	»	11	78	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	78
	TORTONA	Tortona	15	48	»	»	»	»	9	70	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
GENOVA	GENOVA	Genova																				
		S. Quirico																				
	CHIAVARI	Chiavari	19	38	»	»	»	»	13	75	»	»	14	67	»	»	32	50	17	95	12	09
		S. Stefano																				
		Varese	21	12	»	»	»	»	14	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	NOVI	Novi	17	53	16	»	10	40	10	40	»	»	»	»	»	»	20	80	»	»	»	»
	LEVANTE	Spezia																				
SAVONA	SAVONA	Savona	19	24	»	»	»	»	14	75	»	»	»	»	»	»	28	80	17	64	15	»
		Cairo	16	50	»	»	»	»	9	55	»	»	»	»	»	»	20	60	»	»	»	»
		Millesimo	15	70	»	»	»	»	10	84	»	»	»	»	»	»	22	50	»	»	»	»
		Varazze	19	78	»	»	»	»	13	80	»	»	»	»	15	80	27	60	17	»	15	»
	ALBENGA	Albenga	21	80	»	»	»	»	15	20	14	50	»	»	»	»	26	80	»	»	15	70
		Alassio	18	32	»	»	»	»	13	79	»	»	»	»	15	86	26	18	17	50	12	22
		Loano	16	80	»	»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»	22	70	»	»	12	50
	ACQUI	Acqui	16	40	»	»	»	»	11	05	»	»	»	»	»	»	26	80	»	»	»	»
NIZZA	NIZZA	Nizza	16	75	»	»	10	»	13	12	7	50	7	77	»	»	27	»	18	59	10	»
	ONEGLIA	Oneglia	21	80	»	»	15	»	17	»	14	50	15	»	17	»	28	»	16	»	15	80
		Pieve	18	66	»	»	13	44	15	22	13	»	15	58	»	»	25	16	14	32	14	39
		Porto Maurizio	22	55	»	»	»	»	18	»	»	»	»	»	17	»	25	50	16	»	16	»
	S. REMO	S. Remo																				
		Ventimiglia																				

GAZZETTA PIEMONTESE

N 3 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

SABATO 3 GENNAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 56	28	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

NELL'ANNO CORRENTE

LA GAZZETTA PIEMONTESE

pubblicherà nelle sue Appendici varii scritti inediti *fra i quali i seguenti:*

Profili Biografici *di* G. TORELLI.

Studi storici *di* LUIGI CIBRARIO.

Studi sulla Beneficenza *di* JACOPO BERNARDI.

Pellegrinazioni di un artista (*Leggende e Paesaggi*) *di* CIRO D'ARCO.

Scritti letterarii *di* CESARE CANTU', *di* ANGELO FAVA, *ed altri.*

Saggi sulla letteratura storica inglese (*Macaulay, Prescott, Bancroft, Grote*) *di* G. MASSARI.

Riviste mensili *della politica generale e dei progressi scientifici*; Rendiconti *di opere statistiche nazionali ed estere*; documenti *commerciali*; articoli *bibliografici, teatrali, ecc.*

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Presidente del Consiglio dei Nostri Ministri, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intiera esecuzione sarà data al Trattato di Commercio e di Navigazione ed al relativo Protocollo conchiusi a Parigi, il primo li 29 aprile 1851, ed il secondo il 14 agosto stesso anno, tra Noi ed i Senati delle Città libere ed Anseatiche di Lubecca, Brema ed Amburgo.

I Nostri Ministri Segretarii di Stato, ciascuno per la parte che lo riguarda, sono incaricati dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino, addì 27 del mese di settembre, l'anno 1851.

VITTORIO EMANUELE.

AZEGLIO.

NOUS VICTOR EMMANUEL II, ETC. ETC.

A *tous ceux qui les présentes lettres verront, salut!*

Ayant vu et examiné le Traité de Navigation et de Commerce conclu entre Nous et les Sénats des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg et signé à Paris le vingtneuvième jour du mois d'avril de la présente année par les Plénipotentiaires respectifs,

Traité dont la teneur suit:

TRAITÉ DE NAVIGATION ET DE COMMERCE

entre sa Majesté le Roi de Sardaigne et les Villes Libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'une part, et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Brême, et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Hambourg (chacun de ces États pour soi séparément) de l'autre, désirant consolider et étendre les relations commerciales entres les États respectifs, et persuadés qu'un tel but ne saurait être atteint qu'en faisant disparaître tous les obstacles qui entravent la liberté de la navigation et des échanges, ont nommé pour conclure un Traité de Navigation et de Commerce basé sur les principes d'une juste réciprocité, Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le comte Étienne Gallina, Ministre d'État, Sénateur du Royaume, Chevalier de l'Ordre du Mérite Civil de Savoie, Chevalier de Grand Croix, décoré du Grand Cordon de l'Ordre de S. Maurice et de S. Lazare, et Son Envoyé extraordinaire, et Ministre plénipotentiaire près la République Française,

Et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Brême, et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Hambourg le sieur Vincent Rumpff, Leur Ministre résident près la République Française,

Lesquels après avoir échangés leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1. Les navires Sardes chargés ou sur lest entrant dans les ports des Républiques Anséatiques et réciproquement les navires Anséatiques chargés ou sur lest entrant dans les ports de S. M. le Roi de Sardaigne seront traités à leur arrivée, pendant leur séjour et à leur départ sur le même pied que les navires nationaux en ce qui concerne le payement des droits de tonnage, de port, de fanal, de bouée ou de bal se et de pilotage, et généralement pour tous les droits de navigation quelconque qui affectent le navire, que ces droits soient perçus par l'État, par les Communes, ou par d'autres Corporations particulières.

Art. 2. Seront considérés comme navires Sardes et Anséatiques ceux qui navigueront avec des lettres de mer de leurs Gouvernemens, et qui seront possédés conformément aux lois et réglemens en vigueur dans leurs Pays respectifs.

Art. 3. Les navires Sardes dans le ports Anséatiques, et les navires Anséatiques dans les ports du Royaume de Sardaigne, jouiront de tous les avantages et facilités qui seront accordés aux navires nationaux, tant à l'égard de leur placement, que pour leur chargement, et de chargement dans les ports, bassins, rades et fleuves des États respectifs.

Art. 4. En cas de relâche forcée d'un navire Sarde dans un port Anséatique, ou d'un navire Anséatique dans un port des États Sardes, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des États respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance, pourvu que la nécessité de la relâche soit dûment constatée.

Le même traitement de faveur sera réciproquement accordé aux navires échoués en cas de bris ou naufrage. Il est d'ailleurs entendu que les Consuls ou Agents Consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires entrés en relâche, échoués ou naufragés à la côte.

Art 5. Les bâtimens Sardes ou Anséatiques en relâche forcée ne jouiront des faveurs et immunités mentionnées dans l'article précedent, qu'autant qu'ils ne se livreront dans le lieu de relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou en déchargeant des marchandises. Toutefois les déchargemens et rechargemens qui seraient nécessaires pour la réparation du navire en relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce. Ces bâtimens seront en outre tenus de ne pas prolonger leur séjour dans le port ou lieu de relâche au delà du tems que les causes de la relâche auront exigé.

Art. 6. Les bâtimens Sardes qui arriveront dans les ports d'une des Villes Anséatiques, et les bâtimens Anséatiques qui arriveront dans les ports de S. M. Sarde, sont autorisés à ne charger ou décharger qu'en partie, si le capitaine du navire ou le propriétaire le désire; et ils pourront se rendre ensuite dans les autres ports du même État pour compléter leur chargement ou déchargement sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits que ceux que les bâtimens nationaux payeraient dans le même cas.

Art. 7. Toute espèce de marchandise ou objet de commerce provenant des États Sardes ou de tout autre pays qui pourront légalement être introduits dans les ports des Villes Anséatiques par les bâtiments nationaux, pourront également y être importés par des navires Sardes, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus par l'État, par des communes ou par d'autres corporations particulières que ceux que ces mêmes marchandises ou objets de commerce payeraient s'ils étaient importés sur des navires Anséatiques.

Et réciproquement toute espèce de marchandise ou objet de commerce provenant des Villes Anséatiques ou de tout autre pays, qui pourront légalement être introduits dans les ports des États Sardes par des bâtiments nationaux, pourront également y être importés par des navires Anséatiques, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus par l'État, par des communes ou par d'autres corporations particulières que ceux que ces mêmes marchandises ou objets de commerce payeraient s'ils étaient importés sur des navires Sardes.

La même assimilation du traitement national sera réciproquement accordée pour tout ce qui regarde les exportations et le transit.

Art. 8. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont point applicables à la navigation et au commerce de côte ou au cabotage que chacune des Hautes Parties contractantes se réserve exclusivement.

Art. 9. Les Consuls, les Vice-Consuls et les Agents commerciaux auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitres dans les différences qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les équipages des bâtiments de la Nation dont ils soignent les intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du Capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou que lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux ne se trouvassent dans le cas de requérir l'intervention des Autorités locales pour exécuter ou maintenir leur décision.

Il est néanmoins bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit de recourir à leur retour aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Les Consuls, les Vice-Consuls ou les Agents commerciaux, sont autorisés à requérir l'assistance des Autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'empriso nement des déserteurs des navires de guerre et des navires marchands de leur Pays. Ils s'adresseront à cet effet aux tribunaux, juges et officiers compétents, et réclameront par écrit les déserteurs susmentionnés, en prouvant, au moyen des registres des navires ou des rôles d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus réclamés ont fait partie desdits équipages. Sur la réclamation fondée sur de pareilles preuves l'extradition des déserteurs ne sera pas refusée.

Les déserteurs seront après leur arrestation mis à la disposition des Consuls, des Vice-Consuls ou des Agents commerciaux, et pourront être renfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés au navire auquel ils appartenaient, ou à d'autres navires de la même Nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans leur Pays dans l'espace de trois mois à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Toutefois s'il se trouvait que le déserteur eût commis quelque autre crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal nanti de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. 10. Il ne pourra être imposé par une des Hautes Parties contractantes à la navigation et au commerce de l'autre aucun droit nouveau ou plus élevé, ni aucune entrave ou restriction quelconque qui ne s'appliquerait pas également et dans la même mesure à la navigation et au commerce nationaux, ainsi qu'au commerce et à la navigation de toute autre Nation.

Toutes les faveurs qui sont ou pourront être concédées par l'une des Hautes Parties contractantes à la navigation et au commerce d'une Nation étrangère, deviendront de droit et *ipso facto* communes à la navigation et au commerce de l'autre Haute Partie contractante, gratuitement si la faveur est gratuite, ou moyennant compensation équivalente si elle est conditionnelle.

Art. 11. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans à compter du jour de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre d'une manière officielle son intention d'en faire cesser l'effet; chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des dix ans susmentionnés.

Il est cependant bien entendu et convenu que si l'une ou plusieurs des Républiques Anséatiques à l'expiration des dix ans à compter du jour de l'échange des ratifications, donnent ou reçoivent la déclaration de la cessation du présent Traité, ce Traité restera néanmoins en pleine force et effet par rapport à celle des Républiques Anséatiques qui n'aura ni donné ni reçu cette déclaration.

Art. 12. Les Villes libres et Anséatiques consentent d'après le

Appendice

COMMEMORAZIONE

GIOVANNI BERCHET.

Negli ultimi giorni dell'anno, che ora già appartiene alla istoria, si estingueva una delle glorie più pure d'Italia, un poeta insigne, un cittadino illustre e benemerito, un uomo incorrotto e virtuoso, GIOVANNI BERCHET. Moriva consunto da lenta e penosa infermità, con la esemplare pietà del cristiano, con la virile rassegnazione del filosofo, sereno e confidente nella Provvidenza, verso la quale la sua intemerata vita fu un atto continuo di ossequio e di fede.

Giovanni Berchet era nato a Milano sul cadere del penultimo decennio del secolo scorso, e di buon'ora rivolse la sua mente allo studio delle amene lettere, il suo cuore alla patria. Sotto il regno d'Italia fu segretario del Senato. Caduto l'impero napoleonico egli si occupò esclusivamente di cose letterarie, ma non cessò mai dall'adoperarsi a vantaggio del suo paese. Nell'arte ravvisava un mezzo di educazione, un istrumento di perfezionamento morale e civile, ed intese a far la poesia banditrice di virtù e di affetto, interprete del vero, ispiratrice di giustizia e di carità. Nessuno più di lui era alieno dalla smania di verseggiare e di accozzar rime; dal vezzo di badare alla forma e non al concetto: epperò mosse guerra dichiarata ed aperta all'antica scuola letteraria, che con tanto danno degli studii e della patria civiltà teneva l'imperio degli animi, e li prostrava, li infemminiva, e faceva tralignare la italica letteratura dall'altezza sublime della *Divina Commedia* alle arcadiche svenevolezze degli evirati cantori delle divinità dell'antico Olimpo. Giovanni Berchet fu tra gl'iniziatori del nostro rinnovamento letterario e poetico, e l'introduttore del concetto civile e nazionale nella poesia. La stupenda prefazione per lui premessa alla traduzione italiana di un poema del Bürger fu il primo impulso dato a quel rinnovamento, e le ardenti controversie destate da quella scrittura mutarono assolutamente l'indirizzo degli spiriti, e ricondussero le nostre lettere alla tradizione dantesca, da cui erano miseramente tralignate. Giovanni Berchet adoperando in tal guisa era mosso da un alto pensiero civile, ed era vero benefattore del suo paese. Nel giornale *Il Conciliatore*, alla cui compilazione diede opera col Pellico, con Pietro Borsieri e con altri valentuomini, continuò a propugnare le stesse dottrine con pari felicità d'ingegno, ed acutezza di discernimento. I suoi articoli eran tutti firmati del nome *Grisostomo*, ed oggi ancora si posson leggere con diletto e con profitto.

Le vicende dell'anno 1821 costrinsero il Berchet ad esulare, e nell'esilio egli scrisse e divulgò per la stampa alcune poesie che hanno reso il suo nome ancora più celebre.

Soggiornò in Inghilterra, in Germania, nel Belgio, in Francia, ed in tutte quelle diverse contrade di Europa onorò se medesimo e la patria col suo contegno decoroso e sapiente, con la temperanza delle sue opinioni, con la profondità del suo sapere, con la schietta affabilità de' suoi modi, con la sua specchiata onestà. Il suo poemetto intitolato *I Profughi di Parga* venne tradotto in francese dal traduttore dell'*Adelchi* e del *Carmagnola*, dal venerabile Carlo Claudio Fauriel.

Reduce in patria dopo lungo esilio, Giovanni Berchet tutto si adoperò a servizio ed a vantaggio del suo paese. In tutti i suoi atti, in tutti i suoi discorsi politici, arrecò quel senno maturo e preveggente, quella perseverante moderazione, quella indomita temperanza, che contrassegnano gli elevati e generosi spiriti, e che sono i requisiti indispensabili all'ottimo statista. Egli volle sempre il bene nei limiti del possibile, e fu nemico leale ma costante ed irremovibile delle utopie, delle esagerazioni, e di tutto quanto sapeva dell'enfatico e del superlativo. L'animo di Berchet ridondava di entusiasmo e di affetto; ma il suo entusiasmo scaturiva dall'intimo convincimento, il suo affetto era signoreggiato dalla ragione e dal discernimento. In pochi uomini meglio che in lui si ravvisava quella felice armonia fra le diverse facoltà dell'animo, che contrassegna gli uomini di elevata indole e di fine discernimento. La sapienza che è la carità dell'intelletto, e la carità che è la sapienza del cuore, mirabilmente si componevano e si contemperavano nell'animo di Giovanni Berchet, e dalla loro unione permanente s'informava la sua indole virile ad un tempo ed affettuosa, gentile e dignitosa, soave come quella di un poeta, austera come quella di un pensatore. Tutti hanno letto o leggeranno le sue poesie: tutti potranno formarsi un concetto giusto ed adequato dei pregi che abbellivano quel pellegrino intelletto, ma nessuno, che non l'abbia conosciuto, potrà sapere quanti tesori di bontà si raccoglievano in quel cuore magnanimo, quante e preziose fossero le sue virtù: nessuno, tranne i suoi amici, che dolenti e prostrati meravigliano ancora tanta sapienza e tanta virtù, e non sanno persuadersi di averle perdute!

Gli elettori di Monticelli d'Ongina nel Piacentino elessero Berchet nell'ottobre 1848 a lor deputato al Parlamento Sardo, ed egli adempì con indefesso zele e con pratico accorgimento i doveri del nazionale mandato. Nell'aula parlamentare egli fu lo stesso uomo moderato e giudizioso, lo stesso amatore assennato dell'Italia e della onesta libertà, lo stesso non tiepido amico del vero e del giusto che era stato nell'esilio: i tempi mutati, le cangiate condizioni politiche non gli mutarono l'animo nè le opinioni.

In questi ultimi mesi la salute di Berchet incominciò visibilmente a deperire, e l'incurabile morbo, che lo ha tolto alla vita, incominciò a martoriarlo: ma egli non fu compreso da alcun senso di sgomento o di terrore della morte. Per lunga e mesta esperienza egli aveva acquistata la consuetudine del dolore; ben sapeva il venerando uomo qual misero pellegrinaggio sia questa infelice terrena vita, e la coscienza della prossima fine non lo turbava. Chiese ed accolse con edificante e commoventissima rassegnazione i conforti della Religione, e dopo due mesi di patimenti inauditi spirò la sera del 23 passato dicembre.

Come l'apostolo, egli poteva dir morendo *cursum consummavi, fidem servavi*: perchè fu costante nei suoi affetti e nei suoi principii, amò e praticò la virtù senza ostentazione e senza fiacchezza, non patteggiò giammai col falso e con l'ingiusto, e fu modello luminoso di onestà e di dignità.

Pace alla sua anima benedetta! La sua memoria vivrà nelle sue scritture, nella gratitudine dei suoi concittadini, nell'ammirazione dei posteri, nel compianto de' suoi cari, a cui lascia la preziosa eredità dei suoi esempii, della sua vita di operosa virtù e di continuo sacrifizio, della sua morte edificante e cristiana!

www.internetculturale.it

vœu du Gouvernement Sarde à étendre toutes les stipulations du présent Traité à la Principauté souveraine de Monaco, placée sous le protectorat de S. M. le Roi de Sardaigne, à la charge de réciprocité de la part de ladite Principauté.

Art. 15. Les ratifications du présent Traité seront échangées à Paris dans l'espace de quatre mois à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité, et y ont apposé le cachet de Leurs Armes.

Fait par *quadruplicato* à Paris le vingt-neuf avril de l'an de grâce mil-huit-cent-cinquante et un.

Signé E. Gallina. (*L. S.*) — *Signé* V. Rumpff. (*L. S.*)

Pour copie conforme à l'original
Turin, le 24 mai 1851.

Le premier officier du ministère des affaires étrangères
Jocteau.

PROCÈS VERBAL.

L'an de grâce mil-huit-cent cinquante-un et le vingt-neuf avril, les soussignés Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg se sont réunis pour procéder à la signature d'un Traité de navigation et de commerce entre leurs Gouvernements respectifs.

En même temps le Plénipotentiaire de S. M. Sarde, à cela dûment autorisé, a déclaré que son Gouvernement prenait l'engagement d'étendre les faveurs et immunités accordées par le Traité susmentionné aux navires entrants dans les ports Sardes en relâche forcée à tout navire Anséatique qui se présentera dans lesdits ports même en relâche volontaire, et cela pendant les premiers quinze jours consécutifs de son séjour, pourvu que dans cet intervalle il ne se livre à aucune opération de commerce; toutefois, soit après l'écoulement de ces quinze jours, soit si le bâtiment venait à charger ou à décharger des marchandises, il sera tenu à acquitter les droits établis dans les ports Sardes pour tout navire qui s'y livre à des opérations de commerce.

Il demeure cependant bien entendu que le Gouvernement Sarde se réserve la faculté de retirer aux navires Anséatiques ce traitement de faveur dans le cas où un égal traitement de faveur de réciprocité ne serait plus accordé aux navires Sardes dans les ports Anséatiques.

De son coté le Plénipotentiaire des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, à cela également autorisé, a déclaré que, d'après la législation actuellement en vigeur dans ces républiques, la libre entrée et une complète immunité sont accordées à l'embouchure des rivières à tous les bâtiments entrants en relâche volontaire et stationnant sur rade, savoir à Travemunde à l'embouchure de la Trave, à Bremer-Haven à l'embouchure du Weser, et à Cuxhaven à l'embouchure de l'Elbe, où le stationnement sur rade n'offrant pas une suffisante sûreté, la libre entrée dans le port et la même immunité leur sont même accordées; à condition toutefois dans tous les cas que ces bâtimens ne se livrent pendant cette relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandises, toute opération de commerce quelconque faisant cesser *ipso facto* ce traitement de faveur.

Le Plénipotentiaire des Villes libres et Anséatiques, à cela dûment autorisé, a encore déclaré que d'après la même législation actuellement en vigueur dans ces républiques, le commerce et la navigation entre une des Villes libres et Anséatiques, et les deux autres, ne sont pas réputés commerce et navigation de cabotage.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Procès Verbal à quadruple original et y ont apposé le cachet de Leurs Armes.

Fait à Paris le vingt-neuf avril mil-huit-cent-cinquante-un.

(*Signé*) E. Gallina (*L. S.*) — (*Signé*) V. Rumpff (*L. S.*)

Nous ayant pour agréable le Traité ci-dessus, l'approuvons, ratifions et confirmons, promettant de le faire observer inviolablement sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune sorte et manière. En foi de quoi Nous avons signé les présentes lettres de ratification, contresignées par Notre Ministre Secrétaire d'État pour les affaires Etrangères et munies de Notre Grand Sceau Royal. Donné en Notre Palais du Turin le trentième jour du mois de mai de l'an de grâce mil huit cent cinquante et un.

VICTOR EMMANUEL.
Azeglio.

NOUS VICTOR EMMANUEL II, etc. etc.

A tous ceux qui les présentes lettres verront, salut!

Ayant vu et examiné le Procès Verbal signé à Paris le 29 avril 1851 et annexé au Traité de Commerce et de Navigation conclu le même jour entre Nous et les Sénats des trois Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg par nos Plénipotentiaires respectifs, Procès Verbal dont la teneur suit:

PROCÈS VERBAL.

L'an de grâce mil huit cent cinquante-un et le vingt-neuf avril, les soussignés Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, se sont réunis pour procéder à la signature d'un Traité de Navigation et Commerce entre leurs Gouvernements respectifs.

En même temps le Plénipotentiaire de S. M. Sarde, à cela dûment autorisé, a déclaré que son Gouvernement prenait l'engagement d'étendre les faveurs et immunités accordées par le Traité susmentionné aux navires entrant dans les Ports Sardes en relâche forcée, à tout navire Anséatique qui se présentera dans lesdits Ports même en relâche volontaire, et cela pendant les premiers quinze jours consécutifs de son séjour, pourvu que dans cet intervalle il ne se livre à aucune opération de commerce; toutefois soit après l'écoulement de ces quinze jours, soit si le bâtiment venait à charger ou à décharger des marchandises, il sera tenu à acquitter les droits établis dans les Ports Sardes pour tout navire qui s'y livre à des opérations de commerce.

Il demeure cependant bien entendu que le Gouvernement Sarde se réserve la faculté de retirer aux navires Anséatiques ce traitement de faveur, dans le cas où un égal traitement de réciprocité ne serait plus accordé aux navires Sardes dans les ports Anséatiques.

De son côté le Plénipotentiaire des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, à cela également autorisé, a déclaré que d'après la législation actuellement en vigueur dans ces Républiques, la libre entrée et une complète immunité sont accordées à l'embouchure des rivières à tous les bâtiments entrant en relâche volontaire et stationnant sur rade, savoir à Travemunde à l'embouchure de la Trave, à Bremerhaven à l'embouchure du Weser et à Cuxhaven à l'embouchure de l'Elbe, où le stationnement sur rade n'offrant pas une suffisante sûreté, la libre entrée dans le Port et la même immunité leur sont même accordées, à condition toutefois dans tous les cas que ces bâtiments ne se livrent pendant cette relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandises, toute opération de commerce quelconque faisant cesser *ipso facto* ce traitement de faveur.

Le Plénipotentiaire des Villes libres et Anséatiques à cela dûment autorisé a encore déclaré que d'après la même législation actuellement en vigueur dans ces Républiques, le commerce et la navigation entre une des Villes libres et Anséatiques et les deux autres ne sont pas réputés commerce et navigation de cabotage.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Procès Verbal à quadruple original et y ont apposé le cachet de Leurs Armes.

Fait à Paris le vingt-neuf avril mil huit cent cinquante-un.

(*Signé*) E. GALLINA (*L. S.*) — (*Signé*) V. RUMPFF (*L. S.*)

Nous ayant pour agréables les dispositions énoncées dans le Procès Verbal ci-dessus, déclarons qu'il est approuvé, accepté, ratifié et confirmé, et par les présentes lettres signées de Notre main et contresignées par Notre Ministre Secrétaire d'État de la Guerre, chargé par *interim* du portefeuille des Affaires Etrangères. Nous l'approuvons, acceptons, ratifions et confirmons. En foi de quoi Nous avons fait apposer Notre Grand Sceau aux présentes lettres.

Donné à Moncalieri le quatorzième jour du mois d'août de l'an de grâce mil huit cent cinquante et un.

VICTOR EMMANUEL.
Alphonse La Marmora.

In esecuzione della Pianta degl'impiegati nel Ministero della pubblica istruzione da S. M. approvata con Reale Decreto del 14 passato novembre, ebbero luogo per Reali Decreti del 25 dicembre ultimo scorso nel Ministero medesimo le nomine dei signori:

Scoffier prof. Modesto, già segretario dell'Università di Torino, a segretario capo d'ufficio.

Pistone Emilio, segretario, a reggente il posto di capo d'ufficio;

Perodo causidico Angelo, id., id.;

Cimossa Carlo, già applicato con titolo e grado di sottosegretario, a sottosegretario effettivo;

Garneri Agostino, già segretario del Consiglio generale delle scuole elementari, id.;

Gallo teologo ed avv. Vincenzo, già applicato presso la soppressa segreteria della Commissione permanente per le scuole secondarie, ad applicato;

Buffo Luigi, già scrivano presso la segreteria dell'Università di Torino, a scrivano;

Rivera Nicolò, già scrivano presso la soppressa segreteria del Consiglio generale delle scuole elementari, id.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

STERNI — *Torino*, 2 *gennaio*

La Camera dei Deputati continuò oggi la discussione del bilancio passivo dell'Azienda della guerra, e ne approvò le prime dieci categorie, arrestandosi all'undecima (*Fanteria*) la quale intrattenne per qualche tempo l'assemblea.

FATTI DIVERSI. — Savoia. — Il primo giorno dell'anno tutte le truppe di guarnigione hanno assistito alla messa nella cattedrale di Ciamberì. Successivamente si tenne una rivista alla presenza dello Stato-Maggiore della Divisione. Se ammirò la bella tenuta delle giovani reclute, le quali si trovavano nei ranghi e che promettono di uguagliare tra breve i loro provetti compagni d'armi.

— La città di Ciamberì in questi giorni fu animatissima. I magazzini di minuterie e di novità formicolavano di compratori. Una folla numerosa e pacifica percorreva le vie, in onta al freddo che si fa sentire da qualche giorno con intensità.

Necrologia. — Troppo sensibile, perchè molto grave, fu alla diocesi d'Oglastra la perdita del Vescovo Monsignore D. Michele Todde che nella mattina del 22 dicembre rendeva l'anima sua all'Eternità. Pieno d'amore per l'insegnamento, abbracciò l'instituto delle Scuole Pie, e tanto vi si distinse che meritò la particolare attenzione del Governo. Per studiare i metodi della istruzione elementare fu mandato in Milano, ed indi creato Ispettore generale nell'isola di Sardegna, che percorreva comune per comune visitando le Scuole con penosi viaggi.

In premio delle utili ed onorate fatiche, il Re Carlo Alberto lo nominava Vescovo d'Oglastra, e come prelato poté dar prove le più luminose di carità e di virtù evangelica. Andò a rilento nell'imporre le mani, scartando gl'inetti del Santuario, carezzando i buoni, premiando i meritevoli, tutti poi infervorando ad aiutarlo nella santa missione di erudire nella dottrina di Gesù Cristo quei popoli quasi abbandonati; andava educando e formandosi un clero che sarebbe stato fra pochi anni il modello delle altre chiese del Regno.

Nè alla sola pietà si restringevano le sue cure, ma le estendeva a sodisfare i bisogni del popolo: ed all'uopo faceva instanze efficaci per i miglioramenti delle strade, per l'approdo del vapore, per l'abilitazione della dogana di Tortoli, e per tutto quello che poteva favorire e sviluppare il commercio di quella provincia ricca di prodotti, e separata da una catena di montagne inaccessibili nella iemale stagione.

Breve assai fu il suo governo, attesochè un triennio non era ancor compiuto a datare dalla sua consecrazione; ma sarà lungamente memorato dagli oleastrini che sperimentarono la sua prudenza, e videro lo zelo con cui stimolava i cittadini a lavorare, e coltivar la terra, a fuggire l'ozio sorgente lagra e copiosa di vizi.

Risplendeva sopratutto la sua carità nella riconciliazione di capitali nemici, e nel persuadere i banditi a rispettare le persone e le proprietà. Egli riuscì a pacificare le discordie in tutti i comuni della sua diocesi, ed il perdono generoso a cui piegò uomini fieri, e grondanti ancora sangue dalle ferite ricevute, dimostra come nel cuore del cristiano scenda potente e venerata la voce del sacerdote che compie santamente il suo sublime ministero.

Sempre occupato in viaggi e predicazioni, affrontando l'intemperie di climi maligni, tenne poco conto della preziosa salute che finì per logorare con una infiammazione ai polmoni, causa della prematura sua morte.

E tutti piangono Monsignor Todde, il clero perchè gli è mancato l'apostolo, il povero perchè ha perduto un padre, la diocesi e provincia perchè avevano in lui l'intercessore ed il fautore di ogni civile miglioramento.

Estero — Il conte Davico di Quittengo, capitano ufficiale d'ordinanza di Sua Maestà, mentre nella Siria, in esecuzione dei sovrani comandi, passava dalla città di Aleppo a quella di Bayruth, assalito dal vaiuolo, dopo pochi giorni non ostante tutti i soccorsi dell'arte medica, il dì cinque dello scorso dicembre cessava di vivere in un convento di monaci greci non uniti, presso la fortezza di Kal el Hessen poco distante dal villaggio di Hama. La sua salma fu trasportata in Tripoli di là distante 14 ore, dove fu intanto deposto presso que' Padri Francescani di Terra Santa finchè, come è intenzione di S. Maestà, possa essere qui trasportata per aver tomba presso dei suoi maggiori.

La schiettezza, l'affabilità, la nobiltà dei suoi modi avevano acquistato a questo giovine una stima universale, ed universale ne è il compianto.

Anche a S. M. il Re riuscì amarissima la perdita di questo prode e fedele soldato, e con sua lettera autografa si degnò darne prova segnalata ai suoi genitori.

STATO ROMANO

Si rileva dalla *Gazzetta di Bologna* che tanto l'auditorità militare austriaca quanto il governo pontificio nella ricorrenza del Natale hanno fatto grazia ad alcuni condannati per colpe minori.

FRANCIA

Parigi, 30 *dicembre*. I preparativi pel solenne *Te Deum* si proseguono con alacrità. Sulla piazza del *Parvis* sono disposte, dai due lati della porta di mezzo, dieci bandiere tricolorate sopra antenne che porteranno ciascuna un trofeo di stendardi e uno scudo decorato delle lettere L. N. entro una corona d'alloro. Inoltre saranno portate da antenne grandi in faccia alla porta maggiore tre grandi bandiere tricolorate della lunghezza di 20 metri sopra 5 di larghezza.

Al disopra della porta principale si dispone un gran *velarium* la cui stoffa di colore rosso scarlatto sarà cosparsa di stelle d'oro e della cifra L. N. parimente in oro. Da ciascun lato del *velarium* sventoleranno tre magnifiche bandiere coi colori del presidente, verte e stelle d'oro colle lettere L. N. entro una corona.

Nel dinanzi del rosone che occupa il mezzo della facciata sarà un gigantesco fascio di 55 bandiere.

Al disopra della galleria dei re una serie di 90 bandiere dai colori più svariati rappresenterà le città capitali di tutti i dipartimenti e delle colonie della Francia. Vi saranno figurati gli stemmi di ciascuna città.

Sul muro di facciata di ciascuna torre, saranno sospese, per continuare la decorazione della porta di mezzo, due grandi bandiere azzurre con frange d'oro, e colla cifra e le stelle già indicate. Finalmente al disopra delle torri, sventoleranno in cima a due grandi antenne bandiere tricolorate di 7 metri in lunghezza.

In quanto all'interno della basilica, i piloni della navata di mezzo saranno ornati di bandiere in color di porpora, seminate di stelle d'oro, colla cifra L. N. L'appoggio delle gallerie, intorno alla navata di mezzo, sarà ornato di drappi in velluto e di grosse ghirlande di fogliame smaltato di fiori.

In questa parte superiore della basilica, saranno disposte 90 bandiere portanti, come quelle del difuori, ma con una decorazione anche più ricca, gli stemmi ed i nomi delle principali città dei dipartimenti e delle colonie francesi.

Le dieci colonne del santuario saranno coperte dalla base fino al capitello di broccato in lana e seta, cremisi ed oro.

Un magnifico altare è stabilito sul dinanzi del coro, nella parte centrale ove la navata di mezzo e la navata trasversale s'incrociano. Rimpetto all'altare si erige un palco e sopravi la scranna d'onore e l'inginocchiatoio del presidente della repubblica. A questo palco sovrasta un magnifico baldacchino di 6 metri a ciascun lato, le cui cortine in cremisi e oro, foderate di bianco, sono di una grande ricchezza.

Sulla destra del palco del presidente, a lato dell'altare, sarà la scranna dell'arcivescovo di Parigi; a sinistra saranno collocati i vescovi assistenti.

Tutta la lunghezza della navata maggiore, le due profondità della navata trasversale, le due navate contigue alla navata di mezzo, sono occupate da banchi che riceveranno le autorità, i corpi costituiti, e un grandissimo numero di spettatori. Una gran quantità di biglietti saran pure distribuiti per le gallerie in alto.

All'estremità del coro saran collocati gli artisti, in numero di 500, che eseguiranno la musica di questa solennità. Trecento saranno i cantanti, e 200 i suonatori.

Ecco l'elenco dei pezzi da eseguirsi sotto la direzione del sig. Girard:

La *Marcia*, il *Vivat* e il *Te Deum* composti da Lesueur per la incoronazione dell'imperatore;

Il motetto *Urbs beata*, dello stesso Lesueur;

Il *Sanctus* dell'ultima messa di Santa Cecilia, di Adam;

Il *Dominus liberavit nos*, offertorio della messa dello Spirito Santo, di Lesueur.

— Leggesi nel *Constitutionnel*:

Il governo sa che oggidì l'attenzione del pubblico è specialmente diretta verso le riforme amministrative, e verso i mezzi di semplificare la macchina complicata dei servizii pubblici. Ogni ministro s'ingegna, nella sfera delle sue attribuzioni, di corrispondere a questo bisogno generale. Per sodisfare appunto a questi legittimi voti, il ministro delle finanze riunì l'amministrazione delle dogane con quella delle contribuzioni indirette.

I vantaggi di questa concentrazione dei due servizii sono facili a comprendere. Le due amministrazioni concorrono alla percezione dell'imposta indiretta. Ora che cosa risulta attualmente dalla loro separazione? Da una parte la necessità d'un maggior numero di agenti, e dall'altra parte tutti gl'inconvenienti che trae seco una sorveglianza divisa fra due personali, che, invece di prestarsi un reciproco appoggio, vivono troppo di sovente in rivalità. Ognuno comprende, per esempio, che, nei luoghi ove i due servizii sono in attività l'uno a fianco dell'altro, la sorveglianza, il lavoro burocratico e la riscossione, facilmente possono essere centralizzati. Gli è questo il mezzo di ottenere vantaggi che parrebbero a prima vista dover essere inconciliabili: il primo di procacciare un'economia all'erario, il secondo di assicurar meglio la percezione dell'imposta, con istabilire una unità d'azione sempre favorevole alla buona esecuzione dei pubblici servizii.

Si osserverà d'altra parte che il governo intende non agire che progressivamente nell'attuazione di queste riforme, in modo da rispettare le condizioni personali e i diritti fondati sopra lunghi anni di operosità e di zelo.

Questa direzione unica e potente è affidata al direttore attuale delle dogane, sig. Greterin, che si acquistò una stima ed una riputazione meritate nelle funzioni importanti di cui è incaricato da più di venti anni. Non si poteva porre in più abili mani quest'opera di trasformazione destinata a rafforzare i principii d'unità e d'autorità nell'amministrazione finanziaria del paese.

BELGIO

Bruxelles, 29 *dicembre*. Nella seduta d'oggi il Senato ebbe comunicazione del messaggio col quale la Camera dei rappresentanti gli trasmetteva il progetto di trattato commerciale conchiuso coi Paesi-Bassi, e adottato dalla Camera, nella tornata di sabbato scorso.

Il Senato ne votò il rinvio alla commissione per gli affari esteri.

INGHILTERRA

Londra, 29 *dicembre*. Si legge nel *Morning Chronicle*:

Non vi sono più che quattro poliziemen di servizio in tutto l'edifizio della esposizione. Non si sa ancora quando il palazzo sarà abbastanza sbarazzato da poter ricevere il pubblico; ma, in ogni caso, ciò non potrà succedere prima della fine della prossima settimana.

— Si legge nell'*United service Gazette*:

L'ammiraglio ha ordinato che una fregata a vapore della reale marina inglese si rechi dalla costa occidentale d'Africa alla stazione del Capo di Buona Speranza. Egli è ora cosa evidente, che il traffico degli schiavi su quella costa ebbe tale un colpo sicchè possa sperarsi che tra breve tempo, e con un po' di vigilanza, sarà totalmente distrutto. Si sa ciò non di meno che detto traffico è ancora assai attivo in Mozambico, mentre le nostre forze navali della stazione del Capo sono meschinissime e consistono in soli bastimenti a vela. Ad effetto di spegner quivi il traffico degli schiavi, il capitano Adams, il più attivo incrociatore che sia in mare, fu appunto diretto da quella parte.

— Si legge nel *Morning Post*:

Scrivono da Dublino che il lord luogotenente ha revocato i permessi ch'egli aveva accordati per porto d'armi a molte persone nelle contee di Limerik e di Tipperari.

— Si legge nell'*Examiner*:

La nomina di lord Granville al dicastero degli affari esteri è una garanzia per gli amici d'una politica estera liberale. Lord Granville non è conosciuto, è vero, che da poco tempo, ma già ha saputo fare di gran progressi nel favore del pubblico, mediante una condotta prudente e quale si addice agli affari. Egli fu fatto bene tutto quello che ha fatto, e in più d'una circostanza gli è convenuto dar prova di singolare intelligenza, d'un giudizio sano, e d'una certa abilità d'interpretazione.

— Si legge nel *Globe*:

Sabato contradicemmo con la solennità che richiedeva il soggetto, la supposizione, che si avesse a temere un cambiamento nei grandi principii, i quali dal 1830 in poi (senza rimontare ad una più antica manifestazione) informarono la politica estera dell'Inghilterra. Cosiffatti principii, professati dal governo di lord Grey (nel quale lord Palmerston occupò la stessa importante posizione che nelle successive amministrazioni di lord Melbourne e di lord J. Russell), cosiffatti principii saranno mantenuti con non minore lealtà e con non minore fermezza, oggi che lord Palmerston non occupa più quella importante posizione.

www.internetculturale.it

ALEMAGNA

PRUSSIA. La nota con cui il governo prussiano ha manifestato al governo austriaco la sua intenzione di non prender parte al congresso doganale di Vienna, reca la data del 5 dicembre ed è del tenore seguente :

« Colla nota dell' inviato d'Austria, sig. Prockesch-Osten, del 28 del mese p. p. di cui vi trasmetto copia, e col rescritto del 25 dello stesso mese, di cui vi spedisco anche copia, emanato dal principe Schwarzenberg, presidente del consiglio dei ministri, il governo del re fu fatto consapevole della pubblicazione di una nuova tariffa austriaca e dell' intenzione che ha il governo imperiale di aprire in Vienna, sul principio del prossimo anno, alcune deliberazioni sovra un trattato doganale e commerciale fra l'Austria e gli Stati tedeschi.

« Il governo del re fu sollecito a prendere in considerazione quelle comunicazioni e sono in grado di farvi sapere fin d'oggi le risoluzioni prese a questo riguardo.

« Il governo del re apprezza l' importanza della disposizione che il governo imperiale sta per adottare coll' introdurre un nuovo sistema di dogane, ed è convinto che i salutari effetti di così grande provvedimento si estenderanno, non solo oltre i confini dell' impero austriaco, ma anche dell'Alemagna. È vero che per la brevità del tempo, il governo del re non ebbe agio di esaminare in tutti i suoi particolari una così vasta opera quale è la nuova tariffa ; ma esso riguarda di già la soppressione di ogni proibizione (non fondata su riguardi che derivano dagli esistenti monopolii dello Stato o sui riguardi sanitarii) e le agevolezze accordate all' importazione degli oggetti di consumazione e delle materie prime, come il principio di una nuova èra molto propizia ai rapporti commerciali dell'Austria coll'Alemagna in generale, ed in particolare colla Prussia e collo Zollverein.

« Questa riforma è riguardata dal governo del re come un passo fatto per conciliare i diversi interessi che ancora si oppongono per ora al progetto di trasformare tutta l'Alemagna in un solo territorio doganale e commerciale, ed a fine di pervenire perciò alla meta cui non cessò nè cesserà mai di mirare il governo del re. Per tutte queste ragioni egli non può a meno di congratularsi col governo imperiale per avere adottato una risoluzione che è l'effetto di matura deliberazione e di materiali convinzioni, e che non mancherà di accrescere la fiducia in un ulteriore svolgimento di tutti i rami dell'economia politica dell'Alemagna.

« Il governo del re fu anche assai lieto di vedere che il governo imperiale aveva salutato con giubilo l' estensione del territorio dello Zollverein, quale era da aspettarsi per la convenzione del 7 settembre di quest'anno, oltre ad una conveniente modificazione degli attuali trattati dello Zollverein. Il governo del re non può a meno di provare una sincera soddisfazione al vedere che la risoluzione da lui presa di conchiudere quel trattato è riguardata sotto lo stesso aspetto, sotto di cui non cessa di riguardarla il governo del re, cioè, come un fatto compiuto, non in un interesse esclusivo, ma nell' interesse generale dell'Alemagna.

« Il governo del re, tanto più apprezza questo procedere, in quanto che egli non ignora che, riguardo al trattato del 7 settembre, gli vennero attribuiti motivi che mai non ebbe. È evidentemente di altissima importanza pel commercio e per l' industria di Alemagna che la riforma definitiva della tariffa austriaca sia stata quasi nello stesso tempo effettuata, in cui le disposizioni preparate dal trattato del 7 settembre, per riuscire alla fusione dello Steuerverein e dello Zollverein.

« Dei due principali ostacoli che si oppongono ad un perfetto accordo sul terreno politico-commerciale, cioè, la separazione commerciale dell'Austria dal resto dell'Alemagna, e la divisione di quest' ultima in parecchi territorii doganali, l' uno verrà allontanato in massima dacchè si muoverà il primo passo per rimuovere l' altro, almeno per quanto spetta alla maggior parte dell'Alemagna.

« Quanto più il governo del re nutre ferma speranza che si perverrà a conchiudere, nell' interesse dell'Alemagna, fra l'Austria che adottò una nuova tariffa doganale, e lo Zollverein ampliato e riformato, una convenzione che abbracci i vicendevoli rapporti commerciali ed industriali, e che abbia ugualmente riguardo ai bisogni presenti ed alle esigenze d'avvenire, tanto più ha dovuto egli ben ponderare se il momento attuale fosse opportuno ad intraprendere le trattative concernenti questa convenzione.

« Il governo del re avrebbe vivamente desiderato di poter essere d'accordo col gabinetto imperiale anche per quanto riguarda questa quistione : tuttavia, dopo maturo esame, egli vide non poter rispondere affermativamente.

« È noto in quali termini trovinsi le deliberazioni relative al riordinamento dello Zollverein. Il trattato del 7 settembre fu conchiuso fra la Prussia e l'Annover soltanto, ed a quest' ora esso non fu ancora sancito dalle Camere dei due paesi. Fra i membri dello Steuerverein, il principato di Schaumburg-Lippa aderì al trattato; sono ancora in corso i negoziati quanto all'adesione del granducato di Oldenburgo.

« Quanto ai membri dello Zollverein, essi non saranno in grado di manifestare la loro risoluzione definitiva se non in occasione delle deliberazioni intorno al mantenimento dello Zollverein.

« Siccome adunque non v' ha ancora una certezza formale per la futura estensione del territorio dello Zollverein ampliato per l'accessione dello Steuerverein, e siccome gli interessi politico-commerciali dipendono intieramente dalla sua estensione, così il governo del re non può apprezzare i cangiamenti che converrà di fare alla legislazione ed alle istituzioni dello Zollverein in seguito alle deliberazioni che seguiranno in ordine alla continuazione di quest'ultimo.

« Il governo del re si trova a fronte di uno svolgimento di cose che produrrà senza dubbio nuovi rapporti, ma di cui non può egli solo determinare il progresso e gli effetti, e di cui perciò non potrebbe calcolare tutte le conseguenze. Se il governo imperiale credè giunta l' ora di aprire le trattative, poichè ha compiuto la trasformazione del suo sistema politico-commerciale, da canto suo il governo del re non crede di poter prendere parte a quelle trattative prima che il riordinamento dello Zollverein sia terminato, perchè altrimenti rimarrebbe privo della base indispensabile sovratutto sui negoziati politico-commerciali, della certezza cioè quanto all' ordine di cose di fatto che deve servire di punto di partenza dei negoziati medesimi.

« Epperciò, vedendosi non in grado di rispondere per ora all' invito del gabinetto austriaco, il governo del re dichiara in pari tempo che quando siano terminate le deliberazioni sul mantenimento dello Zollverein, egli si recherà a premura di prender parte alle deliberazioni che riguarderanno la fissazione (guisa un modo a determinarsi ulteriormente) dei rapporti commerciali di quest'ultimo rispetto all'Austria ed agli altri Stati tedeschi.

« Egli crede di non potere più chiaramente manifestare la sua sollecitudine, se non coll'aprire quanto prima deliberazioni coi membri dello Zollverein, e coll'accelerare i progressi per quanto lo permettono le circostanze.

« Voi vi dichiarerete conformemente a queste massime, alla presenza del principe di Schwarzenberg, presidente del consiglio dei ministri in Austria, e gli lascierete copia di questa nota.

« Gradite ecc.

Firm. *Manteuffel.* »

— Il *Börsenhalle* di Amburgo dice di avere da buona fonte avute le seguenti notizie relative al tenore del trattato testè conchiuso fra la Prussia, in nome dello Zollverein, ed i Paesi-Bassi. I diritti differenziali che ancora sussistono a pregiudizio dei prodotti dello Zollverein, per le importazioni nelle colonie neerlandesi, verranno soppressi. Un gran numero delle produzioni dello Zollverein, come si è le acque minerali, i lavori in legno conosciuti sotto il nome di mercanzie di Norimberga, le stoffe di seta ecc., all' entrata loro nelle colonie neerlandesi pagheranno dazii meno elevati che per lo passato.

Inoltre, le navi dello Zollverein verranno assimilate ai legni nazionali, per quanto concerne i diritti di tonnellaggio e quelli di uscita. Finalmente i dazii di transito per l'Olanda verranno considerevolmente diminuiti.

AMERICA

MESSICO. Si legge nello *Weekly Herald* di Nuova York :

Le notizie che abbiamo ricevute di questa repubblica vanno sino al 18 novembre, e sono di molta importanza sotto il rapporto politico, come quelle che ci fanno presagire che questo paese sta per gettarsi nelle braccia dell' Inghilterra. In conferma di quanto noi asseriamo, apprendiamo dalla nostra corrispondenza, che il sig. Ramon Gamboa ha presentato al senato una risoluzione, in virtù della quale il potere esecutivo sarebbe autorizzato a intavolar trattative col governo inglese per l'apertura dell' istmo di Tehuantepec. Le basi di questa convenzione sarebbero : Che la Gran Bretagna farebbe costruirre un canale, in un tempo determinato ; inalzerebbe delle fortificazioni designate dal Messico, e sosterrebbe questa repubblica nel caso d'una invasione sull' istmo o di qualsiasi altra aggressione a' suoi diritti sulle terre da esso lei possedute nell'istmo. Il Messico s'impegnerebbe, dal canto suo, a tenere sull' istmo una guarnigione di 2,000 uomini in aiuto degli operai, a custodia de' forti ecc., e accorderebbe all' Inghilterra tutti i diritti di transito e altri vantaggi che potrebbe mai produrre il canale.

STATI UNITI. I giornali di Nuova York recano che la quistione della presidenza va prendendo nuovo vigore. Nuovi candidati si presentano giornalmente, e altri si ritirano ; i tre di maggior momento sono i generali Butler, Cass e Scott. Fra questi tre candidati le probabilità di riuscita son quasi eguali, e la lotta sarà ostinata. Quanto è al sig. Clay, lo stato della sua salute, che inspira vive inquietudini, lo costringe a far ritorno alla vita privata ; ed egli è già partito da Washington a fine di recarsi presso il suo medico a Filadelfia.

— Il senato nominò un comitato composto di tre de' suoi membri, che dovranno introdurre Kossuth al congresso, il segretario del quale ebbe dal presidente l'incarico di recare a Kossuth la deliberazione del congresso e di condurlo seco a Washington.

— Kossuth vive ritiratissimo a Erving House, in Nuova York, e non esce quasi mai di casa. Una sola volta ne uscì per andare a pranzo, insieme a sua moglie, dal mayor di Nuova York, e, malgrado l'immenso numero d'inviti che gli s'indirizzano da ogni parte, non accettò che per una sola volta quello fattogli dal direttore del teatro dell' Opera Italiana, ove egli assistette ad una rappresentazione dei *Puritani*.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Genova, 2 gennaio.* Le sale dell'Intendente generale si aprirono ieri sera ai ricevimenti che sogliono ivi aver luogo nel decorso del carnovale. La riunione non poteva riuscire più splendida e più gradita : v'era gran concorso d'ufficiali del presidio d'ogni Corpo, di guardie nazionali tanto graduati che militi, scelto numero di cittadini e di signore eleganti non che di cospicui personaggi forestieri. La veglia fu protratta sino alle ore 2 del mattino, sempre accompagnata da quel brio e da quel ricambio cortese di modi che distinguono la nostra società. *(Gazz. di Gen.)*

FRANCIA. *Parigi, 31 dicembre.* Leggesi nella *Patrie* : I sette relatori della commissione consultiva hanno letto oggi alle 2 pom. il risultato del lavoro dei sette uffici, dal quale risulta che, salvo alcuni dati non verificati ancora, il presidente della repubblica ottenne 7,433,000 voti affermativi : 635,477 sono i voti contrarii.

Sul finire della seduta il sig. Ségur d'Agueseau fa la proposta, che il presidente della repubblica vada installarsi alle Tuileries, sola abitazione, egli dice, degna del capo dello Stato.

Il sig. Baroche risponde che non spetta alla commissione consultiva il prendere questa iniziativa, e che bisogna rimettersi interamente alla savezza del presidente della repubblica. Queste parole ricevettero una viva approvazione.

— In occasione della solennità della proclamazione del voto del 20 e del 21 dicembre, il prefetto della Senna ha preso, coll'autorizzazione del ministro dell' interno, una decisione che mette a disposizione dei *maires* una somma di 80,000 fr. da distribuirsi agl'indigenti della città di Parigi.

— Il *Moniteur Algérien* del 25 annunzia che, in virtù d'ordini anteriori dati dal governatore generale, si doveva procedere il 20 al disarmamento generale della milizia.

I giornali francesi soggiungono che, giusta le lettere particolari del 25 da Algeri, vi regnava una grande tranquillità, e che il nuovo governator generale Randon eravi aspettato pel domani.

— L'*Echo d'Oran* del 24 riferisce che i voti dell'Algeria conosciuti fino a quel momento erano 1001 pel sì, e 858 pel no.

PAESI BASSI. *Aia, 29 dicembre.* Il 18 dicembre ebbe luogo all' Aia lo scambio delle ratifiche della convenzione postale conchiusa fra la Neerlandia ed il granducato di Lussemburgo.

Un trattato per l'estradizione dei malfattori fu conchiuso il 28 novembre p. p. a Copenaghen fra il ministro residente ed il plenipotenziario danese.

SPAGNA. Si legge nella *Espana* del 25 dicembre :

La nascita della principessa delle Asturie è stata festeggiata nelle provincie coll'entusiasmo medesimo della capitale. Ovunque non è che una voce, non è che una fervente acclamazione per celebrare il fausto avvenimento che assicura una successione diretta alla Corona e colma di gioia la nostra augusta sovrana.

PORTOGALLO. A Lisbona e in altre città del regno il discorso della corona alle Camere fu accolto favorevolmente. Si aspetta con impazienza che si aprano le sedute della Camera dei deputati, per conoscere con esattezza lo spirito che vi regna; ma per mancanza d'un numero sufficiente di deputati, non vi fu ancora seduta.

INGHILTERRA. *Londra, 30 dicembre.* Si legge Nel *Daily-News*:

Il barone Brunow, ministro di Russia, il conte Walewski, ambasciatore di Francia, il sig. Ch. Sallandrouze di Lamornaix, commissario generale del governo di Francia, lord Cowley e il conte Granville, sono arrivati nel pomeriggio a Windsor Castle. Essi ebbero udienza dalla regina. Si dice che al sig. Cardwell, membro del Parlamento, è stato offerto il posto vacante di cassiere generale dell'esercito.

— Si legge nella *Patrie* del 1° gennaio:

Ci scrivono da Londra:

L'ambasciatore di Francia, accompagnato dal sig. Sallandrouze di Lamornaix, commissario generale del governo per la esposizione universale, fu ricevuto ieri in udienza particolare dalla regina. Egli rimise alla regina Vittoria una lettera autografa del presidente della repubblica, con la quale il capo dello Stato fa dono a S. M. della magnifica tappezzeria dei Gobelins, che rappresenta il massacro dei mammalucchi, dipinto da Orazio Vernet.

Questo quadro, capo-d'opera dell'arte e della industria, figurò nella esposizione universale di Londra, ove attirò l' attenzione della regina nelle numerose visite che S. M. faceva al palazzo di cristallo.

La regina ha graziosamente risposto ch'era lietissima d'accettare il presente che le era fatto dal presidente della repubblica; ch'ella lo conserverebbe in memoria di questa esposizione che tanto contribuì a ristringere la unione de' due popoli e ch' ella facea voti sinceri pel benessere e la prosperità della Francia.

— Il *Times* annunzia che il governo francese offerse un servizio di porcellana di Sèvres al conte Granville presidente della commissione reale, ed un altro al sig. Dilke, uno de' componenti il comitato esecutivo, in attestato di soddisfazione per la parte da esso loro presa all'esposizione universale.

— Secondo il *Daily News*, sta per essere fatto un nuovo tentativo per la scoperta di sir John Franklin, mediante un piccolo piroscafo a elice il quale penetrerà in quella parte dei mari polari, ove si suppone sia entrato sir J. Franklin, venendo dal canale di Wellington.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi si sono rialzati. Consolidati per l'apertura al 16 gennaio 1852 97 1/4, 3/8.

ALEMAGNA. La *Gazzetta Prussiana*, foglio semiofficiale di Berlino, lascia intendere chiaramente che sussistono delle divergenze in seno alla Dieta germanica, poichè dice che l'Austria ha la maggioranza nel comitato per la flotta tedesca, non meno che in quello incaricato della compilazione dei processi verbali.

È notevole il passo seguente del citato giornale di Berlino :

« Noi prediciamo un triste risultato alla Dieta ed alle sue istituzioni, se essa non ha nè la volontà nè la forza di riscuotere le contribuzioni matricolari. La Prussia fece sagrifizi maggiori che alcun altro Stato; ma se il fine degli altri Stati tende a passar all'ordine del giorno sui diritti e sui voti della Prussia, noi confidiamo che questa saprà tutelare la sua influenza nella politica tedesca. »

— La *Corrispondenza litografica* di Berlino pubblica alcuni rischiarimenti sulla votazione seguita il 20 dicembre, in seno alla Dieta germanica, sul progetto di convenzione preparato a Dresda, e che tendeva, come è noto, ad instituire in tutti gli Stati confederati dell'Alemagna una legislazione uniforme sopra un gran numero di questioni d'interesse materiale. La *Corrispondenza* assicura che molti governi respingono quel progetto, che alcuni altri vi pongono delle clausole, e che assai pochi si sarebbero dichiarati per l'accettazione pura e semplice.

La *Corrispondenza* ne conchiude che il progetto di Dresda verrà senza dubbio reietto.

— Leggesi nella *Gazzetta d'Augusta* in data di Francoforte, 28 dicembre:

La questione della flotta fu oggetto delle deliberazioni, nella seduta di ieri, della Dieta federale. Pur troppo il risultato fu uguale a quello del 20 di questo mese, e non riuscì a veruno accordo.

— *Berlino, 28 dicembre.* La *Nuova Gazzetta di Prussia* assicura che è pervenuta in Berlino, il 26 di questo mese, l' adesione del governo belgico alle modificazioni del trattato belgico-prussiano convenute fra i ministri degli affari esteri, delle finanze e del commercio di Prussia da un lato, ed il sig. Nothomb, plenipotenziario del Belgio dall'altro.

E. LEONE gerente.

SESTO ELENCO

Dei signori che presero delle Azioni di franchi 5 cadauna, metà a favore dell'Emigrazione Italiana, e metà a favore del R. Ricovero di Mendicità, in sostituzione delle visite d'uso pegli auguriii delle Feste del SS. Natale e pel nuovo anno 1852.

150 Siccardi conte Giuseppe, secondo presidente del tribunale di Cassazione e senatore del Regno 1 » 5 — 151 Negro Giuseppe, capo falegname nel regio laboratorio agricolo della Generala, 1 » 5 — 152 Trivella Giuseppe, negoziante, 1 » 5 — 153 Averardi Venanzio, controllore, 1 » 5 — 154 Melegari cav. Luigi Amedeo, professore di Diritto costituzionale nella R. Università di Torino e deputato al Parlamento 1 » 5— 155 Cavalli cav. Giovanni, luogotenente d'artiglieria 1 » 5— 156 Bellegarde Augusto, gen. di marina in ritiro 1 » 5—157 Prato caus. coll. Francesco, 1 » 5— 158 Bonollo avv. Giovanni, 1 » 20 — 159 Fabar intendente Felice, al servizio di S. M. la regina madre, 1 » 5 — 160 Signori preti della Missione di Torino, 1 » 5 — 161 Moris Giuseppe negoziante, 2 » 10 — 162 La commissione speciale israelitica del Piemonte, 6 » 30 — 163 Cerrina controllore del R. Parco, 1 » 5 — 164 Castelli notaio coll. Giovanni Maria, 1 » 5 — 165 Canuso dottore, chirurgo dentista di S. M. il Re 1 » 5 — 166 Borito prof. Gioachino, deputato al Parlamento, 1 » 5 — 167 Carrutti Domenico, sotto segretario al Ministero per gli Affari Esteri, 1 » 5 — 168 Stallo Andrea, deputato al Parlamento, 2 » 10 — 169 Cantoni Lelio, rabbino maggiore, 1 » 5 — 170 Denfaure avv. Raffaele, 1 » 5.

Errata corrige. Nel quinto elenco al num. progressivo 125 Paravia cav. Alessandro ecc. azioni 1 » 5, leggasi azioni 2 » 10.

www.internetculturale.it

Società anonima Piemontese
PER
L'ILLUMINAZIONE A GAZ

L'Assemblea Generale terrà la sua adunanza il 14 corrente nel solito locale presso la Direzione, alle ore sette precise di sera.

Sono quindi invitati d'intervenire tutti i signori Soci possessori di cinque e più azioni, a norma dell'art. 19 dello Statuto.

Pel Comitato di Direzione
Il Direttore gerente Gaudenzio Albani.

CITTA' DI PALLANZA

Dovendosi procedere alla nomina di un Maestro di terza classe elementare coll'annuo stipendio di L. 600, si invitano i Maestri, che intendessero aspirare a tale impiego, a presentare, prima del 15 gennaio 1852, al sottoscritto, i titoli di loro idoneità.

Il Sindaco Arnatti.

* *E non* 300 *come venne annunziato nei nn.* 307 e 2.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

EDITORE G. CORIASSI
LA RIMEMBRANZA
per l'anno 1852

SOMMARIO

Real Casa di Savoia — Calendario — MEMORIALE — Parlamento Nazionale — *Ministero di Grazia e Giustizia* — Magistrato di cassazione — Uffizio dell'avvocato generale — Magistrato d'appello — Uffizii dell'avv. fiscale gen., dell'avv. e procuratore dei poveri — R. Camera de' conti — Archivi camerali — Uffizi del procuratore gen. di S. M. e dell'avvocato patrimoniale — Consiglio di Stato — Consolato — Tribunale di prima cognizione — Giudicature — Questura — Uffizi di pubblica sicurezza — *Ministero dell'Interno* — Intendenza generale della Divisione amministrativa — Ministri delle Corti straniere — Camera di Agricoltura e commercio — Banca nazionale — Spedizionieri, banchieri, negozianti in seta, cambia valute, agenti di cambio, sensali, ecc. — Avvocati patrocinanti — Causidici collegiati — Notai e notai certificatori — Liquidatori R. — Attuari collegiati — Ingegneri, architetti, ecc. — Regie Poste, *orario degli arrivi e partenze* — Messaggerie, vapori e vetture pubbliche — Condacenti e vetturali — Fiere e mercati — Tariffa delle monete.

Per la massima parte sono indicate le abitazioni e residenze.

Trovasi vendibile presso la Tipografia suddetta

GABINETTO PER SAGGI METALLURGICI

Nell'or recentemente ampliato Laboratorio chimico-farmaceutico di B. A. Rossi (via Porta Nuova, casa propria, num. 16), si è destinato un Gabinetto per *Saggi metallurgici*, ove a richiesta di committenti si eseguiranno analisi sulle sostanze metalliferee ed altre, comunicandone in iscritto i risultamenti.

ASSOCIAZIONE ALLA STRENNA
pel 1852

I sottoscritti, membri della Direzione di detta Associazione, nel mentre che si prestano con zelo pel buon andamento della medesima, avvisano chi di ragione che essi si dichiarano estranei a ciò che riguarda l'interesse.

Pietro Thermignon, *Vice Presid.*
Francesco Gola, *Cons.*
Secondo Fumero, *Cons.*

L'ESPOSIZIONE

di varii generi d'articoli in cristalli, porcellane di Francia e del Giappone, bronzi, mobili, *boites*, ed altri oggetti diversi e nuovissimi, tanto ricchi che semplici, di

G. ROCCHIETTI-PAUTAS

sotto i portici della Fiera, nella porta dell'Albergo d'Europa num. 19, *scala a destra, ne' mezzanini.*

Sarà anche aperta durante le imminenti feste *eccettuato il giorno del SS.* Natale, dalle 11 al'e 5 di sera.

ASSORTIMENTO
DI
Tappeti di giuoco *detti* **STUOIE**
PER PAVIMENTI
della Fabbrica Nazionale dei FRATELLI BOGETTO
via di Po, angolo opposto al Caffè Nazionale,
e via del Seminario, n. 6, *Torino.*

CAFFÈ ALFIERI

Da rimettere: La Presse, La Patrie, Il Corriere Mercantile, L'Illustration e La Croce di Savoia.

DA VENDERE IN QUESTA CITTA'

Due PIANI di CASA in via di Dora Grossa, num. 10, cioè: il piano nobile ed il secondo piano, con quattro cantine, tanto uniti che divisi. — Dirigersi al notaio Gasparo Cassinis di Orazio, via del Fieno, num. 19.

DA VENDERE
per L. **12,000** *ed a pronti contanti*

CASA della rendita di L. 800, in Borgo di Po, e nell'imboccatura della vecchia strada de' Ss. Bino ed Evasio, dietro casa Mosca, libera da ogni ipoteca.
Dirigersi al Caffè Gonella, via delle Figlie dei Militari.

DA AFFITTARE AL PRESENTE
N. 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

Si distribuisce il mese di dicembre del
JOURNAL DES DEMOISELLES
JOURNAL DES JEUNES PERSONNES, DU JOURNAL DES JEUNES FILLES, DE LA BRODURE ET DU BON TON
Bruxelles.

Si ricevono gli abbuonamenti per l'anno 1852, al prezzo di L. 12 per Torino e L. 14 franco di posta per la provincia.

IL VERO CASAMIA DI FAENZA
per l'anno 1852
prezzo lire 2.

MANCIA DI L. 250

Essendo state smarrite tre Obbligazioni dello Stato al portatore, aventi i numeri 16963 — 16964 — 16965, Legge 9 luglio 1850, di spettanza dei sottoscritti, si previene chiunque le avesse trovate, che venendo consegnate in Genova al signor Antonio Quartara di Gioanni, in Torino alli signori L. Stura e figli, od in Savona alla segreteria del tribunale di Commercio, verranno date L. **250** di gratificazione.

Giacomo Ponzone e Figli.

GIOANNI GILARDINI

Tiene un grande assortimento di **Casse** di ottone *roulant* moderne e grosse **Catube** per la musica di ogni qualità; più una grande quantità di forniture da tamburi, cioè pelli da suono, da *bordonnière*, corde di Minuggia, cordami di canapa, bacchette di vero corniolo e d'ebano, ed altri articoli relativi per tamburo, vendibili a modicissimi prezzi.

SCILOPPO E TAVOLETTE DI TAMARINDI
DI FILIPPO VIORA
unico approvato con superiore autorizzazione
sigillato con stemma gentilizio

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 43;
In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;
In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Ravanale, 167

DA VENDERE

VINO delle annate 1845-46-47, in ettolitri 45 (brente di Piemonte num. 90), liquoroso, e non inferiore ai più stimati vini nazionali alcoolini, dei migliori terreni dell'Astigiana, stato chiarificato ed atto a qualunque navigazione e trasporto.

Chiunque desideri farne acquisto dirigasi al proprietario in Villafranca d'Asti, Venanzio Perusino.

DA VENDERE
IN VILLAFRANCA D'ASTI
dove havvi Stazione della Strada ferrata

1. Casa civile e rustica di 10 camere ed una grande da stabilire, divisibile in due, con cantina, cantinotto sotterro, pozzo di sorgente, stalla, fenile, rimessa e legnaia, con retro altra cantina, corte cintata e giardino, posta nel maggior abitato, in prospetto della parrocchia, con vista nella contrada maggiore;

2. Vigna e campo di ett. 2 (giorn. 5, 20 circa). La vigna è tutta nuova con piante fruttifere, posta a metà collina, e poco distante dalla strada Reale;

3. Prato dolce con campo di ett. 1, 80 (giorn. 4, 63 circa), poco distante dal luogo, di comodo accesso, e facile ad essere ridotto ad orto, essendovi l'acqua poco profonda. — Per le condizioni far capo dal proprietario in Villafranca d'Asti, Perusino Venanzio.

DA MUTUARE

Da L. 100, 200, 300, 500 a 1,000 per cambiale. Recapito all'Ufficio di Pubblica Sollecitazione, posto in via di Po, n. 39, rimpetto la Regia Università, ove si copiano manoscritti qualunque a cent. 10 la pagina.

DA VENDERE

Due CASCINE sul territorio di Racconigi, di ett. 37, 15, 42 (giorn. 150 circa), unitamente o separatamente. Il causidico G. G. Migliassi sost. al caus. coll. cav. Tricerri, via di S. Dalmazzo, num. 14, è incaricato della vendita.

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

Da vendere: Un *Boughè* in buono stato. — Recapito, via del Rosario, num. 6, casa Antonino Carlo.

DA AFFITTARE *pel 1.° aprile pross.*
APPARTAMENTO al piano terreno, di membri 6. Via di S. Francesco di Paola, num. 20.

PER PARTE
DELLA REGIA DIREZIONE
DEL MANICOMIO DI TORINO

S'invita chiunque voglia attendere alla totale o parziale provvista di num. 500 ettolitri di vino nero, proveniente dal raccolto 1851, a presentare i loro partiti, accompagnati da due bottiglie di assaggio nella Segreteria di detto pio Stabilimento, quali saranno ricevuti a tutto il 10 gennaio 1852.

I capitoli e condizioni del contratto sono visibili nella Segreteria predetta, dalle ore 9 alle 4 pomeridiane in tutti i giorni non festivi.

Torino, il 9 dicembre 1851.

Per detta Regia Direzione
G. Sereno Segr.

NOTA

I sottoscritti, come da dichiarazione già fatta il 31 scorso dicembre alla segreteria del Magistrato del Consolato, notificano che la Ditta **Darbesio e Schlaepher** corrente in questa capitale cessò di esistere con tutto il passato anno.

Torino, il 2 gennaio 1852.

Luigi Darbesio
G. Schlaepher.

NOTA

A tenore della dichiarazione fatta in data del primo corrente alla segreteria dell'eccellentissimo Magistrato del Consolato, venne dal sottoscritto contratta società in accomandita, sotto la firma di **Luigi Darbesio e Comp.**, durativa per anni 9 a principiare dal primo andante, della quale egli sarà il socio gerente e risponsabile.

Torino, il 2 gennaio 1852.

Luigi Darbesio.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO UFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Senza'i
Torino il 2 gennaio 1852

Corso Autentico

FONDI PUBBLICI	*per contanti* giorn. pr. dopo bor.	nella matt.	*pel fine del mese* corr. giorn. pr. dopo bor.	nella matt.	*pel fine del mese prossimo* giorn. pr. dopobor.	nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		80				
1849 » » 1 genn.		89	90-10 90	89 60	pel 15	
1851 » » 1 dicem.		88			(corr.	
1834 *Oblig.* 1 genn.						
1849 » 1 8.bre,						
1850 » 1 agosto						
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 *luglio*						
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0/0 *oltre lo*						
Torino (*inter. decor.*						
(6 0/0 1 *lug.*						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 *lug.*						
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fisso						
31 *x.bre*						
Fis ferr. di Savigliano						
1 *luglio*						
Molini presso Collegno						
1 *giugno*						

CAMBI	*Per brevi scad.*	*Per tre mesi*
Augusta	953 —	952 — 1/4
Francoforte 3. M.	910 1/4 —	— —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Lione	99 90	99 35
Londra	25 20	25 10
Milano	— —	— —
Parigi	99 95	99 40
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

Monete contro argento o Biglietti di Banca (1)

	Compra	*Vendita*
Doppia da L. 20 *L.*	20 06 —	20 10 —
— *di Savoia*	20 73 —	20 78 —
— *di Genova*	79 25 —	79 50 —
Sovrana nuova	35 18 —	35 25 —
— *detta*	34 98 —	35 06 —

Per il biglietto di 1000 L. 2 75 p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca

Borsa di Parigi *del 31 dicembre.*

Il 5 0/0 aperto a 101 40, è sceso a 100, 90 e chiude a 101 90.
Il 3 0/0 resta a 67, 45.
L'ant. 5 0/0 piemontese (c. R.) a 91, 60.
Le azioni della Banca di Francia a 2565.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: *Camoens*, scritta appositamente dal maestro Gualtiero Sanelli, col ballo il *Fausto*, del coreografo Cortesi, — balletto *La vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Adriana Lecouvreur*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese diretta dai sigg. Adler e Perichon rappresenta: — *La femme qui trompe son mari.*

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *I morti corrono.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *La vedova Muritana.*

TEATRO DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) si recita. — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco.*

GIANDUJA (ore 6 1/2) recita: Ballo *È sposa chi sposa.*

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 4 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

LUNEDI' 5 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
I prezzi delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . . .	» 48	25	13
Per l'Estero . . .	» 80	56	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

NELL'ANNO CORRENTE
LA GAZZETTA PIEMONTESE
pubblicherà nelle sue Appendici varii scritti inediti fra i quali i seguenti:

Profili Biografici *di* G. TORELLI.
Studi storici *di* LUIGI CIBRARIO.
Studi sulla Beneficenza *di* JACOPO BERNARDI.
Pellegrinazioni di un artista (*Leggende e Paesaggi*) *di* CIRO D'ARCO.
Scritti letterarii *di* CESARE CANTU', *di* ANGELO FAVA, *ed altri.*
Saggi sulla letteratura storica inglese (*Macaulay, Prescott, Bancroft, Grote*) *di* G. MASSARI.
Riviste mensili *della politica generale e dei progressi scientifici*; Rendiconti *di opere statistiche nazionali ed estere*; documenti *commerciali*; articoli *bibliografici, teatrali*, ecc.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato:

Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. È approvata la Convenzione intesa fra il Governo del Re e la Città di Torino con atto del venti dicembre mille ottocento cinquanta circa il Dazio di consumo di essa Città, e l'indennità per la cessata bannalità dei di lei molini.

Art. 2. Dal giorno in cui in forza di detta Convenzione dovrà cessare l'esazione del mentovato Dazio a pro del Governo, resteranno abrogate le Regie Patenti ventisette novembre mille ottocento diciannove, pubblicate con Manifesto Camerale del dieci susseguente dicembre, ed ogni altra disposizione contraria alla presente.

Il Ministro Segretario di Stato di Marina, Agricoltura e Commercio, Reggente il Ministero di Finanze, è incaricato dell'esecuzione della presente Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserta nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. a Torino, addì 26 dicembre 1851.

VITTORIO EMANUELE
C. CAVOUR.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 4 gennaio*

Nella tornata di ieri (sabato) la Camera dei Deputati proseguì la discussione del bilancio passiva dell'Azienda della guerra, e approvò le categorie dalla undecima alla decimanona.

Circolare del Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno ai signori Intendenti intorno alla Revisione Teatrale.

Avendo il Governo adottato le seguenti norme per la Revisione dei Teatri di Torino, il sottoscritto invita i signori Intendenti a volervisi conformare pei Teatri soggetti alla rispettiva loro amministrazione, allin hè questa tutela della pubblica morale sia conforme in ogni parte del Regno, salvo però sempre alla prudenza loro di regolarsi come crederanno conveniente per quei casi in cui una produzione teatrale offrisse qualche titolo, per circostanze locali, a particolari modificazioni, riferendone al Ministero. Vorranno poi i medesimi signori Intendenti spedire a questo Ministero gli elenchi delle produzioni fin qui approvate per metterli in conformità colle viste del Governo, e quind innanzi indicare nei nuovi elenchi le edizioni dei drammi presentati.

ISTRUZIONI PER LA REVISIONE DEI TEATRI.

Perchè i Teatri del Regno di S. M. possano elevarsi al grado di una civile istituzione, la quale a un tempo si concilii colle nostre giuste esigenze politiche e colle esigenze della moralità e dell'ordine pubblico, si crede conveniente di stabilire le seguenti basi per la revisione teatrale.

§ 1. *Religione.*

Le produzioni che trattano temi nei quali abbia parte la religione e che pongono in iscena personaggi religiosi in generale, non sono vietate purchè: 1. Nulla vi sia in odio alla religione dominante e al suo culto, e neppure in odio alle altre religioni tollerate nel Regno; 2. Non si pongano sulla scena le cerimonie delle liturgie; 3. Quando il tema esigesse qualche segno religioso si abbia riguardo che non venga profanato il carattere del personaggio che se ne fregia; 4. Nulla sia nei personaggi religiosi che possa ingenerare odio o disprezzo alla religione, o almeno dal contesto del componimento medesimo emerga chiaro il rispetto e la venerazione dell'autore per quanto v'ha di più sacro e di rispettabile; 5. Il costume religioso venga indicato, ma non con esattezza riprodotto secondo le foggie dei varii ordini sanzionate attualmente dalla Chiesa.

§ 2. *Morale.*

Le produzioni teatrali che ora godono di un maggiore credito, sono generalmente informate da un pernicioso scetticismo intorno al principio della domestica autorità, o da una male intesa ammirazione per tutti gli atti delle passioni più sfrenate quando sieno fornite di certo prestigio fantastico, o quando tendano ad accarezzare piuttosto che a correggere i pregiudizii del popolo e le false convenienze sociali. Quindi le nostre scene risgurgitano di drammi che fanno l'apologia dei duelli, del suicidio, dell'adulterio, e che in genere mostrano l'uomo soggetto alle proprie passioni come ad una specie di fatalismo. Il volere ora tutto ad un tratto sbandire dalle nostre scene tali spettacoli sarebbe opera difficilissima, perchè, mentre sotto il regime dei governi assoluti eccessivo era il rigore delle censure teatrali per tutto ciò che anche indirettamente avesse offesi gli abusi sociali e politici d'allora, si lasciava poi correre tutto ciò che tendeva ad ammollire i costumi e a distrarre gli animi dagl'interessi politici. Una saggia revisione teatrale d'un Governo che voglia far allignare l'amore alle politiche guarentigie col sentimento della moralità pubblica e privata, deve eliminare a poco a poco le produzioni che più offendono un tal sentimento, o che a diritture fanno l'apologia d'un vizio o di un delitto, massime quando fosse una produzione nuova per le nostre scene; onde far atto di questo omaggio alla pubblica morale in un paese che in Italia seppe mantenere le politiche guarentigie, lasciando del resto correre le più note, perchè a proibirle (ora che sono forse presso a perdere della loro voga) non se ne avrebbe nessun utile risultamento.

Sotto l'aspetto della moralità non sono da permettersi quelle produzioni, colle quali si volesse inspirare avversione ed odio fra le diverse classi dei cittadini; quelle produzioni che contenessero personali allusioni esplicite od anche implicite, qualora nel toccare qualche fatto di pubblica notorietà si agevolasse la conoscenza della persona che si volle offendere; quelle produzioni finalmente che, quantunque rette da un concetto morale, mettessero in vista o cose offensive al pudore, o sovercbiamente atroci, o cinicamente scellerate, o che offendessero l'umana dignità.

§ 3. *Politica.*

Quelle produzioni che fossero ideate collo scopo diretto di mettere in odio la monarchia costituzionale, sono proibite; come pure sono proibite le frasi e i discorsi che potessero offendere il Governo e le sue istituzioni, o che solo accennassero alla persona inviolabile del Re e della sua Famiglia.

Così è proibita ogni parola, ogni allusione che offendesse i capi dei governi esteri.

Sarà poi in facoltà del Governo di far sospendere le produzioni o di far sopprimere le scene o i discorsi, il cui tema avesse grande analogia a qualche transitoria e grave contingenza in cui si trovasse il paese.

§ 4. *Norme generali.*

Gran parte delle norme suesposte per regolare saggiamente la censura teatrale vanno più intese nel loro spirito che alla lettera: essendo difficilissimo l'indicare fin dove precisamente una produzione possa recare offesa al senso religioso morale e politico di un pubblico, il quale negli spettacoli deve trovare quel diletto, che non è scompagnato dall'utile; quel diletto, che è come a dire l'espressione ultima della civile educazione d'un popolo. In fatti se bene si studiasse la storia del teatro di una nazione si avrebbe in esso un criterio delle varie fasi della sua civiltà. Quindi alla pubblica Autorità d'un Governo liberale, che deve essere eminentemente educatore, corre obbligo di vegliare perchè il teatro agevoli co suoi mezzi la via a correggere i costumi e ad un tempo sia eccitamento e risultato di civiltà. Per ciò la Revisione teatrale non deve essere nè grettamente vessatrice, nè avventatamente rilassata, e deve vegliare di non correre agli opposti eccessi dell'assolutismo e della licenza. Le ragioni supreme del bello sono intimamente collegate con quelle del vero e del buono, e come un soverchio rigore priverebbe il teatro di eccellenti produzioni, così una mal intesa libertà collo sciogliere gli scrittori da ogni debito di convenienza morale profanerebbe d'ogni bruttura questo arringo della poesia e dell'arte, come ne abbiam visto già qualche esempio. Onde un celebre scrittore d'oltremonti saggiamente ebbe a dire che le censure teatrali non tanto impedirono che i capi d'opera si mostrassero sulla scena, quanto la licenza impedì in vece che se ne creassero.

Per la qual cosa ad osservare quella temperanza e saggezza, che della Revisione teatrale di un libero Governo deve fare piuttosto un'Autorità tutrice ed educatrice, che non un Ufficio di polizia, gioverà il tener ferme le seguenti norme come un criterio all'applicazione di quelle che si sono indicate pei casi speciali.

In caso di dubbio sulla convenienza o no di permettere un dramma, quando cioè dopo una pacata discussione non sieno ben chiari i motivi di vietarne la recita o di sopprimerne le parti che sembrerebbero censurabili, la decisione dev'essere in favore della rappresentazione; giacchè ordinariamente chi ha per debito la censura propende per la severità, e d'altra parte sotto un regime liberale l'Autorità deve propendere per la libertà.

La severità della Revisione deve essere nei temi religiosi più che in altri, perchè più dannose sono le conseguenze sociali delle offese al principio religioso di un popolo.

Il principio morale più che il principio politico deve essere tutelato dalla Revisione teatrale, perchè quello è la base di questo, a meno che il componimento non sia affatto in odio alla monarchia costituzionale; un Governo sinceramente liberale acquista maggior fiducia nel mostrare, che sopra basi troppo sicure egli è fondato per temere qualche aspirazione radicale d'un dramma.

Molta deve essere la severità della Revisione teatrale intorno ai motti osceni, per quanto sieno velati, giacchè d'ordinario gli attori gli commentano col tono e coll'azione, e d'altra parte con poco il pudore si offende, e non è mai soverchia l'importanza che si dà alla tutela di questa virtù in un pubblico spettacolo in cui ogni età e ogni sesso deve poter trovare se non sempre una lezione di morale, sempre almeno un diletto senza pericolo.

Nei teatri popolari rigorosa deve essere la Revisione per quegli spettacoli che pongono sott'occhi gli assassinii o le esecuzioni capitali, di cui si fa grandissimo abuso, promovendo simpatie pel delitto, togliendo il ribrezzo alle punizioni, eccitando la compassione pei rei e l'odio per la Magistratura. La storia è sì ricca di fatti grandiosi di valore e di patriottismo, che può dar materia ad azioni spettacolose senza trarle dai dibattimenti delle Corti criminali e dalle tradizioni dei masnadieri. Siccome qualche Autore e in generale i Direttori delle Compagnie fanno dell'arte drammatica unicamente un traffico, così vanno raccogliendo le frasi di cui i portiti della giornata si sono impadroniti per ricambiarsi le loro ingiurie, e di esse si servono per variare i titoli delle vecchie produzioni ne' manifesti, ne falsano e ne travisano la tendenza.

Appendice

BIBLIOGRAFIA

NUOVO ISTRADAMENTO ALLO STUDIO DELLA LINGUA LATINA AD USO DEGLI STUDENTI DI GRAMMATICA (*).

Approvato dal Consiglio superiore di Pubblica Istruzione.

Già da lungo tempo si andava lamentando nell'insegnamento secondario la mancanza di un libro che contenesse una serie di brani scelti dagli scrittori classici latini, e siffattamente ordinati, che guidassero, direi quasi per mano, i fanciulli dai primordii della grammatica alle maggiori difficoltà della sintassi semplice e figurata. A tale difetto supplisce finalmente l'operetta che annunziamo, pubblicata pur dianzi per le stampe in Vigevano.

È questa una breve Antologia latina di 120 pagine, in cui, premessi alcuni esercizi sulle declinazioni, gli alunni sono gradatamente condotti dalle proposizioni semplici alle complesse e composte, sì che imparando per via di esempi la sintassi di concordanza e di reggimento, si avvezzino ad un tempo insensibilmente al giro ed alle inversioni del periodo latino.

A questi esercizi succedono cinquantadue favolette, alcune narrazioni mitologiche e parecchi detti e racconti che si riferiscono a celebri personaggi dell'antichità. E queste materie, distinte parimente per gradi, formano la prima parte di questa collezione.

La parte seconda comprende i fatti più notabili della storia romana, disposti cronologicamente dall'origine di Roma fino alla battaglia di Azio, e chiudesi con alcuni luoghi stralciati dai più riputati storici latini, spettanti alla geografia ed alla etnografia antica. E non altrimenti che nella prima, anche in questa seconda parte, il compilatore andò innestando le difficoltà con tanto acume di giudizio, che le une spianano la via alle altre. A questo si aggiunga, che il libro è corredato appiè di pagina di accurate note critiche e dichiarative.

Ora se io stesso contento ai dire, che questa operetta giova maravigliosamente ad agevolare ai fanciulli lo studio della lingua latina, e ad avvezzarli per tempo al buon gusto, io tacerei per avventura la lode maggio e che le è dovuta. Imperciocchè se le favole che leggonsi in questo libro sono per mio giudizio le più acconcie ad infondere negli studiosi l'amore alla virtù, le narrazioni mitologiche, le sentenze degl'illustri personaggi dell'antichità, i racconti storici e le nozioni diverse di geografia e di etnografia sono attissime a fecondare e sviluppare l'ingegno dei giovanetti.

Laonde per tutti questi pregi, che ho brevemente accennati, parmi di poter dire con fondamento, che questa compilazione è condotta con molto senno e sagacità: epperciò meritevole di essere caldamente raccomandata ai maestri di grammatica, ai quali è mancato finora un libro, come questo, di tanta efficacia ad educare le tenere menti, ed a promuovere lo studio dell'antica sapienza romana.

TOMMASO VALLAURI.

(*) *Vendesi in Torino dagli eredi Ormea, librai sotto i portici del Palazzo di Città; L. 1 20 e non 1 50, come per isbaglio fu segnato sulla coperta). — I librai e quegli altri che ne prendessero un numero di copie non minore di dodici, godranno di un aggio del 20 0/0. Non si rimetteranno o spediranno ai commettenti (quando non sia a contanti) più di quindici copie per volta; nè si farà una nuova spedizione se non dopo aver ricevuto l'ammontare della precedente.*

Dirigersi ai predetti librai eredi Ormea.

ANTOLOGIA

EX M. TULLIO CICERONE ET L. ANNEO SENECA
cura et studio PETRI ANTONII CORTE
in usum philosophiae studiosorum concinnata

In hac altera editione nonnullis additis et emendatis.

Augustæ Taurinorum, ex officina J. Favale et Soc.
A. MDCCCLII.

Tra i lodevoli provvedimenti, che tendono al buon indirizzo dei nostri studi, vuolsi annoverare il carico, testè affidato ai professori di rettorica, di commentare alcuni luoghi delle opere filosofiche di Cicerone agli alunni di filosofia nei collegi nazionali. Questo esercizio oltre allo affinare negli studiosi il buon gusto, attinto dalle precedenti scuole di lettere, porge loro il modo di conoscere, come le dottrine esposte nei nostri libri di testo abbiano molti punti di riscontro coll'antica sapienza greca e latina, e come molte fra le teorie dei moderni rampollassero dai trovati di quei solenni maestri, che furono i filosofi di Atene e di Roma. Di che io penso, che i giovani, i quali attendono agli studi filosofici, vedranno quale stima debba farsi di certi nostri contemporanei, che non rifiutano di biasimare gli antichi, e vorrebbero persuadere altrui, come sia tempo gittato quello che si spende nello studiarli.

Ad agevolare un esercizio così salutare, molto opportunamente si consigliava il cav. Corte di raccogliere i brani più scelti di Cicerone e di Seneca in una breve Antologia, della quale feci già onorevole cenno nell'ultima delle orazioni, con cui inaugurava gli studi nella nostra Università. E nessuno certamente poteva

denza a servigio dei partiti, e qua là ne spargono pel dramma onde eccitare clamorosi applausi.

A questo mal vezzo deve la Revisione teatrale porre un freno, perchè il teatro non divenga un pugilato di partiti, e le produzioni, le quali furono già ideate con un carattere, non sieno travisate (con offesa della proprietà letteraria) a disdoro dell'arte, e a danno del pubblico buon senso.

In generale la Revisione deve anch'essa contribuire a rialzare la letteratura e l'arte drammatica alla sua vera dignità, e, com'è uscita dalle pastoie del dispotismo, provvedere perchè non sia offesa dalla grettezza degli speculatori, dall'ignoranza degli inetti, che non rispettano nè se stessi, nè il pubblico, e dalla malizia degl'intriganti che vorrebbero fare complice il teatro delle loro mene e delle loro cospirazioni contro l'ordine pubblico.

Torino, 1° gennaio 1852.

Il Ministro
GALVAGNO.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col RealeDecreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 1 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Seconda pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sonostate rilasciate
1	Barberis Domenico	35	1849 25 7bre	3 »	Stabili	Verzuolo
2	Aime Giacomo	15	30 gen.	54 »	id.	id.
3	Reinaudi Agostino	31	13 apr.	35 »	id.	Costigliole (Saluzzo)
4	Rolle Stefano fu Andrea Guglielmo	75	1848 12 xbre	50 »	id.	Susa
5	Marzo Giovanni fu Carlo	65	12 id.	50 »	id.	id.
6	Scoffier Maurizio contrib., Carlevaris notaio Carlo richiedente	23	28 id.	50 »	id.	Villars del Varo
7	Chiariglione D. Bernardo	255	1849 19mar.	75 50	id.	Chieri
8	Fossato Gio. Battista fu Paolo	1	1848 25 8bre	60 »	id.	Bossolasco
9	Boniforti Giuseppe fu Francesco	22	2 9bre	75 »	id.	Vigevano
10	Brunetto sacerdote Martino	15	28 xbre	40 »	id.	Lessolo

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 23 dicembre 1851.

L'Intendente Generale ARNULFO.

LA DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE

Annunzia:

Che, a cominciare dal giorno 11 corrente gennaio, sarà instituito un primo corso giornaliero pel trasporto de'dispacci da Torino, Asti ed Alba per Tortona e Voghera, col mezzo del convoglio della Strada Ferrata partente da Torino alle ore dieci di mattina, e quindi da Alessandria col mezzo di una vettura pubblica partente alle ore 1 30.m pomerid. per Tortona e Voghera;

Che perciò saranno avviate e distribuite alla sera in Tortona ed in Voghera le lettere in [illegible] Torino, Asti ed Alba nel tempo stabilito per il convoglio [illegible] annunciato, e ad Alessandria sino ad un ora pomeridiana.

Torino, il 5 di gennaio 1852.

Si legge nell'*Indicatore Sardo* in data di Cagliari 30 dicembre 1851:

Il signor Intendente generale di questa Divisione amministrativa ha pubblicato la seguente circolare in data del 20 cadente mese:

Il Ministro dei lavori pubblici, che con ogni costante cura dispone perchè le nuove strade reali, decretate dal Parlamento per la Sardegna, sieno attivate colla maggior sollecitudine possibile, ha avute recenti informazioni, che come nella scorsa campagna, così in questa, gli abitanti dell'Isola si rifiutarono d'accorrere ai lavori di cui trattasi e vede perciò con rincrescimento che una tale vasta intrapresa non potrà avanzare che lentamente non ostante ogni cura dell'amministrazione e dell'impresa, la quale si vedrà in fine costretta di far venire dalla terraferma un sempre maggior numero di lavoranti.

In tale stato di cose il prelodato Ministero ha incaricato il sottoscritto di eccitare, per mezzo dei signori sindaci comunali, le popolazioni a prestarsi con maggiore impegno e buona volontà nell'eseguimento dei lavori suddetti, onde non rendere infruttuose le sollecitudini costantemente adoperate dall'amministrazione per spingere i medesimi coll'attività desiderata.

Quindi persistendo in questo modo di inoperosità, meno giusti ed attendibili saranno quei riclami che dagli abitanti dell'isola si porgessero tuttavia sulla lentezza dell'impresa e sulla condotta da terraferma di lavoratori continentali, condotta dispendiosissima per la distanza dei luoghi e per la brevità della campagna di lavoro, ma che diventa una necessità se le popolazioni dell'isola non vogliono concorrere a detti lavori.

Nella stessa guisa pertanto che il sottoscritto rivolgevasi ai signori sindaci per lo stesso oggetto colla sua circolare dell'11 febbraio ultimo scorso num. 4, egli nuovamente e più caldamente ancora a loro si raccomanda, perchè con apposito manifesto abbiano ad invitare i loro amministrati ad accorrere a quei lavori che, procurando loro un onesto guadagno, sono destinati a rendere la loro patria florida ed incivilita al pari delle altre terre d'Europa.

Diversi sono i punti centrali di lavoro stabiliti a tal fine:

1. Ad Ozieri e Mores per la linea da Alghero a Terranova.
2. Ad Isili e Serri per quella da Cagliari a Terranova.
3. A Nurri e Villanova Tulo per quella dell'Ogliastra.
4. Ad Iglesias e Decimomannu per quella di Cagliari a Porto-Palmas.
5. Finalmente ad Orosei e Tortoli per andar dal primo verso Nuoro e dal secondo verso Lanusei.

Si sta ponendo mano alle opere di costruzione di più tronchi delle linee stesse per una complessiva estensione non minore di 155 chilometri, per l'esecuzione dei quali l'impresa abbisogna d'un considerevole numero di lavoratori.

Quanto sia adunque importante e vantaggioso alla prosperità del paese che gli abitanti dell'Isola accorrano nel maggior numero possibile, nessuno vi è che non lo vegga, epperciò il sottoscritto confida che mediante il zelo e la cooperazione dei signori sindaci vedrassi accelerare, atteso il concorso degli abitanti dell'Isola, il movimento dei lavori ed approssimarsi viemaggiormente l'apertura delle nuove comunicazioni, tanto desiderata e reputata così vantaggiosa per l'Isola.

Il sottoscritto attende dalla compiacenza del sig. sindaco, cui la presente è diretta, ricevuta di questa Circolare ed una copia del Manifesto da lui pubblicato in esecuzione della stessa.

L'Intendente generale
PAVESE.

LOMBARDO-VENETO

Si legge nella *Gazzetta di Milano*: Il giudizio statario militare in Milano, per occultamento di armi, aggravato dal possesso di scritti rivoluzionari del 1848, nel 31 dicembre ora decorso condannò alla morte colla fucilazione, giusta il proclama 10 marzo 1849, il milanese Viviani Eugenio Ambrogio dei furono Giuseppe Luigi e Giovanna Calcagna di anni 30, giurista e possidente, celibe, cattolico.

Una tale sentenza ebbe la superiore conferma in via di diritto, e per grazia la commutazione nella pena temporaria di tre anni di fortezza.

— È morto il vescovo di Rovigo monsignore Squarcina.

FRANCIA

PARIGI, 1° *gennaio*. Leggesi nel *Moniteur*:

Il presidente della repubblica,

Visto l'art. 7 del decreto 2 dicembre 1851, e l'art. 1° del decreto del 18 stesso mese,

Sul rapporto della commissione consultiva in data di questo giorno;

Proclama il risultamento dei voti emessi dai cittadini francesi per l'accettazione o la reiezione del seguente plebiscito:

« Il popolo francese vuole il mantenimento dell'autorità di Luigi Napoleone Bonaparte, e gli delega i poteri necessarii per istabilire una costituzione sulle basi proposte nel suo proclama del 2 dicembre 1851. »

Il numero dei votanti è stato di 8,116,775;

Votarono *sì* 7,439,216;

Votarono *no* 640,737;

Sono stati annullati come irregolari 36,820 bullettini.

Il presente decreto sarà pubblicato ed affisso in tutti i comuni della repubblica.

— Un altro decreto del presidente della repubblica dice:

Considerando che la repubblica francese colla sua nuova formazione dal suffragio del popolo può adottare senza prenderne ombra alcuna le memorie dell'impero ed i simboli che ne rammentano la gloria;

Considerando che la bandiera nazionale non deve essere più a lungo priva dell'emblema rinomato che condusse nelle battaglie i nostri soldati alla vittoria;

Decreta:

Art. 1. L'aquila francese è ristabilita sulle bandiere dell'esercito.

Art. 2. Essa è parimente ristabilita sulla croce della Legione d'Onore.

— La *Patrie* d'oggi fa una lunga descrizione della cerimonia religiosa del *Te Deum*. Noi ne diamo qui un sunto:

Fin dalle 9 antimeridiane le truppe della guarnigione di Parigi sono uscite dalle loro caserme, in gran tenuta, e colle loro bande musicali, per recarsi ai luoghi designati da un ordine del giorno del ministro della guerra. Due linee di truppe, disposte ciascuna sopra tre file, erano schierate sulla via che il presidente della repubblica doveva tenere, dalla ripa del Terrazzo, che costeggia il giardino delle Tuilerie, fino alla piazza di Nostra Donna.

La galleria dei Re che trovasi sulla facciata esteriore della cattedrale, era stata guernita delle figure dei 28 re di Giudea dipinti sulla tela dal sig. Séchan. Al di sopra di questa galleria, da ciascun lato del rosone del centro quattro impannate dipinte, rappresentanti Carlomagno, San Luigi, Luigi XIV e Napoleone.

Il presidente della repubblica è disceso da suoi appartamenti alle 11 e mezzo per montare, col generale Saint-Arnaud, ministro della guerra, in una ricca ed elegante carrozza tirata da due cavalli. I cocchieri e i palafrenieri avevano indossata la gran livrea della sua casa che è verde con larghi galloni d'oro. All'uscire dal palazzo dell'Eliseo, il principe Luigi Napoleone fu accolto con entusiasmo dalle truppe schierate nei dintorni.

Il corteo componevasi di una compagnia di guide; d'un réggimento di lancieri; d'uno squadrone di guardia repubblicana a cavallo; d'uno squadrone di corazzieri.

Veniva poscia la carrozza del presidente della repubblica. Parecchi ufficiali superiori cavalcavano presso gli sportelli. La carrozza era seguitata da un picchetto di corazzieri, dietro il quale veniva una seconda carrozza vuota, simile in tutto alla prima; il corteo era chiuso da uno squadrone di lancieri.

Le acclamazioni più simpatiche, gli evviva più calorosi non cessarono un solo momento di echeggiare nelle vie. Era un grido immenso e continuo.

Nell'istante che il presidente della repubblica giunse sulla piazza davanti alla cattedrale, i tamburi sonavano a raccolta, le campane della cattedrale rintoccavano a distesa, le trombe squillavano da varie parti.

Il presidente della repubblica fu ricevuto all'ingresso della basilica da monsignore arcivescovo di Parigi assistito dal clero metropolitano. Ei fu tosto condotto processionalmente al posto che eragli stato preparato. Aveva allora alla sua destra il ministro della guerra, e alla sinistra il generale Magnan comandante in capo dell'esercito di Parigi che lo aveva preceduto a Nostra Donna, del pari che i ministri, i membri del corpo diplomatico, i prefetti della Senna e di polizia. Lo seguivano il generale Roguet, suo aiutante di campo, ed i suoi ufficiali d'ordinanza. (*Per ferino*, in che altri vorrebbe abbiano gli uomini vissuto lungo tempo prima di comporsi in società — Necessità di un governo, perchè la società possa reggersi e conservarsi. Tre forme semplici e primitive di governo; monarchico, aristocratico e democratico — Governo misto o costituzionale. Pregi e vantaggi di questa forma di governo su tutte le altre — Principali doveri dell'uomo verso i suoi simili, nelle diverse relazioni sociali in che si trova. Doveri di giustizia; e quello primieramente di rispettare l'altrui proprietà — Limiti entro i quali vogliono essere adempiuti i doveri di giustizia — Doveri di beneficenza e di liberalità. Cautele da usarsi nell'eseguimento di tali doveri — Ordine che s'ha a tenere nel compiere i nostri uffizi verso degli altri. Vuolsi massimamente aver riguardo al diverso grado di prossimità; ma a qualunque altra dee prevalere la ragione di patria — Quegli solo che ubbidisce alle leggi, che sa comandare a se stesso, e che adempie con esattezza i propri doveri: cioè il solo sapiente può dirsi veramente libero — Nella pace e tranquillità della coscienza, cioè nella sola virtù, può l'uomo, anche in mezzo ai dolori e alle miserie della vita, trovare quella felicità, che in nissun bene caduco e terreno gli sarà mai dato di rinvenire — Tenore di vita che si propone l'uomo saggio e virtuoso ».

Come ognun vede, quest'Appendice comprende per sommi capi un pregevolissimo trattato di filosofia morale, quale appunto, per cura dello stesso autore, verrà forse fra non molto alla luce. Laonde io spero, che quanti sono fra noi, i quali apprezzino un insegnamento corrispondente alle condizioni dei tempi, e fondato sulle basi immortali del vero e del bello, vorranno concorrere nella mia sentenza, e far plauso all'egregio professore, che provvede dal suo canto così lodevolmente al vantaggio della pubblica istruzione, a cui già da molti anni applicò tutte le forze del suo nobile ingegno.

TOMMASO VALLAURI.

Che, a cominciare dal giorno 11 corrente gennaio, sarà instituito un primo corso giornaliero pel trasporto de'dispacci da Torino, Asti ed Alba per Tortona e Voghera, col mezzo del convoglio della Strada Ferrata partente da Torino alle ore dieci di mattina, e quindi da Alessandria col mezzo di una vettura pubblica partente alle ore 1 30.m pomerid. per Tortona e Voghera;

Che perciò saranno avviate e distribuite alla sera in Tortona ed

---

riuscire in questa compilazione meglio che il professore Corte, uno fra i pochi, che seguendo l'esempio del Rosmini e del Gioberti, sanno accoppiare agli studi severi della filosofia l'eleganza e l'amenità delle lettere, e rifuggono perciò da quel gergo nebuloso, e da quelle ispide forme, con cui taluno a questi di intende a procacciarsi vanto di profondo pensatore.

Nè saravvi, siccome io credo, chi voglia dar carico al mio dotto amico di sostituire ai ponderosi volumi Tulliani (che pochi tuttavia posseggono) la sua collezione, in cui si contengono le parti più notabili dell'antica filosofia. Nella quale, a tacere dei molti vantaggi, che suole arrecare questa maniera di libri, a me pare specialmente commendevole l'ordine che vi è seguito: che è quello stesso, con cui sono distribuite le materie degli *Elementi di filosofia*, testè dal medesimo pubblicati, ad uso degli studenti delle scuole secondarie. « E così adoperando, com'egli medesimo avvertiva nella prefazione alla prima edizione del suo libro, due vantaggi principalmente, se non m'inganno, vengono a conseguirsi: Il primo si è, che lo studio e la spiegazione del testo dovendo ognor precedere i commenti sui relativi passi di Cicerone e di Seneca, sarà per tal modo agli alunni come preparata ed appianata la via alla piena intelligenza di questi. Il che certo non avverrebbe, ove a giovani, a mo' d'esempio, non per anco informati delle dottrine metafisiche, risguardanti l'anima o Dio, si togliesse, pognamo, ad interpretare un qualche brano delle Tusculane o della Natura degli dèi. L'altro vantaggio poi, che è una conseguenza del primo, sta in ciò, che, camminando, dirò così, di conserva la interpretazione dell'Antologia con quella del libro di testo, verrà così a formarsi come un tutto ben unito ed ordinato insieme, e dove le parti si servono a vicenda di appoggio e di sostegno; sì che il richiamo di questo o di quell'altro punto di dottrina rimetterà di leggieri alla memoria quei luoghi di Cicerone o di Seneca, i quali trovansi col medesimo connessi ed associati. Nè gli è questo per avventura di poca importanza: avvegnachè ognun sa, come la vera scienza non istia nel numero e nella moltiplicità delle cognizioni, ma sì piuttosto nel loro nesso, e nelle reciproche loro relazioni ed attinenze. » Se non che, basterà, io credo, a conciliare a quest'Antologia il favore dei lettori più intelligenti l'accennare le sole quistioni trattate nella giunta di questa seconda edizione (nelle altre parti diligentemente ritoccata), che sono le seguenti:

« Del sommo bene. Opinioni diverse dei filosofi intorno al fine ossia al sommo dei beni — In che consista il sommo bene dell'uomo. Erra chi lo colloca nel piacere — Legge di natura. Essenziali suoi caratteri: è eterna, immutabile, universale, divina — Il giusto e l'onesto è tale per se medesimo, nè vuolsi confondere coll'utile: benchè utile dir non si possa veramente se non ciò che è onesto — La virtù è bella di per sè stessa ed amabile; il vizio per contro di natura sua abbominevole e schifoso — Benchè l'eterna legge di giustizia risplenda naturalmente ad ogni uomo, i pregiudizi tuttavia e le passioni spesso ne impediscono di scorgerla in tutta la sua purità e chiarezza — Avvegnachè il giusto e l'onesto ha suo fondamento nella natura medesima, segue che le leggi positive non abbiano autorità e valore, non sian propriamente leggi, se non in quanto son conformi alla legge naturale — L'impero assoluto e indeclinabile della legge di natura si fa sentir nella voce della coscienza — Dei doveri. Importanza di questa trattazione — Doveri verso Dio — Istinto e dovere della propria conservazione. Il suicidio è un atto di ribellione alle leggi; e mostra ad un tempo un animo debole, incapace di sopportare la vita e di resistere ai colpi dell'avversa fortuna — L'uomo è di natura sua socievole. Vantaggi immensi ch'egli ritrae dalla società; senza la quale, non che grave e molesto, gli sarebbe il vivere impossibile — Società civile. Suo ordinamento. È inammissibile affatto e privo di fondamento lo stato errabondo e

www.internetculturale.it

la decorazione dell'esterno e dell'interno della Basilica, vedi il numero antecedente della nostra Gazzetta)

Dietro al seggio del presidente della repubblica trovavasi un banco destinato ai marescialli di Francia, e un altro per gli ufficiali della casa del presidente. Alla destra erano disposte le scranne pel corpo diplomatico e per la magistratura; alla sinistra ve n'erano altre pei ministri, pei membri della commissione consultiva, pei prefetti e sottoprefetti, pei membri dell' Istituto e delle diverse facoltà.

Da ciascun lato del recinto formato per quei posti, si erano costrutte tribune destinate alle signore del corpo diplomatico, alle mogli dei ministri e alle signore invitate.

I delegati dei dipartimenti avevano posti designati sopra i due lunghi palchi che s'innalzavano da ciascun lato e parallelamente alla navata, il centro dei quali era riservato agli ufficiali dello stato-maggiore generale. Dietro a questi palchi a destra e manca, nelle navate laterali, si elevavano banchi in anfiteatro, riservati per diverse pubbliche amministrazioni. Si erano lasciate interamente libere la quarta e la quinta navata che trovansi intorno alle tre altre, quasi dietro il coro. Appena giunto il presidente della repubblica, l'arcivescovo di Parigi cominciò a pontificare. I 300 cantori e i 200 sonatori, diretti dal sig. Girard, eseguirono mirabilmente i pezzi già annunziati.

Al *Te Deum* monsignore arcivescovo di Parigi invocò la benedizione di Dio in favore del capo dello Stato in questi termini: *Domine salvum fac praesidem nostrum Napoleonem.*

Cominciata a mezzodì, la cerimonia religiosa durò un'ora. L'arcivescovo, assistito dal suo clero, ricondusse processionalmente Luigi Napoleone fino alla porta maggiore, mentre i tamburi sonavano a raccolta dentro e fuori della cattedrale, e fra le vivissime acclamazioni di tutti gli astanti. Il presidente risalito in carrozza si recò alle Tuilerie collo stesso corteo per ricevere i corpi costituiti giudiziarii, civili e militari.

Dappertutto si preparano splendide illuminazioni.

Ore 5. Tutto andò coll'ordine più perfetto, e durante il tragitto del corteo, e a Nostra Donna e alle Tuilerie. In nessuna parte si ebbe a deplorare il più leggiero accidente sinistro.

— Iersera alle 8 e mezzo la commissione consultiva si recò all'Eliseo, ove fu ricevuta dal presidente della repubblica. Il signor Baroche, vice-presidente lesse e consegnò nelle mani di Luigi Napoleone l'estratto del processo verbale comprovante il voto degli 86 dipartimenti, dell'Algeria, dell'esercito e delle truppe di mare. Indi il sig. Baroche indirizzò al presidente della repubblica un discorso al quale Luigi Napoleone rispose nei termini seguenti:

« Signori; la Francia ha risposto all'appello leale che io le feci. Essa comprese che io non era uscito dalla legalità se non per rientrare nel diritto. Più di sette milioni di suffragi mi hanno assolto giustificando un atto il quale non avea altro fine che di risparmiare alla Francia ed all'Europa forse anni di turbolenze e di sventure.

« Vi ringrazio di avere ufficialmente verificato quanto una tal dimostrazione era nazionale e spontanea.

« Se io mi rallegro di questa immensa adesione, non è ch'io il faccia per orgoglio, ma perchè essa mi dà la forza di parlare e operare come conviene al capo di una gran nazione come è la nostra.

« Io comprendo tutta la grandezza della nuova mia missione, nè m'illudo sopra le gravi sue difficoltà. Ma con un cuore retto, col concorso di tutti gli uomini dabbene, che, al pari di voi, mi illumineranno del loro sapere, e mi sosterranno del loro patriottismo, colla provata devozione del nostro valoroso esercito, finalmente con quella protezione che io domani pregherò solennemente il Cielo di accordarmi ancora, spero di rendermi degno della fiducia che il popolo continua a riporre in me. Confido di assicurare le sorti della Francia, fondando instituzioni che corrispondano a un tempo e agl' istinti democratici della nazione e a quel desiderio espresso universalmente di avere da oggi innanzi un potere forte e rispettato. In fatti dar soddisfazione alle esigenze attuali creando un sistema che ricostituisce l'autorità senza ledere la eguaglianza, senza chiudere alcuna via di miglioramento, si è un gittar le vere basi del solo edifizio valevole a sopportare in appresso una libertà savia e benefica. »

Il corpo diplomatico fu presentato dal nunzio apostolico. Non vi è stato discorso.

L'arcivescovo, il capitolo metropolitano ed il clero di Parigi furono poi ricevuti. Monsignore arcivescovo si espresse in questi termini:

« Signor presidente,

« Noi veniamo a presentarvi le nostre congratulazioni ed i nostri augurii. Ciò che stiamo per far domani, lo faremo tutti i giorni dell'anno che è per cominciare. Pregheremo con fervore Iddio pel buon successo dell'alta missione che vi fu affidata, per la pace e per la prosperità della repubblica, per l'unione e la concordia di tutti i cittadini. Ma affinchè sien essi tutti buoni cittadini, noi domandiamo a Dio di farne buoni cristiani. »

— Un esercito di operai pittori, ebanisti, falegnami, tappezzieri e lampisti ha invaso il Palazzo di Città, dai cortili fino ai grandi appartamenti, per la festa e il banchetto che debbono esser dati sabato e domenica dal sig. Berger, prefetto della Senna, in onore della solenne proclamazione del presidente della repubblica.

Il ballo sarà anche più splendido dei precedenti, poichè 5,000 inviti furono indirizzati fin dall'altrieri, per cura del sig. Berger, ai *maires* dei capoluoghi dei dipartimenti, a quelli dei capoluoghi di circondario, alla guardia nazionale, all'esercito di Parigi, ai corpi costituiti, al corpo diplomatico, agli artisti ed ai letterati.

Le sale saranno illuminate *a giorno*, e più di 40,000 fra candelieri, lampade o lampadarii, sfavilleranno sulle eleganti acconciature femminili, e sulle magnifiche dorature del palazzo municipale.

La festa di sabato non sarà che il preludio di quella di domenica. Un gran banchetto sarà offerto dal sig. Berger, nella sala dell'Orologio, a tutti i personaggi cospicui della Francia.

SPAGNA

MADRID, 25 *dicembre*. Per decreto reale, in data del 17 dicembre 1851, inserito nella *Gazzetta di Madrid* del 25, l'amministrazione e il servigio dei porti della penisola e delle isole adiacenti rientrano nelle attribuzioni del ministero di incoraggiamento.

Da un prospetto pubblicato dalla stessa gazzetta, pure in data del 25, risulta che negli anni 1849, 1850 e 1851 è stato ammortizzato per un valore di 1,540,934,705 reali di titoli del debito pubblico; vale a dire, 1,699,890,785 reali in pagamenti di beni nazionali nel 1849, 1850 e 1851, e 141,043,920 reali per conversioni nel 1850 e 1851.

— *Del* 27. Scrivono alla *Correspondance*:

La regina Isabella II, che gode del migliore stato di salute, dee riprendere al più presto la firma officiale.

Ieri (26) il generale Aupick, ambasciatore di Francia, ha dato un gran pranzo, al quale furono invitate tutte le persone che han preso una parte più o meno diretta alla compilazione del trattato della proprietà letteraria tra la Spagna e la Francia.

— Si legge nell' *Heraldo*:

Il sig. P. Baroche figlio, uno de' commissarii francesi incaricati di negoziare qui il trattato risguardante la proprietà letteraria, parte oggi (27) alla volta di Parigi, ove si reca a sottomettere al suo governo alcune modificazioni arrecate al primo progetto. Esse modificazioni non sono però di molta importanza.

— La *Gazzetta di Madrid* pubblica il decreto di concessione delle strade ferrate d'Aranjuez ad Almansa e d'Alar a Santander. Ancora non è stato emanato il decreto per la concessione della strada ferrata di Valladolid ad Alar, la qual concessione avrebbe evidentemente pregiudicato al canale di Castiglia, che rannoda que' due punti. Detti decreti, firmati dalla regina sin dal 19 dicembre, non sono stati pubblicati che il 27, a motivo (dicesi) di alcuni riguardi imposti al sig. Bravo Murillo.

INGHILTERRA

LONDRA, 1° *gennaio*. Il bullettino della Corte annunzia che il nuovo segretario di Stato degli affari esteri, conte di Granville, ricevette martedì (30 dicembre) al Foreign-Office tutto il corpo diplomatico estero.

— Si legge nel *Morning-Advertiser*:

Lord Palmerston è nella carriera politica da più di 50 anni. Dal 1809 in poi egli ha fatto parte di tutti i ministeri, eccetto quelli di sir Robert Peel. Lord Palmerston non avea che 25 anni allorchè nel 1809 divenne segretario di Stato della guerra; egli occupò queste funzioni dal 1809 sino al 1828. — Il padre di lord Granville (attuale ministro degli affari esteri), quando egli si chiamava lord Granville Leveson Lower, era la persona che Bellingham si proponeva di uccidere nell' epoca nella quale fu invece ucciso dal medesimo Bellingham il sig. Percival, divenuto primo ministro.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Si annoverano in tutta la Gran-Bretagna 768 chiese e cappelle consacrate al culto cattolico: 610 in Inghilterra e nel paese di Galles 93, più quaranta stazioni in Iscozia. Si annoverano altresì 1,052 preti di detta religione, compresivi i vescovi, lo che fa 60 preti di più che l'anno scorso. Questa cifra dividesi come segue:

Per l'Inghilterra e il paese di Galles comprendendo l'arcidiocesi di Westminster e le diocesi di Southwark, di Hexham, d'York, di Liverpool, di Salford, di Schrewsbury, di Newport e Menevia, di Clifton, di Plymouth, di Nottingham, di Birmingham e di Northampton, 856 preti.

Per la Scozia, ne'tre distretti dell'Est, dell'Ouest e del Nord, e nel collegio di santa Mari a Blaisir, 124 preti.

Esistono nelle varie diocesi d'Inghilterra e di Galles 17 conventi d'uomini e 62 di donne. In Iscozia non ve ne ha.

— La sorte di sir John Franklin e dei suoi compagni continua ad eccitare, in Inghilterra, un interesse cui tanti sforzi infruttuosi tentati per ritrovare la traccia di così arditi navigatori, non poterono mai infievolire. Tutto ciò che può ravvivare speranze omai quasi estinte, è premurosamente pubblicato dalla stampa inglese, e avidamente accolto dall'intero paese. Oggi ancora, noi leggiamo a questo riguardo nel *Sun* un fatto importante, che il sig. William Penny raccolse dalla bocca stessa del capitano Martin, il quale comandava nel 1845 il baleniere *l'Enterprize*, e il quale è l'ultima persona che abbia avuto comunicazione con sir John Franklin. Ecco il fatto:

L'*Enterprize* trovandosi nel 1845 con l'*Erebe*, nella baia di Melville, sir John Franklin invitò il capitano Martin a pranzare da lui; questi non potè accettare, ma nella breve conversazione che ebbe luogo tra loro, sir John Franklin disse al capitano Martin, ch'egli aveva a vivere per cinque anni, e che usandone parcamente avrebbe potuto farli durare sette anni; che gli equipaggi facevano buona caccia d'uccelli, di cui egli avea già pieni alcuni barili.

Vi è (osserva con ragione il *Sun*) in codesti particolari l'indizio di una providenza che è propria ad avvalorare le più consolanti speranze.

ALLEMAGNA

PRUSSIA. *Berlino*, 28 *dicembre*. Il *Foglio ebdomadario di Prussia*, organo del sig. Bethman-Ollweg, ossia di quella frazione di conservatori che si chiama il partito della *Vecchia Prussia*, in un articolo in cui prende a parlare delle quistioni politiche attuali, esordisce in questo modo:

Noi inalberiamo una bandiera sotto la quale invitiamo il popolo a raccogliersi. È una bandiera assai nota, che non ebbe origine da ieri soltanto, è la bandiera del timore di Dio (senza di cui il principio vitale delle nazioni è annientato), dell' amore e della fedeltà verso il re e l'augusta casa degli Hohenzollern, per opera di cui la Prussia, coll' aiuto di un popolo fedele, divenne ciò che ora ell' è.

È il vessillo del più vivo sentimento per l'onore e per la vera indipendenza della patria, quello della coscienza della missione della Prussia in Alemagna e della grande impresa assegnatale dal progresso della storia. È finalmente la bandiera dell' inviolato rispetto al diritto, e particolarmente alla costituzione del 31 gennaio 1850, come base fondamentale, e solennemente giurata, delle nostre istituzioni legali.

Questa bandiera noi la difenderemo contro i suoi nemici, i quali si prestano vicendevole aiuto.

Noi la difenderemo contro il fanatismo di quel partito che, rigettando tutti questi principii fondamentali, mira ad abbattere il diritto esistente, a fine di guadagnare terreno per istituirvi una tirannia rivoluzionaria, e la difenderemo contro il fanatismo non meno forte di quell' altro partito che, niun riguardo avuto ad alcuni fra questi principii fondamentali, tutti li compromette e vuole rovesciare tutto quanto esiste legalmente per innalzare sul terreno che avrà guadagnato un fragile edifizio cogli avanzi di un tempo passato.

Alla cima delle nostre massime sta il timor di Dio: vorremo noi con questo inalberare la croce nella politica che quotidianamente si dibatte? No certamente! Noi sappiamo che tutte le relazioni della vita, e perciò anche degli Stati crollano, ove non si appoggino sul timore di Dio; noi sappiamo che senza moralità, senza fedeltà, senza probità, senza disinteresse, senza veracità, senza coraggio e senza zelo, la vita politica s'inaridisce, e che tutti questi sostegni morali hanno la loro radice nel timore di Dio.

Ma per altra parte noi non vogliamo profanare le sante verità col farle intervenire nel tumulto delle discussioni politiche; come anche noi non vogliamo rivendicarlo per noi soli, e contestarlo perciò agli altri, perchè in politica non pensano a modo nostro.

Siamo noi forse nemici della pace, perchè invochiamo una politica che rispetto allo straniero tuteli l'onore e l'indipendenza della Prussia?

No certamente. Noi appoggiamo i benefizi della pace, ma sappiamo altresì che alla lunga non si può tutelare la pace esterna ed interna de' grandi Stati se non coll'assumere un contegno forte che assicuri l'onore e l'indipendenza.

Ha gran pregio per noi la buona armonia cogli antichi alleati dell'anno 1815, ma noi riconosciamo che non bisogna, nè in Russia, nè in Austria cercare il punto di partenza e lo scopo degli interessi conservatori della Prussia e dell'Alemagna, e noi respingiamo il consiglio di coloro che, sotto il pretesto di una supposta solidarietà degli interessi conservatori, vogliono, tanto nelle questioni estere che nelle interne, assoggettare il governo alla politica di quei governi spogliando la patria della sua indipendenza.

Abbiamo noi forse meno di patriotismo che altri, perchè conosciamo i gravi doveri che alla Prussia incombono rispetto all'Alemagna? No certamente. Ma noi sappiamo che coll'adempire fedelmente la propria missione verso l'Alemagna, la Prussia è fedele a se stessa; noi non vogliamo se non quanto ora può effettuarsi. A quest'ora è impossibile il ricuperare una base che venne perduta, non importa per qual ragione.

Quanto al presente, noi dobbiamo rimanere contenti del terreno sul quale vennero riposti i comuni interessi dell'Alemagna e che, dopo una fragile esistenza di trent'anni, crollò in un'epoca disastrosa. Ma noi non vogliamo che questi interessi di bel nuovo appoggino sulla base che non si era potuta conservare, cioè, sovra una politica di sfiducia, sovra disposizioni di polizia preventiva e puramente arbitraria. Noi vogliamo anzitutto che sovra questo novello terreno, il diritto pubblico in Alemagna sia fedelmente e con energia protetto dalla Prussia contro ogni violazione del diritto: e non possiamo senza un vivo senso di rammarico e di vergogna volgere il nostro pensiero all'Assia Elettorale, all'Holstein ecc.

— Due questioni di politica interna occupano ora l'attenzione del pubblico e delle Camere: l'ordinamento degli Stati provinciali e dei circoli, ed il congresso doganale.

La restaurazione degli antichi Stati provinciali, che conferisce una sovercha preponderanza ai proprietarii dell'ordine equestre, è combattuta vigorosamente dall'opposizione: è noto infatti che la sinistra della seconda Camera introdusse due mozioni relativamente a quella quistione: autore principale di quelle mozioni è il sig. Vinke, e sono firmate da 80 deputati, non solo della sinistra, ma anche del centro.

La questione del congresso doganale è cagione di divergenze fra la Prussia e l'Austria. I nostri lettori che avranno seguito con qualche attenzione questo argomento se ne saranno già prima d'ora avveduti. La Prussia convocò, dicesi, pel 27 gennaio il congresso doganale in Berlino; essa ne sollecitò alquanto la convocazione per controbilanciare quello di Vienna, convocato pel 2 dello stesso mese. Tuttavia si crede che anche in ordine a questa quistione, le due potenze si porranno d'accordo, come fecero riguardo a parecchie altre questioni politiche.

Intanto, in seno alla dieta germanica di Francoforte sono ben lungi dallo appianarsi le difficoltà. Non vi è più questione di una polizia federale da instituirsi in Lipsia. Wurtemberg, Annover e Baviera dichiarano che una simile istituzione è contraria alle leggi federali. Si dice che forse accorderebbero una specie di consulta presso la dieta: una tale consulta sarebbe soltanto una commissione di polizia e non un'autorità le cui attribuzioni abbiano ad estendersi su tutta l'Alemagna.

— Leggesi nella *Nuova Gazzetta di Prussia*: Sappiamo che la Baviera dichiarò che continuerebbe a far parte dello Zollverein, e che questa determinazione era dettata dalla grande fiducia che essa aveva nella Prussia.

CITTA' ANSEATICHE. *Brema*, 29 *dicembre*. L'assemblea dei borghesi si riunirà oggi, verosimilmente a porte chiuse (così scrivono al *Journal de Francfort*), per ricevere comunicazione dell'*ultimatum* del senato nella vertenza relativa alla costituzione.

Si dice che il senato presenterà ancora una volta alla borghesia le proposte del 27 settembre che, a suo parere, contengono modificazioni necessarie da introdursi nella costituzione in seguito alla risoluzione della Dieta germanica del 25 agosto. Quelle proposte concernono la soppressione del voto per testa, al quale verrà surrogato il suffragio universale per gradi, in quanto riguarda le principali professioni; quindi un nuovo modo di elezione pel senato; finalmente l'approvazione di certe massime fondamentali in ordine alla competenza delle autorità amministrative, composte di senatori e di borghesi.

È noto che colla sua risoluzione dell' 8 ottobre, l'assemblea dei borghesi riconobbe che era necessità il modificare la costituzione, ma contestò al senato il diritto di fare quanto fece, sia rapporto alla forma che alla sostanza: quanto alla forma, attesochè il senato pretendeva cangiare fin d'ora il modo di deliberazione, allegando che, contrastando questo colla risoluzione dietale, cessò per ciò stesso di essere in vigore, non meno che tutte le disposizioni della costituzione che ripugnano a quella decisione per sostanza poi, perchè l'assemblea dei borghesi negava che fossero le disposizioni costituzionali accennate dal senato quelle appunto che contrastassero colla suddetta risoluzione della Dieta.

Quindi il senato si rivolse alla dieta germanica per ottenere una dichiarazione autentica in ordine alla sua maniera d'interpretare e di applicare la risoluzione della dieta del 25 agosto.

Ora il risultamento della deliberazione dei borghesi è assai incerto. Intanto i fogli semi-officiali lasciano intendere che se l'assemblea dei borghesi non adirisce al senato, si procederà verso la medesima *senza complimenti*; questa è la frase adoperata dalla *Gazzetta di Annover*.

DANIMARCA

Il *Corriere italiano* di Vienna contiene sulla missione dei signori Bille-Brahe e Bülow, un articolo, dal quale togliamo quanto segue:

« Il soggiorno fra noi dei signori di Bille-Brahe e Bülow, diplomatici danesi, sta, niuno lo dubita, in rapporto colla questione tuttora pendente dei ducati di Schleswig e Holstein. E perciò stimiamo opportuno di richiamare all'attenzione del pubblico il punto in cui si trova al presente tale questione.

« L'attual ministero perdendo il sig. de Clausen perdette l'ultimo rappresentante della politica ultra-danese nel senso democratico. Ma non andò guari che anche il signor di Madwig dovè rinunciare al potere, e il signor Barg, suo successore, è perfettamente conservativo.

« Adunque il gabinetto danese, tale come è attualmente, rappresenta rimpetto la diplomazia europea non più il vecchio sistema d'incorporazione parlamentare e amministrativa dello Schleswig nel regno, ma il sistema separato d'organizzazione dei due ducati coll'unità della monarchia.

« Il gabinetto concorda su questi punti si colla corona, che colla maggioranza delle Camere, e l'opposizione n'ebbe una prova evidente nell'ultima discussione sulle proposte del signor Lehman. Tali proposte, che, come non si avrà dimenticato, tendevano a far risorgere la politica degli *Eyderdanesi*, furono formalmente respinte nella Camera dei deputati, e indirettamente nella Camera alta (landsthing).

« In quanto poi al ritiro delle truppe austriache dall'Holstein, abbiamo motivo di credere ch'esso seguirà solo quando le idee da cui ora sembra diretto il gabinetto danese, saranno state poste ad effetto, assicurando ai ducati la loro organizzazione, e a tutto il regno la pace e la tranquillità. »

Finqui il *Corriere* di Vienna: però i fogli semiofficiali di Copenaghen non concordano guari colle precedenti asserzioni e riflessioni di quel giornale. I fogli ministeriali di Copenaghen dicono che il governo danese è deciso di non fare più alcuna concessione, e che in questa sua risoluzione esso è sostenuto dal re, dalle Camere e dalla pubblica opinione.

Si dice anzi che questa novella determinazione del governo fu cagione dell'improvvisa partenza del sig. Bille da Berlino alla volta di Vienna per notificare appunto al gabinetto di Vienna le risoluzioni del governo danese.

www.internetculturale.it

ULTIME NOTIZIE

FRANCIA. *Parigi, 2 gennaio.* Il ricevimento ufficiale fatto ieri alle Tuilerie dal presidente della repubblica, dice la corrispondenza Havas, ha superato nello splendore quelli delle precedenti monarchie. Da un' ora e mezzo alle cinque tutti i membri dei corpi costituiti dello Stato, gli ufficiali dell' esercito e della guardia nazionale, i *maires* e i delegati dei dipartimenti sfilarono successivamente, nella sala dei marescialli, dinanzi al principe Luigi Napoleone, salutandolo con entusiastiche acclamazioni come al buon tempo dell' Imperatore. Il presidente della repubblica aveva l'abito di generale di divisione dell'esercito.

Il colonnello Edgardo Ney che galoppava, durante il tragitto dall' Eliseo a Nostra Donna e di ritorno poscia alle Tuilerie, presso lo sportello di destra della carrozza del presidente, rammentava ai vecchi prodi dell'esercito e ai cittadini che avevano assistito alle feste dell' Impero, che l'illustre maresciallo Ney, di lui padre, occupava lo stesso luogo nel giorno della cerimonia dell'incoronazione presso la carrozza dell' Imperatore.

— Il sig. Dupin, ex-presidente dell'assemblea legislativa, assisteva al *Te Deum* nella sua qualità di procuratore generale della corte di cassazione.

— Iersera, oltre gli edifizii pubblici, la maggior parte delle case erano illuminate.

— Leggesi nel *Moniteur*: Il palazzo delle Tuilerie sarà da ora in poi la residenza ufficiale del presidente della repubblica.

— Si annunzia che il sergente Boichot, ex-rappresentante del popolo, è morto in Olanda.

PAESI-BASSI. *Aia, 29 dicembre.* Si era già annunziato che il re dei Paesi-Bassi aveva accettato le funzioni di arbitro nella vertenza fra la Francia e la Spagna, relativamente alle navi catturate nel 1825. L'*Handelsblad* annuncia che il sig. Leclercq, referendario al dicastero degli affari esteri all'Aia, ha terminato e presentato al re la sua relazione riguardo a questo affare.

INGHILTERRA. Si legge nello *Standard* del 1° gennaio:

È stato risoluto nell'assemblea ebdomadaria dei direttori della Banca d'Inghilterra che verrebbe ridotta la tassa del *minimum* degl'interessi sugli sconti e sui prezzi a 2 1/2 0/0 all'anno.

— Si legge nel *Globe* dello stesso giorno:

Le voci che corsero alla *City* intorno a nuove mutazioni ministeriali sono oggi svanite.

ALEMAGNA. Leggesi nella *Gazzetta Nazionale*: Gli Stati che manderanno rappresentanti al congresso doganale di Vienna non saranno così numerosi come prima si pensò. È verosimile che soli l'Annover, Brunswich, Oldenburgo, le due Assie, Baden, Nassau, la Sassonia, il Wurtemberg, la Baviera e Francoforte vi saranno rappresentati. Amburgo, Lubecca e Brema non vi manderanno alcun rappresentante; ed i piccoli Stati, ad eccezione di Schaumburg-Lippa, hanno già ricusato.

— Noi sappiamo che il contegno energico del ministro di Prussia nella questione della compilazione dei protocolli della dieta germanica ha prodotto un buon effetto. Per lo avvenire, i protocolli, che si crederanno a proposito di pubblicare, verranno inseriti per esteso nei giornali. (*Gaz. di Prussia*)

— *Berlino, 29 dicembre.* L'*Indicatore di Stato* pubblica una circolare del ministro del commercio e dei lavori pubblici a tutti i presidenti superiori delle provincie in Prussia, la quale li invita a fare sì che i comuni applichino i loro fondi disponibili a lavori di pubblica utilità, a fine di occupare la classe laboriosa nella stagione invernale, e mentre in parecchi luoghi è alto il prezzo delle derrate alimentari.

AMERICA. *Stati Uniti.* Si hanno notizie di Nuova York del 20 dicembre. Kossuth dovea partire il 22 per Washington. (*Sun*)

C. LEONE gerente.

CITTA' DI TORINO.
IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 8, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 3 stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantasei: Lire 0. 86.

Torino, dal civico palazzo, addì 2 gennaio 1852.

Per il Sindaco
Il 1° Vice Sindaco SOLDATI.

CONDOTTA MEDICO-CHIRURGICA

In Stradella, provincia di Voghera, sono aperte a concorso per la cura dei poveri del Comune tre condotte, due mediche ed una chirurgica, coll'annuo stipendio di L. 800 caduna.

I Medici, laureati anche in chirurgia, ed i Chirurghi che aspirassero alle medesime, presenteranno sino a tutto il 25 corrente gennaio la loro domanda, cogli opportuni documenti, alla segreteria Comunale, presso la quale saranno ostensibili dal 10 al 25 suddetto i relativi capitoli.

Nel giorno 26 corrente il Municipio procederà alla nomina, e gli eletti assumeranno il loro esercizio col primo del prossimo febbraio.

Stradella, il 1 gennaio 1852.

Il Sindaco DENEGCHI.

PER PARTE
DELLA REGIA DIREZIONE
DEL MANICOMIO DI TORINO

S' invita chiunque voglia attendere alla totale o parziale provvista di num. 500 ettolitri di vino nero, proveniente dal raccolto 1851, a presentare i loro partiti, accompagnati da due bottiglie di assaggio nella Segreteria di detto pio Stabilimento, quali saranno ricevuti a tutto il 10 gennaio 1852.

I capitoli e condizioni del contratto sono visibili nella Segreteria predetta, dalle ore 9 alle 4 pomeridiane in tutti i giorni non festivi.

Torino, il 9 dicembre 1851.

Per detta Regia Direzione
G. SERENO Segr.

AVVISO

Chi desidera avere un ritratto ad olio, bene eseguito e rassomigliantissimo, si rivolga al signor

Pittore BONJOUR

che ha già conseguito la medaglia in parecchie esposizioni. — *Via di Po num.* 21 *al* 3.° *piano.*

DA VENDERE

Un BROUM ed un DOCKAR a *battant* elegantissimi; una BASTARDELLA moderna, un CABRIOLET *milord*; una SCORATTA e due CARRETTELLE a due e quattro piazze, eleganti; un CALESSE ed un BERLINGOT.

Dirigersi da Giuseppe Vivaldi, rimpetto ai nuovi Macelli a porta Nuova.

Vendita di piante

Si rende noto al pubblico, che nel giorno di lunedì 19 gennaio 1852, e nei giorni successivi, alle ore 9 del mattino, si procederà, in Santhià e nello studio del sig. notaio coll. Francesco Zocchi, alla vendita, per via di licitazione privata, di 9 lotti distinti di piante d'alto fusto, roveri e pioppi, quali risultano dall'infra estesa tabella, esistenti nei tenimenti di Nebbione, Masine e Campesio, proprii dell' ill.mo sig. conte Augusto Avogadro di Colobiano, nel territorio di Carisio, mandamento di Santhià, provincia di Vercelli.

Le condizioni relative alla suddetta vendita sono visibili:

In Santhià nello studio del notaio coll. Zocchi suddetto,
In Vercelli in quello del causidico coll. Mambretti,
In Torino in quello del causidico coll. Savio,
In Alessandria in quello del caus. coll. Gualchi.

TABELLA

delle piante da vendersi in nove lotti distinti.

I. Al *Brianco*, presso il Castello di Nebbione, nella *Bonda della Boschetta*, tra le due strade della Migliona, roveri del diametro in decimetri da 3 a 5 . . . . . num. 116

II. Ivi, a sera, della strada della *Migliona Superiore* e nella *Valle degli Allocchi*, id. id. » 32

III. Al *Campesio*, sulla sinistra del fosso, denominata *Odda morta*, id. id. . . . . » 44

IV. Ivi, alle *Trove lunghe*, sulla destra dell' *Odda*, id., del diametro da 3 a 6 . . . . » 53

V. Alle *Masine*, regioni *Ravissona*, *Vallona* e *Vernette*; sulla sinistra dell'*Odda*, id. id. da 3 a 7 » 66

VI. Alle *Masine*, regioni *Rontachino* o *Coro*; fra i due rami dell'*Odda*, id. id., da 3 a 6 » 24

VII. Sulla destra del torrente *Elvo*, ed alla sinistra della strada da Nebbione a S. Damiano, pioppi, del diametro da 3 a 8 . . . . . » 109

VIII. Sulla sinistra dell'*Elvo*, regione *Boschetto*, pioppi, id. da 3 a 8 . . . . . » 48

IX. Sulla sinistra dell'*Elvo*, superiormente alla casena denominata l'Abbazia, verso S. Damiano, pioppi, id. da 3 a 7 . . . . . » 107

Roveri num. 325
Pioppi » 324

Num. totale roveri e pioppi . 559

CITTA' DI PALLANZA

Dovendosi procedere alla nomina di un Maestro di terza classe elementare coll'annuo stipendio di L. 600, si invitano i Maestri, che intendessero aspirare a tale impiego, a presentare, prima del 15 gennaio 1852, al sottoscritto, i titoli di loro idoneità.

Il Sindaco ARNATTI.

E non 300 *come venne annunziato nei nn.* 307 *e* 2.

Stabilimento Sanitario

per gli affetti da alienazione mentale

La già R. Villeggiatura detta *Villa Cristina*, a chilom. 6 da Torino, ed al suddetto uso destinata, venne sin dallo scorso giugno aperta alle persone che già cominciarono ad approfittarne. — Per maggiori schiarimenti dirigersi alla farmacia Grosso, ove se ne rimette il programma.

AUMENTO DI SESTO

Con atto del 30 scorso dicembre, rogato Galeazzi, notaio in Torino (avente studio in casa Bruno, via delle Orfanelle, n. 15, piano secondo), venne deliberata in un sol lotto ed al prezzo di L. 12,000 la vigna denominata la *Caresana*, posta sul territorio di questa città di Torino, sui colli di Mongreno, composta di casa, ortò, prati, campi, alteni, pascoli e boschi, dell'area in tutto di ettare 4, are 79, cent. 70 (giorn. 12, tav. 59), propria del sig. Francesco Rossi, stata estimata del valore di L. 15,703, 50.

Si diffida chiunque aspiri di farvi l'aumento del sesto in L. 2,000, che li fatali scadono con tutto il 19 del corrente mese.

Torino, il 1 gennaio 1852.

DA RIMETTERE

L'Indépendance Belge — Recapito al caffè Durando.

Per domani, 6 e successivamente
GRANDE ASSORTIMENTO
DI **FOCACCIE**
presso **GIUSEPPE ROCCA**
CONFETTIERE
via di Doragrossa, accanto al caffè Barone.

TEATRI D'OGGI

REGIO Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Il burbero benefico.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia Francese diretta dal sigg. Adler e Périchon rappresenta: — *Marcadet.*

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Meneghino ajo.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *L'arresto di Mutaschi.*

TEATRO DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) si recita. — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco.*

GIANDUJA (ore 6 1/2) recita: Ballo *È sposo chi sposa.*

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 3 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti ultimo corso	per contanti nella matt.	pel fine del mese corr. ultimo corso	pel fine del mese corr. nella matt.	pel fine del mese prossimo ultimo corso	pel fine del mese prossimo nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 s.bre		99				
1831 » » 4 genn.						
1848 » » 1 7 bre		90				
1849 » » 1 genn.	89 25 89	89 50		89 50		
1851 » » 1 dicem.	88			(65		
1834 Oblig. 1 genn.				776	15	
1849 » 1 s.bre				89 90		
1850 » 1 8/bre				fin.		
1844 6 0/0 Savoia	1 luglio					
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N.	1080			1705		1705
Banca di Savoia						
Città di Torino (e 0/0 oltre lo inter. decor.)						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant. 1 luglio)						
Società del Caf. Fumanti	695					
Incendii a premio fisso a 2 bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.	400	415				
Mutui presso Collegno 1 giugno		420				

CAMBI

	Per brevi sead	Per tre mesi
Augusta	353 —	352 —
Francoforte S. M.	210 1/8 —	— —
Genova sconto	4 p. %	— —
Lione	99 95 —	99 40 —
Londra	25 20 —	25 10 —
Milano	— —	— —
Parigi	100 — —	99 50 —
Torino sconto	4 p. %	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Contra	Vendita
Doppia da L. 20 L.	20 07 —	20 10 —
di Savoia	28 74 —	28 78 —
di Genova	79 45 —	79 55 —
Sovrana nuova	35 18 —	35 25 —
vecchia	34 97 —	35 07 —

Per il biglietto di 1000 L. 2 1/2 p. %

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
GREGGIE Denari 10 — 11			
11 — 12			
12 — 13	64		
14 — 19			
16 — 20			
20 — 21			
21 — 22			
22 — 23			
23 — 24			
24 — 25	77 50		
ORGANZINI 25 — 26			
26 — 27			
27 — 28			
28 — 30			
30 — 32			
32 — 36			
36 — 40			
TRAME 26 — 28			
28 — 30	08		
30 — 32			
32 — 36			
36 — 40			
MERCI DIVERSE			
Doppio filato	— —	— —	— —
Morescan scarsa di qual.	— —	— —	— —
lettame	— —	— —	— —
Stoppa	— —	— —	— —

GENOVA 3 GENNAIO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60 gior. d.	Ln.	1	85 3/4	L.
Amsterdam	id.	»	2	12 —	
Ancona	30 id.	»	8	69 —	»
Augusta	id.	»	2	53 —	
Barcellona	id.	»	2	84 —	
Bologna	id.	»	5	15 —	
Firenze	id.	»	—	82 3/3	
Lione	id.	»	—	99 4/5	
Livorno	id.	»	—	82 5/3	D.
Londra	3 mesi	»	25	08 —	
Marsiglia	30 giorn	»	—	99 9/5	
Messina	60 id.	»	12	77 —	
Milano	30 id.	»	—	84 1/2	
Napoli	id.	»	4	29 —	D.
Palermo	60 id.	»	12	76 —	
Parigi	30 id.	»	—	99 7/8	
Roma	id.	»	5	60 —	
Torino	id.	»	—	99 2/5	
Trieste	id.	»	2	10 —	D.
Venezia	id.	»	—	— —	
Vienna	id.	»	2	10 —	D.

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	Ln.	97	—
id. *Sarde*	»	94	—
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	88	— D.
Prestito Obbligatorio	»	89	1/2
Obbligazioni prestito volontario	»	940	—
id. *della Città nuove*	»	738	—
Prestito volontario 1 Ottobre	»	946	—
id. *1 Luglio*	»	90	—
Prestito Toscano	»	93	—
Azioni della Banca	»	1705	—
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	p. c.

BORSA DI PARIGI *del* 2 *gennaio.*

Il 5 0/0, aperto a 102, 50, è salito a 103, e dopo essere ricaduto a 102, 60, chiude a 103, 10.

Il 3 0/0 resta a 70, 50.

L'ant. 5 0/0 piemontese (c. R.) a 95.

Le azioni della Banca di Francia a 2610.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 5 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDI' 6 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	36	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti del 21 dicembre 1851, ha fatte le seguenti nomine e disposizioni:

Colli di Felizzano cav. Giuseppe, luogotenente aiutante maggiore in secondo nel reggimento Genova cavalleria, nominato alla carica d'aiutante maggiore in primo nello stesso reggimento;

Joffredy D. Carlo, cappellano del presidio di Monaco, collocato in aspettativa per soppressione d'impiego;

Mura teologo D. Luigi, cappellano del presidio d'Alghero, id. id.;

Pruaetti Gio. Battista, luogotenente colonnello comandante in secondo della scuola militare di fanteria, collocato a riposo in seguito a sua domanda, conferendogli in pari tempo la croce di cavaliere dell'Ordine de' Ss. Maurizio e Lazzaro;

Bonola Giacomo, capitano nel battaglione veterani del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo conferendogli in pari tempo il grado di maggiore nell'armata;

Novi Luigi, sottotenente nel battaglione veterani del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo in seguito a sua domanda, conferendogli in pari tempo il grado di luogotenente nell'armata;

Persi Chiara, vedova del luogotenente colonnello Francesco Aitelli, comandante militare della provincia di Lanusei, accordatale un'annua vitalizia pensione.

Con Decreti del 25 dicembre:

Quadrio-Peranda nob. Gio. Batt., capitano nel Corpo dei Bersaglieri, ora in aspettativa, richiamato in servizio effettivo nello stesso Corpo;

Gallesio conte Ferdinando, sottotenente provinciale nel 9 reggimento di fanteria, nominato sottotenente nel reggimento Piemonte Reale cavalleria;

Rascaval Vincenzo, sottotenente nell'8 reggimento di fanteria, nominato comandante di sezione nel collegio pei figli di militari;

Anfosso Angelo, volontario nel Ministero di guerra, nominato designatore di terza classe nel Real Corpo di Stato Maggiore;

Rostagno Giuseppe, nominato designatore di terza classe nel Real Corpo di Stato Maggiore;

De Barral cav. Carlo, già capitano nel reggimento Piemonte Reale cavalleria, ora a disposizione del Ministero di guerra, collocato in aspettativa per motivi di famiglia;

Millesimo di Moncrivello cav. Gustavo, già luogotenente di prima classe nel reggimento Piemonte Reale cavalleria, stato temporariamente collocato in riforma, id.;

Bertrand Vittorio, già alfiere nella Legion Reale leggiera, collocato a riposo col grado di capitano nel Regio Esercito, giusta i R. Decreti dell'8 aprile e 10 ottobre 1848;

Falconieri Ferdinando, sottotenente nel reggimento Cacciatori di Sardegna, dispensato da ulteriore servizio in seguito a sua domanda.

Con Decreti del 28 stesso mese:

Bauzano Giuseppe, assistente guardamagazzini d'Artiglieria di prima classe con titolo e grado di sotto commissario d'Artiglieria, nominato guardamagazzini d'Artiglieria di seconda classe;

Dariva cav. Angelo, sottotenente nel reggimento Cavalleggieri d'Aosta, ora in aspettativa, trasferto nell'arma di fanteria, continuando tutt'ora in aspettativa;

Rossi Federico, capitano nelli sciolti corpi Lombardi, confermato nello stesso grado di capitano, coll'anzianità di luogotenente nel Regio Esercito;

Decaroli Stefano, luogotenente nel 5 reggimento di fanteria, ora in aspettativa, collocato in riforma in seguito a sua domanda.

Con Decreto del 31 detto:

De Forax conte Carlo, capitano nel 2 reggimento di fanteria, nominato ufficiale d'ordinanza di S. M.

S. M., con R. Decreto del 25 p. p. dicembre, approvava l'infradescritta pianta numerica provvisoria del personale della Segreteria dell'Università di Torino:

Un segretario capo d'ufficio	L.	4,000
Un segretario	»	3,500
Due segretari sostituti a L. 2,500 ciascuno	»	5,000
Due applicati a L. 1,500 ciascuno	»	3,000
Tre applicati a L. 1,300 ciascuno	»	3,900
Due scrivani a L. 1,000 ciascuno	»	2,000
Un economo oltre l'alloggio	»	2,000
Un ricevitore	»	2,000
Sette inservienti fra tutti	»	5,070
Due portina a L. 900 ciascuno	»	1,800
Totale	L.	32,270

Vista d'ordine di S. M.,
FARINI.

E in dipendenza della medesima pianta, si degnava la prelodata M. S. di fare, con altri parziali Decreti della stessa data, le segueati nomine, cioè:

Garneri Giuseppe, già segretario al Ministero d'Istruzione Pubblica, a segretario capo;

Rossetti avv. Carlo Giacomo, id., a segretario;

Randone Pietro, già applicato con titolo e grado di sostituito segretario, ad economo;

Abbena prof. Giovanni, già sotto segretario della soppressa segreteria della Commissione permanente per le scuole secondarie, ad applicato;

Faggiani teol. ed avv. Giuseppe, già applicato nel Ministero della Pubblica Istruzione, ad applicato;

Bruscu-Onnis Vincenzo, id., id.;

Re avv. Vincenzo, id., id.;

Sossò Domenico, già scrivano nella soppressa segreteria della Commissione permanente per le scuole secondarie, a scrivano.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 5 gennaio*

La Camera dei Deputati continuò la discussione del bilancio passivo della guerra, e ne approvò le categorie, tenuto conto delle riduzioni della Commissione. Prese quindi a discutere il trattato di commercio, e la convenzione per la repressione del contrabbando, coll'Austria, e discorsero su di essi i deputati Simonetta, Sella e Berruti.

MINISTERO DI FINANZE

Istruzioni per l'esecuzione della legge che impone la tassa sulle professioni, arti e commercio, e del rispettivo regolamento.

CAPO I. — *Avvertenze e disposizioni generali.*

Art. 1. Dall'applicazione della legge portante la tassa sulle professioni, arti liberali, e sull'industria e commercio, emergono nuove incombenze per l'amministrazione delle contribuzioni dirette.

L'adempimento di queste nuove attribuzioni richiede una particolare operosità e diligenza per parte specialmente degl'ispettori e dei verificatori, onde l'esito della legge corrisponda convenientemente al suo concetto ed al suo scopo.

Sebbene il corso delle operazioni occorrenti all'attuazione della tassa sia minutamente sviluppato nel regolamento del 14 settembre 1851, si aggiungono tuttavia alcune brevi direzioni atte a guidare gli ispettori ed i verificatori nel disimpegno delle loro funzioni colla necessaria prontezza e regolarità.

Art. 2. A ben iniziare i lavori dipendenti dall'applicazione della legge premenzionata, occorre anzitutto di formarsi una ben chiara idea delle diverse epoche in cui debbono eseguirsi le varie operazioni indicate nel regolamento precitato, sul che importa ritenere che quattro sono i termini principali:

Il primo termine abbraccia i 60 giorni decorrenti dalla pubblicazione della legge del 16 luglio 1851, prorogato poscia a tutto il 15 gennaio del 1852 colla recente legge dell'8 dicembre corrente, dentro il qual termine tutti gli esercenti professioni, industrie, arti e commerci debbono presentare al verificatore del distretto, dove hanno il loro domicilio, una dichiarazione conforme alle prescrizioni dell'art. 21 della legge.

Questo periodo di tempo deve essere impiegato alla registrazione delle dichiarazioni, al loro esame, alla collezione delle notizie atte a conoscere il numero, la qualità e condizione degli esercenti, ed alla liquidazione della classe e tassa di tutti coloro, sui cui proposito non occorrano altri incombenti per chiarirne la più positiva rendita.

Il secondo termine è di giorni 40, e comprende le operazioni che incombono ai verificatori per compiere la classificazione e l'esame delle dichiarazioni, l'appuramento della classe e tassa di ciascun esercente e la formazione delle matricole.

Il terzo termine è di giorni 30 e comincia immediatamente dopo la scadenza dei 15 giorni assegnati dall'articolo 25 della legge pel deposito della matricola nella sala comunale.

Entro il suddetto termine incombe ai verificatori di prendere ad esame le eccezioni fatte dai dichiaranti di riconoscere sè, e quali modificazioni siano da ammettersi, e dietro anche le relative direzioni dell'ispettore, modificare o confermare le contestate classi e tasse, inscrivendole nell'apposita colonna della matricola.

Il quarto termine è di giorni 55, e si compone:

1. Dai 40 giorni assegnati alle commissioni dall'art. 90 del regolamento per la definizione dei reclami.

2. Dei 5 giorni successivi stabiliti alle medesime dall'articolo 91 del regolamento suddetto, per notificare ai verificatori le loro decisioni.

3. Degli altri 10 giorni successivi alla ricevuta delle anzidette deliberazioni, assegnati ai verificatori per la formazione dei ruoli giusta il disposto dell'art. 96 del regolamento precitato.

L'anzidetto quarto termine ha immediato principio dopo quello di giorni 15 stabilito dall'art. 27 della legge per la presentazione dei reclami. A quest'epoca i sindaci trasmettono ai verificatori la copia del registro prescritto dall'art. 82 del regolamento e le commissioni mandamentali già devono essere in esercizio per giudicare sui reclami che dai sindaci medesimi loro furono rimessi.

Durante questo termine i verificatori procedono alla sistemazione delle matricole, e successiva formazione dei ruoli, giusta le norme accennate negli art coli 94, 95, 96, 97, 98, 99 e 100 del regolamento.

Art. 3. La regolare ed esatta esecuzione della legge, dipendendo dal modo con cui furono portate a compimento le preliminari importanti operazioni dalla medesima stabilite, importa che gli ispettori ed i verificatori sviluppino nel procedimento di queste tutta la solerzia ed attitudine che questo Ministero da loro si ripromette.

Appendice

STATISTICA DELLA POPOLAZIONE, DELL'AGRICOLTURA E DELL'INDUSTRIA MANUFATTURIERA NEL BELGIO.

I

CENSIMENTO AGRICOLA.

Con R. Decreto del 30 giugno 1846 veniva ordinato per tutto il Belgio un triplice censimento cioè quello della popolazione, dell'industria agricola e dell'industria manufatturiera.

Le informazioni relative a questa operazione dovevano essere registrate in appositi bollettini a datare dal 15 ottobre di quell'anno; quelle concernenti alla popolazione dovevano riferirsi al predetto giorno 15; le altre all'annata 1846.

Una istruzione generale e varie istruzioni speciali destinate a completare od a spiegare la prima, furono compilate dalla Commissione centrale di statistica, sedente a Brusselles per servire di norma nelle loro rispettive operazioni alle commissioni provinciali, ai giurì o commissioni comunali e ad agenti speciali del censimento.

Secondo le preaccennate istruzioni gli agenti speciali, debitamente retribuiti, raccolsero i dati primitivi per mezzo degli accennati bollettini, che rilasciarono a domicilio e vennero riempiti da coloro stessi cui le informazioni riflettevano.

I medesimi bollettini furono in cadun comune rimessi al giurì o commissione comunale presieduta dal sindaco, la quale fece lo spoglio e vi aggiunse tutte quelle informazioni che erano state ad essa specialmente domandate.

Ciò fatto il giurì trasmise la tabella riassuntiva da esso redatta, e le carte originali, alla Commissione di statistica della rispettiva provincia, la quale esaminò le tabelle di tutti i comuni, e le spedì colle sue osservazioni alla Commissione centrale: questa sottopose dal canto suo i lavori delle commissioni provinciali e dei giurì a diligente esame, coordinò i risultati ottenuti dalle moltiplici ricerche che ebbero luogo, e li diede quindi alla luce cominciando da quelli riflettenti la popolazione, e terminando con quelli relativi all'agricoltura ed all'industria.

Questa triplice operazione statistica è cosa talmente pregievole che merita non solo di essere studiata nel paese in cui fu fatta, ma altresì in altri, sia per attingervi utili nozioni intorno alle condizioni del Belgio sotto ai tre rapporti della popolazione, dell'agricoltura e dell'industria manufatturiera, sia per apprendervi il modo di fare con successo un lavoro simile in quei luoghi in cui così grandiosa operazione faccia ancora difetto.

Ed è per siffatti motivi che noi imprendiamo di renderne conto ai nostri lettori nella miglior guisa che ci fia concesso.

Cominceremo il nostro rendiconto dalla statistica agricola, ponendo in secondo luogo la popolazione, e ciò per aspettare la completa pubblicazione delle tavole della medesima relative al nostro paese, colle quali vorremmo instituire alcun confronto; discorreremo in ultimo dell'industria manufatturiera.

Popolazione agricola.

La popolazione generale di tutto il Belgio constava, nel 1846, di 4,337,196 individui ripartiti in 9 provincie, 41 distretti amministrativi, 269 cantoni amministrativi, e 2524 comuni.

La popolazione agricola, esclusi i giornalieri, era composta di 1,083,604 individui così distinti:

Da 12 anni in su:

Coltivatori per proprio conto, proprietari od affittavoli con i membri delle loro famiglie occupati ai lavori agricoli		Domestici a salario	
maschi	femmine	maschi	femmine
550,567	356,008	107,505	69,725

Totali.

maschi	femmine	Totale generale
657,978	425,751	1,083,604

Queste classi di coltivatori riunite formano il quarto circa della popolazione generale.

È però da aggiungersi quella parte di coltivatori che presta le sue opere ai proprietarii od agli affittavoli; ma la statistica belgia invece del numero degli individui a ciò addetti ci dà quello delle giornate da essi impiegate, secondo la consegna fatta da coloro che li adoperarono. Da essa ne risultano 27,567,716 giornate di uomini, e 14,623,221 giornate di donne. Assegnando ora come troviamo nella statistica belgia 300 giornate (locchè sarà forse un po' troppo) a cadun individuo, avremo 91,892 uomini, e 48,744 donne da aggiungere al numero di coltivatori che abbiamo già accennati, e così in tutto 1,224,237 individui oltre ai 12 anni addetti ai lavori campestri ossia il 28 per 100 della popolazione totale.

Dalle cifre sopra accennate risulta che ogni 100 uomini si impiegano 61 femmine; questa proporzione però varia secondo le categorie di coltivatori e secondo le provincie. Così mentre nelle categorie dei coltivatori per proprio conto e dei domestici la proporzione delle donne agli uomini è di 65 a 100, in quella dei giornalieri è solamente di 53.

Il *maximum* ed il *minimum* delle donne rispetto agli uomini per le tre categorie si trovano nelle seguenti provincie:

1. Categoria *maximum* Anversa 84 p. 0/0 uom.
   » *minimum* Fiandra occid. 56 p. 0/0.
2. Categoria *maximum* Lussemburgo 103 p. 0/0.
   » *minimum* Hainaut 49 p. 0/0.
3. Categoria *maximum* Hainaut 71 p. 0/0.
   » *minimum* Brabante e Namur 36 p. 0/0.
   maximum generale: Lussemburgo 77 p. 0/0
   minimum » Namur 50 p. 0/0.

La statistica che esaminiamo c'insegna che in generale si conta un maggior numero di donne addette all'agricoltura là ove le colture sono più perfette e le tenute più piccole, i terreni più leggieri e più facili a lavorarsi, e l'inverso si verifica nelle provincie in cui non si presentano queste tre circostanze di suolo e di colture.

Un altro fatto viene constatato, o per meglio dire con-

Art. 4. I verificatori continueranno a tenere un esatto registro giornale di tutte le operazioni da essi loro in ciascun giorno eseguite.

Indipendentemente dalla corrispondenza giornaliera da tenersi colla direzione, essi invieranno, al fine d'ogni mese, un sunto dello anzidetto giornale al direttore.

Lo stesso obbligo incumbe agl' ispettori per ciò che riguarda le loro incumbenze.

CAPO II. — *Attribuzioni ed operazioni demandate agli ispettori.*

Art. 5. L'importanza delle attribuzioni affidate agl' ispettori dai decreti del 7 aprile e del 29 agosto p. p. esige che essi s' informino profondamente dello spirito delle leggi di finanze in corso d'esecuzione, ne conoscano i mezzi di applicazione, abbiano un' esatta cognizione dello scopo cui tendono le varie operazioni dalle medesime stabilite, non che delle epoche prefisse in cui debbono essere compiute, onde poter regolare con perfetta uniformità l'andamento dei lavori.

Art. 6. L' uniformità di metodo nel procedimento delle operazioni succitate, la regolarità nelle diverse funzioni di cui sono incaricati i verificatori non potrebbero conseguirsi se gl' ispettori, oltre a mettersi in pieno possesso delle disposizioni della legge portante la tassa sulle professioni, arti e commercio, non si procacciassero eziandio un'esatta conoscenza delle provincie e dei comuni compresi nella loro ispezione, sotto il rapporto del movimento industriale e commerciale che in essi si esercita, onde porsi in grado di apprezzare colla maggior possibile esattezza la condizione rispettiva dei singoli esercenti, e dare quindi ai verificatori tutte quelle direzioni di cui potranno abbisognare.

Art. 7. A questo scopo gli ispettori già devono aver compiuto il primo giro nei comuni del loro circolo, a tenore della lettera circolare del 7 novembre ultimo scorso della generale azienda di finanze, ed a norma delle più recenti direzioni che furono loro trasmesse continueranno il secondo giro che già devono aver intrapreso, onde raccogliere tutte le nozioni di fatto descritte nell'art. 32 delle presenti istruzioni, tanto per propria norma, quanto per darne comunicazione ai verificatori stessi, frattanto che questi, stante la recente proroga, non possono ancora dar opera a visite compiute e regolari.

(Continua)

Il prof. Paravia riaprirà giovedì, 8 corrente, nella R. Università, alle ore 4 pomeridiane, il corso di Storia Patria, e lo continuerà alla stessa ora in tutti i giovedì non festivi.

L'INTENDENTE GEN. DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI SASSARI.

Manifesto.

Consta al sottoscritto, che non ostante le prescrizioni contenute nel Regio Editto delli 13 aprile 1850, e nel Pregone Vice-Regio delli 30 luglio 1836 relativi alla polizia stradale, si continua in diversi comuni a far uso pei trasporti dei carri di antica forma, ossia ad asse girante, e colle ruote accerchiate di chiodi saglienti.

Questo abuso cotanto nocivo alla conservazione del suolo stradale, se venne sino ad ora tollerato in vista di particolari circostanze di alcuni comuni, non può più esserlo in avvenire, mentre si sta dal Governo dotando l'Isola di una compiuta rete di strade Reali decretate colla Legge 6 maggio 1850, al cui perfezionamento, e conservazione sarebbe di evidente ostacolo l'inosservanza delle cautele prescritte dal succitato Regio Editto, che sono del tenore seguente:

« È espressamente vietato il transito dei carri di antica forma sulle nuove strade, come pure è vietato di percorrerle con slitte e legnami striscianti. Le ruote dei carri, pei quali rimane libero il transito, saranno giranti attorno all' asse, e i loro quarti dovranno aver la lunghezza di sei in sette centimetri, ed essere accerchiati con un ferro liscio. Resta perciò assolutamente vietato l'uso dei chiodi saglienti comunque siano, o con testa rotonda, od a punta di diamante. Le dimensioni dei quarti per li così detti carretteni a due ruote saranno di metri 0, 08 in 0, 09 per quelli ad un cavallo; di metri 0, 40 in 0, 12 per due cavalli; di metri 0, 13 in 0, 15 per tre cavalli; di metri 0, 18 in 0, 20 per quattro e più cavalli. Allorchè li carrettoni saranno con quattro ruote le dimensioni di essi saranno ridotte a metri 0, 06 in 0, 07 per un cavallo; metri 0, 0h in 0, 09 per due cavalli; metri 0, 10 in 0, 12 per tre cavalli; metri 0, 13 in 0, 15 per quattro e più cavalli. Le contravvenzioni a quest'articolo saranno punite colla confisca delle ruote, e delle slitte o dei legnami striscianti, e con una multa di scudi due, estensibili a scudi dieci in caso di recidiva.

« Li mastri di carri, e fabbri che costruiranno ruote in contravvenzione all'articolo precedente, saranno pure multati con scudi due per ogni paia di ruote prese in contravvenzione, oltre la confisca degli oggetti fabbricati, e sarà raddoppiata la multa in caso di recidiva. »

In conseguenza di quanto sopra si assegna il termine a tutto febbraio prossimo venturo, acciò una tale disposizione sia pienamente adempiuta sotto le penali in essa commínate, mandando a tutti gli agenti di pubblico servizio, cioè agl'impiegati del Genio Civile, ai Cantonieri, ai Preposti delle Dogane, ai Carabinieri Reali, ed ai Cavalleggieri Sardi di vegliare e denunciare le contravvenzioni al Tribunale amministrativo colla formazione di apposito verbale, e contemporaneo sequestro di carri, slitte, legnami striscianti, ecc. e tutto ciò nella conformità voluta dagli art. 61 e 62 del già citato R. Editto.

Il presente sarà pubblicato in tutte le comunità della Divisione amministrativa in ciascuno dei giorni festivi durante il termine sovra indicato, e li signori Sindaci trasmetteranno nei primi giorni di marzo ai rispettivi Intendenti il certificato di tali pubblicazioni.

Sassari, li 21 dicembre 1851.

L' Intendente Generale
PASELLA.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova la sera del 31 dicembre 1851.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L. 10494446	82
id. id. in Torino	» 4520595	42
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	» 15494259	74
id. id. in Torino	» 16125153	15
Fondi pubblici della Banca	» 366117	50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Undenn. agli Azionisti della Banca di Genova	» 950000	02
Tratte della sede di Torino del 30 corr.	» 19235	66
Spese diverse	» 455170	77
Fondi pubbl. cogli interessi	» 8375	»
Corrispondenti della Banca (sbil.° de'conti)	» 53605	46
Debitori diversi	» 2169	50
	L. 46485457	04

Passivo.

Capitale	L. 8000000	»
Biglietti in circolazione.		
per operazioni ordinarie	» 29855300	»
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	» 289535	32
Profitti e perdite al 30 giugno 1851	» 158	26
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	» 50695	68
id. id. in Torino	» 97124	68
Benefizi del semestre in corso in Genova	» 254945	72
id. id. in Torino	» 353509	87
Conti correnti disponibile in Genova	» 928572	54
id. id. in Torino	» 975457	89
Non disponibile	» 147320	79
R. Erario conto corr.	» 4450996	84
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	» 950026	53
della sede di Torino su quella di Genova del 30 corr.	» 105807	65
Dividendi arretrati	» 14594	»
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	» 250	»
Fondi pubb. valutazione in benef... al pres.	» 12712	50
Interessi sui fondi pubblici	» 8375	
Interessi sul mutuo alle finanze dal 10 aprile al 30 giugno 1851	» 50000	»
	L. 46485457	04

INTENDENZA GEN. DELLA DIVIS. AMMINISTRATIVA DI CAGLIARI.

Avviso d'asta per il giorno 21 gennaio 1852.

Si rende noto al pubblico che in seguito alla diserzione degli incanti tenutisi nel giorno 5 corrente per la sotto indicata impresa al prezzo d'asta d'annue lire 33,600, si procederà nel giorno di mercoledì 21 gennaio prossimo, al mezzodì, a nuovi pubblici incanti nell'ufizio di questa Intendenza Generale, per il seguente appalto:

Affittamento per anni sei della Tonnara demaniale detta di Portopagalia, presso il comune di Gonnesa, provincia d' Iglesias, con tutti i suoi fabbricati, caseggiati, attrezzi, barche ed accessori, non che dell'esclusivo diritto di pesca del Tonno per tutta l'estensione della giurisdizione a detta Tonnara spettante, si e come venne sempre per lo passato goduta dalle finanze dello Stato, sul prezzo d'asta di annue lire 30,000.

Condizioni principali dell' appalto.

1. Il deliberamento avrà luogo in favore dell' ultimo maggior offerente in aumento al prezzo suddetto, all' estinzione della candela vergine.

Le offerte in aumento non potranno essere minori di lire cinquanta caduna.

2. Per essere ammessi a licitare, gli attendenti dovranno preventivamente presentare un vaglia di lire seimila, sottoscritto da persona cognita all'ufficio, e notoriamente risponsabile, oppure operare il deposito di una somma corrispondente in numerario, o cedole od obbligazioni dello Stato.

3. Il termine perentorio per l'aumento del sesto o mezzo sesto è di giorni venti, e scadrà al mezzogiorno di martedì dieci febbraio prossimo.

4. Il deliberatario dovrà prestare nei dieci giorni dopo la scadenza dei fatali, nelle consuete forme, una cauzione in beni stabili, od in cedole del debito pubblico redimibile, per il montare di due annate del fitto risultante dal deliberamento.

5. L'affittamento avrà principio col primo prossimo gennaio 1852 e cesserà col 31 dicembre 1857 e così durativo per anni sei.

6. Il pagamento dell' annuo prezzo d' appalto risultante dal deliberamento dovrà farsi in numerario, a valore di tariffa, a trimestri maturati, nella Cassa del tesoriere di Cagliari od in quell'altra di questa Divisione Amministrativa che verrà all' uopo indicata.

7. Le spese relative agl'incanti, al contratto definitivo, non che quelle di bollo, d'Insinuazione, d'iscrizione ipotecaria, e di tre copie ad uso delle Finanze, sono ad esclusivo carico del deliberatario. Quelle delle testimoniali di state, da aver luogo all'immissione in possesso della Tonnara ed alla scadenza dell'affittamento, saranno sopportate per una metà dall'affittavole scadente e per l'altra da quello subentrante.

8. I capitoli delle condizioni da osservarsi per la presente impresa sono visibili, oltrechè all'Azienda Generale di Finanze in Torino, nella Segreteria di quest'Intendenza Generale in Cagliari ed in quelle delle Intendenze Generali di Genova e Nizza.

Cagliari, addì 24 dicembre 1851.

Per detta Intendenza Generale
Il Segr. Capo G. BOBBIO.

FATTI DIVERSI. — PROVINCIE. — Ci scrivono da Vercelli il 4 gennaio:

Quest' oggi alle quattro pomeridiane ebbe luogo in presenza della Guardia Nazionale la solenne inaugurazione della lapide sulla quale questo municipio ha fatto scolpire i nomi dei vercellesi morti nella Guerra dell'Indipendenza Italiana. Intervennero alla funzione le autorità civili e militari non che il corpo degli ufficiali del presidio.

— Ci scrivono da Mortara in data del 2 corrente:

Nel comune di S. Martino Siccomario (Lomellina), al cascinale detto il Terbi si appiccava accidentalmente il fuoco nel mattino del 25 spirato decembre, cagionando un danno di L. 2000 circa, ma che sarebbe stato ben maggiore senza il pronto soccorso di quella popolazione, dell'arma dei R. Carabinieri, della stazione de' Preposti, e di vari muratori del vicino comune di Gerrecchiozzo, i quali al primo tocco della campana premurosamente accorsero, e colla maggiore alacrità ed emulazione fra loro si affaticarono all'estinzione dell'incendio.

Ed il sindaco di Gerrecchiozzo, che fu dei primi coi suoi sul luogo dell'infortunio, molto pure si affaticò, ed a lui si deve in gran parte l'aversi potuto domar l'incendio.

— Si legge nel *Moderato* giornale della provincia di Domodossola: Alle solite visite di Natale, e del finire dell'anno, venne surrogato lo sborso di una quota in numerario a beneficio dei carcerati.

— Anche in Pallanza, agli auguri per le feste Natalizie venne surrogata la beneficenza mercè il pagamento di una somma a pro dell'asilo d'infanzia.

---

fermato dalla statistica Belgia, e si è, che a misura che le proprietà agricole si dimezzano, aumenta il numero dei coltivatori e più in generale almeno nel Belgio col dimezzarsi delle proprietà se ne perfeziona la coltura e si accrescono i prodotti: resta a vedersi se la parte eccedente il consumo dei coltivatori sia maggiore nei luoghi di grande o di piccola coltura; la qual cosa non possiamo qui esaminare per la ristrettezza dei limiti che abbiamo fissati a questo nostro scritto.

Frattanto accenneremo che per tutto il Belgio vi sono 97, 80 coltivatori per 100 ettari coltivati, cioè 80 della prima categoria, 10 della seconda, e 7 80 della terza. La Fiandra orientale conta il *maximum*, cioè 103 80 p. 0[0], e quella di Namur il *minimum*, ossia 42 p. 0[0]. La Fiandra orientale è una delle provincie in cui la proprietà è più divisa ed ove più predominano le colture industriali ed altre che esigono molta mano d'opera; quandochè la provincia di Namur, benchè vi sia un gran numero di piccole proprietà, è però una di quelle in cui ve n'è il più di estese, ed in cui meno si praticano le colture che esigono molto lavoro giornaliero. Così nella Fiandra orientale ogni 100 proprietà ve ne sono 86 26 da 1 ara a 5 ettari, 93 89 da 1 ara a 10 ett., 98 da 1 a 20: 1 96 oltre ai 20 ett., solo 0 13 oltre i 50; mentre nella provincia di Namur ve ne sono solamente 95 45 p. 0[0] sotto ai 20 ett., e se ne contano 4 17 p. 0[0] oltre ai 20, e 2,21 p. 0[0] oltre ai 50. Nella prima di queste due provincie le colture che esigono molte cure stanno a quelle di cereali come 39 a 100, e nell'altra come 19 a 100.

Bestiami.

Nel Belgio si contano secondo il censimento del 1846, 294537 cavalli di ogni età ed origine, 1,203,894 bestie bovine, 602,508 di specie ovina, 497,564 maiali, in tutto 2,657,500 capi di bestiame d'ogni specie.

Cavalli.

La produzione dei cavalli è in aumento dal 1825 in poi; in quell'anno non se ne contavano che 253,667, epperciò l'aumento sarebbe stato tra il 1825 ed il 1845 del 20 p. 0[0], e se si sottraggono 25m. capi per la parte di territorio che fu stralciata dal Belgio per essere unita all'Olanda, si avrà un aumento del 25 p. 0[0]. Ciò dimostra che contro l'opinione di alcuni l'attivazione delle strade ferrate invece di pregiudicare ai trasporti per mezzo di cavalli, li favorisce imprimendo un maggior impulso ai commerci nelle parti degli Stati in cui era dapprima languido e stazionario.

Le provincie in cui maggiormente si accrebbe dal 1846 in poi la razza cavallina, sono quelle di Namur (42 per 0[0]), del Brabante (33 per 0[0]), di Liège (17 per 0[0]): aumentò appena dell'11 per 0[0] nella provincia d'Anversa e di 12 nella Fiandra orientale.

Le provincie per cui si constatò l'aumento più considerevole non sono quelle che maggiormente ne producono. Se così fosse, il Lussemburgo sarebbe il primo, ed invece si trova verso la metà pel periodo dal 1840 al 1846. La provincia di Namur sarebbe la quarta invece d'essere la prima. Ciò si spiega da che le provincie che ne producono meno fanno proporzionatamente maggior uso dei cavalli che quelle che ne producono di più. Il Lussemburgo, Liège, il Limburgo non provvedono solamente ad altre provincie, ma anche all'estero per cui se ne fa un'annua esportazione di 10 o 12m. capi, mentre non se ne importano dall'estero che 2000 circa.

Le provincie in cui si conta un maggior numero di cavalli relativamente alla popolazione ed alla estensione delle terre coltivate, sono quelle di Namur e di Hainaut; le provincie in cui esso è minore, sono quelle di Anversa e della Fiandra occidentale.

Del resto è constatato che là ove predomina in tutto od in parte la gran coltura o vi sono grandi centri di popolazione e d'industria, ivi maggiormente abbondano i cavalli.

La media generale del numero dei cavalli relativamente alla superficie produttiva è di 16 cavalli per 100 ettari, il *maximum* è per l'Hainaut (23 per 0[0]) il *minimum* per la Fiandra occidentale (10 p. 0[0]), relativamente alla popolazione la media generale è del 7 per 0[0], il *maximum* per la provincia di Namur (14 p. 0[0]), il *minimum* per quelle di Anversa e delle due Fiandre (4 0[0]).

Si contano nel Belgio 276,405 cavalli considerati di razza indigena, e 18,132 di razza esotica, cioè ogni mille cavalli nostrani ve ne sono 65 di razza forestiera, compresi i *metis* nati in paese. Su mille cavalli nati nel Belgio se ne contano solo 41 di razza estera, mentre oltre quell'età la proporzione delle esistenze è di 4,000 a 74; la qual cosa deve attribuirsi a che si importano dall'estero molti cavalli di lusso, e vi arrivano all'età in cui possono essere utilmente adoperati.

La statistica ci apprende eziandio che su 1,100 a 1,200 nascite annue di cavalli di razze esotiche o miste 960 sono prodotte dagli stalloni della mandria dello Stato e 300 da quelli appartenenti a privati.

Le provincie in cui esiste un numero maggiore di cavalli minori di 3 anni sono quelle di Hainaut (23 p. 0[0]) e del Brabante (19 p. 0[0]).

Il numero generale delle nascite è dell'8 60 p. 0[0] cosicchè il fondo in cavalli sarebbe rinnovato ogni dodici anni.

Considerati riguardo all'età vi sono 218,222 capi oltre ai 3 anni, 76,315 al dissotto.

In fine se si vogliono considerare i cavalli come forze utili all'agricoltura, è necessario sottrarre tutti quelli che si trovano al disotto dei 3 anni, i cavalli adoperati nei carreggi industriali e dall'armata, e quindi i cavalli esotici o di lusso che non sono mai adoperati ai lavori campestri.

Non essendo possibile il fare esattamente tutte queste sottrazioni, escludiamo i cavalli esotici e quelli che hanno meno di 3 anni, e tenendo così a calcolo tutti i cavalli indigeni superiori a 3 anni, ne avremo 15 per ogni 100 ettari di terre arative a cui si deggiono aggiungere quattro altri animali da lavoro fra buoi, vacche e muli.

Da queste cifre si scorge come l'uso del cavallo nei lavori agricoli prevalga nel Belgio a quello delle bovine e di altri animali.

Questa circostanza non influisce tuttavia sul pregio in cui si tengono colà gli altri bestiami e specialmente i bovini.

(Continua)

MAGNONE.

www.Internetculturale.it

STATO ROMANO

Si legge nell'*Ordre* :

Scrivono da Roma il 17 dicembre: La Sacra Consulta ha emesso il suo supremo giudizio sopra un processo criminale che è durato 16 anni, e del quale tutte le fasi furono seguite con la più grande attenzione dagli amici della letteratura italiana. Ecco i fatti del suaccennato processo :

Nel 1834 il sig. conte Alberti, che era allora luogotenente in un reggimento di fanteria romana, annunziò posseder egli una numerosa collezione di scritti autografi del Tasso e di documenti manoscritti concernenti il grande poeta, e che tutti erano a quell' epoca affatto inediti. Queste carte contenevano in effetto ragguagli sin allora sconosciuti ; e moltissime persone si presentarono per farne acquisto : ma il prezzo, che il sig. Alberti ne dimandava, era così esorbitante che i manoscritti restarono invenduti.

Nel 1838 il sig. Alberti cedette al sig. Candido Mazzaroni, libraio d'Ancona, parte di essi manoscritti che, nello stesso anno, furono dal sig. Mazzaroni pubblicati sotto questo titolo : *Documenti importanti sull' entrata di Torquato Tasso al servigio di Alfonso d'Este, duca di Ferrara, e su i doni da lui ricevuti in quell'epoca memorabile.* L'anno seguente, gli altri manoscritti della collezione del sig. Alberti furono pubblicati dal libraio Giusti a Lucca sotto il titolo : *Vere cagioni dell'imprigionamento e della successiva liberazione di Torquato Tasso, provate dalla storia e da documenti autentici.*

Non appena quest'ultimo libro fu annunciato ne'giornali, il sig. Mazzaroni, editore dell'altra pubblicazione, mosse querela contro il sig. Alberti, affermando che i manoscritti del Tasso e de'suoi contemporanei, venduti a lui dall'Alberti, erano falsi, ed erano stati a bella posta contraffatti nello scopo d'ingannar lui e d'indurre il pubblico nell'errore.

Il tribunale criminale di Roma, dinanzi a cui fu portata la causa, ordinò l'arresto dell'Alberti, e nominò una commissione composta di letterati, filologi, chimici e calligrafi per esaminare i manoscritti.

Essa commissione dopo lunghe ricerche, dichiarò ad una forte maggioranza, che i manoscritti venduti dall'Alberti erano falsi ; e su tale dichiarazione, il tribunale condannò l'Alberti a sette anni di detenzione in una casa di forza, non che alla riparazione de' danni e interessi verso il sig. Mazzaroni, e a tutte le spese del processo.

Il sig. Alberti si appellò contro questo giudizio dinanzi alla Sacra Consulta, e sollecitò che il processo fosse nuovamente e interamente ordinato.

La Sacra Consulta accedette a questa domanda. Nuovi periti furono commessi i quali, dopo un lavoro e investigazioni che non durarono meno di sette anni, emisero ad unanimità l'avviso, che i manoscritti sono autentici.

Il sig. Alberti produsse poi alcune prove, tenute sino allora da lui, non si sa perchè, celate, e dalle quali risulta che i manoscritti avean fatto parte della biblioteca del principe Ottavio Falconieri, il quale gli aveva avuti in lascito dall'abate Marcantonio.

La Sacra Consulta, con sua sentenza dell'altro ieri, 15 dicembre, ha infirmato quella de'primi giudici, e assoluto il sig. Alberti, il quale è stato immediatamente rimesso in libertà, dopo aver subito una detenzione preventiva di 16 anni.

SVIZZERA

Berna, 3 *gennaio*. Avendo il generale Dufour definitivamente ricusato qualunque ulteriore candidatura, venne adottata quella del sig. Gonzembach per surrogare il sig. Ochsenbein al consiglio nazionale.

Il sig. Muller, già giudice d'appello, è il candidato dell'opposizione.

— Leggesi nella *Suisse*, che furono condotti a Berna due emigrati francesi che si erano compromessi a Losanna.

Soletta. Il Consiglio cantonale si è aggiornato fino al 16 febbraio, dopo di avere discusso il bilancio. Venne adottata una proposta intesa a far sì che il Consiglio di Stato eserciti per lo avvenire un severo sindacato sopra l'amministrazione dei sali, attesochè tale sindacato mancò finora nella conclusione delle convenzioni colle saline.

Grigioni. Scrivono alla *Gazette de Lausanne*:

A questo cantone non basta la soddisfazione di essere stato un luogo di rifugio al defunto re Luigi Filippo; egli pretende ancora che Luigi Napoleone gli è unito coi vincoli del sangue: eccone la ragione: l'avola del presidente della repubblica francese, l'imperatrice Giuseppina, discendeva dalla famiglia Tascher de la Pagerie, e deve essere stata la pronipote di un tale Cristiano Tascher, un figlio del quale fece fortuna nella Martinicca, paese originario dell'imperatrice Giuseppina.

FRANCIA

Parigi, 2 *gennaio*. Stamane alle 10 la commissione municipale di Parigi ha tenuto la sua seconda seduta dopo il suo riordinamento, nel suo locale ordinario, al Palazzo di Città.

Questa seduta fu consacrata all' elezione dell' ufficio. Come ognuno si aspettava, il sig. Lanquetin, ex-presidente, è stato rieletto presidente alla quasi unanimità. Il sig. Perier è stato eletto primo vice-presidente; il sig. Delangle secondo vice-presidente; il sig. Devinck primo segretario, e il sig. Eischtal vice-segretario.

Il consiglio ha poi formato i suoi comitati e sentite varie comunicazioni fatte dal prefetto della Senna.

— Al numero dei ricevimenti ufficiali che si fecero iersera, si deve aggiungere la commissione internazionale sanitaria, rappresentata da molti stranieri e nazionali sì cospicui nella diplomazia e nelle scienze.

— Ieri per tempo Parigi era avvolta in un nebbione sì fitto che si vedeva difficilmente a 20 passi di distanza. Alle 7 il termometro segnava 7° 6/10 al disotto di 0. È questo il freddo più intenso che siasi sentito quest' anno in Parigi.

La nebbia si mantenne tutta la giornata, senza che, per quanto sappiamo, verun sinistro accidente sia stato segnalato.

Oggi, in seguito ad una forte gelata, i tetti delle case e gli alberi dei passeggi erano coperti d'un denso strato di brina. Stamane la nebbia era meno fitta del giorno innanzi ; ma ripiglió nelle ore pomeridiane una maggiore intensità.

Alle 6 antim. il termometro Chevalier segnava 8° 8/10, alle 10 sette gradi.

La Senna trae masse di ghiaccio, e ne' suoi meandri il fiume è gelato.

— L'altieri mentre facevasi la prova del *Te Deum* alla cattedrale, i sigg. Auber e Adam, volendo osservar l'effetto delle voci e dell' istrumentazione, erano scesi sul pavimento pieno d'operai d'ogni sorta, occupati dei preparativi della decorazione.

Il sig. Adam è rimasto colpito da un baldacchino che stava in via di essere sollevato. I suoi occhiali che si spezzarono nella sua caduta gli fecero all'occhio una ferita leggiera, che non offre fortunatamente alcuna gravità.

— Ieri, mentre facevansi alle Tuilerie i ricevimenti ufficiali, due cavalieri della guardia repubblicana erano di sentinella, colla carabina in pugno, dinanzi all' arco di trionfo del Carrousel.

— Alle 7 pom., dopo i ricevimenti, il presidente della repubblica è tornato a pranzare e pernottare al palazzo dell' Eliseo.

— Leggiamo in una corrispondenza parigina dell' *Indépendance Belge* :

Acquista credito ognor più la voce che l'attuale prefetto della Senna, sig. Berger, o sia fatto senatore o no, deve cedere il posto al sig. Arrighi di Padova. In quanto al sig. di Maupas, è sempre più positivo che egli dee lasciare, anche per sua propria confessione, la prefettura di polizia : ma anzichè ciò sia per lui una disgrazia, si parla di lui, piuttosto vagamente in verità per un ministero, anzi per quello dell' interno.

Dicesi che essendo abolita dalla costituzione nuova la carica di vice-presidente della repubblica, si compenserà il sig. Boulay della Meurthe colla presidenza del senato. Si parla d'una gran festa da ballo che sarebbe data alle Tuilerie dal presidente in fine di gennaio. Il maresciallo Girolamo Bonaparte, se io sono ben informato, avrebbe ottenuto da suo nipote un congedo di sei mesi, e sta per intraprendere un viaggio piuttosto lungo. Suo figlio Napoleone avrebbe ricusato di accompagnarlo.

Il sig. di Flahaut è aspettato in breve a Parigi di ritorno dalla missione particolare che andò a compiere in Londra.

INGHILTERRA

Londra, 4° *gennaio*. I giornali radicali annunziano che il Consiglio della associazione nazionale per la riforma parlamentare e finanziaria inviterà tutti i riformisti del Regno Unito a tenersi pronti per una conferenza, il giorno della quale dee essere ulteriormente fissato, ma che avverrà verso l'epoca dell'apertura del Parlamento.

— Si legge nel *Globe*:

Portsmouth, 30 *dicembre*. L'oggetto principale della visita di ieri del capitano Milne (lord dell'ammiragliato) era quello di verificare la possibilità di stabilire migliori depositi di carbone per l'uso della flotta a vapore. È stata sottoposta all'esame della direzione dell'ammiragliato la quistione che ha per iscopo di vedere, se non si potrebbero appunto stabilire detti depositi sul terreno appartenente al nuovo ufficio de' vapori, nel bacino e sotto gli archi che servono di base alla batteria di Federico.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Il buon successo ottenuto dal telegrafo sotto-marino tra l'Inghilterra e la Francia, ha suggerito l'idea di collocarne un altro, per Holy Head, tra l'Inghilterra e l'Irlanda. La gran corda, già cominciata, sarebbe composta di quattro fili, come quella tra Douvres e Calais. Due d'essi fili servirebbero esclusivamente al governo, i due altri al commercio. La distanza tra Holy Head e Hingstwon, ove i fili si riunirebbero a quelli della strada ferrata di Kork e di Galway, esigerà più di sessanta miglia di corda, tre volte tanto che tra Douvres e Calais. Così la comunicazione tra l'Inghilterra e l'Irlanda sarà istantanea come tra Londra e Parigi. Pel passaggio del canale si richiedono oggi quasi tre ore, e anche di più se il tempo è cattivo. Il progettato stabilimento di piroscafi tra Galway e Nuova-York accelererà di molto la trasmissione delle notizie d'America, comparativamente al tempo che ci vuole per Liverpool.

— Lord Palmerston, dappoi la sua escita dal ministero, sta al suo castello di Broadlands, ove riceve moltissime visite.

NORVEGIA

Levanger, (*prov. di Drontheim*) 15 *dicembre*. Son note le turbolenze che i comunisti eccitarono in marzo ed in aprile p. p. su diversi punti della provincia di Drontheim, e che fortunatamente vennero quietate pel coraggio delle truppe e per la mirabile fermezza dei borghesi e dei contadini. Il tribunale criminale di Levanger ha testè giudicato questo affare. Gli accusati erano in numero di 51.

Il nominato Michelsen, direttore di una società politica, detta *degli Operai*, e capo di numerosa banda armata, che sotto i suoi ordini aveva commesso furti e rapine, fu condannato a 27 anni di lavori forzati. Contro 28 altri accusati, il tribunale pronunziò la condanna della detenzione in una casa correzionale per uno spazio di tempo che varia da otto anni a sei mesi, ma con questo aggravamento di pena, che tutti avranno un giorno o due la settimana pane ed acqua soltanto per nutrimento. Gli altri 22 accusati furono assolti.

GRECIA

L'*Observateur d'Athènes*, pervenutoci coll'ultimo piroscafo, reca quanto appresso: Il sig. Emanuele Xantos, uno dei più antichi campioni della guerra d'indipendenza, è morto il 10 corrente in seguito ad una caduta accidentale nella corte del palazzo delle Camere. Il governo si diede premura di ordinare che le esequie fossero celebrate a spese dello Stato e cogli onori dovuti al patriotismo di questo virtuoso cittadino.

Il defunto aveva 75 anni, e fu giustamente compianto da tutti quelli che lo conobbero. La Camera, volendo dimostrare alla memoria del decesso quella stima di cui erasi dimostrato degno, ha deciso unanimamente, senza attenersi alle prescrizioni dell' art. 54 dello statuto, che sotto l'immediata risponsabilità del ministero venga trasmessa alla sua figlia Aspasia la pensione mensile di 150 dramme che godeva il defunto Xantos.

Questa fanciulla riceverà all'epoca del suo matrimonio come dote nazionale la somma eguale alla pensione di dieci anni del suo venerando padre, cioè a dire 18,000 dramme. Questo atto onora non meno la Camera che il ministero ed il sentimento patriotico che domina in Grecia. (*Oss. Triest.*)

ASIA

Leggesi nello *Standard* : Si sparse voce in Costantinopoli che il primo ministro di Persia si vide surrogare dal suo fratello. Questa risoluzione recò siffatto malcontento nel pubblico, che nel giorno dopo la città di Teheran trovavasi in piena anarchia per cui poco mancò che non perdesse la vita il nuovo ministro. Il popolo saccheggiò il suo palazzo dove cagionò gravi guasti.

AMERICA

Stati-Uniti. L'oro della California prosegue ad affluire agli Stati-Uniti. L'ultimo piroscafo arrivato a Nuova-York ne arrecò per un milione di dollari.

— Il general Belkuap, dell'armata degli Stati-Uniti, è morto al Texas.

— Il governatore Letcher, ministro degli Stati-Uniti, fu accolto con grandissimo onore al Messico. Il presidente Arista gli mandò la propria carrozza.

— Si annunzia da Baltimora che un processo è stato intentato dagli Stati-Uniti a un ricco agente di cambio, nominato Ketty Smith, per riavere da lui una somma di 280,000 dollari della quale egli non rese conto trent'anni fa nella sua qualità di agente navale degli Stati-Uniti. Egli ha oggi un'assai bella posizione finanziaria, e tutte le sue proprietà, compreso il danaro da lui depositato nei banchi, sono state sequestrate attendendo l'esito del processo.

— Le ultime notizie della California sono soddisfacenti. Dopoi alcun tempo gli affari commerciali hanno preso a San Francisco moltissima attività.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Isterno. — Si legge nella *Gazzetta di Genova* in data del 5 gennaio:

Nell'adunanza del Consiglio generale del municipio, che avea luogo la sera di sabato scorso, datasi dal segretario lettura del R. Decreto di nomina e della prestazione del giuramento, il marchese Stefano Centurioni prendeva formale possesso della sua carica di sindaco della nostra città.

In questa occasione il nuovo sindaco indirizzava al Consiglio un discorso nel quale rendeva ampia e degna testimonianza di lode allo zelo, alla intelligenza, alla fermezza con cui il v. sindaco Ageno resse provvisoriamente la civica amministrazione in questi ultimi tempi.

E proposto al Consiglio di attestarne la meritata riconoscenza a quell' ottimo cittadino, proseguiva il suo dire manifestando come il pensiero gravissimo dell'arduo carico affidatogli dal Re era in lui temperato dalla certezza di venir secondato nell'esercizio de' suoi doveri dalla cooperazione incessante di tutti i consiglieri. Dichiarò l'ardente suo desiderio di consacrare ogni cura non solo al fine di conseguire il normale andamento in ogni parte della civica amministrazione, ma al fine pure di agevolare lo svolgimento dei benefici che le nostre libere istituzioni e i recenti provvedimenti legislativi assicurano all'avvenire del nostro commercio e alla prosperità del paese.

Questo discorso era seguito dagli applausi di tutto il Consiglio, che ne decretava la inserzione e la stampa ne' suoi verbali.

Francia. *Parigi*, 5 *gennaio*. Il *Moniteur* pubblica oggi una circolare del ministro dell'interno ai prefetti, la quale spiegando loro il vero senso del decreto relativo all'autorizzazione e la soppressione dei caffè e taverne, stabilisce con quanta cura il governo pensa ad allontanarsi da tutto ciò che può parere arbitrio non giustificato.

— Una lettera autografa di congratulazioni, spedita per mezzo d'un corriere di gabinetto dall'imperatore di Russia a Luigi Napoleone, è oggi il subbietto di molti commenti. In esso lo czar rende grazie al presidente della repubblica d'aver salvata colla sua coraggiosa energia la causa della civiltà.

— Si accerta che le monete coniate d'ora in poi dalla zecca porteranno l'effigie del presidente della repubblica.

— Il risultato del voto delle Basse Alpi, per 37 comuni, è già di 9050 *sì* e di 207 *no*.

Spagna. *Madrid*, 28 *dicembre*. Scrivono alla *Correspondance:*

La regina Isabella II riceverà oggi ne' suoi appartamenti. I ministri si son recati officialmente a palazzo ond essere de' primi a felicitarsi con S. M.

Il trattato della proprietà letteraria si riguarda omai come concluso tra la Francia e la Spagna.

Inghilterra. *Londra*, 2 *gennaio*. Un consiglio di gabinetto sarà tenuto giovedì 8 gennaio a 2 ore al ministero degli affari esteri. (*Globe*).

— Lord J. Russell arriva oggi in città, venendo da Richemond.

— S. E. il conte Bentinck, ministro di Olanda, è tornato a Londra da Windsor, ove era andato a far visita alla Regina. (*Morning-Advertiser*)

— Il *Daily-News* annunzia che il sig. Turnes, pittore di paesaggi, morto alcuni giorni fa a Londra, ha legato 200,000 sterlini, consacrandoli alla fondazione d'un ospizio per gli artisti sfortunati : e che di più ha fatto dono a questo stabilimento di tutti i suoi quadri, eccetto tre che ha lasciati allo Stato.

— Si legge nel *Globe* :

I fondi inglesi hanno della fermezza ; consolidati per conto al 16 gennaio 1852 97 1/8.

— Il ministro americano ebbe oggi una conferenza col conte di Granville al ministero degli affari esteri.

Alemagna. La *Gazzetta d'Augusta* pubblica il seguente dispaccio telegrafico in data di Vienna 1° gennaio :

Oggi fu pubblicata una patente imperiale con cui la costituzione di marzo è definitivamente abolita, non meno che i diritti fondamentali. In pari tempo viene riformata l'istituzione dei comuni in un senso conservativo. È abolita l'istituzione dei giurati. Il processo di accusa e la procedura orale sono conservati: il codice civile è introdotto in tutti i paesi della corona, e così pure il codice penale. Alle autorità circolari e di governo verranno aggiunti comitati consultivi composti di nobili ereditarii, di grandi e piccoli possidenti di beni fondiarii.

— *Monaco*. Si dice che il governo bavarese siasi rivolto alla Dieta federale per ottenere che il governo dell'Assia Elettorale indennizzi quanto prima la Baviera dalle spese di occupazione militare dell'elettorato dal 16 agosto 1850 fino all'agosto 1851. Il totale delle spese ammonta a 1,752,828 fior. 8 3/8 kr.

— *Annover*. La *Gazzetta d'Annover* reca nella sua parte ufficiale che il re ha conferito la decorazione dell'Ordine di S. Giorgio al re di Danimarca, e la gran croce dell'Ordine dei Guelfi al barone Dirkink-Holmseld, inviato straordinario di S. M. danese.

— *Brema*, 30 *dicembre*. Oggi la borghesia tenne una seduta importante. Il senato aveva chiesto che l'assemblea si formasse in comitato secreto per deliberare sulla quistione della legge fondamentale. La borghesia rigettò questa proposizione. Con ciò venne esaurito l'ultimo mezzo di conciliazione. (*Gazz. Naz.*)

America. *Stati-Uniti*. Si legge nello *Weekly-Herald* del 20 dicembre :

Kossuth sta tuttora a Nuova-York dalla qual città dee partire lunedì (22 dicembre) per recarsi a Cincinnati, Filadelfia e Washington, ove il congresso lo accoglierà nel suo seno.

Un dispaccio telegrafico, mandatoci da un nostro corrispondente di Washington, ci annunzia, esser egli stato informato da personaggio autorevole, che tutti o quasi tutti gli ambasciatori delle potenze europee monarchiche ebbero abboccamenti tra loro a fine di deliberare sulla condotta a cui attenersi, in seguito della accoglienza pubblica, che il presidente e il congresso faranno a Kossuth.

E. Leone gerente.

Internet Archive

LA STORIA GENERALE *delle Famiglie de' Sovrani, de' Principi, delle altre famiglie nobili, degli ecclesiastici, degli uomini di Stato, di guerra e di scienza di tutte le nazioni*, continua a comparire ogni due o tre mesi in volume in 4°. L'assemblea di Francia ha accettato l'omaggio delle nuove parti di questa grande Opera, le quali sono già in vendita. Quattordici sovrani e molte persone le più distinte d'ogni paese l'hanno già onorata con le loro sottoscrizioni. *Ogni volume legato e dorato costa 37 franchi; una Categoria pubblicata, 150 fr.; la sottoscrizione per una edizione intiera comprendendo ciò che è doppio comparso e ciò che è sotto il torchio è di 750 fr.* Ognuno può procurarsi all'amministrazione gli articoli separati o le copie di tutto ciò che si trova o si continua a ricercare per tutti i nomi esistenti d'ogni nazione. Le persone domiciliate in questo paese, od anche fuori, le quali non avessero ancora diretto le comunicazioni necessarie per regolare ciò che le concerne sono pregati d'inviare le loro domande o reclami il più presto possibile. Quei che hanno motivi per non approvare che tutte le posizioni, gli atti, i servizi siano rappresentati chiaramente, per ciò che importa alla Società di prenderne esatta conoscenza, sono nulladimeno ricordati in questo Dizionario universale, genealogico e biografico. L'amministrazione fa degli invii delle sue Opere direttamente in tutti i paesi. *Tutte le lettere debbono essere affrancate e dirette al Segretario degli archivi istorici, strada Richelieu 85, in Parigi.*

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

Il Comitato di Direzione avvisa i signori Azionisti intervenuti all'Adunanza generale del 5 corrente, che la medesima è prorogata a giovedì prossimo, 8 detto, pel qual giorno sono invitati all'ora del mezzodì per dar termine ai lavori stabiliti.

MONITORE
DEI COMUNI ITALIANI
Giornale quotidiano

di Politica, Scienze, Arti, Letteratura e Commercio,
col dono a tutti gli associati
di una Biblioteca di oltre **600** *volumi*

La Direzione del Giornale, a norma delle promesse fatte nel suo programma, si fa un dovere di preannunciare che la regolare pubblicazione del *Monitore* e relativi volumi avrà comincimento il 1° febbraio 1852.

FASCIATURE CHIRURGICHE

Il Dottore coll. Gaetano PERTUSIO, chirurgo dello Spedale dei Ss. Maurizio e Lazzaro, l'8 gennaio corrente, riaprirà il solito suo **Insegnamento pratico privato di fasciature chirurgiche**, alle condizioni espresse in relativo programma, che si distribuisce presso di lui, via Dora Grossa, n. 9, piano 3°, dalle ore 12 alle 2, e dalle 5 alle 6 1/2 pomeridiane.

GABINETTO PER SAGGI METALLURGICI

Nell'or recentemente ampliato laboratorio chimico-farmaceutico di B. A. Rossi (via Porta Nuova, casa propria, num. 16), si è destinato un Gabinetto per *Saggi metallurgici*, ove a richiesta di committenti si eseguiranno analisi sulle sostanze metalliferе ed altre, comunicandone in iscritto i risultamenti.

ASSORTIMENTO
di **Tappeti di giunco** *detti* **STUOIE**
PER PAVIMENTI
della Fabbrica Nazionale dei FRATELLI BOGETTO
via di Po, angolo opposto al Caffè Nazionale,
e via del Seminario, n. 6, Torino.

FABBRICA
di BIRRA e BEVANDE gazose
aperta dal 1.° gennaio corrente in Saluzzo
sotto la Ditta
COLOMBERI STEFANO e C.°

NUOVA PANATTERIA
e fabbrica di vermicelli, e semole
all'uso di Genova
all'ingrosso ed al minuto, a modici prezzi.
Via di Borgo Nuovo, casa Charence e Roger, nn. 3 e 5
in prossimità dei Molini della Rocca.

L'INCANTO VOLONTARIO
IN CHIERASCO

Di mobili, lingerie, rame, argenterie ed effetti servienti per albergo ora esercito dalla vedova Rosa Gallo, tutrice degli eredi di Pietro Gallo, il quale ebbe luogo il 4 dello scorso dicembre, prosegue in tutti i giovedì, giorni di mercato, nel locale dell'antico Albergo dell'Aquila d'Oro.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

EDITORE G. CORIASSI

LA RIMEMBRANZA
per l'anno 1852

SOMMARIO

Real Casa di Savoia — Calendario — MEMORIALE — Parlamento Nazionale — *Ministero di Grazia e Giustizia* — Magistrato di cassazione — Uffizio dell'avvocato generale — Magistrato d'appello — Uffizi dell'avv. fiscale gen., dell'avv. e procuratore dei poveri — R. Camera de' conti — Archivi camerali — Uffizi del procuratore gen. di S. M. e dell'avvocato patrimoniale — Consiglio di Stato — Consolato — Tribunale di prima cognizione — Giudicature — Questura — Uffizi di pubblica sicurezza — *Ministero dell'Interno* — Intendenza generale della Divisione amministrativa — Ministri delle Corti straniere — Camera di Agricoltura e commercio — Banca nazionale — Spedizionieri, banchieri, negozianti in seta, cambia valute, agenti di cambio, sensali, ecc. — Avvocati patrocinanti — Causidici collegiati — Notai e notai certificatori — Liquidatori R. — Attuari collegiati — Ingegneri, architetti, ecc. — Regie Poste, *orario degli arrivi e partenze* — Messaggerie, vapori e vetture pubbliche — Conducenti e vetturali — Fiere e mercati — Tariffa delle monete.
Per la massima parte sono indicate le abitazioni e residenze.

Trovasi vendibile presso la Tipografia suddetta

VENDITA
di 106 PIANTE di quercia (roveri) d'alto fusto

Il Municipio di Cercenasco, provincia di Pinerolo, esporrà in vendita al pubblico incanto 106 PIANTE di quercia d'alto fusto, di piuttosto vistose dimensioni, che si trovano su quel territorio, regione Devesello, poco lungi dalla cascina denominata la *Giorgica*.

Tali Piante sono divise in sei lotti, e l'incanto avrà luogo in quella Sala Comunale lunedì 19 gennaio corrente, alle ore 10 del mattino.

L'aumento del decimo dopo l'incanto, sarà accettato per cadun lotto separatamente, oppure per due o più lotti insieme, ed anche per tutti i sei lotti inclusivamente.

Il pagamento del prezzo dovrà effettuarsi nel corrente 1852, alle epoche indicate dai relativi capitoli, i quali stabiliscono pure le condizioni, sotto cui dovrà effettuarsi l'atterramento, ed il trasporto di esse piante.

GIORGIO CENA, ebanista e tappezziere, tiene un variato assortimento di seggioloni elastici di lusso, come pure mobili di legno forestiere e del paese, a prezzi discretissimi. — Via dell'Arco, casa Bruno, n. 31.

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

DA VENDERSE

CASCINA con fabbricato civile e rustico, ed ettare 45, are 44 (giorn. 115) circa, distante chil. 9, 84, da Torino, tutta irrigabile, con acqua propria.

Per le informazioni e trattative dirigersi nello studio del notaio certificatore Signoretti, contrada Stampatori, porta 14, piano terzo.

DA VENDERE

Il 26 del corrente gennaio

Num. **83** Quercie d'alto fusto, del diametro di 50 e 60 centimetri, situate sul territorio di Carignano. Dirigersi, *franco*, in detta città al notaio Degioannini.

DA VENDERE IN DOGLIANI

Casa situata sulla pubblica piazza,
di DOMENICO BIANCHINO.
Dirigersi in Bra al signor Gioanni Alladio.

DA VENDERE CON IPOTECA

Diverso **Legname** da lavoro; — *Da rimettere*: Alcune **Botteghe** e **Negozii** di diversi generi, in siti favorevoli. — Dirigersi allo Studio dell'Estimatore via del Senato, corte dell'Albero Fiorito, piano 2.°

DA AFFITTARE

per il prossimo S. Martino

Le Cascinette, situate presso Racconigi, ed a poca distanza dell'Imbarcadero della Strada ferrata.

Per l'affittamento far capo in Racconigi al geometra Bergesio, ed in Torino dal proprietario signor conte Riccaldone, via Bogino, casa Coll.°.

DA AFFITTARE *pel 1.° aprile pross.*

APPARTAMENTO al piano terreno, di membri 6. Via di S. Francesco di Paola, num. 20.

LE CATENE DI GOLDBERGER

A PEZZO COLL'ISTRUZIONE DI SERVIRSENE

L. 3 10 — L. 7 65 — L. 12 75,

e qualità ordinaria Lire 2 55, rimedio sovrano.

Sono *garantite* per l'esperienza già da molti anni e per continue prove come il migliore ch'esiste contro i *mali nervosi, reumatici* e di *gotta* d'ogni specie. Le medesime sono sotto la protezione di S. M. l'imperatore d'Austria, ed approvate con concessioni degli alti ministeri degli affari medicali di Prussia e di Baviera, altresì sono sperimentati dalla facoltà medica di Vienna, dalle supreme autorità sanitarie di parecchi Stati d'Europa, raccomandate da più centinaia di medici rinomati ed uomini della scienza non meno che da migliaia di testimoni viventi in ogni parte del mondo. (*Il terzo rapporto annuo* coi rispettivi supplementi contiene *duemila trecento diciotto guarigioni* per attestati particolari autenticati d'uffizio).

Per Torino l'unico deposito è presso il sig. Nicolao Giolitti, contrada della Rosa Rossa, porta num. 11, piano primo, che trovasi aperto dalle 2 1/2 alle 3 1/2, essendo incerte le altre ore. Per Cagliari dal sig. Natale Cima; per Sassari dal sig. Francesco Valdettaro; per Genova dal signor Lodovico Bosch Griot; per Sarzana dal sig. Claudio Sabbadini; per Vigevano dal sig. Luigi Pallone farmacista; per Cuneo dal sig. Fedele Ventre, farmacista; per Ciamberì dal sig. Gio. Battista Blanc, e per Vercelli dal signor Gio. Battista Rotta.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

a pronti contanti, ed anche con more, mediante cauzione

Il NEGOZIO da LIQUORISTA in via S. Teresa, casa Natta, in prospetto al Caffè di S. Carlo. — Recapito all'uffizio del causidico coll. Paolo Collino, in Torino.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 5 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: ultimo corso	per contanti: prima negoziaz.	per fine del mese corr.: prima negoziaz.	per fine del mese corr.: ultimo corso	per fine del mese prossimo: prima negoziaz.	per fine del mese prossimo: ultimo corso
1849 5 0/0 god. 1 8.bre	93 95					
1851 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre	92 35			90 40		
1849 » » 1 genn.	90 95			p. 15[illegible]		91 95
1851 » » 1 dicem.	90 75			90 30[illegible]		
1834 Obblig. 1 genn.				1[illegible] 90		
1849 » 1 8.bre				80p15[illegible]		
1850 » 1 agosto	950	955		90 80		
1844 5 0/0 Sard. 1 luglio				p. 30		
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 luglio		1709,50				
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0/0 oltre lo inter. decor.						
Torino (5 50/0 int.g.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (cent.) gen.	1000					
Società del Gaz (nomi.)						
Incendii a premio fisso						
31 x.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi vend.		Per tre mesi	
Augusta	953	—	952	1/4
Francoforte 5 M.	210	1/4	—	—
Genova sconto	4 p.	1/4	—	—
Lione	100	—	—	—
Londra	25 99	—	99 40	—
Milano	—	—	95 10	—
Parigi	100	—	99 45	—
Torino sconto	4 p.	1/2	—	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da L. 20	20 08	—	20 11	—
di Savoia	38 74	—	38 79	—
— *di Genova*	79 40	—	79 53	—
Sovrana nuova	35 16	—	35 21	—
vecchia	34 98	—	35 08	—

Per il biglietto di 1000 L. 2 75 p. %

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca

BORSA DI PARIGI *del 5 gennaio.*

Il 5 0/0 aperto a 104 25, è salito a 104, 30 e chiude a 104 60.
Il 3 0/0 resta a 71, 40.
L'ani. 5 0/0 piemontese (c. R.) a 94, 75.
Le azioni della Banca di Francia a 2640.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: *Camoens*, scritta appositamente dal maestro Gualtiero Sanelli, ed ballo il *Fausto*, del coreografo Cortesi. — balletto *La vivandiera*.
CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Il fisionomista*.
NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.
D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese diretta dai sigg. Adler e Périchon rappresenta: — *L'amour à l'aveuglette*.
SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Rossi e Preda recita: *Le feste pel ridicolo matrimonio di Meneghino*
GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Gli sfortunati amori di Meneghino Peccena*.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
29 dic.bre	744 46	745 62	747 23	— 3 0	+ 2 5	+ 7 2	— 5 8	+ 2 2	+ 1 5	S.	S.	O.S.O.	Sereno.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
30 »	746 26	747 10	747 80	— 2 8	+ 2 1	+ 9 4	— 4 3	— 0 5	+ 2 7	S.S.O.	S. O.	S.S.O.	Sereno.	Sereno.	Quasi Sereno.
31 »	745 10	745 24	745 06	— 2 2	+ 9 3	146 3	— 2 4	+ 5 4	+ 7 6	S. O.	S.S.O.	S. O.	Sereno.	Ser. con vap.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 6 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MERCOLEDI' 7 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 6 gennaio.*

Nella tornata d'oggi continuò la discussione del Trattato di commercio, e della convenzione per la répressione del contrabbando, coll'Austria. Presero parte alla discussione i deputati Bonavera e Cadorna, ed il Ministro delle Finanze.

MINISTERO DI FINANZE

Istruzioni per l'esecuzione della legge che impone la tassa sulle professioni, arti e commercio, e del rispettivo regolamento.

(Continuazione, vedi num. 5.)

Art. 8. Onde pervenire al conseguimento di quell'esatta conoscenza del proprio circolo che riesce indispensabile pel disimpegno delle loro funzioni, sarà inoltre cura degli ispettori di rivolgere le loro osservazioni sui punti seguenti:

Riguardo a ciascun comune sottoposto alla loro ispezione.

1. Sul numero e sulla qualità degli esercizi che hanno luogo in ciascun comune.

2. Sui rapporti esistenti tra la popolazione d'ogni comune, e le professioni, arti ed industrie in esso esercitate, cioè se gli esercenti, per riguardo al numero, all'impiego ed allo smercio, non che ai bisogni locali, siano superiori od inferiori alle esigenze della popolazione.

3. Se esistano in ciascun comune i commerci, le professioni e le industrie principalmente necessarie ai bisogni ordinarii della popolazione, avuto riguardo alle abitudini ed alla condizione relativa, onde trarne argomento del maggior o minor profitto che dagli esistenti esercizii possono ricavarne i rispettivi interessati.

4. Quali siano gli oggetti d'uso più abituale che gli abitanti sogliono provvedersi nei vicini comuni, e conseguentemente gli esercizii che in questi comuni si esercitano, da quali altri comuni derivino i loro profitti in dipendenza del concorso delle relative popolazioni per mancanza di simili esercenti nei luoghi dove dimorano.

5. Sull'influenza che la giacitura topografica d'un comune può avere sullo sviluppo delle sue manifatture, fabbriche, ecc. cioè, se l'abbondanza o scarsezza delle acque procuri a caro od a buon prezzo la forza motrice; se questa forza motrice sia costante, o cagioni delle interruzioni nel lavoro; se il sistema delle strade faciliti i mezzi di trasporto e di comunicazione fra i centri abitati con cui è in maggior relazione: se relativamente alle industrie che abbisognano di combustibile, questo esista nel comune in maggiore o minore abbondanza: se esistano o non nel comune le materie prime adoperate dalle manifatture, fabbriche, ecc. ecc. in esso esistenti, e qual influenza abbia sui guadagni la loro abbondanza o scarsezza.

Riguardo al loro circolo in complesso.

1. Sull'influenza che la popolazione della provincia esercita sul suo movimento industriale e commerciale.

2. Intorno a quella che può esercitare sullo sviluppo degli stabilimenti industriali la loro distanza dal capo-luogo di provincia e dal maggior emporio di commercio.

3. Quali siano i migliori mercati della provincia, onde conoscere dal loro confronto la maggiore o minor ricchezza dei comuni ove esistono, e quindi il relativo sviluppo delle arti, professioni, ecc., che in essi si esercitano.

4. Sulla circostanza se qualche grande pubblico lavoro intrapreso nelle vicinanze degli stabilimenti anzidetti concorra a dar loro maggior incremento e ad aumentare per conseguenza il profitto annuo degli esercenti.

5. Sull'influenza che il rapporto tra la popolazione e l'estensione del territorio di ciascun mandamento può avere sui profitti degli esercenti professioni, arti, industrie e commercii in esso esistenti, tenuto conto eziandio delle abitudini locali, della maggiore o minor fertilità delle terre, delle comodità cui gli abitanti sono assuefatti, della loro maggiore o minore agiatezza, non che della propensione al litigio e della frequenza dei cambiamenti di proprietà.

6. In quali comuni o città le arti, professioni, industrie e commercii vadano più soggetti alle vicende o crisi commerciali.

Art. 9. Messi quindi a raffronto gli elementi precedentemente enumerati con quelli di cui è cenno nell'art. 32 delle presenti istruzioni, sarà possibile di determinare per ciascun comune sino a qual punto l'esercizio delle professioni, arti, industrie e commercii influisca sulla rendita d'ogni esercente, stabilendo così una gradazione fra le arti, industrie ecc. ecc., di una stessa specie, coll'accertarne approssimativamente i relativi guadagni massimi e minimi, e loro gradi intermedii.

Art. 10. A misura che colle norme precedentemente accennate gl'ispettori avranno raccolte le notizie atte a stabilire la classe di rendita e tassa dei contribuenti d'un comune, le trasmetteranno al rispettivo verificatore, onde questi possa intanto inscriverle nel registro portatile di cui è cenno nell'art. 27, e procedere alle ulteriori operazioni che gli incumbono.

Art. 11. Compiuti i prescritti giri, gl'ispettori si recheranno immediatamente presso i verificatori del proprio circolo, comunicheranno loro quelle particolari istruzioni che fossero del caso, combineranno con essi i metodi pratici d'esecuzione, e daranno ai medesimi le opportune norme per compiere la perlustrazione dei comuni del rispettivo distretto.

Art. 12. Gl'ispettori avvertiranno principalmente che i verificatori non imprendano il loro giro senz'essere muniti del registro portatile sovr'accennato.

Art. 13. Essi accompagneranno i verificatori nella visita di quei comuni già percorsi o non, che per la loro importanza richieggono profonde e molteplicate indagini.

Art. 14. Appena i verificatori avranno ultimato il giro del loro distretto, gl'ispettori faranno loro una nuova visita, ed osserveranno con qual cura e metodo abbiano i medesimi annotate nell'anzidetto registro portatile le assunte informazioni.

Quindi colla scorta delle cognizioni che già debbono possedere in dipendenza delle prementovate avvertenze comunicheranno loro le ulteriori direzioni atte ad illuminarli sulla classificazione e sull'esame delle dichiarazioni, non che sull'appuramento delle classi e tasse degli esercenti, e sulla formazione delle matricole.

Art. 15. Gl'ispettori non porranno il loro visto alle matricole prima d'essersi accertati che le medesime furono dai verificatori compilate colla più scrupolosa osservanza delle norme impartite negli articoli 47, 48, 49, 50 e 51 del Regolamento, e 52, 53, 55, 57, 58 e 59 delle presenti istruzioni.

Art. 16. Spirato il termine dei 15 giorni di cui all'art. 25 della legge, gl'ispettori si recheranno nuovamente presso i verificatori per impartire loro tutte quelle norme e spiegazioni di cui abbisognassero onde procedere con sano criterio nel giusto apprezzamento delle inoltrate eccezioni, e nella successiva modificazione o conferma delle contestate classi e tasse.

Art. 17. In caso che l'ispettore ed il verificatore esitassero sulla risoluzione da pigliarsi riguardo a qualche eccezione, ne riferiranno al direttore per le occorrenti disposizioni.

Art. 18. Qualora la natura delle eccezioni lo esiga, gl'ispettori intraprenderanno coi verificatori quelle ulteriori visite locali che saranno del caso, onde procurarsi più precisi dati sul merito delle inoltrate istanze; e laddove occorrano indagini intorno a stabilimenti posti fuori del distretto, si osserverà il disposto dall'alinea dell'art. 45 del Regolamento.

Art. 19. Giunta l'epoca della sistemazione delle matricole e formazione dei ruoli gl'ispettori s'accerteranno mediante nuove visite presso i verificatori, che siffatte due operazioni siano eseguite con tutta la prontezza e con una rigorosa osservanza di quanto vien prescritto negli articoli 94 a 100 del Regolamento.

Art. 20. Gl'ispettori imprenderanno nel mese di giugno una generale perlustrazione del proprio circolo e colle massime nelle presenti istruzioni accennate si faranno a raccogliere tutti gli elementi necessarii per dirigere i verificatori nella formazione delle matricole e dei ruoli addizionali.

Simile perlustrazione sarà dagl'ispettori ripetuta nel mese di dicembre ad oggetto di raccogliere gli elementi pelle matricole e pei ruoli complementarii, e per la revisione e rettificazione delle matricole che deve annualmente operarsi nel mese di gennaio giusta il disposto dall'art. 56 della legge.

Art. 21. Nell'occasione delle loro visite presso i verificatori, gl'ispettori ne esamineranno altresì i registri, non che la situazione sotto il rapporto delle diverse loro funzioni.

Si assicureranno inoltre se conservano regolarmente tutte le istruzioni, tutti i modelli necessarii, e stabiliranno un metodo regolare ed uniforme d'andamento nei lavori.

Art. 22. Essi rimetteranno ogni tre mesi un rapporto circostanziato al direttore sulle risultanze dei loro giri d'ispezione informandolo della maggiore o minor attività ed attitudine dei verificatori del loro circolo, e della situazione degli affari a questi affidati.

(*Continua*)

REALE ACCADEMIA DELLE SCIENZE.

Il giorno 18 del passato mese di dicembre ambe le classi della Reale Accademia delle Scienze, convocate per provvedere al posto di Presidente dell'Accademia, resosi vacante il giorno 10 agosto p.p. per la morte dell'eccellentissimo conte Alessandro di Saluzzo, chiamavano al seggio della Presidenza il barone Giovanni Plana.

Per effetto della suddetta elezione facendosi vacante la carica di Vice-Presidente, nell'istessa tornata l'Accademia la conferiva al conte Alberto della Marmora; S. M. si degnò di approvare queste due nomine in udienza del giorno 24 dicembre ultimo scorso.

Nell'adunanza poi della sola classe Fisico-Matematica, che ebbe luogo il giorno 21 dell'istesso mese di dicembre, dopo fatte dalle rispettive Giunte Accademiche varie relazioni su domande di pri-

Appendice

STATISTICA DELLA POPOLAZIONE, DELL'AGRICOLTURA E DELL'INDUSTRIA MANUFATTURIERA NEL BELGIO.

(*Continuazione, vedi num. 5*)

II.

Bestiame Bovino.

Il numero delle bestie bovine il quale era nel 1846 di 981,282 capi, nel 1825 di 882,934, nel 1840 di 921,740, era nel 1846 di 1,203, 891. L'aumento totale constatato nel 1846 è rispetto al 1816 del 18 50 p. 0[0]; rispetto al 1825 del 26 66 p. 0[0], e riguardo al 1840 del 24 18. Se non si prendono a calcolo le provincie del Limborgo e del Lussemborgo, l'aumento dal 1825 al 1846 fu del 34 p. 0[0].

Il *minimum* dell'aumento comparativamente al 1825, non tenuto conto di quelle due provincie, ebbe luogo nella provincia di Anversa (13 29) il *maximum* in quella dell'Hainaut (35 74).

La diminuzione constatata nel 1825 viene spiegata dalla cessazione dopo il 1815 dello smercio delle bovine in Francia da cui il Belgio fu in allora staccato per essere riunito all'Olanda dalla quale gli venne invece fatta una pregiudicevole concorrenza.

Checchè ne sia, dopo quel tempo d'arresto, l'aumento del bestiame prese un novello sviluppo ed era nel 1846, come si disse, del 34 p. 0[0], relativamente al 1825, fatta astrazione dalle provincie del Limburgo e del Lussemburgo.

Ciò dà argomento a credere come l'agricoltura del Belgio abbia pur essa notevolmente progredito coll'accrescimento dei prodotti necessari al nutrimento di un maggior numero di animali e dei prodotti di questi animali medesimi e di altri molti che ne sono la conseguenza.

I bestiami bovini censiti nel 1846 si dividono come segue:

780,043 capi oltre ai 2 anni
320,469 da 3 mesi a 2 anni
103,379 sotto ai tre mesi.

Fra i primi figurano 680,563 vacche per la produzione del latte, 46,043 altre, di cui 17,585 per i lavori campestri, 6,943 tori per la riproduzione, 46,254 tra altri tori e buoi.

Fra le bestie da tre mesi ai due anni si osservano 18,046 giovani tori, 33,607 giovani buoi, 266,846 giovenche.

Delle bestie aventi più di due anni, 50,390 si calcolano all'ingrasso, fra quelle aventi meno di 2 anni se ne calcolano 23,473; più 67,312 vitelli, cioè animali aventi meno di tre mesi. E da aggiungersi, che si macellano ogni anno da 150 a 200[m]. vitelli pochi giorni dopo la loro nascita, fra i 500[m]. e più che nascono nello stesso periodo di tempo.

La proporzione tra gli animali aventi meno di due anni con quelli di un'età maggiore è di 35 a 100, per locchè si esigono solo sei anni per il rinnovamento della razza. Il qual periodo è assai breve, ma si spiega facilmente da che nel Belgio non si usano che pochi buoi ai lavori campestri (28,244), epperciò non converrebbe per il solo utile di aumento in carne il mantenerli per lunghi anni. D'altra parte come ivi si fa molto conto della produzione del latte, si macellano molte vacche soventi giovani, cioè appena si vede in esse diminuire l'attitudine alla produzione del latte o non presentare tutte quelle qualità che si esigono per ottenerne il *maximum*.

Così percorrendo il Belgio ci occorse spesso vedere, specialmente presso alle fabbriche di zucchero di bietole, presso alle birrerie e distillerie, mandre di più centinaia di vacche all'ingrasso, le quali, come ci venne assicurato si rinnovano ordinariamente ogni 6, 7 od 8 settimane.

La proporzione delle bestie bovine al numero degli abitanti ed al numero di ettari di terra produttiva o delle terre arabili è di 28, 67, 86 per 0[0].

La provincia del Belgio in cui più abbonda il bestiame bovino è il Lussemburgo (93 capi per ettare produttivo, 151 per ettare arabile), quella in cui si trova più scarso è la provincia di Namur (52 per ettare produttivo, 63 per ettare arabile).

Confrontando questi dati con quelli relativi alla specie cavallina, si riconosce che il numero dei bestiami bovini è in senso inverso dei cavallini, in tutte le provincie.

Del resto le provincie in cui appare maggiore la quantità del bestiame, comparativamente ad altre, sono alle volte quelle in cui ne sono minori i prodotti reali, la qual cosa venne con molto senno osservata nel ragionamento che accompagna la statistica belgica, rapporto al Lussemburgo.

In questa provincia le bestie bovine non pesano la metà di quelle di altre provincie, in cui il numero appare minore. Si potrebbe aggiungere la stessa osservazione per le provincie in cui si produce il bestiame comparativamente a quelle in cui si riceve adulto dalle medesime e si tiene finchè diventa inservibile.

Abbiamo già osservato che nel 1846 s'ingrassarono 50,390 bestie bovine aventi più di 2 anni, 23,473 aventi da 3 mesi a 2 anni e 67,312 vitelli.

Attesa la carezza dei viveri nell'annata, a cui si riferisce il censimento, quelle quantità sono nella statistica dichiarate un po' scarse, per lo che pare che i capi macellati si potrebbero portare: a 60[m]. gli adulti, a 30[m]. quelli di 3 mesi a 2 anni, a 75[m]. i vitelli.

Le cifre accennate pel 1846 stanno a quelle dell'esistenza totale come 12 a 100.

Se si riguarda ora al prodotto in carne ripartito fra gli abitanti di tutto il regno, si avranno le cifre seguenti:

		Chil.	Chil. br.	Chil. netti
12,000 buoi e tori				
del peso medio bruto di		400	4,800,000	2,880,000
38,390 vacche				
25,476 bestie min. di 2 anni		300	11,517,000	6,910,200
67,512 vitelli		200	4,695,600	2,817,360
		50	5,384,960	5,250,976
141,180			26,396,560	15,858,536

Deducendone come troviamo nella statistica il 40 per 100 per la parte non mangiabile ne risultano adunque 15,858,536 k. di carne netta, epperciò k. 3 7 per persona. Sono però da aggiungersi, come già accennammo, da 150 a 200 mila vitelli uccisi appena nati, e le carni provenienti da animali divenuti inservibili al lavoro od alla produzione, e così 5,846,464 k. di carne netta i quali uniti agli altri 15,858,536 formano una quota individuale di 5 k. per cadun abitante.

Indipendentemente dal numero di bestie bovine che l'agricoltura pone ogni anno in consumo nel paese, essa ne somministra ancora una certa quantità ai paesi limitrofi, ed in particolare alla Francia, e per contro ne riceve altresì dal di fuori e specialmente dall'Olanda. Arguendo dalle tabelle del commercio del Belgio con l'estero relative agli anni 1848 e 1849, pare che il Belgio riceva più di quel che esporti.

Nel 1848 vi sono stati importati 24,233 capi di bestiame bovino del valore totale di 4,324,690 L. e ne sono stati esportati 16,359 del valore di 2,451,930 L. Fra gli importati 13,964 erano adulti, e fra gli usciti, ve n'erano di adulti 9045 solamente.

Dalla Francia ne furono importati per 116,660 L. in

vilegio per diverse industrie, il Presidente barone Plana lesse: *Mémoire sur la théorie de l'action moléculaire appliquée à l'équilibre des fluides, et à la pression qu'ils exercent contre les surfaces planes ou courbes.*

Dall'elaborata prefazione di questa Memoria si raccoglie, che lo scopo del lavoro è di ridurre la teoria dell'equilibrio e della pressione dei fluidi all'azione delle forze estrinseche combinate con quelle intestine, che traggono origine dall'attrazione della materia e dalla ripulsione del calorico. Le masse fluide sono considerate quali aggregati di un immenso numero di molecole separate da piccolissimi intervalli, ossia pori. Non si concede la continuità della massa, perchè l'indole stessa dell'azione molecolare richiede che le risultanti delle forze sieno calcolate per via di somme, ove la variabile cresce per differenze minime si ma pur finite.

Narra l'Autore come l'istessa questione già sia stata trattata con mirabile acume d'ingegno dal celebre Poisson dal 1826 in poi, ed espone per quali cause l'argomento aveva bisogno di essere sottoposto a nuovo e minuto esame. Era necessario, dice egli, di considerare l'influenza di varii altri termini, i quali, per essere del medesimo ordine di quelli conservati, concorrono (teoricamente parlando) nella formazione delle condizioni dell'equilibrio dei liquidi, e nella misura della pressione esercitata nel loro interno. Era inoltre mestieri di far conoscere come tenendo conto di varie parti neglette, la teoria potesse porre le conseguenze in salvo contro varie fondate obbiezioni.

La depressione del mercurio nei tubi capillari è pur dovuta all'azione molecolare: ma l'Autore si limita a dare una limpida dimostrazione delle formole principali, dalle quali si traggono quelle variate spiegazioni di fenomeni, che sembrano doversi ripetere da altra origine. Il calcolo integrale delle differenze finite è quello che domina quest'applicazione dell'analisi matematica. Dessa vuol essere modificata nel modo conforme alle circostanze; e per nulla presupporre, il barone Plana fa composto il primo paragrafo della sua Memoria a guisa di una quasi indispensabile introduzione, ove trovansi riunite alcune formole degne di particolare attenzione per la loro novità, mentre il complesso dello stesso paragrafo eccita la curiosità per il modo, con cui tutta l'analisi vi è condotta.

Il Segretario Aggiunto
Dott. Eugenio Sismonda.

Con Decreto del 6 gennaio corrente, il Ministero, nello scopo di dare alla Gazzetta ufficiale di Savoia maggior successo, ha conceduto facoltà al sig. Ippolito Corso, direttore gerente, di aumentare le pubblicazioni di questo giornale e di modificare in conseguenza i prezzi di associazione, prorogando di cinque anni, ossia al primo gennaio 1857, la concessione a lui fatta con Decreto dell'ultimo 10 agosto, colla riserva di poter ritirare allo spirare di questo termine la suddetta concessione, mediante avviso preventivo di sei mesi, nel caso in cui per gravi motivi essa non potesse venir rinnovata.

TOSCANA

Massa-Marittima, 1° *gennaio*. Si legge nel *Costituzionale*:

Ai 29 del decembre decorso cessò di vivere il sacerdote Giuseppe Poli, che da più di mezzo secolo era plevano di Pereta in Maremma. La di lui morte passerebbe inosservata per noi, se non spessissimo esser egli stato il primo curato, e forse l'unico fra i nostri, che a proprie spese fondasse nella sua parrocchia una scuola di *Mutuo-Insegnamento*, appena cominciò a parlarsene in Toscana sotto voce e quasi come di cosa proibita; nè contento di questo volle esserne maestro gratuito fino agli ultimi della sua lunga e onoratissima vita. Intelligente di agronomia si diè cura d'istruirne utilmente i suoi popolani; come non ignaro delle leggi seppe con assennati consigli accomodarne sovente le liti, distogliendoli dalla via spesso fatale delle questioni forensi. Tollerante di tutte le opinioni politiche, purchè non degradanti la dignità umana e professate in buona fede e senza odio, non confuse però mai la religione con la politica facendo l'una strumento dell'altra, e fu sacerdote senza cessare di essere cittadino. Avea ricche abbastanza l'entrate della cura, ed era frugale, nè arricchì nessuno, e morì povero: ma la di lui memoria sarà benedetta dai poverelli e da quanti buoni lo conobbero.

Livorno, 2 *gennaio*. Oggi è giunta da Civitavecchia la fregata a vapore *Firibrand* da guerra, inglese, comandata dal sig. Edward Codd, con 6 cannoni e 200 persone d'equipaggio.

STATO ROMANO

Si legge nel *Giornale di Roma*:

Nel giorno 26 del cadente dicembre morì in Roma il conte Domenico Bentivoglio, generale di brigata delle truppe pontificie in ritiro.

Nella notte precedente ai 28, cessò improvvisamente di vivere il sig. dottore Carlo Donarelli, professore di filosofia e botanica-pratica nella università romana, direttore dell'orto botanico in questa dominante.

FRANCIA

Parigi, 3 *gennaio*. Oggi a un' ora pom. si è fatta nel ministero dei lavori pubblici, dinanzi a una commissione composta di dieci membri, presieduta dal sig. Magne, ministro, l'aggiudicazione della concessione della strada ferrata da Lione ad Avignone.

È noto che questa aggiudicazione doveva aggirarsi sopra una diminuzione nella cifra di 60 milioni di sovvenzione proposta in *maximum* dal governo.

Un po' prima dell'ora suddetta il ministro ordina al segretario di leggere le due scritture di oneri. Fatta questa lettura, il ministro annunzia che parecchie compagnie si sono presentate per chiedere la detta concessione, ma che sono state ammesse le sole due seguenti:

1. La compagnia Séguin fratelli;
2. La compagnia Jennissieu, Boigue, Emilio Martin, Douillard ecc., detta *des Maîtres de forges* o Talabot.

Per conseguenza, il ministro invita le due compagnie a deporre le loro sommissioni accompagnate da certificati di deposito di cauzioni, fissate a 5 milioni per ogni petente.

I rappresentanti delle due compagnie aderiscono all' invito del ministro, e a un' ora sonata il ministro fa l'apertura di quelle sottomissioni come segue:

Sottomissione Séguin. La cauzione depositata è di 5,001,547 franchi e 50 cent.

Il ribasso consentito è stato di 10,051,000 fr.; perciò la somma domandata, a titolo di sovvenzione, trovavasi fissata a 49,949,000 fr.

Sottomissione dei Maîtres de forges o *Talabot*. La cauzione è di 5,000,975 fr.

Il ribasso consentito di 11,000,000 di fr., il che riduce la cifra della sovvenzione domandata a 49,000,000 di fr.

Ognun sa che il governo ha fissato a 60,000,000 di fr. la cifra del *maximum* della sovvenzione da accordarsi alla compagnia concessionaria di questa linea.

Il ministro prende poi la parola per dichiarare che, la sottomissione dei *Maîtres de forges* essendo la più vantaggiosa allo Stato, que signori sono aggiudicatarii della strada ferrata da Lione ad Avignone, salvo la sanzione del governo.

— Da varie corrispondenze parigine dell' *Indépendance Belge* togliamo quanto segue:

Non si assegna per anco il giorno all' uscita dei prigionieri di Ham: pare che si desidererebbe che prendessero l'impegno di viaggiare per sei mesi fuori della Francia. Essi, e specialmente il generale Changarnier, comprendono che vi è per loro da restare in Francia al presente, ma non vorrebbero che dovesse questa essere una concessione dalla loro parte; essi aspettano un ordine che da un altro canto non si crede forse politico di dar loro ufficialmente.

I consigli di guerra non si adunano sempre; e perciò si augura che tutto si scioglierà amministrativamente. Si dubita del pari che nomi conosciuti sieno sulla lista di deportazione, benchè tali eventualità sembrino poter cadere sopra i due o tre montagnardi reclamati dai tribunali speciali, e sopra altri due o tre nomi che dicesi essere collegati alla storia di tutte le società secrete.

Il sig. Sallandrouze, commissario-generale per la Francia, all' esposizione universale, è tornato da Londra iermattina. Egli recò al presidente della repubblica una lettera indirizzatagli dal nuovo ministro degli affari esteri d'Inghilterra, lord Granville, e che, esprimendo le testimonianze più benevole pel suo governo, dà le assicurazioni più favorevoli alla durata delle buone relazioni fra i due paesi.

In mezzo alle supposizioni d'ogni sorta che vanno attorno, io credo però essere certo che il presidente insta con perseveranza pel suo sistema di decentralità amministrativa, principalmente in ciò che riguarda l'amministrazione dei comuni che sarebbero dichiarati maggiori. I prefetti e, in certi casi, i consigli generali avrebbero i poteri più ampi per statuire sopra tutte le quistioni, le quali al presente non sono esecutorie se non dopo l'approvazione del ministro dell'interno. L'assioma del presidente è questo: « Governare da lungi, amministrare da vicino. ».

Si creeranno in breve altri due battaglioni di cacciatori di Vincennes. Il generale Forêt, promosso di recente al grado di generale di divisione, e che per conseguenza dovette lasciare il comando della sua brigata a Parigi, è incaricato di questa organizzazione.

Tutti i guasti fatti per l'addietro negli appartamenti delle Tuileries sono stati riparati, e specialmente nella sala del trono e in quella dei marescialli. Luigi Napoleone erasi recato, alcuni giorni sono, a visitare quell'antica abitazione dell'imperatore che egli aveva appena conosciuta, e nella quale entrava per la prima volta dopo il suo esilio. Ei visitò con interessamento il gabinetto da studio di suo zio, e il salotto da pranzare ove era ammesso talvolta nella sua fanciullezza a veder l'imperatore mentre faceva colezione.

— Leggesi nella *Gazette de France*:

Gli ultimi avvenimenti che successero in Francia posero un termine forse alla nostra missione? No per certo. A lato dei grandi pericoli storici vi ha un meglio relativo da ottenere.

Il presidente disse nel suo discorso al sig. Baroche: « Il dar soddisfazione alle esigenze attuali creando un sistema che ricostituisca l'autorità senza ledere l'eguaglianza, senza chiudere alcuna via di miglioramento, si è un gittar le vere basi del solo edifizio valevole a sopportare in appresso una libertà savia e benefica. »

Così il presidente col fare ciò che crede indicato dai bisogni del tempo, conserva egli stesso nel proprio pensiero l'ideale d'un edifizio più perfetto. Noi ci affisiamo all'immagine di questo edifizio, e lavoreremo alla sua attuazione o col cooperare allo spianamento delle difficoltà che ce ne allontanano ancora oggidì, o col mantenere, nella misura della prudenza e della ragione, quest'idea d'una libertà savia e benefica, pel tempo in cui sarà possibile di farne godere il popolo francese.

Noi continueremo adunque, per quanto potremo, la nostra vita di sacrifizio, la nostra devozione a quei principii d'un potere forte e d'una libertà savia, che sono tutta la sostanza del nostro sistema. Noi accettiamo, come abbiam fatto da vent'anni in qua, l'obbligo di appoggiare tutto ciò che, negli atti del potere, sarà favorevole al benessere delle popolazioni: ma conserviamo nel nostro pensiero, e difenderemo, nella misura delle nostre facoltà, teorie d'un ordine sociale così perfetto come abbiamo potuto concepire.

— Il presidente della repubblica riceverà a pranzo lunedì i delegati dei dipartimenti venuti a Parigi in occasione della proclamazione del risultato dei voti.

— Oggi alle 2 pomeridiane il presidente della repubblica ha ricevuto in udienza particolare il sig. Dupin, procuratore generale alla corte di cassazione.

— Le spese per la cerimonia religiosa del *Te Deum* nella cattedrale non ascendono che a 400,000 fr.

La *Patrie* a questo proposito rammenta che nelle esequie del duca d'Orleans nella cattedrale istessa le spese ammontarono a 461,000 fr.

---

tutto e le ne furono spediti per 1,361,800 L.

L'opposto è succeduto nei cambi coll'Olanda, ove appare perciò che la produzione del bestiame sia meno costosa che nel Belgio.

Le cifre del 1849, che per brevità ci asteniamo di riferire, presentano una leggiera diminuzione nell'importazione ed un notevole aumento nell'esportazione.

Benchè il commercio del bestiame bovino coll'estero sia passivo, la sua produzione ha però fatto ed in numero ed in qualità sensibili progressi, e non è dubbio che fra alcuni anni il Belgio non giunga a provvedere da sè ai proprii bisogni.

Bestiame ovino.

Le condizioni dell'allevamento del bestiame ovino non sono così prospere come quelle che abbiamo fin qui accennate pel bestiame bovino, anzi quel ramo della produzione agraria ha piuttosto scapitato se si confronta la quantità esistente all'epoca del censimento con quella riconosciuta nel 1816.

Pare però che da alcuni anni l'allevamento del bestiame ovino vada via riprendendo terreno; tuttavia il numero di capi censiti nel 1846 è ben lungi da raggiugliare quello che si constatava nel 1816, anche tenendo conto delle parti del Limburgo e del Lussemburgo state annesse all'Olanda.

Nel 1816 vi erano in tutto il Belgio 969,630 lanigeri; nel 1845 non erano più che 774,134; nel 1840, 732,640; e nel 1846, 662,508.

Diffalcando il territorio perduto, la differenza non sarebbe che di 183,990 capi comparativamente al 1816 e di 8,464 in confronto al 1825.

Le principali cagioni della diminuzione furono prima la perdita del mercato francese, si per le carni che per le lane, e quindi il dissodamento di una parte dei terreni comunali che servivano di pascolo a quella specie di bestiame.

Il prodotto annuale della lana è calcolato a 1,350,000 k. di lana lavata, ossia al quarto dei bisogni del paese che è di 5 milioni circa.

Nel 1846 furono macellati 57,727 bestie ovine maggiori di un anno cioè l'11 per 100 dell'esistenza totale. Questi animali del peso brutto di 35 k. hanno prodotto 1,300,000 k. di carne netta, coll'aggiunta però della carne proveniente da bestie inservibili e dagli agnelli uccisi subito dopo la loro nascita.

La parte di carne pertoccata nel 1846 a cadun abitante sarebbe stata di 300 grammi circa.

Si fa tra il Belgio ed i paesi vicini uno scambio assai attivo di bestie ovine. La statistica, attenendosi alla media degli anni anteriori al 1846, ci accenna un' importazione annua di 26,000 capi contro altrettanti per l'esportazione.

Noi troviamo nelle tabelle del commercio belgico coll'estero durante il 1848 ed il 1849, che nel primo di questi due anni l'importazione ha superato l'esportazione di 5,953 capi, e nel 1849 di 10,449. Troviamo però che in quanto al valore l'importazione fu nel 1848 inferiore all'esportazione di 93,300 L., e nel 1849 quella superò questa di L. 10,950 (1).

Queste cifre dimostrano in primo luogo che si ricevono dall'estero animali giovani o magri che vengono ingrassati nel paese per essere poi esportati; in secondo luogo che i bisogni locali si accrebbero dopo il 1846, o per il maggior consumo, che si sia impreso a fare, o perchè la produzione siasi notevolmente rallentata. Vogliamo però credere alla prima di codeste ipotesi, perchè ci risulta degli sforzi che si fanno in molte parti di quel paese per migliorare la razza indigena mediante l'introduzione di quelle che forniscono più carne e lana migliore.

Capre

Esistono altresì nel Belgio 110,060 capre. Esse sono per i luoghi di piccola proprietà, ciò che sono le vacche per quelle di proprietà estesa. Le capre si incontrano specialmente colà ove le proprietà sono più divise e ove predomina la coltura orticola. Questa coltura è anche quella che offre maggiori mezzi per alimentare la razza caprina.

La statistica non apprezza in cifre il prodotto in latte ed in carne di questi animali, ma la relazione che vi è annessa ci accenna che il prodotto in carne può essere valutato a 350 mila kil.

Maiali

Nel Belgio si contavano nel 1846, 496,595 animali porcini, e pare che questa produzione sia in aumento. Il numero suddetto si divide in 395,376 animali aventi più di due mesi, e 100,989 più giovani: secondo queste cifre, la razza porcina si rinnoverebbe ogni 10 mesi, vale a dire che in meno di un anno si porrebbe in consumo o si esporterebbe un numero di capi eguale al numero esistente. La statistica ci dà come cifra approssimativa del consumo annuo 15 milioni di kil. in carne netta, lo che farebbe 347 kil. per abitante.

Il numero dei maiali esportati sarebbe di 70 mila capi all'anno, fra cui 63 mila da latte e 7 mila grassi: l'importazione sarebbe assai inferiore. Diffatti noi troviamo nelle tabelle dell'esportazione ed importazione degli anni 1848 e 1849 le seguenti cifre che provano quanto è scritto nella statistica:

	Importazione		*Esportazione*	
	Numero di capi	Valore	Numero di capi	Valore
1848	7,228	180,700	95,576	1,418,640
1849	3,148	78,100	92,438	1,386,570

L'importazione consta di maiali adulti, come lo indica sufficientemente il valore sopra notato.

Riassumendo ora quanto si è detto intorno alle varie specie d'animali, constatiamo che nel 1846 furono censiti nel Belgio 2,777,348 capi di bestiame, che riducendoli ad un tipo comune, essi rappresentano 1,387,413 bestie bovine adulte, ciò che fa 47, 78 o 100 capi adulti per 100 ettari secondo che si fa il confronto colla totalità del territorio, colla superficie produttiva esclusi i boschi e le terre incolte, o colla superficie arativa. Con quel numero di bestiami e supponendo che cadun capo produca l'ingrasso annuo di 20 are, si potrebbero, ogni cinque anni concimare convenientemente le terre arative, e ogni 6 o 7 tutte le terre produttive, ossia anche i prati.

Riunendo la produzione in carne di tutte le specie se ne avranno 34,335 mila kil., ossia 9 kil. per persona. Bisogna però considerare che il consumo della carne è ben lungi dall'essere egualmente ripartito, non diremo fra classe e classe, ma fra località e località. Consta difatti che più del terzo del consumo totale si fa nelle città, la cui popolazione non oltrepassa in complesso 425m. individui, epperciò ne toccherebbero a cadun abitante di città 39 kil. e così la quota della popolazione dei rimanenti comuni si ridurrebbe a poco più di 6 kil. per testa; locchè è ancora ben lungi dalla verità, essendovi moltissimi abitanti di questi comuni che ne consumano altrettanto quanto quelli della città.

(Continua)

Magnone.

---

(1)

	Importazione	valore	esportazione	valore
1848	27,189	543,780	21,236	637,080
1849	27,252	545,040	16,905	504,090

— Il sig. Baze ha diretta all'estensore in capo dell'*Opinion publique* la seguente lettera:

Castello di Ham, 1° gennaio 1852.

Caro amico,

Voi pubblicaste nel vostro foglio un articolo tolto dal giornale il *Pays* sui prigionieri di Ham. Le particolarità e le considerazioni che quell'articolo contiene per ciò che mi riguarda sono compiutamente inesatte. Io confido anzi che per voi e per coloro che mi conoscono la smentita che io gli do è affatto superflua. Vogliate nondimeno, caro amico, inserire questa lettera nel prossimo numero del vostro giornale.

Gradite ecc.

INGHILTERRA

LONDRA, 2 *gennaio*. Si legge nel *Morning-Advertiser*:

I commissarii della riduzione del debito nazionale tennero ieri la riunione che ha luogo ad ogni trimestre, nella residenza officiale del cancelliere dello scacchiere in Downing Street. Il cancelliere dello scacchiere, il governatore e sotto-governatore della banca erano presenti.

— Si legge nello stesso giornale:

I commissarii delle dogane han dato comunicazione ai loro subalterni di un avviso de' lords-commissarii dell'ammiragliato, recante che a datare dal 1° gennaio due fari fissi saranno accesi alla imboccatura della riviera di Canche, nella baia di Etaples, sulla costa settentrionale della Francia.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Il comitato per l'emigrazione delle donne, sotto gli auspicii dell'onorevolissimo Sydney Herbert, ha noleggiato il bel naviglio l'*Euphrate*, per trasportare 60 donne a Sydney. Il comitato ha già fatto emigrare 700 e più donne, le quali trovano nelle Colonie a impiegarsi con vantaggio ne' servigii domestici.

— Si legge nel *Times*:

Egli è omai cosa certa che si prendono provvisioni a fine di stabilire un telegrafo sotto-marino a Holyhead. Il sig. Jacob Brett, che gode di bella fama per la linea da Calais a Douvres, si recò ultimamente a Dublino, ed ebbe il 29 dicembre un abboccamento col lord luogotenente su questo importante soggetto. Vi è adunque ragione di credere che il pubblico potrà presto giovarsi della invenzione del sig. Brett.

— Si legge nello stesso giornale:

Avremo cinque domeniche nel prossimo febbraio, la qual singolarità non si riprodurrà che tra 28 anni, cioè nel 1880. Dopo ciò dovranno passare altri 40 anni innanzi che si rinnovi: lo che avverrà nel 1920, imperocchè l'anno 1900 non sarà bisestile, stante la soppressione d'un giorno al finire d'ogni secolo.

ALEMAGNA

AUSTRIA. *Vienna*, 1° *gennaio*. Ecco il testo del decreto che abolisce la costituzione del 4 marzo 1849, e già da noi accennato nel foglio di ieri:

NOI FRANCESCO GIUSEPPE PRIMO ECC. ECC.

In seguito ai nostri rescritti del 20 agosto 1851, il nostro consiglio dei ministri ed il nostro consiglio dell'impero sottoposero a profondo esame l'atto costituzionale del 4 marzo 1849.

Dalle seguite pertrattazioni essendo risultato che il citato atto costituzionale non addimostrasi nè adatto nelle sue basi, alle circostanze dell'impero austriaco, nè praticabile nel complesso delle sue disposizioni, dopo accurata disamina di tutti i motivi, ci troviamo dal nostro dovere di sovrano indotto a dichiarare colla presente privo di forza e di effetto legale il summentovato atto costituzionale del 4 marzo 1849.

L'eguaglianza dinanzi alla legge di tutti i cittadini dello Stato, come l'inamissibilità e l'abolizione di ogni vincolo di sudditanza o pertinenza del contadino e delle servitù a quel vincolo inerenti, attuata in forza di leggi speciali verso equo indennizzo degli aventi diritto, sono espressamente confermate.

Onde pervenire a quelle istituzioni che siano atte a soddisfare ai bisogni dei diversi nostri popoli, come alle condizioni di prosperità per tutte le classi dei medesimi, e ad avvalorare la forza del nostro governo nel consolidare la sicurezza esterna ed interna, l'unità e la potenza dello Stato, saranno tenute in vie dell'esperienza e dell'accurato esame di tutte le circostanze, e saranno progressivamente attuate le leggi organiche che ne deriveranno.

Sulla base di questa considerazione, sentito il nostro consiglio dei ministri e consiglio dell'impero, abbiamo fin d'ora stabilita una serie di basi fondamentali nei punti più importanti ed urgenti della legislazione organica, ed impartito gli ordini opportuni affinchè questi siano portati a pubblica notizia, e si passi indilatamente ai lavori per la loro esecuzione.

Le leggi speciali che verranno in seguito, conterranno più precise disposizioni ed ordinamenti; fino allora si dovranno osservare le leggi attualmente vigenti.

Dato nella nostra città capitale e di residenza, Vienna, il 31 dicembre 1851, quarto de' nostri regni.

FRANCESCO GIUSEPPE m. p.

F. Schwartzenberg

Per ordine sovrano

Ransonnet.

— La *Gazzetta di Vienna* pubblica inoltre un'altra patente sovrana con cui si stabiliscono definitivamente i principii fondamentali per le organiche istituzioni nei dominii della corona dell'impero austriaco. Ecco le disposizioni principali:

L'infima divisione politica dei dominii della corona viene fatta in uffizi distrettuali, indi in autorità circolari (i quali cessano però nei dominii della corona meno estesi), ed in ciò si avrà riguardo all'antica divisione, tenendo in pari tempo d'occhio i nuovi bisogni insorti. Alla testa dei dominii della corona stanno le luogotenenze ed i capi provinciali.

Le comuni saranno in regola soggette agli uffizi distrettuali e solo in casi eccezionali saranno soggette alle autorità circolari o alle luogotenenze. I capi comunali debbono essere confermati dal governo, e secondo i casi anche la loro nomina sarà fatta dal governo. La pubblicità delle discussioni municipali cessa, ad eccezione di speciali atti solenni. Quei membri del comune però che vi fossero interessati, possono prendere cognizione di speciali oggetti. Saranno elaborati regolamenti comunali corrispondenti ad ogni comune e ad ogni città, nel compilare i quali si avrà in mira di concedere una maggior influenza agl'interessi e di assicurare nelle elezioni la preponderanza ai possidenti ed agli industrianti, e nelle città specialmente ai possidenti di case, indi, per quanto sia possibile, alle corporazioni per iscopi morali e materiali. La separazione dell'amministrazione della giustizia dalle autorità politiche amministrative avrà luogo presso i giudizi collegiali, indi presso le seconde e terze istanze, e nel Lombardo-Veneto e dovunque sarà ritenuto necessario anche presso le prime istanze.

L'oralità verrà mantenuta per gli oggetti penali più importanti nei processi d'accusa e nei processi finali; la pubblicità viene limitata, e solo quando il presidente del giudizio lo desidera o che lo permetta a richiesta dell'accusato, può essere ammesso un numero determinato di uditori. Le sentenze saranno date dai giudici esaminati nelle forme: *colpevole — non colpevole — assoluzione dell'accusato*. Il giurì verrà tolto.

Si introdurrà il codice civile generale ed il codice penale in quei dominii della monarchia dove finora non vigeva, come nell'Ungheria, Transilvania ecc.

Singoli statuti stabiliranno in ogni dominio della corona i rapporti della nobiltà ereditaria e degli Stati provinciali, le sue prerogative ed i suoi doveri. All'instituzione dei maggioraschi e dei fedecommessi sarà concessa ogni possibile facilitazione. Dove sussistono speciali prescrizioni per mantenere i complessi dei beni dei contadini, dovranno essere mantenute. In tale modo viene posto un forte argine alla formazione d'un proletariato di campagna.

A lato delle autorità circolari e delle luogotenenze verranno posti dei comitati consultivi composti di possidenti nobili creditari, di altri maggiori e minori possidenti, di industrianti ai quali sarà debitamente stabilita la loro sfera di attività.

Queste sono le basi fondamentali su cui poserà il futuro legale e definitivo organismo politico della monarchia austriaca. In esso troviamo espresso il pensiero dell'unità dell'impero con una conseguenza irremovibile.

In questo modo viene troncata per sempre ogni via alla rivoluzione; mentre d'altro canto si apre un equo campo d'azione allo sviluppo delle popolazioni.

PRUSSIA. *Berlino*, 30 *dicembre*. Il ministro del commercio, dell'industria e dei lavori pubblici indirizzò alle Camere del commercio ed alle corporazioni dei mercanti la circolare seguente che riguarda il trattato di commercio conchiuso col Belgio.

« Riportandomi alla mia comunicazione del primo gennaio di quest'anno, in ordine alla prolungazione, per la durata dell'anno presente, del trattato di navigazione esistente fra lo Zollverein ed il Belgio dal 1° settembre 1844, io mi reco a premura di notificare al commercio che le trattative intraprese col governo belgico per rinnovare il suddetto trattato, salve le convenienti modificazioni, riuscirono a vicendevole accordo.

La convenzione addizionale, che fu fatta sulle basi del trattato del 1° settembre 1844, entrerà in vigore il 1° marzo 1852, dopo che essa avrà ricevuto l'approvazione dei governi degli altri Stati, e, rispettivamente, delle legislature spettanti allo Zollverein; ed il trattato del 1° settembre 1844 rimarrà in vigore dopo il 7 gennaio fino al 29 febbraio 1852, con questa modificazione che il ferro del Belgio pagherà, di diritti d'entrata, per quintale: il ferro greggio: 7 sgr. 1/2 invece di 5, ed il ferro in verghe: 1 tall. 11 sgr., 5 pf. invece di 1 tall. 7 sgr. 6 pf. »

OLDENBURGO, 29 *dicembre*. Scrivono alla *Gazzetta di Colonia*:

Oggi l'assemblea degli Stati, ad una maggioranza di 32 voti contro 14, ha adottato la proposta della commissione costituivà, concepita in questi termini: « L'assemblea è invitata a sottoporre, in questa e nella prossima sessione, ad una revisione la legge fondamentale, alla semplice maggioranza dei voti. » È questo un trionfo pel partito costituzionale conservatore.

Si crede che l'assemblea verrà aggiornata per otto settimane, affinchè il governo e le commissioni abbiano il tempo di attendere ai lavori preparatorii concernenti la revisione ed il bilancio.

AMERICA

STATI-UNITI. Si legge nello *Weekly Herald* del 20 dicembre:

Il senato degli Stati-Uniti sta per perdere due de' più egregi senatori, Henry Clay, il grande uomo di Stato americano, e il sig. Foote, il vero di Boissy dell'alta Camera del congresso. Il sig. Clay si è ritirato a motivo della sua fiacchezza, prodotta da età avanzata, e il sig. Foote per andare a occupare il suo posto di governatore, al quale lo han portato a grande maggioranza gli elettori del suo Stato.

La Camera dei rappresentanti è attivissima, e ha votato risoluzioni e bills in gran numero. Ella, come già annunziammo, adottò a immensa maggioranza la proposta del senato pel ricevimento di Kossuth. Andando anche più avanti del senato, i rappresentanti aveano offerto varie strane risoluzioni che tutte però sono state respinte.

— L'*Intelligencer* di Washington annunzia che il sig. G. Miles è partito alla volta di Madrid, ove egli reca al ministro degli Stati-Uniti dispacci del governo, relativi all'avvenuta liberazione de' compagni di Lopez che furono inviati in Ispagna. L'*Intelligencer* spera il miglior successo dalla missione del sig. Miles.

BRASILE. Il bastimento di S. M. il *Champion* arrivò dall'America del sud a Portsmouth con 700,000 dollari in numerario. Esso lasciò Rio-Janeiro l'8 novembre. Non arreca notizie importanti. (*G. J.*)

SANDWICK. Si legge nel *Morning-Chronicle* del 2 gennaio:

Il parlamento delle isole Sandwick ha adottato una risoluzione che è stata sottoscritta dal re, nella quale i richiami della Francia sono risguardati da quel parlamento come ingiusti e contrarii al diritto delle genti, e al trattato. Se la Francia persiste ne' suoi propositi, sarà dovere del re di mettersi sotto la protezione di alcuna potenza amica. Il commissario degli Stati-Uniti ebbe, il 14 ottobre, una conferenza al ministero degli affari esteri, e fece note, in quella circostanza, le intenzioni del suo governo, le quali sono, come si crede, assai favorevoli al re.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. INTERNO. — *Torino*, 7 *gennaio*.

ELEZIONI

Collegio di Recco — Michele Casaretto.

— *Lombardo-Veneto*. Si legge nella *Gazzetta di Milano* la seguente notificazione:

Paolo Flora nativo di Treviso, ed ivi domiciliato, d'anni 59, cattolico, celibe, dottore in medicina, e medico condotto, è, previa legale verificazione del fatto, in parte confesso, ed in parte convinto mediante concorso d'indizii, d'essere, l'anno 1850, dalla Svizzera, dove ricoveravasi due anni avanti, ritornato nelle provincie lombardo-venete, quale agente accreditato da certo de Boni membro della propaganda rivoluzionaria, avente allora la propria sede a Losanna: di avere in tale sua qualità, tenute conferenze con individui, stativi raccomandati dal de Boni, nell'interesse rivoluzionario; e d'essersi particolarmente adoperato nel rinvenimento di un mezzo opportuno a tenere corrispondenza segreta fra la Svizzera e queste provincie.

È inoltre in parte confesso, ed in parte mediante concorso di indizii convinto, d'avere, d'intelligenza col De Boni, tentato di istituire un giornale, avente per iscopo di far abbracciare alla popolazione di queste provincie l'idea d'una nuova sommossa rivoluzionaria, e di preparare la via a quest'ultima.

È pure confesso d'essere stato nell'intima conoscenza de' piani del partito rivoluzionario, tra per la sua immediata relazione col De Boni, e cogl'inquisiti Luigi Dotteso e Vincenzo Meisner, già condannati per alto tradimento, e d'averne ommesso la denuncia, come sarebbe stato suo dovere.

Radunatosi quindi, nel 6 corrente dicembre, il consiglio di guerra in pieno, ha giudicato ad unanimità di voti;

Doversi il summominato Paolo Flora, a senso dell'art. V di guerra e dell'art. 61 del codice militare penale, in unione al proclama 10 marzo num. 49 di S. E. il signor feld-maresciallo conte Radetzky, condannare alla morte, da eseguirsi colla forca s'ccom: colpevole del delitto di alto tradimento.

Rassegnata tale sentenza a S. E. il sig. feld-maresciallo conte Radetzky, ha trovato di confermarla in via di diritto, mitigandola però, in via di grazia, ad otto anni di arresto da espiarsi in fortezza.

Pubblicata oggi la stessa sentenza, vennero date le opportune disposizioni per eseguirla.

Venezia, il 29 dicembre 1851.

L'I. R. generale di cavalleria e governatore militare

GORZKOWSKI.

SVIZZERA. Sulla fede di un giornale francese abbiamo data la notizia della morte dell'ex rappresentante Boichot. Leggiamo ora nella *Gazzetta Ticinese* sotto la data di Vaud: La notte del 30 al 31 dicembre la gendarmeria vodese ha arrestato a Chailly vicino a Losanna gli ex-rappresentanti francesi Avril e Boichot che vi si tenevano nascosti da alcuni giorni. Dicesi che siano stati tradotti a Berna. Anche il sig. Kopp, professore dell'accademia, ebbe ordine di abbandonare la Svizzera.

FRANCIA. *Parigi*, 4 *gennaio*. Il *Moniteur* ha il seguente decreto:

Le monete d'oro, d'argento e di bronzo porteranno l'effigie del presidente della repubblica, e per leggenda *Louis-Napoléon Bonaparte*.

Sul rovescio saranno incise le parole *République française*, e in mezzo ad un circolo di foglie di quercia e d'alloro il valor della moneta e l'anno della coniazione.

— La festa di ballo data dal prefetto della Senna è riuscita splendidissima. Vi erano più di 200 tra generali e ufficiali di ogni grado, e molti ufficiali stranieri. Più di 4,00 biglietti erano stati distribuiti. Vi assistevano tutti i membri del corpo diplomatico.

— Due medaglie commemorative degli ultimi avvenimenti saranno quanto prima coniate alla zecca.

La prima, del sig. Gayrard, rappresenta sopra una delle facce il busto del presidente della repubblica: sul rovescio una Fama portante il numero dei suffragi ottenuti il 20, e il 21 dicembre. Per leggenda: *Vox populi, vox Dei*.

La seconda, che deve consacrare la memoria dell'appello al popolo del 2 dicembre, è opera del sig. Caque.

— Ieri alle 6 antim. vari operai procedettero alla demolizione della statua colossale della Libertà che nel 1848 era stata eretta sulla piazza del *Palais-Bourbon*.

— Il presidente della repubblica, secondo una lettera da Vienna del 27 dicembre, ha scritto all'imperator d'Austria, pregandolo a voler consentire che si trasportino a Parigi le ceneri del duca di Reichstadt.

— È morto ieri il generale di divisione Rapatel, già colonnello della seconda legione della guardia nazionale di Parigi.

— Leggesi nella *Patrie*: Commisero errore i giornali in cui si annunciava che il sig. Dupin, ex-presidente dell'assemblea nazionale, assisteva alla cerimonia religiosa del 1° gennaio.

— Il *Moniteur Parisien* dice che si sta facendo il censimento metodico della popolazione operaia del dipartimento della Senna.

INGHILTERRA. *Londra*, 3 *gennaio*. Si legge nel *Morning-Herald*:

I ministri sono stati convocati per assistere a un consiglio di gabinetto giovedì prossimo al ministero degli affari esteri. Si dice che in questa riunione sarà definitivamente stabilito il giorno nel quale si riunirà di nuovo il parlamento.

— Si legge nel *Morning-Post*:

Quasi tutto il corpo diplomatico presso la corte di S. James e gran numero di personaggi cospicui che si trovano a Londra convennero ieri sera nella nuova residenza dell'ambasciata francese, 22 Grosvenor Square.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Il nuovo lord mayor di Dublino, John d'Arcy, fu installato ieri nelle sue nuove funzioni con molta solennità.

ALEMAGNA. Già più volte il governo badese fu invitato dalla Prussia a liquidare le spese fatte per la repressione armata dell'insurrezione scoppiata nel gran ducato di Baden. La somma chiesta dalla Prussia ammonta, dicesi, a due milioni di fiorini. Si pretende che, in occasione del nuovo anno, la Camera di Baden, prima di separarsi, radunatasi in comitato segreto, abbia invitato il governo a respingere quella domanda, atteso che le spese della spedizione dovrebbero essere a carico di tutta la confederazione.

— *Amburgo*. Scrivono alla *Gazzetta del Weser*:

Qui vennero di nuovo arrestati parecchi individui accusati di avere secondato la diserzione di soldati austriaci. Dopo di essere stati assoggettati ad un lungo interrogatorio, furono condotti in prigione.

E. LEONE gerente.

Tipografia G. Favale e Compagnia, Editrice.

ANNUARIO ITALIANO
STORICO-STATISTICO
pel 1852

COMPILATO DA
GUGLIELMO STEFANI

Introduzione.

PARTE I.

STATI SARDI

Popolazione. Della popolazione dello Stato Sardo (rassegna di note ufficiali edite e inedite) — Estensione della popolazione del 1838 e del 1848 sopra il territorio diviso per provincie — Maschi e femmine — Rapporti tra le case, le famiglie e la superficie — Movimento della popolazione avanti il 1848 — Confronti di alcune cifre delle popolazioni piemontesi e francesi.

Statistica medica. Proemio. SEZIONE I. Costituzione fisica della popolazione 1. Attitudine degl'individui alla milizia 2. Imperfezioni ed infermità che più si osservano in alcuni luoghi del Piemonte; *a* sordomuti; *b* cretinismo — SEZIONE II. Costituzione patologica della popolazione 1. Considerazioni sulla temperatura e sulla quantità della pioggia in Torino nel decennio 1828-1837. 2. Mortalità nosologica nella città di Torino nello stesso decennio. Influenza delle stagioni sul numero dei malati e sulla mortalità. Manicomii. Principali ritiri e convitti. Orfanotrofi. Principali ospizi dei trovatelli. Ospedali militari di divisione e di reggimento ed infermerie militari. Carceri giudiziarie e correzionali. Speciali infermità — SEZIONE III. Malattie epidemiche; vaiuolo e cholèra morbus. SEZIONE IV. Morti subitanee e casuali — SEZIONE V. Compensi terapeutici e mezzi curativi — SEZIONE VI. Mezzi profilattici ossia di preservazione — SEZIONE VII. Personale sanitario (quadro statistico).

Idrologia minerale. Quadro generale delle acque minerali esistenti negli Stati Sardi — Sorgenti d'acque minerali di recente scoperte o analizzate.

Navigazione. Cenni storici — Navigazione a vapore transatlantica — Due statistiche della navigazione — Pesca — Marina mercantile — Navigazione nazionale all'estero — Navigazione sarda ed estera nei porti dello Stato — Vapori — Cabotaggio.

Industria patria (notizie). Metalli; marmi; pietre calcina e gessi; sali; combustibili fossili; coralli; stoviglie e porcellane; vetri; sete; cotonerie; canape e lini; fanificio; cuoiami e pelli — Manifatture chimiche; manifatture meccaniche — Considerazioni.

Saline di Moutiers.

Orologeria di Cluses.

Quadro delle monete coniate nelle regie zecche dal 1836 al novembre 1851.

Sabbie aurifere; materiali dorati dell'Ossola.

Strade ferrate. Ragguaglio storico-statistico delle strade ferrate negli Stati Sardi — Cenno preliminare — Delle diverse linee in generale — Della linea da Torino a Genova — Sezione da Torino ad Arquata — Capo I. Costruzione — Capo II. Esercizio; rendite e spese; tariffe; materiale d'esercizio; officine; personale — Sezione da Arquata a Genova — Capo unico. Costruzione da Arquata a Busalla — Galleria de' Giovi — Dai Giovi a Genova — Delle linee di Alessandria al Lago Maggiore — Capo unico. Costruzione. Delle strade ferrate concesse od in via di concessione alla privata industria.

Telegrafia elettrica. Cenni sui telegrafi elettrici nei regii Stati; e studi relativi.

Istruzione pubblica. Asili per l'infanzia — Scuole primarie — Scuole di metodo — Istruzione secondaria — Collegi nazionali — Università — Scuole tecniche ecc.

Finanze e Commercio. Spese e contribuzioni — Debito pubblico — Bilanci.

Dei trattati di commercio e navigazione tra gli Stati Sardi e le altre potenze commerciali e marittime.

Della tassa del pane.

Quadro dei prodotti delle gabelle nell'ultimo decennio — Prodotti delle dogane — Paralello dei prodotti delle dogane del 1850 col 1849 divisi per categorie.

Prodotti della verificazione dei pesi e misure.

Quadro delle compagnie d'assicurazioni marittime.

Statistica elettorale e parlamentare. Statistica degli elettori politici divisi per collegi elettorali in conformità alla legge del 17 marzo 1848.

Lavori delle Camere legislative dalla prima apertura del Parlamento nel 1848 alla fine della sessione del 1851.

Marina Militare. Arsenale di Genova.

Guardia Nazionale. Quadro della forza numerica della guardia nazionale d'ogni provincia e divisione amministrativa; e rendiconto dell'armamento della medesima — Prospetto della forza numerica ed armamento della milizia in servizio ordinario nelle 50 città capoluogo di provincia.

Statistica giudiziaria.

Della Liguria. DIVISIONE DI GENOVA. Imposte — Bilancio — Comunicazioni. PROVINCIA DI GENOVA. Imposte comunitative — Bilanci delle opere pie nella città e provincia pel 1851. CITTA' DI GENOVA. Popolazione — Emigrazioni periodiche — Professioni — Istruzione ecc.

Città di Torino. Ingrandimenti — Progressivo aumento della popolazione — Suicidi — Manicomio — Scaldatoi — Assicurazione contro gl'incendi — Società promotrice di belle arti — Accademie scientifiche ecc.

Sardegna (Isola). Intorno alla Sardegna e ad una nuova circoscrizione territoriale di quell'isola — Notizie economico-statistiche.

Delle strade comunali nel capo settentrionale dell'isola.

Della pesca del corallo in Alghero.

Prodotti. — Altre notizie statistiche.

PARTE II.

ALTRI STATI ITALIANI.

Parma. Superficie — Popolazione — Rendite e spese — Capitali e prodotti precipui dello Stato — Trattura della seta.

Modena. Bilancio del ducato di Modena.

Lombardo-Veneto. Industria serica in Lombardia — Filande e filatoi nella provincia di Milano — Scuole elementari in Lombardia — Cenni statistici sul commercio di Venezia — Produzione della seta nel Friuli nel 1850 e industria serica nella provincia.

Toscana. Popolazione nel 1850 — Bilancio — Industria — Notizie commerciali e marittime dei porti della Toscana.

Stati Romani. Superficie — Estimo — Situazione della Banca — Statistica della popolazione di Roma nel 1850 — Nota sulla giustizia penale — Cenni sul commercio, manifatture, belle arti ecc.

Due Sicilie. Popolazione — Forza militare — Giustizia punitiva — Debito pubblico di Sicilia — Notizie commerciali e marittime del porto di Messina.

Cronaca politica dell'anno 1851.

AVVERTENZE.

Coll'intendimento di rendere meno incompleta la compilazione del presente Annuario circa ai dati e alle notizie che si riferiscono all'anno 1851, se ne differisce la pubblicazione alla seconda metà del mese di gennaio p. v.

Si ricevono le commissioni dalla Tip. Favale editrice.

Torino, 28 *dicembre* 1851.

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

Il Comitato di Direzione avvisa i signori Azionisti intervenuti all'Adunanza generale del 5 corrente, che la medesima è prorogata a giovedì prossimo, 8 detto, pel qual giorno sono invitati all'ora del mezzodì per dar termine ai lavori stabiliti.

Previene eziandio i signori Azionisti che il pagamento del secondo semestre del 1851 degli interessi delle azioni si farà alla Cassa della Società, a partire dal giorno 16 corrente gennaio ed in tutti i giorni non feriati dalle ore 1 alle 4 pomeridiane.

DA VENDERE

Un PIANO-FORTE, nuovo, grande formato, *a corde oblique*, d'Erard, per L. 1,450, ed un altro di Mazard per L. 725. Dirigersi al droghiere, piazza Vittorio, n. 11.

CITTÀ D'IVREA

Il Consiglio Comunale avendo stanziato un fondo di L. 1,200 per annuo stipendio di un perito civico, si invita chiunque voglia aspirare a tale impiego a presentare nella Civica Segreteria la sua domanda, corredata dei titoli comprovanti i voluti requisiti, fra tutto l'andante mese di gennaio.

NOTA

All'udienza che sarà tenuta dal tribunale di prima cognizione di questa capitale il 16 corrente gennaio, ore 9 del mattino, avrà luogo il secondo incanto ed il successivo deliberamento in favore dell'ultimo migliore offerente degli stabili subastati ad istanza della povera Maria Mela, moglie Cassini, in odio del cav. Giovanni Cattaneo, e dei terzi possessori chirurgo Luigi Cesano e Giuseppe Grosso, situati sul territorio di Piossasco e descritti nel bando venale in data 25 novembre p. p.

L'asta sarà aperta sul prezzo, per cadun lotto, offerto nel primo incanto, cioè: di L. 65 pel lotto primo, di L. 453 pel secondo, di L. 57 pel terzo, di L. 115 pel quarto, di L. 710 pel quinto, di L. 200 pel sesto, di L. 945 pel settimo, e di L. 705 per l'ottavo.

Torino, il 5 gennaio 1852.

Colonna sost. Perodo.

NOTA

Con atto 26 novembre 1851, rogato Bonacossa, notaio a Casalgrasso, Fassin Matteo fu Giovanni Battista, nato a Racconigi e residente a Carignano, alienava all'Agostino Ollivero fu Giovanni Antonio, nato a Sommariva del Bosco e residente a Racconigi, una casa situata nella stessa città, borgo di Macra, col n. 686, parte della mappa, sezione E, composta di due camere al primo piano, sopra altra proprietà dell'acquisitore, col caso di terra, e diritto di comunione del cortile, coerenti il sig. Bengart, Antonio Costamagna, il compratore, la vedova Turletti e Lorenzo Devale, pel prezzo di L. 1,200.

Detto atto venne trascritto alla conservatoria delle ipoteche di Saluzzo, il 15 dicembre cadente, al n. 17 del registro delle alienazioni, art. 375, e sopra quello generale d'ordine 188, cas. 258.

Casalgrasso, il 29 dicembre 1851.

Lorenzo Bonacossa not.

NOTA

Con instromento 12 novembre 1851, rogato Diana, notaio a Castagnole delle Lanze, il sig. medico Piano Michele fu Giuseppe Maria, di detto luogo, e dimorante a Torino, fece compra dalla signora Antonia Girio fu Gerolamo, moglie del sig. Filippo Castiali, del medesimo luogo, di una cascina denominata Vallone, sul territorio di Castagnole Lanze, composta di fabbrica abitabile e rustica, aia, sedime, campi, prati e vigne in una sola pezza, di ettari 9, are 61 e cent. 73, regione Vallone a Valle di Tinella, e Roreto, consorti Villa Nicolao, i sig. fratelli Paraldo a più parti, Giacinta Dogliotti ed altri, per il prezzo di L. 16,406.

Tale atto venne trascritto all'ufficio delle ipoteche d'Asti il 5 corrente mese al vol. 27, art 10, col pagamento di L. 84 14, come da certificato sottoscritto Dibellino.

Con altro instromento rogato cui sovra, in data dei 18 ottobre 1851, parimenti insinuato a Costigliole d'Asti, il prefato sig. medico Piano fece acquisto dal sig. ingegnere Michele Saccati fu Michele, per il prezzo di L. 516, di are 18 e cent. 30 di prato sul predetto territorio di Castagnole, regione Rovosone, in mappa al n. 4127, consorti Giovanni Ruscone, Ponza Giuseppe ed altri, e detto atto venne trascritto al suddetto ufficio il 10 corrente mese, al vol. 27, art. 13, col pagamento di L. 4 18, per certificato autenticato Dibellino.

Si notifica al pubblico quanto sopra per l'effetto di cui all'art. 2303 del Codice civile.

Castagnole Lanze, l'11 dicembre 1851.

G. A. Diana not.

NOTA

Dietro gli intervenuti aumenti del sesto all'udienza che sarà tenuta dal tribunale di prima cognizione di Pinerolo il 22 gennaio p. v., avrà luogo l'unico incanto e definitivo deliberamento dei beni di Antonio Motta di Frossasco, dal medesimo esposti volontariamente in subasta, situati in detto luogo di Frossasco, e consistenti in casa, campi, alteni e prati.

L'incanto si apre sui seguenti aumentati prezzi, cioè: pel primo lotto di L. 1,750, pel secondo di L. 1,745, pel terzo di L. 934, pel quarto di L. 1,109, pel quinto di L. 1,225, e finalmente pel lotto sesto di L. 3,267, e ciascun lotto verrà separatamente deliberato all'ultimo miglior offerente.

Pinerolo, il 31 dicembre 1851.

A. Varese caus. coll.

NOTA

È fissata avanti il tribunale di prima cognizione di Pinerolo l'udienza del 22 gennaio 1852 per l'unico incanto e definitivo deliberamento degli stabili posti parte sul territorio di Riclaretto, e parte su quello di Faetto, consistenti in casamenti, prati, boschi e campi, i quali ad instanza del sig. Giuseppe Conti verranno subastati al geometra Federico Bert di Perrero.

La vendita ha luogo in due separati lotti, e gl'incanti si aprono sugli aumentati prezzi del sesto, cioè di L. 2,334 pel primo lotto e di L. 1,750 pel lotto 2.

Pinerolo, il 31 dicembre 1851.

A. Varese caus. coll.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: *Camoens*, scritta appositamente dal maestro Gualtiero Sanelli, col ballo il *Fausto*, del coreografo Cortesi, — balletto *La vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Il fratello e la sorella*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese diretta dai sigg. Adler e Périchon rappresenta: — *Gentil Bernard ou l'art d'aimer*.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Teresa*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Giovanna o la vendetta di 20 anni*.

TEATRO DA S MARTINIANO (ore 6 1/2) si recita. — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco*.

GIANDUJA (ore 6 1/2) recita: Ballo *E' sposo chi sposa*.

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
1 genn.	758 20	757 56	758 12	0 0	+ 3 5	+ 5 2	— 0 9	+ 2 7	+ 3 6	N.	N.N.E.	N.N.E.	Cielo velato.	Nug. squarc.	Ser. con vap.
2 »	757 94	758 22	757 76	+ 1 5	+ 2 0	— 2 2	— 0 5	+ 0 6	+ 0 5	N.N.E.	N.N.E.	N.	Pioviggina	Pioviggina	Pioviggina
3 »	758 84	758 48	758 26	+ 1 8	+ 3 6	+ 4 3	+ 0 2	+ 2 4	+ 2 7	S.S.O.	S.S.O.	S.S.O.	Coperto. nebb.	Coperto	Quasi annuv.

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N° 7 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

GIOVEDI' 8 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 7 gennaio.*

Oggi la Camera dei Deputati continuò la discussione del trattato di commercio e della convenzione sul contrabbando coll'Austria

MINISTERO DI FINANZE

Istruzioni per l'esecuzione della legge che impone la tassa sulle professioni, arti e commercio, e del rispettivo regolamento.

(Continuazione, vedi num. 5, 6)

CAPO III. — *Attribuzioni dei Verificatori.*

Art. 23. Di molta importanza sono le incumbenze affidate ai verificatori nell'esecuzione della legge concernente la tassa sulle professioni, arti e commercii.

Art. 24. Essi pure potranno difficilmente corrispondere al loro mandato, se non conoscono esattamente le operazioni tanto preliminari che definitive dalla precitata legge ordinate, se non sanno classificarne le diverse specie, i metodi di esecuzione, e le epoche in cui debbono essere compiute.

Art. 25. Il ricevimento delle dichiarazioni, la loro provvisoria registrazione in apposito elenco conforme al disposto dagli articoli 36 e 37 del Regolamento costituisce la prima operazione che incumbe ai verificatori nell'esecuzione della legge.

I trasferimenti che vennero per recenti disposizioni ordinati a varii verificatori, la cui residenza non sarebbe molto appropriata alle relazioni degli esercenti di tutti i comuni del distretto, ha per iscopo di agevolare agli esercenti stessi la presentazione delle loro dichiarazioni.

I verificatori devono in tale occorrenza dirigere gli esercenti nella scritturazione delle dichiarazioni stesse onde riescano conformi alle prescrizioni e norme impartite cogli articoli 42, 43, 44 sino al 36 e 37 del Regolamento, dar loro quei consigli e quelle avvertenze di cui abbisognassero, ed esortarli a quelle rettificazioni che risultassero necessarie ond'evitare le multe di cui resterebbero passibili in caso d'inesattezza delle dichiarazioni medesime.

Art. 26. In occasione di tali trasferimenti i verificatori devono essere muniti dei registri delle dichiarazioni, relativi ai comuni per i quali sono in giro, onde spedire agli esercenti le ricevute di cui all'art. 36 del Regolamento.

Art. 27. Siccome i verificatori devono nei loro giri assumere eziandio informazioni e notizie sulla condizione commerciale dei comuni e degli esercenti, sulla qualità dei negozii e loro sviluppo, si formeranno un registro portatile su cui per ogni esercente inscriveranno il nome e prenome, il domicilio, la qualità dell'esercizio, l'epoca in cui questo fu intrapreso, la qualità e quantità degli strumenti di produzione, la rendita od il capitale di commercio, e finalmente la classe a cui possa appartenere, coll'aggiunta di tutti quegli altri utili elementi raccolti a tenore delle presenti Istruzioni.

Siffatto registro sarà perciò distribuito presso a poco come il modello delle dichiarazioni, coll'aggiunta di quelle colonne che saranno del caso, e dovrannosi in esso indicare in succinto le nozioni che sul conto d'ogni esercente già possedono, od in dipendenza delle proprie indagini, ed al seguito dei ragguagli somministrati dal rispettivo ispettore giusta il disposto dal capo precedente.

Sarà cura dei verificatori di ordinare l'anzidetto registro in modo che gli esercenti d'ogni comune si trovino inscritti di seguito, e classificati per ordine alfabetico e professione, arte od industria, onde, nell'esaminarlo, più facile riesca l'apprezzamento dei guadagni massimi e minimi, e gradi intermedii di ciascun' arte, professione od industria.

Art. 28. I verificatori trascriveranno altresì nel registro portatile tutte le note, di cui all'art. 39 del Regolamento, che loro verranno trasmesse, onde valersene nelle indagini locali per accertare il numero preciso degli esercenti, e la maggiore o minore importanza ed estensione dei rispettivi esercizii.

Art. 29. A misura che ricevono le dichiarazioni, i verificatori devono esaminarle, confrontarle fra di loro, e colle risultanze delle raccolte notizie, liquidare la classe e tassa dei dichiaranti rispetto a tutte quelle per cui non occorrano ulteriori indagini od incumbenti, e farne l'iscrizione nell'apposita colonna del registro, sicchè, dopo compiuto il termine per le dichiarazioni, più non resti a provvedere che intorno a quelle le quali lasciarono ancora qualche dubbio da chiarire.

Art. 30. La sera del 15 gennaio 1852, i verificatori chiuderanno il registro delle dichiarazioni, di cui agli articoli 36 e 37 del Regolamento, e ne spediranno poscia i risultati numerici per comune all'Azienda di Finanze per mezzo delle direzioni.

Art. 31. Entro il termine dei 40 giorni decorrenti dalla scadenza della proroga, i verificatori debbono portare a compimento la revisione delle dichiarazioni con supplire alle mancanti e rettificare le inesatte, e procedere alla formazione ed ultimazione della matricola.

Quest'importante operazione, dalla cui regolare ed esatta esecuzione dipende la riuscita delle ulteriori disposizioni della legge, esige che i verificatori conoscano preventivamente tutti gli esercenti arti, professioni ed industrie del proprio distretto, e ne sappiano apprezzare esattamente la rispettiva condizione.

Art. 32. Per conseguire tale scopo, i verificatori, oltre ai giri che avessero già eseguiti nei comuni del loro distretto durante il termine utile per le dichiarazioni, dovranno intraprenderne un nuovo nel corso del periodo di tempo accennato nell'articolo precedente.

Essi procureranno in tale circostanza di raccogliere precisamente le nozioni di cui abbisognasseró in ordine a quegli esercenti sulla cui condizione o dichiarazione ritenessero insufficienti le già raccolte notizie, od al cui riguardo mancassero le necessarie informazioni.

Art. 33. Per formarsi un giusto criterio sulla qualità e condizione degli esercenti di ciascun comune, i verificatori dovranno aver di mira di procacciarsi soprattutto le più precise informazioni:

1. Sul numero e nome di tutti gli esercenti in esso comune stabiliti;
2. Sull'epoca in cui intrapresero il loro esercizio;
3. Sull'entità degli alloggi dai medesimi occupati;
4. Sulla vastità e situazione più o meno favorevole dei locali inservienti al loro esercizii;
5. Sullo sviluppo delle principali professioni, arti od industrie;
6. Sui guadagni massimi e minimi di ciascuna professione, arte od industria, e sui diversi gradi intermedii in cui ciascuna di esse si può dividere;
7. Sul grado in cui ciascun esercente può collocarsi fra quelli della rispettiva professione, arte od industria;
8. Sull'estensione delle manifatture e stabilimenti industriali. Ed a quest'uopo, qualora abbiano fondato sospetto dell'infedeltà delle dichiarazioni ai medesimi afferenti, procureranno di accertare:
1. Gli strumenti di produzione in essi stabilimenti adoperati;
2. La quantità annua dei loro prodotti;
3. Il prezzo medio di questi;
4. Le spese annue di fabbricazione, quali sarebbero il costo delle materie prime, le paghe dei lavoranti, commessi, ecc.;

Onde con tali elementi, e tenuto il debito conto di quegli altri enumerati all'art. 8, procedere ad un'analisi dello sviluppo di fabbricazione, e determinare quindi il prodotto annuo netto degli esercenti.

Tutte queste notizie devono essere dai verificatori notate nel registro portatile.

(Continua)

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 4 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuno dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Seconda inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
1	Francione Giuseppe e moglie	451	1848 9 Ubre	55 »	1848 7 7bre	Novara

Torino, il 27 dicembre 1851.

L'Ispettore Generale F. Caccia.

Ci vengono comunicati i seguenti ragguagli statistici concernenti la Rendita dei Fabbricati della Città di Torino e l'aumento del contingente dell'imposta prediale in eseguimento della legge 31 marzo 1851, che noi ci affrettiamo di dare ai nostri lettori.

CAPO I.

Numero delle isole e delle case comprese nella cerchia urbana e nei borghi da essa dipendenti.

Il numero delle isole e delle case costituenti ognuna delle sezioni urbane e suburbane di questa capitale consta come infra, cioè:

Sezioni.	Isolati n°.	Case n°.
Po	61	269
Monviso	58	320
Moncenisio	57	283
Dora	39	341
Borgo Po cispadane e transpadano	12	108
Borgo Nuovo	18	164
Borgo San Donato	5	41
Borgo Dora	29	167
Totale	259	1701

Appendice

STATISTICA DELLA POPOLAZIONE, DELL'AGRICOLTURA E DELL'INDUSTRIA MANUFATTURIERA NEL BELGIO.

(*Continuazione, vedi num. 5, 6*)

III.

Divisione delle proprietà.

La superficie totale del Belgio secondo il cadastro è di 2,945,593 ettari, la superficie prodottiva fatta valere dagli abitanti e dedotti i terreni occupati dai fabbricati, laghi, stagni, rive del mare, letti di fiumi, ecc. ecc. (1), è secondo il censimento agricola del 1846 di 2,603,036 di cui 10,802 posti negli Stati circonvicini; vi sarebbe adunque una differenza di 224,958 ettari in meno dal computo cadastrale, la quale viene diminuita dall'aumento delle costruzioni dopo la formazione del cadastro, dall'aumento delle vie rurali di comunicazione per la crescente divisione della proprietà ecc., a talchè la differenza si ridurrebbe ad un 4 p. 0/0, il che è poca cosa.

Dei 2,603,036 ettari i proprietarii ne fanno valere personalmente 1,423,453, e gli altri 1,179,583 sono fatti valere da affittavoli. Deducendone i boschi ed i gerbidi, la quota coltivata dai proprietarii si riduce a 613,570 ettari, e quella coltivata da affittavoli rimane di 1,179,583. Il rapporto tra i beni affittati e gli altri compresi i boschi e gerbidi è di 45 34 a 54 69: deducendone i boschi ed i gerbidi è di 65 78 a 34 22, vale a dire che i due terzi circa dei beni coltivati si fanno valere da affittavoli.

Questo ultimo rapporto varia secondo le provincie; così mentre nel Lussemburgo si affitta appena il 25 63 p. 0/0 delle terre, nella Fiandra occidentale se ne affitta l'84 92.

Nella Fiandra orientale questo rapporto è di 75 95 a 24 05, e nel distretto di Eecloo nella stessa provincia esso è di 93 92 a 7 07, vale a dire che in questo distretto i proprietarii non fanno valere essi stessi che il 14 circa delle loro terre.

In quanto al rapporto tra le terre coltivate dai proprietarii e quelle affittate, la statistica constata un fatto che ha luogo anche in altri paesi, ed è che l'affittamento delle terre è più frequente nelle località, in cui i terreni e le colture sono più divisi, la produzione più variata e più ricca, ed esige maggior mano d'opera, e finalmente ove la popolazione è più fitta.

Il numero di coloro che fanno valere il suolo nel Belgio è di 572,550, fra cui 119,312 proprietarii dalla totalità dei beni che fanno valere, 81,914 che lo sono di più della metà, 234,960 locatari della totalità dei beni che coltivano, e 136,360 che sono locatari di più della metà di queste terre. Vi sono poi fra i coltivatori del suolo proprio oppure dell'altrui a titolo di locatari, 247,551 coltivatori le cui tenute non eccedono le 50 are, ossia una giornata e un quarto, e se ne contano 317,964 che coltivano meno di un ettare, contro 254,536 che fanno valere proprietà più estese.

Su 100 tenute ne esistono nel Belgio 43 24 da 1 a 50 are, 12 30 da 51 are a un ettare, 28 97 da 1 ett. a 5, 7 47 da 5 a 10, 3 04 da 10 a 15, 1 59 da 15 a 20, 0 98 da 20 a 25, 0 58 da 50 a 100, 0 17 oltre i 100.

La media generale della superficie constatata dal censimento agricola è di 4 55 ettari per cadun coltivatore, e la media della superficie produttiva è di ettari 3 13.

La provincia in cui relativamente al territorio le tenute sono più piccole è la Fiandra orientale (2 76 ettari), quella in cui la media è più grande è la provincia di Lussemburgo (11 35 ett.). Nella prima si praticano più che nella seconda le colture industriali e che esigono molti lavori manuali.

Tuttavia la provincia in cui vi sono proprietà di una estensione maggiore relativamente alle altre provincie è quella di Namur, paese anch'esso ove le colture industriali sono relativamente scarse. In questa provincia il 2 21 per 0/0 delle tenute oltrepassa i 50 ettari, mentre nel Lussemburgo non avvene che l'1 49 che oltrepass questa misura.

Noi vorremmo poter fermarci maggiormente sopra la parte della statistica che si riferisce alla ripartizione del suolo secondo il numero dei proprietarii e secondo il modo di coltura diretta o per mezzo di fittavoli, imperciocchè essa ci porgerebbe il destro di discorrere con i dati di fatto alla mano di molte questioni economiche interessanti l'agricoltura, ma ciò ci dilungherebbe assai dal nostro proposito, il quale non è altro per ora che quello di additare uno dei migliori lavori statistici che siansi sinora eseguiti sopra l'industria agricola.

Rimandiamo pertanto quegli studi a momenti e luoghi più opportuni e proseguiremo succintamente il nostro rendiconto.

Divisione delle colture.

Come già accennammo la superficie produttiva del Belgio è secondo il censimento del 1846 di 2,603,036 ettari. Deducendone i boschi e le terre incolte, essa si riduce ad ettari 1,793,156. Questa si divide come segue relativamente alle colture.

A cereali e farinacei	ettari	878,103
Piante industriali	»	65,654
Piante leguminose	»	68,677
Radici	»	131,862
Foraggi	»	155,746
Prati, pasture e verzieri	»	362,307
Maggese	»	80,908
Colture varie, come vigne, giardini, arboreti, ecc.	»	49,899
Totale		1,793,156

(1) Questi terreni hanno una superficie di 117,599 ettari.

www.internetculturale.it

Capo II.

Fitti comuni tra ognuna delle sezioni urbane e suburbane.

Rendita di una bottega, camera e soffitta nelle varie sezioni della città, di un' area di metri 24. 60.

SEZIONI	Rendita di una Bottega		Rendita di una Soffitta		Rendita di una Camera al 1.° piano		Rendita di una Camera al 2.° piano		Rendita di una Camera al 3.° piano		Rendita di una Camera al 4.° piano		Rendita di un Ammezzato		Rendita di una Bottega		Rendita di una Camera al 1.° piano		Rendita di una Camera al 2.° piano		Rendita di una Camera al 3.° piano		Rendita di una Camera al 4.° piano	
	minimum	massimo	minimum	massimo	minimum	massimo	minimum	massimo	minimum	massimo	minimum	massimo	minimum	massimo	minimum	massimo	minimum	massimo	minimum	massimo	minimum	massimo	minimum	massimo
Po	200	400	50	110	120	240	140	280	84	168	70	140	85	170	1400	3200	150	300	120	240	96	192	84	168
Monviso	270	540	68	135	160	320	180	360	105	210	90	180	110	220	1300	3000	200	400	140	280	105	210	90	180
Moncenisio	130	260	32	65	80	160	90	180	52	105	45	90	55	110	700	1600	100	200	70	140	52	105	45	90
Dora	180	360	45	90	105	210	120	240	70	140	60	120	72	145	900	2000	130	260	90	180	70	140	60	120
Borgo Po	270	540	68	135	160	320	180	360	105	210	90	180	110	220	1300	3000	200	400	140	280	105	210	90	180
Borgo Nuovo	270	540	68	135	160	320	180	360	105	210	90	180	110	220	1300	3000	200	400	140	280	105	210	90	180
Borgo San Donato	130	260	32	65	80	160	90	180	52	105	45	90	55	110	700	1600	100	200	70	140	52	105	45	90
Borgo Dora	180	360	45	90	105	210	120	240	70	140	60	120	72	145	900	2000	130	260	90	180	70	140	60	120

Capo III.

Rendita generale delle case delle sezioni urbane e suburbane, comprese quelle godenti d'immunità temporaria.

La rendita di tutte le case della città e suoi borghi è di lire 12,043,021 04, la quale si divide come segue, cioè :

N° delle case di ogni sezione.	Sezioni.	Ammontare di ogni sezione.
269	Po	2898533 52
528	Monviso	2796552 70
283	Moncenisio	1727578 96
544	Dora	2491777 86
103	Borgo Po	188312 30
164	Borgo Nuovo	1206681 20
41	Borgo San Donato	65989 »
167	Borgo Dora	657695 50
Per 1701 case	Lire	12043021 04

Capo IV.

Rendita delle case urbane e suburbane appurata da quella afficiente le case che godono di una immunità temporaria.

		Meno L.	Restano L.
Sezione del Po	L. 2898533 52	778553 60	2119779 92
» Moviso	» 2796552 70	187048 28	2609504 42
» Moncenisio	» 1727578 96	41525 »	1686053 96
» Dora	» 2491777 86	61495 80	2430282 06
» Borgo Po	» 188312 30	» »	188312 30
» Borgo Nuovo	» 1206681 20	» »	1206681 20
» Bor.S. Donato	» 65989 »	» »	65989 »
» Borgo Dora	» 657695 50	92283 »	545412 50

Totale rendita delle case godenti un' immunità L. 1160705 68

Totale rendita delle case appurata da quelle immuni. . . . L. 10852345 36

Da queste cifre ne risulta che il 68, 88 p. 0/0 cioè i due terzi delle terre sono coltivati. Questi due terzi stanno nel seguente rapporto col totale del territorio agricola e fra loro. Su 100 ettari di terre produttive ve ne sono 33,73 circa a cereali, 2,52 a piante industriali, 2,63 a piante leguminose, 5,07 a radici, 5,98 a foraggi, verdi seminati, 13 20 a prati, 3,40 a maggese, 1,92 a colture varie, 18, 66 a boschi e 12, 45 incolti; cosicchè il quarto circa della totalità delle terre è destinato a produrre esclusivamente alimenti per il bestiame, ai quali alimenti è uopo aggiungere una parte dei cereali, i residui delle birrerie, distillerie e fabbriche di zuccaro, non che quelli delle grane oleaginose sotto forma di tortelli, i pascoli nei boschi e nelle terre incolte.

Ritorneremo più tardi su questa parte della ricchezza agricola del Belgio.

Cereali.

La coltura dei cereali e di altri farinacei si divide come segue :

233,432 24 ettari per il frumento ;
51,447 80 per il faro ;
39,716 57 per il barbariato, ossia mescolanza di frumento e segala ;
283,369 34 per la segala ;
39,703 94 per l'orzo ;
202,430 78 per l'avena ;
27,580 12 per il saraceno.

Come si scorge, il terzo appena delle colture più propriamente destinate alla produzione di alimenti pell' uomo (325,046 ettari) spetta alle granaglie di prima qualità, cioè frumento, barbariato e faro.

Altri 340,965 sono destinati alla segala ed al saraceno, 202,431 all'avena, generi che appartengono alla classe di cereali di qualità inferiore.

La produzione media è la seguente :

Capo V.

Montare dell' imposta sui fabbricati urbani e suburbani, col confronto di esso col contingente prediale dell'anno 1851.

La rendita di L. 10,852,345 36 è afferente a vari opifizi urbani e suburbani per una somma di . . . L. 183209 »

Si riferisce poi a fabbricati di abitazione ordinaria per una somma di . . . . . » 10669106 36

Totale rendita come sopra. L. 10852345 36

Diminuendo di un 1/3 le L. 183,209 afferenti agli opifizi, e dividendo il residuo per 10 a termini della legge 31 marzo, si ha d'imposta per gli opifizi urbani e suburbani la somma di . L. 12213 92

Diminuendo poi di 1/4 le L. 10,669,106 36 per rendita delle case, e dividendo per 10 il residuo, si otterranno d'imposta . . . . . » 800182 98

Totale imposta tra opifizi e case urbane e suburbane . . . . . L. 812396 90

Il contingente dell' imposta prediale in principale e centesimi addizionali rileva, per l'esercizio 1851, a L. 529,511 09, divisibili per le case della città e suoi borghi in. . L. 403014 23

Per gli stabili rurali e case del contado . . . . . » 126296 86

Totale L. 529511 09

Siccome nelle rendite avanti citate non furono comprese le case civili del contado, perchè trovansi già quotate secondo il sistema allibramentale di una somma maggiore di quella che esige la legge 31 marzo, basata sulla loro rendita, così per avere la differenza del nuovo tributo dall'antico, si deducano le . . . . . L. 403014 23

E si avrà per aumento, prodotto dalla nuova imposta sulle case ed edifizi della città e suoi borghi, la somma di . . . . . L. 409382 67

A persuadere che le case del contado non producono alcun beneficio all' erario dello Stato calcolando la loro quota sulla base della rendita di cui sono suscettibili, bastar deve il riflesso :

1. Che la maggior rendita di una delle case suddette è calcolata di L. 600, e produce per conseguenza una quota d'imposta di L. 45 ;

2. Che la stessa casa è già imposta per il tributo prediale per essere allibrata di L. 500 che, calcolate a L. 0,475292 per ogni unità, producono una quota di L. 73 76 ; conseguentemente, ben lungi dal produrre un benefizio all' erario dello Stato, sembra che le case civili del contado dovrebbero andare soggette ad una diminuzione, per trovarsi già aggravate in confronto alla rendita delle case urbane e suburbane.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE.

Comitato centrale.

Adunanza del venerdì 9 gennaio 1852, ore 7 1/2 di sera, nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

Ordine del giorno

1. Proposte sugli esami del Magistero.
2. Relazione sulle scuole per le maestre-alunne istituite in varie città dello Stato, e della convenienza di lasciarle all' indirizzo privato, o di ordinarle coll'indirizzo del Governo.
3. Relazione sui Regolamenti delle scuole secondarie.
4. Proposta ai Comitati della Società per la revisione dell'articolo dello Statuto organico, che estende al triennio l'obbligo dell'associazione.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — L'Istituto di Francia, classe dell'accademia d' iscrizioni e belle lettere, ha eletto in una delle sue più recenti tornate a suo socio corrispondente il chiarissimo cav. Costanzo Gazzera, bibliotecario della R. Università di Torino e segretario dell'Accademia R. delle scienze per la sezione di scienze morali. Nel fare questa elezione l' Istituto di Francia onorava degnamente un nostro illustre concittadino, che co' suoi studii e con le sue scritture ha procacciato fama al suo nome e gloria alla patria comune.

PROVINCIE. — Il *Vessillo Vercellese* reca quanto segue intorno alla solennità di cui abbiamo fatto cenno nella Gazzetta di lunedì p. p. :

Ieri aveva luogo il solenne discoprimento della lapide ove stanno impressi a perpetua memoria i nomi dei generosi vercellesi che perdettero la vita nella guerra della nazionale indipendenza. La legione della Guardia Nazionale era stata chiamata sotto le armi.

Alle tre ore del pomeriggio la piazza era affollata di popolo ; tutti gli ufficiali di cavalleria, fanteria, artiglieria ed il militare comando, invitati, erano accorsi alla solennità, poichè su loro rifletteva la gloria di quei prodi. L' intendente generale e l' intero consiglio comunale assistevano a quell'atto generoso. Ad un cenno del sindaco è rimossa la cortina che nascondeva al pubblico il monumento.

È questo un capo d'arte semplice ma squisito, e fa onore all'artista signor Albertoni ch' l'ha scolpito. Vi è rappresentata l'Italia desolata che posa la fronte sull'urna ove sono le ceneri dei prodi ; la bellezza di quella figura e la profondità del dolore sono ammirabili. Sopra vi sono scolti i nomi dei 45 vercellesi che pagarono il lor debito di sangue alla patria ; in cima alla lapide è lo stemma della città di Vercelli. L' iscrizione è così concepita :

Ai Vercellesi
che per l'Indipendenza Italiana
caddero combattendo
negli anni 1848-49
il Municipio
a memoria ed esempio.

I nomi di quei valorosi sono : Bosatra Giulio, Delcaretto marchese Ernesto, Ghidetti Giovanni, Giacchero Giuseppe, Malinverni Giacomo, Marchiselli Nicola, Tassara Angelo, Fiore Eusebio, Gattinara di Zubiena conte Rodolfo, fratelli Lavini Giovanni e Lavini Ernesto, Spella Francesco, Stura Antonio.

Dopo gli onori militari, il sindaco fattosi innanzi alla legione lesse un acconcio e splendido discorso.

— Ci scrivono da Diano il 4 gennaio :

Diverse pattuglie della Milizia Nazionale di Diano, Montelupo, Lequio, Albaretto, Serravalle, Bossolasco, Rodello, Serralunga, nella sera del 2 corrente, postesi sulle tracce di tre malfattori che sulla strada d'Alba a Diano, al punto detto della Rocca, circa le 11 antimeridiane di quel giorno avevano, armati di coltello e pistole, aggredito e vibrato un colpo di stile a certo Corino di Diano, il quale, depredato di quanto aveva, precedeva di pochi istanti l' intendente generale di questa provincia che qui recavasi per affari d'ufficio. Diramati tosto gli ordini opportuni e i connotati di quei masnadieri, le pattuglie di Rodello e Serralunga arrestarono nella notte stessa e nel successivo giorno due vagabondi privi di recapiti aventi molti dei connotati dei colpevoli di quel reato, dopo che un terzo, anch'è più gravemente sospetto di aver preso parte a tale aggressione, era stato colto in quella sera dai carabinieri reali, i quali, come la Milizia, avevano percorso tutte le località più recondite e sospette.

GENOVA. Si legge nella *Gazzetta di Genova* del 6. gennaio :

Provenienti da Roma giunsero questa mattina imbarcati sul *Languedoc* il principe e la principessa Aldobrandini con famiglia e seguito, diretti per Parigi e Bruxelles.

Giunse da Nizza imbarcato sul *Dante* il cav. Mearcondes d'Oliviera, latore di dispacci di ritorno da Parigi per l' Italia.

SAVOIA. — Si legge nella *Gazette officielle de Savoie* :

La chiesa gotica di Jacob-Bellecombette sta per essere aperta al culto cattolico. La benedizione solenne sembra che avrà luogo, il 15 corrente, festa di S. Maurizio, cui è dedicata. L'altar maggiore di marmo bianco è di un gotico semplice e puro. I vetri istoriati sono collocati da più giorni e lodevolmente eseguiti. La chiesa di Jacob sarà una delle più belle dei contorni di Ciamberi.

È a desiderarsi che lo zelo dell'ab. Georges, curato di questa parrocchia, amico delle belle arti e pastore illuminato, possa trovare numerosi imitatori.

Nel giornale l'*Echo du Mont blanc* del 5 corr., num. 537, si leggono due notizie, l'una cioè di un duello avvenuto tra due ufficiali della brigata Savoia, l'altra del cangiamento d'uniforme della stessa brigata. Siamo autorizzati a dichiarare che quelle notizie sono compiutamente false.

	Per ogni ettare	Media totale
Frumento ettol.	18 44	4,305,837
Faro	27 73	1,049,958
Barbariato	18 88	749,705
Segala	18 68	5,293,191
Orzo	32 27	1,284,220
Avena	31 19	6,312,847
Saraceno	20 73	571,567
		19,563,425

Dedotte le sementi :

Frumento	3,876,286
Faro	879,966
Barbariato	679,805
Segala	4,761,221
Orzo	1,234,388
Avena	5,729,847
Saraceno	350,331
	17,741,844

Volendo ora calcolare le quantità di quelle fra queste derrate che servono alla panificazione o ad altro uso simile, dobbiamo inoltre dedurre 22m. ettolitri di frumento assorbiti annualmente dalle fabbriche di birra, epperciò ne rimangono per la panificazione e per altri usi domestici 3,655,286 ettolitri in tutto, ossia 84 litri per persona.

È da osservarsi però che questa quota è forse superiore al vero perchè da alcuni anni le esportazioni superano di alcun poco le importazioni, e poi non può dirsi che i 3,655,286 ettolitri suddetti servano per intiero agli usi sopra specificati.

Aggiungendo il faro ed il barbariato si avranno altri 37 litri di buona granaglia per persona.

Alla segala che rimane disponibile dopo dedotte le sementi è uopo aggiungere 147,000 ettolitri d'importazione, e dedurne invece 443,700 che vengono distillati.

Ne rimangono ancora 4,464,521 ettol. i quali divisi per la popolazione formano una quota individuale di 103 litri per cadun abitante, equivalenti in parti alimentarie a poco meno di 100 di frumento.

La quota di segala deve però essere inferiore all' indicata, giacchè il bestiame ne fa anche un certo consumo. Checchè ne sia nel Belgio si consuma più segala che frumento, locchè si deve attribuire in parte al minor costo della segala, poichè quantunque per la parte nutritiva se ne vogliano 103 7 per equivalere a 100 di frumento, il prezzo ne è assai inferiore, essendo necessarie 145 parti di segala per comperarne 100 di frumento ; in secondo luogo pare che nelle provincie in cui predominano le razze germaniche, vi sia una predilezione per la segala.

Degli altri tre generi non evvi che il saraceno che serva benchè non tutto di nutrimento umano, dal quale deducendo 18,000 ettol. circa che si esportano più di quel che se ne importi, si hanno 12 litri per cadun abitante.

Dal che risulta che tra buoni grani e mediocri si hanno per persona 2 36 ettolitri da consumare ogni anno; a queste quote di cereali è d'uopo aggiungere come base della parte solida del nutrimento nel Belgio la metà del prodotto dei pomi di terra, ossia 11,374,532 ettol. equivalenti a due milioni di ettol. di grano, ovvero a 46 litri di grano per persona : locchè fa dire al detto redattore della statistica belgica che relativamente al quantitativo di alimenti che consuma, il popolo belga è uno dei meno ben nodriti di tutta l'Europa.

L'orzo viene esclusivamente consumato nelle birrerie e nelle distillerie, ed alla quantità raccolta se ne aggiungono ogni anno per questi usi 390,000 ettol. provenienti dall'estero. Le birrerie ne consumano circa 1,500,000 ettol. e fabbricano 8 milioni ettol. di birra.

Di avena se ne consumano 38,000 ettol. circa nelle distillerie e 26,000 nelle birrerie, il rimanente congiunto a 235,000 ettol. importati ogni anno viene consumato dai cavalli, la cui quota individuale è perciò di 20 ettolitri all'anno ossia di 2 k. 42 al giorno, quota che il redattore della statistica dichiara insufficiente, supponendo eziandio che non se ne somministri ai cavalli minori di 3 anni.

Troviamo nella statistica molte considerazioni relativa-

www.internetculturale.it

LOMBARDO-VENETO

Si legge nell'*Eco della Borsa*:

Il furgone postale delle merci e dei gruppi arrivato la sera del 1° corr. coll'ultimo treno della strada ferrata di Como-Monza-Milano, ha sofferto un grave sinistro. Poco dopo aver passato lo stradone del Ponte-Vetro il conduttore da un passaggiero venne avvisato che gli sportelli posteriori del furgone erano dischiusi. Dalla custodia così aperta munivasi un sacco di pelle contenente una discreta somma composta di varii gruppi destinati al nostro commercio: e che in gran parte crediamo pezzi da 20 franchi spediti da Basilea. Al tristo annunzio la direzione delle poste, e la direzione dell'ordine pubblico hanno rivalizzato di zelo per scoprire le traccie di questo fatto. Udiamo che mentre il furgone traversava la corsia del Ponte-Vetro varii giovinastri, formando catena colle braccia, barrarono per alcuni istanti e con grida la via ai cavalli, e li costrinsero a rallentare il trotto, circostanza, che essendo nei vesperi del primo di dell'anno sulle prime non fece sensazione, ma che può essere collegata colla perpetrazione del fatto.

FRANCIA

Parigi, *4 gennaio*. Il rendiconto della Banca offre pochi movimenti, paragonato a quello di otto giorni fa. Eccone i principali articoli:

Il contante ascende a 460,820 fr. in Parigi, e a 106,985,851 franchi nelle succursali. Il portafoglio ammonta in Parigi a 58,467,870 fr., e a 74,755,771 fr. nelle succursali.

La scadenza del 1° gennaio fu molto stentata; rimasero 5,755,036 fr. di effetti da pagarsi.

Le anticipazioni sugli effetti pubblici sono di 14,091,976 fr. in Parigi, e di 2,227,245 fr. nelle succursali.

La circolazione è di 469,450,400 franchi in Parigi, e di 126,500,500 fr. in provincia. Il totale dei biglietti al portatore in giro di emissione è di 595,952,900 fr. Vi è perciò una differenza di 24,426,340 fr. tra il contante in cassa e la circolazione.

Il conto del tesoro non è più se non di 52,480,425 fr.

I conti correnti varii sono di 147,271,670 fr. in Parigi, e di 30,296,482 fr. nelle succursali.

Il conto delle riscossioni provenienti dagli effetti arretrati e già passati al conto profitti e perdite, è di 94,871 fr.

— L'amministrazione dei telegrafi ha terminato lo stabilimento della direzione elettrica di Dieppe, e da oggi in poi i dispacci privati saranno ricevuti a destinazione di essa città.

— Leggesi nel *Moniteur*: Un giornale pretende che le importazioni recenti d'oro in Francia determinarono asportazioni corrispondenti d'argento.

Basta opporre a quest'allegazione le cifre delle importazioni ed asportazioni d'oro e d'argento dichiarate dal commercio e verificate dalla dogana, dal 1° gennaio 1851 al 20 dicembre dello stesso anno:

Importazioni d'oro	118,150,400 fr.
D'argento	171,711,900 fr.
Totale delle importazioni	289,342,300 fr.
Asportazioni d'oro	16,530,900 fr.
D'argento	87,768,700 fr.
Totale delle asportazioni	104,299,600 fr.

Risulta da queste cifre che invece di diminuire, il contante in argento è cresciuto in Francia, entro il detto periodo, di 83,943,200 fr.

— Si annunzia che tutte le compagnie le quali si organizzano per far la domanda della gran concessione della strada ferrata da Parigi a Lione, si sono fuse insieme per formare una sola grande compagnia che accetterà gli oneri imposti dal governo.

— I lavori della tomba dell'imperatore sono spinti innanzi con molta alacrità. Le ceneri che riposano attualmente nella cappella di San Girolamo agl'Invalidi, vi saranno collocate con istraordinaria pompa e solennità.

SPAGNA

Madrid, *30 dicembre*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il marchese di Miraflores darà il 2 gennaio un gran banchetto per festeggiare la nascita della principessa reale. Dopo il banchetto vi sarà ricevimento officiale.

Il duca della Vittoria, generale Espartero, indirizzò alla regina Isabella II una lettera di felicitazione. La regina ha fatto annunziare nella *Gazzetta di Madrid*, ch'ella ha accolto con piacere le felicitazioni del duca.

Il sig. Bourée, uno de' numerosi addetti all'ambasciata di Francia a Madrid, arrivò ieri nella nostra capitale.

La *Gazzetta di Madrid* smentisce officialmente la notizia pubblicata da alcuni giornali, che la guarnigione di Madrid fosse stata messa sotto le armi la notte del 27 dicembre. L'autorità civile non avea nemmeno adottato alcuna precauzione straordinaria, non ostante l'immenso e clamoroso concorso di gente che girava di notte per le contrade di Madrid, in occasione delle feste.

Si era parlato della velleità di alcuni deputati della opposizione di dare la loro demissione a cagione della iniziativa presa dal ministero in varie questioni, e specialmente in quella delle tariffe, senza aver consultato le *Cortes*; ma ben potrebbe avvenire, che il ministero ragunasse quanto prima le Camere onde farsi autorizzare a continuare la riscossione delle contribuzioni. Ciò non di meno, queste due notizie meritano conferma.

— Ecco la lettera del generale Espartero a S. M. della quale si è fatto cenno più sopra:

« Signora,

Il Cielo ha esaudito i voti degli spagnuoli, e, accordando a V. M. l'efficace suo aiuto per uscir felicemente da una posizione difficile sempre e pericolosa, ha fatto dono a noi d'una principessa a fine di perpetuare in linea diretta di V. M. la successione della monarchia, fregiata d'instituzioni, le quali mentre estendono viemmaggiormente le prerogative del trono, fanno ad un tempo armonizzar queste co' diritti del popolo.

Si degnino V. M. e l'augusto suo sposo accogliere con la usata loro benignità la più sincera e cordiale felicitazione per un avvenimento sì fausto. — Logrono, 24 dicembre 1851. — Signora, a' reali piedi di V. M. il *Duca della Vittoria*. »

— Si legge nell'*Heraldo*:

S. M. la regina è entrata in piena convalescenza; ella si alza tutti i giorni, e resta molte ore fuori del suo letto. La principessa delle Asturie gode anch'ella di ottima salute. Oggi (30) si è cessato di pubblicare i bollettini dei medici.

INGHILTERRA

Londra, *3 gennaio*. Si legge nel *Morning-Post*:

Fra i personaggi esteri che convennero la sera del primo dell'anno alla nuova residenza dell'ambasciata francese, si notavano il ministro russo, la baronessa Brunow, il ministro d'Austria, il ministro di Prussia, quelli del Brasile, di Portogallo, di Napoli, di Turchia, d'America, di Baviera, gl'incaricati d'affari di Sardegna, di Spagna, ecc., il sig. Eugenio Lami ecc. Fra i personaggi dell'aristocrazia inglese si notavano il conte di Granville, il procuratore generale, lady William Russell, il generale Fox, gran numero di dame, ecc.

— Si legge nel *Morning-Advertiser*:

Corre di nuovo la voce che il sig. Cardwell, il duca di Newcastle e sir James Graham (tutti e tre peelisti) debbano entrare a far parte del ministero.

— Scrivono al *Morning-Chronicle* da Windsor in data del 2 gennaio:

Il duca e la duchessa di Nemours sono venuti da Claremont a far una visita alla regina, ed han fatta colezione con S. M.

— Il *Daily-News* dice che molti stranieri si recarono a Douvres per assistere alla partenza della brigata di carabinieri, la quale avea ricevuto l'ordine d'andare al capo di Buona-Speranza.

— Si legge nello stesso giornale:

Il governo romano ha accordato ai detentori de' titoli del prestito Rothschild la facoltà di operarne lo scambio contro titoli ordinarii del debito consolidato.

— Il *Morning-Chronicle* assicura che non appena riunito il Parlamento, saranno proposti alcuni provvedimenti per autorizzare il potere esecutivo ad adottare mezzi energici intesi a sopprimere la organizzazione del *ribbonismo* (società segrete), ed a ristabilire la tranquillità nelle contee d'Armagh, Monaghan e Longh. I proprietarii desiderano vivamente che il governo dia opera in siffatto modo a far cessare i delitti che furono ultimamente commessi e si vanno tuttora commettendo nel nord dell'Irlanda.

— Il *Sun* dice che durante l'ultima settimana del 1851 furono esportate direttamente da Londra 74,800 once d'argento, e 277 once d'oro.

ALEMAGNA

Prussia. La *Gazzetta di Prussia*, foglio ministeriale di Berlino, continua la sua polemica contro il sistema commerciale dell'Austria: in un suo recentissimo articolo essa dice: « Le tasse e dei diritti della tariffa austriaca furono fissate così alte che, per quanto dicono i fabbricanti, l'importazione degli oggetti forestieri simili ne è resa impossibile: non si tratta adunque che di una novella forma di proibizione.

« Se ciò non ostante si pretese che, per certi oggetti, la tariffa austriaca potesse avere effetti simili a quelli della tariffa dello Zollverein, si è perchè la proporzione fra i diritti stabiliti da quest'ultimo, ed il valore delle merci, si alterò pel ribasso del prezzo di queste, ed introdusse uno stato di cose che, privando il fisso d'importanti introiti, diedero origine a parecchie industrie che meglio sarebbe non esistessero.

« La legislazione prussiana che servì di base a quella dello Zollverein è fiscale e non protettrice. »

ULTIME NOTIZIE

Italia. — Interno. — *Genova, 7 gennaio*. Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

L'intendente generale della divisione di Genova, con decreto in data d'ieri, ha ordinato la chiusura del locale della società di mutuo soccorso in Lerici impedendone quind'innanzi le adunanze. Questo decreto fu motivato dal carattere turbolento ed ostile che prese la suddetta società le cui adunanze, allontanandosi dallo scopo proposto dall'istituzione, riuscivano in recriminazioni, tumulti, minaccie che spargevano l'agitazione nel paese e nelle famiglie.

Francia. *Parigi, 5 gennaio*. Leggesi nella corrispondenza Havas: La pubblicazione della costituzione, che si dice essere imminente, forma l'obbietto dell'aspettazione generale. Corre voce che il manoscritto di quest'importante lavoro sia stato già consegnato al direttore della Stamperia Nazionale. Ciò che si sa per certo è che se la pubblicazione della costituzione fu sinora differita, se ne deve ascrivere la cagione al patriottico desiderio che ha il capo dello Stato di recar la più grande maturità nella elaborazione dell'opera che la Francia gli affidò.

— Il *Journal des Débats* contiene un lungo articolo del sig. A. Bertin sul presente stato delle cose, e dopo avere stabilito la profonda ragione e l'efficacia delle istituzioni fondate da Napoleone nel 1799, dimostra che il voto unanime del 20 e del 21 dicembre rimette logicamente il potere pubblico nelle mani di L. Napoleone.

— Un giornale della sera dice essere erronea la notizia data dal *Constitutionnel* che l'imperatore di Russia aveva scritta una lettera di congratulazione al presidente della repubblica.

— In virtù di una circolare del guardasigilli indirizzata agli arcivescovi e vescovi della Francia, il *Domine salvum fac* dovrà essere da ora in poi cantato in questi termini: *Domine, salvam fac rempublicam; Domine, salvum fac Ludovicum Napoleonem, et exaudi nos in die qua invocaverimus te.*

— Il presidente della repubblica ritenuto all'Eliseo da una leggiera indisposizione non ha potuto recarsi ieri al gran banchetto dato nel Palazzo di Città dal prefetto della Senna.

Spagna. *Madrid, 31 dicembre*. Scrivono alla *Correspondance*:

Nella prossima settimana la regina Isabella II sarà in grado di riassumere la firma officiale.

Il generale Aupick, ambasciatore di Francia, ha ricevuto ieri in sua casa il fiore della società di Madrid.

I deputati della minoranza progressista tennero una riunione, nella quale in vece di decidersi a dare la lor demissione e fare un manifesto alla nazione, han risoluto d'indirizzare un messaggio a S. M. la regina a fine di protestare contro l'adozione di alcuni provvedimenti governativi, presa dal ministero, senza avere precedentemente consultate le *Cortes*. Tre senatori e tre deputati comporranno una deputazione, la quale presenterà detto messaggio alla regina. Domenica prossima è il giorno stabilito da S. M. per ricevere la deputazione.

Inghilterra. Si legge nella *Correspondance Havas*:

Si assicura che la maggior parte de' rifugiati politici che risiedono a Londra, abbia adottato la risoluzione di passare in America.

Alemagna. La Dieta germanica, nella tornata del 31 dicembre, ha deliberato intorno alla flotta tedesca. La soppressione e la vendita vennero decise, dopo che la Prussia si fu dichiarata contro il progetto dell'Austria, che proponeva di formare tre divisioni col mezzo delle forze navali austriache, prussiane e delle rimanenti d'Alemagna. La Prussia si dichiarò pure disposta a sopportare la sua parte delle spese richieste dal mantenimento della flotta per un mese.

— *Berlino*. La demissione del ministro della guerra, generale Stockhausen, ora annunziata ora smentita, dicesi che può riguardarsi come definitiva, quantunque non sia ancora annunziato il suo successore.

---

mente alla convenienza di coltivare piuttosto una specie di cereali che un'altra, alle ragioni pelle quali si preferisce una specie o un'altra, al peso dei vari grani, al loro valore venale, alle economie che si potrebbero ottenere facendo uso di buoni seminatoi, alle medie di quanto si potrebbe sperare dai raccolti. Ci duole che la ristrettezza del nostro quadro non ci permetta di tutte riferire le eccellenti cose che furono dette a questi diversi riguardi, la cognizione delle quali potrebbe molto giovare anche nel nostro paese ove si volessero meditare attentamente.

Ci basti lo accennare che, secondo la statistica, la coltura del frumento va estendendosi in alcune delle regioni il cui suolo le conviene e nel quale finora si coltivavano cereali meno profittevoli come la segala ed il faro; che in alcune provincie la media del raccolto è superiore d'assai alla media generale; che non è raro trovare nel Belgio delle tenute in cui si raccolgono 40 e 45 ettol. di frumento per ettare; che non sarebbe straordinario giungere in breve ad un rendimento di 36 ettol. il quale raddoppierebbe il rendimento attuale; che generalizzandosi l'uso dei seminatoi si economizzerebbe mezzo ettol. di grano per ett. cioè 116,050 ettol. sul frumento, e sulla segala 150,000 ettolitri.

Indichiamo inoltre in apposito quadro il valore medio di tutte le granaglie e della paglia che si raccolgono, il quantitativo ed il valore dei grani che si seminano nel Belgio, e finalmente il valore delle importazioni e delle esportazioni di cereali nel 1848 e 1849.

QUADRO PRIMO

Valore per ettolitro		Totale del valore dei raccolti		
grani		*grani*	*paglia*	
19	89	85,645,097	30,663,295	frumento
13	92	14,200,832	4,607,443	faro
16	60	12,445,105	5,270,642	barbariato
12	60	34,961,880	13,268,574	segala
11	»	14,095,420	5,422,545	orzo
6	82	45,055,646	17,457,491	avena
11	55	8,481,668	1,580,069	saraceno
		259,579,366	78,969,869	

Totale della

quantità seminata per ettare		quantità seminata	valore del grano	
1	84	429,551	8,545,769	frumento
1	47 da scorticare	251,760	1,712,700	faro
1	72	69,000	700,340	barbariato
1	68	531,970	5,978,356	segala
1	91	46,852	515,152	orzo
2	88	585,000	5,976,060	avena
»	77	21,256	345,278	saraceno
		1,914,259	21,731,658	

Risulta da questo quadro che il valore totale dei prodotti in cereali raccolti nel Belgio è di L. 338,549,235 di cui 259,579,366 per i grani e 78,969,869 per la paglia e che deducendo il valore delle sementi rimane un valore di 237,867,708 in grani, e comprendendovi la paglia di 316,847,577 Lire. Il quantitativo di grani raccolti è di 17,711,844 ettol. e dedotte le sementi di 15,797,585 ettol.

QUADRO SECONDO

1848

importazione	quantità *chilogr.*	valore
Frumento	69,279,754	15,241,546
Segala	22,908,755	5,456,312
Avana	7,427,040	997,785
Saraceno	244,611	56,692
Faro e orzo perlato	478,540	53,505
Orzo	25,050,071	5,754,510
Farina e crusca	9,115,350	5,189,674
Pane	5,545	2,217
Pasta	42,174	19,454
	135,899,617	26,751,664

esportazione	quantità *chilogr.*	valore
Frumento	38,849,284	8,546,842
Segala	6,959,509	4,040,927
Avena	1,464,903	165,096
Saraceno	4,224,817	633,722
Faro e orzo perlato	19,300	3,163
Orzo	1,965,921	294,538
Farina e crusca	1,064,296	552,504
Pane	9,865	5,945
Pasta	2,465	2,465
	54,258,561	14,040,942

1849

importazione	quantità *chilogr.*	valore
Frumento	40,209,729	9,044,160
Segala	12,857,774	4,925,666
Avena	4,762,652	525,890
Saraceno	75,959	11,094
Orzo germogliato	20,425	3,268
Id. perlato e faro	97,587	29,220
Orzo in grano	25,660,440	3,840,065
Farina e crusca	1,686,565	505,909
Pane	10,109	4,045
Pasta	22,956	22,956
	85,512,762	15,710,251

esportazione	quantità *chilogr.*	Valore
Frumento	54,950,400	12,064,088
Segala	1,544,215	327,157
Avena	541,780	59,596
Saraceno	2,781,228	417,184
Orzo germogliato	6,998	1,120
Id. perlato e faro	4,752	526
Orzo in grano	14,501	2,175
Farina e crusca	4,749,448	515,854
Pane	5,650	2,252
Pasta	5,390	5,390
	59,821,342	15,315,902

(Continua)

Magnone.

— La *Gazzetta del Weser* pretende sapere che il presidente del consiglio, barone Mantuffel, sia per uscire dal gabinetto e che verrà surrogato dal signor Arnim-Boitzemburg, dell'estrema destra.

— *Oldenburgo*. La dieta di Oldenburgo si è prorogata fino al 25 febbraio. È noto che, prima di prendere questa risoluzione, essa ha deciso, coll'adesione del ministero, che la costituzione sarebbe riveduta dalla dieta generale del ducato in quest'anno, ma soltanto in quei punti che essa medesima, prima del suo scioglimento, indicherà come bisognevoli di rivedimento. — Epperciò alla fine del prossimo febbraio il governo le presenterà parecchie leggi intese a determinare le parti della costituzione che dovranno essere rivedute dalla dieta generale del ducato.

E. LEONE gerente.

La signora Uccelli di Firenze, conosciuta compositrice, allieva del maestro Rossini, e sua figlia cantante di concerto, ambedue reduci da Parigi e dall'Inghilterra, ove hanno dato più volte saggio dei loro talenti, presteranno gentilmente il loro concorso pel prossimo gran concerto della Società Filarmonica in occasione dell'annuale distribuzione dei premi.

Madama Uccelli produrrà una sinfonia marziale a grande orchestra, e sua figlia, di cui i fogli stranieri vantarono la bella voce, ed il metodo distinto, eseguirà oltre un pezzo di autore conosciuto, una *polacca* composta espressamente da sua madre.

La signora Uccelli ebbe la soddisfazione di vedere accolto con molto favore da S. M. la Regina vedova Maria Teresa un suo canto intitolato *Louise Marie au Ciel*, composto a Bruxelles in occasione della morte della tanto compianta regina del Belgio.

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

Il Comitato di Direzione previene i signori Azionisti che il pagamento del secondo semestre del 1851 degli interessi delle azioni si farà alla Cassa della Società, a partire dal giorno 16 corrente gennaio ed in tutti i giorni non feriati dalle ore 1 alle 4 pomerid.

GABINETTO PER SAGGI METALLURGICI

Nell'or recentemente ampliato laboratorio chimico-farmaceutico di B. A. Rossi (via Porta Nuova, casa propria, num. 16), si è destinato un Gabinetto per *Saggi metallurgici*, ove a richiesta di committenti si eseguiranno analisi sulle sostanze metallifere ed altre, comunicandone in iscritto i risultamenti.

ASSORTIMENTO
di **Tappeti di giunco** detti **STUOIE**
PER PAVIMENTI
della Fabbrica Nazionale dei FRATELLI BOGETTO
via di Po, angolo opposto al Caffè Nazionale,
e via del Seminario, n. 6, Torino.

RICERCHE

Si vorrebbe far acquisto di una Cascina nelle vicinanze di Torino, che non ecceda il valore di 40m., o a censo vitalizio o dietro pronto pagamento:

Domandasi un Segretario che sborsi un deposito di L. 8m. le quali saranno guarentite con ipoteca.

Recapito all'Ufficio di Pubblica Sollecitazione, via di Po, n. 39, dove pure si fanno suppliche d'*ogni genere* e si copiano manoscritti a modicissimo prezzo.

Si richiedono a mutuo, censo redimibile o vitalizio, L. 6m. a 8m. mediante ipoteca — Dirigersi in Torino al notaio Bertolotti, via Dora Grossa, n. 2, p. 3.

VENDITA
di **106** *piante di quercia (roveri) d'alto fusto*

Il Municipio di Cercenasco, provincia di Pinerolo, esporrà in vendita al pubblico incanto 106 PIANTE di quercia d'alto fusto, di piuttosto vistose dimensioni, che si trovano su quel territorio, regione Devesello, poco lungi dalla cascina denominata la *Giorgica*.

Tali Piante sono divise in sei lotti, e l'incanto avrà luogo in quella Sala Comunale lunedì 19 gennaio corrente, alle ore 10 del mattino.

L'aumento del decimo dopo l'incanto, sarà accettato per cadun lotto separatamente, oppure per due o più lotti insieme, ed anche per tutti i sei lotti inclusivamente.

Il pagamento del prezzo dovrà effettuarsi nel corrente 1852, alle epoche indicate dai relativi capitoli, i quali stabiliscono pure le condizioni, sotto cui dovrà effettuarsi l'atterramento, ed il trasporto di esse piante.

AVVISO

I signori GIACOBINO e RIZZETTI, esercenti l'Albergo del **Bue Rosso** in Torino, avendo ottenuto di fornir lo stabilimento di una Vettura in coincidenza colla Strada ferrata, prevengono il Pubblico che la partenza della medesima dal detto albergo avrà principio dall'11 del corrente gennaio.

DA VENDERE CON IPOTECA

Diverso **Legname** da lavoro; — *Da rimettere*: Alcune **Botteghe** e **Negozii** di diversi generi, in siti favorevoli. — Dirigersi allo Studio dell'Estimatore via del Senato, corte dell'Albero Fiorito, piano 2.°

DA VENDERE

Il 26 del corrente gennaio

Num. **83** Quercie d'alto fusto, del diametro di 50 e 60 centimetri, situate sul territorio di Carignano. Dirigersi, *franco*, in detta città al notaio Degioannini.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile* N. 9 membri al 2.° p.°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

CAFFÈ DI GENOVA

Da rimettere: Il Risorgimento, L'Opinione, La Croce di Savoia, La Presse e L'Indépendance Belge.

GIUSEPPE CASALEGNO

Rilevatario dell'antica e rinomata fabbrica da Candele di sego di prima qualità e vendita di grasso purgato, già esercita dal sig. Gioanni Massola, nel Borgo di Borgo di Dora, piazzetta dei Molini della Città, come pure del negozio in Dora Grossa, vicino alla chiesa dei Ss. Martiri, continua la medesima fabbricazione e vendita a modicissimi prezzi, per cui spera vedersi onorato del consueto concorso.

L'INCANTO VOLONTARIO
IN CHERASCO

Di mobili, lingerie, rame, argenterie ed effetti servienti per albergo ora esercito dalla vedova Rosa Gallo, tutrice degli eredi di Pietro Gallo, il quale ebbe luogo il 4 dello scorso dicembre, prosegue in tutti i giovedì, giorni di mercato, nel locale dell'antico Albergo dell'Aquila d'Oro.

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attigenità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

VENDITA

Di 1000 e più PIANTE di PIOPPI in sette lotti, esistenti nelle cascine denominate Calciavacca, e Tipo, situate sulle fini di Verolengo.

Per la visita di queste piante, e per l'indicazione di ciascun lotto rivolgersi ai massari di dette cascine od ai signori Bernardo Maja, e Michele Delmastro, abitanti in Lavriano, e per le condizioni ed offerte al sig. Gioanni Miretti in Torino, via dei Due Bastoni, portina num. 9, piano terzo.

DA VENDERE

CASCINA con fabbricato civile e rustico, ed ettare 45, are 44 (giorn. 115) circa, distante chil. 9, 84, da Torino, tutta irrigabile, con acqua propria.

Per le informazioni e trattative dirigersi nello studio del notaio certificatore Signoretti, contrada Stampatori, porta 14, piano terzo.

DA AFFITTARE *pel 1.° aprile pross. via di Po, num. 45,*

Quattro CAMERE con cucina e soppalco al piano nobile, e due cantine; — Altre quattro, con gabinetto al 3.° piano, verso corte, con cantina.

Dirigersi ivi alla portinaia.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Signorile ALLOGGIO composto di otto camere, casa Ardy, via delle Ghiacciaie, n. 12, piano 3.

Dirigersi al portinaio.

NOTA

Con atto del 29 dicembre ultimo, rogato Dallosta, il sig. Tommaso Mussa del fu Andrea, dimorante in questa città, capo mastro muratore-fumista, ha rivocato pienamente ogni facoltà e mandato, già da lui commesso in qualunque forma, al mastro muratore-fumista sig. Gio. Maria Chiossi, di questa città, con procura passatagli per atto del 2 maggio 1850, pure rogato Dallosta.

Torino, il 5 gennaio 1852.

Furno sost. Piana.

NOTA

Con atto del 13 febbraio 1851, seguito nanti la giudicatura di Borgo Nuovo di questa città, la minore damigella Giulia Maria Teresa Ajmetta-Falconis dei conti di Gajola, delli furono conte Giuseppe e Papurelli Felicita, attualmente domiciliata in questa capitale, venne abilitata all'amministrazione dei di lei beni, e così a riscuotere le sue entrate e fare tutti gli atti non eccedenti la semplice amministrazione, a mente dell'art. 359 del Codice civile.

Torino, il 7 gennaio 1852.

Vana sost. Geninati.

NOTA

Con instromento del 10 corrente, ricevuto Dionisio, il sig. Buratti Pietro fu Giovanni Antonio, residente a Chiarazza, ha fatto vendita al sig. Mosca Angelo fu Giovanni Battista, residente pure a Chiarazza, per L. 1,100, d'una pezza di terra, campo e bosco, ora prato, posta sulle fini di Chiarazza, regione Pandeggianes, in mappa alli numeri 913, 914, 915 e 917, coerenti Servo Anna Maria ed Elena sorelle, Mosca Cattarina, vedova sig. Peraldo-Mattone Pietro, lo stesso sig. Mosca e la strada vicinale, di are 18, centiare 70, pari a tavole 49, piedi 1. Tale instromento venne trascritto alla conservazione delle ipoteche di questa città sotto li 24 corrente, posto al vol. 13, art 109.

Biella, il 28 dicembre 1851.

Notaio Dionisio.

NOTA

Verte avanti il tribunale di prima cognizione di Pinerolo, a relazione dell'ill.mo sig. giudice Fava, il giudicio di particolare graduazione per la distribuzione del prezzo dei beni subastati a Michele Bessone fu Giovanni, dimorante a Vigone, e con sentenza 28 agosto 1851, deliberati a Francesco Bessone fu Giacomo, per L. 2,050.

Con ordinanza 18 dicembre p. p. tutti i creditori furono ingiunti a proporre le loro ragioni e produrre i relativi titoli nella segreteria del prelodato tribunale entro il termine a tale effetto dalla legge determinato.

Pinerolo, il 31 dicembre 1851.

A. Varese caus. coll.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 7 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: ultimo pr. dopo bor.	per contanti: nella mattin.	pel fine del mese corr.: ultimo pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella mattin.	pel fine del mese prossimo: ultimo pr. dopo bor.	pel fine del mese prossimo: nella mattin.
1849 5 0/0 god. 1 8.bre						
1851 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.	92 50	92 92	92 50 p.		92 50	
1841 » » 1 dicem.		(10 25)	30 93	93		93 75
1834 *Obblig.* 1 genn.		(90 50)	50 fin.			p fin
1849 » 1 8.bre			475 p. 30			94 id.
1850 » » 1 agosto	965	960	975 p. fin			975 p
1844 4 0/0 *Sard.* 1 luglio		(965)				50

FONDI PRIVATI		
Azioni B. N. 1 luglio	1710	1715
Banca di Savoia		
Città di Torino 4 0/0 *oltre l'interesse decor.*		
Città di Genova 4 0/0		
Soc. del Gaz (ant.) gen.		
Società del Gaz (nuova)		
Incendii a premio fisso 31 *x.bre*		
Via ferr. di Savigliano 1 *genn.*		
Molini presso Collegno 1 *giugno*		

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi	
Augusta	953	— —	953	1/2 —
Genova vecchio	4	p. 0/0	—	— —
Francoforte S. M.	210	— 1/2	—	— —
Lione	100	— —	99 50	— —
Londra	25	22 1/2	25 10	— —
Milano	—	— —	—	— —
Parigi	100	— —	99 50	— —
Torino sconto	4	p. 0/0	—	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA. (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da L. 20 *L.*	20	09 —	20	12 —
— di *Savoia*	28	75 —	28	80 —
— di *Genova*	79	40 —	79	55 —
Sovrana *nuova*	35	16 —	35	24 —
— *vecchia*	34	99 —	35	08 —
		— —		— —
		— —		— —

Per il biglietto di 1000 L. 3 p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
Denari			
GREGGIE 10—11			
11—12			
12—14			
14—16			
16—20			
ORGANZINI 20—21 70			
21—22 70			
22—23 78	50		
23—24 78			
24—25 77			
25—26 76			
26—27 75	50		
27—28 76			
28—30 74			
30—32			
32—36			
36—40			
TRAME 20—22			
22—24			
24—26 69			
26—28 68			
28—30 67	50		
30—32 67			
32—36 66			
36—40			
MERCI DIVERSE			
Doppio filato			
Morecca scrura di gallettame			
Stoccia			

BORSA DI PARIGI *del 5 gennaio*.

Il 5 0/0 aperto a 104 90, è salito a 105, 50 e chiude a 105 40.

Il 5 0/0 resta a 70, 90.

L'ant. 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 25.

Le azioni della Banca di Francia a 2740.

AVVISO

TEATRO REGIO

Lunedì, 12 corrente gennaio

Rappresentazione straordinaria spettante alla lettera **B** in compenso del riposo occorso il 26 dicembre ultimo.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: *Camoens*, scritta appositamente dal maestro Gualtiero Sanelli, col ballo il *Fausto*, del coreografo Cortesi, — balletto *La vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Il marchese ciabattino*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese diretta dai sigg. Adler e Périchon rappresenta: — *Un garçon de chez-Very*.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Una lezione ai ministri*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Giovanna o la vendetta di 20 anni*.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 8 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

VENERDI' 9 GENNAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie . .	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	36	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 8 gennaio.*

La Camera dei Deputati nella tornata d'oggi proseguì nella discussione del trattato di commercio e della convenzione per la repressione del contrabbando coll'Austria. Discorsero su l'uno e l'altra i deputati Depretis, Farina Paolo e Mellana, ed il Ministro delle finanze.

MINISTERO DI FINANZE

Istruzioni per l'esecuzione della legge che impone la tassa sulle professioni, arti e commercio, e del rispettivo regolamento.

(Continuazione e fine, vedi num. 5, 6, 7)

Art. 34. Si richiama l'attenzione dei verificatori sulla necessità di farsi per ogni comune un giusto criterio dei guadagni massimi e minimi di ciascuna professione, arte od industria, e dei diversi gradi intermedii, in cui ciascuna di esse si può dividere, in quanto che dal giusto apprezzamento di tali elementi dipende l'esattezza dell'operazione loro affidata dall'art. 22 della legge.

Art. 35. Compiuta la prima visita locale in tutti i comuni, i verificatori ne faranno immediatamente una circostanziata relazione al direttore, indicando in essa:

1. Le varie professioni, arti od industrie esistenti in ciascun comune;

2. I guadagni massimi e minimi di ciascuna di esse;

3. Il numero degli esercenti in ciascun comune domiciliati.

Art. 36. Colla scorta quindi delle assunte informazioni, e valendosi anche all'occorrenza dei dati che potranno somministrare le consegne dei fabbricati rispetto agli alloggi ed ai locali di commercio degli esercenti, i verificatori porteranno sollecitamente a compimento la revisione delle dichiarazioni e la formazione delle matricole.

Art. 37. Queste operazioni e l'epoca in cui debbono essere ultimate sono minutamente indicate negli articoli 43, 44, 45 . . . . . 52 e 53 del Regolamento.

Essi cureranno perciò di uniformarvisi intieramente.

Art. 38. Nelle deduzioni a farsi dalla rendita degli esercenti avvertiranno i verificatori, che si deduce il fitto dei locali d'esercizio, ma non quello degli alloggi, poichè appunto dalla qualità dell'alloggio, e dal tenor di vita abituale dell'esercente si ha un indizio della di lui maggiore o minore agiatezza, semprechè l'esercizio formi l'unica o quasi unica di lui rendita.

Art. 39. Nell'esame delle dichiarazioni giova avvertire che la rendita degli esercenti deve computarsi non sul risparmio che resta a loro benefizio, dedotte le spese di alloggio e mantenimento degli esercenti medesimi e delle loro famiglie, ma bensì sull'intiero prodotto annuale, biennale o triennale dell'esercizio, dedottene soltanto le passività accennate nell'art. 21 del Regolamento, cioè il fitto dei locali destinati all'esercizio, i salarii dei commessi e simili, mentre la tassa s'impone sull'intiera rendita dell'industria o professione, da cui l'esercente ricava la propria condizione ed i mezzi di vita.

Art. 40. Avvenendo che un esercente, non ostante la dimostrata erroneità della di lui dichiarazione, ricusi di rettificarla, il verificatore, esaurite le buone ragioni che potrà addurre in proposito, ne liquiderà la classe e tassa secondo le assunte informazioni e la notorietà de' suoi guadagni.

Art. 41. Spedite le matricole ai sindaci per la pubblicazione, ed il deposito di dui all'art. 15 della legge, i verificatori terranno mano a che non ne venga loro ritardata la restituzione col corredo delle eccezioni degli interessati, e del relativo registro di cui all'art. 56 del Regolamento.

Art. 42. Si raccomanda ai verificatori di procedere con tutta l'accuratezza possibile nell'esame delle eccezioni degl'interessati, e d'intraprendere all'uopo altre visite locali onde munirsi di tutte quelle più precise notizie atte ad illuminarsi sulla necessità di modificare o confermare le contestate classi e tasse.

In queste nuove visite i verificatori dovranno, per quanto possibile, essere accompagnati dagl'ispettori, per risolvere quelle dubbiezze che presentassero maggior difficoltà.

Art. 43. I verificatori porranno mente, che le operazioni di cui all'art. 57 del Regolamento devono essere compiute entro il preciso termine nel medesimo stabilito.

Art. 44. Tostochè, dopo seguito l'ultimo deposito delle matricole di cui all'art. 26 della legge, i sindaci ne avranno fatta la restituzione, i verificatori si accingeranno alla sistemazione definitiva delle medesime e successiva formazione dei ruoli, regolandosi in conformità delle norme accennate negli articoli 94 a 100 del Regolamento.

Siffatta operazione dovrà essere condotta con ogni possibile esattezza e con tale attività, che nel giorno in cui avranno ricevuto le deliberazioni delle commissioni, possa pure intieramente compiersi la sistemazione delle matricole del rispettivo distretto, ed abbiano anzi già dato principio alla confezione degli analoghi ruoli in tutte le parti in cui non sia d'ostacolo la pendenza dei reclami degli esercenti, onde ultimarli nel termine stabilito dall'art. 96 del Regolamento.

Art. 45. I verificatori debbono conservare diligentemente gli elementi che servirono alla rettificazione delle dichiarazioni ed alla liquidazione della classe e tassa degli esercenti, onde valersene nel sostenere gl'interessi delle Finanze avanti le Commissioni, sia che assistano personalmente alle deliberazioni delle medesime, sia che loro trasmettano le proprie osservazioni per iscritto, a norma del disposto dall'art. 87 del Regolamento.

Art. 46. Ultimati e posti in corso i ruoli per l'esazione della tassa, i verificatori si occuperanno della formazione degli elenchi degli esercenti che incorsero una soprattassa, a norma del disposto dagli articoli 134, 135, 136, 137 e 139 del Regolamento.

Art. 47. Nei mesi di giugno e dicembre imprenderanno poi essi una seconda visita generale del proprio distretto, onde accertare le mutazioni seguite nel numero, qualità o condizione degli esercenti, e raccogliere gli elementi per la formazione delle matricole e ruoli addizionali e complementari, giusta quanto si prescrive nel capo 10 del Regolamento.

Saranno poste in pratica per i nuovi giri le norme stabilite ne presente capo.

Art. 48. Nel corso della perlustrazione da compiersi e nel mese di dicembre i verificatori raccoglieranno eziandio gli elementi necessarii per procedere all'annua revisione e rettificazione delle matricole a tenore del disposto dal capo XI del Regolamento.

Art. 49. Essi avvertiranno che a tale revisione e rettificazione non meno che alle matricole sussidiarie e complementarie sono applicabili i procedimenti stabiliti per la compilazione delle matricole primitive, per la risoluzione delle eccezioni e reclamazioni degli esercenti, per la formazione degli elenchi di coloro che incorsero una soprattassa, e per la spedizione dei ruoli.

Art. 50. I direttori sorveglieranno all'esatta osservanza delle presenti Istruzioni per parte degl'ispettori e dei verificatori, procureranno che dai Sindaci e dalle Commissioni mandamentali non siano ritardati gli atti che loro sono rispettivamente demandati, e ragguaglieranno l'Azienda Generale di Finanze d'ogni notabile particolare concernente l'esecuzione della Legge e del Regolamento relativo, non che degli ostacoli che fosse per incontrare.

Del Ministero di Finanze, addì 14 dicembre 1851.

Per il Ministro Segretario di Stato
OTTAVA.

Il Segretario Capo della 4ª Divisione
CARBONE.

MINISTERO DELLE FINANZE.

Gabelle.

Isola di Sardegna.

Quadro comparativo de' prodotti delle Gabelle della Sardegna, durante i primi dieci mesi del 1851.

		1851	1850	1849
Dogane	L.	1252468	1615518	1265177
Sali	»	266428	209059	205076
Tabacchi	»	576549	559655	595874
Polveri e Piombi	»	28405	25497	26774
Totale	L.	2123856	2409529	2090901

1851 (diminuzione rispetto al 1850 L. 285673
(aumento rispetto al 1849 » 32955

Quadro comparativo de' prodotti delle Gabelle della Sardegna durante i primi undici mesi del 1851.

		1851	1850	1849
Dogane	L.	1334742	1741724	1599000
Sali	»	279771	253491	212964
Tabacchi	»	630531	615908	651785
Polveri e Piombi	»	31238	27520	30485
Totale	L.	2276282	2620643	2294232

1851 Diminuzione rispetto al (1850 344351
(1849 17940

Quadro comparativo de' prodotti delle Dogane nella Sardegna durante i mesi di Luglio, Agosto, Settembre, Ottobre e Novembre del 1851.

Anno	Luglio Agosto e Settembre	Ottobre	Novembre	Totale
1851	L. 491418	98945	82274	672107
1850	» 558379	85145	129405	772929
1849	» 465374	82107	153802	679283

Mesi di luglio, agosto, 7bre, 8bre e 9bre } diminuzione rispetto al (1850 L. 99822 (1849 » 6176

Dal Ministero di Finanze, addì 7 gennaio 1852.

Il Segretario Capo della 5ª Divisione
MAYAN.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Si legge nel *Morning-Chronicle* il seguente articolo, intorno alla esposizione di Londra, che torna in onore di un nostro concittadino:

Nel compartimento della Sardegna, noi troviamo il capo d'opera della tassidermia, nell'Alce di Francesco Comba, preparatore al Museo Reale dell'Università di Torino, il quale, siccome magnifica restituzione dell'Alce europeo che è tutto fuorchè respirante, ci toglie ogni speranza di vederne una migliore. Questo modello perfetto dell'animale che sembra essere stato impietrito nella sua pelle, conserva in modo sorprendente tutte le particolarità anatomiche dell'animale, vivo. La preparazione o modello, sul quale la pelle fu applicata, fu fatta dal sig. Comba con una specie di carta pesta gettata in una forma tratta da un modello in creta. Siccome saggio di tassidermia esso non lascia nulla a desiderare, se non che noi vorremmo vederlo collocato nel Museo Britannico, per far dare miglior forma a quei mostruosi esemplari di animali, che ogni di ingannano gl'ignoranti, e sono un tormento per la vista dei dotti.

Appendice

STATISTICA DELLA POPOLAZIONE, DELL'AGRICOLTURA E DELL'INDUSTRIA MANUFATTURIERA NEL BELGIO.

(Continuazione, vedi num. 5, 6, 7)

IV.

Piante industriali.

Dopo le colture dei cereali troviamo nella statistica quelle delle piante industriali. Queste colture occupano una superficie totale di ettari 65,653,70, lo che equivale al 4 74 p. 0[0] di tutte le terre arabili. Le colture accennate come industriali comprendono il luppolo, la cicorea, il tabacco, il colza il napo ed altre piante oleaginose, la canapa, il lino, la garanza, i cardoni cardere, le bietole da zuccaro.

Il lino occupa da se solo 29,879 ettari e 89 are, cioè il 2 16 p. 0[0] delle terre arabili, ed il 45 circa p. 0[0] di tutte le terre destinate alla coltura industriale.

La coltura del lino ha scapitato da alcuni anni; essa occupava 40,993 ettari nel 1840 (1). Il motivo ne furono la diminuzione del prezzo del lino grezzo veniente dall'estero, e la concorrenza di lini lavorati esteri sui mercati belgi.

Troviamo nella statistica la seguente osservazione, cioè che mentre la estensione coltivata è diminuita, se n'è aumentato il prodotto relativo, imperciocchè mentre 40m. e più ettari coltivati nel 1840 produssero 20,962,900 k. di lino gramolato, i 29,879,89 coltivati nel 1846 ne produssero 17,405,730; locchè prova che la concorrenza è ben soventi il migliore mezzo per far progredire le industrie, e non v'è dubbio che l'industria *liniera* si è avvantaggiata per quel che riguarda alla produzione della materia prima dal momento che diminuendo del 27 p. 0[0] la superficie coltivata, la produzione non scapitò che del 17, a talchè l'ettare che produsse 509 83 kil. nel 1840, ne diede 582 52 nel 1846.

Il vantaggio prodotto dalla concorrenza è stato doppio, cioè quello di stimolare il coltivatore a migliorare quella coltura, e di fargliela abbandonare in quelle terre che erano forse più adattate ad altre produzioni come ciò successe nelle due Fiandre.

Del resto le provincie in cui la coltura del lino è ancora più estesa sono le due sopraccennate; tra l'una e l'altra si coltivano i due terzi circa della superficie destinata al lino in tutto il regno; vengono dopo le provincie d'Hainaut, di Anversa e del Brabante per 3,648, 2,402 e2, 047 ettari. Le altre provincie si dividono in varia proporzione i rimanenti 1,308 ettari.

Il lino dà un doppio prodotto cioè la parte testile e la grana; quella però diminuisce in quantità ed anche in qualità in ragione inversa della grana.

Il prodotto totale del lino aveva nel 1846 un valore di 21,757,160 L. per la parte testile, e di 2,896,950 per la grana.

La parte testile diede nel 1846 tra il valore della materia prima e quello prodotto dalle manipolazioni industriali della parte lavorata nel paese, cioè 11,505,005 kil., una somma di 47,775,100 L., di cui 25 milioni per le tele di ogni specie.

La grana si adopera in parte per far olio ed in parte pel seminerio. Il seminerio non si fa però tutto colla grana del paese; se ne adopera per questo uso solo per la metà del bisogno: per l'altra metà si adopera la grana di Riga ed anche di Zelanda.

Il valore del prodotto brutto del lino compresa la grana è di 825 L. p. ettare. Siccome per questa coltura ci vuole molta mano d'opera succede alle volte che dando a questa un valore in denaro, pare che quella sia fatta a perdita se non che il guadagno si riconosce nell'impiego diretto delle braccia del coltivatore e della sua famiglia che altrimenti resterebbero inoperose.

Canapa.

Presso alla coltura del lino si può collocare quella della canapa per la somiglianza dei due prodotti ma non per l'estensione dei terreni occupati da questo due colture; imperciocchè quella della canapa non occupa che 1742 ettari, cioè il 0 12 p. 0[0] delle terre arative. Le provincie in cui la canapa è più coltivata sono la Fiandra orientale, il Lussemburgo ed il Limburgo (1229 ettari fra tutti e tre).

La ristrettezza di questa coltura si spiega di due maniere; 1. perchè la massa del prodotto in quantità ed in valore relativo è inferiore a quella del lino, e vuole poco presso gli stessi terreni e gli stessi lavori; 2. perchè tale coltura è considerata come più depauperante di quella del lino.

Il prodotto medio della canapa è di 751 67 kil. di parte testile per ettare, e 11. 54 ettol. di grana; il *maximum* della parte testile non oltrepassa gli 883 kil.

Checchè ne sia, il quantitativo totale di questo prodotto nel Belgio è stato nel 1846 di 1, 204,525 kil. di canapa gramolata, e di 19,591 ettol. di grani, ed il prezzo di

(1) Se ne devono dedurre 574 situati nelle parti del Limburgo e Lussemburgo stati ceduti all'Olanda.

Provincie. — Nella notte dal sabato alla domenica varie le ore due antimeridiane una pattuglia della seconda compagnia di Guardia nazionale di Vercelli rinveniva un pezzo da 20 franchi. Quei militi disposero che, nel caso non si scopra il proprietario della moneta, venga offerto al *Ricovero pei bambini lattanti*.

Savoia. — Si legge nella *Gazette officielle de Savoie* :

L'organizzazione di uno stabilimento termale per le acque salutari di Echaillon a St-Jean-de-Maurienne va procedendo attivamente. La generosa iniziativa presa dal cav. M. Bonafous ottenne il concorso di numerosi soscrittori. Tutto lascia sperare che questo stabilimento, così utile in generale alla Savoia e particolarmente alla città di St-Jean, sarà in piena attività nel 1853.

TOSCANA

Firenze, 5 *gennaio* Il granduca di Toscana con decreto in data 17 dicembre scioglie la R. Cappella di musica vocale e strumentale esistente in Lucca.

STATO ROMANO

Roma, 2 *genn.* Sua eminenza rev.ma il sig. card. Altieri, presidente di Roma e Comarca, ieri sera tenne grande ricevimento per la ricorrenza del nuovo anno.

V'intervennero vari em. e rev.mi signori cardinali, l'ecc.mo corpo diplomatico, la prelatura, la nobiltà ed i più ragguardevoli personaggi tanto romani che stranieri, fra' quali diversi primari uffiziali della divisione francese.

— Scrivono al *Messaggiere di Modena* :

Corre fondata voce che nel prossimo concistoro sarà conferita la porpora cardinalizia a due prelati della chiesa di Francia : un di essi con molta probabilità si dice essere l'arcivescovo di Bordeaux. Non v'ha dubbio che nella prossima o in altra promozione non sia per essere insignito di quella dignità l'attuale segretario della congregazione degli affari ecclesiastici straordinarii, monsignor Vincenzo Santucci.

Sembra che tra breve siano per ricominciare le sessioni particolari e generali del consiglio di Stato. Una delle quistioni più importanti, delle quali nel primo anno di sua convocazione si è occupato il consiglio anzidetto, quella è stata del modo di regolare l'affrancazione de' canoni a favore de' luoghi pii e degl'istituti religiosi, e di proporre alla somma autorità la risoluzione di varie controversie relative all'affrancazione prenominata.

DUE SICILIE

Palermo. — S. A. I. il duca Leuchtenberg ha lasciato questa città imbarcandosi sul r. piroscafo il *Sannita*.

L'illustre viaggiatore toccherà Messina, Taormina, Catania e Siracusa, e quindi si dirigerà per Alessandria d'Egitto. (*Araldo*)

FRANCIA

Parigi, 5 *gennaio*. Leggesi nel *Journal des Débats* :

Noi vogliamo esporre lo stato attuale delle cose quale lo vediamo; non discutiamo i fatti, bensì li registriamo.

Il Consolato aveva una grand'opera da compiere ; aveva da ricostruire l'ordine sociale, e lo ricostruì col fare un felice innesto delle antiche e delle nuove instituzioni, col prendere il meglio nel passato e nel presente. Egli è così che si lavora per l'avvenire. L'organizzazione se non l'idea della società moderna ebbe principio dal Consolato. Il potere testè fondato ha un'altra impresa da compiere ; dee mantenere. Non ha da creare, ha da conservare. L'opera è grave ed importante, perocchè la scelta dei mezzi acconci a conservare una società non è men difficile che la scelta dei mezzi acconci a creare.

La differenza tra il 1799 e il 1852 sta nella differenza dei punti da cui presero le mosse.

Il 1799 aveva prese le mosse dal 1792, vale a dire dallo stabilimento d'una repubblica tumultuosa ed anarchica, benpresto sanguinaria e crudele fino al delirio, spogliatrice e rapace, incredula e sacrilega. . . . Esso aveva tutto da fare ; l'ordine sociale da ristabilire, il potere da creare, l'amministrazione da organizzare; e tutto fece. Non mai principe o legislatore ebbe un'opera più grande da compiere che il primo Console ; egli trovò il caos, e lasciò un mondo.

Il 1852 non ha, grazie a Dio, un punto di mossa tanto lagrimevole quanto ebbe il 1799. Non move dal 93, ma solamente dal 1848. Non move da una rivoluzione distruggitrice, ma da una rivoluzione impotente. . . . .

Risultò dall'impotenza del 1848 o dal poco tempo ch'esso ebbe per fare il male, che la via pubblica fu turbata e agitata, ma l'ordine sociale non fu sconvolto. Diciamo anche, ad onore della nostra società, ch'ella seppe difendersi a tempo. La società francese, vittoriosa nella sua gran battaglia di giugno 1848, continuò la lotta e la sua vittoria colla elezione del 10 dicembre 1848 e colla elezione dell'assemblea nazionale il 13 maggio 1849. Si può al presente giudicare senza collera la repubblica del 1848, poichè essa è morta : nella via pubblica fu un'orgia ; nel governo provvisorio, fu un'inefficacia forse volontaria. Con un punto di mossa men triste di quello che aveva il Consolato del 1799, la presidenza decennale non ha gli stessi lavori da fare ; essa ha solamente un dovere da adempiere ; ed è di mantener l'ordine sociale e l'ordine amministrativo creati dal Consolato e dall'impero, consolidati dalla monarchia costituzionale. Quell'ordine sociale e quell'ordine amministrativo passarono felicemente per due regimi assai diversi, l'impero e la monarchia costituzionale. È fatta adunque la prova che essi ottimamente si confanno allo stato della società francese. Fuori di questo regime non vi ha che il sistema feudale o il sistema socialista, vale a dire due impossibilità.

A lato dell'ordine sociale e dell'ordine amministrativo è l'ordine politico, cioè l'organizzazione e i rapporti dei pubblici poteri. Noi non disprezziamo certamente l'ordine politico ; e anche i nostri antecedenti, che si rannodano con predilezione alla monarchia costituzionale, ci fanno una legge d'attribuir sempre una grande importanza all'ordine politico e all'organizzazione dei varii poteri pubblici. Non possiamo però dissimularci la profonda diversità dei tempi. Non possiamo non vedere che quando vi ha un presidente creato per dieci anni col diritto di fare una costituzione, la quistione dell'ordinamento dei poteri pubblici non ha la stessa importanza che nella monarchia costituzionale. Ben folle sarebbe colui che non comprendesse il cambiamento fondamentale che si è operato nella costituzione politica del paese. . . . .

La nuova costituzione potrà bene ancora forse instituire diversi corpi politici, e conferir loro certe attribuzioni. Ma il potere politico propriamente detto passò nelle mani del presidente. Si creda a noi su questo punto ; le nostre affezioni, e, se si vuole, i desiderii delle cose del passato, che non rineghiamo, ci rendono chiaroveggenti. La diversità dei corpi politici è ancora possibile ; la divisione dei poteri non esiste più. Il suffragio universale sostituì l'unità della rappresentanza alla varietà, la repubblica autocratica alla repubblica parlamentare. E perchè noi non amavamo troppo la repubblica anche sotto la forma parlamentare, ne esponiamo assai freddamente la morte.

Può taluno dire per avventura che, nello stato di cose da noi qui esposto, noi non annettiamo più alcuna importanza all'ordine politico e al modo con cui la nuova costituzione organizzerà i pubblici poteri ? Noi vi annettiamo meno importanza, è vero; nondimeno vi prendiamo ancora un grande interesse, perocchè siamo persuasi che la parte di libertà, nella pratica delle nostre nuove instituzioni sarà minore o maggiore secondochè quei corpi politici saranno organizzati in un modo o in un altro. Sappiamo bene che essi non potranno muoversi fuor della sfera del presidente ; tal è il principio del nuovo regime: ma avranno minore o maggior libertà d'azione in questa sfera secondo la loro organizzazione e secondo il modo con cui saranno composti. Anche a tenore di questa organizzazione, i cittadini al disotto di quei corpi politici avranno minore o maggior libertà nei loro pensieri, nelle loro parole e nelle loro azioni.

— Il barone Pasquier, ispettore, membro del consiglio di sanità degli eserciti, commendatore dell'Ordine della Legion d'Onore, è morto ieri in seguito ad una breve malattia.

— Si annunzia pure la morte del principe di Broglie, nell'età di 79 anni al suo castello di Ranes. Egli era stato deputato, e comandante in capo della guardia nazionale del dipartimento dell'Orne.

— Ecco la cifra dei voti di 170 comuni del dipartimento delle Basse Alpi: 23,529 *sì*, e 460 *no*.

— Domenica sono usciti dalle carceri di Santa Pelagia gli exrappresentanti Joret, Huguenin, Treilhard-Latérisse, e Paulin Durieu.

SPAGNA

Madrid, 31 *dicembre*. La *Gazzetta di Madrid* del 31 dicembre pubblica lo stato comparativo delle rendite del tesoro durante i mesi di novembre 1850 e 1851. Risulta da questo documento che le rendite del mese di novembre 1851 ammontarono a 123,655,775 reali ; nel mese corrispondente del 1850 si erano elevate a 129,534,027 id.

— I tre deputati, che in compagnia di tre senatori doveano il 4 corrente gennaio presentare a S. M. la regina il messaggio della minoranza progressista, del quale fu fatto cenno nella *Gazzetta Piemontese* di ieri (*Ult. not.*), sono i signori Roda, Madoz e Santa Cruz.

— Si legge nella *Esp*ana :

Si parla sempre di riunioni delle varie frazioni parlamentari nello scopo di porsi d'accordo sulla condotta da tenersi nelle attuali circostanze.

INGHILTERRA

Il *Times* pubblica una lunga lettera indirizzatagli dal signor Carlo Show per mostrare che ove le truppe inglesi, che si battono contro i cafri, adottino la carabina de' cacciatori di Vincennes ne ricaveranno un vantaggio notabile sul nemico. La spesa non sarebbe di gran momento. Il prezzo de la carabina non sorpasserebbe 4 sterlini.

— Scrivono al *Globe* da Alessandria in data del 20 ultimo dicembre :

È stato definitivamente deciso che la strada ferrata d'Alessandria al Cairo passerà attraverso il Delta, paese popolato e ben coltivato, e che traverserà il Nilo mediante un ponte sopra battelli presso Kasr-Zayat. Questa linea sarà di assai maggior vantaggio al paese che quella che voleasi adottar dapprima attraverso il deserto sulla riva occidentale del Nilo. Si stanno attivamente facendo i lavori preliminari, e si crede che fra tre settimane potrà darsi opera a quelli della strada ferrata medesima. I signori Anderson, Briggs e Larking, componenti la deputazione, incaricata di presentare ad Abbas-bascià le risoluzioni che furono adottate dal *meeting* di Londra relativo alla stradaferrata, sono già al Cairo e vi attendono il ritorno del vicerè, il quale si trova attualmente nel suo palazzo, sito alla stazione centrale del deserto. Il vicerè dee essere al Cairo il 21.

— Si legge nell' *Estaffett's* :

Ecco la lista de' personaggi celebri cui l'Inghilterra ha perduti durante il 1851 :

L'archeologo Mathew Thompson ; Thomas Winter, detto Bom Spring, il famoso e invitto pugilatore (*boxeur*) ; lord Harrington ; il duca di Newcastle che ha lasciato una fortuna considerevole ; il marchese di Northampton, ex-ministro ; il conte di Derby, presidente della società zoologica e padre di lord Stanley ; lord Shaftesbury, che da quaranta anni presiedeva ai comitati della Camera de' lords ; il lord conte di Cotthenham, ex-cancelliere ed ex-avvocato, la figlia del quale ha sposato il duca di Montebello ; miss Bel Martin, la più ricca ereditiera di Galway, che andò a morire indigente in America ; la contessa di Charleville, morta in età di 90 anni; la marchesa di Lansdowne; Deen-Mahomed, indiano, che introdusse in Inghilterra i celebri bagni indiani ; e il principe indiano (Nabab) Dyce-Sombre.

ALEMAGNA

Austria. *Vienna*, 2 *gennaio*. Ecco il tenore del sovrano rescritto di gabinetto al presidente dei ministri, e dell'*Allegato* relativo alle nuove leggi organiche per la monarchia austriaca :

Caro principe Schwarzenberg.

Relativamente all' odierna patente riceverete nell'Allegato le massime fondamentali da me statuite, sentito il mio consiglio di ministri e il mio consiglio d'impero, per le direzioni più importanti e più urgenti della legislazione organica, coll' incarico d'aver cura affinchè i rispettivi ministeri procedano senza indugio ai lavori d'esecuzione in modo opportuno, e mi siano presentati i risultati.

Vienna, 31 dicembre 1851.

Francesco Giuseppe m. p.

Allegato.

Massime fondamentali per le istituzioni organiche nei paesi della corona dell'impero austriaco.

1. I paesi uniti per titoli antichi e storici o per altri nuovi all'impero austriaco formano parte indivisibile della monarchia austriaca imperiale ereditaria.

2. Il nome *paese della corona* verrà adoprato nella lingua ufficiale come denotazione generale, nella nomina però speciale di un paese, si dovrà sempre esprimere la denominazione che gli appartiene per qualche titolo proprio.

3. Dovrà essere mantenuta l'estensione dei paesi della corona salvi i cangiamenti fatti in riguardi amministrativi.

4. In ogni paese della corona verranno istituite autorità imperiali di distretto (con denominazioni conformi all'uso del paese) in convenienti tratti di paese, per congiungere per quanto è possibile i diversi rami d'amministrazione entro determinati limiti di attività.

5. Sopra le autorità distrettuali verranno instituite nel ramo amministrativo colle denominazioni usuali nel paese, autorità circolari (comitati, delegazioni e simili). Il dipartimento di loro

---

1,081,372 L. per la parte testile è di 212,238 per la grana. Questa è adoperata per un sesto, cioè 3265 ettol. per semente, e 16,326 per far olio e per altri usi domestici. Si importano nel Belgio 956400 kil. di canapa estera e 161 mila ettol. di grana.

Oltre al lino ed alla canapa considerate come piante oleaginose, se ne coltivano altre esclusivamente pel prodotto in olio, le quali sono, come dicemmo, il colza, il napo, la camelina ed il papavero.

Queste colture occupano fra tutte 26,098,76 ettari, eguale 1 88 p. 0/0 della terra arabile, cioè poco meno del lino. Esse sono considerate, quella del colza specialmente come colture depauperanti. La coltura del colza è la più importante, le tengono dietro quella del napo e le altre due.

Il prodotto medio di tutte queste specie riunite è di 1791 ettol., per ettare, quello del colza può giungere fino a 60 ettol., e non sono rari i raccolti di 40 ettol. per ettare. La sua media è di circa 25 ettol., quella del napo di 15 a 18 secondo che è da estate o da inverno. Quella della camelina, da 17 a 18, quella del papavero da 16 a 18. Il totale di questi raccolti è di 519,703 ettol. in media, il loro valore di 12,472,972 lire.

Deducendo 3,026 ettol. di grana per le sementi aventi un valore di 72,724 lire, rimangono 516,677 ettol. d'un valore di 11,400,248 lire che fornirebbero 113,979 ettol. d'olio, e 23,885,978 k. di tortelli con un valore di 9,460,257 lire per l'olio (a 83 L. per ettol.), e di 3,582,896 per i tortelli a 15 lire i 100 kil.

Riunendo ora il prodotto di tutte le piante oleaginose, troviamo le cifre seguenti :

	ettol.	Olio ett.	Tortelli kil.
Grana di colza, napo ecc.	516,677	113,976	23,885,978
» Canapa	46,526	1,970	790,919
» Lino	457,082	28,650	6,908,952
Valore venale	L. 15,554,126	11,649,054	4,756,269

Se ora si defalcano le quantità esportate e si aggiungono le importate, si hanno le cifre seguenti per il consumo :

	Grana ettol.	Olio ettol.	Tortelli kil.
Produzione indigena	670,085	144,598	31,575,129
Eccedenza dell'importazione sull'esportazione	576,118	81,334	34,183,564
Totale	1246,205	225,932	65,758,695

Come si scorge, la produzione indigena non basta alla metà dei bisogni per i tortelli, ed è deficiente di più che per la metà per l'olio.

Le provincie in cui si coltivano maggiormente le piante oleaginose facendo astrazione dal lino e dalla canapa sono le due Fiandre, il Brabante e l'Hainant.

Fra le colture industriali che hanno qualche valore nel Belgio annoveriamo anche il luppolo, la cicorea ed il tabacco. Esse sono però lungi dallo avere l'estensione della maggior parte di quelle finqui menzionate. Il lupolo occupa una superficie di 2968 ettari, cioè il 0 22 per 0/0 di tutta la terra arabile, la cicorea 1827 44 eguale a 0 13 della terra arabile, il tabacco 666, 48 eguale a 0 05 della terra arabile.

Luppolo.

Il luppolo dà un prodotto medio di 1,172 chil. di còni secchi per ettare e di 7,184 chil. di foglie e steli secchi, ed in totale di 3,478,730 chil. di còni valutati a 125 lire i 100 chil., epperciò in tutto 4,248.412 lire, e di 21,323,112 chil. di steli e foglie del valore di 426,442 lire, e così 4,774,854 lire per tutte le parti del prodotto.

Come si rileva dal prezzo, il luppolo del Belgio non è di prima qualità e ciò non ostante se ne esportano annualmente 540m. chil.; mentre non se ne importano che 143m. circa. La maggior esportazione ha luogo per la Francia.

Questa coltura non è praticata che in sei provincie; nella Fiandra occidentale ed il Brabante se ne coltivano, nell' una 992 ettari e nell'altra 995.

Il prodotto del luppolo è assai incostante; esso varia facilmente per le circostanze atmosferiche e secondo l' età della piantagione. Esige poi molta spesa di primo stabilimento e non poche cure per la coltivazione e pel raccolto.

Le spese di primo stabilimento variano da 2m. a 3m. L. per ettare secondo il prezzo della mano d'opera e quello delle giovani piante e dei pali di cui si abbisogna per sostenerle. Si calcolano 5,000 piante epperciò 5,000 pali di 5 a 6 metri di altezza per ettare.

Cicorea.

La coltura della cicorea come pianta industriale occupava nel 1846 1,827 ettari; il suo prodotto in radici fresche è stato calcolato a 17,853 chil. per ettare, il che farebbe un totale di chil. 32,625,020 di un valore complessivo di 1,957,501 dopo seccate le radici medesime. Riducendo queste radici secche in polvere esse acquistano un valore di 2,505,604.

Il prodotto in polvere è di chil. 7,830,004 e facendo i debiti compensi tra l'esportazione e l'importazione si hanno per il consumo interno 7,500,000 chil.

Siccome la polvere di cicorea è un succedoneo del caffè non è senza interesse lo accennare che nel Belgio si consumano 42 chil. di cicorea contro 100 di caffè.

La coltura della cicorea è considerata come assai produttiva e miglioratrice del terreno.

Tabacco.

Benchè la coltura e la manipolazione del tabacco sieno

www.interpetculturale.it

azione verrà stabilito avendo particolare riguardo alle divisioni che sussistevano nei tempi passati e ai bisogni d'adesso.

Nei piccoli paesi della corona, come generalmente dove non si mostra il bisogno, le autorità circolari non verranno istituite.

Le autorità circolari sono soggette ai governi (articolo 6) ed hanno una sfera d'attività parte sorvegliante, e parte esecutiva ed amministrativa.

6. Sopra le autorità circolari saranno nei paesi della corona la luogotenenza e il capo del paese. Leggi speziali determineranno l'ordine degli affari, la sfera d'azione della luogotenenza, la posizione e l'autorità del capo del paese e la sua subordinazione alle autorità superiori.

7. Come comuni locali saranno da considerarsi i comuni che esistevano od esistono di fatto, senza escludere la loro unione, ove essa è necessaria o viene desiderata con fondamento, indicando i bisogni e gl'interessi.

8. Nell'organamento dei comuni locali si dovrà distinguere fra comuni di campagna e comuni di città, in ispecialità poi rapporto a questi ultimi la loro antica qualità e speciale posizione di città regie e principesche.

9. Nella definizione dei comuni di campagna, possono separarsi le grandi possessioni signorili di prima, verso condizioni determinate ed in ogni paese più precisamente stabilite, dal nesso delle comuni locali ed assoggettarsi immediatamente alle autorità distrettuali.

Potranno riunirsi a tal uopo parecchie parti già signorili che vi hanno interesse immediato.

10. La conferma e secondo le circostanze per fino la nomina dei capi dei comuni di campagna o di città dovrà essere riserbata al governo. I medesimi saranno obbligati a prestare giuramento di fedeltà ed ubbidienza verso il monarca, e sul coscienzioso adempimento degli altri loro doveri.

Dippiù, laddove i rapporti comunali lo rendessero opportuno, dovranno soggiacere alla conferma da parte del governo le categorie superiori degli impiegati comunali.

11. L'elezione delle rappresentanze e comitati comunali verrà accordata colla riserva legale ai comuni dietro i regolamenti nell'elezione da determinarsi.

12. I nomi di titolo delle rappresentanze e comitati comunali verranno stabiliti dietro gli usi prima in vigore nel paese.

13. La sfera di attività dei comuni sarà in generale limitata agli affari comunali, coll'obbligo per altro da parte dei medesimi e dei loro rappresentanti di prestar alle preposte autorità imperiali in tutti gli affari pubblici la cooperazione loro imposta e determinata con ordinanze generali e speciali.

Inoltre saranno riserbati all'esame e all'approvazione delle autorità imperiali anco gli atti importanti e le decisioni che verranno meglio determinate nei regolamenti comunali, in affari strettamente comunali.

14. La pubblicità delle discussioni comunali da alcuni atti solenni infuori cesserà di essere in vigore, senza però impedire ai rispettivi membri del comune di prender cognizioni di alcuni oggetti.

15 I comuni saranno soggetti di regola alle autorità distrettuali, e soltanto eccezionalmente per i loro speciali rapporti immediatamente alle autorità circolari o luogotenenze.

16. Dietro queste norme saranno da compilarsi in ogni paese per i comuni di campagna o di città regolamenti che corrispondano alle loro relazioni speciali.

In questi lavori si dovrà partire inoltre dal punto di vista, che ad un interesse preponderante si deve prestare influenza preponderante, e che tanto nelle elezioni attive e passive per l'istallazione delle rappresentanze e comitati comunali quanto negli affari del comune sia concessa la preponderanza assoluta ai possidenti dietro misura della estensione dei beni posseduti nel comune e relative imposte, agli industrianti proporzionatamente ai possidenti di fondi — nei comuni della città in specialità ai possessori di case — infine per quanto si renda possibile alle corporazioni per scopi spirituali o materiali.

Nel regno Lombardo-Veneto rimarrà il regolamento comunale attualmente in vigore da alcuni miglioramenti infuori che si rendessero necessarii.

17. La giustizia verrà esercitata in tutta la monarchia dalle relative autorità e giudizii dietro le vigenti leggi in nome di Sua Maestà imp. r. apostolica.

18. Gl'impiegati della giustizia e i giudici salva la loro indipendenza nell'esecuzione legale della giudicatura, riguardo al loro personale di servizio, saranno da trattarsi dietro le norme in vigore per gl'impiegati dello Stato.

19. La segregazione della giustizia dalle autorità amministrative avrà luogo nei giudizi collegiali, poi in generale in quei di seconda e terza istanza, nelle prime istanze nel regno Lombardo-Veneto e laddove ciò si renda indispensabile.

Del resto è da considerarsi nei singoli giudizii come quelli di prima istanza, la unione coll'amministrazione delle autorità distrettuali.

Nell'interno regolamento di questi impiegati distrettuali (Vedi articolo 4) può essere aggiunto secondo le circostanze un impiegato giudiziale o politico.

20. Si per le cause contenziose che non contenziose, come pure negli affari penali devono esservi tre istanze.

21. Le prime istanze puramente giuridiche come pure quelle fungenti coll'amministrazione politica quali uffici circolari, devono in affari civili entro i limiti da determinarsi, per trasgressioni e particolari delitti da indicarsi, rilevare i fatti e prestare tutti gli aiuti necessarii al giudizio criminale.

22. In convenienti distretti, per quanto è possibile avuto riguardo alla divisione politica dei paesi, verranno istituiti dei tribunali collegiali quali prima istanza per l'ufficio dei giudici sopra crimini e delitti particolarmente indicati e inoltre per tutti gli affari di diritto che sorpassano i confini dell'attività degli uffici distrettuali.

23. Per trattare gli affari civili e criminali in seconda istanza verranno istituiti dei tribunali provinciali superiori con riguardo e limitazione al più stretto bisogno.

24. Il tribunale supremo di giustizia fungerà come terza instanza.

25. Per trasgressioni e delitti, in quanto che gli ultimi sieno devoluti agli uffici distrettuali, la procedura inquisitoriale ha luogo nella maniera più semplice possibile.

26. Nelle cause penali che devono essere trattate da' tribunali collegiali si deve osservare il principio dell'accusa, della nomina di un difensore per l'accusato e dell'oralità nella procedura finale.

27. La procedura non è pubblica ma sarà accordato all'accusato nella procedura orale in prima istanza, con permesso del presidente, giusta il diritto di quest'ultimo, di avere un dato numero di uditori.

28. L'accusa dev'essere avanzata col mezzo della procura di Stato la di cui sfera di attività deve limitarsi al processo penale.

29. I giurì saranno aboliti.

30. Le sentenze non devono essere emesse che da giudici provati. Le formule di sentenza in cause penali sono *colpevole*, *non colpevole*, *assolto dall'accusa*.

31. La procedura dei giudizi provinciali superiori e nella corte suprema di giustizia segue in iscritto.

32. Le ulteriori norme sull'attività delle autorità giudiziarie saranno fissate da leggi da rilasciarsi su questo proposito.

33. Anche in quei paesi nei quali ancora non vige il codice civile universale, dovrà esso come comune diritto per gli appartenenti all'impero austriaco essere successivamente introdotto cogli opportuni preparativi e colla osservanza dei rapporti speciali degli stessi paesi, come pure sarà posto in attività per tutto l'impero il codice penale.

34. Nei paesi della corona verranno stabiliti alcuni statuti sopra la nobiltà degli Stati o sopra la ereditaria provveduta di possessioni da stabilirsi, sopra le sue prerogative e doveri, in ispecie poi accordato alla medesima ogni possibile agevolezza per l'istituzione di maggiorati e fidecommessi. Presso la contadinanza, verranno conservate, dove esistono, prescrizioni speciali per la conservazione dei loro complessi di beni.

35. A lato delle autorità circolari e luogotenenziali verranno posti dei comitati consultativi dal seno della nobiltà ereditaria possidente, dei possessori di piccoli o grandi fondi e dal mondo industriale coll'esatta indicazione degli oggetti e dei limiti della loro sfera d'azione.

Secondo le circostanze sarà pure da prendersi in considerazione, in quantochè si facesse scorgere l'opportunità di chiamare a parte di questi comitati anco degli altri fattori.

Le ulteriori determinazioni in proposito sono riserbate ad ordinanze speciali.

36. Presso gl'imperiali uffizi circolari verranno convocati di quando in quando i capi dei comuni compresi nel circolo e i proprietarii delle grandi possessioni poste fuori del vincolo comunale o loro rappresentanti a fine di deliberare intorno ai loro interessi.

— L'imperatore ordinò che un monumento in onore di Metastasio fosse eretto in Vienna, dove il celebre poeta passò la maggior parte della sua vita. L'esecuzione di quel monumento, che sarà in marmo, venne affidata al sig. Lucciardi, giovine scultore nativo di Udine e che presentemente trovasi a Roma.

Prussia. *Berlino*, 2 *gennaio*. Leggesi nella *Gazzetta delle Poste*: Quantunque parecchie notizie portino con sè l'impronta della inesattezza così chiaramente che è superfluo il contraddirle, tuttavia tali notizie acquistano spesso una sembianza di verità perchè non vengono smentite. Per questa ragione soltanto noi ci facciamo a smentire intieramente le voci che si sparsero sulla prossima demissione del presidente del consiglio.

Non reca maraviglia, così prosegue il citato giornale, che il partito conosciuto sotto il nome di *partito della vecchia Prussia*, il quale muove opposizione contro la politica del ministero e particolarmente contro il ministero degli affari esteri, ardentemente brami che il sig. di Manteuffel si ritiri. Ma quello che deve sorprendere si è che quel partito sembri collocare le sue speranze nel conte di Arnim-Boitzenburg, e che abbia designato quest'ultimo a futuro primo ministro.

Si sa che il conte Arnim-Boitzenburg non ha la più picciola inclinazione per la politica estera del *Foglio ebdomadario prussiano*, e che egli non è punto disposto ad accettare di bel nuovo un portafogli.

Epperciò la notizia della demissione del sig. di Manteuffel è una mera invenzione.

Annover, 31 *dicembre*. Il governo annoverese, conformemente alla risoluzione della Dieta germanica del 7 novembre, aderì al progetto di un accordo fra gli Stati tedeschi in ordine al sistema doganale e commerciale, colla clausola però, che tale progetto allora solo abbia forza di trattato quando tutti gli Stati della confederazione abbiano acconsentito, ed a condizione che il governo austriaco persista davvero nel volere abolito il sistema proibitivo.

Il sig. Munchausen, che fu presidente del consiglio dei ministri prima dell'attuale ministero, è partito da Annover per recarsi a Nizza ed ivi attendere al ristabilimento della sua salute.

Città Anseatiche. *Brema*. Scrivono alla *Gazzetta di Annover* i seguenti particolari intorno alla seduta secreta della borghesia, tenuta il 29 dicembre:

Le proposte del senato del 27 settembre erano state presentate dal senato alla commissione della dieta incaricata di sorvegliare le costituzioni particolari, e non solo approvate dalla commissione, ma furono inoltre dichiarate come il *minimum* delle modificazioni alle quali doveva sottoporsi la costituzione della città libera di Brema.

Il senato comunicò questa conclusione alla borghesia insieme colle ultime sue proposte del 25 dicembre, e la sollecitò vivamente a non frapporre ostacoli all'eseguimento delle proposte modificazioni.

Ma siccome nel corso della discussione vennero in discorso i rapporti di Brema colla confederazione germanica, e come si poteva temere che si rivelasse lo stato degli affari nostri in tutta la sua miseria, e che la folla, come erano gremite le gallerie, tentasse di esercitare un indecente terrorismo, il senato propose una seduta secreta, osservando in pari tempo, che questo carattere confidenziale era una condizione *sine qua non*, il cui rifiuto verrebbe riguardato dal senato come rifiuto della sostanza stessa delle proposte di cui si deliberava.

Ciò non pertanto, l'assemblea dei borghesi ha rigettato la proposta di deliberare in seduta secreta. Le risoluzioni ulteriori del senato non si faranno lungamente attendere.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. Interno. — *Torino*, 9 *gennaio*.

ELEZIONI

Collegio di S. Remo — Avv. Antonio Zirio.

Francia. *Parigi*, 6 *gennaio*. Un decreto del presidente della repubblica apre un credito straordinario di 600,000 fr. destinato a incoraggiare i comuni a creare stabilimenti modelli di bagni e lavatoi gratuiti o a prezzi minimi.

Un altro decreto concede direttamente per 99 anni ad una compagnia di capitalisti francesi ed inglesi la linea di strada ferrata da Parigi a Lione.

In virtù di quest'ultimo decreto, la compagnia nella quale, oltre la casa Rothschild, figurano le prime case bancarie di Parigi e di Londra, si obbliga a rimborsare allo Stato, in termine di 4 anni, la somma di 114 milioni produttivi d'interesse al 4 0/0.

La compagnia si obbliga inoltre di terminare interamente la strada ferrata in 4 anni, invece di 5, di trasportare gratuitamente i dispacci, ed accetta varie clausole destinate ad agevolare la concessione delle linee da Digione a Mulhouse e da Digione a Besançon. Finalmente i capitalisti concessionarii verseranno la somma di un milione per le spese d'esecuzione della strada ferrata di cinta di Parigi.

— Si assicura che la commissione consultiva si riunirà domani a un'ora pomerid. nel luogo ordinario delle sue sedute per sentir la lettura della nuova costituzione.

Inghilterra. *Londra*, 5 *gennaio*. Continuava a correr voce a Londra della prossima entrata nel ministero di sir James Graham, del sig. Cardwell e del duca di Newcastle.

— Scrivono al *Times* da Dublino in data del 5:

Si dice che lord Bellow, luogotenente della contea di Louth, abbia ieri conferito a lungo coi capi del potere esecutivo in Irlanda, intorno ai gravi e recenti attentati commessi sulle persone e le proprietà in alcuni distretti del nord. Si assicura che la relazione fatta da lord Bellow sulle trame segrete dei ribbonisti sorpassa quanto si sarebbe potuto credere sulla estensione e organizzazione di questa società in quelle contee.

— Si legge nel *Globe* del 5:

Vi è della fermezza nei fondi inglesi benchè si facciano pochi affari. Consolidati per conto al 16 gennaio 97 1/8 1/4.

Spagna, *Madrid*, 1° *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*: La regina Isabella II ha ricevuto numerosi indirizzi di felicitazione dalle città delle provincie.

Il 6 gennaio la regina Maria Cristina darà un gran pranzo per festeggiare la nascita della principessa reale.

Alemagna. Il vecchio anno è spirato, scrive la *Gazzetta d'Augusta*, ma il nuovo anno non vede l'Alemagna più concorde ed unita di quel che lo fosse pel passato. Si è già accennato a qual termine sia riuscita la questione della flotta; è più che mai vivo il dissidio fra l'Austria e la Prussia in ordine alla quistione doganale e commerciale; si conferma inoltre che in seno alla dieta germanica non si è potuto venire ad un accordo nemmeno in quanto al modo di pubblicare i protocolli.

Infatti dicesi che fra il signor Bismark-Schönhausen, ministro prussiano presso la dieta, ed il conte di Thun, ministro d'Austria e presidente della dieta stessa, sia insorto un così vivo alterco in occasione delle difficoltà insorte per la pubblicazione dei protocolli, che sia stato necessario di richiamare uno di quei due plenipotenziarii.

I fogli prussiani annunziano di già il ritorno del sig. Bismark-Schönhausen a Berlino.

— *Amburgo*, 2 *gennaio*. Il sig. Bille, inviato danese, è passato per Amburgo, e si è imbarcato per Kiel, a fine di recarsi a Copenaghen, di ritorno dalla sua missione a Berlino ed a Vienna. Si dice che la sua missione non abbia raggiunto il suo scopo principale, che consisteva nell'ottenere che le truppe austriache sgombrino il ducato di Holstein. Non ostante l'appoggio che in questa domanda il governo danese ha, dicesi, trovato nella Prussia, il governo austriaco persiste nel mantenere le sue truppe nell'Holstein.

---

libere, tuttavia esse non valgono a soddisfare ai bisogni che il Belgio ha di questo articolo che per tutte le classi è di prima necessità e di un uso continuo non eccettuate le ore di lavoro.

La coltura del tabacco non occupa che 666 ettari, cioè il 0, 05 della terra arabile e non tende ad estendersi. Essa è concentrata presso le frontiere del mezzodì, la qual cosa porta a credere che la maggior parte del profitto della medesima provvenga dal contrabbando.

La coltura del tabacco è da classificarsi fra le più depauperanti, esige molta mano d'opera, ed il prezzo è soggetto a gravi oscillazioni.

Il prodotto per ettare è di 1,842 chil. di foglie secche ed oltrepassa in alcuni distretti i 2m. chil. e per contro in altri sta al disotto dei 500.

Il raccolto totale equivale in media a chil. 1,227,948 del valore di 940,398 L. circa. Si importano annualmente nel Belgio 5,950,000 chil. di foglie, e 81,000 chil. di tabacco manipolato: si esportano ostensibilmente 267,000 kil. di foglie, e 170m. di tabacco manipolato.

Garanza.

Benchè la coltivazione della garanza sia stata assai incoraggiata dal governo, giacchè per 10 anni fu accordato un premio di 100 lire per ettare destinato alla medesima, tuttavia non ha potuto radicarsi nel Belgio. Essa si trova ridotta a 162 ettari. Il suo rendimento è di 1,880 a 2m. chil. di radici macinate facienti un totale di 157,080 chil. per gli 81 ettari che forniscono il raccolto d'ogni anno; il totale raccolto di cadun anno vale circa 165m. lire. A questo prezzo è da aggiungersi quello delle foglie che hanno un certo valore come foraggio.

La coltura è assai costosa per se medesima e perchè esige anticipazioni.

Il Belgio trae dall'estero 370m. chil. di garanza di più di quel che ne esporti.

Cardoni.

La coltura dei cardoni cardere non è più fiorente che quella della garanza. Essa diminuisce invece di estendersi. Nel 1846 non se ne coltivavano che 211 ettari.

È inutile il dire che anche questa pianta esige molte cure e molte spese, ed è assai depauperante.

Il raccolto totale è calcolato a 230,000 cõni per ettare ed il valore a L. 765 50, locchè farebbe un totale di circa 164,000 L. Se ne esportano le qualità ordinarie e se ne ricevono dall'estero le qualità fine. L'importazione è eguale poco presso all'esportazione.

Barbabietola da zucchero.

Come la cicorea, la barbabiettola prese rango fra le piante industriali dopochè fu decretato il blocco continentale. Siccome la cicorea fu chiamata a rimpiazzare il caffè, così la biettola fu destinata a fornire la materia prima per la fabbricazione dello zucchero, in surrogazione di quello di canna.

Cessato il sistema continentale, la canna venne a fare concorrenza al zucchero di biettola e la sua fabbricazione non si sostenne che al prezzo dei più grandi sforzi dei fabbricanti, ed in grazia dei progressi della chimica e della protezione dei governi.

Di 9 provincie in cui è diviso il Belgio, 3 sole coltivano la biettola a zucchero, e mentre le biettole per foraggio occupavano nel 1846, 4389 ettari, quelle destinate allo zucchero non ne occupavano che 2,421,72 cioè 0,15 delle terre arabili.

Il prodotto medio di queste ultime è per ettare di 35,550 kil. ed il totale di 75,427,950. In alcuna località il prodotto medio dell'ettare ascende sino a 41,645 kil. si potrebbe però giungere a 50,000 e si citano coltivatori come il sig. Keclier che hanno raccolto sino a 300,000 k. per ettare con 20,000 piante.

Come si vede se si giungesse ad un terzo solo di un tale risultato, la coltura sarebbe più del doppio del bisognevole perchè la coltura della biettola a zucchero fosse una delle più convenienti.

Si aggiunga che quantunque essa esiga un suolo ricco e ben concimato, non è una pianta depauperante, perchè restituisce molto al suolo per mezzo delle foglie, e per mezzo dei residui delle fabbriche di zucchero che vengono consumati dai bestiami.

Le biettole valgono in media 1 fr. 23 i 100 k., esse danno in media il 6 per 100 di zucchero, e questo prodotto può elevarsi a 7, 7 1/2 ed 8 k. Ammettendo un rendimento di 6 per 0/0 lo zucchero ricavato dalle biettole limitate dall'esportazione a 74,850,000 kil. sarebbe di 4,492,000 k. non compreso il prodotto della melassa. Con un rendimento di 7 per 0/0 il prodotto totale potrebbe essere stato nel 1846 di 5,239,500 kil. ed a 7 1/2 di 5,643,750 k.

Il valore delle biettole a L. 12,30 i 1,000 k. è di 927,763 L. la loro conversione in zucchero brutto dà loro un valore di L. 2,366,552 compresi tutti i residui.

Questa fabbricazione è divisa fra 25 stabilimenti i quali occupano 3,600 operai, e pare che da alcuni anni sia in via di progresso.

Oltre alla fabbricazione dello zucchero indigeno, si pratica inoltre nel Belgio il raffinaggio dello zucchero di canna. Se ne importarono per esempio nel 1849 per esser posti in consumo 18,808,509 k. bruto, oltre a 10,000 k. raffinato del valore, il primo di L. 13,165,956, il secondo di L. 7,502 se ne esportarono 60 k. di brtuto,e 12,673,473 k. di raffinato, del valore questo di 9.503,104.

(Continua) Magnone.

www.internetculturale.it

— *Brema.* In seguito all'avere la Borghesia rifiutato tutte le proposte del senato circa le modificazioni della legge fondamentale, quest'ultimo ne appellò alla Dieta germanica, la quale credesi che interverrà quanto prima affidando all'Annover l'occupazione militare della città di Brema.

PRUSSIA. *Berlino, 3 gennaio.* L'*Indicatore di Stato* pubblica oggi la demissione del ministro della guerra, generale Stockhausen. Il generale Wangenheim è provvisoriamente incaricato del portafoglio della guerra.

— *Stoccarda, 3 gennaio.* Leggesi nel *Mercurio di Svevia*: Il barone Rotschild è giunto oggi in questa città, per commissione senza dubbio della casa Rotschild di Francoforte, a fine di negoziare l'imprestito vurtemburghese.

E. LEONE gerente.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE

STRADA DA TORINO AD ARQUATA.

Prospetto sommario del Movimento, e dei conseguenti Prodotti nel mese di decembre 1851.

	Movimento	Prodotti	
Servizio dei Viaggiatori			
Viaggiatori di I. Classe N.	1350	L. 9695 20	
ordinarii. di II. Classe »	9645	» 35285 95	
di III. Classe »	67899	» 78148 85	
Militari con di II. Classe »	171	» 414 45	
foglio di via. di III. Classe »	4632	» 3980 35	
Totale N.	83745	L. 125494 70	
Bagagli trasportati . Chil.	176998	» 4716 50	
Somma		L. 129211 20	129211 20
Servizio di trasporto merci a piccola velocità.			
Merci varie . Chilog.	3339139	L. 52106 45	
Bestiame grosso e minuto, capi . . . . . N.	85	» 334 80	
Somma		L. 52441 25	52441 25
Servizio di trasporto di merci a grande velocità.			
Merci ed oggetti di messaggeria . . . . Chil.	273644	L. 7621 75	
Oggetti di Finanze del valore di L. 2811633 70, e del peso di Chilogrammi	18556	» 1272 20	
Totale Chilog.	292167	»	
Vetture . . N.	101	» 5617 70	
Cavalli	» 26	» 533 35	
Cani	» 137	» 415 95	
Bestiame grosso e minuto, capi	» 4	» 45 75	
Somma		L. 15476 70	15476 70
Prodotti diversi.			
Canone a carico delle R. Poste pel trasporto del corriere e de' dispacci postali .		L. 1550 »	
Dritti d'assicurazione di merci .		» 6 »	
Dritti presa, e consegna a domicilio		» 205 26	
Dritti di sosta su merci e bagagli .		» 204 45	
Somma		L. 1965 71	1965 71
Prodotto complessivo		L.	197094 86

Confronto col 1850

Prodotti dal 1 gennaio a tutto decembre 1851	L. 2343074 42
Simile nell'eguale periodo del 1850	» 1697867 75
Eccedenza nel 1851	L. 645206 67

SOCIETÀ ANONIMA

proprietaria della Casa occupata dal R. Ricovero di Mendicità di Torino

Il sabato prossimo, 10 volgente gennaio, alle ore 3 pomeridiane precise, e nell'uffizio centrale della Direzione del detto Ricovero, casa sotto i portici in via di Po, num. 49, avrà luogo la Congrega generale ordinaria degli azionisti per l'estrazione a sorte di una delle cedole di detta Società.

A cominciare poi dal 12 pure andante mese, nel negozio del sig. vice-commissario tesoriere, Michele Engelfred, via di Dora Grossa, accanto al num. 13, si eseguirà il pagamento dei vaglia per il semestre ora scaduto, ed il rimborso della cedola num. 10, stata estratta a sorte il 10 luglio ultimo scorso.

Il Commissario anziano TREVISI.

STRADA FERRATA DA TORINO A SAVIGLIANO

Il Comitato di Direzione previene i signori Azionisti che il pagamento del secondo semestre del 1851 degli interessi delle azioni si farà alla Cassa della Società, a partire dal giorno 16 corrente gennaio ed in tutti i giorni non feriati dalle ore 1 alle 4 pomerid.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

in Casa Bricherasio, piazza Vittorio, num. 6,

ALLOGGIO di 7 camere al 2.° piano, mobigliato o non;

E per la prossima Pasqua

Altro di cinque ed otto membri al quinto piano. Dirigersi ivi al portinaio.

FONDERIA DA FERRO

Si desidera un socio per l'esercizio di una fonderia da ferro con utilizzazione della fiamma nelle fornaci di calce e mattoni, con attiguo martinetto per lavorare il ferro sia in genere di scarteria, che di falceria, unico edifizio in ferro allo sbocco di una valle di 30 e più mila abitanti.

Tale socio deve avere cognizione sul ferro, capace a dirigere lo stabilimento, oppure lavorare nel medesimo, sorvegliandone l'andamento, ed impiegare in tal commercio un discreto fondo.

Far capo in Torino dal causidico Rebuffatti sostituito del causidico coll. Thomitz, ed in Dronero dal notaio Gaudenzio Valleri.

NOTA

Per gli effetti previsti dall'art. 2303 del Codice civile, si notifica che venne nella conservatoria delle ipoteche in Ivrea, trascritto l'11 decembre 1851 l'atto del 4 precedente novembre, rogato Chatellard, portante la vendita fatta dalla città d'Ivrea alle Finanze dello Stato, mediante il prezzo di L. 1,057 93, di una striscia di terreno che trovasi compresa fra la strada detta Ducale, regione Bianchetti, ed il regio canale sul territorio d'Ivrea, componente una superficie di are 50, cent. 23. il suddetto atto venne pure trascritto nel registro delle alienazioni al vol. 20, art. 63, e su quello d'ordine al vol. 229, cas. 330.

NOTA

Con decreto del 23 scorso dicembre l'ill.mo signor congiudice presso il tribunale di prima cognizione di Torino avvocato Bajnotti, venne aperto, ad instanza di Margherita Godino, moglie di Giorgio Costantino, il giudicio di graduazione per la distribuzione di L. 5,942, prezzo dei beni stati subastati in odio di Gioanni Bajla e deliberati con sentenza del 16 marzo 1847 al signor Francesco Gallizio.

Origlia sost. Rodella.

NOTA

Con atto del 24 dicembre 1851, autentico Gilardi sost. segretario di questo tribunale di prima cognizione, la signora contessa Teresa Reyneri fu signor medico collegiato Vittorio, moglie del signor conte Vittorio Fossati, nata e residente in questa capitale, accettò col beneficio dell'inventario, l'eredità morendo dismessa dal di lei zio paterno sig. Giuseppe Rayneri, figlio del fu Gioanni Pietro, nato, e vivendo domiciliato in Torino, deceduto nella sua villeggiatura di S. Damiano d'Asti, il 26 novembre 1851, a lei per legge devoluta stante la premorienza al medesimo del sig. avvocato Carlo Emanuele Reyneri altro di lei zio, a cui era stata deferta con testamento segreto del 3 marzo 1830, aperto con altro del 16 dicembre ultimo scorso, ambi detti atti rogati al sottoscritto.

Il che si deduce a pubblica notizia, a termine e per l'effetto di cui nel vigente Codice civile.

Torino, il 9 gennaio 1852.

Notaio coll. Valzania.

NOTA

All'udienza che sarà tenuta dal regio tribunale di prima cognizione di questa città il mattino del 22 andante gennaio, ore 9, si procederà al primo incanto per la vendita forzata, provocata dal sig. cav. Francesco Melano, di questa città, in odio delli signori Francesco Costero, Villata Antonio, Bellino Gaspare ed Anastasio giugali, tutti residenti a Moncalieri, de' beni loro proprii, situati sul territorio di Moncalieri, consistenti in casamenti, prati, campi, vigne e boschi; l'incanto verrà aperto in sette distinti lotti, ai prezzi e condizioni inserti nel relativo bando venale del 7 corrente gennaio, sottoscritto L. Olivero segretario.

Torino, il 9 gennaio 1852.

G. Colonna sost. Perodo proc. coll.

NOTA

Con declaratoria del tribunale di prima cognizione in Torino sedente del 16 dicembre ultimo scorso, sull'instanza di Angela Maddaleno, moglie di Gio. Battista Borla, residente a Ciriè, ammessa al beneficio de' poveri, si è commesso al sig. giudice del mandamento di Lanzo di assumere informazioni sull'assenza delli Giuseppe Demichelis fu Pietro Francesco, e Margarita Maddaleno fu Michele, nati e già residenti in Lanzo.

Torino, l'8 gennaio 1852.

Margaria sost. proc. de' poveri.

NOTA

Venne trascritta il 30 dicembre scorso, all'ufficio delle ipoteche di questa città, ordinanza di questo R. tribunale di prima cognizione del 21 novembre ultimo, con cui venne autorizzata subasta di stabili posti in territorio di Viverone, regione Relenda, ai numeri mappali 2355, 2337, ed una casa posta nell'abitato di detto luogo, cantone Bargarotto, con giardino attiguo, ai numeri mappali 652, 653, 654, 2356 1/2, caduti nell'eredità giacente di Carlo Barello di detto luogo.

Il primo incanto di detti stabili è fissato all'udienza del tribunale del 20 corrente mese, alle condizioni e sulla base delle offerte apparenti dal bando redattosi dal sig. segretario.

Biella, il 2 gennaio 1852.

Dionisio sost. Demattеis caus. coll.

NOTA

Sull'instanza delli Rivojro Francesco e Bocco Gio. Antonio, di Bricherasio, all'udienza che sarà tenuta dal R. Tribunale di prima cognizione di Pinerolo il 26 corrente gennaio, ore 11 antimeridiane, si procederà contro il Bocco Gio. Michele, di detto luogo, al nuovo incanto e successivo deliberamento dei lotti 1, 2, 4, 5 e 6 degli stabili descritti nel nuovo bando venale stampato 2 corrente gennaio, situati sul territorio di Bricherasio, regioni Rivarossa, Prato del Bosco-Fittera, Prato Franchetto, consistenti in casa, campi, prati ed alteni.

L'incanto verrà aperto sui prezzi stati aumentati, cioè.

Per il lotto primo di	L.	7,000
» secondo	»	7,000
» quarto	»	1,698
» quinto	»	479
» sesto	»	5,250

Pinerolo, il 4 gennaio 1852.

Darbesio sost. Davico.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino l' 8 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: gior. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: gior. pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: gior. pr. dopobor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 *god.* 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		95				
1849 » » 1 genn.		94 94		94 50 75		
1851 » » 1 dicem.		95) 92		95 p. fin.		
1834 *Obblig.* 1 genn.				94 90 95		
1849 » 1 8-bre.				980 985		
1850 » 1 agosto		977 50		980 p. fin		
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio		(985		985 p. 15		
FONDI PRIVATI						
Azioni S. N. 1 luglio				1720		
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0/0 *oltre le inter. decor.*						
Torino (5 50 0/0) *luq.*						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 *gen.*						
Società del Gaz nova.						
Incendii a premio fiss. 31 *x.bre*						
F.ta ferr. di Savigliano 1 *genn.*						
Molini presso Collegno 1 *giugno*		495				

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	253 —	—	253 —	1/4
Genova sconto	da p.	3/4	—	—
Francoforte S. M.	210 —	1/8	—	—
Lione	100 —	—	99 50	—
Londra	25 29	1/2	25 10	—
Milano	—	—	—	—
Parigi	100 —	—	99 50	—
Torino sconto	4 p.	0/0	—	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 09 —	20 19 —
— di Savoia	28 45 —	28 60 —
— di Genova	79 73 —	79 55 —
Toscana nuova	35 15 —	35 21 —
— vecchia	34 99 —	35 07 —
EROSO misto		
Perdita	3 p.	0/00 —

Per il biglietto di 1000 L.

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca

BORSA DI PARIGI *del 6 gennaio.*

Il 5 0/0 aperto a 105 50, è sceso a 105, e chiude a 105 95.

Il 3 0/0 resta a 71, 65.

L'ant. 5 0/0 piemontese (c. R.) a 98.

Il nuovo prestito di Piemonte a 950,

Le azioni della Banca di Francia a 3050.

AVVISO

TEATRO REGIO

Lunedì, 12 corrente gennaio

Rappresentazione straordinaria spettante alla lettera

B grande

in compenso del riposo occorso il 26 decembre ultimo.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Domani andrà in scena il melodramma-comico *Zampa*, musica del maestro Hérold, Ballo *Fausto*, Balletto *La Vivandiera.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Il bicchier d'acqua.*

NAZIONALE Riposo.

Domani andrà in scena *Chi dura vince*, Ballo le 4. *Nazioni.*

D'ANGENNES Relâche.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *La donna soldato per amore.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il mercato di Londra.*

TEATRO DA S MARTINIANO (ore 6 1/2) si recita. — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco.*

GIANDUJA (ore 6 1/2) recita: Ballo *È sposo chi sposa.*

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	Barometro a millimetri: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	Termometro centigrado unito al barometro: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	Termometro centigr. esterno esposto al nord: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	Anemoscopio: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	Stato dell'atmosfera: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
4 genn.	757 06	758 44	758 44	— 0 2	+ 6 4	+10 2	— 5 2	+ 4 3	+ 3 5	S.S.O.	S.S.O.	S.S.O.	Nebbia	Pochi vapori	Cielo velato.
5 »	740 84	742 98	743 96	0 0	+ 6 5	+12 5	+ 2 4	+ 4 5	+ 5 9	S.S.O.	S.S.O.	S.S.O.	Sereno.	Ser. con vap.	Sereno.
6 »	750 48	750 42	750 34	+ 1 2	+ 9 4	+11 2	+ 4 7	+ 4 2	+ 4 3	S. O.	S.S.O.	S. O.	Sereno.	Quasi Serene.	Sereno.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 9 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

SABATO 10 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	36	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato;
Noi abbiamo ordinato, ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Il Governo del Re è autorizzato a dar piena ed intiera esecuzione alla Convenzione postale conchiusa in Madrid addì ventinove settembre mille ottocento cinquantuno con S. M. la Regina di Spagna.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri è incaricato dell'esecuzione della presente Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserta nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino addì 28 dicembre 1851.

VITTORIO EMANUELE.

Azeglio.

NOUS VICTOR EMMANUEL II, etc. etc.

A TOUS CEUX QUI LES PRÉSENTES LETTRES VERRONT SALUT!

Ayant vu et examiné la Convention de Poste conclue à Madrid, le vingt neuf septembre mil huit cent cinquante et un, entre Notre Plénipotentiaire muni de pleins pouvoirs spéciaux et le Plénipotentiaire également muni de pleins pouvoirs en bonne et dûe forme de la part de Sa Majesté la Reine des Espagnes,

Convention dont la teneur suit:

Convention-postale.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté la Reine des Espagnes, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent heureusement les deux pays, et voulant régler leurs communications postales sur des bases plus favorables aux intérêts du public au moyen d'une convention qui garantisse cet important résultat, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le chevalier Édouard De Launay, Chevalier de l'Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre du Christ de Portugal, Chevalier d'autres Ordres étrangers et son Chargé d'affaires près Sa Majesté Catholique;

Et Sa Majesté la Reine des Espagnes, Don Manuel Pando, Fernandez de Pinedo, Avila d'Avila marquis de Miraflores, Grand d'Espagne de première classe, Chevalier de l'Ordre insigne de la Toison d'or, Grand Croix de l'Ordre Royal et distingué de Charles III, de celui de la Légion d'Honneur de France, et de celui du Christ de Portugal etc. etc., Sénateur du Royaume et Premier Secrétaire d'État au département des affaires étrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les lettres ordinaires de Sardaigne pour l'Espagne et ses îles adjacentes, et réciproquement les lettres ordinaires de l'Espagne et ses îles adjacentes pour la Sardaigne, seront toujours envoyées sans affranchissement préalable, et le port en entier sera payé dans les offices de destination.

Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, prospectus, catalogues, annonces et avis divers imprimés et lithographiés, devront être préalablement affranchis au bureau d'envoi, sans qu'on puisse les frapper d'aucune espèce de rétribution ou de taxe à percevoir au lieu de destination.

Les livres, brochures et autres imprimés non mentionnés dans le paragraphe précédent, les gravures et les lithographies, à l'exception de celles qui font partie des journaux, et les papiers de musique continueront à être assujettis au tarif des douanes.

Art. 2. Les habitants des deux pays pourront réciproquement se transmettre des lettres chargées en payant le port à l'avance au bureau du départ. La moitié de ce port sera perçue au profit de l'office d'envoi, et l'autre moitié au profit de l'office de destination.

Les deux offices se tiendront compte, à la fin de chaque trimestre, de la moitié du port qu'ils auraient respectivement perçu dans la forme qui sera stipulée par les directions générales des deux pays.

Dans le cas où une lettre chargée viendrait à être perdue, celui des deux offices sur le territoire duquel la perte aura eu lieu, payera à l'autre office, à titre de dédommagement, une indemnité de cinquante francs.

Les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date de la livraison dans le bureau d'échange respectif.

Art. 3. Le port des lettres ordinaires originaires d'Espagne, dont le poids ne dépassera pas sept grammes et demi, est fixé à un franc et dix centimes en Sardaigne.

Le port des lettres ordinaires originaires de Sardaigne dont le poids n'excédera pas quatre adarmes ou un quart d'once, est fixé à quatre réaux de vellon en Espagne.

Les lettres d'un poids de sept grammes et demi à quinze grammes inclusivement en Sardaigne, et de quatre à huit adarmes en Espagne, payeront deux francs et vingt centimes en Sardaigne et huit réaux de vellon en Espagne, et ainsi de suite; en ajoutant de sept grammes et demi en sept grammes et demi, et de quatre adarmes en quatre adarmes, un franc et dix centimes en Sardaigne, et quatre réaux de vellon en Espagne.

Le port des lettres chargées sera double de celui des lettres ordinaires du même poids.

Les journaux et imprimés compris dans le second paragraphe de l'article premier qui seront envoyés sous bande, qui ne contiendront aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, et qui ne seront pas rédigés dans la langue du pays où ils sont adressés, payeront un affranchissement de dix centimes en Sardaigne, et de douze maravedis en Espagne pour chaque feuille ordinaire d'impression.

Ceux qui ne réuniraient pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Art. 4. Dans le cas où la Sardaigne obtiendrait quelque réduction pour le prix du transit de la correspondance sur le territoire français, cette réduction serait appliquée de plein droit au profit des correspondants dans les États Sardes, sans que la taxe puisse y être inférieure à un franc pour chaque lettre simple, en conservant toujours la proportion établie dans le paragraphe trois de l'article précédent.

Art. 5. Les lettres conduites par mer, par bâtiments Espagnols et Sardes, seront admises dans les ports des deux pays. Elles devront être livrées au premier bateau de santé qui communiquera avec le bâtiment conducteur, ou au bureau de santé, qui recevra la première déclaration du capitaine selon la pratique de chaque pays, afin que par ce moyen elles soient consignées à l'Administration des Postes du port d'arrivée. Le capitaine, patron ou maître du bâtiment, ainsi que l'équipage et les passagers qui contreviendraient à cette disposition, encourront les amendes auxquelles sont soumis dans le même cas les habitants du pays.

La taxe des lettres provenant des ports des deux pays, par leurs bâtiments respectifs, sera la même que celle fixée pour les correspondances de la voie de terre.

Art. 6. L'Administration des Postes Sardes, comme Administration intermédiaire, ne percevra pour les correspondances originaires de tous les autres États d'Italie pour l'Espagne, et pour celles provenant d'Espagne pour tous les autres États d'Italie, qu'une taxe égale au port intérieur que payent actuellement les lettres en Sardaigne.

Art. 7. Les journaux et imprimés originaires de tous les États d'Italie, autre que la Sardaigne, pour l'Espagne, et vice-versa, les journaux et imprimés originaires d'Espagne pour tous les États d'Italie (la Sardaigne exceptée), seront livrés de part et d'autre exempts de tout prix de port, sans porter préjudice aux conventions postales que l'Espagne pourra conclure avec ces États d'Italie.

Art. 8. En égard aux frais considérables de l'Administration des Postes Sardes pour le transport par bâtiments à vapeur de la correspondance à destination, et provenant de l'Ile de Sardaigne, l'Administration des Postes Espagnoles, en compensation de ce service, livrera à la frontière Franco-Espagnole, exempts de tout prix de port, les lettres et journaux originaires du Royaume de Portugal et de Gibraltar adressées en Sardaigne.

Art. 9. Les correspondances mal dirigées, ou adressées à des destinataires ayant changé de residence, seront sans aucun délai réciproquement renvoyées par les bureaux d'échange respectifs.

Les lettres ordinaires ou chargées, les journaux et imprimés tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, seront renvoyés de part et d'autre à la fin de chaque trimestre.

Art. 10. La présente convention sera obligatoire d'année en année pour les deux Hautes Parties contractantes, jusqu'à ce que l'une d'elles ait annoncé à l'autre, mais six mois à l'avance, l'intention de la modifier ou d'en faire cesser les effets; dans ce cas la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière durant ces derniers six mois.

Art. 11. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Madrid dans le plus bref délai. Elle sera mise à execution un mois après l'échange des dites ratifications.

En foi de quoi nous Plenipotentiaires respectifs avons signé la présente convention en double original, et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait au Palais Royal de Madrid, le 29 septembre 1851.

E. De Launay. — El Marques De Miraflores.
(L. S.) *(L. S.)*

Nous, ayant pour agréable la Convention de Poste qui précède, l'approuvons, ratifions et confirmons, promettant de la faire exécuter et observer selon sa forme et teneur. En foi de quoi, Nous avons signé les présentes lettres de ratification et y avons fait apposer Notre Sceau Royal. Données au Palais Royal de Turin, le vingtsixième jour du mois de novembre de l'an de grâce mil-huit-cent-cinquant et un.

VICTOR EMMANUEL.

Par le Roi,
Le Ministre Secrétaire d'État pour les Affaires Etrangères.
Azeglio.

Per Reali Decreti del 21 e del 26 dicembre ultimo scorso, e per Ordini Ministeriali delli 22, 27 e 31 di detto mese, ebbero luogo le seguenti nomine e promozioni nel personale degli Esattori delle Contribuzioni dirette:

Castelnovo di Torazzo conte Alessandro, promosso all'esattoria di Sartirana;
Becchi Baudolino, id. di S. Salvatore;
Salvi Giuliano, id. di Montemagno;
Boschis Giuseppe, id. di Sampeyre;
Grillo avv. Giuseppe, id. di Capriata;
Pilotti Paolo, id. di Dego;
Gallini Giovanni Battista, già volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Ponzone;
Valle Giovanni, promosso all'esattoria di Villalvernia;
Sanguinetti Nicolò, id. di S. Stefano al Mare;
Cucchietti Casimiro, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Ceres;
Romagnoli Alessandro, promosso a Oviglio;
Airaldi Filippo, id. a Castelletto d'Orba;
Peruzzi Agostino, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato all'esattoria di Zuccarello;
Groppo Giovanni Battista, promosso a Rivarolo di Genova;
Belletti Francesco, id. a Rocco;
Dusio Luigi, id. a Vezzano;
Sauvaigne Giuseppe Desiderato, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Savignone;
Amoretti Luigi, promosso a Diano Castello;
Megiovanni Claudio, id. a Pieve d'Oneglia;
Rattoni Edoardo, id. a Taggia;
Palazzo Francesco, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Bistagno;
Grillo Giovanni Antonio, promosso all'esattoria di Buriasco;
Battistini Angelo, id. a Buriasco;
Raspi Carlo, id. a Scalve;
Bettarelli Luigi, id. a Rivara;
Marchetti Pietro, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Scopa;

Appendice

BIBLIOGRAFIA

INTORNO AD ALCUNE LETTERE DI PIETRO GIORDANI A LAZZARO PAPI.

Non è molto che in Lucca stampavasi quest'opuscolo. (1) Le lettere del Giordani al Papi sono ottanta sette: v'è aggiunta quella che, lamentando la morte dell'amico, indirizzava al Mazzarosa e l'iscrizione pel monumento sepolcrale. Fu da lungo tempo promessa un'edizione più compiuta che fosse possibile delle opere, e massimamente dell'epistolario di codesto che giudicossi, non a torto, il sovrano tra moderni scrittori, e che si disse aver voluto delle lettere sue fare la più eloquente e poderosa produzione del proprio ingegno. Il Manuzzi, il Viani, il Gussalli si adoperarono a raccoglierne quinci e quindi la maggior copia, e non guari sembrava che il Manuzzi con quella assennatezza che gli è propria, e con quel fino accorgimento che ben si addice al più illustre lessicografo italiano de' nostri dì, si accingesse ad affidare alle stampe la parte eletta della numerosa ed importante corrispondenza epistolare del Giordani ch'egli possiede. È inutile, parlando del Manuzzi, il dire che non mancherà di provvedere con ciò alla fama dell'estinto suo amico, evitando l'accusa non di rado imposta a coloro che per ingrossare il libro (in ispecial maniera quando trattisi di un personaggio nelle scienze o nelle lettere segnalato) mettono alla luce ciò che assai meglio avrebbe voluto rimanersi celato, per tutte quelle ragioni che i lettori prudenti ed amorosi del nome intatto de' sommi nostri scrittori avvisano agevolmente. Certamente taluni s'ingannano per troppo affetto, ma sarebbe pur grandemente desiderabile che non s'ingannassero. Per fermo nell'édizione dell'epistole del Giordani, come pure non avvenne di quelle del Leopardi (che si meritarono tante lodi anche nell'ultima opera del Gioberti), non meriteremo dagli stranieri la censura di essere noi italiani eterni facitori e stampatori di lettere, per mancanza di più robusti componimenti. Tuttavia è d'uopo essere savii e discreti molto nella elezione del bene, onde non rompere allo scoglio delle misere gelosie letterarie e della più misera avidità di guadagno tipografico. Rispetto l'epistolario del Giordani è ampia la messe, quindi sarà abbondevole sì, ma succosa e provvida la ricolta, e rifiuterassi tutto che disdica alla gloria del grande uomo. A quest'uopo sarebbe convenientissima cosa che i benemeriti raccoglitori si affratellassero nel concetto ed operassero concordemente. Frattanto a saggio di codesto epistolario venne in luce l'operetta preaccennata.

(1) Lucca. Tipografia di Giovanni Baccelli, 1851.

Il dire che tutte le lettere contenute in essa sono d'eguale importanza, sarebbe troppo, nè credibile specialmente da quelli che si faranno a leggerle o le avranno lette di già. Lo stile è netto, robusto ad un tempo e facile in tutte, e ve ne hanno parecchie interessantissime, parecchie altre piene d'affetto, come sarebbe la settantesima terza, ove tra le altre cose carissime dice al suo Papi: « Ch'io mi dimentichi di te potrà forse accadermi morto; ma vivo sai bene ch'è impossibile: poichè ti amo con tutto il cuore e tutta l'anima. » I giudicii che occorrono frequentemente intorno alle vicende letterarie, alle opere ed agli uomini illustri de' suoi dì, interessano assai la storia della nostra letteratura, e ciascuno, a mo' d'esempio, vedrà con piacere quanto egli scrive del Botta, del Cicognara, del Sismondi (nostro d'origine e per molto amore all'Italia) e del Mezzofanti. Sono qua e là sparse, giusta l'usato dagli uomini di forte ingegno, di brevi ed argute sentenze: come, allorchè dice nella lettera LXV: « Oh miseramente stolto chi crede poter espugnare con qualche gendarme l'opinion pubblica: io quasi mi vergogno di tante cortesie e amorevolezze che mi ha procurate anche di grandi e potenti l'inetta ferocia di qualche scioccuccio. » E altrove: « Sentii la morte dell'*Antologia*, ed è veramente caso deplorabile. Le tenebre s'infittiscono; ma il sole durerà più di loro. » E così mano mano, e l'anima degli onesti leggitori che sente l'energia di codesti veri si compiace e riposa. L'argomento però a cui più di spesso ritorna, e a buon diritto sono gli scritti dell'amico suo, e tra questi la versione del Milton, le lettere sull'India, i commentarii della Rivoluzione francese. Addurrò due squarci, l'uno della lettera LXXVIII, l'altro della LXXX, che riguardano quest'ultima opera, più degna d'essere ricordata dagl'italiani, e non immeritevole certo di ottenere un posto onoratissimo in quelle biblioteche che si ristampano a profitto e decoro della nazione, e che talvolta dimenticano, perchè non comuni (e sarebbe ufficio loro di renderli tali) alcuni de' più eccellenti nostri scrittori. « Di scriverti, così il Giordani, potentissimo eccitamento a'ebbi l'altro dì, entrando da Vieusseux, ove trovai il Montani tutto ammirato ed entusiasta sul tuo volume; gridando, e con tutta ragione, che non avrebbe mai creduto che in questo secolo si potesse scriver così. Io, benchè sapessi che scrittore tu sei, benchè credessi di conoscer in qualche parte la tua opera, vidi che (per tua colpa) non avevo conosciuto tutto intero il pregio del tuo stile. Mi parve assai bello, quando me ne leggevi de' pezzi: ma tu mi leggevi con sì poco amore (maledetta modestia!) che ora mi sono accorto quanta bellezza gli scemavi leggendo: tanto più mi è riuscito mirabile leggendovi io stesso..... Non ti so esprimere, o mio caro, quanta consolazione io provi pensando al piacere che ne sentiranno gli amici, e all'onore che ne verrà a te e all'Italia. Certo non mi maraviglio che tu sappi far così bene: ma ne godo un'allegrezza infinita. Con quanto giubilo ti abbraccio, mio carissimo Papi, e mi congratulo con te e con me stesso. » E nell'altra lettera preaccennata: « Più del mio giudizio dee farti piacere e rassicurarti un giudizio che rafferma e rassicura me nella mia opinione. Ora è in Pescia l'avvocato Forti, l'uno dei due giovani che mi paiono veramente grandi in Toscana e da poter fare grande onore all'Italia. Egli, che pur è giudice severo e lodator parco, scrive grandissime lodi del tuo libro, che dice di leggere con grandissimo gusto e ne raccomanda la lettura. Ciò mi persuade che nè io, nè il pubblico che ti loda, c'inganniamo. Pacini mi disse che si sarebbero stampati anche i libri precedenti. Dio lo voglia: e certo tu hai scritto con tanta savièzza, che gli scrupoli altrui sarebbero assurdi o ipocriti. » Al libro di che si discorse è appendice un frammento inedito di commentarii. Gli editori dicono di aver *creduto bene di darlo alla luce, poichè ci trovavano delle verità edelle osservazioni che avvalorate da tanto nome, nelle condizioni politiche in cui si versa, tornano opportunissime.*

Bernardi.

www.internetculturale.it

De Andreis Bartolomeo, promosso a Savona;
Perrando Lorenzo, id. a Varazze;
Govone Vincenzo, id. a Cairo;
Demouxy cav. Filiberto, id. a Rumilly;
Revel Zaverio, id. a Versonnex;
Roux Luigi Maria, nominato esattore, e destinato a Modane;
Romano Giovanni Battista, promosso a Carpenetto;
Bonifanti di San Benedetto cav. Gabriele, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Bardonecchia;
Piolti Fedele, promosso all'esattoria di Chiusa (provincia di Cuneo);
Cinton Carlo Antonio, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Hermillon;
Avondo Ferdinando, promosso a Monesiglio;
Chiò Bernardino, id. a Vistrorio;
Bricchetti Giuseppe, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Spigno;
Daneo notaio Vincenzo, promosso a Rocca d'Arazzo;
Imbrici Carlo, id. a Corio;
Decaroli Giorgio, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Borgomaro;
Centi Michele, promosso all'esattoria di Varese;
Colombo Giovanni, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Borzonasca;
Rougier Giuseppe, destinato all'esattoria di S. Gervais;
Ballaloud Emilio, id. di Samoens;
Alloati Filippo, id. di Poirino;
Spinelli Vincenzo, id. di Bussolino;
Caffaro Agostino, id. di Rosignano;
Borelli Francesco, id. di Mombello;
Cerrina Filippo, id. di Oulx;
Bouchatey Stefano, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato a Chialamberto;
Gaetti Luigi, già scrivano nell'Intendenza generale di Nizza, nominato esattore, e destinato all'esattoria di S. Martin Lantosca;
Ferrari Giovanni, sotto segretario d'Intendenza in aspettativa, nominato esattore, e destinato a Montalto;
Boron Giuseppe Cosma, già esattore e quindi scrivano presso l'abolita segreteria del Consiglio generale delle scuole di Metodo, nuovamente nominato esattore, e destinato a San Benigno;
Soave Giovanni Antonio, già veditore delle Dogane, nominato esattore, e destinato a Mombaruzzo;
Suarez Natale, già addetto all'Amministrazione forestale, nominato esattore, e destinato a Calizzano;
Castagnino Santo, volontario demaniale, nominato esattore, e destinato all'esattoria di Roccaverano;
Pianzone Giuseppe, id., id., destinato all'esattoria di Crana e Santa Maria Maggiore;
Pavesi Giuseppe, id., id., destinato all'esattoria di San Sebastiano;
Ferrari Giuseppe, id., id., destinato a Vinadio.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Vista la Legge del 7 luglio prossimo passato approvativa del Bilancio del Dicastero dell'Interno.

Sulla Relazione del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Interni,

Abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Art. 1. Sono confermati e continueranno a pagarsi dal primo luglio ultimo scorso sul Bilancio dell'Interno, sino ad ulteriori disposizioni, i trattenimenti di aspettativa di cui sono provvisti gli impiegati infra indicati a seconda dei Decreti che li riguardano:

	ult. stip.	anni di serv.	tratt. annuo conferm.
Boschi intend. gen. Pietro	L. 5000	15	2500
Celebrini di S. Martino cav. Filippo	» 3300	12	1100
Vallarino Giovanni	» 1200	26	600

Art. 2. Sono confermati e loro continueranno a pagarsi come nel precedente articolo gli assegnamenti d'aspettativa agli seguenti impiegati loro assegnati nella metà dello stipendio, sebbene abbiano meno di anni 15 di servizio, atteso lo stato di malattia in cui trovansi tuttora li titolari:

	stipendio	anni di serv.	tratt. annuo conferm.
Tiers Pietro	L. 800	9	400
Comparetti Andrea	» 600	2	300

Art. 3. Gli assegnamenti di aspettativa di cui attualmente godono gl'impiegati sotto descritti sono ridotti nel modo seguente, e verranno dal primo luglio ultimo scorso corrisposti loro in tal quota sul Bilancio dell'Interno sino ad ulteriori disposizioni:

	stipen.	anni di serv.	trattenimento primit.	ridotto
Guirisi cav. Ignazio	L. 3500	21	2500	1250 »
Columbano Carlo	» 900	19	900	450 »
Trinchetti Onorato	» 4000	30	4000	500 »
Delitalam. di Sedilo D. Salvat.	» 3320	14	1500	1175 35

Art. 4. Gli impiegati in aspettativa sotto indicati sono dispensati da ulteriore servizio, e verrà loro corrisposta la pensione di riposo infra notata a partire dal primo luglio 1851:

	stipen.	anni di serv.	pensione di riposo
Pallastri Nicola, già commiss. di poliz.	L. 1500	32	1181 24

Il Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che verrà registrato all'ufficio del Controllo Generale.

Torino, addì 4 gennaio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 9 *gennaio*.

Quest'oggi la Camera dei Deputati non tenne pubblica seduta.

PER PARTE DELL'AZIENDA GENERALE DELLE FINANZE.

Si rammenta a tutti gli esercenti professioni, arti e commerci assoggettati alla tassa creata colla Legge del 16 luglio 1851, che con tutto il giorno 15 corrente mese scade la proroga accordata colla Legge dell'8 dicembre ultimo scorso per presentare le relative dichiarazioni, e che coloro i non dichiaranti soggiaceranno al pagamento della *soprattassa* nominata dall'art. 25.

L'Azienda confida che tutte le persone chiamate direttamente od indirettamente a curare l'esecuzione di detta Legge si adopereranno con zelo, sia per dare la maggior pubblicità alla scadenza del suddetto termine, onde evitare che i cittadini incorrano nella pena suindicata, sia per ottenere che tutti gli esercenti professioni od industrie sopportino la tassa nella misura dalla Legge stabilita, poichè essendo a loro carico una parte delle pubbliche gravezze, se loro riescisse di sottrarsi dal pagamento dell'imposta, o di corrisponderla in somma minore della dovuta, la deficienza potrebbe dar luogo ad aumentare le imposte già esistenti, ed a crearne delle nuove, che graverebbero altri cittadini.

L'Intendente generale
ARNULFO.

Il Ministro della Pubblica Istruzione ha ordinata una ispezione straordinaria delle scuole della Sardegna, e ne ha commesso l'incarico al sig. professore Giuseppe Bertoldi, ispettore delle scuole secondarie, il quale partì tosto alla volta di quell'Isola.

FATTI DIVERSI. — GENOVA. — Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

Attese le rassicuranti notizie che si hanno intorno allo stato della pubblica salute in Nuova-Orleans, questo Consiglio generale di sanità marittima ha abolita la contumacia che aveva imposto alle medesime in dipendenza della febbre gialla manifestatasi nella città di Mobile con cui Nuova-Orleans trovasi in libera comunicazione, tanto più che gli consta d'ufficio che dal 20 dell'ora scorso novembre più non è accaduto in Mobile alcun caso di suddetto morbo.

— Ci scrivono da Valverde (provincia di Bobbio):

Verso le ore 9 del 2 corrente, un vivo incendio scoppiava nel fenile del sig. Pietro Marenzi, posto nel villaggio *Calghera inferiore* di questo comune, le cui fiamme, non ostante il pronto concorso di tutti gli abitanti di quel villaggio e de' luoghi circonvicini, distrussero tutto ciò che in esso fenile trovavasi riposto di vettovaglie e legnami, apportando così al proprietario un danno di circa L. 2,500.

Si suppone a ragione che il fuoco possa esservi stato appiccato da mano malevola per la via di qualche finestra, mentre tanto il fenile ove scoppiò, che il sito sottostante ad uso di tinaia erano chiusi a chiave. Il pubblico ministero sta procedendo intorno questo fatto.

CAGLIARI, 2 *gennaio*. — Si legge nell'*Indicatore Sardo*:

Abbiamo il piacere di annunziare che il vapore inglese *Britsh Queen* comandato dal capitano *John Ricard Bell*, arrivato ieri mattina, è altro dei vapori mercantili che fa il giro di Gibilterra, Palermo, Messina, Alessandria d'Egitto, e Beirut per conto di un'altra casa commerciale di Liverpool.

La causa della venuta in questo porto si è la mancanza del carbon fossile per recarsi in Malta.

Riferendoci a quanto sul conto di questi vapori abbiamo altra volta accennato, ci lusinghiamo che i nostri voti perchè questo porto diventi scala commerciale pel loro traffico saran presto un fatto reale, attese le pratiche annunziate, e la posizione favorevole del porto, che appaga assaissimo quei naviganti.

LOMBARDO-VENETO

VENEZIA, 6 *gennaio*. La *Gazzetta di Venezia* pubblica la seguente *Notificazione*:

Giacomo Compion, nativo di S. Michele, distretto di Oderzo, provincia di Treviso, d'anni 52, cattolico, sacerdote e cappellano sussidiario della parrocchia di S. Stefano in Treviso, ed Antonio Lunardoni, nativo di Lusiana, provincia di Vicenza d'anni 31, cattolico, sacerdote e cappellano della parrocchia del duomo di Treviso, sono confessi, previa legale verificazione del fatto, di aver avuto in custodia quelle carte che avevano relazione alle mene rivoluzionarie del D.r Paolo Flora, già perciò condannato; d'aver ommesso di consegnare tali carte all'autorità anche allora che il D.r Flora per alto tradimento, in base agli indizii emersi a suo carico, venne arrestato.

Sono inoltre convinti entrambi, mediante concorso d'indizi d'essere stati in cognizione che le suddette carte, da loro occultate, dovevano influire essenzialmente sulla verificazione del fatto e sulla prova del delitto d'alto tradimento, imputato al D.r Flora.

Radunatosi quindi, nel 31 dicembre corrente, il consiglio di guerra giurato ha giudicato doversi i sunnominati Giacomo Campion e Antonio Lunardoni, a senso dell'art. 40 di guerra e dell'art. 102 della procedura militare penale, ritenere colpevoli del delitto d'occultazione, e come tali condannare, il primo a due anni di arresto da espiarsi in fortezza, e l'altro a quattro mesi di arresto militare.

Tale sentenza, confermata da sua eccellenza il signor governatore militare, de Gorzkowski, fu oggi pubblicata e posta in esecuzione.

Venezia, li 31 dicembre 1851.

FRANCIA

PARIGI, 6 *gennaio*. Il banchetto dato ieri alle Tuileries dal presidente della repubblica ai delegati dei dipartimenti è stato di una rara magnificenza. Due grandi tavole eransi disposte in due saloni, e contenevano ciascuna 200 posti.

Il presidente che era assiso al centro della prima, aveva alla sua destra il *maire* di Marsiglia, il ministro della giustizia, il *maire* di Rouen, il prefetto della Senna, il *maire* di Toulouse. Aveva a sinistra il *maire* di Lione, il ministro dell'interno, il *maire* di Bordeaux, il *maire* di Macon, il prefetto di polizia, il *maire* di Nantes, il *maire* di Limoges.

Dopo aver lasciata la sala del banchetto il presidente ha ricevuto gli otto o nove cento delegati delle province invitati a prender parte alla veglia; il ricevimento durò molto innanzi nella notte.

— Stassera tutti i *maires* e delegati dei dipartimenti interverranno alla gran festa che l'amministrazione del teatro dell'Opera prepara per ordine di L. Napoleone.

I soli invitati dal presidente assisteranno a questa rappresentazione veramente straordinaria. La sala intiera è stata presa dal capo dello Stato. Egli non occuperà il suo palco solito che è il proscenio di sinistra. Gli si innalza di fronte un vasto palco che sarà sporgente innanzi dei palchi del prim'ordine e invaderà una parte della platea. Questo palco, diviso in tre scompartimenti; quello di mezzo sarà occupato dal presidente, e gli altri due dai generali ed ufficiali della sua casa. Il palco è sormontato da un vasto cornicione a baldacchino al di sopra del quale sorge l'aquila imperiale in bronzo dorato.

Oltre il gran lampadario che illumina la sala nelle ordinarie rappresentazioni, dugento cinquanta lumpadarii più piccoli ornati di cristalli in ghirlande scenderanno dalla volta.

Vi sarà un nuovo sipario, fatto per la circostanza. In esso una figura allegorica che rappresenta la Francia è assisa sopra un globo. Intorno a lei volano parecchie Fame che imboccano la tromba, e lasciano svolazzare bandernole su cui si legge: *Vox populi vox Dei*. Al disopra un'aquila gigantesca, fisa collo sguardo nel sole, si libra nell'immensità del cielo.

— Monsignore arcivescovo di Parigi dee cominciare in questa settimana le sue visite pastorali in varii ospizii e quartieri della capitale. Si dice pure che il venerabile prelato recherà religiose consolazioni ai prigionieri nelle diverse case di detenzione.

— Ecco i nomi dei capitalisti francesi ed inglesi concessionarii della strada ferrata da Parigi a Lione:

Ernest André, di Parigi.
Baring fratelli e comp., di Londra.
Bartholony fratelli, di Parigi.
Blanc-Mathieu e comp., idem.
Edward Ladd, Betts, di Londra.
Thomas Brassey, idem.
Auguste Dapier, di Parigi.
Charles-Pierre Devaux, di Londra.
François-Durand e comp., di Parigi.
Duca di Galliera, idem.
Salomon Heine, di Amburgo.
Hottinguer e comp., di Parigi.
John-Pierre Kennard, di Londra.
Joseph Locke, idem.
Mallet fratelli e comp., di Parigi.
Marcuard e comp., idem.
John Masterman juniore, di Londra.
Matthieu Uzielli, idem.
Samuel Morton Peto, idem.
B. Paccard-Dufour e comp., di Parigi.
Perrier fratelli, idem.
Pillet Will e comp., idem.
Di Rothschild fratelli, idem.
N. M. Rothschild e figlio, di Londra.
Florentin-Achille Seillière, di Parigi.
A. Di Warn e comp., idem.

— Il governo francese, dice una corrispondenza parigina dell'*Indépendance Belge*, insiste con gran calore per la riscossione de' varii crediti che ha da ripetere sulle potenze estere. Il più importante è quello che concerne la Spagna. Ecco in questo proposito alcuni schiarimenti curiosi ed autentici. Per un trattato concluso a Madrid il 30 dicembre 1823 fra i plenipotenziarii delle due potenze, si determinò provvisoriamente il credito della Francia, proveniente dalle anticipazioni fatte dal tesoro per le spese dell'esercito francese che occupò la Spagna in seguito alla guerra del 1823, a 80 milioni di franchi.

I ministri di Carlo X avevano avuto il pensiero, conoscendo gl'imbarazzi finanziarii della Spagna, di chiedere la cessione, per quegli 80 milioni, delle isole di Majorca, Minorca e Ivica.

L'Inghilterra suscitò a questo progetto ostacoli di tal sorta che si dovette rinunciarvi, e si cercò una combinazione che diminuisse il debito senza troppo incomodare l'erario spagnuolo. Si decise pertanto che la Spagna pagherebbe annualmente 4 milioni, cioè: 2,400,000 fr. per l'interesse del capitale in ragione del 3 0/0, e 1,600,000 fr. per premio d'estinzione al 2 0/0, con stipulazione formale che il fondo di estinzione si accrescerebbe successivamente coll'interesse del capitale riscattato.

Le clausole di questa convenzione furono eseguite per sei anni dal 1829 al 1834. Dopo quell'epoca i versamenti cessarono; dal che risulta che ora queste annualità arretrate, cresciute degl'interessi dal 1835 al 1852, oltrepassano la cifra di 115 milioni, di cui la Francia domanda il pagamento integrale. Si annunzia il prossimo arrivo a Parigi del maresciallo Narvaez, che si dice essere latore delle proposte del governo spagnuolo.

— Il generale d'Hautpoul, dice il *Journal de Rouen*, è stato incaricato d'una missione diplomatica straordinaria. Egli lasciò Parigi la notte scorsa.

INGHILTERRA

LONDRA, 5 *gennaio*. Dal prospetto della situazione della Banca d'Inghilterra durante la settimana spirata il 27 dicembre, risulta che l'incasso metallico diminuì di 94,020 sterlini, per ascendere a 17,319,544 sterl., e che l'ammontare della carta in circolazione aumentò di 45,735 sterl., per elevarsi a 18,719,950 idem.

— Si legge nel *Daily News*:

Sabato sera (3) si credeva che il fuoco si fosse appiccato alla Banca d'Inghilterra. L'allarme fu dato, e tosto da tutte parti accorrere pompieri in gran fretta alla *City*, allorchè si seppe che i direttori bruciavano gli antichi biglietti di Banca, e che ciò era la causa del riflesso aereo che avea fatto supporre un incendio. La fiamma durò, quasi senza interruzione, due ore intere. Se ne dee dunque inferire che il numero de' biglietti bruciati sia stato immenso. Essi aveano messo dodici mesi per rientrare alla Banca.

— Si legge nell'*Observer*:

È probabile che nell'attuale trimestre, comparato al trimestre corrispondente del 1850-51, vi sarà una diminuzione di 700,000 sterlini. Sull'annata la differenza in meno sarà un poco più grande. La spesa è stata diminuita di molto mediante sagge riduzioni e una lodevole economia. Però le entrate di quest'anno presentano sulle spese un eccedente di più di 3,500,000 sterlini. È questo il più notevole risultato in tal genere che siasi ancora ottenuto, anche all'epoca della soppressione della ammortizzazione.

— Si legge nello stesso giornale:

Lord Grey, il sig. Labouchere e lord Seymour, che stanno ora a Bowood Park Wiltshire, verranno quanto prima a Londra, e lord Lansdowne vi verrà anch'egli, per assistere alla riunione del consiglio che dee essere tenuto l'8 al ministero degli affari esteri. Sir George Grey tornerà pel medesimo oggetto dalla campagna di sir F. Baring, nello Hampshire. Anche lord Brougthon rientra nella capitale, e lord Minto vi è atteso dalla Scozia. Il

www.internetculturale.it

cancelliere dello scacchiere arrivò a ieri (4) a Londra dalla residenza di lord J. Russel a Richmond Park. Il primo ministro sarà egli pure fra poco alla sua residenza di Cheesham Place.

— Si legge nel *Morning-Chronicle* :

È stato conchiuso il contratto per la istituzione del telegrafo tra Dublino a Cork al prezzo di 200 sterlini (5,000 franchi) al miglio, (1,675 metri) ossiano 2,987 franchi al chilometro.

La *United service Gazette* annunzia che i varii distaccamenti, a' quali fu ingiunto di raggiungere la respettiva lor compagnia di servigio al Capo di Buona Speranza, si trovano attualmente a Cork, ove s'imbarcheranno sul *Birkenhead* ond'essere trasportati in quella Colonia.

— I giornali inglesi si occupano da alcuni giorni di una coalizione di una classe di operai, coalizione la cui esistenza rimonta già a 18 mesi, ma che in questi ultimi tempi si mostrò più ostinata che mai nelle sue pretensioni. Detti operai, costruttori di macchine, si riunirono a varie riprese a fine di ottenere da' loro capi o padroni degli stabilimenti alcune condizioni tutte ad esclusivo vantaggio de' collegati; senzachè questi minacciano di ritrarsi da' rispettivi opificii, e di darsi all'ozio in tutte le parti del paese.

Le condizioni imposte ai padroni degli stabilimenti sono le seguenti :

« Sopprimere negli opificii o stabilimenti le ore di lavoro supplimentare, tranne il caso di rottura delle macchine; nel qual caso però esse ore dovrebbero essere pagate il doppio della tariffa attuale.

« Abolire interamente il lavoro a cottimo, ossia non a giornata ma a prezzo fermo.

« Mandar via immediatamente e senza eccezione veruna i braccianti e giornalieri impiegati a far muovere le macchine-istrumenti, e prendere nella lor vece e posto macchinisti, membri della unione de' mestieri. »

Detta coalizione, giusta i succitati giornali, annovera da 42,000 membri; è diramata in molte città del Regno-Unito, e dispone di un capitale di 25,000 sterlini, prodotto delle quote de' collegati.

I giornali inglesi i quali, come abbiam accennato, si sono occupati di questa deplorabile vertenza, osservano con ragione, che le pretensioni degli operai tendono pur troppo alla applicazione delle massime socialistiche, ma fanno ad un tempo sperare, che gli operai, traviati un istante dalle dottrine del socialismo, non tarderanno a capire, essere anzitutto del proprio loro interesse di continuare le antiche lor relazioni con coloro che gli impiegano.

Si può dunque con fondamento credere, che questa coalizione non avrà conseguenze funeste: tanto più che ciò avviene in Inghilterra, ove somiglianti dimostrazioni, sin dal 1842, ebbero luogo più volte, segnatamente nel 1818, nel 1834 e nel 1842, nè si dovette che in rarissimi casi ricorrere alla forza per fare ricatrare nel dovere coloro che se n'erano allontanati.

ALEMAGNA

La *Gazzetta di Colonia* annunzia che il nuovo trattato di commercio e di navigazione fra lo Zollverein ed il Belgio, è steso in forma di una convenzione addizionale al trattato del 1° settembre 1844. Le stipulazioni principali della nuova convenzione sarebbero le seguenti :

1. Assimilazione, nel Belgio, dei navigli dello Zollverein e dei loro carichi alla bandiera inglese, sulla base del nuovo trattato anglo-belgico ;

2. Diminuzione a metà dei favori di cui godono sinora i ferri del Belgio alla loro importazione nello Zollverein ;

3. A richiesta della Baviera, novelle agevolezze all'importazione degli oggetti da Norimberga nel Belgio ;

4. Conformemente al desiderio del Würtemberg, maggiori agevolezze all'importazione del sale di roccia ;

5. A richiesta di Nassau, esenzione da diritti alla importazione delle acque minerali, ed altre simili in fiaschi ;

6. Soppressione delle prohibizioni al transito pel Belgio, e nuove agevolezze al transito pel territorio dello Zollverein, da e verso il Belgio ;

7. Mantenimento della convenzione del 26 luglio 1846 pei rapporti degli abitanti dei confini ;

8. Convenzioni ulteriori da conchiudersi in ordine alla strada ferrata del Lussemburgo. Pel rimanente, il trattato del primo settembre 1844 e la convenzione doganale del 26 giugno 1846 sarebbero mantenuti per due anni, cioè fino al 1° gennaio 1854.

Prussia. *Berlino, 3 gennaio.* L'*Indicatore di Stato* pubblica il rescritto seguente, indirizzato dal re di Prussia al ministro delle finanze.

« In risposta alla proposizione contenuta nella vostra relazione del 27 di questo mese, con questo rescritto : Io prescrivo che, conformemente alla legge del 7 dicembre 1849 relativa alla costruzione della strada ferrata dell'est, di quelle di Vestfalia e di Saarbruck, non meno che il modo di procurarsi i fondi necessari a questo fine, l'imprestito di sedici milioni di talleri, che deve farsi in proporzione degli attuali bisogni, venga emesso per obbligazioni di cento, duecento, cinquecento e mille scudi, alla tassa di quattro e mezzo per cento annualmente, e si estingua nel termine di cinque anni, cominciando dal 1° gennaio 1852, alla tassa di uno per cento, e colla somma degli interessi del capitale totale, risparmiati nel corso dell'estinzione.

« Cominciando dal primo di gennaio 1852, il diritto di aumentare in seguito i fondi di estinzione sarà riserbato allo Stato; ma quel fondo non potrà mai diminuirsi. Io vi accordo facoltà di adottare ulteriori provvedimenti.

« Il presente rescritto dovrà recarsi a cognizione del pubblico per mezzo del bollettino delle leggi.

« Berlino, 28 dicembre 1851.

« FEDERIGO GUGLIELMO.

« Al ministro delle finanze.

« *Di Bodelschwingh.* »

AMERICA

Stati-Uniti. Si legge nella *Indépendance Belge* del 5 :

Il ministro di Spagna a Washington ha accordato al presidente la grazia d'uno degli invasori di Cuba. Un altro di questi, il quale aveva indirizzato una supplica alla regina di Spagna, fu da lei perdonato e n'ebbe anche in dono del danaro per poter tornare nella sua patria.

Lo Stato della Carolina del Sud ha fatto ultimamente acquisto d'una quantità considerevole d'armi e di munizioni da guerra.

— I dispacci degli Stati-Uniti arrecate a Liverpool dal piroscafo il *Niagara* vanno a tutto il 24 dicembre. Un dispaccio telegrafico di Washington del 24 detto annunzia che il palazzo del congresso americano, il Campidoglio, fu in gran parte distrutto da un violento incendio.

Il senato e la Camera dei rappresentanti han votato lo stabilimento di una zecca in California.

Il senatore Clay lasciò, come già fu accennato, Washington dopo aver data la sua demissione. La salute di lui è talmente danneggiata dalle fatiche dell'ultima sessione, che i suoi amici temono non abbia egli a soccombervi.

Kossuth non si era ancora recato a Washington.

— Il segretario del tesoro, nella sua relazione letta al congresso, presentò un prospetto nel quale egli dà la cifra degli articoli esportati dagli Stati-Uniti in tutti i paesi del mondo, durante l'anno 1851, sino alla fine di giugno. I prodotti che si compongono di esportazioni di legname per le navi, d'agricoltura e di oggetti manifatturati, ammontano alla somma di 196,689,719 dollari.

A San-Blas un incendio divorò, il 17 novembre, quattordici case nelle quali erano oggetti di gran valore. La perdita totale è valutata 75,000 dollari.

Il cholera è disparso dalle città che restano lungo la costa. Cinque navi da guerra inglesi comparvero in vista di Vera-Crux. S'ignora lo scopo della loro missione.

Gli avvisi del Texas vanno sino al 12 maggio ; ma nulla contengono d'importante speciale.

Messico. Scrivono dalla Nuova-Orleans al *Corriere degli Stati-Uniti* :

Le notizie che riceviamo dal Messico vanno fino al 19 novembre : Un oragano terribile scoppiò sopra Mazatlan, cagionandovi gravi danni. Infatti distrusse case, e sovratutto danneggiò i bastimenti che si trovavano nel porto : si conta ez andio un certo numero di vittime.

Guiana francese. Si legge nei *Débats* :

Il 6 dicembre 1851 la marina ha perduto uno de' suoi migliori officiali, uno degli uomini su cui ella fondava le più belle speranze, il sig. Louis-Eugène Massin, capitano di vascello, governatore della Guiana francese.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi, 7 gennaio.* Un decreto del presidente della repubblica apre un credito di 4,852,987 fr. sugli esercizii 1852, 1853 e 1854 per la costruzione di 35 linee di telegrafia elettrica rese indispensabili per la pronta esecuzione degli ordini della pubblica amministrazione.

Un altro decreto accorda un'amnistia generale pei delitti commessi prima del 6 gennaio in materia di grandi strade, e di polizia sulle vetture. Questa amnistia non si estende però alle spese anticipate dallo Stato, e alle restituzioni per danni e interessi.

Una circolare del ministro dell'interno ai prefetti ordina la soppressione delle parole *Liberté, Egalité, Fraternité*, inscritte sui monumenti pubblici, e nel tempo stesso il ristabilimento dei nomi storici dati in addietro alle vie ed agli edifizii, a cui erasi cambiata, dopo il febbraio 1848, la denominazione.

— La rappresentazione straordinaria d'iersera al teatro dell'Opera è stata oltre ogni dire splendida.

L'ex-re Girolamo era assiso a destra del presidente della repubblica. Fra un atto e l'altro l'orchestra sonò l'aria conosciuta : *La victoire est à nous !*

— La commissione consultiva si è adunata oggi a un'ora pom. nel palazzo d'Orsay. Trenta membri erano presenti, tutti della sessione amministrativa, e sono entrati in seduta sotto la presidenza del sig. Baroche vice-presidente. Varii rapporti, che concernono quistioni d'interesse locale, furono letti. L'assemblea generale, che erasi annunziata per la lettura della costituzione, non potè aver effetto. Questa convocazione non è, dicesi, che differita.

Paesi-Bassi. Il trattato conchiuso fra la Prussia ed i Paesi-Bassi è stato ratificato all'Aja il 31 dicembre : fu conchiuso per due anni ed è fondato sul principio della più intiera reciprocità, come afferma una lettera da Berlino pubblicata dalla *Gazzetta di Colonia*. I diritti differenziali, che esistevano nelle colonie neerlandesi a detrimento dei prodotti dello Zollverein, sono soppressi.

Portogallo. Si legge nell'*Express* :

Lettere di Lisbona in data del 24 dicembre annunziano che le *cortes* sono già molto innanzi nella loro costituzione legale. La Camera de' deputati, che annovera 80 membri presenti, ha scelto tre commissioni per fare un rapporto sopra le elezioni de' varii distretti. Il primo di essi rapporti dovea esser presentato alla tornata del 26 dicembre. Esso comprenderà le elezioni cabalistiche di Villareal che saranno, a quanto pare, annullate, avendo il conte di Villareal (Don Fernando) prodotto 27 documenti contro di quelle. Il Portogallo continua ad esser tranquillo.

Inghilterra. *Londra, 6 gennaio.* Si legge nel *Globe* :

Lord J. Russell è partito oggi da Richemond alla volta di Windsor.

— La contessa di Neuilly e la duchessa d'Orleans furono ieri (5) a far visita alla regina.

— Vi è della fermezza alla borsa, e si fanno più affari. Consolidati al contante 97 1/4, per conto 97 1/8 1/4 3/8.

Alemagna. *Francoforte, 6 gennaio.* Leggiamo nella *Gazzetta d'Augusta* che nella Dieta germanica le deliberazioni relative alle disposizioni da adottarsi in ordine ad una legge federale sulla stampa, riuscirono a nessuna conclusione.

— Il *Foglio ufficiale della città libera di Francoforte* pubblica un'ordinanza di polizia, colla quale vengono proibite, per cagione di tendenze politiche pericolose le seguenti società : dei lavoranti, del lunedì, la società popolare, quella di Guttemberg, l'associazione dei lavoranti in sigari, le società ginnastiche.

— *Berlino, 4 gennaio.* La *Gazzetta di Colonia* assicura che il governo prussiano indirizzò agli Stati dello Zollverein una nota circolare in cui espone le sue mire in ordine al congresso doganale di Vienna. Il governo, secondo il citato giornale, vi dichiara che le deliberazioni che si terranno in Berlino circa l'ammissione dello Sleswig-Holstein nello Zollverein, la Prussia non prenderà per norma le risoluzioni prese a Vienna, nè consentirà che queste ultime esercitino alcuna influenza sul risultamento delle decisioni da prendersi a Berlino.

Checchè sia di quella circolare, del cui annunzio noi la riclamo la responsabilità alla *Gazzetta di Colonia*, è certo però che la *Gazzetta di Prussia* continua in un suo quarto articolo la sua polemica sulla politica commerciale dell'Austria.

— *Holstein.* Il *Boersenhalle* dice, corre voce non priva di fondamento, che la questione dei ducati di Schleswig e di Holstein sia stata regolata, quantunque le due grandi potenze non abbiano ancora firmato alcuna convenzione a questo riguardo.

Le truppe tedesche sgombreranno l'Holstein durante il mese di gennaio, e rimarrà soltanto un corpo di truppe in Amburgo e nelle vicinanze di questa città, per guarentire l'eseguimento delle condizioni imposte alla Danimarca e fra le quali primeggia la convocazione degli Stati provinciali dei due ducati.

America. *Stati-Uniti.* Il fatto del *Prometheus*, contro cui fece fuoco un brick da guerra inglese nel porto di S. Giovanni di Nicaragua, ha eccitato viva indignazione agli Stati-Uniti nel pubblico e nel governo, che dapprima protestò subito con una nota assai energica, rimessa all'incaricato d'affari inglese, poi con un messaggio non meno energico indirizzato al Congresso, e finalmente con l'invio d'una fregata a vapore il *Saranac* nelle acque del Nicaragua, incaricata di domandar ragione dell'insulto e d'impedire ad un tempo che si rinnovi.

R. LEONE gerente.

SETTIMO ELENCO

Dei signori che presero delle Azioni di franchi 5 cadauna, metà a favore dell'Emigrazione Italiana, e metà a favore del R. Ricovero di Mendicità, in sostituzione delle visite d'uso pegli augurii delle Feste del SS. Natale e pel nuovo anno 1852.

171 Canaperi avv. Pietro, assessore di pubblica sicurezza 1 » 5 — 172 Pinchetti Leone 1 » 5 — 173 Bosco cav. Pietro, deputato al Parlamento nazionale 1 » 5 — 174 De Fornari conte Giuseppe, senatore del regno 4 » 20 — 175 Vicari avv. Luigi, deputato al Parlamento nazionale, maggiore del primo battaglione, seconda legione della Guardia Nazionale di Torino 2 » 10 — 176 Bertoldi prof. Giuseppe, ispettore delle scuole secondarie 1 » 5 — 177 Graveri avv. prof. Vincenzo, assessore di pubblica sicurezza per la sezione di Po 1 » 5 — 178 Barberis prof. Giuseppe 1 » 5.

INSTRUCTION PROFESSIONNELLE.

HORLOGERIE.

École théorique-pratique, *fondée en 1848 par le Gouvernement, et située au centre des communes horlogères du Faucigny (Savoie),*

Cette institution est destinée à répandre dans toute l'étendue des Etats de S. M. le goût et les principes de la bonne horlogerie, en offrant aux jeunes gens de deux sexes, qui se proposent de suivre cette carrière, les moyens prompts et économiques d'acquérir les connaissances qui jusqu'à ce jour on allait chercher à grands frais en Suisse ou à Genève.

L'expérience et l'habileté des professeurs chargés de l'enseignement ; les nombreux élèves exerçans déjà dans le pays leur état avec avantage ; enfin, les succès obtenus par les produits de l'école aux expositions de Londres et de Turin, sont des titres suffisants pour mériter la confiance des parents qui auraient l'intention de placer leurs enfants dans cet établissement.

L'école renferme un atelier spécial pour le rhabillage et les parties accessoires.

On peut s'adresser pour les conditions et renseignements à M. Benoît directeur de l'école, à Cluses (Faucigny).

CONDOTTA MEDICO-CHIRURGICA

La Comunità di Romano, provincia d'Ivrea, popolata di 2,700 abitanti, abbisogna di un Medico-Chirurgo condotto con residenza locale : l'annuo assegnamento è di L. 450 per l'assistenza gratuita dei poveri. Sono aggregati alla medesima tre paesi vicinori, formanti una popolazione di 4,000 circa abitanti eziandio sprovvisti di un medico-chirurgo.

Chi vi aspirasse può dirigere la sua domanda, con lettera affrancata, al Sindaco di detta Comunità.

GABINETTO LETTERARIO NAZIONALE

posto in piazza Castello, sotto i portici, num. 21,

Cominciato con sì felici auspicii fin dal maggio 1851, continuando a prosperare per la sempre crescente affluenza dei soci e dei lettori, ha potuto in quest'anno apportare a sè stesso notevoli miglioramenti, sì nel numero, nella scelta dei giornali, che nell'aumento delle opere tanto della Biblioteca Consultiva che della Circolante.

È aperto tutti i giorni indistintamente dalle ore 8 *del mattino alle* 11 *della sera* e sempre alle eguali condizioni di abbuonamenti.

ODAMETRO di GIO. FERRERO

L'ODAMETRO è una macchinetta a granaggio di metallo con pignoni in acciaio, inchiusa in una cassettina di ottone del peso di due chilogrammi ; il medesimo, applicato al di sotto di una vettura qualunque, misura la strada con celerità in tutti i sensi mentre la percorre. Oltre all'essere di sommo vantaggio agli architetti, ingegneri, ecc., è altresì di soddisfazione ai viaggiatori e notatori, che giunti a casa i loro legni, apriranno l'Odametro e troveranno segnati sui quadranti i precisi chilometri percorsi.

Prezzo dell' **Odametro**

Num. 1 L. 150 segna la distanza di chil.			30,000
2	» 100	»	3,000
3	» 75	»	300

Le domande per l'istruzione dell'*Odametro* si faranno, con lettera affrancata, al signor Giribon Francesco, commissionario in Torino, via Bogino, num. 8, ed in Vigone dai sottoscritti

Ferrero Gioanni e Zappa Giacinto

*Orologiai, soli fabbricatori dell'***Odametro** *suddetto*

N. B. I rispettivi acquisitori non saranno tenuti al pagamento se non dopo essere stato applicato l'*Odametro* alle loro vetture e che ne avranno visto l'esito favorevole.

www.internetculturale.it

GIORNALE
DELLE SCIENZE MEDICHE
DELLA R. ACCADEMIA MEDICO-CHIRURGICA
DI TORINO

SERIE SECONDA — ANNO V.

Questo Giornale continuerà ad essere pubblicato in dispense di tre fogli di stampa con coperta ogni 10 giorni.

Il prezzo d'associazione per Torino e per le provincie è di L. 18 annue.

In Torino le associazioni si ricevono dal datt. coll. Demarchi e dalla tipografia Favale e Comp., via dal Gambaro, n. 1, casa Gibellini.

Per le provincie l'abbuonamento si farà o mandandone a pagare l'importo alla citata tipografia Favale, o ritirandone un mandato dall' ufficio locale postale, da spedirsi con lettera affrancata al predetto dott. coll. Demarchi, via di Po, nei chiostri di San Francesco da Paola, piano 1.

La spedizione del giornale sarà fatta *franca* col mezzo della Posta.

Il prezzo d'associazione per l'estero è di L. 20.

Le domande per l'estero dovranno essere dirette alla ditta Pomba e Comp.

Gli autori che vogliono annunziate le loro opere in questo Giornale debbono mandarne una copia, franca d'ogni spesa, alla R. Accademia medico-chirurgica di Torino, e due copie se ne desiderano un estratto in esso inserito.

Di ogni memoria originale che oltrepassi mezzo foglio di stampa inserita nel Giornale, verranno dalla Direzione del medesimo regalate all' autore 25 copie.

I Direttori:
BORSARELLI, DEMARCHI, DEMARIA,
PEYRANI, PORPORATI, SELLA.

Presso i Fratelli **REYCEND e C.**, *Librai di S. M. sotto i portici della Fiera:*

DODICI MILLE VOLUMI
in lettura per abbonamento
D'OPERE MODERNE
Francesi ed Italiane
di Storia, Viaggi, Letteratura e Romanzi

Delle opere componenti il detto abbonamento si distribuisce il catalogo al prezzo di cent. 80.

Libreria **DEGIORGIS**, *via nuova, N. 17*

LE PITTURE ANTICHE
DI ERCOLANO

Nove vol. in-fol., elegantemente legati, per L. 325.

VINCENZO TAIRRAS
premiato di menzione onorevole nel 1850

Fabbrica ogni genere di oggetti per sollievo nelle malattie erniose ed anche per quelle varicose, così per gli adulti come per ogni tenera età, a modicissimi prezzi.

Abita via delle Ghiacciaie, casa Ardi, n. 12, Torino.

N. B. Il medesimo fabbrica pure gambe coi piedi e meccanismi per tutti i deviamenti di membri, di recente sua invenzione, di cui ottenne l'approvazione di parecchie ragguardevoli persone.

ANNA GAGNA
Fabbricante d'ogni qualità di Fiori artifiziali
premiata con medaglia

già abitante nella corte della chiesa della SS. Trinità, si è trasferta in via e casa del Seminario, n. 14, p.° 3°.

AL CAFFE' DELLA MERIDIANA
Da rimettere: Il Débats, L'Illustration e L'Armonia.

AL CAFFE' DEL NORD
Da rimettere: Il Débats, La Patrie, La Gazette des Hôpitaux e La Croce di Savoia.

GIORGIO CENA, ebanista e tappezziere, tiene un variato assortimento di seggioloni elastici di lusso, come pure mobili di legno forestiere e del paese, a prezzi discretissimi. — Via dell'Arco, casa Bruno, n. 31.

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

DA VENDERE

CASCINA con fabbricato civile e rustico, ed ettare 45, are 44 (giorn. 115) circa, distante chil. 9, 84, da Torino, tutta irrigabile, con acqua propria.

Per le informazioni e trattative dirigersi nello studio del notaio certificatore Signoretti, contrada Stampatori, porta 14, piano terzo.

DA VENDERE
Il 26 del corrente gennaio

Num. **83** Quercie d'alto fusto, del diametro di 50 e 60 centimetri, situate sul territorio di Carignano.

Dirigersi, *franco*, in detta città al notaio Degioannini.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile* N. 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

Le bon Jardinier, Almanach pour 1852. Paris 1852, prix 8 fr.

Favre, premières leçons de langue allemande. — Genève 1851, 1 vol. in-8.° L. 2 50.

Fornasari, Grammatica teorico-pratica della lingua tedesca. — Vienna, 1852, 1 vol. in-8.°, L. 7.

AVVISO

Chi desidera avere un ritratto ad olio, bene eseguito e rassomigliantissimo, si rivolga al signor

Pittore BONJOUR

che ha già conseguito la medaglia in parecchie esposizioni. — *Via di Po num. 21 al 3.° piano.*

GABINETTO PER SAGGI METALLURGICI

Nell' or recentemente ampliato laboratorio chimico-farmaceutico di B. A. Rossi (via Porta Nuova, casa propria, num. 16), si è destinato un Gabinetto per *Saggi metallurgici*, ove a richiesta di committenti si eseguiranno analisi sulle sostanze metallifere ed altre, comunicandone in iscritto i risultamenti.

AVVISO
SCUOLA DI VETERINARIA

Chiunque desiderasse incaricarsi della provvista del fieno maggiengo, ricetta, avena e paglia, ad uso delle scuderie di detta Scuola, potrà presentare, entro giorni dieci prossimi, il suo partito sigillato all' Ufficio della Direzione nel Reale Castello del Valentino; significando pure il prezzo a cui sarebbe disposto di comprare il concime ricavato dalle scuderie stesse.

Torino, il 10 gennaio 1852.

DIFFIDAMENTO

Il sottoscritto diffida chi di ragione, che con atto 29 dicembre ultimo scorso, rogato Dallosta, avendo cessato il mandato confertogli dal fumista Tommaso Mussa con precedente atto 2 maggio 1850, pure rogato Dallosta, cessò pure la qualità di persona a suo servizio per esercire la detta professione di fumista, e che per conseguenza egli non terrà per valido qualsiasi pagamento possa venire al detto Tommaso Mussa fatto per lavori e provviste eseguiti pendente il trascorso del tempo che rimase al servizio predetto.

Torino, il 9 gennaio 1852.

GIOANSI CHIOSSI.

SCIROPPO DI TAMARINDI
DI FILIPPO VIORA
unico approvato con superiore autorizzazione
a Ln. 2. 50 il 1/4 di litro

sigillato con stemma gentilizio

Un nuovo genere di rinfresco piacevole e salubre venne testè ritrovato dal confettiere e farmacista FILIPPO VIORA, il solo approvato dalle rispettive autorità. Esso è composto essenzialmente di sciroppo di tamarindo con gomma arabica, semplicissime sostanze; e nessun'altra bevanda è forse più atta di questa ad estinguere la sete.

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 13;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Ravanale, 167

DA VENDERE

Varie **porte** alla francese, ed un **palchetto**. — Recapito ai fratelli Bellotti, capi-mastri, a Porta Nuova, al loro magazzino da legna, presso l'officina del Gaz.

DA RIMETTERE AL PRESENTE
in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia Tacconis, già Cauda, nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

L' INCANTO VOLONTARIO
IN CHERASCO

Di mobili, lingerie, rame, argenterie ed effetti servienti per albergo ora esercito dalla vedova Rosa Gallo, tutrice degli eredi di Pietro Gallo, il quale ebbe luogo il 4 dello scorso dicembre, prosegue in tutti i giovedì, giorni di mercato, nel locale dell'antico Albergo dell' Aquila d'Oro.

INCANTO VOLONTARIO

Lunedì 12 del corrente, dalle ore 9 mattutine alle 5 di sera e nei giorni successivi, avrà luogo nanti il segretario della R. giudicatura della sezione Borgo Nuovo di questa città, e nell' alloggio vivendo tenuto dalla signora contessa Delfina De Viry, nata Spitalieri di Cessole, al primo piano di casa Avondo, via del Belvedere, n. 10, la vendita col mezzo dei pubblici incanti di una grandiosa quantità di mobili da appartamento, la maggior parte di mogano, e di varii altri effetti, tra' quali un ricco ed elegante servizio da tavola in bronzo dorato, guernito di cristallo bianco e bleu, caduti nell' eredità della prelodata signora contessa.

Torino, Borgo Nuovo, il 9 gennaio 1852.

PERRI, *segretario.*

VERO LUCIDO TORINESE

La vedova DEMEZZI, fabbricante del vero lucido torinese, fa noto che continua a farne smercio si all' ingrosso che al minuto al suo banco sotto i portici della Fiera, casa Mannati, n. 11.

Avendo ella recato a maggior perfezione il detto lucido, già da molto tempo conosciuto eccellente per le ottime sue qualità, e quelle specialmente di conservare il cuoio, di essere lucentissimo e morbido, di servir a dare il lucido ai fornimenti da cavalli e vetture, e venendo ora generalmente apprezzato, spera di continuare a meritarsi il favore degli accorrenti.

FALLIMENTO
di Giacomo Falcione, albergatore in Torino, all' insegna dell'Albergo Reale.

S' invitano i creditori verificati e giurati, ed ammessi per provvisione, del fallimento di Giacomo Falcione Albergatore in Torino, all' insegna dell'Albergo Reale, a comparire personalmente o per procuratore speciale il giorno 16 del corrente mese, ed alle ore 10 nelle sale dell' eccell.mo Magistrato del Consolato in Torino sedente, ed avanti l' ill.mo sig. giudice commissario del fallimento medesimo, per deliberare sulla formazione del concordato.

Torino, il 9 gennaio 1852.

Operto sottosegr.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 9 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: gior. prec. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: gior. prec. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: gior. prec. dopobor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1849 5 0/0 god. 1 8.bre						
1851 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre	95 10	96 25				
1849 » » 1 genn.	94 25	(95 40		97 95 50		96
1851 » » 1 dicem		95 60		p. 30		
1834 *Obblig.* 1 genn.		(50 25		96 p.8m		
1849 » 1 8.bre.		(95				
1850 » 1 agosto				985		
1844 5 0/0 *Sardi* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 luglio				1736p.15		
— *Banca di Savoia*						
Città di { 4 0/0 *oltre l'*						
{ *inter. decor*						
Torino (5 50/0 1 lug.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc.del Gaz (ant.) gen.						
Società del Gaz (nova.						
Incendii a premio fiss.						
31 8.bre						
Fiu ferr. di Savigliano						
1 genn.		450				
Molini presso Collegno						
1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	953	— —	952	— —
Genova sconto	4 p.	0/0	—	— —
Francoforte S. M.	210	— —	—	— —
Lione	100	— —	—	— —
Londra	25	99 3/4	99	50 —
Milano	—	— —	95	10 —
Parigi	100	— —	99	50 —
Torino sconto	4 p.	0/0	—	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 80 L.	80 10 —	80 19 —
— di Savoia	98 70 —	98 81 —
— di Genova	79 45 —	79 56 —
Toscana nuova	35 17 —	35 21 —
— vecchia	34 99 —	35 05 —
EROSO misto		
Perdita	3 p.	0/0 —

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca

BORSA DI PARIGI *del 7 gennaio.*

Il 5 0/0 aperto a 106 25, è salito a 107, e chiude a 106 50.

Il 3 0/0 resta a 72, 25.

L'ant. 5 0/0 piemontese (c. R.) a 98, 75.

Le azioni della Banca di Francia a 3000.

AVVISO
TEATRO REGIO

Lunedì, 12 corrente gennaio

Rappresentazione straordinaria spettante alla Lettera **B grande** in compenso del riposo occorso il 26 dicembre ultimo.

TEATRI D'OGGI

REGIO, (ore 7 1/2) Questa sera andrà in scena il melodramma tragi-comico *Zampa*, musica del maestro Hérold, Ballo *Fausto*, Balletto *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Diomira o l'onore d'una villanella*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Questa sera andrà in scena *Chi dura vince*, Ballo le 4 *Nazioni*.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese diretta dai sigg. Adler e Périchon rappresenta: — *La chasse au roman*.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Il castello di Mont-Louvier*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *la figlia del Rabbino*.

TEATRO DA S MARTINIANO (ore 6 1/2) si recita. — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco*.

GIANDUJA (ore 6 1/2) recita: Ballo *E sposo chi sposa*.

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 10 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

LUNEDI' 12 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	42	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 35 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 11 gennaio*

La Camera dei Deputati occupò anche ieri (sabato) la seduta colla discussione del Trattato di commercio, e della convenzione per la repressione del contrabbando coll'Austria, e votò in ultimo il progetto di legge per la loro approvazione, con 90 voti favorevoli contro 36.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova

la sera del 7 gennaio 1852

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9811216 43
id. id. in Torino	»	4594723 19
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	12922651 11
id. id. in Torino	»	16114375 18
Fondi pubblici della Banca	»	562117 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	953335 34
Tratte della sede di Torino del + corr.	»	»
Spese diverse	»	253229 25
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Corrispondenti della Banca (sbil.° de' conti)	»	52003 46
Debitori diversi	»	19949 08
	L.	44864198 54

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione		
per operazioni ordinarie	»	29716200 »
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	»	289333 32
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	454050 02
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	45185 22
id. id. in Torino	»	84092 27
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	40035 42
id. id. in Torino	»	10110 29
Conti correnti disponibile in Genova	»	825652 03
id. id. in Torino	»	721129 51
Non disponibile	»	6896 34
R. Erario conto corr.	»	4545745 61
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	54665 53
della sede di Torino su quella di Genova del corr.	»	445280 98
Dividendi arretrati	»	14594 »
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
	L.	44864198 54

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI SASSARI.

Avviso d'asta.

Si fa noto al pubblico, che nel giorno 5 del prossimo venturo mese di febbraio alle ore undici antimeridiane, in una delle sale di questo generale ufficio, si procederà, alla presenza del signor Intendente generale della divisione, coll'intervento del sig. Direttore demaniale, o del sig. Ispettore forestale del circondario, o di chi sarà chiamato a rappresentarlo legittimamente, all'esperimento dei pubblici incanti per la vendita a favore dell'ultimo maggior offerente, ed all'estinzione della candela vergine, di numero *Ventimila piante di quercia sughero* da recidersi nelle foreste demaniali dell'Isola denominate di S. Anchina, in territorio di Bitti, provincia di Nuoro, di Su Sassu nei territorii di Perfugas e Chiaramonti, provincia di Sassari, e nel territorio di Tula, provincia di Ozieri.

L'asta sarà aperta sul complessivo prezzo di lire sessantamila, in ragione così di lire tre per ciascheduna pianta, e le offerte in aumento non potranno essere minori di lire cinquanta.

Per essere ammessi a fare partito gli aspiranti dovranno farsi preventivamente inscrivere nell'apposito registro da aprirsi nella segreteria di questo generale ufficio, e depositare prima dell'apertura degl'incanti un vaglia di Lu. seimila, sottoscritto da persona notoriamente responsabile e cognita all'ufficio: tale deposito potrà anche effettuarsi in numerario, od in cedole del Debito Pubblico, od in obbligazioni dello Stato, purchè il capitale della rendita non sia inferiore alla suddetta somma.

La cauzione per l'acquisto delle piante suddette, e per l'adempimento delle condizioni del contratto stabilite dall'Azienda generale delle Finanze il 18 novembre ultimo scorso, rileva alla somma di lire trentamila, da prestarsi in beni stabili con ipoteca, od in cedole del Debito Pubblico redimibile.

Il taglio delle piante avrà luogo nel periodo di cinque anni, da effettuarsi nei mesi di maggio, giugno, luglio, agosto e settembre: qualora però al deliberatario convenisse eseguire detto taglio in un solo anno, purchè nei suindicati mesi, gli sarà accordata la permissione dietro sua domanda, con che però paghi l'intiero prezzo del deliberamento prima di por mano al taglio.

Mantenendosi il termine di cinque anni per lo stesso taglio, il pagamento del prezzo dovrà aver luogo in tre uguali rate: cioè la prima appena verrà notificata al deliberatario l'approvazione del contratto stipulato, la seconda entro tutto il mese di settembre del 1852, e la terza fra tutto settembre del 1855.

Tutte le spese degl'incanti, del contratto, di tre copie di esso, e dei diritti d'insinuazione, non che delle inscrizioni ipotecarie, quelle di martellatura delle piante, di assistenza al taglio, e di collaudazione, son poste a carico del deliberatario.

I termini fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo del deliberamento sono stabiliti a giorni venti, li quali scadranno al mezzogiorno preciso del giorno 25 del suddetto mese di febbraio.

Le condizioni del contratto sovraindicate trovansi depositate nella segreteria di questo generale ufficio, e presso l'Azienda generale delle Finanze, ove si potranno avervene visione in ogni giorno, ed in tutte le ore d'ufficio.

Si dichiara che verranno osservate negl'incanti tutte le formalità prescritte dalle Leggi e dai Regolamenti in vigore.

Sassari, il 12 dicembre 1851.

Per detto generale ufficio

Il segretario capo

VIANCINI.

DIREZIONE GENERALE DELLE REGIE POSTE.

Quadro del Prodotto-lettere ecc. degli Uffizii di Terraferma durante il mese di novembre 1851 in paralello a quello dello stesso mese 1850.

DIVISIONI	1851		1850		Differenze Diminuz.°		Aumen.	
Torino	73057	46	80170	94	7453	48	»	»
Genova	46044	03	56480	71	10436	63	»	»
Chambéry	17738	67	17612	21	»	»	126	46
Nizza	17542	44	17063	51	»	»	479	13
Novara	14067	46	14699	70	632	24	»	»
Alessandria	15476	50	15986	99	510	61	»	»
Cuneo	14841	02	14511	41	»	»	329	61
					18742	96	935	20
					935	20	deduz. dell' aumento	
Totale del mese di novembre L.	196747	51	214525	27	17777	76	resta netto	
Totale dei primi dieci mesi L.	1986560	78	2220455	45	233894	65		
Totale generale L.	2183308	29	2434980	70	251672	41		

Appendice

STATISTICA DELLA POPOLAZIONE, DELL'AGRICOLTURA E DELL'INDUSTRIA MANUFATTURIERA NEL BELGIO.

(*Continuazione, vedi num.* 5, 6, 7, 8)

Dopo le colture industriali sono nella statistica passate a rassegna quelle delle leguminose, delle radici e di altre piante da foraggio: noi seguiremo lo stesso ordine.

Coltura delle leguminose.

Si comprendono fra le leguminose i piselli, le vecce e le fave.

Queste colture occupano fra tutte 68,679 ettari, ossia il 4,95 per cento delle terre arabili. Esse sono considerate essenzialmente miglioratrici, perchè per esse si mantiene il suolo in perfetta nettezza, e perchè le leguminose traggono dall'atmosfera quasi tutti i principii che le costituiscono; ciò non ostante la loro coltura ha assai diminuito nel Belgio in seguito all'introduzione della patata. Troviamo nella statistica espresso il rincrescimento che abbia avuto luogo un tale abbandono, sia perchè il succedaneo non ha che il decimo del valore nutritivo delle leguminose, sia perchè queste non sono esposte a tante vicende come il pomo di terra.

Il rendimento delle leguminose è assai notevole ma non eguaglia quello del frumento. Esso potrebbe però accrescersi d'assai, purchè se ne migliorasse la coltura. Il rendimento attuale ammesso dalla statistica è di ettol. 16 01 per i piselli e vecce, di 15 48 quando sono mescolati, e per le fave è di 19 92 ettol. Si potrebbe giungere a 40 e 45 per le fave ed a 30 per i piselli e per le vecce.

Oltre alla grana evvi il prodotto della paglia che forma un buon foraggio,

Il prodotto totale delle leguminose può essere valutato come segue:

	Quantità grana	paglia	valore totale
ettol.	1,245,701	195,821,000 k.	L. L. 19,796,355

che si consumano quasi esclusivamente dai bestiami.

La coltura predominante è quella delle fave: esse occupano 39,382 ettari. Nell'Hainaut e nella Fiandra occidentale se ne coltivano 24,000 ettari.

Il valore di ogni ettolitro è in media il seguente:

Piselli e vecce	L. 16 55
Fave	» 14 50

la quantità necessaria al seminerio è di 2 ettolitri per ettare.

Bietole per foraggio.

Abbiamo già altrove accennato che la coltura delle bietole per foraggio occupa una superficie di 4389 ettari, ossia 6,32 delle terre arabili, cioè il doppio delle bietole da zuccaro. Il rendimento delle bietole da foraggio è, secondo la statistica del 1846, di 129,299,000 k. di radici, o poco più di 29,000 k. per ettare, rendimento questo inferiore di 6000 k. a quello delle bietole da zuccaro.

Questa inferiorità viene attribuita a che la prima è generalmente coltivata con minori cure e posta in terreni meno ricchi, ed inoltre è soventi sfogliata, la qual cosa diminuisce il rendimento della radice.

In alcune provincie, come nell'Hainaut, la media del prodotto è di 36,515 k. per ettare. A proposito di questa media ricordiamo quanto abbiamo accennato altrove della possibilità di un rendimento di gran lunga superiore.

La provincia in cui la coltura della bietola da foraggio copre una maggior superficie, si è la Fiandra occidentale (1368 ettari), e quella in cui è meno praticata, è la provincia d'Anversa (36 ettari).

Il prodotto delle bietole ragguagliato a quello del fieno secco starebbe a quest'ultimo come 5 a 1, epperciò i 29,000 k. di bietole equivarrebbero a 5807 di fieno, ai quali sono da aggiungersi 29,000 k. di foglie equivalenti ad altri 4833 k. di fieno.

Osserva però il redattore della statistica che le foglie non si possono tutte utilizzare perchè deperiscono facilmente, e quindi la spesa del loro raccolto calcolata a 42 centesimi i 100 kil. ascenderebbe a 420 L. per ett. da aggiungersi a quella di coltura assai elevata, e soggiunge che se non si perverrà ad aumentare considerevolmente il prodotto della bietola da foraggio, non potrà la sua coltura essere considerata altrimenti profittevole che per aver un mezzo di variare il nutrimento del bestiame.

Napo e rutabaga.

La coltura del napo e del rutabaga eccede d'assai quella delle bietole: essa occupa 7,012 ettari in primo raccolto, ossia 0, 50 delle terre arabili, e 111,999 in secondo raccolto, ossia 8, 06 delle terre arabili.

Il prodotto medio di queste due radici in primo raccolto è di 15,967 kil. per ettare, il *maximum* per provincie di 22 mila, il *minimum* di 6,889; il prodotto medio totale è di 111,967,742 k. In secondo raccolto il prodotto medio è di 10,976 per ettare; il totale di 1,229,283,277. Le cifre del 1846 eccedono d'alquanto le medie ordinarie che riportiamo. Del resto è da osservarsi pure riguardo a queste radici che il foraggio che somministrano costa assai più del fieno, e che occorrerebbe pertanto aumentarne il prodotto col mezzo di una coltura accurata, come si pratica in Inghilterra.

Il raccolto dei 119,111 ettari è di 13,442,505 quintali, eguali a 3,299,476 quintali di fieno, e costa 15,600 mila L. di spese. Se si adottassero i metodi inglesi di coltura si potrebbe ottenere lo stesso quantitativo su 22 mila ettari di quelle terre che ora si lasciano a riposo, e con una spesa di soli 10 milioni. Sarebbe come se si pagasse il fieno a 3 L. i 100 k. Questo è valutato 4 L. i 100 k.

RISTRETTO

Prodotto a tutto novembre 1850 L. 2434980 70
id. id. 1851 » 2183308 29

Diminuzione come sopra . L. 251672 41, diminuzione questa che arriva soltanto a presentare la tenue differenza del 10 1/3 p. 0/0

DIMOSTRAZIONE DEI FRANCO-BOLLI SMALTITI a tutto il mese di novembre 1851.

SMALTITI	Da Cent. 05 N.	valore	Da Cent. 20 N.	valore	Da Cent. 40 N.	valore
In novembre	5648	282 40	17897	3579 40	1138	455 20
A tutto 8.bre	54567	1728 35	152590	30478 »	9642	3856 80
Totale	58215	1910 75	170287	34057 40	10780	4312 »

Risultamento definitivo del Totale in numero ed in valore.

Totale Numero . . 219282
» Valore . L. 40280 15

Quadro comparativo dei Vaglia rilasciati, pagati, e dritti percepiti durante il mese di novembre 1850 e 1851.

MESE DI NOVEMBRE 1850

DIVISIONI	VAGLIA RILASCIATI N.°	Valore	Dritti	VAGLIA PAGATI N.°	Valore
Torino	3285	36882 47	1095 43	3966	49677 94
Genova	1255	15955 64	520 35	1819	21945 46
Chambéry	1102	16554 »	492 37	1079	12826 48
Nizza	613	8214 50	262 »	566	6254 10
Alessandria	1069	14563 54	477 40	1209	12052 92
Novara	881	9995 14	508 22	550	6714 66
Cuneo	1287	15681 24	424 52	802	9925 16
Cagliari	25	717 02	34 20	204	2688 35
Totale	9541	118565 52	3608 19	10175	122084 97
Totale dei mesi antecedenti	118077	1397349 36	40781 56	123725	1452171 48
Totale gen.le	127588	1515714 68	44389 75	133900	1575136 45

MESE DI NOVEMBRE 1851

DIVISIONI	VAGLIA RILASCIATI N.°	Valore	Dritti	VAGLIA PAGATI N.°	Valore
Torino	4577	54587 07	882 63	5864	422536 56
Genova	1715	39258 25	419 98	2374	47454 65
Chambéry	1445	35137 01	351 51	1105	24681 97
Nizza	1060	24579 21	254 67	786	15169 22
Alessandria	1632	36907 58	394 25	1458	25195 09
Novara	1277	27950 84	296 65	867	15837 57
Cuneo	1797	35091 85	344 05	1420	22425 45
Cagliari	183	12687 06	135 27	543	6995 80
Totale	15476	295097 87	3045 81	15892	277073 79
Totale dei mesi antecedenti	129285	2450268 52	25521 71	129692	2449013 60
Totale gen.le	142761	2745366 39	28567 52	145584	2726087 39

RISULTAMENTO

MESE DI NOVEMBRE	VAGLIA RILASCIATI N.°	Valore	Dritti	VAGLIA PAGATI N.°	Valore
1850	9511	118565 52	3603 19	10175	122964 97
1851	13476	293097 87	5045 81	13892	277075 79
Differenza (in più	3965	174732 55	» »	3717	154108 82
Differenza (in meno	»	» »	562 38	»	» »

Dalla Direzione Principale di Verificaz. e Contab. gen.

Torino, addì 7 gennaio 1852.

Per il Direttore Principale G. GAMOND.

TOSCANA

Si legge nel *Costituzionale* in data 8 gennaio:

Il Consiglio Municipale di Firenze nell'adunanza tenuta ieri ha proceduto alla verificazione e validazione delle ultime elezioni comunali.

Ha quindi proceduto all'elezione di tre priori, che erano usciti di carica, e sono stati eletti i sigg. Cosimo Ridolfi, Carlo Torrigiani e Bettino Ricasoli.

STATO ROMANO

Nel primo giorno di gennaio, il sig. generale Gemeau, comandante la divisione francese, si recò col suo stato-maggiore e con altri distinti ufficiali a rassegnare al papa augurii in occasione del nuovo anno. S. Santità lo ricevette nella sala del trono alla presenza della sua nobile corte. Appressatosi allora il sig. generale ai gradini del soglio, pronunziò il seguente discorso, che noi riproduciamo testualmente dal *Giornale di Roma*.

Très-Saint Père.

Pour la seconde fois j'obtiens l'honneur de présenter au souverain pontife le respect et le dévouement de la division d'occupation: je dois y ajouter aujourd'hui l'expression d'une vive et sincère reconaissance pour les bienfaits et pour la sollicitude paternelle, par lesquels Sa Sainteté a voulu honorer et grandir les soldats français.

La division d'occupation tient à se montrer digne d'une si haute faveur, par la manière dont elle comprend ici ses devoirs, et par la volonté qu'elle a de les bien remplir.

Chefs et soldats, tous savent et se disent chaque jour, que le monde entier a les yeux fixés sur l'armée française à Rome.

Cette pensée sérieuse a commandé de sérieuses réflexions.

Chacun s'est persuadé que, quelque soit l'avenir, la France voudra toujours garder comme l'une de ses gloires les plus précieuses, celle d'avoir rétabli le pape dans la capitale du monde chrétien, et que pour compléter cette gloire la division d'occupation a été placée près du Saint Siége, comme sentinelle attentive et vigilante, qui a pour mots d'ordre *Prudence* et *Fermeté*, *Dévouement* et *Vénération*.

Nous resterons inébranlables dans la position que cette conviction nous a marquée.

Si les événements qui viennent d'éclater pouvaient apporter ici quelque agitation, nous sommes prêts, et nous attendons avec calme, mais avec résolution, puisque la France nous a confié, à Rome, la haute mission d'assurer, même au prix de tout notre sang, la conservation du plus grand principe qu'il y ait au monde.

Si cette mission pouvait devenir difficile, comme elle est bien comprise, avec l'aide de Dieu, elle sera bien remplie.

C'est dans de tels sentiments que nous venons ici renouveler les voeux que nous formions l'année dernière à pareil jour pour l'Eglise, pour que le monde chrétien conserve longtems dans la personne auguste de Pie IX, un pape qui par tant de vertus unies à la plus intélligente bonté doit si dignement maintenir la grande position du Catholicisme, divine et toute puissante barrière pour la civilisation contre la barbarie. — *Vive Pie IX.*

Il Santo Padre rispose presso a poco così:

Sig. generale;

Se in ogni occasione il mio cuore ha sentita la gioia nel vedermi circondato dall'armata francese, che voi così degnamente comandate, sig. generale, oggi questo sentimento si aumenta, giacchè la vostra presenza porta il pensiero all'armata intiera, e ricorda i fatti che sono ora succeduti, i quali accrescono i titoli di gratitudine verso l'armata che ha salvato la Francia e l'Europa dagli eccessi sanguinosi e funesti che volevano compiere gli uomini dell'anarchia.

In questo giorno ch'è dedicato al nome augusto del Divin Redentore, nome ch'è superiore a tutti i nomi che furono, che sono e che saranno; oggi più particolarmente benedico l'armata, la nazione, ed il suo capo, e li benedico appunto nel nome di Gesù Cristo, al quale con maggior fervore di prima offro il tributo delle mie preghiere, affinchè, dopo aver dati i lumi per condurre con tanta saviezza gli avvenimenti, si degni ora di concedere il dono inestimabile dei più difficili consigli da applicarsi all'uso dei conseguiti trionfi.

Del resto, sig. generale, voi conoscete i miei sentimenti, che in questa circostanza mi è grato ripetere, sentimenti di stima e di affetto verso di voi, e verso i bravi officiali e soldati che dipendono dagli ordini vostri.

FRANCIA

PARIGI, 8 *gennaio*. Leggesi nella *Patrie*:

Stamane tutti gli alberi della libertà sono stati tolti via nei diversi quartieri di Parigi, in esecuzione dell'ordine del prefetto di polizia. Questa determinazione si è operata senza il minimo disordine, e ha ricevuto l'approvazione generale della popolazione.

Si è pure incominciato a cancellare sui pubblici edifizii le tre parole *Liberté, Egalité, Fraternité*. Questa operazione sarà continuata senza interruzione e terminata in breve.

— Il *Journal des Débats* fa in proposito le seguenti considerazioni:

Noi siamo del numero di coloro che passando per le vie erano attristati dalla vista di quelle tre parole, non solo dal lato dell'arte, perchè quand'anche fossero state scritte in lettere d'oro, non ne avremmo provato minor disgusto, ma principalmente perchè rappresentavano, a parer nostro, tre menzogne.

Noi vogliamo scolparci qui formalmente da ogni intenzione di insultare alla forma di governo testè rovesciata: ciò non sarebbe oggidì nè cosa degna, nè di buon gusto, perocchè parleremmo senza che ci si potesse rispondere. Non ce la prendiamo pertanto se non che con una certa scuola che abbiamo in ogni tempo combattuta; ed è quella scuola essenzialmente materialista, la quale non comprendeva altra repubblica se non quella ch'essa aveva letto nei libri, e la quale andava a disseppellire nel cimitero della storia mummie imbalsamate ed impagliate per farle camminare in mezzo alle generazioni viventi.

Gli uomini che nella prima rivoluzione aveano voluto semplicemente porsi in luogo di Dio, determinando una nuova epoca per la società e creando un nuovo calendario, erano i maestri di detta scuola. I loro settatori avrebbero volentieri seguite le loro tracce, se la società, dal canto suo, non avesse reagito e resistito con tutte le sue forze; non riuscì loro pertanto che di mutare alcuni nomi di vie, ed inscrivere sui monumenti pubblici le parole sacramentali: *Liberté, Egalité, Fraternité*.

Si vide sempre però che, appunto nei tempi in cui questo motto ornava gli edifizii, eravi minor libertà, eguaglianza e fratellanza. E la cosa è semplicissima; perocchè le leggi morali non sono generalmente scritte sui muri delle vie se non quando sono scritte nei cuori. Non si definiscono, non si ordinano, e tanto meno si decretano i sentimenti. Quando si volle definire la libertà, si è detto che era il diritto di andare e di venire; che sarebbe in altri termini la facoltà di passeggiare per lungo e per largo. Questa bella definizione avrebbe del pari potuto applicarsi alle sentinelle che stanno in fazione davanti ad un cancello, o anche agli ospiti del *Jardin des Plantes* che si movono nelle loro gabbie.

In quanto all'eguaglianza, tutte le volte che si è voluto rappresentarla fedelmente, non si potè mai trovare altro simbolo che il letto di Procuste. Si cominciò sempre col fare astrazione dalla natura umana, e doveva bene esser così, poichè essa era una barriera insuperabile all'applicazione dei sistemi filosofici. Sventuratamente la natura umana è e sarà sempre la più forte: tosto o tardi essa fa scoppiare gli stampi artificiali in cui si cerca imprigionarla, e tutte le leggi del mondo non varranno a impedire che vi sia un'eterna ed incorreggibile ineguaglianza nella forza degli uomini, nella bellezza delle donne, del pari che nei doni dell'intelligenza. La fratellanza si sottrae anche più, se è possibile, all'azione, e dirò anco volentieri, alla tirannia della legge. Noi non abbiamo mai potuto leggere la parola *fratellanza* sopra un edifizio pubblico senza crederci in una società pagana. È una delle più profonde illusioni e in pari tempo una delle più grandi insolenze del socialismo il voler comandare ai cuori. Vi sono legislatori che s'immaginano di potere decretar l'amore? E di questa scuola son coloro che scrivono a grandi lettere la parola *fratellanza* sui muri, e ai quali non riesce se non che di farne l'oggetto delle risa popolari.

Ci rallegriamo pure del provvedimento che restituisce alle piazze, alle vie della città ed ai pubblici edifizii i popolari loro nomi. È non solo un atto di giustizia, ma anche un provvedimento di buon ordine; perocchè continuando di questo passo, come si fa da sessant'anni, se si cambiassero i nomi delle vie ad ogni mutar di governo, diverrebbe difficile il riconoscer le direzioni in Parigi, nè si potrebbe più andarvi in giro se non come inglesi, con una guida e una carta topografica.

— Ieri alle 6 pomeridiane sono stati apposti i sigilli ai torchi dell'*Opinion publique* per ordine del ministro dell'interno.

SPAGNA

MADRID, 3 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

La Regina ha ripreso la firma ufficiale.

Il general Pezuela, capitano generale di Madrid, mandò ieri al consiglio de' ministri la sua demissione che è stata accettata: si crede che sarà accettata anche dalla Regina.

INGHILTERRA

LONDRA, 7 *gennaio*. S. M. terrà un consiglio privato sabbato prossimo, 10 gennaio, al castello di Windsor. I ministri e officiali di Stato hanno ricevuto l'ordine di assistervi. (*Morning Post*).

— Lord J. Russell è ritornato da Windsor lunedì (5). Nulla è ancora trapirato nel pubblico di quanto si trattò nella lunga udienza ch'egli ebbe dalla regina. Senza dubbio, le quistioni che vi sono state discusse, saranno esaminate domani (8) nel consiglio di gabinetto che dee tenersi al ministero degli affari esteri.

(*Morning Advertiser*)

— Un avviso pubblicato nella *Gazzetta di Londra* dichiara, che la somma di 744,752 sterlini, che forma il quarto del sopravanzo dell'entrata sulle spese per l'anno testè decorso, sarà applicata dal 7 gennaio al 5 aprile, in acquisto di fondi pubblici per l'ammortizzazione del debito pubblico.

— Una cassa indirizzata a lord Palmerston e racchiudente una collezione di documenti parlamentari del congresso degli Stati Uniti pel governo di S. M. B. è arrivata sullo *Hendrik Hudson* a Londra. Detta cassa è stata inviata al Foreign-Office.

— Si legge nel *Daily-News*:

Il sig. Abbat Lawrence, ministro degli Stati Uniti, ebbe ieri una conferenza al Foreign-Office. Sir James Graham è arrivato a Londra. Il principe Alberto ha fatto sapere alla scuola delle miniere del governo, che il principe di Galles accorderebbe due esposizioni annue le quali frutterebbero il nome di esposizioni del conte di Cornwall, e che produrranno una somma bastevole per sopperire alle spese d'insegnamento di detta scuola.

La *Megaera* è rientrata a Plymouth affatto fuor di stato di ricevere al Capo di Buona-Speranza per dove era diretta con a bordo il 4° battaglione di carabinieri.

— Si legge nello stesso giornale:

Lo *Harbinger* arrivato ieri mattina (6) a Plymouth, di ritorno dal Capo di Buona-Speranza donde era partito il 2 dicembre, recò notizie di quella colonia. I cafri continuavano nelle loro depredazioni, rubando il bestiame, dando fuoco alle abitazioni e uccidendone gli abitanti. I ribelli ottentotti venivano abitualmente in loro soccorso. Sir Harry Smith non era ancora riuscito a sottometterli, e aveva bisogno di maggior numero di truppe. Il luogotenente colonnello Foroyce ed il luogotenente Carey erano stati uccisi in uno scontro: il luogotenente colonnello Gordon e il capitano Devenish erano rimasti feriti ambedue con grave pericolo.

— Il *Morning-Chronicle* annunzia che il nipote di lord Palmerston, il reverendo H. W. Sullivan, è stato proposto dal lord cancelliere a rettore d'Joxall, nella diocesi di Lichfields.

— Si legge nello stesso giornale:

Nel corso della settimana ultima, sono morte a Londra 1297 persone, e le nascite furono 905 figliuoli maschi e 869 femmine: in tutto 1774.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

Grande è la costernazione dei distretti di Louth, di Monaghan e d'Armagh in Irlanda in seguito delle minaccie o degli attentati dei *ribbonmen*. Lo stato delle contee dell'ovest invece

---

Carotta e pastinaca sativa.

La carotta e la pastinaca sativa tengono anche un posto ragguardevole fra le radici da foraggio. Se ne coltivarono, nel 1846, 5,397 ettari in primo raccolto, cioè il 0 39 per 0/0 delle terre arative; il prodotto medio fu di 84,634,278 kil. di radici, e di 29,418,736 di foglie. In secondo raccolto 26892 ettari, cioè l'1, 92 per 0/0 delle terre arative che hanno prodotto in media 251,558,929 k. di radici, e 88,017, 516 k. di foglie.

La media del prodotto per ettare fu nel 1846 di 15,682 k. di radici e di 5,488 di foglie pel primo raccolto; di 9,354 k. di radici e 3,273 di foglie pel secondo.

Il raccolto di carotte e pastinache equivale a più di 2 milioni di kil. di fieno, poichè che 2, 75 di radici e 1, 35 di foglie equivalgano a 2 di fieno, epperciò col raccolto medio attuale si potrebbero nutrire, per un anno, 70,000 bestie adulte del peso di 350 kil. caduna.

Questa coltura come quelle delle altre radici lascia ancora molto a desiderare, e potrebbe essere raddoppiata; tuttavia essa è già attualmente più conveniente che quella delle bietole e dei napi; la medesima è specialmente raccomandata come secondo raccolto.

Pomi di terra.

Fra le radici il pomo di terra è una di quelle che occupano una maggior estensione di terreno. Gli si consacrano in primo raccolto 115,062 ett., ossia 1'8, 30 p. 0/0 delle terre arative, solamente 1134, in secondo raccolto, cioè 0,08.

Queste proporzioni variano assai da provincia a provincia; così mentre nel Lussemburgo il pomo di terra occupa l'11 89 p. 0/0 delle terre arative, non ne occupa che il 5, 04 in quella di Namur, il 5, 26 in quella d'Hainaut.

A parte qualche eccezione la coltura del pomo di terra è più estesa nelle provincie in cui la proprietà è più divisa e la popolazione più fitta. Il pomo di terra esige maggior mano d'opera del grano, ma produce di più. 200 ettol. di tubercoli equivalgono in materia nutritiva a 2182 k. di frumento. La media di questo raccolto essendo così elevata, la produzione totale è considerevole, e supera di molto quella del frumento.

Oltre agli usi alimentari in natura sia per l'uomo che pel bestiame il pomo di terra viene anche ridotto in fecola o distillato. La statistica non ci indica le quantità che sono adoperate in queste industrie.

Presso alle notizie sul pomo di terra, troviamo nella statistica alcuni cenni sul cavolo che si adopera per foraggio. Esso non occupava nel 1846 che 795 ettari di cui 518 si trovavano nei distretti di Ypres, Courtrai e Tournai. Pare che la ristrettezza di questa coltura provenga dalla difficoltà di conservarne lungo tempo il prodotto. Il quale calcolato a 40m. kil. per ettare ossia a 397,579 quintali in tutto equivale a 119,028 quintali di fieno.

Questa coltura come foraggio è assai più estesa e meglio fatta in Inghilterra, ove il rendimento ordinario è di 90m. kil. e giunge soventi a 135m. kil. per ettare. Nel Belgio si coltiva anche il cavolo come pianta orticola, ed in tal caso è destinato più specialmente al nutrimento dell'uomo ed ha una certa importanza, perchè essa occupa 10m. ettari il cui prodotto è ragguagliato a 300m. ettol. di grano.

Foraggi erbacei.

Abbiamo finqui passati a rassegna i prodotti agricoli coltivati che possono servire ad alimento dell'uomo così bene come degli animali. Indichiamo qui brevemente quelli i quali servono esclusivamente al nutrimento degli animali.

Sono specialmente coltivati per quest'uso nel Belgio, il trifoglio, la luserna, la spergola, la lupinella (sain-foin), il lolio perenne (ray-gras).

Vengono quindi i prodotti dei prati naturali sotto forma di fieno secco e di pasture.

Trifoglio.

Si coltivano nel Belgio varie qualità di trifoglio; quella che occupa una maggior superficie di terreno, è il trifoglio rosso. Gli si consacrano 147,000 ettari, cioè più del 10 per cento delle terre arative. Esso è coltivato in ogni provincia, in ogni distretto, e si può dire in ogni comune. Nel distretto di Waremme gli si destina il 15,85 per cento delle terre arative; il 14,45 per cento in quello di Nivelle, solamente

www.internetculturale.it

offre un contrasto singolare e dei più consolanti con quello dei summenzionati distretti. Rascommon gode attualmente di tanta tranquillità che ha consentito a una dimanda dei magistrati di questa contea per diminuire di cento uomini le forze di polizia.

— Si legge nella *Patrie* del 9 :

I giornali inglesi del 7 ci recano la notizia d'uno spaventoso sinistro di mare che costò la vita a 134 persone. Ecco i particolari di questa orrenda catastrofe :

Il piroscafo l'*Amazone*, il primo de' bastimenti della nuova linea di navigazione a vapore stabilita fra Southampton e Chagres, avea lasciato Southampton venerdì ultimo con le corrispondenze pel Messico e per le Antille ed un ricco carico. Avea a bordo 155 persone, fra cui 50 passeggieri.

Dopo aver bordeggiato due giorni nella Manica per contrarietà di venti, l'*Amazone* si trovava all'altezza delle isole Sorlinghe, quando a un'ora del mattino il fuoco si manifestò a bordo con tale una violenza che sin dal primo momento gli ufficiali del bastimento furono d'avviso che tutti gli sforzi per far cessare l'incendio riescirebbero vani. La campana d'allarme chiamò tutti sul ponte. Ma molti de' passeggieri, sorpresi nel sonno dal fumo o dalle fiamme, non poterono rispondere alla chiamata e perirono nella loro cabina.

Malgrado della violenza del vento e l'impeto de' marosi, si dette opera a mettere le imbarcazioni al mare. La prima scialuppa, che conteneva 24 persone, restò immediatamente sommersa : un'altra imbarcazione, il primo cutter, nell'atto di distaccarla, fu portata via da un maroso ; il secondo cutter soggiacque anch'esso alla medesima sorte. Nulla agguaglia la terribile confusione di quella scena ; parte del naviglio in preda alle fiamme, il mare che fremeva impetuoso sul ponte, i miseri passeggieri sollevando grida d'angoscia, gli ufficiali che invano si adoperavano per metter ordine ne' mezzi di salvamento : tutto contribuiva ad accrescere l'orrore di questo dramma, che succedeva in mezzo all'Oceano, lungi 35 leghe dalla costa meno lontana.

Di 155 persone che si trovavano a bordo, 21 soltanto poterono salvarsi sulle due ultime imbarcazioni ; il capitano era rimasto l'ultimo a bordo a rischio di vedere il naviglio sommergersi sotto a' suoi piedi.

Dopo aver passato alcune ore della giornata di domenica nelle loro fragili imbarcazioni, cui il mare minacciava ad ogni istante d'inghiottire, i superstiti di questo grande infortunio furono raccolti dal brick il *Mariton*, che gli ha sbarcati a Plymouth.

Il piroscafo, pochi momenti dopo ch'era stato abbandonato, saltò, il fuoco avendo preso alla stanza nella quale è rinchiusa la polvere.

L'*Amazone* era uno de' più bei navigli del porto di Soutampton.

— Il *Morning-Herald* del 7 narra di uno scontro sanguinoso, avvenuto sulla costa occidentale di Africa tra l'equipaggio del vapore da guerra inglese il *Niger* e la popolazione nera del distretto di Layos. Da molto tempo su quella costa fervava una grande animosità tra coloro che volevano e coloro che avversavano la continuazione del traffico de' negri.

Il *Niger* che incrociava in quell'acque mise al mare le sue scialuppe per proteggere gli alleati dell'Inghilterra, ossieno i negri contrarii a quel traffico infame : ma gl'inglesi sbarcati sulla costa furono sopraffatti da tale superiorità di forze nemiche che dovettero ritirarsi dopo aver lasciato undici uomini uccisi, tra i quali due ufficiali.

Il comandante in capo, commodoro Bruce (prosiegue il *Morning-Herald*) a bordo della fregata a vapore *Penelope* di 16 cannoni, e avendo con sè il *Scalard* di 8 e uno o due piccoli bastimenti da guerra, arrivò in vista di Layos, provenendo dall'Ascensione. Rimanendo in vista di Layos, egli spedì il *Niger* a Sierra-Leone onde pigliarvi a bordo truppe della guarnigione di questa colonia. Il commodoro, con tale rinforzo, agirà energicamente contro i negri, e vendicherà la morte de' marinai del *Niger*.

ALEMAGNA

Austria. *Vienna, 3 gennaio*. Il prospetto delle finanze, pubblicato il 2 gennaio, relativamente alla circolazione della carta monetata fino al mese di agosto e di novembre del 1851, dimostra che in fin di novembre, fatta deduzione delle provvisioni che si trovavano nelle case della banca nazionale, eranvi in circolazione biglietti di banca dello Stato per 152,294,158 fior., ed alla fine di agosto, per 147,571,655 fior. Tuttavia, essendo cresciuta la circolazione dei biglietti di banca in seguito a recrudescenza in affari di conto, la circolazione della carta monetata ammontava in generale, alla fine di agosto, a 364,609,486 fior. ed alla fine di novembre, a 368,369,045 fiorini.

— *Del* 4. Il principe di Schwarzenberg, presidente dei ministri, ha oggi aperto le conferenze doganali. A questo proposito, la *Corrispondenza austriaca* reca quanto segue :

Nel discorso inaugurale il principe-presidente espose nel modo più chiaro ed aperto le mire dell'Austria circa il piano d'una unione doganale. Egli disse che l'intenzione di quella è lungi dal volere intaccare nella loro esistenza le unioni politico-commerciali finora vigenti e quindi in particolare lo Zollverein o Lega doganale tedesca. Lo Zollverein stesso ed il Trattato 7 settembre stipulato tra la Prussia e l'Annover somministrano istruttivi esempi del come possano rimoversi gli ostacoli, apparentemente grandissimi, che si presentano ; imperocchè le difficoltà che si frappongono all'unione politico-commerciale dell'Austria alla Germania non sono certo maggiori di quelle che s'ebbero ivi a combattere. Se adunque è desiderabile la lega cui si mira, il momento presente si offre propizio alla sua effettuazione. Il bisogno di essa n'è dovunque riconosciuto : all'Austria è ora divenuto possibile di ammettere il sistema doganale adottato dalla maggior parte della Germania ; il Trattato del 7 settembre ha dimostrato che fra gli Stati litorali del nord-ovest ed il resto della Germania non havvi un abisso insuperabile, e l'imminente espiro del trattato dello Zollverein, senza destare fondati timori per l'esistenza di esso, le offre occasione ai mutamenti che si renderanno necessari. In ciò dovrà evitarsi ogni transizione violenta, ogni precipitevolezza, ed in un prestabilito periodo si appianerà con accorgimento ed abnegazione la via all'unione. L'Austria potrebbe bensì bastare a se medesima ; ell'è però pronta a fare sacrifici al grandioso pensiero di un'alleanza commerciale dell'Europa di mezzo, ed al convalidamento dei vincoli di amicizia coi principi e popoli della Confederazione germanica.

Le proposte dell'Austria risguardano primieramente le mozioni fatte a Dresda ed a Francoforte, quindi a proposte che versano sopra un trattato di commercio fra i gruppi doganali tedeschi e l'Austria, il quale costituirà il passaggio all'unione, e per ultimo a concerti per l'adozione di uniformi regolamenti doganali.

Ma per ora non si verrà a finali conchiusioni, e si formerà solo un abbozzo di trattato al quale aderiranno gli Stati rappresentati od il maggior numero di essi, e che sarà poi mandato ad effetto nelle conferenze a Berlino.

Il regio inviato bavarese conte de Lerchenfeld rispose ringraziando a nome degli accolsi governi, ed esprimendo il suo desiderio più pronto avveramento di questa grande idea.

Prussia. *Berlino, 5 gennaio*. La seconda Camera degli Stati di Prussia ripigliò le sue sedute in questo giorno, il ministro presidente del consiglio annunziò che S. M. il re aveva accettata la demissione del sig. Stockhausen, ministro della guerra, ed aveva affidato provvisoriamente al maggior generale di Wangenhein la direzione del dicastero della guerra.

Quindi il presidente del consiglio comunicò alla Camera il trattato di commercio e di navigazione conchiuso coll'Olanda.

La Camera procede alla nomina del suo presidente. Sopra 282 votanti, il conte di Schwerin ottenne 146 voti e fu perciò eletto a presidente. I deputati Geppert e Steinbeck furono eletti a vicepresidenti.

La destra della Camera abbandonò questa volta la candidatura del sig. Arnim-Boitzemburg alla presidenza, per adottare quella del sig. Bodelschwingh, di opinioni assai più moderate : ma ciò non pertanto non potè impedire la rielezione del conte di Schwerin.

Nella prima Camera il conte di Ritberg fu rieletto a presidente: egli si espresse nei seguenti termini :

« Chi può dire, o signori, le cose che porta in se il novello anno ! Confidiamo nella Provvidenza e nella stella di Prussia. Conserviamoci devoti e fedeli al re ed alla patria. Si è con questi sensi che io v'indirizzo le mie congratulazioni, e con queste disposizioni si apre la prima seduta del nuovo anno. »

Si passò quindi all'ordine del giorno. Si è data lettura di una proposta intesa ad introdurre parecchie modificazioni alla costituzione, seguendo la norma delle forme costituzionali.

Secondo quella proposta, i deputati non avrebbero più veruna indennità ; il periodo legislativo della seconda Camera durerebbe sei anni, ed il re convocherebbe le Camere almeno di due in due anni.

— La commissione della prima Camera per esaminare il progetto di legge disciplinare per gl'impiegati dell'ordine amministrativo propone, dicesi, conclusioni conformi alle disposizioni già approvate dalla seconda Camera. Quella legge, mentre determina le punizioni, i casi in cui, e le forme secondo le quali quelle devono applicarsi, tende nello stesso tempo a guarentire la condizione dell'impiegato contro il possibile malvolere di qualche capo d'ufficio.

— I deputati della seconda Camera, Wentzel, Patou, Harkort, Vinke, Bessler, Dohna, Stenzel, Auerswald, Durn con cinquanta altri riprodussero il progetto di legge sulla risponsabilità dei ministri, già approvato dalla seconda Camera nella precedente sessione, e stato quindi respinto dalla prima Camera. Le proposte dei suddetti deputati concordano in sostanza col progetto medesimo primitivamente presentato dal governo.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. Interno. — *Torino, 12 gennaio*.

ELEZIONI

Collegio di Alghero — Cav. Carlo Gerbino.

Francia. *Parigi, 9 gennaio*. Leggesi nel *Constitutionnel* : Noi crediamo di poter annunziare che la costituzione sarà promulgata dal 15 al 20 del corrente mese. Sarebbe venuta fuori più presto, se il governo non avesse preferito di pubblicarla insieme a quelle leggi organiche le quali sono di maggiore importanza.

— I decreti del presidente della repubblica sono ora dati *dal palazzo delle Tuilerie*, e firmati Luigi Napoleone.

Spagna. *Madrid, 4 gennaio*. Scrivono alla *Corrispondance* :

La demissione del generale Pezuela, capitano generale di Madrid, demissione avvenuta in seguito di dissensioni tra lui e il ministro della guerra, è stata accettata dalla regina.

Inghilterra. *Londra, 8 gennaio*. Si legge nel *Globe* :

Un consiglio di gabinetto è stato tenuto oggi al dicastero degli affari esteri a 2 ore pomeridiane. I ministri presenti erano il marchese di Lansdowne, lord J. Russell, il lord cancelliere sir Ch. Wood, il conte Grey, l'onorevolissimo Fox Maule, sir T. F. Baring, l'onorevolissimo Labouchere, lord Granville, sir G. Grey, il conte di Carlisle e gli altri membri del gabinetto che si trovano a Londra.

— Si legge nello stesso giornale :

Possiamo assicurare non essere fondati i cangiamenti che un giornale del mattino ha annunziato dovere probabilmente avvenire nel gabinetto.

— Si legge nello *Standard* :

Il marchese di Lansdowne, il duca di Newcastle, il marchese e la marchesa di Westminster, han ricevuto degli inviti per Windsor, ove sono attesi nella giornata.

— Si legge nel *Morning Post* :

S. E. l'ambasciatore di Francia e la contessa Walewski si sono recati a Broad Lands in visita presso il visconte e la viscontessa Palmerston.

— Secondo l'*Ocean*, giornale di Brest, la goletta olandese *Geertruida* entrò in quel porto avendo a bordo alcuni naufraghi inglesi da lei salvati, appartenenti alle due prime imbarcazioni dell'*Amazone* (*Vedi le notizie anteriori*), le quali furono credute sommerse. Due altre imbarcazioni, cariche anch'esse degl'infelici marinai e passeggieri dell'*Amazone*, erano state vedute dalla goletta olandese in alto mare, combattute dai flutti e dai venti.

Alemagna. *Vienna, 7 gennaio*. La pubblicazione della nuova legge sul commercio girovago si riguarda come imminente. Fra gli altri provvedimenti di polizia a questo riguardo, vi avranno, dicesi, i seguenti : 1° i relativi passaporti dovranno essere fatti vidimare dall'autorità del luogo dovunque si voglia esercitare questa qualità di commercio ; 2° che qualunque trasgressione delle prescrizioni contenute nel permesso sarà punita colla perdita di questo ; 3° tanto le guardie di finanza che la gendarmeria saranno autorizzate a rivedere i passaporti ; 4° non sarà accordato di poter passare da un confine all'altro della corona ; 5° verrà interdetto il commercio girovago in società di più persone o con carri e bagagli.

— Corre voce che in Vienna si restaurerà il ministero di polizia.

---

il 2,12 nel distretto di Neufchâteau, ed il 2,21 in quello di Bastagne.

Il prodotto medio, secondo la statistica, è di 21,784 kil. di foraggio verde per ettare, equivalente a 6328 di fieno secco nel primo anno, ed a 8876 nel secondo.

In alcuni distretti ascende, nel 2° anno, sino a 30 e 33m kil. di foraggio verde. La media per caduno dei due anni che dura questa coltura sarebbe, secondo la relazione annessa alle tavole statistiche, di 645,036,000 k. di foraggio secco per tutta la superficie coltivata, equivalente a 716,484,000 di fieno secco di praterie.

Al prodotto del trifoglio rosso occorre aggiungere 4,000 ettari coltivati a trifoglio bianco ed incarnato, ed inoltre la semente del trifoglio d'ogni specie, la quale è valutata a 12,600 ettolitri.

In tutti questi raccolti non è calcolato il prodotto del terzo taglio che più soventi è destinato ad essere pascolato.

Per la difficoltà di far seccare il trifoglio, esso ordinariamente si somministra in verde agli animali, ciò che costituisce circa i tre quarti del raccolto.

Del resto questa coltura è vivamente raccomandata, sia per il prodotto in se stesso, sia per la buonificazione che arreca al terreno, sia per la convenienza di alimentare gli animali con il trifoglio, sia per il valore del prodotto.

Luserna.

La coltura della luserna occupa solamente 1698 ettari, la media del prodotto è di 21m. k. in verde per ettare, ossia 6325 k. secchi, ed il totale di k. 35,722,298 verdi.

In alcuni luoghi il prodotto medio di un ettare è di 30m. k.

Il prodotto totale secco è di 11,609,740 k., equivalenti a 13 milioni di k. di fieno.

Le luserniere durano cinque o sei anni ; il *maximum* del prodotto ha luogo nel terzo e quarto anno.

La coltura della luserna è anche assai raccomandata perchè attinge nell'aria più della metà dei principii che contiene, e perchè fornisce un buon foraggio ad un prezzo discreto.

Gli altri foraggi temporanei che abbiamo accennati occupano, la spergola 4900 a 5000 ettari in primo raccolto, 28,116, 82 ettari in secondo raccolto ; la lupinella occupa 4 a 500 ettari ; il lolio ha poca importanza.

Queste piante producono 2958 k. di foraggio verde per ettare in primo raccolto, e 2786 coltivato come secondo raccolto, in totale 94,098,855 k. di foraggio verde, equivalente a 290m. quintali di fieno secco ; queste colture sono raccomandate al pari di quelle già accennate.

Praterie naturali.

Le praterie naturali vengono distinte nella statistica in praterie falciate, in pascoli e verzieri.

Le praterie falciate comprendono 199,186 ettari ; i pascoli 117,387 ; i verzieri 45,734, cioè 362,307 ettari in tutto, ossia il settimo della superficie dello Stato ed il quinto della superficie produttiva.

Queste proporzioni variano secondo le regioni dal 30 al 40 per cento.

Le praterie falciate stanno a quelle pascolate, ed ai verzieri come 55 a 45 ; fra le prime una metà si falcia due volte, e l'altra metà una solamente.

Il prodotto dei pascoli compresi i verzieri è eguale a 4960 k. di fieno secco per ettare, locchè fa un totale di 8,090,800 quintali ; quello dei prati falciati è di 3782 a 4539 k. per ettare, ossia k. 602,788,593 di fieno secco, e 192,141,407 di pastura.

Il valore brutto in denaro dei prodotti delle praterie d'ogni specie è di 65,739,146 lire, calcolando il fieno a L. 3 97 per ogni quintale, ossia L. 181 per ettare.

Al prodotto in fieno è uopo aggiungere quello dei verzieri nel quantitativo di 1,950m. ettolitri di frutti del valsente di L. 5,273,422.

Essi servono in gran parte alla fabbricazione del cidro il quale è di mediocre qualità e dell'aceto.

Questa coltura lascierebbe, secondo la statistica, assai a desiderare sotto al rapporto della quantità e della qualità dei prodotti.

La statistica calcola che caduno animale bovino adulto abbisogni pel suo sostentamento giornaliero di 10 k. di fieno. A questo conto il prodotto dei prati e delle pasture somministrerebbe il vitto di 116 giorni ad 4,387,413 capi di bestiame adulto, il quale numero corrisponderebbe alla totalità dei bestiami del Belgio ridotti ad un tipo comune.

Il trifoglio lo fornirebbe per 52 giorni ; gli altri erbaggi coltivati per tre, locchè farebbe 121 giorni, cioè il 47 per cento del nutrimento di tutto l'anno.

Secondo i dati che troviamo nella statistica, gli 80m. ettari di maggese somministrerebbero il vitto per 14 giorni e gli altri terreni, pascolati più o meno lungo tempo, supplirebbero forse per 30 giorni, e durante il resto dell'anno, cioè per i due quinti del medesimo concorrerebbero al nutrimento dei bestiami quasi tutta la paglia dell'avena (1), una notevole parte di quella dell'orzo e della segala, le radici da foraggio, e le loro foglie, i residui delle fabbriche di birra, di zucchero e di olio di grane, e quelli delle distillerie e farinacei, come l'avena, il saraceno, le fave i piselli e le vecce, ed in fine i residui dei cereali che servono più specialmente al nutrimento dell'uomo.

Dal che ne avverrebbe che i due terzi dell'alimento del bestiame consterebbe d'erbaggi e l'altro terzo di paglie, di foglie, e di sostanze farinacee o fecolente.

Non è uopo di far osservare che queste proporzioni variano secondo le località e le diverse specie di bestiami, e secondo l'uso a cui questi sono destinati ed i loro prodotti debbono servire.

(1) Se la paglia dell'avena fosse tutta consumata per foraggio, essa basterebbe ad alimentare il bestiame durante 29 giorni, posto che le sue qualità nutritive sieno eguali a quelle del fieno.

(Continua)

Magnone.

www.internetculturale.it

— *Brema*, 5 *gennaio*. Si parla di energiche disposizioni che è per adottare il senato relativamente alla costituzione. Tuttavia, secondo una corrispondenza della *Gazzetta di Colonia*, il timore di un'occupazione militare federale sarebbe chimerico.

Danimarca. Scrivono all'*Indépendance Belge* da Amburgo, in data del 5 gennaio, che quantunque la missione del sig. Bille, presso le due corti di Berlino e di Vienna, in parte non sia riuscita, tuttavia le difficoltà che ancora sussistevano, furono appianate. Dicesi che il gabinetto di Copenaghen consenta allo instituire un'assemblea deliberante ed alla nomina di un ministro speciale per l'amministrazione di ciascuno dei due ducati nella Danimarca. In cambio, le truppe tedesche sgombreranno fra breve l'Holstein, eccettuato il forte di Rendsborg. Un corpo di 4,000 austriaci continuerà ad occupare Amburgo per essere in grado di far fronte ad ogni evento.

— Il *Boersenhalle* di Amburgo pretende essere stata conchiusa a Berlino una convenzione relativa alla questione danese, ed in virtù della quale il sig. Carlo di Moltke succederebbe al sig. Bardenfleth nella qualità di ministro per lo Schleswig, ed il commissario danese nell'Holstein, sig. Rewentlow Criminil verrebbe nominato a ministro per quel medesimo ducato.

E. Leone gerente.

Rettificazione. — Nel numero di sabato della *Gazzetta*, pagina 3, col. 3, lin. 35, invece di Bosco cav. Pietro, *leggasi* Bosso cav. Pietro, ecc.

AVVISO

I signori soscrittori al busto del fu p. Gromo sono pregati di voler intervenire all'adunanza generale che avrà luogo addì 18 del corrente mese, alle ore 3 1/2 pomeridiane, in una sala del Palazzo della Città.

SCUOLA ELEMENTARE

La Comunità di Scopa (Valsesia) desidera un sacerdote a Maestro della prima Scuola elementare, coll'annuo stipendio di Ln. 1,000 e più, oltre ad un bellissimo alloggio, coll'obbligo di dare nei giorni festivi la comodità della messa ai parrocchiani di detto Comune, e di assistere alle funzioni parrocchiali; s'invitano gli aspiranti a presentare la loro domanda e certificati richiesti dalla legge fra giorni 15.

MANCIA

DEI DUE QUINTI DEL VALORE

A chi avesse trovato i Vaglia sotto descritti, stati smarriti il mattino del 9 corrente, nelle vicinanze del Caffè di S. Carlo, e li consegnerà alli signori fratelli Genicoud, negozianti in via dell'Arsenale, casa Viale

Cedole al portatore 1849

Num.	5061. Vaglia per L.	125
	5062 » »	125
	68896 » »	50
	86651 » »	10

Obbligazioni dello Stato 1849

Num. 8050. Vaglia per L. 20

AVVISO

S'invitano i signori Misuratori ed Estimatori piazzati, i quali bramassero d'imprendere la ricognizione e misura degli stabili proprii della Comunità di Piobesi Torinese, posti sul territorio della medesima, di presentare, prima della scadenza del p. v. marzo, al sottoscritto il suo partito in iscritto suggellato, in diminuzione di L. 20 p. 0/0 sul valore netto di detti stabili che risulteranno occupati da varii particolari, sotto l'osservanza dei relativi capitoli, di cui chiunque potrà aver visione nella Segreteria di detta Comunità.

Piobesi, il 9 gennaio 1852.

Il Sindaco Magala.

OUVERTURE

Magasin de Vin de Champagne

de première qualité, à **2 50** la bouteille

Rue du Jardin, maison Artusio, à côté du Bureau des Courriers

DA VENDERE

Un PIANO-FORTE, nuovo, grande formato, a *corde oblique*, d'Erard, per L. 1,400, ed un altro di Mazard per L. 700. Dirigersi al droghiere, piazza Vittorio, n. 11.

DA VENDERE

In Borgo Nuovo, via della Zecca,

Terreno fabbricabile di are 27, cent. 42 (tavole 72) circa, in tutto od in parte.

Dirigersi al sig. causidico coll. Gandolfi, via degli Stampatori, num. 14.

FABBRICA

di BIRRA e BEVANDE gazose

aperta dal 1.° gennaio corrente in Saluzzo

sotto la Ditta

COLOMBERI STEFANO e C.°

DA AFFITTARE AL PRESENTE OD A TEMPO

Appartamento di 7 in 8 membri anche divisibili in due o tre, tanto ammobigliati che non, fuori porta Susina, contrada del Fortino, casa Panizza, num. 4, piano 2.°, visibile dalle ore 10 alle 4. - Recapito ivi.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

a pronti contanti, ed anche con more, mediante cauzione

Il NEGOZIO da LIQUORISTA in via S. Teresa, casa Natta, in prospetto al Caffè di S. Carlo. — Recapito all'uffizio del causidico coll. Paolo Collino, in Torino.

Presso **C. SCHIEPATTI**, *libraio in via di Po, n. 47*

IN VENDITA

La parte seconda dell'Opera di **F. A. Gualterio**

GLI ULTIMI AVVENIMENTI ITALIANI

che comprende

LE RIFORME

Vol. 1 in-8.° con molti documenti importantissimi

Fr. 9

Della prima parte di questa interessante Opera, *la cui edizione è esaurita*, si trovano ancora presso la suddetta libreria pochi esemplari al prezzo di fr. 27.

AL CAFFE' D'ALGERI

Da rimettere: L'Indépendance Belge, La Croce di Savoia, e La Voce nel Deserto.

NOTA

Con iscrittura del 24 dicembre 1851 i signori Filippo Avezzana, di Ciriè, ed avvocato Francesco Pansa hanno risolta la società tra loro esistente in dipendenza di altra scrittura del 2 maggio p. p., ed unitamente al signor Manfredo Pansa ed al sig. Gaspare Passarino, di questa città, hanno costituita tra loro società per la fabbricazione di carta in detto luogo di Ciriè, e la vendita della medesima tanto ivi che in Torino. La società che ebbe principio col primo gennaio 1852, e durativa per anni 9 corre colla Ditta di Filippo Avezzana e Comp., e l'uso della firma spetta ai detti signori Avezzana ed avv. Pansa, soci amministratori, i quali non possono però valersene per affari estranei alla società.

NOTA

Per iscrittura privata del 7 dicembre scorso, si è contratto società tra li signori Luigia Vittoria Charton-Ricardi ed Innocenzo e Gioannetta Ricardi, coniugi Morino, residenti tutti in questa città, per la fabbricazione e vendita di Acque gazose, e per lo smercio delle stesse Acque e della Birra, in dettaglio, in questa città e sotto la Ditta Vittoria Ricardi e coniugi Morino, la cui firma spetta alle signore Vittoria Ricardi-Charton e Gioannetta Ricardi-Morino, con facoltà alla prima di affidarla per procura al sig. Giuseppe Secondo Ricardi di lei marito.

NOTA

In adempimento degli articoli 51 e seguenti del vigente Codice di commercio, si notifica al pubblico che con atto del 24 novembre p. p. e successiva ratifica del 26 stesso mese a rogito del notaio Giuseppe Gorgoglione insinuati, li signori Andrea, Giovanni, Gaetano, Lorenzo, e Camillo fratelli Stallo di Agostino, domiciliati ed abitanti li primi tre in Torino e gli ultimi due in Genova, hanno formata una società di commercio in nome collettivo, che avrà la sua sede in Genova e Torino, e correrà sotto il nome di *fratelli Stallo di Agostino*, ed i soli soci Andrea per le sole operazioni di Torino e Genova, Giovanni per le sole operazioni in Torino, e Lorenzo per quelle in Genova, sono autorizzati a reggere, amministrare e firmare in nome della società, il cui oggetto speciale sarà la compra e vendita di lane, e potranno farsi d'accordo fra essi altre operazioni commerciali; quale società ebbe principio detto giorno 24 ora scorso novembre, e durerà per anni nove consecutivi.

Torino, li 8 gennaio 1852.

Collino proc. coll.

NOTA

Con atto del giorno d'oggi il sig. Gioanni Battista Bianchini fu Gio. Battista, di questa città, dichiarò alla segreteria di questo tribunale di prima cognizione, di accettare, col beneficio dell'inventario, l'eredità del suo fratello Giuseppe, ivi deceduto il 5 ottobre scorso *ab intestato*.

Torino, il 3 gennaio 1852.

Gilardi sost. segr.

NOTA

All'udienza di questo R. Tribunale di prima cognizione del 20 corrente avrà luogo il secondo incanto dello stabile, regione Tassere, posto in territorio di Darzeno, in odio di Cerruti Gioanni, di detto luogo, alle stesse condizioni e sulla base delle offerte apparenti dal bando del 29 novembre ultimo, redattosi all'occasione del primo incanto, essendo questo riescito infruttuoso.

Biella, il 10 gennaio 1852.

Dionisio sost. Demattеis caus. coll.

GENOVA 10 GENNAJO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60	*giorn. d*	*Ln.*	1	85 1/4
Amsterdam		*id.*	»	2	12 —
Ancona	30	*id.*	»	5	69 —
Augusta		*id.*	»	2	52 —
Barcellona		*id.*	»	2	81 —
Bologna		*id.*	»	5	43 —
Firenze		*id.*	»	—	82 2/3
Lione		*id.*	»	—	99 4/5
Livorno		*id.*	»	—	82 2/3
Londra	3	*mesi*	»	25	07 — L.
Marsiglia		*30 giorni*	»	—	99 7/8
Messina	60	*id.*	»	12	80 —
Milano	30	*id.*	»	—	84 1/2
Napoli		*id.*	»	4	30 1/2
Palermo	60	*id.*	»	12	80 —
Parigi	30	*id.*	»	—	99 7/8
Roma		*id.*	»	5	10 — D.
Torino		*id.*	»	—	99 3/5
Trieste		*id.*	»	2	40 — D.
Venezia		*id.*	»	—	34 3/5
Vienna		*id.*	»	2	40 — D.

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	*Ln.*	86	1/4
id. Sarde	»	96	—
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	99	—
Prestito Obbligatorio	»	95	—
Obbligazioni prestito volontario	»	980	—
id. della Città nuove	»	745	—
Prestito volontario 1 Ottobre	»	980	—
id. 1 Luglio	»	95	—
Prestito Toscano	»	96	—
Azioni della Banca	»	1770	—
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	p. c.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 10 gennaio 1852

Corso Autentico

FONDI PUBLICI	*per contanti* giorn. prec.	nella matt.	*pel fine del mese corr.* giorn. prec.	nella matt.	*pel fine del mese prossimo* giorn. prec.	nella matt.
1819 5 0/0 *god.* 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		96				
1849 » » 1 genn.		95		95 95 p.		
1851 » » 1 dicem.				15 95 50 p. fin		
1854 *Obblig.* 1 genn.				985		
1849 » 1 8.bre				985		
1850 » 1 agosto						
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 luglio		1760		1755		1780 p. 15
Banca di Savoia						
Città di 5 0/0 *oltre le inter. decor.*						
Torino 5 0/0 1 luglio						
Città di Genova 5 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.	1602					
Società del Gaz (nova)						
Incendii a premio fisso 31 *8.bre*						
Fia ferr. di Savigliano 1 *genn.*		445				
Molini presso Collegno 1 *giugno*						

CAMBI

	Per breviscad.		Per tre mesi	
Augusta	95 3/4 —		95 3/4	
Genova sconto	4 p. 0/0		—	
Francoforte S. M.	210 — 1/8		—	
Lione	99 90		99 35	
Londra	25 59 1/8		25 07 1/8	
Milano	— —		—	
Parigi	99 90		99 45	
Torino sconto	4 p. 0/0		—	

Monete contro argento o Biglietti di Banca (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 40 —	20 12 —
— di Savoia	20 80 —	20 35 —
— di Genova	79 40 —	79 50 —
Toscana nuova	35 40 —	35 25 —
— vecchia	34 95 —	35 10 —
EROSO misto		
Perdita	3 p. 0/0	— —

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca

Corso Normale

SETE	*di Piemonte proprio*	*delle altre Provincie*	*Aumento per le Merci distinte*
Denari			
GREGGIE 10—11			
11—12			
12—14		60	
14—16		60	
16—20			
ORGANZINI 20—21	79		
21—22	78		
22—23	78		
23—24	77		
24—25	76		
25—26	75	60	
26—27	75		
27—28	74		
28—30	73		
30—32			
32—36			
36—40			
TRAME 20—22			
22—24			
24—26		69	
26—28		68	
28—30		67	50
30—32		67	
32—36		66	
36—40			
MERCI DIVERSE			
Doppio filato	—	—	—
Moresca scevra di gallettame	—	—	—
Stracciа	—	—	—

Borsa di Parigi *del 9 gennaio.*

Il 5 0/0 aperto a 105 50, è salito a 105, 80 e chiude a 105 50.

Il 3 0/0 resta a 71, 60.

L'ant. 5 0/0 piemontese (c. R.) a 97.

Le azioni della Banca di Francia a 2940.

CORSO DI LINGUA INGLESE

secondo il metodo accelerato del MILLES

Per informazioni ed iscrizione rivolgersi al libraio Schiepatti, sotto i portici di Po, ed a casa del Professore dalle 4 alle 5 pomerid., in via S. Lazzaro, num. 7, 3.° piano, porta a destra.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: *Camoens*, scritta appositamente dal maestro Gualtiero Sanelli, col ballo il *Fausto*, del coreografo Cortesi, — ballerto *La vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale a servizio di S. M. recita: *Malvina*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera Buffa *Chi dura vince*, — Ballo le 4. *Nazioni*.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese diretta dai sigg. Adler e Périchon rappresenta: — *Une dame de l'Empire*.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Le 33 disgrazie di Meneghino*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *La figlia del Rabbino*.

TEATRO DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) si recita, — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco*.

GIANDUJA (ore 6 1/2) recita: Ballo *È sposo chi sposa*.

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 11 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	32	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

MARTEDI' 13 GENNAIO

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti ed Elenco firmati nell'udienza del 31 dicembre 1851 e 4 gennaio 1852, ha fatte le seguenti nomine ed approvate le infrascritte disposizioni nel personale dell'Amministrazione delle Gabelle:

Rossi cav. Gaetano, capo della Divisione del personale e gabinetto, collocato a riposo a seguito di sua domanda;

Daneri Pietro, sotto capo di Divisione delle esazioni e regolamenti, nominato reggente capo di Divisione, e destinato alla Divisione del personale;

Delpino Emanuele Raimondo, banchiere del sale e magazziniere dei tabacchi a Mondovì, traslocato nella stessa qualità a Saluzzo;

Vico Angelo, banchiere del sale e magazziniere dei tabacchi a Susa, traslocato nella stessa qualità a Mondovì;

Barone Giovanni, banchiere del sale e magazziniere dei tabacchi a Cortemiglia, traslocato nella stessa qualità a Susa;

Rondelli Felice, ricevitore alla dogana d'Evian, nominato banchiere del sale e magazziniere dei tabacchi, e destinato a Cortemiglia;

Pichollet Vittorio, ricevitore alla dogana di Locum, traslocato nella stessa qualità a quella d'Evian;

Verboux Marcellino, commissario per le brigate dei Preposti al commissariato di Les Echelles, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Locum;

Piraud Matteo, brigadiere a Ciamberi, nominato commissario e destinato nella qualità di commissario per le brigate dei Preposti nel commissariato di Les Echelles;

Lombardi Vincenzo, assistente al magazzino principale dei tabacchi a Genova, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Voltri;

Canepa Felice, commesso alle liquidazioni all'ufficio di liquidazione d'entrata e di ostellaggio alla dogana principale di Genova, nominato assistente, e destinato al magazzino principale dei tabacchi a Genova;

Ballarini Pietro, commesso al riscontro bullette alla porta della dogana principale a Genova, traslocato nella qualità di commesso alle liquidazioni, all'ufficio di liquidazione d'entrata e d'ostellaggio nella dogana principale di Genova.

S. M., in udienza del 4 corrente ha fatto le seguenti nomine nel Corpo della Guardia Nazionale del Regno, cioè:

Colombo Giuseppe, maggiore pel terzo battaglione, terza legione di Torino;

Cotta Ramusino avv. Giuseppe, maggiore pel battaglione mandamentale di Mortara;

Gerini Domenico, aiutante maggiore in secondo, pel secondo battaglione mandamentale d'Albenga, col grado di luogotenente;

Aschiero Giacomo, id. pel battaglione mandamentale di Aglié, id.;

Nicola Carlo, idem pel battaglione mandamentale di Stresa, id.;

Dominici Filippo, idem pel battaglione comunale di Carmagnola, id.;

Cerato Secondo, idem pella Guardia Nazionale d'Asti, id.;

Valle dottore Gio. Battista, chirurgo maggiore in secondo pel secondo battaglione mandamentale d'Albenga;

Miglio medico chirurgo Luigi, id. pel primo battaglione, prima legione comunale di Novara.

S. M., nella stessa udienza, ha pure conferito il grado di luogotenente nella Guardia Nazionale a

Gabardini notaio Alessandro,

E quello di sottotenente a

Gallo geometra Filippo, finchè rimarranno in esercizio, il primo delle funzioni di relatore del Consiglio di disciplina del battaglione mandamentale d'Intra, ed il secondo di segretario del Consiglio di disciplina presso il battaglione comunale di Bene.

S. M., con determinazione del 4 corrente gennaio 1852, a norma della Legge 27 gennaio 1850, ha provvisto di pensione i seguenti:

Rossi Vittoria, vedova del fu Bosco Gennaro, già soldato nel 17 reggimento di fanteria;

Gaimard Francesca, vedova del fu Cagnol Giovanni, già soldato nel 7 id.;

Ghirlanda Pietro, padre del fu Giovanni, già soldato nel 16 id.;

Toiello Luigi, padre del fu Giovanni Battista, già soldato nel 7 id.;

Castellino Maria, madre del fu Giachero Giuseppe, già soldato in Nizza Cavalleria;

Ciocatto Giacomo, padre del fu Antonio, già soldato nel 5 reggimento fanteria;

Verzino-Genetin Maria, madre del fu Paccotto Andrea, già soldato nel 5 id.;

Bruna-Trucchetto Pietro, padre del fu Giovanni, già soldato nel 5 id.;

Bruno vedova Maria, madre del fu Andrea, già sergente nel 15 id.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.,

Visti i messaggi del 30 e del 31 ultimo scorso indirizzati al Ministero dell'Interno dall'ufficio di presidenza della Camera dei Deputati, da cui consta che si resero vacanti i Collegi elettorali di Cicagna e di Cortemiglia, ed il primo di Sassari;

Visto l'articolo 105 della Legge elettorale del 17 marzo 1848, e la Legge del 19 gennaio 1850;

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Il Collegio di Cicagna, quello di Cortemiglia, ed il primo di Sassari sono convocati per il 25 corrente mese onde procedere ad una nuova elezione del loro Deputato.

Art. 2. Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo nel giorno immediatamente successivo per il primo Collegio di Sassari, e nel dì 27 stesso mese pei Collegi di Cicagna e di Cortemiglia.

Il Ministro predetto è incaricato della esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'ufficio del Controllo generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato a Torino, addì 9 gennaio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 12 gennaio*

Nella seduta d'oggi del Senato ebbe luogo la presentazione del progetto di legge relativo al trattato di commercio conchiuso coll'Austria, e di quello concernente la privativa postale.

La Camera dei Deputati non tenne oggi seduta pubblica.

IL SINDACO DELLA CITTA' DI TORINO

Vista la circolare dell'Azienda generale delle R. Finanze in data 19 settembre ultimo scorso;

Vista la susseguente circolare della stessa generale Azienda dell'8 corrente mese, in cui è accennato come il numero delle dichiarazioni finora presentate dagli esercenti professioni, arti e commercii, assoggettati a tassa colla legge del 16 luglio 1851, sia ancora assai lontano da quello cui approssimativamente si calcola dover ascendere;

D'incarico della medesima nuovamente

Notifica:

1. Gli esercenti delle professioni, arti e commercii, ci compresi nella legge del 16 scorso luglio, sono invitati a provvedersi del modulo di dichiarazione approvato col regolamento 14 settembre p. p. che verrà loro distribuito nella Segreteria comunale, divisione 2.ª, sezione 5.ª, a cui si ha l'accesso dalla scaletta d'angolo nel cortile del *buttirro*, a mano destra, entrando dal lato della piazza, piano nobile.

2. Il termine perentorio per la presentazione all'ufficio di Verificazione, situato nel locale demaniale denominato di S. Cristina, piazza S. Carlo, accanto alla chiesa delle Carmelite, stato prorogato colla successiva legge 8 dicembre ultimo trascorso, va a scadere con tutto il 15 corrente mese.

3. Coloro che senza giustificato impedimento omettessero di fare la prescritta dichiarazione, saranno, a termini dell'art. 2.° della sudatata legge 16 di luglio, quotati d'ufficio, ed assoggettati irremissibilmente ad una soprattassa estensibile a giudizio dell'apposita commissione, da un quarto alla metà della tassa che si riconoscerà da essi dovuta. Al pagamento di eguale soprattassa soggiaceranno parimenti coloro che omettessero di denunziare, od inesattamente denunziassero gli istrumenti di produzione accennati nell'art. 21 dell'istessa legge.

4. Gli individui che ritraggono dalla loro professione, arte o commercio una rendita annua non superiore alle L. 500, e che non sono contemplati nell'art. 5 della più volte mentovata legge 16 di luglio, comunque vadano esenti dall'obbligo di pagare una tassa, debbono tuttavia munirsi di patente, epperciò tenuti di provvedersi del modulo e presentare la loro dichiarazione nel modo sovraindicato.

Torino, dal palazzo della Città, addì 11 gennaio 1852.

G. BELLONO.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — *Scuola d'insegnamento gratuito per le Allieve Maestre.* Ieri alle due pomeridiane vennero i membri di questa Società convocati in generale adunanza per udire il rapporto della signora Farina, direttrice della medesima, intorno alle condizioni morali ed economiche della scuola. Questo rapporto, scritto con eleganza, semplicità ed affetto, rivela nella gentile autrice animo colto e delicatissimo. Ella lo lesse con voce che veniva resa dolcissima da quel commovimento interno che provano le persone modeste quando si presentano al pubblico. È questa la prima volta che ci viene procacciato il nobile diletto di sentire alla presenza di giovanette e di numerosissimi uditori tenersi, da una madre di famiglia, discorso di educazione. Le parole di generoso incoraggiamento ch'ella pronunciava non andranno al certo perdute per quelle fanciulle che studiano per abilitarsi ad esercitare il difficile ufficio di maestre. Il prof. Berti, segretario della Direzione, diede pure all'udienza lettura di un suo rapporto sui progressi fatti dalla scuola nell'anno presente, e sul felice esito dell'anno or ora trascorso. Il Ministro Farini chiuse la tornata con alcune affettuose parole di ringrazia-

Appendice

STATISTICA DELLA POPOLAZIONE, DELL'AGRICOLTURA E DELL'INDUSTRIA MANUFATTURIERA NEL BELGIO.

(Continuazione, vedi num. 5, 6, 7, 8, 10)

VI.

Maggese.

La statistica belgia accusa 80 910 ettari di maggese, corrispondenti al 5, 80 p. 0/0 delle terre arative, i quali somministrerebbero un pascolo eguale a 250 kil. di fieno per caduno, ossia a 20,227,500 kil. in tutto.

Nel riconoscere la necessità del maggese in quelle località in cui la coltura è organizzata in modo da non lasciar tempo a lavorare tutti i terreni d'una tenuta, oppure quando mancano i capitali occorrenti per farne valere tutte le parti, ovvero allorchè difetta l'ingrasso, il relatore della statistica belgia esprime l'opinione che il maggese debba poco alla volta sparire dall'avvicendamento agricola di quel paese, cioè a misura che cesseranno le cause che l'hanno finora mantenuto. Le località in cui si lascia una maggior quantità di terre in riposo sono quelle ove hanno luogo dissodamenti, come nelle Ardenne e nella *Campine*. Nelle Ardenne esse occupano il terzo delle terre arative. Nella provincia d'Anversa invece non ne occupano che il 0, 29 per 0/0.

Colture diverse.

Troviamo sotto il titolo di colture diverse quelle dei *topinambours*, delle lenticchie, della mostarda, ecc.

Queste colture non occupano che 11,041 ettari fra tutte, ed il valore del loro prodotto sarebbe, secondo le tavole statistiche, di 1,269,715 L.

Una coltura che finora non ottenne un gran sviluppo, ma per cui si adoperano da alcuni anni il governo ed i privati, si è quella del golso, e giudicando da quanto troviamo scritto in proposito, pare che questi sforzi comuni abbiano ad essere coronati da qualche buon successo. Arguendo poi da quel che a noi stessi fu dato di osservare, dobbiamo ammettere che i gelsi e specialmente quelli a siepe promettono una bella riuscita.

Resta a vedere se l'umidità del clima non influirà sfavorevolmente sulla foglia e sui bachi da seta. Al qual proposito sappiamo che in alcuna località identica della Svizzera, ove prosperano i gelsi, i bachi non riescono molto bene, la qual cosa si attribuisce alla troppa acquosità delle foglie ed alle influenze del clima sui bachi medesimi. Il raccolto dei bozzoli nel Belgio è stato di 831 kil. nel 1845, di 622 nel 1846, di 1716 nel 1847, di 1802 nel 1848, di 2737 nel 1849, e di 2611 nel 1850. Il prodotto medio di questi anni sarebbe stato di 2218 k., del valore di 11,090 L., e ridotti in seta, di 46,200 L. Il prezzo per kil. di bozzoli fu in media di 5 L., 12 k. di bozzoli produssero un kil. di seta, ciò che a dir vero non ci pare molto. Sappiamo di certe località in cui 8 1/2 kil. ne danno uno di seta. E qui ci piace far menzione dei così detti pestellini di Toscana, creazione del dotto Raffaele Lambruschini, i quali sono in questo caso.

Avvi a Uccle una filatura propria del sig. De Mevius, al quale si devono i principali progressi della produzione serica nel Belgio. Egli ha piantato di gelsi tutta una sua proprietà, che consta di 24 ettari.

Il governo, dal canto suo, ne ha già distribuiti più di 500,000 piantini.

Ci siamo un po' dilungati su questa parte della statistica agricola del Belgio malgrado la sua poca importanza attuale, ma lo facemmo nell'intendimento di avvertire i nostri coltivatori che debbono star attenti alla concorrenza che li minaccia anche nei paesi in cui meno si pensava pel passato alla produzione della seta, e che il farvi vittoriosamente fronte dipende esclusivamente da loro. È tutto un affare di buona volontà a cui un capitale e precipuo interesse serve di guida.

Viticoltura.

La vite è pure coltivata nel Belgio, ma piuttosto come oggetto di curiosità che di rendita. Si adopera però eziandio per fare il vino.

La vite occupa 166 ett. di cui 146 sui colli dei dintorni di Huy e di Liège. Si è molto fatto in questi ultimi anni per estendere questa coltura. La protezione di cui essa gode potrà influire favorevolmente sul suo sviluppo, ma dubitiamo che nella sostanza possa convenire al Belgio di estenderla con questo mezzo artificiale.

Il rendimento della vigna nel Belgio è di 16 ettolitri per ettare, il *maximum* (ad Huy) di 20; il *minimum* di 7 e 9 nelle Fiandre e nel Brabante.

Egli è vero che in questi ultimi luoghi la vigna non occupa che pochi ettari.

La media generale è inferiore a quella di Francia, ove essa è di 20 ettolitri. Abbiamo poi motivo di credere che le maggiori cure che esige la vite nel Belgio ne renda la coltura più costosa d'assai che in Francia.

I vini del paese non entrano che per 2681 ettol. nel consumo totale che è di 80,000 ettol.

Giardini.

Ultime nel novero delle produzioni agricole coltivate troviamo quelle dei giardini e dei vivai di piante.

Ognuno conosce per fama la perizia dei Belgi nelle colture orticole ed il nome di quei benemeriti che le hanno poste sulla via di progresso in cui si vedono oggidì. Queste colture alimentano non solo il mercato interno ma anche i mercati esteri.

In luogo di ricevere come faceva in tempi addietro, ora il Belgio spedisce una copiosa quantità delle sue ortaglie all'estero e specialmente in Inghilterra.

La superficie coltivata ad orto è di 34,506 ettari, e di 887 quella dei vivai. Sono così: 2 48 ett. per cento di terra arativa.

Le provincie in cui predominano queste colture sono Anversa (3 18 per 100), Liège (3 per 100); quelle in cui è meno estesa sono il Limburgo ed il Lussemburgo (1 95).

Il prodotto dei terreni coltivati ad orto è valutato a 700 L. per ettare, ossia 24,154,200 L. in tutto, il quale ragguagliato al prodotto in frumento equivarrebbe a 35 ettolitri per ettare, ossia in tutto ad 1,203,710 ettolitri, cioè al quarto di quest'ultima derrata raccolta nel Belgio. Si noti che il frumento occupa una superficie di 233,452

www.internetculturale.it

mento alla Direzione, di conforto alle giovani, e, pigliando argomento dalla circostanza, fece notare all' assemblea come il buono avviamento di questa scuola fosse una prova di più dei vantaggi che deriverebbero al nostro paese dal sistema del libero insegnamento in cui egli, fedele a' suoi propositi, intende di entrare. Noi raccomandiamo caldamente ai nostri concittadini di venire in soccorso a questa Società, che per il tenue prezzo delle sue azioni può farsi accessibile a tutti. Erano presenti all' adunanza, oltre al Ministro di Pubblica Istruzione, il presidente della Camera dei Deputati cav. Pinelli, il cav. Boncompagni, il cav. Aporti, il cav. Fava, parecchi Deputati, fra i quali Cadorna, Lanza, Melegari, molti professori dell' Università ed un numero grandissimo di signore.

— *La Gazzetta Medica Italiana — Stati Sardi*, confortata dal concorso di benemeriti cooperatori e dai meritati encomii avuti da chiari cultori delle scienze mediche e dai più riputati giornali di medicina, annunzia che, oltre all' aprire un abbonamento cumulativo col *Giornale della R. Accademia medico-chirurgica*, pubblicherà un supplemento ogni mese, appena che gli associati arrivino a 400; due, se a 500; tre, se a 600; ed otto, ossia due numeri per settimana, se ad 800, sempre senza aumento di prezzo. La direzione della *Gazz. Medica Italiana*, non badando ad alcun sagrificio, si adopererà con tutti gli sforzi affinchè cresca sempre più l'interesse scientifico di questo periodico, e si promuova la maggiore possibile diffusione delle nozioni scientifiche le quali giovano e devono servire di guida all' arte salutare.

— Si legge nello stesso giornale:

Annunziamo con viva soddisfazione che il dott. cav. Benedetto Trompeo ha testè ricevuto il diploma colla decorazione in diamanti dell' Ordine *Niscian Iftihar* di S. A. il bey di Tunisi di terzo ordine, corrispondente al grado di ufficiale.

Pubblicazioni. — Il marchese Filippo Gualterio ha reso recentemente di pubblica ragione il secondo volume delle sue *Memorie storiche intorno agli ultimi rivolgimenti Italiani*. Questo nuovo volume incomincia a discorrere delle riforme nell' anno 1847, ed è corredato di preziosi ed importantissimi documenti. L'autore continua a dar prova di quella serena ed elevata imparzialità storica, di quella pacatezza di ragionamento di cui il volume pubblicato nell' anno scorso è testimonio. La fama conseguita da siffatta pubblicazione in Italia e fuori è omaggio di giustizia al valente scrittore, e questo nuovo volume non potrà se non accrescerla e renderla più salda e più durevole.

Necrologia. — Avantieri sera è mancato ai vivi, in Torino, più che ottuagenario, il pittore Serangeli, professore nella Regia Accademia Albertina di belle arti. La sua morte fu quasi istantanea e tranquilla. Il Serangeli era nato a Roma, e andò giovanissimo in Francia, dove fu testimonio della rivoluzione del 1789, e conobbe davvicino molti fra' più celebri personaggi di quell'epoca. Fu alunno ed amico del celebre David; alcuni suoi quadri esistono nel museo di Versaglia. Da molti anni egli era tornato in Italia, e viveva in Torino, dove i suoi modi cortesi e le sue buone qualità personali gli avevano procacciato la benevoglienza di tutti. Era uno dei socii corrispondenti dell' Istituto di Francia (classe di belle arti, sezione di pittura).

Estero. — Si legge nella *Presse*:

I direttori del telegrafo elettrico prussiano avevano anteposto finora il sistema sotterraneo; ma siccome i loro fili non erano a sufficienza garantiti mediante tubi ricoperti di *gutta-percha*, e si guastavano spesso, la Compagnia era obbligata ad ogni momento a fare delle costose operazioni. Ella si è decisa finalmente a mutar sistema ed a stabilire i suoi fili elettrici sopra dei pali collocati lungo le strade e le vie ferrate. All' oggetto di mandare ad esecuzione questo nuovo progetto, ha inoltrato parecchie domande di commissioni di fili elettrici in Inghilterra.

SVIZZERA

Si legge nella *Gazzetta Ticinese*:

Il governo di Ginevra annunciando al Consiglio federale la misura da lui presa di ordinar di picchetto le sue milizie, ne attribuisce la causa alle avute informazioni di un prossimo colpo di mano in Ginevra tendente a cambiare il governo. Solamente la sua pronta azione ne ha impedita l'esecuzione. Del resto questo colpo di mano non era minacciato dalla Francia.

— Il sig. di Salignac Fenelon, ministro della Repubblica francese nella Svizzera, è arrivato a Berna il 5 gennaio ed ha presentato il 6 le sue credenziali al Consiglio federale.

— *Ecco ciò che pubblica il Novellista Vodese circa al proclama che indusse il Consiglio federale ad ordinare l'allontanamento dalla Svizzera di alcuni rifugiati francesi a Losanna:*

« Il venerdì 5 dicembre alcuni ex-rappresentanti francesi convennero in Losanna e combinarono un indirizzo al popolo francese. Il testo di questo indirizzo fu dato alla stamperia Genton, Luquiens, ecc. Un'aggiunta di mano ignota venne fatta sopra una prova, contenente un appello alle armi; un'altra venne fatta più tardi contenente le parole: *Viva la Repubblica democratica-sociale*.

« Nessun esemplare di questo appello doveva pubblicarsi in Losanna ove doveva serbarsi il massimo segreto. Tuttavia il giorno stesso ne fu spedito copia all'inviato di Francia a Berna, ed un'altra alla polizia di Jougne; l'indomani un esemplare era affisso al caffè Rodieux, un altro al caffè Widmer ed un terzo era nelle mani d'una persona in Losanna. Bel segreto!

« L'autorità federale vedendo da questo appello che parecchi de' rifugiati i quali dovevano abbandonare la Svizzera vi erano tuttora, confermò la precedente espulsione e la estese ad altri due. Il Consiglio di Stato vodese eseguì l'ordine in quanto concerne il sig. Avril, gli altri non poterono esser colti, e risolvette, quanto ad un altro che è in una posizione speciale, d'intervenire a suo favore presso il Consiglio federale, viste le circostanze che militano a suo favore. »

Ginevra. Un altro battaglione è stato ordinato di picchetto dal Consiglio di Stato. Trovansi adunque in istato prossimo all'attività di servizio due battaglioni del contingente, due di landwehr e due compagnie d'artiglieria.

FRANCIA

Parigi, 9 *gennaio*. Il ministro della guerra ha terminato anche egli il lavoro di semplificazione già finito o proseguito dai ministri suoi colleghi nei loro varii dicasteri. Risulta da questo lavoro, ratificato da un decreto del presidente della repubblica, che il numero delle direzioni è ridotto da 11 a 7; che il deposito della guerra costituirà, come innanzi del 1848, un servizio speciale, e che il numero totale dei capi d'ufficio, sotto-capi e commessi, la cui condizione è migliorata, non oltrepassa i 482. Finalmente, in virtù del nuovo regolamento, un comitato centrale presieduto dal ministro, e composto dei direttori, manterrà l'unità d'esecuzione nei diversi servizii.

— Ora che è ristabilita la calma si pensa a riordinare le guardie nazionali. Niun sistema sarebbe ancora definitivamente adottato, ma, da quanto dicesi, pare che si voglia mantenere il servizio obbligatorio per tutti i cittadini in età dai 18 ai 50 anni, riservando ai prefetti le nomine dei consigli di disciplina.

— Da alcuni giorni la polizia raddoppia la sua attività per isbarazzar Parigi e il suo distretto da tutti gl'individui sospetti, sorvegliati e vagabondi che possono essere pericolosi per la sicurezza pubblica. La notte scorsa si sono operate perquisizioni in varii alloggi di camere mobigliate, in cui è noto che si dà asilo sovente a malfattori. Buon numero di questi, che si trovavano in istato di infrazione del precetto, furono arrestati.

— Scrivono dall'Havre: Una prima partenza di deportati per Cajenna si effettuerà verso la fine della settimana, e comprenderà soltanto individui della categoria de' sorvegliati dall'alta polizia.

— Una commissione, composta di tre scienziati, andrà ad esplorare la colonna francese della Guiana e tutta quella parte del continente americano che si stende sino al fiume delle Amazoni. Questi tre membri della commissione sono un botanico, un geologo ed un medico.

— La commissione municipale della città di Parigi ha tenuto oggi alle 10 antimeridiane una seduta importante, nella quale si discussero molti affari d'interesse locale.

— Il bilancio settimanale della Banca, offre i seguenti risultati:

L'introito metallico subì una nuova diminuzione di 3,600,000 fr. cioè di 1,685,737 fr. in Parigi, e di 1,917,487 fr. nelle succursali. Ascende ancora a 564,000,000.

Il portafoglio presenta un aumento totale di 4,700,000 fr., cioè di 3,486,217 fr. in Parigi, e di 1,240,044 fr. nei dipartimenti; per cui è salito a pressochè 135,000,000.

La circolazione dei biglietti si è accresciuta di 3,575,000 fr., cioè di 659,800 fr. in Parigi, e di 2,715,650 fr. in provincia. Lo scarto tra la cifra dei biglietti in emissione e quello dell'introito metallico è ora di 55,000,000: otto giorni addietro non era che di 28,000 000.

Il conto corrente creditore del tesoro è cresciuto di 5,639,738 fr. ed è perciò salito a 57,800,000 fr.

I conti correnti particolari si sono accresciuti di 9,648,250 fr. in Parigi, ma diminuirono di 4,095,744 fr. nelle succursali. Ascendono in totalità a 153,000,000.

La cifra delle riscossioni fatte, eccedenti la valutazione degli effetti in ritardo, è aumentata di 20,000 fr.

L'ammontare degli effetti scaduti da esigere oggi era di 501,418 fr.

BELGIO

Bruxelles, 8 *gennaio*. Il senato, nella seduta di questo giorno, ha cominciato la discussione generale del bilancio dei lavori pubblici.

Il ministro Van Hovrebecke, in risposta alle censure fatte contro l'ordinamento delle strade ferrate, osservò che quell'ordinamento era appunto oggetto di un esame, il cui risultamento dovrà far cessare gli abusi che vennero segnalati.

Avendo il sig. Spitaels, relatore, emesso un parere che sembrò favorevole al principio dell'aumento delle tariffe, il ministro colse quest'occasione per esporre i primi risultamenti della nuova tariffa, autorizzata per la durata di un anno.

L'esercizio del 1851 produsse in complesso un sopravanzo di 700,000 fr. sui precedenti. Ma, su questa somma, più di 400,000 fr., secondo il riassunto fatto per ordine del ministro, devono attribuirsi all'aumento straordinario della circolazione per effetto dell'esposizione universale di Londra, essendosi il maggior numero dei visitatori del continente servito del territorio e delle strade ferrate del Belgio per recarsi in Inghilterra. Finora dunque, soggiunse il ministro, l'esperienza non può riguardarsi come concludente.

Per trarre induzioni assolute in favore dell'aumento della tariffa in generale, conviene attendere che la tariffa attuale abbia prodotto i suoi effetti per tutto il tempo che le venne assegnato dalla legge.

Dopo alcuni schiarimenti relativi a parecchie particolarità dell'amministrazione della strada ferrata, si rimandò alla prossima tornata il seguito della discussione.

L'*Indépendance Belge* dice saper da buona fonte che il signor Masterman, in nome de' suoi amici e di alcuni fra i principali banchieri di Londra, ha testè fatto al governo belgico un'offerta per la totalità dell'imprestito di 26 milioni.

SPAGNA

Madrid, 4 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

A termini d'un reale decreto del 3 gennaio 1852, godranno gli stessi vantaggi che i navigli spagnuoli nella penisola e sole adiacenti (quanto è ai diritti di navigazione e di porto, fari, ancoraggi, caricamenti e scaricamenti stabiliti dalla legge dell'11 aprile 1849, e dal reale decreto del 16 dicembre ultimo) i navigli di tutte le nazioni che faranno una tal concessione ai bastimenti della marina spagnuola. Il governo renderà conto di questa disposizione alle *Cortes*.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Ci scrivono da Catalogna che le bande di malfattori, che infestavano le montagne, sono pienamente scomparse.

— I giornali di Madrid parlano di frequenti colloqui del signor Isturiz coi varii membri del gabinetto; si crede che il sig. Isturiz debba tornare a Londra nella sua qualità di ambasciatore di S. M. C. presso S. M. B.

La riunione de' deputati del partito moderato che era stata annunziata con una certa solennità dai giornali dell'opposizione, e nella quale doveano essere adottati que' provvedimenti che secondo la opposizione stessa sono imposti dalle attuali circostanze della Spagna, pare non abbia ottenuto l'esito che se ne aspettava: quindici deputati soltanto vi si recarono, e non poterono prendere alcuna decisione.

Un opuscolo del sig. Borrego, sotto il titolo di *Esposizione a S. M. sulla violazione della costituzione politica dello Stato*, fu sequestrato nel dì 3 gennaio per ordine dell'autorità.

PORTOGALLO

Il *Diario do governo* ha pubblicato un decreto col quale si stabilisce un servizio regolare di piroscafi tra il Portogallo e i possessi portoghesi dell'Africa. Ogni tre mesi il governo spedirà un piroscafo a Loanda, passando per Madera, San-Vincenzo del Capo Verde, Villa da Praia a San-Jago, Sierra-Leone e l'isola San-Tommaso. I passeggieri di prima classe pagheranno 140,000

---

ettari e che i giardini non ne occupano che 34,506 equivalenti al settimo di quella destinata al frumento.

Si osservi inoltre che le colture orticole, benchè di gran lunga più perfette che in altri paesi, hanno però ancora nel Belgio medesimo un assai bel cammino a percorrere, se è vero quel che troviamo riferito nella statistica che due dei prodotti più a buon mercato, come sono le patate ed i cavoli, possano dare un reddito il primo di 750 L., il secondo di 2,500 L. per ettare. Un ettare d'orto coltivato a patate, che produce 300 ettol. (ne potrebbe produrre 500), a 2 L. 80 l'ettol. ossia i 62 k., darebbe appunto un reddito di 750 L. Il valore *alimentario* sarebbe quello di 43 ettol. di grano.

Da ciò si può giudicare quanti uomini potrebbero ancora essere nodriti sulle terre d' Europa oltre quelli che già vi esistono, prima che loro fosse necessario di andar cercare al di là dei mari il modo di campare la vita.

La coltura degli alberi in vivaio occupa nel Belgio 887 ettari, i suoi prodotti sono stimati al di là d'un milione di lire per anno; la produzione dei frutti è anch' essa considerevole: abbiamo già accennato altrove il valore di quelli che si raccolgono nei verzieri.

L'esportazione di frutti d'ogni sorta è in aumento: essa ha duplicato dal 1846 al 1849: il suo valore era di 334m. lire nel 1846, salì a 654m. nel 1849; la media è di 430m., rappresentanti un quantitativo di 86m. ettolitri. Secondo le osservazioni contenute nella statistica non sarebbe difficile il triplicare l' esportazione portandola a 200 e 300m. ettolitri, e costituire così con altri prodotti accessori dell' agricoltura belgica, come pollame, uova ecc., un movimento commerciale assai importante. Il medesimo è già a quest' ora di 2 milioni di lire; da ciò si scorge come anche le produzioni che altrove sono appena osservate come oggetto di commercio possono costituire un cospicuo ramo di rendita e giovare specialmente all'accrescimento del capitale agricola.

Se infine si vogliono ancora contemplare nella produzione orticola belgica, le creazioni di valori che si operano per mezzo dei giardini a fiori, delle *serre* e quindi una folla di altri prodotti minori afferenti a questa o ad altre parti della minuta e speciale coltura, come sarebbero anche il miele stimato a meglio di 500m. L. per la sola esportazione, i valori di questa specie potrebbero essere valutati a meglio di 5 milioni ogni anno.

Boschi.

Oltre ai terreni produttivi come campi e prati, il Belgio possiede 485,666 ettari di boschi, 290,003 di terre incolte, 34,212 di terre poste in dissodamento.

I boschi sono ripartiti come segue:

34,810 ettari spettano allo Stato, 133,894 ettari ai comuni ed ai pubblici stabilimenti, oltre alle pezze di meno di 5 ettari non sottoposte al regime forestale; 320m. circa ai privati. La proporzione della superficie boschiva con quella di tutto lo Stato è di 18.66 a 100.

Il reddito annuo sarebbe il seguente:

Boschi dello Stato a L. 34 43 l'ettare. 1,200,000 L.; id. dei comuni ecc. a L. 26 13,3,500,000 L. a questi prodotti bisogna aggiungere quelli del pascolo, delle ghiande, del legname morto, epperciò il reddito per ettare dovrebbe essere valutato a 35 lire, ossia in tutto a 16,098,340 lire per tutti i boschi compresi quelli dei privati, e ciò ammettendo solamente la superficie accennata nella statistica; oppure essere portato a 17,500,000 lire ammettendo la cifra più probabile di 500m. ettari di superficie. Al prodotto dei boschi si vuole aggiungere quello delle piantagioni che circondano i terreni coltivati, le quali possono essere valutate ad 1, 500m. lire annue.

Il prodotto dei boschi propriamente detti può essere calcolato in volume eguale a 2,034,000 steri supponendo che esso sia di 4,19 steri per ettare come in Francia, la quale quantità, anche congiunta a quella proveniente dalle piantagioni delle proprietà coltivate, è ben lungi da bastare ai diversi bisogni del paese, ma non è da pretermettere che nel Belgio avvi in abbondanza il carbon fossile il quale surroga con vantaggio il prodotto dei boschi come combustibile, ed il ferro che lo surroga in molti casi come materiale di costruzione. Ciò malgrado anche nel Belgio si opera seriamente, specialmente da parte del governo e dei comuni, per rimboschire le terre incolte. I comuni hanno dal 1847 al 1850 imboschito 5600 ettari delle loro terre a ciò adattate, e fra poco ne avranno imboschiti altri 9m.

Le terre incolte occupano 290m. ettari circa, cioè il 12,45 per cento della superficie totale dello Stato.

Terre incolte.

Di queste terre i comuni ne possedevano prima del 1847 161m. ettari. Dopo l'anno 1847 in cui fu fatta una nuova legge, in virtù della quale il governo può forzare i comuni e le comunità di abitanti a disfarsene, furono effettivamente venduti, divisi od affittati con obbligo di coltivarli 11,576 ettari di terre incolte comunali. Altri 5600 ettari furono imboschiti come si disse, e fra poco ne saranno imboschiti altri 9m. In tal modo nel corso di pochi anni tutte queste terre potrebbero essere rendute alla coltura, se il quinto circa delle medesime non vi fosse inadatto.

Il prodotto delle terre incolte tali come si trovavano nel 1846 può essere valutato 8 lire per ettare, prezzo di 200 k. di fieno secco, il che farebbe la somma totale di 2,320,000.

Le terre state dissodate di fresco occupano, come dicemmo, 34,212 ettari. Dopo l'operazione del dissodamento queste terre si lasciano coprir d'erba e si pascolano durante 10, 15 e 20 anni, e quindi si seminano a segala, pomi di terra od avena. Queste tre colture occuperebbero ogni anno, fra tutte, una superficie di 3400 ettari, ed il loro prodotto riunito varrebbe 386,800 lire, al quale valore sarebbe da aggiungersi l'equivalente di 250 k. di fieno per il pascolo nella somma di 308,000 lire, ossia 10 lire per ettare, e così si avrebbe per le terre incolte un reddito di 694,800 lire, il quale dopo la legge del 1847 deve avere aumentato d' assai in seguito alla maggior superficie incolta che fu dissodata.

(Continua)

Magnone.

www.internetculturale.it

reis (800 fr.) sino a Loanda, e proporzionatamente pel resto del viaggio. Le spese di vitto non eccederanno 1,200 reis (6 franchi 85 cent.) al giorno. I passeggieri di seconda classe pagheranno 40,000 reis (225 fr.) di passaggio, e 600 reis (5 fr. 40 centesimi) pel vitto.

INGHILTERRA

Londra, 8 *gennaio*. La duchessa di Orleans si recò il dì 8 a Windsor a far visita alla regina, ed ebbe l'onore di far colezione con S. M.

— Giusta il prospetto mensile del movimento del commercio e della navigazione della Gran Bretagna, pubblicato dai giornali di Londra dell'8, il valore dichiarato delle esportazioni ammonto, pel mese di novembre a 5,188,216 sterlini, la qual cifra presenta una diminuzione di 174,095 sterlini su quella del mese di novembre dell'anno precedente. Il valore totale delle esportazioni degli undici primi mesi dell'anno ha dato 63 milioni 314,274 sterlini; un aumento cioè di 2,551,829 sterlini sulla cifra degli undici primi mesi del 1850.

Il prospetto delle importazioni e della vendita e consumo dei varii articoli offre in generale risultati soddisfacenti: lo stesso dicasi del movimento della navigazione.

— Una deputazione della associazione delle scuole nazionali fu ricevuta il dì 6 in udienza da lord J. Russell: era essa composta dei signori Gibson e Fox, membri del Parlamento, e di cittadini ragguardevoli di Manchester. Lo scopo della associazione, quale fu esplicato dal sig. Gibson al primo ministro, è quello di stabilire un sistema generale di educazione unicamente laica. Molti dei componenti la deputazione presero poscia la parola, entrando nei particolari del sistema progettato.

Lord J. Russell, dopo aver asserito che lo stato della educazione pubblica in Inghilterra non è tale da doverne essere pienamente soddisfatti, narrò i molti sforzi che furono tentati a fine di arrecarvi riparo. Il nobile lord nel felicitarsi ch'egli fece coi membri dell'associazione della impresa che si erano assunti, dichiarò ad un tempo esser egli d'avviso, che il governo non può intervenire nella quistione, avuto riguardo alle condizioni nelle quali essa quistione si trova. Lord J. Russell aggiunse che d'altronde, nella sua opinione personale, il fatto di affidare la educazione ai soli laici non era punto ostile alla religione.

— Si legge nel *Morning Advertiser*:

Ecco la più esatta versione che sia stata pubblicata finora, sull'affare tra l'*Express*, brick inglese di 6 cannoni, e il *Prometheus*, naviglio americano. Nel momento che il *Prometheus* lasciava San-Juan, il capitano del porto si presentò a bordo chiedendo il semestre dei diritti di porto, non pagato per ordine del capitano Vanderbitt, il quale negava al governo di Nasquito la facoltà di percepire essi diritti a San-Juan o Greytown nello Stato di Nicaragua. Le autorità, sotto la protezione dell'Inghilterra, comunicarono il rifiuto al comandante dell'*Express*. Il naviglio inglese mise immediatamente alla vela, tirò a polvere sul *Prometheus*, poi, avendo lanciato contro una palla da cannone, andò ad occupare l'entrata del porto e gettò l'ancora. Il *Prometheus*, che avea già fatto i suoi preparativi di partenza, cangiò direzione e tornò al posto ov'era prima ancorato. Il comandante Vanderbitt, non volendo compromettere con una più lunga resistenza la vita de' suoi passeggieri, scese a terra e pagò i diritti, ma lasciando una protesta. Quantunque gli americani fossero indignatissimi del vedere la loro bandiera trattata in tal modo da un bastimento inglese in tempo di pace, ciò non di meno tutti approvarono che il capitano del *Prometheus* avesse pagato i diritti dei quali s'è fatto cenno.

— Si legge nel *Morning Post*:

Ci scrivono da Dublino in data del 6:

L'*Evening Mail* di ieri sera contiene la nota seguente sopra una comunicazione telegrafica sotto marina tra Holyhead e Dublino: « Dopo l'annunzio da noi dato della visita recente del signor Jacob Brett in questa città, siamo stati informati che il lord luogotenente gli aveva accordato un' udienza onde intertenersi con lui del suo progetto di telegrafo sotto marino. Noi abbiamo ragione di credere che il risultamento di questo colloquio è stato sodisfacentissimo, e che si può far capitale sopra un grande incoraggiamento da parte del governo. Il sig. Brett sta in questo momento conferendo col ministro dell'interno, il quale senza alcun dubbio vorrà profittare dei mezzi che la scienza mette a sua disposizione, per attuare quanto gli uomini di Stato non poterono ottenere sinora: vale a dire, il consolidamento dell'unione tra i due paesi. Noi desideriamo ardentemente che il sig. Brett riesca nella lodevole sua impresa. »

— Si legge nella *Patrie*:

Il conflitto elevatosi in Inghilterra tra gli operai costruttori di macchine e i loro capi (V. *Gazz. Piem.* di sabato 10) e sul quale abbiam pubblicato alcuni ragguagli due giorni fa, non è ancora al suo scioglimento; che anzi sono sopraggiunte complicazioni inattese. Gli operai che non appartengono alla associazione dei meccanici o macchinisti, ma che lavorano come subalterni alla costruzione delle macchine, quali i fonditori, costruttori di caldaie, dipintori, carpentieri ecc., stanno per trovarsi senza lavoro in seguito della disdizione generale dagli opificii annunziata pel 10 gennaio.

Nella sola contea di Lancastre il numero di questi operai è valutato a 10,000, ed è a temere non facciano causa comune coi meccanici. Già i fonditori han tenuto un meeting a Londra nel quale han deciso che se gli stabilimenti ov'essi lavoravano, restino chiusi il 10, essi non riprenderanno il lavoro se prima non vengono indennizzati del danno che sarà loro risultato dal più o meno tempo di loro disoccupazione.

Da un altro canto all'associazione dei macchinisti fu offerto da un capitalista una somma di 250,000 franchi da impiegarsi nell'acquisto del materiale necessario per stabilire un opificio di costruzione, quante volte l'associazione voglia, sul capitale da lei posseduto di 625,000 franchi, destinare una egual somma pel medesimo oggetto. Questa offerta è stata accettata, e sei membri della associazione furono incaricati, in un meeting tenutosi domenica (4) di prendere le disposizioni idonee a quest'effetto. In detta riunione fu eziandio risoluto che ove l'associazione dei capi o proprietarii degli stabilimenti si mostrasse desiderosa di accogliere una deputazione degli operai, a fine di entrare in via di accomodamento, si sarebbe accudito ad un tal desiderio.

Ecco lo stato delle cose: si spera sempre però che, da ambe le parti, le idee di conciliazione dettate dall'interesse comune, saranno quelle che finalmente trionferanno.

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino*, 5 *gennaio*. Leggesi nella *Gazzetta delle poste di Francoforte*:

Corsero nuove voci di crisi ministeriale fra i deputati della seconda Camera: si diceva che il presidente del consiglio dei ministri, barone Manteuffel, aveva offerto la sua demissione, e che avrebbero seguito il suo esempio i ministri dell'interno e dei culti: si accennava di già ai loro successori. Il conte d'Arnim-Boitzemburg avrebbe la presidenza del consiglio; il signor Manteuffel, fratello dell'attuale presidente dei ministri e sotto-segretario di Stato, sarebbe ministro dell'interno; il generale Bonin avrebbe la guerra.

La demissione dell'attuale presidente dei ministri e de' suoi colleghi sarebbe l'effetto di una divergenza d'opinione in ordine non soltanto alla politica interna ed alle questioni religiose, ma bensì anche alla politica estera. È cosa possibile che v'abbia dei dissapori, ma non crediamo che siano tali da richiedere necessariamente la demissione del ministero.

Per quello che riguarda la politica estera, noi pensiamo che le disposizioni delle potenze più strettamente collegate colla Prussia, cioè dell'Austria e della Russia, verso il nostro ministero attuale, possono riguardarsi fino ad un certo punto come atte ad illuminarci su questo. Affermasi infatti, che l'imperatore di Russia abbia testè indirizzato al re di Prussia una lettera autografa, in cui approva la politica del sig. di Manteuffel che egli colma di elogi pel suo coraggio personale e la sua fermezza piena di circospezione, e manifesta il voto che il re possa giovarsi lungo tempo ancora dei consigli di quel ministro saggio ed intelligente.

La Corte di Vienna è animata dalle medesime disposizioni verso il sig. di Manteuffel: ed è noto che il nostro re in molte occasioni gli diede saggi non equivoci della sua benevolenza.

Quindi è che le voci sparse intorno ad una crisi ministeriale devono riguardarsi come l'espressione dei desiderii di alcuni fra i deputati della seconda Camera, anzi che come una notizia positiva.

— Leggiamo nella *Gazzetta di Colonia*: Parecchi giornali annunziarono che un violento alterco era seguito nel palazzo della Dieta germanica fra i due ministri di Prussia e d'Austria. È vero che vi fu qualche diverbio, ma questo non ebbe quell'impronta di partito attribuitagli dai giornali. Il sig. Bismark-Schönhausen ha recentemente assistito ad una veglia data dal conte di Thun. È però vero che si è diminuita la buona armonia fra questi due plenipotenziarii.

Oltre alle cagenze generali dell'Austria, le complicazioni sopravvenute nella direzione degli affari della Dieta contribuirono a rallentare l'accordo fra di loro: è noto quanto accadde relativamente alla compilazione dei protocolli.

STATI AUSTRIACI.

Ungheria. La *Gazzetta di Pest* pubblica la seguente proclamazione:

A fine di porre un termine alle aggressioni e pubbliche rapine che vanno sempre più acquistando piede nei due comitati di Pest-Pilis e Pest-Solt come pure in quelli di Szolnok, Csongrad, e Csanad e nei tratti di paese annessi ai medesimi del distretto di Jazygien e quello di Kumanien, viene ordinato quanto appresso:

§ 1. Rimane sospesa per tutto il resto della stagione invernale l'attività dei giudizi civili instituiti in conformità dell'ordinanza 10 ottobre 1849 la repressione ed impedimento di delitti di rapina o di omicidio con rapina, ed in ispecie dei reati di pubblica aggressione o d'incendiamento, e ciò per tutta l'estensione dei comitati di Pest-Pilis e Pest-Solt, dei comitati di Szolnok, Czongrad e Szanad, nonchè pei tratti di paese annessi ai medesimi dei distretti di Jazygien e di Kumanien.

§ 2. In luogo dei medesimi entrano in attività i giudizi militari.

§ 3. Qualunque ladro od assassino che dal giorno della pubblicazione del presente proclama verrà colto sul territorio soggetto alla legge stataria, oppure nella fuga da questo, sarà soggetto alla procedura criminale militare, e punito colla morte con polvere e piombo.

§ 4. Alla pena di morte in procedura criminale militare è soggetto ognuno senza distinzione di stato, senza riguardo se accusato di rapina o no, che senza l'autorizzazione verrà colto colle armi alla mano.

§ 5. Alla procedura militare e all'occasione stataria minacciata già colla proclamazione Raab 1° luglio 1849 va finalmente soggetto ognuno che nel circondario cui vige la legge stataria viene colto se non coll'armi alla mano, nell'illegale possesso delle medesime.

Pest, 20 dicembre 1851.

— *Hermannstadt*, 31 *dicembre*. Il *Mess. della Transilvania* pubblica le seguenti condanne del giudizio di guerra:

Per correità al reato di alto tradimento vennero condannati:

1) Stefano Fodor, nativo di Csik Szep-viz in Transilvania, i. r. capitano in pensione.

2) Sigismondo barone de Szentkeresti, nativo di Clausemburgo in Transilvania, i. r. capitano di cavalleria.

3) Lodovico Matskasi de Tinkasi de Tirkova, nativo di Szitas Ceresztur in Transilvania, i. r. primo tenente in ritiro.

4) Giuseppe Dalnoki, nativo di Gidolfalva in Transilvania, i. r. primo tenente in pensione.

5) Lodovico Josza, nativo da Szaros Ayta in Transilvania, sottotenente di cavalleria

In via di giustizia accanto alla degradazione della carica di r. ufficiali ed alla confisca dei loro beni e relativamente alla perdita della pensione, alla pena di morte col capestro; la quale però venne commutata in via di grazia riguardo a Stefano Fodor a dodici anni, riguardo a Sigismondo Szentkeresti e Lodovico Josza a due anni di reclusione in fortezza; Lodovico Matskasi e Giuseppe Dalnoki poi vennero del tutto aggraziati.

Per correità al reato di resistenza armata:

6) Carlo Papp, nativo di Kezbi Vasarhely in Transilvania, i. r. tenente in pensione, in via di giustizia accanto alla degradazione del rango e alla perdita della pensione, alla pena di cinque anni di reclusione in fortezza: pena che fu commutata in via di grazia a soli tre anni di reclusione in fortezza.

Dall'i. r. giudizio di guerra in Hermannstadt.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. Interno. — *Torino*, 15 *gennaio*.

Ieri sera è partito alla volta di Parigi il tenente generale, Senatore del Regno, cav. Giacinto Provana di Collegno, nominato da S. M. suo Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso il Presidente della Repubblica Francese in surrogazione del sig. conte Gallina, le cui demissioni vennero accettate.

— *Milano*. Nell'*Italia Musicale* leggesi sotto la rubrica Varsavia: La voce sparsasi della morte quasi repentina dell'egregio maestro Federico Ricci è pur troppo confermata da varie notizie.

— *Verona* 9 *gennaio*. La macchina del primo convoglio di ieri da Treviso a Venezia è sortita, nell'entrare nella stazione di Venezia, dalla rotaia, trascinando seco il tender, il carro dei bagagli ed il carrino anteriore della prima carrozza ad 8 ruote. Giunta sul ponticello di legno al cancello della stazione rovesciò di fianco col tender a diritta restando sospesa fra il ponticello stesso ed il marciapiedi contiguo.

Per merito del macchinista guidatore Marco Dall'Orto, che accortosi del pericolo con tutta la presenza di spirito chiudeva il regolatore, invertiva il movimento, e giungeva a riaprire lo stesso regolatore prima del rovescio della macchina, il convoglio arrivò a fermarsi senza che si abbia a deplorare nessun accidente. Solo il bravo guidatore cadeva al rovescio della macchina nel canale, da cui venne però prontamente estratto potendo entro pochi giorni prestare il consueto servizio.

Dei passaggeri nessuno ha sofferto la più piccola contusione, e quasi non si sono accorti del pericolo incorso se non dopo averlo superato.

Attribuendosi a trascuratezza del supplente al guarda-eccentriche, che si trovava ammalato, e ad un guardiano la cagione dell'accidente avvenuto, furono i medesimi immediatamente tolti dal posto, e consegnati all'i. r. commissariato d'ordine pubblico.

Il che si porta a pubblica notizia.

Dall'i. r. direzione superiore delle pubbliche costruzioni, strade ferrate e telegrafi nel regno Lombardo Veneto.

— *Firenze*, 10 *gennaio*. Ieri partirono per Venezia il conte e la contessa di Trapani.

— *Roma*, 8 *gennaio*. Il governo pontificio e quello dei Paesi Bassi fecero una convenzione per l'eguale trattamento dei legni marittimi nei porti di ambedue gli Stati per la percezione dei dazii ecc.

— *Napoli*, 5 *gennaio*. Si legge nel *Giornale del Regno delle Due Sicilie*:

Alle ore 2 antimeridiane del dì 21 del passato dicembre sentissi novella scossa di tremuoto in Melfi, Rapolla, Barile e Rionero e di cui si ebbe la replica dopo quattr'ore, e tre quarti. La prima durò due secondi circa, la seconda ben otto. Niun danno si ebbe a deplorare. Nuova scossa s'intese in Melfi verso la mezzanotte fra il 21 e il 22. Sempre il tremuoto è preceduto dal solito rombo.

Quasi contemporaneamente ebbe pur Canosa gli stessi scotimenti, anche senza alcun danno.

Francia. *Parigi*, 10 *gennaio*. Il *Moniteur* d'oggi ha due importanti decreti:

Col primo sono esiliati dal territorio francese, da quello dell'Algeria, da quello delle colonie, a cagione di sicurezza generale, gli ex-rappresentanti di cui seguono i nomi: Valentin, Racouchot, Perdiguier, Cholat, Latrade, Renaul, Benoit (del Rodano), Burgard, Colfavru, Faure (del Rodano), Gambon, Lagrange, Nadaud, Terrier, V. Hugo, Cassal, Signard, Viguier, Charassin, Bandsept, Savoye, Joly, Combier, Boyssel, Duché, Ennery, Guilgot, Hochstuhl, Michot-Boutet, Baune, Bertholon, Schoelcher, Di Flotte, Joigneaux, Laboulaye, Bruys, Esquiros, Madier di Montjau, Parfait, Pean, Pelletier, Raspail, Bac, Bancel, Belin, Besse, Bourzat, Brives, Chavoix, Dulac, Dupont (di Bussac), Gaston-Dussoubs, Guiter, Lafon, Lamarque, Lefranc, Leroux (Giulio), Maigne, Malardier, Mathieu (della Drôme), Millotte, Roselli-Mollet, Charras, Saint-Ferreol, Sommier, Testelin.

Nel caso in cui, contro il disposto del presente decreto, uno degl'individui designati qui sopra rientrasse sui territorii che gli sono interdetti, potrà essere deportato per provvedimento di sicurezza generale.

Col secondo decreto sono momentaneamente allontanati dal territorio francese e da quello dell'Algeria, a cagione di sicurezza generale gli ex-rappresentanti di cui seguono i nomi: Duvergier di Hauranne, Creton, Lamoricière, Changarnier, Baze, Leflô, Bedeau, Thiers, Chambolle, Di Remusat, di Lasteyrie (Giulio), E. di Girardin, Laidet, P. Duprat, Edgardo Quinet, V. Chauffour, Versigny.

Essi non potranno tornare in Francia o in Algeria se non che in virtù d'un autorizzazione speciale del presidente della repubblica.

— Una prima partenza, composta di circa 500 individui delle categorie comprese nel decreto dell'8 dicembre, si effettuò stamane per la strada ferrata dell'Havre. Essi dovevano essere colà imbarcati sulla fregata a vapore il *Canada*. Questo legno li condurrà nella rada di Brest ove saranno trasportati sulla nave da guerra il *Duquesclin* da 90 cannoni, che li trasporterà a Cajenna.

— Lettere della frontiera del Nord annunziano che i signori Changarnier, Baze, Charras ed alcuni altri sono passati nella mattina del 9 a Valenciennes, accompagnati da ufiziali di pace che li conducevano nel Belgio.

Inghilterra. *Londra*, 9 *gennaio*. Si legge nel *Morning Herald*:

Sappiamo da buona fonte che sir James Graham ha avuto venerdì un abboccamento con lord J. Russell, che durò quasi due ore. Lord J. Russell e molti altri de' ministri suoi colleghi si recheranno domani a mezzo giorno sopra un treno speciale a Windsor, ove S. M. terrà un consiglio privato per la nuova proroga del parlamento che, a quanto si crede, si riunirà nella prima settimana di febbraio.

— Si legge nel *Globe*:

Il consiglio dee riunirsi domani a Windsor, ed è probabile che il 2 febbraio sarà il giorno fissato per l'apertura del parlamento.

www.internetculturale.it

— Si legge nello stesso giornale :

Un consiglio di gabinetto dee esser tenuto al ministero degli affari esteri il 14 o il 15 gennaio.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Fra le persone che pranzarono ieri a Windsor, erano il marchese di Lansdowne e il duca di Newcastle. La regina ha fatto invitare il conte e la contessa Walewski e il conte e la contessa Lavradio.

— Il *Sofflleur*, escito da Brest per andare in traccia de' naufraghi dell'*Amazone*, dopo lunghe e vane ricerche dovette rientrare in quel porto.

Si spera che quegl'infelici siano stati raccolti da qualche altro bastimento.

— Si legge nello *Standard* :

I fondi inglesi ebbero ieri e continuano 'ad av re anche oggi molta fermezza.

ALEMAGNA. *Berlino, 6 gennaio*. Il generale Bonin è stato chiamato a Berlino da Treveri, per essere consultato intorno alla nomina del nuovo ministro della guerra, al qual posto viene designato, dice la *Nuova Gazzetta di Prussia*, il generale Stolpnagel, generale di divisione a Danzica.

— Leggesi nella *Gazzetta di Prussia*: Dopo che la Prussia protestò contro il modo adottato dal comitato della Dieta germanica per la compilazione dei riassunti officiali delle sedute della Dieta federale, sembra che non si proseguano le ulteriori pubblicazioni: poichè finora non ne seguì più alcuna.

Se pel momento si ritiene come soddisfacente questo risultamento, converrà tuttavia fare ulteriori pratiche a fine d'impedire gli inconvenienti di una pubblicazione parziale, ed affinchè venga pubblicato senza restrizione il resoconto delle deliberazioni federali.

— *Del 7*. La seconda Camera, nella seduta d'oggi, ha discusso ed adottato un progetto di legge riguardante l'amministrazione della giustizia, non meno che parecchie ordinanze relative ai trattati di dogane e di commercio.

RUSSIA. Scrivono alla *Gazzetta di Prussia* che il più formidabile ed ardito capitano di Schamyl, Hadschi Murat, si è reso ai russi senza condizioni nel forte di Wnesapnaja, e che già trovasi a Tiflis.

Il giovine principe Woronzoff, figlio del comandante in capo dell'esercito del Caucaso, alla testa del suo reggimento, ha ricevuto le armi di Hadtschi Murat e del notevole suo distaccamento.

AMERICA. Una lettera di Panama del 6 dicembre, pubblicata dallo *Standard* del 9 gennaio, reca che fra il 6 e 7 novembre scoppiò una grave rivoluzione a Valparaiso. Secondo la stessa lettera, il governo riescì a battere i sollevati.

E. LEONE gerente

ANNUNZII BIBLIOGRAFICI.

VALORE E SVENTURA.

Episodio storico della gloriosa difesa di Vercelli contro le armi di Spagna nel 1617, narrato da Costanzo Ferrari. Vercelli 1852, un volume di pag. 376. — Prezzo L. 2, 50.

SAGGIO DI LEZIONI PER L'INFANZIA

Del cav. Bon-Compagni, già ministro d'istruzione pubblica. *Introduzione — La terra — Il cielo — L'atmosfera terrestre — Appendice.* — Torino, tip. Paravia, 1851. — Prezzo L. 1, 80.

Si è pubblicato oggi dalla tipografia Castellazzo e De Gaudenzi *l'importante Opuscolo attribuito al presidente della Repubblica Francese Luigi Napoleone, intorno al governo parlamentare e rappresentativo.*

Si vende a cent. 40.

HISTOIRE GÉNÉRALE DES FAMILLES NOBLES
DE TOUTES LES NATIONS

suivie de la Biographie de tous les anciens et les nouveaux ministres d'Etat, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, membres des Diètes, des Sénats, des Chambres, des pairs, des députés, des assemblées législatives, des membres du clergé et des hommes de guerre, de science, des magistrats, des conseillers et des autres fonctionnaires.

Cette grande publication, en langue française, pour toutes les principales bibliothèques de l'Europe, s'augmente considérablement. Tous les articles y sont appuyés de preuves et d'autorités, et l'élite de l'Europe l'a déjà honorée de nombreuses souscriptions. Six nouveaux volumes grand in-quarto sont en vente au prix de 37 francs par volume ; les six pris ensemble 200 fr.

Les traites sur Paris doivent être adressées au *Secrétaire des archives historiques, rue Richelieu, 85, à Paris*. On peut y obtenir l'histoire séparée de chaque famille et la biographie de chaque personne, ou des copies de tout ce qui se trouve à chaque nom dans les anciens et les nouveaux documents recueillis dans ce centre des publications de tous les pays et de toutes les époques. Ces copies sont d'une très-grande utilité pour ceux qui veulent avoir tout ce qui existe à leur nom ou aux noms d'autres familles dont ils voudraient connaître exactement ou établir clairement la position. Ces copies sont envoyées sur toutes demandes ; le prix en est fixé suivant leur étendue. Les personnes qui n'ont pas encore adressé de communications pour régulariser les articles qui se publient à leur nom, ou les additions à faire à ce qui a déjà paru et ce qui est mentionné aussi à leur nom dans les notices publiées sur les familles auxquelles elles sont alliées et sur les autres personnages avec lesquels elles ont eu des rapports, peuvent envoyer leurs notes pour les autres volumes qui sont sous presse. *L'affranchissement est indispensable.*

GIORNALE
DI FARMACIA, DI CHIMICA E DI SCIENZE AFFINI

Esce a fascicoli una volta al mese

Prezzo L. 10 all'anno, franco ne' R. Stati

Si è già pubblicato il fascicolo di GENNAIO

Gli abbuonamenti si ricevono in Torino alla farmacia Schiapparelli ; in Milano alla libreria Pirotto e Comp., ed in Cagliari a quella di G. Federico Crivellari.

BANCA NAZIONALE
DIVISIONE DELLA SEDE CENTRALE

Si rende noto agli azionisti della Banca Nazionale che il dividendo del semestre a tutto il 31 dicembre p. p. venne fissato dai due Consigli di Reggenza in L. 45 per ogni azione.

I mandati per il pagamento di tale dividendo verranno rilasciati dalle due sedi della Banca a partire dal 15 corrente, dietro presentazione dei certificati d'iscrizione d'azioni, e saranno esigibili a volontà del titolare tanto alla Sede di Genova che a quella di Torino.

Genova, il 12 gennaio 1852.

SOLFATO INDIGENO FEBBRIFUGO

Il sottoscritto è venuto in deliberazione di rendere di pubblica ragione il vegetale, ed il modo con cui il defunto chimico Gatti fabbricava il sale febbrifugo da lui nominato SOLFATO INDIGENO FEBBRIFUGO da surrogarsi al chinino, del quale già tanti giornali e scritti scientifici parlarono, approvato dall'i. r. governo austriaco e da quello svizzero. Questo solfato ha la forza di troncare le febbri più pertinaci e ribelli a replicate dosi di chinino, senza produrre alcun sinistro effetto anche nel caso che fosse contro indicato. Questi e altri molti pregi rileveranno dagli autentici certificati medici, i quali verranno pubblicati in un libretto che si darà a chi si sottoscriverà per favoreggiatore della pubblicazione di questo segreto. La firma importa l'obbligo di fr. 5, i quali si pagheranno non all'atto della sottoscrizione, ma bensì alla consegna del libretto che si distribuirà appena raccolta la quantità sufficiente di firme.

Le firme si ricevono dai commessi a ciò incaricati e al domicilio del sottoscritto con lettere affrancate.

ANTONIO CURTARELLI.
Via dell'Arco, n. 2, in Torino.

DIFFIDAMENTO

Il sottoscritto diffida chi di ragione, che con atto 29 dicembre ultimo scorso, rogato Dallosta, avendo cessato il mandato conferitogli dal fumista Tommaso Mussa con precedente atto 2 maggio 1850, pure rogato Dallosta, cessò pure la qualità di persona a suo servizio per esercire la detta professione di fumista, e che per conseguenza egli non terrà per valido qualsiasi pagamento possa venire al detto Tommaso Mussa fatto per lavori e provviste eseguiti pendente il trascorso del tempo che rimase al servizio predetto.

Torino, il 9 gennaio 1852.

GIOANNI CHIOSSI.

FERRERO GIOVANNI
AFFITTA CAVALLI
e tiene pensione per i medesimi

L'ampiezza e la comodità del locale, non che gli opportuni arredi, di cui è provvisto, lo pongono in grado di poter soddisfare i signori accorrenti.

Via della Madonnetta, casa D'Harcourt, n. 10, in Torino.

L'INCANTO VOLONTARIO
IN CHERASCO

Di mobili, lingerie, rame, argenterie ed effetti servienti per albergo ora esercito dalla vedova Rosa Gallo, tutrice degli eredi di Pietro Gallo, il quale ebbe luogo il 4 dello scorso dicembre, prosegue in tutti i giovedì, giorni di mercato, nel locale dell'antico Albergo dell'Aquila d'Oro.

DA VENDERE

CASCINA con fabbricato civile e rustico, ed ettare 43, are 44 (giorn. 115) circa, distante chil. 9, 84, da Torino, tutta irrigabile, con acqua propria.

Per le informazioni e trattative dirigersi nello studio del notaio certificatore Signoretti, contrada Stampatori, porta 14, piano terzo.

DA IMPIEGARE A RENDITA PERPETUA

Lire 40,000, ovvero 15,000, mediante le debite cautele sovra stabili nella provincia di Torino. Dirigersi al signor Martini, via del Gambero, num. 14, piano 3.

DA AFFITTARE *al 1.° aprile.*

ALLOGGIO di 8 camere al 3.° piano, con cantina, via degli Stampatori, num. 23. — Recapito ivi.

DA AFFITTARE

pel prossimo S. Martino, unite o separate

Due CASCINE distanti 2 chil. circa da Savigliano, composte di caseggiati rustici, con ett. 40 circa cad., a diversa coltura, e per egual proporzione adacquabili.

Dirigersi al proprietario in Saluzzo, casa propria, num. 6, casa Griselda.

VENDITA

Di num. **294** PIANTE di pioppo, e num. 39 PIANTE di roveri d'alto fusto e di diverso diametro, divise in tre lotti, esistenti nei beni della cascina detta il *Tetto delle Oche*, in territorio di None.

Per le condizioni e le offerte (che dovranno presentarsi prima delle ore 11 del giorno 27 corrente gennaio) dirigersi alla Segreteria dell'Opera pia di S. Luigi, via di S. Chiara.

VENDITA VOLONTARIA

Di ett. 13, are 68 (giorn. 36) circa, stabili posti sui territorii di Faule e Pancalieri, proprii del signor marchese Emanuele Doria di Ciriè.

Per le condizioni dirigersi all'agente Gio. Battista Viotti, al castello di Faule.

FALLIMENTO
della Ditta Richetta e Marocco.

Si avvisano i creditori del fallimento della Ditta suddetta a comparire il 17 del corrente ed alle ore 12, avanti l'ill.mo sig. giudice commissario del fallimento stesso e nelle sale dell'eccell.mo Magistrato del Consolato, per deliberare sulla formazione del concordato.

Torino, il 12 gennaio 1852.

Boggio sottosegr.

NOTA

Con instromento 21 luglio 1828, rogato Zocchi notaio a Santhià, Tarello Domenico fu Giacomo, di Viverone, acquistava da Zublena Vercellino fu Gioanni Battista, dello stesso luogo, i seguenti stabili :

1. Corpo di fabbrica in Viverone, cantone delle Rolle, composto di una camera al piano terreno, stalla, aia e cantina, al secondo piano 5 camere, ed al terzo granai sotto i numeri di mappa 1174, 1175, 1176, 1177 e 1269, coerenti l'avvocato Zublena e Giuseppe Zublena.

2. Regione al Pozzo della Rolle, territorio di Viverone, vigna con cascina di ett. 58, 64 (tav. 454), sotto i numeri di mappa 2174, 2175, coerenti la strada, signori Garino, Pozzo Gioanni, e Clerico Francesco.

Tale atto fu trascritto alla conservatoria delle ipoteche di Biella il 13 dicembre 1851, vol. 13, art. 406, registro delle alienazioni vol. 124, cas. 452 d'ordine.

Gandolfi proc.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.

Torino il 12 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: gior. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: gior. pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: gior. pr. dopobor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		95 10				
1849 » » 1 genn.		94 43				
1841 » » 1 dicem.		75 99				
1834 *Obblig.* 1 genn.		75 50)				
1849 » 1 8.bre						
1840 » 1 agosto						
1844 5 0/0 *Sardi* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 luglio						
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0/0 *oltre lo inter. decor*						
Torino (5 50 0/0) 1 lug.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fiss.						
21 *8.bre*						
Via ferr. di Savigliano						
1 *genn.*						
Molini presso Collegno						
1 *giugno*						
	446 450					
	446 50)					

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	953 —	—	959 —	3/4 —
Genova sconto	4 p.	1/2		
Francoforte S. M.	910 —	1/8		
Lione	99 90	—	99 40	—
Londra	25 27	1/2	25 12	1/2
Milano	— —	—	— —	—
Parigi	100 —	—	99 50	—
Torino sconto	4 p.	0/0	— —	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 40 —	20 44 —
— di Savoia	28 80 —	28 85 —
— di Genova	79 45 —	79 57 —
Toscana nuova	35 47 —	35 90 —
— vecchia	35 — —	35 10 —
EROSO misto		
Perdita		

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca

BORSA DI VIENNA *del 10 gennaio* 1852.

Obbligazioni del debito dello Stato al 5 0/0 95 7/8
» » » 4 1/2 84 15/16
Le azioni della Banca 1252

Corso dei Cambi.

Augusta per 100 fi. cor., fior. uso 121 3/4

Corso delle valute.

Zecchini imperiali 28

BORSA DI PARIGI *del 10 gennaio.*

Il 5 0/0 aperto a 105 05, è salito a 105, 60 e chiude a 104 80
Il 3 0/0 resta a 70, 75.
L'ant. 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96.
Il nuovo prestito di Piemonte a 957, 50.
Le azioni della Banca di Francia a 2855.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera : *Camoens*, scritta appositamente dal maestro Gualtiero Sanelli, col ballo il *Fausto*, del coreografo Cortesi, — balletto *La vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Bruno il filatore*.

NAZIONALE Riposo.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Un chef de brigands*.

Jeudi 1.ère représent. de M.me de la *Seiglière*, commédie par J. SANDEAU.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *La sorella del cieco*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *La figlia del Rabbino*.

TEATRO DA S MARTINIANO (ore 6 1/2) si recita, — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco*.

GIANDUJA (ore 6 1/2) recita : Ballo *È sposo chi sposa*.

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 12 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MERCOLEDI' 14 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	26	13
Per l'Estero	» 60	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., per Decreti firmati il 31 dicembre ultimo scorso e 9 corrente, ha fatto le seguenti nomine e promozioni nel personale agente addetto al servizio delle carceri giudiziarie:

Prandi Giacomo, a comandante de' guardiani delle carceri di Torino;
Pareto Francesco, id. di Genova;
Marguéry Antonio, id. di Ciamberì;
Rosano Giuseppe, id. di Nizza;
Bagnasco Luigi, id. di Vercelli;
Negro Giovanni, id. di Asti;
Pisani Giovanni, id. di Chiavari;
Martini Giuseppe, id. di Cuneo;
Balla Giuseppe, id. di Domodossola;
Lanza Giuseppe, id. di Acqui.

Nelle medesime udienze, la M. S. ha pur nominato:
Fassetti Antonio, capo-guardia forestale, a comandante de' guardiani delle carceri di Casale;
Gado Francesco, id., id. di Saluzzo;
Marchisio Vincenzo, id., id. di Sarzana;
Rossi Carlo, già capo-vedetta nell'amministrazione telegrafica, id. di Voghera;
Ruella Carlo, già segretario in detta amministrazione, id. di Alessandria.

S. M., in udienza del 4 gennaio 1852, a proposta del Ministro della Guerra, ha nominato a Cavalieri dell' Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro:

Gastinelli Agostino, luogotenente colonnello comandante del 3 reggimento di fanteria;
Corporandi d'Auvare cav. Alessandro, luogotenente colonnello del reggimento del Corpo Reale d'artiglieria;
Della Rovere marchese Federico, luogotenente colonnello, segretario del Comitato centrale d'artiglieria;
Ponza di San Martino, cav. Cesare, luogotenente colonnello del reggimento di campagna del Corpo Reale d'artiglieria;
Arnaldi cav. Guglielmo, luogotenente comandante dell' 11 reggimento di fanteria;
Danesio Alessandro, luogotenente colonnello comandante del 18 reggimento di fanteria;
Valfrè di Bonzo conte Giacinto, luogotenente colonnello comandante della Scuola militare di cavalleria;
De Savoiroux conte Carlo, luogotenente colonnello, comandante del reggimento Cavalleggeri di Alessandria;
De Sonnaz cav. Maurizio, luogotenente colonnello comandante del reggimento Cavalleggeri di Monferrato;
Bocchiardi di San Vitale conte Massimiliano, luogotenente colonnello comandante del 15 reggimento di fanteria;
Staglieno nobile Domenico, maggiore nel Corpo Reale del Genio;
Barbery Luigi, luogotenente colonnello comandante del Corpo dei Cacciatori franchi;
Tallone Francesco, maggiore nel reggimento operai del Corpo Reale d'artiglieria;
Cerutti Federico, maggiore nel Corpo Reale del Genio;
Bruni cav. Federico, maggiore d'armata;
Sessa cav. D. Giacomo, colonnello in ritiro.

Nella stessa udienza, a proposta del Ministro delle Finanze, ha nominato a Cavalieri dell' Ordine medesimo:
Bruni Domenico, direttore delle Gabelle a Nizza;
Delpiano Giuseppe, direttore delle Dogane a Genova.

Appendice

STATISTICA DELLA POPOLAZIONE, DELL' AGRICOLTURA E DELL'INDUSTRIA MANUFATTURIERA NEL BELGIO.

(Continuazione e fine, vedi num. 5, 6, 7, 8, 10, 11)

VII.

Tra le moltiplici informazioni che ci somministra la statistica belgica, troviamo quelle relative al valore venale ed al fitto delle terre dal 1830 al 1846, le quali sono da tenersi tanto più preziose, in quanto che erano più difficili a raccogliersi, ed abbiamo ragione di credere che sieno riescite assai esatte.

Il valore venale delle terre, prendendo la media del periodo d'anni decorsi dal 1830 al 1846, sarebbe di 2470 lire per ettare. Esso ha costantemente aumentato dal 1830 al 1846. Era di L. 2180 per ettare nel 1830, nel 1846 di 2664. A quest' ultimo prezzo i 2,827,994 ettari di cui è composto il territorio agricola del Belgio compresi i boschi e le terre incolte, avrebbero valuto nel 1846 lire 6,647,577,956, la qual cifra constatata dalla statistica è poco presso conforme a quella prodotta dal ministero di finanze al Parlamento allorchè proponeva la legge sul credito fondiario. L'aumento dal 1830 al 1837 corrispose al 9, 27 per cento, dal 1835 al 1840 all'11, 42 per cento, dal 1840 al 1846 a 0, 38 per cento. Come si scorge, nell'ultimo periodo l'aumento fu insignificante, anzi in alcuni luoghi vi fu diminuzione, la qual cosa deve attribuirsi in gran parte alla crisi agricola del 1845 e 1846.

Checchè ne sia, nel 1846 le terre avevano un valore superiore a quello del 1830 del 22 20 per cento, in alcuna provincia del 36, 47; la quale eccedenza si deve dividere secondo le località fra il maggior valore dato alle terre dalle buonificazioni arrecate, e quello prodotto dall'aumento dei capitali disponibili sì per comprare che per affittare, vale a dire dall'accrescimento della ricchezza nazionale procurata dai risparmi.

Accrescendosi il prezzo delle terre se ne accrebbe anche il prezzo di locazione; anzi ben sovente questo aumento fu quello che determinò l'altro.

Dal 1830 al 1846 i fitti sono aumentati del 30, 13 per cento in tutto il regno, locchè farebbe il 7, 93 di più dell'aumento del prezzo delle terre.

Questa differenza è assai notevole in alcune provincie, per esempio in quella di Namur ove il prezzo delle terre avrebbe in 15 anni aumentato del 23, 48 per 100, mentre i fitti si sarebbero accresciuti del 36, 71.

Se dal prezzo delle terre e dei fitti passiamo al reddito delle terre, cioè dei capitali di cui esse rappresentano il valore, troviamo che per tutto lo Stato fu del 2, 80 per cento e che variò dal 2, 22 a 4 32, se a questo reddito si aggiunge la media dell'aumento annuale del valore delle terre medesime.

Così, come sta scritto nella statistica, un proprietario che nel 1830 aveva un ettare di terra il cui valore gli fruttava il 2, 67 per cento d' interesse ne ha trovato nel 1846 il valore aumentato di 484 L., somma poco presso eguale alla metà del prodotto della rendita media di 15 anni, la quale porta perciò il reddito totale annuo a 3, 94 per cento dal 1830 al 1846.

Dietro questo calcolo, il rapporto della rendita al prezzo della terra sarebbe stato in media del 3, 91 eguale all' interesse medio per i prestiti con ipoteca, il *maximum* ed il *minimum* del quale variano tra il 3, 59 e 5, 63.

Questi risultati danno luogo a importanti considerazioni le quali furono nel libro che esaminiamo svolte con molta maestria, ma che per ragione di brevità dobbiamo tralasciare di riferire, rinviando al libro stesso gli studiosi di queste cose.

La statistica agraria del Belgio ci somministra in fine una quantità di preziose notizie intorno ai salari dei giornalieri rurali, delle quali daremo anche qui un breve cenno rinviando all'opera stessa coloro che volessero prendere estesa cognizione delle numerose e savie considerazioni che vi si trovano registrate a questo riguardo. La statistica ha indicati i salarii dei due sessi, sotto forma di alimenti e di danaro; essa ha pure tenuto conto dei salari in natura, cioè di quelli consistenti in una parte proporzionale dei prodotti.

La media dei salari in danaro dal 1830 al 1846 con somministranza di vitto è stata di 0 61 centesimi per gli uomini e di 0 41 centesimi per le donne; senza vitto di L. 1 13 per gli uomini e di L. 0 70 per le donne. Il vitto era adunque calcolato L. 0 52 centesimi per gli uomini, e L. 0 29 per le donne. Il primo dei due sistemi è più in uso nelle provincie fiamminghe e specialmente là ove la proprietà è più divisa e coltivata con generi di maggior valore nutritivo comparativamente al prezzo, o fatta valere dalla mano stessa dei proprietarii; il secondo invece predomina nelle provincie Vallone ove la proprietà è sotto questi rapporti in opposte condizioni. All'infuori di qualche eccezione questo è quanto si osserva anche negli altri paesi in cui la proprietà è costituita come nel Belgio,

Dal 1830 al 1846 i salari hanno leggermente aumentato specialmente nelle provincie Vallone; nelle Fiandre invece hanno diminuito e per quel che concerne la diminuzione che ebbe luogo nel 1840, essa viene particolarmente attribuita alla considerevole diminuzione che ha subito la coltura del lino, per cui il terzo delle braccia impiegate nella medesima ed alla successiva sua manipolazione dovette applicarsi ad altri lavori.

Nel 1846 la riduzione fu in molte località ancor più sensibile; essa fu in molti comuni delle Fiandre del 20 e del 30 per cento, la qual cosa è dovuta al notevole aumento del prezzo dei generi di prima necessità. Si videro allora, così dice la statistica, molti operai lavorare per il solo vitto, ed allorquando oltre ad un misero nutrimento potevano ottenere 30 o 40 centesimi in denaro, equivalente al prezzo di 2 o 3 k. di pomi di terra se ne tenevano ben fortunati, eppure con questi avevano appena di che ingannare la fame delle loro famiglie.

Questa trista coincidenza dell'altezza del prezzo del vitto colla diminuzione di quello dei salari si verifica in tutti i paesi, ed essa è, benchè doloroso a dirsi, una cosa affatto naturale ed a cui è, assai difficile porre un rimedio.

Una parte degli operai è poco previdente, lavora nei tempi di prosperità solo quel tanto che è necessario a procurargli il suo ordinario sostentamento; se ha eccedente se lo consuma appena lo possiede; un' altra parte guadagna appena nei tempi prosperi ciò che è necessario al suo vitto giornaliero.

Da un altro canto, quando sopravvengono le crisi ali-

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 13 gennaio*

Nella seduta d'oggi la Camera dei Deputati discusse ed approvò il Bilancio passivo dell'Azienda d'artiglieria, fortificazioni, e fabbriche militari. Incominciò quindi la discussione sul progetto di legge per l'approvazione dei Bilanci passivi votati dalla Camera.

PER PARTE DELL'AZIENDA GENERALE DI GUERRA.

Provvista di grano pei magazzini delle sussistenze militari.

Dovendosi provvedere le quantità di grano infra specificate occorrenti pel servizio del 2° trimestre 1852, se ne procederà all' incanto a partiti sigillati presso la prefata Generale Azienda.

S'invita pertanto chiunque voglia assumere tali provviste a presentare alle ore una pomeridiana dei giorni infra fissati il proprio partito sigillato distinto per ciascun lotto contenente il prezzo per ogni quintale metrico di grano, non che l'indicazione del magazzino per cui intende di provvedere, e vederne poscia seguire lotto per lotto il deliberamento definitivo, epperciò senza fatali, all'offerente il di cui partito conterrà prezzo minore, o quanto meno eguale al *maximum* che dall'Amministrazione sarà previamente stabilito, e deposto sul tavolo in plico sigillato all'apertura dell' incanto.

Nell'anzidetta provvista s'avranno per base i capitoli stampati col millesimo 1852, dei quali si avrà lettura presso la prefata generale Azienda, e presso i Commissariati di guerra, e sindaci dei luoghi ove seguirà la pubblicazione del presente.

La consegna del grano nei rispettivi magazzini avrà luogo per un terzo della somministranza dal 1° al 3 del mese di febbraio; per gli altri due terzi a compimento della provvista dal 6 al 10 detto mese.

I partiti che contenessero offerte di grano in quantità minore di quelle designate nella qui sotto estesa Tabella saranno ammessi purchè non al dissotto di duecento quintali pei magazzini di Torino ed Alessandria, e di cento per gli altri magazzini, potendo i lotti essere in tal modo divisibili.

Non saranno ammesse alla presentazione di partiti se non le persone che avranno prima fatto constare all'Azienda suddetta della loro risponsabilità nel modo indicato nei precitati capitoli.

Lotto	Indicazione del magazzino	Quantità della Provvista		
1	Torino	Quintali metrici (Peso di 100 chil.)	N.	4700
2	Venerià Reale	Id.	id.	» 600
3	Ivrea	Id.	id.	» 200
4	Pinerolo	Id.	id.	» 440 (1)
5	Fenestrelle	Id.	id.	» 200
6	Cuneo	Id.	id.	» 550
7	Saluzzo	Id.	id.	» 400
8	Savigliano	Id.	id.	» 340
9	Alessandria	Id.	id.	» 3240 (2)
10	Casale	Id.	id.	» 630
11	Voghera	Id.	id.	» 500

(1) *L'incanto avrà luogo il giorno 20 gennaio.*
(2) *Id. al 21 detto.*

Torino, il 10 gennaio 1852.

Per detta Generale Azienda.
Il Commissario di Guerra Capo alla Divisione Contratti
Avv. Rossi.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Essendo in tempo utile stato presentato l'aumento del mezzo sesto al lotto secondo del tenimento Palazzo, stato deliberato con atto del 15 scorso novembre alla somma di lire 3,000, il pubblico è avvisato che alle ore 9 antimeridiane del giorno 17 venturo gennaio si procederà in una delle sale di quest' uffizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del signor Insinuatore, ai nuovi incanti pel successivo deliberamento in favore dell' ultimo miglior offerente, ed all' estinzione di tre candele vergini da accendersi dopo l'ultima offerta, della vendita dei beni demaniali descritti al numero 55 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Regione *Rubattera* — Campo in territorio di Cavallerleone, coerenti a levante e giorno la strada pubblica, a ponente in parte l'alteno della Cascinassa, ed a notte i fratelli Baravalle, distinto in mappa col num. 646, della superficie di giornate 3,65,8,7, eguali ad ettari 1,38,58,98.

NB. Si dichiara non esistervi in questa pezza campo veruna servitù, e praticarsi il passaggio alla medesima per mezzo delle strade ivi esistenti, parte pubbliche, e parte private.

L'asta di questo secondo lotto sarà aperta sul prezzo di Lire 3250, risultante da dett'offerta, ed ogni aumento non potrà essere minore di L. 25.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'uffizio procedente, ovvero cedole del Debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istrumento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze il 25 scorso settembre, e dei quali non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest' uffizio d'Intendenza.

Saluzzo, li 12 dicembre 1851.

Per detto Uffizio d'Intendenza
Il segr. G. B. CALANDRI.

FATTI DIVERSI. — TORINO. È di passaggio per Torino proveniente da Londra il chiarissimo economista siciliano Raffaello Busacca, già deputato al Parlamento toscano e già direttore del giornale fiorentino il *Costituzionale*. Egli torna a Firenze, dove dimora da molti anni.

— È pubblicato il primo numero del giornaletto *La Emulazione*, giornale delle vacanze pei giovani studiosi.

PROVINCIE. — Ci scrivono da Bene: Nella notte tra il 9 e il 10 del corrente scoppiava in questa città un incendio, che appicca-

www.internetculturale.it

tosi al fenile della casa del barone di S. Stefano, minacciava di invadere tutto il fabbricato civile, ove numeroso ed unanime non fosse stato il soccorso prestato dall'intiera popolazione. Si distinsero maggiormente il sig. Odelli vice sindaco, il maggiore della guardia nazionale, l'arma dei reali carabinieri, non che molti privati cittadini, e mercè lo zelo e l'opera loro, si riuscì a vincere totalmente l'incendio. Si abbiano tutti i ben meritati elogi, e l'opinione pubblica onori chi tanto si adoperò in sì luttuosa circostanza.

— La *Gazzetta medica italiana*, dopo di avere accennato all'*epizoozia aftosa*, che dalle provincie di Aosta e d'Ivrea si estese fin presso la capitale, e che manifestasi segnatamente nelle giovenche, il cui latte soventi attossica i vitelli, narra pure un caso di avvelenamento, di cui morì vittima il nominato Giovanni Troglia, di Corio, d'anni 23, per avere bevuto un mezzo bicchiere soltanto di latte proveniente da giovenche travagliate dall'epizoozia aftosa: il citato giornale ne conchiude non doversi lasciar libero l'uso di quel latte.

— Si legge nel *Moderato* giornale della provincia dell'Ossola:

Domodossola. Non vogliamo passare qui in silenzio i municipii ossolani che in quest'anno attivarono per la prima volta scuole femminili. Eccone i nomi: Piedimulera, Cardezza, Vila, Masera, Druogno, Re, Zornasco, Baceno, Premia, Mozio, Trasquera, Montecrestese.

Nell'anno precedente s'erano fondate pubbliche scuole femminili nei seguenti comuni: Calasca, Bognanco dentro, Calice, Crevola, Palanzeno, Vagna, Varzo, Crodo, Buttogno, Dissimo, Finero, Toceno.

Ciò vuol dire che per la promulgazione della legge 4 ottobre 1848 si fondarono nella provincia d'Ossola 24 scuole femminili senza tenere calcolo dei luoghi dove, invece di una se ne instituirono due, come a Montecrestese ed a Varzo.

Genova. — Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

Ieri sera ebbe luogo uno splendido ballo che gli ufficiali del 17 dedicavano al loro colonnello il cav. Danesio nell'occasione che gli era stata conferita la croce dei Ss. Maurizio e Lazzaro. Vi intervennero gli ufficiali del presidio, l'intendente generale ed altre distinte persone.

— Nella scorsa notte nel vico Ripalta fu rinvenuto il cadavere di certo Arpe Michele ferito probabilmente in rissa. Quasi contemporaneamente si trovò da S. Bernardo un Giuseppe Capurro fu Michele muratore, ferito gravemente di bastone nel capo e di coltello in una coscia. Poco dopo l'amministrazione di pubblica sicurezza faceva procedere, siccome sospetti complici di questi reati, all'arresto di certi Gio. Battista Grosso, Massa Luigi e Luigi Lercari.

— Scrivono da Taggia: Il giorno 20 dello scorso mese di dicembre nel rustico di una casa posta all'estremità orientale del borgo di Arena di Taggia divampava di pien meriggio un incendio, non si sa da quale fortuito caso cagionato. Esso era appena avvertito in tempo perchè grazie allo zelo di quei terrieri e marinari accorsi al primo segno di allarme in un coi preposti di quella dogana si potesse preservare dall'impeto suo distruttore l'attigua casa di abitazione nella quale trovavasi la moglie del contadino obbligata per malattia a letto.

Il proprietario assente incaricando il suo procuratore di testificare la propria riconoscenza a quegli intrepidi popolani destinava una congrua somma da essere distribuita a quelli fra loro che avendo preso parte più attiva al fatto generoso fossero per avventura più bisognosi. Non sì tosto questa determinazione fu nota, che tutti ad una voce dichiaravano non voler toccare alcun denaro che paresse mercede di un'opera cui eransi prestati per puro sentimento di dovere cittadino. Soggiunsero però che per non parere disgradire l'offerta, testimonianza di riconoscenza, accettavano destinando contemporaneamente quella somma a beneficio della famiglia del contadino la cui moglie pel sofferto disagio e sgomento giace viepiù aggravata dalla malattia di cui soffriva.

Apprezzino i buoni nella sua semplicità e nella modestia delle sue proporzioni questo fatto onorevole alla cui esposizione non aggiungiamo vane parole d'encomio per farne emergere il pregio.

Necrologia. Moriva il sei corrente nella sua terra natale il conte Benedetto Carelli di Varallo, nato il 15 agosto del 1772. Sostenne la carica di uno dei tre reggenti la Valsesia, fu poi riformatore degli studi, e da ultimo consigliere di S. M. Lasciò morendo varii legati ad opere pie e di beneficenza, per cui il suo nome va benedetto tra suoi compaesani. La sua vita fu una continua serie di domestiche e civili virtù.

TOSCANA

Firenze, 8 *gennaio*. Il *Monitore toscano* pubblica quanto segue:

Il segretario della commissione costituita per l'invio di alcuni operai toscani alla grande esposizione di Londra, si fa un dovere di render note le deliberazioni prese dalla commissione stessa nell'adunanza tenuta nel dì 5 del corrente mese.

1. A voti tutti unanimi venne stabilito che si dovesse pubblicare quanto prima col mezzo delle stampe un rapporto officiale in cui fosse reso esatto conto dei resultati scientifici della spedizione.

2. Che dovesse senza alcun indugio e per mezzo della presente notificazione da inserirsi nel *Monitore toscano*, render noto al pubblico il seguente ristretto della gestione economica della commissione suddetta.

Ristretto.

Il totale delle entrate proveniente dalle offerte fatte a vantaggio della spedizione degli operai toscani a Londra è asceso alla somma di . . . . . L. 18348 1 2
L'uscita fino a questo giorno ascende a . . » 15853 10 6

Quindi si ha un avanzo di . . . L. 2494 10 8

3. Finalmente che per mezzo del *Monitore* stesso e così colla maggiore pubblicità possibile si dovessero rendere distinte grazie a tutti quei gonfalonieri e collettori che tanto lodevolmente dettero opera alla colletta.

NB. Nell'uscita oltre le spese occorse per l'invio degli operai si comprendono anche le somme date al sig. prof. Filippo Corridi per l'acquisto di strumenti e macchine, e altre spese occorse alla commissione.

SVIZZERA

Berna, 9 *gennaio*. Il Gran Consiglio di Berna elesse a suo presidente il sig. Simon, già *landmann*, ed il signor Buhler a membro del Consiglio esecutivo in surrogazione del sig. Wenger, che non aveva accettato. Quindi l'assemblea, in seconda deliberazione, adottò in massa il progetto di legge sulla semplificazione dei benefizi d'inventario.

Poscia l'assemblea passa alla seconda deliberazione del progetto di legge sul sinodo ecclesiastico, che è adottato.

Il tempo in cui sarà posto in vigore questa legge verrà fissato ulteriormente. Si mette pure alla seconda deliberazione il progetto di legge sui giuochi; si discute finalmente e si approva un progetto di legge sulla revisione dei registri ipotecarii nell'antico cantone.

— Il consiglio esecutivo risolse di sollecitare una nuova prolungazione di termine, fino alla fine di gennaio, pel ritiro delle monete, divenuta necessaria per le difficoltà incontratesi nel procurarsi del denaro durante gli ultimi casi di Francia, e per la grande quantità di numerario che esce dalla circolazione, tuttora esistente nel cantone.

Verranno pure instituiti molti uffizi di scambio nelle località in cui farà bisogno. A Berna sovratutto converrà stabilirne altri, oltre ai cinque che già vi sono.

Dell'11 gennaio. Un corrispondente della *Nuova Gazzetta di Zurigo* ricorda che già fin dal p. p. mese di settembre, l'assemblea federale aveva commesso al Consiglio federale di rannodare le trattative cogli Stati dell'Alemagna meridionale, riserbandosi di ricorrere a provvedimenti di rappresaglia doganale pel caso in cui le trattative non riuscissero. Il foglio di Zurigo soggiunge che se ne sta con ansietà attendendo un pronto scioglimento della quistione.

— Una commissione, composta dei signori Abys, Flugel, Buttimann, Brunner e Wenger, fu incaricata dal Consiglio federale di elaborare un progetto di legge sulle pensioni militari, in seguito a proposta del capo del dipartimento militare.

Turgovia. Il convento di Fischingen è stato definitivamente venduto per la somma di 42,500 fiorini ai sigg. Inchof e Comp. a Winterthour.

Argovia. La costituente ha deciso di abolire il bollo per giornali, per gli annunzi officiali e giudiziari e per gli indirizzi alle autorità.

L'articolo relativo all'imposta dice che si provvederà ai bisogni dello Stato e dei comuni col prodotto dei loro introiti, e, se quel prodotto non basta, coll'imposta diretta sulle fortune, sulla rendita e sull'industria.

— La costituente fissò a 22 anni l'età idonea a votare nelle assemblee politiche; l'età di 24 anni è richiesta per tutte le altre deliberazioni.

Gli institutori sono esclusi dal gran Consiglio; quegli che riceve sussidii non potrà votare per sei anni. La revisione delle leggi si farà quando la domanda, accompagnata dall'esposizione dei motivi, sarà appoggiata dalla maggioranza assoluta. Si potrà rivocare il gran Consiglio, quando la prima domanda ne sia fatta da 6000 cittadini. Un solo consigliere di Stato, sopra sette, potrà sedere al Consiglio nazionale, ed un altro al Consiglio degli Stati. I prefetti si nomineranno dal gran Consiglio sulla proposta del governo.

Vaud. Leggesi nella *Gazette de Lausanne*:

Un'ignobile mascherata, in cui si pose in scena il clero cattolico, è seguita in Losanna il 2 di questo mese, ed ha, come annunzia il *Nouvelliste*, provocato una rimostranza per parte dell'ambasciatore francese.

È cosa assai deplorabile che vi siano cittadini i quali così male comprendono quel rispetto che devesi a tutte le religioni; ma è più deplorabile ancora che le autorità tollerino tali scandali, ed espongano la Svizzera a ricevere note sempre umilianti pel nostro onore nazionale.

Unterwald. Leggiamo nella *Suisse*: Il piccolo lago di Auspach posto in parte sopra un golfo del lago di Valdstetten, si è congelato nella notte dal 6 al 7 di questo mese, talmente che la navigazione vi si trova interrotta.

Ginevra. Avant'ieri è seguita la terza discussione del progetto di legge sulla caccia. Dopo quattr'ore di dibattimenti, il progetto fu rigettato nel suo complesso con grande maggioranza, dopo che tutti gli articoli erano stati approvati.

FRANCIA

Parigi, 10 *gennaio*. Il *Moniteur* pubblica nella sua parte ufficiale la seguente nota:

« Il governo, fermamente risoluto a prevenire ogni cagione di turbolenze, dovette prendere determinazioni contro certe persone la cui presenza in Francia potrebbe impedire che la calma si ristabilisse. »

Queste determinazioni si applicano a tre categorie:

Nella prima figurano gl'individui convinti di aver preso parte alle recenti insurrezioni; essi saranno, giusta il loro grado di colpabilità, deportati alla Guiana francese o nell'Algeria.

Nella seconda si trovano i capi riconosciuti del socialismo; il loro soggiorno in Francia sarebbe di tal natura da fomentare la guerra civile: essi saranno sbanditi dal territorio della repubblica, e se venissero a rientrarvi saranno deportati.

Nella terza sono compresi gli uomini politici, che si distinsero per la violenta loro ostilità al governo, e la cui presenza sarebbe un motivo di agitazione; essi saranno momentaneamente allontanati dalla Francia.

Nelle circostanze attuali il dovere del governo è la fermezza; ma esso saprà mantenere la repressione in limiti giusti.

I varii decreti che precedono (*Veggasi la Gazzetta d'ieri alle* Ultime Notizie) concernono solamente gli ex-rappresentanti.

I signori Marc-Dufraisse, Greppo, Miot, Mathé e Richardet saranno trasportati alla Guiana francese.

— Domani è il giorno in cui il *Te Deum* di azioni di grazie per la elezione del presidente della repubblica sarà cantato in tutte le chiese della Francia, oltre le cattedrali in cui fu cantato il 1° gennaio.

— Lunedì (5) dovevano essere coniate le prime monete coll'effigie del presidente della repubblica; ma i conii che si fecero in fretta erano sì male eseguiti che bisognò rifarli.

— Le ratificazioni del trattato sulla proprietà letteraria tra la Francia e l'Inghilterra sono state scambiate fra lord Normanby ed il ministro degli affari esteri.

— Si procede in questi giorni al censimento di tutti i caffè, taverne e altri spacci di bevande da consumarsi sul luogo, in esecuzione del decreto che concerne gli stabilimenti istessi.

— Si annunzia la morte del vice-ammiraglio Dupotet, grand'ufficiale della Legion d'Onore, morto ieri in Parigi.

— Il *Sémaphore* di Marsiglia annunzia che il principe romano Aldobrandini, cugino del presidente della repubblica è giunto in quel porto recandosi a Parigi colla sua famiglia.

SPAGNA

Madrid, 5 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il generale Narvaez, dopo essere stato ricevuto in udienza particolare dalla regina Isabella II e dal re, è partito alla volta di Loja (Andalusia). Egli va a trovare sua madre, presso la quale soggiornerà alcun tempo.

Il duca e la duchessa di Montpensier si dispongono a partire per Toledo, l'Escurial e la Granja.

INGHILTERRA

Londra, 9 *gennaio*. Si legge nel *Globe*:

Sir James Graham, arrivato dalla sua residenza di Cumberland a Londra, continua a stare in città. Il duca di Newcastle che si recò a Windsor, è atteso domani a Pouland Square.

— Si legge nello stesso giornale:

Stamane una deputazione di Liverpool, con alla testa il signor Cardwell, membro del parlamento, si è recata da lord J. Russell, a fine di intrattenersi col nobile lord sopra una modificazione

---

mentarie i proprietari e gli affittavoli ne soffrono anch'essi, il maggior prezzo delle derrate non compensandoli della parte che loro fece difetto; epperciò siccome molti di essi vivono anche alla giornata, traggono pure avanti con mille stenti sinchè la crisi sia passata.

In tali condizioni adunque i lavoranti offrono con più insistenza la loro opera, ed i proprietari la respingono assai sovente, e si restringono a far eseguire i lavori indispensabili.

Di questo stato di cose hanno colpa gli uni e gli altri, e gli uni e gli altri ne soffrono egualmente; se gli operai fossero più previdenti, risparmierebbero nei tempi prosperi alcun che per i tempi difficili, i proprietari che avessero essi pure maggior previdenza, potrebbero continuare nei tempi di crisi alimentarie, a dar lavoro agli operai con vantaggio di questi i quali troverebbero a sfamarsi, e con vantaggio proprio, perchè l'opera ad essi prestata in tali tempi sarebbe più assidua e meno costosa.

Ci dilungammo assai sopra questo argomento, perchè ci parve che queste osservazioni possono trovare anche presso noi la loro applicazione.

Dicemmo che i salari diminuirono in molti luoghi nel 1845 e 1846; in generale però dal 1830 al 1846 si constatò un aumento, la media del quale fu dal 1830 al 1835 di 8 centesimi; essa toccò i 27 cent. nella Fiandra occidentale e fu pressochè nulla nell'altra Fiandra e nella provincia d'Anversa.

Dal 1835 al 1840, la media dell'aumento fu di 10 c. e nel 1846 di 14. Egli è vero però che aumentò anche il prezzo delle sussistenze, ma non nella stessa proporzione, imperciocchè prendendo la media del valore dei cereali dal 1830 al 1845, il giornaliere potè coll'aumento del prezzo della mano d'opera comprare nel 1835, 1 20 ett. di frumento e 1 84 ett. di segala di più che nel 1830; nel 1840, 1 34 ett. di frumento e 2 73 di segala. Locchè constata nel totale un vero miglioramento.

Abbiamo accennato che alcuna volta gli operai sono pagati in natura. Ciò si pratica specialmente per il raccolto dei cereali.

La parte attribuita agli operai è del sei per cento per mietere e riporre il raccolto al coperto, quell'8 se debbono anche batterlo.

Il guadagno che può fare un mietitore in un giorno, nei due casi è indicato nel seguente quadro:

	A 6 0/0, equivalente in denaro.	A 8 0/0, equivalente in denaro.
Frumento L.	5 52	L. 7 36
Farro	» 3 33	» 4 31
Barbariato	» 4 70	» 6 26
Segala	» 3 53	» 4 70
Orzo	» 4 65	» 7 09
Avena	» 3 82	» 5 10

Supponendo 260 giornate all'anno per ogni individuo pagate in denaro, cioè a L. 1 43 per gli uomini ed a 70 cent. per le donne, questa parte di spese agricole farebbe una somma di 41,387,774 L., alla quale aggiungendo quella di 107,303 servitori e di 69,723 domestiche, a 400 L. i servitori ed a 200 L. le domestiche, si avrebbero nuovamente 56,865,800 L. di salari, e così una spesa totale in salari di 98,253,574 L.

Riassumendo le principali cifre che trovammo nella statistica agricola del Belgio, risulta che tutto il territorio agricolo di questo paese aveva, nel 1846, un valore venale di 6,647,577,936 L.; che il suo reddito brutto poteva essere valutato a 753,843,425 L.; che l'agricoltura belgica possiede in bestiami un capitale di 330,066,440 L., il mantenimento e le cure giornaliere dei quali costano 82,757,026 L., che il prodotto del bestiame ha un valore di 85,978,000 L. tra latte (1), lana e carne, ed altri 73,503,502 L. in ingrasso, il cui peso equivale a 118,708,375 quintali; che oltre all'ingrasso prodotto dagli animali, se ne potrebbero nel Belgio raccogliere altri 60 milioni di quintali prodotti dall'uomo, i due terzi dei quali non sono utilizzati, con uno scapito eguale a 24 milioni di lire per l'agricoltura; che si spende in salari agricoli, non compreso il valore dell'opera dei proprietari e dei fittaiuoli, la somma di L. 98,252,574, ecc.

Qui poniamo fine al nostro rendiconto, il quale desideriamo possa dare un'idea sufficientemente chiara del rimarchevole lavoro statistico intorno all'agricoltura che si è fatto nel Belgio, lavoro che onora altrettanto il governo che lo ha ordinato, quanto la commissione centrale e le commissioni provinciali e locali che lo hanno diretto, non che il distinto economista il quale ha saputo corredarne di così peregrine ed interessanti osservazioni le risultanze numeriche, da porle alla portata delle persone a cui sono meno famigliari gli studi statistici, e da formarne un vero trattato di economia rurale applicata all'agricoltura di tutto uno Stato.

Torino, il 2 gennaio 1852.

MAGNONE.

(1) Il latte è calcolato a 5 cent. il litro, e la carne a 1 L. il kilogramma.

www.internetculturale.it

de'diritti doganali. Il sig. Hornsby espose i cambiamenti cui i negozianti di Liverpool desiderano veder introdotti nell'attuale sistema delle dogane. Lord J. Russell accolse graziosamente la deputazione, e disse che il governo prenderà vivamente a cuore codesta quistione.

— Si legge nel *Morning-Post* :

Una deputazione de' detentori de' boni spagnuoli, contrarii alla conversione de'loro crediti contro il tesoro spagnuolo, si recò ieri da lord Granville al ministero degli affari esteri. Dopo la enunciazione circostanziata de'fatti, S. S. che avea fatto alla deputazione la più graziosa accoglienza, domandò le s'indirizzi un breve scritto sullo stato della quistione, promettendo che se ne occuperà alacremente.

— Si legge nel *Times* :

Ci duole il doverlo dire : sino a questo momento non vi è alcuna speranza di accordo tra i capi costruttori di macchine e i loro operai. I capi hanno dichiarato che ove gli operai non ritirino le condizioni da loro imposte, essi chiuderanno i loro stabilimenti sin dal giorno di domani 10 gennaio : gli operai, dal lor canto, non si mostrano punto disposti a cedere. Disgraziatamente la quistione è tale, che egli è molto difficile di fare un compromesso nel senso ovvio della parola. Forse nel consiglio che qui diamo, sarà trovata alcuna durezza ; mai noi siamo d'avviso, che gli operai dovrebbero invece accettare le condizioni di coloro che gl'impiegano. Non piace nemmeno a noi di esprimere una opinione così assoluta ; ma noi dobbiamo far vedere agli uomini di lavoro qual è la vera lor posizione, e illuminare ad un tempo il pubblico sopra un affare che altamente richiede tutta l'attenzione del paese.

— Giusta il *Daily-News* il duca di Wellington, comandante in capo dell'armata britannica, avrebbe a varie riprese conferito col generale Burgoyne ispettore generale delle fortificazioni, sopra quistioni relative ad un aumento di truppe tanto di terra che di mare.

— Si legge nel *Journal du Havre* :

Cominciando da giovedì ultimo, 1° gennaio, è stata applicata in Inghilterra la nuova legge regolativa della navigazione a vapore, adottata in agosto ultimo. Codesta legge, la migliore senza alcun dubbio che sia mai stata promulgata a questo riguardo, e la economia della quale è altrettanto saggia al punto di vista della navigazione a vapore, che tutelare e previdente rispetto agli interessi della pubblica sicurezza, dispone che il dicastero del commercio avrà l'incarico d'invigilarne l'applicazione : stabilisce le ispezioni che saranno fatte a bordo dei piroscafi: determina il rapporto che dovrà esistere tra il numero dei passaggeri e la capacità dei navigli ; fissa le condizioni che saranno richieste ne' piroscafi costrutti in ferro, destinati alla navigazione marittima, il numero d'imbarcazioni per accorrere a salvamento dei naufraghi, delle quali dovranno essere forniti, le valvole di sicurezza di cui le macchine saranno provvedute, gli apparecchi assegnati a rendere gli abbordi meno frequenti. Brevemente, gli è un codice speciale e compiuto della navigazione a vapore. A partire dal 31 marzo le caldaie di ciascun naviglio saranno munite d'una valvola di sicurezza, non soggetta al controllo del macchinista, e che dovrà solamente servire di elemento di valutazione all'ispettore generale.

Questa legge, tanto saggia e previdente, come abbiamo già detto, potrà esser presa a modello ed a guida da tutte quelle nazioni che vorranno, sull'esempio dell'Inghilterra, regolare mediante disposizioni legislative tutti i vantaggi che possono trarsi da questa grande industria.

ALEMAGNA

Austria. La *Gazzetta d'Augusta* afferma che al congresso doganale ora riunito in Vienna siasi presentato un progetto di unione doganale fra l'Austria e lo Zollverein. L'Austria si assoggetterebbe, salvo alcune modificazioni poco importanti, a tutte le disposizioni ora vigenti nello Zollverein; proporrebbe inoltre, che l'unione doganale da conchiudersi, venga collettivamente rappresentata da consoli, i quali, per l'Oriente, si nomineranno dall'Austria, per l'America e per le città anseatiche, dalla Prussia.

Propone di più un sistema uniforme di monete, e, ciò che è di maggior momento, la base di un nuovo ordinamento dello Zollverein. Le risoluzioni si adotterebbero dagli Stati a'la maggioranza dei voti; ma per alcune questioni di massima importanza verrebbe richiesta inoltre la sanzione dell'Austria e della Prussia. Gli introiti si ripartirebbero sulla base dei dati statistici che si avranno alla fine dell'anno 1858.

Finalmente si dovrà trattanto preparare la via ad una vera unità commerciale e doganale germanica.

Ecco quale è il tenore del progetto, quale noi lo ricaviamo dalla *Gazzetta d'Augusta*, e che, secondo questo giornale, venne comunicato, il 4 gennaio, al congresso doganale:

« *Osservazione preliminare.* Il progetto parte dalla supposizione che prima della sua effettuazione, venga conchiusa la convenzione deliberata in Dresda fra gli Stati della Confederazione germanica, ed intesa a promuovere il commercio e l'industria. Questa effettuazione dipende anche dall'eseguimento degli accordi indicati nei § 2, 4, 5 e 12 del progetto, i quali a suo tempo formeranno un'eppendice al trattato.

« *A. Trattato commerciale e doganale.* Art. 1° A fine di agevolare il commercio, e di assicurare i reciproci introiti, e di preparare l'unione commerciale e doganale, fra l'Austria da una parte cogli Stati compresi nella sua lega doganale, e la Prussia dall'altra cogli Stati a lei collegati in lega doganale, si è convenuto il presente trattato che entrerà in vigore il 1° gennaio 1854.

« Il medesimo si estende, dove non è espressamente conchiusa qualche altra convenzione, su quelle parti del territorio soltanto degli Stati contraenti, le quali presentemente sono comprese nel rispettivo territorio doganale. Quanto agli altri Stati della Confederazione germanica e d'Italia, viene riservata l'accessione loro al presente trattato pel caso che essi abbiano preventivamente ottenuto di far parte di uno o dell'altro dei due territorii doganali.

« Gli Stati contraenti si dichiarano finalmente disposti a mantenere colle città anseatiche gli stessi buoni rapporti che il territorio doganale austriaco conserva con quello di Trieste, qualora le città anseatiche fondino e permettano analoghe instituzioni atte ad agevolare e tutelare il legittimo traffico, quali a tale fine esistono in Trieste.

« 2. Cominciando dal giorno in cui entrerà in vigore il presente trattato, nelle due associazioni doganali si porranno in esecuzione le tariffe ed i regolamenti di dogana, contenuti nell'appendice del trattato, quanto più si potrà conformi, e solo disformi laddove non si possa a questo riguardo ottenere un accordo.

« La tariffa ed i regolamenti doganali non potranno variarsi fuorchè nel modo determinato (§ 12).

« 3. Tutte le mercanzie che vengono esportate da uno dei due territorii doganali, od importate in uno di essi, sono esenti da dazio di transito nel tragitto per l'altro territorio doganale.

« 4. Nella introduzione di prodotti da uno nell'altro territorio delle due associazioni doganali avranno luogo le seguenti esenzioni ed i seguenti favori doganali :

« *a*) Tutte le sostanze greggie e le materie prime dell'industria (grani, frutte, legumi ed altri frutti idonei alla panificazione, mosto di frutti e vino, legna e carboni), non meno tutti quegli oggetti che in niuno dei due territorii sono imposti di un dazio più alto che di 1 fior. per quintale netto, sono esenti di dazio ;

b) Tutti i prodotti che nelle convenute tariffe sono imposti di uguale dazio, o per cui la differenza non oltrepassa il 5 p. 0/0, godranno di un ribasso del 25 p. 0/0 ;

c) A tutti gli altri oggetti si accorderà un ribasso del 10 p. 0/0;

d) L'appendice del presente trattato enumererà quelle specie di merci per le quali i diritti d'entrata in ambidue i territorii doganali saranno più alti di quelli che furono convenuti conformemente alle disposizioni dei numeri *a* e *b*.

« La circostanza che le merci siano realmente produzioni di uno dei due territorii doganali, non è, in regola generale, necessario che venga verificata coll'attestato di origine; i casi eccezionali verranno indicati nell'appendice. Tuttavia le carte di legittimazione dei posti di spedizione nei distretti di confine serviranno a provare che le merci passano legalmente dal libero traffico di uno nell'altro dei due territori doganali.

« 5. Le merci d'incerto spaccio, potranno esenti di dazio di uscita riesportarsi da un territorio all'altro, per esservi lavorate, riformate, migliorate. Le disposizioni intese a guarentire le riscossioni doganali verranno indicate nell'appendice. *(Continua)*

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Genova*, 13 *gennaio*. Si legge nella *Gazzetta di Genova* :

Annunziammo ieri (Vedi *Fatti diversi*) che nella notte antecedente fu trovato ucciso, nel vico di Ripalta, Arpe Michele e che Capurro Giuseppe si rinvenne semivivo per gravi ferite nel capo. Gli indiziati autori di tali delitti, Lercaro Luigi, Grosso Giovanni Battista e Massa Luigi furono arrestati nella stessa notte, il primo dai R. Carabinieri, e gli altri due dalle guardie di sicurezza pubblica.

Francia. *Parigi*, 11 *gennaio*. Un decreto del presidente della repubblica apre al ministro della marina e delle colonie, sull'esercizio 1852, un credito di 3,587,000 fr. per le disposizioni necessarie per la formazione d'uno stabilimento alla Guiana francese.

Con altro decreto il dipartimento delle Alte Alpi è dichiarato in stato d'assedio.

— Nel numero dei 468 deportati che ieri s'imbarcarono all'Havre si trovano due ex-rappresentanti del Loiret, e sono i signori Alessandro Martin e Michot-Boutet, e un ex-commissario generale del governo provvisorio, il sig. Perreira.

Procedevasi all'imbarco dei deportati, quando un dispaccio telegrafico, indirizzato al sotto-prefetto, recò l'ordine di sopprassedere all'imbarco del sig. Rivière, avvocato, e di ricondurlo a Parigi; il che fu eseguito.

Cinquanta gendarmi sotto gli ordini di un capitano accompagnano i deportati fino a Caienna.

— Il generale Leflò è stato condotto da due agenti di polizia sino a Douvres.

Belgio. *Bruxelles*, 10 *gennaio*. L'*Indépendance Belge* annunzia l'arrivo a Brusselles di parecchi fra i già ditenuti nel forte di Ham. Il generale Changarnier ed il colonnello Charras ottennero di rimanere nel Belgio, e dovevano ripartire da Brusselles il primo per Malines ed il secondo per Lovanio. Il generale Lamoricière, giunto pure a Brusselles, deve dirigersi alla volta di Colonia, ed il sig. Baze per Aix-la-Chapelle.

Spagna. *Madrid*, 6 *gennaio*. Con un decreto reale pubblicato nella *Gazzetta di Madrid* del 6, è accettata la demissione del generale D. Juan de la Pezuela da capitano-generale della Nuova Castiglia, e con un altro è nominato a quel posto il luogotenente generale D. Valentin Canedo, capitano-generale di Valenza.

Inghilterra. *Londra*, 10 *gennaio*. Il *Morning-Herald* annunzia che il marchese di Normanby fu chiamato in Inghilterra per assistere al consiglio privato che doveva esser tenuto il 10 a Windsor.

— Il *Times* di Portsmouth dice che è stata ordinata la sollecita costruzione di due batterie di 100 cannoni sulla costa agli approdi della rada di quella città.

— Il *Daily-News* raccomanda come mezzo efficacissimo di nazionale difesa la organizzazione di un corpo di carabinieri volontarii in ciascuna delle grandi città d'Inghilterra. Questo corpo dovrebb'essere composto d'uomini che pagherebbero un prezzo stabilito per gli un formi; il governo s'incaricherebbe di fornire le armi e l'equipaggiamento.

— È il 5 febbraio e non il 2, come l'avea annunziato il *Globe*, che s'aprirà la sessione del Parlamento. Non si sa ancora se la regina farà l'apertura in persona.

Alemagna. Il *Boersenhalle* di Ambargo rettifica quanto venne annunziato intorno alla decisione presa dalla Dieta germanica di alienare le navi che formano la flotta germanica, e di ripartirne il prodotto fra gli Stati che contribuirono al loro acquisto, in quanto che tali sono realmente le conclusioni del comitato instituito per preparare una relazione a questo riguardo, ma niuna risoluzione venne ancora adottata dalla Dieta, avendo gli inviati chiesto dai loro governi istruzioni formali sulla risoluzione definitiva che dovrà prendersi.

— Parecchi giornali avevano annunziato che la Dieta germanica avesse inviato al gabinetto britannico una nota relativa agli emigrati politici. Ora la *Gazzetta di Colonia* assicura che quella notizia è inesatta : soggiunge però esser vero che l'Austria, la Prussia e la Russia abbiano spedito note a questo riguardo. Si dice però che l'ambasciatore prussiano a Londra abbia in seguito avuto ordine dal suo governo di non più rimettere la nota al *Foreign-office*.

— *Vienna*, 9 *gennaio*. Corre voce che una commissione stia discutendo nel ministero delle finanze la quistione, se i dazii d'introito dopo l'attivazione della nuova tariffa doganale, siano da pagare in contante od in carta monetata.

— *Berlino*, 8 *gennaio*. Si crede che il generale Bonin succederà al generale Stockhausen in qualità di ministro della guerra. Corre voce che il governo abbia dato l'ordine di fare i preparativi necessarii affinchè il 5° corpo di truppe possa mobilizzarsi prontamente.

La commissione della seconda Camera instituita per esaminare la proposta del deputato Kherstein sull'esecuzione della legge della stampa, presentò la sua relazione. Alla maggioranza di 7 voti contro 4, la commissione propose di esprimere un voto di sfiducia, e dichiara che, a parer suo, il ministero tenne, rispetto alla stampa ed ai giornali sovratutto, una condotta illegale.

(Corresp. lit.)

— La prima Camera continua la discussione del progetto di legge disciplinare da applicarsi agli impiegati dell'ordine amministrativo.

F. Leone gerente.

BIBLIOGRAFIA

Annunziavasi pochi giorni fa un'operetta, testè pubblicata colle stampe di Vigevano, col titolo di *Nuovo istradamento allo studio della lingua latina*. Or da alcune circostanze che accompagnarono la pubblicazione di questo libro, potè alcuno venire in sospetto, ch'io medesimo ne fossi l'autore. A questo punto non mi è più lecito di conservare il silenzio, e deggio al pubblico un'aperta dichiarazione : chè davvero troppo arrossirei meco stesso, ove acconsentissi anche per poco all'onore che vuolmisi fare, attribuendomi un'opera non mia, e ch'io riconosco troppo superiore alle mie forze. Egli è pertanto dover mio di dichiarare, che il menzionato libro è lavoro di un illustre filologo e grammatico tedesco; ch'esso è un libro, che, in men che non fa dicianuove anni, s'ha avuto ben dieci distinte edizioni; che gli è un libro finalmente, diventato oggimai, come a dire, classico in moltissimi collegi della Germania. A me quindi altro merito non resta (in sè ben piccolo per verità) che di averne procacciato la conoscenza al mio paese, e fattolo accessibile alle nostre scuole, recando in lingua italiana le erudite note che ne illustrano il testo.

Il cav. Vallauri, a cui venne commesso l'incarico di riferire intorno al medesimo, ne portò un favorevolissimo giudizio; che i nostri lettori han potuto vedere nel n. 4 di questo foglio. Che se ad altri per avventura sembrò, ch'egli trasmodasse alcun poco nelle sue lodi, a me per contro non parvero queste nè esagerate, nè soverchie : ma sì dettate con quel fino criterio e quella franchezza che tutti in lui riconoscono, e da quel profondo e acuto conoscitore ch'egli è in siffatta maniera di studi. E il Consiglio superiore di pubblica istruzione, coll'approvare, dopo maturo esame, quel libro stesso ad uso delle scuole secondarie, diede ben chiara prova, a mio avviso, di quella imparzialità e di quel raro senso pratico, onde necessariamente vuol essere informato un Corpo, al quale è affidato un ministero di tanta gravità ed importanza. In quanto a me poi, dirò schiettamente, che il buon concetto che alla prima lettura io mi formai di questo libro, anzichè scemare, in me s'accrebbe d'assai, poi che l'ebbi colla maggiore attenzione possibile riletto e meditato. Ora un libro, il quale, in meno di venti pagine, tutte comprende, o certo le principali e maggiori difficoltà, che per solito incontra il ragazzo nello studio della lingua latina, e tutte con appositi e chiari esempli risolve; un libro, che procede costantemente dal facile al difficile con tal gradazione, e a passi, volea dire, così regolari e misurati, che il discente avanza e progredisce senza un disagio al mondo, e senza pure avvedersi del molto cammino ch'egli fa in brevissimo tempo; un libro, che racchiude e soavemente instilla nella mente dei giovanetti quel maggior numero di conoscenze che comportar possa la limitata lor comprensione, risguardanti gli usi, i costumi, le instituzioni, le credenze, il grado di civiltà e d'istruzione e mille altre cose, utili e dilettevoli a sapersi, intorno agli antichi, facendo camminare di pari passo la erudizione e lo studio della lingua, le quali per tal modo servonsi vicendevolmente di sostegno e di appoggio : di che avviene che il ragazzo, anzichè avere in uggia e prendere in abborrimento uno studio che fu in ogni tempo lo spauracchio e il formidabile scoglio della gioventù, in esso fortemente innamori; il che per certo non è poca cosa, siccome assennatamente avverte Quintiliano, la dove, parlando dell'instituzione della giovanile età, *hi in primis*, dice, *cavere oportebit, ne studia, qui amare nondum poterit, oderit, et amaritudinem semel perceptam etiam ultra rudes annos reformidet*; un libro, insomma, il quale, bene adoperato da un abile e coscienzioso maestro, può, non che agevolare, abbreviare d'assai il corso inferiore di latinità, e rendere i giovanetti franchi e sicuri di sè, e molto bene acconci ad entrare nelle classi di rettorica, per farvi non dubbii progressi, — un tal libro, io dicea meco stesso, ed or ridico al pubblico, val ben la pena che altri se ne occupi e il faccia conoscere ai nostri insegnanti : e questo libro gli è appunto, l'affermo col più profondo convincimento di che io sia capace, il *Nuovo istradamento allo studio della lingua latina*.

Ma io non sono poi così dolce di sale da credere di poterne imporre altrui colle mie parole; e quando pure s'avessero queste tanta forza e valore che certo non hanno, io mi guarderei bene dal dire mai : credete a me; ma sì piuttosto : leggete. Ondechè, anche dopo il suffragio autorevole di gravissimi personaggi, io mi starò contento al ripetere ciò che, intorno al suddetto libro, scrivea nella *Prefazione* : ch'esso cioè « si limita a pregare i dotti maestri e cultori della bella lingua del Lazio, perchè gli accordino il favore di leggerlo attentamente, di esaminarlo con animo spassionato e sincero, e di recarne quindi un severo giudizio. »

Prof. P. Corte.

www.internetculturale.it

NAVIGAZIONE RIUNITA

DEI PIROSCAFI

SARDI, NAPOLITANI E FRANCESI

Itinerario del mese di gennaio 1852

PARTENZE DA GENOVA

LINEA D'ITALIA

Genn.	15	**Ville de Marseille**	» Marsiglia
»	17	**Dante**	» Nizza
»	»	**Ercolano**	» Livorno, Civitavecchia e Napoli
»	21	**Dante**	» Livorno
»	22	**Vesuvio**	» Marsiglia
»	23	**Ville de Marseille**	» Livorno, Civitavecchia e Napoli
»	24	**Dante**	» Nizza
»	25	**Languedoc**	» Marsiglia
»	27	**Vesuvio**	» Livorno, Civitavecchia e Napoli
»	28	**Dante**	» Livorno
»	31	**Dante**	» Nizza

LINEA DI SARDEGNA

Gennaio 1, 10 e 20 **Lombardo** per Cagliari
» 5, 15 e 25 **Virgilio** » Portotorres

Indirizzo, per avere schiarimenti e fissarne il passaggio, in GENOVA *ai rispettivi Uffizi, ed in* TORINO *ai signori* Fratelli Bonafous, *via D'Angennes, num.* 37.

DIFFIDAMENTO

Si diffida il pubblico che avendo il signor Pietro Galoppo figlio, già faciente parte della Ditta corrente in Torino, sotto la firma Galoppo padre e figli, cessato la convivenza col padre e di far parte della stessa Ditta, il signor Giuseppe Galoppo padre e gli altri fratelli di detto Pietro non intendono di avere alcuna contabilità verso chicchessia per le negoziazioni o contratti di detto rispettivo figlio e fratello Pietro.

Savio caus. coll.

DIFFIDAMENTO

Il sottoscritto diffida chi di ragione, che con atto 29 dicembre ultimo scorso, rogato Dallosta, avendo cessato il mandato confertogli dal fumista Tommaso Mussa con precedente atto 2 maggio 1850, pure rogato Dallosta, cessò pure la qualità di persona a suo servizio per esercire la detta professione di fumista, e che per conseguenza egli non terrà per valido qualsiasi pagamento possa venire al detto Tommaso Mussa fatto per lavori e provviste eseguiti pendente il trascorso del tempo che rimase al servizio predetto.

Torino, il 9 gennaio 1852.

Giovanni Chiossi.

AVVISO

Il sottoscritto fa noto a chi di ragione che, a datare dal 10 corrente mese, ha cessato di essere gerente-amministratore dello Stabilimento Tipografico Fontana, e che intende perciò finita ogni sua ingerenza e risponsabilità per ciò che riguarda lo Stabilimento medesimo.

Torino, il 13 gennaio 1852.

Luigi Ponthenier.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

VENDITA VOLONTARIA

dei seguenti stabili:

1.° Una CASCINA in territorio di Valdengo, attigua alla strada provinciale di Arona, propria del signor Gio. Antonio Sella, e composta di caseggiato rustico, di recente ed ottima costruzione, con campi, prati e vigne, della misura in totale di ettari 14, 50 (giornate 38) circa, situate nelle regioni dell'Olmo, Chiapei e Buontempo;

2.° Un'elegante e nuovissima CASA di campagna dello stesso proprietario, situata in territorio di Lessona, con casa rustica, pure nuova, e beni dipendenti, il tutto in ottimo stato sia di costruzione, sia di coltivazione rispettivamente: i beni sono situati nelle regioni Gozano, Valle Bricco, Casa del Principe e Majolei, Monte ed altre, della misura in totale di ettari 11 (giorn. 30) circa.

Dirigersi per ulteriori schiarimenti, e per le condizioni, in Torino, alla banca Soldati, via dell'Arcivescovado, num. 15, piano 1°.

Dalla Tipografia **Fory** *e* **Dalmazzo**

è uscito il seguente volume (edizione corretta ed ampliata):

SCRITTI SCELTI

del Cav. Dottor **FRANCESCO REGLI**

Contiene gli Elogi al professore Giovanni Zuccala, a Diodata Saluzzo-Roero, a Defendente Sachi, a Gaetano Donizetti, ad Eustachio Fiocchi, a Mauro Ricotti, a Celestino Massucco; contiene pure il *Discorso, Un dovere che avrebbero Milano e le Città Italiane — Il primo di novembre del* 1755 (Racconto) — *La Laurea sospesa — Il cuore d'una Donna — Addio al Cimitero di Pavia — Album per l'anno nuovo*, ecc. ecc.

Si vende al prezzo di L. 5.

AZIENDA DELLA CASA

DI S. A. R. IL DUCA DI GENOVA

AFFITTAMENTO *per il prossimo* 11 *novembre* del podere di **Govone**, diviso in sei lotti.

Per le indicazioni recapito in Govone dall'Economo locale, e per le condizioni alla suddetta Azienda in Torino.

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

VENDITA

Di num. **224** PIANTE di pioppo, e num. 39 PIANTE di roveri d'alto fusto e di diverso diametro, divise in tre lotti, esistenti nei beni della cascina detta il *Tetto delle Oche*, in territorio di None.

Per le condizioni e le offerte (che dovranno presentarsi prima delle ore 11 del giorno 27 corrente gennaio) dirigersi alla Segreteria dell'Opera pia di S. Luigi, via di S. Chiara.

DA VENDERE

Il 26 *del corrente gennaio*

Num. **83** Quercie d'alto fusto, del diametro di 50 e 60 centimetri, situate sul territorio di Carignano.

Dirigersi, *franco*, in detta città al notaio Degioannini.

DA VENDERE

CASCINA posta sul territorio di Bianzè, di ett. 46, 86, 69 (giornate 123), provvista d'acqua propria, e di un edifizio per la pesta del riso, con pagamenti a more determinate, ed a piacimento dell'acquisitore.

Dirigersi per le opportune trattative all'ufficio del causidico coll. Clara, in Torino.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

ALLOGGIO mobigliato, con vista in via di S. Teresa, piano 2.° — Dirigersi all'indoratore rimpetto alla chiesa di S. Giuseppe.

DA AFFITTARE

pel prossimo S. Martino, unite o separate

Due CASCINE distanti 2 chil. circa da Savigliano, composte di caseggiati rustici, con ett. 40 circa cad., a diversa coltura, e per egual proporzione adacquabili.

Dirigersi al proprietario in Saluzzo, casa propria, num. 6, via Griselda.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

NOTA

Con iscrittura privata di società del 15 dicembre 1851, depositata presso la segreteria del Consolato tra Catterina Perot e Barbara Gavarino-Staccione fu contratta società per anni 3 per l'esercizio di un negozio in chincaglierie e mercerie, sotto la firma Perot e Comp.

NOTA

La scrittura di società fatta il 28 dicembre 1843 tra li signori Vincenzo Enrico e Gioanni, fratelli Martinolo, sotto la Ditta Felice Martinolo, ebbe termine con tutto dicembre 1851; e con iscrittura 13 settembre p. p. li signori Vincenzo Giuseppe e Gioanni, fratelli Martinolo, hanno contratta altra società in nome collettivo per la fabbricazione di corami sotto la stessa ditta Felice Martinolo; l'uso della firma è comune alli tre soci; la società ebbe principio col primo corrente 1852, e sarà durativa per un novennio, se non vi sarà diffidamento un anno prima d'ogni triennio.

NOTA

Il tribunale di prima cognizione di questa città con sua ordinanza del 3 corrente, emanata nel giudicio di subastazione volontaria promossa dalli Falco-Villata Francesco e Benedetto, geometra Carlo, Teresa ed Elisabetta fratelli e sorelle, residenti a Cavgalià, fissò l'udienza del 23 pur corrente pel secondo incanto e contemporaneo deliberamento degli stabili descritti nel relativo bando stampato.

Biella, il 10 gennaio 1852.

Polto sost. Bracco caus. coll.

NOTA

Con decreto dell'Ill.mo sig. giudice relatore Claretta delli 15 novembre corrente, venne dichiarata aperta la graduazione per la distribuzione del prezzo dei beni, stati subastati alli avvocati Giovanni ed Eugenio fratelli Frola di Torino, e Giovanni Pietro Perotti di Cantojra, situati li primi in Cinzano, e deliberatisi agli instanti fratelli Brizio e Secondo Berra per L. 5650, e gli altri a Cantojra, e deliberatisi al Giuseppe Lombardi, per L. 1120. Essendosi con detto decreto ingiunti tutti li creditori, aventi dritto su tali prezzi, a proporre le loro ragioni avanti il tribunale di prima cognizione di questa città fra il termine di giorni trenta.

Torino, il 29 novembre 1851.

Isnardi sost. Isnardi.

NOTA

Con instromento venti dicembre 1850, ricevuto dal notaio sottoscritto, Pietro Giuseppe Priotto fu Francesco, di questo luogo, vendette a Michele Giraudo fu Matteo, dello stesso comune, are quindici, e centiare cinquantaquattro (tavole quaranta e piedi undici) di vigna posta sovra le presenti fini, cantone di Famolasco, regione Borgo de' Castellani, a parte delli numeri di mappa 320 e 321, coerenti a levante, e ponente la parrocchiale di Famolasco, a mezzodì Giacomo Priotto, ed a notte la strada comune, lungo cui giace un pilone di devozione, stato riservato dal venditore Priotto, in un a centiare trent'otto da scorporarsi in quadrato attorno al pilone medesimo, per il prezzo di lire seicentotredici, centesimi settantacinque.

Tale atto venne trascritto alle ipoteche di Pinerolo li ventisette settembre ultimo scorso, al volume 22, art. 127.

Bibiana, sedici decembre 1851.

Andrea Galvano, notaio.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 13 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: gior. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: gior. pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: gior. pr. dopo bor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.	93 92 50	93 91		93 91 50		
1851 » » 1 dicem.	92	10)		95 p. f.c.		
1834 *Obbligaz.* 1 genn.		980		94 95 p.		
1849 » 1 8.bre.				18 c.)		
1850 » 1 agosto						
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.		1775		1770		
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0/0 *oltre le inter. decor.*						
Torino (5 to 0/0 1 *lug.*						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nova)		640				
Incendii a premio fisso						
Ia s.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.	455					
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	953 —	953 1/2 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	910 1/2	— —
Lione	99 95	99 30 —
Londra	25 27 1/2	25 12 1/2
Milano	— —	— —
Parigi	99 90 —	99 40 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 11 —	20 13 —
— di Savoia	20 80 —	20 85 —
— di Genova	79 46 —	79 60 —
Sovrana nuova	35 49 —	35 95 —
— vecchia	35 — —	35 08 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

TEATRI D'OGGI

REGIO. (ore 7 1/2) Opera: *Zampa*, melodramma tragi-comico musica del maestro Hérold, — Ballo *Fausto*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Il Diavolo*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Un chef de brigands*.

Jeudi 1.ère représent. de M.lle de la *Seiglière*, commédie par J. Sandeau.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Francesca da Rimini*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *La figlia del Rabbino*.

TEATRO DA S MARTINIANO (ore 6 1/2) si recita, — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco*.

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
7 genn.	745 92	745 86	745 90	— 0 4	+ 5 2	+11 3	— 2 6	+ 5 3	+ 3 9	S.S.O.	S.	S.S.O.	Sereno.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
8 »	745 00	744 00	745 10	— 0 2	+ 7 6	+ 7 5	— 1 8	+ 4 2	+ 2 8	S.S.O.	E.N.E.	N.N.E.	Cielo velato	Ser. con vap.	Cielo velato.
9 »	736 40	736 40	735 86	+ 0 5	+ 1 9	+ 1 4	— 1 3	— 0 6	— 1 2	E.N.E.	E.N.E.	N. E.	Nebbia	Coperto. nebb.	Cop. nebbioso

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 13

GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO

1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

GIOVEDI' 15 GENNAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 14 gennaio*

La Camera dei Deputati nella seduta d'oggi discusse, ed approvò il progetto di legge pel bilancio generale passivo pel 1852, con 98 voti favorevoli contro 24, passando all'ordine del giorno sulle proposizioni in questione per l'abolizione delle spese del culto.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali, autorizzata con legge 8 febbraio 1851.

Con atto del 3 andante mese essendo stato deliberato per lire 18800, il podere denominato Causà sito sui territorii di Racconigi e Caramagna di ettari 12 e 12, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 25 scorso novembre, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì 23 andante mese.

Saluzzo, il 3 gennaio 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza
Il Segr. G. B. CALANDRI.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge 8 febbraio 1851.

Con atto del 3 andante mese essendo stato deliberato per L. 12,800, il podere denominato Tagliata sito sul territorio di Racconigi di ettari 10, 45, 15, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 25 novembre scorso, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì 23 andante mese.

Saluzzo, il 3 gennaio 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza
Il segr. G. B. CALANDRI.

DUE SICILIE

Togliamo dal *Giornale del Regno delle Due Sicilie* i seguenti brani del *Conto reso della civile amministrazione per l'anno 1850*:

Quanto alla parte amministrativa e finanziera de' comuni è soprattutto notevole come nel 1850 siansi aboliti molti dazii di consumo e privative, sol coll'eliminare alcune spese superflue, col ridurne altre, col riscuotere i crediti arretrati, col diffinire vecchi litigi, e col rinnovare gli affitti de' beni comunali. A questo modo furono aboliti 5 dazi e 13 privative nel 1849, e 25 dazi e 67 privative nel 1850; mentre d'altra parte si aveva un maggior provento dai dazi e dalle privative rimasi in vigore, sendo quello dei primi nel 1849 di duc. 1,513,059 79 e nel 1850 di 1,543,855 02 e quello delle seconde nel 1849 di 151,208 30, e nel 1850 di 155,652 24. A questo modo, e mercè altri molti miglioramenti, le rendite comunali che nel 1847 ascesero a duc. 5,210,762 14, ebbero nel 1850 un aumento di 415,393 63; mentrechè gli esiti, ammontanti nel primo anno a 5,210,762 14, decrebbero nel secondo di 48,959 15. Basterà accennare altri miglioramenti nell'azienda comunale, derivanti da sovrane risoluzioni già in questo giornale pubblicate, vale a dire le norme date pei conti comunali, per la loro discussione, per la riscossione de' crediti liquidati, per lo definimento dei litigi, pel taglio de' boschi e delle selve cedue. Mercè questo impulso dato alla macchina amministrativa erano i comuni in caso di assegnare 150 novelle congrue ai parrochi, mentre di duc. 2,404,506 36 che rimanevano a riscuotersi per significatorie a tutto il 1848, si riscuotevano 125,474 44 nel 1849 e 456,664 44 nel 1850, oltre a 165,155 01 discaricati in via di reclamo; e si compivano definitivamente ben 504 litigi, oltre a vari altri di grave momento condotti a termine sui relativi avvisi della Gran Corte de' Conti o del Consiglio di Stato sovranamente sanzionati, e quelli riguardanti reintegrazione o divisione di demanii.

La seconda partizione comprende le opere pubbliche comunali. Per manutenzione di strade, edifizi ed altre opere pubbliche comunali, per la loro ristaurazione, e per costruzione di campisanti, non che per quota che dai comuni si paga per le opere pubbliche provinciali, furono nel 1849 spesi duc. 1,815,524 05, e nel 1850 1,729,771 86. Malgrado la minore spesa, assai più si è fatto nel secondo anno, poichè molte opere furono costruite a spese di privati e per private volontarie offerte. Ne' due anni sorsero 33 novelli campisanti, e 346 ne sono in costruzione e 467 in progetto. Nel solo 1850 furono restaurate e compiute 245 chiese colla spesa di duc. 40,145 15.

La circoscrizione territoriale, a cui molta attenzione vien giustamente apportata, ebbe nel 1850 vari mutamenti. Il più notevole risultato si è il sorgere di 11 novelli comuni, vale a dire di undici paesi che han dimostrato avere i mezzi di provvedere alle spese di una propria amministrazione.

Il riacquisto e la divisione de' terreni demaniali ha richiamato tutte le cure dell'amministrazione. Però nel 1850 si sono rivendicate 17,641 moggia, e si sono formate ben 6875 quote, vale a dire che si son tolte all'indigenza 6875 famiglie. Altre 214 quote son pronte a dividersi nel Principato Citeriore, 355 in Basilicata, 1115 in Terra di Bari, 421 nella Calabria Citeriore, ecc.

Nel 1850 il commercio ha visto aprirsi otto novelle fiere annue e due novelli mercati settimanali. In quanto alla navigazione, si nota che nel corso dell'anno stesso in 104 porti dei reali dominii continentali sono approdati dai porti del Regno 22,264 navi, e dai porti esteri 3271 di 500,507 tonnellate, e ne son partiti 22,456 pei primi e 3,286 di 507,659 tonnellate pei secondi. Le navi tutte mercantili nei dominii di qua dal Faro ascendevano nel 1° gennaio 1851 a 10,568 di 221,749 tonnellate; il quale numero confrontato con quello del 1° gennaio 1850, offre in dodici anni un aumento di 3565 legni con 55,226 tonnellate; ed è da notarsi che in questo numero contansi ben 368 brigantini ed 8 piroscafi. Molte domande sonosi presentate per la formazione di nuove società commerciali: una n'è già formata in commandita per l'illuminazione ad idro-carburo-liquido che metterà a profitto il bitume del comune di Manopello. In vari punti del Regno molti tentativi si sono fatti per lo scavo del carbon fossile, e già varie domande di concessione sono state inoltrate, massime per località della Calabria Ulteriore Prima.

Ai 1025 monti frumentarii ch'erano già nel regno, i più dovuti al nostro regnante Monarca, 16 novelli se ne sono aggiunti nel 1850; ed il loro capitale ha ricevuto un aumento di 22,950, 03 tomola di grani.

Per ciò che riguarda la salute pubblica, la vaccinazione ha progredito in modo, che nel 1850 sonosi avuti 91 vaccinati per 100; si è compilata un'istruzione sull'idrofobia, si sono intrapresi miglioramenti e restaurazioni ne' lazzaretti; e si è prescritto che i sindaci indichino a tempo opportuno con pubblici manifesti i luoghi dove senza pericolo possano prendersi bagni nella state sulle rive del mare, de' laghi o de' fiumi. Da ultimo si è preso a comparare le tariffe sanitarie nostre con quelle degli altri Stati, per vedere se siavi luogo ad arrecarvi qualche modificazione.

Ha richiamato l'attenzione del governo pure il ramo forestale ed i canali d'irrigazione, e varii utili provvedimenti sonosi presi su di essi, mentre altri vannosi preparando.

In quanto concerne l'agricoltura, la pastorizia e le industrie in generale, il *conto reso* contiene preziose notizie. Ed in primo luogo troviamo uno specchietto di dodici privative concedute per invenzioni e miglioramenti in varii rami d'industria. Troviamo poi un quadro *dei lavori del* real istituto d'incoraggiamento, nel quale si sono esaminate ben 47 domande di privative, e lette otto memorie importantissime, fra le quali cinque del capitano Giuseppe Novi, di cui sono notate come le più rilevanti per la loro universale utilità quelle *Sul salaccio delle polveriere e delle nitriere e sulla fabbricazione del tabacco*. Troviamo finalmente un bel ragguaglio dei lavori fatti dalle 15 società economiche e dei felici risultamenti che sonosene ricavati. Come riassumere tali quadri che già di per sè sono maravigliosi riassunti? Noi dobbiamo contentarci di richiamar su di essi l'attenzione del lettore.

Gli archivii provinciali sono ormai giunti al loro numero compiuto, contandone uno ogni provincia mercè l'apertura di quello della Basilicata. Nuovi perfezionamenti sono per eseguirsi nel grande archivio del Regno, che diverrà così uno dei primi in Europa.

Varii lavori statistici si sono compilati nel ministero dell'interno (ramo interno), fra i quali meritano menzione la statistica della popolazione pel 1848 e 1849, quella di tutte le fiere e mercati del Regno, quella del commercio interno dal 1848 al 1° lugiio 1850, quella di tutti i comuni del Regno coll'indicazione delle provincie, distretti, diocesi e circondarii a cui appartengono.

Due quadri contengono gli avvenimenti straordinarii avvenuti nel 1850 e le provvidenze date all'uopo ed i premii accordati a coloro che più si distinsero nell'accorrere a salvar la vita pericolante di qualche individuo. Il secondo riguarda in especial modo gl'incendi, che sommarono a ventiquattro, undici de' quali nella sola città di Napoli, il cui estinguimento deesi alla compagnia dei Pompieri di città. E l'ingegnere direttore di essa, sig. Francesco Del Giudice, meritavasi che una sua eccellente opera fosse stampata a pubbliche spese, favore pur conceduto ai signori Francesco della Mortora e Gennaro Da Rosa per altri utili lavori scientifici.

Tralasciamo per brevità altri miglioramenti arrecati ai vari rami dell'amministrazione, e specialmente alla leva, per passare a discorrere degl'istituti di beneficenza e di arti e mestieri.

Ed in prima troviamo assai migliorata la sorte dei trovatelli, che giunsero nel 1850 alla cifra di 5450 nati, dei quali morirono meno della metà.

La real commissione di beneficenza ed il consiglio degli Ospizii di Napoli sono stati riordinati con risparmio di spese.

Le pie istituzioni sono state richiamate alla stretta osservanza degli statuti di fondazione.

Contansi 535 edifizii sacri restaurati in tutto il Regno con la spesa di duc. 46,825,38.

Le rendite dei luoghi pii laicali, in numero di 7927, che nel 1849 ascendevano a duc. 1,498,579 95, ebbero nel 1850 un aumento di 8965 05. Furono rinnovati 1240 stati discussi, e riscossi per significatorie duc. 63,518 39, mentre nel 1849 si diffinivano 2657 conti arretrati e 5757 nel 1850.

Furono erogati nel 1850 dai medesimi luoghi pii laicali, pel culto divino e per l'adempimento di pii legati duc. 555,026 54 e per elemosine 51,421 31, oltre a 75,456 che per lo stesso fine spende la commissione di beneficenza della capitale e 15,000 che ne spende il monte della misericordia. Furono inoltre accolti negli spedali 49,856 persone, e 722 negli orfanotrofi e conservatorii, non comprendendo in questa ultima cifra gli ammessi nei conservatorii e ritiri della capitale e i 1,900 circa ospitati nel Real Albergo dei poveri e sue dipendenze che si floridamente prosperano.

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI (*)

LORD BYRON

L'un des hommes les plus étranges et les plus puissans qui aient jamais existé. E. LEGOUVÉ.

Vi ricorda per avventura d'aver mai veduto un intaglio bizzarro, fantastico, impossibile a definirsi, rappresentante le tentazioni di un santo anacoreta? Qui era un demonio colla coda di serpe e la faccia di tigre, là un viso angelico; di sopra una scarica di frecce infocate, di sotto uno spaventoso fischiar di vipere; a dritta un petto rotondo di donna; a mancina una pioggia di zolfo e fiamme; qua un ruggito di leone, colà un sorriso di sirena: un angiolo ribelle maciullava le orecchie di un cignale, che alla sua volta leccava un nudo piede di lilliputto; un serpente strangolava nelle sue spire un amorino, che morendo lanciava un dardo al santo. Il fondo era a tratti tinto in aura lietamente azzurra ed in negra tempestosissima notte; un lampo di fulmine faceva croce con un raggio di luna; la gioia nuotava in mezzo all'angoscia, e la benedizione iva confusa colla maledizione. Gli era in fine un' enciclopedia di immagini, di figure e di prosopopee, un caosse di bene e di male.

Non troviamo di meglio che questa similitudine per fornire approssimativa un' idea intorno all' immenso tema che abbiam fra mani, Giorgio Byron. Avete voi letto *Manfredi*?... Egli è Byron. Conoscete voi il *Corsaro*?... Egli è Byron. Sapete nulla del *Childe Harold*, del *Don Giovanni*, del *Caino*, del *Giaurro*?... Contengono ciascuno del Byron. Raccogliete per un istante tutta l'attività della vostra mente ed afferrate tutti i pensieri buoni, cattivi, sublimi, abbietti o generosi che vi posson rampollar nel cervello, inalzateli alla loro più alta potenza ed esagerazione, poi fingete un personaggio, applicandogli tutta quella caterva di qualità a' vostri pensieri corrispondente, e Giorgio Byron vi starà dinnanzi.

Nell' amore furente, viperco nell' odio, coraggioso infino alla scervellaggine; filosofo come Kant, poeta come Dante, spiritoso come Voltaire; angelo in una pagina, demonio nella susseguente: qual mai mortale ebbe in dono dal Cielo tanta copia d'inconsunta scintilla e fu castigato di tanta veemenza di istinto? Qual vita doveva egli vivere e come durarla per sette lustri? Ingrugnito con tutta l'Inghilterra, figlio di padre non buono, poco amato dalla madre; or calunniato più che nol meritasse, or più che nol meritasse innalzato; or repubblicano ardente, or ridicolosamente superbo dell' avveniticcia sua nobiltà (1); mutando amor ogni mese, ogni settimana, e sto per dire quotidianamente; scorrendo di orgia in eccesso, e nel tragitto buttando alla ventura sulla carta pagine immortali; stravaganti nella generosità, sublime nella bassezza; urtando contro tutta credenza, deridendo tutto decoro, ei corse, corse e corse; e poi, soffermatosi, guatossi intorno e sclamò: « O uomini, voi m'avete fatto tanto male, ch'io voglio in me stesso degradare la vostra natura!... » E, per Iddio! il punto venne da lui tocco.

Eppure egli è un gran poeta. La sua immaginazione è impetuosa, sregolata, ebbra. Egli si lascia da lei condurre a dritto e rovescio senza darsi pensiere del dove. Il mondo gli è aperto, ed egli vi si slancia, vola, canta, dipinge, gettando a fiumi la poesia, il sarcasmo, l'oro, il fango, l'amore, l'entusiasmo e l'ironia. Sciupa sublimità per ogni nonnulla, fa piangere e poi subito ridere, non si tormenta mai d'indagare se i suoi concetti sono coordinati, se hanno un piano, se ciò che dice è nobile o triviale, se è una giaculatoria od una bestemmia. Eccolo ad un tratto giulivo e contento! In mille non ne indovinereste il perchè. Gli è che ha trovato un meschino giuoco di parole, cui bamboleggia intorno come un fanciullo con una nacchera. Indi repentinamente trascorre a discutere le idee di morte e di eternità, e le espressioni le più ferventi, le figure le più ardite, la parole le più bibliche si acciapinano, si incalzano sulla punta della sua penna, talchè il direste un Bossuet od un Segneri. Anelanti, voi lo seguite nel suo volo, discendendo con lui negli abissi od alzandovi al cielo; e quando meno ve l'aspettate, egli vi pianta a mezzo cammino per fermarsi a vagheggiare un viso di donna. Vi par di vederlo sorridere mestamente, empirglisi gli occhi di grosse lagrime, ed a poco a poco due nere luci, una bocca soave, un fiume di scuri capegli, in fine una donna vi s'appresenta come per incantesimo. Oh! le donne dipinte da Byron sono fantasmi di ineffabile bellezza, sono le donne che avete adorato nel silenzio de' vostri sogni, sono i visi i più angelici che mai mente d' uomo abbia ideato. Questa è forse la cagione per cui Byron è sempre stato difeso dal bel sesso. Nel mentre che state beandovi in quella raffaelesca creazione, egli salta a capriole lontano lontano, e v' impastocchia una questione grammaticale, oppur si scusa del dover dire una cosa piuttosto che un' altra in forza della rima, e poi vi trasporta novellamente alle più alte regioni del bello e del sublime. Ora è puro come una verginella inconscia del primo palpito amoroso, ora scapestrato e libero come il genio della disonestà; or soavemente patetico, ora cinico ghignatore; e talvolta nelle sue poesie le tinte più opposte si mischiano, si confondono insieme

(*) *Questa pubblicazione verrà fatta ad intervalli. Il nome di profilo indica che è stata intenzione dell'autore non tanto di scrivere le vite e i fatti, quanto di disegnare con attenzione e pazienza il contorno morale di alcuni uomini celebri, e farlo apparire in mezzo al colore dei tempi ne'quali vissero. Alcuni di questi studi sono inediti; altri non lo sono interamente ma vennero ritocchi ed in parte rifatti.*

(1) Quantunque di antica famiglia, Byron non dovette che ad un prozio il titolo di pari.

Nel solo anno 1850 dieci nuovi stabilimenti di beneficenza si sono inaugurati, e ben novantuno sonosi migliorati.

Volgendo da ultimo lo sguardo ai moltiplici grandi stabilimenti di beneficenza della capitale, accenneremo rapidissimamente come nel 1850 furono:

1. Nel Reale Albergo dei Poveri accolti 1900 individui, e ne uscirono 19 soldati, 87 sonatori e 28 tamburini pei reali eserciti.

2. Nell'Ospedale degli Incurabili ricevuti 6389 infermi.

3. Nell'Ospedale de' Pellegrini 2161 feriti e fratturati.

4. Nel Conservatorio di Sant'Eligio 14 fanciulle, e 42 nel Real Convitto del Carminello.

Lungo poi sarebbe il ridire tutti i miglioramenti morali, materiali, economici ed amministrativi che tutti gli stabilimenti della capitale han ricevuto, aumentandosi le rendite, riducendo le spese non necessarie, regolarizzando gli stati discussi, rinnovando gli appalti e gli affitti, dando norme per il buon andamento del servizio interno, e specialmente i cinque summentovati, e la Real Casa Santa dell'Annunziata, l'Ospizio di S. Gennaro de' Poveri, il Pio Monte della Misericordia, il Real Convitto della Immacolata Concezione inaugurato il 4 novembre 1850 e capace di 144 alunne. Ci limiteremo a ricavare dall'ultimo quadro la cifra di annui duc. 1900 94 di cui si è migliorata in complesso la rendita dei soli conservatorii, collegi e ritiri, che nel 1850 accoglievano gratuitamente altri 19 individui.

SVIZZERA

Si ha da Napoli che il 2 gennaio doveva essere pagata ai negozianti svizzeri la somma d'indennizzo per i danni da loro sofferti per gli avvenimenti di Messina nel 1848 e 1849. La relativa commissione di liquidazione, dopo aver determinate le somme da pagarsi ai danneggiati d'Austria, Inghilterra, Francia e Prussia, passò a precisare quelle dovute ai negozianti degli Stati-Uniti d'America e degli Stati europei di secondo ordine.

— Il fatto sembra comprovare che la somma delle antiche monete svizzere da ritirarsi non abbia da superare i dodici milioni, la somma ritirata dai Cantoni nei quali si è già operato il ritiro, non superando quella di 5 milioni. La somma della nuova moneta di cui sinora è ordinata la coniazione è di 17 1/2 milioni. Non sembra però fuori di dubbio che il danaro in circolazione nella Svizzera ascenda a circa 120 milioni di fr., di cui due terzi circa in monete germaniche. Per siffatte circostanze il termine di due mesi accordato a ciascun cantone per cambiare il danaro germanico in danaro francese sembra troppo breve, ed è da desiderarsi che si stabilisca una tariffa provvisoria dei gulden (fiorini) duratura per un anno.

— Leggesi nella *Nuova Gazzetta di Zurigo* il seguente appello alla concordia degli svizzeri:

« Non solamente da oggi noi esprimiamo la necessità per la Svizzera di riunir tutte le sue truppe e di cercare la sua sicurezza piuttosto nell'unione de' suoi cittadini che nel fallace appoggio di alleanze d'opinione coll'estero. Si comprenderà adunque che nelle circostanze attuali noi facciamo appello al vero patriotismo, che noi non crediamo essere il patrimonio esclusivo d'un solo partito. Gli svizzeri sanno ciò che i francesi hanno loro portato nel 1798, e gli alleati nel 1815, i primi sotto il nome della libertà, gli altri sotto quello dell'ordine. Se noi approfittiamo di questa esperienza, comprenderemo facilmente che val meglio che i partiti si facciano reciproche concessioni piuttosto che si facciano taglieggiare dall'estero. »

— Il Consiglio federale ha adottato un'ordinanza di esecuzione della legge federale sui telegrafi elettrici. Il primo articolo autorizza il dipartimento svizzero delle poste e delle pubbliche costruzioni a chiamare il consigliere ministeriale in Vienna sig. Steinheil come perito, essendo persona molto pratica nelle costruzioni de' telegrafi elettrici. Il secondo stabilisce che i lavori preliminari debbansi fare dall'ufficio delle strade ferrate presso il dipartimento delle poste e delle pubbliche costruzioni, e si chiami il sig. Leo Baumgartner di S. Gallo, che sinora fu impiegato presso l'ufficio di costruzione dei telegrafi nella Lombardia, col soldo di 3000 franchi. Il terzo articolo incarica il dipartimento di continuare le trattative per portare a 400,000 fr. il prestito senza interesse (questo prestito giugne ora a 302,902 franchi). Il quarto articolo incarica il dipartimento stesso di continuar le trattative coi cantoni circa all'adempimento degli aggravii loro caricati dagli art. 3, 5 e 9 della legge. Il quinto ordina che sia aperto l'incanto per la somministrazione de' pali. Il sesto apre al dipartimento un credito di 5000 fr. sinchè sia eseguito il pagamento del prestito.

Lucerna. — Una nuova istituzione viene ad aumentare l'attività del passo del S. Gottardo: i sigg. Segesser e Comp. hanno aperto col 10 gennaio una nuova corsa quotidiana per le merci da Basilea a Lucerna in correlazione immediata colle corse del battello a vapore sul lago di Lucerna e colle esistenti corse celeri quotidiane da e per l'Italia.

Zugo. — Il 4 gennaio avvennero le nomine per la rinnovazione integrale del Gran Consiglio. Due terzi degli eletti appartengono al partito conservatore.

FRANCIA

Parigi, 11 *gennaio*. Leggesi nella *Patrie*: I decreti pubblicati ieri dal *Moniteur*, a' termini dei quali un certo numero di exrappresentanti sono esiliati dalla Francia o deportati alla Guiana francese, hanno provocata la pubblica attenzione sulla pena della deportazione politica.

Quasi ignota in Francia prima della rivoluzione, la deportazione fu da 60 anni in qua un provvedimento politico piuttosto che una pena giudiziaria.

Il governo fermamente risoluto a impedire il ritorno di quelle rivoluzioni quasi periodiche, le quali conducevano fatalmente il nostro paese al precipizio, ebbe cura di far la distinzione fra gli uomini che servirono la Francia col loro coraggio o che la illustrarono coi loro lavori, e quelli che, in ostilità permanente contro ogni governo, sacrificano la tranquillità e il benessere dei loro concittadini alla loro meschina ambizione.

Coll'allontanare temporaneamente i primi dal territorio francese, il governo obbedisce a una dolorosa necessità; ma tutto fa sperare che questa determinazione sarà ben presto rivocata.

In quanto ai secondi, il governo non fa che applicare la legge votata dall'antica assemblea legislativa.

— Il sig. Boulay (della Meurthe) ha cessato dalla sua carica di vice-presidente della repubblica; egli ricevette ancora alla fine del mese scorso il suo assegnamento, ma per l'ultima volta.

— Leggesi nel *Constitutionnel*: Doni volontarii destinati alle famiglie dei militari d'ogni arma, morti combattendo per la difesa della società, ed ai militari feriti nelle stesse circostanze, sono indirizzati da tutte le parti al ministero della guerra ed al generale comandante in capo dell'esercito di Parigi.

Per regolare l'uso che si dee fare delle somme, giusta il desiderio dei donatori, il ministro della guerra ha instituito una apposita commissione.

— Leggiamo in una corrispondenza parigina dell'*Indépendance Belge*:

Dicesi che la formazione del senato è già molto innanzi. Non si parla più del sig. Boulay (della Meurthe) per la presidenza, ma del sig. Portalis, primo presidente della corte di cassazione. Soggiungevasi che il sig. Troplong, primo presidente della corte d'appello, sarebbe chiamato a succedergli: altri dicono il signor Dupin, al quale sottentrerebbe nelle funzioni di procurator generale il sig. Duvergier. La magistratura si loda generalmente del sig. Rouher. Al ricevimento del capo d'anno, quando i magistrati andarono a presentargli i loro ossequi, ei li rassicurò tutti sul loro avvenire, poichè ognun sa che la magistratura ebbe per alcuni giorni vive inquietudini. Erasi detto che l'inamovibilità dei magistrati non esisterebbe se non dopo aver ricevuto una nuova investitura dal presidente della repubblica. Era questo un mezzo di fare alcune epurazioni. Il guardasigilli non lasciò ignorare che erasi infatti trattato per un momento di una tale determinazione, ma che essa trovò un'opposizione viva da parte del presidente che vuol rispettare i diritti acquistati.

Si annunzia parimente l'inchiesta amministrativa sui dazii municipali. Eccone il motivo: Si vogliono portare i dazii della città al muro di cinta delle fortificazioni. La città di Parigi otterrebbe perciò un aumento considerevole di rendita, ma nel tempo stesso perderebbe un'altra considerevole di rendita, ma nel tempo stesso si ristabilirebbe l'equilibrio diminuendo il diritto di entrata sui vini in botti e barili, e si autorizzerebbe l'entrata del *vino in vaso*, senza pagar diritto alcuno. Questa determinazione avrebbe un duplice vantaggio: essa darebbe sollievo agli abitanti dei sobborghi, agli operai ed alle classi povere, permettendo loro di far entrare facilmente un vino che andrebbero a cercare ogni giorno fuori delle barriere.

La classe agiata sarebbe soddisfatta della diminuzione stessa poco importante sulla entrata del vino, e la città di Parigi coll'accrescimento di popolazione che otterrebbe dall'arretramento del dazio alle fortificazioni, se non trovasse un aumento di rendita, non proverebbe alcuna diminuzione. Il popolo sarebbe alleviato dalle agevolezze che gli si procurerebbero, e il tesoro nulla perderebbe. Se l'inchiesta ordinata ha questo risultamento, bisognerà pur dire che sarà riuscito il risolvere un problema che erasi per lungo tempo considerato come insolubile.

É omai certo che le associazioni fraterne del dipartimento della Senna fra 15 giorni al più saranno disciolte. Il governo però non vuole sopprimere il principio dell'associazione: ma pretende epurarlo e soggettarlo nella pratica a modificazioni popolari. L'associazione compresa, come è, dagli attuali associati, non è, convien dirlo, che una mistificazione commerciale. Nessun membro vi è responsabile verso i creditori; niuno vi esercita il comando, e tutti possono gabbare, senza controllo, senza guarentigia. Il governo è risoluto a far cessare simili disordini; esso prescriverà che le associazioni abbiano agenti probi, e che soprattutto la politica non s'immischi mai, sotto alcun pretesto, nella macchina industriale.

— Si sono ricevute notizie d'Algeri del 5. La massima tranquillità regnava nella colonia. Il nuovo governatore generale, colà giunto il 30 dicembre, indirizzò nel giorno appresso un proclama agli abitanti.

« Gli avvenimenti che sono testè successi in Francia, ei dice terminando, aprono per la nostra cara patria un'èra nuova. L'anarchia che minacciava continuamente il nostro avvenire, è vinta; la società può respirare in pace, il commercio può riprendere fidanza; a noi tocca il saper profittare d'uno stato di cose che riconosciamo dalla energica volontà del presidente della repubblica e dal suo amore del paese; a noi spetta il difenderci dal ritorno di quelle dottrine che non potrebbero produrre se non divisioni negli animi, sgomenti e funeste passioni nelle masse.

« Per me io sono fermamente risoluto a combatterle, se si riproducessero, sotto qualsiasi forma, ed in ciò massimamente crederei di provarvi il mio ardente desiderio di assicurare la vostra prosperità. »

Il generale di divisione Pelissier è partito alla volta di Orano a bordo del *Tanger* il 1° gennaio. Il governatore generale accompagnò fino all'ammiraglio l'onorevole suo predecessore.

SPAGNA

Madrid, 6 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

Vi è oggi gran ricevimento al palazzo della regina Maria Cristina in onore della nascita della principessa delle Asturie.

La municipalità di Madrid ha deciso che vi saranno due giorni di feste pubbliche per solennizzare lo stesso fausto avvenimento. Queste feste comincieranno il 2 febbraio, giorno nel quale la regina Isabella II escirà per la prima volta dal suo palazzo e si recherà alla chiesa di Atocha col ceremoniale di etichetta.

— Il governatore militare di Madrid farà le funzioni di capitano generale di Madrid sino all'arrivo da Valenza del generale Canedo.

— Il corpo de' carabinieri sarà rimpiazzato da un corpo speciale di doganieri. I carabinieri saranno esclusivamente destinati a dar la caccia ai contrabbandieri sulle coste e ai confini.

— La *Gazzetta di Madrid* del 6 pubblica gran numero di grazie e promozioni nell'esercito in occasione della nascita della principessa delle Asturie.

INGHILTERRA

Londra, 10 *gennaio*. Si legge nel *Morning-Post*:

Il conte e la contessa Walewsky, il marchese di Lansdowne, il duca di Newcastle, il conte e la contessa Lavradio, il marchese e la marchesa di Westminster, il marchese e la marchesa di Clanricarde, il conte della Warr, il conte e la contessa di Sefton, lady Emily di Burgh e lady Octavia Grosvenor, hanno avuto ieri l'onore di pranzare con la regina. S. A. R. il principe reale è partito questa mane per la caccia, accompagnato da S. E. il conte Walewsky, dal duca di Newcastle, dal marchese di Clanricarde, dal conte di Sefton, dal conte della Warr e dal colonnello sir H. Seymour.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

Fra coloro che si offrono a prendere, come volontarii, il comando della nuova spedizione ne' mari artici, va citato il capitano Ommaney, quello stesso che comandava l'*Assistance* sotto il capitano Austin.

Quest'ufficiale ha proposto, ove si accettino i suoi servigii, di rinunziare agli emolumenti assai considerevoli, de' quali egli gode attualmente nella sua qualità di commissario controllore della guardia costale.

— Ecco i particolari della notizia data dal *Portsmouth Times* e della quale fu fatto cenno alle ultime notizie della nostra Gazzetta di ieri:

---

con tanta sfacciataggine che non si sa più che costrutto cavarne, e si sta là con un occhio semipiangente e le labbra dubitanti di comporsi ad un sorriso.

Vi par egli un pazzo sublime cotesto? Ma è più sull'uomo che sul poeta che vogliamo invitare per poco i vostri sguardi. Giorgio Byron nacque nel 1788 a Londra: appena nato si mostrò qual doveva essere, impaziente d'ogni ritegno, violento, capriccioso nelle piccole voglie. Non mi ricordo qual filosofo dicesse che scrivendo la biografia di grandi uomini era necessario contentarsi di luoghi comuni. In Byron meglio che in altri si prova la brutta verità di questo proverbio. Fanciullo scorreva da una parte all'altra delle montagne pittoresche della Scozia e passava le ore contemplando estatico una serena aurora specchiantesi in quei placidi e poetici laghi di Walter Scott. Fatto più grandicello, venne rinchiuso in un collegio d'Aberdeen ad apprendere le elementari cognizioni dello scrivere, del leggere e del latino. Talvolta fu visto abbandonarsi a fervorose ore di applicazione e di studio, ma tosto quell'effimera serietà svaniva per dar luogo a sfrenatezze d'ogni misura, a prepotenze verso gli altri discepoli, fossero di lui più deboli o forti; gli era più spesso però coi secondi che coi primi. Un di si erigeva a capo di ammutinamento scolaresco; un altro, diveniva sommesso ed esemplarmente studioso; talora era crudele, tal'altra d'una delicatezza di cuore appena credibile. Egli avvenne che un suo giovine amico chiamato Peel, che doveva poi essere il celebre oratore ed uomo di Stato, venisse battuto da un compagno più grande e robusto: quantunque Byron non avesse bastante forza per difendere il mal capitato camerata, pure si avanzò verso i due combattenti e, rosso della collera, gli occhi pregni di pianto, la voce tremante, seriamente richiese il più forte di quanti colpi volesse ancora battere il povero Peel: « Perchè? rispose colui — Perchè, ripigliò Byron, ne prenderei io volentieri la metà. » È fama che Dante s'invaghisse perdutamente di Beatrice a nove anni. Canova pretese d'aver provato un vero amore a cinque anni..., e Byron, che era nato per cedere a nessun uomo in nulla cosa, concepì una passione tale a ott'anni per una Maria Duff che, tocco che egli ebbe il terzo lustro, cascò tramortito a terra udendo ch'ella era ita a marito.

A dieci anni, nel 1798, eredita da un suo prozio l'abbazia di Newstead, luogo quanto mai possa dirsi poetico e caro per le sue immense foreste, pe' suoi laghi e per le imponenti gotiche architetture. In Byron ogni lieve avvenimento era causa di sussulti e mutazioni disparatissime di abitudine: per l'ereditata abbazia tenne se stesso in maggior conto di prima, assunse un contegno più freddo e stecchito, e sentissi più accileccato dalla fregola della nobiltà. Ma non essendo l'abbazia dimora atta alla sua educazione; fu inviato nel collegio di Harrow nel 1801, ove egli entrò con sommo rincrescimento a motivo di un affetto veemente che gli nacque in petto per una madamigella Parker. Il collegio di Harrow fu teatro delle sue storditezze ogni dì più sfrenate ed indomabili. Lo si trae di colà, ed appena libero si appassiona tosto d'un'altra donna che, imbavagliata di maschera mascolina, ei spaccia per suo fratello. Cavalli, caccia, nuoto, femmine di male, risse, poesie, orgie, ecco le turbolenti occupazioni di quel giovinetto poco più che trilustre. Chi potrà maravigliarsi omai che con una costituzione così mobile e tempestosa i suoi primi passi fossero traviamenti?... Dal collegio di Harrow passa all'università di Cambridge. Finiscono, così il bravo e nitido Nicolini, finiscono in questo tempo le sue prime affezioni ed incomincia quel corso di sciolta ed impudente scostumatezza dalla quale originarono le sue sventure e fra cui forse trionfarono i suoi straordinarii talenti. Sfrenaronsi a Cambridge con impeto improvviso le sue focose passioni, e nel vizio, anzichè nello studio, furono i suoi primi progressi. Il nuoto, il pugilato, la scherma ed ogni guisa di corporale e violento esercizio erano le occupazioni principali della sua giornata: il guoco, le donne e i bagordi, comprava e mutava cavalli, nudriva bracchi e molossi; educava un orso ed a chi gli domandava che far ne volesse, rispondeva: « Un dottor di Cambridge! »

Nelle vacanze autunnali egli si rifuggiva a Newstead, e seco traevasi qualche compagnia di testa balzana e di carattere al suo consonante, fra i quali è degno di venir menzionato un Mathews, matto nella piacevolezza e miracoloso nella scostumatezza. I vini di Bordeaux e di Champagne si bevevano in cranii umani foggiati a coppa: i convitati erano imbaccucati di saio monacale: nell'anticamera era un grosso mastino, nel vestibolo un lupo, una tigre nella camera ..... e chi sa dir altro! Dopo un frastuono di grida, di bestemmie, di brindisi, la comitiva la faceva finita per una ubbriacchezza generale, con tutte le circostanze che simili casi accompagnano.

Gli è in quel torno di tempo ch'ei pubblicò le *Hours of Idleness*...: *Idleness* in quella pienezza di vita e di agitazione! La grave *Rivista* di Edimburgo si scagliò contro il giovine autore caricandolo d'improperio, d'ironico spregio e buttandogli in viso le più crudeli vaticinazioni. Byron ne rimase esterrefatto e seppellì l'ira nelle bottiglie di Bordeaux, ma non potè trangugiar il veleno che s'aveva in bocca; il qual veleno si sfogò più tardi nell'accanita, nella straordinaria satira dei poeti inglesi e giornalisti scozzesi. È impossibile definire l'immensità della rabbia, del disprezzo, della robustezza di quell'infuocata diatriba. Coleridge, Moore, Wordsworth, Southey, Walter Scott, Lewis, ecc. sono un branco d'asini; tutti i drammaturghi contemporanei, imbecilli; tutti gli oratori chiacchieroni; balogi tutti gli uomini di Stato. È facile immaginare che razza di scompiglio, di meraviglia di mormorare, di bestemmiare ne venisse suscitata! .....

(Continua) G. Torelli.

Ordini sono dati per la costruzione d'una batteria di 100 cannoni a Nab-Light presso Spithead, come anche d'una batteria provvisoria a Lumps, presso Spithead sulla costiera di Portsmouth, pur di 100 cannoni, e nel minor tempo possibile. Un nuovo forte è in corso di costruzione a Brownd own, rimpetto a Ryde (isola di Wight) sulla costiera di Gasport. Vi sono impiegate due compagnie di zappatori e minatori reali, e i lavori sono spinti in modo che saranno compiuti in due mesi.

— Giusta i giornali inglesi, circa trentasei delle più ragguardevoli case commerciali d'Inghilterra han risoluto che il dì 10 avrebbero chiusi i loro stabilimenti, se le unioni operaie non ritiravano assolutamente le lor condizioni: da un'altra parte la società riunita prosiegue a tenere de'*meetings*, ne' quali annuncia la sua risoluzione di non cedere. Uno di detti *meetings* ebbe luogo giovedì (8) a Manchester, composto di costruttori di caldaie, fonditori, meccanici, ecc., e al quale convennero più di 2,000 di quella classe d'operai. In questo, come negli altri *meetings* tenutisi antecedentemente a Londra e a Manchester stessa, fu nuovamente adottata la cessazione del soprappiù delle ore di lavoro, e quella del lavoro a cottimo, e disapprovata ad un tempo la condotta dei capi e padroni degli opifizii e stabilimenti di costruzioni di macchine.

— Lo *Standard* annunzia che alla Borsa fu aperta una sottoscrizione in favore delle vittime del naufragio dell'*Amazone*, la quale sottoscrizione ammonterà, a quanto già appare, a una somma ragguardevole.

— Venticinque, secondo l'*Ocean*, sono i naufraghi dell'*Amazone*, raccolti dalla galeotta olandese, capitano Temteler, e condotti a Brest, fra i quali è un francese ed un belgio: tutti gli altri sono inglesi.

— I giornali di Londra del 10 recano la notizia d'un altro naufragio, avvenuto il 7 all'entrata del porto di Waterford in Irlanda. Il *Columbus* che veleggiava da Nuova-Orleans a Liverpool, giunto all'entrata suddetta, naufragò miseramente. Quattro passaggieri e otto uomini dell'equipaggio rimasero sommersi. Il *Columbus* andò affatto in pezzi, e il carico, che si componeva di 3,800 balle di cotone e di 5,000 staia di maiz, restò interamente perduto.

ALEMAGNA

AUSTRIA. *Progetto di commercio doganale e commerciale collo Zollverein. (Continuazione).*

Art. 6. Le merci che in un officio spettante ad una delle associazioni doganali contraenti vennero sottratte alla prescritta verificazione, potranno nel territorio dell'altra lega passare dopo di essere stati muniti della bolletta di revisione, e quivi giungere fino al luogo della sua destinazione, e relativamente fino all'ultimo uffizio principale del dazio più vicino al luogo di destinazione, dove si compierà la spedizione delle bollette di revisione.

7. Per quanto sarà possibile, gli uffici doganali di ambe le parti, posti ai confini, dovranno collocarsi in un luogo dove al passaggio delle merci da un territorio nell'altro le operazioni doganali possano farsi nello stesso tempo.

8. Rimangono in vigore tutte le esenzioni, i favori e le agevolezze di traffico già esistenti fra le singole associazioni doganali o gli Stati appartenenti alle diverse leghe doganal, quantunque oltrepassino la misura stabilita col presente trattato.

9. Si dichiarano oggetti di monopolio dello Stato, solo il tabacco, il sale, la polvere per arme da fuoco, le carte da giuoco: sulle merci importate da uno nell'altro dei territorii doganali non potranno ristabilirsi nuove imposte di consumo senza previo concerto; le imposte ora esistenti non potranno superare la tariffa più alta esistente nei singoli territorii doganali; ed è vietato l'aumento di gravezze sui prodotti esteri rispetto ai prodotti del proprio paese.

10. I consoli di ogni contraente possono e devono rappresentare i sudditi degli altri Stati contraenti, dove manchi il console loro, ed esercitare sovra di loro la stessa giurisdizione, come sopra i sudditi del suo proprio Stato.

11. Si delibererà ulteriormente sopra i provvedimenti già adottati di concerto fra gli Stati della confederazione per la reciproca protezione doganale:

a) Le merci che da un territorio doganale si trasportano nell'altro e devono sottoporsi a verificazione in un officio doganale di quest'ultimo, potranno soltanto continuare per la strada che conduce agli indicati officii, autorizzati a procedere alla verificazione doganale.

b) Le autorità e gl'impiegati doganali di un territorio, dovranno eseguire le disposizioni prescritte dalle autorità e dagli impiegati doganali dell'altro territorio, ed intese alla ricerca e punizione delle contravvenzioni alle leggi di dogane: dovranno sovratutto procedere ad interrogatorii, all'esecuzione dei giudizii ecc.

c) Quanto alle acque ed a quei tratti di paese dove i territorii delle due associazioni doganali confinano cogli Stati esteri, si adotteranno particolari disposizioni per istituirvi un servizio comune di sorveglianza.

12. Coll'attivarsi del presente trattato, si radunerà in Francoforte sul Meno una commissione permanente, composta dai rappresentanti di ciascuna delle due associazioni doganali, la quale avrà per incarico:

a) Di sciogliere i dubbii ed appianare le difficoltà che potranno nascere fra le due leghe doganali e rispettivamente fra i membri di una coi membri dell'altra di esse;

b) Di deliberare intorno alle modificazioni della tariffa e dei regolamenti di dogana che si riconosceranno necessarie od atte a produrre maggiore uniformità nelle due associazioni doganali;

c) Di proporre i provvedimenti necessari per l'effettuazione di una definitiva unione doganale;

d) Di stendere il prospetto complessivo delle merci che pagarono dogana, ed appartenenti ad ambidue i territorii doganali, e delle dogane aperte alle medesime, per modo che per le merci occorrenti al commercio interno fra i due territorii doganali si scorga a colpo d'occhio quale somma avrebbero le medesime dovuto pagare trafficando coll'estero.

La somma totale, calcolata dietro tale presupposto, servirà a suo tempo di base per determinare gli introiti comuni a ciascuna delle due associazioni doganali. Per la solidità delle risoluzioni che si riferiscono alla lettera *a)* basta la maggioranza assoluta della commissione; quanto alle altre, allora solo saranno obbligatorie quando le risoluzioni della commissione vengano approvate dalla maggioranza dei rappresentanti di ognuna delle due associazioni doganali.

Alle eventualità non definite per questo trattato, si provvederà in via diplomatica. Le leggi ed ordinanze accennate sotto le lettere *b)* ed *c)* abbisognano della rettificazione di tutti i singoli Stati contraenti, conformemente alle disposizioni che in ciascuno dei due territorii doganali sono in vigore per quello che riguarda la conclusione dei trattati d'unione doganale ed il diritto di votazione per le modificazioni della tariffa e per le leggi organiche.

Le disposizioni da adottarsi, in ordine al numero dei rappresentanti di ognuna delle due associazioni doganali, ed al modo della loro elezione, non meno che agli attributi ed agli uffizii della commissione, verranno stabilite dall'appendice.

13. Le disposizioni contenute nell'appendice del presente trattato devono riguardarsi come parte integrante del medesimo, e non possono variarsi fuorchè nei modi prescritti in esso.

14. La durata del presente trattato è fissata sino all'ultimo giorno del mese di dicembre del 1853; poichè a quell'epoca si porrà in vigore il trattato di unione doganale, già concertato quanto alle basi generali. Qualora ostacoli impreveduti rendano impossibile l'attivazione dell'unione doganale al 1° gennaio 1859, allora è lecito ad ognuna delle due associazioni doganali il denunciare il presente trattato al fine di giugno 1858 al più tardi.

Se non segue alcuna denunzia in tal termine, il presente trattato si riguarderà come continuativo per altri cinque anni; e così in seguito, di cinque in cinque anni finchè non verrà denunziato alla metà dell'ultimo anno.

— Le anzidette sono le stipulazioni della progettata convenzione di commercio; viene in seguito la seconda parte del progetto austriaco, che riguarda l'unione doganale e commerciale da conchiudersi fra l'Austria e lo Zollverein.

Sul principio della seconda epoca (dell'unione doganale, da cominciarsi il 1° gennaio 1859), tutti i dazi d'ambe le parti si sopprimerebbero, eccettuati i diritti d'entrata fondati sui monopolii dello Stato e le assise; i quali diritti però potranno bensì diminuirsi, ma non aumentarsi. I diritti comuni dovranno riscuotersi colla stessa moneta: si stabilirebbe un rapporto che possa esprimersi in numeri intieri, fra i fiorini, i talleri e le monete di 5 fr.

Ogni anno, per la prima volta nell'anno 1860, si terrebbe a Francoforte un'assemblea generale di delegati di tutti gli Stati dell'unione; la durata di quest'ultima sarebbe fissata a 12 anni, e se ne lascierebbe aperto l'ingresso agli Stati tedeschi ed italiani.

ASIA

L'*Osservatore triestino* reca le seguenti ultime notizie delle Indie e della Cina:

Il piroscafo *Egitto*, arrivato in 122 ore da Alessandria a Trieste, recò ragguagli di Bombay del 17, di Calcutta del 6 dicembre, e di Hong-Kong del 28 novembre. Rileviamo dai giornali di Calcutta che la spedizione marittima inviata a Rangun per chiedere soddisfazione al governo birmano delle offese recate a parecchi cittadini inglesi giunse colà il 27 novembre, ma che finora nulla fu operato di decisivo. Il piroscafo *Proserpine*, partito da Rangun il 28 novembre, ritornò a Calcutta il 5 dicembre, e il capitano Latter giunse con esso, portando dispacci che non paiono si pacifici come si prevedeva. Le domande del governo inglese furono trasmesse alla corte birmana e venne accordato alle autorità di Rangun un termine di 35 giorni per rispondervi, trascorso il quale si prenderanno misure decisive per ottenere la chiesta riparazione.

Le truppe comandate dal brigadiere sir Colin Campbell trovansi tuttora a Mitchnic, però non vi fu alcun combattimento. Si è quasi terminata la costruzione di un nuovo forte. Parecchi individui della tribù Kyberrie assalirono l'abitazione d'un sergente maggiore inglese posta entro gli accantonamenti del Pesciaver; il che prova quanto sia ardita quella popolazione e quanta vigilanza occorra per prevenirne le aggressioni. Essi incendiarono quella casa, indi diressero una scarica contro le porte e le finestre della medesima, che ferì il sergente mentre dormiva; poi uccisero un povero contadino, pure immerso nel sonno. Ma essendosi allora dato il segnale d'allarme, i kyberries si ritirarono dopo aver fatta un'altra scarica, che riescì senz'effetto.

Il corpo inglese ch'è stanziato a Multan ricevette l'ordine di tenersi pronto a marciare contro Meer Ali, reggente di Khyspore nello Scinde inferiore, onde costringerlo a restituire una porzione di paese da lui tenuta sinora frodolentemeute.

La notizia della vittoria dei rivoltosi cinesi, e dell'abdicazione del monarca del celeste impero, divulgata colle debite riserve dai fogli indiani, non si è punto verificata. La ribellione continua ancora, e pare sia lontana dal suo termine. Secondo l'*Overland Register*, le truppe cinesi tecero poco o nulla per reprimerla; sembra però che anche gli insorti progrediscan poco nella loro impresa tendente ad esautorare la attual dinastia, giacchè le loro operazioni si limitano alla provincia di Kwang-si e ad una piccola parte di quella di Kwang-tung. Essi tengono tuttora la città di Yun-Gun, cui presero nell'ottobre. In quel tempo si diceva che i sediziosi avessero massacrato parecchi abitanti; ora invece si narra che questi furono uccisi dagli imperiali mentre fuggivano dalla città, avendoli essi considerati partecipi dell'insurrezione.

Del resto regnano sempre le stesse contraddizioni e la stessa confusione riguardo a questo sovvolgimento. Basti il dire che alcuni fanno ascendere il numero dei rivoltosi a 16,000, comprese le donne e i fanciulli, mentre altri calcolano a 500,000 i soli combattenti! La *Gazzetta di Pekino* contiene le solite relazioni di battaglie vinte dalle truppe imperiali, con grande strage dei ribelli. Si narra che Seù abbia fatto prigioniero un capo degli insorti, che in passato si diceva fosse stato ucciso, e si aggiunge che quel dignitario abbia deciso di non ritornare a Canton che dopo domata l'insurrezione.

Parecchi forti temporali imperversarono ultimamente nei mari cinesi. Due navigli inglesi, il *Precursor* e la *Lady Mary Wood*, n'ebbero molto a soffrire. Si teme che questi fortunali rechino impedimento alla spedizione che da questa parte va in traccia di sir John Franklin, la cui sorte desta tanto interesse.

ULTIME NOTIZIE

FRANCIA. *Parigi*, 12 *gennaio*. Il *Moniteur* pubblica un decreto che ordina lo scioglimento e la riorganizzazione di tutte le guardie nazionali della Francia.

Il generale Lawoestine è nominato comandante superiore, e il sig. Vieyra, colonnello capo di stato maggiore della nuova guardia nazionale della Senna.

— Un secondo convoglio, composto di 614 detenuti, è partito alla volta di Brest.

— Stamane alle 10 il consiglio dei ministri si è riunito nel palazzo dell'Eliseo presso il presidente della repubblica. A mezzogiorno la seduta durava ancora.

BELGIO. *Brusselles*, 12 *gennaio*. La *Correspondance Havas* annunzia che il sig. Thiers è partito da Brusselles per Londra.

Il generale Bedeau è arrivato a Brusselles nella mattina dell'11.

ALEMAGNA, *Francoforte*, 10 *gennaio*. Gli uomini speciali per la legislazione sulla stampa deliberarono sui punti che potrebbero adottarsi nelle disposizioni generali della Confederazione rispetto alla stampa. Queste deliberazioni preliminari, dice il *Journal de Francfort*, serviranno di base ad un progetto cui si attende a quest'ora. Quindi la commissione per la stampa dovrà di bel nuovo radunarsi e prendere le sue risoluzioni sui provvedimenti proposti in quel progetto.

La questione verrà poscia recata innanzi la commissione politica della Dieta germanica. Quindi è che quest'affare non sarà terminato così presto, nè si può prevedere quale risultamento avranno le deliberazioni, nè se tampoco avranno un risultamento qualunque.

— *Berlino*, 9 *gennaio*. Il barone di Manteuffel, presidente del consiglio dei ministri, ebbe oggi una lunga conferenza col signor Neuburg, consigliere di legazione annoverese: quest'ultimo trovasi in Berlino per intendersi col governo prussiano intorno alla questione della flotta germanica.

E. LEONE gerente.

Repertorio d'agricoltura e di scienze economiche e industriali del prof. Ragazzoni *(anno XXIV) fasc. di novembre*

INDICE. Mezzi d'aumentare gli effetti degli ammendamenti e di prevenire i loro inconvenienti — Del fosfato di calce come ingrasso e dell'ufficio dell'*humus* e dell'azoto nella vegetazione — Cenni di fisiologia vegetale applicata alla silvicoltura — Stato dell'agricoltura nel sud-est della Francia nel 1851 — Sulla necessità di un codice agrario — Della influenza del libero scambio nelle produzioni agricole — Sul giacimento del guano — Del rinchite della vite — Influenza dell'eclissi sui vegetabili — Composizione d'un ingrasso liquido economico — Mezzi di raccogliere e di mettere a profitto gl'ingrassi che si perdono nei grandi centri di popolazione a danno della pubblica salute e dell'agricoltura — Coltivazione della seradella nel Belgio — Coltivazione del lino in Irlanda — Succo di carote come alimento pei fanciulli e pei neonati — L'ervalenta Meatbeaf, sostanza alimentare — Foraggio cotto — Nuovo metodo di applicare alla canapa i procedimenti di filatura del cotone — Medaglie distribuite agli agricoltori bolognesi — Premii per migliorare le razze del bestiame vaccino — Movimento dei viaggiatori sulle strade ferrate — Accademia R. d'agricoltura. — Pubblica esposizione d'orticoltura nel 1852 — Quinta esposizione d'industria e di belle arti; giudizio della R. Camera d'agricoltura — Del crambo, malattia che corruppe l'uva.

Le associazioni si ricevono in Torino presso la direzione dell'opera, contrada dei Pescatori, num. 6, al prezzo di annue L. 12, franco per la posta.

BANCA NAZIONALE

DIREZIONE DELLA SEDE CENTRALE

Si rende noto agli azionisti della Banca Nazionale che il dividendo del semestre a tutto il 31 dicembre p. p. venne fissato dai due Consigli di Reggenza in L. 45 per ogni azione.

I mandati per il pagamento di tale dividendo verranno rilasciati dalle due sedi della Banca a partire dal 15 corrente, dietro presentazione dei certificati d'iscrizione d'azioni, e saranno esigibili a volontà del titolare tanto alla sede di Genova che a quella di Torino.

Genova, il 12 gennaio 1852.

LA EMULAZIONE

GIORNALE DELLE VACANZE

PEI GIOVANI STUDIOSI

PREZZO DI ASSOCIAZIONE

Torino, per un anno . . . . . L. 10
» per sei mesi . . . . . » 5
Per le provincie e l'estero, franco sino ai confini, per un anno . . . . . » 12
per sei mesi . . . . . » 6

Si pubblica il mercoledì ed il sabato di ogni settimana.

Le associazioni in Torino si ricevono, dietro anticipato pagamento, presso il signor Carlo Schiepatti libraio sotto i portici di Po.

Nelle provincie basta spedire un vaglia postale alla Direzione del Giornale in Torino. I pacchi o lettere non si ricevono se non affrancati.

FABBRICA

di BIRRA e BEVANDE gazose

aperta dal 1.° gennaio corrente in Saluzzo

sotto la Ditta

COLOMBERI STEFANO e C.°

HISTOIRE GÉNÉRALE DES FAMILLES NOBLES
DE TOUTES LES NATIONS

suivie de la Biographie de tous les anciens et les nouveaux ministres d'Etat, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, membres des Diètes, des Sénats, des Chambres des pairs, des députés, des assemblées législatives, des membres du clergé et des hommes de guerre, de science, des magistrats, des conseillers et des autres fonctionnaires.

Cette grande publication, en langue française, pour toutes les principales bibliothèques de l'Europe, s'augmente considérablement. Tous les articles y sont appuyés de preuves et d'autorités, et l'élite de l'Europe l'a déjà honorés de nombreuses souscriptions. Six nouveaux volumes grand in-quarto sont en vente au prix de 57 francs par volume: les six pris ensemble 200 fr.

Les traites sur Paris doivent être adressées au *Secrétaire des archives historiques, rue Richelieu, 85, à Paris.* On peut y obtenir l'histoire séparée de chaque famille et la biographie de chaque personne, ou des copies de tout ce qui se trouve à chaque nom dans les anciens et les nouveaux documents recueillis dans ce centre des publications de tous les pays et de toutes les époques. Ces copies sont d'une très-grande utilité pour ceux qui veulent avoir tout ce qui existe à leur nom ou aux noms d'autres familles dont ils voudraient connaître exactement ou établir clairement la position. Ces copies sont envoyées sur toutes demandes: le prix en est fixé suivant leur étendue. Les personnes qui n'ont pas encore adressé de communications pour régulariser les articles qui se publient à leur nom, ou les additions à faire à ce qui a déjà paru et ce qui est mentionné aussi à leur nom dans les notices publiées sur les familles auxquelles elles sont alliées et sur les autres personnages avec lesquels elles ont eu des rapports, peuvent envoyer leurs notes pour les autres volumes qui sont sous presse. *L'affranchissement est indispensable.*

AVVISO

I signori soscrittori al busto del fu p. GROMO sono pregati di voler intervenire all'adunanza generale che avrà luogo addì 18 del corrente mese, alle ore 3 1/2 pomeridiane, in una sala del Palazzo della Città.

COMUNE DI SARTIRANA
Provincia di Lomellina

Trovandosi vacante la cattedra per le Scuole Comunali maschili di 1.ª Elementare, con l'annuo assegnamento di L. 600, s'invitano tutti gli aspiranti a presentare le loro domande in iscritto, corredate delle regolari patenti di metodo, con tutto il mese di aprile 1852, notificando loro, che la nomina avrà luogo nel maggio successivo.

Avv. Nigra, *Sindaco.*

Farmacia **LUCIANO**, *via di Po, num. 13*

UNICO DEPOSITO
DELLE **PILLOLE** DEL DOTTORE R. RICHARD
per la ristorazione del sistema nervoso
indebolito da fatiche, lavori, o malattie gravi

Rimedio infallibile per tutti quelli che hanno compromessa la loro salute con eccessi di piaceri, con assuefazioni segrete, ecc., che soffrono di polluzioni notturne, o dell'impotenza.

Prezzo di una scatola colla relativa istruzione L. **12.**

UNICO DEPOSITO

CAFFÈ BURLET DI SANITÀ

Miele vergine di Spagna, Sagou, Ervalenta, Orzo di Germania, Tapioka, Senapa bianca medicinale. Candele Milly di superiore qualità, presso Porporati ed Arnosio, droghieri, via di Po, isola dell'Ospizio di Carità.

Fabbrica di Stoffe in seta

Assortimento di MANTELLETTI da donna in velluto, satino e *moirée*, con ribasso di prezzo.

Id. di tagli VESTI per *soirée*, Cravatte e *Gilets*.

Via delle Finanze, casa Pollone, rimpetto alla buca delle lettere, Torino.

INCANTO DI MOBILI

Il giorno 20 corrente mese, alle ore 9 mattina e giorni successivi, in via S. Filippo, casa del signor principe della Cisterna si esporranno all'incanto tutti i mobili d'appartamento spettanti a S. E. Sir Ralp Abercromby, Ministro plenipotenziario d'Inghilterra presso il Governo Sardo.

Mossone Giovanni, *geometra, perito giurato.*

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

DA VENDERE

In Borgo Nuovo, via della Rocca,

Terreno fabbricabile di are 27, cent. 42 (tavole 72) circa, in tutto od in parte.

Dirigersi al sig. causidico coll. Gandolfi, via degli Stampatori, num. 14.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile* N. 9 membri al 2.º p.º, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

AL NEGOZIO
DA COTONI, LANE E LINI FILATI
DI **R. CARISIO-BRUNETTI E FIGLIO**

Scelto assortimento di **Calzetterie, Telerie** in cotone e diversi altri oggetti a maglia ad uso di **fardello**, a modico prezzo.

Via S. Domenico, 1, rimpetto la porta grande della chiesa.

DA VENDERE

CASCINA con fabbricato civile e rustico, ed ettare 45, are 44 (giorn. 115) circa, distante chil. 9, 84, da Torino, tutta irrigabile, con acqua propria.

Per le informazioni e trattative dirigersi nello studio del notaio certificatore Signoretti, contrada Stampatori, porta 14, piano terzo.

DA AFFITTARE *al 1.º aprile.*

ALLOGGIO di 8 camere al 3.º piano, con cantina, via degli Stampatori, num. 23. — Recapito ivi.

NOTA.

All'udienza del R. tribunale di prima cognizione di Torino delli 3 febbraio prossimo, ore nove antimeridiane, sull'instanza dell'architetto Luigi Formento, ed a pregiudicio del sig. cav. Alberto Veglio di Castelletto, avrà luogo il primo incanto del seguente stabile sul prezzo di lire venti mila, e sotto le condizioni inserte nel bando venale del prelodato R. tribunale di prima cognizione 12 corrente mese.

Stabile in subasta.

Corpo di casa nel Borgo Nuovo della città di Torino, contrada dell'Arco, porta num. 11, isola San Calisto, distinta coi numeri 33, 145, 146, 147, 148, 164, 165, composto di tre piani, soffitti e sotterranei a cui cocerenziano a levante la stessa contrada, a ponente il sig. avv. Soldati, a mezzogiorno il sig. conte S. Lazzaro, ed a mezzanotte la signora Truequi, a colonna del debitore cavaliere Veglio suddetto, ed imposto per il regio tributo prediale di lire 71 83.

Torino, li 13 gennaio 1852.

Castagna, proc. coll.

NOTA.

All'udienza che terrà il R. tribunale di prima cognizione di questa città la mattina del giorno trenta corrente gennaio ed alle ore nove precise, avrà luogo sull'instanza del sig. Giuseppe Nicola di Carmagnola, in odio di Mattia Maria Pedussia vedova di Cristoforo Abrate pure di Carmagnola, in seguito a giudicio di subastazione promossole, il primo incanto della casa situata nel recinto di Carmagnola, cantone di San Ludovico, descritta in mappa col num. 21 in due distinti lotti, alle condizioni apparenti dal bando venale delli 22 ultimo scorso dicembre.

Lotto primo.

Porzione di casa, cocerenti a levante il lotto secondo, a giorno la via di circonvallazione, e la moglie di Franco Francesco, a ponente la stessa, ed a notte la damigella Coassolo, con porta d'ingresso comune col lotto secondo, cortile diviso per una linea retta, che parte dal centro della stessa porta grande, e si dirige verso notte alla distanza di metri 3 30 dal muro di questo lotto prospiciente levante, con tettoia sopra la porta grande, stalla a voltini, camera grande al piano terreno, e due camere al piano superiore colla loggia in legno verso il cortile, scala in legno avanti la porta d'ingresso.

Lotto secondo.

Porzione di casa, cocerenti a levante e notte la damigella Coassolo, a giorno la via, ed a ponente il lotto primo, divisa dallo stesso primo lotto col mezzo della linea in esso primo lotto menzionata, composta di cortile con porta d'ingresso comune col lotto primo, con tettoia superiormente, con pozzo d'acqua viva comune pure al primo lotto, di due camere con entrata verso la strada, e di un camerino al piano terreno, e di due camere al pian superiore con loggia in legno verso la via.

Torino, li 9 gennaio 1852.

Simondi caus. coll.

NOTA

La scrittura di società fatta il 28 dicembre 1843 tra li signori Vincenzo Enrico e Giovanni, fratelli Martinolo, sotto la Ditta Felice Martinolo, ebbe termine con tutto dicembre 1851; e con iscrittura 13 dicembre p. p. li signori Vincenzo Giuseppe e Giovanni, fratelli Martinolo, hanno contratta altra società in nome collettivo per la fabbricazione di corami sotto la stessa ditta Felice Martinolo; l'uso della firma è comune alli tre soci; la società ebbe principio col primo corrente 1852, e sarà durativa per un novennio, se non vi sarà diffidamento un anno prima d'ogni triennio.

NOTA

Con atto del 30 dicembre ultimo scorso, passato alla segreteria del tribunale di prima cognizione di Torino, il sig. Giacomo Medici dichiarò di accettare col beneficio d'inventario l'eredità del proprio genitore Giovanni Battista Angelo, deceduto *ab intestato* in Torino il 18 dicembre suddetto, a quale eredità sono chiamati il detto signor Giacomo e li Antonio, Carolina e Rachele, tutti figli di detto Gio. Battista Angelo.

Torino, li 11 gennaio 1852.

Avv. Durandi caus. coll.

NOTA

Con atto del giorno d'oggi, passato alla segreteria del tribunale di prima cognizione di questa città, le signore Eufrosina Buffa, vedova del capitano del Genio in ritiro Gioanni Giacomo Verna, Margarita e Marianna, sorelle Verna, debitamente autorizzate queste due dai rispettivi loro mariti signori Ignazio Gandolfo e medico Gioanni Robbio, tutti residenti nella stessa città, accettarono col beneficio dell'inventario, l'eredità del detto capitano Verna, rispettivo loro marito e fratello, deceduto *ab intestato* in questa capitale il 23 scorso dicembre.

Torino, il 10 gennaio 1852.

Geninati caus. coll.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 14 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: giorn. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: giorn. pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: giorn. pr. dopo bor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 s.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		92 —				
1849 » » 1 genn.	91 40 91 25	91 75 80		92 25 50		93 99 90 75
1851 » » 1 dicem.						
1834 Obbligaz. 1 genn.						
1849 » 1 8.bre						
1850 » 1 agosto						
1844 4 0/0 Sard. 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.		1740				
— Banca di Savoia		1750				
Città di 4 0/0 oltre l'interr. decor.						
Torino 5 luglio 5 p.						
Città di Genova 5 p.						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fisso						
31 s.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegio 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi
Augusta	95 3/8 —	95 5/8 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	210 1/2	— —
Lione	— —	— —
Londra	99 90	99 95
Milano	95 25 —	95 12 1/2
Parigi	— —	— —
Torino sconto	99 90 —	99 30 —
	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 90 L.	90 10 —	90 15 —
— di Savoia	98 80 —	98 85 —
— di Genova	79 45 —	79 58 —
Sovrana nuova	35 90 —	35 95 —
— vecchia	34 — —	35 08 —
EROSO misto		
Perdita	3 p. 0/0	

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
GREGGIE Denari 10—11			
11—12			
12—14			
14—16			
16—20			
ORGANZINI 20—21,29			
21—22,28			
22—23,27			
23—24,75			
24—25,74	50		
25—26,74			
26—27,24			
27—28,74			
28—30,73			
30—32,70			
32—36,69			
36—40,68			
TRAME 20—22			
22—24			
24—26			
26—28			
28—30			
30—32			
32—36			
36—40			
MERCI DIVERSE			
Doppio filato			
Moresca scevra di gallettame			
Stracci			

BORSA DI VIENNA *del 12 gennaio 1852.*

Obbligazioni del debito dello Stato al 5 0/0 — 95 1/4
» » » 4 1/2 — 84 7/16
» » » 4 — 76
Le azioni della Banca — 1252 con Coupons

Corso dei Cambi.

Augusta per 100 fi. cor., fior. uso — 122 5/4
Londra per una lira sterl., fior. 3 mesi — 12 11

BORSA DI PARIGI *del 12 gennaio.*

Il 5 0/0, aperto a 104, 20, è sceso a 103, 10, e dopo essere risalito a 103, 50, chiude a 103, 25.
Il 3 0/0 resta a 68, 50.
L'ant. 5 0/0 piemontese (c. R.) a 92, 75.
Il nuovo prestito di Piemonte a 962, 50.
Le azioni della Banca di Francia a 2745.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7 1/4) Opera: *Zampa*, melodramma tragicomico musica del maestro Hérold, — Ballo *Fausto*, Balletto *La Vivandiera.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Il Diavolo.* (Replica)

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Mademoiselle de la Seiglière.*

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Il gran convitato di pietra*, o *D. Giovanni Tenorio.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *La figlia del Rabbino.* (6.ª Replica)

TEATRO DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) si recita, — Con ballo *Il corno del diavolo Bianco.*

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 14 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali, affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni devessere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

VENERDI' 16 GENNAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	56	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 15 *gennaio*

Nella seduta d'oggi la Camera dei Deputati discusse il bilancio generale attivo, e ne approvò le categorie fino alla 47.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col RealeDecreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 1 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generaleAzienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Terza pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sonostate rilasciate
1	Barberis Domenico	55	1849 25 7bre	5 »	Stabili	Verzuo'o
2	Aime Giacomo	15	30 gen.	54 »	id.	id.
3	Reinaudi Agostino	31	13 apr.	35 »	id.	Costigliole (Saluzzo)
4	Rolle Stefano fu Andrea Guglielmo	75	1848 12 xbre	50 »	id.	Susa
5	Marzo Giovanni fu Carlo	65	12 id.	50 »	id.	id.
6	Sceffier Maurizio contrib., Carlevaris notaio Carlo richiedente	25	28 id.	50 »	id.	Villars d.l Varo
7	Chiariglione D. Bernardo	253	1849 19mar.	75 50	id.	Chieri
8	Fossato Gio. Battista fu Paolo	1	1848 25 8bre	60 »	id.	Bossolasco
9	Boniforti Giuseppe fu Francesco	22	2 9bre	75 »	id.	Vigevano
10	Brunetto sacerdote Martino	15	28 xbre	40 »	id.	Lessolo

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 23 dicembre 1851.

L'Intendente Generale Arnulfo.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

Vendita di carta stampata e scritta fuori d'uso.

Il giorno 24 del corrente gennaio (sabato), alle ore dieci antimeridiane, in una delle sale di questa Direzione generale, nanti il sig. Segretario generale della medesima, con intervento ed assistenza di un agente delle Finanze, sarà proceduto ai pubblici incanti pel successivo deliberamento, ad estinzione di candela vergine, dei quattro qui sotto enunziati lotti di varie qualità di *carta stampata e scritta, e cartoni fuori d'uso*, dell'approssimativo peso di miriagrammi 270 per cadun lotto, e così di miriagrammi 1080 circa in complesso.

Ognuno de' quattro lotti è composto delle qualità e quantità seguenti di carta:

CARTA BIANCA

Stati — *Bastarda*, a foglio intiero	
Registri — *Doppio Protocollo*, id.	
Foglio d'avviso — *Doppio Processo*, id.	Miriagr. 51 1/2
Id. — *Doppio Processo*, id.	
Giornali — a diverse dimensioni	
Da *Lettere bianca e rosa*, a fogli interi	

CARTA BIGIA

Foglio d'avviso — *Protocollo*, a mezzo foglio	
Stati — *Leone*, a foglio intiero	
Id. — *Leone*, a mezzo foglio	
Id. — *Bastarda*, a foglio intiero	» 211 1/2
Registri — *Bastarda*, id.	
Id. — *Doppio Processo*, tagliati a bollette	
Bollette — di piccola dimensione mista	

CARTONI

Diversi	» 7

Totale per cadun Lotto, Miriagrammi 270

La suddetta Carta si trova esposta a libera visione nei locali di questa direzione generale in ogni giorno dalle ore 9 del mattino alle 4 di sera.

I concorrenti per l'acquisto della medesima dovranno presentare prima delle ore 4 pomeridiane del giorno 25 corrente gennaio (venerdì) il loro partito in ischeda sigillata, stesa su carta a bollo, portante prezzo non minore di L. 3. 50 per miriagramma, col contemporaneo deposito di lire duecento in numerario od in biglietti di banca.

Le quali saranno restituite in seduta a chi non si sarà renduto deliberatario, ed incontrate a favore di quest'ultimo nel prezzo della carta venduta, salvo a ritenerle a beneficio del pubblico erario, qualora non si disponesse all'eseguimento delle obbligazioni contratte tanto per l'effetto della fatta oblazione, che in conseguenza del succeduto deliberamento.

Sebbene i lotti siano tutti composti delle stesse qualità e quantità di carta, la licitazione ne seguirà successivamente di un caduno nell'ordine di numero che vi è applicato dall'1 al 4, sul maggior prezzo che risulterà dai partiti ricevuti tanto per uno che per più o per tutti i quattro lotti; di quali partiti sarà fatta, in seduta, la preventiva apertura e lettura, perchè abbia quindi a seguire il deliberamento lotto per lotto, a favore dell'ultimo miglior offerente, ad estinzione di candela vergine.

Immediatamente dopo seguito il deliberamento parziale di due, di tre, o d'ognuno dei quattro lotti, saranno tentati, nello stesso modo, gli incanti della totalità dei lotti medesimi sul prezzo cumulato dei rispettivi deliberamenti provvisorii, i quali rimarranno però fermi in caso d'infruttuoso successo di quest'ultimo sperimento.

Nella licitazione tanto di cadun lotto a parte, quanto di due, di tre, o dei quattro lotti insieme riuniti, ogni offerta in aumento non potrà essere minore di centesimi uno per ogni miriagramma.

I deliberamenti parziali, od il deliberamento totale saranno definitivi (semprecchè intervengano almeno tre concorrenti) sotto la riserva della superiore autorizzazione, qualora, dopo il termine dei fatali che sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e che perciò scadranno al mezzogiorno del sabbato 14 p. v. febbraio, non siasi fatto aumento di quinto o di decimo.

Il peso della carta sia in parte, sia in tutto non essendo notato che approssimativamente, l'Amministrazione avverte ad ogni buon fine ch'essa non intende nè di dare nè di pretendere bonificazioni di sorta per qualunque diversità di quantitativo che venisse poscia accertata più di una che di altra singola qualità della carta medesima. Il solo peso complessivo di cadun lotto o de' lotti riuniti che sarà per risultare dovrà quindi, dopo seguito il deliberamento, costituirne l'importo in ragione del miglior prezzo per cui sarà eseguito il deliberamento stesso.

Il deliberatario od i deliberatarii, previa verificazione del peso della carta, dovranno soddisfarne l'importo, e quindi ritirarla nel periodo di giorni cinque successivi al deliberamento definitivo, ed alla superiore approvazione.

Le spese di deliberamento, di carta bollata, d'insinuazione e delle copie saranno a carico del deliberatario o rispettivamente de' deliberatarii.

Torino, addì 10 gennaio 1852.

Per la Direzione Generale
Il Direttore principale Sismonda.

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI ALESSANDRIA.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Stante l'aumento del mezzo sesto fatto in tempo utile sul prezzo di L. 1000, a cui con atto dell'11 scadente dicembre venne deliberato l'infradescritto stabile demaniale;

Il pubblico è avertito che alle ore 10 antim. del giorno di lunedì 26 dell'entrante gennaio si procederà, in una delle sale di quest'ufficio d'intendenza generale, con intervento ed assistenza del signor Direttore demaniale, o di chi per esso, a nuovi pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo migliore offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita dei beni demaniali descritti al numero 5 dello stato annesso a detta legge, e consistenti, cioè:

Casa con corte proveniente dall'aggiudicazione seguita in odio del già esattore Carlo Montemagni, situata nel comune del Bosco lungo la strada detta della Costa, N. 302 di mappa, fra le cosrenze della stessa strada a settentrione, di Bocca Michele a ponente, dell'Arcipretura a mezzo giorno, e di Sanquirico Carlo a levante.

Essa casa si compone di una bottega o camera verso la suddetta strada, con cantina inferiore, e ripostiglio o sottotetto senza soffitto, con scala esterriore per la cantina e per il locale superiore, di altre camere a piano terreno, con altra superiore all'estremità della corte nell'angolo sud-est, ed inoltre di quattro travate di stalla con fenile di cui due sono rovinate, con porta comune colla Domenica Villavecchia.

La suddetta casa e corte occupa una superficie di metri 427 quadrati corrispondenti a tavole 11, piedi 5 di Piemonte, ed è affittata a Cermelli Gio. Battista per anni nove, principiati il 1° marzo 1847, con facoltà tanto all'affittavole, che alle Finanze, di risolvere l'affittamento ogni triennio mediante disdetta: il fitto annuo è di lire 50.

L'Asta sarà aperta sul prezzo di lire mille ottantatrè e cent. trentaquattro, risultante dalla dichiarazione d'aumento del mezzo sesto, ed ogni offerta non potrà essere minore di L. 40.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

LORD BYRON

(Continuazione, vedi N. 13)

Fatto fu che dai parenti e dai pochi superstiti amici, Byron venne consigliato ad allontanarsi dall'Inghilterra per la sua sicurezza. Ma non crediate ch'egli ne partisse tosto, e per paura: ci vollero mille difficoltà per indurlo ad un tale passo, e prima di rassegnarvisi, egli notificò a tutti gli inglesi il luogo della sua abitazione e il tempo preciso che egli ancora tratterrebbesi in Londra, affinchè se alcuno dei tanti da lui insultati voleva chiederglicne ragione colla pistola, colla spada, a pugni, a bastonate, da cavaliere o da facchino, potesse tosto ritrovarlo. Lascio a voi il pensare come ne allibisse la seria Inghilterra assuefatta a vedere nella bionda sua gente tanto riserbo nel fare, tanta gravità nel dire. Per soprammercato Byron, dopo averla scandolezzata siffattamente, e fulminata dei primi lampi del suo ingegno, va con tutta scrietà ad assidersi nel cerchio delle più sublimi scranne in mezzo alla quintessenza della vecchia aristocrazia, nella Camera dei pari. Più in là non era fattibile andare..... La vendetta era atroce, come atroce la rabbia sua; decise pertanto di allontanarsi dalla sua patria (1809) lasciandovi grandi nemici, grandi ammiratori a sdegnarsi ..... ed anche a ridere dei fatti suoi. Parvi dura e strana la parola? Sì, ridere! Quando un individuo, specialmente in giovinetta età, fa di se medesimo una eccezione così sfacciata, per urtare contro tutta una città, una nazione, fosse pur divino il suo intelletto, sacrosanta la sua ribellione, è un individuo ridicolo. Comecchè la natura di Byron, altra fosse da quella della comune degli uomini, istessa dovea esserne la sorte. Forse, mentre egli visitava lontane regioni portando con sè la lusinghiera credenza di aver messo a soqquadro la patria, forse dico, la patria gl'inviava dietro tutt'al più qualche garrulità maldicente, limitandosi a compatire in quel suo giovine figlio uno sbrigliato capo che col tempo sarebbesi racquetato. Se ciò era, e se ciò Byron avesse saputo, mettiamo pegno che quello sarebbe stato il più intenso e vivo dolore della vita sua.

Byron trascorse il Portogallo, una parte delle Spagne, toccò Gibilterra, Malta, dovunque eccitando gelosie coniugali, rissando, proponendo duelli, esponendosi ad ogni sorta di pericoli e seguitando a scrivere versi. Passò l'Albania, la selvaggia porta del limpido Oriente; in quella beata contrada ricolse gran messe di poesia, si innamorò, studiò, e nel palazzo di Alì bascià di Giannina ebbe la soddisfazione di udirsi a fare grandi elogi per la sua nobiltà e per l'attillatura de' suoi capegli: amò Atene, e tutti ne discorse i venerandi documenti dell'antica sapienza. Sarebbe troppo lungo l'annoverare le vicende di quel periodo di sua vita. Passò a nuoto l'Ellesponto, rinnovando il rischioso tragitto di Leandro, sebbene nissuna Ero lo attendesse all'opposta riva. Di ciò era assai più orgoglioso che non dell'avere scritto *Childe Harold*. Ei voleva sorpassar tutti in tutto, e così anche negli esercizi fisici, ed in questa pretesa vuolsi vedere qualcosa più che non una semplice vanità di giovinetto. Bello di una bellezza quasi femminile, zoppicava però da un piede, e quel difetto gli era grave, e voleva compensarlo con altrettanta disinvoltura; ne' suoi momenti di buon umore fu udito scherzare sulla picciola sua imperfezione, dicendo che la divideva con Walter Scott, col maresciallo Soult e con Talleyrand.

La noia, questo germe roditore delle anime grandi che non trovano disfogo alla loro attività, alcuni affari domestici e la voglia di rivedere una gente da lui offesa e sfidata, lo richiamarono in Inghilterra.

Giunto all'abbazia di Newstead, passò le notti accanto all'orgliere di sua madre moribonda: pianse dirottamente, non credè potersene dar pace, e poi, quando passò il convoglio funebre che portava il cadavere, egli stette alquanto sul limitare dell'abbazia a considerare il tristo rito, e poi, quasi stanco di essere melanconico, si mise a giuocar di pugni con un suo famiglio!!... Non maledichiamolo, perchè vi sono tali uomini i quali hanno tanto odio contro le ipocrisie della virtù che, slanciandosi violentemente nell'eccesso contrario, si fanno ipocriti del vizio.

E Byron era di questi.

« Io sono determinato (diceva egli con madama Blessington) a scuotermi d'addosso i miei difetti e a non aspettare che se ne vadano da loro medesimi: ma l'ipocrisia mi è talmente in avversione, ch'io temo tutto ciò che le somiglia: e ciò fa che in cospetto del pubblico io preferisca di farmi peggiore di quello che sono realmente. »

La sua gloria andava ogni di crescendo. Pubblicò tratto per tratto *Childe Harold*, il *Corsaro*, il *Giuerro*, la *Fidanzata d'Abido*. Era l'eroe del giorno, e la sua fama riceveva non so qual lustro dalla bellezza fisica dei suoi lineamenti, dalle sue famigerate avventure; nei circoli era l'oggetto dell'universale riguardo, ed egli vi lasciava cadere all'intorno occhiate sbadate, melanconiche, piccola debolezza comica ben perdonabile in un uomo di quella fatta. Lo splendore della sua celebrità letteraria, la gloria che gli acquistò la sua eloquenza nel Parlamento, decisero una giovine dama Milbank ad accettarlo per isposo (1815). È noto come sciagurata finisse per divenire quella unione. Cominciata sotto pessimi auspicii, non poteva durarla bene a lungo. Quella signora Milbank essendo assai ricca, gli innumerevoli creditori di lord Byron, che fino allora erano stati zitti, si levarono in uno sciame ed avventaronglisi addosso; di che la Milbank cominciò molto a tenersi per malcontenta. Creato in quel torno direttore

aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente responsabile, e tale riconosciuta dall'ufizio procedente, ovvero cedole del Debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali, la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istrumento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze il 15 agosto 1851, e delle quali non che della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza generale.

Cadranno a carico dell'acquisitore le spese dei già seguiti atti.

Alessandria, li 31 dicembre 1851.

Per detto Ufficio d'Intendenza generale
Il segr. Capo G. Bistolfi.

L'i. r. Legazione austriaca ci comunica quanto segue:

Essendosi osservato come frequentemente giungano a Vienna all'indirizzo di S. M. I. R. Apostolica opere date alla luce in paesi esteri sopra materie scientifiche, letterarie o artistiche, l'i. r. Legazione d'Austria in Torino ha ricevuto l'incarico di fare pubblicamente noto, che tali offerte, contrarie ai regolamenti in vigore, non potranno d'ora in poi aver luogo senza una preventiva autorizzazione della prefata M. S., da ottenersi per mezzo di questa imperiale Legazione, in difetto della quale gli editori che le avventurassero rimarrebbero esposti a vedersele rinviare a tutte loro spese.

FATTI DIVERSI. — Torino. — Il sig. Giuseppe Avena donò or ora agli Asili di carità per la infanzia di Torino l'egregia somma di lire *diecimila*. La direzione determinata ora ad aprire una quarta casa intende di attestargliene pubblicamente la maggiore gratitudine: l'atto generoso gli costituisce per se tale un titolo di benemerenza appo tutti i buoni, che è superiore ad ogni elogio, espresso con parole.

— Togliamo dal *Risorgimento* i seguenti brani di un articolo del cav. Baruffi intorno alla *Società Reale di patrocinio pei giovani liberati dal carcere*.

Si radunò il 26 dicembre per udire la relazione dei lavori di questo terzo anno della sua esistenza, riconoscere lo stato delle sue finanze, venire quindi al rinnovamento di alcuni uffiziali, e discutere, a norma degli statuti, le proposizioni dei socii pei possibili miglioramenti.

Le gravi incombenze del proprio uffizio, avendo ritenuto altrove il sig. Ministro dell'interno, la Società venne presieduta dal vice-presidente anziano.

L'adunanza composta di pochi, ma eletti socii, udì con religioso silenzio l'interessante rendiconto letto dall'egregio sig. cavaliere Carlo Cagnone, alla cui attività, intelligenza ed amore sincero a questo filantropico Istituto dobbiamo una viva riconoscenza. Il sig. vice-presidente ci annunziò che dei 36 giovani liberati, ricevuti sotto il patrocinio della Società, 29 cioè nei due anni trascorsi, e 7 nel presente che finisce, rimangono oggi soli 11, tutti convenientemente collocati e diretti pel compimento della loro educazione morale e professionale. Abbiamo udito con singolare piacere che il consiglio d'amministrazione, seguendo l'art. 5 degli statuti, volle premiare il giovane liberato Giuseppe Amerio, e per rimeritarne la condotta ed operosità veramente esemplare, e per incoraggiamento degli altri compagni. Ci venne annunziato che si pensò affidare ad un socio, a norma dello statuto, l'ispezione generale di tutti i patrocinati, e che si era destinato un collettore per agevolare ai torinesi il versamento delle loro quote. L'adunanza venne poi contristata dall'annunzio che circa 200 socii paganti dichiararono di non voler più far parte della Società . . . . Possa la loro perdita, ripeteremo anche noi, certamente grave e rincrescevole, ricciatare lo zelo e la costanza dei superstiti a perseverare nella santa e filantropica intrapresa!

Restavano nella cassa della Società il dì 20 dicembre circa 2,700 lire, oltre il capitale impiegato nell'acquisto di rendite sul debito pubblico che fruttano lire 690 annue. Il sig. tesoriere Ceriana aspetta però le somme riscosse nelle provincie per cura dei signori iniziatori, le quali, si spera, aumenteranno notevolmente il fondo sociale. Il signor presidente nel compartire i dovuti elogi ai socii per lo zelo da loro spiegato nell'assistere alle adunanze, lodò pure meritamente i patroni per le affettuose e caritatevoli sollecitudini prodigate ai loro patronati; e nel segnalare alla riconoscenza della Società i nomi dei più benemeriti ricordò con affettuose parole quelli del sacerdote Cocchi, rettore della casa degli artigianelli, e del conte di Scagnello, mancato ai viventi in questi giorni rallegrato però dalla grata notizia del premio concesso al suo bravo patrocinato.

Per ultimo l'adunanza rispose con sensi di vera simpatia alle semplici e vere parole colle quali il degno vice-presidente chiuse il suo accurato rendiconto.

Udito il quale si venne al rinnovamento di alcuni uffiziali, e ci gode l'animo di annunziare che il signor cav. Cagnone ottenne l'unanimità dei suffragi per essere proposto alla sovrana rielezione come vice-presidente. Il signor intendente Oberti venne scelto ad ispettore, e il consiglio d'amministrazione acquistò due nuovi distinti socii nei signori teologo Baricco, ed avvocato A. Colla.

L'adunanza nello sciogliersi espresse il suo voto di vedere la Società di patronato un po' più estesa ed incoraggiata. Tra i varii mezzi creduti atti a conseguire questo nobile scopo, qualche socio propose quello di ricorrere agli uffizii benevoli e pietosi del gentil sesso. E se a me fosse concesso di aggiungerne un altro, proporrei una calda preghiera ai signori parroci, a voler anch'essi raccomandare efficacemente la nostra evangelica associazione. Non dimentichiamo l'esempio patrio dei nostri benemeriti sacerdoti Cocchi, Saccarelli, Bosco, e di altri i quali consacrano generosamente da alcuni anni e vita e sostanze a sollievo dei poveri coll'educarli alla religione, alla moralità ed al lavoro senza dei quali elementi non vi ha proprio nè benessere nè società possibile.

E se le mie povere parole potessero scendere nel cuore dei nostri diletti compaesani, vorrei pregarli con tutta l'anima a voler favorire con ogni maniera di mezzi onesti la Società di patronato, come quella che tende radicalmente a diradare il numero dei soldati del disordine e dell'immoralità.

Provincie. — Ci scrivono da Bra: Nel giorno 5 del mese corrente, in una delle più belle e più cospicue chiese della città, avea luogo pubblicamente pei giovani studenti di questo collegio la solenne distribuzione dei premii. La civica amministrazione, sollecita mai sempre del pubblico bene, vi si recava in corpo. Vi accorreano pure, oltre ad una folla di popolo grandissima, molte gentili signore, e molti eletti personaggi, onde la festa riusciva oltre ogni modo splendida e decorosa. La religiosità del luogo, l'insolito apparato e le musicali armonie ne accrescevano mirabilmente la pompa.

In quest'occasione l'egregio professore di filosofia, *Felice Garelli*, recitava un applaudito discorso *sulle relazioni che hanno gli studi fisico-matematici colle altre parti della letteratura*. Non mancò l'oratore di rivolgere di quando in quando le sue parole a questo municipio, lodando gli sforzi fatti pel buon andamento e pel progresso della pubblica istruzione, animandolo a proseguire coraggioso nel nobile intento. La città di Bra, favorita di tanti doni di natura, mentre attende indefessamente allo sviluppo ed al perfezionamento di un bene avviato commercio coll'attuamento di una ferrovia, che la ravvicini alla capitale, non dee lasciar venir meno i buoni studi per toccare il più alto grado di prosperità intellettuale.

— Ci scrivono da Pallanza:

Nel giorno 5 andante ebbe luogo la solenne distribuzione dei premii agli studenti di questo Reale Collegio che nello scorso anno per virtù, studio e condotta se ne resero meritevoli. Fu aperta la funzione con un discorso letto del sig. professore di filosofia in cui trattò della necessità della *filosofia nella eloquenza*.

Si distribuirono quindi i premii; si lesse poscia dall'avv. Franzi regio provveditore un discorso pieno di robusti pensieri, congratulandosi coi premiati, confortando gli altri allo studio, e ricordando a tutti i doveri loro verso Dio, il Re e la patria. Alla solennità intervennero quasi tutti gli impiegati, la eletta dei cittadini e moltissimo popolo. La musica cittadina rese più lieta la festa coll'esecuzione di alcuni pezzi musicali.

TOSCANA

Il *Monitore Toscano* pubblica il rapporto e il rendimento di conto delle finanze toscane per gli anni 1848, 1849, 1850, e il decreto granducale che lo approva.

STATO ROMANO

Si legge nel *Giornale di Roma*:

Ieri nella chiesa nazionale di S. Luigi de' Francesi fu cantato solenne *Te Deum* per il risultamento della votazione avvenuta nei giorni 20 e 21 dicembre.

Il sacro inno fu intonato da monsignor Superiore, assistito da tutti i prelati e membri del clero francese presenti in Roma.

V'intervennero S. E. il sig. De Reyneval, ambasciatore di Francia presso la santa sede, coi signori segretari e tutti gl'individui addetti alla ambasciata; il sig. generale Gemeau, comandante la divisione di occupazione; gli altri signori generali, tutti i signori uffiziali della divisione, e le deputazioni di tutti i Corpi della stessa divisione.

V'intervennero ancora il signor direttore dell'Accademia di Francia coi pensionati, e gran folla di nazionali che trovansi in Roma.

DUE SICILIE

Si legge nel *Giornale di Catania*:

Sono più settimane che ci han fatto dimenticare di trovarci in dicembre. Godiamo di giorni di primavera, ma il nostro godimento viene menomato dalla necessità delle acque piovane che cominciano a reclamare le campagne.

SVIZZERA

Ticino. Leggesi nella *Gazzetta Ticinese*:

Ecco la lettera colla quale S. E. l'arcivescovo di Milano ha comunicato al governo il definitivo suo rifiuto di aprire il seminario di Pollegio coll'obbligo di ammettere l'insegnamento degli esercizi militari:

« Onor.mi signori Presidente e Consiglieri!

« La deputazione mandata da noi, non ha guari, nelle persone dell'egregio sig. avv. Giuseppe Francia, e del molto reverendo sacerdote don Carlo Cassina, presso codesto lodevole consiglio di Stato per conferire sulla spiacevole vertenza del seminario di Pollegio, ci ha innanzi tutto riferito, essere stata accolta con modi specialmente cortesi: di che sappiam grado alle onorevoli signorie loro, volendo noi ben interpretare siffatta benevola accoglienza per un riguardo usato al mittente e per un segno di aggradimento di quel nostro rispettoso ufficio, comprovante anch'esso le nostre intenzioni pacifiche e conciliative. E veramente noi fummo, e siamo tuttora disposti a spingere codesto studio della pace e della conciliazione fin dove è possibile, fin dove cioè s'accordi coll'osservanza delle leggi di Dio e della Chiesa.

« Non minore soddisfazione ci arrecò la notizia comunicata da codesto lodevole consiglio ai degnissimi signori deputati, di essere cessato il sì rincrescioso fatto della forzata detenzione del nostro vicario provisitatore e rettore di quel seminario don Cesare Bertoglio.

« Ma non così avventurato fu l'esito delle pratiche di quella deputazione, riguardo all'intento di esonerare dagli esercizi militari gli alunni del nostro seminario di Pollegio.

« Tuttavia, noi non abbiamo perduta la speranza, che codesto lodevole consiglio di Stato inclinando a nuovi riflessi possa essersi disposto a più opportuni divisamenti, e che, considerando dall'un lato la nostra invariabile risoluzione indettataci dal più rigoroso dovere di religione, di non ammettere gli esercizi militari in esso seminario, dall'altro lato le gravissime e dolorose conseguenze che derivar possono da una controversia di tal natura più oltre impegnata tra le due autorità ecclesiastica e civile, attese anche le inevitabili complicazioni delle ragioni giuridiche, politiche e internazionali, vorrà questo medesimo lodevole consiglio riconoscere ragionevole ed equa un'eccezione in favore del ridetto seminario, e trovar modo di recedere e tanto più soprassedere da già incominciate vie di fatto invocando all'uopo (se così gli fosse necessario o reputasse conveniente) i poteri delle superiori autorità cantonale e federale.

« Data con ciò evasione anche alla rispettata nota di codesto lodevole consiglio di Stato 6 dicembre spirante num. 5910, e non senza trovar opportuno di significare alle signorie loro onorevoli, che nell'attuale assenza del reverendo vicario e rettore Bertoglio, voluta da' suoi incomodi di salute, noi riguardiamo per ora il viceretore del ripetuto seminario e professore molto reverendo signor Gio. Battista Ferrario per nostro rappresentante locale, non lasciamo pure di attestare loro in questa occasione il nostro inalterabile rispetto, e l'alta nostra stima e considerazione.

« Milano, dalla residenza arcivescovile 23 dicembre 1851.

(L. S.) *Firmato*: Bartolomeo Carlo arcivescovo.

---

del teatro *Drury Lane*, Byron si trovò a contatto con persone che assai minaccevoli erano per la sua fedeltà coningale. La moglie stette un poco in sul far mostra di nulla; ma poi stanca di soffrire senza parlare, menò qualche lamento: ed il marito scuoteva le spalle. I mali umori crebbero più quanto più repressi; gli atti d'impazientе rabbia domestica si moltiplicarono giorno per giorno; fu parlato di un frugar che fece la moglie nei secreti tavolini del marito, di lettere aperte, di scoperte nefandità. Byron, secondo il consueto, fe' delle controversie domestiche uno scandalo pubblico e separossi formalmente dalla moglie. Una generale indegnazione doveva sopravvenirne, e sopravvenne; il grido di Londra divenne come una specie di ostracismo che lo bandì in esilio; privo d'amici, pieno di debiti, in casa assediato, fischiato in istrada, nelle adunanze sfuggito, egli dovette pur risolversi ad abbandonare un'altra volta l'Inghilterra, e fu per sempre (1846).

Parvi egli che Byron fosse ben castigato delle sue colpe? I suoi dolori furono, o no, corrispondenti a' suoi traviamenti?

Eccoci giunti al periodo più ridondante, più vulcanico di quella vulcanica e ridondante vita. Venezia, l'originale città dalle piccole e silenziose vie, dalle negre gondole, doveva essere il soggiorno gradito all'esulcerato poeta. Egli aveva in petto una collera di due anni, e doveva versarla a torrenti sulle rive dell'Adriatico. Certo di ferire l'Inghilterra colle più sfrenate licenze, col calpestare ogni considerazione di decoro e di onestà, si compiacque febbrilmente nel profanare la propria natura così bella, così elevata. Va frugando nei più remoti abituri, nelle più abbiette classi le ospiti più impure, ed in sataniche gioie passa le notti; amoreggia con una merciaiuola di Frezzeria, poi con una fiorivendola; poi, quasi pentendosi del basso uso del cuor suo, concepisce sublime passione per la Guicciuoli. Intanto scrive *Manfredi*, *Beppo*, continua il *Childe Harold*, e comincia quell'epica ironia di *Don Juan*, che è tutto ciò di squisito e di amaro che uom possa scrivere. Come tracciare qui tutta la serie di avvenimenti burleschi, tragici, gli agguati, le corse solitarie al lido, le risse di mogli con mariti, le immense afflizioni, le delizie ineffabili, le notti passate errando in gondola, le elemosine, le turpitudini di cui s'intesse questa parte di sua esistenza? Tutto era in Byron contraddizione, e subito dopo un'azione generosa leggereste una bassezza spaventevole: accanto al puro e vero affetto per la Guicciuoli vi toccherebbe veder amorazzi da stomacarvene. « Il mondo (scriveva egli) il mondo ben s'addice al tumulto de' miei pensieri; io tornerò a scagliarmi fra i suoi vortici. Ma se in un tempo avvenire, allorchè i bei giorni d'Albione saranno sul loro tramonto, tu odi parlare d'un uomo i cui profondi delitti siano degni dell'epoche più nere della storia, d'un uomo che nè l'amore, nè la pietà non potranno commuovere, insensibile non meno alla speranza della celebrità che alle lodi degli uomini virtuosi; d'un uomo che, nell'orgoglio d'un'ambizione inflessibile, non s'arresterà neppure al timore di spargere il sangue; d'un uomo che la storia registrerà fra gli anarchisti più violenti del secolo, quest'uomo tu lo conoscerai: ma allora sospendi il tuo giudizio, e l'orrore di tali effetti non ti faccia obbliare qual ne fu la cagione.... »

Troppo, ah troppo è certo che la striscia che le passioni lasciano dietro di sè nel loro violento corso è una bava velenosa, caustica; sulle loro tracce non più germoglia nè la speranza nè il riso: sconforto, tedio, dubbio e suicidio morale, ecco gli effetti dell'abbandonarsi all'empito delle tendenze.

Byron si annoiava anche del non potersi annoiare, e, ristucco omai di quella vita, secondo lui poco elastica, si sentì punto dal bisogno di fare per la società qualche cosa di meglio che non dei versi e delle orgie.

Per tanto si diede a favorire le idee di libertà e di indipendenza; si faceva a Napoli carbonaro, offriva dell'oro per la compera dell'armi, ed il suo palazzo per nasconderle: attaccava lite in Pisa colla gente che a lui non consentiva, e provocava un sergente a pericolosa zuffa: Washington, Aristide, Franklin, Penn, ecco i novelli idoli della fantasia sua.

« Oh! (sclamava egli in certi giovanili suoi versi) oh! tanta è la brama di gloria che strugge il mio cuore che m'impone di vivere per essere un giorno nelle bocche dei posteri! S'io potessi, a somiglianza della fenice, prendere il volo con ali di fuoco, sarei contento di morire com'essa in mezzo alle fiamme! ..... Per una vita come quella di Fox, per una morte come quella di Chatam, quali contrasti non sfiderei, quali odii, quali pericoli? La loro vita non finì coll'ultimo soffio, la loro gloria vince ed avviva il silenzio della tomba! »

La Grecia da un anno era alle prese co' Turchi. Byron, vedendo là qualche cosa da tentare per la libertà del mondo, decise d'accorrervi (1823). Non istimava i Greci, ma ne adorava la causa. Eccolo: non è più poeta, ma è uomo di senno. Egli colla sua immaginazione così vaga ed ardente, col suo orgoglioso ingegno, va a farsi il minuto e paziente mediatore delle picciole controversie, l'uomo d'affari della Grecia. Non vivrà più nelle fastose aule inglesi, ne' magnifici palazzi veneziani, non avrà più cavalli, non gondole; sarà abbigliato della più umile semplicità, abiterà in una casipola, sotto un inclemente cielo, in mezzo a miasmatiche maremme. Egli va ad esercitare Suliotti alle guerriere manovre, a farsi maestro di evoluzioni d'artiglieria: va ad intromettersi fra le civili fazioni di Mauro-cordato e di Colocotroni, a prodigar denari per vettovaglie, perder le notti vegliando sui casi della guerra! Sembrava che il destino si opponesse a quel suo cavalleresco divisamento, imperocchè i venti per lunga pezza non gli lasciarono far vela verso la Grecia.

(Continua) G. Torelli.

FRANCIA

PARIGI, 12 *gennaio*. Ecco le principali disposizioni del decreto sullo scioglimento e immediato riordinamento di tutte le guardie nazionali della Francia:

Considerando che la guardia nazionale dev' essere non una guarentigia contro il potere, ma una guarentigia contro il disordine e l'insurrezione, ecc.

Le guardie nazionali sono disciolte in tutta l'estensione del territorio della repubblica.

Esse sono riordinate sulle basi seguenti, nelle località ove il loro concorso sarà stimato necessario per la difesa dell'ordine pubblico.

Nel dipartimento della Senna il generale comandante superiore è incaricato di questo riordinamento che si farà per battaglioni.

Il servizio della guardia nazionale consiste: 1. In servizio ordinario nell'interno del comune: 2. In servizio di distaccamento, fuor del territorio del comune.

Il servizio della guardia nazionale è obbligatorio per tutti i francesi dai 25 ai 50 anni, che saranno giudicati atti a questo servizio dal consiglio di ricognizione.

Nondimeno il governo determinerà, per ciascun luogo, il numero dei componenti la guardia nazionale.

La guardia nazionale si compone di tutti i francesi e degli stranieri che godono dei diritti civili, e che sono ammessi dal consiglio di ricognizione, a condizione però di essere vestiti secondo l'uniforme che è d'obbligo.

Il presidente della repubblica nomina gli ufficiali d'ogni grado, sulla presentazione del ministro dell'interno, dopo le proposte del comandante superiore, nel dipartimento della Senna, e giusta quelle dei prefetti negli altri dipartimenti.

Gli aiutanti sottufficiali sono nominati dal capo di battaglione che nomina parimente a tutti gl'impieghi di sottufficiali e di caporali, sulla presentazione dei comandanti delle compagnie.

Vi è in ciascuna legione, o ciascun battaglione, formati dalla guardia nazionale di uno stesso comune, un consiglio d'amministrazione incaricato di presentare annualmente al *maire* lo stato delle spese necessarie pel servizio della guardia nazionale, e di apporre il visto sui documenti giustificativi dell'uso fatto delle somme.

Vi è parimente, in ogni battaglione cantonale, un consiglio di amministrazione incaricato delle stesse attribuzioni, e che dee presentare al sotto-prefetto lo stato delle spese del battaglione.

Ogni milite della guardia nazionale chiamato pel servizio deve obbedire, salvo il riclamar poscia, se crede averne cagione, dinanzi al suo capo.

Il titolo IV della legge del 13 giugno 1851 intitolato *Disciplina* è mantenuto fino e compreso l'articolo 118 della stessa legge.

Sono abrogate tutte le disposizioni anteriori al presente decreto relative al servizio ed all'amministrazione della guardia nazionale che vi fossero contrarie.

— Il presidente della repubblica, per onorare la memoria del maresciallo Soult, ha ordinato che un uffizio funebre sia celebrato ad onor di lui il 15 del corrente nella chiesa degli Invalidi.

— Il principe romano Aldobrandini, cugino del presidente della repubblica, è giunto a Parigi, e vi si fermerà per qualche tempo.

— Il signor di Montalembert, gravemente malato, non può recitare il suo discorso di ricevimento all'Accademia Francese giovedì (15), giorno che era stabilito a questo fine, e ha domandato un aggiornamento.

— Durante la novena fattasi nella chiesa di Saint-Etienne-du-Mont ad onore di Santa Genovieffa, protettrice di Parigi, 50,000 pellegrini sono venuti a visitarne la tomba.

— La *Gazette medicale* annunzia che in riconoscenza dei servigi resi dal sig. Pasquier alla chirurgia militare, il presidente della repubblica ha accordata una pensione di 2,000 fr. alla vedova dello stesso, e ha ordinato che i 5 suoi figli sieno collocati in un liceo.

— Un mezzo squadrone del 9 di corazzieri ha fatto, negli scorsi giorni, alla stazione di Valenciennes, la prova dei vagoni-scuderie, pel trasporto della cavalleria. Questa prova diede risultati soddisfacenti.

— Per decisione del ministro della marina, la fregata di terz' ordine la *Giovanna d'Arco* e la corvetta a vapore il *Caiman*, devono quanto prima essere armate, nel porto di Lorient, sul piede di guerra. Questi due legni sono destinati a far parte della stazione dell'isola della Riunione. Il contrammiraglio Laguerre alzerà la sua bandiera sulla *Giovanna d'Arco*.

— La Zecca ha coniato ieri 20,000 fr. in monete da 5 fr. coll'effigie di Luigi Napoleone.

— La *Patrie* narra il seguente aneddoto: Domenica 4 gennaio, si festeggiava a Versailles la rielezione del presidente della repubblica; 21 colpi di cannone dovevano essere tirati sulla piazza d'armi, e quasi per rendere la festa più solenne, il celebre pittore Orazio Vernet aveva in pugno la miccia, e dava fuoco ad un cannone. Orazio Vernet era colonnello della guardia nazionale, ma le attribuzioni di un tal grado obbligandolo spesse volte a interrompere i grandi lavori suoi di pittura, si fece inscrivere nel numero degli artiglieri.

Terminata la cerimonia, l'insigne pittore se ne tornava a casa, quando gli si avvicina un soldato del 3° leggiero, e, salutandolo militarmente, gli chiede il proprio ritratto per mandarlo a sua madre. Un pittore ordinario si sarebbe fatto beffe di un tal cliente. Ma, al pari di tutti gli uomini grandi, Orazio Vernet è generoso. « Venite, gli rispose, al mio studio, e sarete soddisfatto ». Ognun sa che non è facile, anche a prezzi enormi, avere un ritratto della mano del celebre artista. Epperciò fu immensa la gioia del felice soldato che sta per possedere a sì buon conto un quadro di Orazio Vernet.

SPAGNA

MADRID, 9 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

Al pranzo dato ieri dalla regina Maria Cristina sedevano 66 convitati, fra cui il duca e la duchessa di Montpensier, il corpo diplomatico e le autorità civili e militari. Fu notata l'assenza del ministro inglese.

Nella mattina d'oggi il duca e la duchessa di Montpensier partirono per Toledo; essi torneranno a Madrid per andare a visitare l'Escuriale, la Granja e Segovia. Non torneranno a Siviglia che verso la metà di febbraio.

Il general Canedo, nuovo capitano generale di Madrid, arriverà da Valenza alla capitale fra tre o quattro giorni.

— Si legge nella *Gazzetta di Madrid*:

Per mettere ad esecuzione le disposizioni dell'articolo 18 della legge de... stato ultimo, la Giunta del debito pubblico ha deciso che la seconda aggiudicazione al pubblico incanto del debito che è suscettibile d'essere ammortizzato avrà luogo il 30 del mese corrente; ma come è impossibile che si effettui immediatamente la conversione dei titoli, i quali debbono passare nella classe del debito ammortizzabile, l'ammortizzazione sarà fatta, per ora, sui titoli che sono attualmente in circolazione, affinchè i detentori possano subito godere del benefizio che loro accorda la legge. La somma destinata al riscatto de'titoli sopraccitati ammonta a 3,659,000 reali.

INGHILTERRA

Un'inchiesta è stata aperta a Southampton a fine di poter conoscere le cause della perdita del piroscafo l'*Amazone*, e stabilire ad un tempo la responsabilità delle compagnie d'assicurazione. Tutte le persone salvate furono successivamente interrogate dalla commissione d'inchiesta.

Quanto ai 25 passeggieri e marinai dell'*Amazone*, raccolti dalla galeotta olandese *Gertruida*, una lettera indirizzata da Brest al *Chronicle*, contiene i seguenti interessanti dettagli:

Sono stati condotti a terra i naufraghi dell'*Amazone*. Impossibile d'immaginarsi un più doloroso spettacolo: sono tra loro due donne e un fanciullo; e si arriverà a formarsi un'idea dei loro patimenti, quando si saprà che oltre l'orribile pericolo da loro superato, quelle povere donne restarono esposte a tutti i rigori dell'inverno per ben 48 ore sopra un battello scoperto, ed esse quasi affatto nude.

Il fuoco scoppiò dopo che i passeggieri s'erano ritirati per dormire, e scoppiò con sì spaventosa rapidità, che nessuno ebbe tempo di salvare il più piccolo oggetto e neppur di vestirsi. Le signore della città e la moglie del console inglese mandarono tosto a queste infelici i panni de'quali aveano sì gran bisogno. Una delle naufraghe, la signora Maclennan, è crudelmente bruciata, non però al punto ch'abbia a temersi de'suoi giorni. Durante il tempo che scorse dal suono della campana d'allarme e il suo imbarcamento, ella tenne sempre serrato, con materna ostinazione, contro il proprio seno il suo figliuoletto, fanciullino di un anno e mezzo, e riuscì a salvarlo quando tanti altri perirono. Il marito di lei, funzionario del governo a Demerary, era anche egli a bordo.

La signora Maclennan nulla sa ancora della morte di lui, e spera ch'egli abbia potuto scampare sopra un'altra scialuppa; ma i suoi compagni d'infortunio sono convinti che è stato ucciso dalla esplosione della santa Barbara. L'altra dama, che è stata salvata, miss Maria Smith, veniva da Dublino e recavasi a Porto Rico per esservi istitutrice d'una famiglia. Tutti questi naufraghi sono egualmente senza vesti e senza denaro; ma il console ha fatto lor dare il bisognevole, ed ha provveduto perchè siano trasportati senza ritardo a Morlaix d'onde saranno rimpatriati in Inghilterra.

ALEMAGNA

PRUSSIA. La prima Camera, nella seduta del 7, in occasione del progetto di legge disciplinare pei funzionari dell' ordine amministrativo, s'impegnò in una discussione politica, in cui fu quistione di risponsabilità ministeriale. Il sig. Hausemann propose per emendamento che il progetto in discorso si differisse finchè non venisse adottata la legge sulla risponsabilità dei ministri.

La sinistra della Camera appoggiò l'emendamento del signor Hausemann: la destra, al contrario, lo combattè, pretendendo che i ministri non dovevano essere sindacabili che rimpetto al re, e non al parlamento. Il centro destro, costituito sotto il nome di *partito Bethman-Hollweg*, perchè riconosce questo personaggio politico per suo capo, quantunque non ammettesse le dottrine della destra sul principio della responsabilità ministeriale, tuttavia votò contro l'emendamento Hausemann, perchè gli parve che racchiudesse un biasimo contro l'attuale ministero.

L'accordo di questo partito colla destra, in questa quistione, fece sì che l'emendamento Hausemann venne rigettato da 87 voti contro 33.

— Il ministro della guerra aveva presentato alla seconda Camera parecchi documenti atti a spiegare gli aumenti introdotti in molti articoli del bilancio, e che tendono ad accrescere il numero degli ufficiali d'ogni arma ed il soldo degli ufficiali subalterni, dei sott'ufficiali e soldati della landwehr, dei cacciatori e dell' artiglieria.

La spesa totale ammonterebbe ad 1,111,117 talleri, ma essa troverebbesi diminuita a 729,640 talleri per la diminuzione dello stipendio degli ufficiali superiori, e la parità stabilita fra il soldo dei reggimenti della guardia e gli altri corpi di truppe.

Una corrispondenza di Berlino, citata dalla *Gazzetta di Colonia*, pretende sapere che quella doppia diminuzione incontrò, per parte del re, una viva opposizione, che sarebbe stata causa della demissione del generale Stockhausen, il cui successore non è ancora designato.

— Il *Corresp. Bureau* dice di essere bene informato delle intenzioni del governo, annunziando che esso non intende di assumere alcuna iniziativa riguardo al rivedimento della costituzione: v'ha però una quistione che il governo si riserba, quella cioè che riguarda il riordinamento della prima Camera.

— Sulla questione della flotta tedesca, togliamo dalla *Wehrzeitung* i seguenti particolari:

A Dresda fu ordinata al medesimo scopo, il mantenimento della marina tedesca, un'anticipazione di circa un milione di fiorini, e tutti gli Stati vi concorsero per la loro quota nella speranza che si sarebbe preso finalmente un partito definitivo riguardo alla flotta. Ma questa speranza non si avverò; imperciocchè contendesi fra gli Stati della confederazione, se la flotta sia una proprietà federale, e se perciò i governi che sono in arretrato siano obbligati a soddisfare le loro quote, ovvero, se non sia che proprietà di quelli che hanno contribuito alla spesa, e debba restare a tutto loro carico: frattanto questi si diffidano di anticipare nuove spese di mantenimento che loro non sarebbero restituite; e frattanto il capitale che vi hanno impiegato rimane per essi inutile e a poco a poco si consuma. La diversità delle opinioni si riassume nell'alternativa. O la flotta è un' istituzione e patrimonio federale, e allora tutti gli Stati che sono debitori delle loro quote devono essere costretti a pagarlo, prima che si possa esigere da quelli che le hanno già soddisfatte delle nuove anticipazioni; ovvero la flotta non è cosa federale, e la confederazione non è neppur competente a disporne a pregiudizio di quelli che vi hanno interesse, nè può aggravare di un carico che non ha uno scopo federale, i membri della confederazione. Per la qual cosa quando nell' 8 di luglio dell'anno decorso la maggioranza del consiglio federale deliberò una nuova anticipazione di 552,000 fiorini per la flotta, senza prendere in considerazione la questione degli arretrati, la Russia pose in questione la competenza del consiglio federale d'imporre questo carico finchè non sia decisa se la flotta sia o no proprietà federale, e non siasi parimente preso un partito sulle conseguenze di tale deliberazione riguardo agli Stati che non hanno pagato.

— La *Nuova Gazzetta Prussiana* dice che il ministro annoverese al congresso doganale di Vienna abbia dichiarato che, quantunque desideri una convenzione austro-tedesca, però in ordine agli interessi materiali, il presente ministero si terrà strettamente agli impegni contratti dal ministero precedente.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino*, 16 *gennaio*.

Le Signore che hanno avuto l'onore di essere presentate a S. M. la Regina e che desiderano intervenire in questo carnovale alle feste della Real Corte, sono pregate di favorire, non più tardi del 20 del corrente mese, il nome loro all'Uffizio del Prefetto di Palazzo, in contrada della Zecca, casa delle R. Scuderie, onde le SS. LL. possano ricevervi per tempo il personale viglietto d'invito in occasione di ciascuna festa.

FRANCIA. *Parigi*, 13 *gennaio*. Il *Moniteur* pubblica un decreto che modifica i quadri del personale amministrativo degli spedali militari, dell' annona e del vestiario.

Lo stesso foglio ufficiale contiene un rapporto indirizzato dal ministro dell' interno al presidente della repubblica, ed inteso ad accordare medaglie d'onore ai cittadini che fecero atti di coraggio e di abnegazione nel corso de' primi sei mesi del 1851.

— Si annunzia che quantoprima sarà pubblicata un' ordinanza d'amnistia applicabile a tutte le pene disciplinari sentenziate contro le guardie nazionali per fatti anteriori alla loro riorganizzazione.

— Oggi si sono celebrate con gran pompa nella chiesa degl'Invalidi le esequie del maresciallo Soult.

— Leggiamo nell' *Impartial de Rouen*:

Parlasi d'una lettera indirizzata da Abd-el-Kader al presidente della repubblica per congratularsi dell' atto del 2 dicembre, e per rinnovargli la domanda della sua liberazione. Si aggiunge che l'ex-emir si obbliga a rimanere compiutamente estraneo ad ogni tentativo che potessero fare gli arabi contro la dominazione francese.

SPAGNA. *Madrid*, 8 *gennaio*. Nella sera del 7, alla caserma di S. Francesco, occupata da un reggimento di fanteria del nome di Chiclana, avvennero alcuni disordini ma di nessuna gravità.

Un piccol numero di que' soldati, eccitati da abuso di vino, chiesero ad alta voce una diminuzione di due anni sulla durata del loro servigio in occasione della nascita della principessa reale.

Non avendo essi trovato eco nei loro commilitoni, e sopraggiunti a sedare il disordine il ministro della guerra, gl'ispettori militari e tutti gli ufficiali del reggimento, gl'insubordinati rientrarono tosto nel dovere. Essi saranno tradotti dinanzi ad un consiglio di guerra.

Madrid gode della sua ordinaria tranquillità.

(Correspondance)

INGHILTERRA. *Londra*, 12 *gennaio*. La *Gazzetta di Londra* in un supplimento straordinario pubblica il proclama col quale S. M. convoca il parlamento pel 3 di febbraio.

— I giornali di Londra assicurano che la regina aprirà in persona la sessione del Parlamento.

— Il generale maggiore Catheast è nominato governatore generale del Capo di Buona-Speranza in sostituzione a sir H. Smith. Il maggior generale Catheast fu già aiutante di campo di Wellington a Waterloo.

— Il *Globe* annunzia l'arrivo a Londra de' generali Changarnier e Lamoricière; lo *Standard* quello del sig. Thiers, proveniente da Anversa.

— Si legge nel *Morning Post*:

Il marchese e la marchesa di Normanby arrivarono la sera di sabato (10) a Londra.

ALEMAGNA. Sembra che lo scioglimento dei ducati rispetto alla Danimarca non sia così definitivo come si era di già annunziato. Si è il giorno 7 che i sigg. de Bille e Rewentlow-Criminil sono giunti a Copenaghen dove si attendeva pure il signor di Bardenflet; e nel giorno 9 doveva tenersi il consiglio di gabinetto per esaminare le condizioni provvisoriamente accettate dal signor Bille. Correva voce che quest'ultimo avesse oltrepassato le sue istruzioni, ed anche pel caso di adesione per parte del governo danese e delle Camere, si credeva però che la convenzione sarebbe di difficile eseguimento.

Ma non sono queste che voci vaghe. Quello che v'ha di positivo si è che le truppe federali non fecero ancora alcun preparativo per abbandonare l'Holstein, ed era questa una fra le condizioni della convenzione; potrebbe essere però che, per apparecchiarsi a lasciare il ducato, attendessero lo scambio delle ratifiche.

— *Berlino*, 10 *gennaio*. Il re diede la sua sanzione ai decreti riguardanti l'ordinamento dei principati di Hohenzollern, i quali formeranno un distretto di reggenza, la cui sede amministrativa sarà in Echingen.

Due baliaggi superiori saranno subordinati alla reggenza. L'ordinamento giudiziario entrò in vigore il 1° gennaio. Quanto alle imposte, si manterrà ancora per qualche tempo l'antico sistema.

— Il giorno 12 la seconda Camera doveva discutere il rapporto della commissione sulla proposta del deputato Klaessen, relativa agli affari concernenti la stampa (V. *Gazzetta Piemontese* numero 12).

E. LEONE gerente.

www.internetculturale.it

Dalla Tipografia **Fory e Dalmazzo**

è uscito il seguente volume (edizione corretta ed ampliata):

SCRITTI SCELTI

del Cav. Dottor **FRANCESCO REGLI**

Contiene gli Elogi al professore Giovanni Zuccala, a Diodata Saluzzo-Roero, a Defendente Sachi, a Gaetano Donizetti, ad Eustachio Fiocchi, a Mauro Ricotti, a Celestino Massucco; contiene pure il *Discorso, Un dovere che avrebbero Milano e le Città Italiane — Il primo di novembre del* 1755 (Racconto) — *La Laurea sospesa — Il cuore d'una Donna — Addio al Cimitero di Pavia — Album per l'anno nuovo*, ecc. ecc.

Si vende al prezzo di L. 5.

GIORNALE

DI FARMACIA, DI CHIMICA E DI SCIENZE AFFINI

Esce a fascicoli una volta al mese

Prezzo L. 10 all'anno, franco ne' R. Stati

Si è già pubblicato il fascicolo di Gennaio

Gli abbuonamenti si ricevono in Torino alla farmacia Schiapparelli; in Milano alla libreria Pirotto e Comp., ed in Cagliari a quella di G. Federico Crivellari.

DICHIARAZIONE

Giovanni e Pietro, fratelli Curtino, uniformandosi alla volontà manifestata da Giuseppe Castagneri, loro cugino, nell'atto di sua ultima volontà 15 luglio 1847, presentato al notaio Borgarello, ebbero ricorso a S. M. per ottenere la facoltà di aggiungere al cognome della loro famiglia quello del testatore sunnominato, ed assumere così in avvenire il cognome Curtino-Castagneri.

Questa domanda si deduce a pubblica notizia per gli effetti previsti dalle Regie Patenti 16 agosto 1844, ed in seguito alla autorizzazione ottenutane dal capo del dicastero della grande Cancelleria in coerenza al disposto coll'art. 2.° delle Regie Patenti succitate.

DIFFIDAMENTO

Si diffida il pubblico che avendo il signor Pietro Galoppo figlio, già faciente parte della Ditta corrente in Torino, sotto la firma Galoppo padre e figli, cessato la convivenza col padre e di far parte della stessa Ditta, il signor Giuseppe Galoppo padre e gli altri fratelli di detto Pietro non intendono di avere alcuna contabilità verso chicchessia per le negoziazioni o contratti di detto rispettivo figlio e fratello Pietro.

Savio caus. coll.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

AVVISO INTERESSANTE

GIO. BATTISTA GULLIA, negoziante calzolaio in via Nuova, num. 29, membro della Camera d'Agricoltura e Commercio di Parigi, premiato per la sesta volta di Medaglie dalla Camera di Commercio di Torino e di Genova, avendo stabilito di riformare il suo negozio sulla base dei più accreditati di Londra e di Parigi, ha posto in liquidazione un'immensa quantità di stivali e stivaletti da donna di ogni genere, a prezzi discretissimi e per contanti, collo sconto del 10 p. 0[0.

Troverassi pure in detto negozio un grande assortimento dei tanto rinomati *clachs* d'America, di gomma elastica, con suola di corame per non isdrucciolare.

La perfezione e solidità dei suddetti lavori e la modicità nei prezzi, spera, gli procureranno una grande quantità di avventori che ne sapranno profittare e ne rimarranno soddisfatti.

OUVERTURE

Magasin de Vin de Champagne

de première qualité, à **2 50** la bouteille

Rue du Jardin, maison Artusio, à côté du Bureau des Courriers

IN TORINO

Via Meridiana, num. 8, scala a mano manca, in fondo di corte, al terzo piano.

Se a condizioni solide, si guarentiscono commissioni su Genova che si vogliano affidare per nuove relazioni bancarie, per contrattazioni commerciali in genere anche in porto-franco, ed infine pel buon esito di affari ipotecarii in grande, vendite, stabili a Torino, acquisti idem in Genova, ecc. Detti incarichi si accettano senza spesa per eseguirsi prontamente e direttamente presso le primarie case di Genova.

CORSO DI LINGUA INGLESE

secondo il metodo accelerato del MILLES

Per informazioni ed iscrizione rivolgersi al libraio Schiepatti, sotto i portici di Po, ed a casa del Professore dalle 4 alle 5 pomerid., in via S. Lazzaro, num. 7, 3.° piano, porta a destra.

AZIENDA DELLA CASA

DI S. A. R. IL DUCA DI GENOVA

AFFITTAMENTO *per il prossimo 11 novembre* del podere di **Govone**, diviso in sei lotti.

Per le indicazioni recapito in Govone dall'Economo locale, e per le condizioni alla suddetta Azienda in Torino.

L'INCANTO VOLONTARIO

IN CHERASCO

Di mobili, lingerie, rame, argenterie ed effetti servienti per albergo ora esercito dalla vedova Rosa Gallo, tutrice degli eredi di Pietro Gallo, il quale ebbe luogo il 4 dello scorso dicembre, prosegue in tutti i giovedì, giorni di mercato, nel locale dell'antico Albergo dell'Aquila d'Oro.

VENDITA

Di num. **224** PIANTE di pioppo, e num. 39 PIANTE di roveri d'alto fusto e di diverso diametro, divise in tre lotti, esistenti nei beni della cascina detta il *Tetto delle Oche*, in territorio di None.

Per le condizioni e le offerte (che dovranno presentarsi prima delle ore 11 del giorno 27 corrente gennaio) dirigersi alla Segreteria dell'Opera pia di S. Luigi, via di S. Chiara.

DA AFFITTARE

pel prossimo S. Martino, unite o separate

Due CASCINE distanti 2 chil. circa da Savigliano, composte di caseggiati rustici, con ett. 40 circa cad., a diversa coltura, e per egual proporzione adacquabili.

Dirigersi al proprietario in Saluzzo, casa propria, num. 6, via Griselda.

FALLIMENTO

di Vallino Giovanni, commerciante in chincaglierie e mercerie in Torino, via di Po, isola di S. Francesco di Paola, casa della R. Università.

L'eccellentissimo Magistrato del Consolato con sentenza del 13 del corrente mese ha dichiarato il fallimento di detto Giovanni Vallino, ha ordinato l'apposizione dei sigilli, ha nominato sindaci provvisorii le case di commercio in Torino Cagnassi Giovanni e Comp., e Martinazzi e Comp., ed ha fissato l'adunanza dei creditori per la nomina dei sindaci definitivi, avanti l'ill.mo signor congiudice avvocato Giacomo Vischi, giudice commissario, il 23 di questo mese, ed alle ore 11 antimeridiane, in una sala di Consiglio dello stesso Magistrato, a termini dell'art. 471 del Codice di commercio.

Torino, il 15 gennaio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

All'udienza che sarà tenuta dal regio tribunale di prima cognizione di questa città, alle ore 9 antimeridiane del 3 febbraio prossimo, nella causa di subastazione dei signori farmacista Vittorio, avvocato Pietro, Giuseppe, Bartolomeo e Gioanni, fratelli Sorisio, contro i signori liquidatore Gaetano Durando e Tommaso Bruno, si procederà al secondo incanto e definitivo deliberamento degli stabili situati sul territorio di Moncalieri, e descritti nel bando venale del 15 novembre ultimo scorso, sul prezzo di L. 6,000 dalli Sorisio instanti offerto, ed alle condizioni in detto bando espresse.

Torino, il 4 gennaio 1852.

Craveri sost. Chiesa.

NOTA

L'incanto secondo pel definitivo deliberamento delli stabili cadenti nella subasta instituita dal Felice Barbero e propri del Sebastiano Chiesa, nel luogo e territorio di Gassino, venne fissato per le ore nove mattutine del 29 corrente mese, alli patti e condizioni, di cui nel bando venale stampato il 18 scorso novembre, meno però per la pezza prato ivi descritta al num. 3, la cui vendita alli incanti venne sospesa per il solo quantitativo di are otto, e dicianove diciemiliare, giusta il verbale del R. tribunale di prima cognizione di questa città in data 17 decembre p. p.

Torino, il 10 gennaio 1852.

Bonamico sost. Gili caus. coll.

NOTA

In aggiunta alla nota inserta nel num. 13 di questo giornale per la subastazione promossa dal sig. Giuseppe Nicola contro Maria Mattia Pedussia vedova Abrate, si dichiara che l'incanto si aprirà sul prezzo di lire due cento per cadun lotto offerte dall'instante.

Torino, 15 gennaio 1852.

Simondi caus. coll.

NOTA.

Sull'instanza di Margarita Grosso vedova Cassardo, di Truffarello, il tribunale di prima cognizione in Torino sedente con verbale 10 dicembre p. p. fissò l'udienza delli 27 gennaio corrente anno 1852, per il secondo incanto, e definitivo deliberamento della casa con aia e giardino, da Giovanni Francese tenuta nel luogo di Orbassano, al prezzo dalla instante offerto in L. 500 coll'osservanza delle condizioni spiegate nel bando venale 4 suddetto dicembre.

Torino, li 8 gennaio 1852.

Cucchi-Boasso, proc.

NOTA

Con iscrittura privata del 10 scorso luglio è stata stabilita in Genova ed in Torino una società in nome collettivo, sotto la ragione sociale *Isaia Tedeschi e Compagni*, fra detto sig. Isaia Tedeschi ed i signori Giuseppe, Lazzero, Davide e Leone, fratelli Tedeschi, del fu Anselmo. Tale società ebbe principio dal 13 ottobre 1848 e durerà a tutto il 1870; l'amministrazione e la firma è attribuita a tutti i socii. Detta società è stata trascritta e pubblicata ai Tribunali di Commercio di Genova e Magistrato del Consolato di Torino.

Torino, il 15 gennaio 1852.

Paolo Collino proc. coll.

NOTA

Si notifica che Francesco Prato, negoziante libraio in questa città, caduto in fallimento, sul di lui ricorso sporto all'eccell.mo Magistrato del Consolato sedente in questa città ond'essere riabilitato al commercio, il 18 del testè passato decembre emanò declaratoria, colla quale si diffida chiunque abbia ragioni ad opporsi alla chiesta riabilitazione di quelle presentare davanti al detto Magistrato, a tutte le ore e giorni di udienza del medesimo pendente il tempo di due mesi, a datare dal giorno dell'inserzione di questa nella Gazzetta Piemontese.

Torino, il 10 gennaio 1852.

Boggio sottosegr.

NOTA

In seguito ad aumento del sesto fatto al lotto 18.° dei beni già proprii delli signori Anna Festa, vedova di Felice Tirone, e geometra Enrico Tirone di lei figlio, composto di campi, prati, alteni, con varii casamenti, corte ed orto, di ett. 4, are 97 (giorn. 13, tav. 35, piedi 3) circa, posti nel luogo di Cumiana, provincia di Pinerolo, stati subastati ad instanza del sig. R. liquidatore Giuseppe Luigi Amey, e deliberato detto lotto con sentenza del tribunale di prima cognizione di questa città del 2 dicembre p. p., per il prezzo di L. 2,255, venne fissata l'udienza dello stesso tribunale del 27 corrente mese per il reincanto degli stabili componenti il suddetto lotto 18.°, sul prezzo del seguito aumento, ed alle altre condizioni di cui in relativo bando del 5 corrente mese.

Casale, il 9 gennaio 1852.

Cayre proc. coll.

NOTA

Con instromento 2 settembre 1851, rogato Madon, notaio a Cavour, il sig. Gioanni Fassino acquistò dalli Gioanni Solur di Pietro, e Bruno Maria Lucia fu Gio. Battista, e giugali, i seguenti beni per il prezzo di L. 8,234.

1. Fini di Cavour, regione Garnero, in mappa ai numeri 4597, 4598, 4599, 4510, caseggiato rurale, composto di due camere al piano terreno, e due al primo piano, cantina, pozzo, prato ed alteno di ettare 1, 58, 8.

2. Ivi, regione Prasecco, in mappa al num. 4620, campo di ett. 0, 12, 16.

3. Ivi, regione Bosco Grosso, in mappa ai nn. 5322, 5323, gorretto e giara, di ett. 0, 44, 0.

Tale atto è stato trascritto all'uffizio delle ipoteche di Pinerolo il 25 settembre 1851, al vol. 22, ed art. 126 delle alienazioni.

Notaio Madon.

BORSA DI PARIGI *del 15 gennaio.*

Il 5 0/0, aperto a 105, 25, è salito a 104, 80, e dopo essere ricaduto a 104, chiude a 104, 15.

Il 3 0/0 resta a 69, 25.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 95.

Le azioni della Banca di Francia a 2710.

TEATRI D'OGGI

REGIO Riposo.

Martedì andrà in scena l'opera i PURITANI.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Reale al servizio di S. M. recita: *Il Diavolo.* (2.ª Replica)

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: — *Chi dura vince*, — Ballo le *4 Nazioni.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta *Vaudevilles.*

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Il gran convitato di pietra*, o *D. Giovanni Tenorio.* (Replica)

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Meneghino ricco negoziante in Basilea.*

DA S MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita. — Con ballo.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita, — Ballo *Il Fischietto.*

SALONE del WAUXHAL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana, con servizio di vetture cittadine e omnibus.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
10 genn.	754 20	754 66	755 34	0 0	+ 1 6	+ 4 5	— 1 2	— 0 4	— 1 3	S.	S. O.	S.S.O.	Coperto	Quasi cop.	Ser. con vap.
11 »	740 66	759 40	759 30	— 0 3	— 1 0	— 0 8	— 4 5	— 5 3	— 3 8	O.N.O.	N. O.	N.N.O.	Nebbia	Nebbioso	Nebbioso
12 »	740 30	740 92	740 44	— 1 3	0 0	+ 2 2	— 5 4	— 0 3	— 0 6	S. O.	S.	S.S.O.		Nebbia	Nebbia

TIP. G. FAVALE e COMP.

www.interpretariturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 15 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

SABATO 17 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 50	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

AVVERTENZA

Si rinnova l'avviso ai signori richiedenti inserzioni (ed in ispecie a quelli delle provincie) di Annunzi, Note giudiziali, o simili, di voler d'or innanzi rivolger le loro domande, accompagnate da vaglia o mandato postale corrispondente al presunto ammontare del diritto della richiesta inserzione, in ragione di centesimi 30 per ogni linea di stampa, all'Uffizio di segreteria esclusivamente (Tip. Favale, via S. Martiniano, casa Gibellini), e dirette al sig. Paolo Falco, segretario.

Le lettere ed i pieghi debbono essere affrancati.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato,
Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Le Casse di risparmio attualmente esistenti, e quelle che per l'avvenire verranno istituite in conformità delle Leggi godranno dei seguenti vantaggi.

Art. 2. I libretti che le Casse di risparmio rimettono ai deponenti come titolo del loro credito, ed i registri analoghi di contabilità rimangono esenti dal bollo.

I registri però devono essere numerati, e parafati a ciascun foglio gratuitamente dal Sindaco, o da chi ne fa le veci.

Art. 3. I crediti scritti sui libretti delle casse di risparmio saranno esenti da qualunque imposta.

Art. 4. Ogni Cassa di risparmio potrà trasferire tutti o parte dei suoi fondi presso la Cassa dei depositi e dei prestiti, costituita sotto guarentigia dello Stato, dalla quale saranno ricevuti alle condizioni stabilite dalla Legge del diciotto novembre mille ottocento cinquanta, salve le eccezioni infra tenorizzate.

Art. 5. Tali fondi saranno portati in conto corrente, con facoltà alle Amministrazioni delle Casse di risparmio di aumentarli, o di ritirarne tutto o parte a misura del loro bisogno, senza mutazione di cartella.

Art. 6. I fondi da rimettersi dalle Casse di risparmio potranno essere consegnati alle Tesorerie provinciali per conto di quella dei depositi e prestiti, presentandone la domanda all'Intendente.

Eguale procedimento sarà tenuto per la restituzione.

Art. 7. La Direzione del Debito Pubblico, nel fine di cadun anno, farà conoscere, per mezzo del Giornale ufficiale, l'interesse che si corrisponderà pei fondi che saranno consegnati nell'anno successivo dalle Casse di risparmio a quella dei depositi e prestiti.

Questo interesse non potrà essere minore nè del tasso massimo, che la Cassa depositi e prestiti corrisponderà per altri depositi, nè di un mezzo per cento di ciò che essa perceverà mediamente dai suoi prestiti.

Art. 8. Il conto corrente delle Casse di risparmio presso quella dei depositi e prestiti sarà regolato sulle basi:

1. Che ogni deposito o ricupero sia della somma intiera di lire duecento, o di un multiplo di essa.
2. Che l'interesse sui depositi decorra dall'undecimo giorno, compreso quello del versamento.
3. Che l'interesse sulle restituzioni cessi dal giorno della domanda.
4. Che la domanda debba precedere la restituzione

di giorni	10 sino a L.		5,000
»	20	» »	20,000
»	30	» »	40,000
»	40	» »	70,000
»	50	» »	100,000
»	60 per ogni somma superiore.		

5. Che rimanga un intervallo di dieci giorni almeno tra due domande della stessa Cassa.
6. Che il deposito totale in conto corrente non possa mai oltrepassare il debito liquido di cadauna Cassa di risparmio verso i proprii deponenti, nè perciò comprendere il fondo di dotazione, od il fondo di riserva che le medesime possedessero.

Art. 9. Il beneficio concesso alle Casse di risparmio ed ai deponenti in esse cogli articoli secondo e seguenti è subordinato alle condizioni:

1. Di limitare a lire mille duecento nel termine di due anni, dopo la promulgazione di questa legge, il massimo credito fruttante di ciascuna persona ammessa a far depositi alla Cassa, contando per una sola persona il padre coi figli, il marito e la moglie conviventi.
2. Di limitare a lire mille il totale delle somme che ciascun titolare sia per consegnare in un anno alla Cassa di risparmio.
3. Di corrispondere ai deponenti un interesse non minore del tre per cento.

Art. 10. In ogni anno la Direzione del Debito Pubblico distenderà uno specchio delle relazioni delle Casse di risparmio con quella dei depositi e prestiti.

Questo specchio sarà presentato alla Commissione di sorveglianza sulla Cassa dei depositi, e da questa al Parlamento, e fatto di pubblica ragione.

Art. 11. Gli amministratori delle Casse di risparmio, contemplate nell'articolo primo, dovranno nel primo mese di ogni anno presentare al Ministro dell'Interno lo specchio delle loro operazioni dell'anno precedente.

Art. 12. Il Ministro dell'Interno, e quello dei Lavori Pubblici daranno nelle rispettive attribuzioni le istruzioni necessarie all'osservanza di questa legge, che sarà registrata al Controllo generale, pubblicata ed inserta nella Raccolta degli Atti del Governo.

Torino, addì 31 dicembre 1851.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.
PALEOCAPA.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 16 gennaio*

Nella seduta d'oggi del Senato, si presentò il bilancio passivo dell'anno 1852, quindi il senatore di Pollone lesse il rapporto sul progetto di legge circa la privativa postale.

La Camera dei Deputati terminò nella seduta d'oggi la discussione del bilancio attivo generale pel 1852, e ne approvò il progetto di legge con voti 101 contro 15. Prese quindi a discutere il bilancio attivo e passivo del Monte di Riscatto di Sardegna.

LA DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE

Previene il pubblico, che alle spedizioni che fin qui avevano luogo da Genova il 4° ed il 20 d'ogni mese per Alessandria d'Egitto, sono ora aggiunte due altre spedizioni mensili ne' giorni 8 e 24.

Quindi le corrispondenze per Alessandria d'Egitto, per le quali l'affrancamento non è obbligatorio, dovranno essere impostate in tempo utile, perchè si trovino in Genova ne' giorni 1, 8, 20 e 24 d'ogni mese.

Le corrispondenze dirette ne' paesi al dilà di Alessandria d'Egitto, come al Gran Cairo, Aden, Bombay, Calcutta, Arcipelago indiano e Cina, vanno soggette all'affrancamento obbligatorio fino ad Alessandria d'Egitto.

Torino, il 16 gennaio 1852.

Il Direttore generale
DI POLLONE.

FATTI DIVERSI. — Torino. — Si legge nel *Risorgimento*:

Dacchè l'etnografia e la filologia tornarono allo splendore di che avevano brillato prima del secolo XVIII, e furono nuovamente riconosciute come base e insieme apice eminentissimo delle scienze umane, le università tedesche e quella di Parigi promossero ardentemente lo studio delle lingue orientali. L'etnografia e la filologia conducono gli spiriti alle nobili idee della più alta moralità, e al concetto della nazionalità di che mostrano le prime origini, la genesi, la figliazione.

Sinora in Italia lo studio delle lingue orientali, e specialmente quello delle più riposte come sarebbe il sanscritto, non fiorì che nel collegio romano di propaganda sotto le ali dell'un versalità del sentimento cattolico, e nell'università di Torino — di questa capitale del Piemonte, ove l'elemento nazionale si è manifestato diremi quasi provvidenzialmente da più tempo di quel che sembri a chi non lo ha colto che nelle più recenti manifestazioni. Crediamo che il presente ministro della pubblica istruzione abbia seguito una felice inspirazione, chiamando ora alla cattedra di sanscritto di questa nobile università il professore Gaspare Gorresio a cui nuovi le alte tradizioni dell'insegnamento di un Caluso e di un Peyron.

— Sappiamo che lo stesso ministro perchè non manchino le opportune cognizioni di fatto ai senatori, ai deputati, alla libera stampa, a tutti i cittadini in generale, nelle discussioni che avranno luogo sull'andamento universitario anche in proposito dei progetti di legge che è presto a produrre, ha ordinata la compilazione di una notizia storica sulla legislazione patria in questa materia dalla fondazione delle prime università del Regno sino alla legge del 4 ottobre 1848.

— *Prospetto del sistema di beneficenza praticato nella parrocchia del Carmine di Torino.*

Questo prospetto fu presentato al municipio dal consiglio di beneficenza parrocchiale, in risposta alla circolare 7 novembre 1851.

I consigli di beneficenza vennero creati dal re Carlo Alberto con regie Patenti del 20 novembre 1845. Il consiglio della parrocchia del Carmine, appena costituitosi in officio, riconobbe che a raggiungere il caritatevole scopo che l'augusto fondatore si era proposto, era mestier:

1. Di adottare nell'esercizio della beneficenza semplici ed efficaci norme di contabilità, onde rendere regolare e giusta la distribuzione delle limosine, e schivare le frodi dei finti poveri e degli indiscreti;
2. Di prendere in mira i bisogni d'ogni maniera, spirituali, intellettuali e materiali;
3. Di provvedere ai materiali bisogni in svariate maniere, anche a costo di maggiori disturbi, ogniqualvolta apparisca sperabile un corrispondente vantaggio.

Sovra tali basi si appoggiano le norme di amministrazione dei molteplici rami nei quali sono divisi gli uffizi di questo istituto, e dei quali riportiamo l'elenco:

Udienza pubblica ogni giorno dalle 11 e 1/2 antimeridiane all'una pomeridiana, tempo di sospensione dei lavori, epperciò di maggior libertà per quegli individui che volessero chiedere soccorsi. Sono essi ricevuti per ordine ed in luogo appartato. Si prende nota in un registro del loro nome e del soccorso, il quale è dato immediatamente, se la persona è nota e manifesto il bisogno; in caso diverso è distribuito nel corso della giornata a domicilio.

Rammentatore. Per non dimenticare i malati che hanno bisogno di visite e di soccorso, se ne scrivono i nomi in un elenco da rinnovarsi ogni 15 giorni, nel quale si nota con un segno convenzionale il giorno della visita e la persona da cui il malato venne visitato.

Censimento delle famiglie tutte domiciliate nella parrocchia.

Registro dei soccorsi. Mercè il metodo adottato nella tenuta di questo registro, s'impedisce che persone immeritevoli approfittino delle abbondantissime largizioni continuamente concesse dalla munificenza delle LL. EE. o dai favori delle pubbliche amministrazioni.

Suffragio. Consiste nell'applicazione d'una messa che si celebra nella parrocchia nel giorno medesimo della morte in suffragio d'ogni persona adulta, o nel successivo, prima della sepoltura.

Mortorio. Pratiche introdotte dal principio del 1849 di rendere decoroso il mortorio del povero, con accompagnamento di molte persone, uso di candele somministrate dalla sacristia della parrocchia, e canto delle solite ecclesiastiche preci.

Catechismo. Onde eccitare i ragazzi allo studio della dottrina cristiana, i maestri distribuiscono ai più meritevoli cartelle, che servono di titolo a premii due volte all'anno, consistenti in libri per i fanciulli agiati, in oggetti di vestiario per i poveri.

Scuola, aperta in maggio 1849, nella quale vengono quotidianamente ammaestrate le ragazze povere, dal mezzodì ad un'ora, negli elementi di lettura, scrittura ed aritmetica.

Soccorsi pecuniari. Onde evitare che il danaro venga sovente male impiegato, anche dai veri poveri, i soccorsi pecuniarii si danno soltanto in via eccezionale, e quando non si scorga mezzo migliore di provvedere ai conosciuti bisogni.

Alimenti ai malati. Agli ammalati viene distribuita ogni giorno una razione di brodo, con una piccola porzione di carne e di pane *grissino*.

Materassi. Si danno ad imprestito, colle prescritte cautele, onde assicurare la restituzione, alle misere persone colpite da lunghe malattie, e coricate soltanto sopra un duro pagliariccio.

Letti. Si danno ad imprestito, per un tempo determinato, letti in ferro (*brande militari*), allorchè nelle famiglie povere oc-

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

LORD BYRON

(Continuazione, vedi N. 15, 14)

In quel torno riceve una lettera dall'immortale alemanno Göthe, nella quale gli si davano mille encomii per la generosa spedizione alla quale si andava preparando. Finalmente potè lasciare il porto di Genova. Il giorno prima della partenza, passeggiando sulla riva del pittoresco golfo con non so chi, e venne fuori con questa mestissima domanda:

— « Chi sa dove saremo noi da qui a un anno? »

Appunto un anno dopo, nell'istesso giorno, egli chiuse per sempre gli occhi alla luce.

Tocca Cefalonia, e tosto gli capita alle mani un viglietto del novello Leonida, Marco Botzari, che pochi giorni dopo periva in un conflitto coi Turchi: Botzari moriva, e con lui perdeva la Grecia uno degli uomini più straordinari ed a quell'epoca opportuni. I perigli erano grandi, pessima la stagione, le difficoltà gigantesche, per lo che l'entusiasmo di Byron iva raffreddandosi ogni dì più. Cominciò a scandalezzarsi non poco delle intestine dissensioni, degli errori strategici, delle piccolezze politiche de' Greci. Ove trovar credea concordi pensieri di fratellanza e libertà, disposizioni guerriere ben allestite, denari, uomini risoluti, trovò invece ambizioni, invidie municipali e di partito, nulla di preparato, poco oro, popolaccio meglio chiassatore che guerriero. Laonde Byron, abbandonandosi ad una negligenza che nel suo caso era quasi degna di scusa, diessi a passar le ore cavalcando, leggendo, scrivendo e lasciando da una banda ogni idea di guerra. Fu in quel tempo che attese, come per passatempo, a discutere bisogne religiose con un dottore Kennedy, il quale si era fissato in capo di convertirlo, con tutti i giovani Inglesi che colà si trovavano; sembra però che gli sforzi del dottore riescissero al nulla, a giudicarne dalla indifferenza colla quale tanto Byron, quanto il resto dei figli d'Albione accoglievano le sue prediche; forse ne era cagione la troppa pazienza necessaria in chi voleva ascoltarne le dottrine. Dodici ore al giorno erano troppe per uomini colà venuti pieni la testa di poesia ed il cuore di impazienti e fervenți affetti. Byron, annoiato, era quasi sul pensare di ritornare in Italia. Ma giunsero avvisi, lettere, preghiere del governo greco, di Colocotroni e di Maurocordato a supplicarlo di non partire: le animosità dei partiti erano almeno pel momento sedate, il fratello dell'estinto Botzari attendeva alla custodia di Missolungi, Colocotroni stringeva Patrasso, Maurocordato era tutto dato all'opera di riordinare la Grecia occidentale. Inoltre Brown e Trelawney, amici ed ambasciatori di Byron presso il governo greco, gli scrivevano notizie abbastanza consolanti; non desse, è vero, retta nè al partito dei militari nè a quello dei cittadini, barcheggiasse fra questi e quelli, ma pure si mettesse in viaggio, giacchè la sua venuta avrebbe contribuito a migliorare le cose e conciliare le dissensioni.

Vogliamo qui trascrivere una sua lettera al governo generale, che dimostra qual uomo sapesse essere Byron in un bisogno, e come il senno e la prudenza andassero in lui del pari colla prepotenza dell'intelletto. Eccola:

« L'affare del prestito, l'aspettazione sì lunga e sì vana della flotta greca, e il pericolo a cui Missolungi continua ad essere esposto, sono le cagioni che m'hanno qui ritenuto, e che ancora mi riterranno, finchè alcuno di questi ostacoli non sia rimosso. Ma trasmesso che sarà il denaro per la flotta, io partirò per la Morea, senza però sapere a che possa la mia presenza essere utile nello stato in cui si trovano le cose. Noi abbiamo udito parlare di nuove dissensioni; fin anco d'una guerra civile. Io desidero con tutto il cuore che queste cose siano false o magnificate; imperocchè io non saprei immaginare sventura più grave di questa: e debbo francamente protestare che fino allo stabilimento d'unione e d'ordine ogni speranza di prestito sarà vana. Tutta l'assistenza che i Greci possono attendere di fuori (assistenza nè poco considerevole nè da sprezzare) sarà sospesa o ridotta al nulla; e, che è peggio, le grandi potenze d'Europa, delle quali nessuna s'è ancora dichiarata nemica della Grecia, ma che del pari non hanno mostrato di favorirne la indipendenza, si persuaderanno che i Greci sono incapaci di governarsi da loro medesimi, e forse si moveranno a metter fine alle vostre turbolenze in maniera di annullare le speranze vostre e de' vostri amici. Permettetemi di soggiungere una volta per sempre ch'io desidero il bene della Grecia e null'altro; ch'io farò ogni cosa a me possibile per giungere a questo fine; ma che io non consento altrimenti a lasciar ingannar il pubblico inglese e neppur nessun inglese in particolare sul vero stato degli affari della Grecia. Il resto, signori, dipende da voi. Avete combattuto gloriosamente: operate onorevolmente verso i vostri concittadini e verso il mondo. Allora non si dirà più, come da due mill'anni si va ripetendo cogli storici romani, che Filopomene fu l'ultimo dei greci. Non vogliate permettere che la calunnia (dalla quale, per altro, confesso essere cosa difficile il difendersi in sì ardua lotta) paragoni il greco amatore della sua patria che riposa dalle sue fatiche, al turco bascià che le sue vittorie hanno sterminato. Tali sono i sentimenti ch'io vi prego di accettare come prova sincera della mia sollecitudine pei vostri veri interessi. »

A questa lettera risposero le greche autorità con rispetto ed amicizia, rinnovando le preghiere acciò egli volesse accorrere ai loro bisogni.

Per tutto ciò Byron risolse di veleggiare verso Missolungi. Venti, burrasche, agguati di turchi, tutto con-

www.internetculturale.it

corre il bisogno di formar improvvisamente un letto, principalmente in caso di malattie.

Lenzuola e camicie. Si danno parimenti in imprestito, massimamente in casi di malattie.

Coperte di lana. Se ne fa la distribuzione ai più bisognosi nella stagione invernale, e si ricuperano alla primavera.

Carbonina. Questo combustibile viene regolarmente distribuito durante l'inverno, nella quantità occorrente ai bisogni di ciascuna famiglia.

Vestiario. Abiti, calzoni, sottane, vesti, calzette, camicie, zoccole, distribuiti di preferenza alle persone di gracile salute, attempate ed ai convalescenti.

Alimenti. Distribuzione di viglietti stampati, alcuni dei quali sono valevoli per cinque ettogrammi di pane casalingo, per un chilogramma di farina di granturco; altri per commestibili a scelta per il valore di 25 centesimi.

E desiderio del consiglio di beneficenza di aprire quanto più presto sarà possibile un asilo infantile parrocchiale, con tali disposizioni che possa eziandio giovare, in via eccezionale e provvisoria, alle madri di bambini lattanti colpite da qualche straordinaria disavventura; ed a quelle di altri più grandicelli le quali avessero bisogno di affidarli a sicura custodia durante le ore del giorno in cui esse sono addette al lavoro nelle varie fabbriche.

Termina il prospetto con i moduli per il rammentatore; per il censimento delle persone domiciliate nella parrocchia; per il registro dei soccorsi; per gli oggetti d'imprestito; per l'insegnamento.

FRANCIA

PARIGI, 13 *gennaio*. Il *Moniteur Parisien* pubblica la seduta che tenaesi da più di 300 rappresentanti del popolo alla *mairie* del 10° circondario. Questo documento erasi già pubblicato nei giornali belgici, ma noi nol riferimmo pel dubbio della sua autenticità. Ora lo riportiamo per compiere la storia dei casi avvenuti in principio del passato mese:

ASSEMBLEA NAZIONALE

Seduta straordinaria del 2 dicembre 1851, tenutasi nella gran sala della mairie *del 10 circondario, alle 11 antim.*

L'ufficio è composto dei signori Benoist-d'Azy, Vitet, vice-presidenti, Chapot, Moulin, Grimault, segretarii; una viva agitazione regna nella sala ove sono adunati circa 300 membri appartenenti a tutte le opinioni politiche.

Il presidente dichiara la seduta aperta.

Parecchi membri. Non si perda tempo.

Presidente. È stata sscritta una protesta da parecchi nostri colleghi. Eccone il testo.

Berryer. Io credo che non convenga all'assemblea il far proteste. L'assemblea nazionale non può recarsi nel luogo ordinario delle sue sedute; essa adunasi qui; e deve fare un atto d'assemblea, non già una protesta. (*Benissimo! Segni di assentimento*) Domando che noi procediamo come assemblea libera, in nome della costituzione.

Vitet. Poichè noi possiamo essere cacciati di qua dalla forza, non è egli utile che stabiliamo immantinente un altro luogo di riunione, o in Parigi o fuori?

Molte voci. In Parigi! in Parigi!

Bixio. Io ho offerto la mia casa.

Berryer. Sarà questo il secondo oggetto della nostra deliberazione. Ma la prima cosa da farsi per parte dell'assemblea, che si trova già in numero sufficiente, è lo statuire con un decreto. Io domando la parola sul decreto.

Monet. Domando la parola sopra un fatto di attentato. (*Rumori e interruzione*).

Berryer. Lasciamo da parte tutti gl'incidenti: non possiamo forse disporre d'un quarto d'ora. Facciamo un decreto (*Si! si!*) Io chiedo che a termini dell'art. 68 della costituzione, attesochè si è messo ostacolo all'esecuzione del suo mandato:

« L'assemblea nazionale decreti che Luigi Napoleone Bonaparte è decaduto dalla presidenza della repubblica, e che perciò il potere esecutivo passa di pien diritto all'assemblea nazionale. » (*Vivissima ed unanime adesione. Ai voti!*) Domando che il decreto sia firmato da tutti i membri presenti. (*Si! si!*)

Bechard. Appoggio questa domanda.

Vitet. Noi intendiamo restare in permanenza.

Presidente. Il decreto sarà subito stampato coi mezzi che si potranno avere.

(Il decreto è adottato all'unanimità alle grida miste di *Viva la costituzione! Viva la legge! Viva la repubblica!*)

Il decreto si estende dall'ufficio presidenziale.

Piscatory. Un avviso per affrettare il lavoro. Facciamo correre fogli, sui quali ognuno si firmerà. I fogli pieni di firme saranno poi annessi al decreto. (*Si! si!*)

Si mandano in giro fogli di carta nell'assemblea.

Un membro. Bisogna dare l'ordine al colonnello della 10ª legione di difendere l'assemblea. Il generale Lauristan è presente.

Berryer. Date un ordine in iscritto.

Varii membri. Si suoni la generale.

(Un'altercazione succede nel fondo della sala fra alcuni rappresentanti e varii cittadini che si vuole far isgombrare; uno di questi ultimi grida: « Signori, fra un'ora forse, noi ci faremo uccidere per voi. »

Piscatory. Una parola. Noi non possiamo (*Rumore. — Ascoltate dunque! ascoltate!*), non dobbiamo, non vogliamo escludere gli uditori. Quelli che vorran venire saranno i ben venuti. Ho testè sentito pronunciare queste parole: *Fra un'ora forse ci faremo uccidere per l'assemblea.* Noi non possiamo accogliere tali molte persone, ma quelle che si credono contenere debbono starvi. (*Bene! bene!*) La risoluzione è pubblica a tenore della costituzione. (*Segni d'approvazione*)

Vitet. Ecco il decreto di requisizione: « L'assemblea nazionale in conformità dell'art. 52 della costituzione, richiede la 10 legione per difendere il luogo delle sedute dell'assemblea. »

Consulto l'assemblea. (Il decreto è votato ad unanimità. Una certa agitazione succede a questo voto; parecchi membri parlano tutti in una volta.)

Berryer. Io supplico l'assemblea a stare in silenzio. L'ufficio che detta in questo momento i decreti, e al quale io propongo di affidare tutti i poteri per le varie determinazioni da prendersi, abbisogna di calma e di silenzio. Coloro che avranno proposte da fare le presenteranno poi; ma se tutti parlano sarà impossibile l'intendersi. (*Il silenzio si ristabilisce*)

Un membro. Io domando che l'assemblea resti in permanenza fino a che vengano truppe. Se ci separiamo innanzichè le truppe vengano, non potremo più riunirci.

Legros-Devot. Sì! Sì! la permanenza!

(*Odilon Barrot e Denagle* giungono nella sala, e appongono la loro firma sul decreto di decadimento.)

Il presidente incarica il sig. Hovyn-Tranchère di far entrare alcuni rappresentanti che sono ritenuti alla porta.

Piscatory. Domando all'assemblea di poterle dar ragguaglio d'un fatto che mi pare importante. Io andai a far riconoscere parecchi nostri colleghi che non potevano entrare. Gli ufficiali di pace mi han detto che il *maire* avea dato ordine di non lasciar entrare alcuno. Mi sono tosto recato dal *maire* che mi ha detto: « Io rappresento il potere esecutivo, nè posso lasciar entrare i rappresentanti. » Gli feci conoscere il decreto che l'assemblea aveva fatto, e gli dissi che non v'era altro potere esecutivo se non l'assemblea nazionale (*Benissimo!*), e mi ritirai. Crédetti di dover fare questa dichiarazione in nome dell'assemblea (*Si! si! — Benissimo!*) Alcuno mi disse passando: Spicciatevi; fra pochi istanti la truppa sarà qui.

Berryer. Domando provvisoriamente che un decreto ordini al *maire* di lasciar libero l'adito alla sala.

Di Falloux. Mi pare che noi non prevediamo due cose, che mi sembrano assai verosimili; la prima che i vostri ordini non saranno eseguiti; la seconda, che noi saremo espulsi di qua. Bisogna determinare un altro luogo di riunione.

Berryer. Colle persone estranee che si trovano presenti, noi faremmo una cosa poco utile; ben sapremo farci avvertire del luogo in cui dovremo adunarci. (*No! no! Un decreto provvisorio!*)

Presidente. Il sig. Dufaure ha la parola. Silenzio, o signori; i minuti sono ore.

Dufaure. L'osservazione or ora fatta è giusta. Noi non possiamo designare ad alta voce il luogo della nostra riunione. Ma io domando che l'assemblea conferisca al suo ufficio il diritto di sceglierlo. Esso avvertirà ciascun membro del luogo della riunione. Signori, noi siamo adesso i soli difensori della costituzione, del diritto, della repubblica, del paese. (*Si! si! Benissimo! — Viva la repubblica!*) Non manchiamo a noi stessi, e se si ha da soccombere dinanzi alla forza brutale, la storia registrerà che fino all'ultimo istante abbiamo resistito con tutti i mezzi che erano in poter nostro. (*Applausi*)

Berryer. Domando che con un decreto l'assemblea nazionale ordini a tutti i direttori delle case di forza o d'arresto, di liberare sotto pena di fellonia, i rappresentanti che sono stati arrestati.

(Questo decreto è messo ai voti dal presidente e adottato all'unanimità.)

Un rappresentante sopraggiunge e grida: « Facciamo presto, perchè la forza è prossima a giunger qua. (È la mezza pom.)

Antony Thouret entra, soscrive il decreto di decadimento, e dice: « Coloro che non soscrivono sono vigliacchi. »

Nell'istante in cui si dà avviso del giungere della forza armata, un profondo silenzio si stabilisce. Tutti i membri dell'ufficio montano sui loro seggi per esser visti da tutta l'assemblea e dai capi della truppa.

Presidente. Non una parola, o signori; silenzio assoluto! È questo più che un invito; permettetemi di dire che è un ordine.

Varii membri. È un sergente, è un sergente che si manda qua!

Presidente. Un sergente è il rappresentante della forza pubblica.

Di Falloux. Se non abbiamo la forza, abbiamo almeno la dignità.

Un membro. Avremo l'una e l'altra. (*Profondo silenzio*)

Presidente. Rimanga ciascuno al suo posto. Pensate che l'Europa ci guarda!

Vitet, presidente, e Chapot, uno de' segretarii, vanno alla porta, per la quale la truppa deve entrare a momenti, e si avanzano fino al pianerottolo. Un sergente ed una dozzina di cacciatori di Vincennes del 6° battaglione occupano gli ultimi gradini della scala.

Grévy, di Charencey e parecchi altri rappresentanti seguono il presidente Vitet e il segretario Chapot. Alcune persone estranee all'assemblea si trovano pure sul pianerottolo; e fra esse si nota il sig. Beslay, ex-membro dell'assemblea costituente.

Vitet, indirizzandosi al sergente: Che volete? Noi siamo riuniti in virtù della costituzione.

Il sergente. Io eseguisco gli ordini che ho ricevuto.

Vitet. Andate a parlare col vostro capo.

Chapot. Dite al vostro capo di battaglione che monti qua.

(*Continua*)

BELGIO

Leggesi nell'*Emancipation* di Brusselles:

« Leggemmo con qualche curiosità i due numeri di una pubblicazione che porta per titolo *le Bulletin francais*. Non faremo commenti sul merito di questo scritto: sarebbe lo stesso che impegnarsi in una polemica senza scopo e senza vantaggio pel nostro paese. Quello però che ci sembra pericoloso è che si ricorra all'ombra di una generosa ospitalità, e si adoperino le nostre libertà non per intraprendere discussioni elevate intorno ai grandi principii sociali, od a questioni sociali importanti, ma per assalire direttamente, personalmente, in termini violenti ed acerbi, un intiero sistema di governo, ed il capo di uno Stato vicino.

« Le nostre leggi, le nostre libertà, le nostre franchigie, la nostra costituzione così liberale, quei nostri diritti che noi tanto apprezziamo, sono fatti per noi e pe' nostri costumi; ma non dobbiamo accordarli a stranieri ai quali servano come stromenti di agitazione e di turbolenze. Il Belgio, prima che cogli altri, ha obbligo con se stesso; nè può tollerare di essere convertito in focolare nel quale si dia fuoco ai proiettili apparecchiati per essere lanciati contro la sua potente vicina.

« A noi importa vivere in pace coi grandi paesi che ci attorniano; a noi importa di non associarci ad un atto di ostilità qualunque contro i medesimi, di non divenire complici di una guerra morale ed intellettuale che loro si voglia muovere. Dopo il 1848 non seguimmo altra linea di condotta: noi non permettemmo che i realisti venissero in casa nostra a cospirare contro la repubblica; ed ora non bisogna permettere che nè repubblicani nè realisti vengano ad ordire qualunque trama contro il governo di Francia.

« Il Belgio alle altre sue virtù deve aggiungere quella sì nobile e sì preziosa dell'ospitalità. Esso non deve con durezza e senza cagione proscrivere dal suo territorio uomini onorevoli, degni di stima e di riguardi e che furono dai casi politici momentaneamente allontanati dal loro paese. Ma dal canto loro, essi, nel loro infortunio, devono pensare di non compromettere l'asilo che vien loro aperto coll'unirsi agli artefici di disordine, ed a non violare questa prima legge della riconoscenza, esponendo il paese che li raccolse ad umilianti esigenze oppure ad acerbi rimproveri.

« Noi confidiamo che la prudenza e la fermezza del governo sapranno prevenire tali estremità, e che esso ricorderassi che, qualunque siano le sue individuali simpatie, l'onore, il riposo, la dignità stessa del Belgio, così mirabilmente conservati in quattro anni, non devono sacrificarsi a straniere passioni ed inimicizie. »

—Qualche giornale di Brusselles si era lasciato indurre ad asserire che il Belgio dovrà modificare le sue istituzioni liberali, che gli converrà restringere le sue libertà, imitando l'esempio dell'estero e conformare il passo al movimento dei paesi vicini. A queste proposizioni l'*Indépendance Belge* risponde nel modo seguente:

« A noi più che ad ogni altro (poichè giudicammo sempre non dovere il giornalismo belgico, per l'interesse del nostro paese, versare furibondi oltraggi ad un governo vicino qualunque) spetta di protestare altamente e con vigore contro simili tendenze.

« Sono noti i nostri principii relativi al modo di apprezzare gli eventi esteri. Noi crediamo benissimo che le stesse istituzioni non possano convenire a tutti i popoli: può darsi che una istituzione eccellente per una nazione, non sia opportuna per un'altra. Ciascun popolo è giudice di quanto gli conviene di più. Ma questa massima, noi la vogliamo rigorosamente applicata in casa nostra.

« Il Belgio non deve prendere alcun altro paese a modello: egli non ha da seguire l'esempio di questo o di quel popolo. Il Belgio è una nazione indipendente, e non ha bisogno di guardare al di fuori per sapere quale governo gli convenga. Venti anni di esperienza già glielo insegnarono: quello che conviene al Belgio è quello che appunto esiste, è l'opera del Congresso nazionale, sono le istituzioni fondate da quella grande assemblea, e queste istituzioni convengono al Belgio in tutta la loro pienezza, col loro regolare svolgimento nello avvenire, come per lo passato.

« Il Belgio nulla ha da rinnegare, nulla a cangiare. Salvata nel 1848, per opera della sua costituzione lealmente, saviamente applicata per un principe esimio, che secondava un ministero liberale, si è a questa costituzione lealmente e saviamente praticata che il paese dovrà sempre la sua salute. E se vorrebbe che le nostre istituzioni, le quali ci permisero di superare felicemente le più difficili vicende, e dopo che esse uscirono da sì dure prove, si vorrebbe che le nostre istituzioni da noi sì mutassero o si toccassero di maniera che si accomodassero ad una politica di regresso e di reazione?

« Ora, che il Belgio diede così ammirabile saggio di quanto ei sia degno della libertà, si osa venirgli sussurrando all'orecchio: « Bisogna restringere questa libertà; bisogna adattare il passo alla gamba altrui? »

« Gli ultimi eventi di un paese vicino saranno un bene per esso, anzi una necessità; non è nostro ufficio il giudicarli. Ma nel Belgio, la sola necessità che esista è quella di continuare nella strada in cui il paese trovò il riposo, la calma, l'ordine, la sicurezza, la prosperità nazionale; questa via gli viene tracciata dalla costituzione.

« È necessaria al Belgio la conservazione di tutte le sue libertà, la continuazione di una politica liberale, che prevenga i voti della pubblica opinione, anzichè soffocare l'espansione de' suoi sentimenti; di una politica che sia sollecita degli interessi mate-

---

tribuì a rendere quel tragitto assai malagevole; un vascello gli venne derubato sul quale eravi il giovine fratello della Guiccioli, e per tutta una notte l'equipaggio dovette essere trabalzato da Scrofe a Dragomestri, da uno scoglio ad un golfo senza poter toccar terra. Finalmente al vespro del giorno seguente sbarcò sulla rada di Missolungi. Tutte le autorità militari e civili, e Maurocordato e tutto il popolo accorsero ad accogliere Byron con evviva, con saluti, con ispari di cannone; egli giungeva fra quella trafelante e disordinata folla come un salvatore. Quelle dimostrazioni solleticarono la sua ambizione, e si sentì tosto ricacceso il primiero entusiasmo. Il governo gli conferì il grado di generale in capo della spedizione di Lepanto. Però tutta l'armata che poteva per allora ordinare era una mano di Suliotti fieri in arme, ma malviventi e pessimi cittadini. Tutto all'intorno era discordia, miseria, anarchia, e meschino era l'appoggio che si poteva sperare dalla società filellenica di Londra. Il colonnello Stanhope, intrepido ufficiale ma inflessibile e feroce entusiasta, voleva libertà illimitata in tutto ed andava ruminando non so che teorie sociali, non so che principii metafisici da applicare ad una nazione invasa e nuova alle politiche franchigie; ma Byron curava più ad aver pane ed armi; ed invece di belle parole ei voleva fatti coraggiosi e positivi. Le libertà d'ogni specie non gli sembravano addatte ad una sovvertita società senza lumi, senza civiltà, che ne avrebbe disconosciute le qualità e la natura, e che per certo male se ne sarebbe servita. Tale giudiziosa e fredda perspicacia era assai più ammirabile e degna di encomio in un capo come Byron, capo nel quale lampeggiavano tante fiamme di poesia e di concezioni utopiche. E quando si dice poeta, si dice il perfetto contrapposto di un reggitore di società. Tutto ciò si risolveva in grandi e qualche volta accanite discussioni fra Byron ed il colonnello Stanhope, sicchè il più delle volte si lasciavano l'un l'altro colla schiuma alla bocca, come avviene sempre fra due litiganti quando l'uno è testardo e l'altro convinto.

Intanto che le bisogne andavano mal per male rovesciandosi, Byron cominciò a fare i conti sul proprio patrimonio, vedendo che l'erario greco era assai in basse acque. Le sue rendite, diminuite dagli sregolamenti di una vita così varia ed agitata, non gli fornivano che magro aiuto. Egli pensò magnanimamente a vendere un podere per fare incetta di danaro. Rochdale venne sagrificato in quella bella e generosa impresa.

Creato adunque generale della spedizione di Lepanto, e' si diede con fervore ad allestirne i preparativi. Un ingegnere inglese, Parry, ordinò l'artiglieria; il consiglio di guerra fu composto dei migliori soldati greci, non che di qualche italiano, fra i quali si ricorda con onore il nome di qualche illustre piemontese. Notis Botzari, zio dell'eroe omonimo, ed il giovine Gamba attesero alle altre disposizioni guerresche; e già tutto pareva arridere all'impresa. Ma novelli ostacoli dovevano sorgere di mezzo. Alcune provvisioni d'armi, che d'Inghilterra s'aspettavano, non erano giunte. Alcuni alemanni che avevano servito in Morea, sui quali si fondavano quasi le prime speranze, si trovarono qual malato, qual corrotto, qual fuggito, quale giacente in inedia per la miseria. A ciò si aggiungeva un male più di tutti grande: i Suliotti non si potevano acconciare a nessun ordine, a nessuna disciplina; ciascuno voleva gradi superiori, metà dei soldati semplici pretendevano la paga d'alto ufficiale. Byron andava dolcemente racquetandoli, concedendo, patteggiando; ma la sua non era la pazienza di Giobbe; nè di meno ci volea; s'inquietò pertanto, s'incollerì e ne cadde malato.

Un giorno egli era coricato a letto, sfinito per una sincope, sopravvenuta ad un'applicazione di mignatte alle tempia, e stava per pigliar sonno, quando improvvisamente ode un fracasso alla porta; questa cede all'impetuoso urto che le si dà di fuori, ed ecco apparire una selva di sciabole, di pistole brandite: un grido feroce erompe in terribile accordo da cento bocche, urlanti, morte o denaro. Erano i Suliotti, che il giorno prima avevano minacciato d'invadere l'arsenale, trucidato un ufficiale di sentinella e portata la desolazione in molte pacifiche famiglie. Rianimato quasi elettricamente da quella violenza inattesa, lord Byron si rizzò sul letto pallido, colle tempia gementi sangue: fissò gli occhi con onnipossente maestà in volto ai primi della banda, parlò a quell'orda irritata con una forza ed una dignità così imponenti che il furore disordinato dei Suliotti si tranquillò improvvisamente, e molti di essi, quasi loro malgrado, si inginocchiarono davanti al letto del sublime infermo.

Ma quelli non erano gente da starsene queta a lungo: escirono di colà docili e commossi, e tosto la loro natura li trasse a nuove insubordinazioni e scandali.

Fu d'uopo pertanto tentare di disfarsene. Byron aiutò Maurocordato nelle negoziazioni per mandarli fuori di Missolungi, non ritenendone seco che una cinquantina, che gli erano veramente affezionati, e che meglio al suo corteo che alla scuola comune dovea servire. Nè fu tanto facile il licenziare i Suliotti; volevano paghe sopra paghe, arretrati che dicevano non pagati e mille rangole di simil natura; pel minor male fu d'uopo soddisfarli, e così se n'andarono.

In quel tempo una tremenda scossa di terremoto mise in agitazione tutta Missolungi, e poco non ci volle di assidua pazienza e di denaro per rimettere nella pristina quiete la popolazione. Byron era sempre dei primi all'uopo, con consigli, e più con coraggio, e con denari. Le sue parole erano infuocate e convincenti, la sua energia indomata e a tutta prova. I suoi denari se n'andavano in largizioni di due mila talleri alla settimana, di otto o dieci mila in una mattina, di cinquanta mila in tre mesi. E che cosa importava a lui di rovinarsi quando aveva fisso di fare un'azione generosa? ....

(Continua)

G. TORELLI.

riali, intellettuali e morali delle popolazioni, ed attenda al soddisfacimento di tutti i bisogni.

« Ecco quanto conviene al nostro paese: ecco quanto egli possiede di già; ecco quanto egli saprà conservare. »

SPAGNA

La *Gazzetta di Madrid* del 8 corrente gennaio pubblica un reale decreto in data del 6, col quale è accordato al ministro delle finanze un credito straordinario d'un milione di reali come supplemento all'art. 1° del capitolo 8 della 10ª sezione del bilancio corrente, destinato all'armamento della fanteria e cavalleria del corpo dei carabinieri del regno.

INGHILTERRA

Londra, 12 *gennaio*. Si legge nel *Morning-Post* :

La regina tenne sabbato (10) a Windsor un consiglio privato. Vi assistevano S. A. R. il principe Alberto, il marchese di Lansdowne (lord presidente), lord Truro (lord cancelliere), lord John Russell (1° lord della Tesoreria), sir Georges Grey (colonie), sir Ch. Wood (cancelliere dello scacchiere), il marchese di Clanricarde (direttore generale delle poste), lord Seymour (1° commissario de' lavori ed edifizii pubblici), il marchese di Westminster (lord intendente della casa reale) e il duca di Norfolk (grande scudiere).

Vi è stato ordinato, che il Parlamento sarebbe prorogato dal 15 gennaio al martedì 3 febbraio e che un proclama convocherà il Parlamento perchè si riunisca nel detto giorno per la spedizione degli affari pubblici.

— Si legge nello stesso giornale :

Il marchese di Lansdowne ebbe una udienza dalla regina innanzi che si riunisse il consiglio. La regina dette pure delle udienze a lord J. Russell, sir Georges Grey, lord Seymour e al conte Grey. Il conte e la contessa Walewsky hanno lasciato il palazzo di Windsor.

— Si legge nel *Morning-Herald* :

Lord J. Russell, come capo ministeriale della Camera de' Comuni, darà il 2, giorno che precede l'apertura del Parlamento fatta da S. M. in persona, un gran banchetto officiale, nella residenza del 1° lord della tesoreria, a cui a circa trenta deputati ministeriali, compresovi l'oratore che dee proporre e quello che dee appoggiare l'indirizzo.

— Si legge nel *Times* :

La compagnia de' telegrafi sotto-marini ha fatto già collocare tutti i fili de' suoi officii d'East-Cliff al loro nuovo stabilimento di Clarence Place, in modo che d'ora in poi basterà un solo mezzo minuto per mandare de' messaggi da un officio all'altro. Otto fili coperti di gutta-percha e chiusi in un tubo di legno, presso a poco d'un piede sotto terra, sono destinati ad assicurare il servigio: si dice che una nuova corda di quattro fili, quasi compiuta, dovrà comunicare da una costa all'altra. Così, se avvenisse un sinistro alla corda attuale, la trasmissione regolare delle comunicazioni tra l'Inghilterra e la Francia non sarebbe punto interrotta.

— Si legge nella *Patrie* del 14 :

La vertenza, che s'agita in Inghilterra, tra i costruttori di macchine e i loro operai, non è ancora risoluta. Gran numero di stabilimenti furono chiusi il dì 10, come era già stato annunziato da' loro proprietarii; in altri furono continuati i lavori, quantunque i loro rispettivi proprietarii avessero già fatto conoscere che gli avrebbero chiusi essi ancora.

Questo poco accordo nella esecuzione delle risoluzioni adottate dalla maggioranza de' detti proprietarii fa che gli operai resistano con maggiore coraggio: ma è da notare d'altronde, che moltissimi operai, appartenenti all'industria della costruzione delle macchine, non hanno, per buona ventura, secondato l'impulso che voleva loro imprimere l'associazione. Però, sia a Londra, sia a Manchester, la cessazione del lavoro è ben lungi dall'essere generale.

Non v'diamo che la risoluzione presa dall'associazione di aprire stabilimenti indipendenti, sotto la direzione del suo consiglio esecutivo che siede a Londra, abbia ricevuto un cominciamento di esecuzione. Che anzi dai discorsi, pronunziatisi ne' *meetings* tenuti in questi ultimi giorni, pare risulti che gli operai sarebbero contentissimi d'entrare in accomodamenti co' loro capi, quante volte sian questi che piendano la iniziativa delle trattative. Ma per disgrazia, ne' termini in cui sta la quistione, essi capi non potrebbero cedere senza mettersi nella deplorabile via della organizzazione del lavoro.

Sinora gli operai nulla hanno fatto per turbare l'ordine materiale. Ma la loro attitudine, sin dal primo giorno del conflitto, imponeva all'autorità il dovere di vegliare sui loro passi; e la polizia di Londra si dette cura di tenersi informata di quanto accadeva nelle varie loro riunioni.

I giornali di Londra del 12 recano che un *meeting* generale dovea esser tenuto nella sera del giorno stesso. Delegati di tutti i principali centri manifatturieri dovevano assistervi. I giornali inglesi del 13 ci faranno conoscere l'esito di questo *meeting*.

ALLEMAGNA

Prussia. La petizione del conte Saurma concernente il rivedimento della costituzione, non ebbe buon successo in seno alla commissione della prima Camera per le petizioni : la conclusioni della commissione propongono l'ordine del giorno. Tuttavia si dice che un deputato della destra voglia proporre la soppressione dello stato, surrogandolo coll'antica dieta riunita.

Il *Foglio ebdomadario prussiano*, organo del così detto partito Bethman-Olweg, prende a spiegare il contegno del centro destro in occasione dei dibattimenti seguiti nella prima Camera intorno all'emendamento del sig. Hausemann, col quale si proponeva di differire la discussione della legge disciplinare sui pubblici funzionari, fin dopo che il governo avesse presentato il progetto di legge sulla risponsabilità ministeriale.

Il signor Mathis, del centro destro e collaboratore dell'anzidetto foglio, combattè bensì l'emendamento Hausemann, ma non intese con ciò promuovere un voto di fiducia nel ministero. Il centro destro riguarda anzi la presentazione della legge sulla risponsabilità ministeriale come un imperioso dovere pel governo.

Abbiamo già accennato allo stato del bilancio della guerra (V. *Gazz. Piem.* n. 14), ed all'aumento che esso offre di 1,117,117 talleri sugli anni precedenti. Eccone alcune più minute particolarità riferite dai giornali prussiani :

Secondo il bilancio il quadro degli ufficiali verrebbe aumentato come segue per ogni battaglione d'infanteria di 1 capitano e 3 secondi tenenti: per ogni battaglione cacciatori di 1 capitano, 2 primi tenenti e 5 secondi tenenti, i due battaglioni di cacciatori della guardia avrebbero ciascuno un 1 tenente di più. Questi aumenti dell'infanteria domanderebbero una spesa di 253,895 talleri. In ciascun reggimento di cavalleria i quadri verrebbero aumentati di 1 capitano e 5 secondi tenenti; i reggimenti d'artiglieria riceverebbero 1 capitano, 2 primi e 5 secondi tenenti; ed il corpo degli ingegneri avrebbe altri 3 capitani, 3 primi e 9 secondi tenenti. La spesa si accrescerebbe perciò di 295,672 talleri.

Il quadro dei sotto ufficiali e soldati d'ordinanza poi verrebbe aumentato di 8 sottufficiali in ogni battaglione della guardia, e di 12 sott'ufficiali e 52 soldati in ogni battaglione di linea, ciò che porterebbe la spesa di 476,717 talleri. Per l'aumento dei quadri della *landwehr* sono assegnati 150,546 talleri. Inoltre per qualche cangiamento nell'artiglieria e nei cacciatori venne assegnata la somma di 106,531 talleri. Per altro le riforme nell'organizzazione dell'artiglieria produrranno un risparmio di 18,407 talleri.

La soppressione dei quadri d'esercizio della *landwehr* produce un risparmio di 165,526 talleri; viene pur fatto qualche altro risparmio per la somma di 11, o 13 talleri, i quali risparmi sommati e sottratti dall'aumento proposto nel bilancio lo riducono a 946,105 talleri.

TURCHIA

Il *Journal de Constantinople* del 29 p. ha da Dardanelli in data del 24 che la soluzione della vertenza fra i consolati d'Austria e di [illegible] e quel governatore civile fu annunziata nella detta città con 21 colpi di cannone, tirati dal gran castello, al momento in cui furono nuovamente inalberate le bandiere nei rispettivi consolati.

Il sig. Barozzi, console greco in Adrianopoli, il quale era giunto a Costantinopoli affin di chiedere soddisfazione (cui ottenne) per la nota invasione operata nel suo domicilio, partì il 27 dicembre per il suo posto.

Scrivono da Beirut essere avvenuta una collisione fra Drusi e Cristiani a Salina, villaggio posto sul versante del Libano, sei ore distante da Beirut. Vi furono feriti da ambe le parti, e si dice anche che taluno dei contendenti sia morto. Tostochè l'emir dei cristiani, Haidar Kaimakan, ebbe notizia di questa collisione, mandò sul luogo cinquanta uomini a cavallo per ripristinar l'ordine e arrestare i colpevoli. Si confida che il governo ottomano darà le disposizioni opportune affinchè non si rinnovino simili conflitti.

L'*Impartial* di Smirne del 2 loda il governatore di quella città, Kamil bascià, perchè abolì una disposizione detta *hatir*, la quale rendeva impossibile la retta amministrazione della giustizia. Questa legge permetteva la liberazione di un individuo imprigionato per qualsivoglia delitto, quando era reclamata da qualche alto personaggio. Per tal modo parecchi malfattori avevan potuto sottrarsi alla meritata pena.

Da Rodi narrano in data 22 p. di parecchie nuove scosse di tre remote avvenute qualche giorno prima, delle quali l'ultima fu alquanto forte. A Macri le scosse continuano e tengono sempre in agitazione gli abitanti.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 17 *gennaio*.

Ieri sera è partito da Torino il molto onorevole sir Ralph Abercromby, inviato straordinario e ministro plenipotenziario di S. M. la regina Vittoria presso S. M. il Re di Sardegna, per recarsi all'Aia, dove il suo governo gli ha affidato il carico di rappresentarlo. Sir Ralph Abercromby soggiornava da parecchi anni in Torino, e coi suoi modi schietti e benevoli, con le rare doti dell'animo e del cuore aveva saputo accattivarsi la stima e la riverenza universale. Il Governo di S. M. si associa pienamente ai sensi di giusto rincrescimento che desta nel paese la partenza di un diplomatico, il quale ha contribuito non poco a rendere più salde e più cordiali le amichevoli relazioni che corrono fra il Governo di S. M. il Re e quello della graziosa Sovrana della Gran-Bretagna. Il gran desiderio che lascia di sè sir Ralph Abercromby è giusto omaggio di stima alla sua persona, di gratitudine agli amichevoli uffizi resi in ogni occasione al nostro paese.

Il signor Bingham, attuale segretario della legazione britannica in Torino, è stato pure richiamato dal suo posto. S. M. la Regina Vittoria ha nominato a suo successore il signor Erskine.

La notte del 14 al 15 corrente una nebbia fittissima impediva nella capitale di discernere le persone a piccolissima distanza.

Gente di mal affare approfittando di tale circostanza e rompendo violentemente la serratura d'un baraccone posto sotto i portici di Po dell'orologiaio Orecchia, lo svaligiarono esportando orologi pel valore di L. 2000 incirca.

L'amministrazione di sicurezza pubblica informata del commesso reato procurava con ogni sollecitudine di scoprirne gli autori.

Tali cure riuscirono essendosi, per mezzo del sig. assessore di sicurezza della sezione Borgo Po, rinvenuti molti degli orologi derubati, e proceduto all'arresto dei ritentori.

In casa di questi non solo vennero trovati gli strumenti atti a tali svaligiamenti, ma bensì anche diversi altri effetti stati esportati ad altri; sicchè a quest'ora quattro furti qualificati sembrano stabiliti a carico degli arrestati.

— *Genova*, 16 *gennaio*. Si legge nella *Gazzetta di Genova* :

Nei giorni d'avant'ieri e d'ieri fu operato il varamento della corvetta *Aquila* raddobbata nel R. cantiere della Foce, e l'alloggio nello stesso scalo del brigantino *Eridano*.

Nello scorso dicembre fu altresì varato il piroscafo *Malfatano*, racconciato nello scalo del R. Arsenale, sul quale verrà quanto prima tirato altro bastimento della reale marineria.

— *Roma*, 12 *gennaio*. Il *Giornale di Roma* annunzia la partenza per Napoli del conte Spaur, ministro di Baviera.

Francia. *Parigi*, 14 *gennaio*. Il *Constitutionnel* dice di poter affermare che la nuova costituzione sarà promulgata domani nel *Moniteur*.

— È pubblicato oggi il decreto della già annunciata amnistia applicabile a tutte le pene disciplinari incorse dalle guardie nazionali prima del loro scioglimento.

— Il generale Cavaignac ha indirizzato al ministro della guerra la domanda di essere messo in riposo.

— Leggesi nell'*Estafette* : Il *Grand-Orient* di Francia, nella sua assemblea generale del 9, ha nominato Gran Mastro dell'Ordine *massonico* in Francia il principe Luciano Murat, il quale accettò coll'autorizzazione del presidente della repubblica.

— Tre compagnie di fanteria di marina sono partite alla volta di Cherbourg a bordo del piroscafo il *Berthollet* per recarsi a Cayenne.

— Da un articolo del *Constitutionnel* d'oggi s'inferisce che i membri del nuovo corpo legislativo non saranno retribuiti.

Paesi Bassi. *Aja*, 13 *gennaio*. Un decreto reale abolisce la pena del bastone, tanto nell'esercito delle Indie che in tutti gli altri corpi di truppe olandesi.

— Il *Nuovo Corriere di Rotterdam* ha ricevuto un dispaccio telegrafico da Trieste, col quale si riferiscono notizie di Batavia fino al 27 dicembre. Le truppe olandesi ottennero a Palembang successi così importanti che si può riguardare la rivolta come compressa.

Spagna. *Madrid*, 9 *gennaio*. Il governo ha proclamato terminata la legislativa del 1851. La *Gazzetta di Madrid* pubblica questa risoluzione nella sua parte officiale.

Anche nella caserma del reggimento di Girona si manifestarono alcuni sintomi d'insubordinazione, che furono tosto repressi; del resto, la capitale è tranquilla pienamente.

Portogallo. Scrivono al *Times* da Lisbona in data del 31 dicembre :

Ancora non potrebbe farsi esatto giudizio degli elementi onde è composta la Camera de' deputati. La Camera non sarà regolarmente costituita che fra qualche giorno. Il numero de' deputati attualmente ammessi non sorpassa gli 80 : 9 siedono all'estrema diritta ossia alla frazione cabralista: 20 all'estrema sinistra coi fratelli Passos ed altri ultraprogressisti; 50 sono al centro.

V'è ogni motivo per credere che il ministero avrà la maggioranza, quantunque non paia che abbia a essere molto considerevole su varie quistioni.

Il sig. Avila, che era ministro delle finanze nell'ultimo gabinetto del conte di Thomar, ha dichiarato in nome de' suoi nove colleghi della diritta, che i loro voti durante la sessione preparatoria per la formazione legale della Camera, non doveano esser tenuti pregiudizievoli al loro diritto di mettere in questione il potere de' deputati di riformare la costituzione.

Inghilterra. *Londra*, 15 *gennaio*. Si legge nel *Globe* :

Il consiglio di gabinetto di domani (14) si terrà a due ore; quello di giovedì (15) a mezzo giorno.

— Si legge nello stesso giornale;

Possiamo annunziare che un sotto-governatore sarà nominato al Capo di Buona Speranza per dirigere gli affari della colonia nell'assenza del governatore che si troverà al teatro della guerra.

— Si legge nel *Times* :

Il marchese di Normanby lavorò ieri al dicastero degli affari esteri.

— Si legge nell'*Express* :

L'equipaggio e i passeggieri sfuggiti al disastro dell'*Amazone* e condotti a Brest, sono arrivati a Southampton provenienti dall'Havre. Un *meeting* si radunò sull'istante a fine di aprire una sottoscrizione in loro favore.

— Nel *meeting* generale degli operai impiegati alla fabbricazione delle macchine, tenutosi, com'era stato annunziato, nella sera del 12, fu adottata la risoluzione seguente : L'assemblea è d'avviso che sarebbe cosa ben fatta riunire tutte le società della coalisione in una sola, che porterà il titolo di associazione centrale.

Un altro *meeting* fu tenuto pure in un altro quartiere di Londra, a S-Martin's Hall; ma non vi furono nè discusse nè adottate risoluzioni di momento.

Alemagna. *Berlino*, 10 *gennaio*. Il conte di Ziethen è partito per Parigi, incaricato, dicesi, di una missione particolare a nome del governo prussiano.

Oggi un corriere di gabinetto russo è giunto da Pietroburgo, e recò l'adesione del gabinetto russo alla convenzione conchiusa colla Danimarca relativamente ai ducati di Schleswig-Holstein.

(*Corresp. lit.*)

— *Colonia*, 12 *gennaio*. Il generale Lamoricière è giunto in questa città, dove egli rimarrà verosimilmente alcuni giorni.

(*Gazz. di Colonia*)

— *Monaco*. Scrivono alla *Gazzetta di Colonia*, che la fortezza di Landau verrà armata e munita di provvigioni secondo le regole stabilite dalla Dieta germanica nell'anno 1823.

Cinquecento munizioni si spediranno al forte di Germersheim. Quattro mila quintali di munizioni verranno trasportati da Würtzburg nelle due fortezze.

C. LEONE gerente.

BIBLIOGRAFIA

Abbiamo altra volta annunziato in questa *Gazzetta* uno splendido saggio di questo insigne lavoro del quale ci gode l'animo di pubblicare ora il *Programma*, certi di porgere una buona novella agli amatori delle storie ed artistiche discipline :

LA BASILICA DI S. ANTONIO DI PADOVA DESCRITTA ED ILLUSTRATA DAL PADRE BERNARDO GONZATI M. C. CON CINQUANTA TAVOLE.

Non vi ha nazione incivilita d'Europa e forse del mondo cui non sia nota la Basilica Antoniana. Il pio la tiene in grande estimazione per la venerata urna che essa accoglie; l'amatore delle belle arti l'ammira per la severa magnificenza di sua costruzione, per tante opere d'illustri pennelli e di scultori che Padova la Toscana, l'Italia tutta nobilitarono; ci accorre l'industre artista per istudiarne i capolavori, imitarne la purità dello stile, inspirarsi; all'archeologo ed allo indagatore di patrie cose è miniera di erudizione; per noi segnatamente che amiam questo suolo dove ogni sasso, ogni gleba ci parla potentemente al cuore, essa è un lustro, una gloria nazionale. Forse la sua stessa celebrità, la copia degli scritti marmi, dei bronzi, degli affreschi, la moltitudine de' monumenti sepolcrali, altri per arte, altri per memorie biografiche e civili importantissimi, hanno sgomentato e'letti ingegni e frastornatoli lungi dal porvi di proposito l'opera loro e dal metterla in luce. L'amore ch'io porto caldissimo a questo tempio ed alle arti, lo studio delle patrie e domestiche glorie hanno in me vinto la ritrosia, sorretto l'animo trepidante, guidata la mano ad estenderne una compiuta illustrazione. Sin dal marzo di quest'anno ho già pubblicato un Saggio che fosse qual padrone dell'opera futura; ora con animo più fidente tolgo a sdebitarmi della promessa.

Dvido l'Opera in quattro parti: *Storica, Artistica, Monumentale, Liturgica*. La prima narra i principii, il progredire, il compimento si dell'edifizio in generale, si delle parti sue principal, massime dei dipinti a fresco ed a tempera, degl'intagli, delle tarsie e d'altri lavori perduti, le cause onde si derivarono le destre vicende o le avverse di questa fabbrica, gli avvenimenti per cui fu ritardata o prosegui, generosi provvedimenti della città di Padova, origine e statuti della presidenza dell'Arca, succedute mutazioni del fabbricato, sofferti ristauri, calamità, prosperi eventi: a questa Basilica s'annesta mirabilmente la storia padovana di oltre sei secoli.

L'Artistica verrà disaminando le moltissime opere di arte che tuttavia ci sussistono, mentovandole tutte, le migliori descrivendo; ragionerà sopra gli architetti, scultori, pittori e loro stile, dandone cenni biografici, ne illustrerà gli esimii lavori: parte interessante a chi ama l'estetica delle arti, la loro storia, e più che la bellezza delle forme, l'espressione inspirata dal Cristianesimo.

Alla terza si appartiene di riportare gli epitafi e cenotafi, tanto quelli che peranco si leggono, copiandoli esattamente dall'originale, come i corrosi o distrutti, quali da pazienti raccoglitori ci vennero tramandati, e discorrere sullo stile architettonico dei migliori monumenti, sopra le sculture ed affreschi che li adornano. Le biografie d'illustri tumulati, le genealogie di famiglie per magnanimi ed utili imprendimenti chiarissime, i fatti più degni di storia che hanno stretta la relazione a questi mausolei, ci saranno pur ricordati.

Finalmente lo splendore delle nostre sacre funzioni, la lor decadenza per lo variare de' tempi, le peculiari notizie delle traslazioni, le feste qui celebrate per qualche grande avvenimento, l'origine ed i progressi della nostra musica, i più celebri maestri che aggiunsero fama alla Cappella, quanto in somma concerne i riti dell'Antonia Basilica, descrive la parte liturgica.

L'Opera nostra abbraccia eziandio la storia, le arti, i monumenti dei luoghi sacri adiacenti, il Capitolo, l'oratorio di S. Giorgio, la scuola del Santo coi loro stupendi affreschi, l'antico cimitero ed i chiostri con le antiche loro arche e lapidi sepolcrali vecchie e moderne.

Autentici documenti, *facsimili* di rarissimi autografi, una cronologia antoniana, copiosi indici parziali e in fine dell'Opera il generale renderanno più maneco e giovevole il libro.

Speriamo che al buon volere ed alla perseverante fatica non verrà meno il pubblico suffragio, la benevolenza e il favore di coloro che sanno.

Patti d'Associazione

L'Opera sarà compresa in due volumi, ognuno de' quali conterrà due parti coi relativi documenti; carta, formato e caratteri del presente manifesto.

Si pubblicherà tutta l'Opera nel corso degli anni 1852-53 e sarà contenuta in circa 420 fogli di stampa.

Ciascun mese, incominciando dal prossimo gennaio uscirà un fascicolo di cinque fogli al prezzo di centesimi italiani 50 il foglio.

Ogni fascicolo andrà corredato di due incisioni litografiche al prezzo di centesimi italiani 75 per ciascheduna.

Per i signori associati il prezzo è ristretto in ragione di lire austriache invece d'italiane o di franchi.

Le ordinazioni librarie si rivolgeranno al sig. Giambattista Massaretti libraio di Padova. In Torino alla libreria Schiepatti.

Padova, il 24 dicembre 1851.

L'Autore.

www.internetculturale.it

AVVISO

I signori sosercittori al busto del fu p. GROMO sono pregati di voler intervenire all'adunanza generale che avrà luogo addì 18 del corrente mese, alle ore 3 1/2 pomeridiane, in una sala del Palazzo della Città.

Libreria **DEGIORGIS**, *via nuova, N.* 17

LE PITTURE ANTICHE
DI **ERCOLANO**

Nove vol. in-fol., elegantemente legati, per L. 325.

DIFFIDAMENTO

Si diffida il pubblico che avendo il signor Pietro Galoppo figlio, già facente parte della Ditta corrente in Torino, sotto la firma Galoppo padre e figli, cessato la convivenza col padre e di far parte della stessa Ditta, il signor Giuseppe Galoppo padre e gli altri fratelli di detto Pietro non intendono di avere alcuna contabilità verso chicchessia per le negoziazioni o contratti di detto rispettivo figlio e fratello Pietro.

Savio caus. coll.

Farmacia **LUCIANO**, *via di Po, num.* 13

UNICO DEPOSITO
DELLE **PILLOLE** DEL DOTTORE R. RICHARD
per la ristorazione del sistema nervoso
indebolito da fatiche, lavori, o malattie gravi

Rimedio infallibile per tutti quelli che hanno compromessa la loro salute con eccessi di piaceri, con assuefazioni segrete, ecc., che soffrono di polluzioni notturne, o dell' impotenza.

Prezzo di una scatola colla relativa istruzione L. **12.**

SCIOPPO E TAVOLETTE DI TAMARINDI
DI FILIPPO VIORA
unico approvato con superiore autorizzazione
sigillati con stemma gentilizio

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 13;
In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;
In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Revanale, 167

ASSOCIAZIONE AGRARIA

La Biblioteca e gli Uffizi della Direzione sono traslocati dal 19 del corrente in casa Natha, piazza San Carlo, piano primo.

I CAFFETTIERI
ed altri proprietarii di publici Stabilimenti

vengono diffidati che i 70 e più giornali, fra cui la *Gazzetta Ufficiale del Regno delle Due Sicilie*, quella di *Roma*, il *Monitore Toscano*, il *Lombardo Veneto*, l' *Omnibus di Napoli*, l'*Echo de la Presse* di Parigi, il *Mediterraneo* di Malta e *L'Indicatore Bisantino* di Costantinopoli, descritti nei nn. 22, 23, 24 e 25 del *Messaggiere di Torino*, vengono agli associati di quest'ultimo rimessi nuovi per due terzi del prezzo rispettivamente annotato. — Dirigersi personalmente o con vaglia postale in Torino, via Conciatori, num. 34, piano primo.

PERINOTTI prestidigitatore

Dietro richiesta di parecchie persone ha divisato di intrattenersi in Torino durante il presente Carnovale. Dà lezioni e accademie particolari. — Via S. Morizio, num. 2, piano secondo.

NOVITÀ

EUGENIO COPPO PARRUCCHIERE
via di Santa Teresa, accanto alla chiesa di S. Giuseppe,

Eseguisce ogni sorta di lavori in capelli, cioè finte, girelli, ecc., a prezzi discretissimi e fissi

Parrucche intiere	L. 12
Faux toupets	» 10
Detti di nuova invenzione, senza *ressorts* (crocchetti)	» 9

Presso il medesimo trovasi pure la raccolta delle annate 1848-49 della Gazzetta Piemontese da vendere.

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

DA RIMETTERE AL PRESENTE
in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia Tacconis, già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

SOCIETA' PROMOTRICE
DELLE BELLE ARTI
IN TORINO

Domenica, 18 corrente gennaio, a un'ora pomeridiana, e nella gran sala a terreno del Palazzo dell' Accademia Filodrammatica, avrà luogo l' Adunanza Generale dei Soci, ad oggetto, 1° Di udire la relazione della Commissione stata incaricata di esaminare i conti dell' esercizio 1851, e procedere quindi alla definitiva loro approvazione; 2° Di addivenire alla nomina di due Consiglieri e del Vicesegretario, e ciò a tenore degli articoli 8, 32 e 33 dello Statuto.

I signori Soci sono caldamente pregati d' intervenirvi.

Per la Direzione
AVV. LUIGI ROCCA *Segretario*

Presso **C. SCHIEPATTI**, *libraio in via di Po, n.* 47

IN VENDITA
La parte seconda dell' Opera di **F. A. Gualterio**
GLI ULTIMI AVVENIMENTI ITALIANI
che comprende
LE RIFORME
Vol. 1 in-8.° con molti documenti importantissimi
Fr. 9

Della prima parte di questa interessante Opera, *la cui edizione è esaurita*, si trovano ancora presso la suddetta libreria pochi esemplari al prezzo di fr. 27.

AVVISO
SCUOLA DI VETERINARIA

Chiunque desiderasse incaricarsi della provvista del fieno maggengo, ricetta, avena e paglia, ad uso delle scuderie di detta Scuola, potrà presentare, entro giorni dieci prossimi, il suo partito sigillato all' Ufficio della Direzione nel Reale Castello del Valentino; significando pure il prezzo a cui sarebbe disposto di comprare il concime ricavato dalle scuderie stesse.

Torino, il 10 gennaio 1852.

AVVISO

I signori GIACOBINO e RIZZETTI, esercenti l' Albergo del **Bue Rosso** in Torino, avendo stabilito una Vettura in coincidenza colla Strada ferrata, annunziano al Pubblico che la partenza della medesima dal detto albergo ebbe principio dall'11 corr. gennaio e continua giornalmente il suo corso.

AL NEGOZIO
DA COTONI, LANE E LINI FILATI
DI **R. CARISIO-BRUNETTI E FIGLIO**

Scelto assortimento di **Calzetterie**, **Telerie** in cotone e diversi altri oggetti a maglia ad uso di **fardello**, a modico prezzo.

Via S. Domenico, 1, rimpetto la porta grande della chiesa.

M.r HERMANT, Coiffeur de Paris, brévcté, se propose de séjourner à Turin pendant la saison d'hiver; il est établi provisoirement rue du Po, n. 36, au 2.me, au fond de la cour. Il se rendra au domicile des personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance.

DA VENDERE

Cospicuo CORPO di CASA producente attualmente l' approssimativo reddito annuo di L. 18m., e suscettibile di un mediocre aumento, di solida e nuova costruzione, posto in ameno sito, poco distante dai portici della via di Po, in questa città, di comoda divisione, in due lotti, dei quali si potrebbe anche intendere la vendita di un solo.

Il prezzo d'acquisto sarebbe pagabile per un quarto circa in rogito, per altra parte di esso si farebbero delegazioni, e pel rimanente si accorderebbero more a concertarsi.

Dirigersi al sottoscritto, nel cui ufficio è ostensibile eziandio la pianta di detto fabbricato.

Garneri caus. coll.

DA VENDERE
A MODICO PREZZO

Un elegante BROUM, un Dockar a *battant*, due Carrettelle, una Bastardella ed una Scoratta, di nuova costruzione. — Dirigersi in Torino a Giuseppe Vivaldi, via Oporto, rimpetto ai Macelli di porta Nuova.

VENDITA

Di di una CASCINA nel territorio di Santhià, provincia di Vercelli, di ett. 26, are 67, cent. 24 (g.te 70). Dirigersi in Torino dal sig. notaio coll. Secondino, via del Fieno, num. 17, 1° piano, e in Cavaglià, provincia di Biella, dal sig. notaio Barbisio, ambi incaricati di detta vendita.

AL CAFFÈ DELL' ALTA ITALIA
Da rimettere: L'Indépendance Belge *e* L'Opinione.

CAFFÈ DI GENOVA
Da rimettere: Il Risorgimento, L'Opinione, La Croce di Savoia, La Presse *e* L'indépendance Belge.

DA AFFITTARE *al* 1.° *aprile.*

ALLOGGIO di 8 camere al 3.° piano, con cantina, via degli Stampatori, num. 23. — Recapito ivi.

INCANTO DI MOBILI

Il giorno 20 corrente mese, alle ore 9 mattina e giorni successivi, in via S. Filippo, casa del signor principe della Cisterna si esporranno all' incanto tutti i mobili d' appartamento spettanti a S. E. Sir Ralph Abercromby, Ministro plenipotenziario d' Inghilterra presso il Governo Sardo.

MOSSONE GIOVANNI, *geometra, perito giurato.*

DA VENDERE

Grandioso Tenimento situato in territorio di Livorno Vercellese, composto di risaie, campi e prati, della superficie in totale di ett. 278 (giornate 730) circa, con vasti fabbricati e spaziosi magazzini, il tutto in ottimo stato, con acqua propria, molino a due ruote e pesta da riso.

Per le opportune informazioni far capo alla Banca Soldati, via dell' Arcivescovado, porta n. 15, piano 1.°

DA AFFITTARE AL PRESENTE
FARMACIA e FONDICHERIA

bene avviata, nel più bel sito della città di Chieri. — Recapito alla farmacia Rasino, via Nuova, in Torino.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile N.* 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 43.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

NOTA.

In rettificazione dell'errore occorso nella nota inserta nel n. 264 di questo Giornale dello scorso anno 1851, in data del 7 novembre, nell' indicazione dei fratelli e sorella Demaria, a di cui nome si accettò, col beneficio d'inventario, l'eredità del notaio Paolo Devecchi, resosi defunto *ab intestato* in Arona, in luogo di *Ernesto* leggasi *Ernesta*.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 16 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: ultimo pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: ultimo pr. dopo bor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 *god.* 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		99	p. f.			
1849 » » 1 genn.		91 50	cor.	91 75 99		
1851 » » 1 dicem.		(60) 90	99	p. f. feb.		
1834 *Obblig.* 1 genn.		50				
1849 » 1 8.bre						
1850 » 1 agosto				950 pel		
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio				30 corr.		
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— Banca di Savoia						
Città di (4 0/0 *oltre le inter. decor.*						
Torino (5 50/0) 1 *lug.*						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 *gen.*						
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fisso						
31 *x.bre*						
Via ferr. di Savigliano 1 *genn.*						
Molini presso Collegno 1 *giugno*				446 pel 25 corr.		

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi
Augusta	953 —	959 1/2 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	910 1/2 —	— —
Lione	99 50 —	99 60 —
Londra	25 30 —	25 15 —
Milano	— —	— —
Parigi	99 90 —	99 40 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 l.	20 40 —	20 13 —
— di Savoia	28 78 —	28 83 —
— di Genova	79 45 —	79 58 —
Sovrana nuova	35 18 —	35 25 —
— vecchia	34 08 —	35 08 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 14 gennaio.*

Il 5 0/0, aperto a 105, è sceso a 104. 75, e dopo essere risalito a 105. 65, chiude a 105. 20.
Il 3 0/0 resta a 70. 25.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 95. 80.
Le azioni della Banca di Francia a 2750.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: *Camoens*, — Ballo *Fausto*, del coreografo Cortesi, — balletto *La vivandiera*.
Martedì andrà in scena l'opera i PURITANI.
CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La donna in seconde nozze*, con farsa.
NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.
D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Les étudians.*
SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recit.: *Il gran convitato di pietra*, o *D. Giovanni Tenorio.* (Replica)
GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Dio non paga il sabbato.*
DA S MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita — Con ballo.
GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il Fischietto.*
WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 16 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

LUNEDI' 19 GENNAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

L'abbondanza delle materie ci obbliga a ritardare fino a domani la continuazione della seduta tenuta alla *mairie* di Parigi il 2 dicembre, e dello studio intorno alla vita di Byron.

AVVERTENZA

Si rinnova l'avviso ai signori richiedenti inserzioni (ed in ispecie a quelli delle provincie) di Annunzi, Note giudiziali, o simili, di voler d'or innanzi rivolger le loro domande, accompagnate da vaglia o mandato postale corrispondente al presunto ammontare del diritto della richiesta inserzione, in ragione di centesimi 30 per ogni linea di stampa, all'Ufficio di segreteria esclusivamente (Tip. Favale, via S. Martiniano, casa Gibellini), *e dirette al sig. Paolo Falco, segretario.*

Le lettere ed i pieghi debbono essere affrancati.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti ed Elenco firmati nell'udienza del 9 gennaio 1852, ha fatte le seguenti nomine, ed approvate le infra accennate disposizioni nel personale dell'Amministrazione delle Gabelle:

Battilana Antonio, banchiere del sale, e magazziniere dei tabacchi ad Avigliana, nominato banchiere del sale di deposito, e destinato a Genova;

Verdi Carlo, ricevitore all'uffizio del dazio di consumo di Torino a Porta Po, nominato banchiere del sale, e magazziniere dei tabacchi, e destinato ad Avigliana;

Guilliery Luigi, ricevitore all'uffizio del dazio di consumo di Torino a Porta Susa, traslocato nella stessa qualità all'uffizio del dazio medesimo a Porta Po;

Rollando Vincenzo, veditore all'uffizio del dazio di consumo di Torino a Porta Dora, nominato ricevitore, e destinato all'uffizio del dazio medesimo a Porta Susa;

Colombino Giuseppe, veditore all'uffizio del dazio di consumo di Torino a Porta Po, traslocato nella stessa qualità all'uffizio del dazio medesimo a Porta Dora;

Lapiera Filippo, commesso alle spedizioni all'uffizio di sdoganamento nella dogana principale di Torino, nominato veditore, e destinato all'uffizio del dazio di consumo di Torino a Porta Po;

Chiavero Valentino, commesso alle spedizioni all'uffizio centrale del dazio di consumo di Torino, traslocato nella stessa qualità all'uffizio dello sdoganamento nella dogana principale di Torino;

Mazza Francesco, veditore del dazio di consumo di Torino presso l'imbarcadero della strada ferrata, nominato commesso, e destinato nella qualità di commesso alle spedizioni all'uffizio centrale del dazio medesimo;

Montemerlo Carlo, commesso alle spedizioni all'ufficio del transito nella dogana principale di Torino, nominato veditore, e destinato all'uffizio del dazio di consumo di Torino presso lo imbarcadero della strada ferrata;

Ciccardi Valentino, commesso alle spedizioni all'uffizio del dazio di consumo di Torino a Porta Susa, traslocato nella stessa qualità all'uffizio del transito nella dogana principale di Torino;

Golzio Giovanni, ricevitore della dogana di Bardonecchia, nominato commesso, e destinato nella qualità di commesso alle spedizioni all'uffizio del dazio di consumo di Torino a Porta Susa.

Con Reali Decreti del 9 corrente gennaio furono provveduti di pensione di riposo in seguito a loro domanda, fondata sovra motivi di salute debitamente comprovati, i signori sostituiti segretarii della Università di Torino:

Domenico Giacomelli, il quale contava 33 anni di servizio, ed a cui venne pure conferito il titolo di segretario onorario di detta Università, e

Agostino Bolzoni, che comprovò anni 38 di servizio parte civile e parte militare.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 18 gennaio*

La Camera dei Deputati terminò, nella seduta di ieri (sabato), la discussione del bilancio del Monte di Riscatto di Sardegna, e ne votò il progetto di legge con 104 voti favorevoli contro 15. Il Ministro delle finanze presentò il progetto di legge per l'approvazione dello spoglio generale dei conti del 1849.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 1 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuno dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Terza inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
1	Francione Giuseppe e moglie	451	1848 9 8bre	55 »	1848 7 7bre	Novara

Torino, il 27 dicembre 1851.

L'Ispettore Generale F. Caccia.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova

la sera del 14 gennaio 1852

Commissario Governativo presso la Banca — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9766534 07
id. id. in Torino	»	3801960 20
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	13665657 91
id. id. in Torino	»	16545075 55
Fondi pubblici della Banca	»	562147 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	955555 54
Tratte della sede di Torino del 15 corr.	»	29842 05
Spese diverse	»	253567 05
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Corrispondenti della Banca (sbil.° de' conti)	»	52605 46
	L.	45406461 15

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione.		
per operazioni ordinarie	»	30822550 »
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	»
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	42968 71
id. id. in Torino	»	31065 22
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	19494 37
id. id. in Torino	»	30698 23
Conti correnti disponibile in Genova	»	586770 48
id. id. in Torino	»	744458 57
Non disponibile	»	86797 94
R. Erario conto corr.	»	3907162 35
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	59270 48
della sede di Torino su quella di Genova del 15 corr.	»	115074 80
Dividendi arretrati	»	574490 »
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Creditori diversi	»	241712 55
	L.	45406461 15

MODENA

Il *Messaggiere di Modena* pubblica un regolamento per la riorganizzazione dell'*Ufficio dello Stato Civile*.

Lo stesso giornale pubblica la convenzione seguita tra il governo austriaco e il governo ducale, all'oggetto di regolare le corrispondenze postali tra i due Stati.

STATO ROMANO

Roma, 13 *gennaio*. Il *Giornale di Roma* annunzia la partenza per Napoli del sig. De Mohrenhein, di Russia, segretario dell'ambasciata.

DUE SICILIE

Si legge nel *Giornale del Regno delle Due Sicilie*:

Nuova scossa di tremoto fu intesa in Melfi la sera del 29 dello scorso mese, alle ore 4 italiane. Essa fu sussultoria e di molta intensità; durò circa 4 minuti secondi, ma non produsse alcun danno. Melfi era circondata da neve alta 3 palmi, e la popolazione dormiva tranquillamente.

Quella notte medesima, verso le ore 7 italiane, preceduta da forte rombo, fu pure avvertita in Reggio una scossa ondulatoria, che durò circa 10 minuti secondi. Dopo due ore vi fu una replica, e 3 altre in seguito, sempre con decrescente intensità. Non ebbe a compiangersi alcun disastro.

FRANCIA

Parigi, 15 *gennaio*. Il *Moniteur* d'oggi pubblica la nuova costituzione come segue:

LUIGI NAPOLEONE

PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
IN NOME DEL POPOLO FRANCESE

Francesi!

Quando, nel mio proclama del 2 dicembre, io vi esprimeva lealmente quali fossero, a parer mio, le vitali condizioni del potere in Francia, io non aveva la pretensione tanto comune a' di nostri di sostituire una teoria personale all'esperienza dei secoli. Ho cercato per lo contrario quali erano nel passato gli esempi migliori da seguirsi, quali uomini li aveano dati, e qual bene erane derivato.

Quindi io credetti esser logico il preferire i precetti del genio alle dottrine speciose d'uomini dalle idee astratte. Presi a modello le instituzioni politiche le quali già sul cominciar di questo secolo, in analoghe circostanze, rassodarono la società ovollante e sollevarono la Francia ad un alto grado di prosperità e di grandezza.

Io presi a modello le instituzioni che, invece di sparire al primo soffio delle agitazioni popolari, non furono rovesciate se non dall'intera Europa contro di noi collegata.

Insomma io dissi meco stesso: Poichè la Francia non va innanzi da cinquant'anni in poi che in virtù dell'ordinamento amministrativo, militare, religioso, finanziario del Consolato e dell'Impero, perchè non avremmo noi da adottare le politiche instituzioni di quel tempo? Create dallo stesso pensiero, esse devono portare in se lo stesso carattere di nazionalità e di utilità pratica.

Di fatti, come io rammentai nel mio proclama, la nostra società attuale (è cosa essenziale il fare ben notar questo) non è altro che la Francia rigenerata dalla rivoluzione dell'89, e organizzata dall'Imperatore. Nulla più resta dell'antico regime se non grandi memorie e grandi benefizi. Ma tutto ciò che allora era organizzato fu distrutto dalla rivoluzione, e tutto ciò che fu organizzato dopo la rivoluzione e che esiste tuttora lo fu da Napoleone.

Noi non abbiamo più nè province, nè paese di stato, nè parlamenti, nè intendenti, nè fittuarii generali, nè costumi diversi, nè diritti feudali, nè classi privilegiate in possesso esclusivo degli impieghi civili e militari, nè giurisdizioni religiose differenti.

A tante cose incompatibili con essa, la rivoluzione avea fatto subire una riforma radicale, ma nulla aveva fondato di definitivo. Il primo console ristabilì ei solo l'unità, la gerarchia ed i veri principii del governo. Essi sono anche oggidì in vigore.

Così l'amministrazione della Francia affidata a prefetti, a sottoprefetti, a *maires*, che sostituivano l'unità alle commissioni direttoriali; la decisione degli affari, al contrario, data a consigli, dal comune fino al dipartimento. Così, la magistratura consolidata dall'inamovibilità dei giudici, dalla gerarchia dei tribunali; la giustizia resa più facile dalla limitazione certa delle attribuzioni, cominciando dalle giudicature di pace fino alla corte di cassazione. Tutto ciò sussiste ancora.

Parimente il nostro ammirabile sistema finanziario, la banca di Francia, lo stabilimento dei bilanci, la corte dei conti, l'organizzazione della polizia, i nostri regolamenti militari traggono la loro origine da quell'epoca.

Da cinquant'anni in qua il Codice Napoleone è quello che regola gl'interessi dei cittadini fra loro; e il concordato è anche oggidì quello che regola i rapporti dello Stato colla Chiesa.

Finalmente, la maggior parte dei provvedimenti che risguardano i progressi dell'industria, del commercio, delle lettere, delle scienze, delle arti, dai regolamenti del Teatro Francese fino a quelli dell'Istituto, dallo stabilimento dei *prud'hommes* fino alla creazione dell'Ordine della Legion d'Onore, furono determinati dai decreti di quel tempo.

Si può dunque affermare che le prime basi del nostro edifizio sociale sono l'opera dell'Imperatore, e resistettero alla sua caduta e a tre rivoluzioni.

Perchè, se hanno la stessa origine, le instituzioni politiche non avrebbero da avere le stesse probabilità di durata?

La mia convinzione era da gran tempo formata, ed è perciò che io sottoposi al vostro giudizio le basi principali d'una costituzione modellata su quella dell'anno VIII. Approvate da voi, esse stan per divenire il fondamento della nostra costituzione politica.

Esaminiamo quale n'è lo spirito:

Nel nostro paese, monarchico da 800 anni, il potere centrale è sempre stato in incremento. Il principato distrusse i grandi vassalli; le rivoluzioni stesse fecero sparire gli ostacoli che si frapponevano al rapido e uniforme esercizio dell'autorità. In questo paese di accentramento, la pubblica opinione tutto riferì sempre al capo del Governo, il bene al pari del male. Epperciò lo scrivere in testa d'una Carta che questo capo è irresponsabile sarebbe un mentire al sentimento pubblico e voler istabilire una finzione che tre volte svanì al rumore delle rivoluzioni.

L'attuale costituzione proclama, per lo contrario, che il capo da voi eletto è risponsabile dinanzi a voi; che egli ha sempre il diritto di fare appello al vostro giudizio sovrano, affinchè, nelle circostanze solenni, possiate continuargli o ritorgli la vostra fiducia.

Essendo risponsabile, bisogna che l'azione di lui sia libera e senza impedimenti. Quindi l'obbligo di avere ministri che sieno gli ausiliarii onorati e potenti del suo pensiero, ma che non formino più un consiglio risponsabile, composto di membri solidali, ostacolo quotidiano al particolare impulso del capo dello Stato, espressione d'una politica emanata dalle Camere, e appunto perciò esposta a frequenti mutazioni che impediscono ogni spirito di costante uniformità, ogni applicazione d'un sistema regolare.

Nulladimeno più un uomo è posto in alto, e più è indipendente, e quanto più la fiducia che il popolo mise in lui è grande, tanto più egli abbisogna di consigli assennati e coscienziosi. Perciò la creazione d'un consiglio di Stato, oggimai vero consiglio di governo, primo congegno della nuova nostra organizzazione, adunanza d'uomini pratici che intendono ad elaborar progetti di legge in speciali commissioni, che li discutono a porte chiuse senza ostentazione oratoria, in assemblea generale, e li presentano poscia all'accettazione del corpo legislativo.

Così il potere è libero ne' suoi movimenti, e illuminato nel suo procedere.

Qual sarà ora il controllo esercitato dalle assemblee?

Una Camera, che prende il titolo di corpo legislativo, vota le leggi e l'imposta. Essa viene eletta dal suffragio universale, senza squittinio di lista. Il popolo, scegliendo isolatamente ciascun candidato, più facilmente può apprezzare il merito di ciascuno di essi.

La Camera non è più composta che di circa 260 membri. È questa una prima guarentigia di calma delle deliberazioni; perocchè troppo sovente si vide nelle assemblee la mobilità e l'ardore delle passioni crescere in ragione del numero.

Il ragguaglio delle sedute che deve istruire la nazione non è più abbandonato, come per l'addietro, allo spirito di parte di ciascun giornale; una pubblicazione ufficiale, compilata per le cure del presidente della Camera, è la sola che ne sia permessa.

Il corpo legislativo discute liberamente la legge, l'adotta o la respinge; ma non v'introduce alla sprovista quegli emendamenti che sconcertano spesse volte tutta l'economia d'un sistema ed il complesso del progetto primitivo. A più forte ragione esso non ha quella iniziativa parlamentare che era sorgente di sì gravi abusi, e che permetteva a ciascun deputato di sostituirsi in ogni proposito al governo presentando i progetti meno studiati e meno ponderati.

Non essendo più la Camera in presenza dei ministri, ed essendo i progetti di legge sostenuti dagli oratori del consiglio di Stato, non si perde il tempo in vane interpellanze, in frivole accuse, in lotte passionate, il cui fine unico era di rovesciare i ministri per porne altri in loro vece.

Laonde le deliberazioni del corpo legislativo saranno indipendenti; ma le cagioni di agitazioni sterili saranno state soppresse, e salutari lentezze recate in ogni modificazione della legge. I mandatarii della nazione faranno maturamente le cose di rilievo.

Un'altra assemblea prende il nome di senato. Sarà composta degli elementi che, in ogni paese, erano le influenze legittime: il nome illustre, i beni di fortuna, i talenti e i servigi resi.

Il senato non è più, come la Camera dei pari, il pallido riflesso della Camera dei deputati, repetente, a pochi giorni d'intervallo, le stesse discussioni in altro tenore. Esso è il depositario del patto fondamentale e delle libertà compatibili colla costituzione; ed unicamente sotto il rapporto dei grandi principii su cui riposa la nostra società, esso pone a disamina tutte le leggi, e ne propone di nuove al potere esecutivo. Esso interviene, o sia per risolvere ogni difficoltà grave che potesse insorgere durante l'assenza del corpo legislativo, o per ispiegare il testo della costituzione, ed assicurare ciò che è necessario a porla in esecuzione. Esso ha il diritto di annullare ogni atto arbitrario ed illegale, e perciò godendo di quella considerazione che devesi ad un corpo esclusivamente occupato dell'esame dei grandi interessi o dell'applicazione dei grandi principii, esso adempie nello Stato l'ufficio indipendente, salutare, conservatore, già sostenuto dagli antichi Parlamenti.

Il senato non sarà, come la Camera dei pari, trasformato in corte di giustizia; conserverà il suo carattere di moderatore supremo, perocchè il disfavore cade sempre sui corpi politici quando il santuario dei legislatori diviene un tribunale criminale. L'imparzialità del giudice è troppo sovente messa in dubbio, ed egli rimette molto del suo prestigio davanti all'opinione, che giunge talvolta fino ad accusarlo d'essere lo strumento della passione o dell'odio.

Un' alta corte di giustizia, scelta nell' alta magistratura, avente per giurati varii membri dei consigli generali di tutta la Francia, reprimerà essa sola gli attentati contro il capo dello Stato e la sicurezza pubblica.

L'imperatore diceva al consiglio di Stato : « *Una costituzione è l'opera del tempo ; non si potrebbe lasciare una via troppo larga ai miglioramenti.* » Epperciò la presente costituzione non ha determinato se non ciò che è impossibile di lasciare incerto. Essa non racchiuse in un circolo insuperabile i destini d'un gran popolo ; ma lascia ai cambiamenti una via abbastanza larga perchè si abbiano, nelle grandi crisi, altri mezzi di salvezza fuori del disastroso spediente delle rivoluzioni.

Il senato può, di concerto col governo, modificar tutto ciò che non è fondamentale nella costituzione; ma in quanto alle modificazioni da fare alle basi prime, sancite dai vostri suffragi, esse non possono divenire definitive se non dopo aver ricevuto la vostra ratificazione.

Quindi il popolo resta sempre padrone delle sue sorti. Nulla di fondamentale si fa all'infuori della volontà di lui.

Tali sono i concetti, tali sono i principii, dei quali voi mi autorizzaste a far l'applicazione. Possa questa costituzione dare alla nostra patria giorni tranquilli e prosperi! Possa ella antivenire il ritorno di quelle intestine lotte in cui la vittoria, per quanto legittima sia, è sempre a caro prezzo acquistata!

Possa la sanzione che voi deste ai miei sforzi esser benedetta dal cielo! Allora la pace sarà assicurata all'interno e all'estero, i miei voti saranno soddisfatti, la mia missione sarà compiuta!

Palazzo delle Tuilerie 14 gennaio 1852.

LUIGI NAPOLEONE BONAPARTE.

COSTITUZIONE

Fatta in virtù dei poteri delegati dal popolo francese a Luigi Napoleone Bonaparte colla votazione dei 20 e 21 dicembre 1851.

Il presidente della repubblica,

Considerando che il popolo francese fu chiamato a dichiararsi sulla risoluzione seguente:

« Il popolo vuole il mantenimento dell'autorità di Luigi Napoleone Bonaparte, e gli conferisce i poteri necessarii per fare una costituzione secondo le basi stabilite nel suo proclama del 2 dicembre; »

Considerando che le basi proposte all'accettazione del popolo erano:

« 1. Un capo responsabile nominato per dieci anni;

« 2. Ministri dipendenti dal potere esecutivo solo;

« 3. Un consiglio di Stato composto dei personaggi più ragguardevoli, incaricato di preparare le leggi e di sostenerne la discussione davanti al corpo legislativo;

« 4. Un corpo legislativo per discutere e votare le leggi, nominato dal suffragio universale, senza squittinio di lista atto a falsarne l'elezione;

« 5. Una seconda assemblea, composta di tutti i più illustri personaggi del paese, potere ponderatore, custode del patto fondamentale e delle pubbliche libertà. »

Considerando che il popolo ha risposto affermativamente con sette milioni cinquecento mila suffragi,

Promulga la costituzione del tenore seguente:

TITOLO I.

Art. 1. La costituzione riconosce, conferma e guarentisce i grandi principii proclamati nel 1789, e che sono la base del diritto pubblico dei francesi.

TITOLO II. — *Forma del governo della repubblica.*

Art. 2. Il governo della repubblica francese è affidato per dieci anni al principe Luigi Napoleone Bonaparte, presidente attuale della repubblica.

Art. 3. Il presidente della repubblica governa col mezzo dei ministri, del consiglio di Stato, del senato e del corpo legislativo.

Art. 4. Il potere legislativo si esercita collettivamente per mezzo del presidente della repubblica, del senato e del corpo legislativo.

TITOLO III. — *Del presidente della repubblica.*

Art. 5. Il presidente della repubblica è responsabile davanti al popolo francese, al quale egli ha sempre diritto di fare appello.

Art. 6. Il presidente della repubblica è il capo dello Stato; egli comanda le forze di terra e di mare, dichiara la guerra, conchiude trattati di pace, di alleanza e di commercio, nomina a tutti gli impieghi, emana i regolamenti e decreti necessari per l'esecuzione delle leggi.

Art. 7. La giustizia si amministra in nome suo.

Art. 8. Egli solo ha l'iniziativa delle leggi.

Art. 9. Egli ha il diritto di far grazia.

Art. 10. Egli sanzisce e promulga le leggi ed i senatoconsulti.

Art. 11. Egli ogni anno espone al senato ed al corpo legislativo, per mezzo di un messaggio, lo stato degli affari della repubblica.

Art. 12. Ha il diritto di dichiarare in istato d'assedio uno o più dipartimenti, a condizione di riferirne al senato quanto prima.

Le conseguenze dello stato d'assedio verranno regolate dalla legge.

Art. 13. I ministri dipendono soltanto dal capo dello Stato, ciascuno di essi non è responsabile degli atti del governo, se non per quanto lo riguarda; non esiste solidarietà fra di loro; essi non possono essere posti in accusa che dal senato.

Art. 14. I ministri, i membri del senato, del corpo legislativo e del consiglio di Stato, gli ufficiali di terra e di mare, i magistrati ed i funzionarii pubblici prestano il giuramento nei seguenti termini:

Io giuro obbedienza alla costituzione e fedeltà al presidente.

Art. 15. Un senatoconsulto fissa la somma assegnata annualmente al presidente della repubblica per tutta la durata delle sue funzioni.

Art. 16. Se il presidente della repubblica muore prima che spiri il termine del suo mandato, il senato convoca la nazione per procedere ad una nuova elezione.

Art. 17. Il capo dello Stato ha il diritto d'indicare al popolo con atto secreto e depositato agli archivii del senato, il nome del cittadino che egli, nell'interesse della Francia, raccomanda alla fiducia del popolo ed a suoi suffragii.

Art. 18. Fino all'elezione del nuovo presidente della repubblica, il presidente del senato governa colla cooperazione dei ministri in carica, i quali si formano in consiglio di governo, e deliberano a maggioranza di voti.

TITOLO IV. — *Del senato.*

Art. 19. Il numero dei senatori non può oltrepassare cento cinquanta : pel primo anno è fissato ad ottanta.

Art. 20. Il senato è composto:

1. Dei cardinali, dei marescialli, degli ammiragli;

2. Dei cittadini che il presidente della repubblica giudica conveniente di elevare alla dignità di senatore.

Art. 21. I senatori sono inamovibili ed a vita.

Art. 22. Le funzioni di senatore sono gratuite: tuttavia il presidente della repubblica potrà accordare ad alcuni senatori, in ragione di servigi resi e dello stato di loro fortuna, una dotazione personale che non potrà superare trentamila franchi all'anno.

Art. 23. Il presidente ed i vice-presidenti del senato sono nominati dal presidente della repubblica e scelti dai senatori.

Sono nominati per un anno.

L'assegnamento del presidente del senato è fissato per decreto.

Art. 24. Il presidente della repubblica convoca e proroga il senato. Egli prescrive con decreto la durata delle sue sessioni.

Le sedute del senato non sono pubbliche.

Art. 25. Il senato è il custode del patto fondamentale e delle libertà pubbliche. Niuna legge può promulgarsi prima che a lui non sia stata sottoposta.

Art. 26. Il senato si oppone alla promulgazione:

1. Delle leggi che fossero contrarie o recassero offesa alla costituzione, alla religione, alla morale, alla libertà dei culti, alla libertà individuale, all'eguaglianza dei cittadini in faccia alla legge, all'inviolabilità della proprietà ed al principio dell'inamovibilità della magistratura;

2. Di quelle che potessero compromettere la difesa del territorio.

Art. 27. Il senato regola, per mezzo di senatoconsulti:

1. La costituzione delle Colonie e dell'Algeria;

2. Tutto ciò che non fu preveduto dalla costituzione e che è necessario al suo andamento;

3. Il senso degli articoli della costituzione che dessero luogo a varie interpretazioni.

Art. 28. Questi senatoconsulti verranno sottoposti alla sanzione del presidente della repubblica, e da lui promulgati.

Art. 29. Il senato mantiene od annulla tutti gli atti che gli vengono deferiti come incostituzionali dal governo, o gli sono denunziati come tali dalle petizioni dei cittadini.

Art. 30. Il senato, per mezzo di una relazione indirizzata al presidente della repubblica, può porre le basi dei progetti di legge, che sia di grande interesse nazionale.

Art. 31. Egli può ugualmente proporre modificazioni alla costituzione. Se la proposta è adottata dal potere esecutivo, vi si provvederà per mezzo di un senatoconsulto.

Art. 32. Però, verrà sottoposta al suffragio universale ogni modificazione recata alle basi fondamentali della costituzione, quali vennero poste nel proclama del 2 dicembre ed adottate dal popolo francese.

Art. 33. In caso di scioglimento del corpo legislativo, e fino a nuova convocazione, il senato, sulla proposta del presidente della repubblica, provvede, per disposizioni d'urgenza, a tutto ciò che è necessario all'andamento del governo.

TITOLO V. — *Del Corpo legislativo.*

Art. 34. L'elezione ha per base la popolazione.

Art. 35. Al corpo legislativo vi avrà un deputato in ragione di 35,000 elettori.

Art. 36. I deputati sono eletti dal suffragio universale, senza squittinio di lista.

Art. 37. Non percepiscono alcun assegnamento.

Art. 38. Sono nominati per sei anni.

Art. 39. Il corpo legislativo discute e vota i progetti di legge e l'imposta.

Art. 40. Ogni emendamento, adottato dalla commissione incaricata di esaminare un progetto di legge, sarà rimandato, senza discussione, al consiglio di Stato dal presidente del corpo legislativo.

Se l'emendamento non è adottato dal consiglio di Stato, non potrà presentarsi alla deliberazione del corpo legislativo.

Art. 41. Le sessioni ordinarie del corpo legislativo durano tre mesi; le sue sedute sono pubbliche; ma la richiesta di cinque membri basta perchè si formi in comitato secreto.

Art. 42. Il resoconto delle sedute del corpo legislativo per mezzo dei giornali, o d'ogni altro mezzo di pubblicazione, non consisterà che nella riproduzione del processo verbale steso al fine di ogni seduta per cura del presidente del corpo legislativo.

Art. 43. Il presidente ed i vice-presidenti del corpo legislativo sono nominati dal presidente della repubblica per un anno: sono scelti fra i deputati. L'assegnamento del presidente del corpo legislativo è fissato per decreto.

Art. 44. I ministri non possono essere membri del corpo legislativo.

Art. 45. Il diritto di petizione si esercita presso il senato. Niuna petizione può indirizzarsi al corpo legislativo.

Art. 46. Il presidente della repubblica convoca, aggiorna, proroga e scioglie il corpo legislativo. In caso di scioglimento, il presidente della repubblica deve convocarne un altro nell'intervallo di sei mesi.

TITOLO VI. — *Del consiglio di Stato.*

Art. 47. Il numero dei consiglieri di Stato in servizio ordinario è da quaranta a cinquanta.

Art. 48. I consiglieri di Stato sono nominati dal presidente della repubblica e possono essere da lui rivocati.

Art. 49. Il consiglio di Stato è presieduto dal presidente della repubblica, e, in sua assenza, dalla persona che egli designerà come vicepresidente del consiglio di Stato.

Art. 50. Il consiglio di Stato, sotto la direzione del presidente della repubblica, è incaricato di stendere i progetti di legge ed i regolamenti di pubblica amministrazione, e di risolvere le difficoltà che si elevassero in materia di amministrazione.

Art. 51. Il consiglio di Stato sostiene, in nome del governo, la discussione dei progetti di legge davanti al senato ed al corpo legislativo.

I consiglieri di Stato, incaricati di parlare in nome del governo, vengono designati dal presidente della repubblica.

Art. 52. Lo stipendio di ogni consigliere di Stato è di 25,000 franchi.

Art. 53. I ministri hanno grado, seduta e voto deliberativo nel consiglio di Stato.

TITOLO VII.

Art. 54. Un'alta corte di giustizia giudica, senza appello nè ricorso in cassazione, tutte le persone che le saranno tradotte davanti come incolpate di crimini, attentati o congiure contro il presidente della repubblica e contro la sicurezza interna o esterna dello Stato.

Essa non può procedere se non in virtù di un decreto del presidente della repubblica.

Art. 55. Un senatoconsulto determinerà l'ordinamento dell'alta corte di giustizia.

TITOLO VIII. — *Disposizioni generali e transitorie.*

Art. 56. Le disposizioni dei codici, leggi e regolamenti esistenti, che non siano contrarii alla presente costituzione, rimangono in vigore finchè non siano legalmente derogati.

Art. 57. Una legge determinerà l'ordinamento municipale. I *maires* saranno nominati dal potere esecutivo, e potranno sceglersi fuori del consiglio municipale.

Art. 58. La presente costituzione sarà in vigore, cominciando dal giorno in cui verranno costituiti i grandi corpi dello Stato da essa organizzati.

I decreti pubblicati dal presidente della repubblica, cominciando dal 2 dicembre fino a questo giorno, avranno forza di legge.

Fatto al Palazzo delle Tuilerie, il 14 gennaio 1852.

Firm. LUIGI NAPOLEONE.

Controfirm. *Il guardasigilli, ministro della giustizia*
E. ROUHER.

SPAGNA

MADRID, 10 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

Si dice che il governo voglia espellere da Madrid alcuni generali de' quali esso sospetta. La notte del 9 si è passata tranquillamente e Madrid ha ripreso oggi la sua fisionomia ordinaria. V'è ogni motivo di credere, stante l'attitudine soddisfacentissima delle truppe, che i disordini di ieri e dell'altro ieri non si rinnoveranno più. Sei soldati sono stati condannati a dieci anni di ferri, e quattro saranno deportati alle isole Filippine, ove dopo aver compiuto il loro servigio ordinario serviranno per altri dieci anni.

— La *Gazzetta militare* annunzia che in seguito de' disordini, repressi nella caserma di S. Francisco, il caporale del reggimento di Girona, Eugenio Diaz, e il cornetta del battaglione de' cacciatori di Baza, Pablo Franquet, furono fucilati nel campo di Gardes. La guarnigione assisteva all'esecuzione.

Il generale Lersundi, ministro della guerra, arringò con molto calore le truppe, ricordando ai soldati i loro doveri d'obbedienza, e il pericolo di lasciarsi sedurre da oscuri macchinatori d'intrighi, i quali restano sempre impuniti intanto che il soldato subisce la punizione alla quale lo sottopongono le regole della milizia.

PORTOGALLO

Lettere di Lisbona in data del 31 dicembre annunziano che il principe reale doveva presentarsi il 2 gennaio alla Camera dei pari, ove avrebbe prestato il giuramento alla costituzione, come è ordinato dalla Carta, essendo egli entrato nel suo quindicesimo anno d'età.

— Si legge nello *Standard* :

Il piroscafo *Iberia* reca notizie di Lisbona sino al 9 corrente. La demissione di lord Palmerston vi era stata conosciuta, e vi aveva cagionato una sensazione vivissima: ma non avea punto influito sui fondi pubblici.

INGHILTERRA

LONDRA, 15 *gennaio*. Si legge nel *Morning-Herald* :

Il conte di Derby (lord Stanley) è nel numero delle persone che hanno avuto l'onore d'essere invitate al palazzo di Windsor. S. S. è attesa mercoledì (14) in città.

— Si legge nello stesso giornale :

Il discorso della corona verserà principalmente sulla riforma parlamentare e su quella delle corti di cancelleria.

— Si legge nel *Globe* :

La mozione dell'indirizzo in risposta al discorso della corona sarà fatta, all'aprirsi della sessione, da sir R. B. W. Bulkeley, baronetto, e appoggiata dal sig. John Bouhaan Carter.

— Il *Times* dice, che la vertenza tra l'Inghilterra e gli Stati-Uniti a motivo del *Prometheus* e dell'*Express* non desta più alcuna inquietudine. Giusta il suddetto giornale, il governo inglese avrebbe prontamente disapprovato la condotta del capitano dell'*Express*, e l'ammiraglio della stazione deve avere adottato a quest'ora tutti i provvedimenti immediati che avran potuto essere necessarii.

— *Del Vi.* Si legge nel *Globe* :

Oggi a 2 ore si è tenuto un consiglio di gabinetto al ministero degli affari esteri. I ministri presenti erano lord J. Russell, il marchese di Lansdowne, sir C. Wood, sir F. T. Baring, sir G. Grey, il conte Grey, gli onorevolissimi H. Labouchere e Fox Maule, lord Brougham, lord Truro, lord Cranworth, lord Granville, lord Seymour, il conte di Carlisle, ed il conte Minto.

— Si legge nella *Gazzetta di Londra* :

La regina si è degnata nominare l'onorevole Richard Bingham, attualmente segretario della legazione di S. M. a Torino, segretario della legazione di S. M. a Lisbona.

— Si legge nel *Morning-Herald* :

Stante il miglioramento che si è recentemente manifestato in Ross Common, il lord luogotenente, annuendo ad una istanza presentatagli dai magistrati, ha dato ordine per far ritirare da quella contea i 100 uomini di sovrappiù delle truppe di polizia. La spesa per questo sovrappiù di forza è stata di 2,246 sterlini durante il suo soggiorno a Ross Common; spesa che sarà pagata dalla contea. Restano ancora 49 soldati di polizia oltre il numero ordinario.

— Il *Daily-Express* (Dublino 15) contiene l'avviso seguente :

Sentiamo che una commissione speciale sta per pubblicare alcune provvisioni per le contee di Louth e di Monaghan, e che i giudici presidenti sono gli onorevolissimi capi-magistrati Blackburne e Monahan. Noi vediamo con piacere il governo adottar

pronti provvedimenti intesi a reprimere una cospirazione che tanto ha disonorato e travagliato il paese.

— Una notificazione del segretario di Stato degli affari esteri (pubblicatasi nella *Gazzetta di Londra* del 13) reca che la parte della costiera occidentale d'Africa, situata tra il 4° e 4° grado di longitudine occidentale, è stata posta in istato d'assedio dalle forze navali britanniche, ad eccezione del porto di Badagri.

— Si legge nel *Morning-Post*:

Sono state registrate nella scorsa settimana a Londra 1543 nascite, ossiano 808 maschi e 754 femmine. Per le settimane corrispondenti de' sette anni antecedenti il termine medio fu di 1538; i morti ammontarono a 1111 de' quali 595 uomini, e 515 donne; cifra alquanto inferiore al termine medio delle dieci ultime settimane.

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino*, 11 *gennaio*. La seconda Camera ha comunicato, nella seduta di questo giorno, l'importante discussione della proposta del sig. Claessen, tendente a dichiarare illegali parecchie disposizioni prese dal governo rispetto alla stampa, come per esempio il ricusare la spedizione postale dei giornali. Appena incominciata la discussione, il sig. di Manteuffel salì alla tribuna per dichiarare all'assemblea che il governo era deciso di non prendere parte alcuna alla discussione, perchè esso riguarda la mozione Claessen come attentatoria ai diritti del potere esecutivo. Il presidente del consiglio conchiuse dicendo che il ministero confidava che l'assemblea vorrebbe compreso, dovere per interesse di lei e del paese adottare l'ordine del giorno puro e semplice.

Dopo un vivo dibattimento, l'ordine del giorno puro e semplice fu respinto, avendo votato contro esso, oltre la sinistra, anche il centro destro, ossia il partito Bethmann-Hollweg: quindi la discussione fu rimandata al giorno successivo. Con ciò però non si deve punto argomentare che abbia a riguardarsi come trionfante fin d'ora la proposta Claessen, perchè è inverosimile che il centro destro, quantunque abbia respinto l'ordine del giorno puro e semplice, sia per votare in favore della mozione.

— *Del* 12. Nella seconda Camera è all'ordine del giorno la discussione della proposta Claessen. È noto che la commissione propose che la Camera dichiari avere il ministero infranto le leggi esistenti e particolarmente la legge della stampa del 12 maggio dell'anno scorso; 1° Per avere tolto a parecchi tipografi e librai il loro brevetto; 2° per avere ricusato ad alcuni giornali la spedizione postale, ed accordato ad altri giornali tal mezzo di trasporto.

Sig. Landermann. La proposta del sig. Claessen non può approvarsi, perchè oltrepassa i poteri della Camera. Io propongo l'ordine del giorno.

Sig. Simeon. Il governo non contestò la verità dei fatti sui quali si appoggia la proposta. Egli espose soltanto gl'inconvenienti che ne seguirebbero se venisse approvata. La minoranza della commissione pretende che per la tendenza dei giornali che non furono favoriti, e pel loro piccolo numero non convenga fermare su questo l'attenzione. La Camera non sarà di questo parere: si tratta della stampa in generale, fatta astrazione della tendenza dei giornali. Non si lasci la Camera distogliere dalle minacce che le furono dirette.

Il sig. Manteuffel, presidente del consiglio. Io non ho diretto alcuna minaccia alla Camera: dissi soltanto che la Camera farebbe cosa buona pronunziando l'ordine del giorno puro e semplice sulla mozione Claessen, tanto nell'interesse suo che del paese.

Sig. di Kleist-Retzow. Io non posso ammettere che la Camera si arroghi il diritto d'interpretare le leggi. Mi sarebbe facile il dimostrare che il governo non ha violato le leggi. Ogniqualvolta venne vietata ad un giornale la spedizione postale, vi fu condanna. Il governo deve a se stesso di non tollerare la diffusione di certe massime sovversive professate da certi giornali. Io propongo alla Camera l'ordine del giorno.

Sig. Vinke. La Camera è chiamata soltanto ad esprimere una opinione e non a motivare un giudizio: essa ha questo diritto, senza che ne segua una infrazione alla costituzione.

La Camera può esaminare se i suoi diritti costituzionali sono lesi, se taluno si arroghi il diritto di far leggi senza consultarla. Non si tratta di sindacare l'amministrazione, ma solo di dire se tal atto sia legale o illegale. Se esiste se una legge sulla responsabilità dei ministri, la Camera potrebbe porli in accusa. Io propongo di adottare le conclusioni della commissione. Non si lasci la Camera distogliere dalla minaccia di scioglimento.

La discussione si proseguirà nella prossima tornata.

Annover. 11 *gennaio*. Scrivono alla *Nuova Gazzetta di Prussia*:

Parecchi giornali sparsero la notizia che il barone di Scheele, presidente del consiglio dei ministri, era partito per Vienna a fine di assistere alle conferenze doganali. Questa notizia è priva di fondamento, perchè il sig. Scheele trovasi presentemente nella nostra città, e non potrà abbandonarla perchè è prossima la riapertura delle sedute degli Stati; sedute di massimo momento sui dibattimenti che seguiranno intorno al trattato di settembre.

Gotha, 10 *gennaio*. Fin dall'anno 1849, il principe Alberto (sposo di S. M. la regina d'Inghilterra), il re Leopoldo del Belgio ed il duca Ferdinando di Coburgo-Cohary pubblicarono una protesta, generalmente conosciuta sotto il nome di *Protesta degli agnati*, contro una risoluzione della dieta di quel tempo, inserita nella legge fondamentale dello Stato, e per la quale i dominii erano dichiarati proprietà dello Stato senza riguardo alcuno ai diritti della casa ducale sopra gran parte di quei beni.

Non essendo stata adottata una proposizione intesa a comporre questa vertenza, il ministro Seebach presentò attualmente alla Dieta un progetto che assegnava alla casa reguante una parte determinata dei beni immobili come fidecommessi di famiglia, la cui rendita netta equivarrebbe all'annua somma di 100000 talleri, spettanti attualmente al duca. Ma la Dieta non approvò quel progetto, che, con 20 voti contro uno, venne respinto.

TURCHIA

Scrivono da Costantinopoli il 5 corrente all'*Oss. triestino*:

Dacchè il signor di La-Valette, ambasciatore di Francia, era stato ammesso al gran consiglio di Stato, dove consegnò come vi scrissi, l'*ultimatum* del suo governo, egli non ebbe altre conferenze coi membri del nostro gabinetto, dimodochè la vertenza riguardo ai Luoghi Santi rimase nuovamente sospesa.

— Questa notte tutte le moschee ed i pubblici uffizi saranno illuminati per l'anniversario della nascita del profeta Maometto, che si celebrerà domani. Il sultano accompagnato da tutti i dignitari e pubblici funzionari, si porterà alla gran moschea d'*Eyoup* per fare la preghiera come ogni anno. Molte truppe si recano a quella volta per prendere i posti assegnati ad esse.

AMERICA

Stati Uniti. *Washington*, 31 *dicembre*. Kossuth col suo seguito è stato presentato al presidente White-House dal signor Webster. L'abboccamento è stato affatto confidenziale. Vi assistevano il generale Shields e il sig. Seward, come anche i signori Hall, Graham e Conrad, membri del gabinetto. L'udienza è durata venti minuti ed è stata tenuta nella sala circolare.

Kossuth entrò il primo e rimase solo nella sala alcuni minuti. Egli pareva molto serio ed anche un po' imbarazzato.

Egli è partito col sig. Webster. Il presidente dee dargli un pranzo sabato, al quale siederanno 56 convitati; i segretari con le loro signore, in tutto 12, da entre appartenenti alla famiglia del presidente; le commissioni del senato e della Camera, il presidente del senato, quello del congresso, vi assisteranno. Il presidente degli Stati-Uniti desidera di mostrare delle attenzioni personali a Kossuth, ma ufficialmente non si dipartirà punto dagli atti del congresso. (*Corrisp. dell'* Express)

— Ecco in quali termini il *New-York-Herald* racconta l'accoglienza ricevuta da Kossuth a Washington:

Il sig. Kossuth è arrivato a Washington ieri mattina 31 decembre a 9 ore; non vi fu rè processione, nè rivista in suo onore. Il comitato non nato dal senato e il *marshal* del distretto lo ricevettero alla stazione della stradaferrata e lo condussero agli appartamenti ch'erano stati apparecchiati per lui in una locanda.

Innanzi di lasciare Washington, ov'egli non si tratterrà lungo tempo stante l'accoglienza glaciale che gli è stata fatta, e vedendo che le sue dottrine non vi sono molto stimate, il sig. Kossuth avrà l'onore di pranzare dal presidente. Mi non ostante quest'atto di cortesia, il signor Kossuth avrà vivamente a rimpiangere le sue illusioni perdute nel suo viaggio a la capitale dell'Unione americana.

— La notizia dell'incendio del palazzo del congresso degli Stati-Uniti era esagerata: la sola biblioteca del palazzo fu distrutta dalle fiamme. La dichiarazione originale della indipendenza americana, la sala del senato, la Camera dei rappresentanti e la corte suprema, rimasero intatte; anche le pitture nazionali della Rotonda furono salvate.

L'incendio, l'origine del quale viene attribuita dal *Courrier des Etats-Unis*, a qualche tubo del calorifero collocato, giusta la imprevidente abitudine dei costruttori americani, in immediato contatto di un asse o d'altri materiali combustibili, aveva già investito la biblioteca, allorchè fu segnalato.

Dopo sforzi più che umani, a mezzogiorno il fuoco fu vinto: ma la biblioteca era già, come fu detto, un cumulo di ruine. I soli libri di giurisprudenza che formavano una collezione separata, sfuggirono all'incendio. Andarono perduti circa 60,000 volumi, non che i busti di marmo, 1,200 medaglie offerte al congresso dal signor Wattemare, e alcuni altri veri capi d'opera d'arte.

— L'*Europa*, arrivata martedì sera (13) a Liverpool, recò notizie degli Stati-Uniti sino a tutto il 1° gennaio. Vi si agita sempre, più che mai, la prossima elezione presidenziale. I principali candidati nello Stato di Nuova-York saranno il generale Scott pei wighs, e il generale Cass e il signor Buchanan pei democratici.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 16 *gennaio*. Il *Moniteur* d'oggi pubblica:

Un decreto che ristabilisce il numero dei consiglieri e referendarii della corte dei conti, a tenore della legge del 16 settembre 1807 e del decreto organico dello stesso mese. Una quarta Camera temporanea è istituita nella corte dei conti.

Un decreto di amnistia piena ed intiera in quanto alle pene pecuniarie e a quella del carcere pronunciate od incorse per tutti i delitti o le contravvenzioni in materia di foreste o di pesca, commessi anteriormente alla pubblicazione di questo decreto stesso. Quei condannati che sono attualmente ditenuti saranno immediatamente posti in libertà.

Un altro decreto che stanzia la somma di 2,800,000 fr. pei lavori di miglioramento della navigazione della Senna, e la somma di 1,500,000 fr. per lo stesso fine sul Rodano.

— Leggesi nel *Journal des Débats*:

Possa la nuova costituzione corrispondere pienamente all'aspettazione ed ai bisogni della Francia! Una cosa però ci ha fatto piacere, nè vogliamo nasconderlo, ed è la franchezza con cui l'art. 1° riconosce e guarentisce i grandi principii proclamati nel 1789. Non esamineremo se l'organizzazione che la nuova costituzione dà a questi principii è la migliore possibile: l'esperienza lo dirà, e la costituzione istessa apre una porta larghissima alle revisioni future. . . . .

Ognuno osserverà senza dubbio che la nuova costituzione si limita a organizzare i grandi poteri dello Stato, e che non dice una parola dei diritti e delle libertà che erano specificati nelle costituzioni precedenti. Questi diritti e queste libertà saranno, come pare, il subbietto delle leggi organiche le quali compariranno in appresso, e d'altra parte l'art. 1° riferendosi ai grandi principii del 1789 spiega abbastanza che un tal silenzio non è una lacuna.

Paesi-Bassi. Lo *Staats-Courant* annunzia che la riunione della prima Camera degli Stati-Generali, che era stata fissata pel 21 gennaio, fu prorogata fino al 28 dello stesso mese.

Spagna. *Madrid*, 11 *gennaio*. Scrivono al'a *Correspondance*:

La capitale e le provincie godono della più grande tranquillità. La stampa periodica di Madrid ha fatto prova, in queste ultime circostanze, d'uno spirito di alta convenienza degna de' maggiori elogi.

Oltre del brigadiere Pinson, che è stato condotto a Cartagena per ordine dell'autorità superiore, si citano alcuni altri militari di alto grado che avrebbero parimenti ricevuto l'ordine di lasciare Madrid; e in ispecie i signori Ortega, Prim, Nogueras e Ratalde. Prim (conte di Reus) ha ottenuto, dicesi, di recarsi in Alemagna e Ortega nel Belgio.

Inghilterra. *Londra*, 15 *gennaio*. Si legge nel *Globe*:

Oggi è stato tenuto un consiglio di gabinetto al ministero degli affari esteri. I ministri presenti erano lord J. Russell, il marchese di Lansdowne, lord Broughan, il lord cancelliere, sir G. Grey, lord Granville, il cancelliere dello scacchiere, il conte Minto, il conte Grey, l'onorevolissimo H. Labouchère, sir F. T. Baring, il marchese di Clanricarde, lord Seymour e l'onorevolissimo Fox Maule.

— *Il Morning Herald* e il *Morning Post* dichiarano privi di fondamento le voci corse di campi trincerati nei dintorni di Londra, come anche quelle concernenti l'aumento dell'effettivo dell'esercito, della marina, ecc.

— Ieri (14) in virtù del proclama reale dell'11, il Parlamento fu prorogato *pro forma* da una commissione presieduta dal lord cancelliere col cerimoniale d'uso.

— Il *Morning Chronicle* annunzia che un piroscafo ha ricevuto l'ordine di recarsi nella direzione del luogo ove l'*Amazone* ha fatto naufragio e ne porti vicini.

— Il numero degli operai che sono in questo momento privi d'occupazione a Londra e a Manchester, in seguito della cessazione di lavoro provocata dal conflitto tra i meccanici ed altri operai della industria metallurgica e i loro capi, ammonta a 23,000; 12,000 de'quali pel distretto di Londra, e 11,000 per quello di Manchester.

— Si legge nel *Globe*:

Le notizie di Parigi sono considerate come più soddisfacenti. La fiducia ch'era venuta alquanto meno, in questi ultimi giorni, si è ristabilita alla Borsa e alla *City*. L'assicurazione che lord J. Russell nelle attuali critiche condizioni della politica europea non abbandonerà il governo, tende a dare maggior forza ai fondi pubblici che si sono in effetto rialzati. Consolidati per conto 96 5/8 5/4.

Alemagna. *Berlino*, 15 *gennaio*. La prima Camera, nella seduta d'oggi, ha all'unanimità approvato il trattato di lega doganale conchiuso il 7 settembre fra la Prussia e l'Annover in nome dello Zollverein e dello Steuerverein.

Nella seduta dello stesso giorno, la seconda Camera ha chiuso la discussione della proposta Claessen relativa agli affari di stampa. Essa, con 157 voti contro 156, ha votato il seguente ordine del giorno motivato, proposto dai sigg. Ejnern, Baddelschwingh, ecc. del centro destro, ed al quale aderì pure il sig. Manteuffel; contestando però sempre la competenza della Camera nel giudicare di tale questione:

« La Camera,

« Considerando che la seconda Camera, in occasione che si discusse la legge del 12 maggio, ricusò, è vero, di attribuire al governo il diritto di restringere la stampa colla revoca amministrativa delle concessioni o della spedizione postale;

« Considerando che da ciò *solo* non si può indurre che tali provvedimenti siano illegali;

« Considerando che, secondo la costituzione, la Camera non ha il diritto di allontanare le controversie di diritto od altre simili col mezzo di una dichiarazione unilaterale; ma che piuttosto conviene attendere che il governo assuma l'iniziativa per sciogliere i dubbi, che esistono, in via costituzionale;

« Passa all'ordine del giorno sull'a mozione del deputato Claessen e consorti. »

— *Del* 14. L'*Indicatore di Stato*, nella sua parte ufficiale, pubblica un reale decreto col quale è richiamato in vigore il Consiglio di Stato (incaricato di preparare i progetti di legge), alla cui presidenza è provvisoriamente nominato il sig. di Manteuffel, presidente del consiglio dei ministri.

Il re ha firmato la nomina del generale Bonin a ministro della guerra.

Corre voce che la Prussia e l'Austria convennero di comporre in numero eguale un presidio permanente per la città libera di Amburgo.

Danimarca. La *Gazzetta di Berling* conferma che la missione del sig. Bille è pervenuta al suo termine, e soggiunge che l'intervento della confederazione germanica nell'Holstein cesserà fra breve. Il re assumerà le redini del governo nell'Holstein: il conte Criminil sarà nominato ministro dell'Holstein con sede e voto nel consiglio di Stato, e sarà responsabile soltanto davanti al re.

L'amministrazione delle finanze e della guerra sarà di nuovo riunita a quella del regno. Il generale Flensborg ed il conte Sponneck non saranno responsabili che davanti al re per gli affari dell'Holstein e dello Schleswig. La linea delle dogane verrà trasferita dall'Eider sull'Elba. Gli Stati provinciali saranno convocati conformemente all'antica legge. Non si sa ancora se verrà proposta una nuova legge elettorale. (*Gaz. di Colonia*)

America. *Stati-Uniti. Nuova-York*, 4° *gennaio*. Si legge nel *New-York-Herald*:

Annunziamo con vivo rincrescimento che la salute del signor Henry Clay deperisce di giorno in giorno. Il nostro corrispondente a Washington che quel grande uomo di Stato non potrà mai lasciare la capitale dell'Unione per recarsi a Filadelfia ove si sperava che si sarebbe ristabilito. Il suo medico, che è uno de' suoi più caldi amici, non lascia la sua camera da otto giorni.

— *Messico*, 29 *novem*. Una flotta inglese, composta di cinque navi da guerra, due di 70 cannoni, una di 50, e due piroscafi di 6 e di 10, arrivò in quelle acque. I giornali messicani non sanno a qual motivo attribuire la sua presenza sulle coste del Messico.

Il senato messicano votò contro la proposta di costruire una strada ferrata da Acapulco alla capitale.

— *La Plata*. Si legge nello *Standard* del 15:

Il piroscafo *Tay* è arrivato con le lettere dell'America meridionale in data di Buenos-Ayres 5 dicembre, Montevideo 6 dicembre, Rio-Janeiro 15 dicembre. Il generale Urquiza si accinge va a passare il Panama il 15 e a riprendere le ostilità contro Rosas che dal suo lato aveva messo insieme un esercito di 30,000 uomini. L'esercito brasiliano era accampato presso Montevideo ma non aveva ancor tratto un sol colpo di fucile. Dei trattati erano stati conchiusi col governo del Brasile a fine di determinare i limiti dei due paesi e le basi d'una difesa comune in caso d'attacco.

E. Leone gerente.

CITTA' DI TORINO.

IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 8, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 17 stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantaquattro. Lire 0. 84.

Torino, dal civico palazzo, addì 16 gennaio 1852.

Per il Sindaco
Il 1° Vice Sindaco Solbati.

www.interpretecultural.it

AVVISO

LA DIREZIONE DELLA SOCIETA' PROMOTRICE

DELLA STRADA FERRATA

DA BRA A CAVALLERMAGGIORE

In seguito al processo verbale 28 ottobre a. p. ed alla successiva circolare 17 novembre, ha l'onore di invitare tutti i soscrittori all'Assemblea Generale, che sarà tenuta in Bra, nel palazzo di Città, alle ore 12 del giorno 28 gennaio corrente, per

Discutere ed approvare lo Statuto sociale;

Costituire la società definitiva;

Eleggere i membri che devono comporre la rappresentanza della Società;

E procedere a quelle deliberazioni che si reputassero necessarie alla sollecita effettuazione dell'impresa sociale.

I soscrittori che non intervenissero personalmente, o col mezzo di apposito procuratore, si riterranno assenzienti alle deliberazioni prese a maggioranza di voti.

Torino, il 12 gennaio 1852.

Per la Direzione

Il Presidente conte MOFFA DI LISIO.

SCUOLE ELEMENTARI

Il Municipio di Susa invita chiunque voglia concorrere alla carica di Maestro di 3.ª elementare in quel Collegio, ed a quella di Maestra superiore per le femmine, di presentare i necessari documenti all'Ispezione Generale delle Scuole elementari di metodo in Torino, cui è lasciata la nomina.

Lo stipendio per l'una e per l'altra di dette cariche è fissato ad annue L. 600: le condizioni di ammessibilità sono espresse nella deliberazione del Municipio esistente presso la prelodata Ispezione.

La nomina sarà fatta definitivamente con tutto il 15 febbraio p. v.; le domande perciò e documenti dovranno essere presentati con tutto l'8 stesso mese.

LEZIONI DI CANTO PER LE SIGNORE

Recapito dal libraio Schiepatti sotto i portici di Po.

I benefici successi

prodotti

Per l'applicazione delle CATENE Galvano-Elettriche

DI GOLDBERGEB

Con un privilegio del Governo austriaco, sono di nuovo approvati per i rendimenti di grazie, che vengono ogni giorno espressi da ogni ceto di persone e da tutti paesi. A conferma di ciò seguono alcuni attestati sulla virtù salutare di questo rimedio, che in Torino trovasi solamente nel deposito del sig. Nicolao Giolitti via della Rosa Rossa, n. 11, piano 1, ai prezzi fissi di fabbrica.

(*Dolori reumatici*) Dichiaro io sottoscritto che mediante l'applicazione d'una catena galvano-elettrica del signor J. T. Goldeberger, io sono perfettamente risanato dai dolori reumatici, che mi travagliavano da molti anni. Torino, 5 giugno 1850.

Generale Antonini Deputato.

(*Doglie reumatiche*) Maria Narici, di Fuligno, soggetta a continue doglie reumatiche, dichiara esser stata *totalmente risanata* col mezzo della catena galvano-elettrica reumatica del sig. J. T. Goldeberger, cinque giorni dopo essersi apprestata la medesima. In fede Fuligno, 20 maggio 1850.

Maria Narici

(*Ischialgia*) La catena galvano-elettrica, che applicai al sig. Mecchi, impiegato al magazzino del sale di questa città, per un'ischialgia che soffriva da tempo, produsse i più soddisfacenti effetti in brevi giorni, ed ora trovasi ristabilito in perfetta salute, e ciò in fede di pura verità. Cremona, 8 febbraio 1850.

Lighetti Giuseppe,
chirurgo ostetrico residente in questa città.

OUVERTURE

Magasin de Vin de Champagne

de première qualité, à **2 50** la bouteille

Rue du Jardin, maison Artusio, à côté du Bureau des Courriers

Madame PAULE

A l'honneur de prévenir les Dames, qu'elle vient de recevoir un joli choix d'étoffes en soie du dernier goût.

Son genre de commerce consiste toujours à prendre en échange de ses articles:

Bijoux, parures, objets d'antiquité et tout ce qui concerne la toilette des Dames.

Rue S. Massimo (*à Po*), *n.* 34, *au* 1er, *maison Biscarra*

M.r HERMANT, Coiffeur de Paris, bréveté, se propose de séjourner à Turin pandant la saison d'hiver; il est établi provisoirement rue du Po, n. 36, au 2.me, au fond de la cour. Il se rendra au domicile des personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance.

DA VENDERE

CASA di soda costruzione, in via di Santa Teresa. — Recapito al notaio Cervini, via Doragrossa, n. 13.

DA AFFITTARE

ALLA PROSSIMA PASQUA

Un grande camerone e camera ad uso di laboratorio, in via B. V. degli Angeli, num. 4, piano secondo. — Dirigersi in via Nuova, n. 21, da G. G. Tasca e Grosso.

DA VENDERE

In Borgo Nuovo, via della Rocca,

Terreno fabbricabile di are 27, cent. 42 (tavole 72) circa, in tutto od in parte.

Dirigersi al sig. causidico coll. Gandolfi, via degli Stampatori, num. 14.

NOTA

Con instromento 23 dicembre 1851, rogato Beria, il signor Bessone Gioanni Emanuele fece rinuncia a favore del di lui fratello sig. Carlo Giuseppe dei seguenti stabili:

1. Un corpo di fabbrica civile e rustico, posto in Rivalta, regione Monastero, consorti notaio Balegno e la vedova Didier;

2. Tre pezze campi e due vigne sul territorio di Rivalta, regioni Sussasca e Vinnuova, di ettari 1, are 52, coerenti il sig. conte Benevello, la strada vicinale e la strada tendente a Beinasco;

3. Bosco sullo stesso territorio, regione Monsagnasco, di are 38, coerenti Bo e Michele Goitre;

Per il prezzo di L. 2,100.

Tale atto venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Torino il 17 gennaio corrente, vol. 364, cas. 467, mediante L. 12 50, e ciò per gli effetti voluti dal Codice civile.

Torino, il 17 gennaio 1852.

Notaio Giacomo Beria.

NOTA

I signori Giacomo e Pietro fu Antonio, fratelli Calcagno, ed Enrico fu Felice Martinolo, tutti nati e dimoranti in Torino, per privata scrittura del 14 gennaio 1852, depositata per estratto alla segreteria del Magistrato del Consolato di Piemonte, contrassero fra di loro società commerciale in nome collettivo per l'esercizio della fabbrica e negozio da corami (dai primi già tenuti in questa città e territorio), sotto la ditta di *Fratelli Calcagno* e *Martinolo Enrico*, per la durata di anni *nove consecutivi*, dal primo gennaio 1852, risolvibile però di *tre in tre* anni dopo la *scadenza del novennio*, previo l'avviso per iscritto di uno dei socii di un anno, colla firma a tutti i socii e colla gerenza Martinolo.

Notaio Porta.

NOTA

I signori Giacomo e Pietro, fratelli, fu Antonio Calcagno, ambi nati e dimoranti in Torino, contrassero fra di loro, per privata scrittura del 13 gennaio 1852, depositata per estratto alla segreteria del Magistrato del Consolato di Piemonte, società commerciale in nome collettivo per l'esercizio della fabbrica e negozio da panni e stoffe, già da loro tenuto in questa città e territorio, sotto la ditta de' *Fratelli Calcagno*, per la durata di anni 6 dal primo del corrente mese, colla firma comune ai socii, senza distinzione o preferenza di gerenza.

Notaio Porta.

NOTA

Nella causa di subastazione promossa dalli Giovanni Battista, Battista, Gio. Pietro, Angelo Martino, Maria, Caterina, Lucia ed Agata, fratelli e sorelle fu Gio. Pietro Bottella-Cambetta da Donato sui beni stati contro di essi aggiudicati a favore di Allera Gio. Battista, e descritti nel bando formatosi dal signor segretario di questo regio tribunale di prima cognizione in data 3 dicembre 1851, venne dal tribunale stesso fissata l'udienza del 27 corrente mese per il secondo incanto e deliberamento di detti beni.

Biella, il 10 gennaio 1852.

Cucco sost. Soto.

FALLIMENTO

Della ditta Richetta e Marocco, commercianti in sete e mercerie in Torino, contrada del Palazzo di Città, n. 6, casa Castellengo.

Adunanza pel concordato.

Si avvisano li creditori verificati e giurati od ammessi per provvisione al passivo del fallimento della ditta Richetta e Marocco di comparire personalmente o rappresentati dai loro mandatari alli 24 del corrente mese, ed alle ore 12 meridiane in una sala di consiglio dell'eccell.mo magistrato del Consolato, avanti l'ill.mo sig. avvocato Giacomo Vischi, giudice commissario, all'oggetto di deliberare sulla formazione del concordato, giusta il prescritto della legge.

Torino, il 13 gennaio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

GENOVA 17 GENNAJO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	⅛ a 30	*gior. d*	*Ln.*	1	85 ⅛ D.
Amsterdam		id.	»	2	13 —
Ancona	30	id.	»	5	40 —
Augusta		id.	»	2	52 —
Barcellona		id.	»	2	81 ¼
Bologna		id.	»	5	43 —
Firenze		id.	»	—	82 2/3
Lione		id.	»	—	99 3/4
Livorno		id.	»	—	82 2/3
Londra	3	*mesi*	»	25	14 —
Marsiglia	30	*giorni*	»	—	99 4/5
Messina	60	id.	»	12	78 —
Milano	30	id.	»	—	84 3/5
Napoli		id.	»	4	29 —
Palermo	60	id.	»	12	76 —
Parigi	30	id.	»	—	99 3/4
Roma		id.	»	5	13 —
Torino		id.	»	—	99 3/5
Trieste		id.	»	—	— —
Venezia		id.	»	—	— —
Vienna		id.	»	—	— —

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	*Ln.*	96	—
id. *Sarde*	»	95	—
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	91	—
Prestito Obbligatorio	»	93	—
Obbligazioni prestito volontario	»	970	—
id. *della Città nuove*	»	250	—
Prestito Obbligazioni 1850	»	967	—
id. 1 *gennaio*	»	93	¼
Prestito Toscano	»	—	—
Azioni della Banca	»	1745	—
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	*p. c.*

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 17 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	*per contanti* gior. pr. dopo bor.	nella matt.	*pel fine del mese corr.* gior. pr. dopo bor.	nella matt.	*pel fine del mese prossimo* gior. pr. dopo bor.	nella matt.
1819 5 0/0 *god.* 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		93 —		93 50		93 50
1849 » » 1 genn.		92 2/3		93 95 50		94 93
1851 » » 1 dicem.		75 50				75p. f.
1834 *Obblig.* 1 genn.		93 —				feb.
1849 » 1 8.bre				970 —		
1850 » 1 agosto				968 —		
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.				1750 —		
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0/0 *oltre lo interesse decor.*						
Torino (5 50 0/0 1 *lug.*						
Città di Genova 4 0/0						
Soc.del Gaz (*anl.*) 1 *gen.*						
Società del Gaz (*nova*)						
Incendii a premio fiss.						
31 *8.bre*						
Via ferr. di Savigliano 1 *genn.*						
Molini presso Collegno 1 *giugno*						

CAMBI

	Per brevi send.	Per tre mesi.
Augusta	253 —	253 1/2 —
Genova sconto	4 p. %	— —
Francoforte S. M.	910 —	— —
Lione	99 90	99 95 —
Londra	25 30	25 15 —
Milano	— —	— —
Parigi	99 90	99 40 —
Torino sconto	4 p. %	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 08 —	20 10 —
— di Savoia	28 75 —	28 80 —
— di Genova	79 35 —	79 50 —
Sovrana nuova	35 18 —	35 94 —
— vecchia	34 96 —	35 05 —
EROSO misto Perdita	2 75	p. %

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	*di Piemonte proprio*	*delle altre Provincie*	*Aumento per le Merci distinte*
GREGGIE Denari 10—11			
11—12			
12—14			
14—16			
16—20			
ORGANZINI 20—21	78		
21—22	77		
22—23	76		
23—24	75		
24—25	74	60	
25—26	74		
26—27	73		
27—28	72	50	
28—30	71		
30—32			
32—36			
36—40			
TRAME 20—22			
22—24			
24—26			
26—28			
28—30			
30—32			
32—36			
36—40			
MERCI DIVERSE			
Doppio filato			
Moresca scevra di gallette			
Stracci			

BORSA DI PARIGI *del* 16 *gennaio.*

Il 5 0/0, aperto a 104, 25, è salito a 105, e dopo essere ricaduto a 104, 50, chiude a 104, 60.

Il 3 0/0 resta a 69, 25.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 95, 50.

Il nuovo prestito di Piemonte a 960.

Le azioni della Banca di Francia a 2790.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

TEATRI D'OGGI

REGIO Riposo.

Domani andrà in scena l'opera i PURITANI.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La donna in seconde nozze.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta *La dot de Suzette.*

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Il gran convitato di pietra*, o *D. Gioanni Tenorio.* (Replica)

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Meneghino difensore dei poveri.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita — Con ballo.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il Fischietto.*

WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

INTERNO

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI VERCELLI.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Stante l'offerta stata fatta in tempo utile dell'aumento del mezzo sesto sul prezzo di L. 37500, al quale veniva con atto delli 9 scadente dicembre deliberata la vendita del lotto N. 33 della cascina demaniale detta la *Commenda di S. Giacomo*, posta sul territorio di Pezzana, quale lotto consiste in due pezze aratorie, sezione L, regione Cassinassa, di ettari 15, 78, 79, per cui il prezzo relativo ascende ora alla somma di L. 40625.

Si rende noto al pubblico che alle ore dieci del mattino del giorno di martedì, 27 dell'entrante mese di gennaio, si procederà in questo generale Ufficio a nuovo incanto sulla base dell'anzidetto prezzo, e al deliberamento definitivo, all'estinzione della candela vergine, della vendita dei suddetti due pezzi di terra a favore del miglior offerente, sotto l'osservanza dei relativi capitoli d'oneri, ostensibili nella segreteria di questo stesso Ufficio, in tutte le ore in cui rimane aperto, assieme alla perizia descrittiva dello stabile medesimo.

Si richiama ad avvertenza che le offerte d'aumento, non minori di L. 100 caduna, dovranno essere guarentite col deposito del decimo del prezzo d'asta, e che il prezzo del deliberamento è pagabile in quattro rate eguali, la prima alla stipulazione dell'istromento definitivo, e le altre di sei in sei mesi, colla corrisponsione degli interessi al 5 p. 0/0.

Le spese degli atti di vendita, insinuazione, copie, ecc., sono tutte a carico dell'ultimo deliberatario.

Vercelli, addì 30 dicembre 1851.

Per detta Intendenza generale
il Segr. Capo D. Tisconia.

INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso d'Asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell'8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 31 gennaio 1852 si procederà in una delle sale di quest'uffizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del signor Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita dei beni demaniali descritti al N. 20 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Cascina detta la *Bria*, composta di fabbricato rustico, campi, prati, vigne e gerbidi, provenienti dall'asitco Demanio, situata sul territorio di Magliano, e nelle regioni e coerenze sotto specificate, della complessiva superficie di giornate 30, tavole 39, piedi 4, corrispondenti in misura metrica ed ettari 30, 62, 98, 57, presentemente affittata al sig. Rava Giovanni fu Domenico, di Magliano, in forza d'atto 21 settembre 1847, per l'annuo prezzo di L. 2,250, e finiente tale affittamento col giorno 10 novembre 1852.

Attesa l'estensione e l'importanza di questa cascina, si espone prima di tutto venale nei quindici lotti infra descritti, salvo a tentare quindi gli incanti della sua totalità sul prezzo cumulato dei quindici deliberamenti provvisori, i quali rimarranno però fermi in caso di infruttuoso successo di quest'ultimo sperimento.

LOTTO PRIMO.

1. Regione *Bria* o Recinto, fabbricato rustico, aia e sito, a cui coerenziano la contrada, il palazzo Sotteri e S. E. il marchese di Sostegno, descritto in mappa ai nn. 294 e 1295, della superficie di tavole 44 e piedi 10, eguali ad ettari 0, 17, 06, 15.

Ivi altra fabbrica, denominata il Forno, a cui coerenziano la comunità di Magliano e S. E. il marchese di Sostegno.

2. Regione *Casa Lupo* — Vigna, coerenti la strada a due parti, Rava Giovanni Antonio, Masucco Stefano, Rabino Antonio, posta al n. 2452 di mappa, della superficie di giornate 6, 62, eguali ad ettari 2, 52, 222.

3. Regione *Bria* — Prato, coerenti Riva Antonio, Rava Giovanni, Rava Pietro ed eredi Sommano, descritti in mappa col n. 1578, della superficie di giornate 0, 50, 2, eguali ad ettari 0, 19, 11, 33.

4. Regione *Vallone* — Campo, coerenti la strada pubblica a due parti, Cane Giovanni ed eredi Giuseppe Bertolotto, segnato in mappa col n. 2593, della superficie di giornate 0, 45, eguali ad ettari 0, 16, 593.

5. Regione *Prato Chiosso* — Prato, coerenti Riva Sebastiano a due parti, Farinasso Giovanni Antonio e conte di Castelborgo, distinto in mappa col n. 452, della superficie di giornate 1, 41, eguali ad ettari 0, 53, 721.

6. Regione *Zenevretto* — Campo, a cui coerenziano Olmo Giovanni, la strada pubblica o vicinale, segnato in mappa col n. 1804, della superficie di giornate 1, 33, eguali ad ettari 0, 50, 673.

L'asta di questo primo lotto, composto della complessiva superficie di giornate 10, 74, eguali ad ettari 4, 9, 194, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 8,469 50, come dalla relativa perizia del geometra Giovanni Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 50.

LOTTO SECONDO.

1. Regione *S. Pietro* — Vigna, coerenti i fratelli Bria, Olmo Giovanni Battista, Bria Secondino e Carlo Marello, descritta in mappa col num. 3732, della superficie di giornate 2, 20, 7, eguali ad ettari 0, 84, 04, 25.

2. Regione *Bricco* — Campo, coerenti Castelli Andrea, Rava Antonio, Rava Giacomo e la strada pubblica, segnato in mappa col numero 221, della superficie di giornate 0, 97, 8, eguali ad ettari 0, 37, 214.

3. Regione *Ivi* — Campo, coerenti la strada pubblica a due parti, e Capello Giacomo, segnato in mappa col num. 213, della superficie di giornate 0, 62, 7, eguali ad ettari 0, 25, 84, 42.

4. Regione *Valle di Magliano* — Prato, coerenti S. E. il marchese Alfieri di Sostegno a due parti, e la strada pure a due parti, descritto in mappa col num. 2595, della superficie di giornate 1, 12, 6, eguali ad ettari 0, 42, 86, 95.

L'asta di questo secondo lotto della superficie complessiva di giornate 4, 95, 4, corrispondenti ad ettari 1, 87, 960, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 5,072 e centesimi 85, come dalla relativa perizia del suddetto sig. geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 25.

LOTTO TERZO.

1. Regione *S. Pietro* — Campo, coerenti la strada pubblica a due parti, S. E. il marchese Alfieri di Sostegno, Rava Antonio, ed eredi Troja Andrea, descritto in mappa ai numeri 2575 e 2574, della superficie di giornate 1, 99, 6, eguali ad ettari 0, 76, 00, 95.

2. Regione *Prato Capello* — Campo, a cui sono coerenti Rava Giovanni a due parti, Olmo Giovanni a due parti, Bria Giuseppe, Masucco eredi Gioanni Battista, e la bealera, intersecato dallo stradale provinciale, distinto in mappa coi numeri 367, 367 1/2 e 410, della superficie di giornate 2, 93, 2, eguali ad ettari 1, 13, 60, 15.

L'asta di questo terzo lotto della complessiva superficie di giornate 4, 97, 8, eguali ad ettari 1, 89, 611, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 5,063, cent. 35, come dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 25.

LOTTO QUARTO.

1. Regione *Zenevretto* — Campo, coerenti il pascolo comunale, Abbellonio Antonio, e Rava Giacomo, distinto in mappa col num. 1941, della superficie di giornate 0, 45, 1, eguali ad ettari 0, 16, 41, 48.

2. *Ivi* — Campo, coerenti la strada vicinale a due parti, Farinasso Giovanni, ed eredi Canavero, descritto in mappa col num. 1945, della superficie di giornate 0, 51, 1, eguali ad ettari 0, 11, 34, 27.

3. Regione *S. Pietro* — Vigna, coerenti la vedova Bria, eredi Troia Andrea, ed il beneficio Alfieri, posta in mappa al numero 2705 della superficie di giornate 0, 31, 7, eguali ad ettari 0, 31, 03, 52.

4. Regione *Buon acquisto* — Campo, coerenti la strada pubblica, li beni comunali a tre parti, e l'attuale corrosione del fiume Tanaro, descritto in mappa colli numeri 142 e 145, della superficie di giornate 4, 35, 10, eguali ad ettari 1, 85, 10, 25.

L'asta di questo quarto lotto della complessiva superficie di giornate 6, 41, 7, eguali ad ettari 2, 44, 4452, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire tre mila quattrocento ventidue e centesimi ventiquattro, come risulta dalla relativa perizia del geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO QUINTO.

1. Regione *Ternetta* — Campo, coerenti gli eredi Castello, Depetro Giuseppe, Rava Antonio, S. E. il marchese Alfieri di Sostegno, segnato in mappa col num. 192, della superficie di giornate 0, 50, 0, eguali ad ettari 0, 14, 45.

2. Regione *Prato Capello* — Campo e prato, coerenti Masucco Antonio, Rava Giacomo, e Battista fratelli, la strada comunale, e lo stradale provinciale da cui è intersecato, descritto in mappa col num. 394, della superficie di giornate 2, 37, 8, corrispondenti ad ettari 0, 90, 554.

3. Regione *Zenevretto* — Campo, a cui coerenziano Olmo Battista, Farinasso Antonio, Masocro Bartolomeo, Masocro Giuseppe, Rava Pietro, e Castello Giuseppe, distinto in mappa col numero 1800, della superficie di giornate 0, 81, 5, eguali ad ettari 0, 31, 1, 98.

4. *Ivi* — Campo, coerenti Marello Giuseppe, Masocro Domenico, ed il pascolo comunale, descritto in mappa col num. 1977, della superficie di giornate 0, 26, 1, eguali ad ettari 0, 9, 9377.

5. Regione *Vallone* — Campo, coerenti la strada vicinale, Depetro Giovanni, Olmo Giovanni, Oddero Giorgio, segnato in mappa col num. 2591, della superficie di giornate 1, 50, 5, corrispondenti ad ettari 0, 57, 2, 452.

L'asta di questo quinto lotto, della complessiva superficie di giornate 5, 25, 5, eguali ad ettari 2, 0, 9377, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 5,856, e cent. 67, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di Lire 25.

LOTTO SESTO.

1. Regione *Zenevretto* — Campo, coerenti Farinasso Sebastiano a due parti, Farinasso vedova, e la strada vicinale, segnato in mappa col num. 1965, di giornate 0, 34, 7, eguali ad ettari 0, 13, 1762.

2. *Ivi* — Campo, coerenti Rabino Antonio Maria, il pascolo comunale, ed Antonio Abbellonio, descritto in mappa col num. 1748, di giorn. 0, 14, 4, eguali ad ettari 0, 5, 461.

3. *Ivi* — Campo, coerenti Canavero Giuseppe, Canavero Tobaldo, eredi Battista Troja, e la strada vicinale, descritto in mappa col numero 1874, di giornate 1, 00, 8, eguali ad ettari 0, 38, 355.

4. *Ivi* — Campo, coerenti Troja Gioanni, Farinasso Francesco, Masocro Stefano, e la via vicinale, segnato in mappa col N.1902, di giornate 0, 48, 8, eguali ad ettari 0, 18, 542.

5. Regione *S. Pietro* — Campo, coerenti Cane Tommaso, Troia Andrea, Bria Secondo, e la strada pubblica, descritto in mappa col numero 2729, di giornate 1, 15, 0, eguali ad ettari 0, 45, 054.

L'asta di questo sesto lotto della complessiva superficie di giornate 3, tavole 11, e piedi 5, eguali ad ettari 1, 18, 5, 862, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire 2250, cent. 25, come dalla relativa perizia del detto geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO SETTIMO.

1. Regione *Montariolo* o *Garombo* — Vigna, gerbido, e campo, coerenti il rivo, Depetro Andrea, Gatto Gioanni, Troia fratelli, descritti in mappa sotto il N. 2047, della superficie di giornate 2, 4, 0, eguali ad ettari 0, 77, 724.

2. Regione *Zenevretto* — Campo, coerenti Farinasso Antonio, Canavero Antonio, e vedova Farinasso, segnato in mappa col num. 1765, di giornate 0, 35, 9, eguali ad ettari 0, 12, 858.

3. *Ivi* — Campo, coerenti la vedova Troja, Rosso Domenico, Canavero Giuseppe, Castello Andrea, e Rava Antonio, descritto in mappa al N. 1820, di giornate 0, 58, 0, corrispondenti ad ettari 0, 14, 478.

4. *Ivi* — Campo, coerenti la vedova Troia, Olmo Giovanni, Canavero Giuseppe, e Rosso Domenico, distinto in mappa col N. 1850, di giorn. 0, 80, 0, corrispondenti ad ettari 0, 30, 48.

5. *Ivi* — Campo, coerenti Sommano Giuseppe, Vaschetto Battista, ed il pascolo comunale, descritto in mappa col N. 1707, di giornate 0, 20, 4, eguali ad ettari 0, 07, 747.

6. Regione *Borgaretto* — Campo, coerenti Bogetto Domenico, Sommano Paolo, e la strada, segnato in mappa col N. 1469, di giornate 0, 52, 2, corrispondenti ad ettari 0, 12, 2555.

L'asta di questo settimo lotto della complessiva superficie di giornate 4, 03, 5, corrispondenti ad ettari 1, 35, 5432, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire 2157, cent. 50, come dalla relativa perizia del detto geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO OTTAVO.

Regione *Solere* — Campo, a cui coerenziano la strada pubblica a due parti, S. E. il marchese Alfieri di Sostegno a tre parti, Rava Antonio, ed il lotto nono, segnato in mappa coi numeri 225 1/2, e parte 225, della superficie di giornate 5, 50, 0, eguali ad ettari 2, 01, 95.

L'asta di questo ottavo lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 5,975, come risulta dalla relativa perizia del suddetto geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 25.

LOTTO NONO.

1. Regione *Solere* — Campo, coerenti la strada pubblica, il marchese Alfieri di Sostegno, il lotto ottavo ed il lotto decimo, descritto in mappa parte del num. 225, della superficie di giornate 4, 0, 0, eguali ad ettari 1, 52, 40.

2. Regione *Prato Chiosso* — Campo, coerenti il lotto quattordicesimo, la comunità, la strada pubblica, Rava Giacomo, distinto in mappa coi numeri 146 e 146 1/2, di giornate 5, 57, 8, corrispondenti ad ettari 1, 56, 271.

N. B. Il presente lotto dovrà sopportare in proprio la servitù di passaggio con bestie aggiogate a favore del seguente lotto decimo.

L'asta di questo nono lotto della complessiva superficie di giornate 7, 57, 8, eguali ad ettari 2, 88, 671, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 5,937, e cent. 35, come dalla detta perizia Castelli, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 50.

LOTTO DECIMO.

Regione *Salere* — Campo, a cui coerenziano il lotto nono, dal quale avrà il passaggio, il beneficio Alfieri, S. E. il marchese Alfieri, Troja Domenico, Rava Antonio, ed eredi Giacomo Oddero ed i lotti 11 e 12, faciente parte del num. 225 di mappa, della superficie di giornate 4, 91, eguali ad ettari 1, 97, 0. 71.

L'asta di questo decimo lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 5,682, cent. 50, come dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 25.

LOTTO UNDECIMO.

Regione *Salere* — Campo, a cui coerenziano il lotto decimo, la strada comunale, il beneficio Alfieri, ed eredi Giacomo Oddero, faciente parte del N. 225 di mappa, della superficie di giornate 4, 55, eguali ad ettari 1, 75, 355.

L'asta di questo undecimo lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire tremila quattrocento dodici e centesimi cinquanta, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO DODICESIMO.

Regione *Salere* — Campo, a cui coerenziano i lotti 10 e 15, Rava Antonio, la strada comunale, e Troja Domenico, faciente parte del N. 225 di mappa, della superficie di giornate 5, 82, eguali ad ettari 2, 24, 742.

L'asta di questo dodicesimo lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire quattromila trecento sessantacinque, come risulta dalla relativa perizia del geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO TREDICESIMO.

Regione *Salere* — Campo, coerenti la strada a due parti, Antonio Troja, il lotto 12.

Ivi — Altra pezza Campo, coerenti Troja Antonio, Troja Domenico, la strada, ed il lotto 12, descritti in mappa colli N. 225 parte, e 227, della complessiva superficie di giornate 4, 45, 5, eguali ad ettari 1, 69, 7057.

L'asta di questo tredicesimo lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire tremila trecento quaranta, e centesimi sessantadue, come dalla relativa perizia del detto geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO QUATTORDICESIMO.

Regione *Prato Chiosso* — Prato, a cui coerenziano il lotto nono, la strada pubblica, eredi Gatti, eredi Pellerino, il conte Castelborgo, ed il lotto 15, faciente parte del N. 147 di mappa, della superficie di giornate 4, 37, 4, corrispondenti ad ettari 1, 66, 624.

L'asta di questo quattordicesimo lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire quattromila trecento venti, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO QUINDICESIMO.

Regione *Prato Chiosso* — Prato, a cui coerenziano il lotto quattordicesimo, la strada, Andrea Rava, Troja Domenico, conte di Castelborgo, descritto in mappa colli N. 147 parte, e 152, della superficie di giornate 5, tavole 89, piedi 5, corrispondenti in misura metrica ad ettari 1, 48, 5677.

L'asta di questo quindicesimo lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire tremila ottocento quarantacinque, come dalla relativa perizia del geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

Per essere ammessi a prender parte all'asta, ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente responsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero cedole del Debito pubblico di Terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0: talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi 18, computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale delle Finanze l'8 andante, e dei quali, non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza.

Alba, il 28 dicembre 1851.

Per detto ufficio d'Intendenza Provinciale
Il Segr. G. Quaglia.

NOTA

Questo regio tribunale con ordinanza del 9 ora scorso dicembre autorizzava, in odio della sig. Angela Petiva, moglie del sig. Lorenzo Germano da Sordevolo, subasta della casa e giardino dalla medesima tenuti nell'abitato di detto luogo, cantone della Villa, al numero mappale 946, fissandone il primo incanto all'udienza del 6 febbraio prossimo, alle condizioni e sulla base delle offerte apparenti dal bando del sig. segr.

Detta ordinanza venne trascritta a quest'ufficio delle ipoteche il dì 8 corrente.

Biella, il 10 gennaio 1852.

Dionisio sost. Dematteis caus. coll.

NOTA.

Con atto passato il 7 novembre 1850 alla segreteria di questo tribunale, la signora Carolina Sacchia, vedova di Pietro Gallo, da Cavaglià, dichiarò di accettare, a nome de' suoi figli minori di età, l'eredità del detto loro padre, con beneficio d'inventario, giusta l'autorizzazione confertale dal consiglio di famiglia.

Biella, il 10 gennaio 1852.

Dionisio sost. Dematteis caus. coll.

MINISTERO DI MARINA AGRICOLTURA E COMMERCIO

MERCURIALI, *ossia prezzo medio desunto dalla vendita dei Cereali che ebbe luogo sui diversi Mercati delle Provincie di Terraferma durante la 2.ª quindicina di dicembre 1851.*

NB. I ragguagli qui sotto notati sono regolati in moneta e misure decimali.

Divisioni amministrative di	PROVINCIA DI	LUOGHI DEI MERCATI	PER OGNI ETTOLITRO																			
			Frumento		Barbariato		Segala		Meliga		Orzo		Avena		Miglio		Riso		Fagioli		Fave	
			lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.
ANNECY	ANNECY	Annecy	19	15	15	75	17	46	16	50	11	25	8	»	»	»	»	»	22	»	20	»
		Rumilly	18	35	15	21	15	35	12	17	12	70	6	12	»	»	»	»	»	»	»	»
	FAUCIGNY	Cluses	21	28	17	17	»	»	»	»	15	10	6	86	»	»	»	»	16	22	16	22
		La Roche	20	55	14	75	15	32	»	»	14	75	6	68	»	»	»	»	»	»	»	»
		Sallanches																				
		Taninges																				
	CHIABLESE	Thonon																				
		Evian																				
CHAMBERY	CHAMBERY	Chambéry	18	81	»	»	14	38	15	68	»	»	6	97	8	16	»	»	»	»	»	»
		Pontbeauvoisin	17	47	»	»	14	14	11	47	10	40	6	50	»	»	»	»	»	»	»	»
	ALTA SAVOIA	Albertville	20	01	»	»	16	10	16	31	»	»	6	82	»	»	»	»	»	»	»	»
		Faverges	20	66	»	»	16	65	»	»	»	»	6	55	»	»	»	»	18	49	»	»
	MAURIENNE	S.t Jean de Maurienne																				
		S.t Michel																				
	TARANTASIA	Moutiers	20	»	»	»	16	70	»	»	11	»	7	20	»	»	»	»	»	»	14	50
		Aime	21	»	»	»	17	10	»	»	12	22	8	87	»	»	»	»	»	»	15	20
		Bourg S.t Maurice	21	12	»	»	17	90	»	»	13	»	8	87	»	»	»	»	»	»	16	12
CUNEO	CUNEO	Cuneo																				
		Busca																				
		Caraglio																				
		Demonte																				
		Dronero																				
		Fossano																				
	MONDOVI'	Mondovi	16	19	15	26	12	06	11	08	»	»	8	04	»	»	25	69	15	26	13	04
		Ceva	16	65	»	»	15	15	10	45	»	»	7	61	»	»	23	47	15	04	14	35
		Dogliani	16	50	»	»	»	»	11	40	»	»	»	»	»	»	23	47	15	04	14	35
		Garessio	17	10	14	50	15	05	13	02	»	»	8	52	»	»	»	»	11	95	»	»
	SALUZZO	Saluzzo	17	45	14	52	15	25	11	98	»	»	7	05	6	25	26	50	13	70	»	»
		Savigliano	17	72	»	»	»	»	11	26	»	»	»	»	»	»	25	89	13	07	12	54
		Racconigi	17	76	»	»	»	»	11	26	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Barge	18	42	14	84	15	10	11	58	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Venasca	17	20	»	»	15	19	11	75	»	»	6	31	»	»	25	»	»	»	»	»
		Sanfront	»	»	15	35	12	48	12	57	»	»	6	74	»	»	»	»	»	»	»	»
	ALBA	Alba	17	04	»	»	»	»	11	85	»	»	»	»	»	»	24	55	11	40	»	»
		Bra	17	70	»	»	»	»	12	15	»	»	»	»	»	»	»	»	12	98	»	»
		Canale	17	35	»	»	»	»	11	71	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
IVREA	IVREA	Ivrea															26	05	»	»	»	»
		Cuorgnè																				
		Pont																				
		S. Giorgio																				
	AOSTA	Aosta																				
		Chatillon																				
TORINO	TORINO	Torino	15	18	»	»	11	64	13	18	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Carmagnola	17	50	15	»	11	48	12	15	»	»	7	47	9	96	23	83	13	»	13	»
		Chieri	16	35	»	»	10	50	11	15	»	»	»	»	10	40	»	»	»	»	11	»
		Chivasso	17	66	15	»	11	27	11	92	»	»	7	05	9	96	24	75	12	20	13	92
		Lanzo	18	39	»	»	12	27	12	28	»	»	»	»	»	»	19	57	10	10	14	»
		Poirino	16	69	»	»	»	»	11	92	»	»	7	80	9	75	22	98	11	29	11	10
		Rivarolo	17	34	»	»	11	92	10	84	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27
	PINEROLO	Pinerolo																				
		Cavour																				
		Luserna																				
		Villafranca																				
	SUSA	Susa	21	60	16	»	12	»	14	75	»	»	9	»	»	»	27	50	19	50	15	»
		Condove	17	50	»	»	11	37	13	34	»	»	7	54	»	»	23	62	»	»	»	»
		Giaveno	15	87	11	97	10	55	13	45	»	»	7	50	»	»	26	50	»	»	»	»
NOVARA	NOVARA	Novara	17	25	10	94	10	71	»	»	»	»	»	»	»	»	24	29	»	»	»	»
		Arona	21	05	12	06	12	61	12	35	»	»	9	18	10	51	23	15	15	12	»	»
		Borgomanero	18	09	»	»	11	59	11	92	14	58	9	11	10	53	24	21	12	50	19	95
		Carpignano	18	60	»	»	11	52	11	57	»	»	»	»	»	»	24	28	11	95	»	»
		Oleggio	16	50	»	»	10	65	10	30	»	»	»	»	»	»	22	20	»	»	»	»
		Orta	19	65	»	»	15	84	13	66	»	»	»	»	»	»	27	65	»	»	»	»
	LOMELLINA	Mortara	16	47	»	»	10	69	9	84	»	»	7	88	»	»	20	64	9	80	»	»
		Vigevano	17	10	»	»	10	04	9	92	»	»	»	»	»	»	20	45	»	»	»	»
		Cava	17	02	»	»	10	50	10	94	»	»	7	04	»	»	19	»	11	76	11	47
		Pieve del Cairo	19	68	»	»	12	24	12	24	»	»	8	74	»	»	23	22	14	44	»	»
	PALLANZA	Pallanza	19	15	»	»	11	85	11	85	»	»	»	»	»	»	22	68	»	»	»	»
		Intra																				
		Cannobio	»	»	»	»	15	20	11	80	»	»	»	»	»	»	25	40	»	»	»	»
		Omegna																				
	OSSOLA	Domodossola	19	80	»	»	10	15	10	20	»	»	»	»	»	»	24	40	»	»	»	»
	VALSESIA	Varallo	»	»	»	»	12	45	14	65	»	»	»	»	»	»	29	45	»	»	»	»
		Borgosesia	18	77	»	»	12	74	12	74	»	»	»	»	»	»	24	88	»	»	»	»
VERCELLI	VERCELLI	Vercelli	17	»	»	»	10	93	11	45	»	»	»	»	»	»	24	49	10	56	12	56
		Crescentino	16	48	»	»	9	76	10	84	»	»	»	»	»	»	20	82	10	41	13	01
		Santhià	16	56	»	»	10	91	11	77	»	»	»	»	»	»	24	55	11	01	»	»
	CASALE	Casale	17	15	»	»	»	»	11	14	»	»	»	»	»	»	23	32	15	26	13	04
		Moncalvo	»	»	»	»	»	»	10	28	»	»	»	»	»	»	24	77	»	»	»	»
		Occimiano	16	75	»	»	»	»	10	»	»	»	»	»	»	»	25	05	13	27	11	52
	BIELLA	Biella	16	32	»	»	15	50	13	50	»	»	10	»	»	»	25	»	»	»	»	»
		Masserano	19	37	»	»	11	85	12	50	»	»	»	»	»	»	25	»	12	75	9	»
		Andorno Cacciorna	»	»	»	»	15	»	14	50	»	»	»	»	»	»	24	50	»	»	»	»
		Cavaglià	16	42	10	70	10	72	10	22	»	»	6	57	6	27	20	67	14	52	5	90
		Crevacuore	18	50	»	»	14	»	13	50	»	»	»	»	»	»	24	50	»	»	»	»
		Mosso Santa Maria	18	10	»	»	12	45	13	37	»	»	»	»	»	»	22	18	13	75	15	40
ALESSANDRIA	ALESSANDRIA	Alessandria	16	58	»	»	»	»	10	57	»	»	»	»	»	»	24	62	13	»	»	»
		S. Salvatore	16	»	»	»	»	»	10	90	»	»	»	»	»	»	24	75	12	80	11	25
		Valenza	15	80	10	75	»	»	10	95	»	»	6	70	»	»	21	60	12	20	9	»
	VOGHERA	Voghera	17	75	12	47	11	77	9	75	»	»	7	49	»	»	23	27	12	22	10	67
		Broni	16	56	»	»	»	»	10	50	»	»	»	»	»	»	21	75	»	»	10	»
		Casteggio	18	95	»	»	»	»	10	58	»	»	»	»	»	»	23	52	»	»	12	09
		Stradella	17	65	»	»	»	»	10	74	»	»	»	»	»	»	22	77	»	»	10	87
	ASTI	Asti																				
		Canelli																				
		S. Damiano																				
		Villanova																				
	BOBBIO	Bobbio																				
		Varzi																				
	TORTONA	Tortona	15	81	»	»	»	»	9	46	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
GENOVA	GENOVA	Genova																				
		S. Quirico																				
	CHIAVARI	Chiavari	19	59	»	»	»	»	14	17	»	»	14	61	»	»	32	50	18	34	14	38
		S. Stefano																				
		Varese	21	12	»	»	»	»	14	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	NOVI	Novi																				
	LEVANTE	Spezia	19	90	18	53	14	92	15	75	16	15	16	15	16	05	27	46	17	84	15	68
SAVONA	SAVONA	Savona	20	24	»	»	»	»	14	08	»	»	»	»	»	»	26	40	17	44	»	»
		Cairo	16	35	»	»	»	»	9	30	»	»	»	»	»	»	20	50	»	»	»	»
		Millesimo	17	35	»	»	12	14	11	92	»	»	»	»	»	»	24	69	13	01	»	»
		Varazze	19	80	»	»	»	»	14	»	»	»	»	»	15	50	23	50	18	»	13	01
	ALBENGA	Albenga	21	80	»	»	»	»	15	20	14	50	»	»	»	»	26	80	»	»	15	»
		Alassio	18	32	»	»	»	»	15	79	»	»	»	»	15	86	26	18	17	50	15	70
		Loano	17	20	»	»	»	»	10	10	»	»	»	»	»	»	22	70	»	»	12	22
	ACQUI	Acqui																			12	59
NIZZA	NIZZA	Nizza																				
	ONEGLIA	Oneglia	21	»	»	»	14	90	17	»	14	50	15	»	16	80	26	»	16	»	15	80
		Pieve	18	88	»	»	15	77	15	88	15	44	15	88	»	»	22	67	14	65	14	11
		Porto Maurizio	20	75	»	»	»	»	18	»	»	»	»	»	16	50	24	50	16	»	16	»
	S. REMO	S. Remo	18	»	»	»	»	»	12	20	9	»	»	»	»	»	27	»	15	40	15	40
		Ventimiglia	18	20	»	»	»	»	12	20	9	20	»	»	»	»	27	»	15	80	15	80

GAZZETTA PIEMONTESE

N 17 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

MARTEDI' 20 GENNAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	56	44

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

Con Regii Decreti di nomina, e Decreti Ministeriali di destinazione delli 5 e 17 dello scorso dicembre vennero fatti i seguenti movimenti nel personale della carriera inferiore delle Intendenze, cioè:

Gey Emilio, sotto-segretario ad Annecy, promosso segretario di seconda classe d'Intendenza generale;
Toselli Giovanni, sotto-segretario a Cuneo, id., con destinazione a Nuoro;
Rime Giovanni Francesco, scrivano di seconda classe ad Annecy, promosso sotto-segretario;
Carena Annibale, scrivano di seconda classe in Alba, id. a Biella;
Allais Nicola, scrivano di seconda classe a Tortona, id. a Novi;
Legnani Giuseppe, sotto-segretario a Novi, traslocato a Cuneo;
Donalisio Giovanni, scrivano di seconda classe a Biella, promosso alla prima classe;
Rombo Tommaso, id. ad Albenga, id.;
Zunini Stefano, id. alla Spezia, id.;
Magnasco Nicolò, id. a Chiavari, id.;
Jacquin Pietro, scrivano di terza classe a Ciamberi, promosso alla seconda classe;
Curtet Felice, id. ad Annecy, id.;
Rean Carlo, id. in Aosta, id.;
Viecca Gioachino, id. a Cuneo, id.;
Vasone Enrico, id. a Susa, id.;
Perroni Carlo, id. a Genova, id.;
Garrone Giuseppe, id. a Savona, id.;
Demarchi Francesco, già scrivano di seconda classe a San Remo, riammesso in attività, con destinazione a Mondovì;
Brun Andrea Maria Antonio, volontario a Nizza, nominato scrivano di terza classe;
De Genova Emanuele, id. a Biella, id.;
Sylvoz Carlo, id. a Ciamberi, id.;
Biguet-Mermet Nicola Stefano, id. ad Albertville, id.;
Strafforello Filippo, volontario a Genova, id. con destinazione a Tortona;
Siliprandi Francesco, volontario a Pinerolo, id. a Mondovì;
Pellissetti Stefano, volontario in Asti, id. a Mondovì;
Selvatici Michele, volontario a Genova, id. a Novara;
Manacorda Camillo, volontario a Casale, id. a Varallo;
Reta Giuseppe, volontario a Novi, id. a Saluzzo;
Romand Francesco, volontario a S. Giovanni di Moriana, id. a Ciamberi;
Lugon Felice, volontario a Thonon, id. a Ciamberi;
Cornuty Giuseppe, volontario ad Albertville, id. ad Annecy;
Maineri avv. Gio. Battista, aspirante volontario per l'inferiore carriera in Albenga, id. a Pinerolo;
Cot Alberto Maria, scrivano di terza classe ad Albertville, traslocato a Ciamberi;
Bonino Vittorio, id. a Varallo, traslocato in Alba;
Fossati Francesco, id. a Mondovì, collocato in aspettativa in seguito a sua domanda, senza verun assegnamento;
Serra Giacomo, segretario delle opere pie presso l'intendenza di Alba, concessogli la qualità di scrivano d'intendenza.

Con altri Decreti Reali del 9 gennaio 1852 furono nominati:

Colombo Filippo, già segretario contabile nel penitenziario di Oneglia, ad ispettore di contabilità degli stabilimenti carcerarii a disposizione del Ministero dell'Interno;
Ravoire Telemaco, già scrivano nel Ministero suddetto, a segretario contabile del penitenziario di Oneglia.

Sulla proposizione del Ministro della Istruzione Pubblica, S. M., con Decreto in data del 15 corrente, ha nominato a Presidi delle Facoltà nell'Università di Sassari i signori:

Teologo collegiato Giuseppe Maurizio Marongiu-Satta, preside della Facoltà di teologia;
Dottore collegiato in leggi e filosofia Francesco Nieddu, id. di leggi;
Dottore collegiato Gavino Capitta, id. di medicina;
Dottore collegiato Francesco Cherchi, id. di chirurgia;
Avv. Francesco Sulis, id. di filosofia e lettere.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato Reggente il Ministero delle Finanze, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. La dogana di Tortoli in Sardegna, a cominciare dal primo febbraio, corrente anno, è autorizzata allo sdoganamento delle merci straniere per la consumazione locale e dei dintorni.

Art. 2. Il personale di detta Dogana è accresciuto di un Veditore collo stipendio di lire ottocento: allo stipendio del Ricevitore è aggiunto l'annuo assegnamento di lire ottanta per spese d'ufficio.

Art. 3. La Dogana di Bardonnecchia, dipendente dalla Direzione ed Ispezione di Torino, è abolita a datare del 1.° gennaio corrente.

Il Ministro Reggente la Segreteria di Stato per le Finanze è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo Generale, pubblicato, ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. a Torino, addì 9 gennaio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 19 gennaio.*

Oggi la Camera dei Deputati discusse il progetto di legge per ritenenza sugli stipendi degli impiegati, e approvò l'articolo secondo, rinviando gli altri alla commissione.

Il sig. cav. prof. Berruti darà principio alle esperienze di fisiologia giovedì prossimo 22 corrente, a mezzogiorno, e le proseguirà in tutti i giovedì successivi non festivi, all'ora medesima.

REALE ACCADEMIA DELLE SCIENZE.

Nell'adunanza tenuta dalla classe fisico-matematica della Reale Accademia delle Scienze il giorno 11 del corrente mese di gennaio, il segretario aggiunto nel presentare molti libri inviati in dono all'Accademia dai rispettivi autori o editori, fa particolarmente ammirare la grandiosa opera: *Description d'Egypte*, composta di 10 volumi di testo in foglio, e di 12 in foglio atlantico di tavole, che il chiarissimo cav. Bernardino Drovetti, il quale l'avea avuta dalla munificenza del re Luigi XVIII, mandava testè generosamente in dono all'Accademia, unitamente al bel lavoro di *Gau* sulla Nubia, che ne forma, per così dire, la continuazione o il supplemento.

Quindi lo stesso segretario aggiunto, facendo lo spoglio del carteggio avvenuto dopo l'ultima tornata, legge tra le altre una lettera del sig. Ministro dell'interno, nella quale si notifica, che S. M., in udienza del giorno 24 dicembre p. p., si è degnata di approvare le nomine, fatte dall'Accademia, del barone Giovanni Plana a presidente perpetuo, e del conte Alberto Della Marmora a vice-presidente: finita cotesta lettura, il barone Plana volge alla Classe le seguenti parole:

« Sono riconoscente ad ambe le classi dell'Accademia per la « testimonianza di stima e di benevolenza, che hanno voluto darmi « nell'ultima seduta dell'intiero Corpo accademico. Con animo « riverente e lieto ricevo ora l'annunzio che S. M. si è degnata « di sancire la vostra nomina. Saranno da me adempiti i doveri « della presidenza con tutta lealtà, seguendo l'esempio del mio « predecessore. Assisterò alle sedute con tutto quel maggior zelo, « che sarà concesso dalle mie forze. Queste verranno meno sotto « l'incessante azione del peso degli anni; ma il sentimento di far « plauso alle dotte fatiche de' miei illustri colleghi non mi ab- « bandonerà che coll'ultimo fiato.

« Ancora pochi anni, e sarà trascorso un secolo dacchè la no- « stra Accademia ha pubblicato il primo volume de' suoi lavori, « nel 1759, sotto gli auspizii di *Vittorio Amedeo*, in allora prin- « cipe ereditario. In quel volume è commendata la massima, che « dalle speculazioni astratte e razionali traggono il più delle volte « la loro origine le scoperte più utili alla Società, e che a questo « titolo debbono essere favorevolmente accolte dai corpi scientifici.

« Quell'istesso volume presagiva che le scienze esatte sarebbero « state coltivate con ardore in Piemonte. La serie attuale de' no- « stri volumi attesta, che il Piemonte non ha fallito al vaticinio « di *Saluzzo*, *Lagrange*, *Cigna*; nè ai voti che lo stesso *Vit- « torio Amedeo*, diventato re, esprimeva nelle lettere patenti del « 25 luglio 1785, per le quali ebbe la nostra Accademia il suo « solenne stabilimento.

« Io confido che l'avvenire sarà degno del passato, e che il sacro « fuoco delle scienze e delle lettere potrà bensì mostrarsi in « mezzo a fasi più o meno felici, ma non spegnersi mai nella pa- « tria di *Lagrange* e di *Alfieri*.

« Per quanto sia imponente lo stato attuale delle scienze, non « può dirsi esaurito nè il campo delle scoperte, nè quello della « teoria che le sviluppa. Il loro incremento pare senza limiti, « ed affidato alle generazioni che si succedono. L'opera più per- « fetta le solleva ad un'altezza, dalla quale non possono mai di- « scendere, ma dessa è quella che fa nascere altre scoperte, e che « prepara altri libri, che debbono farla inferiore. È questa l'ine- « vitabile sorte di chi si consacra allo studio delle scienze; ma la « grandezza dello scopo deve essere lo stimolo che mantiene la « vita di un Corpo accademico. »

Dopo ciò una Giunta accademica fa relazione intorno al merito di una domanda sporta al R. Governo dal sig. E. Pistre, diretta ad ottenere un privilegio per un nuovo brillatoio da riso.

Esso consiste, si può dire, in quattro meccanismi diversi, destinati a mondare i granelli del sovraccennato cereale dalla loppa, dalla buccia, dal polviglio, ed a renderlo veramente netto e lucente. Queste colonne non ci consentono di entrare nei particolari descrittivi di siffatti meccanismi; ci limitiamo perciò a dire che il procedimento proposto dal sig. Pistrè è per molte parti nuovo, almeno in Piemonte, e che la sua attuazione non può a meno di tornar utile ed opportuna nel nostro paese, ove considerevole parte del suolo è coltivata a risaie.

Un'altra Giunta accademica riferisce poscia sul merito di una domanda del sig. Guillet, di Ciamberi, diretta pure ad ottenere un privilegio per la carbonizzazione della lignite mediante un forno di nuova foggia e di sua invenzione.

Il carbone, che il sig. Guillet ottiene colla carbonizzazione del sovraccennato combustibile fossile, ha un potere calorifico eguale quasi a quello del carbone di faggio, brucia facilmente nei focolari ordinarii con debole fiamma azzurrognola chiara, senza tramandare alcun ingrato odore, ed in grazia della sua tessitura e considerevole compacità può, all'uopo, sostenere il trasporto senza frantumarsi: per tali proprietà esso potrà con vantaggio adope-

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

LORD BYRON

(Continuazione e fine, vedi N. 13, 14, 15)

Intanto la spedizione di Lepanto era ita in fumo; nuovo scoraggiamento per Byron. Maurocordato però si unì a lui per approfittare dell'ozio; Colocotroni gli promise di sottomettersi a'suoi avvisi: due rivali pacificati che importavano quanto la salute di Grecia. Si ideò di convocare un'assemblea nazionale nella quale Byron sedesse come arbitro. La città di Salona inviava il suo assenso a quella riunione, promettendo concordia, sommessione e vera patria carità. Allora Byron, abbenchè non si lasciasse lusingare da sogni e da illusioni sulla sorte delle elleniche contrade, ebbe un lampo di speranza. Progettato di partire per la Morea, attese in prima alla durevole e vettovagliata difesa di Missolungi, siccome quella che fra tutte le altre città poteva più facilmente capitar sotto le mani del nemico. Fece continuare i lavori dell'arsenale, ne ricostrusse le fortificazioni quasi interamente col suo denaro; e queste fortificazioni, comechè pur troppo poco ne sia stato poi il giovamento, servirono per altro a tener indietro l'armata turca tanto quanto ci voleva perchè la compassione e l'entusiasmo si divulgassero per tutta Europa.

Gl'inciampi dei passaggi, le divisioni politiche tuttora ferventi impedirono che avesse luogo l'ideata assemblea in Salona; epperò Byron fermò tosto in animo di non abbandonar Missolungi, la quale nella imminente primavera sarebbe stata per certo assalita dai Turchi. In codesta risoluzione si vedono i primordii di quella specie di rassegnazione o meglio disperazione per cui un uomo viene a tale di pensare « tanto e tanto io debbo morire! » Era continuamente turbato da tristi presentimenti, da involontarii soprassalti, che sono sintomi di quella debolezza che precede la morte. Vide giunto in quel tempo il trentesimosesto anno di sua età, e ne pianse la venuta in versi ammirabili.

Tre anni prima aveva pianto la venuta del trentesimo terzo anno; ma quelle lagrime erano ben diverse di natura: allora era stanco della vita, ed ora invece la desiderava. Allora diceva: « Attraverso questo fangoso sentiero, queste cocenti noie, io ho toccati trentatrè anni: che me ne resta? nulla: ma ho trentatrè anni! » . . . . Ma tre anni dopo egli voleva vivere, perchè l'ambizione, la speranza della libertà greca gli erano pungentissimo sprone.

Tutto all'intorno spirava di nuovo disordine, anarchia, miseria. I cittadini nutrivano segreto rancore verso i capi militari. Chi voleva un congresso nella orientale e chi nella occidentale Grecia: chi non voleva congresso di sorta, chiamando questo una novità contraria alla costituzione. Gli agenti del comitato alemanno erano alle rotte con molti soldati. Il comitato di Londra cominciava a pensar diverso da lord Byron. Si gridava alla qualità cattiva del pane, si commettevano omicidii; il popolo si metteva in rivolta, si minacciavano le vite delle autorevoli persone. I manigoldi di Suliotti erano per la malora ritornati, nè migliori di prima.

Eppure Byron diceva tuttavia: « io non me n'andrò di qui! » Egli voleva restare ad ogni costo in quella maremma, in quella tomba di fango. I suoi compatriotti erano partiti; partiti molti de' suoi amici, partito Stanhope, Trewlaney: ma egli voleva restare! Qui non lo si vuole nè lodare al di là del giusto, nè biasimarlo. La gloria e l'amor dell'umanità entravano in quell'ostinato divisamento, come v'entrava una, direi quasi, stizzosa caparbietà, e come v'entrava pure una secreta disperanza non ben definita ma evidente.

Le fatiche della novella vita, gli eccessi della passata, il clima pestifero di Missolungi, i dispiaceri, la malinconia avevano devastato del tutto la sua costituzione fisica.

Un giorno, escito di fresco da penosa malattia, si avventurava ad una lunga cavalcata, malgrado che il tempo minacciasse di farsi tempestoso. Lontano un due miglia da Missolungi, le nubi pregne ed accavallate si disfogarono in una violente pioggia, di che tutto rimase inzaccherato e ridondante.

Non volle seguire il consiglio del Gamba, il quale gli suggerì che, sudato com'era, meglio saria stato l'andarsene fin a casa a cavallo, senza discendere in barca ad infreddarsi e troncare la traspirazione. Due ore dopo era nella sua camera in preda ad orribili convulsioni: tosto una febbre ardente si sviluppa. Era il giorno 11 di aprile del 1824. Crescendo con rapidità l'impeto flogistico, gli si parlò di cavar sangue; ma egli non volle sottoporsi a quella cura, dicendo che minore era il numero delle morti cagionate dalla lancia che della lancetta, e che intendeva morire con tutto il suo sangue. Per tre giorni stette a letto, lamentandosi di un grave dolor di capo e di avversione ad ogni sorta di cibo. Il dottor Bruno, veggendo la malaparata, tentò di nuovo di persuaderlo all'incisione della vena, ma di nuovo si trovò deluso. Byron voleva mandare pel medico Thomas a Zante; ma un gran vento che agitava il porto rendeva impossibile ogni comunicazione con quell'isola. La malattia s'ingigantiva e qualche sintomi di delirio cominciavano a manifestarsi. Lord Byron era stato sempre preoccupato dall'idea di perdere la ragione e che, come Swift, sarebbe morto cominciando dall'alto. Il dottore Millingen, inglese, servissi opportunamente di quella sua paura per indurlo a lasciarsi operare il salasso. Allora Byron gettò violentemente il braccio fuori delle coperte, e disse ai medici furiosi: « Tenete! vedo che siete una dannata compagnia di beccai; prendete quanto sangue v'abbisogna, e lasciatemi in pace! »

Ma, quasi a confermare la sua teoria, la febbre dopo l'operazione si fe' più gagliarda di prima. Si venne a consulto fra tutti i medici che si poterono trovare. Luca Vaga, medico di Maurocordato, il dottor Freiber, Bruno, Millingen. Ma non v'era più speranza, e le lagrime de' cir-

rarsi tanto nell'economia domestica che nei lavori metallurgici, come utilmente adoperati in varie industrie potranno essere i prodotti pirogenei, che il dotto chimico di Ciamberì raccoglie dalla carbonizzazione del lignite.

La Savoia, paese abbondante di combustibili fossili, si trova aperta, in questa maniera di utilizzare le ligniti, una nuova sorgente di ricchezza.

In questa medesima adunanza il comm. Carlo Ignazio Giulio legge un suo lavoro intitolato: *Recherches expérimentales sur la résistance de l'air au mouvement des pendules;* in esso, dopo di aver ricercate le formule analitiche atte ad esprimere la legge con cui le oscillazioni di un pendolo debbono andarsi restringendo, nella ipotesi che la resistenza dell'aria possa rappresentarsi con una funzione razionale e intiera della velocità, l'autore fa confronto di queste formule coi risultati di numerose serie di sperimenti da lui fatte, e da questo confronto viene a conchiudere che la resistenza dell'aria al moto di un pendolo, che oscilli per grandi archi di circolo, è veramente composta di due parti proporzionali, l'una alla prima, l'altra alla seconda potenza delle velocità. Per una massa sferica la resistenza dell'aria, secondo gli sperimenti dell'autore, riesce eguale al peso di un cilindro d'aria, il quale abbia per base il gran circolo della sfera mobile e l'altezza eguale alla cento-dodicesima parte delle velocità, più i due terzi dell'altezza dovuta alla medesima velocità: e consimili espressioni trova egli pure per la resistenza dell'aria al movimento di un cilindro circoscritto ad una sfera, il quale si muova secondo il proprio asse, o in direzione all'asse medesimo perpendicolare, le quali resistenze stanno a quelle della sfera inscritta come i numeri 1852 e 1552 al 1000.

Il Segretario aggiunto legge successivamente due Memorie intorno alle quali apposite Giunte accademiche già avevano fatto favorevole rapporto alla classe, e di cui già si è presentato un breve sunto in questo stesso periodico. La prima, lavoro del sig. Vittore Ghiliani, assistente al R. Museo zoologico, ricorderemo che porta per titolo: *Materiali per servire alla compilazione della Fauna entomologica italiana, ossia elenco delle specie di Lepidotteri esistenti negli Stati Sardi*; la seconda, lavoro del sig. dott. Giuseppe De Natale, siciliano, è intitolata: *Ricerche anatomiche sullo Scinco variegato in rapporto ai principali tipi d'organizzazione dei rettili.*

Da ultimo il presidente barone Plana comunica una *nota* in cui si dà ragguaglio dei risultamenti ottenuti da un esperimento fatto all'orto botanico del Valentino, nella mira di scoprire con qual legge il calore solare penetra in quel punto la corteccia della terra, e quale sia la profondità in cui la temperatura si mantiene sensibilmente costante. Un termometro stato sotterrato nell'orto suddetto il giorno 16 ottobre p. p. alle ore 11 di mattina, ad un metro di profondità, e poscia coperto colla terra istessa, che era stata smossa, segnava allora + 12°, 5 R., cioè poco più della temperatura dell'acqua della vicina fontana, che segna in ogni giorno dell'anno + 11° R. Il di 29 dicembre questo termometro essendo stato disotterrato, segnava + 2°, 5 R., mentre nella notte un termometro all'aria segnava — 6°, ed alle ore 11 + 6° al sole.

Tale sperimento, quantunque debba essere continuato per chiarire la quistione cui è principalmente diretto, basta però per dimostrare fin d'ora che la fontana del Valentino non partecipa punto alla variazione di temperatura, che è dovuta all'azione solare, e che la costante sua temperie di + 11° R. va ripetuta dalla sua profondità di 20 o 30 metri, e da quel calore che nasce da interne chimiche composizioni e decomposizioni.

Il Segretario Aggiunto
Dott. E. Sismonda.

PARMA

Si legge nella *Gazzetta di Parma*:

NOI CARLO III, ecc. ecc.

Riconosciuta la necessità che nei nostri dominii la polizia agisca su ogni ordine, ogni persona, in ogni parte, e che non venga esercitata indipendentemente da più dicasteri, il che importa maggiori spese, imperfetti risultati, e spesse volte collisioni,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La direzione generale dell'ordine pubblico è soppressa.

Art. 2 La polizia politico-giudiziale-amministrativa-militare

---

costanti annunziavano a Byron che la sua fine era vicina; egli se la vide venire con tranquillità e negligenza; e prendendo per mano Tita, gondoliere veneziano, da lui preso al suo servizio, gli disse sorridendo:

— « Oh! questa è una bella scena! »

Poi cadde in delirio parlando a torto, e gridando: *Courage! Forward!* ecc.; parole, dice qui il Bulwer, assai simiglianti a quelle pronunziate da Napoleone in egual momento. Altri giudichi della giustezza del parallelo.

Ritornato in sè, chiamò Fletcher, e gli disse interrottamente:

— « Andate a trovar mia sorella....ditele.... »

Di nuovo ripiglio:

— Andate da lady Byron, voi la vedrete e le direte... »

Sopravvennero sintomi di soffocamento; non profferiva suoni, ma labbreggiava, come se parlasse. Indi a poco riprese:

— Adesso vi ho detto tutto.

— Milord, gridò Fletcher, non ho capito nulla!!

— Non avete capito? .....allora è troppo tardi!

— Io spero di no; ma la volontà di Dio sia fatta!

— Sì, non la mia! »

Aprì smisuratamente gli occhi; li richiuse, e più non era.

Correva il 19 di aprile, un violento uragano sbuffava per le vie della città, e la folla scorrazzava intorno gridando:

— « Il grand'uomo muore! Il grand'uomo muore! »

La sventura portò la costernazione in tutta Missolungi, tacquero le allegrie delle feste pasquali; si spararono trentasette colpi di cannone come per annunziare al mondo i trentasette anni dell'uomo celebre che lo aveva abbandonato; vennero chiusi i pubblici uffizii e i tribunali, chiuse tutte le botteghe; in tutti i tempii si intuonarono i mesti levitici canti. Si resero gli ultimi onori alle sue spoglie, sarà d'ora in poi esercitata dall'ispettore ufficiale della reale gendarmeria, dai comandanti delle città e provincie, e dai comandanti delle piazze, dei forti e dei castelli.

(Seguono gli altri articoli)

SVIZZERA

Il consiglio federale ha conceduto al governo di Berna la richiesta proroga sino alla fine di gennaio per il ritiro delle antiche monete svizzere. Il consiglio federale in questa occasione dichiarò dover insistere negli altri dispositivi della legge sul ritiro delle monete, per cui, passati due mesi, nessuno nel cantone di Berna può esser tenuto a ricevere altre monete ed a corso diverso del piede nelle nuove monete federali. La proroga del termine è adunque limitata al cambio delle antiche monete agli uffizii che le ritirano. Questa concessione poi è scusata dalla circostanza che l'invio delle nuove monete da Parigi era stato sospeso per gli avvenimenti di dicembre. Anche al cantone di Soletta è stata accordata una proroga sino al 15 gennaio

— Alcuni fogli di Germania avendo asserito che il consiglio federale ha dato alle potenze interessate delle assicurazioni circa alla quistione dei rifugiati, il *Bund* dichiara che nessuna di queste assicurazioni è stata data, ma che il consiglio federale si adopera ad adempire, come per lo passato, i suoi doveri internazionali.

— Si è parlato nei fogli pubblici di un individuo rifugiato nella Svizzera, il quale per incarico di Mazzini avrebbe tentato di rivoluzionare l'Alsazia, e sarebbe stato arrestato con carte compromettenti. Il *Bund* rettifica come segue il fatto del quale servivasi per muovere nuove accuse contro la Svizzera:

L'individuo di cui si parla non era rifugiato, nè molto meno aveva il suo domicilio nella Svizzera. Egli abitava nel granducato di Baden ai confini di Basilea, ed in questa città aveva impiego in una rispettabile casa conservatrice, niuno sospettando che egli si abbandonasse a mene politiche. Improvvisamente le sue carte furono sequestrate in Basilea ed al suo domicilio, ed egli stesso venne arrestato in Basilea. L'inchiesta ebbe per risultato la di lui espulsione, ed egli si recò in America. Dalle sue carte appare che un solo dei rifugiati nella Svizzera era compromesso, e questo pure fu dal consiglio federale espulso.

— Per recente ordinanza del governo badese, tutti i viaggiatori provenienti dall'interno della Svizzera, compresi gli svizzeri, non saranno ammessi nel granducato se non appaiono superiori ad ogni sospetto, ed i loro passaporti non sono muniti del visto dell'ambasciatore badese.

— La *Gazzetta Universale* pretende che S. E. l'arcivescovo di Milano abbia chiesto l'appoggio dell'autorità politica nella sua quistione col governo del Ticino circa al seminario di Pollegio.

Berna. Nella tornata del gran consiglio del 12 gennaio, la proposizione di escludere i cittadini di Berna dalla deliberazione sulla quistione della dotazione, fu rifiutata da 105 voti contro 84. Indi sulla quistione stessa si adottò l'ordine del giorno con voti 105.

La seduta terminò con una scena che porge la misura della gravità dell'attuale situazione del Cantone. Blösch avendo accusato di comunismo l'agitazione di Stämpfli per la quistione della dotazione, ed avendogli attribuito fini ambiziosi, fu interrotto e tacciato di mentitore. Ne seguì un tumulto indescrivibile, al quale presero parte anche gli spettatori, alcuni de' quali insultarono e minacciarono Stämpfli.

Nella tornata del 13 furono approvati senza discussione i conti dello Stato.

In quella del 14, il sig. Troxler annunciò dimettersi da membro del gran consiglio. Si procedette poscia alla discussione del *budget*.

(Gazz. Ticin.)

FRANCIA

Parigi, 16 *gennaio*. Si prendono già disposizioni al Lussemburgo per l'installamento del senato. La ringhiera, dicesi, sarà tolta via, perchè i membri dovranno parlare dal loro posto. Anche al Palazzo Borbone non v'è più la ringhiera dell'antica sala dei deputati.

— Ieri i signori Duvergier di Hauranne, di Remusat, Giulio di Lasteyrie, Chambolle, Creton e parecchi altri loro colleghi ricevettero notificazione del decreto 9 gennaio ed un passaporto per l'Inghilterra, pel Belgio o per l'Alemagna.

— Iersera il presidente della repubblica assisteva, al Teatro Francese, alla grande rappresentazione, per l'anniversario della nascita di Molière.

— I generali Changarnier, Lamoricière, Bedeau e Leflò, allontanati momentaneamente dal territorio francese, in virtù del decreto 9 gennaio, riceveranno, in ragione della loro posizione speciale, a cominciar dal 2 dicembre 1851, lo stipendio di disponibilità del loro grado nei paesi che loro sono assegnati o che avranno scelti per residenza.

— Il sig. Giorgio Serrurier, primo segretario della legazione di Francia a Londra, è giunto a Parigi, latore di dispacci del sig. Walewsky, ambasciatore francese in Inghilterra.

ASSEMBLEA NAZIONALE.

Seduta straordinaria del 2 dicembre 1851, tenutasi nella gran sala della mairie del 10 circondario, alle 11 antimeridiane. (Continuazione vedi num. 15).

Dopo un istante, un capitano faciente funzioni di capo di battaglione si presenta in alto della scala.

Vitet, indirizzandosi a quest'uffiziale: L'assemblea nazionale è raunata qui. Noi in nome della legge, in nome della costituzione vi intimiamo di ritirarvi.

Il comandante. Io sto agli ordini avuti.

Vitet. Un decreto testè fatto dall'assemblea dichiara che in virtù dell'art. 68 della costituzione, attesochè il presidente della repubblica frappone ostacolo all'esercizio del diritto dell'assemblea, il presidente istesso è decaduto dalle sue funzioni, che tutti i depositarii della forza e dell'autorità pubblica sono tenuti d'obbedire all'assemblea nazionale. Io v'intimo di ritirarvi.

Il comandante. Non posso.

Chapot. Sotto pena di fellonia e di tradimento alla legge, voi siete tenuto di obbedire sotto la vostra personale responsabilità.

Grévy. Non dimenticate che dovete obbedienza alla costituzione ed all'art. 68.

Il comandante. L'art. 68 non mi riguarda.

Beslay. Riguarda tutti; e voi dovete obbedirgli.

Il presidente Vitet e Chapot rientrano nella sala.

Vitet ragguaglia l'assemblea di quanto è avvenuto tra lui ed il capo di battaglione.

Berryer. Domando che non già solamente con atto d'ufficio, ma con un decreto dell'assemblea immediatamente sia dichiarato che l'esercito di Parigi ha l'incarico di vegliare alla difesa dell'assemblea nazionale, e che sia ingiunto al generale Magnan, sotto pena di fellonia, di mettere le truppe a disposizione dell'assemblea. *(Benissimo!)*

L'assemblea consultata vota il decreto all'unanimità.

Monet. Io chiedo che sia mandata al presidente dell'assemblea una copia del decreto or ora fatto, che pronunzia il decadimento.

Molti membri. Non ve n'è più alcuno, non vi è più presidente. *(Agitazione)*

P. Duprat. Il sig. Dupin, giacchè bisogna parlare schietto, si diportò da vigliacco. Io domando che non si proferisca il suo nome. *(Vivi rumori)*

Monet. Io volli dire al presidente dell'alta corte. A questo bisogna mandare il decreto.

Il presidente Benoist d'Azy. Il sig. Monet propone che il decreto di decadimento sia mandato al presidente dell'alta corte nazionale. Consulto l'assemblea.

L'assemblea adotta la proposta.

Giulio di Lasteyrie. Io vi propongo di fare un decreto che ordini al comandante dell'esercito di Parigi e a tutti i colonnelli di legione della guardia nazionale d'obbedire al presidente dell'assemblea nazionale sotto pena di fellonia, affinchè non vi sia un uomo che non sappia nella capitale qual è il suo dovere, e che, se vi manca, commette un tradimento verso il paese. *(Benissimo! benissimo!)*

Un membro. Io domando che si metta in requisizione il telegrafo.

Oudinot (generale). Non mai provammo il bisogno di circondare il presidente nostro di maggior deferenza e considerazione che in questo momento. È bene ch'egli sia investito d'una specie di dittatura, permettetemi l'espressione. *(Riclami d'alcuni membri)* Io ritratto l'espressione, se essa può destare la minima suscettività; volli dire che la parola di lui deve ottenere immediatamente rispetto e silenzio. La nostra forza e la nostra dignità sono precisamente nell'unità. Noi siamo uniti: non havvi più nell'assemblea nè parte destra nè parte sinistra. *(Benissimo! benissimo!)* Abbiamo tutti fibre al cuore: la Francia intiera è ferita in questo punto. *(È vero!)*

Presidente. Io credo che la forza dell'assemblea consista nel serbare una perfetta unione. Propongo, in conformità del parere che mi è stato ora espresso da parecchi membri, che il generale Oudinot, nostro collega, sia investito del comando delle truppe. *(Benissimo! bravo!)*

Tamisier. Senza dubbio il generale Oudinot, come tutti i nostri colleghi, farà il dover suo: ma dovete rammentarvi della spedizione romana che egli capitanò. *(Vivi rumori, riclami da molte parti)*

Di Resseguier. Voi disarmate l'assemblea per la seconda volta.

Di Dampierre. Tacete, voi ci uccidete.

Tamisier. Lasciatemi terminare. Voi non mi avete compreso.

Presidente. Se vi ha divisione tra noi, siamo perduti.

Tamisier. Non è questa una divisione; ma quale autorità può egli avere sul popolo?

Berryer. Mettete la proposta ai voti, sig. presidente.

L'assemblea consultata emana un decreto che nomina il generale Oudinot comandante in capo dell'esercito di Parigi.

Mentre si stende il decreto, il generale Oudinot si avvicina al sig. Tamisier, e scambia con lui alcune parole.

Oudinot. Signori, ho proposto al sig. Tamisier di servirmi da capo di stato-maggiore. *(Bravo!)* Egli accetta. *(Benissimo! Applausi entusiastici)*

In questo momento, i membri che si trovano presso la porta annunziano che un uffiziale del 6° battaglione di cacciatori giunge con nuovi ordini. Il generale Oudinot si avanza verso lui, accompagnato dal sig. Tamisier.

Tamisier dà lettura all'uffiziale del decreto che nomina il generale Oudinot comandante in capo dell'esercito di Parigi.

Oudinot, all'uffiziale. Noi siamo qui in virtù della costituzione. Voi vedete che l'assemblea nazionale mi ha nominato comandante in capo. Io sono il generale Oudinot: voi dovete riconoscere la

G. Torelli.

mia autorità, e mi dovete obbedienza. Se resisteste a' miei ordini incorrereste le più severe punizioni: immediatamente sarete tradotto innanzi ai tribunali. Io vi do l'ordine di ritirarvi.

L' ufficiale (sottotenente del 6° cacciatori). Mio generale, voi sapete la nostra posizione. Io sto agli ordini ricevuti.

Oudinot. Voi dunque dichiarate che riceveste ordini, e che aspetterete le istruzioni del capo che vi diede la consegna?

Il sottotenente. Sì, mio generale.

Oudinot. È questa la sola cosa che avete a fare.

(Il generale Oudinot ed il sig. Tamisier rientrano nella sala. E un'ora e un quarto).

Oudinot. Signor presidente, io ricevo i due decreti che mi danno, l'uno il comando della truppa di linea, l'altro il comando della guardia nazionale. Voi vi compiaceste di accettare, sulla mia proposta, il sig. Tamisier come capo di stato-maggiore per la truppa di linea. Io vi prego di voler accettare il sig. Mathieu della Redorte per capo di stato-maggiore per la guardia nazionale (*Benissimo!*)

Parecchi membri. Tocca a voi il fare questa scelta; ciò sta nei vostri poteri.

Presidente. Voi usate del vostro diritto; ma poichè ci comunicate il vostro pensiero in questo proposito, io credo di uniformarmi all'intenzione dell'assemblea dicendo che noi applaudiamo alla vostra scelta. (*Sì! sì! benissimo!*)

Mi vien detto che alcune persone già sono uscite; io non suppongo che alcuno voglia ritirarsi prima che noi abbiamo veduta la fine di ciò che possiamo fare.

Da ogni parte. No, no! in permanenza!

Berryer rientrando nella sala con parecchi de' suoi colleghi. Signori, una finestra era aperta. Molta gente accalcavasi nella via. Ho annunziato dalla finestra che l'assemblea nazionale, regolarmente adunata in numero più che sufficiente per la validità de' suoi decreti, aveva pronunciato il decadimento del presidente della repubblica; che il comando superiore dell'esercito e della guardia nazionale è affidato al generale Oudinot, e che il suo capo di stato-maggiore è il sig. Tamisier. Vi furono acclamazioni ed applausi. (*Benissimo!*)

In questo momento, due commissarii di polizia si presentano alla porta, e sull'ordine del presidente si avanzano presso di lui.

Uno de' commissarii. Noi abbiamo ordine di far isgombrare le sale della *mairie*; siete voi disposti a obbedire a quest'ordine? Noi siamo i mandatarii del prefetto di polizia.

Presidente. Io fo al sig. commissario questa domanda: conosce egli l'art. 68 della costituzione, e sa egli quali ne sieno le conseguenze?

Il commissario. Certamente sì, noi conosciamo la costituzione, ma nella posizione in cui ci troviamo, siam costretti ad eseguire gli ordini dei nostri capi superiori.

Presidente. In nome dell'assemblea io fo dar lettura dell'art. 68 della costituzione.

Vitet legge quest'articolo.

Presidente, al commissario. Conforme appunto all'art. 68 della costituzione, di cui vi si è data lettura, l'assemblea impedita dal sedere nel luogo ordinario delle sue sedute, si adunò in questa sala. Essa emanò un decreto di cui vi si dà lettura.

Vitet dà lettura del decreto di dicadimento. (*Vedi in fine di questo rendiconto*)

Presidente. In virtù di questo decreto, di cui possiamo consegnarvi copia, l'assemblea si è qui adunata, e v'intima per mia bocca di obbedire alle mie richieste. Io vi ripeto che legalmente ora non esiste che una sola autorità in Francia: ed essa è quella che si è riunita qui. In nome dell'assemblea, che ne è la custode, noi vi richiediamo d'obbedire. Se la forza armata, se il potere usurpatore agisce rimpetto all'assemblea colla violenza, noi dobbiamo dichiarare che siamo nel nostro diritto. È fatto appello al paese; il paese risponderà. (*Continua*)

SPAGNA

MADRID, 11 *gennaio*. Per decreto reale in data del 24 dicembre inserito nella Gazzetta di Madrid dell'11, cesseranno dal ricevere franca di porto la corrispondenza ufficiale e particolare: le autorità, tribunali, capi delle dipendenze dello Stato, e altre persone comprese negli articoli 1, 4 e 5 del decreto reale del 5 dicembre 1845. Sono eccettuati da questa misura. 1° i membri della reale famiglia; 2° i senatori e i deputati intanto che durano le sessioni delle *cortes*.

— Si legge nell'*Orden*:

L'8 è stato sorpreso a Valenza dall'autorità un club repubblicano, con una bandiera ed alcune insegne e attributi soliti delle società segrete. Non ha molto, traemmo da un giornale francese uno strano racconto su quelle società; e' pare che anche in Spagna esistano associazioni siffatte e siffatte misteriose congreghe. Il ridicolo basterà per distruggerle.

PORTOGALLO

Si legge nel *Globe* del 15:

Lettere di Lisbona annunziano che il governo portoghese ha offerto e messo al pubblico incanto il privilegio esclusivo della navigazione a vapore del Tago durante un periodo di 15 anni: l'aggiudicatario avrà l'obbligo di depositare una somma di 4 milioni di reis alla giunta di credito pubblico.

INGHILTERRA

LONDRA, 15 *gennaio*. Si legge nel *Morning-Herald*:

Siamo informati che il maggior generale, l'onorevole George Catheart, recentemente nominato governatore del Capo di Buona-Speranza, si recherà fra una o due settimane al suo posto. Lo *sloop* a vapore di S. M. l'*Hydra*, riceverà l'ordine a Sheerness di condurre il bravo generale al seggio del suo governo.

— Si legge nel *Morning-Advertiser*:

La risoluzione seguente fu non ha guari adottata ad unanimità, dopo una viva discussione, dal club dei commercianti della *city* di Londra:

Questo club è d'avviso, che lord Palmerston è idoneissimo a rappresentare la *city* di Londra alla Camera dei comuni; in conseguenza di che saranno presi dei provvedimenti per ottenere una risoluzione, avvalorata da numerose e rispettabili firme, chiedendo a S. S. il permesso di proporlo e appoggiarlo alle vicine elezioni.

— Si legge nello stesso giornale:

Ci scrivono da Dublino che la società Fox, Enderson e compagnia ha fatto un trattato coi direttori della Compagnia della strada ferrata Midland Great-Western a fine di stabilire il telegrafo elettrico tra Dublino e Galway. Detta società sta negoziando con la Compagnia della strada ferrata Great-Southern e Western per stabilire il telegrafo tra Dublino e Cork.

ALEMAGNA

AUSTRIA. Quando il governo austriaco venne nella determinazione di abrogare la costituzione del 4 marzo 1849, il principe di Schwartzenberg, presidente dei ministri, indirizzò agli inviati austriaci presso le corti tedesche una circolare per esporre le ragioni che inducevano il governo a tale risoluzione.

Come documento storico, noi riporteremo i principali brani di quella circolare che venne testè pubblicata dalla *Gazzetta universale di Augusta*, e che reca la data del 26 agosto.

« Quando S. M. l'imperatore volle, col decreto del 4 marzo 1849, formare il movimento sorvenuto dopo il 1848, e determinare le forme politiche secondo le quali l'impero doveva per lo avvenire essere governato, quest'ultimo usciva allora appena dal pericolo di un compiuto ed irreparabile scioglimento. A Kremsier risiedeva ancora una Dieta che evidentemente professava massime rivoluzionarie; importanti provincie dell'impero trovavansi in aperta insurrezione contro il capo della monarchia; era in pieno vigore una guerra estera ad uno dei confini dell'impero; per ogni dove sussisteva ancora confusione d'idee, lotta d'interessi, incertezza di legali condizioni, si generali che particolari.

« In tale stato di cose, importava anzi tutto riacquistare un terreno fermo e saldo sul quale si potesse ricostruire, a guisa di argine contro i flutti sempre violenti della rivoluzione, l'unità e l'individuabilità dell'impero, non meno che il potere governativo del rappresentante della corona. Si è creduto di trovare questo terreno col decretare una carta costituzionale, fondata sul così detto sistema rappresentativo. Siccome il tempo stringeva, così non si potè lungamente meditare su quell'opera, e perciò venne fuori, elaborato colla massima fretta e giusta il modello delle costituzioni estere, l'editto del 4 marzo.

« Quantunque non si potesse rivocare in dubbio l'estrema purezza delle intenzioni di chi decretò e di coloro che elaborarono quell'editto, e quantunque molte disposizioni del medesimo siano conformi alle sane e giuste nozioni del pubblico diritto ed al vero bene dei popoli dell'Austria, tuttavia, per poco che vi si rifletta, converrà confessare essere cosa impossibile il porre in pratica, nella monarchia austriaca, tutte le disposizioni della suddetta carta costituzionale.

« Non è mio intendimento di esaminare astrattamente le diverse forme sotto cui può reggersi la società. Ma nel caso concreto di cui si tratta, cioè, nel determinare le migliori forme politiche possibili per l'impero austriaco; questo è certo che l'esistenza di quest'impero dipende necessariamente da un potere monarchico forte, concentrato nelle mani del capo della dinastia alla quale lo Stato deve la sua fondazione ed il suo svolgimento.

« Ora, questo potere è limitato da alcune disposizioni della carta del 4 marzo; quelle restrizioni, non solo impediscono che il monarca, in circostanze di gran momento, attenda alla conservazione dello Stato, conformemente all'alta sua missione, ma lo obbligano anche a dividere il suo potere con un'assemblea, gli elementi della quale, eterogenei e diversi oltremodo, tutt'altro promettono che una pubblica amministrazione conforme al bene di tutta la monarchia.

« La convinzione, che l'eseguimento di tutte le disposizioni della carta del 4 marzo non potrebbe effettuarsi senza esporre la monarchia ai maggiori pericoli, questa convinzione gettò radici sempre più profonde in tutte le menti illuminate ed imparziali, si in Austria che fuori; questa convinzione penetrò in tutte le classi della popolazione, ed in niun luogo il popolo manifestò affezione per le istituzioni che dovevano essere fondate dalla carta costituzionale.

« In tali circostanze, doveva forse l'imperatore continuare in una via che, secondo le convinzioni così generalmente e saldamente stabilite, ed alle quali l'imperatore non potè chiudere l'animo suo, non poteva condurre al fine cui mirava, e che esponeva lo Stato a nuovi pericoli?

« Se in queste circostanze, nella monarchia austriaca, composta di provincie così diverse, ma che pure deve riguardarsi come sostegno di conservazione nel centro del continente, se, dico, nella monarchia austriaca si fossero fatti esperimenti politici per una via non conducevole allo scopo, e circondata d'incagli, si sarebbe commesso un delitto contro tutto l'impero, e contro il suo sistema politico.

« L'imperatore non poteva commettere tale errore, tanto più che non si era obbligato con giuramento di mantenere le ordinanze del 4 marzo, e che perciò queste ultime rientrano nella categoria delle ordinanze imperiali che il sovrano promulga, modifica e cangia secondo che egli crede utile al paese. »

Quindi, dopo di avere detto che S. M. determinò di abolire la carta del 4 marzo, e di avere accennato alle nuove disposizioni prese in conseguenza di quella determinazione, continua però con dire che non si vuole con ciò ritornare al passato co' suoi abusi, ma che l'imperatore introdurrà una forma di governo rigorosamente legale.

La circolare termina promettendo che non si restaureranno gli antichi privilegi, nè le condizioni eccezionali, nè si recherà danno agli interessi materiali ottenuti nel 1848 e sanciti dal sovrano come diritti bene acquistati.

RUSSIA

Scrivono da Varsavia all'*Hamburger-Nachrichten* (*Notizie di Amburgo*):

Le forze militari russe si avanzano ora fino nel cuore dell'Alemagna. Noi vogliamo parlare della parte del territorio coi quattro angoli fortificati e colle linee formate dai fiumi della provincia: 1° Modlin, con a fianco la cittadella di Varsavia; 2° Bezec-Litewski; 3° Domblin, all'entrata del Wiepez nella Vistola; 4° Zamose. La Vistola, la Narew, il Bug ed il Wiepez uniscono quei punti, e sono provvisti di una flottiglia di scialuppe cannoniere e di battelli a vapore.

Inoltre, il triangolo Sturok coll'entrata del Bug nella Narew; Nowogeorgrewsk coll'ingresso nella Narew e nella Vistola, e Varsavia formano quella celebre posizione, di cui Napoleone aveva detto di non averne mai veduta altra più bella, e che dessa era inespugnabile. Colle comunicazioni per Brezesc, Smolensk, Pietroburgo e Mosca, è possibile un rapido sviluppo di operazioni offensive.

Quindi è che la Russia domina la maggior parte del paese sotto lo stesso meridiano, si nella direzione del Baltico, che in quella dei monti Carpazi.

L'esercito russo trovasi in questo triangolo; in Polonia il primo corpo di fanteria colla prima divisione di cavalleria e di artiglieria, il secondo corpo di fanteria ed il secondo corpo di cavalleria leggera colla divisione d'artiglieria; molti reggimenti del terzo corpo di truppe e tutto il corpo di cavalleria leggera del terzo corpo sulla Bug. Dietro queste truppe si trova il terzo corpo nei governi di Mohilew, Minsk e nella Lituania.

Il quarto corpo di truppe, coll'artiglieria e colla cavalleria, è nella Volinia, nell'Ukrania e nella Podolia: il quinto corpo, nella Bessarabia, Moldavia, Valacchia e Polonia.

Il sesto corpo di truppe è nei governi di Mosca, Dula, Smobusk e Drel. Il settimo corpo, nelle vicinanze di Pietroburgo è nei governi limitrofi.

Quest'esercito è comandato dal principe di Paskewitsh. A questo modo la Russia forma un centro colla Prussia a destra e l'Austria a sinistra.

AMERICA

STATI-UNITI. La immigrazione a Nuova-York durante il 1851 ammontò a 289,600, dei quali 163,256 emigranti dall' Irlanda, 28,855 dalla Inghilterra, e 69,585 dall'Alemagna.

— Notizie del Canadà recano che le caserme d'artiglieria ed i magazzeni di viveri di Quebec furono preda delle fiamme il 26 decorso dicembre. La perdita è valutata a 10,000 sterlini.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. *Napoli*, 12 *gennaio*. Si legge nell'*Araldo*:

La scorsa notte S. A. R. la duchessa d'Aumale ha dato alla luce un ben formato principe. La funzione del battesimo ha avuto luogo all'una pomeridiana. S. M. il re ha tenuto al fonte battesimale il real neonato, di cui si è dato il nome di Francesco di Paola duca di Guise.

— La notte degli otto corrente mese moriva in Napoli dopo breve malattia il com. G. C. D. Filippo Saluzzo, generale dell'esercito, aiutante generale di S. M. il re, e consigliere di Stato. Egli era il decano dei generali dell'esercito napolitano, perchè promosso al grado di cui si trovava rivestito sin dal 25 febbraio 1826.

FRANCIA. *Parigi*, 17 *gennaio*. Un decreto del presidente della repubblica ristabilisce due comandi e tre divisioni d'artiglieria, che un' ordinanza ministeriale del 5 maggio 1848 aveva soppresso.

— La domanda del generale Cavaignac di esser collocato a riposo non è stata ammessa dal ministro della guerra, non avendo il generale toccato il limite di 55 anni.

— L'*Univers* aderisce pienamente alla nuova costituzione, non opponendo che una restrizione sola in ciò che riguarda il giuramento politico. Questo giuramento gli pare favorire più gli uomini di disordine, ai quali tutte le ipocrisie sono buone, che coloro i quali sono formalmente ricoluti a rimaner sempre della parte dei conservatori.

L'*Assemblée nationale* loda senza riserva « l'equità colla quale l'autore della costituzione parla dell'antica Francia » nel preambolo, e il desiderio visibile che ha di rannodare la nuova legislazione della repubblica alle antiche tradizioni del paese.

ALEMAGNA. *Berlino*, 14 *gennaio*. L'*Indicatore di Stato* pubblica officialmente la nomina del generale Bonin a ministro della guerra.

— La *Gazzetta di Prussia*, annunziando il prossimo ritorno a Kiel de' negoziatori danesi, rettifica le voci contraddittorie relative al risultamento della loro missione in Alemagna. I principii fondamentali del trattato di pacificazione sono convenuti, secondo questo giornale, e si avvicina il giorno dello scioglimento definitivo, ma la questione non è ancora sciolta che parzialmente per quello che riguarda le varie parti del paese fra di loro, e l'interno ordinamento della monarchia nel suo complesso.

Le proposizioni del sig. Bille, relative alle assemblee degli Stati pei ducati, non sono che una leggera modificazione del progetto presentato già dal conte Sponneck, il quale, come è noto, venne riguardato come non ammissibile. Per altra parte, una nuova convocazione dell'assemblea dei notabili aggiornerebbe per un tempo indeterminato il definitivo scioglimento delle questioni ancora vertenti.

Da questa dichiarazione del foglio officiale si scorge che, malgrado le contrarie asserzioni dei fogli tedeschi, le trattative sono lungi dall'avere avuto un termine definitivo.

— Corre voce in Berlino che il ministero danese abbia ricusato di ratificare il trattato conchiuso dal ciambellano Bille colla Prussia e coll'Austria, allegando avere il medesimo oltrepassato le sue istruzioni.

— La commissione della prima Camera, che deliberò intorno alle numerose proposte concernenti il rivedimento parziale della costituzione, decise di proporre al governo: 1. di convocare le Camere soltanto di due in due anni; 2. di far votare il bilancio per due anni.

— *Annover*, 15 *gennaio*. La commissione mista degli Stati, con dodici voti contro due, si è dichiarata per l'accettazione del trattato conchiuso in settembre fra la Prussia e l'Annover.

(*Disp. tel. della G. d'Augusta*)

— *Amburgo*. Leggesi nella *Gazz. costituzionale*:

Alcuni fogli austriaci, annunziando che il sig. Graffen, nostro inviato a Vienna, era stato incaricato in nome delle tre città anseatiche di assistere al congresso doganale in qualità di relatore, commettono un errore poichè al sig. Graffen fu affidata questa missione soltanto dal senato di Amburgo. La città di Brema dichiarò di non voler prendere parte alcuna alle conferenze doganali di Vienna, e la città di Lubecca non prese a questo riguardo alcuna risoluzione definitiva.

— I giornali di Amburgo recano quanto segue, in data del 15 gennaio:

La nostra borsa fu dolorosamente colpita dall' annunzio di un disastro commerciale. In seguito a perdite considerevolissime di grani e derrate coloniali, l'importante casa L. e C° a Pietroburgo si trovò nella necessità di sospendere i suoi pagamenti. Questo disastro colpisce particolarmente la nostra piazza, che vi perde circa un mezzo milione di franchi, diviso appena in cinque o sei case della nostra città.

— *Brema*, 13 *gennaio*. Fu pubblicata una comunicazione del

www.interpeculturale.it

senato alla borghesia: questa comunicazione, riferendosi alla risoluzione della dieta germanica del 25 agosto dell'anno scorso, propone:

1. Che sia, fino a nuovo ordine, prolungata l'interdizione delle società politiche, il termine della quale è spirato il 1° gennaio di quest'anno, e sia pure prolungata l'interdizione formale di riunioni politiche;

2. Che sia nominata una deputazione incaricata di deliberare sui provvedimenti resi necessari dalla risoluzione della sovraccennata dieta, per sopprimere e punire gli scritti che portino l'impronta di ateismo o di socialismo, e che mirano a rovesciare la monarchia.

America. Si legge nel *Daily-News*: Il generale Arguiza traversò il Panama con una forza imponente e numerosa per attaccare Rosas. Si credeva a Buenos-Ayres che alla comparsa di Arguiza, le truppe di Rosas si sarebbero dichiarate in suo favore. Rosas aveva ordinato che tutti i maschi dall'età di 12 ai 60 anni prendessero le armi. Questa misura è considerata come un sintomo di decadenza del potere di Rosas. Si assicura che esso sarà obbligato a fuggire. Il generale Gurgon, che doveva essere il nuovo presidente di Montevideo, è morto repentinamente.

E. Leone gerente.

In vendita presso **C. SCHIEPATTI**, *libraio, via di Po*

La parte seconda dell'Opera di **F. A. Gualterio**

GLI ULTIMI AVVENIMENTI ITALIANI

che comprende

LE RIFORME

Vol. 1 in-8.° con molti documenti importantissimi, **fr. 9**

Della prima parte di questa interessante Opera, *la cui edizione è esaurita*, si trovano ancora presso la suddetta libreria pochi esemplari al prezzo di fr. 27.

AVVISO

SCUOLA DI VETERINARIA

Chiunque desiderasse incaricarsi della provvista del fieno maggiengo, ricetta, avena e paglia, ad uso delle scuderie di detta Scuola, potrà presentare, entro giorni dieci prossimi, il suo partito sigillato all'Ufficio della Direzione nel Reale Castello del Valentino; significando pure il prezzo a cui sarebbe disposto di comprare il concime ricavato dalle scuderie stesse.

Torino, il 10 gennaio 1852.

CHIRURGIA E MECCANICA DENTALE

Il **Dentista** Dott. CASTELLANI abita in via d'Italia, n. 4, rimpetto alla chiesa della Basilica, piano primo, in Torino. — Riceve dalle ore 10 alle 4.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

CAFFÈ DI GENOVA

Da rimettere: Il Risorgimento, L'Opinione, La Croce di Savoia, la Presse e L'indépendance Belge.

AVVISO

I signori GIACOBINO e RIZZETTI, esercenti l'Albergo del **Bue Rosso** in Torino, avendo stabilito una Vettura in coincidenza colla Strada ferrata, annunziano al Pubblico che la partenza della medesima dal detto albergo ebbe principio dall'11 corr. gennaio e continua giornalmente il suo corso.

M.r HERMANT, Coiffeur de Paris, breveté, se propose de séjourner à Turin pendant la saison d'hiver; il est établi provisoirement rue du Po, n. 36, au 2.me, au fond de la cour. Il se rendra au domicile des personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance.

FABBRICA

di BIRRA e BEVANDE gazose

aperta dal 1.° gennaio corrente in Saluzzo

sotto la Ditta

COLOMBERI STEFANO E C.°

DA VENDERE

Grandioso Tenimento situato in territorio di Livorno Vercellese, composto di risaie, campi e prati, della superficie in totale di ett. 278 (giornate 730) circa, con vasti fabbricati e spaziosi magazzini, il tutto in ottimo stato, con acqua propria, molino a due ruote e pesta da riso.

Per le opportune informazioni far capo alla Banca Soldati, via dell'Arcivescovado, porta n. 15, piano 1.°

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

DA VENDERE

Cospicuo CORPO di CASA producente attualmente l'approssimativo reddito annuo di L. 18m., e suscettibile di un mediocre aumento, di solida e nuova costruzione, posto in ameno sito, poco distante dai portici della via di Po, in questa città, di comoda divisione, in due lotti, dei quali si potrebbe anche intendere la vendita di un solo.

Il prezzo d'acquisto sarebbe pagabile per un quarto circa in rogito, per altra parte di esso si farebbero delegazioni, e pel rimanente si accorderebbero more a concertarsi.

Dirigersi al sottoscritto, nel cui ufficio è ostensibile eziandio la pianta di detto fabbricato.

Garneri caus. coll.

VENDITA

Di num. **224** PIANTE di pioppo, e num. 39 PIANTE di roveri d'alto fusto e di diverso diametro, divise in tre lotti, esistenti nei beni della cascina detta il *Tetto delle Oche*, in territorio di None.

Per le condizioni e le offerte (che dovranno presentarsi prima delle ore 11 del giorno 27 corrente gennaio) dirigersi alla Segreteria dell'Opera pia di S. Luigi, via di S. Chiara.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

FARMACIA e FONDICHERIA

bene avviata, nel più bel sito della città di Chieri. — Recapito alla farmacia Rasino, via Nuova, in Torino.

DA VENDERE IN PIANEZZA

CASA civile e giardino, con o senza fabbricato rustico. — Dirigersi al negozio Bertone, via Nuova.

DA AFFITTARE

pel prossimo S. Martino, unite o separate

Due CASCINE distanti 2 chil. circa da Savigliano, composte di caseggiati rustici, con ett. 40 circa cad., a diversa coltura, e per egual proporzione adacquabili.

Dirigersi al proprietario in Saluzzo, casa propria, num. 6, via Griselda.

NOTA

Sull'instanza dei causidici collegiati Eustachio Rodella e Vittorio Cucchi-Boasso, sindaci della massa dei creditori del fallimento di Carlo Bourdillon, con decreto 17 scorso novembre del sig. avvocato Tempia, giudice nel tribunale di prima cognizione di questa città, si dichiarò aperto il giudicio di graduazione per la distribuzione del prezzo degli stabili subastati, caduti nella fallita ed indivisi colla Teodora Dellaporta, moglie del fallito, situati in questa città, consistenti in una pezza di terreno fabbricabile in Borgo Nuovo, lungo il viale del Valentino, ed in una casa lungo il viale di Santa Barbara, in Borgo Dora, rilevante in complesso a L. 55,000; con essersi ingiunti tutti i creditori aventi diritto sul prezzo di cui si tratta, a produrre i loro titoli e proporre i loro crediti entro il termine di giorni 30 alla segreteria del tribunale.

Torino, li 16 gennaio 1852.

Bracchi sost. Rodella.

NOTA

L'incanto secondo pel definitivo deliberamento delli stabili cadenti nella subasta instituita dal Felice Barbero e propri del Sebastiano Chiesa, nel luogo e territorio di Gassino, venne fissato per le ore nove mattutine del 29 corrente mese, alli patti e condizioni, di cui nel bando venale stampato il 18 scorso novembre, meno però per la pezza prato ivi descritta al num. 3, la cui vendita alli incanti venne sospesa per il solo quantitativo di are otto, e diciannove diecimiliare, giusta il verbale del R. tribunale di prima cognizione di questa città in data 17 decembre p. p.

L'incanto verrà aperto sul prezzo dall'instante offerto di L. 4,000.

Torino, il 10 gennaio 1852.

Bonamico sost. Gili caus. coll.

NOTA

Sull'instanza del sig. conte Amedeo Piossasco d'Ajrasca il sig. avvocato Claretta, giudice presso il regio tribunale di prima cognizione di Torino, con suo decreto del 3 corrente dichiarò aperta la graduazione sul prezzo del corpo di casa situato nel luogo di Piossasco, cantone della Borgata, statine espropriati li Francesco e Pietro fratelli Ollivero fu Giuseppe, dello stesso luogo, ed aggiudicato a favore del sullodato signor conte per L. 2,280;

Ed ingiunse tutti i creditori aventi diritto a proporre le loro ragioni e produrre i titoli alla segreteria del prelodato tribunale, nel termine di giorni trenta, e sotto le pene dalla legge prescritte.

Torino, li 16 gennaio 1852.

F. Carlini sost. Tricerri.

NOTA

Sull'instanza del signor conte Giuseppe Vagnone di Celle e Truffarello, residente in questa città, si deduce a pubblica notizia essersi dall'ill.mo sig. avvocato Pellegrini, giudice presso il regio tribunale di prima cognizione di questa città, con suo decreto del giorno 19 corrente mese dichiarata aperta la graduazione sul prezzo della casa da esso venduta al signor banchiere Carlo Astesana con atto 5 settembre ultimo scorso, rogato Albasio, situata a Porta Nuova, sull'angolo delle vie Nuova e dell'Arcivescovado, ove si esercisce l'Albergo del Moretto, per il prezzo di L. 422,500, ed ingiunti tutti indistintamente i creditori si inscritti che non, a produrre nel detto giudicio i loro rispettivi titoli di credito entro il termine della Regia Legge, ond'essere tosto integralmente soddisfatti dei loro averi.

Torino, il 20 gennaio 1852.

Mussa sost. Gandiglio.

NOTA.

Il regio tribunale di prima cognizione in questa città sedente, con ordinanza del 12 ora scorso decembre, autorizzava la subasta degli stabili posti in territorio di Darzano, posseduti dai minori Gioanni e Domenico Scaglia, cioè di una vigna di are 22, 30, nella regione Lobertino, posta al numero mappale 799, e d'altra vigna, regione Caneto, di are 40, 56, al numero 533, fissandone il primo incanto all'udienza del sei prossimo febbraio, alle condizioni e sulla base delle offerte apparenti dal relativo bando redattosi dal signor segretario.

Detta ordinanza venne trascritta a quest'ufficio delle ipoteche il di 8 corrente.

Biella, il 10 gennaio 1852.

Dionisio sost. Demattеis caus. coll.

NOTA

In esecuzione di decreto emanato, il 14 novembre scorso, dal regio tribunale di prima cognizione in Nizza di mare sedente, a supplicazione dell'amministrazione del regio demanio, rappresentata dal causidico sottoscritto, col quale si è mandato procedere a tre distinte pubblicazioni, ed affissioni da farsi a suon di tromba o di tamburo, di quindici giorni d'intervallo tra l'una e l'altra, del contenuto nella precedura supplica del l'amministrazione demaniale, conclusioni del signor avvocato fiscale, e del citato decreto, tanto nel comune di Peona alla porta dell'ultima abitazione del defunto Francesco Bellicud, quanto nella predetta città di Nizza, alla porta dell'uditorio del prefato tribunale, nonchè ad altrettante inserzioni ad uguale intervallo nella Gazzetta Piemontese, ed in una di quelle che si pubblicano nella ridetta città;

Si notifica ad ognuno la morte ab intestato del detto Francesco Bellicud, soprannominato Pistola, occorsa il 5 dello scorso mese di giugno, nel luogo di Peona suddetto, senza coniuge, ascendenti, discendenti, od altri parenti successibili, come alresì si rende nota la domanda inoltrata dall'amministrazione del regio demanio, a cui quella credità sarebbe a termini di legge devoluta, di venire immesso nel possesso dei beni cadenti nella medesima: diffidando chiunque pretenda alla stessa credità, di proporre le sue ragioni nanti il prefato regio tribunale, in difetto di che, trascorso il termine di giorni 30 dopo l'ultima delle dette pubblicazioni ed inserzioni, si farà luogo all'immissione in possesso della detta credità in favore dell'amministrazione demaniale.

Nizza, il 3 dicembre 1851.

Leotardi caus. coll.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 19 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: ultimo corso	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: ultimo corso	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: ultimo corso	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1849 5 0/0 god. 1 8.bre						
1851 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		93 25				
1849 » » 1 genn.		93 90	93 25			
1851 » » 1 dicem.		75 25			94	
1834 *Obblig.* 1 genn.		50 980				
1849 » 1 8.bre						
1850 » 1 agosto		970				
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— *Banca di servizio*						
Città di (4 0/0 oltre le inter. decor.						
Torino (5 50/0 id.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.		1007				
Società del Gaz (nuova)		50)				
Incendii a premio fiss. 31 x.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brev. scad.		Per tre mesi.	
Augusta	953	—	953 1/2	—
Genova sconto	4 p.	0/0	—	—
Francoforte S. M.	210 1/4		—	—
Lione	99 90	—	99 35	—
Londra	25 32	—	25 15	—
Milano	—	—	—	—
Parigi	99 90	—	99 40	—
Torino sconto	4 p.	0/0	—	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 L.	20 09	—	20 12	—
— di Savoia	28 77	—	28 81	—
— di Genova	79 43	—	79 55	—
Sovrana nuova	35 17	—	35 23	—
— vecchia	34 98	—	35 07	—
EROSO misto				
Perdita	2	75	p.	0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

Borsa di Parigi *del 17 gennaio.*

Il 5 0/0 aperto a 104 75, è salito a 104, 85 e chiude a 104 50.

Il 3 0/0 resta a 69, 25.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 95, 40.

Il nuovo prestito di Piemonte a 967, 50.

Le azioni della Banca di Francia a 2800.

TEATRI D'OGGI

REGIO. (ore 7 1/4) Questa sera andrà in scena l'opera i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La Duchessa ed il Paggio*.

NAZIONALE Riposo.

D'ANGENNES Ballabile.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Predieri recita: *Il gran convitato di pietra*, o *D. Gioanni Tenorio*. (Replica)

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Meneghino avvocato dei poveri*. (Replica)

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il Fischietto*.

WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 18 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MERCOLEDI' 21 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	Lire 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

PARTE UFFICIALE

Relazione fatta a S. M. dal Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno intorno alla nuova riforma dell'Amministrazione ordinata con R. Decreto 30 ottobre ultimo scorso per le Opere di Beneficenza sin qui dirette dalla Compagnia di S. Paolo in questa città.

Sire,

Quando in udienza del 30 ottobre prossimo passato, di concerto col Consiglio dei Ministri, il riferente Ministro dell'Interno si onorava di proporre a V. M. di aggregare nell'Amministrazione delle cospicue opere di beneficenza, sin qui dirette dalla sola Compagnia di S. Paolo, buon numero di membri da eleggersi dal Municipio, egli aveva ferma coscienza di fare opera di conciliazione, in quantochè il provvedimento mirava ad un tempo a scardare gli esagerati richiami che si erano elevati nel pubblico e sporti alla Camera dei Deputati contro la Compagnia suddetta, che da alcuni si voleva non solo dismessa dall'esclusiva amministrazione, ma affatto soppressa, ed andar all'incontro di quegli inconvenienti che si sarebbero potuti riprodurre quando si fossero rifiutati i provvedimenti, che anche la Commissione d'inchiesta aveva ravvisati necessarii.

Quindi si affidava che siffatta Sovrana disposizione sarebbe stata dalla Compagnia accolta siccome una protezione, e dal pubblico acclamata siccome un efficace rimedio.

Duole ora però al Ministro riferente di dovere annunziare a V. M. che se il Sovrano Decreto, con cui si degnava nella precitata udienza di sancire la proposta disposizione, incontrò la sperata buona accoglienza del pubblico, e se il Municipio fu sollecito a darvi esecuzione nella parte che lo riflette, non così è avvenuto per parte della Compagnia di S. Paolo.

Questa non dubitò di accagionarlo d'illegalità e d'ingiustizia, invocando teorie e principii già confutati, e che ammessi porrebbero il Potere Esecutivo nell'impossibilità di esercitare una parte importantissima delle proprie attribuzioni.

Protestò essa quindi, in ripetute sue adunanze, di non volere riconoscere il Regio provvedimento e di rifiutarne, per ciò che da lei dipenda, l'esecuzione: e per quante siano state le cure e i buoni uffizii che il Ministero ha adoperati onde persuadere la Compagnia all'obbedienza, essa si mantenne ferma ed irremovibile nella prima sua opposizione.

In cotesta emergenza tutto richiede che si rimova qualunque illegittimo impedimento che si volesse frapporre all'esecuzione di una provvidenza Sovrana, diretta a soddisfare, entro i confini della legalità, la pubblica opinione, senza ledere per nulla, anzi accrescendo, per quanto poteva dal Governo dipendere, la tutela dell'interesse dei poveri.

Egli è perciò che il Ministro riferente, punto non dubitando della costituzionalità e giustizia del dato provvedimento, si crede in dovere di rassegnare alla firma di V. M. il qui unito nuovo Decreto.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla proposizione del Nostro Ministro dell'Interno:

Visto il Nostro Decreto 30 ottobre prossimo passato e le relative d'liberazioni della Compagnia di San Paolo in data 23 novembre ultimo scorso e 4 gennaio corrente;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Le venticinque persone che in esecuzione del suddetto Nostro Regio Decreto 30 ottobre prossimo passato furono dal Municipio elette a membri dell'Amministrazione ivi ordinata per le Opere di Beneficenza, sin qui dirette dalla sola Compagnia di San Paolo, assumeranno intanto esse sole tale Amministrazione.

Art. 2. Le loro deliberazioni saranno valide ed efficaci coll'intervento di dodici almeno di esse nelle adunanze, oltre il Presidente od il Vice-Presidente.

Nei casi di parità di voti, quello del Presidente o Vice-Presidente sarà preponderante.

Art. 3. L'Intendente generale di questa Città, nella sua qualità di Regio Commissario, già confertagli con speciale Decreto del 30 ottobre ultimo scorso,

1. Procederà, senza ulteriore ritardo, all'insediamento formale dei suddetti eletti municipali nella predivisata Amministrazione, costituendoli nel materiale poss.sso dei locali, archivi, titoli, carte, fondi ed altri oggetti che concernono le Opere Pie suddette;

2. Provvederà intanto, in via d'urgenza, acchè il servizio delle Opere Pie non soffra la menoma interruzione.

Art. 4. Rimangono ferme ed inviolabili tutte le altre disposizioni sancite col precedente Nostro Decreto del 30 ottobre prossimo passato.

Il Nostro Ministro dell'Interno è incaricato della pronta esecuzione del presente Nostro Decreto, che sarà registrato all'Ufficio Nostro del Controllo generale.

Torino, addì 11 gennaio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.

S. M., con altro Regio Decreto dello stesso giorno, ha nominato a Presidente della suddetta Amministrazione il marchese Massimo di Montezemolo, Senatore del Regno.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 20 gennaio*

Nella tornata d'oggi del Senato, il Ministro dell'Interno presentò il bilancio attivo dell'anno 1852, quindi si incominciò la discussione del progetto di legge intorno alla privativa postale e si votarono 24 articoli.

Nella sedata d'oggi la Camera dei Deputati terminò la discussione del progetto di legge per ritenenza sugli stipendi degli impiegati, e l'approvò con 87 voti favorevoli contro 27. Diede poscia la sua approvazione, dopo breve discussione, al progetto di legge portante alcune modificazioni al Regolamento 30 ottobre 1847 sulla procedura civile nanti il Magistrato di Cassazione.

In esecuzione dei Sovrani provvedimenti intorno alle Opere di Beneficenza sin qui dirette dalla Compagnia di S. Paolo (Vedi la Parte Ufficiale d'oggi), si è proceduto il 17 corrente dal signor Intendente generale della Divisione amministrativa di Torino all'installamento della nuova Amministrazione, la quale nominò a suo vice-presidente il s.g. conte Siccardi, senatore del Regno, e procedette pure alla nomina delle varie commissioni, le quali presero poi possesso dei diversi stabilimenti, e rami di servizio contemplati negli accennati provvedimenti.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Reale Decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Prima pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sonostate rilasciate
1	Borgna Michele fu Pietro contribuente, Borgna Angela richiedente	121	1849 30 gen.	15 »	Stabili	Cuneo
2	Conti Carlo contribuente e richiedente	86	2 febb.	50 »	id.	Stradella
3	Turinetti sacer.te Gio. Domenico contrib. e richte	1	1848 25 8bre	50 »	id.	Castellamonte
4	Ambert tesoriere della congregazione di carità d'Orbassano contribuente e richiedente	7	15 id.	100 »	id.	Orbassano
5	Ghibaudi Giuseppe fu Michele contrib. e richiedente	49	1849 15 apr.	17 50	id.	Casalborgone
6	Ruffino Nicolò	17	20 mar.	100 »	id.	Ceva
7	Ferreri Misuratore Andrea	24	id.	50 »	id.	id.
8	Mondone Giorgio	71	1848 30 xbre	50 »	id.	id.
9	Bellone D. Luigi	20	1849 20 mar.	12 50	id.	id.
10	Lo stesso	21	id.	40 »	id.	id.
11	Bezzone Giuseppe	91	5 gen.	10 »	id.	id.
12	Nicolino G. Francesco	65	1848 30 xbre	15 »	id.	id.
13	Shellino Pietro Antonio	67	1 id.	60 »	id.	Millesimo
14	Fracchia Carlo	18	25 8bre	60 »	id.	id.
15	Giacosa Filippo	60	15 9bre	50 »	id.	id.
16	Calleri Angelo	58	id.	50 »	id.	id.
17	Lo stesso	59	id.	35 »	id.	id.
	Per i dodici ultimi contribuen., Moglia Gio. Battista richiedente.					

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 17 gennaio 1851.

L'Intendente Generale ARNULFO.

IL CONSIGLIO UNIVERSITARIO DI TORINO.

In adempimento delle disposizioni testamentarie fatte dai benemeriti cultori delle scienze, sacerdote Bricco Giacomo da Torino, già membro di questo collegio di teologia e cav. Martini Lorenzo da Cambiano, professore di fisiologia, coi rispettivi testamenti del 25 gennaio 1838 e 24 luglio 1845, ed in esecuzione degli ordinamenti Sovrani a quelle relativi, ha determinato che cinque distinti premi di lire 300 caduno siano conferiti per l'anno scolastico 1851-52 agli studenti infra designati di questa Regia Università, i quali, oltre alle prove di ristretta fortuna e di buona condotta, riuniranno in sè i migliori suffragi dei rispettivi professori.

Di detti premii tre saranno a carico dell'opera Bricco e conferiti agli studenti di qualunque corso e facoltà che avranno le anzidette condizioni e, a parità di circostanze, preferibilmente agli agnati e cognati del Fondatore, o, in difetto di questi, ai nativi di Ala, Ceres, e terre a quelle circonvicine.

Gli altri due premii saranno applicati all'opera Martini e riservati agli studenti del corso medico-chirurgico, di filosofia razionale e di lettere, osservata però la preferenza, a parità di titoli, agli studenti che coltivano tali studi nel collegio delle Provincie.

Si dagli uni, che dagli altri premii sono esclusi quegli studenti, i quali già si trovano beneficati da quelle due fondazioni.

Il prefato Consiglio notifica eziandio che contemporaneamente verranno pure attribuiti i soliti due premii del lascito Balbo a quelli studenti di questa Università di qualunque provincia e corso essi sieno, i quali riuniranno le sovraccennate condizioni.

La somma che per ciò è conceduta è di lire 659 90, la quale sarà divisa in due parti eguali, cioè in lire 329 95 per ciascuno dei due premii.

Gli studenti aspiranti ai suindicati premii sono quindi invitati a presentare alla segreteria della Università entro a tutto il prossimo mese di febbraio:

1. Un ordinato del rispettivo municipio comprovante il loro stato di fortuna.

2. Una dichiarazione di buona condotta. Lo stesso Consiglio universitario si riserva d'invitare i signori professori del corso a cui appartengono i detti studenti ad emettere il proprio voto sul merito di studio di ciascun aspirante.

Torino, dalla R. Segreteria degli studi, addì 11 gennaio 1852.

Per detto Consiglio

Il segretario capo d'uffizio GARNERI.

CITTÀ DI TORINO.

Essendosi reso vacante un posto gratuito nella R. scuola normale dei Sordo Muti di Torino, di nomina di questo municipio, coloro che credessero di potervi aspirare, sono invitati a presentare la loro dimanda nel termine di venti giorni dalla pubblicazione del presente avviso.

I richiedenti dovranno comprovare che sono nativi e domiciliati in questa città o suo territorio, ed esporre le particolari circostanze che potranno determinare la scelta a loro favore, accertando inoltre che le condizioni personali richieste per l'accettazione di un sordo-muto, a termini dell'art. 68 del regolamento approvato il 29 settembre 1838, sono le seguenti:

1. Una sordità assoluta;
2. L'età non minore degli anni otto, e non maggiore di sedici, da giustificarsi colla produzione della fede di battesimo;
3. Idoneità sufficiente all'istruzione;
4. Buono stato di salute;
5. Il certificato di vaccinazione o di aver sofferto il vaiuolo.

Torino, il 20 gennaio 1852.

FATTI DIVERSI. — PROVINCIE. — Ci scrivono da Pinerolo:

Il giorno 13 corrente fu eseguito, a merito d'un impiegato di sicurezza pubblica e dei reali carabinieri, l'arresto del famigerato Giacomo Bertero di Bricherasio, già da due anni ricercato dalla giustizia, siccome imputato di varii furti e grassazioni.

SAVOIA. — Si legge nella *Gazzetta officiale della Savoia*:

Il tempo sembra essere volto al sereno. La neve è quasi interamente scomparsa. È probabile che il gran freddo non si faccia più sentire; ma l'inverno è stato ora dei più rigidi che abbiamo avuto in questi ultimi anni. Oggi un sole magnifico tenne dietro alla pioggia testè caduta. I pubblici passeggi sono animati e frequentatissimi.

SARDEGNA. — Si legge nell'*Indicatore Sardo* in data di Cagliari 10 gennaio:

S. M. la Regina Madre assegnava non è guari a poveri del ricovero di S. Vincenzo di Paoli una beneficenza di lire duecento cinquanta. E la commissione dell'ospizio compresa di immensa gratitudine deliberava, in adunanza del giorno d'ieri, di rendere per mezzo de' due giornali di questa città pubblico questo nuovo tratto della pietà di quest'Augusta Sovrana, le cui vistose largizioni negli ultimi mesi dell'anno 1850 posero questo Stabilimento, che per debiti gravissimi andava inevitabilmente a cadere, nella condizione di poter continuare la sua esistenza a sollievo della umanità.

ESTERO. — Le produzioni dello spirito italiano richiamano a sè l'attenzione della Germania, come lo attestano specialmente le cure adoperate dal libraio editore Giorgio Franz in Monaco, a fine di rendere quanto maggiormente per lui si può ampio e compiuto il *Catalogo dei libri italiani*, di cui egli con grande studio procura di fare acquisto. Abbiamo sott'occhio l'ultimo catalogo che il suddetto editore ha pubblicato, e che, se non erriamo, è il sesto che egli è finora venuto ogni anno pubblicando. Possiamo assicurare che fummo lieti di vederlo così ampio; tanto più ci rallegrammo che d'ora innanzi il sig. Franz rinnoverà il suo catalogo regolarmente di sei mesi in sei mesi.

Altra manifesta prova di quanto l'Alemagna apprezzi la letteratura nostra (e questa prova deve riuscire ben cara ad ogni italiano di squisito sentire, e più specialmente a noi subalpini) ci è somministrata dall'annunzio, che leggemmo nella *Gazzetta Au-*

gusta, del sommario della *Storia d'Italia* dell'illustre Cesare Balbo, tradotto in lingua tedesca, in Lipsia.

Il benemerito traduttore, sig. Riccardo Moll, non può a meno di essere animato da sentimenti di giustizia e di affetto verso la terra italiana, poichè oltre all'avere nella sua lingua voltato il libro del Balbo, lo continuò fino al 1851, e lo fece (così ci vien detto nell'annunzio) dal punto di vista italiano conformandosi allo spirito dell'autore. Così facendo il sig. Moll dichiara essere convinto di fare opera utile alla sua patria.

FRANCIA

PARIGI, 17 *gennaio*. Stamane alle 10 la commissione consultiva si è riunita in comitati nel palazzo d'Orsay.

— Il sig. Arrighi di Padova lascia definitivamente la prefettura di Senna ed Oisa. Egli ha fatto trasportare i suoi mobili a Parigi. Corre voce che il sig. Berger diverrà senatore.

— Le nomine de' nuovi consiglieri di Stato sono quasi tutte fatte. Si citano fra gli eletti i signori Lacrosse, di Thorigny, Bethmont, Tourangin, Janvier e Carlier. Dicesi che il nome di quest'ultimo sia stato messo in lista dal presidente istesso.

— Si assicura che le elezioni per l'assemblea legislativa si faranno nei primi giorni di febbraio.

— Il sig. Eugenio Sue è partito ieri da Parigi per recarsi sulle rive del lago di Ginevra, ove continuerà un'opera importante che ha per le mani.

— Il giornale l'*Ordre* ha cessato le sue pubblicazioni.

ASSEMBLEA NAZIONALE.

Seduta straordinaria del 2 dicembre 1851, tenutasi nella gran sala della mairie del 10 circondario, alle 11 antimeridiane. (Continuazione e fine vedi num. 15 e 17).

Di Ravinel. Domandate ai commissari il loro nome.

Presidente. Noi che vi parliamo, siamo i signori Vitet, Benoist-d'Azy, vice-presidenti: Chapot, Grimault e Moulin, segretarii dell'assemblea nazionale.

Il commissario (il più d'età). La nostra missione è dispiacente, o signori, non abbiamo neanche autorità intera, poichè in questo momento la forza militare è quella che agisce, e ciò che noi facciamo tende a impedire un conflitto di cui ci dorrebbe. Il presidente ci avea dato l'ordine di venirvi a invitare a ritirarvi; ma abbiamo trovato qui un considerevole distaccamento di cacciatori di Vincennes, mandato dall'autorità militare che sola ha il diritto di agire, perchè la città è in istato d'assedio; quello che facciamo è un atto officioso, ed ha per iscopo l'impedire un conflitto increscevole. Noi non pretendiamo giudicare la questione di diritto, ma io ho l'onore di avvertirvi che l'autorità militare ha ordini severi, e li eseguirà ben probabilmente.

Presidente. Voi ben comprendete, o signore, che l'invito, al quale voi date in questo momento un carattere officioso, non può produrre alcuna impressione sopra di noi. Noi non cederemo che alla forza.

Il secondo commissario (il più giovane). Signor presidente, ecco l'ordine che ci fu dato, e senza più aspettare, noi vi intimiamo, o sia a torto o a ragione, di separarvi. (*Violenti bisbigli*)

Parecchi membri. I nomi, i nomi dei commissari!

Il primo commissario. Lemoine-Tacherat e Barlet.

In questo punto arriva un ufficiale, con un ordine alla mano, e dice: Io sono militare, ricevo un ordine, e devo eseguirlo. Eccolo:

« Comandante, in conseguenza degli ordini del ministro della guerra, fate occupare immantinente la *mairie* del 10° circondario, e fate arrestare, se è d'uopo, i rappresentanti che non obbedissero subito all'intimazione di separarsi.

Il generale in capo MAGNAN. »

(*Rumori*)

Presidente, all'ufficiale. Voi vi presentate con un ordine. Noi dobbiamo, innanzi tutto, chiedervi, come già facemmo coll'ufficiale che si presentò pel primo, se conoscete l'art. 68 della costituzione, il quale dichiara che ogni atto del potere esecutivo per impedire la riunione dell'assemblea, è un delitto di alto tradimento che fa cessare all'istante medesimo i poteri del capo del potere esecutivo. Noi operiamo in virtù del suo decreto che dichiara il dicadimento del capo del potere esecutivo: se non abbiamo forze da opporre.....

Di Larcy. Noi opponiamo la resistenza del diritto.

Presidente. Soggiungo che l'assemblea, obbligata di provvedere alla propria sicurezza, ha nominato il generale Oudinot comandante di tutte le forze che possono essere chiamate a difenderla.

Di Larcy. Comandante, noi facciamo un appello al vostro patriottismo come francese.

Oudinot. Voi siete il comandante del 6° battaglione?

L'ufficiale. Io fo le veci di comandante. Il comandante è malato.

Oudinot. Ebbene, comandante del 6° battaglione, voi avete inteso ciò che il presidente dell'assemblea vi ha detto.

L'ufficiale. Sì, mio generale.

Oudinot. Che non eravi pel momento altro potere in Francia che l'assemblea. In virtù di questo potere, che mi ha delegato il comando dell'esercito e della guardia nazionale, io vi dichiaro che noi non possiamo obbedire se non costretti, forzati, all'ordine che c'interdicesse di rimanere adunati. Per conseguenza, e in virtù dei diritti che da essa teniamo, io vi ordino di sgombrare e di far isgombrare la *mairie*.

Voi avete inteso, comandante del 6° battaglione, che io vi ho dato l'ordine di far isgombrare la *mairie*; obbedirete voi?

L'ufficiale. No, ed ecco il perchè: Io ricevetti ordini da miei capi, e li eseguisco.

Da tutte le parti. A Mazas! A Mazas!

L'ufficiale. In nome degli ordini del potere esecutivo, noi vi intimiamo di sciogliervi nel momento istesso.

Più voci. No, no; non vi è potere esecutivo. Fateci uscire a forza; adoperate la forza.

Sull'ordine del comandante, parecchi cacciatori di Vincennes entrano nella sala. Un terzo commissario di polizia e parecchi agenti vi entrano del pari. I commissarii e gli agenti mettono le mani sui membri dell'ufficio presidenziale, sul generale Oudinot, sul sig. Tamisier e su parecchi altri rappresentanti, e li conducono quasi al pianerottolo. Ma la scala è sempre occupata dalla truppa. I commissarii e gli ufficiali salgono e scendono per andar a chiedere e portar ordini.

Dopo un quarto d'ora incirca i soldati aprono le file; i rappresentanti sempre contrastati dagli agenti e dai commissari, scendono nel cortile. Il generale Oudinot si presenta; il generale Oudinot gli parla un istante, e rivolgendosi verso i membri dell'assemblea, dice che il generale Forey gli ha risposto: « Noi siamo militari, e non conosciamo che i nostri ordini. »

Lauriston (*generale*). E' deve conoscere le leggi e la costituzione. Noi siamo stati militari al par di lui.

Oudinot. Il generale Forey pretende che non deve obbedire se non al potere esecutivo.

Tutti i rappresentanti. Ci conducano, ci conducano a Mazas!

Un certo numero di guardie nazionali, che sono nel cortile, gridano, ogni volta che la porta si apre per lasciar passare gli ufficiali che vanno e vengono: *Viva la repubblica! Viva la costituzione!*

Scorrono alcuni minuti; finalmente apresi la porta, e gli agenti ordinano ai membri dell'ufficio presidenziale ed agli altri rappresentanti di porsi in cammino. I presidenti Benoist-d'Azy e Vitet dichiarano che non usciranno se non per la forza. Gli agenti li prendono pel braccio e li fanno uscire nella via. I segretarii, il generale Oudinot, il signor Tamisier e gli altri rappresentanti sono condotti nel modo stesso, e si pongono in cammino fra due ale di soldati. Il presidente Vitet è tenuto pel bavero da un agente; il generale Forey è alla testa delle truppe, e dirige la colonna. L'assemblea è condotta fino alla ripa d'Orsay. Tutti i rappresentanti entrano nella caserma, e la porta si chiude dietro di loro. Sono le 3 e venti minuti.

Sulla proposta di un membro si procede, nel cortile istesso, all'appello nominale, con cui si accerta la presenza di 220 membri.

Ecco il testo del decreto di decadimento:

REPUBBLICA FRANCESE.

ASSEMBLEA NAZIONALE.

Riunione straordinaria tenutasi alla mairie *del 10 circondario.*

Visto l'art. 68 della costituzione;

Attesochè all'assemblea nazionale è impedito dalla violenza l'adempiere il suo mandato:

Decreta:

Luigi Napoleone Bonaparte è decaduto dalle sue funzioni di presidente della repubblica.

I cittadini sono tenuti a negargli obbedienza.

Il potere esecutivo passa di pien diritto all'assemblea nazionale.

I giudici dell'alta corte sono tenuti a raunarsi immantinente, sotto pena di fellonia, per procedere al giudizio del presidente e de' suoi complici.

Per conseguenza, è ingiunto a tutti i funzionarii e depositarii della forza e dell'autorità pubblica d'obbedire ad ogni requisizione fatta in nome dell'assemblea nazionale sotto pena di fellonia e di alto tradimento.

Fatto e deciso ad unanimità in seduta pubblica il 2 dicembre 1851.

BENOIST-D'AZY, *presidente*; VITET, *vice-presidente*; MOULIN e CHAPOT, *segretarii*.

Dufaure, Jouannet, Montebello, Buffet, Mortimer-Ternaux, Graville, Chapot, Foblant Brotonne, Dahirel.

Camus della Guibourg (per Camus della Guibourgère), Chauvin, di Guyon, Duvergier di Hauranne, Saint-Romme, di Melun (Ille-et-Vilaine) Rigal, Duparc, Rouillé, Chégaray, di Staplande, Joret, Montiquy (per Montigny), Amablé Dubois, di Sérè, Lacaze, Houel, di Saint-Priest.

Pascal Duprat, Rouget-Lafosse, Kersauson, Pidoux, Caillet-Dutartre, di Ladevansaye, Talhouet, Mérentié, Sauvaire-Barthélemy, di Fontaine, Bouvattier, Albert di Luynes, Dufournel, Legrand, Boissié.

Dahirel, O. Lafayette, Lanjuinais, Desmars, di Castillon, di Vaujuas, Pioger, Levet.

Daguilhon, Gasselin, Maréchal, Vernhette (Hérault), di Gresset, Roux-Carbonel, Pigeon, di Sèze, Leo di Laborde, d'Ambray.

Callet, Dieuleveu, Gustavo di Beaumont, di Tocqueville, Béchard, Kéridec, d'Hespel, Passy, generale Rulliere, di Grossier (per di Grosrier), di Brias, Frichon, di Kerdrel, Simonot, Rémusat, di Vogué, di Corcelles, di Berset, Symphor Doré (per Symphor Vaudoré).

Di Malleville, Arène, Berse, di Tracy, Lemaire, Des Rotours, di Chaulieu, Baudoing, Berryer, Vesin, Hennecart, d'Olivier, Coquerel, Duparc Chassaignel.

Salmon (Meuse), Falloux, Peulhomme, Howyn-Tranchère, Ressinguier (per di Rességuier), Larochette, Lagrenée, Kératry, Thuriau, Botmiliau, Vernhette (Aveyron), Paolo di Saint-Georges.

Bixio, Sainte-Beuve, Tamisier, Gisqueau, Bouillé, Legros-Devot, di Luppé, Nettement, Monnet (per Monet), Delavallade, Trévenouc, Mathieu della Redorte, Pécoul, Ravinel, Piscatory, d'Havrincourt, Giulio di Lasteyrie, di Larcy, della Tourette, Surville, Dufougeroux, Laimé (per Lainé), Germonière, Ferdinando di Lasteyrie, di Goulard, Chambolle, A. Gros, di Tinguy, Louvet, di Vandeuvre, Casimiro Périer, Vittorio Lefranc, Chazaud, Pro, Tron di Lamayrac, Fourtanier, di Belzève.

Bartolomeo Saint-Hilaire, Bouchon di Penhoën (per Barchou di Penhoën), della Broize, di Chazelle, Kermarec, di Coislin.

Raudot, Bernardi, Sesmaisons, Barillon, Emilio Leroux, di La Tousche, Cordier, Ferré dei Ferris, Laurenceau, Pradié, Denayrousse, Laurence, Sain, Hervé di Saint-Germain, Talon, Blavoyer.

Vatimesnil, Bauchart, Mispoulet, Boissière, Tocqueville, di Kerdrel (Morbihan), generale Lauriston, di Balzac, Gustavo di Beaumont, di Querhoent, di Lafosse (Ille e Vilaine), di Roquefeuille, di Dampierre, di Kerantlech, Poujoulat, di Melun (Nord), di Faultrier.

Colos di La Motte, Corne, Champanhet, Betting di Lancastel.

SPAGNA

MADRID, 12 *gennaio*. La *Gazzetta* pubblica il seguente reale decreto:

Considerando le ragioni che mi vennero esposte dal ministro dell'interno e conformemente al parere del mio consiglio dei ministri, ordino quanto segue:

Art. 1. Si dichiarano compresi nella categoria dell'art. 35 del reale decreto del 10 aprile 1844, sull'esercizio della libertà della stampa, i giornali o fogli stampati che pubblicano notizie inquietanti.

Art. 2. Si dichiarano parimenti compresi nell'art. 98 del suddetto reale decreto i giornali o fogli stampati, nei quali, nel criticare gli atti officiali delle autorità costituite, si adopreranno espressioni contrarie al rispetto ed alle convenienze da cui non conviene allontanarsi rispetto all'autorità ed al pubblico.

Art. 3. Se, nelle 12 ore che seguiranno il sequestro di un giornale stampato o scritto, operatosi prima della sua pubblicazione, l'editore o la persona responsabile chiede che la causa non venga portata davanti al tribunale competente, questa non sarà presentata al tribunale, ma il giornale o scritto stampato non potrà essere posto in circolazione.

Art. 4. Potranno sequestrarsi senza denunzia, poichè non sono compresi nell'art. 2 della costituzione:

1° I giornali o fogli stampati che oltraggiano la dignità della persona del re o della reale famiglia.

2° Quelli che oltraggiano la religione e il santo carattere dei suoi ministri.

3° Quelli che offendono la morale ed i buoni costumi.

4° Quelli che, senza designazione di persone o senza commettere ingiuria o calunnia, esporranno fatti relativi alla vita privata (tranne che vi consenta la persona interessata), ed estranei affatto agli interessi o affari pubblici.

Art. 5. Quando un giornale o scritto stampato avrà soggiacciuto a tre condanne, o quando sorgerà qualche causa grave, il consiglio dei ministri potrà ordinare la sospensione temporanea o indefinita del giornale o scritto stampato. Dovrà quindi, in tempo utile, render conto alle cortes delle sospensioni da lui ordinate come sopra.

Dato al palazzo, il 19 gennaio 1852.

Firm. *La Regina*.

Controf. il ministro dell'interno, *Manuel Bertran de Lis*.

— La tranquillità è perfetta nella capitale.

PORTOGALLO

Scrivono da Lisbona in data dell'11 al *Morning-Herald* del 16:

Le *Cortes* han consecrato molti giorni a esaminare la quistione se il sig. Costa Loba, tesoriere del contratto de' tabacchi, dovesse essere ammesso o non a sedere nella Camera. Le *Cortes* hanno deciso negativamente, e questa lor decisione è pienamente legale.

INGHILTERRA

LONDRA, 16 *gennaio*. Si legge nel *Daily-News*:

Domani (17) vi sarà al Foreign-Office a mezzogiorno un consiglio di gabinetto: un altro ve ne sarà martedì (20) a due ore.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

Il marchese di Lansdowne, all'escire del consiglio di gabinetto di ieri (15), partì per la sua residenza di Bowod Park Wiltshire. Il nobile marchese, nella sua qualità di lord presidente del consiglio privato, ha invitato a un gran pranzo i ministri del gabinetto e i grandi ufficiali della regina pel di 31 gennaio, a Lansdowne House, a fine di stabilire la lista degli sceriffi del presente anno.

— Il *Morning-Advertiser* assicura che la direzione dell'artiglieria ha emanato l'ordine che sia messa in aggiudicazione la commissione di comperare 25,000 fucili-carabine.

— Si legge nel *Globe*:

Oltre delle truppe al servigio della compagnia delle Indie, l'esercito inglese si compone di 130,000 uomini, fanteria, cavalleria e artiglieri. Si debbono anche aggiungere 140 reggimenti in Inghilterra, nel paese di Galles, nelle isole del Canale, nella Irlanda e la Scozia, di cui i quadri esistono in tempo di pace: e finalmente 50 reggimenti di cavalleria di *Yeomanry* e i battaglioni d'invalidi.

— Si legge nel *Times*:

Ci scrivono da Portsmouth in data del 15:

Il settimo e il novantacinquesimo reggimento stanno da alcuni giorni facendo l'esercizio del cannone sui baluardi: essi fanno dei progressi notevoli. Si dice che il trentottesimo reggimento arriverà quanto prima da Winchester: l'arrivo del quale porterebbe la guarnigione a 4 reggimenti di linea completi.

— Il nuovo governatore del Capo di Buona-Speranza partì giovedì (15) da Plymouth, a bordo del piroscafo *Propontis*, che reca ad un tempo una gran quantità d'armi e di munizioni per le truppe inglesi.

— Il consiglio dell'associazione nazionale di riforma indirizzò a tutti i membri della associazione stessa una circolare a fine di annunziare che dentro il mese saranno tenuti a Birmingham, Sheffield, Oxford, Hull e nella maggior parte delle grandi città d'Inghilterra *meetings* di riformisti: e che un *meeting* centrale, al quale saranno convocati i delegati di tutte le parti del paese, si terrà a Londra ne' primi giorni della sessione.

— Il *Sun* annunzia che una delle lance da salvamento dell'*Amazone* è stata raccolta da una goletta olandese nella baia di Biscaglia. Sono oltre 11 persone (dice il *Sun*), di cui molte appartenenti all'equipaggio, che sono state salvate.

— Giusta i dettagli, che i giornali inglesi del 16 pubblicano sulla vertenza tra i costruttori di macchine e gli operai, la cessazione del lavoro va progredendo. Da una parte i capi di stabilimenti, collegatisi tra loro onde resistere alle pretensioni degli operai, si adoperano a indurre i lor confratelli a chiudere anch'essi i loro stabilimenti: dall'altra, l'associazione degli operai meccanici è incoraggiata a non cedere dalle corporazioni d'operai che non hanno che una lontanissima relazione col lor ramo d'industria speciale; di modo che la sperata riconciliazione si fa di dì in dì più difficile.

ALEMAGNA

PRUSSIA. I fogli e le corrispondenze di Alemagna riferiscono lunghe particolarità sulla ristaurazione in Prussia del Consiglio di Stato. Questo consiglio conserva tutte le attribuzioni ad esso conferite coll'ordinanza del 1817.

Non si dice ancora se tutti gli antichi membri continueranno a far parte del Consiglio di Stato, oppure se altri ne verranno nominati.

Però, una modificazione assai importante si è introdotta alla organizzazione del 1817. Il Consiglio di Stato comprenderà un consiglio ristretto ed una specie di *plenum* come la Dieta germanica.

Il re determinerà quali siano gli affari che dovranno esaminarsi nel consiglio ristretto, quali in seduta plenaria.

Alcuni avevano manifestato la tema che l'istituzione del Consiglio di Stato, le cui attribuzioni sono assai grandi, fosse per menomare l'importanza delle Camere: altri però osservano che

negli altri paesi costituzionali, e sovratutto in Inghilterra, il sistema costituzionale si esercita appunto coll'aiuto di un Consiglio di Stato (poichè il *privy council* altro non è che un Consiglio di Stato) che in Prussia venne appunto dal principe di Hardemberg istituito nella previsione di una costituzione futura.

Se questo Consiglio è destinato a preparare i progetti di legge che devono presentarsi alle Camere, e ad esaminare quelli che dovranno sottoporsi alla sanzione del re, nulla v'ha in tutto questo che possa recare offesa ai diritti del Parlamento; chè anzi le leggi, dopo di avere esperito queste prove, avranno acquistato nuova malleveria di solidità e nuovi titoli alla fiducia della nazione. Altro vantaggio del Consiglio di Stato sarà quello di servire come di regolatore fra i diversi poteri dello Stato e di mediatore nei conflitti che potranno insorgere.

Ora si attendono le ordinanze che determineranno le attribuzioni del Consiglio di Stato, il quale senza dubbio verrà consultato sulla questione dell'ordinamento municipale e provinciale.

Il *Journal de Francfort*, annunziando la nomina del generale Bonin a ministro della guerra, soggiunge: « Questa notizia recherà forse sorpresa a coloro i quali si ricorderanno che l'onorevole generale non approvò sempre la politica esterna del sig. di Manteuffel.

« Sembra che ora il generale Bonin renda giustizia al ministro degli affari esteri, poichè non ricusa di divenire suo collega. È certo che i due ministri si sono posti d'accordo su tutte le quistioni della politica esterna ed interna, e che sono fra loro in perfetta armonia. »

STATI AUSTRIACI.

Croazia. *Zagabria*, 5 *gennaio*. Le *Narodne Novine* d'oggi contengono un lungo proclama di Sua Eccell. il bano barone di Jellacic sul rapporto del teatro nazionale; ne diamo un sunto:

Era le principali istituzioni per l'educazione del popolo è senza fallo, dice Sua Eccellenza, la fondazione d'un teatro nazionale. Questo desiderio si appalesa sempre più forte e potente nella nostra nazione.

E infatti non v'ha speranza, senza un teatro nazionale, che s'avanzi la nostra letteratura, nè progredisca quindi l'educazione del popolo.

Uniamoci quindi e raccogliamo 4000 patrioti, che sieno disposti di deporre sull'altare della patria 25 fiorini. Si tratta con ciò di fondare un capitale di 100,000 fiorini in argento, in altrettante azioni di 25 fiorini.

Di questi 100,000 fior. si dovrebbero destinare 50,000 per mettere in buon ordine il teatro nazionale. Il frutto dei 20,000 si disporrebbe a rinforzare il reddito annuale del teatro. Gli altri 30,000 fior. si darebbero ad interesse per l'aumento del capitale. Gl'interessi poi del fondo del teatro, che ascende finora a 15,000 fiorini offerti già spontaneamente con patriotiche sescrizioni, sarebbero impiegati nella restituzione delle singole azioni.

AMERICA

Stati Uniti. Si legge nel *New-York-Herald*:

Le truppe degli Stati Uniti hanno avuto alcuni scontri con gl'indiani dell'Oregon, e han fatto loro soffrire gravi perdite. Quel territorio continua a popolarsi rapidamente, e vi si creano mezzi di comunicazione fra i due centri di popolazione.

— Si legge nel *Courrier des Etats-Unis*:

Avuto riguardo allo spirito audace ed intraprendente che è proprio degli americani, si potea agevolmente prevedere che la grande dimostrazione industriale di Londra sarebbe stata probabilmente imitata, e presto, a Nuova York.

E in effetto egli è già lungo tempo che un progetto di questo genere avea veduto la luce. Ma sinora non avea ricevuto tale sviluppo da sperarne vicina l'attuazione.

Oggi questo progetto non è più un semplice desiderio, ed ha fatto il primo e, giusta certi rispetti, il più importante passo verso la sua esecuzione. Il sig. Edward Riddle e i suoi associati hanno ottenuto dall'offizio degli aldermen il libero uso del *Madison Square* per erigere l'edifizio del quale hanno essi avuto l'idea. La Compagnia pare pronta a cominciare sollecitamente i lavori.

Il palazzo di cristallo di Nuova York avrà 600 piedi di lunghezza, e sarà circondato all'esterno da una inferriata, che diventerà in seguito proprietà della città. La decisione degli aldermen ha provveduto ad alcuni dettagli, quali il conservamento degli alberi, il prezzo d'entrata ecc. L'edifizio dovrà essere aperto al pubblico il 1° maggio 1852.

VARIETA'

TEATRI

TEATRO REGIO. — I Puritani.

Abbiamo assistito alla rappresentazione dei *Puritani*, composizione nella quale la sublime musa di Bellini parve aver voluto raccogliere tutta quanta la sua potenza, e che racchiude in se i pregi varii, onde ciascuna delle sue prime opere andava ornata, cioè la semplicità della *Sonnambula*, l'affetto della *Straniera*, l'egloga insomma e l'elegia.

Ci sembra che questa opera sia destinata a rendere gli sforzi dell'impresa più accetti e fruttuosi di quello che finora fossero stati, a giudicarne dalla copia di applausi che in parecchie riprese echeggiarono nella sala.

Noi non vogliamo qui notare di quanto la esecuzione ci paresse in generale lontana da quella perfezione che è necessaria all'interpretazione delle opere specialmente di Bellini. L'orchestra, sebbene non sia nè così piena, nè così concorde come negli anni passati, è tuttavia degna di lode nell'attenzione e nella bastante precisione colla quale segue i segni del direttore. Gli artisti la signora De Giuli, il Ferri, il Baucardé in particolare vennero molto fragorosamente encomiati. Il *Baucardé* ne' Puritani ha trovato mezzo di fare conoscere le doti della bellissima sua voce, e del suo nobile porgere, assai più che nelle opere precedenti. Il Ferri, comecchè la sua voce offra alcuni suoni non bene decisi e fluttuanti, ha un piglio simpatico, ed una facoltà di modulare il suo canto assai rara. La signora De-Giuli fu spesso applaudita e più vivamente nell'allegro, in tre movimenti da lei eseguiti nel 1° atto, allegro che non appartiene allo spartito. Fu ripetuto il celebre duetto fra Giorgio e Riccardo, nel quale anche il Della-Costa si riacquistò parte di quella benevolenza che il pubblico non gli aveva accordato nella Zampa. Eseguitamente venne interpretato il principio dell'atto 3° dal valente Baucardé. In somma ci sembra che ora lo spettacolo sia degno del nostro principale teatro.

MADAMIGELLA LA SEIGLIÈRE

Commedia in quattro atti del sig. Giulio Sandeau.

(TEATRO D'ANGENNES)

Gli applausi che echeggiarono nel Teatro d'Angennes, la sera di giovedì scorso, furono testimonio di uno dei più bei trionfi che la Compagnia Francese abbia mai riportati. Infatti più che i replicati e fragorosi batter di mani provò la soddisfazione del pubblico, l'attenzione severa che accompagnò lo spettacolo interrotta tratto tratto dall'allegria che sapeva frenarsi a tempo per tornare a dar luogo ad un raccoglimento serio ed intelligente, e quindi riprendere il proprio sfogo, quando ancora una involontaria emozione veniva prodotta dall'interesse della commedia.

Il signor Sandeau, autore di questa bella produzione drammatica, è già conosciuto nel mondo letterario per più lavori d'immaginazione, i quali posseggono una elegante forma, e rivelano uno spirito colto ed una natura squisita. Il sig. Sandeau isvolse qui il pensiero che forma il tema della sua commedia in una novella pubblicata nella *Revue des Deux Mondes*.

La tempesta rivoluzionaria dell'89 spinse il marchese della Seiglière sulla terra straniera. Questi ch'altro non conobbe del suo tempo che gli ozii galanti delle profumate sale di Versailles, ozii che alternava colle romorose caccie nelle feudali sue foreste, visse i tristi anni dell'esilio in Germania, ritirandosi di città in città man mano che la spada vincitrice di Napoleone distruggeva antichi troni, per elevarne altri nuovi sulle ruine di quelli. Il vecchio gentiluomo nulla intese di tutto quello strepito di guerra, e sempre chiedeva chi fosse questo *Bonaparte*, il cui nome non aveva mai risuonato ne' misteriosi boschetti di *Trianon*, e che menava tanto romore di sè, muovendo ogni di battaglia, segnando ogni giorno con una vittoria, e sollevando all'entusiasmo soldati e popoli con parole da lui mai udite? Appena gli furono riaperte le porte della Francia col ritorno de' Borboni s'affrettò il gentiluomo al suo castello della Seiglière, e sul limitare di esso trovò un vecchio che timidamente gli disse, mostrandogli le vaste foreste così care alle di lui giovanili rimembranze: *Tutto questo è ancor vostro?* Ed il marchese ringraziò il vecchio *Stampli* suo affittajuolo, come si ringrazia un fedel servitore, il quale durante l'assenza ebbe cura delle nostre cose. Il sig. della Seiglière ignorava che, mentre ei visse nell'esilio, la Francia aveva totalmente cambiato d'aspetto, d'idee e d'avvenire. Quel povero *Stampli* che riceveva dal suo signore un così freddo ringraziamento, nell'epoca in cui furono dal governo rivoluzionario posti alla pubblica vendita i beni degli emigrati, con istenti e fatiche comprò campo per campo, casa per casa tutti i poderi del marchese della Seiglière e li ritenne giustamente come suoi. Non lungi dal castello della Seiglière dimorava la signora di *Vaubert*, la quale, meno fortunata dei la *Seiglière*, vedevasi ridotta ad una modicità di fortuna alla quale era mal disposta di acconciare sè ed il figlio. Il prossimo ritorno della famiglia la Seiglière le inspirò uno di quei pensieri al quale i cardinali di Richelieu e Talleyrand avrebbero applaudito. Essa recossi a più riprese a trovare il vecchio *Stampli*, e con quell'arte che tanto caratterizza il genio femminile allorchè si propone un fine al quale vuole giugnere, tanto potè nell'anima debole di quel vecchio g'à affranto dalla recente perdita d'un unico figlio scomparso nei ghiacci della Russia, ch'ella lo decise in proprio favore ad una formale donazione dei beni da lui acquistati. La signora di *Vaubert* smovendo la fierezza del vecchio gentiluomo ebbe cura di tenergli nascoste le negoziazioni da essa tenute coll'antico e fedele affittainolo, trattenendo tanto il marchese la *Seiglière*, come anche sua figlia, nella credenza ch'essi godevano i beneficii d'una semplice restituzione. Il povero *Stampli* relegato per arte dalla signora di *Vaubert* lungi dal castello non tardava a morire in una capanna, dimenticato da tutti, tranne che da madamigella la *Seiglière*, la quale accorreva al suo letto e pietosamente gli chiudeva gli occhi, quasi sapesse ch'ella, così operando, compieva un atto di giustizia verso colui a cui suo padre tutto dovea. La signora di *Vaubert* non perdeva frattanto di vista il compimento del suo piano, quello cioè di procacciare in moglie allo spogliato di lei figlio la ricca damigella la *Seiglière*. Mentre il vecchio la *Seiglière* prestava un facile orecchio ai disegni dell'astuta sua amica, compare al castello uno sconosciuto. Questi è *Bernardo Stampli*, creduto ucciso nella campagna di Russia. Egli giugne risoluto di vendicare suo padre per l'ingratitudine colla quale il sig. della *Seiglière* corrispose ai di lui beneficii; egli si presenta al castello col Codice alla mano, il quale dichiara nulla la totale donazione di beni quando è fatta nella falsa credenza che il donatore fosse privo di prole. La collera del marchese della *Seiglière* nell'udire le pretese di *Bernardo Stampli* non ha limite: *Come*, egli dice, *si approfitta della mia assenza per scrivere un libro che si chiama il Codice civile, o per meglio dire incivile, ed in nome di questo Codice mi si vuole scacciare dalla mia casa!* I progetti di vendetta di *Bernardo* improvvisamente si calmano alla vista di madamigella la *Seiglière*, uno di quegli angioli di bellezza e bontà, che rannodano gli animi ulcerati alle caste gioie di questa terra, disciolgono gli odii sotto la magica influenza del loro sguardo. Il cuore di Bernardo non tardò ad aprirsi alle più dolci emozioni, ed ogni pensiero di collera svanisce al cospetto di colei che sola assistette al letto di morte del padre e ne raccolse l'ultimo respiro. Il figlio della signora di *Vaubert* ha un possente rivale nel figlio del defunto affittainolo. Madamigella la *Seiglière* nell'esilio si era affezionata alla gloria del proprio paese, e la giovanile sua immaginazione s'infiammava a pro' di tanti valorosi giovani i quali su i campi d'Europa mietevano allori per la patria. *Bernardo* quindi non tardò guari ad accorgersi che la sua passione era corrisposta: pure pensando alla fierezza del marchese, la quale rendeva impossibile qualunque pensiero di unione, vuole allontanarsi ancora una volta dal castello. Ma vi ha un buon angelo per tutti, e quest'angelo appare nella commedia sotto la foggia d'un avvocato, nemico dichiarato della signora di *Vaubert*, il quale si affretta ad istruire il marchese la *Seiglière*, non godere egli da lungo tempo che l'ospitalità in casa del figlio di Stampli. Questa scoperta atterrisce il fiero gentiluomo, il quale immantinente vorrebbe lasciare quella dimora, per non ricevere la elemosina dal figlio del suo affittainolo. L'avvocato *Destournelles* perviene, dopo molti sforzi, a piegare l'orgoglio del marchese, ed a conciliare il tutto decidendolo ad accordare la mano di sua figlia al prode soldato.

Tale è il soggetto della commedia che ebbe per eccellenti interpreti la signora *Berger*, *Périchon*, *Cautru*, *Pascal*, *Isoline* e *Prudent*. Gli onori della serata furono per la sig. *Berger*, il cui valore mostrossi in tutta la sua pienezza nella parte di madamigella *La Seiglière*. Nell'atto terzo, allorchè ella vuole convincersi che è amata da *Bernardo*, l'assoluto silenzio che regnava nella sala, l'immobilità delle fisionomie, dovettero provarle quanto fosse grande e profonda la commozione degli spettatori. Infatti è difficile con un accento più vero e più sentito esprimere la forza di una passione, tanto più potente, quanto vuol tenersi nascosta. *Périchon* nella parte del *Marchese della Seiglière* fu assai felice, e l'illarità del pubblico non gli venne mai meno.

Non vogliamo dire con qursto che egli andasse esente da alcune pecche, come quella di non porre talvolta in disparte la lepidezza del proprio carattere per far sentire la voce dignitosa e severa del gentiluomo che si crede offeso. Cautru fu applaudito nella parte di *Destournelles*, Pascal (*Bernard*), Isoline (*la signora Vaubert*), Prudent (*sig. di Vaubert*) hanno tutti diritto ai nostri elogii, i quali al certo loro saranno confermati ed accresciuti nelle prossime rappresentazioni.

La Direzione di quel teatro merita poi anch'essa di essere menzionata per la sollecitudine colla quale essa provvede ad allestire le produzioni più nuove e più applaudite del teatro francese. Il buon esito ottenuto da questa commedia le avrà ora dimostrato qual genere di produzioni drammatiche riesca più gradito al pubblico torinese.

TEATRO NAZIONALE.

Il Teatro Nazionale variò l'altra sera l'usato trattenimento.

Alle gravi armoniche bellezze del *Giuramento*, alle gaie melodie del *Chi dura vince* s'alternarono due pezzi staccati eseguiti dalla prima donna assoluta sig. *Maria Candiani Stella* di Venezia. Il primo si fu l'aria di Odabella nell'*Attila*, quello slancio sublime del genio di Verdi che la sig. Candiani interpretò con molta passione e con quell'intonazione che è una delle doti veramente pregevoli della sua voce di soprano. Il secondo pezzo fu l'aria popolare veneziana *La Biondina in gondoleta*, con le variazioni del Paer, cantata in costume. La molta disinvoltura, l'agilità e la precisione con la quale ha superato le maggiori difficoltà dell'esecuzione, le valsero copiosi e ripetuti applausi dal pubblico, che aspetta di poter giudicare più ampiamente dei di lei mezzi in qualche occasione di maggior rilievo.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 21 *gennaio*.

ELEZIONI

Collegio di Tempio — Marchese Gustavo Cavour.

Francia. *Parigi*, 18 *gennaio*. Per decreti pubblicati oggi nel *Moniteur*, sono nominati ufficiali della Legion d'Onore i signori Fortoul, ministro dell'istruzione pubblica, Lefebvre-Duruflé, ministro del commercio, di Thoriguy, ex-ministro dell'interno; e cavalieri dello stesso Ordine i sigg. Ducos, ministro della marina, e di Casabianca, ex-ministro delle finanze.

— Il *Constitutionnel* afferma che le voci sparse intorno alle intenzioni che il presidente della repubblica avrebbe o d'invasioni o di tentativo d'ampliamento delle frontiere, sono tutte invenzioni ridicole. Lo stesso giornale soggiunge essere certo che niuna potenza vuole inquietar la Francia nella sua indipendenza o ne' suoi interessi.

— Si annunzia che una gran festa sarà celebrata il 25 corrente mese in Parigi, per la proclamazione solenne della costituzione e dell'apertura del senato e del corpo legislativo. Il presidente darà un gran ballo alle Tuilerie.

Inghilterra. *Londra*, 17 *gennaio*. Si legge nel *Globe*:

Un consiglio di gabinetto è stato tenuto quest'oggi a mezzogiorno al Foreign-Office. I ministri presenti erano: lord J. Russell, lord Minto, sir Ch. Wood, il conte Granville, il conte Grey, gli onorevolissimi Fox Maule e H. Labouchere, sir G. Grey e sir F. T. Baring. La seduta del consiglio durò un'ora e mezzo.

— Si legge nello stesso giornale:

Il governatore generale Darling, di S. Lucia, sarà, crediamo, il nuovo luogotenente governatore al Capo di Buona Speranza. Egli si trova attualmente a Londra, e presto s'imbarcherà per quella colonia.

— Si legge nello *Standard*:

Il ministro americano sig. Lawrence, la sua signora, la loro figlia e il colonnello T. B. Lawrence sono partiti alla volta di Parigi, ove resteranno alcuni giorni. Il sig. Bancroft rimane in qualità d'incaricato d'affari degli Stati-Uniti durante l'assenza del ministro.

— L'*Express* dice che il corrispondente di Dublino d'un giornale annunzia che le autorità militari hanno promulgato un ordine generale che dà ad ogni soldato facoltà di arrolare delle reclute; e che per ogni recluta da lui arrolata riceverebbe una gratificazione di 11 scellini, 6 d.

— Si legge nel *Morning Herald*:

Sentiamo che il visconte Sugestrie si presentò ieri all'uffizio della società di coalizione e che ebbe una lunga conferenza col sig. Allan, segretario generale. Il soggetto di questa conferenza non si conosce, quantunque si sappia che S. S. desidera, che il malaugurato conflitto tra i fabbricanti e gli operai macchinisti abbia a terminare prontamente e con soddisfazione scambievole.

Alemagna. Il *Corriere di Norimberga* conferma la notizia che sia veramente decretato lo scioglimento della flotta tedesca.

— *Vienna*, 16 *gennaio*. La *Gazzetta di Vienna* pubblica una patente imperiale sulla procedura da tenersi provvisoriamente innanzi alle corti provinciali di giustizia, fino alla introduzione di una nuova legge sulla procedura criminale che subentrerà ai giudizi dei giurati.

Quella patente reca la data delli 11 gennaio 1852, ed è valida per tutti quei paesi della corona, nei quali è attualmente in vigore la provvisoria procedura penale del 17 gennaio 1850.

— *Berlino*, 14 *gennaio*. Scrivono alla *Gazzetta di Colonia* che la dichiarazione fatta dalla Prussia, che l'Austria non aveva il diritto di conchiudere prestiti per la flotta tedesca, ottenne l'adesione di parecchi altri governi.

— *Cassel*, 12 *gennaio*. Il consiglio municipale ha ricevuto oggi un rescritto dal ministro dell'interno, che scioglie le due commissioni degli Stati e dei borghesi. Su 48 membri 16 sono dichiarati incapaci per 9 anni di esercitare le funzioni di membri del consiglio municipale.

Turchia. *Costantinopoli*. La *Gazzetta di Colonia* dice di aver ricevuto da Costantinopoli la notizia che il sig. di Lavalette, ambasciatore francese, abbia rimesso al divano un *ultimatum* relativo alla questione de' luoghi santi, e che quindi non la più conforto coi ministri della Porta.

Verosimilmente questa notizia è prematura, o almeno merita conferma.

E. Leone gerente.

SOCIETA' REALE
D'ASSICURAZIONE MUTUA CONTRO GL'INCENDI

Il Consiglio generale della Società Reale d'assicurazione contro i danni dell'incendio ha aperto la sua annuale sessione il 15 dicembre ultimo scorso sotto la presidenza del sig. conte Nomis di Pollone, senatore del Regno, e Direttore generale delle R. Poste.

Egli ha sentito in questa sua prima tornata la relazione fatta dal presidente del Consiglio d'amministrazione su tutte le operazioni amministrative della Società dal 1850 al 1851, quella del Direttore generale sottoscritto sul resoconto dell'esercizio 1850 non che quella della Giunta, delegata dal Consiglio generale presso il Consiglio amministrativo, sulla perfetta esecuzione del servizio.

Risulta da questi rapporti che la Società Reale progredisce sempre viemaggiormente verso la prosperità, e che sa mantenervisi mediante ben calcolate combinazioni.

E infatti, le assicurazioni le quali ascendevano al 31 dicembre 1850, tenuto conto degli aumenti e delle diminuzioni, al capitale di . . . . . L. 565,075,692
sonosi aumentate nel 1851 di circa . . » 40,000,000

e rappresentano in giornata un valor totale di L. 605,075,692 suscettibile di produrre in quote l'annua somma di L. 650,000.

La riscossione operatasi nel 1850 fu di . L. 602,466 87
e la spesa, sia per risarcimento di danni d'incendio in N. di 681, che per costo d'agenzie e d'amministrazione, essendo ascesa a . . . . . » 408,399 23

risultò sopra quell'esercizio un'economia di L. 194,067 64
ma il quarto di questa somma essendo stato applicato alla riserva formata dall'art. 19 dello statuto in » 48,516 91

ne avvenne che la somma definitiva da ripartirsi agli assicurati restò di . . . . . L. 145,550 73

Questa economia di 194,067 64 presenta un dividendo di 35 p. 0/0 a favore dei soci; ma attesa la formazione della riserva, la restituzione è limitata al 26 p. 0/0 soltanto dell'ammontare delle quote pagate durante lo stesso esercizio. Havi cionnondimeno da lusingarsi che la riserva di L. 400,000, che venne fissata per sempre meglio consolidare la società, sarà compiuta nel 1852, e che si potrà perciò distribuire allora agli assicurati la totalità delle economie che sarà dato di ottenere.

Riepilogando le economie ottenute, la liquidazione relativa al quinquennio dal 1846 al 1850 venne fissata, sotto la deduzione del quarto per la riserva, nella somma di L. 479,241 49, che dà un dividendo di 0 97 centesimi per ogni lira d'annua quota, pagata a favore dei soci, i quali hanno terminato, con quest'ultimo esercizio, il loro quinquennio; ed è agevole il conchiuderne che la mutualità offre vantaggi tali che invano si cercherebbero negli altri sistemi d'assicurazione.

Per ultimo, venne riconosciuto, che le indennità pagate dall'epoca della fondazione della Società sino al 15 dicembre 1851 per N. 6,502 casi d'incendio, sommavano a 2,963,353 40, ed oltrepassano al giorno d'oggi i *tre milioni*, e che le economie riservate agli assicurati ascendono ad una somma non minore di 1,525,000 lire.

Nelle successive tornate del 23 dicembre 1851 e 2 gennaio volgente, il Consiglio generale si è occupato delle varie disposizioni a lui riservate, e procedendo finalmente alle nomine annuali, rielesse per suo presidente il signor conte Nomis di Pollone, per suo vice-presidente il signor Intendente generale cavaliere Trevisi.

Furono del pari rieletti: a presidente del Consiglio amministrativo, il sig. prof. Saraceo, e a vice-presidente il sig. professore Nuyts; mantenendo nelle loro funzioni tutti gli altri membri dell'Amministrazione e della Giunta che ne facevano già parte, e la di cui esperienza non può che maggiormente guarentire agli assicurati un'esatta, pronta e giusta amministrazione dell'asse sociale.

Torino, il 15 gennaio 1852.

Il direttore generale HENRY.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

Si distribuisce il fascicolo di **Gennaio**
DEL
JOURNAL DES DAMES
ÉDITION DE PARIS
paraissant le 15 de chaque mois

A partir du 15 septembre de chaque année, par livraisons de 2 feuilles grand in-8°, accompagné de 12 gravures de modes, 6 desseins de tapisserie coloriés, 12 feuilles de broderie, 6 morceaux de musique inédits, 30 patrons de grandeur naturelle, de modes, lingeries, etc. etc.

Prix de l'année 14 *fr. pour Turin*
16 » *pour la Province.*

DIFFIDAMENTO

Per parte del sig. Pietro Giuseppe Tissot si fa noto che la vendita, di cui nell'instromento 2 luglio 1845, Laugeri notaio a Chivasso, concernente una pezza prato e campo, posta nel territorio di Casalborgone, apparente fatta al sig. Giuseppe Vincenzo Canesi, fu unicamente per aderire alle brame dello stesso Canesi, epperciò, come tale, viene impugnata avanti i Tribunali.

GUARDIA NAZIONALE

Si rende noto a chi possa essere d'interesse, che nel battaglione comunale di Chivasso è disponibile la carica di aiutante maggiore in 2°, non che quella di caporale-tamburro. Quelli che vi aspirassero sono pregati di far pervenire al sig. Sindaco la loro domanda corredata dei titoli comprovanti le qualità personali necessarie, e non più tardi dell'8 febbraio prossimo.

Lo stipendio per l'aiutante è di annue L. 600 oltre l'alloggio, e per il caporale-tamburro da stabilirsi.

CORSO DI LINGUA INGLESE
secondo il metodo accelerato del MILLES

Per informazioni ed iscrizione rivolgersi al libraio Schiepatti, sotto i portici di Po, ed a casa del Professore dalle 4 alle 5 pomerid., in via S. Lazzaro, num. 7, 3.° piano, porta a destra.

MAGASIN PARISIEN
MODES ET NOUVEAUTÉS
Rue S.t-Philippe, 23, maison Caraglio de S.t-Marsan, au rez-de-chaussée, à Turin

Chez M.me **BOSQUI** on trouvera des Chapeaux pour Dames, Robes de bal, Fleurs de Paris, Coiffures et bonnets habillés, Fichus, Berthes, sorties de bal, Etoffes en soie pour robes, Rubans et Velours de France, Dentelles noires de Chantilly et de Cambray pour volants, point de Bruxelles en barbe, Guimpes, Mouchoirs, Dentelles Valenciennes, Malines, Mirecourt, point de Paris, Blondes et Broderies en tout genre.

On trouvera aussi tous les articles qui concernent le trousseau et la layette qu'elle se charge de faire confectionner; Chemises d'homme en batiste brodées et unies, de tous les prix; assortiment de Cravattes et Foulards, etc.

On expédie, d'après demande, le tout à des prix modérés.

M.r HERMANT, Coiffeur de Paris, breveté, se propose de séjourner à Turin pendant la saison d'hiver; il est établi provisoirement rue du Po, n. 36, au 2.me, au fond de la cour. Il se rendra au domicile des personnes qui voudront bien l'h norer de leur confiance.

VENDITA VOLONTARIA

Di ettari 15, are 31, cent. 1, con 5 ore d'acqua, e corrispondente fabbricato rustico, in territorio di Tronzano (provincia di Vercelli).

Per le condizioni dirigersi in Torino al causidico coll. Angelo Chiesa, in Vercelli all'avvocato Casimiro Ara, ed in Tronzano al signor Francesco Naza.

DA VENDERE

Un BERLINGOTTO signorile, in ottimo stato, munito degli occorrenti arredi si da viaggio, che per città.

Recapito al portinaio, via di Po, n. 49, all'albergo della Gran Bretagna.

DA VENDERE

in via S. Lazzaro, dirimpetto alla chiesa della Rocca, TERRENO fabbricabile in tre lotti, di are 6 1/2 tav. 17) caduno, uniti o separati.

Recapito al portinaio in via dell'Esagono, num. 1.

VENDITA VOLONTARIA

Di ett. 13, are 68 (giorn. 36) circa, stabili posti sui territorii di Faule e Pancalieri, proprii del signor marchese Emanuele Doria di Ciriè.

Per le condizioni dirigersi all'agente Gio. Battista Viotti, al castello di Faule.

NOTA

Con decreto di questo tribunale di prima cognizione in Torino sedente 22 scorso dicembre, fu fissata l'udienza che sarà da esso tenuta il mattino del 6 febbraio prossimo, ore 9, pel secondo incanto e definitivo deliberamento dei beni descritti nel bando venale del 15 scorso novembre, situati nel territorio di Rosta, caduti in subastazione ad instanza di Giuseppa Minietti, vedova di Giovanni Grandis, tanto nell'interesse proprio, quanto come tutrice delli minori Giuseppe Antonio, e Giovanni Giuseppe, fratelli Grandis, residente a Moncalieri, ammessa al beneficio de' poveri, contro il signor misuratore Giuseppe Grassis, residente a Rivoli; e tale incanto verrà aperto sul prezzo di L. 5,000 dalla instante offerto.

Torino, il 3 gennaio 1852.

Margaria sost. proc. de' poveri.

NOTA

Per gli effetti legali si fa noto che con atto 18 dicembre 1851, rogato in Cagliari dal notaio Vincenzo Serra, è stata risolta, nel solo interesse del sig. Luigi Gimelli, la società commerciale dal medesimo contratta coi signori Agostino Vignolo del fu Domenico, e Bartolomeo Pellerano sotto la Ditta Agostino Vignolo e Comp., in detta città, con atto 4 giugno 1850, rogato dal notaio Salvatore Baude, ed ha esso sig. Gimelli ritirato non solo la sua quota di capitale, ma altresì la porzione di lucro dovutogli fino allo stesso giorno della risoluzione.

NOTA

Nella causa di subastazione promossa dal sig. Gio. Francesco Trompeo di questa città contro li Brua Giovanni, Giorgio e Giuseppe di Donato, ed Alamanno Antonio di Nomaglio, il tribunale di prima cognizione di lissò l'udienza del 30 corrente mese per il secondo incanto e deliberamento degli stabili in essa cad ente, e descritti nel bando formatosi dal sig. segretario dello stesso tribunale in data 6 dicembre 1851.

Biella, il 10 gennaio 1852.

Cucco sost. Soto.

NOTA

Nella causa di subasta promossa dal signor Giovanni fu Bernardo Cornale da Biella, in odio del Giovanni fu Gioanni Vigliani da Ponderano, il tribunale di prima cognizione in Biella sedente, con sua ordinanza del 30 testè perduto dicembre, ha fissato l'udienza del 30 volgente mese per il secondo incanto degli stabili descritti nel bando venale in data del 5 dicembre già mentovato, al prezzo ed alle condizioni, di cui nello stesso bando.

Biella, il 9 gennaio 1852.

Regis sost. Serralonga caus. coll.

NOTA

All'udienza del regio tribunale di prima cognizione di Pinerolo del 5 prossimo febbraio, ore 10 del mattino, nel giudicio di subastazione promosso da Giorgio Don, residente in questa città, contro fratello Pietro, Margarita e Carlo Giuseppe, padre e figli, dimoranti la Margarita a Vigone, e gli altri due a Torino, seguirà il primo incanto dei beni di cui nel bando venale 17 andante mese, in due distinti lotti, al prezzo di L. 800 pel primo lotto, e di L. 400 pel secondo, offerto dall'instante Don, oltre alle condizioni dal suddetto bando risultanti.

Pinerolo, il 19 gennaio 1852.

Marentini proc. coll.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 20 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: ultimo pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: ultimo pr. dopo bor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 8 bre						
1831 « » 1 genn.						
1848 » » 1 7 bre						
1849 » » 1 genn.		92				
1851 » » 1 dicem.						
1834 *Obblig.* 1 genn.						
1849 » 1 8 bre						
1850 » 1 agosto						
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— *Banca di Savoia*						
Città di Torino (4 0/0 *oltre le inter. decor.*)						
(5 0/0 0/0 *fog.*)						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nova)						
Incendii a premio fiss. 31 *x.bre*						
Via ferr. di Savigliano 1 *genn.*		440				
Molini presso Collegn. 1 *giugno*		445				

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi
Augusta	253/—	252 1/2 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	210 1/2 —	— —
Lione	99 90 —	99 35 —
Londra	25 30 —	25 19 1/2
Milano	— —	— —
Parigi	99 90 —	99 35 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 09 —	20 12 —
— di Savoia	28 77 —	28 82 —
— di Genova	79 40 —	79 55 —
Sovrana nuova	35 18 —	35 25 —
— vecchia	34 99 —	35 08 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

TEATRI D'OGGI

REGIO. (ore 7 1/2) Opera: i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il Ventaglio*, — con farsa.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Midi à 14 heures.*

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recit: *Il gran convitato di pietra*, o *D. Gioanni Tenorio*. (Replica)

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il terribile assassino di Lucerna*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il Fischietto*.

WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 9 mattina	mezzodì	ore 5 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 9 mattina	mezzodì	ore 5 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 9 mattina	mezzodì	ore 5 sera	ANEMOSCOPIO: ore 9 mattina	mezzodì	ore 5 sera	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 9 mattina	mezzodì	ore 5 sera
13 genn.	742 14	743 78	743 16	— 1 0	+ 3 6	+ 4 9	— 0 8	+ 4 2	+ 3 5	S.S.O.	S. O.	S. O.	Nebbia	Nebbia	Nebbia
14 »	741 78	742 64	741 96	+ 0 2	+ 4 7	+ 6 4	+ 1 5	+ 4 0	+ 4 5	S. O.	N.N.O.	N. E.	Nebbia	Nebbia	Nebbia
15 »	743 76	743 72	744 80	+ 0 6	+ 0 6	+ 6 5	— 1 4	— 0 3	+ 3 7	S. O.	S.S.O.	S.S.O.	Nebbia	Nebbia	Cielo velato

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 19 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

GIOVEDI' 22 GENNAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 46	24	13
Per l'Estero	» 80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

AVVERTENZA

Si rinnova l'avviso ai signori richiedenti inserzioni (ed in ispecie a quelli delle provincie) di Annunzi, Note giudiziali, o simili, di voler d'or innanzi rivolger le loro domande, accompagnate da vaglia o mandato postale corrispondente al presunto ammontare del diritto della richiesta inserzione, in ragione di centesimi 30 per ogni linea di stampa, all'Ufizio di segreteria esclusivamente (Tip. Favale, via S. Martiniano, casa Gibellini), e dirette al sig. Paolo Falco, segretario.

Le lettere ed i pieghi debbono essere affrancati.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti del 4 gennaio 1852, ha fatte le seguenti nomine e disposizioni:

Perotti Carlo Vittorio, luogotenente nel Corpo Reale d'artiglieria, promosso al grado di capitano nello stesso Corpo;
Nomis di Pollone conte Paolo, luogotenente nel Corpo Reale d'artiglieria, ora in aspettativa, richiamato in servizio effettivo nello stesso Corpo;
Monet Augusto Alessandro, furiere maggiore nel Corpo Reale d'artiglieria, promosso al grado di sottotenente nello stesso Corpo;
Vuatoux Luigi Eugenio, id., id.;
Zavattaro Paolo, sotto commissario aggiunto delle fortificazioni e fabbriche militari, collocato in aspettativa per motivi di salute;
Bergondi teol. D. Dionigi, cappellano nell' 11 reggimento di fanteria, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Ferrari D. Antonio, cappellano in aspettativa ed incaricato di far da cappellano del castello di Casale, nominato cappellano nell'11 reggimento di fanteria;
Bonino cav. Giovanni Giacomo, dott. collegiato, medico ispettore presso il Consiglio superiore militare di sanità, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Cortese Giovanni Domenico, luogotenente nel reggimento Cavalleggieri di Sardegna, collocato a riposo;
Marini Michele, id., id.;
Capello di San Franco cav. Alessandro, luogotenente nel reggimento Cavalleggieri di Sardegna, trasferto nell'arma di fanteria e collocato in aspettativa per riduzione di Corpo;
Bollero Giuseppe, sottotenente nel 10 reggimento di fanteria, ora in aspettativa, collocato a riposo;
Rossi Gerolamo Giuseppe, capitano nel 7 reggimento di fanteria, ora in aspettativa, collocato in riforma;
Bessone Giuseppe Giovanni Battista, capitano nel 15 id., id., id.;
Mattone di Benevello cav. Angelo Carlo, capitano nel 15 id., id., id.;
Bovio Giacomo, luogotenente nel 4 id., id., id.;
Gazzino Giovanni Carlo, luogotenente nel 9 id., id., id.;
Sauvaigne Renato Agostino, luogotenente nel 9 id., id., id.;
Groppo Pietro, luogotenente nel 16 id., id., id.;
Niggi Lorenzo, luogotenente nel 18 id., id., id.;
Baldracco Giuseppe, sottotenente nel 1 id., id., id.;
Barbotto Pietro, sottotenente nel 3 id., id., id.;
Schiaffino Gaetano, sottotenente nel 5 id., id., id.;
Griogliо Filippo Domenico, sottotenente nel 7 id., id., id.;
Peragallo Antonio, sottotenente nell' 8 id., id., id.;
Pennacino Carlo Giuseppe, sottotenente nell' 8 id., id., id.;
Sardi Vittorio Antonio, sottotenente nell' 8 id., id., id.;
Olmo Onorato, sottotenente nel 9 id., id., id.;
Cucetto Giovanni Lorenzo, sottotenente nel 13 id., id., id.;
Pozzi Giovanni Battista, sottotenente nel 14 id., id., id.;
Bona Carlo Giuseppe, sottotenente nel 16 id., id., id.;
Gorgerino Giuseppe, sottotenente nel 16 id., id., id.;
Marchisa Cristoforo, sottotenente nel 16 id., id., id.;
Mottino dott. Giuseppe, medico di battaglione nel Corpo sanitario militare, dispensato da ulteriore servizio in seguito a sua domanda;
Moneta Antonio, sottotenente nel 4 reggimento della brigata Granatieri, dispensato dal servizio;
Demaria Maria Catterina, nata Falco, vedova del luogotenente in ritiro Giuseppe Demaria, accordatale un'annua vitalizia pensione.

Con Decreti del 9 gennaio:

Cuniberti Lorenzo Gerolamo, maggiore comandante il Corpo degli Infermieri militari, collocato a riposo, conferendogli in pari tempo il grado di luogotenente colonnello nell'armata.
Pagnati Pietro Luigi, capitano nel Corpo degli Infermieri militari, nominato capitano nel battaglione Veterani del Corpo Veterani ed Invalidi;
Gobbo Camillo, luogotenente ufficiale contabile di prima classe nell'amministrazione degli spedali militari, ora addetto allo spedale di Genova, collocato in aspettativa per soppressione d'impiego;
Argiroffo Antonio, sottotenente nel Corpo degli Infermieri militari, collocato in aspettativa per soppressione di Corpo;
Roda Gaspare Luigi, commissario di guerra di seconda classe, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Patrucco Carlo, assistente direttore del R. Magazzino delle Merci, collocato a riposo in seguito a sua domanda, conferendogli in pari tempo il titolo e grado di sottocommissario di guerra;
Roasio Carlo, sottocommissario di guerra onorario, collocato a riposo in seguito a sua domanda.

Con Decreti del 15 corrente:

Rocci cav. Alessandro, maggiore nel Corpo Reale del Genio, segretario del Congresso consultivo permanente della guerra, incaricato delle funzioni di comandante in secondo della Regia militare Accademia;
Castelluzzo Faustino, capitano nel 16 reggimento di fanteria, e comandato presso il Ministero di guerra, collocato in aspettativa per motivi di salute;
Calleri-Gamondi cav. ed avv. Giacomo, sotto segretario in sopranumero nel Ministero di guerra, collocato in aspettativa per riduzione del personale;
Marianini Domenico, maggiore nel battaglione Veterani del Corpo Veterani ed Invalidi e comandato presso l'Azienda generale di guerra, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Compans de Brichanteau conte Alessandro, consigliere d'appello, applicato all'Uditorato generale di guerra, ora in aspettativa, collocato a riposo;
Dell'Acqua Giuseppe, commissario di guerra, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Gajato Giuseppe, sottotenente nel reggimento Piemonte Reale cavalleria, collocato a riposo per gravi incomodi di salute;
Drione avv. Nicolò, sotto commissario di guerra locale a Finalmarina, collocato in aspettativa per soppressione d'impiego.

S. M., in udienza del 15 corrente, ha fatto le seguenti nomine nel Corpo della Guardia Nazionale del Regno, cioè:
Masera Antonio, maggiore del battaglione comunale di Chieri;
Vaglio Luigi, aiutante maggiore in 2° del battaglione comunale d'Oleggio col grado di luogotenente.

Nella stessa udienza S. M. ha conferito il grado di luogotenente all'avv. Luigi Demichelis finchè eserciterà la carica di relatore del Consiglio di disciplina del primo battaglione, prima legione della Guardia Nazionale di Torino.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato, Reggente il Ministero delle Finanze, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. La Dogana di Vernante dipendente dalla Direzione di Torino, ed Ispezione di Cuneo, è abolita a datare dal 1 febbraio corrente anno.

Art. 2. A cominciare dal suddetto giorno, il Personale della Dogana di S. Pier d'Arena (Genova) è accresciuto di un commesso alle spedizioni, collo stipendio di L. 1,000.

Il Ministro Segretario di Stato, Reggente il Ministero delle Finanze, è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. a Torino, addì 18 gennaio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 21 gennaio*

Nella seduta d'oggi il Senato adottò la legge sulla tariffa postale; quindi udì la relazione sul progetto di legge relativo al trattato di commercio coll'Austria.

Nella tornata di quest'oggi la Camera dei Deputati si occupò dell'elezione del collegio elettorale di Tempio, e ordinò un'inchiesta sulla medesima. Passò quindi a relazioni di petizioni.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE.

Comitato centrale.

Adunanza del venerdì 23 gennaio 1852, ore 7 1/2 di sera, nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

Ordine del giorno

1. Proposte sugli esami del Magistero.
2. Relazione sulle scuole per le maestre-alunne istituite in varie città dello Stato, e sulla convenienza di lasciarle all'indirizzo privato, o di ordinarle coll'indirizzo del Governo.
3. Relazione sul Regolamento delle scuole secondarie.
4. Alcune proposte sull'ordinamento delle facoltà dell'Università.

AZIENDA GENERALE DELLE FINANZE.

Tiletto invitativo.

S'invita chiunque voglia attendere alla provvista degli oggetti di corredo infra designati, a presentare all'Azienda Generale delle Finanze, prima delle ore 11 del giorno 5 venturo febbraio, il suo partito suggellato, ed accompagnato da un vaglia per lire 1500, esteso su carta proporzionale di commercio e sottoscritto da persona notoriamente risponsabile, in ribasso dei prezzi per gli oggetti stessi stabiliti.

I campioni ed i capitoli dell'impresa sono visibili nella stessa Generale Azienda presso cui trovansi depositati.

Il deliberamento avrà definitivamente luogo in detto giorno a favore di chi, all'apertura delle schede, risulterà aver fatto il partito migliore secondo le condizioni dai capitoli d'oneri prescritte.

Oggetti a provvedersi.

I. N. Centosettantasette tuniche di panno bleu con golette e paramani di panno scarlatto, calcolate per ciascuna . . . . . L. 52 »
II. » Diciassette doppi alamari in gallone messo in oro della lunghezza di millimetri dodici per caduno paio . . . . . » 5 50
III. » Centosettantasette *Cabana* in panno bigio con cordoni di lana bleu, calcolati per caduno » 61 »
IV. » Centosettantasette paia pantaloni in panno bleu con doppia banda di panno scarlatto e staffe (tiranti) in cuoio, per ciascun paio . . . » 18 50
V. » Centosettantotto berretti in panno bleu con pistagne rosse e fodera in marocchino, visiera in cuoio, fascia di panno scarlatto, e stemma in fronte di metallo giallo secondo il modello, per caduno . . . . . » 5 »
VI. » Diciassette trecce in oro per guarnizioni di berretti . . . . . » 0 90

Torino, dall'Azienda Gen. di Finanze, addì 10 gennaio 1852.

Per l'Intendente capo della 2. Divisione
Il Sottocapo di Divisione, A. FENOGLIO.

CITTA' DI TORINO.

Avviso d'Asta

per la vendita di terreni situati sulla piazza Carlo Felice e sull'antica piazza d'armi.

Essendo tuttora invenduti varii terreni fabbricabili proprii di questa città, situati sulla piazza Carlo Felice e sull'antica piazza d'Armi, scompartiti in varii isolati suddivisi in più lotti, conformemente al piano d'ingrandimento approvato con Regio Decreto del 15 marzo 1851, questo Municipio, ad oggetto di facilitarne la vendita, ed anche per secondare il desiderio da molte persone manifestato, deliberò in Consiglio comunale del 12 corrente di far dividere alcuni di quegli isolati in lotti più piccoli dei preesistenti, e di riesporli all'incanto sulle basi degli stessi pezzi, e delle medesime condizioni già state approvate dal Consiglio comunale del 17 marzo 1851, e modificate da quello delegato in seduta 25 ottobre stesso anno, e sotto le avvertenze occasionate da quella nuova disposizione.

Essendosi pertanto, per opera del sig. architetto Gabetti, proceduto alla nuova divisione dei lotti, e conseguentemente alla redazione del relativo elenco della rispettiva superficie e del prezzo d'asta corrispondente a ciascuna,

Si notifica:

Che mercoledì 28 del corrente mese a un'ora dopo mezzogiorno, in una sala di questo civico palazzo, dal sig. Sindaco, con assistenza del Consiglio delegato, si apriranno gli incanti per la vendita dei detti terreni, secondo il nuovo compartimento dimostrato nell'accennato piano Gabetti, e saranno deliberati agli offerenti maggior aumento sui prezzi rispettivamente fissati ed apparenti da apposito elenco, subordinatamente alla osservanza delle medesime condizioni che servirono di base negli ultimi esperimenti d'asta che ebbero luogo in novembre e dicembre 1851, e come sovra modificate: avvertendo che dai lotti posti in vendita già trovasi sottratto il suolo per le piazze e vie da essere destinato ad uso pubblico, e che per conseguenza il prezzo d'asta si riferisce per intiero al terreno fabbricabile, e gli acquisitori non avranno a retrocedere ad uso pubblico nessuna frazione del terreno acquistato.

Avvertenze.

1. L'asta si terrà col metodo della candela nella conformità espressa nei §§ 21 e 22 del regolamento IV d'acque e strade, annesso alle Regie Patenti 29 maggio 1817, ed agli articoli 266, 267 e 368 della vigente legge comunale 7 ottobre 1848.

2. Gli aspiranti, per poter essere ammessi alle licitazioni, dovranno giustificare di aver preventivamente depositato nella tesoreria civica, ovvero depositeranno al momento che si aprirà l'asta a mani del civico tesoriere, pure presente agli incanti, una somma non minore del 7 1/2 per cento sull'estimo del lotto cui intendesi di far partito.

Tale deposito potrà essere effettuato in contanti, ovvero in fondi pubblici dello Stato od in obbligazioni di questa città, al valore in corso.

I depositi suddetti saranno restituiti tosto ultimato l'incanto, ad eccezione di quelli dei deliberatarii, che saranno custoditi dal tesoriere civico, a cautela dell'asta, sino alla riduzione del deliberamento in instrumento.

3. Ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 100 per ogni lotto.

4. I lotti saranno incantati progressivamente secondo l'ordine di ogni isolato indicato con lettere nel piano suaccennato: e non potendo l'operazione terminarsi nello stesso giorno, verrà ripresa in quello successivo alla stessa ora, e così di seguito sino a compimento.

5. I lotti posti in vendita sono:

Lotto 2 . .	*isolato* C	Lotto 1. 2. 3. 4.	*isolato* L
» 1 . .	» D	» 1. 2. 3.	» M
» 1. 2. 3. 4.	» E	» 1. 2. 3. 4.	» N
» 1. 2. 3. 4. 5. 6.	» F	» 1. .	» O
» 1. 2. 3. 4.	» G	» 1. .	» S
» 1. 2. 3. 4.	» I		

come evincesi dall'accennato piano, del quale, unitamente alle condizioni della vendita, ed all'elenco della superficie e dei prezzi di ogni lotto, sarà data visione ai richiedenti nella segreteria di questa città (ufizio edilizio) in tutti i giorni dalle ore 10 del mattino alle 4 pomeridiane, esclusi i festivi.

6. Il pagamento del prezzo è diviso in 7 rate, la prima delle quali di 1/5 da soddisfarsi nell'atto della riduzione del deliberamento in instrumento, e le altre nelle somme rispettivamente fissate per ognuna alle epoche stabilite all'art. 4 dei capitoli.

7. L'esito dell'incanto sarà reso pubblico con apposito avviso affisso all'albo pretorio, per provvedere in seguito nella conformità prescritta dalla legge comunale.

Torino, dal civico palazzo, il 17 gennaio 1852.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — *Birra da tavola*. La carezza del vino cagionata e dalla scarsità delle vendemmie, e dalla diminuzione dei dritti all' entrata in Lombardia, ha suggerito al sig. Perla, distinto fabbricatore di birra in Alessandria, di fare uno studio speciale della *birra da tavola* di cui fanno uso quasi esclusivo parecchie nazioni.

Noi abbiamo esaminato accuratamente questa nuova bevanda dal lato chimico, ed igienico, e possiamo affermare che essa ha il doppio merito di essere eccellente al gusto, e di potersi conservare; mentre, in seguito ad esperimenti ripetuti anche in recipienti scemi, e dopo qualche tempo, non si riconobbe alcuna acescenza nè diminuzione di forza.

Il sig. Perla che da molti anni fabbrica con successo le diverse e migliori qualità di birra, quali sono il *Porter*, l'*Ale*, la birra ad imitazione di quella di Baviera, la *bianca* e la *doppia* alla foggia di quella di Lione, e che perciò consegui nell'ultima esposizione di prodotti dell' industria una medaglia d'argento, ben comprendendo il bisogno delle classi meno agiate, riuscì a colmare questo vuoto producendo un' ottima qualità di birra da tavola.

Egli si adoprò a ciò con molte cure e sacrifizi, studiando le varie qualità dei materiali, e modi di manipolazione in parecchi viaggi in Francia, Inghilterra e Germania, d'onde condusse abili operai per dirigere anche i suoi stabilimenti di Genova e Torino, i quali gareggiano colle fabbriche estere, e possono forse dirsi fra i migliori non solo del Piemonte ma d' Italia.

La salubrità, come la discretezza del prezzo della *birra da tavola* di cui si rese benemerito il prelodato signor Perla, faranno apprezzare dal pubblico, noi non ne dubitiamo, l'utilità dal sostituire al vino questa saporita bevanda, di cui l'esperienza si incaricherà fra breve di mostrare i vantaggiosi risultamenti.

PROVINCIE. — Si legge nel *Vessillo Vercellese*:

Aveva luogo martedì (13) la solenne dispensa dei premi agli alunni del nostro collegio nazionale in presenza delle autorità civili, militari ed ecclesiastiche e di grande moltitudine di popolo. Il prof. Mantelli vi leggeva un' erudita dissertazione sulla letteratura.

TOSCANA

Si legge nel *Costituzionale* di Firenze:

R. Accademia de' Georgofili.

L'ultima domenica del passato decembre ebbe luogo l'annuale adunanza solenne dell'Accademia de'georgofili. Numerosa udienza attestava come duri ancora nel pubblico fiorentino l' amore e la venerazione per questo benemerito istituto, che seppe conservare ed accrescere il deposito delle sane dottrine economiche, e promuovere ogni specie di miglioramenti nell'agricoltura. E fu veramente con questo duplice intendimento proposto ai suoi studi, che l'accademia de' georgofili congiunse il suo nome ai più apprezzabili progressi civili del nostro paese, imperocchè è manifesto che la libertà economica, e l'industria agraria, sono i cardini sui quali riposa la prosperità pubblica della Toscana.

Le adunanze solenni dell'accademia sono destinate alle relazioni degli studi compiuti nell'anno, ed agli elogi degli accademici defunti. A quanto udimmo dal f. f. di segretario degli atti, avv. M. Tabarrini, l' accademia non spese invano il suo tempo anche nella decorsa annata, ed importanti argomenti, sia di pratica agraria, sia di scienze naturali, sia di morale ed economia pubblica, furono trattati da' soci nelle mensili adunanze.

Anche della corrispondenza accademica ci esponeva un quadro assai lusinghiero il segretario delle corrispondenze, march. Luigi Ridolfi, ed opportunamente chiudeva il suo rapporto con alcune avvertenze sulla mondiale esposizione di Londra da esso visitata, e sulla parte che vi ebbe la Toscana, non senza onore delle sue industrie.

Compiuta la relazione istorica degli studi accademici, ebbero Lelle parole di elogio i soci defunti Gaetano Cioni ed Eugenio de Reboul, il primo dal prof. cav. Francesco Bonaini, il secondo dal prof. Antonio Targioni-Tozzetti. Annunziato era pure l'elogio del dottor Cosimo Vanni, già presidente del parlamento toscano, ma l'avv. Vincenzo Salvagnoli, al quale era commesso questo pietoso ufficio, credè di doverne differire l'adempimento, ed in una lettera diretta al presidente, e letta in adunanza, fece conoscere i motivi di tale sua risoluzione. I quali motivi parvero a tutti ragionevolissimi; inquantochè il Vanni, avendo partecipato alla vita pubblica della Toscana, non poteasi disgiungere nel suo elogio l'accademico dal cittadino; ed entrando in questo arringo, era di necessità toccare fatti sui quali pende oggi fra noi un giudizio di Stato. Ad evitare il doppio pericolo di preoccupare la giustizia o di mentire alla storia, era dunque prudente il soprassedere.

Conchiudendo questa sommaria relazione dell' adunanza solenne, noi auguriamo all'accademia di riprendere i suoi studi colla alacrità usata, conservandosi degna della sua fama e del pubblico favore; il quale non le mancherà mai, finchè ella saprà dirigere l'operosità sua ad intendimenti civili.

— Lo stesso giornale in data del 18 tiene parola della prima adunanza tenuta il dì 11 corr. della R. Accademia, di cui promette di pubblicare succintamente le importanti discussioni di ogni tornata.

—Leggesi nella *Gazzetta universale d'Augusta* sotto la data di Firenze, dicembre prossimo passato:

Il direttore di quest'ufizio di statistica, A. Zaccaria Orlandini, ha da poco tempo, come già nell'anno passato, reso pubblico uno specchio della popolazione della Toscana, secondo l'anagrafi fattane in aprile 1851. Se nella prima pubblicazione di tal fatta fu indicata soltanto la popolazione secondo i comuni ed il numero degli abitanti della città, la presente offre materiali ben più abbondanti ed utili, e in un paio di pagine si trova raccolta una quantità di notizie particolareggiate le più acconce. Giacchè oltre alla suddetta anagrafi vi è data anche quella per cancellerie di comuni, per prefetture e delegazioni, per circondari giudiziarii, per diocesi, e finalmente la spartizione per valli; la quale ultima ha ed avrà importanza storica, attesa la struttura del paese e le vecchie costumanze, come, in caso consimile, la spartizione rivoluzionaria della Francia in dipartimenti, ponendo a base dei quali gli elementi geografici, non si potè cancellare il nome delle antiche provincie. Secondo la nuova anagrafi la Toscana ha attualmente 1,761,440 abitanti: ne aveva nel passato anno 1,735,777, il che pel 1851 dà un soprappiù di 25,563. Di questi degli abitanti delle città e paesi il seguente: Firenze 109,635, aumento percio di 1507, Livorno 74,550, aumento 1087; Pisa 25,775, aumento 885; Lucca 22,346, diminuzione 1071, il che dovrebbe stare come un fatto isolato, che però si spiega pel mutamento dei rapporti politici: Siena 21,476, aumento 32; Pistoia 12,797; Prato 11,665; Arezzo 10,525; Viareggio 7371; Pescia 4396; Volterra 4254; Cortona 3450. La popolazione dei 17 altri luoghi più piccoli che hanno diritti di città, il numero dei quali è chiuso dalla deserta Soana che ha circa 70 abitanti, e nell'estate circa la metà, sta quasi sullo stesso piede. Se riguardiamo poi alla nuova divisione governativa in prefetture e viceprefetture, che sorse appena nel 1848, si hanno i seguenti risultati: prefettura di Firenze 448,940 abitanti, viceprefettura di S. Miniato e di Rocca S. Cassiano (Romagna), quella 105,600, questa 40,110 abitanti, prefettura di Lucca 204,904, prefettura di Pisa 181,853, viceprefettura di Volterra 42,555, prefettura di Siena 122,543, viceprefettura di Montepulciano 62,497, prefettura di Pistoia 153,351, prefettura di Grosseto 76,697, governi di Livorno e dell' isola dell' Elba, quello 84,907, questo 21,020 abitanti. Vedesi come in questa nuova spartizione, che però distrusse le anteriori divisioni, si abbia saputo ben poco conservare, anche approssimativamente, proporzioni eguali nel numero, dimodochè il desiderio di una totale riforma ha tentato più volte di farsi sentire, cosa però cui non può nemmeno pensarsi in tempi come i presenti. Secondo la spartizione per giudicature la Corte d'appello (Corte regia) di Firenze ha 1,225,949, quella di Lucca 535,221 anime. Sotto di quella stanno otto tribunali di prima istanza, a Firenze, S. Miniato, S. Cassiano, Siena, Montepulciano, Arezzo, Pistoia, Grosseto; sotto di questa cinque, a Lucca, Pisa, Volterra, Livorno, e nell' isola dell'Elba, con circondari, la popolazione dei quali ascende dalle 21,020 (Elba) alle 448,940 anime (Firenze). Le diocesi sono in numero di 20 delle quali alcune abbracciano due antiche curie. Vi hanno quattro arcivescovati: Firenze, Lucca, Pisa, Siena: il primo con 447 parrocchie e 360,756 anime, l'ultimo con 112 parrocchie e 55,945 anime. Fra i vescovati quello di Pistoia-Prato ha il numero maggiore di anime 154,138, quello di Montepulciano il numero minore 12,559. Sette diocesi dello Stato Pontificio, quelle di Faenza, Bertinoro, Forlì, Città di Castello, Città della Pieve, Sarsina ed Imola hanno giurisdizioni su parrocchie del granducato; Faenza (in Romagna) per fino ha 49 parrocchie, con 47,324 abitanti. Sotto l'abbazia delle Tre Fontane presso Roma sta Orbitello co' suoi dintorni al monte Argentaro, con 8072 anime: le dipinture, mezzo cancellate del portone d' ingresso dell'antico cortile dell'abbazia *ad aquas Salvias* nella deserta campagna di Roma, rammentano ancora questa dominazione che risale ai tempi dei Carlovingi. La totalità delle parrocchie del granducato ascende a 2618. Sottraendo dalla somma totale le 49,477 anime che stanno sotto queste diocesi straniere, ognuna delle diocesi dello Stato ha il numero di 60,085 anime. Fra le 16 valli, alle quali si uniscono le valli più piccole, la valle del Serchio, (l'antico ducato di Lucca coi dintorni) ha il maggior numero di abitanti 231,665: la valle del Tevere che confina coll' Umbria e col ducato di Urbino, il minore 26,057. La valle fiorentina dell'Arno ne ha 205,655. Le isole d'Elba, Giglio, Pianosa, Gorgogna, Palmaiola e Montecristo, hanno un numero totale di 22,995 abitanti, dei quali l' isola d' Elba ne ha 20,906. Sulla rupe, resa celebre da Alessandro Dumas, ne abitano tre che se ne dividono il dominio colle capre.

FRANCIA

PARIGI, 18 *gennaio*. Leggiamo nel *Constitutionnel*: Si affetta di credere e di dire che l'Inghilterra ordinò armamenti, e che mette le sue coste in istato di difesa. Noi dovremmo essere abituati a vedere gli uomini di guerra e gli ufficiali di mari inglesi richiedere tali provvedimenti di precauzione ogni qualvolta succede in Francia alcuna cosa che valga a interessarli da presso o da lontano. Negli ultimi anni del regno di Luigi Filippo, il quale per certo non credevasi che nutrisse pensieri di guerra, allorchè la Camera dei deputati votò un credito ripartito sopra varii anni per l'aumento del nostro materiale navale, l'ammiraglio Napier e molti altri chiesero armamenti straordinarii, e si diedero a consigliare la leva forzata de'marinai e quasi a sonar l'avviso di prepararsi ad una grande guerra marittima. Non vi si fece allora che ben poca attenzione.

Gli armamenti, di cui trattasi oggidì in Inghilterra, non hanno maggior realtà di quanto ne avessero in quel tempo. Ma non vogliamo qui parlare se non di ciò che si dice fra noi. Da molti si raccolgono queste voci di guerra: si ha interesse ad esagerarle, e si vanno esagerando; se ne fa la base dei più assurdi commenti; se ne deducono le conseguenze più sinistre, e si cambiano in notizie false.

Il governo, se si credesse agli *allarmisti*, ci ricondurrà in breve all'epoca del campo di Boulogne, e starebbe già per discutere il progetto, anzi a concertare i mezzi di uno sbarco in Inghilterra.

Altri cianciatori di notizie volgono da un'altra parte l'ambizione conquistatrice di Luigi Napoleone. Questi assicurano che si sta per operare con un decreto l'ammessione del Belgio alla Francia; quelli, che trattasi di riprendere le frontiere del Reno; gli uni sanno che si ha qualche mira sopra Ginevra, altri sulla Savoia. Ciascuno è in possesso di un secreto di Stato; ciascuno è nella confidenza d'un progetto da cui devono dipendere le sorti della patria e dell'Europa.

Occorre egli di dire che tutte queste pretese informazioni non sono che favole ridicole? Certamente. La sicurezza e l'onore della Francia sono in buone e degne mani. Luigi Napoleone, se avesse a sostenere al difuori il diritto o la dignità della nazione che lo mise alla sua testa, non sarebbe infedele alle gloriose tradizioni di famiglia. Ma prima di tutto, per porsi in grado di difendersi, sarebbe d'uopo essere attaccato; e niuna potenza del mondo pensa a inquietar la Francia nella sua indipendenza o ne'suoi interessi. In secondo luogo, non mai il pensiero d'un'aggressione ingiusta contro uno Stato grande o piccolo non entrò nella mente o nell'animo di Luigi Napoleone.

L'eletto di sette milioni di francesi attende a organizzare il suo governo, per dare alla patria un'èra d'ordine, di lavoro e di prosperità. È questa un'opera abbastanza bella e grande. Le idee che occupano i suoi consigli sono idee che si collegano tutte alla pace della Francia e del mondo.

Che si ha da scorgere adunque in coteste voci di guerra? Semplicemente, come già abbiamo detto, una guerra di false voci contro il governo nazionale di Luigi Napoleone.

— Risulta dai registri dell'ufficio delle partenze da Liverpool e di Southampton che varii ex-rappresentanti si sono di recente imbarcati per l'America. Tre si recano agli Stati Uniti e due al Messico, con intenzione di dedicarsi al commercio ed all'industria.

— I giornali inglesi avevano annunciato, sopra erronee informazioni, l'arrivo dei generali Changarnier e Lamoricière a Londra. Il primo è tuttora a Malines, e il secondo è malato di podagra a Colonia.

— I signori Joigneaux, Esquiros, Saint-Ferréol e Latrade, ex-rappresentanti, sono partiti oggi da Parigi. I primi tre si recano a Brusselles, e l'ultimo va ad abitare presso di suo fratello stabilito in Ispagna.

— Si sta collocando il filo di un telegrafo elettrico che comunicherà dal ministero dell'interno alla Borsa.

SPAGNA

MADRID, 13 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

La *Gazzetta di Madrid* pubblica un reale decreto col quale è accettata la demissione del sig. Alessandro di Castro dalle funzioni di governatore della provincia di Madrid, a motivo della cagionevole salute di lui. Un altro decreto nomina al suo posto il signor Melchiorre Ordonez, governatore della provincia di Cadice.

I capitani del genio signori Sbanez e Sbarreta sono ritornati da un loro viaggio in Europa, ove visitarono gli stabilimenti più notevoli del genio di varie nazioni. Visitarono Strasburgo, Liège, Berlino, Vienna, Olmutz, Venezia, Verona e Milano, ed arrecano note importantisime sovra l'arma del genio.

INGHILTERRA

LONDRA, 17 *gennaio*. Si legge nel *Sun*:

Ci si annunzia essere stato deciso dall' ammiragliato che sieno pagati 40,000 sterlini su i fondi della marina in favore degl'inventori delle elici pe' nostri vascelli da guerra.

— Si legge nell' *Express*:

Pare che se occorresse l'invio di nuove truppe al Capo di Buona Speranza, tre reggimenti partirebbero da Cork, essendochè la tranquillità di cui gode il sud dell' Irlanda è tale, che i delti tre reggimenti potrebbero esserne allontanati senza pregiudizio del pubblico servigio.

— I giornali inglesi pubblicano il testo della nuova costituzione di Francia, e la maggior parte d'essi contengono in questo proposito articoli molto lunghi. Il *Morning Post* e il *Morning Advertiser* la approvano pienamente; il *Morning Chronicle* è moderato nella sua critica; il *Times* e il *Daily News* la giudicano con severità.

— Si legge nel *Daily-News*:

Un gran *meeting* degli operai non-associati fu tenuto ieri sera all'albergo di Mason's Arms Lambeth. I promotori di questa riunione si proponevano di suggerire che quella classe degli operai, i quali si trovano senza lavoro in causa di fatti non dipendenti dalla lor volontà (e si dice che sono al numero di più di due terzi), potrebbero adottare de' provvedimenti che li ponessero in istato di agire come mediatori tra i capi costruttori di macchine e i loro operai, in modo da por termine alla vertenza con un accomodamento amichevole.

Fu fatta una mozione la quale importa che tutti gli operai in rapporto con la industria metallurgica, i quali disapprovano il sistema adottato dal consiglio esecutivo della società di fusione, facciano tutti i loro sforzi e colgano tutte le occasioni per ottenere che detta vertenza sia composta amichevolmente. Questa proposta è stata votata ad unanimità.

— Si legge nello stesso giornale:

Gli operai senza lavoro a Manchester doveano tenere ieri sera (16) un gran *meeting*, e que' di Oldham ne aveano convocato un altro al quale era invitato il sig. Newton.

— Scrivono al *Sun* da Bristol in data del 16:

Ci vien detto che gli operai de' vasti e importanti stabilimenti de' signori Slothers, Staugheter e compagnia hanno risoluto di non fare per nulla causa comune coi loro fratelli di Londra e d'altre località, collegati contro i capi costruttori di macchine; nè alcun'altra persona della nostra città è stata esortata a farlo.

ALEMAGNA

FRANCOFORTE. Anche l'*Hamburger Nachrichten* conferma che lo scioglimento della marina tedesca è definitivamente deciso dalla Dieta. La missione del consigliere di legazione Neuburg, a Berlino, a nulla potè riuscire. Però nei fogli semi ufficiali si diceva che la decisione dei governi era aspettata fino al 28 di gennaio.

La *Gazzetta nazionale* afferma che nella seduta del 7 gennaio della Dieta, i commissarii dell'Assia Elettorale chiesero formalmente che fosse modificata la costituzione dell'Assia Elettorale. La proposta fu rimandata alla commissione politica.

Il principe Ermanno di Waldeck, avendo chiesto che la costituzione del suo principato fosse cangiata, la Dieta aggiornò l'esame di quella proposta fino al 14 gennaio, giorno in cui il principe Giorgio Vittorio diverrebbe maggiorenne.

AUSTRIA. *Vienna*, 16 *gennaio*. Ecco il testo della patente imperiale relativa alla procedura giudiziaria, ed accennata nel foglio di ieri:

Patente imperiale dell' 11 gennaio 1852, valida per tutti quei paesi della corona nei quali è attualmente in vigore la provvisoria procedura penale del 17 gennaio 1850, sulla procedura da tenersi provvisoriamente innanzi alle corti provinciali di giustizia, fino alla introduzione d'una nuova legge sulla procedura criminale che subentrerà ai giudizii coi giurati.

Per mandar subito ad effetto l'abolizione dei giurati e stabilire una procedura quant' è possibile conforme alle determinazioni del regolamento di procedura penale del 17 gennaio 1850, fino a tanto che entrerà in vigore la legge da elaborarsi in seguito alla mia risoluzione del 31 dicembre 1851, sulla procedura penale nei crimini, e nei delitti di stampa, assegnati alle corti delle assise, io, sentito il mio consiglio di ministri e il mio consiglio d' impero, ordino quanto segue:

§ 1. Dal giorno della notificazione di quest'ordinanza, devono subentrare in luogo delle prescrizioni contenute nel regolamento del processo penale 17 gennaio 1850 sulla procedura innanzi alla corte delle assise, le determinazioni seguenti:

§ 2. La pertrattazione principale del processo in tutti i casi assegnati dall' art. 7 della patente 17 gennaio 1851 alle corti delle assise, dovrà aver luogo innanzi alle corti di giustizia provinciali, le quali pronunciano sentenza in un collegio di cinque giudici e un preside. Le corti provinciali di giustizia dovranno procedere in generale secondo le norme prescritte nel capitolo decimoquarto dell' accennato regolamento di procedura penale in quanto che nei paragrafi susseguenti non siano contenute delle determinazioni differenti.

§ 3. I paragrafi 17 e 44 inclusivi del regolamento di procedura penale 17 gennaio 1850 sono abrogati. Il presidente della corte provinciale di giustizia dovrà di volta in volta stabilire il giorno dei dibattimenti del processo, i quali saranno guidati da lui o da un suo sostituto.

§ 4. Il costituto dell'accusato, prescritto nel § 254 del regolamento di procedura penale, dovrà essere assunto dal preside o da un membro del tribunale. Il giudice istruttore è escluso dalla cooperazione ai dibattimenti finali del processo.

I nomi dei giudici, chiamati a giudicare, dovranno essere comunicati ad ogni accusato al più tardi tre giorni prima che s'incominci la pertrattazione finale dal presidente del tribunale o dal suo sostituto.

Relativamente alla pubblicità della procedura deesi tenere alle massime da me stabilite nella mia patente 31 dicembre 1851.

§ 5. Finita la procedura probatoriale, vengono sentiti il procuratore di Stato, l' accusato e il suo difensore, nell' ordine stabilito dal § 285 del regolamento di procedura penale. Le perorazioni dovranno limitarsi ai risultati di fatto dei dibattimenti, e alla qualificazione legale del fatto, escluse tutte le cuizioni sopra la pena da infliggersi. Incombe al procuratore di Stato di dichiarare con precisione, se la sua accusa, visti i risultati dei dibattimenti, si basa sopra i fatti contenuti nel suo libello d'accusa, ovvero sopra quali nuove circostanze di fatto la estende, ovvero quali fatti ei considera non più motivi d'accusa: e finalmente quali disposizioni di legge egli trova applicabili alle sostenute circostanze di fatto.

§ 6. Il preside dichiara poi chiuso il dibattimento, e il giudizio, credendo necessario, si ritira per la decisione sulla questione di reità, e sulla qualità legale del fatto posto a carico dell' accusato. La discussione del giudizio dee limitarsi alla questione se l'accusato sia reo dell'azione o dell' ommissione posta a suo carico, se l'azione o l' ommissione sia per legge punibile e qual azione od ommissione, riconosciuta punibile dalla legge, sia la base di quella; se il crimine sia consumato o tentato, e se l' accusato apparisca immediato delinquente, autore, correo o complice. Perchè l' accusato sia dichiarato reo fa d'uopo almeno di due terzi dei voti (quattro contro due). Il preside deve sempre dar il suo voto. A voti pari deesi concepire la sentenza sempre nel senso più favorevole all'accusato.

§ 7. Nei casi contemplati dal § 283 del regolamento di procedura penale, deve il giudizio sull' istante pronunciare la sentenza, che l'accusato viene assolto dall' accusa. Se all' incontro l'accusato viene riconosciuto reo di un'azione od ommissione punibile per legge, il giudizio deve decidere:

a. Di qual azione l'accusato fu riconosciuto reo, indicando precisamente le essenziali circostanze di fatto che esigono l'applicazione della determinata legge penale.

b. Qual crimine, delitto o trasgressione sia il fatto constatato, di cui è riconosciuto reo l' accusato, indicando precisamente le applicate disposizioni di legge.

§ 8. Immediatamente dopo chiuso il giudizio devesi annunciare la sua decisione nella sala della seduta e in presenza dell'accusato.

Il preside pubblica la decisione presa secondo il § 7, o la sentenza pronunciata secondo lo stesso §, come pure i motivi essenziali della decisione, preleggendo le applicate disposizioni di legge. Tutto ciò non avendo luogo la nullità.

§ 9. Se l'accusato è riconosciuto reo d' un'azione od ommissione punibile, il procuratore di Stato ottiene la parola per proporne la pena.

Dopo di lui hanno la parola, il privato interessato nel processo per provare le sue pretese di indennizzo, l'accusato e il suo difensore nell'ordine stabilito dal § 285 del regolamento di procedura penale. Le perorazioni delle parti devono limitarsi all'applicabilità e alla misura della pena proposta in base del giudizio pronunciato secondo il § 7 e sulle pretese d'indennizzazioni.

§ 10. Il giudizio deve subito pronunciare la sentenza penale, applicando le determinazioni contenute nei paragrafi 344, 346 del regolamento di procedura penale. Immediatamente dopo, deve il preside pubblicare nella sala della seduta ed in presenza dell'accusato la sentenza penale coi più essenziali motivi della commisurazione della pena, e preleggendo quegli squarci della legge, sopra i quali è basata la sentenza, ed istruire l'accusato dei mezzi legali di cui può servirsi. Tutto ciò non avendo luogo la nullità. Relativamente alla intimazione della sentenza devono valere i paragrafi 348 e 349 del regolamento di procedura penale. La intimazione deve però contenere anche le essenziali circostanze di fatto, indicate dal giudizio secondo il § 7 *let. a.*

§ 11. Contro la sentenza della corte provinciale di giustizia, sia d'assoluzione o di condanna, non ha luogo che il ricorso per nullità alla corte di cassazione, sotto l'osservanza delle determinazioni contenute nei §§ 352, 354, 356 e 359 del regolamento di procedura penale. Come motivo di nullità è però da riguardarsi particolarmente, se dalla sentenza della corte di giustizia e dai suoi motivi non apparisse chiaramente se il giudice ritenga o no come constatate quelle circostanze di fatto, le quali vogliono sia applicata la legge penale; così pure se la sentenza pronunciata secondo il § 6 è oscura, o contraddicente.

§ 12. La corte di cassazione decide sui presentati ricorsi per nullità in seduta non pubblica, senza intervenzione della procura di Stato, dell'accusato o del suo difensore.

§ 13. Queste determinazioni sono da applicarsi in tutti i casi, i quali sono riconosciuti di competenza del giurì.

FRANCESCO GIUSEPPE m. p.

F. Schwarzenberg m. p. C. Krauss m. p.

Per ordine sovrano

Ransonnet m. p.

Direttore di cancelleria del cons. di ministri.

Al precedente decreto vien dopo la seguente *ordinanza* del ministero di giustizia del 12 gennaio 1852, valevole per quei paesi della corona in cui presentemente vige il regolamento di procedura criminale del 17 gennaio 1850, secondo la quale, in seguito all' accennato decreto sovrano dell' 11 gennaio 1852 dal giorno della pubblicazione di questa ordinanza, la pubblicità dei dibattimenti criminali verrà limitata alla missione stabilita dai principii espressi nell'articolo 27 del sovrano autografo 31 dicembre 1851 (N. 4 del bollettino delle leggi dell'anno 1851).

A norma di un decreto sovrano di sua maestà i. r. apostolica rilasciatomi contemporaneamente coll' ordinanza imperiale dell' 11 gennaio 1852 (n. 5 del bollettino delle leggi), con cui viene ordinata la procedura criminale innanzi alle corti di giustizia provinciali provvisoriamente in vigore in luogo dei giurì, verrà ommessa la pubblicità dal giorno della pubblicazione della presente ordinanza in quei paesi della corona in cui tuttora vige il regolamento provvisorio criminale del 17 gennaio 1850, in tutti i dibattimenti criminali che hanno luogo si innanzi alle corti di cassazione, che presso le corti di giustizia provinciali, i giudizii collegiali e singoli giudizii distrettuali, e l'ammissione di uditori sarà da limitarsi alle misure determinate all'articolo 27 dei principii contemplati nel sovrano rescritto del 31 dicembre 1851 (n. 4 del bollettino delle leggi del 1851). Le presidenze di tutti i giudizii criminali ricevono nello stesso tempo unitamente alla presente le norme ulteriori, secondo le quali in senso dei principii sanzionati, essi potranno ammettere uditori ai dibattimenti criminali in prima istanza.

C. Krauss m. p.

— Sul congresso doganale di Vienna i fogli di Vienna recano quanto segue:

I rappresentanti dei vari governi presso le conferenze doganali di qui condussero di già a termine le discussioni intorno alla proposta *A* dell'i. r. governo austriaco risguardante, il trattato commerciale e doganale fra l'Austria e l'Unione doganale tedesca. Tutte le massime fondamentali stabilite furono accettate, per lo più ad unanimità, come erano state proposte. Per completare questa parte importante non s'attende altro che di riunire le proposte delle commissioni subalterne. Il § 1 della proposta *B* fu pure accettato in quanto al suo principio (trattato d'unione doganale); solo i plenipotenziari di Annover, Brunswick e Francoforte non diedero finora la loro adesione, i due primi perchè non conoscono ancora le intenzioni dei loro governi in tale riguardo. Il plenipotenziario di Francoforte fu l'unico che non potè accordarsi in quanto alla massima della proposta *B*. Tutti gli altri plenipotenziarii all'incontro si sono espressi che la massima stabilita in quel paragrafo dovrebbe essere stabilita necessariamente senza indugio. Nelle conferenze regna continuamente lo spirito di lealtà ed il più perfetto accordo intorno alla necessità d'una unione politico-commerciale fra la Germania e l'Austria.

— Sulle conferenze doganali, una corrispondenza indirizzata alla *Nuova Gazzetta di Prussia* reca i seguenti particolari: Nella seduta che seguì quella di apertura, il congresso, come è noto, ha nominato a presidente il sig. Hock. Gli inviati di Annover, Brunswick, Amburgo avrebbero dichiarato che essi assistevano alle conferenze senza però esprimere il loro parere. Per quanto concerne voti formali, tutti gli inviati si dissero privi d'istruzioni.

Ad ogni questione posta dal sig. Hock, i membri del congresso (stando alla citata corrispondenza del foglio di Berlino) rispondono abitualmente: « non posso dire nè *sì*, nè *no*. » Il sig. Hock nominò egli stesso le commissioni che sono due. La prima, incaricata di esaminare le questioni della tariffa, è composta dagli inviati di Baviera, Würtemberg, Sassonia, Assia elettorale e Brunswick; l'altra commissione, le cui attribuzioni non sono chiaramente determinate, sarebbe composta di tutti gli altri inviati.

— Scrivono da Vienna alla *Gazzetta di Voss*: L'ambasciatore d' Inghilterra ha rimesso al principe di Schwarzenberg la prima nota officiale del suo governo. Ci vien detto che essa è concepita nei termini più cortesi, ma non fa alcuna menzione della questione dei rifugiati; si aggira unicamente sulle vertenze fra la Danimarca e l'Alemagna.

Prussia. *Berlino*, 14 *gennaio*. La commissione della prima Camera, per le proposte relative al rivedimento della costituzione, ha respinto le mozioni che domandavano la riunione bienne delle Camere e la votazione del bilancio per due anni. La stessa commissione approvò la proposizione intesa a far discutere e votare il bilancio in tutte le sue parti dalle due Camere. È noto che la costituzione non conferisce alla prima Camera che il diritto di approvare o respingere il bilancio in massa.

Würtemberg. *Stoccarda*. Scrivono alla *Gazzetta di Colonia*: Oltre l' imprestito di 2 milioni di fiorini conchiuso colla casa Rothschild, la banca della corte ed i fratelli Benedect, se ne conchiuse un altro, pure di 2 milioni di fiorini, che dovranno essere versati in ragione dei bisogni per la costruzione delle strade ferrate. L'interesse è di 4 1/2 per 0/0. Il prestito è preso al pari.

Schwartzburg-Sondershausen. Anche in questo piccolo principato v' ha crisi ministeriale. Il ministro liberale Schop si è ritirato: come candidati alla successione di quel ministro vengono nominati alcuni funzionari prussiani. Però, in seno alla dieta di questo principato, il commissario del governo dichiarò che la carica di presidente del consiglio rimarrà vacante per qualche tempo, e che le funzioni ne sono per *interim* conferite al consigliere Schönmann.

AMERICA

La Plata. Si legge nel *Morning Herald*:

Si hanno notizie di Buenos-Ayres del 3 dicembre. Il generale Urquiza dovea attaccare Buenos-Ayres tra pochi giorni: 40,000 uomini erano sotto le armi e pronti a dargli battaglia. Cinque trattati sono stati conchiusi tra i governi del Brasile e di Montevideo, risguardanti: 1. la demarcazione dei confini; 2. un trattato d'alleanza offensiva e difensiva; 3. obbligazione del governo brasiliano di prestare aiuti pecuniarii a quello di Montevideo sino alla somma di 60,000 dollari mensili, oltre di 138,000 dollari per sopperire alle spese straordinarie, e 288,791 dollari già ricevuti. Il quarto trattato apre la navigazione dell'Uruguay al Brasile. I due governi s'impegnano a far disparire gli ostacoli che attualmente impediscono la sua navigazione al di là di Salto-Grande. Finalmente col quinto trattato, le parti contraenti convengono della estradizione de' disertori e rei di delitti comuni.

— Il signor Southern lasciò Buenos-Ayres il 3 dicembre per Rio-Janeiro, a fine di prendere le funzioni di ministro plenipotenziario di S. M. britannica presso la corte del Brasile. Il capitano Sore gli sottentra presso la confederazione argentina.

Brasile. Il *Giornale del commercio* di Rio-Janeiro dell' 11 dicembre annunzia che le elezioni de' rappresentanti erano state fatte in tutti i distretti dello Stato orientale con grande tranquillità, tranne in una parrocchia ove si era venuti ad alcune vie di fatto. Una divisione orientale di 1,600 uomini si era imbarcata su tre vapori da guerra brasiliani per congiungersi all' armata di Urquiza. Questa divisione, composta della migliore fanteria, obbedisce agli ordini del colonnello Cesare Diaz. A Buenos-Ayres le cose erano nel medesimo stato. Rosas dava ordini e contr'ordini per far fronte a una posizione disperata.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 22 *gennaio*.

ELEZIONI

Annecy — Francesco Bachet.

Si legge nella *Gazzetta di Milano* la seguente notificazione:

Il Regio Governo Sardo non permette agli ii. rr. piroscafi austriaci destinati al trasporto di passeggieri e merci sul Lago Maggiore di toccare la riva piemontese, e di approdarvi; nè le proposizioni fatte dal governo imperiale per ottenere una tale facoltà furono accolte per l'addotto motivo di pregiudizio all'impresa dei piroscafi sardi.

La legge della reciprocità obbliga il governo austriaco a far cessare immediatamente il favore sino ad ora concesso ai piroscafi sardi di approdare lungo la riva lombarda.

D'ora in avanti impertanto dovranno i piroscafi sardi natanti sul Lago Maggiore tenersi sempre lontani dalla costa lombarda non meno di 200 metri, nè sarà loro permesso di mettersi in comunicazione colle rive del territorio lombardo a mezzo di barche o qualsiasi altro corpo natante che possa servire al trasporto di persone e merci a terra, o viceversa da questa al bastimento.

Queste disposizioni si deducono a pubblica notizia in adempimento di venerato dispaccio di s. e. il sig. feld-maresciallo governatore generale civile e militare del regno Lombardo-Veneto, 12 corr. gennaio, e dovranno entrare immediatamente in vigore.

Milano, il 19 gennaio 1852.

L' I. R. Luogotenente,
Strasoldo.

Non risulta al R. Governo di S.M. Sarda che riguardo all' approdo di battelli a vapore, destinati al trasporto di viaggiatori e di merci sul Lago Maggiore, siensi eccitate difficoltà, se si eccettuano i battelli a vapore armati in guerra. Il Governo pertanto si riserva di prendere in proposito quelle misure che valgano a conciliare i reciproci interessi.

Francia, *Parigi*, 19 *gennaio*. Leggiamo nella *Patrie*: Annunciavasi iersera che il *Moniteur* di stamane conterrebbe la lista dei nomi de' membri del senato e del consiglio di Stato. Questa notizia non si è confermata, ma la pubblicazione di quella lista non tarderà che ben poco.

Niuna decisione è stata ancor presa in quanto al giorno della convocazione degli elettori per la nomina dei deputati al corpo legislativo.

La più gran latitudine sarà lasciata per la scelta dei candidati; si eviterà in ogni modo possibile di creare delle incompatibilità, e non trattasi minimamente, come corse voce, di esigere dai candidati la condizione del domicilio.

Noi crediamo essere egualmente certi che niun definitivo sistema è ancora preso in ciò che riguarda la nuova legislazione della stampa; abbiamo anche ragione di pensare che non si porrà cura a risolvere definitivamente questa quistione se non fra alcuni giorni.

— Il *Constitutionnel* dice che i nomi dei senatori e consiglieri di Stato usciranno sul *Moniteur*, entro la settimana.

— Il signor Antonio Bonaparte, ex-rappresentante del popolo, è partito alla volta dell'Italia.

— Una decisione del ministro delle finanze ha rivocato il signor Goudchaux dalle sue funzioni di direttore della banca nazionale di sconto in Strasburgo.

Spagna. *Madrid*, 14 *gennaio*. Il generale Canedo, nuovo capitano generale di Madrid, è giunto nella capitale. Il generale Armero occupa ad *interim* la carica di capo politico, ossia governatore civile di Madrid.

Il governatore ad *interim* di Madrid ammoni i giornali della capitale che, per ordine dell' autorità superiore, la recente ordinanza, relativa alla stampa periodica, sarà rigorosamente eseguita, epperciò invita gli estensori dei giornali ad usare la massima circospezione nel pubblicare le notizie. L'*Heraldo* assicura che si seguirà alla lettera l'istruzione officiale.

I generali Ortega e Prim lasciarono ieri Madrid, per ordine dell'autorità superiore. Essi dirigonsi alla volta di Parigi.

— Si legge nella *Nacion*: « Noi udimmo molte persone assicurare che l'ambasciatore francese, sulle instanze del suo governo, richiese di bel nuovo al nostro il pagamento di cento milioni circa per le spese fatte in seguito alla spedizione del 1823 in Spagna. »

Alemagna. *Francoforte*, 15 *gennaio*. La *Gazzetta di Colonia* dice che la dieta germanica ha nominato una commissione speciale composta dei ministri di Würtemberg, Darmstadt e Meklemburg a fine di esaminare la quistione della costituzione dell'Assia elettorale.

— In seguito all' abbandono della flotta tedesca, le navi da guerra di cui parecchi Stati, e sovratutto la Prussia, avevano fatto acquisto, dovranno ora vendersi o cedersi, mediante rifacimento delle spese, agli Stati marittimi del nord-ovest dell'Alemagna. L'Annover insiste per quest' ultimo partito.

Danimarca. *Copenaghen*, 11 *gennaio*. Scrivono al *Journal de Francfort* che, in una delle ultime sedute del Consiglio di Stato, si manifestò fra i membri del ministero, in ordine alla questione dei ducati, una divergenza di opinione tale che si riguarda come prossimo un cangiamento parziale del ministero. Si suppone che il sig. Carlo di Moltke verrà nominato ministro per lo Schleswig in surrogazione del sig. Bardenfleth, il quale riprenderà il portafoglio della giustizia.

Il *Dagbladet* però pretende sapere che la nomina del signor conte di Moltke al posto in questione incontrò finora una forte opposizione in seno al Consiglio di Stato.

E. Leone gerente.

RETTIFICAZIONI.

Nella Gazzetta di ieri — Art. *Teatri* — pag. 3, col. 4, linea 24, in tre movimenti da lei eseguiti, *leggasi* in tre movimenti, da lei eseguito.

Ivi col. 2, linea 54, i cardinali di Richelieu, *leggasi* il cardinale di Richelieu.

BELLE ARTI

Rimembranze di Oporto.

Fu pensiero gentile che serve a compimento e decoro delle patrie memorie, quello di rappresentare per via di disegni i luoghi degni di osservazione per solenni rimembranze, o per naturali bellezze di quel lontano paese che re Carlo Alberto, deposta la corona, scelse a solitaria dimora negli ultimi giorni di sua esistenza.

Il pittore Enrico Gonin, aggregato a quella spedizione che fu destinata a ricondurre in patria la spoglia mortale dell'Esule illustre, ritraeva con esattezza dal vero, e con l'abile tocco dell'artista riproduceva in dieci bellissimi disegni, or ora pubblicati, i siti cari e memorandi di Oporto, e della villa *Entre-quintas*, i quali, uniti ad un vaghissimo frontispizio a colori e ad un ritratto assai finito del Re, formano una preziosa raccolta (corredata di note per G. Arnaud), che noi raccomandiamo ad ogni italiano, ed a chiunque ama serbar ricordo d'uno dei più mesti e gloriosi episodii che presenti la storia contemporanea.

NUOVO ISTRADAMENTO
ALLO STUDIO DELLA LINGUA LATINA

AD USO

DEGLI STUDENTI DI GRAMMATICA

Approvato dal Consiglio Superiore di Pubblica Istruzione

Si vende in Torino, dagli **Eredi Ormea**, librai sotto i portici del Palazzo di Città, al prezzo di L. 1 20, coll'aggio del 20 p. 0/0 a chi ne prende non meno di dodici copie, come da avviso precedente.

NB. Essendo in parte già coperte le spese di stampa, l'editore di questo libro ha disposto che, sul prodotto di tutte le copie che si venderanno da ora in poi, sia prelevato il 10 p. 0/0 a benefizio degli Asili Infantili di questa città.

In vendita presso **C. SCHIEPATTI**, *libraio, via di Po*

La parte seconda dell' Opera di **F. A. Gualterio**

GLI ULTIMI AVVENIMENTI ITALIANI

che comprende

LE RIFORME

Vol. 1 in-8.° con molti documenti importantissimi, **fr. 9**

Della prima parte di questa interessante Opera, *la cui edizione è esaurita*, si trovano ancora presso la suddetta libreria pochi esemplari al prezzo di fr. 27.

GUARDIA NAZIONALE

Essendo vacante la carica di Aiutante Maggiore della Guardia Nazionale del Mandamento di Lesa, 1.° Battaglione, s'invitano coloro che aspirassero a detta carica di rivolgersi al Maggiore di detto Battaglione signor Pietro Perelli Paradisi, dimorante in Arona, muniti dei necessarii attestati d'idoneità.

VIGONE

Si notifica che con superiore autorizzazione le due FIERE solite tenersi nel luogo di Vigone, la prima il 26 di febbraio e la seconda il primo giovedì dopo la festa della Natività di S. Gioanni Battista, vennero trasportate quella nell'ultimo lunedì del Carnovale, e questa all'ottavo giorno dopo l'Ascensione del Signore.

CHIRURGIA E MECCANICA DENTALE

Il **Dentista** Dott. CASTELLANI abita in via d'Italia, n. 4, rimpetto alla chiesa della Basilica, piano primo, in Torino. — Riceve dalle ore 10 alle 4.

DEPOSITO
VERO GUANO DEL PERU'

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

AI FILATORI DI SETA

Persona, di ritorno dalla Francia, propone le sue cognizioni teorico-pratiche per la costruzione di buona Filanda coll'applicazione di tutti i miglioramenti conosciuti alla giornata. — Per le debite informazioni e ragguagli far capo dai signori Dubois e Ripert, Direttori della Condizione della Seta in Torino.

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultaneamente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

Si distribuisce il fascicolo di **Gennaio**

DEL

JOURNAL DES DAMES

ÉDITION DE PARIS

paraissant le 15 de chaque mois

A partir du 15 septembre de chaque année, par livraisons de 2 feuilles grand in-8°, accompagné de 12 gravures de modes, 6 dessins de tapisserie coloriés, 12 feuilles de broderie, 6 morceaux de musique inédits, 30 patrons de grandeur naturelle, de modes, lingeries, etc. etc.

Prix de l'année 14 fr. pour Turin
16 » pour la Province.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

M.r HERMANT, Coiffeur de Paris, bréveté, se propose de séjourner à Turin pendant la saison d'hiver; il est établi provisoirement rue du Po, n. 36, au 2.me, au fond de la cour. Il se rendra au domicile des personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance.

NOTA

Nel giudicio di subastazione promosso dalli signori Teresa Visrisio, vedova di Bertolina Gio. Battista, Giovanna di lei figlia, già vedova Caramellino, e moglie in ora di Sebastiano Birolo, contro li Celestino Fiorenzo debitore principale e Maria Chiappino, moglie di Luigi Seglie terza posseditrice, tutti del luogo di Casalborgone, il tribunale di prima cognizione di questa città con suo decreto in data 6 corrente mese, pel secondo incanto e definitivo deliberamento degli stabili descritti nel bando venale 12 novembre ultimo, ed alle condizioni di cui in esso, avrebbe fissata l'udienza del 7 febbraio prossimo ed alle ore 9 di mattina.

Torino, 1'8 gennaio 1852.

Zanotti caus. coll.

NOTA

Con verbale di questo regio tribunale di prima cognizione del 12 corrente gennaio venne, sull'instanza del signor Francesco Regge, fissata l'udienza del 20 prossimo febbraio, ore 9 di mattina, per il secondo incanto e definitivo deliberamento del corpo di fabbrica con stalla ed orto unito, posto nel recinto della Comunità di Grosso, sezione D, cantone del Raglietto, sotto i numeri di mappa 142, 144 e 6, di are 10, cent. 37, composto il detto fabbricato al piano terreno di cucina con camera sopra e galleria, sia comune coi vicini, proprii del debitore Bartolomeo Marchino, al prezzo offerto di L. 186, ed ai patti e condizioni risultanti dal relativo bando venale.

Torino, 17 gennaio 1852.

Origlia sost. Rodella.

NOTA

Con verbale di questo regio tribunale 10 corrente mese, venne, sull'instanza del signor cav. Fortunato Gromo di Tennengo, fissata l'udienza del 23 febbraio prossimo, ore 9 di mattina, per il secondo incanto e definitivo deliberamento del grandioso corpo di casa, di recente e solidissima costruzione, situato sulla piazza del Borgo principale di Viù, della superficie di are 15, composto oltre al piano terreno, di due piani superiori, compresi i soffitti tutti plafonati, caduto nell'eredità del cavaliere Giulio Sommati di Mombello, al prezzo offerto di L. 12pm., ed ai patti e condizioni risultanti dal relativo bando, nessuna offerta essendo stata fatta al primo incanto.

Torino, il 19 gennaio 1852.

De Paoli sost. Rodella.

NOTA

All'udienza di questo tribunale di prima cognizione del 3 prossimo febbraio avrà luogo il secondo incanto degli stabili posti sui territorii di Viverone, Roppolo e Piverone, che si subastano in odio del sig. misuratore Filippo Berdoati, residente in Sorea, ad instanza del signor avvocato e presidente Pietro Lucca, sulla base delle offerte apparenti dal bando redattosi pel primo incanto, essendo questo riescito infruttuoso.

Biella, il 10 gennaio 1852.

Dionisio sost. Dematteis caus. coll.

NOTA

All'udienza del regio tribunale di prima cognizione di Pinerolo del 5 prossimo febbraio, ore 10 del mattino, nel giudicio di subastazione promosso da Giorgio Don, residente in questa città, contro Fratolio Pietro, Margarita e Carlo Giuseppe, padre e figli, dimoranti la Margarita a Vigone, e gli altri due a Torino, seguirà il primo incanto dei beni di cui nel bando venale 17 andante mese, in due distinti lotti, al prezzo di L. 800 pel primo lotto, e di L. 400 pel secondo, offerto dall'instante Don, oltre alle condizioni dal suddetto bando risultanti.

Pinerolo, il 19 gennaio 1852.

Marentini proc. coll.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 21 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: gior. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese: corr. del mese pr. gior. dopo bor.	pel fine del mese: corr. nella matt.	pel fine del mese prossimo: gior. pr. dopo bor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.		99 95				
1851 » » 1 dicem.		50)				
1851 *Obblig.* 1 genn.						
1849 » 1 8.bre						
1850 » 1 agosto						
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.	1740		1735			1735
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0/0 *altre la inter. decor.*						
Torino (5 0/0 *id.*)						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fiss. 31 *x.bre*						
Via ferr. di Savigliano 1 *genn.*						
Molini presso Collegno 1 *giugno*						

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	953/4 —	959/8 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	910/16 —	— —
Lione	99 85 —	99 30 —
Londra	25 97 —	95 10 —
Milano	— —	— —
Parigi	99 90 —	99 35 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO o BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 09 —	20 19 —
— di Savoia	98 75 —	98 80 —
— di Genova	79 38 —	79 52 —
Sovrana nuova	35 16 —	35 33 —
— vecchia	34 98 —	35 07 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distante
	Denari		
	10—11		
	11—12 63		
GREGGIE	12—14		
	14—16		
	16—20		
	20—21 78		
	21—22 78		
	22—23 76		
	23—24 75		
	24—25 74 50		
ORGANZINI	25—26 73 50		
	26—27 73		
	27—28 72		
	28—30 71		
	30—32		
	32—36		
	36—40		
	20—22		
	22—24		
	24—26		
TRAME	26—28		
	28—30		
	30—32		
	32—36		
	36—40		
MERCI DIVERSE			
Doppio filato			
Morescà scevra di gallettame			
Stracciа			

BORSA DI PARIGI *del 19 gennaio.*

Il 5 0/0, aperto a 104, 50, è salito a 104, 45, e dopo essere ricaduto a 105, 95, chiude a 104, 10.

Il 5 0/0 resta a 68, 35.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 94, 80.

Il nuovo prestito di Piemonte a 967, 50.

Le azioni della Banca di Francia a 2820.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7 3/4) Opera: i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La donna in seconde nozze*, con farsa *Il bacio.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Le lait d'anesse.*

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Il gran convitato di pietra*, o *D. Giovanni Tenorio.* (Replica)

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il ridicolo duello di Meneghino.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita — Con ballo.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il Fischietto.*

WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 9 mattina	BAROMETRO A MILLIMETRI: mezzodì	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: mezzodì	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: mezzodì	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 3 sera	ANEMOSCOPIO: ore 9 mattina	ANEMOSCOPIO: mezzodì	ANEMOSCOPIO: ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 9 mattina	STATO DELL'ATMOSFERA: mezzodì	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 5 sera
16 genn.	746 58	742 64	742 42	+ 2 0	+ 4 9	+ 5 7	+ 1 8	+ 4 0	+ 4 8	E.S.E.	S.S.O.	E.N.E.	Nebbia	Nebbia	Nebbia
17 »	742 92	743 26	742 54	+ 3 2	+ 4 6	+ 5 1	+ 3 6	+ 4 7	+ 5 6	S. O.	S. O.	N.N.E.	Nebbia	Nebbia	Nebbia
18 »	740 24	740 92	742 50	+ 3 5	+11 8	+16 5	+ 2 7	+ 8 6	+ 9 8	N.N.O.	S.S.O.	S.S.O.	Nebbia	Sereno.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 20 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

VENERDI' 23 GENNAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	36	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., nell'udienza del 31 dicembre 1851, ha collocato a riposo Cravosio Luigi sottocapo d'ufficio negli aboliti uffizii della commissione superiore di liquidazione, ammettendolo a far le prove pel conseguimento della pensione; ed ha firmato un Decreto pel quale il sottocomputista di prima classe nei detti uffizi Ottavio Negri è stato nominato all'impiego di archivista della liquidazione instituita presso l'Ispezione generale dell'Erario.

Con Decreto Reale del 15 del volgente mese fu approvata una nuova Pianta per gli uffizi dell'Ispezione generale dell'Erario in dipendenza della quale ebbero luogo i seguenti movimenti:

Giuria cav. Francesco, segretario sotto capo d'ufficio, promosso segretario capo d'ufficio;

Penon Gio. Giuseppe, segretario, promosso segretario sotto capo d'uffizio;

Lana Luigi, computista negli aboliti uffizii della commissione superiore di liquidazione, promosso segretario;

Langeri Luigi, id.; id.;

Ciocchetti Vittorio, sotto segretario di prima classe, id.;

Bonetti Gio. Maurizio, id., id.;

Dettoni Domenico Adriano, sotto segretario di seconda classe, id.;

Bruno Giovanni, id., promosso sotto segretario di prima classe;

Bianchi Giuseppe, sotto commissario di guerra di terza classe, nominato id., conservando il titolo e grado di sotto commissario di guerra;

Carmagnola Bernardo, sotto segretario di seconda classe, promosso sotto segretario di prima classe;

Gallina Carlo, sotto segretario di terza classe, id.;

Arnaud Giuseppe, sotto commissario di guerra aggiunto in carica, nominato sotto segretario di seconda classe, conservando il titolo e grado di sotto commissario di guerra;

Malabaila cav. Francesco, vice direttore delle sussistenze militari, nominato sotto segretario di seconda classe;

Bosco di Ruffino cav. Aleramo, sotto segretario di terza classe, promosso id.;

Rocco di Settime cav. Luigi, id., id.;

Bayma Carlo, id., id.;

Calderara Davide, scrivano di prima classe, nominato sotto segretario di terza classe;

Barberis Giacomo, id., id.;

Perini Gioachino, id., id.;

Giolti Domenico, commesso di prima classe nelle sussistenze militari, id.;

Ghilia Cesare, scrivano di prima classe, ammesso al godimento dell'integralità dello stipendio;

Baldi Annibale, scrivano di seconda classe, promosso scrivano di prima classe;

Loggero Carlo, id., id.;

Ramonda Fedele, scrivano nell'azienda generale di guerra, nominato scrivano di prima classe;

Boyer Pietro, id., id.;

Toppia Giuseppe, commesso di seconda classe nelle sussistenze militari, id.;

Piovano Giuseppe Lorenzo, volontario, id.;

Audifredi Celestino, applicato di quinta classe nell'azienda generale di guerra, nominato scrivano di seconda classe;

Borra Daniele, scrivano nell'azienda generale di guerra, id.;

Henry Gaetano, id., id.;

Vacha Ettore, id., id.;

Gaydon Andrea, id., id.;

Sclopis di Borgostura cav. Paolo, volontario, id.;

Assandro Luigi, scrivano straordinario, id.;

Meyardi Federico, volontario, id.;

Costamagna Andrea, scrivano straordinario, id.;

Porro Carlo Felice, commissario di guerra di seconda classe, nominato applicato, conservando il titolo e grado di commissario di guerra.

Appendice

INTORNO AGL'ISTITUTI DI BENEFICENZA IN GENOVA

STUDI STORICO-STATISTICI (*)

Credo che rintracciare le origini, il progresso, la condizione attuale dell'italiana beneficenza torni ad argomento de'più cari ed interessanti, per quel conforto che ne deriva veggendo come i nostri padri, giusta i lor tempi, fossero operosi e sapienti nel provvedere alle necessità dei proprii concittadini, e per quel profitto che può derivare in noi, eccitandone ad imitare lo esempio loro, e piegando le benefiche instituzioni a quel migliore indirizzo ch'è richiesto da'presenti bisogni della società. È nobilissimo il vanto che veramente compete alle italiane repubbliche, e alle più segnalate massimamente, come furono quelle di Genova, di Firenze, e di Venezia, per aver dato i primi, e più magnanimi esempi di carità patria e religiosa collo adergere alla divinità i templi più belli, più maestosi, più ricchi, e col dischiudere alla umanità sofferente ogni maniera di soccorso; per cui, se parecchi illustri moderni italiani o d'altre nazioni che sieno, sono meritevoli di molti elogi, non devono però applaudire a se stessi annunciando come trovati loro non pochi di quei modi che, a scemare il pauperismo, a correggerne i tristissimi abusi, a soccorrerlo, adoperarono gli avi nostri, troppo ingratamente dimenticati e troppo facilmente disprezzati. Ma « quando gli animi di un popolo, scriveva egregiamente il marchese Vincenzo Ricci, da lunga serie di sventure sono prostrati, forse vano desiderio sarebbe invocare per quei generosi i pietosi ricordi dei viventi; ma se un giorno in quell'epoca più fortunata che il tempo chiude ne' suoi misteri (speriamo che non sia lontana: e il Piemonte e la Liguria hanno ben donde andar lieti di sè e del savio reggimento delle lor sorti), le tante e sì svariate nostre fondazioni, i loro principii, le loro avvertenze rinverranno un amorevole ed illuminato espositore (1); allora la carità educatrice dei Liguri (e noi diciamo di tutta Italia) apparirà al mondo parte nobilissima della vita nazionale, nè impari alla gloria dei consigli e delle armi. Poichè non a spedali, ricoveri di vecchi, orfani, fanciulle abbandonate, distribuzioni a domicilio, sussidii dotali, limitaronsi i fondatori della patria beneficenza; ma con vasto concepimento, abbracciando le fonti ordinarie del pauperismo, tentarono porgli un riparo col toglierne, o menomarne le cagioni. Quindi non solo cattedre di scienze instituite nelle università, sussidii a'giovani di belle speranze per istudii speciali, per viaggi scientifici; ma collegi di educazione ai bisognosi di tutti gli ordini, ammaestramento morale ed industriale, provvisti di lavoro e di novelli utensili, abitazioni a tenuissimo corrispettivo, estinzione o moderazione di pubblici balzelli gravosi a'consumatori, fondate o dotate utili instituzioni. Nè furono obliate le straordinarie calamità di epidemie o di caro nei viveri; ma anche a temperar queste provvidero con larghe somme collocate a moltiplico, onde più pingui si offrissero nelle contingenze i mezzi di riparo. In somma a tutte le miserie, anche morali, fu provveduto con privati doni, e questi grandeggiarono a proporzione dei pubblici bisogni; nè prima del 1797 fu mai d'uopo ricorrere a quegli espedienti di carità legale, per cui la beneficenza cessa di essere virtù. » E per fermo le disposizioni testamentarie di molti ragguardevoli cittadini genovesi sono una manifesta conferma di questo fatto, e non si possono leggere senza sentirsi commossi fin dal profondo dell'anima per quella grande e solenne impronta di carità cui portano scolpita, e per que' sapientissimi avvedimenti che lasciarono a scuola de' nepoti e sono il frutto di un lungo ed operoso sacerdozio adempiuto nel soccorrere alla miseria ed alle molte umane sventure. Io credo che non solo la scienza storico-economica, ma quella del beneficare vantaggierebbero assai dalla lettura di quei documenti, che stanno a gloria de' liguri non solo, ma della intera Italia: mentre si veggono per que' virtuosi uomini, ed instituite, e di leggi opportunissime giovate quelle maniere di provvidenza, come sarebbero gli asili infantili, le società di mutuo insegnamento, i soccorsi a domicilio, i depositi di mendicità ed altre simiglianti instituzioni, di che si fecero belli, quasi di propri trovati,

(*) Questi cenni formano parte d'uno studio più ampio sulla Storia della Beneficenza Genovese, a cui dà opera l'ab. JACOPO BERNARDI, già professore di filosofia nel seminario di Ceneda, autore del libro *La pubblica Beneficenza ed i suoi soccorsi alla prosperità fisico-morale del popolo*, pubblicato in Venezia nel 1845.

(1) De' più Instituti di Firenze con accuratezza di lingua, autenticità di fatti, ricchezza di documenti, va da lungo tempo scrivendo l'egregio Passerini ed il frutto largo de' suoi studi vide prima la luce nelle appendici dello *Statuto*, indi in quelle del *Costituzionale*, e verrà, non dubito, raccolto in un volume a parte. Di quelli di Roma parlò con diligenza e pieno conoscimento il Morichini; di quelli del Piemonte, il Petitti.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 22 gennaio*

Le relazioni di petizioni occuparono esclusivamente quest'oggi la seduta della Camera dei Deputati.

Son giunti nel Porto di Genova i due bastimenti *Il Dream*, capitano J. Elliott, *La Riconoscenza*, capitano Agostino Rocca, sui quali furono imbarcati gli oggetti nazionali stati esposti alla Grande Esposizione di Londra, e sono già state date le occorrenti disposizioni pel ritiro e successiva spedizione degli oggetti medesimi alle diverse Camere di Commercio cui appartengono.

MINISTERO DELLE FINANZE.

Quadro comparativo delle riscossioni fatte durante il mese di dicembre 1851 sovra tutti i prodotti indiretti *amministrati dall'Azienda Generale delle finanze, con quelle fatte nello stesso mese dell'anno* 1850, in Terraferma.

	1851	1850	Differenza in più	Differenza in meno
Dritti d'insinuaz. e tabellione	671591 34	600545 68	71046 16	» »
id. d'emolumento	87999 57	91823 48	» »	3824 11
id. giudiziari	58955 85	56108 24	2847 61	» »
id. d'ipoteche	26689 99	26158 58	531 41	» »
Esazioni demaniali	405763 47	195566 31	210197 16	» »
Multe e pene pecuniarie	45511 90	26928 45	18985 47	» »
Tasse di finanza	12445 55	9750 45	2715 12	» »
Spese di giustizia riuperate	32579 68	37532 69	» »	4953 01
Tasse di successione	124254 06	76633 05	47617 95	» »
Tasse sulle vetture pubbliche	9190 14	6828 65	2361 49	» »
Dritti di Marina, bigliardi, passaporti	43687 99	7765 60	35922 39	» »
Prezzo dei libretti degli operai	268 75	348 25	» »	79 50
Carta bollata	435021 61	350663 65	84357 96	» »
Carte da giuoco e tarocchi	16284 78	7499 »	8785 78	» »
Concorso di provincie, comuni e particolari nell'arginamento dell'Isere ed Arc	3855 40	3944 93	4908 42	» »
Tassa sulle usine	214 20	1123 90	» »	909 70
Strade ferrate	197451 53	152605 70	64527 63	» »
Servizio sanitario	3852 07	1177 70	2654 37	» »
Rimborso prezzo munizioni somministrate ai comuni per la guardia nazionale	9 47	» »	9 47	» »
Ricupero prezzo quadri sinottici del sistema metrico decimale	» »	» »	» »	» »
Dritti d'ancoraggio	753 60	» »	753 60	» »
Tassa sui corpi morali-manimorte	5779 61	» »	5779 61	» »
Totali	2186815 65	1652582 32	563999 65	9766 32

Differenza in più . 563999 65
id. in meno . 9766 32

Resta in più . 554233 33

Dat. Torino, il 22 gennaio 1852.

Il Segretario Capo della 2ª Divisione
DELLALONGA.

Si legge nella *Gazzetta di Genova*: Questo Consiglio Generale di Sanità Marittima con sue deliberazioni d'avantieri ha stabilito:

1. Che le provenienze dai porti dell'Armenia (Turchia Asiatica) debbano fino a nuovi ordini sottoporsi nei Regii Stati a quarantena.

2. Che le derivazioni da Oporto quando ne fossero partite dopo il 31 ottobre p. p. debbano riceversi in libera pratica negli Stati anzidetti.

3. Che rimane abolita la contumacia imposta alle procedenze delle Isole Canarie.

MONUMENTO PATRIO A VITTORIO ALFIERI.

La Commissione iniziatrice della sottoscrizione per un Monumento patrio a Vittorio Alfieri, nell'adunanza del 9 corrente, presentava per mezzo del suo relatore all'Accademia committente un ragionato conto delle sue operazioni, il cui risultato si è che, calcolando il dono della stessa Accademia, il legato del fu conte Ceres, le azioni e le oblazioni finora raccolte, si ha un fondo di L. 16,662 14 già in parte impiegato in boni del tesoro, come ciò si rende noto per norma degli azionisti secondo il programma.

La Commissione, mentre porge i suoi più vivi ringraziamenti a soscrittori e si riserva di pubblicarne i nomi e di convocarli fra breve, invita caldamente coloro, cui furono dirette cartelle, a volere adoprarsi con tutta la possibile alacrità nel raccogliere ancora azioni ed oblazioni, perchè possa darsi pronto compimento al voto comune.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla Legge 8 febbraio 1851.

Con atto del 17 andante mese essendo stato deliberato per L. 63,000, il tenimento denominato Palazzo sito sul territorio di Cavallerleone, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del dieci scorso dicembre, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzosesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì sei venturo febbraio.

Saluzzo, il 18 gennaio 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza
Il segr. G. B. CALANDRI.

Istruzione sulla febbre eruttiva conosciuta sotto i nomi di afte, febbre aftosa, febbre mucosa aftosa, *volgarmente* fonzetto *o* fonsetto, *presentata al Ministero dell'Interno dal professore di veterinaria* CARLO LESSONA.

Questa malattia, che manifestasi generalmente sotto forma epizootica, non è rara negli animali domestici erbivori ed onnivori, e segnatamente nelle bestie bovine.

Le cagioni morbose a cui si attribuiscono le affezioni aftose sono le regioni fredde ed umide, la costituzione fredda ed umida dell'atmosfera nella primavera e nell'autunno, gli alimenti alterati e soprattutto irrugginiti, i cambimenti non graduati del cibo, lo slattamento. Ma quando si sono una volta sviluppate, l'osservazione sembra avere dimostrato che si propagano per comunicazione immediata tra gli individui della medesima specie e quelli delle altre specie che ne offrono la disposizione.

Le malattie aftose sono caratterizzate dall'esistenza nella bocca, nella faringe, negli intestini, nella laringe, e qualche volta alla biforcazione delle unghie o spazio interdigitato delle bestie bovine, delle pecore e dei maiali, di piccole vescicole contenenti un fluido sirroso a cui succedono delle ulcere, malattie rapide nel loro andamento, raramente gravi e mortali, sovente ezootiche ed epizootiche, la cui proprietà contagiosa, come è stato detto, sembra dimostata dall'osservazione.

Non si debbono confondere le *afte* col *glossantrace* o carbone della lingua, detto comunemente *cancro volante*, che manifestasi con una o più flittene o grosse vescicole di colore rosso livido ai lati od alle base della lingua, a cui succedono ulcere che tendono rapidamente alla degenerazione gangrenosa, e che se

non vengono prontamente curate cogli opportuni sussidii, cagionano in brevissimo tempo la morte degli animali.

Descrizione della febbre aftosa.

Questa malattia non è mortifera; essa guarisce medesimamente presto e con facilità, purchè sia convenientemente curata.

Il suo andamento è rapido, poichè giunge al suo più alto grado in sei, otto, od al più, dieci giorni. Dodici o quindici giorni bastano ordinariamente per la sua guarigione: ma qualche volta ve ne vogliono venti od anche più. La caduta degli zoccoli o delle unghie, l'induramento delle mammelle o le sue conseguenze, più o meno funeste, sono accidenti consecutivi prodotti dalla negligenza o dall' applicazione di male adattato metodo di cura.

Sintomi. 1. Leggiera reazione febbrile, minore appetito o piuttosto difficoltà nel mangiare, e dolore così intenso dei piedi che l'animale si può appena reggere. Diminuzione del latte, i capezzoli dolorosi;

2. Scolo dalla bocca d'una bava viscosa. Sopra il margine calloso che corrisponde ai denti incisivi della mascella superiore, e sopra la gengiva della mascella inferiore, dietro ai denti, si manifestano vescicole, ampolle di forma ordinariamente oblunga, di varia grossezza, che rassomigliano quasi alle vescicole o bolle che la scottatura produce sulla pelle. Esse sono formate dall'epidermide sollevata, e contengono una sirrosità giallognola appena glutinosa. Queste bolle o vescicole si sviluppano pure alla faccia interna delle guancie, sebbene di rado, ed al margine del labbro superiore.

L'epidermide della faccia superiore della lingua essendo molto densa, si solleva raramente sotto forma di vescicole isolate e si stacca e separa quasi a squame.

3. Alla biforcazione delle unghie, l'epidermide diviene tumida, di colore bianco pallido, si rammollisce, si esulcera, geme una materia d'aspetto purulento, ed esala un odore fetido.

4. In alcuni casi i capezzoli nelle vacche s'infiammano leggiermente, si fanno dolenti, e sopra di essi si sviluppano vescicole simili a quelle della bocca, ma alquanto più piccole.

Gli occhi sono rossi, più o meno infiammati, la congiuntiva è injettata. La bocca non offre un grado d'infiammazione corrispondente al suo stato morboso. Le materie fecali e le orine sono press'a poco come nello stato naturale.

La ruminazione è solo sospesa momentaneamente nel tempo dell'esacerbazione della malattia e qualche volta nella sua invasione. Il movimento febbrile che determina od accompagna l'eruzione non è molto sensibile.

Il rifiuto degli alimenti, dopo lo sviluppamento della malattia, è prodotto dal dolore che l'escoriazione fa provare all'animale quando vuole masticare gli alimenti.

Questa malattia offre, come si osserva in quasi tutte le altre, modificazioni nei diversi individui: alcuni, sembra che appena se ne risentano, mentre altri sono molto malati. Gli uni saranno affetti dolorosamente ai piedi, alla bocca ed in pari tempo ai capezzoli delle mammelle, altri non offriranno lesioni che alla bocca, od almeno lesioni lievissime ai piedi.

Metodo curativo.

L'infiammazione vescicolare dei piedi, che è nulla od assai leggiera in alcuni individui, può tuttavia divenire il sintomo più pericoloso della malattia. Molto intensa, può produrre gravi accidenti consecutivi, come *la mortificazione del legamento interdigitato, la caduta dell'unghia.*

La paglia che serve di strame sarà spesso rinnovata affinchè si conservi monda ed asciutta. Allo svilupparsi della malattia o quando l'infiammazione non è molto intensa, si faranno più volte al giorno lavature rinfrescanti alla corona delle unghie ed alla loro biforcazione con acqua fredda. Si metterà nella biforcazione delle unghie fra le due dita un piccolo pezzo di tela sottile e morbida inzuppata di *acqua vegeto-minerale* detta pure *acqua di Goulard*, che si manterrà umido bagnandolo più volte al giorno colla medesima acqua. Si cambierà il pezzo di tela quando sarà imbrattato e sucido. Se il dolore e l'infiammazione sono molto intensi, si debbono prima calmare con fomentazioni o bagni d'un'infusione tiepida d'acqua di fiori di sambuco.

Assai sovente, per difetto di conveniente cura, le unghie si separano verso il tallone. In questo caso, conviene tagliare e portare via, senza offendere le parti sane tutta la porzione d'unghia staccata, e medicare con unguento egiziaco la parte che è stata scoperta col taglio dell'unghia. Una o due medicature praticate ogni giorno rendono abbastanza dura e consistente in cinque o sei giorni la sostanza cornea, che ricopre le parti che il taglio dell'unghia aveva lasciate scoperte.

Tutti gli astringenti leggieri applicati freddi convengono nei casi ordinarii. Tale sarebbe una decozione di corteccia di quercia, che ha il vantaggio di non cagionare alcuna spesa.

2. Il male dei capezzoli sarebbe poca cosa, se non fosse dell'azione di mugnere che lo aggrava per la freggione che con essa si esercita, e può determinare un'infiammazione consecutiva di tutta la mammella.

Si fomenteranno i capezzoli affetti più volte al giorno con una infusione tiepida di fiori di sambuco. Le parti escoriate si asciugheranno bene con un pannolino soffice e morbido, e si medicheranno coll'acqua vegeto-minerale.

Quando la gravità del male sembra richiederlo, si faranno ammollare i capezzoli e la parte inferiore delle mammelle in un'infusione tiepida di fiori di sambuco col mezzo d'una piccola secchia: questo bagno locale deve durare otto o dieci minuti.

3. La bocca, sebbene la parte maggiormente affetta al principio della malattia, richiederebbe ben poche cure, senza la difficoltà di mangiare che talvolta non permette agli animali di prendere alcuna sorta di alimenti.

Per esaminar la bocca con facilità, si faranno bere gli animali, oppure si versa loro dell'acqua per nettarla dalla bava, di poi, si alza la testa prendendoli per le corna e per le narici. È inutile e nocivo d'impugnare la lingua per farla uscire a forza dalla bocca.

Le vescicole, che non sono rotte, si aprono con una piccola incisione, ed è meglio che l'animale non inghiottisca il liquido che ne cola. In quattro libbre circa d'un'infusione d'acqua di sambuco si sciolgono due o tre oncie di miele, e vi si aggiunge un bicchiere di vino. Di quest'infusione vinosa tiepida uno se ne servirà per lavare o gargarizzare la bocca più volte al giorno secondo il bisogno.

Si versa nella bocca un bicchiere dell'infusione di sambuco tiepida vinosa e mielata, e si tiene la testa dell'animale in modo che non sia abbastanza alta per inghiottire, nè troppo bassa per rigettare. Si ripete all'uopo più volte di seguito, e si fanno questi gargarismi tre o quattro volte al giorno.

Se non si possono fare questi gargarismi con facilità, si ricorre, alle siringazioni od alle lavature: un cencio di tela soffice attaccato all'estremità d'una verga o bacchetta renderà facile l'operazione; immergesi il cencio nell'infusione tiepida e s'introduce nella bocca.

Riassumendo il già detto: pei piedi, dell'infusione di fiori di sambuco, quale rimedio raddolciente e leggiermente risolvente; della decozione di corteccia di quercia, quale rimedio astringente, essicativo; si fa uso del primo quando l'infiammazione ed il dolore sono intensi; s'impiega il secondo quando l'infiammazione è leggiera, ed allorchè trattasi solo di essicare le escoriazioni. Per le mammelle, sempre dell'infusione di fiori di sambuco impiegata sola e tiepida, ed all' uopo dell'*acqua vegeto-minerale* per essicare.

Per la bocca, dell'infusione di fiori di sambuco mielata e leggermente vinosa.

Regime.

Al principio o nell'invasione della malattia, diminuire notabilmente la quantità di foraggio, frequenti bevande tiepide, raddolcenti e piuttosto nutritive; strofinare bene e sovente, rinnovare sovente lo strame e mantenere i ricoveri mondi e di temperatura moderata.

In questa malattia le forze generali non sembrano oppresse ed il principio vitale conserva la sua attività. Una dieta troppo severa riuscirebbe nociva: la fame diverrebbe causa d'irritazione, e la soverchia astinenza trarrebbe seco la debolezza.

Nei primi giorni bastano pochi alimenti, e di tale natura che abbiano appena bisogno di essere ruminati.

Se lo stato della bocca rende troppo difficile la masticazione, si farà bere sovente dell'acqua fatta bianca colla farina e leggiermente salata; si amministreranno radici cotte, che nei casi più gravi si ridurranno allo stato di poltiglia. Tali sono le carote, le patate o *pomi di terra*, le bietole rape, le rape, ecc.

Nell'inverno uno si può ancora procurare un foraggio più tenero dell'erba, riempiendo una grande secchia o tinozza con *guaime* o risetta (secondo fieno di buona qualità), sopra cui si versa acqua bollente, si cuopre e si lascia ammollare. Per amministrarlo agli animali, si cava fuori dal vaso qualche tempo prima dell'intero raffreddamento, e si lascia un poco asciugare.

Mezzi di preservamento.

Alcuni hanno tentato di prevenire lo sviluppamento delle arte allorchè sembravano assumere un andamento epizootico. Hanno fatto uso di iniezioni diverse nella bocca, di masticatoi, ecc.: hanno praticato salassi di precauzione: hanno sottomesso gli animali all'immersione: li hanno abbeverati coll'acqua salata, nitrata o acidulata, ma l'applicazione di questi mezzi non ha impedito la afte di svilupparsi. La migliore precauzione consiste nell'esaminare sovente la bocca degli animali, e tosto che si conoscono apparenze di afte, curarle come è stato detto.

Misure sanitarie.

1. I proprietari isoleranno gli animali ammalati dagli animali sani; gli uni e gli altri saranno governati da persone differenti, od almeno si praticherà prima il governo degli animali sani.

2. Non si amministreranno agli animali sani gli alimenti imbrattati di bava che gli animali ammalati avranno rifiutato di mangiare.

3. Non si faranno bere negli stessi vasi, nè negli stessi luoghi.

4. Si laveranno con acqua bollente le mangiatoie, le greppie, le rastrelline, le secchie, le tinozze o conche, ecc., che potrebbero essere imbrattate di saliva.

5. Faranno prontamente curare i loro bestiami dai veterinari, che, rimediando al male, mutandone la natura, modificando gli elementi dei prodotti morbosi, distruggeranno la contagione.

Dell'uso del latte.

Michele Payar riferisce che il latte delle vacche affette dalla febbre aftosa, che si manifestò nella Moravia nel 1764, comunicò la malattia agli animali ed alle persone che ne avevano fatto uso. Un veterinario delle vicinanze di Lione fece la medesima osservazione all'occasione d'una malattia simile che regnò nel dipartimento del Rodano nel 1841. Brugnone, Toggia, Luciano, molti altri veterinari, ed il sig. prof. Rayer non hanno positivamente riconosciuto che il latte delle vacche affette dalle afte abbia recato danno a chi ne ha fatto uso. Checchè ne sia, e sebbene noi non crediamo alla comunicazione delle afte agli uomini ed agli animali coll'uso del latte delle bestie che ne sono affette, siamo tuttavia di parere che quest'umore, il quale per effetto della malattia ha perduto parte delle sue proprietà normali ed è più o meno alterato, non deve servire al nutrimento dell'uomo.

Uso delle carni.

Noi pensiamo, dice il sig. prof. Delafond nel suo *Trattato di pulizia sanitaria degli animali domestici* che l'uso della carne dei grandi ruminanti non potrebbe essere nocivo agli uomini, sebbene l'esperienza non ci abbia nulla insegnato a questo proposito. Quanto alle pecore ed ai maiali, abbiamo veduto la carne di questi animali essere mangiata dall'uomo e dagli animali senza alcun inconveniente.

FRANCIA

PARIGI, 19 *gennaio*. Leggesi nel *Journal des Débats*: Ecco una breve analisi della costituzione dell'anno VIII:

Il primo console non aveva il comando delle forze di terra e di mare; il titolo di capo dello Stato non si trovava in quella costituzione; le dichiarazioni di guerra dovevano essere proposte, discusse, decretate e promulgate come leggi (art. 50); i trattati di pace, d'alleanza o di commercio potevano essere conclusi e sottoscritti dal governo, ma bisognava loro la sanzione legislativa per avere effetto (*ivi*); il diritto di nomina ai varii impieghi apparteneva al primo console; però egli non poteva nominare nè i giudici di pace nè i giudici di cassazione, nè rivocare i magistrati civili o criminali, di cui nondimeno la nomina era a lui riserbata (art. 41).

Il governo non aveva il diritto di grazia; e neppure è fatta menzione di questo attributo d'alta sovranità nella costituzione di frimaio.

Il primo console promulgava le leggi (art. 41), ma non le sanciva nè poteva per ciò arrestarne l'applicazione.

Lo stato d'assedio, in caso di turbolenze o di rivolta, o, per parlare il linguaggio del legislatore dell'anno VIII, il diritto di sospendere l' impero della costituzione non poteva risultare che da una legge. Questa sospensione poteva essere provvisoriamente decretata dal governo, in caso di vacanza del corpo legislativo, a condizione di convocare questo corpo nel più breve termine con un articolo appunto del decreto (art. 92).

Le sessioni del corpo legislativo duravano quattro mesi, la costituzione dell'anno VIII non accorda al potere esecutivo il diritto di scioglierla o di prorogarla.

Il diritto di petizione, che non può da ora innanzi esercitarsi fuorchè presso il senato, appartiene ai cittadini presso tutti i corpi costituiti.

— A tenore dell'ordinanza del prefetto della Senna, in data del 15 corrente, oggi scade il termine di 4 giorni che fu concesso alle guardie nazionali di Parigi per depositare le loro armi nelle *mairies*. L'operazione è quasi finita. Un simile deposito mento ieri cominciò nei comuni suburbani.

Alle 10 e mezzo si vedevano ancora stamane nel cortile delle Tuilerie dieci forgoni dei treni d'artiglieria, i quali si riempievano d'armi delle guardie nazionali per trasportarle a Vincennes, sotto buona scorta. Si valutano a 150,000 i fucili che dal

---

i tempi nostri. Sopra tutte però codeste disposizioni testamentarie primeggiano quelle di Bartolomeo dal Bosco, chiarissimo giureconsulto e fondatore dell'ospitale di Pammatone; di Ettore Pernazza che si svolse in ogni argomento di beneficenza coll'aprire uno spedale pegl' incurabili, una compagnia di confortatori ed un'altra del Mandiletto, un luogo di accoglimento *per le figliuolette povere e abbandonate al mondo, per le pubbliche vie*; una scuola d'arti e mestieri pe' *garzoncelli che privi d'una guida andavano malleggiando per la città*, di Emanuele Brignole ch'ebbe il grande concetto dell'Albergo de' Poveri, lo fornì per gran parte, e lasciollo erede del suo pinguissimo retaggio; di Ansaldo Grimaldi, di Domenico e Giovanetta Fieschi, di Lorenzo Garaventa e di Ottavio Assarotti, personaggi tutti il cui nome è un elogio, la cui vita un vero esercizio di modesta ed operosa carità, e le memorie lasciate una scuola onorata e grandemente profittevole pei nepoti. Giò premesso, valendoci de' lumi offerti dai benemeriti che ne precedettero nelle ricerche, e di quelli che ci vennero forniti dalla gentilezza degli illustri personaggi che oggidì attendono al governo de' pii Istituti di Genova, ci adopreremo a porgere un sunto storico-statistico di alcuni tra' più ragguardevoli, sunto il più breve ed esatto che per noi si possa. Incominceremo dall'Albergo de' Poveri.

I.

ALBERGO DEI POVERI

L'Albergo dei Poveri a primo e precipuo (giovi usare le nobili parole del Ricci) promotore ed esecutore del generoso disegno ebbe il magnifico Emanuele Brignole. Con animo pari all'uopo, caldo di quella carità che ispirata dal cielo non conosce impedimenti, quest'uomo di austera virtù ne assume il formidabile mandato, nè gli orrori della pestilenza del 1657, nè le contrarietà molteplici, che mai non fallirono alle nobili imprese, prostrarono il suo cuore, e, mercè ostinata volontà e nobilissimi sacrificii, vide istituirsi (alcuni vorrebbero che la prima pietra dell'edifizio si gettasse nel dicembre del 1657, altri e tra questi il diligentissimo ricercatore delle memorie patrie, Giuseppe Banchero, meglio assegnano ad epoca della fondazione il 18 maggio del 1656), e crescere l'opera bene incominciata, consacrando a compierla gli ultimi ventiquattro anni dell' operosa e benefica sua vita. Munifico largitore ch'egli era, raccolse dai congiunti e dagli amici cospicue somme, altre ne pigliò a prestito e ne andò limosinando: ma alle cure di lui tanto corrisposero i contemporanei che tra scoscese balze e franar di torrenti, preparato un vasto piano, fe' sorgere in brevi anni quel magnifico edificio ch'è dei più ordinati e grandiosi che, non dico solo l'Italia, ma l'Europa consacrasse a sollievo della miseria. Ma è bene che si oda come dopo sì gran fatto parli modesta la carità: « Prega, così egli nel suo testa-
« mento, i signori deputati a condonargli il soverchio ar-
« dire che talvolta si è preso sopra nel ricordare le cose
« che dalla loro singolar prudenza e imparreggiabile valore,
« carità e zelo saranno e ben provvedute e meglio re-
« golate di quello le abbia riverentemente segnate lui,
« attribuendone la vera cagione al solo zelo, che ha
« del buon indirizzo e perpetuo stabilimento della detta
« opera, da lui stimata ed isperimentata fra tutte l' altre
« per la più pia e santa. E perchè detto testatore dice e
« confessa d' esser colpevole in essa d'infiniti mancamenti
« commessi per inavvertenza nel lungo corso di più anni
« che ne ha avuto la sopraintendenza, e nel materiale e
« nel formale; così li supplica a compatire la fervenza
« della sua volontà, non avendo avuto per altro giammai
« altro oggetto, che il servizio del Signore e dei poveri e
« del pubblico. »

Credo che la moderna nostra vanità non molto operosa abbia qui molto di che profittare. Infatti nel 1661 fec'egli alla pia opera il dono di lire 100 mila, di 130 mila nel 1667, e morendo legò all'Albergo dei Poveri metà del ricchissimo suo patrimonio, lasciando l'altra metà ad opere di beneficenza, pur essa; e massimamente a soccorso delle figlie del Rifugio, che poscia da lui si chiamarono le Brignoline, e diedero forse al De Paoli (col quale il Brignole ebbe corrispondenza di lettere) argomento alla instituzione delle Suore di Carità. È bene rivendicare questo fatto all'Italia. A' congiunti poi, agli amici che gli furono liberali del proprio aiuto con raro esempio di verace umiltà rende la seguente testimonianza: « Prega gli
« illustrissimi deputati al detto Albergo ad aver di mira,
« che un' opera tanto pia e cospicua in faccia al mondo,
« serva a quei veri fini ed opere di carità, per le quali è
« stata fondata; secondo la mente di quei signori che
« hanno fatto tanto bene all'opera, massime del M. R. S.
« Anton-Giulio Brignole, del padre Luigi delle Scuole Pie,
« dei signori Giacomo, Filippo e Gerolamo Durazzi, suoi
« compagni, e del sig Gianfrancesco Granello suo intrin-
« seco amico, i quali per il bene che hanno fatto all'opera
« si possono chiamare per grandi benefattori e veri fon-
« datori della medesima. » Quanti di noi nella coscienza dei proprii meriti avrebbe detto altrettanto?

(Continua)

AB. BERNARDI.

solo dipartimento della Senna tornano all'arsenale di Vincennes.

— Leggesi nel *Moniteur de l'Armée*: Per decisione del 15 gennaio corrente sono stati nominati al comando delle suddivisioni militari o di brigata i generali: Di Fulque d'Oraison (Oisa); Lebreton (Eura e Loir), Ney d'Elchingen (Calvados): Senilhes (Orne); d'Anthouard-Vraincourt (Senna Inferiore); Foy (Somme); Perrin (Aisne); d'Autemarre d'Erville (Mosella); Ulrich (Basso Reno); Barbeyrac di Saint-Maurice (Doubs); d'Aurelles di Paladine (Jura); di Berthier (Ain); Dubern (Ardèche, stato d'assedio); di Bousingen (Bocche-del Rodano); Jamin (Hérault); di Cambray (Aveyron); Bonini (Pirenei-Orientali); Delachaise (Lot, stato d'assedio); Delmay di Grammont (Bassi-Pirenei); Treffé di Liévreville (Gironda); Lebarbier di Tinan (Charente); Grobon (Loira-Inferiore); Chatry della Fosse (Due-Sévres); Faivre (Ille-e-Vilaine); di Sparre (Loir-e-Cher); Beltramin (Vienne); di Noüe (Cher); Courby di Cognord (Indra); Faucheux (Allier, stato d'assedio); Duplaix (Puy-di Dôme); Dupuch (Cantal); O' Keeffe (Creuse); Loreton-Dumontet (brigata di fanteria a Lione).

— Non credesi, dice l'*Estafette*, che l'onorevole lord marchese di Normnby, ambasciatore d'Inghilterra a Parigi, partito ultimamente per Londra colla sua famiglia, torni ad occupare il suo posto.

— Si darà sabato un altro gran pranzo al Palazzo di Città dal prefetto della Senna.

— Il libraio Amyot dee pubblicare fra pochi giorni un' opera col titolo: *Lord Palmerston, l'Inghilterra e il continente*, del conte di Ficquelmont, ex-ambasciatore a Costantinopoli e a Pietroburgo, ex-presidente del consiglio dei ministri e ministro degli affari esteri d'Austria.

INGHILTERRA

Nei *Débats* del 19 si legge:

La vertenza tra gli operai e i capi costruttori di macchine va seguendo il suo corso: tuttavolta si spera che molta influenza dovrà esercitare sullo spirito di quelli una lettera indirizzata al *Times* da lord Ashburton, il capo della famiglia Baring, e segnata da lord Cranworth, uno dei vice-cancellieri dell' Inghilterra.

Questi due personaggi, membri della Camera dei lord, appartengono al numero di coloro che gli operai medesimi avevano designati per far parte di un tribunale arbitrale che sarebbe stato incaricato di decidere la quistione che s'agita fra essi operai e i capi costruttori di macchine. Un altro dei membri che doveano far parte di questa commissione, la quale d'altronde non si è mai costituita, ha, come lord Cranworth e lord Ashburton, negato di aderirvi, condannando le pretensioni degli operai. Il conte di Shaftbesbury (lord Ashley), al quale era stata fatta la medesima offerta, non ha fatto ancora conoscere la sua opinione.

— Scrivono all' *Indépendance Belge* da Londra in data del 16 corrente:

Voi sapete, o signore, che una leva di 20,000 uomini è stata ordinata nella fanteria, come anche la formazione di 12 compagnie d'artiglieria d'assedio, la cifra delle quali ammonterà a 2,400 uomini. Gli ordini emanati dall'ammiragliato son tali da aumentare d' un terzo circa il numero dei cannoni che servono alle flotte britanniche, e, oltre delle due batterie, di 100 cannoni ciascuna, che si stanno costruendo a Spithead e a Portsmouth. Un forte si sta innalzando all'isola di Whigt.

Questi provvedimenti straordinarii non debbono per nulla essere attribuiti nè ad una tiepidezza tra il gabinetto di Londra e quelli delle potenze continentali, nè, soprattutto, allo sciocco pensiero emesso da alcuni giornali del timore d'una invasione dell'armata francese.

La leva dei 20,000 uomini di fanteria e dei 2,400 d'artiglieria è fatta necessaria dalla lotta ostinata che l'Inghilterra dee sostenere contro la Cafreria, ove già furono inviati 12,000 uomini, e quanto è alle batterie e al forte, di cui vi ho fatto cenno più sopra, la lor costruzione si annette al compimento d'un sistema di difesa, che venne cominciato varii anni fa. L' Inghilterra sa benissimo che la sua migliore arma sarà mai sempre la marina, la quale basterà, in ogni circostanza, a guarentirla da attacchi, dei quali nulla del resto autorizza la supposizione. Egli è vero, come ho detto, ch'ella accresce il numero dei suoi vascelli, ma v'è egli ragione di restarne maravigliati nel cospetto degli eventi che si vanno giornalmente compiendo? E può egli supporsi che perchè l'Inghilterra riconosce la necessità di conservare la sua supremazia marittima, ella tremi di veder piantare la bandiera tricolore sulle sue coste, e sogni una invasione di Londra? No, il governo e il popolo inglese non si lasciano sviare così facilmente. Essi non si credono in nessun modo minacciati, e, di più, essi sanno assai bene che sono egregiamente in istato di difendersi, ove ciò mai occorresse. Non bisogna dunque attribuire le rapsodie, le quali comparvero nei giornali, che ad uomini o ignoranti o malcontenti.

— Dal prospetto della situazione della banca d'Inghilterra, per la settimana spirata il 10 gennaio, risulta una diminuzione di 42,042 sterlini sull'incasso metallico che scese a 17,515,501 sterlini, ed un aumento di 956890 sterlini sull'ammontare della carta in circolazione che si elevò a 20,241,480 sterlini.

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino*, 15 *gennaio*. Il nuovo ministro della giustizia, generale Bonin, ha prestato ieri giuramento alla costituzione.

Essendo le associazioni religiose dei dissidenti state assimilate alle associazioni politiche, e come tali energicamente represse dal governo, pare che petizioni s'indirizzano alle Camere per pregarle di ristabilire la patente di religione del 1847, a termini della quale si guarentiva il libero esercizio di ogni religione, e non era vietato l'abbandono della chiesa nazionale.

I due gabinetti di Berlino e di Pietroburgo hanno testè conchiuso un trattato definitivo sul congiungimento delle straderferrate russe alle grandi linee di strade ferrate della Prussia orientale.

— *Del* 16. Si annunzia che il barone di Manteuffel, presidente del consiglio, sarà quanto prima nominato cavaliere dell' ordine dell'Aquila Nera, che è l'ordine più eminente della monarchia.

— *Seconda Camera*. La seduta d'oggi può dirsi una seduta costituzionale per eccellenza. Si trattava della famosa petizione del conte Saurna, colla quale si chiedeva che «la Camera, di concerto colla prima Camera, proceda al rivedimento della costituzione del 31 gennaio 1851, e che essa ne cancelli tutto quanto non è conforme alle tradizioni storiche dello Stato prussiano; di questo Stato che non può tenersi alla splendida altezza alla quale è pervenuto col mezzo del principio monarchico e del governo forte e benevole degli ottimi suoi monarchi, se non coll'adoperare gli stessi mezzi.»

La commissione propose il seguente ordine del giorno motivato:

«La Camera, considerando che il totale rivedimento della costituzione, come vorrebbero gli autori della petizione, non può riguardarsi come atta a conseguire le modificazioni che si vorrebbero nella costituzione; che, per altra parte, la petizione non indica i punti e le disposizioni particolari, di cui bramano la modificazione, conformemente alle vie costituzionali, passa all'ordine del giorno.»

Il sig. d'Auerswald, antico ministro dell' interno, osserva che se un' analoga petizione diretta, non già contro la costituzione, ma soltanto contro le ordinanze ministeriali, fosse stata pubblicata dai giornali con invito ai lettori di firmarla, senza dubbio il procuratore del re sarebbe stato richiesto d' intentare un processo per eccitazione all' odio ecc. L'oratore è ben lungi dal voler provocare procedimenti giudiziarii, accenna solo a questo fatto per indicare le tendenze del ministero. L'oratore biasima la commissione per aver ecceduto i suoi poteri, indicando, per così dire, agli autori della petizione la via che dovevano seguire per ottenere il loro fine.

Il sig. Auerswald dichiara di votare per l'ordine del giorno puro e semplice.

Il conte Stolberg appoggia l'ordine del giorno motivato. Egli ricorda il discorso del re in occasione che prestò giuramento alla costituzione. S. M. avrebbe esortato la Camera a modificare la legge fondamentale.

Il sig. d'Eynern, del centro destro (partito *Bethman-Hollweg*) teme che l'approvazione dell'ordine del giorno motivato provochi una moltitudine di petizioni anti-costituzionali, contro cui la Camera lotterebbe invano.

Il sig. Keller, professore nell'università di Berlino, sostiene che l'ordine del giorno motivato non è anti-costituzionale. Il sig. Keller intanto respinge ogni proposito di riforma totale della costituzione; ma quanto al rivedimento parziale, è ben altra cosa, secondo il parer suo.

Il sig. Beseler, professore a Greiswald, respinge anch' egli qualunque proposito di revisione; ed appunto perciò egli voterà contro l'ordine del giorno motivato, il quale ne fa supporre la necessità: l'oratore contesta che il popolo desideri dei cangiamenti: se il popolo non è contento della costituzione, la ragione si è che non si eseguisce: conchiude che si ha torto di far intervenire la corona nei dibattimenti delle Camere.

Il conte Arnim Boytzemburg, dell'estrema destra, dice che anche la sinistra dovrebbe desiderare la revisione: vi sono dei punti che certamente i deputati della sinistra vorrebbero cancellati: altri ve n'ha che non vanno a grado dei deputati della destra: questi ultimi p. e. amerebbero veder abrogato l'articolo della convocazione annua del parlamento: vorrebbero modificata la legge elettorale, ecc.

Il sig. Vinke biasima un brano della relazione in cui la commissione parla di manifestazioni che si sarebbero prodotte in tutte le provincie in favore della revisione.

L' autore nega che siansi prodotte alcune dimostrazioni in qualsiasi provincia in favore del rivedimento della costituzione. Egli ed i suoi amici vedrebbero senza dubbio con piacere alcune modificazioni: ma sanno che non è questo il momento di sollecitare l'eseguimento di questo loro voto. Dovere della Camera è ora quello di proteggere la costituzione contro tutte le macchinazioni che la minacciano a levante, a mezzodì e sovratutto a ponente. Il sig. Vinke crede che la commissione avrebbe fatto meglio, astenendosi dal fare riflessi su quello che avrebbero dovuto dire gli autori della petizione.

Finalmente l' oratore biasima il presidente del consiglio per avere lasciato che si distribuisse ai deputati delle due Camere la traduzione dell'opuscolo sulla revisione della costituzione francese, coll'aggiunta di una prefazione del traduttore che provocava il rivedimento della legge fondamentale prussiana.

Il sig. Bodelschwingh, antico ministro prima del marzo del 48, è contrario alla revisione totale; non è però avverso ad una revisione parziale; del resto egli crede cosa indifferente che venga adottato l' ordine del giorno motivato, oppure l' ordine del giorno puro e semplice.

Il sig. Reichensperger dice che, riguardo ad una petizione che osa mostrarsi apertamente ostile alla legge fondamentale, è necessario che la Camera passi all'ordine del giorno puro e semplice.

Il conte Cieskowski, in nome de' suoi amici polacchi, si dichiara per le conclusioni della commissione e per la revisione parziale. Egli vorrebbe sovratutto modificato l' articolo primo della costituzione, che riguarda il territorio dello Stato prussiano.

Il sig. Simson, della sinistra, si dichiara per l'ordine del giorno puro e semplice: questo voto non equivale punto ad una dichiarazione d' intiero soddisfacimento in ordine alla costituzione in tutti i suoi punti: l'ordine del giorno puro e semplice vuol dire: «noi non vogliamo revisione totale: e per ora non vogliamo neppure una revisione parziale, perchè noi crediamo inopportuno per ora di mettere in cimento la costituzione.»

Si chiude la discussione. Il relatore, nel difendere le conclusioni della commissione, confessa che l'ordine del giorno motivato mira ad indicare ai petenti che essi non avrebbero che a segnalare i punti della costituzione di cui desiderano il rivedimento, e che allora potrebbero fare fondamento sull'appoggio delle Camere.

Si procede alla votazione per appello nominale. L'ordine del giorno puro e semplice è adottato da 147 voti contro 125.

Così, il primo assalto alla costituzione venne respinto dalle forze riunite della sinistra e del centro.

Il sig. Manteuffel ed il nuovo ministro della guerra erano presenti alla seduta, ma non presero la parola.

— Si dice che il governo abbia oggi indirizzato a tutti gli Stati dello Zollverein l'invito d' inviare a loro plenipotenziari per prendere parte alle conferenze, che essi non avrebbero che a segnalare i punti della costituzione di cui desiderano il rivedimento, e che allora potrebbero fare fondamento sull'appoggio delle Camere.

Si procede alla votazione per appello nominale. L'ordine del giorno puro e semplice è adottato da 147 voti contro 125.

Così, il primo assalto alla costituzione venne respinto dalle forze riunite della sinistra e del centro.

Il sig. Manteuffel ed il nuovo ministro della guerra erano presenti alla seduta, ma non presero la parola.

— Si dice che il governo abbia oggi indirizzato a tutti gli Stati dello Zollverein l'invito d' inviare a loro plenipotenziari per prendere parte alle conferenze, che essi non avrebbero che a segnalare i punti della costituzione di cui desiderano il rivedimento, e che allora potrebbero fare fondamento sull'appoggio delle Camere.

Si dice che la dignità di cancelliere di Stato verrà conferita al barone di Manteuffel, presidente del consiglio de' ministri e del consiglio di Stato.

AMERICA

Si legge nella *Patrie*:

Una relazione indirizzata testè al governo della Guiana olandese dal sig. Spandelwich, ingegnere, dà per sicura la scoperta di terreni auriferi nella estremità sud della provincia di Paramaribo. Una commissione è stata subito nominata a fine di conoscere la realtà e l'importanza di questa scoperta.

Si sa che la costituzione geologica e mineralogica di tutta la regione compresa tra l'Atlantico, l'Amazone, il Rio-Negro, il Cassiquiari, e l'Orenoco, conosciuta sotto il nome generale di Guiana, è interamente simile.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 20 *gennaio*. Un decreto inserito nel *Moniteur* apre al ministro dei lavori pubblici, sull'esercizio 1852, in aumento del capitolo XIII *ter* della prima sezione del bilancio, un credito straordinario di 2,000,000, applicabile ai lavori di rettificazione delle strade nazionali.

— Si è pubblicata una circolare del ministro dell'interno ai prefetti in proposito delle imminenti elezioni. Noi la riporteremo domani.

— I ricevimenti ufficiali saranno sospesi il 21 gennaio, anniversario della morte di Luigi XVI.

Inghilterra. *Londra*, 19 *gennaio*. Si legge nel *Morning Chronicle*:

S. E. il conte Valewski, ambasciatore di Francia, fu ricevuto in udienza dalla regina sabato (17) a due ore pomeridiane. Egli fu introdotto da lord Granville.

Le LL. AA. RR. il duca e la duchessa di Nemours e S. A. S. il principe Leopoldo di Sassonia-Coburgo pranzarono con S. M.

— Si legge nel *Morning Post*:

Il primo segretario dell'ambasciata di Francia, sig. Serrurier, è partito da Londra alla volta di Parigi con dispacci di S. E. il conte Valewski. All' udienza che l'ambasciatore francese ebbe dalla regina a Windsor, S. E. annunziò a S. M. il voto del 20 dicembre che chiama il principe Luigi Napoleone a presiedere ai destini della Francia. S. E. era accompagnata dal sig. J. di Saux, segretario d'ambasciata.

— Si legge nel *Daily-News*:

Il ministero della guerra ha deciso che in avvenire i secondi arruolamenti d'uomini, atti sotto tutti gli altri rapporti, potranno aver luogo nella fanteria sino all'età di 36 anni e nell'artiglieria sino a quella di 38.

— Secondo il succitato giornale l'esercito inglese andrebbe ad essere immediatamente aumentato d'un effettivo di 25,000 uomini.

— Scrivono da Manchester al *Sun* in data del 17:

Nulla di nuovo. Fu tenuto, venerdì (16) a sera, una riunione nella sala de'carpentieri Garrait-Road. Il sig. Newton vi si recò e prese la parola, come anche altri. Ma niente di nuovo è stato detto sulla quistione.

Alemagna. *Berlino*, 17 *genn*. Il sig. Beseler aveva, come dicemmo a suo tempo, presentato alla 2ª Camera una mozione intesa a far dichiarare che la dieta federale di Francoforte non aveva il diritto di restringere la costituzione prussiana, e che le decisioni di quell'assemblea, contenenti qualche modificazione alle leggi di Prussia o qualche aggravio allo Stato ed ai cittadini, non potevano applicarsi in quest' ultimo paese, fuorchè dopo che fossero consentite dalle due Camere.

La mozione Beseler era stata sottoposta all'esame di una commissione; questa ha ora presentato la sua relazione, le cui conclusioni sono contrarie alla proposta del sig. Beseler, poichè propongono contro essa un ordine del giorno motivato. La risoluzione della commissione fu presa alla maggioranza di 11 voti contro 5.

Nella prima camera si trovava all'ordine del giorno una petizione del conte Saurna sul rivedimento della costituzione analoga a quella che nel giorno precedente fu occasione di una importante discussione nella seconda Camera e che ebbe termine coll' ordine del giorno puro e semplice. (*V. notizie anteriori*).

La prima Camera ha, nella seduta d'oggi, approvato le ordinanze commerciali e doganali, la cui promulgazione provvisoria aveva già ricevuto l'adesione della seconda Camera, fra le quali trovasi l'atto addizionale al trattato di commercio col Piemonte.

Il rapporto della commissione sulla petizione Saurna fu rinviato alla stessa commissione per difetto di compilazione.

Mentre nel partito dell'estrema destra vi hanno uomini che si studiano di provocare un'agitazione nelle provincie contro l' attuale costituzione di cui vanno proponendo alle Camere il rivedimento, è singolare che la *Nuova Gazz. prussiana*, altrimenti chiamata *Gazz. crociata*, che pure è tenuta come organo dell'estrema destra, da più giorni assuase le difese della costituzione, e domanda perfino la legge sulla responsabilità ministeriale.

— *Del* 18. La *Gazzetta di Prussia* inserisce una nota semi-officiale, con cui annunzia la risoluzione della Dieta germanica per quanto concerne la flotta tedesca, la quale cessò di essere proprietà della confederazione, cominciando dal 1° gennaio 1852. Gli Stati tedeschi, che vogliono formare una squadra del mare del Nord, presero possesso delle navi a bordo delle quali sono di servizio sei ufficiali belgi: quegli Stati dovranno provvedere alle spese correnti, fintanto che intervenga una decisione relativa alla conservazione od allo scioglimento definitivo della flotta; e dovranno tanto in un caso che nell'altro, indennizzare gli altri Stati tedeschi che contribuirono alla formazione della flotta.

— *Annover*, 16 *gennaio*. La seconda Camera tenne oggi seduta importante. Trovavasi all'ordine del giorno la proposta di un deputato, intesa a far dichiarare dalla Camera che, essendo l'attuale rappresentante di Annover alla Dieta federale di Francoforte nel numero di coloro che sottoscrissero la rimostranza formolata dall'ordine equestre dell'Annover contro le nuove leggi organiche, era conveniente che il governo munisse il suo agente diplomatico delle più formali istruzioni sulla necessità di mantenere la costituzione del 1848, non meno che la legge organica provinciale.

Il governo, combattendo questa mozione, prese a difendere la prerogativa reale che conferisce alla corona il diritto di nominare agli impieghi diplomatici, e di munirli di quelle istruzioni che egli crede convenienti. Del resto, soggiunse il ministro Windhorst, il governo è convinto della necessità di mantenere la costituzione, ed agirà conformemente a questa sua convinzione.

Non ostante questa così formale dichiarazione, la mozione, combattuta anche dal sig. Stuve, fu adottata da 58 voti contro 54.

E. LEONE Gerente.

AVVISO

Il Dottore COSTANTINO CANELLA, medico-chirurgo-ostetrico, pratico da 14 anni, già medico e chirurgo primario di uno spedale, previene il pubblico che dal primo dell' anno corrente egli eserciterà l' arte sua in questa capitale, applicandosi specialmente alla cura delle malattie in genere delle donne, all'assistenza dei parti ed alle malattie dei fanciulli.

Dà consulti gratuiti il lunedì e venerdì di ogni settimana, in sua casa, dall' una pomerid. alle tre; ed in queste ore trovasi giornalmente al suo domicilio per chi vorrà consultarlo.

Abita in via Bellezia, vicino al Palazzo di Città, num. 26, piano secondo.

Tipografia G. Favale e Compagnia, Editrice.

Di prossima pubblicazione

ANNUARIO ITALIANO
STORICO-STATISTICO
pel 1852

COMPILATO DA

GUGLIELMO STEFANI

Introduzione.

PARTE I.

STATI SARDI.

Popolazione. Della popolazione dello Stato Sardo (rassegna di note ufficiali edite e inedite) — Estensione della popolazione del 1838 e del 1848 sopra il territorio diviso per provincie — Maschi e femmine — Rapporti tra le case, le famiglie e la superficie — Movimento della popolazione avanti il 1848 — Confronti di alcune cifre delle popolazioni piemontesi e francesi.

Statistica medica. Proemio. SEZIONE I. Costituzione fisica della popolazione 1. Attitudine degl'individui alla milizia 2. Imperfezioni ed infermità che più si osservano in alcuni luoghi del Piemonte; *a* sordomuti; *b* cretinismo — SEZIONE II. Costituzione patologica della popolazione 1. Considerazioni sulla temperatura e sulla quantità della pioggia in Torino nel decennio 1828-1837. 2. Mortalità nosologica nella città di Torino nello stesso decennio. Influenza delle stagioni sul numero dei malati e sulla mortalità. Manicomii. Principali ritiri e convitti. Orfanotrofi. Principali ospizi dei trovatelli. Ospedali militari di divisione e di reggimento ed infermerie militari. Carceri giudiziarie e correzionali. Speciali infermità — SEZIONE III. Malattie epidemiche; vaiuolo e cholèra morbus. SEZIONE IV. Morti subitanee e casuali — SEZIONE V. Compensi terapeutici e mezzi curativi — SEZIONE VI. Mezzi profilattici ossia di preservazione — SEZIONE VII. Personale sanitario (quadro statitisco).

Idrologia minerale. Quadro generale delle acque minerali esistenti negli Stati Sardi — Sorgenti d'acque minerali di recente scoperte o analizzate.

Navigazione. Cenni storici — Navigazione a vapore transatlantica — Due statistiche della navigazione — Pesca — Marina mercantile — Navigazione nazionale all'estero — Navigazione sarda ed estera nei porti dello Stato — Vapori — Cabotaggio.

Industria patria (notizie). Metalli; marmi; pietre calcina e gessi; sali; combustibili fossili; coralli; stoviglie e porcellane; vetri; sete; cotonerie; canape e lini; lanificio; cuoiami e pelli — Manifatture chimiche; manifatture meccaniche — Considerazioni.

Saline di Moutiers.
Orologeria di Cluses.

Quadro delle monete coniate nelle regie zecche dal 1836 al novembre 1851.
Sabbie aurifere; materiali dorati dell'Ossola.

Strade ferrate. Ragguaglio storico-statistico delle strade ferrate negli Stati Sardi — Cenno preliminare — Delle diverse linee in generale — Della linea da Torino a Genova — Sezione da Torino ad Arquata — Capo I. Costruzione — Capo II. Esercizio; rendite e spese; tariffe; materiale d'esercizio; officine; personale — Sezione da Arquata a Genova — Capo unico. Costruzione da Arquata a Busalla — Galleria de' Giovi — Dai Giovi a Genova — Delle linee di Alessandria al Lago Maggiore — Capo unico. Costruzione. Delle strade ferrate concesse od in via di concessione alla privata industria.

Telegrafia elettrica. Cenni sui telegrafi elettrici nei regii Stati; e studi relativi.

Istruzione pubblica. Asili per l'infanzia — Scuole primarie — Scuole di metodo — Istruzione secondaria — Collegi nazionali — Università — Scuole tecniche ecc.

Finanze e Commercio. Spese e contribuzioni — Debito pubblico — Bilanci.

Dei trattati di commercio e navigazione tra gli Stati Sardi e le altre potenze commerciali e marittime.

Della tassa del pane.

Quadro dei prodotti delle gabelle nell'ultimo decennio — Prodotti delle dogane — Paralello dei prodotti delle dogane del 1850 col 1849 divisi per categorie.

Prodotti della verificazione dei pesi e misure.

Quadro delle compagnie d'assicurazioni marittime.

Statistica elettorale e parlamentare. Statistica degli elettori politici divisi per collegi elettorali in conformità alla legge del 17 marzo 1848.

Lavori delle Camere legislative dalla prima apertura del Parlamento nel 1848 alla fine della sessione del 1851.

Marina Militare. Arsenale di Genova.

Guardia Nazionale. Quadro della forza numerica della guardia nazionale d'ogni provincia e divisione amministrativa; e rendiconto dell'armamento della medesima — Prospetto della forza numerica ed armamento della milizia in servizio ordinario nelle 50 città capoluogo di provincia.

Statistica giudiziaria.

Della Liguria. DIVISIONE DI GENOVA. Imposte — Bilancio — Comunicazioni. PROVINCIA DI GENOVA. Imposte comunitative — Bilanci delle opere pie nella città e provincia pel 1851. CITTA' DI GENOVA. Popolazione — Emigrazioni periodiche — Professioni — Istruzione ecc.

Città di Torino. Ingrandimenti — Progressivo aumento della popolazione — Suicidi — Manicomio — Scaldatoi — Assicurazione contro gl'incendi — Società promotrice di belle arti — Accademie scientifiche ecc.

Sardegna (Isola). Intorno alla Sardegna e ad una nuova circoscrizione territoriale di quell'isola — Notizie economico-statistiche.

Delle strade comunali nel capo settentrionale dell'isola.
Della pesca del corallo in Alghero.
Prodotti. — Altre notizie statistiche.

PARTE II.

ALTRI STATI ITALIANI.

Parma. Superficie — Popolazione — Rendite e spese — Capitali e prodotti precipui dello Stato — Trattura della seta.

Modena. Bilancio del ducato di Modena.

Lombardo-Veneto. Industria serica in Lombardia — Filande e filatoi nella provincia di Milano — Scuole elementari in Lombardia — Cenni statistici sul commercio di Venezia — Produzione della seta nel Friuli nel 1850 e industria serica nella provincia.

Toscana. Popolazione nel 1850 — Bilancio — Industria — Notizie commerciali e marittime dei porti della Toscana.

Stati Romani. Superficie — Estimo — Situazione della Banca — Statistica della popolazione di Roma nel 1850 — Nota sulla giustizia penale — Cenni sul commercio, manifatture, belle arti ecc.

Due Sicilie. Popolazione — Forza militare — Giustizia punitiva — Debito pubblico di Sicilia — Notizie commerciali e marittime del porto di Messina.

Cronaca politica dell'anno 1851.

INSEGNAMENTO

Una persona di civil condizione, d'anni 35 circa, munita dei più ampii e lodevoli certificati di moralità, non che d'idoneità per la Scuola di metodo elementare, abile in ogni lavoro donnesco ed anche di quelli per ricreazione delle fanciulle, bramerebbe venire ammessa in qualche famiglia per l'insegnamento alle medesime, tanto in città, che in paese. — Recapito al negozio G. Miletti, via Argentieri, rimpetto al Gamellotto.

ASSOCIAZIONE ALLA STRENNA PEL 1852

La Direzione della Società suddetta avvisa i signori Associati, che l'estrazione dei premii è invariabilmente fissata pel giorno 7 febbraio prossimo, nel Salone del Wauxhall, alle ore 11 antim. e nel modo già indicato, per cui prega i signori Associati di voler essere cortesi di soddisfare al valore del biglietto loro spedito, quando non lo abbiano ancora effettuato, entro tutto il corrente mese, ed acciò possano essi pretendere il premio.

NB. Appena fatta l'estrazione, saranno spediti a tutti i signori Associati i numeri dell'estrazione eseguita.

M.r HERMANT, Coiffeur de Paris, *breveté*, se propose de séjourner à Turin pendant la saison d'hiver; il est établi provisoirement rue du Po, n. 36, au 2.me, au fond de la cour. Il se rendra au domicile des personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance.

DA VENDERE IN CAVOUR

Chi desiderasse fare acquisto di un Corpo di Casa civile, composto di 3 piani e di 12 membri, con corte, scuderia e rimessa, già proprio dei signori fratelli Reynaud, situato in Cavour e nella contrada maestra, al prezzo fisso e pagabile in rogito di L. 10m., si indirizzi al notaio Boglione in Orbassano.

NOTIFICAZIONE

Si fa noto, che li signori Pietro Pirazzi Maffiola e suoi nipoti, eredi del fu Bartolomeo Pirazzi Maffiola, residenti in Piedimulera, hanno inoltrato ricorso il 20 settembre 1851, ed altro il 17 gennaio 1852 al signor Intendente della provincia di Pallanza, tendente ad ottenere la concessione Sovrana per la coltivazione delle miniere aurifere da essi scoperte nella valle Toppa e Tagliata, territorio di Rumianca, coerenziate come ne' ricapiti uniti a detti ricorsi, avendo passato l'atto di sottomissione voluto dal R. Editto del 30 giugno 1840, per l'esercizio di miniere, il 2 suddetto gennaio, avanti il sig. notaio Corbetta di Vogogna.

Pallanza, il 17 gennaio 1852.

Causidico coll. Pizzigoni.

VENDITA

Di num. **224** PIANTE di pioppo, e num. 39 PIANTE di roveri d'alto fusto e di diverso diametro, divise in tre lotti, esistenti nei beni della cascina detta il *Tetto delle Oche*, in territorio di None.

Per le condizioni e le offerte (che dovranno presentarsi prima delle ore 11 del giorno 27 corrente gennaio) dirigersi alla Segreteria dell'Opera pia di S. Luigi, via di S. Chiara.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

Num. 4 Camere elegantemente mobigliate, con cucina e cantina, ristabilite in nuovo, nel centro della capitale. — Dirigersi alla Tipografia G. Favale e C., dalle ore 8 antim. alle 3 pom.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile* N. 9 membri al 2.o p.o, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

DA VENDERE

In Borgo Nuovo, via della Rocca,

Terreno fabbricabile di are 27, cent. 42 (tavole 72) circa, in tutto od in parte.

Dirigersi al sig. causidico coll. Gandolfi, via degli stampatori, num. 14.

DA VENDERE

Un BERLINGOTTO signorile, in ottimo stato, munito degli occorrenti arredi si da viaggio, che per città.

Recapito al portinaio, via di Po, n. 49, all'albergo della Gran Bretagna.

DA VENDERE

Un PIANO-FORTE di Parigi, *à grand oblique*, d'Erard. Dirigersi al droghiere Delodi, piazza Vittorio, n. 11

NOTA

Con instromento del 6 gennaio corrente, rogato Borgarello, il signor Giovanni Ludovico Orsi rinunciò, d'accordo col signor avvocato Costantino Luigi Rossi, ai poteri da quest'ultimo confertigli in vigor d'atto del 9 gennaio 1850, pure rogato Borgarello.

Notaio Borgarello.

NOTA

Con iscrittura privata del 30 maggio 1851, stata depositata presso la segreteria del Magistrato del Consolato, venne contratta società per anni 3, a partire dal primo luglio 1851, per l'esercizio di uno Stabilimento di pressatura, *endatura* e *goffrura* di nastri, tra Gio. Batista Girard ed Antonio e Vincenzo, fratelli Migliasso, tutti residenti in Torino, sotto la firma Girard e Fratelli Migliasso.

NOTA

Con atto del 7 gennaio ultimo, rogato dal sottoscritto, il sig. Giuseppe Morretti rinunciò al mandato generale passatogli dal signor Casimiro Goncella, di Torino, con precedente atto del 25 ottobre, rogato da chi sovra.

Notaio Giacomo Beria.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 22 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: gior. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del corr. mese: gior. pr. dopo bor.	pel fine del corr. mese: nella matt.	pel fine del ven. prossimo: gior. pr. dopo bor.	pel fine del ven. prossimo: nella matt.
5 0/0 god. 1 8.bre 1819						
5 0/0 » » 1 genn. 1831						
5 0/0 » » 1 7.bre 1845		99				
5 0/0 » » 1 genn. 1849		91 90		92		
5 0/0 » » 1 dicem. 1851		92				
5 0/0 Oblig. 1 genn. 1845						
5 0/0 » 1 8.bre. 1840		960				
5 0/0 Sard. 1 luglio 1844						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.				1735		
— Banca di Savoia						
Città d. (4 0/0 oltre lo inter. decor.						
Torino (5 0/0 1 luglio						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (nuova)						
Società del Gaz (vecchia) 1 gen.						
Incendii a premio fisso						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.		445				
Molini presso Collegno 1 giugno						443

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi	
Augusta	253	—	252 1/2	—
Genova sconto	4 p.	0/0	—	—
Francoforte S. M.	210 1/4	—	—	—
Lione	99 85	—	99 30	—
Londra	25 27	—	25 16	—
Milano	—	—	—	—
Parigi	99 90	—	99 35	—
Torino sconto	4 p.	0/0	—	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 L.	20 09	—	20 11	—
— di Savoia	98 75	—	98 80	—
— di Genova	79 38	—	79 53	—
Sovrana nuova	35 16	—	35 22	—
— vecchia	34 97	—	35 07	—
EROSO misto				
Perdita	2	75	p.	0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 20 gennaio.*

Il 5 0/0 aperto a 104, e chiude a 103 15.
Il 3 0/0 resta a 66, 65.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 94, 25.
Le azioni della Banca di Francia a 2200.

TEATRI D'OGGI

REGIO Riposo.
CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La donna in seconde nozze*, farsa *La commedia in giardino*.
NAZIONALE Riposo.
D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Mademoiselle de Seiglière*.
SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Il gran convitato di pietra*, o *D. Giovanni Tenorio*. (Replica)
GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il tributo delle 100 vergini*.
DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita — Con ballo. *GIANDUJA* (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il Fischietto*.
WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 21 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

SABATO 24 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti del 4 scorso dicembre e 4 gennaio corrente, a norma della Legge del 27 giugno 1850, ha accordato un annuo sussidio ai seguenti orfani di militari durante la loro età minorenne:

Bocco Giovanna Maria e Giovanni, figli del fu Giovanni Antonio, già sottocaporale nel 14 reggimento di fanteria, morto sul campo di battaglia sotto Rivoli;

Bertone Carlo, figlio del fu Giuseppe, già soldato nel 3 reggimento di fanteria, morto per ferita riportata alla battaglia di Novara;

Faccio Maria Teresa, figlia del fu Giovanni Battista, già soldato nel 9 reggimento di fanteria, morto per ferita riportata nel fatto d'armi di Volta;

Barnabè Giovanni Battista, figlio del fu Giovanni Battista, già soldato nel 17 reggimento di fanteria, morto per infermità contratta in servizio comandato.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 23 *gennaio*

La Camera dei Deputati non tenne oggi seduta.

ACCADEMIA REALE DI AGRICOLTURA.

Nella tornata del 31 dicembre p. p. il socio ingegnere Michela leggeva, a nome di una Giunta, un rapporto intorno ad alcuni esperimenti di *drenaggio* instituiti in un prato acquitrinoso dei colli di Torino, dai quali risultava come per tale operazione si fosse interamente cangiata la vegetazione di quel prato, e come nell' acque raccolte per mezzo dei tubi del *dreno*, si fosse buonificata quella di un prato latistante, sterile per troppa siccità.

Nella successiva adunanza 16 gennaio il socio segretario dava lettura del sunto storico dei lavori dell'Accademia per l'anno accademico 1850-51.

Il segr. BORSARELLI.

DIREZIONE CENTRALE

delle Opere di pubblica beneficenza della Comp. di S. Paolo.

La Direzione centrale delle opere di pubblica beneficenza della Compagnia di San Paolo creata col Decreto R. in data 30 ottobre 1851 notifica che, in esecuzione del Decreto medesimo, non che di quello 11 corrente, ha dato le necessarie disposizioni perchè dal 1° febbraio prossimo siano attivate le giunte parrocchiali incaricate della distribuzione delle limosine; quindi niun sussidio verrà distribuito dalli singoli membri componenti la Direzione centrale. Intanto fino al 31 del corrente mese, le domande potranno essere indirizzate ai signori elemosinieri parrocchiali della cessata amministrazione, i quali avendo ricevuto i fondi necessari per i sussidi fino al primo febbraio prossimo, si dichiararono ben disposti di compire il loro caritatevole mandato.

Torino, li 23 gennaio 1852.

D'ordine della Direzione
A. FERRANTE, segr.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE.

Con atto del 22 andante mese essendo stato deliberato l'appalto della costruzione degli edifizi ed opere della stazione d'Isola del Cantone per L. 22,508 72, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 10 volgente mese, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo scadono al mezzodì del giorno 5 prossimo venturo febbraio.

Torino, il 22 gennaio 1852.

C. BOLLA, *sott. Segr.*

Appendice

INTORNO AGL'ISTITUTI DI BENEFICENZA IN GENOVA

STUDI STORICO-STATISTICI

(Continuazione, vedi num. 20).

I redditi dell' Albergo dei Poveri scemarono grandemente per la spogliazione fatta dalla Banca di S. Giorgio, per la perdita di parecchi proventi e capitali, pei dazi cresciuti sui viveri e gli altri oggetti di consumo, e in generale per le sorgenti in gran parte chiuse della privata carità. Tuttavia oltre 1700 sono gli accolti, e il corpo decurionale soccorre ciasun anno d'ingente somma codest' opera eminentemente pietosa.

Nell'Albergo non sono ammessi se non vecchi, fanciulle abbandonate e ragazzi dei due sessi. I maschi sono congedati a vent'anni, ammaestrati che siano in qualche arte e capaci di lavoro. Delle giovani alcune vanno a marito, altre sono collocate al servigio di probe famiglie; le malsane, le pericolanti, perchè prive di certi appoggi, le vecchie rimangono.

Vi presiede una saggia amministrazione la quale è rappresentantata da un deputato; alla casa, « la qualità del « cui incarico, scrive il Ricci, è tale da renderlo formi« dabile ad ogni uomo assennato e di buona volontà. » Il resto del reggimento e del servigio interno è ordinato della maniera che segue:

Ordinamento generale.

1 Rettore secolare con ispezione generale sopra l'intero stabilimento, sì nella parte morale che fisica e materiale. — 1 Economo. — 1 Scritturale. — 1 Custode e distributore dei viveri. — 1 Commissario alla porta principale d'ingresso. — 1 Assistente al servigio materiale tanto nel quartiere dei maschi che delle femmine. — 1 Sanitario pel servigio delle interne infermerie.

Reggimento speciale pei maschi.

1 Prefetto. — 1 Vice-prefetto. — 3 Assistenti. — 1 Guardaroba. — 2 Maestri pei ragazzi. — 1 Assistente

Reggimento speciale per le femmine.

21 Sorelle del Rifugio, o Brignoline, che sorvegliano e indirizzano a' proprii doveri le ricorrate. — 2 Addette più specialmente al conservatorio interno delle Luigine. — 1 Maestra di leggere e scrivere per le ragazze. — 1 Conversa, cui incombe il servigio delle sorelle.

Ordinamento del culto.

1 Parroco. — 4 Cappellani. — 2 Sacristi.

V' hanno inoltre 280 poveri allo incirca addetti a' bassi servigi dell' Istituto, sì nel quartiere de' maschi che delle femmine. E qui è da avvertire che se parecchi degl' infermi passano all'ospedale di Pammatone, parecchi altri, egregiamente soccorsi, rimangono nell'Albergo.

I redditi generali dell'Albergo compresi i patrimoni ed i lasciti dei vecchi di Carignano, de' Putti spersi, delle Lnigine, di Settimia Gentile Pallavicini, di Giovanna Grimaldi Salinieri, di Grimaldi Oliva, di Giorgio Spinola, compresi pure i soccorsi cittadini, gl' introiti eventuali, i prodotti de' lavori interni ascendono annualmente a L. n. 250,000 allo incirca.

La politezza, l'ordine, il regolamento interno tornano certo ad elogio di coloro che vi presiedono. Sì nella sezione destinata agli uomini che in quella delle donne sono per ogni maniera promosse le manifatture più convenienti alla condizione e allo smercio. Gli esterni operai che sono condotti a capo-maestri, le valenti instituttrici, i premii ciascun anno dispensati a quelli tra' lavoratori che sopra gli altri si segnalarono, giovano mirabilmente a quest'uopo. Fra le varie manifatture ch'escono dagli opificii dell'Albergo meritano special menzione i tessuti in lana pe' tappeti segnatamente, le coperte, i vestiti da marinaio, i damaschi, i berretti: i tessuti in filo, e segnatamente i *fornimenti da tavola*, con disegni figurati ad uso di Fiandra. Riguardo a' lavori femminili sono esatti e lodevoli assai i pizzi, i ricami degli asciugamani e de' fazzoletti, i merletti e le camicie, che per la somma discretezza nel prezzo hanno facilissimo spaccio. Inoltre è cosa degna d'osservazione e commendevole che parecchi tra' giovani, di cui l'amministrazione dell'Albergo assume la cura, sono, con leggiero compenso elargito alle famiglie accogittrici, collocati nella campagna, dove oltre allo attendere a' lavori della terra, apprendono anche alcuna di quelle arti, per cui la campagna e i dintorni di Genova sono rinomatissimi: tali sarebbero i tessuti fini di seta e di cotone, le preparazioni del corallo, i velluti che resero celebri un tempo, come oggidì pure nella Esposizione di Londra, le riviere del Genovesato, i poggi di Chiavari, la valle del Bisagno.

Il capitale destinato dall'amministrazione a' lavori era di L. n. 200 mila; ora però giusta i nuovi bisogni insorti, e la diversa applicazione addimandata dalle circostanze, codesta somma si ridusse a L. n. 150 mila. Tutto che si consacra ad eccitare nel povero l'amore dell' opera ed il guadagno del proprio sostentamento a prezzo della fatica, non è per fermo perduto; poichè il bene fisico e morale degl' individui se ne vantaggia grandemente, e per questa unica guisa, soccorrendo all' altrui miserie, si rispetta l'umana dignità e si preserva lo sventurato e l'indigente dalla propria degradazione.

Il Ricci ne' cenni statistici preaccennati, de' quali abbiam profittato sì largamente, offriva alcuni prospetti interessantissimi riguardo il personale dell' Albergo de' Poveri, l'età diverse degli accolti, i lavori, le malattie; e quelle tavole dimostrative degne di essere consultate ab-

MINISTERO DELLE FINANZE.

Quadro comparativo delle riscossioni fatte durante l'anno 1851 sovra tutti i prodotti indiretti *amministrati dall'Azienda Generale delle finanze, con quelle fatte nello stesso anno* 1850, in Terraferma.

	1851	1850	Differenza in più	Differenza in meno
Dritti d'insinuaz.	7215955 71	6180788 02	1035167 69	» »
e tabellione. .	1096719 75	1001398 96	95320 77	» »
id. d'emolumento	676629 10	670482 29	6146 81	» »
id. giudiziari.	314909 92	308826 54	2083 38	» »
id. d'ipoteche	2467480 45	1860537 58	607442 87	» »
Esazioni deman.	302953 29	256012 48	46920 81	» »
Multe e pene pecuniarie	187590 62	186409 68	1180 94	» »
Tasse di finanza	359554 41	778034 66	81519 75	» »
Spese di giustizia ricuperate	283069 08	257834 17	30234 91	» »
Tasse di success.	74744 45	55442 34	19269 09	» »
Tasse sulle vetture pubbliche . . .	596455 14	280061 06	316374 08	» »
Dritti di Marina, bigliardi, passaporti	2941 90	3400 92	» »	459 02
Prezzo dei libretti degli operai . .	3440711 55	2830814 17	609897 18	» »
Carta bollata .	85299 78	75895 46	9404 32	» »
Carte da giuoco e tarocchi . .	67873 27	91985 09	» »	24111 82
Concorso di provincie, comuni e particolari nell' arginamento dell'	1721 70	3192 90	» »	1471 20
Isère ed Arc . .	2329425 85	1666854 76	662571 07	» »
Tassa sulle usine .	52489 75	45407 59	19075 36	» »
Strade ferrate .				
Servizio sanitario				
Rimborso prezzo munizioni somministrate ai comuni per la guardia nazionale	1210 74	197 02	1013 72	» »
Ricupero prezzo quadri sinottici del sistema metrico decimale	44275 54	» »	44275 54	» »
Dritti d'ancoraggio	18768 16	» »	18768 16	» »
Tassa sui corpi morali-inamiorte.	5779 61	» »	5779 61	» »
Totali	20167657 51	16521275 65	3612884 06	26542 16

Differenza in più . . 3612884 06
id. in meno . . 26542 18
Resta in più . . 3586281 88

Dat. Torino, il 22 gennaio 1852.

Il Segretario Capo della 2ª Divisione
DELLALONGA.

FATTI DIVERSI — PROVINCIE. — Ci scrivono da Cavallermaggiore, in data 22 corrente:

Il tocco della campana comunale a stormo, e i tamburi della Guardia Nazionale, nella notte del 21 corrente mese, annunziavano lo scoppio di un incendio nella spezieria dell'ospedale.

La milizia, i cittadini ed i pompieri accorsero sul luogo del disastro colla velocità del lampo: mercè soccorsi prestati con tutta perizia e con una gara veramente esemplare, in meno di due ore si pervenne ad ottenere l'estinzione di quell'incendio, che il minimo indugio sarebbe stato causa di ben più dolorosi e funesti accidenti.

Abbiasi pertanto ogni individuo prestatosi a così bell'opera di filantropia un giusto tributo di lode; ed in particolare la milizia cittadina, la quale oltre i soccorsi prestati in tale circostanza, seppe mantenere l'ordine il più perfetto; e particolarmente il caporale Giuseppe Malberti, il quale con rischio della propria vita, varcando due volte le fiamme, trasse in salvo una donna d'anni 55, che, isolata dall'incendio, mandava disperate grida di aiuto e di pietà.

— Ci scrivono da Arona il 20 corrente:

Parecchi giorni della scorsa settimana, segnatamente nei giorni 15, 16 e 17, noi fummo avvolti nel tenebrio di una nebbia talmente crassa e fitta, che raramente n'accadde di vedere negli anni passati. Essa distendevasi per lunghissimo tratto su per l'acqua del nostro Verbano fino oltre Oggebbio, e durava, cosa appo noi ben insolita, da un mattino all' altro compatta e impenetrabile. Ciò per altro non valse ad impedire nè per poco a ritardare la navigazione del battello a vapore da Magadino ad Arona, del che vuolsi dar lode di bravura ai capitani *Ponzoni* e *Stabilini*, che alternativamente lo guidarono. Una volta sola invero, che in tanti anni ricordiamo, venne dalla nebbia impedita questa navigazione, ma fu per mancanza di bussola.

Il lago e i piroscafi che bravamente lo solcano, sfidando nebbia e venti per arrecarci quotidianamente una assai considerevole copia di viaggiatori e di mercatanzie, m'invitano a cennare alcun dato dell' attual nostro movimento commerciale. Desso in questa città, che fu sempre il più naturale e facile scalo alle estere merci provenienti da Genova o Svizzera, e insieme la piazza del più frequente e ricco mercato che si eserciti sul Lago Maggiore, non è stato nello scorso 1851 punto inferiore a quello degli anni antecedenti. Che anzi, se ne eccettui il commercio di contrabbando che vediamo con molta soddisfazione e miglior pro' quasi al tutto cessato in questi contorni, ogni altra maniera di legittimo commercio da alcuni mesi si fa qui viepiù vivo e rifiorente, e ciò dopo e mercè il ribasso nella nuova tariffa doganale. Del quale fatto ne fa buona testimonianza l'aumentata rendita di questa dogana (1), e le botteghe di derrate coloniali in ispecie meglio rifornite che non erano dianzi, e lo stabilimento d'una grandiosa impresa di *traversine* per vie ferrate, e d'altri legnami d'opera, e nuovi pubblici negozi, e magazzeni di stoffe, di vini e granaglie recentemente aperti: tanto che l'antica piazza del mercato più non bastando al bisogno, si è dovuto pensare ad allargarla, e di presente ivi si sta costruendo, a spese del municipio, e in parte anche di alcuni commercianti, un più ampio e comodo approdo destinato allo imbarco dei grani. Altra prova delle vantaggiose nostre condizioni si è lo stabilimento d'un *forgone* in posta per la mercanzie di qui a Genova, e viceversa per la Svizzera, Olanda, ecc., il quale ebbe corso col principio dell' anno, non che quello d'altro velocifero a servigio dei viaggiatori di qui a Novara e oltre, il quale incomincierà le sue corse col 1° febbraio, e partirà da Arona in immediata coincidenza col corriere dell' Ossola e del Vallese. Così avremo quindi innanzi un servizio di sei velociferi, che giornalmente arrivano e partono di qui, oltre le molte vetture e i supplementi straordinari che all'uopo si mettono in corso. Ne ciò sembri sproporzionato per una città di appena 4000 abitanti, ove si consideri che contansi circa a 60,000 le persone annualmente transitanti di qui per Torino, Genova, Novara, Isola, Svizzera, Lombardia.

Colla buona ventura di tanta opportunità di sito gareggia il pubblico e privato patriottismo. Questo municipio, nell' ultima tornata autunnale, oltre a rilevanti spese decretate pel miglior riattamento di piazze e strade in servizio del crescente commer-

(1) *Paralello dei prodotti di dogana avuti nella principalità d'Arona negli anni* 1850 *e* 1851.

	1851	1850	Differenze in più	Differenze in meno
Entrata	127,854	117,990	9,861	
Uscita	9,094	18,827		9,756

cio, stanziò L. 500 per la festa della Costituzione nel venturo maggio, e L. 5,000 per azioni 6 alla razionale impresa della strada ferrata di Torino a Novara. Quanto alla privata beneficenza, due egregie signore, poco dianzi raccoglievano meglio di L. 280, che mandaron in sussidio della Emigrazione. Il cav. *L. Botelli* ha dato mano alla costruzione di un nuovo fabbricato a grande e bel disegno, generosamente destinato per un asilo d'infanzia; e infine la testè defunta *Rosa Gottardi*, oltre un legato a beneficio dello spedale, ha donato per testamento un canone di L. 500, da pagarsi per dieci anni, a beneficio del medesimo asilo. Sono queste pur belle e consolanti notizie che di gran cuore desideriamo fatte pubbliche a lode dei generosi, ad esempio di tutti ed a stimolo d'opere anche migliori.

SAVOIA. — Si legge nell'*Echo du Mont-Blanc*:

Il sig. Eugenio Sue è giunto in Annecy. Egli vi ad abitare in una casa situata sulle rive del nostro bel lago.

— *Ciamberi*, 21 *gennaio*. Ieri sera vi fu, nella sala del gran ridotto del teatro, il ballo degli ufficiali della guarnigione offerto alla città di Ciamberi. V'intervennero molte signore e moltissimi invitati, fra cui parecchi ufficiali francesi venuti dai presidii di Lione, Grenoble o frontiera.

PUBBLICAZIONI. — Dai torchi della tipografia Ponthenier di Genova è venuta recentemente a luce una vita del generale Florestano Pepe, morto in Napoli ai primi d'aprile del passato anno 1851, scritta dal sig. Francesco Carrano. La vita e le gesta dell'illustre veterano sono narrate dal Carrano con schietta semplicità, con robusta sobrietà di stile e con sensi di patrio affetto. Questa pubblicazione merita riscuotere l'attenzione di tutti coloro che si occupano di cose militari.

LOMBARDO-VENETO

VERONA, 20 *gennaio*. — Avviso. — La macchina del convoglio merci di ieri sortì dallo scambio nella stazione di Lonigo, ed impedì quindi che proseguisse la prima corsa dei passeggieri diretta da Verona a Venezia.

La prima corsa diretta da Venezia a Verona, giunta a Poiana, ove doveva succedere l'incontro colla prima, non ha proseguito in causa della nebbia fino a che ricevette avviso che l'altro convoglio era in ritardo, e che poteva quindi progredire verso Vicenza.

Partì poi da Vicenza verso Verona mandando avanti i segnali, ma poco dopo la stazione di Montebello sopraggiunse di nuovo la nebbia, per cui avanzava con precauzione, e lentamente, non vedendosi più i segnali.

Intanto dall'altro lato rimessa la macchina sulla rotaia, il convoglio Verona-Venezia, che era ritardato, potè pur continuare la sua corsa, allorquando i due convogli si trovarono d'improvviso in faccia l'uno all'altro.

La somma precauzione però con cui procedevano ambedue i macchinisti giunse a far rallentare i convogli per modo che le macchine sebbene si urtassero, hanno però così poco sofferto da poter continuare come fecero il servizio nel medesimo giorno.

Dei passeggieri nessuno riportò alcun danno, tranne una signora che trovandosi in piedi davanti alla porta d'una carrozza urtò colla testa nei vetri, e ne ebbe una leggera lesione.

I convogli della seconda e terza corsa ebbero luogo senza ostacoli, il che si porta a pubblica notizia.

Dalla i. r. direz. sup. delle P. C. e S. F.

Verona, il 20 gennaio 1852. NEGRELLI.

VENEZIA, 18. Il tracciamento della strada ferrata da Treviso ad Udine è già terminato. La direzione al piede dei monti fu preferita a quella al piano lungo il mare, pei luoghi intermedii che tocca.

TOSCANA

PISA, 16 *gennaio*. Scrivono al *Costituzionale*:

Ieri mattina moriva in questa città Alessandro Gherardesca, professore di architettura e direttore della nostra Accademia di belle arti. Egli lascia memoria di sè per molte e distinte opere di arte, che ad onore della moderna architettura rimangono nella città nostra ed in altri luoghi della Toscana, per diverse pubblicazioni che saranno sempre di utile istruzione agli studiosi dell'arte; ed in fine per una vita operosa e onoratissima sempre.

Gli scolari piangono in lui un maestro che gl'istruiva con affetto e con impegno rarissimo; l'Accademia un direttore indefesso nel porre ogni cura onde accrescerne il lustro e l'utilità; la città tutta un uomo illustre e dabbene.

SVIZZERA

Giusta il *budget* del 1852 quale fu adottato dall'assemblea federale il 25 dicembre, le entrate della confederazione saranno di . . . . . Fr. 11,810,000
Le spese . . . . . » 11,510,000

Per cui si avrà il residuo attivo . . Fr. 300,000

Il debito dei cantoni del cessato Sonderbund è di 1,258,416 franchi nuovi.

L'*Indépendance Suisse* insiste nel credere che sia giunto una risoluta nota francese contro la *Tribune suisse* per le sue manifestazioni offensive al presidente di quella repubblica, nota che dal consiglio federale sarebbe stata inviata al governo di Berna. Aggiunge essere pure arrivata una nota, anche questa molto risoluta, contro i rifugiati.

BERNA. L'opposizione liberale del Gran Consiglio ha pubblicato una dichiarazione, in cui espone i suoi gravami contro il vigente sistema, ed esorta il popolo ad attenersi esclusivamente ai mezzi legali per conseguirne il cangiamento.

L'abate Belet ha dichiarato nella tornata del 10, che si dimette da membro del Gran Consiglio.

LUCERNA. Stando alla *Dorfzeitung*, l'ingegnere Sulzberger di Frauenfeld, per incarico di una società privata, ha sottoposto al governo di Lucerna la dimanda di concessione di una strada ferrata da Lucerna per Wolhausen sino ai confini del cantone nella direzione della Kreuzstrasse. La società proporrebbe di incominciare l'opera nel 1852 ed ultimarla entro il 1854; non dimanda garanzia d'interesse, ma una concessione per 99 anni, il privilegio d'erigere una linea telegrafica lungo la strada, e l'assicurazione che niun'altra strada sarà permessa nella medesima direzione.

FRANCIA

PARIGI, 20 *gennaio*. Ecco la circolare del ministro dell'interno, della quale accennammo nella Gazzetta d'ieri:

Signor prefetto, voi procederete quanto prima alle elezioni del Corpo legislativo. È questa un'operazione grave che sarà o un corollario o una contraddizione del voto del 20 dicembre, secondo l'uso che voi saprete fare della vostra legittima influenza. Persuadetevi bene che il suffragio universale è un elemento nuovo e sconosciuto, facile a conquistarsi da un nome glorioso, unico nella storia, rappresentante agli occhi delle popolazioni l'autorità ed il potere, ma difficilissimo a fermare sopra individualità secondarie: epperciò non vi potreste pervenire qualora seguiste le antiche tracce.

Io desidero farvi conoscere il pensiero del capo dello Stato: voi vedete che la costituzione volle evitare tutta la parte teatrale, drammatica delle assemblee, interdicendo la riproduzione dei discorsi; in tal modo i membri di queste assemblee, non essendo più preoccupati dell'effetto che devono produrre le parole da essi pronunciate alla ringhiera, penseranno di più a trattar seriamente e semplicemente gli affari del loro paese.

La legge elettorale pronunciò intorno alle incompatibilità; la condizione dei funzionarii in un'assemblea politica è sempre delicata: votando nel senso del potere, essi minuiscono il loro proprio carattere; votando contro lui, indeboliscono il principio dell'autorità. L'esclusione dei funzionarii, la soppressione d'ogni indennità debbono necessariamente limitare, in un paese in cui le sostanze sono tanto divise come è il nostro, il numero degli uomini che vorranno o potranno adempiere questo mandato. Nondimeno, siccome il governo è fermamente risoluto a non usar giammai corruzione diretta nè indiretta ed a rispettare tutte le coscienze, il miglior mezzo di conservare al Corpo legislativo la fiducia delle popolazioni è di chiamarvi uomini affatto indipendenti per la loro posizione e pel loro carattere. Quando un uomo si acquistò fortuna col mezzo del lavoro, dell'industria e dell'agricoltura, s'egli si occupò di migliorare la sorte de' suoi operai, se si rese popolare con un nobile uso delle sue sostanze, è preferibile a quelli che si convenne di chiamare uomini politici, perocchè egli recherà nella formazione delle leggi uno spirito pratico, e seconderà il governo nella sua opera di pacificazione e di riedificazione. Tostochè voi mi avrete indicati, nelle condizioni accennate di sopra, i candidati che vi sembreranno avere maggiori probabilità di riunire la maggioranza dei suffragi, il governo non si starà in forse dal raccomandarlo apertamente alla scelta degli elettori.

Finora l'abitudine della Francia fu di formare comitati elettorali, o riunioni di delegati. Questo sistema era utilissimo, quando la votazione si faceva a squittinio di lista. Lo squittinio di lista produceva una tal confusione, una tal necessità di concertarsi, d'intendersi, che l'azione di un comitato era indispensabile; ma oggidì quelle sorta di riunioni non avrebbero alcun vantaggio, perocchè l'elezione cadrà sopra un solo nome: esse non avrebbero se non l'inconveniente di creare legami prematuri, appassionare i partigiani del governo dall'organizzare comitati d'elezione.

Per l'addietro, quando il suffragio era ristretto, quando l'influenza elettorale era il retaggio di poche famiglie, l'abuso di tali influenze era cosa odiosa. Alcune decorazioni poco meritate, alcune cariche poteano assicurare il buon successo di un'elezione in un piccolo collegio. Era naturale che da questo abuso ripugnassero le coscienze, e che si esigesse dall'amministrazione di astenersi da ogni pratica ostensibile. La sua azione, le sue preferenze erano allora occulte, e perciò appunto mettevano in compromesso la sua dignità e la sua autorità. Ma oggidì con quali favori si crederebbe che il governo potesse sedurre quel numero sterminato di elettori? con quali posti o cariche? L'amministrazione dell'intiera Francia non ha quadri bastantemente vasti per contener la popolazione di un cantone. Col denaro? Senza dell'onorevole loro suscettività, l'erario pubblico tutto quanto non basterebbe. Voi ricorderete a che si ridusse, nel 10 dicembre 1848, il risultamento degli sforzi dell'amministrazione in favore del candidato alla presidenza che allora occupava il potere: gli è che col suffragio universale non havvi se non una molla potente, immensa, cui nessuna mano d'uomo vale a comprimere nè stornare dalla corrente che la dirige; ed è l'opinione pubblica; quel sentimento impercettibile, indefinibile, che abbandona o accompagna i governi senza che possino rendersene conto, ma raramente a torto; nulla le sfugge, nulla le è indifferente; ella non apprezza solamente gli atti, ma indovina le tendenze, nulla dimentica nè perdona, perchè non ha nè può avere che un movente, cioè l'interesse egoistico di ciascuno; essa è sensibile a tutto, cominciando dalla grande politica che emana dal capo del governo fino a' minimi atti delle amministrazioni locali; e l'opinione politica d'un dipartimento dipende più che altri non crede dallo spirito e dalla condotta della sua amministrazione. Da lungo tempo le amministrazioni locali furono subordinate alle esigenze parlamentari: esse occupavansi ben più di piacere ad alcuni uomini influenti in Parigi che a soddisfare i legittimi interessi dei comuni e delle popolazioni; questo tempo è per buona sorte passato.

Fate bene comprendere a tutti i funzionari ch'essi devono occuparsi diligentemente degl'interessi di tutti, e che quegli che si dee accogliere con maggior premura e bontà, è il più umile ed il più debo'e. La migliore politica è quella della benevolenza per le persone, della facilità per gl'interessi; la burocrazia non credasi creata per l'obbiezione, l'incagliamento e la lentezza, mentre anzi è fatta per la spedizione e la regolarità degli affari. Se io pongo tanta importanza in queste particolarità, si è perchè io potei osservare che gli agenti inferiori credono sovente accrescere la loro importanza colle difficoltà e cogli imbarazzi. Non sanno essi quante maledizioni e quanta avversione popolare attirano al governo centrale. Quello spirito amministrativo debbe essere inflessibilmente modificato, e ciò dipende da voi; entrate fermamente in questa via. Siate certo che allora, invece di scorgere nel governo e nell'amministrazione locale altrettanti nemici, il popolo non vi scorgerà che un sostegno ed un aiuto. E quando voi verrete poscia, in nome di questo governo leale e paterno, a raccomandare un candidato alla scelta degli elettori, essi ascolteranno la vostra voce, e seguiranno i vostri consigli. Tutte le vecchie accuse delle opposizioni cadranno dinanzi a questa politica nuova e semplice, e si comprenderà finalmente in Francia che l'ordine, il lavoro e la sicurezza non si stabiliscono in un paese durevolmente se non sotto un governo ascoltato e rispettato.

Gradite ecc.

Il ministro dell'interno DE MORNY.

INGHILTERRA

LONDRA, 19 *gennaio*. Ecco, giusta il *Daily-News*, come sarebbe ripartito l'aumento d'uomini nella milizia britannica, del quale fu fatto cenno alle *ultime notizie* della nostra Gazzetta di ieri:

L'artiglieria reale, composta di 15 battaglioni, riceverà un rinforzo di 250 uomini per ciascheduna battaglione	3,750
I 17 reggimenti di cavalleria al servigio dell'interno, saranno accresciuti di 80 uomini per distaccamento (i dragoni della guardia del re contando 8 distaccamenti) quest'arme sarà aumentata di	3,420
50 reggimenti di linea, attualmente all'interno, saranno portati a 1,000 uomini ciascuno: aumento	6,200
24 depositi saranno formati in secondi battaglioni	12,070
Totale	24,640

---

bracciavano il quinquennio dal 1841 al 1845: noi valendoci degli appunti che ci vennero gentilmente offerti dal rettore operosissimo dello stabilimento, il sig. De-Katt, recheremo il movimento numerico de' poveri stessi durante il quinquennio che venne dietro, cioè a tutto il 1850.

MOVIMENTO PERSONALE NUMERICO DE POVERI NEL QUINQUENNIO DAL 1846 AL 1850.

Il primo gennaio del 1846 trovavansi nell'albergo: Maschi 558, Femmine 4075, Esposti 88; furono ammessi nel corso dell'anno M. 423, F. 415, E. 41; *radiati* (è questo il termine d'uso) dall'albergo M. 425, F. 410, E. 37; ond'è che al compimento dell'anno la somma degli accolti era di 4729. Nel gennaio del 1847 trovavansi nell'albergo M. 557, F. 1080, E. 92; furono ammessi nel corso dell'anno M. 450, F. 450, E. 46; *radiati* M. 436, F. 418, E. 47; sicchè la somma totale era di 4774. Nel gennaio del 1848 trovavansi nell'albergo M. 571, F. 1112, E. 91; furono ammessi nel corso dell'anno M. 464, F. 478, E. 54; *radiati* M. 448, F. 106, E. 56; sicchè la somma totale era di 1887. Nel gennaio del 1849 trovavansi nell'albergo M. 614, F. 1486, E. 89; furono ammessi nel corso dell'anno M. 68, F. 83, E. 32; *radiati* M. 149, F. 137, E. 54; sicchè la somma totale era di 1730; per cui si conosce che di quest'anno fu duopo restringere il numero degli accolti, crescere quello de'respinti, poichè il numero soverchiava, nè certamente al dispendio soppervano i redditi del pio Instituto.

E qui forse non tornerebbe inopportuno lo avvertire che, dove imperiose, dirò meglio inevitabili circostanze non lo richiedano assolutamente, fa mestieri serbare nelle saggie amministrazioni della pubblica beneficenza quelle giuste e perseverati misure che facciano equabilmente procedere l'accoglimento de'bisognosi, mentre ogni salto è periglioso e dà luogo a lamentanze e recriminazioni infinite. Niun ordine sociale è querulo al pari di quello degl'indigenti. E debito compatire alla misera condizione di quegl'infelici: ma è pur forza conchiudere che la pazienza e la rassegnazione, che tanto raccomandano la sventura, non sono sì facili a rinvenirsi. Nel gennaio del 1850 trovavansi nell'albergo M. 533, F. 1130, E. 67; furono ammessi nel corso dell'anno M. 454, F. 187, E. 26; *radiati* M. 132, F. 157, E. 50; sicchè la somma totale era di 1864. Questo provvidissimo instituto, parecchi altri di codest'indole, le pie fondazioni di misericordia e di provvidenza, le continue elemosine dei doviziosi fatte a domicilio, sembra dovessero togliere dalle pubbliche vie di Genova la mendicità vagabonda, inerte o peggio, e sconciamente querimoniosa. Disdice ad una città sì nobile, ricca ed operosa quella turba di poveretti, o che ne assumono le sembianze, i quali si appostano in ogni canto a far mostra della propria miseria e a passare il lor tempo, non di rado co'teneri fanciulletti accosto che loro servono da inviati nello assedio dei passeggieri, e diveranno appresso nel mal costume peggiori delle madri e dei padri loro.

Nel 1539 vedendo il Senato di Genova *che la conosciuta finzione di molti i quali non per necessità, ma per poltroneria o per malizia s'erano dati a farne arte, sarebbe stata cagione che li cittadini restringessero in tal maniera le viscere della misericordia si che poi venissero a patire quelli che veramente erano poveri e in estrema necessità; deliberò di dare principio all'opera dell'ufficio dei poveri, cura del quale fosse usare ogni possibile diligenza che l'elemosine date dai cittadini fossero non ai poltroni, tavernieri e furbi, ma ai veramente poveri dispensate, col proibire del tutto il mendicare, castigando quelli che in contrario fare ardissero.* E instituì un lazzaretto per accoglimento e lavoro, e stabilì delle leggi per la distribuzione de' soccorsi ed i visitatori di poveri, che fanno onore all'animo ed alla mente de'provvidi cittadini, e reggono al paragone di tutte le moderne: farò di riprodurle in parte con altri documenti gloriosi per Genova e per l'Italia. I genovesi adunque ricorrano a patrii esempi per sopperire opportunamente a'bisogni e togliere un grave sconcio ed un mezzo inesauribile di corrompimento. Ma ritorniamo a noi. Il rettore dell'albergo nello indirizzare che fece cortesemente il suesposto prospetto aggiungeva: « La classificazione dell'età poco diversifica dalla statistica a tutto il 1845; giacchè l'amministrazione ha per principio di dar ricetto di preferenza ai fanciulli ed ai vecchi. Le manifatture progrediscono come per lo innanzi, e i lavori che più fioriscono sono quelli di biancheria e i tappeti operati. L'utile medio che si ricava annualmente dalle vendite oltrepassa di poco le Lire n. 4000 (davvero assai scarso ove si risguardi il numero degli albergati). Sarebbe al certo maggiore se molti dei tessuti non servissero per l'Istituto. Oltre a ciò l'ospizio ricava utile sulla man d'opera che si corrisponde agli operai, i quali non solo sono animati dal guadagno (è, se non erro, di tre quinti; e possono disporre immediatamente di due quinti; l'altro quinto poi si deposita alla cassa di risparmio, utilissima e sarei per dir quasi necessaria a tutti gli stabilimenti di codest'indole); ma i più segnalati e diligenti da alcuni premii d'incoraggiamento, che si distribuiscono ogni anno (lo accennammo precedentemente) in occasione della festa della SS. Trinità, e che consistono in una medaglia d'oro del valore di Ln. 80, sedici medaglie d'argento del valore di Ln. 6, e di altre ricompense in denaro per circa Lire nuove 600, e in indumenti, cioè grembiali e fazzoletti in numero indeterminato. »

AD. BERNARDI.

www.internetculturale.it

Di più (è sempre il *Daily News* che parla) 10,000 uomini della milizia saranno disponibili a fine di rimpiazzare, ove sia uopo, una egual forza di truppe di linea dall'Irlanda. È stato egualmente risoluto un forte aumento nella marina, non che due battaglioni di rinforzo di 1,000 uomini ciascuno.

— Si legge nell'*Express* :

Diamo qui la lista de' nostri vapori da guerra, compresovi quelli che si stanno riparando, e che ben presto saranno in grado di rimettersi in mare :

L'*Amphion* di 34 cannoni, fregata a vapore a elice della forza di 300 cavalli, a Sheerness; l'*Argus*, di 6, sloop a vapore, forza di 500 cavalli, a Portsmouth; il *Barracouta*, di 6, sloop a vapore, forza di 300 cavalli, a Chatam; il *Basilisk*, di 6, sloop a vapore, forza di 400 cavalli, a Portsmouth; il *Bulldog*, di 6, sloop a vapore, forza di 500 cavalli, a Portsmouth; il *Bazzard*, di 6, sloop a vapore, di 300 cavalli, a Devonport; il *Cyclops*, di 6, fregata a vapore, di 320 cavalli, a Sheerness; il *Desperate*, di 8, sloop a vapore a elice, di 400 cavalli a Devonport; il *Furious*, di 16, sloop a vapore, di 400 cavalli, a Portsmouth; l'*Edimbourg*, di 58, guarda-coste a vapore a elice, di 450 cavalli, a Portsmouth; l'*Euratas* di 44, *idem*, di 220 cavalli, a Chatam; il *Forth* di 44 *idem*, di 350 cavalli, a Devonport; il *Geyser*, di 6, sloop a vapore, di 280 cavalli, a Woolwich; lo *Highflier*, sloop a vapore, 400 cavalli, a Woolwich; l'*Horatio*, di 24, guarda-coste a vapore a elice, 250 cavalli, a Sheerness; il *Leopard*, di 42, fregata a vapore, 550 cavalli, a Portsmouth; la *Medea*, di 6, sloop a vapore, 350 cavalli, a Portsmouth; l'*Odin*, di 16, fregata a vapore, 560 cavalli, a Portsmouth; il *Phoenix*, di 8, sloop a vapore, 260 cavalli, a Deptford; il *Pluto*, di 4, sloop a vapore, 400 cavalli, a Sheerness; il *Polyphemus*, di 5, *idem*, 200 cavalli, a Sheerness; il *Porcupine*, bastimento a vapore, 440 cavalli, a Portsmouth; il *Sans-pareil*, di 31, sloop a vapore, 350 cavalli, a Devonport; il *Sidon*, di 22, fregata a vapore, 500 cavalli, a Portsmouth; lo *Stomboli*, di 6, battello a vapore, a Portsmouth; il *Termagone*, di 24, fregata a vapore a elice, 620 cavalli, a Portsmouth; il *Tiger*, di 16, sloop a vapore, 400 cavalli, a Portsmouth; il *Vesuvius*, di 6, sloop a vapore, 280 cavalli, a Devonport; il *Valorous* . . . *idem*, 400 cavalli, a Blackwall; il *Vulture*, di 6, *idem*, 470 cavalli, a Devonport.

I bastimenti in costruzione per servigio di guerra, o battelli a vapore a elice, l'*Agamemnon*, di 90, 600 cavalli, a Woolwich; l'*Euryalus*, di 56, 600 cavalli, a Chatam; l'*Imperieuse*, di 50, 350 cavalli, a Deptford; il *James-Watt*, di 90, 550 cavalli, a Pembroke; il *Royal-Albert*, di 120, 600 cavalli, a Woolwich; il *S. Jean-d'Acre*, di 100, 650 cavalli, a Devonport; e la *Tribune* di 50, . . . a Sheerness.

La presente lista non comprende il *Greenwich*, il *Simoom*, e altri battelli di ferro e piccoli piroscafi della marina reale al di sotto della forza di 100 cavalli, la *Magicienne*, fregata a vapore, e l'*Hydra*, sloop a vapore, in servigio attivo.

— Si legge nel *Globe* :

Un consiglio di gabinetto sarà tenuto domani (20) a mezzogiorno al ministero degli affari esteri.

— Lo stesso giornale annunzia che lord J. Russell si recò il dì 19 a Windsor.

— Si legge nel *Sun* :

Il conte di Albemarle è quegli che farà la mozione dell'indirizzo in risposta al discorso della corona, alla Camera dei lords.

ALEMAGNA

Austria. *Vienna*, 17 *gennaio*. Leggesi nel *Corriere* di Vienna:

Da fonte meritevole di fede viene assicurato, che il sig. ministro di finanza barone de Baumgartner, nell'atto di assumere la direzione degli affari del ministero di finanza, siasi espresso sulla necessità di migliorare lo stato attuale della valuta, che è un forte impedimento all'attività industriale, e sull'urgenza d'incamminare delle misure per ottenere quest'intento.

— Il treno postale delle due e mezzo sulla strada ferrata di Gloggnitz è pericolato ieri nel tratto tra Leobensdorf e Sellenau. La locomotiva *Theresienfeld* sortì dalle rotaie e cadde unitamente al vaggone della posta ambulante oltre l'argine, che nel luogo dell'infortunio non era molto alto, nella sottoposta fossa. L'impeto della caduta fu così violento che la parte anteriore della locomotiva si approfondò all'istante in terra. Il vaggone dei viaggiatori per fortuna si arrestò sull'argine a scarpa: per cui le persone non ebbero a soffrire alcun danno. Il conduttore fu leggermente, un macchinista gravemente ferito e condotto nello spedale di Baden. Gli impiegati postali rimasero illesi. Il danno sofferto dalla direzione per questo fatto è considerevole. Il motivo di una tale catastrofe è ancora ignoto. Una commissione giudiziale si è recata ieri sopra luogo, onde rilevare il fatto. Una macchina di riserva condusse i viaggiatori verso le sei di sera a Vienna; la posta però rimase addietro, giacchè riuscì appena quest'oggi di rimettere il vaggone postale sopra le rotaie.

Prussia. *Berlino*, 17 *gennaio*. I termini della proposta del deputato Beseler sulla competenza della Dieta di Francoforte rispetto alla costituzione prussiana (V. *Gazz. di ieri*) mirano a dichiarare: « 1. Che per la partecipazione del governo prussiano alla Dieta riunita a Francoforte, la sovranità della corona di Prussia, e l'azione della legge fondamentale prussiana non possono in alcuna guisa restringersi;

« 2. Che, per quanto riguarda in particolare le decisioni di quella Dieta, le quali contenessero una modificazione della legge fondamentale e delle leggi di Prussia, o che imponessero carichi allo Stato ed obblighi ai cittadini, esse non potranno avere effetto che in seguito all'approvazione delle Camere prussiane. »

La commissione, incaricata di presentare una relazione su quella proposta, era composta di 14 membri, di cui tre della sinistra, tre del partito così detto oltramontano, ed otto della destra.

La commissione avea nominato a suo presidente il sig. Kleist-Retzow, dell'estrema destra: ecco i termini dell'ordine del giorno motivato proposto dalla commissione:

« Considerando: 1. che l'atto federale del 1825 non fu mai abolito, e che i diritti e le obbligazioni risultanti pei membri della confederazione sono rimasti gli stessi per lo stato prussiano, anche dopo largita la costituzione del 31 gennaio 1850;

« 2. Che non avendo potuto effettuarsi un altro ordinamento della costituzione federale, il governo prussiano, associandosi alla Dieta riunita nuovamente in maggio 1851, non fece che esercitare un suo diritto;

« 3. Che la partecipazione del governo alla Dieta, e l'autorità di quest'ultima, entro i limiti della competenza assegnatale dalla legge fondamentale, non sono tali da porre in pericolo nè la sovranità della corona di Prussia, nè l'azione della costituzione prussiana;

« 4. Che qualunque estensione di tale competenza, al di là dei limiti legali, avrebbe bisogno del libero consenso del governo prussiano;

« 5. Che, rispetto ai decreti della Dieta, la tutela dei diritti di sovranità della corona di Prussia, e dei diritti costituzionali del paese, spetta al governo;

« Che finalmente non sembra assai convenevole il produrre tesi generali, le cui conseguenze non possano immediatamente apprezzarsi, in ordine ai rapporti del a Prussia colla confederazione e colla Dieta germanica, che sarebbe questo un voler incagliare l'andamento del governo; e che finalmente spetta piuttosto alla Camera il tutelare i diritti ed i reali interessi del paese di mano in mano che se ne manifesti la necessità;

« Passa all'ordine del giorno. »

— Fra i membri della prima Camera circola un opuscolo, il quale prende a dimostrare che la futura composizione della medesima, mezzo elettiva e mezzo ereditaria, quale venne organizzata dalla costituzione e quale sarà composta, cominciando dall'agosto 1852, non corrisponde allo scopo cui si vorrebbe pervenire. In Prussia, secondo quell'opuscolo, una corporazione fondata sul principio degli Stati, riuscirebbe sempre a rivestire un carattere rappresentativo: l'autore di quello scritto propone che il re nomini tutti i membri della prima Camera, la cui dignità fosse in tutti ereditaria: si allega ad esempio l'Inghilterra.

Intanto non hanno ancora termine le petizioni pel rivedimento della costituzione, provocate dal partito dell'estrema destra: la *Nuova Gazzetta Prussiana* fa menzione di due petizioni di questo genere, firmate da parecchi gentiluomini di provincia, ed i cui termini sono oltremodo anti-costituzionali: una di esse domanda che la Camera intraprenda un cambiamento essenziale nella costituzione in modo che venga restaurata l'antica rappresentanza degli Stati; l'altra invita la Camera a supplicare il re affinchè riassuma il potere assoluto, riserbandosi di consultare i suoi fedeli Stati solo quando crederà necessario.

Queste petizioni parve o tanto ritracotanti che la stessa *Nuova Gazzetta di Prussia* credè bene di assumere la difesa della costituzione e delle Camere contro quello che essa chiama l'onnipotenza burocratica: questo giornale dichiara francamente che dalle Camere le leggi proposte uscirono sempre migliori di quello che lo fossero, quando vi entrarono, e che perciò meno buona sarebbe la legislazione, se i progetti di leggi, elaborati dai dicasteri ministeriali, avessero ricevuto la sanzione reale senza passare prima pel parlamento.

Lo stesso foglio (e si noti che esso è organo della destra) in un recentissimo articolo dice chiaramente che sono in grande errore coloro che per consolidare la monarchia altro di meglio non vedono che il dispotismo e l'abolizione del parlamento: il re deve governare, dicono costoro; anche noi diciamo lo stesso (soggiunge la *Nuova Gazzetta di Prussia*); ma siccome il re non può da se solo governare tutto ed in ogni luogo, così la questione versa sul punto di sapere se egli debba governare col mezzo di Camere e di funzionarii, oppure col mezzo dei funzionarii soltanto. Or bene, conchiude, a noi non basta l'animo di assoggettarci a discrezione al dominio della burocrazia.

AMERICA

Stati-Uniti. Scrivono da Liverpool al *Times* in data del 18 :

Il piroscafo dello Stato il *Canadà* arrivò nel Merley stamane, poco prima di 10 ore, recando notizie di Nuova-York sino a tutto il 6 corrente, di Boston sino al 7, e avvisi telegrafici di Nuova-York per la via di Halifax, parimente sino al 7. Questo naviglio portava 25,000 dollari in numerario e 2,000 in polvere d'oro, provenienti dal Basso-Canadà.

Il piroscafo il *Cherokee* era arrivato a Nuova-York con le corrispondenze della California del 5 decembre ultimo, e portando varii milioni di dollari in polvere d'oro.

Il piroscafo *Golden Gate* di San-Francisco era giunto a Panama con 2,415,084 dollari in polvere d'oro, dei quali 375,881 sono destinati alla Banca d'Inghilterra.

Kossuth era stato ricevuto nel Senato. La Camera avea adottato una risoluzione per riceverlo. In una conversazione col segretario dell'interno, Kossuth avea dichiarato, che la sua missione agli Stati-Uniti era pienamente fallita e ch'egli se ne sentiva profondamente scoraggiato. Avvisi della California fanno menzione della scoperta di pietre calcaree e di marmi vicino al Sacramento. In alcune parti del paese era caduta della neve in grande quantità. Le notizie delle miniere sono favorevoli. Nella contea di Mariposa il prodotto era enorme.

— Si legge nella *Patrie* del 21, tratto dal *New-York Herald* del 6:

Il nostro corrispondente di Washington ci ha indirizzato un dispaccio telegrafico, nel quale ci dice che Kossuth non pronunziò alcun discorso avanti al senato. Il comitato gli avea fatto conoscere, che i senatori non si attendevano a che egli parlasse, e Kossuth consentì a restar silenzioso. In un suo abboccamento col segretario dell'interno, avendo Kossuth fatto allusione al suo progetto d'intervento, il ministro gli rispose, ch'egli non si occupava che degli affari dell'interno e che tutte le quistioni esterne si trattavano negli uffizi del segretario di Stato.

Il signor Kossuth dichiarò che l'opposizione fattagli dal congresso e dal potere esecutivo lo avea convinto che la sua missione non potea aver più una riuscita favorevole. Egli provava un vero scoraggiamento per l'accoglienza da lui ricevuta a Washington: nessun discorso fu pronunziato al pranzo dato a Kossuth dal presidente.

— Si legge nello stesso giornale :

Una cosa notevole ebbe luogo, in questi ultimi giorni, al senato degli Stati-Uniti. Fra le numerose petizioni presentate a esso senato, ve n'era una del congresso industriale di Nuova-York, chiedente il richiamo del ministro americano in Francia, e la sospensione di ogni specie di rapporti con la Francia medesima, a motivo dell'ultimo colpo di Stato di Luigi Napoleone.

Dopo una discussione vivissima, a cui presero parte molti senatori, il maggior numero d'essi saggiamente risolsero di eliminare la petizione suddetta; come quella che, ove fosse discussa, avrebbe potuto turbare l'accordo che attualmente regna nè rapporti dell'America con le nazioni estere.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 21 *gennaio*. Con un decreto inserito nel *Moniteur*, l'autorizzazione data il 31 marzo 1849 degli arruolamenti volontarii per due anni è ritirata.

Con un altro decreto i sigg. Charras, tenente colonnello, Cholat e Millotte, capitani d'artiglieria, e Valentin, sottotenente di cacciatori a piedi, sono cancellati dai ruoli dell'esercito.

— La lista dei nomi dei senatori e dei consiglieri di Stato non è comparsa oggi. Si assicura che la pubblicazione n'è stata rimandata dal presidente a sabato prossimo.

— Il ministro della guerra ha accolta la domanda del generale Cavaignac d'essere posto in riposo.

Spagna. *Madrid*, 16 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*.

Il generale Canedo ha preso possesso del capitanato generale di Madrid.

Il ministro della guerra si occupa con grandissima attività della organizzazione del corpo dei cacciatori della *principessa delle Asturie*. Questo Corpo rassomiglierà, per la organizzazione, a quello degli alabardieri: la regina Isabella II desidera ch'esso sia già formato pel giorno in che ella si recherà ad Atocha.

La capitale e le provincie continuano a godere di piena tranquillità.

Inghilterra. *Londra*, 20 *gennaio*. Si legge nel *Sun* :

I ministri si sono raunati oggi in consiglio al *Foreign-Office*. Erano presenti lord J. Russell, tornato da Windsor, il marchese di Lansdowne, il conte di Carlisle, il conte Granville, lord Seymour, sir George Grey, lord Truro, il conte Minto, il conte Grey, l'onorevolissimo H. Labouchère, sir Charles Wood, sir E. T. Baring, e l'onorevolissimo Fox Maule. Corre voce che i ministri resteranno a Londra sino alla riunione del Parlamento, e che la circolare d'uso è stata indirizzata ai rappresentanti i quali votano col governo, annunziando loro che misure importanti saranno presentate non appena aperte le Camere nel dì 3 febbraio.

— Si legge nello *Standard* :

Sentiamo con piacere che il capitano Ram Say inalbererà la sua bandiera a bordo della fregata a vapore la *Magicienne*, e prenderà il comando della squadra a vapore a Devonport; che il capitano Curnegie, a bordo dell'*Horatio*, ha ricevuto una egual commissione a Sheerness. Noi siamo in grado di aggiungere che il capitano Honder-on, sul *Blenheim*, va anch'egli a prendere il comando a Portsmouth.

— Il *Globe* annunzia che il sig. Fortescue di Ravensdale-Park sarà creato pari d'Irlanda sotto il titolo di lord Clermond.

— Nel *meeting* d'operai al quale assistè il sig. Newton, questi annunziò che il consiglio esecutivo della società stava contrattando la allogazione nel Lancashire d'uno stabilimento a suo conto: i manifatturieri di Manchester si limitarono da sabato (17) in poi ad affiggere e distribuire la lettera di lord Cranworth. La più parte de' capi, facienti parte dell'unione, continuavano intanto a chiudere i loro stabilimenti.

Alemagna. *Berlino*, 18 *gennaio*. La festa degli Ordini è stata oggi celebrata con gran pompa.

Il ministero presentò alle Camere il nuovo trattato conchiuso coll'Olanda.

Si dice che il governo abbia ricevuto l'adesione del gabinetto danese alle stipulazioni conchiuse a Berlino ed a Vienna dal sig. Bille nella questione dello Schleswig-Holstein. Solo in alcuni punti di poco momento il gabinetto danese avrebbe ricusato la ratifica.

L'ambasciatore di Prussia a Vienna riceve regolarmente comunicazione dei processi verbali delle sedute del congresso doganale: egli le spedisce a Berlino; di maniera che, senza prendere parte alle conferenze, il governo prussiano è officialmente informato delle risoluzioni che vi si prendono.

Il generale Stockausen diede la sua demissione da membro della seconda Camera.

— *Brema*. L'assemblea dei borghesi aggiornò la discussione delle proposte del senato relative alle disposizioni concernenti il diritto di riunione e la libertà della stampa, per la parte che riguarda la sospensione del diritto di riunione: la discussione delle altre proposte fu parimente aggiornata sulla proposta del signor Wischmann.

Quindi il sig. Rösing fece la seguente mozione: « L'assemblea dei borghesi commette al suo ufficio di presentarle quanto prima una relazione sullo stato della città di Brema dal 1848 fino ad ora, e di pubblicarla, dopo che ne avrà ricevuto l'autorizzazione. »

Il sig. Rösing motivò la sua proposizione dicendo essere necessario di far conoscere all'estero il vero stato delle cose, a fine di ribattere le notizie false e calunniose che si vanno spargendo.

E. LEONE gerente.

AVVISO

Il Dottore COSTANTINO CANELLA, medico-chirurgo-ostetrico, pratico da 14 anni, già medico e chirurgo primario di uno spedale, previene il pubblico che dal primo dell'anno corrente egli esercita l'arte sua in questa capitale, applicandosi specialmente alla cura delle malattie in genere delle donne, all'assistenza dei parti ed alle malattie de' fanciulli.

Dà consulti gratuiti il lunedì e venerdì di ogni settimana, in sua casa, dall'una pomerid. alle tre; ed in queste ore trovasi giornalmente al suo domicilio per chi vorrà consultarlo.

Abita in via Bellezia, vicino al Palazzo di Città, num. 26, piano secondo.

CHIRURGIA E MECCANICA DENTALE

Il **Dentista** Dott. CASTELLANI abita in via d'Italia, n. 4, rimpetto alla chiesa della Basilica, piano primo, in Torino. — Riceve dalle ore 10 alle 4.

GUARDIA NAZIONALE

Si rende noto a chi possa essere d'interesse, che nel battaglione comunale di Chivasso è disponibile la carica di aiutante maggiore in 2°, non che quella di caporale-tamburro. Quelli che vi aspirassero sono pregati di far pervenire al sig. Sindaco la loro domanda corredata dei titoli comprovanti le qualità personali necessarie, e non più tardi dell'8 febbraio prossimo.

Lo stipendio per l'aiutante è di annue L. 600 oltre l'alloggio, e per il caporale-tamburro da stabilirsi.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

SOCIETA'
DI MUTUA BENEFICENZA
FRA
I COMMESSI ED APPRENDISTI DI COMMERCIO
DI TORINO

Approvata con Reale Decreto del 22 novembre 1851

RENDICONTO *del primo Semestre d'esercizio dal 1°. luglio al 31 dicembre 1851*

Entrata.

Per num. 635 soscrizioni diverse (a parte quelle in ritardo)	L.	15,470 70
Aggio sul cambio di alcuni biglietti	»	9 50
Per num. 94 copie dello Statuto Regolamentario a 40 cent.	»	37 60
Totale	L.	15,517 80

Uscita.

Per acquisto mobili dell'Uffizio permanente	L.	492 30
N. 2im. copie Progetto Statuto, e Statuto Regolamentario, libri, bolli, stampati diversi ed oggetti di cancelleria . .	»	1,048 50
Stampati e spese varie del Comitato provvisorio e per le adunanze generali .	»	107 90
Minute spese d'uffizio nel semestre . .	»	81 35
Semestre fitto del locale per l'uffizio .	»	123 »
All'esattore contabile, mesi 6 a L. 50 .	»	300 »
Al medesimo per lavori straordinarii preparatorii	»	50 »
Al fattorino dell'uffizio, mesi 6, a L. 25	»	150 »
Al medico della Società, semestre su annue L. 300	»	150 »
Al chirurgo id. id.	»	150 »
Per un'obbligazione dello Stato 1851, n. 17608		942 »
Per L. 660 rendita 1849; media d'acquisto 81, 18	»	10,716 60
Contanti a mani dell'esattore contabile	»	438 05
Id. presso la Banca Nazionale .	»	768 10
Totale	L.	15,517 80

Attivo come da inventario.

In contanti come sopra	L.	1,206 15
L. 660 rendita 1849, al corso di L. 90	»	11,880 »
» 40 Obbligazione dello Stato . . .	»	945 »
Mobili esistenti nell'Ufficio	»	492 30
N. 850 copie dello Statuto e stampati diversi	»	356 85
Vaglia su dette L. 660 al 31 dicembre, da esigere	»	330 »
Differenza consunta nelle spese a bilancio	»	307 50
Totale	L.	15,517 80

Il Direttore dei Conti FELICE BIANCHINI.

Da pubblicarsi in breve

RISPOSTA AL GENERALE DABORMIDA
PER
VINCENZO GIOBERTI

Presso **GIUSEPPE ROCCA** *Libraio di S. M.*

LIBRERIA GIANINI E FIORE

Si distribuisce il fascicolo di **Gennaio**
DEL
JOURNAL DES DEMOISELLES
AUGMENTÉ
DU JOURNAL DES JEUNES PERSONNES,
DU MAGASIN DES DEMOISELLES ETC.

Bruxelles 1852

Prezzo: per Torino . . . . . L. 12
per le Provincie, franco di posta » 14

Si distribuisce pure il mese di **Gennaio**
DEL
JOURNAL DES DAMES
ÉDITION DE PARIS
paraissant le 15 de chaque mois

A partir du 15 septembre de chaque année, par livraisons de 2 feuilles grand in-8°, accompagné de 12 gravures de modes, 6 desseins de tapisserie coloriés, 12 feuilles de broderie, 6 morceaux de musique inédits, 30 patrons de grandeur naturelle, de modes, lingeries, etc. etc.

Prix de l'année 14 fr. pour Turin
16 » pour la Province.

IL GABINETTO LETTERARIO NAZIONALE

non solo dà in lettura alle proprie case una ricca collezione dei libri più recenti di Storia, Viaggi, Letteratura e Romanzi, e progressivamente crescenti, acquistandoli mano mano vengono in luce, ma ben anche

OTTANTA E PIU' GIORNALI

Italiani, Francesi, Tedeschi, Inglesi ed Americani

e tutto ciò pel modico

Prezzo d'abbonamento alla Libreria Circolante

Per un anno	L.	25
» semestre	»	14
» trimestre	»	8
» mese	»	3

Ecco i ragguardevoli vantaggi che offre il *Gabinetto Letterario Nazionale* su tutti indistintamente gli altri stabilimenti di questo genere.

Trovasi presso C. SCHIEPATTI, *libraio, via di P.*

La parte seconda dell' Opera di **F. A. Gualterio**

GLI ULTIMI AVVENIMENTI ITALIANI
che comprende
LE RIFORME

Vol. 1 in-8.° con molti documenti importantissimi, fr. 9

Della prima parte di questa interessante Opera, *la cui edizione è esaurita*, si trovano ancora presso la suddetta libreria pochi esemplari al prezzo di fr. 27.

Libreria **T. DEGIORGIS**, *via nuova, N. 17*

Le ANTICHITA' d'ERCOLANO

Napoli 1757, 9 vol. in-folio massimo

Prezzo di catalogo L. 900, per sole L. 325

SOCIETÀ GINNASTICA

La Commissione Amministratrice prega i signori Soci d'intervenire all'adunanza generale che si terrà domenica, 25 del corrente mese, a un'ora pomeridiana, nella gran sala al piano terreno dell'Accademia Filodrammatica.

AVVISO

Essendo cessati i motivi per cui il signor Saverio Capellis fu altro Saverio di Carmagnola, ora di stanza in Torino, come Caporale nel Reggimento Cavalleggieri Monferrato, aveva nominato suo procuratore generale il proprio fratello signor Paolo Capellis, domiciliato a Savigliano, ora dimorante in Torino, si rende noto al pubblico che tale mandato venne rivocato con atto del 21 corrente mese, ricevuto dal sottoscritto.

Torino, il 22 gennaio 1852.

Notaio Cerale.

GULLIA G. B.
NEGOZIANTE CALZOLAIO

Membro della Camera d'Agricoltura e di Commercio di Parigi, premiato per la sesta volta di Medaglie della Camera di Commercio di Torino e di Genova,

Avendo stabilito di riformare il suo negozio sulla base dei più accreditati di Londra e di Parigi, ha posto in liquidazione un'immensa quantità di stivali e stivaletti da donna di ogni genere, a prezzi discretissimi e per contanti, collo sconto del 10 p. 0[0].

Troverassi pure in detto negozio un grande assortimento dei tanto rinomati *clachs* d'America, di gomma elastica, con suola di corame per non isdrucciolare.

La perfezione e solidità dei suddetti lavori e la modicità nei prezzi, spera, gli procureranno una grande quantità di avventori che ne sapranno profittare e ne rimarranno soddisfatti.

ASSORTIMENTO LINGERIA
DI FILO DI CANAPA E DI LINO

LENZUOLA di tela, di 1 e 2 piazze, da L. 5 50 a 11 50; ASCIUGAMANI e Tovaglie da 60 cent. a L. 1 20 cad.; CAMICIE per uomo grandi, da L. 2 a 4 50; TELE crude e bianche d'ogni qualità.

Via di S. Domenico, num. 5, nella corte.

VENDITA VOLONTARIA

Di ett. 13, are 68 (giorn. 36) circa, stabili posti sui territorii di Faule e Pancalieri, proprii del signor marchese Emanuele Doria di Ciriè.

Per le condizioni dirigersi all'agente Gio. Battista Viotti, al castello di Faule.

DA VENDERE

CASCINA posta sul territorio di Bianzè, di ett. 46, 86, 69 (giornate 123), provvista d'acqua propria, e di un edifizio per la pesta del riso, con pagamenti a more determinate, ed a piacimento dell'acquisitore.

Dirigersi per le opportune trattative all'ufficio del causidico coll. Clara, in Torino.

DA VENDERE

Una ruota idraulica, della forza di 20 cavalli. — Dirigersi ai signori Decarlini padre e figlio, al Borgo Dora.

DA RIMETTERE AL PRESENTE
in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Setterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

DA AFFITTARE IN SALUZZO
Per S. Michele 1852

Antico ed avviato albergo sotto l'insegna del GALLO, sulla piazza Vittorio Emanuele II, accanto al Duomo.

Per le opportune nozioni e trattative dirigersi in Saluzzo dai proprietarii fratelli Giraud, ed in Torino dal signor Paolo Poli, albergatore delle Tre Corone.

Ove si desideri anche far rilievo degli accessorii per l'esercizio da albergatore, l'attuale esercente offre di rimettere il tutto o parte a ben modiche condizioni e more concertande, anche prima dell'epoca accennata.

DA AFFITTARE
pel prossimo S. Martino, unite o separate

Due CASCINE distanti 2 chil. circa da Savigliano, composte di caseggiati rustici, con ett. 40 circa cad., a diversa coltura, e per egual proporzione adacquabili.

Dirigersi al proprietario in Saluzzo, casa propria, num. 6, via Griselda.

VENDITA VOLONTARIA

Di ettari 15, are 31, cent. 1, con 5 ore d'acqua, e corrispondente fabbricato rustico, in territorio di Tronzano (provincia di Vercelli).

Per le condizioni dirigersi in Torino al causidico coll. Angelo Chiesa, in Vercelli all'avvocato Casimiro Ara, ed in Tronzano al signor Francesco Naja.

IN TERRITORIO DI LIVORNO VERCELLESE

DA AFFITTARE al S. Martino 1852

CASCINA detta *la Coppa*, di ettari 51 (gior. 134 circa) simultenenti ed irrigabili; e

DA VENDERE

Num. 200 e più piante di alto fusto, la maggior parte pioppi, con alcuni ontani e roveri. — Dirigersi ivi al proprietario conte Perucca della Rocchetta.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

FARMACIA e FONDICHERIA

bene avviata, nel più bel sito della città di Chieri. — Recapito alla farmacia Rasino, via Nuova, in Torino.

VENDITA

Di di una CASCINA nel territorio di Santhià, provincia di Vercelli, di ett. 26, are 67, cent. 24 (g.te 70).

Dirigersi in Torino dal sig. notaio coll. Secondino via del Fieno, num. 17, 1° piano, e in Cavaglià, provincia di Biella, dal sig. notaio Barbisio, ambi incaricati di detta vendita.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile* N. 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

NOTA

Con iscrittura privata del 30 dicembre 1851, depositata al Magistrato del Consolato di Torino, li signori Luigi Denina e Vincenzo Luciano hanno contratto società, per anni sei, pel commercio di sete in questa città sotto la Ditta L. DENINA e LUCIANO.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 23 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	*per contanti* gior. pr. dopo bor.	*per contanti* nella matt.	*pel fine del mese* corr. gior. pr. dopo bor.	*pel fine del mese* corr. nella matt.	*pel fine del mese prossimo* gior. pr. dopo bor.	*pel fine del mese prossimo* nella matt.
1815 5 0[0] god.	I 8.bre					
1831 » »	I genn.					
1848 » »	I 7.bre					
1849 » »	I genn.	91 30				
1851 » »	I dicem.	91				
1834 *Obblig.*	I genn.					
1849 »	I 8.bre.					
1850 »	1 agosto	960				
1844 5 0[0] *Sard.*	1 luglio					
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N.	1 genn.					
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0[0] *oltre le inter. decor.*						
Torino (5 0[0] *prest.*)	1 sg.					
Città di Genova 4 0[0]						
Soc. del Gaz (ant.)	1 gen.					
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fisso						
31 5.bre.						
Via ferr. di Savigliano						
1 genn.						
Molini presso Collegno		444 50				
1 giugno						

CAMBI	Per brevi scad.	Per tre mesi
Augusta	253 —	256 1/2 —
Genova sconto	4 p. 0/0	
Francoforte S. M.	210 1/2 —	
Lione	99 85 —	99 35 —
Londra	25 97 1/2	25 10 —
Milano	— —	83 40 —
Parigi	99 90 —	99 35 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 80 L.	90 08 —	90 11 —
— di Savoia	28 75 —	28 80 —
— di Genova	79 35 —	79 50 —
Sovrana nuova	35 16 —	35 23 —
— vecchia	34 98 —	35 05 —
EROSO misto		
Perdita	3	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 21 gennaio.*

Il 5 0[0] aperto a 105, 60, è sceso a 105, e chiude a 104.
Il 3 0[0] resta a 67, 60.
Il 5 0[0] piemontese (c. R.) a 91, 50. (Si è staccato il semestre d'interesse).
Le azioni della Banca di Francia a 2780.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Carlo II. Stuart*, prima rappresentazione.

NAZIONALE Riposo.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Quand on va cueillir la noisette.*

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Il gran convitato di pietra*, o *D. Giovanni Tenorio.* (Replica)

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il tributo delle 100 vergini.* (Replica)

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita *I Cavalieri della morte*, — Con ballo *Mazzeppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il Fischietto.*

WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

INTERNO

INTENDENZA PROVINCIALE DI TORTONA.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Essendo in tempo utile stata presentata un' offerta d' aumento del mezzo sesto al prezzo di lire 6100, per cui con atto del 20 dicembre ora scorso erasi deliberato lo stabile demaniale, descritto al num. 16 della tabella annessa alla legge 8 febbraio 1851, e consistente in una pezza prativa irrigatoria, situata nelle vicinanze della città di Tortona, fuori porta Alessandria, faciente parte della vecchia piazza d'armi, sotto i numeri di mappa 1454, 1455, 1457, 1458 e 1459, fra le coerenze della strada Reale di Piacenza, del sig. Ravetti Battista e del capitolo della cattedrale di Tortona, del quantitativo di pertiche 17 tavole 2, pari ad ettari 1, are 12 e centiare 72.

Si previene il pubblico che nel giorno di sabato 31 corrente mese, alle ore 11 antimeridiane, si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'Intendenza con intervento ed assistenza del sig. Insinuatore locale, a nuovi pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo e miglior offerente, all'estinzione di tre candele vergini successive all' ultima offerta, della vendita della pezza demaniale avanti descritta, libera e sciolta dall'affittamento che aveva il sig. Giacomo Canegallo, il quale non avrà altro diritto verso l'acquisitore che ad un'indennità di lire 25 per le cause spiegate all'art. 25 dei capitoli d' onere.

L'asta sarà aperta sul prezzo di . . . . L. 6608, 34, cui fu portata coll'avanti enunziato aumento di mezzo sesto, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 50.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile e tale riconosciuta dall' ufficio procedente, ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario, o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l' immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento vien ridotto in pubblico instromento, e le altre tre, di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degl' interessi al 5 per 0,0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto, computando dalla data di detta riduzione in instromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze il 15 agosto p. p., delle quali non che della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prender visione in questo ufficio d'Intendenza.

Tortona, addì 8 gennaio 1852.

Per dell'ufficio d'Intendenza
Il sotto Segr. F. Guarneri.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con legge 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore 9 antimeridiane del giorno 31 venturo gennaio si procederà in una delle sale di quest' ufizio d' intendenza, con intervento ed assistenza del sig. insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all' estinzione di tre candele vergini da accendersi dopo l'ultima offerta, della vendita dei beni Demaniali descritti al numero 54 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Podere detto del *Molino* — composto di fabbricati rustici, aia, orto, prati, alteni e campi proveniente dall'antico appannaggio Savoia Carignano, situato sul territorio di Cavallerleone, regioni *Molino*, *Casa Bianca*, *Cascinetta*, *Caros*, *S. Giacomo*, *Morto*, *S. Catterina*, *Lagnasco* e *Braida*, segnato in mappa sotto gli infradescritti numeri, della superficie complessiva di giornate cento undici, tavole undici e piedi tre, corrispondenti in misura metrica ad ettari 42, 35, 82, 71, presentemente affittato al sig. Tosio Giuseppe fu Antonio di Cavallermaggiore per l'annuo prezzo di lire tremila settecento quaranta, in forza d' atto 8 aprile 1848, e scadente tale affittamento col giorno 10 novembre 1856.

Attesa l'importanza e l'estensione di questo tenimento, si espone prima di tutto venale nei tre infradescritti lotti, salvo a tentare quindi gli incanti della sua totalità sul prezzo cumulato dei tre deliberamenti provvisorii, li quali rimarranno però fermi in caso di infruttuoso successo di quest' ultimo sperimento.

LOTTO PRIMO.

Questo primo lotto comprende la maggior parte di detto tenimento posto sul territorio di Cavallerleone, e si compone del fabbricato della cascina e degli infradescritti beni, della superficie complessiva di giornate novantasette, tavole sessantasei, oncie otto, corrispondenti in misura metrica ad ettari 37, 21, 25, 26.

1. Regione *Molino* — Fabbricato situato nell'abitato di Cavallerleone, composto di due corpi attigui, con caso da terra verso giorno racchiudenti l'aia alli lati di notte: parte di levante e giorno, trovandosi alli lati di ponente e parte di levante chiuso da semplice muro di cinta.

La porzione di notte del fabbricato comprende una spaziosa stalla con fenile superiore e passo da terra in tre intervalli. La porzione di levante è composta di due camere al pian terreno e di due altre al piano superiore, e di una piccola stalla a voltini con fenile superiore, aia ed orto; coerenti a levante la bealera del Molino, a giorno la casa comunale, a ponente la strada pubblica, ed a notte le case demaniali: segnato in mappa al num. 53 e parte E, della superficie di tavole cinquantacinque, piedi sei.

2. Regione *Casa Bianca* — Prato fra le coerenze a levante della strada pubblica, a giorno del prato della Cascinassa, a ponente di altro prato della medesima, ed a notte del prato della cascina Palazzo, distinto in mappa col num. 596, della superficie di giornate otto, tavole settantacinque, piedi nove.

3. Ivi — Altro prato, coerenti a levante la strada pubblica, ed alle altre tre parti li beni della Cascinassa, segnato in mappa col num. 595 parte, della superficie di giornate quattro, tavole ventiquattro, oncie tre.

4. Regione *Cascinetta* — Altro prato, consorti a levante li beni della Cascinassa, a giorno il gerbido della comunità, a ponente il prato della Cascinetta, ed a notte la strada pubblica, segnato in mappa col num. 404, della superficie di giornate quattro, tavole ottantatrè, piedi undici, oncie una.

5. Regione *Caros* — Altro prato, coerenti a levante i fratelli Cirino, a giorno i medesimi ed il prato della Cascinetta, a ponente li fratelli suddetti, ed a notte la comune, segnato in mappa alli numeri 648 e 649, della superficie di giornate sei, tavole quarantadue, piedi dieci ed oncie una.

6. Regione *S. Giacomo* — Alteno, coerenti a tre parti la strada pubblica, ed a ponente li beni della cascina *S. Cristina*, segnato in mappa col numero 405, della superficie di giornate tredici, tavole quarantaquattro, piedi nove, oncie tre.

7. Regione *Morto* — Campo, sotto le coerenze, a levante di Vaschetto Michele, e campo della Cascinetta, a giorno l'alteno della Cascinetta, e campo della stessa cascina, a ponente il detto campo ed a notte il campo ed alteno sotto descritti alli numeri 8 e 9, segnato in mappa col num. 407, e parte del num. 559, della superficie di giornate diciassette, tavole diciassette, piedi sette, oncie una.

8. Regione *Caros* — Altro campo, coerenti a levante l'alteno di cui infra, a giorno il campo di cui sopra al num. 7, a ponente il campo della Cascinetta, ed a notte il gerbido della comune, segnato in mappa col num. 559 in parte, della superficie di giornate 10, tav. 25, piedi 4, oncie 5.

9. Ivi — Alteno, coerenti il campo della Cascinetta a levante, a giorno il campo sovradescritto al num. 7, a ponente lo stesso campo sovradescritto al num. 8, ed a notte il gerbido della Comune, segnato in mappa col num. 559 in parte, della superficie di giorn. 6, tav. 85, piedi 11, oncie 4.

10. Regione *S. Catterina* — Altro alteno, consorti a levante il campo infra a descriversi, a giorno la strada pubblica, a ponente la bealera detta il Rivofreddo, ed a notte il campo della cascina Palazzo, distinto in mappa col num. 548 in parte, della superficie di giornate 6, tav. 67, piedi 7, oncie 10.

11. Ivi — Campo, coerenti a levante, e giorno la strada pubblica, a ponente l'alteno sovradescritto, ed a notte l'alteno della cascina Palazzo, distinto in mappa col num. 548 parte, della superficie di giornate 18, tav. 47, piedi 8, ed oncie 7.

NB. L'acqua per l'irrigazione dei prati descritti in questo primo lotto si deriva parte dalla bealera del molino e parte dal Rivofreddo, e la pezza prato detta *la Lista* si bagna con iscolatrici.

L'asta di questo primo lotto sarà aperta sulla somma di 57925, 20 cui venne ridotto il prezzo d'estimo di lire 68,145, e cent. 4, risultante dalla relativa perizia del geometra Tommaso Miretti in data 3 gennaio 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 200.

LOTTO SECONDO.

Regione *Lagnasco* — Campo nel luogo di Cavallerleone, fra le coerenze a levante del sig. Giuseppe Tesio, a giorno della strada pubblica, a ponente del sig. conte di S. Martino, ed a notte del sig. marchese Priero, distinto in mappa col num. 550, della superficie di giornate 11, tav. 85, piedi 7, oncie 10, corrispondenti ad ettari 4, 51, 78, 6.

NB. Il passaggio alla sovradescritta pezza campo si pratica per mezzo della strada pubblica, e non è gravata da veruna servitù.

L'asta di questo secondo lotto sarà aperta sulla somma di lire 5,804, 96 cui venne ridotto il prezzo d'estimo di lire 6,329, e cent. 56, come dalla relativa perizia del detto geometra Miretti in data 3 gennaio 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 50.

LOTTO TERZO.

Regione *Braida* — Campo in territorio di Cavallerleone, coerenti a levante lo scaricatore del molino, e bosco num. 71 del tipo, a giorno il detto bosco, a ponente e notte il conte Vivalda, distinto in mappa col num. 634 parte, della superficie di giornate 1, tav. 59, piedi 6, ed oncie 6, corrispondenti in misura metrica ad are 60, centiare 79, milliare 37.

NB. Questo campo già aggregato alla cascina Molino è gravato di servitù di passaggio a favore di altri beni demaniali.

L'asta di questo terzo lotto sarà aperta sulla somma di lire 346, 24 cui venne ridotto il prezzo d'estimo di lire 995, e cent. 54, risultante dalla relativa perizia del geometra Tommaso Miretti in data 5 e 26 settembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 10.

Per essere ammessi a prender parte all' asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno prima dell' ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall' uffizio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato, sono fissati in giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Le spese d'asta già occorse per la seguita deserzione d' incanto saranno a carico del deliberatario o deliberatarii.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell' atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto, computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all' osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze il 30 scorso settembre, e deiquali, non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'Uffizio d'Intendenza.

Saluzzo, 24 dicembre 1851.

Per detto ufficio d'Intendenza provinciale
Il segr. G. B. Calandri.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 31 venturo gennaio si procederà in una delle sale di quest' Ufizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del signor insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini da accendersi dopo l'ultima offerta, della vendita dei beni demaniali descritti al numero 44 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Podere detto la *Cascinetta* — Consistenti in prati, campi, ed alteni, con fabbricato rustico, aia, ed orto proveniente dall'antico appannaggio Savoia Carignano, situato sul territorio di Cavallerleone, regioni *Pratile*, *Carron*, *Morto*, *Fransò*, *Santa Catterina*, *Antine*, *Cascinetta*, *Barchette* e *Braida*, segnato in mappa sotto gli infradescritti numeri, della superficie complessiva di giornate 95, 97, 4, 4, corrispondenti in misura metrica ad ettari 56, 56, 97, 55, presentemente affittato al signor Arnulfo Michele del fu Martino di Torre San Giorgio, per l'annuo totale prezzo di lire 2925, in forza d'atto 28 settembre 1851, scadente tale affittamento col giorno 10 novembre 1853.

Attesa l'estensione di questo podere si espone prima di tutto venale nei tre infradescritti lotti, salvo a tentare quindi gli incanti della sua totalità sul prezzo cumulato dei tre deliberamenti provvisorii, i quali rimarranno però fermi in caso d'infruttuoso successo di questo ultimo sperimento.

LOTTO PRIMO.

Questo primo lotto comprende la maggior parte dei beni, e fabbricato del podere la Cascinetta, e si compone degli infradescritti stabili, della superficie complessiva di giornate 89, tavole 17, piedi 7, oncie 7, corrispondenti in misura metrica ad ettari 53, 97, 96, 98, e consistenti cioè:

1. Regione *Cascinetta* — Fabbricato composto di due corpi attinenti, di cui quello di mezzanotte comprende tre passi di caso da terra, stalla attigua a voltini con fienile superiormente a cinque intervalli, una camera a soffitto con scala interna, cantina a voltini, e cappella sfornita; il tutto al pian terreno: tre camere a soffitto al primo piano, e due altre al secondo. Il corpo di levante contiene una crotta, porcile, una camera e piccola stalla con soffitto: due camere e due camerini al primo piano: al secondo piano una camera a solaio, e due altre a semplice tetto senza pavimento, e chiudimenti, oltre un porticato, una camera lastricata in ciottoli, una stalla a voltini con fienile in tre intervalli, con forno, e pozzo d'acqua viva con occhio di sarizzo: aia, ed orto fra le coerenze a levante e giorno del prato di questa cascina a descriversi, a ponente la strada pubblica, ed a notte il pascolo della comunità, della superficie di giornate 0, 95, 6, 11, corrispondenti ad ettari 0, 36, 51, 92, segnato in mappa col numero 656 parte.

2. *Ivi* — Prato a levante e giorno della fabbrica, coerenti a levante il prato numero 53 della cascina Molino, a giorno e ponente la strada pubblica, ed il fabbricato di questa cascina, ed a notte il pascolo della comunità, della superficie di giornate 5, 60, 7, 6, distinto in mappa col num. 656.

3. Regione *Pratile* — Altro prato, coerenti a levante il prato della Cascinassa numero 4, a giorno il campo di detta Cascinassa numero 9, e la Parrocchiale di Cavallerleone, a ponente il signor Peyretti, ed a notte la bealera nuova, della superficie di giornate 8, 77, 8, 7, segnato in mappa coi numeri 604 e 595 in parte.

4. Regione *Carron* — Altro prato, coerenti a levante la bealera, a giorno il campo infra, a ponente la strada pubblica, ed a notte gli eredi dell'avvocato Laurenti, ed il prato della cascina Molino, della superficie di giornate 6, 50, 2, 2, distinto in mappa col numero 654 parte.

5. Regione *Morto* — Alteno, consorti a levante la strada pubblica, a giorno l'alteno della cascina Palazzo, a ponente Michele Vaschetto, ed a notte Giovanni Baravalle, e diversi altri proprietarii, delle superficie di giornate 3, 03, 2, 11, segnato in mappa col numero 415.

6. *Ivi* — Alteno, fra le coerenze a levante dell'alteno della cascina Palazzo, a giorno della strada pubblica, a ponente del campo infra a descriversi, ed a notte del campo della cascina Molino, della superficie di giornate 12, 05, 9, 5, segnato in mappa col numero 559.

7. Regione *Fransò* — Campo, coerenti a levante l'alteno sovra descritto ed il campo della cascina Molino, a giorno la strada pubblica, ed a ponente e notte la bealera Rivo freddo, della superficie di giornate 26, 92, 1, 4, descritto in mappa coi numeri 416, 418 e parte del numero 559.

8. Regione *Santa Caterina* — Altro campo, coerenti a levante Michele Vaschetto, a giorno il campo della cascina Molino, a ponente l'alteno di detta cascina, ed a notte il gerbido della comunità, della superficie di giornate 6, 21, 9, 6, segnato in mappa coi numeri 408 e 411.

9. Regione *Antine* — Altro campo, coerenti a levante il gerbido della comunità, e campo di Santa Cristina, a giorno la strada pubblica, a ponente i beni della cascina S. Antonio, ed a notte il campo suddetto di Santa Cristina, ed il sig. Carlo Peyretti; della superficie di giornate 12, 85, 5, 2, distinto in mappa col numero 57.

10. Regione *Carron* — Altro campo, coerenti a levante la bealera, a giorno e ponente la strada pubblica, ed a notte il prato sovra descritto, della superficie di giornate 5, 85, 0, 2, descritto in mappa col numero 654 in parte.

11. Regione *Cascinetta* — Altro campetto, a cui sono coerenti a levante il sig. marchese Vivalda, a giorno l'avvocato Parvopassa, a ponente il sig. marchese suddetto, ed a notte la strada pubblica, della superficie di giornate 0, 62, 2, 2, descritto in mappa col numero 455.

NB. L'acqua per l'irrigazione dei prati di questo primo lotto si deriva parte dalla bealera del molino, e parte dal Rivo freddo; in quanto alle servitù di passaggio staranno ferme, giusta il fin qui praticato.

Tre sono gli edifizii che servono alla irrigazione dei tre prati della presente cascina. Il primo è denominato delle basse, e serve al prato di casa. Il secondo s'appella dei Quarroni sul Rivo freddo, e serve al prato descritto al numero 4. Il terzo è quello della Casa bianca sulla bealera Macra morta; tutti e tre questi edifizii sono comuni colle cascine Molino, Cascinassa e Palazzo, che si bagnano per turno, e non esistevi orario di sorta.

L'asta di questo primo lotto sarà aperta sulla somma di lire 48,661, 84, cui venne ridotto il prezzo d'estimo di L. 57,349, e cent. 22, come dalla relativa perizia del geometra Tommaso Miretti in data 3 gennaio 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 100.

LOTTO SECONDO.

Regione *Barchette* — Campo in territorio di Cavallerleone, già aggregato alla cascina denominata Cascinetta, fra le coerenze a levante del marchese Agliberto Priera, a giorno e notte la strada pubblica, ed a ponente il conte Andrea di Branzola, della superficie di giornate 5, 49, 10, 3, corrispondenti in misura metrica ad ettari 2, are 9, centiare 51 e milliare 61, descritto in mappa col numero 562.

NB. Il passaggio per la suddetta pezza campo si pratica per mezzo della strada pubblica, che esiste ai lati di mezzogiorno e di mezzanotte.

L'asta di questo secondo lotto sarà apertà sulla somma di lire 2916, 45 cui venne ridotto il prezzo d'estimo di lire 3451, centesimi 9, come risulta dalla relativa perizia del geometra Tommaso Miretti, in data 3 gennaio 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO TERZO.

Regione *Braida* — Campo in territorio di Cavallerleone, già aggregato alla presente cascina detta la Cascinetta, da cui venne smembrato, coerenti a levante e notte li boschi di S. M., a giorno gli eredi dell'avvocato Laurenti, ed a ponente il campo della cascina Palazzo, della superficie di giornate 1, tavole 29, piedi 10 ed oncie 6, corrispondenti in misura metrica ad are 49, centiare 48, miliare 75, descritto ai numeri 684 e 685 parte della mappa.

N. B. L'accesso a questo campo sarà praticato come per lo passato.

L'asta di questo terzo lotto sarà aperta sulla somma di L. 681, 86 cui venne ridotto il prezzo d'estimo di L. 810 centesimi 42, come risulta dalla relativa perizia compilata dal geometra Tommaso Miretti, in data 5 settembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 10.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati in giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Le spese d'asta già occorse per la seguita desizione d'incanto saranno a carico del deliberatario o deliberatarii.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze il 25 scorso settembre, e dei quali non che della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza.

Saluzzo, il 24 dicembre 1851.

Per detto ufizio d'Intendenza provinciale
Il segr. G. B. CALANDRI.

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI CUNEO

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Stante la desizione dell'asta apertasi in quest'ufficio il 30 ottobre scorso in seguito ad avviso del 29 settembre, il pubblico è avvisato che alle ore dieci antimeridiane del giorno cinque del venturo febbraio si procederà di bel nuovo in una delle sale di questa Intendenza generale, con intervento ed assistenza del signor direttore dell'Insinuazione e Demanio, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita, in un sol lotto, degli infradescritti beni demaniali facienti parte di quelli indicati al numero 25 dello stato annesso a detta legge, cioè:

Cascina, denominata *Commenderia grossa*, composta di fabbricato rustico, con aia, orto, prati, campi, ripe e gerbidi, proveniente dall'ordine Gerosolimitano di Malta, situata sul territorio della città di Fossano, regioni Santa Marta, Piano e Madonna dei Campi, posta fra le coerenze infra notate, della superficie complessiva di giornate 109, 26, 9, eguali ad ettari 41, 63, 52, segnata in mappa sotto gli appresso accennati numeri, presentemente affittata questa parte di cascina in un col restante dei beni già alienati che facevano parte della medesima, e cumulativamente all'altra cascina denominata *Commenderia piccola*, al sig. Bartolomeo Ricolfi e per esso al sig. Francesco Allione dimorante nella città di Cuneo, per anni nove, principiati li 11 novembre 1845 e finiendi in simile giorno del mese di novembre 1852 per l'annua complessiva somma di L. 7880 in forza d'atto 18 aprile 1843, rogato Rossetti, segretario dell'Intendenza generale di Cuneo, e consistente:

1. Regione *Santa Marta*. Fabbricato rustico distribuito in venticinque membri, di cui diciassette al piano terreno, ed otto altri al piano superiore, oltre ai fenili esistenti al di sopra delle due stalle, diviso in otto campi da pilastri verso mezzogiorno, con aia, orto e campo irrigabile formante un solo mazzo, coerente da levante colla strada comunale che da Fossano mette a Marene, da mezzogiorno colli coniugi Berroni, da ponente e mezzanotte colla strada vicinale in suolo pubblico, detta della Bossola, ed anche della Madonna dei Campi, il tutto segnato in mappa sotto li numeri 2230 e 2231, pella superficie di giornate 40, 64, 7, eguali ad ettari 15, 48, 76.

2. *Ivi*. Campo irrigabile con poca ripa verso levante, coerente a levante il naviglio di Bra, tramediante la ragione del trabucco superficiale di sua spettanza, ossia di metri 5066, a mezzogiorno il sig. Giovanni Battista Ravera col fosso per metà compreso, a ponente la suddetta strada comunale tendente a Marene, e a mezzanotte l'infradescritto prato col numero di mappa 2253, della superficie di giornate 3, 54, 0, corrispondenti ad ettari 3, 25, 41, descritto in mappa col numero 2252.

3. *Ivi*. Prato irrigabile già campo, coerente a levante l'infradescritta ripa n. 2233 1/2, a mezzogiorno il sovradescritto campo num. 2232, a ponente la ridetta strada comunale tendente a Marene, ed a mezzanotte l'infradescritto campo n. 2234, segnato in mappa coll'intero num. 2233 con parte per giornate 1, 90, 6 del numero 2234, della superficie di giornate 16, 40, 6, eguale ad ettari 6, 25, 10.

4. *Ivi*. Campo irrigabile, fra le coerenze a levante e mezzogiorno della sovradescritta pezza prato num. 2233, e parte del num. 2234, a ponente di Sebastiano Coda, a mezzanotte del conte Pietro Giovanni Risaglia di Margone e dei fossi per metà compresi, segnato in mappa sotto parte del num. 2234, della superficie di giornate 6, tavole 20, eguali ad ettari 2, 36, 25.

5. *Ivi*. Ripa non irrigabile, in coerenza a levante col naviglio di Bra, tramediante la superficie del trabucco, eguale a metri 3, 0, 86, di sua spettanza, a mezzogiorno colla suddescritta pezza campo num. 2232, a ponente col precitato prato num. 2233 con parte del numero 2234, a mezzanotte col predetto conte Pietro Giovanni Risaglia di Margone, segnato in mappa col n. 2233 1/2 della superficie di giornate 2, tav. 96, eguali ad ettari 1, 12, 78.

6. Regione *Piano*. Gerbido e ripa, non irrigabili, coerenti a levante li signori Carlo e Teresa Castelli giugali Berroni, e dama Giuseppina Falletti di Tour d'Ussone, a mezzogiorno quest'ultima, a ponente il naviglio di Bra, tramediante la detta distanza di metri 3,086, ed a mezzanotte il medico Giuseppe Sacco, descritti in mappa col num. 1659, della superficie di giornate 4, 31, 0, eguali ad ettari 1, 83, 27.

7. *Ivi*. Campo ridotto in parte ad alteno, non irrigabile, coerenti a levante li detti giugali Berroni, ed alle tre altre parti la suddescritta ripa con gerbido col num. 1659, segnato in mappa col num. 1660, della superficie di giornate 15, 22, 2, eguale ad ettari 5, 05, 80.

8. Regione *Madonna de' Campi*. Prato irrigabile fra le coerenze a tre parti della strada vicinale pubblica, cioè al sud di quella denominata la Via Strella, ed altre due parti detta Madonna de' Campi, ed all'ouest di due altre pezze prato di cui una parte dello stesso suddetto numero di mappa 2503, formante il lotto 8°, e l'altra col numero di mappa 2501, formante il lotto 9° coi fossi che circondano la presente pezza per metà compresi: descritto in mappa col num. 2503, della superficie di giornate 16, 48, 6, corrispondenti ad ettari 6, 28, 15.

L'asta complessiva dei suddetti beni sarà aperta non più sul prezzo d'estimo risultante dalla perizia del geometra sig. Gatti Bartolomeo in data 6 settembre 1851, di lire cento due mila cinquecento venticinque e centesimi cinque L. 102,525 05, ma su quello ridotto di lire novantamila L. 90,000, giusta l'autorizzazione impartitane dall'Azienda generale di Finanze il 27 novembre 1851; ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire duecento L. 200.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufizio procedente, ovvero cedole del Debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati in giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo si procederà ad un secondo incanto il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali, la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istrumento.

Saranno sopportate dall'acquisitore le spese relative alle precedenti infruttose Aste di questi beni.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze il 30 dello scorso dicembre, del quale non che della perizia d'estimo suindicata sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza generale.

Cuneo, il 5 gennaio 1852.

Per detto Uffizio d'Intendenza Generale.
Il Segr. Capo GASPARE SALVI.

INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso d'Asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell'8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 14 febbraio, 1852 si procederà in una delle sale di quest'uffizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del signor Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita dei beni demaniali descritti al N. 29 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Cascina detta *Palazzo Sottero*, composta di campi, prati, vigne, gerbidi e di competente fabbricato rustico, provveniente dall'antico Demanio, situata sul territorio di Magliano, regioni *Briq Navonda, Leschea, Orto dell'Olivo, Castelvero, Borgaretto, Ronco, Garombo, Rocca*, fra le coerenze e numeri di mappa infra specificati, della complessiva superficie di giorn. 40, tavole 51 e piedi 10, corrispondenti in misure metrica ad ettari 15, 45, 7485, attualmente affittata al sig. Carbone Giuseppe fu Antonio, di Priocca, in forza d'atto 26 settembre 1845, per l'annua somma di L. 700, e scadente tale affittamento col giorno 10 novembre 1852.

Si espone prima di tutto venale nei cinque lotti infra descritti, salvo a tentare quindi gli incanti della sua totalità sul prezzo cumulato dei suddetti cinque deliberamenti provvisori, i quali rimaranno però fermi in caso di infruttuoso successo di quest'ultimo sperimento.

LOTTO PRIMO.

1. Regione *Bria* — Fabbricato denominato *Palazzo Sottero*, aia, prato e ghiaccia, a cui coerenziano la contrada nel recinto di Magliano a due parti, la strada del Cimitero, S. E. il marchese Alfieri di Sostegno e la Bria, descritti in mappa coi numeri 1292 e 1295, della superficie di giornate 1, tavole 27 e piedi 5, corrispondenti ad ettari 0, 48, 4822.

2. Regione *Navonda* — Campo e vigna, coerenti la strada pubblica, Masucco Battista, Rava Gioan Maria, Rava Antonio, Rava Giovanna, Bria signora Giovanna, Aliberti Teobaldo, Masoero Battista, Farinasso Michele, descritti in mappa al n. 1576, della superficie di giornate 6, 61, 6, eguali ad ettari 2, 52, 0515.

3. Regione *Leschea* — Prato, coerenti Aliberti Stefano, eredi Giovanni Tupino a due parti ed il Rivo, distinto in mappa col n. 2659, della superficie di giornate 0, 55, 0, eguali ad ettari 0, 15, 535.

4. *Ivi* — Campo, coerenti Oddero Giorgio, la strada vicinale, fratelli Rava fu Giovanni, Depetro Battista, la Parrocchiale ed il Rivo, descritto in mappa coi numeri 2654 e 2655, della superficie di giornate 11, 5, eguali ad ettari 4, 21, 005.

L'asta di questo primo lotto, della complessiva superficie di giornate 49, 28, 9, eguali ad ettari 7, 54, 8557, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 11,410 50, come dalla relativa perizia del geometra Giovanni Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 100.

LOTTO SECONDO.

1. Regione *Orto dell'Olivo* — Gerbido, a cui coerenziano la Comunità, la Parrocchiale, Pellerino Domenico, Troja Bernardo, descritto in mappa col n. 1443 1/2, della superficie di giornate 0, 15, 0, eguali ad ettari 0, 04, 953.

2. Regione *Castelvero* — Campo, coerenti Sibona Battista, Pellerino Bernardo e la strada comunale, distinto in mappa col n. 2171, della superficie di giornate 0, 46, 7, eguali ad ettari 0, 17, 7485.

3. Regione *Borgaretto* — Campo, coerenti Borgetti Spirito, Porta Antonio, Sommano Paolo, la strada ed i beni comunali, descritto in mappa col n. 1465, della superficie di giornate 0, 69, 4, eguali ad ettari 0, 26, 416.

4. Regione *Ronco* — Campo, a cui coerenziano Rabino Giovanni, Formica Vincenzo ed il sentiero comunale, descritto in mappa coi numeri 1408 e 1409, della superficie di giornate 2, 55, 1, eguali ad ettari 0, 88, 8047.

L'asta di questo secondo lotto, della complessiva superficie di giornate 5, tavole 62, corrispondenti ad ettari 1, 57, 922, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 1,631 87, come dalla relativa perizia del geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 10.

LOTTO TERZO.

Regione *Garombo* — Vigna e campo, a cui coerenziano S. E. Alfieri di Sostegno, Riva Gabriele, Damasio Vincenzo, la strada, eredi Farinasso, Rava Pietro e Pellerino Bernardo, descritti in mappa coi numeri 2061 e 2061 1/2, della superficie di giornate 7, 66, 1, eguali in misura metrica ad ettari 2, 91, 3776.

L'asta di questo terzo lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 2,298 25, come risulta dalla relativa perizia del geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 25.

LOTTO QUARTO.

Regione *Rocca* — Vigna, a cui coerenziano il sig. Pietro Bria, gli eredi Farinasso, Troja Antonio, la strada comunale, fratelli Troja e fratelli Pellerini, descritta in mappa sotto i numeri 1517, 1517 1/2 e 1519, della superficie di giornate 3, 29, 3, eguali ad ettari 1, 16, 105.

L'asta di questo quarto lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 2,075 96, come risulta dalla relativa perizia del geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 25.

LOTTO QUINTO.

1. Regione *Garombo* — Campo, coerenti Rava Pietro, la strada vicinale ed il Rivo, descritto in mappa col n. 2057, della superficie di giornate 0, 49, 5 eguali ad ettari 0, 18, 8276.

2. Regione *Rocca* — Gerbido, a cui coerenziano gli eredi Farinasso, Abbellonio Giacomo, Alfero Battista ed eredi Boarino, descritto in mappa col n. 2251, della superficie di giornate 0, 28, 9, corrispondenti in misura metrica ad ettari 0, 10, 9537.

3. Regione *Castelvero* — Campo, a cui coerenziano Sommano Paolo, Alfero Antonio, la strada vicinale e sig. Pietro Bria, descritto in mappa col n. 2158, della superficie di giornate 0, 40, 7, eguali ad ettari 0, 15, 4622.

4. Regione *Ronco* — Gerbido, a cui sono coerenti Sibona Battista, Pellerino Bernardo e la strada, descritto in mappa col numero 1068, della superficie di giornate 0, 46, 7, eguali ad ettari 0, 17, 7485.

L'asta di questo quinto lotto, della complessiva superficie di giornate 1, 65, 4, corrispondenti ad ettari 0, 62, 992, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 595 32, come dalla relativa perizia del detto geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 10.

Per essere ammessi a prender parte all'asta, ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero cedole del Debito pubblico di Terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0; talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi 18, computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale delle Finanze l'6 dicembre 1851, e dei quali, non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'uffizio d'Intendenza.

Alba, il 7 gennaio 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza Provinciale
Il Segr. G. QUAGLIA.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 22 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

LUNEDI' 26 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino*, 26 *gennaio*.

Nella tornata di sabato ultimo la Camera dei Deputati discusse ed approvò il progetto di legge sui maggiori assegnamenti e trattenimenti con voti 83 contro 20. Furono presentate le relazioni sui progetti di legge sulla stampa e sulla pubblica sicurezza, e convalidate le conclusioni d'ufizio per l'elezione del collegio d'Annecy.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE
Stabilita alla Sede Centrale di Genova
la sera del 21 gennaio 1852

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9180525 55
id. id. in Torino	»	4060465 95
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	13634083 27
id. id. in Torino	»	17448245 19
Fondi pubblici della Banca	»	362117 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	933333 34
Tratte della sede di Torino del 20 corr.	»	5150 »
Spese diverse	»	255529 05
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Debitori diversi	»	4270 94
Corrispondenti della Banca (abil.° de' conti)	»	1413358 18
	L.	47294876 75

Passivo.

Capitale	L.	30000000 »
Biglietti in circolazione		
per operazioni ordinarie	»	52226550 »
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	»	555999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	»
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	42584 56
id. id. in Torino	»	78992 69
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	53048 58
id. id. in Torino	»	58426 87
Conti correnti disponibile in Genova	»	456840 41
id. id. in Torino	»	4061877 27
Non disponibile	»	54781 03
R. Erario conto corr.	»	4466654 54
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	6389 95
della sede di Torino su quella di Genova del 20 corr.	»	266530 57
Dividendi arretrati	»	159280 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
	L.	47294876 75

FATTI DIVERSI. — PROVINCIE. — Ci scrivono dalla Venaria Reale:

Il giorno 15 corrente i bimbi dell'asilo infantile diedero saggio di quanto avevano appreso. La gioia, la soddisfazione provata da tutti gli astanti pel buon esito non poteva essere maggiore. Sia lode adunque all'egregia maestra Irene Rodi, da Cremona, a cui ne è confidata la direzione, e lode a tutti quelli che contribuiscono a sì santa opera di carità.

— Ci scrivono da Biella:

Il 19 andante ad un'ora dopo il mezzodì scoppiò un incendio nel comune di Curino, che si manifestò in un sol tratto ai quattro angoli del quartiere S. Bonino, senza che se ne conosca finora la cagione; quindici in complesso furono i dannegiati, ed il danno è calcolabile a L. 10,000.

GENOVESATO. — Si legge nella *Gazzetta di Genova* in data di Spezia 22 gennaio:

Ieri mattina salpò da questo golfo la tartana *Medea* di bandiera francese montata da 7 persone compreso il capitano veleggiando verso Avenza per imbarcarvi un carico di marmi. Giunta sulle acque del Corvo fu assalita da tale un vento impetuoso e da forte marea che fu forza al capitano di abbandonare il bastimento e di porsi coll'equipaggio in salvo nella lancia guadagnando a stento il porto di Lerici.

Il notaio Franchini sindaco di Lerici e presidente di quella giunta sanitaria pose a disposizione del suddetto capitano quattro imbarcazioni onde veder modo di salvare l'abbandonato bastimento.

Se non che mentre si avviavano esse in cerca della Tartana, tre imbarcazioni due del R. piroscafo il *Governolo* ed una del R. brick la *Staffetta* erano già accorse, dirette dal sig. Giraud comandante del suddetto piroscafo in aiuto della tartana che condussero a salvamento in seno delle Grazie.

SVIZZERA

FRIBORGO. Leggesi nella *Gazzetta Ticinese*:

Il gran consiglio ebbe ad occuparsi di una importante proposizione. Il signor Rogge aveva proposto che fosse richiamato mons. Marilley. Fu adottato con 71 voti l'ordine del giorno seguente: « Considerando che il consiglio di Stato ha già l'incarico di trattare per la convenzione di un concordato colle autorità ecclesiastiche, il gran consiglio passa all'ordine del giorno. »

Venti voti volevano l'ordine del giorno semplice, ed 11 si pronunciarono per la proposizione. Nella nomina dell'ufficio presidenziale del gran consiglio, il sig. Bolandoz consigliere di Stato ai tempi del Sonderbund, era stato eletto vice-presidente, ma egli rifiutò di accettare. Il sig. Pittet fu eletto presidente del governo. Nel dichiarare la sua accettazione, egli aggiunse prevedere che avrà a combattere ad un tempo contro l'aristocrazia, l'oltramontanismo e la democrazia.

GRIGIONI. Le sottoscrizioni della città di Coira per il prestito per i telegrafi ammontano a 30,000 fr.

FRANCIA

PARIGI, 22 *gennaio*. Leggesi nella *Patrie*: Un nuovo riordinamento dei ministeri comparirà domani nel *Moniteur Universel*. Esso porterà un cambiamento nelle persone. Si annunzia specialmente la creazione d'un ministero della polizia che sarà affidato al sig. di Maupas, il ritirarsi del sig. di Morny, e la nomina del sig. di Persigny al ministero dell'interno.

— Un decreto del presidente della repubblica autorizza il riscatto, per cagione di pubblica utilità, dei diritti attribuiti alle compagnie del canale dal Rodano al Reno, dei canali di Bretagna, del Nivernese, del Berry e laterale alla Loira e da Digoin a Briare, e del canale di Borgogna.

— Un altro decreto porta l'autorizzazione pei fabbricanti raffinatori di ricevere zuccheri perfezionati d'ogni origine, liberati da imposte, a cominciare dal giorno in cui saran terminati i lavori di defecazione.

— La gran rassegna che si dovea fare oggi sul campo di Marte è stata differita ad altro giorno, per la ragione che il campo di evoluzioni è convertito in una vera palude per le pioggie e pel fondersi del ghiaccio che da alcuni giorni si succedono senza interruzione.

— Il sig. Vittorio Lanjuinais, ex-rappresentante del popolo, è partito alla volta dell'Italia.

— Assicurasi, dice l'*Indépendance Belge*, che la signora Sand sia stata arrestata nel dipartimento d'Indra-e-Loira ove essa fa la sua residenza.

— Leggesi nel *Journal du Havre*:

Si annunzia che il decreto col quale sono restituiti alle piazze e alle vie i nomi che portavano prima del 1848, deve essere esteso alla nostra colonia del mare delle Indie, che ripiglierà il suo nome d'Isola Borbone.

— Il diritto d'entrata sui tabacchi fabbricati all'estero, tranne gli zigari e gli zigaretti, è fissato a 10 fr. per chilogramma. L'importazione di questi tabacchi è permessa dagli ufficii delle dogane aperte al transito fino a concorrenza di 10 chilogrammi per destinatario.

— La corte dei conti, sotto la presidenza del sig. Barthe, primo presidente, oggi ha proceduto, in udienza solenne, al ricevimento, in esecuzione del decreto del presidente della repubblica, in data del 15 gennaio, dei sigg. Rodier, Adam, Musnier di Pleignes, Lavallé, in qualità di consiglieri mastri dei conti; dei sigg. Ruinard di Brimont, Esquirol, Leprieur di Blainvilliers, in qualità di consiglieri referendarii di prima classe; dei sigg. Rousset, Dumez, Denis di Hancy, Dubois dell'Estang, Berger, Bartholdi, O'Donnel, in qualità di consiglieri referendarii di seconda classe.

La quarta Camera temporanea, prescritta dal decreto istesso, è formata sotto la presidenza del consigliere mastro sig. Rodier.

— Il sig. di Lamartine è tornato a Parigi ove intende di pubblicare un giornale puramente storico, intitolato *Le Civilisateur*. Ciascun numero conterrà la vita e il ritratto di un grand'uomo benefattore dell'umanità.

— Il celebre Orfila è gravemente malato.

PAESI BASSI

AJA, 19 *gennaio*. Il sig. Pols, referendario al dicastero delle finanze e direttore delle poste all'Aja, è partito da questa città per Parigi a fine d'entrare in trattative concernenti un nuovo trattato postale fra i Paesi Bassi e la Francia.

— *Il Corriere di Stato* pubblica il quadro comparativo del prodotto delle imposte nei Paesi-Bassi, posto a fronte con quello dell'anno precedente. Nel 1851 il prodotto ammontò a 56,527,648 fiorini; il che costituisce un aumento di 1,025,514 fior. sull'anno precedente.

Nel 1851 v'ebbe aumento di 707,650 fior. sulle imposte dirette; e di 36,965 fior. sulle poste; v'ebbe al contrario diminuzione d'introiti di 330,309 fiorini sui diritti di dogana e di navigazione; di 48,479 fior. sulle accise; di 6,747 fior. sui diritti di franchigia degli oggetti d'oro e d'argento, e di 12,165 fior. sul giuoco del lotto.

SPAGNA

MADRID, 17 *gennaio*. La *Gazzetta di Madrid* del 16 pubblica due reali decreti, col primo de' quali la demissione del maresciallo di campo Don Francisco di Lersundi dalle funzioni di ministro della guerra è accettata; col secondo è nominato a quel dicastero il generale don Joaquim di Espeleta, senatore del regno.

Con un altro decreto, in data del 14, il signor Martinez della Rosa e i duchi di Willahermosa e di Rivas sono nominati membri dell'accademia reale di belle arti di S. Ferdinando.

— Si legge nel *Clamor Publico*:

Il telegrafo ha annunziato l'accettazione del sig. Ordonez alla carica di governatore politico di Madrid. Il successore del generale Canedo al capitanato generale di Valenza non è ancora designato; il generale Campuzano è quegli che finora ha le maggiori probabilità di essere innalzato a quel posto.

— Si legge nell'*Epoca*:

Ieri (16) il consiglio reale ha chiuso gl'importanti dibattimenti a cui dette origine l'esame del progetto di legge sui titoli di nobiltà. Ecco le basi che sono state formulate dalla maggioranza del consiglio:

Per essere grande di Spagna, bisognerà possedere in beni stabili o in titoli del debito pubblico non trasmissibili una rendita annua di 15,000 duros (75,000 fr.).

Per essere conte, marchese o barone si dovrà avere una rendita annua di 5,000 duros (25,000 fr.). I possessori della qualità di grande di Spagna e di titoli e i loro figli primogeniti, non avranno bisogno di giustificare una rendita maggiore di quella che si esige dalle leggi in vigore. Vi furono alcuni voti particolari su codesta quistione. Si crede generalmente che se un tal progetto è adottato, sarà accompagnato da provvedimenti relativi al ristabilimento dei maggioraschi.

— Si legge nell'*Heraldo*:

S. M. la regina madre ha invitato a pranzo per domani (18) il sig. Isturitz e molti altri personaggi politici.

INGHILTERRA

LONDRA, 10 *gennaio*. Si legge nel *Daily-News*:

S. A. R. la duchessa di Kent mandò 50 sterlini al comitato al quale venne affidato l'incarico di raccogliere le soscrizioni in favore de' naufraghi dell'*Amazone*.

— Si legge nello stesso giornale:

Il sig. James Hudson, già ministro d'Inghilterra presso la corte del Brasile, nominato nella medesima qualità a Firenze, è partito alla volta di quest'ultima città.

— Ecco qual è, giusta i periodici inglesi, lo stato delle forze navali della Gran Bretagna che compongono le squadre delle stazioni estere:

La stazione dell'Oceano Pacifico consta di 15 bastimenti, de' quali tre corvette a vapore: in tutto una forza di 292 cannoni.

Nei mari dell'India e della Cina sono 14 bastimenti, tra' quali 4 piroscafi: in tutto una forza di 286 cannoni.

La stazione della costa sud-est dell'America (la Plata e il Brasile) si compone di 8 bastimenti, fra' quali 5 vapori: in tutto una forza di 88 cannoni.

La squadra delle Antille e dell'America settentrionale ha 14 bastimenti, tra cui 5 vapori: forza totale 253 cannoni.

La stazione del Capo di Buona Speranza ha 9 bastimenti, tra i quali 3 piroscafi; forza totale 95 cannoni.

La squadra della costa occidentale d'Affrica si compone di 25 bastimenti, tra quali 11 fregate o corvette a vapore con una forza totale di 181 cannoni.

Il numero dei bastimenti della squadra del Mediterraneo è di 120, tra cui 9 piroscafi, con una forza totale di 780 cannoni.

Finalmente la squadra del Tago ha 8 bastimenti, tra cui 5 piroscafi, con una forza totale di 518 cannoni.

La ricapitolazione di tutte queste forze dà un effettivo di 66 bastimenti a vela, 45 vapori, e 2,295 cannoni.

— Scrivono da Dublino al *Morning-Advertiser* in data del 19:

Le ultime notizie del Nord sono tutt'altro che favorevoli. Si continua a far minaccie a persone inoffensive, e quantunque le autorità si adoperino a tutt'uomo onde scoprire i colpevoli, non vi sono ancora riuscite. Non si potè ottener prove contro i detenuti accusati di ribbonismo.

Le risoluzioni seguenti furono adottate in un *meeting* di magistrati della contea di Monoghan, sotto la presidenza di lord Rossmone:

« Il *meeting* è d'avviso che la cospirazione di ribbonismo esisteva in alcune parti di Armagh, di Louth e di Monoghan; ch'essa cospirazione attenta alla vita e alle proprietà de' cittadini, e che non può essere repressa che ristabilendo l'atto d'insurrezione.

« Il *meeting* pensa che tutti gli omicidii e altri delitti conosciuti sotto il nome di agrarii debbano essere giudicati da giurì speciali. »

— *Del* 21. Si legge nel *Globe*:

Un consiglio di gabinetto sarà tenuto domani a 2 ore al ministero degli affari esteri.

— Si legge nel *Morning Herald*:

Il primo lord dell'ammiragliato, l'onorevolissimo sir F. J. Baring, baronetto, si recò a far visita alla regina, al castello di Windsor, per ordine di S. M.

— Si legge nel *Daily-News*:

Si ricevettero da varii comitati delle relazioni che mostrano che i membri di quelli sono determinati a sostenere il movimento degli operai meccanici, e si annunciava ad un tempo che si erano raccolte numerose sottoscrizioni. È stato risoluto eh'una riunione pubblica, relativa a detto movimento, avrebbe luogo, la prossima settimana, nel più vasto locale della metropoli.

— Si legge nei *Débats* del 22:

A Manchester e a Londra molti *meetings* d'operai non affigliati alla società collegata (*Amalgated Society*) votarono risoluzioni contrarie alle pretensioni del consiglio esecutivo di essa società.

— Scrivono da Windsor al *Daily-News* in data del 20:

Il duca e la duchessa di Nemours lasciarono ieri il castello per ritornare a Clarmont.

Lord e lady John Russell arrivarono nel pomeriggio di ieri, essendo stati invitati al castello. Lord e lady John Russell erano i soli commensali straordinarii alla tavola reale. Lord John Russell invitò gran numero di personaggi per un gran pranzo che egli darà lunedì 2 febbraio alla sua residenza officiale di Dow-

ning Street. Il maggiore generale Fox, intendente generale dell'ordinanza, ha fatto una visita a lord Palmerston, alla residenze di S. Signoria B. ss. lands H.nts.

— Si legge nel *Morning-Chronicle* :

La commissione di esposizione di Cork ha deciso che la esposizione de' prodotti dell' industria si aprirà in quella città il 10 giugno prossimo.

— Si legge nel *Morning-Advertiser* :

Durante la settimana, spirata sabato ultimo (17) si sono registrati a Londra 1096 decessi. Nelle dieci settimane corrispondenti degli anni 1842 al 1851 il termine medio fu di 1139, e se questa cifra si fosse elevata in proporzione dell'aumento di popolazione, la sarebbe di 1253 : comparata a quella della mortalità della settimana ultima, dimostra una diminuzione di 157. Nella medesima settimana le nascite sono state di 1589 ; vale a dire 762 maschi, e 727 femmine. Nelle sette settimane corrispondenti dal 1845 al 1851 il termine medio fu di 1424.

ALEMAGNA

Austria. *Vienna, 19 gennaio.* Leggesi nel *Corriere Italiano* di Vienna :

Essendo che in seguito all' essere stati posti fuori di corso nel regno Lombardo-Veneto i pezzi da sei carantani è d'aspettarsi una grande affluenza dei medesimi negli altri paesi della corona, parecchie casse dello Stato ricevettero diggià l'ordine di non accettare questa qualità di moneta senonchè come moneta spicciola, e per pareggio degli importi al di sotto d' un fiorino. In ispecie poi lo scambio dei medesimi verso carte monetate dello Stato e della Banca delle categorie superiori non avrà luogo, ma le parti saranno obbligate alla loro accettazione esclusivamente verso lo scambio di viglietti monetati per un importo anche superiore di un fiorino.

— Leggesi nello stesso giornale :

Il governo ha spedito a spese dello Stato all' estero l'impiegato forestale sig. Fuchs, affine di visitare quei paesi dove il guadagno e il profitto in grande delle foreste forma un ramo dell' economia nazionale, e raccogliere utili esperienze da poter essere applicate con vantaggio in Austria, dove la scarsità di legname si va facendo giorno per giorno più considerevole. Il sig. Fuchs, già di ritorno dalla sua missione, presentò al ministero un rapporto sui risultati della medesima, che, a quanto ci vien detto, vuol essere di sommo interesse per l'economia rurale, e che dal ministero medesimo verrà trasmesso a tutte le autorità e società agronomiche per essere distribuito tra la popolazione del contado.

— Il treno misto di Pesth, che doveva arrivare qui alle ore 5 3/4, non era arrivato ancora a mezzogiorno. Si parla che due treni si fossero urtati presso la stazione di Galateta, sulla strada ostro-meridionale. Non si hanno peranco notizie sicure in proposito.

— Avantieri è passato di qui l'ingegnere inglese sig. Wihte, diretto alla volta di Belgrado, affine d'incaminare le trattative col governo serbiano per la costruzione di una strada ferrata. Abbiamo già annunziato da una corrispondenza da Temesvar del 18 corr. mese, che la Porta ha approvato il piano per la costruzione di una strada ferrata da Alexinac fino a Semendria, da eseguirsi a spese di una società inglese. La Serbia vorrebbe ora eccitata di far costruire una strada ferrata da Alexinac fino a Belgrado.

— *Det* 20. Il conte de Ingelheim nominato a inviato straordinario e ministro plenipotenziario presso la corte elettorale e granducale d'Assia è partito sabbato scorso diretto per la sua destinazione. Così pure S. A. R. il duca di Bordeaux qui giunto avanti ieri da Praga è partito colla consorte alla volta di Frohsdorf. All'incontro giunse ieri mattina il barone de Rotschild di ritorno da Oderberg.

— Il regio inviato russo presso questa corte, barone de Mayendorff giace gravemente ammalato.

— Il progetto del nuovo codice penale e militare, uno dei lavori legislativi, è diggià condotto a termine e in pronto per essere sottoposto alla sanzione sovrana.

— L'i. r. direzione delle poste notificò oggi l'accedimento alla lega postale austro alemanna da parte del granducato di Oldenburgo e del ducato di Braunschweig.

Prussia. *Berlino, 19 gennaio.* Nella tornata d'oggi, la prima Camera degli Stati ascoltò la mozione del sig. Itzemplitz, intesa a modificare, secondo le forme costituzionali, l'art. 95 della costituzione, sostituendogli un altro articolo nei seguenti termini : » Una corte speciale potrà nominarsi in virtù di una risoluzione della Camera ; la competenza di quella corte speciale abbraccierà i delitti di alto tradimento, ed i delitti gravi commessi contro la sicurezza interna od esterna dello Stato, che la legge deferirà a cognizione sua. »

Riguardo al progetto di rivedimento della costituzione, la *Gazzetta costituzionale* crede che il governo non ha intenzione di fare su ciò comunicazione alcuna alle Camere durante questa sessione. Il governo intende di sollecitare il termine della presente legislatura per potere di bel nuovo convocare le Camere nel prossimo agosto, e presentare quindi alle medesime la questione di revisione per ottenere la modificazione di alcuni articoli della legge fondamentale.

Ma siccome le Camere sono a quest'ora sopracariche di lavori, non è verosimile, che il parlamento possa chiudere così presto le sue deliberazioni. D'altronde la discussione dell'ordinanza comunale, nella prima Camera, non è ancora terminata, e si attende sempre una comunicazione governativa concernente la composizione della prima Camera.

— *L'Indicatore di Stato* annunzia che in occasione della festa degli ordini a Berlino, il re di Prussia ha conferito l'ordine dell'Aquila Nera al principe Alessandro di Sayn-Wittgenstein ed al generale di Nostitz, ministro ad Annover: il conte Stollberg-Wernigerode fu nominato cancelliere dell'ordine. Il conte Rochow, ha ricevuto l'ordine di prima classe colle ghirlande di quercia dell'Aquila rossa.

— Scrivono da Tilsitt che la *Comunione libera* di quella città, che era stata chiusa dalla polizia, ed accusata di avere ammesso nelle sue riunioni, come associazione politica, donne e fanciulli, venne assolta dal tribunale del circondario, e che il 18 gennaio essa riprese a celebrare i divini uffizii.

Walacchia. Il principe Giorgio Vittorio, che avrebbe dovuto assumere le redini del governo il 14 gennaio, giorno in cui si faceva maggiorenne, preferì lasciare ancora il governo del suo principato a la principessa Emma sua madre. Egli dichiarò che non voleva prestare giuramento alla costituzione promulgata nell' anno 1849 : il principe assumerà il potere quando si saranno introdotte parecchie modificazioni allo statuto, che verranno proposte agli Stati.

POLONIA

La *Corrispondenza di Boemia* annunzia che un nuovo regolamento relativo ai passaporti è stato testè introdotto in Polonia. I passaporti sono divisi in tre categorie, cioè, di semplici carte che permettono un soggiorno di alcuni giorni all'estero; di passaporti all'estero che costano da 50 a 250 rubli d'argento per ogni persona indicata nel passaporto. I portatori di passaporto da 30 rubli, dovranno provvedersi di quello da 250 rubli qualora il loro soggiorno all'estero si prolunghi oltre a sei mesi. Tutti quelli che viaggiano per diporto, dovranno munirsi di un passaporto da 250 rubli.

GRECIA

I giornali d'Atene che ricevemmo ieri col piroscafo l'*Italia* sono in data del 7. Essi recano vari tristi particolari intorno nuovi atti di brigantaggio, i quali dimostrano che questo flagello infesta tuttora alcune provincie della Grecia. Le truppe del governo si adoperano a respingere le aggressioni de' malfattori, ma pare che la vicinanza della frontiera ottomana, ove costoro riescono spesso a trovar scampo, sia di grave ostacolo alle loro operazioni. Infatti l'*Observateur d'Athènes* pubblica documenti per parte dei capi delle truppe, da cui risulta che il 22 dello scorso mese, avendo saputo il corpo di spedizione ellenico che la masnada di Calamata, composta di 20 individui, preparava loro un' imboscata nei confini di Lamia o di Macnicomes, fu ordinato di marciare a quella volta, malgrado l'estensione della linea indicata e gl'impedimenti dei luoghi. Si fecero armare tutti gli abitanti di Macnicomes ed occupare i siti più esposti, i masnadieri si avanzarono, e a Paleocharuna ebbe luogo uno scontro fra essi e un drappello di cinque soldati. Allora tutti i distaccamenti si recarono sul luogo, ma i malfattori eran fuggiti.

Il mattino seguente i capi delle truppe greche indicarono le traccie dei briganti al comandante della caserma turca di Dermend-Furna, e questi le invitò ad unirsi a lui per inseguire i fuggiaschi, al che esse aderirono. Giunti nella pianura di Daukli, l'avanguardia greca scoperse le traccie dei masnadieri, ch'eransi riparati in un boschetto. Allora tutte le forze elleniche si recarono a quella volta ; ma improvvisamente il capo di un distaccamento ottomano, con sei soldati, intimò all'antiguardo greco di ritirarsi nel proprio territorio, minacciandolo di far uso delle armi qualora non obbedissero.

I comandanti greci, per non cagionare al governo complicazioni con una potenza amica, ordinarono alle truppe di rientrare entro i confini ; però occuparono tutte le posizioni sospette, in modo che i masnadieri non possano fuggire impunemente, ove tentassero una nuova invasione. Il comandante delle truppe elleniche, maggiore Skilodimos, diede subito relazione di questi fatti ad Ismail bey Fhrasari, comandante in capo delle truppe ottomane.

Alcuni fogli non governativi si lagnano oltremodo dei rigori esercitati contro le persone sospette di aver dato asilo a' masnadieri. Il *Journal du Peuple* reca una petizione di vari abitanti d'Arachova al procuratore del re, nella quale narrano essere stati martoriati in orribili guise da un caporale e da un brigadiere della gendarmeria per costringerli a confessarsi i complici di que' malfattori. Essi dichiarano di aver deposto il falso per non soccombere alle percosse e agli altri flagelli inflitti loro.

I banditi Gratzalias ed Eliopulos fecero la loro sommissione al sottoprefetto di Calavista.

Il masnadiere Stassinopulos morì in seguito alle ferite riportate allorchè fu catturato.

Alcune settimane sono il sig. Perrukas, primate di Argos, fu trovato morto nel suo letto, con molte pugnalate. L'*Observateur* deplora la misera fine di quest' uomo, e l' attribuisce a qualche vendetta personale.

Anche ad Arnfissa avvenne un assassinio. Il podestà di Mavrolithasi, sig. Anagnoste, fu assalito da alcuni malfattori ed ucciso mentre ritornava da Lamia, ov' erasi recato per iscolparsi da una falsa accusa, in unione al figlio d'un ufficiale che fu pure assassinato. I colpevoli non furono per anco scoperti ; tuttavia si attribuisce questo misfatto ad astio di partito, ed all'attaccamento dell'infelice Anagnoste per il generale Mamuris.

—Da qualche tempo si parlava di certe petizioni per l'abolizione dello statuto in Grecia. La *Semaine* dichiara che il governo fe' procedere ad un' investigazione sul proposito, e che ne risultò essere tale diceria priva di fondamento.

—Il re accettò la dimiss.one del maggiore Mauromichalis, già suo aiutante di campo. (*O. T.*)

TURCHIA

I fogli della Turchia contengono poche notizie di rilievo, occupandosi principalmente delle cose di Francia. Il *Journal de Constantinople* del 9 ha un lungo articolo in cui loda molto l'atto del 2 dicembre e si felicita della rielezione di Luigi Bonaparte, l'*Impartial* continua le sue distribe contro il governo greco. Il 4, fu celebrato colla solita pompa nelle varie città della Turchia l'anniversario della nascita del profeta (*Mevlud*). La sera del capo d'anno, il marchese de Lavalette, ambasciatore francese a Costantinopoli, diede una splendida festa da ballo, alla quale intervennero il corpo diplomatico e molti cittadini.

Le commissioni incaricate di delimitare i confini tra la Turchia e la Persia si adunarono il 24 novembre a Zohab, e decisero di cominciare l'indomani il disegno delle p'ante, partendo dalla parte più settentrionale di quella provincia e progredendo sino al sud verso Ahvas. Esse sperano di terminare questa parte del lavoro innanzi l'estate.

Il governatore di Brussa farà quanto prima un'escursione nella provincia da lui dipendente affin di promuovere l'agricoltura, alla quale egli dedica molte cure. (*O. T.*)

AMERICA

Stati Uniti. Si legge nella *Patrie* del 22 :

Pubblicammo ieri alcune linee d'un giornale di Nuova-York sull'accoglienza fatta a Kossuth dal presidente degli Stati-Uniti. Oggi in un giornale di Washington troviamo il testo medesimo delle parole cui il sig. Fillmore indirizzò all'ex-governatore dell'Ungheria. Al leggerle, si comprende che questi non vi abb'a veduto un grande incoraggiamento a continuare la miss'one che lo ha condotto in America. Ecco come si è espresso il presidente:

« Governatore Kossuth, mi gode l'animo nell'accogliervi su questa terra di libertà, e nel felicitarmi con voi della vostra liberazione dopo una lunga cattività in Turchia, e del vostro arrivo tra noi. Come individuo, io ho altamente simpatizzato con voi durante la coraggiosa vostra lotta in favore della indipendenza e della libertà del vostro Paese.

Il popolo americano non potrebbe essere indifferente a somiglianti sforzi, ma la nostra politica come nazione fu sempre la medesima a questo riguardo sin da quando il nostro governo fu stabilito : e le mie idee personali, quale capo del potere esecutivo di questa nazione, sono pienamente e liberamente formulate nel mio ultimo messaggio al congresso, al quale voi avete voluto fare allusione. Elle sono sempre le stesse, sia ch' io parli al congresso sia ch' io m' indirizzi alle nazioni d' Europa.

« Se la vostra terra natale avesse mai a riacquistare la sua indipendenza e la sua libertà, io vi augurerei come il più grande dei beni di cui voi potreste godere, il ritorno alla vostra patria. Nel caso contrario, io non potrei far altro che rinnovarvi le mie felicitazioni sul vostro arrivo tra noi, per voi e pei vostri compagni, e pregare Iddio, che la sua benedizione vi accompagni in tutti quei luoghi nei quali la sorte vi condurrà. »

Messico. Alcuni disordini avvennero al Messico il 16 dicembre ultimo, dopo l'adozione del bill che riduce le tariffe. L'agitazione era diretta a danno degli stranieri, molti dei quali ebbero i lor magazzini posti a sacco.

Il congresso si è aggiornato dopo avere autorizzato un prest.to di 2 milioni di dollari.

Si è saputo che Caravajal era stato battuto e si era ritirato attraverso il Rio-Grande sul territorio americano. Lettere private, nondimeno, ricevute pel Texas, recavano aver egli ricevuto grandi rinforzi, e prepararsi a riprendere l'offensiva.

ULTIME NOTIZIE

Italia. Si Legge nella parte offiziale del *Giornale di Roma* :

Una commissione economica è stata istituita dalla Santità di Nostro Signore nello scopo di proporre quei provvedimenti e riforme che possono contribuire alle possibili diminuzioni e risparmi nelle spese ordinarie e permanenti dello Stato.

L'enunciata commissione, che già trovasi in attività, è composta di

Sua eminenza rev.ma il sig. card. Giacomo Antonelli, pro-segretario di Stato, presidente ;

Monsignor Gaspare Grassellini ;

Monsignor Gio. Battista Cannella ;

Sig. comm. Angelo Galli, pro-ministro delle finanze ;

Sig. avv. Carlo Gioanni Villani, consigliere ordinario di Stato;

Sig. conte Vincenzo Pianciani ;

Sig. cav. Antonio Neri, pro-direttore del debito pubblico, che sosterrà anche l'ufficio di segretario.

Francia. *Parigi, 23 gennaio.* Il *Moniteur* d'oggi pubblica varii importanti decreti.

È instituito un ministro di Stato che avrà le seguenti attribuzioni :

I rapporti del governo col senato, col corpo legislativo e col consiglio di Stato ;

La corrispondenza del presidente della repubblica coi diversi ministeri ;

La conteofirma dei decreti di nomina dei ministri, di nomina dei presidenti del senato e del corpo legislativo, di nomina dei senatori e di concessione delle dotazioni che possono esser loro attribuite, di nomina dei membri del consiglio di Stato ;

La controfirma dei decreti emanati dal presidente della repubblica in esecuzione dei poteri che gli appartengono, conforme agli articoli 24, 28, 51, 46 e 54 della costituzione, e di quelli concernenti le materie che non sono specialmente attribuite a verun dicastero ministeriale.

Il sig. Casabianca è nominato ministro di Stato.

— È creato un ministero sotto il nome di *ministero di polizia generale.*

Il sig. di Maupas, prefetto di polizia della Senna, è nominato ministro della polizia generale.

— Il sig. Abbatucci, consigliere onorario alla corte di cassazione, è nominato guardasigilli, ministro della giustizia, in surrogazione del sig. Rouher, la cui demissione è accettata.

— Il sig. Fialin di Persigny, già ministro plenipotenziario, è nominato ministro dell'interno in surrogazione del sig. di Morny, la cui demissione è accettata.

— Il signor Bineau, ex-ministro, è nominato ministro delle finanze in surrogazione del signor Fould, la cui demissione è accettata.

— Il presidente della repubblica

Considerando che tutti i governi i quali si sono succeduti credettero indispensabile d'obbligare la famiglia che cessava di regnare a vendere i beni mobili e stabili che essa possedeva in Francia;

Che così il 12 gennaio 1816, Luigi XVIII costringeva i membri della famiglia dell'imperatore Napoleone a vendere i loro beni personali nel termine di sei mesi; e che il 10 aprile Luigi Filippo fece lo stesso in riguardo ai principi della famiglia del ramo primogenito dei Borboni;

Considerando che siffatti provvedimenti sono sempre d'ordine e d'interesse pubblico;

Che ora più che mai alte considerazioni politiche comandano imperiosamente di diminuire l'influenza data alla famiglia d'Orleans dal possesso di 300 milioni di stabili in Francia, decreta:

I membri della famiglia d'Orleans, i loro mariti, mogli e loro discendenti non potranno possedere alcuni beni mobili o stabili in Francia ; essi saranno tenuti a vendere in modo definitivo tutti i beni che loro appartengono nell'estensione del territorio della repubblica.

— Il presidente della repubblica,

Considerando che senza voler minimamente ledere il diritto di proprietà nella persona dei principi della famiglia d'Orleans, il

presidente della repubblica non giustificherebbe la fiducia del popolo francese se permettesse ch'e alcuni beni, i quali devano appartenere alla nazione, sieno sottratti al demanio dello Stato:

Considerando che, giusta l'antico diritto pubblico della Francia, mantenuto dal decreto del 21 settembre 1790 e dalla legge dell'8 novembre 1814, tutti i beni che appartenevano ai principi nel momento del loro innalzamento al trono erano di pien diritto e all'istante medesimo riuniti al demanio della Corona, decreta:

Art. 1. I beni mobili e stabili che sono l'oggetto della donazione fatta il 7 agosto 1830 dal re Luigi Filippo, sono restituiti al demanio dello Stato.

Art. 2. Lo Stato s'incarica del pagamento dei debiti della lista civile dell'ultimo regno.

Art. 3. L'assegnamento di 500,000 fr. alla duchessa d'Orléans è mantenuto.

Art. 4. I beni che fanno ritorno allo Stato in virtù dell'art. 1, saranno venduti in parte a diligenza dell'amministrazione del demanio, affinchè il prodotto ne sia ripartito come segue:

Art. 5. Dieci milioni sono assegnati alle società di mutuo soccorso, autorizzate colla legge del 15 luglio 1830.

Art. 6. Dieci milioni saranno impiegati a migliorare gli alloggi degli operai nelle grandi città manifatturiere.

Art. 7. Dieci milioni saranno destinati allo stabilimento d'istituzioni di credito fondiario nei dipartimenti che reclameranno questo provvedimento assoggettandosi alle condizioni riputate necessarie.

Art. 8. Cinque milioni serviranno a stabilire una cassa di pensioni a profitto dei vice-parrochi (*desservants*) più poveri.

Art. 9. Il soprappiù dei beni enunciati nell'art. 1° sarà riunito alla dotazione della Legion d'Onore.

— Una lettera di Marsiglia pubblicata dai giornali francesi narra la vivissima irritazione dell'imperatore del Marocco pel bombardamento di Salé e i grandi preparativi da lui fatti contro l'Algeria, e finisce col dire: Ognuno si dee rammentare che la cagione del bombardamento è stata il saccheggio d'una nave francese per parte degli abitanti di Salé, ed il rifiuto ostinato d'accordare una sufficiente indennità. Del resto, la mediazione della Sardegna è stata accettata.

Belgio. *Bruxelles*, 23 *gennaio*. Leggesi nell'*Observateur*: Il prestito di 26 milioni votato recentemente dalle Camere fu conchiuso al prezzo vantaggiosissimo di 100 1/2. Le voci sparse sul riparto di quest'imprestito fra varie case finanziarie del paese sono premature.

L'*Indépendance Belge* annunzia che il prestito fu conchiuso dalla Banca nazionale e dai signori Rotschild fratelli. Lo stesso giornale conferma che venne emesso al corso di 100 1/2 al 5 p. c. con varie bonificazioni d'interessi: il pagamento degli interessi comincia dal 1° novembre p. p. ed i versamenti verranno ripartiti fino al 1° dicembre prossimo.

— Il sig. Hassemplug interpose appello dal tribunale di Greiswald, che l'aveva condannato al carcere per quattro settimane per delitto di falso. Il ricorso in appello è fatto davanti al tribunale superiore di Berlino.

Inghilterra. *Londra*, 22 *gennaio*. Si legge nel *Sun*:

I ministri si sono riuniti in consiglio a 2 ore pomeridiane al ministero degli affari esteri. Essi erano ancora in deliberazione al momento di mettere in torchio.

— Si dice che lord Palmerston deve essere invitato a presentarsi come candidato agli elettori di Liverpool.

— Si legge nel *Preston Chronicle*:

A Preston, a Manchester e in altre città, nessuna officina è stata chiusa in seguito della vertenza fra i capi fabbricanti di macchine e i loro operai. I soli provvedimenti presi furono degli avvisi dati dai principali meccanici e fonditori, che tutti i membri della società collegata degli operai meccanici abbiano a distaccarsene, senzacchè essi saranno mandati via dai loro impieghi.

— Si legge poi nei *Débats* del 25:

Molte delle grandi officine di Liverpool e di Manchester, fra le altre quella che è di proprietà dei signori Fawcett e compagnia, celebri fabbricatori di macchine a vapore, han congedato quelli dei loro operai che sono affigliati alla società collegata (*Amalgamated society*). La casa Forrester ha fatto anche di più: ella ha voluto da ciascuno de' suoi operai una dichiarazione formale e pubblica, con la quale essi certificano che non fanno parte di quella società, e promettono di non mai appartenervi per l'avvenire.

Alemagna. *Francoforte*. Nell'ultima seduta della dieta germanica del 12 gennaio, il ministro di Sassonia propose all'assemblea di fare una legge sui brevetti d'invenzione in Alemagna. Questa proposta fu rimandata all'esame della commissione politica commerciale. La questione della legge generale sulla libertà della stampa in Alemagna entrò in fase novella: i commissari dell'Austria e dell'Assia elettorale stesero un progetto a questo riguardo, che fu trasmesso dal conte di Thun al presidente della commissione politica. Quest'ultima stimò a proposito di comunicare confidenzialmente il progetto ai governi, dai quali si attenderà il loro assenso. (*Gaz. Naz.*)

— *Berlino*, 20 *gennaio*. Il dottore Alfredo Rucker fu nominato incaricato d'affari della città libera di Amburgo a Berlino in surrogazione del console generale defunto. Il sig. Rucker pubblicò parecchi scritti assai stimati in favore della libertà del commercio. Il cavaliere di Aranjo, incaricato d'affari del Brasile ad Amburgo, fu promosso al grado di ministro residente ed accreditato in pari tempo presso il governo di Prussia.

Danimarca. *Copenaghen*, 17 *gennaio*. La *Gazz. d'Augusta* assicura essere imminente una crisi ministeriale che determinerà la demissione del conte Sponneck, del sig. Tillisch e forse anche del generale Bardenfleth: vi entrerà il conte Carlo Moltke, in qualità di ministro per lo Schleswig.

Dispacci del telegrafo elettrico.

Da Genova, 26 gennaio, ore 10.

Napoli, 22 *gennaio*. Il marchese Fortunato ha ottenuto il suo ritiro, e gli succese nella presidenza il cav. Ferdinando Troja. Il portafoglio degli affari esteri è affidato provvisoriamente a D. Luigi Caraffa.

È nominato prefetto di polizia Pasquale Governa, procuratore generale.

R. Leone gerente.

Il consiglio di beneficenza della parrocchia della B. V. degli Angeli ha inteso con dolore che una signora elegantemente vestita, usurpando la qualità di visitatrice dei poveri, abbia suggerito presso alcuni caritatevoli parrocchiani a nome d'esso consiglio, e per altre persone, delle limosine, poichè essa non ha mai per nulla avuto tale qualità, nè tale incarico, essendochè le benemerite signore visitatrici sono quelle soltanto, in numero di undici, insieme ai membri del consiglio, indicate in calce dell'ultimo rendiconto pubblicato il 16 febbraio 1851, e distribuito ai signori soscrittori, e diffuso per la parrocchia, epperciò disconosce pienamente tale sopruso, e ne dilida la chichessia.

Torino, il 24 gennaio 1851.

Il presidente del consiglio
Carlo L. D'Angrogna.

Il vice-presidente
Fra *Ignazio Bianco*, Curato.
Il segr. *C. D. Biollè.*

Scuola di commercio di Nizza.

Nel 1820 i signori Chaptal, Lafitte, Ternaux e Casimiro Perier fondarono la scuola superiore di commercio di Parigi, diretta da ventidue anni dal nostro illustre compatriotta sig. Blanqui, membro dell'istituto, professore al conservatorio dell'arti e mestieri. Più di cinquemila tra nazionali e stranieri ne sono usciti dopo la fondazione di essa; la quale protetta dallo Stato, che vi mantenne un certo numero di posti gratuiti, non ha mai cessato di somministrare al commercio una ricca copia di soggetti istruiti e distinti.

Un discepolo di Blanqui, oriondo pure della contea di Nizza, il sig. G. G. Garnier, conosciuto per diversi scritti sul commercio e industria, cedendo all'istigazione del suo saggio maestro, è venuto a istituire ne'nostri Stati, sotto la protezione del nostro Governo, sulle stesse basi di quella di Parigi, una scuola speciale di commercio, d'arti, manifatture e agricoltura che già conta circa cento allievi accorsi in gran parte dal Piemonte, dalla riviera di Genova e dalla Provenza.

L'insegnamento si fa in francese: esso comprende primieramente lo studio delle lingue viventi parlate e scritte, sotto la direzione di professori nazionali, e coi soccorsi naturali offerti ai nostri alunni dalla necessità di conferire giornalmente coi loro camerata venuti da paesi stranieri.

La contabilità in tutti i suoi rami forma il secondo stadio dell'insegnamento. Due professori, uno incaricato della teoria, l'altro dell'applicazione iniziano i giovani a tutte le parti di questa scienza oggi tanto importante.

Contabilità agricola, manifatturiera, commerciale, finanziera: gli allievi son tenuti di non trascurarne alcuna, e s'esercitano di buon'ora a quella sorveglianza rigida e minuziosa che finisce per agire sopra i caratteri e imprimere nelle menti giovanili una specie di maturità.

L'insegnamento della contabilità diviene del tutto pratico verso la fine degli studi. L'allievo viene fittizziamente collocato in una piazza di commercio, gli è confidato un capitale, tiene i suoi libri, fa degli affari, compra e vende secondo i prezzi correnti delle diverse piazze di Europa fattegli anteriormente conoscere, e si conduce in somma tal quale un vero e reale negoziante.

Non si potrebbe dire a mezzo l'influenza che questa finta pratica di commercio esercita sullo spirito dei giovani, e i vantaggi che essi ne ritraggono, al loro comparire più tardi sul terreno positivo degli affari. Vi giungono con un'esperienza fortificata dallo studio profondo del commercio, e molti di loro possono divenire in seguito ottimi giudici consolari. L'economia politica fa loro conoscere al tempo stesso l'organizzazione delle banche, il modo d'agire dei capitali, l'uso dei magazzini di deposito, la teoria dei fondi pubblici e tutte le altre questioni industriali del giorno.

Gli allievi della scuola di commercio non sarebbero all'altezza del loro ufizio se non apprendessero altresì a conoscere l'origine, la qualità, le varietà, i diritti d'ingresso di tutte le materie prime. Un museo speciale modellato su quello della Borsa di Parigi, faciliterà loro questo studio interessantissimo.

La chimica loro insegna nel medesimo tempo a scoprire le contraffazioni e le frodi sventuratamente troppo frequenti anche nel commercio.

Non parleremo che per incidenza dei corsi accessorii di disegno lineare, di calligrafia, di geografia, di storia, di cambio, di letteratura che completano questo vasto insegnamento.

Gli allievi della scuola di commercio godono del vantaggio inapprezzabile di collocarsi colla facilità la più grande, e di essere con sollecitudine ricercati per le loro conoscenze pratiche. Due o tre anni bastano per assicurare ai giovani un avvenire indipendente, e ciascun giorno dà loro nuove guarentigie nel futuro, secondo il maggiore zelo col quale si applicano ai loro studi, e l'onore onde sostengono gli ultimi esami.

(*Art. comunicato*)

Rettificazione.

Nella *Gazzetta Piemontese* di sabbato pag. 4, col. 2, lin. 54, *Isola* leggi *Ossola*.

Citta' di Torino.

Il Sindaco notifica

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 8, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 24 stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantasei . . . . Lire 0. 86.

Torino, dal civico palazzo, addì 23 gennaio 1851.

Il Sindaco G. Bellono.

AVVISO

Il Dottore COSTANTINO CANELLA, medico-chirurgo-ostetrico, pratico da 14 anni, già medico e chirurgo primario di uno spedale, previene il pubblico che dal primo dell'anno corrente egli esercita l'arte sua in questa capitale, applicandosi specialmente alla cura delle malattie in genere delle donne, all'assistenza dei parti ed alle malattie de' fanciulli.

Dà consulti gratuiti il lunedì e venerdì di ogni settimana, in sua casa, dall'una pomerid. alle tre; ed in queste ore trovasi giornalmente al suo domicilio per chi vorrà consultarlo.

Abita in via Bellezia, vicino al Palazzo di Città, num. 26, piano secondo.

ORARIO della partenza dei convogli delle strade ferrate

A partire dal 20 ottobre.

Il convoglio che parte da Torino alle ore 10 essendo anche incaricato del servizio del Corriere, non si trattiene alle stazioni di Pessione, Annone, Solero, Frugarolo e Serravalle.

Corse da Torino ad Arquata					Corse da Arquata a Torino				
Stazioni di partenza	ore	ore	pom (a)	pom	Stazioni di partenza	ore	ore	ore	pom
	ant.	ant.				ant.	ant. (a)	ant.	pom
Torino	7 »	10 »	1 45	4 »	Arquata	4 40	5 45	11 40	3 45
Moncalieri	7 14	10 41	2 »	4 14	Serravalle	4 48	5 55	11 48	3 55
Cambiano	7 27	10 25	2 24	4 27				pom.	
Pessione	7 38	» »	2 38	4 38	Novi	5 2	6 15	12 2	4 7
Valchiesa	7 48	10 58	2 50	4 48	Frugarolo	5 19	6 38	12 19	4 24
Dusino	8 5	10 54	3 10	5 5	Alessandr.	5 37	7 »	12 37	4 42
Villafranca	8 24	11 13	3 30	5 24	Solero	5 50	7 16	12 50	4 55
Baldichie.*	8 29	» »	» »	» »	Felizzano	6 2	7 31	1 2	5 7
S Damiano	8 35	11 24	3 46	5 35	Cerro **	» »	7 44	» »	5 17
Asti	8 54	11 39	4 5	5 54	Annone	6 17	7 52	1 17	5 22
Annone	9 5	» »	4 22	6 5	Asti	6 36	8 15	1 36	5 44
Cerro **	» »	» »	» »	6 10	S. Damiano	6 47	8 31	1 47	5 52
	pom.				Baldichie.*	» »	» »	1 »	» 52
Felizzano	9 25	12 8	4 47	6 25	Villafranca	7 »	8 50	2 »	6 5
Solero	9 33	» »	4 59	6 33	Dusino	7 20	9 32	2 20	6 25
Alessandr.	9 50	12 32	5 22	6 50	Valchiesa	7 35	9 48	2 35	6 38
Frugarolo	10 4	» »	5 40	7 4	Pessione	7 45	10 2	2 45	6 48
Novi	10 50	1 12	6 25	7 50	Cambiano	7 54	10 15	2 54	6 59
Serravalle	10 42	» »	6 41	7 42	Moncalieri	8 7	10 33	3 7	7 12
Arquata	10 51	1 30	6 58	7 51	A Torino	8 20	10 48	3 20	7 25

Nei giorni di lunedì, avendo luogo il mercato nella città d'Alessandria, è stabilito un convoglio straordinario fra Asti ed Alessandria, e stazioni intermedie, alle ore seguenti:

Partenze da Asti a ore 7 antim. — da Annone 7 45 — da Cerro 7 21 — da Felizzano 7 35 — da Solero 7 46 — arrivo in Alessandria ore 8.

Partenze da Alessandria ore 8 45 antim. — da Solero 8 59 — da Felizzano 9 12 — da Cerro 9 24 — da Annone 9 30 — arrivo in Asti ore 9 45.

In conseguenza il primo convoglio di partenza da Torino non si fermerà più a Cerro, come per l'addietro.

* A Baldichieri si fermano tutti i mercoledì il primo convoglio diretto ad Arquata ed il penultimo convoglio diretto a Torino.

** A Cerro si fermano tutti i lunedì l'ultimo convoglio diretto a Torino, e tutti i mercoledì il 2° convoglio diretto a Torino e l'ultimo diretto ad Arquata.

(*a*) Il convoglio che parte da Arquata alle ore 5 45 antim., e quello che parte da Torino alle ore 1 45 pomerid., sono destinati al trasporto delle merci e quindi debbono trattenersi nelle stazioni per tutto il tempo necessario per le manovre e per il carico e lo scarico delle merci. — In questi convogli si prendono viaggiatori di 3.ª e 2.ª classe.

Qualora nei giorni festivi occorra di stabilire un servizio straordinario fra Torino e Moncalieri, questo verrà indicato per ciascuna volta con appositi avvisi.

Presso **G. B. PARAVIA**, *Tip.-Editore-Libraio sotto i portici del Palazzo Municipale, in Torino, si sono pubblicate le seguenti:*

CORSO GENERALE DI STORIA ANTICA per uso delle scuole secondarie superiori pubbliche e private del Regno, del professore L. Schiapparelli. NB. Ogni volume fa parte da sè e vendesi anche separatamente.

METODO PER INSEGNARE LA LINGUA LATINA proposto agli italiani dal teologo e professore D. Carlo Emanuele Richetti. — Esercizi graduati di versioni dal latino in italiano e viceversa con tutte e singole le regole della sintassi latina ecc. ecc., vol. 3° ed ultimo.

ABBOZZI PER COMPOSIZIONI ad uso delle scuole e delle famiglie, del P. Gregorio Girard. — Versione italiana.

SAGGIO DI LEZIONI PER L'INFANZIA del cav. Boncompagni già ministro dell'istruzione pubblica.

LE RAGIONI DEL POVERO e gli opportuni spedienti a moralizzarlo. Pensieri del prevosto Edoardo Scarlata.

AD COMPLEMENTUM THEOLOGIAE MORALIS *Antonii Alasia in compendium redactae ab* Angelo Stuardi, tomus IV qui complectitur commentaria de iustitia et de restitutione, exornata iuxta leges patrias recentiores a *Laurentio Gastaldi*, ex ampl. theo. colleg. can. hon. SS. Trinitatis, societati a charitate adscripto. — *Si pregano i signori associati a questa Opera a voler ritirare i loro volumi, essendone l'Opera compiuta.*

STORIA NATURALE DEGLI ANIMALI esposta in lezioni elementari, Opera postuma di Giuseppe Genè. Volume 2° ed ultimo. *Anche di quest'Opera l'editore prega i signori associati a voler ritirare i loro volumi.*

Dalla tipografia dell'Istituto dei Sordo-Muti è venuto in luce:

LETTURE MORALI di Caterina Franceschi-Ferrucci ad uso delle fanciulle; operetta approvata dal Consiglio Superiore di pubblica istruzione per le scuole elementari femminili del Regno.

Queste Letture vendonsi in Torino presso Gio. Battista Paravia.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

www.interpretcultural.it

Imprim. de Firmin Didot frères

LA SEMAINE

Revue Encyclopédique Hebdomadaire

Chaque numéro contient 32 page. ou 96 colonnes

Prix 28 *francs* par an

Gravures — Modes — Musique — Rébus.

LE PLUS GRAND ET LE PLUS COMPLET DES JOURNAUX

DIVISION DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CHAQUE NUMÉRO

PREMIÈRE PARTIE.

REVUE POLITIQUE. JOURNAL des intérêts généraux — Polémique, Bullet. des Chambres, etc.
— ÉCONOMIQUE. Questions d'Economie politique, d'Administration, etc.
— JUDICIAIRE. Journal des Tribunaux. — Justices de paix, conseils de guerre, etc.
— MILITAIRE. Journal de l'Armée et de la Marine. — Règl. milit., garde nationale, etc.
— DE L'ALGERIE. Revue africaine. — Défense des intérêts algériens, etc.
— SCIENTIFIQUE. Journal des sciences — Comptes-rendus des Académies, etc.
— DE L'ENSEIGNEMENT. Journal de l'instruct. publique. — Ecoles primaires, pensionnats, etc.
— AGRICOLE. Journaux de l'Agriculture. — Comices agricoles, fermes-modèles, etc.
— COMMERCIALE. Journal des Echanges et des Fonds publ. — Cours des halles et marchés.
— des TRAV. PUB. Journal des Entreprises de Travaux en France et à l'Etranger.

Courriers-Nouvelles

COURRIER DE PARIS. — COURRIER DES DÉPARTEMENTS. — COURRIER DE L'ÉTRANGER

DEUXIÈME PARTIE.

JOURNAL DES SALONS. Causeries parisiennes.
— DE LITTERATURE ET D'ART. Romans, nouvelles, Poésies, Critique.
— DES THEATRES. Chronique théâtrale : Paris, Dépar., Etranger.
— DES ENFANTS ET DES DEMOISELLES. Variétés instructives et amusantes avec grav.
— DES MODES. Avec dessins et modèles.
— DE BIBLIOGRAPHIE. Compte-rendu d'ouvrag. Bulletin bibliographique.
— DES CARICATURES. Charges illustrées, Rébus, etc.
Feuilles d'annonces, d'industrie et de librairie.
— Petites-Affiches

Le associazioni a questo pregievolissimo Giornale, si ricevono per tutti gli Stati Sardi e per tutta Italia dai CUGINI POMBA e C.ie, edit. in Torino, ai prezzi seguenti:

Per un anno	Ln. 30 »
sei mesi	» 16 »
tre mesi	» 8 »
Per la Toscana solamente	
Per l'anno	Ln. 32 »
sei mesi	» 17 »
tre mesi	» 8 50

SCIROPPO DI TAMARINDI

DI FILIPPO VIORA

unico approvato con superiore autorizzazione

a Ln. 2. 50 il 1/4 di litro

sigillato con stemma gentilizio

Un nuovo genere di rinfresco piacevole e salubre venne testè ritrovato dal confettiere e farmacista Filippo Viora, il solo approvato dalle rispettive autorità. Esso è composto essenzialmente di sciroppo di tamarindo con gomma arabica, semplicissime sostanze; e nessun'altra bevanda è forse più atta di questa ad estinguere la sete.

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 43;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Ravanale, 167

M.r HERMANT, Coiffeur de Paris, breveté, se propose de séjourner à Turin pendant la saison d'hiver; il est établi provisoirement rue du Po, n. 36, au 2.me, au fond de la cour. Il se rendra au domicile des personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance.

DA VENDERE

CASA di campagna civile con rustico in Castelnuovo d'Asti, in bella situazione ed in vicinanza del paese e delle acque termali.

Far capo in detto luogo dal M.o Rev. D. Ropolo.

DA AFFITTARE PER LA PROSSIMA PASQUA

tanto uniti che separati,

Da 2 a 5 membri di bottega a palchetto, verso la via dell'Arcivescovado, casa Ciriè, num. 10.

Dirigersi ivi al portinaio.

GIUSEPPE BOCCA *Libraio in Torino previene il Pubblico che ha sotto i torchi*

RISPOSTA

A URBANO RATTAZZI, AL GENERALE DABORMIDA E A FILIPPO GUALTERIO

PER

VINCENZO GIOBERTI

RIVISTA IGIENICA

DEL CAVALLO DI TRUPPA

OVVERO

RICERCHE SULLA CAUSA DELLA MORVA

DI **Daniele Bertacchi**

Veterinario in 2.o de' Cavalleggieri d'Aosta

AVVISO

L'Ufficio stabilito nelle vie di Po e delle Rosine, piano terreno, nanti la chiesa della SS. Nunziata, a scanso di equivoche interpretazioni, fa conoscere la continuazione del suo sistema di voler solo collocare quelle persone di servizio munite di soddisfacenti recapiti, e non altrimenti.

DA VENDERE

Cospicuo CORPO di CASA producente attualmente l'approssimativo reddito annuo di L. 18m., e suscettibile di un mediocre aumento, di solida e nuova costruzione, posto in ameno sito, poco distante dai portici della via di Po, in questa città, di comoda divisione, in due lotti, dei quali si potrebbe anche intendere la vendita di un solo.

Il prezzo d'acquisto sarebbe pagabile per un quarto circa in rogito, per altra parte di esso si farebbero delegazioni, e pel rimanente si accorderebbero more a concertarsi.

Dirigersi al sottoscritto, nel cui ufficio è ostensibile eziandio la pianta di detto fabbricato.

Garneri caus. coll.

NOTA

Il regio tribunale di prima cognizione in questa città sedente, con sua ordinanza del 19 ora scorso dicembre, autorizzava, in odio di Formagnana Giuseppe fu Gioanni, da Cerrione, subasta degli stabili posti in territorio di detto luogo, cioè casa e corte, ai numeri mappali 1522, 1523, 1524, orto ai nn. 1524, 1525, nella regione Verzola campo al numero 1496, nella regione Vignoli altro campo ai nn. 686, 689, 690, e nella regione Massolino e Pila prato, ai numeri mappali 1945 1/2, 1945, 1956, 1947, 1948, 1765, 1766, fissandone il primo incanto all'udienza del 17, alle condizioni, e dietro le offerte apparenti dal bando relativo.

Detta ordinanza è stata trascritta all'ufficio delle ipoteche di questa città il dì 8 corrente.

Biella, il 10 gennaio 1852.

Dionisio sost Dematteis caus. coll.

NOTA

Il tribunale di prima cognizione in questa città sedente, con verbale di primo incanto del 31 dicembre ultimo, fissò l'udienza del 10 prossimo febbraio pel secondo e definitivo incanto degli stabili, ad instanza dell'Emilio Elia Segre, posti in subasta contro Celestina Quaglietti e Michele coniugi Randone, e designati in bando venale del 4 dicembre ultimo scorso, coll'osservanza delle ivi spiegate condizioni, e coll'esclusione dalla vendita della vigna nella regione di S. Lorenzo, indicata al numero primo dello stesso bando.

L'incanto verrà aperto sull'offerta già dall'instante fatta di L. 800 non essendovi intervenuto altro partito nel primo incanto.

Torino, il 17 gennaio 1852.

P. Berruti sost. Cucchi-Boasso.

GENOVA 24 GENNAIO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60 gior. d	Ln.	1	65 1/8 L.
Amsterdam	id.	»	2	12 — D.
Ancona	30 id.	»	5	08 —
Augusta	id.	»	2	52 —
Barcellona	id.	»	2	81 1/2
Bologna	id.	»	5	44 1/2
Firenze	id.	»	—	82 3/4 D.
Lione	id.	»	—	99 3/8
Livorno	id.	»	—	82 3/4 D.
Londra	3 mesi	»	25	40 —
Marsiglia	30 giorni	»	—	99 7/10
Messina	60 id.	»	12	78 — D.
Milano	30 id.	»	—	84 3/5
Napoli	id.	»	4	39 —
Palermo	60 id.	»	12	78 —
Parigi	30 id.	»	—	99 7/10
Roma	id.	»	5	99 —
Torino	id.	»	—	99 3/5
Trieste	id.	»	2	05 —
Venezia	id.	»	—	84 1/4
Vienna	id.	»	21	05 —

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	Ln.	96	—
id. Sarde	»	94	1/4
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	90	—
Prestito Obbligatorio	»	2	—
Obbligazioni prestito volontario	»	965	—
id. della Città nuove	»	750	—
Prestito Obbligazioni 1850	»	955	—
id. 1 gennaio	»	91	— D.
Prestito Toscano	»	—	—
Azioni della Banca	»	1710	—
Sconto sopra Genova e Torino		4	p. c.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 24 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: ultimo corso del giorno precedente	per contanti: primo corso del giorno	pel fine del mese corr.: ultimo corso del giorno precedente	pel fine del mese corr.: primo corso del giorno	pel fine del mese prossimo: ultimo corso del giorno precedente	pel fine del mese prossimo: primo corso del giorno
1849 5 0/0 god. 1 8.bre						
1851 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		91				
1849 » » 1 genn.	91	90 75	90 50		90 60	91 50
1851 » » 1 dicem.		50)				
1834 *Obblig.* 1 genn.		970				
1849 » 1 8.bre						
1850 » 1 agosto		950				
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio		955)				

FONDI PRIVATI

Azioni R. N. 1 genn.						
— Banca di Savoia						
Città di (5 0/0 *oltre lo inter. decor.*						
Torino (6 50 0/0 1 *lug.*						
Città di Genova 4 0/0						
Joe. del Gaz (anl.) 1 *gen.*						
Società del Gaz (nova)						
Incendii a premio fisso						
31 *x.bre*						
Fia fere. di Savigliano						
1 *genn.*						
Molini presso Collegno						
1 *giugno*						

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi
Augusta	253 —	
Genova sconto	4 p. %	259 1/2 —
Francoforte S. M.	210 1/2 —	
Lione	99 85 —	
Londra	25 95 —	25 10 —
Milano	— —	— —
Parigi	99 90 —	99 40 —
Torino sconto	4 p. %	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 l.	20 07 —	20 10 —
— di Savoia	20 74 —	20 78 —
— di Genova	79 25	79 43 —
Sovrana nuova	35 19 —	35 18 —
— vecchia	34 95 —	35 01 —
EROSO misto		
Perdita	9 75	p. %

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	*di Piemonte proprio*	*delle altre Provincie*	*Aumento per le Merci distinte*
Denari			
GREGGIE 10—11			
11—12			
12—13	63 50	62 —	
14—16		67 50	
16—20			
20—21	78		
21—22	78		
22—23	76		
23—24	74		
24—25	74	73 50	79 —
ORGANZINI 25—26	73 50		
26—27	73		
27—28	72		
28—30	71		
30—32			
32—36			
36—40			
30—32			
22—24			
24—26			
TRAME 26—28			
28—30			
30—32			
32—36			
36—40			
MERCI DIVERSE			
Doppio filato			
Morescaserro da galettame			
Straccia			

BORSA DI PARIGI *del* 23 *gennaio*.

Il 5 0/0 aperto a 101, 25, chiude a 105.

Il 3 0/0 resta a 66, 25.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 91.

Le azioni della Banca di Francia a 2685.

TEATRI D'OGGI

REGIO Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *I Racconti della Regina di Navarra.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: il *Giuramento*, del maestro Mercadante. — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia franceso rappresenta: *Tambour battant*, — *Salvoisy*.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Meneghino filosofo per forza.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il Pellegrino di Terra-Santa.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il Fischietto.*

WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
19 genn.	746 60	744 90	744 46	+ 1 2	+ 5 4	+ 3 2	— 1 5	+ 3 0	— 0 5	S. O.	S.S.O.	E.N.E.	Nebbia	Nebbia	Nebbia
20 »	744 06	743 50	744 00	— 0 4	+ 5 5	+13 1	— 2 3	+ 5 1	+ 5 1	S. O.	S. O.	N.N.O.	Nebbia	Ser. con vap.	Ser. con vap.
21 »	740 78	740 66	740 70	+ 1 0	+ 7 1	+10 0	— 0 6	+ 6 3	+ 5 4	S.S.O.	S. O.	N.	Nug. sottili.	Coperto	Coperto

TIP. G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 23 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDI' 27 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	28	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Visto il Nostro Decreto in data d' oggi, relativo al la abolizione degli uffici della Commissione superiore di liquidazione, e ritenuto il trapasso del relativo personale all'Ispezione generale dell'Erario, come pure il trasporto di tutte le pensioni dello Stato sul bilancio delle Spese generali:

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato Reggente il Ministero delle Finanze abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. È approvata una nuovo Pianta degl'impieghi e del personale dell'Ispezione generale dell'Erario, in conformità dei quadri A. B. C. al presente annessi e visti d'ordine Nostro dal Ministro Segretario di Stato Reggente il Ministero di Finanze.

Art. 2. Tale nuova Pianta avrà effetto incominciando dal primo del corrente mese di gennaio.

Il Ministro Segretario di Stato, Reggente il Ministero delle Finanze, è incaricato dell'esecuzione del presente, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo Generale, ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo insieme al Quadro segnato coll'iniziale A.

Dat. a Torino, addì 15 gennaio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

A

QUADRO NUMERICO

degl'impieghi componenti l'Ispezione generale dell'Erario approvato con Reale Decreto del 15 gennaio 1852.

N.°	IMPIEGHI Qualità		STIPENDI	TOTALE Stipendi
1	Ispettore generale	a L.	» 8,000	»
1	Primo Segretario	»	» 4,000	»
3	Segretari Capi d'ufficio	»	3,000	9,000 »
3	idem Sotto Capi d'ufficio	»	2,400	7,200 »
7	Segretari	»	2,000	14,000 »
5	Sotto Segr. di 1.ª classe	»	1,600	8,000 »
5	idem. di 2.ª classe	»	1,400	7,000 »
4	idem. di 3.ª classe	»	1,200	4,800 »
7	Scrivani di 1.ª classe	»	1,000	7,000 »
9	idem. di 2.ª classe	»	800	7,200 »
1	Applicato	»	»	2,500 »
1	Archivista della Liquidazione	»	»	2,600 »
		Totale L.		81,300 »

Visto d'ordine di S. M.

C. CAVOUR.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato Reggente il Ministero di Finanze abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Sono aboliti gli uffici della Commissione superiore di liquidazione, e le attribuzioni affidate ai medesimi non meno che il relativo personale sono concentrati in quelli dell'Ispezione generale dell'Erario.

Art. 2. Questa disposizione avrà effetto incominciando dal 1 del corrente mese di gennaio.

Il Ministro Segretario di Stato Reggente il Ministero delle Finanze è incaricato dell'esecuzione del presente, che sarà registrato al Controllo generale, ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Torino, addì 15 gennaio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

CAVOUR.

Appendice

BIBLIOGRAFIA

ARCHIVIO STORICO-ITALIANO.

MILIZIA ITALIANA E STORIE DI PERUGIA.

Tre grossi volumi ha dato fuori l'*Archivio Storico* di Firenze, due con un fascicolo d'indice contengono le STORIE PERUGINE dal 1150 al 1563, cioè pel corso d'anni più che quattrocento, in un periodo nel quale ogni storia, almeno pei primi tre quarti, dappertutto scarseggia; e perocchè qua e colà le memorie o sono inesatte o difettose, i signori Polidori, Bonaini e il commentatore principale Ariodante Fabretti (successore egregio del-l'antiquario Vermiglioli), coll' aiuto d'altre cronache inedite per note a piè di pagina e per documenti in fin del volume, corressero o riempirono all' uopo. Nella grande raccolta del Muratori, quella estrema parte di Toscana è la meno ricca di scrittori di fatti gravi. Questi due volumi ben manifestano quante cose restano a sapersi d'Italia per riformare gli antichi giudizi e stabilirne de' nuovi che utili siano al presente e all' avvenire. Diceva il Giordani che solo quando ogni principale città abbia dato di sè tutte le memorie ordinate, si potrà tessere una buona storia d'Italia; Perugia ecco ha dato l'esempio con sette scrittori, i quali catenano i loro lavori e d'ogni bontà li forniscono, varii d'età e successivi, credibili e molto stimabili per le singolarità delle notizie, come in proprie prefazioni degnamente vanno proclamando il predetto Fabretti e il bibliotecario di Pisa prof. Bonaini.

Le gesta dei perugini dal 1150 al 1293 in versi latini scrisse col nome di *Eulistea* Bonifazio da Verona; dal 1194 al 1352 uno della famiglia degli Oddi, in prosa italiana, e, sempre in prosa, il Graziani dal 1309 al 1491; Francesco Matarazzo dal 1492 al 1505; Teseo Alfani dal 1502 al 1527; Giovanello Bontempi dal 1527 al 1550; Marcantonio Bontempi sino al 1563, con una assai notevole giunta della guerra del sale e dell' imbastigliamento di Perugia nel 1540, scritto da Gerolamo di Frolliere. Al che seguono un registro e i documenti cavati di varii archivi per sostenere i testi e le note più nuove dal 1225 allo stesso anno 1540. E perocchè quella *Eulistea* è un gioiello novissimo e importantissimo lasciatoci da uno Scaligero dei primari ufficiali del Rodolfo d'Haubsbourg, che poi il ridusse in prosa col titolo di Veronica, e parea perduto, e sale tant' alto ne' secoli, i quali rareano tutti nudi, con inapprezzabile diligenza il Bonaini e il Fabretti procurarono che non rimanesse così solo. Rivolti con graziosa cura a quel miracolo di sapienza archeologica qual è Bartolomeo Borghesi, abitatore tranquillo di quello scoglio di San Marino, ottennero che togliesse da alcune lapidi peregrine ad illustrare la gentile città pe' suoi tempi più vecchi, e così il volume è decorato ed arricchito di uno interessantissimo scritto di quell' uomo famoso.

L'altro volume è una raccolta di *documenti* per servire alla STORIA DELLA MILIZIA ITALIANA. Forse senza il nobil lavoro del Ricotti, di che il Piemonte può superbire, non si sarebbe pensato a questo volume, il quale ora contiene quel più che bisogni sapere delle milizie italiane dal secolo XIII al XVI. Il lavoro è di Giuseppe Canestrini del quale è innanzi alla raccolta un discorso proemiale di 148 pagine, tenente la quint'essenza dei documenti e formante da sè solo la storia delle prudenze e delle imprudenze italiche nello stipendiare le milizie venturiere venute di fuori, e nel formare le proprie che poi disfecero quelle. Vi faticarono intorno parecchi confrontandolo colle storie dell'Ammirato si prestanti e sì poco lette, e col libro del Ricotti, avvertendo l'utile delle diverse parti.

Di tutti e tre non può lo studioso di storie star senza; quanto ai Perugini per la ragione giordaniana, quanto al militare, perchè è complemento e schiarimento del libro eccellente del Ricotti. Non può star senza il filologo italiano il quale ben sa che non tutta la lingua ha suoi documenti nel vocabolario, ed è ingiusto che di alcuni modi ragionevoli e di alcune ragionevoli voci voglia fare male appunto perchè ne' vocabolari non registrato. Il primo documento delle milizie sono gli *Statuti delle compagnie del popolo di Pisa*, e in italiano scritti nel 1300 e nel 1305 e di quello stesso tempo gli *Statuti delle compagnie del popolo di Siena*. Questi due documenti del parlare italico di due città toscane, una di mezzo la gentil provincia, l'altra un poco allo estremo, sono straordinariamente gravi pel dettato assai scorrevole, sebbene fra loro di stile, e di modi, diversi: per niente affatto duri qual'è la *Vita nuova* di Dante Alighieri. Il periodo benissimo rotondo e sciolto, e pieno sì nell'uno e sì nell'altro, può essere invidiato da qualcuno de' più forbiti scrittori di quella età e successori a Dante medesimo. Se la pulitura degli scritti, massime in quelli, in che non è bisogno di nessuna cura e di nessuna avvertenza, è il termometro della dirittura de' cervelli e della civiltà delle genti, il confronto di essi due farà decidere presto se allora più civile fosse Siena o Pisa, e indovinare quali elementi l'una o l'altra rendessero inferiore; ma egli è studio di dotti gentili. Far confronti con Firenze non possiamo, ma non manca al filologo una continuazione di studii perchè di essa sono *Statuti* per le milizie straniere del 1357, però ai tempi del Petrarca; gli *Statuti* del 1355 di due soli anni posteriore alla pubblicazione del *Decamerone* del Boccaccio; e del 1364, alcune lettere de' commissarii alla signoria mentre Cino da Pistoia leggeva decretali nel nuovo studio della città. I quali statuti e le quali lettere manifestano quanto maneggevole sia sempre stata la lingua nostra, e quanto bella pelle sue forme anche grammaticali quando a forza non si contorceva da gente che voleva mostrare di sapere il latino; da porsi accanto a codeste cose è la cronachetta dell'Oddi nei volumi perugini, contemporanea e pregevole per la semplicissima toscanità. Il Graziani è del finire del secolo XV, e con lui possono stare molte lettere fiorentine dettate sino al tempo della calata di Carlo VIII nel quale periodo l'Italia rincorsa da genti di varie e varie nazioni cominciarono a guastare la lingua ma non la forma. Tali documenti di vero incontaminati sono poi seguiti da parecchi altri assai importanti dalla calata di Carlo VIII al tempo di Macchiavello e da 98 fitte pagine di lettere ed istruzioni dello stesso segretario fiorentino or per la prima volta con tutti quei documenti, pubblicate, accosto alle quali stanno bene le storie del Matarazzo contemporaneo del Macchiavello, dotto anche esso di scrivere, e professore di lettere, e storico schietto e gentile.

Di nessuno dei tre vorrà star senza il filosofo, perchè non è tratto che non gli dia a pensare; ma l'uomo di guerra o pratico o speculativo amerà certamente di possedere quello delle *Milizie*, dal quale se mutate si sono le armi, non sono mutati gli uomini, e quindi le discipline varie secondo le condizioni in un paese istesso lasciano pur sempre qualche cosa a imitare per bene delle ordinazioni future sia nella condotta delle guerre che nella censura delle milizie.

Trasandiamo il merito politico di questi volumi, e specialmente dell'ultimo, perchè discorrerne degnamente sarebbe lungo; ma assolutamente asseriamo che da molto tempo da chi voglia fare materiali di storia, ha dato valsente cosa quant' ora l'*Archivio-Storico*. Noi vorremmo che questa *raccolta*, ora che gli studi civili par che ripiglino il loro dominio, trovasse molti fautori. L'impresa è molto spendiosa, i collaboratori e l'editore dignitosi; vorrebbesi all'*Archivio* un poco della fortuna toccata alla raccolta del Muratori, a cui rende buon complemento.

L. S.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 26 gennaio*

Nella seduta d'oggi il Senato udì la relazione sul progetto di legge intorno al bilancio attivo, e quelle fatte sui bilanci passivi de' ministeri dell' istruzione pubblica, e di agricoltura e commercio. — Quindi passò alla discussione del trattato di commercio e di navigazione coll'Austria, a cui presero parte i senatori Castagnetto, Sclopis, Pinelli, Siccardi, Quarelli e il Ministro di finanze. Chiusasi la discussione, il progetto di legge venne adottato da 40 voti contro 9.

Nella tornata d'oggi la Camera dei Deputati discusse il progetto di legge per provvedimenti di pubblica sicurezza, e si arrestò all'articolo primo.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge 8 febbraio 1851.

Essendo in tempo utile stato presentato l'aumento di mezzo sesto al tenimento detto *Palazzo* stato deliberato con atto del 17 andante alla somma di lire 68000, il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 14 venturo gennaio si procederà in una delle sale di quest'Uffizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del signor insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini da accendersi dopo l'ultima offerta, della vendita dei beni demaniali descritti al numero 55 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Tenimento denominato il *Palazzo*, composto di fabbricato rustico, campi, prati, alteni, aia ed orti proveniente dall'antico appannaggio Savoia-Carignano, situato sul territorio di Cavallerleone, regioni *Palazzo, Pradasso, Morto, Carrossi, S. Giacomo, Via Alta* e *Braida*, segnato in mappa sotto gli infra descritti numeri, della superficie complessiva di giornate 100, tav. 91, piedi 1, eguali ad ettari 38, 45, 16, 72, presentemente affittato a favore del signor Grosso Antonio di Giacomo, nativo e domiciliato a Scarnafigi, in forza d'atto 22 aprile 1848, per l'annuo totale prezzo di lire tre mila cinquecento venti compresi i due lotti di ettari in totale 3, 60, 36, 54, stati deliberati con atto del 15 scorso novembre, e scadente tale affittamento col giorno 10 novembre 1856, cioè:

1. Regione *Palazzo* — Fabbricato nell'abitato di Cavallerleone, composto di stalla a voltini in sei campate e mezza con fienile superiormente; di una camera al pian terreno a voltini, ed altra superiore a semplice tetto; di cantine a voltini con granaio superiore a nudo tetto; di tinaggio simile, il tutto a notte dell'aia: di altro corpo di fabbrica a levante che comprende una stalla a voltini con fienile e due camere a soffitto ed un pendizzo di colmata; verso giorno il caso da terra in cinque intervalli con pilastri in cotto e due piccole camere ad uso del margaro con porcile entrostante; porta d'ingresso e muro di cinta, pozzo d'acqua viva con occhio e vasca di sgrizzo: aia ed orti, fra le coerenze a giorno della contrada pubblica, ed a ponente lo scaricatore della bealera del molino, non conoscendosi le altre coerenze, descritto in mappa ai numeri 80 e 84, num. 36 in parte, della superficie di giornate 1, tav. 1, piedi 1.

2. *Ivi* — Prato in Cavallerleone, coerenti a levante l'aia tramediante la bealera, a giorno la Congregazione di carità, a ponente Chiabotto Battista, ed a notte sig. avv. Garrone, segnato in mappa al num. 36 in parte, della superficie di giornate 1, tavole 10, piedi 3, oncie 5.

3. Regione *Pradasso* — Altro prato, a cui sono coerenti a levante la strada pubblica, a giorno il prato della cascina Molino, il prato della Cascinassa ed il prato della Cascinetta, a ponente il prato della Cascinassa, ed a notte le fini di Racconigi; distinto in mappa al numero 595 parte, della superficie di giornate 24, tav. 56, piedi 9, oncie 7.

4. Regione *Morto* — Alteno, coerenti a levante lo spedale di Racconigi, a giorno la strada pubblica, a ponente l'alteno della Cascinetta, il campo della cascina Molino, e Michele Vaschetto; descritto in mappa col num. 559, della superficie di giornate 15, tav. 20, piedi 7, oncie 4.

5. Regione *Carossi* — Campo, fra le coerenze a levante e notte della strada pubblica, a giorno dei beni della cascina Molino, ed a ponente della bealera Rivo freddo, segnato in mappa col numero 547, della superficie di giornate 27, tavole 58, piedi 7, oncie 4.

6. *Ivi* — Campo, coerenti a levante e giorno la strada pubblica, a ponente la bealera Rivo freddo, ed a notte i signori fratelli Cirino, descritto in mappa col numero 646, della superficie di giornate 7, tav. 80, piedi 11, oncie 10.

7. Regione *S. Giacomo* — Altro campo, a cui coerenziano a levante l'alteno della cascina Santa Cristina, e giorno e notte la strada pubblica, ed a ponente il campo di detta cascina di S. Cristina, segnato in mappa col numero 587 in parte, della superficie di giornate 20, tav. 70, piedi 4, oncie 5.

NB. L'acqua per l'irrigazione del prato della Cascinassa si deriva dalla bealera del Molino di Cavallerleone e quella del Praiotto dal canale del filatoio.

La ventaglia che serve alla irrigazione del prato della Cascinassa è sita sulla bealera del Molino, ed è denominata della Casa Bianca; la medesima serve eziandio alla Cascinassa, palazzo e molino pei prati ivi attinenti.

8. Regione *Via Alta* — Campo in territorio di Cavallerleone, denominato del Serraglio, fra le coerenze a levante della bealera pubblica, a giorno del sig. avv. Garrone, a ponente del suddetto e dell' ospedale di Racconigi, terminando a notte in punta, distinto in mappa col numero 694, della superficie di giornate 2, 50, 0, 6, corrispondenti in misura metrica ad are 95, 27, 58.

N. B. Non vi esiste servitù di sorta sul presente campo, ed il passaggio per la coltivazione del medesimo si pratica per le strade ivi esistenti, parte pubbliche e parte private.

9. Regione *Braida* — Campo in territorio di Cavallerleone, a cui coerenziano a levante il campo della Cascinetta, a giorno Carlo Abrate, a ponente la bealera del molino e certo Fautrié, ed a notte i bosci di Sua Maestà, descritto in mappa ai num. 597 e 684 in parte, della superficie di giornate 2, 35, 0, 10, corrispondenti in misura metrica ad are 88, 80, 85.

N. B. Questa pezza campo è gravata dalla servitù di passaggio.

L'asta sarà aperta sulla somma di L. 75,666 66, risultante da detta offerta, ed ogni aumento non potrà essere minore di L. 200.

Le spese d'asta già occorse pel primo incanto rimasto deserto sono anche a carico del deliberatario.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero

cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0[0], talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze il 25 scorso settembre, e dei quali non che della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza.

Saluzzo, il 25 gennaio 1852.

Per detto uffizio d'Intendenza provinciale
Il segr. G. B. Calandri.

L'i. r. Legazione austriaca ci comunica quanto segue:

Essendosi osservato come frequentemente giungano a Vienna all'indirizzo di S. M. I. R. Apostolica opere date alla luce in paesi esteri sopra materie scientifiche, letterarie o artistiche, l'I. R. Legazione d'Austria in Torino ha ricevuto l'incarico di fare pubblicamente noto, che tali offerte contrarie ai regolamenti in vigore, non potranno d'ora in poi aver luogo senza una preventiva autorizzazione della prefata Maestà Sua, da ottenersi per mezzo di questa Imperiale Legazione, in difetto della quale gli editori che le avventurassero rimarrebbero esposti a vedersele rinviare a tutte loro spese.

FATTI DIVERSI. — Torino. — Richiesti, pubblichiamo il seguente invito alla pubblica beneficenza:

LOTTERIA D'OGGETTI

autorizzata con Decreto 10 gennaio 1852 dal signor Intendente generale a benefizio dell'Oratorio della sacra famiglia e scuola festiva-femminile eretta nel borgo di S. Donato fuori porta Susina, a vantaggio delle fanciulle povere ed abbandonate.

Il tristo abbandono a cui ridotte si veggono molte ragazze del nostro volgo per ciò che spetta sia alla coltura dello spirito, sia all'educazione del cuore, a malgrado di tante benefiche istituzioni, di tante scuole gratuite aperte a benefizio di quella classe, non potè a meno di affissarsi al pensiero di alcune persone caritatevoli, amanti del vero progresso, e di eccitarle a tener modo di provvedere a questa deploranda lacuna. A tutti è noto quanto sia grande il numero di quelle fanciulle che, appartenendo all'infimo ceto, sono trascurate dai neghittosi parenti, e si veggono sbandeggiate lungo le vie, inchinevoli a qualunque vizio, e in una perfetta ignoranza di quelle elementari nozioni che tanto sono proficue, se non indispensabili in qualsiasi arte o mestiere, cui esse vengano ad applicarsi, come pure di quelle altre, che, appena cominciano a potersi reggere in piedi, già sono costrette dalla miseria a guadagnarsi lo scarso pane con l'obolo delle proprie manuali fatiche. Tutte queste, quali per colpa dei genitori, quali trattenute da mane a sera nelle varie manifatture, od altrimenti occupate, prive rimangono d'ogni istruzione che ne dirozzi lo spirito, e ciò che è più, sprovvedute di quel balsamo salutare, che, solo, frammezzo a tanti incentivi del male e nel rigoglio delle germoglianti passioni, può difendere dalla corruzione il cuore, nè altro è che il gusto per le cose di Dio, che per tempo s'insinui nella età giovanile.

Nell'intendimento perciò di promuovere in questa classe sociale l'affetto alla religione, i principii della buona morale, l'inclinazione al lavoro, e gli elementi della primaria istruzione, venne concepito il disegno di raccogliere nei dì festivi le fanciulle abbandonate o povere, con aprire a loro vantaggio un piccolo Oratorio con annesso locale, dove nell'intermezzo delle sacre funzioni del mattino e della sera dovesse aver luogo un insegnamento adatto alla loro condizione, cioè: lettura, scrittura, elementi di aritmetica, di lingua italiana e di canto.

Un tale disegno venne ben tosto mandato ad effetto da un benemerito sacerdote (teol. Gaspare Saccarelli cappellano di S. M.), il quale si accinse volenteroso all'opera, essendosi sino dal mese di aprile 1850 aperti l'oratorio e la scuola; e ciò nel sito che parve più appropriato all'uopo, per essere tuttora privo di chiesa e d'ogni elemento d'istruzione popolare, vale a dire nel borgo tuttodì crescente fuori la porta Susina, detto di S. Donato.

Quivi col solo soccorso della privata beneficenza e mediante l'opera gratuita di parecchie zelanti signore, che si tolsero il carico di far da maestre, presero ad accorrere in buon numero le fanciulle, trattevi dalla cortese accoglienza che vi trovarono, non che dai premi e dalle ricreazioni, con cui per ogni guisa cercossi di mostrar loro proficuo e giocondo insieme l'indirizzo della virtù. E fu sì prospero il risultato di queste industrie, che ben presto divenne angusto ed insufficiente il locale preso in affitto, e si vide l'assoluto bisogno di trasferire altrove e in posizione più ampia e comoda il nascente e già rigoglioso Instituto. Onde il Direttore, incoraggiato dal favore con cui vedeva accolta l'impresa, senza frapporre indugio, diede arditamente la mano alla costruzione di una chiesa con casa attigua ad uso di scuola, acquistandone da prima il terreno fabbricabile nello stesso borgo di S. Donato.

Il modesto edifizio, incominciato nel maggio 1851, ora è già quasi ridotto a compimento: a togliere però, od almeno a sminuire il grave disavanzo che resta ancora sia per condurre la costruzione della chiesa e della scuola all'ultimo essenziale perfezionamento, sia per provvedere gli arredi mancanti all'esercizio del culto, null'altra via fu ravvisata più opportuna ed acconcia, che quella di fare un appello ai nobili sentimenti delle tante persone generose, caritatevoli e tenere d'ogni miglioramento sociale, invitandole a prestare il loro concorso all'opera col mezzo di una Lotteria d'oggetti che si propone giusta il sistema delle altre che in consimili casi si praticarono con buon successo, e della quale le sottoscritte si costituirono Promotrici.

Sperano con fondamento le Promotrici che la loro preghiera non sarà vana, e troverà subito un eco in tutti coloro che sanno e conoscono per esperienza, come senza la religione e l'istruzione non sia che una chimera sperare il pubblico bene e l'avanzamento sociale. Si tratta di educare secondo le sante massime dell'Evangelio le figliuole del povero; si tratta d'indirizzarle sur

www.interpreticulturale.it

una via in cui esse possano onoratamente con le loro fatiche o con le loro industrie procacciarsi il vitto; si tratta insomma di toglierle dai pericoli, e di renderle docili figlie, e col tempo affettuose spose e sollecite madri. E chi vorrà essere ritroso a concorrere con qualche dono o con l'acquisto di biglietti alla stabile esistenza di un Istituto, che ha per impresa uno scopo sì nobile e sì sublime? Troppo è nota la propensione dei Torinesi ad ogni genere di pubblica beneficenza per dubitare che il loro concorso sia per venir meno all'invito che a tutti caldamente si porge. Che se ad ogni classe si estende la fiducia delle Promotrici, esse fanno un assegnamento speciale sul cuore delicato e munifico del proprio sesso. Si persuadono che le gentildonne piglieranno in peculiar protezione l'opera ad esse raccomandata, e si recheranno a lodevole gara di arricchire la Lotteria con gli squisiti lavori delle loro mani, riflettendo, che ha da essere loro vanto precipuo favorire, promuovere e assicurare il miglioramento del proprio sesso.

A chicchessia fornirà di qualunque dono la Lotteria, le Promotrici si dichiarano riconoscenti, e promettono la gratitudine di quel Signore che ritiene siccome fatto a se stesso quanto si sarà fatto in suo nome al minimo de'suoi poveri.

Torino, 20 gennaio 1852.

La Direzione.

Signora Saccarelli Carlotta, nata Millo — Derossi di Santarosa Santorre contessa Carolina, nata Corsi Viano — Giriodi di Monastero contessa Natalina, nata Fauzone di Germagnano — Giriodi di Monastero damigella Lidia — Derossi di Santarosa contessa Elisabetta, nata De Launay — Monticelli Rosetta, nata Masia — Nuvollone di Scandaluzza donna Angela, vedova Gallina — Crasosio contessa Felicita, nata Langosco — Bosco di Ruffino damigella Candida — Derossi di Santa-Rosa-Pietro contessa Luigia, nata Dellavalle — Vachetta Teresa, nata Pogliotti — Gastaldi Adelaide, vedova Cavallo — Griffa Teresa, nata Serratrice — Magnocavallo contessa Angelica, nata Chionio-Nuvoli di Thénézol — Clara Paolina, nata Pogliotti — Derossi di Santarosa damigella Santorrina — Capello Margherita, nata Pogliotti — Fauzone di Clavesana marchesa Gabriella, nata Arnuzzi de' Medici — Valperga Sanctus, nata Perrin — Jano Balbina, nata Pogliotti.

NB. Gli oggetti si ricevono sin d'ora da tutte le signore Promotrici e Patrone, come anche potranno inviarsi ai seguenti signori che gentilmente se ne presero l'incarico:

Anselmo, confettiere, piazza Castello, angolo delle vie di Po e della Zecca.

Beraud Michele, negoziante in pelliccierie, via del Palazzo di Città, detta dei Panierai, casa Rigat.

Borani Pietro, orefice, Doragrossa, accanto al N. 6.

Garneri, fabbricante di stoffe e nastri di seta, piazza Carlina nel R. Albergo di Virtù.

Simondetti, negoziante di carta, via di Po, vicino alla Regia Università.

Sterpone fratelli, negozianti di drapperie, Doragrossa, accanto al N. 10.

Tealdi, oriuolaio, sotto i portici della Fiera, casa Manuati.

Valletti cugini, negozianti di drapperie, Doragrossa, N. 8.

Rocchietti-Pantas, negoziante sotto i portici della Fiera.

Provincie. — Si legge nella *Stella* di Pinerolo:

È morto in questa città la sera del 18 corrente il luogotenente generale di cavalleria in ritiro cav. Deodato Olivieri di Vernier, in seguito a breve e violenta malattia, all'età d'anni 58.

Nella mattina del 20 ebbero luogo le pompe funebri. Due squadroni di dragoni aprivano e chiudevano il corteo; alcune confraternite, tutto il clero, e l'uffizialità v'intervennero.

— Le obblazioni fatte in occasione delle feste natalizie per esenzione dalle visite ha prodotto in quest'anno L. 536 50, di cui L. 502 50 furono devolute a pro dell'ospedale dei cronici, e le restanti 254 a benefizio dell'asilo infantile.

— Anche in questa provincia e dintorni della città si sono manifestati casi di epizoozia aftosa; lodiamo altamente le premure datesi da questo signor sindaco, il quale appena ebbe contezza di tale morbo, prese tutte le più potenti ed opportune misure onde evitare che vengano macellati animali sospetti, mediante straordinarie ed apposite perizie.

LOMBARDO-VENETO

Ad Angelo Giacomelli di Treviso, condannato a 5 anni di fortezza per delitto di alto tradimento; al conte Agostino Guerrieri di Verona, condannato a 5 anni di fortezza come precisamente indiziato del pari di alto tradimento; ed al cav. Vitichindo Lutti, condannato ad un anno di arresto in fortezza pel delitto di occultamento di trame rivoluzionarie, fu da S. M. l'imperatore e condonata, in via di grazia, la rimanente loro pena.

(Corr. austr. lit.)

— Agl'incessanti sforzi del personale delle pubbliche costruzioni nella provincia di Udine, è riuscito finalmente di riaprire il passaggio sulla strada della Pontebba, distrutta in più luoghi dalle acque. Un numero sterminato di carri, carichi di granaglie e di comestibili, s'era affollato sulla strada, per cogliere il sospirato momento d'una libera comunicazione colla Carintia; mentre, d'altra parte, molti carriaggi carichi di ferro, ed altre merci provenienti dalla Carintia, passarono ancora prima che fossero terminati i suddetti lavori di riparazione. Ora può passare liberamente qualunque specie di veicolo.

— Ci scrivono da Padova, che sul principiare del giorno 22 mancava colà a' vivi Antonio Pedrocchi. Quest'uomo d'indole egregia, maggiore della sua condizione, lascia di sè cara e onorata memoria; e nel sontuoso edifizio, che con animo veramente magnifico egl'innalzava a' suoi negozii, non pure un singolare ornamento alla sua patria, ma uno splendido esempio di quanto possa un pensier generoso, anche non secondato da larghezza di mezzi.

TOSCANA

Si legge nel *Monitore Toscano*:

Condotta a termine gli studi di una linea che servir può alla strada ferrata dell'Italia centrale, nel tratto più difficile di essa a traverso l'Appennino, e che staccandosi da Prato rimonta la valle del Bisenzio in Toscana, e scende quindi per la parte pontificia fino a incontrare il fiume Reno, la deputazione pratese ebbe l'onore di presentare questi studi a S. A. I. e R. il Granduca nel giorno 9 del corrente; e fu compresa la deputazione medesima dalla somma bontà con la quale la prelodata A. S. si degnò lungamente esaminare le piante e i profili degli studi suenunciati.

FRANCIA

Parigi, 23 *gennaio*. Diamo qui per intero, attesa la sua importanza, il seguente decreto, di cui porgemmo un sunto nello antecedente numero della gazzetta:

Il presidente della repubblica,

Considerando che senza voler minimamente ledere il diritto di proprietà nella persona dei principi della famiglia d'Orleans, il presidente della repubblica non giustificherebbe la fiducia del popolo francese se permettesse che alcuni beni, i quali devono appartenere alla nazione, sieno sottratti al demanio dello Stato;

Considerando che, giusta l'antico diritto pubblico dell'a Francia, mantenuto dal decreto del 21 settembre 1790 e dalla legge dell'8 novembre 1814, tutti i beni che appartenevano ai principi nel momento della loro assunzione al trono erano di pien diritto e all'istante medesimo riuniti al demanio della Corona;

Che il decreto del 21 settembre 1790, e la legge dell'8 novembre 1814 portano del pari:

« I beni particolari del principe che perviene al trono, e quelli « che aveva durante il suo regno, a qualunque titolo siasi, sono « di pien diritto e all'istante medesimo uniti al demanio della « nazione, e l'effetto di questa unione è perpetuo ed irrevo« cabile; »

Che la consacrazione di questo principio risale ad epoche molto lontane della monarchia; che si può, fra gli altri, citar l'esempio di Enrico IV; perocchè, avendo voluto egli impedire con lettere patenti del 15 aprile 1590 la riunione de' suoi beni al demanio della Corona, il Parlamento di Parigi rifiutò di registrare quelle lettere patenti a termini d'una decisione del 15 luglio 1591, ed Enrico IV, lodando dappoi quella fermezza, emanò nel luglio 1607 un editto che rivocava le sue prime lettere patenti;

Considerando che questa regola fondamentale della monarchia fu applicata sotto i regni di Luigi XVIII e di Carlo X, e riprodotta nella legge del 15 gennaio 1825;

Che nessun atto legislativo l'avea rivocata il 9 agosto 1830, quando Luigi Filippo accettò la corona; che quindi, pel solo fatto di questa accettazione tutti i beni ch'egli possedeva a quel l'epoca divennero la incontestabile proprietà dello Stato;

Considerando che la donazione universale sotto riserva d'usufrutto, consentita da Luigi Filippo a favor de' suoi figli, ad esclusione del suo primogenito, il 7 agosto 1830, il giorno stesso in cui eragli stato deferito il regio grado, e prima della sua accettazione, che avvenne il 9 dello stesso mese, ebbe unicamente a scopo l'impedire la riunione al demanio dello Stato dei beni considerevoli posseduti dal principe chiamato al trono;

Che, in appresso, quest'atto, conosciuto che fu, indignò la pubblica coscienza;

Che, se non ne fu pronunciato l'annullamento, gli è perchè non esisteva, come sotto l'antica monarchia, un'autorità competente per reprimere la violazione dei principii del diritto pubblico, la cui custodia era in antico affidata ai parlamenti;

Che, riserbandosi l'usufrutto dei beni compresi nella donazione, Luigi Filippo non si spogliava di cosa alcuna, e voleva solamente assicurare alla propria famiglia un patrimonio divenuto quello dello Stato;

Che la donazione stessa, non meno dell'esclusione del primogenito, nella previsione dell'innalzamento di quest'ultimo al trono, era, da parte del re Luigi Filippo, il riconoscimento più formale di quella regola fondamentale, poichè bisognavano tante precauzioni per eluderla;

Che si eccepirebbe invano che l'unione dei beni del principe al demanio pubblico non dovea risultare se non dall'accettazione della corona per parte di lui, e che questa accettazione non essendo avvenuta se non il 9 agosto, la donazione consentita il 7 del mese istesso aveva dovuto produrre il suo effetto;

Considerando che a' 7 di agosto Luigi Filippo non era più una *persona privata*, perocchè le due camere lo aveano dichiarato re dei Francesi, sotto la sola condizione di prestar giuramento alla Carta;

Che in conseguenza della sua accettazione egli era re fin dal 7 agosto, poichè in quel giorno la volontà nazionale erasi manifestata per organo delle due camere, e poichè la frode a una legge d'ordine pubblico non esiste meno quando essa è concertata in vista d'un fatto certo che deve immediatamente avverarsi;

Considerando che i beni compresi nella donazione del 7 agosto trovandosi irrevocabilmente incorporati al demanio dello Stato, non poterono esserne distratti per le disposizioni dell'art. 22 della legge del 2 marzo 1852;

Che sarebbe, contro tutti i principii, attribuire un effetto retroattivo a questa legge il farle render valido un atto radicalmente nullo, secondo la legislazione esistente all'epoca in cui l'atto istesso fu consumato;

Che d'altra parte, questa legge dettata in un interesse privato dalla forza d'una politica di circostanza, non potrebbe prevalere contro i diritti permanenti dello Stato e le regole immutabili del diritto pubblico;

Considerando, inoltre, che rivendicati così i diritti dello Stato, rimangono ancora alla famiglia d'Orleans *più di cento milioni* coi quali essa può sostenere il suo grado all'estero;

Considerando parimente che è convenevole il continuare l'assegnamento annuo di 300,000 franchi portato in bilancio pel *dovario* della duchessa d'Orleans;

Decreta:

Art. 1. I beni mobili e stabili che sono l'oggetto della donazione fatta il 7 agosto 1830 dal re Luigi Filippo, sono restituiti al demanio dello Stato.

Art. 2. Lo Stato s'incarica del pagamento dei debiti della lista civile dell'ultimo regno.

Art. 3. L'assegnamento di 300,000 fr. alla duchessa d'Orléans è mantenuto.

Art. 4. I beni che fanno ritorno allo Stato in virtù dell'art. 1, saranno venduti in parte a diligenza dell'amministrazione del demanio, affinchè il prodotto ne sia ripartito come segue:

Art. 5. Dieci milioni sono assegnati alle società di mutuo soccorso, autorizzate colla legge del 15 luglio 1850.

Art. 6. Dieci milioni saranno impiegati a migliorare gli alloggi degli operai nelle grandi città manifatturiere.

Art. 7. Dieci milioni saranno destinati allo stabilimento d'istituzioni di credito fondiario nei dipartimenti che richiameranno questo provvedimento assoggettandosi alle condizioni riputate necessarie.

Art. 8. Cinque milioni serviranno a stabilire una cassa di pensioni a profitto dei vice-parrochi (*desservants*) più poveri.

www.internetculturale.it

Art. 9. Il supplappiù dei beni enunciati nell'art. 1° sarà riunito alla dotazione della Legion d'Onore, per esserne la rendita assegnata alle destinazioni seguenti, salvo l'esservi provveduto, in caso d'insufficienza, colle entrate del bilancio:

Art. 10. Tutti gli ufficiali, sottufficiali e soldati di terra e di mare in attività di servizio, che saranno in avvenire nominati o promossi nell'Ordine nazionale della Legion d'Onore, riceveranno, secondo il loro grado nella Legione stessa l'annuo assegnamento che segue:

I legionarii (come per l'addietro) . .	fr.	250
Gli ufficiali	»	800
I commendatori	»	1,000
I grandi ufficiali	»	2,000
I gran-croce	»	5,000

Art. 11. È istituita una medaglia militare che dà diritto a 100 franchi di rendita vitalizia a favore dei soldati e sottufficiali di terra e di mare posti nelle condizioni che saranno stabilite da un regolamento ulteriore.

Art. 12. Un castello nazionale servirà di casa d'educazione alle figlie orfane indigenti delle famiglie i cui capi avessero ottenuta questa medaglia.

Art. 13. Il castello di Saverne sarà ristaurato e terminato per servir d'asilo alle vedove degli alti funzionarii civili e militari morti al servizio dello Stato.

Art. 14. In considerazione delle presenti, il presidente della repubblica rinunzia ad ogni reclamo in proposito delle confische pronunciate nel 1814 e nel 1815 contro la famiglia Bonaparte.

Dal palazzo delle Tuilerie, il 22 gennaio 1852.

LUIGI NAPOLEONE.

pel presidente:

Il ministro di Stato

DI CASABIANCA.

— La lettera di Marsiglia, di cui abbiamo fatto cenno ieri, dice:

Abderrhaman, ricevuto il rapporto del Caid di Rabat, andò sulle furie. Veniva a conoscere che quasi tutta la città di Salè era in rovine, che l'incendio e un bombardamento di circa 5000 fra palle da obici, bombe, granate e razzi alla *congrève* avevano fatto grandissimi guasti e uccisi molti artiglieri che erano riputati i migliori del suo esercito.

Per un dispaccio che egli ricevette dal bascià governatore di Tangeri, seppe che il sig. Bourrée, console di Francia, era in quella città; manifestò il più vivo irritamento, accusando lui di tutti quei disastri. Il bascià gli aveva spedito entro il suo dispaccio una lettera del console istesso, ma l'imperatore non volle farvi risposta; soltanto fece conoscere al bascià la sua malcontentezza in termini vivissimi.

Nè si stette a parole; mise in requisizione tutti gli armaiuoli di Fez e di Mequinez, e li fece lavorare alla riparazione dei fucili del suo arsenale. Mandò a chiamare da Marocco suo figlio Sidi-Mohamed, per dargli il comando di uno dei corpi d'esercito che voleva spedire contro l'Algeria. Un altro corpo d'esercito si avvierebbe contro Uscidà, se Abderrhaman persistesse a non tener conto della lezione ricevuta a Isly, e sarebbe capitanato da lui stesso. Quello comandato da suo figlio si dirigerebbe sopra Tafilet. La cavalleria, forte già di 7000 cavalli riuniti a Fez, sarebbe comandata dal Caid Hassein-el-Gherruam. Quanto ai beduini e ai berberi, formati in bande irregolari, egli diede i firmani imperiali ai caid dei Beni-Suassem e di Uscidà per chiamarli alla guerra santa e a comandarle.

SPAGNA

MADRID, 18 *gennaio*. Si legge nell'*Epoca*:

Da un documento pubblicato dalla *Gazzetta di Madrid* risulta che la zecca di questa capitale coniò durante il 1851 per 11 milioni di reali in monete d'oro di 100 reali, e per 21 milioni di reali in monete d'argento di 20 reali. Alla zecca di Siviglia furono coniati durante il medesimo anno per due milioni di reali in monete d'oro di 100 reali e d'argento di 20 reali, e a quella di Barcellona per un valore di 1 milione e 800 mila reali.

— L'*Orden* assicura che il motivo da cui fu in lotto il generale Lersundi, ministro della guerra, a dimettersi, non risguardava l'insieme della politica del gabinetto, ma avea tratto a quistioni di tutt'altra specie.

INGHILTERRA

Un *meeting* riformista fu tenuto il 20 corrente gennaio a Manchester, sotto la presidenza del sig. George Wilson. Una petizione alla Camera de' comuni vi fu adottata, conchiudente alla adozione del programma abbastanza conosciuto del partito. Vi si chiede, cioè, lo scrutinio segreto nelle elezioni, i parlamenti triennali, e il *minimum* di 5000 elettori per costituire un circondario elettorale.

— Si legge nei *Débats*:

Ci scrivono da Londra in data del 20:

Durante l'anno decorso, le saline d'Inghilterra che sono in numero di 97, e le più importanti delle quali si trovano nella contea di Worcester, produssero 800,000 botti di sale, cioè 812 milioni 400,000 chilogrammi; di cui più che la metà fu spedita agli Stati Uniti, al Canadà e ai vari paesi situati sul Baltico. Il resto fu consumato nel Regno Unito come alimento, come ingrasso e come materia prima nelle fabbriche d'alcali.

— Si legge nell'*Estafette*:

L'Inghilterra produce 350 milioni di quintali metrici di carbone; vale a dire due volte tanto che il Belgio, la Francia, la Prussia, l'Austria e gli Stati Uniti, la produzione de' quali, messa insieme tutta, non ammonta che a 175 milioni di quintali metrici.

La ricchezza in carbone di terra del Regno Unito è valutata in 900 milioni di quintali metrici; il suo terreno da cui quello si estrae è un ventesimo del suo territorio; le sue miniere sono situate sul littorale o alla sua portata. Nel Lancashire, il carbon fossile è a fior di terra.

ALEMAGNA

AUSTRIA. La *Gazzetta Augusta* ha testè riprodotto due note del principe Schwartzenberg relative alla questione danese: esse sono di data già assai vecchia, del 9 settembre 1851; tuttavia crediamo di riprodurre la seguente nota, diretta al barone di Vrintz, inviato d'Austria a Copenaghen, come quella che indica quali fossero le intenzioni del gabinetto di Vienna in quella questione:

« Signor barone,

« La restaurazione degli Stati provinciali dell'Holstein, ordinata da S. M. il re di Danimarca, sia dal punto di vista generale che dal punto di vista federale tedesco, è riguardata dal gabinetto imperiale come un rivolgimento importante e favorevole della questione danese.

« Ma i ministri danesi, nell'ora in cui deve nuovamente fondarsi l'avvenire della loro patria, potranno appena gettare uno sguardo sulle condizioni della Danimarca e dell'Europa, senza dover confessare a se stessi che questa salutare risoluzione non è che un primo passo di fatto a fine di ristabilire le condizioni vitali della monarchia danese.

« Il pensiero di separarne ancora maggiormente l'Holstein dalle altre provincie della monarchia, per unire più strettamente lo Schleswig col regno di Danimarca, ripugna al principio della integrità della monarchia, per la quale noi siamo disposti ad offrire nuove guarentigie.

« Quel pensiero non trae origine dalle alte esigenze della politica delle potenze: esso proviene da una tendenza che si manifesta più o meno in tutti i paesi, e che tende a costruire una nuova carta d'Europa secondo le nazionalità.

« Le pratiche intese ad effettuare quell'idea, pratiche fatte anche dal conte Sponnek nel suo progetto di organizzazione, ed il cui fine, evidente o nascosto, è l'incorporamento dello Schleswig nella Danimarca, sono il risultamento delle innovazioni dell'anno 1848, che sarebbe ormai tempo di restringere definitivamente, conformemente a principii saldi, anche per questa importante parte dell'Europa settentrionale.

« Il ducato di Schleswig fu in ogni tempo un anello intermedio fra la Danimarca e l'Holstein. In opposizione alla politica seguita dai re di Danimarca, fino a questi giorni, si cercò di rendere le instituzioni di quel ducato estranee a quelle dell'Holstein, a fine di confonderle con quelle di una Danimarca democratica; la qual cosa attenta agli interessi permanenti della monarchia, non meno che ai diritti esistenti.

« Finalmente, nella parte che noi prenderemo all'ordinamento della monarchia danese, noi non possiamo nè vogliamo abbandonare i diritti della confederazione germanica ed il grado che le spetta nel sistema degli Stati europei.

« Ecco quali sono le condizioni pel nostro concorso ad una guarentigia europea: ordine di successione e di politiche istituzioni per tutte le parti della monarchia, come si richiede per l'unità della monarchia, nun incorporamento, espresso o di fatto, dello Schleswig nella Danimarca; Stati provinciali nel ducato di Schleswig non meno che in quello di Holstein; rapporto dell'Holstein rispetto alla confederazione, in guisa che sia possibile lo stabilire relazioni amichevoli fra quel ducato e l'Alemagna; ecco quali sono le basi sulle quali sole, secondo la nostra convinzione, si può innalzare il novello edifizio della monarchia danese profondamente scossa.

« Voi farete di questo dispaccio quell'uso che vi parrà conveniente nell'interesse della cosa in questione, e nello stesso tempo inviterete il sig. ministro de Reedtz a presentarlo al suo reale signore. »

PRUSSIA. *Berlino*. La circolare che il governo prussiano indirizzò ai governi dello Zollverein in seguito alla conferenza doganale convocata dall'Austria, è atta a far conoscere il punto di vista sotto il quale esso riguarda i progetti dell'Austria, in ordine ad una lega doganale non meno che all'avvenire dello Zollverein. Ecco il tenore di quella circolare che reca la data del 9 dicembre:

« Con nota, di cui copia è qui unita, del 28 del mese scorso, l'inviato d'Austria presso la corte di Prussia, consegnò al governo del re le istruzioni che egli ricevette dalla sua corte il 25 dello scorso mese e di cui è qui rinchiusa anche una copia.

« Queste istruzioni notificavano al governo del re la pubblicazione di una nuova tariffa doganale austriaca, e l'intenzione del governo imperiale di aprire a Vienna, sul principio dell'anno vegnente, un congresso che deliberasse intorno ad una associazione doganale e commerciale da conchiudersi fra l'Austria e gli Stati tedeschi.

« Prima di prendere una risoluzione in questo importante affare, il governo del re ha dovuto richiamare alla memoria le deliberazioni che seguirono nell'ultima conferenza generale degli Stati dello Zollverein relativamente alla formazione dei rapporti commerciali dello Zollverein rispetto all'Austria.

« In occasione di queste deliberazioni, si osservò che nulla vietava che lo Zollverein aprisse trattative col governo austriaco per la conclusione di un trattato di commercio, e che quelle trattative fossero condotte dalla Prussia, dalla Baviera e dalla Sassonia, riserbando il concorso dei plenipotenziarii degli altri Stati dello Zollverein, se questi ultimi ne manifestassero il desiderio; al contrario non si pervenne a prendere una risoluzione sulla proposta tendente alla conclusione del trattato in discorso sulla base presentata dalla Baviera e dalla Sassonia, e che perciò oltrepassava le proposte fatte dai plenipotenziarii prussiano.

« Si giudicò a proposito di lasciare che i governi di Prussia e di Baviera e di Sassonia s'intendessero fra di loro a questo riguardo e comunicassero il risultamento delle loro deliberazioni agli altri governi dello Zollverein. Si decise inoltre che questi ultimi sarebbero autorizzati ad indirizzare ai governi di Prussia, Baviera e Sassonia le ulteriori dichiarazioni che essi potessero essere in grado di presentare.

« Quantunque per quella risoluzione, non meno che per le precedenti deliberazioni, non si mirasse che ad un trattato di commercio da conchiudersi coll'Austria, mentre la corte imperiale sembra proporsi la conclusione di un trattato non solo collo Zollverein ma anche cogli altri Stati tedeschi, tuttavia il governo del re si sarebbe indotto a procedere coi governi di Baviera e di Sassonia alle deliberazioni preliminari di cui si fa menzione nella risoluzione sovraccennata, a fine di poter aprire col governo imperiale negoziati sulla base del risultamento delle suddette deliberazioni e delle dichiarazioni da farsi dagli altri governi dello Zollverein se non fosse convinto di non poter ora prender parte con buon successo a tali deliberazioni prima che non sia riordinato lo Zollverein.

« Epperciò ha dovuto declinare per ora l'invito che gli fu diretto dal governo austriaco; e così fece con un dispaccio in data d'oggi, indirizzato al ministro del re a Vienna e comunicato per copia all'inviato d'Austria a Berlino.

« Poco v'ha da aggiungersi alle ragioni esposte nel detto dispaccio. Un trattato di commercio coll'Austria, come se lo propone il governo austriaco e come noi ce lo figuriamo, dovrà conchiudersi sovra una base molto ampia e contenere perciò un gran numero di reciproche concessioni che devono poter fare fondamento sovra una lunga durata indipendente da ogni eventualità.

« Ma non si può aver tale fiducia se non nel caso in cui le condizioni di fatto, da cui conviene prendere le mosse, dureranno per lo stesso periodo di tempo; e questa certezza appunto manca presentemente, e non può conseguirsi fuorchè dopo le deliberazioni sul mantenimento dello Zollverein. Il governo del re fu pronto ad entrare in trattative, per un termine che non oltrepassi il fine dell'anno 1853, risguardanti trattati di commercio intesi solo al mantenimento di alcune poco importanti modificazioni dello *status quo*, simili a quelli conchiusi col Belgio e coi Paesi Bassi; ma un intervallo di tempo così breve sarebbe incompatibile coll'indole dei negoziati da intraprendersi coll'Austria. »

AMERICA

Si legge nella *Patrie* del 24:

Il piroscafo americano il *Pacific*, arrivato mercoledì a sera (21) a Liverpool, ci arreca le nostre corrispondenze e i nostri giornali di Nuova York. Ecco in compendio i fatti più notevoli che vi troviamo:

Le ultime sedute del congresso furono di poca importanza. Il senato fu ufficialmente informato che la regina di Spagna avea reso la libertà ai prigionieri della spedizione di Lopez, i quali erano stati trasportati nella penisola. Questa notizia fu accolta da grandi dimostrazioni di gioia, e venne fatta immediata domanda che una gratificazione fosse votata a fine di pagare le spese del loro viaggio. Un senatore giunse perfino a chiedere che s'inviasse una nave dello Stato per ricondurli in America.

La disapprovazione dell'oltraggio commesso sul *Prometheus* dal piroscafo inglese l'*Express* cagionò eziandio una soddisfazione generale.

Abbiamo già fatto conoscere che il senato e la Camera dei rappresentanti aveano nominato de' comitati per introdurre Kossuth innanzi al congresso; dicemmo anche che l'accoglienza fattagli non fu quale egli se l'attendeva. Ciò che soprattutto lo ha determinato a non lasciare ancora l'America, è il colpo di Stato di Luigi Napoleone, e in seguito alcune rivelazioni sulla condotta da lui tenuta a Marsiglia verso il console americano in questa città e gli ufficiali del Mississipi. Tutte le informazioni su questo proposito, inserite nelle corrispondenze de' giornali americani, si trovano negli uffizi del ministero a Washington, e si spera che saranno pubblicate. Si assicura che Kossuth avea mandato un cartello di sfida al capitano Long del Mississipi; ma che dopo avervi riflettuto lo ritirò, temendo che ciò non pregiudicasse al suo ricevimento agli Stati Uniti.

Dopo aver pronunciato a Washington moltissimi discorsi, Kossuth partì da quella capitale e si recò ad Annapolis, Harrisburg, Pittburg e Cincinnati.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino*, 27 *gennaio*.

Domenica 25 del corrente mese, alle 2 pomeridiane, il ministro di Francia ha avuto l'onore di rimettere nelle mani di S. M. il Re VITTORIO EMANUELE, in udienza particolare, una lettera autografa colla quale il Principe Presidente della Repubblica Francese annunzia al Re il voto del 20 dicembre e la sua rielezione alla presidenza della repubblica.

ELEZIONI

Collegio di Cortemiglia — Avvocato Gallina.

FRANCIA. *Parigi*, 24 *gennaio*. Leggesi nel *Moniteur*: Il ministro della guerra ed il ministro della marina avevano offerta la loro demissione, ma l'hanno ritirata per le istanze del presidente della repubblica.

— Il sig. di Persigny, nuovo ministro dell'interno, ha nominato capo del suo gabinetto il sig. Teofilo di Montour.

— Si annunzia che il sig. Pietri, prefetto dell'Alta-Garonna, è nominato prefetto di polizia in surrogazione del sig. di Maupas, nominato ministro.

— Il ministero di polizia avrà sotto la sua direzione sei prefetti di polizia che risiederanno nelle città di Parigi, Lione, Marsiglia, Strasburgo, Bordeaux e Lilla.

— Si assicura che una commissione speciale attende a preparare una legge definitiva sul credito fondiario.

— Per decreto del presidente della repubblica, la società anonima formata a Parigi sotto la denominazione di *Compagnia dei servizii marittimi delle messaggerie nazionali*, è autorizzata.

— Una commissione incaricata dell'esame delle quistioni relative ai libretti d'operai ed agli uffizi di collocamento è stata istituita, e siederà al ministero di commercio e agricoltura.

INGHILTERRA. *Londra*, 25 *gennaio*. Si legge nel *Globe*:

Domani a 2 ore 1/2 pom. sarà tenuto un consiglio di gabinetto al ministero degli affari esteri.

— Si legge nello stesso giornale:

James Hudson, ministro plenipotenziario a Firenze, è nominato inviato straordinario e plenipotenziario a Torino. Sir Lytton Bulwer, ministro plenipotenziario a Washington, è nominato ministro plenipotenziario a Firenze. John P. Crampton, segretario di legazione a Washington, è nominato ministro presso quel governo.

— Si legge nel *Morning Herald*:

Il conte e la contessa Granville ricevettero a pranzo mercoledì (21) il conte e la contessa Walewski, il cavaliere Bunsen, ministro di Prussia, il ministro di Portogallo; dopo pranzo vi fu grande veglia.

ALEMAGNA. *Francoforte*. La *Gazzetta di Prussia* conferma il fatto della discussione, cui già accennammo, seguita nella commissione instituita dalla Dieta federale, relativamente alla costituzione dell'Assia Elettorale. Si vorrebbe abolire la costituzione del 1831, e presentare il nuovo progetto ai futuri Stati dell'elettorato. Il progetto fu comunicato dal sig. Hassenpflug ai commissari federali che lo esaminarono e lo recarono a cognizione dei

www.internetculturale.it

loro governi. Quindi venne nominata un'apposita commissione a richiesta degli inviati d'Austria e di Prussia.

Dicesi che, durante l'assenza dell' inviato di Prussia, la dieta federale abbia decretato un prestito di 120,000 fiorini coperti dai fondi destinati alle fortezze, i quali trovansi depositati presso il sig. Rothschild. Quel prestito dovrà servire a mantenere la flotta per due mesi.

— *Berlino, 21 gennaio.* Nella seduta d'oggi, il conte di Alvensleben presentò alla prima Camera la seguente mozione: « Piaccia alla Camera, nel rivedimento della costituzione, di aggiungere la disposizione seguente all'art. 99 — il bilancio delle spese è diviso in due parti: una ordinaria che abbraccia tutte le spese ordinarie, e l'altra straordinaria: l'accordo delle due Camere e del governo è indispensabile per la modificazione del bilancio ordinario, le cui spese continuano ad operarsi, finchè non vengano per legge successiva abrogate. »

— Leggesi nella *Gazzetta di Prussia*:

Il principe Luigi Napoleone notificò al re con lettera autografa la sua rielezione; il re ha ricevuto questa sera, in udienza particolare, prima del ricevimento a corte, il sig. Armando Lefèvre, ambasciatore di Francia.

— Il *Novellista di Berlino* parla di una conferenza tenuta da una deputazione di deputati prussiani col principe di Prussia nel giorno 19 gennaio. In quest'occasione il principe si sarebbe dichiarato contro l'abbandono del sistema seguito finora dallo Zollverein: S. A. avrebbe inoltre, come limite estremo di ogni concessione, indicato una convenzione commerciale coll' Austria.

Danimarca. *Copenaghen, 18 gennaio.* Scrivono alla *Gazzetta d'Augusta* che il ministero danese ha dato in massa la sua demissione, la quale fu accettata dal re. Il consigliere privato, sig. Bluhme, ministro degli esteri, ieri nel pomeriggio andò dal re a Friedrichsborg per presentargli la demissione del ministero.

Lo stesso sig. Bluhme, ed il conte Carlo Molke furono incaricati da S. M. di comporre un nuovo gabinetto.

E. LEONE gerente.

Dall'Officina tipografica e litografica
G. FODRATTI
è uscito il primo volume dell' Opera
I NEGRI E I MORI E ARABI ERRANTI DELL' AFRICA
pel Prof. **Giacomo Bossi**
corredato di una Carta generale dell'Africa.

In tutto il prossimo febbraio ne uscirà il 2°, corredato di due Carte, l'una per ambidue i viaggi di Mungo-Park, l'altra pel viaggio di Denham, Clapperton e Ritchie; ed in tutto il seguente aprile uscirà il 3° (che sarà l'ultimo), corredato pure di tre Carte pei viaggi di Clapperton, Caillie e fratelli Lander.

Si distribuiscono alla Tipografia Fodratti, via Conciatori, 31, e dal Libraio Tipografo G. Marietti, via di Po, vicino alla R. Università.

Prezzo totale dell' Opera con le Carte annesse:
L. 24 in carta ordinaria — L. 30 in carta fina.

NB. I signori, che già posseggono il primo volume, potranno scambiarne l'esemplare in altro più recente, ritirando l'annessavi Carta generale dell' Africa, al prezzo di L. 2 50.

M.r HERMANT, Coiffeur de Paris, bréveté, se propose de séjourner à Turin pendant la saison d'hiver; il est établi provisoirement rue du Po, n. 36, au 2.me, au fond de la cour. Il se rendra au domicile des personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance.

CARLO CARABALLONE
Ha aperto uno *Stabilimento da Sensale* per vendite, affittamenti, censi, impresti e per occupazione di persone di servizio, casa Viale, piazza vecchia, in Savigliano

DA VENDERE
Un **CRISTO** in avorio, capo-lavoro giudicato essere opera del sig. Lacroix, nel negozio della signora ved.a Franchino, sotto i portici della Fiera, casa Mannati

DA VENDERE IN GIAVENO
anche con more
CASA civile e rustica (ora Convitto) dell'avv. Mossetti, già Mina, di 11 camere disimpegnate, con due cantine, due stalle, sottotetto e corte.
Far capo in Torino, al Caffè Trombretta, Dora Grossa.

VENDITA
Di num. 783 PIANTE roveri, pioppi, olmi, noci d'alto fusto, di diverso diametro, esistenti nei beni della cascina detta la Marmora, territorio di Torino, regione Basse di Stura. — Per le condizioni ed offerte dirigersi alla segreteria dell' Opera di S. Luigi, via S. Chiara, prima delle ore 11 del 31 corr. gennaio.

DA AFFITTARE
ALLOGGIO di 4 o 10 camere, con terrazzo al 4. piano, via del Senato, n. 4. — Recapito ivi.

DA VENDERE
Una ruota idraulica, della forza di 20 cavalli. — Dirigersi ai signori Decarlini padre e figlio, al Borgo Dora.

DA VENDERE
Un BERLINGOTTO signorile, in ottimo stato, munito degli occorrenti arredi si da viaggio, che per città.
Recapito al portinaio, via di Po, n. 49, all' albergo della Gran Bretagna.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile* N. 9 membri al 2° p.o, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

LIBRERIA GIANINI E FIORE
Si distribuisce il fascicolo di **Gennaio**
DEL
JOURNAL DES DEMOISELLES
AUGMENTÉ
DU JOURNAL DES JEUNES PERSONNES,
DU MAGASIN DES DEMOISELLES ETC.
Bruxelles 1859
Prezzo: per Torino . . . . . L. 12
per le Provincie, franco di posta » 14

GUARDIA NAZIONALE
Si rende noto a chi possa essere d'interesse, che nel battaglione comunale di Chivasso è disponibile la carica di aiutante maggiore in 2a, non che quella di caporale-tamburro. Quelli che vi aspirassero sono pregati di far pervenire al sig. Sindaco la loro domanda corredata dei titoli comprovanti le qualità personali necessarie, e non più tardi dell'8 febbraio prossimo.
Lo stipendio per l'aiutante è di annue L. 600 oltre l'alloggio, e per il caporale-tamburro da stabilirsi.

VIGONE
Si notifica che con superiore autorizzazione le due FIERE solite tenersi nel luogo di Vigone, la prima il 26 di febbraio e la seconda il primo giovedì dopo la festa della Natività di S. Gioanni Battista, vennero trasportate quella nell' ultimo lunedì del Carnovale, e questa all' ottavo giorno dopo l'Ascensione del Signore.

MAGASIN PARISIEN
MODES ET NOUVEAUTÉS
Rue S.t-Philippe, 23, maison Caraglio de S.t-Marsan, au rez-de-chaussée, à Turin
Chez M.me **ROSQUI** on trouvera des Chapeaux pour Dames, Robes de bal, Mantelets, Fleurs de Paris, Coiffures et bonnets habillés, Fichus, Berthes, sorties de bal, Etoffes en soie pour robes, Rubans et Velours de France, Dentelles noires de Chantilly et de Cambray pour volants, point de Bruxelles en barbe, Guimpes, Mouchoirs, Denteiles Valenciennes, Malines, Mirecourt, point de Paris, Blondes et Broderies en tout genre.
On trouvera aussi tous les articles qui concernent le trousseau et la layette qu'elle se charge de faire confectionner; Chemises d'homme en batiste brodées et unies, de tous les prix; assortiment de Cravattes et Foulards, etc.
On expédie, d'après demande, le tout à des prix modérés.

IN VENDITA
CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.
Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.
Thomitz caus. coll.

DA RIMETTERE AL PRESENTE
FARMACIA e FONDICHERIA
bene avviata, nel più bel sito della città di Chieri. — Recapito alla farmacia Rasino, via Nuova, in Torino.

NOTA

Con iscrittura privata del 30 dicembre 1851, depositata al Magistrato del Consolato di Torino, li signori Gioanni Boch e Giuseppe Bertrand Boch hanno contratta società, per anni nove, pel commercio di sete in questa città, sotto la ditta Boch zio e nipote.

NOTA

All' udienza di questo tribunale del 4 prossimo febbraio, ore 9 del mattino, avrà luogo il reincanto degli stabili caduti nel giudicio di subasta promosso dalla signora Anna Virano vedova Golzio, di Torino, in odio di Matteo Balla, di S. Stefano Roero.
La vendita verrà aperta sul prezzo d' aumento fatto dal sig. Francesco Rizzetti, cioè:
Il lotto primo di . . . . . L. 584
Il lotto secondo di . . . . . » 642
Alba, il 21 gennaio 1852.
T. Giuliano caus. coll.

NOTA.

Si notifica al pubblico che all'udienza del regio tribunale di prima cognizione di Domodossola, del 12 prossimo febbraio, avrà luogo sull'instanza della signora Serafina Ferraris vedova Degiuli di Domodossola, ed a pregiudizio delli Marianna Mollo vedova Anvajra e Giorgio Anvajra, zia e nipote, pure di Domodossola, il primo incanto per la vendita in via di subastazione del massarizio di proprietà di essi Anvajra, posto in territorii di Caddo e Preglia, detto il massarizio del Monte di Caddo, consistente in casa di abitazione, stalla, campi e selve, si e come trovasi descritto nel relativo bando venale del 17 andante mese, in un sol lotto, al prezzo offerto di lire 2,039, cent. 2, e sotto le condizioni portate da detto bando.
Domodossola, il 23 gennaio 1852.
Caus. Delfrate-Alvazzi.

NOTA
Sull'instanza del sig. Gervaso Allesina di Domodossola ed in odio del negoziante Giorgio Anvajra fu altro, di essa città, avrà luogo all'udienza del regio tribunale di prima cognizione sedente in essa città, del 12 febbraio prossimo, il primo incanto per la vendita in via di subastazione in un sol lotto degli immobili di proprietà di esso Anvajra, posti nel comune di Varzo e descritti nel relativo bando venale del 19 andante mese, al prezzo offerto di L. 652 20 nuove di Piem., e sotto le condizioni espresse nello stesso bando.
Domodossola, il 23 gennaio 1852.
Caus. Delfrate-Alvazzi.

NOTA
Si deduce a pubblica notizia che dietro instanza del sig. Gervaso Allesina, di Domodossola, ed a pregiudizio delli Marianna Mollo vedova Anvajra e Giorgio Anvajra, zia e nipote, pure di essa città, avrà luogo all'udienza del regio tribunale di prima cognizione sedente in detta città, del 12 febbraio prossimo, il primo incanto per la vendita in via di subastazione degli stabili di rispettiva proprietà di essi zia e nipote Anvajra, situati nei territorii di Varzo, di Cisore con Mocogna, e di Caddo, e descritti nel relativo bando venale del 19 andante, in due distinti lotti, al prezzo rispettivamente offerto, quanto al primo lotto di lire nuove di Piemonte 1,237 50, e quanto al secondo lotto di Ln. 2,551 50, e sotto le condizioni espresse in detto bando.
Domodossola, il 23 gennaio 1852.
Causidico Delfrate-Alvazzi.

CORSO DI LINGUA INGLESE
secondo il metodo accelerato del MILLES
Per informazioni ed iscrizione rivolgersi al libraio Schiepatti, sotto i portici di Po, ed a casa del Professore dalle 4 alle 5 pomerid., in via S. Lazzaro, num. 7, 3.° piano, porta a destra.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 26 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo pr.	per contanti: nella matt.	per fine: del mese corr. pr.	per fine: nella matt.	per fine pel mese prossimo: ultimo pr.	per fine pel mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 S.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.		90		90		
1851 » » 1 dicem.						
1834 Oblig. 1 genn.						
1849 » 1 S.bre		965				
1850 » 1 agosto		955			960 p. 10 febb	
1844 5 0/0 Sard. 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.		1700				
— Banca di Savoia						
Città di (4 0/0 oltre lo						
Torino (6 50 0/0 i leg.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc.del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nova)						
Incendii a premio fisso						
31 x.bre						
Via ferr. di Savigliano						
1 genn.						
Molini presso Collegni						
1 giugno						

CAMBI	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	953 —	959 0/0 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	910 0/0	— —
Lione	99 90	99 40
Londra	95 95	95 10
Milano	— —	— —
Parigi	99 90	99 40
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 07 —	20 10 —
— di Savoia	20 79 —	20 77 —
— di Genova	79 29 —	79 40 —
Sovrana nuova	35 11 —	35 17 —
— vecchia	34 95 —	35 02 —
EROSO misto		
Perdita	3	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

Borsa di Parigi *del 24 gennaio.*
Il 5 0/0, aperto a 102, 75, è salito a 102, 85, e dopo essere ricaduto a 102, 50, chiude a 102, 50.
Il 3 0/0 resta a 64, 75.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 90, 50.
Le azioni della Banca di Francia a 2690.

TEATRI D'OGGI
REGIO (ore 7) Opera: ZAMPA. — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera.*
CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La scuola delle mogli*, prima rappresentazione.
NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.
Serata a beneficio del primo tenore Giuseppe Tamaro.
D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia franceso rappresenta: *La Tour de Nesle.*
SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *La Signora dai tre colori.*
GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il medico e la morte.*
DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa.*
GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne.*
WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

www.interpretecultural.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 24 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MERCOLEDI' 28 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	36	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 27 gennaio.*

La Camera dei Deputati discusse ancora nella tornata d'oggi il progetto di legge per provvedimenti di pubblica sicurezza.

DOCUMENTI COMMERCIALI.

Il R. Console residente in Cadice avendo comunicate al Governo le variazioni fatte dal governo di S. M. la regina di Spagna con decreto del 19 dicembre 1851 alla tariffa doganale di quel regno, ci affrettiamo di pubblicarle a vantaggio del commercio e navigazione nazionali.

Quadro delle variazioni alla tariffa generale dell'importazione nella Penisola ed Isole Baleari, con inclusione del 6 per 0/0 per arbitrio locale.

Num. del paragrafo della tariffa generale a cui corrisponde la variazione		Diritti con bandiera spagnuola Reus C.s	Diritti con band. estera o per terra Reus C.s
167.	Baccalà o merluzzo, e stokfisch, importati direttamente dalle pescherie d'Europa e di America . . . . . Quintale	31 80	42 40
168.	Idem proveniente da qualunque altro punto estero . . . . . »	47 70	58 50
418.	Cuoia di carabao, di daino e bovine, prodotte e procedenti dalle Isole Filippine, secche, salate e non salate . . . »	2 60	35 90
419.	Idem salate in fresco, id. . . . »	1 70	22 75
420.	Idem col pelo d'asino, cavallo, bufalo, foca marina o bovine non preparate, secche salate o non salate, le pelli d'un anno che non nate della stessa specie prodotte e procedenti dalle possessioni spagnuole d'America . . . . . »	8 75	31 50
421.	Idem prodotti di luoghi esteri d'America e provenienti da qualunque porto americano»	14 50	37 25
422.	Idem provenienti da qualsiasi punto europeo . . . . . »	25 85	55 55
425.	Idem salate in fresco, prodotte e procedenti dalle possessioni spagnuole d'America »	4 80	27 45
424.	Idem produzione estera d'America e provenienti da qualunque porto americano »	7 95	30 74
425.	Idem provenienti da qualsiasi punto europeo . . . . . »	11 40	31 85
448.	Boghe di Amburgo e degli Stati romani . . . . . il migliaio	53 »	71 »
449.	Idem di altre procedeaze . . . »	26 50	53 »
753.	Ottone in chincaglia comune, in pezze fatte, come vuote, bracieri, piedi per i medesimi, padelle, scaldatoi, serrature, ciocolattieri, portamantelli, catini, battilori, manivelli, chiavistelli, cardini ed altri oggetti simili, e l'ottone quantunque dorato o argentato in ornamenti e guarnigioni d'ogni genere . . . . . la libbra	7 40	8 75
781.	Maiolica bianca tutta dipinta, o in parte, o con qualunque altro ornamento, in pezzi d'ogni grandezza . . . . l'arroba	31 80	38 16
782.	Id. della Cina o porcellana d'Europa bianca, dipinta o con bordi dorati in pezzi d'ogni qualità . . . . . »	53 »	63 60
853 e 854.	Calze e mezze calze di filo e di lana ricamate o semplici e traforate, il paia	2 10	2 55
932.	Carta continua d'ogni specie per la stampa . . . . . l'arroba	33 60	40 33
933.	Detta piccola, tagliata, da scrivere, bianca e di colore . . . . . »	52 80	63 36
934.	Detta fatta a mano fina alla marca comune per ogni uso. . . . . »	62 40	74 90
	Tessuti di lana. — Prima classe.		
	Tele di tessuto semplice, liscie o a ricamo, strisciate o stampate, come mussoline od altre simili, qualunque siasi la denominazione, in pezze o parte di pezze la vara quadra	2 65	3 30
	Seconda classe.		
	Tele tessuto saiato, così detto di catenelle a cordoncino, semplici o brodate, a striscie o stampate, come aleppini, merinos ed altri simili, qualunque sia la denominazione, in pezze o in pezzi la vara quadra. . .	3 70	4 45
	Terza classe.		
	Tele liscie o ricamate, strisciate o stampate, le quali, quantunque il tessuto sia saiato a imitazione del raso, incrociato o semplice come quello delle partite anteriori, con pelo corto o lungo, come le baiette, flanelle ed altri simili, qualunque siasi la denominazione, in pezze o pezzi la vara quadra. .	5 30	6 35
	Quarta classe.		
	Tele di tessuto semplice o incrociato lavorate a rilievo o liscie, strisciate o stampate d'ogni sorta, qualità e colori, come i casimir, i castor, i cuoi impermeabili, panni, mezzi panni, *drap d'été pateneurs*, vigogna, le tele conosciute sotto il nome di lane dolci ed altre simili, qualunque ne sia la denominazione, in pezze o pezzi ogni vara quadra	12 75	15 30

N. B. 1. I fazzoletti delle tre classi di tessuto di lana pagheranno inoltre un 6 0/0 sul diritto rispettivamente assegnatole in ogni classe;

2. I diritti in oggi fissati ai tessuti di lana delle classi quarta, quinta e sesta continueranno lo stesso.

Madrid, 19 dicembre 1851.

— Firm. *Juan Bravo Murillo.*

Osservazioni. 1. La moneta in cui viene fissato il diritto è di reali viglioni, 19 dei quali fanno 5 Ln.;

2. Il quintale spagnuolo (qq.) è di 100 libbre spagnuole, la libbra spagnuola equivale a 0 chil. e 460 grammi;

3. La vara spagnuola 0 metri 836 millimetri;

4. L'arroba id. 25 libbre, ossiano chil. 11 1/2.

(Comunicato dal Ministero d'agricoltura e commercio)

SULLA MALATTIA AFTOSA VOLGARMENTE FONSETTO.

A compimento dell'istruzione (pubblicata in questo stesso giornale num. 20) sulla malattia aftosa che serpeggia tuttora nella specie bovina, debbo aggiungere che da osservazioni che mi sono state comunicate, risulterebbe:

1. Che presso alcuni proprietarii la malattia si è propagata per comunicazione dagli animali bovini alle pecore e medesimamente ad alcuni solipedi: onde la necessità della rigorosa applicazione dei mezzi di preservamento e delle misure sanitarie che prescrive l'istruzione.

Relativamente alle pecore, la malattia richiede assolutamente lo stesso metodo di cura, anzi a principio, attesa la loro più grande suscettività, i gargarismi potrebbero essere fatti con semplice decozione di malva, d'orzo, di segala o medesimamente di acqua tiepida con miele, e conviene guardarsi dall'impiegare sostanze irritanti, quali, sale, pepe, aglio contusi e messi in fusione nell'acato o catereticì come consigliano alcuni empirici, sostanze sotto la cui azione s'aggirava l'infiammazione, si esacerba la febbre, e la malattia tende a cattivo esito.

Alcuni proprietarii mi hanno accertato che le pecore, quando la malattia siegue il suo corso ordinario, guariscono col semplice regime dietetico; il che non vuol dire che non s'abbiano ad impiegare anche nelle pecore i mezzi semplici e proficui che sono stati proposti.

2. Che in alcuni vitelli molto giovani, nei quali la reazione febbrile sviluppasi con intensità, e l'eruzione aftosa loro impedisce di poppare, la malattia tende qualche volta a cattivo esito, e si termina colla morte.

3. Che alcuni vitelli essendo morti pochi giorni dopo la nascita senza avere presentata eruzione aftosa, ma solo latte coagulato nei ventricoli e traccie d'infiammazione agl'intestini, ciò può indurre a credere che il latte alterato possa in certi casi esercitare sull'economia dei teneri vitelli un'azione morbosa, per evitare la quale, quando le vacche partoriscono, mentre sono affette dalla malattia, o ne vengono affette dopo il parto, invece di lasciare poppare i vitelli, conviene nutrirli con latte di vacche non affette dalla malattia; e se ciò non è possibile, fare bollire il latte morboso con sostanze nutritive, e loro amministrarlo come si usa quando si allevano i vitelli senza lasciarli poppare.

Infine aggiungerò, che non ad oggetto di impedire lo sviluppamento della malattia, ma di renderla meno intensa, conviene nutrire gli animali con alimenti di buona qualità, abbeverarli con acqua fatta bianca con farina di segala, praticare loro le cure della mano, e tenerli in ricoveri salubri e di temperatura moderata.

Torino, 26 gennaio 1852.

Professore CARLO LESSONA.

AZIENDA GENERALE DELLE FINANZE.

Tiletto invitativo.

S'invita chiunque voglia attendere alla provvista degli oggetti di corredo infra designati, a presentare all'Azienda Generale delle Finanze, prima delle ore 11 del giorno 5 venturo febbraio, il suo partito suggellato, ed accompagnato da un vaglia per lire 1500, esteso su carta proporzionale di commercio e sottoscritto da persona notoriamente risponsabile, in ribasso dei prezzi per gli oggetti stessi stabiliti.

I campioni ed i capitoli dell'impresa sono visibili nella stessa Generale Azienda presso cui trovansi depositati.

Il deliberamento avrà definitivamente luogo in detto giorno a favore di chi, all'apertura delle schede, risulterà aver fatto il partito migliore secondo le condizioni dai capitoli d'oneri prescritte.

Oggetti a provvedersi.

I. N. Centosettantasette tuniche di panno bleu con golette e paramani di panno scarlattto, calcolate per ciascuna . . . . . L. 32 »
II. » Diciassette doppi alamari in gallone messo in oro della lunghezza di millimetri dodici per cadun paio. . . . . » 3 50
III. » Centosettantasette *Cabans* in panno bigio con cordoni di lana bleu, calcolati per caduno. » 61 »
IV. » Centosettantasette paia pantaloni in panno bleu con doppia banda di panno scarlatto e staffe (tiranti) in cuoio, per ciascun paio . . » 18 50
V. « Centosettantotto berretti in panno bleu con pistagne rosse e fodera in marocchino, visiera in cuoio, fascia di panno scarlatto, e stemma in fronte di metallo giallo secondo il modello, per caduno . . . . . » 3 »
VI. » Diciassette trecce in oro per guarnizioni di berretti . . . . . » 0 90

Torino, dall'Azienda Gen. di Finanze, addì 10 gennaio 1852.

Per l'Intendente capo della 2. Divisione
Il Sottocapo di Divisione, A. FENOCHIO.

FATTI DIVERSI — TORINO — La Direzione della Società Promotrice delle Belle Arti in Torino, pubblicava testè la relazione delle deliberazioni state prese nell'ultima adunanza generale dei soci. Appare dalla medesima che l'attivo per l'esercizio del 1851 fu di 22,684 80, delle quali se ne spendevano 17,210 in acquisto di capi d'arte per formare premii da destinarsi ai socii. La qual somma aggiungendo a quella di L. 24125 spesa dalla Famiglia Reale, dal Ministero dell'Interno e da altri benemeriti soci in occasione della pubblica esposizione, dà un totale di L. 41,335 consacrate nel 1851 per cura della Società a favore delle Belle Arti. In tale circostanza la Direzione, dietro la proposta fatta dalla commissione stata incaricata dell'esame speciale dei conti, veniva eccitata dall'adunanza generale a studiare il modo di provvedere allo stabilimento permanente di un apposito locale per le esposizioni; e noi, co noscendo per prova lo zelo della Direzione nel procurare il miglior vantaggio degli artisti e dell'arte, siamo persuasi che essa nulla lascierà d'intentato per ridurre a compimento un tale voto; unico mezzo questo, a parer nostro, per rendere pienamente proficua e decorosa questa utilissima istituzione.

Intanto siamo in grado di annunciare fin d'ora che la pubblica esposizione avrà ancora luogo per quest'anno nel conveniente simo locale del Pallacorda, e che si darà principio alla medesima a' di 31 maggio, seconda festa di Pentecoste.

— Ier sera nelle sale dell'Accademia filarmonica di Torino si tenne l'annuale distribuzione dei premii agli alunni della scuola gratuita di canto.

Dopo un elegante discorso dell'accademico conte Luigi Franchi vennero dispensati i premii come segue:

Classe 6ª, 2º anno di bel canto — *Premio al distinto merito* colla medaglia d'onore in oro e col diploma di virtuosa di canto dell'Accademia, Rambosio Teodora da Casale.

Diploma

Di virtuosa di canto dell'Accademia, Ajme Giuseppina da Casale.

Classe 5ª, 1º anno di bel canto — *Menzione onorevole*

Zucchi Matilde da Novara.

Classe 4ª, 2º anno di vocalizzo — *Premio d'incoraggiamento*

Bernardi Margherita da Torino.

Menzione onorevole

Majotti Maria da Torino.

Classe 2ª, 2º anno di solfeggio — *Premio d'incoraggiamento*

Stramesi Luigia da Sale.

Menzione onorevole

Lendy Clotilde da Torino.

Molinari Fanny da Gratz (Stiria)

Dieder quindi saggio di bel canto in vari pezzi di scelta musica le alunne *Carrera, Bernardi* e *Majotti*.

La giovinetta *Luigia Stramesi*, allieva dell'Accademia, eseguì egregiamente sul violino una fantasia di Artot. Gli adagi suonati con passione e franchezza ci fecero risovvenire quel miracolo di bravura della Teresa Milanollo da Savigliano. Anche la *Stramesi* ha in sè la scintilla dell'arte e potrà con lo studio diventare emula degna della celebre saviglianese.

L'allievo *Daniele Bartolomeo* cantò con fresca voce di tenore e bella maniera, la cavatina dell'opera *I Lombardi alla prima crociata*.

La sig. *Carolina Uccelli*, allieva di Rossini, ci fece gustare una bella sinfonia marziale a grande orchestra ed un recitativo e polacca, pure di sua composizione, eseguito dalla figlia *Emma Uccelli*, che si mostra provetta nell'arte del canto, e cooperò a rendere più gradita la musicale serata, che fu abbellita dal concorso di molte e gentili signore. Dopo l'accademia, alle vocali armonie, successero le danze.

PUBBLICAZIONI. — Venne compilata per cura dell'ispettorato generale delle scuole primarie e pubblicata dal Ministero di Pubblica Istruzione la *Statistica dell'istruzione primaria negli Stati Sardi pel* 1850.

Premesso un prospetto delle divisioni amministrative dello Stato, con tutto ciò che si riferisce alla estensione delle provincie, alla popolazione e al ragguaglio di questa col numero delle scuole e con quello degli alunni, si offrono nel secondo quadro tutti quei dati statistici che valgono a mostrare la condizione dei comuni riguardo allo stabilimento delle scuole primarie; nel terzo, quelli che indicano il numero di tali scuole e la loro qualità; nel quarto, lo stato loro materiale; nel quinto, la loro direzione; nel sesto, la frequenza degli alunni; nel settimo, l'ammontare degli stipendi ai maestri; nell'ottavo, la classificazione di tali stipendi; nel nono, un prospetto il quale somministra modo di raffrontare lo stato presente delle scuole a quello che precedeva i recenti ordinamenti; nel decimo, il numero de' maestri che furono approvati nelle scuole di metodo dall'epoca della loro istituzione sino al presente.

Ad agevolare maggiormente la intelligenza delle tavole numeriche s'aggiunsero a ciascuna alcuni cenni illustrativi.

Alla tavola II troviamo premesse le seguenti osservazioni:

« Chi si contentasse di semplicemente raffrontare il numero delle comunità con quello delle scuole esistenti, non troverebbe per avventura di che lamentarsi gran fatto. Ma quando egli consideri che per buona parte i comuni dello Stato sono costituiti da parecchie borgate così collocate che non tutte possono trar profitto

www.internetculturale.it

dalla scuola stabilita in una di loro, sentirà come il prédetto numero, sebbene aumentato di molto in paragone dei passati tempi, sia lontano tutt...v.a dal rispondere al bisogno delle famiglie. Ove si tenga conto della popolazione sparsa per le borgate sprovvedute di scuola, e quindi dei ragazzi che sono effettivamente privi del benefizio dell'istruzione, il loro numero dovrebbe certamente calcolarsi doppio di quello che risulta, computando soltanto la popolazione dei capi-luoghi di comune mancanti di scuola.

Le due provincie nelle quali apparisce più notevole siffatto difetto sono quelle di Savoia Propria e del Genevese, intorno alle quali convien osservare, che desse appunto sono quelle che contano, con la provincia di Torino, il maggior numero di comuni, e sono fra le più estese. La popolazione vi è più dispersa che altrove, ed i comuni meno ricchi di mezzi e di abitanti, quindi nell'impossibilità di sostenere la spesa della scuola.»

Dopo di avere esaminate le cause che contribuirono fino ad ora a ritardare la diffusione dell'istruzione elementare, leggemmo con soddisfazione le seguenti parole:

Molti però dei comuni che fino al 1850 erano sprovveduti di scuola, la istituirono nel 1851, parte per sussidii dal Governo o largiti o promessi per l'avvenire, parte per lodevole sforzo di municipii e richiamato adempimento di più lasciti: cosicchè non correranno molt'anni e nessun comune dello Stato mancherà più della scuola, anzi l'istruzione elementare si vedrà diffusa anche per le varie borgate.

FRANCIA

PARIGI 24 *gennaio*. Leggiamo nel *Constitutionnel*: Lo stato della Banca di Francia, al 22 gennaio, presenta risultati meno favorevoli del precedente. Il portafoglio è diminuito di 9 milioni per Parigi e per le succursali, e le anticipazioni sugli effetti pubblici ribassarono di un milione. In pari tempo l'introito aumentava di 5 milioni, e la circolazione dei biglietti diminuiva d'altrettanto.

È però da notare che il conto corrente del tesoro si è accresciuto di 7 milioni al credito; in quanto ai conti correnti particolari, essi diminuirono di un milione nelle succursali e di 5 milioni a Parigi.

Le riscossioni in eccedenza sulla valutazione degli effetti in ritardo sono state di 23,000 fr. nella settimana.

—La polizia ha prese le più severe determinazioni per punire le vendite a falso peso e da qualche tempo questo genere di delitti diminuì.

—Il ricevimento del sig. di Montalembert all'Accademia Francese che doveva farsi il 15 gennaio, pare definitivamente stabilito pel 29. Il sig. Guizot è incaricato di rispondere al nuovo ammesso. Si accerta che il sig. di Montalembert modificò il suo discorso dopo gli avvenimenti di dicembre scorso.

— Togliamo quanto segue da una corrispondenza parigina dell'*Indépendance Belge*:

Le petizioni dei vecchi militari e delle vedove di soldati dell'impero ripigliano una deplorabile recrudescenza. Del resto, non mai il presidente della repubblica aveva dato tanti soccorsi come da circa un mese a questa parte; e il senato, quando sarà chiamato a votare l'assegnamento al capo dello Stato, dovrà prendere in considerazione l'importante capitolo dei sussidii che il principe presidente distribuisce.

Luigi Napoleone diede di recente una prova di buon gusto che mi piace di registrare. Una delle sale della presidenza è decorata d'un quadro di Orazio Vernet, che rappresenta Luigi Napoleone a cavallo, con dietro a lui i generali Changarnier e Perrot. Alcuni amici del presidente lo esortavano a far togliere di colà un quadro in cui figuravano due uomini poco accetti all'Eliseo. Ma Luigi Napoleone vi si è opposto. « Uno di questi due, egli disse, ha i più gravi torti verso di me, ma quando ei fu dipinto aveva reso grandi servigii alla società. Bisognava allontanarlo per istabilire saldamente il mio governo: ma io spero che fra poco egli ed i suoi fratelli d'armi manifesteranno verso di me sentimenti di neutralità, non dico di benevolenza; e torneranno in Francia.»

— Un'altra corrispondenza dello stesso giornale dice:

Conviene rispondere ad un tempo alle esagerazioni paurose dei fogli inglesi ed alle esagerazioni troppo benigne forse di alcuni giornali francesi. Le vere disposizioni del nostro gabinetto, le intenzioni del principe in ciò che concerne la nostra politica estera non sono nè così spaventevoli nè così rassicuranti come pretendesi al di qua e al di là della Manica. Diciamolo pure, esse sono aspettanti: e io credo potervi accertare che il nostro governo non esiterebbe, a fronte di un'eventualità che possa produrre impressioni vive sull'opinione, a sostenere risolutamente gl'interessi del giusto orgoglio nazionale. Ma queste sono cose che non molto importano al presidente placido e tranquillo.

— Leggesi nel *Moniteur*:

Il ministro degli affari esteri e il ministro d'agricoltura e commercio hanno voluto oggi chiedere in persona le sedute della conferenza sanitaria internazionale. Questa conferenza, composta di due delegati di dodici nazioni differenti, era chiamata a trattare quistioni che non rare volte interessano la salute pubblica, il commercio e la navigazione. Dopo sei mesi di assiduo lavoro, di profondi studi, di discussioni coscienziose, è giunta a risolvere il problema difficile che le era stato proposto. Mercè l'attività mostrata dai suoi membri, all'ardore più volte da loro manifestato, al loro zelo, alle loro dottrine, la salute pubblica in Europa, tutto essendo sorvegliato con ogni prudenza contro l'invasione delle malattie contagiose, potrà omai mostrarsi meno rigida nell'apparecchio delle precauzioni, meno rigorosa negli speciali provvedimenti di quarantena.

Le relazioni internazionali, l'industria, il commercio, la navigazione, il transito, in una parola il movimento più sollecito degli affari, l'accordo più facile tra le nazioni che fanno la prosperità dell'Europa, e faranno un giorno l'onore di questo secolo, profitteranno tutti egualmente di quel tempo che la scienza medica e l'esperienza amministrativa han potuto accordar loro, cioè a dire di fortuna di successo.

Il ministro degli affari esteri, persuaso meglio che ogni altro dell'importanza dei lavori di questa conferenza, degli eccellenti risultati che non possono mancare di ottenere, ha lodato in termini non meno giusti che calorosi i delegati di una gran parte d'Europa, e degli sforzi che avevano fatto ad un comune scopo, e delle concessioni che si erano accordate nell'interesse generale e nel senso più soddisfacente, che ha coronata la loro opera. Dopo di avere attribuito gentilmente ai signori Baroche e Buffet l'onore, inaugurando i lavori di questa conferenza, di avergli indicato per quale spirito di conciliazione potrebbe arrivare al suo scopo, d'averla i primi incoraggiata nella sua impresa, e d'aver presagito il suo buon successo, il marchese di Turgot si è rallegrato di potere oggi annunziare all'Europa che i progressi concepiti sull'oggetto della Francia, erano già attuati. Diffatti se il ministro, come ha dato a sperare a ciascuno dei delegati, perviene a far accettare dalle loro nazioni mediterranee i progetti di regolamento e di convenzione sanitaria, che sono ormai dati alle sue vigilanti cure ed alla sua leale abilità, ciò sarà, lo ripetiamo, un beneficio immediato per il commercio, la navigazione, ed un germe futuro di buon accordo internazionale e di pace europea.

Dopo il ministro degli affari esteri, quello di agricoltura e commercio ha dato anche egli con parole ben sentite e dotte la prova della sua sollecitudine particolare per l'opera della conferenza, e degli sforzi individualmente fatti, a fine che possa riuscire al suo risultato attuale.

Prima della definitiva chiusura della conferenza, il ministro degli affari esteri fece sentire ai delegati che il principe presidente della repubblica, il quale aveva seguito con interesse i lavori della conferenza e che aveva tutta la speranza di buona riuscita, non aveva voluto lasciarli partire dalla capitale della Francia, senza lor dare una prova della sua particolare stima, nominandoli membri dell'ordine nazionale della Legion d'Onore.

La conferenza per mezzo del suo presidente M. C. E. David ha espresso tutta la sua riconoscenza al principe presidente della repubblica, ai ministri degli affari esteri e del commercio, e si è separata, lasciando come atti che ha prodotti — *una convenzione ed un regolamento sanitario* — che stabiliscono per quanto è possibile l'uniformità nelle quarantene come anche nei diritti e nelle amministrazioni sanitarie del Mediterraneo.

INGHILTERRA

LONDRA, 23 *gennaio*. Il *Daily-News* annunzia che il generale Lellò risiede a Jersey, e che i generali Changarnier, Lamoricière e Bedeau sono attesi in quell'isola, ove fanno conto di soggiornare.

— Si legge nello *Standard*:

Riceviamo tutti i giorni, da varie parti della costa del Devonshire e di Cornovaglia, la notizia che frammenti di bastimento naufragato, i quali probabilmente hanno appartenuto all'*Amazone*, vanno a dar sulla riva.

— Si legge nel *Times*:

Il *Common Council* avendo unanimemente permesso al signor Lott di fare una mozione in favore dello spaventoso sinistro dell'*Amazone*, egli propose una somma di 200 sterlini che fu votata per acclamazione.

— Si legge nel *Morning Chronicle*:

Ieri il segretario della società collegata de' meccanici mandò avviso da Manchester che il sig. Marsden di quella città, lo stabilimento del quale era stato chiuso sin dal 10 corrente, aderì mercoledì (21) alle proposizioni del consiglio esecutivo, in seguito delle quali i suoi operai doveano riprendere i loro lavori il giovedì susseguente. Lo stabilimento del sig. Marsden è poco considerevole, non impiegandovi egli più di trenta braccia: ma si crede che il suo esempio sarà imitato da altri capi di stabilimenti più vasti.

— Si legge nello stesso giornale:

Ieri sera un numeroso *meeting* degli operai associati e non associati fu tenuto a Phoenix-tavern, stepney, per intendersela intorno ad un più equo ripartimento dei fondi che sono stati raccolti in vantaggio degli operai senza lavoro. La riunione fu, dicesi, convocata a motivo di alcune lagnanze espresse dagli operai medesimi rispetto alla tenuità dei soccorsi loro dati la scorsa settimana. Il sig. Egl.n il quale presiedeva al *meeting*, invitò il signor Newton a manifestare il suo avviso sulla quistione. Il signor Newton disse, che avendo il consiglio esecutivo saputo che gli operai erano malcontenti, essi potevano nominare una deputazione a fine di esporre i loro richiami ad esso consiglio, il quale procurerebbe di ripararvi. Il sig. Newton raccomandò, dopo ciò, come eccellente mezzo di ripartizione, che ogni individuo riceva in proporzione del salario da esso lui perduto. Finalmente esortò gli operai a tener una condotta pacifica e regolare.

— Si legge nello *Spectator*:

L'anno scorso il numero dei poveri a Londra era diminuito di 50,000 sulla cifra dell'annata precedente. Quest'anno vi ha un'altra diminuzione: lo che annunzia una diminuzione eziandio di povertà, di patimenti e, come giova anche sperare, di delitti. Giusta i prospetti, egli pare che siano state distribuite delle sovvenzioni a 1250 poveri di meno, dei quali 550 al di fuori e 700 all'interno della città. Ciò non di meno 30,000 individui si trovavano, all'ultimo pranzo di Natale, a carico della carità pubblica.

— Scrivono da Dublino allo *Standard*:

Si annunziano due nuovi tentativi d'assassinio su due magistrati i quali sono rimasti tutti e due pericolosamente feriti: uno è il sig. Robert Darey, agente del marchese di Clanricarde, nella contea di Galway; l'altro è il sig. Mendith Chambre della contea di Arnach, il quale è stato aggredito vicino a Dundalk.

ALEMAGNA

AUSTRIA. Il principe di Schwarzenberg ha indirizzato la nota seguente al barone di Prockesch, ministro d'Austria a Berlino, in risposta a quella con cui il governo prussiano aveva notificato al gabinetto austriaco il suo rifiuto d'inviare un plenipotenziario alle conferenze doganali di Vienna.

« La corte imperiale sentì con sincero rincrescimento che in Berlino si credeva di non poter prendere parte alle deliberazioni che si apriranno a Vienna nel mese prossimo.

» Noi temiamo che la risoluzione stataci annunziata, lungi dall'innoltrarci alla meta cui tende la Prussia, non meno che il governo imperiale, quantunque per vie diverse, renda più ardua l'impresa che da ambe le parti vuolsi compire.

« Sebbene ci siano anche questa volta r usciti di grande soddisfazione i sentimenti che noi troviamo espressi nel dispaccio prussiano, noi però non abbisognavamo, per confermare la nostra fiducia nelle intenzioni del governo prussiano, delle assicurazioni reiterate in questa occasione, siccome anche non valse a menomarla la risoluzione da esso presa di non aderire al nostro invito.

« Ma noi crediamo che lo stesso non sarà riguardo a parecchi de' nostri alleati federali ed alla pubblica opinione, che potrebbero indursi ad attribuire l'assenza di un plenipotenziario prussiano dalle deliberazioni in questione a mancanza di perfetta armonia fra le due grandi potenze in questa grande questione.

« È facile lo apprezzare la triste influenza che un tale errore eserciterebbe sul consegu mento di un accordo generale così desiderato.

« Ma la risoluzione presa dal gabinetto prussiano di non prendere in alcuna considerazione le nostre proposte prima che lo Zollverein non sia fiordinato, a noi sembra dovere, anche sotto il punto di vista degli interessi materiali, accrescere le difficoltà, già grandi, dello stato di cose presenti.

« La via da noi assegnata nel mio dispaccio circolare del 25 novembre, condurrebbe, a me pare, più prontamente e più sicuramente allo scopo nostro comune.

« Infatti è chiaramente più semplice cosa il prendere anzitutto cognizione delle nostre proposizioni e tenerne conto nelle deliberazioni che devono seguire a Berlino, che non sia il terminare prima in modo definitivo il progettato svolgimento delle attuali condizioni dello Zollverein e dello Steuerverein (donde, secondo la dichiarazione stessa della Prussia, si stabiliranno nuovi rapporti), per tentare in seguito un modo di pervenire ad una convenzione colla lega doganale e commerciale che comprenderà l'Austria e gli Stati ad essa collegati.

« Senza voler attribuire alle nostre proposizioni importanza soverchia, noi crediamo però che le proposte di un governo, che possiede un territorio doganale di oltre a 40 milioni d'abitanti, i cui Stati sono percorsi dal maggior fiume dell'Alemagna, che dispone di un littorale così esteso e di parti così vantaggiosamente situati, non dovrebbero rimanere privi d'influenza sulle risoluzioni per le quali stanno per ordinare su nuove basi la loro costituzione altre leghe doganali e commerciali che a quel governo dovrebbero strettamente unirsi per interessi materiali e per riguardi politici.

« Il gabinetto prussiano osserva che il governo imperiale stimò a proposito di attendere la trasformazione del suo sistema politico-commerciale prima di entrare in trattative.

« A ciò risponderemo a buon diritto, che per la trasformazione da noi intrapresa, noi non adottammo altro sistema politico-commerciale se non quello seguito finora dallo Zollverein, e che perciò, come lo confessa la stessa corte di Berlino, noi abbiamo in massima rimosso tutto quanto poteva opporsi ad un accordo in ordine alla politica commerciale.

« Risulta in pari tempo dalle nostre dichiarazioni non equivoche, volere noi unicamente seguire il principio fondamentale del sistema adottato da noi, ed adoperarci, riguardo a quest'ultimo, affinchè esso si svolga quanto più si potrà, poichè siamo ben lungi dal credere che esso costituisca un'opera perfetta.

« Noi crediamo dover esprimere queste nostre convinzioni, che differiscono dalle mire del governo prussiano, intanto che ripetiamo l'espressione del nostro rammarico al vedere che, quantunque concordi sul fine, non ci sia ancora riuscito d'intenderci sui mezzi; confidiamo che fra breve otterremo pienamente quell'armonia che assicurerà la prosperità dell'Alemagna.

« A questo contribuiranno assai le comunicazioni che noi saremo in grado di fare ai governi tedeschi che risposero al nostro invito, e le quali offriranno al gabinetto prussiano l'occasione di convincersi nuovamente della lealtà delle nostre intenzioni disinteressate, non meno che della convenienza delle disposizioni preliminari da noi fatte per eseguirle.

« Recherete il presente dispaccio a conoscenza del sig. presidente del consiglio dei ministri, e gliene lascierete copia, se lo desidera.

« Gradite, ecc. — Vienna, 22 dicembre 1851.

« Firm.: il principe *Schwarzenberg*. »

TURCHIA

DAMASCO, 6 *gennaio*. Finalmente al 19 dello scorso mese giunse S. E. Izzet pascià alla testa dell'aspettata carovana dei pellegrini della Mecca, consistente in circa 2000 ottomani dell'Asia minore e della Rumelia, qualche centinaio di persiani ed altrettanti siriani. La maggior parte de' persiani che colla medesima si erano portati al pellegrinaggio preferirono di ritornare alle loro case attraversando l'Arabia per la via di Bagdad, essendo quella via di molto più breve, benchè più esposta alle scorrerie de'beduini.

Il giorno dell'entrata de'pellegrini avvenne in questa città un accidente, che mancò poco costasse la vita ad una quantità di spettatori. Un muro, sul quale si trovavano ammassati diversi curiosi per vedere passare il pascià ed il sacro tappeto, essendo reso fragile dalle cadute piogge, cedette al soverchio peso e cadde sulla strada, ove alcuni rimasero morti e molti altri malconci.

Il ritardo della carovana produsse della scontentezza contro Izzet pascià, e dicesi che sieno state fatte delle lagnanze in suo confronto alla sublime Porta, volendosi ch'egli abbia avuto la colpa dell'avvenuto indugio, che cagionò a' pellegrini non poche sofferenze.

Il nuovo seraschiere Mohammed pascià non è ancora giunto in questa sua residenza. Dicesi però che sia già partito da Aleppo addì 25 p. p. per questa volta, dopo aver essenzialmente sistemato gli affari nel distretto di Giaurdagh, ove gli abitanti rifiutavansi di sottomettersi alla reclutazione. Dalla Siria meridionale non si sente nulla sull'andamento della coscrizione, e pare che la rigidezza della stagione abbia fatto sospendere le incominciate operazioni. *(O. T.)*

AMERICA

STATI-UNITI. Giusta l'ultimo censimento fattosi agli Stati Uniti il totale della popolazione americana è di 23,261,434 anime che si dividono come segue:

Stati liberi	13,574,797
Stati ov'esiste ancora la schiavitù, uomini liberi	6,409,958
Idem, schiavi	3,075,234
Distretti e territorii, uomini liberi . . .	197,985
Idem, schiavi	3,500
Totale	23,261,434

La popolazione che ha i diritti politici, vale a dire che è po-

liticamente rappresentata, ammonta a 21,710,000 circa: il *prorata* elettorale a 95,170 anime.

— Continua a fervere agli Stati Uniti la quistione presidenziale: tanto i democratici che i whigs nulla trascurano per assicurar la vittoria del partito rispettivo. I candidati dei due partiti sono sempre i medesimi.

California. Dal piroscafo *Prometheus*, arrivato a Nuova-York, si ebbero notizie da California sino a tutto il 5 dicembre. Un *meeting* era stato tenuto a San Francisco, al finire di novembre, nello scopo di devenire alla creazione di una strada ferrata da San-Francisco sino ai piani del Missouri. Quest'idea era stata accolta con entusiasmo.

La legge marziale è stata proclamata nella California del sud, e si *fece* appello a tutti gli uomini validi a fine di resistere agli attacchi degl'indiani del sud della Sierra Nevada, collegati con le tribù del Rio Colorado e di Rio Gila. *(Journ. du Hâvre)*

Perù. Si legge nel *New-York Herald* :

Le notizie del Perù continuano ad esser favorevoli, e il generale Echenique acquista molta popolarità con la sua amministrazione. La quistione monetaria con la Bolivia stava per essere aggiustata all'amichevole tra i due paesi. Il trattato con l'Inghilterra era stato approvato e pubblicato; vi si notano molti articoli vantaggiosi per le due nazioni. Il governo avea intenzione di far costruire una strada ferrata da Arica a Tacna: varii ingegneri ne stavano già facendo gli studi preliminari a fine di conoscere l'ammontare del costo. Il dott. B. Herrera era stato nominato ministro plenipotenziario.

VARIETA'

L'ASSOCIAZIONE AGRARIA, LA SUA BIBLIOTECA E LA SOCIETA' DI LETTURA.

Fra le utili istituzioni private che grandemente giovarono a chiamare il popolo subalpino alla vita civile, non ultima certamente fu l'Associazione Agraria che creata con Regie Patenti 25 agosto 1842 come corrispondeva ad un bisogno altamente sentito di unione fra tutte le classi della società, crebbe in pochi anni e si diffuse per tutto lo Stato, ed avvisando agli interessi morali e materiali di tutto il paese, mentre procacciò non poco all'incremento della patria agricoltura e dell'educazione popolare, molto contribuì a preparare gli animi ad usufruttuare le benefiche istituzioni di libertà che ora, sancite dallo Statuto costituzionale son divenute dritto comune di questa eletta provincia italiana. Saranno sempre gloria dell'Associazione agraria le utili pubblicazioni cui tratto tratto diede opera, la diffusione dei buoni metodi e delle migliori pratiche agrarie, i congressi suoi belli di tanta concordia in Alba, in Pinerolo, in Savoia, in Lomellina, in Casale, benemeriti per la nobile spinta data ad ogni miglioramento morale e materiale del paese, ferventi d'entusiasmo per ogni progresso sociale. Ma come tutte le altre società, si risentì pur essa del moto generoso del 1848 che tutti gli animi volgendo alla gran causa d'Italia, gli stolse dalle pacifiche cure domestiche, talchè affievolitasi essa pure, e venuta meno di numero, non poco rimise del primitivo ardore; ciò non di manco, col rientrar nella vita comune, col riprendersi dei pacifici studi nelle vitali sorgenti della ricchezza, rianimandosi essa puranco va di bel nuovo riprendendo la sua primitiva missione, riattivando i comizi provinciali, e l'anno ora decorso riaperse nell'illustre città d'Asti il corso de' suoi congressi, ove non pochi premii si assegnarono, e nelle conferenze serali belle e dotte memorie si lessero che verranno pubblicate, utili discussioni si tennero sul credito agrario, sull'esercizio della veterinaria tentò porre le basi di una nuova società enologica che, sperasi, vorrà progredire.

Ella ora avendo traslocato la sua sede in luogo più centrale (1) maggior comodo presenta ai socii della capitale ad usare della copiosa sua biblioteca, la quale, mercè il sussidio della *Società di lettura* formatasi fra i socii medesimi per l'acquisto dei giornali e libri politici, scientifici e letterarii, presentando coll'ampio suo corredo di libri sufficiente pascolo all'attuale avidità di leggere e di sapere, invita le civili persone studiose pure delle altre discipline a prendervi parte. Di fatto, resasi l'associazione acquisitrice dei libri dell'antico gabinetto letterario già fondato dal Pomba, e ricco delle più pregiate opere della letteratura antica e moderna, italiana e francese, consta essa biblioteca di ben cinque e più mila volumi, fra cui non poche opere di reale e ben sentita utilità, quali la *Biographie universelle* del Michaud, la collezione compiuta pubblicatasi in Milano dalla società dei classici italiani, e quella dei classici del secolo XVIII, non che quella del Bettoni, una serie molto innoltrata della *Revue britannique* di ben 200 volumi, la *Réimpression de l'ancien Moniteur*, la collezione degli economisti italiani, quella dei francesi del Guillaumin, il *Moniteur universel* dal 1835 in qua, oltre alla collezione serbata dal 1842 delle migliori riviste scientifiche quale la *Revue des deux mondes*, le *Journal des économistes*, l'*Edimburg review*, e di parecchie altre, senza tener conto delle molte opere e giornali agrarii di cui si va facendo annualmente raccolta, quali materie che più davvicino riguardano le mire della società.

Come inoltre le migliori opere che vengono annualmente alla luce si vanno a proporzione de' fondi acquistando dalle due società riunite, dall'una cioè quelle riflettenti l'agricoltura e le scienze affini, dall'altra le opere di storia, di politica e di letteratura, e stanno sul tavolo della biblioteca i più riputati giornali politici e scientifici d'Italia e d'oltremonte, così le due società si coadiuvano a vicenda, e l'una giova all'altra, poichè se la prima provvede le maggiori spese, l'altra contribuì assai a ritenere i socii della capitale, che allettati dal vantaggio che presenta in essa la società di lettura, vi stettero fermi, e col loro esempio chiamarono altri, tuttochè per nulla curanti l'agricoltura, ad ascrivervisi, avvegnachè quivi, non essendovi speculazione privata, ognuno è parte integrante della società, e scorge in ogni altro socio più che un estraneo un collega, e vi sta come a casa propria, d'ogni cosa comproprietario.

Fu ventura dell'Associazione Agraria che, diminuendo, anzi che crescere, le spese di locazione, abbia potuto collocarsi in sì bella e comoda posizione centrale qual è la piazza S. Carlo, in casa Natta, ove ampio atrio e bello scalone danno adito alla vasta e magnifica sala ad uso di biblioteca: stando questa aperta dal mattino alla tardissima sera, ben riscaldata ed illuminata, col diritto ai socii di portarsi a casa per alcuni giorni i libri di cui abbiano vaghezza, sol che s'inscrivano su apposito registro, presenta tali agevolezze ai cittadini della capitale che, non fosse altro che per ciò solo, dovrebbero farsi pressa ad inscriversi e profittarne, avvegnachè bello ornamento sieno delle città più illustri le riunioni d'ogni sorta, a nobile convegno di studio, di sollievo intellettuale, e di reciproco sociale commercio.

C. D. B.

(1) *Essa è situata in via di S. Teresa, num. 2, casa Natta prospiciente la piazza S. Carlo, primo piano, scalone a sinistra nella corte.*

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 23 *gennaio*.

ELEZIONI

Collegio di Ceagna — Avv. Francesco Guglianetti.

— *Roma*, 25 *gennaio*. Alle ore 11 di ieri mattina nell'atrio del palazzo del S. Monte di Pietà seguì alla pubblica vista il bruciamento della somma di scudi 67,690 di carta-moneta.

(Giorn. di Roma)

— *Napoli*, 19 *febbraio*. S. M. il re ha presieduto stamane al consiglio di Stato.

— Nel giorno 5 del corrente mese passò all'altra vita nel monastero claustrale delle religiose di Santa Maria del Carmine in Avellino la religiosa professa suor Maria Benedetta di Gesù, nel secolo Mariantonia Jandolo, nata nel 20 agosto 1748, e quindi dell'età di 103 anni, 4 mesi e 16 giorni.

— Nel giorno 9 di questo mese alle ore 5 e mezza ed alle 11 pomeridiane s'intesero in Melfi due scosse sussultorie di terremuoto, di varia intensità ed accompagnate dal solito rombo. Ognuna durò circa tre minuti secondi, senza che alcun danno avessero arrecato.

Innocua fu pur l'altra che s'intese il giorno 11 all'ora una e mezza pomeridiane abbenchè durasse circa sei secondi e fosse abbastanza forte. Essa fu da principio sussultoria e poi ondulatoria.

(G. Off. del R. delle Due Sic.)

Francia. *Parigi*, 25 *gennaio*. Il *Moniteur* d'oggi pubblica i seguenti decreti :

1. Abrogazione del decreto del governo provvisorio (29 febbraio 1848) concernente gli antichi titoli di nobiltà ;

2. È aperto al ministro dei lavori pubblici sull'esercizio 1852, in surrogazione d'una somma eguale rimasta senza impiego nel 1851, un credito di 2,950,000 fr., cioè 1,520,000 fr. per la strada ferrata di cinta intorno a Parigi, e 1,680,000 fr. per la strada ferrata da Lione ad Avignone ;

3. È aperto un altro credito di 3,000,000 di fr. per l'esecuzione dei lavori della parte di strada ferrata dell'Ovest compresa fra il Mans e Laval.

— Leggesi nella *Patrie* : Il sig. Magne, ministro dei lavori pubblici, ha data la sua demissione nelle mani del presidente della repubblica il 22 del corrente mese ; egli riterrà il portafoglio sino a che gli sia surrogato un successore, il che avverrà quanto prima.

— La festa da ballo data iersera al palazzo delle Tuilerie, è stata splendidissima. Gli appartamenti erano decorati con una magnificenza degna di quell'antica residenza dei re.

Più di 4000 persone si accalcavano in quelle vaste sale. Strauss dirigeva la grande orchestra nella sala dei marescialli, e vi fece eseguire per la prima volta parecchie delle sue composizioni.

Tutti i più eminenti personaggi stranieri che si trovano in questo momento a Parigi, aveano ricevuto inviti. Il corpo diplomatico vi era in numero compiuto. Il presidente, col seguito de' suoi ministri e de' suoi ufficiali d'ordinanza, percorse le gallerie, e s'intertenne con parecchie persone. Egli è rimasto per due ore alla festa, che si prolungò molto innanzi nella notte.

— Il *Constitutionnel* ha creduto, dice la *Patrie*, di dover accompagnare di riflessioni non molto cortesi l'uscir dei signori Fould e Rouher dal gabinetto. Noi siamo certi che il governo ha visto con rincrescimento quelle riflessioni in proposito di uomini onorevoli, di cui sempre apprezzò i servigi e lo zelo.

— Il conte Giuseppe Szembeck, ciamberlano del re di Prussia, è giunto a Parigi, incaricato, dicesi, d'una missione speciale.

— La legge organica del consiglio di Stato e la lista dei membri che comporranno il consiglio istesso saranno inserite nel *Moniteur* di domani (26).

— Assicurasi che il governo si prepara, dice la corrispondenza Havas, ad abrogare la disposizione della legge che assoggetta ad una soprastassa i numeri dei giornali che contengono appendici *(feuilletons)*. Questa determinazione che allevierà la maggior parte dei fogli periodici da un'imposta gravissima, dimostra con qual sollecitudine il governo vegli agli interessi della stampa veramente onesta e principalmente della nostra letteratura.

— Il *Journal de Bruxelles* pubblica una lettera del signor di Montalembert al nuovo ministro di Stato; nella quale egli dichiara che, in seguito ai decreti del 22, egli dà la sua demissione da membro della commissione consultiva.

I sigg. di Montemart, di Merode e di Moustier, soggiunse l'*Indépendance Belge*, hanno data la loro demissione dalla carica stessa in termini presso a poco identici.

I giornali di Parigi non fanno parola di queste demissioni.

Spagna. *Madrid*, 20 *gennaio*. In occasione della morte di S. M. il re di Annover S. M. la regina ha deciso che la corte di Spagna prenderebbe il lutto per 15 giorni.

(Gazz. di Madrid)

— I sig. Madon, Figueras e Asquerino han dato la loro demissione di deputati alle *cortes*.

— Il sig. Ordonez arrivò ieri (19) a Madrid e prese immediatamente possesso delle funzioni di governatore della provincia di Madrid alle quali fu testè nominato.

Portogallo. Si legge nel *Clamor Publico* del 20 corr. :

Le notizie di Portogallo son del 14. Contro la aspettazione generale, i dibattimenti ragionati dalla verificazione dei poteri sono divenuti vivissimi; si teme che le *cortes* non perdano in cosiffatte discussioni quel vigore che esse dovrebbero riserbare per quistioni di maggiore importanza.

Inghilterra. *Londra*, 24 *gennaio*. Si legge nel *Globe* :

Oggi a 2 ore è stato tenuto un consiglio di gabinetto al ministero degli affari esteri.

— Si legge nel *Morning Herald* :

Si dice che S. M. e il principe Alberto arriveranno di buon'ora a Buckingham Palace il lunedì 2 febbraio ; il martedì la regina ritornerà a Windsor per ritornare il 14 o il 15 e restare a Londra sino a Pasqua. S. M. si recherà, dicesi pure, martedì in gran corteggio alla Camera dei lord per aprire in persona la sessione del Parlamento.

L'11° anniversario del matrimonio di S. M. sarà solennizzato a Windsor da pranzi pubblici il 10 febbraio prossimo.

— Si legge nel *Sun* :

Sir James e lady Graham sono ritornati a Grosvenor Place di ritorno da una visita che han fatta alla regina a Windsor.

— Si legge nello stesso giornale :

Il maggior generale Carden, del Corpo reale del genio, il colonnello Colquhoun dell'artiglieria, e sir Edward Belcher, sono nominati membri d'una commissione a cui è affidato l'incarico di esaminare lo stato di difesa delle isole della Manica, le quali sono di grandissima importanza nella rivista generale dello stato delle nostre fortificazioni, e di farne una relazione.

— Scrivono al *Morning Advertiser* da Portsmouth in data del 25 :

Il *Furg*, goletta a vapore, è partita oggi con dispacci pel Commodoro Martin alla volta di Lisbona.

Alemagna. *Berlino*, 22 *gennaio*. Il nuovo ministro della guerra, generale Bonin, sosterrà davanti alla seconda Camera il bilancio della guerra in tutte le sue parti. Il ministro è del parere degli altri generali e del principe di Prussia, che bisogna accrescere il bilancio della guerra. Non si crede che l'istituzione della Landwehr venga modificata. Anche il principe di Prussia si dichiarò più volte in favore della sua conservazione.

La *Gazzetta di Colonia* dice che nel giorno 20 v'ebbe consiglio dei ministri cui presiedette il re, ed a cui si attribuisce una importanza straordinaria : secondo questo giornale sarebbe imminente una crisi ministeriale, poichè il sig. Manteuffel, presidente del consiglio, non sarebbe d'accordo col ministro dell'interno sig. Westphalen riguardo all'organizzazione dei comuni.

Ora, in occasione che si sta agitando la questione del rivedimento della costituzione, si manifesterebbe qualche divergenza fra i due ministri ; sembra che il sig. Westphalen inclini a proporre che la prima Camera venga tratta dagli Stati provinciali, che per opera sua principalmente vennero restaurati.

— Alla prima Camera venne fatta la proposta seguente :

« Piaccia alla Camera di cangiare l'art. 55 della costituzione, formolandolo nei termini seguenti : La prima Camera è composta, 1° dei principi maggiorenni della reale famiglia ; 2° dei capi delle case principesche di Hohenzollern ; 3° dei capi dell'antica nobiltà immediata di Prussia ; 4° dei capi delle famiglie che vennero investite dal re del diritto di sedere e di votare nella prima Camera in virtù del diritto di primogenitura e della successione agnatica ; 5° di membri nominati a vita dal re. Il numero dei membri della prima Camera è illimitato. »

— Oggi alle 11 1/2 il ministero si è radunato in consiglio. Al mezzodì i ministri si sono recati al castello reale, e ricominciarono la deliberazione sotto la presidenza del re. Si trattò nuovamente della forma a darsi alla prima Camera.

Il sig. Bismark-Schönhausen ebbe, oggi di buon mattino, dal re un'udienza di congedo : egli partirà per Francoforte, attesochè le circostanze rendono necessaria la sua presenza in quella città.

(Nuova Gazz. di Prussia)

— Si dice che, quanto alla composizione della prima Camera, il re abbia approvato il progetto per cui essa verrà composta di membri esclusivamente nominati dal re, e di pari in parte ereditari e in parte nominati a vita.

— Il conte Bernstoff, già ambasciatore alla corte di Vienna, fu nominato a deputato per la prima Camera.

Annover, 21 *gennaio*. La seduta secreta tenuta oggi dalla seconda Camera, fu preceduta da seduta pubblica, in cui vennero presentate le due mozioni seguenti :

« Considerando che una guerra contro la Danimarca richiede necessariamente l'esistenza di una flotta tedesca, e che il mantenimento di quest'ultima è un bisogno urgente pel regno di Annover nell'interesse della navigazione e del commercio, la seconda Camera invita il governo ad impiegare tutti i mezzi che sono in suo potere per mantenere ed aumentare la flotta tedesca, e dichiara che essa voterà i crediti necessarii a questo fine. »

« 2. La seconda Camera invita il governo ad accordare il diritto di naturalizzazione, entrando nel territorio annoverese, ai cittadini dei ducati di Schleswig e di Holstein espulsi dal loro paese. »

E. LEONE gerente.

Repertorio di agricoltura e di scienze economiche e industriali del prof. Ragazzoni, anno XXIV, fascicolo di dicembre.

Indice. Sull'impiego della calce in agricoltura — Allevamento dei bachi nati naturalmente dalla semente dell'annata — Fisiologia vegetale applicata alla selvicoltura — Il libero scambio, i salarii ed il pane a buon mercato — Il ferro relativamente all'agricoltura — Sulla scabbie del montone — Sulla necessità d'un codice agrario — Notizie agricole — Sabbie sterili fertilizzate dalla marna — Nuovi ingrassi concentrati del commercio — Impiego del sale di salamoia per concimi — Sulla tignuola della vite — Pomo da terra *Comizio d'Amiens* nuova varietà molto precoce — Allevamento comparativo dei bachi da seta — Scuola pratica per il loro allevamento — Agricoltura sassone — Rimedio contro la pleuroperipneumonia epizootica — Rimedio contro il carbone degli animali — Adunanza della R. Accademia d'agricoltura — Modo d'alimentare i vitelli — Vino d'aranci — Movimento dei viaggiatori sulla strada ferrata — Pomologia francese o monografia generale dei frutti.

È prossima la pubblicazione del fascicolo di gennaio. Le associazioni si ricevono in Torino presso la direzione dell'opera, contrada dei Pescatori, porta numero 6, piano 5°, al prezzo di L. 12 annue, franco per la posta.

www.internetculturale.it

PROGRAMMA

La questione che nel diritto pubblico primeggia in quest'ora fra tutte le altre è la *podestà della Chiesa e le sue attinenze col principato civile*.

Due scrittori raccoglievano nell'altro secolo il pro ed il contra. Con tutto l'apparato dei cavilli forensi impugnava quella potestà il Giannone, avvocato napoletano. Con ogni nerbo di logica e della più squisita erudizione, il Bianchi confutava il Giannone nell'opera intitolata: *Della Potestà e della Polizia della Chiesa, trattati due contro le nuove opinioni di Pietro Giannone, dedicati a S. S. da* Gian Antonio Bianchi.

Tale opera del Bianchi quasi non esiste più nell'Italia, essendosi acquistati pressochè tutti gli esemplari dai dotti dell'Inghilterra e della Germania. Il suo merito grandissimo, la sua rarità e la stessa questione rimessa ora in campo in parte d'Italia, e, più o meno, presso tutte le nazioni, richieggono che sia di nuovo prodotta alla luce. Il che intendo di fare co' miei tipi, recando alla maggiore delle scienze ed alla più importante delle questioni quella utilità che al mio ufizio ed alle mie forze è consentita.

Dirò al Clero che io non venni in tale proposito, se non dopo le approvazioni e gli eccitamenti delle più grandi autorità della Chiesa, le quali vedono giunta l'ora in cui tutto il Clero dee trovarsi capace di difendere il sacro deposito, e di non sottrarsi alla più onorevole delle tenzoni, quella cioè della scienza e dell'intelletto in servizio della fede.

L'opera del Bianchi sarà per tutti un'armatura forte ed inespugnabile in una simile tenzone.

L'edizione romana si compone di 7 volumi in quarto. I due primi sono contro il disfatto gallicanismo; gli altri cinque sono contro il Giannone. Io riprodurrò questi ultimi cinque, trattando essi appunto di questioni rinnovate e vive. Sono certo che il dottissimo Clero Italiano verrà in appoggio e aiuto della mia impresa, e farà dell'opera che annunzio quell'alto concetto che già ne fecero le nazioni più erudite e colte.

Carmagnola, gennaio 1852.

Pietro Barbié, *edit. tip.*

CONDIZIONI D'ASSOCIAZIONE

L'opera verrà distribuita a puntate di dieci fogli di stampa da otto pagine caduno, in carta, caratteri e formato simile al programma, al prezzo di centesimi 10 per foglio, e così un franco ogni puntata.

Quaranta puntate circa formeranno i 8 volumi che intendo pubblicare.

Le associazioni si ricevono dall'editore in Carmagnola e dai librai distributori del programma.

L'associato che desiderasse ricevere franco di posta a destinazione le puntate, non ha che a dichiararlo, obbligandosi di far pervenire franco all'editore la metà dell'associazione alla distribuzione del primo fascicolo, e l'altra metà a quella del vigesimo; per l'estero le spese di posta e dazio saranno a carico dei committenti.

Appena avuto un discreto numero di firme si darà tosto mano alla regolare pubblicazione dell'opera.

AVVISO

ai proprietarii di Porta Susa

I proprietarii, cui sta a cuore che la Stazione, *Embarcadero*, della Strada ferrata da Torino a Novara sia eretto in quel rione, sono pregati di intervenire all'adunanza generale che avrà luogo venerdì 30 corrente, alle 8 di sera, nel locale al piano terreno del palazzo S. Giorgio, via degli Ambasciatori, per prendere alcuni concerti su tale proposito.

AVVISO

Il sottoscritto notifica, per ogni effetto che di ragione, a tutti gli aventi interessi col signor Casimiro Gonella, del fu Antonio Carlo, di questa città, ed in ora assente dai Regii Stati, trovarsi munito di procura generale da questi in di lui capo spedita, sotto il 28 ottobre ultimo scorso, rogata Galeazzi notaio.

Torino, il 26 gennaio 1852.

Crudo Andrea sost. Tesio.

GUANO del PERU', Isola Chincea

Deposito in S. Pier d'Arena

Per le condizioni e prezzo dirigersi al sig. F. Giribon, Commissionario, via Bogino, casa Colla, num. 8, piano terreno, Torino.

DA VENDERE

In Borgo Nuovo, via della Rocca,

Terreno fabbricabile di are 27, cent. 42 (tavole 72) circa, in tutto od in parte.

Dirigersi al sig. causidico coll. Gandolfi, via degli Stampatori, num. 14.

MUTUO

Si desidera mutuare L. 4,000 con cauzione di L. 20,000, delle quali l'ipoteca risultante dal contratto deve servire per altra cauzione senza interesse.

Recapito all'*Uffizio di Pubblica sollecitazione*, via di Po, num. 39, ove al principio dell'entrante mese vi saranno da mutuare L. 100, 200, 200, 4,000, ecc.

DA VENDERE

Grandioso Tenimento situato in territorio di Livorno Vercellese, composto di risaie, campi e prati, della superficie in totale di ett. 278 (giornate 730) circa, con vasti fabbricati e spaziosi magazzini, il tutto in ottimo stato, con acqua propria, molino a due ruote e pesta da riso.

Per le opportune informazioni far capo alla Banca Soldati, via dell'Arcivescovado, porta n. 15, piano 1.°

VENDITA

Di num. 783 PIANTE roveri, pioppi, olmi, noci d'alto fusto, di diverso diametro, esistenti nei beni della cascina detta la Marmora, territorio di Torino, regione Basse di Stura. — Per le condizioni ed offerte dirigersi alla segreteria dell'Opera di S. Luigi, via S. Chiara, prima delle ore 11 del 31 corr. gennaio.

DA VENDERE

in via S. Lazzaro, dirimpetto alla chiesa della Rocca,

TERRENO fabbricabile in tre lotti, di are 6 1/2 tav. 47) caduno, uniti o separati.

Recapito al portinaio in via dell'Esagono, num. 1.

FALLIMENTO

Di Carbonero Giovanni, trattore all'insegna delle Due Corone d'Argento, in Torino, via del Cannon d'Oro, num. 12, casa Cuniberti.

Adunanza per la verificazione dei crediti.

Si avvisano i creditori di detto Carbonero di rimettere, nello spazio di giorni 20, ai signori Giuseppe Ponteprino, residente in Torino, e Bianco Giuseppe negoziante da vino, ed Agliano, sindaci definitivi del preindicato fallimento, od alla Segreteria del Magistrato del Consolato di Torino, i titoli dei loro crediti, colla nota che ne indichi l'ammontare, e di comparire personalmente, o per mezzo di mandatario, il 16 di febbraio prossimo, ed alle ore 2 pomeridiane in una sala del prefato Magistrato, avanti l'ill.mo signor consigliere conte e cavaliere Francesco Cravosio, giudice commissario, all'oggetto della verificazione dei crediti a termine di legge.

Torino, il 23 gennaio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Nel giudicio di subastazione volontaria, promossa dal signor Augusto Burdin, dimorante in Torino, essendo stato il 1.° lotto degli stabili apparenti dal relativo bando venale di questo R. tribunale di prima cognizione deliberato con sentenza del 15 dicembre ultimo scorso, a favore del sig. Gaetano Pasquario, per L. 13,000, vi fu in tempo utile fatto l'aumento del sesto, portandone così il prezzo a L. 15,170.

In conseguenza di quale aumento sull'ulteriore instanza dello stesso signor Burdin, venne fissato un nuovo incanto del predetto lotto primo, all'udienza dello stesso regio tribunale di prima cognizione di questa città, del 9 febbraio prossimo, ore 9 antimeridiane, quale verrà aperto sul ridetto prezzo d'aumento in L. 15,170.

Il che tutto si deduce a pubblica notizia, in conformità delle vegliantì leggi.

Torino, li 27 gennaio 1852.

Castagna proc. coll.

NOTA

Con atto in data del 10 gennaio 1852, passato alla segreteria di questo regio tribunale di prima cognizione, il sig. Luigi Muretti, del luogo di Sciolze, dichiarò di accettare, col beneficio dell'inventario, l'eredità dal di lui padre Francesco, morendo, lasciata.

Torino, il 20 gennaio 1852.

Devalle sost. Vayra.

NOTA

In dipendenza dello stato attivo e passivo del suo patrimonio, rassegnato dall'Antonio Lovera, da Piossasco, al regio tribunale di prima cognizione di questa città, all'oggetto di ottenere la cessione de' suoi beni a mente della legge, il medesimo, con suo decreto del 24 corr. mandò citarsi tutti i creditori dello stesso Lovera a comparire entro il termine di giorni 15 successivi alla rispettiva intimazione.

Torino, 26 gennaio 1852.

Ferrero sost. Piana.

NOTA

Con atto 23 corrente mese, rogato Mongilardi, la Dama Maddalena Avogadro di Ceretto, moglie del sig. Carlo Eusebio Ballina, di Cossato, revocò la procura generale che con atto 3 agosto 1846, al rogito Mongilardi, aveva passato in capo al predetto di lei marito.

Biella, il 24 gennaio 1852.

Corona caus. coll.

NOTA

Con atto in data 10 dicembre 1851, rogato Salotto, stato trascritto all'ufficio delle ipoteche di questa città il giorno 8 dell'andante mese, l'avvocato Giacomo Giacomo Vischi fu Matteo acquistò dalla Donna Enrichetta Baronis fu conte Ottavio Amedeo, i beni infra descritti, in territorio di Givoletto;

1. Una pezza bosco, regione Piano delle Mottere, del quantitativo di are 29, cent. 66, sotto le coerenze in detto titolo designate;

2. Altra pezza bosco, regione Campo Polito, del quantitativo di are 45, cent. 80, sotto le coerenze pure nel prementovato atto indicate.

F. Galliano sost. Collino.

NOTA

Per la distribuzione del prezzo di una casa e di un campo situati quella nel recinto di Vigone, questo sul territorio dello stesso luogo, già proprii delli Pietro e Gioanni fratelli Sola, dichiarati in istato di fallimento, ad instanza degli acquisitori in concorso dei sindaci venne dichiarato aperto il giudicio di graduzione avanti il tribunale di prima cognizione di Pinerolo, a relazione dell'ill.mo signor giudice Fava, e furono ingiunti tutti i creditori ed aventi dritto sul prezzo suddetto ascendente alla complessiva somma di L. 1545 50 a proporre i loro crediti nella segreteria del prelodato tribunale entro il termine dalla legge fissato.

A. Varese caus. coll.

NOTE POUR ABSENCE

Par décret et lettres du 3 janvier 1852, mis sur la requête présentée par Angélique feu Joseph Curtoz, domiciliée à Châtillon, pour constater l'absence de Léonard Gal feu Joseph, son mari, dont la résidence et le dernier domicile ont été à la commune de Torgnon, le tribunal de première instance d'Aoste a mandé, avant tout, faire l'enquête opportune en contradictoire du Ministère public, et a commis à cet effet M. le juge du mandement de Châtillon.

Aoste, le 24 janvier 1852.

Martinet proc. coll.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 27 gennaio 1852

Corso Autentico

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo prezzo	per fine del mese corr.: prezzo più alto	per fine del mese corr.: prezzo più basso	per fine del mese prossimo: prezzo più alto	per fine del mese prossimo: prezzo più basso
1819 5 0/0 god. 1 8.bre					
1831 » » 1 genn.					
1848 » » 1 7.bre					
1849 » » 1 genn.	90	89 89			
1851 » » 1 dicem.		35)			15 feb. 89 50
1834 Obbligaz. 1 genn.					29 feb. 89 60
1849 » 1 8.bre.					
1850 » 1 agosto	950				
1844 5 0/0 Sardi 1 luglio					
FONDI PRIVATI					
Azioni B. N. 1 genn.		1090			
» Banco di Savoia					
Città di (4 0/0 oltre la inter. decor.					
Torino (5 50 0/0 1 lug.					
Città di Genova 4 0/0					
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.					
Società del Gaz (nuova)					
facendi a premio fin. di 8.bre.					
Via ferr. di Savigliano 1 genn.		420			
Molini presso Collegno 1 giugno					

CAMBI	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	953 —	95 23/4 —
Genova sconto	4 p. %	— —
Francoforte S. M.	210 1/2	— —
Lione	99 90	99 40 —
Londra	25 25	25 19 1/2
Milano	— —	— —
Parigi	99 90	99 40 —
Torino sconto	4 p. %	— —

Monete contro argento o Biglietti di Banca (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 06 —	20 10 —
— di Savoia	20 72 —	20 77 —
— di Genova	79 25 —	79 40 —
Sovrana nuova	35 13 —	35 18 —
— vecchia	34 90 —	35 — —
EROSO misto		
Perdita	2 3/4	p. %

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *I figli di Edoardo quarto*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le 4 *Nazioni*, del coreografo Rota.

D'ANGENNES Relâche.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Il medico e la morte*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *La leggitrice di Scozia*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne*.

WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
22 genn.	758 03	756 54	756 24	+ 0 7	+ 1 8	+ 2 5	— 1 5	+ 0 5	+ 1 3	N.N.O.	S. O.	S. O.	Nebbia	Nebbia	Nebbia
23 »	754 42	754 48	755 78	+ 1 6	+ 4 5	+ 4 8	+ 0 4	+ 3 8	+ 3 0	N.N.E.	S.S.O.	S.S.O.	Nebbia	Nebbia	Nebbia
24 »	741 64	742 38	745 52	+ 4 2	+ 4 6	+ 2 6	— 1 5	— 0 2	— 0 1	S.S.O.	E.N.E.	S. O.	Nebbia	Nebbia	Nebbia

TIP. G. FAVALE e COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 23 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

GIOVEDI' 29 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

In seguito alle reiterate istanze del cavaliere avv. Severino Battaglione per essere dispensato dalla carica di Direttore provvisorio della scuola veterinaria stabilita in questa capitale in sostituzione del soppresso Istituto agrario, veterinario e forestale della Veneria Reale, S. M. con R. Decreto del 15 volgente gennaio si degnava di collocarlo in aspettativa.

E con altri Decreti della stessa data ha promosso alla suddetta carica di Direttore il cav. avv. Francesco Magnone, già capo di Divisione nel Ministero dell'agricoltura e commercio, conferendogli in pari tempo la decorazione della Croce di cavaliere dell'Ordine de' Ss. Maurizio e Lazzaro.

E nella stessa udienza S. M. nominò il predetto cav. Magnone a membro della Commissione superiore di statistica.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. A cominciare dalla pubblicazione del presente Decreto in tutti i Collegi Regi pubblici nella scuola di Umanità si continuerà ad insegnare la storia romana, e si darà inoltre principio alla storia moderna d'Europa, e specialmente d'Italia: nella scuola di Rettorica si compierà lo studio di quest'ultima storia, e si spiegherà l'aritmetica e la geografia fisica; e nelle scuole di Filosofia si eserciteranno gli studenti nella letteratura latina ed italiana o francese.

Art. 2. Nei Collegi, nei quali non sono stabiliti professori particolari per tali insegnamenti, sono incaricati della storia romana il professore d'Umanità, della storia moderna d'Europa e d'Italia i professori di Umanità e Rettorica, della letteratura latina ed italiana o francese il professore di Rettorica, e dell'aritmetica e geografia fisica il professore di Filosofia e segnatamente quello di Positiva dove sono stabilite due cattedre di Filosofia.

Art. 3. Per la letteratura latina ed italiana o francese, come per l'aritmetica e geografia fisica, si daranno due lezioni per settimana, ciascuna delle quali durerà un'ora e mezzo. Si daranno pure due lezioni della durata di un'ora sulla storia romana e sulla storia moderna d'Europa e d'Italia.

Art. 4. Negli esami annuali di promozione per le classi di Umanità, Rettorica e Filosofia le nuove materie sopra prescritte faranno parte integrante dei medesimi.

Art. 5 Per l'insegnamento di queste e per i relativi esami si seguiranno le norme prescritte nell'Istruzione annessa al presente Decreto, e firmata d'Ordine Nostro dal Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione.

Art. 6. A cominciare dal prossimo anno scolastico 1852-53 cesserà nelle scuole di Filosofia di tutti i Collegi nazionali, regi e pubblici l'insegnamento dell'aritmetica per ciò che concerne le operazioni sui numeri intieri e complessi, e sulle frazioni decimali ed ordinarie.

Art. 7. È abrogata ogni disposizione contraria al presente Decreto.

Il Nostro Ministro della Pubblica istruzione è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino, il 28 gennaio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

FARINI.

Appendice

PROGRESSI DELLA CHIMICA IN ITALIA E FUORI.

(Parte italiana)

Principii elementari di chimica organica di F. Selmi — Analisi delle acque dei pozzi artesiani perforati nella città di Venezia, delle acque di alcune cisterne pubbliche e del fiume Seriola, di Zanon e Cenedella — Analisi dell'acqua ferruginosa di Riva in Valsesia, e di altra nuova sorgente minerale del territorio di Acqui, di Abbene e — Idrofughina, di C. Menotti — Scoperte recentissime di Pirla.

Dagli editori cugini Pomba e Comp. uscirono ora in luce i *Principii elementari di chimica organica* (1), compilati dal prof. Francesco Selmi, e dei quali non volendo farci lodatori nè biasimatori, ci restringeremo ad esporre in breve quale sia il piano onde ne fu condotta la compilazione.

L'autore cominciò il libro dalla esposizione di quei principii che stanno a fondamento della chimica organica: laonde tenne discorso delle forze concorrenti alle formazioni organiche; della constituzione delle molecole organiche, delle sostituzioni e degli omologhi; dei principali riagenti adoperati dallo sperimentatore sulle sostanze organiche e dei loro effetti; di quelle occulte cagioni, di cui l'origine ci è oscura, e che non pertanto sono feconde di grandi e maravigliosi fenomeni; dell'analisi e della sintasi dei composti organici, ecc.

Procedendo in appresso a trattare più minutamente dei corpi organici, camminò a seconda di un metodo proprio, o per meglio dire non si propose verun metodo sistematico, essendogli giovato di muovere dai corpi più semplici, dal meno organico per salire gradatamente al più complesso ed al più organico. Laonde fattosi a dire degli *elementi organabili*, li divise in *elementi cardinali*, che stanno come a radice d'ogni molecola organica e senza dei quali non si forma molecola organica; in *elementi sviluppatori*, che aggiungendosi ai primi ne aiutano lo sviluppo, onde s'ingenerano i composti organici; finalmente in *elementi accessorii* che pure non mancano di alta importanza per le formazioni organiche.

Dopo aver ragionato degli elementi organabili, passò naturalmente ai *radicali organici*, e dopo di avere toccato per quali tratti si attengano ai radicali inorganici e per quali loro dissomiglino, venne a fermarsi in ispecie sul *cianogeno* e sul *cacodilo*, non tacendo dello *zincometilo*, dello *stibometilo* ed altri radicali organici di modernissima scoperta; narrando di essi ciò che gli fu dato di raccogliere dagli scritti dei loro scopritori.

A radicali fece succedere gli *acidi*, le *basi* ed i *sali organici*, considerando che quei composti organici, nei quali sono più manifesti i segni di antagonismo chimico, però signoreggiati più possentemente dalle forze combinative della materia morta, si allontanano maggiormente dalla neutralità e dalla poligamia, che sogliono predominar nelle sostanze di alta organicità, e si accostano per converso ai modi delle sostanze minerali. Ed in questi capitoli parlò sulla formazione degli acidi e delle basi organiche, sui loro portamenti, sulle loro combinazioni precipue; impegnandosi ad un tempo d'inserirvi notizia delle recenti e capitali scoperte dello Strecker, di Pasteur, del Kolbe, dell'Hoffmann, del Wurtz e di altri, onde fu rischiarata tanto cospicuamente la genesi degli uni e delle altre.

A questo punto seguitò coi carburi d'idrogeno d'onde hanno origine i composti alcoolici. L'autore ne discorse tanto ampiamente quanto gli fu concesso dalla mole del libro, e si affaticò di porre in chiaro quali siano le opinioni moderne circa alla constituzione chimica degli alcooli e degli eteri; e per quale strada novella i chimici ora si muovano nelle indagini sui composti alcoolici.

Dopo il trattato delle famiglie alcooliche, nel quale s'inchiuda quello dei corpi grassi, procedette alla disamina dei carburi d'idrogeno subidrogenici, nei quali cioè il carbonio prevale, per la quantità degli equivalenti sull'idrogeno. Ampia classe di sostanze, la quale abbraccia quasi tutte le essenze e molti derivati di esse, e pe' ò raccoglie le canfore ed altri idrocarburi ossidati.

Pospose agli idrocarburi subidrogenici le sostanze coloranti, le astringenti e le gelatinose dei vegetabili, nelle quali comincia a manifestarsi l'organicità di alto grado, tanto nella forma, nel modo di scioglier si, nella facoltà di aderenze di cui sono fornite e nella composizione. Egli si fermò, per quanto gli fu dato dall'angustia dello spazio, a dimostrare come si possa argomentare dalla disdoppiabilità delle sostanze coloranti, quale ne sia la formazione originaria.

Di queste sostanze era naturale che salisse, come fece, agli zuccheri, alle gomme, agli amidacei, ai lignei e dopo questi venisse agli albuminoidi e loro congeneri, che tengono la cima della scala dei corpi organici.

E qui dovette restringersi a toccarne di volo e come per sommi capi le qualità più essenziali, perchè si riserbò di ragionarne più distesamente e più circostanziatamente in altro luogo in cui le considererà come sostanze organizzate.

La scoperta importantissima della chimica organica, il novero copioso dei corpi organici che si studiarono e dei quali si misero in chiaro gli sviluppi, la necessità di dare almeno qualche cenno di questi sviluppi, perchè di qui soltanto si può conoscere l'indole dei detti corpi, condussero a serbare per altro lavoro il discorso delle sostanze organizzate, che sono un complesso organato di principii organici, e delle quali abbiamo per più cospicue sangue, linfa, latte, carne, corna, peli, legno, foglie ecc. L'autore si propose perciò di mandare in luce, in appresso la *Chimica elementare delle sostanze organizzate*, la quale

(1) *Un volume in 32° di 535 pagine con figure.*

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 28 gennaio*

Nella tornata d'oggi il Senato, decretata d'urgenza una petizione del rettore della Compagnia di S. Paolo, dopo la presentazione de' progetti di legge relativi ai maggiori assegnamenti, alla rilenenza sullo stipendio degli impiegati, e a' monti di riscatto di Sardegna, udì la relazione sui bilanci passivi dei dicasteri *Interni e Lavori pubblici*. Indi procedette alla discussione del bilancio attivo dell'anno 1852, a cui presero parte i senatori Della Torre, Balbi, Piovera, Castagnetto e il Ministro delle Finanze.

La Camera dei Deputati continuò oggi la discussione del progetto di legge per provvedimenti di pubblica sicurezza.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE.

Comitato centrale.

Adunanza del venerdì 30 gennaio 1852, ore 7 1/2 di sera, nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

Ordine del giorno

1. Continuazione della discussione sugli esami del Magistero.
2. Relazione sulle scuole per le alunne-maestre istituite in varie città dello Stato.
3. Relazione sul Regolamento delle scuole secondarie.
4. Proposta ai Comitati di rivedere l'art. XVIII dello Statuto della Società, riducendo a un anno l'obbligo dell'associazione.
5. Alcune proposte sull'ordinamento delle facoltà nell'Università.

FATTI DIVERSI. — Provincie. — Ci scrivono da Novara:

Da quasi due mesi in questa città il cav. Farcito di Vinca, intendente generale della divisione, persuaso che l'importanza del capo-luogo lo esigeva, concepì l'ottimo pensiero di aprire in sua casa dei serali convegni pei cittadini e pegl'impiegati tanto civili, come militari.

Le radunanze furono sempre numerose e brillanti e ne crebbe ancora il brio quella fusione ben ideata di ordini e di classi che conduce a far dimenticare ogni altra differenza d'origine e di grado, quando vi ha fra i cittadini l'elemento comune dell'onestà della vita e della gentilezza nelle maniere.

Per questo divisamento felicemente riuscito i novaresi devono saper buon grado al cav. Farcito che sa coprire con tanta dignità la prima carica governativa nel loro paese, e che colla cordialità e col sincero attaccamento agl'interessi della provincia da lui amministrata, dà prove continue di uno zelo intelligente nel promuovere al tempo stesso ed i morali vantaggi e le materiali convenienze.

E veramente dopo le scosse avute negli ultimi tempi, è atto non solamente di buona amministrazione, ma eziandio di buon cittadino l'avvisare ai mezzi di fondere in un solo volere le menti e gli animi di tutti i buoni; perchè tanto i comuni, quanto le nazioni non possono progredire un passo fermo e sicuro se non a condizione di avere concordi le volontà ed oneste e sincere le tendenze.

È pertanto comune il desiderio che il cav. Farcito continui l'opera da cui già si hanno buoni frutti, giacchè coll'unione soltanto viene ad essere assicurata la tranquillità nei comuni e cresce la stabilità e la forza della nazione.

Sardegna. — Si legge nell'*Indicatore Sardo*:

La commissione sul pio ricovero di San Vincenzo de' Paoli, in adunanza del 9 di questo mese, deliberava che in avvenire si facciano nei pubblici fogli onorevole ricordanza dei doni più cospicui, e dei nomi degli insigni benefattori dell'ospizio.

Fra questi è stato sempre fra i più degni il sig. Pietro Lullin, il quale per lo passato colmò il ricovero delle sue beneficenze, e non ha guari erogava in favore del medesimo il vistoso dono di lire 480 che annualmente suole corrispondergli.

— Questa mane (19 gennaio) giunsero in Cagliari gli altri coscritti delle province appartenenti a questa divisione. Le operazioni della leva vanno in conseguenza a compiersi felicemente senza alcun ostacolo, e senza che si abbia a lamentare un numero considerevole di mancanti.

A questo proposito riferiamo una nostra corrispondenza da Nuoro in data delli 15 corrente:

« Contenti e gai partivano oggi i giovani designati pel contingente della leva della classe 1850, alla volta di Sassari.

Su 125 ond'era composto il contingente, 107 partirono: dei mancati altri ebbero dal comandante generale militare dell'Isola il permesso di raggiungere i loro compagni di armi in alcuni punti: altri sono affetti da malattie constatate: altri infine, occupati a lavorare in paesi lontani, non poterono avere a tempo il precetto di recarsi in questo capo-luogo. Speransi però e non senza fondamento che fra breve compariranno ancora i pochi assenti, e così questa provincia montuosa e alpestre a nessun'altra provincia dello Stato sarà seconda per docilità ed ossequio alle leggi. »

— La città d'Alghero, che non fu mai ultima ad accogliere e promuovere le utili istituzioni, sentiva anche il bisogno di provvedere all'istruzione ed educazione del popolo. Il municipio pertanto in seduta del 31 marzo 1851 animato dalle filantropiche parole che a tal riguardo gli dirigeva l'ottimo signor intendente avv. Forzani, intento a promuovere il benessere della provincia, deliberava ad unanimità di voti una scuola serale per gli adulti stanziando nel suo bilancio quella somma, che le strettezze delle sue finanze gli permettevano. Onde però ottenerne la pronta attuazione, ed assicurarne l'esistenza veniva in di lui soccorso la generosità del sindaco, che si offriva prontissimo ad occorrere col proprio alla metà delle spese non solo di primo impianto, ma anche del mantenimento.

Nella sera quindi delli 11 corrente s'inaugurava la scuola, e numeroso fu il concorso degli artieri e contadini, che a gara manifestavano l'avidità di voler essere istruiti.

— Ci scrivono da Isili:

Venerdì, 16 corrente, alle ore 8 1/2 antimeridiane partiva da Isili per Cagliari il contingente di leva che la provincia è chiamata a somministrare all'esercito sulla classe del 1850.

Chiamati i coscritti dal Comando di piazza per riunirsi in questo capo-luogo nel giorno 14, non uno di essi mancava all'appello, se n se ne eccettuano, di cui due già a Cagliari e due ammalati, come a risultati dai prodotti testimoniali.

Era commoventissima scena il vedere riuniti nella piazzetta degli Scolopi questi giovani soldati, che sottrattisi lesti alle dolcezze della famiglia, lieti accorrevano ad impugnare le armi sotto il tricolore vessillo.

Brevi e sentite parole loro dirigeva all'atto della partenza l'intendente della provincia, ed il popolo che vi assisteva, divideva con lui un senso di ammirazione per la contentezza che spirava nel volto dei giovani coscritti.

Per chi ponga mente all'esistenza d'un privilegio che esentava buona gli abitanti dell'Isola dall'obbligo della leva; alla pronunciata avversione dei sardi al militare servizio; alle mene non risparmiate per dissuadere gli abitatori delle campagne a dividere coi popoli del continente il peso della coscrizione, sorpassa senza

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

dubbio ogni aspettazione, che in una delle non meno importanti provincie della Sardegna siansi compiute tutte le operazioni di leva senza clamori, senza minacce, anzi spontaneamente, e con una esattezza pari allo scrupolo.

Ma è appunto a fronte di tante sinistre prevenzioni, che meglio si manifesta come i nostri concittadini siano compresi dal sentimento del giusto: quanto buon senso alligni nelle nostre popolazioni, come grande e profondo sia in questa provincia il rispetto alla legge.

Meritato però tributo di lode non si neghi ai benemeriti Sindaci della provincia, i quali, indistintamente fecero valere tutta la influenza, di cui meritamente godono presso i loro amministrati, per vincere i vieti pregiudizii e combattere le false massime ad arte sparse, da chi vedeva nella leva un facile mezzo di eccitare i sardi a riprovevoli collisioni.

SVIZZERA

Leggesi nella *Gazzetta Ticinese*:

Il consiglio federale non ha sinora consentito alle istanze fatte da varii cantoni di ammettere al un prezzo da stabilirsi le monete di Germania. Invece esso inclina piuttosto a prorogare il tempo in cui deve compiersi ne' singoli cantoni il cambio delle monete. In applicazione dell' art. 8 della legge federale del 7 maggio 1850, esso ha decretato che siano ammesse come le monete legali svizzere, ed abbiano corso obbligatorio i 5 fr., i 2 fr., gli 1 fr., i 1/2 fr., ed i 25 e 20 cent. di Francia, Belgio, Sardegna, Parma, della cessata Repubblica Cisalpina e del Regno d'Italia.

Il consiglio federale si adopera con tutto zelo per la sollecita instituzione dei telegrafi. Si aspettano fra poco in Berna il sig. Leone Baumgartner ed il cons. aulico Steinheil per dar principio ai lavori preliminari. Quest' ultimo ebbe a tal fine dal gabinetto austriaco un congedo di sei mesi, circostanza questa che induce a sperare di veder fra breve stabilite anche le linee austriache da Rheineck e Bregentz, e da Chiasso a Camerlata in unione delle linee svizzere. Il consiglio federale poi pensa instituire una diramazione anche nella direzione di Chiavenna, subito che il ministero austriaco avrà consentito a mettervi in unione anche i suoi telegrafi.

Vaud. Il gran consiglio, malgrado l'opposizione di varii consiglieri di Stato, ha risolto di rimandare a questo, con raccomandazione, una petizione de' cattolici di Nyon, che chiedono che sia loro restituita la libertà dell' esercizio del proprio culto. Esso ha inoltre accordato amnistia ai condannati politici del Sonderbund, colla sola condizione che dichiarino volerne godere il beneficio.

Terrovia. Il gran consiglio ha risolto di contribuire per 9,000 franchi al prestito senza interesse per i telegrafi.

FRANCIA

Parigi, 25 *gennaio*. Leggesi nella *Patrie* in proposito del decreto che riammette gli antichi titoli di nobiltà:

Non occorre qui spiegare il pensiero tutto nazionale che consigliò di emanare questo decreto; non volle certamente il governo preoccuparsi di quelli che si chiamano i titoli di nobiltà. Il suo concetto è stato più alto e più francese; ei volle che quei titoli gloriosi, i quali consacrano la memoria de' servigi resi alla patria, e dei fatti più splendidi della nostra storia, non fossero per sempre sepolti: ei volle che la legge non rendesse obbligatoria una simile dimenticanza. Havvi, si può dire, una vera ingratitudine nell'impedire agli uomini che avevano sì onorevolmente guadagnati i loro titoli, di portarli.

Le schifiltà più democratiche non impediranno che i nomi e i titoli i quali ridestano memorie onorevoli per la Francia, Montmorency, Richelieu, Noailles, Montebello, Wagram, la Moskowa, Albufera e tanti altri, non siano sempre accolti con deferenza e rispetto nel paese. Le leggi che li proscrivono sono contrarie ai nostri costumi ed allo spirito francese, e noi siamo sicuri che il decreto del 24 gennaio non incontrerà se non approvazione fra gli uomini estranei alle passioni di partito, perchè essi in ciò vedranno il carattere d'una giusta e vera riparazione nazionale.

— Una corrispondenza parigina dell' *Indépendance Belge* dice:

Mi restringerò qui a rettificare la cifra di 500 milioni che si attribuiscono alla famiglia d'Orleans. Siccome io amo le cose all'intutto precise, ecco la cifra vera di tutti i beni immobili appartenenti al re Luigi Filippo o sia in piena proprietà o in usufrutto. Potete considerare il valore estimativo che io do qui in ragione del 5 p. 0/0, come autentico.

Beni immobili compresi nella donazione fatta dal re a' suoi figli, il 7 agosto 1830, e di cui erasi riserbato l'usufrutto . . . . . fr. 4,187,954

Beni immobili appartenenti al re in piena proprietà . . . . . » 9,857,000

Beni immobili lasciati al re in usufrutto solamente dalla principessa Adelaide sua sorella . . » 27,602,018

Totale fr. 79,246,972

che danno una rendita netta di 2,377,400 fr.

— Togliamo da un'altra corrispondenza dello stesso giornale i cenni seguenti sui nuovi ministri:

Il sig. Casabianca era avvocato alla corte regia di Bastia, prima del 24 febbraio. Nominato rappresentante, all' assemblea costituente, indi alla legislativa, vi si acquistò alcun nome con buoni lavori nelle commissioni, e per essere intervenuto, alla ringhiera in alcune questioni di diritto, ma senza mai sollevarsi al prim'ordine degli oratori. Egli è nativo di Corsica, ed ha l'accento guascone pronunciatissimo, il porgere lento e compassato, l'argomentazione fredda e laboriosa. Egli fu sin da principio l'uno dei più sinceri partigiani di Luigi Napoleone, onde è che venne eletto successivamente ministro delle finanze e del commercio, e rimase nel gabinetto per poche settimane, dal 4 novembre fino al colpo di Stato del 2 dicembre.

Il sig. di Persigny, che è nell'età di 37 in 38 anni, ha nel viso e in tutta la persona alcunchè di fino e di ragguardevole. Egli è freddo e padrone sempre di sè, e dimostra un intelletto chiaroveggente e perspicace. Egli solo, da quanto pare, esercita influenza sull'animo del principe Luigi Napoleone. Giunse al ministero colla riputazione di opinioni tali che possono condurre alla violenza. Io non mi stupirei di vederlo deludere la aspettazione di coloro che sembrano sbigottiti del suo entrare nel gabinetto, quando appena il maneggio del potere gli avrà fatto conoscere gli elementi di forza che il governo può trovare in una condotta ed in una posizione moderata.

Il nuovo guardasigilli sig. Abbatucci deputato già da 22 anni, sedette sempre, nell'opposizione costituzionale di sinistra, a fianco del sig. Odilon Barrot, di cui era, fino negli ultimi tempi, il più intimo amico. Benchè antico magistrato, egli è ancora nella forza dell'età (61 anni). Fu per 15 anni presidente di Camera alla corte regia d'Orleans, e vi godeva un' alta stima. È un uomo poco brillante, che non saliva mai alla ringhiera, ma che aveva una certa influenza sulla direzione e sull'azione dei partiti politici.

BELGIO

Brusselles, 25 *gennaio*. Leggesi nel *Indépandance Belge*:

Parecchi giornali sia di Parigi che del Belgio hanno detto e ripetuto che diversi personaggi che fecero parte dell' ultima assemblea francese, ora a Brusselles, si disponevano a pubblicare in quella città scritti periodici e non periodici. Vennero nominati particolarmente alcuni emigrati che si supposero voler continuare nel Belgio, o fondare un giornale, o rivista o non sappiamo quale altra cosa.

Nulla, assolutamente nulla vi ha di esatto in tutte quelle voci. Per farne apprezzare la verità basta accennare un solo fatto. Si era detto e ripetuto che la signora Sand aveva lasciato la Francia ed era giunta a Brusselles per prestare il suo concorso ad uno dei rappresentanti che si designavano come decisi di fondare una *Rivista*. Ora, nel momento stesso in cui i giornali ripetevano quella notizia, la signora Sand era nel Berry d' onde scriveva al direttore di uno fra i principali teatri di Parigi, annunziandogli che fra breve si recherebbe in quest'ultima città per assistere alla rappresentazione di una nuova sua commedia in tre atti.

Si può dunque scorgere con quanta leggerezza si diffondono le voci alle quali accenniamo, e quanto convenga guardarsi dallo aggiungervi fede, non ostante tutta la cura adoperata dagli inventori di novelle nel citare nomi propri a fine di dare alle loro favole sembianza di verità.

Tutti i rifugiati, che presentemente trovansi nel Belgio, intesero perfettamente quali siano i doveri che loro impone l'ospitalità, ed a quali condizioni la loro presenza possa essere ammessa nel territorio belgico.

Nulla v' ha per cui si possa sospettare che alcuno di loro si proponga di rinunziare a quei riguardi che a tutti loro comanda la loro propria condizione; ma, in ogni caso, noi avemmo già più volte l'occasione di ricordare che il governo belgico aveva, da canto suo, un doppio obbligo da adempire, uno verso l'umanità, e l'altro internazionale, e che ambidue questi obblighi il governo continuerà a conciliare come fece sinora.

Mancherebbe ai doveri internazionali il Belgio qualora tollerasse che alcuni emigrati venissero nel Belgio a pubblicare scritti che essi non potrebbero pubblicare nel loro proprio paese: mancherebbe ai doveri dell'umanità, se ricusasse l'ospitalità belgica agli emigrati che domandano al nostro paese un asilo, senz'avere la menoma intenzione di far cosa che possa inspirare sospetto al loro governo.

Si può adunque avere per certo che se il governo belgico, il quale vuol rimanere fedele a tutti i suoi doveri, tollera la presenza di alcuni rifugiati sul nostro territorio, si è perchè esso ha la certezza che nessuno di loro è disposto ad abusare della ospitalità che gli venne accordata e non si propose mai quanto i giornali supposero.

A torto o a ragione si attribuì ad alcuni emigrati la pubblicazione del *Bulletin francais* che da qualche tempo in qua si stampa a Brusselles.

Quegli emigrati che si supposero autori di quello scritto non sono più nel Belgio: quindi è che, qualora ricomparisse il *Bulletin*, si avrebbe torto di conchiuderne che altri rifugiati abbiano intrapreso nel nostro paese pubblicazioni analoghe.

Noi lo ripetiamo, tutte le voci che alcuni giornali sparsero a questo riguardo sono pienamente inesatte, e noi abbiamo fondamento di credere che gli antichi rappresentanti designati dai giornali come disposti a rinunziare a quei riguardi che da loro si richiedono, comprendono invece quali siano le esigenze della loro condizione, in modo assai diverso da quello adoperato da quei giornali.

PAESI BASSI

Aia, 22 *gennaio*. Tra cinque giorni le due Camere saranno di bel nuovo riunite. La prima intraprenderà immediatamente la discussione del trattato conchiuso fra l'Olanda ed il Belgio; la seconda dovrà deliberare intorno al progetto di legge sulla caccia, alla legge sull'estinzione del debito pubblico, ed a parecchie leggi finanziarie, alle quali si aggiunge una mozione intesa ad abolire le accise sul bestiame, oltre al progetto di legge sull'ordinamento giudiziario, la cui reiezione si trarrebbe dietro la demissione del ministro di giustizia.

Ma la pubblica opinione si volge in favore del progetto ministeriale, ora che il ministro fece pubblicare colle stampe tutti i voluminosi pareri degli organi più influenti del potere giudiziario, che in grande maggioranza si dichiarò in favore del progetto ministeriale. Questa pubblicazione, scrive il corrispondente dell'*Indépendance belge*, aperse un poco gli occhi al pubblico, il quale finora non vedeva se non traverso la lente della commissione dei relatori, e verosimilmente il progetto sarà approvato, sovratutto riguardo allo instituire l'alta corte in qualità di corte regolatrice.

È vero che la commissione dei relatori ne aveva proposto alla Camera la reiezione, ma non sembra che la Camera si tenga come molto impegnata per le conclusioni delle sue commissioni: che anzi, di tutte le proposte fatte in questa sessione da' suoi relatori, la Camera non ne ratificò che due d'importanza assai secondaria.

Dal primo marzo entrerà in vigore la convenzione postale col Belgio: il diritto di bollo è diminuito di due terzi in virtù di quella convenzione; la qual cosa gioverà molto alla stampa del Belgio.

Il re, a proposta del ministro dell'interno, ha ultimamente instituito una nuova accademia reale delle scienze in sostituzione all'*Instituto* reale dei Paesi-Bassi, che restava abolito. S. M. avea nominato a far parte della nuova accademia tutti quei membri del cessato Instituto, la qualità dei quali loro permetteva di essere nominati. Ma i nuovi membri, tranne pochi, declinarono tutti l'onore di tal nomina.

È una specie di cospirazione del mondo scientifico contro il così chiamato colpo di Stato scientifico del ministro dell'interno. Rimane a sapere che cosa avverrà di questa accademia reale delle scienze senza accademici.

INGHILTERRA

Londra, 24 *gennaio*. Si legge nel *Daily News*:

La regina ha ricevuto in udienza particolare il sig. A. Colonna

---

coi *Principii elementari di chimica minerale e di chimica organica* comporranno un piccol corso dell' intera scienza presa nelle parti generali.

L'autore confessa di non aver raggiunto lo scopo come avrebbe desiderato e come tentò; e se questo gli varrà poco di scusa presso di molti, spera che gli farà trovare qualche grazia presso tutti coloro i quali si occuparono della trattazione delle scienze naturali, nell' intendimento di renderle piane, facili e quasi popolari. Conciossiacchè egliuo solo facessero esperienza quali e quante siano le arduità da sorpassare, e come spesso avvenga, che i più forti v' inciampino a mezzo ovvero si scoraggino da più continuare innanzi.

Alla peggio gli scogli, in cui ruppe e naufragò, riusciranno così più evidenti, ed avrà giovato a chi volendo cimentarsi ad impresa somigliante, mostrandogli col fatto proprio quali i punti in cui si richiegga sforzo maggiore di remeggio, od abilità più oculata in attelare le vele affine di uscirne incolumi.

L'idrologia italiana fu illustrata dai chimici italiani più di quanto taluno possa reputare, argomentando dalla scarsezza che fu sempre di chimici in Italia e dalla povertà dei mezzi che questi ebbero per sperimentare. Non vi fu sorgente, nuov' acqua minerale che non trovasse incontanente il suo analizzatore, e non avvi città ragguardevole le cui acque potabili non fossero sottoposte ad indagini analitiche. La ragione di questo fatto curioso, forse ha radice da un lato nella avidità dei possessori di una nuova polla salutifera di conoscerne i principii mineralizzanti, affine, dopo lo schiarimento, di trarne lucro, e per l'altra parte dal bisogno igienico di sapere se le acque dei luoghi molto popolosi contengano sostanze nocive alla salute.

Se taluno volesse pigliarsi lo spasso di mettere in confronto il numero delle analisi di acque con quello degli altri lavori chimici fatti da quarant' anni in qua, troverebbe che camminano del pari, se pure non sovrasta il primo. Non intendiamo per ciò di muovere querela, anzi ci congratuliamo che l'idrologia nazionale fosse illustrata di tal maniera; solo avremmo amato che i nostri sperimentatori non fossero stati costretti a restringersi alla disamina delle acque, ed avessero avuto l'incoraggiamento e l'occorrevole per allargarsi in altre parti più importanti e più feconde della scienza.

Cimenti analitici accuratissimi intorno alle acque dei pozzi artesiani forati in Venezia da una società nel 1845, furono cominciate e compiute colà da una commissione nominata all' uopo da quel governo; ma ora soltanto fu dato alla stampa il ragguaglio dei risultati conseguiti.

Gl' incaricati furono Zanon e Cenedella, chimici; Ziliotto e Penolazzi, medici; Malacarne, ingegnere. Le analisi instituite volsero sulle acque artesiane dei pozzi di *S. Paolo*, *S. Leonardo* e *Santa Margherita*; ed in appresso, per confronto, sulle acque della cisterna del *Palazzo Ducale* e di *Campo S. Vito*, e su quelle della *Seriola*.

Le acque dei tre pozzi artesiani segnavano la temperie di 10° R., mentre l'atmosfera faceva salire il termometro ottantigrado a 18,2. Appena attinte apparivano bianchiccie per la copia grande delle bollicine di acido carbonico che sprigionavano.

Dopo che divennero limpide, osservate di confronto con acqua pura mostravano un leggerissimo giallognolo. All'odore davano un lontano senso d' idrogeno solforato. Saggiate in bocca vi lasciavano sapore ferruginco seguito da un non so che di lasciviale. Stando in vasi aperti si guastavano, e così fecero in vasi chiusi, più sollecitamente nel primo caso che nel secondo, con coloramento di giallo verdognolo e tenue posatura in ambedue di materia scura. Il loro peso specifico toccava all'incirca a 1,0004. Arrossavano dapprima, lentemente, l'azzurro della laccamuffa, che poscia tornava all' azzurro. Col nitrato d' argento ingeneravano immediatamente un precipitato rosso ferruginoso.

I due chimici deputati alle analisi vi si adoperarono con zelo ed accorgimento, procedendo scrupolosamente per le vie tenute dai chimici più classici. Non ci fermeremo a narrare quali modi osservassero nelle loro indagini, perchè nulla fecero di nuovo circa ai metodi, bastando loro a quest'uopo l'uso ben appropriato dei processi sicuramente provati per buoni.

In cinque chilogrammi dell' acqua artesiana del pozzo di San Paolo, trovarono le sostanze seguenti:

Gas acido carbonico C. C.	650,00
Idrogeno carbonato	525,00
Azoto	175,00
Acido solfidrico	tracce
	1350,00
Cloruro potassico	0,006471
» sodico	0,423529
Solfato sodico	0,005924
Carbonato sodico	0,276079
» calcico	1,025000
» magnesico	0,245000
Ossido ferrico	0,040000
» manganico	0,035000
Allumina	0,010000
Silice	0,150000
Materia organica azotata	0,246600
	2,460000

Da una seconda analisi di altri cinque chilogrammi dell'acqua medesima, ebbero per vaporazione un residuo salino di 2,400 grammi; e da una terza un residuo di 2,200.

Nelle acque dei pozzi di S. Leonardo e di Santa Margherita trovarono ad un dipresso le sostanze riscontrate in quelle del pozzo di S. Paolo, ed in quantità non molto differente.

(Continua) F.

Walewski, ambasciatore di Francia, il quale ha rimesso nelle mani di S. M. una lettera del principe presidente. Egli è stato introdotto dal conte di Granville, segretario di Stato per gli affari esteri.

— Si legge nello stesso giornale:

Il conte d'Aberdeen è attualmente in visita presso il duca di Newcastle, ove parimenti si trovano il visconte Canning, il signor W. E. Gladstone, il sig. Sidney Herbert e il sig. Cardwell.

— Si legge nel *Morning Herald*:

Sentiamo con piacere che lo *Windsor Castle* che si sta costruendo a Pembroke, dee, per ordine dell'ammiragliato, essere disposto in modo da ricevere un'elice e macchine a vapore di 780 cavalli. Speriamo che eguali ordini saranno emanati per altri vascelli che si stanno pur costruendo. Il *Royal Albert* di 120 cannoni che si costruisce a Woolwich, dee, come si dice, ricevere anch'esso un'elice e macchine di 620 cavalli. Così le macchine di maggior forza che noi abbiamo saranno messe quanto prima in azione.

— Si legge nel *Morning-Post*:

La corte di cancelleria aggiudicò, giorni fa, un lascito di 50,000 sterlini a un povero bottaio di Ollerton, il quale, durante molti anni, si era guadagnato il pane col sudore della sua fronte.

— Scrivono al *Morning-Advertiser* da Windsor, in data del 25:

Mercoledì ultimo (24) il duca di Wellington, essendo in visita al castello di Windsor, fece un giro per le contrade della città, nello scopo di recarsi a far una ispezione nella caserma di Sheet-Street, occupata dal secondo battaglione del reggimento de' granatieri della guardia, del quale sua grazia è colonnello. Il signor Charles S. Cantrell, vecchio fittaiuolo inglese, recatosi non ha molto a risiedere nella città, faceva anch'egli la sua passeggiata. Veduto ch'egli ebbe il duca, s'inoltrò verso lui, gli dette cortesemente il braccio e gli si offerse pronto a condurlo ove avesse voluto: e così ambedue, il duca e il nostro vecchio fittaiuolo inglese, camminarono insieme attraverso le strade di Windsor discorrendo tra loro sino alla caserma di Sheet-Street.

— Si legge nei *Débats* del 25 corr.:

La vertenza tra i capi e gli operai fabbricanti di macchine va, a quanto pare, scemando assai d'importanza. La maggioranza degli operai ha votato, su i fondi che appartengono alla *Amalgamated Society*, 10,000 sterlini (250,000 fr.), destinati a fondare uno stabilimento sociale: ma ci sembra finora che non sempre si trovi uno stabilimento da togliere a fitto. D'altronde la discordia comincia già a manifestarsi tra gli operai: quelli tra loro che non fanno parte della società, e che subiscono oggi le conseguenze de' suoi atti, si mostrano alquanto malcontenti, tanto più che gli appelli fatti al pubblico onde raccorre sovvenzioni per gli operai senza lavoro non han prodotto che 40 sterl. (1,000 fr.) durante l'ultima settimana. Gli è questa una non dubbia prova di ciò che il pubblico stesso pensa su codesta quistione: nè del resto lo si potrebbe tacciar d'egoismo, imperocchè nel medesimo tempo ch'egli dà segno di questa freddezza calcolata per la sorte di molte migliaia d'uomini, esso ha, in meno d'una settimana, sborsato più di 7,000 sterl. (175,000 fr.) di soscrizioni volontarie in favore de' naufraghi dell'*Amazone* o delle loro famiglie.

— Si legge nello stesso giornale:

La barca inglese *Sapho*, capitano Macdonald, sorpresa da un forte colpo di vento il 20 del mese ultimo, all'ovest del capo San Vincenzo (coste di Spagna), fu sommersa dalla burrasca. Quattro uomini dell'equipaggio si rifugiarono in una lancia, e in un'altra il capitano, sua moglie, il mozzo di camera e il capo-ciurma. Il carpentiere e due altri individui perirono con la barca.

I quattro uomini dell'equipaggio, che si trovavano nella prima lancia, presero terra dopo aver perduto di vista i loro compagni d'infortunio. Essi passarono una notte ed un giorno nelle montagne senza potersi nutrire. Due di loro, vinti dalla fatica, debbono essere stati abbandonati dai loro compagni, i quali dopo avere errato per ben 20 giorni lungo un paese ch'era loro affatto sconosciuto, arrivarono a Gibilterra l'11 di questo mese.

Non si ha notizia alcuna de'loro compagni. Giova sperare che i due infelici, i quali furono abbandonati, siano stati ritrovati, e che il capitano e le tre altre persone ch'erano nella seconda lancia, siano stati salvati in mare.

ALEMAGNA

Austria. *Vienna*, 22 *gennaio*. In forza di una sovrana risoluzione venne chiamata in vita una cosidetta ispezione generale pel sistema delle poste, strade ferrate, telegrafi ecc. Questa non forma un'autorità separata ed indipendente, ma è subordinata alla direzione generale per le comunicazioni nel ministero di commercio. Verranno instituiti due ispettori generali, che avranno l'ingerenza nei rami sopraccitati, e ai quali saranno subordinati dei commissari, come organi secondarii. Lo scopo di questo nuovo istituto si è di raggiungere la maggior possibile sicurezza, regolarità e sollecitudine del commercio sulle comunicazioni dello Stato, e ciò tanto in rapporto amministrativo che in rapporto tecnico e di agire efficacemente per la scrupolosa osservanza delle relative prescizioni di cautela contro gl'infortunii, le irregolarità ed altri inconvenienti.

—Il noto maestro compositore, Federico Ricci, di cui fu erroneamente annunziata la morte, sta attualmente componendo, a Pietroburgo, una nuova opera buffa per l'imminente stagione italiana in Vienna.

— L'accademia pittorica di Pest ha in vista di fondare una esposizione artistica permanente sul modello della società di belle arti in Vienna.

— Si è formata qui una nuova riunione sotto il nome: *Società universale viennese di beneficenza per gl'indigenti* d'ogni Stato, religione e nazionalità. Il fondo necessario verrà formato mediante oblazioni volontarie.

— Leggesi nella *Corrispondenza austriaca*: Secondo la *Kreuzzeitung* il ministro presidente principe di Schwarzenberg giacerebbe gravemente infermo, e l'i. r. inviato a Torino, conte Appony, sarebbe stato chiamato per telegrafo a Vienna, onde assumere temporaneamente la direzione del dipartimento degli esteri. Questa notizia, accettata anco da alcuni fogli locali, come pure la voce, più volte propagata, della nomina di sua serenità il general maggiore principe di Windischgratz a governatore generale della Boemia, e di parecchi cangiamenti stanti in connessione colla medesima nei posti dell'amministrazione superiore, sono affatto erronee e mancanti d'ogni fondamento.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 29 *gennaio*.

Iersera, il primo ballo a Corte fu animatissimo. Nelle splendide sale dei reali appartamenti tutto era disposto con ordine mirabile, con rara e squisita eleganza.

S. M. la Regina e S. A. R. la Duchessa di Genova presero parte alle danze che si protrassero sino alle due dopo la mezzanotte.

Fra gli invitati intervennero i Ministri esteri, ora presenti a Torino, i Ministri Segretarii di Stato, Senatori e Deputati, alti funzionarii, e moltissima uffizialità della guardia nazionale e della guarnigione.

Prima del ballo alcune signore ebbero l'onore di essere presentate a S. M. la Regina.

—*Napoli*, 19 *gennaio*. Si legge nel *Costituzionale di Firenze*:

Da private corrispondenze di Napoli degne di piena fede abbiamo ulteriori particolari sulla crisi ministeriale accaduta in quel regno. Queste corrispondenze confermano la demissione accettata del presidente del consiglio signor Fortunato, ed aggiungono che è stato levato dal posto di segretario particolare del re, il barone Corsi, nominato invece al posto di consultore di Stato. È stato incaricato provvisoriamente della presidenza del consiglio il sig. conte Troja, che era ministro dell'istruzione pubblica, il di cui portafoglio per *interim* è stato affidato al sig. Scorza, ministro di grazia e giustizia. Al sig. Luigi Carafa di Traietto è stato affidato, egualmente per *interim*, il portafoglio degli affari esteri. Ed il sig. Governa, antico magistrato, è stato nominato prefetto di polizia. Ciò fa presentire la demissione del sig. Peccheneda. Aggiungono le stesse corrispondenze esser voce in Napoli che possa essere nominato definitivamente alla presidenza del consiglio, e quindi alla suprema direzione degli affari il generale Filangieri.

Il *Giornale delle Due Sicilie* conferma nei seguenti termini le notizie surriferite.

S. M. il re con decreti di questo giorno:

1. Prendendo in considerazione la grave età e la salute cagionevole del marchese D. Giustino Fortunato, ministro segretario di Stato, presidente del consiglio dei ministri, e incaricato del portafoglio degli affari esteri, ha secondato la domanda del medesimo concedendogli il ritiro, con la pensione cui ha diritto.

2. Il cav. D. Ferdinando Troja, ministro segretario di Stato degli affari ecclesiastici e della pubblica istruzione, lasciando questo ministero, è nominato ministro segretario di Stato presidente del consiglio de' ministri in luogo del marchese Fortunato ritirato.

3. Il commendatore D. Francesco Scorza, direttore del ministero di grazia e giustizia, è nominato direttore del ministero degli affari ecclesiastici e della pubblica istruzione con referenza e firma; riterrà il soldo che gode attualmente.

4. Il commendatore D. Luigi Carafa di Traietto è incaricato provvisoriamente del portafoglio del ministero degli affari esteri.

5. Il barone D. Leopoldo Corsi, segretario particolare del re, è promosso alla carica di consultore della Consulta dei reali domini al di qua del Faro, ritenendo il soldo che ha attualmente.

6. D. Pasquale Governa, regio procuratore generale presso la gran corte criminale di Terra di Lavoro, è nominato prefetto di polizia.

Altra del 21. Il giorno 16 andante il conte Spaur presentò al Re N. S., le lettere che lo accreditano presso la M. S. nella qualità d'inviato straordinario e ministro plenipotenziario di S. M. il re di Baviera.

Francia. *Parigi*, 26 *gennaio*. Il *Moniteur* d'oggi reca la nuova legge organica sul consiglio di Stato e i nomi de' suoi membri.

Il Consiglio di Stato trovasi diviso in 5 grandi sezioni: quella del contenzioso, sotto la presidenza del sig. Maillard; quella della legislazione, della giustizia e degli affari esteri, sotto la presidenza del sig. Rouher; quella dell'interno, dell'istruzione pubblica e dei culti, sotto la presidenza del sig. Delangle; quella delle finanze, sotto la presidenza del sig. Parieu; quella dei lavori pubblici, dell'agricoltura e del commercio, sotto la presidenza del sig. Magne; quella della guerra e della marina, sotto la presidenza dell'ammiraglio Leblanc.

Riservandoci a dar domani il decreto organico, riportiamo intanto i nomi dei componenti il Consiglio di Stato.

I consiglieri sono i signori: Allard (generale), Barbaroux, Barrot (Ferdinando), Bauchart, Boinvilliers, Bonjean, Boudet, Boulatignier, Boulay (della Meurthe), Carlier, Charlemagne, Chevalier (Michele), Conti, Cornudet, Cuvier, Dariste, Denjoy, Flandin, Fremy, Giraud (Carlo), Godelle, Hermann, Janvier, Lacaze, Lefèvre (Armando), Leroy di Saint-Arnaud (avvocato), Marchand, Stourm, Suin, Di Thorigny, Vallemain (intendente militare), Villefroy, Vuitry, Waisse.

Sono nominati referendarii (*maîtres des requêtes*) di seconda classe i signori: D'Argout (Gastone), Aubernon, Bataille, Di Barnon, Di Chassiron, Daverne, Du Berthier, Dubois, François, Gavini, Goupil, Jahan, Di Maupas (procuratore della repubblica a Neufchâtel), Di Montesquiou, Pagès, Portalis (Ernesto), Redon, Richaud, Di Segur, Vuillermet.

Sono nominati uditori di prima classe i signori: Di Basredon, Cardon di Sandrans, Di Casabianca (già capo di gabinetto del ministro delle finanze), Faré, Fouquier, Di Garel, Hudault, Lehon, Lemarie, Leviez, Lhopital, Marbeau, Maynard, Monnon, Robert, Sers.

Sono nominati uditori di seconda classe i signori: Ancoc, Bartoloni, Di Belbeuf, Boinvilliers figlio, Di Chamblain, Cottin, Desmichels, Dufau, Guernon-Ranville, Lechanteur, Leroy, Di Narcillac, Pons di Rampont, Pontalès, Vieyra.

— Il sig. Lefebvre-Duruflé, ministro dell'agricoltura e del commercio, è nominato ministro dei lavori pubblici in surrogazione del sig. Magne, la cui demissione è accettata.

Il ministero dell'agricoltura e del commercio è riunito al ministero dell'interno.

— Leggesi nel *Moniteur*: Il governo non può confutare tutte le voci che la malevolenza non si sta dallo spargere. Le determinazioni rigorose che furono imposte dalla necessità hanno fatta naturalmente impressione sull'opinione pubblica, la quale immagina cotidianamente che il governo sarà costretto a prenderne altre ancora e più severe. Lo stato del paese è lungi dal giustificare simili timori. Senza rimettere per nulla della fermezza necessaria contro i nemici dell'ordine, il governo non avrà più bisogno, in avvenire, di provvedimenti eccezionali; e l'azione normale dei corpi politici, la cui organizzazione va innanzi rapidamente, basterà per consolidare l'opera del 2 dicembre.

— Il *Moniteur* istesso annunzia che i signori di Merode, di Mortemart, di Montalembert, di Moustier, André (della Charente), Agostino Giraud, Mathieu-Bodet, Desjobert e Hallez-Claparède, hanno data la loro demissione dalle funzioni di membri della commissione consultiva.

Belgio. *Bruxelles*, 26 *gennaio*. Leggesi nell'*Indépendance Belge*:

Il sig. Emilio Girardin è sempre a Brusselles, dove egli vive ritiratissimo, a null'altro attendendo, che a terminare un suo scritto, estraneo affatto del tutto agli ultimi avvenimenti. Quest'opera astratta ha per titolo: *La politica universale*. Si è dunque a torto che parecchi giornali attribuirono al sig. Girardin il progetto di pubblicare nel Belgio un giornale qualsiasi.

Alemagna. L'*Indicatore di Stato prussiano* reca un dispaccio telegrafico da Francoforte, in cui si annunzia che la *Gazzetta delle poste* pubblicherà il seguito dei processi verbali delle deliberazioni della Dieta federale; essa comincierà dagli articoli sulla questione della flotta tedesca. È noto che quelle pubblicazioni erano state sospese in seguito ad alcune divergenze insorte fra la Prussia e l'Austria, riguardo al modo di compilazione.

— *Vienna*, 24 *gennaio*. I fogli di Vienna recano quanto segue: Le trattative fra l'Austria e la Russia, concernenti la prolungazione del trattato di navigazione sul Danubio, sono già condotte a termine, e quanto prima seguirà la pubblicazione di quel trattato. Le modificazioni che si faranno nel trattato finora vigente consistono nel render navigabile la bocca di Sulina e nell'erezione di alcuni fari.

— *Berlino*, 25 *gennaio*. Scrivono alla *Gazzetta di Colonia* che le deliberazioni del ministero sulla composizione della prima Camera continuano ogni giorno sotto la presidenza del re. Il ministero non adottò finora che una sola risoluzione definitiva a questo riguardo, ed è quella che concerne la nomina dei pari che vuolsi riserbare al re.

Si conferma che il generale Bonin ha intenzione di proporre un aumento di fondi pel bilancio della guerra, la qual cosa potrebbe determinare la demissione del ministro delle finanze, sig. Bodelschwingh, il quale si era già dichiarato contro l'aumento.

— La prima Camera, nella tornata del 24 ha adottato a grande maggioranza, la legge disciplinare per gli impiegati dell'ordine non giudiziario.

— La sinistra della prima Camera presentò una mozione intesa a biasimare il governo per le disposizioni prese contro le così dette comuni religiose libere.

— Ora che non è più in quistione l'approvazione del trattato prussiano-annoverese del 7 settembre, per parte delle Camere di Annover, i giornali della sinistra chiedono la pronta convocazione delle conferenze doganali a Berlino.

— *Annover*, 25 *gennaio*. Nella seduta di ieri, la prima Camera, ha adottato con 45 voti contro 29, il trattato conchiuso il 7 settembre fra la Prussia e l'Annover.

Nella seduta dello stesso giorno, il detto trattato fu pure approvato dalla seconda Camera, alla maggioranza di 57 voti contro 17.

E. Leone gerente.

BULLETTINO UFFICIALE

DELLA BORSA.

In seguito all'ottenuta annuenza della Regia Camera d'Agricoltura e Commercio, seguiterà ad essere pubblicato giornalmente, meno i di festivi, il *Bullettino ufficiale del corso dei valori e delle merci ammessi in contrattazione alla Borsa*.

Per comodo dei signori commercianti l'Editore lascierà sempre depositati alla porta della Borsa buon numero di Bullettini.

CONDIZIONI D'ABBONAMENTO

Per un anno	L. 10 »
Per sei mesi	5 50
Per tre mesi	3 »
Per un mese	1 25

Per l'estero, dovrà pagarsi l'affrancamento di posta.

Per gli abbonati di provincia.

Per un anno	L. 13 75
Per sei mesi	7 »
Per tre mesi	4 25
Per un mese	1 75

La pubblicazione e l'impostazione del *Bullettino* verrà regolarmente fatta ad un'ora dopo la chiusura della Borsa.

Tutti coloro i quali vorranno associarsi sia per lo Stato che per l'estero, si dirigeranno all'Editore del Bullettino riperibile tutte le mattine alla Borsa di Torino, e con lettera affrancata munita di un vaglia postale.

Vengono pregati i signori Associati, l'abbonamento de'quali è scaduto col limite mese di dicembre, di spedire l'importo dell'associazione se desiderano rinnovarla, e così non soffrire alcun ritardo nella spedizione del *Solo Bullettino ufficiale*.

Per concerti presi con la Tipografia Subalpina si seguiterà il detto Bullettino agli associati oltre il dicembre sino all'estinzione delle somme anticipate. L'Editore.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

www.internetculturale.it

NUOVO ISTRADAMENTO ALLO STUDIO DELLA LINGUA LATINA

AD USO

DEGLI STUDENTI DI GRAMMATICA

Approvato dal Consiglio Superiore di Pubblica Istruzione

Si vende in Torino, dagli **Eredi Ormea**, librai sotto i portici del Palazzo di Città, al prezzo di L. 1 20, coll'aggio del 20 p. 0[0 a chi ne prende non meno di dodici copie, come da avviso precedente.

NB. Essendo in parte già coperte le spese di stampa, l'editore di questo libro ha disposto che, sul prodotto di tutte le copie che se ne venderà d'ora in poi (cioè dal 25 corrente), sia prelevato il 10 p. 0[0 a beneficio degli Asili Infantili di questa città.

AVVISO

ai proprietarii di Porta Susa

I proprietarii, cui sta a cuore che la Stazione, *Embarcadero*, della Strada ferrata da Torino a Novara sia eretto in quel rione, sono pregati di intervenire all'adunanza generale che avrà luogo venerdì 30 corrente, alle 8 di sera, nel locale al piano terreno del palazzo S. Giorgio, via degli Ambasciatori, per prendere alcuni concerti su tale proposito.

AVVISO

I fatali per l'aumento di sesto o mezzo sesto sopra i tre lotti di piante, esposti venali dall'Opera pia di S. Luigi Gonzaga, eretta in Torino con tiletto d. 10 scadente mese, e deliberati cioè, il lotto 1° a L. 1,400, il 2° a L. 4,600, il 3° a L. 900, scadono alle ore 11 del giorno 3 prossimo febbraio.

VENDITA

Di num. 783 PIANTE roveri, pioppi, olmi, noci d'alto fusto, di diverso diametro, esistenti nei beni della cascina detta la Marmora, territorio di Torino, regione Basse di Stura. — Per le condizioni ed offerte dirigersi alla segreteria dell'Opera di S. Luigi, via S. Chiara, prima delle ore 11 del 31 corr. gennaio.

VENDITA STABILI

Sono in vendita ai pubblici incanti quattro corpi di casa, posti nella città di Carmagnola, cantone S. Sebastiano, coerenti alla piazza principale di S. Agostino, in uno de' quali si esercisce albergo sotto l'insegna della Marina; più

Casa rustica nel Borgo S. Bernardo di detta città;
Prato nella regione Motta, di are 43, 98;
Bosco in detta regione, di are 21, 75.
Vernetto nella regione Maniotto, di are 64, 38, e
Gerbido nella regione Stea, di are 19, 05.

Il deliberamento avrà luogo in una sala al primo piano della casa Lionne, via S. Agostino, n. 4, alle ore 2 pomerid. del 25 febbraio 1852.

IN VENDITA

CORPO di CASCINA distante 7 chilometri circa (miglia 3) dalla capitale, in territorio di Settimo Torinese, ed in attiguità alla progettata Strada ferrata, composto di caseggiati rustici, con ettari 42, are 72, cent. 45 (giornate 112), a diversa coltura, e per egual proporzione, adacquabili, ed il tutto simultenente.

Per le trattative al proposito è incaricato il sottoscritto, avente il suo ufficio al piano nobile della casa Falletti di Barolo, piazza Susina, detta Paesana, n. 6.

Thomitz caus. coll.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

HUITRES

M.r Sotumier, demeurant à Nice Maritime, a l'honneur d'informer les gourmets de la capitale, que dès le premier septembre p. p. il a établi un pare aux huitres à Nice, dans lequel il fait parquer les huitres blanches, qu'il reçoit directement de ses pares du Cancal, par la voie de Dieppe, ainsi que les vertes de Marennes et d'Ostende, ce qui le met à même de fournir à Turin les huitres les plus réputées, aussi fraîches et aussi bonnes qu'à Paris.

Son dépôt est au magasin de MM. BARELLI fils, ABATE et C. (*palazzo della Città*), où il expédie par tous les courriers les huitres pechés dans la journée.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

od al 1.° novembre prossimo (per causa di malattia)

SPEZIERIA con FONDICHERIA, nella contrada maestra, in Giaveno, capo-luogo di mandamento.

Per le informazioni dirigersi, in Torino, dal signor Miaglia, droghiere, via de' Mercanti, n. 32, piano 1.°; in Giaveno dal farmacista Degiovannini.

NOTA

Con iscrittura privata del 26 febbraio 1851, si stipulò società in nome collettivo tra i signori Secondo Nota, Michele Patrone e Francesco Borletti, per l'esercizio in questa città di un negozio di ferramenta e chincaglie, sotto la ditta Nota e Comp., la cui firma venne affidata per procura ai signori socii industriali Patrone e Borletti.

Tale società che principio di fatto col 12 gennaio detto anno, si convenne durativa fino a tutto il 1853.

Thomitz caus. coll.

NOTA.

Sotto l'11 del prossimo febbraio, ore 9 antimerid., avrà luogo nanti il tribunale di prima cognizione d'Alba, il reincanto degli stabili subastati ad instanza dell'Arciconfraternita dello Spirito Santo di Torino, in odio di Luigi Gavarrino, di Lequio, già deliberati al prezzo di L. 7[m. al sig. maggiore Giovanni Costa, e quindi, dietro aumento di sesto, per parte della stessa Arciconfraternita, esposti nuovamente in vendita a L. 8,447. Gli stabili consistono in ettari 10 circa, tra campi, prati, vigne, boschi e cedui, con casa civile e rustica e giardino, nel centro del paese di Lequio, mandamento di Diano.

Alba, il 27 gennaio 1852.

Costa caus. coll.

NOTA

Per instromento del 20 giugno 1851, rogato Cesano, trascritto all'ufficio delle ipoteche di Pinerolo il 20 settembre successivo, Falco Francesco fece vendita a Gerieri Bartolomeo fu Battista, ambi dimoranti a Bricherasio, di una pezza prato, situata sulle dette fini, regione Proanetti, ossia Molar, di are 65, 49, in mappa ai nn. 3543, 3544, 3546, per il prezzo di L. 3,791 35.

NOTA

Per instromento del 10 ottobre 1850, rogato Cesano, trascritto all'ufficio delle ipoteche di Pinerolo il primo settembre successivo, Raimondo Luigi, dimorante a Bricherasio, fece vendita al signor sacerdote Luigi Augusto Pin, dimorante all'Inverso Pinasca, di una pezza alteno posta sulle fini di Bricherasio, regione Chiarmisi, di are 24, cent. 70, in mappa, al num. 2935, per il prezzo di L. 1,000.

NOTA

Per instromento del 19 ottobre 1851, rogato Cesano, trascritto all'ufficio delle ipoteche di Pinerolo il 26 novembre successivo, Morero Gio. Francesco fece vendita a Morero Giuseppe Antonio, ambi residenti a Bricherasio, di una pezza campo, situata su dette fini, di are 18, 31, in mappa ai nn. 2297, 2298, per il prezzo di L. 1266, 50.

NOTA

Il tribunale di prima cognizione di Pinerolo ha fissato la sua udienza del 12 febbraio p. v. pel secondo incanto e definitivo deliberamento di alcuni beni stabili posti sul territorio di S. Giovanni di Luserna, consistenti in casamenti, vigna e boschi, i quali ad instanza di Giovanni Boero verranno subastati a Paolo Reynaud, entrambi dello stesso luogo di S. Giovanni.

L'incanto ha luogo in un sol lotto, e continua ad aprirsi sul prezzo di L. 300 dall'instante offerto.

Pinerolo, il 23 gennaio 1852.

A. Varese caus. coll.

NOTA

Sull'instanza delli Simone e Maddalena Collino, coniugi Bertea, il tribunale di prima cognizione di Pinerolo, con ordinanza di voto del 5 corrente mese, ha autorizzata la vendita in via di spropriazione forzata di alcuni stabili situati sul territorio di San Secondo, e consistenti in casamenti, prato e bosco, i quali verranno subastati alli Francesco, Giuseppe e Pietro fratelli Bertea, residenti i due ultimi sulle stesse fini di S. Secondo, il primo su quello di Osasco, e pel primo incanto colla stessa ordinanza ha fissata la sua udienza del 19 febbraio p. v.

L'incanto ha luogo in un sol lotto, e verrà aperto sul prezzo di L. 100 sotto l'osservanza delle condizioni espresse nel relativo bando venale.

Pinerolo, il 23 gennaio 1852.

A. Varese caus. coll.

NOTA

Instante la veneranda Congregazione della Missione di Torino, il tribunale di prima cognizone di Pinerolo ha fissato la sua udienza del 4 marzo p. v. pel primo incanto di una pezza alteno di giornate 3, tavole 28, corrispondenti ad ettari 1, are 24, centiare 67, situata in Cavour, la quale verrà subastata alli Lorenzo, Leone, Orso, Caterina, Giovanna, Carlotta e Margherita fratelli e sorelle Falco del fu Francesco Barnaba, debitori principali, ed a Gio. Battista Falco fu Lorenzo, terzo possessore.

L'incanto avrà luogo sul prezzo di L. 800 dalla instante offerto, sotto le condizioni apparenti dal relativo bando venale.

Pinerolo, il 23 gennaio 1852.

A. Varese caus. coll.

NOTA

A relazione dell'ill.mo signor giudice Doro trovasi vertente il giudicio di graduazione per la distribuzione del prezzo di una casa posta sul territorio di Abbadio, subastata a Giovanni Giuseppe Allais, e deliberata a Felicita Carletti moglie di Felice Bressi per L. 600.

Tutti i creditori ed aventi diritto sul prezzo cadente in distribuzione furono ingiunti a proporre i loro crediti, e produrre i relativi titoli nella segreteria del prelodato tribunale entro il termine dalla legge fissato.

Pinerolo, il 23 gennaio 1852.

A. Varese caus. coll.

NOTA

All'udienza del 28 febbraio prossimo, ore 9 mattutine, avrà luogo nanti questo regio tribunale di prima cognizione, ad instanza delli Giuseppe, Michele e Francesco fratelli Brayda di Graveree, ed in pregiudizio delli Maria Margarita Guglielmo, e Gioanni Battista giugali Giachetto, pure di Graveree, il primo incanto dei beni stabili, composti di caseggi, campo, prato ed ermio, posti in detto luogo, mediante il prezzo dagli instanti offerto di lire 150 tra tutti detti beni divisi in tre lotti, e sotto li patti e condizioni, di cui nel bando venale del 22 andante mese, visibile nell'ufficio del sottoscritto, e nella segreteria del prelodato regio tribunale.

Susa, il 22 gennaio 1852.

Bodrone sost. Garelli.

NOTA

Ad instanza del signor Giuseppe Levi residente a Chieri, all'ora d'ingresso in udienza del 14 prossimo mese di febbraio si procederà avanti questo regio tribunale di prima cognizione in odio del Matteo Meano di Avigliana al primo incanto in via di subasta delli tre stabili posti su tal territorio, descritti nel bando venale del 10 corrente mese, ed al prezzo offerto ai medesimi in complesso di L. 285.

Susa, il 22 gennaio 1852.

Bernocco sost. Garelli.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 28 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: gior. pr dopodor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr: gior. pr. dopo dor.	pel fine del mese corr: nella matt.	pel fine del mese prossimo: gior. pr dopodor.	pel fine del mese prossimo: nella matt
1849 5 0/0 god. 1 8.bre						
1851 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.	89 88 75	88 75				
1851 » » 1 dicem.						
1834 Oblig. 1 genn.						
1849 » 1 8.bre.						
1850 » 1 agosto		940				
1844 5 0/0 Sard. 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
Banca di Savoia						
Città di Genova oltre l'int. decor.						
Torino (5 50 0/0 1 lug.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nova)						
Incendii a premio fisso 31 9.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.		410				
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	253 —	253 —
Genova sconto	4 p. %	— —
Francoforte S. M.	210 —	— —
Lione	99 90	— —
Londra	25 10	99 40
Milano	— —	25 10
Parigi	— —	— —
Torino sconto	99 90	99 40
	4 p. %	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 90 L.	90 05	90 08
— di Savoia	28 72	28 78
— di Genova	79 95	79 45
Sovrana nuova	35 13	35 19
— vecchia	34 85	34 98
EROSO misto		
Perdita	3	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
	10—11		
GREGGIE	11—12		
	12—14		
	14—16		
	16—20		
	20—21 77		
	21—22 76		
	22—23 75		
	23—24 74		
	24—25 73		
ORGANZINI	25—26 72 50		
	26—27 72		
	27—28 71		
	28—30 70		
	30—32		
	32—36		
	36—40		
	20—22		
	22—24		
	24—26		
TRAME	26—28		
	28—30		
	30—32		
	32—36		
	36—40		
MERCI DIFERSE			
Doppio filato			
Moresca scevra di gal.			
Tellame			
Stracciu			

BORSA DI PARIGI del 26 gennaio.

Il 5 0/0 aperto a 102 65, è scero a 101, 75, e chiude a 101 85.
Il 3 0/0 resta a 64.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 88, 75.
Il nuovo prestito di Piemonte a 960.
Le azioni della Banca di Francia a 2655.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *L'ottuagenario* — *La cucitrice e la dama di compagnia*.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Paris voleur*, — *L'amour à l'aveuglette*.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Il medico e la morte*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il padre onorato ed il figlio assassino*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne*.

WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N° 26 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

VENERDI' 30 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati, fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 30	16	8
Per le Provincie	42	22	11
Per l'Estero	60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent., d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

A norma della Legge 27 giugno 1850, S. M., con determinazioni delli 15 e 28 gennaio 1852, ha provveduto di pensione i seguenti :

Bocchio Rosa, vedova del fu Bufano Stefano, caporale nel 15 reggimento fanteria ;
Girasi Vittoria, vedova del fu Ferrando Luigi, soldato nel 12 id.
Rasio Giuseppe, padre del fu Giovanni, soldato nel 4 id.
Rosana Michele, madre del fu Pianetti Edisio, soldato nel reggimento Cacciatori Sardegna ;
Brisca Antonio, padre del fu Angelo, soldato nel 16 regg.;
Pignaz Claudia, vedova del fu Fontaine Carlo, invalido, serviente appo il Magistero dell'Ordine Mauriziano ;
Geria Alessandrina, vedova del fu Degallis Francesco, sergente nel 1 reggimento fanteria ;
Ratto Margarita, vedova del fu Costa Quilico, soldato nel 15 reggimento fanteria ;
Corvetta Seconda, vedova del fu Palmesino Michele, cannoniere; Ceppa Giovanni, padre del fu Luigi, soldato nel 10 reggimento fanteria ;
Formia Francesco, padre del fu Carlo, soldato nel Corpo Bersaglieri ;
Gerbando Catterina, madre del fu Bussi Giovanni, soldato nel 14 reggimento fanteria.

Relazione fatta a S. M. dal Ministro dell'Interno in udienza 25 gennaio 1852 in ordine all'amministrazione del Reale Convitto delle Vedove e Nubili di civil condizione.

SIRE,

Il conte Giuseppe Gerbaix de Sonnaz che, da tanti anni e con sì evidente vantaggio, dirige ed amministra il R. Convitto delle Vedove e Nubili di civil condizione, eretto sui colli di questa capitale, rappresenta coll'unito ricorso a V. M. che la sua età e le sofferte malattie gli rendono difficile l'ulteriore disimpegno delle suddette funzioni, massime per la distanza dello stabilimento dalla città, e fa perciò instanza per esserne dispensato.

Il Referente nel farsi carico di rassegnare alle Sovrane determinazioni della M. V. siffatta domanda, ha pure obbligo di dichiarare come la grandiosa ampliazione fattasi al fabbricato di quel R. Convitto, lo stabilimento di quindici piazze gratuite di R. nomina per le vedove e figlie in matura età, di persone benemerite dello Stato, e molti altri miglioramenti introdottisi nell'interno andamento del Convitto, siano dovuti alle indefesse cure ed intelligente zelo del conte di Sonnaz, il quale, torna grato al Riferente il dirlo, nulla ha risparmiato nel corso di sua lunga amministrazione per far progredire una così importante fondazione che tanto onora il Piemonte e che si può dire, l'unica nel suo genere; onde si opina che ne sia al medesimo manifestata la Sovrana soddisfazione.

Intanto per coordinare l'amministrazione economica e finanziaria del R. Convitto, nel senso delle attuali leggi generali sugli istituti di carità e di beneficenza fra cui esso è compreso, si propone di affidarla ad una speciale Direzione, composta di tre membri, di cui uno avrebbe la qualità di presidente coll'incarico speciale di regolarne l'andamento.

Ed ove piaccia a V. M. di aderire a quanto sovra, si crede che la nuova Direzione possa utilmente venir composta dello commendatore Giovanni Nigra, conte e cavaliere Calisto Gay di Quarti, e canonico teologo ed avv. Paolo Bergher, il primo come presidente e gli altri due membri elettivi, da durare in ufficio, l'uno un quinquennio, e gli altri quattro anni, colla facoltà di venir rieletti e confermati.

In questo modo il peso, e l'andamento degli affari del Convitto, sarebbe meglio ripartito, e le persone proposte essendo già note per lumi ed altre doti in affari di pubblica e caritativa amministrazione, non si dubita che saranno per cooperare per il sempre miglior incremento di quell'importante stabilimento.

Fermo in tale pensiero si rassegna alla firma di V. M. il relativo R. Decreto, in cui viene pure dichiarata la nuova Direzione della proposta degli opportuni regolamenti per l'interno servizio e buon andamento del Convitto.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla proposta del Nostro Ministro dell'Interno, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue :

Art. 1. Il R. Convitto delle Vedove e Nubili di civil condizione eretto sui colli di questa capitale, verrà d'ora in poi governato da una speciale Direzione, composta di un presidente e di due membri da noi eletti.

Art. 2. Sono nominati li commendatore Giovanni Nigra, conte e cav. Calisto Gay di Quarti, e canonico teologo ed avvocato Paolo Bergher, il primo a presidente e gli altri due a membri componenti l'anzidetta Direzione.

Art. 3. Il presidente starà in ufficio per un quinquennio ed i due membri staranno quattro anni cadauno.

Si l'uno che gli altri potranno essere confermati.

Art. 4. Per il primo turno la durata e surrogazione dei membri sarà regolata come segue :

Nel mese di Dicembre 1855 la direzione procede all'estrazione a sorte di quello fra i due membri che deve venir surrogato, ed alla contemporanea proposta dei tre candidati da sottoporsi alle Nostre determinazioni per mezzo del Ministero dell'Interno.

Alla fine dell'anno 1857 verrà come sovra presentata altra terna per il membro non stato colpito dalla sorte, ed in al cembre 1859 avrà luogo nelle stesse forme la surrogazione del membro che compirà il quattriennio e così di seguito di biennio in biennio.

Art. 5. In quanto al presidente sarà da Noi provveduto alla fine di ogni quinquennio, sulla proposta del predetto Nostro Ministro dell'Interno.

Art. 6. Nei casi di vacanze o surrogazioni straordinarie la durata in ufficio dei membri così eletti sarà limitata al termine che rimaneva ancora a compiere a quelli che hanno surrogato, onde conservare in tal modo lo stesso ordine di rotazione.

Art. 7. La nuova Direzione si occuperà al più presto della compilazione di un progetto di regolamento per l'interno servizio e buon andamento del Convitto da sottoporsi alla Nostra approvazione.

Lo stesso Nostro Ministro dell'Interno è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo Generale.

Torino, addì 25 gennaio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.

S. M., a cui venne nell'udienza del 25 andante gennaio, rassegnata dal Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione la seguente relazione, ha instituito l'infra accennata Commissione per l'esame di un progetto di Legge relativo alla creazione di Scuole di nautica e di costruzione navale :

SIRE,

Uno dei problemi di maggior momento, cui occorra attendere nello ordinamento della istruzione tecnica, quello si è di accomodarla, per quanto si possa, ai bisogni e alle condizioni delle città e delle provincie diverse, essendo troppo contrario al vero che tutti gli spartimenti dello Stato offrano le stesse attitudini alle molteplici operosità delle industrie e dei commerci.

L'uniformità degli ordini di tal natura, se pure facile ad effettuarsi, per fermo è inabile a produrre gli ottimi frutti che se ne desiderano.

Perciò allorchè si addivenga alla compilazione di una Legge in proposito, dovrà essere cura precipua di evitare le astrattezze generali e di venire investigando le naturali inclinazioni delle località, applicando ai principali centri provinciali gli opportuni temperamenti.

Siccome una somigliante distribuzione degli istituti ricerca studi ed indagini che non si possono in un subito compiere come pur si vorrebbe, ed essendovi intanto alcune istituzioni, l'utilità delle quali risulta manifesta in certe determinate zone territoriali, io ho creduto non si debba per tempo in mezzo a fondarle distintamente.

Tra queste havvi la riforma e l'ampliamento delle Scuole di nautica dirette a formare idonei capitani e padroni della marina mercantile, e lo stabilimento di una Scuola di costruzione navale nella capitale della Liguria. Scuole per cui la Camera di commercio di quella città ha offerto di concorrere coll'annuo assegnamento di L. 8,000.

I Ministri di V. M. per l'Istruzione Pubblica e per la Marina hanno perciò formato un progetto di Legge che reputano dover riuscire vantaggioso alla nostra Marina, e soddisfare ai bisogni delle provincie marittime, e segnatamente di Genova, destinato a far rifiorire il commercio del Regno.

Questo progetto è mestieri sia esaminato, anche prima di venir sottoposto al Parlamento, da una Commissione di uomini speciali, che riferisca sul modo di regolare l'insegnamento in discorso e sulla convenienza di affidarne la direzione o al Ministero della Pubblica Istruzione o a quello della Marina.

Io ho pertanto l'onore di proporre a V. M. come membri della Commissione i signori :

Cav. Alberto Là Marmora, Senatore del Regno, Presidente ;
Marchese Serra-Cassano, primo ufficiale ;
Cav. Ignazio Pallone, primo ufficiale ;
Conte Enrico Martini, Deputato ;
Prof. Ansaldo Giovanni.

La Commissione dovrà compiere il suo lavoro entro tutto il mese di febbraio.

PARIATI.

Istruzione Ministeriale annessa al Decreto Reale 28 gennaio, pubblicato nella Gazzetta d'ieri.

Art. 1. Le lezioni di letteratura latina ed italiana o francese per gli studenti di Filosofia si daranno a classe riunite subito dopo terminato l'ingresso per le scuole, ed avranno luogo l'una il mercoledì mattina, l'altra al sabato sera. In esse il professore eserciterà alternativamente gli alunni in versioni dall'una nell'altra lingua, in lavori di composizione e nella interpretazione degli autori prescritti per gli esami di Magistero, aggiungendo quelle notizie di storia letteraria che crederà opportune. Queste notizie verranno poscia coordinate coi giovani col sussidio del professore e del testo, in modo che in fin dell'anno ne risulti un sunto di *Storia della letteratura latina ed italiana o francese*.

Art. 2. Contemporaneamente alle lezioni di letteratura per gli studenti di Filosofia si daranno a quelli di Rettorica le lezioni di aritmetica e geografia fisica.

Nelle lezioni d'aritmetica il professore spiegherà la numerazione parlata e scritta, e le operazioni sui numeri interi e sulle frazioni decimali ed ordinarie, procurando di dare agli alunni la ragione teorica di queste operazioni e di farne loro acquistare il pronto e facile esercizio.

Nella geografia fisica il professore esporrà secondo la teoria degli avallamenti quelle principali nozioni orografiche ed idrografiche che basteranno a dare una idea generale del globo e delle naturali sue divisioni, e principalmente dell'Europa. Ne ristringerà poi la spiegazione in modo, che gli rimanga tempo bastante da potere entro l'anno scolastico dare compimento al programma d'aritmetica.

Ciascuna lezione potrà versare sopra i due argomenti successivamente, oppure i medesimi saranno trattati in lezioni alternate. Di qualunque argomento tratti la lezione si dovrà sempre fare il sunto della lezione precedente.

Art. 3. Al fine d'ogni bimestre i professori trasmetteranno al provveditore uno stato dello studio, e della condotta di ciascun allievo, e ne sottoscriveranno la carta di ammessione, quando questi non se ne sia reso immeritevole.

Art. 4. Terminate le lezioni di letteratura, di aritmetica e geografia fisica, il professore di Rettorica rientrerà nella sua classe propria per dare, secondo il disposto dell'art. 88 del regolamento del 12 dicembre 1851, ancora un'ora di lezione a' suoi scolari, ed il professore di Filosofia razionale darà agli studenti di logica e metafisica, od a quelli di etica la lezione che avrebbe dovuto dare appena terminato il quarto d'ora d'ingresso.

Art. 5. Se il mercoledì fosse giorno di vacanza le lezioni prescritte agli articoli 1° e 3° si daranno nel giovedì prossimo.

Art. 6. Per le lezioni della storia romana e della storia moderna d'Europa e specialmente d'Italia, è assegnata l'ultima ora della seconda scuola di ogni lunedì e venerdì. Nello insegnamento della storia i professori daranno principalmente le dichiarazioni dei fatti, i quali ordinariamente appena accennati nel testo sono però la base delle generali considerazioni che formano il tessuto del medesimo. Questi piccoli quadri storici, che il professore verrà esponendo, saranno altrettanti soggetti di composizione.

Art. 7. Per i testi i professori si serviranno dei libri approvati dal Consiglio Superiore di Pubblica Istruzione.

Art. 8. Negli esami annuali di promozione per l'Umanità, Rettorica e Filosofia sarà aggiunto un tema relativo alle nuove materie prescritte dal R. Decreto, Quando non sia questo mandato dalla Commissione permanente, verrà proposto e dettato

---

Appendice

PROGRESSI DELLA CHIMICA IN ITALIA E FUORI.

(Parte italiana)

(Continuazione e fine, vedi num. di ieri)

Essendo paruto dai risultamenti delle analisi, che le acque artesiane contenessero un soverchio di sostanza organica, onde avessero da riuscire nocive alla salute qualora se ne facesse uso quotidiano per bevanda, si volle tentare se fossero purificabili col mezzo della feltrazione per sabbia silicea, come si fa a purgare l'acqua della Senna in Parigi. Si provò con sabbia chiusa in feltri di legno e si trovò che le acque ne uscivano, dopo il lasso di un dato tempo, cariche di materia organica, alquanto alterata, più che non fossero avanti la feltrazione. È manifesto che la materia organica fu levata dal legno medesimo e sciolta. Avendo sostituito ai recipienti di legno per contenervi la sabbia recipienti di terra, si notò che anche in questo caso le acque artesiane, scorso un dato spazio, ne feltravano più ricche di materia organica che non fossero originariamente. Ed eziandio si osservò che avevano fatto acquisto di silice tolta naturalmente dalla sabbia.

Le acque dei pozzi di S. Leonardo e di S. Margherita furono condotte a feltrare per la sabbia delle cisterne, e con questo si fecero migliori d'assai, perchè si spogliarono di un buon dato della materia organica. La seconda acquistò nitrato sodico fra i suoi sali.

Raccolta la materia organica che le acque artesiane deposero sul primo letto della sabbia di feltrazione, e di cui i ciottolini si erano avviluppati come di una pellicella Escia, l'ebbero in lunghi fili di colore bruno, che poi rigettarono sopra di un feltro.

Tale materia aveva sapore peculiare come il terriccio e mutava al rosso l'azzurro del tarnasole. Dopo alcuni giorni esalava odore piacevole e poscia ammuffato. Serrata a 100° si contraeva, s'induriva assai, e resisteva alla polverizzazione. Sottoposta ad analisi fornì varii principii minerali, cioè ossido ferrico, carbonato calcico e magnesico, silice, oltre agli elementi organici carbonio, azoto, idrogeno ed ossigeno.

Similmente esaminarono la materia organica che fu deposta da 4 chil. dell'acqua di S. Paolo; la trovarono composta di sostanza organica azotata, di sostanza non azotata, e di sali di ferro, calce e magnesia.

Dalla analisi delle acque della Seriola e delle cisterne pubbliche, del palazzo ducale, riuscirono ai risultati seguenti :

	Seriola	Cisterna
Cloruro potassico	0,000000	0,001764
» sodico	0,056740	0,002050
» magnesico	0,025260	0,116206
Solfato calcico	0,000000	0,040000
» sodico	0,025536	0,054574
Carbonato sodico	0,088471	0,058626
» calcico	0,048800	0,420000
» magnesico	0,050500	0,050000
Ossido ferrico	0,010000	0,005000
Allumina	tracce	0,000000
Silice	0,051000	0,027000
Materia organica vegetabile	0,059000	0,005000
Perdita	0,046705	0,065000
	0,370000	0,790000

Le somme 0,370000 e 0,790000 dinotano la quantità di materie minerali raccolte dalla vaporazione di cinque chilogrammi di ciascuna delle due acque analizzate.

Per poco che abbiasi di cognizioni di chimica, confrontando le cifre di questa analisi con quelle delle sostanze saline ed organiche trovate nelle acque artesiane, tosto si accorge come le acque della Seriola e della cisterna sopravanzino per salubrità le altre dei pozzi perforati; e però non cade dubbio veruno sulla scelta da farsi.

La Commissione dopo di aver sperimentato se le acque artesiane potessero valere per diverse opere di economia domestica e di arte, scesero a disamina minuta delle ragioni se si debbano tenere o no come acque potabili, e vennero a conchiuderne, che l'uso continuato delle medesime, principalmente per la materia organica di cui sono inquinate, fossero feltrate o no, potrebbe influire perniciosamente coll'andare del tempo sulla salute.

E con questo convalidarono quanto fu conchiuso dal Congresso scientifico radunato in Venezia nel 1847, nella sezione di Chimica, dopo le vive discussioni ivi mosse e dibattute fra coloro che sostennero la bontà delle acque artesiane, e gli altri che le impugnarono.

Abbene fece l'analisi dell'acqua ferruginosa di Riva, provincia di Valsesia, che nel mese di novembre ora scaduto, comunicava alla R. Accademia medico-chirurgica, dalla quale ne aveva ricevuto l'incarico. Detta acqua è trasparente, leggermente rossiccia, lasciata all'aria si fa un po' torbida, depone fiocchi rossicci, e quindi dove scorre forma un sedimento di tal natura. Non ha odore, ed ha sapore debolmente ferruginoso. Bollendo lascia deporre copiosi fiocchi di color rosso ocraceo.

Mille grammi di acqua risultano composti da

Gaz acido carbonico libero	tracce	
Carbonato di ferro con tracce di manganese		0,050
» di calce		0,020
» di magnesia		0,010
Cloruro di calcio	tracce	
Solfato di calce	tracce	
Materia di natura organica molto azotata analoga alla baregina		0,020
Acqua e perdita		999,900
		1000,000

www.internetculturale.it

dal rispettivo professore che le avrà insegnate lungo l'anno, dopo l'approvazione del Provveditore e del Direttore degli studi, od in mancanza di questo del Consigliere che ne fa le veci.

I lavori si eseguiranno nei giorni che sono fissati per quelli delle altre parti dell'insegnamento, e consisteranno in un tema di storia per l'Umanità, in un tema di storia ed in due quesiti di aritmetica e di geografia fisica per la Rettorica, in una versione dall'una all'altra lingua, ed in una composizione in prosa italiana o francese per la Filosofia.

Nella correzione di questi lavori si seguiranno le norme prescritte per la correzione degli altri.

Art. 9. L'esame verbale verserà sulle materie e sugli autori spiegati e studiati lungo l'anno, e si darà simultaneo agli esami per le altre materie; ne sarà esaminatore rispettivamente per la parte che avrà insegnato ciascuno dei professori indicati nell'art. precedente per i temi in iscritto. Questi nella votazione definitiva disporranno come gli altri esaminatori di dieci punti.

Art. 10. I giovani provenienti dalle scuole private, o che avranno avuto un insegnamento particolare, presentando coi debiti documenti per l'esame annuale di promozione in qualche collegio R. o pubblico, sono obbligati a subirlo anche sopra le materie prescritte dal R. Decreto, e secondo le norme dianzi dichiarate.

Art. 11. È affidata ai Provveditori e Direttori degli studi l'esecuzione della presente istruzione.

Torino, addì 28 gennaio 1852.

Il Ministro della Pubblica Istruzione.
FARINI.

Relazione fatta a S. M. dal Ministro Segretario di Stato della Pubblica Istruzione il 28 gennaio 1852.

Sire,

Il bisogno di una Statistica compiuta della pubblica Istruzione fu sentito dagli egregi personaggi che mi precedettero nel reggimento della pubblica istruzione, i quali con opportune provvisioni posero studio ad incoarne l'effettuamento. Se non che i parziali lavori che si vennero man mano conducendo, pregevolissimi in se stessi, come ad esempio quello che negli scorsi giorni mi fu dato di mandar fuori intorno allo insegnamento elementare, non bastarono ancora a comporre un quadro generale, il quale dimostri la condizione presente della istruzione in ogni sua parte, e comprenda i varii rami che la compongono.

Reputando io sommamente necessario di ordinare un tale lavoro, ed importando che si ponga mano senza indugio a somigliante impresa, intorno alla cui utilità sarebbe vano lo spendere parole, e di condurla a compimento nel più breve spazio di tempo possibile, io mi sono risolto di non valermi del sussidio di commissione, ma di affidarne l'incarico ad uno degli Ispettori delle scuole elementari, il quale in siffatta maniera di studi ha già forniti lodevoli saggi.

Perciò ho l'onore di proporre a V. M. di approvare:

1. La compilazione della Statistica Generale della Pubblica Istruzione secondo l'annesso programma.

2. La nomina del prof. Michelangelo Rulfi, ispettore delle scuole e deputato di Biella, a compilatore di essa.

Gli uffiziali del Governo saranno tenuti a somministrare le notizie e i documenti che loro saranno richiesti, e l'opera dovrà essere, per quanto è possibile, terminata nel corso del corrente anno.

S. M. approva.
FARINI.

Programma compendiato della Statistica della Pubblica Istruzione nei R. Stati.

§ 1. *Stato considerato in rapporto coll'istruzione della sua popolazione.*

1. Estensione e divisione dello Stato in provincie, mandamenti, comuni, borgate o frazioni colla relativa popolazione;
2. Condizione della popolazione in quanto all'istruzione;
3. Comuni sprovveduti di scuola elementare pei maschi o per le femmine.

§ 2. *Ragguaglio delle scuole e degli stabilimenti d'istruzione e di educazione colla popolazione e coi suoi bisogni.*

4. Numero, qualità e grado delle scuole primarie, secondarie ed universitarie esistenti;
5. Durata delle scuole e condizione dei loro alunni e delle suppellettili;
6. Seminarii, convitti, pensionati, ritiri, ospizi e case di educazione e lavoro;
7. Asili d'infanzia, scuole per gli adulti diurne, serali o domenicali;
8. Scuole tecniche, scuole commerciali, di agricoltura, militari, di marina;
9. Accademie di scienze o lettere, biblioteche e stabilimenti scientifici.

§ 3. *Ragguaglio delle scuole colla popolazione che se ne giova.*

10. Ragguaglio degli allievi delle scuole primarie pubbliche e private colla popolazione;
11. Ragguaglio degli allievi delle scuole secondarie con quelli delle scuole primarie;
12. Ragguaglio degli allievi delle scuole universitarie con quelli delle secondarie;
13. Ragguaglio degli esami di magistero, e degli esami per le carriere di misuratore, geometra, notaio, farmacista ecc., cogli allievi delle scuole secondarie;
14. Ragguaglio degli esami di laurea cogli allievi delle scuole universitarie.

§ 4. *Condizione degli insegnanti.*

15. Numero e condizione personale dei professori, dei maestri e delle maestre, nazionali od esteri, esercenti nelle scuole pubbliche e private;
16. Numero di quelli che sono muniti di diplomi, patenti ed altri certificati richiesti per l'esercizio scolastico;
17. Ragguaglio degli stipendi di cui godono colle obbligazioni che loro incumbono.

§ 2. *Mantenimento delle scuole.*

18. A carico di chi, e con quale ripartizione di spesa, siano mantenute le scuole;
19. Somme parziali pagate per la pubblica istruzione dal Governo, dai comuni, da legati, opere pie, ecc.;
20. Quadro comparativo dei varii stanziamenti fatti dal Governo e dai comuni per la pubblica istruzione dal 1846 al 1852 inclusivamente.

Nota. Tutte le indicate materie saranno da prima esposte per comuni e quindi riassunte in quadri complessivi e comparativi per mandamenti e provincie, e finalmente compendiate in quadri generali.

Terrà dietro ai quadri una serie d'indicazioni che servano all'uopo come di conseguenze pratiche o deduzioni d'immediata applicazione.

In quanto alla esposizione verrà scelto quel metodo che presenti maggiore unità ed ordine, semplicità e chiarezza.

Fece pur l'analisi della materia che l'acqua minerale suddetta depone ove scorre. Quella materia separata da ghiaia e da frantumi di legno coi quali era associata, diede per mille parti

Ossido ferrico con tracce di ossido di manganese	0,400
Carbonato di calce » di magnesia Cloruro bromuro ioduro Solfato di calce	tracce 0,200
Materia di natura organica molto azotata	
Acqua d'idratazione	
Selce e sabbia sottile	0,400
	1,000

L'acqua suddetta stata trasmessa alla citata R. Accademia dal dottore Carestia, medico esercente in Riva (Varallo), si crede efficace in molte morbose affezioni.

Lo stesso Abbene fece pur l'analisi di una nuova sorgente di acqua solfurea trasmessa dal dottor Trompeo per parte del dottore Benevolo. Essa trovasi distante circa un miglio dalla città di Acqui, in vicinanza del torrente Medrio. Ha legger odore d'ova fracide; ha sapor leggermente salso alla sorgente, indica al termometro di Reaumur gradi + 12, 5.

Mille grammi di acqua son composti da

Gas solfidrico quantità indeterminata ma piccola.	
Cloruro di sodio (sal comune)	6,500
Solfato di soda	6,355
Ioduro di sodio Bromuro, tracce	0,400
Carbonato di soda » di calce » di magnesia	2,250
Ossido di ferro Allumina Selce	tracce 0,250
Materia di natura organica	0,250
Acqua e perdita	990,000
	1000,000

Ciro Menotti si occupa da tempo della preparazione di un composto atto a fare impermeabili i tessuti. Prese in fatti un privilegio in Francia ed in Inghilterra per un sapone, che stemperato in acqua, doveva fornire un liquido, del quale con imbevere i panni dovevasi loro trasfondere la qualità di non essere più inzuppati dall'acqua semplice. Ora pubblicò il processo di preparazione della mistura annunziata, cui diede il nome d'*idrofughina*, e che a suo avviso fa impermeabili le stoffe di lino, di canapa, di seta, di lana, i quali rimangono tuttavolta permeabili dall'aria.

Ecco in qual maniera Menotti insegna a preparare l'*idrofughina*: si mettono dieci chilogr. di solfato di allumina, o di allume comune, o di allume di ammoniaca, o del doppio solfato di zinco e di rame, o di cloruro di stagno in vaso della capacità di 10 a 15 litri. Quella delle sostanze adoperate vuol essere resa in polvere, tranne se fosse il solfato di allumina che si taglierebbe a fette, od il cloruro di stagno che si useràbbe cristallizzato.

In altro vaso somigliante si versano 400 grammi di acido oleico, oppure si mette acido stearico o margarico, oppure sapone ad una sostanza saponificabile. Si mesce l'acido oleico ovvero si discioglie quella delle altre materie che si scelse in 9 litri d'alcoole a 50° C., e si versa la soluzione sul sale; poscia si scalda a 50° R. finchè vapori il liquido e rimanga l'idrofughina in istato secco, polverata, o foggiata in date forme.

Volendosi rendere impermeabili i tessuti di cotone o di lino, si scioglie una parte di questa composizione in 100 parti d'acqua, vi si immolla il tessuto, e poscia si fa seccare. Se si opera sulla seta o sulla lana basta di sciogliere 1 p. di idrofughina in 200 p. d'acqua.

Il cartone, le corde ed altre materie impregnate similmente d'idrofughina, diventano impermeabili dall'acqua e dall'umido, e non perciò impediscono il passaggio dell'aria.

Una nuova scoperta importantissima del Liebig italiano, Raffaele Piria, prof. di chimica a Pisa, ci fu ora comunicata dal prof. Cannizzaro, e noi la riportiamo quale è annunziata in lettera del Piria medesimo:

« Ho studiato la populina che da molto tempo avevo invano » desiderato di avere. È una sostanza singolarissima e di un' alta » importanza scientifica: la sua storia si può riassumere in po- » che parole. Trattata con bicromato di potassa ed acido solfo- » rico, somministra un' abbondante quantità d'idruro di sali- » cilo; gli acidi la trasformano in acido benzoico, salicilna e » zucchero d'uva: la sinaptasi a non vi ha azione. Queste rea- » zioni indicano una sostanza complessa formata per l'accoppia- » mento di 5 gruppi molecolari, cioè la saligenina, l'acido ben- » zoico e lo zucchero. La sua composizione giustifica pienamente » tale ipotesi: difatti risulta dalle mie analisi che la populina » cristallizzata ha per formula $C^{40}H^{22}O^{16} + 4Aq$. A 100° perde » l'acqua e diviene

» $C^{40}H^{22}O^{16} = \underset{\text{saligenina}}{C^{14}H^{8}O^{4}} + \underset{\text{ac. benzoico}}{C^{14}H^{6}O^{4}} + \underset{\text{zucchero}}{C^{12}H^{12}O^{12}} - 4HO$,

» Vedete per conseguenza che si può anche considerare » la populina come salicina accoppiata con acido benzoico, » ossia $C^{26}H^{18}O^{14} + C^{14}H^{6}O^{4} - H^{2}O^{2} = C^{40}H^{22}O^{16}$. Que- salicina ac. benz. » st'ultima circostanza mi suggerì l'idea di tentare di convertire » la populina in salicina eliminando dalla prima l'acido benzoico. » Questa esperienza riesce con grandissima facilità, e difatti ba- » sta far bollire la populina con acqua di barita, per ottenere » in 3 o 4 minuti una soluzione perfettamente scolorita, la qua- » le, dopo di averne separato l'eccesso di barita per mezzo del- » l'acido carbonico, non contiene altro che benzoato di barita e » salicina. La salicina così ottenuta ha esattamente la composi- » zione e tutte le reazioni di quella naturale. Eccovi adunque » della salicina ottenuta artificialmente, il che mi sembra un » buon risultato per una sostanza così complessa.

» Ora cercherò di trasformare la salicina in populina, trat- » tando la prima col cloruro di benzoile, appena ne avrò. »

F.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 29 gennaio*

La Camera dei Deputati continuò oggi la discussione del progetto di legge sulla pubblica sicurezza. Il Ministro dei lavori pubblici presentava un progetto di legge per l'autorizzazione dello stabilimento di un telegrafo elettrico da Torino al confine lombardo.

S. M., in udienza del 25 corr., sulla proposizione del Ministro della Pubblica Istruzione, volendo porgere il mezzo a Margherita Chevron, maestra elementare a Ciamberi, di perfezionare i suoi studi letterari, le ha conceduto, a titolo d'incoraggiamento, il sussidio di L. 1.000, da ripartirsi in due anni.

Margherita Chevron è dotata di un vivo ingegno poetico, che si è in lei naturalmente sviluppato. Essa è nata a Barberaz, piccolo comune presso Ciamberi; visse occupata nei lavori campestri fino all'età di quindici anni; imparò tardi il leggere e lo scrivere da una povera donna del suo villaggio. Venutole per le mani un volume del Lamartine sentì svegliarsi nell'animo il fuoco della poesia.—Concorse nel 1849 e nel 1850 al premio dell'Accademia Reale di Savoia, ed ottenne, prima, una onorevole menzione poi il premio di poesia.

Il Ministro della Pubblica Istruzione fu pure autorizzato di mandare alla damigella Chevron una piccola raccolta di libri atti ad educare le felici doti della sua mente.

TOSCANA

Il *Monitore Toscano* pubblica il rapporto del consiglio dei ministri e il bilancio di previsione delle finanze toscane per l'anno 1852, sottoposto alla reale sanzione.

Il bilancio di previsione presenta i risultati finali che seguono:

Entrate	L.	35,727,000.
Spese	»	35,750,700.
Avanzo	L.	49,100.

FRANCIA

PARIGI, 26 *gennaio*. Ecco il decreto organico sul Consiglio di Stato:

TITOLO I.

Formazione e composizione del Consiglio di Stato.

ART. 1. Il consiglio di Stato, sotto la direzione del presidente della repubblica, estende i progetti di legge, e ne sostiene la discussione dinanzi al corpo legislativo.

Esso propone i decreti che statuiscono: 1° sugli affari amministrativi il cui esame gli è deferito con disposizioni governative o di regolamento; 2° sul contenzioso amministrativo; 3° sui conflitti d'attribuzioni fra l'autorità amministrativa e la giudiziaria. È necessariamente chiamato a dare il suo parere intorno a tutti i decreti che portano regolamento d'amministrazione pubblica o che devono essere emanati nella forma di tali regolamenti.

Giudica degli affari di alta polizia amministrativa riguardo ai funzionarii, gli atti dei quali sono deferiti al suo giudizio dal presidente della repubblica.

Finalmente dà il suo parere su tutte le quistioni che gli sono sottoposte dal presidente della repubblica o da' suoi ministri.

ART. 2. Il consiglio di Stato è composto:

1. D'un vice-presidente del consiglio di Stato, nominato dal presidente della repubblica;
2. Di 40 in 50 consiglieri di Stato in servizio ordinario;
3. Di consiglieri di Stato in servizio ordinario fuori sezioni, il cui numero non potrà eccedere i 15;
4. Di consiglieri di Stato in servizio straordinario il cui numero non potrà essere di più di 20;
5. Di 40 referendarii *(maitres des requêtes)* divisi in due classi di 20 ciascuna;
6. Di 40 uditori divisi in due classi di 20 ciascuna.

Un segretario generale col titolo e grado di referendario è addetto al consiglio di Stato.

ART. 3. I ministri hanno posto, seduta e voce deliberativa nel consiglio di Stato.

ART. 4. Il presidente della repubblica nomina e revoca i membri del consiglio di Stato.

ART. 5. Il consiglio di Stato è presieduto dal presidente della repubblica, o, nella sua assenza, dal vice-presidente del consiglio di Stato. Questi presiede egualmente, quando stima conveniente, le varie sezioni amministrative, e l'assemblea del consiglio di Stato deliberante nel contenzioso.

ART. 6. I consiglieri di Stato in servizio ordinario, e i referendarii non possono essere senatori nè deputati al corpo legislativo; le loro funzioni sono incompatibili con qualunque altra funzione pubblica stipendiata; nondimeno gli ufficiali generali di terra e di mare possono essere consiglieri di Stato in servizio ordinario.

In tal caso, essi sono, per tutta la durata delle loro funzioni, considerati come se fossero in missione fuori di quadro, e conservano i loro diritti all'anzianità.

ART. 7. I consiglieri di Stato in servizio ordinario fuori sezioni, sono scelti fra le persone che adempiono alle funzioni pubbliche.

Essi prendono parte alle deliberazioni dell'assemblea generale del consiglio di Stato, e vi hanno voce deliberativa.

Non ricevono come consiglieri di Stato alcun assegnamento o indennità.

ART. 8. Il presidente della repubblica può conferire il titolo di consigliere di Stato in servizio straordinario ai consiglieri di Stato in servizio ordinario o fuori sezioni che cessano di sostenere queste funzioni.

ART. 9. I consiglieri di Stato in servizio straordinario assistono ed hanno voce deliberativa a quelle assemblee generali del consiglio di Stato alle quali sono stati convocati per un ordine speciale del presidente della repubblica.

TITOLO II.

Forme di procedere.

§ 1.

ART. 10. Il consiglio di Stato è diviso in sei sezioni, cioè:

Legislazione, giustizia ed affari esteri: contenzioso; interno, istruzione pubblica e culti: lavori pubblici, agricoltura e commercio; guerra e marina; finanze.

Questa divisione potrà essere modificata con un decreto del potere esecutivo.

ART. 11. Ciascuna sezione è presieduta da un consigliere di Stato in servizio ordinario, nominato, dal presidente della repubblica, presidente di sezione.

ART. 12. Le deliberazioni del consiglio di Stato sono prese in assemblea generale e alla maggioranza dei voti, sul rapporto fatto dai consiglieri di Stato pei progetti di legge e per gli affari più importanti, e dai referendarii per gli altri affari.

I referendarii e gli uditori di prima classe assistono all'assemblea generale. Nondimeno, gli uditori di prima classe non possono assistere se non in virtù d'un' autorizzazione speciale alle assemblee generali, presiedute dal presidente della repubblica.

I referendarii hanno voce consultiva in tutti gli affari e voce deliberativa in quelli di cui fanno il rapporto.

ART. 13. Il consiglio di Stato non può deliberare che in numero di 20 membri che abbiano voce deliberativa, non compresi i ministri.

In caso di due parti eguali del numero dei voti, il voto del presidente è preponderante.

ART. 14. I decreti emanati dopo deliberazione dell'assemblea generale del consiglio di Stato sono i soli che notino: *Inteso il consiglio di Stato.*

I decreti emanati dopo deliberazione d'una o di più sezioni indicano le sezioni che sono state intese.

ART. 15. Il presidente della repubblica designa tre consiglieri di Stato per sostenere la discussione di ciascun progetto di legge presentato al corpo legislativo o al senato.

L'uno di questi consiglieri può essere preso tra i consiglieri in servizio ordinario, fuori sezioni.

ART. 16. Saranno osservate, riguardo ai funzionarii pubblici, la cui condotta sarà deferita al consiglio di Stato, le disposizioni del decreto dell'11 giugno 1806.

§ 2.

Materie contenziose.

ART. 17. La sezione del contenzioso è incaricata di dirigere l'istruzione scritta e di preparare il rapporto di tutti gli affari contenziosi, come pure dei conflitti d'attribuzioni fra l'autorità amministrativa e l'autorità giudiziaria.

Essa è composta di sei consiglieri di Stato, compreso il presidente, e del numero di referendarii e d'uditori determinato dal regolamento.

www.interpetaulurale.it

Essa non può deliberare se quattro almeno de' suoi membri aventi voce deliberativa non sono presenti.

I referendarii hanno voce consultiva in tutti gli affari, e voce deliberativa in quelli di cui sono relatori.

Gli uditori hanno voce consultiva negli affari di cui fanno il rapporto.

Art. 18. Tre referendarii sono designati dal presidente della repubblica per adempiere nel contenzioso amministrativo le funzioni di commissarii del governo.

Assistono alle deliberazioni della sezione del contenzioso.

Art. 19. Il rapporto degli affari è fatto in nome della sezione, in seduta pubblica dell'assemblea del consiglio di Stato deliberante nel contenzioso.

Questa assemblea si compone: 1. dei membri della sezione; 2. di dieci consiglieri di Stato designati dal presidente della repubblica, e presi in numero eguale da ciascuna delle altre sezioni. Essi sono, ogni biennio, rinnovati per metà.

Questa assemblea è presieduta dal presidente della sezione del contenzioso.

Art. 20. Dopo il rapporto, gli avvocati delle parti sono ammessi a presentare osservazioni orali.

Il commissario del governo dà le sue conclusioni in ciascun affare.

Art. 21. Gli affari pei quali non fu costituito avvocato, non sono portati in seduta pubblica fuorchè se quel rinvio è chiesto da uno de' consiglieri di Stato della sezione o dal commissario del governo al quale essi sono precedentemente comunicati, e che dà le sue conclusioni.

Art. 22. I membri del consiglio di Stato non possono partecipare alle deliberazioni relative ai ricorsi diretti contro la decisione di un ministro, quando essa decisione sia stata preparata da una deliberazione della sezione alla quale egli prese parte.

Art. 23. Il consiglio di Stato non può deliberare nel contenzioso, se undici membri almeno, aventi voce deliberativa, non sono presenti. In caso di parità di voti, il voto del presidente è preponderante.

Art. 24. La deliberazione non è pubblica.

Il progetto di decreto è trascritto sul processo verbale delle deliberazioni che fa menzione dei nomi de' membri presenti, i quali hanno deliberato.

La spedizione del progetto è firmata dal presidente della sezione del contenzioso, e consegnata dal vice-presidente del consiglio di Stato al presidente della repubblica.

Il decreto che interviene è controfirmato dal guardasigilli ministro della giustizia.

Se questo decreto non è conforme al progetto proposto dal consiglio di Stato, è inserito sul *Moniteur* e sul *Bulletin des Lois*.

In tutti i casi il decreto è letto in pubblica seduta.

Disposizioni generali.

Art. 25. Gli assegnamenti sono determinati come segue:

Il vice-presidente del consiglio di Stato, 80,000 fr.
I presidenti di sezione, 35,000.
I consiglieri di Stato, 25,000.
I referendarii di prima classe, 10,000.
I referendarii di seconda classe, 6,000.
Gli uditori di prima classe, 2,000.
Il segretario generale del consiglio di Stato, 15,000.
Gli uditori di seconda classe non ricevono alcun assegnamento.

Art. 26. Un decreto determinerà l'ordine interno dei lavori del consiglio, il ripartimento degli affari tra le sezioni, gli affari amministrativi che devono essere portati all'assemblea generale del consiglio di Stato, e quelli che possono non essere sottoposti che alle sezioni; il ripartimento e il turno dei membri del consiglio fra le sezioni, finalmente tutti i provvedimenti d'esecuzione non previsti nel presente decreto.

Art. 27. La legge del 3 marzo 1849 è abrogata. Tutte le disposizioni delle leggi e dei regolamenti anteriori che non sono contrarie al presente decreto sono mantenute.

Dal palazzo delle Tuilerie, 25 gennaio 1852.

LUIGI NAPOLEONE.

Pel presidente:

Il ministro di Stato
S. DI CASABIANCA.

— Il sig. Baroche, ex-ministro, è nominato vice-presidente del consiglio di Stato.

(Per le nomine dei presidenti delle sezioni vedi il num. antecedente della nostra Gazzetta).

— Leggesi nel *Memorial du Loiret*:

Pare cosa positiva che il governo faccia sopras edere alla deportazione dei detenuti politici a Cajenna. Gli atti del processo dei prigionieri saranno esaminati di nuovo dalla commissione militare, e v'è ragion di credere che la trasportazione in varii circoli dell'Algeria sarà sostituita a quella di Cajenna.

Il sig. Martin fu ricondotto dal forte di Brest a Parigi. Gli altri prigionieri sono sempre in detenzione provvisoria, alcuni nel forte, il rimanente a bordo del *Duguesclin*.

— Il *Constitutionnel* e l'*Univers* hanno pubblicata oggi una lettera del sig. di Falloux sui doveri degli uomini d'ordine e particolarmente dei legittimisti, a fronte dell'eventualità delle prossime elezioni del corpo legislativo. Il sig. di Falloux, mentre rifiuta la candidatura che gli si offerva nel dipartimento di Maine-e-Loira, a cagione della sua mala salute, invita fortemente i suoi amici a non far opposizione al nuovo ordine di cose.

— Il colonnello Costamagna, piemontese, è morto, son pochi giorni, in Angers. Era in età di 68 anni; aveva fatta la campagna dell'Egitto, ed assistito alle principali battaglie del Consolato e dell'Impero.

SPAGNA

MADRID, 21 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il re D. Francesco d'Assisi, che trovasi da varii giorni a Riofrio, dee tornarne alla fine del mese, per condurre il 2 febbraio la regina Isabella II alla chiesa di Atocha. Le feste nazionali, che deono durare tre giorni, cominceranno il 2 detto.

Lunedì (19) fu tenuta la prima riunione della sezione delle scienze morali e politiche dell'ateneo di Madrid. Grande era il concorso. Furono successivamente ascoltati i signori conte di Vigo, Rodriguez, Ferrer, Gonzalez Bravo ed Uriarte. Il sig. Martinez della Rosa fu quegli che ripigliò la seduta, e lo fece in modo che ottenne generali e vivissimi applausi.

— Si legge nella *Espana*:

Il sig. Maluguco, deputato alle *cortes* pel collegio elettorale della Seu-d'Urgel, ha dato la sua demissione.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Il duca di Valenza arrivò il 16 a Loja, accompagnato da' suoi aiutanti di campo i signori Enriquez e Villate, da molti de' suoi congiunti e da una deputazione dell'*Ayuntamiento* di quella città, i quali si erano recati ad attenderlo sulla strada maestra. Egli fu accolto fra vive dimostrazioni di gioia dalla municipalità e dal a popolazione. Le autorità furono immediatamente a felicitarsi con lui del suo felice arrivo nella città.

INGHILTERRA

Dal prospetto della Banca d'Inghilterra per la settimana spirata il 17 corrente risulta un aumento di 209,586 sterlini sull'incasso metallico che si è elevato a 17, 724, 837 sterlini, ed un aumento di 796, 856 sterlini sull'ammontare della carta in circolazione, che ha aggiunto la cifra di 21, 058, 335 sterlini.

—Lo *Standard* avea annunziato che lord Palmerston si sarebbe quanto prima presentato agli elettori di Liverpool come candidato per la Camera de' comuni. Il *Morning Chronicle* del 24 dice, che sinora non è stato fatto alcun passo in proposito. Giova ricordare a questo riguardo (osserva la *Indépendance Belge*) che il nobile lord fu nel 1841 portato candidato a Liverpool senza il suo consentimento, e ottenne 1,000 suffragi, contro il conte di Harrowby, allora lord Sandon, che fu eletto.

— Secondo i giornali inglesi, la città di Liverpool si è andata in pochi anni ingrossando in modo, che dal 1658 in poi vi furono isolate, tra case e magazzeni, 22,020 nuovi edifizii.

—Scrivono al *Morning Herald* da Malta in data del 15:

Oggi di buon mattino i vascelli *Queen* da 116 cannoni, il *Superbo* da 80 e l'*Albion* da 90 sono usciti dal porto e andati in crociera. L'ammiraglio S. W. Parker ha bandiera d'ammiraglio sul vascello da 84 la *Vengeance*.

ALEMAGNA

PRUSSIA. *Berlino*, 25 *gennaio*. Grande è l'attenzione degli animi in Berlino relativamente alla futura prima Camera. Il governo, come già dicemmo, intende di riserbarne esclusivamente al re la nomina. Quanto alla eredità dei membri della prima Camera, vi ha qualche divergenza: è possibile che si adotti una combinazione mista, come appunto venne proposta del progetto presentato alla prima Camera (V. *Gazz. Piem.* num. 24) dal centro destro, rappresentato dai sigg. Bethman-Hollweg, Mathis, Furstemberg, ecc.

È singolare che mentre il centro destro propugna l'eredità, gli organi dell'estrema destra invece la combattono, e presero a difendere, in generale, la prima Camera, a un dipresso quale essa fu organizzata dalla costituzione.

Tuttavia, le frazioni della destra sono tutte d'accordo quanto al principio del rivedimento della costituzione; quindi è che non è impossibile che finalmente s'intendessero in ordine al modo di effettuarlo.

La *Gazzetta di Prussia* conferma che la grande maggioranza dei governi tedeschi abbia ricusato di adottare il progetto di unione doganale elaborato nelle conferenze di Dresda: lo stesso giornale soggiunge che dopo di aver provato a Francoforte tale disdetta, quel progetto non avrà miglior fortuna sulle sponde del Danubio. Infatti Baden, Assia-Cassel, Nassau, Rudolstadt, Waldeck e Buckleburg sarebbero i soli governi che, in seno alla Dieta, aderirono senza condizioni.

SASSONIA-WEIMAR. *Weimar*, 20 *dicembre*. La Dieta, convocata straordinariamente, fu aperta oggi dal ministro Watzdorf. Il consigliere di Stato Suchling lesse il decreto di apertura, in cui s'insiste sovratutto sulla necessità di mandare nuovamente un rappresentante alla Dieta federale, poichè le lunghe conferenze ministeriali di Dresda non ebbero l'effetto che si desiderava. Ne seguì naturalmente il ritorno all'antico diritto federale, donde seguì la modificazione della legge elettorale per porla in armonia colle leggi fondamentali della confederazione.

DANIMARCA

Sembra che la crisi ministeriale sia stata prodotta dalla poca disposizione che la maggioranza del gabinetto avea di approvare la convenzione conchiusa dal sig. Bille, suo inviato, coi governi di Prussia e d'Austria, riguardo alla questione dei ducati. Questo almeno si può dedurre da quanto i giornali e le corrispondenze dicono relativamente ai signori Moltke e Blühme, incaricati della ricomposizione del gabinetto, e che si dicono inclinati ad accettar la sovraccennata convenzione: è risulta inoltre dal seguente articolo del *Corriere di Vienna*, che qui riferiamo, poi be dimostra in pari tempo come venga tale questione riguardata in Alemagna e sovratutto a Vienna:

« Quando gl'inviati di sua maestà il re di Danimarca signori di Bille e Bülow partirono di qui, abbiamo manifestata la speranza, che la missione di quei diplomatici condurrebbe ad una soluzione completa e definitiva della questione dei ducati di Schleswig-Holstein, che da tanto tempo tiene sospesi gli animi specialmente in Germania. Noi eravamo autorizzati ad esprimere tale speranza basandoci sopra le circostanze di fatto, che il gabinetto danese fu modificato in senso conservativo, colla sostituzione del sig. Bang al sig. di Madwig, e che il sig. di Bille accettò tanto a Berlino che a Vienna le condizioni proposte dall'Austria e dalla Prussia, per regolare definitivamente la stessa questione politica. Noi indicammo allora anche le condizioni, che d'altronde, come ora ne fa prova ufficiale il dispaccio del principe di Schwarzenberg del 9 settembre 1851, pubblicato nella *Gazzetta d'Augusta*, si basavano sopra le stesse massime, che il gabinetto di sua maestà imperiale tenne sempre ferme in tale questione.

Il sig. conte di Bille accettando quelle proposizioni s'impegnava, naturalmente in quanto che esse venissero adottate dal suo governo, alle condizioni seguenti: 1. Che l'unità della monarchia danese non riposerebbe che sull'unità di successione nel reame e nei ducati; 2. Che tutte le idee e i progetti d'incorporare direttamente o indirettamente lo Schleswig alla Danimarca verrebbero smessi, non per ora soltanto, ma anche per l'avvenire; 3. Che il ducato d'Holstein resterebbe rimpetto alla confederazione germanica nelle stesse relazioni che prima del marzo 1848; 4. Che ciascuno dei due ducati avrebbe una particolare assemblea di Stati; 5. Che le loro amministrazioni, salvo qualche stabilimento comune a tutti e due, come l'università di Kiel, la casa dei mentecatti, le carceri, saranno interamente separate, e non dipenderanno che dal governo centrale di Copenaga; e finalmente, 6. Che la linea doganale, ritirata dopo il 1848 fino all'Eider, sarebbe levata per dar luogo a quelle disposizioni che sarebbero ritenute utili pello sviluppamento dell'industria e del commercio. In tutte queste condizioni non vi fu nulla, come si vede, che non fosse conforme agli interessi benintesi del reame e dei ducati, come pure alle obbligazioni anteriori della Danimarca rimpetto alle potenze d'Europa.

Si poteva per conseguenza ritenere quasi con certezza che la corte e il governo di Copenaga s'affretterebbero a ratificarle. Tale certezza s'accrebbe ancora di più, quando notizie di Copenaga recarono che i conti C. di Moltke e di Criminil-Rewentlow erano designati a governatori dello Schleswig e dell'Holstein con amministrazioni affatto separate. Ma finora nulla avvenne di tutto ciò, e sentiamo con rincrescimento, che il gabinetto di Copenaga esita ad accettare la convenzione conchiusa dal suo inviato a Berlino ed a Vienna. Qualunque siano le inspirazioni che determinano quel gabinetto a tale risoluzione, non è perciò meno vero, che il ritardo che ne risulterà non potrà per nulla esser vantaggioso a quegli uomini che, appoggiandosi sulle idee rivoluzionarie del 1848, pensano ancora al cangiamento territoriale e politico della situazione nella quale fu posta la Danimarca dal trattato del 1815 e dagli obblighi ulteriori della corona, compresa la patente 16 luglio 1846. Per quanto insignificante fosse tale cangiamento, pur e esso non troverebbe nè il consentimento dei ducati, nè quello dell'Europa.

A più forte ragione non si può contar d'ottenerlo, quando si tratti d'incorporare uno di questi ducati nella monarchia, e di mettere l'altro in condizioni differenti da quelle in cui si trovò per lo innanzi. L'opinione pubblica nei ducati, l'opinione saggia ed imparziale nella Danimarca, e l'opinione delle potenze, si sono pronunciate contro una simile innovazione troppo altamente e con troppa precisione, perchè un partito, inspirato dalla rivoluzione, possa pretendere di farli valere.

Il gabinetto di Pietroburgo, se siamo bene informati, rinnovò in tale riguardo la sua forma ed irrevocabile risoluzione. Ci si assicura egualmente che passi eguali saranno fatti dal nostro ministro a Copenaga, ed è più che probabile che la Francia farà lo stesso dal canto suo. Se questa nuova dimostrazione, tanto giusta, che benevola, non riconduce il gabinetto di Copenaga a sentimenti più ragionevoli, è possibile che esso si trovi in faccia a difficoltà, delle quali esso solo dovrà sopportare la risponsabilità e le conseguenze. »

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. *Lombardo-Veneto*. Si legge nella *Gazzetta ufficiale di Venezia* la seguente *Sentenza*:

L'eccelsa i. r. suprema corte militare di giustizia, alla quale in via di revisione furono rassegnati gli atti d'inquisizione e di guerra assunti dall'uditoriato di guarnigione in Venezia al confronto dei sottonominati lavoranti dell'arsenale, per titolo di omicidio, ha giudicato essere

1. Michele Garbizza, nativo di Venezia, d'anni 25, cattolico, celibe;

2. Domenico Giai, nativo di Venezia, d'anni 22, cattolico, celibe;

3. Davide Burella, di Venezia, d'anni 25, cattolico, ammogliato, con un figlio; e

4. Antonio Eggman detto Elma, nativo di Venezia, d'anni 38, cattolico, ammogliato con un figlio, e precisamente i primi due, dopo la verificazione del fatto, convinti per loro confessione del delitto di correità dell'omicidio, commesso nella persona del colonello Giovanni cav. de Marinovich il 22 marzo 1848 da una turba di ammutinati nell'I. R. arsenale marittimo di Venezia, il terzo gravemente indiziato dello stesso delitto, ed il quarto molto sospetto della cooperazione nell'omicidio del suonominato colonnello; e doversi, come tali, a senso dell'art. 36 di guerra, §§ 6-11 dell'art. III; e § 2 dell'art. 85 della procedura penale militare, in unione al decreto aulico di guerra del 19 gennaio 1838 N. 65, condannare pel delitto di omicidio Michele Garbizza e Domenico Giai alla morte, da eseguirsi colla forca, Davide Burella a dodici anni di lavori forzati in ferri pesanti, e sospendere poi il processo per difetto di prove legali ad Antonio Eggman detto Elma, per titolo di cooperazione allo stesso delitto, a senso del § 9 dell'art. 59 della procedura penale militare.

Tale sentenza, abbassata col decreto 9 gennaio 1852 N. 584 dall'eccelso I. R. tribunale d'appello militare fu pubblicata il 25 corrente, eseguita nella mattina d'oggi riferibilmente al Garbizza e Giai, vennero date le opportune disposizioni per la sua esecuzione riferibilmente al Burella, e posto in libertà l'Eggman.

Venezia, il 26 gennaio 1852.

L'I. R. generale di cavalleria e governatore militare
DI GORZKOWSKI.

— *Livorno*, 26 *gennaio*. Si legge nel *Costituzionale*:

È oggi arrivato in questa città, a bordo del vapore l'*Industrie*, il principe Antonio Bonaparte, che parte questa sera per Pisa, da dove domani si recherà a Firenze.

FRANCIA. *Parigi*, 27 *gennaio*. Il *Moniteur* pubblica la seguente lista dei membri del Senato: I signori

Achard (generale), d'Argout (governatore della Banca), d'Audiffret, di Bar (generale), Baraguay, d'Hilliers (*idem*), di Beaumont, di Beauvan, di Belbeuf, di Berthier, Boulay (della Meurthe), di Breteuil, di Cambacérès, di Castellane (gen.), Casy, di Caumont-Laforce, Clary, di Croï, di Crouseilhes, Curial, Drouyn di L'Huys, Dumas (ex-ministro), Dupin (Carlo), Elie di Beaumont, Fould, Fouquier d'Héroüel, di Fourment, Gautier di Girardin (Girardo), Goulot di Saint-Germain, della Grange, d'Hautpoul (generale), Hugon (vice-ammiragl o), Husson (generale), Lacrosse, di Laduucet, La Hitte, di Laribossière, di Lawoestine, Lebeuf, Lemarrois, Lemercier, Leroy di Saint-Arnaud (ministro della guerra), Leverrier, Magnan (generale), Mannel (della Nièvre), Marchant, Meyeard, Mimerel, della Moskowa, Murat (Luciano), Ordener (generale), d'Ornano (*idem*), di Padova (duca), Parceval-Deschênes (vice-ammiraglio), Pelet (generale), di Plaisance (duca), Poinsot, di Pontis, Portalis, di Preval (generale), Regnault di Saint-Jean-d'Angely (generale), di Saint-Simon (*idem*), Sapey, di Schramm (*idem*), di Segur d'Agueseau, Siméon, Thayer, Thibaudeau, Troplong, di Vicenza (duca), Vieillard.

— Sono da aggiungere ai 72 senatori nominati i senatori di diritto così: Girolamo Bonaparte ex-re di Vestfalia; Gerard, Reille, Excelmans, Harispe, marescialli di Francia; di Mackau, Roussin, ammiragli; di Bonald, Dupont, Gousset e Matheux, cardinali.

— Si assicura che la presidenza del senato sarà conferita all'ex-re Girolamo.

— Una direzione dell'agricoltura e del commercio è istituita nel ministero dell'interno, ed è nominato a direttore il signor Heurtier.

— Il sig. Pietri è stato investito ufficialmente della carica di prefetto di polizia.

— Sono nominati consiglieri di Stato in servizio ordinario fuori sezioni i signori Brenier (ministro plenipotenziario), Barrican, Daumas (generale), Gréterin, Heurtier, Mestro, Noel (generale), Petitet, di Royer (ex-guardasigilli), di Sibert-Cornillon, Thayer (Edoardo).

— Un nuovo giornale quotidiano è comparso oggi col titolo: *La Démocratie Napoléonienne*. Il suo estensore in capo è il sig. Chautard.

INGHILTERRA. *Londra*, 26 *gennaio*. Si legge nel *Globe*:

Un consiglio di gabinetto sarà tenuto domani al ministero degli affari esteri.

— Si legge nel *Morning Post*:

Il sig. Thiers ha lasciato Londra per andare a far visita a lord e lady Ashburton alla Grange.

— Giusta i dettagli che pubblicano i giornali inglesi del 26 sulla coalizione degli operai, è a sperare che moltissimi di loro, i quali vi avesno preso parte, domanderanno ben presto da se medesimi d'essere riammessi ne' loro stabilimenti.

— Lettere d'Irlanda recano che alcuni distretti del nord di quel paese sono tuttora in istato allarmante. Il governo vi spedì rinforzi di truppe e ufficiali di polizia.

ALEMAGNA. *Berlino*, 24 *gennaio*. Il sig. Klee presentò alla prima Camera, nella tornata d'oggi, una mozione intesa ad abolire i giudici di fatto pei delitti di stampa: a ragione della sua proposta egli afferma che fu dimostrato dall'esperienza che in fatto di politica non si poteva dai giurati attendere un giudizio imparziale.

— Essendo ora stata ratificata dalle Camere di Annover la convenzione del 7 settembre, il congresso doganale degli Stati dello Zollverein sarà quanto prima convocato in Berlino.

(*Nuova Gazz di Prussia*)

— *Del* 25. Il sig. Carnot, già membro dell'assemblea legislativa di Francia, indirizzò al re la preghiera di permettergli di stabilire la sua residenza in Prussia. Il re acconsentì alla domanda del sig. Carnot, il quale si recherà, dicesi, a Bonn.

(*Corresp. lit.*)

— *Carlsruhe*, 24 *gennaio*. La seconda Camera, nella seduta d'oggi alla maggioranza di 47 voti contro 15, ha adottato la proposta del governo per la prolungazione discrezionale dello stato d'assedio, conformemente alla legge del 29 gennaio dell'anno scorso. Il deputato Prestinari, relatore della commissione, aveva proposto che la Camera facesse inserire nel processo verbale il desiderio che lo stato d'assedio non si prolungasse oltre a due mesi, eccetto che sorvenissero avvenimenti imprevisti. La proposta del sig. Prestinari fu reietta.

AMERICA. *Stati Uniti*. Si legge nella *Patrie* del 28, estratto dallo *Weekly Herald*:

Nel banchetto offerto dai membri del congresso a Kossuth, il segretario di Stato, sig. Webster, pronunziò un discorso nel quale fece dei voti per la indipendenza dell'Ungheria. Il ministro d'Austria, cavaliere di Hulseman, ha creduto suo dovere in tale occasione d'indirizzare una nota al presidente Fillmore, lagnandosi di questa mancanza di riguardi dalla parte del capo del gabinetto.

R. LEONE gerente.

www.internetculturale.it

N. 1. LIBRERIA GIANINI E FIORE

OPERE ITALIANE E STRANIERE RICEVUTE NEL MESE DI GENNAIO 1852

ANNUARIO Economico-Politico. Anno primo — Torino 1852, un vol. in-12. L. 3.

CAPELLINA. Antologia italiana, ossia Raccolta di esempi in prosa e poesia, tratti dai principali autori classici. Torino 1852, 1 vol. in-8 grande a due colonne. L. 5 50.

CHAPUSOT. Cucina casalinga sana economica e delicata. Torino 1851, un vol. in-16. L. 4 50.

DUMAS. Vent'anni dopo, seguito dei tre moschettieri. Milano 1849, in-16 i primi 4. vol. finor pubblicati L. 6.

FILIPPI. Grammatica tedesca, ossia nuovo metodo per imparare con facilità il tedesco. Vienna, 1847, un vol. in-8. L. 6.

FISIOLOGIE morali, schizzi e pennellate. Milano 1852, L. 2.

FOSCARINI (Antonio). Racconto storico del secolo XVII. Milano 1851, in-8. vol. 1 e 2. L. 5.

GUALTERIO. Gli ultimi rivolgimenti italiani. Memorie storiche con documenti — Le Riforme. Firenze 1851, un vol. in-8. L. 9.

LESSONA (Carlo). Della febbre in generale e delle febbri negli animali domestici in particolare. Torino 1852, in-16. L. 4.

MAESTRAZZI (Eugenio). La Lega Lombarda, storia del 200. Milano 1851, in-16, vol. 1 e 2. L. 5.

MANUALE del Cittadino degli Stati Sardi, compilato da Benvenuti e Meneghini. Torino 1852, un vol. in-16. L. 5.

NOVELLIERI ITALIANI antichi e moderni, scelti per cura di Giuseppe Zirardini ed illustrati di rami e disegni in medaglie. Parigi 1847, un grosso vol. in-8. L. 20.

PINETTI. I segreti della magia bianca ossia spiegazione dei giuochi di mano. Milano 1852, un vol. in-16. L. 1.

RAINIERI. Il Ginocatore nelle serate invernali, che diverte le conversazioni. Milano 1852, un vol. in-16. L. 5.

TAFFÉ PHILIPPUS. Regesta Pontificum Romanorum ab condita Ecclesia ad annum post Christum natum 1598. Berolini 1852, un vol. in-4 legato. L. 60.

TRIBUTO di affetto sulla tomba d'una moglie — Versi. Torino 1851, un vol. in-16. L. 2.

Livres Français

AFFICHES ROUGES (Les) Réproduction exacte et histoire critique de toutes les affiches ultra-républicaines. Paris 1851, un vol. format Charp. Fr. 3.

BANFIELD. Organisation de l'industrie, ouvrage redigé sur les leçons d'économie politique. Paris 1851, un vol. in-8. Fr. 6.

BIOCHE. Dictionnaire des Juges de Paix et de Police, ou Manuel théorique et pratique en matière civile, criminelle et administrative. Paris 1851, 2 vol. in-8. Fr. 18.

BON JARDINIER (Le). Almanach pour 1852. Paris 1852. Fr. 8.

BOULANGÉ. Rome en 1848-49-50, correspondance d'un officier Français de l'armée expeditionaire d'Italie. Limoges 1852, in-8 vol. 1 en 2. L. 10.

CHASLES (Philarète). Études sur W. Shakspeare, Marie Stuart et l'Aretin. Paris 1852, un vol. format Charp. Fr. 4.

CHAUVEAU (Adolphe), et Helie (Faustin). Théorie du Code pénal. Bruxelles 1851, 5 vol. grand in-8, de la collection des Commentaires. Fr. 58.

COUSIN (Victor). Discours politique avec une introduction sur le principes de la Révolution Française et du Gouvernement représentatif. Paris, un vol. format Charp. Fr. 3 50.

DE DALMAS (Albert). Le roi de Naples, sa vie, ses actes et sa politique. Paris 1851, un vol. in-8. Fr. 5.

DORVAULT. L'Officine ou Répertoire général de Pharmacie pratique. Paris 1850, un vol. in-8. Fr. 12.

DUFAU. La République et la Monarchie dans les temps modernes. Paris 1852, un vol. format Charp. Fr. 3.

FAVRE (Eugène). Premières leçons de langue allemande. Genève 1851, un vol. in-8. F. 4 50.

FLEURY (Edouard). Saint-Just et la Terreur. Paris 1852, vol. 1 et 2, format Charp. Fr. 7.

FOA (Eugenie). Suite aux contes historiques pour la jeunesse. Paris 1852, un vol. in-18. Fr. 3 50.

GASSE. Jurisprudence commerciale, recueil d'arrêt des cours de cassation, d'appel et de jugements rendus en matière de commerce. Paris 1851, un vol. in-8. Fr. 7 50.

GOETHE. Les souffrances du jeune Werther, en allemand et en français : traduction en regard du texte. Paris 1851, un vol. in-8. Fr. 5.

Detto. Les souffrances du jeune Werther, traduction interlinéaire. Paris 1851, un vol. in-8. Fr. 4.

GROVESTIN (De). Sistema. Histoire des luttes et rivalités politiques. Paris 1851, un vol. in-8. Fr. 7.

GUENON. Traité des vaches laitières et de l'espèce bouvine en général. Paris 1851, un vol. in-8. Fr. 8.

GUIZOT. Méditations et Études morales. Paris 1852, un vol. in-8. Fr. 3 50.

GURWOOD. Recueil choisi des dépêches et des ordres du jour du Fel-Maréchal Duc de Wellington. Bruxelles 1845, un gros vol. in-8. Fr.

HAMMERICH. Troisième Campagne de Schleswig. Paris 1852. un vol. in-8. Fr. 5.

JOLLI (Jules). De l'influence de la littérature et du théâtre. Paris 1851, un vol. in-8.

LITTRE. Conservation, Révolution et Positivisme. Paris 1852, un vol. format Charp. Fr. 4 50.

MOELLER. Le femme telle qu'elle est, et un aperçu sur les eaux termales de Plombières, de Vichy et de Baden. Genève 1851, un vol. in-16 avec figures 5.

Detto. Eclaircissements sur les derniers mouvements révolutionaires de l'Allemagne et de l'Italie. Genève 1852, un vol. in-8. Fr. 5.

MONSELET (Charles). Statues et Statuettes contemporaines. Paris 1852, un vol. format Charp. Fr. 2.

OLLENDORFF. Grammaire Allemande, ou nouvelle méthode pour apprendre à lire, à écrire et à parler une langue en six mois. Frankfort 1850. 2 vol. in-12 relié. Fr. 12.

Detto. Clef de la Grammaire Allemande. Frankfort 1651, un vol. in-12 relié. Fr. 4.

Detto. German Grammar or a new method of learnig, to read, write, and speak the German language. Frankfort 1851, 2 vol. in-12 relié. Fr. 12.

Detto. Key to German Grammar. Frankfort 1851, un vol. in-12. Fr. 4.

Detto. Italian Grammar, or a new method of learning to read, write and speak a language in six months. Frankfort 1847, un vol. in-12 relié. Fr. 6.

Detto. Key to Italian Grammar. Frankfort 1847, un vol. in-12 relié. Fr. 4.

RASPAIL. Manuel annuaire de la santé pour 1851, ou Médecine et Pharmacie domestique. Paris 1851, un vol. in-18. Fr. 2.

ROBIN (Charles). Louis Blanc sa vie et ces oeuvres. Paris 1851, un vol. format Charp. Fr. 1.

SAINTINE. Picciola, nouvelle. Paris 1851, 1 vol. in-16. F. 3 50.

ZAFER (Jhn). Solvan el Motà, ossiano conforti politici, versione italiana di Michele Amari. Firenze 1851, un vol. in-12, Lemonier. L. 4.

NOTA

Nel giudicio di subasta promosso dalle Francesca e Lucia sorelle Massa, questa moglie di Giuseppe Docchi, e quella siccome minore, rappresentata dal di lei tutore Giuseppe Massa di Ciriè, contro l'eredità giacente del fu Gioanni Massa rappresentata dal misuratore Pietro Marocco di lei curatore, dello stesso luogo, non essendosi fatto verun partito nel primo incanto degli stabili della stessa eredità, che ebbe luogo il nove corrente, in aumento del prezzo dagli instanti offerto ed alli patti e condizioni di cui nel bando venale 10 scorso dicembre, questo regio tribunale fissò pel secondo incanto e successivo deliberamento l'udienza che sarà dal medesimo tenuta il 23 prossimo febbraio, ed alle ore 9 mattutine.

E dichiarò esclusa dal lotto primo la pezza di prato descritta al N. 3 e doversi la medesima esporre in vendita in lotto separato a distinguersi coll'indicazione di lotto primo *bis*, avendo fissate le rispettive offerte cioè: pei lotti primo e primo *bis* di lire 450 caduno e pei lotto secondo di lire 200 come in detto bando.

Torino, il 24 gennaio 1852.

Vana sost. Geninati.

NOTA

Con instromento del 15 novembre 1851, rogato Calanzano, Canova Giacomo fu Giuseppe, residente a Occhieppo Superiore (Biella), vendette al sig. sacerdote Bozzione Pietro fu Pietro, prevosto d'Occhieppo Superiore, una casa posta sulle fini di Occhieppo Superiore, nel cantone della Villa, composta di varii membri d'alto in basso, coerenti Borsetti Stefano, l'Asilo per l'infanzia, la contrada, la piazza parrocchiale e Gio. Pietro Bullio, nel prezzo di L. 1,562 50; quale atto venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Biella sotto il 20 dicembre 1851.

Occhieppo Superiore, il 20 gennaio 1852.

Notaio Calanzano Francesco Teodoro.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 29 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: ultimo corso	per contanti: prezzo nella mattina	per fine del mese corrente: ultimo corso	per fine del mese corrente: prezzo nella mattina	per fine del mese prossimo: ultimo corso	per fine del mese prossimo: prezzo nella mattina
1849 5 0/0 god. 1 8 bre						
1851 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7 bre		88 50				88 87
1849 » » 1 genn.	88	88 87				89
1851 » » 1 dicem.		89				
1851 Obbligazioni 1 genn.						
1849 » 1 8 bre.						
1850 » 1 agosto						
1844 5 0/0 Sardi 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni R. N. 1 genn.	1640					
— Banca di Savoia	1660				1675	
Città di (5 0/0 oltre la inter. decor.	1675					
Torino (4 50/0) 1 lug.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fiss. 31 8 bre						
Fra ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevissimi	Per tre mesi
Augusta	99 3/4	99 3/4
Genova sconto	1/4 p. 0/0	
Francoforte S. M.	9 1/4	
Lione	99 90	99 95
Londra	25 95	25 90
Milano		
Parigi	99 90	99 95
Torino sconto	1/2 p. 0/0	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L. di Savoia	20 05 —	20 09 —
— di Genova	20 71 —	20 77 —
Sovrana nuova	29 90 —	29 98 —
— vecchia	35 11 —	35 16 —
	34 85 —	34 91 —
EROSO misto		
Perdita	9 75	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 27 gennaio.*

Il 5 0/0 aperto a 102 40, è sceso a 102, 50, e chiude a 102 45

Il 5 0/0 resta a 65, 10.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 75.

Le azioni della Banca di Francia a 2660.

TEATRI D'OGGI

REGIO Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) *La drauma*. Comp. Reale recita: *La sorella del cieco*, — con farsa *L'eredità*.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Deux ménages*.

NAZIONALE Riposo.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Meneghino signore di Gorgonzola*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Jenny l'operaia*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne*.

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

STRADA FERRATA DA TORINO A SAVIGLIANO

In conformità della deliberazione del Consiglio di Amministrazione in seduta del 23 corrente, il Comitato di Direzione invita i signori Azionisti al versamento del quarto decimo, a norma dell'art. 10 dello Statuto.

I pagamenti si faranno alla cassa della Società, la quale è aperta in ogni giorno non feriato dalle ore 12 alle 4 pomeridiane.

COMUNITA' DI LEMIE

Il 24 febbraio 1852 resta vacante la Condotta Chirurgica nel Comune di Lemie (provincia di Torino).

Sono perciò invitati quei signori Chirurghi che volessero attendere alla medesima, di dirigersi dal signor Giovanni Carguino, Sindaco di detto luogo.

Lo stipendio annuo che la Comunità corrisponde si è di L. 250, e la numerosa popolazione sia di tal luogo, che dei Comuni confinanti, presenta a chiunque tal condotta intraprenda un sicuro e notabile prodotto.

CUOI CHIMICI ED ELASTICI

per rasoi, temperini, ecc. del sig. OULMAN *di Berlino.*

Questi Cuoi, pe' quali il suddetto ottenne *un brevetto in Francia ed onorevole menzione all'Esposizione universale di Londra*, primeggiando fra quanti altri, per bontà, semplicità ed eleganza, dispensano dall'affilare i rasoi, nè richiedono alcuno ingrediente, potendo sempre servirsi dello stesso cuoio.

Il medesimo sottopone i suoi Cuoi alla prova, ed offresi gratuitamente di passare sui Cuoi di sua invenzione i rasoi che gli venissero presentati.

Prezzo: Montati sopra metallo L. 10, sopra acciaio, L. 8 e sopra legno L. 6.

Alloggia all'*Hôtel d'Europe*, presso il sig. Trombetta.

MAGASIN PARISIEN

MODES ET NOUVEAUTÉS

Rue St-Philippe, 23, maison Caraglio de St-Marsan, au rez-de-chaussée, à Turin

Chez M.me **BOSQUI** on trouve des Chapeaux pour Dames, Robes de bal, Mantelets, Fleurs de Paris, Coiffures et bonnets habillés, Fichus, Berthes, sorties de bal, Etoffes en soie pour robes, Rubans et Velours de France, Dentelles noires de Chantilly et de Cambray pour volants, point de Bruxelles en barbe, Guimpes, Manchoirs, Denteiles Valenciennes, Malines, Mirecourt, point de Paris, Blondes et Broderies en tout genre.

On trouvera aussi tous les articles qui concernent le trousseau et la layette qu'elle se charge de faire confectionner; Chemises d'homme en batiste brodées et unies, de tous les prix; assortiment de Cravattes et Foulards, etc.

On expédie, d'après demande, le tout à des prix modérés.

LINGUA INGLESE

Insegnata grammaticalmente, pel mezzo della lingua italiana o francese, da un nativo di Londra, allievo della gran Scuola di Charter House, testè giunto in questa capitale. — Dirigersi alla Libreria Schiepatti.

DA VENDERE

In Borgo Nuovo, via della Rocca,

Terreno fabbricabile di are 27, cent. 42 (tavole 72) circa, in tutto od in parte.

Dirigersi al sig. causidico coll. Gandolfi, via degli Stampatori, num. 14.

NOTA

Con atto 16 gennaio 1852, ricevuto Gilardi, sostituito segretario, l'avvocato Giacinto Cottin nella qualità di tutore delle sorelle minori Paolina e Maria Vanotti, e con autorizzazione del loro consiglio di famiglia, ha fatto dichiarazione della segreteria del tribunale di prima cognizione di Torino, che esse non accettano se non col beneficio dell'inventario, l'eredità della loro madre Lodovica Pallia, vedova Vanotti, morta in questa città il 29 novembre 1851, con testamento 26 gennaio 1850, rogato Albasio.

www.interpretariculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 27 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

SABATO 31 GENNAIO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 44	23	12
Per l'Estero	» 80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent., d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza del 25 gennaio 1852, ha dispensato il signor dottore Evasio Melotti dall'ufficio di medico delle carceri giudiziarie di Casale, e con Regio Decreto dello stesso giorno ha nominato a tale posto il medico Carlo Melotti.

Ha pure dispensato il sacerdote teologo Francesco Saverio Reggio dal posto di cappellano del carcere centrale delle donne, detto l'Ergastolo ed Ospizio celtico presso Torino, nominando con Regio Decreto, in di lui surrogazione, il sacerdote avvocato Giuseppe Conte.

S. M., in udienza del 25 corrente, ha fatto le seguenti nomine e disposizioni nel Corpo della Guardia Nazionale del Regno, cioè:

Bensa Mario di Gio. Battista, maggiore pel battaglione mandamentale di Porto Maurizio;

Angiolini ingegnere Paolo, id. di Garlasco;

Stefanini Cesare, aiutante maggiore in secondo pel primo battaglione mandamentale di Ornavasso, col grado di luogotenente;

Ciocchetti Francesco, già luogotenente d'armata, id. di Lessolo, id.;

Leva Siro, portabandiera del battaglione mandamentale di Garlasco col grado di sottotenente;

Garbiglia Carlo, capitano d'armamento della guardia nazionale d'Asti.

S. M., nella stessa udienza, ha pure conferito il grado di sottotenente nella guardia nazionale ad Antonio Boschis, finchè eserciterà la carica di segretario del Consiglio di disciplina del battaglione mandamentale di Lessolo.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino*, 30 *gennaio*

Nella tornata del 29 gennaio il Senato adottò il bilancio attivo; in quella d'oggi si discusse il bilancio passivo dell'istruzione pubblica, e d'agricoltura e commercio, e de' lavori pubblici, e furono adottati. Quindi si votò la legge portante modificazioni al regolamento del magistrato di cassazione.

Continuò alla Camera dei Deputati, nella tornata d'oggi, la discussione degli articoli del progetto di legge di pubblica sicurezza.

MINISTERO DI MARINA, AGRICOLTURA E COMMERCIO.

Notificanza:

Il Console generale di S. M. il Re in Livorno ha trasmesso al Regio Governo una circolare in data 25 gennaio a. c. di quel regio delegato straordinario presidente di sanità Primo Ronchivecchi, il cui tenore nell'interesse del commercio e della navigazione viene recato a cognizione pubblica, all'oggetto che i caricatori e naviganti possano regolarsi nelle loro operazioni.

« In seguito ad ordini ricevuti dal superior governo, secondo l'art. 37 della legge del 13 luglio 1851, è assolutamente proibito anco in Livorno l'approdo dei bastimenti di portata inferiore alle *ottanta tonnellate*, quando abbiano a bordo qualche partita di tabacco così greggio come lavorato, meno il caso di forza maggiore legalmente constatato. In conseguenza all'ufficio del Porto di Livorno sono state date le occorrenti disposizioni perchè i bastimenti sotto le 80 tonnellate con tabacco non siano ammessi a libera pratica, e vengano immediatamente respinti a forma del disposto dall'art. 39 della citata legge, eccettuato sempre il caso di rilascio forzoso. »

Appendice

RIVISTA DEL MESE DI GENNAIO

L'anno 1852 è stato inaugurato in Francia con pubbliche cerimonie, intese a festeggiare la nuova elezione fatta dal popolo francese con imponentissima maggioranza del principe Luigi Buonaparte a suo capo per lo spazio di un decennio. Dacchè il risultamento del voto del paese fu conosciuto, il principe presidente si affrettò a mettere in atto i supremi poteri, che esso gli conferiva, e durante tutto il mese di gennaio ha promulgato varie leggi organiche e fatti importanti provvedimenti finanziarii, politici ed amministrativi. La nuova costituzione rassomiglia in gran parte a quella dell'anno VIII, ed è conforme alle basi enunciate nel plebiscito del 2 dicembre, a cui 7,500,000 francesi hanno data la loro adesione. Il Consiglio di Stato ed il senato, che a norma della nuova costituzione saranno tanta parte della macchina politica dello Stato, sono già costituiti. Le funzioni di vice presidente del Consiglio di Stato sono state affidate al sig. Baroche; che fu già nell'anno passato ministro dell'interno e quindi ministro degli affari esteri. I senatori nominati dal presidente ammontano a settantadue: ad essi fa d'uopo aggiungere sei marescialli, due ammiragli e quattro cardinali, che a tenore dell'accennata costituzione fanno parte di diritto di quel supremo consesso. Si notano fra i nuovi senatori molti generali, parecchi ex-ministri ed ex-rappresentanti all'assemblea legislativa, e tre sommità scientifiche il geometra ed economista barone Carlo Dupin, il celebre chimico Giambattista Dumas ed il valente geologo Elie di Beaumont. Le elezioni per procedere alla scelta del nuovo Corpo legislativo non sono state ancora fatte. Il ministero ha subito alcune modificazioni personali e nel suo ordinamento amministrativo: il diseastro di agricoltura e commercio è stato soppresso ed aggregato al ministero dell'interno. Il conte di Morny, ministro dell'interno, il sig. Achille Fould, ministro delle finanze, il sig. Magne, ministro dei lavori pubblici, ed il signor Rouher, ministro di grazia e giustizia, hanno chiesta ed ottenuta la loro demissione, e sono stati surrogati dal signor di Persigny, dall'ingegnere Bineau, dal signor Lefebvre-Duruflé e dal magistrato Abbatucci. È stato creato un ministero di polizia, a cui è stato assunto il signor di Maupas, al quale succede nelle funzioni di prefetto di polizia di Parigi il signor Pietri, prefetto di un dipartimento. È stata pure instituita la carica di ministro di Stato, come ai tempi dell'impero, e ad essa è stato proposto il sig. Casabianca, già rappresentante della Corsica all'assemblea legislativa. Cinque ex-rappresentanti appartenenti alla così detta Montagna sono stati condannati alla deportazione, altri sono stati proscritti dal territorio della repubblica e dalle sue colonie, altri infine sono stati temporaneamente allontanati dalla Francia: fra questi ultimi si annoverano i più ragguardevoli componenti del partito parlamentare orleanista, i sigg. Thiers, Rémusat, A. Chambolle, Giulio di Lasteyrie, Duvergier de Hauranne, Baze ed i generali Changarnier, Leflô, Lamoricière e Bédeau. La maggior parte di questi cospicui personaggi è andata a soggiornare nel Belgio e nell'Inghilterra. I titoli di nobiltà soppressi dal governo provvisorio del 1848, sono stati con decreto ufficiale rimessi in vigore. Un editto concernente il sequestro dei beni della famiglia di Orleans ha prodotto non piccola sensazione.

Il giornalismo quotidiano si è poco occupato di argomenti politici: la *Patrie*, le *Constitutionnel*, le *Pays* appoggiano il sistema politico del principe presidente. L'*Opinion Publique*, giornale legittimista e l'*Ordre*, giornale orleanista hanno cessato dal venire a luce. La *Presse*, il cui direttore sig. Emilio di Girardin trovasi in Belgio, discorre di interessi materiali.

Il giornale dei *Debats* ha pochi articoli politici, i quali versano su questioni generiche e non toccano delle questioni speciali del momento. Nessuna pubblicazione letteraria o scientifica di rilievo è venuta a luce in Francia nel mese di gennaio.

Le Camere legislative continuano tranquillamente nel Belgio i loro utili lavori: la stampa periodica continua ad essere grave, prudente e temperata. Il governo di S. M. il re Leopoldo, nell'accordare ospitalità ai proscritti, ha manifestato coi detti e con gli atti la sua ferma intenzione di non permettere che di quella ospitalità si facesse abuso a danno delle amichevoli relazioni del paese con le circostanti nazioni.

In Ispagna vi è stata qualche agitazione politica, ed il governo ha fatto energici provvedimenti per preservare incolume la pubblica tranquillità. La sessione delle cortes è stata chiusa. I generali Prim e Ortega ed altri personaggi politici del partito progressista sono stati mandati a viaggiare all'estero.

Il maresciallo Narvaez è andato a soggiornare a Loja sua terra nativa.

Il ministero della guerra generale Lersundi ha data la sua demissione, e gli è stato surrogato il generale Expeleta, senatore del regno.

In Portogallo le nuove cortes non hanno ancora dato principio ad importanti discussioni: le loro deliberazioni finora sono versate esclusivamente intorno alla verifica dei poteri dei nuovi eletti.

Il ritiro di lord Palmerston dal ministero ha continuato a fornire alimenti alle polemiche della stampa quotidiana inglese: i tentativi fatti da lord John Russell per avere a colleghi sir James Graham, il signor Cardwell, il duca di Newcastle ed altri giovani componenti del partito tory moderato e peelista sono andati falliti. Il ministero perciò si presenterà tal quale è adesso al Parlamento, il quale sarà aperto il giorno 3 dell'entrante mese di febbraio. La pubblica attenzione dell'Inghilterra si è preoccupata non poco delle probabilità di guerra, a cui hanno contribuito a dar credito gli armamenti decretati dal governo a Sheerness ed in altre località della Gran Bretagna. Un dissidio di qualche momento è insorto per la questione

---

MINISTERO DELLE FINANZE.

Gabelle.

Quadro comparativo de' prodotti delle Gabelle di Terraferma durante il 1851.

	1851	1850	1849	1848
Dogane L.	15745095	17620845	17384757	14451850
Sali »	10020782	9840846	9476505	10063682
Tabacchi »	14822404	14166584	14307141	10906889
Polveri e Piombi »	783555	677709	607260	654809
Gabelle accensate »	4756800	4672900	4672900	4672900
Dazio di Torino »	2008055	4997570	2044665	4672940
Totale L.	45101605	45976219	45493454	45502050

1851 { Diminuzione rispetto al { 1850 L. 874614 / 1849 » 391849 } Aumento rispetto al 1848 » 4599555

Quadro comparativo de' prodotti doganali di Terraferma prima e dopo la *Riforma daziaria* attivata nel 2.° semestre 1851.

	1851	1850	1849	1848	1847
Gennaio L.	1301358	1203924	1511703	1009617	1413204
Febbraio »	1135289	1565396	1298102	1146750	1270856
Marzo »	1546931	1502254	1411830	1109591	1654767
1.mo Semestre Aprile »	1135738	1553350	1297805	1008211	1308837
Maggio »	889754	1570043	1614053	1238576	1462965
Giugno »	1220508	1506401	1392286	970494	1050963
L.	7049685	8985790	8824777	6583199	7651397
Luglio L.	1669730	1415699	1950752	1221831	1554119
Agosto »	1304746	1041072	1605620	1178582	1535026
2.° Semestre Settembre »	1351507	1797034	1654702	1503711	1451597
Ottobre »	1965607	2711356	1805895	1443835	1483550
Novembre »	1391342	1568838	1486765	1430289	1216371
Dicembre »	1305646	1102894	1264200	1539725	1032240
L.	8668758	9036695	9908050	7897151	7806803
Totali annuali L.	15718095	17698015	17284752	14481850	15501080

Risultanze del secondo semestre 1851, riguardo ai prodotti Doganali di Terraferma.

2.° Semestre 1851	diminuz. rispetto al	1850	L. 566537
		1849	» 399514
		1848	» 781165
	aumento rispetto al	1847	» 807845
		1846	» 902580

NB. Fra pochi giorni saranno pubblicate le statistiche commerciali della Terraferma, e quelle dell'Isola di Sardegna.

Dal Ministero di Finanze, addì 28 gennaio 1852.

Il Segretario Capo della 3ª Divisione
MAYAN.

FATTI DIVERSI. — Torino. — Belle Arti. — Ci vengono comunicati dal prof. M. Cossa, segretario della R. Accademia Albertina di Belle Arti i seguenti *Cenni biografici del prof. Gioachino Serangeli*:

I primi giorni di quest'anno vennero contristati da una perdita dolorosa che fecero le arti italiane per la morte del prof. Gioachino Serangeli, assalito da violente morbo nel mattino del 9 gennaio. La sera susseguente non era più.

Nato in Roma, sortiva dalla natura un'anima ingenua ed ardente per il bello. Dedicatosi alla pittura vi fe'grandi progressi, ma contrariato nell'intrapresa carriera, andò in Francia prima del 1789, e fu presente a tutte le tempeste di quella memoranda rivoluzione. Proseguì i suoi studi sotto David; riuscì uno dei suoi migliori allievi, giudizioso seguace della sua scuola.

Espose a Parigi varii quadri, fra i quali l'*Orfeo supplicante* e la *Nascita di Venere*, ricordati con lode dalla *Revue ou Decade philosophique littéraire et politique* anno XIII (1804).

Eseguì posteriormente pel Museo di Versailles i quadri di — Napoleone che riceve al Louvre le Deputazioni dell'armata dopo la sua incoronazione — e quello dell'Addio dello stesso all'imperatore Alessandro dopo la pace di Tilsitt.

Oltrecchè nella pittura, egli era versatonelle letterarie discipline, e valente conoscitore delle lingue greca e latina. Venne in conoscenza de'più illustri uomini di quei dì, e godette la famigliarità dello stesso Napoleone Bonaparte, grande apprezzatore del merito; il quale voleva condurlo seco nella spedizione d'Egitto, e che divenuto imperatore, gli accordò di poterlo ritrarre in pittura.

Più tardi venne aggregato qual socio corrispondente all'Istituto reale di Francia il 27 settembre 1817, cui nel 1844, mentre era a Torino, inviò una Memoria riguardante lo stato progressivo delle Belle Arti in Piemonte.

Dopo la ristorazione abbandonò Parigi, lasciando grande desiderio di sè presso tutti coloro che l'avevano conosciuto, e si condusse a Milano ove trovò lieta accoglienza.

Monsignor Codronchi, arcivescovo di Ravenna, gli commettevа il 28 settembre 1816 un quadro della dimensione di palmi 20 in altezza, e di 13 in larghezza, rappresentante S. Severo, vescovo di Ravenna.

Venne nominato accademico sedente nell'I. R. Accademia di Milano addì 5 agosto 1820.

Venuto per diporto in Piemonte nel 1825 fu invitato a fermarvisi, ed avendo condisceso all'invito, il re Carlo Felice lo nominò professore nella R. Accademia il 10 settembre 1824, e gli commise alcuni dipinti, nell'esecuzione de' quali dimostrò quel valore non inferiore alla fama che lo avea preceduto, e n'ebbe in pegno della soddisfazione reale la nomina di R. pittore, con stipendio, il 4 febbraio 1826. Fu allora che egli dipinse il bel quadro della *Carità Romana*, d'ordine dello stesso Sovrano, e l'altro rappresentante *Una visione di San Bernardo*, che adorna la chiesa d'Altacomba, ristaurata dalla pietà e munificenza di Carlo Felice.

Il suo quadro della Morte d'Alceste esposto, a Brusselles, gli valse la nomina di membro onorario di quella società reale di Belle Arti il 20 febbraio 1825.

Sarebbe troppo lungo l'accennare una ad una le opere del suo fecondo ingegno eseguite a Parigi ed in Italia: ma *La profetante Cassandra — Il rapitor feroce della seminiva Polissena* — e *L'ultimo esterminio della casa infelice di Priamo*, basterebbero ad assicurargli la fama di valente maestro.

Il ratto di Polissena esposto nel 1822 in Brera ispirò due canti lirici, uno a Francesco Ambrosoli, l'altro a Giambattista

Martelli; oggidì questo gran quadro trovasi in un salone della villa d'Este sul lago di Como posseduta dal barone Ciani, apprezzatore distinto dei cultori delle belle arti.

Nel 1825, in occasione solenne, il Fumagalli f. f. di segretario dell'I. R. Accademia di Brera, s'indirizzò con onorevolissime parole al Serangeli acciò volesse fregiare l'esposizione del suo quadro rappresentante *Pirro* ed *Ifigenia*.

Alla stessa maniera l'illustre mecenate degli artisti, conte Gio. Battista Sommariva di San Colombano in Lombardia, si gloriò di avere nelle sue splendide pareti, varii de' suoi lavori, fra i quali alcuni tratti dalla favola di Psiche, e qualche altro che gli meritarono il titolo di pittore delle grazie.

Carlo Alberto tenea nel suo gabinetto particolare due dipinti del Serangeli.

Un ritratto in piedi di questo magnanimo Re fu da lui eseguito pel Consiglio di Stato, d'ordine del marchese Agostino Lascaris di Ventimiglia.

L'ultima sua opera grandiosa si fu la Madonna del Rosario, dipinta d'ordine regio nel Palazzo Carignano nel 1847, destinata alla chiesa di La Tour nella valle di Luserna, di cui il conte Filiberto di Collobiano possiede il bozzetto.

Volli toccare delle principali opere del Serangeli, e del luogo ove sono, perchè gli amatori possano, quando che sia, visitarle, ed osservarne la maniera, la quale ritraeva a dir così il suo carattere morale.

Era fornito di un'anima candida. Fu vivacissimo, e caro a quanti l'ebbero conosciuto. Sentiva altamente; amabile nel conversare, sensibilissimo all'amicizia e pieno di commiserazione per la sventura. Era vero sapiente perchè modesto: nelle varie vicende politiche temprò l'animo a fortezza; visse da filosofo, morì da cristiano, amato e compianto. La sera del 12 corrente i colleghi, e gli allievi della R. Accademia Albertina gli tributarono gli estremi onori piangendo la perdita dell'uomo probo, dell'amico leale, e del distinto maestro.

PROVINCIE. — Si legge nell'*Eco Alessandrina*:

Le scuole serali aperte per cura del Municipio sul principiare del corrente mese, non appena inaugurate, furono piene di alunni; e se il desio d'istruirsi corrisponde allo zelo con cui gli insegnanti loro impartiscono gli elementi della scrittura, del leggere e dell'aritmetica, niun dubbio che queste scuole produrranno quei benefici effetti che si ebbero di mira nello instituirle: siccome lo scopo finale della istruzione si è di renderla accessibile ad ogni ceto di persone, così ammiremmo fosse tale scopo raggiunto sopra una più larga scala, e facciamo voti perchè abbia a sempre più diffondersi la popolare istruzione come veicolo efficacissimo a raggiungere quel perfezionamento morale e materiale del paese, cui sono rivolti i conati d'ognuno che ami la patria.

Accanto alla istruzione che ingentilisce e feconda, la beneficenza che solleva e ristora; la sera del 14 febbraio si apriranno le sale municipali ad una festa da ballo a benefizio dell'asilo infantile dei poveri, e della emigrazione. Quando la gioia della danza viene santificata dal fine di beneficare chi per avversi casi di fortuna e di tempi trovasi in bisogno, dee farsi spontaneamente comune a tutti i cittadini, e sappiamo che al generoso divisamento corrispose il fiore della cittadinanza.

SAVOIA. — Si legge nella *Gazette Officielle de Savoie*:

Siamo informati che si sta ordinando a Ciamberi un ballo per via di soscrizione all'oggetto di ricambiare alla ufficialità della guarnigione la splendida festa, di cui ebbe la lodevole iniziativa. Moltissime firme appalesano già le giuste simpatie che seppero guadagnarsi i signori ufficiali in virtù della squisita loro gentilezza, e dello spirito egregio da cui sono animati.

— A questo proposito la stessa Gazzetta smentisce le insinuazioni d'un altro giornale di Savoia, il quale ebbe a dichiarare che nessun ufficiale della guardia nazionale era stato invitato al ballo datosi dagli ufficiali della guarnigione. Si assicura al contrario che una speciale commissione veniva spedita al comandante della legione per gli inviti d'uso.

SVIZZERA

Il Consiglio federale ha risolto di far coniare un milione di monete da un centesimo, rappresentanti un valore di 10,000 fr.

SCIAFFUSA. Il Consiglio costituente ha adottato il voto popolare ne' seguenti termini: Tutte le leggi emanate dal Gran Consiglio soggiacciono, dopo un periodo di prova di due anni, per un altro anno al veto del popolo.

GINEVRA. Nella tornata del 21 fu discusso in Gran Consiglio un progetto di legge proposto dal sig. Amberny sui fondi delle comunità ecclesiastiche cattoliche. Il sig. Fazy erasi dapprima pronunciato favorevolmente; ma poscia il clero cattolico essendosi dichiarato contrario, Fazy allegò che prima aveva creduto il sig. Amberny un buon cattolico; ma che ora egli non vuole spargere l'odio e la discordia nel popolo. Il progetto fu mandato ad una commissione.

TICINO. Da un articolo che ci viene comunicato, appare che la maggioranza del Congresso di Blenio (11 voti contro 3) nella sua seduta del 23 corrente gennaio ha risolto di fare causa comune colla Leventina nella vertenza del governo relativa al Seminario di Pollegio. (*Gazz. Ticin.*)

FRANCIA

PARIGI, 27 *gennaio*. Il *Moniteur* contiene, nella sua parte ufficiale, un decreto relativo alla promulgazione della convenzione testè conchiusa tra la Francia e l'Inghilterra per la guarentigia reciproca della proprietà delle opere letterarie e d'arte.

— In virtù d'una decisione del ministro dell'interno, la direzione generale dei musei forma da ora innanzi un servizio distinto nel ministero dell'interno. Essa comprende, oltre i musei di Versailles, di Trianon e del Lussemburgo, l'ispezione e la direzione superiore dei musei di provincia, dal punto di vista dei miglioramenti di cui sono suscettivi, e degli incoraggiamenti che possono loro essere accordati.

Il direttore generale dei musei nazionali è incaricato del servizio delle esposizioni annuali di pittura e di scultura, e delle proposte da farsi al ministro dell'interno per la distribuzione delle medaglie e ricompense.

— Il ministero della polizia generale sarà definitivamente installato nel ministero dell'agricoltura e del commercio.

Una commissione d'uomini eminenti si occupa con molta alacrità in questo momento a determinare le attribuzioni del nuovo ministero. Il suo lavoro è sul punto di essere terminato.

— Tutti i lavori d'appropriazione delle Tuilerie sono stati ripresi nel padiglione di Flora. Gli operai eseguiscono oltrecciò importanti modificazioni negli antichi appartamenti della duchessa d'Orleans, al padiglione Marsan.

— La principessa vedova di Berghes è morta in Parigi nell'età di 97 anni.

— I cavalli arabi, di cui ognun sa che il sultano fece presente a Luigi Napoleone Bonaparte, sono giunti in Parigi. Questi cavalli, sbarcati a Marsiglia da un piroscafo dello Stato, si fermarono qualche tempo al deposito di Arles; indi le strade ferrate li trasportarono alla capitale sotto la scorta di due palafrenieri, l'uno turco, l'altro già staffiere al servizio del conte Bathyani. Un addetto alla legazione francese a Costantinopoli, sig. di Rochegude, accompagna questo ricco dono.

I cavalli sono otto: tre di grande statura e cinque piccoli, tutti maravigliosi di forme e di vigore. Il più notevole è uno dei grandi, bianco di manto, dal ventre nericcio, screziato di color perla. Due fornimenti magnifici compiono la bellezza del dono: l'uno dei quali ricamato in oro sopra velluto cremisi; l'altro ricamato in argento sopra velluto azzurrino-chiaro.

— Ogni timore sull'esito della malattia del sig. Orfila si è dissipato. L'illustre professore è in piena convalescenza.

— Ecco alcuni particolari sulla festa da ballo del 24 alle Tuilerie, tolti da una corrispondenza parigina dell'*Indépendance belge*:

Il presidente della repubblica era in divisa di luogotenente generale. Si notò che non portava neppure uno degli ordini stranieri, e solo aveva la decorazione francese. I ministri dei sovrani esteri erano intervenuti tutti, compreso il sig. Rives, inviato degli Stati Uniti d'America che aveva mancato al primo ricevimento dopo il colpo di Stato.

Si trovò di buon gusto che i rappresentanti di Spagna, di Napoli, del Belgio, di Sassonia, di Würtemberg e del Brasile (dopo un decreto in cui gl'interessi materiali delle famiglie dei loro sovrani sono compromessi) non abbiano frapposte tali considerazioni d'affari privati in linea di conto nelle relazioni internazionali che hanno il loro peso nella politica generale. È verosimile, giusta il contegno universale del corpo diplomatico di rimpetto al governo francese, che nè da una parte nè dall'altra non si mancherà a quelle alle convenienze che lasciano presagire il mantenimento della pace europea.

In prima sera il presidente ricevette il corpo diplomatico in una sala particolare. Egli non danzò. Il ballo fu aperto dalla marchesa di Douglas col principe Poniatowski.

Si notarono fra gli assenti i signori di Morny, Rouher, di Montalembert, Boulay (della Meurthe). La presenza del signor Fould contrastava coll'assenza dei suoi co-dimissionarii, ed era pure notato il signor Drouyn di L'huis che dicevasi contrario al decreto della confisca. Della famiglia Bonaparte io posso nominar come presenti Luigi-Luciano il chimico, cugino del presidente, il principe di Canino e l'ex-re Girolamo.

Gli esecutori testamentari del re Luigi Filippo preparano una memoria da rimettere al presidente della repubblica, e nella quale essi cercano di movere la coscienza del principe, e lo suppliciano di voler esaminare con grande attenzione i testi di legge che davano al re il diritto, a creder loro, di fare ciò che fece il 5 agosto 1850. E siccome è possibile ed anche probabile che un'istanza giudiziaria sarà mossa, i signori Berryer e Vatimesnil hanno già offerto il concorso dei loro talenti e della loro eloquenza per una causa che essi stimano giusta.

Il sig. Dupin, procuratore generale della corte di cassazione e consigliere giudiziario della famiglia d'Orleans, ha mandato al presidente della repubblica con una lettera rispettosa la sua demissione.

I beni che appartengono ai principi d'Orleans in Francia e che essi devono vendere fra un anno, per decreto del presidente della repubblica, sono posseduti: 1. dal duca d'Aumale, provenienti dalla successione di Condé; 2. dal principe di Joinville e dal duca di Montpensier, provenienti dall'a loro zia la principessa Adelaide. I tredici milioni che essa lasciò, cioè 10 milioni al duca di Nemours, due milioni al conte di Parigi, un milione al piccolo duca di Chartres, sono stati pagati sui denari liberi della successione. I beni dipendenti dalla successione del principe di Condé e della principessa Adelaide sono adunque i soli beni che la famiglia d'Orleans abbia da realizzare in Francia; questi beni, che il decreto valuta a 400 milioni², appartengono a tre dei principi della casa d'Orleans.

In quanto al duca di Nemours, alla principessa Clementina, duchessa di Sassonia-Coburgo, ai tre figli del re del Belgio, per rappresentanza della principessa Luigia loro madre: al figlio del principe di Würtemberg, per rappresentanza della principessa Maria loro madre; ai due figli della duchessa d'Orleans per rappresentanza del duca d'Orleans loro padre; in quanto a tutti questi principi e principesse, dico, essi sono stranieri ai beni cui possiedono in Francia gli eredi del principe di Condé e della principessa Adelaide, e siccome un decreto ha riunito al demanio dello Stato i beni tutti di cui Luigi Filippo, salendo al trono, avea data la nuda proprietà a' suoi figli, ne risulta che ad eccezione dei principi d'Aumale, di Joinville e di Montpensier, i quali hanno beni particolari, gli altri membri della famiglia d'Orleans non possiedono più. Io non voglio discutere queste determinazioni del principe presidente, e mi ristringo a comprovare solamente i fatti.

INGHILTERRA

LONDRA 26 *gennaio*. Si legge nel *Morning Herald*:

Si stanno facendo grandi preparativi per la prossima apertura del Parlamento che sarà fatta dalla Regina in persona. L'antica Camera de'Comuni e le costruzioni provvisorie di legno dirimpetto all'entrata di Westminster sono state abbattute. Una grande e magnifica scala darà accesso alla Camera de' Comuni, la quale sarà illuminata a gaz. S. M. sarà la prima che entrerà per la torre Victoria, e dal corridoio reale si recherà nella Camera de' lords. Tutta la linea del *quai* sul Tamigi è rischiarata da 40 o 50 lampade a gaz che fanno un bellissimo effetto.

— Si legge nel *Morning Post*:

Il conte di Derby, come capo del partito protezionista alla Camera dei lords, ha invitato un gran numero di pari a un pranzo ch'egli darà lunedì prossimo (2 febbraio) prima della apertura del Parlamento.

— Scrivono da Portsmouth al *Times* in data del 25:

Il piroscafo *Dasher* e il yacht a vapore dell'ammiraglio il *Lightning* sono partiti oggi per le isole della Manica, con a bordo il maggior generale Cardew, il colonello Colquhoun, il sig. Walker e il capitano sir E. Belcher, incaricati di visitare le fortifica-

ORARIO DELLA PARTENZA DE' CONVOGLI DELLE STRADE FERRATE
A partire dal 20 ottobre.

Il convoglio che parte da Torino alle ore 10 essendo anche incaricato del servizio del Corriere, non si trattiene alle stazioni di Pessione, Annone, Solero, Frugarolo e Serravalle.

CORSE da TORINO ad ARQUATA					CORSE da ARQUATA a TORINO				
Staz oni di partenza	ORE ant.	ant.	pom (a)	pom	Stazioni di partenza	ORE ant. (a)	ant.	ant.	pom
Torino	7 »	10 »	1 45	4 »	Arquata	4 40	5 45	11 40	3 45
Moncalieri	7 44	10 45	2 5	4 44	Serravalle	4 48	5 55	11 48	3 53
Cambiano	7 27	10 25	2 24	4 27	»			pom.	
Pessione	7 38	» »	2 38	4 38	Novi	5 2	6 15	12 2	4 7
Villafranca	7 48	10 58	2 50	4 48	Frugarolo	5 19	6 30	12 19	4 24
Dusino	8 5	11 05	3 10	5 »	Alessandr.	5 37	7 »	12 37	4 42
Villafranca	8 24	11 15	3 30	5 24	Solero	5 50	7 16	12 50	4 55
Baldichie.	8 29	» »	» »	» »	Felizzano	6 2	7 31	1 2	5 7
S Damiano	8 33	11 24	3 46	5 35	Cerro "	» »	7 44	» »	5 17
Asti	8 51	11 39	4 5	5 54	Annone	6 17	7 52	1 17	5 22
Annone	9 5	» »	4 22	6 5	Asti	6 36	8 15	1 36	5 41
Cerro "	» »	» »	» »	6 10	S. Damiano	6 47	8 34	1 47	5 52
	pom.				Baldichie.	» »	» »	1 »	5 52
Felizzano	9 25	12 8	4 47	6 23	Villafranca	7 »	8 50	2 »	6 5
Solero	9 53	» »	4 59	6 33	Dusino	7 20	9 33	2 20	6 25
Alessandr.	9 50	12 32	5 22	6 56	Valchiera	7 35	9 48	2 35	6 38
Frugarolo	10 4	» »	5 40	7 4	Pessione	7 45	10 2	2 45	6 48
Novi	10 30	1 12	6 25	7 30	Cambiano	7 54	10 15	2 54	6 59
Serravalle	10 42	» »	6 44	7 42	Moncalieri	8 7	10 33	3 7	7 12
Arquata	10 51	1 30	6 58	7 51	A Torino	8 20	10 48	3 20	7 25

(a) Il convoglio che parte da Arquata alle ore 5 45 antim., e quello che parte da Torino alle ore 1 45 pomerid., sono destinati al trasporto delle merci e quindi debbono trattenersi nelle stazioni per tutto il tempo necessario per le manovre e per il carico e lo scarico delle merci. — In questi convogli si prendono viaggiatori di 2.ª e 3.ª classe.

Qualora nei giorni festivi occorra di stabilire un servizio straordinario fra Torino e Moncalieri, questo verrà indicato per ciascuna volta con appositi avvisi.

---

del salario fra gli operai addetti al lavoro di macchine meccaniche ed i loro capi: l'intervento amichevolmente autorevole di illustri personaggi non è ancora pervenuto a comporlo. Il sig. Beniamino d'Israeli, *leader* del partito ultra tory o protezionista nella Camera de' Comuni, ha pubblicata una vita di lord Giorgio Bentinck (che fu il più valoroso avversario di sir Robert Peel nella memorabile discussione sulle riforme economiche), la quale ha già ottenuto parecchie edizioni, ed è letta come pregevole lavoro letterario e come importante opera politica. Alcuni cangiamenti sono avvenuti nel corpo diplomatico inglese: il sig. James Hudson, finora ministro al Brasile, è quindi nominato a successore dell'illustre Shiel a Firenze, è stato assunto alla dignità di rappresentante di S. M. la regina Vittoria presso S. M. il Re di Sardegna, ed il celebre romanziere sir Enrico Lytton Bulwer, finora ministro plenipotenziario agli Stati Uniti, viene mandato nella stessa qualità a Firenze. Gli succede a Washington il sig. John Crampton.

Il parlamento prussiano ha deliberato intorno a gravissimi ed importanti argomenti. Un deputato della sinistra proponeva di dichiarare illegali gli ultimi decreti emanati dal ministero intorno alla stampa periodica; ma la Camera, sulla mozione del deputato Eynert, adottava un ordine del giorno motivato nel senso ministeriale. Una petizione che chiedeva in certa guisa l'abrogazione dello statuto del 1850 veniva dalla stessa Camera respinta con l'ordine del giorno puro e semplice. Entrambe le Camere hanno sanzionato il trattato di commercio conchiuso il 7 agosto 1851 fra la Prussia, a nome dello Zollverein, e l'Annover, a nome dello Steuerverein. Al ministro della guerra, generale Stockausen, che ha chiesta la sua licenza, S. M. il re Federigo Guglielmo IV ha surrogato il generale Bonin. Anche le due Camere del parlamento annoverese hanno adottato il trattato di commercio di cui pocanzi facemmo menzione; continua del resto il dissidio fra le due assemblee legislative ed il ministero Schecle. In Austria S. M. l'imperatore ha, con sovrano decreto, abolita la costituzione del 4 marzo 1849. Il ministro delle finanze, signor Krauss, si è ritirato dal suo posto; gli è sottentrato il consigliere Baumgartner.

L'ex-dittatore ungherese Luigi Kossuth viaggia negli Stati Uniti. Nell'America meridionale nulla d'importante.

A Napoli v'è stato cangiamento ministeriale; il presidente del consiglio e ministro degli affari esteri, cavaliere Giustino Fortunato, ha date le sue demissioni, ed è stato surrogato come presidente del consiglio dal ministro della pubblica istruzione, Ferdinando Troia, fratello dell'illustre storico Carlo Troia, e come ministro degli affari esteri, dal commendatore Luigi Carafa, che fu già incaricato di affari di S. M. il re delle Due Sicilie a Roma ed a Parigi. Al sig. Troia, come ministro della pubblica istruzione, è succeduto il magistrato Scorza. È stato continuato il processo di Stato per gli avvenimenti del 15 maggio 1848. Nuove scosse di terremoto hanno desolato Melfi, Rionero, Rapolla ed altre località della provincia di Basilicata, che nell'agosto del passato anno furono spietatamente contristate dal terribile flagello.

In Toscana è stata fatta la pubblicazione del secondo volume della rinomata opera storica del marchese Filippo Gualterio; in esso sono narrati gli avvenimenti succeduti nella penisola italiana nei primi mesi dell'anno 1847.

Le due Camere del nostro Parlamento hanno continuato con alacre ed indefessa operosità i loro lavori legislativi. La Camera dei Deputati ha compito l'esame di tutti i bilanci per l'esercizio finanziario del corrente anno 1852. Il trattato di commercio conchiuso dal Governo di S. M. con quello di S. M. l'imperatore d'Austria è stato approvato e votato dall'una e dall'altra Camera. La capitale e le provincie godono di quella serena e confidente tranquillità, che è il premio col quale rimerita Iddio i governanti leali ed i popoli assennati. Le feste si succedono alle feste; S. M. il Re ha dato uno splendido ballo nel suo Reale Palazzo la sera del 28 gennaio, il quale durò fino a notte inoltrata, e fu abbellito dalla più franca cordialità e dalla più spontanea ilarità.

Z.

zioni di dette isole. Stamane han visitato i lavori di difesa di Lasport. Corre voce che il *Saint-Vincent* di 100 cannoni, che si sta armando nel nostro porto, riceverà un contrammiraglio comandante in capo d'una squadra della Manica.

— Scrivono da Dublino al *Sun* in data del 24:

S. A. R. il duca di Cambridge è arrivato in città, stamattina, a 10 ore incirca, e ha ripreso il comando della guarnigione di Dublino.

— Si legge nello stesso giornale:

Una compagnia del 71.° reggimento, sotto gli ordini del capitano Campbell, ha lasciato ieri mattina la città di Newry recandosi a Rosstrevor. Mercoledì un distaccamento del 51.° di fanteria, sotto gli ordini del capitano Baldwin, arrivò da Charlemont ad Armagh, e si diresse il dì dopo su Newtown-Stamilton. Un nuovo posto militare sarà stabilito a Jonesborough.

ALEMAGNA

Austria. Riferimmo, or sono pochi giorni, una nota del principe di Schwarzenberg, diretta al barone Vrintz-Treuenfeld, inviato d'Austria presso la corte di Danimarca; i giornali tedeschi ne riportano un'altra, diretta allo stesso e relativa alla stessa questione dei ducati di Schleswig e di Holstein: essa reca la medesima data della prima (9 ottobre); noi ne togliamo il seguente brano:

« Devesi riguardare come avviamento ad un miglior ordine di cose, la risoluzione presa dal governo danese di non introdurre mutamenti nella costituzione dell'Holstein, se non dopo di averli esaminati e discussi insieme cogli Stati provinciali dei ducati, e di reggere provvisoriamente il paese col mezzo delle istituzioni che vi sono legalmente stabilite. Ma per l'incertezza e l'indole provvisoria degli affari pubblici dell'Holstein si domanderà: quali sono le instituzioni che vi sono legalmente stabilite?

« Devonsi forse riguardare come tali, la legge generale del 28 maggio 1834 sugli Stati provinciali, in virtù della quale non si dovevano punto variare i rapporti che allora univano l'Holstein col ducato di Schleswig? o quelle ordinanze, per le quali vennero ordinate delle instituzioni comuni pei due ducati; e può egli dirsi legalmente soppresso il regolamento doganale del 1838 con cui si era riformato il sistema di dogane comune all'Holstein ed allo Schleswig, dopo di avere a questo riguardo consultato gli Stati provinciali dei due ducati?

« Se tali questioni si sciogliessero coll'appoggio dei nuovi rapporti sorvenuti dappoi sul piano di organizzazione che ci venne presentato, e sulla separata amministrazione dei ducati, eseguitasi provvisoriamente, senza dubbio si avrebbe il diritto di chiedere spiegazioni in ordine a tale cangiamento delle condizioni legali che erano state riconosciute prima della guerra, e che non vennero esplicitamente modificate col trattato di pace.

« Già in occasione che si deliberava intorno alla ratifica di quel trattato, la Dieta germanica riconobbe che la risoluzione del 17 settembre 1846 richiedeva una modificazione. A lei parve la convocazione dei notabili un mezzo atto a preparare i cangiamenti da farsi nello *status quo ante*, divenuti necessari pel nuovo ordine di cose. Ma non volle pertanto obbligarsi anzi tratto ad approvare le risoluzioni dei notabili.

« Le due grandi potenze della confederazione germanica, le quali fecero al gabinetto danese le più stringenti rimostranze, perchè si era intieramente allontanato dallo *statu quo*, non possono in seno alla dieta germanica difendere la condotta tenuta a questo riguardo dal gabinetto danese. Se la Danimarca ci obbietta avere noi consentito che ai notabili si presentasse il nuovo progetto di organizzazione statoci comunicato dal conte di Sponneck, e che intieramente differisce dal precedente ordine di cose, risponderemo avere noi ciò fatto serbando illesi in ogni caso i diritti della confederazione, e riserbandoci di manifestare la nostra opinione sul risultato delle deliberazioni dei notabili.

« Tuttavia, siccome l'assemblea dei notabili dell'Holstein unanimamente si dichiarò contro il progetto, e siccome nella elezione dei notabili per lo Schleswig la condizione da noi posta non venne, a nostro parere, adempita; oltrecchè in seno stesso del consiglio di S. M. sembra che si muovano forti obbiezioni contro il progetto quale venne deliberato da quell'assemblea, così noi non possiamo su quel progetto di organizzazione fondare una rassicurante dichiarazione sugli affari del ducato di Holstein.

« Meno ancora puossi, rispetto alla confederazione, invocare il principio dei preliminari della pace conchiusi anteriormente colla Prussia, e pretendere di regolare conformemente a questo principio le future condizioni dell'Holstein, poichè non si riuscì ad un accordo sulla base di quei preliminari, e poichè appunto per questa ragione il tenore del trattato di pace conchiuso più tardi fu limitato ad una semplice riserva dei reciproci diritti.

« Se perciò gli avvenimenti succeduti dappoi, rispetto alla confederazione, non contengono alcun motivo che sufficientemente giustifichi i cangiamenti recati al precedente stato di cose, gli affari dell'Holstein sarebbero in poco lieta condizione, finchè un nuovo ordine di cose non si stabilisse per le vie costituzionali.

« Finalmente, gli Stati dell'Holstein non sono essi uniti a quelli di Schleswig per mezzo del *nexus socialis* dell'ordine equestre? e non si dichiareranno essi contro il piano di organizzazione dei notabili, e non indirizzeranno essi nuove querele alla Dieta germanica?

« Un tale termine (che sarebbe solo apparente) degli avvenimenti di questi ultimi anni ripugnerebbe alla convinzione sì spesso ed a buon diritto espressa dal governo danese, che cioè si tratta di sciogliere la questione in modo stabile, anzichè di ricondurla allo stato di prima.

« Quindi è che noi crediamo di agire secondo gli interessi di tutte le parti, indugiando nel presentare alla Dieta germanica la dichiarazione della Danimarca, quale essa ci venne trasmessa. Voi esporrete al sig. di Reedtz le ragioni svolte in questa nota, e, se lo desidera, gliene lascierete copia. Gradite ecc. »

La dichiarazione, alla quale allude la nota precedente del principe Schwarzenberg, e che trovasi nel dispaccio del 26 agosto 1851, indirizzato dal sig. Reedtz al conte Plessen, inviato di Danimarca a Vienna, diceva: « S. M. il re ha l'intenzione, ora che il potere sovrano gli venne integralmente restituito, di governare il ducato di Holstein secondo le istituzioni, che legalmente vi esistono, ed è fermamente risoluto di non introdurvi alcun cangiamento se non seguendo le norme costituzionali, ed avrà sempre riguardo ai rapporti dell'Holstein colla confederazione germanica, non meno che ai diritti ed alle attribuzioni che da quei rapporti nascono per la confederazione. »

AMERICA

Stati Uniti. Il piroscafo l'*Africa*, giunto il 24 a Liverpool, reca notizie degli Stati Uniti sino a tutto il 14.

Le sedute delle due Camere del congresso sono state di lieve importanza.

Kossuth lasciò Washington il 12, per recarsi agli Stati dell'Ovest, sperando di trovar quivi più efficaci simpatie per la causa da esso lui propugnata.

Si sta trattando a Washington un progetto di modificazione della tariffa delle dogane che sarebbe presto presentato al senato dal sig. James di Rode (Island), e che a quanto pare sarà probabilmente adottato. I principali punti d'esso progetto sono una addizione di 10 0/0 ai diritti sul ferro, gli articoli di cotone e di lana ecc., ed una riduzione sovra alcuni oggetti manifatturati di consumo generale.

Lo *Weekly-Herald* assicura, stando al suo corrispondente di Washington, che il dicastero della marina degli Stati Uniti ha emanato ordini per aumentare l'effettivo delle forze navali. Due nuovi bastimenti sarebbero mandati nel Mediterraneo.

ULTIME NOTIZIE

PARTE UFFICIALE

Con Decreti del 4 corrente vennero riconfermati a consoli nel Magistrato del Consolato di Torino il cav. Pietro Scaravaglio, e Giuseppe Luigi Duprè.

Con altro Decreto della stessa data venne nominato a console Giacomo Rey.

Con Decreto del 9 successivo fu pure nominato a console Giuseppe Casana.

Svizzera. *Friburgo*. La commissione, instituita per esaminare la petizione con cui Carrard domandava per se un'amnistia, ha adottato le seguenti conclusioni:

1. Commutazione della pena di reclusione in quella di esilio:
2. Accettare l'offerta che fece Carrard di recarsi in quel paese che gli verrà indicato e chiedere per malleveria la cauzione di suo fratello, il parroco di Lentigny;
3. Incaricare il consiglio di Stato dell'eseguimento di questa risoluzione.

La proposta della commissione venne adottata dal gran consiglio alla maggioranza di 55 voti contro 20.

Francia. *Parigi*, 28 *gennaio*. La *Patrie* ha la seguente nota *comunicata*:

Nel suo numero di stamane il *Constitutionnel* fa intravvedere che un nuovo decreto sottoporrebbe al senato e al corpo legislativo la quistione dei beni della casa d'Orléans. Questa notizia è affatto priva di fondamento.

— Il sig. Chevalier, segretario generale della presidenza della repubblica, è nominato segretario generale del consiglio di Stato.

— Il vice-presidente del consiglio di Stato ha nominato capo del suo gabinetto il sig. Ernesto Baroche, addetto agli affari esteri.

— Il barone di Arsen, ciamberlano del re dei Paesi Bassi, è giunto a Parigi, incaricato d'una missione particolare.

— Leggesi nel *Moniteur*: Il principe presidente ha ricevuto da S. M. il Re di Sardegna le lettere che pongono fine alla missione adempiuta finora a Parigi dal sig. conte Gallina in qualità d'Inviato straordinario e ministro plenipotenziario. Queste lettere sono state da esso ministro consegnate al principe presidente.

Nella stessa udienza il sig. cavaliere Provana di Collegno ha rimesso al principe le lettere che lo accreditano nella medesima qualità in surrogazione al sig. conte Gallina.

— Il sig. Pepin-Lehalleur ha data (fin dal 23) la sua demissione da membro della commissione consultiva.

Spagna. *Madrid*, 25 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*: Il consiglio de' ministri si è riunito due volte, ciò che ha dato origine a una folla di congetture.

Il sig. Isturiz dee, come si dice, tornare il primo febbraio all'ambasciata di Londra.

La guarnigione di Madrid è attualmente composta di 12,000 uomini.

— Per decreto reale inserto nel *Bullettino ufficiale dell'esercito* il soldo dei comandanti in primo di fanteria, d'artiglieria, a piedi e del genio, è fissato a 15,600 reali annui (3900 franchi) e a 14,400 reali (3600 franchi) pei comandanti in secondo.

Portogallo. Si legge nel *Times* del 27:

Le notizie di Lisbona sono del 17. Si annunziarono le elezioni di Villa Real. La Camera de' Deputati era costituita il 17. Il presidente era il sig. Silva Sanchez, e il vice-presidente il signor Dessamado.

Inghilterra. *Londra*, 27 *gennaio*. In molte città d'Inghilterra si stanno organizzando compagnie volontarie di cittadini armati di carabina. Londra ne diede l'esempio, e molti negozianti della *City* sono alla testa d'una di siffatte compagnie. In Irlanda si prosieguono gli arruolamenti ordinati dal governo.

— Si legge nel *Morning Chronicle*:

Crediamo inesatta una voce che corre, secondo la quale l'ex-segretario di Stato per gli affari esteri avrebbe rifiutato di portarsi candidato della città di Glasgow.

Una persona ricevette anzi dal nobile lord una comunicazione in cui egli esprime la soddisfazione che proverebbe dall'essere rieletto da Glasgow.

— I fondi inglesi che da varii giorni aveano sofferto qualche ribasso, avevano il 26 e il 27 ripreso della fermezza. Consolidati a contanti 96 1/8 1/4: per conto al 10 febbraio 96 1/4.

Alemagna. Il foglio semiufficiale di Berlino, la *Gazzetta di Prussia* nota la lentezza della commissione nominata dalla Dieta di Francoforte per gli affari di stampa: la legge federale sulla stampa, dice il citato giornale, servirà verosimilmente ad arricchire gli archivii della Dieta dove stanno diggià i materiali delle conferenze di Dresda. Si sta ancora attendendo la decisione definitiva della Dieta riguardo alla quest'one della flotta tedesca.

— Il *Novellista di Berlino* assicura che il signor Bismark-Schönhausen, al suo ritorno a Francoforte, ha per istruzioni, non solo di ricusare il consentimento della Prussia a qualunque prestito per la flotta tedesca, ma inoltre, di protestare formalmente contro ogni analogo provvedimento.

— *Vienna*, 26 *gennaio*. La *Gazzetta di Vienna* pubblica il seguente decreto:

« Non essendo possibile che la stampa e la distribuzione della nuova tariffa doganale in tutte le lingue dell'impero possa compiersi fino al primo di febbraio 1852, stante la circostanza che la pubblicazione della medesima in lingua tedesca è già seguita, e che l'invio dell'edizione in lingua italiana, in quei paesi in cui la lingua d'affari è quest'ultima, succederà infallantemente nel corso di questo mese, in seguito all'autorizzazione compartita da Sua M. A. con sovrana risoluzione 24 dicembre 1851, viene dichiarato: Che la nuova tariffa nonostante il ritardo della sua pubblicazione in altre lingue entrerà in vigore in tutta l'estensione del territorio doganale col primo di febbraio 1852.

Baumgartner *m. p.* »

— La *Gazzetta di Prussia* annunzia che la banca di Vienna dichiarossi disposta ad incaricarsi di una nuova somma di 10 milioni di fiorini del prestito austriaco del 1851.

— *Annover*, 25 *gennaio*. Le Camere non si riuniranno prima del 29. Intanto la commissione mista del trattato prussiano-annoverese adottò, dicesi, due proposte presentate dal governo, le quali tolgono in gran parte le differenze di poco momento (che si notano nelle condizioni poste dalle due Camere alla loro approvazione), e così renderebbero sicura l'adozione del trattato nella seconda votazione, senza che sia necessario ricorrere a conferenze fra le due assemblee.

— *Gotha*, 24 *gennaio*. Il ministro Leebach propose alla Dieta il comitato secreto per una comunicazione del governo, riguardante la questione costituzionale.

Danimarca. La *Gazzetta di Colonia*, sulla fede di una corrispondenza di Amburgo, 24 gennaio, annunzia il termine della crisi ministeriale.

Mi reco a premura di annunziarvi, scrive il corrispondente della *Gazzetta di Colonia*, il termine della crisi ministeriale sorvenuta recentemente a Copenaghen. La ricostituzione della monarchia danese si farà sulle basi seguenti. Vi sarà un ministero pel regno e pei ducati: il re presiederà: due principi prenderanno parte alle deliberazioni, cioè il principe Ferdinando ed il principe Cristiano di Glücksburg.

Il ministero si comporrà nel modo seguente: Bluhme, affari esteri; Sponneck, commercio e finanze; generale Mausen, guerra; contrammiraglio Gartmann, marina; Scheele, culti. Ministri particolari per la Danimarca, Bang e Claussen; per lo Schleswig, Moltke; per l'Holstein, Rewentlow-Criminil. Può essere che v'abbia qualche modificazione di poco momento. Si dice che il contrammiraglio Gartmann abbia ricusato il portafoglio, e che gli verrà sostituito l'ammiraglio Steen-Bille. Il punto capitale sta in questo, che il sig. Motke è nominato a ministro per lo Schleswig.

I sigg. Bardenfleth e Tillisch si ritirano.

V. Ludre gerente.

STAMPERIA REALE

THOMAE VALLAURII

HISTORIA CRITICA

LITTERARUM LATINARUM

Questo libro è approvato dal Consiglio Superiore di Pubblica Istruzione, e prescritto agli studenti di filosofia dal Regolamento del 24 ottobre 1851.

Prezzo L. 2 40.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

DICTIONNAIRE

DE LA CONVERSATION ET DE LA LECTURE

SECONDE ÉDITION ENTIÈREMENT REFONDUE

avec primes pour les **2000** *premiers souscripteurs*

La 40me livraison qui complète le 1er vol. est en vente.

I signori associati a quest'Opera cospicua sono pregati di voler ritirare, alla Libreria suddetta, la loro Inscrizione a stampa, portante l'obbligazione dell'editore, sia per le condizioni, come pei premii suddetti.

UNICO DEPOSITO

CAFFÈ BURLET DI SANITÀ

Miele vergine di Spagna, Sagou, Ervalenta, Orzo *perlé*, Tapioka, Senapa bianca medicinale, Candele Milly e di Sego, di superiore qualità, presso Porporati ed Arnosio, droghieri, via di Po, isola dell'Ospizio di Carità.

AVVISO

I signori GIACOBINO e RIZZETTI, esercenti l'Albergo del **Rue Rosso** in Torino, avendo stabilito una Vettura in coincidenza colla Strada ferrata, annunziano al Pubblico che la partenza della medesima dal detto albergo ebbe principio dall'11 corr. gennaio e continua giornalmente il suo corso.

N. 100 Casse d'imballaggio

PER PIANO-FORTI

da vendere tutte od in parte.

Recapito al magazzino Marchisio, piazza S. Carlo, n. 6.

www.internetculturale.it

Società anonima

DELL' ILLUMINAZIONE A GAZ

fuori Porta Nuova

Il Consiglio d' Amministrazione della Società ha l'onore di prevenire i signori Azionisti che il *Dividendo* del secondo semestre 1851 venne fissato a L. 50 per azione, e che a cominciare dal 1° dell' imminente febbraio sarà pagato a presentazione, sia all' Ufficio di detta Società all' Officina del Gaz, fuori Porta Nuova, sia a Lione presso i signori vedova Guerin e figli, banchieri.

Si notifica ad un tempo al Pubblico, che il prezzo dell' arso (carbon *coke*) è fissato a L. 8 i 100 chil., presso all' Officina, per tutte le quantità non minori di 500 chil., ed a L. 10 al dettaglio.

STRADA FERRATA
DA
TORINO a SAVIGLIANO

In conformità della deliberazione del Consiglio di Amministrazione in seduta del 23 corrente, il Comitato di Direzione invita i signori Azionisti al versamento del quarto decimo, a norma dell' art. 10 dello Statuto.

I pagamenti si faranno alla cassa della Società, la quale è aperta in ogni giorno non feriato dalle ore 12 alle 4 pomeridiane.

Libreria **T. DEGIORGIS**, *via nuova, N. 17*

MONUMENTI ETRUSCHI
O DI ETRUSCO NOME

disegnati, incisi, illustrati e pubblicati

dal Cav. **FRANCESCO INGHIRAMI**

Firenze, 10 volumi in-4°, legati in 6, con *moltissime figure in parte colorate*

Prezzo di catalogo fr. 684 per fr. 325.

CARLO CARABALLONE

Ha aperto uno *Stabilimento da Sensale* per vendite, affittamenti, censi, imprestiti e per occupazione di persone di servizio, casa Viale, piazza vecchia, in Savigliano

SCILOPPO E TAVOLETTE DI TAMARINDI
DI FILIPPO VIORA

unico approvato con superiore autorizzazione

sigillati con stemma gentilizio

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 13;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Revanale, 167

ASSORTIMENTO LINGERIA
DI FILO DI CANAPA E DI LINO

LENZUOLA, di 1 e 2 piazze . . da L. 5 50 a 11 50
ASCIUGAMANI e Tovaglie . . . » » 60 » 1 20
CAMICIE per uomo . . . . . » 2 » 4 50
TELE crude e bianche d' ogni qualità.

Via di S. Domenico, num. 5, nella corte.

FINO GIOANNI
FABBRICANTE DI SPAZZOLE E PENNELLI

Avente il suo stabilimento e negozio in via dell' Ospedale, casa Revel, già premiato per ben tre volte di Medaglia, e nuovamente con altra all' Universale Esposizione di Londra, previene il Pubblico, fabbricar egli ogni genere di pennelli e spazzole di eleganti forme, in avorio, madreperla, tartaruga, e come quelle per le manifatture.

I prezzi modici e la bontà e perfezionamento del suo lavoro, gli fanno sperare una numerosa accorrenza.

DA VENDERE

Grandioso Tenimento situato in territorio di Livorno Vercellese, composto di risaie, campi e prati, della superficie in totale di ett. 278 (giornate 730) circa, con vasti fabbricati e spaziosi magazzini, il tutto in ottimo stato, con acqua propria, molino a due ruote e pesta da riso.

Per le opportune informazioni far capo alla Banca Soldati, via dell' Arcivescovado, porta n. 15, piano 1.°

DA VENDERE

Un **CRISTO** in avorio, capo-lavoro giudicato essere opera del sig. Lacroix, nel negozio della signora ved.ª Franchino, sotto i portici della Fiera, casa Mannati

DA VENDERE

CASA di campagna civile con rustico in Castelnuovo d'Asti, in bella situazione ed in vicinanza del paese e delle acque termali.

Far capo in detto luogo dal M.° Rev. D. Ropolo.

DA AFFITTARE IN SALUZZO
Per S. Michele 1852

Antico ed avviato albergo sotto l'insegna del GALLO, sulla piazza Vittorio Emanuele II, accanto al Duomo.

Per le opportune nozioni e trattative dirigersi in Saluzzo dai proprietarii fratelli Giraud, ed in Torino dal signor Paolo Poli, albergatore delle Tre Corone.

Ove si desideri anche far rilievo degli accessorii per l'esercizio da albergatore, l'attuale esercente offre di rimettere il tutto o parte a ben modiche condizioni e more concertande, anche prima dell' epoca accennata.

HUITRES

M.r Sotumier, demeurant à Nice Maritime, a l'honneur d'informer les gourmets de la capitale, que dès le premier septembre p. p. il a établi un parc aux huitres à Nice, dans lequel il fait parquer les huitres blanches, qu'il reçoit directement de ses pares de Marennes et d'Ostende, ce qui le met à même de fournir à Turin les huitres les plus réputées, aussi fréches et aussi bonnes qu'à Paris.

Son dépôt est au magasin de MM. BARELLI fils, ABATE et C. (*palazzo della Città*), où il expédie par tous les courriers les huitres péchés dans la journée.

GUANO del PERU', Isola Chinea

Deposito in S. Pier d'Arena

Per le condizioni e prezzo dirigersi al sig. F. Giribon, Commissionario, via Bogino, casa Colla, num. 8, piano terreno, Torino.

GULLIA G. B.
NEGOZIANTE CALZOLAIO

Membro della Camera d' Agricoltura e di Commercio di Parigi, premiato per la sesta volta di Medaglie della Camera di Commercio di Torino e di Genova,

Avendo stabilito di riformare il suo negozio sulla base dei più accreditati di Londra e di Parigi, ha posto in liquidazione un' immensa quantità di stivali e stivaletti da donna di ogni genere, a prezzi discretissimi e per contanti, collo sconto del 10 p. 0[0].

Troverassi pure in detto negozio un grande assortimento dei tanto rinomati *clachs* d' America, di gomma elastica, con suola di corame per non isdrucciolare.

La perfezione e solidità dei suddetti lavori e la modicità nei prezzi, spera, gli procureranno una grande quantità di avventori che ne sapranno profittare e ne rimarranno soddisfatti.

AVVISO

I fatali per l' aumento di sesto o mezzo sesto sopra i tre lotti di piante, esposti venali dall' Opera pia di S. Luigi Gonzaga, eretta in Torino con tiletto del 10 scadente mese, e deliberati cioè, il lotto 1° a L. 1,400, il 2° a L. 1,600, il 3° a L. 900, scadono alle ore 11 del giorno 3 prossimo febbraio.

DA VENDERE
unitamente o separatamente

Due piccoli CORPI di CASA, situati lungo il viale che dal Borgo Po, mette alla Villa della Regina. — Recapito al notaio Beria, via S. Francesco, n. 18, piano 1°.

VENDITA

Di una CASCINA nel territorio di Santhià, provincia di Vercelli, di ett. 26, are 67, cent. 24 (g.te 70).

Dirigersi in Torino dal sig. notaio coll. Secondino via del Fieno, num. 17, 1° piano, e in Cavaglià, provincia di Biella, dal sig. notaio Barbisio, ambi incaricati di detta vendita.

DA RIMETTERE AL PRESENTE
in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile* N. 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 4 o 10 camere con terrazzo al 4.° piano, via del Senato, n. 4. — Recapito ivi.

DA VENDERE: Due Bigliardi di riscontro, come nuovi cogli attrezzi, dal minusiere Setti, via della Palma, n. 12.

FALLIMENTO

di Jona Esdra, merciaio ambulante a Carmagnola.

L'eccell.mo Magistrato del Consolato di Torino, con sentenza di ieri, ha dichiarato il fallimento di Jona Esdra, merciaio ambulante a Carmagnola, ha ordinato l'apposizione dei sigilli sugli effetti mobili del commercio e dell'abitazione del fallito, ha nominato giudice commissario l'ill.mo sig. cav. consigliere Viarana, e sindaci provvisorii i signori Cartotti Bernardino e Jarach Lazzaro, commercianti in Torino, ed ha fissato l'adunanza dei creditori per la nomina dei sindaci definitivi, e per la formazione dello stato dei creditori presunti alli 7 del prossimo febbraio ed alle 2 pom., avanti il prefato sig. giudice commissario, in una sala di consiglio dello stesso Magistrato a termini di legge.

Torino, il 30 gennaio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Con instromento ricevuto dal sottoscritto in data 26 settembre 1851, il sig. Furano Ferdinando di Canelli fece vendita al sig. Cordara Carlo, dello stesso luogo, di una pezza terra campo vignato, situata sul territorio di Canelli, regione Monforte, del quantitativo di are 49, centiare 5 circa, fra le coerenze della strada vicinale, di Giacomo Ferraris e della vedova Gandolfo, pel prezzo di lire 1800.

Un tale atto venne trascritto all'ufficio delle ipoteche d'Asti il 15 corrente, al vol. 27, art. 21 delle alienazioni, previa registrazione a quello d'ordine, vol. 211, cas. 3525, col pagamento di L. 10 58.

Canelli, il 27 dicembre 1851.

Giacomo Giuseppe Ara notaio.

NOTA

Sotto il 7 gennaio 1852 fu depositata alla segreterie consolare di questa città scrittura del 13 dicembre ultimo scorso, con cui Ghiassa Giacomo e Comp. contrassero società per la fabbricazione e vendita in questa città d'acque minerali e gazose, sotto la firma Giacomo Ghiassa e Comp., l'uso della quale spetta ad ambi i socii, quale società ebbe principio col primo luglio ultimo scorso, e sarà durativa a tutto dicembre 1853.

NOTA

All'ufficio delle Ipoteche d'Asti, il 27 dicembre 1851, venne trascritto al vol. 27, art. 22 delle alienazioni, previa registrazione a quello generale d'ordine, vol. 211, cas. 3544, l'atto di permuta beni stabili, in data 27 dicembre 1851, ricevuto dal sottoscritto tra Lupacino Giuseppe e Cuore Domenico, ambidue di questo luogo, nell'interesse del primo.

Canelli, il 4 gennaio 1852.

Notaio Giacomo Giuseppe Ara.

NOTA

A norma dell'art. 2303 del codice civile venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Pinerolo, sotto il 3 corrente gennaio, l'instrumento del 9 dicembre 1851, rogato al notaio sottoscritto, di vendita fatta da Giuseppe Turinetto, fu Giacomo, al sig. Giuseppe Chiesa, fu Angelo, per il prezzo di lire 1000 di una pezza alteno di are 38 10, pari a giornate 1, da spiccarsi da maggior pezza dalla parte di levante, posta sul territorio di Cumiana, regione Ruatta sciutta o Turinetti, cocrenti a levante Michele Turinetto, fu Francesco, a mezzodì la via vicinale, a ponente la restante pezza, ed a notte il rivasso comune, ove fu posto all'art. 172, vol. 22 delle alienazioni, previa registrazione all'art. 58, vol. 455 d'ordine, col dritto di L. 7 05, Chirio conservatore.

Castagnole Piemonte, il 27 gennaio 1852.

Giacinto Olivero r. notaio.

RETTIFICAZIONE. Nel numero d'ieri, 26, pag. 4, col. 5, lin. 4 della seconda nota, a vece di *Bozzione* leggasi *Borrione*.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 30 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	*per contanti* giorn. pr dopo borr.	nella matt.	*per fine* del mese corr. giorn. pr. dopo borr.	nella matt.	*per fine pr.* mese prossimo giorn. pr dopo borr.	nella matt.
1819 5 0/0 god.	1 8.bre					
1831 » »	1 genn.					
1848 » »	1 7.bre					
1849 » »	1 genn.	89 50				
1851 » »	1 dicem.	90		90[0] 5 15		
1834 *Cabilg.*	1 genn.			febb. 90		
1849 »	1 8.bre			90 95 pel		
1850 »	1 agosto			20 feb.		
1844 5 0/0 Sard.	1 luglio	950				

FONDI PRIVATI						
Azioni B. N.	1 genn.					
— *Banca di Savoia*						
Città di	4 0/0 *oltre la inter. decor.*					
Torino	5 50 0/0 1 lug.					
Città di Genova	4 0/0					
Soc.del Gaz (ant.)	1 gen.					
Società del Gaz (nova)						
Incendii a premio fisso						
31 *x.bre*						
Via ferr. di Savigliano	1 genn.					
Molini presso Collegno	1 giugno					

CAMBI

	Per brev.scad.		Per tre mesi.	
Augusta	95 3/8	—	95 3/8	—
Genova sconto	1 p. 0/0			
Francoforte S. M.	91 0/0			
Lione	99 90			
Londra	25 27		99 30	
Milano			25 12 1/2	
Parigi	99 95		99 40	
Torino sconto	4 p. 0/0			

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 90 L.	90 05	—	90 09	—
— di Savoia	79 71	—	79 76	—
— di Genova	79 25	—	79 40	—
Sovrana nuova	35 10	—	35 17	—
— vecchia	34 88	—	34 95	—
EROSO misto				
Perdita	9 75	p.	0/00	

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 28 gennaio.*

Il 5 0/0 aperto a 105 55, è salito a 105, 45, e chiude a 102 80.

Il 3 0/0 resta a 65, 15.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 90, 25.

Le azioni della Banca di Francia a 2650.

TEATRI D'OGGI

REGIO. (ore 7) Opera: i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Le avventure della villeggiatura*, — con farsa.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Une bataille de dames*.

NAZIONALE Riposo.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Il Confidente*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il genio della notte*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne*.

WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 28 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

LUNEDI' 2 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 50	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ECC., ECC.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato:

Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Le Casse di risparmio attualmente esistenti, e quelle che per l'avvenire verranno istituite in conformità delle Leggi godranno dei seguenti vantaggi.

Art. 2. I libretti che le Casse di risparmio rimettono ai depositanti come titolo del loro credito ed i registri analoghi di contabilità rimangono esenti dal bollo.

I registri però devono essere numerati, e parafati a ciascun foglio gratuitamente dal sindaco, o da chi ne fa le veci.

Art. 3. I crediti scritti sui libretti delle Casse di risparmio saranno esenti da qualunque imposta.

Art. 4. Ogni Cassa di risparmio potrà trasferire tutto o parte dei suoi fondi presso la Cassa dei depositi e dei prestiti, costituita sotto guarentigia dello Stato, dalla quale saranno ricevuti alle condizioni stabilite dalla Legge del 18 novembre 1850, salve le eccezioni infra tenorizzate.

Art. 5. Tali fondi saranno portati in conto corrente, con facoltà alle Amministrazioni delle Casse di risparmio di aumentarli, o di ritirarne tutto o parte a misura del loro bisogno, senza mutazione di cartella.

Art. 6. I fondi da rimettersi dalle Casse di risparmio potranno essere consegnati alle tesorerie provinciali per conto di quella dei depositi e prestiti, presentandone la domanda all'Intendente.

Eguale procedimento sarà tenuto per la restituzione.

Art. 7. La Direzione del Debito Pubblico, nel fine di cadun anno, farà conoscere, per mezzo del Giornale ufficiale, l'interesse che si corrisponderà pei fondi che saranno consegnati nell'anno successivo dalle Casse di risparmio a quella dei depositi e prestiti.

Questo interesse non potrà essere minore nè del tasso massimo, che la Cassa depositi e prestiti corrisponderà per altri depositi, nè di un mezzo per cento di ciò che essa percevrà mediamente dai suoi prestiti.

Art. 8. Il conto corrente delle Casse di risparmio presso quella dei depositi e prestiti sarà regolato sulle basi:

1. Che ogni deposito o ricupero sia della somma intiera di lire 200, o di un multiplo di essa.

2. Che l'interesse sui depositi decorra dall'undecimo giorno, compreso quello del versamento.

3. Che l'interesse sulle restituzioni cessi dal giorno della domanda.

4. Che la domanda debba precedere la restituzione

di giorni	10	sino a L.	5,000
»	20	» »	20,000
»	30	» »	40,000
»	40	» »	70,000
»	50	» »	100,000
»	60	per ogni somma superiore.	

5. Che rimanga un intervallo di dieci giorni almeno tra due domande della stessa Cassa.

6. Che il deposito totale in conto corrente non possa mai oltrepassare il debito liquido di caduna Cassa di risparmio verso i proprii deponenti, nè perciò comprendere il fondo di dotazione, od il fondo di riserva che le medesime possedessero.

Art. 9. Il benefizio concesso alle Casse di risparmio ed ai deponenti in esse cogli articoli secondo e seguenti è subordinato alle condizioni

1. Di limitare a lire mille duecento nel termine di due anni, dopo la promulgazione di questa Legge, il massimo credito fruttante di ciascuna persona ammessa a far depositi alla Cassa, contando per una sola persona il padre ed i figli, il marito e la moglie conviventi.

2. Di limitare a lire mille il totale delle somme che ciascun titolare sia per consegnare in un anno alla Cassa di risparmio.

3. Di corrispondere ai deponenti un interesse non minore del tre per cento.

Art. 10. In ogni anno la Direzione del Debito Pubblico distenderà uno specchio delle relazioni delle Casse di risparmio con quella dei depositi e prestiti.

Questo specchio sarà presentato alla Commissione di sorveglianza sulla Cassa dei depositi, e da questa al Parlamento, e fatto di pubblica ragione.

Art. 11. Gli Amministratori delle Casse di risparmio, contemplate nell'articolo primo, dovranno nel primo mese di ogni anno presentare al Ministro dell'Interno lo specchio delle loro operazioni dell'anno precedente.

Art. 12. Il Ministro dell'Interno e quello dei Lavori pubblici daranno nelle rispettive attribuzioni le istruzioni necessarie alla osservanza di questa Legge, che sarà registrata al Controllo generale, pubblicata ed inserta nella Raccolta degli Atti del Governo.

Torino, addì 31 dicembre 1851.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.
PALEOCAPA.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 1mo febbraio.*

Nella tornata di ieri, sabato, la Camera dei Deputati proseguì nella discussione del progetto di legge sulla pubblica sicurezza, e si arrestò ai due ultimi articoli. Convalidò pure l'elezione del Collegio elettorale di Cortemiglia.

AMMINISTRAZIONE DEL DEBITO PUBBLICO

Stato per ordine d'Estrazione delle Obbligazioni dello Stato, create colla Legge delli 26 marzo 1849, comprese nella 6ª Estrazione che ha avuto luogo in Torino il 31 gennaio 1852, con indicazione dei premii vinti dalle trentacinque prime estratte.

Num. d'ordine di estrazione	Numero delle Obbligazioni estratte	Premii vinti dalle 35 prime estratte	Num. d'ordine di estrazione	Numero delle Obbligazioni estratte
1	11885	44250 »	50	
2	17297	22125 »	51	7884
3	2966	14750 »	52	13570
4	2724	8465 »	53	17611
5	12496	1475 »	54	10179
6	3185	1475 »	55	18480
7	6093	1475 »	56	4877
8	19203	1475 »	57	19323
9	19525	735 »	58	15389
10	10619	735 »	59	17157
11	18482	735 »	60	19701
12	8421	735 »	61	17202
13	4461	735 »	62	10328
14	6562	735 »	63	12877
15	4976	735 »	64	6302
16	14584	735 »	65	14228
17	11219	370 »	66	9020
18	5113	370 »	67	11989
19	16234	370 »	68	10827
20	9230	370 »	69	8105
21	10814	370 »	70	2565
22	19139	370 »	71	4886
23	6864	370 »	72	9217
24	12490	370 »	73	12701
25	15751	370 »	74	6740
26	5092	370 »	75	11602
27	6415	370 »	76	9336
28	8626	370 »	77	4297
29	19277	370 »	78	3339
30	5736	370 »	79	6342
31	8330	370 »	80	7232
32	8399	370 »	81	16850
33	4979	370 »	82	18490
34	16618	370 »	83	3622
35	7855	370 »	84	3251
36	4602		85	17355
37	12132	108400 »	86	16101
38	14450		87	98
39	12002		88	11726
40	7379		89	1096
41	6128		90	6742
42	5110		91	13529
43	12049		92	254
44	7657		93	17367
45	13569		94	12718
46	10075		95	2785
47	14788		96	19677
48	8341		97	10019
49	15455		98	11292

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova la sera del 28 gennaio 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9171430 50
id. id. in Torino	»	4758826 85
Numerario in via per Torino	»	250000 »
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	13545307 18
id. id. in Torino	»	17738355 61
Fondi pubblici della Banca	»	562117 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	955535 54
Tratte della sede di Torino del 27 corr.	»	22235 70
Spese diverse	»	258177 70
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Corrispondenti della Banca (sbil.° de' conti)	»	556154 58
	L.	47569418 76

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione		
per operazioni ordinarie	»	32593750 »
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	»
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	40719 57
id. id. in Torino	»	77107 54
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	44744 69
id. id. in Torino	»	74992 32
Conti correnti disponibile in Genova	»	552852 55
id. id. in Torino	»	4072150 54
Non disponibile	»	42326 08
R. Erario conto corr.	»	3659556 95
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	1020454 12
della sede di Torino su quella di Genova del 27 corr.	»	19709 82
Dividendi arretrati	»	95075 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Rimb. della sede di Torino del 27 corr.	»	43057 60
Creditori diversi	»	73591 92
	L.	47569418 76

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Regio decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde poter all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che sussi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Seconda pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Numero	Quitanze dichiarate smarrite: Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sonostate rilasciate
1	Borgna Michele fu Pietro contribuente, Borgna Angela, richiedente	121	1849 30 gen.	15 »	Stabili	Cuneo
2	Conti Carlo contribuente e richiedente	36	2 febb.	50 »	id.	Stradella
3	Turinetti sacer.° Gio. Domenico contrib.e richi.e	1	1848 25 8bre	50 »	id.	Castellamonte
4	Ambert tesoriere della congregazione di carità d'Orbassano contribuente e richiedente	7	15 id.	100 »	id.	Orbassano
5	Ghibaudi Giuseppe fu Michele contrib. e richiedente	43	1849 15 apr.	17 50	id.	Casalborgone Ceva
6	Ruffino Nicolò	17	20 mar.	100 »	id.	
7	Ferreri Misuratore Andrea	24	id.	50 »	id.	id.
8	Mondone Giorgio	71	1848 30 xbre	50 »	id.	id.
9	Bellone D. Luigi	20	1849 20 mar.	42 50	id.	id.
10	Lo stesso	21	id.	40 »	id.	id.
11	Bezzone Giuseppe	94	5 gen.	10 »	id.	id.
12	Nicolino G. Francesco	65	1848 30 xbre	15 »	id.	id.
13	Shellino Pietro Antonio	67	1 id.	60 »	id.	Millesimo
14	Fracchia Carlo	18	28 8bre	60 »	id.	id.
15	Giacosa Filippo	60	15 9bre	50 »	id.	id.
16	Calleri Angelo	58	id.	50 »	id.	id.
17	Lo stesso	59	id.	35 »	id.	id.
	Per i dodici ultimi contribuen. Moglia Gio. Battista richiedente.					

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 17 gennaio 1851.

L'Intendente Generale ARSUFFO.

LA DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE

Vendita di carta stampata e scritta fuori d'uso.

Nel termine stabilito in manifesto del 10 di gennaio corrente non essendo stato presentato alcun partito in ischeda sigillata secondochè eravi stabilito, epperò non avendo potuto aver effetto nel giorno 24 di questo stesso mese gl'incanti per la vendita degli enunciativi lotti di *Carta stampata e scritta fuori d'uso*, questa Direzione generale si è determinata di prescindere, in nuovo concorso, da quella formalità e di addivenire, senza di essa, ai pubblici incanti suddetti per tale vendita, riducendo da L. 5 50 a L. 3 25 il prezzo per cadun miriagramma di essa carta su cui verrà, come infra, aperta la licitazione, ferme le altre già annunziate condizioni.

Notifica quindi, che il giorno 7 dell'imminente febbraio (sabbato) alle ore 10 antimeridiane, in una delle sale di essa Direzione generale, nanti il sig. Segretario generale della medesima, con intervento ed assistenza di un agente delle Finanze, sarà proceduto ai pubblici incanti pel successivo deliberamento, ad estinzione di candela vergine, de' quattro qui sotto enunziati lotti di varie qualità di *Carta stampata e scritta, e Cartoni fuori d'uso*, dell'approssimativo peso di miriagrammi 270 per cadun lotto, e così di miriagrammi 1080 circa in complesso.

Ognuno de' quattro lotti è composto delle qualità e quantità seguenti di carta:

Carta bianca.

Stati — *Bastarda*, a foglio intero . . . .
Registri — *Doppio protocollo*, id. . . . .
Foglio d'avviso — *Doppio processo*, id. . . . M riagr. 54 1/2
Id. — *Id.*, a mezzo foglio
Giornali — a diverse dimensioni . . . .
Da *Lettere, bianca e rosa*, a fogli interi . .

Carta bigia.

Foglio d'avviso — *Protocollo*, a mezzo foglio
Stati — *Leone*, a foglio intero . . . .
Id. — *Leone*, a mezzo foglio . . . .
Id. — *Bastarda*, a foglio intero . . . » 214 1/2
Registri — *Bastarda*, id. . . . .
Id. — *Doppio processo*, tagliati a bollette
Bollette — di piccola dimensione mista . .
Cartoni diversi . . . . . » 7

Totale per cadun Lotto, Miriagrammi 270

La suddetta carta si trova esposta a libera visione nei locali di questa Direzione generale in ogni giorno, dalle ore 9 del mattino alle 4 di sera.

Per essere ammessi a prender parte all'asta, ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare lire duecento in numerario, od in biglietti di banca, le quali saranno restituite in seduta a chi non si sarà reso deliberatario, od incontrate a favore di quest'ultimo nel prezzo della carta venduta, salvo a ritenerle a benefizio del pubblico erario, qualora non si disponesse il deliberatario medesimo all'eseguimento delle obbligazioni contratte tanto per l'effetto della fatta oblazione che in conseguenza del succeduto deliberamento.

Sebbene i lotti siano tutti composti delle stesse qualità e quantità di carta, la licitazione ne seguirà successivamente di un caduno, e ne sarà pronunziato il deliberamento, lotto per lotto, a favore dell'ultimo miglior offerente, ad estinzione di candela vergine, in aumento al prezzo di L. 3 25 per miriagramma, sul qual prezzo sarà aperta l'asta.

Immediatamente dopo seguito il deliberamento parziale di due, di tre o d'ognuno dei quattro lotti, saranno tentati nello stesso modo gl'incanti della totalità dei lotti medesimi sul prezzo cumulato dei rispettivi deliberamenti provvisorii, i quali rimarranno però fermi in caso d'infruttuoso successo di quest'ultimo esperimento.

Nella licitazione tanto di cadun lotto a parte, quanto di due, di tre o dei quattro lotti insieme riuniti, ogni offerta in aumento non potrà essere minore di centesimi *uno* per miriagramma.

I deliberamenti parziali od il deliberamento totale saranno definitivi (semprecchè intervengano almeno tre concorrenti), sotto la riserva della superiore autorizzazione, qualora nel termine dei fatali che sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e che perciò scadranno al mezzogiorno del 27 febbraio detto (venerdì) non sarassi fatto aumento di quinto o di decimo.

Il peso della carta sia in parte, sia in tutto, non essendo notato che *approssimativamente*, l'amministrazione avverte ad ogni buon fine ch'essa non intende nè di dare, nè di pretendere bonificazione di sorta per qualunque diversità di quantitativo che venisse poscia accertata più di una che di altra singola qualità di essa carta. Il solo peso complessivo di cadun lotto o dei lotti riuniti, che sarà per risultare, dovrà quindi, dopo seguito il deliberamento, costituirne l'importo in ragione del miglior prezzo per cui sarà seguito il deliberamento stesso.

Il deliberatario od i deliberatarii, previa verificazione del peso della carta, dovranno soddisfarne l'importo, e quindi ritirarla nel periodo di giorni cinque successivi al deliberamento definitivo ed alla superiore approvazione.

Le spese di deliberamento, di carta bollata, d'insinuazione e delle copie, saranno a carico del deliberatario o rispettivamente dei deliberatarii.

Torino, addì 26 gennaio 1852.

Il Direttore principale
SISMONDA.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — *Corpi solidi geometrici per l'insegnamento delle Scuole elementari.*

Il prof. Rayneri prendeva, non ha guari, a soddisfare con un corso di lezioni di nomenclatura geometrica ad una gravissima necessità in cui erano le scuole elementari di ogni maniera, di somministrare quelle nozioni rudimentali geometriche, senza cui nè le arti, nè i mestieri, nè il calcolo stesso aritmetico a questi nostri tempi non si possono apprendere, e neppure con frutto fare gli studi matematici del corso di filosofia.

Ma a voler seguire il suo metodo naturale o d'invenzione conveniva fornire le scuole dei corpi solidi geometrici proposti. Ciò imprese a fare sotto la direzione dello stesso prof. Rayneri il meccanico Crotti Giuseppe, prof. di geometria e meccanica applicata alle arti nelle scuole serali della società degli operai di Torino. (1) La perizia accompagnata con la scienza fa che ei può dare al suo lavoro un prezzo assai discreto; sicchè non vi sarà Comune, il quale non possa incontrare sì tenue spesa a benefizio dell'istruzione de' suoi amministrati. Al qual effetto ei pensò eziandio di dividere questi corpi in due collezioni, l'una composta di 27, i più importanti; l'altra compiuta di 35, assegnando alla prima il valore di L. 15, alla seconda di L. 25, ma serbando ai corpi di ambedue le medesime dimensioni. I poliedri regolari sono inscrivibili in una sfera, il cui diametro sia di m. 0, 12 o 0, 15. I cilindri e i coni hanno la base del diametro di m. 0, 08, a 0, 09, e l'altezza di m. 0, 16 a 18.

PROVINCIE. — Ci scrivono da Bra, in data 29 gennaio:

Nel giorno di ieri, dopo una seduta di circa dieci ore consecutive, si costituiva per atto pubblico la Società anonima definitiva per la costruzione di una ferrovia che dalla città di Bra deve rannodarsi verso Cavallermaggiore a quella di Savigliano.

La seduta veniva aperta dall'egregio presidente conte Guglielmo Moffa di Lisio, nello splendido locale proprio dei signori conte e cavaliere Baldi di Serralunga, alla presenza di oltre duecento settanta membri, rappresentanti circa i quattro quinti del capitale sociale occorrente.

Interveniva maggior parte dei soci direttori, che si resero cotanto benemeriti per le generose assidue cure assuntesi nel disimpegno delle singole incumbenze loro affidate dalla Società promotrice.

Interveniva pure, in persona di parecchi distintissimi personaggi e del sindaco locale, l'ottima ed operosa Bogliani che prese essenzialissima parte in così utile divisamento.

Mirabile fu la dignità, l'accordo e l'entusiasmo patriottico conservato costantemente in detta seduta; la direzione intiera raccolse colà i più profondi, leali sentimenti di gratitudine scolpiti nel cuore di tutti i concittadini presenti.

Poco dopo la banda della Guardia nazionale eseguiva con molta maestria scelti pezzi musicali: un picchetto della Guardia stessa cresceva lustro e decoro alla festa, e la folla delle persone accorse non poteva trattenersi di applaudire a più riprese alla direzione, ai fratelli Boglianesi, ai soci tutti di un'impresa universalmente riconosciuta di vitale interesse.

PUBBLICAZIONI. È uscito in Firenze dalla libreria Poggi il volume primo delle *Opere di G. Prati*, contenente l'Edmenegarda, i Canti lirici, i Canti per il popolo, le Ballate e le Memorie e Lacrime. Porta in fronte la seguente dichiarazione: « La presente edizione fiorentina è la sola riconosciuta e approvata dall'autore, come quegli che la ordinò, la emendò e la crebbe con quanta maggior cura ed amore gli inspirarono gli anni, gli studi e la riverenza all'Italia. »

TOSCANA

FIRENZE, 29 *gennaio*. Si legge nel *Costituzionale*:

Tre articoli del giornale l'*Arte* intitolati il *Ceppo*, la *Voga degli annunzii*, e *Novità che non sono novità* sono stati incriminati come contenenti *mistura politica*. La causa sarà portata all'udienza del 13 febbraio.

STATO ROMANO

ROMA, 27 *gennaio*. È nominata una commissione per regolare l'amministrazione economica dell'Università romana. La presiede il card. Riario; la compongono il card. Fornari, mons. Capalti e l'avv. Frattini. Ne è segretario mons. Valenzi.

— È stabilito un ceto di periti-rigattieri nominati dal ministero per apprezzare masserizie, utensili ecc., eccetto le macchine, gli ori, gli argenti, statue, quadri e libri.

— È giunto in Roma da Firenze il generale americano Watts de Payster.

DUE SICILIE

Il re nella mattina del 24 ha presieduto al consiglio di Stato tenuto a Caserta.

FRANCIA

PARIGI, 29 *gennaio*. Il *Moniteur* d'oggi reca le seguenti nomine:

Il principe Girolamo Bonaparte, maresciallo di Francia, governatore degl'Invalidi, a presidente del senato:

Il sig. Mesnard, senatore, a vice-presidente;

I signori Drouyn-di-Lhuys, Troplong, generale Baraguay-d'Hilliers, senatori, a vice-presidenti: Lacrosse, senatore, a segretario.

Il signor Boilay è nominato segretario generale del consiglio di Stato, in surrogazione al signor Chevalier non accettante.

— Il sig. Carlo Abbatucci è stato nominato capo del gabinetto particolare del ministro della giustizia.

— Leggesi nella *Patrie*: Sentiamo che il signor di Quinette, ministro plenipotenziario di Francia nel Belgio, è stato messo in disponibilità. Gli è surrogato il duca di Bassano, che stette per più anni a Brusselles in qualità di primo segretario di legazione.

— Un proclama del signor Pietri, nuovo prefetto di polizia, è stato oggi affisso ai muri della capitale. Il prefetto dice che fa assegnamento sulla fiducia e sul concorso di tutti i buoni cittadini per agevolare l'opera sua. Le fazioni s'inchineranno rispettosamente dinanzi alla volontà nazionale manifestata una seconda volta con tanto ardore, il 21 dicembre; e se colpevoli speranze o tentativi criminosi si producessero di nuovo, una repressione pronta e vigorosa li annienterebbe. Oggidì più che mai l'industria, il commercio e le classi laboriose, tutte insomma le persone oneste si associeranno francamente al governo per assicurare il mantenimento della pace e della tranquillità.

— Un decreto del presidente della repubblica fa il ripartimento, fra le sei sezioni del consiglio di Stato, dei consiglieri, referendarii e uditori, designa inoltre i consiglieri di ciascuna sezione che delibereranno al contenzioso. I membri incaricati di quest'ultima funzione sono i sigg. Janvier e Suin, per la sezione di legislazione; Boulay e Giraud, per la sezione dell'interno; Vuillefroy e Waisse, per la sezione dei lavori pubblici; Allard e Villemain, per la sezione della guerra; Charlemagne e Vuitry, per la sezione di finanze.

I sigg. Dumartray, Maigne e Reverchon, referendarii di prima classe, sosterranno le funzioni di commissarii del governo al contenzioso.

Lo stesso decreto dichiara sciolta la commissione consultiva, e ordina che il consiglio di Stato entri tosto in funzioni.

— Ecco un fatto importante, dice il *Pays*, che porge una novella prova della ferma volontà che ha il governo di addolcire quanto dipende da lui i rigori ai quali lo costringe una imperiosa necessità.

Si annunzia che 2,000 trasportati saranno in breve diretti verso l'Algeria; ma non dovranno già essere internati nel lontano stabilimento penitenziario di Lambessa; verranno ripartiti nelle varie colonie agricole fondate in virtù del decreto del 19 settembre 1848.

Il primo convoglio, composto di 400 individui, sarà, secondo ogni apparenza, collocato nella provincia d'Algeri; si designano anzi Burkika e Aïn-Sultan come villaggi che debbono riceverli; però nulla è ancora statuito in proposito. Il governo si affida all'alta intelligenza del generale Randon, governatore dell'Algeria, per la migliore classificazione da farsi tra questi coloni.

Pare che i trasportati dell'Algeria saranno principalmente scelti fra i coltivatori che si sono per mala sorte immischiati alle scene di disordine del dicembre.

Siamo convinti che tutte le disposizioni saranno prese dal generale Randon per volgere a pro dell'ordine e della produzione algerina la popolazione la cui sorveglianza è a lui affidata, e che egli farà buoni ed operosi coltivatori di quegli uomini traviati per un momento dalla passione politica.

Del resto ogni cosa è per concorrere a tal felice risultamento. I nuovi coloni si dedicheranno all'agricoltura; in breve potranno possedere case, terre che lo Stato metterà a loro disposizione: essi perciò saranno nelle condizioni più favorevoli di prosperità e d'avvenire.

Un credito di 1,500,000 fr. sarà destinato all'installamento dei nuovi coloni, e darà nuovo impulso ai progressi delle colonie agricole dell'Algeria.

— Nel decreto di nomina dei senatori, inserito nel *Moniteur*, si stampò per isbaglio *marchese di Pontis, ex-pari di Francia*, invece di *marchese di Portes, ex-pari di Francia*.

Nello stesso decreto invece di *marchese di Croï*, leggasi *marchese di Croix*.

— Si assicura, dice il *Journal des Débats*, che le elezioni generali per la nomina dei membri del corpo legislativo si terranno il 15 e il 16 febbraio.

— Il generale Prim, conte di Reuss, e il maresciallo di campo Ortega, sono giunti ieri a Parigi, venendo da Madrid.

— Vi fu iersera un ricevimento splendidissimo presso il ministro dell'interno. La maggior parte dei membri del Senato e del Consiglio di Stato, come pure tutti i ministri del corpo diplomatico vi erano intervenuti.

— Stamane il ministro dell'interno ha ricevuto la commissione degli artisti drammatici, e dopo aver intesi i suoi reclami, le rispose in modo da assicurarla che il governo nulla ometterà per promovere ed accrescere la prosperità della letteratura e dell'arte drammatica in Francia.

— Siamo in grado, dice la corrispondenza Havas, di confermare la notizia, che il governo continua ad occuparsi con sollecitudine di abolire la soprattassa imposta ai romanzi d'appendice pubblicati nei giornali.

BELGIO

BRUSSELLES, 29 *gennaio*. Nella seduta d'oggi il senato ha terminato la votazione degli articoli del progetto di legge relativo alla detenzione preventiva; essendo alcune modificazioni di compilazione, proposte dal governo o dalla commissione col consenso del ministro della giustizia, state adottate, fu rimandata al giorno successivo la votazione sull'insieme della legge, e conformemente al regolamento del senato.

La Camera dei rappresentanti si è oggi occupata del progetto di legge destinato a dichiarare la Banca del Belgio immune dalle spese di bollo, d'insinuazione e d'ipoteche, in occasione del prestito di 4,000,000 fr. che le venne fatto dallo Stato nel 1839.

— La commissione del senato, incaricata dell'esame del trattato belgico-olandese, conchiuso il 20 settembre p. p., si è radunata oggi, e quasi all'unanimità approvò il trattato.

— Leggesi nell'*Indépendance Belge*: Si assicura che il signor Quinette, ministro di Francia a Brusselles, è messo in disponibilità, e surrogato dal sig. duca di Bassano. La partenza del sig. Quinette sarà sinceramente rimpianta per le tante simpatie che seppe cattivarsi in questo paese in tre anni circa che egli rappresentò la Francia presso il re dei Belgi: ma per altra parte dobbiamo confessare che il principe Luigi Napoleone, nominando a suo nuovo ministro a Brusselles il duca di Bassano, non poteva fare una scelta più gradita al Belgio, poichè niuno meglio di lui conosce il Belgio ed è in grado di apprezzarlo.

È noto in fatti che il sig. duca di Bassano, durante otto o dieci anni, occupò la carica di primo segretario della legazione francese a Brusselles, e che egli ha affinità con parecchie fra le maggiori famiglie del paese.

PAESI BASSI

AJA, 27 *gennaio*. La seconda Camera degli Stati Generali ha ripigliato oggi i suoi lavori. Il ministro delle finanze richiamò l'attenzione della Camera sui progetti di legge da lui presentati nell'ultima sessione, e sovratutto su quello destinato a porre in circolazione della carta monetata; non meno che sul progetto relativo all'estinzione del debito pubblico.

Il ministro delle colonie domandò pure l'urgenza pel progetto di legge relativo al regolamento del sistema monetario nelle Indie.

La Camera procedè in seguito alla formazione delle sezioni.

La prima Camera si riunirà il 28.

SPAGNA

MADRID, 24 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

Ieri sera fu tenuto un consiglio di gabinetto (com'è d'uso il venerdì d'ogni settimana) a palazzo, sotto la presidenza della regina Isabella II. I ministri sono nel miglior accordo tra loro. La quistione concernente i beni del clero fu trattata in consiglio senza che avesse luogo alcun dibattimento irritante. Nella mattinata i sigg. Bravo Murillo, Bertrand di Lis, di Miraflores e Reynoso furono insieme a visitare un pubblico stabilimento, eretto non ha guari a Legones. I ministri furono ricevuti dalla municipalità di quel villaggio.

PORTOGALLO

Si legge nel *Clamor Publico* del 24 decorso gennaio:

Le ultime notizie che abbiamo ricevuto di Portogallo sono del 19. Il 17 la Camera dei deputati si costituì definitivamente. L'uffizio presidenziale è stato composto come segue: presidente per nomina regia, il cav. Giulio Gomez di Silva Sanchez; vice-presidente egualmente per nomina regia, D. José Ignazio Pereira Darramade; segretari per elezione della Camera, i sigg. Carvallo e Cardoso Avellino, e vice-segretari i sigg. Pinheira di Fonseca Osorio e il conte di Ponte. La Camera procedette poscia alla nomina della commissione incaricata di compilare l'indirizzo al discorso della corona.

INGHILTERRA

LONDRA, 28 *gennaio*. Si legge nel *Globe*:

Oggi a mezzogiorno è stato tenuto un Consiglio di gabinetto al ministero degli affari esteri. I ministri presenti erano: il marchese di Lansdowne, lord J. Russell, sir G. Grey, il conte Minto, il conte di Carlisle, l'onorevolissimo Fox Maule, lord Truro, sir F. T. Baring, il lord cancelliere, il conte Grey, l'onorevolissimo Labouchere, il conte Granville, lord Seymour, il cancelliere dello scacchiere, e il marchese di Clanricarde.

— Si legge nello stesso giornale:

Siamo informati che il marchese di Normanby, dopo il suo ritorno in Inghilterra, ha dato la sua demissione d'ambasciatore a Parigi. Gli avvenimenti, che da sei anni in poi successero così

---

(1) *L'indirizzo si fa al sig. Crotti, viale di S. Barbara, casa Sella, porta num. 15, piano primo.*

rapidamente in Francia e in Europa, han reso difficilissimo il posto del nobile marchese, che con la sua fermezza ed abilità seppe mantenere nella loro integrità i rapporti amichevoli de' due paesi attraverso tante vicende. Noi crediamo che lord Cowley, ministro a Francoforte, sottentrerà al marchese di Normanby.

— Si legge nel *Times*:

S. M. la regina ha nominato il sig. Carlo Enrico Darling, luogotenente governatore del Capo di Buona-Speranza e delle sue dipendenze.

— Giusta l'asserzione del *Daily-News*, sarebbero stati richiamati in Inghilterra tre de'bastimenti che compongono la squadra inglese del Tago, e altri tre da quella del Mediterraneo.

— Si legge nel *Morning-Advertiser*:

Ieri mattina è stata ripresa la inchiesta officiale sulla perdita dell'*Amazone*, ma sinora non si è saputo null'altro di nuovo. Il sig. Labouchere, presidente della direzione del commercio, assisteva alla riunione.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

Il signor G. E. Dering, giovane instruitissimo, ha trovato il mezzo di trasmettere le comunicazioni confidenziali fatte dal telegrafo elettrico, da una stazione all'altra della linea, senza che sia possibile leggerle nelle stazioni intermedie. Questa invenzione è di grande importanza, la pubblicità di esse comunicazioni potendo essere spesso spiacevole.

— Si legge nel *Daily-News*:

Ieri la società collegata degli operai meccanisti di Londra ha ricevuto 250 sterlini da ripartirsi a quelli che mancano di lavoro in seguito dell'essersi chiusi gli stabilimenti. Gli uomini addetti alla società toccarono 5 scellini ciascuno, e i non addetti 3. Il consiglio esecutivo ha annunziato di non essere più in grado di dare soccorsi pecuniarii. Le soscrizioni pubbliche vanno molto a rilento: esse sono affatto insufficienti. A Liverpool, in una riunione d'operai, è stato risoluto, che una deputazione si recherebbe presso i capi per vedere di aggiustare la vertenza. Due o tre persone ragguardevoli della città accompagneranno la deputazione, e interporranno i loro buoni ufficii.

— I fondi inglesi il 28 aveano più di fermezza. Consolidati a contanti 96 3/8 a 1/2; per conto al 10 febbraio 96 3/8 a 1/2.

ALEMAGNA

Austria. *Vienna*, 27 *gennaio*. I fogli di Vienna dicono che il conte di Rechberg, recentemente nominato internunzio austriaco presso la Porta, si trasferirà al suo posto in Costantinopoli nel mese di maggio appena; poichè si spera che allora si saranno appianate del tutto le vertenze austro-ottomane.

— In occasione che veniva pubblicata la nuova tariffa doganale, il principe di Schwarzenberg, presidente del Consiglio dei ministri, indirizzava la seguente nota all'ambasciatore d'Austria presso la corte di Prussia, e che venne or ora pubblicata dai fogli di Vienna: noi la riportiamo a cagione della importanza che a buon diritto si attribuisce in Alemagna alla quistione commerciale doganale:

« L'i. r. presidente dei ministri, principe Schwarzenberg a S. E. il barone di Prokesch-Osten, i. r. tenente maresciallo.

Vienna, 25 novembre 1851.

Eccellenza! La nuova tariffa doganale austriaca, comparsa dopo lunghe e mature consultazioni, è pubblicata nell'odierno bollettino delle leggi ed entrerà in vigore col 1° febbraio 1852.

L'introduzione di questa tariffa non è solo per l'Austria d'alta importanza, ma occupa eziandio l'attenzione di tutti gli Stati che stanno in relazione coll'impero, essendo il passaggio ad un moderato sistema protezionale di dogane d'essenziale influenza sui nostri rapporti commerciali con quegli Stati.

La nostra risoluzione è frutto di matura disamina, e del derivatone riconoscimento che una legislazione doganale, la quale, egualmente lontana dal sistema di proibizione come da quello di libero scambio, tenendo il giusto mezzo fra tutti due, ed assicurando all'industria patria conveniente protezione, sia la sola che corrisponda ai veri bisogni economico-nazionali e finanziarii dell'Austria, e di quei paesi coi quali essa desidera per comune vantaggio di entrare in un'unione doganale e commerciale, ed è perciò intenta ad effettuarla.

Dopochè abbiamo non solo pronunciato ma anche tradotto alla pratica la massima che guida il nostro sistema politico mercantile, dovrebbero essere tolti quei dubbii più essenziali che s'innalzarono da qualche lato contro la praticabilità dei nostri piani e contro la possibilità del loro soccorso offerto nel beninteso interesse comune.

Ora è manifesto ciò che da noi si deve attendere, e la garanzia che offriamo mette un argine ad ogni possibile incertezza.

Con ciò non è soltanto data la base delle trattative per l'esecuzione dei nostri più detti progetti, ma deve pure aumentarsi la fiducia, di cui abbisogniamo affinchè le nostre sincere premure pel bene comune abbiano un esito felice.

In tali circostanze il momento attuale ci sembra tanto meglio opportuno per realizzare i nostri progetti, quantochè le negoziazioni mosse dal governo prussiano nell'idea di preparare la via ad una universale unione doganale tedesca, dilatando intanto il territorio dello Zollverein e modificando convenientemente i trattati del medesimo, offrono a ciò la miglior occasione.

Che tale scopo sia raggiunto è nostro sincero desiderio, poichè stà nel nostro interesse non meno che in quello di tutti i membri della confederazione alemanna, che una Lega, la quale però si grandi vantaggi, sia non solo mantenuta, ma eziandio ampliata nella sua estensione.

Ma a fine di promuovere tale comune interesse, che io stesso sono inclinato a chiamare un bisogno, ci fa mestieri che cessi la separazione dell'Austria dalla altra Germania, e sia durevolmente allontanato il timore, che adottando il sistema di libero traffico possa intervenire una dissenzione di principii.

D'intendersi sopra la prima di queste condizioni c'è la possibilità, e noi siamo pronti a convalidare le prove già date d'oneste intenzioni, con altri fatti ancora. Ciò che riguarda la seconda delle accennate condizioni, crediamo che la maggior parte dei nostri confederati sia penetrata della persuasione, essere l'adempimento della medesima indispensabile, se si vogliono assicurare alla nostra patria tedesca il benessere materiale e la indipendenza; e quelli che pel momento non dividono ancora tale opinione, speriamo di persuaderli nel prossimo avvenire.

Con tali premesse abbiamo fatto tutti i preparativi per intavolar negoziazioni coi nostri confederati a fine di conchiudere un trattato commerciale e doganale, per il quale:

a) Sia stabilita una stretta relazione fra i rispettivi territorii doganali mediante abolimento o modificazione di dazi a favore dei prodotti reciproci;

b) Sia accordata vicendevolmente un'influenza sulle tariffe e sulle manipolazioni doganali, la quale debba impedire l'intervento di disparità di principii nei diversi sistemi;

c) Siano offerte le necessarie garanzie per la realizzazione quandochessia d'una unione doganale austro-alemanna, da stabilirsi già adesso nelle sue massime fondamentali.

I vantaggi che noi potremmo accordare mediante un simile trattato, e quelli che noi di converso pensiamo di trarne, furono già bilanciati in una memoria del ministero del commercio, e desideriamo di presentarla ai nostri confederati ancora prima dell'apertura delle conferenze annunciate dal gabinetto prussiano ai membri dello Zollverein, a fine di metterli in grado d'incominciare le negoziazioni a Berlino con piena cognizione delle nostre proposizioni, e di procurare a queste i riguardi che secondo la nostra convinzione sono loro dovuti.

Ci sarebbe perciò cosa gratissima se a tal uopo potesse qui aver luogo un convegno di rappresentanti di tutti gli Stati confederati, per sentire e discutere le nostre proposte: e vostra eccellenza viene perciò incaricata di invitare a nome della corte imperiale il governo, presso il quale ha l'onore d'essere accreditata, comunicandogli copia di questo scritto e dell'annessa nuova tariffa doganale, ad intervenire alle conferenze che si apriranno a Vienna il 2 gennaio pross. venturo.

Nelle memorie pubblicate a suo tempo dal governo imperiale, abbiamo troppo evidentemente dimostrato l'importanza materiale e politica dei nostri piani politico-mercantili, come pure i sentimenti dai quali noi siamo guidati, perchè non dovessimo lusingarci, che si aprirà la via alla nostra persuasione, e credessimo necessario di ritornare a documentarli.

Gradisca, ecc. ecc.

Firmato: *Schwarzenberg*. »

Prussia. *Berlino*, 26 *gennaio*. Nella seduta di questo giorno, la seconda Camera ebbe a deliberare intorno ad una petizione del sig. Brauner, uno dei capi della così detta nuova chiesa cattolica di Germania, e che, espulso da Berlino, venne anche respinto dalla sua città natale dove perdè il diritto di domicilio e da ogni altra città del regno, dove non possiede tal diritto quantunque suddito prussiano, ed a cui inoltre si rifiutò un passaporto per l'estero.

Trovandosi così il sig. Brauner in questa singolare condizione, che non poteva nè restare in Prussia, nè uscirne, ei prese il partito di ricorrere alle Camere affinchè si rendesse in un modo o in un altro regolare la condizione sua. Tuttavia, la commissione proponeva l'ordine del giorno: appoggiava le conclusioni della commissione anche il regio commissario, sig. Scherer, ma la Camera, alla maggioranza di 164 voti contro 95, rigettato l'ordine del giorno, rimandò la petizione al ministro dell'interno, affinchè vi provvedesse.

Nella prima Camera, i dibattimenti si aggirarono intorno alla petizione del conte Saurma che chiedeva il rivedimento della costituzione.

È la stessa petizione che aveva, siccome a suo tempo dicemmo, provocato in seno alla seconda Camera una viva discussione, terminata allora coll'ordine del giorno puro e semplice.

La commissione propose alla prima Camera il seguente ordine del giorno motivato:

« La Camera, considerando che essa si occupa già di parecchie mozioni tendenti al rivedimento di più punti della costituzione, passa all'ordine del giorno. »

L'estrema destra, la destra ed il ministero sostennero l'ordine del giorno motivato, proposto dalla commissione, che venne adottato da 86 voti contro 64.

La sinistra e fors'anche il centro votarono per l'ordine del giorno puro e semplice.

Fra le petizioni indirizzate alle Camere trovansi quelle di parecchie città che chiedono l'introduzione della nuova legge comunale, oppure il mantenimento dell'antica organizzazione urbana: altre petizioni inoltre vennero presentate dalle così dette comunità libere religiose, colle quali s'invoca la protezione delle Camere.

— Il ministro delle finanze, sig. Bodelschwingh, ha presentato alla seconda Camera il progetto di legge sul ristabilimento del timbro pei giornali.

— Come già era stato annunziato dall'*Indicatore di Stato*, la *Gazzetta delle Poste* di Francoforte ha ripigliato, il 26 gennaio, la pubblicazione dei processi verbali della Dieta. L'organo officiale dell'assemblea federale pubblica il processo verbale della seduta del 25 novembre, in cui il principio di non conservare la flottiglia del mare del nord, venne decisa dalla Dieta. Questa prima pubblicazione non ha altro interesse fuorchè quello di dimostrare che è composta la vertenza insorta fra la Prussia e l'Austria relativamente alla pubblicità delle deliberazioni.

Baviera. *Monaco*, 25 *gennaio*. La prima Camera, nella quale prevale il così detto partito oltramontano, votò l'abolizione della inamovibilità dei giudici. Ma si tiene per certo che la seconda Camera non aderirà a quella decisione, e che il governo, ad onta di qualunque influenza contraria, manterrà lealmente la costituzione del paese: il partito oltramontano lo combatte ostinatamente quantunque poca speranza abbia di succedere al ministero presieduto dal sig. Von der Pfordten.

— Nella seduta del 24 il presidente del consiglio dei ministri, corrispondendo al voto unanime della prima Camera, ha presentato un progetto di legge con cui si lascia al re la nomina dei presidenti di questa Camera, come appunto si faceva prima della legge del 25 luglio 1850. Quindi il presidente della prima Camera, barone di Stauffenberg, lesse un rescritto con cui si prorogava la Dieta fino alla fine di marzo.

Würtemberg. *Stoccarda*, 26 *gennaio*. Nella discussione sulle spese per gli instituti di polizia destinati a procurare lavoro, il ministro Linden dichiarò alla seconda Camera che egli vedrebbe con grande soddisfazione che si destinasse un fondo all'emigrazione, inteso ad instituire colonie in Ungheria.

Il sig. Knapp, capo del dicastero delle finanze, nella sua esposizione sullo stato del bilancio, dimostrò restarvi dei fondi disponibili che ammontano alla somma di 3,352,000 fior. Conformemente al voto generale dei rappresentanti del popolo, più di 700,000 fior. devono impiegarsi, per via straordinaria, al sollievo della miseria, alla costruzione di strade ed ai soccorsi pei danneggiati in seguito alle inondazioni.

Il rimanente della somma non basta a coprire le spese della cassa dello Stato, il disavanzo e gli armamenti straordinarii (che ammontano a 274,000 fiorini circa), per cui converrebbe ricorrere ad un prestito fluttuante.

Città Anseatiche. *Lubecca*. Il corpo legislativo ha rigettato una proposta del senato relativa ad un ordinamento della corporazione dei negozianti. La Borghesia, dal canto suo, propose un altro progetto d'organizzazione, che era stato precedentemente elaborato da una commissione mista.

Lussemburgo. L'*Handelsblad* annunzia che l'inviato neerlandese, presso la Dieta germanica pel Limburgo e pel Lussemburgo, dichiarò che il re granduca è deciso di non concorrere al mantenimento di una flotta tedesca, come istituzione federale, e ricusa qualunque ulteriore sussidio destinato a tal fine, protestando inoltre contro ogni più lungo indugio posto alla risoluzione finale della questione.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 2 *febbraio*.

città di torino.

La commissione municipale incaricata di recar giudizio sui varii abbozzetti presentati per un ritratto di S. M. il Re Vittorio Emanuele II, da collocarsi nella gran sala del consiglio, avendo data la preferenza a quello distinto col num. 7, che in seguito all'apertura dell'annessa scheda si riconobbe appartenere al signor Benedetto Molin di Ciamberì, gli altri signori concorrenti sono pregati di far ritirare dalla segreteria civica i loro abbozzetti contro presentazione della ricevuta stata loro rilasciata nell'atto della consegna.

Francia. *Parigi*, 30 *gennaio*. Il *Moniteur* d'oggi ha una circolare del ministro dell'interno ai prefetti, della quale riferiamo i seguenti brani:

Oggidì che il popolo tuttoquanto ha dato i suoi poteri al nipote dell'imperatore, oggidì che esso ha costituito colle sue mani un governo potente, la cui legittima autorità impone a tutti i partiti il rispetto e l'obbedienza, nulla deve più impedire la pronta effettuazione dei generosi incendimenti del capo dello Stato.

Voi sapete che se si trovano fra gl'insorti di dicembre uomini perversi e pericolosi di cui è importante lo sbarazzare il paese, gli altri per la maggior parte sono infelici operai e abitanti dei contado che non furono strascinati alla rivolta se non da debolezza o da ignoranza.

Il principe presidente, commosso di ciò, m'incarica di trasmettervi i poteri necessarii per fare uscire immediatamente dalle carceri tutti quei ditenuti che voi reputerete non essere stati che traviati, ed il cui rilascio non può offerire alcun pericolo a danno della società... Le autorità militari e giudiziarie ricevono nel tempo stesso gli ordini del principe presidente.

— Iersera il presidente della repubblica ha ricevuto a pranzo, nel palazzo dell'Eliseo, parecchi personaggi stranieri, fra i quali notavansi i membri della legazione inglese, come pure varii uomini politici molto influenti nel parlamento della Gran Bretagna.

— Il colonnello Laborde, commendatore e della Legion d'Onore, già colonnello dell'antica guardia dell'imperatore, all'isola d'Elba, è stato nominato governatore del palazzo del senato.

— I giornali narrano molti strani incidenti che avvennero pel tremuoto sentitosi il 28 nella mattina a Bordeaux. La scossa durò un minuto e cinque secondi. L'oscillazione sembrò venire dal nord al sud-est; il romore era sordo e prolungato, e finì come un colpo di tuono in lontananza.

Belgio. *Brusselles*, 29 *gennaio*. Leggesi nell'*Indépendance Belge*:

Il Belgio ha fatto or ora una grave perdita. Il sig. Dumon-Dumortier, presidente del senato, è morto ieri alle ore quattro pomeridiane, a Tournai, dove egli era borgomastro. Una dolorosa ed assai lunga malattia lo tolse alla famiglia ed agli amici.

— Il barone di Tornaco presentò al senato nella seduta d'oggi il suo rapporto a nome della commissione incaricata di esaminare il trattato conchiuso coi Paesi Bassi. Le conclusioni sono intieramente favorevoli all'approvazione del trattato.

— La Camera dei rappresentanti ha rigettato, alla maggioranza di 41 voti contro 28, il progetto di legge, che proponeva di rendere la Banca del Belgio immune dal pagamento delle spese d'ipoteca contratte dalla stessa, in occasione del prestito di 4 milioni fattole dallo Stato nel 1839.

Inghilterra. *Londra*, 29 *gennaio*. Si legge nel *Globe*:

Oggi è stato tenuto a 2 ore un consiglio di gabinetto al ministero degli affari esteri.

— Si legge nel *Morning-Advertiser*:

Il consiglio di gabinetto che si è tenuto ieri (28) durò da mezzogiorno sino a 4 ore e 1/2. È il più lungo, crediamo, che siasi tenuto a tempi nostri.

— Il *Daily-News* annunzia il prossimo ritorno a Londra del visconte e la viscontessa Palmerston da Broadlands, attuale loro residenza.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Un *meeting* si raunò ieri al club de' negozianti della *City* a fine d'intendersi sui mezzi per assicurare la elezione di lord Palmerston, come rappresentante della *City* medesima alle vicine elezioni. Il segretario lesse una lettera del nobile lord, nella quale questi, dopo aver espresso quanto egli ambirebbe, e qual sarebbe ad un tempo la sua gratitudine di rappresentar Londra al Parlamento, fa conoscere che non potrebbe rompere gli antichi suoi legami col borgo di Tiverton.

Il *meeting* ha deciso che S. S. non avea rifiutato l'offerta Ettale, poichè il nobile lord non avea parlato che della sua ripugnanza a separarsi dagli elettori di Tiverton; e fu risoluto, in conseguenza, che lord Palmerston resterebbe il candidato della *city* per rappresentarla al Parlamento.

— Si legge nel *Globe*:

Prosegue la fermezza ne' fondi e la loro tendenza all'aumento, e i corsi si tengono bene in seguito di compre fatte per conto della banca d'Inghilterra e de' commissari per la riduzione del debito nazionale, come anche dell'aspetto più soddisfacente degli affari tanto in Francia che in Inghilterra. Consolidati ai contanti 96 3/8 5/8; per conto il 10 febbraio 96 1/4 3/8.

Alemagna. *Vienna*, 28 *gennaio*. Le azioni delle strade ferrate di Milano sono convertite in obbligazioni di Stato del 4 per 0/0, ma gli interessi arretrati non verranno pagati, poichè l'amministrazione dello Stato sarebbe in credito verso la compagnia di 20 milioni di lire.

— *Berlino*, 27 *gennaio*. La prima Camera, nella seduta di questo giorno, deliberò sopra una mozione del sig. Itzenplitz e di altri membri della destra, i quali avevano proposto che si mantenessero i feudi esistenti, mentre nello stesso tempo sarà vietata l'istituzione de' nuovi feudi: questa stessa mozione tende inoltre a permettere per lo avvenire il ristabilimento dei fidecommessi proibiti dalla costituzione.

L'estrema destra andava ancora più oltre: essa voleva che si potessero instituire nuovi feudi e fare intieramente ritorno al sistema feudale. Fu il sig. Kleist che propose la restaurazione dei feudi per lo avvenire: ma la sua proposta fu rigettata.

www.internetculturale.it

La mozione Itzenplitz che mantiene i feudi attuali, interdicendoli d'ora in poi (eccettuati quelli così detti della corona) e autorizza la fondazione di fidecommessi di famiglia, è adottata da 95 voti contro 46.

La commissione della prima Camera ha rigettato le mozioni che proponevano di revocare l'indennità ai deputati della seconda Camera, ed a fissare la durata della legislatura a sei anni, la convocazione delle Camere ed il bilancio a due. La stessa commissione, al contrario, approvò la proposta che dichiara necessaria l'autorizzazione del governo, affinchè un pubblico funzionario segga alla Camera, e quell'altra che attribuisce alla prima Camera il diritto di discutere il bilancio ne' suoi particolari.

— La commissione della seconda Camera, incaricata di esaminare la proposta di biasimo contro la restaurazione degli Stati provinciali, aveva risoluto di differire la sua relazione finchè il governo avesse presentato i progetti di legge annunziati a questo riguardo. Ma la seconda Camera, nella seduta di questo stesso giorno, alla maggioranza di 171 voti contro 146, ha adottato una mozione del sig. Vinke intesa a sollecitare la commissione a presentare quanto prima il suo rapporto.

AMERICA. *Stati Uniti*. Si legge nella *Patrie* del 31 gennaio:

Il piroscafo americano il *Franklin*, arrivato all'Havre, ci recò i nostri giornali e corrispondenze di Nuova-York sino al 17 gennaio. Noi vi troviamo confermata la notizia che il governo degli Stati Uniti penserebbe ad aumentare le sue forze navali.

Molte navi da guerra han ricevuto l'ordine di star preparate a mettersi in mare e da ogni parte arrivano viveri e munizioni onde porle in istato di recarsi alla loro destinazione. Si pretende, dice un giornale di Nuova-York, che si voglia rinforzare la squadra del Mediterraneo, e che il ministro della marina, sig. Graham, voglia essere presto per tutti gli avvenimenti che potessero mai succedere nei mari d'Europa.

E. LEONE GOZZOLI

A beneficio dell'ospedale di Gavi

MODO SEMPLICE PER LA COSTRUZIONE PERPETUA DI OROLOGI SOLARI SOPRA QUALUNQUE SUPERFICIE

per CARLO TISCORNIA.

Prezzo L. 1, 50 italiane.

Annecy — Tip. e lit. Jaillet. 1851.

CITTA' DI TORINO.

IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 8, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 31 stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantaquattro . . Lire 0. 84.

Torino, dal civico palazzo, addì 30 gennaio 1852.

Il Sindaco G. BELLONO.

ORGANO

L'Amministrazione della veneranda Confraternita della Misericordia, eretta nella città di Bene sotto il titolo di S. Giovanni Decollato, divisava di far costruire un Organo che corrispondesse al ricco disegno, ed alla pregievole eleganza dell'*orchestra* e della cassa magnificamente dorata, a tal' opera scegliendo l'organaro sig. Giuseppe Guidetti da Campiglia (Biella), quivi domiciliato, il quale pienamente soddisfece al desiderio della detta Amministrazione. Pregato l'egregio maestro sig. Vincenzo Goletti da Cuneo a proferirne il giudizio d'approvazione, gentilmente vi accondiscese; e mentre egli con delicata mano faceva risuonare di soavi melodie le volte del maestoso tempio stipato di cittadini, provava nel tempo istesso ai Confratelli quanto saggiamente avessero affidato cotal lavoro al valente artiere. In questo organo di soli 26 registri, a testimonianza del sullodato maestro, nulla evvi a desiderare: comodità nei tiratasto, agilità nei registri, facilità nei tasti, precisione nelle scarpette e compitezza per ogni parte del meccanismo, che viene nel modo più grazioso coronato dall'armonia del suono.

Il ripieno grave e robusto, i registri di concerto dolci e spiegati, tutte e singole le canne di metallo, sì interne che esterne, in pulitezza e solidità contendono coll'ordine in cui sono disposte, ed è perciò che a consenso unanime dei Confratelli si volle rendere pubblica ragione al merito del modesto bellese artista, chiarendo così non difettare il Piemonte anche per questo ramo, quando non vi prevalesse il prestigio del nome forestiere.

Società anonima
DELL'ILLUMINAZIONE A GAZ
fuori Porta Nuova

Il Consiglio d'Amministrazione della Società ha l'onore di prevenire i signori Azionisti che il *Dividendo* del secondo semestre 1851 venne fissato a L. 50 per azione, e che a cominciare dal 1° del corrente febbraio sarà pagato a presentazione, sia all'Ufficio di detta Società all'Officina del Gaz, fuori Porta Nuova, sia a Lione presso i signori vedova Guerin e figli, banchieri.

Si notifica ad un tempo al Pubblico, che dal 1° pur corrente il prezzo dell'arso (*carbon coke*) è ridotto a L. 8 i 100 chil., presso all'Officina, per tutte le quantità non minori di 500 chil., ed a L. 10 al dettaglio.

CUOI CHIMICI ED ELASTICI

per rasoi, temperini, ecc. del sig. OULMAN *di Berlino.*

Questi Cuoi, pe' quali il suddetto ottenne *un brevetto in Francia ed onorevole menzione all'Esposizione universale di Londra*, primeggiando fra quanti altri, per bontà, semplicità ed eleganza, dispensano dall'affilare i rasoi, nè richiedono alcuno ingrediente, potendo sempre servirsi dello stesso cuoio.

Il medesimo sottopone i suoi Cuoi alla prova, ed offresi gratuitamente di passare sui Cuoi di sua invenzione i rasoi che gli venissero presentati.

Prezzo: Montati sopra metallo L. 10, sopra acciaio, L. 8 e sopra legno L. 6.

Alloggia all'*Hôtel d'Europe*, presso il sig. Trombetta.

Deposito presso li signori Janetti padre e figli, via di Po, accanto al Caffè Fiorio, in Torino.

AVVISO

I fatali per l'aumento di sesto o mezzo sesto sopra num. 783 piante d'alto fusto, esposte venali dall'Opera pia di S. Luigi Gonzaga in Torino, con tiletto del 17 scorso gennaio, e state deliberate in L. 3,751, scadono alle ore 11 del giorno 7 corrente febbraio.

Torino — CUGINI POMBA e C. — Editori-Librai

NUOVA

BIBLIOTECA POPOLARE

OSSIA

RACCOLTA DI OPERE CLASSICHE ANTICHE E MODERNE D'OGNI LETTERATURA

Si è pubblicato:

Volume 1.°, contenente la *Vita di Vittorio Alfieri*, scritta da esso: p. 240 circa, prezzo per Torino L. » 75

Vol. 2.°, contenente quattro *Trattati di morale* di Pandolfini, Cornaro, Lessio e Pellico; p. 240, » » 75

Vol. 3.° cont. il *Sommario della Storia d'Italia*, di Cesare Balbo; pag. 320 circa . . . » 1 »

Vol. 4.°, contenente la *Storia della Guerra di trent'anni*, scritta in lingua tedesca da Federico Schiller e tradotta da Antonio Benci, preceduta da un compendio delle guerre e dei trattati relativi alla riforma della religione e anteriori alla guerra de' trent'anni; pag. 480 » 1 50

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile N.* 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 4 o 10 camere con terrazzo al 4.° piano, via del Senato, n. 4. — Recapito ivi.

NOTA

All'udienza pubblica di questo regio tribunale di prima cognizione, 11 corrente febbraio, avrà luogo il secondo incanto e definitivo deliberamento degli stabili descritti in bando venale del 10 ultimo trascorso dicembre al prezzo ed alle condizioni ivi espresse contro delli Giovanni e Luigi fratelli Torreri delle fini d'Alba, debitori principali, e dei signori Giovanni Calissano d'Alba, e chirurgo Vincenzo Torreri di Canale, terzi possessori, sull'instanza della damigella Gabriella Patrizio di Scagnello residente a Torino. Si potrà avere visione del detto bando presso il causidico sottoscritto od alla segreteria del prefato regio tribunale.

Alba, il 28 gennaio 1852.

A. Briolo sost. Briolo.

NOTA

Nella causa instituita con citatorie per pubblici proclami avanti il magistrato d'appello di Casale sull'instanza del sig. avv. Giuseppe Gagliardi di Mortara contro i socii azionisti del teatro di detta città di Mortara, loro eredi, od aventi causa, emanò sentenza del 9 corrente gennaio, colla quale il prelodato magistrato, reiette le eccezioni ed instanze in contrario, dichiarò: 1. essere il residuo credito del predetto avvocato Gagliardi verso i socii azionisti del nuovo teatro anzidetto per il prezzo d'appalto del quale si tratta, accertato nella somma di L. 33091, cent. 16, cogli interessi su questa somma a partire dal di della domanda giudiciale in poi; 2. tenuti i socii azionisti al non dissentito pagamento a favore dell'avv. Gagliardi della relativa quota, sotto deduzione di quanto favanno constare di avere rispettivamente pagato; 3. doversi relativamente ai guasti succeduti nell'edificio teatrale, ed imputati al Gagliardi, come pure ai fitti da questi percetti dei dieci palchi rimasti invenduti, mandare, come mandò alle parti di maturare gli incombenti spese del primo e secondo articolo, per due terzi a carico dei convenuti azionisti principali del causidico Panza, e le altre compensate, quelle del terzo riservate, meno quelle di contumacia, che dichiarò a carico dei socii contumaci.

Sottoscritti Cristiani P. P., Novelli relatore, quale sentenza viene pubblicata secondo la forma prescritta dalla legge per la di lei notificanza.

Casale, il 26 gennaio 1852.

Cayre proc. coll.

NOTA

Sotto il 31 agosto 1849 venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di questa città, ed al vol. 15, art. 1480 delle alienazioni, e sopra quello generale d'ordine vol. 88, cas. 933, l'instromento di vendita, ossia cessione di ragioni, in data 7 agosto 1849, rogato Rocci, fatta da Domenico Brunetto fu Pietro di Rubiana, a favore di Stefano Girardi fu Michele, dimorante al Col San Gioanni, di varii stabili situati sul territorio di Rubiana, consistenti in prati, campi e boschi, nel succitato instromento descritti, per il pattuito prezzo di L. 1,760.

Susa, il 28 gennaio 1852.

Balma proc. coll.

GENOVA 31 GENNAJO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60	*gior. d*	*Ln.*	1	85 1/4
Amsterdam		id.	»	2	12 — D.
Ancona	30	id.	»	5	08 —
Augusta		id.	»	2	53 1/2
Barcellona		id.	»	2	81 1/2
Bologna		id.	»	5	11 —
Firenze		id.	»	—	82 3/3
Lione		id.	»	—	99 2/3
Livorno		id.	»	—	82 3/3
Londra	3	*mesi*	»	25	10 —
Marsiglia	30	*giorn*	»	—	99 7/8
Messina	60	id.	»	12	85 — D.
Milano	30	id.	»	—	84 1/2 D.
Napoli		id.	»	4	30 — D.
Palermo	60	id.	»	12	80 — D.
Parigi	30	id.	»	—	99 7/8
Roma		id.	»	5	09 —
Torino		id.	»	—	99 1/2
Trieste		id.	»	—	— —
Venezia		id.	»	—	84 1/2 D.
Vienna		id.	»	—	— —

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	*Ln.*	96 —
id. *Sarde*	»	93 —
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	88 1/2
Prestito Obbligatorio	»	89 —
Obbligazioni prestito volontario	»	965 —
id. *della Città nuove*	»	250 —
Prestito Obbligazioni 1850	»	990 —
id. 1 *gennaio*	»	89 1/4
Prestito Toscano	»	— —
Azioni della Banca	»	1745 —
Sconto sopra Genova e Torino	»	4 *p. c.*

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 31 gennaio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	*per contanti gior. pr'ultimo bor.*	*per contanti nella gior. matt.*	*pel fine del mese corr. Pr. nella gior. dopo bor.*	*pel fine del mese corr. nella matt.*	*pel fine del mese prossimo gior. per l'ultim dopobor.*	*pel fine del mese prossimo nella matt.*
1819 5 0/0 *god.* 1 s.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.		89 90				91 95
1851 » » 1 dicem.		75 90				
1834 *Obblig.* 1 genn.						
1849 » 1 8.bre						
1850 » 1 agosto						
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni R. N. 1 genn.						
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0/0 *oltre le inter. decor.*						
Torino (5 0/0 *id.*)						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (*sull'i gen.*)						
Società del Gaz (*nuova*)						
Incendii a premio fisso						
31 *s.bre*						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.		405				
Molini privato Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi	
Augusta	959	1/4 —	959	— —
Genova sconto	4 p.	0/0 —	—	— —
Francoforte S. M.	910	1/4 —	—	— —
Lione	100	— —	99	35 —
Londra	95	27 1/2	95	19 1/2
Milano	—	— —	—	— —
Parigi	100	— —	99	40 —
Torino sconto	4 p.	0/0 —	—	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 05 —	20 08 —
— di Savoia	20 72 —	20 77 —
— di Genova	79 30 —	79 38 —
Sovrana nuova	35 08 —	35 17 —
— vecchia	34 85 —	34 93 —
EROSO misto		
Perdita	9 75	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	*di Piemonte proprio*	*delle altre Provincie*	*Aumento per le Merci distinte*
GREGGIE Denari 10—11			
11—12			
12—13			
14—16			
16—20			
20—21	76		
21—22	75		
22—23	74	50	
23—24	73	50	
24—25	72	50	
ORGANZINI 25—26	72		
26—27	71	50	
27—28	71		
28—30	70		
30—32			
32—36			
36—40			
22—24			
24—26			
TRAME 26—28			
28—30			
30—32			
32—36			
36—40			
MERCI DIVERSE *Doppio filato*			
Morcesa scevra di gallettame			
Straccia			

BORSA DI PARIGI *del* 30 *gennaio*.

Il 5 0/0 aperto a 105 95, è sceso a 102, 90, e dopo essere risalito a 105, 75, chiude a 102 80.

Il 3 0/0 resta a 65, 50.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 90, 10.

Il nuovo prestito di Piemonte a 95.

Le azioni della Banca di Francia a 2655.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Calvino*. (Replica).

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Le chevalier de St. Georges*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: il *Giuramento*, del maestro Mercadante, — ballo le *4 Nazioni*, del coreografo Rota.

SUTERA (7 1/2) La drammatica Compagnia Bassi e Preda recita: *Un orribile misfatto*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Margherita Pusterla*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita— Ballo *Il cuore delle donne*.

WAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIP. DI G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 29 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDI' 3 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	36	18

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti del 25 gennaio 1852, ha fatte le seguenti nomine e disposizioni:

Mora Antonio, luogotenente nel reggimento Cacciatori di Sardegna, promosso al grado di capitano nello stesso reggimento;
Ferrero della Marmora marchese Tommaso Luigi, luogotenente nel reggimento Cavalleggieri di Novara, nominato alla carica d'aiutante maggiore in primo nello stesso reggimento;
Borromeo conte Giulio, luogotenente nel reggimento Cavalleggieri di Novara, nominato alla carica d'aiutante maggiore in secondo nello stesso reggimento;
Bolasco Francesco, sottotenente nel reggimento Cavalleggieri di Sardegna, promosso al grado di luogotenente nello stesso reggimento;
Provera Pietro, id. id.;
Zandrino Giuseppe, id. id.;
Demartis Francesco, id. id.;
Saytour Pietro, fattiere nel reggimento Operai del Corpo Reale d'artiglieria, nominato assistente guardamagazzini d'artiglieria;
Panizzardi Felice, applicato di prima categoria nell'Azienda generale di guerra, con titolo e grado di sotto commissario, collocato in aspettativa;
Rossi Felice, scrivano presso l'Azienda generale di guerra, id.;
Lari Carlo, luogotenente in aspettativa, dispensato da ulteriore servizio in seguito a sua domanda;
Fumagalli Antonio, medico di battaglione nel Corpo sanitario militare, dispensato dal servizio;
Ottaggi Francesco, id. id.;
Brusoni Aureliano, id. id.;
Faccio Giovanni, id. id.;
Scazzola Giovanni, id. id.;
Braibanti Carlo, id. id.;
Marchetti Gaetano, id. id.;
Baroncini Rocco, medico di battaglione nel Corpo sanitario militare, ora in aspettativa, dispensato dal servizio in seguito a sua domanda;
Danesio Domenico, sottotenente nel 6 reggimento di fanteria, ora in aspettativa, dispensato dal servizio in seguito a sua domanda;
Veroggio Domenico, sottotenente nel 1 reggimento di fanteria, ora in aspettativa, dispensato dal servizio in seguito a sua domanda;
Codebò Andrea, sottotenente nel Corpo dei Bersaglieri, ora in aspettativa, id.;
Cristiani Teresa, vedova del dottore Giuseppe Demetrio Albani, chirurgo maggiore in ritiro, accordatale un'annua vitalizia pensione.

S. M., in udienza del 30 gennaio scorso, in seguito a domanda già da più mesi inoltrata dal consigliere di Stato co: Giovanni Battista Piccone, motivata sulla cagionevole sua salute, lo collocava a riposo conferendogli ad un tempo, sulla proposta del Guardasigilli, il titolo e grado di primo presidente d'appello.

Con altro Decreto dello stesso giorno venne nominato al posto vacante, di Consigliere di Stato, il professore nella R. Università, commendatore Michel Angelo Tonello.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 2 febbraio.*

La Camera dei Deputati terminò oggi la discussione del progetto di legge di pubblica sicurezza, e l'approvò con voti 114 contro 15. Votò quindi, ed approvò parimenti il progetto di legge sulle giubilazioni di ufficiali in aspettativa o riformati, e l'adottò con voti 98 contro 9. Prese in ultimo a discutere il progetto di legge emendato dal Senato sulla privativa postale.

Nella lettera pastorale del 3 gennaio 1852 dei vescovi della provincia ecclesiastica della Savoia, a pag. 12 censurandosi le tesi di diritto canonico sostenute nell'Università di Torino, si legge in nota:

« Par exemple, celle que fut soutenue à l'Université de Turin le 21 juillet 1851, à quatre heures après midi: « *Si Ecclesia officiat per doctrinam, si falsa det morum « praecepta, civili societati jus erit et haec prohibendi, et « hosce osores puniendi.* C'est-à-dire que si l'Eglise vient « à altérer la pureté de la morale évangélique par son enseignement, le pouvoir civil aura soin de la redresser: « ce qui est très-rassurant pour la conservation de la foi. »

Crediamo dover riportare la tesi sovra citata, tal quale fu prima stampata, e poi sostenuta in pubblico:

« Si Ecclesia officiat per doctrinam, si falsa det morum « praecepta, si ad contemptum contra civilem potestatem « excitet, civili societati jus erit et haec prohibendi et « hosce osores puniendi.

« Sane haec pertinere non possunt, neque ad Christi « doctrinam, quam Christi Ecclesia profitetur, tradit, explicat; neque ad morum praecepta revelatione declarata, quae Christi Ecclesia proponit: si quidem quum « judicia Ecclesiae de his infallibilia sint, veritatem continent, quae nunquam nocet. »

Ciò per la verità del fatto e per istabilire il vero senso della tesi.

Dovendosi conferire la cattedra di Diritto Romano rimasta testè vacante nella Università di Torino per la nomina del professore titolare di essa, commendatore Michelangelo Tonello alla carica di Consigliere di Stato, s'invitano tutti coloro che crederanno potervi aspirare, a presentare i loro titoli al Ministero di Pubblica Istruzione prima del giorno 15 corrente febbraio, perchè possano esaminarsi dal Consiglio Superiore a termini dell'articolo 14 della legge del 4 ottobre 1848.

Il Ministro della Pubblica Istruzione ha commesso al signor Orcurti di compilare il catalogo del Museo di Antichità Egizie.

R. ACCADEMIA MEDICO-CHIRURGICA DI TORINO.

Nelle tornate del 2, 9 e 23 gennaio il socio Freschi riferì sopra il primo volume delle *Ricerche storico-analitiche sugli scrittori di veterinaria* del dottore G. B. Ercolani di Bologna, applicato recentemente alla scuola veterinaria del Valentino; il prof. Berruti fece rapporto sul trattato del magnetismo animale presentate all'Accadema dal conte dott. Nani. il dott. Federicis veneto espose le idee e le ricerche del dott. Luigi *Sette* sopra la genesi del *Cholera-morbus* da una crittogama, che egli crede costantemente svolta nel tubo alimentare de' colerosi.

Nella tornata del 2 venivano nominati soci ordinari il prof. Eugenio Simonda, dottore in medicina, segretario aggiunto dell'Accademia delle Scienze, ed il dott. coll. Scipione Giordano, chirurgo ordinario della Maternità, e soci corrispondenti stranieri il dott. Alfonso Cazenave, professore aggregato alla facoltà medica di Parigi, medico dello spedale di S. Luigi, ed il cav. Sentin di Brusselles, ispettore generale del servizio sanitario militare. Nella tornata poi del 30 gennaio il sig. Ruffini, studente del sesto anno di medicina, espose all'Accademia un suo metodo nuovo di articolazioni artificiali degli scheletri per mezzo di elastici, coi quali la dimostrazione delle articolazioni medesime, e delle lussazioni riescirà molto più agevole nelle scuole. Il dottor Demaria comunicò alcune note sul cretinismo del dott. Mottaro di S. Gio. di Morianna. In ultimo il dott. Guggenbuhl, fondatore dell'Istituto terapeutico, ed educativo dei cretini dell'Abensberg nel cantone di Berna, presente all'adunanza, diede contezza dei risultati ottenuti, dei nuovi stabilimenti ad imitazione del suo eretti non è molto in Germania ed in Inghilterra, e sulla necessità di tentare di ottenere la scomparsa od almeno la diminuzione di questa deplorabile degenerazione ne' luoghi ne' quali serpeggia in Italia, mediante misure igieniche adatte, e l'erezione di istituzioni analoghe a quella dell'Abensberg. L'Accademia accolse colla più viva soddisfazione i ragguagli del dott. Guggenbuhl associandosi a' suoi voti. La tornata ebbe men lieto termine poichè venne partecipata la dolorosa perdita di uno de' suoi più dotti ed operosi corrispondenti, il dott. cav. G. B. Delponte, medico direttore delle terme d'Acqui.

Il Segretario generale
DEMARIA.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — L'Accademia R. d'agricoltura in Torino ha pubblicato il programma d'una esposizione di fiori, di piante ornamentali e di prodotti orticoli nella prossima primavera 1852.

— Troviamo nel giornale il *Risorgimento* di sabato scorso un cenno molto onorevole d'un egregio e valente medico, il conte *Demetrio Mircovich* di Venezia, le cui recenti cure sostenute in Torino in casi difficilissimi, e sempre con fortunato successo, gli vanno procurando la stima e l'ammirazione dei più cospicui uomini dell'arte e di quanti ebbero occasione di conoscere ed apprezzare la sua molta dottrina, accoppiata ad un prezioso patrimonio di cognizioni pratiche e a quell'interessamento amorevole verso chi s'affida alle di lui cure, per cui può dirsi ch'esso vi consacra l'opera doppiamente giovevole della mente e del cuore.

Ci piace segnalare questi fatti che tornano ad encomio d'uomini benemeriti dell'umanità per raccomandare il loro nome alla pubblica riconoscenza.

— La somma totale riunita il 9 gennaio dalla commissione iniziatrice della soscrizione per un monumento patrio a Vittorio Alfieri in Asti era di L. 16,672 14.

PUBBLICAZIONI. Il dottore cav. Benedetto Trompeo, di cui sono noti i lavori intorno alle malattie epidemiche e contagiose che ora sotto forma di cholera-morbus, ora di febbre gialla, ora di tifo ed ora di peste bubonica, andarono funestando i due emisferi, aveva, come già dicemmo a suo tempo, pubblicato nel *Giornale della R. Accademia medico-chirurgica* alcune sue considerazioni sul programma del congresso sanitario radunatosi in Parigi.

Ora, avendo il chiarissimo autore avuto conoscenza di qui si tutti i rendiconti di quella conferenza sanitaria internazionale, venne nell'utile determinazione di pubblicare il progetto di convenzione internazionale coll'aggiunta di parecchie sue osservazioni, che col titolo di *Note* si raccomandano all'attenzione del pubblico e dei cultori dell'arte salutare.

— Sono usciti i due primi numeri del *Monitore dei comuni italiani*, giornale quotidiano di politica, scienze, arti, letteratura e commercio, col dono a tutti gli associati di una biblioteca enciclopedica d'oltre 600 volumi.

— È pubblicata la *Statistica della istruzione primaria della città di Torino* nell'anno 1852; relazione fatta al consiglio comunale dal teologo coll. Pietro Baricco, consigliere e vice-sindaco delegato per le scuole.

LOMBARDO-VENETO

Si legge nella *Gazzetta di Milano*:

Riferiamo da fonti officiali i seguenti dati statistici sulle morti avvenute nella nostra città durante l'anno 1851:

Nelle parrocchie della città, maschi 1,505, femmine 1,624; nel Luogo Pio Triulzi, maschi 52, femmine 52; nei Corpi Santi, maschi 340, femmine 300; nello Spedal maggiore, maschi 1,497, femmine 1,256; nella Fia casa di Santa Caterina alla Ruota, maschi 246, femmine 289; nello Spedale dei Pazzi alla Senavra, maschi 48, femmine 35; nello spedale de' Padri Fate-Bene-Fratelli, maschi 91; nello spedale delle Fate-Bene-Sorelle, femmine 41. —

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

PIERO TRAPASSI (METASTASIO)

Sul principiare del trascorso secolo, Gian Vincenzo Gravina, l'illustre autore della *Ragion poetica*, aveva pubblicato cinque tragedie nella prima delle quali, facendo uso di prologo, dopo avere già detto male di tutti i poeti, non eccettuati nè Torquato, nè Guarini, nè Lodovico, scendendo a parlare della poesia teatrale asseriva che fin'allora nessun vate aveva saputo comporre pel teatro, e che le sue cinque tragedie soltanto dovevano mostrare dov'è, e che cosa è il vero genio.

A malgrado della venerazione che universalmente si tributava al Gravina, quella scappata di vanità fu severamente giudicata; i tribunali arcadici d'allora decisero che le cinque tragedie del Gravina erano assai lontane dal mantenere la promessa del loro prologo, ed i più impetuosi fra i critici dimostrarono con ragioni più o meno logiche, che le famose cinque tragedie erano un' *imbecillità consecutiva!*

Il Gravina fu per divenirne malato: il sapersi stimato da tutta Italia, ed in un punto vedersene quasi deriso fu per lui un'amara lezione. Divenne pensoso ed amante de' luoghi solitarii, e scelto, fra i pochi amici che gli restavano, il poeta *Francesco Maria Lorenzini*, davasi ordinariamente a percorrere le vicinanze stupende di Roma ogni dì in sul far della sera, a cercar sollievo all'apollineo risentimento.

Una volta fra le altre il giureconsulto ed il poeta, che se ne andavano braccio con braccio già per la via che conduce a Campo Marzio, veggono una mano di fanciulli stipati innanzi all'officina di un orefice. Il Gravina cui la moltitudine dava noia volea svoltare il canto opposto; ma il Lorenzini lo trattenne facendogli udire la voce di un fanciullo che declamava. Gli era un giovinetto dallo sguardo aperto e scintillante, che nel dimenar la corbola ed il martellino andava cantando poesie.

Il Gravina e il Lorenzini fatto largo in mezzo alla piccola folla s'avvicinano alla bottega.

— O, che nome porti tu mio bel garzone? chiese il Lorenzini.

— Piero Trapassi, per rendervi servizio, signore, rispose il fanciullo con un fare disciolto e giulivo.

— Se' di Roma?

— Qui della riva sinistra del fiume.

— E che canti? disse il Gravina meravigliato dell'occhio nero del Trapassi.

— Lo sapete voi?.... Ho qui.... e qui.... un non so che d'inquieto che mi è forza sfogare.

— Tieni per te, disse il giureconsulto offrendogli una moneta.

— Buondì, signore: rispose il giovinetto ricusando l'offerta e ritraendosi nell'interno della bottega:.... V'ha de' gran poverelli alla porta di S. Pietro: fate limosina a quelli.

Il Gravina ed il Lorenzini ripigliarono la via stupiti della fierezza e del fuoco del giovinetto. Il di seguente capitarono di nuovo all'officina, e con pretesti vaghi, ma infatto mossi da curiosità v'entrarono.

— Eccoti già molto destro nel maneggiare i taglinoli e le ciappole, mio bel fanciullo: sarai presto il migliore orefice di Roma, disse il Gravina al Trapassi carezzandogli una gota.

— Oh, rispose sospirando il fanciullo, v'ha ben altro che io desidererei meglio degli stozzi e delle mazzette: v'ha ben altro mestiere che io amerei meglio che non camosciare, ed isgraffiare l'oro e l'argento che non è mio!

— E che vorresti, pazzerello?

— Una buona professione, disse francamente il giovinetto, e la libertà di pensare co' miei pensieri.

A questo piccolo avvenimento deve l'Italia Pietro Metastasio; imperocchè il Gravina lo tolse all'orefice, ed avutone il consenso del padre, pigliosselo seco, gli die' la professione e la libertà di divenire col tempo un bel poeta cesareo.

Il povero Pietro non contava dunque nè gole in campo azzurro, nè honi foggiati a gatto nel suo stemma. La nostra memoria non risale, e fors'anco la sua non risaliva oltre un papà pizzicagnolo e copiatore. Quando Francesca Galastri, moglie di Felice Trapassi, dava alla luce un bambino Piero, era ben su tutt'altro che sull'idea d'aver partorito Metastasio. Ci volevano le cinque tragedie del Gravina, ed il consecutivo mal animo del poeta per isnidare questa futura gloria.

L'abbiamo chiamato *povero* Pietro per isbarazzarci di questo compassionevole epiteto, sicuri come siamo di non averne più d'uopo, caduto che sia di penna. Detto una volta, non pensiamo più a ripeterlo a proposito di un uomo, al quale il destino sorrise perpetuamente, che fu il poeta più felice di quanti abbiano mai portata la parrucca del diciottesimo secolo; e questa è la ragione per cui lo si vede stampato a intaglio nel primo de' suoi dieci o dodici volumi, con una facciozza prosperevole, di naso franco ed

www.interpetculturale.it

Totale maschi 3,777, femmine 3,577. — Dolotti gli individui non appartenenti alla città di Milano morti nello Spedal maggio nei Corpi Santi, negli Spedali dei Pazzi della Senavra, dei Fate-Bene-Fratelli e delle Fate-Bene-Sorelle, in numero di maschi 1,309, femmine 1,074, totale 2,385, rimangono per la sola città maschi 2,468, femmine 2,505. — Totale 4,971. — Morti di più dell'antecedente anno num. 42.

DUE SICILIE

Il *Giornale officiale delle Due Sicilie* del 28 gennaio pubblica le seguenti riduzioni e condonazioni di pena fatte in seguito a proposta del ministro segretario di Stato di grazia e giustizia:

Per reati contro lo Stato. 1. La pena di anni 19 di ferri inflitta dalla gran corte speciale in Teramo a D. Andrea Costantini di colà, per provocazione diretta a distruggere e cambiare il governo, e detenzione di stampe criminose, si è ridotta ad anni sette.

2. La pena di anni 8 di ferri applicata dalla gran corte speciale di Catanzaro a D. Giuseppe Santulli, per tentato disarmo della gendarmeria, si è condonata.

3. La pena di anni nove di reclusione inflitta dalla gran corte speciale in Aquila a Fabio Cannella, per costringimento usato nel 1848 contro un pubblico funzionario, nel fine di impedire l'esercizio del proprio ufficio, si è commutata in altrettanto tempo di esilio dal regno.

4. La pena di anni due di prigionia applicata a Michele del Nero, per discorsi tendenti a spargere il malcontento contro il governo, si è condonata.

5. L'azione penale a carico di 50 individui imputati di reati contro lo Stato si è abolita, ordinandosi di mettere in libertà 23 tra essi che erano detenuti.

Seguono altre commutazioni e condonazioni per *reati comuni*.

— Lo stesso giornale pubblica il seguente decreto:

Veduto l'art. 3 del real decreto del 22 febbraio 1846 così concepito:

« Dichiariamo che tutto quello che contiensi attualmente nel real museo borbonico, e tutto quello che di nostro ordine vi sarà in avvenire depositato, è di nostra libera proprietà allodiale indipendente da' beni della corona. »

Ritenute le considerazioni premesse al citato real decreto;

Volendo che la custodia, la conservazione e l'amministrazione del e mentovate nostre proprietà allodiali rientrino nelle dipendenze della nostra reale casa;

Abbiamo risoluto di decretare e decretiamo quanto segue:

Art. 1. Il real palazzo degli studi, e tutte le collezioni e monumenti di ogni maniera in esso allogati, componenti il museo reale borbonico, la real biblioteca borbonica, e la reale officina dei Papiri ercolanesi, come altresì gli scavamenti di Pompei, di Ercolano, e tutti gli altri scavi e monumenti di antichità che sono nel regno, cessando di far parte delle attribuzioni della reale segreteria e ministero di Stato degli affari ecclesiastici e della istruzione pubblica, passeranno sotto la immediata ed esclusiva dipendenza della soprintendenza generale della real casa.

(Seguono altri articoli relativi).

SVIZZERA

Berna. I capi del partito radicale continuano ad adoperarsi per radunare le 8000 sottoscrizioni alle petizioni che chiedono la revoca del gran consiglio; sembra però che non trovino quella prontezza e spontaneità che eransi ripromesso, quantunque sia certo che essi troveranno le 8000 sottoscrizioni. All'incontro i capi del partito governamentale si adoperano per ottenere sottoscrizioni ad una dichiarazione contraria alla petizione per la revoca. È loro intenzione di procurare 12,000 di queste sottoscrizioni da opporre a quelle che avrà raccolto il partito dell'opposizione.

Zurigo. Il gran consiglio, nella sua tornata del 27 gennaio, ha risolto con 78 voti contro 72, di fissare ad 8 il numero dei battaglioni di riserva che il governo proponeva di ridurre a 4. Il tempo del servizio per l'infanteria è stato ridotto da 12 a 7 anni, e quello per le armi speciali ad 8. Fu lasciata a carico dei carabinieri la munizione da consumarsi per gli esercizii, assumendosi il cantone le spese di 400 fr. per premi.

Soletta. Il 26 ed il 27 gennaio ebbero luogo in Soletta le conferenze dei deputati dei cantoni di Soletta, Berna, Lucerna, Basilea, Argovia e Turgovia (Zug non vi era rappresentato) nelle quali è stato risolto di fondare un seminario ecclesiastico cattolico sulle basi delle risoluzioni della conferenza dell'ottobre 1850.

Ginevra. Le sottoscrizioni per il trattato per i telegrafi salirono a 52,000 fr. I comuni parevi sonosi obbligati a fornire *gratis* un numero dei pali occorrenti. (*Gazz. tic*)

FRANCIA

Parigi, 30 *gennaio*. Leggiamo nella *Patrie*: I nemici del principe Luigi Napoleone dicono ch'egli fa del socialismo governativo. È questa una parola che non manca forse di spirito nè di malevolenza, ma che per certo non brilla per la giustezza e la verità. Se il socialismo è quel furore di sconvolgimento che distingue i capi più o meno celebri del comunismo rivoluzionario, ognuno si rassicuri. Il principe Luigi Napoleone combatterà fieramente il socialismo che disorganizza. Non havvi a temere che gli venga mai il pensiero di appoggiarsi sulle passioni rivoluzionarie, per ottenere una popolarità di cattiva lega. Anzichè tradire i veri interessi della civiltà, egli si seppellirebbe con tutte le persone oneste sotto le rovine della società.

Ma non bisogna confondere ciò che è riforma popolare utile, miglioramento sociale legittimo, con quel mostro senza forma che si qualifica col nome del socialismo. Altrimenti gli antichi re di Francia sarebbero stati i primi socialisti della nostra patria. Gli antenati più illustri del conte di Chambord e del conte di Parigi che altro fecero se non migliorare e riformare? Se il principe Luigi Napoleone, lavorando al bene del popolo, è un rivoluzionario, bisogna in tal caso dar lo stesso titolo a Filippo Augusto, a Luigi IX, a Luigi XI, ad Enrico IV, a Luigi XIII, a Luigi XIV e a Luigi XVI.

La casa di Borbone (è questa una giustizia che le si dee rendere) è la più grande delle case sovrane. La stirpe di Capeto è la più gloriosa delle stirpi reali. Ma a qual prezzo furono acquistate questa grandezza e questa gloria? La stirpe di Capeto si mise costantemente alla testa di tutte le vaste riforme che tendevano gradatamente a democratizzare la Francia, mentre davano al principio d'autorità una potente e larga base. La casa di Borbone lavorò senza posa ad attuare, in tutta la sua pienezza, il pensiero d'unità che fu, prima del 1789, la sostanza di tutta la sua politica. Ond'è che la feudalità disparve, e il principato s'ingrandì per lasciar giungere il popolo all'ombra della monarchia.

Finalmente a ciascun passo che il potere d'allora lacea fare alle nostre istituzioni e alle nostre leggi in quella duplice via di autorità e di unità, quel passo compivasi a detrimento senza dubbio di alcuni interessi individuali sacrificati all'interesse pubblico e generale, ma a pro del gran numero. Il principe Luigi Napoleone non adotta una politica nuova. Ei comprende la vera politica, la politica tradizionale della Francia: l'azione del suo governo è semplicemente l'azione dei re che si continua.

— Il vignaiuolo Hugonnet, vincitore del primo premio (400,000 fr.) della gran lotteria delle verghe d'oro, ha fatto dono di 100,000 fr. a ciascuno de' due suoi figli.

La chiesa di Epernay, suo paese nativo, aveva bisogno d'importanti restauri, la cui cifra oltrepassava di molto le rendite del bilancio comunale: da un'altra parte l'acqua mancava nel paese per la stessa ragione di economia. La generosità di Hugonnet ha riparato a questo doppio ostacolo finanziario: la chiesa verrà ristaurata e abbellita, e due fontane si erigeranno ne' luoghi più convenienti. Il generoso vignaiuolo si è affrettato, con una liberalità che onorerebbe un milionario, a versare anticipatamente il prezzo di quei lavori, valutato a un dipresso alla somma di 70,000 fr.

— Leggesi nel *Constitutionnel*: Il *Journal des Débats* annunzia a torto che le elezioni generali pel corpo legislativo si faranno il 15 e il 16 febbraio. Noi siamo in grado di asserire che nulla è stabilito ancora pel tempo destinato alle elezioni.

— L'ammessione del conte di Montalembert all'Accademia Francese dee farsi di certo il giovedì 5 febbraio. Le elezioni alle due scranne vacanti di Dupaty e di Saint-Priest saran fatte il giovedì consecutivo (12).

SPAGNA

Madrid, 25 *gennaio*. Si legge nella *Gazzetta di Madrid*:

A fine di perpetuare la memoria della nascita di S. A. R. la infanta ereditaria del trono, l'Ayuntamiento di Madrid ha deciso, con la reale approvazione, che i fanciulli de' due sessi che sono nati nel medesimo giorno nel quale S. M. ha messo alla luce l'augusta principessa, e che sono figli legittimi di artigiani, braccianti o militari in ritiro, i quali non godono d'una pensione maggiore di 6 reali al giorno, nè hanno altri mezzi di esistenza, riceveranno 6,000 reali ciascuno. L'Ayuntamiento ha parimenti risoluto che i fanciulli nati nel giorno in cui fu battezzata la principessa, e i quali si trovano nelle medesime sopraccennate condizioni, riceveranno 5,000 reali ciascuno. Queste somme saranno depositate alle casse di risparmio, e saranno rimesse alla loro età di maggiorenni con gl'interessi cumulati.

— Si legge nell'*Espana*:

Il brigadiere D. Bernardo Cortes, sotto-segretario al dicastero della guerra, ha dato la sua demissione che è stata accettata. Gli sottentra il sig. Miralpey, impiegato superiore del medesimo dicastero.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Un giornale di Catalogna annunzia che presto si darà opera ai primi lavori della strada ferrata da Barcellona a Tarragona. Tra alcuni anni, se tutti i progetti a' quali attualmente si dà mano sono eseguiti, la Catalogna sarà percorsa in tutti i sensi da strade ferrate che la porranno in comunicazione con le altre provincie della Spagna e la Francia.

— I giornali spagnuoli pubblicano il decreto reale seguente:

Intesi i motivi che mi furono esposti dal ministro del commercio e dell'industria, d'accordo col consiglio dei ministri, vengo a decretare quanto segue:

Art. 1. L'amministrazione ed il servizio dei porti della penisola ed isole adiacenti per la conservazione, nettezza del fondo, ed opere a farsi nei medesimi, sono di competenza del ministero del commercio e dell'industria.

Art. 2. L'incasso delle imposte che si decretano col presente, avranno luogo per cura degli organi dipendenti dal ministro delle finanze.

Art. 3. Le spese dei lavori e scavi nei porti, e che sono d'interesse generale, saranno sopportate in totalità dallo Stato, quelle d'interesse locale verranno sostenute dallo Stato e dalla località. Una legge fisserà l'ordine in cui, secondo le circostanze, l'uno o l'altra dovrà contribuirvi.

Art. 4. I diritti stabiliti attualmente nei porti, qualunque sia la loro denominazione ed oggetto, purchè siano percepiti a profitto dei medesimi porti, vengono ridotti a due sole imposte: dette di *ancoraggio* di *carico* e *scarico*.

Nella loro percezione s'osserveranno le seguenti norme.

1. I navigli di commercio spagnuoli che arrivano o partono dai porti della penisola ed isole adiacenti, pagheranno un re le per ogni tonnellata di loro portata, ed un ottavo di reale per quintale degli oggetti che imbarcano o disbarcano.

2. I bastimenti mercantili esteri che approderanno o partiranno dalla penisola ed isole adiacenti, pagheranno due reali per tonnellata ed un quarto di reale per quintale degli oggetti che imbarcano o disbarcano.

3. I bastimenti che portano più di 20 tonnellate, e che non arrivano a 60, pagheranno la metà del diritto di ancoraggio, e l'intero diritto di carico e scarico.

4. I bastimenti portanti più di 6 tonnellate pagheranno amendue diritti per intero.

5. I navigli di minore portata alle 20 tonnellate sono esenti del diritto d'ancoraggio, e pagheranno la metà della quota fissata per diritto di carico e scarico.

6. Riguardo ai navigli esteri rimane inteso quanto venne stabilito nei trattati vigenti.

Art. 5. Il diritto d'ancoraggio si pagherà in un solo porto, vale a dire nel primo a cui s'approda. Il diritto di carico e scarico si pagherà nei porti ove queste operazioni vengono praticate, in proporzione alle quantità in cui esse si verificheranno.

Art. 6. I bastimenti a vapore destinati al trasporto dei passeggeri pagheranno i diritti di cui si tratta una volta per ogni spedizione, nel limite fissato dal regolamento.

Art. 7. Il prodotto dei diritti di porto s'applicherà necessariamente, con esclusione di ogni altro oggetto, alla nettezza e conservazione delle opere dei porti. Codesto importo s'assegnerà nel preventivo di ogni anno al ministero del commercio e dell'industria.

Art. 8. Onde cominciare l'opera di maggiore urgenza, il governo potrà contrattare un imprestito mediante pubblica asta, e la parte che si considererà necessaria per l'ammortizzazione del capitale ed interessi sarà prelevata sul prodotto di detti diritti.

Art. 9. Il governo a richiesta delle Camere di commercio ed udite le deputazioni provinciali, potrà autorizzare lo stabilimento di diritti speciali in certi punti determinati, e le anticipazioni necessarie sui detti diritti per travagli nei medesimi porti.

Art. 10. Le disposizioni contenute in questo decreto cominceranno ad avere vigore il 1° di febbraio dell'anno prossimo.

---

aquilino, d'occhio furbo, che ha l'aria di minchionare tutte le tristezze passate e future; ed è pur questa la ragione che fece di Metastasio un poeta più presto buccolico che elegiaco, che lo costrinse alla strofa, mentre forse avrebbe potuto volare infino all'epopea.

Tutto gli andò pel buon verso. Destinato a non esser nulla, il caso gli apre la via a tutto: meschino, trova due eredità, che comunemente non vanno mai a trovar nessuno; tutti a lui d'intorno sono tarlati dal vaiuolo, ed egli conserva la liscia sua gota ed il suo bel colore; ed incontra nella sua vita tre Marianne, un'amica, e due protettrici. V'è una pensione di tremila fiorini da ottenere, ma v'è già chi la gode: ed Apostolo Zeno rinunzia spontaneo al suo posto cesareo per lasciarvi sostituire Metastasio. Scatole d'oro, brillanti di cinquecento zecchini, di mille zecchini, ritratti d'auguste persone contornati di diamanti, candelieri d'oro, con paralume dal ricchissimo trapunto, lettere lusinghevoli, onori sempre nuovi, sempre crescenti; nulla insomma gli manca. I tremila divenuti pochi sono aumentati di altro migliaio di fiorini; ei riceve biglietti da conti, da principi, dall'imperatrice; Carlo imperatore gli offre d'esser conte, barone, consigliere intimo; Maria Teresa lo vuole insignito della croce di Santo Stefano; Ferdinando delle Due Sicilie lo ama e lo regala: ha regali e proteste dal re di Spagna . . . . .

Se è vero che la scuola del dolore sia la migliore, la sola che insegna la poesia, non è dubbio che il Metastasio non avesse stoffa da divenir rivale di Dante. Ma la corda malinconica dell'ode chi vuol toccarla la tocchi: Pietro Trapassi non ne ha avuto il tempo. Addio antiche scorrerie per la campagna di Roma, addio giuochi sulla riva del Tevere, addio orefice: il Metastasio a poco a poco ha imparato il linguaggio delle dame, è divenuto perfetto cavaliere; i suoi inchini sono modellati con eleganza, il suo sguardo ha un non so che fra il benevolo ed il berteggiante: la stanzetta gli cade dalla penna dolce dolce; la rima sta lì ad aspettar la sua volta; le similitudini sono sue cortigiane e dipendono dal suo cenno: non ha in capo che zefiri, amori, gioie, soavità tanto fatte: e, quando il mattino s'alza da letto, mormora una canzoncina, e tosto v'hanno nobili signori che la raccolgono, la copiano, e si fanno una festa, un'ambizione d'essere i primi a promulgarla: al mezzodì, sotto il pretesto del cioccolatte, ei sorbisce nuove lodi, e, digerendo, pensa ad un brindisi, che deve fare spasimare tutti i convitati ad un pranzo alle quattro ore.

Quando il Metastasio volle essere ironico lo fu senza fiele come conviene a cuor gentile e benevolente. Aveva un pocolin d'invidia, ma inerme. Un dì gli si parla dell'Orfeo del Casalbigi posto in musica dal celebre Gluck.

— Là entro c'è proprio di tutto, disse solennemente un ammiratore dell'*Orfeo*.

— Sì, rispose Metastasio: vi sono perfino i quattro novissimi .... tranne il giudizio.

E tutta Roma si teneva le anche dalle risa. Il Casalbigi poi nell'incontrare Metastasio gli diceva sogghignando abbastanza di buona grazia:

— Ah, ah! signor Abate!

Del resto il Casalbigi fu il primo a non dare al motto del rivale altra importanza che di scherzo.

Può dirsi che il Metastasio non ebbe nemici. Se qualche critico volle ferirlo, mille voci e mille penne sorsero a difenderlo: de' suoi piccoli peccatuzzi non gli si tenne quasi conto: ha sempre digerito bene, fu sempre robusto, amante più del vino buono che dell'acqua cattiva, e di gioia in gioia giunse oltre l'ottantesimo anno, ricco, ed in posizione tale da poter beneficare chi amava, non ultima certo fra le consolazioni umane.

Forse (e chi non ne ha quaggiù?) anch'egli ebbe di tristi momenti nella sua vita. Allora esclamò:

« Perchè bramar la vita?... e qual piacere
Da lei si trova? Ogni fortuna è pena,
E miseria ogni età. Tromian fanciulli
D'un guardo al minacciar: siam gioco adulti
Di fortuna e d'amor: geniam canuti
Sotto il peso degli anni. Or ne traligge
La brama d'ottenere: or ne tormenta
Di perdere il timore. Eterna guerra
Hanno i rei con se stessi: i giusti l'hanno
Coll'insidia e la frode. Ombre, deliri,
Sogni, follie son nostre cure, e quando
Il vergognoso errore
A scoprir s'incomincia.... allor si muore. »

Questa è malinconica e vera poesia. Ma non bisogna in Metastasio supporla proprio sentita. Oltre un due pagine il vero Metastasio appare tutt'altro. Ei parla così per iscioperaggine; ma infatti, invece di covar pensieri che aggrottino la fronte, egli vuole l'aer puro, il sole, le fronde col loro rezzo, l'amore con o senza faretra, l'oggi tal quale senza pensiero del domani. Neppure è d'uopo credergli quando fa il maestoso sentenziatore e dice che;

Soglion le cure lievi esser loquaci
Ma stupide le grandi....

perchè il felice abate Metastasio non n'ebbe nè di loquaci nè di stupide.

In età assai avanzata si trovò un dì ridotto agli estremi: mentre gli si stava per recare il santo viatico, s'alzò tremolante a sedere ed improvvisò due quartine di settenari di preghiera al Signore. Se Domeneddio volle esaudirlo, e gli permise di riaversi, non è stato forse per la qualità delle quartine dettate col sapore di tenore da melodramma, ma per la compunzione vera che il desiderio di vivere ancora destò nel cuore al buon poeta. Fu tanta la maraviglia di quella guarigione, ch'egli medesimo credette quasi dovvero di non dover più morire.

(*Continua*) G. Torelli.

www.internetculturale.it

Art. 11. Il governo renderà conto alle *cortes* di questo decreto, e delle operazioni di credito alle quali esso potrebbe dar luogo.

Dato a Palazzo il 17 dicembre 1851.

IO LA REGINA.

Il ministro di commercio e dell'industria
Mariano Miguel De Reinoso.

INGHILTERRA

LONDRA, 29 *gennaio*. Si legge nel *Morning-Advertiser*:

Siamo in grado di assicurare che il conte di Arundel e Surrey si è finalmente determinato a dimettersi dalla sua qualità di rappresentante del borgo di Limerick, poco dopo la riunione del Parlamento. Si dice che il nob le lord sia indisposto; i suoi medici gli raccomandarono di non intervenire al banchetto, dato a Limerick da' suoi committenti, mercoledì ultimo.

— Si legge nel *Daily-News*:

Innanzi alla corte dello scacchiere si agita in questo momento la qu stione delle incapacità degl'israeliti (Miller contra Salomons membro del Parlamento); le discussioni si sono già prolungate per varie sedute. Al finire di quella del 28, il lord primo barone ha detto, che la quistione era di molta importanza, e che le argomentazioni degli avvocati rispettivi essendo state abbastanza messe in chiaro, con citazioni di molti atti del Parlamento, la corte dello scacchiere avea bisogno di prender tempo a fine di ponderare la sua sentenza; ciò non di meno ella non tarderà a pronunziarla.

— Si legge nello stesso giornale:

Ieri il sig. Qooch, soprintendente all'uffizio delle locomotive delle strade ferrate delle contee dell'Est, visitò i lavori della compagnia a Stratford. Egli fece venire dinanzi a sè due degli operai meccanisti e loro disse, che avendo i direttori saputo che gli operai rilasciavano un giorno della lor paga ogni settimana in favore della coalizione operaia, egli era incaricato di dichiarar loro che chiunque contribuirebbe per l'avvenire a siffatta opera, sarebbe immediatamente congedato.

— Scrivono da Portsmouth al *Times* in data del 27:

Il *Britannia*, di 120 cannoni, capitano Goldsmith, vascello sul quale il comandante in capo della squadra del Mediterraneo ha inalberato la sua bandiera ammiraglia, fu veduto oggi presso Spithead dai piroscafi lo *Sprightly* e l'*Echo*. Il *Britannia* ha salutato il comandante del porto sir Thomas Briggs. Questo magnifico vascello avea, malgrado del cattivo tempo, attirato un gran concorso di spettatori.

— Scrivono da Dublino al *Morning-Chronicle* in data del 28:

Sir William Somerville-Burt partì ieri da Dublino recandosi a Londra. Corre voce che l'onorevolissimo baronetto sarà nominato membro della Camera de' lord, e che non tornerà in questa città come capo-segretario. In tal caso, vi sarebbe nella rappresentanza di Drogheda un posto vacante pel quale si parla già di due o tre candidati.

ALEMAGNA

AUSTRIA. Onde por fine agli abusi frequenti nel regno d'Ungheria, dopo che non ha guari fu reso libero il commercio col sale, il ministero di finanze ha or ora emanato le seguenti disposizioni: 1° Non solo ai comuni, ma si ancora a singole persone private, purchè sieno in grado di prestare la richiesta cauzione, e desiderano di assumersi lo smercio del sale, verrà accordato un credito trimensile per un quantitativo di sale da 500 fino a 1,000 quintali peso di Vienna; 2° costoro avranno il diritto di aprire botteghe di smercio per proprio conto; saranno però obbligati di vendere il sale acquistato al prezzo di comprita nei depositi dell'erario, coll'aggiunta delle spese di trasporto e la provigione di 12 carantani per quintale; 3° le guardie di finanza saranno ritenute di sorvegliare sull'esattezza del peso; 4° qualunque trasgressione contro queste disposizioni sarà punita a norma delle leggi.

ANNOVER, 26 *gennaio*. La prima Camera, nella tornata d'oggi, procedette alla seconda votazione del trattato conchiuso fra la Prussia e l'Annover il 7 settembre, che venne approvato da 54 voti conto 19.

—*Del* 27. La seconda Camera, con 43 voti contro 19, ha pure definitivamente adottato il trattato di settembre.

In questo stesso giorno venne firmata la convenzione relativa alla costruzione della strada ferrata da Emden ad Osnabruck.

GOTHA. Si è già parlato di comunicazioni fatte in seduta secreta dal governo di Coburgo alla dieta di Gotha, a proposito delle intenzioni della dieta germanica. Secondo la *Gazzetta delle Poste* di Francoforte, la dieta avrebbe con energica insistenza richiesto dai governi della Turingia la pronta esecuzione del suo decreto che ordina la revisione delle leggi costituzionali dei diversi Stati: si è appunto questa domanda che venne, dicesi, comunicata alla dieta di Gotha.

TURCHIA

Leggesi nell'*Osservatore Dalmato*:

Ne' giorni decorsi era insorta una differenza fra il senato del Montenero, e Danilo Petrovic, designato dal defunto Vladika in suo successore.

Il senato o per meglio dire il presidente Pietro Petrovic ed alcuni senatori del di lui partito non si seppero risolvere di riconoscere il giovane Danilo per loro capo, fino a che non si fosse procacciate, giusta le disposizioni testamentarie del defunto, le qualificazioni necessarie per governare con decoro e vantaggio il Montenero.

Il giovane Danilo insisteva perchè venisse tantosto riconosciuto per capo supremo del Montenero, assicurando che non sarebbesi posto al governo di quel paese prima dell'avverarsi delle prescritte condizioni.

Nel mentre un giorno si discuteva in proposito nel senato, insorse un acre diverbio fra due opposti partitanti, che poteva condurre a dispiacevoli conseguenze, se gli astanti non vi si fossero frapposti.

Ma poco dopo la cosa prese una piega migliore. Il giovane Danilo, appoggiato sopra un proclama dell'imperatore delle Russie, che raccomandava ai montenerini di rispettare la volontà del defunto, e di considerare qual di lui successore appunto lo stesso Danilo, insistette perchè fossero riconosciuti i suoi diritti. Il presidente del senato non potè alla fine cedere.

Convocati perciò per 15 gennaio in Cettigne i capi ed i notabili del Montenero, fu loro preletto il proclama di S. M. l'imperatore delle Russie, ed eglino tutti, incominciando dal presidente del senato, presentarono a Danilo il loro omaggio di sudditanza.

Danilo tenne in quest'incontro un discorso, in cui promise di conservarsi interamente al bene del Montenero. La cerimonia fu accompagnata da salve di cannone e di fucili, e vi seguì, a spese di Danilo, un trattamento a tutti i convocati.

Ciò nondimeno il presidente del senato continua ad avere la direzione delle cose, e vi rimarrà fino al ritorno di Danilo dalla Russia.

Pare che Danilo sia intenzionato di partire in breve per Pietroburgo.

AMERICA

Come fu detto nella Gazzetta d'ieri, il *Franklin* recò notizie degli Stati Uniti sino al 17 gennaio. Tutta l'importanza delle tornate del congresso dei tre giorni che precedettero la partenza del *Franklin* si può riassumere in poche righe.

Una serie di risoluzioni fu presentata al senato dalla legislatura dell'Alabama, intese ad opporsi all'intervento di quello Stato dell'Unione negli affari d'Europa. La legislatura del Mary-Land, pur votando com'ella ha fatto il ricevimento di Kossuth, non ha mancato di dichiarare che non intendeva in alcun modo di favorire le dottrine di lui, le quali, a quanto pare, saranno egualmente disapprovate da tutti gli altri Stati del sud.

Alla Camera de' rappresentanti furono fatte varie mozioni, tra le quali la più notevole è quella che ha per oggetto di domandare una modificazione della costituzione. Si tratterebbe di far nominare direttamente dal popolo i membri del senato che sono eletti attualmente dai legislatori degli Stati.

Kossuth, il 17, arrivò ad Harris-Burg, capitale dello Stato di Pensilvania. I giornali che più favoreggiano la sua causa riconoscono, come Kossuth stesso ha già fatto, che la sua missione agli Stati Uniti è stata pienamente inutile, malgrado di tutto lo schiamazzo che gli ultra-democratici hanno tentato di fare intorno alle sua persona; epperò que' giornali conchiudono consigliandolo a ritornarsene in Europa.

— Il piroscafo l'*Union*, che si è fermato a Kingston, arrecò la notizia che l'ammiraglio inglese avea intimato al brick da guerra l'*Express* di andare in quel porto a fine di aprirvi un tribunale d'inchiesta su i colpi di cannone tirati contro il *Prometheus*. Malgrado quanto si era affermato nel modo più positivo, pare tuttavia certo che il governo inglese non abbia ancora manifestata la sua opinione intorno a quella vertenza. Intanto si crede generalmente che non possa risultarne alcuna complicazione seria tra i rapporti dei due paesi.

— Il sig. Fillmore ha rinunziato a presentarsi come candidato alle prossime elezioni presidenziali.

— Il *Franklin* recò anche notizie della California. La spedizione organizzata contro gl'indiani avea avuto il miglior successo. Agua Caliente, loro capitale, era stata distrutta; ciò non ostante gl'indiani continuavano a saccheggiare nei dintorni e a comettere i soliti atti di barbarie.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. *Genova*, 2 *febbraio*. Si legge nella *Gazz. di Genova*:

Col piroscafo napoletano *Ercolano* giunse ieri in questa città proceduente da Napoli il sig. Abercromby, ministro inglese.

— *Palermo*, 15 *gennaio*. Il regio piroscafo il *Sannita*, comandato dal cap. di vascello cav. Costantini, ier l'altro alle 6 del mattino dava fondo in questo porto, reduce da Alessandria, ove lasciò S. A. I. il duca di Leuctenberg.

(Giornale officiale di Sicilia)

FRANCIA. *Parigi*, 31 *gennaio*. Il *Moniteur* contiene la seguente lettera del principe presidente della repubblica al ministro della polizia generale:

Signor Ministro,

Nel momento in cui state per porre in atto il ministero di polizia generale, io bramo che il pensiero dominante che mi fa giudicare necessario quest'ordinamento siavi sempre presente, e che voi siate ben compreso dello spirito giusta il quale esso deve essere messo in pratica.

Oggidì, sebbene risponsabile, il presidente della repubblica non può, coll'aiuto solo de' mezzi ufficiali, conoscere se non imperfettamente lo stato generale del paese. Egli ignora in qual guisa funzionino le varie macchine amministrative, se le disposizioni fatte coi ministri sono eseguite conforme all'intenzione che le ha dettate, se l'opinione pubblica applaude o disapprova gli atti del governo: ignora infine quali siano, nelle diverse località, le esagerazioni da reprimere, le negligenze da stimolare, i miglioramenti necessari. Difatto non ha per fonte di informazione che le relazioni spesso contraddittorie, sempre insufficienti, dei varii ministeri.

L'amministrazione della guerra e quella delle finanze hanno un controllo: il ministero dell'interno, che è il solo politico, non ne ha. Quando un ordine è trasmesso ad un prefetto, il solo prefetto può riferire se l'esecuzione n'è stata fatta debitamente. Supponete dei conflitti fra le diverse autorità; come puossi giudicare sovra informazioni incomplete o parzali da qual lato è la ragione? Chi rimproverare, chi ricompensare con giustizia?

Per altra parte la sorveglianza trovandosi ristretta a date località, chiusa in una sfera troppo ristretta, esercitata da agenti indipendenti gli uni dagli altri, senza legame diretto col potere centrale, i delitti, i crimini, i complotti non potrebbero essere previsti, nè repressi efficacemente.

Nello stato attuale delle cose non esiste veruna organizzazione che dia rapido e certo conto dello stato dell'opinione pubblica, perchè non ve n'è alcuna che ne abbia la missione esclusiva, che disponga dei mezzi opportuni, che estranea alle politiche questioni abbia il potere d'essere imparziale, di dire la verità e di trasmetterla.

Per compiere questa lacuna bisogna ripigliare il decreto del 21 messidoro anno XII, cioè a dire, distrarre dal ministero dell'interno, sovraccarico di incombenze, la direzione della polizia generale e darle una organizzazione semplice, uniforme ed obbediente ad un solo impulso.

A quest'uopo basterà il creare sette od otto ispettori generali, che abbraccino nelle loro attribuzioni parecchie divisioni militari e corrispondano direttamente col ministro. Avranno sotto i loro ordini degli ispettori speciali, anch'essi in rapporto continuo coi commissarii delle città, mentre oggi, sparsi su tutti i punti della Francia, non sono che gli agenti delle municipalità.

In questo modo, il ministero della polizia sarà alla testa dei funzionarii gerarchicamente subordinati gli uni agli altri, ma che tuttavia obbediranno alle autorità civili dal *maire* al prefetto.

Egli tutto sopravveglierà senza amministrare cosa alcuna; non diminuirà il potere dei prefetti, nè vi avrà parte; i suoi agenti seconderanno dapprima le diverse autorità, dando loro pronti schiarimenti, e poscia il governo, su quanto concerne i servizi pubblici.

Senza dubbio, un tal ministero, sotto un ordine di cose il quale non rappresentasse che interessi privilegiati, potrebbe destare apprensioni; ma sotto un governo la cui missione è di soddisfare gl'interessi generali, esso nulla debbe avere che non sia rassicurante per tutti.

Non sarà esso pertanto un ministero di provocazione e di persecuzione, il quale cerchi svelare i secreti delle famiglie, veda il male dappertutto pel piacere di segnalarlo, interrompa le relazioni dei cittadini fra loro, e faccia girar da ogni parte il sospetto e il timore; sarà per lo contrario una instituzione essenzialmente protettrice, animata principalmente da quello spirito di benevolenza e di moderazione, che non esclude la fermezza; nè deve impaurire che i nemici della società. A dir tutto in breve, il suo ufficio è di sorvegliare, sotto il rapporto dell'umanità, della sicurezza pubblica, dell'utilità generale, dei miglioramenti da introdurre, degli abusi da sopprimere, tutte le parti del pubblico servizio. Per tal modo essa fornirà al governo il mezzo più efficace di operare il bene.

A voi, o sig. ministro, che mi deste tante prove del vostro discernimento, del vostro coraggio nei momenti difficili, e della vostra devozione, io affido questa nobile e importante missione di far pervenire fino a me la verità che altri si sforza troppo sovente di tener lontana dal potere.

Gradite ecc.

LUIGI NAPOLEONE.

— Il signor Delangle, presidente della sezione dell'interno al consiglio di Stato, già procurator generale presso la corte d'appello di Parigi, è nominato procurator generale presso la corte di cassazione per subentrare al sig. Dupin la cui demissione è accettata.

— Il generale spagnuolo Giovanni di Zavala è giunto in Parigi, incaricato d'una missione speciale.

— I giornali prussiani annunziano che il sig. Armando Lefèvre, ministro di Francia in Berlino, è stato richiamato a Parigi per sedere nel consiglio di Stato.

PAESI-BASSI, 29 *gennaio*. La prima Camera degli Stati-generali ha adottato, in seduta secreta, il trattato belgico-olandese alla maggioranza di 20 voti contro 9.

La seconda Camera ha ricevuto in questo stesso giorno un progetto di legge tendente ad introdurre, come corollario del trattato, alcuni ribassi nella tariffa dei dazi d'entrata e d'uscita in favore del Belgio.

PORTOGALLO. Si legge nel *Daily-News* del 30 scorso gennaio:

La regina di Portogallo ha emanato un decreto di amnistia per tutti i delitti politici commessi per lo passato.

INGHILTERRA. *Londra*, 30 *gennaio*. Si legge nel *Globe*:

Domani a 2 ore vi sarà consiglio di gabinetto al ministero degli affari esteri.

— Si legge nel *Daily-News*:

Lady J. Russell dette mercoledì sera (28) una splendida veglia alla sua residenza di Cheshint-Place. Si notavano fra gl'invitati il principe Nicholas di Nassau, accompagnato dal barone Roggenbach, l'ambasciatore di Francia e la contessa Walewski, il ministro russo e la baronessa di Brunow, il marchese d'Azeglio, ministro sardo, il sig. Tricoupi, ministro greco, il ministro austriaco e la contessa Buol.

— Lo stesso giornale dà come voce assai accreditata la demissione del marchese di Clanricarde, direttore generale delle poste, a cui sottenterebbe in essa direzione il marchese di Normanby, e la nomina del duca di Newcastle al posto di governatore generale delle Indie orientali, in sostituzione del conte di Dalhousie.

— I giornali inglesi dicono che uno dei sacchi delle lettere dell'*Amazone* è stato ritrovato vicino a Bridport.

— Il *Times* assicura che il luogotenente Pim ha rinunziato al suo ardito progetto di viaggio sulle coste della Siberia, in cerca degli avanzi della spedizione di sir John Franklin.

— Fondi inglesi consolidati a contanti e per conto 96 1/4 5/8.

ALEMAGNA. Non ostante che si fosse composta la vertenza che vi era fra la Prussia e l'Austria, relativamente alla compilazione dei processi verbali della Dieta germinica e che aveva fatto sospendere le pubblicazioni dei medesimi, pure la *Gazzetta di Prussia*, nelle sue corrispondenze di Francoforte, continua a rendere compiuto quanto le pubblicazioni officiali della *Gazzetta delle Poste* di Francoforte lascia di oscuro a quel riguardo. Così è, che nell'ultimo suo numero il foglio di Berlino ci dice che nella questione della flotta tedesca la Prussia proponeva che si dichiarasse proprietà federale la squadra del mare del Nord a condizione che l'Austria, la Baviera, la Sassonia e l'Assia elettorale pagassero la loro parte.

Ma quegli Stati ricusarono; quindi è, dice la *Gazzetta di Prussia*, che la questione non cade più sotto la competenza della Dieta, ma la decisione spetta soltanto agli Stati che contribuirono all'acquisto dei navigli.

— *Berlino*. La *Nuova Gazzetta di Prussia* annunzia che il generale Bonin, nuovo ministro della guerra, in Prussia, pregò la Camera di sospendere la discussione del bilancio della guerra, poichè egli ha intenzione di fare a questo riguardo nuove proposte. Secondo lo stesso foglio, non sarebbe punto questione di un nuovo aumento del bilancio, ma di dare un altra destinazione ai crediti già chiesti dal suo antecessore.

— Il *Correspondenz-Bureau* di Berlino pretende sapere che il nuovo ministro austriaco a Copenaghen, il conte Hartig, è incaricato di agire secondo gli interessi dei piani doganali dell'Austria. Si tratterebbe di comprendere la Danimarca in un'alleanza austro-tedesca doganale e commerciale.

R. LEONE gerente.

www.internetculturale.it

AVVISO

Il Dottore COSTANTINO CANELLA, medico chirurgo-ostetrico, pratico da 14 anni, già medico e chirurgo primario di uno spedale, ora medico-chirurgo onorario della Casa di S. A. R. il DUCA di GENOVA, previene il pubblico che dal primo dell'anno corrente egli esercita l'arte sua in questa capitale, applicandosi specialmente alla cura delle malattie in genere delle donne, all'assistenza dei parti ed alle malattie de' fanciulli.

Dà consulti gratuiti il lunedì e venerdì di ogni settimana, in sua casa, dall'una pomeridiana alle tre; ed in queste ore trovasi giornalmente al suo domicilio per chi vorrà consultarlo.

Abita in via Bellezia, vicino al Palazzo di Città, num. 26, piano secondo.

ORARIO DELLA PARTENZA DE' CONVOGLI DELLE STRADE FERRATE

A partire dal 20 ottobre.

Il convoglio che parte da Torino alle ore 10 essendo anche incaricato del servizio del Corriere, non si trattiene alle stazioni di Pessione, Annone, Solero, Frugarolo e Serravalle.

CORSE da TORINO ad ARQUATA

Stazioni di partenza	ORE ant.	ant.	pom. (a)	pom.
Torino	7 »	10 »	1 45	4 »
Moncalieri	7 14	10 15	2 5	4 14
Cambiano	7 27	10 25	2 24	4 27
Pessione	7 38	» »	2 36	4 38
Valchiesa	7 48	10 38	2 50	4 48
Dusino	8 5	10 54	3 10	5 5
Villafranca	8 24	11 13	3 30	5 24
Baldichie.	8 29	» »	» »	» »
S Damiano	8 33	11 24	3 46	5 35
Asti	8 54	11 39	4 5	5 54
Annone	9 5	» »	4 22	6 5
Cerro "	» »	» »	» »	6 10
	pom.			
Felizzano	9 25	12 8	4 47	6 23
Solero	9 33	» »	4 59	6 33
Alessandr.	9 50	12 32	5 22	6 50
Frugarolo	10 4	» »	5 40	7 4
Novi	10 30	1 12	6 25	7 30
Serravalle	10 43	» »	6 44	7 43
Arquata	10 51	1 30	6 58	7 51

CORSE da ARQUATA a TORINO

Stazioni di partenza	ORE ant.	ant. (a)	pom.	pom.
Arquata	4 40	5 45	11 40	5 45
Serravalle	4 48	5 55	11 48	5 53
			pom.	
Novi	5 2	6 15	12 2	4 7
Frugarolo	5 19	6 58	12 19	4 24
Alessandr.	5 37	7 »	12 37	4 42
Solero	5 50	7 16	12 50	4 55
Felizzano	6 2	7 31	1 2	5 7
Cerro "	» »	7 44	» »	5 17
Annone	6 17	7 52	1 17	5 32
Asti	6 36	8 15	1 36	5 41
S. Damiano	6 47	8 31	1 47	5 52
Baldichie.	» »	» »	1 »	» 52
Villafranca	7 »	8 50	2 »	6 5
Dusino	7 20	9 52	2 20	6 25
Valchiesa	7 35	9 48	2 33	6 38
Pessione	7 45	10 2	2 45	6 48
Cambiano	7 54	10 15	2 54	6 59
Moncalieri	8 7	10 35	3 7	7 12
A Torino	8 20	10 48	3 20	7 25

(a) Il convoglio che parte da Arquata alle ore 5 45 antim., e quello che parte da Torino alle ore 1 45 pomerid., sono destinati al trasporto delle merci e quindi debbono trattenersi nelle stazioni per tutto il tempo necessario per le manovre e per il carico e lo scarico delle merci. — In questi convogli si prendono viaggiatori di 2.ª e 3.ª classe.

Qualora nei giorni festivi occorra di stabilire un servizio straordinario fra Torino e Moncalieri, questo verrà indicato per ciascuna volta con appositi avvisi.

Nei giorni di lunedì, avendo luogo il mercato nella città d'Alessandria, è stabilito un convoglio straordinario fra Asti ed Alessandria, e stazioni intermedie, alle ore seguenti:

Partenze da Asti a ore 7 antim. — da Annone 7 15 — da Cerro 7 24 — da Felizzano 7 35 — da Solero 7 46 — arrivo in Alessandria ore 8.

Partenze da Alessandria ore 8 45 antim. — da Solero 8 59 — da Felizzano 9 12 — da Cerro 9 24 — da Annone 9 30 — arrivo in Asti ore 9 45.

In conseguenza il primo convoglio di partenza da Torino non si fermerà più a Cerro, come per l'addietro.

* A Baldichieri si fermano tutti i mercoledì il primo convoglio diretto ad Arquata ed il penultimo convoglio diretto a Torino.

** A Cerro si fermano tutti i lunedì l'ultimo convoglio diretto a Torino, e tutti i mercoledì il 2.° convoglio diretto a Torino e l'ultimo diretto ad Arquata.

PER PARTE

DELL'AMMINISTRAZIONE DEL RICOVERO DI MENDICITA'

da erigersi nell'edifizio

dello Spedale dei Poveri della città di Casale.

Si deduce a pubblica notizia, che alle ore 10 antimeridiane del giorno 10 di febbraio p. v. giorno di pubblico mercato, si procederà nell'edifizio del R. Spedale dei Poveri di questa città, e nell'aula delle adunanze della Congregazione amministratrice del medesimo Instituto, all'incanto dei lavori concernenti la confezione di N. 150 *Inginocchiatoi*, fatti a modo d'armadio, ad uso degli accattoni che verranno accolti nell'anzidetto Ricovero di Mendicità, sul primo prezzo di L. 1912 50.

S'invita pertanto chiunque aspiri a siffatta impresa, a presentarsi in detto luogo agl'indicati giorno ed ora per fare i suoi patiti, che verranno accettati dall'infrascritto segretario; con diffidamento che gli anzidetti lavori verranno deliberati all'estinzione naturale della terza ed ultima candela vergine a favore d.l'ultimo e m gliore offerente, in ribasso al prezzo suddetto di L. 1912, 50 sotto l'osservanza dei relativi capitoli d'onere: dei quali, unitamente all'analoga perizia e disegno, potrà ognuno aver visione nella segreteria dello Spedale sullodato.

Non sarà ammesso alcuno a far partito senza aver prima depositato il decimo della somma, con cui verrà aperta l'asta, od un corrispondente vaglia spedito da persona notoriamente solvibile: e se non produrrà un certificato d'idoneità rilasciato da un ingegnere o da un architetto civile.

I termini fatali per la diminuzione del decimo sono stabiliti a giorni otto successivi a quello del deliberamento, i quali perciò scadranno al mezzodì del giorno 18 dello stesso mese di febbraio.

Si dichiara che nell'incanto si osserveranno le formalità prescritte dai veglianti regolamenti.

Casale, il 31 gennaio 1852.

Il segretario DELODI.

Società anonima
DELL'ILLUMINAZIONE A GAZ

fuori Porta Nuova

Il Consiglio d'Amministrazione della Società ha l'onore di prevenire i signori Azionisti che il *Dividendo* del secondo semestre 1851 venne fissato a L. 50 per azione, e che a cominciare dal 1.° del corrente febbraio sarà pagato a presentazione, sia all'Ufficio di detta Società all'Officina del Gaz, fuori Porta Nuova, sia a Lione presso i signori vedova Guerin e figli, banchieri.

Si notifica ad un tempo al Pubblico, che dal 1.° pur corrente il prezzo dell'arso (*carbon coke*) è ridotto a L. 8 i 100 chil., presso all'Officina, per tutte le quantità non minori di 500 chil., ed a L. 10 al dettaglio.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

DICTIONNAIRE
DE LA CONVERSATION ET DE LA LECTURE

SECONDE ÉDITION ENTIÈREMENT RÉFONDUE

avec primes pour les **2000** *premiers souscripteurs*

La 10.me livraison qui complète le 1.er vol. est en vente.

I signori associati a quest'Opera cospicua sono pregati di voler ritirare, alla Libreria suddetta, la loro inscrizione a stampa, portante l'obbligazione dell'editore, sia per le condizioni, come pei premii suddetti.

GIACINTO MARIETTI TIPOGRAFO-LIBRAIO

in Torino, via di Po, ha pubblicato:

COMPENDIO della STORIA ROMANA, di Goldsmith, corredato di carte geografiche, di correzioni e di aggiunte, L. 2 20.

La presente edizione è adottata dal Ministero di Pubblica Istruzione per l'insegnamento della Storia Romana.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

MAGASIN PARISIEN

MODES ET NOUVEAUTÉS

Rue S.t-Philippe, 23, maison Caraglio de S.t-Marsan, au rez-de-chaussée, à Turin

Chez M.me **BOSQUI** on trouve des Chapeaux pour Dames, Robes de bal, Mantelets, Fleurs de Paris, Coiffures et bonnets habillés, Fichus, Berthes, sorties de bal, Etoffes en soie pour robes, Rubans et Velours de France, Dentelles noires de Chantilly et de Cambray pour volants, point de Bruxelles en barbe, Guimpes, Mouchoirs, Dentelles Valenciennes, Malines, Mirecourt, point de Paris, Blondes et Broderies en tout genre.

On trouvera aussi tous les articles qui concernent le trousseau et la layette qu'elle se charge de faire confectionner; Chemises d'homme en batiste brodées et unies, de tous les prix; assortiment de Cravattes et Foulards, etc.

On expédie, d'après demande, le tout à des prix modérés.

AVVISO

I fatali per l'aumento di sesto o mezzo sesto sopra num. 783 piante d'alto fusto, esposte venali dall'Opera pia di S. Luigi Gonzaga in Torino, con tiletto del 17 scorso gennaio, e state deliberate in L. 3,751, scadono alle ore 11 del giorno 7 corrente febbraio.

CARLO CARABALLONE

Ha aperto uno *Stabilimento da Sensale* per vendite, affittamenti, censi, imprestiti e per occupazione di persone di servizio, casa Viale, piazza vecchia, in Savigliano.

DA VENDERE O PERMUTARE

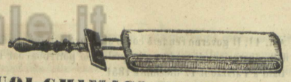
con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

DA VENDERE

unitamente o separatamente

Due piccoli CORPI di CASA, situati lungo il viale che dal Borgo Po, mette alla Villa della Regina. — Recapito al notaio Beria, via S. Francesco, n. 18, piano 1.°.



CUOI CHIMICI ED ELASTICI

per rasoi, temperini, ecc. del sig. OULMAN *di Berlino.*

Questi Cuoi, pe' quali il suddetto ottenne *un brevetto in Francia ed onorevole menzione all'Esposizione universale di Londra*, primeggiando fra quanti altri, per bontà, semplicità ed eleganza, dispensano dall'affilare i rasoi, nè richiedono alcuno ingrediente, potendo sempre servirsi dello stesso cuoio.

Il medesimo sottopone i suoi Cuoi alla prova, ed offresi gratuitamente di passare sui Cuoi di sua invenzione i rasoi che gli venissero presentati.

Prezzo: Montati sopra metallo L. 10, sopra acciaio, L. 8 e sopra legno L. 6.

Alloggia all'*Hôtel de Londres*, ci-devant *Bonne Femme*.

Deposito presso li signori Janetti padre e figli, via di Po, accanto al Caffè Fiorio, in Torino.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile* N. 9 membri al 2.° pe, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

ESTRATTO SOMMARIO

Con sentenza del tribunale di prima cognizione di Novara del 20 gennaio 1852, sopra petizione di Antonietti Carlo, Francesco e Giuseppe fratelli fu Angelo dimoranti in Egro, comunità di Granona, mandamento d'Orta e conformi conclusioni del pubblico ministero, in data 14 detto mese, è stato pronunziata l'assenza di Antonietti Giovanni Battista Mauro fu Pietro Giulio di detto luogo di Egro, con essersene preseritta la esecuzione in conformità del disposto dall'art. 83 del Codice civile.

Novara, il 30 gennaio 1852.

F. Giovanetti sottosegr.

NOTA

Con instromenti 22 gennaio 1851, rogato Ansinelli, e 22 aprile stesso anno, rogato Fantini, a Cavour, Galosso Gio. Battista fu Michele ivi residente acquistò da Pietro e Giuseppe, fratelli Fornasero fu Giuseppe, un corpo di casa situata in quel concentrico, del quantitativo in totale di are 4, centiare 68, pel prezzo in totale di lire 3,086 cent. 60, la qual cosa si deduce a notizia per l'effetto di cui all'art. 2303 del Codice civile.

Ansinelli notaio.

NOTA

Con iscrittura privata del 23 gennaio ora scorso, stata depositata alla segreteria del Magistrato del Consolato di questa città, il 31 stesso mese, il signor Antonio fu Giuseppe Pastore ha ceduto al sig. Giambattista Resplendino la fabbrica da porcellana che il medesimo esercita sulle fini di Beinasco, al prezzo ed alle condizioni da quella apparenti.

Torino, il 2 febbraio 1852.

NOTA.

La sottoscritta Carolina Cauda, vedova del signor Carlo Valetti, residente in Giaveno, notifica, per quell'effetto che di ragione, che con atto del 30 gennaio 1852, rogato Calcagni, venne rivocata la procura generale che essa aveva passata al sig. Michele Allasia di Gerolamo, domiciliato in Torino, con atto del 5 dicembre 1851 anche rogato Calcagni.

Carolina Cauda vedova Valetti.

NOTA

L'ill.mo sig. avvocato Nigra giudice aggiunto presso il regio tribunale di prima cognizione di questa città, con suo decreto del 5 dicembre ultimo scorso, sul ricorso ad esso sportosi per parte dei signori Cristoforo e Paolo, fratelli Giuliano, del luogo di Carignano, ha dichiarato aperto il giudicio di graduazione sopra il prezzo di varii stabili stati subastati in odio di Francesco Deisme del Dessais d'Exilles, ad instanza del defunto sig. Pietro Giuliano, padre dei sunominati fratelli Giuliano, e stati i medesimi, con sentenza di deliberamento dell'8 agosto 1835, deliberati a favore del prenominato sig. Pietro Giuliano per L. 360, e con altra dell'11 gennaio 1840, a favore del sig. Luigi Vittorio Challier dimorante a Chalbertrand, per la somma di L. 1,050, ed ha ingiunti tutti i creditori del prenominato Deisme a produrre i loro titoli alla segreteria di questo tribunale nei modi ed entro il termine prescritto dalla Regia Legge.

Susa, il 28 gennaio 1852.

Balma proc. coll.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Le Metamorfosi.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Mercadet.*

NAZIONALE Riposo.

— Domani andrà in scena l'opera: *Nabucco.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il marchese ciabattino.*

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Rassi e Preda recita: *Meneghino filosofo per forza.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
25 genn.	746 62	747 48	747 92	+ 1 5	+10 6	+11 0	+ 2 2	+ 7 1	+ 5 8	S.S.O.	S. O.	S. O.	Cop. nebbioso	Seren. velato.	Sereno con vel.°
26 »	747 02	746 54	746 46	+ 1 5	+ 4 8	+ 8 3	+ 1 0	+ 5 4	+ 5 0	N.N.O.	S. O.	O.S.O.	Ser. con velo	Coperto nebb.	Cop. nebbioso
25 »	741 56	741 52	739 54	+ 2 6	+ 5 5	+ 6 7	+ 1 2	+ 4 1	+ 4 8	N. E.	N.N.E.	S.S.O.	Coperto. nebb.	Coperto nebb.	Copert nebbioso

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 30 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MERCOLEDI' 4 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali, e c.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 44	23	12
Per l'Estero	» 80	36	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Visto l'art. 2 della Legge 4 ottobre 1848;

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Per gli Esami di Magistero in tutte le Università del Regno è approvato il Regolamento annesso al presente Decreto, e firmato d'ordine Nostro dal Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato suddetto è incaricato della esecuzione del presente Decreto, da registrarsi al Controllo generale, da pubblicarsi e da inserirsi nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato in Torino, addì 1° febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

FARINI.

REGOLAMENTO PER GLI ESAMI DI MAGISTERO.

CAPO I. — *Del Magistero.*

1. Gli Esami di Magistero si danno dalla Facoltà di lettere e filosofia, di scienze fisiche e matematiche, rappresentate da speciali Commissioni create ogni anno nel modo infra stabilito.

2. Questi esami si compongono di tre distinti esperimenti, due scientifici ed uno letterario, i quali comprendono le materie che sono oggetto dell'insegnamento secondario ugualmente prescritto in tutti i collegi dello Stato.

3. Uno degli esperimenti scientifici versa sulle quistioni di logica, metafisica, aritmetica, algebra e geometria, che saranno estratte a sorte dai programmi A e B, annessi al presente Regolamento.

L'altro esperimento scientifico versa sulle quistioni di etica e di fisica estratte dai programmi G e D, annessi pure al presente Regolamento.

L'esperimento letterario consta di due saggi, l'uno scritto, l'altro verbale, e comprende le materie che saranno descritte in appresso.

4. Tutti gli esperimenti verbali del Magistero si danno in pubblico e ad un solo candidato per volta.

5. Gli esami di Magistero hanno luogo compiuto il corso di filosofia.

Tuttavia, sino a contraria disposizione, i candidati potranno sostenere i tre esperimenti, parte terminato il primo anno di filosofia e parte compiuto l'intiero biennio.

CAPO II. — *Dell' ammessione agli esami e del tempo prefisso ai medesimi.*

6. In tutte le Università del Regno, per essere ammessi ai tre esperimenti di Magistero, ogni candidato dee presentare al Presidente dell' Università:

1. La fede di nascita debitamente legalizzata, da cui risulti avere l'età di sedici anni.

2. La carta d'ammessione comprovante che il candidato ha compiuto lo studio della rettorica e della filosofia nelle scuole pubbliche e che ne ha sostenuto con esito favorevole l'esame finale.

3. La quitanza del seguito pagamento del Deposito.

7. Se il candidato ha studiato sotto istitutori privati, approvati secondo il prescritto dalle vigenti leggi, dovrà, oltre la fede di nascita e la quitanza del deposito, presentare un certificato che comprovi di avere compiuti gli studi analoghi ai corsi di rettorica e di filosofia che si danno nei Collegi pubblici e la quitanza di pagamento del relativo minervale.

I certificati di studio privato debbono essere conformi al modello annesso al presente Regolamento, e legalizzati dal Sindaco del Comune in cui risiedono gl'institutori privati.

8. I candidati, che intendono di sostenere alcuno dei tre esperimenti dopo il primo anno di filosofia, dovranno comprovare nei modi sovra stabiliti di averne compiuto il relativo corso e potranno esservi ammessi all'età di quindici anni.

9. Unitamente ai titoli menzionati agli articoli 6, 7 e 8, il candidato dovrà porgere una domanda, scritta interamente di suo pugno, secondo la formola annessa del pari a questo Regolamento.

Il consultore, esaminata la regolarità dei titoli, li trasmette colle sue conclusioni al preside della classe di lettere, se si tratta dell'esperimento letterario, al preside della classe di filosofia se l'esperimento versa sulla logica e geometria, o al preside delle scienze fisiche se l'esame si riferisce all'etica e alla fisica.

I presidi delle classi predette stenderanno il decreto di ammessione del candidato.

10. Il segretario della facoltà, presi gli ordini del preside o vice preside, indica al candidato il giorno e l'ora in cui dovrà presentarsi all'esperimento.

È dovere del preside o vice preside, nell'assegnare il giorno dell' esame, di seguire l'ordine di iscrizione dei candidati.

Una tabella nominativa da alligersi alle colonne dell'Università indicherà il giorno e l'ora fissata a ciascun candidato. Questa tabella si pubblicherà almeno un giorno prima di quello stabilito per l'esame.

11. Se il candidato, senza legittima causa, non si presenta all' esame nel tempo assegnato, l'ammessione al medesimo gli può essere differita sino al termine della sessione degli esami, ed anche secondo le circostanze, fino alla sessione successiva.

Della legittimità della causa addotta conosce il preside, e sui richiami contro il medesimo pronuncia il Consiglio Universitario.

12. Le sessioni per gli esami di Magistero sono due:

La prima sessione comincia quaranta giorni prima della chiusura di ciascuna Università, e dura sino alla chiusura di essa.

La seconda incomincia il giorno dopo l'apertura di ciascuna Università e dura per venti giorni successivi.

13. Durante la prima sessione sono tenuti a presentarsi per l'ammessione all'esame:

1. Tutti i candidati che aspirano ad entrare nei corsi regolari della facoltà in principio dell'anno scolastico.

2. Quelli che furono rimandati nella sessione antecedente.

14. Nella seconda sessione sono ammessi soltanto:

1. Quelli che per cagione di malattia od altro grave motivo, riconosciuto dal Consiglio Universitario, furono impediti di presentarsi nella prima sessione.

2. Quelli che furono rimandati nelle sessioni antecedenti.

15. Le domande coi relativi titoli per l'ammessione agli esami di Magistero debbono presentarsi possibilmente prima dell'apertura delle sessioni degli esami od almeno in principio delle medesime.

Le domande che non siano state presentate entro i primi quindici giorni della prima sessione o dentro i primi otto giorni della seconda sessione, non danno ragione all'ammessione agli esami.

CAPO III. — *Degli esperimenti scientifici.*

16. Ogni candidato prima di essere ammesso al primo esperimento rinnova sopra un apposito registro la sua domanda, segnata da lui stesso in presenza del segretario della facoltà il quale verifica l'identità della scrittura e firma del candidato confrontandola con quella della prima domanda diretta al presidente dell'Università.

17. La durata di ciascuno dei due esperimenti scientifici è di tre quarti d'ora.

18. Sono esaminatori in questo esperimento tutti i professori della classe di filosofia per turno; il professore di geometria complementare della classe di scienze matematiche e i professori di fisica della classe di scienze fisiche, in concorso coi dottori collegiati delle classi di filosofia e di scienze fisiche ugualmente per turno.

Il Ministro potrà pure scegliere ogni anno alcuno fra i più distinti professori delle scuole di filosofia razionale e positiva per far parte delle commissioni esaminatrici.

Tali commissioni sono composte di tre membri, uno dei quali debb'essere professore della facoltà.

Il presidente della commissione assiste come giudice all'esame, vola coi due esaminatori, ma non interroga.

La designazione dei membri delle commissioni spetta al Ministro della Pubblica Istruzione.

19. Per l'Università di Torino vi saranno almeno tre commissioni esaminatrici per ciascun esperimento.

Il preside della facoltà estrae a sorte la commissione da cui il candidato debb'essere esaminato.

20. Una di queste commissioni è presieduta dal preside o vice-preside della classe di filosofia; e le altre dal professore più anziano che ne fa parte.

Al presidente di ognuna di esse spetta il dare e promuovere tutte le provvidenze necessarie per l'ordine e il decoro delle sedute.

21. Per l'estrazione a sorte delle questioni che compongono i programmi, vi sarà sulla tavola di ciascuna commissione esaminatrice un bossolo nel quale staranno deposte tante pallottole numerate con ordine progressivo, quanti sono i numeri in cui si trovano distribuiti i programmi sopraddetti. Ciascun esaminatore, alla sua volta, estrae dall'urna una pallottola e la depone sulla tavola. Il numero portato dalla pallottola estratta indica il numero dei rispettivi quesiti su cui si aggirerà l'esame.

22. Quando il candidato non sappia esaurire le questioni propostegli intorno al primo numero, l'esaminatore procederà all'estrazione di un altro numero sul quale continuerà l'esame fino al termine del tempo prescritto.

Non rispondendo il candidato alle questioni sul secondo numero, non si procederà ad ulteriore estrazione, ma passerà ad un altro esaminatore.

CAPO IV. — *Dell'esperimento letterario.*

23. Il saggio scritto dell'esperimento letterario consiste in una traduzione dal latino in italiano, ovvero dall'italiano in latino, ed in una composizione italiana.

Ciascuno dei due lavori si fa in una seduta distinta.

24. Tutti i candidati debitamente inscritti per fare i lavori nel medesimo giorno, scrivono il medesimo tema nella medesima sala. Per altro il numero dei candidati riuniti per questo saggio non può essere maggiore di venti per ciascuna seduta.

25. I temi di traduzione e di composizione saranno preparati in numero triplo di quello che può probabilmente occorrere in tutta la sessione. Li proporrà il preside o vice-preside della facoltà di lettere e saranno approvati da un'apposita commissione di professori della classe prima dell'apertura delle rispettive sessioni. I temi approvati così di traduzione come di composizione saranno ciascuno sigillati e deposti nella segreteria in due distinte cassette chiuse a chiave sotto la risponsabilità del preside. In principio di ciascuna seduta fissata pel saggio in iscritto, il preside assistito dal segretario estrarrà uno dei temi e lo detterà ai candidati.

Il preside o vice-preside della classe di lettere presiederà alla seduta coadiuvato da un assistente, a ciò specialmente destinato dal Consiglio Universitario.

26. Sono concedute ai candidati tre ore di tempo per ciascuno dei due lavori predetti.

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

PIERO TRAPASSI (METASTASIO)

(Continuazione. Ved. il num. d' ieri)

Fra le tante buone fortune ebbe quella di vedersi aperte le vie difficili dell'educazione. Il Gravina lo imbalsama di greco, lo abbevera alle fonti dell'antico sapere: poi è accolto presso il cardinal Acquaviva, ov'era la miglior brigata di Roma, e là in mezzo alla musica, al cioccolatte, ai deliziosi sorbetti alla cannella, impara come si parla co'signori, e questa fu la seconda sua educazione che per certo gli giovò quanto la greca datagli dal Gravina. Apprende a giuocare alle minchiate (tarocchi) in casa Bolognetti ed in casa Patrizzi, e siede quarto in mezzo a Perfetti, a Vannini e Rolli. I tarocchi sono sorgente di lite: ed egli ne attacca una con quest'ultimo improvvisatore che gli porge occasione a pittoresche escandescenze che lo fanno amare dalle padrone di casa. Forestieri di ogni nazione frequentano la casa del Caroprese, illustre filosofo, ed il nostro poeta oltre alla filosofia pitagorica vi studia il modo di ragionare e di porgere de' Francesi, Russi e Svedesi che gli accade incontrare. Così di Caroprese in Acquaviva, d'Acquaviva in Bolognetti, di Bolognetti in Patrizzi, il giovine abate perviene alla principessa Borghese, sorella del contestabile Colonna, che più tardi gli è appoggio validissimo; conosce e si mischia a molti Inglesi, che fanno tregua a'loro discorsi politici per applaudire il brillante giovinetto. Sicchè laddove altri ha da lottare colle difficoltà, colle insidie che circondano il trionfo, egli si trovò d'un tratto bello e celebre in quasi tutta Europa. Vienna fu il suo Eden; paradiso terrestre ove ei gustò di tutti i frutti, nessuno eccettuato, non eccettuata nemmeno la gioia d'essere e di mantenersi buon galantuomo, bisogna assai difficile a chi troppo, e troppo in fretta sale ad alti onori.

Ora prima di dirne brevemente i casi, ed esaminarne le opere, chiediamo: Il Metastasio è veramente quel grande poeta, che tutto un secolo concorse a proclamare, oppure è si piccolo pastorello da essere deriso com' altri stimò?... Imperocchè gli hanno anche riso alle spalle!... Fortunato, anche in ciò, che quando si rise di lui una lunga mano d'anni lo proteggeva nel sepolcro.

A noi che fissiamo gli sguardi in un orizzonte già disnebbiato, che invece della passionata polemica seguiamo la logica tranquilla, e la sobria considerazione della storia, a noi tocca dire che Metastasio non fu nè il Gigante nè il Nano che si volle; non sali co'pochi sull'ultimo ciglione del Parnaso, ma neppure se ne stette alla radice fra suonatori di pifferi e zampogne. Tenuto anzi conto del bene che ha fatto fra l'onda di male che turnida si svolgea sul mar di que'tempi, e calcolata la verginità delle novità delle quali fu produttore, è mestieri confessare ch'ei non si fermò a mezza falda: è più oltre sarebbe per certo salito se non era un non so quale scioperio, un'accidietta assai naturale in chi è già abbastanza contento di sè, e non vuole soffrire nessuna pena per aumentare una felicità già completa: vestendo di materiale traslato la nostra idea ci pare ch'egli, giunto ad un dato punto del giogo di Pindo, si sia soffermato a guardar in su e guatar in giù, e, pigliando lena, abbia detto infra se stesso:

— Fin qui è già molto: perchè stancarmi a salir di più?

E giù discese canticchiando una strofa di settenari fra labbra e denti, di quelle strofe ch'egli solo ha fatte, perchè la buona fede e l'ingenuità pareggiavano in lui l'ingegno; e pur troppo l'ingegno e l'ingenuità sono così spesso dotati di reciproca ripulsione! Gli è come dire furbo e babbuino ad un cotale: ed il Metastasio ha quasi or qui or là tanto del primo che del secondo. E noi nello studiarlo, nel pensare alla sua faccia, all' anima sua siamo talora presi da un'alta meraviglia, e talora le spalle s'alzano quasi di per se stesse: ed in questa contraddizione perpetua, non ci fa stupore che Schlegel abbia sì poco amato il Metastasio; come pure non ci fa stupore che l'Arteaga venga improvvisamente fuori con quest'apostrofe incredibile: « O illustre Metastasio, onor d' una nazione « ecc. ecc., so io fossi chiamato a decidere.... si tu sa« resti la Venere cui donerei il pomo della bellezza!! »

Il grassotto e sorridente poeta deve aver provato non poca meraviglia nello immaginarsi di ricevere con piglio di Venere il pomo dell'Arteaga.

A noi pare insomma che questo poeta è stato troppo depresso e troppo esaltato: dagli estremi esagerati si può ora pigliare quel tanto di verità che ci insegni la giusta nicchia che gli si conviene: codesta nicchia, o bassa o alta, sarà nessun dubbio, malgrado i rivolgimenti estetici, eterna.

Metastasio nacque il 3 gennaio del 1698. Gli fu padrino il cardinale Pietro Ottoboni, del quale portò il nome unito al cognome suo Trapassi. Poco si sa della prima sua infanzia, e la vita sua non è conosciuta che dall' aneddoto del Gravina in poi. Il Gravina ebbe un bel da fare per ammorbidire l'ispida vivacità del giovine orefice, che gli scappava per così dire di mano: ma a poco a poco avendolo ammansato, ed ispiratogli amore alla quiete ed al contegno civile, lo fece bevere, come allora solevasi dire, alle fonti greche e latine. Il giovine ingegno più bevea più si faceva gagliardo, ed avidamente convertiva in suo sangue il nudrimento morale che gli si apprestava. Allora il Gravina quasi per compiere intera la trasformazione del Trapassi gli mutò nome e chiamollo Metastasio: gli fisso le ore dello studio e del diporto: gli regolò i passi, i divertimenti,

Durante tal tempo essi restano costantemente sotto la vigilanza del preside sopradetto o dell' assistente e non possono avere alcuna comunicazione fra di loro nè fuori della sala sotto pena di esclusione.

Non possono avere altri libri a loro disposizione eccetto il vocabolario latino ed italiano.

27. Ciascun candidato, terminato il suo lavoro, ne consegna la copia, munita del suo nome, cognome e patria al preside od all'assistente, il quale la ripone immediatamente in un' apposita cassetta chiusa a chiave, dal preside medesimo, d'onde soltanto viene estratta in occasione dell'esame verbale.

28. Il saggio verbale letterario dura un'ora e consiste:

1. Nello squittinio dei due precedenti lavori scritti, dei quali il candidato darà ragione, rispondendo alle quistioni diverse che gli verranno fatte dagli esaminatori;

2. Nell' interpretazione degli autori latini e italiani secondo i programmi F G annessi al presente regolamento:

3. Nel rispondere alle interrogazioni sulle questioni di storia antica e moderna che saranno estratte a sorte dal programma H annesso al presente regolamento.

29. Nell' esperimento letterario sono esaminatori tutti i professori della classe di lettere per turno divisi in commissioni in concorso coi dottori collegiati della medesima classe egualmente per turno.

Il Ministro potrà pure scegliere ogni anno alcuno fra i più distinti professori delle scuole secondarie per far parte delle commissioni esaminatrici.

30. Ciascuna commissione è composta di tre membri dei quali uno almeno debb'essere professore ordinario della facoltà.

I membri che debbono far parte di ciascuna commissione sono annualmente designati dal Ministro della pubblica istruzione.

Le commissioni per l' Università di Torino non saranno meno di tre.

31. Una delle commissioni è presieduta dal preside o vicepreside di lettere; le altre dal professore più anziano che ne fa parte.

Il preside della facoltà estrae a sorte la commissione dalla quale il candidato dovrà essere esaminato.

Al presidente di ognuna di esse spetta il dare o promuovere tutte le provvidenze necessarie per l' ordine e il decoro della seduta.

32. Lo squittinio dei due lavori è fatto dai tre esaminatori in comune e dura non più di un quarto d'ora.

Immediatamente dopo gli stessi esaminatori interrogheranno per un quarto d'ora ciascuno sopra gli autori latini, sopra gli autori italiani e sopra le questioni di storia.

Ciascun esaminatore interrogherà solamente sopra la parte di esame che gli è assegnata.

33. L' interpretazione degli autori latini ed italiani non sarà puramente grammaticale.

Il candidato dovrà eziandio dar saggio delle principali cognizioni della storia letteraria latina ed italiana e di precettistica, sulle quali dai passi medesimi estratti a sorte saranno gli esaminatori segnatamente condotti ad interrogare.

Per queste interrogazioni servirà di norma l' annessa istruzione I.

34. Per le questioni di storia si seguiranno le norme di cui agli articoli 21 e 22.

Le questioni di storia offriranno occasione all'esaminatore di interrogare il candidato sulle relative cognizioni di geografia, secondo l'annessa istruzione L.

CAPO V. — *Del giudizio degli esperimenti.*

35. Al fine di ciascun esperimento gli esaminatori procedono alla votazione nel modo finora praticato.

36. Per essere approvato si richiedono i tre quinti dei voti favorevoli.

Il risultato della votazione viene immediatamente proclamato dal presidente della commissione.

37. Il candidato non approvato in uno degli esperimenti predetti può rinnovarlo in un'altra sessione, nella forma stabilita, ma nella medesima Università, salvo in circostanze eccezionali, e con espressa autorizzazione del Consiglio universitario dove sostenne il primo esame. In tal caso la domanda per l'ammessione a ripetere l'esame sarà al tempo debito presentata al rispettivo preside secondo il prescritto dall'art. 9.

38. I candidati che avranno ottenuto i suffragi favorevoli in tutti tre gli esperimenti ottengono uno speciale diploma.

CAPO VI. — *Disposizioni transitorie e particolari.*

39 Negli esami verbali letterari del 1852, le questioni sulla storia verseranno soltanto dall' art. 16 fino all'art. 52.

Per gli esami di geometria si ommetteranno gli art. 43, 45, 44 fino al 50.

Nella fisica si ommetteranno gli art. 43 44 45 46 47 48.

40. Gli studenti delle provincie della Savoia, del ducato d'Aosta, della valle d'Oulx e del mandamento di Guillaumes continueranno come pel lodditero a far uso della lingua francese invece dell'italiana così nei lavori di traduzione e di composizione, come nell'interpretazione degli autori.

41. Per gli esami degli studenti di cui nell'articolo precedente i presidenti ed i membri delle commissioni esaminatrici saranno annualmente designati dal Ministro.

Le domande per l'ammessione agli esami saranno presentate al provveditore della città in cui avranno luogo gli esami ed il medesimo farà le parti del consultore.

In tutto il rimanente si osserverà il disposto del presente Regolamento.

42. Nelle Università di Genova, Cagliari e Sassari, occorrendo che per difetto di numero legale di membri componenti la facoltà di lettere, filosofia e scienze fisiche e matematiche non si possano attuare le Commissioni esaminatrici prescritte da questo Regolamento, il Ministro nominerà gli esaminatori che si richiedono a compiere il numero mancante.

43. Per gli studenti i quali avranno studiato in un Collegio dove esiste una sola cattedra di filosofia, uno degli esperimenti scientifici potrà versare sulla logica, metafisica ed etica, e l'altro sulla geometria e fisica.

44. I candidati che già si fossero presentati a qualche esame di Magistero e non ne fossero usciti con successo favorevole, ove vogliano ripetere l' esperimento dovranno conformarsi nel nuovo esame a tutte le disposizioni del presente Regolamento.

45. Incontrandosi qualche difficoltà nella applicazione pratica del disposto del presente Regolamento, il Ministro della Pubblica Istruzione potrà spianarla con speciali ed appositi provvedimenti.

46. Sono abrogate tutte le disposizioni contrarie al presente Regolamento.

Torino, addì 1° febbraio 1852.

FARINI

I.

Modello di certificato di studio privato.

Io sottoscritto . . . abitante nel comune di . . . . provincia di . . . . . dichiaro che il sig. (1) . . . . del . . . sig. . . . . da . . . fino a . . . . fece sotto la mia disciplina, e nella casa di mia abitazione (*ovvero indicare se la casa è del padre o madre, zio, fratello, o tutore del candidato*) un corso di (2) . . . . analogo a quello che ha luogo nei collegi pubblici, e che lo credo bastantemente instrutto da potersi presentare all'esame di Magistero.

Fatto a . . . il . . . . 18 . .

N. N. (firma dell'istitutore privato)
Professore di (*rettorica o filosofia*)
per diploma del (*data*) della R. Università di . . . .

(1) *Nome e cognome del candidato.*
(2) *Rettorica o filosofia.*

II.

Modello di domanda per l'ammessione agli esami.

Il sottoscritto . . . domiciliato in via . . . N. . . nato il . . . a . . . provincia di . . . . . avendo compito il corso regolare di rettorica e di filosofia (*oppure il primo anno di filosofia*) nel collegio di . . . . . (*oppure sotto la disciplina del sig.* . . . . .) siccome consta delle annesse carte d'ammessione (*ovvero certificati*) domanda al signor presidente dell' Università di . . . . . di essere ammesso all'esame di Magistero.

A . . . . il . . . . 18 . .

(*firma del candidato*)

NB. *Seguono i programmi di cui è cenno nel presente Regolamento e che daremo nei prossimi numeri.*

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 3 febbraio.*

Nella seduta d'oggi il Senato udì i rapporti sui bilanci del Dicastero degli esteri e del Monte di riscatto, quindi adottò i bilanci del Ministero degl'interni e dell'Azienda Generale delle Finanze.

La Camera dei Deputati terminò nella seduta d'oggi la discussione del progetto di legge sulla privativa postale, e l'approvò con voti 105 contro 15. Prese poscia a discutere il progetto di legge per modificazioni alla legge sulla stampa, e respinse in fine della tornata la quistione pregiudiziale promossa dal deputato Tecchio.

Nella Nota dell'Amministrazione del Debito Pubblico, pubblicata nella Gazzetta del 2 febbraio, concernente l'estrazione delle Obbligazioni dello Stato, il numero della Obbligazione estratta (che manca in alcune copie), corrispondente al num. d'ordine 50 è di 16,827, e quello corrispondente al num. 92 è di 454.

SVIZZERA

BERNA, 31 *gennaio*. I deputati che compongono la maggioranza del gran consiglio diressero una dichiarazione al popolo bernese, firmata da 108 nomi. È una energica risposta alla dichiarazione sottoscritta da 15 membri della minoranza, in nome dell' opposizione. La maggioranza del gran consiglio dichiara che la revoca non è chiesta dal popolo, ma solamente da una frazione della minoranza, e sovratutto da quella frazione che è composta dei membri del governo precedente, e di funzionari che perdevano i loro impieghi in seguito al voto popolare del 5 maggio 1850.

La maggioranza del gran consiglio enumera in seguito tutti gli atti commessi dall'opposizione da quel tempo in poi. Rispetto alle finanze, essa espone come il governo attuale, cominciando col diminuire gli assegnamenti de' suoi membri, diminuì già di oltre la metà il disavanzo enorme e normale a lui lasciato dall' amministrazione precedente. Si afferma quindi che col promuovere la domanda della revoca del gran consiglio si provoca il popolo a smentire un atto essenziale, e liberamente e mpiuto della sua sovranità: lo stato del paese peggiorerebbe; al credito pubblico ne rimarrebbe scosso, e si riaprirebbe l'èra delle rivoluzioni.

VAUD. Il gran consiglio ha testè adottato all' unanimità, e senza discussione, il decreto sull'amnistia presentato a sua richiesta dal consiglio di Stato.

ZURIGO. Il gran consiglio si è radunato il 28 gennaio per deliberare sopra un progetto di legge relativo all' organizzazione militare. Si trattava di porre la legge cantonale in armonia colla legge federale. Si fecero diverse proposizioni tendenti ad alleviare il servizio o ad aumentare il soldo; ma furono reiette.

FRANCIA

PARIGI, 31 *gennaio*. Il ministro della polizia doveva in origine, come è noto, avere sotto i suoi ordini sei prefetti di polizia residenti in sei delle principali città delle provincie. Questa idea fu abbandonata. Invece di prefetti si istituiscono varii ispettori.

Il meccanismo della nuova amministrazione, giusta il decreto uscito oggi nel *Moniteur*, avrà per motori: il ministro, il prefetto di polizia della Senna, nove ispettori generali, le cui residenze sono stabilite in Parigi, Lilla, Metz, Lione, Marsiglia, Tolosa, Bordeaux, Nantes e Bourges; dodici ispettori speciali, la cui residenza sarà nel capoluogo di ciascuna delle divisioni militari fuori delle nove città sopraindicate; finalmente i commissarii di polizia.

L'ispettore generale residente in Parigi avrà nelle sue attribuzioni la prima e la seconda divisione militare, eccetto il dipartimento della Senna, che resta nelle attribuzioni esclusive del prefetto di polizia.

Vi saranno presso il ministro tre direttori generali, uno dei quali sarà il prefetto di polizia della Senna.

Il *Moniteur* pubblica inoltre il regolamento interno del consiglio di Stato, e il regolamento per l'esposizione prossima di Belle Arti.

— Le disposizioni che nel decreto del 25 gennaio p. p. concernono la Legion d'Onore, sono dichiarate applicabili agli ufficiali posti in ritiro dopo il 25 gennaio istesso.

— Una nota *comunicata* dichiara che la cappella e le tombe di Dreux non sono comprese nel decreto del 25 gennaio.

— Il sig. Michele Rempp, uno dei compilatori del *Moniteur Parisien* e già compilatore della *Patrie*, è stato aggiunto al gabinetto particolare del ministro dell' interno.

— L'*Ariel*, piroscafo francese, ha, negli scorsi giorni, visitato l'isola di Jersey per verificare se vi fossero stati portati, come era corsa voce, 5,000 fucili da Anversa pei rifugiati francesi. Questo legno a vapore è partito da Jersey dopo aver otte-

---

Una bella mattina il Metastasio entra nella Camera del Gravina e dice con grande disinvoltura:

— Maestro mio, vi reco un buon dì ed una buona nuova.

— Grazie del primo: udiamo la seconda.

— Ho composto un dramma . . .

— A quattordici anni un dramma?... Felicita! Felicita!... sclamò spaventato il Gravina chiamando la serva a vedere se il Pierino fosse diventato matto.

Ma Felicita non lo trovò, nè altri, matto: il dramma c'era, ed un bel dramma, con tutte le regole: il *Giustino*: ed il Fabroni, che è in generale un buon panegirista, fa male a tanto censurarlo; ed ha adoprato bene il Bertola a difenderlo. Il chiasso che si fece in Roma per quel *Giustino* è incredibile: per soprappiù si diceva che quel giovinetto aveva già tradotto in versi italiani gran parte d' Omero: sicchè l'era una meraviglia che tutti volevano vedere, tutti volevano conoscere. Ma il Gravina non gli lasciò di troppo gustare il solletico delle lodi, e lo ritirò un po' lunge dal mondo in casa d'un suo cugino, grande filosofo, il *Gregorio Caroprese*. Qui il giovine Metastasio si sentì divelto quasi per forza da abitudini, nelle quali viveva troppo epicureamente: il Caroprese, senza fargli disamare la poesia, gli annunziò che dessa era vuota e nulla senza il puntello della psicologia: e gli insegnò che cosa fosse uomo, che cosa fosse cuore e fosse mente. Il giovinetto in breve divenne filosofo quel tanto, che gli permetteva l'età, e forse invece di darsi alla poesia si sarebbe dato alla filosofia, tanta era la stima e l'affetto da lui concepito pel Caroprese; ma non appena erano trascorsi due anni di convivenza che il Caroprese mancò a' vivi. Il Metastasio mai non lo dimenticò, e per lettera da Vienna a Don Saverio Mattei egli scrisse queste parole che gli fanno onore: « . . . il mio benefico, non so se più padre o maestro Gian Vincenzo Gravina, che con sudore meritevole di frutti più degni di lui m'arricchì della greche e delle latine lettere.... ed il celebre di lui cugino Gregorio Caroprese, a cui egli mi consegnò fanciullo per compier sotto alle sue discipline tutto il corso filosofico, e col quale abitai in Calabria tutto il tempo che fu creduto necessario al disegno . . . » sensi gentili tanto più ch' ei li esternava un cinquant' anni dopo la morte dell'uno e dell'altro benefattore.

Il Gravina, trovatoselo di nuovo sulle braccia, pensò ad educarlo nella giurisprudenza, affine di porgergli occasione ad aspirare agli impieghi e guadagnare onorevolmente la vita. Il protervo giovinetto invece di studiare la giurisprudenza lasciò correre forse un po' troppo il cuore e gli occhi per le strade di Roma: la notte, invece di imparare il diritto, compose la *Galatea*, e l' *Endimione*, azioni teatrali, e le cantate della *Cioccolata* a *Filli*, e del *Tabacco* a *Clori*. Ci par di vedere il Gravina sorprenderlo infra la Filli e la Clori, e di aria di zio imbronciato dargli una lavata di capo per la mancanza d'amore verso il Digesto.

In quel tempo (1718) il Gravina veniva chiamato da Vittorio Amedeo a Torino per occuparvi la cattedra di diritto. Mentre il celebre giurisconsulto si disponeva alla partenza, la morte lo sorprese. Morendo lasciò erede il suo allievo.

La piogue eredità che n' ha il Metastasio non diminuisce d' un punto l'acerbo dolore ch' ei prova a siffatta perdita.

Ha trovato qualche migliaio di zecchini, ma ha perduto un padre: i zecchini si guadagnano, ma non si stampa un padre, e meno un Gravina. L'acerbità del dolore però non gl' impedì di scrivere una bella elegia destinata a far gemere tutta l'Arcadia, *La strada alla Gloria*. Quindici mila scudi romani, una scelta libreria, mobili, argenti, beni fruttiferi ecc., sono cose che non recarono mai impaccio a nessuno, e se il Metastasio non seguitò a piangere eternamente, non gli si de' imputare a delitto. E poi: il viver di Roma è sì pieno, i sette colli esul-

---

nuto ed invitano cotanto a cacciare il mal umore, che il Metastasio si abbandona alla dolcezza del ben vivere, e del buon poetare. Caccia dunque ogni cura in bando e fa dell'eredità quell' uso ed abuso che il suo temperamento gli suggerisce. Dopo un' ode, viene un buon pranzo; dopo un epigramma viene un' orgia e via di questo passo. Ma questo passo non poteva durare. Il signor Metastasio si accorge che ha dei debiti, e che ha dei peccati sulla coscienza.

I peccati che del resto non erano capitali, lo lasciano tranquillo, ma i creditori lo noiano e lo costringono a fuggire da Roma e ricovrare nella scuola del Castagnola a Napoli. E che fare nella scuola del Castagnola? Badare ai soffitti: ecco l' occupazione novella del fuggitivo poeta.

Fra le varie onorevoli conoscenze contratte da lui in Roma v'era quella del duca Borghese. Saputasi dal duca la presenza del Metastasio in Napoli, mandò per lui, e gli commise una poesia in occasione delle feste per l'annuo natalizio di Elisabetta Cristina imperatrice. Giubilò il Metastasio, ed in men che non s'aspettava egli stesso, ebbe compiuti gli *Orti Esperidi* (1724), che vennero ornati di musica dal Porpora. Da questo punto si allarga la storia dei trionfi, degli onori e dei regali fatti a Metastasio. La sua composizione venne aggradita assaissimo dal committente, ed applaudita fragorosamente: gli fruttò tanto da poter inviare qualche somma ai creditori di Roma, e riaprirsi così una strada, di cui gli erano chiusi i cancelli.

Fra gli artisti che eseguirono gli Orti Esperidi v'era una Marianna Bulgarelli, sommamente cara nel canto (il biografo si trasporta sempre a'tempi de'quali parla), onesta in uno ed affettuosa nell'espressione e nel gesto: la chiamavano per vezzo antonomastico la *Romanina*. Essa ebbe molta parte nella storia della vita di Metastasio, ed ecco il come la cosa avvenne.

(*Continua*)

G. TORELLI.

www.internetculturale.it

nuta la certezza che quella voce non aveva il minimo fondamento.

— Il principe presidente ha ricevuto da S. M. la regina della Gran Bretagna e da S. M. il re dei Belgi le risposte alle lettere di notificazione riguardante i nuovi poteri conferiti al principe dalla nazione francese.

La lettera di S. M. Britannica è stata rimessa al ministro degli affari esteri dal sig. Jerningham, incaricato d'affari d'Inghilterra.

La lettera di S. M. il re dei Belgi fu presentata al presidente dal sig. Firmin Rogier, inviato straordinario e ministro plenipotenziario del re.

— Iersera alle 9 si effettuò sulla strada ferrata la partenza di 360 operai per la California. Essi sono giunti stamane all' Havre, e devono imbarcarsi a bordo della *Vesta* che metterà alla vela col primo vento favorevole.

— Il bilancio della banca pubblicato ieri non offre se non leggiere differenze dal bilancio della settimana scorsa.

L' introito metallico ha variato poco. Era, otto giorni fa, di 570 milioni, oggi ascende a 572.

Il portafoglio rimane, com'era, a 127,000,000.

La circolazione dei biglietti decrebbe di 7,000,000 ; essa ammontava la scorsa settimana a 594,000,000 ; è oggi di 587.

Il conto corrente del tesoro creditore è cresciuto di circa 8 milioni ; ascendeva la settimana passata a pressochè 72 milioni ; oggi è di 80.

I conti correnti particolari hanno un po' ribassato, cioè da 140 milioni a 137.

Le riscossioni eccedenti la valutazione degli effetti in ritardo han guadagnato 28,726 fr. dalla settimana scorsa a tutt'oggi.

— Gli esecutori testamentarii del re Luigi Filippo, che sono i signori Dupin, Laplagne-Barris, di Montmorency, di Montalivet e Achille Scribe, hanno indirizzato al principe presidente della repubblica una protesta contro il decreto del 25 gennaio relativo ai beni della casa d'Orleans, e domandano che la quistione sia portata dinanzi ai tribunali.

Il sig. di Casabianca, ministro di Stato, ha accusato ricevimento di quella protesta agli esecutori testamentarii del re Luigi Filippo.

BELGIO

Brusselles, 31 *gennaio*. Leggesi nell' *Indépendance Belge* :

Il *Bulletin Français*, rivista ebdomadaria che si pubblicava a Brusselles dopo la fine del mese scorso, fu oggi sequestrato. Se noi siamo bene informati, questo sequestro sarebbe seguito dopo una formale rimostranza diretta al governo belgio dal governo francese, fondata sulla violenza degli assalti diretti contro il presidente della repubblica. Quindi si sarebbe ordinato di procedere in virtù delle disposizioni della legge del 28 settembre 1846, che regola le penalità incorse da quelli che pubblicano ingiurie contro le potenze estere.

Il tenore di quella legge è nei termini seguenti :

« Noi, Guglielmo ecc., avendo preso in considerazione che in virtù dell' art. 227 della legge fondamentale, ogni autore, stampatore, editore o distributore è risponsabile degli scritti che offendono ai diritti, sia della società che di un individuo ;

Che gli scritti i quali offendono le potenze estere rendonsi principalmente risponsabili verso la società di cui fanno parte ;

Che la legislazione attuale non offre mezzi sufficienti per reprimere l'abuso che a questo riguardo può farsi della libertà di stampa ;

Volendo noi che, in una materia di cui le circostanze aumentano la gravità, non si dia luogo ad alcuna fluttuazione o incertezza relativamente alle nostre intenzioni ed ai doveri di tutti gli abitanti di questo regno;

Per queste ragioni, udito il nostro consiglio di Stato, e di comune accordo cogli Stati generali, abbiamo decretato e decretiamo colle presenti :

Art. 1. Coloro che nei loro scritti avranno offeso od oltraggiato il carattere personale dei sovrani e principi esteri, avranno contestato o rivocato in dubbio la legittimità della loro dinastia e del loro governo, o avranno criticato i loro atti in termini offensivi o ingiuriosi, saranno per la prima volta puniti di una multa di 500 fiorini, o del carcere di sei mesi nel caso in cui non fossero in grado di pagare la multa pecuniaria.

La recidiva sarà punita del carcere da uno a tre anni.

Art. 2. Le stesse pene si applicheranno agli stampatori, editori, rivenditori e librai, che avranno stampato, o distribuito, o fatto stampare o distribuire i suddetti scritti, fintanto che non saranno in grado d'indicare l'autore, talmente che quest'ultimo possa non solo esser ricercato in giudizio, ma inoltre convinto e conseguentemente punito.

È la pena da infliggersi agli stampatori, editori e librai, sarà accompagnata dalla soppressione della loro patente e dalla proibizione di stampare o pubblicare alcun'opera per anni tre, per la prima contravvenzione, e per anni sei in caso di recidiva, colla confisca, nei due casi, degli esemplari del libro stampato o pubblicato non ostante questa proibizione.

Art. 3. Nè gli autori o compilatori, nè gli stampatori, editori o librai potranno allegare, come mezzo di scusa, che gli scritti od articoli che diedero luogo all' accusa siano copiati, estratti o tradotti da fogli esteri o da altri scritti stampati.

Art. 4. Ogni querela o rimostranza officiale di un governo estero, motivata da scritti della specie mentovata all'art. 1. verrà direttamente trasmessa dal nostro ministro degli affari esteri al nostro ministro della giustizia, affinchè l'autore, l'estensore, l'editore, il venditore, lo stampatore ed il librajo che essa concerne, sia, ove faccia d'uopo, convenuto in giudizio, la cui procedura verrà condotta per cura del procuratore generale o dell' ufficiale del pubblico ministero, nella cui giurisdizione egli è domiciliato.»

SPAGNA

Madrid, 26 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

Un capitalista inglese ha fatto alla municipalità di Madrid l'offerta di far eseguire a suo conto tutti i lavori che sono necessarii per condurre l'acqua nella capitale. Egli intraprenderebbe questi lavori in un dato tempo e alle condizioni da stipularsi in un contratto cui egli si dichiara pronto di far rogare a tale effetto.

— Si legge nel *Clamor Publico*:

Un giornale della sera fa ammontare il disavanzo del tesoro, alla fine del 1852, a 400 milioni di reali, ripartiti come segue:

Debito oscillante esistente oggi, 270 milioni di reali;

Residuo degli 80 milioni di tratte sulle casse d'oltre mare, 40 milioni di reali;

Sopravanzo supposto di Cuba, il quale non esiste ma che sarà negoziato, 40 milioni di reali;

Diminuzione nella valutazione del prodotto delle dogane, 40 milioni di reali;

Interessi del deb to pubblico, non contemplati nella somma inscritta al bilancio, 30 milioni di reali. Totale 400 milioni c. s.

PORTOGALLO

Scrivono al *Morning-Herald* da Lisbona in data del 24 decorso gennaio:

Non è comparsa in queste acque alcuna delle imbarcazioni dell'*Amazone*. Il governo dee promettere alle *Cortes* l'atto addizionale alla carta. Le *Cortes* avranno il potere di nominare la reggenza allorchè ve ne sia uopo; ma non pare che ciò sia per avvenire sì presto con una regina di 33 anni, e un principe reale che sarà tra poco maggiorenne. Le elezioni per la Camera de' Deputati saranno dirette e regolate da una legge elettorale che proporrà il governo. Neppure una parola della abolizione del Consiglio di Stato.

INGHILTERRA

Londra, 30 *gennaio*. Si legge nel *Morning Herald* :

È stato ingiunto ai guardacoste de' varii porti che si dispongano per un servigio attivo. Negli arsenali si dà opera a compiere partitamente quanto è necessario per ciaschedun bastimento, affinchè tutti possano esser presti tra poco tempo.

— Si legge nel *Times* :

Sappiamo che il 7°, 48° e 93° reggimenti di guarnigione a Portsmout han ricevuto l'ordine di accrescere la lor forza di 12 uomini per compagnia, ossia di 120 uomini per reggimento. A Fort Moneton sulle rive di Anglesey e di Souport saranno montati cannoni di più grosso calibro che quelli de' quali si fa uso oggidì. I 7 e 9 reggimenti si sono in questa settimana molto esercitati al tiro del cannone sotto la direzione dell'artiglieria reale, ne' quali esercizii vanno essi, a quanto pare, facendo dei progressi notevoli.

— Si legge nel *Daily-News* :

La corvetta a vapore il *Polyphemus* attualmente a Woolwich, in istato d'entrare in servigio, dee per ordine superiore recarsi a Sheerness, ove starà come piroscafo da guerra avanzato.

— Lord Cowley, di cui il *Globe* annunziò la nomina al posto di ambasciatore della Gran Bretagna a Parigi, nel luogo di lord Normanby, è figlio di lord Cowley, predecessore di lord Normanby a Parigi, e nepote del duca di Wellington. Il suo nome di famiglia è Wellesley.

— Da un prospetto, pubblicato di recente e indirizzato al Parlamento, risulta che nei cinque anni dal 1846 al 1850, la cifra totale delle persone, che emigrarono dal Regno Unito, ammonta a 1,216,357. La cifra delle persone partite per disposizione de' commissari delle colonie e della emigrazione durante il suddetto periodo è stata di 53,454. Il numero di quelli che emigrarono a proprie spese si elevò a 1,163,123.

— La regina prese sotto il suo patrocinio una rappresentazione drammatica che dee darsi al teatro di Drury-Lane a profitto delle vittime dell'incendio dell'*Amazone*.

ISOLE IONIE

Corfù, 25 *gennaio*. La *Gazzetta ufficiale* pubblica i documenti qui appresso :

A *sua Eccellenza sir H. G. Ward G. C. M. G. lord alto commissario ecc.* Corfù.

«Palazzo, 10 gennaio 1852.

Altezza !

Siccome le elezioni pel Parlamento del 1852 vanno ora presto approssimandosi, penso che io non potrò meglio consultare i desiderii di V. A. che rendendo pubblico il fatto che fino dal 25 del decorso aprile io ho ricevuto da voi la seguente lettera :

Corfù, 25 aprile 1851.

Milord,

Dolorosa oltremodo è la condizione attuale delle Isole Ionie. Non ha voluto fortuna che le riforme costituzionali venissero date a gradi, onde mettere il popolo in istato di accoglierle convenientemente e farne uso con senno.

Introdotte tutto ad un tratto ed in tempo non opportuno, il risultato ne fu quale dovevasi attendere. Destarono esse le più stravaganti passioni, accesero gli spiriti, per indole natia facilmente infiammabili, offersero alla nazione che le largì le prove della più manifesta ingratitudine, anzichè di riconoscenza, e posero questi paesi nel più grande trambusto e nel maggior disordine. Ad ovviare a tanti mali, non valsero la celebrità dei talenti e le paterne sollecitudini dell' eccellenza vostra, nè il buon volere e le rimostranze del potere esecutivo. Il sistema presente toglie ad ogni uomo, tuttochè bene intenzionato, di poter giovare in qualche modo alla cosa pubblica, e conseguentemente rende vana l'opera pure di me, presidente del senato.

Tale stato di cose, milord, mi affligge profondamente, mi pregiudica vieppiù la salute che per la influenza del clima non fu la più prospera, durante il mio soggiorno in Corfù, e mi fa sospirare la mia terra natale, dove io spero di trovar pace, di che ha bisogno l'animo contristato.

Se mi è lecito di esprimere qualche desiderio nel momento in cui sto per restituirmi alla vita privata, esso non altro è al certo che quello di vedermi succedere persona di esperimentata moderazione e di non equivoca fedeltà verso il governo, affinchè almeno non vengano portati più oltre i disordini che pur troppo affliggono queste popolazioni.

Non posso dare termine alla presente dichiarazione di formale rinunzia all' alto posto onde si compiacque onorarmi vostra eccellenza, senza ripetere i sensi della mia sincera gratitudine verso di voi, milord, e della illimitata devozione alla grande regina protettrice.

Ho l'onore di protestarmi col più profondo rispetto, di vostra eccellenza,

Umil.mo, Dev.mo servitore,

Firm. *Demetrio Salamon.*

A S. E. il conte Demetrio Salamon, G. C. M., presidente del Senato, ecc.

Questa comunicazione era del tutto da me inaspettata, dappoichè fino a quel tempo nessuna mala intelligenza era occorsa fra noi; ed avendo avuto molte prove, tanto della fermezza del carattere di vostra altezza, che della vostra attitudine pei pubblici affari, io sinceramente desiderava serbare la vostra assistenza nel difficile incarico che fu a me commesso.

Vostra Altezza non rimase convinta da queste mie rimostranze, ma ella consentì a sospendere la sua intenzione di ritirarsi fino al terminare del presente parlamento onde risparmiarmi la necessità di nominare un successore per poche settimane, o mesi, la scelta del quale non potesse essere in armonia coi risultati delle nuove elezioni.

È giunto ora il tempo nel quale i desiderii di vostra Altezza possono essere portati ad effetto, senza detrimento del servizio pubblico, e li ho quest'oggi comunicati officialmente al segretario di Stato di Sua Maestà per le Colonie, raccomandando che S. M. abbandoni l'intenzione, che altrimenti avrebbe potuto avere, di contemplare la vostra rielezione qual presidente di questi Stati, come fu finora la pratica, nel caso di scioglimento di un Parlamento alla metà del quinquennio.

Non posso terminare le mie pubbliche relazioni con vostra Altezza, senza esprimere il mio rincrescimento per la perdita della vostra cooperazione, benchè la necessità di mantenere una perfetta intelligenza fra il capo del governo ionio, ed il rappresentante di Sua Maestà, m'impedisca ora di sperare ch'esse continuino. Vostra Altezza ha espresso le cause, e la natura delle differenze, che esistono fra noi, in un passo della lettera, che mi sta dinanzi, nel quale dice: Il sistema presente toglie ad ogni uomo, tuttochè bene intenzionato, di poter giovare in qualche modo alla cosa pubblica, e conseguentemente rende vana l'opera pure di me, presidente del senato.

Io credo, al contrario, non essere mai stato un tempo, nel quale stesse in potere di ogni ionio ben intenzionato di promuovere tanto efficacemente il bene del suo paese, o nel quale una politica saggia e conciliatrice, da parte di coloro che si trovano al potere, fosse in grado di produrre un effetto tanto universalmente benefico.

È possibile che io possa andare errato intorno a quest'impressione, o che i miei piani possano essere guastati dalla cecità di quelle passioni locali e personali, delle quali Zante in questo momento presenta un sì disgraziato esempio. Ma io non verrò volontariamente a questa conclusione, nè abbandonerò le mie speranze d'un risultato molto differente dall'appello che ho fatto, in nome della sovrana protettrice, al buon senso, ed ai buoni sentimenti del popolo ionio.

Ho l'onore di essere di V. A.

Umil. e dev. servitore

H. G. Ward, lord alto commissario.

DANIMARCA

Dopo la nota che il principe di Schwarzenberg ha indirizzato il 9 settembre 1851 al governo danese, quest'ultimo ne ricevette anche un'altra dal barone di Manteuffel, presidente dei ministri di Prussia, la quale gli fu rimessa dal barone di Werther, ministro di Prussia a Copenaghen. Eccone il tenore :

« L'assicurazione fattaci dal conte di Bille-Brahé, che S. M. il re di Danimarca aveva l'intenzione di convocare la dieta provinciale dell'Holstein, ci procurò una soddisfazione tanto più viva inquantochè noi la riguardiamo come il mezzo più atto a restaurare su nuove basi l'ordine legale di quel ducato, e ad aprire una nuova èra pel prospero svolgimento delle condizioni politiche in tutta la monarchia.

« Noi riguardiamo come cosa di gran momento questa convocazione, ora appunto che l'avvenire della Danimarca sembra dovere, sotto più aspetti, ricevere novelle guarentigie per una quiete di più lunga durata.

« Gli Stati provinciali dei ducati si erano, per secoli, fino a questi ultimi anni in cui scoppiarono deplorabili dissidii, segnalati per la loro fedele affezione al loro sovrano, e non avevano cessato di rappresentare degnamente gli interessi del paese.

« Convocando quegli Stati, non solo per l'Holstein, ma anche per lo Schleswig, il governo danese si procurerebbe senza dubbio i mezzi necessari per promuovere di bel nuovo gli elementi veramente conservatori di quei parsi ed assicurare ad essi quel grado che loro spetta nella monarchia danese. Lo Schleswig formerà nuovamente il vincolo fra l'Holstein e le altre parti della monarchia, ed in quest'ultimo ducato spariranno quelle tendenze intemperanti che a lungo andare non possono conciliarsi coi progressi del principio monarchico.

« La convocazione degli Stati dell' Holstein offrirà in pari tempo una base salda e durevole pei rapporti di questo ducato rispetto all'Alemagna, e pel mantenimento dei diritti della confederazione germanica, ed ingenererà nuovamente negli animi la calma e la fiducia in luogo delle inquietudini e dell'agitazione.

« Io vi invito a presentare queste considerazioni all'attenzione del sig. di Reedtz, ed anche a S. M. il re di Danimarca, ove se ne offra l'occasione.

« Non ho bisogno di ripetervi come noi desideriamo che il reduca rientri nel possesso del pieno suo potere sovrano nei ducati. La convocazione degli Stati provinciali sarebbe, a parer nostro, il momento in cui potrebbe cominciare questo nuovo periodo, ed in cui, sotto clausola di determinare i limiti fra i due ducati, l'Holstein si potrebbe abbandonare dalle truppe federali.

« Gradite ecc. «

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino, 4 febbraio.*

ELEZIONI. Sassari coll. prof. Francesco Sulis.

Il R. commissario per l'esposizione di Londra ha ricevuto lettera dal comitato inglese in data del 28 gennaio p. p. nella quale si annunzia che già varie medaglie pei nostri espositori sono state consegnate al Console di S. M. a Londra il 23 del predetto mese e che per ordine dello stesso Comitato vennero date le opportune disposizioni per avere le altre quanto più presto sarà possibile, aggiungendo che si trasmetteranno di mano in mano a misura che saranno ricevute dalla zecca reale.

Francia. *Parigi*, 1° *febbraio*. In virtù di un decreto oggi pubblicato nel *Moniteur*, la forma della decorazione dei membri della Legion d'Onore è ristabilita qual erasi adottata dall' Imperatore.

— È concessa amnistia piena ed intiera per tutti i delitti e contravvenzioni in materia di polizia di navigazione e di pesca

www.internetculturale.it

marittima, commessi anteriormente alla pubblicazione del presente decreto.

— La legge elettorale, dice la *Patrie*, sarà pubblicata nel *Moniteur*. Essa stabilisce una compiuta incompatibilità fra il mandato al corpo legislativo e le funzioni stipendiate dello Stato.

— Il colonnello Vaudrey, aiutante di campo del principe presidente della repubblica, è nominato governatore delle Tuilerie, col grado e titolo di generale di brigata.

— Il palazzo del Piccolo Lussemburgo, che prima di febbraio 1848 era abitato dal cancelliere Pasquier, e che poscia fu occupato dalle truppe della guarnigione di Parigi, diverrà in breve la residenza ufficiale del presidente del senato, principe Girolamo. Lavori considerevoli vi sono eseguiti in questo momento per appropriarlo alla nuova sua destinazione.

BELGIO. *Bruxelles*, 31 *gennaio*. Nella sua seduta della sera il senato continuò in comitato secreto la discussione del trattato belgico-olandese. La seduta pubblica fu ripigliata alle dieci ore per procedere alla votazione. Il trattato venne adottato alla maggioranza di 22 voti contro 15.

Quindi il senato si aggiornò indefinitivamente.

INGHILTERRA. *Londra*, 31 *gennaio*. Un consiglio di gabinetto fu tenuto il 31 al ministero degli affari esteri. I ministri presenti erano il marchese di Lansdowne, lord J. Russell, il cancelliere dello scacchiere, il conte Granville, il conte Minto, sir G. Grey, il conte di Carlisle, lord Seymour, il lord cancelliere, l'onorevolissimo Fox Maule, l'onorevolissimo Labouchère, sir T. F. Baring, lord Broughton e il marchese di Clanricarde.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

Un consiglio privato è stato convocato per lunedì (2 febbraio) al palazzo di Buckingham. In questo consiglio sarà sottoposto all'approvazione della regina il discorso della corona per l'apertura del Parlamento.

— Il *Globe* del 30 annunzia che lord Broughton, direttore del dicastero del controllo (affari delle Indie) ha dato la sua dimissione e che gli sottentrà l'onorevolissimo Fox Maule.

— Pare certo che l'aumento d'effettivo che sarà portato al bilancio della guerra si eleverà in tutto a 5,000 uomini di fanteria e 1,000 d'artiglieria.

— Si legge nel *Morning Post*:

Una deputazione della associazione dei capi fabbricanti di macchine ebbe ieri (30) una conferenza con sir G. Grey al ministero dell'interno.

ALEMAGNA. *Berlino*, 29 *gennaio*. La seconda Camera tenne oggi una seduta molto importante. I nostri lettori si ricorderanno di una mozione presentata dal deputato Beseler ed intesa ad opporsi all'intervento della Dieta germanica di Francoforte negli affari interni della Prussia, ed a dichiarare non applicabili alla Prussia le disposizioni generali della Dieta per la confederazione, senza l'approvazione delle Camere prussiane. La seconda Camera doveva appunto, nella tornata del 29, deliberare su questa mozione: parlarono i deputati Dhyrn, Vinke, Bodelschwingh, il barone Manteuffel.

Chiesta la chiusura della discussione, la Camera invece decise di continuarla nella seduta del giorno successivo.

— *Del* 30. Leggiamo nella *Gazzetta d'Augusta*, che la seconda Camera ha approvato il seguente ordine del giorno, proposto dal deputato Geppert riguardo alla mozione Beseler:

« La Camera, considerando che nelle deliberazioni della Dieta federale, la tutela della sovranità della corona prussiana non meno che dei diritti costituzionali del paese spetta al regio governo, e che la Camera allora dovrà dichiararsi quando crederà in pericolo i diritti costituzionali, passa all'ordine del giorno. »

— *Annover*. La seconda Camera, nella seduta del 28 gennaio, adottò ad una grande maggioranza la mozione di un deputato intesa ad agevolare l'acquisto dell'indigenato annoverese ai cittadini dello Schleswig-Holstein espulsi dal loro paese per avere preso parte alla rivoluzione dei ducati. La proposta venne immediatamente rimandata alla prima Camera.

In questo stesso giorno la seconda Camera fece una nuova dichiarazione quasi unanime in favore delle riforme organiche.

DANIMARCA. *Copenaghen*, 26 *gennaio*. Il gabinetto non è ancora definitivamente composto. Intanto il *volksthing*, alla maggioranza di 39 voti contro 22 adottò un ordine del giorno tendente ad aggiornare la discussione di un progetto di legge di finanze statogli presentato, dichiarando di attendere la composizione di un ministero in cui la dieta ed il popolo possano aver fiducia.

E. LEONE RUFFINI.

Presso PIANCA e SERRA, Librai in Torino, Via Nuova, num 2, e B. V. degli Angeli, num. 6.

GENEALOGIA

della Famiglia di LUIGI NAPOLEONE BONAPARTE.

Cent. 60.

AVVISO

Il Dottore COSTANTINO CANELLA, medico-chirurgo-ostetrico, pratico da 14 anni, già medico e chirurgo primario di uno spedale, ora medico-chirurgo onorario della Casa di S. A. R. il DUCA di GENOVA, previene il pubblico che dal primo dell'anno corrente egli esercita l'arte sua in questa capitale, applicandosi specialmente alla cura delle malattie in genere delle donne, all'assistenza dei parti ed alle malattie de' fanciulli.

Dà consulti gratuiti il lunedì e venerdì di ogni settimana, in sua casa, dall'una pomeridiana alle tre; ed in queste ore trovasi giornalmente al suo domicilio per chi vorrà consultarlo.

Abita in via Bellezia, vicino al Palazzo di Città, num. 26, piano secondo.

ORTICOLTURA

Trovasi disponibile il Catalogo generale pel 1852 del nuovo Stabilimento d'Orticoltura, a Pallanza, dei Fratelli Rovelli, la cui collezione venne arricchita in molti generi di piante nuove e fiori interessantissimi, sia per *serra*, che per la piena terra. — Il detto Catalogo verrà spedito, franco per la posta, ai signori che ne faranno richiesta, per lettera affrancata.

AVVISO

I PROPRIETARII DI PORTA SUSA furono invitati a recarsi il giorno 30 gennaio scorso nello studio del sottoscritto per trattare sul collocamento della stazione della strada ferrata da Torino a Novara. Il numero degli intervenuti non superando i quaranta, mancava la maggioranza; ma era però sufficiente per nominare con autorità di suffragi nel loro seno una commissione che specialmente s'occupasse dell'argomento.

Ora essa commissione avvisò a' mezzi più acconci per determinare l'impresa a preferire per tale collocamento un perimetro a Porta Susa di fronte alla strada di Doragrossa; ma non si permetterebbe di decidere in proposito senza che vi consentisse la maggioranza dei proprietarii stessi.

Non può dissimularsi che trattasi d'un grave loro interesse, mentre il trascurare tale opportunità sarebbe rinunziare agli immensi vantaggi che dalla concorrenza di merci e viaggiatori a quella deserta regione deriverebbero. E s'aggiunge un'importante osservazione; la ferrovia di Savoia la quale non trovasse a Porta Susa una stazione a cui aggiungersi, per più discosta linea alla stazione di Porta Nuova metterebbe capo.

Possibile che non si voglia tentare ogni mezzo per impedire che le proprietà di Porta Susa siano tanto lontane dal valore di quelle delle altre Porte di Torino! Possibile che non si curi l'unione nè meno per adottare misure che tendono a proprio esclusivo vantaggio!

La Commissione ritiene che, meglio considerati i loro interessi, i proprietarii di Porta Susa vorranno tutti convenire al suindicato scopo nello studio del sottoscritto, posto in via degli Ambasciatori, palazzo San Giorgio, *venerdì 6 corrente*, alle ore 7 pomeridiane.

Per la Commissione

L. F. FALDELLA.

RIVARA

Essendosi resa vacante in questo Comune la Condotta Chirurgica, coll'annuo stipendio di L. 300, mediante il quale restano fissate le operazioni flebotomiche a cent. 50 nel recinto, ed a cent. 75 nelle borgate e cascinali di qualunque distanza, si prevengono i signori aspiranti di dirigere la loro domanda coi relativi documenti, fra breve termine, al sottoscritto.

Medico GAYS, *Sindaco*.

CHIRURGIA E MECCANICA DENTALE

Il **Dentista** Dott. CASTELLANI abita in via d'Italia, n. 4, rimpetto alla chiesa della Basilica, piano primo, in Torino. — Riceve dalle ore 10 alle 4.

VENDITA VOLONTARIA

Di ettari 15, are 31, cent. 1, con 5 ore d'acqua, e corrispondente fabbricato rustico, in territorio di Tronzano (provincia di Vercelli).

Per le condizioni dirigersi in Torino al causidico coll. Angelo Chiesa, in Vercelli all'avvocato Casimiro Ara, ed in Tronzano al signor Francesco Naja.

DA VENDERE

CASCINA di ettari 38 (giornate 100) circa tra prati, campi e boschi, distante miglia 5 dalla capitale.

Dirigersi in Torino al sig. notaio Bertolotti, via di Doragrossa, n. 2, piano 3.°, scala a sinistra, casa Nichellino

DA RIMETTERE AL PRESENTE

BOTTEGA da Calzolaio bene avviata e munita degli opportuni arredi, in una delle vie più frequentate della Città. — Per le condizioni dirigersi al Calzolaio, via di S. Tommaso, num. 3.

AVVISO INTERESSANTE

Si desidera un Segretario con cauzione di L. 20[m., con ipoteca sovra stabili liberi.

DA MUTUARE

Lire 200, 300, 500 *a* 2,000 *per cambiale*

Recapito all'Ufficio di Pubblica Sollecitazione, in via di Po, n. 39, ove si fanno suppliche, lettere, e si copiano manoscritti a discretissimo prezzo.

AFFITTAMENTO

Del podere chiamato il *Castello delle Apertole*, in territorio di Livorno Vercellese, diviso in due lotti.

Per le indicazioni dirigersi all'Economo locale, e per la visione dei capitoli all'Azienda della Casa di S. A. R. il Duca di Genova, in Torino.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 10 membri al 2.° piano con vista in due vie e 3 grandi balconi, via S. Tommaso, num. 3.

Dirigersi al portinaio ivi od al proprietario, via dei Guardinfanti, n. 4, piano 3.°, primo uscio a destra.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

FALLIMENTO

di Rebora Giuseppe del fu Luigi, concessionario di vetture pubbliche in Torino, contrada di Doragrossa, num. 15, casa Rodetti.

Si avvisano i creditori verificati e giurati od ammessi per provvisione al passivo del fallimento di detto Rebora a comparire personalmente, o rappresentati dai loro mandatari, al 17 del corrente mese ed alle ore 9 mattutine in una sala di consiglio di questo eccell.mo magistrato del Consolato, avanti l'ill.mo sig. consigliere d'appello, conte e cavaliere Francesco Cravosio, giudice commissario all'oggetto di deliberare sulla formazione del concordato a termini di legge.

Torino, il 3 febbraio 1852.

AVV. MASSAROLA sottosegr.

NOTA

Con decreto dell'ill.mo sig. giudice Pellegrini, relatore deputato, del 4 ottobre 1851, si è dichiarato aperto il giudicio di graduazione promosso dal signor Paolo Carena, sul prezzo degli stabili già proprii delli Agostino, Nicola e Giovanni fratelli Fiorito di Carmagnola, stati deliberati al signor Francesco Osella per L. 4050 con sentenza di deliberamento 3 maggio 1851, avendo ingiunti tutti i creditori, aventi diritto sul prezzo suddetto, a presentare i loro titoli di credito nel termine e sotto le pene portate dalla R. legge.

Torino, il 12 gennaio 1852.

F. Galleani sost. Boetti proc.

NOTA

Sotto il 3 gennaio 1852, fu depositata alla segreteria consulare di questa città scrittura del 9 dicembre 1851, con cui tra i signori conte Ignazio Lanza-Busca del fu Carlo, avv. Francesco Guglielmi del fu Giuseppe e Placido Chionio-Nuvoli del vivente Don Prospero, si è contratta società per l'esercizio ed *esploatazione* di un nuovo sistema per la fondita dei minerali, alle condizioni in detta scrittura apparenti.

ESTRATTO SOMMARIO

Con sentenza del tribunale di prima cognizione di Novara del 20 gennaio 1852, sopra petizione di Antonietti Carlo, Francesco e Giuseppe fratelli fu Angelo dimoranti in Egro, comunità di Granona, mandamento d'Orta e conformi conclusioni del pubblico ministero, in data 14 detto mese, è stato pronunziata l'assenza di Antonietti Giovanni Battista Mauro fu Pietro Giulio di detto luogo di Egro, con essersene prescritta la esecuzione in conformità del disposto dall'art. 83 del Codice civile.

Novara, il 30 gennaio 1852.

F. Giovanetti segretario.

VENDITA

Di una CASCINA nel territorio di Santhià, provincia di Vercelli, di ett. 26, are 67, cent. 24 (g.te 70).

Dirigersi in Torino dal sig. notaio coll. Secondino via del Fieno, num. 47, 1.° piano, e in Cavaglià, provincia di Biella, dal sig. notaio Barbisio, ambi incaricati di detta vendita.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 3 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: ultimo prezzo	per contanti: prezzo del giorno precedente	pel fine del mese corr.: ultimo prezzo	pel fine del mese corr.: prezzo del giorno precedente	pel fine del mese prossimo: ultimo prezzo	pel fine del mese prossimo: prezzo del giorno precedente
1819 5 0/0 god. 1 genn.						
1831 » » 1 genn.		94				
1845 » » 1 7.bre		91				
1849 » » 1 genn.		89 75				
1851 » » 1 dicem.						
1834 *Obblig.* 1 genn.						
1849 » 1 8.bre						
1850 » 1 agosto		995				
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0/0 *oltre lo interr. decor.*)						
Torino (5 50 0/0 *int.*)						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (anni.) 1 gen.						
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fisso						
31 *8.bre*						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	95 3/4 —	95 3/4 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	91 0/0 1/4	— —
Lione	99 90	— —
Londra	25 26 1/2	99 35 —
Milano	— —	25 19 1/2
Parigi	99 90	— —
Torino sconto	4 p. 0/0	99 40 —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 05 —	20 08 —
— di Savoia	20 70 —	20 75 —
— di Genova	79 92 —	79 97 —
Sovrana nuova	25 05 —	25 15 —
— vecchia	34 90 —	35 — —
EROSO misto		
Perdita	3	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: ZAMPA, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il matrimonio della libertà*.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Vaudevilles*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: — *Nabucco*, musica del maestro Verdi, — Ballo le 4 *Nazioni*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il marchese ciabattino*.

— L'ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici darà fra breve in unione alla comp. Dramm. Capella alcune rappresentazioni mimico-danzanti al suddetto teatro.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *L'orfana di Ginevra*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita— Ballo *Il cuore delle donne*.

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 31 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

GIOVEDI 5 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

Anno — Semestre — 3 mesi
Per Torino . . . 32 — 16 — 8
Per le Provincie . . 40 — 20 — 10
Per l'Estero . . . 64 — 32 — 16
Inserzioni volontarie, da cent. 25 ogni linea.

PARTE UFFICIALE

S. M., coi seguenti Decreti, ha fatto le disposizioni infrannotate:

Con Decreto del 31 dicembre 1851:

Milon Maurizio, tesoriere della Cassa Invalidi, ricevitore principale di quella degli ancoraggi del circondario di Nizza, e quartier mastro di marina in aspettativa, collocato a riposo.

Con Decreto del 4 gennaio 1852:

Rovere Benedetto, piloto di prima classe con grado di luogotenente di vascello, collocato a riposo;

Beretta D. Gerolamo, cappellano nella R. Marina, id.

Con Decreto dello stesso giorno:

Braceschi Giovanna, vedova di Nicolò Tassara, già capo musica nella R. Marina, provvista di pensione.

Con Decreto del 9:

Calderoni Pasquale, chirurgo maggiore nella R. Marina, collocato a riposo.

Con Decreto del 25:

Spagnolini Federico, sottotenente nel battaglione R. Navi, in aspettativa, riammesso in attività nello stesso Corpo.

Con Decreto dello stesso giorno:

Fea di Bruno cav. Emilio, tenente di vascello nella R. Marina, in aspettativa, riammesso in attività nella medesima:

Odero Nicolò, sottotenente nel battaglione R. Navi, dispensato dal R. servizio in seguito a sua domanda, del 18 gennaio suddetto.

S. M., in udienza del 4 gennaio p. p., ha conferito la decorazione dell'Ordine de' Ss. Maurizio e Lazzaro:

Al conte Gabaleone Roggero di Salmour, vice-presidente del Consiglio generale delle carceri dei R. Stati;

Ad Edmondo Duspitiaux, ispettore generale delle carceri del Belgio;

A L. M. Moreau-Christophe, ispettore generale delle carceri di Francia.

S. M., con Decreto del 25 gennaio scorso, si è degnata di nominare il sig. Bruno Severino a sensale di merci (escluse le sete), per esercitare le sue funzioni in questa Capitale.

In applicazione dell'art. 3 della legge 7 luglio 1851, approvativa del Bilancio passivo del Dicastero per gli Affari Ecclesiastici di Grazia e Giustizia, S. M., con Decreti firmati nelle udienze del 4 gennaio p. p. e 1° febbraio corrente, ha confermato il trattenimento di aspettativa di cui erano rispettivamente provveduti i seguenti individui:

Perrin avv. Giovanni Giacomo, già giudice di mandamento;
Bel avv. Francesco, id.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 4 febbraio.*

La Camera dei Deputati proseguì oggi nella discussione generale del progetto di legge per modificazioni alla legge sulla stampa.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

Quesiti di logica e di metafisica per gli esami di Magistero.
(*Veggasi il Regolamento nella Gazz. Piem. num.* 50)

1. Della filosofia in generale — Da quale istinto è indotto l'uomo a filosofare — Definizione della filosofia — Come si può definire la filosofia, quando la si consideri come scienza speciale — Distribuzione della filosofia nelle sue parti.

2. Dell'antropologia — Definizione di questa scienza — Metodo con cui si forma l'antropologia — Definizione della coscienza — Certezza dei fatti che ella attesta — Classificazione di questi fatti — Potenze o facoltà che ad essi corrispondono — Definizione della facoltà — Triplice modo di dividere le facoltà umane.

3. Delle facoltà animali dell'uomo — Descrizione del senso fisico — Dell'immaginazione sensitiva — Dell'istinto animale — Quali sono le note distintive e caratteristiche dell'istinto animale.

4. Delle facoltà intellettuali dell'uomo — Quali sono queste facoltà — Definizione dell'intelletto — Definizione della ragione.

5. Della percezione intellettiva — Sua definizione e partizione — Come essa preceda ogni altra funzione intellettuale — Varie cognizioni che per essa si acquistano (cognizioni dirette — riflesse; positive — negative).

6. Dell'attenzione intellettuale — Sua definizione — Varii nomi che essa prende, secondo la varietà degli oggetti a cui si rivolge — Varie specie di riflessione.

7. Varie funzioni della riflessione — Analisi — Sintesi — Astrazione — Necessità ed importanza dell'astrazione.

8. Della formazione delle idee generali — Del genere — Della specie — Della comprensione e dell'estensione dell'idea, e del rapporto in cui stanno fra loro.

9. Del giudizio — Della proposizione e de' suoi termini — Divisione dei giudizi — In che consiste la differenza fra il giudizio primitivo ed il giudizio comparativo.

10. Del ragionamento — Delle varie proposizioni ond'esso consta — Dei due principii *organici o formali* del ragionamento — Dei quattro principii *fondamentali* del ragionamento — Se e come si possano ridurre ad un solo.

11. Dell'induzione — Che cosa ella sia, e su quale principio si fondi — Dei principii induttivi od *a posteriori*; in che differiscano dai principii razionali od *a priori* — Paragone del processo induttivo col deduttivo.

12. Della memoria — Sua definizione — Facoltà elementari ond'essa risulta — Necessità della memoria.

13. Dell'associazione delle idee — Leggi e principii dell'associazione delle idee secondo Davide Hume — Dell'immaginazione intellettiva.

14. Delle facoltà morali dell'uomo — Della volontà — Della libertà — Esposizione e soluzione delle difficoltà dei fatalisti contro la libertà.

15. Delle facoltà sensitive — Spirituali dell'uomo — Del sentimento spirituale e delle sue varie specie — Degli istinti spirituali.

16. Confutazione del sensismo — Caratteri propri della sensazione — Impossibilità di ridurre a questa tutti i fatti psicologici — Opposizione fra la sensazione e l'idea — Le idee fondamentali dell'intelletto umano, i principii universali e necessarii non si possono derivare dal senso — Il sensismo toglie ogni differenza fra l'uomo e il bruto.

17. Della logica considerata come arte e come scienza — Importanza della logica — Della logica generale e delle logiche speciali appartenenti alle singole scienze — Dello scopo del ragionamento e del doppio ufizio della logica.

18. Dello scetticismo — Perniciose conseguenze che ne derivano — Necessità di confutarlo — Dell'essenza della verità — Che la verità esiste e si può dall'uomo conoscere — Lo scettico è in contraddizione con se stesso.

19. Del criterio della verità — Definizione di esso — Se il criterio supremo della verità si debba collocare nell'*evidenza* — oppure nell'*autorità* — Esame critico di tali opinioni.

20. Della certezza e delle sue varie specie — Definizione della certezza — Divisione di essa in certezza logica, fisica, dialettica — Suddivisione di ciascuna di queste — Considerazioni intorno all'*impossibilità* ed alla *necessità*.

21. Della probabilità — Definizione del probabile — Mostrare con qualche esempio come la probabilità, a differenza della certezza, ammetta dei gradi — Principio fondamentale del calcolo delle probabilità — Due specie di probabilità — Della congettura dell'ipotesi.

22. Dell'ignoranza, del dubbio e dell'errore — Definizioni — Distinzione fra la cognizione diretta e la riflessa — In quale di esse si possa trovare l'errore.

23. Come la volontà sia sempre la causa efficiente dell'errore formale — Dei sensi esterni, dell'immaginazione, degli affetti e dei pregiudizi considerati in quanto sono altrettante cause occasionali dell'errore.

24. Dei rimedi contro gli errori — Rimedi morali — Rimedi fisici — Rimedi razionali — Cautele nell'uso de' sensi esterni — Nel governo dell'immaginazione — Dubbio metodico — In qual conto si debba tenere l'autorità — L'ignoranza, prima e vera sorgente d'ogni errore — Due cause dell'ignoranza — Mezzi per combattere queste due cause.

25. Del metodo induttivo — Delle successive operazioni che esso comprende — Osservazione — Paragone — Induzione — Classificazione — Esempi di metodo induttivo.

26. Del metodo deduttivo — Regole della deduzione in generale — Insufficienza di queste regole, e necessità dell'esercizio e dello studio per ben ragionare — Utilità dello studio delle matematiche.

27. Della forma essenziale d'ogni ragionamento, cioè del sillogismo — Che cosa sia, e di quante specie — Esporre le sue regole e render ragione di ciascuna di esse — Esempi dichiarativi.

28. Delle altre forme di argomentazione — Entimema — Epicherema — Dilemma — Sorite — Esempi.

29. Del sofisma — Sua definizione — Sua specie — Esempi — Regola certa ed universale per riconoscere se un dato ragionamento sia legittimo o sofistico.

30. Dell'arte critica — Condizioni che rendono credibile l'altrui testimonianza circa le dottrine razionali, o circa i fatti — Condizioni richieste nei testimonii del fatto, acciò siano degni di fede.

31. Della tradizione — Sua definizione — Condizione della sua credibilità — Monumenti — Definizione — Distinzione — Storia — Definizione — Divisione — Condizioni che la rendono credibile — Ermeneutica — Regole di quest'arte.

32. Regole del metodo espositivo — Quattro qualità di cui deve essere fornita l'esposizione della verità, *chiarezza, efficacia, ordine, pienezza* — Spiegazione di ciascuna d'essere.

33. Della divisione — Come si distingue la divisione logica dalla divisione nominale e dalla partizione — Esempi — Qualità di cui deve esser fornita una buona divisione — Suddivisione — Esempi — Differenza fra la divisione e la classificazione.

34. Della definizione — Qual luogo essa debba tenere nella trattazione di un soggetto — Due maniere di definizione — Leggi e regole da osservarsi nel definire — Della descrizione.

35. Della dimostrazione — Due rispetti sotto cui si può dividere la dimostrazione — Dimostrazione *a priori* — *a posteriori* — Dimostrazione matematica — Dimostrazione diretta — Indiretta — Che si richieda acciocchè una dimostrazione sia giusta e rigorosa.

36. Delle varie maniere di difendere la verità — Della disputa — Regole da osservarsi nel disputare — Della disputa accademica — Della disputa socratica.

37. Della apologia — Regole da osservarsi nelle discussioni letterarie.

38. Della metafisica — Storia di questa parola — Definizione

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

PIERO TRAPASSI (METASTASIO)

(Continuazione. Vedi i num. 29 e 30)

La Romanina avea un visetto baldanzoso, dallo sguardo proprio romano, paffutella quel tanto che non le togliesse l'eleganza della sottigliezza: aveva bocca di rosa, cuore per dieci donne, ingegno e trasporto per venti poeti. Alle prove degli Orti Esperidi, la furba, invece di badare al primo violino, faceva d'occhietto con un altro par d'occhi neri e furbi come i suoi, appartenenti al bel Metastasio, che se ne stava ansioso e rapito a mirarla protetto da una quinta. A poco a poco, la Romanina, come chi fa il nanni, guardando sbadatamente all'aria, si portò dalla parte che l'attraea, e siedette appoggiandosi alla quinta protettrice.

— Se i suoi occhi parlan vero, non sarà sì infingarda da non dirmi nulla, pensava la seapestrata.

Difatto, dopo qualche minuto, un fiato le lambì l'orecchio, ed una voce sommessa sussurrò queste parole:

— Piccola ladra.... Voi m'avete rubato il cuore!

La Romanina senza scomporsi, ma d'alquanto invermigliata dal piacere, si pose il ventaglio sul volto, e volgendosi insensibilmente rispose:

— E se vi restituisco il mio, che volete di rifatta?

— Allora il sopraunmercato debbo porgervelo dandovi quel poco che ho, cioè tutta la vita mia.

Vi fu un momento di silenzio, dopo il quale la Romanina non potè tanto frenarsi da non voltarsi del tutto, e dire:

— Ma se state lì in ginocchio voi, come debbo star seduta io? e d'un salto balzò nell'oscurità delle quinte, ove abbracciò il poeta come una sorella da lungo non riveduta, e quindi ritornò in mezzo alla scena a prestare una mediocre attenzione alle prove.

E da quel dì s'amarono davvero come due fratelli, salva la parentela. « Pieno di gloria, dice qui il Mauro Boni con molta ingenuità, tornò a Roma, e le due famiglie Trapassi e Bulgarelli si unirono in una sola; Marianna le cure si assunse della domestica economia, ecc. »

Bulgarelli, uomo di belle cognizioni ed assai dotto, si unì al Metastasio nello studiare i tragici greci, e fama corre che i suoi consigli fossero utili al poeta in molte composizioni, ed in ispecie nella *Didone abbandonata*, rappresentata in Napoli (1724). La Didone fu musicata dal Sarro, poi a Venezia dall'Albinoni, poi a Roma dal Vinci: pare dai fatti che leggiamo che la migliore fosse pur sempre quella del Sarro, perocchè v'è chi assicura fra gli scrittori del principiar di questo secolo che *i vecchi parlavano ancora a Napoli delle lagrime espresse dagli occhi più savii e da' più rigidi cuori.*

Intanto la fama si promulgò del maraviglioso poetare del Metastasio; tra le cure che si diede la contessa Marianna d'Althan, e la protezione di che onorollo la principessa Belmonte, il nome del poeta valica le alpi e giunge all'orecchio di Carlo VI. Spontaneamente questo imperadore gli fa offrire (1729) il titolo di poeta Cesareo, di cui era allora insignito Apostolo Zeno: se non che questi invecchiato, forse non tanto per questo, quanto irritato dai consigli che in quell'occasione gli si porsero, fe'buona faccia alla sua disgrazia, e con bel garbo fu egli stesso a pregare che gli si desse per successore il giovine ma già celebre Trapassi. Prima di abbandonar l'Italia il nostro poeta penso al ben della propria famiglia, e siccome a Vienna la Romanina sarebbe stata di troppo, lasciolla in casa sua a far compagnia al vecchio padre, compose la dote di due sorelle, ed al fratello minore fu largo delle rendite che ancora gli restavano. Padre, Romanina, fratello e sorelle lo abbraccciarono piangendo, e partì. Giunto a Vienna, l'aprile del 1730, fu presentato all'imperatore al castello di Laxembourg, e fu accolto con grande affetto ed onore. Niccolò Martinez, mastro di cerimonie del Nunzio Apostolico, lo volle avere in sua casa. Fu poi in questa stessa casa che, alcuni anni dopo, il caso riunì in due camere l'una all'altra sottoposta due uomini che hanno empito il mondo del loro nome: Metastasio ed Haydn. Sarebbe parso naturale che questi due ingegni si fossero sposati, ma della loro amicizia frutto non s'ebbe il pubblico; vi guadagnò solo l'Haydn che imparò da lui l'italiano idioma.

Pria di lasciar il bel paese il poeta aveva voluto maggiormente provvedere alla fama sua; legolle il *Siroe*, il *Catone*, l'*Alessandro nelle Indie* e la *Semiramide*. Lui partito, questi drammi vanno di teatro in teatro trionfando: il Metastasio aveva quasi voluto dire a'suoi compatriotti:

— M'avete lasciato partire.... peggio per voi!

Il fatto è che un tre o quattro mesi dopo ch'egli è sieduto a Vienna con tremila fiorini di onorario, e l'amor di Carlo di sponda, gli arrivano d'ogni parte d'Italia esibizioni, promesse, allettamenti. L'assenza sua rendendo più fervente l'ammirazione che s'aveva pel suo ingegno, l'entusiasmo giunse a tale che inquietò seriamente ed ingelosì l'Arcadia tutta quanta.

— Che non ci sia che lui al mondo?! dicevano mormorando i pastorelli.

Il Frugoni più di tutti fu preso da un prudore di invidiuzza, e con dispetto mal contenuto andava di qua e di là borbottando contro tutti quei fracassi per un individuo che alla fin fine era nè più nè meno d'un altro ch'egli

della metafisica — Distribuzione di essa in due parti — Differenza fra la cosmologia e le scienze fisiche.

39. Della psicologia — Definizione e divisione di questa scienza — Della natura dell'anima umana — Definizione dell'anima umana — Prove della sua sostanzialità.

40. Dimostrazione dell'immaterialità dell'anima — 1° Dalla facoltà di sentire — 2° Dalla facoltà di pensare, di ricordarsi, di giudicare, di ragionare, e dalla natura ed indole di alcune idee — 3° Dalla facoltà di volere e dalla libertà.

41. Dell'origine dell'anima umana — Duplice aspetto sotto cui si deve considerare la creazione dell'anima umana — Suo commercio col corpo — Fatti comprovanti l'intimità di questo commercio — Sistemi escogitati per ispiegarlo.

42. Dell'immortalità dell'anima umana — Importanza di tale quistione — L'anima umana in quanto è razionale e comunicante colla divinità gode di una esistenza e di una vita indipendente dalla sua unione col corpo — Vero stato della quistione — Prove dell'immortalità ricavate dalla considerazione della natura dell'anima umana.

43. Prove dell'immortalità dell'anima, ricavate dalla considerazione di Dio — Ragione teologica — Necessità di ammettere la vita futura per conciliare le contraddizioni che si osservano nell'uomo, e nella presente condizione dell'umanità — Prova dedotta dal consenso universale.

44. Della teologia — Divisione di essa in rivelata e naturale — Oggetto della teologia naturale — Del *necessario* — Del *contingente* — Definizione di Dio — Dimostrazione *a priori* della sua esistenza.

45. Dimostrazione *a posteriori* dell'esistenza di Dio — Dimostrazione metafisica-fisica-morale.

46. Dell'ateismo — Varie specie di atei — Argomenti degli atei, e loro confutazione — Del panteismo — Varie specie di panteisti; — Conseguenza del panteismo — Sua identità coll'ateismo — Se si possa dare un vero ateo.

47. Degli attributi di Dio — Due specie di perfezioni; e in qual modo l'una e l'altra si trovino in Dio — Enumerazione e svolgimento degli attributi divini — Assurdità del dualismo.

48. Della provvidenza — Opinione dei deisti — Degli epicurei — Connessione della provvidenza cogli altri attributi di Dio — Manifestazione della provvidenza nell'ordine fisico, nell'ordine spirituale, nell'ordine rivelato.

49. Esposizione e scioglimento delle difficoltà proposte dai deisti contro la provvidenza — Questione sull'origine del male.

50. Fare una esposizione ragionata e sommaria di tutta la filosofia elementare, mettendo in chiaro l'ordine e la connessione delle sue varie parti.

FABINI.

AZIENDA GENERALE DELLE GABELLE.

Avviso.

L'Azienda generale delle Gabelle notifica che il Governo di S. M. essendo nell'intenzione di cedere in affitto le saline di Cagliari ad una compagnia per lo spazio d'anni 25 e sotto le condizioni contenute nel quaderno dei capitoli, d'onere di cui ognuno può prendere visione nell'ufficio generale delle Gabelle, ovvero presso le direzioni delle medesime, si previene il pubblico che il giorno di mercoledì, 10 marzo prossimo venturo, alle ore dodici precise del mattino, nel suddetto ufficio generale si procederà dal sig. Intendente generale al deliberamento a favore del miglior offerente.

Chiunque voglia concorrere dovrà trasmettere prima dell'ora qui sopra una sottomissione sovra carta bollata, sotto suggello, giusta il modulo annesso ai capitoli d'onere: a tale sottomissione dovranno unirsi biglietti di banca nazionale, titoli al portatore sovra il deb.to pubblico per la somma di trenta mila lire; ovvero un vaglia per detta somma sottoscritto da una casa di commercio della capitale la di cui responsabilità sia notoria.

Qualunque sottomissione che pervenisse più tardi, o che si scostasse dalle norme indicate, sarà considerata come non avvenuta.

Il deliberamento si farà, sotto riserva dell'approvazione di S. M., a favore del migliore offerente, secondo le basi indicate nei capitoli d'onere e sovra diminuzione al prezzo cui all'art. 8 ed aumento di quello fissato dall'art. 10.

Nei 40 giorni successivi, e prima che intervenga la stipulazione dell'atto pubblico, gli appaltatori saranno tenuti di somministrare la cauzione cui all'art. 46 dei capitoli d'onere, sotto pena di perdere il deposito unito alla sottomissione, il quale sarà loro restituito quadora avessero adempita quella formalità nel tempo prescritto. Se nel tempo sovra fissato gli appaltatori non somministrano la cauzione voluta, l'amministrazione procederà ad un nuovo incanto a spese, rischio e pericolo di quei medesimi appaltatori.

Le spese d'ogni specie dell'atto pubblico saranno per intiero a carico dei deliberatari, tranne quelle d'insinuazione che verranno sopportate per una metà dai deliberatari, e l'altra metà dal Governo.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali, autorizzata con legge 8 febbraio 1851.

Con atto del 31 andante mese essendo stato deliberato per lire 75,600 il tenimento denominato il Molino, sito sul territ. di Cavallerleone, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 24 scorso dicembre, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì 20 venturo febbraio.

Saluzzo, il 31 gennaio 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza
Il Segr. G. B. CALANDRI.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla Legge 8 febbraio 1851.

Con atto del 31 andante mese essendo stato deliberato per L. 62,2000 il tenimento denominato la Cascinetta, sito sul territorio di Cavallerleone, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 24 scorso dicembre, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzosesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì 20 venturo febbraio.

Saluzzo, il 31 gennaio 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza
Il segr. G. B. CALANDRI.

SOCIETÀ D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato centrale

Adunanza del venerdì 6 febbraio 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO.

Continua la discussione sugli esami del Magistero; indi seguiranno le relazioni già annunziate.

FATTI DIVERSI. — TORINO — È giunto in Torino il sig. Erskine testè nominato da S. M. la Regina Vittoria a Segretario della Legazione Britannica in questa città in surrogazione del sig. Bingham.

Giovedì scorso sono partiti per Firenze il sig. C. de Brouckère, ministro plenipotenziario di S. M. il Re dei Belgi, e per Milano il sig. conte Wachtmeister, ministro plenipotenziario di S. M. il Re di Svezia presso le diverse Corti d'Italia.

PROVINCIE. — Ci scrivono da Arona il 3 corrente:

Se intorno la metà dello scorso mese fredde e insolite nebbie abbuiarono questo nostro bel cielo, e l'acque limpide del nostro Verbano; ora da più che una settimana in qua siamo rallegrati da bellissimi soli, e da tiepide aure quasi di primavera, e se dianzi vi diedi ragguaglio di cifre e commerciali traffici, ora vi parlerò di musiche armonie e di religiose feste. Però a gustarle davvicino è mestieri di trasferirsi a 4 miglia dalla trafficante Arona, in mezzo ad una popolazione non ricca di commerci, ma ricchissima di alacrità e spiriti vivaci, e sopra quante sorgono in riva del Verbano lietamente abbellita dal più vago sorriso di natura, voglio dire a Belgirate. Questo paese, che meritamente ha nome di *bello* pei molti sontuosi giardini, per le eleganti case, pei frequenti e lunghi terrazzini gremiti di fiori, per la felice sua postura, come quello che sta all'estremo lembo di vaga collina stendentesi a punta nel lago, e donde ci si apre dinanzi allo sguardo una delle più magnifiche scene di questa bella creazione, fu sempre eletto soggiorno alle villeresche delizie di molte ricche famiglie, si nostrali che forestiere, tra le quali parecchie fin dalla lontana Albione qui sogliono convenire da anni, e lungamente soggiornarvi. Ultimamente al possesso di una casa dianzi tenuta da una di queste famiglie inglesi, che amano tanto le pe-

regrine bellezze della nostra incomparabile Italia, subentrava il milanese conte G'useppe di Castelbarco, il quale in occasione della titolar festa di Belgirate, che ieri appunto ricorreva, pensò fare tal presente che maggiore non si potea desiderare. Nella parrocchiale chiesa di quel comune a tutte spese del fu Giuseppe Antonio Conelli fuvvi recentemente costrutto uno stupendo organo per bontà e valore tra i primi che io mi conosca. Ora l'egregio patrizio, pensando che a toccarlo convenientemente richiedevasi una qualche maestra mano, provvide che per detta festa ci venisse il celebre organista Padre David da Bergamo. Io lo udii questo musico frate per la prima volta appunto nel giorno di ieri; ma indarno tenterei significarvi come e quanto abbia vinto la mia e la comune aspettazione. Checchè di più dolce e grave, di più toccante e bizzarro, di più leggermente soave e tempestosamente concitato, capricci, fantastici voli, concerti di moltiplici stromenti, fughe, passaggi, crescendo, checchè potete imaginarvi di più svariatamente bello e difficile, e complicato nel toccare di questo musico istromento, usciva con pronta ispirazione, e mirabile spontaneità di sotto le dita di quella espertissima mano. Manifestamente il pubblico tutto quanto erane commosso e maravigliato, ed a me ne sta ancora un eco nell'anima.

Uno straordinario concorso di eletta società, e la bella mostra di militi nazionali schierati in armi, e recanti in giro una ricca tricolore bandiera su cui a fila d'oro conteste leggevansi le parole: Viva lo Statuto! Viva i difensori della libertà! si aggiunsero a far più lieta e più animata la festa. Questa bandiera, gentil lavoro di due brave giovinette, era stata nel di innanzi dalle medesime data in premio al valore ed all'ottima volontà di quella cittadina milizia, la quale accoglievala tra i ripetuti Viva lo Statuto! Viva l'Italia!

FRANCIA

PARIGI, 4 *febbraio*. La commissione superiore di rivedimento instituita al ministero della guerra ha cominciato le sue operazioni. Essa ha già ordinato un certo numero di rilasci che cadono principalmente sopra artigiani i cui antecedenti sono onesti, e che furono traviati ultimamente da eccitazioni anarchiche.

— Ecco la combinazione finanziaria adottata dalla compagnia della strada ferrata dell'Ovest: il capitale sociale è di 50 milioni divisi in 100,000 azioni di 500 fr. Non saranno emesse provvisoriamente che 50,000 azioni, sulle quali sarà fatto un primo versamento di 150 fr. ossia per 50,000 azioni un capitale di 7,500,000 fr.

— Una nota *comunicata* ai giornali dice: Un gran numero di antichi militari indirizzano cotidianamente al ministro della guerra petizioni intese ad ottenere di venir ammessi o promossi nell'Ordine della Legion d'Onore, o a richiamare arretrati d'assegnamento di legionario.

Il ministro della guerra ricorda che le decorazioni di qualunque grado accordate a sua proposta sono esclusivamente riservate ai militari in attività.

Le domande di decorazione formate da militari ritirati dal servizio, come pure i reclami che concernono gli arretrati dell'assegnamento di legionario, devono essere indirizzate al gran cancelliere dell'Ordine.

— Il palazzo Lafitte, nella via dello stesso nome, ove si decise la rivoluzione del 1830, e che appartenne alla regina Ortensia, è in questo momento fra le mani degli operai che vi fanno grandi abbellimenti.

— Leggesi nella *Revue de l'Instruction Publique*: La sessione del consiglio superiore dell'istruzione pubblica, rimandata dapprima al 29 gennaio, è di nuovo aggiornata. Lo scioglimento dell'ultimo consiglio di Stato, tre membri del quale sedevano nel consiglio suddetto; la nomina del sig. Carlo Giraud, ex-ministro dell'istruzione pubblica e membro della sezione permanente, come consigliere di Stato nella nuova organizzazione, funzioni dichiarate incompatibili con ogni impiego stipendiato; e l'allontanamento del sig. Thiers, hanno disorganizzato il consiglio stabilito dalla legge del 15 marzo 1850 a segno da rendere le sue sessioni impossibili.

— Lo Stato-maggiore della nuova guardia nazionale di Parigi sarà installato al *Palais-Royal*. Se ne sono già cominciati i preparativi.

— Il *Constitutionnel* pubblica una sua corrispondenza da Algeri, della quale ecco un sunto:

---

conosceva assai; ed in una lettera ad un ragguardevole personaggio bolognese egli così si esprime: « Mai venga ai drammi musicali ed a chi primiero li pose sopra i nostri teatri a far perdere il cervello ai poeti, e far guadagnare enormi somme ai musici, a rovinar la poesia, ad effeminar la musica, a guastare i costumi (!!!) Io non so più dove m'abbia il capo. Cammino una strada in Parnaso che non è la mia. Inceppo ad ogni passo, e, se non bestemmio, si è perchè sono un poeta dabbene! Voi vedrete questa mia ladra fatica quando sarà finita, ecc.»... La fortuna volle che quella *ladra fatica* gli fruttasse un regalo di dugento cinquanta zecchini e per alcun poco si tacque: al postutto i poveri diavoli del genere irritabile avevano ragione di pigliarsela a cuore; ed è logico sospetto il dire che il Frugoni parlava così un po' per la stizza ed anche un po' per la verace persuasione che aveva della pochezza della musa metastasiana. In Italia non si parlava omai più che di Metastasio: Catone di qua, Siroe di là, Semiramide a dritta, Didone a mancina..... Come cavarsela di tante e sì universali persecuzioni alle private vanità!!

Gli amici del poeta gli avevano predetto, al suo dipartirsi di Roma, che il cielo alemanno avrebbe agghiacciato la sua immaginazione: al contrario essa non fu mai nè sì ardente, nè sì feconda come nell'anno primo di sua residenza a Vienna. Gli onori, il guadagno gli furono tanto sprone, che in quel poco torno di tempo compose le opere che meglio giovarono a renderlo immortale. *L'Adriano* ed il *Demetrio* furono i primi drammi di cui abbellì la scena imperiale: ad essi furono quasi contemporanei *Il tempio dell'Eternità*, *Sant'Elena al Calvario* e la cantata *L'Asilo d'Amore*, eseguita sur una pubblica piazza, e l'*Issipile*, tanto gradito dal pubblico. Se v'aggiungiamo anche un anno, troviamo aver egli composto il *Giuseppe riconosciuto*, il *Demofoonte*, la *Clemenza di Tito* e la famosa *Olimpiade*, che in que' tempi ebbe il soprannome di *divina*. Qui non dobbiamo tacere un suo rammarico per favorire il sistema

a Roma l'amica sua, la Bulgarelli. Fu gran cordoglio? Non lo crediamo se si pon mente alla già lunga e provata mancanza di lei, ed all'eredità ch'essa gli lega di venticinquemila scudi romani; e soprattutto all'invidiabile piacere di far pompa di generosità nel rinunziare l'eredità in favore del marito (1734). Il lavoro non gli lasciò del resto tempo a masticare il suo dolore; perchè fra le *Cinesi* cantate e rappresentate dalle Arciduchesse, fra il *Palliadio*, il *Sogno di Scipione* e la *Betulia liberata*, il *Giosia*, l'*Achille in Sciro*, il *Ciro*, il *Temistocle*, le *Grazie vendicate*, l'*Astrea placata*, la *Zenobia*, l'*Isacco*, il *Natale di Giove*, brevi ma qual più qual meno leggiadri componimenti, e fra lo studio di un lungo ed importante dramma, l'*Attilio Regolo*, il che tutto troviamo registrato in meno d'un paio d'anni, di certo non gli debbe esser rimasto ozio da segretarsi il fegato in concentrato affanno.

L'*Attilio Regolo* era quasi pronto alla scena, quando Carlo VI morì in ancora florida età. Lui morto, il trono imperiale viene disputato da più potenze. La figlia sua Maria Teresa non ha più corte, e meno spettacoli. La validità della sanzione prammatica non è riconosciuta: Federico di Prussia vuole la Slesia; l'elettore di Baviera si fa nomare Carlo VII; Filippo V di Spagna pretende sue l'Ungheria e la Boemia. Maria Teresa va a Presburgo col fanciullo che poi dev'essere Giuseppe II, ed in tanta rovina non trova più appoggio che ne' Palatini Ungheresi, i quali esaltati dalle famose latine parole della regina, brandiscono le spade e gridano: *Moriamur pro Rege nostro Maria Theresia!*.... Il conte di Kevenhüller si mette alla testa di guerrieri Ungheresi, Ulani e di orde chiamate dalla Drava e dalla Sava: e l'Austria è tosto ricuperata, e soggiogata la capital della Baviera. A poco a poco l'Inghilterra e poi l'Olanda fanno offerte di aiuti a Maria Teresa. Il re di Prussia si stanca nel 1752 di una guerra costosa; il re di Polonia lo imita; ed infine fra negozi e concessioni, Maria Teresa riesce a far sedere imdella sua inalterabile felicità da noi adottato. Gli muore

peratore sul trono avito il suo sposo Francesco Stefano di Toscana sotto il nome di Francesco I: e finalmente il trattato di Aix-la-Chapelle mise termine a delle ostilità che duravano da otto e più anni.

In quel parapiglia, una malinconia, più di noia che di dispiacere figlia, cagionò a Metastasio una lenta gastrite, che gli involò l'umor gaio e l'allettante appetito ch'erangli sempre compagni; egli sollevossi lo spirito nell'amorevole conversazione e nelle delicate attenzioni della sua protettrice *Marianna* contessa *d'Althan*, e nella quiete del suo gabinetto studiando non solo i classici, come vuole il Boni, ma anche i moderni, come ne fanno fede le tante imitazioni dal teatro straniero, e nel mantenere una perpetua corrispondenza co' suoi protettori ed amici di Italia. Molte lettere scrisse in quell'epoca, tutte ripiene di un garbo fra il notarile e lo svogliato, in istile dimesso, non privo di spirito; la sola che non sia stata ridente fu quella scritta a suo fratello minore l'avv. Leopoldo, che morta la Romanina, aveva attaccato brighe col superstite marito, il quale conviveva colla famiglia Trapassi. Compose pure varie canzonette anacreontiche, e tradusse alcune satire di Orazio e di Giovenale. Lo pungeva intanto un desio vivissimo di rivedere la patria, di passare in Assisi a ringraziar quella città dell'onor compartitogli fino dal 1738, aggregandolo alla classe della sua più cospicua nobiltà; baciare il piè a Benedetto XIV di fresco seduto sulla cattedra di San Pietro, che fu suo maestro, poi suo ammiratore, cercare a Napoli i frutti sospesi, o il compenso della percettoria avuta in dono da Carlo VI ...; ma non gli fu dato giammai di staccarsi da Vienna; e, mentre fervono ancora le guerre per la successione al trono, egli compone per la villa di Schönbrunn l'*Augurio Felice*, l'*Inno a S. Giulio*, il *Re Pastore*, e l'*Eroe Cinese*, pel quale Maria Teresa regala al suo poeta di un candelliere d'oro col paralume d'oro accompagnato dal motto: *Per risparmiar gli occhi vostri.*

(*Continua*) G. TORELLI.

Il falso scerif Bu Baghela ha saputo ravvivare ancora una volta le speranze de'suoi partigiani, e secondato dagli Zuaua che gli fornirono i loro contingenti, ricomparve a minacciare la tranquillità del circolo di Bugia. Il 12 egli passò la giornata fra gli Ait-Amur. Una sola frazione di questa tribù aveva fatta la sua sommessione in primavera. Bu Baghela cominciò le sue operazioni con un attacco del villaggio di Aghemun che aveva commesso, agli occhi di lui, il delitto d'accettare la dominazione francese. Avvertita di questo disegno l'autorità francese mandò tosto in soccorso di Aghemun 130 cavalieri del Gelabra e un corpo di fanti cabili, che era la forza militare più pronta e più vicina al teatro degli avvenimenti. Ad onta di queste precauzioni, lo scerif potè rendersi padrone del villaggio. Il 15, Bu Baghela si recò sul territorio degli Ait-Amed-Garrek per minacciare ad un tempo la confederazione dei Tuggia e la tribù dei Mzaia che si mostrò devotissima alla causa francese nella campagna di primavera. I progressi dello scerif avevano commosse e passionate tutte le vicine tribù ed anche le popolazioni dell'Uel-Sahel, si duramente punite nel giugno 1851.

Era tempo di mostrare ai male intenzionati le baionette francesi. Ai 18 il generale Bosquet mosse da Setif con 1,200 uomini, 150 cavalli ed una sezione d'artiglieria. L'avvicinarsi delle truppe francesi ha impaurito i rivoltosi e rassicurati i sommessi. I Fenaia e i Mzaia si levarono in armi per difendersi contro il falso scerif. Il generale Bosquet si trovava già prossimo per appoggiarli efficacemente. Il governatore generale Randon ha inviato rinforzi per mare a Bugia; e dal canto suo il generale Salles, che comanda a Costantina, diresse truppe verso Setif.

Alcuni disordini avvennero ancora sulla frontiera di Tunisi: tosto si presero energiche determinazioni per reprimere l'insolenza dei predatori tunisini.

La frontiera marocchina è sempre agitata. Si parla di apparecchi ostili dell'imperatore di Marocco, ma queste voci si sparsero tante volte, che vi è da prestar poca fede.

INGHILTERRA

Londra, 31 *gennaio*. Si legge nel *Morning Chronicle* in data di Newcastle sulla Tyne, venerdì 30:

Ieri sera fu tenuta nella sala del club dei fittaiuoli una riunione a fine di esaminare la quistione di opportunità di creare un corpo di volontari onde respingere l'invasione. Vi fu letta la seguente lettera emanata dal ministero dell'interno.

In una riunione precedente era stata adottata una risoluzione approvante il club, quante volte però il governo della regina ne avesse confermata la formazione. Il dott. Glover avea scritto a lord Grey intorno a ciò; eccone la risposta:

Signore,

Il segretario di Stato sir G. Grey m'incarica di farvi noto aver egli ricevuto la vostra lettera del 25 corr., nella quale voi domandate se il progetto d'organizzazione d'un corpo di carabinieri volontari nella città e dintorni di Newcastle avrebbe l'approvazione del governo della regina. Debbo in risposta affermarvi che il governo della regina fa caso delle intenzioni patriottiche delle persone in nome di cui avete scritto a sir G. Grey: ma la quistione della formazione di esso corpo essendo sottoposta in questo momento al governo, egli si trova nella necessità di ritardare per alcun tempo la sua risposta definitiva alla vostra domanda.

Gradite, o signore, ecc.

W. Waddington.

Al sig. Glover a Newcastle.

— Si legge nel *Morning Advertiser*:

La torre di Londra non è stata dimenticata nel miglioramento a cui si dà ora opera delle nostre difese nazionali, e dappoi alcuni giorni grandi ristauri e lavori sono stati intrapresi in questa fortezza. Molte casematte sono state costrutte per montarvi cannoni di grosso calibro.

— Si legge nel *Morning Herald*:

Oltre de' nuovi e poderosi vascelli di 120 cannoni, ciascuno de' quali è di stazione in uno de' tre principali nostri porti, il *San Giorgio* a Devonport, il *Britannia* a Portsmouth e il *Waterloo* a Sheerness, vi è anche in ognuno di detti porti un vascello di guardia a vapore e un piroscafo a vece di guardia, l'*Ajace* 60 cannoni, a Queenstown con ordine di mettersi in mare. Gli *allarmisti* hanno scritto come se i nostri porti dell'interno fossero sprovvisti d'uomini e di vascelli, mentre i fatti sono qual noi gli abbiamo esposti. Noi possiamo annunciare eziandio, che oltre delle truppe di marina accasermate a Woolwich, Chatham, Portsmouth e Devonport, noi avevamo sabato ultimo (24), ne' tre porti principali, in commissione o di servigio ne' vascelli medesimi, p. ù di 7,500 uomini tra ufficiali, marinai e soldati di marina. Inoltre non ne abbiamo intorno alle nostre spiagge 3,000 circa, fiore della marina, in qualità di guarda-coste.

— Si legge nei *Débats* del 1° febbraio:

La vertenza tra i capi e gli operai fabbricanti di macchine sarà presto, giova sperarlo, risoluta amichevolmente. La *Amalgamated Society* che era la vera autrice della malaugurata coalizione è omai vinta e abbandonata dalla maggior parte degli operai. In Inghilterra, ove a niuno è lecito di sostenere, senza esporsi al ridicolo, che i mezzi gli mancano per far conoscere la giustizia de' suoi richiami, si otterrà in cosiffatto modo e ben presto tale e sì compiuta vittoria sovra una coalizione tanto temibile, che i capi di questa saranno forse costretti, dalla sola forza dell'opinione, a bandirsi di proprio moto dal paese, che aveano in animo di turbare. È questa almeno una eventualità ch'essi medesimi hanno annunziata in un *meeting* pubblico tenutosi nella sera di giovedì ultimo (29) a Londra.

— Scrivono al *Morning-Chronicle* da Dublino in data del 30 decorso gennaio:

La commissione speciale, costituitasi sin dal giorno 28 corrente gennaio, ha già contribuito a porre un freno agli atti di violenza che si andavano commettendo ne' distretti del nord; come vi ha pure contribuito l'ordine giunto ai reggimenti di guarnigione in Irlanda (ordine che voi già conoscete) di aumentare il loro effettivo.

— Si ebbero da Londra il dì 30 notizie del Capo di Buona Speranza. Alcuni altri scontri erano avvenuti tra i Cafri e le truppe inglesi, ma (come si esprime il *Times*) insignificanti e senza alcun risultato: del resto la situazione di quella colonia era presso a poco la stessa che alla data delle ultime notizie.

ALEMAGNA

Prussia. *Seconda Camera: seduta del 29 gennaio.* L'ordine del giorno la mozione Beseler sull'intervento della Dieta Germanica negli affari interni della Prussia. (V. *Gazz. Piem.* di ieri)

Geppert, in nome del centro destro, propone l'ordine del giorno motivato, già da noi riferito nel foglio di ieri.

Winzler presentò pure un ordine del giorno motivato che eccitò l'ilarità della Camera, egli propose che la Camera, considerando come la Dieta germanica non possa numerarsi fra gli oggetti di qualche utilità, passi all'ordine del giorno.

Prese in seguito la parola il relatore per esortare la Camera a non lasciarsi guidare, nel corso della discussione, da sentimenti di antipatia verso la Dieta; quindi prese a parlare il conte Dhyrn.

Dhyrn. Se l'antica Dieta, invece di rappresentare l'unità germanica, come lo aveva promesso il proclama di Kalisch, era soltanto una superfetazione, la Dieta presente invece costituisce, secondo l'oratore, la supremazia dell'Austria. Quantunque la Camera non abbia alcuna ufficiale notizia della esistenza della Dieta, dopo l'unione di Erfurt, poichè il governo non fece alcuna comunicazione alle Camere in ordine alla questione tedesca, tuttavia per tutta l'Alemagna si scorgono le tracce dei decreti federali.

Trattasi di sapere quello che debbono fare le Camere nelle presenti circostanze: la mozione Beseler è moderatissima, nè dovrebbe respingerla il ministero, che aveva anch'egli impegnato l'onor suo negli sforzi fatti in favore dell'unità tedesca.

Quindi l'oratore indica i progressi dell'Austria in Alemagna; egli pretende che la Prussia si trovò in grado inferiore appunto dall'ora in cui il governo dichiarò di valerla rompere colla rivoluzione; ma non basta che la Prussia la rompa colla rivoluzione del 1848, ma deve rinnegare ancora quelle del 1740 e del 1610, perchè Federigo II ed il grande Elettore ecco la vera rivoluzione incarnata agli occhi della corte imperiale.

Secondo il sig. Dhyrn, l'Austria non la ruppe colla rivoluzione, perchè ritenne l'unità del suo impero costituita coll'aiuto della rivoluzione del 1848. L'oratore enumera gli atti della dieta di Francoforte, quelli principalmente che riguardano l'Assia elettorale e l'Holstein, e conchiude con dire che egli voterà per la mozione del sig. Beseler.

Reichensperger. Questo deputato, venuto oltramontano, riguarda la restaurazione della dieta come il trionfo della verità sull'errore. Egli voterà contro la mozione.

Vinke. Il governo avrebbe dovuto chiedere il consentimento delle Camere. Votando il bilancio, le Camere dovranno esaminare la parte contributiva per la matricola della Dieta. Vi esistono adunque rapporti necessarii fra quest'ultima ed il potere legislativo prussiano. La Dieta germanica inoltre, potrebbe anche disporre delle truppe: anche per questo rispetto gli affari interni della Prussia possono correre pericolo.

Il presidente del consiglio contesta il fatto che la Prussia dopo la restaurazione della Dieta siasi trovata in condizione inferiore.

Senza dubbio è possibile lo immaginare per l'Alemagna un ordine di cose migliore. Ma gli sforzi della Prussia dimostrarono essere vani tali sforzi. Non è questo il luogo in cui si abbia ad esaminare se l'Austria nutra pensieri ostili alla Prussia: fra due grandi Stati contigui può benissimo intromettersi qualche divergenza, ma niun uomo di Stato vorrà di proposito aggravarla: quand'anche si ammettessero progetti ostili nell'Austria, la Dieta germanica non sarebbe terreno propizio, perchè le decisioni di maggior momento richiedono l'unanimità.

Il sig. Manteuffel conchiude con dire che il ministero si ricorderà sempre che vegliare sulla Prussia è lo stesso che vegliare sull'Alemagna.

Bodelschwing, già membro unionista del parlamento di Erfurt e uno dei capi del centro destro, dichiara contro l'alleanza coll'Austria.

Si domanda la chiusura, ma la Camera la rigetta e rimanda a domani la continuazione dei dibattimenti.

AMERICA

Stati-Uniti. Il *New-York Times* smentisce la voce che si era fatta correre, e giusta la quale il cav. Hulseman, ministro d'Austria a Washington, avrebbe l'intenzione di chiedere i suoi passaporti, ovvero che il governo degli Stati-Uniti penserebbe a rimettergliеli in seguito della nota indirizzata a esso governo dallo stesso cav. Hulseman, intorno al ricevimento fatto a Kossuth.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino, 3 febbraio.*

Splendido e lieto, quanto il primo, fu iersera il secondo ballo a Corte. Poc'oltre la mezzanotte le LL. MM. lasciarono le sale. Le danze si chiusero verso le due.

Napoli. Il 26 vi fu nuovo consiglio di Stato presieduto dal re.

— Sono pubblicati alcuni decreti relativi alla magistratura. D. Luigi Pionati è nominato consigliere della corte suprema di giustizia colle funzioni di presidente della gran corte civile di Napoli. È pur richiamato nella corte suprema di giustizia in Napoli D. Beniamino Caracciolo.

— Si legge nel *Giornale ufficiale* del 27 scorso mese:

La notte del 15 al 16 corrente verso le otto pomeridiane gli abitanti di Reggio udirono un forte rombo in aria, e questo fu subito seguito da un tremuoto che durò circa 10 secondi, e che rinnovossi tre ore dopo durando altri 4 secondi. Da quel tempo fino alla data del 21, ultima a noi pervenuta, il tremuoto non ha cessato di farsi colà sentire di giorno e di notte, or più or men gravemente, producendo col pubblico terrore lievi lesioni negli edifizi, e segnatamente in quello della gran corte per la quale si andava già in cerca di stanze da addirsi temporaneamente alle sue sessioni.

— È giunto in Napoli da Roma il conte di Kultore, pari d'Inghilterra.

Francia. *Parigi*, 2 *febbraio*. Leggesi nella *Patrie*: La legge elettorale non è pubblicata, come annunc'avasi, nel *Moniteur* di oggi. Noi crediamo sapere che si tratta di un semplice ritardo d'uno o due giorni. Il decreto relativo alla convocazione degli elettori seguirà molto da vicino la promulgazione di detta legge, seppure non l'accompagna.

Il consiglio di Stato, pure, adune nonne che restano a farsi, è ora in numero compiuto. Il suo installamento precederà senza dubbio la riunione del senato e del corpo legislativo. Esso potrebbe in tal modo preparare le quistioni che debbono essere sottoposte a questi due corpi all'apertura della sessione, e anticipare l'attuazione delle riforme divisate dal governo e aspettate dal paese.

— Sir J. Hudson, inviato straordinario e ministro plenipotenziario d'Inghilterra a Torino, è giunto a Parigi recandosi al suo posto.

— Il signor Augusto Lireux, collaboratore del *Constitutionnel* per la critica drammatica, il quale era stato arrestato gli scorsi giorni, fu rimesso in libertà ed è partito alla volta di Bruxelles.

— Leggesi nell'*Océan* di Brest del 30: Ieri ed oggi 42 detenuti del vascello il *Duguesclin* sono stati resi alla libertà. Si assicura che nuovi rilasci si faranno quantoprima.

— Il famoso Cabet, capo della setta degli Icarii, è partito per l'Inghilterra, accompagnato dagli agenti dell'autorità fino a Calais.

Spagna. *Madrid*, 28 *gennaio*. Si legge nell'*Heralda*:

Crediamo di poter annunciare, come cosa positiva, che il governo inglese non ha voluto accettare la demissione presentata dall'ambasciatore di S. M. B. a Madrid, lord Howden, che lo stesso nobile lord avea mandata non appena lord Palmerston si ritirò dagli affari. Gli è questa una prova di più che il gabinetto inglese si atterrà alla medesima politica che avea seguita lord Palmerston.

Quanto è a noi, noi siamo lietissimi che lord Howden resti nella nostra capitale; perocchè sarebbe cosa assai difficile che l'Inghilterra trovasse un agente più idoneo per rappresentarla a Madrid, e per conservare e assodare que'vincoli d'amicizia e di buon accordo tanto profittevoli ai due paesi.

— Si legge nella *Nacion*:

Il luogotenente generale D. Firmin Espeleta è stato nominato capitano generale di Valenza.

Il collare del Toson d'oro è stato accordato al sig. di Isturiz, ministro di S. M. C. presso S. M. B.

— Scrivono alla *Correspondance*:

Il marchese di Villuma è stato nominato inviato straordinario e ministro plenipotenziario presso la Corte delle Due Sicilie.

Alemagna. *Berlino*, 31 *gennaio*. La prima Camera, nella seduta di ieri, si è occupata di parecchie proposizioni, di cui alcune importantissime. Essa cominciò dal rigettare, alla maggioranza di 95 voti contro 45, l'ordine del giorno chiesto dalla sinistra riguardo alle proposte di rivedimento della costituzione.

Quindi la prima Camera, alla maggioranza di 77 contro 57 rigettò la mozione, intesa a rendere necessario il permesso del governo affinchè i funzionari eletti ad una delle due Camere, possano prendervi sede; il sig. Westphalen, ministro dell'interno, aveva parlato in favore della mozione.

Fu anche respinta la proposta che tendeva a fissare a sei anni la durata di ogni sessione legislativa, ed a convocare le Camere soltanto ogni biennio.

L'altra mozione, che proponeva di sopprimere l'indennità dei membri della seconda Camera, venne ritirata dal suo autore, avendola lo stesso ministro dell'interno dichiarata inopportuna.

— *Annover*, 29 *gennaio*. Le Camere furono aggiornate fino a nuovo ordine.

— *Gotha*, 29 *gennaio*. Nella seduta di ieri, la Dieta di Gotha, con 15 voti contro 14, ha rigettato le proposizioni del governo, tendenti a reggere con una costituzione comune i ducati di Coburgo e Gotha. La Dieta fu immediatamente sciolta. Tutti gli sforzi del governo a fine di prevenire un tale risultamento, riuscirono vani: il ministero aveva perfino promesso che, dopo l'adozione della proposta governative, la Dieta sarebbe rimasta unita finchè il principe (il quale provvisoriamente rinunzierebbe al diritto di sciogliere la Dieta) avesse giurata la nuova costituzione, che è più liberale di ogni altra degli Stati d'Alemagna.

I giornali tedeschi suppongono che la costituzione respinta verrà promulgata per ordinanza.

— *Holstein*. Corre voce che il corpo d'osservazione austriaco che occupa l'Holstein sia in sulle mosse per lasciare quel paese. Un reggimento continuerà, dicesi, ad occupare Amburgo.

Russia. Secondo una corrispondenza delle *Amburger Nachrichten* da Varsavia, venne promulgato un decreto dell'imperatore, che ordina la costruzione di una strada ferrata fra Pietroburgo e Varsavia, e sopra i due punti cominceranno quanto prima i lavori. Da Pietroburgo la linea va sopra Luga, Pskow, Odrow, Rzezyka, Dünaburg, Wilna, Grosno, Bialystock verso la volta di Varsavia.

E. Lacroix gerente.

AVVISO

Il Dottore COSTANTINO CANELLA, medico-chirurgo-ostetrico, pratico da 14 anni, già medico e chirurgo primario di uno spedale, ora medico-chirurgo onorario della Casa di S. A. R. il DUCA di GENOVA, previene il pubblico che dal primo dell'anno corrente egli esercita l'arte sua in questa capitale, applicandosi specialmente alla cura delle malattie in genere delle donne, all'assistenza dei parti ed alle malattie de' fanciulli.

Dà consulti gratuiti il lunedì e venerdì di ogni settimana, in sua casa, dall'una pomeridiana alle tre; ed in queste ore trovasi giornalmente al suo domicilio per chi vorrà consultarlo.

Abita in via Belleziа, vicino al Palazzo di Città, num. 26, piano secondo.

Il n'est pas de *Dentifrice* qui possède une efficacité plus grande que l'EAU de M. le docteur Désirabode, médecin-dentiste à Paris. Cette Eau ne se borne pas à blanchir le dents, mais les préserve de l'action rongeante du tartre, arrête la carie à son début, calme la douleur, et rend les gencives fraîches et vermeilles: aussi il est bon de rappeler l'exception favorable qu'a faite à son égard la circulaire ministérielle.

Cagliari, Martel, négociant; Turin, Guigues, rue Neuve, 27; Alexandrie, Carnadal, rue Ravanala, 69. — 2 et 3 fr. le flacon.

www.internetculturale.it

HISTOIRE GÉNÉRALE DES FAMILLES NOBLES

DE TOUTES LES NATIONS

suivie de la Biographie de tous les anciens et les nouveaux ministres d'Etat, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, membres des Diètes, des Sénats, des Chambres des pairs, des députés, des assemblées législatives, des membres du clergé et des hommes de guerre, de science, des magistrats, des conseillers et des autres fonctionnaires.

Cette grande publication, en langue française, pour toutes les principales bibliothèques de l'Europe, s'augmente considérablement. Tous les articles y sont appuyés de preuves et d'autorités, et l'élite de l'Europe l'a déjà honorée de nombreuses souscriptions. Six nouveaux volumes grand in-quarto sont en vente au prix de 57 francs par volume : les six pris ensemble 200 fr.

Les traites sur Paris doivent être adressées au *Secrétaire des archives historiques, rue Richelieu, 85, à Paris.* On peut y obtenir l'histoire séparée de chaque famille et la biographie de chaque personne, ou des copies de tout ce qui se trouve à chaque nom dans les anciens et les nouveaux documents recueillis dans ce centre des publications de tous les pays et de toutes les époques. Ces copies sont d'une très-grande utilité pour ceux qui veulent avoir tout ce qui existe à leur nom ou aux noms d'autres familles dont ils voudraient connaitre exactement ou établir clairement la position. Ces copies sont envoyées sur toutes demandes : le prix en est fixé suivant leur étendue. Les personnes qui n'ont pas encoré adressé de communications pour régulariser les articles qui se publient à leur nom, ou les additions à faire à ce qui a déjà paru et ce qui est mentionné aussi à leur nom dans les notices publiées sur les familles auxquelles elles sont alliées et sur les autres personnages avec lesquels elles ont eu des rapports, peuvent envoyer leurs notes pour les autres volumes qui sont sous presse. *L'affranchissement est indispensable.*

AVVISO

I PROPRIETARII DI PORTA SUSA furono invitati a recarsi il giorno 30 gennaio scorso nello studio del sottoscritto per trattare sul collocamento della stazione della strada ferrata da Torino a Novara. Il numero degli intervenuti non superando i quaranta, mancava la maggioranza; ma era però sufficiente per nominare con autorità di suffragi nel loro seno una Commissione che specialmente s'occupasse dell'argomento.

Ora essa Commissione avvisò a mezzi più acconci per determinare l'impresa a preferire per tale collocamento un perimetro a Porta Susa di fronte alla strada di Doragrossa; ma non si permetterebbe di decidere in proposito senza che vi consentisse la maggioranza dei proprietarii stessi.

Non può dissimularsi che trattasi d'un grave loro interesse, mentre il trascurare tale opportunità sarebbe rinunziare agli immensi vantaggi che dalla concorrenza di merci e viaggiatori a quella deserta regione deriverebbero. E s'aggiunge un'importante osservazione; la ferrovia di Savoia la quale non trovasse la Porta Susa una stazione a cui aggiungersi, per più discosta linea alla stazione di Porta Nuova metterebbe capo.

Possibile che non si voglia tentare ogni mezzo per impedire che le proprietà di Porta Susa si uno tanto lontane dal valore di quelle delle altre Porte di Torino! Possibile che non si curi l'unione nè meno per adottare misure che tendono a proprio esclusivo vantaggio!

La Commissione ritiene che, meglio considerati i loro interessi, i proprietarii di Porta Susa vorranno tutti convenire al sunnidicato scopo nello studio del sottoscritto, posto in via degli Ambasciatori, palazzo San Giorgio, *venerdì 6 corrente*, alle ore 7 pomeridiane.

Per la Commissione

L. F. FALDELLA.

In vendita presso **C. SCHIEPATTI**, *libraio, via di Po*

D' imminente pubblicazione

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

comparées

par **IVAN GOLOVINE**

brochure in-8.° — *Prix L.* 1 50.

MAISON DE LA VILLE DE LYON

Rue du Théâtre d'Augennes, n. 35, au 1.°

Beaux assortiments en soieries pour soirées; ce qui s'est fait de plus riche et de plus nouveau pour la saison actuelle. — Magnifique choix de Châles cachemire Ternaux longs et carrés, dessins du dernier goût.

Il sottoscritto, stante le sue occupazioni, non potendo più far parte della Società per l'associazione alla Strenna pel 1852, notifica, per quell'effetto che di ragione, che dal giorno d'oggi cessa ogni sua ingerenza relativa alla medesima.

Torino, il 5 febbraio 1852.

FRANCESCO GOLA.

VIGONE

Si notifica che con superiore autorizzazione le due FIERE solite tenersi nel luogo di Vigone, la prima il 26 di febbraio e la seconda il primo giovedì dopo la festa della Natività di S. Giovanni Battista, vennero trasportate quella nell'ultimo lunedì del Carnovale, e questa all'ottavo giorno dopo l'Ascensione del Signore.

AVVISO

I fatali per l'aumento di sesto o mezzo sesto sopranum. 783 piante d'alto fusto, esposte venali dall'Opera pia di S. Luigi Gonzaga in Torino, con tiletto del 17 scorso gennaio, e state deliberate in L. 3,751, scadono alle ore 11 del giorno 7 corrente febbraio.

ORTICOLTURA

Trovasi disponibile il Catalogo generale pel 1852 del nuovo Stabilimento d'Orticoltura, a Pallanza, dei Fratelli Rovelli, la cui collezione venne arricchita in molti generi di piante nuove e fiori interessantissimi, sia per *serra*, che per la piena terra. — Il detto Catalogo verrà spedito, franco per la posta, ai signori che ne faranno richiesta, per lettera affrancata.

CHIRURGIA E MECCANICA DENTALE

Il **Dentista** Dott. CASTELLANI abita in via d'Italia, n. 4, rimpetto alla chiesa della Basilica, piano primo, in Torino. — Riceve dalle ore 10 alle 4.

AVVISO

I signori GIACOBINO e RIZZETTI, esercenti l'Albergo del **Rue Rosso** in Torino, avendo stabilito una Vettura in coincidenza colla Strada ferrata, annunziano al Pubblico che la partenza della medesima dal detto albergo ebbe principio dall'11 corr. gennaio e continua giornalmente il suo corso.

DA VENDERE

unitamente o separatamente

Due piccoli CORPI di CASA, situati lungo il viale che dal Borgo Po, mette alla Villa della Regina. Recapito al notaio Ileria, via S. Francesco, n. 18, piano 1.°

DA VENDERE

FARMACIA e FONDICHERIA bene avviata, nel più bel sito della città di Chieri. — Dirigersi al proprietario nella farmacia Rasino, in Torino.

DA VENDERE, IN TORINO

Una pezza di terreno fabbricabile, fuori Porta Susa. — Dirigersi al notaio Albasio, via d'Italia, n. 7, piano 2.°

DA AFFITTARE

Cinque camere con piccolo giardino, via dell'Ospedale, n. 45. — Recapito al portinaio, num. 43.

ALLOGGIO di 8 sino a 12 membri, nella via dell'Arsenale, porta 13, al 2.° piano, da affittare mobiliato. Far capo dal portinaio.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile* N. 9 membri al 2.° p.°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

NOTA

Per quell'effetto che di ragione si deduce a pubblica notizia essersi sull'instanza del sig. Francesco Fissore, già residente in Torino ed in ora a Ponte-Stura, ottenuto dal regio tribunale di prima cognizione di questa città lettere di citazione il 27 settembre ed altre successive di proroga 30 ottobre mesi ultimi scorsi, contro tutti i suoi creditori per comparire, fra il termine di giorni 15, nanti il prelodato regio tribunale a proporre le loro ragioni di credito nel giudicio di cessione dei beni del suo patrimonio, per esso instato nella supplica precedura alle lettere surriferite, in cui venne deputato a relatore l'ill.mo sig. giudice Tempia.

Torino, il 30 gennaio 1852.

Mussa sost. Gandiglio.

NOTA

Venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di questa città, e registrato sul registro delle alienazioni, vol. 54, art. 27065, e vol. 54, art. 27066, l'atto del 26 aprile 1846, rogato Salio, col quale li Carlo e Pietro fu Carlo Savio, residenti a Bussolino, vendevano a Tommaso Nazzaro gli stabili, di cui infra, cioè:

Il primo pel prezzo di L. 45, tavole 12 in giusta misura di bosco da stralciarsi da maggiori pezze verso il coerente sig. Scala, e percorrendo la linea della strada comunale, situato sulle fini di Bussolino, regione Frejlongo, o Rovera, parte dei numeri di mappa 157 e 158, coerente al totale quantitativo il sig. Scala, la strada comunale, e la restante pezza.

Il secondo pel prezzo di lire 20, tavole 4 in giusta misura di bosco, da stralciarsi da maggiori pezze percorrendo la linea della strada comunale, situato sulle suddette fini, regione Frejlongo o Rovera, parte dei numeri di mappa 157 e 158, sotto le stesse coerenze sovra designate.

Torino, il 28 gennaio 1852.

Castagna proc. coll.

NOTA

All'udienza del regio tribunale di prima cognizione di questa capitale, che sarà tenuta il mattino del 21 corrente ed alle ore 10 antimeridiane, avrà luogo l'unico incanto e definitivo deliberamento degli stabili situati sulle fini di Ciriè, già stati subastati in odio di Antonio Bajma di detto luogo ad instanza del signor conte Alessandro Compans di Brichanteau, sul prezzo d'aumento di sesto in L. 1,984 da certo Francesco Massa offerto, ed alle condizioni risultanti dal relativo bando in data 31 gennaio scorso, autentico Mussino sost. segretario.

Torino, il 4 febbraio 1852.

Oldano sost. Gandolfi proc. coll.

NOTA

Con atto passato alla segreteria del regio tribunale di prima cognizione di questa città, autentico Mussino sottosegretario, la signora Caterina Bonanate vedova di Michele Longo, tanto in qualità propria, che nell'interesse delli Nicolao e Maddalena, fratello e sorella Longo, di lei figli minori, rappresentata dal sottoscritto di lei procuratore speciale, ha dichiarato di accettare col beneficio d'inventario l'eredità loro deferta per la morte del rispettivo marito e padre Michele Longo, avvenuta due mesi circa sono in Carmagnola, ov'era domiciliato.

Torino, il 31 gennaio 1852.

NOTA

Con iscrittura del 1.° corrente mese venne contratta società in nome collettivo tra i signori Francesco Gugginsberg e Teofilo Schläpfer per l'esercizio in questa capitale di una Casa di commercio per vendita merci in commissione, sotto la firma comune ad entrambi i socii di Gugginsberg e Schläpfer, durativa per anni tre, sei o nove, e meglio come dall'estratto depositato in Consolato.

Torino, il 4 febbraio 1852.

Collino Paolo caus. coll.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 4 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: giorn. pr.	per contanti: dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella giorn.	pel fine del mese corr.: dopo bor.	pel fine del mese prossimo: nella giorn.	pel fine del mese prossimo: dopo bor.
1819 5 0/0 god. 1 8 bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7 bre	90 75	90 75				
1849 » » 1 genn.	90	89 75	90			
1851 » » 1 dicem.		90 90		90 p. 10 e 15 cor.		
1834 Obbligaz. 1 genn.						
1849 » 1 8 bre						
1850 » 1 agosto						
1844 5 0/0 Sard. 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni R. N. 1 genn.			1760			
Banca di Savoia						
Città di Torino 4 0/0 oltre lo decor.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (oni.) 4 gen.						
Società del Gaz (nom.)						
Incendii a premio fiss. 31 x.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	95 3/4	95 3/4
Genova sconto	1/2 p.	1/2 p.
Francoforte S. M.	99 1/2	99 1/2
Lione	99 90	99 90
Londra	25 35 1/2	25 19 1/2
Milano	99 90	99 95
Parigi		
Torino sconto	4 p. 0/0	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 05	20 08
— di Savoia	20 71	20 76
— di Genova	79 25	79 43
Sovrana nuova	25 05	25 10
— vecchia	34 87	35 —
EROSO misto		
Perdita	3 75	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
Denari			
GREGGIE 10 — 11			
11 — 12			
12 — 13			
14 — 16			
16 — 20			
ORGANZINI 26 — 27	76		
27 — 28	76		
23 — 24	73		
24 — 25	71		
25 — 26	71		
26 — 27	70		
27 — 28	69		
28 — 30	68		
30 — 32			
32 — 36			
36 — 40			
TRAME 20 — 22			
22 — 24			
24 — 26			
26 — 28			
28 — 30			
30 — 32			
32 — 36			
36 — 40			
MERCI DIVERSE			
Doppio Alaio			
Morenca scevra di gallettame			
Straccia			

BORSA DI PARIGI *del 2 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 102 75, è sceso a 102 05, e chiude a 102 30.

Il 3 0/0 resta a 64, 10.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 50.

Le azioni della Banca di Francia a 2650.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il povero Giacomo, — Il matrimonio della libertà.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *L'Etourneau.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: — *Nabucco*, musica del maestro Verdi, — Ballo le *4 Nazioni.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Gio. Maria Visconti duca di Milano.*

— L'ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici darà fra breve in unione alla comp. Dramm. Capella alcune rappresentazioni mimico-danzanti al suddetto teatro.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Fede, speranza e carità.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Masseppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne.*

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 32 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

VENERDI 6 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	48	25	13
Per l'Estero	80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent., d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti del 28 testè spirato gennaio, approvò le sotto-designate Piante numeriche provvisorie delle Segreterie delle R. Università di Cagliari e Sassari:

Pianta numerica provvisoria della Segreteria dell'Università di Cagliari.

Un segretario	L. 1200	oltre le propine
Un vice-segretario	800	degli esami.
Un ragioniere	800	
Un ricevitore	700	
Un scrivano	500	

Somma a calcolo, su cui sarà prelevata la paga di un usciere della Università, e di altro usciere della Segreteria compresivamente a quanto era loro dapprima corrisposto come militari, e che cessa sul Bilancio della Guerra, in forza del R. Decreto 25 ottobre 1851 1200

Totale. . L. 5000

Pianta numerica provvisoria della Segreteria dell'Università di Sassari.

Un segretario	L. 1200	oltre le propine
Un vice-segretario	800	degli esami.
Un ragioniere	800	
Un ricevitore	500	
Un applicato o scrivano	500	

Somma a calcolo, su cui sarà prelevata la paga di un portinaio della Università, e di un usciere della Segreteria comprensivamente a quanto era loro dapprima corrisposto come militari, e che cessa sul Bilancio della Guerra, in forza del R. Decreto 25 ottobre 1851 1200

Totale. . L. 4800

Viste d'ordine di S. M.
FARINI.

In dipendenza dell'anzi descritta Pianta della Segreteria dell'Università di Cagliari, S. M., con Decreto del 28 gennaio predetto, vi nominava al vacante posto di scrivano l'avv. Vincenzo Pintor.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 5 febbraio.*

La Camera dei Deputati continuò nella seduta d'oggi la discussione generale sul progetto di legge per modificazioni alla legge sulla stampa.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

B — *Programma dell'Esame di Magistero sull'Aritmetica, Algebra e Geometria.*

(*Veggasi il Regolamento nella Gazz. Piem. num. 30*)

Quesiti sull'Aritmetica.

1. Definizioni — Quantità — Unità — Numero e sue specie — Numerazione — Valore assoluto e relativo d'una cifra frazione — Suoi termini — Frazioni decimali — Numeri decimali — Principio per iscrivere e leggere le frazioni decimali — Effetti della trasposizione della virgola nei numeri decimali.

2. Addizione, sottrazione, moltiplicazione e divisione dei numeri intieri — Definizioni — Varii casi che presentano queste operazioni — Regole — Dimostrazioni — Prove — Problemi.

3. Delle divisibilità dei numeri — Numero primo — Numeri primi fra loro — Principii sulla divisibilità dei numeri — Quando un numero sia divisibile per 2, per 5 o per 9, per 5, 25, 125 — Dimostrazioni di queste regole — Ricerca dei divisori dei numeri — Ricerca del massimo comun divisore di due numeri.

4. Frazioni ordinarie — Definizioni — Principii — Riduzione delle frazioni ai minimi termini — Riduzione delle frazioni allo stesso denominatore — Varii casi.

5. Le quattro operazioni sulle frazioni ordinarie — Varii casi — Definizioni — Regole — Dimostrazioni.

6. Frazioni decimali — Operazioni — Varii casi — Regole — Dimostrazioni — Riduzione d'una frazione ordinaria in una decimale equivalente e viceversa — Data una frazione decimale periodica, trovare la sua generatrice ordinaria — Varii casi.

7. Sistema metrico decimale — Origine di esso — Unità fondamentale — Suoi multipli e suddivisioni — Misura di superficie, di volume, di peso — Monete — Convertire le misure antiche in nuove e viceversa.

8. Numeri complessi — Le quattro operazioni — Varii casi — Prove della moltiplicazione e della divisione dei numeri complessi — Riduzione d'un numero complesso in decimale e viceversa.

Quesiti sull'Algebra.

9. Differenza fra l'aritmetica e l'algebra riguardo ai numeri, all'andamento delle operazioni, alla scrittura delle quantità — Che cosa è una formola algebrica — Un monomio, binomio, trinomio, polinomio — Esempi — *Interpretare una formola algebrica* — Regole per l'addizione e la sottrazione algebrica.

10. Che cosa è un coefficiente — Un esponente — Regola della moltiplicazione algebrica — Dimostrazione delle regole de' segni, de' coefficienti, delle lettere, degli esponenti nella moltiplicazione algebrica — Calcoli.

11. Divisione algebrica — Regola de' segni — De' coefficienti — Delle lettere — degli esponenti nella divisione algebrica dei monomi — Che cosa significhi una quantità coll'esponente zero o coll'esponente negativo — Calcoli.

12. Delle frazioni algebriche — Riduzione d'un intiero in frazione — Semplificazione delle frazioni algebriche — Le quattro operazioni sulle frazioni algebriche — Calcoli.

13. Delle potenze e delle radici de' numeri — Che cosa è la prima, seconda, terza ecc., potenza d'un numero — Che cosa è la radice quadrata, cubica, quarta ecc., d'un numero — Indici delle radici — Non si danno quadrati negativi — Le radici quadrate sono affette dal doppio segno positivo e negativo — La radice cubica non ha che un segno — Dalla formola algebrica del quadrato del binomio $a+b$ si deduce di quante parti consti il quadrato d'un numero composto di decine ed unità — E si rivava quindi la regola per l'estrazione della radice quadrata de' numeri che sono perfetti quadrati.

14. Estrazione della radice quadrata per approssimazione — Come si esprimono i valori prossimi delle radici quadrate in frazioni decimali.

15. Estrazione della radice cubica de' numeri — Dalla formola algebrica del cubo del binomio $a+b$ si ricava di quanta parti consti il cubo d'un numero composto di decine ed unità — E si rivava quindi la regola per l'estrazione della radice cubica de' numeri intieri — Estrazione della radice cubica per approssimazione.

16. Delle equazioni — Varii gradi delle equazioni — Quante parti comprenda la soluzione d'un problema algebrico — Principii da cui dipende la risoluzione delle equazioni di primo grado — Regole per risolvere le equazioni di primo grado ad una sola incognita — Problemi.

17. Equazioni di primo grado a due o tre incognite condizionate per poter determinare i valori di più incognite — Metodi d'eliminazione — Problemi.

18. Risoluzione delle equazioni di secondo grado ad una sola incognita — Equazioni pure — Equazioni complete.

19. Delle ragioni e proporzioni — Ragione aritmetica — Ragione geometrica — Equidifferenza — Proprietà dell'equidifferenza — Proporzione — Proprietà fondamentale delle proporzioni — Quanti cangiamenti si possono fare in una proporzione alternando ed invertendo i termini senza alterarla — Moltiplicazioni e divisioni che si possono fare dei termini d'una proporzione senza alterarla — Altre proprietà delle proporzioni che sono di più frequente uso nella geometria.

20. Ragione diretta — Ragione inversa — Regola del tre semplice — Esempi — Regola del tre composta — Esempi — Regola d'interesse — Esempi — Regola di sconto — Esempi — Regola di società — Esempi — Regola congiunta o di cambio — Esempi — Regola d'allegazione — Esempi.

Quesiti sulla geometria.

21. Definizioni — Corpo geometrico — Dimensioni dei corpi — Superficie — Linea — Punto — Linea retta — Quanti punti sono necessarii per determinare una linea retta — Linea curva — Superficie piana — Superficie curva — Posizione rispettiva di due rette — Rette parallele — Angolo, sue specie — Rette perpendicolari — Oblique — Proprietà degli angoli adiacenti formati da una retta che ne incontra un'altra — Prop rietà degli angoli opposti al vertice — Figura piana, sue specie — Poligono, sue specie — Poligoni convessi — Diagonale — Quante diagonali si possono tirare in un poligono convesso.

22. Circolo — Definizione — Centro del circolo — Raggio — Diametro — Corda — Secante — Tangente — Circonferenza — Arco di circolo — Quadrante — Settore circolare — Segmento circolare — Angolo al centro — Angolo inscritto — Angolo circoscritto — Poligono inscritto — Poligono circoscritto ad un circolo — Circolo inscritto e circoscritto ad un poligono — Circoli concentrici — Corona circolare — Circoli tangenti — Divisione della circonferenza del circolo.

23. Triangolo — Classificazione de' triangoli — Nomi dei lati del triangolo rettangolo — Condizioni necessarie perchè due triangoli siano uguali fra loro.

24. Dividere un angolo in due parti uguali — Dividere una retta in due parti uguali — Innalzare una perpendicolare in un punto dato d'una retta data — Abbassare una perpendicolare da un punto dato sopra una retta data.

25. Quali sono le proprietà principali di un triangolo isoscele — Qual è l'angolo maggiore nel triangolo scaleno — misura della distanza d'un punto da una retta — Obliqua tirata da uno stesso punto ad una retta.

26. Rette parallele — Denominazione degli angoli formati dalle segante da due parallele — Quali di questi angoli sono uguali fra loro — Quali sommati a due a due sono uguali a due retti — Come si riconosce il parallelismo di due rette — Condurre per un punto dato una parallela ad una retta data.

27. Valore della somma degli angoli di qualsivoglia triangolo — Relazione tra l'angolo esterno d'un triangolo e gli altri angoli non adiacenti — Valore delle somme dei due angoli adiacenti d'un triangolo rettangolo — Valore della somma di tutti gli angoli interni di qualunque poligono convesso.

28. Parallelogrammi — Proprietà principali dei parallelogrammi — Proprietà del rombo — Costruire un parallelogramma, dati i due lati contigui di esso e l'angolo compreso fra i medesimi — Costruire un rettangolo, dati i due lati — Costruire un quadrato sopra una retta data.

29. Principii fondamentali per la misura delle aree — Trovare la misura comune di due rette date — Che cosa è l'area d'una figura — Figure uguali, equivalenti — Altezza d'un triangolo, d'un parallelogramma ed un trapezio — Qual è l'unità di misura delle aree — Ragione di due parallelogrammi che hanno la stessa base e la stessa altezza — Ragione di due parallelogrammi che hanno la stessa base o la stessa altezza — Ragione di due parallelogrammi che hanno basi ed altezze differenti.

30. Misura delle aree — Misura dell'area d'un rettangolo e d'un parallelogramma d'un triangolo qualunque — D'un trapezio qualunque — D'un poligono qualunque — D'un poligono regolare — Del circolo — D'un settore circolare — Del segmento circolare — Della corona circolare.

31. Quadrati — A che cosa è equivalente il quadrato fatto sulla somma o sulla differenza di due rette — In ogni triangolo rettangolo il quadrato dell'ipotenusa è equivalente alla somma dei quadrati dei due cateti — Trovare il valore dell'ipotenusa di un triangolo rettangolo quando se ne conoscono i due cateti — Trovare il valore d'un cateto quando si conoscono l'ipotenusa e l'altro cateto — Ragione della diagonale al lato del quadrato.

32. Figure equivalenti — Come si costruisce un parallelogramma equivalente ad un triangolo dato — Come si trasforma un poligono dato in un altro equivalente che abbia un lato di meno

---

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

PIERO TRAPASSI (METASTASIO)

(Continuazione. Vedi i nn. 29, 30 e 31)

Ricomposte le civili bisogne, il poeta si buttò di nuovo a tutt'uomo nell'arena melodrammatica. L'ora gli vien manco al da fare; buona parte del giorno ha da impiegare colle arciduchesse che sta addestrando alla declamazione e che lo trattano con affabilità; inchinate le quali, corre a presentarsi alla sovrana, la quale lo accoglie sempre col più affettuoso sorriso. Dopo, vien la volta di questo principe, di quell'ambasciadore, di quella contessa: ha da assistere ad un numeroso e nobil pranzo, oppure ad una serata fiorita e profumata. Gli è forza scriver lettere in tutte le parti d'Europa; era quel tantino di compiacenza orgogliosetta che qualifica l'uomo rifatto; il nostro buon abate si dà tratto tratto anche l'aria di protettore; scrive al principe Trivulzi le notizie delle nomine alle cariche; al conte Battyani invia le novità politiche; al Mattei ed all'Algarotti parla di letteratura; all'Hasse di musica. Ciò nullameno i suoi lavori non si ristanno. L'*Isola disabitata*, il *Tribulo di rispetto e amore*, la *Gara*, il *Sogno* e la *Scommessa* non lo occupano sì che non possa comporre anche la *Nitteti*, in un con grande copia di sonetti di vario argomento. Non si ha quasi tempo qui di tenergli dietro fuori che con l'enumerazione nuda e cruda: l'*Aurora*, l'*Estate*, la *Ritrosia disarmata*, l'*Inverno*, l'*Ape* ed il *Quadro animato* l'una segue l'altro con fretta incessante. Le nozze dell'arciduca Giuseppe II con Isabella di Borbone vengono da lui festeggiate coll'*Alcide al bivio*; il primo parto della regale sposa è celebrato col *Trionfo di Clelia* e coll'*Ateuaide*. Tra le pompe che solennizzarono l'incoronazione di Giuseppe II in re dei Romani vi fu l'*Egeria*; e *Romolo ed Ersilia* servì a rendere più vaga la festa delle nozze di Leopoldo, granduca di Toscana, con Maria Luisa di Borbone, avvenute in Inspruck; al che se si uniscono il *Trionfo d'Amore*, la *Corona*, la *Pace fra le tre Dee* ed il *Parnaso confuso* non si sa capire come gli bastassero la mente ed il braccio a tanta copia di produzioni: e sì che gli anni erano già passati ed in buona quantità anche per lui! (1767).

Sperava infine poter riposare, ma la morte del consorte di Maria Teresa lo obbliga ad associare il suo al lutto della monarchia pubblicando i *Voti pubblici*, ed il vaiuolo che poco dopo assale la sovrana lasciandola sana ed intatta gli fanno pubblicare il canto della *Pubblica felicità* canto che aumentò di più che un migliaio di fiorini la pensione del poeta.

Per nozze illustri compose ancora e l'epitalamio *Teti e Peleo* e *Partenope*, e l'*Arimonica*, ed infine il *Ruggiero*, ultimo suo melodramma teatrale, che per essere dettato da autore quasi ottuagenario non val meno degli altri fratelli.

Dal *Ruggiero* in poi la sua musa non va oltre la strofa, il versetto ed il madrigale.

Nel mese di febbraio del 1780 la morte picchiò alla sua porta quasi per avvertirlo che fra poco sarebbe venuta a portarselo seco definitivamente: si riebbe ancora; Papa Pio VI fu a Vienna; il pontefice lo volle vedere; ed accolse con la somma delle cortesie l'uomo che da sessant'anni aveva empito il mondo di sè; e non picciola dimostrazione gli diè il di medesimo della sua morte inviandogli per mezzo del Nunzio Garampi la benedizione apostolica. Questo di fatale fu il 2 d'aprile del 1782.

Metastasio morì in età di ottantaquattro anni e tre mesi. Fu seppellito nella chiesa di San Michele, e le esequie che onorarono il corpo suo furono solenni a malgrado dell'intenzione da esso dimostrata nel suo testamento. Morì tranquillo come aveva vissuto.

L'antico garzone d'orefice lasciò un trecentomila franchi, una ricca biblioteca ed arredi sontuosi: il nobile poeta lascia un'eredità di gloria e di rimpianti. V'ha un articolo del suo testamento che fa, come quasi tutte le sue azioni, onore al suo buon cuore, ed è questo che riportiamo per suo elogio, e perchè il lettore conosca le tre donne del medesimo nome che protezione ed amicizia a lui concessero: « Settimo: Lascio e lego alla signora Marianna Martinez, figliuola del quondam sig. Nicolò Martinez, maestro di camera della nunziatura apostolica di Vienna, fiorini viennesi dodici mila da pagarsi, ecc., e questo non solo in considerazione della lunga, fedele ed utile assistenza prestatami dall'onorato suo padre; ma per dare ancora quel piccolo premio ch'io posso a suoi illibati costumi, ed alle innocenti e lodevoli sue applicazioni. » Instituita in erede universale il sig. Giuseppe Martinez a lei fratello, mancando il quale, l'eredità dovevasi tutta alla signora Marianna.

De' suoi ottantaquattro anni ei forse non ne visse uno, forse non un mese, forse non un giorno intero nel dolore: ambizioso quel tanto che non gl'inquietasse il dormire, egli seppe bramare, ma non delirò mai pe' desiderii; non fu invidioso, e, quando potè far del bene, lo fece senza grande sfarzo di complimenti: dappertutto ove scorpì l'ingegno lo protesse e gli fu appoggio: fu molte volte ed acerbamente criticato . . . . (e come poteva non esserlo, collocato com'era sì alto e sì bene?) ma egli ebbe il senno di capire che cosa è la critica de' malveienti, e mai non si difese, mai non si adontò, e con tranquilla noncuranza continuò la via sua, facendo buon viso a chi gli voleva bene e a chi non gliene voleva: invidiabile abitudine che non gli guastò mai la salute: perciò morì placido, e la sua tomba non fu circondata da rancori.

— Come si tra-forma un poligono dato in un rettangolo equivalente — Come si forma un quadrato equivalente alla somma o alla differenza di due quadrati dati — Come si forma un quadrato equivalente alla metà d'un quadrato dato.

33. Rette proporzionali — Trovare una quarta proporzionale dopo tre rette date — Dividere geometricamente una retta data in un dato numero di parti uguali — Dividere una retta data nella stessa proporzione in cui è divisa un'altra retta data — Scala geometrica.

34. Triangoli simili — Condizioni necessarie perchè due triangoli siano simili — Sopra una retta data come base, descrivere un triangolo simile ad un triangolo dato — Proprietà principali dei due triangoli in cui vien diviso il triangolo rettangolo dalla perpendicolare abbassata sull'ipotenusa del vertice dell'angolo retto — Ragione delle aree di due triangoli che hanno un angolo uguale — Ragione delle aree dei triangoli simili.

35. Poligoni simili — I poligoni simili sono divisi dalle diagonali omologhe in egual numero di triangoli simili e similmente disposti — Costruire sopra una retta data un poligono simile ad un poligono dato — Ragione dei perimetri dei poligoni simili — Ragione delle aree dei poligoni simili — Ragione delle circonferenze dei circoli — Ragione delle aree dei circoli.

36. Misura degli angoli — Misura di un angolo qualunque — Misura di qualsivoglia angolo inscritto in un circolo — Misura d'un angolo compreso fra una *tangente ed una corda* — Misura degli angoli che hanno il vertice tra il centro e la periferia — Misura d'un angolo compreso fra due seganti che si tagliano fuori del circolo.

37. Condurre una tangente ad un punto dato d'una circonferenza di circolo — Descrivere un segmento di circolo capace di un angolo dato — Trovare una media proporzionale tra due rette date — Innalzare una perpendicolare all'estremità di una retta data.

38. Qual relazione passa fra le parti di due corde che si tagliano — Qual relazione passa fra due seganti condotte per uno stesso punto, ed i loro segmenti estremi — Quale, nel caso in cui una di queste seganti diventi tangente.

39. Poligoni inscritti e circoscritti al circolo — Inscrivere un circolo in un triangolo dato — Circoscrivere un circolo ad un triangolo dato — Inscrivere e circoscrivere un circolo ad un poligono regolare — Inscrivere un quadrato in un circolo.

40. Inscrivere in un circolo un esagono regolare ed un triangolo equilatero — Inscrivere un decagono regolare ed un pentagono regolare — Dato un poligono regolare inscritto o circoscritto ad un circolo, inscrivere o circoscrivere allo stesso circolo un poligono d'un numero doppio di lati.

41. Problemi relativi alla circonferenza ed all'arco del circolo — Ragione della circonferenza al diametro — Dimostrazione delle formole $2 = \pi \, e = \pi^2$, nelle quali π rappresenta il raggio del circolo, $=$ la ragione della circonferenza e il diametro — Come si misura l'area del circolo di cui si conosce il diametro — Viceversa, come si trova il diametro, data l'area del circolo.

42. Dato il raggio d'un circolo, come si trova la lunghezza di un arco d'un dato numero di gradi minuti e secondi — Inversamente come si trova il numero di gradi minuti e secondi contenuti in un arco di lunghezza data — Come si trova il raggio con cui è stato descritto un arco di cui si conosce la lunghezza ed il numero dei gradi?

43. Piani e rette considerate nello spazio — Come si riconosce che una retta è perpendicolare ad un piano? — Come si riconosce che una retta è parallela ad un piano? — Intersezione di due piani — Angolo diedro — Misure dell'angolo diedro — Come si riconosce che due piani sono paralleli fra loro? — Angolo solido — Nell'angolo triedro la somma di due qualunque degli angoli piani che lo formano è sempre maggiore del terzo — La somma degli angoli piani che compongono un angolo solido convesso è sempre minore di quattro angoli retti.

44. Poliedro — Definizione — Minimo numero delle facce di un poliedro — Nomi che prendono alcuni poliedri secondo il numero delle facce — Prisma — Sue basi — Altezza — Prisma retto — Per sua obliquo — Prisma regolare — Parallelepipedo — Parallelepipedo retto — Parallelepipedo rettangolo — Cubo — Che cosa è il volume d'un corpo — Unità di misure de' volumi — Misura del volume d'un parallelepipedo rettangolo, d'un cubo, d'un parallelepipedo qualunque — D'un prisma qualunque — Prisma tronco — Misura del volume d'un prisma triangolare tronco.

45. Piramide — Definizione — Base — Vertice — Altezza della piramide — Specie delle piramidi — Piramidi regolari — Misura del volume d'una piramide — Misura del volume d'una piramide tronca.

46. Poliedri regolari — Definizione — Quante specie di poliedri regolari vi sono — Misura del volume d'un poliedro regolare — Misura del volume d'un poliedro qualunque — Poliedri simili — Come stanno fra loro le superficie dei poliedri simili — Come stanno fra loro i volumi dei poliedri simili — Condizioni necessarie per la similitudine di due prismi — Di due piramidi.

47. Cilindro — Definizione — Cilindro retto — Linea generatrice o lato — Asse — Base del cilindro — Altezza — Misura della superficie convessa d'un cilindro retto — Misura del volume d'un cilindro retto — Cilindro obliquo — Definizione — Misura del volume d'un cilindro obliquo — Condizioni necessarie perchè due cilindri retti siano simili — Ragione delle superficie convesse e dei volumi dei cilindri simili.

48. Cono — Definizione — Cono retto — Generatrice o lato del cono retto — Asse, vertice, base del cono retto — Misura della superficie convessa del cono retto — Cono obliquo — Definizione — Misura del volume di un cono qualunque — Misura della superficie convessa d'un tronco di cono retto a basi parallele — Misura del volume d'un tronco di cono a basi parallele — Condizioni necessarie alla similitudine di due coni retti — Ragione delle superficie convesse e dei volumi dei coni simili.

49. Sfera — Definizione — Centro, raggio, diametro d'una sfera — Circolo massimo e circolo minore d'una sfera — Triangolo sferico — Calotta sferica — Zona sferica — Fuso sferico — Settore sferico — Segmento sferico — Spicchio sferico — Ragione delle superficie di due sfere — Come si misura la superficie della sfera — D'una calotta sferica — D'una zona sferica — D'un fuso sferico.

50. Ragione dei volumi di due sfere e misura del volume d'una sfera — D'uno spicchio sferico — D'un settore sferico — D'un segmento sferico — Come stanno fra loro le superficie ed i volumi d'una sfera e d'un cilindro circoscritto.

FABINI.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

Le lettere dirette a Metelino e Gallipoli nell'Arcipelago cessano dall'andar soggette all'affrancamento obbligatorio.

Il diritto di cui esse saranno passibili si è di un franco per ogni lettera del peso non eccedente 7 grammi e 1/2.

Le lettere per Chio, Cipro, Salonicchio, non meno che quelle pei principali porti del Mar Nero, come Sinope, Samson, Trebisonda, Batoumi, Varna, Toulza, Ibraila e Odessa sono tuttora soggette all'affrancamento obbligatorio, di un franco, cioè:

Quelle per Chio e Cipro fino a Smirne;

Quelle per Salonicchio fino ai Dardanelli;

E quelle pel Mar Nero fino a Costantinopoli d'onde proseguiranno coi piroscafi turchi.

Le lettere per Salonicchio possono però anche aver corso senza essere assoggettate all'affrancamento, ma in tal caso esse sono incamminate per la via di terra.

L'affrancamento dei giornali e stampati si è di 9 cent. per foglio non eccedente 72 decimetri quadrati se si tratta di pubblicazioni *periodiche*, e non eccedente 32 decimetri quadrati se si tratta di stampati o libri *non periodici*.

I giorni utili in cui debbono trovarsi in Genova le corrispondenze per tutte indistintamente le mentovate destinazioni sono il 10, 20 e 30 d'ogni mese.

Torino, il 5 febbraio 1852.

Il direttore generale
DI POLLONE.

FATTI DIVERSI. — Torino. — *Società di Carità a pro dei giovani poveri ed abbandonati.*

Già varie volte trattenemmo i nostri lettori di un'utile Instituzione nata da due anni in questa città sotto il titolo di Collegio degli Artigianelli, diretto da D. Gio. Cocchi (contrada della Zecca, casa Baldissero, num. 2), e destinata a dar ricovero a quei tanti giovani più o meno abbandonati, più o meno pericolanti nella moralità, che pur troppo abbondano in questa metropoli, come in tutte le grandi città, e trovansi esposti a cosi gravi occasioni di seduzione.

Ci è grato oggi il poter aggiungere alle notizie, già altre volte pubblicate, quella che tal opera sorta da umili auspizii va progressivamente ampliandosi, mercè la protezione che ritrova in tutte le classi di cittadini. Ultimamente poi il Consiglio dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, sulla proposta del signor comm: Pinelli, primo segretario dell'Ordine medesimo, si degnava concedere al nascente instituto un generoso sussidio, accompagnandolo col seguente dispaccio:

Molto rev. sig. sacerd. D. Gio. Cocchi

Torino, il 28 gennaio 1852.

Ho rassegnato al Consiglio dell'Ordine, ed a S. Maestà, il ricorso statomi diretto da V. S. molto reverenda, onde conseguire dall'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro un qualche assegno a favore del Collegio degli Artigianelli, fondato dalla Società a pro dei giovani poveri ed abbandonati.

La M. S., informata dell'ottimo scopo che si ebbe in mira creando questa Instituzione e dei molti benefizii che la medesima promette nella sfera d'azione che le venne saviamente prefissa, si è ben di buon grado degnata associar l'Ordine ad opera così filantropica, destinando a tal fine sul bilancio del corrente anno la somma di lire mille.

Non mi resta quindi che a pregare S. V. di voler far inscrivere l'Ordine fra i membri della Società, acciò possa all'evenienza venirvi rappresentato, e mi procuro nel mentre la sorte di offerirle gli attestati della mia ben distinta considerazione.

Il primo segretario del Gran Magistero
PINELLI.

— Ritorniamo ben volentieri ad argomento interessantissimo quale si è quello del *Sistema di Beneficenza praticato dalla parrocchia del Carmine* in Torino, del quale parlavasi in altro numero della Gazzetta ufficiale. Quel programma fu accolto con favore nei pubblici ministeri, e lo si propose ad eccitamento ed imitazione alle varie parrocchie della città. Se l'amministrazione della Beneficenza pubblica non è possentemente giovata dal concorso ordinato e savio dei privati e delle migliori associazioni, onde prevenire i più gravi bisogni ed apprestare i necessarii soccorsi, diviene un peso importabile, e un mezzo inetto a sopperire a quanto la civile società addimanda e la carità religiosa prescrive. Il sacerdote poi e in especial guisa il parroco (al quale devono esser note le miserie de'suoi parrocchiani) che vi si consacri con vera carità evangelica, può adempiere una missione da Dio e dagli uomini benedetta, e agevolare grandemente l'esercizio di un provvedimento necessario, ma insieme difficilissimo a compiersi. È giusto adunque che la voce dell'incoraggiamento e della lode se ne vada a coloro che si prestano volenterosi a quest'opera e vi portano il generoso tributo dell'ingegno e del proprio cuore.

PROVINCIE. — Ci scrivono da Novara:

Più di una volta i giornali hanno parlato della *Scuola preparatoria delle Aspiranti-Maestre*, aperta nel decorso autunno a Varallo, e che ha iniziata e posta su basi solide e ragionevoli l'istruzione femminile della Valsesia. Ma nessuno ha parlato del dono graziosi di L. 100 che quelle allieve, in concorso dell'ottima loro istitutrice, signora *Rosa Piatti*, di Milano, mandarono a favore del Comitato d'Emigrazione in Novara. Fu gentile il pensiero che mosse quelle buone studenti a separarsi con un atto caritatevole, e che nostra a quali principii venne informata la loro educazione, la quale è sterile e vana se non congiunge la vita speculativa alla vita pratica, e i compiti della scuola ai doveri della famiglia e della civile comunanza.

Nella tornata del 24 ottobre ultimo scorso avendo il sig. Intendente generale informato il Consiglio divisionale di questo tratto pietoso delle allieve-maestre, e presentato l'indirizzo con cui le medesime accompagnavano agli esuli il loro dono, il Consiglio, per acclamazione, adottò la proposta del presidente Cavalli, ordinandone l'inserzione e la stampa negli atti ufficiali del Consiglio stesso. E noi pure facciamo plauso ai nobili sentimenti di quelle giovani donne il cui esempio giovera a tener viva la sempre generosa e indefessa carità subalpina.

GENOVA. — L'Instituto Italiano di educazione femminile in Genova, posto in uno de' più deliziosi e salubri luoghi della città (nel palazzo Pallavicini alle Peschiere), e fornito de' mezzi si fisici che morali propri di un convitto ragguardevole, ha non guari emesso il programma del suo ordinamento e delle persone addette all'istruzione e alla educazione delle fanciulle. I nomi ivi segnati stanno a guarentigia in faccia ai genitori ed al pubblico, e le regole proposte offrono in brevi parole un'idea assai vantaggiosa dell'Instituto medesimo. Per ciò che risguarda lo insegnamento nell'articolo sesto si dice che «delle materie d'insegnamento alle quali dovranno dar opera le alunne nello spazio di tre corsi, altre sono essenziali e primarie, altre ornative e secondarie. Appartengono alle prime lo studio della religione, la lingua e letteratura nazionale, la storia, gli elementi di cosmografia congiunti alle più utili cognizioni delle scienze naturali, la geografia, il disegno lineare, l'aritmetica applicata all'economia domestica e agli usi della vita, e i rudimenti della geometria. Sono considerate parti accessorie di educazione lo studio delle lingue straniere (francese, inglese, alemanna), gli elementi di paesaggio e di figura, la musica vocale elementare, il pianoforte e il ballo». È desiderabile che riescano felicemente le prove nella educazione della donna, poichè da lei segnatamente deriva gran parte della dignità, della pace e della prosperità domestica e cittadina; e sono degne di molto encomio quelle egregie che con gravi dispendi e sacrificii provvedono a questo scopo nobilissimo.

— Anco in Savona aveva di quest'anno origine ed incremento un'ottima instituzione d'indole simigliante, poichè ha per iscopo pur essa di promuovere l'educazione femminile, benchè miri più dappresso alle classi inferiori della società, ed a formare quelle maestre che dovranno essere diffondtrici nelle figlie del popolo della virtù e di un sapere convenienti alla loro condizione. Ed è questo appunto il mezzo di che sentiamo grave difetto, e che è il più possente a raggiungere il fine che la presente civiltà si propose. Abbiamo sott'occhio il regolamento proposto a quella scuola normale femminile, e ci sembra che posto in atto possa tornare assai profittevole. Ivi si dice «ch'è instituita in Savona una scuola normale femminile diretta a formare abili maestre per l'insegnamento elementare inferiore e superiore nelle varie scuole femminili delle città e borgate delle provincie; che l'istruzione vi si darà gratuitamente, e potranno concorrervi tutte le giovani donne della provincia, che la scuola sarà quotidiana meno i giorni delle ferie prescritte dal calendario scolastico ed i festivi.» Inaugurò questa scuola con una calda orazione il professore Manfredi, che operoso attende all'ordinamento di essa, e di buon grado ci accordiamo ad asserire con lui che «la sollecitudine che si pose di questi giorni a promuovere l'incremento della femminile istruzione è prova assai chiara della sincerità degl'intenti, onde muovono tutti i miglioramenti civili, di che le presenti generazioni sentono così vivo il desiderio e il bisogno. In effetto rassodare la femminile educazione, ei prosegue, torna il medesimo che rafforzare i legami della famiglia, di cui Dio e la società commisero per gran parte alla donna il soave governo, e rafforzare i legami della famiglia è lo stesso che piantare su basi più solide il civile ordinamento, che la famiglia è il terreno in cui germogliano e rifecondano i semi d'ogni privato e pubblico bene.» Sappiamo che a' di ultimi del mese trascorso le alunne ascendevano al numero (consolante davvero) di centotrenta, e che la scuola procedeva ammatissima. È a desiderarsi che si rinnovi codesto esempio in quelle provincie dello Stato che tuttavia ne son prive.

Il suo bello ed imponente viso fu benissimo dipinto dall'Heinner, e tradotto in intaglio da Mansfield: un busto pure somigliante se n'ebbe a Vienna dallo scalpello del Vinnazar. Il Martinez fece coniare in suo onore una medaglia col motto: *Sophocli Italo.*

Metastasio ha più presto creata che redenta la condizione del dramma; or bene vediamo in che acque si trovasse la barca drammatica, e che tempi precedessero il nostro poeta, e quali lo accompagnassero.

L'Italia era ricca di recenti epiche memorie, di valenti scienziati, di immani antiquari, di bravi linguisti, di greculi intolleranti, di poetonzoli noiosi e di presontuosi parolai. Le scuole non echeggiavano d'altro nome che d'Aristotile: non v'era filosofia se non era di Pittagora: tutto il da fare consisteva in traduzioni elleniche, in esposizioni scolastiche, in ciuffole grammaticali. Anche allora non si poteva far niente di bello in confronto al già fatto dai morti. Il Maffei, che pure ha creato una Merope che val mille Sofonisbe, nella sua prefazione comincia dal dire che la migliore, l'unica, l'inimitabile tragedia è la Sofonisba del Trissino: e si vede chiaro che dice così per allontanare tutti dall'aringo teatrale, e restar solo a torreggiar colla Merope.

Cessato il Petrarcheggiare che aveva seccato un mezzo secolo mezzo mondo, spari anche il Sofonisbeggiare, e non solo in Italia ma in Europa tutta per colpa del *Pastor fido* e dell'*Aminta* penetrarono i concettini belanti, le antitesi, le sineddochi e le frottole pastorali: tutto il continente era sottosopra un grand'ovile: ma le pecore, propriamente dette, erano i dilettanti di poesia. L'Inghilterra aveva battaglie politiche; la Francia risplendeva di gloria guerriera, e del nome de'grandi tragici: da noi si disputava tanto forte sul greco e sul latino, e si ingiuriavano le altre nazioni sotto il pretesto di conservare intatti i varii patrimonii classici e sopratutto quello della lingua; l'Infernigno Salviati, non che le altre, ingiuriava anche la nostra nazione, stampando a tanto di caratteri che per l'amore della lingua sarebbe stato necessario di bruciare la Gerusalemme Liberata, e ben inteso, anche l'autore, per quattro o cinque parole non registrate nel dizionario. Esce alla luce la Merope dell'immortale Maffei, e tutta la banda de'barbassori si aduna per iscreditarla perchè non è modellata matematicamente su quelle di Eschilo e di Sofocle: pensa e ripensa al modo di distruggere questa maledetta Merope, ei non sapevano trovarlo degno della loro ira: bruciarla nè lei nè l'autore non si può. Che fanno? V'è là per la un famoso grecista, un uomo tutto impinzato d'alfa e d'omega, un ipocondriaco che trovava Omero troppo tendente al moderno, il Lazzarini insomma, e gli commettono di fare una tragedia, ma proprio di quelle co'bocchi allo scopo di *incenerire col suo fulgore classico* quella trista di Merope. L'abate Lazzarini, lo dico per chi nol sapesse, la composto difatti la preconizzata tragedia col titolo d'*Ulisse il Giovine*, che col suo fulgore non ha incenerito nessuno, e si limitò solo a noiare mortalmente, con delle parlate tranquillamente lunghe un duecento versi, que'poveretti che ebbero la forza di leggerla. Ulisse il Giovine adunque non ha tempo di divenir vecchio, perchè appena nato muore. Il Lazzarini e tutti i gravi suoi fautori vanno intorno per la città guardando in cagnesco tutti i contemporanei ed, Oh misera età! sclama abitualmente il grecista.

— Etade misera! ripete altri con tuono più elegante.

— Miserrimo evo! dicono poi quelli che la sanno più lunga.

E davvero se eglino fossero stati governatori c'era da temere che, per una povera tragedia, condannassero a fuoco e fiamme l'età, l'etade e l'evo.

Del resto avevano ragione di lamentare la pochezza di quel tempo. Il teatro era massimamente povero e vuoto. La vecchia Sofonisba, risalendo i tempi, ha l'onore d'essere imitata dal gran Torquato; il quale fabbrica auch'egli greccamente un *Torrismondo*. Una *Rosmunda* di ellenica fattura viene rappresentata in Roma alla presenza del Papa; ma poco vale, meno certo de' modelli presi ad imitare. Un *Oreste* del Rucellai non ha nemmeno il coraggio di escire alla luce colle stampe. A che ricorrere dunque per trovare qualche onor della Melpomene italiana? All'Orfeo del Poliziano? ... all'era latina? ... Povero il nostro teatro! Veniva fuori tutto brutto, ed intriso di fango e bava dall'antro del seicento, di quel seicento che fu il vero obbrobrio della nostra letteratura mentre fu per esempio il secolo d'oro di Francia; era dunque di stretta conseguenza che i nostri dittatori del gusto maledissero a' Francesi, ed inorridissero al solo pensiero d'imitare le nefandità, le stranezze, le turpitudini oltremontane: in quanto spetta all'Inghilterra, si sa che qui per lunga pezza Shakespeare fu considerato nè più nè meno di un pazzo arrabbiato! ! E che si che un bello e pittoresco brano di storia vi sarebbe da fare sulle incredibili sciocchezze delle vecchie nostre rappresentazioni! Dopo la licenza della Mandragora nulla vuol essere ricordato. Il teatro non è teatro, ma lanterna magica: uno strabocchevole apparato di voli e di decorazioni: abiti rossi, abiti gialli screziati d'oro falso: parlate gonfie d'epiteti e di similitudini; angeli volanti appesi ad una corda la quale s'aggira sovra se stessa e li obbliga a gestire e declamare col dorso voltato agl'interlocutori; schioppettate puzzolenti, bocche d'inferno, olimpi di zolfo e pece greca, anticristi, maschere e andate dicendo... ecco la suppelletile teatrale di que'tempi. Ora con un pronto slancio del pensiero mettetevi d'innanzi un dramma del Metastasio, e ditemi se il legare, ordinare com'egli fa l'azione, l'ornarla di fluide e belle liriche, comporre insomma uno spettacolo drammatico con quella finezza di tatto che lo contraddistingue, e ditemi se non vi paia brillante il suo merito alla riconoscenza de'posteri, comecchè nè solo nè tutto in una volta sia riescito a così ben fare.

(Continua)

G. TORELLI.

www.internetculturale.it

SVIZZERA

BERNA. Una circolare del governo ai commissarii dichiara affatto priva di fondamento la voce di un colpo di Stato che si preparerebbe contro le costituzioni cantonale e federale; li incarica di smentire risolutamente simili voci e di procurar di scoprire gli autori e quelli che le spargono per punirli severamente.

TICINO. La vigilia del giorno delle nomine la municipalità di Lugano pubblicava il seguente proclama:

« Cittadini!

« Domani è il giorno in cui siete chiamati a nominare i vostri rappresentanti al gran consiglio. È un giorno solenne nel quale eccitando la sovranità popolare potete contribuire al felice avvenire della repubblica ticinese.

« Al popolo luganese che ebbe una sì gran parte nella riforma del 1830, al popolo luganese che diede il primo moto alla gloriosa rivoluzione del 1839, e che corse armato a sostenerla nel 1841 spetta l'onore di consolidare ciò che ha fatto, e di mostrarsi anche in questa occasione bello del più puro patriottismo.

« Lugano, ne siamo sicuri, non verrà certamente meno a sè stessa, e si mostrerà anche in questa circostanza quella che fu sempre, animata, cioè, da sentimenti liberali e veramente democratici.

« Raccomandare a voi, cittadini luganesi, di procedere con dignità e calma nelle vicine elezioni, raccomandarvi di mantenere la quiete e la pace sarebbe veramente un far torto al conosciuto vostro amore per l'ordine.

« Perlocchè se in obbedienza alle superiori disposizioni prendiamo delle misure per la pubblica sicurezza, questo non è che per far conoscere che le imprudenti minaccie che si sono fatte contro la tranquillità del paese troveranno pronte le autorità a ribattere ogni tentativo che venisse fatto per disturbarla, essendo nostro dovere e nostra ferma intenzione di fare in modo che la pubblica quiete venga mantenuta ed assicurata. Questo e non altro è lo scopo delle misure seguenti, che d'accordo coll'onorevole sig. commissario di governo abbiamo trovato conveniente di adottare.

«La Municipalità»

« Visto l'ufficio commissariale in data di ieri dal quale risulta averla il lodevole governo incaricata di adottare le disposizioni necessarie pel mantenimento della pubblica pace in conseguenza delle voci ferari sparse nel pubblico di minacciata perturbazione anche per parte di altri comuni;

« Ritenuto che se la municipalità non fosse per se stessa in dovere di provvedere alla tranquillità del paese, non avrebbe potuto esitare a sottoscriversi alle provvide misure dall'autorità superiore stabilite,

Decreta:

« 1. La guardia civica è pel giorno di domani 1° febbraio chiamata in servizio pel mantenimento dell'ordine pubblico.

« 2. Perciò tutte le sezioni che la compongono, cioè artiglieria, carabinieri, pompieri ed infanteria si troveranno sotto le armi al battere del rappello.

« 3. La guardia civica è messa a disposizione del signor commissario di governo in accordo col comandante della medesima.»

Ne' diversi circoli ne' quali temevasi che potessero succedere collisioni sono state prese delle misure di precauzione, essendo stati disposti dei distaccamenti dove di guardie nazionali, dove di coscritti del contingente. Lugano poi sembrava ieri una vera piazza militare. Guardia civica, carabinieri, artiglieri, pompieri, e coscritti del contingente furono tutto il giorno sotto le armi ed a disposizione del lod. commissario di governo. Ci facciamo però solleciti di soggiungere con tutto il piacere che nessun serio disordine avvenne a turbare la pubblica quiete. (*Gazz. Tic.*)

FRANCIA

PARIGI, 2 *febbraio*. Il nuova giornale la *Démocratie Napoléonienne* dimostra quanto è difficile e delicata la scelta dei rappresentanti. I nostri sessanta anni di rivoluzione, essa dice, provarono la necessità di cambiare i modi d'elezione adottati fino al 2 dicembre scorso, modi il cui vizio è manifesto per tutti. Indi lo stesso foglio espone i vizii del modo censitario che, sotto la monarchia, divideva politicamente la Francia in due caste, i ricchi e i poveri, dando tutto al proprietario e diseredando il proletario. Il voto universale per lo squittinio di lista, errore commesso dalla rivoluzione, è un modo essenzialmente vizioso, perocchè non è realmente il popolo che nomina i suoi rappresentanti, ma le consorterie per voce dei comitati elettorali. Tutta la legge elettorale, soggiunge, si trova nella circolarè del ministro dell'interno, indirizzata il 19 gennaio ai prefetti: questa circolare è un comento pieno del vero spirito liberale democratico che anima il principe Luigi Napoleone.

— Il consiglio di Stato terrà in breve una seduta generale. La sezione del contenzioso si riunisce nondimeno in un modo regolare per la spedizione degli affari. Altre sezioni tennero egualmente alcune sedute. Però la sezione della guerra dovette aggiornare i suoi lavori fino all'arrivo del vice-ammiraglio Leblanc suo presidente, che fu ritenuto sinora a Brest dalle sue funzioni di prefetto marittimo.

— Il sig. Proudhon uscirà fra pochi giorni dalle carceri di S. Pelagia. La sua condanna a tre anni di prigionia è prossima a spirare.

— Si parla da alcuni giorni della rifusione delle monete di rame a Bordeaux. Il sig. Vignes, direttore della zecca di quella città, è stato chiamato ultimamente a Parigi per ricevere le istruzioni del ministro delle finanze. Il quarto della totalità delle monete che devono essere rifuse sarebbe, da quanto pare, fabbricato a Bordeaux.

Le monete da 10 o da 5 centesimi, ora in circolazione, formano un capitale di 56 milioni di franchi; la somma che dovrebbe essere così coniata nella zecca di Bordeaux ascenderebbe a 14 mil oni.

ALEMAGNA

PRUSSIA. *Seconda Camera, seduta del 30 gennaio. Il signor Ulrich*, professore a Greiffwalde, parla in favore della mozione Beseler (V. *Gazz. Piem.* d'ieri), e rimprovera al presidente del consiglio alcune parole dal medesimo pronunziate nella seduta antecedente, e che parvero un attacco diretto contro il sistema parlamentare.

Il sig. Manteuffel, presidente del consiglio, risponde essere egli già avvezzo a vedere incriminate e falsate le sue parole. Egli punto non disse che la vita parlamentare fosse nociva alla Prussia, ma parlò del governo parlamentare. La vita parlamentare è un bene cui la Prussia non rinunzierà: ma lo stesso non può dirsi del governo parlamentare, ad ammettere il quale converrebbe che, in mezzo all'Alemagna, la Prussia potesse concentrarsi ed attorniarsi da un Oceano.

Il conte Arnim-Boitzemburg, dell'estrema destra, parla contro la mozione Beseler, ed accusa la sinistra di voler tutto sacrificare agli interessi parlamentari.

Il sig. Simson, della sinistra, dice che il suo partito, dopo di avere nel 1848 combattuto l'assolutismo della demagogia, combatterà presentemente l'assolutismo monarchico; e così facendo crede di servire agli interessi della monarchia. In Prussia principato e libertà devono porgersi reciproche guarentigie. Il partito liberale vuole anzitutto la costituzione. La destra ha ristorato assai: dovrebbe rimanersene contenta.

Il sig. Manteuffel afferma che il governo non vuole l'assolutismo. Ma per altra parte non vuole che la Camera, o piuttosto la minoranza di essa si eriga in areopago destinato a decidere inappellabilmente di quanto è giusto o ingiusto in Alemagna.

La Camera chiude quindi la discussione, ed il signor Beseler prende la parola per appoggiare la sua mozione. Finalmente fu adottato l'ordine del giorno motivato, come dicemmo nel numero di ieri, ed al quale il ministero aveva aderito.

— Il bilancio dello Stato prussiano offre per la marina, per l'anno 1852, in spese personali (stipendii ecc.) la somma di 229,032 talleri 20 sgr. 2 pf. in spese materiali (mantenimento di legni, fornimenti ecc.) 182,685 talleri, 4 sgr., 5 pf.; epperciò un totale di 411,716 talleri, 5 sgr. 7 pf.; e sono così ad un dipresso 77,681 talleri più che nell'anno precedente: questa maggior somma venne in gran parte impiegata nell'armamento della nuova corvetta a vapore *Danzica*.

La marina prussiana possiede presentemente in legni di maggior dimensione:

1. La corvetta a vapore *Danzica*, di 1200 tonnellate, con 12 mortai da 8 e con macchine della forza di 400 fino a 450 cavalli, e forte di circa 170 uomini. Questa corvetta farà il primo suo saggio nel prossimo estate; si crede che sarà dotata di una celerità di 14 a 15 miglia inglesi a pressione ordinaria. Le spese di costruzione della *Danzica* ammontano circa alla somma di 450,000 talleri.

Per le spese ordinarie di mantenimento della *Danzica* vengono impiegati dai 9 ai 10,000 talleri: questa nave, durante un viaggio di tre mesi, consumerà circa da 4000 a 4400 tonnellate, di carbone, che, a 10 talleri la tonnellata, fanno da 40 a 44,000 talleri. Le spese di armamento, in munizioni da guerra, ammontano alla somma di 2,285 talleri, contando cento cariche per cannone.

2. La corvetta a vele l'*Amazone*, della portata di 12 pezzi da 18, con un presidio da 96 a 100 uomini.

3. La nave da trasporto, il *Mercurio*, provvisoriamente non armata. Il *Mercurio* (che prima apparteneva al commercio marittimo) serve solamente all'istruzione del giovane equipaggio, e può portare da 50 a 60 uomini.

4. e 5. I vapori d'avviso la *Salamandra* e la *Naiade*, di circa 380 tonnellate ed armate, ciascuna, di 4 mortai e di 2 fino a 4 cannoni da trentadue. Le macchine sono della forza di 150 cavalli, ed imprimono a questi legni una celerità per cui percorrono da 12 a 13 miglia inglesi ogni ora. Essi portano 60 uomini, ambedue sono di ferro, ma provveduti internamente di doppio rinforzo di legno.

6. L'*Aquila prussiana*, costrutta in ferro, con 2 mortai e 4 cannoni da 32, è provveduta di macchina della forza di 300 cavalli, e porta un presidio di 70 uomini, quando essa viene adoperata come vapore di guerra. Presentemente questa nave fa il servizio di posta fra Stettino e Pietroburgo, ed è messa a disposizione dell'amministrazione delle poste.

Oltre questi legni di maggiore dimensione, la marina prussiana possiede anche:

7. Trentasei scialuppe cannoniere, di cui ciascuna è munita di un mortaio, di un cannone da 24 e di un equipaggio di 60 uomini.

8. Sei lancette cannoniere, armate di un mortaio e con equipaggio di 21 uomini.

Tutti i legni da guerra portano in complesso 124 cannoni, per cui sta preparata una doppia carica di 200 colpi per cannone.

Oltre alle anzidette navi, venne pure decisa la costruzione di uno *schooner* da guerra, della spesa di circa 37,000 talleri: questo legno porterà un mortaio e due o tre piccoli pezzi da 32.

Un altro *schooner*, con due mortai e due cannoni da 32, si prese a costruire a Stettino per opera di un comitato di privati: ma per scarsità di mezzi si è dovuto sospendere i lavori, or che l'ossatura della nave è già terminata: si coprì di tettoia affinchè non si guastasse.

Si costruì un altro *schooner* a Wolgast per opera di un'associazione di dame.

Presentemente sonvi tre depositi principali di marina, cioè in Danzica, Stralsund e Stettino.

A Swinemünde trovansi copiose provvisioni di legno di costruzione, e col mezzo di somministrazioni si aumentano annualmente.

Il depositare abbondanti provvisioni di legno di costruzione è la prima condizione per la formazione di una grande marina; perchè il legno, prima d'impiegarsi alla costruzione di navi, deve essere lasciato per anni seccare: quanto più lungamente seccato, tanto è migliore.

Gli uomini della marina si dividono in un corpo di marinai (*matrosen-corps*), un corpo di macchinisti ed in un altro corpo di marinai chiamato *marinier-corps*.

I luogotenenti di marina di prima classe godono un soldo di 800 talleri; i luogotenenti di seconda classe hanno un soldo di 480 talleri: i sott'ufficiali di prima classe, un soldo di 225 1/2 tall., di 161 1/2 tall. quelli di seconda classe; i marinai di prima classe hanno il soldo di 117 1/2 tall.: di 75 1/2 tall. quelli di seconda classe, e di 45 1/2 talleri i marinai di terza classe. I giovani di nave, dopo un anno di servizio hanno un assegnamento da 12 a 24 tall.

Il *marinier-corps*, in tempo di pace, si compone di 330 uomini, di cui 257 s'impiegano nella flotta delle coste. I macchinisti di prima classe hanno lo stipendio di 300 fino a 1000 talleri; quei di seconda classe 525 tall.; di terza classe 350 tall.: i riscaldatori 192 tall.

TURCHIA

Col piroscafo l'*Africa*, giunto ieri a Trieste, ricevemmo il seguente carteggio di Costantinopoli del 24 gennaio:

Un importante caso ebbe luogo in questi giorni qui a Costantinopoli, il quale pose in movimento tutti i ministri della Porta. Trattasi della fuga di uno dei primi banchieri armeni, *Missak*, il quale lasciò Costantinopoli il 16 di questo mese, unitamente a suo figlio, allontanandosi dalla Turchia, e ripassando in Odessa col vapore russo che fa i viaggi regolari fra queste due piazze.

Egli era il banchiere del granvisir, del ministro degli affari esteri e di molti altri bascià. Bisogna avvertire ch'egli aveva verso il governo un debito di circa 15 milioni di piastre; oltracciò si era assunto in proprio nome parecchi *mukata* (dogane e appalti), per i quali restò debitore di altri 15 milioni circa. Il ministro delle finanze insisteva fortemente perchè pagasse il suo debito, e durante l'ultima settimana lo minacciò perfino di arrestarlo se non gli portasse un grosso acconto. Missak faceva presente al ministro delle finanze com'egli fosse creditore di considerevoli somme verso tutti i suoi bascià, i quali non lo pagavano; ma il ministro fu irremovibile dalla sua risoluzione. Quindi Missak perdette ogni speranza, e vedendosi abbandonato anche dal granvisir, dal quale sperava soccorso e protezione, si risolse finalmente a lasciar la patria, i parenti, gli amici e le sostanze.

Prima della sua partenza e nel corso di due o tre giorni, esso acquistò lire sterline dalle primarie case di commercio, pagandole in contanti, e persino a p. 116 1/2 per caduna. Si calcola ch'egli abbia preso seco circa 40,000 lire, più l'effettivo che gli deve essere venuto nelle mani.

— Mercoledì il sig. marchese Lavalette, ambasciatore di Francia, andò alla Porta presso il granvisir, col quale ebbe un'ora circa di conferenza; indi si recò dal ministro degli affari esteri, con cui si trattenne circa un'ora. La vertenza dei Luoghi Sacri ebbe la sua soluzione secondo i trattati del 1760. (*O. T.*)

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino, 6 febbraio.*

Questa notte spirava in Torino S. E. il marchese Pes di Villamarina, senatore del Regno.

FRANCIA. *Parigi, 3 febbraio.* Il *Moniteur* pubblica oggi il decreto organico per l'elezione dei deputati al corpo legislativo, e il decreto di regolamento in proposito. Un terzo decreto stabilisce al 29 del corrente la convocazione dei collegi elettorali.

Ecco le principali disposizioni del decreto organico per l'elezione dei deputati:

Il suffragio è diretto, universale e secreto. Gli elettori si riuniscono nel capoluogo del loro comune; ogni circoscrizione elegge un solo deputato.

Ciascun dipartimento avrà un deputato in ragione di 35,000 elettori.

Ciascun deputato, per essere eletto, deve ottenere al primo giro di squittinio la maggioranza assoluta dei suffragi espressi, ed un numero di voti eguale al quarto degli elettori iscritti. Solamente al secondo giro di squittinio basterà ottenere una maggioranza relativa.

Niun deputato potrà essere tratto in giudizio nè arrestato, salvo il caso di flagrante delitto, se non dopo un'autorizzazione di procedere data dal corpo legislativo.

Gli elettori saranno inscritti senza condizione di censo, purchè abbiano l'età di 21 anno, sei mesi di domicilio, nè siano rimasti privi dei loro diritti civili per condanne giudiziarie.

Gli elettori in età di 25 anni sono eleggibili senza condizione di domicilio o di censo.

Ogni funzionario retribuito sarà considerato come demissionario se viene eletto deputato. Ogni deputato sarà considerato come demissionario se accetta funzioni pubbliche stipendiate.

L'Algeria e le colonie non nomineranno deputati al corpo legislativo.

Il numero totale dei deputati da eleggersi è di 260.

— La statua in piedi dell'imperatore ornerà la sala delle sedute del senato. L'imperatore sarà rappresentato nel suo magnifico abito imperiale, al momento in cui giura fedeltà alla nuova costituzione da lui inaugurata.

INGHILTERRA. *Londra, 3 febbraio.* S. M. ha aperto in persona la sessione del Parlamento. Il corteggio della regina era magnifico, ed in tutti i luoghi ove passò, S. M. fu salutata dagli applausi della popolazione. Ecco i passi più essenziali del discorso della regina:

« Io continuo a mantenere le relazioni più amichevoli colle potenze estere.

« Io continuo a rivolgere tutta la mia attenzione ai complicati affari dei ducati di Holstein e di Schleswig.

« Io ho ragione di credere che il trattato fra l'Alemagna e la Danimarca, conchiuso nell'anno scorso, riceverà quanto prima la sua piena ed intiera esecuzione.

« Riguardo agli aumenti del bilancio di quest'anno, che supera quello dell'anno precedente, voi riceverete schiarimenti che, come io spero, vi soddisfaranno: e vedrete che quegli aumenti si conciliano con una stretta fedeltà ad una linea di politica pacifica, e che sono dettati da una sapiente economia.»

ALEMAGNA. *Berlino, 31 gennaio.* Nella seduta d'oggi, la seconda Camera con un nuovo voto confermò la risoluzione con cui in una delle precedenti sedute essa aveva invitato la commissione per l'esame della proposta concernente gli Stati provinciali, a sollecitare la presentazione del suo rapporto.

— Il barone di Plessen è qui giunto ed ha recato la ratifica del trattato fatto dal ciambellano Bille colle grandi potenze tedesche.

— *Stoccarda.* Sembra che si aspetti uno scioglimento della seconda Camera per la divergenza esistente fra questa Camera ed il ministero relativamente ai diritti fondamentali. Il gabinetto, conformandosi ai decreti della dieta di Francoforte, vorrebbe abolire quei diritti. La Camera, al contrario, per la ragione che essi vennero già posti in vigore nella legislazione del regno, sostiene che non possono abolirsi senza il consenso delle Camere.

— *Brunswick, 30 gennaio.* La dieta di questo ducato è convocata pel 16 febbraio, con decreto in data del 29.

DANIMARCA. *Copenaghen, 28 gennaio.* Oggi la composizione del nuovo gabinetto è stata annunziata officialmente nelle due Camere: nel landsthing del conte Sponneck, e nel folkting del

www.internetculturale.it

conte Bluhme. Nello stesso tempo i ministri diedero lettura di un' ordinanza reale che pone le basi della nuova organizzazione di tutta la monarchia. Le due Camere si sono immediatamente aggiornate, e si annunzia che il nuovo ministero sarà vivamente interpellato a proposito della nuova ordinanza colla quale si accettano le basi che erano state proposte dai gabinetti di Vienna e di Berlino relativamente ai ducati.

L'ordinanza comunicata alle Camere è sottoscritta dal re e firmata dai nuovi ministri Rewentlow-Criminil, C. Woltke, C. F. Hausen, C. Bluhme, W. Sponnek, Steen-Bille, G. Bang, A. W. Scheele.

— Nel nuovo ministero il sig. Bluhme ha il portafoglio degli esteri e la presidenza del consiglio; il sig. Bang è ministro dell'interno; i signori Sponneck e Scheele restano alla giustizia ed alle finanze; i ministri della guerra e della marina sono i signori Hausen e Steen-Bille. Il conte Carlo Moltke è ministro per lo Schleswig, ed il signor Reventlow-Criminil pei ducati di Holstein e del Lauenburgo. Il principe ereditario continua a far parte del consiglio di Stato.

R. LEONE gerente

NAVIGAZIONE RIUNITA

DEI PIROSCAFI

SARDI, NAPOLITANI E FRANCESI

Itinerario del mese di febbraio 1852

PARTENZE DA GENOVA

LINEA D'ITALIA

Febb.° 7	Dante	per Nizza	
»	» Ercolano	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 11	Dante	»	Livorno
» 12	Vesuvio	»	Marsiglia
» 14	Dante	»	Nizza
»	» Ville de Marseille	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 15	Languedoc	»	Marsiglia
» 17	Vesuvio	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 18	Dante	»	Livorno
» 21	Dante	»	Nizza
» 22	Capri	»	Marsiglia
» 24	Languedoc	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 25	Ville de Marseille	»	Marsiglia
»	» Dante	»	Livorno
» 27	Capri	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 28	Dante	»	Nizza
Marzo 2	Vesuvio	»	Marsiglia

LINEA DI SARDEGNA

Febbraio 1, 10 e 20 Lombardo per Cagliari
» 5, 15 e 25 Virgilio » Portotorres

Indirizzo, per avere schiarimenti e fissarne il passaggio, in GENOVA *ai rispettivi Uffizi, ed in* TORINO *ai signori* Fratelli Bonafous, *via d'Angennes, num.* 37.

STRADA FERRATA

DA

TORINO A SAVIGLIANO

In seguito all'avviso pubblicato nel Giornale Ufficiale del giorno 30 gennaio ultimo, num. 26, sono avvisati i signori Azionisti che il tempo utile pel versamento del quarto decimo scade a tutto il corrente mese di febbraio.

MAISON DE LA VILLE DE LYON

Rue du Théâtre d'Angennes, n. 35, *au* 1.°

Beaux assortiments en soieries pour soirées; ce qui s'est fait de plus riche et de plus nouveau pour la saison actuelle. — Magnifique choix de Châles cachemire Ternaux longs et carrés, dessins du dernier goût.

ORTICOLTURA

Trovasi disponibile il Catalogo generale pel 1852 del nuovo Stabilimento d'Orticoltura, a Pallanza, dei Fratelli Rovelli, la cui collezione venne arricchita in molti generi di piante nuove e fiori interessantissimi, sia per *serra*, che per la piena terra. — Il detto Catalogo verrà spedito, franco per la posta, ai signori che ne faranno richiesta, per lettera affrancata.

DA VENDERE *per occasione di liquidazione* Num. 300 DAGHE per uso della Guardia Nazionale, di forma precisa al modello e di ottima qualità.

Recapito al negozio di G. Fedele Cerruti, in Dora Grossa, num. 4.

DA RIMETTERE per L. 4,000 circa UN NEGOZIO da FONDACO, bene avviato in Borgo San Donato, fuori Porta Susa. — Recapito ivi.

Avviso

SOCIETA' DI MONTEPONI

R. Miniere presso Iglesias in Sardegna

L'amministrazione della società per le miniere di Monteponi in Sardegna ha deliberato, a termini dell'art. 19 del suo statuto, la convocazione della straordinaria adunanza generale degli azionisti per il giorno 1.° del mese di marzo prossimo venturo, alle ore 6 p. m. che avrà luogo nell'ufficio della società situato in Genova, vico del Coro di S. Luca, num. 546, e prega i signori socii di volervici intervenire.

ASSOCIAZIONE ALLA STRENNA DEL 1852

La Direzione, con ripetuti avvisi sui Giornali pregava i signori Socii ai quali furono indirizzati i Biglietti d'associazione, ad essere cortesi di soddisfare al piccolo valore del biglietto spedito (ben vero arbitrariamente); non pertanto due mila e più associati non risposero all'invito e si ritennero i biglietti senza spedirne l'importare.

Per tale incaglio la Direzione è costretta, mal suo grado, a differire l'estrazione dei premii a tutto il 28 corrente, da farsi nel luogo indicato.

VINS DE CHAMPAGNE

de première qualité, de la fabrique

de MM. MOËT et CHANDON d'Epernay.

Seul dépôt à Turin

chez MM. DUCROCQ ET CRAVERI

rue Monte di Pietà, *num.* 3, *au premier.*

I benefici successi

prodotti

Per l'applicazione delle CATENE Galvano-Elettriche

DI GOLDBERGER

Con un privilegio del Governo austriaco, sono di nuovo approvati per i rendimenti di grazie, che vengono ogni giorno espressi da ogni ceto di persone e da tutti paesi. A conferma di ciò seguono alcuni attestati sulla virtù salutare di questo rimedio, che in Torino trovasi solamente nel deposito del sig. Nicolao Giolitti via della Rosa Rossa, n. 11, piano 1, ai prezzi fissi di fabbrica.

(*Dolori di denti*) Un acuto dolore di denti soffriva da più giorni, con enfiagione alla mascella superiore sinistra, e ad onore del vero, feci uso della *catena Galvano elettrica* del sig. Goldberger, e fu tale l'efficacia di questo rimedio, che in poche ore sono stato libero e guarito da tale malore perfettamente.

Torino, il 25 maggio 1850.

Pietro Vicini
impiegato alla polveriera.

(*Dolori reumatici*) Il sottoscritto attesta col presente, che dopo avere per diversi casi impiegato le *catene reumatiche di Goldberger*, si è persuaso, che le stesse corrispondono pienamente all'uso cui sono destinate, e che per la loro composizione, se ne può ripromettere del vantaggio, lo che io comunico secondo la verità.

Cremona, il 2 maggio 1850.

Giovanni Manara medico chirurgo

(*Doglie reumatiche*) Attesto io sottoscritto di aver riportata una perfetta guarigione sulle *doglie reumatiche*, che sin da molto tempo soffriva, dopo essermi applicata la *catena Galvano elettrica reumatica* del signor *Goldberger*, e per esser la verità ne rilascio il presente certificato.

Bevagna, il 17 maggio 1850.

Francesco Maria Mariani.

DA VENDERE

Due PIANO-FORTI a *grand'oblique*, d'Erard e di Pleyel. Dirigersi al droghiere, piazza Vittorio, n. 11.

DA VENDERE: CASA di campagna, denominata *l'Iorio*, con ettari 7, 60 (giorn. 20) circa, situata a pochi minuti dalla città e dalla Stazione d'Asti.

FALLIMENTO

di Longhena Vittorio, appaltatore del teatro Nazionale in Torino.

L'eccell.mo magistrato del Consolato con sentenza d'ieri ha dichiarato il fallimento di detto Longhena; ha destinato all'ufficio di giudice commissario l'ill.mo signor congiudice Peyrone; ha nominato sindaco provvisorio il signor Carlo Tenivella residente in questa città, ed ha fissato l'adunanza dei creditori, per la nomina dei sindaci definitivi in una sala di consiglio dello stesso magistrato, avanti il prefato signor giudice commissario, alle ore 10 mattutine del 14 del corrente mese, giusta il prescritto dalla legge commerciale.

Torino, il 5 febbraio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Con atto del 29 dicembre ultimo, rogato Dallosta, il signor Tommaso Mussa del fu Andrea, dimorante in questa città, capo mastro muratore-fumista, ha rivocato pienamente ogni facoltà e mandato, già da lui commesso in qualunque forma, al mastro muratore-fumista signor Gio. Maria Chiossi di questa città, con procura passatagli per atto del 2 maggio 1850, pure rogato Dallosta, perciò si diffidano tutti i debitori per opere e lavori fatti dal Chiossi per mezzo del Mussa, tra cui esisteva società per l'oggetto suindicato, di non pagare somma alcuna allo stesso Chiossi fin vista la decisione del magistrato del Consolato, avanti cui pende la causa pel fatto derivante dalla società medesima.

Torino, il 4 febbraio 1852.

Ferrero sost. Piana.

NOTA

Il 10 di gennaio 1852 venne trascritto all'ufficio della conservatoria delle ipoteche d'Ivrea l'instromento giudiciale del 26 luglio 1824, rogato Ellena, di vendita fatta dalli conte Gaetano e cav. Candido, fratelli Faletti di Champigny e Rivarossa, del fu conte Giuseppe, dimoranti in allora il primo in Genova, ed il secondo in Sassari, a favore dell'or cessata ditta Duport e Compagnia, delli filatoio, molino e fabbriche di ferro e rame, e siti adiacenti, comprensivamente al prato detto del Beneficio Patrito, posti sul territorio di Pont, regione Villanova, simultenenti, cui coerenziano il torrente Leona, Carlo Roscio, Piazzotto detto Bullo, un viale e la strada grossa di Villanova, Gio. Battista Rastello, Giuseppe Domenico Patrito, Margherita Consigliato Raja, notaio Caviglione, vedova Giachetto, Giuseppe Nicodottino, Matteo Sandretto, Gio. Battista Sandretto, Pietro Rastello e Giuseppe Berchiano, pel prezzo di L. 94,000, ed ivi fu trascritto e posto al vol. 20, art. 108 del registro delle alienazioni.

Torino, il 3 febbraio 1852.

Vanetto sost. Cravotto.

NOTA

Si avvertono i creditori della fallita Caterina Grosso-Ruffinatto da Giaveno, che sovra l'instanza de' signori negozianti Saverio Brunetti e Vincenzo Gonetti, sindaci del fallimento, dal signor giudice commissario avvocato Simeom sonosi nuovamente convocati essi creditori per le ore 9 antimeridiane del secondo lunedì del corrente mese di febbraio.

Meineri segretario.

RETTIFICAZIONE. *Nel N.* 30, *pag.* 4, *col.* 3, *lin.* 1, *della seconda Nota, a vece di* Sotto il 3 gennaio 1852, *ecc., vuolsi leggere* Sotto il 5 febbraio 1852, *ecc.*

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 5 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo prezzo	per contanti: prezzo nella matt.	pel fine del mese corr.: ultimo prezzo	pel fine del mese corr.: prezzo nella matt.	pel fine prossimo venturo: ultimo prezzo	pel fine prossimo venturo: prezzo nella matt.
5 0/0 god. 1 8bre 1819						
» » 1 genn. 1831	94	90 50				
» » 1 7bre 1848	90 00					
» » 1 genn. 1849		89 50	90			
» » 1 dicem. 1851		25)				
Obbl. 1 genn. 1849		960				
» 1 8bre. 1850	945					
» 1 agosto 1844 4 0/0 Sardi	925	927 50				

FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.	1730	1732 50)				
Banco di Savoia						
Città di 4 0/0 oltre l'inter. decor.						
Torino 5 0/0 1 8bre						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nuova)						
Incendii e premio fine 31 8bre						
Fer. ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 gennaio						

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	353 1/2	353 —
Genova sconto	4 0/0	
Francoforte S. M.	910 —	
Lione	99 80	99 80
Londra	25 25	25 12 1/2
Milano		
Parigi	99 90	99 30
Torino sconto	6 p. 0/0	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 90 L.	90 06	90 08
— di Savoia	38 70	38 75
— di Genova	79 90	79 98
Sovrana nuova	35 06	35 14
— vecchia	34 85	34 93
EROSO misto		
Perdita	p.	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

Borsa di Parigi del 5 febbraio.

Il 5 0/0 aperto a 105 95, è sceso a 102, 90, e dopo essere risalito a 103, 30, chiude a 103 15.

Il 3 0/0 resta a 64, 60.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 50.

Le azioni della Banca di Francia a 2650.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il matrimonio della libertà*. (Replica)

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Au bénéfice de M.* Adler — Première représentation de la 4.me partie de MONTE-CRISTO — Villefort, drame en cinq actes et dix tableaux par MM. Dumas et Maquet.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: — *Nabucco*, musica del maestro Verdi. — Ballo le 4 *Nazioni*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *La figlia del Rabbino*.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Basi e Preda recita: *Fede, speranza e carità*. (Replica)

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne*.

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

INTERNO

INTENDENZA PROVINCIALE D'ASTI.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Attesa l'avvenuta deserzione degli incanti apertisi in quest'Uffizio il 26 novembre scorso, il pubblico è avvisato che alle ore 9 antimeridiane del giorno di mercoledì 3 marzo prossimo venturo si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del sig. Insinuatore locale, a nuovi pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita degli infradescritti lotti di beni demaniali facienti parte del tenimento demaniale detto di Moncucco, posto sul territorio del comune di Moncucco e Vergnano, proveniente in gran parte da antica devoluzione feudale, ed in parte da acquisto passato a favore delle Finanze con instrumento del 22 marzo 1849, passato all'intendenza generale di Torino, descritto tale tenimento ai num. 11 e 12 dello stato annesso a detta legge 8 febbraio 1851; e composto di Castello, varii corpi di Cascine con campi, prati e vigne, molino a grano, e diverse pezze bosco ceduo, della superficie complessiva di ettare 336, 08, 35, senza numeri di mappa per non esistervi questa in detto comune, presentemente tenuto in affitto dagli eredi del Commendatore Giacomo Carozzi, in forza d'atto passato dall'Azienda generale di Finanze in data 30 dicembre 1842 per l'annua somma di L. 20,500, ora ridotta a L. 20,369, 79, attesa l'occupazione di terreno fatta per la strada di Briano e Valvergnano, scadente tale affittamento col giorno 11 novembre 1856, meno però la parte del Castello acquistata dalle Finanze coll'atto 22 marzo 1849 non ancora affittata, e quattro stanze di detto Castello affittate d'anno in anno per L. 60 che formano parte del primo lotto infradescritto, non che la cascina nuova della Valle Vergnano, formante parte del pure infradescritto lotto nono, la quale è tenuta in affitto da Carlo Beltramo in forza di scrittura passata nell'ufficio d'insinuazione di Villanuova d'Asti il 12 aprile 1849, per annue lire 400, scadente eziandio quest'affittamento il giorno 11 novembre 1856.

Avuto riguardo all'estensione ed importanza di questo tenimento, venne il medesimo diviso in dieci lotti, due dei quali già furono deliberati. I lotti rimasti invenduti e per i quali si procederà come sovra a nuovi incanti, sono, e consistono come infra, cioè:

LOTTO PRIMO.

Grandioso fabbricato civile e rustico detto il Castello di Moncucco, cinto di muraglioni con cortile interno, due peschiere ossia cisterne, giardino con cinta di muro, grande peschiera, fabbricato per scuderie, alloggio per giardiniere, altro cortile, gran piazzale, stalle, fenile, ghiacciaia, pozzo, colombaia, e torrione con sito dietro il Castello popolato di grosse piante castagno d'India, e d'olmo, campo o prato sottostanti al medesimo verso levante; altro prato a notte con bosco da caccia, e ripaggio, il tutto fra le coerenze della strada pubblica, dei beni della parrocchia, dei beni degli eredi Casalegno, e della strada vicinale, segnati sotto i numeri 225, 226, 227, 228, 229, 230, 251 e 252 del tipo demaniale, non essendovi mappa in Moncucco, del quantitativo in complesso di gior. 4, tav. 87, piedi 5, eguali ad ettare 1, are 85, centiare 20.

Prato nella regione Ortasso confinante con Giuseppe Voglino, Carlo Graglia, ed il sito ceduto alla comunità di Moncucco, sotto il num. 208 del tipo, del quantitativo di tavole 75, piedi 6, danti are 38, centiare 70.

Cascina detta Pogliano formante un sol pezzo consistente in fabbricati, prati, campi, vigne, canapale e gerbidi, fra le coerenze del rivo detto della Morra, dei beni del conte Benevello, del prato e bosco regione Fongasso o Caviglietto che si unisce al secondo lotto, degli eredi Graglia e fratelli Marchisio, nelle regioni Pogliano, Campanella, Valetta, Bricco del Carretto, Vignassa, Fica, Malvasia, Gerbotera, Oche e Ronco; più numero tre pezze di bosco nelle regioni Pogliano, Gerbotera e Ritana, tutti detti beni si e come sono descritti nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851, designati sul tipo demaniale sotto i numeri 255 incluso e seguenti sino al num. 290 pure incluso, meno il num. 259 di cui non vi è compresa che una parte, del quantitativo in complesso di giornate 122, 09, 5, corrispondenti ad ettare 46, 40, 68.

L'acquisitore di questo primo lotto del totale quantitativo di giornate 127, tavole 72, eguali ad ettare 48, are 54, centiare 58, avrà il diritto di esigere dagli attuali affittavoli Carozzi finchè durerà la loro locazione, l'annua somma di lire 2726 10 per sua quota di fitto, a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento di lire 20,369 79 come sovra, più lire 60 per le stanze affittate in ora d'anno in anno; inoltre avrà libera la parte del castello proveniente dall'atto 22 marzo 1849 non ancora affittata.

L'Asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 70862 21 risultante dalla suenunciata perizia compilata dal misuratore sig. Gio. Batt. Pacotto li 30 maggio ultimo, ma sul prezzo ora ridotto di lire 65,000, e le offerte non potranno essere minori di L. 200.

LOTTO SECONDO.

Molino a due ruote così detto della Trivessa, con fabbricato in buono stato, stagno, bealera, derivazione, e grande scaricatore sul rivo detto della Morra, grande e piccola balconiera, e macchinismo in ottimo stato, con piccolo campo attiguente, orto e canapaio fra le coerenze de' RR. PP. del Sacro Eremo, sotto i numeri 249, 250, 251, 252, 253 e 254 del tipo demaniale, del quantitativo di tavole 98, piedi 10, facienti are 36, 45, a cui si uniscono parte del bosco ceduo, regione Caviglietto, num. 259 del tipo, fra le coerenze della strada vicinale, metà compresa sulla sommità tendente alla cascina Pogliano del conte Benevello, rivo della Valle metà compreso, il ritano e strada comunale, quale parte del quantitativo di giornate 12, tavole 85, eguali ad ettare 4, 87, 67.

Campo al num. 206 del tipo, regione Brunone e campo, numero 293 del tipo, regione Caudana, fra ambi del quantitativo di giornate 2, 52, 4, eguali ad are 95, 90, sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio ultimo scorso.

L'acquisitore di questo secondo lotto del quantitativo totale di giornate 16, tavole 51, piedi 5, eguali ad ettare 6, are 20, cent. 2, avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi l'annua somma di L. 334, 60, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 20,245, 56, risultante dalla perizia Pacotto del 30 maggio ultimo, ma sul prezzo ora ridotto di L. 18,500, e le offerte non potranno essere minori di L. 100.

LOTTO QUARTO.

Cascina posta nel centro dei beni alla medesima aggregati, denominata di Carrossano, composta di ampia stalla, fenile, pollaio, tre camere al pian terreno, e tre superiori, cantina, e tinaggio, pozzo d'acqua, forno, aia avanti, tampo pel letame, e prato, coi num. del tipo demaniale, 45, 46, 47, 48 e 50, campo attiguo col num. 44, grande pezza coltivo ivi al num. 51, vigna dietro casa col num. 43, vigna regione della Valletta col num. 41, campo ivi col num. 42, campo ivi col num. 40, vigna attigua al num. 39, campo inferiormente col num. 38, gerbido al Gorgo col num. 54, prato detto il prato Grande parte compreso, piccolo orto e grande sorgente perenne col num. 49, sito della strada a levante col num. 37 1/2. Prato nella regione Carrera, detta del Molino, num. 13, 14 e parte del num. 12, vigna detta la vigna Magra colli num. 55 e 54, bosco e gerbido nella regione Oliva col num. 52, bosco nella regione Garrua col num. 102, bosco nella regione Carrossano col num. 35. Tutti i suddescritti beni componenti la cascina predetta sono del quantitativo totale di giornate 121, tavole 30, equivalenti ad ettare 46, 40, 52, come risulta dalla perizia Pacotto 30 maggio 1851 sotto i confini in essa indicati.

L'acquisitore di questo quarto lotto avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi finchè durerà la loro locazione l'annua somma di L. 2686, 05 per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 61,482, 61, risultante dalla summentovata perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di L. 55,000, e le offerte non potranno essere minori di L. 200.

LOTTO QUINTO.

Cascina detta del Bricco, situata in detto territorio di Moncucco, composta di fabbricato rustico, con grotta, stalle, cantina, tinaggio, aia, peschiera, prato ed orto sotto i num. 25, 26, 27, 28, 29, 30 e 31 del tipo demaniale, vigna attigua col num. 32, altra vigna ivi col num. 20, campo ivi col num. 21, campo in fondo della Vignassa col num. 18, prato regione Bricco col n. 16, campo detto del Molino col num. 15, campo detto la Vignetta del canapale, ed alla lama, parte del num. 17, vigna detta la Vignetta col num. 24, bosco con gerbido attiguo a detta vigna numer 19 e 23, campo avanti l'aia col num. 22, vigna verso levante già aggregata alla cascina Rossine, parte del num. 10, campo sottostante alla suddetta vigna col num. 9, prato nella regione Carrera, parte del num. 12, campo regione Fontana o Carrera col num. 11, bosco regione Garrua e Via piana coi num. 100 e 101 sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio ultimo scorso. Il tutto del quantitativo di giornate 114, 92, 5, pari ad ettare 43, 69, 19, da cui vennero dedotte alcune strisce di terreno facienti parte dei num. 3, 11 e 12, per la formazione delle strade di Briano e Valvergnano, della quantità di tavole 70, 2, pari ad are 26, 40, epperciò rimane il quantitativo di giornate 114, tavole 22, piedi 1, eguali ad ettare 43, are 41, centiare 79.

L'acquisitore di questo quinto lotto avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi finchè durerà la loro locazione l'annua somma di L. 2,591, 25, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo, di L. 54,750, 41, risultante dalla suenunciata perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di L. 50,000, e le offerte non potranno essere minori di L. 200.

LOTTO SESTO.

Cascina detta la Grisella situata in detto territorio di Moncucco, consistente in fabbricato rustico, forno, crotta, stalla, portico, porcile, pollaio, pozzo d'acqua viva, aia, peschiera, gerbido e prato, ai numeri 57, 58, 59 e 60 del tipo demaniale, vigna ivi detta la vigna Grande regione Grisella col num. 63, orto e prato regione Grisella colli numeri 61 e 62, campo ivi col num. 65 1/2, bosco ivi col num. 64, campo lungo con piccolo gerbido col num. 66 e 67, prato nella regione della valle di Grisella col num. 68, prato ivi diviso da una strada col num. 71, vigna detta Lunga col num. 68, bosco superiore al campo Lungo num. 55, ripa regione da due strade col num. 69, vigna regione della Rampa col num. 56, campo regione del Pero col num. 75, canapale ivi col num. 74, prato regione del Muletto col num. 76, campo detto del Bosco col num. 78, gerbido regione del Muletto al num. 77, vigna regione Rossine col num. 10, campo regione Vignetta, parte del num. 17, bosco così detto del Perrino col num. 70, prato detto Morlenghetto col num. 79, bosco nella regione Bergisa colli numeri 103 e 105 sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851. Il tutto del quantitativo di giornate 92, 54, 6, pari ad ettare 35, 17, 60, da cui vennero dedotte alcune striscie di terreno facienti parte del num. 10 per la formazione della strada di Briano e Valvergnano, della quantità di tav. 18, 5, eguali ad are 7, epperciò rimane il quantitativo totale di giornate 92, tavole 36, piedi 1, pari ad ettare 35, are 10, centiare 60.

L'acquisitore di questo sesto lotto avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi, finchè durerà la loro locazione, l'annua somma di L. 2016, 41, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 46,130, 62, risultante dalla suenunciata perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di L. 42,000, e le offerte non potranno essere minori di L. 100.

LOTTO SETTIMO.

Cascina detta il *Perrino* situata in detto territorio di Moncucco, composta di fabbricato rustico, cantina, tinaggio, stalla, tettoia, pozzo d'acqua viva, forno, aia, prato, orto e gerbido, sotto i num. 89, 90, 91, 92, 93 e 94 1/2 del Tipo Demaniale, vigna regione Verrone col num. 96, gerbido ivi col num. 97, dietro casa col num. 95, vigna regione Perrino col num. 85, campo ivi piano Benucchio detto del Pero col num. 82, prato ivi detto Nuovo col num. 80, prato attinente num. 72, campo regione della Lama col num. 81, campo detto il Campo Grande num. 85, prato detto il Prato Grande num. 84, prato regione della Mussa num. 86, campo detto Di Dietro num. 87, gerbido con bosco ivi col num. 88, bosco nella regione della Rusa col num. 98, bosco regione Stamiano num. 104, bosco regione Bergisa parte del num. 106. Tutti detti beni sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851, del totale quantitativo di giornate 74, tavole 25, piedi 7, pari ad ettare 28, are 22, centiare 45.

L'Acquisitore di questo 7° lotto avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi, finchè durerà la loro locazione, l'annua somma di lire 1,215, 46, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'Asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 27,340, 58 risultante da detta perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di lire 25,000, e le offerte non potranno essere minori di lire 100.

LOTTO OTTAVO.

Cascina detta la Verbia dei Boschi, situata in detto territorio di Moncucco, composta di ampio fabbricato con granaio, stalla, crotta, pozzo d'acqua viva, forno, pollaio, aia, colli numeri 123 e 124 del tipo demaniale, prati simultenenti, regione Verbia, numeri 121, 122, 118, 119 e 120, campo regione al Bergero col num. 117, campo detto Campasso col num. 127, gerbido regione Verbia col num. 129, vigna dietro casa num. 125 e 126, vigna attigua al bosco col num. 108, campo inferiormente a detta vigna num. 109, campo sotto il bosco grande num. 110, campo regione bosco grande num. 111, campo in testa al bosco grande n. 114, gerbido ivi num. 115, prato regione Stamiano con ripa n. 130 e 130 1/2, bosco regione della Verbia detto il bosco grande numero 113, bosco ivi num. 112, bosco alla Verbia num. 116, bosco regione Strada di Sciolze num. 120, bosco regione Rotondo numero 107, e parte del 106. Il tutto sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851, del totale quantitativo di giornate 70, tavole 55, piedi 11, corrispondenti ad ettare 26, are 81, centiare 16.

L'acquisitore di questo ottavo lotto avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi, finchè durerà la loro locazione l'annua somma di L. 958 45, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale pel tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 24,952 99, risultante dalla succitata perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di L. 20,000, e le offerte non potranno essere minori di lire 100.

LOTTO NONO.

Cascina nuova della Valle Vergnano situata in detto territorio di Moncucco, acquistata dal signor Matteo Abbrate col surriferito atto 22 marzo 1849 e consistente in fabbricato rustico, con ampia stalla, fenile, pozzo d'acqua viva, aia con pascolo, prato, campi e vigna circondanti il fabbricato e formanti una sola pezza.

Prato nella regione di S. Difendente col num. 37 del tipo demaniale, prato regione Carrossano col num. 36, campo regione del Gorgo num. 35, prato regione Rossine e Valle di Vergnano num. 1, campo ivi detto Campo Grande, sito del vecchio fabbricato a demolirsi, calcolato altresì il materiale dal medesimo ricavando, piccolo orto e gerbido indicato coi numeri 3, 4, 5, 6 e 7, campo regione del Gorgo, num. 8, bosco regione di Bruno num. 235, bosco regione di Giallo num. 237, bosco regione della Slitta di S. Michele num. 238, bosco regione Pietra Mauro parte del num. 253. Tutti detti stabili sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851, del totale quantitativo di giornate 83, 65, 8, pari ad ettare 34, 78, 95, cioè la Cascina Nuova propriamente detta di ettare 10, 34, 96, e gli altri beni aggregati e dipendenti dall'antico tenimento di ettare 24, 46, 99.

L'acquisitore di questo nono lotto avrà diritto di esigere dalli affittavoli signori Carlo Beltramo, ed eredi Carozzi, finchè durerà la rispettiva loro locazione, cioè dal sig. Carlo Beltramo annue L. 400, importo del fitto della Cascina Nuova della Valle Vergnano, e dagli eredi Carozzi per gli altri beni l'annua somma di L. 1696 75, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 47,936 50, risultante dalla suenunciata perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di L. 43,000, e le offerte non potranno essere minori di L. 100.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile e tale riconosciuta dall'ufficio procedente: ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario, o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento vien ridotto in pubblico instromento, e le altre tre, di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degl'interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto, computando dalla data di detta riduzione in instromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze il 18 settembre p. p., delle quali non che della perizia d'estimo e Tipo Demaniale, sarà lecito a chiunque di prender visione in questo ufficio d'Intendenza.

Le spese dei seguiti infruttuosi incanti si dichiarano a carico dei nuovi deliberatarii.

Asti, il 20 gennaio 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza provinciale

Il Segr. Bosio.

www.internetculturale.it

MINISTERO DI MARINA AGRICOLTURA E COMMERCIO

MERCURIALI, *ossia prezzo medio desunto dalla vendita dei Cereali che ebbe luogo sui diversi Mercati delle Provincie di Terraferma durante la 1.ª quindicina di gennaio 1852.*

NB. I ragguagli qui sotto notati sono regolati in moneta e misure decimali.

Divisioni amministrative di	PROVINCIA DI	LUOGHI DEI MERCATI	PER OGNI ETTOLITRO																	
			Frumento		Barbariato		Segala		Meliga		Orzo		Avena		Miglio		Riso		Fagioli		Fave	
			Il.	c.	Il.	c.	Il.	c.	Il.	c.	Il.	c.	Il.	c.	Il.	c.	Il.	c.	Il.	c.	Il.	c.
ANNECY	ANNECY	Annecy	19	15	15	75	17	46	16	50	11	25	8	»	»	»	»	»	22	»	20	»
		Rumilly	18	42	15	21	15	35	12	67	15	18	6	42	»	»	»	»	16	90	16	22
		Bonneville	20	»	»	»	15	»	»	»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	20	»
	FAUCIGNY	Cluses	20	35	17	34	»	»	»	»	»	»	6	86	»	»	»	»	»	»	»	»
		La Roche	19	91	14	45	15	04	»	»	14	45	7	08	»	»	»	»	»	»	»	»
		Taninges	20	74	»	»	17	88	»	»	15	30	8	45	»	»	»	»	»	»	»	»
	CHABLESE	Thonon	21	05	14	84	»	»	14	84	11	11	7	50	»	»	»	»	22	22	22	22
		Evian	22	56	20	45	»	»	14	05	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21	29
CHAMBERY	CHAMBERY	Chambery	18	39	»	»	15	96	14	65	»	»	6	67	8	32	»	»	»	»	»	»
		Pontbeauvoisin	17	89	»	»	10	80	10	90	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	ALTA SAVOIA	Albertville	20	01	»	»	16	10	14	79	»	»	6	69	»	»	»	»	20	01	»	»
		Faverges	20	25	»	»	16	67	16	55	»	»	6	42	»	»	»	»	»	»	»	»
	MAURIENNE	S.t Jean de Maurienne	18	37	»	»	14	25	15	»	15	10	6	75	»	»	»	»	22	85	15	»
		S.t Michel	18	56	»	»	14	43	16	51	12	17	6	95	»	»	28	87	22	87	15	»
	TARANTASIA	Moutiers	19	40	»	»	14	60	»	»	10	80	7	60	»	»	»	»	22	86	16	12
		Aime	20	»	»	»	14	90	»	»	12	50	8	90	»	»	»	»	»	»	15	»
		Bourg S.t Maurice	20	64	»	»	15	48	»	»	15	22	9	05	»	»	»	»	»	»	15	»
CUNEO	CUNEO	Cimeo	17	48	12	16	10	89	10	47	»	»	7	16	11	55	27	09	12	59	11	56
		Busca	17	06	15	10	12	28	10	50	»	»	»	»	»	»	24	88	12	59	»	»
		Caraglio	17	57	15	28	11	50	11	07	»	»	6	51	11	07	26	45	13	04	14	28
		Demonte	16	51	12	60	11	96	10	86	10	86	6	52	10	86	26	08	11	96	15	04
		Dronero	17	54	12	26	10	85	10	45	»	»	6	88	11	55	26	58	11	72	11	40
		Possano	17	50	15	80	12	69	11	20	»	»	8	24	8	89	20	21	11	86	13	99
	MONDOVI	Mondovi	16	64	14	12	12	60	11	50	»	»	8	04	10	80	25	90	15	91	15	47
		Ceva	16	95	»	»	15	91	10	87	»	»	8	26	»	»	25	94	15	48	14	36
		Dogliani	16	50	»	»	»	»	11	17	»	»	»	»	»	»	»	»	14	30	»	»
		Garessio	17	15	14	10	15	07	15	05	»	»	8	57	»	»	27	»	15	90	»	»
	SALUZZO	Saluzzo	17	85	15	01	12	85	11	40	»	»	7	25	15	»	25	14	12	82	12	20
		Savigliano	17	91	»	»	15	25	11	50	»	»	»	»	»	»	24	80	»	»	»	»
		Racconigi	18	42	»	»	»	»	12	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Borgo	18	20	15	20	12	60	12	15	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Verasco	»	»	»	»	15	15	14	90	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Sanfrони	»	»	15	35	12	59	13	35	»	»	6	75	»	»	25	28	»	»	»	»
	ALBA	Alba	17	87	»	»	»	»	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	55	»	»
		Bra	17	77	»	»	»	»	12	26	»	»	»	»	»	»	24	12	13	25	»	»
		Canale	17	55	»	»	»	»	11	71	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
IVREA	IVREA	Ivrea	17	75	»	»	11	50	11	50	»	»	7	50	9	»	26	05	»	»	»	»
		Cuorgnè	15	41	»	»	12	15	12	56	»	»	»	»	»	»	25	25	11	»	15	»
		Pont	16	94	»	»	12	14	12	14	»	»	»	»	»	»	23	40	15	»	»	»
		S. Giorgio	17	55	»	»	11	27	10	40	»	»	7	58	»	»	24	69	»	»	»	»
	AOSTA	Aosta	19	80	»	»	12	56	15	57	»	»	»	»	»	»	24	67	10	85	»	»
		Chatillon	19	67	»	»	12	50	15	12	»	»	»	»	»	»	28	12	16	75	»	»
TORINO	TORINO	Torino	17	66	15	»	11	46	12	15	»	»	7	80	9	96	26	25	»	»	»	»
		Carmagnola	17	55	»	»	10	65	10	35	»	»	8	45	9	96	25	85	15	»	15	»
		Chieri	17	95	»	»	11	27	11	06	»	»	7	16	9	37	20	02	12	15	15	99
		Chivasso	18	91	»	»	15	04	14	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Lanzo	17	56	»	»	»	»	12	56	»	»	»	»	9	75	»	»	»	»	»	»
		Poirino	17	56	»	»	12	05	11	56	»	»	»	»	»	»	25	20	12	05	»	»
	PINEROLO	Rivarolo	17	59	14	25	11	86	12	40	»	»	»	»	»	»	25	05	14	»	»	»
		Pinerolo	17	54	15	85	12	14	12	56	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Cavour	17	45	16	84	14	46	13	34	»	»	»	»	»	»	26	87	9	98	11	72
		Luserna	17	14	15	45	11	12	11	83	»	»	8	68	11	60	27	75	18	75	14	62
		Villafranca	20	97	15	87	12	»	14	62	»	»	8	87	»	»	27	75	»	»	»	»
	SUSA	Suza	17	50	»	»	11	37	13	54	»	»	7	40	»	»	25	62	»	»	»	»
		Condove	16	»	12	02	10	52	13	50	»	»	»	»	»	»	26	85	»	»	»	»
		Giaveno																				
NOVARA	NOVARA	Novara	17	50	»	»	11	15	10	26	»	»	»	»	»	»	24	15	»	»	»	»
		Arona	22	35	12	34	12	54	12	78	»	»	8	91	»	»	25	35	15	40	»	»
		Borgomanero	19	76	»	»	12	59	12	14	»	»	»	10	02	»	24	28	12	24	»	»
		Carpignano	19	72	»	»	12	44	11	83	»	»	»	»	»	»	24	25	12	24	»	»
		Oleggio	»	»	»	»	10	75	12	25	»	»	»	»	»	»	25	20	12	24	»	»
		Orta	19	90	»	»	15	54	15	66	»	»	»	»	»	»	27	95	»	»	»	»
	LOMELLINA	Mortara	18	40	»	»	14	12	10	25	»	»	7	88	»	»	21	16	12	54	»	»
		Vigevano	17	65	»	»	10	67	9	47	»	»	»	»	»	»	20	58	»	»	»	»
		Cava	17	75	»	»	10	75	11	12	»	»	7	04	»	»	19	25	11	76	11	74
		Pieve del Cairo	20	97	»	»	15	79	12	54	»	»	8	78	»	»	25	35	14	44	»	»
	PALLANZA	Pallanza	19	68	»	»	12	16	14	86	»	»	»	»	»	»	22	69	»	»	»	»
		Intra																				
		Cannobio	»	»			12	20	12	20	»	»	»	»	»	»	25	40	»	»	»	»
		Omegna	19	50	»	»	11	95	12	80	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	OSSOLA VALSESIA	Domodossola																				
		Varallo																				
		Borgosesia																				
VERCELLI	VERCELLI	Vercelli	17	49	»	»	10	70	11	45	»	»	»	»	»	»	24	43	11	55	12	79
		Crescentino																				
		Santhià	17	62	»	»	10	79	11	29	»	»	»	»	»	»	24	52	11	06	»	»
	CASALE	Casale	17	65	»	»	12	50	11	45	»	»	»	»	»	»	25	60	»	»	»	»
		Moncalvo	16	57	»	»	»	»	10	57	»	»	7	75	»	»	25	20	»	»	12	69
		Occimiano	16	82	»	»	»	»	10	05	»	»	»	»	»	»	25	02	15	65	15	38
	BIELLA	Biella	17	50	»	»	15	»	12	50	»	»	»	»	»	»	25	»	15	»	15	»
		Masserano	22	»	»	»	15	»	15	25	»	»	11	25	»	»	26	»	10	»	»	»
		Andorno Cacciorna	»	»	»	»	15	50	14	50	»	»	»	»	»	»	24	25	»	»	»	»
		Cavaglià	16	20	10	72	10	62	10	22	»	»	»	6	52	20	72	14	32	5	82	
		Crevacuore	18	50	»	»	15	50	15	50	»	»	6	52	»	»	24	10	»	»	»	»
		Mosso Santa Maria	18	12	»	»	12	62	15	50	»	»	»	»	»	»	21	12	15	50	15	78
ALESSANDRIA	ALESSANDRIA	Alessandria	16	75	»	»	»	»	10	47	»	»	»	»	»	»	24	82	12	53	»	»
		S. Salvatore	16	»	»	»	»	»	10	90	»	»	»	»	»	»	24	75	12	75	14	10
		Valenza	15	90	10	80	»	»	10	95	»	»	»	»	»	»	24	85	12	25	9	05
	VOGHERA	Voghera	17	87	15	59	11	77	11	67	»	»	6	75	»	»	22	02	12	80	10	88
		Broni	16	25	»	»	»	»	10	25	»	»	7	30	»	»	24	25	»	»	10	50
		Casteggio	18	35	»	»	»	»	10	50	»	»	»	»	»	»	26	50	»	»	12	09
		Stradella	17	57	»	»	»	»	10	87	»	»	»	»	»	»	22	51	»	»	10	87
	ASTI	Asti	17	29	»	»	»	»	10	02	»	»	»	»	»	»	22	58	14	19	15	25
		Canelli	19	07	»	»	»	»	11	49	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		S. Damiano	18	32	15	25	11	74	11	76	»	»	»	»	»	»	26	02	»	»	»	»
		Villanova	17	42	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	BOBBIO	Bobbio	15	60	»	»	»	»	10	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	40
		Varzi	16	75	»	»	»	»	11	78	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	78
	TORTONA	Tortona	15	86	»	»	»	»	9	51	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
GENOVA	GENOVA	Genova																				
		S. Quirico																				
	CHIAVARI	Chiavari	19	59	»	»	»	»	14	17	»	»	14	67	»	»	32	50	18	34	11	67
		S. Stefano																				
		Varese	21	12	»	»	»	18	14	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	NOVI	Novi	18	89	17	28	11	62	10	71	»	»	»	»	»	»	24	42	»	»	»	»
	LEVANTE	Spezia	20	76	19	56	15	29	14	54	15	84	15	78	15	17	28	82	14	86	15	78
SAVONA	SAVONA	Savona	20	21	»	»	»	»	14	08	»	»	»	»	»	»	28	40	»	»	»	»
		Cairo	16	30	»	»	»	»	9	40	»	»	»	»	»	»	20	50	»	»	»	»
		Millesimo	17	36	»	»	»	»	11	90	»	»	»	»	»	»	24	50	13	01	13	01
		Varazze	19	84	»	»	»	»	14	»	»	»	»	»	15	30	25	80	19	»	15	02
	ALBENGA	Albenga	21	89	»	»	»	»	15	20	14	50	»	»	»	»	26	80	»	»	15	70
		Alassio	18	32	»	»	»	»	15	79	»	»	»	»	15	86	26	48	17	50	12	22
		Loano	17	50	»	»	»	»	10	50	»	»	»	»	»	»	22	70	»	»	15	40
	ACQUI	Acqui	17	60	»	»	»	»	11	85	»	»	»	»	»	»	26	»	»	»	12	50
NIZZA	NIZZA	Nizza	17	65	»	»	10	»	15	45	7	50	7	75	»	»	27	95	13	75	10	»
	ONEGLIA	Oneglia	21	»	»	»	16	»	17	»	14	90	15	»	17	»	26	»	16	»	15	75
		Pieve	20	09	»	»	10	»	15	97	14	10	11	76	»	»	23	66	15	20	15	20
		Porto Maurizio	20	»	»	»	»	87	12	»	»	»	»	»	16	»	23	25	15	»	15	»
	S. REMO	S. Remo	18	»	»	»	»	»	12	20	9	»	»	»	»	»	27	»	15	40	15	40
		Ventimiglia	18	20	»	»	»	»	12	20	9	20	»	»	»	»	27	»	15	30	15	30

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N° 33 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

SABATO 7 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. PIVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	24	12
Per l'Estero	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza del 2 corrente, ha fatto le seguenti nomine e disposizioni nel Corpo della guardia nazionale del regno, cioè:

Barattono avv. Giuseppe, maggiore del primo battaglione mandamentale d'Ivrea;

Mottura Gian Francesco, id. del battaglione comunale di Villafranca di Piemonte;

Bona dottore Giovanni, portabandiera del primo battaglione mandamentale d'Ivrea col grado di sottotenente;

Marchisone Giuseppe, id. del battaglione comunale di Villafranca di Piemonte.

S. M., nella stessa udienza, ha pure conferito il grado di sottotenente all'avvocato Arrigo Galletti finchè rimarrà in esercizio della carica di relatore aggiunto del consiglio di disciplina del primo battaglione, prima legione di Torino.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 6 febbraio.*

Nella seduta del 5 il Senato si occupò della discussione generale del bilancio passivo della guerra; in quella del 6 udì il rapporto sul bilancio passivo delle strade ferrate, e fu deposto sul tavolo della presidenza quello sul bilancio delle spese generali. Quindi si riprese la discussione del bilancio della guerra, nella quale presero parte il relatore della commissione, i senatori Gilli, Colla, Lamarmora Alberto.

La Came a dei Deputati continuò nella seduta d'oggi la discussione generale sul progetto di legge per modificazioni alla legge sulla stampa.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

C — *Programma di Filosofia Morale per gli Esami di Magistero.*

(*Veggasi il Regolamento nella Gazz. Piem. num.* 50)

1. Definizione della scienza morale (etica) — Divisione — Ufficii — Del luogo ch'ella tiene nella classificazione delle scienze filosofiche, politiche e religiose — Metodo da seguirsi in questo studio.

2. Del bene morale — Analisi — Dell'utile — Analisi — Distinzione dell'onesto dall'utile — Esposizione dei fatti psicologici e storici che confermano questa distinzione — Perniciose conseguenze che derivano dalla loro confusione.

3. Dell'atto umano — Varie sue specie — Dell'atto morale — Varie sue specie — Distinzione fra gli atti della volontà e quelli dell'intelletto — Fra la scienza e la virtù.

4. Della libertà in genere — Doppia significazione di questo vocabolo — Della libertà morale divina — Della libertà morale umana — Loro caratteri e distinzione.

5. Prove in favore della libertà morale umana dedotte: 1° Dalla coscienza; 2° dal senso comune e dal linguaggio; 3° dalle istituzioni religiose e civili; 4° dal progresso; 5° dal fine morale della creazione; 6° dall'autorità; 7° dagli assurdi.

6. Delle cause che concorrono ad accrescere o scemare la libertà — Dell'ignoranza — Dei pregiudizii — Dell'immaginazione — Delle passioni — Del temperamento — Delle circostanze esterne.

7. Dell'affetto — Definizione — Analisi — Suoi caratteri — Suoi ufficii — In che differisca dalla libertà — In che con essa convenga.

8. Obbiezioni contro la libertà, tratte dal principio di causalità e della ragione sufficiente — Dalla presienza di Dio — Dall'organismo corporeo.

9. Dei principali sistemi che negano la libertà o ammettono principii con essa incompatibili — Del fatalismo — Presso gli antichi — Presso i moderni — Sue perniciose conseguenze nella religione — Nella politica — Nelle lettere — Nelle arti.

10. Del panteismo — Varie sue forme — Del panteismo presso gli antichi — Presso i moderni — Sue perniciose conseguenze.

11. Del sensismo — Varie sue forme — Del sensismo presso gli antichi — Presso i moderni — Sue perniciose conseguenze (1).

(1) *Questi tre sistemi debbono quivi solamente considerarsi in ordine alla morale.*

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

PIERO TRAPASSI (METASTASIO)

(Continuazione. Ved. i num. 29, 30, 31 e 32)

Buon tempo prima del Metastasio s'ebbe in Francia sentore d'opera drammatica: *Perrin* poeta, *Lamberi* direttore d'orchestra, e *Sourdiac* primo macchinista si unirono in bell'accordo, e protetti dal Mazarino tentarono d'allestire un dramma musicale: ma gli era ancora il tempo in cui Diana, Venere e l'Aurora parlavano come fantesche. Surse *Quinault*, uomo di facile ed immaginosa vena: stese una mano a Lulli e per la prima volta forse s'udì la vera opera. Boileau, il critico inesorabile, nè maltrattare le tragedie di Quinault rese un vero servigio all'arte drammatica perchè il poeta abbandonò il coturno tragico e diessi alla lirica drammatica: buon per lui che trovò un Lulli per compagno.

L'esempio straniero scosse gl'Italiani: e fuvvi chi pensò che se esisteva l'opera musicale in una lingua malagevole alla pronunzia, che offre mille scogli nell'accento, nella cesura, esistere doveva più schietta e facile nella nostra. Chiara infatti, pareva la tendenza dell'idioma italiano a sposarsi alla melodia. La nostra lingua ha sintassi scorrevole: nel pronunciarla v'è più da fare per la trachea e per la laringe che non per l'apparato linguale: non ha dittonghi di suono indeterminato e confuso: le sue desinenze sono varie e sempre dolci; o almeno aperte. Carlo Maggi e Francesco Lemene si accinsero adunque all'opera... E vedete come la pedanteria sia sempre il per iscavezzare le cose fatte pel loro dritto senso!... Si ebbe il coraggio di gridar la croce al Maggi, ed al Lemene perchè invece dell'italiana non adoprassero la lingua latina!!... La lingua latina, sclamavano que' seccatori, è sempre la più armoniosa, la più affettuosa (!!) di tutte le lingue; e ora (era ora!!) di tornarla in vita, di ricollocarla sull'antico piedistallo!... Diciamo per incidenza che è pur bello il pensare che se i signori latini la guadagnavano, avremmo avuto l'opera in latino, e che tutti gli spettatori sarebbero seduti in platea come sulle panche d'una scuola d'umanità.

Ma agli anticheggiatori arrabbiati si rispose che, salvo il dovuto rispetto al latino, il volgare è assai più flessibile, e che non manca di nessun metro; che vi sono in questo ed il trocheo, ed il giambo, e l'anapesto, e lo spondeo, ed il dattilo, e che col vario accoppiamento di questi metri si possono imitare tutti i versi latini l'esametro, il pentametro, il saffico, l'asclepiadeo, l'idonico, il faleucio e tutta la classica nomenclatura pregna d'un odore di pensi e di diete: che infine si poteva risparmiar la fatica di portare al teatro i due grossi volumi del Vocabolario.

Infatti il Capece, seguendo le tracce dei due primi, chiuse con dei bei fatti la bocca ai chiacchieroni. Silvio Stampiglia, romano, die' nodo e forma più vaga al dramma, imprimendogli un carattere più grave e storico: lo imitarono il Bernardoni, altro poeta cesareo, ed Antonio Salvi. Anche il Maffei volle in sua giovinezza tentare di cogliere l'alloro drammatico, e compose una non so quale *Ninfa Fida*, che davvero è poca cosa, quasi l'autore serbar volesse tutta la forza del suo intelletto alla sublime tragedia che doveva poi farlo immortale. I latini standosene queti e vinti, il dramma si ampliò e divenne di moda: Jacopo Martelli portò la sua pietruzza all'edifizio drammatico, ed un ciottolo vi ficcò Eustachio Manfredi, l'autore della canzone

Donna negli occhi vostri

per allora famosa.

Più forte ed avveduto venne in campo Apostolo Zeno candioto, poeta e storico di Carlo VI. A lui più che a tutti deve il Metastasio riconoscenza per le novità trovate e le difficoltà sceniche superate; senza Apostolo Zeno il Metastasio non si sarebbe forse appalesato in tutti i suoi mezzi. Giornalista erudito ed antiquario, ma non pedante, conoscitore del cuore, i suoi drammi senza toccare la sublimità (è inutile dire che qui si parla sempre relativamente ai tempi che si discorrono) hanno un sapore affettuoso e storico assai lodevole: il suo dramma è sempre morale, ed averne scritti sessanta, e fra questi sessanta il *Sisara*, *Tobia*, *Giuseppe*, le *Profezie d'Isaia*, *Daniello*, *Davide umiliato*, *Gerusalemme convertita*, *Ezechia* non è certo piccola gloria.

Abbiamo veduto di volo che fosse il dramma prima di Metastasio: per ciò che spetta alla musica drammatica ecco un cenno, frutto di qualche paziente ricerca.

Incertissima è l'origine dell'opera in musica. Parole sacre vestite di musica si udirono fin da remotissimi tempi in Italia; ma Provenza fu la prima a musicar parole profane. Nelle lettere di Cassiodoro si legge, che Clodoveo conquistatore delle Gallie, desiderando avere intorno a sè trovadori pregevoli che *sollazzassero la gloria della possanza sua*, richiese Teodorico re d'Italia, che gl'inviasse alcuno di quei musici che erano alla sua corte. Raimondo Berengario, conte di Barcellona e di Provenza, venendo a visitare l'imperatore Federico I, fu accolto da uno stuolo di giullari riuniti in coro. Alla venuta di Carlo d'Angiò molti menestrelli cominciavano a farsi conoscere di qua dei monti, e colla maniera loro di poetare, e colle rozze loro idee drammatiche e coreografiche introdussero anche nel popolo il gusto per la musica si vocale che strumentale: quest'ultima allignava però già in Italia fino dai tempi della contessa Matilde.

Gl'intermezzi delle rappresentazioni furono i primi albòri dell'aurora musicale: e gl'intermezzi risalgono ai tempi di Macchiavelli e dell'Ariosto.

Verso la metà del secolo decimosettimo, secondo il Planelli, si cominciarono ad inserire le arie nei melodrammi.

tremendano dell'uomo — Perfezione della società religiosa.

55. Della società civile — Sua natura — Suo fine — Suoi ufficii — Suoi mezzi — Distinzione della società civile dalla religiosa — Eguaglianza civile dei cittadini — Della schiavitù — Differenza fra la società civile pagana e la società civile cristiana.

56. Del Governo — Definizione — Fine — Ufficii — Limiti — Caratteri del Governo — Distinzione del Governo dalla società — Dei poteri principali del Governo — Varie sue specie.

57. Del Governo monarchico rappresentativo — Sua natura — Distinzione dei poteri fondamentali — Enumerazione delle principali guarentigie che egli somministra per l'esercizio dei diritti.

58. Doveri del cittadino verso il Governo — Doveri del cittadino verso i magistrati civili e politici e viceversa — Dell'amore per la patria — Presso gli antichi — Presso i moderni.

59. Della società domestica — Sua natura — Doveri dei figliuoli verso i genitori — Doveri dei figliuoli tra di loro — Doveri dei genitori verso i figliuoli — Educazione — Istruzione — Esempio.

60. Della società domestica presso gli antichi — Presso i moderni — Loro differenze.

61. Della virtù — Sua definizione — Della virtù religiosa — Civile — Militare — Del lavoro — Teoria degli abiti virtuosi — Ideale dell'uomo saggio secondo i principii della dottrina cristiana.

62. Del vizio — Sua definizione — Della menzogna — Dell'irreligione — Dell'egoismo — Della codardia — Della vanità — Del lusso — Dell'incostanza nei propositi — Dell'adulazione — Dell'ozio.

63. Delle relazioni dell'etica coi progressi industriali — Scientifici — Politici — Distinzione tra progresso morale e progresso intellettuale ed economico — Pericoli di queste due ultime forme del progresso quando vengono meno nei popoli le dottrine morali.

64. Dell'etica presso gli ebrei — Dottrina religiosa di Mosè — Analisi del libro dei *Proverbii di Salomone* e del *Libro dei Sapienti*.

65. Dell'etica presso i chinesi — Confucio — Presso i greci — Platone — Aristotile — Zenone stoico — Epicuro.

66. Dell'etica presso i romani — Lucrezio — Cicerone — Analisi del trattato *De Officiis*.

67. Dell'etica cristiana — Sua natura — Suoi caratteri — Superiorità dell'etica cristiana sulla pagana — Filosofia morale dei primi padri della Chiesa — S. Agostino.

68. Dell'etica nel Medio Evo — S. Anselmo — S. Bonaventura — S. Tommaso — Esposizione della teoria del bene morale di quest'ultimo.

69. Dell'etica presso i moderni — Cartesio — Leibniz — Reid — Kant — Bentham — Rosmini — Gioberti.

FARINI.

REALE ACCADEMIA DELLE SCIENZE.

Nell'adunanza tenuta dalla classe fisico-matematica della Reale Accademia delle Scienze il giorno 1° del corrente febbraio, una Giunta accademica ha riferito intorno al merito di una domanda sporta al Regio Governo dai signori Giuseppe e Francesco Fratelli Werstermann, diretta ad ottenere un privilegio per l'introduzione in questi RR. Stati di un nuovo metodo di preparazione del gaz-luce.

Cotesto metodo essenzialmente consiste nel decomporre l'acqua mercè ferro e carbone elevati a conveniente temperatura, e nel condurre l'idrogeno e l'ossido di carbonio, così ottenuti, a mescolarsi con una sufficiente proporzione di bicarburo d'idrogeno entro un tubo, in cui per l'azione del calore si decompongano e passino allo stato di gaz materie ricche in idrogeno e carbonio, quali sono, ad esempio, le resine, gli olii, e le sostanze grasse in genere.

Varii sono i vantaggi che presenta un gaz illuminante preparato in cotal modo: non ha l'inconveniente di contenere zolfo, perchè proveniente da materiali non solforosi; non richiede l'impiego di materie straniere: finalmente presenta, al dir dei ricorrenti un'economia del 50 0/0, sul metodo di preparazione del gaz-luce per via del carbon fossile: se questi vantaggi, e la verità della fiamma saranno comprovati dall'esperienza il nostro paese andrà debitore ai signori Werstermann di un procedimento per ogni riguardo utile e commendevole.

Un'altra Giunta accademica ha quindi fatta relazione intorno al merito di una domanda, pure di privilegio, sporta al Regio Governo dal signor farmacista Luigi Roubaudi, di Nizza marittima, per un'industria affine alla sovranominata, cioè identica nello scopo, ma diversa nei mezzi di ottenerlo.

www.internetculturale.it

Si propose il sig. Roubaudi di esonerare il Piemonte dall'obbligo di ricorrere alla Francia od all'Inghilterra pel carbon fossile necessario alla preparazione del gaz illuminante, valendosi per la detta preparazione di materiali indigeni, ossia dei legni ordinarii e delle sostanze grasse, o resinose.

Il procedimento a tal fine immaginato è assai ingegnoso e complicato, e risponde, per così dire, a due industrie, cioè alla distillazione del legno, e poscia a quella delle materie grasse o resinose.

Noi non entriamo ulteriormente nei particolari dei procedimenti Werstermann e Roubaudi perchè non ci è lecito di sollevare il velo che copre il segreto dei ricorrenti, finchè non è loro stato concesso l'implorato privilegio: facciamo però plauso alle loro dotte fatiche, le quali, siccome conformi ai principii della scienza, giova sperare che otterranno la sanzione della pratica.

Dopo ciò il commendatore Giulio lesse un suo lavoro intitolato: *Teoremi sulla intensità del lume*; in esso, presa occasione da una proposizione inesatta data dal Fos-ombroni nel suo opuscolo *Della intensità del lume*, l'autore dimostra alcuni generali teoremi, che formano il complemento di quelli dati da Lambert nella sua *Fotometria*.

Da ultimo il segretario aggiunto ha incominciata la lettura della *Notizia storica dei lavori fatti dalla classe fisico-matematica nel corso degli anni 1849 - 50.*

Il Segretario aggiunto
Professore EUGENIO SISMONDA.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Alcuni giornali esteri fecero supporre che un corriere sardo abbia recato da Vienna delle concessioni a favore di alcuni emigrati lombardi. Quella notizia, già smentita dall'*Opinione*, è affatto priva di fondamento.

PROVINCIE. — Si legge nell'*Eco della Baltea Dora* d'Ivrea:

Due parole di lode e d'incoraggiamento agli abitanti della borgata di Romano che, secondati mirabilmente dagli sforzi del loro cappellano, seppero in brevissimo spazio di tempo innalzare un pubblico edifizio ad agio e comodo de' fanciulli che attendono all'istruzione.

— Ci scrivono da Voghera:

Un progetto di aggressione a domicilio a danno del canonico Pessani da Voghera, combinato da una banda di malviventi, doveva consumarsi la sera del 2 corrente.

Nove militari qui sotto indicati della stazione di Voghera, che da lunga pezza stavano sulle vaste, avutone in tempo l'avviso andarono ad appiattarsi nella casa del suddetto canonico. Alle ore 8 disera fu suonato il campanello. La serva andò ad aprire ed introdusse due individui che protestavano necessità di parlare col di lei padrone. Giunti nella sala di ricevimento, ove il sig. canonico Pessani era assiso in prossimità ad una tavola, attorno alla quale erano state collocate delle sedie per modo d'impedire ai malandrini di scagliarsi contro di lui, ed interpellati dallo stesso che si volessero, risposero, avvicinandosi a mano armata di coltello: *vogliamo i denari.*

Intesa l'intimazione il maresciallo d'alloggio Civò, il brigadiere Oberti ed i carabinieri Amprimo e Roggero 4°, i quali stavano in agguato ad uno degli usci laterali piombarono loro addosso; fecero altrettanto i vice brigadieri, Crespi e Villa ed il carabiniere Deregibus, collocati alla porta d'entrata, frattanto che i carabinieri Astegiano e Roggero 5° si portavano alla porta principale della casa per impedire ai malandrini ogni via alla fuga.

Uno di questi attonito pella sorpresa si arrese; ma l'altro oppose viva resistenza, armato com'era di lungo coltello, se non che fu ben presto dai predetti militari sottomesso, disarmato e fatto prigione insieme al compagno, il quale fu pure trovato munito di coltello. Sembra che non si fossero provvisti di arme da fuoco, il cui colpo avrebbe potuto destare l'allarme in quel quartiere il più popolato della città ed in quell'ora di pubblico passeggio.

Si debbe poi fare qui onorevole menzione del brigadiere Rossi 3° Alessandro, comandante la stazione di Casteggio, il quale se non prese parte attiva a questa operazione ha però il merito principale delle prime indicazioni.

GENOVA. — Leggiamo nella *Gazzetta di Genova*:

Riuscirà grato ai nostri lettori il conoscere come siasi finalmente in questi giorni convocata con qualche frutto la Giunta che composta d'un eletto numero di benemeriti cittadini, sotto gli auspicii dell'Intendente generale della Divisione si era più volte occupata dell'arduo assunto di provvedere allo stabilimento in Genova di un Ricovero di Mendicità.

È noto come due fossero gli ostacoli principali che si opponevano all'effettuazione del concepito disegno: 1. La mancanza di mezzi pecuniarii bastevoli a sopperire non solo all'ordinario sostentamento dei ricoverati ma alle spese che debbonsi di primo impianto; 2. il non essersi per anco trovato un edificio atto allo scopo del novello istituto.

Ibattuta di bel nuovo dalla Giunta la quistione, dopo gli studi rinnovati e le informazioni assunte, abbiamo argomento per credere che siffatte difficoltà possano ormai riguardarsi come rimosse. I sussidii che per la generosità del magnanimo Carlo Alberto sono assicurati all'opera tanto desiderata di questo Ricovero; il concorso che è per prestarvi il Magistrato di misericordia guarentiscono tale aiuto all'impresa da renderne almeno attuabile l'iniziamento fra breve termine. Vogliamo pur confidare che la carità de' privati non sarà per negarvi quella cooperazione che può ancor rendersi necessaria.

— Si legge nella *Sentinella Cattolica* di Nizza:

L'ultima lista delle famiglie straniere invernanti in questa città in data del 25 gennaio ne porta il numero a cinquecento settanta, il che vuol dire un duemila e più persone. La città pigliò l'aspetto d'una piccola capitale, e il sole e l'aria costantemente temperata non può a meno che rendere piacevole questo bel paese.

SAVOIA. — Ci scrivono da S. Giovanni di Moriana:

Verso le 10 ore del mattino scoppiò nella borgata di Champflores, comune di S. Maria di Cuines, un incendio, il quale animato da un leggero venticello ridusse in poche ore in cenere due case d'abitazione, scuderie, fienile, tutto coperto in paglia e non assicurato. Per mancanza d'acqua non si potè salvare che qualche utensile, la lingeria, il bestiame. Ogni tentativo usato per impedirne il progresso per parte delle vicine popolazioni accorse e dell'arma dei Carabinieri della stazione di La Chambre, fu vano. Il danno approssimativo si calcola a L. 9000.

PUBBLICAZIONI. — Col fascicolo 12 del *Giornale dell'Associazione Agraria*, recentemente pubblicato, si compie il volume dell'anno 1851. Questo fascicolo, oltre alla parte officiale, contiene: Osservazioni sul finocchio, ecc., di Antonio Cortese; Una visita alla villa Festa, di Fedele Dalfiosta; Cenni sull'esposizione di Londra, di Elia Perancini; Ragguagli sui lavori parlamentari relativi all'agricoltura di G. B. Michelini.

NECROLOGIA. — Ci scrivono da Casale il 5 febbraio corrente:

Onorato dalle lacrime dei buoni, e accompagnato dalle benedizioni degli infelici, l'ultimo giorno dello scorso gennaio, passava al riposo de' giusti il conte *Luigi Maistre* di Castelgrana, uomo, che nella sua lunga carriera di 70 e più anni di vita, ebbe molte e luminose occasioni di rendere segnalati servigi al suo nativo paese ai suoi concittadini. Egli era sindaco di Casale nel 1821, e mercè i suoi benevoli uffici e i suoi civili accorgimenti, niuno qui ebbe a lamentare gravi sciagure pel quanto corresse procloso quell'anno.

Gran merito fu questo allora pel conte di Castelgrana: ma non minor lode egli conseguiva in seguito nella carica di Riformatore degli studi che tenne per circa trent'anni in questa città e provincia.

Allievi e maestri ricordano ancora e ricorderanno mai sempre con ispecial gratitudine il suo liberal patrocinio in ogni scabroso frangente, e la sua nobile ambizione che questo collegio costantemente fiorisse per fama di ottimi insegnamenti, per disciplina, e per civile e cristiana sapienza. Perciò Casale vedeva ieri con universale soddisfazione il Regio Provveditore (avv. Caire) e il Direttore degli studii (prof. Bertoda) precedere tutto il Corpo insegnante di questo collegio nazionale nel pietoso e debito ufficio di accompagnare alla tomba la spoglia dell'antico Riformatore, che, e come cittadino, e come capo degli studii, ha lasciato un nome così caro e venerato a tutti gli ordini della città.

FRANCIA

PARIGI, 3 *febbraio*. Ecco il decreto organico per l'elezione dei deputati al corpo legislativo:

TITOLO I. — *Del corpo legislativo.*

Art. 1. Ciascun dipartimento avrà un deputato in ragione di 35,000 elettori: nondimeno è attribuito un deputato di più a ciascun dei dipartimenti nei quali il numero eccedente degli elettori giunge a 25,000. Per conseguenza il numero totale dei deputati al prossimo corpo legislativo è di 261.

L'Algeria e le colonie non nominano deputati al corpo legislativo.

Art. 2. Ciascun dipartimento è diviso, per un decreto del potere esecutivo, in circoscrizioni elettorali, pari in numero ai deputati che sono attribuiti dal prospetto annesso alla presente legge.

Questo prospetto sarà riveduto ogni 5 anni.

Ciascuna circoscrizione elegge un solo deputato.

Art. 3. Il suffragio è diretto e universale.

Lo squittinio è segreto.

Gli elettori si riuniscono al capo luogo del loro comune.

Ciascun comune può nondimeno essere diviso, per ordinanza del prefetto, in tante sezioni quante si richiedono dal numero degli elettori inscritti; l'ordinanza potrà stabilire la sede di queste sezioni fuori del capoluogo del comune.

Art. 4. I collegi elettorali sono convocati da un decreto del potere esecutivo. L'intervallo fra la promulgazione del decreto e l'apertura dei collegi elettorali è di 20 giorni almeno.

Art. 5. Le operazioni elettorali sono verificate dal corpo legislativo che è il solo giudice della loro validità.

Art. 6. Niuno viene eletto nè proclamato deputato al corpo legislativo, al primo giro di squittinio, se egli non riunisce:
1° la maggioranza assoluta dei suffragi espressi;
2° un numero di voti pari al quarto degli elettori inscritti sulla totalità delle liste della circoscrizione elettorale.

Al secondo giro di squittinio, l'elezione ha effetto alla maggioranza relativa, qualunque sia il numero dei votanti: nel caso in cui i candidati ottenessero un numero eguale di voti, il più avanzato di età sarà proclamato deputato.

Art. 7. Il deputato eletto in più circoscrizioni elettorali deve far conoscere la sua opzione al presidente del corpo legislativo nei dieci giorni che succederanno alla dichiarazione della validità delle elezioni istesse.

Art. 8. In caso di vacanza per opzione, decesso, demissione o altramente, il collegio elettorale che dee provvedere alla vacanza è riunito nel termine di sei mesi.

Art. 9. I deputati non potranno essere ricerchi, accusati, nè giudicati in verun tempo per le opinioni che avranno emesse nel seno del corpo legislativo.

Art. 10. Niun mandato di arresto personale potrà essere eseguito contro un deputato, durante la sessione e nelle sei settimane che l'avranno preceduto o seguita.

Art. 11. Niun membro del corpo legislativo può, durante la sessione, essere chiamato in giudizio nè arrestato in materia criminale, salvo il caso di flagrante delitto, se non dopo che il corpo legislativo abbia dato l'autorizzazione di procedere contro di lui.

TITOLO II. — *Degli elettori e delle liste elettorali.*

Art. 12. Sono elettori, senza condizione di censo, tutti i Francesi in età di 21 anno compiuto, e che godano i loro diritti civili e politici.

Art. 13. La lista elettorale è stesa, in ciascun comune, dal *maire*. Essa comprende per ordine alfabetico: 1° Tutti gli elettori che abitano nel comune da sei mesi almeno; 2° Coloro che, non essendo pervenuti, nel tempo della formazione della lista, alle condizioni d'età e di domicilio, debbono acquistarle prima della chiusura definitiva.

Art. 14. I militari in attività di servizio e gli uomini ritenuti dal servizio dei porti o della flotta, in virtù della loro matricolazione sui ruoli dell'inscrizione marittima, saranno portati sulle liste dei comuni dove erano domiciliati prima della loro partenza.

Essi non potranno votare pei deputati al corpo legislativo se non quando saranno presenti, al momento della elezione, nel comune ove sono inscritti.

Art. 15. Non devono essere inscritti sulle liste elettorali:
1. Gl'individui rimasti privi dei loro diritti civili e politici in seguito a condanna o sia a pene afflittive ed infamanti, o a pene infamanti solamente;
2. Coloro a cui i tribunali, giudicando correzionalmente, fanno interdetto il diritto di voto e di elezione, per applicazione delle leggi che autorizzano questa interdizione;
3. I condannati per delitto a prigionia, per applicazione dell'art. 463 del codice penale;
4. Coloro che sono stati condannati a tre mesi di prigionia per applicazione degli articoli 318 e 423 del codice penale;
5. I condannati per furto, truffa, abuso di confidenza, sottrazione commessa dai depositarii del danaro pubblico, od attentati al costume previsti dagli art. 330 e 334 del codice penale, qualunque sia la durata della prigionia a cui fossero stati condannati;
6. Gl'individui che per applicazione del art. 8 della legge del 17 maggio 1829, e dell'articolo 5 del decreto del 11 agosto 1848, saranno stati condannati per oltraggio alla morale pubblica e religiosa o ai buoni costumi, e per attacco contro il principio della proprietà e dei diritti della famiglia;
7. Gli individui che per applicazione dell'art. 8 della legge del 17 maggio 1829 e dell'art. 5 del decreto del 11 agosto 1848, sieno stati condannati a più di tre mesi di prigionia in virtù degli articoli 51, 55, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 45 e 46 della presente legge;
8. I notai, cancellieri ed ufiziali ministeriali destituiti in virtù di giudizii o decisioni di tribunali;
9. I condannati per vagabondaggio o mendicità;
10. Coloro che sieno stati condannati a tre mesi di prigionia almeno, per applicazione degli art. 439, 445, 444, 445, 446, 447 e 452 del codice penale;
11. Coloro che sieno stati dichiarati colpevoli dei delitti preveduti dagli art. 410 e 411 del codice penale e dalla legge del 21 maggio 1836 portante proibizione delle lotterie;
12. I militari condannati alla catena e ai lavori pubblici;
13. Gl'individui condannati alla prigionia per applicazione degli art. 38, 41, 43 e 45 della legge del 21 marzo 1832 sul reclutamento dell'esercito;
14. Gl'individui condannati al carcere per applicazione dell'art. 4. della legge del 21 marzo 1851;
15. Coloro che furono condannati per delitti d'usura;
16. Gl'interdetti;
17. I falliti non riabilitati, il cui fallimento è stato dichiarato o dai tribunali francesi o da giudizii emanati all'estero ma esecutorii in Francia.

Art. 16. I condannati a più d'un mese di carcerazione per ribellione, oltraggi e violenze contro i depositarii dell'autorità o della forza pubblica, per oltraggi pubblici contro un giurato in ragione del suo ufficio, o contro un testimonio per la sua deposizione, per delitti preveduti dalla legge sugli assembramenti e dalla legge sui *club*, e per infrazione alla legge sui venditori ambulanti, non potranno essere inscritti sulla lista elettorale per 5 anni, a decorrere dal giorno in cui spira la loro pena.

(Continua)

SPAGNA

MADRID, 29 *gennaio*. Scrivono alla *Correspondance*:

Per reale decreto, inserito nella Gazzetta d'oggi, è creato uno squadrone di 100 uomini di cavalleria che serviranno esclusivamente di scorta alla persona di S. M. la regina. Detto squadrone sarà nominato squadrone delle guardie della regina. Il soldo del comandante ammonterà a 32,000 reali; quello delle guardie a 3,727 reali 12 maravedis. Il comandante, nominato dalla regina, è il brigadiere Pedro Mandinueta, colonnello del reggimento di cavalleria della regina.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Il governo ha ordinato l'armamento ed equipaggiamento del vascello *El Saberano*, che è inviato a Cuba.

L'introduzione delle arie è attribuita al Ciccognini, il quale nel suo *Giasone* si fe' lecito di interrompere il grave recitativo con delle stanze anacreontiche. Ma il Peri aveva già nell'*Euridice* presentito la necessità dell'*aria*, perchè vi fa cantar da *Tirsi* solo una lunga filza di versi.

I cori tennero tosto dietro alle arie; e sbaglia il Crescimbeni supponendo che mai prima del secolo suo vi siano stati de' cori ne' melodrammi: parecchi esempi esistono in disfavore dell'opinione sua, tratti dalla *Dafne*, dall'*Arianna* e dalla *Medusa*.

Giovanni Bardi e Jacopo Corsi fiorentini sono de' primi a farsi mecenati della musica drammatica. Girolamo Mei e Vincenzo Galilei sorgono precursori della teorica strumentale e dell'arte d'intavolar le melodie sopra date parole: Giulio Caccini e Jacopo Peri raffinano il canto e l'ornano del trillo e del gruppetto, valendosi de' precetti e dell'esempio del celebre sacro compositore Palestrina. Giuseppe Cenci insegna le varie gradazioni dal piano al forte, e di tanto in tanto si impara e si studia e si tenta, che infine il Rinuccini ha bella e trovata l'opera in musica.

Non appena incominciano i trionfi del Rinuccini, che s'alza per ogni dove un formicolaio di saccenti, di rompicapo a pecorare ed imbrogliare con delle fandonie critiche la bisogna musicale. Già prima Vincenzo Galilei aveva dimostrato come due e due quattro, che è d'uopo lasciar da banda ogni contrappunto, far la musica con una parte sola e coltivare unicamente la monodia. Zerlino da Chioggia aveva risposto ed era ito all'eccesso contrario. Luca Marenzio aveva pigliato la via di mezzo; tutti questi litigi si rinnovellano più vivi ed ardenti, ed invece di fare, si discute. E chi la voleva bionda, e chi la volea caffè; ed il dramma deve esser semplice, nè canto deve contenere fuorchè ne' momenti di esplosione — ed il dramma dev'essere sempre cantato, perchè la melodia raddoppia l'effetto delle parole. — E dev'essere sempre pastorale — e sempre tragico — e si devono proscrivere le danze, le fantasmagorie, la terra, l'inferno siccome burattinate — e si deve seguire il genere spettacoloso, perchè esso accresce l'istinto che si ha pel maraviglioso e prepara gli ascoltanti a quella più grande catastrofe che si vuole ... Gli era insomma un mucchio di fior di carte ... Ma tant'è che a dispetto di esse l'opera ha voga e trova proseliti.

V'erano anche allora gl'impresari: ma alquanto diversi da quelli che onorano la presente nostra civiltà. L'impresario che voleva allestire un'opera, ottenuto il permesso del governatore, appigionava un teatro, riuniva un numero conveniente di voci e di strumenti, patteggiava cogli operai decoratori, e poi finiva con un fallimento divisibile fra tutti in parti eguali: se non che gli operai erano più accorti degli artisti, e si facevano fissare in pagamento i fitti delle logge. Il pubblico per regola generale non voleva mai rivedere nè un attore già veduto, nè riudire un'opera già udita, a meno che non fosse roba del Vinci, dell'Hasse e del Pergolese, il primo Donizetti, il secondo Meyerbeer, il terzo Rossini di quell'epoca.

V'erano le prime donne, senza i begli epiteti di *assolute*, di *comprimarie*, ma già erano paragonate a tutte le divinità pagane possibili, e pagate molto meglio de' scienziati, degli storici e de' poeti. Sulla tomba della prima donna *Martinelli* si scolpì quest'iscrizione: — *Catharina Martinella Romana, quae vocis modulatione, et flexu, sirenum cantus orbiumque coelestium melos praecellebat, insigni ea virtute, morum suavitate, forma, lepore, ac venustate Serenissimo Vincentio Duci Mantuae apprime chara, acerbo eheu morte sublata*, ecc. — L'ingenuità di quell'*apprime chara* parla meglio d'ogni altro fatto che noi potremmo aggiungere a comprovare la sublimità e l'eccellenza delle prime donne d'allora.

Que' bei tempi andavano ricchi d'una gloria che noi non abbiamo. Il trasporto pel canto, il bisogno di effemminare, a dir così, gli effetti musicali, ed insieme una stravagante interpretazione data al pubblico pudore, aveva, già tempo, sbandito le donne dalle adunanze musicali: per supplire alla mancanza de' suoni acuti si chiamarono in teatro contralti e soprani non donne ... Erano invece uomini ritondi, lisciati, unti, color di pomo rosso, che cantavano con isfacciata franchezza ed espressione delle ariette d'amore. *Marianini*, uno de' più celebri fra que' sciagurati, rappresentava una parte di regina al teatro Argentina in Roma, ed il De Brosses che lo ha visto, dice:

—C'est la plus grande Princesse que je verrai de mes jours!

Abbominevole barbarie che a pensarla nel secol nostro ci desta un non so che fra il raccapriccio e l'ilarità. Il fanciullo chiedeva in persona d'essere così acconciato: e questa era una delle condizioni richieste dall'autorità. Divenivano grandi, grossi, polposi, coll'anche sporgenti, braccia e collo torniti. La loro voce, forse pel contrasto dell'apparenza, pareva s'aggirasse in ottava più acuta di quella delle donne. Essi inventarono la parola senza senso, *voce di testa*, quasi che tutte le voci non fossero dell'altra specie allora designata cioè *di petto*.

I tenori erano lungi dall'avere l'importanza musicale ch'oggidì hanno. Tuttavia la storia ricorda la celebrità di molti fra essi; come per esempio del Babbi che fu l'idolo di tutte le poesie possibili, rivale del francese Jellyot: gli era come dire Rubini e Nourrit.

Fra le prime donne arricchirono immensamente e vennero portate all'ottavo o nono cielo la Faustina, la Tesi, la Baretti, ecc. Molti sono anche pur troppo i nomi degli uomini che facevano da donna: sicuri che il nostro studio non andrà all'immortalità, possiam ricordare senza scrupolo il Senesino, Lorenzini, Appianini, Egizietto, Monticelli, Salimbeni, il Porporino.

L'orchestra era composta di violini, viole d'amore, trombe, oboe, flauto, arpa, mandolino, corni ed arciliuti; i suonatori non oltrepassavano che di rado la metà del numero delle odierne orchestre.

(Continua) G. TORELLI.

www.internetculturale.it

INGHILTERRA

LONDRA, *2 febbraio*. La regina arrivò nella mattina del 2 a Londra. A due ore pomeridiane fu tenuto un consiglio privato al palazzo Buckingam. La corte resterà a Londra sino al 12 febbraio. (*Standard*)

— Lord Leigh, di Stoncleigh, appoggierà l'indirizzo alla Camera de' lord. (*Morning-Post*)

— Il sig. Benjamin Hall, rappresentante del distretto metropolitano di Mary-le-Bone, dee interpellare il gabinetto, nella prima seduta del parlamento, intorno alla demissione di lord Palmerston. L'onorevole baronetto fece parte, sin da alcuni giorni fa, a lord J. Russell di questo progetto d'interpellanza. Si assicura che il primo ministro risponderà immediatamente, e che lord Palmerston prenderà in seguito la parola. (*Daily-News*)

— L'aumento dell'artiglieria che sarà di 4,000 uomini circa dee esser composto di uomini scelti, presi tra i soldati più intelligenti de' depositi che debbono essere ridotti. (*Sun*)

— Il sig. Thiers è tornato a Londra dopo essere stato a fare una visita a lord Ashburton. (*Idem*)

DANIMARCA

Ecco il testo del decreto del re di Danimarca col quale si pongono le basi della nuova organizzazione della monarchia:

« Noi Federigo VII, ecc.

Ci venne esposto che le deliberazioni dell'assemblea dei notabili da noi convocati a Flensborg col nostro manifesto del 14 luglio 1850 non avevano prodotto il desiderato accordo sugli affari più importanti della monarchia, e sovratutto per quanto concerne il nostro ducato di Schleswig. Epperciò non abbiamo voluto ulteriormente persistere nei risultamenti di queste deliberazioni. All'incontro, ci determinammo di regolare gli affari della nostra monarchia mantenendo e svolgendo le istituzioni generali e particolari in modo che siano conservati e migliorati i rapporti ed i diritti esistenti.

Epperciò, non a trimenti che la integrità della nostra monarchia trovasi assicurata in tutta la sua estensione territoriale coll'aiuto delle grandi potenze europee, così l'unione fra le varie parti della monarchia dovrà confermarsi e consolidarsi a fine di formare un tutto bene ordinato, prima per l'amministrazione degli interessi comuni col mezzo di autorità comuni, e quindi, col mezzo di una costituzione comune, conformemente alla quale abbiansi a trattare i comuni affari, e noi quanto prima attenderemo all'attivamento di questa costituzione.

Quindi è che per lo innanzi gli affari di tutte le parti della monarchia, che erano anteriormente decisi dal dicastero degli affari esteri, il quartiermastro generale, gli aiutanti di campo generali delle truppe di terra e di mare, il collegio del commissariato generale, il collegio dell'ammiragliato e del commissariato, la deputazione delle finanze, della direzione del debito pubblico e dell'estinzione, non meno che della direzione generale delle poste, o che si sottoponevano alla nostra approvazione, come pure gli affari dipendenti dalla prima o dalla seconda Camera delle finanze, in quanto esse concernono le imposte tasse, la contabilità e gli affari commerciali, doganali o coloniali;

Saranno d'ora in poi sottoposti ai ministri degli affari esteri, della guerra, della marina e delle finanze, secondo le regole stabilite, per modo che il cerchio d'azione di questi ministri si estenderà sopra tutte le parti della nostra monarchia. Il cerchio d'azione dei ministri pel regno di Danimarca, cioè, i ministeri della giustizia, dell'interno, dei culti e della pubblica istruzione, non è soggetto ad alcuna variazione.

Quegli affari che altra volta spettavano alla cancelleria di Schleswig-Holstein, Lauenburgo, quelli concernenti i ducati di Schleswig e di Lauenburgo, e che prima spettavano alla Camera delle finanze o della terza sezione del collegio delle dogane e di commercio, eccettuati gli affari di assicurazioni (che erano attribuiti al ministero della marina) ed i consolari (che erano differiti al ministero degli esteri), così anche gli affari prima attribuiti al governo dello Schleswig-Holstein, saranno per l'avvenire trattati secondo le regole stabilite dal ministero di Schleswig, riguardo a questo ducato, e da quello dei ducati di Holstein, Lauenburgo per quanto concerne questi due ducati.

Gli affari comuni ai ducati di Schleswig e di Holstein: le istituzioni non politiche, sovratutto l'università di Kiel, il canale di Schleswig-Holstein, il sistema delle assicurazioni contro l'incendio, gli stabilimenti penitenziari, le prigioni, l'istituto dei sordi e muti, degli alienati, si tratteranno collegialmente dal ministro dal ducato di Schleswig e dal ministro del ducato di Lauenburgo.

Tutti i ministri avranno la loro residenza permanente nella nostra capitale di Copenaghen. Tutti questi ministri formano il nostro consiglio di Stato privato che noi presiederemo all'avvenire.

Il nostro venerato zio, S. A. R. il principe ereditario, prenderà parte alle sedute, come per lo passato, per quanto concerne l'attività del nostro consiglio di Stato privato.

Fino a nuovo ordine si manterrà lo stato di cose esistente. Il segretario di Stato stenderà il processo verbale. Il ministro del ducato d'Holstein e di Lauenburgo, ed il ministro di Schleswig non saranno responsabili che verso di noi. La responsabilità degli altri ministri verso la Dieta è limitata alla parte di loro attribuzioni riguardante il regno, conformemente all'art. 18 della legge fondamentale danese.

Conformemente al § 21 della legge fondamentale, noi abbiamo nominato a nostro ministro degli affari esteri il ministro del regno di Danimarca provvisoriamente. Siccome non può muoversi alcun dubbio sulla nostra ferma volontà di mantenere inviolabili le disposizioni della legge fondamentale danese, noi vogliamo fare per le vie costituzionali partecipare ad analogo sviluppo gli Stati provinciali dei nostri ducati di Schleswig e di Holstein; per modo che ognuno di questi ducati abbia una rappresentanza di Stati con voce deliberativa riguardo agli affari che prima soggiacevano alle attribuzioni degli Stati provinciali con voce consultiva soltanto.

Per conseguire questo fine noi faremo preparare progetti di legge speciali pei due ducati e li sottoporremo all'approvazione degli Stati provinciali, conformemente al § 8 della legge generale del 28 maggio 1834 e alle disposizioni finali del 15 maggio 1834.

Il progetto di legge, che verrà elaborato a questo scopo pel ducato di Schleswig, conterrà particolarmente le disposizioni necessarie per assicurare e guarentire alle due nazionalità danese e tedesca nei ducati la parità dei diritti ed una uguale protezione.

Continuerà la sospensione delle funzioni del tribunale superiore d'appello dello Schleswig-Holstein-Lunenburgo relativamente al ducato dello Schleswig. Per restringere la competenza di questo tribunale superiore ai ducati di Schleswig e di Lauenburgo, verrà presentato un progetto di legge alle prime assemblee degli Stati provinciali.

Quanto prima si potrà, spirato che sia il periodo elettorale presente, si convocheranno gli Stati provinciali del ducato di Schleswig e quelli pel ducato di Holstein. In quei distretti dello Schleswig che sono allo stato d'assedio, le elezioni non si faranno se non dopo che esso sia cessato.

La voce virile (*Virilstimme*), spettante al duca di Schleswig-Holstein-Augustenburg negli Stati provinciali di Schleswig, è soppressa.

L'uso uguale e libero della lingua danese e della tedesca nelle assemblee degli Stati provinciali di Schleswig è accordato alla prima assemblea che si radunerà, e a questo riguardo noi faremo tutti i necessari preparativi.

Si tosto che la nostra autorità sovrana sarà pienamente ristabilita nel nostro ducato di Holstein, questo ducato sarà amministrato conformemente alle leggi in vigore, leguali non potranno modificarsi se non secondo le forme costituzionali.

A fine di stabilire un sistema doganale comune a tutta la monarchia, si adotteranno immediatamente tutte le disposizioni necessarie per sopprimere la linea doganale sull'Eider.

Lo stato d'assedio esistente ancora in alcuni distretti del ducato di Schleswig verrà tolto, ed il decreto d'amnistia pubblicato il 10 marzo 1851 verrà sottoposto ad un'ampia revisione. Quelli che rimarranno esclusi, non potranno risiedere ulteriormente nelle altre parti della nostra monarchia: quelli che saranno compresi nell'amnistia potranno ritornare liberamente nel ducato di Schleswig.

Per quello che riguarda la costituzione del nostro ducato di Lauenburgo, noi notificheremo le nostre risoluzioni dopo una deliberazione costituzionale coi nostri fedeli Stati dell'ordine equestre e della borghesia.

La nostra posizione rispetto alla confederazione germanica pei ducati di Holstein e di Lauenburgo rimane intatta.

Noi confidiamo che i nostri sudditi di tutte le parti della monarchia scorgeranno una novella prova della nostra paterna sollecitudine, che collo stesso amore a tutti si estende, e noi siamo lieti di credere che, coll'aiuto dell'Onnipotente, noi potremo assicurare ai paesi riuniti sotto il nostro scettro un felice avvenire.

Dato al nostro castello di Christianborg, il 28 gennaio 1852.

Firm. FEDERICO.

Controf. *Reventlow-Criminil* — *C. Moltke* — *C. S. Hausen* — *C. Blhume* — *W. C. Sponneck* — *Steen-Bille* — *P. G. Bang* — *A.W. Scheele.* »

AMERICA

STATI UNITI. Si legge nella *Patrie* del 4:

Il piroscafo *Cambria* ci recò notizie di Nuova York sino a tutto il 20 gennaio; ma esse sono di poca o nessuna importanza. Nei giornali americani non troviamo alcun nuovo dettaglio sull'incidente che è sopraggiunto nelle relazioni del ministro d'Austria a Washington col governo degli Stati Uniti.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. *Lombardo-Veneto*. Si legge nella *Gazzetta di Milano*:

La nuova leva militare è stata già ordinata dai ministri dell'interno e della guerra. Il contingente lombardo venne fissato in 3650 reclute, il qual numero, valutata la circostanza che vi prenderanno parte tanto i nati del 1850 quanto quelli del 1851, riesce meno gravoso a confronto delle precedenti leve 1849 e 1850, giacchè nella prima la Lombardia fu tassata di 3045 reclute, e nella seconda di 7695. La nuova leva, che in sostanza ne comprende due, e salda la lacuna verificatasi nel 1848, portando le operazioni in corrente, verrà eseguita sul piede di pace e colle norme ordinarie, ciò che si porta a notizia generale anche prima che venga diramata la relativa notificazione.

— *Firenze, 4 febbraio*. Il granduca di Toscana, con decreto del 30 gennaio ultimo scorso, ha ordinato una leva militare di 1400 uomini.

— *Livorno, 5 febbr.* Ieri giunse in questo porto proveniente da Napoli il brick schooner *Madonna di Porto Salvo*, capitano Fiorillo nap., con 13 cannoni, affusti ed altre armi per il regio governo di Parma.

FRANCIA. *Parigi, 4 febbraio*. Il *Moniteur* pubblica una circolare dei ministri della giustizia, dell'interno e della guerra, ai prefetti concernente la creazione d'un tribunale misto, che delinirà prontamente la condizione dei detenuti insorti di dicembre.

Un decreto stabilisce il numero e la composizione delle circoscrizioni elettorali per ciascun dipartimento.

SPAGNA. *Madrid, 30 gennaio*. La *Gazzetta* pubblica varii decreti reali, contenenti la nomina a cavalieri dell'Ordine insigne del Toson d'oro, del marchese d'Alcanices e di Los Balbases, grande di Spagna di prima classe, del primo maggiordomo del re, e del sig. Francisco Xavier Isturitz ministro plenipotenziario a Londra.

INGHILTERRA. *Londra, 3 febbraio*. Diamo per esteso il discorso col quale S. M. la regina Vittoria ha fatto l'apertura del Parlamento inglese:

« Milordi e Signori. — L'epoca è giunta, nella quale, secondo l'uso, io posso di nuovo giovarmi de'vostri consigli e del vostro aiuto per apparecchiare e adottare que'provvedimenti che potranno essere richiesti dal benessere del paese. Io continuo a mantenere le relazioni più amichevoli con le potenze estere.

La difficile vertenza de'ducati di Holstein e di Schleswig occupò sempre la mia attenzione, ed io ho ogni motivo di credere che il trattato tra l'Alemagna e la Danimarca, conchiuso a Berlino nel penultimo anno, sarà quanto prima interamente e pienamente eseguito.

Mi duole che la guerra, la quale malauguratamente scoppiò sulla frontiera orientale del Capo di Buona-Speranza, sin da più d'un anno fa, non sia ancora cessata. Vi saranno comunicati dei documenti che contengono pieni ragguagli de' progressi della guerra e de'provvedimenti adottati per condurla a fine.

Mentre con vera soddisfazione d'animo ho notato la tranquillità che ha regnato nella maggior parte dell'Irlanda, sono dolentissima ad un tempo di dovervi annunziare che in alcuni punti delle contee di Armagh, Monaghan e Louth, furono perpetrati eccessi del'a più grave natura. Il potere della legislatura vigente vi fu esercitato con zelo a fine di scoprire i colpevoli e reprimere un sistema di violenza e di delitti, fatale a' più cari interessi del paese. Io continuerò a tener rivolta la mia attenzione verso questo importante oggetto.

Signori della Camera de' Comuni,

Il bilancio delle spese del corrente anno vi sarà, in virtù d'un mio ordine, sottoposto; ed io riposo sulla vostra affezione e sul vostro zelo della cura di provvedere, in giuste proporzioni, al servigio pubblico.

Nel caso che un qualche aumento sarà stato fatto al bilancio del presente anno, comparativamente a quello dell'anno ultimo, vi saranno date esplicazioni, le quali (ne sono convinta) vi proveranno che quell'aumento è compatibile con la più costante fedeltà ad una politica pacifica e con le ispirazioni d'una saggia economia.

Milordi e Signori. — Il miglioramento della amministrazione della giustizia, ne'suoi vari dicasteri, è stata continuo oggetto della mia più speciale attenzione: e a questo intento, ho fatto preparare dei bills, fondati sovra i rapporti che mi furono indirizzati dai respettivi commissari, a' quali fu commesso di esaminare i processi che si sono agitati dinanzi alle alte Corti di giustizia e d'equità. Nulla, in fatti, contribuisce più a conservare la pace e la prosperità di tutte le classi che l'attiva e imparziale amministrazione della giustizia. Raccomando caldamente questi provvedimenti alla vostra attenzione ed alle vostre deliberazioni.

L'atto del 1848, che ha avuto per iscopo di sospendere l'effetto d'un atto anteriore col quale si accordavano istituzioni rappresentative alla Nuova Zelanda, spirerà al finire dell'anno prossimo: sono lietissima veggendo che non vi è alcuna necessità di rinnovarlo, e che oramai nulla si oppone a che quella colonia possa godere delle sue instituzioni rappresentative. Tuttavolta la forma di queste istituzioni chiama a sè la vostra attenzione, a causa delle nuove informazioni e degli ulteriori ragguagli che ci pervennero da che l'atto del quale si parla fu votato. Voi sarete in grado di adottare una decisione vantaggiosa per quella importante colonia.

Mi gode l'animo nel significarvi che la riduzione notevole delle imposte avvenuta in questi anni decorsi non nocque punto alle rendite dello Stato; le riscossioni furono più che bastevoli ai bisogni de' servigii pubblici, e, ad un tempo medesimo, la riduzione delle imposte contribuiva potentemente al conforto e al benessere de' miei sudditi.

Io rendo sincere azioni di grazie a Dio onnipossente perchè la tranquillità, il buon ordine e uno spirito di volontaria obbedienza non cessarono pure un istante di regnare in tutto il paese. Mi sembra che questo sia il momento per procedere ai miglioramenti che risguardano la rappresentanza de' comuni al Parlamento, a fine di stabilire su migliori basi i principii su cui quella legge è fondata.

Io nutro la più intera fiducia che voi non mancherete di aderire al principio della costituzione che assicura ad un tempo le prerogative della Corona, l'autorità delle due Camere del Parlamento, e i diritti e la libertà del popolo. »

— Nella seduta del 3 febbraio, alla Camera dei lords, dopo una nuova lettura del discorso della corona, il conte di Albermale presenta la mozione d'indirizzo. Il nobile lord pronunzia un lungo discorso in cui passa in rivista, paragrafo per paragrafo, la reale arringa per approvarne il contenuto.

Lord Leigh appoggia l'indirizzo; il conte di Derby (lord Stanley) dichiara che non proporrà alcun emendamento all'indirizzo: ma aggiunse che egli non aveva le opinioni espresse nel discorso reale: il nobile lord biasima che non siasi pronunziata una parola di rammarico per le angustie dell'agricoltura; egli si dichiara in favore di un diritto moderato sull'introduzione dei cereali; domanda schiarimenti sul modo con cui venne eseguito il *bill* sui titoli ecclesiastici.

Il nobile lord parlava ancora alla partenza del corriere.

Alla Camera dei comuni, dove la presenza di lord Palmerston e di lord John Russell facevano presupporre un vivo dibattimento, la seduta cominciò più tardi che alla Camera dei lords.

Dopo l'annunzio fatto dal sig. Mayter, in nome del gabinetto, di una legge destinata ad estendere il diritto elettorale, il signor Bulquely presentò l'indirizzo: prese in seguito la parola lord John Russell, quando il corriere partiva.

— Un dispaccio del telegrafo elettrico recò a Parigi nei termini seguenti il fine della seduta della Camera dei comuni:

Lord John Russell dichiara di aver consigliato alla regina la demissione di lord Palmerston per la ragione che il nobile lord, senza consultare prima il parere della corona, stimò dover esprimere la sua approvazione del colpo di Stato del 2 dicembre in una conferenza col conte di Walewski; soggiunge però, essere egli convinto che il principe Luigi Napoleone abbia operato nell'interesse della Francia, e biasima altamente la virulenza degli attacchi del giornalismo inglese contro il governo di Francia.

Lord Palmerston non contesta di aver tenuto col conte Walewski il colloquio accennato da lord John Russell, relativamente al colpo di Stato del 2 dicembre: ma sostiene che quella conversazione non aveva alcun carattere officiale.

La mozione dell'indirizzo in risposta al discorso del trono è adottata.

PS. È probabile che la discussione fra lord Palmerston e lord John Russell si ripiglierà nella seduta di lunedì prossimo 9 febbraio.

— Nel consiglio privato tenuto lunedì a Windsor, lord Cowley, nominato ambasciatore a Parigi, prestò giuramento fra le mani della regina come membro del consiglio.

— Il *Daily-News* annunzia che sir W. Molesworth, rappresentante di Soutwark e membro del partito radicale, entrerà nel ministero. Questa notizia merita conferma.

V. LEONE gerente

In vendita presso **C. SCHIEPATTI**, *libraio, via di Po*

REGNO ANIMALE

per **F. DE FILIPPI**

Dottore di Medicina e Chirurgia, Professore di Zoologia, Direttore del Museo Zoologico nella R. Università di Torino.

1852, 1 vol. in-8°, con molte fig, intercalate nel testo, L. 6

ANSELMO E COMP.°

CONFETTIERI E CAFFETTIERI DEL R. TEATRO

Prevengono i signori accorrenti che in occasione del BALLO DI BENEFICENZA, del 10 febbraio, vi sarà un elegante servizio si in gelati, che di cucina.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlie, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

MAISON DE LA VILLE DE LYON

Rue du Théâtre d'Angennes, n. 35, au 1.er

Beaux assortiments en soieries pour soirées; ce qui s'est fait de plus riche et de plus nouveau pour la saison actuelle. — Magnifique choix de Châles cachemire Ternaux longs et carrés, dessins du dernier goût.

www.internetculturale.it

SOCIETA' ANONIMA PIEMONTESE

PER L'ILLUMINAZIONE A GAZ DEL NORD

A norma degli articoli 9 e 10 dello Statuto si invitano i signori Azionisti della medesima di versare entro giorni 15 il terzo sesto delle loro rispettive azioni alla Cassa della Società, presso i signori fratelli Sclopis, via Conciatori, num. 34.

RENDICONTO

della seduta dell'adunanza generale tenutasi il 14 scorso mese.

In seguito alla seduta dell'adunanza generale, che ebbe luogo la sera del 14 scorso mese, il comitato di direzione a soddisfazione di quei socii, che non poterono intervenirvi, si reca a dovere di darne un rendiconto sommario.

Raccoltisi i socii in numero più che bastante per rendere legale l'adunanza, dopo breve allocuzione fatta dal vice-presidente dell'assemblea generale, il presidente del comitato di direzione diede ragguaglio con ragionato discorso di tutte le operazioni amministrative eseguite dal comitato medesimo, e sviluppò analiticamente i risultati, che ne seguiranno; quindi comunicò il livello generale eseguito su tutti i punti della città con totale soddisfazione dei socii presenti.

Parlò poscia della parte finanziaria, e rese conto delle somme esatte, e delle ripartizioni fatte nelle diverse categorie, con un esatto bilancio unanimemente approvato, ed ostensibile agli azionisti presso la segreteria.

Finalmente annunziò, che tutte le opere si spingono colla massima alacrità, a segno che nel prossimo autunno la società sarà in istato di somministrare il gaz ai cittadini.

Per il comitato di direzione
FELICE M. FRESIA *segr.*
GAUDENZIO ALBANI *direttore gerente.*

Libreria **T. DEGIORGIS**, *via nuova, N.* 17

MONUMENTI ETRUSCHI

O DI ETRUSCO NOME

disegnati, incisi, illustrati e pubblicati dal Cav. **FRANCESCO INGHIRAMI**

Firenze, 10 volumi in-4°, legati in 6, con *moltissime figure in parte colorate*

Prezzo di catalogo fr. 684 per fr. 325.

CHIRURGIA E MECCANICA DENTALE

Il **Dentista** Dott. CASTELLANI abita in via d'Italia, n. 4, rimpetto alla chiesa della Basilica, piano primo, in Torino. — Riceve dalle ore 10 alle 4.

Il sottoscritto, stante le sue occupazioni, dichiara di non far più parte della Società per l'associazione alla Strenna pel 1852.

PIETRO THERMIGNON.

UNICO DEPOSITO

CAFFÈ BURLET DI SANITA

Miele vergine di Spagna, Sagou, Ervalenta, Orzo perlé, Tapioka, Senapa bianca medicinale, Candele Milly e di Sego, di superiore qualità, presso Porporati ed Arnosio, droghieri, via di Po, isola dell'Ospizio di Carità.

HUITRES

M.r Sotumier, demeurant à Nice Maritime, a l'honneur d'informer les gourmets de la capitale, que dès le premier septembre p. p. il a établi un pare aux huitres à Nice, dans lequel il fait parquer les huitres blanches, qu'il reçoit directement de ses pares de Cancale, par la voie de Dieppe, ainsi que les vertes de Marennes et d'Ostende, ce qui le met à même de fournir à Turin les huitres les plus réputées, aussi fréches et aussi bonnes qu'à Paris.

Son dépôt est au magasin de MM. BARELLI fils, ABATE et C. (*palazzo della Città*), où il expédie par tous les courriers les huitres pochés dans la journée.

BALDUSSO GIOVANNI

LATTAIO E VETRAIO

Ha traslocato il suo negozio e laboratorio sull'angolo delle vie del Gambero e del Fieno, casa Sclopis e Gabodi, accanto al num. 6, Torino.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Setterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

DA AFFITTARE

AL 1.° DI LUGLIO PROSSIMO

Intiero CORPO di CASA ad uso di Grande laboratorio (già occupato dal sig. Cambiaggio), in via della Zecca, num. 5, composta di num. 13 spaziosi locali al piano terreno, con corte; di num. 14 camere al 1.° piano, e di num. 10 al 2.° — Dirigersi alla Vetriera, piazza Vittorio Emanuele, casa Avena, num. 20.

DA AFFITTARE al 1.° luglio: n. 7 camere al 3° piano e due sotterranei, con vista sul viale del Re, n. 20. Visibile dal mezzodì alle 4 di sera. — Dirigersi al portinaio.

DA AFFITTARE

ALLA PROSSIMA PASQUA

Un grande camerone e camera ad uso di laboratorio, in via B. V. degli Angeli, num. 4, piano secondo. — Dirigersi in via Nuova, n. 24, da G. G. Tasca e Grosso.

SCIROPPO DI TAMARINDI

DI FILIPPO VIORA

unico approvato con superiore autorizzazione

a Ln. 2. 50 il 1/4 di litro

sigillato con stemma gentilizio

Un nuovo genere di rinfresco piacevole e salubre venne testè ritrovato dal confettiere e farmacista FILIPPO VIORA, il solo approvato dalle rispettive autorità. Esso è composto essenzialmente di sciroppo di tamarindo con gomma arabica, semplicissime sostanze; e nessun'altra bevanda è forse più atta di questa ad estinguere la sete.

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 13;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Ravanale, 167

MAGASIN PARISIEN

MODES ET NOUVEAUTÉS

Rue S.t-Philippe, 23, maison Caraglio de S.t-Marsan, au rez-de-chaussée, à Turin

Chez M.me **BOSQUI** on trouve des Chapeaux pour Dames, Robes de bal, Mantelets, Fleurs de Paris, Coiffures et bonnets habillés, Fichus, Berthes, sorties de bal, Etoffes en soie pour robes, Rubans et Velours de France, Dentelles noires de Chantilly et de Cambray pour volants, point de Bruxelles en barbe, Guimpes, Mouchoirs, Dentelles Valenciennes, Malines, Mirecourt, point de Paris, Blondes et Broderies en tout genre.

On trouvera aussi tous les articles qui concernent le trousseau et la layette qu'elle se charge de faire confectionner; Chemises d'homme en batiste brodées et unies, de tous les prix; assortiment de Cravattes et Foulards, etc.

On expédie, d'après demande, le tout à des prix modérés.

CUOI CHIMICI ED ELASTICI

per rasoi, temperini, ecc. del sig. OULMAN *di Berlino.*

Questi Cuoi, pe' quali il suddetto ottenne *un brevetto in Francia ed onorevole menzione all'Esposizione universale di Londra*, primeggiando fra quanti altri, per bontà, semplicità ed eleganza, dispensano dall'affilare i rasoi, nè richiedono alcuno ingrediente, potendo sempre servirsi dello stesso cuoio.

Il medesimo sottopone i suoi Cuoi alla prova, ed offresi gratuitamente di passare sui Cuoi di sua invenzione i rasoi che gli venissero presentati.

Prezzo: Montati sopra metallo L. 10, sopra acciaio, L. 8 e sopra legno L. 6.

Alloggia all'*Hôtel de Londres*, ci-devant *Bonne Femme*.

Deposito presso li signori Janetti padre e figli, via di Po, accanto al Caffè Fiorio, in Torino.

FINO GIOANNI

FABBRICANTE DI SPAZZOLE E PENNELLI

Avente il suo stabilimento e negozio in via dell'Ospedale, casa Revel, già premiato per ben tre volte di Medaglia, e nuovamente con altra all'Universale Esposizione di Londra, previene il Pubblico, fabbricar egli ogni genere di pennelli e spazzole di eleganti forme, in avorio, madreperla, tartaruga, e come quelle per le manifatture.

I prezzi modici e la bontà e perfezionamento del suo lavoro, gli fanno sperare una numerosa accorrenza.

VERO LUCIDO TORINESE

La vedova DEMEZZI, fabbricante del vero lucido torinese, fa noto che continua a farne smercio si all'ingrosso che al minuto al suo banco sotto i portici della Fiera, casa Mannati, n. 11.

Avendo ella recato a maggior perfezione il detto lucido, già da molto tempo conosciuto eccellente per le ottime sue qualità, e quelle specialmente di conservare il cuoio, di essere lucentissimo e morbido, di servir a dare il lucido ai fornimenti da cavalli e vetture, e venendo ora generalmente apprezzato, spera di continuare a meritarsi il favore degli accorrenti.

AVVISO

RAPOSO CARLO E COMP. annunziano l'apertura di una fabbrica di candele di sego di prima qualità al prezzo di L. 12 il miriagramma, per contanti.

La detta fabbrica si trova in casa Mattis, cantone delle *Benne*, accanto allo stradale che tende al Campo Santo.

Le persone che crederanno farne acquisto, potranno dirigersi alla suddetta fabbrica, e per maggior comodo al macello da vitelli num. 9, del suddetto Raposo a porta Palazzo, ed al macello num. 2 di Ferri Giuseppe, a porta di Po.

VENDITA di un fabbricato in Agliè, atto per cartiera od a qualunque manifattura con grande giuoco d'acqua. Recapito in Torino al sig. not. Albasio.

DA VENDERE terreno fabbricabile, stradale della Veneria, laterale al viale de' Cappuccini alla Madonna di Campagna, con lunghe more al pagamento.

Dirigersi dal sig. notaio coll. Scaravelli.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

VINS DE CHAMPAGNE

de première qualité, de la fabrique

de MM. MOËT et CHANDON d'Epernay

Seul dépôt à Turin

chez **MM. DUCROCQ ET CRAVERI**

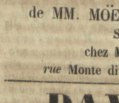
rue Monte di Pietà, *num.* 3, *au premier.*

PAVIMENTI

a L. 4 e 5 al metro posto in opera

si per le case private che per pubblici Stabilimenti; con guarentigia

Presso lo Stabilimento e Fabbrica di **Marmi artificiali** *in Torino, Dora Grossa, n. 41, rimpetto ai Bagni detti di S. Dalmazzo.*



Questo nuovo genere di pavimentazione, che in sè unisce la massima economia alla maggiore pulitezza e solidità, è destinato a surrogare vantaggiosamente i pavimenti comuni di mattoni, i quali quanto sieno incomodi per la loro polvere e cattivo aspetto non è d'uopo il dire.

VENDITA VOLONTARIA ALL'ASTA PUBBLICA

dietro aumento di sesto

Il 9 del corrente febbraio, alle ore 10 del mattino, avanti il tribunale di prima cognizione sedente in questa capitale, avrà luogo *l'ultimo incanto e definitivo deliberamento*, in un sol lotto, di are 15,73 (tav. A1, 3, 4), trecenti parte dei terreni distaccati dal R. Stabilimento BURDIN MAGGIORE e C.ia, a S. Salvario, in coerenza del viale del Valentino, della contrada detta di *Beccaria*, e dalla sede del predetto Stabilimento, pel prezzo di L. 15,225.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 6 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo pr.	per contanti: prima del mese corr. nella matt.	per fine del mese corr.: prima del giorno	per fine del mese corr.: nella matt.	per fine del mese prossimo: prima del giorno	per fine del mese prossimo: nella matt.
1849 5 0/0 god. 1 8 bre						
1831 » » 1 genn.	90 25	90 25				
1848 » » 1 7.bre		90 75				
1849 » » 1 genn.	89 25 89	65 89	89 50	89 40		
1851 » » 1 dicem.	25 50	89 89				
1834 Obbligaz. 1 genn.						
1849 » 1 8.bre						
1840 » 1 agosto		925				
1844 5 0/0 Sard. 1 luglio						

FONDI PRIVATI	
Azioni R. N. 1 genn.	
— Banca di Savoia	
Città di (4 0/0 oltre le inter. decor.	
Torino (5 50/0) 1 0/0	
Città di Genova 4 0/0	
Soc.del Gaz (ant.) 1 gen.	
Società del Gaz (nuova)	
Incendii a premio fisso 31 x.bre	
Via ferr. di Savigliano 1 genn.	
Molini presso Collegno 1 giugno	

CAMBI

	Per brev. scad.		Per tre mesi	
Augusta	953 1/2		953	
Genova sconto	4 p.	0/0		
Francoforte S. M.	310			
Lione	99 90		99 95	
Londra	25 26		25 12	1/2
Milano				
Parigi	99 90		99 90	
Torino sconto	4 p.	0/0		

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 l.	20 06	—	20 08	—
— di Savoia	20 72	—	20 75	—
— di Genova	79 92	—	79 96	—
Sovrana nuova	35 07	—	35 15	—
— vecchia	34 87	—	35	—
EROSO misto				
Perdita	2 75	p.	0/0	

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 4 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 103 2/5, è sceso a 103. e dopo essere risalito a 103, 55, chiude a 103 2/5.

Il 5 0/0 resta a 65, 25.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 90.

Le azioni della Banca di Francia a 2640.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Un talismano*. — Serata a benef. della signora Righetti.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *La ferme de Primerose*. — *Alifax*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: — *Nabucco*, musica del maestro Verdi. — Ballo le *4 Nazioni*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Mia madre!* Serata a benef. di Luigia Capella.

L'ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici darà fra breve in unione alla comp. Dramm. Capella alcune rappresentazioni mimico-danzanti al suddetto teatro.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Margherita di Senneville* — Gran concerto di Piano-Forte.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne*.

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 34 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gilellini; nelle Provincie, mediante invio di vaglia postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

LUNEDI' 9 FEBBRAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M. in udienza del 25 gennaio prossimo passato, aderendo alle istanze del teologo Francesco Zaverio Reggio, si è degnata di dispensarlo dalla carica di cappellano del carcere centrale delle donne detto l'Ergastolo, e dell'Ospizio Celtico presso Torino dal primo del prossimo aprile.

E, con Decreto dello stesso giorno, nominò alla stessa carica di cappellano il sacerdote avv. Giuseppe Conte da entrare in ufficio alla data suddetta.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato:

Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Il Governo è autorizzato ad esigere le entrate tutte ordinarie e straordinarie componenti il Bilancio attivo dello Stato per l'esercizio mille ottocento cinquantadue, indicate nell'annessa tabella, secondo la ripartizione ed in conformità delle leggi e tariffe in vigore.

Art. 2. I centesimi addizionali per la riscossione delle imposte dirette sono conservati nella proporzione di quattro per lira.

Le imposte dirette regie, divisionali, provinciali e comunali potranno essere ripartite per mezzo di un ruolo unico.

Art. 3. Niun'altra imposta diretta od indiretta di qualsiasi natura potrà percepirsi a favore dello Stato, la quale non sia autorizzata colla presente o con altra legge che venga in avvenire sancita.

Art. 4. Nulla resta innovato quanto alle esazioni di diritti debitamente autorizzati per conto delle divisioni, provincie, comuni, corpi morali o particolari.

Art. 5. In anticipazione del prodotto delle imposte, il Ministro delle finanze è autorizzato ad emettere buoni del tesoro, la di cui decorrenza non sia maggiore d'un anno, sino alla concorrente di venti milioni di lire, a quell'interesse che lo stesso governo troverà più opportuno, e che dovrà essere reso noto al pubblico.

AZIENDA GENERALE DE GABELLE.

Rendite ordinarie.

1	Dogane	16500000 »
2	Contravvenzioni dogane	100000 »
3	Gabelle accensate (dritti sulla carne, corame, foglietta, acquavite e birra	4736800 40
4	Sali	10500000 »
5	Contravvenzioni sali	5000 »
6	Tabacchi	13200000 »
7	Contravvenzioni tabacchi	18000 »
8	Polveri e piombi	700500 »
9	Contravvenzioni polveri e piombi	1500 »
10	Provento dell'appalto delle gabelle di sale e tabacco (Decreto R. 14 settembre 1851)	40000 »
11	Compensi relativi alla cessione del dazio di consumo di Torino	854000 »
12	Dritti d'imbarco e sbarco dei passeggieri sui bastimenti di qualunque bandiera nei porti, rade o spiagge dello Stato	10000 »
13	Dritti di ancoraggio e di darsena	213700 »
14	Dritti di sanità marittima	194000 »

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

Rendite ordinarie.

15	Contribuzione prediale	13086655 64
16	Imposta sui fabbricati (Legge 31 marzo 1851)	3000000 »
17	Contribuzione personale e mobiliare	778496 90
18	Tassa sulle professioni, arti liberali e sull'industria e commercio (Legge 16 luglio 1851)	3000000 »
19	Prodotto di quattro centesimi da ripartirsi sui ruoli delle contribuzioni dirette regie, divisionali e comunali per le spese di riscossione	1137047 30
20	Quota a carico delle provincie per gli stipendi degli Impiegati subalterni nelle rispettive Intendenze	216160 »
21	Quota a carico dei comuni componenti l'antica Repubblica Ligure per gli stipendi degli impiegati e per le altre spese ordinarie degli archivi di Genova	5100 »
22	Quota a carico delle provincie per le spese degli uffizi di Posta mandamentali	40000 »
23	Rimborso all'erario pubblico per parte della Cassa dei depositi e delle anticipazioni di fondi per lavori pubblici instituita presso l'amministrazione del Debito pubblico, della spesa per gli stipendi degl'impiegati addetti al servizio di detta Cassa	9000 »
24	Annualità a carico della Banca nazionale e della Banca di Savoia per gli uffizi di commissarii governativi presso le Banche medesime (art. 7. della Legge 9 luglio 1850 e 6 della Legge 26 aprile 1851	18000 »
25	Annualità pagabile dalla Ditta Favale concessionaria della Gazzetta Piemontese	36000 »
26	Dritti di verificazione dei pesi e delle misure	220799 »
27	Strade ferrate	2391000 »
28	Lotto	4200000 »
29	Dritti di compulsione in Sardegna	3000 »
30	Prodotto baracellare in Sardegna	145200 »
31	Insinuazione e tabellione	700000 »
32	Emolumenti delle sentenze e regie provvisioni	1280000 »
33	Dritti sugli atti giudiziari	640000 »
34	Ipoteche	507000 »
35	Fitto beni e case	675491 50
36	Fitto dei regii canali, ponti, pedagi, dritti d'acqua e di pesca	918100 85
37	Canali del Vercellese	356090 64
38	Censi, canoni, livelli e prestazioni diverse	107851 02
39	Crediti demaniali	178295 11
40	Prezzo vendita autorizzata con R. Patenti del 17 maggio 1821 di beni aggiudicati, dati in paga, od altrimenti pervenuti alle Finanze dello Stato	76400 94
41	Multe e pene pecuniarie	280000 »
42	Ricuperamento delle spese di giustizia criminale, e di quelle di trasferta degli ufficiali del Pubblico Ministero nei giudizi d'interdizione promossi d'ufficio	270000 »
43	Ricuperamento di spese anticipate dai collegi notarili nei giudizi di interdizione o di nomina di consulenti	3000 »
44	Depositi per le cause di revisione	30000 »
45	Dritti di successione	3500000 »
46	Tassa sui corpi morali e mani-morte (Legge 25 maggio 1851)	600000 »
47	Tassa sulle vetture pubbliche	70195 75
48	Dritti per passaporti all'estero, visto dei medesimi, licenze per bigliardi, porto d'armi e permessi di caccia	300000 »
49	Libretti degli operai e delle persone di servizio	2500 »
50	Dritti di visita alle spezierie ed altre officine di pubblica sanità (Decreto R. 24 luglio 1848)	68583 15
51	Tassa sulle usine destinate alla fondita ed alla manipolazione di sostanze minerali	*abolita*
52	Carta bollata	3400000 »
53	Carta filigranata per le carte e tarocchi	74000 »
54	Ricuperamento del prezzo delle munizioni da guerra, che dal Governo vengono somministrate ai comuni pel servizio ordinario della Milizia Nazionale	1000 »
55	Dritti per ammessione agli esami e per spedizione di patenti di capitano o patrone di marina e di costruttore navale	6600 »
56	Dritti per spedizione delle patenti di nazionalità de' legni mercantili, de' cosi detti scontrini, dei ruoli d'equipaggio e loro rinnovamento; delle lettere di corso, di guerra e di mercanzia; e dritti di libretti a matricola de' marinai	14500 »
57	Dritti fissi di navigazione e dritti per licenza di pesca in mare	34000 »
58	Provento effetti ricuperati dai naufragii e dalle prede marittime, abbandonati e non reclamati nei termini prefissi. — Provento delle confische pronunciate dalle leggi marittime. — Dritti per trasferta e compilazione di atti per naufragio	1700 »
59	Ritenuta sulla paga de' marinai mercantili, passati come pensionati militari sul bilancio dello Stato	1000 »

Rendite straordinarie.

60	Restituzione di prestiti fatti dalle finanze a provincie, comuni, corpi amministrati, soc età private ed altri	15765 54
61	Arginamento dell'Isère e dell'Arc nella Savoia (quote di concorso nella relativa spesa, e prodotti diversi derivanti da tale arginamento)	116850 55
62	Rimborsazione di spese per l'amministrazione della giustizia (Sardegna)	3061 49
63	Ricuperamento di fitti che si anticipano pei tribunali di prima cognizione (Sardegna)	2068 80
64	Prodotto di vendite straordinarie di stabili demaniali	2500000 »
65	Prodotto vendita di piante in Sardegna	85335 55

AZIENDA GENERALE DELL'ESTERO.

Rendite ordinarie.

66	Co solati all'estero	156000 »
67	Poste	2545900 »

AZIENDA GENERALE DELL'INTERNO.

Prodotti del Dicastero di Agricoltura e Commercio.

Rendite ordinarie.

68	Miniere e marmi	152075 15

Prodotti del Dicastero dell'Istruzione Pubblica.

Rendite ordinarie.

Università degli studi di Torino.

69	Annualità	28375 »
70	Fitti di case	37050 85
71	Emolumenti concernenti gli studi delle scienze	295585 5
72	Emolumenti concernenti la sanità pubblica	15617 11
73	Minervali e dritti di promozione	26815 »
74	Retribuzione degli studenti fuori dell'Università	40205 »
75	Prodotti diversi	150 »

Università degli studi di Genova.

76	Annualità	415 77
77	Emolumenti concernenti gli studi delle scienze	80000 »
78	Emolumenti concernenti la sanità pubblica	2000 »
79	Prodotti diversi	100 »

Università degli studi di Cagliari.

80	Annualità	36541 04
81	Emolumenti concernenti gli studi delle scienze	20500 »
82	Emolumenti concernenti la sanità pubblica	400 »
83	Prodotti diversi	50 »

Università degli studi di Sassari.

84	Annualità	18464 88
85	Fitti di stabili	1927 20
86	Emolumenti concernenti gli studi delle scienze	20900 »
87	Emolumenti concernenti la sanità pubblica	100 »
88	Prodotti diversi	50 »

Rendite straordinarie.

Università degli studi di Cagliari.

88	Proventi di cedole del debito pubblico	2137 65

Università degli studi di Sassari.

90	Annualità	2880 »

AMMINISTRAZIONE CENTRALE DELLE ZECCHE.

Rendite ordinarie.

91	Ritenenze per le spese di affinazione di paste d'oro e d'argento, e di partizione di dorati	55000 »
92	Ritenenze per le spese di fabbricazione delle monete d'oro e d'argento	55000 »
93	Utile per l'impiego delle tolleranze in meno nella fabbricazione delle monete	5400 »
94	Utile sulla stampa delle medaglie	1400 »
95	Dritti di marchio sui lavori d'oro e d'argento	150000 »
96	Contravvenzioni al regolamento sul marchio dei lavori d'oro e d'argento	1000 »
97	Proventi eventuali	100 »

ISPEZIONE GENERALE DELL'ERARIO.

Prodotti diversi.

Rendite ordinarie.

98	Prezzo polveri che l'Azienda generale dell'artiglieria e delle fortificazioni e fabbriche militari	

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

PIERO TRAPASSI (METASTASIO)

(Continuazione. Ved. i num. 29, 30, 31, 32 e 33)

I drammi di Metastasio vennero vestiti di musica da tutti i maestri dell'epoca, fra i quali i più illustri furono Porpora, Pergolese, Hasse, Sarro, Vinci e Latilla.

Se vive più il poeta che non i maestri non è ingiustizia; perchè il poeta ha fatto assai più di loro, messa la proporzione.

Metastasio fu l'anello che legò l'infanzia con la virilità del dramma musicale; col fornire mezzo a duetti, a terzetti egli aperse la via a' moderni ampia e doviziosa: per lui il recitativo si fe' a poco a poco più maschio e pieno, l'aria si invigorì e si trasfigurò in momento declamato. Il dramma era prima di lui un'azione qua e là rivestita di musica: di quest'azione era necessario capire il nodo e lo sviluppo, perchè il poeta non avesse indarno faticato: ora il dramma è un gran quadro di piccoli quadri composto; l'azione si sciorina in scene effettive, in contrasti di masse, in fantastiche e larghe ambagi, che, anche astrazion fatta dalla buona o cattiva poesia, offrono mezzo al compositore di tutta sfogare la musa; allora il dramma era il reggitore della musica, ora la musica è sovrana padrona della poesia: allora un'opera valeva quanto l'acquarella, e dai moderni si è innalzata al grado di istorico quadro. Che bene e che male vi siano in questo progresso noi non vogliamo indagare; è certo però che dall'azione di intricata famigliarità, dalla minuzia de' dialoghi di que' tempi impossibile sarebbe a Rossini e Bellini trarne quelle gigantesche ed affettuose novità che tanto onore fanno e faranno alla scuola musicale italiana. Se non che è d'uopo pensare che ogni passo tien dietro ad un passo già fatto, e che le sublimità moderne esposte alle platee metastasiane di tanto sorpasserebbero l'intendimento comune che sembrebbero mattezze grottesche; come è pur giusto pensare che senza Pergolese, Hasse, Porpora, ecc., non avrebbero potuto così alto volare i sommi nostri contemporanei.

Di buona voglia noi dunque rinunciamo al piacere di far mostra di classica erudizione lodando quella musica a paragone della nostra: tranne il genere fugato, che in teatro era quasi proscritto, poco si incontra nelle composizioni di quell'epoca, che sostener possa una prova pubblica a'nostri dì. Abbiamo studiata per esempio l'ultima scena del *Demetrio*, che al dire di *Mauro Boni* fra la forza delle parole e la dolcezza della musica *fece prorompere tutto il teatro in lagrime e singulti*, e, se ne trascrivessimo qui la principal melodia, si crederebbe, o che il Boni ne ha raccontato una gran frottola, o che le lagrime ed i singulti d'allora erano ad assai più buon mercato de'nostri.

Aver fatto molto in condizioni misere è dunque il principale vanto di Metastasio; egli non è sì grande pel valor suo quanto per la fatica che ha dovuto adoprare a farne uso; è un soldato che, messo alle prove, avrebbe guadagnato dieci battaglie, ma che invece se la cavò onorevolmente da piccole scaramuccie, oppresso dal numero degli avversari, dall'asperità de' luoghi e delle circostanze. Qua e là infra una parlatina smorta ed una stanzetta smancerosa si vede pure lo slancio istantaneo dell'anima di un grande; ed è su quello slancio che l'imparziale nostro sguardo si deve tenere. Dopo Parini e Foscolo, dopo Manzoni è raro sì, ma non impossibile impresa il comporre una bella lirica: ma ad un poveretto che abbia le orecchie impiastrate di Marini, dell'Avverara, del Bonarelli, riesce assai malagevole l'amare e distinguere la bella dalla brutta melodia morale. L'Avverara era l'oracolo del mondo e scriveva così:

Orologio rassembra il mio core
Di quel sole che è l'anima mia,
Serve d'ombra crudel gelosia,
E di stilo spietato rigore, ecc.

Chè singolare invenzione di meridiane sia questa io nol so: ma so che dir male dell'Avverara fu per un pezzo bestemmia. Il Bonarelli nella *Filli di Sciro*, che volevano ad ogni costo fosse immortale, dice:

La donna è don del cielo,
Ed al par della Luna
Cangia volto e sembianza:
Ond'è la regola questa:
Non ti fidar s'ell'ama,
Non ti fidar s'ell'odia,
Ma dalle tempo almeno
Ch'ella possa cambiarsi.

Nè bella lingua, nè bel verso, nè cavalleria troppo gentile, nè moralità troppo astrusa la mi par questa; più presto è da dire una parte di sciocchezza di cui l'intiero è tutta la Filli di Sciro. E questa era la poesia che da più d'un secolo faceva le spese della musa italiana, indarno riscossa a quando a quando dalla voce del Chiabrera, del Testi e di altri pochi eletti. Il gregge sovorchiava: che poteva fare il Metastasio in mezzo a quella turba insipida di poeti?

Teniamo adunque conto dell'ingegnosa energia, della rapidità d'affetti, del linguaggio di verità, della soavità d'accento, della poesia insomma veramente musicale del Metastasio, e perdoniamogli il poco fondo in grazia della forma, il molto *convenzionale* in grazia dell'effetto che ha quasi sempre trovato nuovo e forte. Fondo? Forma? Chi ne parlava allora? Chi li distingueva? Fino dai tempi di Poliziano si ode quel bello spirito gridare: « Tregua, tregua o fabbricatori di versi: » e all'epoca del Metastasio i fabbricatori erano infiniti. Ottenuta la forma, che pesa a loro del fondo? V'era un poeta che aveva un bellissimo verso per chiusa di sonetto: gli era un verso facile, maestoso, pieno d'importanza e di profetica aura: gli capita fra i

www.internetculturale.it

	provvede a quella delle gabelle	300000 »
99	Incerti ed emolumenti qualunque dei controllori, dei visti di autorizzazione di sopra i contratti ed altri proventi di cancelleria e dogane, gabelle Aziende generali di guerra, di marina e di artiglieria compresi quelli dei commissariati da esse dipendenti	50405 »
100	Proventi delle segreterie dei Magistrati supremi, e dei tribunali di prima cognizione e di commercio (R. Patenti 7 agosto 1845)	73000 »
101	Casuali	180000 »
	Rendite straordinarie.	
102	Proventi al 5 p. 0/0 e rimborso capitale delle cedole di sesta serie acquistate dalle finanze in forza del R. Brevetto 5 aprile 1836 sul prestito aperto in vigore di R. Brevetto 15 settembre 1834 dalla giunta amministratrice degli spedali in Genova, per l'erezione in quella città di un nuovo manicomio	6052 50
103	Rendite redimibili del Debito pubblico di Sardegna, create con R. Editto 21 agosto 1838 pervenute alle Finanze per cessioni di titolari	2599 50
104	Capitale integrale delle cedole del Debito pubblico feudale di Sardegna, che estratte a sorte per l'estinzione, vengono invece a terminare del R. Editto 15 febbraio 1841 inscritte al Debito perpetuo	50720 »
105	Rendite sul Debito pubblico dello Stato, già di proprietà delle Casse speciali di Marina soppresse colle due leggi del 26 giugno 1851, numeri 1210 e 1211, devolute alle Finanze dello Stato per virtù delle leggi medesime	24062 40
	Totale delle rendite ordinarie	98854587 45
	Totale delle rendite straordinarie	2790553 83
	Totale generale	101625141 28

Il Ministro Segretario di Stato per la Marina, Agricoltura e Commercio, Reggente il Ministero di Finanze, è incaricato dell'esecuzione della presente Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserta nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. a Torino, addì 31 gennaio 1852.

VITTORIO EMANUELE

C. CAVOUR.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla proposizione del Ministro dell'Interno;

Visto il Messaggio del 20 ultimo scorso indirizzato dall'Ufficio di Presidenza della Camera dei Deputati al Ministero dell'Interno per cui notificasi la vacanza del 2° Collegio di Cagliari in seguito a dimissioni del suo Deputato;

Vista la Legge elettorale del 17 marzo 1848;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Il 2° Collegio elettorale di Cagliari num. 182 è convocato per il 22 dell'ora cominciato mese onde proceda a nuova elezione del suo Deputato.

Art. 2. Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo nel successivo giorno ventitrè.

Il Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato a Torino il 1° febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.

Per cura della Commissione statistica creata nel 1848, s'intrapresero importanti lavori e si continuarono con successo quanto lo permisero le passate vicende. Mentre poi davansi altri gravi incarichi a molti membri di quella superiore Commissione, accrescevasi la difficoltà di riunire un corpo assai numeroso per lo scioglimento de' dubbi che sovente si presentano nella formazione e nella compilazione delle diverse tabelle. Risultava pertanto evidente la convenienza di creare un Comitato attivo permanente, incaricato dell'immediata direzione delle varie statistiche, ed il quale scelto tra i dotti e laboriosi membri della Commissione medesima, e facile a radunarsi, potesse dare un efficace impulso a que lavori, curarne l'ordinamento e condurli a buon fine nell'interesse dell'amministrazione e dello Stato.

Quindi è che S. M., sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato per la Marina, l'Agricoltura ed il Commercio, ha emanato in data del 2 corrente febbraio il seguente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato per la Marina, l'Agricoltura ed il Commercio;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Art. 1. È creato nel seno della Commissione superiore di statistica un Comitato col carico di dirigere la compilazione dei lavori statistici, di riferirne alla Commissione, e di sovra intendere alla loro stampa.

Art. 2. Questo Comitato presieduto dal marchese Cesare Alfieri di Sostegno, senatore del Regno, sarà composto dei membri infradesignati, commendatore Carlo Giulio, senatore del Regno; Commendatore Carlo Despines, ispettore delle miniere, deputato; cavaliere Gian Giacomo Bonino, dottore collegiato in medicina; professore Giuseppe Ellena, capo della Divisione del Debito estero dell'Agricoltura e Commercio incaricato della statistica farà le funzioni di segretario presso il Comitato medesimo.

Il Ministro Segretario di Stato per la Marina, l'Agricoltura ed il Commercio è incaricato dell'esguimento del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo generale ed inserto negli Atti della Commissione superiore di statistica.

Torino, addì 2 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

In virtù di Regio Decreto del 1° corrente febbraio, il cavaliere intendente ed avvocato Francesco Lencisa era chiamato a reggere la prima Divisione del Ministero dell'Agricoltura e del Commercio.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 8 febbraio.*

Ieri il Senato chiuse la discussione generale del bilancio della guerra e passò a quella delle categorie, le quali furono tutte adottate. Quindi adottò il bilancio delle spese dell'Azienda d'artiglieria, fabbriche e fortificazioni militari.

La Camera dei Deputati chiuse, nella seduta di sabato, la discussione generale del progetto di legge per modificazioni alla legge sulla stampa.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE.

Avviso d'Asta.

Il pubblico è avvertito, che in seguito alla diminuzione del mezzo sesto fatto in tempo utile sul prezzo di L. 22,508 72, montare del deliberamento seguito nell'asta tenutasi il di 22 gennaio p. p., per lo

Appalto della costruzione degli edifizi ed opere della stazione d'Isola del Cantone,

si procederà, all'ora meridiana di sabbato 14 corrente mese, nella sala principale dell'Azienda generale delle Strade ferrate, davanti l'Intendente generale della medesima, e sotto l'osservanza del relativo capitolato del signor ingegnere Mazzucchetti, in data 15 dicembre 1851, di cui chiunque potrà averne visione nello stesso ufficio in tutti i giorni non festivi, ad un nuovo appalto dell'anzidetta costruzione, epperciò il prezzo resta così ridotto a L. 20,449 66.

In quanto all'intraprendimento delle opere, loro compimento e pagamento si osserveranno le prescrizioni di cui nel sovraciato capitolato.

Gli aspiranti per essere ammessi a concorrere all'appalto dovranno nell'atto dell'asta:

1. Fare il deposito della somma di L. 2,000 in danaro, effetti pubblici dello Stato, oppure di un vaglia sottoscritto da persona di notoria risponsabilità.

2. Esibire un certificato d'idoneità a simili lavori rilasciato in data non anteriore di un anno da un ispettore od ingegnere del Genio civile, militare o delle miniere, vidimato e legalizzato in buona forma.

Il deliberatario dovrà, nel termine che gli sarà fissato dall'Azienda, prestare un'idonea cauzione per la somma di L. 2,100, mediante deposito in danaro, effetti pubblici dello Stato, od altrimenti con ipoteca su beni stabili e liberi.

S'invitano pertanto gli aspiranti a presentarsi all'Azienda medesima in detto giorno ed ora, ove l'impresa, di cui si tratta, verrà definitivamente deliberata col metodo dell'estinzione di candela vergine al miglior offerente.

Torino, il 5 febbraio 1852.

Per detta Generale Azienda

C. BOLLA *Sottosegretario.*

Un giornale asserisce essere emanata l'8 aprile 1848, una *legge* che richiamava all'*esistenza dei loro gradi gli ufficiali brevettati del* 1821. Questa asserzione è menatta ed equivoca. Il decreto a cui si accenna non contempla punto gli ufficiali nominati nei pochi giorni degli avvenimenti del 21, siccome sembra supporre l'autore dell'articolo, ma gli ufficiali che in qualunque epoca anteriore alla promulgazione dello Statuto furono dimessi per fatto meramente politico da un impiego che occupavano prima del fatto stesso.

FRANCIA

PARIGI, 5 *febbraio.* Leggesi nella *Patrie*: L'attentato commesso contro la regina di Spagna ha prodotto la sensazione più profonda e più dolorosa in Parigi. Tutti i rappresentanti delle potenze estere e un gran numero di personaggi politici francesi stamane si affollavano al palazzo del ministro di Spagna.

Il ministro degli affari esteri di Francia era del numero. Il generale Roguet è venuto pel supremo in nome del principe president a far sua simpatia ed il suo rammarico per la sventura occorsa a S. M. Isabella II.

Il marchese di Valdegamas è nell'abbattimento, non solo come ministro rappresentante della Spagna, ma soprattutto come quegli che circondò l'infanzia della regina della sua affezione veramente paterna.

Se potesse per lui esservi un mitigamento alla crudele ansietà nella quale lo lascia il laconismo del dispaccio telegrafico giunto ieri a Parigi, lo troverebbe nel numero e nella vivacità delle testimonianze di simpatia ond'è ricolmato.

— È per isbaglio, dice la *Gazette des Tribunaux*, che parecchi giornali annunziarono essersi fatto inscrivere il sig. Dupin nell'albo dell'ordine degli avvocati.

— Si annunzia, dice il *Moniteur Parisien*, che il generale Cavaignac sta scrivendo le sue memorie. Quest'opera storica che acquisterà un grande interessamento dal nome dell'autore e dagli avvenimenti nei quali ebbe gran parte, sarà pubblicata da uno dei principali librai d'Alemagna che diresi se abbia fatto l'acquisto.

— Parlasi della nomina del maresciallo Excelmans alla carica di governatore degl'Invalidi, rimasta vacante per la elezione del principe Girolamo a presidente del Senato. Il duca di Padova diverrebbe in tal caso gran cancelliere della Legion d'Onore.

— Il sig. Castellinard, console di Sardegna a Tangeri, è stato nominato cavaliere della Legion d'onore, in considerazione dei servigi che egli rende alla Francia, durante l'assenza della legazione francese nel Marocco.

— I giornali di Parigi descrivono la solennità del ricevimento del sig. di Montalembert all'Accademia Francese. Il fiore delle alte classi della società, e delle persone più notevoli nella letteratura e nelle arti trovavasi presente a questa seduta.

Il sig. di Montalembert, facendo l'elogio del sig. Droz, disse parole severe pei due grandi poteri che inaugurarono la rivoluzione francese. L'uomo politico, l'oratore cristiano aveva una carriera magnifica da percorrere. Grandi applausi coronarono il suo discorso.

Gli successe il sig. Guizot. Ben di raro, dice la corrispondenza Havas, dalla bocca di un protestante uscirono lodi più vere e giuste pel clero cattolico di Francia. Si vedevano nelle tribune molti membri del clero; i loro applausi non mancarono alle parole del sig. Guizot.

(*L'abbondanza delle materie oggi ci costringe a sospendere d'un giorno la continuazione della legge elettorale*).

PAESI BASSI

AIA, 2 *febbraio.* La seconda Camera ha ricevuto oggi dal consiglio di Stato, e per ordine del re, un messaggio col quale si annunzia la ratifica del trattato di commercio e di navigazione conchiuso col Belgio.

— I fogli neerlandesi annunziano che il governo francese mosse richiami contro la virulenza di quei giornali contro il governo della repubblica: aggiungono che i ministri si sono più volte radunati in consiglio per deliberare a questo riguardo.

SPAGNA

MADRID, 31 *gennaio.* Scrivono alla *Correspondance*:

La *Gazz. di Madrid* pubblica il decreto col quale la regina, volendo solennizzare il fausto avvenimento della nascita dell'augusta sua figlia, ordina che dal 2 febbraio in poi vi saranno feste pubbliche per tre giorni.

S. M., con un altro decreto, grazia del benefizio o d'una riduzione parziale delle pene i condannati dei possessi spagnuoli dell'America e dell'Asia.

Il sig. Marescalchi, ministro di Francia a Lisbona, passò da Madrid recandosi al suo posto diplomatico.

— Si legge nel *Constitutionnel* del 5 corrente:

Un dispaccio telegrafico da Madrid in data del 2 febbraio reca:

« Un attentato è stato commesso sulla persona della regina.

« Sinora la ferita non pare molto grave. »

Il 3 febbraio era il giorno che la regina Isabella doveva per la prima volta uscire del suo palazzo per recarsi alla chiesa d'Atocha.

— Si legge nella *Correspondance Havas*:

Un nuovo dispaccio telegrafico da Madrid, più rassicurante di quello da noi riprodotto, è arrivato a Parigi. Esso è in data del 2 febbraio, 4 ore pom., ed è così concepito:

« La ferita non presenta alcuna apparenza di gravità. La regina Isabella è piena di energia e tranquilla. »

INGHILTERRA

LONDRA, 4 *febbraio.* Si legge nel *Globe*:

Un consiglio di gabinetto è stato tenuto a Lansdowne House. I ministri presenti erano: lord J. Russell, il lord cancelliere, sir F. T. Baring, l'onorevolissimo Fox Maule, sir G. Grey, il conte di Carlisle, il conte Grey, l'onorevolissimo Labouchere, il conte Minto, il marchese di Cianricarde, il conte Granville, lord Seymour e il cancelliere dello scacchiere.

— Ecco un sunto de' discorsi che pronunziarono nella seduta

---

piedi un cuoco che aveva la moglie gravida, e che lo prega per quel bell'avvenimento di un sonetto. Il poeta che era stufo di tenersi in corpo il sullodato verso, trovata quell'occasione, lo pone per conclusione di un bel sonetto, ove, apostrofando la moglie del cuoco, sclama così:

E da te sortirà prole d'Eroi!

Nè il Poliziano stesso aveva torto di dire che *i poeti piovevano come funghi*: nè il re di Prussia aveva torto di qualificare la poesia italiana di *crema sbattuta*.

A parallelo dunque de' contemporanei ed antecessori immediati la musa del nostro poeta, oltre all'essere vaga di forma, è pur possente nello spirito che la governa. Fu ed è ancora in uso l'alzar le spalle sprezzantemente al nome di Metastasio, ma studiandone la vita, e seguendolo nelle varie fasi della sua carriera, quel nome si vien condotto a venerarlo, e ritenerlo pur sempre come uno fra gli onorevoli per la nostra patria. Voltaire paragona molte scene di Metastasio a quanto vi ha *di più bello nel Corneille, quando non è declamatore, e di Racine, quando non è debole*. E Rousseau (che il Boni chiama senza complimenti *Cinico ginevrino*), nella sua *Giulia* non dubito di acclamar Metastasio *il solo poeta del cuore, il solo genio nato a commuovere coll'incanto dell'armonia poetica e musicale*: e mi pare che Rousseau se ne intendesse abbastanza e di poesia e di musica.

Di quarantamila voci italiane, dice il Baretti, non ve ne ha che sei o settemila che siano musicabili; ed è questa un'altra gloria del Metastasio di avere in ristretto campo mietuto tanti frutti e fiori. Dippiù l'estro non gli si lasciava libero e dispotico: bisognava accordar la sua lira immaginaria colla spinetta reale del maestro, altro impiccio: Carlo VI, per esempio, non amava gli spettacoli sanguinarii, ed eragli forza attenersi ad intrecci piani, e frenare la fantasia in cancelli prescritti; inciampi tutti che non di poco gli dovevano far parere scoscesa la via da percorrere. Tuttavia egli cammina franco ed ardito sempre: oggi fini un dramma, domani compose una cantata: il mattino una giaculatoria, la sera un epigramma. Se purissima non è sporto; come vorreste vestirlo con più semplici parole, con più candida noncuranza?

Anche quando il buon abate ha un po' dell'Epicureo e dice:

Dolce è il mirar dal lido
Chi sta per naufragar:
Non che ne alieti
Il danno altrui, ma sol perchè l'aspetto
D'un mal che non si soffre è dolce oggetto.

ha, come vedete, una mellifua maniera di cavarsela dalla responsabilità di questa antica novità di Lucrezio.

Alcuna volta, sospinto dalla foga dell'*aria*, ci perde un po' le staffe della logica, od almeno siffattamente affastella pensieri l'un sull'altro che si vede limpidamente che il tutto è detto e tirato in lungo per trovare uno sdrucciolo od un tronco.

Ha poi degli slanci d'affetto così forti che più che slanci li direste salti mortali; v'è un Megabise che sclama:

Posseder(i ancor nemica
Chiamerò felicità!!!

Questo Megabise va un po' troppo oltre, ed ho sospetto, salvo il paracronismo, che copii l'Antouy.

Il Metastasio, ha per costume dir sempre il pensiero come dal cuore gli capita sulla lingua; ed è questa la principale fisonomia della sua Calliope. Perciò egli non si perde in sottigliezze analitiche, ed in fatto di psicologia pare creato a bella posta per formare contrasto con Larochefoucauld; pigliate a mo' d'esempio una mala circostanza della vita, un'offesa: altri vi dirà che l'offensore è quasi sempre l'ultimo a dimenticarla: ma siccome questa versione importerebbe una contraddizione, il Metastasio ama meglio attenersi alla più semplice interpretazione e dice:

. . . . . L'offensore obblia
Ma non l'offeso i ricevuti oltraggi;

ed è questa certo una filosofia che un sindaco di campagna ben onesto e ben galantuomo seguirebbe.

(*Continua*)

G. TORELLI.

della Camera de' comuni del 3 febbraio lord J. Russell e lord Palmerston, in seguito alla interpellanza di sir Benjamin Hall sulla demissione dell'ultimo de due nobili lord.

Lord J. Russell. Allorchè la corona, dopo un voto della Camera de' comuni, concede ad un ministero la sua fiducia costituzionale, questo ministero dee, dal canto suo, far conoscere alla corona tutti i provvedimenti adottati, o in caso diverso lasciarle piena libertà di dichiarare, che il ministero non possede più la sua fiducia. Nell'agosto 1850 io indirizzai al mio nobile amico (lord Palmerston) una comunicazione in questo senso, e il nobile lord mi rispose che si conformerebbe alle intenzioni della regina. Quanto è al primo ministro, si dee presumere ch'egli legge tutti i dispacci importanti di tutte le corti straniere; imperocchè egli non può deliberare co' segretarii di Stato negli affari esteri, nè esercitar l'influenza ch'egli dee avere nella direzione degli affari esteri senza conoscere tutto quello che succede d'importante. Non bisogna infatti perder di vista che il primo ministro è risponsabile.

Il gabinetto si riunì il 3 novembre ultimo. Io vi esposi che le condizioni dell' Europa mi apparivano estremamente pericolose, e pensava che noi eravamo alla vigilia del 1852, al momento (e in ciò io non mi sono ingannato) di veder trionfare in altri paesi la così detta democrazia sociale o il potere assoluto. Nell' una o nell'altra di queste due ipotesi anche le condizioni dell' Inghilterra divenivano pericolose.

Una repubblica democratica e sociale non rispetterebbe la fede dei trattati e non mancherebbe d'aggredire i nostri alleati. Se invece il potere assoluto trionfasse, l' Inghilterra essendo, per la forma del suo governo, una eccezione riguardo agli altri paesi d' Europa, potrebbero sopravvenire delle vertenze relativamente ai rifugiati politici in Inghilterra, ed essere all' Inghilterra stessa indirizzate dimande a cui ella non potrebbe soddisfare in modo conciliabile col proprio onore. In tale stato di cose (aggiunsi io) è nell' interesse dell' Inghilterra di osservare una stretta neutralità. Noi dovevamo soprattutto astenerci dal dar giusti motivi di risentimento alla Francia, e far prova a questo proposito della maggior vigilanza.

I miei colleghi in generale e il mio nobile amico (lord Palmerston) in particolare, furono dello stesso mio avviso.

Ora, per mala ventura accadde che pochissimo tempo dopo gli avvenimenti del 2 dicembre, il mio nobile amico accolse al ministero degli affari esteri alcune deputazioni di alcuni distretti della capitale con indirizzi concepiti nei termini più offensivi pei sovrani d' Europa.

Il 5 dicembre giunse un dispaccio del marchese di Normanby col quale chiedeva quali relazioni diplomatiche doveva egli tenere col governo e il presidente di Francia. Nella riunione del consiglio de' ministri l'opinione generale fu che il governo inglese null'altro avea a fare che astenersi da qualsiasi ingerenza nelle cose interne della Francia.

Tale era la decisione solenne e formale del governo di S. M., approvata dalla regina, e comunicata al suo ambasciatore a Parigi. Essa fu sottomessa all'approvazione di S. M. il 4, rimandata il 5, e inviata poi a Parigi.

Scorsi alcuni giorni, fra i dispacci del ministero degli affari esteri che passarono per le mie mani, trovavasene uno del marchese di Normanby al visconte Palmerston in data del 6 dicembre 1851, ricevuto l'8.

Da quella lettera risulta che il marchese di Normanby ebbe ordine di dichiarare che immutati rimarrebbero i rapporti dell' Inghilterra col governo francese: in quella occasione il ministro francese, sig. Turgot, disse sapere dal sig. Walewski che lord Palmerston aveva manifestata la sua intiera approvazione del colpo di Stato; alla quale comunicazione lord Normanby rispose non essere questo a sua cognizione, ma poter dichiarare essere invariabile massima del governo britannico di nulla operare che avesse sembianza di un intervento, ma che in ogni caso tiene a cuore di conservare sempre amichevoli relazioni colla Francia.

Data lettura di quel documento, lord J. Russell continuò: Io pensai che in seguito a questo dispaccio non avesse a sorgere alcuna grave difficoltà; io chiedeva una spiegazione al mio nobile amico, convinto che egli non la ricuserebbe, e che, senza negare quanto si era detto nella comunicazione fatta al sig. Turgot, da un ambasciatore estero, egli avrebbe spiegato non avere fatto altro che esporre al sig. Walewski la sua opinione, e che lord Normamby d'altronde continuerebbe a seguire le istruzioni del suo governo o che egli si appoggierebbe intieramente sovra documenti ricevuti da altre fonti; ma che in tutte le sue comunicazioni coi rappresentanti dei varii governi dell' Europa a Parigi, egli fu assai sorpreso che il governo inglese non esprimesse alcuna opinione sugli affari interni della Francia.

Tale era la via più sicura, a vero dire. Tuttavia io non ricevetti alcuna dichiarazione dal segretario di Stato degli affari esteri sul senso di quella dichiarazione a Parigi, che l'Inghilterra si fosse dichiarata in favore dell'atto del presidente. Se l'Inghilterra permettesse al suo segretario di Stato degli affari esteri di proclamare una tale opinione, non si potrebbe più dire che essa non intervenne negli affari interni della Francia. A Woburn-Albey, dove io era andato, il 13 dicembre, io riceveva un dispaccio della regina che mi chiedeva spiegazioni sul dispaccio del 6 dicembre. Il 14, ho inviato un corriere al nobile lord; ma niuna risposta; e così anche riguardo ad un secondo dispaccio. Intanto mi pervennero il 17 due dispacci; uno di lord Normamby a lord Palmerston del 16 dicembre, e l'altro, di quest'ultimo a lord Normamby, del 17.

Il nobile lord legge i due dispacci.

Col primo, il ministro britannico a Parigi chiedeva schiarimenti sull'asserzione del sig. Turgot, relativa a quanto si supponeva detto da lord Palmerston al sig. Walewski. Lord Palmerston rispondeva che nel colloquio da lui tenuto col ministro francese nulla v'ebbe d'incompatibile alle istruzioni indirizzate all'ambasciatore della Gran Bretagna a Parigi, nè che avesse apparenza di qualche intervento negli affari interni della Francia, poichè spettava alla nazione francese, e non al segretario di Stato d'Inghilterra nè all'ambasciatore inglese il dichiararsi sugli atti del governo francese.

Quanto all'opinione personale di lord Palmerston, questi nel suo dispaccio dichiara che tale era l'antagonismo fra il presidente e l'assemblea che la loro coesistenza era divenuta impossibile, e che, a parer suo, i dissidii ed i partiti che dividevano l'assemblea avrebbero fatto sì che il trionfo di quest'ultima sarebbe verosimilmente stato il segnale di una guerra civile disastrosa.

Poscia il nobile lord J. Russell soggiunge: Si osserverà che questo dispaccio non è scritto coll'abituale chiarezza del nobile lord e che non risponde alla domanda di lord Normanby, il quale chiedeva se egli dovesse condurre, conformemente alla compiuta approvazione della politica del presidente.

Il segretario di Stato degli affari esteri si colloca in luogo della corona per formolare una opinione sua personale e non quella del governo. Ora, trattandosi di influire moralmente sulla repubblica francese, l'affare è così grave che l'opinione del primo ministro e di tutto quanto il gabinetto avrebbe dovuto essere consultata, e la questione non poteva risolversi senza la sanzione della corona.

Durante la nostra amministrazione, noi abbiamo sempre dato il nostro appoggio morale al governo costituzionale nella Spagna, in Portogallo, in Piemonte. Se ora ci facciamo a sancire quanto operò il presidente in Francia, come potremo più tardi sostenere il governo costituzionale in altri paesi?

Quindi è che io non poteva più consigliare la regina di conservare un ministro che ne aveva disconosciuto le prerogative: il 20 dicembre io esortai la regina a togliere i sigilli degli affari esteri a lord Palmerston; e lo feci da me solo per assumerne tutta sopra di me la responsabilità. La pretesa corrispondenza di Bretavia è così affatto estranea alla demissione del mio nobile amico, il quale per la sua lunga abitudine degli affari si lasciò indurre a non consigliarsi co' suoi colleghi, dimenticando ciò che ei doveva alla corona. Io dichiaro essere stato mio parere che noi non dovevamo imitare l'esempio degli ambasciatori di Russia e d'Austria, i quali si congratularono col presidente di quanto egli aveva operato; ma dichiaro ancora che il presidente ha ponderate le condizioni di Francia, ha adottato il partito che egli stimò più atto ad assicurare la libertà del paese che egli presiede.

Sono dispiacente del linguaggio che una parte della stampa inglese adopera sulle cose della Francia. Ciò mi fa ricordare di quanto avvenne all' epoca della pace d'Amiens: discussioni e trattative moderate avrebbero potuto evitarci le calamità della guerra: ma le diatribe della stampa avvelenarono tutte le trattative e impedirono che la pace continuasse.

Mi dorrebbe moltissimo che la nostra stampa periodica adottasse oggi la medesima tattica. Il gran vantaggio comparativo dell' epoca attuale è che il Primo Console di Francia, malgrado di tutto il suo grande ingegno, ignorava affatto i costumi e la costituzione dell' Inghilterra: mentre l'attuale presidente di Francia sa benissimo sino a qual punto va la libertà o piuttosto la licenza della discussione tra noi. Egli sa parimenti che le più violente invettive dei giornali inglesi non significano punto sentimenti d'ostilità del popolo inglese contro la Francia.

Io sono convinto che mai, in nessun'altra epoca, non fu più necessario che questi due paesi conservassero relazioni di pace e di buon accordo. Mai, in nessun'altra epoca, la pace tra l'Inghilterra e la Francia non fu più atta a contribuire alla causa della civiltà universale. Sono convinto eziandio, dietro tutte le assicurazioni che ho ricevute, che il governo attuale in Francia, che il presidente desiderano mantenersi in termini d'amicizia con l' Inghilterra, e non sarà nostra colpa, non sarà colpa del governo dell'Inghilterra, se quei termini di pace e d'amicizia avessero a indebolirsi. Faccio queste dichiarazioni in presenza soprattutto dell'aumento del nostro bilancio. Voi vedrete dai dettagli che questo accrescimento di spese non supera quanto si fa in tutti i paesi dell'Europa e in America; egli è uopo oggi di uniformarsi ai progressi dell'arte della guerra. L'opinione ferma e deliberata dell'Inghilterra è favorevole alla pace, e, quanto è a me, son d'avviso che la continuazione di una pace permanente è uno dei più gran benefizi di cui possa godere un popolo sulla terra.

Nell'accogliere che noi facciamo, sul nostro suolo, i rifugiati dei varii paesi del mondo, noi ci atteniamo alla politica antica e tradizionale di questo regno, il quale (giusta l'espressione di Waller) fu destinato provvidenzialmente ad essere il rifugio della umanità sfortunata.

Concludo dichiarando esser assai lontano dalla mia idea di voler accrescere il timor panico. La saggezza e la prudenza c'impongono di adottare misure di precauzione, ed io dichiaro formalmente che in questo momento non esiste tra noi e veruna potenza dell'Europa ed altrove alcun soggetto di disputa.

Mi gode l'animo nel dire che i nostri rapporti internazionali sono pienamente pacifici; e spero che tali proseguiranno ad essere; e pur deplorando gli eventimenti che successero sul continente europeo, eventimenti che non sono che la immancabevole conseguenza della risoluzione del 1848, m'auguro che la pace e la civiltà potranno ancora far de' progressi migliorando la condizione del mondo: che la libertà politica potrà finalmente stabilirsi, e che ella, aiutata dalla Religione, governerà i cuori degli uomini, e produrrà la concordia e la felicità dell'universo. (*Applausi*)

Lord Palmerston crede suo dovere sottoporre alla Camera alcune osservazioni intorno a quanto ha detto lord John Russell. Egli incomincia dal rimpiangere la taccia di essere incoerente nelle proprie opinioni, e manifesta le sue vive simpatie per la causa della monarchia costituzionale: accenna quindi al discorso da lui pronunciato in risposta alle deputazioni d'Islington e di Finsbury che lo ringraziavano della protezione accordata ai rifuggiti ungaresi in Turchia, e dichiara che quantunque nulla avesse detto in quella occasione che non fosse noto a tutti esser suo pensiero, non prevedeva che le sue parole sarebbero state pubblicate ed interpretate come una dichiarazione importante emanata dal governo medesimo. Venendo poi a ragionare del contegno adottato dopo il colpo di Stato del 2 dicembre, lord Palmerston afferma avere il giorno 5 di quel mese manifestata realmente al conte Walewsky in conversazione orale l'opinione espressa nella fine del dispaccio letto da lord J. Russell: il conte Walewsky comunicò i particolari di quella conversazione al ministro francese degli affari esteri. Nello stesso giorno 5 dicembre proseguì lord Palmerston, l'ambasciatore di S. M. a Parigi scrisse chiedendo istruzioni intorno al contegno che doveva serbare a nome del governo. Io richiesi al consiglio della sua opinione, e dettai in conseguenza un dispaccio che fu sottoposto all'approvazione di S. M. L'ambasciatore di S. M. ebbe istruzione di non arrecare nessun cangiamento nelle sue relazioni col governo francese, e di non far nulla che potesse aver l'apparenza d'intervento nelle faccende interne della Francia. (*Ascoltate, ascoltate*) Nulla era in siffatte istruzioni che dovesse esser comunicato al governo francese. Il marchese di Normanby però credette dover comunicare al ministro francese degli affari esteri la sostanza delle istruzioni ricevute, aggiungendovi delle scuse per il ritardo arrecato nel fare questa comunicazione.

Il ministro francese rispondeva che due giorni prima un dispaccio del rappresentante diplomatico della Francia a Londra lo aveva fatto consapevole della sua opinione. Dopo aver letto il dispaccio di lord Normanby, che accenna a questo fatto, lord John Russell mi scrisse in data del 14 dicembre; io essendo gravato di molte occupazioni risposi la sera del 16, e la mia risposta giunse al nobile lord la mattina del 17. Il tenore della mia risposta era che le mie parole erano state alquanto colorate, ma che a parer mio essendovi conflitto tra il prendente e l'assemblea legislativa era da desiderare per l'unità dell'autorità e nel interesse della tranquillità della Francia che prevalesse il presidente, e non l'assemblea, il cui trionfo non aveva altra alternativa se non la guerra civile o l'anarchia. Lord John Russell mi rispondeva vedersi costretto a considerare come necessario ch'io non avessi più nelle mani la direzione del ministero degli affari esteri: la controversia fra noi non essere se il presidente avesse o no ben fatto, ma bensì se io avessi oppur no avuto ragione di esprimere una opinione a tal riguardo. Anche io replicava essere ammessa e ben nota nella diplomazia la differenza che corre fra le conversazioni ufficiali, che vincolano i governi, perchè ne esprimono le opinioni, e le conversazioni non ufficiali, le quali non possono vincolare i governi, perchè riflettono soltanto le opinioni del momento de' ministri che parlano. Lord Palmerston soggiunge che dopo questa sua risposta lord John Russell gli diede avviso, che aveva cessato di esser ministro degli affari esteri, ed afferma che il suo parere sulle cose di Francia fu diviso ed espresso presso a poco negli stessi termini da altri ministri, fra cui nomina segnatamente il presidente del consiglio (lord Lansdowne), il cancelliere dello scacchiere (sir Carlo Wood), il segretario di Stato per le colonie (lord Grey) e lo stesso vice-presidente del ministero del commercio, attualmente segretario di Stato per gli affari esteri (lord Grandville).

Lord Palmerston rammenta quindi, che quantunque soventi volte accusato di appicar fuoco e di promuovere guerra, egli durante la sua amministrazione ha sempre saputo serbare le amichevoli relazioni fra l'Inghilterra e gli altri Stati del mondo. Nel dirigere, conchiude il nobile visconte, gli affari di questo paese in tempi irti di grandi difficoltà ho avuta la buona fortuna di essere istrumento di pace e di promuovere in pari tempo la prosperità degl'interessi dell'Inghilterra (*ascoltate, ascoltate*), ed io penso poter dire che nel ritrarmi di carica ho trasmesso al mio successore l'onore e la dignità dell'Inghilterra senza macchia, e la sua fama alto collocata nella stima di tutte le nazioni del mondo. (*Vivi applausi*)

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi, 6 febbraio*. Il *Moniteur* non contiene alcun importante decreto.

Pare certo che il principe Girolamo non abiterà il Piccolo Lussemburgo, i cui appartamenti non saranno disposti che pei ricevimenti solenni nella sua qualità di presidente del senato. La residenza abituale dell'ex-re continuerà ad essere il palazzo degli Invalidi di cui conserva il governatorato, nel custodire sino all' ultimo le preziose spoglie di suo fratello l'imperatore.

— Si assicura che lord Cowley, nuovo ambasciatore della regina Vittoria presso il governo francese, prenderà possesso della legazione inglese a Parigi domenica (8).

Spagna. Si legge nella *Correspondance Havas*:

Oggi nuovi dispacci telegrafici sono arrivati a Parigi, che fanno sperare che la ferita della regina non sarà pericolosa. Uno di questi dispacci, inviati da Madrid il 2 febbraio a 3 ore p. m., fa conoscere finalmente la natura di questa ferita, come anche le circostanze dell'attentato e la professione dell'assassino. Esso è così concepito:

« Nell'escir del palazzo per andare alla chiesa d'Atocha, la regina, circondata dalla sua Corte, è stata ferita da un colpo di pugnale al fianco.

« Il colpevole è un curato, che è stato arrestato.

« La ferita, a quanto si crede, non è pericolosa, e la regina è di forte animo.

« L'interesse e l'ansietà sono grandi. »

Un altro dispaccio inviato da Madrid il 3 febbraio, a 9 ore del mattino, s'esprime in questi termini:

« Giusta l'avviso dei medici, non si è manifestato nella regina alcun sintoma sfavorevole; S. M. ha dormito gran parte della notte. »

Finalmente un terzo dispaccio, pure del 3, a 2 ore pom., del quale ecco il testo:

« La regina ha passato la mattina tranquillamente: la febbre e l'infiammazione locale, tutte e due inevitabili, sono moderate. »

P. S. Dispacci telegrafici, posteriori a quelli dati qui sopra, annunziano che la suppurazione della ferita della regina s'opera in modo regolare, e che non è sopravvenuto alcun incidente.

Inghilterra. *Londra, 4 febbraio*. Nella seduta della Camera de' comuni del 4 febbraio sir Molesworth annunziò che appena la relazione della commissione d'inchiesta sulle attuali condizioni della colonia del Capo di Buona-Speranza sarà distribuita, egli chiamerà l'attenzione della Camera sopra essa relazione, e che sottoporrà varie risoluzioni alla adozione dell'assemblea.

Il sig. Hume annunziò per martedì (10) una mozione intesa a rinnovare la commissione incaricata di fare un'inchiesta sulla questione di mantenere o no l'*income-tax*.

La Camera adottò definitivamente l'indirizzo in risposta al discorso della corona, indirizzo che, secondo l'uso, non è altro che la parafrasi fedele del discorso reale.

— *Del 5*. Alla Camera dei comuni, tornata del 5 febbraio, lord Dudley Stuart annunziò che quanto prima dimanderebbe comunicazione di alcuni documenti relativi alla residenza dei rifugiati politici, e che devono essere stati spediti da parte di alcuni governi esteri.

Lord J. Russell depose sul tavolo del presidente il progetto di trattato con la Francia, concernente la proprietà letteraria.

Alemagna. *Berlino, 3 febbraio*. La seconda Camera di Prussia era stata invitata dalla prima Camera ad occuparsi immediatamente delle mozioni relative al ristabilimento della costituzione, già adottate in una prima votazione dalla stessa prima Camera.

Ma la seconda Camera ha, nella seduta d'oggi, deciso di non esaminare quelle mozioni se non dopo che la prima Camera abbia, conformemente alla costituzione, emesso un secondo voto in loro favore. Quindi passò all'esame del bilancio dell'esercizio corrente.

— Si dice che il congresso doganale si aprirà in Berlino il 1° marzo.

— Finora i consoli delle potenze estere, specialmente invi at dai loro governi in Prussia, erano stati esenti dall' imposta; ma in seguito ad una risoluzione del ministero di Stato, essi saranno per lo innanzi soggetti all' imposta.

— Lo sgombro dell' Holstein per parte delle truppe federali sembra un fatto positivo.

— *Stoccarda, 3 febbraio*. Il foglio ufficiale pubblica un decreto col quale si scioglono tutte le associazioni democratiche.

Danimarca. *Copenaghen, 4 febbraio*. Il ciambellano Bille è partito per Londra, dove egli assumerà l'esercizio delle sue funzioni di ambasciatore del re alla corte di Saint-James.

Il conte di Rewentlow-Criminil è partito per Pfolstein a fine d'installarvi il governo del re.

Il volksting, nella seduta del 31 gennaio, ha deciso all' unanimità di ascoltare l'esposizione dei motivi delle interpellanze annunziate dal sig. Krieger relativamente all' ordinanza reale riguardante la nuova organizzazione della monarchia.

Russia. La *Gazzetta del Baltico* assicura che le lettere di Varsavia, ricevute a Stettino, non fanno alcuna menzione dell' ukase dell' imperatore di Russia, col quale si sarebbe vietata l' esportazione dei grani. Uno dei corrispondenti si sarebbe indirizzato all'autorità superiore in Polonia, e ne avrebbe avuto in risposta, che non si pensa a prendere una simile disposizione: anche le lettere di Riga e di altre città della Russia non parlano di tale divieto.

Turchia. L'*Indicatore di Stato* prussiano pubblica un dispaccio pervenuto da Costantinopoli in data 24 gennaio, col quale si conferma che la questione dei Luoghi Santi fu risolta sulla base del trattato conchiuso nel 1760.

Si ignora come siasi ottenuto tale scioglimento; ma tutti sembrano soddisfatti, non eccettuato il sig. di Lavalette.

America. *Stati-Uniti*. L'*Atlantico*, partito da Nuova York il 24 gennaio ultimo e arrivato a Liverpool il 4 corrente febbraio, recò la notizia che al momento della partenza del piroscafo si sapeva a Nuova-York, che l'incaricato d'affari d'Austria avea interrotto ogni relazione diplomatica col governo degli Stati-Uniti, e reso conto al proprio governo della sua condotta.

E. Leone gerente.

Rettificazione

Nel num. di sabato, pag. 2, col 3 linea 48, leggasi *Gli individui condannati a più di tre mesi di prigionia* ecc. con quel che segue del paragrafo.

COMUNE DI SARTIRANA (*Lomellina*)

Trovandosi vacante la cattedra per le Scuole Comunali maschili di prima elementare, con l'annuo assegnamento di L. 600, s'invitano tutti gli aspiranti a presentare le loro domande in iscritto, corredate dalle regolari patenti di Metodo, con tutto il mese di aprile 1852, notificando loro, che la nomina avrà luogo nel maggio successivo.

Avv. Nigra, *Sindaco*.

AVVISO

I signori Giacobino e Rizzetti, esercenti l'Albergo del **Bue Rosso** in Torino, avendo stabilito una Vettura in coincidenza colla Strada ferrata, annunziano al Pubblico che la partenza della medesima dal detto albergo ebbe principio dall'11 corr. gennaio e continua giornalmente il suo corso.

www.internetculturale.it

SOCIETA' ANONIMA PIEMONTESE

PER L'ILLUMINAZIONE A GAZ DEL NORD

A norma degli articoli 9 e 10 dello Statuto si invitano i signori Azionisti della medesima di versare entro giorni 45 il terzo sesto delle loro rispettive azioni alla Cassa della Società, presso i signori fratelli Sclopis, via Conciatori, num. 34.

RENDICONTO

della seduta dell'adunanza generale

tenutasi il 14 scorso mese.

In seguito alla seduta dell'adunanza generale, che ebbe luogo la sera del 14 scorso mese, il comitato di direzione a soddisfazione di quei socii, che non poterono intervenirvi, si reca a dovere di darne un rendiconto sommario.

Raccoltisi i socii in numero più che bastante per rendere legale l'adunanza, dopo breve allocuzione fatta dal vice-presidente dell'assemblea generale, il presidente del comitato di direzione diede ragguaglio con ragionato discorso di tutte le operazioni amministrative eseguite dal comitato medesimo, e sviluppò analiticamente i risultati, che ne seguiranno; quindi comunicò il livello generale eseguito su tutti i punti della città con totale soddisfazione dei socii presenti.

Parlò poscia della parte finanziaria, e rese conto delle somme esatte, e delle ripartizioni fatte nelle diverse categorie, con un esatto bilancio unanimemente approvato, ed ostensibile agli azionisti presso la segreteria.

Finalmente annunziò, che tutte le opere si spingono colla massima alacrità, a segno che nel prossimo autunno la società sarà in istato di somministrare il gaz ai cittadini.

Per il comitato di direzione

FELICE M. FRESIA *segr.*

I GAUDENZIO ALBANI *direttore gerente.*

HUITRES

M.r Sotumier, demeurant à Nice Maritime, a l'honneur d'informer les gourmets de la capitale, que dès le premier septembre p. p. il a établi un parc aux huitres à Nice, dans lequel il fait parquer les huitres blanches, qu'il reçoit directement de ses parcs de Cancale, par la voie de Dieppe, ainsi que les vertes de Marennes et d'Ostende, ce qui le met à même de fournir à Turin les huitres les plus réputées, aussi fraîches et aussi bonnes qu'à Paris.

Son dépôt est au magasin de MM. BARELLI fils, ABATE et C. (*palazzo della Città*), où il expédie par tous les courriers les huitres pêchés dans la journée.

MAISON DE LA VILLE DE LYON

Rue du Théâtre d'Angennes, n. 35, au 1.er

Beaux assortiments en soieries pour soirées; ce qui s'est fait de plus riche et de plus nouveau pour la saison actuelle. — Magnifique choix de Châles cachemire Ternaux longs et carrés, dessins du dernier goût.

AVVISO

I proprietarii dell'Albergo del Gran Mogol avvertono il pubblico, che l'entrata alle loro scuderie, capaci di 80 cavalli, è trasferta sulla piazza Carlo Felice, verso mezzogiorno.

Essi continuano il loro negozio in legname da lavoro sia nella corte dell'Albergo, come nella loro propria casa detta del *Viaggiatore*, in Borgo S. Salvario.

Da affittare

annualmente o per istagione

Elegante VILLA signorilmente arredata, con Oratorio interno, bagno, bigliardo ed altri accessorii di comodo e di lusso, con giardino, serra, scuderia e rimessa, situata in vicinanza di Moncalieri, a pien meriggio, con ampia veduta circoscritta dal cerchio delle alpi.

Dirigersi in Moncalieri al sig. Gioanni Ceresòle, corista, al suo negozio, contrada S. Croce, casa propria.

DA VENDERE IN TORINO

Una pezza di terreno fabbricabile, fuori Porta Susa. — Dirigersi al notaio Albasio, via d'Italia, n.° 7, piano 2.°

VENDITA

Di una CASCINA nel territorio di Santhià, provincia di Vercelli, di ett. 26, are 67, cent. 24 (g.te 70).

Dirigersi in Torino dal sig. notaio coll. Secondino-via del Fieno, num. 47, 1.° piano, e in Cavaglià, provincia di Biella, dal sig. notaio Barbisio, ambi incaricati di detta vendita.

AFFITTAMENTO

Del podere chiamato il *Castello delle Apertole*, in territorio di Livorno Vercellese, diviso in due lotti.

Per le indicazioni dirigersi all'Economo locale, e per la visione dei capitoli all'Azienda della Casa di S. A. R. il Duca di Genova, in Torino.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Tre Camere al quarto piano, due con vista verso Dora Grossa, ed una cantina, in casa Laugier, via delle Fragole, num. 1.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 10 membri al 2.° piano con vista in due vie e 4 grandi balconi, via S. Tommaso, num. 3.

Dirigersi al portinaio ivi od al proprietario, via dei Guardi Infanti, n. 4, piano 3.°, primo uscio a destra.

DA AFFITTARE al 1.° luglio: n. 7 camere al 3° piano e due sotterranei, con vista sul viale del Re, n. 20. Visibile dal mezzodì alle 4 di sera. — Dirigersi al portinaio.

INTENDANCE DE LA PROVINCE DE TARANTAISE

AVIS

Par ordonnance de ce jour, monsieur l'intendant de la province de Tarentaise a ordonné, conformément à l'article 25 de l'édit royal du 30 juin 1840, la publication de la demande qui lui a été présentée par monsieur l'ingénieur Pillet, directeur des mines et usines royales de la Savoie, pour obtenir la concession d'une mine de houille qui se trouve sous le num. 3846 1/2 de la mappe de la commune de Peisey, sur une étendue de 72 hectares environ.

Les personnes qui auraient des oppositions à former contre la dite demande sont invitées à les présenter à ce bureau d'intendance dans le délai d'un mois à partir de la date de l'insertion du présent dans la Gazette officielle de Savoie.

Moûtiers, le 4 février 1852.

Le secrétaire-régent de l'intendance

JANOLI.

NOTA

A maggiore spiegazione della nota inserta nel N. 25 di questa Gazzetta, si rende di pubblica ragione, a scanso d'equivoci, che la società tra i signori Nota, Patrone e Borletti, contratta colla scrittura 26 febbraio 1851 per l'esercizio di un negozio in ferramenta e chincaglie, è affatto separata ed estranea al negozio in egual genere dal consocio signor Secondo Nota in particolare esercito in casa Viretti, via di Po, e che quello sociale trovasi stabilito in casa Natta, piazza S. Carlo.

Thomitz caus. coll.

NOTA

Con atto del 4 corrente febbraio, passato alla segreteria del tribunale di prima cognizione di questa città, il signor Marcello Buniva, tanto pel suo interesse proprio, che per quello delle sue sorelle Annetta e Nicolina, dichiarò di accettare, col beneficio d'inventario, l'eredità defertasi dal proprio loro genitore Giacinto Giuseppe Buniva, per la di lui morte *ab intestato* avvenuta in questa città il 22 scorso gennaio.

Durandi caus. coll.

NOTA

Con iscrittura del 1.° corrente mese, venne contratta società fra i signori Gioanni Frisetti, Pietro Rosso, Paolo, e Federico, fratelli Mazzonis, sotto la firma, comune ai tre primi socii, *Gioanni Frisetti e Comp.*, pel commercio, in questa città, di cotoni, lane e lini filati e tessuti, durativa per anni 5, come dall'estratto depositato in Consolato.

Torino, il 31 gennaio 1852.

NOTA

Essendosi fra i signori notaio Luigi Faldella, Natale Garda e coniugi Selicorni, contratta società per l'esercizio del negozio da caffè e trattoria, sotto l'insegna del Lombardo-Veneto, posto in questa città, ai patti contenuti nella scrittura depositata al Magistrato del Consolato di Torino, il sottoscritto ne fa avvertito il pubblico per ogni effetto di ragione avvenire, e principalmente per avvertire non essere in facoltà del notaio Faldella cedere nè il negozio, nè le sue ragioni.

Francesco Selicorni.

NOTA

Avanti questo regio tribunale di prima cognizione, ed all'udienza che sarà da esso tenuta il mattino del 24 del prossimo mese di febbraio, ore 9 precise, avrà luogo ad instanza di Luisa Quaglia, vedova Michelotti, residente a Caselle, a pregiudicio dell'avvocato Giacomo Michelotti, residente a Lanzo, il primo incanto dei beni da questo posseduti sul territorio di Lanzo, composti di case, campi, prati, vigne, boschi, ripe e gerbidi, ampiamente descritti, designati e coerenziati nel bando rilasciato dal segretario del tribunale il 22 cadente mese.

Tale vendita avrà luogo in un sol lotto, e l'incanto verrà aperto sul prezzo di L. 4,600 dalla instante offerto, ed a quegli altri patti e condizioni dallo stesso bando apparenti.

Torino, li 25 gennaio 1852.

Galfrè sost. proc. de' poveri.

FALLIMENTO

di Basilio Bianco, già negoziante calzolaio a Camiana.

Si avvisano i creditori verificati e giurati di questo fallimento, di comparire nelle sale di questo tribunale, alle ore 9 di mattina del giorno 24 corrente mese, avanti il signor giudice commissario, onde deliberare sulla formazione del concordato.

Pinerolo, il 6 febbraio 1852.

Gastaldi, segr.

GENOVA 7 FEBBRAIO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60 gior. d	Ln.	f	85 1/2 L.
Amsterdam	id.	»	2	12 —
Ancona	90 id.	»	5	68 —
Augusta	id.	»	2	23 — D.
Barcellona	id.	»	2	81 — D.
Bologna	id.	»	5	14 —
Firenze	id.	»	5	14 —
Lione	id.	»	—	82 3/5
Livorno	id.	»	—	82 3/8
Londra	3 mesi	»	25	12 — D.
Marsiglia	30 giorn	»	—	99 2/32
Messina	60 id.	»	12	90 — D.
Milano	30 id.	»	—	84 1/4 L.
Napoli	id.	»	4	30 1/4 D.
Palermo	60 id.	»	12	90 — D.
Parigi	30 id.	»	—	99 3/4
Roma	id.	»	5	08 1/4
Torino	id.	»	—	99 1/2
Trieste	id.	»	2	03 1/2 D.
Venezia	id.	»	—	84 3/8
Vienna	id.	»	2	08 1/4 D.

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.			
Cedole di Genova	Ln.	96	— Off.
id. *Sarde*	»	93	1/2
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»		
Prestito Obbligatorio	»	88	1/2
Obbligazioni prestito volontario	»	89	1/2
id. *della Città nuove*	»	935	—
Prestito Obbligazioni 1850	»	930	— D.
id. 1 *gennaio*	»	—	—
Prestito Toscano	»	89	3/8
Azioni della Banca	»		—
Sconto sopra Genova e Torino	»	1735	—
	»	4	p. c.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 7 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: gior. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: gior. pr. dopo bor	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine mese prossimo: gior. pr. dopobor.	pel fine mese prossimo: nella matt
1819 5 0/0 god. 1 s.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre	90 75					
1849 » » 1 genn.	80 10 10	89 50		89 90 90		
1851 » » 1 diecm.	88	75 75				
1831 Obbligaz. 1 genn.	965	88				89 p.5
1842 » 1 8-bre.	940 935					marzo
1850 » 1 agosto	937 50	927				
1844 5 0/0 Sard. 1 luglio		50				
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— *Banca di Savoia*						
Città di (4 0/0 oltre l'inter. decor.						
Torino (5 0/0 1 sg.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc.del Gaz (ant.) gen.						
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fisso 31 x.bre						
Via fer. di Savigliano 1 genn.						
Bollini presso Collegno 1 giugno	405	410				

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	253 1/2 —	253 — —
Genova sconto	4 p. 1/4	— — —
Francoforte S. M.	210 1/2	— — —
Lione	99 90	99 25 —
Londra	25 35	25 12 1/2
Milano	—	— — —
Parigi	99 90	99 30 —
Torino sconto	4 p. 1/4	— — —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 06 —	20 08 —
— di Savoia	20 71 —	20 73 —
— di Genova	79 23 —	79 40 —
Sovrana nuova	35 08 —	35 15 —
— vecchia	34 96 —	35 — —
EROSO misto		
Perdita	3 75	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
GREGGIE	10—11		
	11—12		
	13—14		
	14—16		
	16—20		
ORGANZINI	20—21	76	
	21—22	75 50	
	22—23	74 50	
	23—24	73	
	24—25	71 50	
	25—26	74	
	26—27	70	
	27—28	69	
	28—30	68	
	30—32	67	65 75
	32—36		
	36—40		
TRAME	20—22		
	22—24		
	24—26		
	26—28		
	28—30		
	30—32		
	32—36		
	36—40		
MERCI DIFERSE	Doppio filato		
	Morezza scevra di gal		
	lettame		
	Straccia		

BORSA DI PARIGI *del 6 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 103 40, è sceso a 102 75, e chiude a 102 80.

Il 3 0/0 resta a 64, 60.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 75.

Le azioni della Banca di Francia a 2640.

TEATRO REGIO

Martedì 10 corr. febbr. avendo luogo il

BALLO DI BENEFICENZA

La Rappresentazione della detta sera, spettante all'*a* piccolo, viene differita alla sera del successivo

Venerdì 13 corrente febbraio

Martedì 17 corr. si produrrà la nuova opera del M.stro Verdi

RIGOLETTO.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Stravaganza e rassegnazione.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Mademoiselle de Seiglière.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: — *Nabucco*, musica del maestro Verdi. — Ballo le 4 *Nazioni.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il rapimento della ricamatrice.*

— L'ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici darà fra breve in unione alla comp. Dramm. Capella alcune rappresentazioni mimico-danzanti al suddetto teatro.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Le streghe di Benavento.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Masseppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita— Ballo *Il cuore delle donne.*

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 35 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDI' 10 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

Anno (6 mesi, 3 mesi)
Per Torino
Per le Provincie
Per l'Estero
Inserzioni volontarie, 30 cent.; obbligo stretto

PARTE UFFICIALE

Coerentemente al disposto dall'articolo 2 della legge 7 luglio 1851, portante approvazione del bilancio dei lavori pubblici, S. M. ha confermato in udienza del 28 gennaio 1852 il trattenimento di cui era provvisto sul bilancio medesimo il cav. Gioachino Reyneri, ingegnere di prima classe nel Genio civile.

Nell'udienza poi del 2 corrente mese di febbraio la M. S. ha fatto le seguenti disposizioni, cioè:

Ha nominato ad aiutante anziano nel Genio civile l'aiutante di prima classe Francesco Comoglio;

Ed ha approvato il piano di abbellimento della città di Mentone formato dall'ingegnere Dorlotti, non che il regolamento per la sua esecuzione.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino*, 9 *febbraio*.

Il Senato, nella tornata d'oggi, sentite alcune rettifiche fatte dal senatore Giulio alla sua relazione sopra il bilancio delle spese generali, approvò il bilancio attivo e passivo del Monte di riscatto di Sardegna con voti favorevoli 45 contro 7; non che le categorie dei bilanci passivi dell'Azienda generale degli Esteri, delle strade ferrate, e dell'erario ossia delle spese generali.

Oggi la Camera dei Deputati discusse l'articolo del progetto di legge ministeriale sulla stampa, e ne approvò il primo alinea emendato.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

D — *Programma di Fisica*.

(*Veggasi il Regolamento nella Gazz. Piem. num.* 30)

1. Oggetto della fisica — Sua distinzione dalla chimica e storia naturale — Che così s'intenda per legge fisica, per fenomeno, per forza, quali e quante sieno le forze naturali — Definizione delle parole, *materia*, *corpo*, *molecole*, *atomi*, *elementi* — Divisione dei corpi in organici ed inorganici, in ponderabili ed imponderabili, in semplici e composti — Stato dei corpi solido, liquido ed aeriforme — Massa — Densità — Volume — Proprietà generali, essenziali ed accidentali dei corpi — Loro enumerazione e dimostrazione — Dimostrazione della legge d'inerzia.

2. Statica — Equilibrio — Modo di rappresentare le forze con numeri o con linee rette — Risultante di due o più forze applicate ad un punto — Dimostrazione sperimentale del parallelogrammo delle forze — Dimostrazione teorica della principale proprietà della risultante — Risultante di due o più forze parallele — Casi eccezionali nei quali non si dà per due o più forze una risultante unica — Coppia — Modo di ridurre all'equilibrio più forze.

3. Centro delle forze parallele — Dimostrarne l'esistenza e definirne il principale carattere — Gravità — Sua origine, direzione e relativa intensità riguardo alla distanza dal centro della terra per i corpi collocati fuori o dentro la superficie di essa — Identità della gravità per tutti i corpi — Differenza tra la gravità ed il peso — Centro di gravità — Sue proprietà — Centro di gravità della linea retta, del circolo, del parallelogrammo, del triangolo, della sfera, del cilindro, ecc. — Modo di determinarlo fisicamente — Linea di direzione — Base dei corpi — Equilibrio d'un corpo sospeso per un filo o sorretto da un piano orizzontale — Equilibrio stabile, instabile, neutro — Condizioni della stabilità dell'equilibrio — Applicazioni delle leggi dell'equilibrio ai corpi degli animali.

4. Macchine semplici — Leve — Punto di appoggio, potenza, resistenza — Bracci di leva — Condizione generale di equilibrio nelle leve, relazioni tra le forze, i bracci di leva, ed i tempi — Principio delle velocità virtuali — Istrumenti riferibili alla leva — Argano — Verricello — Stadera — Bilancie — Condizioni indispensabili per la esattezza e sensibilità delle bilancie — Metodi delle doppie pesate — Puleggia fissa e mobile — Dimostrare le condizioni di equilibrio per una sola puleggia e per un complesso di puleggie disposte in modo che le varie funi o le parti di una stessa fune avvolte alle medesime sieno parallele tra di loro — Piano inclinato — Dimostrare le leggi dell'equilibrio dei corpi sul piano inclinato nei casi in cui la potenza agisce parallelamente alla lunghezza od alla base del piano inclinato — Applicazione alle strade rotabili e monti, ed alla vite — Condizione di equilibrio nella vite.

5. Resistenze — Varie specie di attriti, loro causa, leggi dedotte dall'esperienza, modo di misurarli e di attenuarne gli effetti — Vantaggio degli attriti nella natura e nelle industrie — Resistenza dei mezzi — Relazione tra la resistenza dei mezzi, la loro densità e la velocità dei corpi moventisi dentro di essi — Rigidezza delle funi — Quale influenza esercitino l'attrito, i mezzi e le funi sulle macchine nei due casi di equilibrio e di movimento.

6. Dinamica — Forze istantanee, continue, variabili, costanti, acceleratrici — Velocità — Modo di rappresentare le velocità — Dimostrare la relazione che esiste tra le forze, le velocità e le masse dei corpi — Quantità di moto — Misura delle forze — Moto — Uniforme — Moto uniformemente accelerato — Moto uniformemente ritardato — Dimostrazione delle leggi di questi tre moti.

7. Leggi della caduta dei gravi — Dimostrazione sperimentale di queste leggi — Macchina d'Atwood — Piano inclinato di Galileo — Ascesa verticale dei gravi — Relazione tra gli spazii, le velocità ed i tempi nella caduta e nella ascesa dei gravi — Soluzione di problemi riferibili alla caduta ed all'ascesa verticale dei gravi — Caduta dei gravi per piani inclinati, per linee poligonie e curve — Dimostrare in che rapporto stanno tra di loro la gravità relativa e l'assoluta; quale sia a parità di tempo la relazione tra la velocità e lo spazio lungo il piano inclinato, e la velocità e lo spazio lungo la verticale — In che ragione sieno tra di loro i tempi impiegati a percorrere l'altezza e la lunghezza del piano inclinato — Quale sia la velocità acquistata al fine della caduta lungo del piano.

8. Moto composto — Curvilineo — Quali e quante forze sieno necessarie per ottenere questo moto — Moto dei gravi scagliati in direzione obliqua alla gravità — Moto centrale — Forza di proiezione — Forza centripeta — Forza centrifuga — Dimostrare che nel moto circolare la centrifuga sta in ragion diretta del raggio e della massa, ed in ragione inversa del quadrato del tempo periodico, ossia che $F = \frac{4\,m\,\pi^2\,r}{t^2}$ — Influenza della forza centrifuga sulla intensità della gravità nei vari punti della terra e sulla forma del globo terracqueo — Applicazione del moto centrale al moto dei pianeti — Risultati sperimentali della forza centrifuga. — Pendolo — Semplice e composto — Causa motrice del pendolo — Leggi del pendolo semplice — Isocronismo — Come si spieghi tale isocronismo negli archi minimi — Influenza dell'aria e degli attriti sul moto del pendolo — Riduzione del pendolo composto al pendolo semplice — Come serva il pendolo alla misura del tempo, e della intensità della gravità nei vari punti del globo — Quali sieno le cause che rendono ineguale la forza della gravità dall'equatore ai poli.

9. Urto dei corpi sferici che si muovono sulla stessa linea retta in direzione identica od opposta — Quale sia la velocità comune che si stabilisce dopo l'urto di due corpi sferici elastici o non elastici, incontrantisi sulla stessa linea centrale in direzione identica od opposta — Dimostrazione delle formole relative — Che cosa s'intenda per forza viva — Dimostrare che nell'urto dei corpi elastici la forza viva è la stessa avanti e dopo l'urto — Moto riflesso — Dimostrare che nel moto riflesso d'un corpo elastico contro d'un piano resistente i due piani d'incidenza e di riflessione coincidono, e che l'angolo di riflessione è uguale all'angolo d'incidenza.

10. Dello stato liquido dei corpi — Carattere essenziale della liquidità — Condizione generale di equilibrio per i liquidi — Principio di uguaglianza di pressione per i liquidi dimostrato sperimentalmente — Condizioni di equilibrio per le molecole collocate alla superficie di un liquido, ed applicazione di questo teorema alle acque che sono entro di un vaso o che ricoprono la superficie del globo — Condizioni di equilibrio di più liquidi eterogenei contenuti entro d'un vaso — Condizioni dell'equilibrio di un liquido omogeneo o di due liquidi eterogenei nel sifone — Livella ad acqua — Doccioni.

11. Pressione dei liquidi sul fondo orizzontale dei vasi — Dimostrare teoricamente e sperimentalmente che tal pressione uguaglia sempre un prisma o cilindro retto del liquido di base pari al fondo premuto e di altezza uguale alla distanza verticale della superficie libera da tal fondo — Paradosso idrostatico — Torchio idraulico — Pressione sulle pareti laterali dei vasi — Centro di pressione — Differenza del centro di pressione dal centro di gravità.

12. Peso dei corpi immersi totalmente od in parte nei liquidi — Dimostrazione teorica e sperimentale del principio di Archimede — Condizione dell'equilibrio dei corpi immersi e galleggianti nei liquidi — Spinta dei liquidi — Stabilità di equilibrio nei corpi galleggianti — Applicazione di questi principii alle navi — Peso specifico dei corpi solidi e liquidi — Unità di peso specifico — Modo di determinarlo colla bilancia idrostatica, e cogli areometri — Descrizione e teoria degli areometri di Farcheneit, di Nicolson, e degli areometri a immersione variabile — Alcoometro di Gay-Lussac.

13. Scolo dei liquidi da un orifizio — Velocità del liquido sgorgante — Dimostrazione sperimentale di tale velocità — Vena fluida — Contrazione della vena — Sezione contratta — Modo di valutare la portata di un orifizio nel caso che il livello si mantenga costante nel vaso — Battente d'acqua — Modulo d'acqua secondo la nuova legislazione piemontese — Influenza della forma dei tubi aggiunti alla luce sulla portata di questa — Velocità delle acque nei vari punti della sezione d'un fiume — Modo di determinarla — Modo di determinare la quantità d'acqua di un ruscello o d'un fiume in un dato tempo, ed in una sezione determinata del filone.

14. Pneumatica — Gaz — Proprietà fisiche dei gaz — Gravità ed elasticità dei gaz — Atmosfera — Costituzione dell'atmosfera — Ossigeno — Azoto — Acido carbonico — Vapore acqueo — Quali di questi elementi servano alla respirazione degli animali, alla vegetazione delle piante, ed alla combustione — Principali proprietà fisiche dell'aria — Compressibilità ed elasticità — Peso dell'aria — Prova diretta di questa proprietà — Prove indirette — Storia di questa scoperta — Sperienze di Torricelli ed Pascal.

15. Barometro a vaschetta ed a sifone, loro costruzione e teoria — Condizioni necessarie per la loro esattezza e precauzioni per valutarne l'altezza — Quale sia lo scopo diretto del barometro — Applicazione del barometro alla misura delle altezze — Variazioni periodiche ed irregolari del barometro — Sue indicazioni meteorologiche.

16. Legge di Mariotte sulla elasticità, pressione, densità e volume dei gaz — Dimostrazione sperimentale e limiti di questa legge — Dimostrare che, ove la temperatura fosse costante, le elasticità e densità degli strati atmosferici decrescerebbero in progressione geometrica crescendo le loro distanze dal suolo in progressione aritmetica — Forma dell'atmosfera, altezza della medesima — Eguaglianza di pressione nell'aria e nei gaz — Prova sperimentale di questo principio, applicazione del principio di Archimede ai corpi immersi nell'aria — Peso specifico dei gaz — Globi aerostatici.

17. Pressione esercitata dall'atmosfera sur un centimetro quadrato, sulla intera superficie della terra e sulla superficie del corpo umano — Ragioni per cui l'enorme pressione dell'atmosfera non è sentita dall'uomo, e non ne impedisce il libero suo esercizio muscolare di esso — Effetti che produce nella economia animale l'aumento o la diminuzione di tal pressione — Campane pneumbarie — Descrizione e teoria della macchina pneumatica — Sue parti essenziali — Utilità di due corpi di tromba — Modo di valutarne la rarefazione — Provino — Principali esperienze eseguite colla macchina pneumatica — Trombe aspiranti e prementi — Tromba ad incendio — Teoria del sifone per il travasamento dei liquidi — Macchina di compressione — Manometri — Gazometri.

18. Acustica — Suono — Origine fisica del suono — Sua propagazione per mezzo dei corpi solidi, liquidi ed aeriformi e particolarmente dell'aria atmosferica — Necessità di un moto vibratorio per la produzione e trasmissione del suono — Suono nel vuoto — Velocità del suono nell'aria atmosferica — Sperienze che la determinano — Influenza della temperatura su tale velocità — Velocità del suono nei gaz, nei solidi, e nei liquidi — Fatto il quale dimostra che a parità di circostanze la velocità dei diversi suoni di vario carattere è la stessa — Onda sonora — Raggio sonoro — Lunghezza dell'onda sonora — Relazione tra il tono del suono e la lunghezza dell'onda sonora.

19. Suono riflesso — Legge di tal riflessione — Eco — Circostanze nelle quali si ha l'eco — Monosillaba — Polisillaba — Unisona — Polifona — Risonanza — Gabinetti parlanti — Corno acustico — Tromba acustica — Cenni sulla teoria della voce umana — Sue differenze dalla voce parlata — Registri della voce — Estensione della voce — Voci naturali — Voci artificiali — Falsetto — Voce di testa — Voce di petto — Voce di gola — Voce di naso — Voce di ventre — Voce di testa — Voce di petto — Voce di gola — Voce di naso — Voce di ventre.

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

PIERO TRAPASSI (METASTASIO)

(Continuazione e fine. Ved. i num. 29, 30, 31, 32, 33 e 34)

In generale i personaggi de' suoi drammi sono alquanto ciarlieri; due amanti si incontrano in abboccamento furtivo, e l'uno dopo l'altro snocciolano il loro recitativo e la loro stanza con una tranquilla regolarità, senza pensare che possono essere sorpresi. Una vivace dama francese assistendo in Roma ad una simile scena del Metastasio sclamò:

— Que d'esprit mal employé!... A quoi bon tous ces discours quand ils sont ensemble?

— Voilà la plus belle réflexion que j'aie entendu de ma vie, — rispose un bellimbusto che l'era vicino e come lei vivace.

Quando i suoi personaggi non sono ciarlieri cadono nel difetto contrario. Nell'atto secondo, alla decima scena dell'*Artaserse*, Aristea e Megacle che si vogliono un gran bene, possono finalmente dirsene quattro in quattr'occhi: Aristea vien presa da un repentino svenimento... Megacle che fa? con galanteria pochissimo esagerata se la svigna, e la pianta là per terra, nè più nè meno che un cavolo, poichè si trovano appunto in giardino.

Talora Amilcare, ambasciadore di Cartago, in mezzo alle cure di una importantissima commissione fra le due repubbliche, trova il tempo di fare il cascamorto con una serva; tal altra Fulvio, inviato da Roma per decidere dei destini del mondo fra Cesare e Catone, si diverte a pettegoleggiare con la vedova di Pompeo. E Cesare, che ha ben qualch'altra cosa pel capo, si spassa anch'egli a far l'amorino, e dice:

Chi un dolce amor condanna
Vegga la mia nemica,
L'ascolti e poi mi dica
S'è debolezza amar!

Noi non sosteniamo che simil genere di poetare sia efficacissimo, ma piaceva al pubblico che doveva giudicarne, e per Metastasio è questa la più valida fra le scuse. Gli si scagliarono incontro critiche invidiose, ma nessuna gli rimproverava quel modo di poetare: come avrebbe egli potuto ravvedersi di un peccato che l'aveva fatto celebre in tutto il mondo, e che vedeva lodato fin da' suoi nemici? Sapete che sorta di critica gli si adoprò intorno?... Eccovene un saggio: La *Clemenza di Tito* è certo uno de' bei drammi della sua raccolta: lo scopo ne è generoso e morale: e la magnanimità di Tito, il perdono che dispiega l'ali su tutto l'avvenuto son pure di feconda e santa lezione! Un critico nemico, il signor Schedoni, invece di appigliarsi alle strofette ed alle parlatine, che anche in quel dramma abbondano vuote ed inoperose, non sapendo qual chiodo strappare, ragiona così: « Se i monarchi imitassero la Clemenza di Tito, giacerebber le leggi in silenzio, crescerebbero senza fine i tradimenti, balenerebbero nelle corti i pugnali, regnerebbe l'impunità sulla terra. » Gentile politica è questa che il grecista Schedoni ha imparato in non so quale antico trattato del governo de' popoli.

Non è vero, come opina il Boni, che Metastasio sia sempre sostanzialmente originale. Il furbo la sapeva lunga, e non ignorava che pigliare il bene dove c'è, è antico ed utilissimo precetto. Vedendo sconosciuto in Italia un teatro già ripieno di bellezze, il francese, egli non ristette dall'ayervi ricorso per una permalosità che non era del suo carattere. Pertanto nel comporre il *Demofoonte* non si fe' scrupolo di tradurre un po' l'*Ines di Castro* di Lamotte; e scrivendo il *Gioas* si valse in buon dato dell'*Atalia* di Racine; la *Clemenza di Tito* è un' evidente imitazione del *Cinna* di Pietro Corneille; e per comporre l'*Artaserse* si servì tanto dello *Serse* di Crebillon, quanto dello *Stilicone* di Tommaso Corneille... E questo un misfatto letterario? ed importando le bellezze straniere nel patrio idioma non ha egli reso servigio all'arte drammatica?... e non è forse reciproca la ventura? Per tutte le letterature vien la volta d'esser modello e quella d'essere imitatrice; stolta è la fregola dell'originalità, se essa si sospinge infine all'abnegazione del meglio che altri ci può dare: restar nella valle per non battere l'altrui pesta che mena sul monte, è infingardo proposito.

Se il Metastasio fu imitatore, fu anch'egli imitato; e delle sue concezioni drammatiche approfittarono tutti i teatri stranieri; ed il De Belloy imparò da lui la forma, e Delrieu calcò i proprii sopra i drammi del nostro poeta. Il signor de Laboulisse imitò in versi francesi parecchie sue liriche e cantate. Il Wieland lo copiò nel suo *Alceste*, e andate dicendo.

Se il Metastasio aveva nemici, questo dovrebbe essere stato un punto di critica assai facile a sviluppare: ma abbiamo già notato in che piattole desse la critica d'allora.

In quanto a lodatori n'ebbe, lo ripetiamo, anche troppi. Un buon pasticciano d'ammiratore facendo un paragone tra i drammi del Metastasio e quelli dello Zeno dice che vi corre la differenza che passerebbe *tra amena e frondosa valle veduta al languido lume della luna, e questa stessa rischiarata dai raggi del sole nel più puro mattino di maggio*!! Nello spiccare questo spaventevole slancio di similitudine, il bravo amico non si ricordava forse che il *Temistocle* del Metastasio è quasi una copia di quello dello Zeno.

Altri confrontò la voce di basso profondo del Metastasio *alla voce del cigno morente*; altri sclamò: « *La sua musa non vi par ella la colomba di Venere che viene a dissetarsi nella coppa di Anacreonte?* »

E quest'ultima fogliata procurò a chi la disse il nome di bello spirito che conservò fino alla morte.

Senza essere nè cigno nè colomba il Metastasio, malgrado che qua e là, come abbiamo veduto, facinulleggi, ha pure dei momenti nei quali lo diresti avvedutissimo pensatore.

www.internetculturale.it

acustico — Portavoce — Stetoscopio — Intensità del suono — Legge della diminuzione di questa in ragione della distanza dal centro sonoro — Altre circostanze che influiscono sulla intensità del suono.

20. Qualità del suono — In che consista l'altezza del suono — Relazione tra l'altezza del suono ed il numero delle vibrazioni — Scala diatonica — Rapporti numerici tra le diverse note della scala — Consonanza — Accordo perfetto — Suono fondamentale e suoni armonici — Limite dei suoni percettibili all'orecchio umano — Leggi delle vibrazioni delle corde — Sonometro — Divisione delle corde vibranti — Nodi di vibrazione — Linee notabili delle lastre vibranti — Strumenti da fiato — Organi della voce e dell'udito — Loro descrizione e teoria.

21. Attrazione molecolare — Prove sperimentali di questa attrazione nei diversi stati dei corpi — Leggi dell'attrazione molecolare — Sua differenza dall'attrazione universale — Come l'attrazione molecolare si manifesti nella cristallizzazione dei corpi — Coesione — Affinità chimica — Fatti i quali dimostrano la grande intensità della coesione — Fenomeni capillari — Metodo per osservarli — Leggi sperimentali di questi fenomeni — Endosmosi.

(Continua)

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Reale Decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Prima pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sonostate rilasciate
1	Schiffi Gio. fu Pietro	136	9 9bre 1849	45 25	Crediti ipotecari	Alessandria
2	Griva Giacomo fu Felice contrib., Presbitero Antonio richied.	11	4 agos.	50 »	id.	Pavo. e
3	Opera Pia Rapetto contribuente, P. Ivaldi Maggiore richied.	26	26 feb.	52 50	Stabili	Rivalta
4	Gambarana Giocondo	56	11 id.	100 »	id.	Sartirana
5	Gatto Giuseppe fu Lorenzo	33	18 mar.	35 »	id.	Murazzano
6	Schiavino Lorenzo fu Francesco contrib., Malvano Salomone richiedente	7	15 feb.	60 »	id.	Morra
7	Catella Lorenzo fu Vincenzo	47	2 genn.	10 »	id.	Andorno
8	Clerico Gio. fu Domenico	44	1848 9 9bre	5 »	id.	Azeglio
9	Gorrè Jan Josep.	34	4 id.	50 »	id.	Gignol
10	Muratore Ignazio fu Antonio	85	1849 6 feb.	15 »	id.	Bubbio

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 6 febbraio 1852.

L'Intendente Generale Arnulfo.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE.

Con atto d'oggi essendo stato deliberato l'appalto della costruzione della fabbrica destinata al servizio dei viaggiatori per la fermata di Ronco per Lire 46,137 60, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 24 gennaio prec.so, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di sabato 21 corrente mese.

Torino, addì 7 febbraio 1852.

Per detta generale Azienda

C. Bolla *segr.*

FATTI DIVERSI. — Torino. — S. M. la Regina vedova Maria Teresa prosegue nell'angelica opera di modesta ed inesauribile carità a sollievo della sventura e ad incoraggiamento di utili e sante istituzioni. Sebbene ci sia noto quanto rifugga l'Augusta Vedova di Carlo Alberto, nella sublime umiltà del cuor suo, dal veder fatti palesi gl'infiniti tratti di singolare beneficenza che va spargendo a larga mano, e pur vorrebbe del tutto coperti da un denso velo, basi contenta che l'occhio del Signore soltanto vi splenda sopra, non possiamo fare a meno, spinti dalle vive e ripetute istanze de' molti beneficati, dall'addare con rapido cenno quei fatti che più degli altri emergono per generosa pietà e per nobile intento.

Ci scrivono di Cambery la notizia della largizione di lire 3000 fatta non ha guari per l'erezione d'una scuola infantile in quella città, al quale utile scopo di giovare alla educazione della figliuola del povero sembra particolarmente rivolto il pietoso animo suo, poichè già sorge a sue spese (per oltre lire 5000 annue) la scuola infantile in Racconigi, e trecento e più fanciulli, raccolti nella scuola infantile di Borgo Dora, educati e vestiti a nuovo, riconoscono e benedicono in Maria Teresa la loro benefattrice.

Siamo pure informati che in sullo scorcio del 1851 furono dalla stessa mano generosa destinate lire 5000 a decoro della nuova chiesa di Jacob presso Cambery, ed altre lire 1000 per promuovere l'erezione d'altra chiesa in S. Vincent d'Aosta. Nè i poveri della Sardegna furono dimenticati, poichè lire 3500 venivano ripartite fra essi e gli stabilimenti del Ricovero di S. Vincenzo de Paoli, dei giovani artieri (Carlo Felice) e dei bambini lattanti esposti.

Ad ognuno poi è noto come i beneficii dell'Augusta Donna, nella cui vita è messo in atto il vangelo, si estendano a tutta la vasta famiglia degli indigenti, perchè oltre a lire 5000, che fa distribuire mensilmente fra i bisognosi d'ogni parrocchia in Torino, un presso che eguale assegnamento è fissato per mantenere diverse zitelle in varii stabilimenti del Piemonte e della Liguria; oltre a molti sussidi straordinarii, per la maggior parte rivolti ad alleviare tante ignorate miserie, i quali, dicesi, sorpassino ogni anno la somma di lire 50,000.

Lungo sarebbe l'enumerare tutte le opere pietose per le quali il nome di Maria Teresa vivrà incancellabile nelle eterne pagine della carità.

— *Accademia R. d'Agricoltura di Torino.*

Mentre quest'Accademia attesta la sua piena soddisfazione ai zelanti orticoltori, che tanto efficacemente concorsero a rendere abbondante, bella ed interessante l'esposizione dei prodotti d'orticoltura, ch'essa per la prima volta inaugurava nella nostra capitale nella prossima passata primavera, e che, oltre ogni sua aspettativa, riesciva gradilissima al pubblico, potendosi calcolare, nel breve periodo di tempo che la stessa durava, oltre a trenta mila persone che la visitavano; informata che varii orticoltori stanno già sin d'ora preparandosi per l'esposizione della primavera 1852, nell'intento e di far progredire l'orticoltura nel nostro paese per quanto sia possibile, e portarla a quel grado di perfezionamento a cui già trovasi presso altre nazioni, promovendo ad un tempo un ramo d'industria, che, mentre chiamerà l'attenzione e gli animi ad occupazioni tranquille e piacevoli, non potrà a meno di riescire eziandio molto proficuo; a tenore del suo primo programma in data 30 settembre 1850, col quale annunciava aver essa stabilito di fare in ogni anno una pubblica esposizione di prodotti orticoli, con analoghi concorsi e premii, fa perciò avvertiti gli orticoltori tanto della capitale quanto delle provincie, che nella prossima primavera 1852 si aprirà di nuovo, sotto i suoi auspicii, un'altra esposizione di fiori, di piante ornamentali e di prodotti orticoli, nella fiducia che l'accennata esposizione non solo avrà ad eguagliare la prima, ma ad essere anzi e più copiosa e più pregevole.

Frattanto l'Accademia, mentre manda farsi di pubblica ragione il suo programma di concorso per l'esposizione della prossima primavera 1852, di cui si riserba a suo tempo con altro apposito annunzio d'indicarne l'epoca precisa coll'opportuno regolamento, crede pur bene di avvertire gli orticoltori, che già concorsero nella scorsa estate, che, ove intendano di nuovamente concorrere, prontino di presentare, per quanto sarà loro possibile, oggetti nuovi, od almeno, trattandosi di alcuni già stati esposti, di un accrescimento e miglioramento tale di coltura, da poter essere presi di nuovo in considerazione:

Programma d'una Esposizione di fiori, di piante ornamentali e di prodotti orticoli nella prossima primavera 1852.

Art. 1. Saranno ammessi a quest'esposizione i fiori, le piante d'ornamento fiorite, quelle rare e di ben intesa coltivazione, ancorchè non fiorite, i frutti di anticipata maturanza, e protratta conservazione, e gli ortaggi di constatata bellezza. Gli strumenti, macchine, oggetti d'ornamento ad uso dei giardini, ed anche modelli (trattandosi di oggetti di grossa mole, come per esempio aranciere, tiepidarii o serre), ed anche i fiori di pinti.

Art. 2. Saranno soltanto ammessi all'esposizione i prodotti nazionali; per le piante di provenienza estera, si dovrà giustificarne l'introduzione nello Stato almeno quattro mesi prima dell'esposizione.

Art. 3. I concorsi, in numero di sedici, saranno distinti come segue:

Primo concorso. — Per ogni sorta di ortaggio in qualità più scelta o perfezionata, e di maturanza anticipata.

Secondo concorso. — Per le frutta da tavola di migliore qualità, e per quelle di più protratta conservazione, o anticipata, o insolita maturanza.

Terzo concorso. — Per la più bella raccolta di *Camelie* in fiore, in numero non minore di venti varietà, avuto riguardo alla loro migliore conservazione e coltivazione.

Quarto concorso. — Per la più bella raccolta fiorita di piante di serra, in generi e specie variate.

Quinto concorso. — Per la più bella raccolta di *Rosai* in fiore, in numero non minore di quaranta varietà, avuto riguardo eziandio alla loro migliore coltivazione.

Sesto concorso. — Per la più bella raccolta fiorita di piante di piena terra, perenni, annuali od erbacee.

Settimo concorso. — Per la più bella raccolta di *Rododendri* ed *Azalee* indiche in fiore.

Ottavo concorso. — Per la più bella raccolta in fiore di *Cheiranthus cantus* ed *annuus* (*Viole*), *Dianthus Caryophyllus* (Garofani).

Nono concorso — Per la più bella raccolta di *Pelargoni* fioriti, in numero non minore di venti varietà, avuto riguardo alla loro migliore coltivazione.

Decimo concorso. — Per la più bella raccolta di *Coniferi*, in numero non minore di venti specie o varietà.

Undecimo concorso. — Per la più bella e ricca raccolta di piante straniere nuovamente introdotte nei Regi Stati, ed avuto riguardo alla loro migliore coltivazione.

Duodecimo concorso. — Per la più bella pianta di serra o piena terra nuovamente introdotta nei Regi Stati.

Decimoterzo concorso. — Per il più bel lotto di piante ornamentali, di qualunque siasi genere o specie, in numero non minore di venti, avuto riguardo soltanto alla loro migliore coltivazione.

Decimoquarto concorso. — Al miglior disegno di fiore, considerato sotto l'aspetto di modello iconografico.

Decimoquinto concorso. — Al più bel mazzo di fiori, avuto riguardo alla qualità e bellezza dei fiori, non che al loro meglio inteso ordinamento.

Decimosesto concorso. — Per la coltivazione forzata dei funghi commestibili, nelle quantità circa di un chilogramma, avuto riguardo eziandio al loro maggiore sviluppo.

Art. 4. I premii saranno in medaglie d'argento dorato, d'argento e di rame, e si faranno pure menzioni onorevoli (1).

L'Accademia si riserva, ove ne sia il caso, di decretare pure alcune medaglie di premio per gli strumenti, macchine, od altri ornamenti ad uso dei giardini, od anche per semplici modelli, come è detto all'art. 1.

P. A. Borsarelli *Segr.*

— Pel ballo a favore dei poveri, degli asili infantili, e della emigrazione italiana, che seguirà nelle sale del Municipio Alessandrino nella sera del 14 febbraio 1852, si dispensano i viglietti al prezzo di lire 5 caduno, dal Comitato centrale per l'emigrazione italiana, in contrada Stampatori, num. 11, locale dei ss. Martiri.

Provincie. — Ci scrivono da Stradella:

Il giorno 3 febbraio in questo luogo, l'incaricato all'insegnamento commerciale, scuola istituita per cura del consiglio comunale, lesse un lodato discorso *Sull'influenza delle leggi sul commercio*

LOMBARDO-VENETO

La leva militare nel regno Lombardo Veneto, che abbraccia i due anni 1851 e 1852, venne con sovrana risoluzione 30 dicembre 1851 fissata in 15850 reclute, delle quali furono superiormente assegnate alle provincie

Lombardia	N.	8650
Ed alle Venete	»	7200

TOSCANA

Si legge nel *Costituzionale*:

Ci scrivono da Perugia: Sono giunti da Londra a questa scuola d'agricoltura diversi strumenti agrari premiati alla grande esposizione di Londra, e fra gli altri un trinciapaglia della fonderia Warenouse che riesce di mirabile effetto. Veramente l'insegnamento agrario ricevè negli Stati Pontificii un grande sviluppo, del che non si può abbastanza lodare il governo, e farà onore ai delegati delle varie provincie che lo promuovono con ogni impegno. Oramai son sette le cattedre d'agronomia aperte in questi

(1) *Si fanno avvertiti i premiati nella passata esposizione, che, essendo in pronto le medaglie decretategli in premio, potranno ritirarle dal sig. cav. professore Abbene, tesoriere dell'Accademia, alla farmacia dell'ospedale di S. Giovanni.*

Vincere i proprii affetti,
Avanza ogn'altra gloria.

E tanta è la profondità di questo detto, che quasi non pare escito dal medesimo cervello dal quale sgorgarono i versi or fa una pagina citati. S'incontrano in lui degl'istanti di elastica novità, che al primo leggerli si sta in dubbio di accettarli come buoni, oppure derideril come strani, ma che tosto si rileggono e vi si scorge la finezza: gli esempi, di che abbiamo certa ma confusa memoria, ci mancano qui all'uopo, ma basti il seguente:

Impallidisce in campo
Anche il guerrier feroce
A quella prima voce
Che all'armi lo destò.

D'ardir non è difatto:
È un resto di timore
Che nel fuggir dal petto
Sul volto si fermò.

E quest'altro improntato di una dolorosa verità:

Se a ciascun l'interno affanno
Si vedesse in fronte scritto,
Quanti mai che invidia fanno
Ci farebbero pietà!

Altro de' peccati del Metastasio è la troppa profusione di amore di cui sono impregnate quasi tutte le sue composizioni. Nella *Semiramide*, per dirne una, tutti quanti i personaggi sono innamorati: eppure l'azione vi si svolge ragionata, viva ed effettiva. Nel magazzeno degli affetti egli non poteva scegliere i troppo concitati: una passione ci voleva pure per istabilire il dramma, e quale passione più ovvia, più facile a trattarsi senza fracasso e senza sangue dell'amore?... Ma quando può far da sè senza tanti strali, tanti rai e tante stelle che gl'inceppino il verso, sa anche inalzarsi a voli non ignobili, e franca ala dispiegando lasciar trasparire un lato dell'ingegno suo che non ebbe tempo di ben lisciare. Lo stimo per esempio, che le seguenti parole di Temistocle non abbiano nulla della consueta fiacchezza del Metastasio:

S'a luminoso il fine
Del viver mio: qual moribonda face
Esser può questa morte? Un ben? s'affretti:
Un mal? Fuggasi presto
Dal timor d'aspettarlo,
Che è mal peggiore . . .
Siete miei figli, (*Volgendosi ai figli*)
Rammentatelo, e basta. In ogni incontro
Mostratevi coll'opre
Degni di questo nome. I primi oggetti
Sian dei vostri pensieri
L'onor, la patria, e quel dovere a cui
Vi chiameran gli Dei. Qualunque sorte
Può farvi illustri: e può far uso un'alma
D'ogni nob l suo dono
Fra le selve così, come sul trono . . .

Ma a che giova l'andar cogliendo grappoli a spilluzzico nella vigna cotanto estesa del poeta? a che tentar di formare con brani materiali il ritratto morale d'una fascia cotanto multiforme? L'opera per essere lunga non sarebbe meno incompiuta. Metastasio nacque e fu poeta come gli conveniva d'essere: amò il sole per la sua luce, la terra pe' suoi frutti, le cariche per quello che rendevano. Tutto sentì, e la gloria forse prima d'averla meritata, e l'amore che lo ferì di soppiatto, e la poesia che vide da lungi vestita d'eterno bianco, ma che non potè abbracciare colpa delle tenebre che l'avvolgevano non sì tosto ei le si avvicinava. Era nato maligno, se si deve credere al guizzare vivo ed inquieto de' suoi occhi scuri; ma nè la musa sua fu maligna, nè maligne azioni commise contro la società. Del resto sorreste averlo veduto permaloso in faccia ad onori sovrani, sgarbato rimpetto a ricchi regali? Apollo stesso lo avrebbe cacciato via dall'Olimpo, e non sarebbe rimasto che rimorso e crucciо al mal capitato spartano. Il Metastasio venne creato poeta Cesareo; come prima di lui era lo Zeno, come prima dello Zeno era lo Stampiglia. Che doveva fare il Metastasio? Ha fatto il poeta Cesareo, e nessuno meglio di lui l'ha fatto. Volevate forse vederlo povero, come il Parini, tender la mano ad un amico per infamare la madre, e serbar così la fierezza del contegno? Il Metastasio era d'un umore troppo accomodevole, e amava troppo la buona tavola e i dolci sonni. Egli ha creato il dramma, ha divertito i signori che lo pagavano, ha fatto piangere le donne, ha inventato la poesia per musica, ha prodotto o porto occasione di sfogo a celebri compositori, è morto ricco e felice. Il di più chi lo vuole non istia a cercarlo in lui. A forza di conversare con le deità, coi grandi guerrieri, colle celebri femmine dell'antichità, coi Titi e cogli Jarba, con le gelose e con gli innamorati storici e mitologici, egli si è formata pel proprio comodo una filosofia tutta peculiare: per poco non credo che parlando egli non si esprimesse in quartine coll'ultimo verso tronco in amor, candor o dolor. Eppero tutto ciò che pensava, tutto ciò che voleva era tutto informato a quel torno, tutto giungeva al suo occhio attraverso quella lente, la lente del ritmo e del melodramma. Se la vita sua non fu melodrammatica, debbono esserlo stato i suoi sogni popolati di tanta suppellettile teatrale; in quanto al ritmo è evidente ch'esso si trasfuse nell'anima sua, nel suo intelletto, nella sua bocca e ne' suoi piedi; perchè, svegliatosi ogni mattino contento, il dì gli passò sempre come una parabola vaga, ed ogni sera si coricò sperando nella contentezza e nella parabola del seguente. Egli fu il poeta della stanza, della rimetta e del concettino, perchè l'avversità non lo costrinse mai a forsennare pel dolore: ei fu damigello eterno, perchè eternamente gli sorrisero le labbra delle protettrici: gli si aggrinzì la pelle, ma non rimbarbogì l'intelletto. Nulla fece a disgenio, e perciò tutta la roba sua è fluida e scorrente com'olio: con tanta pressa di idoli, di cupido, di rai, la sua poesia non fu mai procace: nè più nè meno di platoneria di quello che ad un libretto d'opera convenga: spuntò belle sentenze senza fare il pesamondi. Ha avuta la forza ed il buon gusto di obbliare il seicento ed il Marini, e questa è vera gloria; non presenti il nostro ed il Foscolo, e questa non è colpa sua: ed è già un bel che per lui viaggiare all'immortalità munito il fagotto d'una gloria innegabile, e d'una colpa che non gli si può imputare.

G. Torelli.

www.internetculturale.it

Stati centrali d'Italia è tutte son corredate di fondi sperimentali e di sufficiente dote per ben corrispondere al loro scopo. Roma stessa non mancherà più d'un istituto agrario, ed il prof. Jacobini, che meritamente gode di tutto il favore del governo centrale, riuscirà a creare uno stabilimento proporzionato ai bisogni locali, e tale da esercitare una grande influenza sul progresso dell'arte rurale. Se a tutto questo si aggiunga l'incoraggiamento e le premiazioni che il governo accorda ai piantamenti; se si tengono in debito conto le commissioni che in ogni provincia si formano sotto la presidenza dei delegati per eseguire ogni genere di perfezionamenti agrari; e finalmente se si valutino a dovere i buoni effetti già prodotti dai premii accordati da singole società al perfezionamento della razza degli animali utili all'agricoltura, si dovrà concludere che dessa cammina rapida sulla via del progresso, e che finalmente s'intende a riparare all'incuria del passato coll'avere inteso completamente che l'arte alla quale s'chiedono continui e gravi tributi perisce di morte lenta se col temerla in onore e col giovarle per mezzo dell'insegnamento e del buon esempio non le si infondono nuovi germi di vita.

SVIZZERA

Il generale Dufour ha effettivamente chiesto, sotto il 30 gennaio, al consiglio federale il permesso di poter accettare la gran croce della Legion d'Onore. Sembra che il generale non abbia fatto prima questo atto, perchè opinava che un semplice avanzamento in un ordine, nel quale ha passato in quasi quarant'anni per tutti i gradi, che non porta con sè obbligazione di sorta, nè vantaggi pecuniari, nè obblighi di giuramento, nè anzi di semplice promessa, non fosse che una attestazione d'onore, e quindi non cadesse fra le dimostrazioni di favore dei governi esteri vietate dall'art. 12 della costituzione federale. Il consiglio federale fu, dicesi, dell'op inione dell'onorevole generale, ed anzi fu d'avviso che l'articolo suindicato non si riferisce ad ufficiali, che giusta l'opinione dominante nella Svizzera non sono impiegati, non coprendo posti militari stabili e salariati, e non ostare altresì la di lui condizione di direttore de' lavori topografici, non ricevendo egli perciò un emolumento, ma una semplice indennizzazione. Per questo motivo il consiglio federale non esitò a lasciare in arbitrio dell'onorevole generale l'accettare il nuovo grado nella Legion d'Onore.

— Il consigliere ministeriale Steinheil è giunto da Vienna a Berna la sera del 3 febbraio. È noto che egli è stato chiamato in qualità di perito nell'imminente instituzione dei telegrafi.

— La scoperta del padre Tschopp relativa ai telegrafi è stata raccomandata al consiglio federale.

— La classe delle belle arti di Ginevra ha aperto un concorso per un premio di 1,000 fr. da attribuirsi alla miglior *Memoria* sulla storia dell'architettura nella Svizzera, dal principio del secolo sino ai nostri giorni. Le memorie potranno essere scritte in francese, in tedesco od in italiano, saranno, per quanto è possibile, accompagnate di disegni o tavole esplicative, ed indirizzate prima del primo gennaio 1853 al presidente della classe delle belle arti in Ginevra, col nome dell'autore indicato in schedola suggellata.

FRANCIA

Parigi, 6 *febbraio*. Si annunzia che è stato definitivamente risoluto che vi sarebbe specialmente un esercito allerino composto di truppe destinate ad abituarsi al clima del paese. Il principal beneficio che se ne ritrarrebbe, è di non esporre nuove reclute alle gravi difficoltà di quelle spedizioni militari. Le abitudini di guerra degli arabi, i clamori che essi mandano producono sempre sui reggimenti nuovi un effetto, compiutamente nullo sulle soldatesche rotte alla tattica africana. La nuova colonna di spedizione sarà, dicesi, considerevole. Si parla di 17,000 baionette domandate dal generale Randon.

— Il ritorno da Madrid del conte di Guitaut, dice una corrispondenza parigina dell'*Indépendance Belge*, ha rimesso in circolazione la voce del matrimonio del presidente della repubblica con una figlia della regina Cristina. Signora quanto una tal voce sia fondata; deesi però notare che i giornali di Madrid, soggetti in questo momento ad una rigida censura, parlano di tali voci, nè sono ufficialmente smentiti.

Decreto organico per l'elezione dei deputati al corpo legislativo. (Continuazione. V. num. 35)

Art. 17. Le liste elettorali che servirono al voto del 20 e 21 dicembre 1851 sono dichiarate valide fino al 31 marzo 1855.

Art. 18. Le liste elettorali sono permanenti.

Esse sono l'oggetto d'un annuo riveduimento.

Un decreto del potere esecutivo determinerà le regole e le forme di questa operazione.

Art. 19. Quando si farà l'annuo rivedimento, e nel termine di tempo che sarà prescritto dai decreti del potere esecutivo, ogni cittadino omesso sulla lista potrà presentare il suo reclamo alla *mairie*.

Ogni elettore inscritto sull'una delle liste della circoscrizione elettorale potrà reclamare che si cancelli o s'inscriva il nome di un individuo indebitamente inscritto od omesso.

Lo stesso diritto appartiene ai prefetti ed ai sottoprefetti.

Sarà aperto in ciascuna *mairie* un registro sul quale i reclami saranno inscritti per ordine di tempo. Il *maire* dovrà dare ricevuta di ciascun reclamo.

L'elettore la cui inscrizione sarà stata contestata ne verrà avvertito, senza spesa, dal *maire*, e potrà presentare le sue osservazioni.

Art. 20. I reclami saranno giudicati da una commissione composta, in Parigi, del *maire* e di due aggiunti; in ogni altro luogo, dal *maire* e di due membri del consiglio municipale designati dal consiglio.

Art. 21. Notificazione della decisione sarà fatta, nei tre giorni, alle parti interessate per mezzo d'un agente giurato.

Esse potranno fare appello entro i cinque giorni dopo la notificazione.

Art. 22. L'appello sarà portato dinanzi al giudice di pace del cantone; sarà formato per semplice dichiarazione alla cancelleria; il giudice di pace statuirà nei dieci giorni, senza spesa nè forma di procedura, e sopra semplice avvertimento, dato tre giorni prima a tutte le parti interessate.

Tuttavia, se la domanda portata dinanzi a lui implica la soluzione pregiudiziale d'una quistione di Stato, egli rimanderà innanzi tutto le parti a ricorrere ai giudici competenti, e stabilirà un breve term ne entro il quale la parte che avrà chiesta la quistione pregiudiziale dovrà giustificare delle sue diligenze.

Si procederà, in questo caso, conformemente agli articoli 855, 856 e 858 del codice di procedura.

Art. 23. La decisione del giudice di pace è in ultima istanza: ma può essere deferita alla corte di cassazione.

Il ricorso in appello non è ammissibile fuorchè se sia formato entro i dieci giorni dalla notificazione della decisione.

Non è sospensivo.

È formato per semplice richiesta, denunciata ai difensori ne dieci giorni che seguono; è dispensato dall'interposizione di un avvocato alla corte, e giudicato d'urgenza, senza spese nè deposito di multa.

I documenti e memorie forniti dalle parti sono trasmessi senza spese dal cancelliere della giudicatura di pace al cancelliere della corte di cassazione.

La Camera delle richieste della corte di cassazione statuisce definitivamente sul ricorso.

Art. 24. Tutti gli atti giudiziarii sono, in materia elettorale, dispensati dal bollo, e registrati gratuitamente.

Gli estratti degli atti di nascita necessarii per istabilire l'età degli elettori sono rilasciati gratuitamente, sopra carta libera, ad ogni reclamante. Essi portano in fronte al loro testo l'enunciazione della loro destinazione speciale, nè possono servire verun'altra.

Art. 25. La elezione è fatta sulla lista riveduta in tutto l'anno che segue la chiusura della lista.

TITOLO III. — *Degli eleggibili.*

Art. 26. Sono eleggibili, senza condizione di domicilio, tutti gli elettori in età di 25 anni.

Art. 27. Sono dichiarati indegni di essere eletti gl'individui designati agli art. 15 e 16 della presente legge.

Art. 28. Sarà decaduto dalla qualità di membro del corpo legislativo ogni deputato che, durante il tempo del suo mandato, sarà stato colpito d'una condanna portante seco, a termini dell'art. precedente, la privazione del diritto di essere eletto.

Il decadimento sarà pronunciato dal corpo legislativo dopo visti i documenti giustificativi.

Art. 29. Ogni pubblica funzione retribuita è incompatibile col mandato di deputato al corpo legislativo.

Ogni funzionario retribuito, eletto deputato al corpo legislativo, sarà riputato dem ssionario dalle sue funzioni pel solo fatto della sua ammessione come membro del corpo legislativo, se egli non ha optato prima della verificazione de' suoi poteri.

Ogni deputato al corpo legislativo è riputato demissionario pel solo fatto dell'accettazione di funzioni pubbliche stipendiate.

Art. 30. Non potranno essere eletti in tutta o parte della loro giurisdizione, entro i sei mesi che seguiranno la loro destituzione, la loro demissione o tutt'altro cambiamento della loro posizione, i funzionarii pubblici qui sotto indicati:

I primi presidenti, i procuratori generali;

I presidenti dei tribunali civili e i procuratori della repubblica;

Il comandante superiore delle guardie nazionali della Senna;

Il prefetto di polizia, i prefetti e sottoprefetti;

Gli arcivescovi, vescovi e vicarii generali;

Gli ufficiali generali comandanti le divisioni e suddivisioni militari;

I prefetti marittimi.

(*Continua*)

INGHILTERRA

Londra, 5 *febbraio*. Alla Camera de'lords, tornata del 5, il duca di Wellington prese la parola, lodando il coraggio e i talenti militari di sir H. Smith, governatore generale del Capo di Buona-Speranza. Il nobile duca dichiarò che il solo mezzo di far cessare la guerra che travaglia quella colonia, è quello di aprire numerose vie di comunicazione.

Il conte d'Ellenborough annunziò poscia per martedì (10) delle interpellanze al governo sul rinnovamento della Carta della compagnia delle Indie orientali.

Il lord cancelliere stava, al partir del corriere, presentando alcuni provvedimenti di riforma legale.

— Si legge nello *Standard*:

Ieri (4) S. E. l'ambasciatore di Russia e la baronessa Brunow dettero una festa da ballo alla quale intervennero i principali membri del corpo diplomatico. Si notavano tra gli altri S. E. l'ambasciatore di Francia e la contessa Walewski, il ministro delle Due Sicilie e la principessa Carini, il ministro di Portogallo e l'incaricato d'affari di Spagna.

— Il *Morning-Post* annunzia che il sig. Thiers fu ricevuto il 4 dal conte Fitz-Williams a Milton.

— Si legge nel *Morning-Advertiser*:

Abbiamo ogni ragione di credere che l'onorevolissimo signor Strutt, partigiano de'parlamenti triennali e del voto a scrutinio, è stato nominato alla presidenza del dicastero di commercio vacante in seguito della nomina di lord Granville al posto di segretario degli affari esteri.

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino*, 3 *febbraio*. I fautori del rivedimento della costituzione ebbero una disdetta alla seconda Camera (V. *Gazz. Piem. d'ieri, Ultime notizie*). Conviene sapere che ogni risoluzione delle Camere, tendente a modificare un articolo della costituzione, per produrre il suo effetto, ha bisogno di 21 giorni d'intervallo, di una seconda lettura e di una seconda votazione.

Or bene, questo argine che si oppone ad una revisione troppo precipitata, spiaceva a quelli dell'estrema destra della prima Camera, i quali nella loro impazienza fecero esortare la seconda Camera, per mezzo del suo presidente, a discutere immediatamente le mozioni per la revisione, proposte nella prima Camera.

Il presidente della seconda Camera, conte Schwerin, invocando il regolamento, propose che si rigettasse la domanda della prima Camera, che venne infatti rigettata senza opposizione.

Quindi il ministro della giustizia presentò un progetto di legge concernente alcune modificazioni da introdursi nel codice penale militare: passò in seguito alla discussione del rapporto della commissione centrale sul bilancio del 1852.

La prima Camera ha rinnovato l'officio della presidenza: furono rieletti, il conte Rittberg a presidente, i signori Brüggeman ed Itzenplitz a vice-presidenti.

Il sig. Bethmann-Hollweg è quegli che, dopo i vice-presidenti eletti, ebbe il maggior numero di voti. Sembra che la sinistra abbia dato i suoi voti al candidato del centro destro.

— La *Gazzetta del Baltico*, giornale di Stettino, mentre dichiara prive di fondamento le voci sparse di mobilizzazione delle truppe prussiane, soggiunge che alla Dieta di Francoforte si è fatta una mozione che proponeva che si collocasse a scaglioni un corpo di truppe federale di 200,000 uomini sulla frontiera occidentale; quella mozione sarebbe appoggiata dai grandi Stati della Germania; i giornali di Berlino riproducono questa notizia che noi riferiamo senza guarentire la verità.

AMERICA

Nuova-York, 24 *gennaio*. Si legge nel *Phare de New-York*:

Durante tutta la settimana il signor Kossuth è rimasto, può dirsi, affatto dimenticato: nessuno si dava pensiero nè del suo programma nè del suo itinerario. Si è solamente saputo ieri che egli era arrivato a Pittsburg.

È stata fatta comunicazione al congresso di una corrispondenza scambiatasi tra il sig. W. C. Rives, rappresentante degli Stati-Uniti a Parigi, e il signor Daniele Webster. Il primo, credendo suo debito di astenersi da qualsiasi atto di adesione all'ordine di cose creato dal colpo di Stato del 2 dicembre, almeno sino alla ratificazione del voto popolare, erasi naturalmente diretto a Washington dimandando istruzioni. Il segretario di Stato gli ha risposto che la regola degli Stati Uniti essendo stata sempre di riconoscere i governi di fatto, egli doveva uniformarvisi e mettersi in relazione con la nuova autorità stabilita in Francia.

— Si legge nel *New-York Herald*:

Si sa da ben lungo tempo che il sig. Fillmore avea manifestato l'intenzione di ritirarsi pubblicamente dalla sua candidatura alla presidenza. Cedendo alle vive istanze de'suoi amici, ha consentito a non farlo: e una lettera in questo senso vedrà la luce tra pochi giorni.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 7 *febbraio*. Il *Moniteur* nulla reca d'importante:

— Le circolari ministeriali relative ai ritenuti del 2 dicembre sono ora conosciute nei dipartimenti e ricevono la loro applicazione. Già parecchi ritenuti sono stati rimessi in libertà.

— Il conte Leone Baudelot è giunto a Parigi da Bruxelles, incaricato d'una missione speciale.

— Il conte Jose Calvo, capitano di vascello della marina spagnuola è giunto a Parigi. Egli è venuto in Francia per istudiare nei nostri porti le quistioni relative alla marina a vapore.

— Il sig. di Saint-Georges, direttore della stamperia Nazionale, è nominato commendatore della Legion d'Onore.

Spagna. Varie lettere di Madrid contengono particolari sul tentativo d'assassinio contro la regina. Ecco le diverse voci. Pare che la ferita sia leggiera e ad una mano. La *Patrie* dice essere un ex-frate. Il nome di lui è Martin Marino, e correva voce che dovea essere giustiziato il dì 3. Il *Galignani*, lo dice un prete della parrocchia di S. Sebastiano, e soggiunge essere un fanatico carlista.

Nella lettera alla *Patrie* si legge che l'assassino tentò di vibrare un secondo colpo, ma afferrato alla gola da un alabardiere non potè compiere l'infame disegno. Il conte di Puig Hermosa, maggiordomo della regina, ricevette una contusione in mezzo agli sforzi fatti dal regicida.

Subito dopo l'evenimento, le truppe che formavano il corteggio, si ripiegarono immediatamente. Il consiglio dei ministri e le principali autorità di Madrid erano riuniti al partir del corriere.

Un nuovo dispaccio telegrafico, inviato da Madrid il 5 febbraio, continua a rassicurar gli animi sullo stato della regina. Esso dice: La regina ha dormito tranquillamente gran parte della notte; e il suo stato è soddisfacente.

— La *Gazzetta di Madrid* del 2 febbraio, solo giornale che si pubblichi il lunedì a Madrid, non fece escire supplimento, come si supponeva, per annunziare l'attentato che è stato commesso sulla persona della regina. Essa Gazzetta contiene unicamente il programma della cerimonia che dovea aver luogo il giorno suddetto.

S. M. doveva presentare l'augusta sua figliuoletta nella chiesa d'Atocha e render grazie a Dio onnipotente del felice suo parto. La regina (dice quel giornale) andrà ad Atocha accompagnata dall'augusto suo sposo e da tutta la reale famiglia, e brillerà in tal circostanza di tutto il lusso tradizionale dei monarchi spagnuoli. S. M. cingerà una corona di estrema magnificenza ed espressamente fatta per la più cerimonia, e porterà un manto chermisi ricamato d'oro, assai diverso da quelli usati finora, e il modello del quale appartiene a S. M. la regina della Gran-Bretagna.

Inghilterra. *Londra*, 6 *febbraio*. Si legge nel *Globe*:

Domani, a due ore e mezzo, un consiglio di gabinetto sarà tenuto al ministero degli affari esteri.

Lord J. Russell darà il suo primo pranzo di gabinetto mercoledì prossimo (11).

Il presidente della Camera ha mandato degli inviti pel suo primo pranzo parlamentare che sarà dato il 14 corrente.

— Si legge nel *Morning Post*:

Il sig. Van di Weyer, ministro del Belgio, ha lavorato ieri al ministero degli affari esteri. S. E. ha avuto ieri una conferenza col signor H. Labouchere al dicastero della direzione del commercio.

— Si legge nello stesso giornale:

S. E. il sig. Abbott Lawrence, ministro americano, ha avuto ieri una conferenza col conte Grey al dicastero delle Colonie.

— Si legge nel *Morning Herald*:

Il sig. Thiers ha tolto a fitto una casa in Park-Street, Grosvenor Square. Vi si stanno facendo de' preparativi per riceverlo.

— Si legge nel *Daily-News*:

Un orribile catastrofe è avvenuta nel villaggio di Holmfirth presso di Hudderfield. Una massa d'acqua di 90 piedi di profondità e di 100 metri circa di larghezza, prorompente dalla stretta gola d'una montagna, si era precipitata giù nella valle. Un immenso molino, costruito in pietra, fu portato via in una con le sue macchine a vapore, le sue enormi caldaie ecc. Moltissime case lo furono egualmente, e i loro abitanti perirono annegati. Si sono ritirati dei cadaveri dalla riva a 15 miglia di distanza. Cento persone mancano, e a quest'ora si ha la lista di più di 60 cadaveri che sono stati trasportati agli alberghi.

Alemagna. *Berlino*, 4 *febbraio*. La *Gazzetta di Prussia* smentisce la notizia sparsa dalla *Gazzetta del Baltico*, che un corpo di truppe federali di 200,000 uomini si raccoglierebbe sui confini di Francia.

— La *Gazzetta delle Poste* di Francoforte annunzia che fra breve a Berlino vi sarà una conferenza dei rappresentanti dei principali Stati della confederazione germanica. Il duca regnante di Sassonia-Coburgo-Gotha è giunto in Berlino il 1° febbraio: ma i giornali dicono che la sua venuta non ha altro oggetto che una visita di cortesia.

Turchia. *Costantinopoli*, 26 *gennaio*. Un dispaccio telegrafico, contenuto nella *Gazzetta d'Augusta*, ci reca la notizia della destituzione del gran visir Reschid-bascià.

E. LEONE Gerente.

Essendosi un individuo, sedicente emigrato, presentato a taluno per ottenere soccorsi pretestando la conoscenza e l'appoggio del sottoscritto, si affretta questi a dichiararsi estraneo affatto a quell'individuo che per niente conosce.

Annibale Nasi.

PER PARTE

DELL'AMMINISTRAZIONE DEL RICOVERO DI MENDICITA'

da erigersi nell'edifizio

dello Spedale dei Poveri della città di Casale.

Si deduce a pubblica notizia, che alle ore 10 antimeridiane del giorno 13 di febbraio p. v. giorno di pubblico mercato, si procederà nell'edifizio del R. Spedale dei Poveri di questa città, e nell'aula delle adunanze della Congregazione amministratrice del medesimo Instituto, all'incanto dei lavori concernenti la confezione di N. 150 *Letti in ferro*, dei quali 120 di una dimensione, e 30 di un'altra minore, ad uso degli Accattoni che verranno accolti nell'anzidetto Ricovero di Mendicità, sul primo prezzo di lire 8010.

S'invita pertanto chiunque aspiri a siffatta impresa, a presentarsi in detto luogo agl'indicati giorno ed ora per fare i suoi partiti, che verranno accettati dall'infrascritto segretario: con diffidamento che gli anzidetti lavori verranno deliberati all'estinzione naturale della terza ed ultima candela vergine a favore dell'ultimo e miglior offerente, in ribasso al prezzo suddetto di L. 8010, sotto l'osservanza dei relativi capitoli d'onere; dei quali, unitamente all'analoga perizia e disegno, potrà ognuno aver visione nella segreteria dello Spedale suddetto.

Non sarà ammesso alcuno a far partito senza aver prima depositato il decimo della somma, con cui verrà aperta l'asta, od un corrispondente vaglia spedito da persona notoriamente solvibile; e se non produrrà un certificato d'idoneità rilasciato da un ingegnere o da un architetto civile.

I termini fatali per la diminuzione del decimo sono stabiliti a giorni otto successivi a quello del deliberamento, i quali perciò scadranno ai mezzodì del giorno 21 dello stesso mese di febbraio.

Si dichiara che nell'incanto si osserveranno le formalità prescritte dai veglianti regolamenti.

Casale, il 31 gennaio 1852.

Il segretario Delodi.

www.internetculturale.it

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE

STRADA DA TORINO AD ARQUATA.

Prospetto sommario del Movimento, e dei conseguenti Prodotti nel mese di gennaio 1852.

	Movimento	Prodotti	
Servizio dei Viaggiatori			
Viaggiatori di I. Classe N.	998	L. 7947 10	
ordinarii. di II. Classe »	7303	» 25875 95	
di III. Classe »	56064	» 69567 50	
Militari con di II. Classe »	84	» 198 »	
foglio di via. di III. Classe »	959	» 1043 75	
Totale N.	65383	L. 100404 10	
Bagagli trasportati . Chil.	456795	» 4541 45	
Somma		L. 104942 55	104942 55
Servizio di trasporto di merci a grande velocità.			
Merci ed oggetti di messaggeria . . . Chil.	191359	L. 5554 17	
Oggetti di Finanze del valore di L. 1227018 95, e del peso di Chilogrammi	5497	» 590 25	
Totale Chilog.	245856	»	
Cavalli . . . . . N.	22	» 541 50	
Cani . . . . . »	134	» 257 85	
Vetture . . . . . »	14	» 390 25	
Bestiame grosso e minuto, capi . . . . . »	46	» 11 50	
Somma		L. 7708 92	7708 92
Servizio di trasporto merci a piccola velocità.			
Merci varie . . . Chilog.	2550536	L. 58349 10	
Bestiame grosso e minuto, (Buoi e vacche . . N. 12 vitelli N. 60, porci N. 58) capi . . . . . N.	130	» 387 65	
Somma		L. 58706 75	58706 75
Prodotti diversi.			
Canone a carico delle R. Poste pel trasporto del corriere e de' dispacci postali . .		L. 1550 »	
Vetture Cellulari N. 24 trasportate per conto dell'Azienda dell'Interno.		» 534 »	
Dritti presa, e consegna a domicilio		» 135 20	
Dritti d'assicurazione di merci .		» 9 50	
Dritti di sosta su merci e bagagli .		» 434 50	
Somma		L. 2461 00	2461 00
Prodotto complessivo		L.	153819 22

Confronto cogli anni precedenti

	col 1850	col 1851
Prodotti di gennaio	L. 53099 20	L. 124756 35
» » » 1852	» 153819 22	» 153819 22
Eccedenza pel 1852	L. 70720 02	29062 87

SOCIETA' AGRARIO-BOTANICA
BURDIN MAGGIORE E COMP.

È in corso di spedizione il Catalogo della Primavera, cioè il prezzo corrente dei seguenti generi:

SEMENTI d'ortaglie da grande cultura, da fiori, d'alberi e d'arboscelli, corredate di succinte ma precise istruzioni di cultura.

PIANTE, RADICI e TUBERI alimentari, DALIE di prima scelta, CIPOLLE, RADICI e BULBI da fiori per piena terra durante la bella stagione, PIANTINE per gli orli delle aiuole, PIANTINE d'alberi e d'arboscelli a foglie caduche e sempre verdi.

ALBERI FRUTTIFERI i più ricercati *con nuova riduzione di prezzo.*

DIVERSI ALBERI e PIANTE FRUTTIFERE assortite, come VITI per vino e per cibo, LAMPONI, RIBES, ecc. ecc,

CONIFERI di piena terra, ALBERI ARBUSTI e PIANTE d'ornamento di piena terra in assortimenti svariatissimi.

CAMELLIE, la collezione con importanti riduzioni di prezzo sia al pezzo che per assortimento.

PIANTE D'ARANCIERA d'abbondante fioritura fra cui molte atte a formare gruppi e ceste in piena terra durante la bella stagione.

Per la raccolta compiuta dei vegetali coltivati nello stabilimento, si consulti l'ultimo Catalogo generale 1849-1850, ed il supplimento autunno 1850, primavera 1851.

STABILIMENTO AGRARIO IN ASTI

sotto la ditta BERRUTI Padre e Figli

Trovansi in esso piante da frutto, ed alberi da viale e da campagna, delle migliori qualità, a modico prezzo. — Ravvi pure un deposito di vero Guano del Perù. Indirizzarsi ai proprietarii con lettera affrancata.

VENDITA STABILI

Sono in vendita ai pubblici incanti quattro corpi di casa, posti nella città di Carmagnola, cantone S. Sebastiano, coerenti alla piazza principale di S. Agostino, in uno de' quali si esercisce albergo sotto l'insegna della Marina; più

Casa rustica nel Borgo S. Bernardo di detta città;
Prato nella regione Motta, di are 43, 98;
Bosco in detta regione, di are 24, 75,
Vernetto nella regione Maniotto, di are 64, 38, e
Gerbido nella regione Stea, di are 19, 05.

Il deliberamento avrà luogo in una sala al primo piano della casa Lionne, via S. Agostino, n. 4, alle ore 2 pomerid. del 25 febbraio 1852.

DA AFFITTARE

al Borgo Dora, vicino alla chiesa parrocchiale

Varie camere, 3 scuderie di 40 piazze, con fenili, corte chiusa e *sosta*, il tutto unito o separato;
Cinque camere al piano terreno, e

DA VENDERE

Terreno fabbricabile, formante angolo in istrada d'Italia, vicino al ponte Dora, dietro la chiesa suddetta. Indirizzarsi ai F.lli Barbiè, via di Po, num. 20.

AVVISO
SOCIETA' DI MONTEPONI

R. Miniere presso Iglesias in Sardegna

L'amministrazione della società per le miniere di Monteponi in Sardegna ha deliberato, a termini dell'art. 19 del suo statuto, la convocazione della straordinaria adunanza generale degli azionisti per il giorno 1° del mese di marzo prossimo venturo, alle ore 6 p. m. che avrà luogo nell'ufficio della società situato in Genova, vico del Coro di S. Luca, num. 546, e prega i signori socii di volervici intervenire.

CUOI CHIMICI ED ELASTICI

per rasoi, temperini, ecc. del sig. OULMAN *di Berlino.*

Questi Cuoi, pe' quali il suddetto ottenne *un brevetto in Francia ed onorevole menzione all' Esposizione universale di Londra*, primeggiando fra quanti altri, per bontà, semplicità ed eleganza, dispensano dall' affilare i rasoi, nè richiedono alcuno ingrediente, potendo sempre servirsi dello stesso cuoio.

Il medesimo sottopone i suoi Cuoi alla prova, ed offresi gratuitamente di passare sui Cuoi di sua invenzione i rasoi che gli venissero presentati.

Prezzo: Montati sopra metallo L. 10, sopra acciaio, L. 8 e sopra legno L. 6.

Alloggia all'*Hôtel de Londres*, ci-devant *Bonne Femme. Deposito presso li signori Janetti padre e figli, via di Po, accanto al Caffè Fiorio, in Torino.*

AVVISO

Il sottoscritto fa noto avere rilevato dalla Rachele Mari il Caffè Lombardo-Veneto, esercito in casa Cortanze, ed avere così anche acquistato tutti i mobili, oggetti e fondi che il medesimo sig. Faldella teneva per far valere l'affittamento generale della casa, ora risolto.

Francesco Selicorni.

DA VENDERE O PERMUTARE

unitamente o separatamente

Due FILATOI, in Racconigi, di 10 e 7 lavoranti, con tutte le facilità e cautele desiderabili.

Dirigersi all'Uffizio del causidico coll. Rodella, in Torino, via S. Francesco, rimpetto alla chiesa di S. Rocco

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 4 o 10 camere con terrazzo al 4.° piano, via del Senato, n. 4. — Recapito ivi.

NOTA

Il signor Benedetto Pascale, di questa città, ha dichiarato, con atto d'oggi, passato alla segreteria di questo tribunale di prima cognizione, di accettare col beneficio dell'inventario, l'eredità del suo padre Francesco, deceduto *ab intestato* in questa città il 30 gennaio ultimo.

Torino, il 5 febbraio 1852.

Gilardi sost. segr.

NOTA

Con iscrittura privata del 7 novembre 1851, depositata alla segreteria del tribunale di prima cognizione di Pinerolo, i signori Camusso Giuseppe, Rossi Carlo, Bosio Matteo, Vyno Luigi hanno contratta società in nome collettivo per anni 9, per lo stabilimento ed esercizio di una fabbrica d'acque gazose in detta città, sotto la ditta di Giuseppe Camusso e Comp.

NOTA

Il Tribunale di prima cognizione in questa città sedente con sua ordinanza di voto in data 13 corrente gennaio ha fissata l'udienza del 26 febbraio prossimo ed alle ore nove del mattino pel primo incanto degli stabili seguenti, siti sul territorio di La Cassa, ed alli patti e condizioni dal relativo bando venale apparenti:

1. Bosco, regione alla Taglia, col n. 10 di mappa, coerenti a levante eredi Pietro Gherra, a mezzogiorno Bonino Giovanni ed eredi Massa Gio. Batt. di are 26, centiare 28 (tav. 69);

2. Altro bosco, regione al Col di mezzo, sotto li nn. di mappa 526, 530 e 531, coerenti a levante li fratelli Bonino, ed eredi Gio. Batt Massa, a mezzogiorno il ritano della Comba grande e Tommaso Giordanino e fratelli Galletti, a ponente li fratelli Bonino, ed a notte Giacomo Gabutti, di ettari 2, are 8, centiare 46 (tav. 547), e così in totale ettari 2, are 34, centiare 72, cioè cento in misura antica tavole seicento cinquantasei.

L'incanto verrà aperto in un sol lotto sul prezzo di lire 250 dal sig. instante offerto.

Torino, il 30 gennaio 1852.

Angelo Baretta sost. Baretta.

NOTA

Con atto 6 febbraio 1852, rogato Beria, il signor Gibelli Gioanni fu Antonio, di Calabiana, ora residente in Torino, revocò il mandato speciale passato al suo figlio signor Antonino Gibelli il 6 marzo 1850, pur rogato Beria,; il signor Gibelli figlio, fu emancipato con atto giudiciale 6 detto mese ed anno 1851, rogato Remigio.

Torino, il 6 febbraio 1852.

Notaio Beria.

NOTA.

Il causidico collegiato Giuseppe Chiesa, di Torino, volendo uniformarsi al disposto dall'art. 2306 del Codice civile, ottenne dall'ill.mo signor presidente del tribunale di prima cognizione sedente in Torino decreto in data 17 gennaio 1850, mandato eseguirsi con altro 10 febbraio 1851, col quale nominò Fusciere Oberti per le prescritte notificazioni ai creditori iscritti contro il sig. causidico Ilario Buffa e suoi autori, e sulla procura già da questo esercita e venduta ad esso instante.

Torino, il 4 febbraio 1852.

G. Chiesa proc. coll.

NOTA

L'Amministrazione delle Finanze dello Stato innoltrò domanda al tribunale di prima cognizione di Pinerolo per essere immessa in possesso dell'eredità lasciata da Giacomo Pussetto fu Giovanni Antonio, calzolaio, nato, e vivendo abitante nel luogo di Baudenasca, deceduto il 23 dicembre 1850, senza aver lasciato alcun parente successibile, pel che la successione va devoluta al fisco, a termini dell'art. 962 del codice civile.

Il prelodato tribunale, conformemente alle precedute conclusioni fiscali, con suo decreto 13 gennaio cadente, mandò apporsi i sigilli alle cose ereditarie, e procedersene in seguito all'inventario, ed ordinò le pubblicazioni ed affissioni nelle solite forme pel diffidamento a chiunque possa avervi interesse della suespressa instanza delle Finanze.

Pinerolo, 30 gennaio 1852.

Griotti procuratore demaniale.

NOTA

Con atto 18 dicembre 1851, rogato dal notaio sottoscritto, trascritto all'ufficio delle ipoteche di Nizza, al vol. 24, art. 12011, Giuseppe Falconis ha venduto al di lui figlio Nicola, ambi di Scarena: 1. terra ulivata, regione Calva Superiore, confinante sopra Luigi Arnulf, sotto Giuseppe Arnulf; 2. terra adacquabile, regione Calva Inferiore, confinante da levante sig. Gaudenzio Bejer, sotto Faraud Gio. Battista; 3. una stalla e latrina poste nella contrada S. Sebastiano, il tutto nel comune e territorio di Scarena; 4. terra ulivata-vineata, regione Neira, territorio di Preglia, confinanti a levante fratelli Priasso, ponente Carlo Barel, pel prezzo di L. 2,800, pagabili come in detto atto.

Con atto 22 gennaio 1852, stesso rogito, trascritto all'ufficio delle ipoteche di Nizza, vol. 24, art. 12030, Gio. Battista Faraud detto Tonin di Agostino ha venduto alla signora Maria Giletta vedova Aimes ambi di Scarena, 1. terra ulivata, regione Vallon oscuro, a confini levante Giuseppe Ferrant, ponente Orsola Favre moglie Trucchi; 2. altra terra adacquabile, regione Prat del Teule, a confini levante strada, tramontana Onorato Faraud, territorio di Scarena; 3. altra ulivata, regione Caraisson, territorio di Berra, a confini sotto Onorato Faraud, sopra e da un lato terra comunale, pel prezzo di lire 3,600, di cui parte sborsato al rogito, parte compensato, e parte pagabile ai creditori privilegiati.

Amicy notaio regio.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 9 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: gior. pr. dopo bor.	per fine del mese corr.: gior. pr. matt.	dopo bor.	per fine pel mese prossimo: gior. pr. nella matt.	dopo bor.
5 0/0 god. 1 n.bre 1851	91 95				
» » 1 genn. 1848		94			
» » 1 7.bre 1849	91	91			
» » 1 genn. 1841		89 60			
» » 1 dicem. 1834		90 50			
Obbligazioni 1 genn. 1849	965				
» » 1 8.bre 1840		945			
» » 1 agosto 1844		927			
5 0/0 Sardi 1 luglio		50			

FONDI PRIVATI			
Azioni B. N. 1 genn.			
— Banca di Savoia			
Città di Torino (6 0/0 oltre lo interesse decor.)			
Città di Genova 4 0/0			
Soc.del Gaz (ant.) 1 gen.			
Società del Gaz (nova)			
Incendii a premio fisso			
Via ferr. di Savigliano 1 genn.			
Molini presso Collegno 1 giugno		405	

CAMBI	Per brevi a scad.	Per tre mesi.
Augusta	953 1/4	953 —
Genova sconto	4 p. 0/0	—
Francoforte S. M.	210 1/2	—
Lione	99 90	99 35
Londra	25 25	25 19 1/2
Milano	—	—
Parigi	99 90	99 40
Torino sconto	4 p. 0/0	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 05 —	20 08 —
— di Savoia	20 71 —	20 76 —
— di Genova	79 93 —	79 40 —
Sovrana nuova	35 07 —	35 15 —
— vecchia	34 84 —	34 95 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 7 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 103, chiude a 102 80.
Il 3 0/0 resta a 64, 45.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 55.
Il nuovo prestito di Piemonte a 930.

TEATRI D'OGGI

REGIO. BALLO DI BENEFICENZA.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Lorenzino de' Medici.*

D'ANGENNES Rolàche.

NAZIONALE Riposo.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Non toccate la Regina.*
—Prima rappresentazione dell'ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Le streghe di Benavento.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Masseppa.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 36 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MERCOLEDI 11 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

Anno — 6 mesi — 3 mesi
Per Torino — L. 40 — 21 — 11
Per le Provincie — » 48 — 25 — 13
Per l'Estero — » 80 — 36 — 18
Inserzioni volontarie, 30 cent. — d'obbligo, 25 cent.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Veduti l'art. 5 delle Regie Lettere Patenti del 30 novembre 1847, e gli articoli 1 e 2 delle Regie Lettere Patenti del 18 gennaio 1848;

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato Reggente il Ministero delle Finanze, il quale, di concerto col Ministro Segretario di Stato dell'Istruzione Pubblica, ci ha rappresentato la convenienza, nell'interesse del servizio, di sciogliere l'Azienda Generale dell'interno dall'amministrazione e dalla contabilità delle rendite dell'Istruzione Pubblica, e di incaricarne l'Azienda Generale delle Finanze, anche pel riflesso che ai contabili da questa dipendenti già trovasi affidata la riscossione della maggior parte di tali rendite;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. I fabbricati ed ogni sorta di beni immobili o tali riputati, le rendite, i crediti ed i proventi di qualunque natura, di cui l'amministrazione fosse in ora tenuta dal Dicastero dell'Istruzione Pubblica, sono dati in amministrazione all'Azienda Generale delle Finanze, sotto la dipendenza del Ministero delle medesime, a cominciare dall'esercizio 1852; salvi i diritti di proprietà che potrebbero competere a ciascheduna delle varie Università dello Stato.

Art. 2. L'Azienda Generale delle Finanze inscriverà sul bilancio attivo il prodotto degli immobili, delle rendite, dei crediti e degli altri proventi menzionati all'articolo precedente.

I prodotti di ciascuna Università saranno inscritti in articoli distinti.

Art. 3. L'amministrazione che con questo Decreto viene affidata all'Azienda Generale delle Finanze comprende anche i beni ed i redditi d'ogni natura, provenienti da lasciti fatti a favore delle singole Università a giovamento dell'Istruzione pubblica.

Verranno però nel bilancio attivo annotate le destinazioni speciali, ed i pesi inerenti ai detti lasciti.

Art. 4. L'annesso Regolamento, vidimato d'ordine Nostro da Ministro Reggente il Ministero delle Finanze, è approvato.

I Ministri per gli affari delle Finanze e dell'Istruzione Pubblica sono incaricati, nella parte che rispettivamente li riguarda, dell'esecuzione del presente, da registrarsi al Controllo generale, pubblicarsi ed inserirsi nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. a Torino, addì 2 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE

C. CAVOUR.
FARINI.

REGOLAMENTO

per l'amministrazione dei beni, e per la riscossione delle rendite, dei crediti e proventi di qualunque natura appartenenti all'Istruzione Pubblica.

Art. 1. Tutti i fabbricati ed altri immobili appartenenti alla Istruzione Pubblica, o da essa amministrati, saranno descritti sui registri di consistenza del Demanio dello Stato.

Art. 2. I locali ed i terreni, che saranno dichiarati necessari pel servizio dell'Istruzione Pubblica, continueranno ad essere a disposizione del Ministro da cui essa dipende.

Tutti gli altri locali ed immobili passeranno sotto l'amministrazione del Demanio.

Art. 3. Si procederà alle testimoniali di stato mediante verbale in triplice originale, in cui verrà constatata la consistenza dei fabbricati, e degli immobili, di cui è menzione agli articoli precedenti.

I fabbricati e gl'immobili saranno classificati in due distinte categorie, di cui l'una comprenderà quelli affetti al servizio dell'Istruzione Pubblica; e l'altra quelli che passano sotto l'amministrazione del Demanio.

Art. 4. I verbali prescritti dall'art. 3 saranno formati da due delegati nominati l'uno dal Ministro delle Finanze, e l'altro da quello dell'Istruzione Pubblica.

Art. 5. Il Ministero dell'Istruzione Pubblica farà rimettere ai delegati delle Finanze i titoli giustificativi della provenienza e proprietà degl'immobili, di cui trattasi: come pure i titoli ed i contratti di locazione di detti immobili, le cartelle o cedole per rendite sul Debito pubblico, ed i documenti tutti da cui risultino gli assegnamenti, le annualità, le rendite enfiteotiche o censuarie, i contributi di concorso o di sussidio a carico delle comunità, città, provincie, amministrazioni, o corpi morali qualunque, e tutte le carte che hanno rapporto alla percezione dei redditi e dei diritti di qualunque natura sinquì riscossi dalle Università dello Stato.

La consegna di siffatti titoli e documenti sarà constatata mediante un inventario speciale in triplice originale.

Art. 6. Colla scorta di detti titoli e documenti i ricevitori demaniali, o gli insinuatori inscriveranno sui loro sommarii le somme dovute da ciascun affittavole e debitore.

Tali somme dovranno fare oggetto di altrettanti articoli distinti, classificati nelle categorie che contengono gli analoghi prodotti, la di cui riscossione è affidata all'amministrazione del Demanio.

Sarà fatta menzione dell'Università, da cui provengono i redditi inscritti nei diversi articoli del bilancio.

Art. 7. I ricevitori demaniali, ed in loro mancanza, gli insinuatori saranno quind'innanzi incaricati della riscossione dei fitti, delle rendite, dei crediti, e dei prodotti di qualunque natura sinora affidati agli agenti contabili dell'Istruzione Pubblica.

Art. 8. Gli agenti contabili dell'amministrazione del Demanio avranno diritto all'aggio graduale stabilito dall'art. 3 del R. Decreto 4 novembre 1851 sul montare di tutti i prodotti sovra enunciati, come anche di quelli menzionati all'art. 12.

Art. 9. Gli insinuatori e ricevitori demaniali si daranno carico mento dei prodotti premenzionati sul giornale delle riscossioni demaniali, specificandone la natura; questi prodotti saranno compresi nei conti generali dei rispettivi loro uffizi, e saranno versati nelle tesorerie dello Stato sotto l'indicazione generica: *Prodotti d'Insinuazione e Demanio.*

Art. 10. I ricevitori particolari, che colle R. Lettere Patenti del 18 gennaio 1848 furono instituiti presso ciascuna Università dello Stato, continueranno, provvisoriamente, e fino a nuove disposizioni, a riscuotere, per conto delle Finanze, nelle città ove hanno sede le Università medesime.

1. Gli emolumenti relativi agli studii delle scienze.
2. Gli emolumenti relativi alla sanità pubblica.
3. I diritti di esami, promozioni, e minervali d'ogni specie.
4. Le retribuzioni da pagarsi dagli studenti delle R. scuole fuori delle Università.
5. E tutti gli altri prodotti eventuali devoluti alle Università, i quali siano d'una natura diversa da quelle indicate all'articolo 3.

Art. 11. I suddetti ricevitori particolari, posti d'ora innanzi sotto la dipendenza del Ministero e dell'Azienda generale delle finanze, si uniformeranno ai vegianti regolamenti dell'amministrazione del demanio per tutto ciò che ha rapporto alle riscossioni che ad essi sono affidate, ed al relativo versamento nelle tesorerie dello Stato.

Epperciò i direttori, gli ispettori ed i sotto ispettori dell'insinuazione e demanio sono incaricati di sorvegliare la gestione dei detti ricevitori particolari, di regolare i loro conti, e di verificare le loro casse, e le loro contabilità, tanto in occasione di giri periodici, quanto in ogni altra circostanza.

Art. 12. Gli insinuatori e ricevitori del demanio, nei luoghi ove non esiste ricevitore particolare dell'Università, continueranno del pari, come per lo passato, a riscuotere i prodotti specificati all'art. 10, dei quali però dovranno rendere conto all'amministrazione delle finanze, nei modi stessi praticati per tutte le altre riscossioni demaniali.

Art. 13. Tanto i ricevitori particolari presso le Università, quanto i contabili demaniali, comprenderanno i prodotti di cui agli articoli 10 e 12 nel conto generale, sotto la denominazione: *Prodotti dell'Istruzione Pubblica*; ed eseguiranno i relativi versamenti colla indicazione di cui all'alinea dell'art. 9.

Art. 14. Per abilitare i ricevitori particolari presso le Università, ed i contabili del demanio ad operare l'esazione loro rispettivamente affidata cogli articoli 10 e 12, il Ministero dell'Istruzione Pubblica provvederà perchè sia continuata, nei modi fin qui praticati, la formazione in ogni anno, ed a misura che si verifica il caso di nuovi proventi, d'un ruolo nominativo dei debitori delle somme dovute per le cause specificate all'art. 10.

In questo ruolo i debitori saranno classificati in altrettante categorie quante sono le direzioni del demanio, e gli uffizi contabili incaricati della riscossione di questi prodotti.

Lo stesso Ministero comunicherà ai suddetti ricevitori e contabili le variazioni che occorressero farsi ai ruoli, in seguito a dispense di minervali o di altri diritti conceduti in conformità ai vigenti regolamenti.

Art. 15. I direttori demaniali, tosto ricevuto il ruolo di cui all'articolo 14, faranno desumere da esso tanti estratti quanti saranno i ricevitori presso le Università, o gli uffizi demaniali nel cui distretto hanno residenza i debitori, e ne faranno ad essi la trasmissione, onde possano curare la riscossione delle somme dovute.

Questi estratti serviranno ai rispettivi contabili di registro sommario, e cadun articolo dovrà essere annotato della data del pagamento della somma pagata, e del numero corrispondente al registro delle quitanze di cui è cenno nel seguente articolo.

Art. 16. Ogni ricevitore particolare presso le Università, ed ogni contabile demaniale sarà, per cura dell'Azienda generale delle finanze, provvisto di registri di riscossione formati a matrice, debitamente vidimati in ciascun foglio dall'Azienda suddetta.

Sovra tali registri si dovranno inscrivere tutte indistintamente le somme che verranno pagate sui prodotti della natura di quelli accennati all'art. 10.

Da tali registri saranno staccate le ricevute di pagamento da rimettersi alle parti.

Questi registri serviranno a stabilire il caricamento di tutti i suddetti contabili, e saranno quindi conservati insieme cogli estratti di ruolo nei rispettivi uffizii.

Art. 17. La riscossione dei prodotti che per il loro carattere eventuale non abbiano potuto essere compresi nel ruolo accennato all'art. 14, sarà operata sulla presentazione di apposita dichiarazione spedita per parte del dicastero dell'Istruzione Pubblica, da cui risulti del titolo e della somma da riceversi.

Tali riscossioni saranno pure iscritte nel registro di cui all'articolo 16, e sarà per le medesime rilasciata la prescritta ricevuta.

Art. 18. Per le riscossioni che col presente regolamento vengono affidate ai particolari ricevitori presso le Università, ed ai contabili del demanio, si osserveranno le prescrizioni in vigore per l'esazione degli altri redditi e crediti demaniali.

Dato a Torino, il 2 febbraio 1852.

Visto d'ordine di S. M.
C. CAVOUR.

PARTE NON UFFICIALE

STATI

INTERNO — *Torino, 10 febbraio.*

La Camera de' Deputati nella tornata d'oggi terminò la discussione del progetto di legge ministeriale sulla stampa, e l'approvò infine con 98 voti contro 42. Annullò l'elezione del collegio 4° di Sassari, e convalidò quella del collegio di Tempio.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

Di un *Programma di Fisica.*

(Veggasi il Regolamento nella Gazz. Piem. num. 30)

(Continuazione e fine, vedi numero di ieri)

22. Calorico — Temperatura — Effetti del calorico — Termometri a mercurio od alcool a gaz, loro costruzione e graduazione — Confronto tra i termometri, centigrado di Reaumur, e di Fahrenheit — Considerazioni sull'uso del termometro — Dilatazione dei corpi solidi, liquidi ed aeriformi — Leggi di tale dilatazione — Coefficiente di dilatazione — *Maximum* della densità dell'acqua — Temperatura dell'acqua nei laghi e nei mari — Applicazione della dilatazione dei metalli — Lamine compensatrici — Orologi a compenso — Termometri metallici di Borda e di Breguet — Pirometri — Pirometro di Wegwood.

23. Mutazioni di stato — Fusione dei solidi e volatilizzazione dei liquidi — Condizioni che accompagnano questi fenomeni — Calorico latente — Calorico sensibile — Modo di determinare il calorico reso latente nella fusione o volatilizzazione dei diversi corpi, e particolarmente il calorico latente dell'acqua e del vapore acqueo — Congelazione dell'acqua — Ghiaccio artificiale nel vuoto — Miscugli frigorifici — Ritorno dei corpi liquidi allo stato solido, e dei vapori allo stato liquido — Condizioni di tali cambiamenti di stato — Applicazioni del calorico latente reso libero per tali mutamenti allo sviluppamento, all'economia domestica ed alle arti.

24. Calorico specifico — Unità del calorico specifico — Misura del medesimo nei corpi solidi e liquidi — Metodo della fusione del ghiaccio di Lavoisier e Laplace — Metodo dei miscugli — Metodo del raffreddamento — Calorico specifico dei gaz a pressione costante ed a volume costante — Metodo per determinarlo — Loro rapporto — Spiegazione del freddo — Sempre crescente nelle regioni elevate dell'atmosfera.

25. Evaporazione — Causa determinante della evaporazione — Influenza della pressione sulla evaporazione — Circostanze che la favoriscono — Forza elastica dei vapori — Metodo per determinarla — Tensione massima dei vapori — Variazione di questa col variar della temperatura — Differenza tra i vapori ed i gaz — Forza elastica d'un miscuglio di vapore e gaz — Densità dei vapori — Modo di determinarla — Rapporto della densità del vapor acqueo colla densità dell'aria atmosferica — Condensazione dei vapori e dei gaz — Costruzione e teoria degli igrometri di Saussure e di Daniel — Rugiada, brina, nuvole, nebbie, pioggia, neve, grandine.

26. Teoria dell'ebullizione dei liquidi — Rapporto tra la temperatura dell'ebullizione e la pressione cui sottostà il liquido che bolle — Digesto di Papino — Macchine a vapore — Loro descrizione e teoria — Loro applicazione al moto delle macchine, delle navi, e delle vetture — Breve sunto della storia delle macchine a vapore da Caus a Watt — Perfezionamento imaginato da questo.

27. Calorico raggiante — Raggi calorifici — Velocità — Del calorico raggiante — Intensità dello stesso — Alle varie distanze — Poteri emissivi, assorbenti, dispersivi e riflettenti del calorico raggiante — Confronto tra queste facoltà nelle varie sostanze — Influenza delle superficie dei corpi sulle medesime — Equilibrio mobile del calorico — Esperienze di Pictet e Saussure — Strumenti proprii per la misura del calorico raggiante — Termometro differenziale — Termoscopio — Termo-moltiplicatore.

28. Trasmissione del calorico a traverso i corpi — Corpi diatermici — atermici — termocroici — Differenza tra la diatermicità e diafaneità dei corpi — Diversa natura dei raggi calorifici procedenti dalla medesima sorgente o da diverse sorgenti — Facoltà conduttrice dei corpi per il calorico — Modo di determinarla — Applicazione della conduttricità dei corpi per il calorico — Tele metalliche — Lampada di Davy — Conduttricità del calorico nei liquidi e nei gaz — Esperienze che dimostrano le correnti ascendenti e discendenti nei liquidi e nei gaz che si scaldano o si raffreddano — Applicazione di queste allo scaldamento degli appartamenti.

29. Venti, modo di denominarli e di determinare la loro direzione ed intensità — Rosa dei venti, ed anemometri — Causa generale dei venti — Venti costanti, periodici ed irregolari — Spiegazione dei venti terrestre e marino, dei monsoni e degli alisei — Ragione provvidenziale dei venti — Uragani — Trombe terrestri e marine.

30. Sorgenti calorifiche — Calorico sviluppato per azioni meccaniche, molecolari, chimiche — Calorico animale — Cause del medesimo — Calorico dello spazio — Azione solare — Distribuzione del calorico sulla terra dall'equatore ai poli, dalla superficie negli strati interiori della terra e nelle varie regioni dell'atmosfera — Calorico centrale — Acque termali, pozzi artesiani — Temperatura dell'atmosfera — Media diurna, mensuale, annua, locale — Equatore termico — Linee isotermiche, isochimeniche, isoteriche — Poli di freddo — Limite delle nevi perpetue.

31. Elettricità — Fenomeni coi quali si manifesta — Elettricità per istrofinio — Corpi buoni e cattivi conduttori — Isolanti — Fatti che conducono ad ammettere due specie di elettricità — loro denominazione — Mezzo per riconoscere la specie di elettri-

www.internetculturale.it

cità di cui un corpo è carico — Pendoli elettrici — Elettroscopi — Elettrometri — Bilancia elettrica di Coulomb — Piano di prova — Leggi delle attrazioni e ripulsioni elettriche — Facoltà isolante dell'aria — Distanza esplosiva della scintilla elettrica.

32. Velocità della elettricità — Comunicazione della elettricità al contatto dei corpi — Modo con cui la elettricità si diffonde nei corpi conduttori — Influenza della forma della superficie dei corpi sulla tensione elettrica — Comunicazione della elettricità a distanza — Elettricità per influenza indotta nei corpi conduttori, isolati o comunicanti col suolo — Capacità specifica indutiva dei corpi — Corpi dielettrici — Teoria di Faraday — Fluido neutro — Teoria delle punte — Fiocchetto — Stelletta — Costruzione e teoria della macchina elettrica — Fuochi lambenti, fuochi di Sant'Elmo.

33. Elettricità dissimulata o latente — Costruzione e teoria della boccia di Leyden, del condensatore dell'elettrometro condensatore, dell'elettroforo, del quadro fulminante — Batteria elettrica — Suoi effetti — Elettricità dell'aria atmosferica, della terra, delle nuvole — Mezzi per esplorarla — Fulmine — Tuono — Contracolpo — Spiegazione di varie circostanze che accompagnano la esplosione del fulmine — Modo di calcolarne la distanza — Parafulmini — Macchina d'Amstrong.

34. Elettricità svolta per azioni chimiche, fatti che confermano tale sviluppo — Descrizione della pila a colonna di Volta — Modo con cui la elettricità si diffonde nei varii elementi di essa quando comunica col suolo od è isolata — Spiegazione data dal Volta — Storia della scoperta di questa pila — Pila a corone di tazze — Pile di Wollaston — di Growe, di Bunsen — Teoria chimica della pila — Poli — reofori — elettrodi — Corrente elettrica — Effetti fisiologici, chimici e fisici della corrente — Elettrolisi.

35. Calamita — Poli — Linea neutra — Sua direzione rispetto alla terra — Meridiano magnetico — Declinazione ed inclinazione della calamita — Variazioni regolari ed irregolari della declinazione ed inclinazione della calamita — Equatore magnetico — Poli magnetici del globo — Bussole terrestri e nautiche — Intensità magnetica del globo — Curve isodinamiche — Azioni reciproche dei magneti — Leggi delle loro attrazioni e ripulsioni — Azione delle calamite sul ferro, cobalto, nickolo, acciaio, ecc. — Potere coercitivo — Modo di ottenere calamite artificiali.

36. Azione della corrente elettrica sull'ago magnetico — Direzione che la calamita tende a prendere sotto l'azione di una corrente elettrica — Modo di determinare la direzione della corrente — Moltiplicatore galvanometro — Ago astatico — Misura delle correnti — Magnetizzazione dei corpi prodotta dalla corrente elettrica — Calamite temporarie od elettro-magneti — Azione della terra e dei magneti sulle correnti elettriche, e sui solenoidi o cilindri elettro-dinamici — Attrazione e ripulsione delle correnti elettriche parallele e ad angolo — Attrazione e ripulsione dei solenoidi tra di loro, di un solenoide con un magnete — Analogie tra i solenoidi ed i magneti — Ipotesi di Ampère intorno al magnetismo delle calamite e del globo terracqueo.

37. Correnti generate per l'azione di altre correnti, delle calamite e del globo stesso — Magnetismo di rotazione d'Arago — Macchina magneto-elettrica — Scintilla elettrica svolta dall'induzione magnetica delle calamite e del globo terracqueo — Aurora boreale — Telegrafo elettro-magnetico.

38. Svolgimento della elettricità per l'azione del calorico — Tormalina — Correnti termo-elettriche — Pile termo-elettriche — Termo-moltiplicatore di Nobili e Melloni — Effetti di queste pile — Elettricità animale — Pesci elettrici — Effetti delle correnti sui corpi viventi — Correnti osservate nella rana e negli altri animali.

39. Ottica — Luce — Ipotesi sulla natura della luce — Sua propagazione rettilinea — Raggio luminoso — Cono ottico — Angolo ottico — Velocità della luce, quale e come si dimostri — Intensità della luce — Dimostrare la relazione di tale intensità in ragione della distanza — Ombra — Penombra — Camera oscura naturale.

40. Catottrica — Riflessione della luce — Dimostrare con qual legge si operi — Grandezze e posizioni delle imagini negli specchi piani — Riflessioni molteplici — Specchi sferici — Raggio e centro di figura degli specchi sferici — Riflessione dei raggi paralleli incidenti su di uno specchio sferico concavo — Foco principale — Specchi ustorii — Archimede — Buffon — Riflessione dei raggi procedenti dal foco principale di uno specchio sferico concavo — Applicazione di tali specchi alla illuminazione.

41. Diottrica — Che cosa s'intenda per la rifrazione della luce e per i mezzi rifrangenti — Legge di Cartesio per la rifrazione ordinaria — Indici di rifrazione — Loro misura — Angolo limite e riflessione totale — Prisma refringente — Fata morgana.

42. Lenti sferiche — Centro ottico — Assi principale e secondario — Foco — Distanza focale delle lenti — Grandezze e distanze delle imagini nelle lenti — Aberrazione di sfericità delle lenti — Forza amplificativa — Microscopio semplice e composto — Telescopio astronomico — Telescopio di Galileo — Cannocchiale terrestre — Camera oscura — Daghereotipo — Lanterna magica — Fantasmagoria.

43. Decomposizione della luce per mezzo del prisma — Nome ed ordine dei colori dello spettro solare — Varia rifrangibilità dei colori — Ricomposizione della luce bianca coi varii colori dello spettro solare — Proprietà luminose, calorifiche, chimiche e magnetiche dei diversi raggi dello spettro solare — Righe trasversali scure dello spettro — Distinzione essenziale tra la rifrazione e la dispersione della luce, tra l'indice di rifrazione ed il potere dispersivo — Aberrazione di rifrangibilità — Acromatismo — Iride — Aloni — Parelì — Paraseleni.

44. Struttura dell'occhio — Modo con cui si opera la visione — Utilità di due occhi — Perchè due essendo le imagini negli occhi veggasi un solo oggetto — Perchè le imagini essendo rovesciate gli oggetti si veggano diritti — Perchè a distanze diverse possa l'occhio discernere distintamente gli oggetti — Presbitismo — Miopismo — Modo di rimediare a questi difetti — Occhiali — Durata delle impressioni ottiche sulla retina — Immagini e colori accidentali — Influenza reciproca dei colori vicini.

45. Moto apparente diurno del cielo — Asse del mondo — Poli celesti, paralleli, equatore e meridiano celeste — Orizzonte razionale e sensibile — Poli dell'orizzonte — Altezza polare — Stelle fisse di prima, seconda .... ecc. grandezza, telescopiche, moltipli — Costellazioni in generale — Costellazioni zodiacali — Via lattea — Nebulose — Modo di determinare la declinazione ed ascensione retta degli astri — Giorno sidereo — Sua invariabilità.

46. Isolamento della terra nello spazio — Prove le quali dimostrano la rotondezza della terra ed il suo schiacciamento ai poli — Moto rotatorio diurno della terra — Fatti che lo confermano — Asse, poli, paralleli, equatore, meridiano terrestri — Meridiano normale — Longitudine e latitudine terrestre — Modo di determinarle — Globi terrestri — Carte geografiche.

47. Moto apparente diurno ed annuo del sole — Giorno solare — Vero — Medio — Eclittica — Inclinazione di essa all'equatore — Asse e poli della eclittica — Segni della eclittica — Punti equinoziali e solstiziali — Tropici, circoli polari — Stagioni come si spieghi l'ineguaglianza dei giorni e delle notti nelle varie latitudini e nelle diverse stagioni dell'anno — Zone glaciali, temperate, torrida — Spiegazione della differenza delle loro temperature — Precessione degli equinozii — Anno solare — Sidereo — Tropico — Calendario Giuliano — Gregoriano — Cielo — Solare — Lettera domenicale — Fisica costituzione del sole — Macchie solari — Durata della rotazione del sole intorno al suo asse — Massa, volume e distanza dalla terra.

48. Moto ed orbita della luna — Inclinazione di questa all'eclittica — Nodi ascendente e discendente — Moto di questi nodi — Spiegazione delle fasi lunari e della *luce cinerea* della parte non illuminata dal sole — Spiegazione degli ecclissi totali, parziali ed annulari della luna e del sole — Giorno lunare — Mese sinodico e periodico — Anno lunare — Epatta — Cielo lunare, numero d'oro — Fisica costituzione della luna, sua grandezza e distanza dalla terra — Rotazione della luna intorno al suo asse di uguale durata alla rivoluzione intorno alla terra — Spiegazione datane da Lagrangia.

49. Pianeti — Moti diretti, retrogradi e stazioni dei pianeti — Pianeti inferiori — Fasi, periodi e transiti di Venere e Mercurio a traverso il sole — Centro del loro moto — Pianeti superiori — Loro distanze, periodi di rivoluzione e centro di moto — Leggi di Keplero, loro interpretazione — Leggi dell'attrazione universale — Idea generale del sistema solare — Come si spieghino le apparenze che presentano i pianeti nella dottrina Copernicana — Fatti i quali dimostrano vera questa dottrina — Aberrazione delle stelle — Come questa provi il moto annuo della terra attorno il sole — Pianeti ultra-zodiacali — Fisiche particolarità osservate nei pianeti.

50. Pianeti secondarii — Quanti osservati fino ad ora intorno a ciascun pianeta primario — Loro ecclissi — Velocità della luce scoperta dagli ecclissi dei satelliti di Giove — Anelli di Saturno — Comete — Fisiche particolarità di esse — Centro del loro moto — Ritorno periodico delle medesime.

FARINI.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova la sera del 4 febbraio 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9213594 81
id. id. in Torino	»	4896603 15
Numerario in via per Torino	»	200000 »
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	14552694 96
id. id. in Torino	»	13079624 74
Fondi pubblici della Banca	»	562117 50
R. Finanze c. mutuo	»	» »
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	933333 34
Tratte della sede di Torino del 27 corr.	»	28085 44
Spese diverse	»	263519 92
Fondi pubbl. cogli interessi	»	» »
Corrispondenti della Banca (sbil.° de' conti)	»	532014 85
	L.	49040388 69

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione.		
per operazioni ordinarie	»	34298300 »
per mutuo alle Regie Finanze	»	» »
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	» »
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	40650 65
id. id. in Torino	»	75852 06
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	72445 48
id. id. in Torino	»	93737 91
Conti correnti disponibile in Genova	»	825667 55
id. id. in Torino	»	1025279 01
Non disponibile	»	125679 56
R. Erario conto corr.	»	3947745 31
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	50445 51
della sede di Torino su quella di Genova del 27 corr.	»	21571 24
Dividendi arretrati	»	39550 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Rimb. della sede di Torino del 27 corr.	»	16725 »
Creditori diversi	»	50900 93
	L.	49040388 69

REALE ACCADEMIA DELLE SCIENZE.

Nell'adunanza della classe di scienze morali, storiche e filologiche della R. Accademia, tenuta li 5 del corrente mese, il cav. Vesme continuò la lettura di uno scritto dell'accademico nazionale non residente cav. Pietro Martini, presidente della biblioteca della R. Università di Cagliari, già in altra precedente adunanza incominciata, nella quale l'autore si propose di illustrare una curiosa pergamena contenente un *Ritmo* latino sulla foggia di quelli già noti di Verona e di Milano. In esso sono contenute molte notizie importanti concernenti a quell'isola, a cominciare dai primi abitatori di essa per i Fenici, e continuate sino verso l'8° secolo, al qual tempo il cav. Martini fa rimontare il predetto curioso documento.

In questa adunanza si lessero le lettere di ringraziamento dei signori Raoul-Rochette e Lenormant, membri dell'Istituto di Francia, per la loro nomina a Soci corrispondenti fatta dalla classe nella sua adunanza precedente.

GAZZERA, *Segr.*

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

Affine di procurare al pubblico il vantaggio di spedire lettere col mezzo di convogli della ferrovia, coi quali non sono avviati dispacci postali, questa Direzione generale ha preso gli opportuni concerti coll'azienda generale delle strade ferrate, in conseguenza dei quali e con superiore autorizzazione,

Notifica:

1. D'ora innanzi le lettere da Torino per Asti, Alessandria e Novi, e rispettivamente da una per l'altra di esse città potranno, quando il mittente ne faccia speciale instanza presso il rispettivo ufficio di Posta, avere corso anche coi convogli della ferrovia, coi quali non sono regolarmente avviati dispacci postali;

2. Siffatte lettere saranno considerate come spedite per istaffetta, epperciò assicurate.

Sarà percepito per esse il diritto:

1. Di centesimi 52, fissato pel loro trasporto in via ferrata, per qualsiasi relativa destinazione;

2. Di centesimi 40, per l'assicurazione, oltre la tassa ordinaria, in ragione di peso;

3. Di centesimi 6 per chilometro, equivalente a quello attuale di centesimi 50 per posta, devoluto all'amministrazione;

3. In questo modo saranno pure spedite quelle lettere che venissero presentate per destinazioni laterali ad Asti, Alessandria e Novi, od oltre Arquata, e da farsi proseguire, mediante gli attuali diritti, per istaffetta o viceversa.

Torino, il 10 febbraio 1852.

Il direttore generale
DI POLLONE.

FRANCIA

PARIGI, 7 *febbraio*. I cambiamenti che dee subire l'uniforme della guardia nazionale sono i seguenti: La tunica è conservata, ma il collo sarà dello stesso turchino che la tunica; da ciascun lato del collo saranno posti due alamari bianchi. I paramani, turchini come il collo, saranno tagliati alla foggia della cavalleria; una pistagna rossa li orlerà. I bottoni, bianchi, porteranno l'aquila, senza alcuna leggenda. I calzoni saranno ornati d'una banda rossa. Le spalline saranno bianche.

Lo sciakò sarà in panno turchino, con gallone bianco all'orlo superiore, e scaglioni dello stesso colore, della forma attuale. Sarà ornato d'una piastra coll'aquila in metallo bianco, col numero del battaglione.

L'uniforme sarà compiuto con un zaino in pelle nera. Le armi e le bufletterie rimangono le stesse.

— Leggesi nella *Patrie*: Tra le informazioni inesatte date, già da due mesi, nei giornali d'Inghilterra sulle nostre vertenze col Marocco, erasi veduto una pretesa lettera indirizzata al *Times* dagli abitanti di Salé, con questo titolo: *I Francesi a Rabat e a Salé*. Questa lettera, nella quale lo stile e le forme eransi imitati alla meglio, rappresentava l'affare di Salé sotto il più falso aspetto. Il governo marocchino istesso si è presa cura di smentire quella imitazione della letteratura araba. Il *Chronicle* di Gibilterra, del 21 gennaio, pubblica la seguente lettera che dice essere stato richiesto d'inserire:

Lettera di Sid-Mohamed el Khalib, bascià di Tangeri, ministro degli affari esteri di S. M. l'imperatore di Marocco, al sig. Castellinard, agente e console generale di Sardegna nel Marocco, incaricato temporaneamente degli affari della Francia.

Lode a Dio unico! Non havvi potere nè forza che in Dio altissimo e magnificentissimo!

Al nostro amico l'agente ed il console generale di Sardegna, incaricato temporaneamente degli affari di Francia, sig. Adolfo Castellinard. Noi ci informiamo di nuovo della vostra salute, e speriamo in Dio che essa sia eccellente.

Abbiamo ricevuto la vostra lettera in data d'oggi, nella quale trovavasi una gazzetta del 9 gennaio, di Gibilterra, che riproduce il tenore d'una lettera inserita nel giornale inglese il *Times*, e che si riferisce agli avvenimenti successi in Salé, ed alle cagioni che li aveano provocati. Questa lettera fa appello, in tal proposito, alla stampa inglese. Noi ci stupimmo altamente del linguaggio tenuto in quel giornale, e ce ne dolse in sommo grado, perchè S. M. scrifiana e noi stessi non desideriamo che la buona armonia col governo francese. Per conseguenza, respingiamo interamente siffatte parole, imperocchè ci parve che colui il quale aveva scritte simili menzogne des derava seminar la discordia fra i due Stati.

L'autore di questa lettera non è, crediamo, suddito di questo impero, ed è appunto perciò che egli non ardì firmare il suo scritto; del resto, quanto vi si dice è totalmente contrario alla verità, essendo un grossolano tessuto di menzogne sugli avvenimenti che sono successi, e noi non potemmo per conseguenza che esserne vivamente afflitti, poichè non desideriamo se non parole di pace. Noi non permetteremo mai che altri s'immischi con simili scritture negli affari tra S. M. scerifiana e la Francia, perocchè queste sono cose che riguardano personalmente i due governi. Quanto a noi, non abbiamo che un solo desiderio, ed è quello della pace e della buona armonia.

Il 25 di Rebiah el Auel 1268 (16 gennaio 1852.)

L'agente di S. M. eccelsa in Dio
MOHAMMED EL KHALIB.

Dio la protegga!

Per traduzione conforme
Il cancelliere interprete inter. della legazione di Francia nel Marocco
AUGUSTO BUMIER.

Decreto organico per l'elezione dei deputati al corpo legislativo. (Continuazione e fine. V. num. 33 e 35)

TITOLO IV. — *Disposizioni penali.*

Art. 31. Ogni persona che si sarà fatta inscrivere sulla lista elettorale sotto falsi nomi o false qualità, o avrà, facendosi inscrivere, dissimulato un'incapacità preveduta dalla legge, o avrà reclamato ed ottenuto una inscrizione sopra due o più liste, sarà punita d'un mese a un anno di carcere, e d'una multa di 100 a 1,000 fr.

Art. 32. Colui che, decaduto dal diritto di votare, o sia per una condanna giudiziaria, o in seguito ad un fallimento a cui non abbia succeduto riabilitazione, avrà votato o in virtù d'una inscrizione sulle liste anteriori al suo decadimento, o in virtù d'una inscrizione posteriore, ma operata senza partecipazione, sarà punito di 15 giorni a 3 mesi di carcere e d'una multa di 20 a 500 franchi.

Art. 33. Chiunque avrà votato in un'assemblea elettorale, o in virtù d'una inscrizione ottenuta nei primi due casi previsti dall'art. 31, o prendendo falsamente i nomi e le qualità d'un elettore inscritto sarà punito di 6 mesi a 2 anni di carcere e d'una multa di 200 a 2,000 fr.

Art. 34. Sarà condannato alla stessa pena ogni cittadino che avrà profittato d'una inscrizione moltiplice per votare più di una volta.

Art. 35. Chiunque essendo incaricato, in uno squittinio, di ricevere, contare o far lo spoglio dei bullettini contenenti i suffragi dei cittadini, avrà sottratto, aggiunto od alterato bullettini, o letto diverso da quello che è inscritto, sarà punito di uno a 5 anni di carcere e d'una multa di 500 a 5,000 fr.

Art. 36. La stessa pena sarà applicata ad ogni individuo che, incaricato da un elettore di scrivere il suo voto, avrà inscritto sul bullettino un nome diverso da quello che gli era indicato.

Art. 37. L'entrare nell' assemblea elettorale con armi apparenti è interdetto. Nel caso d'infrazione, il contraventore sarà passibile d'una multa da 16 a 100 fr.

La pena sarà di 15 giorni a tre mesi di carcere e d'una multa di 50 a 300 fr. se le armi erano nascoste.

Art. 38. Chiunque avrà dato, promesso o ricevuto denari, effetti o valori di qualunque sorta, sotto la condizione o di dare o di procurare un voto, o di astenersi dal votare, sarà punito di 3 mesi a 2 anni di carcere, e d'una multa di 500 a 5,000 fr.

Saranno puniti delle stesse pene coloro che sotto le stesse condizioni avranno fatta o accettata l'offerta o la promessa d'impieghi pubblici o privati.

Se il colpevole è funzionario pubblico, la pena sarà del doppio.

Art. 39. Coloro che, o per via di fatto, violenze o minacce contro un elettore, o facendogli temere di perdere il suo impiego o di esporre a un danno la sua persona, la sua famiglia o i suoi beni, lo avranno determinato ad astenersi dal votare, o avranno esercitata influenza sopra un voto, saranno puniti di un mese a un anno di carcere, e d'una multa di 100 a 1,000 fr.; la pena sarà doppia se il colpevole è pubblico funzionario.

Art. 40. Coloro che con false notizie, voci calunniose od altri maneggi frodolenti, avranno sorpreso o stornato suffragi, determinato uno o più elettori ad astenersi dal votare, saranno puniti d'un mese a un anno di carcere, e d'una multa di 100 a 2,000 fr.

Art. 41. Quando, con attruppamenti, clamori o dimostrazioni minacciose, si saranno turbate le operazioni d'un collegio elettorale, impedito l'esercizio del diritto elettorare o la libertà del voto, i colpevoli saranno puniti di 3 mesi a 2 anni di carcere, e d'una multa di 100 a 2,000 fr.

Art. 42. Ogni irruzione in un collegio elettorale consumata o tentata con violenza a fine d'impedire una scelta, sarà punita di un anno a 5 anni, e d'una multa di 1,000 a 5,000 fr.

Art. 43. Se i colpevoli portavano armi, o se lo squittinio fu violato, la pena sarà la reclusione.

Art. 44. La pena sarà dei lavori forzati a tempo se il delitto sia stato commesso in seguito ad un piano concertato per essere eseguito o in tutta la repubblica, o in uno o più dipartimenti, o in uno o parecchi circondarii.

Art. 45. I membri d'un collegio elettorale che, durante la riunione, si saran resi colpevoli d'oltraggi o di violenze, o verso l'uffizio presidenziale, o verso uno de' suoi membri, o che, per vie di fatto o minacce, avranno ritardato o impedito le operazioni elettorali, saranno puniti di un mese a un anno di carcere, e d'una multa di 100 a 2,000 fr.

Se lo squittinio fu violato, la prigionia sarà di un anno a 5, e la multa di 1,000 a 5,000 fr.

Art. 47. Il rapimento dell' urna contenente i suffragi enessi e di cui non siasi fatto ancora lo spoglio, sarà punito di un anno a 5 anni di carcere, e d'una multa di 1,000 a 5,000 fr.

Se questo rapimento è stato effettuato in riunione e con violenza, la pena sarà la reclusione.

Art. 47. La violazione dello squittinio fatta o dai membri dell'uffizio, o dagli agenti dell' autorità preposti alla guardia dei bullettini di cui non siasi ancor fatto lo spoglio, sarà punita colla reclusione.

Art. 48. I reati previsti dalla presente legge saranno giudicati dalla corte d'assise, e i delitti dai tribunali correzionali; l'art. 463 del Codice penale potrà essere applicato.

Art. 49. In caso di convinzione di parecchi reati o delitti, previsti dalla presente legge, e commessi anteriormente al primo atto di procedimento giudiziario, la pena più forte sarà sola applicata.

Art. 50. L'azione pubblica e l'azione civile saranno prescritte dopo tre mesi, a decorrere dal giorno della proclamazione del risultamento dell' elezione.

Art. 51. La condanna, se è pronunciata, non potrà, in verun caso, avere per effetto d'annullare l'elezione dichiarata valida dai poteri competenti, o debitamente definitiva per la mancanza d'ogni protesta regolare formata nel termine di tempo voluto dalle leggi speciali.

Art. 52. Le leggi anteriori sono abrogate in ciò che esse hanno di contrario alle disposizioni della presente legge.

TITOLO V. — *Disposizioni generali.*

Art. 53. Per l'elezione del presidente della repubblica una legge speciale regolerà il modo di votazione dell' esercito.

Art. 54. Un decreto regolativo emanato in eseguimento delle disposizioni dell' art. 6 della costituzione, stabilirà: 1° le formalità amministrative pel rivedimento annuo delle liste; 2° tutte le disposizioni relative alla composizione, alle attribuzioni ed alle operazioni dei collegi elettorali.

Dal palazzo delle Tuilerie, il 2 febbraio 1852.

LUIGI NAPOLEONE.

Il ministro dell' interno,
DI PERSIGNY.

Prospetto del numero dei deputati al corpo legislativo da eleggersi in ciascun dipartimento.

Ain, 3 deputati; Aisne, 4; Allier, 2; Alpi (Basse), 1; Alpi (Alte), 1; Ardèche, 3; Ardennes, 2; Ariège, 2; Aube, 2; Aude, 2; Aveyron, 5; Bocche del Rodano, 5; Calvados, 4; Cantal, 2; Charente, 3; Charente Inferiore, 4; Cher, 2; Corrèze, 2; Corsica, 1; Costa-d'Oro, 3; Costa del Nord, 5; Creuse, 2; Dordogna, 4; Doubs, 2; Drôme, 3; Eure, 3; Eure-e-Loir, 2; Finistère, 4; Gard, 3; Garonna (Alta), 4; Gers, 3; Gironda, 5; Hérault, 3; Ille-e-Vilaine, 4; Indre, 2; Indre-e-Loira, 3; Isère, 4; Jura, 2; Lande, 2; Loir-e-Cher, 2; Loira, 3; Loira (Alta), 2; Loira Inferiore, 4; Loiret, 2; Lot, 2; Lot-e-Garonna, 3; Lozère, 1; Maine-e-Loira, 4; Manica, 4; Marna, 5; Marna (Alta), 2; Mayenne, 3; Meurthe, 3; Mosa, 2; Morbihan, 3; Mosella, 3; Nièvre, 2; Nord, 8; Oise, 5; Orne, 3; Passo-di-Calais, 5; Puy-di-Dôme, 5; Pirenei (Bassi), 3; Pirenei (Alti), 2; Pirenei Orientali; 1; Reno (Basso), 4; Reno (Alto), 3; Rodano, 4; Sonna (Alta), 3; Sonna-e-Loira, 4; Sarthe, 4; Senna, 9; Senna Inferiore, 6. Senna-e-Marna, 3; Senna-e-Oise, 4; Sevres (Due), 2; Somme, 5; Tarn, 3; Tarn-e-Garonna, 2; Varo, 3; Valchiusa, 2; Vandea, 3; Vienne, 2; Vienne (Alta), 2; Vosgi, 5; Yonne, 3. Totale: 261.

PORTOGALLO

Scrivono al *Morning-Post* da Lisbona in data del 29 gennaio ultimo:

Il comitato a cui fu affidato l' incarico di compilare la risposta al discorso della corona, l'ha presentata alla Camera che oggi stesso comincierà a discuterla.

Si parla di Sa da Bandeira pel ministero della marina: questa nomina piacerebbe, essendo egli uomo onesto e disinteressato.

INGHILTERRA

LONDRA, 6 *febbraio*. Alla Camera de' comuni, tornata del 6, lord Dudley Stuart interpellò il governo sulla ferita che ricevette a Firenze l'inglese Mather da un ufficiale austriaco. Lord. J. Russell dette alcune esplicazioni in proposito, e disse che il governo non avea creduto di dover procedere più oltre, essendo già stata quella quistione portata innanzi ai tribunali. Dopo questo incidente, che non ebbe altro seguito, lord J. Russell depose sul tavolo del presidente alcuni documenti relativi ai rifugiati politici residenti in Inghilterra.

— Il *Times* annunzia che si stanno in questo momento facendo compre considerevoli di cavalli nelle contee del nord dell'Inghilterra per conto del governo francese.

— Si legge nel *Morning Advertiser*:

Ieri (5) fu tenuta a Mason's Arms Lambeth una riunione generale d'operai non addetti alla società collegata, nello scopo di esaminare ciò che era a farsi in seguito d'una risoluzione adottata da' capi di aprire i loro stabilimenti a quegli operai che consentiranno a sottoscrivere una dichiarazione, in virtù della qua'e rinunzierebbe o ad ogni partecipazione ai disegni di essa società collegata.

In detta riunione gli operai intervenuti decisero di opporsi alla risoluzione de' capi, e di nominare una deputazione che dovrà conferire con la società collegata a fine d' intendersi su i mezzi da adottarsi nell'interesse comune.

— Scrivono da Port-mouth al *Globe* in data del 5:

Il consiglio municipale di Portsmouth, nella sua riunione di ieri, ha deciso ad unanimità di ringraziare solennemente il viceammiraglio Leblanc, prefetto marittimo di Brest, per la nobile ed energica condotta di cui fece prova quel personaggio inviando si prontamente dal porto di Brest un rosco'o del governo, nella speranza di prestare soccorso ai passeggieri e all'equipaggio dell'*Amazone*. Vi fu deciso eziandio che una copia di questa risoluzione sarebbe scritta su pergamena e mandata all' illustre viceammiraglio a Brest.

ALEMAGNA

AUSTRIA. *Vienna*, 5 *febbraio*. I fogli di Vienna riferiscono che l' iscrizione per la marina ordinata da S. M. l' imperatore entrerà in attività nel corso di quest' anno. Lo scopo di quell'istituto si è di formare una scuola di marinai per la marina di guerra presi dalla marina mercantile, e d'introdurre contemporaneamente una severa disciplina pei marinai di quest' ultima.

— Quest'oggi vennero giustiziati col capestro, in seguito a sentenza del Consiglio di guerra, i nominati Michele Piringer, detto Maurizio Patacki, nativo di Szered in Ungheria e Giuliano Goslar, polacco: essi erano accusati d'alto tradimento.

— Leggiamo nella parte officiale della *Gazzetta di Vienna* la seguente notificazione di quell'I. R. governo militare in data del 31 p. p. gennaio:

« La redazione del *Fremdenblatt*, ad onta che fosse reiteratamente ammonita di non accogliere nelle sue colonne articoli immorali, avventati ed in ogni modo sconvenevoli, nei suoi numeri del 25 e 30 ultimo scorso gennaio contravveniva di nuovo a tutte quelle precorse ufficiali avvertenze, annunciando cioè in parte con rara mancanza di tatto, ed in parte nella mira manifesta di mistificare il pubblico, nel primo dei detti numeri, l'erezione in Friborgo di un monumento al monaco francescano Bertoldo Schwarz anzichè allo storico Rottek, espargendo nel secondo l'insulsa notizia che vari impieghi civili, come tra gli altri la direzione dell'I. R. teatro di Corte, fossero stati occupati con generali in eminente posizione, che ha perfino l' impudenza di nominare.

« In base alle seguite infruttuose ammonizioni contro simili sconvenevolezze, si trovò di ordinare la sospensione del *Fremdenblatt* da oggi a tutto il 15 febbraio inclusivo, e di incaricare l'I. R. Capitanato civico dell'esecuzione di questa ordinanza. »

PRUSSIA. Il console prussiano a Copenaghen ha ricevuto ordine dal suo governo di recarsi spesso a Elseneur per vegliare agli interessi dei navigli prussiani sottoposti al pedaggio del Sund. Una delle principali ragioni che determinarono il nostro governo d' instituire un consolato a Copenahen, è appunto l'intenzione di comporre definitivamente ogni vertenza relativamente al pedaggio del Sund.

— *Stoccarda*, 5 *febbraio*. Leggesi nell'*Indicatore di Stato*, foglio ufficiale del Würtemberg:

La seconda Camera degli Stati discuterà bentosto la quistione se i diritti fondamentali del popolo tedesco siano ancora in vigore. Quindi è che il consiglio privato ha testè indirizzato a questo riguardo un rescritto alla Camera, nel quale si contengono gli argomenti che seguono:

La Dieta germanica ha il diritto di fare leggi nuove o di abrogare le leggi vigenti, a termini del § 5 della costituzione virtemberghese: queste leggi hanno forza obbligatoria pel Würtemberg. La Dieta ha dunque potuto abrogare i diritti fondamentali.

In ogni caso, siccome la legge del 1° luglio 1849, riguardante i diritti fondamentali, parve pericolosa ed impraticabile non ostante la buona volontà che aveva il governo di eseguirla, e venne abrogata per le regie ordinanze del 6 novembre 1850 e del 19 marzo 1851, la seconda Camera degli Stati non ha il diritto di riguardare come tuttora in vigore un articolo di quella legge, poichè altrimenti essa opererebbe inconstituzionalmente. In conseguenza il consiglio esprime il desiderio che la Camera non si occupi più di questa quistione, affinchè non venga turbata l'armonia esistente fra il governo e la medesima.

CITTÀ ANSEATICHE. *Amburgo*, 2 *febbraio*. Il *Corrispondente di Amburgo*, che venne scelto come foglio officiale della città libera di Amburgo, reca quanto segue:

Il dottore Bücker, il quale rappresenta ora Amburgo a Berlino, entrò in carica in modo soddisfacente, perchè nella prima udienza che egli ebbe dal sig. di Manteuffel, presidente del consiglio dei ministri, gli venne fatta comunicazione che le truppe federali che qui si trovano, fra breve partiranno: e tale comunicazione si fece al rappresentante di Amburgo affinchè la notificasse al suo governo.

Siccome il generale Budberg, inviato di Russia, ed il barone di Prokesch-Osten, inviato d'Austria, confermano lo stesso, così non v'è più alcuna ragione di dubitare che tale notizia sia degna di fede. Il sig. Graffen, nostro ministro residente a Vienna, annunziò parimente al senato che furono spediti ordini dal ministero della guerra relativamente alla partenza delle truppe austriache.

DANIMARCA

HOLSTEIN, *Kiel*, 2 *febbraio*. Il conte Rewentlow Criminil, ministro per l'Holstein ed il Lauenburgo, è giunto a Kiel nella sera del 1° febbraio. Il consigliere di Stato Prehn ed il barone Plessen avranno, dicesi, la direzione superiore degli affari separati dei due ducati, sotto gli ordini dei due ministri, il primo per lo Schleswig, ed il secondo per l'Holstein: in ciascuno dei ducati v'avranno inoltre due capi di dicastero, uno per la giustizia e l'altro per l' interno ed il culto.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino*, 11 *febbraio*.

La festa da ballo di beneficenza, data ieri sera nel gran teatro, fu, a malgrado l' imperversare del tempo, numerosa e splendida. La R. Corte v' intervenne alle ore dieci e fu salutata al suo apparire da uno scoppio universale e fragoroso di applausi che duravano prolungati, e che l' entusiasmo faceva ripetere. La sala era riccamente ed elegantemente addobbata. Davanti all' orchestra scorgevasi una fontana circondata da fiori. L' orchestra era disposta a semicerchio all' estremità del palco scenico. Le logge erano gremite di spettatrici: la platea affollata. Il numero dei biglietti distribuiti udiamo importi una somma non minore di quella raccolta lo scorso anno.

Fu questa una vera solennità, perchè porse occasione alla popolazione di dar testimonianza dell'affetto ed ossequio che porta al giovine Monarca e di compiere ad un tempo un atto di pubblica carità: sentimenti ambedue cari a questa colta nazione.

Si legge nella *Gazzetta di Genova* in data 8 febbraio:

Col vapore sardo il *Galileo* reduce da Livorno giunse in questa città il marchese Pes Salvatore di Villamarina, ministro di S. M. Sarda in Toscana.

Col vapore postale francese giunto da Marsiglia rimpatriò il sig. dottore Bo Angelo, uffiziale della Legion d'Onore, reduce dalla sua missione in Parigi, quale rappresentante della Sardegna al congresso sanitario che si tenne in quella capitale.

FRANCIA. *Parigi*, 8 *febbraio*. Il *Moniteur* d'oggi non contiene decreti importanti.

Gli altri giornali di Parigi non recano notizie di qualche rilievo.

— È morto il marchese di Jancourt, già ministro della marina sotto Luigi XVIII, e pari di Francia.

SPAGNA. *Madrid*, 3 *febbraio*. Ecco alcuni particolari biografici sull'assassino, riferiti dall'*Espana*:

Egli si chiama don Martin Merino, è nato ad Arnedo, provincia di Logrono. Egli ha 63 anni, è alto di statura, con capelli interamente bianchi, ed è di costituzione robusta. Egli era religioso francescano della riforma di S. Diego; ma non potendo sopportare una vita povera e la soggezione del chiostro, chiese ed ottenne, nel 1821, la secolarizzazione. Si assicura che in quel tempo ei diede ripetuti saggi del suo fanatismo politico assai poco confacenti al suo carattere sacerdotale, e si dice che allora egli abbia, in occasione di una sommossa, minacciato il re Ferdinando, con un pugnale in una mano, e la costituzione nell'altra.

— I bollettini de' medici, riportati dalla *Gazzetta di Madrid*, si accordano coi dispacci telegrafici già da noi pubblicati intorno allo stato soddisfacente della salute di S. M. la regina Isabella II.

INGHILTERRA. *Londra*, 7 *febbraio*. La *Gazzetta di Londra* pubblica la nomina di lord Cowley, inviato straordinario e ministro plenipotenziario presso la confederazione germanica, ad ambasciatore straordinario e plenipotenziario presso la repubblica francese.

Corre voce che lord Normanby è nominato governatore generale delle Indie.

Nella seduta della Camera dei lord del 6, il conte Grey dichiarò ch'erano stati presi dei provvedimenti ond' impedire la importazione d'armi e di munizioni da guerra nella Cafreria.

RUSSIA. Dai decreti imperiali relativi alla costruzione della strada ferrata da Pietroburgo a Varsavia, risulta che i lavori saranno divisi in otto sezioni, affidati ad altrettante commissioni diverse, ed incominciati contemporaneamente. Due corpi di truppe saranno, dicesi, impiegati alla costruzione di questa strada ferrata (un corpo di truppe in Russia conta da 30 a 40,000 uomini) e si crede che la strada tutta potrà essere compiuta ed attivata in tre o quattro anni.

Ultimata questa, e fors'anche prima che essa sia compiuta, sarà incominciata quella da Varsavia a Mosca. Queste strade, di gran momento pel commercio, sono anche importantissime sotto l'aspetto strategico, togliendosi così le difficoltà che si oppongono alla pronta concentrazione delle truppe sparse nella parte orientale dell'impero.

E. LEONE gerente.

www.internetculturale.it

STORIA DEL CONSOLATO E DELL'IMPERO

OPERA DI **ADOLFO THIERS**

VERSIONE

del Prof. PIETRO BERNARDO' SILORATA

Di questa insigne opera, di cui è uscito in Parigi il vol. XI, e di cui usciranno in breve i rimanenti, si pubblica la versione italiana dagli editori Fontana e Le Monnier in Firenze, a fascicoli di pag. 80 in ottavo, al prezzo di Ln. 1 e cent. 20.

È uscito il fascicolo 31, e presto verrà fuori il 32. Si sta provvedendo perchè la stampa di questa versione possa progredire con maggior sollecitudine.

SOCIETA' ANONIMA
DEI MOLINI A. A. DI COLLEGNO

Il Comitato di Direzione ha l'onore di prevenire i signori Azionisti che la solita Assemblea Generale avrà luogo il 27 corrente febbraio, alle ore 8 di sera, casa Racca, via Oporto, n. 1, rimpetto ai nuovi Macelli.

VIGONE

Si notifica che con superiore autorizzazione le due FIERE solite tenersi nel luogo di Vigone, la prima il 26 di febbraio e la seconda il primo giovedì dopo la festa della Natività di S. Giovanni Battista, vennero trasportate quella nell'ultimo lunedì del Carnovale, e questa all'ottavo giorno dopo l'Ascensione del Signore.

GIUSEPPE ORCORTE
CHIRURGO MECCANICO DENTISTA

premiato di Medaglia nell'anno 1850.
Torino, via Nuova, num. 9, primo piano.
ove trovasi l'unico laboratorio da lui diretto.

AVVISO

I signori GIACOBINO e RIZZETTI, esercenti l'Albergo del **Bue Rosso** in Torino, avendo stabilito una Vettura in coincidenza colla Strada ferrata, annunziano al Pubblico che la partenza della medesima dal detto albergo ebbe principio dall'11 corr. gennaio e continua giornalmente il suo corso.

DA AFFITTARE
con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

DA VENDERE IN TORINO

Una pezza di terreno fabbricabile, fuori Porta Susa. — Dirigersi al notaio Albasio, via d'Italia, n. 7, piano 2.°

AFFITTAMENTO

Del podere chiamato il *Castello delle Apertole*, in territorio di Livorno Vercellese, diviso in due lotti.

Per le indicazioni dirigersi all'Economo locale, e per la visione dei capitoli all'Azienda della Casa di S. A. R. il Duca di Genova, in Torino.

DA AFFITTARE IN SALUZZO
Per S. Michele 1852

Antico ed avviato albergo sotto l'insegna del GALLO, sulla piazza Vittorio Emanuele II, accanto al Duomo.

Per le opportune nozioni e trattative dirigersi in Saluzzo dai proprietarii fratelli Giraud, ed in Torino dal signor Paolo Poli, albergatore delle Tre Corone.

Ove si desideri anche far rilievo degli accessorii per l'esercizio da albergatore, l'attuale esercente offre di rimettere il tutto o parte a ben modiche condizioni e more concertande, anche prima dell'epoca accennata.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

Num. 4 Camere elegantemente mobigliate, con cucina e cantina, ristabilite in nuovo, nel centro della capitale. — Dirigersi alla Tipografia G. Favale e C., dalle ore 8 antim. alle 3 pom.

DA VENDERE: CASA di campagna, denominata *l'Iorio*, con ettari 7, 60 (giorn. 20,) circa, situata a pochi minuti dalla città e dalla Stazione d'Asti.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 6 camere mobigliate, via della B. V. degli Angeli, casa della Cisterna, num. 14, piano 3.°; visibile dalle ore 10 alle 3. — Dirigersi al portinaio.

DA AFFITTARE
ALLA PROSSIMA PASQUA

Un grande camerone e camera ad uso di laboratorio, in via B. V. degli Angeli, num. 4, piano secondo. — Dirigersi in via Nuova, n. 21, da G. G. Tasca e Grosso.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

G. B. VENZANO

Tiene sempre gran deposito e fornisce in Genova ogni sorta di Carbone fossile e *Coke* inglese, cioè:

Carbone fossile di 1.ª qualità per piroscafi e molini a vap.re
Id. 1.ª qualità per gaz
Id. 1.ª qualità per fucine
Id. di 1.ª, 2.ª, 3.ª qualità per la cottura di mattoni e per tanti altri usi.
Coke di 1.ª qualità per le locomotive e forni fusorii
di 2.ª e 3.ª qualità per diversi altri usi.
Qualità tutte a prezzi limitati.
Piazza Marini, num. 1531.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

Da affittare
annualmente o per istagione

Elegante VILLA signorilmente arredata, con Oratorio interno, bagno, bigliardo ed altri accessorii di comodo e di lusso, con giardino, serra, scuderia e rimessa, situata in vicinanza di Moncalieri, a pien meriggio, con ampia veduta circoscritta dal cerchio delle alpi.

Dirigersi in Moncalieri al sig. Giovanni Cercsole, colorista, al suo negozio, contrada S. Croce, casa propria.

NOTA

La sottoscritta Carolina Cauda, vedova del sig. Carlo Valetti, di Giaveno, avendo ora eletto il suo domicilio in Torino, con instromento del 6 corrente febbraio, rogato M. Morelli, riconfermava la procura generale in capo al signor Michele Alasia, residente in questa città.

Torino, il 10 febbraio 1852.

Carolina Cauda vedova Valetti.
Guglielmo Cauda, fratello.

NOTA

Il regio tribunale di prima cognizione di questa città, con sua sentenza 31 dicembre 1851, dichiarò assente il signor Domenico Soffietti, mandando immettersi nel possesso dei di lui beni i signori Maria Soffietti, moglie di Pietro Torelli, e Giacomo Grosso, rispettivi sorella e nipote, mediante la semplice giuratoria loro cauzione.

Torino, l'8 febbraio 1852.

Mancio sost. Geninati.

NOTA

La signora Lucia Toppia, vedova di Giuseppe Beylis, residente sulle fini di Torino, al Pozzo di strada, nella sua qualità di tutrice de' suoi figliuoli minori Paolo, Gio. Battista e Francesca, con atto del 6 febbraio corrente accettava col beneficio dell'inventario l'eredità del fu Giuseppe Beylis predetto, deceduto il 20 dello scorso dicembre.

ESTRATTO SOMMARIO.

Con sentenza del regio tribunale di prima cognizione di Torino, del 19 scorso dicembre, mandata eseguire con successiva ordinanza di voto 26 passato gennaio, veniva pronunciata l'assoluta definitiva interdizione della signora Francesca Monti, moglie separata dal di lei marito Luigi Gambera; e mandata detta sentenza notificarsi e pubblicarsi a mente dell'art. 383 del codice civile, e convocarsi il consiglio di famiglia per la nomina alla medesima di un tutore, in conformità degli articoli 260 e 387 del citato codice.

Gandiglio caus. coll.

NOTA

Con atto passato alla segreteria del tribunale di prima cognizione di Torino la signora Margherita Bersiglia, vedova di Gioanni Bocchignani, dichiarò di accettare col benefizio dell'inventario l'eredità morendo dimessa dal testè nominato di lei marito Gioanni Bocchignani, deceduto in questa città il 18 dicembre ultimo passato.

Giolitti sost. Gili.

NOTA

Sull'instanza della signora Angela Borrone, già vedova Caietti, ora moglie del sig. capitano Pietro Blan, e nell'interesse di tutti i creditori del Giuseppe Aghemo, il tribunale di prima cognizione di Torino fissava l'udienza che sarà per tenere il giorno 27 corrente mese di febbraio, ore nove antimeridiane per il primo incanto degli stabili di cui in relativo bando al prezzo stabilito della perizia dei signori ingegnere Candido Borella, situati detti beni sul territorio di Moncalieri, ed in sei distinti lotti della superficie: il primo di are 5 centiare 30; il secondo di are 69 centiare 37; il terzo di are 22 centiare 92; il quarto di are 5 centiare 08; il quinto di are 27 cent. 14; il sesto di are 19 centiare 54.

Vella sost. Garneri caus. coll.

NOTA

Con decreto 24 novembre 1851 del signor congiudice presso il tribunale di prima cognizione di questa città, avvocato Claretta, venne aperto il giudicio di graduazione per la distribuzione ai creditori di L. 8,000, prezzo dello stabile situato in questa città, sezione Crocetta, che il sig. Gioanni Maccagno ebbe ad acquistare dal signor Giacomo Rava con instromento 4 settembre 1850, rogato Archini.

Torino, il 10 febbraio 1852.

Origlia sost. Rodella.

NOTA

È stato trascritto all'ufficio delle ipoteche di Nizza al mare al vol. 24, articolo 12011 un atto, rogato Amicy, li 18 dicembre 1851, con cui Giuseppe Fulconis, fu Paolo Onorato, ha venduto al di lui figlio Nicola quattro stabili: 1. terra ulivata vineata, regione *Ueira*, territorio di Peglia; 2. terra ulivata vineata, regione *Calva* superiore; 3. altra terra stessa regione *Calva*; 4. una stalla e latrina posta contrada S. Sebastiano, questi tre ultimi nel comune di Scarena, confinanti come in detto atto, il tutto per lire duemila ottocento.

NOTA

È stato trascritto all'ufficio delle ipoteche di Nizza al mare, vol. 24, art. 12030 un atto, rogato Amicy, notaio a Scarena, delli 22 gennaio 1852, col quale Faraud Gio. Batt., fu Vittorio Taverio, ha venduto alla signora Maria Giletta, vedova di Agostino Aimes, tre stabili in esso coerenziati: 1. terra ulivata con viti e fichi, regione *Vallon Oscuro*; 2. altra adacquabile, regione *Prat del Teule*; 3. altra ulivata con viti e fichi, regione *Carasson*, poste sulli territori di Scarena e Berra, e pella somma di lire tremila seicento.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 10 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: gior. pr dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: gior. pr dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: gior. pr dopo bor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1849 5 0/0 god. 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.		89 10				
1851 » » 1 dicem.						
1834 *Obblig.* 1 genn.						
1849 » 1 8.bre						
1850 » 1 agosto		925				
1844 5 0/0 *Sard.* 1 luglio						

FONDI PRIVATI

Azioni S. N. 1 genn.
— Banca di Savoia —
Città di (4 0/0 oltre le inter. decor.
Torino (5 50/0 i 1.ag.
Città di Genova 4 0/0
Soc.del Gaz (cal.) gen.
Società del Gaz (nova)
Incendii a premio fisso
31 *x.bre*
F.ia ferr. di Savigliano
1 genn.
Molini presso Collegno
1 giugno

CAMBI

	Per brev. scad.	Per tre mesi
Augusta	953 1/2	953 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	910 0/0	— —
Lione	99 90	99 40
Londra	25 30	25 15
Milano	— —	— —
Parigi	99 90	99 40
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 90 l.	90 05 —	90 08 —
— di Savoia	98 72 —	98 77 —
— di Genova	79 93 —	79 40 —
Sovrana nuova	35 07 —	35 15 —
— vecchia	34 85 —	34 95 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: I PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il primo dramma d'una letterata, — Bruto sciogli Cesare.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: — *Nabucco*, musica del maestro Verdi. — Ballo le *4 Nazioni.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Midi à 14 heures.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: Seconda rappresentazione dell'ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Le streghe di Benevento.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita— Ballo *Il cuore delle donne.*

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
28 genn.	758 82	755 52	755 64	+ 2 5	+ 5 2	+ 6 5	+ 1 9	+ 5 8	+ 4 5	S.S.O.	S. O.	N.N.E.	Nebbia	Coperto nebb.	Coperti nebbioso
29 »	740 4	740 26	740 26	+ 5 4	+ 6 5	+10 0	+ 4 3	+ 2 2	+ 6 4	S.S.O.	O.S.O.	E.S.E.	Nebbia	Annuvolato.	Annuvolato.
30 »	741 96	741 46	741 44	+ 2 8	+ 9 5	+12 5	+ 4 5	+ 7 1	+ 6 2	N.N.E.	O.S.O.	N.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

INTERNO

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Essendo in tempo utile stato presentato l'aumento del mezzo sesto al podere denominato Caussà, stato deliberato con atto del 5 andante alla somma di lire 18800, il pubblico è avvisato che alle ore 11 antim. del giorno 21 venturo febbraio si procederà, in una delle sale di quest'ufficio d'intendenza generale, con intervento ed assistenza dell'signor Idsinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo migliore offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini, da accendersi dopo l'ultima offerta, della vendita dei beni demaniali descritti al numero 32 dello stato annesso a detta legge, e consistenti, cioè:

Cascina denominata *Caussà* — Composta di fabbricato rustico con aia, orto, campi, prati, alteno, e sterili inboschiti provenienti dall'antico appannaggio Savoia Carignano, situata sui territorii di Racconigi e Caramagna, regioni *Campagnolo*, *Sparmassino*, *Tagliata*, *Meirano*, *Colombaro*, fra le coerenze infra specificate e distinta nella sezione C della mappa di Racconigi, e nella sezione B di quella di Caramagna, sotto i rispettivi numeri di mappa, della complessiva superficie di giornate 31, 89, 3, eguali ad ettari 12, are 12, e centiare 0, attualmente affittata al sig. Gioanni Battista Troglia in forza d'atto 27 luglio 1850 per l'annua somma di lire 1,415, scadente tale affittamento con tutto il giorno 10 novemb e 1859, e consistente:

1. Regione *Campagnola* — Campo, coerente a levante Brizio Giovanni e fratelli fu Antonio, a mezzodì e ponente detti Brizio e Paschetta Matteo fu Bartolomeo, a mezzanotte il Regio Spedale di Racconigi, distinto in mappa col numero 191, della superficie di tavole 64, eguali ad are 24, e centiare 20.

2. *Ivi* — Campo, coerenti a levante Paschetta Bartolomeo, a mezzodì Piasco Antonio fu Giovanni Antonio, e Robotta fratelli fu Giorgio, a ponente Paschetta Matteo fu Costanzo, a notte Paschetta Pietro fu Michele, descritto in mappa col num. 256, della superficie di giornate 2, 06, eguali ad ettari 0, 78, 50.

3. *Ivi* — Campo, coerenti a levante Piasco Antonio, a mezzogiorno Angela Villois vedova di Giuseppe Paschetta, a ponente Piasco Antonio e nipoti, con metà del fosso, a notte il regio Manicomio di Torino, distinto in mappa col numero 240, della superficie di giornate 1, 05, eguali ad ettari 0, 39, 90.

4. *Ivi* — Campo, coerenti a levante Candello Sebastiano, a giorno la strada pubblica, a ponente i fratelli Osella fu medico Domenico, a mezzanotte i fratelli Mondino, e Piasco Bartolomeo, descritto in mappa al numero 246, della superficie di giornate 1, 41, eguali ad ettari 0, 55, 50.

5. Regione *Sparmassino* — Campo, coerenti a due parti i confini di Caramagna, a giorno Paschetta Bartolomeo e fratelli fu Giuseppe, a ponente dette fini di Caramagna, e Paschetta don Bartolomeo, descritto in mappa al numero 257, della superficie di giornate 1, 14, eguali ad ettari 0, 45, 40.

6. *Ivi* — Campo, coerenti a levante i confini di Caramagna, a giorno Piasco Emanuele fu Pietro, Bersezio Lodovico, e Pila Carlo, a ponente Paschetta Don Giuseppe, a mezzanotte Paschetta Orsola fu Michele, descritto in mappa al numero 260, della superficie di giornate 0, 92, 06, eguali ad ettari 0, 35, 20.

7. *Ivi* — Prato, coerenti a levante Paschetta Maddalena vedova Piasco, a due parti Garavagno Giovanni Battista e fratelli fu Stefano, a notte l'Opera pia Bussi fu Francesco, distinto in mappa col numero 525, della superficie di giornate 1, 12, 05, eguali ad ettari 0, 42, 70.

8. *Ivi* — Campo, coerenti a levante i confini di Caramagna, a giorno gli stessi, e Piasco Antonio e nipoti, a ponente i medesimi Piasco, e Piasco Antonio fu Bartolomeo, a mezzanotte lo stesso, descritto in mappa col num. 547, della superficie di giornate 2, 20, 6, eguali ad ettari 0, 85, 80.

9. *Ivi* — Prato, coerenti a levante Boglione Antonio, ed Ubertino fratelli, a mezzogiorno Garavagno Bartolomeo fu Stefano, a ponente Garavagno Carlo Giuseppe, e Giuseppe Bartolomeo fratelli, a notte Garavagno Giovanni Battista e fratelli Garavagno Giacomo, descritto in mappa col numero 578, della superficie di giornate 1, 10, 6, eguali ad ettari 0, 42, 00.

10. *Ivi* — Prato, coerenti a levante e notte Garavagno Carlo Giuseppe e fratelli, a mezzogiorno Garavagno Giovanni Battista e fratelli, a ponente il seguente prato numero 467, descritto in mappa col numero 458, della superficie di giornate 0, 49, 6, eguali ad ettari 0, 18, 80.

11. *Ivi* — Prato, coerenti a levante il prato suddescritto numero 458, i detti fratelli Garavagno, ed il seguente prato numero 464, a mezzogiorno Alessio sig. avv. Carlo, a ponente la strada, a notte Piasco Francesco e Pietro fratelli, descritto in mappa coi num. 467, della superficie di tavole 56, eguali ad ettari 0, 21, 40.

12. *Ivi* — Prato, coerenti a levante Fransero Giuseppe, a mezzogiorno il precedente campo numero 467, a notte Garavagno Carlo Giuseppe e fratelli, descritto in mappa col numero 461, della superficie di giornate 4, tavole 15, e piedi 5, eguali ad ettari 1, are 57.

13. *Ivi* — Fabbricato rustico composto al pian terreno di una camera e cantina attigua, stalla a volimi, di tre casi da terra, di cui uno a doppia travata sul lato di levante con aia a mezzodì, in cui havvi il pozzo d'acqua viva con parapetto in cotto coronato da zona di sarizzo, ed al primo ed unico piano superiore di due camere, di un soffitto sopra la cantina, e di un fienile superiormente alla stalla, ed un orto, coerenti il prato suddescritto numero 461, il campo numero 464, il tutto descritto sotto i numeri 462 e 465 della mappa, della superficie di giornate 0, 45, 5, eguali ad ettari 0, 16, 40.

14. Regione *Sparmassino* — Campo, coerenti a levante il sig. avv. Alesso Carlo, a mezzogiorno e ponente la strada vicinale, a notte il prato numero 461 e l'orto numero 465, descritto in mappa col numero 464, della superficie di giornate 1, 92, 4 eguali ad ettari 0, 75, 40.

15. Regione *Tagliata* — Alteno, coerenti a levante la strada vicinale, a giorno la bealera della Tagliata, a ponente Chiavassa Domenico e Garavagno Francesco, a notte detto Francesco Garavagno, il seguente campo numero 489, Paschetta Maddalena fu Michele moglie Lanzetto e Vallero Giovanni Battista, distinto in mappa col numero 475, della superficie di giornate 5, 31, 0, eguali ad ettari 1, 44, 80.

16. *Ivi* — Campo, coerenti a levante il regio Ospedale di Racconigi, a mezzogiorno il suddetto alteno numero 475, e detta Maddalena Paschetta fu Michele, a ponente Colombano Carlo, a notte Garavagno Giuseppe Carlo e fratelli fu Stefano, descritto in mappa col numero 489, della superficie di giornate 0, 75, eguali ad ettari 0, 28, 60.

17. Regione *Meirano* — Campo, coerenti a levante la seguente pezza posta sovra le fini di Caramagna, a mezzogiorno le Finanze per il campo numero 710, aggregato al tenimento detto Caire, a ponente Piasco Antonio, ed a notte la bealera Tagliata, posto al numero 709 della mappa, della superficie di giornate 5, eguali ad ettari 1, 14, 00.

18. Regione *Colombaro* — Campo in territorio di Caramagna, con un sito di bosco, a notte di circa dieci are, distinto nella sezione B della mappa col numero 839, della superficie di giornate 4, 55, 6, eguali ad ettari 1, 75, 10.

19. *Ivi* — Prato, a cui sono coerenti tanto a questo, che ai suddetti, campo e bosco in territorio di Caramagna, a levante il sig. Luigi Musso, a giorno lo stesso ed il banchiere Barbaroux, e le Finanze, ed a ponente le Finanze, a notte Pietro Alessio, descritto in mappa nella stessa sezione B col numero 891, della superficie di giornate 0, 87, 4, eguali ad ettari 0, 21, 80.

NB. Tutti i suddetti stabili non vanno soggetti a veruna servitù aggravante, eccetto alcuni passaggi di poco momento; gli stessi beni sono forniti di sufficiente quantità d'alberi, e di gelsi, ed i prati godono del beneficio gratuito d'irrigazione per le acque che si diramano dalla bealera Tagliata.

La gara di questa cascina sarà aperta sulla somma di lire 20,566, 66 risultante da dett'offerta, ed ogni aumento non potrà essere minore di lire 100.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufizio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto cui è deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto, computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze il 15 andante mese, e dei quali, non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'Ufizio d'Intendenza.

Saluzzo, il 25 gennaio 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza provinciale
Il segr. G. B. Calandri.

Strada Ferrata di Savigliano

TERRITORIO DI VILLASTELLONE

La Ditta Giuseppe ed Edoardo fratelli PIKERING e COMP. di Birmingham, appaltatrice della costruzione della strada ferrata tra Torino e Savigliano, per l'effetto di cui agli articoli 37 e seguenti delle Regie Lettere Patenti 6 aprile 1839, e degli articoli 2505 e seguenti del Codice civile, ha sotto la data del 30 scorso gennaio trascritto all'ufficio delle ipoteche di Torino i seguenti atti, portanti cessione degli stabili infradescritti, posti sul territorio di Villastellone dagli infranominati proprietarii alla detta Ditta Giuseppe ed Edoardo fratelli Pikering e Compagnia, e per essa a favore della proprietaria Società anonima della strada ferrata tra Torino e Savigliano, cioè:

Atto ricevuto dal notaio Sena, passato avanti al sig. sindaco di Villastellone il 31 ottobre 1851, ed il relativo decreto del signor Intendente generale della Divisione amministrativa di Torino del 19 gennaio 1852, con cui acquistò:

Da Viscardi Domenico fu Gioanni, campo di metri quadrati 106, posto nella regione Via di Chieri, alle coerenze di Giuseppe Assom, Pietro e fratelli Alloati, al num. di mappa 548, sezione G., al prezzo di centesimi settanta ogni metro quadrato, e così in totale per lire 74, centesimi 20, oltre a lire 20 per indennità di gelsi abbattuti, e di lire 2, cent. 75 per indennità del seminerio della canepa.

Da Accastello Giuseppe fu Lodovico, campo di metri quadrati 456, centim. 85, regione Madonna, alle coerenze di Gio. Battista Rechis e Margherita Accastello, al n. 565 di mappa, sezione G, al prezzo di centesimi 81 per metro, così per lire 96, cent. 75, oltre a lire 2 per indennità di due gelsi.

Da Giovanni Battista Oitana del fu Giuseppe, campo di metri quadrati 141, centimetri 95, regione Madonna, al n. 565 della mappa, sezione suddetta, alle coerenze di detto Rechis e delli Gio. Battista e Giuseppe fratelli Cossolo, a centesimi 71 al metro, e così per la somma di lire 101, cent. 25, oltre a lire 5, centesimi 75 per indennità della meliga.

Da Giuseppe Capella del fu Antonino, campo altenato di metri quadrati 225, cent. 7, regione Broglietta, al numero 207 della mappa, sezione suddetta, alle coerenze delli Giovanni e fratelli Capella fu Antonio e Bartolomeo Alberti, a cent. 68 per metro, e così per lire 149, 50.

Da Luigi Doglio fu Mattia, campo di metri quadrati 105, centim. 70, regione S. Biaggio, via di Chieri, al n. 427 di mappa, sezione suddetta, alle coerenze di Domenico Carena e Battista Viscardi, a centesimi 71 per cadun metro, e così per lire 74, cent. 25, oltre L. 2. 70 per indennità del raccolto meliga.

Da Degregori Giuseppe fu Giovanni Battista, campo altenato di metri quadrati 276, centimetri 42, regione Madonna, alle coerenze di Antonio e Giuseppe fratelli Balocco, ed Antonio Nervi fu Domenico, sezione suddetta, n. 571 di mappa, a cent. 71 per metro, e così per L. 195 75, oltre a L. 24 per indennità di quattro gelsi e L. 5 37 per raccolto del ricino.

Da Negro Giovanni Pietro del fu Vittorio, metri quadrati 92, centimetri 14, di campo altenato, regione Broglietta, al n. 223 di mappa, sezione suddetta, consorti Giovanni Cravaglià, e Giovanni Mosso, a cent. 68 il metro, e così per L. 268 60.

Dallo stesso, altro campo nella stessa regione, di metri quadrati 275, centimetri 24, col n. 217 di mappa, stessa sezione, consorti Andrea Gaudi, Ronco Tommaso, e fratello, a cent. 68 il metro, e così per L. 186 53, oltre a L. 15 per indennità abbattimento gelsi.

Da Bartolomeo Agostinetti del fu Giovanni, metri quadrati 155, centimetri 10, campo altenato, regione e sezione suddette, consorti Bartolomeo Aliberti, e Giovanni Tosco, al n. 242 di mappa, a cent. 68 il metro, e così per L. 104.

Dallo stesso, metri quadrati 38, campo, regione Madonna, al n. 594 di mappa, sezione suddetta, alle coerenze di Delfina Cossolo, e Giovanni Agostinetti a cent. 71 il metro, e così per L. 27.

Dallo stesso, metri quadrati 207 65, campo, regione Broglietta, n. 209 di mappa, sezione C, alle coerenze di Bartolomeo Aliberti, e fratelli Capella fu Antonio, a cent. 68 il metro, e così per L. 143, oltre a L. 10 per indennità della meliga, e per abbattimento gelsi.

Dalli Giovanni e Battista fratelli Ravassia fu Matteo, metri quadrati 667, centimetri 98, campo, regione S. Biaggio, al n. 444 di mappa, sezione G, consorti Bartolomeo Alloati, e Lodovico Baudo, a cent. 60 per cadun metro, e così per L. 402 50, oltre a L. 47 50 pel raccolto meliga.

Dallo stesso metri quadrati 488, centimetri 24, campo, regione via di Chieri, al n. 552 di mappa, sezione G, consorti Giorgio Cossolo, e la via lunga; a cent. 71 il metro, importanti L. 346.

Dallo stesso, altri metri quadrati 410, centimetri 25, campo regione Madonna, al n. 567 di mappa, sezione suddetta, alle coerenze di Bartolomeo Giuganino, ed Accastello Margarita e figlia, cent. 71 il metro, e così per L. 290 25; oltre a L. 5 50 per indennità della meliga.

Da Migliore Michele fu Luigi, metri quadrati 521, centimetri 78, campo altenato, regione Broglietta, sezione suddetta, consorti Antonino Valentino Capello e Giuseppe Piovano, a centesimi 68 il metro, e così per L. 215.

Da Negro Giuseppe fu Vittorio, metri quadrati 135, centimetri 92, campo altenato, regione Madonna, consorti Antonio Accastello e Teresa Visca Appendino, al n. 284 di mappa, sezione G, a cent. 71 il metro, importanti L. 94 50.

Da Gennero Bartolomeo fu Giacomo, metri quadrati 527, centimetri 05, campo, regione S. Biaggio, al n. 446 di mappa, sezione suddetta, consorti Francesco Baudo e Bernardo Carena, a cent. 71 il metro, e così per L. 250 75, oltre a L. 8 50, indennità per la meliga.

Da Giovanni Destefanis fu Stefano, metri quadrati 161, centimetri 70, campo altenato, regione Ronco, n. 255 di mappa, sezione G, consorti Antonio Clerico e Giacomo Accastello, a cent. 71 il metro, facienti L. 114 75, oltre all'indennità di L. 10 per due gelsi.

Da Giuseppe Domenico Oitana fu Francesco Antonio, metri quadrati 256, centimetri 71, campo altenato situato nella regione Via di Chieri, designato in mappa col num. 419, consorti Battista Assom, Margarita Gennero, a cent. 71 per metro, e così per la somma di L. 182, 25, oltre a L. 24 per indennità di due gelsi, e di L. 3, 55 per quella della meliga.

Altro atto del 2 novembre 1851, ricevuto Sena, passato avanti al predetto signor sindaco di Villastellone e decreto del prefato sig. intendente generale del 19 gennaio ultimo scorso, portante i seguenti altri acquisti fatti da detta Ditta, a favore della Società della strada ferrata di Savigliano, cioè:

Da Giuseppe Bianco, architetto del fu Giacomo Amedeo, metri quadrati 275, centimetri 31, campo regione Madonna, al numero 556 di mappa, sezione G, consorti Antonio Cossolo e fratelli Carbone, a cent. 71 ogni metro, e così per L. 195, 75, oltre a L. 7, cent. 25 per indennità del raccolto meliga.

Dallo stesso metri quadrati 421, campo, regione Ronco, al numero 253 di mappa, sezione G, consorti Giacomo Accastello, e la strada, a centesimi 71 ogni metro, e così per L. 297.

Da Clerico Antonio fu Domenico, metri quadrati 153, centimetri 84, campo altenato, regione e sezione suddette al num. 256 di mappa, consorti Francesco Visca, e Giovanni Destefanis, al suddetto prezzo, ed in totale per lire 110 cent. 25, oltre a L. 10 per indennità di due gelsi.

Da Cossolo Tommaso fu Giuseppe, metri quadrati 62 centimetri 68, campo altenato, regione Madonna, al num. 597 di mappa, sezione suddetta, consorti Paolina Persico, e Delfina Cossolo, al prezzo suddetto, ed in totale per L. 45 oltre L. 20 per indennità di due gelsi e L. 1 66 per indennità della meliga.

Da Cossolo Antonio fu Domenico, metri quadrati 150 centimetri 40, campo, regione e sezione suddette, consorti Gai Serafino e Bianco architetto Giuseppe, al suddetto prezzo, ed in totale per L. 105 75.

Da Bertorello Pietro fu Antonio, metri quadrati 200 centimetri 76, campo altenato, regione Via di Chieri, al numero 423 della mappa, sezione G, consorti Battista Carena, e Bartolomeo Valentino, a centesimi 71 il metro, e così per L. 144 75, oltre L. 5 25 per indennità della meliga e L. 9 per indennità di tre gelsi.

Da Piovano Giuseppe fu Simone, metri quadrati 679 centim. 54 campo, regione Broglietta, al num. 204 di mappa, sezione C, consorti Michele Migliore e Toretta Antonio, a centesimi 78 il metro e così per L. 465 centesimi 85, oltre a L. 7 per indennità della meliga.

Da Viscardi Giovanni Battista fu Pietro, metri quadrati 93 centimetri 12, campo altenato, regione Via vecchia di Chieri, al numero 426 di mappa, sezione G, consorti Giuseppe e Pietro fratelli Baudo e Luigi Doglio, a centesimi 71 il metro e così per L. 69 75.

Da Giacomo Cossolo fu Giovanni, metri quadrati 595 centimetri 55 campo, regione Madonna, sezione suddetta, al num. 576 di mappa, consorti Orsola Fasano nata Berutto, e Domenico Morre, al suddetto prezzo ed in totale per lire 281 centesimi 25.

Da Domenico Morra fu Antonio, metri quadrati 79 centimetri 50 campo altenato, regione Madonna, sezione suddetta al n. 575 di mappa, consorti Giacomo Cossolo e Margherita Clerico, al suddetto prezzo, e così in totale per lire 56 centesimi 25.

Da Carena Battista fu Giuseppe, metri quadrati 229 centimetri 88, campo altenato, regione via vecchia di Chieri, sezione suddetta, al num. 422 di mappa, consorti Domenico Carena e Pietro Bertorello, a centesimi 71 il metro, e così per Lire 135 oltre a lire 10 per indennità di tre gelsi, e lire 2 50 per indennità della meliga.

Da Accastello Giacomo fu Stefano, metri quadrati 161 cent. 68, campo altenato regione Ronco, sezione suddetta al num. 254 di mappa, consorti Giovanni Destefanis ed architetto Giuseppe Bianco, al suddetto prezzo ed in totale per lire 114 75, oltre a lire 42 per indennità di gelsi.

Da Carena Giovanni Domenico fu Giuseppe, metri quadrati 74, campo altenato, regione via vecchia di Chieri, sezione G., al num. 426 di mappa, consorti Bernardo Carena e Luigi Doglio, al suddetto prezzo ed in totale per lire 51 75.

Dallo stesso, metri quadrati 153 centimetri 42, campo regione suddetta, al num. 426 di mappa, consorti Carena Bernardo e Doglio Luigi, allo stesso prezzo ed in totale per lire 108, oltre a lire 4 per indennità della meliga e a lire 10 per indennità di due gelsi.

Altro atto del 5 novembre suddetto, pure rogato Sena, passato avanti al signor sindaco di Villastellone e decreto del signor intendente generale già citato 19 gennaio ultimo scorso col quale acquistò:

Da Bartolomeo Alloati fu Andrea, metri quadrati 175 centimetri 1, campo altenato regione Ronco al num. 245 di mappa, sezione G, consorti Giuseppe Alloati e Domenico Carena, a centesimi 71 il metro, e così in totale per lire 125 centesimi 75, oltre lire 12 per indennità d'un gelso.

Da Giuseppe Alloati fu Andrea, metri quadrati 172, centimetri 26, campo altenato, regione Ronco, al n. 245 di mappa, stessa sezione, alle coerenze di Margherita Gennero e Bartolomeo Alloati, a cent. 71 il metro, e così per L. 121 cent. 50.

Da Accastello Antonio fu Domenico, metri quadrati 204, campo regione S. Biaggio, al n. 436 di mappa detta sezione, alle coerenze della ditta acquisitrice, a cent. 60 il metro, e così per L. 122 cent. 60.

Da Assom Battista fu Giovanni, metri quadrati 159, cent. 25, campo altenato, regione Via di Chieri, al n. 418 di mappa, sezione G, consorti Battista Assom e Domenico Oitana, a cent. 71 il metro, ed in totale per L. 113 cent. 50.

Da Bonetto Margherita fu Battista, vedova di Giuseppe Accastello, metri quadrati 126, cent. 75, campo altenato, regione Madonna, al n. 566 di mappa, stessa sezione, consorti Giovanni e Battista fratelli Ravassia e Giuseppe Accastello, a cent. 71 il metro, ed in totale per L. 90, oltre a L. 5 cent. 55 per indennità del raccolto meliga.

Da Anna Cristiano fu Pietro, vedova di Domenico Nervo, metri quadrati 62, cent. 68, campo al n. 597 di mappa, stessa sezione, consorti Agostinetti Paolo, Giovanni e Paolina Persico, al detto prezzo, ed in totale per L. 45.

Dalla medesima, metri quadrati 45, campo altenato, regione Ronco, al n. 240 di mappa, stessa sezione, consorti Domenico Cortassa e la Congregazione di carità, allo stesso prezzo, e così per L. 31 cent. 50.

Da Delfino Cossolo fu Francesco, campo di metri quadrati 38,

cent. 10, regione Madonna, al n. 394 di mappa, stessa sezione, consorti Agostinetti Bartolomeo e nipote, e Tommaso Cossolo, al detto prezzo, e così per L. 27, oltre a L. 76, per indennità gelsi.

Da Margherita fu Giuseppe e Giovanna Maria fu Domenico, zia e nipote Gennero, nubili, metri quadrati 138. cent. 78, campo, regione Madonna, in detta sezione, consorti Domenico Oitana e Giuseppe Alloati, allo stesso prezzo, ed in totale per L. 105 e cent 50.

Da Carena Bartolomeo fu Bernardo, campo di metri quadrati 142, regione S. Biaggio, al n. 425 di mappa, sezione G, consorti Valentino Bartolomeo e Carena Domenico, a cent. 71 il metro, e così per L. 101 cent 25, oltre a L 10 per indennità di cinque gelsi.

Altro atto del 6 novembre suddetto, rogato Sena, passato avanti al lodato sig. Sindaco di Villastellone, e decreto succitato del sig. Intendente generale, 19 gennaio ultimo passato, coi quali acquistò:

Dal teologo Giovanni Battista Appendino fu Giovanni Battista, investito del beneficio Villa, autorizzato con decreto della Curia arcivescovile di Torino del 5 agosto 1851, metri quadrati 2070, cent. 35, campo, regione S. Pietro, al n. 22 di mappa, sezione H, consorti il conte Carlo Della Villa e la strada comunale di Carmagnola, a cent. 50 il metro, e così per L. 1053 cent 35.

Da Assom Battista fu Bartolomeo, metri quadrati 14, centimetri 54, campo altenato, regione Via di Chieri, al num. 417 di mappa, sezione G, consorti Battista Assom, Giacomo e fratelli Appendino fu Simone, a centesimi 71 il metro, ed in totale per L. 81.

Da Baudo Margarita fu Domenico, vedova di Domenico Oitana, metri quadrati 507, centimetri 7, campo posto nella regione Madonna, al num. 362 di mappa, stessa sezione, consorti la strada, e Giuseppe Negro, a cent. 58 il metro, e così per L. 177, 85, oltre L. 9, 70 per indennità meliga e ricino.

Da Baudo Giuseppe e Pietro fratelli fu Giovanni, metri quadrati 181, centim. 78, campo altenato, regione Via di Chieri, al num. 429 di mappa, stessa sezione, consorti Viscardi Gio. Battista e Gennero Pietro, a cent. 71 il metro, ed in totale per L. 128, 25, oltre a L. 4, 33 per indennità della meliga.

Di Valentino Bartolomeo fu Battista, metri quadrati 204, centimetri 43, campo altenato, regione Via di Chieri, al num. 424 di mappa, detta sezione, consorti Pietro Bertorello e Bartolomeo Carena, a cent. 71 il metro, e così per L. 144, oltre a L. 5, 35 per indennità della meliga.

Da Perrone Secondo fu Gio. Domenico, metri quadrati 225, centimetri 72, campo regione Broglietta, al num. 231 di mappa, sezione C, consorti Giuseppe e fratello Chiesa, e Gaspare Perrone, a cent. 68 il metro, e così per L. 151, 66, oltre a L. 5, 85 per indennità della meliga.

Altro atto dell'8 detto novembre, rogato Sena, passato pure avanti del sig. sindaco di Villastellone, e decreto del sig. Intendente generale 19 gennaio ultimo passato, con cui acquistò come sovra:

Da Maria Appendino fu Simone, moglie di Carena Bartolomeo, da questo autorizzata, metri quadrati 545, centim. 45, campo altenato, regione S. Biaggio, detta sezione, consorti Gennero Bartolomeo, e Perrone Maria vedova Baudo, a cent. 71 il metro ed in totale per L. 380, 25, oltre a L. 14, 25 per indennità del raccolto meliga.

Da Perrone Maria fu Domenico, vedova di Baudo Lodovico, metri quadrati 196, centimetri 30, campo regione S. Biaggio, al num. 43 di mappa detta sezione, consorti Maria Appendino Carena, Giovanni e Battista fratelli Carena, a cent. 71 il metro, e così per L. 146, 25.

Da Assom Anna fu Domenico, moglie di Claudio Marcellino fu Giovanni da questo autorizzata, metri quadrati 27, centimetri 20, campo altenato, regione Via di Chieri, indicato al num. 416 di mappa, detta sezione, consorti Giuseppe Assom, Giacomo e fratelli Appendino fu Simone, al detto prezzo, e così in totale per L. 20, 25.

Da Cossolo Gio. Battista fu Tommaso e Giuseppe di lui fratello, metri quadrati 175, centim. 52, campo altenato, regione Madonna, al num. 362 di mappa, sezione G, consorti Oitana Gio. Battista, e Cossolo Margarita, a cent. 71 il metro, e così in tutto per L. 125, 75, oltre a L. 6 per indennità gelsi.

Altro atto del 14 detto novembre, rogato Serena, passato avanti al predetto sig. sindaco di Villastellone, e decreto sovra citato 19 gennaio ultimo passato, con cui acquistò:

Da Persico damigella Paolina, fu medico Francesco, metri quadrati 1432, centim. 92. campo, regione Madonna, al num. 369 di mappa, detta sezione, consorti Cossolo Tommaso e Giugarino Bartolomeo, a cent. 71 il metro, ed in totale per L. 805, 50, oltre a L. 9 per indennità di tre gelsi e L. 10, 25 per indennità della meliga.

Da Cossolo Giorgio e Giuseppe fratelli del fu Battista, campo di metri quadrati 149, centimetri 24, regione Via di Chieri, al numero 351 di mappa, sezione G, consorti Giovanni e Battista fratelli Ravassia, Giuseppe Assom, a cent. 71 il metro, e così per L. 105, 75, oltre a L. 4, 12 per indennità del ricino.

Da Berruto Orsola fu Giuseppe, moglie di Frasano Domenico del vivente Michele, da questo autorizzata, metri quadrati 559, centimetri 29, campo altenato, regione Madonna, indicato al numero 378 di mappa, sezione G, consorti i fratelli Gonella e Giacomo Cossolo, a cent. 71 il metro, ed in totale per L. 254, 25.

Dallo stesso altri metri quadrati 201 centimetri 10, campo in detta regione, sezione al num. 378 di mappa, consorti Giuseppe Norvo, e fratelli Gonella, allo stesso prezzo, e così in totale per L. 141 75, oltre a L. 6 35 indennità della meliga, e L. 15 per indennità di dodici gelsi.

Da Cossolo Giuseppe fu Antonio, metri quadrati 256, centimetri 7, campo regione Madonna, detta sezione, al num. 362 di mappa, consorti Cossolo Gio. Battista e Giuseppe e Cossolo Battista al detto prezzo, ed in totale per L. 182 centesimi 25, oltre a L. 12 per indennità di tre gelsi.

Da Cossolo Gio. Battista fu Giuseppe, metri quadrati 162 centimetri 54, campo altenato, regione Madonna, stessa sezione, al num. 362 di mappa, consorti Cossolo Giuseppe ed Oddenino Bartolomeo, al detto prezzo, ed in totale per L. 112 50, oltre a L. 12 per indennità di due gelsi, e L. 2 90 per indennità della meliga.

Da Aliberti Bartolomeo fu Giuseppe, metri quadrati 158 centimetri 10, campo altenato, regione Broglietta, al num. 240 di mappa, sezione C, consorti Agostinetto Bartolomeo a due parti, a cent. 68 il metro, e così per L. 104.

Dallo stesso, metri quadrati 308 centimetri 60, campo altenato nella stessa regione, e sezione al num. 206 di mappa, consorti Toretta Antonio e Capella Giuseppe allo stesso prezzo, formanti il totale di L. 210 47, oltre a L. 8 cent. 8 per indennità della meliga.

Da Giugarino Bartolomeo fu Martino, metri quadrati 179 centimetri 26, campo nella regione Madonna, al num. 354 di mappa, sezione G, coerenti Giuseppe Oitana e la via lunga, a cent. 71 il metro, ed in totale per L. 126.

Dal medesimo, metri quadrati 535 centimetri 87, campo regione Mandonna, al num. 368 di mappa, sezione G, consorti Paolina Persico e Giovanni e Battista fratelli Ravassia, a centesimi 71 il metro e così per L. 379.

Altro atto pure rogato Sena del 21 detto novembre, passato avanti allo stesso sig. sindaco di Villastellone, e decreto sovra riferito del 19 gennaio ultimo passato, coi quali acquistò:

Da Cavalia Gio. Michele del fu Giuseppe Maria, metri quadrati 495 cent metri 97, campo regione Broglietta, al num. 222 di mappa, sezione C, consorti Tosco Margarita, e Negro Gio. Pietro, a cent. 68 il metro, e così per L. 209.

Da Gaude Andrea fu Pietro, metri quadrati 536 centimetri 40, campo regione Broglietta, al num. 215 di mappa, sezione C, consorti Toretta Giovanni, e Negro Gio. Pietro, a centesimi 68 il metro, e così per L. 368 55.

Da Mosso Giovanni fu Secondo, metri quadrati 228 centimetri 32, campo altenato regione Broglietta al num. 224 di mappa, stessa sezione, consorti Negro Pietro e Ronco Agostino, a centesimi 68 il metro, e così per L. 156, oltre a L. 6 per indennità della meliga.

Da Avataneo Tommaso fu Giacomo, metri quadrati 588 centimetri 15, campo regione Broglietta, al num. 227 di mappa, stessa sezione, consorti Ronco Agostino e Pietro Bosio, allo stesso prezzo, e così per L. 264 55.

Da Bosio Bartolomeo fu Giovanni Pietro, metri quadrati 527 centimetri 31, campo altenato, regione Broglietta, al num. 228 di mappa, stessa sezione, consorti Avataneo Tommaso e Chiesa Giuseppe, allo stesso prezzo, e così per L. 225 32.

Da Toretta Gio. Battista e Michele fu Antonio, campo altenato di metri quadrati 509, consorti Giuseppe Piovano ed Alibert Bartolomeo, in detta sezione, al num. 205 di mappa, al suddetto prezzo, e così per L. 242 35.

Da Perrone Gaspare fu Gaspare, e suo fratello Giovanni, campo regione Broglietta, di metri quadrati 205 58, stessa sezione, al num. 232 di mappa, consorti Giuseppe Chiesa e Secondo Perrone, allo stesso prezzo e così per L. 158 66.

Dallo stesso, metri quadrati 142 centimetri 80, campo nella stessa regione e sezione, al num. 230 di mappa, consorti Chiesa Giuseppe e Perrone secondo, allo stesso prezzo, e così per L. 75 85.

Da Chiesa Giuseppe e Giovanni fu Agostino, metri quadrati 415 centimetri 60, campo altenato regione Broglietta, al num. 229 di mappa, detta sezione, consorti Bosio Pietro e Perrone Gaspare, al detto prezzo, e così per L. 281 66.

Da Ronco Agostino fu Gio. Domenico, metri quadrati 107 centimetri 22, campo altenato regione Broglietta, al num. 226 di mappa, in detta sezione, consorti Agostino Ronco fu Tommaso e Tommaso Avataneo, al detto prezzo, e così per L. 75.

Da Razzetti Tommaso Martino Antonio, e Domenico fu Luigi, metri quadrati 192 cent metri 96, campo altenato regione Broglietta, al num. 224 di mappa stessa sezione, consorti Sapino Domenico e Cavaglià fratelli fu Giuseppe Maria, al detto prezzo, ed in totale per L. 130.

Da Luigi Razzetti fu Giacomo Antonio, metri quadrati 95 centimetri 25, campo nella detta regione e sezione, al num. 257 di mappa, consorti Giacomo Cavaglià, e Giovanni Tosco, a centesimi 68 il metro, ed in totale per L. 72 52.

Atto 21 novembre 1851, passato avanti il sig. Sindaco di Villastellone, e decreto del sig. Intendente generale della divisione amministrativa di Torino, del 19 gennaio ultimo scorso, con cui acquistò:

Da Sapino Domenico fu Giorgio, metri quadrati 440, campo regione Broglietta, al n. 220 di mappa, sezione C, consorti Varrone Giovanni fu Michele, e Razzetti Antonio e fratelli, al prezzo di cent. 68 il metro, ed in totale per L. 206.

Da Tosco Martino fu Bartolomeo, metri quadrati 215, campo altenato regione e sezione suddette, al n. 218 di mappa, coerenti Tomaso e nipoti Ronco, Giovanni Varrone, al detto prezzo, ed in totale per L. 157 cent. 45, oltre a L. 12 per indennità di tre gelsi.

Da Valentino Ludovica fu Giuseppe, autorizzata dal di lei marito Capello Battista fu Bernardo, metri quadrati 557 e cent. 6, campo altenato, regione e sezione suddette, al n. 202 di mappa, consorti la Congregazione di carità e Michele Mighore, a cent. 68 il metro, e così per L. 242 cent. 66.

Da Visca Teresa fu Tommaso, autorizzata da Andrea Appendino fu Giacomo di lei marito, metri quadrati 438, centim. 80, campo altenato, regione Madonna, sezione G, al num. 380 di mappa, consorti Giuseppe Negro, e Giuseppe Nervo, a cent. 71 il metro, ed in tutto per L. 99, oltre a L. 1, 85 per indennità della meliga.

Altro atto rogato Sena passato avanti il signor sindaco di Villastellone, in data 22 novembre 1851, e decreto sovra riferito 19 scorso gennaio, col quale acquistò:

Da Visca Giovanni fu Tommaso, metri quadrati 475, centim. 9, campo, regione S. Biaggio, al num. 434 di mappa, sezione C, consorti il fosso scolatore, e la stessa Ditta Pickering, al prezzo di cent. 60 per cadun metro, e così per L. 287, 50, oltre a L. 12, 50 per indennità della meliga.

Dallo stesso metri quadrati 141, centim. 25, campo altenato, regione Madonna, al num. 375 di mappa, sezione G, consorti Domenico Morra, Giacomo e fratelli Appendino fu Simone, a cent. 71 il metro, e così per L. 78, 75.

Da Oddenino Bartolomeo chirurgo fu Antonio, metri quadrati 456, centim. 57, campo, regione e sezione predette, al num. 559, 560 e 561 di mappa, consorti Battista Cossolo e Serafino Gay, al detto prezzo, e così per L. 324, oltre a L. 18 per indennità del ricino.

Da Oitana Giuseppe fu Antonio, metri quadrati 420, centim. 91, campo, regione Madonna, al num. 354 di mappa, in detta sezione, consorti Filiberto e fratelli Cardone, e Bartolomeo Giugarino, a cent. 65 il metro, ed in totale per L. 664, oltre a L. 6, per indennità d'una noce, lire 7 per indennità del raccolto pendente, e L. 15 per indennità di tre gelsi.

Da Balocco Antonio e Giuseppe fratelli fu Giuseppe, metri quadrati 369, campo altenato, regione Madonna, al n. 374 di mappa, sezione C, consorti Giacomo e fratelli Appendino fu Simone, e Giuseppe Degregori, a cent. 71 il metro, e così per L. 261 oltre a L. 5 per indennità d'un gelso, e L. 5 cent. 35 per indennità della meliga.

Da Ronco Tommaso fu Giuseppe, Giuseppe e Michele fratelli Ronco fu Agostino, metri quadrati 245, centimetri 37, campo altenato, regione Broglietta, al n. 217, sezione C, consorti Giovanni Pietro Negro, e Martino Tosco, a cent. 68 il metro; e così per la somma di L. 164 cent. 66, oltre a L. 7 cent. 60 per indennità della canapa.

Da Cavaglià Giovanni e Giuseppe fu Matteo, metri quadrati 225, campo, regione e sezione suddette, al n. 235 di mappa, consorti Matteo Benente e fratelli, ed Amedeo Cavaglià, al detto prezzo, e così per L. 151 e 66.

Da Mosso Margarita fu Gio. Batt., autorizzata da Griva Domenico fu Giovanni di lei marito, metri quadrati 257, centimetri 60, campo, regione e sezione suddette, al n. 236 di mappa, allo stesso prezzo, e così per L. 155.

Da Agostinetti Giovanni fu Paolo, metri quadrati 24, campo, regione Madonna, al n. 352 di mappa, sezione G, consorti Giacomo, e fratelli Appendino, e Bartolomeo Agostinetti, a cent. 71 il metro, e così per L. 15 cent. 75 oltre a L. 6 per indennità d'un gelso.

Da Tosco Domenico fu Giovanni, metri quadrati 156, centim. 32, campo, regione Broglietta, al n. 271 di mappa, sezione C, consorti Tosco Giovanni, e Torretta Giovanni, a cent. 68 il metro, e così per L. 112 oltre a L. 4 cent. 35 per la meliga.

Altro atto 23 novembre 1851, rogato Sena, passato avanti al predetto signor sindaco di Villastellone, e decreto sova riferito 19 gennaio ultimo scorso, con cui acquistò:

Da Varrone Giovanni fu Michele, metri quadrati 257 centimetri 32, campo altenato, regione Broglietta, sezione C, al numero 219 di mappa, consorti Martino Tosco, e Domenico Sapino, a centesimi 68 il metro, e così per L. 182.

Da Alloatti Giacomo figlio emancipato di Pietro, metri quadrati 1116 centimetri 70 prato, regione S. Pietro, al num. 68 di mappa, sezione H, coerenti gli eredi del duca Laval di Montmorency, a centesimi 75 il metro e così per L. 824 55.

Dalla sig. Varrone Luisa fu Domenico, autorizzata da Giuseppe Piovano fu Simone di lei marito, metri quadrati 352, campo al num. 65 di mappa, sezione C, consorti la ditta Pickering, a centesimi 60 il metro, e così per L. 242 75.

Da Cavaglià Amedeo e Giacomo fratelli fu Giovanni Battista, metri quadrati 245 centim. 55, campo, regione Broglietta, al numero 256 di mappa, sezione G, consorti Giuseppe e Giovanni fratelli Cavaglià, e così per metri quadrati 132 centim. 75 per ciascuno, e per la totale somma di L. 164 60 fra ambi.

Altro atto 27 novembre 1851, rogato Sena, passato avanti il detto sig. sindaco, e decreto sovra datato del 19 gennaio ultimo con cui acquistò:

Da Carbone Francesco ed Antonio fratelli fu Giuseppe, metri quadrati 542 centim. 74 campo, regione Madonna, al num. 355 di mappa, sezione C, consorti Bianco architetto ed Oitana Giuseppe a centesimi 71 il metro e così per L. 384 75, oltre a L. 9 per indennità della meliga.

Da Capella Gio. Giuseppe fu Antonio, metri quadrati 138 cent. 60, campo altenato, regione Broglietta al num. 203 di mappa, sezione C, consorti Capella Giuseppe fu Antonino, ed Agostinetti Bartolomeo a cent. 68 il metro; ed in totale per lire 90, cent. 35, oltre a lire 3, cent. 66 per indennità della meliga.

Da Assom Giuseppe fu Domenico metri quadrati 356 campo regione Via di Chieri, al num. 349 di mappa, sezione G, consorti Giorgio e Giuseppe fratelli Cossolo, e Domenico Viscardi, a cent. 71 il metro, e così per lire 252 oltre a lire 10 per indennità di un olmo.

Da Tosco Giovanni fu Matteo, metri quadrati 187 e cent. 40, regione Broglietta, campo, sezione C, al num. 258 di mappa, consorti Luigi Razzetti, e Domenico Griva a cent. 60 il metro, e così per lire 114, cent. 82.

Dallo stesso metri quadrati 519 e cent. 60, campo stessa regione e sezione, al num. 255 di mappa, consorti Perrone Gaspare e Benente Matteo, allo stesso prezzo, formanti lire 216, cent. 66.

Dallo stesso altri metri quadrati 262 cent. 96, campo nella stessa regione e sezione, al num. 242 di mappa, consorti Bartolomeo Agostinetti e Giuseppe Tosco, allo stesso prezzo, e così per lire 177, 66.

Da Benente Matteo fu Domenico, metri quadrati 306 e cent. 10, campo altenato, regione e sezione suddette, al num. 254 di mappa, consorti Tosco Giovanni, Cavaglià Giuseppe, allo stesso prezzo ed in totale per lire 248.

Altro atto del 30 detto mese di novembre, rogato Sena, passato avanti al signor sindaco di Villastellone, e decreto sova riferito del 19 gennaio ultimo scorso, coi cui acquistò:

Dalla signora duchessa Costanza Zaveria Demaistre fu conte Giuseppe, vedova del Duca Eugenio Montmorency,

1. Campo di metri quadrati 4777 centimetri 11, regione San Pietro, al num. 26, 27 e 28 di mappa, sezione H, consorti il conte Ferdinando Dellavilla ed il beneficio Villa, a centesimi 41 il metro, L. 1891 25.

2. Metri quadrati 4523 centimetri 11, prato nelle stesse regione e sezione, ai numeri 63 e 64 di mappa, consorti la bealeretta e Giacomo Aloati, a centesimi 52 il metro, e così per L. 2270.

3. Metri quadrati 970 centimetri 20, campo nella suddetta regione e sezione al di là dell'acqua, ai numeri 87 e 81 di mappa, coerenti la via di Borgo e la bealeretta, a centesimi 45 ogni metro, L. 1526.

4. E per ultimo per indennità abbattimento gelsi L. 70.

Altro atto 23 dicembre 1851 rogato Sena, passato avanti al sindaco di Villastellone e decreto sovra citato 19 gennaio ultimo, con cui acquistò:

Dalla Congregazione di Carità di Villastellone in persona di Baravalle Gio. Pietro fu Bartolomeo di lei procuratore speciale, metri quadrati 2791 centimetri 22, campo regione Broglietta, al num. 201 di mappa, sezione C, alle coerenza di Giovanni Capella a due parti, a centesimi 60 il metro, e così L. 1084 75.

Dalla stessa metri quadrati 636 centimetri 14, campo regione Ronco, al num. 231 di mappa, sezione G, consorti Giuseppe Cossolo, Francesco Visca, a centesimi 68 il metro, L. 468.

Dalla stessa altri metri quadrati 696 centimetri 52, prato nelle stesse regione e sezione, al num. 230 di mappa, coerenti il conte Carlo Dellavilla a due parti, a centesimi 68 il metro, in totale L. 474 50.

Dalla contessa Clementina Leprotti di Fontanetto fu conte Pietro, vedova del conte Ferdinando Dellavilla, tanto nell'interesse proprio che in qualità di tutrice legale delli di lei figli minori conte Carlo, damigella Anna Maria ed Enricheita, fratelli e sorelle Dellavilla, metri quadrati 4564 centimetri 5, campo regione Ronco, al num. 228 di mappa, sezione G, consorti il rivo Stellone e la Congregazione di Carità, a centesimi 47 il metro importanti L. 2061.

Dalla stessa metri quadrati 756, centimetri 94, campo regione S. Pietro, al num. 49 di mappa, sezione H, consorti la via di Carmagnola ed il rivo Stellone, allo stesso prezzo, faciente L. 357.

Dalla stessa altri metri quadrati 7481, centimetri 40 pure di campo in dette regione e sezione, al num. 55 di mappa, consorti il beneficio Villa ed i suddetti fratello e sorelle Villa, al detto prezzo formante lire 5534, e per indennità delle meliga, di gelsi e pioppi lire 525.

Dal sig. Ferreri Gio. Battista fu Giacomo, tutore di Gay Serafino fu Paolo interdetto, metri quadrati 588, centimetri 45, campo regione Madonna, sezione G, al num. 358 di mappa, consorti Oddenino Bartolomeo ed Antonio Cossolo, a centesimi 71 il metro, importanti L. 416 25.

Da Giuseppe Giacoletti fu Giuseppe, esecutore testamentario dell'eredità di Bechis Gio. battista, metri quadrati 395, campo regione Madonna, sezione predetta, al num. 364 di mappa, consorti Giuseppe Accastello e Battista Oitana, a cent. 71 il metro, e così per L. 695 25.

Altro atto 25 dicembre 1851, per rogito Sena, passato avanti al signor sindaco di Villastellone, e decreto sova enunciato 19 gennaio 1852 con cui acquistò:

Da Appendino Bartolomeo Federico fu Simone, metri quadrati 121, centimetri 90, campo altenato, regione via di Chieri, sezione C, num. 417 di mappa, consorti Anna Marcellino e Battista Assom fu Bartolomeo, a centesimi 71 il metro, L. 87, 75.

Dalli stessi, metri quadrati 83, centimetri 16, campo altenato regione Madonna, al numero 392 di mappa, sezione G, consorti Clerico Margarita, Bartolomeo e Gio. Agostinetti, a cent. 71 il metro, e così per L. 65.

Dalli stessi, metri quadrati 941, centimetri 88, campo regione Ronco, al num. 258 di mappa, sezione G, consorti la congregazione di carità di Villastellone a due parti, a centesimi 71 il metro, e così per L. 668, 25, oltre L. 5 per indennità di un gelso.

Torino, 8 febbraio 1852.

Per l'impresa

GANDOLFI proc. coll.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 37 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. Favale e C.ª Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principii col primo di ogni mese.

GIOVEDI' 12 FEBBRAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	32	16	8
Per le Provincie	40	20	10
Per l'Estero	60	30	15

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 15 corrente febbraio sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE UFFICIALE

Si M., in udienza 9 gennaio 1852, a proposta del Ministro Estero, ha nominato a cavaliere dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro i signori:

Basino Giuseppe, ispettore di prima classe nell'Amministrazione delle R. Poste;

Sublé Serafino, segretario capo di Divisione nel Ministero Estero.

Nella stessa udienza, a proposta del Ministro della Pubblica Istruzione, ha conferita la Croce di commendatore al signor Piccolet d'Hermillon barone Enrico, Ministro residente al Brasile;

E quella di cavaliere al signor

Romano Leopoldo da Gavi.

Nella stessa udienza, a proposta del Ministro dell'Interno, ha nominato a cavaliere i signori:

Chiesa della Torre Federico, maggiore nel Corpo de' Reali Carabinieri;

Protasi ingegnere Domenico, sindaco del Municipio di Novara.

In udienza 15 gennaio p. p., a proposta del Ministro Estero, ha nominato a cavaliere i signori:

Molinari Luigi, proconsole in Aleppo;

Rousselin Cavey Mario, console generale a Rouen;

Ed ha nominato a cavalieri di Gran Croce, decorati del Gran Cordone, i signori:

Thaon di Revel conte Adriano, inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso S. M. I. e R. apostolica;

Tapparelli d'Azeglio marchese Emanuele, inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso S. M. la Regina del regno unito della Gran Bretagna e d'Irlanda.

In udienza 28 stesso mese, a proposta del Ministro della Pubblica Istruzione, ha nominato a cavaliere il signor

Castelli sacerdote Carlo, prevosto di S. Colombano di Bobbio e provveditore agli studi di quella provincia.

In udienza del 2 febbraio corr., a proposta del Ministro Estero, ha nominato a commendatore il signor

D'Antioche conte Alfonso, inviato straordinario e Ministro plenipotenziario a Madrid.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 11 febbraio.*

Il Senato, nella tornata d'oggi, udite le relazioni sui Bilanci passivi 1852 del Dicastero di grazia e giustizia, delle gabelle e della marina, approvò il progetto di legge concernente i maggiori trattenimenti ed assegni con voti favorevoli 45 contro 5. Si presentarono poi dai Ministri di grazia e giustizia e della guerra due progetti di legge, riflettenti il primo alcune modificazioni alla legge sulla stampa del 26 marzo 1848, ed il secondo le giubilazioni pegli ufficiali in aspettativa o riformati.

Nella tornata d'oggi la Camera dei Deputati, dopo qualche dibattimento relativamente alle interpellanze annunziate dal deputato Revel sulle condizioni finanziarie al cadere del 1848, passò alla discussione del progetto di legge per la costruzione di una linea di telegrafia elettrica fino al confine lombardo.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

(*Veggasi il Regolamento nella Gazz. Piem. num. 50*)

F — Programma

degli autori italiani da interpretare. (1)

4 M. Porci Catonis. De re rustica, selecta — 2 M. Tullii Ciceronis. Oratio pro lege Manilia — 3 Id. Oratio in L. Catilinam I — 5 Id. Oratio pro Archia — 5 Id. Oratio pro Milone — 8 Id. Oratio pro Marcello — 7 Id. Oratio pro Ligario — 8 Id. Oratio pro Dejotaro — 9 Id. Oratio in M. Antonium. Philip. 11-4 — 10 Id. Oratio in Verrem. De Signis — 11 Id. Quæstionum Tuscul. lib. V — 12 De republica. Proœmium — 15 Id. Quæstionum Academ. De Lucullo — 14 Id. De claris oratoribus. Hortentius — 15 Id. De oratore, lib. III. Laudes Crassi — 16 Varronis. De re rustica, selecta — 17 Cæsaris. Narrationes selectæ — 18 Sallustii. Narrationes selectæ — 19 Id. Conciones selectæ — 20 T. Livii. Historiarum Romanarum. Præfactio — 21 Id. Narrationes selectæ ex libro II — 22 Id. Narrationes selectæ ex libro V — 23 Id. Narrationes selectæ ex libro XXI — 24 Id. Oratio Appii Claudii adversus tribunos plebis V. 3 — 25 T. Livii. Oratio Camilli dictatoris ad romanos V. 50 — 26 Id. Oratio Hannibalis ad milites XXI. 43 — 27 Id. Oratio Hannibalis ad P. Cor. Scipionem de pace XXX. 30 — 28 Id. Oratio Demetrii ad patrem XL. 12 — 29 Quintiliani. Institutionum lib. V. Proœmium — 30 Taciti. Vita Agricolæ — 31 Id. Conciones selectæ ex annalibus — 32 Id. Conciones selectæ ex historiis — 33 Plinii. Epistolæ selectæ — 34 Virgilii. Georgicon lib. I — 35 Id. Idem lib. II — 36 Id. Æneidos lib. I — 37 Id. Idem lib. II — 38 Id. Idem lib. III — 39 Id. Idem lib. IV — 40 Id. Idem lib. V — 41 Id. Idem lib. VI — 42 Horatii. Carminum lib. I — 43 Id, Idem lib. II — 44 Id. Idem lib. III — 45 Id. Idem lib. IV — 46 Id. Ars poetica — 47 Catulli. Carmina selecta — 48 Tibulli. Elegiæ selectæ — 49 Propertii. Elegiæ selectæ — 50 Ovidii. Epistolæ selectæ.

FARINI.

F — Programma

degli autori italiani da interpretare (2).

4 Dino Compagni. Narrazioni scelte — 2 Villani Giovanni. Narrazioni scelte — 3 Boccaccio. Invettive contra Firenze — 4 Id. Novelle scelte — 5 Passavanti. Pezzi scelti — 6 Cavalca. Pezzi scelti — 7 Pandolfini. Descrizioni — 8 Bembo. Lettere a diversi — 9 Id. Narrazioni scelte della storia veneziana — 10 Guicciardini. Narrazioni scelte — 11 Castiglione. Il cortigiano, brani scelti — 12 Firenzuola. Favole — 13 Giambullari. Narrazioni e concioni tratte dalla storia d'Europa — 14 Cellini. Vita di se stesso. Il Perseo — 15 Varchi. Narrazioni scelte dalle storie fiorentine — 16 Casa. Orazioni scelte — 17 Id. Lettere scelte — 18 Caro. Lettere scelte — 19 Vasari. Vite de Pittori, brani scelti — 20 Davila. Narrazioni tratte dalla storia delle guerre civili di Francia — 21 Bentivoglio. Storia di Fiandra — 22 Galilei. Pezzi scelti — 23 Segneri. Narrazioni oratorie — 24 Redi. Lettere scelte — 25 Dante. Inferno. Canto III — 26 Id. Canto VI 5/2. Cerchio della piova — 27 Id. Canto XIII 2. Secondo Girone — 28 Id. Canto XVII 1. Ottavo cerchio — 29 Idem Canto XXXII 124; XXXIII. Ugolino — 30 Id. Paradiso. Canto XXXI 1. La gloria dei santi — 31 Petrarca. Sonetti scelti — 32 Id. Canzone a M. Vergine — 33 Poliziano. Stanze scelte — 34 Ariosto, Orlando Furioso. Canto VIII. St. 19. Ruggiero si salva a Logistilla — 35 Id. Canto IX. St. 61. Valore di Orlando — 36 Id. Canto X. St. 100. Liberazione di Angelica — 37 Id. Canto XIV. St. 116. Scalata di Parigi — 38 Id. Canto XXXIII. St. 96. Viaggio d'Astolfo in Etiopia — 39 Id. Canto XLI. St. 8. Tempesta di mare — 40 Ruccellai. Le api — 41 Berni, Capitolo. *L'Arte Procuratoria* — 42 T. Tasso. Gerusalemme liberata. Canto I. St. 21, 28. Orazione di Goffredo ai duci — 43 Id. Canto II. St. 62, 79. Orazione di Alete a Goffredo — 44 Id. Canto IV. St. 4, 17. Concilio Infernale — 45 Id. Canto VI. St. 44, 48. Duello di Tancredi ed Argante — 46 Id. Canto XI. St. 1, 46. Pompa religiosa — 47 Filicaja. Sonetti — 48 Guidi. La fortuna — 49 Alfieri. Saulle — 50 Monti. Trad. dell'Iliade. Incontro di Ettore con Andromaca.

FARINI.

(1) *Le edizioni degli autori latini, che i candidati debbono interpretare, sono quelle approvate ad uso delle scuole. Le varie scelte degli autori indicate nel programma sono quelle medesime che si contengono nelle due Antologie latine ad uso degli studenti di Umanità e di Retorica.*

(2) *Le varie scelte degli autori, indicate in questo programma, sono le medesime che si contengono nell'Antologia italiana ad uso delle scuole inferiori, e nell'altra Antologia italiana ad uso delle scuole superiori.*

Intendenza Provinciale di Saluzzo.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge 8 febbraio 1851.

Essendo in tempo utile stato presentato l'aumento del mezzo sesto al podere denominato Tagliata, stato deliberato con atto del 3 andante alla somma di Lire 12,300, il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 21 venturo febbraio si procederà in una delle sale di quest'uffizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del signor Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini da accendersi dopo l'ultima offerta della vendita dei beni demaniali descritti al numero 55 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Podere denominato la Tagliata, composto di fabbrica rustica, aia, orto, prati e campi, proveniente dal patrimonio particolare di S. M., situato sul territorio di Racconigi, regioni Tagliata, Sparmassino e Camporello, fra le coerenze sotto specificate, segnato in mappa nella sezione G, e sotto gli infra indicati rispettivi numeri, della complessiva superficie di giornate ventisette, tavole cinquanta, e piedi due, eguali ad ettari 10, 43, 15, attualmente affittato al signor avvocato Francesco Strua di Racconigi in forza d'atto 27 luglio 1850 per l'annua somma di lire ottocento dieci, scadente tale affittamento con tutto il giorno 10 novembre 1859 e consistente:

1. Regione Sparmassino — Prato, coerenti a levante Brizio Giovanni e fratelli fu Antonio, a mezzogiorno la bealera Tagliata, a ponente Garavagno Bartolomeo, a notte gli eredi di Francesco Garavagno, segnato nella sezione G della mappa col numero 851, della superficie di giornate una, tavole novantacinque, piedi nove, eguali ad ettari 0, 74, 40.

2. Regione Tagliata — Campo, coerenti a levante Cravero Bartolomeo, ed Andrea fratelli, Garavagno Bartolomeo e Francesco, a mezzo giorno la bealera Tagliata, a ponente la strada pubblica, e Fassin Don Giuseppe, a notte Piasco Antonio nipoti, Garavagno Gian Battista fratelli, Garavagno Carlo Giuseppe, e fratello, Cassai Giacomo, Fassin Teresa, e Paschetta Don Giuseppe, descritto in mappa col numero 498, della superficie di giornate 18, 05, 90 eguali ad ettari 6, 88, 40.

3. Regione Camporello — Prato, coerenti a levante Colmo Maria Bernardina vedova Virano, a mezzogiorno Strua avvocato Francesco, e Farinas cavaliere Felice, a ponente Paschetta Angela vedova fu Giuseppe, e Paschetta Don Giuseppe e la seguente pezza numero 682 e la bealera Tagliata, a notte la seguente pezza nu-

---

Appendice

STATISTICA

dell'Istruzione Primaria negli Stati Sardi

Abbiamo già annunziata una statistica dell'istruzione primaria negli Stati Sardi nel 1850, pubblicata per cura dell'Ispettorato generale delle scuole primarie. Ci pare ora buono e utile di esporre i sommi termini risultati da quel lavoro.

Tav. I. Nella superficie generale di chil. q. 75325,15 conta una popolazione di 4663720 spartita in comuni 3081. Le scuole elementari sono 6737 e scolari 260747. Il ragguaglio della popolazione colla superficie è quindi di 61,92 per chil. q.; e in una scuola ogni 692 ab. sono scolari 5,60 ogni 100 ab. La Sardegna per sè ha scuole 318, scolari 6296, una scuola ogni 1644 ab. e così scolari 1,16 ogni 100 ab.

Tav. II. Nella condizione de' comuni riguardo allo stabilimento delle scuole elementari, i comuni presi son 3073; d'essi 451 sono sprovvisti di scuole maschili, 2310 di scuole femminili; la popolazione de' 451 è 268046 quasi 1/18 della popolazione; ma nel 1851 molti comuni tra per forza propria e per data dal Governo poterono aprire o preparare scuole maschili o femminili. I comuni provvisti di scuole maschili erano 2622, di femminili 763; aveano scuole private maschili comuni 208, femminili 252.

Tav. III. Le scuole pubbliche maschili superiori erano 118, inferiori 4242, in tutto 4360; le femminili superiori 25, inferiori 1259, in tutto 1284. Le scuole pubbliche dei due sessi 5644, a cui aggiunte le private maschili 491, femminili 602, totale 1093, somma un generale di scuole 6737. — Delle scuole maschili davano l'anno 5149, dai sei ai dieci mesi 297, minore tempo 1013; delle femminili davano l'anno 706, dai sei ai dieci mesi 84, minor tempo 490. Di pensionati femminili son 59; le scuole per gli adulti 136. — Non son compresi gli *asili all'infanzia*.

Tav. IV. Ma di quelle 4360 scuole maschili, 1565 sono sprovviste di locale adatto cioè convenientemente illuminato, aereato, con invetriate alle finestre, soffitta, pavimento, pareti asciutte e pulite, fuor del rumore e delle esalazioni cattive; provvisto di camino o stufa; delle 1294 femminili, sono sprovviste 248. Oltre che di più o men parte della suppellettile necessaria, banchi, tavoli, pallottoliere ecc., mancano 1254 maschili, e 184 femminili.

Tav. V. Il personale impiegato nelle scuole pubbliche soprascritte consta di 4445 maschi e 1287 femmine, in tutto 5732. Di laici maschi soli 2028, femmine 986, in tutto 3014. Le scuole private hanno maestri 491, maestre 609.

Tav. VI. Il numero degli alunni che frequentarono, maschi e femmine, le scuole pubbliche e private (esclusi gli asili) in *estate* furono 138587, in *inverno* 261,118. La media maschile fu nelle scuole pubbliche 137505, nelle private 8754; la femminile nelle pubbliche 40225, nelle private 13370.

Tav. VII. Tutta questa istruzione, escluse le minervali alle scuole private, e quindi considerate le scuole pubbliche, costa 1662520 lire, di cui 1450605 si pagano ai maestri, 254915 alle maestre, il che dà una media di lire 321, 85 per ogni maestro, 180, 12 per ogni maestra. I Municipii spendono per l'istruzione maschile 1145048, per la femminile 129490; fra più lasciti e largizioni private alle scuole maschili 244780, alle femminili 101760; sussidii del governo lire 30307 per le prime, 661 per le seconde.

Tav. VIII. Gli stipendi sono spartiti in 9 categorie maggiori di cento lire l'una all'altra; ma una nota avvisa che in alcune provincie son persone che attendono gratuitamente all'uffizio di pubblico insegnante; per ciò il numero degli stipendi non è sempre corrispondente a quello del personale impiegato; onde la media data nella tabella antecedente non può esser presa a rigore. La categoria che ha più maestri è quella il cui salario è inferiore a 100 lire e sono 1049; ha eziandio più maestre, che sono 575. La seconda categoria ha 707 maschi, 187 femmine. La terza maschi 522, femmine 169. La quarta maschi 385, femmine 102. La quinta maschi 710, femmine 501. La sesta 600 maschi, 54 femmine. La settima maschi 174, femmine 17. L'ottava maschi 105, femmine 5. La nona maschi 66, femmine 6.

Tav. IX. Dal paralello del numero dei comuni sprovvisti di scuola del numero delle scuole stabilite, degli alunni e dei maestri negli anni 1847 e 1850 in terraferma, perchè per la Sardegna mancarono i dati di confronto, risulta che di 2701 comuni ne rimangono tuttavia 372 sprovvisti di scuole maschili; che le scuole maschili stabilite sono 4042 o siano 268 più che nel 1847. Di questi 268, sono laici 157, ecclesiastici 86, regolari 15. La proporzione dell'accrescimento sul 1847 è di uno ogni 0,099 laico; uno ogni 0,043 ecclesiastico; uno ogni 0,065 regolare. Il medio degli alunni nel 1850 fu di 134160, cioè 1256 più che nel 1847 per una popolazione di 4120513 secondo i computi rilevati dalla tavola prima.

Tav. X. Quest'ultima tavola rappresenta il numero dei maestri di scuole elementari approvati nelle scuole provinciali di metodo negli anni 1844-6-7-8-9-50-1, i quali in tutto son 3055 oltre a 135 approvati per iscuole elementari maggiori.

La gara che hanno i comuni in provvedere di scuole la generazione presente promette un eccellente avvenire; il governo ha ora ordinata una compiuta statistica di tutta l'istruzione, ed ha mandato un proprio ispettore a rilevare i bisogni della Sardegna; il Parlamento ha aumentate le proposte di soccorsi a fondare scuole pei comuni più bisognosi.

L. S.

www.internetculturale.it

mero 685, ed i fratelli Scarafia fu Giacomo, distinto in mappa col numero 679, della superficie di giornate 2, 70, 6, eguali ad ettari 1, 02, 80.

4. *Ivi* — Campo, coerenti a due parti il prato di cui al num. 679, a mezzogiorno Paschetta Don Giuseppe, a ponente la bealera Tagliata, segnato in mappa col numero 682, della superficie di giornate 0, 94, 9, eguali ad ettari 0, 36, 00.

5. *Ivi* — Campo, coerenti a levante il Rivo, a mezzogiorno l'avvocato Francesco Strua, e la vedova Virano nata Colmo, e le pezza numero 679, a ponente i fratelli Scarafia fu Giacomo, a notte il Rivo, ed il Regio Ospedale della città di Racconigi, distinto in mappa colli numeri 683 e 684, della superficie di giornate 2, 20, 5, eguali ad ettari 0, 85, 70.

6. *Ivi* — Prato, coerenti a levante Chiavassa Domenico, Pietro Antonio e Matteo, fratelli fu Matteo, a mezzogiorno Chiavassa Domenico, a due parti l'avvocato Francesco Strua, descritto in mappa col numero 658, della superficie di giornate 1, 15, 6, eguali ad ettari 0,45,95.

7. Regione Tagliata — Fabbrica, composta al piano terreno d'una camera, due cantine, stalla e retro stalla, ed al piano superiore di due camere, un granaio e fienile, con un tratto di ballatoio in legno verso l'aia, a mezzodì con caso da terra verso ponente, corte, orto, e campo, consorti a levante Cerutti Giuseppe, Isabella e Maddalena Sirelle, a giorno Garavagno Francesco, e Gallo Gabriele, a ponente lo stesso Gallo, a mezzogiorno Piasco Antonio e nipoti, distinti in mappa sotto li nume i 528, 529 e 530, della superficie di tavole 49, piedi 8, eguali ad are 18, centiare 90.

NB. Questi fondi componenti un solo lotto non vanno soggetti ad alcuna servitù aggravante i prati senza canone alcuno, hanno diritto all'irrigazione secondo la consuetudine locale per mezzo dell'acqua che si deriva dalla bealera Tagliata, ed i perimetri dei fondi sono da sufficiente ripa di piante imboschiti, e cresce nell'interno dei beni arativi buon numero di gelsi.

L'asta sarà aperta sulla somma di lire 13951 66, risultante da dett'offerta, ed ogni aumento non potrà essere minore di lire 100.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente responsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze il 15 andante mese, e dei quali non che della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza.

Saluzzo, il 25 gennaio 1852.

Per detto uffizio d'Intendenza provinciale
Il segr. G. B. Calandri.

FATTI DIVERSI. — Provincie. — Ci scrivono da Fossano:

Il giorno 28 gennaio p. p. i fossanesi movevano mestamente al tempio della confraternita del gonfalone di Gesù, per innalzare preci a suffragio dell'anima del conte Giovenale Davico Cozio di Quittengo, ufficiale d'ordinanza di S. M., morto il 5 dicembre 1851 in Siria. L'illustre e benemeriti famiglia del defunto assisteva alla dolente cerimonia, e divideva cogli altri concittadini il dolore della perdita amara.

— Ci scrivono da Peveragno:

Il giorno 5 del corrente febbraio scoppiò un incendio nella selva comunale denominata Roccadritta, e durò sino al giorno successivo. Il fuoco si propagò sull'estensione di sette ettari circa, distruggendo nel suo cammino tutti i polloni provenienti dalle ceppaie tagliate nel 1849.

Non si può per ora accertare quale sia il danno arrecato e neppure si conoscono gli autori dell'incendio.

— Si legge nel *Vessillo Vercellese*:

Monsignor arcivescovo prendendo in particolar considerazione la *Cassa di risparmio* che si sta per istabilire in questa città, vi si associava per quattro azioni.

— Nella scorsa settimana Vercelli perdeva un ottimo cittadino. Il cav. Luigi Pescator, roso da vecchiaia e da lunga infermità, passava all'eternità. Nella sua vita fu sollecito sommamente delle opere pie; ebbe pubblici incarichi e se ne sdebitò con onore. Sul letto di morte ricordossi de' suoi concittadini, e legava all'opera di S. Luigi (incaricata specialmente dei soccorsi alle povere puerpere e lattanti) la somma di dodici mila lire: quattro mila lire destinava pure agli asili d'infanzia. La sua memoria vivrà lungamente nelle benedizioni di questo popolo.

— L'illustre damigella contessa Delfippi, già tanto benemerita per questi asili dell'infanzia (che fin dalla loro istituzione li aveva soccorsi di lire tredici mila) ora provvedeva questo stesso stabilimento di un copiosissimo numero di posate fatte venire espressamente da Parigi a sue spese.

Genova. La tartana francese la *Medea*, comandata dal sig. Beraud, trovandosi il mattino del 21 scorso gennaio nelle acque di Massa-Carrara per caricare dei marmi, fu sorpresa da sì violenta procella che si dovette tosto interromperne il caricamento e senz'altro tentare di indirizzarlo verso il golfo della Spezia; ma appena giunta dinanzi agli scogli del Telaro, il cattivo tempo talmente infieriva che il naufragio del bastimento diveniva inevitabile.

Gettatosi il capitano Beraud in uno schifo, riusciva con gravissimi stenti a sbarcare a Lerici, dove implorava soccorsi dal signor Deforesta, capitano del porto, e dal sig. Ghiglione, viceconsole di Francia, i quali, ben sapendo quanto soventi gli agenti doganali sogliono esporre la propria vita per salvare quella dei naufraganti, ad essi si rivolsero; e questi di fatti animosamente accorsero verso la *Medea*, e dopo aver lottato lungo tempo colla furia del vento, delle onde e della pioggia che cadeva dirottissima, con indicibili sforzi poterono portare a terra tutto l'equipaggio, salvandolo così da certa morte.

Calmatasi alcun poco la fiera burrasca, gli stessi agenti aiutati da quell'equipaggio ritornavano nelle acque di Telaro, e riuscivano a ridurre in salvo anche il bastimento.

I detti capitani Beraud e Deforesta, il vice-console francese, ed il sindaco di Lerici rilasciarono un'ampia dichiarazione che attesta il generoso operare dei detti agenti, e l'ammirazione di chi ne fu testimonio oculare. Autori di tanto coraggioso salvamento sono: il brigadiere Antonio Andreoli ed i preposti Carlo Brichetto, Pietro Casagrande, Domenico Porro, Bernardo Riccobaldi e Pietro Tavella.

— Scrivono da Ventimiglia al *Corriere mercantile*:

Ultimamente venne scoperto in certo terreno appartenente alla mensa vescovile, poco discosto dalla nostra città, un bel mosaico romano: apparisce essere stato pavimento di una camera di circa dieci metri quadrati: il disegno e l'esecuzione sono eleganti; vi sono raffigurate le quattro stagioni. Scoperto mentre si cercavano pietre in suolo arenoso, trovavasi in perfetto stato di conservazione. La località dove il mosaico venne trovato credesi con buon fondamento esser quella in cui sorgeva l'antico *Album Intemelium*, ossia la città dei Liguri Intemelii, che dalle memorie romane sappiamo essere stata non priva d'un certo lustro, avendovi talora posto residenza cospicue famiglie romane; sicchè non manca fondata speranza di trovare altre notevoli reliquie.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col RealeDecreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Terza pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sono state rilasciate
1	Borgna Michele fu Pietro contribuente, Borgna Angela richiedente	121	1849 30 gen.	15 »	Stabili	Cuneo
2	Conti Carlo contribuente e richiedente	36	2 febb.	50 »	id.	Stradella
3	Turinetti sacer.° Gio. Domenico contrib. e rich.te	1	1848 25 8bre	50 »	id.	Castellamonte
4	Ambert tesoriere della congregazione di carità d'Orbassano contribuente e richiedente	7	15 id.	100 »	id.	Orbassano
5	Ghibaudi Giuseppe fu Michele contrib. e richiedente	49	1849 15 apr.	17 50	id.	Casalborgone Ceva
6	Ruffino Nicolò	17	20 mar.	100 »	id.	
7	Ferreri Misuratore Andrea	24	id. 1848	50 »	id.	id.
8	Mondone Giorgio	71	30 xbre 1849	50 »	id.	id.
9	Bellone D. Luigi	20	20 mar.	12 50	id.	id.
10	Lo stesso	21	id.	40 »	id.	id.
11	Bezzone Giuseppe	91	5 gen.	10 »	id.	id.
12	Nicolino G. Francesco	65	1848 30 xbre	15 »	id.	id.
13	Shellino Pietro Antonio	67	1 id.	60 »	id.	Millesimo
14	Fracchia Carlo	18	25 8bre	60 »	id.	id.
15	Giacosa Filippo	90	15 9bre	50 »	id.	id.
16	Calleri Angelo	58	id.	50 »	id.	id.
17	Lo stesso	59	id.	35 »	id.	id.
	Per i dodici ultimi contribuen.; Moglia Gio. Battista richiedente.					

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 17 gennaio 1852.

L'Intendente Generale Arnulfo.

ILLIRIA

Notificazione dell'i. r. governo centrale marittimo intorno alle disposizioni generali che entrano in vigore in seguito alla nuova organizzazione del servizio portuale e sanitario marittimo col 1° febbraio 1852.

« In appendice alla notificazione 24 gennaio a. c. num. 765-541 colla quale venne annunziata pel 1 febbraio 1852 l'attivazione della nuova organizzazione del servigio del porto e di sanità marittima lungo tutta la costa dell'impero, ad eccezione della Croazia militare, si porta ora a pubblica conoscenza quanto segue:

1. Navigli con patente libera verranno ammessi a libera pratica in tutti i porti marittimi della monarchia aperti al commercio. Qui unito havvi il prospetto di tali porti eccettuati quelli della Croazia militare, il quale prospetto serve pure come distinta dei luoghi del litorale nei quali a tenore della notificazione 24 gennaio a. c., dovrassi pagare dal primo febbraio a. c. in poi il diritto di tonnellaggio.

2. In tutti questi porti verrà a maggior comodo della navigazione dagli organi istituiti nei singoli punti provveduto alle varie mansioni del servizio portuale conformemente alla differente qualità degli organi stessi: le quali mansioni si trovano dettagliatamente specificate ai §§ 11, 17, 25 e 26 dell'ordinanza d'organizzazione 15 maggio 1851. (Bollettino delle leggi dell'impero, puntata 36).

3. Navigli con patente non libera verranno ammessi per subire la contumacia o la riserva d'osservazione nei porti dove sono istituiti formali lazzaretti marittimi, cioè in Venezia, Trieste, Martinschizza, Gravosa e Megline.

In Venezia soltanto il lazzaretto di Poveglia è presentemente destinato ad ammettere bastimenti con patente non libera: tutti i bastimenti quindi che vogliono subire la contumacia o la riserva in Venezia devono entrare pella foce di Malamocco.

4. Navigli della categoria terza che portano patente netta e che non hanno a bordo merci soggette all'esurgo nel lazzaretto, possono venir ammessi a subire la contumacia o la riserva non solo nei lazzaretti, ma eziandio in quei porti ove hannovi uffici centrali, uffici o deputazioni.

Tali navigli verranno quindi ammessi, oltre che nei luoghi accennati all'art. 3, anche in Chioggia, Pirano, Rovigno, Lussin piccolo, Fiume, Buccari, Porto-Re, Zara, Spalato, Ragusa, Sebenico Lesina, Lissa e Curzola.

5. A datare dal primo febbraio a. c. i navigli che subiscono la contumacia o la riserva nei porti indicati (art. 3 e 4) avranno, oltre alle tasse erariali, a pagare soltanto le competenze di contumacia marittima fissate dal § 80 della citata ordinanza d'organizzazione. Collo stesso giorno avrà quindi a cessare totalmente il pagamento delle competenze finora sussistenti agli impiegati del lazzaretto, per la loro responsabilità verso i proprietari delle merci, ed ai medici per la visita di polizia sanitaria dei contumacianti, da praticarsi all'arrivo o prima dell'ammissione a libera pratica.

6. È provveduto che in ogni luogo ove vengono ammessi navigli tanto con patente libera che con patente non libera e quindi in tutti i porti citati nel prospetto, essi possono pure levare le spedizioni per la partenza. La patente sanitaria per navigli che partono dai porti austriaci non verrà in seguito più rilasciata dai magistrati di sanità, ma bensì dagli uffici centrali, uffici, deputazioni ed agenzie di porto e sanità e dalle direzioni di lazzaretto dei rispettivi luoghi di partenza.

7. A tenore del § 5 della citata ordinanza d'organizzazione non havvi alcun ostacolo in riguardo portuale e sanitario-marittimo all'entrata dei bastimenti anche ne gli altri porti del litorale della monarchia austriaca, oltre quelli indicati nell'annesso prospetto, specialmente se la contrarietà od incostanza dei tempi ne è il motivo. Non può però in tal caso senza saputa e permesso del prossimo funzionario dell'amministrazione portuale e sanitaria aver luogo alcuna comunicazione ed operazione, nè può essere portato con ciò alcun detrimento alle prescrizioni vigenti nei riguardi doganali.

8. Ferme rimanendo le prescrizioni vigenti relativamente a porti ove possono entrare legni da guerra esteri (Bollettino generale dell'impero 1850, puntata 19, pag. 451), la presente ordinanza non è applicabile agli stessi se non se entro i limiti delle prescrizioni stesse.

9. Siccome col 1° febbraio corrente anno il disimpegno degli affari relativi al fondo Invalidi della veneta marina in Venezia e dei più istituti di marina di Trieste e Fiume, viene affidato agli i. r. uffizi centrali nei detti luoghi, tutte le posizioni ed istanze che hanno relazione a quei fondi dovranno essere dirette o immediatamente o col mezzo degli uffizi o funzionari subordinati agli uffizi centrali dei porti e sanità marittima di Venezia, Trieste e Fiume.

10. Relativamente all'ordinamento degli argomenti suaccennati nelle coste della Croazia militare seguiranno le determinazioni allorchè giungeranno dall'eccelso i. r. ministero gli ordini inerenti.

Trieste, il 29 gennaio 1852.

L'i. r. tenente-maresciallo, presidente,
Wimpffen.

L'i. r. capo-sessione e commiss. minist.
Czörnig. L'i. r. consigliere di governo
Wittmann.

(*Segue la* Distinta *di quei porti della costa dell'impero austriaco (tranne la Croazia militare) che in riguardo portuale e sanitario sono aperti al commercio ed alla navigazione*).

SVIZZERA

Il *Bund* dichiara potere smentire la voce corsa in Berna che il primo contingente federale sia stato ordinato di picchetto.

— Nel circolo nazionale di Ginevra è stata presa in considerazione la proposizione del colonnello Rilliet di coprire, mediante sottoscrizioni volontarie, il residuo del debito de' cantoni che facevano parte del Sonderbund, ammontante a 2,500,000 fr. — Sembra che il circolo voglia prendere l'iniziativa, e che questo pensiero sia stato molto favorevolmente accolto anche nei cantoni di Vaud, Berna, Zurigo, ecc.

Vaud. Il gran consiglio, alla unanimità, meno il solo colonnello Bontems, ha risoluto di invitare il consiglio di Stato ad adoperarsi per ottenere un aggiornamento indefinito dell'esecuzione della legge federale sui pesi e sulle misure.

Esso ha inoltre adottato all'unanimità le seguenti proposizioni di una commissione composta di Eytel e Guignard radicali, Bontems e Schopfer conservatori, e consiglieri di Stato Furnerod e Martin:

Il consiglio di Stato è invitato:

1. D'usare tutti i mezzi che sono a sua disposizione per neutralizzare le tendenze d'invasione del consiglio federale e far rispettare la sovranità cantonale;

2. Di adoperarsi per ottenere comunicazione degli atti o delle trattative che risguardano la politica diplomatica ed estera, e di procurare al cantone di Vaud la pubblicità diplomatica, almeno entro i limiti in cui la praticava il potere federale nel 1848;

3. Di avvisare ai mezzi perchè il cantone possa ricevere un sufficiente numero di esemplari del Bullettino ufficiale delle sedute delle supreme autorità federali, od almeno un certo numero di esemplari del Foglio federale.

www.internetculturale.it

4. Di usare la sua influenza ed i mezzi che sono a sua disposizione per migliorare la legislazione federale, regolarizzarla e toglierne i difetti già constatati.

5. Di opporsi con tutte le sue forze all'instituzione di una università federale, e se il progetto dovesse essere adottato, ritardarne per quanto è possibile l'esecuzione.

6. Di intendersi coi governi cointeressati sul tracciamento di una strada ferrata che unisca l'Italia alla Svizzera.

7. Di promuovere una revisione della tariffa daziaria nel senso di diminuire alcune tasse.

8. Di instare perchè il servizio postale nel cantone di Vaud non sia diminuito dallo stato in cui era prima della centralizzazione.

Ticino. *Da Bellinzona, 7 febbraio.* Questa mattina pervenne al lodevole Consiglio di Stato un ufficio del Consiglio federale al quale va unito un lungo frammento di una esposizione di fatto e di diritto che S. E. l'arcivescovo di Milano rassegnava all'I. r. luogotenenza di Lombardia intorno alla vertenza del seminario di Pollegno, affinchè per mezzo della i. r. legazione austriaca in Berna fosse comunicata, come infatti lo fu il 28 gennaio p. p., al sullodato Consiglio federale. Questa esposizione tende a creare una quistione di diritto internazionale.

FRANCIA

Parigi, 8 *febbraio*. Il principe presidente della repubblica ha ricevuto dalle LL. MM. la regina di Spagna, il re dei Paesi Bassi, il re di Sardegna e il re di Baviera, le risposte alle lettere di notificazione riguardante i nuovi poteri conferiti al principe dalla nazione francese.

Queste lettere sono state successivamente rimesse al principe presidente dal marchese di Valdegamas, ministro di Spagna; dal generale barone Fagel, ministro dei Paesi Bassi; dal cavaliere di Collegno, ministro di Sardegna, e dal sig. di Wendland, ministro di Baviera.

Il marchese di Valdegamas ha presentato nella stessa udienza la lettera colla quale S. M. cattolica notifica il nascimento di S.A. R. la principessa Maria-Isabella-Francesca d'Assisi-Cristina-Francesca di Paola, sua figlia.

— Il *Moniteur du Loiret* ha ricevuto dal sig. di Lamartine la seguente lettera:

« Alcuni elettori del dipartimento del Loiret avendomi fatto l'onore di scrivermi per domandare se io mi presenterei nel numero dei candidati all' elezione del corpo legislativo, permettetemi di ricorrere al vostro giornale per esprimere la mia gratitudine al dipartimento e per dichiarare che non accetto veruna candidatura. »

— Il catalogo della biblioteca da vendere del re Luigi Filippo, è pubblicato in 22 fogli e mezzo di stampa, e si vende 5. fr. La vendita comincierà l'8 marzo, in via *des Bons Enfans*, n. 28.

— Da due giorni la circolazione tra Valenciennes e Brusselles si trova momentaneamente impedita sulla linea di strada ferrata dall'inondazione della Senna, a Braine-le-Comte.

— Il legno a tre alberi la *Vesta*, la cui partenza era stata ritardata, da parecchi giorni, pei venti contrarii, è uscito ieri dal porto dell'Havre, alla marea, per San Francisco, con 346 emigranti della Lotteria delle verghe d'oro.

— Il marchese di Turenne, ex-pari di Francia, commendatore della Legion d'Onore fin dal novembre 1831, è promosso alla dignità di Grand'ufficiale dell'Ordine istesso.

— Il principe Girolamo Bonaparte ha ricevuto la visita di tutto lo stato-maggiore del governatorato degl'Invalidi, che gli presentò congratulazioni in occasione della sua nomina a presidente del senato. Il maresciallo-governatore rispose che avea creduto bene di accettar quella nuova dignità, la quale, non essendo che annua, gli permetteva di conservare la carica di governatore degl'Invalidi. Soggiunse che, se avesse avuto da optare fra quelle due grandi cariche, ei non avrebbe esitato un istante a rimanere nell'Albergo degl'Invalidi presso la tomba di suo fratello l'Imperatore.

— Il sig. Girard, ex-direttore della scuola d'Alfort, membro della società nazionale d'agricoltura, dell'accademia di medicina e della società centrale veterinaria, di cui era il presidente onorario, è morto in età di 82 anni. Egli era autore di non poche opere stimate ed utili.

SPAGNA

L'*Espana* dà i seguenti altri particolari biografici del vile assassino di S. M. la regina di Spagna:

Per questo fatto (V. *Gazz. Piemont.* di ieri Ult. Not.) e altri consimili, e non si tenne più sicuro in Ispagna, allorchè vi fu abolito il regime costituzionale, e si decise ad emigrare in Francia, ove, trascorso alcun tempo, ottenne un posto in una parrocchia, occupandosi inoltre nel dar lezioni di spagnuolo.

Egli riuscì a mettere insieme una somma considerevole di danaro con mezzi de' quali non fu mai data una spiegazione soddisfacente. Quantunque nel 1832 la regina Cristina avesse schiuse le porte della patria a tutti gl' infelici esiliati, Merino non tornò in Ispagna che nel 1841. Arrivato a Madrid, fu addetto alla parrocchia di S. Sebastiano sino al 1844, epoca nella quale egli passò alla parrocchia di San Millan. Quest'uomo, posseditore di egregie somme delle quali s'ignorava l'origine, faceva prestiti ad ex-frati bisognosi, esigendo interessi eccessivi; da che risultarono talora degli alterchi, e una volta tra l'altre fu schiaffeggiato.

L'autorità ecclesiastica lo mandò in un'altra parrocchia. Tutto ciò che si sa di lui, lo dà per un uomo intollerante, irascibile e accattabrighe. Facendo pompa d'una istruzione che in lui non era, sosteneva spesso tesi eccentriche: andava quasi sempre solo, nè si sapeva che avesse alcun vero amico. Egli dimorava via del Trionfo, n. 2, secondo piano. Recavasi tutti i giorni al gabinetto di lettura di S. Filippo, e là percorrea avidamente tutti i giornali. Dappoi il colpo di Stato del 2 dicembre, si notò ch' era divenuto preoccupato, silenzioso, e che a quando a quando riscaldavasi. Alcune parole senza nesso, pronunziate con un tuono fatidico, rivelarono ad alcune persone che l'intendevano, com' egli covasse da lungo tempo un malvagio disegno.

— Scrivono alla *Correspondance* da Madrid in data del 5 corrente:

Quasi tutta Madrid s' è inscritta oggi sulle liste della regina, del re, della infanta, duchessa di Montpensier, della regina Maria Cristina, e dell' infante D. Francesco di Paola, padre del re.

Il ministro degli affari esteri, che non ha lasciato il palazzo, può a pena rispondere a tutte le persone ansiose di aver notizie della preziosa salute della regina.

Ieri (2) tre ministri, i signori Bravo Murillo, Bertran di Lys e Reynoso passarono la notte a palazzo; oggi toccherà agli altri tre ministri.

Le feste nazionali, in occasione della nascita della principessa, sono sospese.

I senatori e deputati si sono riuniti nelle loro Camere respettive per segnare un indirizzo di felicitazioni a S. M., protetta dalla Provvidenza contro i colpi del regicida.

Ieri tutti i teatri tacquero.

Il giudice di prima istanza del distretto del palazzo, Pedro Nolasco Aurioles, che instruisce la causa contro il regicida Martin Merino, ha dato avviso al ministro di grazia e giustizia che il processo era compiuto e trasmesso al procuratore fiscale per formulare l'atto di accusa.

L'assassino si è come chiuso in una taciturnità affettata; ma la sua attitudine svela il cinismo più ributtante.

Si dice che prima di 48 ore l'assassino (a cui la regina avrebbe voluto far grazia) avrà subito la punizione del suo delitto.

INGHILTERRA

Londra, 7 *febbraio*. Si legge nel *Sun*:

Oggi a un' ora pom. è stato tenuto al Foreign-Office un consiglio di gabinetto. Erano presenti: lord J. Russell, il conte di Minto, che era arrivato stamane d'una sua visita a S. M. al castello di Windsor, il lord cancelliere conte di Carlisle, il conte di Granville, il conte Grey, il cancelliere dello scacchiere sir G. Grey, lord Seymour, sir F. T. Baring e l'onorevolissimo Henry Labouchere. Il nuovo presidente del dicastero del controllo era assente, avendo lasciato la città a fine di assistere alla sua elezione per Perth.

— La *Gazzetta di Londra* pubblica la nomina dell' onorevolissimo Fox Maule come capo del dicastero degli affari esteri delle Indie, e quella dell' onorevolissimo Vernon Smith come ministro della guerra.

— Il *Morning-Chronicle* annunzia la partenza dell'*Hydra*, sloop a vapore, comandante Belgrave, alla volta del Capo di Buona Speranza, con a bordo il nuovo governatore di quella colonia e il di lui stato-maggiore, non che 50,000 sterlini in numerario pel Capo stesso.

— Lord Dalhousie, attuale governatore generale dell' Indie (al posto del quale si assicura che sia per essere nominato il marchese di Normanby) è atteso a Londra entro il prossimo mese, ove si reca a motivo della cagionevole sua salute.

— Si legge nella *Patrie* del 9:

Nel discorso col quale la regina Vittoria ha aperto la sessione del parlamento britannico, S. M. esprimeva la speranza che i poteri determinati dalle leggi esistenti basterebbero a reprimere i delitti che si vanno da qualche tempo commettendo in una parte dell' Irlanda.

Per una strana coincidenza, nel giorno medesimo in cui quell'e parole escivano dalla bocca della regina, erano contraddette dai fatti in un modo altrettanto doloroso che impreveduto.

La commissione speciale, incaricata di procedere contro essi delitti, perpetrati contro le persone e le proprietà nella contea di Monaghan e ne' vicini distretti, terminava in quel giorno la sua sessione senza aver raggiunto lo scopo pel quale era stata instituita; imperocchè il giurì le ha negato il concorso ch'era a lei necessario per adempiere la sua missione.

Questo risultato negativo, che favorisce l' impunità de' più gravi misfatti, e che sovratutto pare dovuto al terrore cui le società segrete inspirano alle classi della società dalle quali si estraggono i giurati, ha fatto sentire l'urgente bisogno di por mano a un sistema di repressione più efficace. Epperò la più parte de' giornali di Londra insistono oggi perchè il governo adotti pronti provvedimenti, intesi a far cessare uno stato di cose nel quale non sarebbero più sicure nè la vita nè le proprietà dei cittadini.

Già il ministero fu interpellato sulle sue intenzioni in seno del Parlamento. Il ministero rispose, che un tal soggetto occupava tutta la sua attenzione, ma una siffatta risposta fu risguardata come troppo evasiva, e noi sentiamo che una mozione sarà presentata dal conte di Westmeath alla Camera de' lords, e un'altra dal sig. Napier, deputato irlandese, alla Camera de' comuni, a fine d'instituire un'inchiesta sulle cause che han posto impedimento alla amministrazione della giustizia nelle contee di Louth, Armagh e Monaghan.

La discussione, alla quale questa mozione o il progetto che si attende dal governo darà origine, farà senza alcun dubbio viemeglio conoscere quali siano veramente le attuali condizioni dell'Irlanda.

— Si legge nel *Daily-News*:

Un terzo ed ultimo bastimento americano è partito stamane (7) da Londra alla volta d'America avendo a bordo una ottantina circa di rifugiati francesi e ungaresi, con le loro mogli e figli, la maggior parte de' quali erano regolarmente provveduti di quanto era loro necessario pel viaggio. Il loro passaggio è gratuito.

SVEZIA

Stocolma, 27 *gennaio*. Scrivono alla *Gazzetta d'Augusta* che sabato (24), poco dopo il mezzodì, la capitale venne scossa da un orrendo scoppio. Saltò in aria un magazzeno da polvere posto sulla spiaggia del mare, nelle vicinanze di Lidingöbro. Per questa esplosione, parecchie migliaia di vetri di finestre ed un grandissimo numero di porte furono distrutti, più centinaia di finestre soltanto nel castello reale e nelle scuderie della corte. Il magazzino della polvere è letteralmente convertito in un mucchio di rottami. La perdita che lo Stato soffre per questo avvenimento è stimata ammontare a 115,000 talleri.

Sotto le rovine si sono finora trovati due cadaveri. La polizia procede alla ricerca della cagione di quell' infortunio.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino, 12 febbraio.*

Ieri sera vi fu ballo negli appartamenti di S. A. R. il Duca di Genova.

— *Roma, 7 febbraio.* È nominata una commissione per provvedere allo scavo regolare delle catacombe, e conservarne i monumenti. La presiede il cardinale Patrizi, e la compongono i monsignori Castellani, Tizzani, Luquet, Marini, il padre Marchi gesuita, il cav. Derossi, il cav. Minardi e l'abate Profili.

— *Bologna, 5 febbraio.* Si è formata una società pel tronco di strada ferrata da Modena e Bologna a Prato o Pistoia, che si propone di chiedere la concessione per anni 99 con garanzia del 4 per 0/0 d'interesse; la spesa sarà di sc. 5,500,000, e scudi 80,000 devono essere depositati entro il mese. Le azioni sono di sc. 100 l'una, e si ricevono sottoscrizioni presso i banchieri signori Gilli e Guidelli e sig. Raffaelo Rizzoli e C. di qui.

(Gazz. di Bologna)

Francia. *Parigi, 9 febbraio.* Il corriere di Francia è giunto all' ora di mettere in torchio. I giornali francesi nulla affatto recano d'importante.

Spagna. Un ultimo dispaccio telegrafico da Madrid, in data del 7, 2 e mezzo pomerid., annunzia che lo stesso giorno a un' ora e un quarto pomerid., il regicida Merino, dopo un' istruzione sommaria, è stato giustiziato.

La salute della regina non dava più la minima inquietudine.

Alemagna. *Francoforte, 7 febbraio.* Il principe Gortschakoff, inviato di S. M. l'imperatore delle Russie presso la confederazione germanica, è giunto in questa città, proveniente da Stoccarda, dove egli è pure accreditato in qualità d'inviato straordinario e ministro plenipotenziario.

— *Berlino, 5 febbraio.* In occasione che si discute il bilancio alla seconda Camera, trattandosi delle spese criminali, la commissione proponeva che nell' anno prossimo il governo presentasse un quadro approssimativo delle maggiori spese richieste dalla procedura per giurati.

La sinistra della Camera, sospettando in tale mozione una intenzione ostile alla instituzione dei giurati, propose per mezzo del deputato Wentzer un emendamento, tendente ad invitare il governo a presentare un quadro approssimativo, ma particolarizzato di quelle spese, unitamente ad un confronto coll'antica procedura, onde possa apparire in qual modo il giudizio per giurati possa influire sulle spese criminali.

Il ministro della giustizia, Simons, si dichiarò contrario ad ambedue le proposte, si la commissione che del deputato Wentzler.

Il ministro affermò essere assai difficile il fare un confronto particolarizzato della nuova procedura coll'antica.

— *Monaco, 6 febbraio.* Un dispaccio telegrafico della *Gazzetta delle Poste* annunzia che, per ordine supremo, gl'interessi di tutti i prestiti dello Stato e delle strade ferrate furono fissati a 4 1/2 p. c.

— *Dresda, 6 gennaio.* Il re di Annover, proveniente da Altenburg, è giunto in questa città e fu ricevuto al palazzo reale.

Il *Giornale di Dresda* annunzia che la casa Rothschild s' incaricò di negoziare parte del nuovo prestito prussiano, e che una parte dei versamenti era stata effettuata in moneta di Sassonia perchè il governo sassone trovavasi in grado di prestare danaro alla casa Rothschild.

La *Gazzetta liberale della Sassonia* soggiunge, senza però guarentire il fatto, che la somma prestata era di un milione di talleri, all'interesse del 3 p. c., e che il capitale doveva essere rimborsato col mezzo di versamenti mensili di 50,000 talleri almeno.

Turchia. Dalle ultime notizie del levante, recate dai fogli di Trieste si ha che Rescid bascià fu, tre giorni dopo la sua destituzione da gran-visir, nominato dal sultano a presidente del consiglio di Stato. Il ministro degli affari esteri, Ali bascià, aveva anch' egli chiesto la sua demissione, ma non fu accettata dal sultano.

E. L. Gerente.

BIBLIOGRAFIA

Della cresciuta utilità degli studi classici nelle presenti condizioni politiche (*Orazione recitata nella grande Aula della regia Università di Torino il 4 novembre 1851 dal cav.* pier alessandro paravia. Torino Stamperia Reale.

Fra tanti scritti che giornalmente escono alla luce tra noi, meritevolissimo di particolar attenzione reputiamo questo col quale l' egregio cavaliere Paravia inaugurò il presente anno scolastico.

Forbitezza di stile, lucidità di eloquio, copia e vigoria d' argomenti, tratti dall' antica e moderna istoria tanto nostrale che esterna, bellamente rispondono nello scritto di che parliamo alla eccellenza ed opportunità del soggetto; al tempo stesso che tutta l' orazione del professore chiarissimo ci è prova novella del vivo amore ch' egli porta alle buone lettere ed a que' giovani ingegni, cui egli dee fare instrutti e valenti nella *divina arte della parola*.

Imperocchè questo amore sia appunto quello che inspirò al Paravia il suo discorso di riapertura degli studi, siccome quegli il quale, ben conoscendo *come le lettere aiutate e promosse dalle instaurate sorti d' un popolo, per volerle spinger troppo oltre, corran talvolta a rovina, e come a comparle da questa minacciata sciagura, e insiem con esse a comparne quella libertà a cui l'eloquenza s'inspira, nulla torni più acconcio che il perseverante studio e la diligente imitazione de' classici*, chiaramente dimostrò al suo spettabile e numeroso auditorio *la necessità* che è *in tutti noi di stringerci ai classici come a nostri padri e maestri, d' insistere sulle gloriose lor traccie, di rinfrescar i lor nobili esempli, di temperare alla loro norma la nostra qualità di pensare e sentire, di fare insomma che il senno antico moderi e giovi l'età moderna.*

Chiuderemo questo breve cenno col dire che la orazione del Paravia, oltre all'andar fregiata di molte e preziose note, è anche susseguita da una prelezione da lui recitata il 12 9.bre 1851, nella quale ha egli voluto dar l' ultimo tocco, se così è lecito esprimersi, al suo bel quadro: imperocchè, non avendo egli in quella fatto parola che de' classici greci e romani, svolse e compiè in questa il suo intendimento favellando de' nostri.

Annunziamo ai nostri lettori che madamigella Uccelli, tanto applaudita al gran concerto della Società Filarmonica, ci farà nuovamente gustare la bella sua voce in una serata ch'ella darà al teatro d'Angennes, sabato 14 del corrente, secondata da madamigella Fosco, egregia maestra di canto e nostra concittadina, e dalla Compagnia francese.

www.internetculturale.it

Presso PIANCA e SERRA, Librai in Torino, Via Nuova N. 2 e B. V. degli Angeli N. 6.

GENEALOGIA

della famiglia Luigi Napoleone Bonaparte.

Cent. 60.

MANUALE

DELL'ESTIMATORE

Opera compilata dal Regio Geometra

GIUSEPPE ROGGERI

SULLA BASE DEL SISTEMA DECIMALE.

Lire 4 50.

DICHIARAZIONE

Il foglio ufficiale N. 33 del 7 febbraio, riferendo un articolo sotto la rubrica *R. Accademia delle Scienze* concernente domanda di privativa inoltrata dalli signori Giuseppe e Francesco fratelli Wersterman per una loro pretesa invenzione di preparazione del gaz-luce col mezzo della scomposizione dell'acqua sul ferro e carbone entro un tubo, con addizione di sostanze resinose olii o grassi, il sottoscritto dichiara non solo fare opposizione alla domanda delli suddetti fratelli Wersterman, ma chiede inoltre in capo suo la privativa da essi addomandata, essendo già da più mesi, che il succitato metodo venne dal medesimo posto in pratica nell'usina a gaz della Società anonima piemontese, e che per tale effetto sottopone alla sullodata R. Accademia la relativa sua domanda.

GAUDENZIO ALBANI

Direttore generale della succitata Società.

Avviso

SOCIETA' DI MONTEPONI

R. Miniere presso Iglesias in Sardegna

L'amministrazione della società per le miniere di Monteponi in Sardegna ha deliberato, a termini dell'art. 19 del suo statuto, la convocazione della straordinaria adunanza generale degli azionisti per il giorno 1° del mese di marzo prossimo venturo, alle ore 6 p. m. che avrà luogo nell'ufficio della società situato in Genova, vico del Coro di S. Luca, num. 546, e prega i signori socii di volervici intervenire.

IL SINDACO DELLA CITTA' DI VERCELLI

Notifica che la FIERA detta di *San Mattia*, solita tenersi in questa città, avrà principio in quest'anno nel giorno di lunedì, 1° del prossimo marzo, e quindi sarà continuata sino a tutto il 6 susseguente.

Vercelli, l' 8 febbraio 1852.

Sciroppo di Mela-Apiole

Specifico infallibile per la tosse, raffreddori e raucedine, a L. 1 25 la bottiglia. — Presso Giacosa, confettiere, rimpetto alla chiesa di S. Tommaso.

VENDITA

Di un CORPO di CASCINA, sulle fini di Poirino, detta il *Riasso*, composta di fabbricati rustici e beni a diversa coltura, del quantitativo di ettari 40 circa.

Per le condizioni dirigersi nello studio del notaio Borgarello, via S. Filippo, num. 21, in Torino.

MAGASIN PARISIEN

MODES ET NOUVEAUTÉS

Rue S.t-Philippe, 23, maison Caraglio de S.t-Marsan, au rez-de-chaussée, à Turin

Chez M.me **BOSQUI** on trouve des Chapeaux pour Dames, Robes de bal, Mantelets, Fleurs de Paris, Coiffures et bonnets habillés, Fichus, Berthes, sorties de bal, Etoffes en soie pour robes, Rubans et Velours de France, Dentelles noires de Chantilly et de Cambray pour volants, point de Bruxelles en barbe, Guimpes, Manchoirs, Dentelles Valenciennes, Malines, Mirecourt, point de Paris, Blondes et Broderies en tout genre.

On trouvera aussi tous les articles qui concernent le trousseau et la layette qu'elle se charge de faire confectionner; Chemises d'homme en batiste brodées et unies, de tous les prix; assortiment de Cravattes et Foulards, etc.

On expédie, d'après demande, le tout à des prix modérés.

DA VENDERE

CASA, in Borgo Nuova, di solida ed elegante costruzione, al disotto del costo, ma per pronti contanti almeno pei 2/3 del prezzo. Recapito in via dell'Arco, n. 11.

Due Camere

ammobigliate da affittare, esposte a mezzogiorno, situate in via dell'Esagono, portone num. 1, piano 3.°, porta a sinistra.

DA AFFITTARE al 1.° luglio: n. 7 camere al 3.° piano e due sotterranei, con vista sul viale del Re, n. 20. Visibile dal mezzodì alle 4 di sera. — Dirigersi al portinaio.

DA AFFITTARE *al presente, o per il primo aprile* N. 9 membri al 2.° p.°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

AVVISO

Dietro superiore autorizzazione dovendo aver luogo per concorso la nomina alla carica di Aiutante Maggiore in secondo nel battaglione della Guardia Nazionale di Mortara, al quale è fissato l'annuo assegnamento di L. 800, si invita chiunque intende aspirarvi a farne la dichiarazione all'ufficio dello stato-maggiore entro tutto il corrente mese, con prevenzione che nel giorno 10 del prossimo venturo mese di marzo avranno luogo i relativi esami nell'ufficio suddetto, ove dovranno presentarsi gli aspiranti.

Torino, il 10 febbraio 1852.

Il Maggiore Comandante il Battaglione,
Avv. COTTA RAMUSINO GIUSEPPE.

DA AFFITTARE

al Borgo Dora, vicino alla chiesa parrocchial e

Varie camere, 3 scuderie di 40 piazze, con fenili, corte chiusa e *sosta*, il tutto unito o separato;
Cinque camere al piano terreno, e

DA VENDERE

Terreno fabbricabile, formante angolo in istrada d'Italia, vicino al ponte Dora, dietro la chiesa suddetta. Indirizzarsi ai F.lli Barbiè, via di Po, num. 20.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 4 o 10 camere con terrazzo al 4.° piano, via del Senato, n. 4. — Recapito ivi.

NOTA

Estratto di società in nome collettivo, a mente degli articoli 51 e 53 del Codice di Commercio.

Con iscrittura, a doppio originale, del 15 passato gennaio il signor Carlo Colomba del fu Stefano, nativo e residente in Torino, si rese cessionario del negozio da cappellaio, esercito in questa capitale, sotto i portici di Po, casa Cassini, dal sig. Paolo Cavalli del fu Evasio, nativo di Casale e dimorante pure in questa città;

In virtù della stessa scrittura il sig. Colomba associò il sig. Cavalli, in corrispettivo della sua opera, nella metà degli utili ricavandi dall'esercizio di detto negozio.

La firma sociale si è: Cavalli e Colomba;

La *Direzione, amministrazione ed uso della firma* appartiene ad amendue i socii.

La società ebbe principio col 15 passato gennaio e continuerà sino al 1° aprile 1859.

Potrà però anche prima essere risolta nel caso di avverata perdita del 20 p. 0/0 del capitale di L. 7,000, conferto dal signor Colomba, o qualora il signor Cavalli non eseguisca puntualmente i patti stipulati.

Paolo Cavalli — Carlo Colomba.

NOTA

Con atto passato il 9 del corrente alla segreteria del Tribunale di prima cognizione di questa città, la damigella Rosalia Gianolio accettò, col beneficio dell'inventario, l'eredità del di lei padre cav. ed avvocato Giovanni, già consigliere di S. M. per la R. Segreteria del Gran Magistero, deceduto il 15 gennaio ultimo scorso.

Torino, il 10 febbraio 1852.

Avv. Luigi Demichelis.

NOTA

Con instromento del 14 ora scorso gennaio, ricevuto dal notaio sottoscritto, la Sacra Religione ed Ordine Militare dei Ss. Maurizio e Lazzaro ha fatto acquisto dal signor Agnelli Giuseppe Francesco, fu Giovanni Lorenzo, nativo di Racconigi e residente in Torino, della possessione denominata di *Parpaglia* di ettari 228, are 81 circa tra campi, prati, pascoli, boschi, orti, giardini, aie ed aree dei fabbricati, il tutto formante con questi un sol corpo, situata per la massima parte sul territorio di Candiolo, e per la minima su quella di Vinovo, come sono pervenuti detti stabili al signor Agnelli per acquisto fattone dalla signora Teresa Audifredi, moglie del signor Felice Audifredi, con instromento 8 maggio 1840, rogato Signoretti; per altro acquisto dal signor Giuseppe Bellino, con instromento del 30 novembre 1840 ed altro relativo del 14 marzo 1843, ricevuti Origlia; ed ancora in virtù di convenzione portante permute tra il signor Agnelli ed il signor Pietro Scaravaglio del 27 febbraio 1849, per atto rogato Albasio.

Il contratto ne venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Torino il giorno di ieri, vol. 54, art. 27126, e se ne fa cenno in questo foglio per l'effetto previsto dall'art. 2303 del Codice civile.

Torino, il 6 febbraio 1852.

Notaio Cerale.

NOTA

Sull'instanza delli Bartolommeo e Pietro, fratelli Ferrero, dimoranti, il primo in questa città, ed il secondo a Vinovo, con ordinanza del 24 or passato gennaio del signor giudice Tempia venne aperto innanzi questo R. Tribunale di prima cognizione il giudizio di graduazione per la distribuzione delle due somme di cui infra, cioè di lire 7670 ammontare degli stabili a loro instanza subastati a pregiudizio della Margarita Ramoino, moglie di Giuseppe Canavero, e di lire 8200 prezzo di altro stabile pure ad instanza dei medesimi subastato a pregiudizio del detto Giuseppe Canavero, e si è mandata ai creditori tutti di far fede dei loro titoli alla segreteria del Tribunale per l'opportuna collocazione.

Torino, il 9 febbraio 1852.

Rebuffatti sost. Thomitz.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino l' 11 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo prezzo	per contanti: nella matt.	per fine del mese: ultimo prezzo	per fine del mese: corr. nella matt.	per fine prossimo: ultimo prezzo	per fine prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 s.bre						
1831 » » 1 genn.						
1845 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.						89 80
1851 » » 1 dicem.						
1834 Obblig. 1 genn.	905					
1849 » 1 s.bre						
1850 » 1 febbr.		927 50				
1844 6 0/0 Sard. 1 luglio						
FONDI PRIVATI						
Azioni S. M. 1 genn.						
Banca di Savoia						
Città di (4 0/0 oltre l'int. decor.						
Torino (5 50 0/0 l'int.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ital.) gen.						
Società del Gaz (nova)						
Vercelli a premio fisso 50 Lire						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	95 3/4	—	96	—
Genova sconto	4 p. 0/0		—	—
Francoforte S. M.	210 1/2	—	—	—
Lione	99 85	—	99 40	—
Londra	25 30	—	25 15	—
Milano	—	—	—	—
Parigi	99 90	—	99 40	—
Torino sconto	4 p. 0/0			

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 l.	20 05 —	20 08 —
— di Savoia	20 71 —	20 76 —
— di Genova	79 20 —	79 30 —
Sovrana nuova	25 05 —	25 12 —
— vecchia	24 88 —	24 95 —
EROSO misto		
Perdita	2 60	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
GREGGIE Denari 10—11			
11—12	60	66 75	
12—13			
14—15			
16—20			
ORGANZINI 20—21	76		
21—22	76		
22—23	73 50		
23—24	72	71 70	
24—25	72		
25—26	71		
26—27	70		
27—28	69 50		
28—30	69		
30—32			
32—36			
36—40			
TRAME 20—22			
22—24			
24—26			
26—28			
28—30			
30—32			
32—36			
36—40			
MERCI DIVERSE			
Doppio Blato			
Mezzacia seccia di gallettame			
Straccia			

BORSA DI PARIGI *del 9 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 102, 70, chiude a 102 85.

Il 3 0/0 resta a 64, 60.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 90.

Le azioni della Banca di Francia a 2640.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: i PURITANI. — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera*.

Domani rappresentazione spettante all' *a piccolo*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Giorgio e Maurizio — Un curioso accidente*.

NAZIONALE Riposo.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagna francese rappresenta: *Malbrouck*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: — Terza rappresentazione dell'ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Le streghe di Benevento*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne*.

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
31 genn.	759 56	760 34	761 68	+ 3 4	+ 10 6	+ 15 0	+ 5 2	+ 8 0	+ 7 9	S.S.O.	O.	S.S.O.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
1 febbr.	742 70	742 44	741 68	+ 5 5	+ 9 9	+ 9 8	+ 2 8	+ 7 4	+ 6 1	S.S.O.	O.S.O.	S.S.O.	Ser. con vap.	Ser con vap.	Ser. con vap.
2 »	740 72	740 74	741 74	+ 3 8	+ 11 5	+ 13 4	+ 2 1	+ 10 0	+ 14 6	S.S.O.	S. O.	S.S.O.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE e COMP.

www.interpretecultural.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 38 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

VENERDI' 13 FEBBRAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . .	» 48	25	13
Per l'Estero . . .	» 68	36	18

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 15 corrente febbraio sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE UFFICIALE

Sulla proposta del Ministro per gli Affari Esteri, S. M. il Re, con suo Decreto del 4 gennaio p. p., si è degnata nominare il sig. Stefano Festa applicato cassiere del suddetto Ministero, in surrogazione del sig. Lorenzo Vernetti, collocato a riposo dietro sua domanda.

S. M., con Reale Decreto del 25 prossimo passato gennnaio, ha provveduto di pensione di riposo, in seguito a l'attane domanda, il sig. Giuseppe Cacciardi, economo della Università di Torino, il quale contava un servizio di oltre cinquant'anni parte militare e parte civile.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Ministro dell'Interno;
Visto il Messaggio del 4 corrente mese indirizzato dall'ufficio di Presidenza della Camera dei Deputati al Ministero dell'Interno ed indicante la vacanza del Collegio elettorale di Pont num. 450;
Vista la Legge elettorale del 17 marzo 1848, e quella del 19 gennaio 1850;
Abbiamo decretato e decretiamo:
Art. 1. Il Collegio elettorale di Pont è convocato per il 1° del prossimo mese di marzo onde proceda ad una nuova elezione del suo Deputato.
Art. 2. Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 5 dello stesso mese.
Il Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'ufficio del Controllo generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.
Torino, addì 8 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.

Con Decreto R. dell' 11 corrente mese il Consigliere di Stato avv. Amedeo Ravina venne collocato a riposo.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 12 febbraio.*

La Camera dei Deputati terminò nella seduta d'oggi la discussione del progetto di legge per la costruzione di un telegrafo elettrico fino al confine lombardo, e l'approvò con 88 voti contro 25. Si riunì poscia in comitato secreto.

MANIFESTO DEL CONSOLATO DI S. M. IN TORINO SEDENTE

notificante la cessazione d'alcuni privilegii esclusivi in materia d'industria e di commercio.

In data 5 febbraio 1852.

Il Consolato di S. M. in Torino sedente

Inseguendo noi il disposto dalle R. Patenti del 28 di febbraio 1826, e 2 gennaio 1829 concernenti i privilegii esclusivi accordati sui rami d'industria e di commercio colle quali è prescritto;
Che gl'individui privilegiati (i quali a corredo della loro domanda per la privativa dovevano dare la sposizione de' procedimenti d'industria, ed unirvi i modelli, saggi, e disegni, per essere i medesimi consegnati alla Reale Accademia delle Scienze di Torino) debbano far registrare i loro titoli in questo Magistrato, sia che il privilegio estendasi in tutto lo Stato, sia che venga ristretto ai luoghi della giurisdizione nostra;
Che debbano far pubblicare tali loro titoli di privativa nei luoghi indicati dalle sullodate Regie Patenti;
Che debbano, quanto ai privilegii estensibili nel modo sopradetto, far constare d'aver posto l'oggetto privilegiato in opera nel tempo prefisso col particolare titolo di concessione, e
Che debbano fare prova in ogni anno di tenerlo in attività, sotto pena della decadenza:
Abbiamo ordinata la formazione dell'Elenco di quelle persone privilegiate, le quali hanno incorsa la decadenza o per difetto d'adempiute formalità, o solo pel termine del privilegio, e cui ne i seguenti individui:

Heathevat Giovanni, e Bruven Ambrogio.
Per R. Patenti 21 agosto 1846, privilegio per anni 5 per la fabbricazione, ed uso d'un nuovo meccanismo per la trattura della seta.
Gervasone Guglielmo Francesco, e Falk Enrico.
Per R. Patenti 5 ottobre 1844, privilegio per anni sette per introduzione, ed esercizio d'apparato gasoso.
Durand Francesco, e Ruchet Davide Francesco.
Per R. Patenti 24 novembre 1846, privilegio d'anni 5 per la fabbricazione d'oggetti di cuoio.
Van-Dick Giovanni Battista.
Per R. Patenti 29 dicembre 1846, privilegio per anni 5 per l'introduzione, ed uso d'un nuovo telaio per la fabbricazione dei tessuti.
Laffin e Paravex.
Per R. Patenti 25 agosto 1828, privilegio per anni 30 a principiare dal 18 dicembre 1821 per l'esercizio d'una manifattura di vetri e cristalli,
È per tutti finito il tempo della durata del privilegio.
Dichiariamo in conseguenza i medesimi decaduti dal privilegio rispettivamente ottenuto, ed essere libero a chiunque l'esercizio del commercio, ed industria che formavano l'oggetto di tali privative.
Mandiamo il presente affiggere, e pubblicare ai luoghi e modi soliti in tutta la nostra giurisdizione, ed inserire nella Gazzetta Piemontese, ed alle copie impresse nella Reale Stamperia prestarsi la stessa fede, che all'originale.
Torino il 5 febbraio 1852.

Per detto eccellentissimo
REALE CONSOLATO
CHIAPIRONE *Segr.*

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

(*Veggasi il Regolamento nella Gazz. Piem. num. 30*)

G. — *Programma di storia antica (ebraica, greca e romana) e di storia moderna (specialmente d'Italia).*

STORIA EBRAICA.

1. *Dalla creazione del mondo a Mosè.*

L'origine del mondo e la creazione dell' uomo, secondi Mosè — Stato politico e civile degli uomini fino al diluvio — I patriarchi — Il diluvio ed i noachidi fino alla torre di Babele — Confusione delle lingue, e dispersione degli uomini sopra la terra — Abramo, e la sua vocazione — Stato della tribù ebraica sotto Abramo — Ismaele ed Isacco — Esaù, e Giacobbe od Israele — Giuseppe e la migrazione degli ebrei in Egitto — Gli ebrei sotto i re pastori e sotto i re egiziani.

2. *Da Mosè a Saulle.*

Mosè in Egitto e nel deserto di Madian — Mosè ed Aronne, o l' uscita degli ebrei dall' Egitto — Gli ebrei nel deserto — La manna — La legge data dal Sinai — Il tabernacolo e l'arca dell'alleanza — Le dodici tribù ed i leviti — Il sommo pontefice — gli anziani, l'anno settimo della remissione, il cinquantesimo del giubileo, le città d'asilo, e la schiavitù — Governo degli ebrei nel deserto — Giosuè o la conquista e divisione della terra promessa — I giudici e la repubblica confederata — Otoniele (1529 a. c.), Debora e Barac, Sisara e Giaele (1565), Gedeone (1546), Jefte (1210), Eli ed i suoi figli — Sansone (1148), Samuele ed i suoi figli — Abolizione della repubblica (1079).

3. *Dalla fondazione della monarchia alla sua divisione.*

La monarchia temperata e la legge del regno — Saulle, Gionata — Saulle e Samuele (1059) — Davide, prima e dopo la sua elezione al trono — Gerusalemme e la potenza ebraica sotto Davide — Salomone (1019) — Il tempio e le tre grandi solennità annuali in Gerusalemme — Decadenza dello stato ebraico sul fine del regno di Salomone (980).

4. *Dalla divisione del regno alla distruzione del tempio di Salomone.*

Il regno d' Israele e quello di Giuda (980) — Geroboamo e lo scisma religioso — I re d'Israele in generale; i profeti — Acabbo e Gezabele, Elia — Manaem, o il vassallaggio d'Israele all'Assiria (768) — Osea, o la distruzione del regno d'Israele (748) — Tobia in Assiria — I re di Giuda in generale — Roboamo e la spogliazione del tempio e di Gerusalemme (775) — Atalia (835) — Achaz (739) o il regno di Giuda tributario all'Assiria — Ezechia e Sennacheribbo (710) — Giuditta — Nabuccodonosor e la distruzione del tempio di Salomone (588) — Geremia.

5. *Dalla schiavitù di Babilonia alla distruzione del secondo tempio.*

Gli ebrei nella schiavitù di Babilonia — Daniele — Editto di Ciro (536) e Zorobabele — La nuova Gerusalemme ed il secondo tempio (515) — Esdra e Neemia (558 e 548) — I samaritani e il tempio di Garizim — Ester — Gli ebrei sotto i re persiani, sotto Alessandro ed i successori fino al Antioco Epifane (168) — I sette macabei e la loro madre, o la persecuzione del culto giudaico — La famiglia degli Asmonei — Matatia, o la sollevazione degli ebrei (166) — Giuda Macabeo (160) o la guerra religiosa e nazionale: Simone Macabeo o l'indipendenza (145) — Pompeo in Gerusalemme — La Giudea tributaria a Roma (63) — Erode e la ricostruzione del tempio (11) — La Giudea provincia romana (4) — La nascita di Gesù Cristo compie la missione del popolo ebreo — Gli ebrei sotto i romani; guerra contro i romani — Simone di Zora e Giovanni di Giscala — Distruzione del secondo tempio e dispersione degli ebrei (70 d. c.).

STORIA GRECA.

6. *Geografia circostanziata della Grecia antica.*

La Grecia, considerata geograficamente, e la sua divisione generale — La Grecia settentrionale, e le sue suddivisioni politiche — L'Ellade ed i suoi nove Stati — La Grecia meridionale o Peloponneso, e le sue otto divisioni politiche — Le isole greche — La cronologia storica della Grecia fino alle Olimpiadi (776 a. c.) — Origine dei greci — I pelasghi e le costruzioni ciclopiche.

7. *La storia greca dalla venuta delle colonie orientali alla fine dei tempi eroici.*

Le colonie orientali, rappresentate dal nome dei loro capi — Inaco (1986 a. c.), Cecrope (1570), Danao (1372), Cadmo (1549), Lino ed Orfeo, Pelope (1368) — Stato dei greci dopo la venuta di queste colonie — Gli elleni sotto Deucalione (1550) e le loro invasioni — Le quattro tribù elleniche, nell'Ellade e nel Peloponneso — Spirito di associazione politica: gli anfizioni (1522), i giuochi e le altre solennità pubbliche — I tempi eroici (1561), Minosse (1360), gli Argonauti (1350), Ercole (1350), Teseo (1326), i sette a Tebe (1317), gli Epigoni (1307), la guerra di Troia (dal 1280 al 1270) — Unità nazionale e potenza dei greci in quest'epoca — La Grecia dopo la guerra di Troia fino all' invasione degli Eraclidi (1190), colonie greche.

Appendice

GEOGRAFIA

Abbiamo sott' occhio i numeri 10-11 (ottobre-novembre) del *Bullettino della Società di Geografia*, testè pubblicati in Parigi, e ci lusinghiamo di fare cosa grata agli amatori del progresso della geografia coll' accennare loro brevemente le cose principali contenute in questi due interessanti fascicoli.

Tra le memorie, notizie e documenti originali si raccomanda specialmente la scrittura del sollerte ed infatigabile segretario generale il sig. De la Roquette, *Sui nuovi Stati e territorii degli Stati Uniti dell' America settentrionale*. Fra tutte le nazioni del Nuovo Mondo, la più importante, sotto il doppio aspetto della popolazione e della civiltà, è sicuramente la repubblica degli Stati Uniti, che si estende dall' Oceano Atlantico al Mar Pacifico per una lunghezza di circa 2700 miglia inglesi (1609^m 31 caduno), e la cui larghezza dal nord al sud può essere calcolata a 1400 miglia. La sua superficie ha aumentato più del sestuplo in sessant' anni, e tende continuamente ad estendersi, mentre la popolazione che nel 1790 non era che di 3,950,000 anime, si è elevata, secondo il censimento del 1850, a quasi 25 milioni e mezzo di abitanti; e va aumentando annualmente in una enorme proporzione. Il *Bullettino della Società di Geografia* pubblica di tanto in tanto, colla massima accuratezza, ogni progresso che si va facendo negli Stati dell' Unione Americana. Il dotto segretario, in questo suo interessantissimo scritto, si limita a farci meglio conoscere gli *Stati* ed i *Territorii* di fresco riuniti alla grande Confederazione, sui quali abbiamo in Europa finora così poche ed incompiute notizie. L'autore ci confessa che questo suo lavoro venne estratto in gran parte e specialmente dagli elementi d'una grand' opera che il sig. Goodrich, console degli Stati Uniti in Parigi, sta per pubblicare in America. Nel prossimo numero il sig. De la Roquette ci darà la porzione della carta di questi nuovi Stati e territorii, estratta da quella che un altro distinto geografo americano pubblicò testè a Nuova York. La memoria del sig. De la Roquette occupa oltre la metà del grosso fascicolo del Bullettino, ed è una quasi compiuta e ben curiosa descrizione degli Stati della *Florida*, del *Texas*, del *Wisconsin*, del *Iowa*, della *California* e dei territorii di *Minnesota*, *Missouri o Nebraska*, *Territorio indiano*, *Nuovo Messico*, *Utah* ed *Oregon*.

La memoria sui nuovi Stati della Confederazione americana è seguita da una versione dall' inglese dello stesso autore *Sulla spedizione nell' Africa centrale*, sulla quale abbiamo già chiamata altra volta la dotta curiosità dei nostri colti compaesani. Sappiamo da questa importantissima relazione, corredata di alcune pregievoli osservazioni dall' illustre sig. Jomard, che mentre il dottore Overweg sta esplorando con felice successo il lago *Tchad*, il suo compagno, il dottore Barth, si reò a visitare l'impero di *Adamawa*, al sud dello stesso lago, una delle più belle ed interessanti regioni dell'Africa centrale. La lettera coll'itinerario che il sig. Barth scrisse di nuovo da *Kuka*, il 25 scorso luglio, al dottore Beke, è un vero tesoro di nuove cognizioni sulla geografia dell' Africa centrale. I due più importanti risultati ottenuti da questo dotto e coraggioso viaggiatore prussiano sono, che si deve ormai rinunciare all' idea dell' esistenza d'una catena continua di montagne che si dirigano *ovest-nord-ovest* a partire dal monte *Mendif*, indicato dal maggiore Denham; e che il fatto della riunione del *Niger* col *Chary*, col mezzo del fiume d'*Adamawa* o di *Tchadda*, come venne chiamato nel suo corso inferiore, è affatto stabilito. La relazione particolareggiata ed officiale del viaggio del dottore Barth da Bornou all' Adamawa venne in lirizzata a Londra al *Foreign-Office*, d'onde non tarderà a venire in luce. È da notarsi che queste notizie ci furono recate da lettere spedite da Kouka il 10 agosto, e giunte a Tripoli il 5 ottobre, ossia in 56 giorni.

E questo un esempio veramente curioso della celerità delle comunicazioni attraverso il deserto di Sahara, che si riguardava ancora, non è molto, come quasi insuperabile. Il sig. Jomard raccomanda l'escursione del dottore Barth da Bornou all'Adamawa come una preziosa scoperta geografica. Oggi sappiamo dunque che in 20 giorni si può giungere dal lago Tchad alla metropoli dell'Adamawa; e come il dottore Barth annunzia che spera e desidera tornare a *Yola*, potremo anche finalmente fissare le nostre idee sui racconti strani dei negri intorno all'esistenza di una nazione munita di un' appendice caudale.

Il dottore Overweg continuando le sue osservazioni sul lago Tchad ha rettificato le nostre nozioni sugli abitanti delle isole, i quali non sembrano punto antropofagi, come si era creduto finora; ed abbiamo anche un' idea più esatta dell' estensione e della natura del detto lago, la cui variabilissima ampiezza pare debba solamente attribuirsi alle pioggie.

L'analisi del grande *Atlante fisico, geografico* ecc. (*the physical Atlas* ecc.; Edimborgo, 1 vol. in folio) del sig. A. Keith-Johnston fatta dal sig. Sédillot, uno dei solerti collaboratori del sig. De la Roquette, è un bellissimo lavoro, encomiato dalla società di geografia, e che duole non poter trascrivere per intiero. Mi limito ad accennare che il sig. Sédillot nell'analizzare rapidamente la monografia dei vulcani, così ben descritta dal signor Johnston, fece egli stesso un grazioso dono a' suoi lettori d'un bel quadro di questa parte così interessante e pittoresca della moderna geologia. Questo magnifico atlante, dedicato al signor

www.internetculturale.it

8. *Storia d'Atene fino alla guerra medica.*

Atene, organizzata da Cecrope (1370), e poscia da Teseo (1311) — Codro (1132), e gli arconti — Stato del popolo sotto gli arconti; fino al principio del secolo VII a. c. — Dracone (624) — Le tre fazioni politiche d'Atene, al tempo di Solone (594), gli eupatridi, gli iperacrieni ed i paralii — Solone—Pisistrato (561) ed i suoi figli, Armodio ed Aristogitone, Ippia e la libertà ricuperata (510).

9. *Costituzione di Solone e organizzazione interna d'Atene.*

La divisione politica del popolo in quattro classi, e la disparità dei loro diritti — I tre poteri dello Stato — Il senato, i suoi membri e le sue attribuzioni — L'assemblea generale, gli oratori — L'Areopago, prima e dopo Solone — Gli arconti dopo Solone — L'ostracismo — Le leggi di Solone, e lo scopo delle medesime — Organizzazione interna — I cittadini, gli stranieri stanziati nella città, gli schiavi — La famiglia — Religione d'Atene, comune agli altri greci — Culto pubblico — Carattere degli ateniesi, e la loro coltura nelle arti belle, nelle lettere e nelle scienze.

10. *Sparta dall'invasione degli eraclidi alla guerra medica e la costituzione di Licurgo.*

Effetti dell'invasione dorlese sull'organizzazione sociale della Laconia — I doriesi o spartani, i lacedemoni, gli iloti, gli schiavi — La doppia dinastia degli eraclidi, e la lotta civile — L'ecurgo (880), e la sua costituzione — I tre poteri dello Stato — Il senato e le sue attribuzioni — L'assemblea degli spartani soli e quella di tutti gli abitanti liberi della Laconia — I due re — I cinque efori — La divisione dei terreni, le mense pubbliche, l'educazione della gioventù, la famiglia — Carattere generale della nazione, il valor militare e l'amor della patria — Coltura degli spartani — Scopo delle leggi di Licurgo, ed effetti delle medesime — Le tre guerre messeniche, e la prevalenza di Sparta nella Grecia fino al secolo VI a. c.

11. *La Grecia dall'invasione persiana alla pace di Cimone.*

Ippia appresso i persiani; e incendio di sardi (500) — Maratona e Milziade (490) — La grande spedizione di Serse — Leonida; e le Termopili (480) — Temistocle, e Salamina; Platea (479); e Micale — I greci di assaliti si fanno assalitori: Pausania, Aristide e Cimone — La vittoria di Cipro (448); e la pace di Cimone — Apogeo della potenza dei greci.

12. *Primato e decadenza d'Atene.*

Le fortificazioni d'Atene, ed il Pireo — La talassocrazia o signoria del mare; e la preponderanza d'Atene sul continente greco — Prepotenza d'Atene e gelosia di Sparta — Pericle o la prevalenza della demagogia in Atene — La lega e la guerra del peloponneso (432); pestilenza d'Atene e morte di Pericle (429 e 427) — La pace di Nicia (422) — Alcibiade e l'impresa di Sicilia (dal 417 al 413) — Costanza d'Atene: battaglia di Cizico (410), e delle arginuse (406); Conone e Lisandro — Battaglia di Ego-Potamo e caduta d'Atene (405) — I trenta tiranni e Trasibulo (404 a 403) — Condanna e morte di Socrate (400).

13. *Dalla caduta d'Atene alla battaglia di Mantinea.*

Prevalenza assoluta di Sparta nelle cose della Grecia dopo la caduta d'Atene (403) — Prepotenza e rapacità degli spartani — Decadenza morale di Sparta in quell'epoca — Gli spartani nella ribellione di Ciro il minore (402) — La battaglia di Cunasca (400) e la ritirata dei dieci mila — Agesilao in Asia ed i suoi progetti contro la Persia — L'oro persiano nella Grecia ed il richiamo di Agesilao (395) — Conone e la battaglia di Gnido (395) — Il trattato d'Antalcida (386) — Sorpresa della Cadmea di Tebe, per opera degli spartani (382) — Pelopida o la liberazione di Tebe (328) — Epaminonda e Pelopida, o la grandezza di Tebe — Battaglia di Leutra (372), di Mantinea (362) — Decadenza di Sparta e prostrazione morale e politica dei greci d'Europa, tuttochè ancora liberi e indipendenti.

14. *La Grecia sotto Filippo ed Alessandro di Macedonia.*

La Macedonia — Filippo (dal 360 al 336), e i suoi progetti sulla Grecia — La guerra sacra e Filippo nel consiglio degli anfizioni (346) — Cheronea (338), e la guerra nazionale contro i persiani — Demostene — Alessandro, nel principio del suo regno (336), e le sue spedizioni nell'Asia e nell'Africa (dal 335 al 324) — Progetti di Alessandro per la conquista e per l'incivilimento del mondo antico — I generali di Alessandro, la sua famiglia ed i tre grandi reami, usciti dall'impero macedone.

15. *La lega degli achei e la coltura generale dei greci.*

La lega degli achei fino alla dominazione macedone (336) — La nuova lega degli achei sotto Arato (251 e 215) — Arato e Cleomene di Sparta — Battaglia di Sellasia (222) — La confederazione achea sotto Filippomene (dal 210 al 183) — La presa di Corinto (146), e la Grecia convertita in provincia romana — Coltura dei greci in confronto degli altri popoli del mondo antico — Merito nelle belle arti, nelle lettere e nelle scienze.

STORIA ROMANA.

16. *Geografia comparata dell'Italia antica.*

L'Italia, considerata geograficamente, e la sua triplice divisione — La Gallia o celtica cisalpina, e le sue quattro provincie: i paesi d'Italia che attualmente ad esse corrispondono — L'Italia centrale o l'Italia propriamente detta, e le sue sei provincie — L'Italia meridionale o Magna Grecia, e le sue quattro provincie — Le principali isole dell'Italia — Tradizione sull'origine dei romani fino alla fondazione di Roma, e inesattezza assoluta delle medesime (753 a. c.).

17. *Dalla fondazione di Roma all'abolizione della monarchia.*

Tradizioni sulle imprese di Romolo, e incertezza delle medesime — Tazio o l'ammissione dei sabini a parte della città romana — La morte di Romolo, o la prevalenza dei patrizii (716) — Il regno di Numa, ovvero la prima epoca dell'organizzazione interna di Roma (715) — Tradizioni sopra Numa, e importanza delle medesime — Tullo Ostilio (667), e l'incorporazione di Alba con Roma — Tradizioni con cui gli scrittori adornarono questo avvenimento — Agricoltura ed opere pubbliche sotto Anco Marzio (640) — Il Lucumone Tarquinio prisco, ovvero l'influenza etrusca a Roma (616) — Tradizioni sul suo regno, opere pubbliche in Roma — Servio Tullio, o l'ammessione della plebe ai diritti politici (578) — Tarquinio Superbo (534), o inaugurazione dell'assolutismo — Opere pubbliche in Roma — Lucrezia o l'espulsione dei re (509), per opera dei patrizii.

18. *Organizzazione interna di Roma fino all'espulsione di Tarquinio.*

Organizzazione sociale sotto Romolo: le tribù ovvero i patrizii, le curie, le genti, la famiglia ed i clienti, la plebe e gli schiavi — Organizzazione politica — Il senato, le curie, ed i comizii curiali, la plebe — Innovazioni di Servio Tullio: le sei classi di cittadini, le 193 centurie, i comizii centuriali, il dovere della milizia, e la sesta classe — Religione, gli augurii — Condizione politica ed economica dei romani fino a quell'epoca.

19. *Dalla creazione del Consolato a quella dei Tribuni.*

I consoli (509), e le loro attribuzioni — La cospirazione dei partigiani di Tarquinio e G. Bruto — Porsena o gli etruschi, padroni di Roma (507), e circostanze con cui i romani sfigurarono questo avvenimento — Orazio Coclite eccettuato — La dittatura (498), le usure e l'oppressione dei debitori — La ritirata sul monte sacro (493) — I tribuni o il primo passo della plebe all'uguaglianza civile politica.

(Continua)

AVVISO

ai Pensionati militari

per parte dell'Azienda generale di guerra.

In seguito a decisione dei Ministri, presa in seduta del 3 dicembre 1850, gli ufficiali provvisti di pensione di riposo o di riforma, come pure gl'invalidi giubilati cessando dal 1° gennaio 1852 di essere pagati sul bilancio militare, essendo trasferti su quello delle spese generali dello Stato, non rimane all'Azienda generale di guerra, che a saldare i pagamenti che si riferiscono al 1851 e retro.

Nel fine pertanto di definire al più presto i conti di tali pagamenti, venne l'Azienda generale predetta autorizzata a tenere tuttora aperti nelle provincie i pagamenti, e sino a tutto il p. v. mese di marzo che secondo i regolamenti sarebbero chiusi con tutto il mese di gennaio e non riaperti che al p. v. aprile.

S'invitano quindi quei pensionati militari che siano ancora in ritardo, a presentarsi nei modi soliti alle Commessarie di guerra od ai sindaci del loro rispettivo domicilio per conseguire le pensioni ancora loro spettanti pei trimestri scaduti del 1851.

Per detta generale Azienda
Il commissario di guerra, capo di divisione
OTTONE.

STRADA FERRATA DA TORINO A PINEROLO.

In seduta straordinaria del 4 corrente, il Consiglio provinciale di Pinerolo ha nominato il cav. ingegnere Bella per riconoscere quale sia la linea da preferirsi nella costruzione di una ferrovia da Pinerolo a Torino, tanto negli interessi generali della provincia, quanto negl'interessi della strada come opera industriale.

Ha pure deliberato d'invitare, come s'invitano col presente avviso, i municipii, le società ed i particolari che vogliano fare offerte od osservazioni in proposito a farle pervenire a quell'ufficio d'Intendenza prima del 15 marzo prossimo, acciò le une e le altre possano essere prese in considerazione dall'ingegnere deputato nel determinare la scelta della linea da preferirsi.

R. INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell'8 febbraio 1851.

Si fa noto al pubblico, che con atto del 31 scorso gennaio è stata deliberata in quest'ufficio l'intera Cascina Demaniale detta la Bria, situata nel territorio del comune di Magliano, descritta al num. 23 della Tabella annessa alla suddetta legge, il cui incanto veniva annunziato con tiletto del 23 dicembre ultimo scorso.

Il prezzo di detto deliberamento è di L. 61,500.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto, fissati a giorni 20, scadranno al mezzodì del giorno di venerdì 20 del corrente mese.

Alba, il 1 febbraio 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza Provinciale
Il Segr. G. QUAGLIA.

A maggiore spiegazione dell'inserzione fatta nel N. 31, 5 febb. di questo giornale, si notifica che il sig. Milon, già tesoriere degli Invalidi ecc., fu collocato a riposo per soppressione d'impiego e che furono egualmente giubilati sulla loro dimanda i sigg. Rovere piloto di 1ª classe: D. Boretta cappellano, e dottore Calderoni, chirurgo maggiore della Regia Marina.

FRANCIA

PARIGI, 9 *febbraio*. Leggiamo nella *Patrie*: Dal lato dell'importanza politica del corpo legislativo, le elezioni che si stanno per fare non devono eccitare la passione che naturalmente risultava dalle elezioni della Camera dei deputati e dell'assemblea nazionale. Ma i membri del corpo legislativo sono nominati dal suffragio universale, ed ecco ciò che dà allo squittinio del 29 febbraio un interesse incontestabile, principalmente nelle circostanze attuali. Ognun si preoccupa meno del Corpo legislativo che degli elettori. Quali sono le loro disposizioni, qual è il loro spirito, a che punto son essi, e che cosa vogliono? Queste domande potrebbero sembrar soverchie dopo il solenne voto del 20 e del 21 dicembre. Ma gli abili dei partiti che, due mesi sono, si teneano in disparte, pensano oggidì a uscir dal loro ritiramento e dal loro silenzio. Pare ad essi che sia venuto il tempo favorevole per ricomparire sulla scena politica a sostenere una parte, menomata bensì, ma che essi sperano forse di ingrandire un giorno.

Niuno ignora che se il complesso delle elezioni dà a conoscere con bastante esattezza l'opinione del paese, la politica non è per un certo numero di esse la sola e neanche la principale considerazione. Gli elettori si risolvono talvolta meno per ragioni politiche, di quello che per ragioni particolari e private. Essi non votano per un'opinione, ma per una influenza locale. Si comprende adunque che è facile ad alcuni candidati poco favorevoli al principe presidente il mettere a profitto queste disposizioni d'animo, e farsi nominare membri del Corpo legislativo.

La loro elezione non può certamente inquietar molto il governo; esso è forte abbastanza per avere a fronte alcune dilidenze od alcune malevolenze più o meno dissimulate. La sua posizione non sarebbe perciò indebolita, ma la fiducia generale potrebbe essere alterata, e nel tempo che corre non vi ha leggiero motivo d'inquietudine. Non tralascerebbero taluni di valersi di quelle nomine isolate, e di rappresentarle come timide proteste per ravvivare ben presto le speranze dei partiti.

Spetta agli elettori il togliere quest'ultimo pretesto alle agitazioni, rigettando tutti i nomi che non offrano le guarentigie desiderabili per la consolidazione del nuovo ordine di cose.

— I signori Marco Dufraisse e Greppo, ex-rappresentanti del popolo, contro i quali un decreto anteriore aveva pronunciato la deportazione a Caienna, sono stati condannati, in commutazione di pena, ad un perpetuo esiglio.

— Il sig. Renaud, ex-rappresentante dei Bassi-Pirenei, compreso nel decreto di bando, ha ottenuto dal governo spagnuolo l'autorizzazione di risedere a Valcarlos, presso il suo parente signor Aguirre ex-deputato alle cortes.

— Il sig. Viguier, ex-rappresentante, arrestato a Parigi, e condotto a Bourges, ove era ditenuto, è stato messo in libertà sulla sua parola, ma coll'ordine di recarsi nel Belgio.

— Da alcune sere, dice l'*Estafette*, si vedono splendere sopra

---

Aless. D'Humboldt, è quello stesso del sig. Berghaus di Berlino, sviluppato e compiuto dal signor Johnston coll'aiuto dei rinomati Brewster, Forbes, Nichol, Ami Boué, Waterhouse, Scott Russell e Kombst. La descrizione del globo vi è divisa in quattro sezioni che comprendono la meteorologia, l'idrografia, la geologia, la fitografia e la zoologia. Ricchissimo di accurati disegni e di stupende carte accompagnate da un testo che ci fa conoscere lo stato presente della scienza, onora altamente gli autori, mentre è un magnifico monumento di gloria per la Scozia e per la Germania.

La relazione fatta dal sig. V. A. Malte-Brun su d'un bello e raro Atlante russo in 46 carte, pubblicato in Mosca nel 1795, ed offerto recentemente alla biblioteca della società di geografia dal benemerito socio il principe Emanuele Galitzin, merita di essere letta attentamente, giacchè per molti lettori sarà una quasi rivelazione sul progressivo sviluppo geografico dell'impero russo, del quale in generale si hanno anche poche ed imperfette notizie. Questo impero fondato nel 864 da Rurik il normanno in un angolo d'Europa, dove non hanno mai penetrato i romani, ai tempi della Semiramide del nord morta nel 1796, aveva una superficie di 5,280,000 miglia geografiche quadrate di 60 al grado, e forma oggi il più vasto ed il più omogeneo degli Stati moderni. Esso si estende per modo sui due continenti, uguagliando circa 40 volte la superficie della Francia, circa sei milioni di miglia geografiche quadrate, che si può proprio dire con ragione che il sole non tramonta mai nell'impero dei Czar, giacchè nell'istante in cui i raggi solari cessano di indorare le torri di Varsavia, l'aurora ha già svegliato nelle loro selvaggie capanne i cacciatori dell'America russa.

La nota del signor Jomard sul *meat-biscuit*, biscotto di carne, *n'est pas de la géographie, mais c'est en quelque sorte le moyen de faire de la géographie, c'est-à-dire des découvertes géographiques*. Consta che la parte nutritiva d'un dato peso di *meat-biscuit* è uguale a quella di un peso quintuplo di carne fresca. L'inventore americano ha fondato recentemente una gran manifattura di questo biscotto a Galveston nel Texas. Questo nuovo alimento si conserva buono per lunghissimo tempo; mangiato con un po' di sale e di pepe ha un gusto piacevole, e può rimpiazzare tutti gli altri alimenti nei lunghi viaggi di mare e per le armate che devono attraversare deserti. Per ispiegare le singolari proprietà di questo biscotto, premiato testè in Londra con una delle grandi cinque medaglie riservate alle sostanze alimentari, il signor Jomard ci ha dato un cenno sul modo di preparare e di servirsi di questa nuova sostanza la quale, consistendo di farina intimamente unita al sugo nutritivo della carne, si può considerare come *pane* e *carne* ad un tempo.

Alla lista delle carte pubblicate dalla compagnia delle Indie, delle quali il bullettino precedente ha fatto cenno, conviene aggiungere tredici altre delle quali il presente ci indica i nomi. Tra le notizie geografiche troviamo alcuni brevi cenni sulla Servia, estratti dall'opera pubblicata in Londra nel 1850 dal signor E. Spencer sulla Turchia d'Europa; quindi seguono altri cenni statistici sulla popolazione e sulla superficie dell'impero d'Austria secondo il censimento officiale del 1846 pubblicato nel 1850. Il quadro della superficie e della popolazione dei Cantoni Svizzeri secondo il censimento officiale del mese di marzo 1850 è corredato di alcune importanti osservazioni dello stesso sig. segretario della società. Per ultimo si sono ricevute le tristi notizie del naufragio del *Pioneer*, una delle navi spedite dal governo della Nuova Galles del Sud al porto Essington in cerca del dottore Leichardt e de'suoi compagni, e deporvi per essi provigioni.

Il bullettino è chiuso coi processi verbali delle ultime sedute della società, nei quali si leggono parecchie importanti comunicazioni; e coll'enumerazione dei doni offerti alla biblioteca nelle sedute dei 17 ottobre, 7 e 21 novembre decorsi. La semplice lunga lista delle opere e delle carte geografiche scritte in tutte le lingue e provegnenti da tutte le parti del globo, è assai curiosa ed istruttiva per gli amanti dell'erudizione geografica. Accenniamo per solo esempio dei doni pellegrini, che tra le opere giunte dall'Asia vi ha una *grammatica della lingua Thaï o Siamese* pubblicata in latino a Bangkok da monsignor Pallegoix, vescovo di Mallos e vicario apostolico di Siam. Alcuni colti Torinesi udranno forse con piacere che i due giovani dotti prussiani, i signori fratelli Ermanno e Adolfo Schlagintweit, i quali hanno rallegrato la nostra città di loro presenza nello scorso ottobre, vennero accolti con molta distinzione dalla società di geografia a cui fecero dono delle interessanti ricerche da loro fatte nella scorsa estate sulle Alpi e sui ghiacciai.

Nella lunga lista dei donatori di libri e carte pregiate d'ogni maniera ho letto con piacere ripetuto senza fine, come forse il più generoso il nome del signor dottore A. Bache, rinomato viaggiatore e fisico, sopraintendente della *Coast-Survey* negli Stati Uniti, l'ultimo rampollo della famiglia dell'illustre Franklin, il quale passò parecchi giorni in Torino per farvi alcune osservazioni magnetiche, mentre compieva la nobile missione della sua patria che lo aveva inviato in Europa a studiarvi lo stato del pubblico insegnamento per poter quindi fondare un collegio modello in Filadelfia.

Mi sono permesso di chiudere questo rapido ed imperfettissimo cenno del contenuto nell'ultimo bullettino della società di geografia di Parigi col ricordare i nomi di tre dotti, coll'onesto desiderio di comunicarne buone notizie a quei nostri graziosi compaesani; quali hanno voluto accogliere con sì viva simpatia questi sapienti e per ogni verso commendevoli forestieri.

Torino, il dì 3 febbraio 1852.

G. F. BARUFFI.

www.internetculturale.it

varie eminenze dei dintorni di Parigi fuochi di diversi colori. Pare che trattisi della prova d'un novello metodo di segnali per la notte in mare. Si discernono essi chiaramente a due ed anche a tre leghe, poichè i fuochi accesi a Belleville si sono veduti dal monte Valerien.

— Ecco le ultime notizie d'Algeri del 4 febbraio:

Il 24 gennaio il generale Bosquet ha determinato i Beni-Urglis a impegnarsi contro il falso scerif Bu-Baghela che minacciava il loro territorio.

Nello scontro che ne conseguitò, un certo numero di Zuauà e di Beni-Higger sono stati uccisi o fatti prigionieri, e tanto questi ultimi quanto varie teste furono recati al campo francese, pegno di una rottura che il giorno appresso portava tutte le sue conseguenze.

Infatti, 2400 cabaili delle vicine tribù, riuniti alle truppe francesi e da esse appoggiati, attaccarono il 25 allo spuntar del giorno Bu-Baghela, e lo sconfissero compiutamente, e lo inseguirono fino alle creste nevose. I villaggi nemici saccheggiati ed arsi hanno offerto un ricco bottino ai nostri alleati.

La nuova di questo combattimento è giunta in breve alle tribù vicine ad Algeri, e vi fece una viva impressione. Le particolarità non ne sono ancora altrimenti conosciute, ma vi è ragione di rallegrarsi dell'andamento favorevole impresso in questa nuova occasione agli affari de' Francesi rimpetto alla Cabailia.

Una poscritta della stessa lettera, alle 6 pomeridiane, dice: Il corriere dell'Est or ora giunto conferma pienamente i prosperi successi della colonna di Bugia.

BELGIO

Brusselles, 6 *febbraio*. Nella tornata d'oggi della Camera dei rappresentanti, in occasione della legge sui forestieri, il signor Lelièvre propose che il forestiero, dimorante nel Belgio, minacciato di espulsione per ragione di sicurezza pubblica o per altra causa, fosse prima interrogato contraddittoriamente davanti alla Camera del consiglio ed alla Camera delle accuse, le quali, o una delle quali avessero a dare il loro parere: propose inoltre che non potesse essere colpito dalla legge sugli esteri chi fosse ammogliato con una belga e avesse avuti figli dal suo connubio con una belga.

Dopo alcune osservazioni del ministro della giustizia, sig. Tesch, la proposta del s g. Lelièvre fu rigettata, ed il progetto ministeriale fu approvato da 70 voti contro 2.

SPAGNA

Le più recenti notizie di Madrid recate per dispaccio telegrafico a Parigi annunziano, che S. M. la regina Isabella II è in via di piena guarigione. Il governo francese fa smentire officialmente nella *Patrie* le sinistre novelle recate da un carteggio particolare del *Constitutionnel*.

Tutti i giornali della capitale della Spagna discorrono dell'attentato commesso dal regicida Merino, e tutti concordano nell'esprimere sensi di esecrazione verso l'iniquo misfatto. L'*Heraldo* riferisce che questi sensi sono comuni a tutte le classi della società ed a tutti i partiti, e rammenta come pochi paesi siano in Europa dove il sentimento monarchico sia più universale e più profondo come in Ispagna. Egli è certo che senza l'intervento della forza armata il popolo avrebbe nella sua indegnazione fatto a pezzi l'assassino.

— In un carteggio di Madrid recato dal *Constitutionnel* si legge: « Di qual partito è l'assassino? è carlista, dicono alcuni, perchè era monaco francescano, emigrò in Francia nel 1823 e fu compreso nella convenzione di Bergova (conchiusa nel 1839 fra Espartero e Maroto). È demagogo, dicono altri, come lo provano abbastanza alcune parole che si dice egli abbia pronunziate. Gli uomini assennati invece non veggono in Merino se non che un fanatico, il quale appartiene al partito degli assassini. »

— In un carteggio dell'*Indépendance Belge* in data del 5 corrente da Madrid si legge, che il Merino è nipote del famoso curato Merino, capo-banda carlista nelle guerre che desolarono la Spagna dal 1833 al 1839.

ALEMAGNA

Austria. *Laibach*. La *Gazzetta d'Augusta* contiene lunghi particolari intorno alla solennità seguita il 6 del p. p. gennaio, colla quale venne pubblicamente consacrato il tempio della chiesa evangelica in Laibach *(Christus-Kirche)*, e venne installato a parroco e custode d'ordine il sig. Teodoro Helze.

Prussia. *Berlino*, 6 *febbraio*. La seconda Camera continua la discussione del bilancio. Tuttta la seduta fu dedicata ai crediti relativi alla polizia; le proposte ministeriali furono adottate.

Noi dobbiamo mentovare un voto emesso dalla seconda Camera, in una seduta antecedente, e che passò quasi non avvertito, quantunque non manchi d'importanza. La Camera, nella seduta del 4 febbraio, alla maggioranza di 134 voti contro 119, adottò la proposta del sig. Harkort tendente a dichiarare abolite tutte le franchigie ed esenzioni dell' imposta fondiaria. Il governo promise di presentare fra breve il progetto di legge a questo riguardo.

DANIMARCA

Il *Landsthing* (prima Camera) di Danimarca si è occupato, nella seduta del 2 febbraio, della interpellanza del deputato Hausen sulle recenti mutazioni ministeriali e sulla ordinanza ministeriale che l' accompagnava. Il nuovo presidente dei ministri, sig. Bluhme, affermò che le modificazioni organiche or ora introdotte, furono adottate per secondare i voti delle potenze. I documenti non potranno comunicarsi se non quando la regia autorità siasi pienamente ristabilita in tutti i suoi Stati.

Riguardo alla restaurazione degli Stati provinciali nello Schleswig e nell' Holstein, queste instituzioni non erano mai state abolite in diritto, e la reale ordinanza mantiene la separazione amministrativa e giudiziaria fra i due ducati.

La discussione non presentò altro incidente notevole, se non che ebbe termine con una dichiarazione dell'autore della interpellanza che il ministero non possiede la fiducia della Camera, la quale si riserva di decidere in seguito agli schiarimenti presentati.

Le stesse interpellanze vennero fatte nella seconda Camera, nella seduta del 3 febbraio. Ma non si ebbe alcun risultamento, nè si passò ai voti.

GRECIA

Di Grecia non abbiamo alcuna notizia rilevante. Secondo il *Courrier d'Athènes* si parla di modificazioni nel gabinetto. Si sarebbe offerta la presidenza del consiglio al sig. Tricupis, ministro greco a Londra, ma egli l'avrebbe rifiutata, facendo osservare che siccome non gli si lascierebbe facoltà di scegliere i suoi colleghi, ei non sentivasi in grado di cooperare comechessia al bene del paese. Si tratterebbe ora di dare un portafoglio al signor Ambrosiades, prefetto dell'Attica, o ad altri uomini che, come lui, seguono lo stesso sistema del gabinetto attuale.

Un carteggio da Corfù in data del 6 corrente, ci dà ragguagli sulle elezioni per il decimo parlamento ionio, che si conoscono finora. A Corfù furono nominati 10 deputati riformisti; a Cefalonia 10 deputati della stessa opinione; in Zante 9 *risospasti* (radicali, che vogliono l'incorporazione alla Grecia) ed 1 riformista; a S. Maura 4 riformisti e 2 *risospasti*; a Itaca 1 *risospasta* ed 1 riformista, e a Paxò 1 *risospasta* ed 1 riformista. Le elezioni che si conoscono danno adunque 27 deputati e 13 *risospasti*.

TURCHIA

Leggesi nell'*Oss. Triest.* in data 9 febbraio:

Col piroscafo del Levante ricevemmo ieri l'importante notizia che il granvisir Rescid bascià fu dimesso dalla sua carica, e nominato presidente del consiglio di Stato. Il posto di granvisir fu affidato a Raouf bascià. Il nostro corrispondente di Costantinopoli ci riferisce in data del 31 p. il seguente particolare su queste modificazioni ministeriali: « Col nostro rapporto del 24, v' abbiamo assicurato che la vertenza pendente tra la Francia e la Turchia, riguardo la questione dei Luoghi Santi era stata composta sulla base dei trattati del 1760: però siccome questa soluzione non aveva ancora ottenuta la sanzione imperiale, le autorità della comunione greca, sostenute da persone influenti, ebbero tempo di ricorrere e di rovesciare finalmente quanto era stato deciso fra il granvisir e il ministro degli affari esteri, ed il marchese de La Valette. Per conseguenza quest'affare venne nuovamente in controversia, ma nella tema di un nuovo accomodamento sulle stesse basi, coloro che non n'erano soddisfatti, si adoperarono alacremente e intromisero uno dei bascià che frequenta il palazzo e gode influenza presso il sultano, perchè tale soluzione non avesse effetto. E nella notte di domenica, verso le 7 di sera, uno dei segretari del sultano fu inviato al domicilio di Rescid bascià, per intimargli l'ordine sovrano di deporre l'autorità granvisiriale, e consegnare il gran sigillo di Stato; ciò che fu eseguito. L'indomani, Rescid bascià era deposto, e ritiratosi in sua casa fece chiudere la sua porta, senza ricevere chicchessia.

« Verso le 8 della mattina il Sultano fece chiamare presso di sè al palazzo imperiale Raouf bascià, membro del consiglio di Stato, ed ex-gran visir, posto che occupò per ben quattro volte: e dopo un breve discorso, fu rimesso a lui il gran sigillo e la nomina di granvisir.

« Fu subito ordinato a tutti i ministri di recarsi alla Porta per attendere il nuovo granvisir, e si collocarono truppe con bande musicali in tutte le vie per cui doveva passare. Alle due dopo mezzodì, Raouf bascià, il nuovo granvisir, sbarcò nella scala di Bakzé Capissi, accompagnato dal Sheik-ul-Islam, e da un ciambellano del Sultano, e con numeroso seguito si recò alla Porta, ove i principali dignitari, che lo aspettavano, gli fecero un pomposo ricevimento. Raouf bascià è di circa 70 anni.

« Martedì mattina Aali bascià, ministro degli affari esteri, andò al palazzo imperiale, e presentò la sua definitiva demissione, ma il Sultano non l'accettò. Aali bascià si trattenne al palazzo sino alle due pomeridiane, e poi ritornò alla Porta ove occupò di nuovo il suo ministero, con sorpresa generale. In quel giorno (martedì) circolavano dicerie di ogni specie.

« Mercoledì mattina il Sultano fece chiamare l'ex-granvisir, Rescid bascià, unitamente a Mehemet Ruchdi bascià, ministro della guerra. Recatisi al palazzo imperiale, il Sultano li ricevette con molta affabilità e deferenza. S. M. conferì a Rescid bascià il posto di presidente del consiglio di Stato, ch'era occupato da Rifaat bascià, il quale venne dimesso; indi incaricò il ministro della guerra di recarsi alla Porta e di convocare tutti i ministri per ricevere convenevolmente il nuovo presidente, Rescid bascià. Quest'ultimo rimase circa un'ora in privata conferenza col Sultano. Il ministro della guerra annunziò ai suoi colleghi (come gli era stato ordinato) la nomina di Rescid bascià, il quale venne poi accompagnato da un ciambellano del Sultano, e prese possesso dei suoi nuovi appartamenti alla Porta. »

Giovedì tutti i ministri andarono al palazzo imperiale ove c'era *Rikiab* (visita d'etiochetta) e discorso del Sultano. In quel giorno gli uffizi rimasero chiusi essendovi stata vacanza.

Il *Journal de Constantinople* del 29 p. ha un articolo riguardo la demissione di Rescid bascià, scritto prima che gli fosse nota la sua nomina a presidente del consiglio di Stato. Questo scritto contiene grandi elogi dell' ex-granvisir, per lo zelo e il senno con cui seppe attuare le idee riformatrici del Sultano, ed esprime l'opinione che lo Stato potrà valersi ancora dei suoi servigi, come infatti avvenne. Del resto quel foglio, che riceve ispirazioni dal governo, si mostra convinto che il Sultano è deciso a perseverare nella via della riforma, ponendo in opera tutti i mezzi atti ad eliminare i vari ostacoli che vi oppongono i pregiudizi, e ad ampliare più che sia possibile le risorse dello Stato.

Lo stesso giornale annunzia che una vertenza insorta tempo fa tra l'amministrazione serbica e il consolato inglese di Belgrado, fu appianata testè con soddisfazione di ambe le parti.

— Leggiamo nell' *Impartial* di Smirne del 30 gennaio:

Un' accusa di alta gravità, fondata su testimonianze, fu diretta dal generale Griezoti contro un suddito ellenico, il quale avrebbe progettato di assassinarlo, dietro istigazioni venute dall' estero. L'onorevole generale si rivolse al governatore di Smirne, il quale adottò tutti i provvedimenti richiesti dalla circostanza. L'individuo in quistione fu arrestato.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 13 *febbraio*.

Le comunicazioni per mezzo del telegrafo elettrico da Torino a Genova, interrotte per due giorni a causa di rottura della strada presso cui correva il filo sotterraneo a Rivarolo inferiore, furono riprese, ed oggi sono in piena attività.

Francia. *Parigi*, 10 *febbraio*. Il *Moniteur* contiene due decreti. Il primo concede alla città di Parigi gli edifizii e dipendenze dell' antica Sorbona, a condizione di conservarvi in perpetuo il capoluogo dell'Accademia della Senna, come pure le Facoltà di Teologia, delle Scienze e delle Lettere.

Il secondo modifica i regolamenti stabiliti dal governo provvisorio per l'ammissione degli allievi a posti gratuiti nei collegi.

— Leggesi nella *Patrie* la seguente nota *comunicata*:

Il giornale la *Presse* nel suo numero d'ieri così s' esprime: «Sentiamo in questo momento che notizie pervenute oggi alla legazione spagnuola presentano lo stato della Regina sotto un aspetto inquietante. »

Questa notizia è contraria alla verità e affatto priva di fondamento.

— Ieri dovea farsi all' Accademia delle scienze la nomina di un accademico libero, in surrogazione del signor Maurice defunto. I candidati presentati dalla commissione dell' Instituto erano in prima linea *ex aequo* i signori Carlo Bonaparte e Francesco Delessert.

Dopo varii giri di squittinio il signor Delessert ebbe 37 voti e il signor Carlo Bonaparte 24. Per conseguenza il signor Delessert è stato proclamato accademico.

Spagna. Si legge nella *Patrie* dell'11:

La salute della regina di Spagna è entrata in una nuova fase e tutto fa sperare che ben presto la guarigione sarà completa.

Tale è il testo dell'ultimo dispaccio telegrafico ricevuto dal governo.

Inghilterra. *Londra*, 9 *febbraio*. Leggiamo nel *Galignani's Messenger*:

Abbiamo ricevuto per mezzo del telegrafo elettrico la seguente breve notizia intorno all'ultima seduta della Camera dei comuni:

« La Camera dei comuni ha autorizzato lord John Russell a presentare il bill di riforma per l'estensione dei diritti elettorali, e per modificare la legge vigente relativa alla rappresentanza del popolo. »

—I giornali inglesi pubblicano una nota del conte di Granville, segretario di Stato per gli affari esteri, indirizzata ai rappresentanti di S. M. B. presso i gabinetti di Vienna, di Pietroburgo, di Parigi e presso la Dieta di Francoforte, concernente la quistione dei rifugiati politici che risiedono nel Regno-Unito, la quale daremo per esteso nella Gazzetta di domani.

— Il dì 7 lord Palmerston dette un gran pranzo al quale intervennero varii ministri e gran parte del corpo diplomatico.

— Si legge nella *Patrie* dell'11:

Veggiamo con piacere che le nostre previsioni sull'esito finale della vertenza tra i capi e gli operai costruttori di macchine in Inghilterra si realizzano o stanno sul punto di realizzarsi. A Londra come a Manchester, buon numero d'operai, persino di quelli che facevano parte della società collegata, rientrano ne' loro stabilimenti e rinunciano alla pretensione di voler dettare la legge a' lor capi. Questi, dal lor canto, non mancano di dar lavoro a tutti coloro cui prave suggestioni aveano allontanati dai loro stabilimenti.

Le vaste officine che restavano chiuse dappoi un mese, con immenso pregiudizio de' fabbricanti e di quelli che son da loro impiegati, riprendono a poco a poco l'antica loro attività: e il momento non è lontano in cui le cose saranno ritornate nel loro stato normale, a ma'grado degli sforzi di alcuni agitatori che avrebbero voluto prolungare quella dolorosa vertenza nella vana speranza di far trionfare le loro funeste dottrine.

Alemagna. *Berlino*, 7 *febbraio*. Il sig. David, inviato straordinario della repubblica francese è giunto in Berlino. Il signor Mensdorff-Pouilly è partito per Kiel; egli è accompagnato dal colonnello austriaco Roesgen.

— *Dell'8*. La prossima seduta della prima Camera degli Stati è fissata pel giorno 11 di questo mese. Essa si occuperà di petizioni. Nella seduta di ieri la Camera votò i fondi richiesti dal governo per le spese di alta polizia.

— Si dice che il sig. Bismark-Schönausen, ministro di Prussia alla dieta di Francoforte, sarà nominato ad una legazione di primo ordine.

Corre voce che il progetto di costituzione dell'Assia elettorale, presentata alla Dieta germanica, abbia ricevuto l'approvazione della Prussia e dell'Austria.

— È deciso che il congiungimento della strada ferrata russa colle strade prussiane non verrà eseguito nella direzione di Posen; ma bensì, partendo da Lowicz presso Thern.

E. Leone gerente.

BIBLIOGRAFIA

Nuovi elementi di geografia. — *Saggio di una descrizione generale della terra di* Adriano Balbi *ed* Eugenio Balbi. (Torino Cugini Pomba e Comp., 1852)

(Un bel volume di pag. 364 e LXXXIV di proemio ed otto carte geografiche al prezzo di L. 7, 50)

Niuno ignora quanto benemerito delle geografiche cose fosse quell'Adriano Balbi, che moriva in Venezia nel 1848, lasciando a suo figlio Eugenio l'onorevole incarico di continuare i molti intrapresi studi, frutto di indefesse scientifiche lucubrazioni. Educato il giovane Balbi alla scuola paterna e fattosi a riordinare ed arricchire la estesa serie delle produzioni, già fatte di pubblica ragione dal padre, in armonia alle attuali condizioni della scienza progredita, pose mano da ultimo all'imponente lavoro di un *Saggio di una generale descrizione della terra*, che gli operosi editori Cugini Pomba raccolsero in un compatto volume, corredato di otto tavole geografiche nitidamente incise.

Diligente e laboriosissima ci sembra quest'opera del sig. Balbi. A noi non è dato di portare in questo fuggevole cenno un adequato giudizio sulle singole parti della medes ma; la quale, divisa in due grandi sezioni principali *I Prolegomeni* e la *Geografia descrittiva*, abbraccia nel suo insieme l'intero sistema dell'universo. Nella prima, accennate le relazioni della terra cogli altri corpi celesti, viene a determinarne la figura e le dimensioni, ne descrive la corteccia esterna, s'arresta all'uopo, anello comune tra la natura visibile e il mondo intellettuale; nota i tratti principali dei continenti e delle grandi divisioni marittime, le produzioni naturali ed artificiali, gli usi, le credenze, gli studi, le divisioni politiche, ecc. Nella seconda entra nella descrizione di ognuna delle parti del globo, movendo da una vista generale e passando appresso alle divisioni dalla natura o dagli uomini stabilite.

E qui ci cade opportuna un'osservazione: mentre in generale dobbiamo far plauso alla economia distributiva del libro, ci parve troppo breve lo spazio concesso alla descrizione dell'Italia, o come all'autore piacque intitolarla *Regione Italica*; per un libro che vuol essere tributato alla gioventù italiana era a desiderarsi maggiore ampiezza su quanto c'interessa da vicino. Di questa usurpazione di spazio l'autore avrebbe avuto facile la scusa e nel suo nome italiano e nelle stesse parole messe in fronte al proemio: *Agli Studiosi d'Italia*.

Del resto raccomandiamo caldamente questo saggio di geografia universale di cui basta dare un'occhiata all'indice copioso per rilevarne la scientifica importanza.

www.internetculturale.it

FABBRICA E NEGOZIO

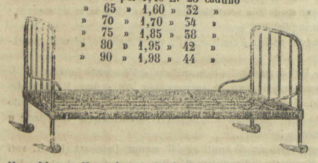
di Letti in ferro, Sofà, utensili e ferramenta

DI **GIUSEPPE BARBIÈ**

in via di Po, num. 20

DIMENSIONE DEI LETTI

C.ti 60 per 1,40 L. 28 caduno
» 65 » 1,60 » 32 »
» 70 » 1,70 » 34 »
» 75 » 1,85 » 36 »
» 80 » 1,95 » 42 »
» 90 » 1,98 » 44 »



Il suddetto Negozio trovasi doviziosamente fornito di Letti a nuovo modello *Pliant*, perfezionati, di soda e semplice costruzione, per Collegi e persone di servizio, e per ragazzi, da L. 30 a 50 e 60, secondo le dimensioni;

Letti gemelli ad una piazza, detti ad una piazza e mezza e a due, eleganti, con guernizione, montati o non, e con ottima vernice, ad ogni prezzo, e guarentiti: se ne fa, occorrendo, la spedizione.

Nell'Officina del medesimo si eseguisce ogni commissione si per lavori di fabbriche, che per appartamenti.

INCANTO

Il 19 e 28 febbraio, e 9 marzo 1852, dalle ore 9 alle 10 di mattina, nanti l'albo pretorio di questa città, si procederà dal notaio sottoscritto agli incanti preparatorii dell'infrascritto corpo di casa, e nel mattino del 9 detto marzo, ribattute le ore 10, nello studio del notaio procedente, tenuto in casa Calcagno, piano 3.°, via di Dora Grossa, n. 13, previa un'altra ora d'incanto, si procederà al definitivo deliberamento all'estinzione di candela vergine, sul prezzo di L. 15,000.

Descrizione dello stabile

Corpo di casa, sito in questa città, distretto del Rubatto, lungo lo stradale reale che da Torino conduce a Moncalieri, composto di tre maniche di fabbrica con cortile sul mezzo, con siti adiacenti attigui, coerenti il detto stradale di Moncalieri, il fiume Po, certo signor Gay e signori Alman, in mappa alli nn. 22, 22 1/2, 23, 24, sezione 45.

Torino, il 13 febbraio 1852.

Cervini notaio certificatore.

VENDITA AD INCANTO VOLONTARIO
DI TERRENO FABBRICABILE

Si notifica che al mezzogiorno del 26 corrente febbraio seguirà, nell'uffizio di Giudicatura di Torino, pella sezione di Monviso, avanti il segretario del medesimo, previi i soliti incanti, il deliberamento di una porzione di terreno fabbricabile, di metri 1091, proprio dei minori Rocchietti, e posto poco oltre il ponte sul fiume Dora presso detta capitale.

Per le occorrenti notizie indirizzarsi allo stesso segretario.

CAGNOLINI DI AVANA

Razza pura, dal pelo lungo e bianco, e dagli occhi turchini. Si vendono in Borgo Nuovo, via Sotto Ripa, n. 3, dalle ore 2 alle 3 pomerid. Parlare al portinaio.

NOTA

Sulle instanze dei signori marchesi Costantino Gropallo Santo Cambiaso, e senatore del Regno Domenico Serra della città di Genova, nella loro qualità di deputati dei creditori dell'ora fu conte Alessandro Ottolini, patrizio veneto, dipendentemente da instrumento 31 maggio 1792, a rogito dell'ora fu notaio Agostino Borlasca, componenti il così detto consorzio Brignole, e dirette ad ottenere dichiarato:

1. Che il consorzio Brignole composto di tutti i creditori associati al medesimo nell'imprestito fatto al fu conte Alessandro Ottolini è legalmente e legittimamente rappresentato da tre deputati eletti nel loro seno, quali abbiano la facoltà di sostituire procuratori generali, o speciali ai negozi e alle liti;

2. Che detti deputati, loro vita naturale durante, sono gli instanti signori marchesi Costantino Gropallo fu marchese Francesco, Santo-Cambiaso fu marchese Gio. Maria, e senatore del Regno Domenico Serra fu marchese Girolamo.

3. Che avvenendo la morte di uno fra essi i due supersiti possano validamente eleggere il terzo loro collega nel seno di detto consorzio, e così successivamente fino a tanto che non siano ultimati e definiti tutti gli interessi discendenti dal suddetto imprestito.

4. Che per qualsivoglia mutamento di stato o condizione sia per decesso, cessioni od altro avvenimento qualunque, in tutti e singoli i diversi interessati continuar debba la detta deputazione, e rappresentanza tanto in faccia ai terzi, che in faccia agli interessati, e loro rispettivi eredi, successori od aventi causa.

5. Che detta deputazione possa validamente e legalmente promuovere e sostenere qualunque azione e giudizio relativo al detto consorzio e discendente tanto dal primitivo instrumento di mutuo quanto da tutti gli altri atti tanto giudiziali che stragiudiziali, pedisegui, e relativi al medesimo senza che in alcun caso si possa mai loro opporre mancanza od insufficienza di mandato.

Il tribunale di prima cognizione sedente nella città di Genova, con decreto del 27 gennaio p. p., ed in virtù di precedente decreto dell'eccell.mo magistrato d'appello del 22 pure scorso dicembre, mandò citare per proclama da affiggersi e notificarsi in senso dell'art. 8 delle regie patenti 13 aprile 1841, i seguenti individui nella loro qualità di rappresentanti, oggidì, il complessivo credito appartenente al predetto consorzio Brignole, con interpello fino ora sulla rispettiva qualità a pena di corsa affermativa pronuncia, cioè:

Conte Giuseppe Pessagno fu Stefano, rappresentante per eredità paterna il fu suo avo conte Giuseppe Maria Pessagno.

Marchesi Ignazio Alessandro Pallavicini fu Paolo Gerolamo, e Francesco Pallavicini fu Alessandro, attuali amministratori e governatori della cappella musicale di S. Ambrogio di Genova, sostituiti dalla famiglia Pallavicini con deliberazione 5 febbraio 1847 agli ora defunti marchese Alessandro Emanuele Maria Pallavicini fu Giovanni Bendinelli, ed Alessandro Pallavicini fu Stefano Lodovico.

Marchesi Domenico, Orso e Gian Carlo fratelli Serra fu Girolamo, rappresentanti per eredità tanto il detto loro padre fu Girolamo Domenico, che i loro zii fraterni march. Marcello, Gio. Battista e cav. Gian Carlo q. Domenico ora defunti, ed il loro avo fu marchese Domenico Serra q. Marcello.

Il marchese Nicolò Brignole qual rappresentante S. E. il fu marchese Gio. Carlo Brignole di lui padre — L'eminentissimo principe cardinale Giacomo Maria Brignole fu Francesco Maria — March. Francesco e Giacomo Balbi delli furono Gio. Tomaso e Maria Brignole, tutti rappresentanti il fu serenissimo ed eccellentissimo sig. march. Giacomo Maria Brignole, ex-doge di Genova.

Marchesi Benedetto Balbi fu Francesco Maria, i detti Francesco e Giacomo Balbi fu Tomaso q. Francesco, marchesa Francisca Balbi fu Gian Carlo q. Francesco, moglie del sig. marchese Giacomo Brignole, e questi per la autorizzazione maritale, tutti rappresentanti per eredità li furono signori marchesi Francesco Maria, e Gian Carlo fratelli Balbi q. Tomaso.

L'Amministrazione della successione del cav. Emanuele Giacomo Balbi q.m Giuseppe nelle persone dei signori Francesco Righetti fu Michele, Antonio Muratori fu Pietro attuali amministratori, e del sig. cav. Orazio Malaspina, consigliere presidente al tribunale ill.mo di prima cognizione di Genova, consigliere di detta Amministrazione.

Il sig. Domenico Musso fu Giuseppe, rappresentante per una metà i q.m fratelli Francesco e Gerolamo Morando, i fratelli Gatti fu avv. Giuseppe, il sig. Luigi Marana, i signori Cristoforo e Pietro fratelli Musso per le due quinte parti del fu Gio. Domenico Musso, q.m Cristoforo.

Il sig. Luigi Peirano fu Pasquale, rappresentante il fu signor avvocato Giuseppe Cambiaso per una metà i signori coniugi Borlasca, il fu marchese Lorenzo De Mari fu Gio. Battista, il fu Giovanni Andrea Musso, il fu Gio. Domenico Musso, q.m Cristoforo per una quinta parte, e per una metà i fratelli Francesco e Gerolamo Morando, i fratelli Gatti fu avv. Giuseppe, il sig. Luigi Marana, i signori Cristoforo e Pietro fratelli Musso per le due quinte parti del fu Gio. Domenico Musso q.m Cristoforo, il signor Gio. Domenico Musso q.m Bernardo per l'altra quinta parte del fu Gio. Domenico Musso q.m Cristoforo.

Marchese Ambrogio Reggio fu Ignazio qual erede e rappresentante la defunta di lui moglie marchesa Nicoletta De Mari fu Giacomo q. Giovanni Battista.—Marchesa Lilla De Mari fu Giacomo fu Gio. Batt., moglie del sig. march. Nicolò D'Oria, e questi per la debita autorizzazione, e marchese Ignazio Reggio del vivente Nicolò, rappresentato per la sua minorile età dal medesimo di lui padre march. Nicolò Reggio, unico figlio maschio ed erede universale della fu signora marchesa Giuseppa De Mari Reggio fu Giacomo suddetto, rappresentanti congiuntamente per eredità il fu Giacomo De Mari predetto.

Marchesi Nicolò e Domenico fratelli De Mari, eredi e rappresentanti l'ora fu Giovanni Battista De Mari q. Nicolò loro padre, e marchese Nicolò Francesco De Mari fu Lorenzo, quali tutti nella predetta loro qualità rappresentano la fu nobile Maria Nicoletta Lomellini dichiaratasi del fu Emanuele Carbone.

La Ditta di Genova Gio Battista Cambiaso fu Gio. Maria fu Bartolomeo, rappresentata dai signori marchese Luigi Del Carretto di Balestrino fu Gio. Enrico, e marchese Gio. Battista Cattaneo fu Giuseppe, il primo capo ed il secondo cassiere dell'Amministrazione del patrimonio della Ditta medesima.

Marchesi Gio. Battista e Tomaso Cattaneo del fu Pietro Giuseppe, rappresentanti tanto come eredi paterni, che quali eredi testamentari dell'ora fu marchese Domenico Pio Cattaneo q.m Giovanni Battista loro zio il fu marchese Gio. Giacomo Maria Cattaneo q.m Giovanni Battista.

Marchesa Livia Lomellini Montebruno fu Marco Vincenzo moglie del nobile conte Vincenzo Sgariglia, e marchese Giuseppe Lomellini Montebruno del vivente Gio. Battista fu Carlo, eredi la prima del detto fu di lei padre Marco Vincenzo, ed il secondo del fu marchese Gio. Batt. Lomellini Montebruno fu Lorenzo, e con detta signora marchesa Livia Lomellini Montebruno, il sig. conte Vincenzo Sgariglia per l'autorizzazione maritale.

Vincenzo Pellas causidico, curatore al concorso universale nei patrimonii civile e commerciale dei marchesi Cesare, Marc'Antonio, Gio. Battista e Luca fratelli Gentile fu Pietro Maria e della cessata Ditta Luca Gentile e C. di Genova a vece del defunto causidico Antonio Avignone.

Marchese Costantino Gropallo fu Francesco zio, e marchesi Luigi Francesco e Gaetano fratelli Gropallo, figli ed eredi dell'ora fu marchese Vincenzo nipoti nella comune loro qualità di amministratori e padroni del multiplico del fu Francesco Massone Carlo Federico Massone fu Carlo Federico, erede ed esecutore testamentario del fu Francesco Massone.

Il sig. marchese D. Gio. Agostino Sera duca di Terra Nuova, figlio del fu Giovanni Battista, unico rappresentante per le divisioni seguite col di lui fratello sig. march. Francesco Maria Nicolò Serra il credito che professava il loro padre del fu Alessandro Ottolini.

David Sibilla fu Giovanni Antonio qual rappresentante per metà il q. signor avvocato Giuseppe Cambiaso, l'ora fu Marcello Durazzo q. Giuseppe, che fu erede del senator Gerolamo Durazzo q. Marcello.

Marchese Carlo Doria Dolceacqua fu Giovanni Battista, march. Giovanni Battista Cattaneo fu Girolamo, Michele Francesco Gatti fu Giuseppe, attuali fedecommessari dell'eredità del fu Giacomo Filippo Strizoli.

Detta citazione venne rilasciata a comparire legittimamente nanti il prelodato tribunale ed al banco del sig. segretaro nel termine di giorni quindici per gli effetti supplicati e venne deputato in relatore il sig. giudice Passaggi.

G. B. Garibaldo caus. coll.

NOTA

Si deduce a notizia che per iscrittura del 10 corrente venne risolta la società esistente fra li Francesco Malabaila e Giacomo Demo, per l'esercizio di un negozio da pasticciere in questa città, via della Provvidenza, casa Pamparato, essendosi reso consolidatario dello stesso negozio il detto Demo, ed estraneo il Malabaila.

Torino, il 12 febbraio 1852.

NOTA

Con atto 29 gennaio 1852, rogato Gioanelli, notaio a Montemagno, Giovanni Antonio Masera, fu Francesco, di Villanuova d'Asti, domiciliato a Montemagno, revocò la procura generale che con atto 6 settembre 1851, rogato Barberis, aveva passato in capo al signor notaio Paolo Giuseppe Gallia, dello stesso luogo di Villanuova.

NOTA

Con decreto 8 gennaio corrente il R. Tribunale di prima cognizione in questa città sedente ha fissata l'udienza, che sarà da esso tenuta il ventisette dell'ora prossimo febbraio ed alle ore nove precise del mattino pel secondo incanto e definitivo deliberamento dello stabile descritto nel bando venale del 13 dicembre ultimo scorso, situato sulle fini di Chieri, regione Tetti Giro, ossia Valloira, cadente in subastazione ad instanza di Bartolomeo Cavaglià, in odio di Domenico Perrone, residente sulle fini di Chieri.

Tale incanto verrà aperto sul prezzo di L. 1100 dall'instante offerto.

Torino, il 23 gennaio 1852.

Astengo sost. Sassi caus. coll.

NOTE POUR ABSENCE

Sur les poursuites des frères Joseph et Charles Guillermin, domiciliés, le premier à Coguin, le second à Chambéry, le Tribunal de première instance de cette ville a déclaré l'absence de Claude Louis, feu Claude Guillermin, né à Chambéry, où il a eu son dernier domicile.

Par exploit de l'huissier Goddard du 14 janvier échu, les publications prescrites par l'art. 83 du Code civil ont eu lieu, tant à la porte du dernier domicile de l'absent, qu'à l'auditoire et à la porte principale du dit Tribunal.

Chambéry, le 7 février 1852.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 12 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO
per contanti

FONDI PUBBLICI	giornata precedente dopo borsa	giornata precedente nella mattina	pel fine del mese prec. giornata dopo borsa	pel fine del mese prec. nella mattina	pel fine del mese presente giornata dopo borsa	pel fine del mese presente nella mattina
1819 5 0/0 god.	1 8.bre					
1831 » »	1 genn.					
1848 » »	1 7.bre	91 91				
1849 » »	1 genn.	89 50	89 50			
1851 » »	1 dicem.	90 (90)				
1834 Obblig.	1 genn.					
1849 »	1 8.bre					
1840 »	1 febbr.	923				
1844 5 0/0 Sard.	1 genn.					
FONDI PRIVATI						
Azioni S. N.	1 genn.	1730				
— Banca di Savoia						
Città di Torino (5 0/0 oltre l'interesse decorso)						
Città di Genova 4 0/0						
Soc.del Gaz (aut.)	1 gen.					
Società del Gaz (nova)						
Incendii a premio fisso						
3i x.bre						
Via ferr. di Savigliano						
1 genn.		405 405				
Molini presso Collegno		410				
1 gennaio						

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi
Augusta	953 —	959 1/2 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	910 1/2 —	— —
Lione	99 90 —	99 35 —
Londra	25 30 —	25 15 —
Milano	— —	— —
Parigi	99 90 —	99 40 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 05 —	20 08 —
— di Savoia	98 74 —	98 76 —
— di Genova	79 38 —	79 40 —
Sovrana nuova	35 04 —	35 16 —
— vecchia	34 93 —	34 95 —
EROSO misto		
Perdita	1 2 75	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 10 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 103, 20 è salito a 103 35 e chiude a 103 10.
Il 3 0/0 resta a 64, 85.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 25.
Le antiche obblig. di Piemonte a 980.
Le azioni della Banca di Francia a 2650.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: ZAMPA, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera*.

Questa sera rappresentazione spettante all'*a* piccolo.

Martedì 17 corr. si produrrà la nuova opera del M.stro Verdi

RIGOLETTO.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il bastardo di Carlo V.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Manon Lescaut.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: —Quarta rappresentazione dell'ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Le 33 disgrazie di Meneghino.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 39 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

SABATO 14 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 15 corrente febbraio sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE UFFICIALE

Con Decreti Reali del primo febbraio 1852, ed ordini Ministeriali di destinazione, furono fatti i seguenti movimenti nel personale della carriera inferiore delle Intendenze.

Naveriani Giuseppe, già segretario di seconda classe d'intendenza generale in aspettativa, riammesso al servizio nella stessa qualità con destinazione a Nuoro;
Buttin Filippo, già sotto segretario nell'intendenza generale di Genova, nominato segretario di seconda classe d'intendenza generale a Nizza;
Baldo Francesco, già scrivano di seconda classe a Voghera, incaricato delle funzioni di sotto segretario a Genova;
Pasquali Giovanni, già scrivano di seconda classe a Bobbio, id. a Chiavari;
Euna Michele, già volontario ad Oristano, nominato scrivano di terza classe;
Nonnis Giuseppe, già volontario ad Iglesias, id.;
Maury Francesco, già volontario a Cagliari, id. con destinazione a Voghera;
Balladore Massimiliano, già volontario a Tortona, idem a Voghera;
Mazzoni Carlo, già volontario a Novara, id. a Domodossola;
Berlingeri Giovanni Battista, già volontario a Mondovì, idem a Pallanza;
Mombello Giuseppe, già scrivano di terza classe a Savona, promosso alla seconda classe;
Cattaneo Gaetano, id. a Genova, id.;
Sanquirico Luigi, id. in Alessandria, id.;
Stanchi Enrico, id. a Moûtiers, id.;
Buelli Lazzaro, scrivano di terza classe a Pallanza, traslocato a Bobbio;
Baralis Paolo, id. a Domodossola, traslocato a Nizza.

A norma della Legge 27 giugno 1850, S. M., con determinazioni delli 2 ed 8 febbraio 1852, ha provvisto di pensione i seguenti:

Marteddu Rafaela, vedova del fu Cui Giovanni, invalido giubilato;
Novaretti Francesca, vedova del fu Kikler Francesco, invalido giubilato;
Tocco Francesca, madre del fu Sandin-Anna Nicolao, soldato del 5 reggimento fanteria;
Ambrosio Matteo, padre del fu Bartolomeo, già soldato nel 14 reggimento fanteria;
Calvi Lazzaro, padre del fu Gio. Battista, già soldato nella brigata Granatieri;
Boggetti Antonia, madre del fu Taricco Bartolomeo, già soldato in Piemonte Reale cavalleria;
Delrivo Maria, madre del fu Morando Carlo, già soldato nel 4 reggimento fanteria;
Signora Battista, padre del fu Genesio, già soldato nel 5 reggimento fanteria;
Perotti Teresa, madre del fu Amerio Giovanni, già soldato nel 14 reggimento fanteria;
Rossetti Antonio, padre del fu Pietro, già soldato nel 5 reggimento fanteria;
Vattuone Gio. Battista, padre del fu Gio. Battista, già soldato nel 16 reggimento fanteria;
Conti Michele, padre del fu Carlo, già soldato nel 3 reggimento fanteria.

S. M., con Decreti dell' 8 di questo mese, ha nominato all'impiego di emolumentatore Guaita Gaetano:

A segretarii presso le direzioni demaniali.

Salvaj Alfonso, Laverzeri Marcello, Parzini Carlo, Perotti Carlo, Galleani Alessandro.

A segretarii insinuatori.

Rebaudengo Angelo, Grassi Secondo, Mariani Teodoro, Barfety Giuseppe, Gaillard Gio. Giacomo, Montemerlo Edoardo, Ducroz Gio. Giacomo, Eusebietti Carlo, Ceretti Luigi, Falzone Pietro, Conti Giuseppe, Invernizio Carlo, Bonifacy Ippolito, Gola Francesco, Puddu avv. Francesco, Buffa Giuseppe, Sibilla Alberto, Carlevaris Luigi, Lombardi Pietro Francesco, Rosaio Francesco, Baudin Luigi Onorato.

E con elenco dello stesso giorno la M. S. ha nominato:

A scrivani presso la direzioni demaniali:

Favre Claudio, Tappaz Felice Filiberto, Rettuga Vincenzo, Visconti Gio. Ercole, Brunenghi Ferdinando.

Ed in data quindi del 10 dello stesso mese si sono fatte le seguenti disposizioni ministeriali:

Rossi Isidoro, insinuatore a Santhià, è traslocato a Savigliano;
Cusani di S. Giuliano cav. Agostino, id. S. Giorgio, id. Santhià;
Galvagno Francesco, id. Gattinara, id. S. Giorgio;
Mico Ferdinando, id. S. Salvadore, id. Gattinara;
Visone Carlo, id. Voltri, id. S. Salvadore;
Fiorito Francesco, id. Cassine, id. Voltri;
Ceretti Carlo, id. Voghera, id. Casale;
Cappa Emanuele, id. Strambino, id. Voghera;
Reverdino Luigi, id. Montiglio, id. Strambino;
Denegri Antonio, id. Cortemiglia, id. Montiglio;
Garzini Francesco, id. Rivara, id. Cortemiglia;
Ferreri Carlo, id. Brusasco, id. Rivara;
Gardini Angelo, id. Sannazzaro, id. Brusasco;
Balduzzi Carlo, id. Orta, id. Sannazzaro;
Cima Gio. Battista, id. Donnaz, id. Cornegliano;
Plassier Costantino, id. Bourg S. Maurice, id. Donnaz;
Jarre Maurizio, id. Seyssel, id. Bourg S. Maurice;
Bonnefoy Francesco, insinuatore applicato alla direzione demaniale d'Annecy, destinato all' ufficio di Seyssel;
Latil Carlo, insinuatore a Oulx, traslocato a Modane;
Moret Carlo, id. Morgex, id. La-Roche;
Dealberti Serafino, id. Dego, id. Diano Castello;
Tedaldi Luigi, id. Loano, id. Levanto;
Balegno Luigi, id. Torriglia, id. Loano;
Cavanna Pietro, insinuatore applicato alla direzione demaniale di Genova, destinato all' ufficio di Ronco;
Pautassi Francesco, insinuatore a Thonon, traslocato a Susa;
Gaillard Giuseppe, id. Pontbeauvoisin, id. Thonon;
Maffei Roberto, id. Evian, id. Pontbeauvoisin;
Deleschaux Luigi, id. Le-Chatellard, id. Evian;
Chamai Giuseppe, id. Aiguebelle, id. Le-Chatellard;
Curtelni Carlo, id. Tenda, id. Aiguebelle;
Garavelli Pietro, id. Costigliole d'Asti, id. Revello;
Siboni Remigio, id. Andorno Cacciorna; id. Costigliole d'Asti;
Verga Alessandro, insinuatore applicato alla direzione demaniale di Vercelli, destinato insinuatore a Andorno-Cacciorna;
Bessy Gio. Giacomo, insinuatore a Borgomaro, traslocato a S. Benigno;
Ribotta Luigi, id. Chatillon, id. Annemasse;
Peano Pietro Luigi, id. Taggia, id. Chatillon;
Sertorio avv. Luigi, id. Pieve, id. Taggia;
Roggieri Gio. Batt., id. Cannobbio, id. Pieve;
Rugin Antonio Giuseppe, id. Iglesias, id. Ozieri;
Bario Dionisio, id. Savona, id. Acqui;
Boccardo Carlo, id. Mortara, id. Savona;
Camerana Vittorio, id. Rivoli, id. Mortara;
Pia Alessandro, id. Giaveno, id. Rivoli;
Doro Carlo, id. Sospello, id. Giaveno;
Sorisio Ercole, id. Gassino, id. Sospello;
Vernoni Luigi Marcello, id. Rocchetta Ligure, id. Gassino;
Cavaglià Costanzo Pietro, id. Avigliana, id. Dronero;
Banaja Carlo Augusto, id. Ventimiglia, id. Avigliana;
Guaita Gaetano, ispettore del secondo circolo a Novara, è destinato emolumentatore a Casale;
Salvaj Alfonso, insinuatore a Modane, segretario alla direzione demaniale a Ciamberi;
Laverzeri Marcello, id. S. Benigno, id. Alessandria;
Parzini Carlo, id. Omegna, id. Nizza;
Perotti Carlo, id. Ronco, id. Cuneo;
Galleani Alessandro, scrivano nell'azienda di finanze, id. Ivrea.
Della Torre Filippo, segretario alla direzione di Savona, confermato con aumento di stipendio;
Rebaudengo Angelo, scrivano alla direzione demaniale di Torino, è destinato insinuatore a Cassine;
Grassi Secondo, id., insinuatore appplicato alla direzione di Torino;
Lombardi Pietro Francesco, id. Novara, id. Novara;
Gaillard Gio. Giacomo, id. Cuneo, insinuatore a Oulx;
Eusebietti Carlo, id. Alessandria, id. Dego;
Carlevaris Luigi, id. Ivrea, id. Omegna;
Baudin Luigi Onorato, segretario alla direzione demaniale di Nizza, id. Ventimiglia;
Rosaio Francesco, id. Ivrea, id. Vigone;
Puddu avv. Francesco, già impiegato nel censorato generale in Sardegna, id. Iglesias;
Mariani Teodoro, scrivano all'azienda di finanze, id. Orta;
Barfety Giuseppe, segretario alla direzione demaniale di Ciamberi, id. Sallanches;
Ducroz Gio. Giacomo, volontario, è destinato insinuatore a Morgex;
Ceretti Luigi, id., id. Torriglia;
Conti Giuseppe, id., id. Tenda;
Invernizio Carlo, id., id. Varese;
Bonifacy Ippolito, id., id. Borgomaro;
Gola Francesco, id., id. Cannobbio;
Sibilla Alberto, id., id. Rocchetta Ligure;
Falzone Pietro, id., insinuatore applicato alla direzione di Genova;
Montemerlo Edoardo, id., id. Cuneo;
Buffa Giuseppe, id., id. Alessandria;
Tappaz Felice Filiberto, id., scrivano alla direzione di Ciamberi;
Brunenghi Ferdinando, id., id. Torino;
Favre Claudio, id., id. Annecy;
Rettuga Vincenzo, id., id. Vercelli;
Visconti Gio. Ercole, id., id. Ivrea.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 13 febbraio.*

Nell' adunanza d'oggi, la Camera dei Deputati non trovandosi in numero, per la prossima tornata il Presidente fece riserva di mandare l'avviso a domicilio.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

Nella licitazione oggi seguita, la vendita delle varie qualità di carta stampata e scritta, e di cartoni fuori d'uso, distinta in quattro eguali lotti, e partitamente designata nei manifesti dei 10 e 26 p. p. gennaio, il di cui peso era pure ivi segnato per approssimazione in 270 miriagrammi per cadun lotto, venne provvisoriamente deliberata al prezzo di L. 3 e cent. 26, pel quantitativo de' lotti 1 e 2, ed a quello di L. 3 e cent. 27 pel quantitativo de' lotti 3 e 4, sotto la riserva dei fatali scadenti al mezzogiorno del 27 corrente febbraio per l'aumento del quinto o del decimo.

La suddetta carta continua ad essere esposta a libera visione in locali di questa Direzione generale, in ogni giorno dalle ore 9 del mattino alle quattro pomeridiane.

I concorrenti per l'acquisto della medesima dovranno presentare prima delle ore undici antimeridiane del venerdì 27 di febbraio corrente, il loro partito in aumento di quinto o di decimo per mezzo di schede aperte, stese su carta a bollo, col contemporaneo deposito di lire 200 in numerario od in biglietti di banca, le quali verranno restituite in seduta a chi non si sarà reso deliberatario, ed incontrate a quest'ultimo sul prezzo della carta venduta, salvo a ritenerle a beneficio del pubblico erario, qualora non si disponesse il deliberatario medesimo all'eseguimento delle obbligazioni contratte tanto per l'effetto della fatta obbligazione che in conseguenza del succeduto deliberamento.

Ove siano presentate schede di partito nell'anzidetto termine, seguirà la licitazione nel sabbato, 28 di questo mese, alle ore dieci precise di mattina, in una delle sale di questa Direzione generale, e sul prezzo maggiore che risulterà dai ricevuti partiti, per esserne pronunciato il definitivo deliberamento a favore dell'ultimo miglior offerente, ad estinzione di candela vergine, sotto la riserva della superiore approvazione.

Dovranno nel resto essere osservate le condizioni tutte già espresse nel secondo ridetto manifesto del 26 gennaio p. p.

Torino, addì 7 febbraio 1852.

Il Direttore Principale
SISMONDA.

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI CUNEO

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell' 8 febbraio 1851.

Si fa noto al pubblico che con atto di ieri fu deliberato il primo lotto dei Beni Demaniali descritti al num. 23 dello stato annesso a detta legge, cioè:

Cascina denominata Commenderia Grossa, composta di fabbri-

Appendice

INTORNO AGL'ISTITUTI DI BENEFICENZA IN GENOVA

STUDI STORICO-STATISTICI

II.

LE FIESCHINE

Sovra un poggio de' più ridenti in faccia al mare ed al brillantissimo sole di Genova adergesi un ampio edificio, che di lontano si disegna all'occhio del forastiere che addimanda di esso e gli torreggia in sugli occhi come segno della genovese beneficenza. È questo l'Istituto delle Fieschine che appellasi di questo nome dal suo fondatore Domenico Fieschi. Volgeva il 1749, e quest'uomo egregio guardando con occhio di cristiana compassione alle povere figlie sue concittadine, che prive d'ogni educazione crescevano all' ignoranza, all' abbandono della vita e non di rado alle abitudini peggiori, pensò a provvedernele di un ricetto che le salvasse dalla minaccia, le educasse all'industria ed alla virtù, e le ridonasse alla società o probe ed esemplari donzelle, o spose e future madri savie ed operose. Nè per fermo alcun altro concetto più nobile di codesto poteva nascere nell'animo di quell'illustre cittadino, nè adempiersi più generosamente. Era il 9 luglio dell' anno preaccennato, il dì avventuroso in che segnava, erede universale de' proprii beni, *il Conservatorio da erigersi sotto il titolo della Immacolata Concezione, quale Conservatorio intendo* (diceva il Fieschi) *che debba essere immediatamente ed in perpetuo sotto la protezione del serenissimo Governo, a cui con tutto il mio figliale ossequio lo raccomando, senza che l'ordinario vi si possa ingerire a ricondurlo ecclesiastico.*

Indi proponeva lo scopo della pia istituzione, scopo a cui più precisamente chiariva nel 1759 delle seguenti parole: *Tutte le figlie da riceversi le voglio di buona fama ed onorati costumi; ma non intendo che la preferenza diasi a quelle che siano di civile condizione; per queste vi sono altri Conservatorii, e quantunque non le voglio escluse assolutamente per quei pochi e rari casi nei quali gli amministratori per forti e savii motivi stimassero di graziarne qualcheduna; con tutto ciò la principale mia mira ed intenzione è di provvedere col mio Conservatorio a quelle povere figlie che sono disperse qua e là per i poveri quartieri della città, mal assistite, mal provvedute, senza direzione... e dai loro congiunti o per miseria, o per incuria, abbandonate, quasi direi, alla ventura ed al caso.*

Avvertiva però che nello ammetterle guardassero bene che fossero di alcuna abilità, e capaci di essere istruite in qualche lavoro *per guadagnarsi il pane a suo tempo, non essendo per alcun modo sua intenzione d'instituire* quel Conservatorio *per invalide ed inferme.* Erano poi affettuose e commoventi assai le espressioni con che raccomandava il pio Istituto a Maria Giovanna Pinelli, sua moglie. *Per una ripruova* (ci diceva) *della stima che io ho sempre avuta ed ho della signora Giovannetta* (1), *intendo che, finch' ella vive, gli altri amministratori le siano compagni, ma che nulla possano fare ove non intervenga il di lei espresso concorso; e qualunque cosa facessero o ordinassero di concerto fra loro, ma senza che intervenisse il di lei concorso, che per ciò solo resti invalida;* soggiungendo che a lei raccomandava di guardare *con distinzione e senza obbligo alcuno la pregiata* (notevoli parole) *affezionarsi a quell' opera.*

E vi si affezionava per modo che lasciava al Conservatorio stesso con testamento del 1782, ottanta mila lire, perchè del frutto se ne ritraessero altrettante doti di lire 500 *da distribuirsi ogni anno a quelle figlie che uscissero* dallo Istituto e convenientemente si collocassero. Domenico Fieschi moriva la notte del 24 gennaio 1762, e l'anno dietro, sull'erta deliziosa che accennai, si gettavano le fondamenta di quel magnifico edificio, che tanto onora il cittadino che lo creò e la città che il possiede, ed è sorgente perenne della più eletta beneficenza. Non è a dire della opportunità e della magnificenza del fabbricato. I dormitori, le sale, le scuole, il refettorio, la chiesa, l'infermeria, i luoghi pe' bagni, i siti pel bucato, pe' granai e per tutto che meglio si richieda allo scopo, sono ordinati con mirabile previdenza. Il dì ch' io visitava il Ricovero

(1) Simili fatti provano quant'era vivo ancora di que' dì lo spirito di famiglia. E Genova, e Torino, e parecchie altre città anco assai popolose dell' Italia lo conservano, comunque in parte scemato, ma lo conservano tuttavia.

cato rustico coa aia, orto, prati, campi ripe e gerbidi, proveniente dall'Ordine Gerosolimitano di Malta, situata sul territorio della città di Fossano, regioni S. Marta, Piano, e Madonna dei Campi, della superficie complessiva di giornate 109,26,9, eguali ad ettari 41,65,52, il cui incanto veniva annunciato con tilett del cinque gennaio scorso.

Il prezzo risultante dal detto deliberamento è di L. 90,600.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto, fissati a giorni venti, scadranno al mezzodì del giorno 25 del corrente mese.

Cuneo il 6 febbraio 1852.

Per detto generale ufficio
Il Segr. capo G. Salvi.

FATTI DIVERSI. — Torino. — Il Consiglio comunale della città di Torino, nella sua seduta del 12 corrente, ha deliberato di concorrere nell'attuazione della strada ferrata da Torino a Novara per un milione di lire, prendendo cioè mille azioni a scarico di quelle assuntesi dal Governo, ed altre mille fra quelle assegnate al concorso privato.

Genova. — Si legge nella *Gazzetta di Genova* del 12 corr.:

Ieri sera le sale dell'Intendente generale si aprirono ad una splendida festa da ballo. Numeroso fu il concorso degli invitati, e le danze si protrassero liete ed animate sino alle prime albe del mattino.

Savoia. — Si legge nel *Risorgimento* ;

Ieri (10 febbraio) le sale del gran ridotto del regio teatro di Ciamberì raccoglievano per la seconda volta l'eletta della città a splendida festa da ballo, che parecchi cittadini ebbero il gentile divisamento di dedicare agli ufficiali del presidio, quale attestato di gradimento e di simpatia con cui la città aveva accettato il ballo offertole dai primi nella sera del 20 gennaio.

La festa riuscì per ogni titolo brillante, e ad un tempo animatissima. Essa lasciera lunga e grata ricordanza di sè, massime nel cuore degli ufficiali, i quali hanno potuto con fondamento riconoscere dalle cortesie di cui furono l'oggetto nella sera del 10 febbraio, quanto siano stretti i vincoli di buon accordo e di fratellanza che congiungono gli abitanti di Ciamberì coi loro ospiti militari.

FRANCIA

Parigi, 10 *febbraio*. Ecco il decreto che accennammo nel numero antecedente, sui posti gratuiti nei collegi :

Luigi Napoleone, presidente della repubblica francese, sulla relazione del ministro dell' istruzione pubblica e dei culti ;

Considerando che l'istituzione dei posti gratuiti nazionali ebbe massimamente per iscopo di ricompensare i servigi resi allo Stato dai funzionarii civili e militari ;

Considerando che l'art. 53 della legge dell' 11 fiorile, anno X, aveva assegnato alla rimunerazione di tali servigi 2400 posti gratuiti ;

Che il numero dei posti gratuiti nazionali, attualmente conservati nei licei, oltrepassa appena la cifra di 1000:

Che in virtù della legge del 27 novembre 1848, i figli di cittadini che non provino servigi resi, potendo ottenere, per via di concorso, la metà dei posti gratuiti nazionali, la parte riserbata ai servitori dello Stato si trova perciò ingiustamente ridotta ;

Considerando che il concorso, pe' suoi rischi aleatorii, non offre il mezzo più efficace per giungere ad un buon ripartimento dei posti gratuiti nazionali, dipartimentali e comunali ;

Considerando però che importa di assicurarsi, con un preventivo esame, dell'attitudine dei candidati e di impedire così che i sacrifizi dello Stato, dei dipartimenti e dei comuni sieno fatti *in* pura perdita ;

Decreta :

Art. 1. I candidati a' posti gratuiti nazionali, dipartimentali e comunali dovranno giustificare con un preventivo esame, d'essere in istato di seguir gli studii della classe corrispondente alla loro età.

Una commissione incaricata d'esaminare i candidati, e i cui membri saranno designati dal ministro dell' istruzione pubblica, si riunirà nel capo luogo del dipartimento.

Il ministro determinerà l'epoca e la forma degli esami.

Art. 2. I concessionarii dei posti gratuiti sono nominati, sulla proposta del ministro dell' istruzione pubblica, dal presidente della repubblica in ragione dei servigi resi dai loro genitori.

I servigi militari si fanno constare con istati debitamente legalizzati ; i servigi civili, per mezzo dei prefetti o dei ministri competenti.

I concessionarii nazionali ricevono un posto intiero, tre quarti o metà di un posto, secondo la posizione e le facoltà delle loro famiglie, come sarà stabilito da un rapporto del prefetto.

Art. 3. Il prefetto di dipartimento conferisce, sotto la conferma del ministro dell' istruzione pubblica, i posti gratuiti dipartimentali e comunali, e questi ultimi a tenore d' una lista compilata dai consigli municipali.

Le disposizioni del 3° paragrafo dell'art. 2 del presente decreto sono applicabili ai posti gratuiti dipartimentali e comunali.

Art. 4. Il ministro, pe' concessionarii nazionali, il prefetto pe' concessionarii dipartimentali e comunali, possono accordare promozioni di posti gratuiti agli alunni che avranno meritato questo favore colla loro buona condotta e i loro progressi nello studio.

Art. 5. In caso di fallo grave, il capo dello stabilimento può rimandare provvisoriamente il concessionario d'un posto gratuito alla sua famiglia, salvo il riferirne immediatamente all'autorità superiore.

Il decadimento definitivo dalla concessione del posto è pronunciato dal ministro.

— Leggiamo nel *Journal des Débats* :

Varii polacchi, che combatterono nella guerra del 1831 per l'indipendenza della loro patria, hanno offerto ieri un banchetto al loro antico fratello d'armi il generale Gustavo di Montebello, in occasione del grado da lui ottenuto. Entrato nella carriera militare come semplice granatiere nel tempo della spedizione d'Algeri, egli s'affrettò d'andar a combattere nel 1831 per la Polonia. Abbracciando di vero cuore la causa di essa, versò nel pubblico erario un'offerta considerevole, e corse ad affrontare in Polonia i pericoli della guerra. In quelle battaglie ebbe due cavalli uccisigli sotto: la croce del merito militare fu la ricompensa de' suoi nobili sforzi.

Tornato in Francia, il generale Gustavo di Montebello, passò per tutti i gradi successivamente, e la maggior parte di essi acquistò nelle fatiesse campagne d'Africa, e divenne poi colonnello del 7° di cacciatori. Gli ufficiali di quel reggimento offersero al loro capo, che li lasciava, una spada d'onore.

I polacchi che militarono al servizio della stessa causa col generale Gustavo di Montebello, si reputano come d'una stessa famiglia, e con una riunione fraterna vollero provare anche una volta al generale di Montebello che i loro cuori riconoscenti non sanno dimenticare e non disperano mai.

Fra le persone che intervennero a questo banchetto, notavasi il principe Czartorski, già presidente del governo nazionale polacco : il sig. Morawski, già ministro degli affari esteri ; il principe Eustachio Sapicha : il generale Chrzanowski ; i colonnelli Ladislao Zamoyski, Saverio Branicki, Kamienski, Bystrzonowski ; i conti Ermanno e Giuseppe Potocki, ed un gran numero di altri notevoli polacchi residenti in Parigi.

— Il conte Demidoff ha annunciato all'Accademia delle Scienze che si propone di partire per la Siberia, ove si fermerà fino a tutto il 1854. Egli condurrà seco 25 persone, artisti, letterati e scienziati. Chiese all'Accademia delle Scienze per mezzo del sig. Arago, segretario perpetuo, di nominare una commissione che gl' indicherà gli sperimenti, le osservazioni, le ricerche, gli studi che converrà fare per l'utilità della scienza.

L'Accademia ha incaricato di ciò i sigg. Pouillet, di Jussieu, Babinet e Milne-Edwards.

— I giornali riferiscono che in tutti i dipartimenti della Francia si rimettono in libertà molti ditenuti politici.

PAESI BASSI

Aja, 7 *febbraio*. La seconda Camera, con 47 voti contro 13, ha adottato il progetto di legge sulla caccia e sulla pesca. Quindi passò alla discussione del progetto di legge che assegna una somma di fiorini 3,200,000 per l'estinzione del debito pubblico. Dopo una discussione che offrì poco interesse, l'emendamento della commissione dei relatori, tendente a non destinare all'estinzione se non la somma di 526,112 fior. e 50 cent. e ad impiegare il rimanente alla conversione del 4 per 0/0, fu respinto da 58 voti contro 5.

Gli articoli 1 e 2 del progetto furono approvati.

Lunedì la Camera discuterà l'articolo terzo che indica le categorie del debito pubblico da estinguersi. Sei deputati presentarono un emendamento, tendente ad impiegare la somma suddetta al riscatto del debito dello Stato verso la società di commercio neerlandese. Oltre quei due sistemi ve ne hanno ancora altri ; epperciò la discussione verosimilmente si prolungherà.

Corre voce che il signor Boreel van Hogelandere, presidente della Camera, sia per essere nominato ministro dei Paesi-Bassi a Parigi. Il signor Boreel ad una grande squisitezza di modi accoppia una profonda scienza del diritto delle genti.

Lussemburgo, 6 *febbraio*. La Camera, che, dopo un aggiornamento di due mesi, ha ripigliato martedì 3 febbraio i suoi lavori, ha oggi approvato il credito fondiario, o almeno lo proclamò in massima.

Questo progetto è analogo a quello instituito dalla legge belgica; se non che, lo Stato è autorizzato a farsi creditore dello stabilimento per una somma che non superi i due milioni e ad emettere carta monetata.

Questa carta non avrà corso forzato, e non ne ha bisogno, scrive il corrispondente dell'*Indépendance Belge*, perchè non v'è altra carta monetata che si appoggi sovra malleveria così sicura e salda come questa, cioè sul suolo.

Essendo lo Stato proprietario di lettere di pegno per una somma uguale a quella della carta monetata che emette, ogni biglietto può riguardarsi come una frazione della lettera di pegno, che per sè è indivisibile.

Questa malleveria è ancora accresciuta dalla parsimonia e dalle cautele adoperate nella emissione della carta.

Il principio del credito fu sancito e la sua utilità riconosciuta senza opposizione ed all' unanimità.

Domani la Camera si separa, essendo chiusa la sessione.

SPAGNA

Nel N. 19 di questa Gazzetta abbiamo pubblicato un decreto reale col quale venivano introdotte alcune riforme nei diritti di porto e di navigazione. Parecchie modificazioni alla tariffa doganale vennero sancite con altra legge.

Riceviamo ora il seguente decreto col quale si tolgono le interne barriere finora esistenti in Ispagna : le quali leggi accennano forse ad una riforma nel sistema economico di quello Stato.

« Sulla proposizione del ministro delle finanze, accordata in consiglio dei ministri, decretiamo quanto segue :

Art. 1. I secondi sigilli prescritti dal regio decreto della 14 giugno 1850 vengono soppressi in tutto il regno.

Art. 2. La circolazione delle merci estere e coloniali di lecito commercio non potrà aver luogo nelle provincie del littorale e di frontiera senza la *guia* e il sigillo o *precinto* (*) secondo i casi. Il zuccaro, baccalà, cacao, vaselame, cristalli, guano e il pepe restano esenti dalla formalità del sigillo o *precinto*.

Art. 3. Una volta introdotte le merci estere e coloniali di lecito commercio nelle provincie dell'interno del regno possono circolarvi liberamente senza *guia* nè altro.

Art. 4. Perchè le merci estere o coloniali, di lecito commercio, possano passare dalle provincie dell'interno a quelle del littorale o di frontiera è necessario :

1° Che provengano da una capitale di provincia;

2° Che siano accompagnate da certificato e che portino il sigillo d'entrata se ne sono suscettibili, o col certificato e *precinto* se non sono suscettibili di sigillo.

Art. 5. Resta soppresso il *precinto* dei colli nel commercio di cabotaggio per le merci seguenti : zuccaro, baccalà, cacao, caffè, cristalli, vasellame, guano e pepe.

Art. 6. Rimangono in vigore tutte le altre disposizioni riguardanti la circolazione delle merci estere e coloniali di lecito commercio, in oggi esistenti nella zona fiscale, che non si oppongono al prescritto del presente decreto. »

— La corrispondenza ordinaria di Madrid reca notizie di quella capitale fino al 5 febbraio. Vi troviamo pochi particolari da aggiungersi a quelli che il telegrafo aveva già notificato e che noi riferimmo. Ecco alcune cose che togliamo dalla Gazzetta officiale e da altri fogli:

S. M. la regina aveva fermo proposito di fare grazia della vita al suo assassino, ma ha dovuto, suo malgrado, cedere alle rimostranze dei ministri, i quali rappresentarono a S. M. che la pubblica indegnazione prenderebbe vendetta di quel miserabile, qualora la legge non lo colpisse con tutto il rigore.

Il re, che dopo quell'attentato, sentiva un cupo do'ore, fu salassato il 7 di questo mese. La regina madre sta sempre vicina al letto della sua augusta figlia.

Il ministero di grazia e giustizia pubblicò la relazione seguente:

« Come risulta dai dispacci emanati dal presidente territoriale, la causa istruita contro Manuel Martin Merino, per l'orribile attentato del 2, essendo stati ricevuti, le carte del processo furono rimandate al relatore dopo due ore, per la fissazione dei dibattimenti contraddittori. Esse furono rimesse e restituite ai difensori del prevenuto: questi domandarono una nuova esplorazione dello stato intelettuale di Merino. »

Dopo che fu dal tribunale territoriale confermata la sentenza dei primi giudici, Mer.no fu immediatamente subito la prima parte della sua pena infamante, che consiste nella degradazione civile, sovra uno dei balconi della prigione del Saladero, dove egli era ditenuto. Ivi, in presenza di una popolazione immensa, il vescovo di Matorica ha proceduto alla degradazione del colpevole. Questa degradazione consiste nello svestire il colpevole de' suoi abiti sacerdotali e nel cancellare la tonsura.

Il giudice, presente a questa parte dell'esecuzione, dichiarò al regicida che egli doveva fin d'allora riguardarsi come posto in cappella : infatti due giorni dopo egli subì il supplizio della strangolazione fuori di porta Santa Barbara.

— La Camera dei deputati trasmise al presidente del consiglio dei ministri il seguente indirizzo alla regina :

« Signora,

I sottoscritti, costernati, si accostano al trono di V. M. per manifestare la loro sorpresa e l'indegnazione che essi provano perchè siasi trovato uno spagnuolo capace di attentare all'esistenza della nostra regina.

Scorse più ore in Madrid senza che si potesse prestar fede alla perpetrazione di così orribile delitto. Ora, meno che mai altra volta, sembrava possibile, quando in mezzo alla quiete generale tutta la popolazione sperava di vedere per la prima volta la principessa delle Asturie e salutare la sua augusta madre, e cordialmente rallegrarsi con lei.

Ci rimane una consolazione, signora, ed è la speranza che il cielo conserverà la vita di V. M. e la lascierà godere di un regno che tanto più sarà lungo e prospero, che per parte di tutti gli spagnuoli v'avrà una più nobile emulazione per dimostrare quanta sia la sollecitudine di tutti per cancellare la macchia che sul loro nome potrebbe spargere lo spaventevole delitto di un forsennato.

Faccia il Cielo che ci si offra l'occasione di segnalare, al prezzo dei maggiori sacrifizi, tutta la fedeltà de' nostri cuori e tutta la sincerità e la forza della nostra brama di contribuire per quanto è in noi al servigio di V. M. ed al benessere di questa devota

---

delle Fieschine è profondamente commosso ne percorreva i varii scompartimenti, cento ottantatrè erano le accolte, che a tanto sopperiscono tuttavia i frutti del lascito testamentario del Fieschi, in onta alle vicende politiche ed alle mutate circostanze che lo scemarono. Sei sono le doti che si dispensano ciascun anno ; che se il numero delle uscenti soverchia, si dividono tra di loro in giusta porzione la somma stabilita. Somma è la pulitezza, l'ordine, il raccoglimento che vi regna: moltiplici i lavori, cui attendono le figlie, perchè valgano poscia a mezzo del loro sostentamento. L'ago, il ricamo, la composizione di fiori e frutti, che imitano la natura sino ad ingannare l'occhio più esperto, si trattano con singolare maestria. La stanza ove si veggono dispiegate allo intorno le opere di quelle giovani e industri mani è l'argomento della compiacenza, e della più cara meraviglia : e parte di quelle opere, segnatamente i fiori, si portano per tutta Europa e in America, accompagnate dal nome delle Fieschine che le produssero.

Passati due anni dall' accoglimento, le lavoratrici entrano a parte coll' Istituto del profitto che si ritrae dai lavori ivi adempiuti, sicchè ciascuna delle accolte ha una piccola somma, pegl' istantanei bisogni, in deposito presso la direttrice, e com' esca ad età più matura, un aumento nella dote prefissa di quel tanto cui seppe guadagnarsi delle proprie fatiche. Nè dirò davvantaggio de' regolamenti e della condizione di questo Istituto di sì grande beneficenza. Ma potrebb' ella, ci si addimanda, crescere con maggiore profitto delle accolte e più manifesta sicurezza dell' avvenire che le risguarda? Nulla è si adempiuto in special guisa nell' argomento inesauribile dell' educazione, che non possa mirare più dappresso al suo fine giusta i tempi e le circostanze. Si lamentò nelle Fieschine il troppo che si consecrasse alla pietà religiosa. L'eccesso è danno : molti Istituti peccarono, e forse peccano tuttavia, di pratiche materiali, incerte, superstiziose : è però d'uopo si sappia che là religione rettamente insegnata è gran parte della vita della donna, che la difende da tanti pericoli e la rassegna a tanti patimenti. Si lamentò il poco studio nella lettura, nello scrivere, e generalmente in questa maniera d'istruzione. Ora si cercò di sopperire al difetto coll'introdurre nello *stabilimento* le scuole di metodo. L'istruzione è necessaria : trattandosi però di giovani che appartengono alla classe inferiore della società, sì per la condizione, sì pel loro futuro destino, non dee soverchiare : qualora non si formasse tra le Fieschine una sezione delle più svegliate per educarnele all' ufficio importantissimo di *aie* presso le famiglie doviziose, delle quali patisce estremo difetto l'Italia, che per gran parte le addimanda alle nazioni straniere, e per questo pure impigliate a straniе costumanze vede non di rado crescere le giovanette. Non ha molto, visitando lo studio del Varni, esimio scrittore genovese e delle patrie memorie amantissimo, vidi ritratta in marmo maestramente l'effigie dei Fieschi, e la baciai con devoto affetto, perchè d'un grande benefattore. E quella scultura era un debito riparo ad una grave ingiustizia, o più veramente ad un delitto : che fu delitto nel 1797 spezzare il busto dell'ottimo cittadino, in pena forse *dell' aver lasciato alle figlie dei poveri ogni sua casa.*

Bernardi.

ORARIO della partenza de' Convogli delle Strade ferrate
A partire dal 20 ottobre.

Il convoglio che parte da Torino alle ore 10 *essendo anche incaricato del servizio del Corriere, non si trattiene alle stazioni di Pessione, Annone, Solero, Frugarolo e Serravalle.*

Corse da Torino ad Arquata					Corse da Arquata a Torino				
Stazioni di partenza	ore				Stazioni di partenza	ore			
	ant.	ant.	pom (a)	pom.		ant.	ant.	ant.	pom (a)
Torino	7 »	10 »	1 45	4 »	Arquata	4 40	5 45	11 40	3 45
Moncalieri	7 14	10 43	2 5	4 14	Serravalle	4 48	5 56	11 48	3 53
Cambiano	7 27	10 25	2 24	4 27				pom.	
Pessione	7 38	» »	2 38	4 38	Novi	5 2	6 15	12 2	4 7
Valchiesa	7 48	10 58	2 50	4 48	Frugarolo	5 19	6 38	12 19	4 24
Dusino	8 5	10 54	3 10	5 5	Alessandr.	5 37	7 »	12 37	4 42
Villafranca	8 24	11 13	3 30	5 24	Solero	5 50	7 16	12 50	4 55
Baldichie.	8 29	» »	» »	» »	Felizzano	6 2	7 31	1 2	5 7
S Damiano	8 33	11 24	3 46	5 35	Cerro "	» »	7 44	» »	5 17
Asti	8 51	11 39	4 5	5 54	Annone	6 17	7 52	1 17	5 22
Annone	9 5	» »	4 22	6 5	Asti	6 36	8 15	1 36	5 41
Cerro "	» »	» »	» »	6 10	S. Damiano	6 47	8 31	1 47	5 52
	pom.				Baldichie.	» »	» »	1 »	5 53
Felizzano	9 25	12 3	4 47	6 23	Villafranca	7 »	8 50	2 »	6 5
Solero	9 33	» »	4 59	6 33	Dusino	7 20	9 32	2 20	6 25
Alessandr.	9 50	12 52	5 22	6 50	Valchiesa	7 35	9 48	2 35	6 50
Frugarolo	10 4	» »	5 40	7 4	Pessione	7 45	10 2	2 45	6 48
Novi	10 50	1 12	6 25	7 50	Cambiano	7 56	10 15	2 56	6 59
Serravalle	10 42	» »	6 41	7 42	Moncalieri	8 7	10 35	3 7	7 12
Arquata	10 51	1 50	6 58	7 51	A Torino	8 20	10 48	3 20	7 25

(a) Il convoglio che parte da Arquata alle ore 5 45 antim., e quello che parte da Torino alle ore 1 45 pomerid., sono destinati al trasporto delle merci e quindi debbono trattenersi nelle stazioni per tutto il tempo necessario per le manovre e per il carico e lo scarico delle merci. — In questi convogli si prendono viaggiatori di 2.ª e 3.ª classe.

Qualora nei giorni festivi occorra di stabilire un servizio straordinario fra Torino e Moncalieri, questo verrà indicato per ciascuna volta con appositi avvisi.

(*) *La guia è un passavanti o bolla di spedizione rilasciato dalle dogane. Il sigillo è un bollo a inchiostro che dalla dogana si stampa in ogni pezza di merce: quando la natura o qualità della merce non permette l'applicazione del bollo si adopera il precinto. Questa operazione si fa passando un cordone in croce al collo contenente la mercanzia, e si chiude col bollo in cera lacca apposto su i due estremi del cordone: il cordone essendo generalmente fatto con una striscia di cuoio, che in lingua spagnuola chiamano precinto, quantunque abbia luogo con altre materie.*

nazione, che unanimemente concorrono a protestare contro l'attentato cui dovrà questo giorno la sua funesta celebrità. »

Madrid, 2 febbraio 1852. (*Seguono le firme*)

Il marchese di Othana presentò al presidente dei ministri l'indirizzo dei senatori.

INGHILTERRA

Londra, 9 *febbraio*. I giornali inglesi annunziano che tre piroscafi della squadra delle coste d'Africa ebbero ordine di recarsi a rinforzare la divisione navale del commodoro Martin nel Tago.

— Il contr'ammiraglio Dundas partì l'8 da Spithead a bordo del *Britannia*, di 120 cannoni, per andare a prendere il comando della squadra del Mediterraneo.

— Si legge nel *Morning-Advertiser*:

La regina e il principe Alberto, co' loro figli e seguito, arriveranno giovedì prossimo (12) da Windsor-Castle a Buckingham-Palace per la stagione. Domani sarà il duodecimo anniversario del matrimonio di S. M.

— Si legge nello stesso giornale:

S. E. lord Cowley, nuovo ambasciatore e ministro plenipotenziario presso la repubblica francese in surrogazione al marchese di Normanby, partirà accompagnato da lady Cowley sul finire della settimana alla volta di Parigi, ove S. S. entrerà nell'esercizio delle sue funzioni diplomatiche.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

La nomina di sir Edward Belcher al comando della spedizione dell'artico è una misura decisiva che è stata adottata finalmente per mettersi di nuovo in cerca di sir John Franklin e de' suoi compagni.

— Si legge nell'*Express*:

Stamane (9) il sig. Feargus O' Connor, rappresentante di Nottingham al Parlamento, è stato chiamato dinanzi del magistrato, sotto la prevenzione d'aver sabato sera (7) insultato il sergente Morton, della divisione A della polizia, nell'esercizio delle sue funzioni, al regio teatro del Liceo. Il sig. F. O' Connor, che stava in un palco, avea fatto molto schiamazzo durante la rappresentazione. L'uditorio e l'orchestra aveano chiesto alla polizia gli facesse delle osservazioni, le quali il sig. O' Connor prese in mala parte, e si lasciò andare a violenze che lo fanno oggi comparire innanzi al tribunale di polizia. De' testimonii essendo stati ascoltati, il sig. Henry, magistrato, dopo una riprensione severa ha condannato il sig. F. O' Connor a 7 giorni di carcere nella casa di correzione. Egli aveva offerto di pagare qualunque multa fosse piacciuto al sig. Henry di stabilire, ma questa dimanda è stata respinta.

— Si legge nel *Globe*:

Stamattina a 6 ore, le porte degli stabilimenti de' signori Mandslay a Lambeth sono state aperte; in quel momento un certo numero d'uomini erano raunati intorno alla casa. Il segnale essendo stato dato, gli uomini si sono appressati: a mezzo giorno più di 600 operai erano entrati, e avevano segnato l'atto, compilato conformemente alle conchiusioni de' capi fabbricanti di macchine. Quando quegli operai sono usciti dello stabilimento all'ora del pranzo, si udirono alcuni fischi, ma non successe il più lieve disordine.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

Corre voce che gli accordi per eseguire il telegrafo sotto-marino tra l'Inghilterra e l'Irlanda sono quasi compiuti. Egli è fuor di dubbio che in maggio prossimo l'Irlanda godrà di quel mezzo di comunicazione. Il sig. Charles West, l'ingegnere della compagnia del telegrafo sotto-marino irlandese, condurrà il telegrafo a Howth, di preferenza a Kingstown o a qualsiasi altro punto della costiera. Si è calcolato che i fili saranno più sicuri nelle acque profonde tra Holyhead e Howth che in qualunque altro luogo. Il conte di Howth ha messo generosamente a disposizione della compagnia una parte delle sue proprietà.

— Scrivono da Sheerness al *Times* in data del 6 corrente:

Il luogotenente-colonnello England, comandante la guarnigione, sta ricevendo in questo momento munizioni, palle da cannone e bombe per le batterie del nostro porto. Ogni cannone avrà 120 cariche; e molti forti della costiera saranno forniti di 4000 colpi per ciaschedun pezzo. I principali ufficiali de'dicasteri del genio e dell'artiglieria sono arrivati tra noi a fine di visitare le fortificazioni di terra e di mare.

— Si legge nello stesso giornale:

Una circolare di sir G. Grey, ministro dell'interno, ai lords-luogotenenti delle contee, indica chiaramente, che sarà fatta una ispezione dello stato-maggiore permanente della milizia, la regina avendo ordinato che questa ispezione della milizia britannica succeda al più presto possibile.

— Schiarimenti molto esatti, pubblicati dalla *United service Gazette*, riducono a 3500 uomini l'aumento dell'armata di terra britannica.

— Ecco la nota del conte di Granville ai ministri di S. M. B. a Vienna, Pietroburgo, Parigi e Francoforte, della quale fu fatto cenno nel numero antecedente della gazzetta:

« Foreign-Office il 15 gennaio.

« Signore. Molti governi dell'Europa indirizzarono rimostranze al governo di S. M. relativamente alla condotta de' rifugiati stranieri che ora risiedono in Inghilterra; e di più fu con insistenza richiesto, che provvisioni immediate ed efficaci fossero prese dal governo di S. M. onde far cessare le mene e cospirazioni tramate (dicevasi) contro i governi di varie potenze dell'Europa dai rifugiati i quali sono oggidì in Inghilterra.

In virtù delle leggi attuali della Gran-Bretagna, tutti gli stranieri hanno il diritto d'entrare e d'abitare in questo paese, e durante il soggiorno ch'essi vi fanno, vi sono, come gli stessi sudditi inglesi, sotto la protezione della legge, nè possono essere puniti che per un delitto contro le leggi e con sentenza de' tribunali ordinari dopo pubblico processo e dopo una dichiarazione di colpabilità, fondata su deposizioni di testimonii prodotte in pubblica udienza. Nessuno straniero, in causa della sola e unica qualità di straniero, può essere scacciato da questo paese dal potere esecutivo, tranne le persone colpite dall'effetto di trattati conchiusi con altre potenze e ratificati da un atto del Parlamento, per la estradizione reciproca de' colpevoli.

Tuttavolta i sudditi inglesi o i sudditi di qualunque altra potenza dimoranti in questo paese, e soggetti quindi alle sue leggi, possono, dopo essere stati giudiziariamente dichiarati rei d'aver preso parte a un tentativo ostile al governo di ogni Stato amico della Gran-Bretagna, essere puniti della multa e del carcere. Gli individui come i governi possono, per un'accusa di questo genere, procedere contro i colpevoli.

La legislatura inglese adottò a varie riprese, sotto la forma di *Alien Acts*, alcuni provvedimenti che, in caso di necessità, accordano al potere esecutivo il diritto di espellere gli stranieri; ma questo diritto medesimo, allorchè non lo si volle esercitare che nell'interesse della tranquillità interna del paese, è stato mai sempre sospetto alla popolazione.

L'ospitalità generale estesa dalle nostre istituzioni a tutti coloro che vogliono recarsi in Inghilterra, ha sovente permesso di offrire un asilo sicuro a rifugiati politici di tutti i partiti, e fra essi a rifugiati illustri pel loro grado e per la loro posizione sociale. In questo numero possono citarsi re e principi de'due rami borbonici, e primi ministri francesi ed austriaci.

Egli dee essere agevole cosa il comprendere che codesta ospitalità non potrebbe accordarsi così liberamente ov'ella non fosse larghissimamente estesa. Se la Corona avesse il potere discrezionale di espellere gli stranieri, le sarebbero indirizzate dai partiti vincitori di tutti i paesi dimande incessanti per ottenere lo sfratto de' loro avversarii politici rifugiati in Inghilterra. I governi monarchici reclamerebbero contro i rifugiati repubblicani, e i governi repubblicani contro i rifugiati realisti, in guisa che diverrebbe troppo difficile il difendere questa ospitalità, fondata allora sul favore e non sulla egualità dinanzi alla legge.

È il sinceríssimo desiderio del governo di S. M. di contribuire, per quanto è in sè, allo svolgimento della pace, dell'ordine e della prosperità di tutti i paesi amici; ma egli non è d'avviso che possa, nelle attuali circostanze, convenientemente rivolgersi alla legislatura affinchè gli sia conceduto alcun potere straordinario su i rifugiati i quali al presente risiedono in Inghilterra, come anche il governo stesso non ha alcuna ragione di dubitare che tale non sia eziandio la opinione del Parlamento e del pubblico.

Quanto è alla dichiarazione de' gabinetti, che misure di precauzione potrebbero esser prese riguardo ai sudditi inglesi viaggianti all'estero, il governo di S. M. non potrebbe richiamarsene se, nel caso che una insurrezione scoppiasse o che le fiamme non ne fossero bene spente, i governi stranieri devenissero a misure di precauzione contro viaggiatori inglesi sospetti.

Il governo di S. M. aderisce al principio, formulato da lord Palmerston nella sua nota del 30 settembre 1848, indirizzata al ministro degli Stati Uniti accreditato a Londra, e relativa ad alcuni cittadini degli Stati Uniti, venuti a bella posta dall'America in Irlanda, che a quell'epoca era sopra alcuni punti in istato d'insurrezione.

Lord Palmerston non chiedeva in quella nota che alcun cambiamento fosse introdotto nelle leggi degli Stati Uniti, ed egli si astenne scientemente dall'insistere col presidente degli Stati Uniti mediante rimostranze contro gl'individui i quali si rendessero colpevoli d'una siffatta violazione delle leggi; egli diceva soltanto che coloro i quali v'aggiavano in un paese sollevato dovevano sottomettersi a que'medesimi rischii che corrono le persone che si avventurano sopra un campo di battaglia; e aggiungeva che il governo degli Stati Uniti non dovrebbe prendere in mala parte, se i cittadini degli Stati Uniti i quali in quell'epoca viaggiavano per l'Irlanda si trovassero involti nelle conseguenze de' provvedimenti diretti contro una specie d'individui al tutto diversa.

I provvedimenti a' quali alludeva lord Palmerston, non si applicavano tuttavolta che a persone, di cui, nelle circostanze particolari del momento, si sospettava a ragione. Ma e' sarebbe cosa sovranamente ingiusta e al po-tutto indegna della civiltà d'ogni governo europeo, in ispecial modo quando nulla potrebbe autorizzarlo nella condotta del governo britannico, se i governi esteri sottoponessero i viaggiatori inoffensivi inglesi a delle molestie nello scopo di far delle rappresaglie di atti de'rifugiati politici in Inghilterra.

Tuttavolta, quantunque il governo di S. M. non possa assentire alla domanda de'governi esteri di proporre un cambiamento nelle leggi inglesi, egli deplorerebbe ed anche biasimerebbe ogni tentativo dalla parte de'rifugiati politici in Inghilterra, inteso a fomentare una insurrezione contro i governi de'loro paesi rispettivi. Una tale condotta sarebbe risguardata dal governo di S. M. come una violazione flagrante della ospitalità della quale godono i rifugiati.

L'attenzione del governo di S. M. sarà di continuo rivolta sopra gli atti de'rifugiati stranieri sospetti, ed egli darà opera a impedire con tutti i mezzi legali che essi abusino della ospitalità la quale è sì generosamente loro accordata dalle leggi britanniche contro i paesi e i governi che sono in relazioni di amicizia e di alleanza con la Gran Bretagna.

Voi comunicherete la copia di questo dispaccio al ministro degli affari esteri.

Sono, ecc.

Granville. »

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Genova*, 15 *febbraio*. Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

Procedenti da Napoli col piroscafo il *Capri* giunsero questa mattina i seguenti personaggi:

D'Agiout Tommaso, suddito francese, incaricato di dispacci partito per Torino.

Marchesa L. Pepoli nata Murat e seguito diretta per Marsiglia.

Principessa Bagration col seguito diretta per Marsiglia.

— *Napoli*, 10 *febbraio*. Si legge nel *Corriere Mercantile*:

Il vapore d'oggi reca con questa data lettere le quali parlano di liberazione d'alcuni carcerati, di mitigazione alla pena d'alcuni altri più distinti, e dicono che corresse colà voci d'amnistia.

Francia. *Parigi*, 11 *febbraio*. Il *Moniteur* non ha oggi cosa alcuna di grande importanza.

Il sig. Cambacérès, ex-prefetto, è nominato segretario generale del ministero della polizia.

Sono nominati direttori generali al ministero istesso i signori Ballaud e Tonnet.

— Si assicura, dice la *Patrie*, che il principe presidente deve nominare a' suoi aiutanti di campo i generali di Montebello e di Cotte.

Inghilterra. *Londra*, 10 *febbraio*. Alla Camera de' comuni, tornata del 9, lord J. Russell fece l'esposto del suo nuovo progetto di riforma elettorale. Il nobile lord, dopo aver giustificato con molte considerazioni la estensione del numero degli elettori per la nomina de'rappresentanti, annunziò ch'egli proponeva di ridurre il censo degli elettori delle città da 10 sterlini a 5, e quello degli elettori delle contee da 50 sterl. a 20. Il diritto elettorale sarebbe ancora accordato, in virtù del nuovo bill, alle persone che pagano le contribuzioni dirette sotto forma di tassa della rendita sino alla concorrenza di 40 scellini.

Lord J. Russell si dichiara nondimeno favorevole ai piccoli borghi, e annunzia che il loro numero ammonterà a 67. Egli conchiuse il suo discorso proponendo che sia abolito l'antico giuramento che stabilisce una distinzione tra i protestanti e i cattolici con pregiudizio di questi ultimi.

Dopo questo discorso, del quale non abbiamo bisogno di segnalare l'importanza, la Camera dei comuni autorizzò il capo del gabinetto a presentare la sua proposta. (*Corresp. Havas*)

—Nella seduta della Camera de'lords, pure del 9, il conte Granville dichiarò che lord Palmerston non aveva fatto alcuna risposta alle rimostranze delle potenze estere riguardo ai rifugiati politici; ma che se il nobile lord avesse fatto la sua risposta, non sarebbe stata diversa da quella ch'egli medesimo, conte Granville, ha indirizzato a esse potenze.

Alemagna. *Vienna*. Si rivono alla *Gazzetta d'Augusta* che i negoziati dell'Austria colla Porta Ottomana ebbero per risultamento un nuovo trattato di commercio, che sarebbe stato testè conchiuso.

— *Berlino*, 8 *febbraio*. La *Nuova Gazzetta di Prussia* conferma la notizia che si tengono conferenze fra il ministero e deputati eminenti delle due Camere relativamente alla composizione della futura prima Camera. Tanto nella prima che nella seconda Camera, la commissione, appositamente nominata, propose l'ordine del giorno sopra la petizione dei creditori dello Stato dell'antico Stato di Vestfalia.

L'emigrazione comincia a produrre i suoi frutti per la Prussia. In Vestfalia vi sono centinaia di opifizi che di altro non si occupano se non di fabbricare utensili per gli agricoltori stabiliti in America ed in Australia.

Tutti gli stromenti aratori necessari alla coltivazione della canna da zuccaro si fabbricano nei villaggi della Vestfalia.

— La proposta fatta dal sig. Klee alla prima Camera perchè si dichiarassero immuni dalle imposte i funzionari ecclesiastici delle chiese cattolica ed evangelica, venne respinta.

— Il *Corrispondente di Amburgo* pretende che le trattative tra Prussia ed Annover da una parte, ed Oldenburgo dall'altra, relativamente all'adesione di quest'ultimo al trattato del 7 settembre, siano andate a vuoto in seguito alle esigenze di Oldenburgo. Il regio commissario prussiano, sig. Dach, doveva ritornare a Berlino.

E. Leone gerente.

Ci viene comunicato il seguente Censo Necrologico:

Oneglia, 31 gennaio 1852.

Il dì 25 dello spirante mese, dopo una malattia di diciassette e più mesi con cristiana rassegnazione sofferta, e de' santi Sagramenti della Chiesa con esemplare divozione confortato, sessagenario, passava agli eterni riposi il conte e cavaliere Giuseppe Belgrano, patrizio oneliese, lasciando desolata la affettuosissima consorte con sette piccioli figli intorno a lei gementi.

Egli laureato in leggi, intraprendeva tosto con ardore non ordinario la carriera amministrativa, e sino dalla metà del 1814, ancor giovanetto, veniva fatto vice-intendente della provincia di Oneglia, e dal principio del 1815 alla metà del 1816 rimaso alla reggenza di questa intendenza, ne organizzò la provincia, dando ad un tempo le opportune istruzioni al vice-intendente della provincia di San Remo allora dipendente dall'intendente d'Oneglia. Nel principio del 1818 passava alla reggenza della provincia di San Remo e ne compiva la incominciata organizzazione. Nei primi del 1819 veniva traslocato nella provincia di Valsesia e, primo vice-intendente di essa, ebbe la sorte di sistemare quella nuova provincia gelosa degli antichi suoi privilegi e retta da particolari statuti, non senza ottima riuscita e gradimento un versale. Sulla fine del 1821 fu chiamato alla provincia di Lomellina. In luglio del 1825 veniva eletto intendente di Saluzzo dove acquistossi la cittadinanza. In gennaio del 1836 veniva promosso ad intendente generale di Alessandria: e ai primi d'ottobre 1841 ad intendente generale di prima classe in Chambéry, dove rimase sino al dicembre 1847, epoca in cui dopo 35 anni di servizio per la cagionevolezza di sua salute, veniva collocato a riposo.

Il Re Magnanimo a meritata rimunerazione dei lunghi, leali e distintissimi servizi da lui resi allo Stato, e specialmente alle suddivisate fortunatissime provincie che lo ebbero ad amministratore e nelle quali lasciò un nome caro e desiderato, con Regio Magistrale Diploma del 30 maggio 1857 lo decorava dell'Ordine de' Ss. Maurizio e Lazzaro: e finalmente con R. Patenti 21 luglio 1842 conferivagli il titolo e la dignità di conte trasmissibile ai primogeniti.

Alcuni giorni prima del suo passaggio a vita migliore incaricava nel suo testamento i suoi eredi di far seppellire il suo cadavere senza pompa. Ciò non ostante la città e i vicini villaggi della Costa, di Castelvecchio e del borgo d'Oneglia da religiosa riconoscenza compresi, recaronsi a gara all'associamento funebre di esso unendosi al capitolo, al clero secolare e regolare, al consiglio municipale e al corpo della congregazione di carità dei quali era membro degnissimo, non che alle confraternite della Misericordia e di S. Sebastiano in un con la guardia nazionale in armi a lutto. E in questa mattina celebrandosi il settimo di dal dì lui decesso, questa vasta chiesa collegiata e parrocchiale era gremita di fedeli d'ogni sesso, d'ogni ceto, e d'ogni età accorsavi a pregare alla pia anima di lui una requie sempiterna.

Egli, la stessa bontà e gentilezza personificata, fu in vita amato da quanti fu conosciuto ed ora da quanti il conobbero viene compianto in morte.

D' IMMINENTE PUBBLICAZIONE

ANNUARIO ITALIANO STORICO-STATISTICO

pel 1852

compilato da **GUGLIELMO STEFANI**

Introduzione — *Parte* I. Stati Sardi — *Popolazione* — *Statistica medica* — *Idrologia minerale* — *Navigazione* — *Industria patria* — *Strade Ferrate* — *Telegrafia elettrica* — *Istruzione pubblica* — *Guardia nazionale* — *Marina militare* — *Statistica elettorale* — *Parlamento nazionale* *Statistica giudiziaria* — *Città di Genova* — *Città di Torino* — *Sardegna* — *Savoia* — *Rivista finanziaria*.

Parte II. *Cronaca politica dell'anno* 1851.

Un volume di 550 pagine circa in-16.

La Tipografia Favale *editrice*.

Società anonima

DELL' ILLUMINAZIONE A GAZ

fuori Porta Nuova

Si notifica che il prezzo dell'arso (carbon coke) è stato ridotto, fin dal 1.° febbraio corrente, a L. 8 i 100 chil., preso all'Officina, per tutte le quantità non minori di 500 chil., ed a L. 10 al dettaglio.

STABILIMENTO AGRARIO IN ASTI

sotto la ditta BERRUTI Padre e Figli

Trovansi in esso piante da frutto, ed alberi da viale e da campagna, delle migliori qualità, a modico prezzo. — Havvi pure un deposito di vero Guano del Perù. Indirizzarsi ai proprietarii con lettera affrancata.

CASELLE

Si notifica che, con superiore autorizzazione, la FIERA, solita tenersi nel luogo di Caselle sul finire di settembre, venne trasportata al primo lunedì di marzo, e così quest'anno cade il 1.° di detto mese.

GUANO VERO DEL PERU'

Sementi Patate di New-York, Maggienga, Pellagrà, Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

G. B. VENZANO

Tiene sempre gran deposito e fornisce in Genova ogni sorta di Carbone fossile e *Coke* inglese, cioè:

Carbone fossile di 1.ª qualità per piroscafi e molini a vap.re

Id. 1.ª qualità per gaz

Id. 1.ª qualità per fucine

Id. di 1.ª, 2.ª, 3.ª qualità per la cottura di mattoni e per tanti altri usi.

Coke di 1.ª qualità per le locomotive e forni fusorii di 2.ª e 3.ª qualità per diversi altri usi.

Qualità tutte a prezzi limitati.

Piazza Marini, *num.* 1531.

www.infoagricoltura.it

SOCIETA' ANONIMA
DEI MOLINI A. A. DI COLLEGNO

Il Comitato di Direzione ha l'onore di prevenire i signori Azionisti che la solita Assemblea Generale avrà luogo il 27 corrente febbraio, alle ore 8 di sera, casa Racca, via Oporto, n. 1, rimpetto ai nuovi Macelli.

GIUSEPPE ORCORTE
CHIRURGO MECCANICO DENTISTA

premiato di Medaglia nell'anno 1850.
Torino, via Nuova, num. 9, primo piano.
ove trovasi l'unico laboratorio da lui diretto.

GUARIGIONE RADICALE DE' CALLI

La signora MAURICE, artista pedicure di Parigi, allieva del celebre **Sterne**, membro dell'Accademia Reale, e brevettato da S. M. il Re de' Belgi, fa noto agli abitanti di questa città ch'essa s'incarica dell'estirpazione de' calli ai piedi, escrescenze, durezze ed unghie incarnate, per mezzo di un suo trovato non prima conosciuto dagli altri pedicuri. — La suddetta, dopo avere esercito l'arte sua nelle principali città di Francia, d'Italia e di Spagna, ottenne moltissimi certificati da distinti personaggi. Essa si reca all'abitazione delle persone che abbisognassero dell'arte sua.

Abita, via del Teatro d'Angennes, n. 22, piano 2°, dalle 10 alle 4 pomeridiane.

PIETRO GIULIANO
FABBRICANTE DI CIOCCOLATO
ALLA MANO *d' ogni qualità*

Vende all'ingrosso, al minuto, ed in bevanda.
Piazza Vittorio Emanuele, casa Galletti, n. 6, Torino.

VENDITA VOLONTARIA

Nel giorno di sabato, 13 marzo prossimo, alle ore 11 del mattino, in Torino e nello studio del notaio coll'infrascritto (vicolo di S. Maria di Piazza, n. 3, piano secondo), si procederà al deliberamento della vendita volontaria ai pubblici incanti del cospicuo corpo di casa, proprio delle nobili signore sorelle Tesio di Valloria, fu sig. conte Luigi, posto in questa città, via delle Quattro Pietre, porte nn. 16 e 18, in aumento del prezzo d'estimo di L. 270[m]., e sotto le condizioni di cui nel relativo bando venale del 28 gennaio ultimo scorso.

Torino, il 7 febbraio 1852.

Perotti notaio coll.

GIORGIO CENA, ebanista e tappezziere, tiene un variato assortimento di seggioloni elastici di lusso, come pure mobili di legno forestiere e del paese, a prezzi discretissimi. — Via dell'Arco, casa Bruno, n. 31.

DA RIMETTERE AL PRESENTE
in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

NEGOZIO da Confettiere e Liquorista, posto in una delle principali vie di Torino ed in sito favorevole; per cui si accorderebbero more pel pagamento. Dirigersi all'Ufficio dei Bidelli, via della Barra di Ferro, n. 1.

DA VENDERE OD AFFITTARE

Grandioso fabbricato civile e rustico, in stile gotico, sulla periferia di Revello presso Saluzzo, circondato da giardino e prato, il tutto cinto di muro, provvisto d'acqua propria e perenne. — Far capo in Torino dal notaio Trucchi, via S. Teresa, num. 23, piano 1°, ed in Revello dal farmacista Bonelli.

DA VENDERE IN REVELLO

Grande assortimento di piante esotiche, a modico prezzo. Far capo dal giardiniere Giuseppe Giordana.

DA VENDERE *per occasione di liquidazione*

Num. **300** DAGHE per uso della Guardia Nazionale, di forma precisa al modello e di ottima qualità.

Recapito al negozio di G. Fedele Cerruti, in Dora Grossa, num. 4.

DA VENDERE: CASA di campagna, denominata *S. Iorio*, con ettari 7, 60 (giorn. 20) circa, situata a pochi minuti dalla città e dalla Stazione d'Asti.

Dirigersi in Asti al causidico Bagnaschi.

DA AFFITTARE
al Borgo Dora, vicino alla chiesa parrocchiale

Varie camere, 3 scuderie di 40 piazze, con fenili, corte chiusa e sosta, il tutto unito o separato;
Cinque camere al piano terreno, e

DA VENDERE

Terreno fabbricabile, formante angolo in istrada d'Italia, vicino al ponte Dora, dietro la chiesa suddetta. Indirizzarsi ai F.lli Barbiè, via di Po, num. 20.

DA AFFITTARE
AL 1.° DI LUGLIO PROSSIMO

Intiero CORPO di CASA ad uso di Grande laboratorio (già occupato dal sig. Cambiaggio), in via della Zecca, num. 5, composta di num. 13 spaziosi locali al piano terreno, con corte; di num. 14 camere al 1.° piano, e di num. 10 al 2.° — Dirigersi alla Vetriera, piazza Vittorio Emanuele, casa Avena, num. 20.

VINS DE CHAMPAGNE
de première qualité, de la fabrique
de MM. MOËT et CHANDON d'Epernay
Seul dépôt à Turin
chez MM. DUCROCQ ET CRAVERI
rue Monte di Pietà, *num.* 3, *au premier.*

SCILOPPO E TAVOLETTE DI TAMARINDI
DI FILIPPO VIORA
unico approvato con superiore autorizzazione
sigillati con stemma gentilizio

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 43;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Ravanale, 167

Sciroppo di Mela-Apiole

Specifico infallibile per la tosse, raffreddori e raucedine, a L. 1 25 la bottiglia. — Presso Giacosa, confettiere, rimpetto alla chiesa di S. Tommaso.

FINO GIOANNI
FABBRICANTE DI SPAZZOLE E PENNELLI

Avente il suo stabilimento e negozio in via dell'Ospedale, casa Revel, già premiato per ben tre volte di Medaglia, e nuovamente con altra all'Universale Esposizione di Londra, previene il Pubblico, fabbricar egli ogni genere di pennelli e spazzole di eleganti forme, in avorio, madreperla, tartaruga, e come quelle per le manifatture.

I prezzi modici e la bontà e perfezionamento del suo lavoro, gli fanno sperare una numerosa accorrenza.

AVVISO

I proprietarii dell'Albergo del Gran Mogol avvertono il pubblico, che l'entrata alle loro scuderie, capaci di 80 cavalli, è trasferta sulla piazza Carlo Felice, verso mezzogiorno.

Essi continuano il loro negozio in legname da lavoro sia nella corte dell'Albergo, come nella loro propria casa detta del *Viaggiatore*, in Borgo S. Salvario.

La ditta BARTOLOMEO e F.lli FRANZOSINI, d'Intra, intende di affittare pel venturo S. Martino dell'anno corrente, per anni 12, la loro possessione di Olevano, di ettari 293, 71, 13 (giornate cadastrali 772, 72, 2), con scuti 15,555, 5 84/3, coltivata a riso, prati e pochi aratorii moronati a vicenda, con acqua propria continua d'estate e d'inverno, al quale effetto sarà tenuta un'asta privata a partiti segreti e suggellati, il giorno 31 del prossimo mese di marzo, in Olevano, nella casa di abitazione della prefata ditta proprietaria, e l'affittamento di detti beni verrà deliberato a favore del maggiore offerente, sempre così piacendo alla prefata ditta, avvertendo che nessuno sarà ammesso ad offrire all'affittamento suddetto se non previo deposito di L. 4,000, o relativo avallo di eguale somma di persona conosciuta e risponsale, e per la visione dei capitoli d'affittamento dirigersi in Vigevano allo studio del sig. avvocato Bagini, od in Olevano alla casa dell'agente sig. Villibaldo Malasandi.

DA VENDERE O PERMUTARE
con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

DA VENDERE: Due Bigliardi di riscontro, come nuovi, cogli attrezzi, dal minusiere Setti, via della Palma, n. 12.

Da affittare
annualmente o per istagione

Elegante VILLA signorilmente arredata, con Oratorio interno, bagno, bigliardo ed altri accessorii di comodo e di lusso, con giardino, serra, scuderia e rimessa, situata in vicinanza di Moncalieri, a pien meriggio, con ampia veduta circoscritta dal cerchio delle alpi.

Dirigersi in Moncalieri al sig. Gioanni Cercole, colorista, al suo negozio, contrada S. Croce, casa propria.

AFFITTAMENTO

Del podere chiamato il *Castello delle Apertole*, in territorio di Livorno Vercellese, diviso in due lotti.

Per le indicazioni dirigersi all'Economo locale, e per la visione dei capitoli all'Azienda della Casa di S. A. R. il Duca di Genova, in Torino.

Da rimettere al presente
FARMACIA e FONDICHERIA

bene avviata, nel più bel sito della città di Chieri. — Recapito alla farmacia Rasino, via Nuova, in Torino.

DA VENDERE *in territorio di Caramagna*

Piante d'alto fusto: Roveri n. 196; olmi n. 54; Verna 1. Dirigersi al signor Andrea Patrito, misuratore a Sommariva del Bosco.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 8 a 12 membri mobiliati; con cantina e legnaia, via dell'Arsenale, n. 15, p.° 2.°

Recapito dal portinaio.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

PROTESTA

Nel giorno 4 maggio 1851 ebbe luogo un'adunanza dei proprietari di Porta Susa, in una sala del Collegio Nazionale detto del Carmine, nella quale fu eletta una Commissione ad oggetto di far valere presso le competenti Autorità i diritti di quel rione a' benefizii che dalle nuove opere d'ingrandimento di Torino si attendono. Primo nominato risultò il notaio Luigi Filippo Faldella.

Nel giorno 13 novembre dello stesso anno, unitisi i promotori della Ferrovia da Torino a Novara, costituirono un comitato direttivo, e fu chiamato a farne parte il notaio stesso siccome *rappresentante la Società di Porta Susa*, e l'avviso in cui tale rappresentanza è manifestata espressamente fu inserito nella *Gazzetta Piemontese* del successivo giorno 15.

Da quel momento quindi correva un doppio obbligo a Luigi Filippo Faldella, di attendere cioè alla formazione ed agli interessi della nuova società, ed a far sì che i suoi primi mandanti non dovessero rimanerne danneggiati.

Ora egli deve riporre ogni suo studio nello sdebitarsi di quel doppio obbligo, e stima nella sua coscienza di riuscirvi compiutamente ove la stazione dell'indicata ferrovia sia posta in un perimetro di fronte alla strada di Doragrossa.

Per parte dei proprietari, molto buon volere e qualche sagrifizio assicureranno loro ingenti vantaggi avvenire, e per parte della società della strada ferrata, *senza il più lieve aumento di spesa*, vedrà essa crescere il prodotto del suo capitale si per la immediata unione con la ferrovia di Francia, la quale anzi verrebbe ad immettersi colla propria stazione nella nostra, si perchè richiamando alla circonvallazione tutti i punti d'arrivo e partenza diverrebbe contigua la rete di strade ferrate, delle quali è centro la capitale, si finalmente per la più facile circolazione delle merci, la maggior somma di agi pei viaggiatori, e l'aumentata possibilità di risparmi e d'esercizio del minuto commercio pei cittadini.

Giovi l'aggiungere che le ricerche del Municipio per scemare l'ingombro di Porta Palazzo andrebbero fallite se la contrada d'Italia e sopra tutto l'attual ponte di Dora dovessero inevitabilmente alla stazione condurre.

Il notaio Faldella, che nulla possede in prossimità della sede che alla stazione si vorrebbe assegnata, ha dovuto pubblicare tali schiarimenti perchè servano a respingere sinistre voci che di parzialità lo vorrebbero imputato.

E poichè la parzialità in questo caso non sarebbe che la semplice esclusione di particolari ed indiscrete pretese a fronte di generali vantaggi, egli protesta altamente contro le assurde insinuazioni, e fa appello perciò alla sagacia ed alla probità de' suoi concittadini.

Torino, l'11 febbraio 1852.

Luigi Filippo Faldella.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 13 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: gior. pr. dopo b.or.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese: corr. gior. pr. dopo bor.	pel fine del mese: corr. nella matt.	pel fine pel mese prossimo: gior. pr. dopobor.	pel fine pel mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 8 bre						
1831 » » 1 genn.	89 50					
1849 » » 1 7bre						
1842 » » 1 genn.	89 60	89 60	89 95	89 75		
1851 » » 1 dicem.			89			
1834 Oviglio 1 genn.						
1845 » 1 8-bre.						
1850 » 1 febbr.						
1844 4 0/0 Sard.a genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.		1735				
Banca di Savoia						
Città di Torino 4 0/0 *oltre l'interesse decorso*		1798				
Città di Genova 4 0/0						
Soc.del Gaz(anl.) 1 gen.						
Società del Gaz(nuovi)						
Incendii a premio fisso 31 x.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.		405				
Vedasi presso i collegi 1 giugno						

CAMBI

	Per brev.d.		Per tre mesi.	
Augusta	953	—	953 1/2	—
Genova sconto	4 p. 0/0		—	—
Francoforte S. M.	210 1/4	—	—	—
Lione	99 90	—	99 40	—
Londra	25 30	—	25 15	—
Milano	—	—	—	—
Parigi	99 90	—	99 45	—
Torino sconto	4 p. 0/0		—	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 80 l.	20 05	—	20 08	—
— di Savoia	20 71	—	20 76	—
— di Genova	79 22	—	79 32	—
Sovrana nuova	25 06	—	25 15	—
— vecchia	34 80	—	34 95	—
EROSO misto				
Perdita	9	75	p.	0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: i PURITANI, — Ballo *Fausto*, Balletto — *La Vivandiera*.

Martedì 17 corr. si produrrà la nuova opera del M.ro Verdi RIGOLETTO.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il ritorno dalla villeggiatura*, — con farsa.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Accademia di canto dato dalla signora UCCELLI.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: —Quinta rappresentazione dell'ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita; *La 33 disgrazie di Meneghino*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita— Ballo *Il cuore delle donne*.

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Masseppa*.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 40 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	42	22
Inserzioni volontarie, la cent. 1 — obbligo 25 cent.			

LUNEDI' 16 FEBBRAIO

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 15 febbraio.*

Nella seduta di ieri il Senato adottò i Bilanci dell' Azienda delle Gabelle, dei Ministeri di Grazia e Giustizia, e di Marina.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

(*Veggasi il Regolamento nella Gazz. Piem. num. 50*)

G. — *Programma di storia antica (ebraica, greca e romana) e di storia moderna (specialmente d'Italia).*

(Continuazione e fine, vedi num. 38)

20. *Dal tribunato della plebe all'occupazione dei Galli.*

La potenza dei tribuni della plebe, nella condanna di Coriolano (491) — I comizii per tribù (*comitia tributa*) ed i plebisciti — La legge agraria, e Spurio Cassio (486) — Siccio Dentato — Le leggi delle dodici tavole, ovvero l'uguaglianza dinanzi alla legge (449 a 447) — I decemviri: Appio Virginia e la caduta dei decemviri — La legge canuleia (445) o sul matrimonio dei plebei coi patrizii — I tribuni militari (445); la censura — Spurio Melio (439) — L'assedio di Veio, e la paga ai soldati (dal 404 al 395) — Camillo.

21. *Dalla invasione dei Galli Senoni alla prima guerra punica.*

I Galli Senoni a Roma (389) — Roma riscattata coll'oro dai galli; e circostanze con cui i Romani sfuggirono questo avvenimento, che convertirono a propria gloria — La plebe ottiene il diritto al consolato (366); ed a tutte le altre magistrature, compresa quella di pontefice (354) — Guerre coi Latini: T. Manlio e Decio (339) — Guerra coi Sanniti, e le forche caudine (321) — Guerra di Pirro (dal 280 al 274), Fabrizio; e la costanza del senato romano.

22. *Dalla prima guerra punica alla distruzione di Cartagine.*

La prima guerra punica (264): Roma e Cartagine: il console Duilio, i Romani in Africa; Santippo, Attilio Regolo (255); Lutazio Catulo (241) — La seconda guerra punica (221): Annibale, da Sagunto a Canne (216). costanza del senato romano: Marcello e F. Massimo — Siracusa ed Archimede (212) — La morte d'Asdrubale e la caduta d'Annibale (207) — P. C. Scipione, ed Annibale a Zama (202) — La terza guerra punica: Catone l'antico, e la distruzione di Cartagine (146) — La Macedonia fatta provincia romana — Corinto (146); e Numanzia.

23. *Dal principio delle guerre civili alla dittatura di Silla.*

La fusione e l'uguaglianza politica dei patrizii e del popolo, sancite dalla legge, ma non ancora passate nel costume — Decadenza morale dei Romani dopo la distruzione di Cartagine — I patrizii, ed il monopolio delle magistrature, i cavalieri, ed il potere giudiziario; il popolo di Roma, e le terre pubbliche; gli Italiani e il diritto di cittadinanza: la guerra civile — Tiberio Gracco (132); Caio Gracco (122) — La guerra di Giugurta (117 al 106) — C. Mario, capo del partito popolare: i Teutoni ed i Cimbri (102) La guerra sociale; e Silla, capo del partito patrizio — Guerra civile fra Mario e Silla, le proscrizioni — Riazione compiuta contro gli uomini, e le istituzioni popolari (82).

24. *Dalla morte di Silla alla battaglia d'Azio.*

Spartaco, e la guerra servile (dal 75 al 71) — Pompeo, capo del partito popolare: guerra contro i pirati (67); contro Mitridate (dal 67 al 64) — Catilina, e Cicerone (62) — G. Cesare, Crasso e Pompeo, o il primo triumvirato (60) — Cesare nelle Gallie (dal 58 al 49); Crasso contro i Parti (55) — Rivalità di Cesare e di Pompeo, accostatosi al partito del senato — Cesare al Rubicone (48); a Farsaglia, nell'Africa (46); a Munda (45) — Rovina del patriziato; e Cesare signore della repubblica — Il secondo triumvirato, e le nuove proscrizioni — Battaglia di Filippi (42) — Ottaviano ed Antonio. — Battaglia d'Azio (31), e l'impero.

25. *L'Impero Romano da Augusto a Domiziano.*

Augusto, o l'inaugurazione del governo assoluto (30) — I limiti dell' impero; e lo stato di prostrazione morale dei Romani in quell'epoca — L'esercito — Tiberio ossia il regime del terrore (14 d. c.): i pretoriani — C. Caligola (537) Claudio, o il governo dei liberti e delle donne (41) — Nerone (54): l'estinzione della famiglia di Cesare; e l'impero nell' arbitrio dei pretoriani e delle legioni — I tre Flavii, Vespasiano, Tito e Domiziano (dal 69 al 96).

26. *L'Impero Romano da Nerva a Diocleziano.*

Gli Antonini, o il più bel secolo dell'impero (dal 96 al 180) — Trajano, e le sue conquiste; Adriano e M. Aurelio — Didio, o l'impero all' incanto (193) — S. Severo, o l'assolutismo convertito in sistema di governo; prevalenza della classe militare (195) — Caracalla; estensione del diritto di cittadinanza romana (211) — Eliogabalo, o l'avvilimento dell' impero (217) — Valeriano, ed i Persiani (253); i trenta tiranni (259); Aureliano (270), e il primo trattato coi barbari (270).

27. *L'Impero da Diocleziano ad Augustolo.*

Diocleziano, o la divisione dell' impero (284), e la mutazione del governo — Costantino (306): l'editto di Milano in favor dei Cristiani; e Costantinopoli — I barbari nell'esercito, ed alle frontiere — Teodosio il grande (379); e la distruzione del paganesimo — Arcadio ed Onorio, o la separazione definitiva dei due imperi (392) — Alarico, e i Visigoti (400 a 410), Attila e gli Unni (444 a 453); Genserico ed i Vandali (455); Augustolo ed Odoacre, o la caduta dell' impero d'Occidente e la fine della storia antica.

STORIA MODERNA. — MEDIO EVO.

28. Il Basso Impero — Governo centrale — Prefetto al pretorio — Le provincie — I municipii — I corpi d'arte — La campagna — La milizia — Cagioni della decadenza.

29. I Germani e loro costumi — I Goti — Gli Unni — Stabilimenti de' Barbari nell'impero — Caduta di questo.

30. Odoacre in Italia — Teodorico — Suoi primi fatti — Sua conquista — Suo regno — Sua fine — Amalasunta — Belisario in Italia — Totila e Narsete — Fine del dominio de' Goti in Italia — I Greci in Italia.

31. I Longobardi prima del 568 — Alboino — Governo e instituzioni de' Longobardi in Italia — Autari — Teodolinda — S. Gregorio Magno — Rotari re — Il *mundio* e la *faida* — Sistema penale de' Longobardi — I Romani vinti — Liutprando re — Gare coi papi.

32. I Franchi prima del 775 — Clodoveo e i suoi figli — I maestri di palazzo — Carlo Martello — Pipino re — Carlomagno — Conquista dell'Italia.

33. I conti — Il vassallaggio — Leggi personali in Italia — Restaurazione dell'impero — Opere di Carlomagno.

34. L'Italia alla morte di Carlomagno — Roma — Benevento — Venezia.

35. L'Europa alla morte di Carlomagno — L'Impero Franco — Gli Slavi — I Finnici — La Scandinavia — L' Inghilterra, Irlanda e Scozia — La Spagna e gli Arabi — L'impero greco.

36. I Carolingi fino all'888 — Trattato di Verdun — I Saraceni in Italia — I gran Vassalli — Deposizione di Carlo il Grosso.

37. Scioglimento dell' Impero Franco — L'Italia sotto Berengario I — Ugo — Berengario II — Gli Ungheri — Ottone I in Italia.

38. L'Italia sotto Ottone I, II e III — I Papi e Roma — Le *cenzioni* ecclesiastiche.

39. Corrado il Salico e l'arcivescovo Ariberto — Le investiture — Enrico IV e Gregorio VII — Enrico V — Trattato di Worms.

40. I Normanni in Italia — Il feudalismo — La cavalleria — Le crociate — I Vescovi — Conti — Origine dei Comuni.

41. L' Europa dall'888 al 1152 — La Borgogna — La Casa di Savoia — Francia — Spagna — Inghilterra — Polonia — Russia — Ungheria — Impero Greco — Germania.

42. Cagioni della lotta fra i Comuni e Federico I — Sua prima spedizione — Sua seconda spedizione — La lega Lombarda — Algisa — Battaglia di Legnano — Pace di Costanza.

43. Enrico VI — Innocenzo III — Federico II — Seconda lega Lombarda — Assedio di Parma.

44. I Comuni — Loro governo — Loro discordie — Fatti illustri — Ezelino — Suoi progressi, sua potenza e disfatta.

45. Re Manfredi — Carlo d'Angiò — Corradino — I Vespri Siciliani — Il Piemonte nel secolo XIII — Roma e i Papi — Firenze e suoi rivolgimenti — Venezia — Genova — Pisa.

46. Costumi — Commercio — Industria — Belle arti — Lettere e scienze — in Italia, dal 1152 al 1309.

47. L' Europa dal 1152 al 1309 — La Francia — Spagna — Inghilterra — I Mongolfi e la Russia — L'Ungheria — Polonia e Lituania — Greci e Turchi — La Germania — Gli Svizzeri.

48. L'Italia nel 1310 — Enrico VII — Ludovico IV — Castruccio — Giovanni di Boemia — La Gran Compagnia — Giovanna I di Napoli — Cola di Rienzo — I Ciompi in Firenze — Guerre fra Genova e Venezia — Loro governo — I Visconti — Gian Galeazzo — Le compagnie di ventura.

49. La Lombardia, dopo la morte di G. Galeazzo — Giovanna II di Napoli — Sforza e Braccio — Alfonso d'Aragona — Filippo M. Visconti — Francesco Sforza.

50. L' Italia dal 1450 al 1492 — Napoli — I Papi — Firenze Venezia e i Fo-cari — Genova — La Lombardia — Il Piemonte.

51. Lettere — Belle arti — Costumi — Commercio e industria — Viaggi degli Italiani dal 1309 al 1492.

52. L'Europa dal 1309 al 1492 — La Francia — Spagna — Inghilterra — Svezia e Danimarca — Russia — Polonia — Ungheria — Germania — Svizzera — Impero greco e i Turchi.

TEMPI MODERNI.

53. Divisione politica dell'Italia nel 1492 — Spedizione di Carlo VIII — Luigi XII in Italia — Il duca Valentino — Firenze e Pisa.

54. Guerra della lega di Cambrai — Giulio II — La lega santa — Battaglia di Marignano — Leone X.

55. Carlo V e Francesco I — Giovanni de' Medici — Clemente VIII e sacco di Roma — Difesa di Firenze — Il Ferrucci — Alessandro de' Medici — Il Piemonte sotto Carlo III.

56. Paolo III e i Farnesi — Paolo IV Carrafa — Genova e Andrea Doria — Venezia e i Turchi — Cosimo de' Medici — Siena — Trattato di Castel Cambresi.

57. Lettere — Arti — Scienze — Viaggi — Costumi — Uomini illustri — in Italia dal 1492 al 1559.

58. L'Europa dal 1492 al 1559 — La Francia — La Spagna — Inghilterra — Portogallo — Svezia e Danimarca.

59. Segue: la Russia — Polonia e Lituania — Turchia — Germania — Lutero e la riforma religiosa — La Boemia e Ungheria — La Svizzera — Progressi della civiltà — dal 1492 al 1559.

60. Divisione politica dell'Italia nel 1559 — Il Concilio di Trento — Emanuel Filiberto — Carlo Emanuel I — Vicende degli altri Stati d'Italia fin al 1630 — Napoli — Stato Ecclesiastico — La Toscana — Milano — Venezia e Genova.

61. Vittorio Amedeo I e guerre civili in Piemonte — Pace de' Pirenei — Carlo Emanuele II — Vicende di Napoli — dello Stato Ecclesiastico — di Toscana — Lombardia — Venezia — dal 1630 al 1675.

62. Vittorio Amedeo II fino al 1700 — Trattato di Risvick — Vicende di Napoli — dello Stato Ecclesiastico — di Toscana — Lombardia — Venezia — Genova — dal 1676 al 1700.

63. Lettere — Arti — Scienze — Costumi — Scoperte — Uomini illustri — in Italia dal 1559 al 1700.

64. L' Europa dal 1559 al 1700 — La Francia — Spagna — Portogallo — Inghilterra — Svezia — Danimarca — Paesi Bassi.

65. Segue: la Russia — Polonia — Turchia — Germania — Svizzera — Prussia — Austria — Progressi della civiltà — dal 1559 al 1700.

66. Divisione politica dell'Italia nel 1700 — Guerra per la successione di Spagna — Vittorio Amedeo II — Assedio di Torino — Trattato di Rastadt nel 1714.

67. Guerre in Italia dal 1714 al 1735 — Carlo Emanuele III e il Piemonte — La Lombardia — Napoli — Roma e i Papi — La Toscana — Venezia — Genova — dal 1714 al 1735 — Trattato di Vienna nel 1735.

68. Divisione politica dell'Italia nel 1735 — Guerra per la successione d'Austria — Vicende del Piemonte — di Genova — dello Stato Romano — di Venezia — di Napoli — della Toscana — dal 1735 al 1748 — Trattato d'Aquisgrana nel 1748.

69. Pace — Eventi e riforme in Piemonte — Toscana — Lombardia — Napoli — Stato Romano dal 1748 al 1789 — La Corsica e Genova — Vittorio Amedeo III.

70. Lettere — Arti — Scienze — Costumi — Uomini illustri — in Italia dal 1700 al 1789.

71. L'Europa dal 1700 al 1789 — La Francia — Spagna — Portogallo — Inghilterra — Svezia — Danimarca.

72. Segue: la Russia — Polonia — Prussia — Austria — Olanda — Turchia — Svizzera — Progressi della civiltà — dal 1700 al 1789.

73. Divisione politica dell'Italia nel 1789 — La rivoluzione francese — Sue cause — Luigi XVI — I collegati — Buonaparte — Sua prima campagna d'Italia — Pace di Cherasco — Caduta di Venezia — Trattato di Campoformio nel 1797.

74. Rivolta di Roma — Occupazione di Roma e del Piemonte — Repubbliche in Italia — Austriaci e Russi — Napoleone in Egitto — primo Console — vince a Marengo — Pace di Amiens nel 1802.

75. Il Piemonte è riunito alla Francia — Napoleone imperatore — e re d'Italia — Assestamento politico dell'Italia — Battaglie d'Ulma, Austerlitz, Jena, Eylau, Friedland — Occupazione di Napoli — Pace di Tilsit.

76. I Francesi in Toscana — In Spagna — Guerre in Italia — in Germania — Wagram — Pace di Schoenbrunn.

77. Campagna di Russia — Ritirata — Abdicazione — Ristabilimento dell'Italia — Trattato di Parigi e di Vienna.

PARENTI.

RETTIFICAZIONI.

Nella Gazzetta n. 38, al n. 18 del Programma di storia, invece di *comizii curiati*, leggasi *comizii curiati*: ed invece di *comizii centuriati*, leggasi *comizii centuriati*. Vi, al n. 19, invece di *Orazio Coclite accettando*, leggasi *Orazio Coclite ecc.*

FATTI DIVERSI. — TORINO. — *Sottoscrizione per un Monumento da innalzarsi in Londra alle scoperte del Vaccino* EDOARDO JENNER.

Fra i più terribili flagelli che nei trascorsi tempi abbiano afflitta l' umanità e da annoverarsi fuor di dubbio la malattia del *vaiuolo*. Le vittime che mieteva questo morbo micidiale, secondo i calcoli i più precisi raccolti in Inghilterra, in Francia, in Germania e negli stessi Stati Sardi, costituivano il quinto della popolazione di ciascuna nazione: nè qui si arrestavano i funesti suoi effetti, poichè svariate deformità, difetti e guasti nelle costituzioni corporali degli individui erano bene spesso la sequela di questa malattia quando essa non uccideva chi ne veniva colpito.

Rimasta inefficace, bene spesso pericolosa ed anche letale la pratica dell'inoculazione, e medici e governi, per porre un argine alle future epidemie di vajuolo, già rivolgevano il pensiero ai mezzi più energici di polizia e di igiene, come le quarantene, i lazzaretti, ecc; allorchè un modesto medico di villaggio in Inghilterra, uno di quegli uomini rari la cui vita scorre tranquilla nell' esercizio delle più ammirabili virtù, ed è continuamente ed unicamente consacrata al bene dei suoi simili, disoprava, come l'innesto vaccinico scamnasse in modo sicuro chi vi si assoggettava dagli effetti terribili del vaiuolo.

1° immortale scopritore del vaccino Edoardo *Jenner* nasceva il 17 maggio 1749 in Berkeley (contea di Glocester), e sin dal 1798 divulgava la sua scoperta nell'opera intitolata: *Inquiry in tho the causes and effets of the variolae vaccinae*. *London* 1798. Numerosissimi esperimenti in tutto il mondo eseguiti attestavano la realtà ed efficacia del rimedio scoperto contro il vaiuolo.

Edoardo *Jenner*, la cui portentosa scoperta salvò tante vittime ed antivenì tanti mali e tanti dolori, fu perciò per unanime consentimento del mondo intiero acclamato fra i più illustri benefattori dell' umanità.

Ma sebbene questi sensi di onore ad un uomo così benemerito dell' unan genere siano stati universali presso ogni colta e civile nazione, tuttavia ancora non si elevò a *Jenner* un monumento destinato a perenne testimonianza della riconoscenza delle generazioni che dopo lui sentirono l'immenso benefizio della sua scoperta.

L'esposizione universale tenuta nello scorso anno in Londra, i cui effetti favorevoli per la causa d'il incivilimento dei popoli furono così universalmente sentiti, diede propizia occasione ad attuare verso l'immortale *Jenner* un pensiero degno della grandezza del benefizio da esso fatta all'intiera umanità, e ad un tempo corrispondente alla civiltà dei nostri tempi.

William Calder Marshall presentava nelle sale del palazzo di cristallo un modello di statua da elevarsi alla memoria di Edoardo *Jenner*, il quale riscuotova generale testimonianza di gradimento e lode.

Un *Comitato centrale* poco stante si formava in Londra, onde raccogliere le somme necessarie perchè si eseguisca in bronzo la statua progettata, da collocarsi poi in una pubblica piazza di quella nobilissima e grande metropoli.

E poichè il benefizio dello scopritore del vaccino non fu ristretto nei confini della nazione cui esso apparteneva, ma si estese a tutta l' umana famiglia, il Comitato centrale con delicato divisamento invitò *tutte le nazioni* a contribuire a questo egregio atto di riconoscenza e di onore, ed elesse a tal uopo appositi Comitati in tutti gli Stati del mondo. In tali circostanze i sottoscritti vennero onorati della nomina di membri del *Comitato per gli Stati Sardi*, cui si diede mandato di attivare in quei modi che avesse creduti più efficaci, e colla cooperazione anche di altre persone, la proposta universale sottoscrizione in questa parte d' Italia.

I sottoscritti membri del Comitato per gli Stati Sardi, regolarmente costituito, si rivolgono ora con piena fiducia ai loro concittadini, e fanno appello a quei loro sensi nobili e generosi, che generali essendo in questa eletta parte d'Italia, la fecero salire a tanta e sì bella fama di colta e gentile. Il Comitato nutre fiducia che la grandezza del benefizio fatto agli uomini dall' immortale *Jenner* sia presente al pensiero di ognuno: egli tiene per fermo che i padri e le madri nel consolarsi all' aspetto della fiorente salute dei figli penseranno che per avventura il benefico *vaccino* li conservò alla loro tenerezza, e che perciò ognuno vorrà colla propria offerta concorrere ad una manifestazione sì giustamente dovuta di riconoscenza universale.

L'augusto Re Vittorio Emanuele II, il cui animo si apre ognora a tutti i sentimenti nobili, elevati e generosi, degnavasi di onorare colla sua firma Reale la presente sottoscrizione. L'augusta Regina Maria Adelaide; la illustre e virtuosissima vedova di Carlo Alberto S. M. la Regina Maria Teresa; le LL. AA. RR. il Duca e la Duchessa di Genova e il Principe di Savoia-Carignano la incoraggirono pure colla loro adesione.

I nostri concittadini animati da tali esempi recheranno, di certo, il tributo di numerose firme ad un'opera così lodevole; e siccome recatisi in grandissimo numero a magnificare in Londra le arti della pace attestavano in tal modo la simpatia loro per la nobile e liberale Gran Bretagna, la quale ricambia questi sensi col contribuire anco appoggio morale alle nostre instituzioni libere, vanto ed onore del Piemonte; così sapranno degnamente rispondere al fatto invito, talchè questi Stati figurino tra quelli che meglio abbiano compiesa ed attuata la generosa idea dei promotori di quest'omaggio alla memoria di un così grande benefattore dell' umanità.

Il Comitato centrale di Londra nell'intento di far sì che la presente sottoscrizione diventi un'attestazione *universale* di onore e gratitudine alla memoria di *Jenner*, e caro e angiutto di avere *numerosissime* firme meglio che grandi offerte individuali dispose che l'oro del ricco come l'obolo del povero siano con eguale riconoscenza accolte.

Il *Comitato* intanto fa noto, che chiunque intenda concorrere alla presente sottoscrizione può rivolgersi ad uno dei sottoscritti, o a qualunque dei *corrispondenti del Comitato*; che sono a questi'uffizio sin d'ora nominati: per la capitale il *Conservatore generale del Vaccino*, dott. collegiato *Cravina* e i dottori collegiati *Demarchi* e *Borelli*; per le provincie, tutti i *Commissari provinciali del Vaccino*: che a maggior comodo di chi vorrà aderire alla sottoscrizione si terrà in Torino un apposito registro aperto

alla farmacia *Avleri, via del Palazzo di Città*: che qualunque somma è accettata: che i soli nomi dei sottoscrittori verranno fatti di pubblica ragione: che infine saranno pure pubblicati i conti della sottoscrizione.

Torino 11 febbraio 1852.

I membri del Comitato degli Stati Sardi pel monumento JENNER.

Secondo Barutti prof. di fisiologia, *presidente*. — Dottore Benedetto Trompeo, *tesoriere*. — Prof. Carlo Demaria, deputato. — Dottore Luigi Parola, provveditore agli studi in Cuneo. — Avv. coll. prof. G. Buniva, *segretario*.

— La sera del 13 corrente le guardie di pubblica sicurezza Guanzani, Spelta ed Airoldi trovavansi nelle vicinanze di S. Salvario comandate di servizio, quando videro avviarsi per la strada di Nizza un individuo sospetto per antecedente condanna sofferta.

Le guardie ponevansi sulla stessa via per vigilarne i passi, quando ad un tratto sentono gridare al soccorso. Corrono sul luogo, e trovano il predetto individuo armato di coltello alle prese con un altro e cercano d'impadronirsene; ma egli oppone la più viva resistenza, procurando ferir le guardie stesse, che però riescono ad arrestarlo sequestrandogli il coltello.

L'aggressore già aveva dovuto rimetter il denaro, e riceveva una ferita che per buona sorte pare leggiera.

GENOVA. — Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

Dall'ufizio dell'Intendenza generale ci vien fatta la seguente comunicazione da rendersi pubblica nell'interesse dell'agricoltura:

Niuno ignora i gravi danni che soffersero le popolazioni agricole non solo ma le classi povere della città per la malattia, che guastando il raccolto delle patate, diminuì d'altrettanto la massa dei prodotti alimentari.

Furono in varii tempi ed in luoghi diversi tentati numerosi esperimenti per distruggere o diminuire la causa di tanto male. Quello che si presenta come il più felice nel raggiungere uno scopo così benefico, è il trovato del dottor Römer.

Esso consiste nell'inoculazione dell'*isopatina* di America nelle gemme od occhi dei bulbi della patata, che servono alla semina.

Si accerta che questo mezzo abbia ottenuto vantaggiosi risultati nell'America meridionale, nel Belgio ed in Francia, specialmente nella Lorena.

Il bene dell'agricoltura e della società consiglia che presso noi venga questa pratica conosciuta ed esperimentata, e merita che gli agronomi e coltivatori avvicinandosi l'epoca opportuna si valgano di un mezzo così semplice, ed atto nello stesso tempo ad assicurare la sussistenza della classe indigente.

Il suo inventore ha stabilito in questa città, presso il sig. Gabriele Gatti farmacista a Porta d'Arco, un deposito unico dell'*isopatina* per questi Regii Stati. Ogni boccetta di questa sostanza ne contiene una quantità sufficiente per preparare i bulbi richiesti ad una intiera piantagione, e vi è unita la ricetta sul modo di adoperarla.

— Il movimento generale della navigazione nel porto di Genova nell'anno 1851 fu di 7549 bastimenti, di cui 5494 sardi e 1855 esteri. I sardi con 264,579 tonn., gli stranieri con 159,428.

Il movimento de' piroscafi fu come segue:

Sardi: viaggi 443, tonnellate 56,384, passeggieri 10,079. Esteri: viaggi 320, tonnellate 72,100, passeggieri 22,674, e così in totale 763 viaggi, 108,904 tonnellate e 33,353 passeggieri. Così il totale delle tonnellate fu di 501,465 pei bastimenti e vapori nazionali, e di 251,528 pei bastimenti e vapori esteri, ed in complesso di tonnellate 552,991.

STATO ROMANO

ROMA, 7 *febbraio*. S. S. ha mantenuto per l'anno corrente l'aumento d'un bainestre di dativa reale, per cui l'anno dei contribuenti è di 14 mesi.

Il prezzo del sale è dall'11 febbraio in poi riportato al saggio vigente il 31 luglio 1847.

È imposta sulle comuni dello Stato la somma di 250 000 scudi.

I generi coloniali sono sottoposti ad una tassa di consumo anche nelle città godenti franchigie.

— È giunto in Roma Eugenio Scribe.

SVIZZERA

Si legge nella *Gazzetta Ticinese*:

In Berna (così il *Bund*) si spargono le voci le più inquietanti, voci che in parte si difondono in altri cantoni e passano persino i confini della confederazione. Pretendesi che sia arrivata una nota collettiva delle grandi potenze, la quale dimanda lo ristabilimento della costituzione del 1815; perciò il consiglio federale avrebbe tenuto seduta tutta la notte; i consiglieri federali Druey e Furrer, ammalati, sarebbervi stati portati: l'assemblea federale sarebbe stata convocata; e già sarebbe stato impartito l'ordine di picchetto di tutto il primo contingente federale. Noi (soggiunge il succitato giornale), a tranquillizzazione de' nostri lettori ed appoggiati a comunicazioni certe, possiamo dare l'assicurazione piena e precisa che in tutte queste voci, dalla nota collettiva sino all'ordine di picchetto, *non v'ha una parola di vero*.

ARGOVIA. Il 2 febbraio, il popolo argoviese avrà a votare sul quarto progetto di costituzione che da poco tempo gli viene sottoposto. Nessuno osa arrischiare di pronunciare quale ne sarà il risultato.

GLARONA. Il consiglio federale ha annunciato a questo governo che il 16 febbraio incomincierà in questo cantone il ritiro delle monete.

FRANCIA

PARIGI, 12 *febbraio*. Il *Moniteur* pubblica la seguente circolare del ministro dell'interno ai prefetti:

Voi conoscete, dalla circolare dell'onorevole mio predecessore, la linea di condotta che avete a tenere nelle prossime elezioni.

Non già, come sotto i governi antecedenti, con influenze clandestine che abbassano i caratteri e degradano le coscienze, voi dovete esercitare la vostra azione. Sotto il governo legittimo dell'eletto del popolo francese, il tempo degli intrighi e delle corruzioni parlamentari è finito. Ciò che voi avete a fare oggidì lo farete in piena luce.

Qual è infatti la condizione politica delle cose? Il popolo francese diede missione al nipote dell'imperatore di fare una costituzione sopra basi determinate; di formare un ministero non dipendente che dal potere esecutivo; di creare un senato scelto fra i più illustri personaggi del paese; di organizzare un consiglio di Stato composto delle principali capacità politiche; finalmente di convocare un corpo legislativo che debbe essere eletto dal suffragio universale. Con un solo voto chiaro, semplice, da tutti compreso, il popolo ha creato pertanto da se stesso tutti i poteri pubblici; non rimane più, per terminare l'opera sua, che nominare i deputati al corpo legislativo.

Questo secondo voto del popolo, benchè infinitamente meno solenne del primo, ha però la sua importanza. La nuova costituzione non permette più certamente quelle vane agitazioni parlamentari che per sì lungo tempo paralizzarono le forze del paese; ma non basta l'aver reso quel regime impotente a fare il male, bisogna rendere il governo potente a fare il bene. Ora, il bene non può farsi oggidì che ad una sola condizione; ed è che il senato, il consiglio di Stato, il corpo legislativo e l'amministrazione sieno col capo dello Stato in una armonia perfetta d'idee, di sentimenti, d'interessi; perocchè l'unità di vedute nei poteri pubblici è quella che sola costituisce la forza e la grandezza delle nazioni.

Nelle elezioni che si preparano, il popolo francese ha dunque da rappresentare una parte di gran momento. Ma in ciò qual non sarebbe il suo imbarazzo senza l'intervenire del governo! Otto milioni di elettori come potrebbero intendersi per distinguere, fra tante candidature, raccomandabili a tanti diversi titoli, e sopra tanti punti ad un tempo, 261 deputati, animati dello stesso spirito, dediti ai medesimi interessi, e disposti egualmente a far compiuta la vittoria popolare del 20 dicembre? Importa adunque che il governo illumini a questo proposito gli elettori. E siccome evidentemente è volontà del popolo di terminare ciò che ha cominciato, bisogna che il popolo sia posto in grado di discernere quali sieno gli amici e quali i nemici del governo che egli testè ha fondato.

Per conseguenza, prendete, o signor prefetto, le opportune disposizioni per far conoscere agli elettori di ciascuna circoscrizione del vostro dipartimento, col mezzo dei varii agenti dell'amministrazione, per tutte le vie che stimerete convenienti, secondo lo spirito delle località, e se occorre, con proclami affissi nei comuni, quella fra i candidati che il governo di Luigi Napoleone giudica il più atto a coadiuvarlo nella sua opera riparatrice.

Vi raccomando principalmente di porre l'interesse dello Stato al disopra delle questioni personali. Il governo non si preoccupa degli antecedenti politici dei candidati che accettano con franchezza e sinceità il nuovo ordine di cose; ma vi chiede nel tempo istesso di non esitare a premunir le popolazioni contro coloro le cui tendenze conosciute, quali pur sieno d'altra parte i loro titoli, non fossero nello spirito della nuove istituzioni. Coloro soltanto sono degni della scelta del popolo, i quali sieno risoluti e che s'impegnino a difendere l'opera di lui.

È ben inteso però che voi dovete fare che possa incagliare o imbarazzare in checchessia l'esercizio del suffragio universale. Tutte le candidature devono potersi produrre senza opposizione, senza costringimento. Il principe presidente si crederebbe leso nell'onore se il menomo incaglio fosse posto alla libertà dei voti.

Gradite, ecc.

Il ministro dell'interno,
DI PERSIGNY.

— Il noto Huber, condannato dall'alta corte di Bourges, in seguito agli avvenimenti del 15 maggio, ha scritto verso la fine di gennaio da Belle-Isle-en-mer una lettera al principe presidente, della quale diamo un breve sunto:

Dopo la rivoluzione del 1850, essendo egli ancor molto giovane, repubblicano per sentimento, rivoluzionario per principi, credendo che la Francia colle sue aspirazioni politiche e le sue tendenze socialistiche dovesse dare al mondo un esempio d'eguaglianza assoluta, si era dedicato a questa causa.

Da 17 anni è ditenuto, e soffre con rassegnazione. Descrive i lunghi suoi patimenti. Confessa che nel 1848 combattè con una scrittura energica che fece spargere a 20.000 esemplari, la candidatura del principe Luigi Napoleone alla presidenza della repubblica. Quando per sei milioni di suffragi diveune l'eletto, per la prima volta, della nazione, egli, Huber, si sforzò d'interpretare quel voto in favore del socialismo. « Questo op mione, ei soggiunge, potè più o meno sostenermi fino al 20 dicembre, ma dopo quel giorno l'illusione non è più possibile.... Ciò basta a convincermi che io presi inganno sul temperamento politico del nostro paese e sui destini sociali della nostra epoca. Libero, io non avrei votato per voi; prigioniero, posso deplorare la disfatta del partito rivoluzionario; ma libero o prigioniero, dopo questo secondo voto sì espressivo delle disposizioni nazionali, io dichiaro formalmente di rispettar d'oggi in poi nella vostra persona la volontà del popolo e di nulla tentare contro il potere che esso vi ha conferito. »

Dice quindi che dopo il fatto politico del 2 dicembre egli aveva dichiarato a' suoi amici, di voler terminare, quand'anche il partito democratico trionfasse, la sua trista esistenza nel ritiro e nella calma delle intime affezioni; vecchio innanzi tempo, non avendo più altro che la miseria e i patimenti, si poteva ritirarsi senza mancare alle ultime sue convinzioni.

Chiede la sua liberazione, chiede, come si esprime, uno spazio bastante per iscegliere il luogo della sua tomba, chiede insomma la commutazione della sua pena di deportazione in quella del bando. Finisce nel modo seguente: « Voi prometteste alla Francia, in una dichiarazione solenne, di chiudere l'èra delle rivoluzioni, e di aprirle la via dei progressi pacifici; e la Francia, prendendovi in parola, rispose affermativamente con più di sette milioni di suffragi. Oh sì avvenga i vostri voti e le vostre speranze! Dio v'ascolti, e favoreggi il compimento di questa missione nazionale! Ve chio rivoluzionario, illuminato dall'esperienza, io mi uniformo alla decisione del popolo, e, qualunque siasi la mia sorte, la prosperità della mia patria sarà sempre per me una consolazione. »

Il principe presidente ha accordato più che Huber non domandava, cioè la grazia intera e senza condizione.

— Leggesi nel *Courrier de Marseille*:

« Un cominciamento d'insurrezione si è manifestato sopra varii punti dei dipartimenti del Gard, dell'Hérault e dell'Ardèche. Masse d'individui si sono recate alle carceri per liberare i prigionieri; la truppa è stata costretta a far fuoco. Ci mancano ancora i particolari di questi fatti. »

Questa notizia, dice la *Patrie*, è compiutamente inesatta.

— Leggiamo nel *Pays*: Il duca di Rohan, dicesi, ha ricorso dinanzi al ministro della giustizia per ottenere la riabilitazione del principe di Condè, e provare che egli non potè commettere il suicidio.

La richiesta è motivata sulla ragione che il processo si fece in un tempo in cui era troppo difficilile pervenire alla conoscenza della verità.

— Il sig. Delangle, nominato procuratore generale alla corte di cassazione, ha due successori nel consiglio di Stato. Gli è surrogato, come presidente della sezione dell'interno, il sig. Bonjean, e, come consigliere di Stato, il sig. Tourangin.

Sono nominati avvocati generali della corte di cassazione i signori Chegaray e Raynal, in surrogazione ai signori Freslon, demissionario e Bonjean.

— Il generale di brigata Giambattista Blengini, comandante della divisione d'Algeri, è nominato grand'ufficiale della Legion d'Onore. Quest'ufficiale, nato in Piemonte, nella provincia di Mondovì, conta 35 anni di servizio e 21 campagne.

PAESI BASSI

AIA, 9 *febbraio*. Il *Nieuwe Rotterdamsche courant* annunzia che il comitato per le quistioni concernenti la difesa nazionale, riprese i suoi lavori; egli si occuperà anzitutto dell'ordinamento dell'artiglieria.

— Si dice che al dicastero della giustizia si sta preparando attivamente la revisione del codice penale in affari civili.

SPAGNA

Si legge nella *Patrie* del 13:

« Le ultime corrispondenze di Madrid recano che la salute della regina era in via di miglioramento. S. M. potè levarsi per alcuni istanti, sostenuta dal re e dal suo medico. Ella udì la messa nella sua camera ed è piena di coraggio e di speranza. »

E più sotto:

« I bulletini telegrafici di Madrid, sulla salute della regina di Spagna, sono cessati; lo che indica che la convalescenza di S. M. Isabella II segue il suo corso. »

— Dalla corrispondenza particolare di Madrid del 7 corrente togliamo i seguenti particolari sull'ultimo supplizio del regicida:

« Ieri 6 nella serata il regicida si confessò e ricevette la comunione. All'escire ch'ei fece della cappella, il signor Arrazola facendo un ultimo tentativo per ottenere da lui alcune rivelazioni, gli dimandò se prima di morire non avesse a svelar qualche cosa e metter così in pace la sua coscienza. No, rispose Merino, col sangue freddo che non lo abbandonò un solo istante; vi ho già dichiarato ed ora vi ripeto che il pensiero del misfatto non appartiene che a me solo. Ciò non di meno, affinchè non possa dirsi che io mi sono lasciato subornare, chieggo in grazia di restar solo alcuni momenti. Debbo fare una dichiarazione in iscritto. »

E infatti egli si mise a scrivere la seguente lettera alla regina:

« Signora — Allorchè questo scritto vi giungerà nelle mani, il regicida non sarà più: così non verrà sospettato d'aver voluto, scrivendovi, sollecitare nè perdono nè clemenza. V. M. può vivere pienamente tranquilla: io non ho mai avuto alcun complice.

Segnato: Martin Merino.

Dopo aver firmato questo scritto che fu immediatamente trasmesso al consiglio de' ministri riunito presso il segretario di Stato degli affari esteri, il regicida montò sopra un asino per essere condotto al patibolo. Una folla immensa ingombrava la porta del carcere, ma senza agitazione nè colera. L'autorità, del resto, avea adottato tali precauzioni da rendere difficilissimo qualunque disordine.

Arrivato a piedi del patibolo, il regicida dovette aspettare che fosse un'ora e 20 minuti, ossia l'ora medesima, nella quale l'attentato era stato commesso. Alcuni secondi prima dell'ora fatale ascese con franco passo il patibolo tra i due preti che l'assistevano; e dopo ch'egli ebbe girato un ultimo sguardo sull'innumerevole popolo (40,000 persone all'incirca) il carnefice adempiè al suo ufizio.

Dopo l'esecuzione, fu affisso pe' canti di Madrid il proclama che trascriviamo:

« Fedeli abitanti di Madrid!

Voi avete assistito alla giustissima punizione del più orribile de' delitti. Il regicidio fu sino a oggi un misfatto preveduto nel nostro codice, ma che per buona ventura non era mai stato mandato ad effetto su questa terra classica della fedeltà e dell'affezione a' sovrani. Uno sciagurato, obbrobrio della umanità e del rispettabile clero cui egli ingannava, volle che quest'atroce delitto fosse per la prima volta commesso.

La spada della legge, inesorabile sempre e più ancora oggidì, ha colpito lo scellerato. Ora a quest'ora lo giudica! Cosa deplorabile in vero che una siffatta macchia abbia bruttato la nostra istoria. Ma la istoria dirà ad un tempo il sublime spettacolo che ha offerto di sè in questi giorni la popolazione di Madrid, popolazione che non respira che l'amore della sua regina adorata e l'interessamento per la salute di lei, che, grazie al cielo, possiamo credere ormai assicurata. La mano della Provvidenza, che protegge questo popolo magnanimo, non ha permesso ch'egli rimanesse orfano e in preda al dolore.

Distorniamo ora i nostri sguardi dal sanguinoso supplizio che fu compiuto testè. Il nome del regicida resti pur consecrato al l'abominio de' posteri; Volgiamoci là ove S. M. la regina (cui Dio protegga) riceve i meno dubbi attestati del nostro affetto verso la sua augusta persona.

Sì, deploriamolo un così infausto evenimento; ma proviamo al mondo intero, che se in Ispagna si trovò un essere tanto disprezzevole (fortunatamente solo e senza complici), v'è anche un popolo leale che protesta contro l'orribile attentato, e offre in cambio alla sua regina l'omaggio della sua affezione e della sua fedeltà.

Madrid 7 febbraio 1852. *Melchior Ordonez*. »

INGHILTERRA

LONDRA, 9 *febbraio*. — *Camera dei Comuni*:

Dopo varie mozioni poco importanti lo *speaker* (presidente) annunzia che il deputato Feargus O'Connor è stato dal magistrato di polizia di Bow-Street condannato a sette giorni di carcere. Questa comunicazione è accolta dalla Camera con molta ilarità. Sorge quindi lord John Russell e dice: « Io chiedo la facoltà di presentare un bill per estendere il diritto di votare per la nomina dei componenti il parlamento e per modificare le leggi relative alla rappresentanza del popolo. Le condizioni nelle quali io presento questa inozione debbono parer soddisfacenti al Parlamento ed al paese. Durante quattro anni noi abbiamo veduto il continente europeo scosso da commovimenti; e durante siffatto periodo di tempo questo paese è stato tranquillo, e tutte le minacce di pericoli sono state dileguate dall'unanime sentimento del popolo. E però mi sembra opportuno il momento di esaminare quale estensione convenga dare al diritto elettorale in conformità dei principii della costituzione, i quali vogliono ugualmente preservare le prerogative della Corona, l'autorità delle due Camere del Parlamento ed i diritti e la libertà della nazione. So che alcuni avvisano doversi aspettare per praticare tali riforme i momenti di agitazione, quelli in cui le passioni sono commosse, quando cioè avvi gran malcontento da una parte, gran timore dall'altra. Ma io dissento assolutamente da questa opinione. (*Ascoltate, ascoltate*) Son quindi convinto che io adopero rettamente presentando oggi questa mozione alla Camera in conformità delle assicurazioni da me date altra volta. E ciò dico, perchè è stato a torto asserito che io faccia questa presentazione per cedere alle esigenze del momento. »

Lord John Russell rammenta i suoi precedenti impegni su questo argomento, dichiara esplicitamente di essere avverso al suffragio universale, e poscia tesse lungamente la storia delle riforme elettorali successivamente praticate in Inghilterra dall'epoca dell'amministrazione di lord Chatam fino a quella delle amministrazioni di William Pitt, di Carlo Fox, de lord Grey. L'onorevole ministro dichiara che il nuovo bill ora presentato è corollario dei precedenti, diminuisce il censo elettorale, conferisce la prerogativa elettorale ad alcuni luoghi, che attualmente non l'hanno, e concerne soltanto l'Inghilterra ed il principato di Galles. Un'altra clausola del nuovo bill abolisce la formola di giuramento: lord John Russell rammenta, fra gli applausi e l'ilarità dell'assemblea, che nell'attuale formola di giuramento è compresa anche l'abiura intorno al pretendente Giacomo III; abiura che i tempi rendono superflua. Per quanto concerne l'Irlanda se ne farà oggetto di un bill speciale.

Io mi affido, conchiude lord John Russell, che quando l'ampliazione delle franchigie elettorali sarà concedula, il governo di questo paese, in qualsivoglia mano si trovi, rivolgerà la sua attenzione savamente e maturamente al grande argomento della educazione del popolo. (*Ascoltate, ascoltate*)

La questione elettorale non è estranea a quella del miglioramento della educazione popolare. (*Ascoltate, ascoltate*) Io sono convinto che qualora dopo questo provvedimento, questa Camera vorrà in un'altra sessione pensare ai mezzi di ordinare un vero sistema nazionale di educazione, essa avrà procacciato al paese un segnalato benefizio (*ascoltate, ascoltate*), ed a ciò la nazione è già preparata (*ascoltate, ascoltate*), e siffatto provvedimento incontrerà il generale assenso. (*Vivi applausi*) Attualmente però io non propongo nulla intorno a questo argomento. Ho detto quali sono i punti principali del bill, che ora propongo; e mi rallegro che in questo momento di pace e di tranquillità noi siamo certi di non agire sotto il peso di nessuna compressione, di non essere obbligati da nessun clamore, e che ciò facciamo soltanto con l'umile e fondata speranza di contribuire in qual che guisa ad accrescere la potenza e la gloria di questo paese. (*Vivi applausi*)

Il signor *Hume* approva molte parti del discorso di lord John Russell, e soltanto si lagna di alcune omissioni.

Sir *John Walsh* dice che il paese è indifferente alla riforma proposta dal ministero, ed egli se ne dichiara avversario.

Il signor *H. Berkeley* appunta il bill di essere ristretto a poche concessioni, e soprattutto di non accordare la votazione per squittinio segreto.

Il signor *P. Howard* trova giusto il bill, ed assicura che i nuovi elettori saranno tanto teneri quanto gli attuali degl istituti costituzionali.

Il signor *Bright* è anch'egli di parere che il bill non soddisfac-

cia intieramente alla pubblica aspettativa, ma loda lord John Russell di averlo presentato.

Il signor *Baillie* dice, che non v'era alcuna necessità di procedere ad una riforma elettorale in questo momento, e considera il bill come un maneggio di partito.

Il sig. *E. Koche* approva il bill, e chiede spiegazioni particolari intorno alla sua applicazione all'Irlanda.

Il sig. *Newdegate* oppugna il bill. Il sig. *Trelawny* parla in senso opposto.

Sir *J. Walmsley* è d'avviso che una riforma elettorale che non preserva lo scrutinio segreto è una derisione, e critica il bill come insufficiente.

Lord *H. Vane* ed il sig. *Anstey* approvano il bill. Sir *J. Tyrell* lo definisce: Continuazione de'ministri di S. M. in carica. (*Ilarità*) Il colonnello *Sibthorp* divide questa opinione.

Il sig. *O. Stanley* accetta il bill, quantunque non lo trovi abbastanza largo.

Il sig. *d'Israeli* osserva che i partigiani della riforma elettorale, i quali approvano il bill, sono di facile contentatura, ed entra in lunghi ragguagli per dimostrare che prima di deliberare intorno a questo argomento la Camera deve richiedere maggiore spazio di tempo, che non quello proposto dal primo ministro: prega perciò la Camera a differire le deliberazioni ad un mese.

Sir *Giorgio Grey*, ministro dell'interno, si oppone a questa domanda.

Sir *Beniamino Hall* concorda col ministro.

Lord *Dudley Stuart* spera che questo bill è preludio di una riforma più essenziale.

Il signor *Maurizio O'Connell*, come irlandese e cattolico romano, ringrazia il ministero di aver proposto la soppressione del giuramento.

Lord *John Russell* dichiara, che venerdì prossimo presenterà il bill speciale per l'Irlanda.

La Camera concede al primo ministro la facoltà di presentare il bill su cui è versata la discussione, e quindi si scioglie alle dieci e mezzo passate della notte.

— Si legge nel *Globe*:

È stato tenuto oggi (11) a 2 ore e mezzo un consiglio privato a Windsor.

— Sir James Stirling è stato nominato al posto divenuto vacante alla direzione dell'ammiragliato in seguito della morte del contrammiraglio Dundas.

— Si legge nel *Daily-News*:

Jeri (10) l'onorevolissimo Robert Vernon Smith, recentemente nominato segretario della guerra, è stato a forte maggioranza eletto dal borgo di Northampton.

— Lo stesso giornale annunzia la rielezione dell'onorevolissimo Fox Maule a Porth (Scozia).

— Lord Stanley d'Alderley, che era sotto-segretario di Stato agli affari esteri e che avea dato la sua demissione unitamente a lord Palmerston, è stato chiamato a succedere a lord Granville come vice-presidente del dicastero del commercio e pagatore generale, funzioni che furono due anni fa sopra un solo titolare.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

La contessa Walewslki ha dato ieri una splendida veglia al nuovo palazzo dell'ambasciata di Francia, Grosvenor-Square. Quasi tutto il corpo diplomatico, e molti ragguardevoli personaggi dell'alta aristocrazia vi assistevano.

Il duca di Wellington onorò la contessa della sua presenza; egli arrivò a 11 ore circa.

Fra i primi arrivati si notò lord John Russell.

Nel numero de'diplomatici si trovavano l'ambasciatore di Persia, il ministro napoletano e la principessa Carini, la contessa di Buol Schauenstein, il ministro di Svezia, il ministro de'Paesi-Bassi, il ministro Russo e la baronessa Brunow, il ministro di Prussia e la signora Bunsen, il ministro del Brasile, il ministro Ottomano e la signora Musurus, il ministro d'America e i signori Lawrence ecc. ecc.

— Il *Globe* annunzia che i più energici provvedimenti sono stati presi a fine di far cadere nelle mani della giustizia gli autori delle ultime violenze dalle quali fu travagliato il Nord dell'Irlanda. La forza politica (dice quel giornale) è ripartita su tutti i punti ove que disordini avvennero, e il braccio forte della legge (si spera) farà che ben presto l'ordine e la tranquillità tornino a regnare nell'Ulster.

— Si legge nei *Débats* del 15:

Il vascello di 120 cannoni, il *Britannia*, portante la bandiera dell'ammiraglio Dundas, il quale è succeduto all'ammiraglio sir W. Parker nel comando della squadra del Mediterraneo, mise alle vele da Portsmouth nella giornata del 10. A questo vascello terrà dietro quanto prima il *Rodney* di 92 cannoni, comandato dal capitano H. Graham, fratello di sir James Graham.

Tuttavolta non è un rinforzo che si manda alla squadra del Mediterraneo. Questi due vascelli non fanno altro che sottentrare al *Superb* di 84 che disarmò ultimamente a Portsmouth, e il *Queen* di 110, portante la bandiera dell'ammiraglio Parker, che ha ricevuto l'ordine di rientrare in Inghilterra.

Le voci corse del richiamo della flotta inglese nella Manica sono dunque prive di fondamento: pare solo che molti piroscafi e fregate staccate dalla squadra del Mediterraneo, da quella che comanda il commodoro Martin a Lisbona, dalle stazioni del Senegal e delle Indie occidentali, sono richiamate in Inghilterra onde formarvi una squadra leggiera.

L'agitazione che si era sollevata rispetto a provvedimenti da adottare per proteggere l'Inghilterra contro una invasione, va a quanto sembra calmandosi, sia che i provvedimenti annunziati dal governo abbiano pienamente rassicurata l'opinione, sia che questa cominci a credere d'aver concepito timori esagerati.

I giornali inglesi, dappoi alcuni giorni, tacciono anche riguardo alla scissura tra i capi ed operai meccanici: la società collegata pare definitivamente vinta. Molti fabbricanti han già riaperto i loro stabilimenti, ove gli operai rientrarono accettando tutte le condizioni che i capi han loro voluto imporre.

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino*, 9 *febbraio*. Alla prima Camera è stata letta una mozione dei signori Alvensleben, Stahl ecc., tendente a conferire al re il diritto di nominare i membri della prima Camera. La proposta fu rimandata ad una commissione. Si lessero pure due petizioni che domandavano l'abrogazione della costituzione. La prima Camera, conformemente alle conclusioni della commissione, passò all'ordine del giorno sulle due anzidette petizioni.

La commissione che era incaricata di esaminare la mozione dei signori Klee ed Itzenplitz, membri della prima Camera, relativamente alla modificazione del giuri (si tratterebbe di togliere ai giurati la conoscenza dei delitti politici), ne propone l'approvazione.

— Ecco le parole pronunziate alla seconda Camera, nella seduta del 7, dal sig. di Mantenffel, presidente del consiglio, in occasione che si discuteva la domanda dei fondi segreti:

« Se taluno lagnasi che l'influenza dell'ufficio centrale per la stampa non sia sufficientemente estesa, io pregherei di osservare anzitutto, che si sono prese tutte le disposizioni conducevoli a questo fine; quindi, che è assai malagevole il mantenere le relazioni necessarie a quest'oggetto, senza poter disporre di mezzi colossali, come appunto fanno gli altri governi. Confesso che non si è ancora ottenuto quanto si può desiderare; ma il cominciamento è già bene avviato, poichè si rannodarono già relazioni con parecchi giornali esteri.

« Oltre di ciò, che la maggior parte dei fondi segreti non è destinata per la stampa, e che le domande indirizzate al ministero, in ordine a questi fondi, sono molteplici e diverse, per modo che non vi si può bastare senza una grande economia nell'impiego dei medesimi. »

Tale fu la comunicazione del governo riguardo al giornalismo estero sussidiato.

— Si assicura che il sig. Enrico d'Arnim, membro della prima Camera, già inviato di Prussia in Francia e nel Belgio, nel suo processo per delitto di stampa, che verrà giudicato il 21, lascierà al suo avvocato, sig. Ulfert, la cura di trattare il punto giuridico della questione. Il sig. d'Arnim si riserberà di trattarla dal lato puramente politico.

G. Ducato di Baden. *Eidelberga*, 9 *febbraio*. La signora Kotzbue, vedova del celebre ministro ed autore drammatico, stato assassinato da Giorgio Sand, è morta in questa città e fu oggi seppellita.

Granducato d'Assia. *Darmstadt*, 10 *febbraio*. La seconda Camera ha deliberato intorno al progetto di legge tendente a ristabilire la pena di morte. I discorsi più importanti che furono pronunziati furono quelli dei signori Breidenbach ed Hillebrand in favore del progetto, e del sig. Müller-Melchiors contro il medesimo. Il progetto di legge fu posto ai voti ed approvato alla maggioranza di 25 voti contro 21.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 16 *febbraio*.

Ieri alle 4 pom. S. M. il Re ricevette in udienza particolare il signor Hudson, che presentò le lettere che lo accreditano in qualità di Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di S. M. la Regina del Regno Unito della Gran Bretagna ed Irlanda presso questa R. Corte.

— *Due Sicilie*. Si legge nel *Costituzionale* di Firenze:

Secondo lettere di Napoli, correva voce in quella capitale della prossima pubblicazione d'un'amnistia per i condannati politici.

Dicevasi pure che a Poerio ed ai suoi compagni di prigionia fossero stati tolti i ferri, lasciandoli liberi di vagare nell'isola d'Ischia.

Peccheneda sarebbe caduto in disgrazia del governo, ed il nuovo prefetto, prendendo ad esaminare i processi di molti condannati politici, si sarebbe determinato di renderne 500 circa alla libertà.

Diamo per altro queste notizie sotto ogni riserva.

Francia. *Parigi*, 13 *febbraio*. Il *Moniteur* d'oggi contiene due decreti che autorizzano la concessione diretta della strada ferrata da Dijon a Besançon, e di quella da Dôle a Salins.

Con un altro decreto è aperto al ministro delle finanze, sull'esercizio del 1852, un credito straordinario di 522,019 fr. necessario pel rimborso degl'interessi e dell'ammortizzazione eseguibili al 1° marzo 1852, della parte afferente alla guarentia della Francia sul prestito greco negoziato nel 1833 dal governo della Grecia.

— Lord Normanby è giunto a Parigi per essere ricevuto in udienza di congedo dal principe presidente.

— Il sig. di Tallenay, ministro plenipotenziario della repubblica francese presso la Dieta germanica, è nominato nella qualità istessa a Berlino, in surrogazione al sig. Armando Lefèvre, chiamato ad altre funzioni.

— La concessione della strada ferrata di Cherbourg è annunciata per uno de'giorni prossimi. Questa linea passerà per Lisieux e Caen.

— Il duca di Bassano, nuovo ministro di Francia nel Belgio, è incaricato di domandare al governo belgico che sia tolto il leone monumentale dal campo di battaglia di Waterloo.

— Il bilancio della banca pubblicato stamane fa conoscere una diminuzione di 7 milioni nel portafoglio.

— Il ministero degli affari esteri si occupa attivamente della creazione d'un certo numero di nuovi consolati, e del ristabilimento della maggior parte di quelli che erano stati soppressi dopo il febbraio 1848.

— L'*Accademia Francese* ha fatto l'elezione dei due nuovi membri in luogo dei signori Dupaty e di S.t Priest, defunti. I due nuovi eletti furono i signori Alfredo di Musset e Berryer.

Paesi-Bassi. *Aia* 9 *febbraio*. Il *Nieuwe Rotterdamsche Courant* assicura che, in seguito alla votazione con cui la seconda Camera approvò l'emendamento che applica al riscatto parziale del debito della società di commercio una parte del fondo di estinzione, il ministro delle finanze sig. Van Bosse è deciso di dare la sua demissione.

— Il Comitato per la difesa nazionale riprese oggi i suoi lavori sotto la presidenza del principe Federigo.

— Le sezioni della seconda Camera si occupano attivamente dei progetti di legge relativi allo stabilimento delle linee telegrafiche ed all'ordinamento della polizia generale.

Spagna. Si legge nella *Patrie* del 14:

Dispaccio telegrafico — Madrid, il 10 a 2 ore pomeridiane.

La regina prosiegue a stare benissimo. Ella fa rapidi progressi nella sua convalescenza.

— Scrivono alla *Correspondance* da Madrid in data del 8:

Da tutto quel che la *Gazzetta* ha pubblicato si vede che il pensiero dominante dei ministri è stato di volere se il regicida avesse dei complici. Il presidente del tribunale supremo, sig. Lorenzo Arrazola, che avea saputo meglio di qualunque altro ispirar fiducia al Merino, e che ha ottenuto da lui la promessa che sarebbe morto da buon cattolico, nel suo quarto ed ultimo abboccamento col Merino stesso, ricevette da lui un importante documento che egli medesimo avea compilato e sottoscritto di propria mano.

Questo documento non doveva essere rimesso al governo che dopo la esecuzione, giusta la promessa solenne imposta al sig. Arrazola dal condannato. Ecco il documento di cui si parla:

« Signora. Desideroso di riparare, per quanto è possibile, alle iniquità dalle quali, secondo quanto mi è stato detto, siete agitata in seguito dell'atroce offesa che io follemente ho commessa; e non avendo potuto convincere Vostra Real Maestà con gli sforzi che ho fatti per mezzo di persone di vostra fiducia, ho creduto più efficace di scrivere la presente lettera che sarà rimessa a V. M. dopo della mia morte, allinchè non si possa dire che ho fatto queste manifestazioni in uno spirito d'interesse personale.

« Sono ai reali piedi di Vostra Maestà il pentito sincero.

« Martin Merino. »

« Madrid 6 febbraio 1852. — In cappella, aspettando il giusto castigo della mia colpevole follia.

« Signora, le manifestazioni delle quali io voglio parlare, sono, che in nessuna maniera non lascio complici che possano attentare alla vita di V. M. Ed io prego V. M. di perdonare dinanzi a Dio al suddito e prete Martin Merino. »

Il regicida non ha poi cessato d'affermare che non aveva complici.

Inghilterra. *Londra*, 12 *febbraio*. Mercoledì (11) non vi fu seduta della Camera de'lords.

Alla Camera de'comuni, sul chiudersi della seduta dell'11, il sig. Hume propose una commissione, incaricata di far un'inchiesta sull'attual modo di stabilire e percepire la imposta sulla rendita e proprietà, e di conoscere se un nuovo modo di percezione non potrebbe essere adottato a fine di rendere quella imposta più equa. I commissarii proposti dal sig. Hume sono: il cancelliere dello scacchiere, il sig. Thomas Baring, il sig. Cobden, il sig. d'Israeli, il sig. Horsmon, il sig. Henley, il signor Vesey, il sig. Mackendie, il sig. S. Vilson, il sig. Ricardo, il signor Roebuck, il colonnello Romilly, lord Harry Vane e il signor Sotheron.

La mozione del sig. Hume è aggiornata.

— Si legge nel *Globe*:

Siamo lietissimi di annunziare che il sig. Layard, che fu lungo tempo addetto all'ambasciata di Costantinopoli, e che è ancora maggiormente conosciuto per le sue scoperte a Ninive, è stato nominato sotto-segretario di Stato agli affari esteri.

— Si legge nel *Daily-News*:

Sono stati trasmessi agl'impiegati doganali ne'varii porti del regno due ordini emanati non ha guari dalla Regina nel suo consiglio; ne'quali è detto che gli autori francesi godranno il privilegio della proprietà letteraria negli Stati di S. M., e sono diminuiti i diritti sui libri, stampati e disegni pubblicati in Francia.

— Si legge nello *Standard*:

L'insieme delle notizie, ricevute stamane (12) da Parigi, è riguardato come favorevole, in conseguenza della intenzione manifestata dal presidente della repubblica di seguire un sistema di politica pacifica. I valori pubblici ne hanno provato un aumento, e si sono fatti moltissimi affari. Consolidati a 97 1/8 a contanti, e per conto 3 0/0 rid. 97 5/8.

Alemagna. *Berlino*, 10 *febbraio*. Da una comunicazione e fatta alla seconda Camera dal ministero degli affari esteri risulta che il governo riprese le trattative riguardanti il pedaggio dei diritti del Sund a Copenaghen, affidando quest'affare al Console generale di Prussia a Copenaghen.

Gli Stati-Uniti dell'America settentrionale provocarono pure l'esame di questa quistione, il cui scioglimento importa al loro commercio nel Baltico.

— Il senato di Amburgo fece consegnare al gabinetto di Berlino un memoriale sulla sua posizione rispetto al trattato del 7 settembre, e sulla sua adesione allo Zollverein. Il senato richiede, come clausola della sua adesione, che Amburgo rimanga porto franco e che conservi i suoi magazzeni di deposito.

— Scrivono al *Corrispondente di Amburgo* che i negoziati fra Prussia, Annover ed Oldemburgo per l'adesione di quest'ultimo al trattato del 7 settembre furono bensì interrotti momentaneamente, ma non definitivamente. Essi verranno ripigliati quanto prima.

Si spera che Oldemburgo rinuncierà alla sua pretensione di ottenere voto virile nello Zollverein, e di erigere Brake in porto-franco.

— La seconda Camera, nella seduta del 10, alla maggioranza di 34 voti contro 29, ha deciso che la commissione incaricata di esaminare la proposta dei signori Vinke e consorti (la quale contestava la legalità del ristabilimento degli Stati provinciali) abbia a presentare la sua relazione dopo la discussione della nuova legge comunale promessa dal ministero.

Questa votazione contrasta con due risoluzioni precedenti della stessa seconda Camera, colle quali la commissione era stata invitata a presentare quanto prima la sua relazione.

— *Magdeburgo*, 10 *febbraio*. Le direzioni delle strade ferrate da Magdeburgo a Wittenberg, e da Magdeburgo a Lipsia furono avvisate che 14,000 uomini di truppe austriache saranno trasportate da Wittemberg a Lipsia, provenienti dall'Holstein per Amburgo.

— *Annover*, 10 *febbraio*. La *Gazzetta di Weser* pretende sapere da buona fonte che una sezione del Consiglio di Stato è incaricata di emettere il suo parere sul punto di sapere quali modificazioni possano introdursi nella costituzione annoverese.

Danimarca. Si crede che il re di Danimarca promulgherà un decreto di amnistia molto ampio sì tosto che le truppe austriache avranno lasciato l'Holstein, e la cui partenza è fissata al giorno 15 febbraio.

Il conte Mendorff-Pouilly è giunto a Kiel il giorno 8: i commissari federali procederanno quindi prima alla trasmissione del governo nelle mani del re. A questo fine essi andranno a Copenaghen. Il feld-maresciallo luogotenente austriaco Legeditsch è pur giunto a Kiel per prendere congedo dai commissari. Corre voce che parte delle truppe austriache resterà nella fortezza di Amburgo.

E. Leone gerente.

CITTA' DI TORINO.

Il Sindaco notifica

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 3, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 14 febb. stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantacinque. Lire 0. 85.

Torino, dal civico palazzo, addì 13 febbraio 1852.

Per il Sindaco
Il 1°. Vice-Sindaco Solbati.

AVVISO

FRANCESCO OVERA, proprietario del negozio da Calzolaio da donna, in via Bogino, accanto all'albergo del Pozzo, avverte, che dal 15 del corrente, di comune accordo, il sig. Mattia Trinchero, suo commesso interessato, cessò dal suo servizio. — Fa pur noto ai signori Accorrenti, che detto negozio, sotto la stessa Ditta, sarà d'or innanzi accresciuto di varii lavori con ingrandimento del locale.

www.internetculturale.it

Presso **GIUSEPPE BOCCA** *Libraio di S. M.*

in vendita giovedì , 19 corrente :

RISPOSTA DI VINCENZO GIOBERTI
A URBANO RATTAZZI

Sopra alcune avvertenze di
FILIPPO GUALTERIO
AL GENERALE DABORMIDA

Un vol. in-8.° - Prezzo L. 3.

NAVIGAZIONE RIUNITA

DEI PIROSCAFI

SARDI, NAPOLITANI E FRANCESI

Itinerario del mese di febbraio 1852

PARTENZE DA GENOVA

LINEA D'ITALIA

Febb.° 17	**Vesuvio**	per	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 18	**Dante**	»	Livorno
» 21	**Dante**	»	Nizza
» 22	**Capri**	»	Marsiglia
» 24	**Languedoc**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 25	**Ville de Marseille**	»	Marsiglia
»	**Dante**	»	Livorno
» 27	**Capri**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 28	**Dante**	»	Nizza
Marzo 2	**Vesuvio**	»	Marsiglia

LINEA DI SARDEGNA

Febbraio 1 , 10 e 20 **Lombardo** per Cagliari
» 5, 15 e 25 **Virgilio** » Portotorres

Indirizzo, per avere schiarimenti e fissarne il passaggio, in GENOVA *ai rispettivi Uffizi , ed in* TORINO *ai signori* Fratelli Bonafous , *via D'Angennes , num.* 37

AVVISO

Tutti i Proprietarii della sezione di Moncenisio, coi terreni esterni di Porta Susa e Borgo S. Donato, sono invitati ad intervenire all'Adunanza generale che sarà tenuta nella sala del Collegio Nazionale, detto del Carmine, il giorno di martedì , 17 corrente , alle 7 pom., affine di sanzionare le misure prese dalla Commissione nominata nell' adunanza 30 gennaio scorso , per ottenere il collocamento della Stazione della Ferrovia da Torino a Novara, in un perimetro di fronte alla strada di Dora Grossa.

La Commissione si lusinga che nessuno voglia mancare ad una convocazione che riguarda , in modo cotanto importante, la prosperità de' suoi particolari interessi, facendosi rappresentare in caso d'impedimento.

Torino , il 14 febbraio 1852.

Per la Commissione , L. Faldella.

Ai Coltivatori e Proprietarii

SEMENZA DI BACHI DA SETA DEPURATA

Il signor **Gourdon** , di Nages , produce una Semente depurata da ogni uovo sterile o di cattiva riuscita : con questa Semente si ottiene un' esplosione totale di ogni uovo , un' educazione regolare e felicissima , un prodotto per lo meno triplo dell' ordinario, ed un' ingente economia di foglia , mediante la preventiva esclusione di ogni cattivo filugello.

Il suo sistema è stato esperimentato in ogni senso , e ne fu riconosciuta l' utilità dal Consiglio generale del Dipartimento del Gard.

Il medesimo si propone farlo conoscere in Italia, ed una quantità limitata di detta Semente è posta a disposizione dei signori fratelli Giorelli , in Torino , via Bogino, num. 13, i quali ne ricevono le commissioni, e più tardi ne faranno la distribuzione a quelli che si saranno per tempo inscritti.

Presso i suddetti signori Fratelli Giorelli si trova sempre il solito deposito di Semente Monte Brianza , Montevecchio e Bergamasco, di prima qualità.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra , in seguito a permesso ottenuto dall' Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell' Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

CUOI CHIMICI *del sig.* OULMAN

I suddetti Cuoi sono gli unici , i quali , senza veruna sorta d' ingrediente, dispensano dall' affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis*.

Dirigersi all' Albergo di Londra, già *Bonne Femme*.

Deposito : *presso li signori Janetti padre e figli , via di Po , accanto al Caffè Fiorio, in Torino.*

INCANTO

Di una considerevole quantità di oggetti in porcellana , maioliche , cristalli , pendule , bronzi e uso bronzi , chincaglie e stoffe diverse , mussole, tele , cravatte , fichus, fazzoletti , ecc.

Martedì , 17 corrente, dalle ore 9 mattutine alle 12, e dalle 2 alle 5 pomeridiane e giorni successivi , in una bottega in via Nuova, num. 8, casa Vitale.

Domenico Roggeri , *Estim. giurato.*

NOTA

Si deduce a pubblica notizia per gli effetti portati dal Codice di commercio, essersi con iscrittura del 18 scorso gennaio, debitamente registrata alla segreteria del Magistrato del Consolato il 25 stesso mese , contratta società in nome collettivo e per anni nove, per l' esercizio in questa capitale del commercio per l' edizione e vendita di opere e composizioni musicali tra li signori Antonio Racca e Luigi Balegno, succeduti al signor Giuseppe Magrini , colla firma, l' uso della quale è comune ad amendue i soci, , di Racca e Balegno successori Magrini , e sotto l' osservanza degli altri patti e condizioni in detta scrittura stipulati.

Torino, il 15 febbraio 1852.

Notaio coll. Guglielmo Teppati.

NOTA

Con sentenza del 14 corrente del tribunale di prima cognizione di questa città, si dichiarò essere luogo alla assoluta interdizione del sig. conte Giuseppe Vagnone, e si mandò provvedersi il medesimo di un tutore , a mente dell' art. 387 del Codice civile.

Sarà ben tosto convocato il consiglio di famiglia per la nomina del tutore.

Torino, il 14 febbraio 1852.

Durandi caus. coll.

NOTA

Con iscrittura 26 gennaio ultimo scorso , depositata presso l' eccellentissimo Magistrato del Consolato di Torino, venne contratta società tra li signori Giacomo Biancotto e Giuseppe Varetto per l'esercizio di un'osteria in questa città, sotto l'insegna del Portogallo , la cui gerenza e firma venne affidata al sig. Biancotto, durativa detta società sino a tutto dicembre 1856.

Torino, il 12 febbraio 1852.

Piana proc. coll.

NOTA

Si diffida il pubblico, per quell' effetto che di ragione , avere il signor Cesare Graglia , residente in Torino , con atto del 31 gennaio ultimo , rogato Galeazzi , rivocato la procura generale spedita in capo al signor Michele Vacca, pure residente in Torino , il 6 febbraio 1850, rogato Velasco.

NOTA

Con instromento 15 ottobre 1851, rogato Zerboglio, la signora Marianna Berta, vedova fu signor chirurgo Luigi Ghersi , residente in questa capitale, revocava la procura generale passata, con instromento 30 dicembre 1848, rogato Colletti, in capo del signor Luigi Giovando, fu Giorgio di Borgiallo.

Il che si deduce a pubblica notizia per ogni effetto che di ragione.

Marianna Ghersi.

NOTA

Con instromento del 29 gennaio 1852, rogato Borgarello, la Tavola Valdese acquistò dal sig. avvocato coll. Carlo Avondo fu Gioanni , nato a Lozzolo e dimorante in Torino, are 2, cent. 25 (lav. 5 , 11 , 2) di terreno fuori di Porta Nuova di Torino , da separarsi dalla maggior pezza di esso signor Avondo, per compimento della metà della strada cui è tenuta dare la Tavola Valdese alla città di Torino , coerenti a notte il Viale del Re , ovvero dei Platani , a levante la stessa Tavola Valdese , a giorno il signor Fassò ed a notte lo stesso sig. avv. Avondo ; e ciò pel prezzo sborsato di L. 7,413, 18.

Tale atto venne trascritto all' ufficio di Torino il 13 febbraio 1852, vol. 54, art. 27136.

Notaio Borgarello.

NOTA

Sotto il 30 spirato gennaio venne trascritto all' ufficio delle ipoteche di Pinerolo, al vol. 22, art. 183 , l' atto rogato al notaio sottoscritto il 26 stesso , con cui li Agostino e Michele Badino, fu Bernardino, coll' annuenza delli Domenico e Gio. Batt. loro fratelli , tutti residenti a Vigone, vendettero al signor farmacista Carlo Mercandino , ivi residente, una pezza campo tutt' ora indivisa , sita su quel territorio , regione dei *Signorini bassi*, di are 36 , centiare 87 , figurata in mappa col n. 2424 al prezzo di L. 1358.

Vigone , il 2 febbraio 1852.

Notaio Nicolay.

GENOVA 14 FEBBRAJO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60 *gior. d*	*Ln.*	1 85	1/2 L.
Amsterdam	*id.*	»	2 19	—
Ancona	30 *id.*	»	5 08	—
Augusta	*id.*	»	2 59	—
Barcellona	*id.*	»	2 84	— D.
Bologna	*id.*	»	5 11	— D.
Firenze	*id.*	»	— 83	2/3
Lione	*id.*	»	— 99	3/8
Livorno	*id.*	»	— 83	2/3 D.
Londra	3 *mesi*	»	25 14	— D.
Marsiglia	30 *giorn*	»	99	7/16
Messina	60 *id.*	»	12 92	— D.
Milano	30 *id.*	»	— 84	1/8
Napoli	*id.*	»	4 31	—
Palermo	60 *id.*	»	13 93	— D.
Parigi	30 *id.*	»	— 99	3/8
Roma	*id.*	»	5 40	—
Torino	*id.*	»	— 99	1/4
Trieste	*id.*	»	—	—
Venezia	*id.*	»	— 84	1/8 D.
Vienna	*id.*	»	—	—

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	*Ln.*	96	— Off.
id. Sarde	»	93	1/4
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	88	—
Prestito Obbligatorio	»	90	—
Obbligazioni prestito volontario	»	940	—
id. della Città nuove	»	740	—
Prestito Obbligazioni 1850.	»	930	—
id. 1 gennaio	»	89	3/8
Prestito Toscano	»		—
Azioni della Banca	»	1735	—
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	p. c.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi , in S. Pier d' Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha , di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole , le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

BORSA DI COMMERCIO

SOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 14 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: gior. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: gior. pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine pel mese prossimo: gior. pr. dopobor.	pel fine pel mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 s.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.	89 89 25	89 60	89 55			
1851 » » 1 dicem.	25)					
1834 Obblig. 1 genn.						
1849 » 1 s-bre.						
1840 » 1 febbr.						
1844 4 0/0 Sard. 1 genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— *Banco di Savoia*						
Città di (4 0/0 *oltre la inter. decor.*						
Torino (5 50 0/0) *id.*						
Città di Genova 4 0/0						
Soc.del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fino 21 s.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 giugno	405	405				

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	953 —	955 1/2 —
Genova sconto	4 p. %	
Francoforte S. M.	910 1/2 —	
Lione	99 90 —	99 40 —
Londra	25 30 —	25 15 —
Milano	— —	— —
Parigi	99 90 —	99 40 —
Torino sconto	4 p. %	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 90 L.	90 05 —	90 08 —
— di Savoia	89 70 —	89 75 —
— di Genova	79 18 —	79 20 —
Sovrana nuova	35 05 —	35 15 —
— vecchia	34 80 —	34 90 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	P. %

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	*di Piemonte proprio*	*delle altre Provincie*	*Aumento per le Merci distinte*
Denari			
10—11	64		
11—12	62	60 60	
GREGGIE 12—14	60		
14—16	59		
16—20	58		
20—21	76		
21—22	75		
22—23	73		
23—24	72		
24—25	72		
ORGANZINI 25—26	70		
26—27	70		
27—28	68		
28—30	69 68		
30—32			
32—34			
34—40			
20—22			
22—24			
24—26			
TRAME 26—28			
28—30			
30—32			
32—36			
36—40			

MERCI DIVERSE

Doppio filato .
Moresca scevra di gal lettame .
Stracci .

BORSA DI PARIGI *del 13 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 105, 80, chiude a 105, 90.
Il 3 0/0 resta a 65, 30.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 90.
Le azioni della Banca di Francia a 2565.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.

— Domani andrà in scena la nuova opera del Maestro Verdi intitolata : RIGOLETTO.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Don Cesare di Bazan*, — *Le porte segrete.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *La grace de Dieu.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera ; — *Nabucco* , musica del maestro Verdi. — Ballo le 4 *Nazioni.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: — Settima rappresentazione dell' ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita : *Meneghino servitore di due padroni.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita— Ballo *Il cuore delle donne.*

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita, Ballo *Masseppa.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 41 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDÌ 17 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; pelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	42	22

Inserzioni volontarie 30 cent. — Obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

Relazione fatta a S. M. dal Ministro dell'Istruzione Pubblica in udienza dell' 8 febbraio 1852.

SIRE,

Fu sempre reputato utile, ed è oggimai riconosciuto necessario che coloro i quali danno opera allo studio della fisiologia, studio che ha per subbietto le proprietà e i fenomeni dei corpi viventi, abbiano sufficiente notizia di quanto la fisica insegna riguardo alle proprietà generali degli esseri materiali tutti, ed alle varie proprietà secondarie che nascono nei diversi corpi siano inorganici, siano organici, secondo le varie condizioni in cui si trovano. Oltre a ciò i corpi, su cui versano gli studi e le indagini fisiologiche, essendo sottomessi all'azione degli agenti fisici, e questi stessi agenti essendo modificati, nell'azione loro in molti casi, dalla struttura e dallo stato particolare d'esistenza dei corpi viventi, chiaro apparisce, come male se ne possano studiare e spiegare i fenomeni senza conoscere previamente e il modo generale d'azione di tali agenti, e le modificazioni che soffrono allorchè operano sui corpi organizzati viventi.

Un Professore di fisiologia, il quale, prima d'intraprendere la descrizione e la spiegazione delle proprietà dei corpi viventi e delle funzioni che si esercitano dalle singole parti e dai singoli organi, debbe far precedere le nozioni di fisica generale e quelle della fisica speciale dei corpi inorganici e dei corpi organici privi di vita, non potrà mai pienamente adempiere l'ufficio suo senza spendere un tempo assai maggiore di quello che generalmente si concede allo studio della fisiologia.

Nell'Università di Torino sono egregi uomini deputati all'insegnamento della fisica generale ed a quello dei varii rami della fisica speciale dei corpi inorganici, ma a nessuno è commesso il carico speciale di dimostrare come le grandi potenze della natura, fra le quali debbono annoverarsi i così detti fluidi imponderabili, siano modificate nella azione loro dalla varia composizione organica e dalle differenti maniere di organizzazione: come nascano quindi nei corpi organici talune proprietà le quali mancano negli inorganici; e come le medesime proprietà dei corpi inorganici, quando entrano in azione nei corpi organici, producano fenomeni ben diversi da quelli che sogliono produrre quando manifestano la loro attività nei corpi inorganici.

Credendo io sommamente profittevole alle discipline mediche lo studio della fisica applicata alla fisiologia, sono venuto in pensiero di provvedere che nella Università di Torino sia data una serie di lezioni, a cui io spero che i giovani studiosi faranno diligenza di assistere come quelle che hanno specialmente per fine di agevolare ed accrescere il profitto delle lezioni che sulla fisiologia sperimentale detta l'egregio professore Berruti.

La Categoria del Bilancio, inscritta col titolo degli incoraggiamenti mi concede di recare ad effetto somigliante divisamento, epperciò ho l'onore di proporre a V. M. di approvare per quest'anno tale libero corso secondo l'annesso programma, e di affidarne la cura al dottore e professore Antonio Cima, il quale in questo ramo di scienze naturali diede già lodati saggi del suo sapere e nel Regno ed in altre provincie italiane.

S. M. approva.

FARINI.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato:

Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Il termine, entro il quale dev'essere eseguita la notificazione contemplata nell'articolo diciannove del Regolamento annesso al Regio Editto trenta ottobre mille ottocento quarantasette, sarà di giorni trenta, ferme nel resto le disposizioni contenute nel detto articolo diciannove.

Il Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Ecclesiastici, di Grazia e di Giustizia, è incaricato dell'esecuzione della presente Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserita nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. in Torino l'8 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

DE FORESTA.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 16 febbraio.*

R. ACCADEMIA MEDICO-CHIRURGICA DI TORINO.

Nella seduta del 15 corr. assistendovi il professore cav. Bò socio corrispondente reduce da Parigi, dove prestò il più attivo ed illuminato concorso alla Conferenza Sanitaria Internazionale tostè ultimata, il Presidente espresse al medesimo le congratulazioni dell'Accademia per gli eccellenti risultati che avranno per la pubblica salute, ed il commercio i lavori di un congresso in cui il Regno Sardo fu tanto degnamente rappresentato. Quindi il socio Rignon diede ragguaglio della guarigione di diarree croniche ottenuta, quando altri molti rimedi eran tornati inutili, mercè il nitrato di argento, da lui, e dal dott. Alessandro Maganza medico del Ricovero di mendicità di Torino. Tale comunicazione ebbe seguito da una discussione tra vari soci volta a restringere a giusti limiti, ed a diligenti cautele l'impiego all'interno di un agente così energico. Si lessero dopo alcuni nuovi *Cenni del dott. Timoteo Ribaldi*, socio corrispondente, sull'efficacia del cloroformio a guarir le *sciatiche*, le *nevralgie croniche* di altri rami nervosi, e la *nevrosi metritis*. In ultimo il socio Frola riferì sopra uno scritto inviato all'Accademia dal dott. cav. Castelnuovo medico-chirurgo del Bey di Tunisi riguardante tumori elefantiaci felicemente guariti colla esportazione.

In questa seduta l'Accademia, per avviso del Ministero dell'interno, nominò per mezzo del Presidente, il professore cav. Schiavo ed il dott. V. Petrini a membri della Commissione governativa che deve sottoporre ad esame la scoperta che una donna del Possegni avrebbe fatta di un sicuro rimedio più volte sperimentato anti-rabbioso.

Il segretario generale
DENARIA.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova

la sera del 11 febbraio 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9274010 65
id. id. in Torino	»	5035406 56
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	14448995 85
id. id. in Torino	»	17166161 84
Fondi pubblici della Banca	»	362147 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	955555 54
Tratte della sede di Torino del 10 corr.	»	77252 89
Spese diverse	»	265461 92
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Corrispondenti della Banca (sbil.° de'conti)	»	597546 26
Debitori diversi	»	20457 50
	L.	48177543 69

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione:		
per operazioni ordinarie	»	32551450 »
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	»
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	40188 58
id. id. in Torino	»	75215 15
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	79365 67
id. id. in Torino	»	405685 82
Conti correnti disponibile in Genova	»	760085 48
id. id. in Torino	»	1250128 64
Non disponibile	»	405590 99
R. Erario conto corr.	»	4768592 02
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	32854 55
della sede di Torino su quella di Genova del 10 corr.	»	5963 86
Dividendi arretrati	»	50175 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Rimb. della sede di Torino del 27 corr.	»	20000 »
	L.	48177543 69

AZIENDA GENERALE DELLE GABELLE.

Avviso d'Asta.

Le infra designate Gabelle di Sale e Tabacco essendosi rese vacanti, si fa noto che a termini del R. Decreto 14 settembre 1851, il loro esercizio per un quinquennio, a far tempo dall'assunzione del medesimo, sarà esposto al pubblico incanto e deliberato, alla estinzione della candela vergine, a favore di chi avrà offerto maggior aumento sovra ciascuno de' prezzi seguenti, nell'ufizio ed all'ora e giorno infra specificati.

Gl'incanti si apriranno separatamente per ciascuna Gabella, e caduna offerta d'aumento non potrà essere minore di L. 10.

Chiunque vorrà essere ammesso all'appalto, dovrà produrre un attestato di buona condotta spedito dal sindaco della propria residenza.

Il titolare d'una Gabella stabilita nel circondario del Banco dei sali da cui dipende quella da appaltarsi, sarà escluso dal concorso alle licitazioni.

Le spese tutte dell'incanto, deliberamento e contratto sono a carico dell'appaltatore.

Il quaderno delle condizioni preliminari, ossiano capitoli d'onere, è depositato nell'ufficio infraindicato, dove ciascuno potrà prenderne cognizione.

È fissato dieci giorni successivi a quello del deliberamento il termine per la presentazione in carta bollata, all'ufizio in cui sarà seguito l'incanto, dell'offerta d'aumento di sesto o mezzo sesto; trascorso tal termine, che si dichiara scadere al mezzodì del giorno indicato nella seguente Tabella, non si ammetterà più alcuna offerta in proposito.

Gli accorrenti agli incanti, o reincanti per causa di sesto o mezzo sesto, dovranno fare prima del giorno fissato pei medesimi il deposito d'una somma pari al *quinto del provento bruto della Gabella* per cui intendono concorrere, onde sopperire alle spese di carta, stampa, notificanze, incanti, emolumenti per la stipulazione dei contratti, copie dei medesimi, che si dichiarano tutte a carico degli appaltatori; siffatto deposito verrà ricevuto dai segretari delle intendenze, nanti le quali seguir devono i deliberamenti; e per quei lotti da deliberarsi nell'ufficio della Generale Azienda delle Gabelle in Torino, tale deposito dovrà operarsi nella cassa del contabile presso la manifattura dei tabacchi, il quale ne spedirà corrispondente ricevuta agli accorrenti, e questi dovranno presentarla alla predetta Generale Azienda per essere ammessi alle licitazioni: tosto seguito il deliberamento, verrà il deposito in discorso fatto restituire agli accorrenti, ad eccezione però del deliberatario, il quale non potrà ritirarlo se non dopo aver adempito al prescritto dei seguenti paragrafi.

Dieci giorni dopo che il deliberamento sarà divenuto definitivo, l'appaltatore sarà tenuto di depositare a mani del banchiere una malleveria in numerario, in cedole od in obbligazioni dello Stato equivalenti al fitto di tre mesi, la quale malleveria sarà restituita al termine della locazione.

Il contratto relativo all'appalto, di cui si tratta dovrà essere stipulato nei venti giorni successivi alla data del deliberamento definitivo, e non presentandosi il deliberatario entro il detto termine, la Gabella incantata sarà riesposta agli incanti a spese, rischio e pericolo del deliberatario, il quale s'intenderà aver rinunciato al deposito di cui sovra del quinto del prodotto bruto della Gabella, di impiegarsi dall'Azienda delle Gabelle nel pagamento delle spese cadenti a suo carico, ed il rimanente servirà, occorrendo, a supplire in tutto od in parte alla differenza di fitto che potrebbesi presentare col reincanto per conto del medesimo, oppure cederà a profitto dell'erario dello Stato.

TABELLA

DELLE RIVENDITE DI SALE, TABACCHI, POLVERI E PIOMBI

da appaltarsi sulla base degli articoli 1, 2 e 3 delle *condizioni preliminari* approvate dal Ministero delle Finanze, sotto la data del 24 dicembre 1851.

Uffizi in cui seguiranno i deliberamenti.

LOTTO I. Azienda generale delle Gabelle in Torino — Gabella di Torino, num. 14 — Epoca fissata per i deliberamenti: 1.° marzo, a 11 ore antimeridiane; i fatali scadono il giorno 14, a mezzogiorno.

LOTTO II. Intendenza della provincia di Voghera — Gabella di Voghera, num. 2 — Epoca fissata per i deliberamenti: 2 marzo, a 11 ore antimeridiane; i fatali scadono il giorno 12, a mezzo giorno.

LOTTO III. Intendenza della provincia di Mortara — Gabella di Mede — Epoca fissata per i deliberamenti: 5 marzo, a 11 ore antimeridiane, i fatali scadono il giorno 15, a mezzogiorno.

Annuo provento bruto sui Tabacchi e sulle Polveri.

	Tabacchi.	Polveri.	Totale.	Prezzo sul quale si farà l'incanto.
LOTTO I.	2215 75	» »	2215 75	737 90
» II.	1891 »	178 55	2069 55	689 78
» III.	1150 »	» »	1150 »	287 50

Torino, il 12 febbraio 1852.

Per detta generale Azienda,
Il capo di Divisione,
ENRICO GRIMET.

STATO ROMANO

Si legge nel *Giornale di Roma*:

Fra gli uffizi dipendenti dal ministero delle finanze importantissimo è quello della direzione generale delle dogane non meno per la entità degli introiti che per gli estesi rapporti che ha questa amministrazione così coll'interno ed esterno commercio, come in genere colla economia dello Stato. Non è qui luogo di enumerare le disposizioni di recente prese per migliorare questo ramo di finanza, nè di dire come di esse abbiano dimostrato la efficacia i prodotti, che sempre aumentando nel decorso anno superarono quanti mai, in egual periodo di tempo, se ne abbiano avuti dopo la istituzione delle dogane pontificie. Pur non si vuol tacere come siasi meglio sistemata quella parte di servizio relativa alla revisione dei daziati, e come, sui materiali appunto che in essa si hanno, siasi con somma cura e diligenza condotto a termine un lavoro che in vista della importanza del soggetto e dei vantaggi altresì che possono trarne coloro principalmente i quali attendono alla finanziera amministrazione o al commercio, si è stimato opportuno di rendere di pubblica ragione col titolo di *Prospetto delle merci introdotte ed estratte per gli uffici doganali dello Stato Pontificio nel* 1850.

Esso consiste in una serie di tavole, nelle quali, seguendo in genere l'ordine della vigente tariffa, veggonsi notate: 1. la qualità e la quantità delle merci introdotte; 2. l'importo approssimativo dei lavori; 3. la misura del dazio attualmente in vigore; 4. la esuberanza di valore che rispettivamente si ha nelle introduzioni e nelle estrazioni. Queste tavole sono seguite da quattro riassunti, indicanti in complesso le quantità e i valori delle merci comprese in ciascuno dei titoli delle quattro divisioni sovraindicate, e da un generale riassunto che ne dimostra i risultati finali.

Affinchè poi maggiore ne sia la unità, esse vengono accompagnate, come da speciali note, in particolar modo destinate a dar ragione di quanto si riferisce alla misura dei dazii, così ancora da alcune generali osservazioni, di cui è principale scopo indagare i motivi delle maggiori o minori importazioni ed esportazioni, e, ove sia dato di farlo, la relazione che queste hanno colla produzione e col consumo, e conseguentemente colla interna industria e coll'internazionale commercio.

Limitato come è il prospetto alla indicazione della quantità e qualità delle merci e dei relativi valori, non offre al certo tutti gli elementi che in siffatte materie richiegionsi: nell'intendimento però in cui si è di rendere questo lavoro, per quanto la natura di esso il comporti, perfetto, non solo si è già disposto che si ponga attenta opera a completare le notizie che finora si hanno; ma bene avvisandosi essere la esattezza delle cifre in principal modo dipendente dalla esattezza delle classificazioni, si è pur provveduto che, ad incominciare dal corrente anno, venga eseguita con maggior regola ed uniformità questa operazione, facendo a tal uopo adottare nuovi e meglio ordinati mo-

delli. Giova sperare che queste misure so.tiranno l'intento desiderato: e che la maggior copia e accuratezza dei materiali acquisteranno importanza ognor maggiore a tali documenti: per modo che mentre dall'un lato essi potranno pienamente soddisfare alle indagini governative, meglio appagheranno dall'altro i desiderii di quanti si applicano a cotesti studii, porgendo più larga e sicura base alle loro investigazioni.

FRANCIA

PARIGI, 13 *febbraio*. Un decreto pubblicato nel *Moniteur* stabilisce, nell'interesse delle popolazioni rurali, un altro modo di pubblicità per le leggi e gli atti del governo, che quello del giornale *Le Bulletin des Lois*. In virtù di questo decreto, tutti i comuni che non sono capoluoghi di cantone riceveranno in avvenire, invece del *Bulletin des Lois*, un foglio compilato sotto gli auspicii del ministro dell'interno, e contenente le leggi, i decreti e le istruzioni del governo o un'analisi di questi varii atti. Il *Bulletin des Lois* continuerà ad essere spedito ai comuni che sono capoluoghi di cantone ed alle diverse autorità che lo ricevono attualmente.

— A proposito dei due decreti pubblicati oggi nel *Moniteur*, di concessione di strada ferrata da Dijon a Besançon e da Dôle a Salins, il *Journal des Débats* dice:

La strada ferrata da Dijon a Besançon, la cui lunghezza è di 90 chilometri incirca, forma la prima sezione della strada ferrata da Dijon a Mulhouse, già classificata dalla legge dell'11 giugno 1842, e di cui una legge del 21 giugno 1846, rimasta inesequita, aveva autorizzata la concessione. È fac le comprendere l'importanza di questa linea, che avrà per effetto di porre Parigi in relazione colle nostre frontiere dell'Est, nel tempo stesso ch'essa deve aprire una comunicazione diretta fra i due porti dell'Havre e di Marsiglia e la Svizzera.

Il tronco da Dôle a Salins, la cui lunghezza è di 37 chilometri, è riclamato da interessi cons derevoli, poichè ha per iscopo di niutare il servizio delle saline d'Arc e le ampie foreste nazionali situate sopra la sua linea.

Ci gode l'animo di far conoscere che la compagnia concessionaria della strada ferrata da Dijon a Besançon offre ottime guarentigie. Questa compagnia, che è composta dei principali capitalisti e industriali della città di Besançon e del dipartimento del Doubs, s'incarica a suo rischio e pericolo di tutta la spesa relativa allo stabilimento di questa linea. Il solo concorso ch'essa domanda allo Stato, è prima l'aiuto del suo credito per agevolarle un prestito di 4 milioni al 5 0/0, poi una guarentigia di 4 0/0 d'interesse per 50 anni, sul capitale impiegato, senzachè il capitale istesso possa eccedere 12 milioni, somma che rappresenta circa 175,000 fr. per ogni chilometro.

La durata della concessione è di 99 anni; il termine per l'esecuzione è di tre anni; la strada ferrata da Parigi a Lione sarà terminata in quel tempo, di modo che Besançon sarà posta in comunicazione con Parigi e Lione fra tre anni, e con Marsiglia fra quattro.

Il tronco da Dôle a Salins è stato concesso al sig. Grimaldi, gerente della Compagnia delle antiche saline dell'Est, di cui questa linea dee servire gli stabilimenti.

La durata della concessione è di 99 anni, e lo Stato non avrà da intervenire per assicurare il servizio dei prestiti cui potrà contrarre il concessionario; esso guarentisce solamente un interesse del 4 0/0 sulla somma spesa per l'esecuzione dei lavori. Il *maximum* della somma guarentita è determinato a 7 milioni.

— Il bilancio della Banca fino al 12 febbraio, comparato con quello della settimana scorsa, presenta i seguenti risultati:

L'introito metallico si è accresciuto di 3 milioni; era la settimana scorsa di 571 milioni, ed è oggi di 574.

A questo sintomo commerciale non molto soddisfacente bisogna aggiungere la diminuzione del portafoglio e l'abbassamento della circolazione dei biglietti al portatore.

Il portafoglio che figurava nel precedente bilancio per 124 milioni, non è più oggi che di 115.

La circolazione dei biglietti ha diminuito di oltre a 7 milioni: ascendeva la settimana scorsa a 579,900,000 fr., e non è più oggi che di 572,157,000 fr.

Il conto corrente del tesoro si è accresciuto di 12 milioni.

I conti correnti particolari, che ammontavano nell'ultimo bilancio a 144,600,000 fr., non figurano più in quello d'oggi che per 131,300,000 fr.

Le riscossioni eccedenti la valutazione degli effetti in ritardo si sono accresciute dalla settimana scorsa di 14,000 fr.

— Il principe presidente della repubblica ha ricevuto da S. A. I. e R. il granduca di Toscana la risposta alle lettere di notificazione risguardanti i nuovi poteri conferiti al principe dalla nazione francese.

Questa lettera è stata rimessa al principe presidente dal principe Poniatowski, ministro plenipotenziario di Toscana.

— Il sig. Enrico Cauvain, avvocato alla corte d'appello di Parigi e uno dei compilatori del *Constitutionnel*, è stato nominato avvocato patrocinante e consigliere del ministero dei lavori pubblici, in surrogazione al sig. Forcade, nominato membro del consiglio di Stato.

— Scrivono da Saint-Etienne al *Journal des Débats*, in data del 10:

Per una dimenticanza singolare, ma che spiegasi del resto colle preoccupazioni politiche dell'autorità centrale, tutti i poteri delle municipalità in Francia spirano fra pochi giorni. Quelli della nostra amministrazione di Saint-Etienne finiscono oggi stesso; e niun provvedimento è stato ancora fatto per convocare le elezioni municipali, organizzare e stabilire i loro diritti, in modo da porli in armonia colla nuova organizzazione politica del paese. Si aspetta con impaziente desiderio che un decreto termini questo spiacevole interregno.

— Leggesi in una delle solite corrispondenze parigine dell'*Indépendance Belge*, in proposito dei decreti relativi ai beni della famiglia d'Orléans:

La mente elevata del principe Luigi Napoleone comprese l'irritazione che questi decreti cagionarono, anche fra i suoi devoti partigiani, e fra coloro che credono alla sua missione di salvezza e che sono disposti a dargli, nell'interesse del paese, un sincero concorso. Al pari che i decreti d'esilio, le liste del quale sono già molto diminuite, i decreti sui beni della famiglia d'Orléans riceveranno mitigazioni notevoli. È stata nominata una commissione, composta di giureconsulti eminenti, fra i quali è il sig. Duvergier, ultimo priore (*bâtonnier*) dell'ordine degli avvocati di Parigi. La sua missione ufficiale è di sorvegliare l'esecuzione dei decreti e di dare il suo parere sulle varie quistioni che l'esecuzione istessa potrà suscitare. La sua missione reale e positiva è di ricercare e di proporre tutte le modificazioni che potranno mitigarne il rigore ed anche limitarne gli effetti. È da sperare che tutelata l'autorità del governo, ed assicurata in massima l'esecuzione de' suoi atti, le concessioni saranno numerose ed importanti.

— Il sig. di Persigny, dice la corrispondenza Havas, ha ricevuto stamane al ministero dell'interno il tribunale di commercio col suo presidente Moinery alla testa. L'onorevole magistrato compì col ministro in nome del tribunale consolare della Senna, e lo intertenne degl'interessi considerevoli del commercio parigino. Il sig. di Persigny ha ascoltato con vivo interessamento i membri della deputazione, e dopo aver loro indirizzate molte domande che provano tutta la sollecitudine del governo per l'industria della capitale, diede loro l'assicurazione che il principe presidente non trascurerà alcun mezzo indicato dall'esperienza a fine di rendere al lavoro parigino tutta l'attività che la rivoluzione di febbraio gli aveva fatto perdere.

BELGIO

BRUXELLES, 12 *febbraio*. Leggesi nell'*Indépendance Belge*:

La Camera dei rappresentanti ha cominciato oggi la discussione del progetto di codice forestale. La legislazione attuale è incompiuta, e soggetta a numerose anomalie. Da lungo tempo si sentiva la necessità di sostituirvi un sistema conforme e meglio coordinato. Questo è il fine che il governo cercò di conseguire presentando il progetto attualmente in discussione.

Il sig. Orts, relatore, confutò sommariamente le obbiezioni che si riferivano al sistema generale del progetto, riserbando con ragione le risposte, concernenti le critiche minute, alla discussione degli articoli dove si riprodurranno inevitabilmente. In poche parole egli fece comprendere che le restrizioni introdotte nel progetto tendono a regolare l'esercizio di proprietà dei comuni, e non a contrastarne l'esistenza.

Dopo alcune osservazioni del sig. Felice di Merode contro l'abuso dei disboscamenti, il seguito della discussione fu rimandato alla prossima tornata.

Sul principio della seduta, il sig. Giacinto di Baillet fece un rapporto sopra una petizione relativa all'espulsione del sig. Van Kampenaer. La relazione conchiudeva per l'ordine del giorno.

Il sig. Tesch, ministro della giustizia, diede a questo riguardo le spiegazioni più soddisfacenti. Il sig. Van Kampenaer, dopo di avere mosso contro la famiglia d'Orange pretensioni che non furono ammesse da verun tribunale del suo paese, si recò nel Belgio per proseguirvi una guerra d'ingiurie contro quella reale famiglia: v'era in ciò un flagrante insulto contro un governo estero ed amico, e v'era bastante ragione per infliggere all'autore la pena dell'espulsione.

La Camera, apprezzando queste ragioni, ha adottato senza opposizione l'ordine del giorno proposto dalla commissione.

INGHILTERRA

LONDRA, 12 *febbraio*. L'ammiraglio Stewart Huston, membro dell'amministrazione e appartenente al partito whig, fu eletto a Greenwich. Il suo concorrente era il signor Chambers appartenente al partito tory. Il risultato finale della elezione dette 2956 suffragi in favore dell'ammiraglio Stewart Huston, contro 1047 in favore del sig. Chambers.

— Il *Daily-News* pubblica un estratto d'una lettera di lord Palmerston ad uno de' suoi committenti a Tiverton, nella quale il nobile lord annunzia la intenzione di non accettare veruna delle candidature che gli sono offerte da varie città, e di continuare a rappresentare Tiverton, come per l'addietro.

— Il dì 11 fu tenuto a Londra un meeting in favore della riforma elettorale contro il bill di lord J. Russell. Il signor J. C. Evans propose di ringraziare S. M. la regina per avere sottoposto all'approvazione del Parlamento la riforma elettorale, e di dichiarare ad un tempo che il bill del primo ministro non ha corrisposto all'aspettativa del pubblico perchè non prescrive l'abolizione di alcuni borghi elettorali. Questa mozione fu adottata ad unanimità, ed alla fine il meeting risolse che una petizione in questo senso sarà presentata al Parlamento.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Ieri sera (11) vi fu presso lady Russell, alla residenza del primo ministro, Chesham Place, una riunione numerosa. Vi si notavano buon numero dei membri del corpo diplomatico e i principali personaggi dell'alta aristocrazia. S. A. serenissima il principe Nicola di Nassau onorava di sua presenza la veglia di lady Russell. Il corpo diplomatico si componeva dell'ambasciatore di Francia, del ministro di Prussia e della signora Bunsen, del ministro di Napoli e della principessa Carini, del ministro americano e della signora Lawrence, dell'ambasciatore di Persia, del ministro di Svezia, del ministro d'Austria e della contessa Buol ecc. ecc.

— Si legge nello *Standard*:

Da relazioni del Post-Office recentemente pubblicate risulta che il numero delle lettere trasmesse pe' diversi officii postali inglesi si accrebbe di 76 milioni nel 1850 e di 360 milioni nel 1851. In una relazione su gli effetti del sistema di riforma postale agli Stati Uniti, relazione in data del 1846, il numero delle lettere non è esattamente avverato; ma pe' nove ultimi anni che terminano col 1845, la rendita dell'amministrazione delle poste dava una proporzione annua di spese di 4,499,505. Pei cinque primi anni, sotto il regime della riforma postale, terminanti col 1845, la proporzione della rendita era di 4,483,687 dollari, e quella della spesa di 4,416,543. Così, com'è stato detto, si vedrà che la rendita proveniente da queste somme pel 1850 era di 25,785 0/0 più considerevole di quella del 1845, e di 24,515 0/0 più grande che quella de' nove anni spirati il 30 giugno 1845. La tassa proporzionale per cento d'aumento nell'importo delle lettere, giornali, opuscoli ecc. per gli anni 1847, 1848, 1849 e 1850 è stata di 11,251.

ALEMAGNA

PRUSSIA. *Berlino*, 10 *febbraio*. — *Tornata della seconda Camera.*

È all'ordine del giorno la mozione Vinke relativa agli Stati provinciali. È noto che la commissione proponeva di lasciare a lei medesima la fissazione del suo ordine del giorno relativamente alla mozione dei signori Vinke e consorti.

La sinistra aveva proposto un emendamento per sollecitare la commissione a presentare il suo rapporto senza attendere che fosse discusso il progetto di legge comunale che il governo aveva già presentato alla prima Camera.

Burgers difende l'emendamento, di cui egli è l'autore. Egli si fa a dimostrare la niuna connessione fra la mozione Vinke ed il progetto di legge comunale. Anche coloro che riguardano come utile la restaurazione degli Stati, devono ammettere che si possa ritenere come illegale la loro convocazione, poichè furono convocati soltanto per rescritto ministeriale.

Keller, professore a Berlino, raccomanda la moderazione, ora soprattutto che il governo ha bisogno dell'appoggio delle Camere.

Reichensperger, deputato renano oltremontano, propone che, poichè il governo presenterà fra breve un nuovo progetto di legge comunale, la Camera differisca fino allora la discussione della mozione Vinke.

Arnim-Boytzenburg voterà per le conclusioni della commissione. Se la sinistra crede che gli atti del ministero siano incostituzionali, farebbe meglio proponendo un indirizzo al re.

Simson, della sinistra moderata, osserva che la commissione cerca di sbarazzarsi affatto della mozione Vinke. Il governo, lungi dal chiedere un voto di giustificazione per la convocazione degli Stati provinciali, si arroga il diritto di non eseguire la legge 11 marzo 1850 sull'ordinamento municipale, stata votata dalle due Camere e sancita dal re. Quanto ad un indirizzo a S. M. questo sarebbe l'ultimo passo. Anch'egli, l'oratore, prova rammarico al *salto* del 1848; ma la colpa non è della minoranza.

In ogni caso, il sig. Simson non vorrebbe rinnovare quel *salto* a rovescio, come vorrebbe il sig. Arnim-Boytzenburg.

Manteuffel, presidente del consiglio, dice che la Camera farebbe assai bene aggiornando la quistione fin dopo la discussione del nuovo progetto di legge comunale.

Vinke pone la maggioranza in guardia contro questi eterni ordini del giorno, che alla fine recano danno alla considerazione delle Camere e del potere. Egli combatte le conclusioni della commissione.

Manteuffel riprende la parola per propugnare il diritto che il governo aveva di convocare gli Stati provinciali.

La Camera in seguito rigetta gli emendamenti della sinistra e della frazione oltramontana, per adottare il seguente ordine del giorno motivato del sig. Eynern (centro destro). « La Camera decide che la commissione per la legge comunale, poichè è imminente la discussione del progetto di legge comunale, presentato dal governo alla prima Camera, differisca la relazione sulla mozione dei signori Vinke e consorti. »

Questa risoluzione fu presa alla sola maggioranza di 2 voti: 131 contro 129. (V. la *Gazz. Piem.* di ieri nelle ULT. NOT.)

ANNOVER. La *Gazzetta ufficiale* smentisce la notizia riferita dal *Corrispondente di Amburgo*, secondo la quale si sarebbero interrotti i negoziati fra l'Annover e la Prussia da una parte e Oldenburgo dall'altra per l'adesione di quest'ultimo al trattato del 7 settembre. Il commissario oldenburghese non sarebbe partito se non per chiedere le ultime istruzioni al suo governo.

CITTA' ANSEATICHE. *Amburgo*, 8 *febbraio*. La convenzione militare conchiusa fra le città di Amburgo, Brema e Lubecca da una parte, ed il granducato di Oldenburgo dall'altra, cessò di essere in vigore nell'anno scorso. Ma avendo la città di Brema conchiuso una nuova convenzione militare col granducato di Oldenburgo, ne seguì che Oldenburgo e Lubecca sono, dicesi, sul punto di conchiuderne una coll'Annover.

— Si dice che il trattato relativo al trasporto delle truppe austriache, le quali lasciano l'Holstein, fu conchiuso colla direzione dalla società della strada ferrata da Amburgo a Berlino.

A termini di quella convenzione cominciando dalla metà di febbraio, si trasporteranno, per mezzo della strada ferrata, 11 battaglioni (un battaglione al giorno), la cavalleria e l'artiglieria non verranno spedite per questo mezzo.

BIBLIOGRAFIA

RACCONTI ED ALTRE PROSE
dell'avvocato ANSELMO PRATO
(Casale Tipogr. Martinengo e Giacomino 1852)

Uno scrittore non ignoto ai cultori dell'amena letteratura ha pubblicato in questi giorni una sua raccolta di *Racconti e di altre Prose*, che per la varietà degli argomenti, per la utilità morale, e per la leggiadria della veste, non deve passare inosservata. — La *Raccolta* comincia con un *Discorso sull'istruzione popolare* — procede con *novelle*, con *biografie*, ed *aneddoti*: non vi manca il condimento della poesia con un carme didascalico sul *tartufo*, già cantato in versi latini (*Tubera terræ*) da Giambernardo Vigo; — e finisce con due spiritose *commedie* intitolate: *I tre pretendenti* e l'*Ambizione delusa*.

Se in tanta colluvie, quanta oggi abbiamo, di libri d'ogni musica e d'ogni colore, vi ha taluno che senta il bisogno di riposare lo spirito sui fiori di un genere di letteratura ne alto nè dimesso, ma temperato e sparso qua e là di una dolce allegria, noi gli additiamo, opportunissimo a tal fine, il volumetto che qui annunziamo dell'avvocato *Anselmo Prato*.

IL CIMENTO
Rivista di scienze, lettere ed arti.

PROGRAMMA.

È dai più confessata l'utilità di una pubblicazione periodica di scienze e lettere, la quale possa ospitare quelle scritture che o per la gravità o per l'ampiezza loro non troverebbero accomodata sede nelle effemeridi quotidiane. Oltrechè queste, di lor natura, si piacciono di forme e di aggiunti che traggono valore dalle congiunture, dalla temperie del giorno e dai momentanei influssi degli affetti e delle passioni: che se, governate esse da senno politico, giovano a propagare e a mantener viva nell'universale la sollecitudine della cosa pubblica, non è men vero che molti argomenti desiderano disputazione più profonda e che l'in-

gegno si allena agli uffici civili speculando le serene regioni della scienza.

Perciò portiamo fiducia che alla Raccolta che mandiamo fuori sotto il nome di *Cimento* faranno buon viso coloro che serbano fede ai forti studi ed amano la parola che persuade le menti, e non si fa ministra delle preoccupazioni della giornata. Il *Cimento* non sarà palestra nè arena di partiti. Gli avversari politici potranno, senza fallire ai propri convincimenti ed alla loro costanza, convenirvi quasi a parlamento; la scienza e l'arte sono tolleranti, siccome quelle che s' informano ai grandi ed eterni principii e non temono nè sbandeggiano chi li interpreta e li applica con libertà e interezza d' animo.

Cattolici, ravvisiamo nella religione dei nostri padri un elemento della nostra vita nazionale; un pegno di unione, di libertà, di gloria per la nostra patria. Perciò riverenti alle sue dottrine, ci terremo alieni e dalle opinioni che la corrompono, adulterandone lo spirito caritativo, e da quelle che la offendono, o scalzando le basi del soprannaturale, o conculcando il principio d'autorità in cui sta la più efficace guarentigia della libertà, cui impedisce di prorompere in licenza o di disperdersi in una infinita incertezza di opinioni. — Costituzionali, predicheremo il rispetto della legge e non solo faremo opera di dimostrare che sotto questa forma di governo sono posti in salvo i sacri diritti dell' individuo, fondamento di ogni civil comunanza che poggi sulla giustizia e non sulla violenza, ma chiariremo eziandio colla lezione potente dei fatti che soltanto dagli ordini liberi è a sperare sanazione dei morbi che travagliano miseramente l' età nostra. — Italiani, avremo dinanzi all'occhio dell'intelletto il debito che ci lega al'a patria comune; e intralasciando le quistioni che versano intorno al suo migliore assetto speculativo, baderemo alla sostanza e al vivo che sta nel restituirle l' essere e la signoria propria, così negli ordini della politica come in quelli del pensiero. Nel proseguire i quali intenti e nel promuovere il trionfo delle dottrine che crediamo vere e salutari, abborriremo dalla rea e funesta teorica, la quale insegna che la santità del fine legittima e giustifica l'uso dei turpi e disonesti mezzi.

Daremo parte non piccola alle lettere, le quali oggidì o per commozione di tempi o per fallacia di giudizio vegGonsi a termine che se non si pensa ai rimedi, perirà il gusto e con esso lo strumento che rende efficace e durevole l' impero della parola. Nelle scienze morali e sociali andremo investigando i sommi veri che signoreggiano la pratica e lasceremo volentieri gli accidenti, perchè in questi cade per lo più il disparere delle genti e si rinfocano le parti, mentre gli universali principii trovano amici gli onesti dei diversi campi. Nè questo studio nostro sarà reputato inutile da chi conosca essere necessario l'illustrare i particolari al lume delle idee per mostrarne la convenienza e rinforzare le menti coll'abito della meditazione filosofica che è quasi uno spirito ricreatore delle facoltà intellettive.

Il *Cimento* è diretto da un consiglio scelto fra i collaboratori residenti a Torino. Uno dei consiglieri dirige per turno la pubblicazione mensile.

Collaboratori residenti in Torino.

Albini Pietro, professore di filosofia del diritto — Berti Domenico, deputato e professore di filosofia morale — Boggio Pier Carlo, avvocato, ripetitore di leggi — Boncompagni Carlo, deputato — Broglio Emilio, professore di economia politica — Buffa Domenico, deputato — Caracciolo Camillo — Carutti Domenico — Cavour Gustavo, deputato — Capellina Domenico, deputato e professore di letteratura — Cordova Filippo — D'Ondes Reggio Vito — Farina Paolo, deputato — Fava Angelo, ispettore generale delle scuole primarie — Gatti Stefano professore — Mancini Pasquale Stanislao, professore di diritto internazionale — Melegari Amedeo, deputato e professore di diritto costituzionale — Rayneri Giovanni Antonio, professore di metodica — Ricotti Ercole, deputato e professore di storia moderna — Torelli Luigi, deputato.

ZENOCRATE CESARI
Proprietario e segretario gerente.

È inoltre assicurata al *Cimento* la cooperazione dei più distinti scrittori e pubblicisti italiani.

Condizioni di associazione.

Il *Cimento* si pubblica in ogni mese per fascicoli di otto fogli di stampa in-8° grande, circa 128 pagine.

Le associazioni si ricevono a sei mesi o ad anno.

Per Torino, all'*Ufficio del Cimento*, via dell'Arcivescovado, Num. 6.

Per le provincie con vaglia postali.

Il prezzo di associazione è il seguente:

In Torino per tutto l'anno	L. 20
» per un semestre	» 11
Nelle provincie, franco di posta per tutto l'anno	» 23
» » per un semestre	» 12 50
All' estero, franco al confine per tutto l'anno .	» 25
» » per un semestre .	» 14
Un numero preso isolatamente	» 1

Le lettere, gli scritti, i libri dovranno spedirsi franchi di posta al segretario gerente *Zenocrate Cesari*.

Tutti i libri, de' quali sarà inviata copia franca di spese, verranno annunciati nel *Cimento*.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino, 17 febbraio.*

Lettere che giungono stamattina da Genova ci recano una trista novella. Il giorno 15 corrente spirava colà l'illustre poeta GIOVANNI TORTI, l'autore della celebre *Epistola sui sepolcri*, del poemetto *Scetticismo e Religione*, della *Torre di Capua*, del sermone sulla *Passione*, ecc. Dolce ed affettuoso d'indole, vogliosо sempre più dell' altrui che del bene proprio, religioso, tollerante, egli offerse nella sua lunga vita lo spettacolo inalterato della tranquillità che Dio regala alle coscienze oneste, e perciò tanti ebbe fratelli di cuore quanti conoscenti.

Fu allievo ed amico a Parini ed a Verri; il Grossi non sapeva se più si dovesse stimarlo od amarlo: il Manzoni, alludendo a' suoi versi, disse la conosciuta frase: *pochi ma valenti*.

Il *Corriere Mercantile* pubblica un affettuoso cenno sulla vita di questo venerabile nomo, scritto da persona che gli era unita in vincoli di vecchia dimestichezza. La *Gazzetta di Genova* nell' annunziarne la morte dice, e noi crediamo a ragione, che, « il nostro Presidente dei ministri lo chiamava suo amico del cuore. »

Le sale dell'Accademia Filarmonica si apersero iersera al consueto ballo, che riuscì splendido, lieto e numerosissimo, durando fino a giorno inoltrato.

FRANCIA. *Parigi, 14 febbraio.* Il *Moniteur* pubblica oggi un rapporto del ministro della guerra e un decreto del presidente della repubblica che porta cambiamenti piuttosto notevoli nella costituzione dell'esercito d'Africa.

Il generale ministro espone che il carattere tutto speciale della guerra e dell'occupazione algerina sono di tal natura da far prevalere il principio della permanenza delle truppe, e perciò l'aumento dei corpi speciali che sono stati creati nell' Algeria. I reggimenti francesi non devono, secondochè pensa il governo, essere spediti in Africa se non in circostanze eccezionali.

Questo nuovo sistema, che non riceve immediatamente tutte le applicazioni di cui è suscettibile, deve in un avvenire, che il sig. di Saint-Arnaud considera, del resto, come prossimo, trar seco una diminuzione considerevole nell'effettivo dell'esercito d'occupazione.

— Il principe presidente ha ricostituito la sua casa militare. Ecco i nomi degli aiutanti di campo da lui scelti: I generali Roguet, Canrobert, di Goyon, di Cotte, di Montebello, Vandrey; i colonnelli Espinasse, di Lourmel, Edgardo Ney, di Beville e Fleury.

Il principe Luigi Napoleone prenderà inoltre ufficiali d'ordinanza in tutte le armi e nella marina.

— Il sig. Napoleone Bonaparte, al quale una candidatura è stata offerta in Corsica, dichiara che non accetta, desiderando vivere, come egli dice in una lettera ai giornali còrsi, interamente estraneo alla politica.

— Il consiglio di guerra di Clamecy ha condannato ieri otto accusati alla pena della deportazione in un recinto fortificato, e cinque altri alla deportazione pura e semplice.

— La *Patrie* smentisce oggi la notizia, che essa medesima ha dato ieri, della nomina del sig. di Tallenay, ministro plenipotenziario di Francia presso la dieta, a ministro plenipotenziario presso la corte di Prussia.

BELGIO. *Bruxelles, 13 febbraio.* La Camera dei rappresentanti ha terminata la discussione generale del progetto di codice forestale. Essa adottò in seguito i dodici primi articoli inclusivamente.

— Il *Moniteur Belge* pubblica la convenzione annessa al trattato del 20 settembre conchiuso fra i plenipotenziari del Belgio e dei Paesi-Bassi per la repressione della frode sulla frontiera limitrofa dei due paesi.

PAESI-BASSI. Lo *Staats-courant* pubblica la convenzione postale conchiusa all'Aja il 17 dicembre fra il Belgio ed i Paesi-Bassi.

SPAGNA. L' ultimo dispaccio telegrafico da Madrid in data del 12, 5 ore 1/2 p. m., conferma le buone notizie del rapido miglioramento nella salute della regina.

Per ordine del governo il cadavere del regicida era stato bruciato, e poi sparsene le ceneri nella fossa comune del cimiterio. Era stato anche distrutto col fuoco il pugnale e sua guaina di cui il Merino si era servito per attentare alla vita di S. M.

INGHILTERRA. *Londra, 13 febbraio.* La seduta della Camera de' Comuni del 12 fu priva affatto d'importanza.

— Alla Camera de' lords il conte di Granville annunziò che l'affare del *Prometheus* era accomodato.

Il nobile lord rispose anche ad una interpellanza del conte di Fitz-Williams concernente gl'insulti e cattivi trattamenti fatti a Firenze al sig. Mather, suddito inglese, da alcuni ufficiali austriaci, e promise in nome del governo che ne avrebbe ottenuto riparazione.

— Il *Morning-Chronicle* annunzia la prossima formazione d'una squadra che incrocierà nella Manica, da Portsmouth sino a Queenstown, in Irlanda. Questa squadra sarebbe comandata dal vice-ammiraglio Cochrane, e comprenderebbe i migliori legni a vela e piroscafi della marina Britannica.

— Si legge nel *Daily-News*:

Sir A. Mallet è nominato ministro plenipotenziario presso la Dieta germanica, in surrogazione a lord Cowley nominato all' ambasciata di Francia.

— Si legge nel *Morning Herald*:

La cessazione del timor panico della guerra e la calma della opinione pubblica hanno influito vantaggiosamente su i fondi pubblici. Consolidati a contanti 97 1/8; per conto all'11 marzo 97 1/8 1/4.

ALEMAGNA. *Berlino, 11 febbraio.* Nella seduta d'oggi, la prima Camera ha adottato due proposizioni, tendenti a modificare profondamente l'istituzione del giurì: una di esse fu presentata dal sig. Klee, colla quale si toglie ai giudici del fatto la conoscenza dei delitti politici; l'altra è del sig. Itzenplitz, e per essa, nei delitti di alto tradimento, l'Alto Giurì verrebbe surrogato da una corte speciale.

La sinistra dell' assemblea, ed il signor Camphausen hanno vivamente combattuto quelle due proposte, le quali furono sostenute dal ministro della giustizia.

Chiusa la discussione, la sinistra si astenne dal votare.

— Il deputato Harkort e quindici altri deputati presentarono alla seconda Camera la menzione seguente:

« Piaccia alla Camera d'invitare il ministero, 1. ad instituire un Consolato a Damasco per promuovere il nascente commercio della Prussia colla Persia e colla Siria; 2. a stabilire un piroscafo diretto per Beiruth, come porto marittimo di Damasco.

— *Del 12.* L'attentato commesso contro la persona di S. M. la regina di Spagna determinò il Re di Prussia ad indirizzarle una lettera autografa di condoglianza e di congratulazione in pari tempo.

(Gazz. di Spener).

— Il Consiglio dei ministri si è radunato avantieri: la *Nuova Gazzetta di Prussia* annunzia che furono esaminate le proposte relative alla composizione della prima Camera.

— L'*Indicatore di Stato* annunzia la partenza del re per Altenburgo, per assistere al matrimonio della principessa di Sassen-Altenburgo col granduca ereditario di Oldenburgo. Vi si era di già recato il re di Annover.

E. LEONE GERENTE.

Repertorio d'agricoltura e di scienze economiche ed industriali del prof. Ragazzoni (anno XXV) gennaio.

INDICE. Lettere del cav. Vegezzi-Ruscalla al compilatore che può tener luogo di prefazione — Relazione al ministro d'agricoltura e commercio intorno alla malattia dell'uva — Sul pino marittimo — Nuove osservazioni sulla malattia del pomo da terra — Mezzi per minorarne gli effetti — Studi chimici e fisiologici sui bachi da seta — Provvedimenti riguardo all' agricoltura emanati nel Belgio l'anno 1850. — Istituto agronomico a Carsruhe (Baden) — Società agronomica di Mosca — Considerazioni sulle colonie agricole — Strade di ferro inglesi — Nuova maniera di formare le talee — Malattia del grano — Disinfezione delle materie fecali — Il pomo di terra rigenerato colla maturanza — Vantaggi dalla coltivazione del tabacco — Estrazione della fecola dei pomi da terra — Conservazione dei legnami — Effetti del panello di fagginola sugli animali — Malattia epidemica delle galline — Adunanze della R. Accademia d' agricoltura — Movimento sulla strada ferrata — Programma della R. Accademia de' Georgofili — Bibliografia agricola belgica — Bibliografia agraria.

Le associazioni si ricevono presso la Direzione dell'Opera, contrada dei Pescatori, porta n. 6, 3° piano. Il prezzo è di Lire 12 all'anno franco di porto ne' R. Stati.

ORARIO DELLA PARTENZA DE' CONVOGLI DELLE STRADE FERRATE
A partire dal 20 ottobre.

Il convoglio che parte da Torino alle ore 10 essendo anche incaricato del servizio del Corriere, non si trattiene alle stazioni di Pessione, Annone, Solero, Frugarolo e Serravalle.

CORSE DA TORINO AD ARQUATA

Stazioni di partenza	ORE ant.	ant.	pom.	pom.
			(a)	
Torino	7 »	10 »	1 45	4 »
Moncalieri	7 14	10 13	2 5	4 14
Cambiano	7 27	10 25	2 24	4 27
Pessione	7 38	» »	2 38	4 38
Valchiesa	7 48	10 38	2 56	4 48
Dusino	8 5	10 54	3 10	5 5
Villafranca	8 24	11 13	3 30	5 24
Baldichie.*	8 29	» »	» »	» »
S. Damiano	8 35	11 24	3 46	5 35
Asti	8 51	11 39	4 5	5 51
Annone	9 5	» »	4 22	6 5
Cerro **	» »	» »	» 10	» »
	pom.			
Felizzano	9 25	12 »	4 47	6 25
Solero	9 35	» »	4 59	6 35
Alessandr.	9 50	12 33	5 22	6 50
Frugarolo	10 4	» »	5 40	7 4
Novi	10 30	1 12	6 25	7 30
Serravalle	10 49	» »	6 44	7 42
Arquata	10 51	1 30	6 58	7 51

CORSE DA ARQUATA A TORINO

Stazioni di partenza	ORE ant.	ant.	ant.	pom
		(a)		
Arquata	4 40	5 45	11 40	5 45
Serravalle	4 48	5 55	11 48	5 53
			pom.	
Novi	5 2	6 15	12 2	4 7
Frugarolo	5 19	6 38	12 19	4 24
Alessandr.	5 37	7 »	12 37	4 42
Solero	5 50	7 16	12 50	4 55
Felizzano	6 2	7 31	1 2	5 7
Cerro **	» »	7 44	» »	5 17
Annone	6 17	7 52	1 17	5 22
Asti	6 36	8 15	1 36	5 41
S. Damiano	6 47	8 31	1 47	5 52
Baldichie.*	» »	» »	1 »	5 52
Villafranca	7 »	8 50	2 »	6 5
Dusino	7 20	9 32	2 20	6 25
Valchiesa	7 35	9 48	2 35	6 38
Pessione	7 45	10 2	2 45	6 48
Cambiano	7 54	10 15	2 54	6 59
Moncalieri	8 7	10 33	3 7	7 12
A Torino	8 20	10 48	3 20	7 25

(a) Il convoglio che parte da Arquata alle ore 5 45 antim. e quello che parte da Torino alle ore 1 45 pomerid., sono destinati al trasporto delle merci e quindi debbono trattenersi nelle stazioni per tutto il tempo necessario per le manovre e per il carico e lo scarico delle merci. — In questi convogli si prendono viaggiatori di 2.ª e 3.ª classe.

Nei giorni di lunedì, avendo luogo il mercato nella città d'Alessandria, è stabilito un convoglio straordinario fra Asti ed Alessandria, e stazioni intermedie, alle ore seguenti:

Partenza da Asti a ore 7 antim. — da Annone 7 45 — da Cerro 7 24 — da Felizzano 7 35 — da Solero 7 46 — arrivo in Alessandria ore 8.

Partenze da Alessandria ore 8 45 antim. — da Solero 8 59 — da Felizzano 9 12 — da Cerro 9 24 — da Annone 9 50 — arrivo in Asti ore 9 45.

In conseguenza il primo convoglio di partenza da Torino non si fermerà più a Cerro, come per l'addietro.

* A Baldichieri si fermano tutti i mercoledì il primo convoglio diretto ad Arquata ed il penultimo convoglio diretto a Torino.

** A Cerro si fermano tutti i lunedì l'ultimo convoglio diretto a Torino, e tutti i mercoledì il 2° convoglio diretto a Torino e l'ultimo diretto ad Arquata.

Qualora nei giorni festivi occorra di stabilire un servizio straordinario fra Torino e Moncalieri, questo verrà indicato per ciascuna volta con appositi avvisi.

Società anonima
DELL' ILLUMINAZIONE A GAZ
fuori Porta Nuova

Si notifica che il prezzo dell'arso (carbon *coke*) è stato ridotto, fin dal 1.° febbraio corrente, a L. 8 1 100 chil., preso all' Officina, per tutte le quantità non minori di 500 chil., ed a L. 10 al dettaglio.

IL SINDACO DELLA CITTA' DI VERCELLI

Notifica che la FIERA detta di *San Mattia*, solita tenersi in questa città, avrà principio in quest' anno nel giorno di lunedì 1° del prossimo marzo, e quindi sarà continuata sino a tutto il 6 susseguente.

Vercelli, l' 8 febbraio 1852.

OSPEDALE DI CARITÀ
DI CAVALLERMAGGIORE

È vacante l' impiego di uno dei due Medici addetti al detto Ospedale, e Congregazione di Carità, colla annua retribuzione di L. 200 per caduno.

La Condotta Medica in quel Comune offre la prospettiva di altri non lievi vantaggi, epperciò s' invita chiunque voglia aspirarvi a presentare la sua domanda al sig. Presidente dell'Amministrazione del detto Ospedale

www.interotculturale.it

D'IMMINENTE PUBBLICAZIONE

ANNUARIO ITALIANO STORICO-STATISTICO pel 1852

compilato da **GUGLIELMO STEFANI**

Introduzione — *Parte* I. Stati Sardi — *Popolazione — Statistica medica — Idrologia minerale — Navigazione — Industria patria — Strade Ferrate — Telegrafia elettrica — Istruzione pubblica — Guardia nazionale — Marina militare — Statistica elettorale — Parlamento nazionale Statistica giudiziaria — Città di Genova — Città di Torino — Sardegna — Savoia — Rivista finanziaria.*

Parte II. *Cronaca politica dell'anno* 1851.

Un volume di 550 pagine circa in-16.

La Tipografia FAVALE *editrice.*

LE CATENE DI GOLDBERGER

A PEZZO COLL'ISTRUZIONE DI SERVIRSENE

L. 5 10 — L. 7 65 — L. 12 75,

e qualità ordinaria Lire 2 55, rimedio sovrano.

Sono *garantite* per l'esperienza già da molti anni e per continue prove come il migliore ch'esiste contro i *mali nervosi, reumatici* e di *gotta* d'ogni specie. Le medesime sono sotto la protezione di S. M. l'imperatore d'Austria, ed approvate con concessioni degli alti ministeri degli affari medicali di Prussia e di Baviera, altresì sono sperimentate dalla facoltà medica di Vienna, dalle supreme autorità sanitarie di parecchi Stati d'Europa, raccomandate da più centinaia di medici rinomati ed uomini della scienza non meno che da migliaia di testimoni viventi in ogni parte del mondo. (*Il terzo rapporto annuo* coi rispettivi supplementi contiene *duemila trecento diciotto guarigioni* per attestati particolari autenticati d'uffizio).

Per Torino l'unico deposito è presso il sig. Nicolao Giolitti, contrada della Rosa Rossa, porta num. 11, piano primo, che trovasi aperto dalle 2 1/2 alle 3 1/2, essendo incerte le altre ore. Per Cagliari dal sig. Natale Cima; per Sassari dal sig. Francesco Valdettaro; per Genova dal signor Lodovico Bosch Griot; per Sarzana dal sig. Claudio Sabbadini; per Vigevano dal sig. Luigi Pallone farmacista; per Cuneo dal sig. Fedele Ventre, farmacista; per Ciamberi dal sig. Gio. Battista Blanc, e per Vercelli dal signor Gio. Battista Rotta.

G. B. VENZANO

Tiene sempre gran deposito e fornisce in Genova ogni sorta di Carbone fossile e *Coke* inglese, cioè:

Carbone fossile di 1.ª qualità per piroscafi e molini a vap.re

Id. 1ª qualità per gaz

Id. 1ª qualità per fucine

Id. di 1.ª, 2.ª, 3.ª qualità per la cottura di mattoni e per tanti altri usi.

Coke di 1.ª qualità per le locomotive e forni fusorii di 2.ª e 3.ª qualità per diversi altri usi.

Qualità tutte a prezzi limitati.

Piazza Marini, num. 1531.

VENDITA VOLONTARIA

Il giorno 23 corrente, ore 12 meridiane, nell'ufficio della giudicatura di Centallo, nanti il segretario di quel mandamento, avrà luogo il deliberamento definitivo di un vasto Corpo di Casa con giardino annesso, posto nel concentrico di Centallo, e nel quale si esercisce il bene avviato Albergo, sotto l'insegna del Leon d'Oro, proprio degli eredi Pippa, al prezzo di L. 9,000.

MATTEO NOVARESE

NEGOZIANTE DI CAVALLI

Annunzia che pel 21 del corrente gli giungerà un convoglio di Cavalli delle migliori razze della Svizzera, fra i quali diverse pariglie, così dette della *Madonna*, e saranno visibili nelle sue scuderie, via Vanchiglia, casa Bianco, num. 5, sezione Po.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

Num. 4 Camere elegantemente mobigliate, con cucina e cantina, ristabilite in nuovo, nel centro della capitale. — Dirigersi alla Tipografia G. Favale e C., dalle ore 8 antim. alle 3 pom.

CASELLE

Si notifica che, con superiore autorizzazione, la FIERA, solita tenersi nel luogo di Caselle sul finire di settembre, venne trasportata al primo lunedì di marzo, e così quest'anno cade il 1.° di detto mese.

Sciroppo di Mela-Apiole

Specifico infallibile per la tosse, raffreddori e raucedine, a L. 1 25 la bottiglia. — Presso Giacosa, confettiere, rimpetto alla chiesa di S. Tommaso.

STABILIMENTO AGRARIO IN ASTI

sotto la ditta BERRUTI Padre e Figli

Trovansi in esso piante da frutto, ed alberi da viale e da campagna, delle migliori qualità, a modico prezzo. — Havvi pure un deposito di vero Guano del Perù. Indirizzarsi ai proprietarii con lettera affrancata.

FABBRICA DI PASTE pari a quelle di Genova

L'Impresa dei Molini della Città di Torino si fa un dovere di prevenire il Pubblico, tanto della capitale che delle provincie, di avere aumentato la fabbricazione delle suddette Paste, e di trovarsi perciò in grado di poter soddisfare a qualunque richiesta e commissione le venisse affidata.

La vendita si fa nel locale dei molini di Dora, detto dei *Molassi*, a Porta Palazzo, ove havvi l'unico deposito.

Prezzi: Pastine sopraffine cent. 80 il chil.

1.ª qualità » 60 »

2.ª id. » 40 »

3.ª id. » 30 »

VINS DE CHAMPAGNE

de première qualité, de la fabrique

de MM. MOËT et CHANDON d'Epernay

Seul dépôt à Turin

chez MM. DUCROCQ ET CRAVERI

rue Monte di Pietà, *num.* 3, *au premier.*

DA VENDERE: CASA di campagna, denominata *S. Iorio*, con ettari 7, 60 (giorn. 20) circa, situata a pochi minuti dalla città e dalla Stazione d'Asti. Dirigersi in Asti al causidico Bagnaschi.

DA VENDERE per L. 1,120

Tre PIANO-FORTI verticali, a *grand'oblique*, di Pleyel. — Dirigersi al droghiere Delodi, piazza Vittorio, n. 11.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano, e num. 4, 6, o 10 membri, con terrazzo, al 4.° piano, Via del Senato, num. 4.

DA AFFITTARE

pel 1.° di aprile, *in via Borgo Nuovo, casa Rogier-Charence, n. 5, piano terzo,*

ALLOGGIO di cinque camere tappezzate a nuovo, con tre finestre ed un balcone verso la via, cucina ed un camerino per una persona di servizio.

DA AFFITTARE *al presente, od al primo aprile* Num. 9 membri al 2.° p.°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

FALLIMENTO

di Reverdino Lorenzo e Manzone Giuseppe fabbricanti e commercianti di stoffe in cotone a Chieri ed in Torino, sotto la firma sociale di Lorenzo Reverdino e Compagnia.

L'eccellentissimo Magistrato del Consolato con sentenza d'ieri ha dichiarato il fallimento dei predetti Reverdino e Manzone, ha ordinato l'apposizione dei sigilli, ha nominato giudice commissario l'ill.mo signor congiudice Vischi, e sindaci provvisorii i signori Berruti Giovanni di Chieri, ed Eliseo Goss di Torino, ed ha fissato l'adunanza dei creditori per la nomina dei sindaci definitivi, e per la formazione dello stato dei creditori presunti, il 28 del corrente mese ed alle ore 12, in una sala di Consiglio dello stesso Magistrato, avanti il prefato sig. giudice commissario, a termini dell'art. 471 del Codice di commercio.

Torino, il 13 febbraio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

All'udienza pubblica che sarà tenuta dal tribunale di prima cognizione di Pinerolo il 4 marzo prossimo, avrà luogo l'unico incanto e definitivo deliberamento del lotto quarto dei beni posti in subasta volontaria dal sig. Antonio Motta di Frossasco, e sul quale venne fatto aumento di sesto. L'incanto di detti beni consistenti in prati e campi, e posti sul territorio di detto luogo di Frossasco, si aprirà sul prezzo aumentato di L. 1580, e verranno i medesimi deliberati all'ultimo miglior offerente.

Pinerolo, il 15 febbraio 1852.

G. Rol sost. Varese.

NOTA

All'udienza tenuta dalla seconda sezione del Tribunale di prima cognizione di Casale alle ore 10 del mattino del 20 scorso gennaio, aveva luogo, sull'instanza di Eleonora Tedeschi, vedova di Benedetto Ghiron, quale tutrice delli Buondì Emanuele e Giuseppe Vita, di lei figli minori, di detta città, ed a pregiudizio di Giuseppe, fu altro Giuseppe Gennaro, di Robella, il primo incanto di un corpo di casa rustica con poco sedime e dieci pezze di terra coltiva, prativa e vignata, situato in territorio di Oddalengo Grande, in complesso di are 571, centiare 30 circa; non che di altre quattro pezze, e non cinque come erasi precedentemente enunciato, essendosi nella suddetta udienza provvisoriamente escluso il lotto decimoquarto, pure coltive, prative e vignate, di are 103, centiare 52 circa, situate in territorio di Robella.

La vendita seguiva dapprima in quindici distinti lotti corrispondenti al numero degli stabili; quindi in due soli lotti, comprensivo il primo di tutti gli stabili situati in territorio di Oddalengo Grande, e sul complessivo prezzo, dagli instanti offerto, di L. 2540, l'altro di quelli in territorio di Robella di L. 485.

Non facevansi offerte; e pel secondo incanto e successivo deliberamento fissavasi l'udienza del 2 prossimo marzo, ore 10 mattutine, in prima sezione del prefato Tribunale.

Casale, il 12 febbraio 1852.

L. Stevano sost. Bruna proc. coll.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 16 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: ultimo pr. dopo bor.	per contanti: penult. pr. nella matt.	pel fine del mese corr.: ultimo pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: penult. pr. nella matt.	pel fine del mese prossimo: ultimo pr. dopo bor.	pel fine del mese prossimo: penult. pr. nella matt.
5 0/0 god. 1 8.bre 1819						
5 0/0 1 genn. 1831						
5 0/0 1 7.bre 1848						
5 0/0 1 genn. 1849		89 60		90		
5 0/0 1 dicem. 1851		75 75				
5 0/0 (Obbl.) 1 genn. 1834		75 75				
5 0/0 1 8.bre 1849	940	90				
5 0/0 1 febbr. 1846	994	997 50				
4 1/2 0/0 Sard. 1 genn. 1844						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.		1735				
Banca di Savoia						
Città di Torino (4 0/0 altre in iner. decor.						
Città di Genova 5 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nuova)		638				
Mandati a premio Rav. 31 7.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 giugno	405	405				

CAMBI

	Per brev. scad.	Per tre mesi.
Augusta	253 —	259 1/2
Genova sconto	d. 0/0	—
Francoforte S. M.	210 1/2	—
Lione	99 90	99 40
Londra	25 30	25 15
Milano	—	—
Parigi	99 90	99 90
Torino sconto	d. 0/0	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 90 l.	90 05 —	90 08 —
— di Savoia	98 69 —	98 75 —
— di Genova	79 91 —	79 98 —
Sovrana nuova	35 05 —	35 15 —
— vecchia	34 78 —	34 93 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del* 13 *febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 104 10 è sceso a 105 80 e dopo essere risalito a 104, 10, chiude a 103 75.

Il 3 0/0 resta a 65, 65.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 90.

Le azioni della Banca di Francia a 2575.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Questa sera andrà in scena la nuova opera del M. Verdi intitolata: RIGOLETTO. — Ballo *Fausto*, — Balletto — *La Vivandiera.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Tartuffo*, — *Il matrimonio della libertà.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagna francese rappresenta: *Une dame de l'Empire.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera; — *Nabucco*, musica del maestro Verdi. — Ballo le 4 *Nazioni.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *La sposa* — *Il naufragio.*

— Ottava rappresentazione dell'ammiraglio Tom-pouce celebre nano della statura di 20 pollici.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita; *Fede, Speranza e Carità.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita *Odoardo Stejner*, — Ballo *Mazzeppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne.*

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 9 mattina	BAROMETRO A MILLIMETRI: mezzodì	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: mezzodì	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: mezzodì	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 3 sera	ANEMOSCOPIO: ore 9 mattina	ANEMOSCOPIO: mezzodì	ANEMOSCOPIO: ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 9 mattina	STATO DELL'ATMOSFERA: mezzodì	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 3 sera
3 febbr.	740 84	740 52	740 14	+ 6 6	+ 9 6	+11 1	+ 5 6	+ 7 6	+ 8 8	N. E.	N. E.	N.N.E.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con velo
4 »	741 60	743 50	744 50	+ 6 4	+11 8	+17 9	+ 4 5	+ 9 7	+11 9	S. O.	S.S.E.	O.S.O.	Ser. con vap.	Ser con vap.	Ser. con vap.
5 »	742 62	741 56	740 86	+ 5 5	+ 6 5	+12 8	+ 3 1	+ 4 8	+ 8 0	S. O.	S. O.	S.	Cop. nebbioso	Cop. chiaro	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

www.interpretulfurore.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 42 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MERCOLEDI' 18 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	36	18

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

Sulla proposta del Ministro degli Affari Esteri, S. M. con Decreti del 28 gennaio dava le seguenti disposizioni:

Ammetteva ad onorevole riposo,

Il commendatore Paolo Peloso, agente e console generale in Atene;

Il commendatore Gerolamo Ermirio, agente e console generale di prima categoria e console generale a Marsiglia;

Il cav. Bartolomeo Geyniet, agente e console generale di prima categoria e console generale a Ginevra.

Destinava a console generale a Marsiglia il cav. Adolfo Castellinard, agente e console generale in Tangeri;

Id. a Reggente l'Agenzia e Consolato generale in Tangeri l'avvocato Giuseppe Malmusi, console generale in Barcellona;

Id. a console generale in Barcellona il cav. Augusto Piccolet d'Hermillon, già console generale in Valparaiso.

Nominava a console in Brema Carlo Stockmeyer;

Promuoveva Giacomo Carpenetti e Raffaele Benzi, vice-consoli di seconda classe, a vice-consoli di prima classe della prima categoria;

Id. Luigi Cerruti, Giorgio Chabert e l'avvocato Giovanni Maria Farina, vice-consoli di terza classe, a vice-consoli di seconda classe id.;

Id. Emilio Calosso, avvocato Domenico Bruno ed il conte Francesco Teccio di Bajo, applicati di prima classe, a vice-consoli di terza classe id.;

Id. l'avvocato Eugenio Fasciotti, l'avvocato Giovanni Capello e l'avvocato Bernardo Corradi, applicati di seconda classe, ad applicati consolari di prima classe id.;

Id. l'avvocato Antonio Demarchi, avvocato Giovanni Battista Raffo, il professore Eugenio Truqui ed il cav. Eugenio Durio, applicati di terza classe, ad applicati consolari di seconda classe idem.

Sopprimeva infine il Consolato generale in Atene, erigendo a Consolato il Vice-consolato in Sira, al qual posto nominava Antonio Vacondio, già vice-console in detto luogo.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Vista la rappresentanza presentata dal Consiglio comunale di Taggia;

Visto il codicillo del fu medico Gio. Battista Soleri, rogato dal notaio Garibaldi il 9 settembre 1679;

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Colle rendite dei beni lasciati dal fu medico Giovanni Battista Soleri saranno mantenuti otto alunni nel Collegio-Convitto Nazionale di Genova, e non meno di dieci altri nel Convitto che secondo la mente del Soleri verrà ristabilito in quella città.

Art. 2. Gli alunni ammessi nel Collegio-Convitto Nazionale riceveranno l'istruzione secondaria classica o speciale secondo il piano di studii di quel Collegio. Accettati in esso vi potranno continuare sino al compimento del corso, purchè non ecceda anni sei.

Art. 3. Per essere ammessi nel Convitto Soleri dovranno i giovani aver terminato la rettorica od il corso speciale che s'insegna nei Collegi-Convitti Nazionali. Sarà loro facoltativo applicarsi agli studi universitarii o tecnici per addottorarsi in una delle facoltà o conseguire una professione qualunque.

Art. 4. Ad uno tra i posti che rimanessero vacanti nel Convitto Soleri potrà essere nominato dagli elettori quell'alunno del Collegio-Convitto Nazionale che avrà dato distinte prove di moralità e capacità.

Art. 5. L'amministrazione del lascito Soleri, attualmente commessa all'Università di Genova, sarà quind'innanzi affidata ad una commissione speciale, composta del consultore della detta Università che ne avrà la presidenza, di un membro nominato dai protettori superstiti, e d'un altro membro nominato da Noi sulla proposizione del Ministro della Pubblica Istruzione.

Art. 6. Alla commissione spetta il proporre alla nomina del Ministro della Pubblica Istruzione il direttore del Convitto Soleri, il quale avrà voto consultivo nelle deliberazioni della medesima.

Art. 7. La commissione procederà quanto più presto sarà possibile alla proposta del direttore, alla compilazione del Regolamento disciplinare del Convitto Soleri, il quale dovrà essere approvato dal Nostro Ministro della Pubblica Istruzione, e procurerà che non più tardi del principio del prossimo anno scolastico sia aperto il Convitto Soleri, e vengano in esso e nel Collegio-Convitto Nazionale ammessi a godervi dei posti gratuiti vacanti i giovani chiamati dal testatore.

Art. 8. La commissione corrisponderà annualmente la somma di settecento lire alla cassa del Collegio-Convitto Nazionale per ogni alunno che vi sarà ricevuto.

Il bilancio presuntivo ed il conto di amministrazione saranno a tempo debito presentati dalla Commissione all'approvazione del Ministero.

Art. 9. È abrogata ogni disposizione contraria al presente Decreto.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione è incaricato dell'esecuzione di questo Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato a Torino, l'8 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

FARINI.

S. M., in udienza del 15 corrente mese, ha provvisto a riposo l'aiutante anziano nel Genio civile Giovanni Gajo, conferendogli ad un tempo il titolo di ingegnere.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 17 febbraio.*

Nella seduta d'oggi il Senato udiva le relazioni sopra i seguenti progetti di legge: 1° Per lo stabilimento di una linea telegrafica da Torino al confine lombardo; 2° per disposizioni sulla pubblica sicurezza; 3° per modificazioni alla legge 26 marzo 1848 sulla stampa. Procedeva in seguito alla discussione del progetto di legge per la retinenza sugli stipendi degli impiegati, il quale veniva approvato colle modificazioni dell'ufficio centrale, accettate dal Ministero, con voti favorevoli 59 contro 18.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

(Veggasi il Regolamento nella Gazz. Piem. num. 50)

II. *Istruzione pei quesiti di letteratura e storia letteraria.*

I. DELL'ELOCUZIONE.

4. Qualità generali dell'umano discorso — Purità, proprietà, precisione, termini sinonimi, eleganza — Periodo — Armonia, armonia imitativa.

2. Linguaggio figurato — Cagioni, che lo producono — Tropi e figure — Loro fondamento nella natura — Vantaggi, che arrecano allo stile — Tropi — Loro definizione ragionata — Esempi — Osservazioni intorno all'uso de' tropi.

3. Figure di parole — Idea delle principali rischiarata con esempii — Ripetizione, sospensione, reticenza — Loro fondamento nella natura, nella passione o nelle ragioni dell'arte.

4. Figure di pensiero — Definizione ed esempii delle più importanti — Motivi, che le producono — Interrogazione, preghiera, imprecazione, apostrofe, ipotiposi, antitesi.

5. Stile — Varietà degli stili — Ragioni di esse nella diversità del concepire e del sentire — Relazioni dello stile colle materie e coi varii generi di componimenti.

6. Distinzione della prosa dalla poesia — Caratteri distintivi — Verso — Regole generali della versificatura latina ed italiana — Linguaggio poetico.

7. Forme principali dell'umano discorso applicabili ai varii generi di componimenti — Mondo interiore del pensiero e del ragionamento: forma espositiva, che lo rivela — Regole dell'esposizione — Metodi — Forma espositiva dialogica — Dialogo — Regole generali del dialogo — Mondo esteriore delle cose considerate nello spazio — Forma descrittiva — Descrizione — Sue regole — Diversi nomi, ch'ella prende secondo le cose, che si descrivono: Topografia, Prosopografia, ecc. — Mondo esteriore delle cose considerate nel tempo — Forma narrativa — Narrazione — Sue regole generali.

II. PRINCIPALI GENERI IN PROSA.

8. Lettere — Specie diverse — Loro caratteri e doti generali — Loro varia indole secondo le materie, di cui trattano, e le persone, cui sono dirette — Trattati — Fine del trattato — Metodo analitico e sintetico — Stile del trattato — Dialogo didattico — Sue leggi — Forma storica e drammatica di esso — Suo stile.

9. Eloquenza e Retorica — Fine che si propongono — Diversi generi di oratoria presso gli antichi ed i moderni — Loro differenze — Eloquenza parlamentare.

10. Invenzione — Parti di un discorso — Esordio — Scopo dell'esordio — Sue specie — Regole dell'esordio — Proposizione e divisione — Loro carattere — Loro norme — Narrazione — Carattere della narrazione oratoria — Sue doti principali.

11. Confermazione — Argomenti intrinseci ed estrinseci — Fonti degli argomenti — Esposizione degli argomenti — Argomentazione — Forme dell'argomentazione — Sillogismo, entimema, dilemma ecc. — Forme viziose.

12. Confutazione — Regole, che la governano — Fonti degli argomenti — Perorazione — Sue parti — Mozione degli affetti — Differenze tra l'eloquenza giudiziaria degli antichi e quella de'moderni riguardo alla mozione degli affetti — Esposizione — Pronunzia e gesto — Qualità fisiche e morali dell'oratore.

13. Narrazione di cose vere — Storia — Varie specie di storia — Universale, particolare, individuale (monografia e biografia), Storia generale o filosofia della storia — Forme della storia: cronaca, annali, storia artistica, storia filosofica.

14. Fonti della storia — Tradizioni, monumenti, documenti — Regole principali dell'arte critica — Stile della storia — Concioni.

15. Narrazione di cose finte o miste di finzione — Favola — Sue specie: Apologo, parabola, favola mista — Novella — Romanzo — Sue specie — Storico, intimo, di costume o sociale — Stile proprio di tali composizioni.

Appendice

TEATRO REGIO — RIGOLETTO del M. *Verdi.*

Il tema del *Rigoletto* è tolto dal dramma francese *Le Roi s'amuse*, dramma nel quale la intemperanza e la esagerazione vengono ricomprate dalle molteplici ed innegabili bellezze, ed al quale la arditezza e venustà di forme fa perdonare la stravaganza del concetto. Il sig. Piave poco seguì l'autore francese: tolse al dramma di Hugo il pensiero principale e lo foggiò a modo suo a libretto, nel quale non mancano squarci lodevoli.

Questa recente Opera del Verdi contrassegna una grande modificazione nell'indole estetica delle composizioni del giovine e celebre artista. L'effetto de' suoni, le masse armoniche che plasticamente allettavano l'udito, le formole diremmo di convenzione, lo strepitare degli strumenti metallici, i transiti arditi dal sommesso al tempestoso, le frequenti sincopi, le corone, l'abuso de' segni musicali, tutta insomma la suppellettile delle qualità distintive, non che dei difetti della scuola di Verdi, ha in quest'opera del *Rigoletto* lasciato il posto alla composizione semplice, schietta, allo studio della frase, al maggiore riguardo per la parte vocale.

Nel *Rigoletto* pochissimi sono gli squarci ne'quali l'orchestra soggioghi l'attore; gli accompagnamenti sono in generale affidati al quartetto degli strumenti d'arco, le melodie quasi sempre isolate o tutt'al più sorrette dai suoni più miti e dolci: le parti sì vocali che strumentali dettate con estrema sobrietà, con una castigatezza degna della più severa scuola; le frasi sono naturali sebbene studiatamente, ed in guisa quasi nuova nel Verdi, modellate sulla vera intenzione della parola musicata; i passaggi di tono ben condotti; le cadenze al solito asciutte ma più spontanee e forse manco affettate che nelle anteriori composizioni dell'autore.

Queste modificazioni, che noi accenniamo di volo, sul modo di comporre del Verdi hanno dei risultati de' quali è ancora difficile il render conto. Così, se il Verdi ci pare in quest'Opera assai più commendevole compositore per alcuni rispetti, per altri, potrà per avventura sembrare aver perduto que' mezzi co' quali ne' suoi precedenti spartiti otteneva generali applausi. Nell'Opera il *Rigoletto*, il Verdi è certamente più filosofico compositore se si badi alla mirabile diligenza ed accuratezza estetica nell'interpretazione del dramma: ed invece parrà a taluni che vi manchi quell'abbondanza di melodie che già resero il suo nome popolare.

Egli è fuor di dubbio che per quella parte di pubblico che va al teatro colla speranza di sentirsi solleticato l'orecchio da motivi di facile vena, e dei quali possa, escendo dallo spettacolo, mormorarne il ricordo, l'opera il *Rigoletto* deve sembrare assai più povera che non le altre del Verdi. Ma per quell'altra parte, e non crediamo sia la più grande, che vuole seguire con attenzione e veggenza le intenzioni del compositore, noverare tutti i piccioli anche fuggitivi momenti, ne' quali la mente dell'artista lascia scaturire le scintille del pensiero che lo governava scrivendo, e ne tiene conto, e forma adagio ed a passi il suo giudizio, noi supponiamo che il *Rigoletto* non verrà meno accetto delle altre più lodate opere del questo autore.

I recitativi del *Rigoletto* sono pregevolissimi massime per la passione drammatica, e citiamo solo per esempio la scena nella quale *Rigoletto* guardando dietro al sicario, al quale affida la commissione d'un assassinio, dice: — Pari siamo . . . io la lingua egli ha il pugnale ecc. — ed in generale quasi tutti i recitativi del Rigoletto, che vengono, diciamolo di volo, interpretati con grandissima maestria dal Ferri.

Non veggiamo nel Rigoletto grande abbondanza di pezzi così detti concertati, sebbene in quasi tutti gli squarci s'odano combinazioni di voci e di suoni o che si seguono, o che si avvicendano, che di molto accrescono ora l'affetto ora lo sdegno, le passioni infine che il maestro vuole eccitare.

Come già abbiamo accennato, ci sembra che la melodia non sia nel *Rigoletto* copiosa come è spesso nei lavori del Verdi: però quella poca ci è sembrata, forse non nuovissima, ma elegante e sempre acconciata con fino accorgimento alla parola: per ciò che spetta alla strumentazione, ripetiamo che nel *Rigoletto* è nostra opinione avere il Verdi perduto qualche difetto e trovate parecchie maschie qualità. Tuttocchè una sola rappresentazione non ci abbia somministrato agio bastante a giudicarne, osiamo dire per modo d'esempio, che assai raramente udimmo una scena drammatica così severamente maestosa, così profondamente lugubre qual'è quella nella quale *Rigoletto* s'avanza dal fondo della scena a vedere se l'assassino ha compito la commissione che egli gli aveva affidata, e poi si rimane a contemplare il sacco con entro un corpo umano.

La elaborazione strumentale è in tutto questo squarcio degna de' più nobili ingegni musicali. Il personaggio di *Gilda* è rappresentato dalla De-Giuli; quello di *Montenero* dal Baucardè; tanto questi attori che il Ferri sono assai degni d'encomio per la grande cura colla quale cercano d'interpretare un'opera certamente la più malagevole ad essere eseguita fra tutte quelle del Verdi.

I.

www.internetculturale.it

III. Principali generi in poesia.

16. Poesia lirica — Carattere generale della poesia lirica — Componimenti lirici: Canzoni, odi, sonetti, elegie, capitoli, epigrammi.

17. Poesia didattica — Sua indole — Sua diversità dal trattato in prosa — Episodii — Stile del poema didattico — Poesia didattico-morale — Satira, sermone Oraziano, epistole, favole in versi.

18. Poesia narrativa — Epopea — Carattere del poema epico — Sue parti — Azione epica — Sue doti — Sue parti — Episodii — Caratteri.

19. Soprannaturale nel poema epico — Ragioni di esso — Avvertimenti intorno alla varia natura ed all'uso del soprannaturale — Esempii tratti dai principali scrittori.

20. Differenze, che passano tra l'epopea ed il poema Dantesco e quello di cavalleria o romanzesco — Novella in poesia — Poema eroicomico.

21. Poesia drammatica — Tragedia — Suo fine — Dell'azione tragica — Sue qualità e parti — Questione delle unità nel dramma — Caratteri.

22. Commedia — Suo scopo — Sue specie (d'intreccio, di carattere, farsa) — Azione — Caratteri — Stile comico — Composizioni drammatiche, le quali partecipano più o meno della tragedia e della commedia — Melodramma.

IV. Storia letteraria latina ed italiana.

23. Indicazione delle età principali della letteratura latina — Scrittori latini più illustri anteriori al secolo d'Augusto, dei quali rimangono ancora le opere — Plauto, Terenzio, Lucrezio — Carattere generale dell'età di Augusto e di quella da Augusto ad Adriano—Cagioni, che influirono sulla letteratura in tali età.

24. Storici classici del secolo di Augusto — Cornelio, Sallustio, Cesare, T. Livio — Loro carattere — Fonti storici, ch'ei possedevano — Oratori — Cicerone e le sue opere.

25. Poeti più celebri del secolo di Augusto — Catullo, Tibullo, Properzio, Virgilio, Orazio, Ovidio — Brevi cenni intorno alla loro vita ed alle loro opere.

26. Cagioni dell'incominciata corruzione della letteratura latina dopo la morte di Augusto — Storici posteriori ad Augusto sino ad Adriano — Velleio Patercolo, Tacito, Svetonio — Loro carattere — Loro autorità storica.

27. Poeti epici e satirici da Augusto ad Adriano — Lucano, Stazio, Fedro, Giovenale — Tragedie attribuite a Seneca.

28. Cenni intorno ai secoli più celebri della letteratura Italiana — Secoli XIV e XVI — Cagioni di tale celebrità.

29. Carattere degli scrittori del secolo XIV — Dante, Petrarca, Boccaccio — Loro vita — Carattere delle opere loro.

30. Cagioni del poco fiorire della letteratura Italiana nel secolo XV — Corte di Lorenzo De'Medici — Scrittori di questo secolo, prosatori e poeti — Pandolfini (Leon Battista Alberti) — Pulci, Poliziano, Boiardo.

31. Risorgimento della letteratura Italiana e suo perfezionamento nel secolo XVI — Storici e politici — Macchiavelli, Guicciardini, Porzio, Varchi, Paruta — Loro carattere — Oratori — Scrittori di lettere — Didattici — Caso, Caro, Castiglione.

32. Poeti del secolo XVI — Epici e cavallereschi — Trissino, T. Tasso, Ariosto, Berni — Drammatica — Comici e tragici principali — Pregi e difetti delle composizioni drammatiche di questo secolo.

33. Didascalici e satirici del secolo XVI — Alamanni, Baldi, Rucellai, Ariosto — Principali poeti lirici e pastorali — Drammi pastorali — Casa, Bembo, Guidiccioni — Sannazzaro, Rota, T. Tasso.

34. Cenni intorno alla letteratura Italiana nel secolo XVII — Cagioni della corruzione — Principali storici e scrittori filosofici e didattici di questo secolo — Davila, Bentivoglio, Sarpi, Bartoli, Galilei, Redi.

35. Poeti lirici ed eroicomici del secolo XVII — Testi, Guidi, Chiabrera, Filicaia, Tassoni, Bracciolini — Scuola Mariniana.

36. Perfezionamento della drammatica nel secolo XVIII — Alfieri, Goldoni, Metastasio — Vicende posteriori della letteratura Italiana.

Farini.

I. — *Istruzione per gli esami di Geografia.*

1. Definizione della geografia, e la sua triplice divisione.

L'orizzonte: i punti cardinali; la rosa dei venti; zenith e nadir; asse e poli della terra; declinazione dell'asse terrestre sul piano dell'eclittica. L'equatore: l'emisfero boreale e l'australe. La latitudine geografica di un paese; i gradi o paralelli di latitudine; la distanza da ciascuno dei medesimi rappresentata in miglia geografiche; i segni con cui si esprime; e la divisione dei medesimi. Influenza della latitudine sul clima.

2. Il meridiano geometrico; ed il meridiano geografico; numero dei meridiani nella circonferenza del globo; il primo meridiano; l'emisfero orientale e l'occidentale. La longitudine geografica di un paese; i gradi di longitudine, e la distanza dai medesimi rappresentata. I tropici; i circoli polari; le cinque zone; il clima fisico; le terre abitabili (*fino al 78° nell'emisfero boreale: nell'australe non si conosce esattamente*). Le cinque razze principali dei naturalisti; ed i caratteri esteriori di ciascuna delle medesime.

3. Divisione del globo in parte interna ed esterna; in acqua e terraferma. Il mare: il suo triplice movimento: il livello del mare. Divisione della terraferma in continenti: l'antico, e la parte che conobbero gli antichi; il nuovo; e l'australe. Le cinque parti del mondo. L'oceano generale: le sue cinque grandi divisioni; ed i confini di ciascuna delle medesime.

4. I mari mediterranei; i golfi e seni di mare; stretti e canali di mare; bassi fondi e banchi di sabbia; isole; gruppi ed arcipelaghi; penisole; istmi; promontorii e capi. Le colline; i monti; catene, e sistemi di monti; ghiacciaia; valli; fiumi; destra e sinistra; affluenti e confluenti; guadi; alveo; corrente: foce, ecc., torrenti e ruscelli. Laghi. Pianure; acrocori od altipiani; deserti, ed oasi; steppe; dune; maremme; lagune; delta.

5. Stato: lunghezza e larghezza geografica dello Stato: superficie; carte geografiche; ed uso delle medesime; mappamondo; atlante. Popolazione assoluta, e relativa; la nazione nel senso politico, geografico, etnografico. Le nazioni civili; le semibarbare; le selvaggie o barbare. Il governo, il potere, e le sue principali divisioni. Le principali forme di governo, e la definizione delle medesime. Statuti o costituzione.

6. Le principali religioni del globo: giudaismo; cristianesimo; islamismo; bramanismo; buddismo; ed il numero dei seguaci di ciascuna in generale. La chiesa greca, e la chiesa cattolica; i protestanti; le missioni; le colonie; e la popolazione approssimativa di tutto il globo.

7. *L'Europa*. La sua estensione; le principali catene di monti: i fiumi; gli stretti, e le isole; i mari interni. La popolazione assoluta; e la relativa (32 q.) La religione e il tipo etnografico della maggioranza degli europei; e la loro coltura in paragone delle altre parti del mondo. Parte dell'Europa conosciuta dagli antichi. Divisione geografica dell'Europa in orientale e occidentale; e divisione politica dell'Europa orientale in sette Stati.

8. *La Russia ed i principati di Moldavia, Valacchia e Serbia*. L'impero russo; e la sua estensione. La popolazione assoluta, e la relativa (57 q.) Governo; religione; grado di civiltà e d'industria; le città principali e la capitale dell'impero. Fiumi ragguardevoli. Possessioni russe nell'Asia; e nell'America. La Moldavia: estensione; popolazione assoluta; e relativa (75 q.); religione; governo e città capitale. La Valacchia, ecc. La Serbia.

9. *L'impero ottomano; la Grecia e le Isole Jonie*. La Turchia d'Europa: estensione; popolazione assoluta; e relativa (25); grado di coltura; governo, religione: fiumi e città principali; la capitale. Possessioni della Turchia in Asia ed in Africa. Il regno di Grecia: estensione; popolazione assoluta, e relativa (62 q.); governo; religione; città ed isole principali; la capitale. Paragone fra la Grecia antica e la moderna. La repubblica delle Isole Jonie; la popolazione, ed il governo; la capitale.

10. *L'Europa occidentale boreale*. Divisione politica dell'Europa occidentale boreale. La monarchia norvegio-svedese: estensione; popolazione assoluta, e relativa (17 q.); governo; religione; fiumi, isole e città principali; la capitale; sue possessioni in America. La Danimarca, ed i paesi di cui si compone; estensione; popolazione assoluta, e relativa (149 q.); governo; religione: città ed isole principali; la capitale. La monarchia inglese in Europa: estensione: fiumi, ed isole principali; popolazione assoluta, e relativa (258); governo; religione: potenza marittima e commerciale. Le possessioni inglesi nel mediterraneo; nell'Asia; e nelle altre parti del mondo.

11. *La Prussia, l'Olanda ed il Belgio*. Divisione politica dell'Europa centrale in sette Stati. La Prussia: estensione: popolazione assoluta, e relativa (155 q.); governo; religione; fiumi e città principali: la capitale; importanza della Prussia nella Germania. L'Olanda: estensione; popolazione assoluta, e relativa (270); governo: religione; isole e fiumi principali; città, ragguardevoli, e potenza commerciale; le possessioni olandesi nell'Oceania e nell'Affrica. Il Belgio: estensione: popolazione assoluta, e relativa (404); governo: religione; fiumi e città principali: industria, e coltura.

12. *La confederazione germanica e l'Austria*. La confederazione germanica: rapporti politici fra gli Stati della confederazione: la dieta: la capitale; le principali città della confederazione; ed i più importanti Stati, di cui si compone; le città libere; forme di governo; e religione degli Stati della confederazione. L'Austria: estensione; popolazione assoluta, e relativa (172); governo; religione; fiumi e città principali; la capitale; differenze etnografiche dei popoli, di cui si compone la monarchia.

13. *La Confederazione Svizzera e la Francia*. La Svizzera; estensione e qualità del territorio; la popolazione assoluta, e relativa (177 q.) : governo ; religione; stati principali di cui si compone; rapporti politici fra loro : fiumi, e città principali ; possessioni svizzere in Italia. La Francia: estensione ; popolazione assoluta, e relativa in Europa (232); governo; religione; fiumi e città principali, industria, potenza continentale e marittima ; grado di coltura, ed influenza di questa nazione; sue possessioni nell'Africa, e nelle altre parti del mondo.

14. *La Penisola Spagnuola*. Divisione politica dell' Europa meridionale, e della penisola spagnuola. La Spagna : estensione; popolazione assoluta e relativa (92); governo ; religione ; fiumi e città principali ; sue possessioni nell'Africa, nell'America e nell'Oceania. Il Portogallo : estensione ; popolazione assoluta e relativa (121); governo; religione; fiumi e città principali ; possessioni portoghesi nell'Africa, nell'Asia e nell' Oceania. La repubblica d'Andorra ; e Gibraltar o Gibilterra.

15. *Lo Stato Sardo*. La penisola italiana, e la sua divisione politica ; monti, e fiumi ed isole principali ; il bacino del Po. Lo Stato Sardo : estensione ; confini; isole; popolazione assoluta nel 1851 ; popolazione relativa (220); religione; governo : lo Statuto di Carlo Alberto ; divisione militare, e amministrativa del Regno : monti ; fiumi, e città principali. Canali d'irrigazione ; strade ferrate ; industria ; commercio ; finanza, e forza militare. La dinastia di Savoia, e l'importanza dello Stato Sardo per la sua situazione geografica, e per l'indole militare dei suoi abitanti. Il principato di Monaco.

16. *Il Regno Lombardo-Veneto ; i ducati di Parma e Modena ; la Svizzera italiana, e lo Stato Pontificio, e S. Marino*. Il regno Lombardo-Veneto : estensione ; popolazione assoluta, e relativa (565) ; governo ; religione ; fiumi, e città principali. Il ducato di Parma : popolazione; governo, e città principali. Il ducato di Modena : popolazione ; governo, e città principali. La Svizzera italiana : popolazione e governo. Lo Stato pontificio : estensione ; popolazione assoluta e relativa (246) : governo ; religione ; fiumi e città principali ; Roma. La repubblica di San Marino.

17. *Il granducato di Toscana ; il regno di Napoli ; Corsica, e Malta*. Il granducato di Toscana : popolazione assoluta, e relativa (215) ; governo, e religione ; fiumi, e città principali ; Firenze. Il regno delle Due Sicilie : estensione ; popolazione assoluta, e relativa (256) ; governo ; religione ; isole ; fiumi, e città principali ; la Sicilia. La Corsica : popolazione e governo. Il gruppo di Malta : popolazione e governo ; importanza militare di Malta nel Mediterraneo.

18. *L'Africa* : estensione, e natura del suolo ; monti e fiumi, ed isole principali ; popolazione assoluta, e relativa (7) ; idea generale della coltura dei suoi abitanti in confronto di quelli dell'Europa ; indicare alcuni degli Stati più importanti dell'Africa in generale ; ed in particolare gli Stati dell'Africa settentrionale dal Golfo Arabico al Mare Atlantico. Parte dell' Africa, nota agli antichi.

19. *L'Asia* : estensione ; mari interni; isole, monti, fiumi e laghi principali : popolazione assoluta, e relativa (7) ; idea generale della civiltà dell' Asia in paragone dell' Europa ; gli Stati più importanti. La Turchia ; l'Arabia ; la Persia ; le Indie ; l'impero Chinese ; il Giappone ; i nomadi dell' Asia centrale, e la Siberia ; città principali. Parte dell' Asia, conosciuta dagli antichi.

20. *L'America* : circostanze principali della sua scoperta : estensione e divisione geografica ; popolazione assoluta, e relativa (5 q.) ; mari interni ; isole ; fiumi e laghi principali ; le colonie europee : gli schiavi ; e gli indigeni. Gli Stati Uniti : popolazione, governo e religione. Il Messico : popolazione, religione e governo. Il Perù. Il Brasile ; popolazione, religione e governo. L'America inglese : l'America spagnuola ; ed alcuni altri degli Stati più ragguardevoli ; città principali.

21. *L'Oceania* : estensione ; popolazione assoluta, e relativa (6 q.) l'Australia ; la Malesia ; e la Polinesia. Idea generale della coltura; religione, e governo dei popoli dell' Oceania. Possessioni olandesi, spagnuole, e di altri Stati europei.

Farini.

Azienda generale di finanze.

Avviso d'Asta.

Il Pubblico è avvertito che, alle ore dieci antimeridiane del giorno di lunedì primo marzo prossimo venturo e successivamente, si procederà nel Comune della Venaria Reale, ed in una delle sale del Castello, alla vendita, col mezzo dei pubblici incanti, in favore dell'ultimo miglior offerente, di una notevole quantità di — Lettiere in ferro; di pagliaricci e materassi in parte non ancor usati; di coperte di diverse qualità da estate e da inverno; d'oggetti di rame; sgabelli ad uso di guardaroba; di mantili da tavola; cavaletti in ferro per letti; di tavole in legno di pioppo di varia dimensione; botti da vino; arredi da cappella, e di duecento e più pianticelle di gelso esistenti nei beni detti dell'*alto Parco*, e suscettivi di essere altrove trapiantate, il tutto proveniente dal soppresso Instituto agrario-veterinario-forestale.

La vendita avrà luogo a pronti contanti, e prima del trasporto degli effetti deliberati.

Torino, il 15 febbraio 1852.

Per detta generale Azienda
Il sotto-capo della seconda divisione
Tonelli.

FRANCIA

Parigi, 14 *febbraio*. Ecco il decreto, da noi accennato nel numero precedente della Gazzetta, che stabilisce definitivamente la formazione dell' esercito d'Africa :

Art. 1. Saranno formati tre reggimenti di Zuavi che prenderanno le denominazioni di 1°, 2° e 3° di Zuavi.

Ciascuno dei tre battaglioni del reggimento attuale diverrà il nucleo d' uno dei tre corpi di nuova formazione.

Art. 2. I reggimenti di Zuavi saranno organizzati giusta le basi stabilite dall' ordinanza dell' 8 settembre 1841, e costituiti sul tipo del reggimento che esiste.

Art. 3. Per la formazione dei quadri dei reggimenti di Zuavi, e con derogazione alle disposizioni dell' ordinanza del 16 marzo 1838, gli ufficiali dei corpi di fanteria potranno, sulla designazione del ministro, passare col loro grado in questi reggimenti.

A fine d'assicurare a tutti i corpi di fanteria una parte eguale nel beneficio della presente formazione, le vacanze dei posti di luogotenente e di capitano, aperte in questi corpi dal passaggio nei reggimenti di Zuavi d'ufficiali di detti due gradi, saranno devoluti all'anzianità o alla scelta, su tutta l'arma, in proporzione determinata dalla legge, a sottotenenti e luogotenenti in attività.

Art. 4. I tre battaglioni di bersaglieri indigeni saranno formati ciascuno di otto compagnie, conformemente alle disposizioni dell' ordinanza costitutiva del 7 dicembre 1841.

La loro organizzazione sarà compiuta come segue :

Per ogni battaglione : un capitano maggiore ; un luogotenente o sottotenente faciente funzioni d'ufficiale di vestiario e d'armamento ; un sergente segretario del tesoriere ; un sergente francese guarda-magazzino ; un caporale francese per la musica ; due sergenti e due caporali francesi per compagnia ; un posto di *enfant de troupe* per compagnia.

I battaglioni di bersaglieri indigeni potranno inoltre ricevere soldati francesi fino a concorrenza di trenta per battaglione.

Un quarto dell'effettivo di ciascuno di questi tre battaglioni (soldati e trombetti) potrà essere di prima classe. I soldati passeranno alla prima classe alle condizioni determinate per l' ammissione nelle compagnie scelte nei corpi di fanteria.

Art. 5. I quadri delle compagnie da organizzarsi nei battaglioni di bersaglieri indigeni saranno formati giusta le prescrizioni dell'art. 3 del presente decreto concernenti gli ufficiali di fanteria che passano col loro grado nei nuovi reggimenti di Zuavi.

Ufficiali delle altre armi che si fossero applicati allo studio della lingua araba e dell'amministrazione indigena potranno, a titolo di eccezione, venir ammessi in dette compagnie. Essi subiranno, in questo caso, l'applicazione del paragrafo 2 dell'art. 36 dell' ordinanza precitata del 16 marzo 1838.

Art. 6. L' effettivo degli squadroni di spahi in ciascun reggimento sarà accresciuto : a 200 cavalli nella provincia di Costantina, a 180 in quella d'Algeri, a 175 in quella d'Orano.

Art. 7. Gli ufficiali attualmente distaccati dai reggimenti dell' interno negli uffici arabi entreranno nei corpi formanti la porzione permanente dell' esercito d' Africa, alla quale dovranno d'ora in poi appartenere i militari investiti di queste funzioni speciali.

Art. 8. Gli ufficiali appartenenti ai corpi di permanenza in Algeria non potranno esservi obbietto di due promozioni consecutive, senza essere astretti alla condizione di rientrare in un corpo dell' interno.

Tuttavia, questa disposizione non sarà applicabile agli ufficiali che, essendosi dati con buon successo allo studio della materia araba, e parlando la lingua del paese, fossero idonei a sostenere impieghi speciali o il cui mantenimento in Algeria fosse determinato da circostanze eccezionali.

Art. 9. Dopo sei anni di dimora in Africa, gli ufficiali che si fossero abituati al clima, e cui l'età o ragioni particolari inducessero a domandare il loro ritorno in Francia, rientreranno nei corpi dell' interno per via di permutazione facoltativa, con diritto alle indennità attribuite agli ufficiali permutati d' ufficio.

Art. 10. Dopo otto anni di dimora in Algeria, i sottufficiali, caporali, brigadieri e soldati appartenenti alla porzione perma-

nente dell' esercito d'Africa, che ne faranno la domanda, saranno richiamati in Francia e sostituiti da militari del loro grado presi nei reggimenti dell' interno.

Art. 11. Sarà statuito da regolamenti ulteriori sopra tutte le quistioni di soldo e d' amministrazione che si connettono alle disposizioni del presente decreto.

— Leggesi nel *Moniteur* la seguente nota *comunicata*:

In un articolo che parecchi giornali francesi hanno riprodotto di recente, il giornale inglese il *Times* annunzia che alcuni sensali francesi sarebbero andati in Inghilterra con incarico di trattare coi negozianti di cavalli di quel paese per la rimonta di parecchi reggimenti di cavalleria francese grave e leggiera.

Il governo francese, che trova nella produzione cavallina indigena mezzi sufficienti per la rimonta della nostra cavalleria, non diede alcuna missione di tal genere a chicchessia. La notizia estratta dal *Times* non ha dunque il minimo fondamento.

— Gl'interessi della famiglia d'Orleans, dice la *Presse*, sono affidati a una commissione della quale fanno parte i signori Odilon Barrot, Berryer e Vatmesnil.

— Il sig. Brives, ex-rappresentante, è partito iersera alla volta del Belgio.

— Il sig. Giraudeau, chirurgo di prima classe a Tolone, è nominato capo di servizio medico della colonia penitenziaria di Caienna.

— Il sig. di Saint-Georges, direttore della Stamperia Nazionale, ufficiale della Legion d'Onore, è promosso al grado di commendatore dell'Ordine istesso.

Sono parimente nominati commendatori della Legion d'Onore i signori Gilardin, procuratore generale presso la corte d'appello di Lione, e Corbin, procuratore generale presso la corte d'appello di Bourges.

— Leggiamo nel *Courrier du Havre* del 15: Una lettera particolare, giunta stamane da Parigi sulla nostra piazza, dà come certo che il ministero delle finanze si occupa della quistione di sopprimere i diritti sulle materie prime che servono alla costruzione delle navi.

INGHILTERRA

Londra, 13 *febbraio*. *Camera dei lords*. — *Tornata del 12 febbraio*:

Il conte di *Fitzwilliam* si rivolge al ministro degli affari esteri, e lo interroga intorno al caso succeduto al sig. Mather, suddito inglese, a Firenze, esprimendo il desiderio che il governo saprà in ogni occasione proteggere i sudditi inglesi residenti all'estero.

Il conte di *Granville*, ministro degli affari esteri, incomincia dall'invocare la indulgenza della Camera, e quindi passa a discorrer del caso del sig. Mather. Questi passeggiava con suo fratello nelle strade di Firenze, mentre passava un reggimento austriaco preceduto dalla sua banda musicale. Il passaggio di una carrozza generò qualche confusione, ed il sig. Mather urtò un ufficiale che lo percosse con la sciabola. Un altro ufficiale allora diede un colpo al sig. Mather. I diversi testimonii presenti all'accaduto narrano il fatto presso a poco negli stessi termini. L'ufficiale austriaco afferma di aver detto al sig. Mather di scostarsi: da che facilmente potè nascere un malinteso, perchè il sig. Mather probabilmente non comprende bene l' italiano, e l'ufficiale austriaco lo parlava male. Il sig. Mather afferma di non essersi posto in contegno offensivo, mentre l'ufficiale austriaco dice che egli si pose in attitudine di fare ai pugni (*boxer*). E questo divario può conciliarsi osservando che probabilmente l'ufficiale austriaco ha considerato come posizione aggressiva la difensiva presa dal sig. Mather.

Appena avuto notizia del fatto, continua lord Granville, ho mandato istruzioni al sig. Scarlett perchè, presa esatta cognizione del fatto, chiedesse ampia riparazione di una ingiuria così arbitraria e crudele contro un suddito inglese inoffensivo. (*Ascoltate*) In risposta il sig. Scarlett mi ha informato, che il generale austriaco ha fatto vivi rimproveri ad uno di quei due ufficiali, e che l'altro sarebbe pronto a chiedere scusa ove il sig. Mather desse qualche spiegazione. Il sig. Mather confinato a letto rifiutò dare qualsiasi spiegazione e preferì ricorrere ai tribunali. (*Ascoltate*) Ulteriori lettere ricevute dal padre del sig. Mather, scritte con molto buon senso e moderazione, lamentano le difficoltà che si incontrano nella processura legale.

Lord Granville ricorda un caso avvenuto a Vienna qualche tempo fa ad un francese, che passò fumando dinanzi ad una sentinella, e cita quest'esempio per dimostrare in qual guisa le leggi austriache intendono l'onor militare. Il nobile lord conchiude affermando che il governo non trascurerà nulla perchè giustizia venga resa al sig. Mather, ed esprimendo la fiducia che tanto il governo toscano quanto le autorità austriache concorreranno con buona volontà a sciogliere le difficoltà insorte in proposito.

— Ecco i bastimenti della più parte de' quali sarebbe composta la nuova squadra annunciata dal *Morning-Chronicle* e della quale fu fatto cenno nel numero antecedente della Gazzetta:

Il *Waterloo* di 120 cannoni; il *Queen* di 116; *Neptune*, 120; *S. George*, 120; *Imprenable*, 104; *S. Vincent*, 100; *Prince Regent*, 92; *Rodney*, 92; *London*, 92; *Ganges*, 84; *Superb*, 80; *Bascawen*, 70, *Blenheim*, 56; *Edinburg*, 58; *Hogue*, 56; *Ajax*, 56; *Arethuse*, 50; *Indefatigable*, 50; *Leander*, 50. Tutti questi bastimenti, tranne il *Ganges* e l'*Edinburg*, sono già in attività di servizio. Il vascello ammiraglio della nuova squadra d' evoluzione sarebbe il *Sans-Pareil*, vascello a due ponti, a elice, di 84 cannoni, avente a bordo il comandante in capo vice-ammiraglio sir Thomas Cochrane.

— Si legge nel *Morning Advertiser*:

Si annunzia la morte di lord Denorban che avea sposato nel 1840, e in seconde nozze, miss Smyth, sorella della principessa di Capua. Il suo figlio unico gli succede nel suo titolo.

— Il *Globe* pubblica la nomina del sig. Henry Castwright al posto di soprintendente del carcere penitenziario della Guiana inglese.

— Giusta l' asserzione de' giornali di Londra, il governo di S. M. B. sta negoziando con la Porta la costruzione d'una strada ferrata da Belgrado alla frontiera bulgara.

— Si legge nel *Daily-News*:

Il brigantino *Apprentice*, capitano John Hardy, arrivò da Bussorah ai *Docks* di Santa Cattarina col resto della collezione delle antichità di Ninive del sig. Layard, fra le quali è un pezzo di scultura le cui proporzioni sorpassano di molto quelli che sono stati precedentemente portati in Inghilterra. Esso pesa 15 tonnellate.

— Si legge nell'*Express*:

Ai cannoni della batteria dell' arsenale di Pembroke, in numero di 19, saranno sostituite altri meglio appropriati al servizio. Il distaccamento d'artiglieria reale di guernigione a Pembroke lavora attivamente nel montare i cannoni sulle fortificazioni delle torri Martello. Il luogotenente colonnello dell' 82 reggimento ed un chirurgo deono recarsi in quella città per visitare lo stato-maggiore della milizia permanente della contea.

ALEMAGNA

Austria. Scrivono da Vienna alla *Gazzetta di Colonia*, che avendo il governo prussiano dichiarato volere che le sue truppe facciano parte della guarnigione di Amburgo, il gabinetto austriaco rinunziò al suo progetto di lasciare in quest' ultima città un presidio di 4000 uomini.

— Secondo una corrispondenza della *Gazzetta d'Augusta*, si mantiene la voce sparsa di una imminente nuova operazione di credito: tuttavia non sarebbe punto questione di qualche grande prestito, ma bensì di un prestito sulle strade ferrate per la costruzione delle linee già progettate: quel prestito sarà, dicesi, di venti milioni. Il contegno costantemente passivo della Borsa di Vienna, così prosegue il citato giornale, non lascia però supporre tanto imminente la detta operazione, quantunque non possa negarsi che in questi ultimi giorni gli affari si rianimarono.

Prussia. La *Gazzetta di Prussia* reca quanto segue:

La Prussia e l' Austria presentarono alla Dieta Germanica, nella seduta del 7 gennaio, due rescritti del ministro d'Ubden e del luogotenente feld maresciallo conte di Leiningen; uno dicesi concerne le disposizioni prese pel ristabilimento dell'ordine e della quiete nell' Assia Elettorale; il secondo riguarda il regolamento futuro della questione della legge fondamentale.

Riguardo a quest'ultimo punto, i due commissari si posero in comunicazione col governo dell'Assia Elettorale, ed il progetto di una costituzione riveduta può riguardarsi come il risultamento delle loro deliberazioni. Questo progetto, elaborato dal governo dell'Assia Elettorale ed approvato dai commissari, fu anche presentato alla Dieta Germanica dalla Prussia e dall'Austria; le quali proposero in pari tempo che si decretasse l'abrogazione dello Statuto del gennaio 1831, e poi si approvasse la nuova costituzione, e s'invitasse il governo dell'Assia Elettorale a porla quanto prima in pratica.

La confederazione risolverà definitivamente solo quando si conoscerà il parere dell' assemblea degli Stati che dovrà convocarsi.

Del resto, non si tratta punto di cangiare soltanto alcuni paragrafi dell' antica costituzione, ma di ottriarne una affatto nuova.

Baviera. *Monaco*, 12 *febbraio*. Il comitato di finanze della Camera dei deputati si è unanimemente dichiarato contro la proposta del signor Arnhein, tendente a coprire il disavanzo coll' emettere cinque milioni di carta monetata non redimibile.

Annover, 10 *febbraio*. Il senatore Duckwitz, già ministro dell'impero, è giunto qui avant' ieri, incaricato di una missione del Senato di Brema, relativa alla flotta del mare del Nord. Egli tenne lunga conferenza in casa del signor Scheele, presidente del Consiglio dei ministri, col signor di Borries, ministro dell' interno ed il signor Neuburg, consigliere privato di legazione. In seguito a quella conferenza si sono spediti dispacci in ora avanzata di notte.

TURCHIA

Scrivono alla *Gazzetta di Colonia* che il progetto del governo britannico di erigere in porto franco la capitale dell'Albania, è vicino ad effettuarsi.

Questo progetto si riferisce alla costruzione di una strada ferrata da Belgrado, nella Servia, fino al confine della Bulgaria.

Quella strada seguirà due direzioni, l'una verso il mare Adriatico, e l'altra verso Costantinopoli, passando per Sofia ed Adrianopoli. La Porta Ottomana ed il Sultano personalmente secondano quell'impresa. Ragioni politiche e strategiche inspirarono l'idea di costruire questa strada ferrata.

Le ultime notizie di Costantinopoli recano che è prossimo a conchiudersi il relativo trattato fra la Gran Bretagna e la Porta: quest'ultima cederà gratuitamente il terreno necessario per la strada, ed entra mallevadrice pei 10 primi anni d'interessi, purchè restino a sua disposizione i trasporti di truppe, di dispacci ecc.

Tutti i materiali di costruzione che non si trovassero nel paese, potranno importarsi dall'Inghilterra immuni d'ogni dazio. Ingegneri inglesi tracciano di già e levano piani. Trattasi inoltre di scavare le miniere d'argento e di rame della Bosnia e dell' Erzegovina.

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Interno*. Si legge nel *Corriere mercantile*:

Ci è grato annunziare che il Municipio, intesa la lagrimevole perdita dell' ill. Giovanni Torti, nè volendo tollerare che la spoglia mortale di quell'uomo, tanto povero di fortuna quanto ricco di fama, andasse confusa nella sepoltura comune, credette provvedere al decoro della città concedendo *gratis* luogo distinto nelle arcate del cimitero per un monumento che la pietà degli amici ed ammiratori vorrà certamente collocarvi.

— *Firenze*, 15 *febbraio*. Si legge nel *Costituzionale*:

La Toscana ha perduto nella notte del 13 al 14 del corrente uno dei suoi benemeriti figli, e Pistoja piangerà lungamente questo suo cittadino. Nicolò Puccini mancava ai vivi ed alla patria, che amò sinceramente ed a cui procurò sempre d'accrescere splendore, benessere e fama.

Dotato di cuor benefico, di vivace ingegno e d'anima indipendente, non potè vivere in mezzo alla società, non si creò una famiglia. Amico delle lettere, pregiatore delle scienze, protettore delle arti e promotore munificente dell' industria, fu soccorritore dei poveri, propagatore della popolare istruzione, e sollecito a prender parte ad ogni opera filantropica la quale venisse proposta.

— Negli scorsi giorni 11, 12 e 13 febbraio ha avuto luogo davanti alla R. Corte di questa città il dibattimento per titolo di *violenze pubbliche* relative al tumulto avvenuto il 29 maggio dello scorso anno nella chiesa di Santa Croce. — Erano presenti al giudizio gl' imputati G. Beppe Susini e Giuseppe Becherini: contumaci alla procedura Siro Pesci e Achille Batelli; contumace al giudizio Ferdinando Raspollini.

I due primi giorni del dibattimento furo impiegati nell'esame dei testimonii e in varii incidenti elevati dalla difesa e rigettati dalla Corte. Nella mattina del 13 il pubblico ministero avvocato Trecci prese le sue conclusioni, chiedendo per gli imputati presenti al giudizio il rinvio a carcere soffacta, e riserbandosi a concludere in Camera di consiglio riguardo ai contumaci. Presentarono in seguito con virile eloquenza la difesa degli imputati Becherini e Susini gli avvocati Fabio Nespoli e Francesco Capei, l'ultimo dei quali sostenne in tesi la legalità di quella resistenza.

Questa mattina la R. Corte ha pronunziato la sua sentenza condannando Siro Pesci e Ferdinando Raspollini, il primo a 56, il secondo a 40 mesi di casa di forza; rinviando Giuseppe Becherini per la carcere sofferta e sottoponendolo a 3 anni di sorveglianza di polizia, e finalmente assolvendo Achille Batelli e Giuseppe Susini col rinvio degli atti in quanto gli concernono alla potestà governativa.

— Leggesi nello stesso giornale:

Iermattina, 15 febb., ebbe luogo davanti al tribunale di prima istanza il dibattimento contro L. Serani, gerente del giornale l'*Arte*, imputato di infrazione all' art. 9 dell' ordinanza del 22 settembre 1850, per avere inserito in quel giornale artistico-letterario articoli contenenti, a senso dell' accusa, *allusioni politiche alle cose di Francia*.

Il pubblico ministero avv. L. Lami sostenne l'accusa, e considerando che il prevenuto era stato condannato nel decorso anno per lo stesso titolo a 15 giorni di carcere e 200 lire di multa, chiese che, come recidivo, venisse condannato a un mese di carcere e a lire 400 di multa.

L'avv. Restituto Trinci difensore dell'imputato con dotta ed elaborata orazione prese a dimostrare come non poteva in questo caso, in cui l'accusa stessa conveniva non contenersi negli articoli incriminati che semplici allusioni politiche, parlarsi d'infrazione all'art. 9 che vieta l'inserzione in giornali letterarii d'articoli concernenti alla politica o aventi mistura politica, non bastando a ciò una sola e lontana allusione; ma volendosi, come la nostra giurisprudenza ha stabilito, o narrazione di fatti politici, o censura di atti governativi.

Questa mattina il tribunale ha proferita la sentenza condannando il gerente del giornale ad un mese di carcere e 600 lire di multa.

— *Due Sicilie*. Rapporti ufficiali pervenuti al regio governo fanno sapere che in Messina i tremuoti sono continuati. Nella notte del 26 al 27 dell'andante mese furono tre scosse a brevi intervalli l'una dall'altra: la prima, che fu forte e prolungata, si sentì alle 2 a. m. precise; la seconda, meno forte e passeggera, alle 2 e tre quarti; la terza fortissima, sebbene di corta durata, alle 3 e tre quarti.

La popolazione, non ostante il rigore della stagione e la notte avanzata, compresa da ragionevole spavento, abbandonate le proprie case, uscì all'aperto: nulla per altro si ha da lamentare, e la innocuità delle scosse fu pari alla tranquillità, che non venne punto alterata.

Svizzera. Un foglio di Zurigo pretende sapere che il consiglio federale preparerà quanto prima un progetto di legge federale sulla stampa, per impedire che le relazioni della Svizzera siano turbate da attacchi della stampa contro gli Stati esteri ed i loro capi.

— *Lugano*, 16 *febbraio*. Leggesi nella *Gazzetta Ticinese*: All'atto di mettere in torchio, sentiamo che questa mattina il nuovo Gran Consiglio, radunato in Bellinzona, ha eletto a suo presidente il signor colonnello Giacomo Luvini-Perseghini.

Alemagna. *Francoforte*, 11 *febbraio*. Ieri ancora la *Gazzetta d'Augusta*, d'accordo con quasi tutti i giornali di Alemagna, diceva, forse per la centesima volta, che ogni speranza era svanita riguardo alla conservazione della flotta tedesca. Oggi invece lo stesso giornale reca quanto segue: La questione della flotta è stata finalmente decisa in modo consentaneo all'onore della nazione. Si dice che tutti gli Stati della confederazione sieno dichiarati disposti a pagare le loro quote matricolari.

È bensì vero che manca ancora la dichiarazione della Prussia, ma si crede indubbia la sua adesione, poichè la Prussia stessa aveva già richiesto che si riconoscesse la flotta come proprietà federale.

La lettera che tali cose annunzia (così soggiunge tra parentesi la *Gazzetta d'Augusta*) ci perviene da così buona sorgente, che noi vi prestiamo fede tanto più volontieri, in quanto che facilmente si crede ciò che si spera.

— Non solamente nel Belgio si hanno a lamentare straripamenti di fiumi ed inondazioni, ma anche in molte parti d'Alemagna, principalmente nel Wirtemberg, nel granducato di Baden, nell' Odenwald, al Reno, strariparono torrenti e fiumi, cagionando danni più o meno notevoli.

— *Kiel*, 10 *febbraio*. Si conferma che il commissario austriaco, conte Menndorff-Pouilly, è ritornato a Kiel per prender parte alla trasmissione del governo nelle mani del regio commissario danese, conte Rewentlow-Criminil. Operata questa consegna, i due commissari federali si recheranno, dicesi, a Copenaghen.

Il Corriere di Francia è in ritardo.

R. TIPOGRAFIA GERENTE.

Dalla Tipografia Militare, Piazza Vittorio Emanuele, porta n° 9, si è pubblicato il primo volume

Trattato d' IGIENE MILITARE

scritto per ordine
di S. M. il Re CARLO ALBERTO
dietro proposta del Consiglio Superiore Militare di Sanità,
dal dottore Antonio Carnevalle-Arella
Medico divisionale dell'Ospedale Militare di Genova.

Prezzo del Primo Volume Lire 4.

Tutte le domande d'Associazione dovranno essere accompagnate da un *vaglia* esigibile in Torino per l'importo di detto volume, unendovi centesimi 40, se si desidera di averlo franco col mezzo della posta, e spedite al Direttore della Biblioteca dell'Esercito in Torino.

Dell'Opera fa parte della *Raccolta delle opere militari della Biblioteca dell'Esercito.*

www.internetculturale.it

SOCIETA' AGRARIO-BOTANICA
BURDIN MAGGIORE E COMP.

È in corso di spedizione il Catalogo della Primavera, cioè il prezzo corrente dei seguenti generi :

SEMENTI d'ortaglie da grande cultura, da fiori, d'alberi e d'arboscelli, corredate di succinte ma precise istruzioni di cultura.

PIANTE, RADICI e TUBERI alimentari, DALIE di prima scelta, CIPOLLE, RADICI e BULBI da fiori per piena terra durante la bella stagione, PIANTINE per gli orli delle aiuole, PIANTINE d'alberi e d'arboscelli a foglie caduche e sempre verdi.

ALBERI FRUTTIFERI i più ricercati *con nuova riduzione di prezzo.*

DIVERSI ALBERI e PIANTE FRUTTIFERE assortite, come VITI per vino e per cibo, LAMPONI, RIBES, ecc. ecc,

CONIFERI di piena terra, ALBERI ARBUSTI e PIANTE d'ornamento di piena terra in assortimenti svariatissimi.

CAMELLIE, la collezione con importanti riduzioni di prezzo sia al pezzo che per assortimento.

PIANTE D'ARANCIERA d'abbondante fioritura fra cui molte atte a formare gruppi e ceste in piena terra durante la bella stagione.

Per la raccolta compiuta dei vegetali coltivati nello stabilimento, si consulti l'ultimo Catalogo generale 1849-1850, ed il supplimento autunno 1850, primavera 1851.

Le sieur TURE, jardinier-fleuriste, arrivant de Paris, a l'honneur d'informer MM. les acheteurs qu'il a déballé, rue *S. Massimo*, (Po), maison Claretta, une riche collection de plantes rares tant de pleine terre, que d'orangerie, arbres fruitiers, de toute espèce, et bulbes d'Alger, ognons, semences de fleur et de potager, qu'il vend à des prix très-modérés avec garantie.

Il tient aussi les épinards qui pomment comme les choux-fleurs.

VENDITA AD INCANTO VOLONTARIO
DI TERRENO FABBRICABILE

Si notifica che al mezzogiorno del 26 corrente febbraio seguirà, nell'uffizio di Giudicatura di Torino, pella sezione di Monviso, avanti il segretario del medesimo, previi i soliti incanti, il deliberamento di una porzione di terreno fabbricabile, di metri 1091, proprio dei minori Rocchietti, e posto poco oltre il ponte sul fiume Dora presso detta capitale.

Per le occorrenti notizie indirizzarsi allo stesso segretario.

INCANTO VOLONTARIO

Di un grande APPARTAMENTO ad uso di Albergo sotto l'insegna del **Leon d'Oro**, in Centallo, sullo stradale da Nizza a Torino; vaste scuderie, fenile e spaziosa corte con giardino. Il medesimo servirebbe anche per una famiglia signorile.

L'ultimo incanto scade il 23 del corrente.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

GIORGIO CENA, ebanista e tappezziere, tiene un variato assortimento di seggioloni elastici di lusso, come pure mobili di legno forestiere e del paese, a prezzi discretissimi. — Via dell'Arco, casa Bruno, n. 31, in Borgo Nuovo, Torino

---

DA AFFITTARE

al Borgo Dora, vicino alla chiesa parrocchiale

Varie camere, 3 scuderie di 40 piazze, con fenili, corte chiusa e *sosta*, il tutto unito o separato.

Cinque camere al piano terreno, e

DA VENDERE

Terreno fabbricabile, formante angolo in istrada d'Italia, vicino al ponte Dora, dietro la chiesa suddetta. Indirizzarsi al F.lli Barbiè, in Via di Po.

DA VENDERE

CASA, in Borgo Nuovo, di solida ed elegante costruzione, al disotto del costo, ma per pronti contanti almeno pei 2/3 del prezzo. Recapito in via dell'Arco, n. 11.

DA VENDERE OD AFFITTARE

Piccola VILLEGGIATURA, sui colli presso Cavoretto, composta di 4 membri al piano terreno, con piccola cantina, 6 membri al piano superiore, caso di terra, ed altro membro superiormente, con pozzo d'acqua viva, e giardino, situata alla distanza di circa 15 minuti dalla strada Reale di Genova.

Per le opportune indicazioni e trattative dirigersi dal sottoscritto, che tiene il suo uffizio in casa Barolo, piazza Susina, num. 6, piano secondo.

Gandiglio caus. coll.

Dalla Tipografia **Fory e Dalmazzo**

è uscito il seguente volume (edizione corretta ed ampliata):

SCRITTI SCELTI
del Cav. Dottor FRANCESCO REGLI

Contiene gli Elogi al professore Giovanni Zuccala, a Diodata Saluzzo Roero, a Defendente Sachi, a Gaetano Donizetti, ad Eustachio Fiocchi, a Mauro Ricotti, a Celestino Massucco; contiene pure il *Discorso*, *Un dovere che avrebbero Milano e le Città Italiane* — *Il primo di novembre del* 1755 (Racconto) — *La Laurea sospesa* — *Il cuore d'una Donna* — *Addio al Cimitero di Pavia* — *Album per l'anno nuovo*, ecc. ecc.

Si vende al prezzo di L. 5.

DA VENDERE per L. 1,120

Un PIANO-FORTE verticale, a *grand oblique*, di Pleyel. — Dirigersi al droghiere Delodi, piazza Vittorio, n. 11.

FALLIMENTO

di Alessio e Caterina Santero, coniugi Calvo, trattori all'insegna di Pastrengo, nel Borgo Nuovo di Torino, via della Chiesa, casa Gajero.

Verificazione dei crediti.

Si avvisano i creditori dei predetti coniugi Calvo di rimettere, nel termine di giorni 20, ai signori Mazzuchelli Giacomo ed Ajchino Luigi, sindaci definitivi, o l'alla Segreteria di questo Magistrato del Consolato, i titoli dei loro crediti, colla nota indicante la somma di cui si propongono creditori, e di comparire personalmente, o per mezzo di un mandatario, il 6 del prossimo marzo, ed alle ore 2 pomeridiane, in una sala di consiglio del prefato Magistrato, avanti l'ill.mo signor consigliere d'appello, cavaliere Viarana, giudice commissario, all'oggetto della verificazione dei detti crediti a termine di legge.

Torino, l'11 febbraio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Con atto del 6 giugno 1851, rogato Signoretti, di riduzione di deliberamento in instromento, il signor Vincenzo Vi ilio ha fatto acquisto dalle signore Cecilia Regis vedova Corte, Enrichetta Corte moglie Mottard, e Irene Corte, di una cascina in territorio di Casalborgone, regione Serra, coi terreni dipendenti, pel prezzo di L. 24,800.

Tale atto venne trascritto all'uffizio delle ipoteche di Torino sotto la data 17 gennaio 1852, e posto al vol. 54, art. 27094.

Torino, il 15 febbraio 1852.

Notaio certif. Domenico Signoretti.

NOTA

Il signor Carlo Candelo fu Felice, di Lavriano, accettava il giorno d'oggi, tanto nell'interesse proprio, che in quello delle sue sorelle Luigia moglie Secondino, e Carolina moglie Manera, e delli Isabella, Pietro, Giovanni, Caterina e Felice, pure suoi fratelli e sorelle minori, l'eredità dismessa dal loro padre, deceduto in agosto ultimo *ab intestato*.

Torino, il 14 febbraio 1852.

Gilardi sost. segr.

NOTA

All'udienza di questo tribunale di prima cognizione del 27 corrente mese, avrà luogo il secondo incanto e conseguente deliberamento di stabili posti sui territorii di Occhieppo Superiore e di Zubiena, in odio di Canova Deogratias fu medico Giacomo Antonio, sulla base delle offerte ed alle condizioni apparenti dal bando del 18 dicembre ultimo, redattosi dal signor segretario del tribunale per l'udienza del primo incanto inutilmente tentatosi.

Biella, il 14 febbraio 1852.

Dionisio sost. Demateis caus. coll.

NOTA

Nella causa instituita con citatorie per pubblici proclami avanti il magistrato d'appello di Casale sull'instanza del sig. avv. Giuseppe Gagliardi di Mortara contro i socii azionisti del teatro di detta città di Mortara, loro eredi, ed aventi causa, emanò sentenza del 9 corrente gennaio, colla quale il prelodato magistrato, reiette le eccezioni ed instanze in contrario, dichiarò: 1. essere il residuo credito del predetto avvocato Gagliardi verso i socii azionisti del nuovo teatro anzidetto per il prezzo d'appalto del quale si tratta, accertato nella somma di L. 33091, cent. 16, cogli interessi su questa somma a partire dal dì della domanda giudiciale in poi; 2. tenuti i socii azionisti al non dissentito pagamento a favore dell'avv. Gagliardi della relativa quota, sotto deduzione di quanto faranno constare di avere rispettivamente pagato; 3. doversi relativamente ai guasti succeduti nell'edificio teatrale, ed imputati al Gagliardi, come pure ai fitti da questi percetti dei dieci palchi rimasti invenduti, mandare, come mandò alle parti di maturare gli incombenti-spese del primo e secondo articolo, per due terzi a carico dei convenuti azionisti principali del causidico Panza, e le altre compensate, quelle del terzo riservate, meno quelle di contumacia, che dichiarò a carico dei socii contumaci.

Sottoscritti Cristiani P. P., Novelli relatore, quale sentenza viene pubblicata secondo la forma prescritta dalla legge per la di lei notificanza.

Casale, il 26 gennaio 1852.

Cayre proc. coll.

NOTA

All'udienza del regio tribunale di prima cognizione di Pinerolo del 4 prossimo mese di marzo, ore dieci antimeridiane, sull'instanza delli signori Conte Cesare Bianchis di Pomaré, residente in Pinerolo, e di lui figlio primogenito conte Remigio, questi provvisto di curatore speciale nella persona del priore del collegio dei causidici Giuseppe Cerutti, si procederà al primo nuovo incanto volontario della cascina e beni infradescritti in nove distinti lotti, alle condizioni apparenti dal nuovo bando venale stampato in data 27 gennaio ultimo.

L'incanto verrà aperto sui prezzi in ribasso d'estimo fissati dal geometra Giay, in esecuzione dell'ordinanza di voto del prelodato tribunale 22 predetto gennaio: cioè:

Pel lotto	primo	L. 30,000
id.	secondo	» 36,000
id.	terzo	» 2,800
id.	quarto	» 2,500
id.	quinto	» 10,000
id.	sesto	» 3,000
id.	settimo	» 2,800
id.	ottavo	» 3,000
id.	nono	» 1,000

Terminata la licitazione parziale si farà la riunione dei nove lotti e dei prezzi, e sul prezzo complessivo, verranno gli stabili reincantati e deliberati all'ultimo miglior offerente.

Descrizione degli stabili a subastarsi componenti la cascina detta la Novarea, situata sulle fini ed in vicinanza di Pinerolo

Grandioso fabbricato civile a due piani oltre il terreno, con porticati, sotterranei, ghiacciaia, scuderia e cappella, di oltre venti membri;

Casa rustica e beni adiacenti, di ettari 26, are 66, centiare 64, fertilissimi.

Questi beni godono del beneficio di una facile ed abbondante irrigazione, e sono ornati di un lago ameno.

Pinerolo, il 2 febbraio 1852.

Darbesio sost. Davico.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 17 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: giorn. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	per fine del mese corr.: giorn. pr. dopo bor.	per fine del mese corr.: nella matt.	per fine pel mese prossimo: giorn. pr. dopo bor.	per fine pel mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.	89 75 90	89 75	90 90 90	90 95		
1851 » » 1 dicem.	90 90	88 90	90 40	95		
1834 Obbligaz. 1 genn.		88 50				
1849 » 1 8.bre		942 50				
1850 » 1 febbr.		997 50				
1844 5 0/0 Sard. 1 genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
Banca di Savoia						
Città di Torino 4 0/0 oltre int. decor.						
5 50 0/0 i sup.						
Soc. dei Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nova)						
Incendii a premio fisso 3/4 x.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBII	Per brev.sca.	Per tre mesi
Augusta	258 —	259 —
Genova sconto	4 p. %	
Francoforte S. M.	210 —	
Lione	99 60	99 40
Londra	35 30	35 15
Milano	—	—
Parigi	100 —	99 45
Torino sconto	4 p. %	

MONETE CONTRO ARGENTO o BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 92 L.	90 04 —	90 07 —
— di Savoia	88 71 —	88 76 —
— di Genova	79 30 —	79 40 —
Sovrana nuova	35 95 —	36 15 —
— vecchia	34 80 —	34 95 —
EROSO misto	Perdita 9 75	9 — %

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera RIGOLETTO, del M.ro Verdi Ballo *Fausto*, — Balletto — *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Due famiglie in una casa* — *Il matrimonio della libertà*.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagna francese rappresenta: *Le capitaine Charlotte*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: — il *Giuramento*, musica del maestro Mercadante. — Ballo in tre atti *Alice*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Il naufragio di Tom pouce*.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Il gran convitato di pietra*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita Ballo *Mazzeppa*.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 9 mattina	BAROMETRO A MILLIMETRI: mezzodì	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: mezzodì	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: mezzodì	ANEMOSCOPIO: ore 3 sera	ANEMOSCOPIO: ore 9 mattina	ANEMOSCOPIO: mezzodì	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 9 mattina	STATO DELL'ATMOSFERA: mezzodì	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 3 sera
6 febbr.	756 86	757 40	756 80	+ 4 7	+ 11 2	+ 1 9 1	+ 3 0	+ 10 0	+ 11 1 4	N.	S. O.	S. O.	Ser. con vap.	Ser. con velo.	Ser. con vap.
7 »	759 60	761 26	762 52	+ 3 6	+ 8 5	+ 1 7 4	+ 0 4	+ 8 5	+ 10 7	S.S.O.	S.S.O.	N.	Nebbia	Ser. con vap.	Ser. con vap.
8 »	765 2	762 52	761 46	+ 5 4	+ 11 4	+ 1 1 3	+ 5 3	+ 7 3	+ 8 2	S.S.O.	N.N.O.	N.N.O.	Ser. con velo.	Ser. con velo.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

www.interpotcultural.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 43 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

GIOVEDI' 19 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato
L'associazione ha principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	56	28

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza 28 dicembre 1851, a proposta del Ministro Esteri, ha nominato a cavaliere dell'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, il barone Giovanni Antonio Michieni, ingegnere capo e preposto al corso del Ticino;

In udienza dell' 8 febbraio 1852, a proposta del Ministro delle Finanze, il nobile Camillo Spinola, tesoriere provinciale;

In udienza del 10 febbraio, a proposta del Ministro dell'Interno, il benone avvocato Luigi Borsarelli di Rifreddo, già direttore del Manicomio di Torino; il banchiere Giuseppe Luigi Dupré, consigliere comunale, membro della congregazione amministratrice dello Spedale Maggiore di S. Giovanni Battista e della Città di Torino; l'avvocato Vincenzo Vaglienti, giudice di prima cognizione, amministratore del Ricovero di Mendicità di Torino;

In udienza del 15 detto mese, a proposta del Ministro dei Lavori Pubblici, l'ingegnere Gaetano Bonelli, incaricato della Direzione della linea telegrafo-magnetica da Torino a Genova.

S. M., aderendo alle reiterate istanze del cav. Luigi Parola, dottore in medicina, lo ha, con Decreto dell' 8 corrente mese, esonerato dalla carica di R. Provveditore agli studi della provincia di Cuneo, ed ha col Decreto stesso nominato in surrogazione di lui l'avv. Carlo Brunet.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 18 *febbraio*.

Oggi il Senato udì relazioni di petizioni, e s'occupò della petizione del rettore della compagnia di S. Paolo senza procedere, attesa l'ora tarda, ad alcuna deliberazione.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

(*Veggasi la Relazione nella Gazz. Piem. num.* 41)

Programma per l'insegnamento della Fisica applicata alla Fisiologia.

1. Si richiameranno alla memoria con brevissimi cenni i principii generali della fisica e della chimica, che si suppongono già conosciuti da coloro che intendono applicarsi allo studio della fisica dei corpi organici.

2. Si studieranno le singole proprietà generali relativamente ai corpi organici, analizzando tali proprietà tanto nelle parti solide che nelle parti liquide di detti corpi. Quindi:

(A) Proprietà fisiche dei tessuti — Porosità — Compressibilità — Dilatabilità — Elasticità — Estensibilità — Flessibilità — Tenacità — Durezza — Mollezza — Friabilità — Peso specifico — Composizione fisica.

(B) Proprietà fisiche dei liquidi — Mobilità — Viscosità — Cagione — Compressibilità — Dilatabilità — Eguaglianza di pressione in tutti i sensi — Peso specifico — Composizione fisica.

3. Si esamineranno le leggi di quei fenomeni fisici e chimici i quali si manifestano nei corpi organizzati viventi, ed entrano, almeno come elementi, nelle diverse funzioni loro.

Si dimostrerà come alcuni di essi si esercitano nel corpo organico colle stesse leggi, come nei corpi inorganici e come altri tra i medesimi siano alquanto modificati dall'organismo.

4. Sotto questi diversi punti di vista si studieranno i seguenti fenomeni:

Attrazione molecolare — Capillosità — Imbibizione — Endosmosi liquido e gazoso — Filtrazione e separazione dei principii che avvengono per l'imbibizione — Trasudazione, e preparazione dei principii operata dalla trasudazione — Azione dei liquidi sui gaz — Azione dei gaz tra di loro trovandosi disciolti nello stesso liquido — Fosforescenza — Azioni di contatto — Metamorfosi organiche.

5. Si studieranno i rapporti continui che i corpi organizzati viventi hanno coi corpi esteriori e cogli imponderabili, che si possono comprendere sotto il complessivo nome di agenti esterni, sia che questi, come in certi casi, entrino quale elemento di alcune funzioni, sia che vengano modificati da alcune di queste, o che si sviluppino nell'esercizio della vita degli esseri animali e delle piante.

Quindi si tratterà:

(A) *Dell'aria atmosferica.*

Elasticità dell'aria atmosferica e degli altri gaz — Pressione dell'atmosfera — Uguaglianza di pressione in tutti i sensi — Peso dell'aria sul corpo umano — Come i movimenti dell'uomo e degli altri animali non siano impediti da una tale pressione — Effetti che produconsi dalla diminuita pressione atmosferica sui varii corpi — Effetti dell'aumento di pressione atmosferica — Movimenti dei corpi nell'aria atmosferica — Effetti dell'aria in moto sui corpi organizzati — Come venga favorita l'evaporazione allorchè l'aria è in movimento — Aria veicolo generale del suono — Generalità intorno all'acustica — Cause fisiche capaci di produrre il suono — Condizioni necessarie per la sua produzione e propagazione — Onde sonore — Riflessione del suono — Anche i corpi solidi sono capaci di trasmettere i suoni — Aria veicolo degli odori — Principii odorosi — Condizioni che favoriscono il loro sviluppo, ed il loro trasporto all'organo dell'olfato degli animali.

(B) *Del calorico.*

Generalità sul calorico — Effetti meccanici del calore e del freddo sui corpi organici — Grado di conducibilità dei corpi vegetali ed animali pel calorico — Conducibilità dei diversi tessuti vegetali ed animali — Potere di trasmettere il calorico raggiante di alcuni liquidi animali — Legge del riscaldamento e del raffreddamento dei corpi — Dilatazione prodotta dal calorico — Come certe sostanze organiche si contraggano e si raggrinzino per l'azione del calorico — Capacità specifiche o calorico specifico dei tessuti e dei liquidi animali — Sorgenti del calorico — Sole — Azioni meccaniche — Azioni di contatto — Azioni molecolari — Azioni chimiche — Combustione — Corrente elettrica — Cambiamento di stato — Cause capaci di diminuire la temperatura dei corpi — Evaporazione — Cause che favoriscono o diminuiscono la evaporazione.

(C) *Dell'igrometria.*

Potenza igrometrica dei diversi tessuti organici — Effetti dell'umido e del secco su ciascun tessuto organico.

(D) *Della luce.*

Generalità intorno alla luce — Riflessione e rifrazione della luce — Indice di rifrazione — Lenti — Aberrazione di sfericità — Scomposizione della luce — Acromatismo — Colori — Proprietà ottiche — Di alcuni tessuti e liquidi animali e vegetali — Doppia rifrazione e polarizzazione della luce — Facoltà rotatoria dei liquidi animali e vegetali — Azione della luce sulle varie sostanze animali e vegetali — Descrizione degli stromenti ottici necessarii per lo studio della fisiologia e dell'anatomia.

(E) *Dell'elettricità.*

Generalità intorno all'elettricità — Sviluppo dell'elettricità per azioni meccaniche — Confricazione — Pressione — Cambiamenti di stato — Contatto — Calore — Magnetismo — Azioni chimiche — Leggi dello sviluppo dell'elettricità — Teoria elettro-chimica — Proprietà generali della corrente elettrica — Correnti elettro-muscolari — Pesci elettrici — Conducibilità dei diversi tessuti e dei diversi liquidi animali e vegetali per la corrente elettrica — Azione dell'elettricità sulle varie sostanze organiche — Descrizione degli stromenti elettrici necessari per lo studio della fisiologia.

6. *Meccanica animale.*

Si esporranno i principii generali di meccanica necessarii per la intelligenza dei varii movimenti che eseguiscono dall'animale.

S'insisterà specialmente sulla teoria delle leve — Composizione delle forze — Disposizione meccanica delle diverse parti dello scheletro — Le ossa formate in modo da avere la necessaria resistenza senza aversi aumento di peso. — Azione meccanica dei muscoli nei vari movimenti — Centro di gravità nell'uomo e nei vari animali — Come vari questo centro di gravità — Stazione — Caduta.

NB. A maggiore schiarimento del precedente *programma* crediamo utile di riferire quello del cav. prof. Berruti riguardante il corso di fisiologia sperimentale.

Programma per le lezioni di fisiologia sperimentale date dal prof. Secondo Berruti.

Il professore di fisiologia dovendo parlare ad uditori i quali si suppongono conoscere già dalla fisica generale, dalla fisica applicata alla fisiologia e dalla chimica organica, quali modificazioni subiscano le proprietà generali dei corpi in grazia della organizzazione, può, più che pel passato, restringere il programma delle sue lezioni. Pertanto egli si limiterà a dare alcuni brevissimi cenni onde dimostrare che le proprietà fisiche riconosciute nel corpo organico morto esistono pure attive nel corpo vivente; e passerà poi a trattare più particolarmente di quelle proprietà speciali, le quali, siccome non osservansi che nei corpi viventi, così chiamansi proprietà vitali. In seguito le sue lezioni verseranno successivamente sulle singole funzioni esercitate dagli animali durante il loro periodo di vita.

§ 1. *Delle proprietà vitali.*

Le proprietà vitali si possono ridurre a due:

1. Quella per cui il corpo si forma e mantiensi nella sua composizione e struttura e si riproduce; chiamasi proprietà plastica; 2. quella per cui le parti viventi, se siano tocate da stimoli opportuni, si mettono in movimento corrispondente alla speciale loro organizzazione; chiamasi incitabilità o motilità organica; o con altro nome qualunque, è sempre la medesima proprietà dipendente dalla speciale composizione ed organizzazione delle parti che costituiscono il corpo vivo.

La *vitalità*, ossia la proprietà per cui si eseguiscano gli atti vitali, si confonde colla forza plastica e colla incitabilità.

Si potrebbe quasi dire che la forza plastica è la vitalità iniziale, la quale si compie mediante la incitabilità. La vita non è altro che la vitalità messa in azione.

Queste proprietà saranno studiate nel cisto-blastema, nelle cellule organiche nelle fibre e nei singoli tessuti del corpo vivo.

Dopo di aver considerate le proprietà vitali nelle parti solide del vivente, si studieranno le medesime negli umori dai quali i solidi provengono. Epperciò si parlerà della linfa, del chilo, del sangue e dei varii umori prodotti da esalazione, secrezione follicolare e secrezione ghiandolare.

Appendice

DEGLI INGRASSI ARTIFIZIALI

spacciati dai sigg. Huguin, Bikes, Dusseau ed altri.

La ciarlataneria va falsando la vera industria, tanto con danno notevole di coloro che ne rimangono gabbati, quanto con svantaggio dell'industria buona, coscienziosa, poichè vien presa in sospetto od in iscredito per cagione della falsatrice.

Ogni dì gli uomini periti hanno da far manifesto ai compratori che si guardino di non essere tratti in inganno da questa o quella cosa, annunciata pomposamente come un trovato di utilità straordinaria, e trombettata sulla quarta pagina di tutti i giornali, quando è una solenne impostura. E questo ufizio di sorvegliare sulle ciurmerie degli industriali truffatori e di propalarle incontanente che furono svelate, Dio volesse che fosse compiuto con più solerzia e con più coraggio di quello che sia.

Per queste considerazioni fummo solleciti di avvertire i lettori delle nostre *Appendici* di chimica, che si guardassero di lasciarsi pigliare alla trappola dai pretesi ingrassi artifiziali, spacciati dalla ditta Huguin, Bickes, Dusseau ed altri, e traducemmo per tale proposito, nell'*Appendice* della *Gazzetta* del 9 maggio 1851, il discorso del celebre Payen, pronunciato nella società d'agricoltura di Parigi, in cui per l'appunto erano messi in evidenza i danni all'agricoltura ed agli agricoltori che provenivano dall'uso dei medesimi ingrassi.

Ora un altro chimico distinto della Francia, Jacquelain, avendo ricevuto incarico da Huguin di analizzargli esattamente i diversi ingrassi da esso lui fabbricati e venduti, venne a tali conclusioni che torna necessario che siano conosciute dagli agronomi e coltivatori italiani per loro avvertimento e cautela.

Jacquelain analizzò quattro sorta diverse degli ingrassi artifiziali: la prima ad uso dei campi coltivati a frumento, segala, avena, orzo, saraceno; la seconda per le vigne; la terza per le barbabietole; la quarta per la canna da zucchero.

Immaginò nuovi metodi di analisi, più certi e squisiti degli usuali, e giunse a separare ad una ad una, da ciascuno ingrasso, le sostanze onde furono composti.

Trovò in tutti, *nitro, ammoniaca, acido solforico, sale da cucina, acido carbonico, calce, fosfato tribasico di calce, carbone animale, silice quarzosa, sangue seccato a* 120 *c., gelatina seccata a* 120 *c., sapone resinoso con minuzie di materie grasse, acqua.*

Un ingrasso non differiva adunque dall'altro per qualità degli ingredienti, ma per le proporzioni onde vi erano misti.

« Le analisi, è l'autore che parla, di questi ingrassi mostrano che tali mescolanze constano di 69 a 70 parti per 100 di materie utili, come nitro, ammoniaca, fosfato delle ossa, carbone animale, sangue, gelatina, materia grassa e resinosa. Nelle 70 parti delle materie utili, si contengono 33 parti od al più 36 di sostanze minerali. »

« Tutti questi corpi, favorevolissimi colla coltura dei cereali, vi sono in istato conveniente, acciò possano essere facilmente assimilati dalle piante crescenti, e perciò queste ne saranno giovate da fornire una buona raccolta, purchè fossero concimate colla largheza necessaria, da non ismungere la terra senza che questa ne fosse compensata dai principii degli ingrassi. »

Ma questo può bastare perchè gl'ingrassi artifiziali del signor Huguin ed altri si raccomandino? Attendiamo ai calcoli numerici, che vi fece sopra il nominato Jacquelain.

« Cento chilogrammi dell'ingrasso da frumento si compongono di

	e costano
Chilogr.	*Fr.* °C.
0,540 nitro, a 75 fr. per 100 chilogr.	0, 405
2,959 acido solforico, a 21 fr. per 100 chilogr.	0, 621
3,474 di sale marino, a 22 fr. per 100 chilogr.	0, 763
3,000 carb. di calce, ad 1 fr. per 100 chilogr.	0, 030
34,000 nero animale, a 30 fr. per 100 chilogr.	10, 200
3,625 sabbia, a 5 fr. per 4000 chilogr.	0, 010
11,912 sangue, a 60 fr. per 100 chilogr.	7, 460
21,000 gelatina, a 120 fr. per 100 chilogr.	25, 200
2,340 sapone resinoso, a 75 fr. i 100 chilogr.	1, 755
In tutto	46, 444

« Per concimare annualmente un ettare di campo coltivato a fromento si esigono 10,000 chilogr. di letame di stalla, contenente 41 chilogr. di azoto e 27 chilogr. di fosfato di calce. »

« Ma per avere 41 chilogr. di azoto dall'ingrasso d'Huguin ve ne abbisognano non meno di 694 chilogr.; mentre ne bastano 94 chilogr. perchè diano 27 chilogr. di fosfato di calce. Dunque rispetto al letame è troppo ricco di fosfato, troppo povero di azoto. Volendo nondimeno prendere una media per confrontarle con 10,000 chilogr. di letame, farebbe d'uopo che se ne adoperassero 594 chilogr. »

« Dieci mila chilogr. di letame costano 75 franchi; 594 chilogr. degli ingrassi di Huguin si vendono 1576 fr., mentre effettivamente costano 485 fr. »

« È manifesto da questa cifra che l'agricoltore paga l'ingrasso di Huguin 21 volte più caro del letame, e che il fabbricante lo vende 8 volte e mezzo più caro del costo reale. Se si vendesse il detto ingrasso 1 fr. il chilogr., l'agricoltore lo pagherebbe non ostante cinque volte più caro del letame, ed il fabbricante raddoppierebbe la spesa. »

« Huguin consiglia 6 chilogr. del suo ingrasso per concimare un ettare di terreno, ma 6 chilogr. contengono 354 grammi di azoto, e 4 chilogr. all'incirca di materie minerali: mentre 2594 chilogr. di paglia e di grano, che dovrebbero risultare dalla raccolta di un ettare, contengono 25 chilogr., 300 di azoto, oltre a 126 chilogr., 55 di materie minerali. »

« Laonde coll'uso dell'ingrasso Huguin, il frumento toglierebbe al terreno, in ogni anno, 25 chilogr. di azoto, e 122 chilogr. di materie minerali; a meno che non si pretendesse che l'atmosfera si pigliasse l'incarico di provvedere a ciò che non diede l'ingrasso artifiziale, e però fornisse al cereale quelle quantità cospicue di azoto e di materie minerali. »

Vedano da questo gli spasimanti degli ingrassi artifiziali, se loro convenga gettare il danaro per impinguare la borsa dei ceretani frodolenti, e ad un tempo smagrire a tal punto i propri campi che ne rimangano sposati un pezzo, con danno notevole non di una ma di più raccolte.

I temperamenti, le costituzioni e gli abiti di corpo dipendono essi pure da speciali condizioni organiche osservabili nei tessuti, negli apparati e negli organi. Epperciò verranno studiati successivamente.

Anche le abitudini dipendono da ciò, che le cause le quali le promuovono, colla loro ripetuta azione sulle parti viventi, ne cangiano il modo di nutrizione, epperciò la intima condizione organica; d'onde scurge una nuova maniera di rispondere all'azione degli stimoli ordinarii.

Le età sono determinati periodi di tempo che si percorrono dai viventi cominciando dal loro primordiale stato di germe, sino a quello dell'ultima vecchiaia, e nel decorso dei quali si producono nell'individuo sensibilissime differenze sia relativamente alla costituzione del suo corpo, sia relativamente all'esercizio delle sue facoltà.

Le età vogliono essere considerate prima dell'individuo avanti la nascita, eppoi dopo la medesima.

Considerando i cangiamenti che subisce il corpo percorrendo le varie età, e ciò in grazia del continuato esercizio della forza plastica, si scorgerà facilmente che la morte si è una conseguenza necessaria ed inevitabile della vita.

§ 2. *Delle funzioni che esercitansi dai corpi viventi.*

Queste funzioni dividonsi: 1° In funzioni di propagazione mediante cui le specie si conservano e gl'individui si moltiplicano; 2° in funzioni organiche destinate a mantenere entro certi limiti la vita degli individui; 3° in funzioni colle quali l'uomo e gli altri animali si mantengono in rapporto cogli oggetti esterni, senza che questi vengano a far parte della loro costituzione.

§ 3. *Delle funzioni di propagazione.*

Relativamente alle funzioni di propagazione si dimostrerà che esse dipendono dalla forza plastica di cui già parlossi e si tratterà poi successivamente delle differenti maniere di propagazione considerate nell'ampia scala degli esseri organizzati, epperciò della generazione spontanea, per la quale non richiedesi altro se non che una cellula staccatasi da un individuo vivo o recentemente morto — Della generazione fissipara — Della generazione gemmipara — Della generazione sessuale.

Quest'ultimo modo di generazione che è il più universale, darà luogo a trattare: 1. Della secrezione che operasi dalle ghiandole ovariche, e della produzione e composizione delle ova; 2. Della secrezione che operasi dalle ghiandole spermatiche e dei così detti spermatozoi; 3. Degli usi ai quali servono alcuni umori secreti da organi accessorii a quelli della generazione; 4. Della fecondazione naturale ed artificiale; 5. Quale parte abbiano la produzione delle ova e la loro separazione dalla ovaia nel fenomeno della mestruazione. 6. Come si formino successivamente le singole parti del feto; 7. Delle funzioni che esercitansi dal feto prima della sua nascita; 8. Degli ibridi e dei meticci; 9. Delle monstruosità; 10. Della proporzione dei sessi nei nati.

§ 4. *Delle funzioni organiche.*

Gli animali sono composti principalmente da sostanze organiche azotate; sono però anche necessarie alla loro costituzione e per l'esercizio di alcune loro funzioni, delle sostanze organiche ternarie, e dei composti inorganici. Gli alimenti adunque debbono contenere materiali di vario genere, onde poter servire alla nutrizione degli animali.

Il professore di fisiologia indicherà quali fra quei materiali composti possano prodursi nel corpo dell'animale vivo, mercè alcune combinazioni che in esso abbiano luogo, e quali debbano essere somministrate colla loro propria combinazione elementare dagli alimenti ricavati o dal regno vegetale o da quello animale.

I materiali nutritivi che ricavansi dagli alimenti animali sono quelli medesimi che ottengonsi pure dagli alimenti vegetali. Però quei materiali trovansi nelle sostanze animali in proporzioni ed in condizioni diverse da quelle nelle quali esistono nelle sostanze vegetali.

L'essere un animale o carnivoro od erbivoro od onnivoro non dipende già da diversità di materiali che richiedansi alla sua nutrizione, ma bensì dalle diverse condizioni dell'apparato suo digerente.

I principii nutrizi degli alimenti non possono penetrare nel sangue e con esso venir trasportati a tutte le parti che debbono nutrire, se non sono prima sommamente divise e sciolte o diluite in un liquido acquoso.

Gli alimenti solidi e non solubili nell'acqua, per ridursi a quello stato di divisione richiedono l'opera: prima della masticazione, poi quella della digestione ventricolare ossia chimosi, e finalmente quella della digestione intestinale ossia chilosi.

Colla defecazione si restituiscono quelle porzioni degli alimenti che non poterono essere assorbite nè nel ventricolo, nè negli intestini e parte degli umori che vengono a versarsi nel tubo intestinale.

Il principale uso delle bevande consiste nel restituire al sangue la quantità d'acqua che gli è necessaria.

L'assorbimento è costituito da due atti; uno d'imbevimento d'un liquido nei tessuti organici ch'esso bagna; l'altro di trasporto del liquido medesimo in circolo con altro umore del corpo.

Tutti i tessuti possono essere più o meno imbevuti da un liquido, ma al trasporto in circolo del liquido imbevuto servono unicamente quei tessuti pei quali passa un umore.

Perciò l'assorbimento in generale non operasi che dai vasi; e questi assorbono più o meno facilmente secondo il vario stato delle loro pareti; secondo che sono più o meno turgidi dell'umore circolante, secondo la diversa celerità con cui quest'umore scorre nella loro cavità; e secondo la varia densità e natura del fluido da assorbirsi.

A produrre e mantenere la circolazione dei liquidi nei vasi viventi contribuiscono alcune cause fisiche. Essa però dipende principalmente dalla contrazione vitale dei vasi stessi e del cuore. Il grado di forza impiegata dal cuore nello spingere il sangue verrà misurata col cardio-metro. Il microscopio ci farà vedere il sangue mentre circola nei vasi ed i globuli di diversa natura che esso trascina nel suo torrente.

Si dimostrerà sperimentalmente che i vasi capillari arteriosi in molte parti sono continui coi capillari venosi e che in altre parti questa continuità non esiste.

Si esamineranno le differenze che offre il sangue nelle arterie e nelle vene in generale e nella vena porta in particolare.

Queste differenze dipendono: 1. dall'atto respiratorio: 2. dal processo di nutrizione e da quello di secrezione: 3. dall'introduzione di particolari principii nelle diramazioni capillari della vena porta.

Perciò dopo di aver parlato della circolazione del sangue si tratterà della respirazione, e si dimostrerà sperimentalmente qual parte abbiano particolari nervi sui suoi atti meccanici, fisici e chimici.

Tratterassi poi della nutrizione, e si cercherà dimostrare che i tessuti animali viventi, a differenza dei tessuti viventi dei vegetali, sono continuamente distrutti, e principalmente per causa dell'ossigene che introducesi nel sangue mediante la respirazione; e sono di continuo riprodotti mediante un cisto-blastema esalato dai vasi dopo d'essere stato elaborato dai globuli del sangue.

La secrezione in generale è quella funzione per cui separansi dal sangue i materiali risultanti dall'atto di denutrizione ed altri materiali i quali s'introdussero nel sangue e non possono servire alla nutrizione.

Gli umori prodotti da secrezione possono tuttavia avere molti usi importanti pel regolare esercizio delle funzioni.

Le diversità che osservansi fra gli umori prodotti da secrezione dipendono da differenze organiche esistenti negli organi che eseguiscono quelle secrezioni.

La temperatura di cui godono gli animali, indipendente sino ad un certo punto da quella dell'atmosfera in cui essi vivono, chiamasi temperatura vitale. Essa tuttavia dipende da processi chimici e fisici che eseguisconsi nell'animale durante la vita.

§ 5. *Delle funzioni animali.*

Le funzioni animali si riducono a quelle di senso propriamente dette ed a quelle di moto volontario.

Ogni sensazione ha luogo nel cervello. Alcuni nervi ricevono le impressioni che fannosi sulle loro estremità periferiche e le portano al cervello, ove nasce la sensazione.

La volontà che deve comandere il movimento di una parte qualunque nasce pure nel cervello. Di qui nascono tutti i nervi che recansi ai muscoli volontari per chiamarli al movimento. Secondo che la volontà impressiona l'uno piuttosto che l'altro di questi nervi nella loro estremità centrale, nasce il movimento di uno piuttosto che di altro muscolo; epperciò di una piuttosto che di altra parte.

I diversi sensi specifici dipendono da determinati stimoli i quali fanno impressione sulle estremità periferiche di dati nervi, ciascuno dei quali corrisponde con uno speciale organo cerebrale.

Tutto ciò verrà dimostrato trattando della vista, dell'udito, dell'olfato, del gusto e del tatto; dei singoli movimenti volontari, della voce e della loquela.

Queste dimostrazioni saranno date, per quanto è possibile, col mezzo di esperienze da eseguirsi sopra animali vivi.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

Le corrispondenze che il 30 di ogni mese sono spedite col piroscafo postale francese ne' porti di Livorno, Civitavecchia, Napoli, Messina, Malta, Atene, Smirne, Metelino, Dardanelli, Gallipoli e Costantinopoli dovranno, nel corrente mese di febbraio, essere avviate da Genova il giorno 29.

I mittenti dovranno quindi impostarle in tempo utile, onde pervengano in Genova prima delle cinque pomeridane di detto giorno.

FATTI DIVERSI. — Torino. — La terza compagnia della seconda legione della Guardia Nazionale, raccoltasi a banchetto fraterno, volle che non mancasse alla letizia del giorno un'azione di carità, e saviamente prescelse di beneficare la carità educatrice donando agli Asili d'infanzia L. 29. Si ama indicare al pubblico il nobile esempio di virtù cittadina, il quale non mancherà certamente d'imitatori.

Genovesato. — Ci scrivono da Savona:

Una compagnia francese ha istituito sino dai primi del corrente mese un servizio di vapori della forza di 80 a 100 cavalli, che ogni settimana fanno il giro periodico da Marsiglia a Savona, toccando Nizza e viceversa. Discreto veramente ne è il prezzo del trasporto pei passeggieri e per le merci, e grande ne è il vantaggio che se ne ripromette questa città, nel porto della quale sono ora chiamate, a preferenza d'ogni altro, a concorrere le mercanzie estere dirette in Piemonte, dopochè secondo la nuova tariffa doganale non ha più luogo quella riduzione di dazio, che era concessa dalla vecchia tariffa, per le merci che dall'estero giungevano per via di mare, e che dalle città di Nizza, Villafranca e S. Ospizio s'introducevano in Piemonte per lo scalo di Nizza a Tenda.

Sardegna. — Leggiamo nell'*Indicatore Sardo* la seguente nota trasmessagli dal segretario della commissione dell'Opera pia di S. Vincenzo di Paoli:

Nel primo giorno di questo mese nell'ospizio di San Vincenzo di Paoli avveniva scena commoventissima. Venti poverelli dei ricoverati in Santa Croce, mancando loro i mezzi di sussistenza, erano sul punto di ricadere fra gli stenti della fame e fra la corruzione ed i vizi del selciato. Ma la Carità porse loro la mano, questa dea de' miracoli: e, mirabil cosa! questa volta poveri fanciulli ed orfani sollevavano di terra, per dividere seco loro il modestissimo desco, altri infelici giovinetti, cui veniva meno la educazione ed il pane. Sovra modo dolcissimo era il vedere nella mattina di domenica i ricoverati di San Vincenzo e gli *infanti* di Santa Croce riunirsi assieme nella cappella dell'ospizio e innalzare fervide preghiere al D.o degli orfani, affinchè si degni instillare nel petto de' cittadini sensi di pietà, co' tratti della quale vogliano sostenere la opera pia, che pel cresciuto numero dei ricoverati abbisogna oggi più che mai delle loro beneficenze.

E le preghiere del povero saranno esaudite: chè mai delusa fu la fiducia che gli orfanelli posero nella carità dei nostri concittadini. E mitissimi sensi di beneficenza volle inspirar primi Iddio nell'animo dei suoi ministri, poichè i RR. PP. delle S. P. che dal giorno 23 aprile 1850 fino al 31 gennaio 1852 provvidero agli *infanti* di Santa Croce la minestra per un numero medio di 37 al giorno, non così seppero della unione dei 20 *infanti* con quei di San Vincenzo, che di buon grado promisero continuare diariamente pel numero dei 20 quella limosina a quest'ospizio.

DUE SICILIE

La popolazione delle provincie del regno al di qua del Faro al 1° gennaio 1850, si numerava di 6,605,241.

Pel 1° gennaio 1851, nati 234,750.
Morti, 199,282.
Superano li nati 35,468.
La popolazione al 1° gennaio 1851 è 6,640,679.

SVIZZERA

L'indenizzazione che il generale Dufour riceve per la sorveglianza dell'ufficio topografico non superò mai i 240 fr. Nel *Budget* del corrente anno gli sono assegnati 400 fr. nuova moneta. Questo è il solo soldo di cui gode l'onorevole generale. — La *Gazzetta di Losanna* annuncia che il generale Dufour ha firmato per 400 franchi nella sottoscrizione per coprire il residuo debito dei cantoni del Sonderbund.

— La sottoscrizione nazionale per coprire il residuo debito de' cantoni del Sonderbund trova il massimo favore ne' cantoni di Ginevra e Vaud. Le liste si coprono di sottoscrizioni di persone d'ogni colore politico.

— Nello specchio delle scuole militari federali del corrente anno pubblicato nel *Foglio Federale* non sono indicate tutte le truppe che vi prenderanno parte, ma solamente i luoghi in cui si terranno e le epoche della apertura e loro chiusura. Le armi speciali, gli istruttori e sotto-istruttori del Ticino, la cui istruzione è a carico della Confederazione, saranno anch'essi chiamati ad una di tali scuole, come quelli degli altri cantoni.

Berna. Stando al *Vaterland* il numero totale delle sottoscrizioni per la dimanda della revoca del gran consiglio, è di 45,778.

Il governo ha instituito una commissione, la quale debba in 15 giorni aver compiuto i controlli delle petizioni per la revoca. Dietro la procedura da tenersi, le petizioni non potranno essere prima del 22 febbraio pubblicate, ed il governo non potrà, prima del 20 marzo, stabilire il giorno in cui la quistione sarà sottoposta al popolo.

Ticino. Il consiglio di Stato ha indirizzato una circolare alle municipalità di Airolo, Bellinzona, Lugano, Chiasso, Magadino, Lucarno, con cui notifica che il consiglio federale, con recenti sue comunicazioni, ha invitato questo governo a concertare con un suo speciale commissario, il sig. segretario di Stato G. B. Pioda, tutte le misure occorrenti pel pronto stabilimento delle linee telegrafiche nel nostro cantone, sulle basi poste dalla legge federale 31 dicembre 1851. Fra i concerti da prendersi, uno dei più importanti si è quello delle prestazioni delle comuni che aspirano ad ottenere un ufficio, o *bureau* telegrafico. Il *minimum* di queste prestazioni consiste in una somma annua di 200 fr. nuovi, e in un locale dell'ampiezza di 400 piedi quadrati, equivalenti a 36 metri quadrati. La posizione centrale di Bellinzona esige che essa presti due locali, ciascuno della misura sovra indicata. Questo oggetto essendo stato affidato alle cure del sig. consigliere di Stato ingegnere Beroldingen, questi ha invitato i singoli municipii a volere dal canto loro delegare persona munita di sufficienti poteri, onde prender parte alle trattative che si apriranno sopra questo argomento, in presenza del signor commissario federale, in questa residenza governativa, il giorno 18 corrente, alle ore sei pomeridiane. (*G. T.*)

FRANCIA

Parigi, 15 *febbraio*. Un decreto pubblicato nel *Moniteur* d'oggi stabilisce l'organizzazione interna del ministero di Stato. Esso comprenderà, oltre il gabinetto del ministro, una segreteria generale incaricata delle relazioni coi grandi corpi dello Stato, coi ministeri e colla stampa; una direzione dei palazzi e delle manifatture, ed una direzione di contabilità.

Un altro decreto stabilisce per l'avvenire, a profitto della cassa degl'invalidi, una ritenzione di uno e mezzo per cento sulle spese inscritte nel bilancio della marina e delle colonie, per compre di materiale.

Un terzo decreto abroga l'ordinanza reale dell'8 dicembre 1850, con cui si instituivano battaglioni e compagnie di operai della marineria militare.

Finalmente il *Moniteur* contiene una circolare molto notevole indirizzata dal signor di Maupas agl'ispettori della polizia generale. Questa circolare che dà loro il diritto e di corrispondere coi prefetti e coi loro subordinati, coi magistrati, cogli ufficiali di gendarmeria, cogl'impiegati delle finanze e dell'istruzione pubblica, cogl'ingegneri, senza però che questa corrispondenza possa alterare i rapporti di questi diversi funzionarii coi loro rispettivi ministri, è concepita nello stesso spirito di ordine, d'onestà e di lealtà che erasi già notato nella lettera indirizzata al signor di Maupas dal presidente della repubblica.

— Dicesi che l'ispettore generale di polizia a Marsiglia avrà, come quello di Lione, il titolo di direttore generale. Oltre le sue attribuzioni di polizia politica, questo alto funzionario sarà incaricato della polizia sanitaria di tutte le coste del Mediterraneo e della Corsica. Avrà pure l'incarico della sorveglianza politica delle coste d'Italia.

— Leggesi nel *Journal des Débats*:

Ecco, secondo un giornale del mattino, alcuni cenni sulla legge organica della stampa che deve essere pubblicata, dicesi, domani.

Ogni persona che voglia pubblicare un giornale o scritto periodico dovrà essere francese ed aver ottenuto preventivamente un'autorizzazione.

È sostituita la giurisdizione correzionale a quella del giurì pei delitti e reati commessi per via della stampa. In materia di diffamazione, la prova per testimonii non sarà ammessa dinanzi ai tribunali correzionali.

Il *maximum* della cauzione pei giornali quotidiani è di 50[m]. fr. Il diritto di bollo, fissato a 6 cent. sarà accresciuto a 7 pei numeri contenenti un romanzo in appendice.

I giornali esteri potranno entrare in Francia, dopo esservi stat autorizzati dal governo; ma i fogli editi all'estero saranno soggetti allo stesso diritto di bollo che quelli pubblicati in Francia.

La legge determinerà la cifra delle multe di cui sono passibili i giornali che pubblicheranno notizie false o che renderanno un conto inesatto delle sedute del corpo legislativo e dei tribunali. Queste multe dovranno essere pagate in termine di tre giorni.

Una condanna per delitto, o due condanne per reato o contravvenzione commessi per via della stampa, trarrebbero seco la sospensione del giornale.

La soscrizione degli articoli non sarebbe più d'obbligo.

La legge inoltre assoggetta i librai ad ottenere un brevetto.

— Leggesi nel *Moniteur*:

Varie voci che non hanno il minimo fondamento si spargono ancora sopra supposizioni di cambiamenti di ministri. Noi siamo autorizzati a smentirle nel modo più formale.

www.internetculturale.it

BELGIO

BRUSSELLES, *14 febbraio*. Il governo del Belgio aumentò di 100 uomini i battaglioni dei reggimenti di linea; è un aumento di 4,900 uomini pei 36 battaglioni di fanteria di linea, i 10 battaglioni di cacciatori ed i 3 di granatieri. Questa disposizione riceverà la sua esecuzione cominciando dal 18 febbraio.

Si annunzia che il governo belgico intende di domandare alle Camere un credito di 6 milioni per un campo trincerato nelle vicinanze di Anversa, e per porre in istato di difesa la testa di Fiandra.

— La *Gazzetta di Prussia* annunzia che giunse in Berlino il 12 il principe di Ligne, con una lettera autografa del re dei belgi al re di Prussia.

SPAGNA

Si legge nella corrispondenza ordinaria di Madrid in data del 9 corr.:

« La regina ha ripreso sin da ieri la firma ufficiale.

« I nemici del governo biasimano acremente la determinazione presa dal governo stesso di far bruciare il cadavere del regicida; si adoperano a far credere che un siffatto provvedimento ripugna alla civiltà presente, e profetizzano il ristabilimento della inquisizione: ma cotali declamazioni producono poco o nessun effetto sopra la immensa maggioranza della popolazione.

« Il governo agendo in quel modo ha voluto togliere qualunque pretesto sia ad una ignobile curiosità, sia a malevolenza calcolata. »

INGHILTERRA

Nella tornata della Camera dei Comuni del 13 febbraio, il sig. *Labouchere*, presidente del *board of trade* (ministro del commercio), ha chiesto la facoltà di presentare un bill per mettere ad esecuzione il trattato sulla proprietà letteraria conchiuso dal governo della Gran Bretagna con quello della Francia.

Il sig. *Anstey* interroga il ministero intorno alla espulsione di alcuni ministri protestanti dal territorio austriaco.

Lord John Russell risponde che la costituzione ungherese tollera la libertà dei culti, ma attualmente non è in vigore. Assicura che il ministro degli affari esteri, lord Granville, ha chiesto spiegazioni al governo austriaco.

Il lord-avvocato per la Scozia e sir W. Somerville chieggono ed ottengono dalla Camera la facoltà, il primo di presentare il bill di riforma elettorale per la Scozia, ed il secondo per l'Irlanda.

— Si legge nel *Globe*:

Un consiglio di gabinetto è stato tenuto oggi (14) a 2 ore 1/2 al ministero degli affari esteri.

— Il *Morning-Herald* dichiara esser priva di fondamento la notizia data dal *Morning-Chronicle* della formazione della nuova squadra di evoluzione nella Manica.

— Si legge nella *United Service Gazette*:

Su i 36 piroscafi che comporranno la squadra di riserva dei porti, 25 sono già presti.

DUBLINO. Venerdì sera (12). Dispaccio del telegrafo elettrico. — Il proprietario del *Dundalk Democrat* è stato arrestato come prevenuto di eccitazione al malcontento e all'odio tra i possidenti e i fittaiuoli nella contea d'Ulster. Egli sarà giudicato alle assise di Louth.

— Si legge nello *Standard*:

I fondi inglesi hanno molta fermezza; un nuovo aumento di 1/8 0/0 ha avuto luogo. Consolidati a contanti 97 1/4 a 1/2; per conto 97 3/8 a 1/2, 1/3 0/0 rid. 98 1/4.

ALEMAGNA

AUSTRIA. *Vienna*, 11 *febbraio*. S. A. I. R. l'arciduca Massimiliano viene qui atteso in breve da Trieste.

— Il trattato fra l'Austria e la Russia per rimunerazione del soccorso prestato da quest'ultima nella rivoluzione dell'Ungheria fu definitivamente conchiuso. L'Austria somministrerà alla Russia un importo di fiorni 1,051,133 in sale, e pagherà 4,615,384 fiorini in moneta sonante in tre rate annue. La prima rata fu di già pagata.

— Leggesi nella *Presse* di Vienna:

Nella città di Offenbach (un'ora distante da Francoforte sul Reno) fu scoperta una truffa che fece molto chiasso, e la quale fu commessa da un individuo che aveva assunto il falso nome di J. Rothschild figlio, mediante falsi biglietti di lotteria. Di questi biglietti furono spediti una gran quantità in Austria e specialmente in Ungheria. Essi portano la data di Offenbach 1° luglio 1851 e costano 15 fiorini; furono stampati per il prestito (inventato) alla lotteria degli Stati germanici meridionali. Le vincite ascenderebbero a 10,576,057 fior. e 30 car. Noi riportiamo questo fatto per rendere attenti gl'incauti che si lasciano ingannare.

— Il *Journal de Francfort* assicura che la maggior parte delle sotto-commissioni del congresso doganale hanno già terminato i loro lavori: le loro proposte si sottoporranno ad una deliberazione definitiva nelle sedute plenarie.

— Il *Bollettino delle leggi* pubblica un'ordinanza imperiale che contiene le disposizioni penali contro guasti fatti alle strade ferrate ed ai telegrafi dello Stato. Secondo la gravità dei delitti e dei crimini, la pena varia, cominciando dalla pena di morte fino ad una detenzione di tre giorni.

— I giornali tedeschi dissero e ripeterono più volte, e confermarono in seguito la notizia che il quarto corpo delle truppe austriache stavano per lasciare l'Holstein ed Amburgo: ora la *Gazzetta d'Augusta* del 14 febbraio, sulla fede di una corrispondenza di Vienna, dice, essere quasi fuori di dubbio che quella notizia è priva di fondamento; infatti il cambio or ora seguito nel comando militare fra i generali Zobel e Schiller sembra che non accenni ad una prossima partenza.

SASSONIA. Venne ultimamente pubblicata un'ordinanza del ministro della giustizia, la quale riguarda i matrimoni contraendi in Sassonia da esteri; sia che la sposa sia sassone oppure forestiera, ogni estero, che voglia contrarre matrimonio in Sassonia, deve presentare un attestato di consenso delle autorità del suo paese; e gli ecclesiastici di tutte le confessioni hanno ordine di non benedire le nozze di un estero se prima non siasi prodotta una dichiarazione dell'autorità locale, che attesti essere state adempiute tutte le prescrizioni.

— La *Gazzetta di Lipsia* annunzia che il tribunale di guerra ha pronunziato la sua sentenza contro alcuni fra i soldati che erano sotto l'accusa di avere preso parte al tentativo di liberazione di un incolpato politico, il dottore medico Schulze, di Dresda.

Furono condannati, il fuciliere Fleischer a quattro anni e sei mesi di detenzione in una casa di lavoro, Seifert, Flemming e Peterhausel ai lavori forzati militari di secondo grado per la durata di tre anni e due mesi; Heber alla stessa pena per due anni, e Müller, per complicità, a tre settimane di arresto.

— Nella mattina del 10 fu seppellito in Dresda il celebre poeta e pittore Roberto Reinick. Molti fra i principali scienziati ed artisti seguivano il convoglio funebre.

— *Lipsia*, 11 *febbraio*. Le LL. MM. il re di Prussia ed il re di Sassonia sono oggi passati per questa città, di ritorno di Altenburgo, dove assisterono alla celebrazione delle nozze di S. A. R. il granduca ereditario di Oldenburgo con S. A. la principessa di Sassonia-Altenburgo.

Senza fermarsi in Lipsia, le LL. MM. si diressero immediatamente, il re di Sassonia, a Dresda, ed il re di Prussia, a Berlino.

KIEL. La *Gazzetta Nazionale* di Berlino dice che lo scioglimento della questione dello Schleswig Holstein non offrirà alcuna difficoltà fuorchè quando si vorrà eseguirlo. Si parlava di già a Kiel di una vertenza sopravvenuta fra le autorità danesi ed i due commissarii federali relativamente alla guarnigione di Rendsborg. Si aggiunge che nel trattato conchiuso non si fece menzione del materiale di guerra depositato nella fortezza di Rendsborg, talmente che quel materiale dovrebbe restare ai danesi.

Riguardo alla questione della successione al trono di Danimarca, essa non è ancora sciolta.

ASIA

CINA. *L'Overland Register* di Hong-Kong del 29 dicembre ha alcuni ragguagli sulla famosa ribellione cinese. Parecchi funzionari pubblici furono degradati allo scopo di stimolare l'attività di coloro che sono chiamati a combattere gl'insorti. Il primo ministro Sa'-sang-ah venne degradato di tre ordini; i generali Patsing-teh e Hiang-zung di lui colleghi, lo furono totalmente, perchè finsero di essere ammalati, ma essi rimarranno all'esercito per riacquistar l'onore perduto. Warantai, che era stato pur degradato, ottenne grazia in seguito al valore dimostrato in appresso. Si hanno le solite relazioni di vittorie dei generali cinesi, le quali però sono smentite dalla pubblica voce. Si ricevette la notizia che tra i prigionieri fatti nel campo vi sono due europei, e si crede che siano preti francesi. A quanto si può desumere dai fogli di Hong-Kong, le cose trovansi nello stato in cui erano negli ultimi tempi.

Il 28 dicembre scoppiò un violento incendio nel quartiere cinese; furono distrutte circa 450 case, lasciando 5 a 6000 persone prive di tetto. Il danno viene valutato approssimativamente a mezzo milione di dollari.

I giornali si lagnano dei continui atti di pirateria che avvengono nei mari cinesi.

Il *Telegraph and Courier* di Bombay ha pure notizie dalla Cina, però conviene accoglierle con riserva, giacchè non ci mancano prove recenti della poca autenticità delle notizie del celeste impero registrate nei fogli indiani. Esso dice d'avere da buona sorgente che i ribelli di Kwang-si non trovansi distanti da Canton che un giorno di marcia, e il motivo per cui non s'avanzano è soltanto il timore dei rappresentanti delle potenze europee. Lo stesso foglio cita una lettera di Canton dalla quale si rileva che il governatore Seü, pochi giorni prima di partire per combattere i rivoltosi, avendo concepito sospetti riguardo un capo cinese di quella città, ordinò che ne fossero decapitati parecchi dei più influenti. Quaranta di essi avrebbero già subito l'estremo supplizio.

(Oss. Triest.)

AMERICA

Si annuncia da Washington, in data 26 gennaio, che la Camera dei rappresentanti ha domandato comunicazione delle lettere scambiate fra Kossuth, il commodoro Morgan, il capitano Long del *Mississipi* e il console degli Stati-Uniti a Marsiglia. Egli è noto che dopo l'arrivo dell'ex-dittatore in America sono state mosse contro di lui delle accuse a motivo della sua condotta verso gli ufficiali del *Mississipi*. La Camera vuole essere illuminata su questo punto. Questa notizia è la sola che, dal punto di vista politico, presenti qualche interesse. Tutto è ancora in bilico fra il ministro di Austria e il sig. Fillmore a proposito del ricevimento fatto da quest'ultimo a Kossuth.

Le elezioni per la presidenza preoccupano molto gli spiriti negli Stati-Uniti. I concorrenti sono numerosi, specialmente nel partito democratico; ma si possono ridurre a cinque principali in questo partito, e a tre per il partito whig.

Fra i democratici il generale Cass è sempre in prima linea. Egli sa molto bene aggiungere il trasporto della parola alla moderazione dei fatti. Egli conta principalmente sull'ovest, ma si crede sicuro di un buon numero di voti anche nelle altre regioni. Il signor Duglas per altro gli si oppone nella valle del Mississipi, e il signor Marey non sembra per niente disposto a cedergli a Nuova-York. Quanto al signor Buchanan, il meno fragoroso dei candidati, egli si appoggia nella Pensilvania, suo paese natio. Per altro parte il generale Butler conta già su uno o due Stati di second'ordine, e spera che la sua riputazione militare, quantunque risplenda solo mediocremente, gli attragga nel momento decisivo molte adesioni che sono tuttora incerte. Tutti questi concorrenti brigano specialmente nel nord. Il generale Houston, loro rivale su tutti i rapporti, ha le sue migliori probabilità nel sud. Ecco per ciò che riguarda il partito democratico.

Nel partito wigh la lotta si trova circoscritta fra il generale Scott, candidato militare del partito, e i signori Fillmore e Webster, suoi candidati politici. Il signor Fillmore, come tutti sanno, è il presidente in esercizio; il signor Webster è segretario di Stato agli affari esteri. Si era parlato del ritiro della candidatura del signor Webster in favore di quella del signor Fillmore, ma questa voce era inesatta, e si crede anzi che il sig. Webster darà la sua demissione per meglio sostenere la lotta.

— Si legge nell'*Express*:

Il *Washington* è arrivato a Cowes recando da Nuova-York notizie della California in data del 31 decorso gennaio. Le vertenze con gl'Indiani sono cessate, ma si teme non abbiano a rinnovarsi. I due piroscafi, latori delle notizie della California, portavano due milioni di dollari in polvere d'oro.

Sir M. Bulwer è atteso con pieni poteri a fine di regolare la quistione del protettorato di Masquitos.

BRASILE. Si legge nel *Morning-Post*:

Lo sloop a vapore *Cormorant* ha recato notizie di Rio-Janeiro del 24 dicembre. Si credeva che la forza della opinion pubblica impedirebbe a Rosas d'intraprendere alcun atto aggressivo contro il territorio del Brasile; ov'egli però lo facesse, nuove reclute alemanne sono state spedite da Rio-Janeiro a Rio-Grande nello scopo di opporvisi.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino*, 19 *febbraio*.

Gli appartamenti di S. A. R. il Duca di Genova furono aperti ieri sera ad un secondo ballo.

La sera del 17 corrente circa le ore 7 1/2 presentavansi alla casa d'abitazione dei coniugi Viviani, nelle vicinanze di S. Rocco, regione Pozzo di Strada, due sconosciuti, i quali sotto pretesto di avere del fuoco per accendere il zigaro si fecero aprire, ed appena entrati, uno armato di pistola afferra la moglie Viviani minacciandola della vita, unitamente all'altro armato di coltello, per averne i denari.

Mentre stavano per consumare il delitto, il rumore di persone che passavano in quei luoghi intimorì gli assassini che, strappata dal collo alla Viviani una medaglia, se ne fuggirono.

L'amministrazione di sicurezza pubblica già aveva udito come dovesse succedere qualche attentato in quei luoghi; per cui, a diligenza del signor assessore di Borgo Dora, stavano alcuni carabinieri appostati nella cappella di S. Rocco; ma, avvertiti troppo tardi di quanto era accaduto, non poterono più raggiungere i fuggitivi.

Vennero però subito impartite le necessarie disposizioni per la ricerca nelle vie della Capitale, e riuscì al maresciallo d'alloggio *Isautier* di detta sezione di Borgo Dora, con altri carabinieri, di rinvenirli ed arrestarli, sequestrando la pistola e la medaglia derubata.

Gli arrestati già soffersero precedenti condanne.

— *Genova*. Si legge nella *Gazzetta di Genova* del 18:

Compiuto il rito dei divini uffici di espiazione nella chiesa di S. Sisto, il corpo degli studenti della R. Università e un' eletta schiera dei concittadini di Giovanni Torti ne accompagnava ieri le spoglie al civico cimitero: ed era spettacolo pietoso insieme e solenne lo scorgere quell' estrema testimonianza di affetto e di patrio cordoglio resa alla memoria di chi seppe ispirare benevolenza e devozione figliale in quanti apprezzarono da vicino tanta virtù a tanta modestia congiunta.

—*Roma*. Alcune corrispondenze da Roma, giunte al *Costituzionale* di Firenze del 17, parlerebbero di comunicazioni fatte al governo romano dal rappresentante del presidente Luigi Napoleone Bonaparte sul probabile richiamo delle truppe francesi da Roma.

Noi accenniamo solo tale notizia, non potendo ancora giudicare se sia o no fondata.

PAESI BASSI. *Aia*, 14 *febbraio*. Conformemente all'art. 8 della legge del 30 maggio 1847 (che aboliva la scala dei diritti riguardo ai cereali, e costituiva così il primo passo verso il libero cambio) il ministero fin dal 25 luglio 1851 aveva presentato un progetto di legge, tendente a far dichiarare, con un solo articolo, che l'esperienza del sistema di libertà commerciale era già compiuta relativamente ai cereali, e che questo sistema doveva addottarsi definitivamente.

L'esposizione dei motivi, che accompagnava il progetto, dimostrava come il sistema di libertà commerciale avesse promosso l'agricoltura ed il commercio a segno che dopo il 1847 l'importazione dei grani non erasi aumentata che di 30 p. c., mentre la esportazione si era nello stesso periodo di tempo accresciuta di 150 p. c.

È venuto ultimamente alla seconda Camera in discussione il progetto di legge ministeriale; stavano a fronte due sistemi; quello del ministero che proponeva si adottasse definitivamente il principio della libertà, e quello di una parte della Camera, rappresentata da un emendamento che dichiarava non ancora terminata l'esperienza, epperciò si lasciasse ancora temporariamente soltanto in vigore la legge del 1847 fino al 30 maggio 1855.

L'emendamento fu rigetto, e quindi venne adottato il progetto di legge del ministero, alla maggioranza di 44 voti contro 10.

ALEMAGNA. *Francoforte*, 15 *febbraio*. Lo stesso corrispondente della *Gazzetta d'Augusta*, il quale con tanta soddisfazione annunziava che era decisa la conservazione della flotta tedesca (V. *Gazz. Piem.* di ieri nelle ULT. NOT.), scrive oggi in questo modo: « Io temo che la mia notizia di ieri sul felice scioglimento della questione della flotta non si verifichi: vi è bensì buona volontà in parecchi Stati, ma i meglio informati ben poco attendono dalla seduta federale che è fissata pel 24 di questo mese »: quindi soggiunge per poscritta che la seduta federale, che era fissata pel 24, si tenne invece il 13 febbraio; l' invito austriaco aveva prima comunicato un *memorandum* a tutti gli inviati federali.

— *Carlsruhe*, 12 *febbraio*. Leggiamo nella *Gazzetta d'Augusta*: I giornali francesi e tedeschi riferiscono da qualche tempo notizie inesatte intorno alla malattia del granduca.

Sul principio del mese di gennaio il granduca cadde ammalato di podagra complicata con gastricismo. Da alcuni giorni la febbre è cessata del tutto, e la podagra riprese il suo corso regolare. Del resto lo stato dell'augusto ammalato non è punto inquietante.

GRECIA. *Atene*, 10 *febbraio*. Le ultime notizie di Atene ci recano la modificazione ministeriale seguente:

I ministri dell'interno (generale Meletopulos) dei culti (Bargbogri) e della giustizia (Damianos) furono dal presidente del consiglio, Kriesis, richiesti di dare la loro demissione: così fecero il 4 di questo mese, e nel giorno seguente i signori Provelegio, Danopulos e Vlachos prestarono giuramento nelle mani del re, il primo come ministro della giustizia, il secondo come ministro dell'interno, ed il terzo come ministro dei culti e dell'istruzione pubblica.

Il Corriere di Francia è in ritardo.

E. LEONE gerente.

www.internetculturale.it

INTENDANCE DE LA PROVINCE DE TARENTAISE

Avis.

Par ordonnance du 4 février courant monsieur l'Intendant de la province de Tarentaise a ordonné, conformément à l'art. 25 de l'Edit Royal du 30 juin 1840, la publication de la demande qui lui a été présentée par monsieur l'ingénieur Pillet, directeur des mines et usines royales de la Savoie, pour obtenir la concession d'une mine de houille qui se trouve sous le num. 3846 1/2 de la mappe de la commune de Peisey sur une étendue de 72 hectares environ.

Les limites de la concession demandée, indiquées dans le plan, sont :

A l'est, la grand ruisseau des Moulins ;

Au nord et à l'ouest, les confins de la commune de Bellentre ;

Et au sud, la ligne AA, tirée depuis l'embouchure du ruisseau des Esserts au point A, marqué sur le terrein par une borne apparente, située à 15 mètres de la limite H du num. 4168 de la mappe de Peisey.

Les personnes qui auraient des oppositions à former contre la dite demande, sont invitées à les présenter à ce bureau d'Intendance dans le délai d'un mois, à partir de la date de l'insertion du présent dans la Gazette officielle de Savoie.

Moûtiers, le 15 février 1852.

Le secrétaire régent de l'Intendance
JANOLI.

IL SINDACO DI MONDOVI'

Annunzia al Pubblico, che alle ore 9 mattutine del 28 del corrente si esporrà all'asta pubblica, in quel Civico Palazzo, l'Appalto del Dazio per esercizio sul vino, carni, fieno e paglia, non che sulla macina, da aver principio col 1.° aprile prossimo e termine con tutto giugno 1854.

Il prezzo su cui verrà aperta l'asta, per l'annuo prezzo dell'appalto, sarà di L. 40m.

Dei relativi capitoli chiunque potrà prender visione nella civica segreteria, ed in quella delle principali città di Piemonte, cui ne viene fatta trasmissione.

Mondovì, il 17 febbraio 1852.

Il Sindaco, Medico MICHELE DANNA.

AVVISO

Sono invitati tutti i proprietarii di case e terreni esterni a Porta d'Italia (porta Palazzo), e tutti quelli che ponno avervi altrimenti ad intervenire ad una convocazione che sarà tenuta la sera di giovedì, 26 del corrente mese, alle ore 7 pom., nel locale degli Archivii della S. R. de' Ss. Maurizio e Lazzaro, via della Basilica, di fronte all'albergo dello Scudo di Milano, scala a destra sotto la porta, piano nobile, affine di prendere gli opportuni concerti e nominare una Commissione incaricata di promuovere e rappresentare i comuni interessi, per ottenere il collocamento della Stazione della Strada ferrata da Torino a Novara, in un perimetro di fronte al ponte Dora.

L'argomento è di sì grande interesse per tutti gli invitati, che i sottoscritti nutrono lusinga che nessuno di essi vorrà mancarvi.

Torino, il 18 febbraio 1852.

GIO. PIOLTI Ingegn., *rappresentante la Comp. delle Assicuraz. gen. di Trieste e Venezia*,
FRATELLI SCLOPIS.

Società anonima

DELL' ILLUMINAZIONE A GAZ

fuori Porta Nuova

Si notifica che il prezzo dell'arso (carbon *coke*) è stato ridotto, fin dal 1.° febbraio corrente, a L. 8 i 100 chil., preso all'Officina, per tutte le quantità non minori di 500 chil., ed a L. 10 al dettaglio.

GUANO VERO DEL PERU'

Sementi Patate di Nuova-York, Maggiengà, Pellagrà, Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

AVVISO

FRANCESCO OVERA, proprietario del negozio da Calzolaio da donna, in via Bogino, accanto all'albergo del Pozzo, avverte, che dal 15 del corrente, di comune accordo, il sig. Mattia Trinchero, suo commesso interessato, cessò dal suo servizio. — Fa pur noto ai signori Accorrenti, che detto negozio, sotto la stessa Ditta, sarà d'or innanzi accresciuto di varii lavori con ingrandimento del locale.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

FABBRICA E NEGOZIO

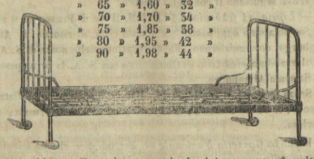
di Letti in ferro, Sofà, utensili e ferramenta

DI **GIUSEPPE BARBIÈ**

in via di Po, num. 20

DIMENSIONE DEI LETTI

C.mi	60	per 1,40	L.	28 caduno
»	65	» 1,60	»	32 »
»	70	» 1,70	»	34 »
»	75	» 1,85	»	38 »
»	80	» 1,95	»	42 »
»	90	» 1,98	»	44 »



Il suddetto Negozio trovasi doviziosamente fornito di Letti a nuovo modello *Pliant*, perfezionati, di soda e semplice costruzione, per Collegi e persone di servizio, e per ragazzi, da L. 30 a 50 e 60, secondo le dimensioni;

Letti gemelli ad una piazza, detti ad una piazza e mezza e a due, eleganti, con guernizione, montati o non, e con ottima vernice, ad ogni prezzo, e guarentiti: se ne fa, occorrendo, la spedizione.

Nell'Officina del medesimo si eseguisce ogni commissione si per lavori di fabbriche, che per appartamenti.

DA AFFITTARE

PER LA PROSSIMA PASQUA

Sette membri negli ammezzati, piazza Carignano, n. 2.

TERRENO IN VANCHIGLIA

DA VENDERE

di are 9 50 (tav. 25), in vicinanza allo stradale di S. Maurizio, faciente angolo a due nuove vie, in vicinanza di case già costrutte secondo il piano d'ingrandimento. Dirigersi in Torino al notaio certif. Turvano.

NOTA

Il signor Casalegno Pasquale fu Giuseppe, residente in Torino, acquistò dalli Falletti Gedeone, Ubaldo e Stanislao fu Gio. Battista, residente il primo in Caselle e gli altri due in Torino, ed Elisabetta fu Ignazio Gallizio loro madre, or moglie Obert, dimorante in Caselle, al prezzo di L. 79,500, un corpo di cascina coi beni aggregati, posto sulle fini di Torino, regione delle Maddalene, composto di fabbricato civile e rustico, giardini, prati e campi, il tutto dell'area superficiale di 15 ettari e 24 are, coll'atto 23 luglio 1851 rogato Signoretti, stato trascritto all'ufficio delle ipoteche di Torino il 19 novembre p. p., al vol. 53, art. 27015, mediante L. 399 cent. 52 a mente dell'art. 2303 del codice civile.

Torino, il 15 febbraio 1852.

Notaio Domenico Signoretti

NOTA

La signora Pastor Francesca fu Gio. Battista, assistita dal marito Pesciva Enrico, dimorante in Torino, con atto 6 settembre 1851, rogato Signoretti, acquistò dalli Fassio Elisabetta fu Pasquale Crova e Fassio Giuseppe Giacomo fu Giuseppe, madre e figlio, pel prezzo di L. 800, una pezza prato posta sulle fini di Torino, regione Ripa Gagliarda, coerenti a due parti Bologna, Bonetto, e la via detta Ripa Gagliarda, tramediante la bealera, del quantitativo di are 8 centiare 44.

Tale atto venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Torino sotto il 19 novembre 1851, al vol. 53, art. 27016, mediante L. 6 a mente dell'art. 2303 del codice civile.

Torino, il 15 febbraio 1852.

Notaio certif. Domenico Signoretti.

NOTA

Con atto dell'11 settembre 1851 rogato Signoretti, la signora Anna Maria Cavaglià moglie Fenoglio, ha fatto acquisto dal signor Lionetto Giuseppe di una pezza campo, posta sulle fini di Torino, regione Pozzo di Strada, detta il Fossale, di are 76, 20, da separarsi dalla restante pezza in modo che alla pezza venduta restano coerenti: a levante il venditore, mezzodì lo stesso venditore, a ponente il sig. Fenoglio, ed a notte la strada vecchia di Colegno, pel prezzo di L. 4000.

Tale atto venne consegnato all'ufficio delle ipoteche di Torino sotto la data 17 gennaio 1852, e posto al vol. 54, art. 27093.

Torino, il 15 febbraio 1852.

Notaio certif. Domenico Signoretti.

NOTA

Si rende di pubblica ragione che il regio tribunale di prima cognizione di Pinerolo, sull'instanza di Paolazzo Gio. Battista fu Rocco, di Pinasca, con sentenza 9 corrente febbraio dichiarò doversi interdire, come interdisse al Paolazzo Carlo fu altro Carlo, di detto luogo di Pinasca, l'amministrazione di sua persona e beni, e mandò il medesimo provvedersi di tutore, a norma del disposto dal Codice civile.

Pinerolo, il 17 febbraio 1852.

Darbesio sost. Davico.

DA VENDERE: CASA di campagna, denominata *S. Iorio*, con ettari 7, 60 (giorn. 20) circa, situata a pochi minuti dalla città e dalla Stazione d'Asti.

Dirigersi in Asti al causidico Bagnaschi.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 18 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: ultimo pr.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese: ultimo pr.	pel fine del mese: corr. nella matt.	pel fine del mese prossimo: ultimo pr.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 s.bre						
1831 » » 1 genn.						
1846 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.		91		89 80	90 40 p.	
1851 » » 1 dicem.					3 magg.	
1831 Obbligaz. 1 genn.						
1849 » 1 8.bre						
1850 » 1 febbr.		925				
1844 6 0/0 Sard. 1 genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— Banco di Savoia						
Città di Genova 4 0/0 oltre le inter. decor.						
Torino (5 50/0 1 lug.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nova) fuorchè il premio fisso						
31 s.bre						
Via ferr. di Savigliano 1 genn.						
Molini presso Collegno 1 giugno	405	407				

CAMBI

	Per brev.ed.		Per tre mesi.	
Augusta	953	—	950	1/2 —
Genova sconto	4 p.	0/0	—	—
Francoforte S. M.	210	1/2	—	—
Lione	99	95	—	—
Londra	25	30	99	40
Milano	—	—	95	15 —
Parigi	100	—	—	—
Torino sconto	4 p.	0/0	99	45 —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 80 L.	20 04 —	20 07 —
— di Savoia	20 71 —	20 76 —
— di Genova	79 90 —	79 98 —
Sovrana nuova	35 05 —	35 14 —
— vecchia	34 86 —	34 99 —
EROSO misto		
Perdita	2 87	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
GREGGIE Denari 10–11			
11–12			
12–14		60	
14 16			
16–20			
20–21	76		
21–22	75		
22–23	74		
23–24	73	80	
24–25	72		
ORGANZINI 25–26	71 50	70 80	
26–27	71 70		
27–28	70		
28–30	69 50		
30–32			
32–35			
35–40			
20–22			
22–24			
24–26		67	
TRAME 26–28			
28–30		65	
30–32			
32–36			
36–40			
MERCI DIVERSE			
Doppio filato	—	—	—
Morescca scevra di gallettame	—	—	—
Stracchi	—	—	—

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera RIGOLETTO, del M.ro Verdi Ballo *Fausto*, — Balletto — *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il cenciaiuolo di Parigi*.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) La Compagnia francese rappresenta: *Salvoisy*, — Demain vendredi représentation au bénéfice de M.me Périchon.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera; — il *Giuramento*, musica del maestro Mercadante, — Ballo in tre atti *Alice*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: col *naufragio* di Tom-pouce.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Il gran convitato di pietro*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita Ballo *Muzzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita— Ballo *Il cuore delle donne*.

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 9 mattina	BAROMETRO A MILLIMETRI mezzodì	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO mezzodì	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD mezzodì	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 3 sera	ANEMOSCOPIO ore 9 mattina	ANEMOSCOPIO mezzodì	ANEMOSCOPIO ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA ore 9 mattina	STATO DELL'ATMOSFERA mezzodì	STATO DELL'ATMOSFERA ore 3 sera
9 febbr.	754 58	755 52	752 58	+ 4 3	+ 6 1	+ 6 5	+ 3 2	+ 4 4	+ 4 9	N.N.O.	N.	N.N.E.	Annuvolato.	Annuvolato.	Cop. chiaro
10 »	727 24	726 40	725 0	+ 1 5 2	+ 3 5	+ 3 0	+ 0 3 *	+ 0 2	+ 0 4	N.N.O.	N.	N. O.	Neve	Neve	Neve
11 »	729 82	730 84	731 50	+ 3 3	+ 3 9	+ 3 8	+ 2 0	+ 3 6	+ 2 3	N. E.	E.	S.S.O.	Pioggia	Pioggia	Pioggia

TIP. G. FAVALE E COMP.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

www.internetculturale.it

INTERNO

INTENDENZA PROVINCIALE D'ASTI.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Attesa l'avvenuta deserzione degli incanti apertisi in quest'Uffizio il 26 novembre scorso, il pubblico è avvisato che alle ore 9 antimeridiane del giorno di mercoledì 3 marzo prossimo venturo si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del sig. Insinuatore locale, a nuovi pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita degli infradescritti lotti di beni demaniali facienti parte del tenimento demaniale detto di Moncucco, posto sul territorio del comune di Moncucco e Vergnano, proveniente in gran parte da antica devoluzione feudale, ed in parte da acquisto passato a favore delle Finanze con instrumento del 22 marzo 1849, passato all'intendenza generale di Torino, descritto tale tenimento al num. 11, e 12 dello stato annesso a detta legge 8 febbraio 1851; e composto di Castello, varii corpi di Cascine con campi, prati e vigne, molino a grano, e diverse pezze bosco ceduo, della superficie complessiva di ettare 336, 08, 33, senza numeri di mappa per non esistervi questa in detto comune, presentemente tenuto in affitto dagli eredi del Commendatore Giacomo Carozzi, in forza d'atto passato dall'Azienda generale di Finanze in data 30 dicembre 1842 per l'annua somma di L. 20,500, ora ridotta a L. 20,369, 79, attesa l'occupazione di terreno fatta per la strada di Briano e Valvergnano, scadente tale affittamento col giorno 11 novembre 1856, meno però la parte del Castello acquistata dalle Finanze coll'atto 22 marzo 1849 non ancora affittata, e quattro stanze di detto Castello affittate d'anno in anno per L. 60 che formano parte del primo lotto infradescritto, non che la cascina nuova della Valle Vergnano, formante parte del pure infradescritto lotto nono, la quale è tenuta in affitto da Carlo Beltramo in forza di scrittura passata nell'ufficio d'insinuazione di Villanuova d'Asti il 12 aprile 1849, per annue lire 400, scadente eziandio quest'affittamento il giorno 11 novembre 1856.

Avuto riguardo all'estensione ed importanza di questo tenimento, venne il medesimo diviso in dieci lotti, due dei quali già furono deliberati. I lotti rimasti invenduti e per i quali si procederà come sovra a nuovi incanti, sono, e consistono come infra, cioè:

LOTTO PRIMO.

Grandioso fabbricato civile e rustico detto il Castello di Moncucco, cinto di muraglioni con cortile interno, due peschiere ossia cisterne, giardino con cinta di muro, grande peschiera, fabbricato per scuderie, alloggio per giardiniere, altro cortile, gran piazzale, stalle, fenile, ghiacciaia, pozzo, colombaia, e torrione con sito dietro il Castello popolato di grosse piante castagno d'India, e d'olmo, campo o prato sottostanti al medesimo verso levante; altro prato a notte con bosco da caccia, e ripaggio, il tutto fra le coerenze della strada pubblica, dei beni della parrocchia, dei beni degli eredi Casalegno, e della strada vicinale, segnati sotto i numeri 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231 e 232 del tipo demaniale, non essendovi mappa in Moncucco, del quantitativo in complesso di gior. 4, tav. 37, piedi 3, eguali ad ettare 1, are 85, centiare 20.

Prato nella regione Ortasso confinante con Giuseppe Voglino, Carlo Graglia, ed il sito ceduto alla comunità di Moncucco, sotto il num. 208 del tipo, del quantitativo di tavole 75, piedi 6, danti are 28, centiare 70.

Cascina detta Pogliano formante un sol pezzo consistente in fabbricati, prati, campi, vigne, canapale e gerbidi, fra le coerenze del rivo detto della Morra, dei beni del conte Benevello, del prato e bosco regione Fongasso o Caviglietto che si unisce al secondo lotto, degli eredi Graglia e fratelli Marchisio, nelle regioni Pogliano, Campanella, Valetta, Bricco del Carretto, Vignassa, Fica, Malvasia, Gerbolera, Oche e Ronco; più numero tre pezze di bosco nelle regioni Pogliano, Gerbolera e Ritana, tutti detti beni si e come sono descritti nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851, designati sul tipo demaniale sotto i numeri 255 incluso e seguenti sino al num. 290 pure incluso, meno il num. 259 di cui non vi è compresa che una parte, del quantitativo in complesso di giornate 122, 09, 5, corrispondenti ad ettare 46, 40, 68.

L'acquisitore di questo primo lotto del totale quantitativo di giornate 127, tavole 72, eguali ad ettare 48, are 54, centiare 58, avrà il diritto di esigere dagli attuali affittavoli Carozzi finchè durerà la loro locazione, l'annua somma di lire 2736 10 per sua quota di fitto, a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento di lire 20,369 79 come sovra, più lire 60 per le stanze affittate in ora d'anno in anno; inoltre avrà libera la parte del castello proveniente dall'atto 22 marzo 1849 non ancora affittata.

L'Asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 70862 21 risultante dalla suenunciata perizia compilata dal misuratore sig. Gio. Batt. Pacotto li 30 maggio ultimo, ma sul prezzo ora ridotto di lire 65,000, e le offerte non potranno essere minori di L. 200.

LOTTO SECONDO.

Molino a due ruote così detto della Trivessa, con fabbricato in buono stato, stagno, bealera, derivazione, e grande scaricatore su rivo detto della Morra, grande e piccola balconiera, e macchinismo in ottimo stato, con piccolo campo attinente, orto e canapaio fra le coerenze de' RR. PP. del Sacro Eremo, sotto i numeri 249, 250, 251, 252, 253 e 254 del tipo demaniale, del quantitativo di tavole 98, piedi 10, facienti are 36, 48, a cui si uniscono parte del bosco ceduo, regione Caviglietto, num. 259 del tipo, fra le coerenze della strada vicinale, metà compresa sulla sommità tendente alla cascina Pogliano del conte Benevello, rivo della Valle metà compreso, il ritano e strada comunale, quale parte del quantitativo di giornate 12, tavole 33, eguali ad ettare 4, 87, 67.

Campo al num. 206 del tipo, regione Brunone e campo, numero 248 del tipo, regione Caudana, fra ambi del quantitativo di giornate 2, 52, 4, eguali ad are 95, 90, sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio ultimo scorso.

L'acquisitore di questo secondo lotto del quantitativo totale di giornate 16, tavole 51, piedi 5, eguali ad ettare 6, are 20, cent. 2, avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi l'annua somma di L. 884, 60, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 20,245, 36, risultante dalla perizia Pacotto del 30 maggio ultimo, ma sul prezzo ora ridotto di L. 18,500, e le offerte non potranno essere minori di L. 100.

LOTTO QUARTO.

Cascina posta nel centro dei beni alla medesima aggregati, denominata di Carrossano, composta di ampia stalla, fenile, pollaio, tre camere al pian terreno, e tre superiori, cantina, e tinaggio, pozzo d'acqua, forno, aia avanti, tampo pel letame, e prato, coi num. del tipo demaniale, 45, 46, 47, 48 e 50, campo attiguo col num. 44, grande pezza coltivo ivi al num. 51, vigna dietro casa col num. 43, vigna regione della Valletta col num. 41, campo ivi col num. 42, campo ivi col num. 40, vigna attigua al num. 39, campo inferiormente col num. 38, gerbido al Gorgo col num. 34, prato detto il prato Grande parte compreso, piccolo orto e grande sorgente perenne col num. 49, sito della strada a levante col num. 37 1/2. Prato nella regione Carrera, detta del Molino, num. 13, 14 e parte del num. 12, vigna detta la vigna Magra colli num. 53 e 54, bosco e gerbido nella regione Oliva col num. 52, bosco nella regione Garrua col num. 402, bosco nella regione Carrossano col num. 35. Tutti i suddescritti beni componenti la cascina predetta sono del quantitativo totale di giornate 121, tavole 30, equivalenti ad ettare 46, 10, 52, come risulta dalla perizia Pacotto 30 maggio 1851 sotto i confini in essa indicati.

L'acquisitore di questo quarto lotto avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi finchè durerà la loro locazione l'annua somma di L. 2686, 05 per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 61,482, 61, risultante dalla summentovata perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di L. 55,000, e le offerte non potranno essere minori di L. 200.

LOTTO QUINTO.

Cascina detta del Bricco, situata in detto territorio di Moncucco, composta di fabbricato rustico, con grotta, stalle, cantina, tinaggio, aia, peschiera, prato ed orto sotto i num. 25, 26, 27, 28, 29, 30 e 31 del tipo demaniale, vigna attigua col num. 32, altra vigna ivi col num. 20, campo ivi col num. 21, campo in fondo della Vignassa col num. 18, prato regione Bricco col n. 16, campo detto del Molino col num. 15, campo detto la Vignetta del canapale, ed alla lama, parte del num. 17, vigna detta la Vignetta col num. 24, bosco con gerbido attiguo a detta vigna numeri 19 e 23, campo avanti l'aia col num. 22, vigna verso levante già aggregata alla cascina Roassine, parte del num. 10, campo sottostante alla suddetta vigna col num. 9, prato nella regione Carrera, parte del num. 12, campo regione Fontana o Carrera col num. 11, bosco regione Garrua e Via piana coi num. 100 e 101 sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio ultimo scorso. Il tutto del quantitativo di giornate 114, 92, 5, pari ad ettare 43, 68, 19, da cui vennero dedotte alcune striscie di terreno facienti parte dei num. 9, 11 e 12, per la formazione delle strade di Briano e Valvergnano, della quantità di tavole 70, 2, pari ad are 26, 40, epperciò rimane il quantitativo di giornate 114, tavole 22, piedi 1, eguali ad ettare 43, are 41, centiare 79.

L'acquisitore di questo quinto lotto avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi finchè durerà la loro locazione l'annua somma di L. 2,391, 25, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo, di L. 54,750, 41, risultante dalla suenunciata perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di L. 50,000, e le offerte non potranno essere minori di L. 200.

LOTTO SESTO.

Cascina detta la Grisella situata in detto territorio di Moncucco, consistente in fabbricato rustico, forno, crotta, stalla, portico, porcile, pollaio, pozzo d'acqua viva, aia, peschiera, gerbido e prato, ai numeri 57, 58, 59 e 60 del tipo demaniale, vigna ivi detta la vigna Grande regione Grisella col num. 65, orto e prato regione Grisella colli numeri 61 e 62, campo ivi col num. 63 1/2, bosco ivi col num. 64, campo lungo con piccolo gerbido coi num. 65 e 67, prato nella regione della valle di Grisella col num. 66, prato ivi diviso da una strada col num. 71, vigna detta Lunga col num. 68, bosco superiore al campo Lungo num. 55, ripa regione da due strade col num. 69, vigna regione della Rampa col num. 56, campo regione del Pero col num. 73, canapale ivi col num. 74, prato regione del Muletto col num. 76, campo detto del Bosco col num. 78, gerbido regione del Muletto al num. 77, vigna regione Roassine col num. 10, campo regione Vignetta, parte del num. 17, bosco così detto del Perrino col num. 70, prato detto Morlenghetto col num. 79, bosco nella regione Bergisa colli numeri 103 e 105 sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851. Il tutto del quantitativo di giornate 92, 54, 6, pari ad ettare 35, 17, 60, da cui vennero dedotte alcune striscie di terreno facienti parte del num. 10 per la formazione della strada di Briano e Valvergnano, della quantità di tav. 18, 5, eguali ad are 7, epperciò rimane il quantitativo totale di giornate 92, tavole 36, piedi 1, pari ad ettare 35, are 10, centiare 60.

L'acquisitore di questo sesto lotto avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi, finchè durerà la loro locazione, l'annua somma di L. 2016, 41, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 46,130, 62, risultante dalla suenunciata perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di L. 42,000, e le offerte non potranno essere minori di L. 100.

LOTTO SETTIMO.

Cascina detta il *Perrino* situata in detto territorio di Moncucco, composta di fabbricato rustico, cantina, tinaggio, stalla, tettoia, pozzo d'acqua viva, forno, aja, prato, orto e gerbido, sotto i num. 89, 90, 91, 92, 93 e 94 1/2 del Tipo Demaniale, vigna regione Vernone col num. 96, gerbido [illegible] dietro casa col num. 95, vigna regione Perrino col num. 85, campo ivi piano Benucchio detto del Pero col num. 82, prato ivi detto Nuovo col num. 80, prato attinente num. 72, campo regione della Lama col num. 81, campo detto il Campo Grande num. 85, prato detto il Prato Grande num. 84, prato regione della Musa num. 86, campo detto Di Dietro num. 87, gerbido con bosco ivi col num. 88, bosco nella regione della Rusa col num. 98, bosco regione Stamiano num. 104, bosco regione Bergisa parte del num. 106. Tutti detti beni sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851, del totale quantitativo di giornate 74, tavole 25, piedi 7, pari ad ettare 28, are 22, centiare 45.

L'Acquisitore di questo 7° lotto avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi, finchè durerà la loro locazione, l'annua somma di lire 4,215, 46, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'Asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di l. 27,840, 58 risultante da detta perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di lire 25,000, e le offerte non potranno essere minori di lire 100.

LOTTO OTTAVO.

Cascina detta la Verbia dei Boschi, situata in detto territorio di Moncucco, composta di ampio fabbricato con granaio, stalla, crotta, pozzo d'acqua viva, forno, pollaio, aia, colli numeri 123 e 124 del tipo demaniale, prati simultenenti, regione Verbia, numeri 121, 122, 118, 119 e 120, campo regione al Bergero col num. 117, campo detto Campasso col num. 127, gerbido regione Verbia col num. 129, vigna dietro casa num. 125 e 126, vigna attigua al bosco col num. 108, campo inferiormente a detta vigna num. 109, campo sotto il bosco grande num. 110, campo regione bosco grande num. 111, campo in testa al bosco grande n. 114, gerbido ivi num. 115, prato regione Stamiano con ripa n. 130 e 130 1/2, bosco regione della Verbia detto il bosco grande numero 113, bosco ivi num. 112, bosco alla Verbia num. 116, bosco regione Strada di Sciolze num. 123, bosco regione Rotondo numero 107, e parte del 106. Il tutto sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851, del totale quantitativo di giornate 70, tavole 55, piedi 11, corrispondenti ad ettare 26, are 81, centiare 16.

L'acquisitore di questo ottavo lotto avrà il diritto di esigere dagli affittavoli Carozzi, finchè durerà la loro locazione l'annua somma di L. 958 45, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale pel tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 21,952 99, risultante dalla succitata perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di L. 20,000, e le offerte non potranno essere minori di lire 100.

LOTTO NONO.

Cascina nuova della Valle Vergnano situata in detto territorio di Moncucco, acquistata dal signor Matteo Abbrate col surriferito atto 22 marzo 1849 e consistente in fabbricato rustico, con ampia stalla, fenile, pozzo d'acqua viva, aia con pascolo, prato, campi e vigna circondanti il fabbricato e formanti una sola pezza.

Prato nella regione di S. Difendente col num. 57 del tipo demaniale, prato regione Carrossano col num. 56, campo regione del Gorgo num. 33, prato regione Roassine e Valle di Vergnano num. 1, campo ivi detto Campo Grande, sito del vecchio fabbricato a demolirsi, calcolato altresì il materiale dal medesimo ricavando, piccolo orto e gerbido indicato coi numeri 3, 4, 5, 6 e 7, campo regione del Gorgo, num. 8, bosco regione di Bruno num. 235, bosco regione di Giallo num. 237, bosco regione della Slitta di S. Michele num. 238, bosco regione Pietra Mauro parte del num. 233. Tutti detti stabili sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851, del totale quantitativo di giornate 85, 63, 3, pari ad ettare 31, 78, 95, cioè la Cascina Nuova propriamente detta di ettare 10, 31, 96, e gli altri beni aggregati e dipendenti dall'antico tenimento di ettare 21, 46, 99.

L'acquisitore di questo nono lotto avrà diritto di esigere dalli affittavoli signori Carlo Beltramo, ed eredi Carozzi, finchè durerà la rispettiva loro locazione, cioè dal sig. Carlo Beltramo annue L. 400, importo del fitto della Cascina Nuova della Valle Vergnano, e dagli eredi Carozzi per gli altri beni l'annua somma di L. 1696 75, per sua quota di fitto a tanto fissata in proporzione del fitto totale del tenimento come sovra.

L'asta sarà aperta non più sul prezzo d'estimo di L. 47,986 30, risultante dalla suenunciata perizia Pacotto, ma sul prezzo ora ridotto di L. 43,000, e le offerte non potranno essere minori di L. 100.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile e tale riconosciuta dall'ufficio procedente: ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario, o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento vien ridotto in pubblico instromento, e le altre tre, di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degl'interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto, computando dalla data di detta riduzione in instromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze il 18 settembre p. p., delle quali non che della perizia d'estimo e Tipo Demaniale, sarà lecito a chiunque di prender visione in questo ufficio d'Intendenza.

Le spese dei seguiti infruttuosi incanti si dichiarano a carico dei nuovi deliberatarii.

Asti, il 20 gennaio 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza provinciale

Il Segr. Bono.

MINISTERO DI MARINA AGRICOLTURA E COMMERCIO

MERCURIALI, *ossia prezzo medio desunto dalla vendita dei Cereali che ebbe luogo sui diversi Mercati delle Provincie di Terraferma durante la 2.ª quindicina di gennaio 1852.*

NB. I ragguagli qui sotto notati sono regolati in moneta e misure decimali.

Divisioni amministrative di	PROVINCIA DI	LUOGHI DEI MERCATI	PER OGNI ETTOLITRO																					
			Frumento		Barbariato		Segala		Meliga		Orzo		Avena		Miglio		Riso		Fagioli		Fave	
			ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.
ANNECY	ANNECY	Annecy	19	15	15	75	17	46	16	50	11	25	8	»	»	»	»	»	22	»	20	»
		Rumilly	18	75	15	38	13	35	12	50	15	01	6	42	»	»	»	»	16	90	16	90
		Bonneville	20	»	»	»	13	»	»	»	»	»	7	»	»	»	»	»	»	»	16	50
	FAUCIGNY	Cluses	20	85	17	16	»	»	»	»	»	»	6	52	»	»	»	»	»	»	»	»
		La Roche	19	61	14	08	14	75	»	»	14	08	7	04	»	»	»	»	»	»	»	»
		Taninges	20	32	»	»	17	58	»	»	13	80	7	45	»	»	»	»	»	»	»	»
	CHIABLESE	Thonon																				
		Evian																				
CHAMBERY	CHAMBERY	Chambéry	19	04	»	»	14	70	15	68	»	»	7	15	9	47	»	»	»	»	»	»
		Pontbeauvoisin	18	»	»	»	11	»	10	80	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	ALTA SAVOIA	Albertville	20	01	»	»	16	51	»	»	»	»	6	96	»	»	»	»	20	01	»	»
		Faverges	21	15	»	»	17	82	16	50	»	»	6	72	»	»	»	»	»	»	»	»
	MAURIENNE	S.t Jean de Maurienne	18	17	»	»	14	15	14	55	15	20	7	24	»	»	»	»	»	»	»	»
		S.t Michel	18	75	»	»	15	»	17	62	14	25	7	12	»	»	28	87	20	80	15	»
	TARANTASIA	Moutiers	19	60	»	»	15	10	»	»	10	70	7	70	»	»	»	»	15	87	15	»
		Aime	19	40	»	»	14	90	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	15	20
		Bourg S.t Maurice	20	64	»	»	15	46	19	35	12	90	9	02	»	»	»	»	»	»	»	»
CUNEO	CUNEO	Cuneo	17	97	15	02	11	23	10	59	»	»	6	49	11	50	28	74	12	08	11	39
		Busca	17	51	13	04	12	60	10	65	»	»	»	»	11	61	24	70	12	59	»	»
		Caraglio	18	23	13	67	11	88	14	61	»	»	6	07	14	40	25	65	15	25	10	64
		Demonte	17	60	14	99	12	17	15	58	11	15	6	95	15	21	27	65	15	47	14	12
		Dronero	17	41	12	26	10	85	10	45	»	»	6	88	11	55	26	58	11	72	11	40
		Fossano	18	08	14	02	12	51	11	27	»	»	8	46	10	50	20	92	12	11	14	52
	MONDOVI	Mondovi	16	58	14	12	12	17	11	30	»	»	7	82	10	86	23	90	14	01	15	69
		Ceva	16	96	»	»	13	47	10	87	»	»	8	26	»	»	25	»	15	91	14	47
		Dogliani	16	80	»	»	»	»	10	60	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Garessio	17	22	14	20	13	12	13	05	»	»	9	»	»	»	27	»	15	50	»	»
	SALUZZO	Saluzzo	18	64	13	68	13	16	11	49	»	»	7	08	12	50	25	72	11	38	12	85
		Savigliano	18	68	14	31	13	87	11	50	»	»	»	»	»	»	24	90	»	»	»	»
		Racconigi	19	45	»	»	»	»	11	50	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Barge	18	20	15	20	12	60	12	15	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Venasca	»	»	»	»	13	05	12	10	»	»	7	25	»	»	»	»	»	»	»	»
		Sanfront	»	»	13	15	12	70	13	57	»	»	6	84	»	»	»	»	»	»	»	»
	ALBA	Alba	17	98	»	»	»	»	12	08	»	»	»	»	»	»	»	»	10	75	»	»
		Bra	18	73	»	»	»	»	12	12	»	»	»	»	»	»	25	46	13	58	»	»
		Canale	17	35	»	»	»	»	11	71	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
IVREA	IVREA	Ivrea	18	75	»	»	11	75	11	83	»	»	7	83	10	»	25	17	»	»	»	»
		Cuorgnè	16	65	»	»	13	»	12	15	»	»	»	»	»	»	25	23	11	41	15	»
		Pont	19	08	»	»	13	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22	56	13	»	»	»
	AOSTA	S. Giorgio	18	65	»	»	14	48	10	61	»	»	7	58	8	67	22	96	»	»	»	»
		Aosta															22	98	12	24	»	»
		Chatillon																				
TORINO	TORINO	Torino																				
		Carmagnola	18	»	13	76	13	»	11	91	»	»	7	80	9	96	25	85	13	»	13	»
		Chieri	17	80	»	»	11	28	11	05	»	»	»	»	9	41	»	»	»	»	10	76
		Chivasso	18	09	»	»	11	22	11	28	»	»	7	»	7	70	19	60	12	80	13	95
		Lanzo	18	91	»	»	13	52	14	28	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Poirino	18	65	»	»	»	»	12	56	»	»	»	»	9	75	»	»	»	»	»	»
		Rivarolo	18	»	»	»	12	35	11	60	»	»	»	»	»	»	24	50	12	57	»	»
	PINEROLO	Pinerolo	18	51	14	61	12	28	12	76	»	»	»	»	»	»	24	07	13	94	»	»
		Cavour	17	44	14	06	12	14	12	56	»	»	»	»	»	»	25	»	»	»	»	»
		Luserna	19	46	17	30	15	25	14	45	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Villafranca	17	56	14	65	12	36	11	82	»	»	8	68	11	95	»	»	»	»	»	»
	SUSA	Susa	24	50	16	»	12	»	14	50	»	»	8	75	»	»	36	91	10	42	13	02
		Condove	18	15	»	»	11	81	13	45	11	57	7	87	»	»	28	»	18	»	14	25
		Giaveno	17	10	12	10	10	75	13	25	»	»	7	11	»	»	24	50	»	»	»	»
NOVARA	NOVARA	Novara	18	72	»	»	10	93	10	68	»	»	»	»	»	»	26	85	»	»	»	»
		Arona	22	35	12	61	15	36	12	61	»	»	»	»	»	»	22	06	»	»	»	»
		Borgomanero	21	42	»	»	13	14	12	74	»	»	4	18	10	24	23	91	12	64	»	»
		Carpignano	19	72	»	»	12	44	11	22	»	»	»	»	10	52	25	20	13	05	»	»
		Oleggio	»	»	»	»	10	55	11	90	»	»	»	»	»	»	24	38	12	74	»	»
		Orta	20	26	»	»	15	31	13	81	»	»	»	»	»	»	24	50	»	»	»	»
	LOMELLINA	Mortara	19	65	»	»	11	56	10	49	»	»	9	47	»	»	28	24	»	»	»	»
		Vigevano	18	86	»	»	11	09	9	65	»	»	»	»	»	»	24	68	10	69	»	»
		Cava	19	49	»	»	10	25	10	80	»	»	6	75	»	»	20	86	»	»	»	»
		Pieve del Cairo	25	88	»	»	12	52	12	38	»	»	8	75	»	»	20	11	12	94	11	29
	PALLANZA	Pallanza	19	99	»	»	12	25	12	57	»	»	»	»	»	»	28	18	14	11	»	»
		Intra															22	86	»	»	»	»
		Cannobio	»	»	»	»	12	80	12	50	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Omegna															25	»	»	»	»	»
	OSSOLA	Domodossola	22	18	»	»	12	97	12	63	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	VALSESIA	Varallo	»	»	»	»	12	45	14	40	»	»	»	»	»	»	25	24	»	»	»	»
		Borgosesia	20	84	»	»	12	91	12	91	»	»	»	»	»	»	29	55	»	»	»	»
																	26	09	»	»	»	»
VERCELLI	VERCELLI	Vercelli	18	75	»	»	10	92	11	49	»	»	»	»	»	»	22	10	12	13	14	19
		Crescentino	18	97	»	»	11	82	11	27	»	»	»	»	»	»	22	34	12	05	13	66
		Santhià	18	37	»	»	10	87	11	56	»	»	»	»	»	»	21	94	11	37	»	»
	CASALE	Casale	17	86	»	»	12	74	11	48	»	»	8	65	»	»	25	65	14	22	12	75
		Moncalvo	16	84	»	»	»	»	10	48	»	»	»	»	»	»	25	98	»	»	12	30
		Occimiano	17	75	»	»	»	»	11	05	»	»	»	»	»	»	22	32	12	85	»	»
	BIELLA	Biella																				
		Masserano																				
		Andorno Cacciorna																				
		Cavaglià																				
		Crevacuore																				
		Mosso Santa Maria																				
ALESSANDRIA	ALESSANDRIA	Alessandria	17	48	»	»	»	»	10	64	»	»	»	»	»	»	24	80	12	50	»	»
		S. Salvatore	18	40	»	»	»	»	11	50	»	»	»	»	»	»	25	90	12	50	13	40
		Valenza	15	85	10	75	»	»	10	90	»	»	6	70	»	»	21	85	12	20	9	»
	VOGHERA	Voghera	18	85	15	25	12	02	9	75	»	»	7	48	»	»	22	82	12	57	11	35
		Broni	17	25	»	»	»	»	10	50	»	»	»	»	»	»	24	75	»	»	11	»
		Casteggio	24	08	»	»	»	»	11	14	»	»	»	»	»	»	28	50	»	»	11	69
		Stradella	15	55	»	»	»	»	13	01	»	»	»	»	»	»	22	77	»	»	11	01
	ASTI	Asti	18	21	»	»	11	82	10	70	»	»	8	65	»	»	21	29	15	82	12	58
		Canelli	19	07	»	»	»	»	11	49	»	»	»	»	»	»	28	49	»	»	»	»
		S. Damiano	20	28	15	66	12	14	11	71	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Villanova	12	87	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	BOBBIO	Bobbio	15	30	»	»	»	»	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Varzi	16	75	»	»	»	»	11	78	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	40
	TORTONA	Tortona	16	77	»	»	»	»	9	28	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	78
																					10	20
GENOVA	GENOVA	Genova																				
		S. Quirico																				
	CHIAVARI	Chiavari	20	42	»	»	»	»	14	17	»	»	14	61	»	»	32	50	13	34	11	67
		S. Stefano	24	42	»	»	»	»	14	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Varese																				
	NOVI	Novi	18	89	17	28	11	62	10	71	»	»	»	»	»	»	24	42	»	»	»	»
	LEVANTE	Spezia	21	62	19	90	14	96	14	68	17	45	16	19	15	78	29	56	18	14	16	19
SAVONA	SAVONA	Savona																				
		Cairo																				
		Millesimo																				
		Varazze																				
	ALBENGA	Albenga	22	»	»	»	»	»	15	30	14	60	»	»	»	»	26	80	»	»	15	70
		Alassio	22	»	»	»	»	»	17	»	»	»	»	»	»	»	29	»	15	»	14	»
		Loano	17	50	»	»	»	»	10	50	»	»	»	»	»	»	22	70	»	»	12	50
	ACQUI	Acqui	17	60	»	»	»	»	11	50	»	»	»	»	»	»	26	50	»	»	»	»
NIZZA	NIZZA	Nizza	18	93	»	»	10	»	12	26	7	50	7	75	»	»	28	93	13	99	10	»
	ONEGLIA	Oneglia	24	»	»	»	16	10	17	»	14	90	14	50	17	»	27	»	16	»	16	»
		Pieve	24	50	»	»	15	75	16	15	14	93	15	56	»	»	24	14	16	15	16	45
		Porto Maurizio	25	»	»	»	»	»	17	50	»	»	»	»	17	»	27	»	15	50	15	»
	S. REMO	S. Remo	18	»	»	»	»	»	12	20	9	»	»	»	»	»	27	»	15	40	15	40
		Ventimiglia	18	20	»	»	»	»	12	20	9	20	»	»	»	»	27	»	15	30	15	30

GAZZETTA PIEMONTESE

N 44 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

VENERDI' 20 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Cibellini, nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere antecipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

Anno (franchi)
Per Torino . . . . lire 40
Per le Provincie . . . » 48
Per l'Estero . . . . » 60
Inserzioni volontarie, 50 cent.; d'obbligo 25 cent.

Seconda pubblicazione.

PARTE UFFICIALE

S. M. il Re, sulla proposta del Ministro per gli Affari Esteri, con suo Decreto del 4 gennaio p. p., si è degnato nominare il signor Stefano Festa, applicato cassiere del suddetto Ministero, in surrogazione del cav. Lorenzo Vernetti, sotto segretario, collocato a riposo dietro sua domanda.

S. M., sulla proposizione del Ministro della Pubblica Istruzione, con Decreto delli 8 corrente mese, ha nominato il professore di Patologia generale nell'Università di Sassari, Antonio Maninchedda, a membro di quel Consiglio Universitario.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla relazione del Ministro Segretario di Stato Reggente il Ministero delle Finanze, il quale ci ha rappresentata la convenienza, sintantochè non sia adottato un sistema uniforme per il pagamento delle pensioni di riposo, di stabilire alcune norme speciali per il pagamento delle pensioni militari che dal 1° di gennaio del corrente anno passarono a carico del Bilancio delle spese generali dello Stato, e di quelle che vi saranno successivamente inscritte;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Tutti indistintamente i pensionari militari, sì di terra che di mare, inscritti nel Bilancio delle spese generali dello Stato, per ottenere il pagamento della rispettiva pensione, dovranno presentare il certificato d'esistenza in vita e di domicilio nello Stato.

Art. 2. Per le vedove e figlie di militari od altre persone provviste di pensione come sovra continuativa soltanto durante lo stato vedovile o nubile, dovranno i certificati di cui all'art. 1 contenere inoltre la dichiarazione della permanenza dello stato vedovile o nubile.

Art. 3. Tali certificati saranno rilasciati dal Sindaco del comune della rispettiva residenza dei pensionari, sopra carta libera, senza costo di spesa, e dovranno essere muniti del bollo comunale.

I relativi stampati saranno somministrati ai Sindaci per cura dell'Ispezione generale dell'Erario.

Art. 4. I provvisti di pensione, come sovra continuativa soltanto durante la loro minorenità, dovranno per il primo pagamento sul Bilancio delle spese generali presentare la rispettiva fede di nascita regolarmente spedita, la quale potrà essere estesa su carta libera, per essere dalla Ispez one generale dell'Erario fatta l'occorrente annotazione sul certificato d'iscrizione dell'epoca in cui la pensione dovrà cessare.

Sono dispensati da tale presentazione i pensionari che vi abbiano già adempiuto presso l'Amministrazione nel cui Bilancio trovavansi dapprima inscritti.

Art. 5. Per il pagamento agli eredi od aventi causa da militari dei prorata di pensione rimasti dovuti ai loro autori, saranno seguite le stesse norme in vigore per simili pagamenti delle pensioni civili.

Art. 6. La ritenzione di centesimi 20 all'anno sulle pensioni degli Invalidi giubilati, prescritta dal § 40 del Regolamento approvato con R. Brevetto del 19 novembre 1844, rimane abolita dal 1° gennaio 1852.

Il Ministro Segretario di Stato Reggente il Ministero delle Finanze è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino, addì 12 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato per l'Interno;

Visti i Messaggi delli 11 e 12 corrente mese indirizzati al Ministero dell'Interno dall'Ufficio di Presidenza della Camera dei Deputati, indicanti la vacanza del I° e del II° Collegio elettorale di Sassari, in seguito ad annullamento di elezione, e a demissioni di Deputato;

Vista la Legge Elettorale del 17 marzo 1848;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Il I° ed il II° Collegio elettorale di Sassari sono convocati per il 7 del prossimo mese di marzo, onde procedere ad una nuova elezione del loro Deputato.

Art. 2. Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo nel giorno immediatamente successivo.

Il Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Torino, addì 15 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno;

Visto il Decreto del 15 corrente mese, mercè cui il cavaliere Boncompagni Carlo, Deputato del Collegio elettorale di Castelnuovo d'Asti, venne nominato Consigliere di Stato;

Visto l'art. 107 della Legge Elettorale del 17 marzo 1848, e vista la Legge 19 gennaio 1850;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Il Collegio elettorale di Castelnuovo d'Asti è convocato pel giorno 1° del prossimo marzo per procedere ad una nuova elezione del suo Deputato.

Art. 2. Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo il giorno 5 successivo.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato nell'Ufficio del Controllo generale, pubblicato e inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Torino, addì 16 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 19 febbraio.*

Nella seduta d'oggi il Senato continuò la discussione della petizione della Compagnia di San Paolo.

MINISTERO DI MARINA, AGRICOLTURA E COMMERCIO

Stato delle costruzioni Navali Mercantili eseguitesi nei Cantieri delle Divizioni Marittime de' Regi Stati di terraferma negli anni 1847 1848 1849 1850 e 1851.

DIREZIONI	Bastimenti costrutti nel 1847	1848	1849	1850	1851	Totale del quinquennio	Media per ogni anno del quinquennio	Numero delle Tonnellate nel 1847	1848	1849	1850	1851	Totale delle Tonnellate	Media delle tonnellate nel quinquennio	Media delle tonnellate per ogni Bastimento
Genova (1)	50	53	57	51	42	194	38 4/5	5,903 »	4,285 48	2,200 71	1,958 62	5,480 47	18,966 68	3,793 35	97 62
Nizza (2)	»	»	»	»	5	5	1	»	»	»	»	50 10	50 10	10 02	10 05
Savona	41	48	54	49	62	254	50 4/5	4,536 68	6,475 48	2,349 82	5,791 85	5,089 48	24,135 32	4,827 06	94 99
Chiavari	10	15	16	35	28	94	18 4/5	111 70	532 51	261 02	476 18	306 83	1,688 04	337 60	17 97
Spezia	4	4	4	5	5	18	3 3/5	200 15	»	152 94	605 43	230 80	1,147 76	229 55	63 76
Oneglia	7	»	3	10	8	30	6	150 75	37 38	70 19	142 87	510 46	691 53	138 30	23 04
TOTALE N.	112	99	94	150	148	575	114 3/5	9,046 36	11,330 65	4,995 98	6,854 70	9,467 24	41,050 03	8,328 16	72 98

	Media delle tonnellate per ogni Bastimento
	88,97 1/5
	15,47
	4,9
	13,50
	519,873

In questo Quadro non sono comprese le costruzioni della Direzione di Cagliari, perchè non furono mai trasmessi gli Stati annui ad eccezione di quello del 1851, nel quale i bastimenti costrutti ascendono a N. 17, portanti in complesso tonnellate 68 98 e constano di 5 parranzelle da 10 alle 11 tonnellate, e di barche dalle 5 alle 6.

(1) *Non sono compresi varii piccoli battelli e barche d'alleggio.*
(2) *Ordinariamente in quella Direzione non si fanno che radobbi, o piccoli battelli.*

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Reale Decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che mai regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Num. progr.	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti Certificati	Numero	Data	Somme versate	Tasso in ragione di % a cui si riferiscono	Residuo di cui sono state rilasciate
					Quitanze dichiarate smarrite	
1	Schiffi Gio. fu Pietro	156	1849 9 9bre	15 25	Crediti pubblici	Alessandria
2	Griva Giacomo fu Felice contrib., Presbitero Antonio richied.	11	4 agos.	50 »	id.	Pavone
3	Opera Pia Rapetto contr.bante, P. Ivaldi Maggiore richied.	26	28 feb.	52 50	Stabili	Rivalta
4	Gambarana Giocondo	56	11 id.	100 »	id.	Sartirana
5	Gatto Giuseppe fu Lorenzo	55	18 mar.	55 »	id.	Murazzano
6	Schiavino Lorenzo fu Francesco contrib., Malvano Salomone richiedente	7	15 feb.	60 »	id.	Morra
7	Catella Lorenzo fu Vincenzo	47	2 genn.	40 »	id.	Andorno
8	Clerico Gio. fu Domenico	44	1848 9 9bre	5 »	id.	Azeglio
9	Gorrè Jean Josep.	54	4 id.	50 »	id.	Cignod
10	Muratore Ignazio fu Antonio	85	1849 6 feb.	15 »	id.	Bubbio

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 6 febbraio 1852.

L'Intendente Generale ANSELMO.

INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell'8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 15 vent. marzo 1852, si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del signor Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita dei beni demaniali descritti al N. 56 detto stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Cascina, denominata *San Michele*, composta di fabbricati rustici, campi, vigne, prati, boschi e gerbidi, provenienti dall'antico Demanio, situata sulli territori di *Priocca e Castellinaldo*, nelle regioni, coerenze e numeri di mappa infra specificati della complessiva superficie di giornate ottantaquattro, tavole trenta nove e piedi tre, corrispondenti in misura metrica ad ettari 32. 15. 5542, presentemente affittata al sig. Gatto Giuseppe del vivente Guglielmo di Castellinaldo in forza d'atto 30 settembre 1845, finiente tale affittamento col giorno 10 novembre 1852, mediante l'annuo prezzo di Lire 1465.

Si espone prima di tutto venale nei cinque lotti infra descritti, salvo a tentare quindi gli incanti della sua totalità sul prezzo cumulato dei cinque deliberamenti provvisorii, li quali rimarranno però fermi, in caso di infruttuoso successo di quest'ultimo sperimento.

LOTTO PRIMO.

1. Regione *San Michele*, in territorio di *Castellinaldo*, fabbricato rustico, denominato *San Michele*, con aia, orto e sito, a cui coerenziano li beni componenti il presente lotto coi numeri di mappa 165, 165 1/2 della superficie di giornate 0, 54, 0, eguali ad ettari 0, 20, 574.

2. *Ivi*. Prato e gerbido, coerenti la strada comunale e i beni del presente lotto, segnato in mappa col n. 162 1/2, di giornate 2, 94, 0, eguali ad ettari 1, 12, 014.

3. Regione *Pianteri*. Vigna, coerenti la strada comunale il signor conte di Canale, Sobona Gio. Batt., Sobona Bartolomeo, Arezio Giovanni, ed il presente lotto, descritto in mappa col n. 159, di giornate 3, 36, 0, eguali ad ettari 1, 48, 516.

4. Regione *Carpignano*. Vigna, coerenti la parrocchiale di Magliano, Francesco Tomalano, i confini della comunità di Magliano, ed i beni del presente lotto, descritta in mappa col num. 160, di giornate 1, 20, 0, eguali ad ettari 0, 45, 72.

5. *Ivi*. Campo, a cui coerenziano la strada a tutti i lati, segnato in mappa col n. 161, della superficie di giornate 3, 54, 0, eguali ad ettari 1, 26, 14.

6. *Ivi*. Campo, coerenti la strada a due parti ed i beni del presente lotto descritto in mappa col n. 162, di giornate 3, 25, 0, corrispondenti ad ettari 1, 23, 85.

7. Regione *San Michele*. Campo, coerenti la strada a due parti, eredi Bria, ed i beni del presente lotto, descritto in mappa col n. 164, della superficie di giornate 3, 84, 0, eguali ad ettari 1, 46, 50.

8. *Ivi*. Bosco, coerenti il signor conte Malabaila di Canale, ed i beni del presente lotto, segnato in mappa col n. 165, di giornate 3, 50, 0, eguali ad ettari 1, 25, 75.

www.internetculturale.it

9. *Ivi*. Campo e vigna, a cui coerenziano il signor conte di Canale, la strada ed i beni del presente lotto, descritto in mappa col **n.** 166, della superficie di giornate 2, 44, 0, eguali ad ettari 0, 92, 964.

L'asta di questo primo lotto della complessiva superficie di giornate 29, 48, corrispondenti ad ettari 11, 11, 758, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire quattordici mila, cento ottantadue, come dalla relativa perizia del geometra Giovanni Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 100.

LOTTO SECONDO.

1. Regione *San Silverio*, in territorio di *Priocca*. Campo, coerenti la strada a due parti, Tarabla Antonio, prof. Olmo, Grasso Francesco, ed i confini di Magliano, segnato in mappa col n. 1170, di giornate quattro, tavole sessant'una e piedi sei, eguali ad ettari 1, 75, 3515.

2. *Ivi*. Campo, coerenti la strada a due parti, Cordero Francesco e Grasso Francesco, descritto in mappa colli numeri 1141 e 1142, della superficie di giornate 2, 4, 6, corrispondenti ad ettari 0, 77, 9145.

3. Ivi. Vigna e gerbido, coerenti la strada a due parti, li beni della cappella di *S. Silverio*, sig. marchese Clavesana, e Tarabla Bartolomeo, descritti in mappa col num. 1139, della superficie di giornate 5, 32, 0, eguali ad ettari 2, 02, 692.

4. Regione *Valcolmato*. Campo, coerenti la strada a due parti, i confini di Magliano ed i beni del presente lotto, segnato in mappa col num. 1180, di giornate 2, 52, 0, corrispondenti ad ettari 0, 96, 012.

5. Ivi. Campo, e vigna coerenti la strada a due parti, li confini di Castellinaldo, ed eredi Cordero Francesco, descritto in mappa colli numeri 1143 e 1179, di giornate 3, 41, 0, corrispondenti ad ettari 1, 29, 921.

L'asta di questo secondo lotto, della complessiva superficie di giornate 17, 91, 0, corrispondenti ad ettari 6, 82, 571, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 7022, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 50.

LOTTO TERZO.

Regione *Sterpetto*, in territorio di Priocca Campo e prato, a cui coerenziano la strada, il sig. conte di Priocca, gli eredi Gio. Matteo Cordero, Costa Vincenzo, Pinsoglio Antonio e Bordino Giovanni, descritti in mappa coi num. 1288 e 1289, della superficie di giornate 10, tavole 84, corrispondenti ad ettari 4, 15, 004.

L'asta di questo terzo lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 6504, come risulta dalla relativa perizia dello stesso geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 50

LOTTO QUARTO.

Regione *Rocca*, Campo, prato e vigna in territorio di Castellinaldo, a cui coerenziano la strada a due parti, li fratelli Marchisio, li fratelli Pasquero, sig. marchese Clavesana, e signor conte di Canale, segnati in mappa colli numeri 1194 e 1195, della superficie di giornate 14, 70, 0, eguali ad ettari 5, 60, 07.

L'asta di questo quarto lotto sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 7550, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 50.

LOTTO QUINTO.

1. Regione *Zoanni*, Bosco e gerbido, in territorio di Castellinaldo, a cui coerenziano la strada pubblica a due parti, il sig. conte di Canale, Topia fratelli e Grasso fratelli, descritti in mappa coi numeri 1344 e 1345, della superficie di giornate 3, 97, 5, eguali ad ettari 1, 51, 5522.

2. Regione *Moglia*. Prato coerenti li beni parrocchiali, il signor conte di Canale, Pasquero Giacomo, Troia Vincenzo e Delpiano Giovanni a due parti, segnato in mappa col num. 491, della superficie di giornate 4, 91, 0, corrispondenti ad ettari 1, 87, 071.

3. Regione *Collaretto*. Campo e vigna, in territorio di Priocca, a cui coerenziano il sig. conte di Priocca, la parrocchiale e Delpiano Giovanni, distinti in mappa coi numeri 1105 e 1104, di giornate 2, 88, 0, eguali ad ettari 1, 09, 728.

L'asta di questo quinto lotto della complessiva superficie di giornate 11, 76, 5, corrispondenti ad ettari 4, 48, 1542, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 6088, 25, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Giovanni Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 50.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufizio procedente, ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istrumento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze l'8 decembre 1851, e dei quali non che della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufizio d'Intendenza.

Alba, il 7 febbraio 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza Provinciale
Il segr. G. Quaglia.

ILLIRIA

Nella Gazzetta Piemontese N. 37 abbiamo pubblicata la notificazione dell'i. r. governo centrale marittimo intorno alle disposizioni generali che entrano in vigore in seguito alla nuova organizzazione del servizio portuale e sanitario marittimo col primo febbraio 1852, diamo ora la distinta di quei porti della costa dell'impero austriaco (tranne la Croazia militare) che in riguardo portuale e sanitario sono aperti al commercio ed alla navigazione.

Nome del porto e qualità dell'organo portuale-sanitario istituitivi.

I. *Nel Litorale Veneto.*

Alberoni (Malamocco) agenzia, Calino id., Calleri id., Cannerino id., Chioggia ufficio, Falconera agenzia, Forcello (Gnocca) id., Fossone id., Gorino (Goro) id., Levante id., Lido id., Liguano id., Maistra id., Pozzatini id., Tagliamento id., Tolle id., Treporti id., Venezia ufficio centrale.

II. *Nel Litorale Austro-Illirico.*

Albona (Rabaz) agenzia, Besca nuova id., Capodistria id., Carnizza (Val Morlacca) id. Castelmuschio id., Cherso id., Cimino id., Cittanova id., Duino id., Fasana id., Fianona agenzia, Grado id., Isola id., Lovrana id., Lussingrande id., Lussinpiccolo ufficio, Malinska (Bobisnizza) agenzia, Medolino id., Monfalcone (Rosega) id., Muggia id., Orsera id., Ossero id., Parenzo id., Pirano deputazione, Pola agenzia, Portoboro id., Rovigno ufficio, Sansego agenzia, Sdobba id., Servola id., Trieste ufficio centrale, Umago agenzia, Valditorre id., Veglia id., Verbenico id., Volosca id.

III. *Nella Croazia civile*

Buccari uffizio, Fiume uffizio centrale, Martinschizza deputazione, Novi agenzia, Portorè uffizio, Selcze agenzia, Zurcova id.

IV. *In Dalmazia.*

Almissa agenzia, Arbe id., Barna id., Bobovischie id., Bol id., Budua id., Castel Vitturi id., Cittavecchia id., Comisa id., Curzola deputazione, Bucischie (Sabioncel'o) agenzia, Fort'Opus id., Gelsa id., S. Giorgio di Lesina id., S. Giovanni della Brazza id., Gravosa id., Lagosta id., Lesina deputazione, Lissa id., Macarsca agenzia, S. Martino della Brazza id., Megline uffizio, Melada agenzia, Meleda id., Milnà id., Molonta id., Nona id., Novaglia id., Novegradi id., Obbrovazzo id., Pago id., S. Pietro della Brazza id., Postire id., Premuda id., Pucischie id., Ragusa uffizio centrale, Ragusa vecchia agenzia, Rogosnizza id., Sale id., Scardona id., Sebenico deputazione, Selve agenzia, Slano id., Solta id., Spalato uffizio, Stagno grande agenzia, Sretto id., Tarsteniek id., Trappano id., Traù id., Vallegrande id., Vodizze id., Zara uffizio, Zara vecchia agenzia, Zlarin id.

FRANCIA

Parigi, 16 *febbraio*. Il *Moniteur* d'oggi non contiene parte ufficiale.

—La legazione spagnuola ha fatto celebrare oggi a mezzogiorno un *Te Deum* nella chiesa della Maddalena per rendere grazie a Dio d'aver preservato la vita della regina Isabella.

La cerimonia seguì con gran pompa, ed un'immensa folla riempiva la chiesa. Il presidente della repubblica eravi rappresentato da due suoi aiutanti di campo, i generali Roguet e Canrobert. Il marchese di Valdegamas, ambasciatore di Spagna, e tutti i membri della sua legazione si erano recati alla chiesa in grande uniforme, come pure tutti gli spagnuoli ragguardevoli che presentemente si trovano in Parigi.

Il corpo diplomatico francese e straniero assisteva a questa solennità, non che un gran numero di notabilità politiche, scientifiche e letterarie. Si osservavano tra gl'intervenuti i sigg. Guizot, Molé, Duchâtel, Dupin, maresciallo Excellmans, di Montalembert, duca di Noailles, duca di Valmy, Achille Fould, Baroche, Cormenin, Fresneau, di Greslan, Estancelin, i generali di Saint-Arnaud, di La Hitte, Magnan, Forey, Turgot, ecc.

— Il presidente della repubblica ha fatto dono al generale Canrobert d'uno dei cavalli che gli furono mandati ultimamente dal sultano.

— In occasione dell'installamento dei nuovi poteri dello Stato, si darà una festa al Palazzo di città. Lavorasi già ai preparativi, e pare che questa solennità debba riuscire una delle più splendide che finora siansi date.

— Troviamo in varie corrispondenze di giornali dei dipartimenti, dice la *Presse*, la lista seguente delle candidature per Parigi:

1° circoscrizione, Dufaure; 2° Vivien; 3° Cavaignac; 4° Goudchaux; 5° Charras; 6° Carnot o Bixio; 7° Bethmont; 8° Ferd. di Lasteyrie; 9° Garnon.

Da un'altra parte il *Journal des Débats* annunzia che il sig. di Morny è proposto da un certo numero di elettori del primo circondario.

Il *Courrier de Lyon* indica come aggraditi dal governo, pel dipartimento del Rodano, Goujon negoziante; Olivier, notaio; Duga, capo di manifatture a Givors; e Suchel, membro del consiglio generale.

Lungo sarebbe il riferire tutte la candidature di cui parlano gli altri giornali di dipartimento.

— Leggesi nella *Gazette de France*:

Per rispondere a molte lettere che riceviamo dalle provincie, ripetiamo ciò che abbiamo già detto, che il marchese di Larochejaquelein, per ragioni affatto personali non volendo far parte di alcuna assemblea politica, rifiuta le candidature che gli vengono offerte.

— La prefettura della Senna e quella di polizia sono state poste in comunicazione diretta col *padiglione di Flora* delle Tuilerie per mezzo di fili del telegrafo elettrico.

— Una rivolta che scoppiò nel collegio *Louis-le-Grand*, in seguito a punizioni inflitte per fatti relativi al banchetto annuo della festa di S. Carlomagno, fu cagione che ieri vennero espulsi cento cinquanta alunni.

— Il telegrafo elettrico stabilito, in principio di gennaio, fra Parigi e Dijon, e un poco dipoi fra Dijon e Châlon, si prosegue alacremente fra Châlon e Lione.

— Ognun sa che il governo si occupa attivamente d'un progetto di legge che avrebbe per iscopo il deportare alla Guiana francese i condannati ditenuti presentemente nelle galere, e che consentissero a questa trasformazione di penalità. Ora sentiamo che 419 condannati della galera di Rochefort hanno domandato di partire per la Guiana.

Giusta le intenzioni del governo, questa trasportazione non avrebbe per iscopo la continuazione della pena dei lavori forzati, ma l'applicazione d'un regime nuovo, che procurerebbe ai condannati una maggiore mitigazione della loro sorte, combinata con un certo tempo di lavoro obbligatorio e di prova in quanto alla condotta. Questa disposizione non riguarderebbe gli uomini in età di oltre ai sessant'anni.

Potranno essere accordate autorizzazioni alle famiglie di certi condannati di andare a stabilirsi nella Guiana.

L'uso dei ferri come regime abituale di coercizione sarà soppresso, e i condannati in generale saranno, di notte come di giorno, esenti dalla catena semplice come pure dalla catena doppia. Questi mezzi saranno unicamente riserbati pei casi gravi, o a fine di reprimere l'indisciplinatezza, o per antivenire le evasioni. I condannati dormiranno in letti separati, invece di essere sopra letti da campo.

I condannati a vita, come i condannati a tempo, avranno la prospettiva di ottenere la loro grazia molto più prontamente che in Francia, se si condurranno bene. Dopo la loro liberazione essi potranno ottenere concessioni di terre alla Guiana, e agevolezze per stabilirsi come coloni. Le autorizzazioni di ritorno in Francia non saranno la conseguenza obbligata della liberazione; ma potranno essere accordate a coloro che avran meritato questo favore con una condotta particolarmente esemplare.

Un decreto, del resto, determinerà in un modo più esatto le basi di un regime da applicarsi ai condannati che si spediranno alla colonia penale.

— Leggesi nel *Moniteur* la seguente lettera del sig. Bondsept, ex-rappresentante del Basso-Reno, all'estensore in capo del giornale istesso:

Parigi 15 febbraio 1852

Signor Estensore,

Compreso nel decreto di esilio, credetti di potere, dopo il voto unanime della Francia, scrivere al presidente della repubblica per sollecitare la permissione di rimanere in Francia, ove io cesserò interamente d'occuparmi degli affari politici.

Il presidente, con una benevolenza di cui egli diede già prove, mi accordò la chiesta autorizzazione.

Vi sarò ben grato, o signore, se pubblicherete questa mia lettera in uno dei prossimi numeri del *Moniteur*.

— Il sig. della Ferté-Meun, genero del sig. Molé, dice una corrispondenza parigina dell'*Emancipation Belge*, reduce da Froshdorff, ha recata una lettera del conte di Chambord. È detto in essa non tornar di grande utilità che i legittimisti entrino nel corpo legislativo; nondimeno il principe comprende che gli amici suoi s'immischino nel movimento elettorale per scegliere tra i varii candidati. Risulta da alcuni passi della lettera medesima che il conte di Chambord non riproverà coloro fra' suoi partigiani che accetteranno o conserveranno pubbliche funzioni. Si assicura che la lettera è piena de' più nobili sentimenti. I legittimisti devono innanzi tutto, dice il conte di Chambord, vegliare alla salvezza della società.

— Scrivono da Lione: Tutti i nostri sobborghi, Vaise, la Croix-Rousse, la Guillotière, ecc. saranno tra poco riuniti a Lione che, al par di Parigi, non formerà più se non un grande comune diviso in circondarii, ed a cui sarà applicato lo stesso regime municipale. Il decreto uscirà in breve nel *Moniteur*.

— Scrivono da Algeri il 10:

Si sono dati ordini per far tornare in Algeri il battaglione dell'8 leggiero che l'aggressione di Bu Baghela a ponente di Bugia aveva fatto indirizzare verso quella piazza per rafforzar la colonna del generale Bosquet.

Da ciò appare che le operazioni da quella parte tendano ad una conclusione favorevole. È noto d'altra parte che le tribù le quali marciarono contro lo sceriffo il 24 e il 25 colle nostre truppe ristringono la loro lega difensiva e danno alla nostra causa pegni della loro sincerità e ci consegnano ostaggi. Punizioni severe colpirono le loro diserzioni. Finalmente i due villaggi di Aghemun e di Tifra, incendiati dagl'insorti, saranno al più presto ricostruiti e arredati a spese dei medesimi: ricordo che produrrà buoni effetti per l'avvenire. Ma ciò che darà un pegno più certo alla nostra dominazione sono le strade che la colonna apre o migliora, nel suo tragitto, sulle principali direzioni.

— Ieri si fece, nella cappella dell'Eliseo, il battesimo di un figlio del principe Murat, che fu tenuto al sacro fonte dal principe presidente e dalla principessa Matilde.

BELGIO

Brusselles. Leggesi nell'*Indépendance Belge*:

Il miglioramento della sorte delle classi operaie, col promuovere la preveggenza ed il risparmio, è divenuto uno fra i primi doveri della pubblica amministrazione. Il bene che l'iniziativa della filantropia individuale ha incominciato, i governi sono oramai chiamati ad estenderlo ed a compirlo.

Non si potrebbe adunque troppo benedire ai promotori delle casse di previdenza e di soccorso ed ai governi che accordano a queste istituzioni il loro possente intervento. Così anche degni di lode sono quegli scrittori che s'impongono la disinteressata missione di segnalare e di rendere popolari i risultamenti di una esperienza che pel popolo basta che sia bene conosciuta affinchè sia compresa e praticata generalmente.

Questa missione impose a se stesso il sig. Augusto Visschers, membro del consiglio delle miniere, pubblicando ogni anno un *Esame dei resoconti delle casse di previdenza degli operai minatori*.

La maggior parte delle casse comuni di previdenza compirono nel 1850 il loro primo periodo decennale. Sono i rendiconti dell'anno 1850 che il sig. Visschers pubblicò.

Il primo fatto che si offre, si è l'insufficienza degli introiti in parecchie di queste associazioni. Allato però a questo inconveniente materiale, noi vediamo spiccarvi un fatto morale notevolissimo, e molto incoraggiante; cioè la sollecitudine con cui gli operai consentirono ad accrescere la ritenuta sui loro salarii in egual proporzione, a fine di equilibrare le rendite colle spese.

Ciò solo basterebbe per indicare la strada già percorsa in fatto d'istituzioni di previdenza.

Il sig. Visserchs osserva che i sussidii dello Stato formano il vincolo, il cemento dell'associazione. Infatti il patronato dello Stato è di una importanza utile insieme, morale e incontestabile; esso inspira fiducia all'operaio, poichè prova che le casse sono stabilite sovra salde basi.

Le casse comuni conferiscono pensioni agli operai mutilati od inetti al lavoro, alle vedove, ai figli, ai vecchi genitori ed ai giovani fratelli degli operai uccisi accidentalmente.

Sotto l'aspetto morale, una eccellente risoluzione fu presa dalla

www.Internetculturale.it

commissione amministrativa di Liegi, ed invitata da quella di Mons, essa consentì nel pagamento di una dote alle vedove *pensionate* che si rimaritano. In virtù degli statuti le vedove, rimaritandosi, perdevano i loro diritti alla pensione: questa disposizione sussiste ancora; ma col mezzo di una dote equivalente a due anni della pensione estinta, una vedova trova facilmente modo di contrarre una nuova unione, e così cesserà la pratica immorale di concubinaggio cui lo stato di cose precedente favoriva.

Le casse dei minatori instituite da una illuminata filantropia, già provate da una lunga esperienza, sono un incoraggiamento insieme ed un esempio per le altre classi degli operai.

PAESI BASSI

Aia, 13 *febbraio*. La prima Camera degli Stati-generali è convocata pel 24 febbraio.

— Le sezioni della seconda Camera si sono occupate intorno al progetto di legge che introduce, in favore del Belgio, alcune modificazioni alla tariffa dei diritti d'entrata e di uscita.

— Al ministero della giustizia presentemente si studiano le disposizioni relative ai giovani ditenuti. Le autorità competenti furono invitate a somministrare a questo dicastero tutti i dati statistici che possono contribuire a rendere chiara la questione.

SPAGNA

Si legge nella corrispondenza ordinaria di Madrid in data del 10 corrente:

Non appena la popolazione di Madrid è stata fatta certa che la Regina era fuori d'ogni pericolo, dette subito clamorose pruove della sua gioia. La illuminazione della Capitale è stata altrettanto splendida e generale che spontanea.

Il Senato si è riunito oggi (10) a fine di stabilire il programma della festa che si propone di offerire alla Regina, per ringraziare la Provvidenza d'aver sottratto S. M. ai colpi del regicida. La Municipalità e le varie corporazioni di Madrid danno opera anch'esse a preparare pubbliche feste che avranno principio domenica prossima (15), giorno nel quale la Regina si recherà alla chiesa di Atocha, e quivi renderà azioni di grazie a Dio dell'averla così visibilmente protetta. I deputati alle *Cortes* vogliono accompagnare a piedi S. M. facendo corona alla sua carrozza dal palazzo reale sino alla chiesa di Atocha. Cantato il *Te Deum*, si schiereranno sotto il palazzo del Congresso a fine di trovarsi al passaggio della Regina.

— La *Gazzetta di Madrid* può appena bastare alla inserzione de'numerosi indirizzi delle Municipalità del Regno, che hanno tutti per iscopo di felicitarsi con S. M. che sia andato a vuoto l'attentato infame. Fra detti indirizzi è a notarsi uno, stampato in lingua francese; ed è quello de'francesi residenti a Madrid, e coperto da più di 150 firme.

Il duca della Vittoria scrisse, da Lograno il 5 febbraio, una lettera alla Regina, contenente la più rispettosa protesta della leale affezione di lui verso l'augusta persona di S. M. Egli la supplica di non attristarsi dell'atroce delitto; perocchè per un vil traditore che s'è trovato in Spagna, vi sono quattordici milioni di spagnuoli fedeli e sinceramente devoti alla loro sovrana.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Il signor Isturiz tornerà alla sua ambasciata di Londra subito dopo che avrà ricevuto dalla Regina le insegne dell'ordine del Toson d'oro.

INGHILTERRA

I giornali di Londra del 14 corrente febbraio han pubblicato il testo della legge di riforma elettorale, presentato da lord J. Russell alla Camera de'comuni.

Il progetto consta di 47 articoli e di due prospetti, il primo de'quali contiene il nome delle due città, cui vien conferito il diritto di eleggere un rappresentante; vale a dire, la città di Birkenhead nella contea di Chester, e quella di Burnley nella contea di Lancastre. Il secondo poi di essi prospetti annovera le nuove circoscrizioni elettorali, stabilite in virtù della disposizione, che fissa a 500 il *minimum* degli elettori per ciascheduna circoscrizione. Il nuovo progetto di riforma non accresce che d'uno il numero de'rappresentanti, il quale, attualmente di 656, si eleverà a 657, ripartititi come segue:

Per l'Inghilterra propriamente detta 470, pel paese di Galles 29, per la Scozia 53, e per l'Irlanda 105.

— Un decreto della regina, inserito nella Gazzetta di Londra, nomina una commissione per adempiere all'ufficio di grand'ammiraglio del Regno-Unito. Questa commissione è composta di sir Francis Baring, primo lord dell'ammiragliato, degli ammiragli Berkeley, Houston Stewart e sir James Stirling, del capitano Alexandre Milne, e dell'onorevole W.-J. Cowper.

— Si legge nel *Morning-Post*:

A poco a poco gli operai meccanisti vengono a resipiscenza. A Manchester ve n'ha 1698 che hanno sottoscritta la dichiarazione proposta dai capi e che sono quindi tornati agli stabilimenti; e oggi vi si trovano già uomini abbastanza perchè si possano continuare i lavori più urgenti. A Londra il numero de'sottoscritti ammonta a 1118.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Il sig. Bateman, ingegnere della corporazione delle acque di Manchester, ha pubblicato una relazione dalla quale risulta la immensa quantità di pioggia caduta nelle vallate che si estendono lungo le montagne dello Yorkshire e dello Cheshire, sul fianco d'una delle quali è sito Holmfirth. Il sig. Bateman calcola che nella vallata di Crowden, un poco all'insù del serbatoio Woodhead, dappoi il principio del mese corrente caddero 6 pollici e mezzo d'acqua; ma ciò non rappresenta più di due terzi della quantità proporzionale su tutto il distretto, la quale, sulle più alte montagne, deve aver superato dieci pollici.

La quantità d'acqua ammassata nel serbatoio di Crowden non ha avuto una volta meno di 50 milioni di *gallons* (675 milioni di litri), e ciò non ostante le acque continuano tuttora a colare. Durante ventiquattro ore la quantità d'acqua che ne è sgorgata presentò l'enorme totale di 1,750 piedi cubici per secondo. Durante le piogge di mercoledì e giovedì (11 e 12) la inondazione fu tale che raggiunse 4,000 piedi cubici per secondo; e da 500 a 600 piedi cubici per secondo erompevano dai tubi dei più bassi serbatoi.

ALEMAGNA

Francoforte. Il conservatore dei gioielli dell'impero, dottore Jocho, fu condannato a 50 talleri di multa per avere ricusato di consegnare alla Dieta il manoscritto della costituzione dell'impero votata dal parlamento tedesco.

Prussia. *Berlino*, 13 *febbraio*. Il generale Mecklenburgh-Schwerin Kopfgarten è qui di ritorno dalla missione di cui era, dicesi, incaricato a Parigi.

— Le Camere prussiane non seggono in questi giorni: i loro lavori si concentrano nelle commissioni. In seduta pubblica non si attendono dibattimenti importanti prima della discussione della quistione del rivedimento della costituzione, la quale presto sarà posta all'ordine del giorno nella seconda Camera.

Baviera. Il governo bavarese indirizzò una nota agli Stati tedeschi, i quali secondo la proposta dell'Austria dovrebbero intrattenere il terzo contingente della flotta del mare del Nord, in cui, se l'unione commerciale e doganale austro-tedesca si effettuasse, egli s'obbliga a somministrare 80,000 fiorini, e 200,000 fiorini annualmente pel mantenimento della flotta.

Il governo di Annover farà un'altra proposta a questo riguardo e si dichiarerà disposto ad incaricarsi della squadra cogli Stati del mare del Nord, se gli Stati interni (Sassonia, Baviera, Würtemberg, e gli altri, che manifestarono l'intenzione di conservare la flotta), si aggiungeranno a lui.

L'Annover si obbligherebbe anche a fare tutte le anticipazioni necessarie pel mantenimento della flotta finchè siasi conchiusa, una convenzione definitiva, la quale avrà per oggetto non una instituzione federale organica, ma solo un trattato separato fra alcuni Stati non ostili all'atto federale. (*Gazz. delle Poste*)

Holstein. Si va confermando che le truppe austriache nel corrente mese lascieranno l'Holstein, e le autorità militari prendono tutte le disposizioni occorrenti alla prossima partenzi.

Si conferma pure che i due commissari si recheranno a Copenaghen presso il re. Il governo danese inviò a loro disposizione a Kiel il battello a vapore dello Stato, l'*Hekla*, per condurli nella capitale. La loro partenza è fissata pel giorno 20, e sembra verosimile che soltanto al loro ritorno le truppe comincieranno a partire dal ducato e dalla fortezza di Rendsborg.

DANIMARCA

Il partito ardente ed esclusivo danese continua nelle due Camere a muovere contro il ministero una opposizione compatta e sistematica: nuove interpellanze sono annunziate pel 16 febbraio e daranno probabilmente luogo a concitate discussioni.

Dopo la sua demissione, come ministro dell'interno, il signor Tillisch, il quale esercita sulle Camere una grande influenza, aveva continuato nelle sue funzioni di segretario privato presso S. M.: ora egli si è dimesso da questa carica a fine di rinforzare, insieme cogli altri ex-ministri, le file dell'opposizione Scandinava.

Si è posto sotto processo un giornale di Copenaghen per ingiurie e diffamazioni pubblicate contro il presidente della repubblica francese.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 17 *febbraio*. Il *Moniteur* non pubblica ancora la legge sulla stampa. Il *Constitutionnel* ci fa sapere che il bollo sui romanzi d'appendice è decisamente soppresso.

L'anniversario del 24 febbraio non sarà celebrato quest'anno.

Il presidente della repubblica decretà che da ora in poi sarà solamente riconosciuto e celebrato l'anniversario del 15 agosto.

Un nuovo museo di antichità è creato al Louvre, ed è quello di tutti gli oggetti che abbiano appartenuto ai varii sovrani della Francia.

— Il *Moniteur* pubblica un decreto che regola le condizioni dell'immigrazione e del lavoro nelle colonie francesi, ed un altro decreto che modifica il regime commerciale del Senegal e della Gorea.

Portogallo. *Lisbona*, 9 *febbraio*. L'indirizzo in risposta al discorso della Corona fu votato in Senato. La flotta inglese che stanziava nel Tago ha levato l'àncora, e messo alla vela per un'altra destinazione. (*G. F.*)

Inghilterra. *Londra*, 16 *febbraio*. La Camera de'comuni, nella sua tornata del 16, discusse il bill presentato da lord J. Russell sulla organizzazione della milizia; una delle principali disposizioni del qual bill stabilisce di mettere in armi un corpo di 30,000 uomini. I dibattimenti furono di molta importanza.

Lord Palmerston, i signori Maule, Sidney-Hebert e i ministri sostennero il progetto del governo; lo combatterono i signori Hume e Cobden. Quest'ultimo disse, che sentiva troppo altamente dell'onore della Francia per voler supporre ch'ella potesse mai invadere un paese vicino senza preventiva dichiarazione di guerra.

Il sig. Osborne domandò che si richiami la flotta che stanzia nel Tago.

La proposta del governo è stata adottata.

— Tempo fa fu annunziato che in seguito d'una sconfitta subita da uno de'legni inglesi che incrociano sulla costiera d'Africa, in un attacco contro uno de'rè che si danno quivi alla tratta de'negri, il Commodoro capo della stazione avea messo una parte della costiera in istato di blocco e ordinata una spedizione contro la città di Lagos, capitale di quel governo. Questa spedizione è già avvenuta e il suo scopo è stato raggiunto.

La città di Lagos è stata distrutta, e il re africano ed i suoi fuggirono dinanzi alle truppe britanniche. Daremo nel numero di domani i particolari di questo bel fatto d'armi.

— Si legge nel *Globe* all'articolo *City*, 5 ore p. m.:

I fondi inglesi che piegarono oggi (16) per un momento, sono ora più fermi. Consolidati 97 1/4 1/2 5/8 5 0/0 rid. 98 1/4.

Alemagna. *Francoforte*. La *Gazzetta di Slesia* assicura essere più che mai questione d'instituire una polizia federale centrale: questo progetto era stato momentaneamente abbandonato. La polizia centrale risiederà a Magonza, e rivolgerà la massima sua attenzione sulle corrispondenze coll'estero. Si annunzia però, che questa proposizione, fatta da un ministro di uno Stato di secondo ordine, abbia incontrato qualche opposizione per parte di un ministro di una delle grandi potenze di Alemagna, il quale tuttavia avrebbe poscia aderito colla clausula *ad referendum*.

— Leggesi nella *Gazzetta d'Augusta* che, nella seduta di ieri della Dieta federale, non si prese alcuna risoluzione definitiva riguardo alla questione della flotta tedesca.

— *Vienna*, 17 *febbraio*. La *Gazzetta di Vienna* pubblica due note relative alla questione degli emigrati. In una di queste, diretta a lord Palmerston, dalla condotta dell'Inghilterra verso i viaggiatori americani in Irlanda, si deduce il diritto di adottare analoghi provvedimenti di cautela verso i viaggiatori inglesi. Coll'altra si notifica che S. M. prende cognizione della nota di lord Granville, e fin d'ora venne ordinato, rispetto agli inglesi, una severa osservanza delle prescrizioni relative ai passaporti, e si annunziano provvedimenti ulteriori.

— *Berlino*, 14 *febbraio*. La riunione di parecchi direttori della polizia di varii Stati della Confederazione, che si tenne ultimamente in questa città, ebbe soltanto un carattere confidenziale.

L'anno scorso ve n'ebbe una simile, ed altre seguiranno senza dubbio. (*Giornale tedesco di Francoforte*)

— La 1ª Camera, nella seduta d'oggi, ha adottato due nuove proposizioni che modificano la costituzione. Una dei signori Zander ed Alvensleben, stabilisce una distinzione fra le spese e le rendite ordinarie del bilancio e le straordinarie. Queste ultime dovranno continuare a votarsi annualmente dalle Camere: ma il bilancio ordinario si voterà per tre anni: qualora in questo intervallo di tempo sembri necessaria qualche modificazione, dovrà questa proporsi dal governo e non potrà introdursi senza il consenso del governo e delle due Camere. Questa mozione fu approvata da 87 voti contro 57.

La seconda proposta adottata emanò pure dal sig. Zander. Essa attribuisce alla prima Camera il diritto di votare il bilancio nelle sue disposizioni particolari. La costituzione le accordava solo la facoltà di adottarlo o di respingerlo in massa.

Le deliberazioni della commissione della prima Camera relativamente alle proposte concernenti la composizione della prima Camera si tennero in due sedute consecutive, ieri ed avant'ieri; il deputato Zander fu incaricato di presentare la relazione. Il ministro dell'interno assistè alle due sedute. Fu deciso di proporre l'approvazione della mozione dei signori Stahl, Alvensleben e Gaffron con alcune modificazioni.

Danimarca. *Copenaghen*, 11 *febbraio*. Il *Volksthing* ha deciso di prendere in considerazione l'interpellanza del deputato Monrad relativamente alle riforme introdotte dal manifesto reale del 28 gennaio. Ne fu fissata la discussione per la seduta del giorno 12 corrente.

— Una lettera scritta da Copenaghen alla *Gazzetta d'Altona* reca quanto segue:

Parecchi giornali tedeschi annunziarono recentemente che Rendsborg verrebbe dichiarata fortezza federale. Per confutare questa notizia ci basterà dire che le truppe austriache, le quali occupano quella fortezza saranno bentosto surrogate da truppe danesi. Rendsborg conserverà il titolo di fortezza del regno di Danimarca.

Turchia. *Costantinopoli*, 7 *febbraio*. La società anatolica dei banchieri armeni, sudditi ottomani, chiuse il suo banco, dichiarando di non essere in grado di soddisfare a'suoi impegni verso il governo ed altri. In seguito a ciò il direttore di quella società, Coggià Murat, fu imprigionato al ministero delle finanze. (*O. T.*)

America. I giornali degli *Stati-Uniti*, arrecati domenica (15) a Liverpool, non contengono alcuna notizia politica di grande importanza. In fatti, agli Stati-Uniti una sola può dirsi la grande quistione del giorno; la prossima elezione presidenziale.

La Camera votò una somma di 3 milioni 180,000 dollari per la indennità dovuta al Messico, e un'altra somma di 6,000 dollari per pagare il ritorno de'prigionieri della spedizione di Cuba, graziati dal governo di Spagna.

Il *New-York Herald* pubblica che il signor Clay è in via di guarigione. Il signor Kossuth da Pittsburg si è recato a Cleveland.

— Il piroscafo il *Severn* recò le corrispondenze del Brasile e della Plata, in data del 4 gennaio per Buenos-Ayres, del 7 per Montevideo, del 14 per Rio-Janeiro.

Le notizie che riceviamo da dette corrispondenze annunziano che un distaccamento di 4,000 uomini dell'esercito brasiliano si era mosso per raggiungere Urquiza sulle rive del Parana, e che gli alleati si accingevano a prendere l'offensiva contro il generale Rosas; il quale dal suo lato si apparecchiava a resistere e avea concentrato tutte le sue forze a Santos-Lugones, il cognato di Rosas, che avea voluto arrestare le truppe brasiliane, è stato costretto di ripiegarsi dinanzi ad esse su Buenos-Ayres.

Al Brasile si parlava di un cangiamento di ministero; questa eventualità non pareva tuttavolta che esercitasse alcuna sinistra influenza sulla situazione. Le condizioni finanziarie proseguivano a vantaggiare, e si afferma che, grazie alle provvisioni energiche del governo, la tratta de'neri è finalmente divenuta impossibile sopra tutto il litorale dell'impero.

T. Leone gerente.

NECROLOGIA.

Dopo lunga penosissima malattia, spirava, sull'albeggiare del giorno 6 corrente nelle braccia del Signore, Anna Maria Balzari nata Tosi, di Oleggio, colma di meriti e di virtù cristiane, specchio di religione e di carità. Madre dei poveri nel viver suo, dispose in morte di nuove generose elargizioni, legando, nelle di lei disposizioni testamentarie 31 ottobre 1849 e 1° corrente, lire 30 mila nuove di Piemonte per la erezione di un asilo infantile, lire 25 mila simili per la manutenzione di due letti a sollievo dei cronici nello spedale di questo borgo e territorio, lire 10 mila, con cui dava compimento alla facciata esterna della chiesa campestre dedicata ad onore della B. V. di Loreto, e lire 2 mila da distribuirsi ai poveri.

Afflittissimo, desolato il superstite marito di tanta amara perdita, crede di non poter dispensarsi di dare libero sfogo al suo dolore, con ricordare i pregi e le beneficenze della consorte, e tributarle un pubblico attestato della affettuosa vivissima rimembranza, che di lei serberà costantemente scolpita nel cuore tocco da profonda insanabile ferita.

Oleggio, il 18 febbraio 1852.

Dott. Carlo Balzari.

Libreria Pianca e Serra.

DELLA PRONUNZIA E PROSODIA
DELLA LINGUA ITALIANA
DI GIO. BATT. SCAGLIOTTI
Istitutore di sordo-muti e di ciechi e professore emerito della Reale Accademia Militare.
Prezzo cent. 60.

www.internetculturale.it

Tipografia G. FAVALE e COMP.

ANNO III

È uscita la Dispensa del mese di Gennaio 1852

DELLA

RIVISTA AMMINISTRATIVA

DEL REGNO

GIORNALE UFFICIALE

DELLE AMMINISTRAZIONI CENTRALI E PROVINCIALI, DEI COMUNI E DEGLI ISTITUTI DI BENEFICENZA

RACCOLTA PERIODICA

contenente

Parte ufficiale. 1° Decisioni e provvedimenti ministeriali, non che i pareri del Consiglio di Stato, e degli uffizi generali sovra questioni importanti di pubblica amministrazione;
2° Contenzioso amministrativo, ossia le decisioni più interessanti della Camera de' Conti e dei Consigli di Intendenza generale;
3° Atti delle Intendenze generali;
4° Circolari ed istruzioni;
5° Leggi e Decreti Reali;
6° Movimento nel personale dell'ordine amministrativo.

Parte non ufficiale. 1° Atti parlamentari;
2° Materie generali di pubblica amministrazione;
3° Questioni proposte alla direzione della Rivista e loro soluzioni;
4° Cronaca amministrativa.

La **RIVISTA AMMINISTRATIVA** viene pubblicata per dispense mensili di 5 fogli in-8° grande caduna.

PREZZO PER L'ANNATA

Per Torino L. 12 — Per le Provincie L. 14 *(franco)*.

Le lettere saranno indirizzate franche alla Direzione della RIVISTA AMMINISTRATIVA presso la Tipografia Editrice.

Si è ritardata la pubblicazione della presente dispensa onde poter alla medesima unire l'indice generale e la coperta del volume della *Rivista* dello scorso anno.

ANNO SECONDO - 1852

COMMENTARIO DELLE LEGGI

Desunto dalle esposizioni dei motivi, dai rapporti delle Commissioni e dalle discussioni seguite nel Parlamento e

RACCOLTA COMPLETA DEGLI ATTI DEL GOVERNO

Opera compilata dall'Avv. EDOARDO BELLONO

È USCITO IL PRIMO FASCICOLO PER L'ANNO 1852

fu un coll' indice generale delle materie contenute nel volume primo per l'anno 1851

RICOGNIZIONE DI BENI COMUNALI

Il Municipio di Caramagna, avendo deliberato di far procedere alla ricognizione dei beni comunali usurpati, posti nel suo territorio, si invitano i signori Misuratori che desiderassero d'imprendere la detta ricognizione e misura generale, di presentare al sottoscritto, prima della seconda metà del p. v. marzo, il loro partito in iscritto suggellato, in diminuzione di L. 20 p. 0/0 sul valore netto che si ricaverà dalla vendita dei beni rivendicati, e di unire alla loro obbligazione i titoli atti a giustificare che in essi concorrono tutti i requisiti voluti per compiere l'operazione che debbe essere loro affidata.

Caramagna, il 15 febbraio 1852.

Il Sindaco CRAVOSIO.

AI PROPRIETARI DI PORTA SUSA

A tenore dell'avviso 14 andante, inserito in parecchi giornali di Torino, ebbe luogo, la sera del 17, l'adunanza generale dei proprietarii della sezione di Moncenisio con terreni esterni a Porta Susa e Borgo S. Donato.

La Commissione, nominata nella seduta del 30 gennaio, avendo reso conto degli studii fatti onde poter ottenere che la sede della stazione della ferrovia da Torino a Novara sia collocata di fronte a Doragrossa, dimostrò la necessità di affidare, mediante regolare mandato, ad altra Commissione i pieni poteri onde convenire con chi di ragione le condizioni, stipulare il contratto, e quindi distribuire con equa proporzione fra gli interessati gli assunti pesi.

Tale proposizione essendo stata accolta all'unanimità, ed avendo firmato gli intervenuti la relativa procura per atto pubblico, i nuovi commissari nominati, a schede segrete, e quindi confermati dalla votazione per alzata e seduta a grandissima maggioranza, riuscirono successivamente i signori:

Luigi Filippo Faldella, notaio,
Francesco Luigi Demarghérita, barone,
Carlo d'Angrogna, marchese,
Andrea Cora, intendente,
Giacomo Giacobino, proprietario.

La nuova Commissione che si riserva di procacciarsi l'autorizzazione dei non intervenuti, mediante atto notarile d'adesione al mandato suddetto, crede intanto suo dovere di prevenirli dell'esito dell'adunanza, a loro norma.

Torino, il 19 febbraio 1852.

Per la Commissione
FALDELLA.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

MAGAZZINO FRANCESE

Contrada di San Filippo, dirimpetto al Caffè di Piemonte.

PREZZI FISSI.

Una delle prime fabbriche d'Irlanda vien or ora di spedirci 26 casse, contenenti gli articoli qui sotto descritti, i quali abbiamo l'ordine di farne una prontissima vendita. I Gerenti del suddetto Magazzino possono assicurare ai loro avventori che troveranno un vantaggio del 25 al 50 per 0/0 dai prezzi correnti.

TELA D'IRLANDA, 9 CAMICIE ciascuna pezza.
Prima qualità soprafina 55 Fr. la pezza
Seconda Idem 50 » Id.
Terza Idem 27 » Id.

Si garantiscono, per iscritto, di puro filo

TELE per lenzuola altissime, 44 metri ciascuna pezza.
Prima qualità fortissima 45 a 55 Fr. la pezza
Seconda Idem 40 Fr. la pezza

3000 dozzine FAZZOLETTI puro filo da 7 a 12 Fr. la dozzina

2050 Idem Batiste:
Prima qualità . . . 20 Fr. la dozzina
Seconda Id. . . . 15 » Idem
Terza Id. . . . 7 » Idem

SERVIZII DA TAVOLA.
TOVAGLIA e TOVAGLINI per 12 persone . . . 20 Fr.
Idem Idem « 1ª qualità 30 »
TAPETTI da Tavola . . . 3 Fr. 50 cent. caduno.

La vendita di questi articoli comincierà martedì 24 febbraio e deve essere terminata per l'ultimo del corrente mese.

MAGASIN PARISIEN

MODES ET NOUVEAUTÉS

Rue St-Philippe, 23, maison Caraglio de St-Marsan, au rez-de-chaussée, à Turin

Chez M.me **BOSQUI** on trouve des Chapeaux pour Dames, Robes de bal, Mantelets, Fleurs de Paris, Coiffures et bonnets habillés, Fichus, Berthes, sorties de bal, Etoffes en soie pour robes, Rubans et Velours de France, Dentelles noires de Chantilly et de Cambray pour volants, point de Bruxelles en barbe, Guimpes, Mouchoirs, Dentelles Valenciennes, Malines, Mirecourt, point de Paris, Blondes et Broderies en tout genre.

On trouvera aussi tous les articles qui concernent le trousseau et la layette qu'elle se charge de faire confectionner; Chemises d'homme en batiste brodées et unies, de tous les prix; assortiment de Cravattes et Foulards, etc.

On expédie, d'après demande, le tout à des prix modérés.

INCANTO DI MOBILI

Lunedì, 23 corrente, in via S. Carlo, ora Alfieri, casa Viale, num. 24, negli ammezzati, dalle ore 9 alle 12 mattina, e dalle 2 alle 5 di sera, si procederà alla vendita del mobiliare d'appartamento spettante all'ill.mo signor Clavel, Cancelliere dell'Ambasciata Francese presso il Governo Sardo.

MOSSONE GIOANNI, *Geom. Perito giur.*

DA AFFITTARE

al Borgo Dora, vicino alla chiesa parrocchiale

Varie camere, 3 scuderie di 40 piazze, con fenili, corte chiusa e *sosta*, il tutto unito o separato;
Cinque camere al piano terreno, e

DA VENDERE

Terreno fabbricabile, formante angolo in istrada d'Italia, vicino al ponte Dora, dietro la chiesa suddetta. Indirizzarsi ai F.lli Barbiè, in via di Po.

AVVISO

Ai proprietari di Porta d'Italia

I proprietarii di case e terreni, e tutti quelli che ponno avere interesse che la stazione-*Embarcadero* della strada ferrata da Torino a Novara sia collocata a PORTA D'ITALIA, sono invitati ad intervenire all'adunanza generale che avrà luogo la sera di giovedì 26 del corrente mese, alle ore 7, nel locale degli archivi della S. R. dei Ss. Maurizio e Lazzaro, via della Basilica, porta num. 14, scala a destra sotto la porta, piano nobile, per prendere gli opportuni concerti in tale proposito.

L'oggetto a trattarsi essendo di sì grande importanza, i sottoscritti nutrono lusinga che nessuno vorrà mancarvi.

Torino, il 18 febbraio 1852.

GIO. PIOLTI Ingegn., *rappresentante la Comp. delle Assicuraz. gen. di Venezia,*
FRATELLI SCLOPIS.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Sette membri al quarto piano, prospicienti a mezzodì-ponente, nella casa di S. A. R. il Duca di Genova, piazza Maria Teresa. — Prezzo annuo L. 850, con rilievo di mobili in L. 2,200 in contanti.

NOTA

Con instromento 16 corrente febbraio, ricevuto M. Morelli, la sottoscritta Carolina Cauda, vedova del signor Carlo Valetti, residente a Giaveno, rivocava la procura generale in capo al sig. Michele Allasia di Gerolamo, di Torino, contenuta nell'instromento 5 dicembre ultimo.

Giaveno, il 17 febbraio 1852.

Carolina vedova Valetti.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 19 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	per contanti: ultimo pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	per fine del mese corr.: ultimo pr. dopo bor.	per fine del mese corr.: nella matt.	per fine del mese prossimo: ultimo pr. dopobor.	per fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 S.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		91 91				
1849 » » 1 genn.	89 65	35 95				
1851 » » 1 dicem.		89 75				
1834 Obbligaz. 1 genn.						
1849 » 1 8.bre		938 50				
1850 » 1 febbr.				995		
1844 5 0/0 Sardi. genn.						

FONDI PRIVATI

Azioni B. N. 1 genn.
— Banca di Savoia
Città di 4 0/0 oltre lo inter. decor.
Torino 5 50 0/0 1 gen.
Città di Genova 4 0/0
Soc. del Gaz (ant. 1ª gen)
Società del Gaz (nuova
Incendii a premio fisso 31 dicembre
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio
Molini presso Coligno 1 giugno

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	95 3/4	—	95 3/4	—
Genova sconto	4 p.	0/0	—	—
Francoforte S. M.	210 1/4	—	—	—
Lione	100	—	99 40	—
Londra	25 30	—	25 17	1/2
Milano	—	—	—	—
Parigi	100	—	99 50	—
Torino sconto	4 p.	0/0	—	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 L.	20 04	—	20 07	—
— di Savoia	28 69	—	28 75	—
— di Genova	79 30	—	79 38	—
Sovrana nuova	35 06	—	35 13	—
— vecchia	34 82	—	34 92	—
EROSO misto				
Perdita	2	75	p.	0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 17 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 105 65 è sceso a 105 50, e dopo essere risalito a 105, 80, chiude a 105 75.

Il 3 0/0 resta a 65, 60.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 90.

Le azioni della Banca di Francia a 2570.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera LAMPA, — Ballo *Fausto*, — Balletto *La Vivandiera.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La buona moglie.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française — Ce soir représentation au bénéfice de Mme Péricbon, quatre pièces nouvelles — *Les droits de l'homme* — *Les sept péchés capitaux* — *L'art de ne pas monter sa garde* — *Un scandale au théâtre d'Angennes.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: — il *Giuramento*, musica del maestro Mercadante. — Ballo in tre atti *Alice.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: con Tom-pouce.

— Domenica, lunedì e martedì prossimi, alle ore 2, vi sarà al suddetto teatro rappresentazione straordinaria data dall'ammiraglio Tom-Pouce per comodo delle famiglie che vi vorranno condurre i loro fanciulli.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Meneghino ricco mercante in Basilea.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita Ballo *Mazzeppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne.*

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

GAZZETTA PIEMONTESE

GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO

N. 45 — 1852

Torino alla Stamperia di C. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante lavio di mandati postali affrancati fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

SABATO 21 FEBBRAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie . . .	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	42	22

Inserzioni volontarie, 50 cent. per linea.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 20 *febbraio*.

MINISTERO DELLE FINANZE.

GABELLE

Quadro comparativo de' prodotti delle Gabelle di Terraferma durante il mese di Gennaio 1852.

	1852	1851	1850	1849	1848
Dogane . . . L.	1,428,346	1,261,235	1,205,324	1,311,705	1,069,617
Sali . . . . »	869,058	841,950	815,709	820,000	1,168,624
Tabacchi . . »	1,052,450	989,887	945,028	992,857	828,958
Polveri e Piombi . »	85,896	51,545	55,470	40,956	58,672
Gabelle accensate. »	594,045	594,045	588,720	588,720	588,720
Totale L.	3,779,655	3,538,642	3,580,751	3,554,256	3,514,574

1852 Aumento rispetto al { 1851 L. 241,635 / 1850 » 198,891 / 1849 » 225,406 / 1848 » 265,084

NB. Non sono compresi nel presente quadro:
1° Il prodotto del dritto doganale di spedizione, il quale nel mese di gennaio 1852 rdeva a L. 26,127.
2° Il prodotto del dazio di Consumo di Torino, il quale giusta la convenzione del 20 dicembre 1850, approvata con legge del 26 dicembre 1851, viene a cominciare dal 1 gennaio 1852 riscosso per conto della Città. La somma fissa, devoluta allo Stato, è mensilmente stabilita in L. 70,000.
3° Il prodotto dei dritti di marina cioè:
a) d'imbarco o sbarco dei passeggieri;
b) d'ancoraggio e di darsena;
c) di sanità marittima,
dei quali si darà il prospetto alla fine del 1 trimestre.
Nel prodotto Tabacchi del mese di gennaio 1849 trovasi compreso quello delle somministranze allora fatte al Ducato di Piacenza.

Dal Ministero di Finanze, addì 15 febbraio 1852.

Il Segr. Capo della 3ª Divisione
MAYAN.

(Nel Supplimento d'oggi vengono pubblicati i Quadri comparativi de' Prodotti delle Gabelle, e le Statistiche del Commercio di Terraferma dell' anno 1851.)

Nella seduta d' oggi il Senato continuò la discussione della petizione della Compagnia di San Paolo.

SCUOLA DI VETERINARIA
presso al Real Castello del Valentino.

La Direzione previene il Pubblico che sin dal 12 dicembre p. p. si ricevono in cura nelle infermerie della Scuola le varie specie di animali infra accennati alle seguenti condizioni:
I cavalli ed altri solipedi domestici a L. 4 50 al giorno per cadauno.
I cani a cent. 75 al giorno per cadauno.
Le operazioni ed i medicamenti sono compresi nei prezzi suindicati.
Il bestiame bovino ed ovino, non che i maiali sono mantenuti e curati *gratuitamente*.
Le consultazioni per animali non posti in cura nelle infermerie della Scuola saranno gratuite ed avranno luogo ogni giorno dalle ore 7 alle 8 del mattino e dalle ore 2 alle 3 pomeridiane.

Torino, il 17 febbraio 1852.

Per la Direzione
Il segretario F. ASSANDRO.

SVIZZERA

BERNA, 17 *febbraio*. Togliamo dalla *Suisse*:
Sembra che il Consiglio federale abbia compreso che a fronte di tante voci inquietanti che sono spinte molto al di là del vero, l'aprirsi in qualche guisa al pubblico fosse assai meglio che lasciare vagassero gli animi nel vasto laberinto dell'immaginazione. Quindi è che il Consiglio federale ha, dicesi, trasmesso al nostro incaricato d'affari a Parigi una relazione sulla questione dei rifugiati, e che quella relazione deve essere comunicata ai governi cantonali.
Verrà inoltre ai governi cantonali comunicata in questa settimana la risposta che il Consiglio federale ha fatto alla nota francese per quanto risguarda i rifugiati.
Riguardo agli emigrati francesi, sembra avverato che la Francia abbia richiesto che la Svizzera espellesse dal suo territorio quelle persone che verranno dal governo francese indicate. Quella richiesta fu fatta imperativamente e non senza lasciar intendere che il rifiuto si riguarderebbe in qualche modo come un atto di ostilità.
Sembra pure avverato, che l'Austria e l'Inghilterra abbiano appoggiato quella domanda, ma soltanto con dichiarazioni verbali, e, l'Inghilterra sovratutto, in termini benevoli.
Ecco in sostanza il contenuto delle comunicazioni che il Consiglio federale si è determinato di fare ai governi cantonali. Se vi avrà qualche altra cosa di più, pare che si darà luogo a spiegazioni od a negoziati diplomatici.
Noi speriamo che le presenti difficoltà si appianeranno bentosto.

— La *Gazzetta di Losanna* smentisce la notizia di una mediazione inglese, o di una missione diplomatica del generale Dufour a Parigi.

— Il Consiglio esecutivo indirizzò a tutti i prefetti una circolare con cui chiede che si verifichi: 1° il numero dei cittadini estranei al cantone, i cui nomi si leggono sotto la petizione per la revoca del gran Consiglio; 2° il numero dei firmati che non si trovano inscritti nel registro dei contribuenti: cioè, che non pagano nè imposta fondiaria, nè la tassa sui beni e sulla rendita.

— Il dicastero federale dei lavori pubblici ha conchiuso un trattato col cantone di Zurigo in ordine ai telegrafi elettrici.
Il cantone di Zurigo cede l'uso delle strade di prima e seconda classe, e delle altre proprietà dello Stato, purchè non siano cantieri, a fine di costruire la linea telegrafica, sia sotterranea che all'aria libera; consente ad incaricarsi della sorveglianza delle linee, della posizione dei fili e s'incarica di sorvegliare, per mezzo de' suoi ingegneri cantonali, le grandi riparazioni che saranno necessarie.
La Confederazione invece rimborserà il cantone le spese dirette. I comuni di Zurigo, Winterthour, Horgen, Wædenschwyl e Richterschwyl avranno degli uffizi, e pagheranno un annuo sussidio di 5 fr. su 100 abitanti della loro popolazione; somma che in ogni caso non dovrà essere inferiore a 200 fr. Tutte queste condizioni dovranno essere eseguite prima del 31 dicembre. Se altri cantoni otterranno condizioni migliori, Zurigo dovrà essere pareggiato ai medesimi.
L'ufficio federale dei lavori pubblici entrerà in trattative cogli altri cantoni sulle stesse basi. *(Suisse)*

— Il console svizzero in Amsterdam consiglia ai governi svizzeri di provvedersi di grani, i prezzi essendo in aumento.

— È stato ordinato di aprire un corso di lezioni per l'istruzione de' telegrafisti superiori; quanto prima sarà aperto un pubblico concorso per quelli che vorranno parteciparvi.

— Il consiglio federale ha incaricato il suo dipartimento militare d'entrare in trattative col signor Lukasy per l'introduzione nell'armata federale dei razzi secondo il di lui sistema.

— Il Gran Consiglio d'Argovia ha risolto d'accettare i talleri del brabante a fr. 5 67 antica moneta, i due fiorini tedeschi a franchi 4 20, il fiorino a 2 40, il mezzo fiorino a fr. 1 e 5, e lo swanziger a 34 c. Il piccolo Consiglio fu incaricato d'istare presso il Consiglio federale perchè siano tariffate le monete germaniche, e si introduca una quantità sufficiente di nuove monete svizzere o francesi.

SVITTO. La notte del 12 febbraio è morto in Lichen il consigliere di Stato Ottiker, nella florida età di 42 anni.

GINEVRA. Il commissariato federale a Ginevra ha testè chiesto direttamente ai governi cantonali una lista esatta dei rifugiati che si trovano sui loro territori, raccomandando loro una severa ed attiva sorveglianza.
Il governo cantonale di Berna decise d'indirizzarsi al Consiglio federale per sapere come regolarsi in ordine a quelle ordinanze, che emanano da Ginevra, non essendo esso stato prevenuto, che dovrebbe ricevere ordini da quella parte.

— Il 12 febbraio, circa 400 operai giovellieri hanno rifiutato di più oltre prestarsi al lavoro. Il momento fu scelto inopportunamente, avendosi nessuna commissione dall'estero, per cui diverse fabbriche sono state chiuse. Ora gli operai hanno stabilito una società con un fondo di 5,000 fr. che non basteranno più di due settimane. I fabbricatori dal canto loro hanno fra loro convenuto di non accettare le condizioni pretese dai lavoratori, e se questi non cedono, di chiamarne altri da Parigi. *(G. T.)*

TICINO. Per ordine di S. E. l'arcivescovo di Milano è vietato ad ogni sacerdote suo diocesano o comunque aggregato alla diocesi di ricevere mansioni nel seminario di Pollegio, ove non siano affidate da S. E., sotto minaccia della sospensione *a divinis* da incorrersi col fatto dell'accettazione; è pure vietato ai sacerdoti diocesani od addetti alla sua diocesi accettanti mansioni nel seminario di Pollegio da S. E. non accordate, di celebrare la santa messa, ed esercitare ogni altra ministero sacerdotale in tutte le chiese, oratorj, ecc. delle tre valli. S. E. ha altresì significato la sua soddisfazione perchè niuno del suo clero abbia accettato incumbenza di sorte nel seminario risperto per cura del governo.

FRANCIA

PARIGI, 17 *febbraio*. In proposito de' due importanti decreti inscriti nel *Moniteur* d'oggi, la *Patrie* dice:
Il pensiero nobile e saggio del governo è stato di cancellare per sempre gli anniversarii politici da cui è glorificata l'insurrezione trionfante e rammentato al popolo il successo favorevole della sommossa e della risoluzione. Il 15 agosto è il giorno che l'imperatore aveva scelto per la sua festa e per quella della nazione francese. Esso non ridesta se non che memorie di grandezza e di gloria immortale, e coincide con una delle feste più belle e più commoventi del cattolicismo, cioè colla festa della Beata Vergine, sotto il patrocinio della quale è così posta in un certo modo l'intera Francia.
Il secondo decreto ordina la creazione d'un museo speciale destinato a ricevere tutti gli oggetti che abbiano appartenuto ai sovrani della Francia. Questa idea, grande dal punto di vista dell'arte, è pure di un vero interesse storico e politico, imperocchè nobilita vieppiù la memoria di quegli uomini si spesso calunniati, e che condussero di secolo in secolo la Francia al punto di grandezza e di prosperità a cui pervenne oggidì; di quegli uomini nelle file de' quali appariscono le figure immortali di Carlomagno, di San Luigi, d'Enrico IV, di Luigi XIV, e specialmente quella di Napoleone, il cui sublime genio ha costituito l'èra moderna. Il potere ha compreso che onorando la memoria dei trapassati illustri s'insegna ai viventi a rispettarli e imitarli.

Appendice

VARIETÀ

Gli angoli delle vie più frequentate di Torino, le colonne de' portici, le pareti dei caffè sono da più di tappezzate d'un avviso alto due volte più del protagonista dello spettacolo che gli appaltatori del teatro Gerbino invitano a vedere nella persona di *Tom Pouce*, il quale si mostra al pubblico sotto fogge diverse, in mimiche rappresentazioni; e la gente vi accorre a frotte per contemplare questo fenomeno.
Gli antichi, che ci tramandarono le favole de' giganti, scrissero pure esservi state popolazioni intere di pigmei o nani, distrutte dai loro vicini. Uno di questi popoli di nani dicono abbia esistito in Grecia, la cui altezza non oltrepassava un piede od un cubito. Altri posero la loro dimora nelle Indie; altri in Etiopia.
I nani formavano parte de' piaceri dei grandi di Roma; a mantenere si barbaro lusso si giunse a farne commercio, e a tentare di moltiplicarne la specie: nudriti in certe cassette, strettamente fasciavanli onde impedirne lo sviluppo. Ve n'era uno nel palazzo d'Augusto destinato a servire di passatempo alla piccola Giulia, figliuola di lui. Quel nano chiamavasi *Canopas* e non era alto più di due piedi ed un palmo.
Nel medio evo i nani servivano di paggi ai cavalieri, e di messaggeri d'amore alle dame: al suono de' loro corni si abbassavano i ponti levatoi. Passati i tempi cavallereschi ebbero accesso ed impiego nelle corti dei re.
Il nano di Carlo V si chiamava *Cornelio* di Lituania, il cui ritratto dipinto da Francesco Torbido esiste al Louvre. *Jeffery Hudson*, della stessa specie, deve la sua fama in gran parte a Walter Scott: nato nel 1619 fu presentato nell'età di otto anni entro un pasticcio dalla duchessa di Buckingam alla regina Enrichetta Maria, moglie di Carlo I, re d'Inghilterra: a trent'anni avev l'altezza di 18 pollici inglesi. Nel 1744, fedele nelle sventure, accompagnava in Francia la regina Enrichetta.
La Polonia ebbe il suo *Borwilamsky*, gentiluomo, pieno d'ingegno, che scrisse la sua storia e per la sua piccolezza ebbe fama europea.
Celebre nella storia de' nani è *Nicola Ferry* detto *Bebé*, nato nel 1741, che visse alla corte di Stanislao re di Polonia. Appena nato era si piccino che si portò al battesimo sopra di un tondo; ed una scarpa fu la prima sua culla. Il suo scheletro si conserva tuttora nella collezione anatomica del museo di storia naturale.
Parlando dei moderni, ci limiteremo qui a ricordare alcuni fatti de' nani più ragguardevoli dell'età nostra, fra cui quello della famiglia Leporati di Parma, esistente nel 1821, riferito dal dottor Frank, archiatro e consigliere intimo di S. M. Maria Luigia. L'avo Leporati era nano: alto metri 1 e 13 centimetri; la di lui moglie di statura ordinaria. De' suoi figli, due maschi e quattro femmine, cinque furono nani; cioè Antonio di n. 1, cent. 35; Pietro di 1,30; Doralice di 1,15; Anna di 98 e Maria di 1,15; mentre una figlia Maria Maddalena riuscì di statura ordinaria. Antonio poi ebbe otto figli, di cui una femmina di statura alta, quattro morti in tenera età, e tre viventi, i quali tutti e tre erano nani.
L'Alemagna contava pure, anni sono, una graziosa famigliuola composta di Cristiano Brockstedt d'anni 45, alto 28 pollici; di Enrico Brockstedt d'anni 22, alto 36 pollici; e Maria Brockstedt d'anni 18, alta 32 pollici, del peso di 22 libre. La Maria era una gentil creaturina, fresca e rubiconda, che danzava leggiadramente la *polka*.
Il nano che ora si vede a Torino, secondo narrano i giornali, è nato a Bridgeport, negli Stati Uniti d'America, l'11 gennaio 1852. Il suo nome è *Carlo Sratonie Tom Pouce*. Di sette anni aveva un peso ed una grandezza non maggiore di quella che aveva all'età di sette mesi: pesava cioè 8 chilogrammi e sorgeva di terra non più alto di 15 pollici. Ora gli è alto poco più di un braccio; le sue forme sono regolari abbastanza e simmetriche; il viso assai fanciullesco; mangia molto in proporzione al suo fisico e dorme lungamente. Intende il francese, l'inglese e il tedesco e vi risponde; possede molta memoria e cura assai la propria personcina.
Si presenta al pubblico uscendo, anch'esso, fuor da un pasticcio: colle sue piccole gambe passeggia il tavolino, gittando all'aria quanto gli dà impaccio: un bicchiere rovesciato gli serve da sedere; quindi fumando il suo zigaro incominciò una serie di graziose insolenze, a tempo di musica, con precisione, disinvoltura ed intelligenza. Più tardi percorre il palco scenico in una elegante carrozzetta, strascinata da due piccoli cavalli e servito da due geniali fanciulli. *Tom Pouce* vi discende, vestito a nero; e fatti tre inchini al pubblico viene quindi portato sul palmo della mano dal suo conduttore in giro pel teatro, ove distribuisce alle signore le sue microscopiche carte di visita.
Si è notato che al suo apparire sulla scena uno scroscio di riso femmineo si fa sentire nella sala. Gli è certo che questo piccino desta in particolar modo le meraviglie del gentil sesso.

G. S.

www.internetculturale.it

— Legges nella corrispondenza Havas :

La sovranità del principe presidente della repubblica si estende sui punti più lontani dei possedimenti francesi. Luigi Napoleone, pronipote d'una creola della Martinica, non potea trascurare l'interesse delle nostre colonie, e quel buon senso che brilla in tutti i suoi atti doveva fargli prontamente discernere, fra tutte proposte determinazioni, quelle che contribuirebbero più efficacemente alla ristaurazione della nostra prosperità coloniale.

L'emancipazione bruscamente compiuta nel 1848 senza alcuna di quelle preparazioni che servirono ad agevolare, nelle colonie inglesi, la transizione dal lavoro schiavo al lavoro libero, suscitò non solo gravi perturbazioni politiche, ma anche una perturbazione più pericolosa e più durevole nelle condizioni del lavoro. Affrancati dal dominio dei loro padroni, i negri lasciarono le loro officine, nè ripresero se non alla lunga e parzialmente quel giogo d'un penoso lavoro, che tanto dispiace alla loro naturale pigrizia. I loro bisogni sono sì limitati, il clima è sì dolce, i frutti della terra sono sì abbondanti, il mare dà sì gran copia di pesci, che il tendere un solo giorno le reti o alcune ore di cerca bastano a nutrire per una settimana que' sobri e negligenti figli dell' Africa. Satolli che sieno, i negri non desiderano più cosa alcuna, e perfino le vestimenta più necessarie sono un lusso che essi non conoscono.

Questi uomini che la costituente fece elettori non si curano dunque assolutamente di nulla, e la loro invincibile ripugnanza pel lavoro non essendo più combattuta dallo staffile del comandatore, si abbandonano essi alla felicità del far niente. Vi son però tra loro molte eccezioni, e di mano in mano che l'istruzione religiosa avrà dato un'anima a quelle nature salvagge, la classe degli schiavi antichi giungerà a poco a poco tuttaquanta a comprendere quanto il lavoro ha di benefico e di onorevole per essi medesimi.

Ma questa trasformazione non è compiuta, anzi alla Martinica ove la salutare influenza d'un uomo di colore, il sig. Bissette, singolarmente attenuò i pericoli politici dell' emancipazione, il lavoro coloniale molto sofferse. Mancano le braccia, la produzione diminuisce, ed è urgente che si provveda ai mezzi d'introdurre nelle nostre colonie nuovi lavoranti.

È questo lo scopo che si propone il decreto del principe presidente che è pubblicato stamane dal *Moniteur*. Questo decreto apre ai lavoranti disoccupati della metropoli l'orizzonte coloniale, con favorire l'immigrazione alle colonie nel modo più efficace. Ciò che rese finora, ad onta di alcune leggi speciali, quasi nullo l'immigrare dei lavoranti, si è il timore che hanno i nostri contadini ed i nostri operai di non rivedere più la Francia, allorchè avranno soddisfatto ai loro impegni coi coloni. E per vero il prezzo del tragitto è costoso, e assorbirebbe gran parte del modesto loro peculio. Il nuovo decreto sopprime quest'ostacolo, con istituire che i lavoranti potranno ripatriare a spese dello Stato, dopo l'esecuzione del loro contratto.

Questa clausola importantissima non è il solo miglioramento che il decreto abbia introdotto : lo Stato interviene in quei difficili affari di convenzioni, con sobrietà e riguardi, senza possibilità d'abuso o di dissipamento, ma in modo da guarentire, o sia pei coloni o pei lavoranti salariati, la sincera e compiuta esecuzione del contratto che dovrà vincolarli reciprocamente.

— Il sig. Dezeimeris, bibliotecario della Facoltà di medicina di Parigi, ex-membro della Camera dei deputati e dell' assemblea costituente, è morto ieri a Parigi, nell' età di 52 anni.

— Il *Moniteur* aveva pubblicata una lettera soscritta Baudsept, ex-rappresentante del Basso Reno. (*Vedi il num. antecedente della nostra Gazzetta*)

Il sig. Baudsept, attualmente in Londra, ha indirizzato al *Moniteur* istesso la lettera seguente :

« Signor Estensore; Voi pubblicate nelle vostre colonne una lettera colla quale io domanderei a Luigi Napoleone Bonaparte l'autorizzazione di tornare in Francia, dichiarandomi risoluto ad astenermi interamente da tutti gli affari politici. Io non iscrissi mai una tal lettera: è questa un'infame impostura contro la quale io protesto nel modo più energico e colla più profonda indignazione, senza poter comprendere come essa si trovi nel giornale ufficiale. »

— Si dice che indipendentemente dagli aumenti di stipendio annunziati per la corte di cassazione, il presidente e il procuratore generale della corte d'appello avranno 35,000 fr., cioè 5,000 fr. di più che sotto la monarchia: il resto della magistratura come in quell'epoca.

Il sig. Mesnard lascia la corte di cassazione di cui non può cumulare le funzioni colla sua dignità di vice-presidente del senato. Egli avrà, come si assicura, 80,000 fr. di onorario e l'alloggio al Lussemburgo.

SPAGNA

Si legge nella corrispondenza ordinaria di Madrid in data dell'11 corrente :

La regina Isabella II e la regina Maria Cristina han ricevuto dal generale Narvaez delle lettere, nelle quali egli esprime il dolore profondo da lui provato al primo annunzio dell'attentato del 2 febbraio. Egli mette ai piedi della regina il suo sangue, la sua vita e la sua spada, come fece già in tante altre occasioni. Cotali nobili sentimenti, espressi col linguaggio del cuore, sono stati altamente graditi dalla regina e dall'augusta sua madre.

— La *Gazzetta militare* annunzia che l'organizzazione delle guardie della regina va con la maggiore attività. Lo squadrone sarà definitivamente in ordine per la rivista del mese di marzo.

— La fantesca del regicida Merino, Dominga Castellanas, che era stata arrestata per essere udita in processo, è stata messa in libertà ed è partita per la sua terra natale.

PORTOGALLO

Scrivono al *Morning-Chronicle* da Lisbona in data dell'11 corrente :

Il governo ha presentato alle Cortes un progetto di legge tendente ad instituire un nuovo dicastero di Stato, posto sotto il ministro dei lavori pubblici. Questa proposizione comprende pure un'intiera mutazione nei dicasteri della giustizia e dell' interno. Il primo avrà nelle sue attribuzioni gli affari ecclesiastici e la pubblica istruzione; al secondo si affideranno gli affari della giustizia oltre a quegli altri che già gli spettavano, eccettuata la direzione di tutti i lavori pubblici, che ora ne è separata.

Questi intimamente seguitano il desiderio di operare le riforme materiali tanto vivamente richieste dal paese.

Domenica scorsa si è proceduto alle elezioni municipali, ma pochi elettori si presentarono : la scelta cadde sui settembristi, tranne due miguelisti.

Il signor Gioachino Larcher, ricco fabbricante di panni a Portalegre fu innalzato alla Paria. Si dice che parecchi altri deputati ministeriali siano nominati a Pari, e non attendano che il termine della quistione della riforma, per recarsi a sedere nella Camera Alta.

Il conte Tojal è morto ieri mattina d'un attacco d'apoplessia. La sua morte lascia un posto vacante al Consiglio di Stato.

— Il ministero ha presentato alla Camera dei deputati un suo progetto di atto addizionale alla Carta costituzionale; quell'atto riguarda principalmente le Cortes, le elezioni ed il potere esecutivo.

Si crede che il progetto del governo non troverà seria opposizione nelle Camere.

INGHILTERRA

LONDRA, 16 *febbraio*. La polemica dei giornali inglesi versa principalmente intorno alla condotta del segretario di Stato per le colonie lord Grey, riguardo alla insurrezione del Capo di Buona Speranza. Le censure pronunciate dal ministro sopra il governatore militare di quella colonia, sir Harry Smith, sono vivamente contradette dal *Morning Chronicle* e da altri periodici, i quali si appoggiano sull'autorità del duca di Wellington. Quanto prima la discussione su questo argomento sarà portata innanzi al Parlamento.

— I giornali commendano assai la nomina del sig. Layard a successore di lord Stanley d'Alderley nella carica di sotto-segretario di Stato al ministero degli affari esteri.

« Oltre i suoi meriti particolari, dice l'*Examiner*, come osservatore e come antiquario, il signor Layard è uomo di svariate cognizioni intorno alle leggi, alla diplomazia ed al commercio, acquistate mediante lo studio e la esperienza. Segnatamente per quanto concerne le cose di Oriente, è indubitato che la presenza del signor Layard nel dicastero degli affari esteri non farà difettare le buone e sane informazioni. Diremo lo stesso di quanto concerne l'Italia, la Persia, la Turchia e l'Egitto. La nomina del signor Layard è un omaggio alle lettere ed all'ingegno. »

— Il signor Feargus O'Connor è stato messo in libertà dopo aver passato in carcere i sette giorni, a cui l'aveva condannato il magistrato di polizia di Bow-Street. Alcuni giornali muovono dubbii intorno alla pienezza delle facoltà intellettuali del deputato cartista.

— Un giornale inglese parla di un singolare fenomeno, che si osserva in una donna nera, la quale non ha affatto orecchi, non solo parte esteriore, ma nessun orifizio auditivo di sorta e ciò non ostante essa ascolta e conversa. I fisiologi decideranno se essa ascolta mediante la bocca, oppure mediante l'azione diretta dei sensi su i nervi acustici senza organi intermedii.

— Il *Sun* annunzia che S. M. la regina ha assegnato degli appartamenti in Hampton-Court-Palace alle vedove de' bravi ufficiali Penny, Curk e Careton che furono uccisi nella guerra contro i seiks.

— Si legge nel *Morning Post* :

La regina essendosi degnata di nominare alle funzioni di lord alto ammiraglio del Regno Unito sir F. T. Baring, primo lord dell'ammiragliato, egli riceverà gli ufficiali tutti i martedì. Il contr'ammiraglio Berkeley, oggi primo lord navale, riceverà i martedì e avrà a suo carico i vascelli e i vapori da guerra. Il contr'ammiraglio Houston (Stewart) riceverà parimenti i martedì, perocchè egli adempie alle funzioni già esercitate dal contrammiraglio Dundas.

— Si legge nel *Morning Herald* :

L'*Arrogant*, fregata a elice, è stata spedita dall'ammiraglio della stazione delle Indie Occidentali con l'assicurazione al comandante Parker, che il governo inglese disapprovava totalmente gli atti del console e del capitano del brick l'*Express*. I più amichevoli rapporti si sono stabiliti tra gli ufficiali de' due paesi: de' saluti furono scambiati il 16, e i comandanti s'invitarono reciprocamente.

— Ecco la formula del giuramento proposto dal nuovo bill di riforma elettorale di lord J. Russell :

Prometto e giuro fedeltà ed obbedienza a S. M. la regina Vittoria, e la difenderò con tutte le mie forze contro ogni cospirazione ed insulto alla sua persona, alla sua corona ed al suo potere; farò tutti i miei sforzi per iscoprire e denunziare a S. M., ai suoi eredi e a' suoi successori qualunque tradimento o macchinazione tramati contro lei od essi, e prometto di mantenere, appoggiare e difendere parimenti la successione alla corona, la qual successione in virtù d'un atto che ha per titolo — *Atto di limitazione della Corona* — è, e resta limitata alla persona della principessa Sofia, elettrice di Annover e a' suoi eredi protestanti: e di più, respingo ed abiuro ogni obbedienza e fedeltà a qualsiasi altra persona allegante diritti alla corona di questo regno, e dichiaro inoltre che non è un articolo della mia fede e che io abiuro ogni idea che i principi scomunicati dal Papa, o tutt'altra autorità della diocesi di Roma, possano essere disautorati da' lor soggetti; e dichiaro com'io non creda che il Papa di Roma, un principe, un prelato, un individuo, uno Stato, un potentato straniero, possa esercitare in questo regno una giurisdizione civile o temporale, un potere, una superiorità, una preminenza diretta o indiretta, e solennemente nel cospetto di Dio giuro e dichiaro che io faccio questa dichiarazione nel senso ordinario d'un giuramento, senza equivoco o restrizione mentale. — Così Dio m'aiuti.

— Dal prospetto della situazione della banca d'Inghilterra durante la settimana spirata il 7 febbraio risulta un aumento di 66,471 sterlini sulla riserva metallica che ammontò a 18,284,645 sterl., e una diminuzione di 500,975 sterl. sulla circolazione de' biglietti al portatore che scese a 20,347,900 sterlini.

— La banca d'Inghilterra ha adottato ultimamente un importante provvedimento, inteso a impedire la soverchia affluenza di numerario ne' suoi incassi. Era nell' uso di accettare le monete d'oro francesi ed americane pel loro valore in corso. La banca nella scorsa settimana ha deciso che oramai non le accetterà che pel loro valore intrinseco.

— Il *Morning Chronicle* pubblica la seguente lettera da Dublino in data del 15 :

« Il governo energicamente si adopera alla soppressione delle società segrete ne' distretti del Nord. Ieri vi feci un breve cenno dell'arresto del sig. Cartin, proprietario e direttore del *Dundalk Democrat*, dietro un ordine direttamente emanato dal vicerè, sotto la prevenzione di scritti sediziosi, tendenti a eccitare il malcontento e la disaffezione nello spirito de' sudditi di S. M., e la malevolenza e l'odio tra i fittaiuoli e i possidenti in Irlanda.

« Fu giovedì sera (12) che il capo *constable* ha arrestato il sig. Cartin nella propria sua casa a Dundalk, e lo ha tradotto dinanzi al magistrato, sig. Arthur French. Il sig. Cartin è stato ammesso a dar cauzione di 200 sterlini per se medesimo, e due che mallevino di 100 sterlini ciascuno, sotto la promessa di presentarsi alla vicina assise di Louth. La legge di alto tradimento vinta nel 1848, sotto l'impero della quale il governo ha proceduto contro i proprietari della *United Irishman*, del *Felon*, della *Nation* e del *Tribune*, è spirata, e il processo che si fa attualmente contro il proprietario del *Dundalk Democrat*, è stato instituito in forza della legislazione ordinaria. Un numero recente del *Dundalk Democrat* conteneva ciò che segue :

« Il grido universale — *Abbasso i fitti e i livelli!* — Echeggi « adunque in ogni città, in ogni villaggio, in ogni capanna del « regno; sia innalzato quel grido dall'alto de' tetti delle nostre « case, delle montagne, nel piano, sulle strade e sentieri pub« blici. »

« Mercoledì ultimo (11), a sera, il sig. Francis Murphy, di Lisles, *constable* baronale, nominato dal gran giurì per riscuotere la tassa di contea nella baronnia dell'alto Orier, fu arrestato dal sotto-ispettore Crawford e da alcuni agenti di polizia, come prevenuto d'avere scritto una lettera di minacce e d'avere in suo possesso armi da fuoco vietate. »

— Si legge nel *Neuvy Telegraph* :

Circostanze particolari hanno accompagnato l'arresto del sig. Cartin; esse sono importanti e altamente significative, e sarebbe cosa imprudente di farle ora conoscere al pubblico.

— Si legge nello stesso giornale :

Le varie parti della contea di Ulster i magistrati fanno strettamente osservare la legge contro i proprietari di osterie e bettole non autorizzati a vendere lo wiskey, e ove si tengono sovente conciliaboli ribbonisti.

— Come fu detto nel numero antecedente della Gazzetta, Lagos fu distrutta dalle truppe britanniche, nel golfo di Benin. La operazione diretta dal commodoro Bruce costò agl' inglesi 90 uomini morti o feriti, e tre giorni di combattimento, 25, 26 e 27 dicembre ultimo. Il 28 il nemico, dopo aver sofferto in que' tre giorni perdite gravissime, abbandonò Lagos passando dall'altra parte dell' isola. Gl' inglesi se ne impossessarono, presero e distrussero 52 cannoni e riposero il re Atakoi sul trono. Il nemico s' era fatto de' parapetti con degli alberi del cocco e con della sabbia.

Le forze inglesi che presero parte a questo fatto d'armi erano in numero di 400 uomini : il nemico ne annoverava da 10 a 12 mila.

La relazione ufficiale del Commodoro Bruce, in data dalla *Penelope*, in vista di Lagos, il 2 gennaio 1852, dà alcuni dettagli sulla espulsione del capo della tratta de' negri Kosoko e de'suoi seguaci, sulla distruzione della città e l'installamento a Lagos del capo amico Atakoi, che nel fervor della pugna aveva mandato 600 de'suoi sudditi in favore degl'inglesi.

La perdita degl' inglesi fu anch'essa, come accennammo, notevole, ma la dignità dell'Inghilterra e l'onore della sua bandiera furono splendidamente rivendicati, e l'umanità ha essa pure a lodarsene; imperocchè il nuovo re di Lagos s'è impegnato a impedire oramai il traffico de'negri in tutto il suo regno.

— La *Penelope* ebbe 14 uomini uccisi e 62 feriti; 2 feriti ebbe il *Teazer*: totale della perdita, 78 uomini. Il *Sampson* ebbe 1 uomo ucciso e 11 feriti.

ALEMAGNA

La *Nuova Gazzetta di Prussia* assicura che il governo prussiano tiene da qualche tempo preparate tutte le proposizioni da presentarsi ai delegati dello Zollverein a Berlino. Contemporaneamente al congresso doganale si terrà in Berlino una riunione d' industriali prussiani.

Secondo la *Gazzetta d'Augusta*, il consigliere Hock sarebbe mandato a Berlino dal governo austriaco durante il congresso.

Il *Navellista* di Berlino assicura che tratterassi unicamente di rinnovare i trattati costitutivi dello Zollverein colle modificazioni inscritte già nel trattato del 7 settembre.

Per altra parte, al dire della *Gazzetta di Voss*, la città libera di Amburgo indirizzò al gabinetto di Berlino un memoriale in cui si dichiara che quell'importante piazza di commercio, a meno di essere eretta in porto franco e di ottenere il privilegio di magazzeni liberi di deposito senza alcuna clausola, non potrebbe aderire allo Zollverein. Lo stesso giornale soggiunge che, non essendo la Prussia disposta a fare alcuna nuova concessione, rimane per lungo tempo perduta la speranza di vedere Amburgo associarsi allo Zollverein.

— La *Gazzetta di Voss* annunzia che quanto prima si pubblicherà in Berlino un giornale di formato grande, destinato a servire di organo all'associazione in favore della libertà di commercio.

— La *Nuova Gazzetta di Prussia* annunzia che il principe di Prussia doveva lasciare Berlino il giorno 15 per ritornare al suo comando a Coblenza. Prima di partire, S. A. R. doveva ricevere una deputazione della prima Camera, incaricata di esprimerle i sentimenti di fedeltà e di affezione dell' assemblea.

DANIMARCA

Il foglio ufficiale di Copenaghen, del 10 febbraio, pubblica la nomina dei signori Stemann, Regenborg e Kranold a direttori locali dei dicasteri della giustizia, dell'interno, dei culti e della pubblica istruzione nello Schleswig. Tutti tre sono giunti diggià a Flensborg; i due ultimi trasferiranno incessantemente i loro uffici a Copenaghen.

TURCHIA

Da Costantinopoli abbiamo notizie in data del 7. Si assicura che Rescid bascià continuerà a dirigere di fatto la politica ottomana, attesa l'avanzata età del nuovo granvisir Rauf bascià. Quest'ultimo ebbe il 4 una conferenza di parecchie ore col ministro della guerra Mehemet Ruchdi bascià.

Il governo ottomano ha deciso d'imporre una tassa che verrà ripartita fra i proprietari, negozianti, bottegai e le corporazioni (*esnafi*) e secondo i rispettivi averi. Questa imposizione verrà

estesa ai sudditi ottomani di qualunque religione, e credesi che essa frutterà oltre 100 milioni di piastre. Il *minimum* della somma che dovranno pagare gli appartenenti alle categorie indicate sarà di venti piastre. I capi delle corporazioni furono già chiamati dal ministro di finanze, il quale partecipò loro questa misura governativa, e l'*Impartial* assicura ch'essi mostraronsi solleciti a secondare i desiderii del governo.

La sera del 5, sir Strafford Canning, ambasciatore inglese a Costantinopoli, diede un banchetto, al quale furono invitati Reschid bascià, Aali bascià, Fuad effendi e varii altri ministri, non che tutti i rappresentanti delle potenze estere.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino, 21 febbraio.*

Il conte D. Diego Lopez de la Vega del Pozo, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario della Spagna in Torino, farà celebrare lunedì prossimo 23 corr. a 11 ore ant., nella chiesa di S. Lorenzo, un *Te Deum* per ringraziare Dio di aver salvato la vita di S. M. la Regina di Spagna contro il tentativo d'un assassino, e di avere accordato all'Augusta Sovrana il ristabilimento d'una salute così preziosa al popolo spagnuolo. Il Ministro di Spagna ha l'onore d'invitare a questa religiosa cerimonia i signori Impiegati civili e militari, e tutte le persone alle quali sta a cuore la conservazione de' giorni di S. M. la Regina Isabella.

FRANCIA. *Parigi, 18 febbraio.* Ecco per intero il decreto organico sulla stampa inserito nel *Moniteur* d'oggi:

CAPITOLO I. — *Dell'autorizzazione preventiva e della cauzione dei giornali e scritti periodici.*

ART. 1. Niun giornale o scritto periodico trattante di materie politiche o d'economia sociale, e pubblicato o regolarmente e a giorno fisso, o per dispense e irregolarmente, potrà essere creato nè comparire senza la preventiva autorizzazione del governo.

Questa autorizzazione non potrà essere accordata che ad un Francese maggiorenne, che goda de' suoi diritti civili e politici.

L'autorizzazione preventiva del governo sarà parimente necessaria, in ragione d'ogni mutamento operato nel personale dei gerenti, estensori in capo, proprietarii o amministratori d'un giornale.

ART. 2. I giornali politici o di economia sociale pubblicati all'estero non potranno circolare in Francia se non in virtù d'una autorizzazione del governo.

Gl'introduttori o distributori d'un giornale estero la cui circolazione non sarà autorizzata saranno puniti con un mese a un anno di carcere, e con una multa di 100 a 5000 fr.

ART. 3. I proprietarii d'ogni giornale o scritto periodico trattante di materie politiche o di economia sociale sono tenuti, prima della sua pubblicazione, a versare nell'erario una cauzione in contanti, il cui interesse verrà pagato al prezzo regolato per le cauzioni.

ART. 4. Pei dipartimenti della Senna, di Senna-ed-Oise, di Senna-e-Marna e del Rodano, la cauzione è determinata come segue:

Se il giornale o scritto periodico si pubblica più di tre volte per settimana, o a giorno fisso, o a dispense irregolari, la cauzione sarà di 50,000 f.

Se la pubblicazione si fa tre volte sole per settimana o ad intervalli più lontani, la cauzione sarà di 50,000 fr.

Nelle città di 50,000 abitanti e al disopra, la cauzione dei giornali o scritti periodici, pubblicati più di tre volte per settimana, sarà di 25,000 fr.

Sarà di 15,000 fr. nelle altre città, e rispettivamente, di metà di queste due somme pei giornali o scritti periodici pubblicati tre volte per settimana o a maggiori intervalli.

ART. 5. Ogni pubblicazione di giornale o scritto periodico senza preventiva autorizzazione, senza cauzione o senza che la cauzione sia completa, sarà punita con una multa di cento a duemila franchi per ciascun numero o dispensa pubblicati in contravvenzione, e d'un mese a due anni di carcere.

Colui che avrà pubblicato il giornale o scritto periodico e lo stampatore saranno solidariamente responsabili.

Il giornale o scritto periodico cesserà di comparire.

CAPITOLO II. — *Del bollo dei giornali periodici.*

ART. 6. I giornali o scritti periodici e le pubblicazioni periodiche d'incisioni o litografie politiche che contengano meno di dieci fogli di 25 a 32 decimetri quadrati, o meno di cinque fogli di 50 a 72 decimetri quadrati, saranno soggetti ad un diritto di bollo.

Questo diritto sarà di 0, 06 per foglio di 72 decimetri quadrati e al disotto di questa dimensione pei dipartimenti della Senna e di Senna-e-Oise, e di 0, 05 pei giornali, incisioni e scritti periodici degli altri dipartimenti.

Per ogni frazione oltre 10 decimetri quadrati e al disotto, si riscuoterà 1 c. 1/2 nei dipartimenti della Senna e di Senna-e-Oise, ed 1 cent. altrove.

I supplimenti del foglio officiale, qualunque sia il loro numero, sono esenti dal bollo.

ART. 7. Un ribasso di 4 per 0/0 sul bollo sarà accordato agli editori di giornali o scritti periodici per consumo di materiale.

ART. 8. I diritti di bollo imposti dalla presente legge saranno applicabili ai giornali e scritti periodici pubblicati all'estero, salvo le convenzioni diplomatiche contrarie.

Un regolamento di pubblica amministrazione determinerà il modo di percezione di questo diritto.

ART. 9. Gli scritti non periodici, che trattano di materie politiche e di economia sociale, che non sono attualmente in corso di pubblicazione, o che, anteriormente a questa legge, non furono date alla luce, se verranno pubblicati in una o più dispense che abbiano meno di dieci fogli di stampa da 25 a 35 decimetri quadrati, saranno assoggettati ad un diritto di bollo di 0, 05 per foglio.

Si riscuoterà un centesimo e mezzo per ogni frazione al disopra di 10 decimetri quadrati e al disotto.

Questa disposizione è applicabile agli scritti non periodici pubblicati all'estero. All'importazione essi verranno sottoposti ai diritti di bollo fissati per gli scritti pubblicati in Francia.

ART. 10. I preposti del registro, gli ufficiali di polizia giudiziaria e gli agenti della forza pubblica sono autorizzati a sequestrare i giornali o scritti che fossero in contravvenzione alle presenti disposizioni sul bollo.

Essi dovranno rendere noto questo sequestro con processi verbali da comunicarsi ai contravventori nell'intervallo di tre giorni.

ART. 11. Ogni contravvenzione alle disposizioni della presente legge, pei giornali o incisioni o scritti periodici, sarà punita indipendentemente dalla restituzione dei diritti frustrati, di una multa di 50 fr. per foglio o frazione di foglio non bollato, e di 100 fr. in caso di recidiva. La multa pecuniaria non potrà nel suo totale superare mai la somma della cauzione.

Per gli altri scritti, ogni contravvenzione sarà punita, oltre alla restituzione dei diritti frustrati, di una multa pecuniaria eguale al doppio degli stessi diritti.

Questa multa non potrà, in ogni caso, essere inferiore a 200 fr. nè superare in totale 50,000 fr.

ART. 12. La riscossione dei diritti di bollo e delle multe di contravvenzione si farà, e le instanze s'instruiranno e si giudicheranno, conformemente all'articolo 76 della legge del 28 aprile 1816.

ART. 13. Oltre ai diritti di bollo fissati dalla presente legge, le tariffe esistenti anteriormente alla legge del 16 luglio 1850, per la spedizione postale dei giornali ed altri scritti, sono riposte in vigore.

CAPITOLO III. — *Delitti e contravvenzioni non previste dalle leggi anteriori — Giurisdizione — Esecuzione de' giudizi — Diritto di sospensione e di soppressione.*

ART. 14. Ogni contravvenzione all'art. 42 della costituzione sulla pubblicazione dei rendiconti officiali delle sedute del corpo legislativo sarà punita con una multa da mille a mille cinquecento franchi.

ART. 15. La pubblicazione o riproduzioni di false notizie, di scritti inventati falsamente, od a torto attribuiti a terze persone sarà punita con una multa da 30 a 1000 fr. — Se la pubblicazione o riproduzione è fatta di cattiva fede o possa turbare la quiete pubblica, la pena sarà da un mese ad un anno di prigionia colla multa da 500 a 1000 fr. Il massimo della pena sarà applicato quando consti della mala fede e del pericolo per la pubblica quiete.

ART. 16. È vietato di render conto delle sedute del senato altrimenti che colla riproduzione degli articoli del giornale officiale. È vietato di divulgare le sedute del consiglio di Stato non pubbliche.

ART. 17. È proibito di render conto de' processi pei delitti di stampa. Il processo potrà solo essere annunziato: ed in ogni caso si potrà pubblicare la sentenza. In ogni affare civile, correzionale o criminale, le corti e tribunali potranno interdire i rendiconti del processo; salva però la sentenza che si potrà sempre pubblicare.

ART. 18. Ogni contravvenzione agli articoli 16 e 17 sarà multata da 50 a 5000 fr., senza pregiudizio delle pene richieste se il rendiconto è di cattiva fede o falso.

ART. 19. Ogni gerente è obbligato d'inserire in capo al giornale i documenti ufficiali, le relazioni autentiche, i fatti, le risposte e rettificazioni che gli saranno indirizzate da un depositario dell'autorità pubblica. La pubblicazione avrà luogo nel più prossimo numero dopo ricevute le comunicazioni. L'inserzione sarà gratuita. In caso di contravvenzione, il delinquente sarà punibile con una multa da 50 a 1,000 fr., ed il giornale potrà essere sospeso in via amministrativa per 15 giorni al più.

ART. 20. Se la pubblicazione di un giornale o scritto periodico colpito di soppressione o di sospensione amministrativa o giudiziaria venga continuata sotto lo stesso titolo o sotto un titolo mascherato, gli autori, gerenti o stampatori saranno condannati alla pena del carcere da un mese a due anni, e solidariamente alla multa di 500 a 5,000 fr. per ogni numero o foglio pubblicato in contravvenzione.

ART. 21. La pubblicazione di ogni articolo che tratti di materie politiche o di economia sociale, e che emani da un individuo condannato ad una pena afflittiva ed infamante, o solo infamante, è interdetta.

Gli editori, gerenti, tipografi che avranno cooperato a tale pubblicazione saranno condannati solidariamente ad una multa di 4,000 a 5,000 fr.

ART. 22. Niun disegno, incisione, litografia, medaglia, stampa o emblema, di qualunque natura o specie, potrà pubblicarsi, esporsi al pubblico e porsi in vendita senza la preventiva autorizzazione del ministro della polizia a Parigi e dei prefetti nei dipartimenti.

In caso di contravvenzione, i disegni, le incisioni, litografie, medaglie, stampe o emblemi potranno essere confiscati, e coloro che li avranno pubblicati saranno condannati al carcere da un mese ad un anno, ed alla multa che potrà variare da 100 a 1,000 franchi.

ART. 23. Gli annunzi giudiziarii richiesti dalle leggi per la validità o la pubblicità delle procedure o dei contratti saranno inseriti, sotto pena di nullità dell'inserzione, nel giornale o nei giornali del circondario che verranno indicati, ogni anno, dal prefetto.

A difetto di giornale nel circondario, il prefetto sceglierà uno o parecchi giornali del dipartimento.

Il prefetto regolerà in pari tempo la tariffa della stampa degli annunzi.

ART. 24. Ogni individuo che eserciti il commercio librario senza aver ottenuto il brevetto imposto dall'articolo 11 della legge del 2 ottobre 1814, sarà punito con una pena d'un mese a due anni di carcere, e con una multa di 100 a 2000 fr. Lo stabilimento sarà chiuso.

ART. 25. Si procederà dinanzi ai tribunali di polizia correzionale: 1. contro i delitti commessi per via della stampa o d'ogni altro mezzo di pubblicazione menzionato nell'art. 1 della legge del 17 maggio 1819, e che erano stati attribuiti dalle leggi anteriori alla competenza delle corti d'assise; 2. Le contravvenzioni sulla stampa previste dalle leggi anteriori; 3. I delitti e contravvenzioni contemplati dalla presente legge.

ART. 26. Gli appelli dai giudizi emanati dai tribunali correzionali sui delitti commessi per via della stampa saranno portati direttamente, senza distinzione locale di questi tribunali, dinanzi alla Camera correzionale della corte d'appello.

ART. 27. I procedimenti si faranno nelle forme e termini di tempo prescritti dal codice d'istruzione criminale.

ART. 28. In verun caso, la prova per testimonii non sarà ammessa per istabilire la realtà dei fatti ingiuriosi o diffamatorii.

ART. 29. Entro i tre giorni da ogni giudizio o decreto definitivo di condanna per reato, delitto o contravvenzione di stampa, il gerente del giornale dovrà pagare l'ammontare delle condanne che avrà incorse o di cui sarà responsabile.

In caso di ricorso in cassazione, l'ammontare delle condanne sarà consegnato nel termine medesimo di tempo.

ART. 30. La consegna o il pagamento prescritto dall'articolo precedente sarà fatto constare con una quitanza rilasciata in doppio dal ricevitore del demanio.

Questa quitanza sarà, il quarto giorno al più tardi, rimessa al procuratore della repubblica che ne darà ricevuta.

ART. 31. Se il gerente non avrà rimessa la quitanza nel termine sopra stabilito, il giornale cesserà di comparire sotto le pene portate dall'art. 5 della presente legge.

ART. 32. Una condanna per delitto commesso per via della stampa, due condanne per delitti o contravvenzioni commessi nello spazio di due anni, traggono seco di pien diritto la soppressione del giornale, il cui gerente è stato condannato.

Dopo una condanna pronunciata per contravvenzione o delitto di stampa contro il gerente responsabile d'un giornale, il governo ha la facoltà, nei due mesi che seguono a questa condanna, di pronunciare o la sospensione temporanea o la soppressione del giornale.

Un giornale può essere sospeso per decisione ministeriale, quand'anche non sia stato obbietto di alcuna condanna, ma dopo due avvertimenti motivati, e per un tempo che non potrà eccedere due mesi.

Un giornale può essere soppresso o sia dopo una sospensione giudiziaria o amministrativa, o sia per provvedimento di sicurezza generale, ma per un decreto speciale del presidente della repubblica, inserito nel *Bulletin des Lois*.

CAPITOLO IV. — *Disposizioni transitorie.*

ART. 33. I proprietari di giornali o scritti periodici ora esistenti sono dispensati dall'autorizzazione voluta dall'articolo 1 della presente legge. È loro accordato uno spazio di due mesi per completare la loro cauzione, allo spirare di questo tempo, se la cauzione non è presentata, e continua la pubblicazione, l'articolo 5 della legge sarà applicato.

ART. 34. I disposti di questa legge sul timbro de' giornali e scritti periodici non avranno forza che dal primo marzo prossimo. I diritti di timbro e di posta degli abbonamenti contrattati prima di questa legge saranno rimborsati ai diversi proprietari de' periodici. I richiami e giustificazioni necessarie saranno fatte nel tempo e nella forma stabilite dal regolamento.

ART. 35. Una mora di tre mesi è accordata per ottenere il brevetto di libraio a quelle che non l'hanno ottenuto, e ne esercitano ora il commercio. Dopo questa mora saranno soggetti alle pene dell'art. 20 di questa legge.

ART. 36. La presente non è applicabile all'Algeria ed alle Colonie. Sono abrogate le disposizioni anteriori contrarie a questa legge e specialmente gli articoli 14 e 18 della legge del 16 luglio 1850.

ART. 37. I ministri sono incaricati, ciascuno in ciò che a loro spetta, dell'esecuzione di questo decreto.

Fatto al Palazzo delle Tuilerie, il 17 febbraio 1852.

LUIGI NAPOLEONE

Pel Presidente, il Ministro di Stato

X. DE CASABIANCA.

— Una poscritta della corrispondenza Havas dice: Sentiamo in questo momento che il preventivo esame dei fogli periodici ha cessato, a cominciare da oggi, per Parigi.

— Lord Cowley, nuovo ambasciatore inglese presso il governo della repubblica, è giunto iersera a Parigi. Il marchese di Normanby è partito stamane per Londra.

— Il *Moniteur* pubblica nella sua parte ufficiale una dichiarazione per ismentire tutte le voci di guerra accreditate dai giornali stranieri, e le supposizioni di note e domande alle potenze estere. Soggiunge che il governo francese non uscirà dalla sua calma che nel giorno in cui si volesse attentare all'onore e alla dignità nazionale.

SPAGNA. *Madrid, 12 febbraio.* La regina indirizzò al presidente del consiglio de' ministri la seguente lettera autografa:

« Bravo Murillo: Prostrata dinanzi alla divina Provvidenza onde ringraziarla della sua protezione segnalata e de' suoi favori infiniti, il mio core si è commosso alle dimostrazioni d'amore e di fede che io ricevo ad ogni istante da' miei soggetti.

Tuttavolta quelle dimostrazioni potrebbero essere concentrate in un oggetto che simbolizzasse in modo durevole l'indole religiosa e benefica degli spagnuoli. A questo fine desidero, che il governo prenda l'iniziativa per aprire una sottoscrizione volontaria, il prodotto della quale sarà destinato a costruire uno o più spedali, in commemorazione della nascita della diletta mia figlia e della nuova mia apparizione dinanzi al mio popolo, dopo le bontà che Dio mi ha benignamente accordate in questi ultimi giorni. — Dal Palazzo Pardo, 11 febbraio 1852. »

ISABELLA. »

— Giusta i termini d'un decreto che ha tenuto dietro alla lettera su riportata della regina, l'ospedale da innalzarsi sarà nominato *Ospedale della principessa*. La cifra più elevata della sosscrizione non sorpasserà i 100 reali.

— Lord Howden, ministro di S. M. B. a Madrid, ha ricevuto dalla sua Sovrana l'Ordine del Bagno in attestato della sua reale soddisfazione pel buon accordo ch'egli ha saputo stabilire tra i due governi di Spagna e d'Inghilterra. (*Corresp.*)

INGHILTERRA. *Londra, 17 febbraio.*

Alla Camera dei lords, to nata del 17, lord Ciancarty si presentò per prestare i giuramenti d'uso: il nobile lord che è cattolico ricusa di prestar quello di supremazia.

Dopo breve discussione, egli si ritira, sull'invito del lord cancelliere.

Il conte di Roden chiama l'attenzione della Camera sulle condizioni deplorabili di alcune contee del nord d'Irlanda, e chiede si comunichino tutti i documenti relativi ai delitti colà commessi.

La mozione di lord Roden è adottata.

— I giornali di Londra del 17 (tranne il *Daily-News* ecc fedele delle opinioni espresse nel Parlamento da' signori Hume e Cobden) approvano l'insieme del progetto di bill sulla riorganizzazione della milizia presentato da lord J. Russell alla Camera dei Comuni.

Gli stessi giornali rendon conto d'una riunione di circa cento rappresentanti tenutasi presso il conte di Derby, nella quale fu risoluto che il progetto di riforma elettorale, presentato dal governo, sarebbe combattuto alla seconda lettura che è fissata pel 27 di questo mese.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

A Dublino, Limerick, Mullingar e nella maggior parte delle altre città il reclutamento continua a farsi con molta attività. Si ottiene senza alcuna difficoltà il numero necessario di giovani sani e robusti.

— *Fondi inglesi*. Consolidati 97 1/8 1/4 a contanti, e per conto 5 0/0 rid. 97 7/8.

ALEMAGNA. *Francoforte, 16 febbraio.* I governi di Annover, Brunswick, Oldenburgo, Amburgo, Brema e Lubecca dichiarano alla Dieta Germanica per mezzo dei loro ministri, che essi erano disposti a somministrare sussidi straordinarii per la conservazione della flotta tedesca del mare del Nord.

(*Gazz. delle Poste*)

— *Berlino, 15 febbraio.* Oggi il re ha ricevuto in udienza particolare il principe di Ligne, il quale ebbe l'onore di rimettere a S. M. una lettera autografa del re dei Belgi.

— *Vienna*. Scrivono alla *Gazzetta di Breslavia* che si avviarono trattative fra l'Austria e la Russia per la conclusione di un trattato di commercio basato sulla nuova tariffa austriaca.

E. LEONE gerente.

ENOLOGIA IGIENICA

PUGNO ANTONIO e RIPA FELICE, inventori dello specifico per distruggere le gatte *procris ampelophaga*, insetti assai dannosi ai teneri getti delle viti, muniti della privativa dal R. Governo, si fanno solleciti di annunziare ai proprietarii dei territorii infestati da tali insetti, che la fabbricazione di detto specifico si eseguisce a Romano (Ivrea), e che per comodo dei committenti se ne è stabilito un deposito presso il signor Michele Tarabiono, negoziante in colori a Torino, via Guardinfanti, bottega accanto alla porta num. 10. Le richieste che si faranno direttamente a Romano dovranno essere franche di posta, e i signori committenti saranno serviti con diligenza ed attività.

Onde poi i sottoscritti non trovinsi sprovvisti per supplire a tutte le commissioni, le richieste dovranno essere fatte al detto negozio, od alla fabbrica prima del 25 corrente febbraio.

Si è calcolato, dietro esperimenti fatti, che per ogni giornata di vigna pergolata o are 38, e ben popolata, vi occorre la quantità di un chilo del detto specifico; quindi la vendita si farà in pani di 1 chilo, 1/2 chilo, ed un quarto di chilo, muniti di ricettaper adoperarlo, ed il prezzo si è di L. 10 cadun chilo, così stabilito dalla Commissione della Reale Accademia d'agricoltura.

Si avvertono inoltre i proprietarii, che quanto più presto si farà uso di tale specifico sulle gemme della vite, tanto più facile sarà guarentirle dai primi freddi, e così otterranno un doppio scopo a vantaggio dei loro vigneti. Sperano gli inventori che tutti i proprietarii vorranno adoperare tale specifico, essendo stato sperimentato e approvato dalla Commissione a tale uopo nominata dalla prelodata R. Accademia di agricoltura.

IL SINDACO DI MONDOVI'

Annunzia al Pubblico, che alle ore 9 mattutine del 28 del corrente si esporrà all' asta pubblica, in quel Civico Palazzo, l' Appalto del Dazio per esercizio sul vino, carni, fieno e paglia, non che sulla macina, da aver principio col 1.° aprile prossimo e termine con tutto giugno 1854.

Il prezzo, su cui verrà aperta l' asta, per l' annuo prezzo dell'appalto, sarà di L. 40[m].

Dei relativi capitoli chiunque potrà prender visione nella civica segreteria, ed in quella delle principali città di Piemonte, cui ne viene fatta trasmissione.

Mondovì, il 17 febbraio 1852.

Il Sindaco, Medico Michele Danna.

CASELLE

Si notifica che, con superiore autorizzazione, la FIERA, solita tenersi nel luogo di Caselle sul finire di settembre, venne trasportata al primo lunedì di marzo, e così quest' anno cade il 1.° di detto mese.

OSPEDALE DI CARITÀ
DI CAVALLERMAGGIORE

È vacante l' impiego di uno dei due Medici addetti al detto Ospedale, o Congregazione di Carità, colla annua retribuzione di L. 200 per caduno.

La Condotta Medica in quel Comune offre la prospettiva di altri non lievi vantaggi, epperciò s' invita chiunque voglia aspirarvi a presentare la sua domanda al sig. Presidente dell' Amministrazione del detto Ospedale.

FABBRICA DI PASTE
pari a quelle di Genova

L' Impresa dei Molini della Città di Torino si fa un dovere di prevenire il Pubblico, tanto della capitale che delle provincie, di avere aumentato la fabbricazione delle suddette Paste, e di trovarsi perciò in grado di poter soddisfare a qualunque richiesta e commissione le venisse affidata.

La vendita si fa nel locale dei molini di Dora, detto dei *Molassi*, a Porta Palazzo, ove havvi l'unico deposito.

Prezzi: Pastine sopraffine cent. 80 il chil.
1.ª qualità » 60 »
2.ª id. » 40 »
3.ª id. » 30 »

Sciroppo di Mela-Apiole

Specifico infallibile per la tosse, raffreddori e raucedine, a L. 1 25 la bottiglia. — Presso Giacosa, confettiere, rimpetto alla chiesa di S. Tommaso.

GIORGIO CENA, ebanista e tappezziere, tiene un variato assortimento di seggioloni elastici di lusso, come pure mobili di legno forestiere e del paese, a prezzi discretissimi. — Via dell'Arco, casa Bruno, n. 31, in Borgo Nuovo, Torino.

AVVISO

Si desidera fare acquisto di una Cascina nelle vicinanze di Torino, o lungo la strada ferrata, non eccedente il valore di L. 25m. a 30m., anche a censo vitalizio;

Ricerca di un commesso per una fabbrica, col deposito di L. 800;

Havvi un rimpiazzante per servizio militare a disposizione, per tenue somma.

Recapito all' Ufficio di Pubblica Sollecitazione, in via di Po, num. 39; ove trovasi, a modicissimo prezzo, un deposito di scatole pel lucido, e matite (*lapis*) di ogni genere, della fabbrica Mollard e C., in Carignano.

Ivi pure si distribuisce e si ricevono le associazioni al giornale *Il Nuovo Figaro*.

INCANTO VOLONTARIO

Di un grande APPARTAMENTO ad uso di Albergo sotto l' insegna del **Leon d'Oro**, in Centallo, sullo stradale da Nizza a Torino; vaste scuderie, fenile e spaziosa corte con giardino. Il medesimo servirebbe anche per una famiglia signorile.

L' ultimo incanto scade il 23 del corrente.

CUOI CHIMICI *del sig.* OULMAN

I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d' ingrediente, dispensano dall' affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis*.

Dirigersi all' Albergo di Londra, già *Bonne Femme*.

Deposito: *presso li signori Janetti padre e figli, via di Po, accanto al Caffè Fiorio, in Torino.*

DA VENDERE

CASA, in Borgo Nuovo, di solida ed elegante costruzione, al disotto del costo, ma per pronti contanti almeno pei 2/3 del prezzo. Recapito in via dell'Arco, n. 11.

DA AFFITTARE
AL 1.° DI LUGLIO PROSSIMO

Intiero CORPO di CASA ad uso di Grande laboratorio (già occupato dal sig. Cambiaggio), in via della Zecca, num. 5, composta di num. 13 spaziosi locali al piano terreno, con corte; di num. 14 camere al 1.° piano, e di num. 10 al 2.° — Dirigersi alla Vetriera, piazza Vittorio Emanuele, casa Avena, num. 20.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano e num. 4, 6, o 10 membri, con terrazzo, al 4.° piano Via del Senato, num. 4.

MAGAZZINO FRANCESE

Contrada di San Filippo, dirimpetto al Caffè di Piemonte.

PREZZI FISSI.

Una delle prime fabbriche d'Irlanda vien or ora di spedirci 26 casse, contenenti gli articoli qui sotto descritti, i quali abbiamo l'ordine di farne una prontissima vendita. I Gerenti del suddetto Magazzino possono assicurare ai loro avventori che troveranno un vantaggio del 25 al 30 per 0[0] dai prezzi correnti.

TELA D'IRLANDA, 9 Camicie ciascuna pezza.
Prima qualità sopraffina 55 Fr. la pezza
Seconda Idem 50 » Id.
Terza Idem 27 » Id.

Si garantiscono, per iscritto, di puro filo

Tele per lenzuola altissime, 44 metri ciascuna pezza.
Prima qualità fortissima 45 a 55 Fr. la pezza
Seconda Idem 40 Fr. la pezza
3000 dozzine Fazzoletti puro filo da 7 a 12 Fr. la dozzina
2050 Idem Batiste:
Prima qualità . . . . 20 Fr. la dozzina
Seconda Id. . . . 15 » Idem
Terza Id. . . . 7 » Idem

SERVIZII DA TAVOLA.
Tovaglia e Tovaglini per 12 persone . . . 20 Fr.
Idem Idem « 1ª qualità 30 »
Tappeti da Tavola . . . . 5 Fr. 50 cent. caduno.

La vendita di questi articoli comincierà martedì 24 febbraio e deve essere terminata per l'ultimo del corrente mese.

STABILIMENTO AGRARIO IN ASTI
sotto la ditta BERRUTI Padre e Figli

Trovansi in esso piante da frutto, ed alberi da viale e da campagna, delle migliori qualità, a modico prezzo. — Havvi pure un deposito di vero Guano del Perù. Indirizzarsi ai proprietarii con lettera affrancata.

DIFFIDAMENTO

Si diffidano i creditori dell' ora defunto Gorretta Giuseppe, legatore da libri, di far fede dei loro titoli, fra mesi tre, al signor Gorretta Cesare di lui fratello, crede beneficiario, parrucchiere in Torino, od al signor Goggia Filippo, libraio in Asti, e ciò per l'effetto che di ragione.

VENDITA

Delle possessioni denominate *Gianolo, Costa e Barza* in territorio di Mortara, di ettari 396 circa tra fabbriche, risaie, prati e campi.

Per le condizioni dirigersi in Mortara dal signor ingegnere Innocenzo Ferraris, ed in Torino dal signor notaio Borgarello.

DA VENDERE

Un BIGLIARDO di riscontro, compito, per L. 250;
Diversi altri nuovi, di vario genere, e

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 7 camere al primo piano, e Vasto LOCALE al pian terreno, di quattro botteghe e retrobotteghe, per uso di fabbrica o negozio.
Dirigersi al fabbricante Pessione, via della Provvidenza.

DA VENDERE
in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:
In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

A VENDRE
chez MM. J. B. VERNIER *et* FILS,
négociants rue de Po, près l'église de S. t-François de Paule

Une Parure à l'usage des Dames, et un Nécessaire pour hommes et pour dames: ces deux objets sont de toute beauté et rareté.

DA RIMETTERE AL PRESENTE
in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

DA VENDERE

VETTURA da viaggio, comodissima ed in ottimo stato. — Dirigersi dal portinaio di casa S. Rosa, via della Provvidenza, num. 8.

DA VENDERE

CORPO di CASA di nuova costruzione, situato al Borgo oltre il Po, via S. Mauro, composto di due piani oltre le botteghe, soffitti e cantine, formanti cadun piano 9 o 10 membri. — Dirigersi dalla proprietaria in casa Gibellini, via S. Martiniano, n. 4, piano 2.°, dirimpetto alla porta.

DA VENDERE

La CASCINA la Galetta, nelle vicinanze di Pinerolo, di ettari 19, are 76 (giorn. 52) circa.

Indirizzarsi al causidico G. G. Migliassi sost. al causidico coll. Tricerri, via di S. Dalmazzo, num. 14.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

DA AFFITTARE

pel primo luglio prossimo, via S. Filippo, num. 1,
GRANDE APPARTAMENTO
composto di 17 membri oltre la cucina, due cantine, scuderia e rimessa.

AVVISO
Ai proprietari di Porta d'Italia

I proprietarii di case e terreni, e tutti quelli che ponno avere interesse che la stazione-*Embarcadero* della strada ferrata da Torino a Novara sia collocata a Porta d' Italia, sono invitati ad intervenire all'adunanza generale che avrà luogo la sera di giovedì 26 del corrente mese, alle ore 7, nel locale degli archivi della S. R. dei Ss. Maurizio e Lazzaro, via della Basilica, porta num. 14, scala a destra sotto la porta, piano nobile, per prendere gli opportuni concerti in tale proposito.

L' oggetto a trattarsi essendo di sì grande importanza, i sottoscritti nutrono lusinga che nessuno vorrà mancarvi.

Torino, il 18 febbraio 1852.

Gio. Piolti Ingegn., *rappresentante la Comp. delle Assicuraz. gen. di Venezia*,
Fratelli Sclopis.

CORSO DI LINGUA TEDESCA

Recapito: Borgo Nuovo, via della Chiesa, num. 5, in fondo del primo cortile a destra, 2.° piano, sul poggiuolo a sinistra.

Il professore trovasi in casa dalle 10 alle 12 antim. e dalle 3 alle 5 pom.

DA AFFITTARE
AL PRESENTE PER ANNI TRE

CASCINA detta *Il Colombaro*, regione Vanchiglia, di ettari 5, are 3, cent. 4 (giorn. 14) circa di prato, con vasti letti e fabbrica civ.le e rurale. — Dirigersi all' amministratore di detta cascina Vincenzo Barone, al Rubatto.

DA AFFITTARE *al presente, od al primo aprile* Num. 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO UFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 20 febbraio 1852

Corso Autentico

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo prezzo	per contanti: prezzo nella matt.	pel fine del mese corr.: ultimo prezzo	pel fine del mese corr.: prezzo nella matt.	pel fine del prossimo: ultimo prezzo	pel fine del prossimo: prezzo nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 8.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		90 90		p. 25cor.		
1849 » » 1 genn.		89 50		94 89 75		
1851 » » 1 dicem.				76)		
1834 *Obbl.* 1 genn.						
1849 » 1 8.bre.						
1850 » 1 febbr.						
1844 5 0/0 *Sard.* 1 genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— Banca di Savoia						
Città di (4 0/0 oltre lo inter. decor.						
Torino (5 50 0/0 1 gen.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nuova						
Incendii a premio fisso						
31 dicembre		1050				
Via ferr. di Savigliano						
1 gennaio						
Molini presso Collegno						
1 giugno						

CAMBI

	Per brev. scad.		Per tre mesi	
Augusta	968	—	969	—
Genova sconto	4 p. %			
Francoforte S. M.	310 1/4			
Lione	100	—		
Londra	25 30		25 17	1/2
Milano	85 15			
Parigi	100	—	99 50	—
Torino sconto	4 p. %			

Monete contro argento o Biglietti di Banca (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 L.	20 04	—	20 07	—
di Savoia	28 69	—	28 74	—
— di Genova	79 92	—	79 95	—
Sovrana nuova	25 06	—	25 10	—
— vecchia	34 89	—	34 90	—
EROSO misto				
Perdita	9	76	p	%

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

Borsa di Parigi *del 18 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 105, 70 è salito a 104, e chiude a 105 65.
Il 3 0/0 resta a 65, 60.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 90.
Le azioni della Banca di Francia a 2570.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7.) Opera Rigoletto, del M.ro Verdi — Ballo *Fausto*, — Balletto *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2.) La dramm. Comp. Reale recita: *Un duello ai tempi di Richelieu*.

D' ANGENNES (ore 7 1/2.) Compagnie française — *Deux ménages*.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera; — il *Giuramento*, musica del maestro Mercadante. — Ballo in tre atti *Alice*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *È sempre lei*, — con Tom-pouce.

— Domenica, lunedì e martedì prossimi, alle ore 2, vi sarà al suddetto teatro rappresentazione straordinaria data dall' ammiraglio Tom-Pouce per comodo delle famiglie che vi vorranno condurre i loro fanciulli.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *L'arresto dell'assassino delle Maremme*.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

(Segue Supplimento)

www.internetculturale.it

Supplimento
ALLA GAZZETTA PIEMONTESE

al N° 45 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 21 Febbraio 1852

MINISTERO DELLE FINANZE

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

Quadri comparativi de' *Prodotti delle Gabelle* e Statistiche del *Commercio di Terraferma* nell'Anno 1851

Quadro comparativo de' Prodotti delle Gabelle nella Terraferma, e nella Sardegna, durante l'anno 1851.

	1851		1850	1849	1848	1847
	Bilanciati	Realizzati	Realizzati	Realizzati	Realizzati	Realizzati
Dogane . . . . . L.	18000000	17193596	19525064	18795846	15745974	17002249
Sali . . . . . »	23000000	10551030	10107784	9709807	11251954	14808576
Tabacchi . . . . . »	12000000	12515554	11841691	12142451	11629821	10994884
Polveri e Piombi . . . . »	600000	835201	707904	641446	667405	642155
Gabelle accensate . . . . »	4672000	4756800	5672900	4672900	4672900	4669645
Dazio di Torino . . . . »	4848000	4208035	4997570	2044685	4872940	4752629
TOTALE L.	46920000	47609663	48847915	47977415	45820994	49847419

1851 — Differenza in più rispetto al bilanciato pel 1851 L. 689664
Differenza in meno rispetto . . al 1850 » 1238249
1849 » 567449
Differenza in più rispetto . . al . 1848 » 1788670
Differenza in meno rispetto . . al . 1847 » 2237454

NB. Nel quadro qui sopra non sono compresi i prodotti delle contravvenzioni, e quelli del diritto di spedizione, pei quali si pubblicano isolatamente i seguenti due quadri.

Quadro comparativo dei prodotti Contravvenzioni-Gabelle nella Terraferma e nella Sardegna, durante l'anno 1851.

		1851		1850	1849	1848	1847
		Bilanciati	Realizzati				
Dogane	Terraferma . . . . L.	150000	150546	168344	145649	100662	174695
	Sardegna . . . . »		1000	2000	2500	3545	7474
Sali	Terraferma . . . . »	6600	1995	2210	605	9624	10197
	Sardegna . . . . »		500	600	1000	2655	1848
Tabacchi	Terraferma . . . . »	17500	20257	21970	14167	13521	15222
	Sardegna . . . . »		1000	1200	1400	1741	1606
Polveri e Piombi	Terraferma . . . . »	1700	607	1056	550	1510	1008
	Sardegna . . . . »		100	150	160	182	5264
Gabelle Accensate	»	2000	»	»	»	»	»
Dazio di Consumo	»		40650	5455	2650	1449	1875
TOTALE L.		177600	186655	202985	155659	135957	216889

Quadro comparativo del prodotto del diritto doganale di spedizione nella Terraferma e nella Sardegna, durante l'anno 1851.

	1851	1850	1849
Terraferma . . L.	199738	152665	125226
Sardegna . . »	14272	»	»
TOTALE L.	214010	152665	125226

NB. Il dritto di spedizione, stabilito con Manifesto Camerale del 1.° febbraio 1850, venne riordinato su nuove basi coll'articolo 75 dei preliminari della tariffa pubblicata colla Legge del 14 luglio 1851. — I prodotti di tale dritto, che per la Terraferma salirono a L. 58171 nel primo semestre 1851, ascesero a L. 141567 nel successivo semestre.

Riepilogo comparativo de' prodotti delle Gabelle nella Terraferma, e nella Sardegna, durante l'anno 1851.

		1851		1850	1849	1848	1847
		Bilanciati	Realizzati	Realizzati	Realizzati	Realizzati	Realizzati
Gabelle	Prodotti . . . L.	46920000	47609663	48847915	47977415	45820994	49847419
	Contravvenzioni . »	177600	186655	202985	155659	135957	216889
Dritto di spedizione . . . »		»	214010	152665	125226	108645	116195
TOTALE L.		47097600	48010329	49183561	48257993	46065576	50180202

1851 — Differenza in più rispetto al bilanciato L. 912729
Differenza in meno rispetto al 1850 » 1175232
1849 » 227669
Differenza in più rispetto al . 1848 » 1946753
Differenza in meno rispetto al . 1847 » 2169873

www.internetculturale.it

Già nella *Gazzetta Piemontese* del 31 gennaio 1851 si pubblicarono isolatamente per la Terraferma i quadri dei prodotti delle Gabelle, e quello delle Dogane, colla distinzione in quest'ultimo, delle esazioni mensili. — Ora si fa lo stesso per quelli concernenti la Sardegna.

Quadro comparativo dei prodotti delle Gabelle nell'Isola di Sardegna durante il 1851.

	1851	1850	1849	1848	1847	1846
Dogane . . . . . L.	1478503	1902251	1511089	1294144	1510263	1790945
Sali . . . . . »	301358	264158	253914	269273	299489	290761
Tabacchi . . . . . »	692750	675110	705290	732952	736005	745129
Polveri e Piombi . . . . »	35648	30195	54186	32596	32847	37699
Totale L.	2508059	2871694	2483979	2328944	2628605	2864534

1851 — Differenza in meno rispetto al 1850 L. 363635; Differenza in più rispetto al 1849 » 24080, 1848 » 179115; Differenza in meno rispetto al 1847 » 120546, 1846 » 356475

Quadro comparativo dei prodotti doganali dell'Isola di Sardegna, prima e dopo la *Riforma Daziaria* attivata nel secondo semestre 1851.

		1851	1850	1849	1848	1847
1.° Semestre	Gennaio . . . . L.	85456	137605	115105	58409	405661
	Febbraio . . . . »	141264	128187	122587	77606	
	Marzo . . . . »	168340	195750	155598	59990	
	Aprile . . . . »	92058	104745	49365	73775	335532
	Maggio . . . . »	78099	177795	128861	147686	
	Giugno . . . . »	96438	207718	169405	81841	
	L.	661655	971796	719747	499307	739193
2.° Semestre	Luglio . . . . L.	125400	170089	139876	165055	496876
	Agosto . . . . »	250194	145694	250889	178077	
	Settembre . . . . »	138324	272599	76609	46460	
	Ottobre . . . . »	93915	85145	82107	95855	274195
	Novembre . . . . »	62274	129405	133802	102952	
	Dicembre . . . . «	146561	157526	112089	211458	
	L.	816668	950455	791372	794857	771071
Totale L.		1478503	1902251	1511089	1294144	1510263

2.° Semestre — Differenza in meno rispetto al 1850 L. 113787; Differenza in più rispetto al 1849 » 25296, 1848 » 21851, 1847 » 45597

Quadro comparativo analitico dei prodotti delle Dogane della Terraferma e della Sardegna, durante l'anno 1851.

	TERRAFERMA				SARDEGNA				TOTALE			
	1851	1850	1849	1848	1851	1850	1849	1848	1851	1850	1849	1848
Importazioni . . . . . L.	14553172	16254561	15007015	15019100	1565951	1805460	1567242	1450038	15904105	18057821	17274255	14449138
Esportazioni . . . . . «	837157	999486	1057690	974000	84156	82564	126360	150957	921295	1082050	1464550	1124957
Transito . . . . . »	5465	5299	4556	2400	»	»	»	»	5465	5299	4556	2400
Riesportazioni . . . . . »	95025	109353	88455	95200	52	350	30	160	95077	109703	88455	95360
Magazzinaggio . . . . . »	85022	108390	97743	96927	4067	1068	2950	»	87029	109478	100675	»
Bolli (timbri) . . . . . »	144077	101085	72117	59581	3266	6657	»	12989	146345	107710	72117	376149
Prodotti diversi . . . . . »	17175	42671	77403	212632	18911	8132	14037		36086	50803	91440	
Totale L.	15745093	17620845	17284757	14451850	1478505	1902251	1511089	1294144	17193596	19523064	18795846	15745974

Prodotto delle importazioni nella Terraferma, distinto da quello proveniente dai Cereali.

			PRODOTTI		
			Eccettuati i Cereali	de' Cereali	Totale
	1819	L.	6560700	1710400	8271100
	1820	»	7449900	1727400	9177300
Media annuale	1824-30	»	9591400	2292200	11875600
idem	1831-35	»	9470500	3175200	12645700
idem	1836-40	»	11068800	4562900	15454700
idem	1841-45	»	12376000	4560900	16936900
	1846	»	12060000	4238500	16298500
	1847	»	12171000	1202400	13373400
	1848	»	11548000	1471100	13019100
	1849	»	12995000	2912000	15907000
	1850	»	13677000	2577300	16254300
	1851	»	12524000	2214100	14738100

Fino al mese di maggio del 1848 sussistevano i dritti di Dogana sulle importazioni dalla Sardegna in Terraferma, i quali diedero i prodotti sotto indicati. Soppressi, salvo poche eccezioni, con Decreto del 6 maggio 1848, si sostituì agli stessi un dritto di bilancia, il cui prodotto, pure infradesignato, venne a cessare in seguito all'abrogazione portata dalla Tariffa del 14 luglio 1851.

Le importazioni dalla Sardegna consistevano e consistono principalmente in Vini, Oli, Semenze, Formaggi, Pesci, Pelli e Cereali.

Dritto d'Importazione

Nel	1839	L.	667500
	1840	»	709900
	1841	»	673500
	1842	»	867000
	1843	»	581900
	1844	»	359100
	1845	»	609600

Dritto d'Importazione

Nel	1846	L.	455200
	1847	»	271000

Dritto di Bilancia

	1848	L.	23100
	1849	»	17100
	1850	»	18900

Nei prodotti delle importazioni nella Sardegna, figuravano anteriormente al 1848, circa 100000 a 150000 franchi per dazio su merci nazionali spedite nell'Isola dalla Terraferma. Detto prodotto cessò in conseguenza delle disposizioni contenute nella Tariffa, e nel Decreto prementovati.

www.internetculturale.it

Quadro comparativo delle principali importazioni operate nella Terraferma durante il 1851, e *Confronto* dei primi risultati della Riforma daziaria attivata nel secondo semestre stesso anno.

	Unità	Importazioni totali dell'anno: Quantità 1851	Quantità 1850	Quantità 1849	Esazioni 1851	Esazioni media annuale 1849 e 1850	Importazioni operate nel 2.° semestre (periodo della nuova Tariffa): Quantità 1851	Quantità 1850	Esazioni 1851	Esazioni 1850
Vini	Litri	7544500	657300	457000	390100	118500	6905800	457700	505600	86500
Acquavite	id.	688600	109500	79000	182000	55700	646800	62600	145100	25700
Olii d'oliva (1)	Chilo	616100	97300	55900	42200	7400	565400	9200	31200	2500
Olii diversi	id.	532400	412300	354000	56800	54400	506900	255400	25600	54200
Caccao	Chilo	199000	166900	171100	77900	85400	142000	88200	49500	40500
Caffè	id.	1527000	1163000	1057500	651200	761100	1174500	702500	406000	483200
Pepe	id.	180500	136700	120600	67500	69600	152700	151600	46300	57500
Zucchero	id.	9259200	8703600	7990500	2551700	3199900	6582900	4204800	1576700	1607500
Prodotti chimici	id.	5458500	2724600	2502900	106700	118900	1819400	1449500	46900	66200
Colori	id.	274100	99500	74700	17100	18500	66800	35400	8500	11500
Generi per tinta e per concia	id.	5728100	5109500	5768500	41800	61500	1947400	2160100	14400	27400
Cera da lavorare	id.	141500	178600	139700	26700	40500	64500	67600	8100	17500
Formaggi	Chilo	2541800	1189600	2504700	414500	468600	1644500	1546600	254700	268800
Merluzzo	Chilo	2407200	2547400	2985500	207300	229900	1475900	1668100	155800	158500
Altri pesci di pesca estera	id.	1654600	1861800	1584400	154800	129900	1183900	1020700	98900	85200
Pelli crude	Chilo	1645500	2165600	2477200	193600	286500	857800	1075900	109900	127800
Pelliccerie	id.	15500	2500	3700	3700	6600	13500	1800	3700	4600
Pelli in basana acconciate e camosciate	id.	82600	53800	106700	33400	64000	57400	24400	13900	17600
Pelli diverse	id.	151200	185600	146900	30900	26300	79900	116500	14500	16100
Pelli lavorate	id.	12000	9200	9000	20100	22500	7700	4500	9800	10400
Canapa e lino	Chilo	2945100	3144600	3206100	94900	113100	1714700	1633400	46500	55500
Filati di canapa e lino	id.	520500	546200	845800	112400	194400	332500	275500	54100	78400
Tele di canapa e di lino anche miste	id.	277100	99100	79900	151100	149300	250200	57100	52700	52200
Altre manifatture di canapa e di lino	id.	16100	6200	4100	14600	12600	12800	3600	750	6300
Cotone in lana (2)	Chilo	3656900	3926500	4100900	134300	130500	6651900	4706500	71600	54200
Filati di cotone	id.	84500	92500	90900	48800	88100	54500	40900	19200	41600
Tessuti di cotone, anche misti	id.	852200	547000	586200	1547800	1858900	592200	227300	364000	719200
Altre manifatture di cotone	id.	84500	40800	45400	177800	187400	68800	16500	96500	86500
Lana	Chilo	1496000	2128600	2935000	8700	57700	995500	1206000	300	18900
Filati di lana	id.	50000	72900	64200	54300	86500	35000	30800	33500	63500
Tessuti di lana, anche misti	id.	422500	280100	293900	1187000	1787200	295100	217100	654400	1045900
Altre manifatture di lana	id.	45200	28500	17600	92700	91500	58400	21800	59400	87500
Sete grezze	Chilo	6600	5200	10540	1700	4800	4100	3800	1100	900
Sete lavorate	id.	3500	4500	4700	4200	5800	1100	3160	1000	4000
Tessuti di seta, anche misti	id.	35500	13500	12200	512400	205500	28600	6900	201500	105700
Altre manifatture di seta	id.	3900	2600	2000	52700	59800	2700	1500	31700	22200
Grano	Chilo	75886500	73745800	95055500	2113800	2530600	37708500	37114000	1018100	1121500
Granaglie	id.	5019400	5654000	5809000	88500	102600	3042400	3002000	54600	55100
Farina	id.	536400	497900	606600	15100	19800	413900	74400	5000	5200
Paste	id.	7500	6500	2200	600	400	5500	4500	200	400
Carbone	Chilo	9040800	9561500	9565000	2700	4700	5994800	4545000	200	2300
Legna da fuoco	id.	41478000	25964000	24211000	7700	12000	28259000	15878000	1100	6900
Legni d'ebanisteria	id.	291000	328100	187100	7400	8400	92900	156900	2100	4000
Mobili di legno	id.	52100	45800	24500	47800	14000	25400	25900	6000	12200
Utensili e lavori diversi di legno	id.	19600	18500	15000	5200	2600	11600	9300	1600	1900
Carta	Chilo	56700	55600	19200	17100	15700	52500	19000	10200	9500
Carta per tappezzerie	id.	52500	22200	7200	25300	14700	14200	7000	7000	7000
Libri legati e sciolti	id.	166000	148300	90900	56700	65200	92700	85500	20500	46500
Mercerie e chincaglierie	Chilo	490500	508900	429600	283100	528500	260600	265200	148800	184100
Macchine e meccaniche (eccettuate quelle per la locomozione)	Valore	1251200	1906400	628000	10100	12700	808200	1444000	5700	14400
Ferro: non lavorato	Chilo	7556500	9500700	6288200	420500	463900	4125000	5956600	241500	301500
Ferro: lavorato	id.	1110500	581700	595600	161400	106000	852800	275600	106800	59800
Rame: non lavorato	id.	584500	577400	510500	27100	36000	211100	206500	10500	20800
Rame: lavorato	id.	25700	15200	7700	7800	9600	13500	7000	3200	3200
Ottone: non lavorato	id.	51100	40700	40900	3400	6100	18400	25300	1900	3600
Ottone: lavorato	id.	11500	15100	20400	3400	6700	6000	6300	1100	2600
Ghisa: non lavorata	id.	5613090	6386000	5774000	27600	30900	3254000	5710000	15800	18500
Ghisa: lavorata	id.	96100	88300	49700	9000	10900	79100	65600	6200	9500
Piombo: non lavorato	id.	1946900	1579300	1241500	30600	45400	1378900	778500	8000	50800
Piombo: lavorato	id.	54500	44600	34000	5300	5300	22200	30000	1800	3600
Zolfo	Chilo	385200	264600	310500	5800	5700	214500	156000	1500	1800
Carbon fossile	id.	32040800	29289000	25087000	7200	15100	20527500	18717000	1300	9500
Vasellame: di terra ecc.	Chilo	889200	978000	522600	52800	47700	456900	490600	24400	28500
Vasellame: di porcellana	id.	65000	61100	26800	20200	19700	57000	54000	10100	15600
Vetri e cristalli	id.	1092500	451200	538200	65600	55100	825400	207600	55500	59200
Vetrificazioni	id.	6100	4100	5500	3500	3500	2600	1600	1100	1100
Totale L.		—	—	—	12919800	14748500	—	—	7212600	7585700
Altre merci non contemplate nelle precedenti	»	—	—	—	1618500	1332100	—	—	703800	704600
Totale Generale L.		—	—	—	14538400	16080600	—	—	7916400	8288300

(1) Negli oli di oliva, è pure compresa una forte quantità di quelli destinati alle manifatture, i quali furono sdoganati al solo dazio di L. 5.

(2) Il prodotto di L. 71,600, che figura nel 2.° semestre del 1851, deriva dallo sdoganamento nel corso del medesimo dei Cotoni in deposito, già dichiarati per l'importazione, prima della pubblicazione della nuova Tariffa.

Liquidi introdotti nel contado di Nizza durante il secondo semestre 1851.

	Unità	Quantità	Esazione
Vini	Litri	3147700	126700
Acquavite	id.	19200	22000

www.internetculturale.it

Quadro comparativo delle principali Esportazioni operate dalla Terraferma durante il 1851, e *Confronto* dei primi risultati della Riforma Daziaria attivata nel secondo semestre stesso anno.

	Unità	ESPORTAZIONI TOTALI DELL'ANNO — Quantità 1851	Quantità 1850	Quantità 1849	Esazioni 1851	Esazioni media annuale 1849 e 1850	ESPORTAZIONI OPERATE NEL 2.° SEMESTRE periodo della nuova Tariffa — Quantità 1851	Quantità 1850	Esazioni 1851	Esazioni 1850
Vini	Litri	14881400	9450300	10890900	21600	10900	6701900	4711900	12300	5300
Olio d'oliva	Chilo	3844900	3898000	4710000	15400	27500	2108400	2277400	6400	9700
Confetti e conserve	Chilo	94700	61000	85000	50	100	63700	»	»	»
Prodotti chimici	id.	1054000	952700	519000	4100	6600	522900	428800	800	3000
Sapone	id.	117000	217000	175000	700	1900	58000	112000	200	1100
Frutti verdi	Chilo	4136800	5888000	5832000	10900	13700	2979400	5195300	4600	8500
Bestiame bovino	N.°	16500	11700	8000	8500	11800	11800	5400	2500	5100
Bestiame ovino	N.°	25100	6900	6500	800	1500	19000	2000	100	400
Pelli crude	Chilo	119800	124800	75000	24600	31700	45200	11500	1500	3500
Pelli acconciate e camosciate	id.	29900	52500	76500	200	600	12900	34000	50	300
Cordami di canapa	Chilo	108600	91000	71600	400	500	59600	47000	200	200
Tela di canapa	id.	17500	16500	11500	100	100	9200	6900	20	100
Filati di cotone	Chilo	259500	32000	15400	200	100	132400	27500	150	50
Stoffe di cotone	id.	18900	12000	17400	100	100	11800	6900	50	50
Seta grezza	Chilo	29500	46000	66100	38800	107400	26800	59000	34500	7300
Seta lavorata	id.	477700	476100	555700	428200	494600	299000	233500	251500	227400
Moresche	id.	530500	255000	202000	4500	5900	281300	154800	2800	2600
Tessuti di seta	id.	55300	45600	45800	300	400	26400	22900	80	200
Grano	Chilo	182400	56000	550000	30	100	168400	35000	20	20
Granaglie e marsaschi	id.	5503600	5993800	5573000	2900	2900	3521600	5664600	1900	1800
Riso e Risone	id.	18584800	20393700	14850000	87700	89000	9703700	10568700	52600	42800
Paste di frumento	id.	1845400	2096000	1799000	400	900	906200	987500	50	300
Carbone di legna	Chilo	418500	328000	389700	5310	7100	214300	166200	1500	5200
Legna da fuoco	id.	9950500	10150000	9180000	18200	28900	6947800	6858000	9100	20500
Carta	Chilo	1998600	1765500	2206400	11500	17900	1075600	988900	2900	9100
Libri stampati	id.	56600	61900	45500	500	500	25500	55400	50	500
Ferro (ghisa) in masse e rottami	Chilo	788000	877000	724000	800	900	476700	475500	200	500
Vasellame di terra ordinaria	id.	275000	265100	259600	500	600	149900	146600	500	200
TOTALE L.		—	—	—	686850	864300	—	—	385750	355720
Altre merci non contemplate nelle precedenti	»	—	—	—	150250	135100	—	—	65700	152400
TOTALE GENERALE L.		—	—	—	837100	999400	—	—	451450	506120

Quadro comparativo del Sale venduto nella Terraferma durante l'anno 1851.

		DIREZIONI — SAVOIA (Ciamberi, Montiers, Albertville, Moriana, Annecy, Thonon e Fossigny)	TORINO (Torino, Pinerolo, Susa, Mondovì, Ivrea, Aosta, Biella, Saluzzo, Alba, e Cuneo)	NIZZA (Nizza, Oneglia e S. Remo)	GENOVA (Genova, Chiavari, Levante, Savona e Albenga)	VOGHERA (Alessandria, Acqui, Tortona, Voghera, Bobbio, Novi, Casale ed Asti)	NOVARA (Vercelli, Lomellina, Novara, Ossola, Pallanza e Valsesia)	TOTALE
Popolazione (A)	delle Provincie	583812	1608382	242990	720270	637757	575764	4368975
	della Direzione	583812	1652742	242990	720270	686907	502524	4368975
Anno 1851		Chilogrammi 5244000	Chilogrammi 12514000	Chilogrammi 1675900	Chilogrammi 4753100	Chilogrammi 5526000	Chilogrammi 5900400	Chilogrammi 35443500
» 1850		5173600	12181800	1641500	4744400	5180800	5770900	32693000
» 1849		4863400	11841700	1557900	4595600	5142100	5662100	31435800
» 1848		5024400	11530800	1769100	4006300	4895500	5935400	30959500
« 1847		4555000	10560600	1662800	3711300	4020900	3966700	28055500
Medie annuali del decennio							1837-46	27160000
							1827-36	25150000
							1817-26	25260000

(A) I banchi di Cortemiglia, Cigliano, e Sannazzaro, non dipendendo dalle Direzioni che comprendono le provincie di cui fanno i medesimi parte, si è dovuto fare qualche modificazione nella cifra delle popolazioni relative; figurano quindi:
1 Un più di 49, 150 abitanti nella Direzione di Voghera, perchè abbraccia i banchi di Sannazzaro e di Cortemiglia, sebbene situati nelle provincie di Mortara (Lomellina) e di Alba.
2 Un più di 29, 360 abitanti nella Direzione di Torino, che comprende il banco di Cigliano, sebbene situato nella provincia di Vercelli. Il Banco di Cigliano ha una popolazione di 40, 450 abitanti. Esso copre la diminuzione che figurerebbe nella Direzione di Torino per l'assegnamento a quella di Voghera del banco di Cortemiglia, distretto di 16,000 abitanti circa, situato nella provincia di Alba.
3 Finalmente un meno di 75, 240 abitanti nella Direzione di Novara, stante l'accennato aggruppamento a quelle di Torino e Voghera, dei Banchi di Cigliano e Sannazzaro.

Quadro comparativo dei Tabacchi venduti nella Terraferma durante l'anno 1851.

TABACCHI		1851	1850	1849	1848	1847	1846	Medie annuali del decennio 1836-45	Medie annuali del decennio 1826-35
DA NASO	Rapato 1.° chilo	224089	246605	202681					
	» 2.° e carotte »	495868	506858	511415					
	» 3.° »	129584	149672	136547					
	Caradà »	14707	18694	24826					
	Manocos »	50	48	»					
	Zenziglio »	619	392	75					
	Chilo	865817	892269	925542	930046	925090	954366	914014	820725
DA FUMO	Trinciato 1.° ed Alemagna filato ch.	241970	167580	129633					
	» 2.° »	507557	489515	504120					
	Sigari comuni »	388874	350990	305427					
	Sigari cigaritos »	349	338	564					
	Tabacchi di fabbricazione estera								
	Sigari	3265	3139	3542					
	Chilo	1103985	1011642	943536	920149	828435	827716	695547	448701
TOTALE GENERALE Chilo		1969802	1903331	1868878	1850195	1754525	1782082	1609561	1269424

Quadro comparativo delle Polveri e de' Piombi venduti nella Terraferma, durante l'anno 1851.

		1851	1850	1849	1848	Media annuale del decennio 1847-38
POLVERI	da caccia, fina Chilo	3348	4544	»		
	id. ordinaria »	32075	19747	21901		
	da guerra »	7580	12064	25982		
	da mina »	240896	186273	106197		
	TOTALE Chilo	275899	219598	154080	68009	54205
— PIOMBI — in pallini e migliarola Chilo		133424	136589	139277	63702	41500

N. B. La vendita all'estero delle Polveri, ascende nel 1851 a soli 28 chilo. Nel 1850 fu negativa. — Fra non molto saranno pubblicate le statistiche relative all'Isola di Sardegna.
Nei quadri relativi all'anno 1850, non sono compresi i diritti d'imbarco o sbarco dei passaggieri nei bastimenti di qualunque bandiera, nei porti, rade o spiaggie dello Stato, nè quelli d'ancoraggio, di darsena e di sanità marittima, la riscossione de' quali è attualmente affidata all'Amministrazione delle Gabelle.

Dal Ministero di Finanze, l' 11 febbraio 1852.

V.° il Ministro C. CAVOUR.

www.interpretulturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 46 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

LUNEDI' 23 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 46	24	12
Per l'Estero	» 80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent.; obbligate, 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreto dell'8 corrente febbraio, conservava, a partire dal 1° luglio 1851, il trattenimento di L. 500 accordato con R. Biglietto del 26 luglio di sig. Gaetano Cara, direttore del Museo di antichità, e di storia naturale nella Università di Cagliari.

In esecuzione degli art. 3 e 4 della legge in data 7 luglio 1851 approbativa del Bilancio passivo dell'Azienda generale delle Finanze per l'esercizio finanziario dell'anno 1851, S. M., dietro relazione del Ministro segretario di Stato reggente il Ministero delle finanze, ha firmato in udienza del 18 corrente mese il Regio Decreto mercè cui restano confermati, fatto tempo dal primo luglio 1851 sino a tutto il corrente anno 1852, gli assegnamenti a carico del Bilancio dell'Azienda generale delle Finanze in favore degl'individui infranominati, cioè:

1. Dei RR. Minori Osservanti investiti della cappellania eretta nella chiesa del conventino della Morra, sotto il titolo della SS. Nunziata, L. 480.
2. Del teologo Carlo Ghersi, amministratore della chiesa parrocchiale di Murello (Saluzzo), L. 450.
3. Del sacerdote Francesco Pia, parroco della chiesa di S. Pietro Conciavia d'Asti, L. 400.
4. Del sacerdote Tommaso Canavesa, piovano della chiesa di S. Maria Maggiore di Cavallermaggiore, L. 572.
5. Del sacerdote Luigi Cane, amministratore della chiesa parrocchiale di Reaglie, L. 300.
6. Del sacerdote Gio. Domenico Canaveri, parroco della chiesa di S. Egidio in Moncalieri, L. 800.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 22 febbraio.*

Il Senato, nella tornata di sabato, terminava la discussione sulla petizione della Compagnia di S. Paolo, accogliendo il seguente ordine del giorno proposto dal senatore Nigra:

« Il Senato considerando che dalla discussione che ha avuto luogo intorno alla petizione della Compagnia di S. Paolo si debbano ricavare lumi atti a regolare gli ulteriori e definitivi provvedimenti, che occorrono riguardo alla medesima, ordina il rinvio della stessa petizione al signor Ministro dell'Interno. »

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova

la sera del 18 febbraio 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9283950 19
id. id. in Torino	»	5254504 10
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	14279944 98
id. id. in Torino	»	10686055 10
Fondi pubblici della Banca	»	562117 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	933333 34
Tratte della sede di Torino del 17 corr.	»	12702 50
Spese diverse	»	265537 52
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Corrispondenti della Banca (sbil. de' conti)	»	699225 99
Debitori diversi	»	20829 95
	L.	47777998 47

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione	»	31947950 »
per operazioni ordinarie	»	»
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	»
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	39990 15
id. id. in Torino	»	72006 04
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	85209 40
id. id. in Torino	»	113725 46
Conti correnti disponibile in Genova	»	730639 06
id. id. in Torino	»	913735 53
Non disponibile	»	70856 36
R. Erario conto corr.	»	5282459 19
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	730:8 87
della sede di Torino su quella di Genova del 17 corr.	»	28709 43
Dividendi arretrati	»	44113 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Rimb. della sede di Torino del 27 corr.	»	365 »
	L.	47777998 47

STATO ROMANO

Si legge nell'*Osservatore Romano*:

Da un resoconto in forma di quadro dimostrativo, reso pubblico colla stampa il dì 8 gennaio e sottoscritto da monsignor presidente del tribunale delle cause criminali introdotte e giudicate dal tribunale di Roma nel secondo semestre dello spirato 1851, e dei carcerati a sua disposizione a tutto il dicembre testè decorso, rilevasi essere state introdotte innanzi allo stesso tribunale 1735 cause. Nello stesso periodo di tempo ne ha decise con condanna e senza, tanto di Roma quanto di Comarca 2211; cioè di Roma 1983, di Comarca 228.

Le 1735 cause introdotte nell'indicato semestre possono partirsi nei seguenti capi o titoli:

Delitti che hanno relazione alla religione	1
Violenze	3
Armi	16
Delitti contro i depositari della pubblica forza	3
Contro il costume e la morale pubblica	10
Mancanze in officio	2
Falsità	27
Omicidi ed altre offese personali	928
Furti anche violenti ed altri danni alla proprietà	755
Contravenzioni	4
Totale	1755

DALMAZIA

CATTARO, *7 febbraio*. Si legge nell'*Osservatore Dalmato*:

Nei giorni scorsi si trattennero in queste parti due monaci del convento basiliano di Pec (nell'Albania ottomana). Il motivo della loro venuta si fu quello di farsi restituire da Danilo Petrovic una croce, che ancor nel 1348 venne regalata al loro convento da Stefano Dusciano re dei Serbi, e che qualche anno fa il decesso Vladika del Montenero aveva saputo farsi portare a Cettigne, sotto pretesto di vederla, e non volle restituirla di poi, mandando in quella vece un'altra croce, ed un importo in danaro al convento. Dopo ottenuto il cambio delle croci, essi si diressero alla volta di Zara.

SVIZZERA

Ecco la sostanza della relazione del Consiglio federale sui rifugiati, quale viene riferita dal *Bund*, ed in risposta al dispaccio del governo francese a questo riguardo:

« Questo dispaccio fu cagionato dalle continue accuse sulla presenza e sul preteso agitarsi dei rifugiati politici nella Svizzera, ed affine di smentire le false voci, si estende sullo stato di tale quistione dopo gli ultimi rapporti ufficiali del consiglio federale (anni 1850 e 1851).

« Alla fine di febbraio 1851, allorquando mercè l'adesione del governo francese fu reso possibile d'avviare i rifugiati in Inghilterra e nell'America, ed il consiglio federale rivocò le precedenti distribuzioni obbligatorie, la cosa entrò in un nuovo stadio. Il numero dei rifugiati diminuì in modo importante. Un nuovo specchio richiesto ai cantoni verso la fine di giugno, dimostrò che il numero dei rifugiati era di 235, distribuiti in 17 cantoni. V'erano 93 badesi, 10 bavaresi, 11 austriaci, 30 prussiani, 9 virtemberghesi, 24 sassoni, 5 assiani, 12 polacchi, 17 francesi, e 24 italiani. Questo è tuttora il loro numero approssimativo; i rifugiati furono continuamente sorvegliati; allorquando giunsero reclami si eseguirono pronte e severe inchieste: e quando risultarono fondati, seguì l'espulsione od altra misura adatta; che se venivano constatati infondati, l'incolpato era protetto nel suo asilo. Per tal modo furono, come per lo passato, messi in armonia l'umanità ed i doveri internazionali.

« Ora è da notarsi come esteri governi furono non di rado ingannati da rapporti, ed abbiano mosso reclami che dietro esatte inchieste risultarono infondati. De' governi tedeschi però solamente quello di Baden ebbe a reclamare, e fu soddisfatto. Il governo austriaco chiese una volta una più severa sorveglianza e, potendosi, l'allontanamento di un rifugiato domiciliato in Zurigo. Ma dall'inchiesta essendo risultata la di lui innocenza, egli fu protetto nel suo asilo, ed il governo austriaco non reclamò ulteriormente. Altri reclami furono dallo Stato medesimo sollevati sin dalla primavera del 1851 circa al cantone Ticino, e questi furono, per quanto era possibile, presi in considerazione. Il commissario federale adempiè con prudenza ed energia il suo mandato, e da allora in poi nessun riclamo si ricevette anche a tale riguardo.

« Circa ai rifugiati francesi, fu confermata la continuata presenza di alcuni; ma le voci di masse ognor crescenti di rifugiati onde Ginevra sarebbe stata piena, e delle loro congiure colà apparvero infondate o per lo meno esagerate. Una volta la legazione francese, dietro speciale desiderio del consiglio federale, presentò una lista di 50 a 60 rifugiati francesi che secondo lei dimoravano in Ginevra, indicando persino il loro domicilio. L'inchiesta provò che gl'indicati individui o non erano in Ginevra, o non erano rifugiati, ma altri forastieri muniti delle loro carte, ed i pochi che potevano considerarsi come rifugiati non erano francesi. La stessa sorte ebbe una seconda lista ridotta, e fu perciò provato di bel nuovo, che il governo francese era stato ingannato da relatori men che veraci. Del resto il governo francese non dimandò l'espulsione, ma solamente l'internamento de' designati; dimanda che, per quanto fu possibile, venne soddisfatta. A quest'epoca spetta la nuova protesta de' 17 rifugiati francesi, contro l'internamento, per la quale a motivo della loro audacia verso le autorità federali vennero espulsi dalla Svizzera. Nell'estate la maggior parte di loro dovette abbandonare la Svizzera, ed è formalmente constatato che essi hanno passato il Belgio viaggiando per l'Inghilterra o l'America. Ad alcuni per verità riuscì d'abbandonare di soppiatto il loro domicilio, per cui è impossibile di mostrare se e quanto tempo abbiano continuato a dimorare nella Svizzera; fatto è che alla polizia fu ingiunto d'informarsi della loro dimora.

« Tale era lo stato delle cose al principio di dicembre 1851. Gli avvenimenti del 2 dicembre ebbero per conseguenza che sette rifugiati francesi convennero in Losanna e vi fecero stampare un proclama al popolo francese perchè si sollevasse armata mano. Non appena questo giunse a notizia delle autorità federali, fu all'istante ordinata l'espulsione degli autori, prima che questa venisse richiesta dalla Francia.

« Cinque di essi hanno già abbandonato la Svizzera; circa agli altri due, che non per anco furono scoperti, fu chiamata l'attenzione della polizia. È inoltre noto, che sotto l'impressione degli avvenimenti di quei giorni un certo numero di forestieri si adunò in Ginevra per deliberare se dovessero prendervi parte: ma non è men noto che il capo di quella polizia agì energicamente contro simili tendenze, e vietò loro ogni impresa di simil genere dal territorio svizzero. Ciò non pertanto fu detto che parecchi rifugiati per Anglefort entrarono in Francia, e furonvi in parte arrestati. Di ciò non si ebbe la prova documentata: ma se tal cosa avvenne, l'invasione fu operata dalla Savoia non mai dalla Svizzera.

« Dopo il dicembre 1851 nulla affatto avvenne nella Svizzera che possa inquietare in modo qualunque la Francia od altro Stato, nè da alcuna parte giunsero dimande o reclami, eccettuato che la legazione francese tolse ad un francese, Michel, il suo passaporto e ne dimandò l'espulsione. Questo anche avvenne, perchè una inchiesta provò che lo stesso forestiere aveva abusato della stampa svizzera, e per tal modo erasi reso indegno dell'asilo.

« Tale è lo stato della quistione dei rifugiati nella Svizzera. Ogni persona non prevenuta ha di che convincersi che le voci e le accuse che intorno a ciò furono sparse e mantenute, sono destituite di fondamento; che meno che mai esiste pretesto di timore e di reclami, e che l'autorità federale sempre si fa un dovere di reprimere, anche senza esservi invitata, ogni abuso dell'asilo. »

FRANCIA

PARIGI, *19 febbraio*. Un decreto inserito nel *Moniteur* d'oggi stabilisce nel modo seguente la casa militare del principe presidente della repubblica:

Aiutanti di campo: Roguet (Cristoforo-Nicolò), generale di divisione che comanderà inoltre la casa militare;

Certain Canrobert (Francesco), di Goyon (Carlo-Maria-Agostino), di Cotte (Giulio-Carlo-Conway), Lannes di Montebello (Gustavo-Oliviero), generali di brigata;

Le Normand di Lourmel (Federico), Espinasse (Spirito-Carlo-Maria), colonnelli di fanteria;

Ney (Napoleone-Enrico-Edgardo), colonnello di cavalleria;

Jrein di Béville (Gaspare-Gustavo), colonnello del genio;

Fleury (Felice), tenente colonnello di cavalleria.

Ufficiali d'ordinanza: Lepic (Luigi-Giuseppe-Napoleone); di Toulongeon (Edmondo-Eugenio), capo-squadrone di stato-maggiore;

Merle (Ilarione-Adriano), di Cambriels (Ippolito-Alberto), capitani di fanteria;

Petit (Luigi-Giovanni-Edmondo), Tascher della Pagerie (Carlo-Roberto-Giuseppe), capitani di cavalleria;

Di Memeval (Napoleone-Luigi), di Berkheim (Sigismondo-Guglielmo), Favé (Ildefonso), capitani d'artiglieria.

— Il principe presidente della repubblica ha ricevuto dalle LL. MM. l'imperatore d'Austria, il re di Prussia e il re di Danimarca, come pure dai senati delle città di Amburgo, Lubecca, Brema e Francoforte, le risposte alle lettere di notificazione riguardanti i nuovi poteri conferiti al principe dalla nazione francese.

Queste lettere sono state rimesse al principe dal sig. Hubner inviato straordinario e ministro plenipotenziario d'Austria; dal conte di Hatzfeldt, inviato straordinario e ministro plenipotenziario di Prussia; dal conte di Moltke, inviato straordinario e ministro plenipotenziario di Danimarca, e dal sig. Rumpff, ministro residente delle città libere ed anseatiche.

Il principe ha ricevuto egualmente da S. A. R. il granduca di Mecklenburgo-Strelitz la risposta alle lettere relative alla stessa notificazione.

— Si annunzia come prossimo ad essere pubblicato un decreto relativo alla creazione d'istituzioni di credito fondiario. Il principe presidente desideroso di giovare l'agricoltura, aveva, pochi giorni dopo il grand'atto del 2 dicembre, incaricato una commissione di esaminare nuovamente una tal quistione da lungo tempo controversa, e di proporre una soluzione realmente pratica.

Questa commissione era composta dei signori Laplagne-Barris, presidente di camera alla corte di cassazione, sì competente in ciò che concerne il regime ipotecario; Lebeuf, reggente della Banca di Francia, del quale tutti conoscono l'attitudine nelle questioni di credito: Ernesto Andrè, che entrò a parte dell'organizzazione di vaste imprese; di Vuitry, già sotto-segretario di Stato al ministero delle finanze; Mauny di Mornay, direttore dell'agricoltura; e Josseau, che si occupò specialmente di tutto ciò che ha correlazione al credito fondiario. Dopo aver tenute lunghe adunanze sotto la presidenza del sig. Lefebvre-Duruflé, questa commissione formulò un progetto che è stato approvato dal governo.

— Leggiamo nella *Patrie*: Si annunzia che il governo, comprendendo i bisogni d'espansione della nostra popolazione, sta elaborando un progetto relativo all'organizzamento, sopra una grande scala, dell'emigrazione e della colonificazione. È questa una delle necessità del momento, ed è bene il provvedervi senza indugio.

Le leggi della popolazione, in Francia, danno risultati, di cui bisogna apprezzare, per l'avvenire, tutta l'importanza, e di cui non si possono disconoscere le conseguenze.

Nel 1700 la popolazione del nostro paese era di 16,669,320 abitanti; nel 1784 essa ascendeva a 24,800,000; nel 1801 a 27,000,000; oggidì è di 35,500,000. Giusta le regole di progressione logaritmica, e pigliando per base le rettificazioni delle ultime tavole di mortalità dell'ufficio delle longitudini, si può calcolare che la popolazione salirà nel 1862 alla cifra di 40 milioni, eppure una formidabil catastrofe non viene ad arrestarne lo sviluppo.

www.internetculturale.it

A fronte di simili fatti, è urgente cosa di prendere provvedimenti per operare lo sfogo graduale della truppa piena della popolazione, che un giorno sarebbe sovercharmente stipata nello spazio che la Provvidenza ha dato alla Francia.

— Il sig. Demostene Olivier, ex-rappresentante del popolo, che si trovava al deposito della prefettura di polizia, è stato messo in libertà.

— Il sig. Michel Boutet, ex-rappresentante del popolo, ha ricevuto l'ordine di partire dalla Francia, e sta per recarsi nel Belgio.

— Parecchi giornali, dice la *Patrie*, hanno parlato della creazione d'un nuovo corpo di truppe che rimmenterebbe, per la sua organizzazione e pel suo scopo, l'antica guardia consolare. Noi crediamo essere in grado d'affermare che questa notizia è inesatta.

— La festa del palazzo di città data iersera dal prefetto della Senna è stata splendidissima. Gl'invitati erano 4000.

Ministri, diplomatici, senatori, generali e stranieri di alto grado erano frammisti alla folla elegante che riempiva le sale illuminate a giorno. Si notava fra gli altri il sig. Dupin, ex-presidente dell'assemblea legislativa.

— Il sig. Lafon, ex-rappresentante del popolo, che era ditenuto alla Conciergerie, è stato messo in libertà, e deve quanto prima abbandonar la Francia.

— Da oggi in poi i giornali hanno cessato di essere soggetti alla censura.

— Il contrammiraglio Montagnès della Roque (Giambattista) è nominato prefetto marittimo del 4° circondario a Rochefort, in surrogazione al contrammiraglio Laplace, autorizzato, sulla sua domanda, a lasciare le sue funzioni.

— Sono stati promossi al grado di generale di brigata nel quadro d'attività degli ufficiali generali: Dautheville, colonnello del genio, e Born, colonnello d'artiglieria.

— Il generale d'Herbillon è nominato comandante d'una divisione attiva di fanteria che sarà formata a Lione sotto gli ordini del generale di Castellane.

— Per decreto del 18, il ministro delle finanze è autorizzato a guarentire le operazioni della banca secondaria di sconto *(sous-comptoir)* delle strade ferrate, sino a concorrenza d'una somma eguale alla metà del capitale versato dagli azionisti. Questa guarentia che non potrà eccedere un milione di franchi sarà rappresentata da un bono del tesoro non negoziabile.

— Il sig. Landrin, procuratore della repubblica sotto il governo provvisorio, è stato eletto membro del consiglio dell'ordine degli avvocati di Parigi.

— Il sig. Berryer ha scritto ad un suo amico delle Bocche-del-Rodano per rifiutare ogni candidatura. Ecco alcuni passi della sua lettera:

« Il decreto che segna le nuove circoscrizioni elettorali è pubblicato, e il giorno delle elezioni è stabilito pel 29 del corrente mese. Parecchi mi domandano, al par di voi, se io sarò nel numero dei candidati che si presentano nel dipartimento delle Bocche-del-Rodano, ed alcuni giornali anche annunziarono nei giorni scorsi che io mi metteva innanzi. C'è già vi scrissi, io sono risolutissimo a non sollecitare e à non accettare alcuna candidatura.

« Nel prendere questa risoluzione io non obbedisco al risentimento pei fatti del 2 dicembre. Da quarant'anni, io consacrai tutti gli sforzi della mia intelligenza al servizio e alla difesa dei principii fondamentali della nostra vecchia società francese. Non diserterò oggidì dalla causa delle pubbliche libertà, come pure non tradirò la mia fede nè la mia fedeltà.

« Non senza dolore, o mio buon amico, io divengo straniero alle popolazioni del mezzodì, che mi avevano adottato, a grande onor mio, per compatriotta, e mi allontano da quella ringhiera nazionale che lunghi lavori ed il mio sincero patriottismo resero cara alle mie rimembranze. La tristezza del mio rammarico, voi ben lo comprendete, ha cagioni più elevate che non è il sentimento della mia personale posizione. »

— Si annunzia che i sigg. Berryer, di Vatimesnil, O. Barrot, Dufaure e Paillet hanno terminato una memoria relativa ai décreti del 23 gennaio.

— Il piroscafo americano *Franklin*, sotto il comando del capitano Wotton, è uscito dal porto dell'Havre iermattina, recandosi a Nuova-York. Il *Franklin* porta 450 tonnellate.

— Una delle più grandi navi che abbiano mai visitato l'Havre, entrò iermattina nel porto colla marea: è il legno a tre alberi *Western-Wold* della capacità di 1334 tonnellate. Il suo carico si compone di 4011 balle di cotone di Mobile. Il suo tragitto da Mobile all'Havre è stato di 40 giorni.

BELGIO

Leggesi nell'*Indépendance Belge*:

Alcuni giornali parlarono ultimamente di relazioni politiche del Belgio colla Russia in modo da lasciar supporre che essi non conoscono se non imperfettamente alcuni fatti essenziali. Secondo uno di quei fogli, il Belgio non sarebbe ancora riconosciuto dalla Russia, ma lo sarebbe bentosto; un altro soggiunge che un agente politico russo verrà per la prima volta accreditato a Bruxelles. Un terzo, finalmente, scrive persino il nome del diplomatico russo che sarà inviato presso il re dei belgi.

Il Belgio fu riconosciuto dalla Russia: è già gran tempo, col trattato del 15 aprile 1839, la Russia, insieme colle quattro altre grandi potenze d'Europa, intervenne e garantì l'indipendenza e la neutralità del Belgio.

Oltracciò, il governo imperiale accreditò a Bruxelles il sig. di Bacheracht in qualità di console generale, e questo agente è in carica da più di un anno.

Quanto all'invio di un ministro di Russia, i rischiarimenti che noi raccogliemmo ci permettono di riguardare come premature almeno le voci sparse a questo riguardo.

— I giornali del Belgio annunziano il sequestro del 7° n.° del *Bulletin français*, e nell'*Indépendance Belge* leggiamo quanto segue: «Si assicura che il conte di Haussonville ed il sig. Alessandro Thomas, autori presunti del *Bulletin français*, i quali si supponevano, già da alcune settimane, in Olanda, siano stati scoperti ieri sera (17) in una casa a Bruxelles, e posti in arresto per essere ricondotti alla frontiera.»

SPAGNA

Si legge nella Corrispondenza ordinaria di Madrid in data del 13 corrente:

I medici ordinari della regina annunziano, con un bullettino del 12, che la ferita ricevuta da S. M. il 2 febbraio è del tutto cicatrizzata.

Continuano i preparativi per la cerimonia religiosa di dopo domani (domenica 15); ma il tempo è così sfavorevole che è a supporsi che S. M. non potrà escire.

Il duca e la duchessa di Montpensier che dovevano tra breve recarsi a Londra, hanno a quel che pare aggiornato per ora questo lor viaggio alla capitale britannica.

Il ministero degli affari esteri fa conoscere, nella *Gazzetta di Madrid*, le espressioni di profondo rincrescimento che i rappresentanti delle potenze estere residenti a Madrid si affrettarono di notificare al ministero, in occasione dell'attentato del 2 febb.

— Per reale decreto è accordato al ministero della guerra un credito supplimentare di 2 milioni di reali, destinato ai lavori di fortificazioni che si stanno eseguendo a Mahon. Il governo renderà conto di questa provvisione alle *Cortes*.

— Il luogotenente generale José Luciano Compazono, capitano generale di Granata, è nominato capitano generale di Valenza.

PORTOGALLO

Scrivono al *Morning-Post* da Lisbona in data del 9 corrente:

La notizia dell'atroce attentato contro la regina di Spagna arrivò qui a Lisbona il 5 e vi cagionò una indignazione generale. Se la regina Isabella fosse stata colpita a morte, tutto fa credere che la guerra civile sarebbe scoppiata in Ispagna, e allora una nuova sollevazione sarebbe stata inevitabile in Portogallo, della quale nessuno potrebbe calcolare le conseguenze. Le elezioni per la nuova municipalità di Lisbona ebbero luogo ieri (8). La lista de'candidati progressisti è stata adottata tutt'intera. Vi si annoverano il conte di Rio Major e il visconte di Fonte Arcada. Quest'ultimo è forse l'uomo più indipendente del partito liberale. Si parla dappoi alcuni giorni del progetto che avrebbe il governo di presentare una legge ristrettiva della libertà della stampa: la *Revolucao de setembre* contraddice a questa notizia.

INGHILTERRA

LONDRA, 18 *febbraio. Camera de' Comuni. — Tornata del* 16 *febbraio.*

Dopo la discussione di cose di poca importanza, la Camera si occupa del bill sull'aumento della milizia proposta dal ministero.

Lord John Russell incomincia dal ricordare, che egli presentò nel 1848, prima della rivoluzione francese, un bill analogo all'attuale, e che quindi lo ritirò, perchè non parve giustificato dalle circostanze, e perchè la Camera non volle aumento nelle pubbliche spese. Il primo ministro osserva che una milizia permanente è necessaria alla difesa del paese, e per tutelarlo da una invasione.

« Vi può essere, continua il nobile lord, in primo luogo una aggressione nei nostri possedimenti o nel nostro paese medesimo. Secondariamente, potremmo avere qualche differenza riguardo ai diritti dei nostri sudditi, o qualche riparazione da domandare per ingiurie inflitte ai medesimi da sudditi di altri paesi. In terzo luogo, siamo legati per trattati con diversi paesi in Europa, onde difenderli contro un'aggressione esterna.

« Per esempio siamo tenuti di difendere il Portogallo, e nel 1826 il signor Canning domandò alla Camera i mezzi di poter apempiere all'impegno. Ma inoltre siamo congiunti già da più di un secolo al sistema generale politico dell'Europa. Ogni incremento territoriale di qualsiasi potenza od aggrandimento che turbi l'equilibrio dell'Europa, sebbene non conduca immediatamente alla guerra, non sarebbe una cosa indifferente per questo paese, e sarebbe senza dubbio l'oggetto di conferenze, e, se è possibile, di un accordo comune per prevenire le ostilità. Queste sono le ragioni per le quali non ci crediamo interamente al sicuro dai pericoli della guerra.

« Inoltre, dopo l'invenzione della navigazione a vapore, non è più necessario per fare un'invasione nel nostro paese di essere in possesso del canale e di attendere i venti favorevoli. Nessuno può dire precisamente quali saranno gli effetti di tali cambiamenti in caso di guerra, ma è evidente che qualsiasi potenza, la quale tentasse uno sbarco sulle nostre coste, non troverebbe più gli ostacoli che avrebbe incontrato in altri tempi. A queste osservazioni dobbiamo aggiungere l'altra, che la nazione è in generale avversa ai forti preparativi militari, e che noi, sotto alcun governo, whig o tory, non abbiamo mai voluto adattarci a mantenere un grande esercito stanziale. Ma dall'altra parte, sino dai tempi della guerra dei sette anni, sino all'ultima pace, si è sempre ritenuto cosa saggia e costituzionale di mantenere una milizia capace di supplire ad un esercito regolare, od almeno di somministrare di tempo in tempo un certo numero di uomini all'esercito stesso. Come sono le cose al presente, non abbiamo più questo espediente.

« Riguardo alla nostra forza navale saranno esposti i ragguagli dei provvedimenti fatti affinchè il primo lord dell'ammiragliato presenterà il bilancio delle sue spese. In quanto alle forze militari l'aumento che proponiamo ascende a 4,000 uomini nella linea, e a 4,000 uomini nell'artiglieria, un numero in complesso minore di quello che fu spedito alla colonia del Capo in causa della guerra coi cafri.

« In quanto alle forze militari delle colonie, la nostra politica è di tenervene il meno che possibile, e di rimettere ai colonisti stessi gli apparecchi per mantenere la tranquillità interna nelle colonie. Dietro questo principio abbiamo agito in non poche occasioni, e crediamo che sia meglio tenere le forze militari per quanto è possibile raccolte, anzichè spargerle sopra tante colonie.

« Il comandante supremo dell'esercito, e quello dell'artiglieria hanno pure rivolta la loro attenzione ai fucili, nei quali furono introdotti molti miglioramenti onde renderli di una portata assai più lontana; anche l'esercizio degli uomini nell'uso di queste armi fu un oggetto della loro attenzione.»

Il signor *Hume* trova la proposta ministeriale contraria alla economia, e quindi la combatte.

Il signor *Riccardo Cobden* concorda col parere del precedente oratore.

Lord Palmerston non approva alcuni particolari del progetto ministeriale, ma lo appoggia in massima e nel suo complesso.

« La mia soddisfazione per la misura proposta, dice egli, non proviene da un panico momentaneo, o da una opinione che vi sia una circostanza pressante, od una causa immediata di allarme. Sono convinto che le relazioni estere sono nello stato da me indicato in una recentissima occasione. Possono però sorgere dei pericoli anche quando i nostri alleati abbiano per noi i sentimenti i più amichevoli, sebbene non creda verosimile che vi possa essere argomento da far supporre una guerra. Ma il nobile lord sa che sino dal 1846 io insisteva sopra una misura simile a quella ora proposta, e ciò dietro principii generali e in vista dell'interesse permanente del nostro paese. Ho rinnovato le mie instanze in diverse occasioni. V'erano difficoltà che impedirono il governo di adottarle prima, ma ora sono contento che si provveda alla difesa del paese. Taluno dirà che non abbiamo d'uopo di intervenire sul continente. Ma noi abbiamo impegni, e impegni solenni che possono compromettercì sul continente, abbiamo interessi al di là delle nostre coste. Vi sono cambiamenti che non converrebbe alla sicurezza e alla dignità di questo paese lasciare andare ad effetto. I nostri interessi commerciali sono sparsi su tutto il globo, e le questioni le più pericolose possono emergere da circostanze apparentemente insignificanti. Cito un caso ben noto (*il caso Pritchard*) occorso sotto l'amministrazione di sir Robert Peel, in cui la rottura minacciata non risguardava interessi nazionali, ma piuttosto l'onore e la dignità.

« Taluno può credere che l'unico pericolo a questo paese possa provenire dalla Francia; ma la Francia non è l'unico paese che possegga una grande flotta e un grande esercito. La nostra posizione insulare è da una parte una forza, ma dall'altra una debolezza. Una potenza continentale è difesa da certe strade, e sa da qual parte può essere assalita: può difendere quei punti, ma noi non abbiamo questo vantaggio. La vasta circonferenza di quest'isola deve necessariamente impedire la concentrazione delle forze, ed è impossibile di prevedere quando e dove saremo aggrediti. È vero che il canale è stretto, ma il mare è uno spazio vuoto. Il canale può essere traversato in poche ore, e in pochi giorni si può trasportare una gran forza militare da paesi lontani. Credo che la marineria è quale deve essere dopo le spese che si sono fatte per essa negli ultimi anni. Credo che sia di molto effetto e che abbiamo una massa grande di provigioni come importa di averne. Ma è questa una ragione che ci impedisce di equipaggiare le navi che sono suscettibili di entrare in mare? È però impossibile per qualsiasi marineria, per quanto sia attiva, vigilante e numerosa, di prevenire una forza armata a sbarcare su queste coste.

« In quanto alle fortificazioni, credo che non ve ne sia di migliore quanto quella di uomini valorosi disposti ad affrontare il nemico. Tali fortificazioni si trovano nei cuori e nelle braccia del popolo inglese. Più sarete preparati, meno sarà probabile l'invasione. Nulla non havvi che tenti di più quanto la debolezza e l'incapacità di resistere, specialmente quando alla tentazione aggiungiamo una ricchezza immensa. L'unico modo di provvedere opportunamente alla occorrenza è una misura consimile a quella ora proposta. Va bene di parlare delle gravezze che impone siffatta misura: ma le calamità della guerra sono assai più gravi. Fortunatamente quelli che abitano in quest'isola non ne hanno idea, ma ben lo sanno coloro che hanno servito nel continente, o che hanno studiato la storia. In causa delle abitudini, dei sentimenti, delle finanze dello Stato non possiamo avere un numeroso esercito permanente, ma possiamo avere una forza organizzata, disciplinata, sino ad un certo punto, in tempo di pace, e pronta a prendere il posto di un esercito regolare quando scoppia la guerra. In tempo di pace il popolo degli Stati-Uniti dell'America non si lagna della gravezza di essere chiamato ad esercitarsi in armi per difendere il loro paese, e credo che la milizia vi sia composta di circa un milione di uomini. Il popolo della Germania non si lagna neppure di questa gravezza; in Francia la guardia nazionale, ora sbandata, sarà probabilmente riorganizzata. Soltanto il nostro paese ha abbandonato negli ultimi anni l'ordinamento della milizia. Avemmo una milizia per circa due secoli. »

Il signor *Sidney Herbert* si dichiara favorevole alla proposta ministeriale.

Il sig. *Fox Maule*, presidente dell'uffizio del controllo (dicastero delle Indie) ribatte le obbiezioni affacciate dai signori Hume e Cobden sotto il riflesso economico, e quelle speciali mosse contro alcune parti del bill da lord Palmerston.

La Camera autorizza il primo ministro a presentare il bill, di cui è menzione.

Nel giorno 17 le due Camere si sono occupate di argomenti poco importanti.

— Tutti i giornali inglesi discorrono del nuovo bill sull'aumento della milizia. Il *Times* si congratula col buon senso mostrato in questa occasione dalla Camera dei comuni, dove tutti i partiti, ad eccezione di pochi individui preoccupati eccessivamente dalla necessità di fare economia nelle pubbliche spese, hanno approvato il bill se non in tutt'i suoi particolari, di certo nel suo principio e nel suo scopo. Il *Globe*, giornale ministeriale, approva il bill senza restrizioni, e si loda del voto della Camera dei comuni. Il *Morning-Chronicle* (organo di sir James Graham e del partito peelista) non risparmia al bill le critiche, ma riconosce che nelle attuali condizioni delle cose è d'uopo provvedere con mezzi efficaci alla difesa del paese. Il *Daily-News* (organo di Cobden e della scuola di Manchester) è il solo fra i periodici inglesi, che si pronunci in modo assoluto contro l'adozione del bill ministeriale.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

Ieri sera (17) S. E. l'ambasciatore di Francia ha dato la sua seconda veglia al palazzo dell'ambasciata, Gravenor-Square. Sua grazia il duca di Wellington vi si recò a undici ore. Il visconte e la viscontessa Palmerston vi arrivarono a 10 ore con la contessa di Shaftesbury. Si notavano tra i membri del corpo diplomatico S. E. l'ambasciatore di Persia e il maggiore Malcolm, le LL. EE. il ministro di Sardegna, l'ambasciatore di Turchia e la signora Musurus, il ministro di Grecia, il ministro del Belgio e la signora Van di Weyer, il ministro di Portogallo e la signora Lavradio.

— Si legge nello stesso giornale:

La relazione officiale stabilisce che la mortalità di Londra, che fu di 1,100 decessi nelle prime settimane dell'anno, è gradualmente diminuita, e che nella settimana spirata sabato ultimo (14) la cifra dei decessi non fu che di 970. Nella settimana decorsa

www.internetculturale.it

avvennero 805 nascite di figli maschi e 798 dell'altro sesso; in tutto 1,601 nascite furono registrate a Londra. Nelle sette settimane corrispondenti nel 1845-51 la proporzione era di 1,402.

— Il *Morning-Post* dice che dodici operai appartenenti alla strada ferrata di Brighton furono congedati per aver contribuito ai soccorsi in favore degli operai che fanno parte della società collegata.

— Si legge nei *Débats* del 20 corrente :

La scissura degli operai meccanisti coi loro capi ha quasi cessato di rivolgere a sè l'attenzione pubblica : la quasi totalità degli stabilimenti che erano stati chiusi, sono oggi riaperti e la metà almeno degli operai, addetti già alla società collegata, sono entrati nelle officine, segnando le condizioni loro imposte dai loro capi.

ALEMAGNA

Francoforte. Mentre la *Gazzetta d'Augusta*, d'accordo con altri giornali, dice che la Dieta germanica, nella seduta del 15 febbraio, nulla decise ancora intorno alla questione della flotta tedesca, il *Giornale di Francoforte* invece pretende che il risultamento della deliberazione riuscisse favorevole al principio della conservazione della flotta, la quale però verrebbe ceduta alla Prussia, agli altri regni ed ai piccoli Stati della confederazione, che ora non possiedono marina degna di questo nome. Essa sarebbe anche federale insieme colle squadre già possedute da altri Stati della confederazione.

Austria. *Vienna*, 17 *febbraio*. Nel num. 44 della *Gazzetta Piemontese* abbiamo accennato a due note austriache relative alla questione dei rifugiati nella Gran Bretagna : la prima di esse emana dal conte di Buol-Schauenstein, ambasciatore e ministro plenipotenziario d'Austria presso la Gran-Bretagna, è indirizzata a lord Palmerston e reca la data di Londra 9 dicembre 1851. L'altra fu indirizzata dal principe di Schwarzenberg al conte Buol-Schauenstein, ed è in data di Vienna 4 febbraio.

Noi riporteremo i termini di quest'ultimo documento, siccome più recente, e che venne inviato in risposta al dispaccio di lord Granville al conte di Westmorelland in data 13 gennaio.

Ecco il tenore di questa seconda nota :

« Lord Granville ha avuto la compiacenza di partecipare a V. E. il dispaccio da lui indirizzato sotto la data del 13 gennaio a. c. al conte di Westmoreland in risposta ai reclami ch'Ella, sig. barone, fu incaricata di muovere presso il governo di S. M. britannica contro la tolleranza, che si accorda in Inghilterra alle mene rivoluzionarie dei profughi politici, che trovarono asilo in quel paese.

La prima parte di quest'atto si occupa dell'alto pregio, che il popolo inglese dà al diritto d'asilo, nonchè dei motivi che impediscono al governo britannico di pensare a circoscrivere questo diritto, presentando al Parlamento un *bill* sugli stranieri.

Noi non ci sentiamo chiamati ad entrare in una controversia riguardo gli argomenti, che vengono usati in questa parte del dispaccio di lord Granville, perchè noi non abbiam mai contrastato coll'Inghilterra l'esercizio del diritto d'asilo per sè stesso, nè tampoco ci siamo arrogati di prescrivere al governo inglese, che è in ciò il giudice più competente, la qualità dei mezzi ch'esso dovrebbe applicare onde prevenire gli abusi flagranti di questo diritto.

Tutto ciò che abbiamo chiesto, e chiederemo continuamente dal governo britannico, è ch'esso si adoperi affinchè non sia concesso ai profughi, ai quali accorda asilo, di tramare macchinazioni palesemente ostili contro gli Stati del Continente e in ispecie contro l'Austria, sotto la protezione dell'ospitalità, di cui essi godono.

In questo proposito, lord Granville ha avuto la bontà di dare l'assicurazione che il governo inglese non solo deplorerebbe, ma condannerebbe altamente qualunque tentativo per parte dei rifugiati, il quale tendesse a suscitare la sollevazione ne'loro paesi nativi; ch'esso sorveglierebbe di continuo il comportamento dei profughi sospetti e cercherebbe d'impedir loro con tutti i mezzi legali di abusare dell'ospitalità, largita loro sì generosamente dalle leggi inglesi, a danno de'governi amici ed alleati dell'Inghilterra.

L'imperatore, mentre prende atto di queste assicurazioni, ne attinge volentieri la speranza che il governo inglese saprà per l'avvenire valersi in modo più esteso e più severo, che non fosse il caso finora, de'mezzi che stanno a sua disposizione, e ch'esso, a quanto sembra, considera sufficienti a porlo in grado di adempiere i suoi doveri, impostigli dal diritto delle genti, riguardo le mene dei rifugiati.

Ma finchè sian poste ad effetto queste precauzioni del governo inglese, l'illimitata libertà d'azione di cui godettero finora in Inghilterra i profughi per ciò che riguarda le macchinazioni rivoluzionarie che un gran numero di essi ordiscono incessantemente contro la tranquillità degli Stati del Continente, c'impone il dovere di prendere dal canto nostro alcune misure di prudenza, le quali mirano a preservarci dai danni e dai pericoli, che derivano da tale libertà. Le autorità austriache riceveranno quindi l'ordine di raddoppiare la loro vigilanza verso i viaggiatori provenienti dall'Inghilterra, e di adempiere rigorosamente riguardo i loro fogli di viaggio le prescrizioni in vigore, dalle quali, del resto, si prescindeva spesso sotto altre circostanze a favore dei sudditi inglesi. D'altronde il governo imperiale si riserba il diritto di prendere ulteriori misure, qualora sgraziatamente se ne dovesse far sentire ancora il bisogno.

Vostra Eccellenza viene incaricata di preleggere a lord Granville questo dispaccio e di trasmetterglene una copia. »

Prussia. *Berlino*, 16 *febbraio*. La seconda Camera passò all'ordine del giorno sulla proposta del signor Harkort tendente all'abolizione del monopolio del sale; ma, respingendo la mozione, aderì non pertanto, conformemente alle conclusioni della commissione, al principio, raccomandando questo argomento all'attenzione del governo.

DANIMARCA

Copenaghen, 15 *febbraio*. Nella tornata d'oggi del *Volksthing*, il sig. Monrad ha svolto le sue interpellanze al gabinetto, relative all'interpretazione ed all'applicazione della legge fondamentale.

Il ministro delle finanze rispose in questi termini in nome del gabinetto :

« Io penso che la riserva fatta nella legge fondamentale non conferisce al re il diritto di operare cangiamenti in questa legge altrimenti che in modo conforme al § 100. Così anche in ordine ai cangiamenti che potrebbero operarsi in seguito al manifesto reale del 28 gennaio 1852. »

Essendosi il sig. Monrad dichiarato soddisfatto della risposta del ministro, le sue interpellanze non ebbero seguito.

— I fogli di Copenaghen annunziano che il 14 del corrente mese deve tenersi una nuova radunanza confidenziale dei deputati delle due Camere per deliberare sulle disposizioni da adottarsi verso il gabinetto.

— Parecchi ufficiali della marina danese giunsero a Kiel per prendere possesso, in nome del re, di tutto il materiale e di tutte le munizioni da guerra della flottiglia formata nei due ducati in tempo della rivoluzione. Tutto quel materiale, assai ragguardevole, e che costò a quei paesi grandi somme, verrà consegnato il 20 al governo danese e probabilmente trasportato nell'arsenale della marina reale a Copenaghen.

TURCHIA

Costantinopoli, 5 *febbraio*. Togliamo dal *Journal des Débats* quanto segue :

Noi dovemmo ultimamente far conoscere le basi di un accomodamento relativo alla questione dei Luoghi Santi ; noi sappiamo ora che quell'accomodamento, quantunque discusso, dibattuto e ponderato insieme con Aali bascià, ed accettato da lui come definitivo, incontrò nuovamente gravi ostacoli.

Questi continui rivolgimenti non recheranno sorpresa in Europa.

In Costantinopoli si attribuisce universalmente la destituzione di Reschid bascià dalla carica di gran-visir agli sforzi di alcuni personaggi, e principalmente a S. A. Ahmeth-Fethi bascià, gran mastro d'artiglieria e cognato del sultano.

Quanto alla risoluzione che, dopo un intervallo di 48 ore, investì l'ex-gran-visir di una carica eminente nei consigli della Corona, privando Rifaat bascià delle funzioni di presidente del consiglio di Stato per conferirle a Reschid bascià, conviene cercarne la cagione soltanto nella riflessione e savezza del sultano, ridestata dalla sincera affezione di questo principe verso quell'uomo che meglio d'ogni altro seppe comprendere il suo pensiero, e rappresenta meglio d'ogni altro la bontà e la sollecitudine del suo sovrano per tutte le classi de' suoi sudditi.

Già da lungo tempo, da più di un anno, una occulta opposizione, quotidiane delazioni avevano scemato il credito di Reschid bascià; s'ingrandivano tutte le difficoltà, tutte le resistenze, e parecchi senza dubbio affermavano che in luogo suo farebbero meglio. Il sultano resisteva, ma l'azione del governo s'infiacchiva: l'unità e la forza, che sono necessarie, quando un vasto paese, come la Turchia, è entrato nella via delle riforme, mancavano al ministero. Ne risultava un gran male, un tale detrimento per l'impero, che gli amici si si di Reschid bascià desideravano il termine di uno stato di cose tanto compromettente per lui non meno che per la Turchia.

Infatti, non potendo più le vecchie istituzioni bastare, erano già state in gran parte modificate, ed abbisognando le nuove istituzioni di prodursi con tutta l'autorità dell'adesione personale del sovrano, e di essere prontamente e perseverantemente applicate, era meglio che Reschid bascià si ritirasse, anzi che pericolasse l'opera del sultano e la rigenerazione della Turchia.

Destituito Reschid bascià, si stava attendendo l'effettuazione del sistema de' suoi avversarii : niuno poteva sapere quali idee Ahmeth-Fethi bascià e i suoi aderenti surrogherebbero a quelle che il sultano scrisse nell'atto di Gulhanè e durante i dodici anni di un regno prospero.

Non recò maraviglia alcuna il vedere che nessuna idea abbiano potuto produrre, e che perciò il sultano siasi affrettato ad attestare di bel nuovo la sua fiducia a Reschid bascià.

AMERICA

Stati Uniti. L'*Arctic*, entrato martedì mattina (17) nella Mersey, recò notizie degli Stati-Uniti sino a tutto il 7 corrente.

Una scena deplorabile successe al Senato nella tornata del 5. Il senatore d'Arkansas, signor Berland, aveva biasimato la relazione sul censimento. Il signor Kennedy, sopraintendente quell'uffizio, volle, terminata appena la discussione, parlarne e spiegarsi coll'oratore precedente. Scambiate che furono alcune parole tra loro, il signor Berland dette un pugno sulla faccia al signor Kennedy sino a farne uscire del sangue. Alcuni senatori s'interposero tra i due combattenti che furono separati in mezzo all'agitazione più viva.

Anche a Filadelfia avvenne un disordine il quale prova che il partito democratico non va d'accordo sulla scelta d'un candidato alla presidenza. Dopo la elezione dei delegati ad assistere alla convenzione di Baltimora, fu presentata una risoluzione in virtù della quale si doveano dare i suffragi al generale Cass. Il nome del sig. Buchanan fu sostituito al primo, dal che risultò una confusione grandissima. Gli ufficiali della convenzione, alla vista di quello scandalo, fuggirono da una finestra, e furono tosto seguiti nella lor fuga dal presidente.

Kossuth continua la sua escursione nelle piccole città dell'Ovest. Un giornale annunzia ch'egli era gravemente ammalato a Cleveland nell'Ohio.

— Si legge nel *New-York Herald* del 6 :

Gli avvisi dell'Alto-Messico recano che Caravajal avea ricevuto de' rinforzi e che si preparava ad un nuovo attacco.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 20 *febbraio*. Il *Moniteur* d'oggi pubblica un decreto che, mediante un aumento di durata di concessione (99 anni), accorda alla Compagnia della strada del Nord, autorizza la medesima a costruire a suo rischio e pericolo, ed a sue spese : 1° Una strada ferrata da Saint-Quentin alla frontiera belgica, al dilà di Maubeuge, ove dee congiungersi colla strada di Charleroi ; 2° una strada ferrata da Cateau a Somain, che separandosi dalla strada di Saint-Quentin a Maubeuge, in un punto vicino a Cateau, andrà ad unirsi alla linea principale della strada ferrata del Nord verso Somain ; 3° una strada ferrata dalla Fère a Reims, che si staccherà dalla linea da Creil a Saint-Quentin, presso Tergnier, e si dirigerà per Laon a Reims, ove si congiungerà alla strada ferrata da Reims a Epernay ; 4° finalmente, se il governo lo esigerà, dopo il compimento delle inchieste e formalità, una strada ferrata da Noyelles a Saint-Valery.

Se siamo ben informati, dice la corrispondenza Havas, la Compagnia deve decidere, in una adunanza che si terrà il 2 aprile, che sarà pagato un dividendo di 20 fr. per azione, più una somma di 8 fr. e 50 cent. per interessi di ciascuna azione egualmente. Una somma simile di 8 fr. e 50 cent. è stata ultimamente pagata. Siccome le azioni sono determinate in oggi a 400, ne risulterà che gl'interessi di queste azioni daranno fin da ora il 10 0/0 circa all'anno.

— Il bilancio della Banca pubblicato stamane dà a conoscere ancora il decrescere degli sconti, e per conseguenza il langnore delle operazioni commerciali.

— Il principe presidente della repubblica ha indirizzato al signor Leone Foucault, autore di parecchie opere sull'elettricità, sulla luce e specialmente sul pendolo applicato alla dimostrazione del moto della terra, una somma di 10,000 fr. Questo invio era accompagnato dalla seguente lettera :

« *Eliseo nazionale* 17 *febbraio* 1852.

« Signore, Io sono ben lieto di poter dare un lieve incoraggiamento ai vostri lavori mandandovi un'indennità che vi permetta di dedicarvi con nuovo ardore agli sperimenti scientifici che vi meritarono un sì bel successo.

« Gradite ecc.

Luigi Napoleone. »

— La soscrizione degli articoli nei giornali continua ad essere obbligatoria.

— Leggesi nel *Journal des Débats* :

Si è sparsa la voce che il signor Bocher, ex-rappresentante del Calvados, e amministratore dei beni della famiglia d'Orleans, è stato arrestato ieri alle 5 pomeridiane.

Belgio. *Bruxelles*, 19 *febbraio*. Leggiamo nell'*Indépendance Belge* : I signori conte di Haussonville ed Alessandro Thomas, di cui abbiamo ieri annunziato l'arresto, lasciarono oggi definitivamente il Belgio. Essi avevano dapprima l'intenzione di stabilirsi ad Aix-la-Chapelle e di continuare a pubblicare il *Bulletin français* a Brusselles ; ma avendoli alcune circostanze particolari determinati ad abbandonare quel progetto, essi partirono per Ostenda, dove s'imbarcheranno immediatamente per Londra.

Inghilterra. *Londra*, 20 *febbraio*. I giornali inglesi non sono giunti oggi a Parigi pel cattivo tempo nella Manica. Si è tuttavia ricevuta in Parigi la seguente notizia telegrafica :

Londra, venerdì 20 febbraio 1852.

Ieri nella seduta della Camera dei comuni fu presentata una mozione di lord Naas, così concepita : « La Camera crede che le transazioni seguite, come pare, testè fra il governo d'Irlanda e l'editore di un giornale di Dublino, sono di tal natura da indebolire l'autorità del potere esecutivo, e da screditare l'amministrazione dei pubblici affari. »

Questa mozione è stata rigettata alla maggioranza di 292 voti contro 137.

Alemagna. *Vienna*. La *Gazzetta d'Augusta* reca il testo di un secondo progetto di lega doganale testè presentato dal governo alla conferenza doganale di Vienna.

— *Berlino*, 17 *febbraio*. La prima Camera di Prussia, nella tornata d'oggi, ha cominciato la discussione del nuovo progetto di legge comunale, cui si collega quella relativa al ristabilimento degli Stati provinciali e di circolo. La sinistra ed i due centri presentarono parecchie mozioni tendenti, sia a dichiarare illegale quella restaurazione, o sia almeno a far decidere che quei progetti di legge vengano sottoposti all'esame delle Camere prima che a quello degli stessi Stati.

Tutta la seduta fu consecrata alla discussione generale, che non fu neppure terminata, e se ne rimandò la continuazione al giorno successivo.

Il presidente del Consiglio ed il ministro dell'interno presero parte alla discussione per respingere le accuse dirette contro il governo.

Era corsa voce che si sarebbero prorogate le Camere dal 15 marzo al 15 aprile, ma dicesi priva di fondamento.

— La *Gazzetta di Spener* dice che, nella prossima settimana, verrà officialmente annunziata l'accessione di Oldenburgo al trattato del 7 settembre.

— *Brunswich*, 17 *febbraio*. Oggi si è riaperta la Dieta eletta in virtù della nuova legge elettorale definitiva del 23 novembre 1851. Il discorso di apertura fu pronunziato dal ministro di Stato di Schleswig in nome di S. A. il duca regnante. Quindi l'assemblea elesse a suo presidente il sig. Schaffer di Wolfenbuttel : il duca ha confermato questa elezione : si è nominata poscia la commissione per l'indirizzo.

Danimarca. *Copenaghen*, 15 *febbraio*. Nelle *Notizie anteriori* abbiamo detto che, in seguito alla risposta del ministro delle finanze, il sig. Monrad, nel Volksthing, si dichiarò soddisfatto in ordine alla sua interpellanza.

Ma il deputato Grundtwig, trovando insufficiente la risposta del ministro, riprese l'interpellanza per proprio conto: quindi s'impegnò una lunga e viva discussione, nel corso della quale il ministro delle finanze dichiarò che non riguardava come necessario il perfetto accordo del governo colle Camere per quello che riguarda l'unione costituzionale fra la Danimarca propriamente detta e l'Holstein. Il presidente du Thing chiuse la discussione.

R. Legne gerente.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

Avviso d'Asta.

Il Pubblico è avvertito che, alle ore dieci antimeridiane del giorno di lunedì primo marzo prossimo venturo e successivamente, si procederà nel Comune della Venaria Reale, ed in una delle sale del Castello, alla vendita, col mezzo dei pubblici incanti, in favore dell'ultimo miglior offerente, di una notevole quantità di — Lettiere in ferro; di pagliericci e materassi in parte non ancor usati; di coperte di diverse qualità da estate e da inverno; d'oggetti di rame; sgabelli ad uso di guardaroba; di mantili da tavola; cavaletti in ferro per letti; di tavole in legno di pioppo di varia dimensione; botti da vino; arredi da cappella, e di duecento e più pianticelle di gelso esistenti nei beni detti dell'*alto Parco*, e suscettivi di essere altrove trapiantate, il tutto proveniente dal soppresso Instituto agrario-veterinario-forestale.

La vendita avrà luogo a pronti contanti, e prima del trasporto degli effetti deliberati.

Torino, il 13 febbraio 1852.

Per detta generale Azienda
Il sotto-capo della seconda divisione
Tonelli.

www.interpretculturale.it

I Signori Associati la cui associazione scade col 29 corrente febbraio sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

IL SINDACO DI MONDOVI'

Annunzia al Pubblico, che alle ore 9 mattutine del 28 del corrente si esporrà all' asta pubblica, in quel Civico Palazzo, l' Appalto del Dazio per esercizio sul vino, carni, fieno e paglia, non che sulla macina, da aver principio col 1.° aprile prossimo e termine con tutto giugno 1854.

Il prezzo, su cui verrà aperta l' asta, per l' annuo prezzo dell'appalto, sarà di L. 40[m].

Dei relativi capitoli chiunque potrà prender visione nella civica segreteria, ed in quella delle principali città di Piemonte, cui ne viene fatta trasmissione.

Mondovì, il 17 febbraio 1852.

Il Sindaco, Medico Michele Danna.

APERTURA
DI NUOVO NEGOZIO DI TAPPEZZERIE DI CARTA

d' ogni genere

sotto la Ditta GIOVANNI PERUCCIO

Torino, via Dora Grossa, n. 2, vicino a piazza Castello, rimpetto alla Trattoria Pastore

Deposito di qualità finissime, delle migliori fabbriche francesi; Fabbrica di qualità correnti, con eguale solidità di colori;
Prezzi ristrettissimi contro qualunque concorrenza;
Prontezza di spedizione per ogni parte:
Impresa d'apparati, coloriture, vernici, pitture, cornici, dorature, specchi, cortine, arredi, suppellettili, e quanto in fine concerne l'addobbo d'intieri appartamenti.

I signori proprietarii o amministratori di case, poderi, negozi, uffizi, alberghi, trattorie, caffè, ecc., ed altre persone parimenti conoscinte, potranno, anche dalle provincie o dall' estero, dirigersi per lettera affrancata al negozio onde avere campioni di *Tappezzerie* a loro gusto: e sulla semplice richiesta ne sarà loro fatta spedizione d'ogni prezzo, d'ogni colore e d'ogni genere.

Questi campioni viaggeranno a loro spese. Ciascun d'essi porterà scritto il rispettivo numero del disegno, i colori ed il prezzo ristrettissimo e fisso: per cotal guisa saranno tutti serviti con egual deferenza ed esattezza.

Le vendite s' intenderanno in moneta effettiva di Piemonte, pagabili in Torino, ed a pronti contanti, oppure a brevi more da concertarsi.

SCIROPPO DI TAMARINDI
DI FILIPPO VIORA

unico approvato con superiore autorizzazione

a Ln. 2. 50 il 1/4 di litro

sigillati con stemma gentilizio

Un nuovo genere di rinfresco piacevole e salubre venne testè ritrovato dal confettiere e farmacista Filippo Viora, il solo approvato dalle rispettive autorità. Esso è composto essenzialmente di sciroppo di tamarindo con gomma arabica, semplicissime sostanze; e nessun' altra bevanda è forse più atta di questa ad estinguere la sete.

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 13;
In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;
In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Ravanale, 167

VINS DE CHAMPAGNE

de première qualité, de la fabrique

de MM. MOËT et CHANDON d' Epernay

Seul dépôt à Turin

chez MM. DUCROCO ET CRAVERI

rue Monte di Pietà, *num.* 3, *au premier.*

MAGAZZINO FRANCESE

Contrada di San Filippo, dirimpetto al Caffè di Piemonte.

PREZZI FISSI.

Una delle prime fabbriche d'Irlanda vien or ora di spedirci 26 casse, contenenti gli articoli qui sotto descritti, i quali abbiamo l'ordine di farne una prontissima vendita. I Gerenti del suddetto Magazzino possono assicurare ai loro avventori che troveranno un vantaggio del 25 al 30 per 0/0 dai prezzi correnti.

TELA D'IRLANDA, 9 Camicie ciascuna pezza.
Prima qualità sopraffina 55 Fr. la pezza
Seconda Idem 50 » Id.
Terza Idem 37 » Id.

Si garantiscono, per iscritto, di puro filo

Tele per lenzuola altissime, 44 metri ciascuna pezza.
Prima qualità fortissima 45 a 55 Fr. la pezza
Seconda Idem 40 Fr. la pezza
3000 dozzine Fazzoletti puro filo da 7 a 12 Fr. la dozzina
2050 Idem Batiste:
Prima qualità . . . . 20 Fr. la dozzina
Seconda Id. . . . 15 » Idem
Terza Id. . . . 7 » Idem

SERVIZII DA TAVOLA.
Tovaglia e Tovaglini per 12 persone . . . . 20 Fr.
Idem Idem « . . . 47 qualità 50 »
Tappeti da Tavola . . . . 3 Fr. 50 cent. caduno.

La vendita di questi articoli comincierà martedì 24 febbraio e deve essere terminata per l'ultimo del corrente mese.

RICERCA IMPIEGO

Un Geometra bramerebbe occuparsi in qualche casa da segretario o cassiere, offrendo a garanzia L. 10[m]. a 30[m]. a mutuo. — Dirigersi al signor P. Falco, all' Uffizio di segreteria per le inserzioni (Tip. G. Favale e Comp.), via S. Martiniano, casa Gibellini.

DIFFIDAMENTO

Il sottoscritto, proprietario del Caffè e Trattoria sotto l' insegna del Lombardo-Veneto, in questa città, per iscrittura 16 corrente, diffida chiunque avesse interesse verso la cessata società o verso il sig notaio Luigi Faldella, per tutti gli obblighi da esso notaio assuntisi colla scrittura di rilievo e società 30 novembre 1851, debitamente depositata al R. Magistrato del Consolato, a doversi dirigere al suddetto signor notaio Faldella per tutte le ragioni ed azioni nascenti dalla scrittura 30 novembre 1851, ed annessi obblighi, essendo la contratta società sciolta col rilievo in di lui capo fatto dal sottoscritto colla scrittura 16 corrente.

Torino, il 22 febbraio 1852.

Francesco Selicorni.

DIFFIDAMENTO

Francesco Morra fu Pietro, nativo d'Ormea e dimorante in Bagnasco, rende noto e diffida il pubblico ch'egli è affatto estraneo al negozio di commestibili che sua moglie Francesca Carla esercita in Bagnasco e che non intende di pagare verun debito che la medesima avesse contratto o fosse per contrarre, sia per attivare il suo negozio, sia per qualsiasi altra causa.

DA VENDERE

Un PIANO-FORTE, verticale, di nuova costruzione, di Parigi. - Dirigersi al droghiere, piazza Vittorio, n. 11.

FALLIMENTO

di Lorenzini Giovanni, del fu Carlo, mercante sarto in Torino, via degli Argentieri, porta num. 2, piano 3°, casa Gromont.

L' eccellentissimo Magistrato del Consolato con sentenza d' ieri ha dichiarato il fallimento del preindicato Lorenzini Giovanni, ha ordinato l'apposizione dei sigilli, ha nominato sindaci provvisorii i signori medico Luigi Fondini e Domenico Gromont, residenti in Torino, ed ha fissato l' adunanza dei creditori per la nomina dei sindaci definitivi, in una sala di Consiglio dello stesso Magistrato, avanti l' ill.mo signor consigliere cav. Viarana, giudice commissario, il 28 del corrente mese ed alle ore 2 pomerid., a termini dell' art. 471 del Codice di commercio.

Torino, il 19 febbraio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

FALLIMENTO

di Tommaso Dacquino del fu Giuseppe, nato a Bistagno, fondachiere in Torino, via del Palazzo di Città, n. 7, casa Rignon.

L' eccell.mo Magistrato del Consolato con sentenza d' oggi ha dichiarato il fallimento di detto Tommaso Dacquino, ha ordinato l' apposizione dei sigilli, ha nominato sindaci provvisorii i signori Giovanni Burzio, e Samuel Nizza, residenti in Torino, ed ha fissato la prima adunanza dei creditori per la nomina dei sindaci definitivi, in una sala di Consiglio dello stesso Magistrato, avanti l' ill.mo signor consigliere d' appello conte e cavaliere Francesco Cravosio, giudice commissario, il 27 del corrente mese, ed alle ore 10 mattutine a termini dell' art. 471 del Codice di commercio.

Torino, il 21 febbraio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

All' udienza di questo tribunale di prima cognizione del 2 marzo prossimo, avrà luogo il secondo incanto e conseguente deliberamento di stabili posti in territorio di Viverone, caduti nell' eredità giacente di Carlo Barello, già residente in quel luogo, posseduto uno da Zublena Eusebio fu Giuseppe, e gli altri dismessi da Balocco Antonio fu Cristoforo, sulla base delle offerte ed alle condizioni apparenti dal bando del 30 dicembre ultimo, redattosi dal sig. segretario del tribunale pel primo incanto inutilmente tentatosi.

Biella, il 14 febbraio 1852.

Dionisio sost. Demattеis.

GENOVA 21 FEBBRAJO 1852.
Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60 gior. d	Ln.	1	85 3/2
Amsterdam	id.	»	2	12 —
Ancona	20 id.	»	2	06 —
Augusta	id.	»	2	51 3/4
Barcellona	id.	»	2	81 —
Bologna	id.	»	5	49 —
Firenze	id.	»	—	82 3/4 D.
Lione	id.	»	—	99 3/4
Livorno	id.	»	—	82 3/4 D.
Londra	3 mesi	»	25	16 —
Marsiglia	30 giorn	»	—	99 3/4
Messina	60 id.	»	12	92 —
Milano	30 id.	»	—	84 2/5
Napoli	id.	»	4	31 1/2
Palermo	60 id.	»	13	92 —
Parigi	30 id.	»	—	99 3/4 D.
Roma	id.	«	5	09 —
Torino	id.	»	—	99 1/2
Trieste	id.	»	9	01 1/2
Venezia	id.	»	—	—
Vienna	id.	»	3	01 1/2

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	Ln.	95	3/4
id. Sarde	»	94	—
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	88	—
Prestito Obbligatorio	»	90	1/2
Obbligazioni Prestito volontario	»	940	—
id. della Città nuova	»	240	—
Prestito Obbligazioni 1850	»	995	—
id. 1 gennaio	»	80	1/4
Prestito Toscano	»	—	—
Azioni della Banca	»	1740	—
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	p. c.

Presso la Tipografia Sociale degli Artisti A. Pons e Comp.

RISPOSTA AI DUE LIBELLI

20 dicembre 1851 e 10 gennaio 1852

DELL' INGEGNERE LUVINI

ex-Direttore della Sezione di Torino de' Telegrafi ottici.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

ei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 21 febbraio 1859

Corso Autentico

FONDI PUBBLICI	per contanti: gior. pr.	per contanti: nella	pel fine del mese corr.: gior. pr.	pel fine del mese corr.: nella	pel fine del mese prossimo: gior. pr.	pel fine del mese prossimo: nella
	dopo bor.	matt.	dopo bor.	matt.	dopo bor.	matt.
1819 5 0/0 god. 1 s.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre						
1849 » » 1 genn.		89 50		89 50		
1851 » » 1 dicem.		50 50				
1854 *Obblig.* 1 genn.		50)				
1849 » 1 s-bre.						
1850 » 1 febbr.						
1844 5 0/0 *Sard.* 1 genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— Banca di Savoia						
Città di 4 0/0 oltre lo inter. decor.						
Torino 5 50 0/0 1 gen.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen						
Società del Gaz (nuova						
Incendii a premio fisso 31 dicembre						
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio						
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi	
Augusta	95 3/4	—	95 9/10	—
Genova sconto	4 p. 0/0			
Francoforte S. M.	210 0/0	—		
Lione	99 90	—	99 45	—
Londra	25 30	—	25 17	1/2
Milano				
Parigi	100 —		99 45	—
Torino sconto	4 p. 0/0			

Monete contro argento o Biglietti di Banca (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 L.	20 03	—	20 06	—
— di Savoia	28 69	—	28 74	—
— di Genova	79 90	—	79 38	—
Sovrana nuova	35 05	—	35 19	—
— vecchia	34 80	—	34 90	—
EROSO misto				
Perdita	3 60		p.	0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

Corso Normale

SETE	di Piemonte proprio		delle altre Provincie		Aumento per le Merci distinte
Denari					
GREGGIE 10—11					
11—12					
12—14					
14—16					
16—20					
20—21 76					
21—22 76					
22—23 74					
23—24 73					
24—25 75	50				
ORGANZINI 25—26 72		71			
26—27 71		70		50	
27—28 70	50	70			
28—30 70		68		50	
30—32					
32—36					
36—40					
20—25					
22—24					
24—26					
TRAME 26—28					
28—30					
30—32					
32—36					
36—40					
MERCI DIVERSE					
Doppio filato					
Moresca scevra di gallette					
Strazza					

Borsa di Parigi del 20 febbraio.

Il 5 0/0 aperto a 105, 90, chiude a 105 65.
Il 3 0/0 resta a 65, 65.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 90.
Le azioni della Banca di Francia a 2365.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera Rigoletto, del M.ro Verd — Ballo *Fausto*, — Balletto *La Vivandiera.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il guanto ed il ventaglio.*

D' ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française — *Mademoiselle de Seiglière.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera; — il *Giuramento*, musica del maestro Mercadante, — Ballo in tre atti *Alice.*

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *Funerali e danze* — con Tom-pouce.
— Quest'oggi lunedì e domani martedì, alle ore 2, vi sarà al suddetto teatro rappresentazione straordinaria data dall' ammiraglio Tom-Pouce per comodo delle famiglie che vi vorranno condurre i loro fanciulli.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *I ridicoli equivoci di due gobbi.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita - Ballo *Mazzeppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita— Ballo *Il cuore delle donne.*

VAUXHALL Feste da Ballo e Veglioni tre volte la settimana.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO

N. 47 — MARTEDI' 24 FEBBRAIO — 1852

Torino alle Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	40	21	11
Per le Provincie	48	25	13
Per l'Estero	50	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent. ; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti del 2 febbraio 1852, ha fatte le seguenti nomine e disposizioni:

Giamboni Antonio, commesso di seconda classe nell'Amministrazione delle sussistenze militari, nominato guardamagazzini in soprannumero presso l'Azienda Generale di Guerra;

Forrè Giovanni, capitano nel 5 reggimento di fanteria, collocato in aspettativa, in seguito a sua domanda, per motivi di salute;

Traversa avv. Giovanni, commesso di prima classe nell'Amministrazione delle sussistenze militari, collocato in aspettativa per riduzione del personale;

Albasio Maurizio, luogotenente nella compagnia Infermieri militari, collocato a riposo in seguito a sua domanda;

Cassani Tecla nata Alessi, vedova del capitano Antonio Cassani, accordatale un'annua vitalizia pensione;

Gallotti Antonio, capitano nel Corpo Reale del Genio, dispensato dal servizio.

Con Decreti dell' 8 febbraio:

Cairola Felice, sottotenente nel 12 reggimento di fanteria, collocato in aspettativa, in seguito a sua domanda, per motivi di salute;

Tamburelli Antonio, sottotenente nel 4 reggimento di fanteria, collocato in aspettativa per sospensione dall'impiego;

Gillino teol. D. Gio. Antonio, cappellano nel 12 reggimento di fanteria, collocato a riposo in seguito a sua domanda;

Bruno sacerdote D. Andrea, cappellano del Corpo dei Cacciatori Franchi, trasferto nel 12 reggimento di fanteria;

Gazza Giuseppe, sottenente, aiutante di piazza presso il Comando militare provinciale di Vercelli, collocato in riforma;

Piccoli Gio. Battista, maresciallo d'alloggio nel Corpo dei Carabinieri Reali, collocato a riposo per anzianità di servizio, conferendogli in pari tempo il grado di sottotenente nell'armata;

Baldelli Daniele, idem, idem., idem;

Saluzzo-Paesana Rosa, vedova del capitano in ritiro conte Carlo Avogadro di Ronco, accordatale un'annua vitalizia pensione;

Sapia Vincenza, vedova del luogotenente in ritiro Antonio Brunetti, accordatale un'annua vitalizia pensione.

Con Decreti dell'11 corr.:

Guibert nob. Luigi, capitano nel battaglione Veterani del Corpo Veterani ed Invalidi, comandato presso il Ministero di guerra, nominato comandante la compagnia Infermieri militari;

Masserano Camillo, capitano nell'8 reggimento di fanteria, collocato in aspettativa per sospensione dall'impiego;

Valle Carlo, capitano coi distintivi di maggiore, aggregato all' Azienda generale di guerra, collocato a riposo in seguito a sua domanda, conferendogli in pari tempo il grado di maggiore nell'armata;

Romero dott. Luigi, chirurgo di presidio nel forte di Savona, collocato a riposo;

Gibelli dott. Pietro, chirurgo del presidio di Ventimiglia, collocato in riforma;

Borelli Maddalena, vedova del guardamagazzini d'artiglieria Carlo Toesca, accordatale un'annua vitalizia pensione.

Con Decreti del 15 stesso mese:

Musso Gio. Giuseppe, maggiore nel Corpo Veterani ed Invalidi, nominato direttore in secondo dello spedale militare di Alessandria;

Defilippi Antonio, maggiore ufficiale contabile di prima classe nell' amministrazione degli spedali militari, trasferto nel Corpo Veterani ed Invalidi, e nominato direttore in secondo dello spedale militare di Torino;

Girard Prospero, capitano ufficiale contabile di prima classe nell'amministrazione degli spedali militari, promosso al grado di maggiore nel Corpo Veterani ed Invalidi, e nominato Direttore in secondo dello spedale militare di Genova;

Prato Domenico, sottotenente aiutante di contabilità presso lo spedale militare di Torino, promosso al grado di luogotenente nella compagnia Infermieri militari;

Lanza Giuseppe, sottotenente aiutante di contabilità presso lo spedale militare d'Alessandria, id. id.;

Farcito di Vinea cav. Enrico, luogotenente nel Corpo Reale di artiglieria, trasferto collo stesso grado nel primo reggimento Granatieri;

Lombard cav. Giuseppe, sottotenente nel 14 reggimento di fanteria, ora in aspettativa, promosso al grado di luogotenente nel Corpo R. d'artiglieria;

Ducruz Giovanni, capitano aiutante maggiore di piazza nel forte di Savona, collocato a riposo;

Fenoglio Giuseppe, capitano aiutante maggiore di piazza a Novara, id., in seguito a sua domanda;

Maccario Pietro, capitano aiutante maggiore di piazza ad Alessandria, collocato a riposo;

Emanuel Carlo, segretario presso il comando generale della Divisione militare di Torino, id.;

Micheletti Ignazio, veterinario in primo nel reggimento Cavalleggieri di Novara, collocato a riposo in seguito a sua domanda;

Rovero cav. Isidoro, luogotenente colonnello nel battaglione Veterani del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo, conferendogli in pari tempo il grado di colonnello nell'armata;

Cusani di Sagliano cav. Francesco Amedeo, luogotenente colonnello nel battaglione Veterani del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo;

Bottassi nob. Giacinto, maggiore nel battaglione Invalidi del corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo;

Oggero cav. Felice, id., id.;

Anfossi Giocondo Gio. Batta, id., id.;

Fossati Marco Giacinto, id., id.;

Ferrerati Felice, id., id.;

Bussa Gio. Antonio, id., id.;

Pagliuzzi Teobaldo, id., id.;

Ciocchino Ilario, id., id.;

Falletti della Morra conte Giuseppe Carlo, id., id.;

Casti Giacomo, id., id.;

Baulina Defendente, capitano coi distintivi di maggiore nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo conferendogli il grado di maggiore nell'armata;

Maggiolini conte Carlo, capitano coi distintivi di maggiore nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo;

Borri Angelo, capitano nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo;

Castellano Gio. Battista, id., id.;

Figone Emilio, id., id.;

Ghiais Fibberto, id., id.;

Bertolero Gio. Battista, id., id.;

Piccardo Giuseppe, id., id.;

Guillelmon Giuseppe, id., id.;

Ducol Ferdinando, id., id.;

Bono Carlo, id., id.;

Albertini Gio. Antonio, luogotenente nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo conferendogli in pari tempo il grado di capitano nell'armata;

Priora Carlo, luogotenente nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo;

Piot Stefano, id., id.;

Morelli Giuseppe, id., id.;

Giachino Carlo Giuseppe, id., id.;

Pia Bartolomeo, id., id.;

Giribone Simone, id., id.;

Bergamasco cav. Gaetano, id., id.;

Rionda Domenico Antonio, id., id.;

Vineis Pietro, id., id.;

Rastelli Pietro, id., id.;

Grondona Francesco Lazzaro, id., id.;

Broglio Domenico, sottotenente nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, id.;

Giusta Vincenzo, id., id.;

Cravero Pietro, id., id.;

Borella Filippo, id., id.;

Mussani Gio. Agostino, id., id.;

Vercellino Michele, id., id.;

Destefanis Giacomo, id., id.;

Brianta Gio. Antonio, id., id.;

Malabaila cav. Angelo, id., id.;

Isoardi Gio. Giuseppe, id., id.;

Cristini Andrea Antonio, id., id.;

Tumatis Gio. Paolo, id., id.;

Ferraris Stefano, id., id.;

Fassetta Pietro, id., id.;

Bellezza Giuseppe, id., id.;

Bellisomi march. Pio, id., id.;

Argenta Michele, id., id.;

Zerollo Ignazio, id., id.;

Ghigo Gio. Antonio, id., id.;

Francia Giuseppe Antonio, id., id.;

Giordano Edoardo, id., id.;

Raviola Giuseppe, id., id.;

Perotti Giovanni Battista, id., id.;

Garrone Carlo, id., id.;

Baldoino Giovanni, id., id.;

Albertazzo Vittorio, id., id.;

Regis Luigi, id., id.;

Guerci Pietro, id., id.;

Destefanis Carlo, luogotenente nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato in riforma.

Pianavia-Vivaldi cav. Paolo Domenico, id., id.;

Ferretti Vincenzo, id., id.;

Fresia di Castino cav. Giuseppe, sottotenente nel battaglione Invalidi del Corpo suddetto, idem;

Amoretti Carlo, id., id.;

Gamen Alessandro, id., id.;

Cachiardi Guglielmo, id., id.;

Rossi teol. e cav. D. Carlo, cappellano della compagnia Guardie del Corpo di S. M., collocato a riposo;

Gamero Teodoro, sottotenente nel 5 reggimento di fanteria, collocato in riforma in seguito a sua domanda.

Appendice

INTORNO AL ROMANZO STORICO; DUE LETTERE DIRETTE DA PIETRO GIORDANI E DA ALESSANDRO MANZONI A GIUSEPPE BIANCHETTI.

Nel trascorso anno, come appendice alla ristampa delle opere del Manzoni, uscivano tre nuovi scritti di lui, da tutta Italia aspettati col desiderio con che si aspettano le produzioni di quell'ingegno meraviglioso. La curiosità maggiore però volgeva sul discorso intorno al Romanzo Storico, discorso da parecchi anni promesso e nel quale attendevasi un giudizio (nè meglio che al Manzoni poteva competere) riguardo a tal maniera di componimento, che aveva, mi si concedano queste parole, pressochè interamente assorbite le più feconde intelligenze della moderna letteratura. Il Bianchetti fin dal 1850 erasi adoperato a svolgere il medesimo argomento in un discorso assennatissimo che inviava al Manzoni, come quello che era il soggetto principale, e meritamente, de' suoi elogi. Stamposi finalmente lo scritto manzoniano, e niuno per certo avrebbe pensato tanta severità di giudizio contro il Romanzo Storico da uno scrittore che doveva a quella maniera di componimento per gran parte la popolarità della propria fama, sino a rispondere a se stesso, nella inchiesta se il Romanzo Storico vivrà lungamente; *ch'era una domanda poco allegra per chi gli vuol bene.* Ma tale voleva essere la conseguenza della premessa, che non vi ha luogo alla menzogna più incomodo di quello di trovarsi vicino alla verità, e lo credo bene; ma per ciò che risguarda i parti dell' immaginazione sotto qualunque foggia si presentino avrei di che ridire a quest'uopo. Il Giordani però fin dal 1851 sospettava del partito a che il Manzoni sarebbesi appigliato, e pronunzia egli pure il giudizio suo. Se l' indole di un appendice avesse acconsentito l'esame e il confronto dei due discorsi del Bianchetti e del Manzoni intorno al Romanzo Storico lo avrei fatto ben volentieri: mi credo però che i lettori si crederanno ricompensati a grande usura nel leggere invece le due lettere seguenti, che sono l'espressione di due fatti letterarii, e la seconda pur anco dell' indole singolare di un grande uomo.

BERNARDI.

LETTERA I.

Pietro Giordani a Giuseppe Bianchetti.

Parma, 8 luglio 1851.

Mio carissimo Bianchetti,

La mia ultima fu dei 27 maggio, rispondendo alla vostra (troppo breve) dei 25. Or dunque è un pezzo che non ho di vostre nuove, delle quali son sempre avidissimo, e ve ne domando. Che fate, mio caro? Come lavorate nel vostro Paris? Io ho un debito con voi d'un milione di ringraziamenti per tanto piacere che mi ha dato il quaderno 6° del vostro giornale, che ieri l'altro ho avuto dal nostro Vieusseux. Oh Dio vi benedica la mano e la penna, mio carissimo Bianchetti: io vi bacio l'una e l'altra. Bellissimo e utilissimo il vostro discorso sui romanzi storici (*), che io credo che si potrebbero far belli e al nostro popolo proficui, purchè si seguisse la via del Manzoni. Ma chi ha la sua anima? Di tutti gli altri che ho veduti, nessuno mi piacque, anzi mi dispiacquero assai; imitazioni, e ben cattive e torte, dello Scott. Invece di scrivere contro tal genere (se pur è vero che scriva), bisognerebbe pregare Manzoni che facesse un secondo lavoro simile, e farebbe una vera salute per la povera Italia. Gli altri che dopo lui han guastato e guastano il mestiere, bisognerebbe pregarli a tacersi, e aspettare che sorga un Manzoni secondo.

Non meno mi è piaciuto il discorso sullo scrittore (**). Mi è piaciuto moltissimo: e per confessare il vero senza vergogna, mi è piaciuto il vedervi pensare com' io penso, ed esporlo sì bene. Solo d'una cosa non consento, dove raccomandate la filosofia di Kant e di Cousin, che a me pare falsa e nocevole. Nè io intendo opporre la mia opinione alla vostra: ma voglio che la libera manifestazione di questo unico dissenso vi persuada la sincerità dell' approvazione ed ammirazione in tutto il resto. Oh scrivete, scrivete, mio bravo e caro Bianchetti; voi farete pur così del bene, ch'è la miglior via di acquistar vero onore. E poichè avete voltato le spalle al foro..., mi consolo che abbiate libertà di proporre i vostri nobili e giovevoli pensieri.

Fatemi grazia di mandare, quando potrete, i miei più affettuosi ossequi al carissimo nostro monsignor Canova, e datemi qualche nuova di lui; ditemi che fa. Ditemi che fate voi, come state, e se mi volete sempre bene. Io ve ne voglio pur tanto, e mi compiaccio di riverire in voi un degno italiano.

Vincerò la vergogna, e vi dirò che in tante tumultuose mutazioni che ho dovuto fare, mi trovo smarrito il vostro quaderno 5°. Se voi (senza disagio vostro) me ne poteste restorare, mi sarebbe gran benefizio. Oh perdonate a tanta impronutitudine. Conservatevi sano e di buon animo, e accettate la profonda e non mutabile affezione del vostro amicissimo Giordani. Addio, addio.

LETTERA II.

Alessandro Manzoni a Giuseppe Bianchetti.

Illustre signore,

Fra i due partiti di parerle sconoscente o strano, mi attengo senza esitazione all'ultimo: amo meglio cioè dirle cose dell'altro mondo, che lasciar senza risposta la cortesissima sua lettera. Le dirò dunque che, sebbene ciò ch'io ho letto del suo mi debba dare e mi dia un vivissimo desiderio di leggere tutto ciò ch'è scritto da lei, pure non ho letto, nè son per leggere l'articolo intorno ai romanzi storici, del quale ella si è compiaciuta di spedirmi gentilmente una copia: e questo per un mio proposito di non legger nulla che risguardi controversie della letteratura italiana. E veggo bene di che diletto e di che istruzione io mi privi in questo caso, come so, almeno in parte, quanto, in generale, si possa dire della sciocchezza e della stortura di un tal proposito d'ignoranza volontaria in chi pur dassi a far questo mestiere dello schicchera-fogli: ma non per questo me ne posso rimovere. — Sulla materia dei romanzi storici io aveva cominciato ancor io a spiegare alcune mie opinioni; le quali, quanto possano riscontrarsi con altre opinioni italiane, o andarne lontano, io non ne ho alcun lume, per cagione del proposito d'ignoranza che le ho confessato. Ora quel lavoro è intermesso, parte per altre occupazioni, parte per poca salute, e non so quando nè se potrò ripigliarlo. Ad ogni modo, quando mai dovesse ricevere il suo tal qual compimento, e venir pubblicato, nessuno certo dee meno di me aver faccia di pretender lettori, e di richiedere giudici: le dirò dunque soltanto che avrei per grato ma per doloroso castigo il non esser letto e raddrizzato da lei.

Mi vergogno di averle tanto e così parlato di me; ma l'argomento era obbligato: queste miserie io doveva dirle o tacere; e come mi giova ripeterle, il peggio per me, in questo caso, era il chiudermi in cuore il sentimento della mia viva ed umile riconoscenza, e il trasandare l'occasione di esprimerle la distintissima ed intima estimazione, colla quale ho l'onore di rassegnarmele.

Milano, 20 novembre 1850.

Dev.mo Obb.mo servitore
ALESSANDRO MANZONI.

(*) *Stampata da prima nel suddetto quaderno 6° della* Continuazione del Giorn. sulle scienze e lettere delle provin. venete (*bimestre ds sett. e ott.* 1850), *quindi insieme con un discorso sopra tale materia di Francesco Forti, tolto dall'Antologia di Firenze* (*Treviso, tip. Paluello,* 1852), *e da ultimo nel volume* Alcune lettere di Giuseppe Bianchetti (*Treviso,* 1857, *lettera* X.)

(**) *Discorso* V Dello scrittore italiano, *stampato nel suddetto quaderno, poscia insieme coi quattro che lo precedettero nel Giornale medesimo, ristampato a Treviso nel* 1850, *quindi in unione ai quattro che lo seguirono impressi nel* Poligrafo *di Verona, pubblicato di nuovo in Treviso nel* 1857, *e da ultimo in Milano* (*Silvestri*, 1844, *vol.* 466 *della Bibl. scelta.*)

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 25 febbraio.*

Stamattina alle ore undici antimeridiane una pia cerimonia raccoglieva molta folla di gente nella chiesa di S. Lorenzo. S. E. il signor conte de la Vega del Pozo, Ministro di Spagna, faceva cantare un *Te Deum* in solenne rendimento di grazie al Signore per lo scampo della sua Augusta Sovrana, S. M. la regina Isabella II, dall'attentato del regicida Merino. Il sacro tempio era splendidamente addobbato e parato a festa. Officiava il reverendo monsignor Fantini, vescovo di Fossano e senatore del Regno. Assistevano alla lieta e religiosa cerimonia i Ministri di S. M., i componenti del Corpo diplomatico estero residente in Torino in grande uniforme, i componenti la Casa militare di S. M. il Re e delle LL. AA. RR. il Duca di Genova ed il Principe di Carignano, molti Deputati al Parlamento Nazionale e Senatori del Regno, l'Uffizialità, non pochi Impiegati civili, le Dame del Corpo diplomatico, e gran folla di gente d'ogni condizione.

Il Senato nella tornata d'oggi approvò, dopo breve discussione, il progetto di legge per lo stabilimento di una linea telegrafico-elettrica da Torino al confine lombardo con voti favorevoli 51, contrari 1. In seguito prese a discutere quello portante modificazioni alla legge sulla stampa del 26 marzo 1848.

R. INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI ALESSANDRIA.

Avviso d'Asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno di lunedì 15 marzo p.v. si procederà in una delle sale di quest'uffizio d'intendenza generale, con intervento ed assistenza del sig. Direttore dell'Insinuazione e Demanio, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita dei beni Demaniali descritti al numero 8 dello stato annesso a detta Legge, e consistenti:

Possessione demaniale detta la Cascinetta dei Lobbi, posta in parte sul territorio d'Alessandria, regione dei Lobbi, ed in parte sul territorio di Piovera, provincia di Tortona, provenienti dall'Ordine Gerosolimitano di Malta, della superficie in totale di giornate 74 e tavole 40, corrispondenti a 28 ettari, 25 are e 54 centiare, affittata con instrumento 14 settembre 1842, rogato d'Aste all'intendenza generale d'Alessandria a Lorenzo Chiodino per 18 anni cominciati li 11 novembre 1852, e finiendi lo stesso giorno dell'anno 1860, per l'annua somma di L. 2,450, ora ridotta a L. 1,583 05, attesa la diminuzione di L. 466 95 per corrosione di terreno, come da perizia Romagnoli 2 marzo 1845, e di altre L. 300 per sentenza Camerale del 22 giugno 1847.

Da tale affittamento è però escluso l'alveo abbandonato dal Tanaro.

Questa possessione verrà esposta all'asta in due distinti lotti, cioè:

LOTTO PRIMO

Composto dei seguenti beni, cioè: 1. Aratorio ai Lobbi, regione Calata sotto i numeri 879 e 880 di mappa, di giornate 12, tavole 59, facienti ettari 4, 79, 88. — 2. Aratorio ed alveo abbandonato dal Tanaro posto ove sopra sotto i numeri 876 e 883 di mappa, di giorn. 15, 41, corrispondenti ad ettari 5, 85, 69. — 3. Aratorio ove sopra sotto i numeri 804 e 805 di mappa, di giornate 2 e 29, facienti are 86 e 99. — 4. Arator o e bosco ove sopra, regione Scalza Vacca e Calata sotto i numeri 2625 e 2626 di mappa, di giornate 14, tavole 30, facienti ettari 5, are 44, e centiare 85. In tutto giorn. 44, tav. 59, ossiano ettari 16, 97, 59 sotto i confini indicati nella perizia Pera del 10 marzo 1851, estimato questo lotto a L. 28,677 58.

LOTTO SECONDO

Composto di cinque pezzi di terreno, quattro de' quali sono posti sul territorio di Piovera (Tortona), nella regione Balda sotto i numeri di mappa 252, 1252, 1253, 1254 e 1257, della superficie di 27 giornate e tavole 52, corrispondenti ad ettari 10, 48, 40. Il quinto pezzo è posto nel comune di Alessandria, territorio dei Lobbi, regione Scalzavacca, sotto il numero 2542 di mappa, della superficie di giornate 2, tavole 9, corrispondenti ad are 79 e 63 centiare. In tutto giornate 29, 61, ossiano ettari 11, are 28 e centiare 52. Sotto i confini indicati nella perizia Pera del 10 marzo 1851, estimato questo lotto a L. 21,888 38.

L'asta sarà aperta, separatamente lotto per lotto, sui prezzi di stima sovra indicati risultanti da detta perizia Pera: ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 100 per cadun lotto.

Per essere ammessi a prender parte all'asta, ed a far partiti in aumento gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'uffizio procedente; ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato, sono fissati in giorni venti successivi a quello del deliberamento (i quali scadranno a mezzodì del 5 aprile venturo, stante la festività del giorno 4) e tale aumento avendo luogo si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali, la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento vien ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istrumento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale delle Finanze il 20 gennaio 1852, e dei quali, non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'uffizio d'Intendenza generale.

Alessandria, li 7 febbraio 1852.

Per detto uffizio d'Intendenza generale
Il segretario capo G. BISTOLFI.

FATTI DIVERSI. — PROVINCIE. — La direzione dell'asilo infantile di Chivasso, il quale conta appena 18 mesi di esistenza ed accoglie nel suo seno 150 bimbi d'ambo i sessi, che ivi oltre a vitto e vestito ricevono istruzione ed avviamento alla virtù, ci fa sapere che il Consiglio dell'Ordine dei ss. Maurizio e Lazzaro, sulla proposta del signor commendatore Pinelli, primo segretario dell'Ordine stesso, anche in quest'anno, come nell'anno decorso, assegnò la somma di L. 300 a beneficio di quella pia istituzione.

— Si legge nella *Stella* di Pinerolo:

Il Consiglio comunale di Pinerolo, nella seduta straordinaria del 19 corrente, prese ad unanimità le seguenti deliberazioni:

1° Stanziò un mezzo milione da convertirsi in azioni della strada ferrata da Pinerolo a Torino, e deliberò di concedere gratuitamente alla società il terreno per tutto il tratto che dovrà percorrere la detta strada sul territorio del comune, non che lo spazio necessario, secondo verrà dai periti determinato, per la stazione in questa città; ritenuta però la condizione della scelta della via meno costosa, e che congiunga direttamente Pinerolo con Torino;

2° In contemplazione di tale strada ferrata, e per sopperire alla guarentigia di detta somma, deliberò in massima lo stabilimento del dazio sul vino, nominando una commissione incaricata della compilazione del relativo regolamento da presentarsi all'approvazione del Consiglio nella prossima tornata di primavera, non che di tutte le pratiche necessarie per promuovere e per determinare la scelta della predetta strada ferrata, mentre stannosi facendo gli studi necessari.

— Si legge nel *Vessillo Vercellese*:

Martedì (17) nelle sale di questo municipio aveva luogo la solenne distribuzione dei premii agli allievi della *scuola gratuita di disegno pei poveri operai*. Monsignor arcivescovo, il sindaco, gli ufficiali del reggimento dei Cacciatori sardi e molti cittadini rallegravano colla loro presenza quella festa. Il conte Edoardo Mella, benemerito promotore di questa scuola, e solertissimo istitutore d'architettura e matematica nella medesima, leggeva un elaborato suo discorso, nel quale rendeva conto dei vantaggi da questa istituzione recati nel decennio. Quindi si condistribuivano i premii ai giovani che nel corso di quest'anno presentarono i migliori disegni.

Ecco l'elenco dei premiati:

Prima classe. Concorso dal rilievo. — Premiato, il signor Francesco Bergamasco; — *Accessit*, Giovanni Dusio. — *Seconda classe. Concorso dalle stampe. — Premiato*, signor Giovanni Martat — *Accessit*, Luigi Boretti. — *Terza classe. Concorso Contorni. — Premiato*, signor Vincenzo Clerici; — *Accessit*, Pietro Borgomanero.

— Leggesi nello stesso:

Nel num. 6 di questo giornale noi abbiamo registrato il lascito fatto dal cavaliere Luigi Pescator di lire 12,000 all'opera pia di S. Luigi; dobbiamo rettificare quella cifra: il lascito è di lire 16,000.

— Il reggimento dei Cacciatori sardi qui di presidio; oggi, nella chiesa di S. Francesco, conveniva al solenne funebre anniversario di uno dei suoi capi, il duca di S. Pietro, il quale in morte legava cospicue somme a quel corpo, destinandole specialmente al soccorso degli orfani e delle vedove dei suoi fratelli d'arme.

LOMBARDO-VENETO

Si legge nell'*Eco della Borsa*:

Fra le varie istituzioni, che vanta la città di Milano, non è forse l'ultima, sebbene per modestia faccia poco parlare di sè, quella dei *Filodrammatici*. Essa risale ai tempi della repubblica cisalpina, e quindi conta più d'un mezzo secolo d'esistenza: fondata per soddisfare ad una dea di passatempo, cioè per la rappresentazione della tragedia e della commedia; mercè il contributo spontaneo di eruditi italiani, esordiva, avendo a scrittori un Monti e un Foscolo, e per istitutori la Monti, la Marchionni, Perticari, Carlo Porta, Angelo Petracchi, ed altri chiari ingegni; è per pubblico, tutto ciò che nella magistratura, nella milizia, nel corpo legislativo, nelle arti, o nel commercio, era eminente in Milano. Altre istituzioni, a traverso di tempi diversi, o per mutare di epoche, illanguidirono o tramontarono dall'originario vigore; questa però non solo si sostenne, ma crebbe dalla primitiva sfera di semplice divertimento, ampliandosi per fini d'istruzioni nella declamazione, e poscia con prospettiva di comprendervi anche il bel canto. E raro di trovare una società d'azionisti riunita soltanto per accrescere lustro alla patria nelle arti belle, senza alcuna vista di proprio vantaggio. Ne abbiamo però l'esempio nella società patriottica di Milano; aggregatasi alla medesima cittadini, non meno distinti per ricchezze che dotti nelle scienze e nella letteratura, colla guida d'una rappresentanza illuminata, attesero a far progredire l'arte drammatica, facendo educare nella declamazione e nel gesto giovani allievi, alcuni dei quali, iniziati sulle scene di quel teatro, passarono poscia non senza onore sopra altre primarie d'Italia. Essa ebbe il vanto di far rappresentare i drammi e le commedie dei pochi sommi italiani, e molte ne fece conoscere, ch'ebbero applausi nelle più colte capitali d'Europa.

» VENEZIA: La *Gazzetta ufficiale* reca un prospetto delle somme contribuite dai varii paesi della monarchia a pro dei danneggiati dalle acque nel giorno 31 luglio 1851 in varie comuni del Veneto. Il complesso della somma ascende a 39,550 lire e 24 centesimi.

TOSCANA

Si legge in un Carteggio del *Costituzionale* in data di Pisa 15 corr:

In questa mattina l'ufficialità e la guarnigione di Pisa rendevano gli estremi onori alle spoglie mortali di un giovane commilitone, e numerosi e mestissimi vi si univano gli amici del defunto: *Ferdinando Agostini*, capitano nelle artiglierie toscane, era mancato ai vivi sino dal giorno di ieri, nel ventottesimo anno della età sua, e per lui compivansi quei riti di dolore.

Allievo della Accademia militare di Torino ne uscì ufficiale nelle arme dotte; tornato fra noi fu a 26 anni capitano di artiglieria; si distinse per prove di valore sui campi lombardi, e meritò presso i compagni e presso quanti lo conobbero altissima stima per la virilità del sentire, per l'innata bontà dell'animo, e per la dottrina acquistata là dove sempre fu in pregio l'arringo delle armi.

Una lunga e terribile malattia, da lui sopportata con coraggio e rassegnazione esemplare, troncava questa vita incominciata così luminosamente e piena di tante belle speranze, e rapiva alla famiglia, agli amici, al paese un parente affettuoso, un compagno desideratissimo, un cittadino utile ed onorevole.

SVIZZERA

BERNA, 21 *febbraio*. Leggesi nella *Suisse*: Il colonnello Meyer, d'Olten, di ritorno dall'Africa, è stato incaricato di dirigere la scuola degli istruttori di fanteria, che si aprirà a Thoune nel mese di marzo. Il colonnello Meyer ottenne dal presidente della repubblica francese l'autorizzazione di servire nelle truppe svizzere senza perdere i suoi gradi, nè i suoi diritti alla pensione di riposo; il presidente lo incaricò di presentare al generale Dufour la decorazione di grand'ufficiale della Legione d'Onore. Sappiamo che il sig. Meyer ha già adempiuto quest'onorevole incarico.

— Nel sovra citato giornale leggiamo pure quanto segue:

Il dicastero federale delle poste e dei lavori pubblici, ha posto a concorso gli impieghi dell'amministrazione del telegrafo elettrico. Vi sarà un direttore in capo con annuo assegnamento di 5600 fr., ed un indennizzo di 9 fr. per giorno in caso di viaggio oltre al trasporto gratuito; cinque ispettori collo stipendio di 2400 fr. ciascuno ed otto franchi in caso di viaggio; un macchinista capo collo stipendio di 2000 fr. ed 8 fr. in viaggio; 40 telegrafisti capi da 1000 a 1200 fr. di stipendio. Per aspirare a questi ultimi impieghi bisogna conoscere e scrivere correttamente almeno due lingue, la tedesca e l'italiana, oppure la tedesca e la francese.

LUCERNA. *Debito del Sonderbund*. La somma originariamente imposta a carico del cantone è di 2,440,574 fr. (moneta antica), e crebbe per gli interessi al 4 per 0/0. Il 31 dicembre 1850, il cantone aveva già pagato, a conto del capitale e degli interessi, 1,564,725 fr. Nel 1851, pagò poca cosa, e nel primo gennaio 1852 il suo debito ammontava ancora alla somma di 1,067,688 fr.

GINEVRA, 18 *febbraio*. Il sig. Duchosal, nella seduta d'oggi del gran consiglio, svolse la sua proposta, intesa a fare che vengano adoperati tutti i mezzi costituzionali per ottenere la pubblicità delle relazioni officiali della confederazione cogli altri Stati.

Come opportuni mezzi l'oratore indicò, sia la diretta iniziativa del gran consiglio, sia il diritto di petizione guarentito a tutti i cittadini; egli però preferirebbe il primo mezzo: confessò che si possono muovere obbiezioni al sistema di pubblicità; obbiezioni però speciose anzi che fondate sul vero principio della democrazia che egli pretende negletto in quache modo dall'autorità amministrativa federale; poichè questa tutto tenne sempre sotto segreto, non notificando mai, nè alle assemblee federali nè al pubblico le relazioni diplomatiche coll'estero; fino al punto che il consiglio federale non volle obbedire ad una risoluzione del consiglio nazionale, consentanea alla domanda ora fatta dall'oratore.

La proposta del sig. Duchosal venne rimandata al consiglio di Stato, dove, al dire della *Suisse*, verrà verosimilmente sepolta.

FRANCIA

PARIGI, 20 *febbraio*. Leggesi nella *Presse*:

Speravamo che i portafogli della Banca di Francia, i quali otto giorni fa andarono soggetti ad una diminuzione considerevole di 8,000,000, presenterebbero oggi un risultato migliore; ma il bilancio pubblicato il 19 febbraio fa conoscere il diminuire degli sconti. Eravi una forte scadenza il 15 febbraio, e agli effetti che uscirono quel giorno dal portafoglio non ne sottentrarono altri; laonde i due portafogli hanno diminuito d'oltre a 1,600,000 fr., cioè di 1,378,331 fr. per Parigi, e 292, 945 fr. per le banche di sconto. Un fatto notevole si è che vi fu aumento nel portafoglio di Parigi sugli effetti provenienti dalle succursali, che ascendevano il 12 a 15,419,855 fr., e il 19 a 15,945,299 fr. Dal che risulta che l'attenuazione è più forte a Parigi che non sembra dalle cifre sopra notate.

Le anticipazioni sopra effetti pubblici hanno diminuito, in Parigi, di 959,900 fr., e nelle banche di sconto di 42,890 fr.

Noi non dissimulammo, un anno fa, la soddisfazione che ci dava la riduzione dell'introito e l'aumento dei biglietti in emissione. La Banca tornava così nelle condizioni normali. Sventuratamente quello stato di cose non durò molto. Gli scudi oltrepassano di nuovo la somma dei biglietti, e si vede con rincrescimento l'enorme accumulazione di capitali inoperosi che sembrano fare, di questo stabilimento, una Banca di deposito, senza utilità pratica pel commercio. Invano da lungo tempo si chiedono alla Banca alcune modificazioni che le permettano di rendersi veramente utile al commercio nei momenti difficili. Essa persiste nello *statu quo*, nulla volendo modificare nè nella sua tariffa di sconto al 4 0/0, nè nelle sue condizioni d'accettazione dei *bordereaux* d'effetti; sino a che essa conserverà le sue tre firme, non potrà soccorrere il commercio nei momenti di crisi; bisognerà sempre che molti scontatori e banchieri vengano ad interporsi fra essa ed il piccolo commercio per mandare in circolazione la carta di credito, e questi mediatori si canseranno sempre tostochè gli avvenimenti potranno inspirare qualche timore di crisi commerciale.

L'introito è aumentato questa settimana di 2,562,229 fr. in Parigi, e di 1,242, 786 franchi nelle provincie: ed ascende a 578,344,086 fr.

I biglietti in circolazione hanno diminuito in Parigi di 4,312,000 fr., ma vi è aumento di 1,493,900 fr. nelle banche di sconto: essi ascendono a 586,054,409 fr.

Perciò il divario tra gli scudi e i biglietti che era, otto giorni addietro di circa 2 milioni, ascende ora a più di 6 milioni in favore del contante.

Il conto corrente del tesoro è aumentato di 60,846,715 fr., e ascende a 91,760,250 franchi; ed è più del bisogno pel pagamento del semestre del 5 0/0 che scade il 22 del mese prossimo.

I conti correnti creditori hanno diminuito di 5,109,244 fr. in

www.internetculturale.it

Parigi; ma sono cresciuti nelle banche di sconto di 1,727,072 fr.; ascendono a 151,951,077 fr.

Le riscossioni degli effetti in ritardo a cesero questa settimana a 191,051 fr. Non mai le riscossioni erano salite ad una somma sì forte in una sola settimana. Esse ascendono pel trimestre, cominciato il 1° gennaio scorso, a 585,899 fr.

— Il sig. Pereira, ex-commissario del governo provvisorio a Orleans, condannato dalla commissione militare di quella città alla trasportazione a Cajenna per partecipazione agli avvenimenti di dicembre scorso, e che era ditenuto già da un mese alla prigione di S. Pelagia, ha ottenuta la commutazione di questa pena in quella dell'esilio. Un passaporto gli è stato dato oggi per Barcellona ove ha manifestata l'intenzione di stabilire la sua residenza.

L'abbate Leray, compromesso pei medesimi fatti, e ditenuto a S. Pelagia, è stato messo egli pure in libertà con ordine di allontanarsi dal territorio francese, e, sulla sua domanda, ha ottenuto un termine di otto o dieci giorni per regolare i suoi affari personali prima di passare all'estero.

— Leggesi nel *Moniteur*:

Il *Moniteur* del 15 febbraio conteneva una lettera firmata Bandsept (*Vedi i num. 44 e 45 della nostra Gazzetta*). Ora si pretende che questa firma è falsa. Il governo ha fatto depositare la lettera all'uffizio del procuratore generale presso la corte d'appello di Parigi affinchè la firma sia verificata, e si ordini, se è falsa, di procedere giudizialmente.

— È stato dato ordini a Cherbourg di armare immediatamente le fregate l'*Alceste* e la *Forte*.

— Per decreto del presidente della repubblica le disposizioni del decreto dell'8 settembre 1851, concernente l'importazione temporanea del ferro fuso greggio destinato ad essere convertito in macchine ed arnesi meccanici per la riasportazione, sono estese, sotto le medesime condizioni e formalità, al ferro fuso importato dall'estero per essere riasportato dopo conversione in opere modellate.

— Un gran deposito reale e generale dei sali potrà essere stabilito nel porto di Dahouet (Coste del Nord), sotto le condizioni prescritte dalle leggi e regolamenti in vigore.

SPAGNA

Madrid, 14 *febbraio*. Scrivono alla *Correspondance*:

La Regina ha accolto in udienza particolare la deputazione permanente dei Grandi di Spagna. S. M. ha risposto con la maggiore amorevolezza alle proteste di lealtà e di affetto, delle quali il conte d'Almaviva, decano, si era fatto l'interprete in questa occasione.

Il ministro, d'accordo con la Corona, dà opera alla compilazione d'un regolamento per l'interno del palazzo a fine d'impedire che la folla possa, da oggi in poi, penetrarvi ne' giorni di solennità pubbliche.

Il ministro degli affari esteri ha ricevuto dal ministro plenipotenziario di S. M. agli Stati-Uniti la copia d'una lettera che fu indirizzata a quest'ultimo dall'arcivescovo di Nuova-York, Jean Hughes, a fine di ringraziare, in nome de' cattolici della Unione Americana, S. M. la Regina Isabella, della grazia da lei generosamente concessa ai prigionieri anglo-americani che aveano preso parte alla spedizione di Cuba.

— Si legge nel giornale di Barcellona *El Sol*:

Sentiamo esser arrivato l'ordine d'imbarcare immediatamente per Minorica un reggimento di fanteria, un battaglione di cacciatori e una brigata d'artiglieria. Questo saggio provvedimento salverà da un colpo di mano le nostre isole baleari, nel caso che alcun impreveduto conflitto avesse a sorgere fra le potenze estere.

PORTOGALLO

Ecco le disposizioni principali del progetto di atto addizionale alla Costituzione, presentato alla Camera dei deputati, la quale si mostra disposta ad accettarlo:

Delle Cortes. Le Cortes eleggeranno la reggenza nei casi previsti dalla Costituzione. Nessun pari o deputato potrà essere arrestato nel corso della sessione se non in virtù di un ordine della Camera cui appartiene, o in caso di flagrante delitto. Il deputato che accettasse funzioni dal governo cesserà dal suo mandato, e per la sua rielezione sarà compreso nelle disposizioni che regolano l'eligibilità dei funzionari. Ciascuna Camera potrà permettere ai suoi membri esercitanti funzioni nella capitale, di cumularle colle funzioni legislative.

Delle elezioni. L'elezione sarà diretta. Saranno elettori tutti i cittadini godenti dei diritti civili e politici, meno quelli che non avranno una rendita di 100 milreis (circa 1200 franchi) provenienti da proprietà, da commercio o da impiego. Sarà ulteriormente fissato il modo delle elezioni, e il numero dei deputati, proporzionato alla popolazione del regno.

Del potere esecutivo. I trattati di alleanza offensiva e difensiva, di sussidio, di commercio e di navigazione saranno approvati dalle Cortes prima della loro ratificazione.

Delle Camere municipali. In ogni distretto una Camera municipale eletta direttamente dal popolo avrà l'amministrazione economica della municipalità, conformemente alle leggi.

Delle rendite pubbliche. Le contribuzioni dirette e indirette sono votate annualmente; le leggi che le stabiliscono non rimangono in vigore che per un anno, a meno di conferma. Le spese votate per un articolo di spesa pubblica non possono essere convertite ad altri oggetti, a meno che il trasporto sia autorizzato con legge speciale.

L'amministrazione delle rendite dello Stato appartiene all'erario. Vi sarà una corte dei conti i cui membri saranno nominati a vita e inamovibili. La corte dei conti verificherà e liquiderà i conti delle entrate e delle spese dello Stato, e di tutte le persone responsabili verso il pubblico erario. Il ministro delle finanze presenterà nei primi 15 giorni il bilancio delle entrate dell'anno seguente, e nel corso della sessione annuale presenterà un conto generale delle spese dell'anno spirato.

Disposizioni generali. Ciascuna delle due Camere ha diritto di procedere, per via di commissione d'inchiesta, all'esame di qualunque oggetto di sua competenza.

Le provincie coloniali saranno governate con leggi speciali.

GRECIA

L'*Observateur d'Athènes* assicura che il brigantaggio fu sconfitto dovunque osò mostrarsi, e ciò grazie ai provvedimenti energici adottati dal governo. Le truppe, incaricate di inseguire i malfattori, costrinsero le masnade che si sottrassero loro (di cui la principale è quella di Calamata), a tenersi lungi dalla frontiera. A confermare queste asserzioni, il citato giornale pubblica due lettere, di cui la prima (in data del 5 p.) narra che un distaccamento di una colonna mobile catturò due masnadieri armati, abitanti di due villaggi turchi, i quali, dopo aver passata la frontiera, si erano nascosti in un villaggio greco della Etiotide: entrambi vennero consegnati nelle mani della giustizia. Aggiungeva la stessa lettera che la masnada di Calamata erasi rifuggita nel territorio turco, e che il capo di essa abitava nel villaggio di Domoco unitamente ad un altro masnadiero, e sembrava che il sostituto provvisorio dell'agà non prendesse alcuna misura contro i ladri. L'altra lettera, in data del 12 gennaio, riferisce che tutti gli avanzi delle masnade inseguite dalle colonie greche, i quali si componevano in tutto di 33 malfattori, eransi accozzati nel territorio turco, presso le frontiere orientali, sotto il comando di Domoco unitamente ad un altro masnadiero, e sembrava che il sostituto provvisorio dell'agà non prendesse alcuna misura contro i ladri. L'altra lettera, in data del 12 gennaio, riferisce che tutti gli avanzi delle masnade inseguite dalle colonie greche, i quali si componevano in tutto di 33 malfattori, eransi accozzati nel territorio turco, presso le frontiere orientali, sotto il comando di Calamata e d'altri tre suoi compagni. Era loro intenzione di entrare nel territorio greco, per cui avevano inviati alcuni loro complici a scoprir tarreno, ma incontrati e inseguiti da un distaccamento greco, ne furono arrestati e feriti due, dei quali uno morì in seguito alle contusioni sofferte. Altri 10 individui nomadi, che ora abitano la Grecia, ed or la Turchia, furon pure catturati come complici di brigantaggio. Il 15 gennaio ne furono presi altri undici che appartenevano ad un'antica masnada, dopo un combattimento colle truppe d'una colonna mobile che costò la vita a due di quei malfattori. In seguito alla distruzione di questa banda, tutta la Grecia occidentale è liberata dal flagello del brigantaggio, mercè l'attività del tenente-colonnello Skylodimos. Si spera ora che il governo ottomano prenderà anch'egli le disposizioni opportune a render vani i tentativi dei malfattori che si vanno raccozzando nel suo territorio.

Il 6 venne celebrato il diciottesimo anniversario dello sbarco del re Ottone in Grecia. La solennità fu compiuta secondo le solite formalità; la sera ebbe luogo un gran banchetto e ballo di corte.

Pochi giorni fa, si manifestò nel reale palazzo un principio d'incendio che avrebbe potuto trarre seco gravi conseguenze. Il fuoco era scoppiato in un caminetto che comunica colla sala di ricevimento, ed aveva acquistata non poca estensione, avendo abbruciato una parte del pavimento e alcuni mobili. La regina fu prima ad accorgersene; e grazie ai pronti soccorsi, ogni pericolo scomparve tosto e non si ebbe a deplorare alcuna trista conseguenza.

ASIA

Indie. La fanatica tribù maomettana dei Moplahs commise nuovi delitti. Quindici a venti di costoro entrarono in un luogo circa 45 miglia distante da Cannanore, e assassinarono tutta la famiglia di un ricco indigeno, che non ha molto aveva perorato con buon successo al tribunale la causa d'un suo amico. I scellerati non risparmiarono la vita ad alcuno; uomini, donne e fanciulli furono da essi trucidati. Dopo aver decapitate le loro vittime, incendiarono la casa e si diedero alla fuga. Tre compagnie comandate dal capitano Hodgson furono fatte partire da Cannanore per inseguire gli assassini.

Sir Colin Campbell trovasi sempre colle sue truppe alla frontiera nord-ovest, nel distretto di Mitchnie. Non è avvenuto finora alcun fatto notevole; giacchè le tribù montanare non si fecero vedere, essendo, a quanto pare, appostate nelle vicinanze per impedire che gl'inglesi progredissero, o per derubare le truppe quando se ne offra loro il destro.

La popolazione della valle di Sway, vicina ai possedimenti britannici, prese ultimamente l'offensiva contro gli inglesi. Il 25 dicembre un corpo composto di 800 cavalieri e di 1000 fanti all'incirca fece un'irruzione nel territorio britannico, verso Tahanop. Essi erano penetrati nel villaggio di Mu'akund, probabilmente per foraggiare; ma vennero accolti con tal impeto dagli abitanti che furono costretti a ritirarsi senza aver ottenuto il loro scopo. Furono tosto spedite truppe regolari per tutelare quel villaggio da qualunque nuova incursione.

La strada ferrata di Bombay progredisce ottimamente, sicchè il *Telegraph and Courrier* spera che potrà essere aperta prima della fine di quest'anno. Anche la strada ferrata e il telegrafo elettrico di Calcutta vanno innanzi bene.

Tornano in campo le voci sulla malattia di Dost Mahommed. Un giornale dice ch'egli è gravemente affetto d'idropisia, talchè non può camminare e deve farsi trasportare in lettiga.

Pare che il governo inglese abbia intenzione di inviare un residente britannico alla corte di Goolab Singh, e si assicura che quest'incarico verrà affidato al maggiore Mac Gregor, ora deputato commissario a Lahore.

Il governatore generale era atteso a Calcutta; il comandante in capo trovavasi a Pesciaver. I governatori e i comandanti di Madras trovavansi nelle rispettive sedi.

Il *Singapore Free Press* del 2 gennaio annunzia che la morte del re di Siam, e l'assunzione al trono di un principe intelligente produssero molti miglioramenti in quello Stato, e ne fanno sperare altri ancora. Il commercio estero ottenne già dei vantaggi, essendo stata ridotta di molto la tassa di tonnellaggio. Inoltre si crede che verrà conchiuso un nuovo trattato commerciale coll'Inghilterra che modificherà in meglio parecchi articoli della convenzione vigente, non appena sian terminate le pompose cerimonie funebri in onore del defunto *ec.* *O. T.*

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 24 *febbraio*.

Il terzo ed ultimo ballo a Corte ha superato iersera per brio, per numero e per fastosa eleganza i due precedenti.

L'intero Corpo diplomatico, i Ministri del Re, parte dei Rappresentanti della nazione, la Magistratura, la più cospicua società torinese, la Milizia cittadina e regolare, insomma oltre a 1400 persone s'aggiravano per le magnifiche sale sfavillanti d'oro e di luce.

Duecento quaranta signore, in cui s'ammirava il buon gusto unito alla ricchezza degli abbigliamenti, facevano liete le danze.

Le LL. MM. dopo avere percorso le sale si ritirarono al tocco preciso della mezzanotte.

Presiedeva alla festa e alla gioia spontanea, quel grato senso di compiacenza, che i nostri Principi sanno sempre e dovunque ispirare colla loro presenza.

Francia. *Parigi*, 21 *febbraio*. Il *Moniteur* pubblica stamane un rapporto del ministro della marina e delle colonie sullo stabilimento delle colonie penitenziarie alla Guiana francese. Questo rapporto approvato dal presidente della repubblica è un avviamento alla soppressione delle galere.

La trasportazione a Cajenna è per ora facoltativa e non obbligatoria pei forzati, opponendosi la legge ad ogni specie di retroattività. Ma essendo stati aperti registri nelle varie galere, tremila condannati si presentarono volontariamente: essi formeranno il primo nucleo delle colonie penitenziarie.

Una commissione mista, instituita dai due dicasteri della giustizia e della marina, ha riuniti gli elementi d'un progetto di decreto che il Consiglio di Stato deve elaborare, per regolare da ora innanzi le sorti dei condannati ai lavori forzati, e per determinare le condizioni della loro deportazione a Cajenna. Quando uscirà questo decreto, il personale delle galere non potrà più essere rinnovato.

Un decreto pubblicato egualmente dal *Moniteur* pone, come innanzi del 48, la stampa delle colonie sotto la sorveglianza dell'autorità militare.

— Il *Constitutionnel* ha una nota *communicata*, in cui si dice che il sig *Bocher*, arrestato ieri, fu riconosciuto colpevole di propagazione di stampe sediziose.

Paesi-Bassi. *Aia*, 18 *febbraio*. Il principe Enrico dei Paesi-Bassi è nominato luogotenente ammiraglio e comandante in capo della flotta.

— L'*Handelsblad* annunzia che il progetto di legge organica dell'insegnamento superiore, secondario ed elementare verrà quanto prima presentato agli Stati-generali.

Inghilterra. *Londra*, 21 *febbraio*. *(Dispaccio del telegrafo sottomarino)* L'emendamento di lord Palmerston sulla legge della milizia proposta da lord John Russell, inteso a omettere la parola *locale* applicata alla milizia, è stato adottato alla maggioranza di 11 voti.

Lord John Russell ha dato immediatamente la sua demissione.

— Quattro dei legni della squadra del comodoro Martin, il *Prince-Regent* da 90 cannoni, la *Hogue*, vascello a elice da 60, il *Leandro*, fregata da 50, e il *Dauntless* corvetta a elice da 24: sono giunti nella rada di Cork: un quinto legno l'*Aretusa* da 50 è giunto a Falmouth.

Alemagna. *Francoforte*, 20 *febbraio*. Nella scorsa notte, fra le ore 11 e la mezzanotte, verso nord-ovest, si è osservata una magnifica aurora boreale.

— *Berlino*, 19 *febbraio*. Ieri la prima Camera ha continuato la discussione del rapporto della commissione sul ristabilimento degli Stati provinciali e sull'ordinanza provinciale dell'11 marzo 1855. Parlarono i signori Itzenplitz, Manteuffel, Camphausen, Vinke, ecc.

Le conclusioni della commissione (ordine del giorno sulle proposte dei signori Brunnek e Vinke, tendenti a dichiarare illegali le anzidette disposizioni) furono adottate da 91 voti contro 63. Si passò in seguito alla seconda votazione sulle conclusioni della commissione relative alla proposta intesa a modificare gli articoli 40 e 41 della costituzione. Questi articoli sono quelli che guarentiscono il giudizio dei giurì pei processi politici.

La sinistra della prima Camera si astenne dal votare. Le conclusioni della commissione furono adottate da 101 voti contro 4.

(Gaz. di Prussia)

— Leggiamo nell'*Indépendance Belge*:

Dalla nostra corrispondenza particolare di Berlino sappiamo che il 18 febbraio è stata firmata fra il presidente del consiglio, ministro degli affari esteri di Prussia, barone di Manteuffel, ed il sig. Nothomb, inviato straordinario e ministro plenipotenziario del Belgio, la convenzione addizionale che, sotto certe condizioni, mantiene fino al primo di gennaio 1854, il trattato del primo settembre 1844 fra il Belgio e lo Zollverein.

— *Sondershausen*. La Dieta di Sondershausen, nella seduta del 15, invitò il ministero a presentare un progetto di legge sulla responsabilità ministeriale.

— *Kiel*, 17 *febbraio*. Domani, l'amministrazione del ducato verrà consegnata dai commissarii federali al re di Danimarca. Essi pubblicheranno un proclama per annunciare il termine della loro missione. *(Gazz. di Prussia)*

S. LUIGI GONZAGA

Sabato 14 del corrente mese, madamigella Uccelli diede una serata musicale al teatro d'Angennes. L'aria della *Sonnambula* e il duetto dell'*Assedio di Calais*, cantati con madamigella Tosco, rinomata maestra di canto, meritarono alle due egregie artiste il plauso del pubblico per la molta maestria con la quale interpretarono i due pezzi suddetti, oltre ad una graziosa barcarola, per cui furono chiamate a comparire sul proscenio. Madama Uccelli madre accompagnò sul pianoforte, con la perizia che la distingue, i pezzi eseguiti in detta sera. *(Art. com.)*

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

Avviso d'Asta.

Il Pubblico è avvertito che, alle ore dieci antimeridiane del giorno di lunedì primo marzo prossimo venturo e successivamente, si procederà nel Comune della Venaria Reale, ed in una delle sale del Castello, alla vendita, col mezzo dei pubblici incanti, in favore dell'ultimo miglior offerente, di una notevole quantità di — Lettiere in ferro: di pagliericci e materassi in parte non ancor usati; di coperte di diverse qualità da estate e da inverno; d'oggetti di rame; sgabelli ad uso di guardaroba; di mantili da tavola; cavaletti in ferro per letti; di tavole in legno di pioppo di varia dimensione; botti da vino; arredi da cappella, e di duecento e più pianticelle di gelso esistenti nei beni detti dell'*alto Parco*, e suscettivi di essere altrove trapiantate, il tutto proveniente dal soppresso Instituto agrario-veterinario-forestale.

La vendita avrà luogo a pronti contanti, e prima del trasporto degli effetti deliberati.

Torino, il 13 febbraio 1852.

Per detta generale Azienda
Il vice-capo della seconda divisione
Tonelli.

www.internetculturale.it

I Signori Associati la cui associazione scade col 29 corrente febbraio sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

OSPEDALE DI CARITÀ
DI CAVALLERMAGGIORE

È vacante l'impiego di uno dei due Medici addetti al detto Ospedale, o Congregazione di Carità, colla annua retribuzione di L. 200 per caduno.

La Condotta Medica in quel Comune offre la prospettiva di altri non lievi vantaggi, epperciò s'invita chiunque voglia aspirarvi a presentare la sua domanda al sig. Presidente dell'Amministrazione del detto Ospedale.

AVVISO
Ai proprietari di Porta d'Italia

I proprietarii di case e terreni, e tutti quelli che ponno avere interesse che la stazione-*Embarcadero* della strada ferrata da Torino a Novara sia collocata a Porta d'Italia, sono invitati ad intervenire all'adunanza generale che avrà luogo la sera di giovedì 26 del corrente mese, alle ore 7, nel locale degli archivi della S. R. dei Ss. Maurizio e Lazzaro, via della Basilica, num. 14, scala a destra sotto la porta, piano nobile, per prendere gli opportuni concerti in tale proposito.

L'oggetto a trattarsi essendo di sì grande importanza, i sottoscritti nutrono lusinga che nessuno vorrà mancarvi.

Torino, il 18 febbraio 1852.

Gio. Pioletti Ingegn., *rappresentante la Comp. delle Assicuraz. gen. di Venezia*,
Fratelli Sclopis.

MUTUO

Si cercano a mutuo da L. 30[m]. a 40[m]., mediante le più ample cautele sovra beni stabili, situati nella provincia di Torino.

Dirigersi all'ufficio del causidico coll. Geninati.

AFFITTAMENTO STABILI
IN TERRITORIO DI VINZAGLIO

S'invita chiunque voglia attendere all'affitto, per anni 12 principiandi al S. Martino p. v., del Tenimento denominato il *Torrione di Vinzaglio*, della superficie di ettari 240 circa, con acqua propria, molino e pesta da riso, a presentare il suo partito, entro il giorno 15 marzo prossimo, od al sig. geometra Vincenzo Malinverni, od in Torino al sig. notaio certif. Domenico Signoretti, presso i quali sono ostensibili le condizioni relative; trascorso detto giorno si procederà al deliberamento, a seconda della convenienza dei partiti.

Torino, il 23 febbraio 1852.

FABBRICA DI PASTE
pari a quelle di Genova

L'Impresa dei Molini della Città di Torino si fa un dovere di prevenire il Pubblico, tanto della capitale che delle provincie, di avere aumentato la fabbricazione delle suddette Paste, e di trovarsi perciò in grado di poter soddisfare a qualunque richiesta e commissione le venisse affidata.

La vendita si fa nel locale dei molini di Dora, detto dei *Molassi*, a Porta Palazzo, ove havvi l'unico deposito.

Prezzi: Pastine sopraffine cent. 80 il chil.
1.ª qualità » 60 »
2.ª id. » 40 »
3.ª id. » 30 »

OCCASIONE PROPIZIA

Per fare acquisto di un fabbricato di 20 e più membri, in paese di collina, distante chil. 37 (miglia 15) da Torino, del reddito di annue L. 500 con sorgente d'acqua minerale, a pochi metri dallo stradale in costruzione da Asti ad Ivrea per erigervi uno Stabilimento di bagni, il quale, pei felici ed autentici risultati, non lascia dubbio di buon esito del medesimo, per cui puossi ritrarre una vistosa rendita.

Dirigersi dal signor Deffilippi, droghiere, in via dei Mercanti, num. 17.

DA AFFITTARE
al Borgo Dora, vicino alla chiesa parrocchiale

Varie camere, 3 scuderie di 40 piazze, con fenili corte chiusa e *sosta*, il tutto unito o separato;

Cinque camere al piano terreno, e

DA VENDERE

Terreno fabbricabile, formante angolo in istrada d'Italia, vicino al ponte Dora, dietro la chiesa suddetta. Indirizzarsi ai F.lli Barbiè, in via di Po.

DA AFFITTARE
pel primo luglio prossimo, via S. Filippo, num. 1,
GRANDE APPARTAMENTO

composto di 17 membri oltre la cucina, due cantine, scuderia e rimessa.

DA VENDERE O PERMUTARE
con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

RICOGNIZIONE DI BENI COMUNALI

Il Municipio di Caramagna, avendo deliberato di far procedere alla ricognizione dei beni comunali usurpati, posti nel suo territorio, si invitaano i signori Misuratori che desidcrassero d'imprendere la detta ricognizione e misura generale, di presentare al sottoscritto, prima della seconda metà del p. v. marzo, il loro partito in iscritto suggellato, in diminuzione di L. 20 p. 0[0] sul valore netto che si ricaverà dalla vendita dei beni rivendicati, e di unire alla loro obbligazione i titoli atti a giustificare che in essi concorrono tutti i requisiti voluti per compiere l'operazione che debbe essere loro affidata.

Caramagna, il 15 febbraio 1852.

Il Sindaco Cravosio.

AVIS. La ville de Paris va adjuger un emprunt de
Cinquante millions de francs.
MM. Cusin Legendre et Comp., Banquiers à Paris, ont ouvert une souscription dans leurs bureaux, et se proposent de participer à sa réalisation. MM. François LONG et Fils, Banquiers à Turin, correspondants de MM. Cusin Legendre et Comp., fourniront tous les renseignements nécessaires et recevront les souscriptions et le montant du premier versement pour le compte de ladite Maison de Paris.

Le sieur TURE, jardinier-fleuriste, arrivant de Paris, a l'honneur d'informer MM. les acheteurs qu'il a déballé, rue *S. Massimo*, (Po), maison Ciaretta, une riche collection de plantes rares tant de pleine terre, que d'orangerie, arbres fruitiers, de toute espèce, et bulbes d'Alger, ognons, semences de fleur et de potager, qu'il vend à des prix très-modérés avec garantie.

Il tient aussi les épinards qui pomment comme les choux-fleurs.

MAGAZZINO FRANCESE
Contrada di San Filippo, dirimpetto al Caffè di Piemonte.

PREZZI FISSI.

Una delle prime fabbriche d'Irlanda vien or ora di spedirci 26 casse, contenenti gli articoli qui sotto descritti, i quali abbiamo l'ordine di farne una prontissima vendita. I Gerenti del suddetto Magazzino possono assicurare ai loro avventori che troveranno un vantaggio del 25 al 30 par 0[0] dai prezzi correnti.

TELA D'IRLANDA, 9 Camicie ciascuna pezza.
Prima qualità soprafina : 55 Fr. la pezza
Seconda Idem 50 » Id.
Terza Idem 27 » Id.
Si garantiscono, per iscritto, di puro filo.
Tele per lenzuola altissime, 44 metri ciascuna pezza.
Prima qualità fortissima 45 a 55 Fr. la pezza
Seconda Idem 40 Fr. la pezza
3000 dozzine Fazzoletti puro filo da 7 a 12 Fr. la dozzina
2050 Idem Batiste:
Prima qualità . . . 20 Fr. la dozzina
Seconda Id. . . . 15 » Idem
Terza Id. . . . 7 » Idem
SERVIZII DA TAVOLA.
Tovaglia e Tovaglini per 12 persone . 30 Fr.
Idem Idem « 1ª qualità 50 »
Tappeti da Tavola . . . 5 Fr. 50 cent. caduno.

La vendita di questi articoli comincierà martedì 24 febbraio e deve essere terminata per l'ultimo del corrente mese.

DA VENDERE

I seguenti lotti di terreno fabbricabile a San Salvario fuori Porta Nuova, disponibili immediatamente:

1. Lotto di are 8, 72 (tavole 22, 10), situato in faccia alla chiesa, ora parrocchiale, di San Salvario, sull'angolo formato dal piazzale della medesima, e dallo stradale di Nizza, con doppia fronte, di circa metri 48; prezzo fr. 650 la tavola.

2. Lotto di are 10, 74 (tavole 28, 2), contiguo al primo, situato sull'angolo formato dallo stradale di Nizza e da una contrada a questa perpendicolare, con doppia fronte, di circa metri 68, esposta a ponente ed a mezzogiorno; prezzo fr. 600 la tavola.

Questi due lotti riuniti assieme formano un bel lotto di tavole 51, con tre facciate, nella migliore situazione ed esposizione.

3. Lotto di are 6, 24 (tavole 16, 5), contiguo al precedente, con fronte esposta a mezzogiorno, di metri 24, su contrada immittente nello stradale di Nizza, da cui dista il lotto, di soli metri 45; prezzo fr. 360 la tavola.

4. Lotto di are 8, 9 (tavole 24, 3), contiguo al precedente, sull'angolo formato da due contrade immittenti l'una nello stradale di Nizza e l'altra nel viale di San Salvario, da cui dista il lotto, di soli 40 metri, con doppia fronte di metri 57, esposto a levante e mezzogiorno, e con prospetto libero sul giardino agrario botanico ivi cintato a cancelli; prezzo fr. 375 la tavola.

Questi due lotti riuniti formano un bel lotto di tavole 40, assai bene esposto.

5. Lotto di are 15, 73 (tavole 41, 3, 4), situato su tre contrade, di cui una immette nello stradale di Nizza e le altre due immettono nel viale di San Salvario, da cui dista il lotto, di soli 30 metri, con triplice fronte di metri 115, esposto a levante, mezzogiorno e ponente, e con prospetto libero sul giardino agrario botanico ivi pure cintato a cancelli; prezzo fr. 325 la tavola.

6. Lotto di are 22 (tavole 60 circa), situato in coerenza ed a mezzogiorno della proprietà del signor Paracca, sovra un angolo formato dal prolungamento della contrada della Meridiana, e da una contrada immittente nello stradale di Nizza, con doppia fronte a mezzodì e ponente; prezzo fr. 175 la tavola.

Dirigersi dal sig. notaio Turvano, via di S. Teresa, num. 10, piano 3°.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano e num. 4, 6, o 10 membri, con terrazzo, al 4.° piano Via del Senato, num. 4.

Sciroppo di Mela-Apiole

Specifico infallibile per la tosse, raffreddori e raucedine, a L. 1 25 la bottiglia. — Presso Giacosa, confettiere, rimpetto alla chiesa di S. Tommaso.

GIORGIO CENA, ebanista e tappezziere, tiene un variato assortimento di seggioloni elastici di lusso, come pure mobili di legno forestiere e del paese, a prezzi discretissimi. — Via dell'Arco, casa Bruno, n. 31. in Borgo Nuovo, Torino

CUOI CHIMICI *del sig.* **OULMAN**

I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d'ingrediente, dispensano dall'affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis*.

Dirigersi all'Albergo di Londra, già *Bonne Femme*.

Deposito: *presso li signori Janetti padre e figli, via di Po, accanto al Caffè Fiorio, in Torino.*

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

NOTA

All'udienza che sarà tenuta dall'ill.mo tribunale di prima cognizione di Savona, alle ore 10 di mattina del giorno 13 p. v. marzo, sull'instanza del signor Giulio Sactone, negoziante, domiciliato a Genova, si procederà all'incanto preparatorio di tutti i beni già di proprietà del fallito Alessandro Rossi fu Gio. Battista, già negoziante, pure domiciliato a Genova, e posti sui territorii di *Miogliola* e *Pont'Invrea*, provincia d'Acqui, e nei comuni di Sassello e d'Olba, provincia di Savona, in num. 36 lotti, composti di terra seminativa, castagnativa, vignata, prativa e boschiva, con case coloniche e case civili, e filatoio da seta in Sassello, al prezzo e sotto l'osservanza delle condizioni contenute nel relativo bando, visibile a chiunque senza costo di spesa nell'ufficio del causidico sottoscritto.

Savona, il 18 febbraio 1852.

N. Oddero sost. Rolandi.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO UFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 23 febbraio 1859

Corso Autentico

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo corso	per fine del mese corr.: ultimo corso	pel fine del mese prossimo: ultimo corso
1819 5 0[0] god.	1 8.bre		
1831 » »	1 genn.		
1845 » »	1 7.bre	90 75	91
1840 » »	1 genn.	89 95	
1851 » »	1 dicem.		
1836 *Obblig.*	1 genn.		
1849 »	1 8.bre	940	
1850 » »	1 febbr.		
1844 5 0[0] *Sard.*	1 genn.		
FONDI PRIVATI			
Azioni B. N.	1 genn.	»	1795 p. 15
— Banca di Savoia			
Città di [4 0[0] oltre lo			
Torino [5 50 0[0]	inter. decor. 1 gen.		
Città di Genova 4 0[0]			
Soc. del Gaz (ant.)	1 gen		
Società del Gaz (nuova			
Incendii a premio fisso			
Via ferr. di Savigliano	31 dicembre		
Molini presso Coligno	1 gennaio		
	1 giugno		

CAMBI	Per brev. scad.		Per tre mesi.	
Augusta	95 3/4	—	95	—
Genova sconto	4 p. %		»	»
Francoforte S. M.	91 0 1/8	—		
Lione	100	—	99 40	—
Londra	25 30	—	25 17	1/2
Milano			96 00	—
Parigi	100	—	99 50	—
Torino sconto	4 p. %			

Monete contro argento o Biglietti di Banca (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 04 —	20 09 —
— di Savoia	38 99 —	39 19 —
— di Genova	79 93 —	79 35 —
Sovrana nuova	36 00 —	35 10 —
— vecchia	34 83 —	34 99 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

Borsa di Parigi *del 21 febbraio.*

Il 5 0[0] aperto a 105, 75, è asceso a 105, 45, chiude a 105 55.
Il 3 0[0] resta a 65, 55.
Il 5 0[0] piemontese (c. R.) a 89, 75.
Le azioni della Banca di Francia a 2560.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera Rigoletto, del M.ro Verdi — Ballo *Fausto*, — Balletto *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Gl'innamorati — Le convenienze teatrali.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française — *L'art de ne pas monter sa garde.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: — il *Giuramento*, musica del maestro Mercadante. — Ballo in tre atti *Alice*.

GERBINO (ore 7 1/2) La drammatica Compagnia Capella recita: *I tre gobbi*, — con Tom-pouce.

SUTERA (ore 7 1/2) La drammatica Comp. Bassi e Preda recita: *Le feste del ridicolo matrimonio di Meneghino.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 48 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invii di mandati postali affrancati, fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

Anno e semestre
Per Torino
Per le Provincie
Per l'Italia e gli Stati esteri
Inserzioni volontarie, 20 cent.; d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 29 corrente febbraio sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla proposizione del Ministro dell'interno;

Visto il Messaggio del giorno di ieri indirizzato al Ministro dell'Interno dall'ufficio di Presidenza della Camera dei Deputati, da cui risulta essersi erroneamente indicata la vacanza del 2.° Collegio elettorale di Sassari a vece di quella del 3.° Collegio dello stesso luogo;

Visto il Nostro Decreto del 15 stesso mese, per cui veniva convocato il predetto 2.° Collegio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. A vece del 2.° Collegio elettorale di Sassari rimane convocato il 3.° Collegio elettorale della stessa città per il giorno 7 del prossimo marzo onde procedervi ad una nuova elezione del suo Deputato.

Art. 2. Resta in tal parte modificato il citato Nostro Decreto del 15 corrente mese, il quale avrà nel resto il pieno suo effetto.

Il Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente, che sarà registrato all'ufficio del Controllo generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Torino, addì 22 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.

Per determinazione presa da S.M., in udienza del 22 corrente, la cattedra di Diritto Romano, rimasta vacante pella promozione del Commendatore Michelangelo Tonello alla carica di Consigliere di Stato, venne conferita al professore Giovanni Nepomuceno Nuytz a vece di quella di Diritto Canonico che occupava, e ciò in conformità del parere emesso dal Consiglio Supremo di pubblica istruzione, cui il suddetto professore Nuytz ebbe a presentare apposita domanda corredata de' relativi suoi titoli, a termini del disposto dall'art. 14 della legge del 4 ottobre 1848.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 24 febbraio.* Il Senato nella tornata di ieri adottava il progetto di legge per modificazioni alla legge sulla stampa del 26 marzo 1848 con voti favorevoli 49 contrarii 3; ed in seguito quello portante alcuni provvedimenti provvisorii di pubblica sicurezza con voti favorevoli 46 contr. 2.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

Fu stabilita una linea di vapori tra Marsiglia e Tangeri con scalo ad Orano, a Nemours e Gibilterra.

La partenza da Marsiglia è fissata il 15 di ogni mese a mezzogiorno; l'arrivo a Tangeri seguirà il giorno 25 verso sera.

Le corrispondenze degli Stati Sardi per quelle destinazioni dovranno essere impostate in Torino e Genova nel giorno 15, ed in Nizza nel mattino del giorno 17 di ogni mese.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Ci viene comunicato quanto segue:

I militi torinesi della prima compagnia della prima legione radunavansi a fratellevole banchetto: il capitano sig. avv. Juva promoveva una colletta a favore dei poveri giovani abbandonati.

Appendice

Necessità di una Storia dell'Italiana filosofia e di alcuni scrittori Genovesi di filosofia razionale-civile.

I.

L'Italia avrà davvero una Storia della filosofia alla quale dopo il rinascimento delle lettere si dedicarono i più eletti suoi ingegni, quando l'amore della fatica e il desiderio di conoscere intimamente il pensiero degli scrittori nostri acconsentiranno che parecchi e ragguardevoli amici della scienza e della virtù, sparsi qua e là per le varie provincie italiane, si consacrino allo studio profondo delle opere lasciateci dai filosofi, che nel succedersi dei tempi fiorirono, e a questa o a quella scuola appartennero. In quelle opere, molte non iscrutate ancora, disprezzate molte, e molte dimenticate, troveremo un tesoro di razionale e civile sapienza, ed argomenti innumerevoli per convincerne che nobilissimo era il retaggio dei nostri avi, e che noi l'abbiamo troppo sollecitamente e dirò pure ingratamente dimentico, per correre dietro ad insegnamenti che ci vennero d'altronde, e non di rado per essere accetti avevano il solo merito di essere forastieri.

Potevamo seguire, e giustamente, la via di maestri, e ci siam posti in quella di discepoli; potevamo camminare da generosi alla testa dell'incivilimento e abbiamo

MERCOLEDI' 25 FEBBRAIO

raccolti da una più società nel collegio degli Artigianelli, via della Zecca, n. 2; i quali ne giorono per la somma di L. 59 80.

Il Rettore, a nome di questi sventurati riconoscentissimi, paga un leggiero tributo di gratitudine a questi benemeriti concittadini, i quali in mezzo all'allegrezza non sanno anche dimenticare chi trovasi nella sventura e nell'abbandono.

— Anche la quarta compagnia della prima legione volle unirsi con un'opera di carità al loro amichevole convegno; all'invito del sottotenente avv. Arrigo Galletti volenterosi offersero il loro obolo, per cui si raccolsero L. 22, 15, state trasmesse al Collegio degli Artigianelli.

— Di questi giorni in cui furono celebrati diversi banchetti amichevoli e fraterni non si dimenticò la grande causa della pia educazione dell'infanzia. I Valdesi nel solennizzare l'anniversario dell'emancipazione loro concessa dal magnanimo Re Carlo Alberto di gloriosa memoria, imitarono fra loro una colletta, inviarono alla cassa degli Asili di Torino lire cento. 2. La quarta compagnia del primo battaglione della Guardia Nazionale, sezione Monviso, nel banchetto celebrato il 22 ora scorso, raccolse ed offrì agli Asili di Torino lire 31.

È da rallegrarsi per questi atti di sapiente beneficenza che manifestano come si vadano sempre più dilatando i vincoli di carità a maggiore prosperamento della patria.

STATO ROMANO

Si legge nel *Giornale di Roma*:

Non prima si conobbero i danni recati dalle calamità dei tempi al servigio dei battelli a vapore natanti sul Tevere, che il ministero delle finanze, cui n'è affidata l'amministrazione, alacremente intese non che a porvi riparo, ma a dare altresì acconce disposizioni, perchè cotesto servigio procedesse quindi innanzi con maggiore ordine e regolarità. Provvedutosi anzi tutto alla controlleria delle spese e alla direzione del personale, ordinavasi il riattamento dei burchi e dei piroscafi; instituivasi un laboratorio di riparazioni; acquistavansi nuove macchine di sostituzione; facevasi costruire uno scafo di ferro per mettere a profitto altra piccola macchina che giaceva inoperosa; riordinavasi il periodico rimurchio dei legni marittimi; si riattivava il corso da Roma a Pontefelice; a maggior comodo delle popolazioni aprivansi nuovi scali sul Tevere; emanavansi meglio intese tariffe, e davasi alle stampe un regolamento disciplinare intorno al servizio.

Di quali vantaggi fossero questi ordinamenti ne fan prova i cessati reclami del commercio sul tronco inferiore del Tevere, l'affluenza dei passeggieri e delle merci nel tronco superiore, il contento delle popolazioni, infine i considerabili aumenti degl'introiti. E invero per ciò che riguarda il servigio di rimurchio nel tronco inferiore, non si ha che a rivolgere lo sguardo a Fiumicino, ed osservare l'ordine col quale in tutto il decorrere dell'anno viene esso eseguito, per andar convinti dell'efficacia delle date disposizioni. La regolarità e la celerità del rimurchio erano condizioni essenzialissime per ovviare agl'inconvenienti dell'antico sistema. Mentre difatti i bastimenti che in addietro giungevano in Fiumicino, obbligati ad attendere il lento turno dell'alaggio, sostenere dovevano maggiori spese per più lunghe stallie, e nei mesi estivi esposti eran pure alle malefiche influenze di quell'aria, ora evitando tali disagi, e meglio altresì rassicurando la finanza dal pericolo dei contrabbandi, cui queste prolungate dimore davano facile modo, quel solo tempo ormeggiati vi rimangono che è necessario all'alaggio, quante volte esso abbia luogo, e in poche ore vengono con sicurezza rimurchiati fino alla capitale: sì fattamente che è avvenuto essere un bastimento arrivato con propizio vento in 17 ore da Napoli alla foce del Tevere, e quivi trovatosi pronto alla partenza del rimurchio, in sole altre 7 ore giungere alla Ripa grande.

Quanto al trasporto delle merci e dei passeggieri sul tronco superiore, esso va prosperando oltre ogni credere. I fertili paesi

ricusato codest'onore: potevamo mostrarci ricchi del patrimonio dei padri nostri e l'abbiamo invece rigettato o sepolto, aspettando per avventura che talvolta qualche pia mano straniera (e il Vico, il Bruno, il Campanella lo attestano) venisse a disotterrarnelo. Questo, giovi confessarlo candidamente, ci torna a grave rimprovero. Diciamolo con tutta franchezza e non per arrossire solamente, ma per correggerci: e che avrebbero fatto gli alemanni, i francesi, gl'inglesi, dove al par di noi fossero stati forniti di una storia filosofica, che non ha certamente l'eguale nella moderna civiltà e che si dispiega luminosissima dal secolo decimo terzo, e senza interrompimento di sorta, fino a' dì nostri? poichè, comunque disprezzatori o tardi ricercatori delle opere dei nostri eletti, tuttavia questa terra, naturalmente feconda d'uomini grandi, non cessò di produrne mai. Avrebbero senza più raccolti, ordinati, e per ogni maniera di chiare e di eruditissime indagini illustrati quegli scritti e le vicende cui nella vita subirono coloro che li dettarono, e avessero potuto valere ad ogni più ampia spiegazione degli stessi.

Gl'italiani invece anneghittendo nella propria ricchezza non curarono di mettere in luce le ragioni per cui lo sono. L'Andres, il Tiraboschi, il Maffei ci diedero la storia dell'italiana letteratura, e in essa adoperaronsi a tessere gli elogi e ad offrirci, se non altro, l'elenco delle opere più ragguardevoli degli insigni cultori delle scienze razionali e civili; ma non era forse dell'indole della impresa, cui si accinsero, esaminare partitamente le dottrine

lagnati, dal Tevere, e quei della parte montuosa della Sabina che sono di tutto lo Stato i più bisognosi di mano adiutrice, ai quali viene offerto sì facile ed economico modo d'inviare alle domande i loro prodotti, a gara ne approfittano, e con vera compiacenza veggiamo, due volte in ogni settimana, giungere regolarmente cotesti piroscafi carichi di derrate di ogni sorte, e gremiti di passeggieri, taluni dei quali provenienti anche da lontane provincie. E questi vantaggi diverranno di tanto maggiore momento, allorchè sarà condotta a termine la strada, di cui per le vigili cure del preside della provincia di Rieti si è ordinata la costruzione, e che solcando nella sua larghezza la provincia stessa, metterà in comunicazione lo scalo di Montorso con Poggio Mirteto, Castelnuovo, ben altri quindici paesi, e quindi sfogando all'Osteria nuova sulla via Quintia la stessa città di Rieti capo della provincia sarà in diretta relazione collo scalo anzidetto, con che sarà favorito viemmaggiormente il movimento delle merci e dei viandanti.

Al qual proposito non è da tacere essersi di recente aggiunto al piroscafo un burchio particolarmente destinato a trasportare da Pontefelice a Roma, mediante la lieve retribuzione di baiocchi 20, i contadini che dalle superiori provincie dello Stato recansi nelle nostre campagne, per ivi attendere ai campestri lavori.

Abbreviate per tal modo le distanze fra le provincie che abbondano e quelle che difettano di operai, vien concesso a questi, con notevole risparmio non meno delle loro forze che della loro economia, di potersi recare nel breve giro di 3 ore alla capitale, acquistando così, fra l'andata e il ritorno, ben sei giornate di lavoro.

Di quanta importanza poi fosse nel 1851 il movimento dei passeggieri sui piroscafi del Tevere, potrà rilevarsi dal seguente stato, in cui ne viene accuratamente descritto il numero:

Stato dei passeggeri sui piroscafi nel Tevere del 1851.

Tronco superiore.

Da Pontefelice e viceversa	N. 1341
» Pronsano e Rosa id.	» 1189
» Torrita e Montorso id.	» 2995
» Nazzano e Fiano id.	» 1445
» Porti intermedii id.	» 298

Tronco inferiore.

» Roma a Fiumicino e viceversa	» 8560
Totale N.	15828

DUE SICILIE

Napoli 14 *febbraio*. S. M. il re ha destinato il colonnello commendatore D. Francesco d'Agostino a prestar servizio in qualità d'incaricato del protocollo del Consiglio di Stato.

Ed ha inoltre la M. S. chiamato il maggiore D. Agostino Severino a prestar servizio nella sua real segreteria particolare.

Palermo 5 *febbraio*. Ieri dava fondo in questa rada la fregata a vapore di S. M. Britannica *Spitfyl* comandata dal signor Giorgio Parker, proveniente da Malta in due giorni.

TIROLO ITALIANO

Si legge nel *Messaggiere Tiralese*:

Rovereto, 16. La giunta, di cui parlava il *Foglietto Settimanale* di Bolzano, e la quale dovrà fissare definitivamente la linea della nostra strada ferrata in modo che per essa venga provveduto eziandio alla rettificazione dell'Adige, trovasi fino da questa mattina sui luoghi destinati alle prime sue esplorazioni. Essa componesi dei sigg. consigliere ministeriale conte Lotario de Terlago, presidente; consigliere di reggenza barone Turco; Erizzo ispettore delle fabbriche; ingegnere Maisburgher, e dei sigg. capitano ed ingegnere distrettuali di Rovereto.

La giunta ha oggi visitate le posizioni fra Marco e l'Ischia di Terno, e domani visiterà quelle fra Nomi e la sinistra dell'Adige.

filosofiche alle quali si attennero gli uomini in codesto argomento più segnalati, specialmente del decimoquinto e decimosesto secolo. Più ch'altro li guardarono sotto l'aspetto letterario, e anzichè il risultamento di un esame accurato, segnatamente degli scritti filosofici, ne diedero il catalogo.

Il Mamiani nella sua bell'opera del Rinnovamento della Filosofia e nei Dialoghi Socratici tentò di richiamare l'Italia a profondi studii, riuscì i nomi e la memoria di autori e di opere molte che erano inedite tuttavia o dimentiche dall'Italia, che aveva il massimo dovere e interesse di ricordarle. Pure quei lavori dell'insigne filosofo Pesarese non bastavano all'uopo, perchè di misura assai ristretta, acciò non ispaventassero il senso molle e delicato dei lettori, nè diretti peculiarmente al fine di che parlo. Nè a raggiungerlo basterebbero certamente le fatiche di un solo. Vi fu un tempo, quasi tre secoli, che l'Italia in tutte le città sue, e direi quasi negli stessi minori paeselli, ferveva di eletti e sapientissimi studii, e contava uomini per ogni guisa ragguardevoli. Ora a discorrere rettamente la storia dell'italiana filosofia dal rinascimento al suo procedere e decadere e risorgere fino a noi, fa di mestieri la conoscenza intima degli autori. Nè vale per fermo lo avventurarsi dietro la scorta di questo o di tal altro scrittore; ma sì fa mestieri toccare alla fonte, e aver come schierati dinanzi gli elementi tutti che tornano assolutamente necessarii perchè il lavoro riesca il più perfetto che si possa meglio.

FRANCIA

PARIGI, 21 *febbraio*. Ecco la nota *comunicata* che si legge nel *Constitutionnel* intorno all'arresto del sig. Bocher :

« Uno degli amministratori dei beni della famiglia d'Orleans, un ex-deputato della coalizione parlamentare, che aveva figurato il 2 dicembre alla riunione della *mairie* del secondo circondario, e che la generosità del principe presidente aveva fatto porre in libertà, è stato arrestato ieri in flagrante delitto di propagare pubblicazioni sediziose.

« Da qualche tempo, la polizia metteva la mano sopra ballette che contenevano a migliaia tali pubblicazioni, ne le era ignoto che si stampavano in Londra, s'introducevano clandestinamente a Parigi e si spandevano nella capitale e nella provincia ; ove non temessi d'indirizzarle a molti membri della magistratura, del clero, del foro, ad ufficiali dell'esercito, come pure ad alti funzionari della gerarchia amministrativa.

« Supponevasi che agenti subalterni procedessero a simili maneggi, nè era venuto in mente a chicchessia che uno degli amministratori appunto della casa d'Orleans scendesse in persona ad esercitare questa propaganda. Ci duole assai di dover lo dire, ogni specie di dubbio pare tolta via in questo proposito, e il sig. Bocher occupava ben realmente nella trama la doppia funzione di organizzatore e di esecutore. La vigilanza dell'amministrazione ha fatto andare a vuoto quei tentativi. Il sig. Bocher è ritenuto alla Conciergerie. »

— Risulta dal rapporto del ministro della marina (*Vedasi il numero antecedente della Gazzetta*), che i seimila forzati di cui sono ingombre le galere di Brest, di Rochefort e di Tolone, devono essere trasportati successivamente nei possedimenti francesi della Guiana, sulle rive dell'Oyapock, nelle ricche e vaste pianure di alluvione.

Il primo convoglio dei condannati, che prima di essere installato alla Guiana sarà diretto verso le isole della Salute colla gabarra *L'Allier*, si comporrà di 300 forzati di Rochefort, scelti diligentemente fra i condannati appartenenti alle professioni di muratore, ebanista, falegname, fabbroferraio, carradore, ecc., e destinati a edificare immediatamente le baracche le quali si spediranno da Bordeaux per gli stabilimenti definitivi della terraferma. Le isole della Salute, poste a 12 leghe incirca da Cajenna e a tre leghe dall'imboccatura del fiume di Kourou, uniscono al vantaggio d'una posizione salubre quello di avere una sorgente copiosissima e di dare un buon ancoraggio alle grandi navi da guerra. Possono 6 in 8 centinaia di condannati esservi stabiliti nelle baracche ; un numero eguale può essere tenuto in un vascello di linea sull'ancora ; locchè permetterà a 1600 forzati almeno di aspettare senza grave inconveniente che i penitenziarii definitivi sieno pronti.

La galera di Rochefort sarà sgombrata per la prima, indi quella di Brest, e poscia quella di Tolone. Tre mila forzati chiesero, fin dal primo giorno che furono consultati, di uscire dalle galere per essere trasportati alla Guiana.

In quanto alle spese necessarie per questo cambiamento del regime penale, esse si limiteranno, giusta il rapporto del ministro, pel primo anno e per la deportazione di 2000 individui, a 4,245,000 fr., compensati in parte dalla diminuzione delle spese che si otterrà all'interno per l'emigrazione e pei lavori che questa eseguirà alla Guiana.

Un mese dopo la partenza dell'*Allier* coi primi 300 forzati, il *Dugueselin* farà vela con un altro convoglio di 700 deportati all'incirca, composti del rimanente dei forzati di Rochefort, che consentono volontariamente a lasciar la Francia, e d'alcuni altri della galera di Brest che espressero pure il desiderio d'essere deportati alla Guiana. Il resto dei forzati di Rochefort che non aderirono ancora alla trasportazione, sarà provvisoriamente trasferito nella galera di Brest. Perciò fra pochi giorni la galera di Rochefort sarà interamente sgombrata.

Inoltre è stato dato ordine a Cherbourg di armare due fregate per trasportare altri 700 forzati estratti dalla galera di Brest.

Tostochè sarà terminato alla Guiana l'installazione di questi varii convogli, un'ultima spedizione porterà gli ultimi forzati di Brest e di Tolone, e le galere di questi due porti saranno, come quello di Rochefort, definitivamente chiusi.

SPAGNA

MADRID, 15 *febbraio*. Scrivono alla *Correspondance* :

Ieri, nel pomeriggio, la regina uscì in calesse scoperto col re. S. M. fece un lungo giro pe' bei viali della Casa di Campo (villeggiatura di S. M.).

Nella serata, fregiò delle insegne del Toson d'Oro i signori Isturiz e d'Alcanices. Tra gli assistenti si notavano il duca di Rianzares, i sigg. Martinez della Rosa e Olozaga.

Gli ordini sono emanati e i preparativi fatti per la gita della regina alla chiesa di Atocha. Questa gita, che dovea aver luogo oggi, è differita a mercoledì prossimo 18.

— *Del 16*. La regina si recò ieri di nuovo alla Casa di Campo, accompagnata dal re e dalla principessa reale.

L'autorità ha preso tutte le disposizioni per la sicurezza della persona di S. M., e il mantenimento dell'ordine nella giornata di mercoledì prossimo. Il popolo si crede in dovere di fare in questa occasione una vera ovazione a S. M.

Lord Howden ha ricevuto una lettera autografa della regina Victoria, con la quale S. M. B. si felicita con la regina Isabella d'essere scampata dal pugnale del regicida. S. M. B., alla prima notizia dell'attentato, si affrettò di scrivere direttamente a S. M. C. senz'aspettar neppure il dispaccio ufficiale. Questa lettera autografa non passò per la trafila ordinaria della cancelleria, ma fu comunicata dalla regina Victoria al suo ministro degli affari esteri, il quale la spedì immediatamente, col mezzo d'un corriere, a lord Howden. Il governo spagnuolo ha ricevuto egualmente comunicazioni di questa fatta dal principe presidente della repubblica francese e da S. M. il re de' belgi.

Corre voce che nei primi giorni del mese di marzo il duca e la duchessa di Montpensier si recheranno in Inghilterra presso la loro famiglia, passando per l'Italia.

INGHILTERRA

LONDRA. *Camera dei comuni. — Tornata del 19 febbraio.*

Dopo la presentazione di alcune petizioni ed annunzi di mozioni per parte dei deputati o dei ministri ;

Lord Naas sorge a proporre la sua mozione di censura contro il governo e contro lord Clarendon, vicerè dell'Irlanda, a cagione delle transazioni passate fra il detto vicerè e il giornale di Dublino *The World (il Mondo)*. L'oratore incomincia dal dichiarare ch'egli non intende in alcuna guisa intaccare il carattere personale di lord Clarendon, a cui rende omaggio, ed esprime il suo rincrescimento di essere costretto per pubblico dovere a presentare l'anzidetta mozione. Egli passa quindi a narrare i particolari del fatto da cui pretende inferire che il governo dell'Irlanda abbia fatto uso del danaro dell'erario per sovvenire il giornale menzionato, il cui compilatore è il sig. Birch. « La Camera, conchiude lord Naas, è chiamata a decidere se un giornale possa essere sovvenuto col danaro dell'erario : io credo siffatto procedere biasimevole, ed aspetto con fiducia la decisione della Camera. Io non so qual contegno terrà il governo : esso non può negare i fatti, e molto meno tentare di difenderli. Di una cosa però son certo, che la Camera cioè non tratterà siffatta questione come cosa di poco momento o di poca importanza, ma la considererà invece come fornita della massima gravità ed importanza : e son d'avviso che dopo aver ascoltate le due parti, accetterà la risoluzione che io ho l'onore di sottoporre alla sua approvazione. » (*Vivi applausi dai banchi dell'opposizione*).

Lord John Russell. Il nobile lord dilungandosi dalle speciali questioni ha sollevata una questione gravissima, dalla quale indarno si vorrebbe attenuare o diminuire l'importanza. (*Udite, udite*) Egli ha detto di non aver intenzione di fare appunti personali contro lord Clarendon ; ma la Camera può essere persuasa che il nobile lord ha invece tentato di appannare la fama (*vivi applausi*), di attirare la pubblica disgrazia su di un uomo che ha resi grandi servigi al suo paese (*rinnovati applausi*), di un uomo che non solamente ha battuto la pubblica carriera con onore e con lustro, ma che ha anche reso grandi servizi a quel paese di cui il nobile lord Naas è uno dei rappresentanti. (*Ascoltate*) Non creda adunque la Camera che il nobile lord ha sollevata una questione puramente speculativa di pubblica moralità : essa deve ben comprendere quali siano per essere le conseguenze ; ed io chieggo su qual fondamento poggia lord Naas le ragioni per domandare alla Camera una dichiarazione così grave e così severa ?

Lord John Russell rammenta i particolari del fatto. Dopo la rivoluzione francese del 1848 il sig. Birch compilatore del *World* offrì a lord Clarendon di difendere la causa dell'ordine, e lord Clarendon, quantunque non avesse molta fiducia nel risultamento della propaganda fatta da quel giornale, confortò il sig. Birch nel suo proponimento, ed avendo qualche tempo sentito dallo stesso signor Birch, come gli fossero necessarii mezzi pecuniarii per agevolare e promuovere lo spaccio del giornale, gli diede in diverse epoche varie somme di danaro. Nel 1849 le condizioni erano cangiate, ed il sig. Birch continuava a chieder danaro: lord Clarendon interrogò e consultò i suoi amici per sapere da quali fondi doveano pagarsi le somme antecedentemente erogate. Il cancelliere dello scacchiere fu di parere, che esse dovessero essere pagate da lord Clarendon : e così fu fatto. Il signor Birch continuò a far domande ed insistere : e lord Clarendon per liberarsene gli diede altre duemila lire sterline (50 mila franchi). Il signor Birch ciò nullameno fece nuove dimande ed allora si addivenne al processo, che ha fornito argomento all'attuale discussione.

Lord John Russell dopo questa narrazione procede a descrivere quali fossero le condizioni degli spiriti in Irlanda nell'anno 1848, e quanta energia si richiedesse nel capo del governo per parare ai mille inconvenienti che da siffatte condizioni sorgevano. Il primo ministro legge parecchi brani di alcuni giornali irlandesi di quel tempo, in cui si scagliano vituperii ed imprecazioni contro il governo inglese, e si predica apertamente la ribellione. Lord Clarendon doveva perciò mettere a profitto tutti i mezzi che gli si porgevano per ovviare alle minacciose occorrenze : e lord John Russell si meraviglia, che ora il vicerè dell'Irlanda venga così acerbamente censurato da uno dei componenti dell'opposizione conservatrice, e che quindi anzichè biasimare lord Clarendon, sarebbe in dovere di manifestargli gratitudine ed essergli largo di lodi.

Lord John Russell termina con le seguenti parole : La quistione è grave. Voi dovete togliere in considerazione gl'interessi del governo ed il carattere degli uomini pubblici, e però son persuaso che nè alla dignità del parlamento si addica, nè sia utile alla prosperità del paese pronunciare una censura contro lord Clarendon. Quanto a me, come co'lega di lord Clarendon, come uomo che da tanti anni lo ama e stima, son pronto a mettere nelle mani della Camera il carattere e la condotta di lui, con piena certezza che egli troverà giustizia nella sua decisione. (*Applausi*)

Il sig. *d'Israeli* sorge a protestare contro le opinioni del primo ministro, e censura vivamente la condotta di lord Clarendon; egli si associa alla mozione di lord Naas.

Il sig. *Hobhouse* difende lord Clarendon, e respinge la mozione.

Il signor *S. Crawford* dice che si tratta di decidere, se il governo possa o no essere moralmente giustificato di accordar sussidii alla stampa, e siccome egli opina che ciò non possa farsi, appoggia la mozione.

Il signor *Moore* parla nel medesimo senso.

Il sig. *Roche* dichiara non approvare la condotta di lord Clarendon ; ma siccome la mozione in apparenza rivolta contro di esso è in realtà una strategia dell'opposizione contro il ministero, egli la respinge.

Il colonnello *Sibthorp* critica il governo e aderisce alla mozione.

Il sig. *Power* trova che la condotta di lord Clarendon è facilmente giustificata dall'esame delle condizioni in cui si trovava, e dichiara di opporsi ad una risoluzione che infligge censura ad un uomo tanto benemerito della Irlanda.

Il signor *Newdegate*, il colonnello *Thompson* e lord *C. Hamilton* parlano a favore della mozione.

Sir De Norreys parla contro di essa.

Lord Palmerston. Avendo per parecchi anni avuto il piacere e l'onore di godere della particolare amicizia di lord Clarendon, ed essendo stato con esso lui in strette relazioni officiali non posso limitarmi a dare alla mozione di lord Naas una silenziosa negazione. (*Ascoltate*) Io mi sento obbligato a porger testimonio de'privati pregi, dell'onore personale e del pubblico valore di lord Clarendon come servitore della corona, e ad esprimere il mio rincrescimento di vederlo scelto a bersaglio di personali assalti. (*Ascoltate, ascoltate! applausi*) Il nobile lord, che ha fatta la mozione, ha negato di avere sollevata una questione personale (*udite, udite*); ma se questa non è questione personale io non posso più comprendere quando mai sia il caso di questione personale. La mozione non attacca una disposizione del governo, ma propone una censura puramente personale contro il vicerè d'Irlanda. Ora io abborro le questioni personali (*vivi applausi*), poichè io credo un modo assai indegno di far guerra agli avversarii politici (*rinnovati applausi*); ma in ogni caso quando un deputato creda necessario ciò fare per soddisfare ad un dovere pubblico egli è obbligato a fare accuse nette, chiare e sostanziali. (*Ascoltate, ascoltate*) Ora io chieggo alla Camera, se il nobile lord (lord Naas) ha adempito a queste condizioni. Nè io ho mai udito più grave accusa poggiata sopra più deboli fondamenta. (*Applausi*) Che risulta dalle asserzioni del nobile lord dell'assassinio di lui, non ispargerebbero di viva luce una vita sì varia, curiosa, e per l'Italia e per la storia politico-filosofica importantissima ? V'hanno pure tre volumi di lettere che il Paruta dettava da Roma quand'egli, quel veneto Machiavelli, fu ambasciatore colà della repubblica; e non sarebbe opera benemerita consultarnele per offrire una raccolta di scritti civili de'più ragguardevoli, e mi passi la parola, de'più *monumentali* che s'abbia l'Italia ? E Torino del Giannone, e Napoli del Vico non hanno la propria messe abbondevolissima ?

Si faccia adunque : acciò non abbiamo a soffrire i giusti rimproveri degli stranieri e ad arrossire di noi medesimi. Lo scopo pertanto di questo articolo, nel quale mi accorgo di aver proceduto troppo oltre, si è di animare i sapienti italiani, a scrivere una vera storia della propria filosofia razionale e civile. Storia che tornerà vantaggiosa per avviare le menti a forti studii, per ritrovare presso di noi, e direi quasi in famiglia, l'elemento della nostra grandezza, e per farci persuasi che, senza la fortezza della virtù, e la sapienza, ma propriamente sapienza civile, non si rintegrano, nè si conservano le nazioni. Appresso, dove non si disgradino codesti studii, darò qualche cenno intorno ad alcuni Liguri scrittori di filosofia razionale civile, de' quali, i più almeno, appresi i nomi e lessi gli scritti, dacchè mi trattenni in quella sì vaga ed operosa città : e sia quasi tenue ma affettuoso ricambio dell'ospitalità ricevuta.

BERNARDI.

ORARIO DELLA PARTENZA DE'CONVOGLI DELLE STRADE FERRATE

A partire dal 20 ottobre.

Il convoglio che parte da Torino alle ore 10 essendo anche incaricato del servizio del Corriere, non si trattiene alle stazioni di Pessione, Annone, Solero, Frugarolo e Serravalle.

CORSE da TORINO ad ARQUATA					CORSE da ARQUATA a TORINO				
Stazioni di partenza	ORE				Stazioni di partenza	ORE			
	ant.	ant.	pom	pom		ant.	ant.	pom	pom
			(a)					(a)	
Torino	7 »	10 »	1 45	4 »	Arquata	4 40	5 45	11 40	5 45
Moncalieri	7 14	10 43	2 5	4 14	Serravalle	4 48	5 55	11 48	5 53
Cambiano	7 27	10 25	2 24	4 27				pom.	
Pessione	7 58	» »	2 58	4 58	Novi	5 2	6 15	12 2	6 7
Valchiesa	7 48	10 58	2 50	4 48	Frugarolo	5 49	6 58	12 49	6 24
Dusino	8 5	11 05	3 10	5 5	Alessandr.	5 57	7 »	1 57	6 32
Villafranca	8 24	11 13	3 30	5 24	Solero	6 50	7 16	12 50	6 55
Baldichie.	8 29	» »	»	» »	Felizzano	6 2	7 34	1 2	7 »
S Damiano	8 33	11 24	3 46	5 35	Cerro "	» »	7 44	» »	5 47
Asti	8 51	11 39	4 5	5 51	Annone	6 17	7 52	1 17	5 22
Annone	9 5	» »	4 22	6 5	Asti	6 36	8 15	1 36	6 41
Cerro "	» »	» »	»	6 10	S. Damiano	6 47	8 34	1 47	5 52
	pom.				Baldichie.	» »	» »	1 »	5 52
Felizzano	9 25	12 8	4 47	6 23	Villafranca	7 »	8 50	2 »	6 5
Solero	9 35	» »	4 59	6 33	Dusino	7 20	9 32	2 20	6 25
Alessandr.	9 50	12 33	5 22	6 50	Valchiesa	7 35	9 48	2 35	6 38
Frugarolo	10 4	» »	5 40	7 4	Pessione	7 45	10 2	2 45	6 48
Novi	10 50	1 12	6 25	7 50	Cambiano	7 54	10 15	2 54	6 59
Serravalle	10 42	» »	6 41	7 42	Moncalieri	8 7	10 53	3 7	7 12
Arquata	10 51	1 50	6 58	7 51	A Torino	8 20	10 48	3 20	7 25

(a) Il convoglio che parte da Arquata alle ore 5 45 antim., e quello che parte da Torino alle ore 1 45 pomerid., sono destinati al trasporto delle merci e quindi debbono trattenersi nelle stazioni per tutto il tempo necessario per le manovre e per il carico e lo scarico delle merci. — In questi convogli si prendono viaggiatori di 2.ª e 3.ª classe.

lord? null'altro fuorchè in gravi condizioni il mio nobile amico (lord Clarendon), governatore risponsabile dell'Irlanda, agevolò un giornalista a rendere un pubblico servizio. *(Applausi.)* Non posso astenermi dal deplorare che un uomo come lord Naas, verso il quale professo molto rispetto, sia diventato strumento di un così indegno assalto. *(Ascoltate!)* Non dirò altro. Mi accorgo dal contegno della Camera che questo tentativo fallirà. *(Applausi)* Il risultato di questo dibattimento manterrà il mio nobile amico (lord Clarendon) nell'alta posizione ch'egli occupa, come uno dei più ragguardevoli servitori del paese, come uomo che ha reso grandi servizii e procacciati grandi benefizii alla sua patria. *(Vivi applausi.)*

Lord Naas ripudia con energia il rimprovero di aver voluto muovere una questione personale.

La Camera passa ai voti.

A favore della mozione di lord Naas . . .	137
Contro	229
Maggioranza a favore del ministero . . .	92

— Si legge nel *Globe*:

Domani (21) un consiglio di gabinetto sarà tenuto al ministero degli affari esteri.

— Si legge nello *Standard*:

Ieri sera (19) il conte e la contessa Granville dettero al loro palazzo di Bruton-Street, Berkeley-Square, una splendida veglia, alla quale intervennero molti personaggi cospicui dell'aristocrazia e del corpo diplomatico. Sua grazia il duca di Wellington onorò equalmente di sua presenza il conte e la contessa di Granville, e si trattenne sino oltre la mezzanotte. Fra i membri del corpo diplomatico si notavano le LL. EE. il ministro di Portogallo, l'ambasciatore di Francia e la contessa Walewski, l'ambasciatore di Russia, quello del Brasile, ecc.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

Le caserme di Chatam si riempiono in tal modo di reclute che il deposito del 18 Reale Irlandese è stato trasferito a Brompton.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

La commissione reale inglese, desiderando dare al commissario generale del governo francese un attestato della sua gratitudine pe' servigi da lui resi all'Esposizione universale, gli ha fatto, prima della sua partenza, rimettere due tazze magnifiche di cristallo, montate in argento da' signori Storr e Mortimer, i celebri orefici di Londra.

Queste tazze, di vago ed elegante disegno e di prezioso lavoro, hanno alla base una iscrizione che ricorda l'alta missione del sig. Sallandrouze di Lamornaix, e la parte importante ch'egli prese a quel gran concorso di tutte le industrie del mondo.

— Scrivono da Sheerness al *Globe* in data del 18:

I bastimenti disarmati nel Tamigi e nel Medway saranno disposti in modo che la comunicazione per segnali potrà loro esser data in questo porto da diversi punti del litorale.

— Si legge nel *Sun*:

I fondi inglesi hanno della fermezza. Consolidati, a contanti 97 1/8 1/4 9, per conto 97 1/4 3/8; 3 0/0 rid. 98.

ALEMAGNA

Francoforte. La *Gazzetta di Colonia* assicura che il senato di Francoforte ha terminato il suo progetto di costituzione per la città libera: esso mantiene l'eguaglianza fra i cittadini, la separazione della giustizia dall'amministrazione, il giurì e la procedura orale.

Prussia. *Berlino, 17 febbraio. — Prima Camera degli Stati.* — L'ordine del giorno è la discussione della legge comunale e provinciale.

La sinistra ed i centri avevano introdotto parecchie mozioni, intese a dichiarare illegale ed incostituzionale la restaurazione degli Stati, o almeno a proporre che le Camere fossero ammesse a deliberare sui progetti di legge concernenti agli Stati prima di questi ultimi. Il governo invece non vuole lasciare l'iniziativa alle Camere se non per la legge comunale.

La commissione propone di passare all'ordine del giorno sulle mozioni tanto della sinistra che dei centri.

Apertasi la discussione generale sulla convocazione degli Stati generali e sulla revoca della legge comunale dell'11 marzo 1850, votata dalle Camere, sancita dal re, ed anzi eseguita in molte provincie dopo il relatore, sig. di Gerlach, ottenne la parola

Brunneck, uno degli autori della mozione della sinistra; egli difende la mozione che è del tenore seguente: « La Camera dichiara che l'avere trasferito la rappresentanza provvisoria dei circoli agli antichi Stati di circoli è atto contrario alla costituzione non meno che alle leggi esistenti, e la convocazione degli Stati provinciali è contraria alla legge dei circoli, distretti e provincie dell'11 marzo 1850. »

La nostra missione, dice il vecchio maresciallo Brunneck, è quella di tutelare le leggi e la costituzione. Le Camere non devono starsi contente alla votazione delle leggi, ma devono anche aver cura che siano eseguite. Signori, io non porto invidia al trionfo del partito vittorioso, nè alcuno crederà che all'età in cui sono io cangi opinione ad ogni mutazione di ministeri.

Buddenbrock contesta la competenza della Camera per votare la mozione della sinistra; secondo lui, il non avere eseguito la legge comunale costituisce il terzo atto salvatore, operato dal ministero.

Westphalen, ministro dell'interno, parla lungamente della convocazione degli Stati, entra in molti particolari, e rammenta i varii modi con cui fu accolta la legge dell'11 marzo 1850; confessa di avere riconosciuto la necessità di eseguire la legge, ma lo trattennero molteplici ostacoli, per cui fu forza di ritardare l'esecuzione della legge; quindi è che si credette necessario di convocare gli Stati. Il ministro manifesta sorpresa che un così semplice provvedimento abbia sollevato tanto rumore.

Roenne, (già inviato di Prussia agli Stati Uniti) dice che se la Camera passa all'ordine del giorno sulla mozione dei signori Brunneck e Winke, essa dichiarerebbe con ciò che la costituzione è una lettera morta; egli rivendica con energia la competenza della Camera. Esso invoca i testi delle leggi per provare che il ministero non aveva il diritto di convocare gli antichi Stati provinciali; l'oratore conchiude con queste parole: « L'opinione contraria forse otterrà la maggioranza, ma per noi starà l'autorità del diritto, della ragione, della verità. »

Con queste parole l'oratore alludeva al famoso detto del professore Stahl: « Autorità e non maggioranza. »

Bethmann Hollweg crede che la convocazione degli Stati non può altrimenti giustificarsi fuorchè per oggetti relativi agli affari comunali, ma la convocazione per altri oggetti essendo ormai un fatto compiuto, e supponendo che il governo nel riconvocare gli Stati provinciali resterà quind' innanzi nei limiti di affari locali, propone di passare all'ordine del giorno.

L'oratore difende questo suo ordine del giorno motivato, mantenendo però la competenza della Camera.

Manteuffel, presidente del consiglio, ricorda che il governo aveva già cominciato ad eseguire la legge comunale; ma in seguito egli credè giusto e necessario di consultare gli Stati: si disse che era meglio modificare il ministero; egli, il presidente del consiglio avrebbe bramato di rinunziare alla sua carica: « Non è punto con piacere che io occupo questa carica, ei disse; ma io sono qui per ordine di S. M. il re, e resterò finchè S. M. mi comanderà di restarvi. »

Kleist-Tychow parla in favore dell'ordine del giorno puro e semplice della commissione; quindi si leva la seduta.

— *Del 18. Prima Camera — Seguito della discussione antecedente.*

Kisker (già ministro della giustizia) rivendica la competenza della Camera; sarebbe una meschina costituzione la nostra, ei dice, se lasciasse ai ministri la facoltà di non eseguire una legge che ad essi dispiace, e di opporre in seguito l'incompetenza alle rimostranze del corpo legislativo.

Westphalen, ministro dell'interno, in risposta sovratutto al discorso pronunziato nella seduta di ieri dal sig. Roenne, persiste nel contestare alla Camera il diritto di adottare la dichiarazione proposta dalla sinistra. Poscia il ministro combatte gli argomenti del sig. Bethmann-Hollweg, e dice insussistente il riconoscere la competenza degli Stati provinciali per affari comunali soltanto.

Ilzenplitz difende l'ordine del giorno della commissione: confessa non esser vero che la riconvocazione degli antichi Stati provinciali sia stata universalmente accolta con gioia: riconosce la competenza della Camera, ma nel caso concreto la crede inopportuna.

Camphausen (già presidente del consiglio) dice impossibile la restaurazione dei tre ordini in Prussia; nè si potrebbero restaurare gli antichi Stati provinciali senza abolire le Camere. La Prussia ha bisogno di una centralizzazione che tutte le provincie raccolga intorno alla dinastia cogli stessi legami, gli stessi obblighi e collo stesso sentimento di onore nazionale.

Sthal dice che l'abolizione degli Stati provinciali fu un fallo della rivoluzione: ora il paese deve espiare quel fallo col restituire agli Stati i loro diritti: afferma impossibile l'esecuzione della legge 11 marzo 1850: quindi sostiene che una rappresentanza nazionale abbisogna della base degli Stati.

Pronunziata la chiusura, ottengono la parola il sig. Vinke per difendere la mozione di cui è autore, ed il sig. Gerlach per combatterla in nome della commissione, di cui è relatore.

La Camera passa all'ordine del giorno sulla mozione Vinke e consorti: la maggioranza fu di 91 voti contro 65.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi, 22 febbraio.* Il *Moniteur* pubblica la lista dei candidati del governo per 56 dipartimenti. Credesi che il compimento di questa pubblicazione sarà fatto nel numero di domani. Ecco i nomi designati per Parigi: Guyard-Delelain, Devinck, Duperier, Moreau (della Senna), Perret, Fouché-Lepelletier, Lanquetin, Konigswarter e Veron.

Il signor di Morny, ex-ministro, è portato nel dipartimento di Puy-di-Dôme. Il signor di Montalembert è proposto pel Doubs.

— Per decreto del presidente della repubblica i poteri dei consigli generali, dei consigli di circondario e dei consigli municipali, soggetti alla rielezione, sono prolungati di tre mesi.

— Tre altre persone sono state arrestate, come il sig. Bocher, per distribuzione di stampe sediziose.

— Si accerta che il rilascio del signor Forestier, il solo dei ditenuti politici rimasti in detenzione preventiva dopo il 2 dicembre, è stato ordinato. Egli dovrà, dicesi, abbandonare immantinente la Francia.

— Leggesi nel *Journal des Débats*: La polizia ha sequestrato ieri molte migliaia di copie d'una professione di fede politica, indirizzata dal signor Croce-Spinelli agli elettori della Senna. Il sequestro ebbe per motivo, per quanto si assicura, da un' ordinanza recente della commissione militare che ha classificato il sig. Croce-Spinelli nel novero delle persone che devono essere espulse dalla Francia.

Spagna. Si legge nella *Patrie* del 23 corrente:

Dispaccio Telegrafico

Madrid, 18 febbraio 5 ore pom.

La regina, accompagnata dal re, ha presentato sua figlia nella chiesa d'Atocha, in mezzo al più grande entusiasmo e alla più grande allegrezza.

Inghilterra. *Londra, 21 febbraio.* I giornali di Londra confermano la notizia della demissione di lord J. Russell e di tutti i membri del gabinetto. Il nobile lord dee essersi recato il 21 a Windsor a fine di far conoscere a S. M. la regina la sua risoluzione e quella de'suoi colleghi.

Il *Sun* e il *Morning Advertiser* presumono che lord Palmerston avrà l'incarico della formazione del nuovo gabinetto; altri giornali opinano che ne sarà incaricato il conte di Derby.

— Si legge ne lo *Standard*:

Quantunque la crisi ministeriale sia avvenuta più presto che non si credeva, nessuno è rimasto sorpreso nè alla *City* nè alla Borsa, e l'influenza esercitata da questa notizia sui fondi pubblici non andò al di là di 1/4 0/0.

— Si legge nel *Globe*:

Un consiglio di gabinetto è stato tenuto oggi a due ore al Foreign-Office. Erano presenti lord J. Russell, il marchese di Lansdowne, il lord cancelliere, il conte Minto, sir G. Grey, il conte Grey, il cancelliere dello scacchiere, sir F. T. Baring, lord Seymour, il conte Carlisle, l'onorevolissimo Fox Maule, il marchese di Clanricarde, lord Granville, e gli onorevolissimi Labouchere e B. Vernon Smith. Il consiglio è durato sino a 4 o e circa 10 minuti; lord J. Russell e i principali membri del consiglio si sono allora ritirati.

Il conte di Derby è partito ieri; un messo gli è stato spedito questa mattina.

Alemagna. *Berlino, 19 febbraio.* La *Corrispondenza generale litografata* dice che il gabinetto di Vienna ha comunicato a quello di Berlino la sua nota del 4 febbraio in risposta al dispaccio di lord Granville sulla questione dei rifugiati. Sembra però che la Prussia non intenda di adottare disposizioni particolari a questo riguardo.

Oggi a Berlino si è proceduto alla elezione di un deputato alla seconda Camera in surrogazione all'ex-ministro della guerra, generale Stockausen, il quale, come è noto, diede la sua demissione anche da membro della seconda Camera.

Il sig. Bock, negoziante, fu eletto in sua vece, ed ottenne 132 voti contro 96 che erano stati dati all'attuale ministro della guerra, generale Bonin.

I fogli di Berlino fanno comenti sulla missione straordinaria di cui il sig. Niebuhr fu incaricato dal governo prussiano a Londra. Alcuni pretendono che il sig. Niebuhr verrà definitivamente accreditato in qualità di ministro della Prussia presso la Gran Bretagna in surrogazione al sig. Bunsen.

— Un dispaccio telegrafico pervenuto questa sera annunzia che il governo di Oldenburgo ha definitivamente aderito alla convenzione del 7 settembre.

— *Amburgo, 18 febbraio.* Oggi le truppe austriache e prussiane cominciarono ad abbandonare la città di Amburgo. Il primo battaglione dell'8° reggimento prussiano è giunto oggi qui da Rendsborg, e continuò la sua marcia alla volta di Prentzlau: gli altri battaglioni si attendono questa sera e domani.

L'artiglieria austriaca, la cavalleria ed il treno, non meno che due compagnie del reggimento di Wellington, destinate a coprire l'artiglieria ed i bagagli, passeranno fin d'oggi l'Elba in tre punti differenti (Arburgo, Zollenspiecker ed Artlenburgo), e si dirigeranno per Brunswick verso la Boemia. La fanteria verrà trasportata per la strada ferrata in Boemia.

— *Cassel, 20 febbraio.* Il consiglio di guerra pronunziò la sua sentenza contro il comitato permanente della Dieta. Il signor Schwartzenberg, avvocato presso il tribunale supremo, fu condannato a due anni di detenzione in un forte, ed il dottor Graefe, direttore della scuola industriale, a tre anni della stessa pena. Sebbene questa sentenza debba sottoporsi alla revisione dell'auditorato generale, tuttavia il consiglio di guerra ordinò l'arresto preventivo dei signori Schwartzenberg e Graefe.

— *Kiel, 18 febbraio.* Oggi i commissari federali hanno consegnato nelle mani del re di Danimarca, rappresentato dal conte di Reventlow-Criminil, l'amministrazione sovrana dell'Holstein. L'autorità regia trovasi così interamente ristabilita in questo ducato, come già lo fu nello Schleswig: così è terminata la missione dei commissari federali.

Rendsborg non sarà convertita in fortezza federale, ma avrà presidio esclusivamente danese: la resistenza del re di Danimarca a questo riguardo fu invincibile.

V. Leone gerente.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

Avviso d'Asta.

Il Pubblico è avvertito che, alle ore dieci antimeridiane del giorno di lunedì primo marzo prossimo venturo e successivamente, si procederà nel Comune della Venaria Reale, ed in una delle sale del Castello, alla vendita, col mezzo dei pubblici incanti, in favore dell'ultimo miglior offerente, di una notevole quantità di — Lettiere in ferro; di pagliericci e materassi in parte non ancor usati; di coperte di diverse qualità da estate e da inverno; d'oggetti di rame; sgabelli ad uso di guardaroba; di mantili da tavola; cavaletti in ferro per letti; di tavole in legno di pioppo di varia dimensione; botti da vino; arredi da cappella, e di duecento e più pianticelle di gelso esistenti nei beni detti dell'*alto Parco*, e suscettivi di essere altrove trapiantate, il tutto proveniente dal soppresso Instituto agrario-veterinario-forestale.

La vendita avrà luogo a pronti contanti, e prima del trasporto degli effetti deliberati.

Torino, il 13 febbraio 1852.

Per detta generale Azienda
Il sotto-capo della seconda divisione
Tonelli.

THEOLOGIA MORALIS UNIVERSA
PIO IX PONTIFICI M.
dicata
AUCTORE PETRO SCAVINI

Theologo collegiato, J. U. D., equite ss. Mauritii et Lazari romanae Academiae religionis catholicae, arcadiae et catholici parisiensis instituti socio ecclesiae cathedr. Novariae canonico praep., urbis et dioec. vicario generali.

EDITIO QUINTA REVISA ET AUCTA
accedit collatio codicum civilium
Pedemontani, Austriaci, Galliarum, Siciliarum, Parmensis, Status Ecclesiastici, Mutinensis atque Hetruriae.

Si è testè pubblicato in bella carta e nitidi caratteri il primo volume della quinta edizione di quest'Opera universalmente aggradita.

Nuove appendici, moltissime ed importanti giunte e correzioni, disposizione di materie più acconcia, annotazioni convenienti a' tempi che corrono, ed altri pregi non pochi rendono certamente sopra tutte le precedenti apprezzabile questa quinta edizione. Tra le quali doti non ultima campeggia il riscontro che vi si fa di altri moderni Codici ne' punti dove hanno luogo le leggi civili, indicando il ch. Autore ai singoli quesiti, gli articoli o paragrafi de' Codici austriaco, francese, napoletano, parmense, modenese, del regolamento legislativo degli Stati Pontificii e delle leggi del Granducato di Toscana.

Gli altri due volumi si succederanno per ordine senza interruzione ed al più presto: l'Opera verrà chiusa col solito indice alfabetico generale, più diligentemente collazionato e descritto.

E qui a nome anche del ch. Autore debbiamo avvertire che si hanno o si avranno per contraffatte tutte le edizioni che non siano uscite, o che non escano dalla officina del sottoscritto Editore-Librajo, non essendo che al medesimo data facoltà della stampa di quest'Opera: anzi per parte del medesimo si dichiara, che dovunque la legge lo assista, sarà disposto a procedere in proprio favore a tenore della stessa, tanto per le contraffazioni, quanto per lo spaccio relativo.

Novara, 1° febbraio 1852.

Girolamo Miglio.

CITTA' DI CASALE

Da questo Consiglio delegato si è proceduto nella sua seduta del 7 di febbraio corrente alla nona semestrale estrazione a sorte delle polizze sul prestito di L. 400/m., contratto da questa città in seguito ad autorizzazione avuta col R. Biglietto 14 settembre 1839, da rimborsarsi alla fine del semestre corrente, a valor nominale per L. 36,392 50, con avvertenza però che con detta somma dovendosi anzitutto pagare le L. 3392 50 a saldo dell'ammontare della polizza uscita in ultimo luogo nella precedente estrazione, la quale era appunto maggiore di L. 3392 50 del fondo che era a tal uopo destinato, l'estrazione presente dovette limitarsi ad azioni per sole L. 33,000. »

Le polizze sortite dall' urna furono le seguenti, cioè a dire:

1. Quella nominativa col num. d'ordine 7, delle rendita di lire 150, corrispondente al capitale di . . . . . L. 5000
2. Quella al portatore col num. 57, della rendita di L. 50, del capitale di . . . . . » 1000
3. Quella al portatore col num. 77, della rendita di L. 50, del capitale di . . . . . » 1000
4. Quella al portatore col num. 123, della rendita di L. 50, del capitale di . . . . . » 1000
5. Quella al portatore col num. 15, della rendita di L. 50, del capitale di . . . . . » 1000
6. Quella al portatore col num. 84, della rendita di L. 150, del capitale di . . . . . » 3000
7. Quella al portatore col num. 122, della rendita di L. 50, del capitale di . . . . . » 1000
8. Quella al portatore col num. 115, della rendita di L. 50, del capitale di . . . . . » 1000
9. Quella al portatore col num. 79, della rendita di L. 50, del capitale di . . . . . » 1000
10. Quella al portatore col num. 25, della rendita di L. 50, del capitale di . . . . . » 1000
11. Quella al portatore col num. 85, della rendita di L. 250, del capitale di . . . . . » 5000
12. Quella al portatore col num. 94, della rendita di L. 100, del capitale di . . . . . » 2000
13. Quella nominativa col num. 19, della rendita di L. 100, del capitale di . . . . . » 2000
14. Quella nominativa col num. 15, della rendita di L. 150, del capitale di . . . . . » 3000
15. Quella al portatore col num. 52, della rendita di L. 200, del capitale di . . . . . » 4000
16. Quella nominativa col num. 47, della rendita di L. 500, del capitale di . . . . . » 10000

Totale . . L. 40000

Rendesi quanto sovra di pubblica ragione, acciocchè i proprietarii delle polizze estratte ne siano informati, e possano alla fine del mese di giugno prossimo venturo presentare all' ufficio di questa municipale amministrazione tali loro titoli, onde non abbiano a soffrire ritardo nella riscossione dei loro capitali, dandosi ad essi diffidamento, che dopo l'epoca stessa non decorrono più a loro favore interessi di sorta, e facendosi inoltre presente quanto alla polizza nominativa num. 47 in ultimo luogo estratta, che la somma di cui in essa, eccedendo di L. 7000, il fondo suespresso destinato all'estinzione di che si tratta, le medesime, a mente dell' art. 23 dell'analogo prospetto del prestito in data 2 dicembre 1839, saranno anzitutto pagate coll'apposito fondo del secondo semestre del corrente anno.

Casale, il 9 febbraio 1852.

PROCESSO
DI
NEPOMUCENO NUYTZ

Professore di Diritto Canonico nell' Università di Torino

PER GIACOMO MARGOTTI

sacerdote teologo

Vendibile presso l' Ufficio del giornale l'*Armonia*

Prezzo L. 1. 50

AVVISO
Ai proprietari di Porta d'Italia

I proprietarii di case e terreni, e tutti quelli che ponno avere interesse che la stazione-*Embarcadero* della strada ferrata da Torino a Novara sia collocata a PORTA D' ITALIA, sono invitati ad intervenire all'adunanza generale che avrà luogo la sera di giovedì 26 del corrente mese, alle ore 7, nel locale degli archivi della S. R. dei Ss. Maurizio e Lazzaro, via della Basilica, num. 14, scala a destra sotto la porta, piano nobile, per prendere gli opportuni concerti in tale proposito.

L'oggetto a trattarsi essendo di sì grande importanza, i sottoscritti nutrono lusinga che nessuno vorrà mancarvi.

Torino, il 18 febbraio 1852.

GIO. PIOLTI Ingegn., *rappresentante la Comp. delle Assicuraz. gen. di Venezia*,
FRATELLI SCLOPIS.

DA VENDERE: CAMPO di ettari 1, 14 (giorn. 3, tav. 4) circa, presso la Madonna del Pilone, coerenti a destra la signora Fontana, ed a sinistra il sig. conte Tarino. Recapito al sig. notaio Dallosta, via Rossa Rossa, n. 15.

NUOVA FIERA IN DOGLIANI

Dietro superiore autorizzazione si terrà in Dogliani una nuova fiera nel primo martedì di aprile d' ogni anno, cadente in quest' anno il giorno 6.

Il Sindaco Notaio VADO.

CORSO DI LINGUA TEDESCA

Recapito: Borgo Nuovo, via della Chiesa, num. 5, in fondo del primo cortile a destra, 2.° piano, su poggiuolo a sinistra.

Il professore trovasi in casa dalle 10 alle 12 antim. e dalle 3 alle 5 pom.

AVVISO

Nel deposito ed ufficio della fonderia in ghisa di Agnese Sivori e Comp., di Genova, via dei Mercanti, num. 17, a Torino, si ricevono commissioni de' tubi in piombo di qualsiasi diametro e lunghezza a prezzi discretissimi; i tubi sono guarentiti di ottima qualità.

I signori ingegneri, piombai, impresarii e rivenditori, godranno di un notevole sconto.

GUANO VERO DEL PERU'

di prima qualità, che da analisi chimica fatta eseguire risulta contenere più di 80 p. 0/0 di materie fertilizzanti.

Sementi Patate di Nuova-York, Maggiengà, Peliagrà, Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

INCANTO

Giovedì, 26 corrente e giorni successivi, dalle ore 9 alle 12 mattina, e dalle 2 alle 5 pomeridiane, nella casa Mattirolo, via Stampatori, num. 8, piano 2.°, si procederà alla vendita ai pubblici incanti di una quantità di *gabbani*, *carmagnole*, *pantaloni*, *camicielle*, *sopracalze* e *berretti da Guardia Nazionale*, *abiti*, blouses, *pellegrine*, trachs, paletots, *mutande*, *spalline in lana*, *panni*, *casimiri*, *basini*, *tartani*, *ferri ed utensili da sarto*, *scaffali*, *pendole*, *altri mobili* e *lingeria*, caduti nella successione di Luigi Blanci, mercante sarto.

MICHELE GIACOSA, *R. Liquid. ed Estim. giur.*

DA VENDERE

Grandiosa BERLINA a doppia sospensione, con razzi *Potent* a olio. — Visibile presso Adriano Rosso, via della B. V. degli Angeli, num. 3, ove si accettano offerte per la vendita all' incanto.

DA VENDERE

Elegante ORGANO a 5 ottave, di Müller, da Parigi, di piccola mole e molto bene adatto anche per cappella privata. — Visibile presso Weiss, fabbricante di pianoforti, via di Porta Nuova, num. 23, ove si accettano offerte per la vendita all' incanto.

NOTA

Con dichiarazione depositata alla segreteria del Magistrato del Consolato il 16 andante mese, il Lorenzo Ghibaudo rivocò alla di lui moglie Felicita Davì l'autorizzazione passatale per l'esercizio del commercio con atto del 12 stesso mese.

Torino, il 23 febbraio 1852.

NOTA

Coll'atto 28 ottobre 1851 ricevuto Bruno notaio, il sig. notaio Pietro Bianchi fu Firmino, nato a Piossasco e dimorante in Cumiana, fece acquisto dal signor notaio a causidico collegiato Francesco Prato fu avvocato Giacomo Cesare, nato a S. Damiano d'Asti e residente a Torino, di tre pezze terra, cioè di prato ed alteno a Cumiana, regione Marchettone, di ettari 1, 63, 83, alli numeri di mappa 241, 242, 243 e 244. Di campo ivi, e regione Rubiolo, di are 19, 05, del numero 5653 di mappa, e di campo già alteno ivi e regione suddetta di are 78, 03, in mappa al numero 5611, al prezzo di L. 7523 84, quale atto venne trascritto all' ufficio della conservazione delle ipoteche di Pinerolo il 20 gennaio 1852, ove fu posto al vol. 22, art. 180 del libro delle alienazioni per l'effetto previsto dall'art. 2363 del codice civile.

Bruno notaio.

NOTA

Con iscrittura 1.° febbraio 1852, le Richiardi Luigia e Costanza Governato contrassero società per l'esercizio del negozio di commestibili in questa città, durativa per anni 3.

NOTA

Con instromento 15 novembre 1851, rogato M. Morelli, G. Battista Bacco, di Giaveno, fece vendita a Domenico Ferrando fu Giacinto, dello stesso luogo, di una casa composta di varii membri, e corte, in Giaveno, regione Capoluogo, sezione G. G., in mappa al num. 254, della superficie di are 1, cent. 64, coerenti G. Battista Fontana a mezzodì, la contrada a ponente, a notte Felice Colombatto, per L. 3,300.

Tale atto venne trascritto alla conservatoria di Susa il 28 gennaio 1852, vol. 16, art. 1852.

Notaio M. Morelli.

NOTA

Si fa di pubblica ragione che con instromento del 15 febbraio cadente, rogato al notaio sottoscritto, il signor Domenico Chiri fu Antonio, fece acquisto dal suo fratello Francesco, ambi residenti in Ivrea:

1.° Della metà del negozio in ferro avuto in eredità paterna, e tra di essi finora esercito in comunione in questa città, unitamente a tutti e singoli gli utensili e mobili relativi in esso esistenti; 2.° tutti indistintamente i crediti da detto negozio dipendenti, non che quelli caduti nell' eredità del comun genitore, ancora incassati, il tutto come venne a risultare da apposito inventario di comune consenso ed accordo delle parti, seguito e firmato, di modo che chiunque abbia interesse si dirigerà al detto Domenico.

Ivrea, il 21 febbraio 1852.

Giuseppe Coppa notaio.

NOTA

Sull' instanza delli Simone e Maddalena Collino coniugi Bertea, il tribunale di prima cognizione di Pinerolo fissò l'udienza pubblica che dal medesimo sarà tenuta l'11 prossimo venturo marzo pel primo incanto dei beni posti in subasta alli Francesco, Pietro e Giuseppe fratelli Bertea, residenti il primo a S. Secondo, il secondo a Osasco, e l'altro sulle fini di questa città, quali beni posti sul territorio di S. Secondo, consistono in casamenti, prato e bosco.

L'incanto verrà aperto sul prezzo offerto dagl' instanti di L. 100, sotto l'osservanza delle condizioni di cui nel bando relativo.

Pinerolo, il 13 febbraio 1852.

G. Rol sost. Varese.

NOTA

Si deduce a pubblica notizia, che Bermani Gio. Battista fu Bernardo, nato a Celpenchio Lomellina, residente in questa città di Novara, ha con instromento del 28 gennaio p. p., a rogito Carotti avv. Carlo, notaio di Novara, nominata in sua procuratrice generale la propria moglie secolui convivente Teresa Del-Conte, fu Angelo, nata a Rosasco.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 24 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: gior. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: gior. pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: gior. pr. dopobor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god.	1 s.bre					
1839 » »	1 genn.					
1848 » »	1 7.bre	90 75				
1849 » »	1 genn.	89 50 90	89 95			
1851 » »	1 dicem.		89 80 85			
1834 Obbligaz.	1 genn.		975			
1848 »	1 8.bre.					
1850 »	1 febbr.					
1846 5 0/0 Sardi	genn.					
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N.	1 genn.					
— Banca di Savoia						
Città di Genova 4 0/0						
— inter. decor.						
Torino 5 0/0	0/0 1 gen.					
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.)	1 gen					
Società del Gaz (nuova)						
Incendii a premio fisso	31 dicembre					
Via ferr. di Savigliano						
F. gennaio		408				
Molini presso Collegno	1 giugno					

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	952 3/4 —	952 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	910 1/2	— —
Lione	100 —	99 40 —
Londra	25 32 1/2	25 42 1/2
Milano	— —	— —
Parigi	100 —	99 50 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 04 —	20 06 —
— di Savoia	98 88 —	98 94 —
— di Genova	79 30 —	79 35 —
Sovrana nuova	35 06 —	35 13 —
— vecchia	34 91 —	34 90 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	p 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.

CARIGNANO Riposo.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera; — la *Norma*, musica del cav. Bellini. — Ballo in tre atti *Alice*.

D'ANGENNES Relâche.

GERBINO (ore 7 1/2) Domani serata a beneficio di Tom pouce.

SUTERA Riposo.

DA S. MARTINIANO (ore 8 1/2) Si recita: *S. Margherita di Cortona*. — Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne*.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 9 mattina	BAROMETRO A MILLIMETRI mezzodì	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO mezzodì	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 3 sera	ANEMOSCOPIO ore 9 mattina	ANEMOSCOPIO mezzodì	ANEMOSCOPIO ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA ore 9 mattina	STATO DELL'ATMOSFERA mezzodì	STATO DELL'ATMOSFERA ore 3 sera
12 febbr.	755 96	754 84	754 20	+ 3 7	+ 5 3	+10 7	+ 3 5	+ 6 1	+ 6 5	O.S.O.	S.S.O.	O.S.O.
13 »	755 98	755 50	755 2	+ 5 4	+ 6 1	+10 0	+ 3 3	+ 4 8	+ 5 0	O.S.O.	O.S.O.	O.S.O.
14 »	755 72	755 8	756 6	+ 3 2	+ 9 5	+15 9	+ 3 5	+ 6 7	+ 8 6	O.S.O.	O.	S. O.
										Annuvolato.	Coperto chiaro	Cielo velato
										Nug. sottili.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
										Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 49. GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Cibellini, nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati, fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	36	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

GIOVEDI' 26 FEBBRAIO

I Signori Associati la cui associazione scade col 29 corrente febbraio sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato;
Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue: —

TITOLO PRIMO.

Della privativa delle Poste.

Art. 1. È riservata al Governo la privativa della Posta-lettere e della Posta-cavalli nella conformità qui appresso stabilita:

CAPO I. — *Della Posta-lettere.*

Art. 2. L'Amministrazione delle Poste è esclusivamente incaricata del trasporto delle lettere e dei pieghi contenenti carte, tanto siglati che aperti, come pure dei giornali, delle gazzette ed altre opere periodiche nazionali od estere non eccedenti in volume i due fogli di stampa.

Art. 3. Sono eccettuati dal disposto dell'articolo precedente:

4. Le lettere, i pieghi ed i giornali stati preventivamente sottoposti al bollo così detto in corso particolare;

2. La lettera che una persona spedisce ad un'altra per mezzo di un espresso;

3. Le lettere e pieghi che un individuo, il quale abita un comune dove non havvi ufficio di Posta, ritira o fa ritirare, porta o fa portare in altro comune in cui esiste un ufficio postale circonvicino al luogo di sua residenza;

4. Le lettere aperte trasportate sulla propria persona dai viaggiatori od individui non compresi nella categoria di quelli ai quali sono autorizzate le perquisizioni a termini dell'art. 7, quando dichiarino essere per loro di credito o di raccomandazione, ovvero di affari di loro particolare interesse;

5. I giornali, gazzette e le opere periodiche di cui all'articolo 2 trasportate nello stesso modo, e dagli stessi viaggiatori od individui indicati nel paragrafo precedente, sempre che detti giornali ed opere per la loro data e quantità non presentino il carattere di una frode dei diritti postali;

6. I pieghi aperti sotto fascie movibili contenenti citazioni, comparse, atti di liti, processi, sentenze e carte manoscritte d'affari in genere;

7. Le lettere di vettura e quelle di accompagnamento di merci, tanto per via di terra che di mare, non suggellate;

8. La lettera trasportata dal capitano o padrone di un bastimento concernente il suo carico e diretta al raccomandatario del medesimo;

9. La lettera trasportata dal conducente di vetture pubbliche concernente il suo carico, registrata sul foglio di via e diretta al corrispondente del concessionario della vettura.

Art. 4. Tutte le persone provenienti dall'estero per via di terra, ad eccezione di quelle incaricate di missione dal R. Governo e dai corrieri di Gabinetto, debbono, al loro ingresso negli Stati, dichiarare al primo ufizio di Dogana, e consegnare quindi al primo ufizio di Posta, per essere spedite al loro destino, oppure bollate in corso particolare, mediante pagamento del diritto relativo, tutte le lettere ed i pieghi, i giornali, gazzette ed altre opere periodiche contemplate nell'art. 2, delle quali fossero latori, eccetto le lettere ed i giornali di cui ai numeri 2, 4, 5, 7 e 9 dell'art. 3. La consegna di cui sopra potrà anche farsi agli ufizi di Dogana sulla frontiera che venissero a ciò destinati dall'Amministrazione.

Sono esenti dall'obbligo di fare le dichiarazioni e le consegne di cui nel presente articolo le persone che dimostreranno di essere incaricate di missione per parte dei Governi esteri, ed i corrieri di Gabinetto al servizio dei Governi medesimi.

Art. 5. I capitani o patroni di bastimento si nazionali che esteri, i quali approdano a qualunque parte degli Stati, debbono consegnare all'ufizio di sanità locale più vicino al luogo di approdo, insieme ai giornali, gazzette ed altre opere periodiche di cui all'art. 2, tutte le lettere ed i pieghi portati non solamente da essi loro, ma eziandio dagli uomini dell'equipaggio e dai passeggieri, che non possono perciò dispensarsi dal farne loro la rimessione. Il quale ufizio, eseguite le operazioni sanitarie, trasmette le dette lettere, pieghi, giornali, gazzette ed altre opere periodiche all'ufizio di Posta locale, eccettuate quelle di cui ai numeri 1, 4, 5, 6, 7 ed 8 dell'art. 3, le quali saranno restituite ai rispettivi latori.

Art. 6. Gli ufiziali della Posta debbono vigilare per iscoprire il trasporto clandestino delle lettere e pieghi, dei giornali e gazzette, ed altre opere periodiche di cui al preaccennato art. 2, ed accertare i relativi reati.

Queste obbligazioni corrono pure agli agenti di polizia e di gabelle, i quali debbono tutti inoltre aderire agli inviti che a tale riguardo loro fossero fatti dagli ufizi ali delle Poste.

Art. 7. Gli agenti di polizia e delle gabelle, di cui negli articoli precedenti, sono autorizzati a fare insieme o separatamente delle visite e perquisizioni sopra le vetture periodiche, e gli effetti da esse trasportati, non meno che sopra i vetturieri, muttieri, conducenti, pedoni, barcaiuoli, ed a sequestrare tutti gli oggetti in frode del diritto di privativa delle Poste.

Art. 8. È vietato agli agenti delle gabelle nella visita delle vetture e degli effetti trasportati dai corrieri, messaggieri ed appaltatori del trasporto dei dispacci, di visitare le valigie e sacchi di servizio postale, od i pacchetti di lettere descritte nel *parte* dell'ufizio di Posta.

Art. 9. Tutte le autorità civili e militari debbono prestarsi nei limiti della rispettiva competenza per far rimuovere immediatamente tutte le difficoltà che impedissero o ritardassero il corso delle lettere.

Art. 10. Il segreto delle lettere è inviolabile. L'Amministrazione delle Poste debbe vegliare severamente acciò esse non vengano aperte da chicchessia, nè in qualunque modo sia presa cognizione del loro contenuto.

Art. 11. Potranno tuttavia essere aperte dal capo dell'Amministrazione o da un impiegato superiore da lui delegato:

1. Le lettere senza indirizzo, o con indirizzo imperfetto ed ininteligibile; e ciò in modo ed al fine che riconosciuta unicamente la firma del mittente siangli rinviate senza indugio: ove però dall'intestazione di esse si conosca il nome del destinatario, saranno a lui spedite di preferenza.

2. Le lettere rifiutate dal destinatario, le quali, separate quelle da rispedirsi all'estero, saranno apertesubito giunte alla direzione principale dei rifiuti; e ciò anche nel modo e pel fine di cui al paragrafo primo.

3. Le lettere di peso non reclamate od indirizzate a persone sconosciute, come pure le lettere assicurate, rifiutate o non ritirate, le quali non saranno aperte che dopo sei mesi di giacenza, affinchè sia riconosciuto se vi si contengano documenti di famiglia, e carte od oggetti di valore, nel quale caso saranno rinviate al mittente.

4. Le lettere che, mediante le occorrenti formalità, venissero ridomandate in tempo dal mittente; e ciò affinchè sane pure per via di confronto, riconosciuta la identità della sottoscrizione.

Art. 12. Le lettere semplici non reclamate od indirizzate a persone sconosciute, non che quelle rimaste in ufficio, dopo esaurite le cautele accennate al numero uno dell'art. undecimo, saranno senz'altro annullate nel modo fin qui praticato dopo la prescritta giacenza di sei mesi.

Tutte le altre, siano semplici, siano di peso od assicurate, di cui ai numeri primo, secondo e terzo dell'articolo undecimo suddetto, saranno aperte nel modo e pel fine di cui ivi, mediante indicazione sovra ognuna di esse del motivo dell'operatone apri-mento; e quando siasi potuto conoscere chi ne sia il mittente, dovranno essere risuggellate, e l'Ufficio dovrà darne avviso al medesmo per la restituzione, se la desidera, mediante il pagamento della relativa tassa. Quando non ostante il dato avviso, non ne sarà chiesta la restituzione, le lettere di peso od assicurate verranno, sei mesi dopo l'avviso dato, egualmente annullate, e gli oggetti preziosi o di valore che vi si trovassero acchiusi s'intenderanno acquistati dall'Amministrazione dopo trascorso il termine di anni cinque dalla data della loro impostazione, siccome lo sono parimenti gli articoli di danaro non richiamati entro lo stesso periodo di tempo.

Art. 13. Gli ufiziali delle Poste non debbono rispondere alle interpellanze sulla impostazione od esistenza di lettere dirette ad un terzo, fuorchè per quelle che, mediante le occorrenti formalità, fossero ridomandate in tempo dal mittente, e per quelle che fossero soggette a sequestro.

Nè possono rilasciare dichiarazione qualsiasi relativa alle lettere, fuorchè per quelle assicurate.

Art. 14. Non sono soggette a sequestro le lettere ed i pieghi confidati alla Posta, che nei casi seguenti:

1. Quando il destinatario siasi reso defunto, e la istanza ne sia fatta da uno dei coeredi od altri interessati.

2. Quando il destinatario venga a trovarsi in istato di fallimento, e la instanza ne sia fatta da uno degli aventi diritto.

3. Quando il destinatario od il mittente sia inquisito di crimine o delitto, e la istanza ne sia fatta dal fisco o dall'istruttore del procedimento.

In siffatti casi di sequestro, le lettere e i pieghi non potranno mai essere rimessi che alla persona designata dall'autorità giudiziaria per Decreto od ordinanza emanata collegialmente.

CAPO II. — *Della Posta-cavalli.*

Art. 15. Spetta alla sola Amministrazione delle Poste di stabilire le stazioni di posta nell'estensione dello Stato pel cambio immediato dei cavalli in servizio dei viaggiatori, e pel trasporto delle corrispondenze.

Essa ne affida la condotta ai mastri di Posta da lei nominati, alle condizioni con questi stabilite.

Le sopprime e varia a seconda delle esigenze del pubblico servizio e nei limiti della presente legge.

Art. 16. La concessione della condotta delle stazioni di posta dovrà in avvenire essere fatta sempre in conseguenza di pubblici incanti a favore del miglior offerente, che verrà perciò nominato mastro di Posta, mediante una cauzione la quale verrà fissata da apposito Regolamento.

Art. 17. L'Amministrazione delle Poste non potrà stabilire nuove linee di stazioni postali, o complementi di dette linee, dai quali risultino nuovi pesi all'erario, senza la votazione preventiva di un assegno speciale sul bilancio dello Stato.

Art. 18. Niuno fuorchè i mastri di Posta può condurre viaggiatori con immediato cambio di cavalli.

Questa disposizione non si applicherà alle stazioni stabilite da concessionari di vetture pubbliche, i cui cavalli sono esclusivamente impiegati al servizio di esse.

Art. 19. Non si può per qualsiasi motivo o pretesto oltrepassare in servizio alcuna stazione senza farvi l'opportuno cambio di cavalli, tranne i casi determinati dal Regolamento sopra il servizio delle Poste.

Art. 20. I cavalli di posta addetti a servizio speciale delle stazioni, e così pure le scorte, gli attrezzi ed i foraggi di esse, sono immuni da qualsiasi requisizione militare.

Sono esenti in ogni tempo dall'alloggio militare i locali esclusivamente destinati all'esercizio delle stazioni.

Art. 21. Non si può fare alcun sequestro o pignoramento od atto esecutivo per qualsivoglia causa o credito, anche privilegiato, sopra i cavalli, legni e gli attrezzi descritti e numerati nell'atto di sottomissione, nè sopra le scorte ed i foraggi destinati all'esercizio delle stazioni, nè sopra le somme pagabili dall'amministrazioni ai mastri di Posta per ragione di servizio, sotto pena di nullità di qualsiasi atto, oltre al risarcimento dei danni e delle spese.

Art. 22. I vetturali, cocchieri, carrettieri, e qualunque altro sono tenuti a dare immediatamente il passaggio libero ai corrieri ed ai viaggiatori in posta lungo le città, i paesi, e le strade, e specialmente ai porti, ponti, e barriere.

Art. 23. Le distanze postali sono stabilite a miriametri e chilometri, a norma del R. Editto dell'11 settembre 1845.

Qualunque distanza da cinquecento a mille metri, è calcolata per un chilometro: quella al disotto di cinquecento metri, non è computata.

Art. 24. I diritti di passaggio dei ponti, porti, barriere e barche, sono a carico dei viaggiatori, sia per le loro persone, come pei cavalli ed i legni.

Vanno esenti dal pagamento di tali diritti per le loro persone i mastri di Posta ed i postiglioni in servizio, non che pei cavalli e legni alloquando sono di ritorno alle stazioni, o trovansi in viaggo per servizio ordinato dall'Amministrazione.

La eccezione preaccennata si estende altresì alle persone dei viaggiatori, ed agli oggetti e mezzi di trasporto nei servizii dei corrieri del Governo e dei corrieri di valigia (*malla*), non meno che ai pedoni postali, ai messaggeri ed alle vetture corriere stabilite dall'Amministrazione pel trasporto dei dispacci, limitatamente però, quanto ai messaggieri e vetture corriere predette, alla persona del conduttore, al legno, e ad un cavallo.

TITOLO SECONDO.

CAPO I. — *Dei reati contro la privativa delle Poste, e delle loro pene.*

Art. 25. Chiunque sarà convinto d'aver trasportato lettere o pieghi contenenti carte, non che giornali, gazzette, ed altre opere periodiche in frode della privativa delle Poste, incorrerà nelle pene seguenti:

Se il diritto frodato non eccede le lire cinque, in una ammenda da lire cinque a cinquanta.

Per ogni frode eccedente le lire cinque, nella multa del decuplo della somma frodata.

Per diritto frodato, in quanto ai giornali, gazzette ed altre opere periodiche dello Stato, s'intende quello corrispondente alla tassa, e non già all'affrancamento.

Incorreranno nella stessa pena i commettenti, e coloro che scientemente opereranno la distribuzione delle lettere o stampati suddetti.

Art. 26. Le pene pecuniarie portate dall'articolo precedente sono rispettivamente aumentate d'un terzo, quando il reato è commesso da coloro sui quali sono autorizzate le visite a termini dell'articolo settimo.

Art. 27. Lo stesso aumento di pena ha luogo se il reato è commesso da chi trasporta la corrispondenza per conto dell'Amministrazione delle Poste; il reo è inoltre condannato alla pena del carcere.

Art. 28. Nelle pene anzidette incorrono pure le persone designate negli art. 4 e 5, ove non adempiano alle formalità ivi rispettivamente prescritte.

S'intendono omesse queste formalità, quanto alle persone provenienti dall'estero, quando abbiano oltrepassato l'ufizio di dogana o di posta ivi designati, e quanto ai capitani o patroni di bastimento, uomini dell'equipaggio e passeggieri, quando non abbiano consegnate le lettere all'ufizio di sanità, nel termine portato dai regolamenti sanitarii, per fare le prime dichiarazioni.

Se però gli uomini dell'equipaggio e passeggieri avranno ricusato di fare la rimessione prescritta dall'art. 5, o l'avranno fatta inesatta, od infedele, nell'uno e nell'altro caso essi incorreranno nelle relative pene di sopra stabilite, dalle quali andranno per ambi i casi sudetti esenti i capitani e patroni di bastimento.

Art. 29. Indipendentemente dalle pene stabilite nell'articolo 25, il reo è tenuto al pagamento delli doppi dritti di tassa delle lettere o pieghi, giornali, gazzette, od altre opere periodiche trasportate in frode.

Art. 30. Incorre nella multa di lire cento a duecento cinquanta congiuntamente alla pena del carcere da tre a sei mesi chi, non avendone il dritto, apre le valigie, sacchi o pacchetti di lettere consegnati all'Amministrazione delle Poste.

Art. 31. L'impiegato delle Poste il quale, tranne i casi preveduti dall'art. 11, apre, o lascia aprire qualche lettera o piego consegnato alla Posta, o lascia in qualunque modo prendere cognizione del loro contenuto, incorre nella pena del carcere non minore di sei mesi, estensibile ad anni due, e nel caso di soppressione della lettera o piego, incorre nella pena del carcere per due anni, e nell'interdizione dai pubblici ufici dipendenti dall'Amministrazione delle Poste.

In nessun caso potrà servire di scusa un ordine superiore.

Art. 32. È punito colla pena della reclusione chiunque falsifica i franco-bolli, ovvero fabbrica punzoni o strumenti atti a tale falsificazione, o fa scientemente uso di detti franco-bolli falsificati.

È punito colla pena del carcere chi scientemente tiene in casa od altrove franco-bolli come sovra falsificati, o le macchine destinate alla loro fabbricazione.

Art. 33. È punito con una multa di lire cinquantuna, ed in caso di recidiva, di lire cento, estensibile a lire cinquecento, chi scientemente fa uso di franco-bolli legittimi, i quali già avessero servito per la tassazione di altre lettere.

Art. 34. Sarà punito con una multa estensibile a lire cinquecento l'impiegato che si prevalga della franchigia data ad un pubblico ufizio per la trasmissione di lettere o pieghi particolari.

In caso di recidività, sarà inoltre destituito dall'impiego.

Art. 35. I giornali, gazzette ed altre opere periodiche, le quali vengano riconosciute contenere od in foglio a parte, ovvero sul loro margine, qualche scritto a mano, tranne il nome del mittente, e quello del destinatario, sono considerati quali lettere, e gravati del doppio della tassa stabilita.

Art. 36. Il furto del danaro od effetti rimessi agli ufizii di Posta, è punito come quello delle cose spettanti all'Amministrazione stessa.

Art. 37. Coloro i quali assalgono i corrieri, staffette, messaggieri, pedoni, le vetture corriere e le vetture pubbliche incaricate del servizio delle corrispondenze della Posta, per togliere loro le lettere od i dispacci, ovvero anche solo alcuno di essi, sono puniti colle pene stabilite dall'articolo seicento quarantaquattro del codice penale.

Art. 38. L'infrazione alle disposizioni dell'articolo diciotto è punita colla multa di lire cinquantuna a cento senza pregiudizio dell'indennizzazione dovuta ai mastri di posta frandati.

Art. 39. Per le infrazioni all'art. 19, i viaggiatori in posta debbono risarcire i titolari delle stazioni frandate, ed i postiglioni sono immediatamente licenziati dal servizio.

Art. 40. È punito con ammenda da lire cinque a trenta chiunque contro il disposto dall'art. 22 non usa libero il passaggio ai corrieri ed ai viaggiatori in posta, senza pregiudizio delle maggiori pene stabilite dal codice penale, ove la trasgressione fosse accompagnata da ingiurie o da violenze.

Art. 41. Per tutti gli altri reati commessi a pregiudizio dell'Amministrazione delle Poste non contemplati dalla presente legge, si osserverà quanto è disposto dal codice penale.

Art. 42. I reati di competenza dei giudici di mandamento si prescrivono col trascorso di tre mesi dal giorno in cui furono commessi.

Art. 43. I reati di competenza dei tribunali di prima cognizione si prescrivono col trascorso di sei mesi dal giorno in cui sono stati accertati, e se non sono stati legalmente accertati, col trascorso di un anno dal giorno in cui furono commessi.

Art. 44. La prescrizione viene interrotta ove nell'intervallo siasi commesso altro reato di egual natura dalla stessa persona; in questo caso la prescrizione non decorrerà che dal giorno dell'ultimo reato.

Art. 45. Le disposizioni dei precedenti articoli non sono applicabili ai reati commessi dagli impiegati dell'Amministrazione, e da altri impiegati del Governo incaricati di accertare i reati a riguardo dei quali la prescrizione è regolata dalle leggi generali.

CAPO II. — *Delle oblazioni.*

Art. 46. I reati puniti dalla presente legge con semplice pena pecuniaria possono estinguersi mediante pagamento di una somma a titolo di oblazione, purchè l'imputato non sia recidivo.

L'oblazione debbe aver luogo prima che la sentenza sia passata in giudicato.

Art. 47. L'oblazione debb'essere fatta mediante contemporaneo deposito della somma offerta alla segreteria del giudice di mandamento nel cui distretto seguì il reato: qualora però all'epoca dell'oblazione la causa si trovi già avanti il tribunale o magistrato, la detta oblazione e contemporaneo deposito debbono essere fatte alle rispettive segreterie.

Il segretario trasmette la stessa oblazione col deposito e gli atti

www.internetculturale.it

relativi all'uffizio di Posta locale, e dà all'oblatore, se la richiede, copia dell'atto di oblazione.

Art. 48. L'accettazione dell'oblazione pei reati puniti con ammenda si fa dall'impiegato delle Poste superiore in grado nella provincia, e previo il visto dell'avvocato fiscale; e pei reati puniti con multa, l'accettazione vien fatta dal capo dell'Ammin strazione, previo il visto dell'avvocato fiscale o dell'avvocato fiscale generale rispettivamente, secondo che la causa sarà vertente avanti il tribunale di prima cognizione, od avanti il magistrato d'appello.

Art. 49. Nell'oblazione non s'intendono mai comprese le spese del procedimento ed i diritti di Posta per le lettere, i pieghi, giornali, gazzette, ed altre opere periodiche portate in frode.

Art. 50. L'oblazione sospende il corso non solamente del procedimento, che si prosegue nel caso di non accettazione, ma eziandio della prescrizione.

Capo III. — *Disposizioni relative alle pene ed alle oblazioni.*

Art. 51. Le pene pecuniarie stabilite dal capo primo sono rispettivamente aumentate di un grado, quando si tratta di recidivi.

Art. 52. Sono considerati recidivi gli imputati che, dopo essere stati condannati con sentenza divenuta irrevocabile, commettono un nuovo reato contemplato dalla presente Legge.

Art. 53. I proprietari delle vetture pubbliche, i vetturali, mulattieri, conducenti, pedoni, barcaiuoli, sono tenuti civilmente per le pene pecuniarie incorse dai loro commessi, agenti, preposti.

Art. 54. La metà delle multe, ammende ed oblazioni fa parte del prodotto dell'Amministrazione delle Poste, e l'altra metà è devoluta a quelli che hanno accertato il reato.

Capo IV. — *Della giurisdizione e del procedimento.*

Art. 55. Sono di giurisdizione ordinaria tutte le cause nelle quali l'Amministrazione delle Poste ha interesse, sia che abbiano per oggetto una questione meramente civile, o siano la conseguenza di un reato.

Art. 56. Tostochè gli uffiziali delle Poste e gli agenti di polizia e di gabelle, abbiano a norma degli articoli sesto, settimo ed ottavo, scoperto qualche reato in pregiudizio dell'Amministrazione delle Poste, debbono, per l'accertamento del medesimo, stendere apposito verbale in conformità dell'articolo quarantasei del Codice di procedura criminale, e farne la trasmissione all'autorità giudiziaria nei termini e modi spiegati all'articolo quarantotto dello stesso Codice.

Art. 57. Nell'istruttoria di tutte le predette cause si osserveranno le disposizioni portate dalle vigenti leggi generali.

TITOLO TERZO.

Disposizioni generali.

Art. 58. Sarà provveduto con regolamenti approvati da Regi Decreti alla parte esecutiva delle disposizioni contenute nella presente Legge, alla fissazione del prezzo dei cavalli e del nolo dei legni, della mercede ai postiglioni, non meno che alle varie parti del servizio della Posta-lettere e della Posta-cavalli.

Art. 59. Questa Legge riceverà il suo effetto a far tempo dal primo aprile mille ottocento cinquantadue. Dalla detta epoca si intenderanno abrogati tutti i provvedimenti anteriori contrarii alle disposizioni contenute nella presente Legge.

Art. 60. I Ministri per gli Affari Esteri, dell'Interno, delle Finanze, e di Grazia e Giustizia sono incaricati dell'esecuzione di questa Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserta nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino li 15 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

Azeglio.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 25 febbraio.*

MINISTERO DELLE FINANZE.

Quadro comparativo delle riscossioni fatte durante il mese di gennaio 1852 sovra tutti i prodotti indiretti amministrati dall'Azienda Generale delle finanze, con quelle fatte nello stesso mese 1851, in Terraferma.

	1852		1851		Differenza in più		Differenza in meno	
Dritti d'insinuaz. e tabellione	655362	19	582894	75	72767	44	»	»
id. d'emolumento	94682	27	88827	23	5855	04	»	»
id. giudiziari	58426	28	56701	34	1724	94	»	»
id. d'ipoteche	51574	39	25641	25	5930	64	»	»
Esazioni demaniali	5910549	14	184462	94	409586	20	»	»
Multe e pene pecuniarie	14057	80	20547	30	»	»	6489	42
Tasse di finanza	63740	55	68150	44	»	»	4409	88
Spese di giustizia rimborsate	14174	75	15384	72	»	»	1209	97
Tasse di successione	427241	95	37954	50	89287	45	»	»
Tasse sulle vetture pubbliche	6770	29	6635	90	134	39	»	»
Dritti di Marina, bigliardi, passaporti	59451	78	57301	90	1929	88	»	»
Prezzo dei biglietti degli operai	240	50	177	25	63	05	»	»
Carta bollata	2880340	14	302655	55	»	»	16575	24
Carte da giuoco e tarocchi	16440	30	6655	»	9787	30	»	»
Concorso di provincie, comuni e particolari nell'arginamento dell'Isère ed Arc	8540	»	12900	»	»	»	4360	»
Tassa sulle usine	83	72	99	75	»	»	16	03
Strade ferrate	152600	59	125365	06	28717	53	»	»
Servizio sanitario	5276	95	4559	60	1957	55	»	»
Rimborso prezzo munizioni somministrate ai comuni per la guardia nazionale	19	24	54	56	»	»	12	45
Ricupero prezzo quadri sinottici del sistema metrico decimale	»	»	153	15	»	»	153	15
Tassa sui corpi morali-manimorte	95691	54	»	»	95691	54	»	»
Dritti d'incoraggiamento	1000	68	»	»	1000	68	»	»
Proventi della gazzetta Piemontese	438	60	»	»	438	60	»	»
Totali	2280599	75	1568938	73	724821	85	53210	81
Differenza in più					724821	85		
id. in meno					53210	81		
Resta in più					691611	02		

Dat. Torino, il 24 febbraio 1852.

Il Segretario Capo della 2ª Divisione
Dellalonga.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 1 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuno dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Prima inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
unico	Lubatti canonico Francesco	57	1849 15 apr.	288 »	1849 26 marzo	Mondovì

Torino, il 25 febbraio 1852.

L'Ispettore Generale F. Caccia.

R. Intendenza provinciale d'Alba.

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell'8 febbraio 1851.

Si fa noto al pubblico, che con atto di ieri è stata deliberata in quest'ufficio l'intera Cascina Demaniale detta Palazzo Sottero situata nel territorio del comune di Magliano, descritta al num. 29 della Tabella annessa alla suddetta Legge, il cui incanto veniva annunziato con Tiletto del 7 gennaio ultimo scorso.

Il prezzo di detto deliberamento è di L. 25,500.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto, fissati a giorni 20, scadranno al mezzodì del giorno di venerdì 5 marzo prossimo.

Alba, il 15 febbraio 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza Provinciale
Il segr. G. Quaglia.

TOSCANA

Firenze, *22 febbraio.* Si legge nel *Costituzionale*:

La corte suprema di cassazione con Decreto del dì 20 febbraio 1852, pronunziando sul ricorso interposto da Narciso Pironi e Timoleone Benvenuti, cassò la sentenza del dì 17 dicembre 1851 della corte regia di Firenze, che li condannava il primo a mesi 40, il secondo a mesi 28 di casa di Forza per attentato di perduellione, e rinviò la causa alla corte regia di Lucca.

SVIZZERA

Berna. Leggesi nel *Journal des Débats*:

Il *Bund*, giornale che si pubblica a Berna, assicura che la nota della Francia, relativamente ai rifugiati ed agli abusi di stampa, sia stata appoggiata dall'Inghilterra. Questa notizia sembra essere priva di fondamento. L'incaricato d'affari della Gran Bretagna, in una conversazione col presidente della Confederazione, manifestò il desiderio del suo governo che nella questione dei rifugiati la Svizzera collo scrupoloso rispetto pel diritto internazionale associato conservi il diritto di asilo, riconosciuto in ogni paese che gode libere istituzioni: nè fu questione intorno alla stampa.

— Leggesi nella *Suisse*:

La sottoscrizione nazionale pel pagamento dell'imposta dell'ex-Sonderbund, è generalmente bene accolta. A Lucerna principalmente ed a S. Gallo si presero disposizioni per promuovere le sottoscrizioni. A Soletta, il vescovo Salzmann dirige la pietosa opera. A Friburgo la società di canto darà un concerto il cui prodotto sarà offerto per sottoscrizione. A Basilea vi ebbe una riunione per questo fine patriotico. Gli uomini influenti di tutti i partiti vi attendono con zelo, così anche in Basilea-campagna; nè il cantone di Berna rimarrà addietro.

FRANCIA

Parigi, *22 febbraio.* Il principe presidente della repubblica ha ricevuto da Sua Santità il papa Pio IX, e dalle LL. MM. l'imperatore di Russia, il re di Svezia ed il re di Grecia, le risposte alle lettere di notificazione risguardanti i nuovi poteri conferiti al principe dalla nazione francese.

— Lord Cowley ha rimesso, in udienza particolare, al principe presidente della repubblica le lettere di S. M. Britannica che lo accreditano in qualità di suo ambasciatore straordinario e plenipotenziario presso il governo francese.

— Un decreto del 15 febbraio, inserito oggi nel *Bulletin des Lois*, stabilisce a 80,000 fr. lo stipendio del ministro di Stato; quello del segretario generale è di 20,000 fr., e quello dei direttori, di 15,000. Questa disposizione avrà effetto a cominciare dalla creazione del ministero di Stato.

Lo stesso decreto apre un credito di 366,500 fr. al ministro di Stato per spese del personale del suo ministero.

Con un altro decreto della stessa data un credito di 270,000 fr. è aperto allo stesso ministro per lavori d'appropriazione alle gallerie laterali del palazzo delle Tuilerie e loro dipendenze.

— La torre dei telegrafi, al ministero dell'interno, è il punto centrale a cui mettono capo tutte le comunicazioni aeree ed elettriche.

Tutti gli apparecchi della telegrafia elettrica sono posti al primo piano; quelli della telegrafia ottica nei piani superiori.

Ce' suoi fili telegrafici questa torre è già in comunicazione con trenta dipartimenti, per mezzo di linee di strade ferrate. Essa comunica parimente col ministero della guerra, colle Tuilerie, col palazzo dell'Eliseo, colla Borsa, colla prefettura della Senna e colla prefettura di polizia.

— Si sono prese le necessarie disposizioni dalla compagnia della strada ferrata da Parigi a Strasburgo per affrettar l'epoca in cui la gran linea dell'Est sarà interamente aperta alla circolazione. Il 15 giugno prossimo, la congiunzione sarà operata fra Commercy e Pronard; locchè porrà Nancy, Metz, Forbach e la Prussia renana in comunicazione diretta con Parigi.

Due mesi dopo, si farà l'apertura della sezione da Nancy a Sarrelbourg, ultima lacuna della linea d'Alemagna, e l'inaugurazione generale della strada ferrata di Strasburgo.

Nel mese d'ottobre seguente, la Prussia avrà terminato sul suo territorio il collegamento delle cave di carbon fossile di Saarbrück colla linea di Forbach, e si andrà così per due punti della linea dell'Est nell'Alemagna meridionale e nell'Alemagna centrale.

— Leggiamo nel *Journal de Toulouse*:

Si accerta che attivissimi negoziati si proseguono in questo momento per la concessione della strada ferrata da Bordeaux a Toulouse; si rinunciercbbe per ora di continuarla fino a Cette.

Nello stesso tempo la compagnia del Centro negozia la concessione della strada ferrata da Châteauroux a Limoges, che non sarebbe più eseguita dallo Stato, e che potrebbe essere finita in tre o quattr'anni invece di trenta che sarebbero bisognati coi crediti che si stanziarono nel 1846.

— Scrivono dalla Roccella che l'autorità municipale ricevette dal ministro dell'interno una lettera in cui le si dà avviso che la costruzione della strada ferrata da Poitiers a Rochefort e alla Roccella è autorizzata, e che il governo presterà 25 milioni rimborsabili in cinquant'anni.

— La *Gazzetta di Carlsruhe* annunzia che il governo francese farebbe un'anticipazione di 4 milioni di franchi per l'esecuzione della strada ferrata da Strasburgo a Lucemburgo, e che guarentirebbe un interesse del 4 0[0 per gli altri otto milioni necessarii pei lavori occorrenti.

— Leggesi nel *Constitutionnel*: Domenica scorsa la dogana di Calais sequestrò 4,000 copie d'un opuscolo intitolato: *Fatti in appoggio della difesa del diritto di proprietà contro il decreto del 22 gennaio 1852.* Queste copie si trovavano nascoste in valigie a doppio fondo, appartenenti ad un viaggiatore per nome Renou, architetto inglese, che era sbarcato da un legno a vapore proveniente da Londra.

Il sig. Renou è stato immantinente arrestato dal commissario di polizia e condotto nelle carceri della città.

BELGIO

Bruxelles, *24 febbraio.* Il ministro dei lavori pubblici ha testè ordinato lo stabilimento di una linea telegrafica sottomarina fra Ostenda e Londra. Due compagnie si presentavano per questa importante impresa, le quali terminarono col riunire i loro sforzi: è dunque fuori di dubbio che pochi mesi basteranno per effettuare qu'l progetto con grande soddisfazione pel commercio e per l'industria.

I signori James Charmicael e John Britt sono i concessionari della nuova linea telegrafica.

— La Camera dei rappresentanti continua la discussione della legge forestale.

Nella seduta d'oggi, dopo di avere adottato gli articoli 81 ed 82 del progetto di legge, si è aggiornata a giovedì 26 febbraio.

SPAGNA

Madrid, *17 febbraio.* Scrivono alla *Correspondance*:

Ieri a 6 ore pom. la regina ricevette in udienza particolare, con le formalità d'uso, il generale Aupick, ambasciatore di Francia, lord Howden, ministro plenipotenziario del regno unito della Gran Bretagna, che rimisero nelle reali sue mani le lettere autografe di S. M. la regina d'Inghilterra e del principe presidente della repubblica francese a S. M. C., lettere inviate per vie straordinarie e speciali, ed esprimenti il vivo dolore cagionato dall'orribile delitto commesso contro la sua augusta persona.

La regina lesse quelle lettere dando evidenti segni di emozione e di piacere, e manifestò ai degni rappresentanti delle due potenze i sentimenti dell'alta sua gratitudine per quelle dimostrazioni ostensibili della sincera ed amichevole sollecitudine, eccitata nello spirito de' suoi augusti alleati da quel deplorabile evenimento.

— Si legge nella *Espana*:

Il brigadiere del genio, Miguel Polo, partì ieri alla volta di Mahon, ove va a dirigere i lavori di fortificazioni che deono essere eseguiti in quell'importante punto militare.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Il governatore capitano generale di Porto Ricco annunzia che quell'isola continuava a godere della più grande tranquillità.

INGHILTERRA

Londra. *Camera dei Comuni. — Tornata del 20 febbraio.*

Dopo aver rigettato un bill risguardante una linea di via ferrata e la presentazione di alcune petizioni, la Camera passa a deliberare intorno al bill concernente l'ordinamento della milizia, ed intitolato *local militia acte*.

Lord John Russell prende il primo la parola, ed insiste per l'adozione del bill.

Lord Palmerston dichiara che egli anzichè intralciare l'azione del governo in una faccenda, la quale riguarda direttamente la sicurezza e la dignità del paese, si arreca invece a premura di venirgli in aiuto. Egli è di parere però che la sostanza del bill ministeriale non corrisponda al suo titolo, e che l'emendamento per lui proposto è precisamente rivolto a mettere in armonia il fondo con la forma, il titolo del bill col suo contenuto. Il bill attuale non solo deve emendare e conservare, ma *consolidare* le leggi attuali intorno alla milizia, poichè se questa milizia dev'essere in piedi soltanto quando la minaccia d'invasione sia imminente, diventa al tutto inutile. La milizia non è come le truppe regolari, che son pronte ad ogni occorrenza. D'altra parte è necessario che questo sistema di difesa sia organizzato in tutte le località del regno unito, in Iscozia come in Irlanda al pari che in Inghilterra.

Io, dice lord Palmerston, confido pienamente nelle popolazioni (*applausi*); se voi non avete fiducia nelle popolazioni, abbandonatele (*vivi applausi*); se voi non potete fidar sugl'inglesi per la difesa della loro patria; se gli sconzesi non sanno prendere le armi per combattere e resistere ad una invasione; se gl'irlandesi non sanno esser fedeli alla loro regina ed al loro paese, mandate a chiamare le truppe russe (*vivi applausi*), mettete in Londra una guarnigione austriaca (*applausi*), e nascondiamo la nostra fronte nella vergogna e nella confusione, e confessiamo che la Inghilterra non è più la Inghilterra, e che il suo popolo non è più atto a difendere le sue case, le sue famiglie, il suo paese. (*Applausi*) Questa non è la mia opinione. Io sono invece di avviso che gl'inglesi sono superbi di essere inglesi; che comprendono quanta sia l'importanza di difendere il loro paese; che sono pienamente risoluti a tutelare le loro libertà; che non si lasceranno sopraffare da irragionevole timor panico, nè imaginar pericoli che non esistono, e che saranno deliberatamente preparati a premunirsi contro pericoli sufficientemente probabili. (*Ascoltate*) E portavoce sono che se il governo fa appello alla nazione, se addita ai suoi pericoli che possono emergere (*ascoltate*), non vi sarà un inglese che volgerà le spalle al suo stendardo; gli sconzesi manteranno la fama del loro coraggio, e gl'irlandesi non saranno indegni del paese a cui appartengono. (*Vivi applausi*) Voi avrete in tal guisa una forza che vi costerà poco, ma mostrerete al mondo che siete pronti a difendere la vostra terra, ed in tal modo allontanerete il pericolo, renderete sicura la pace e serberete al paese quell'alta posizione alla quale per tanti riflessi ha diritto. (*Il nobile lord torna a sedere fra gli applausi vivissimi e prolungati della Camera.*)

Il sig. *Gibson* trova che l'Inghilterra è sufficientemente difesa dalla sua marineria; non crede a probabilità di guerra, e si oppone all'adozione del bill ministeriale.

Lord *John Russell* risponde che il valore della marineria inglese non può essere rivocato in dubbio, ma che sarebbe imprudenza lasciar la costa senza difesa, la quale non può esser fatta se non dalla milizia. Il primo ministro accetta la prima parte dell'emendamento di lord Palmerston relativa alla parola *consolidare* da aggiungere al bill, ma respinge quella parte che propone di estendere le disposizioni del bill alla Scozia ed all'Irlanda. Lord John Russell dichiara, che qualora l'emendamento venga adottato dalla Camera, egli lascerà a lord Palmerston ed al presidente del comitato relatore la cura di preparare il bill (vale a dire dichiara di ritirarsi dal ministero).

Il sig. *D'Israeli* censura il linguaggio del primo ministro, che appunta di poca riverenza verso la indipendenza della Camera.

Sir *Giorgio Grey*, ministro dell'interno, ribatte i rimproveri mossi contro il suo collega.

Il sig. *Deedes* accetta il progetto ministeriale.

Il sig. *Hume* parla in senso opposto.

Il sig. *Sidney Herbert* non sa comprendere per quali motivi lord John Russell aderisca alla prima parte dell'emendamento di lord Palmerston, e rigetti la seconda.

Lord John Russell si duole di non essere stato ben compreso; dice che l'ordinamento della milizia locale sarà oggetto di un bill speciale: che adesso non si tratta di ciò e persiste nella sua risoluzione.

Il colonnello *Thompson* divide il parere di lord Palmerston.

Il sig. *Fox Maule* (ministro del controllo, affari delle Indie) dice essere intendimento del governo nel proporre l'attuale bill di migliorare le leggi esistenti e provvedere alla difesa del suolo patrio al più buon mercato possibile e nel modo meno gravoso per il pubblico.

Il sig. *Charteris* appoggia la proposta del governo.

La Camera passa ai voti: il risultamento è il seguente:

A favore dell'emendamento di lord Palmerston	136
Contro	125
Maggioranza contro il ministero	11

L'annunzio di questo risultato è accolto con grandi applausi.

Lord John Russell sorge e dice: Io giudico questo voto come equivalente al rifiuto fatto dalla maggioranza della Camera di permettere al governo di presentare il bill da esso preparato. Siccome questo argomento concerne la difesa interna del paese, ed è perciò di suprema importanza, io non posso assumere la responsabilità di un bill diverso, che racchiuda altre clausole ed altre disposizioni, le quali a parer mio sono dannose. Abbandono adunque ogni responsabilità relativa a questa materia, e lascio la cura a qualsivoglia altro deputato che piaccia alla Camera nominare di presentare il bill.

Lord Palmerston (che nel sorgere è salutato da vivi applausi): Io non posso astenermi dal manifestare la mia grande sorpresa *(applausi)* in faccia a quest'abdicazione che fa il governo delle sue funzioni in questa Camera. *(Applausi)* Io presumo che non senza matura deliberazione il governo comprese il dovere che aveva di presentare una legge relativa alla miglior difesa del paese. *(Udite)*

Il solo divario che corre fra l'opinione della Camera e quella del governo si riferisce alla estensione della milizia locale. E del governo si riferisce alla estensione della milizia locale. E questa una ragione efficace a far ritrarre il governo dall'adempimento del suo dovere *(udite, udite)* e sospendere l'adozione di un provvedimento, che di certo esso non avrebbe proposto, qualora non l'avesse stimato essenziale al bene del paese? *(Applausi)*

Lord John Russell risponde, che nell'accogliere l'emendamento la Camera ha mostrato di non aver fiducia nel modo con cui il governo ha fatto la sua proposta, e che il ministero non può accettare una tal condizione di cose. *(La Camera è assai agitata: si formano varii gruppi e si discorre con vivacità di questo grave incidente)*

Sir Beniamin Hall sorge in mezzo all'universale agitazione, dice di aver votato a favore dell'emendamento di lord Palmerston, e chiede a lord John Russell se egli sia determinato a lasciare il potere.

Lord J. Russell risponde affermativamente.

Il maggior numero dei deputati abbandona l'aula dell'adunanza, e dopo aver parlato di faccende di poco rilievo l'assemblea si scioglie e si aggiorna al prossimo lunedì.

ALEMAGNA

Austria. Pervennero in Vienna da Bologna molte spedizioni di monete di rame austriache, le quali vennero mandate per contrabbando dagli speculatori; quelle monete furono poste recentemente fuori di corso.

— Austria, Baden, Würtemberg e Baviera convennero di regolare la navigazione a vapore sul mar Baltico. Il governo di Würtemberg intende di riscattare tutte le azioni e di assumere sopra di se l'impresa della navigazione.

Ciò fatto, il governo di Würtemberg si propone di regolarla in modo che la navigazione sia posta in continua relazione colle strade ferrate e colle poste delle strade principali.

Baviera. *Monaco, 20 febbraio.* Oggi, nella Camera dei deputati, si è terminata la discussione generale del bilancio delle entrate e delle spese; tutte queste ultime furono definitivamente approvate secondo le disposizioni già prima adottate. Quanto alle rendite, sulla proposta del deputato Koch, ed alla maggioranza di 68 contro 67, quella delle Saline fu accresciuta di 100,000 fiorini.

Quindi cominciò la discussione generale della legge sulle finanze, e venne continuata in una seduta vespertina. Vi sono parecchie proposte; una del sig. di Arnheim, relativa alla emissione di carta monetata; una seconda del sig. Koch, riguardante l'aumento di tutte le imposte dirette; una terza finalmente del sig. Hirschberger, che vorrebbe dall'aumento delle imposte escludere quella sul capitale e sulla rendita.

BIBLIOGRAFIA

Il Raccoglitore, *pubblicazione annuale della Società d'incoraggiamento nella provincia di Padova. — Anno I. — Venezia, tip. Naratovich*, 1852, *in* 16°, *con intagli intercalati al testo, e disegni litografici.*

E in Padova da parecchio tempo una Società, che attende al santissimo fine d'incoraggiare le arti e l'industria: e, poichè è diretta da valenti persone, fa molto bene nel popolo, e singolarmente ai coloni e agli artieri. I membri di essa, oltre che dedicare studii ed esperienze al grande intendimento, sono liberali di danari e di premi, principale incitamento (che che ne dicano i seguitatori delle utopie) per chi ha consecrato la propria vita alle arti fabbrili ed all'esercizio di quelle industrie, che domandano fatiche e continui sacrifizii. E il diffondere la istruzione nelle classi misere degli artieri e dei coltivatori delle campagne, le sta sopra tutto a cuore; chè, senza quella, ogni umana opera non può che riuscire manchevole e disacconcia a bisogni della universa società. Di che noi non troviamo sufficienti espressioni a lodarla condegnamente, e molto più perchè, mentre la vediamo intenta a conseguire uno scopo di altissima utilità, ci sembra che scelga e metta in atto i mezzi più adattati, anzi i soli, che le possono dare speranza di raccogliere da suoi adoperamenti copiosi frutti.

Uno di questi mezzi è senza dubbio il libro, che, col primo dell'anno testè cominciato, ha messo in luce, e che si propone di pubblicare ogni anno periodicamente, nel desiderio, modesto ma però sommamente filantropico, che possa diventare il *libro della capanna.*

Con questo primo volumetto, la Società inaugurava ottimamente le annue sue pubblicazioni, dappoichè tutti gli argomenti in esso trattati, sono volti allo scopo di torre dalle menti del volgo gravi pregiudizi di vecchia data, d'istruirle intorno alle più importanti cognizioni, e di far diffondere l'uso di alcuni nuovi istrumenti, già sperimentati proficui per ripetute prove, in alcune parti principali dell'industria agricola e manifatturiera.

Non è nostra intenzione di ragionare per singolo delle materie, contenute in questo prezioso libro; ma soltanto di annunziarne con sommarii cenni la pubblicazione, e di fare che non vadano senza una parola di lode i saggi avvedimenti di una Società, la quale indirizza studii, consigli, larghi dispendii, a vantaggio di quella parte del popolo, che, sebbene d'ordinario più sprezzata, è però più utile e più degna di affetto.

Premessi alcuni cenni geografici intorno alla provincia di Padova, seguono bellissime vedute sull'agricoltura, considerata nei suoi capitali; appresso, si noverano i pregiudizi e le pratiche dannose in agricoltura, invalse nella provincia di Padova, si per fatto de'proprietari, che per fatto de'coloni: e i primi con giusti ragionamenti sono dissipati, alle seconde è contrapposto il salutare provvedimento. Si discorrono i difetti del metodo attuale di seminare il frumento, e se ne suggeriscono lodevoli emende. Toccando della meccanica agricola, si parla di quel principalissimo tra gli istrumenti rurali, ch'è l'aratro, e si descrivono minutamente e lucidamente (coll'aiuto eziandio di un disegno litografico) quelli premiati dalla Società e proposti dai signori Bonomi e dottori De Mattia e Beggiato; indi si ragiona de'varii modi di aggiogare i buoi, e si discute qual sia il migliore. Delle industrie agrarie, si tratta quella parte che concerne la fabbricazione e conservazione del vino, poichè la raccolta e conservazione delle frutte mangerecce. Si danno elementari nozioni circa al vinere, additando i metodi più facili per comporre i principali colori, usati nelle manifatture di merci. Sotto formadi lezioni popolari, si recano alla intelligenza comune le più necessarie cognizioni circa l'atmosfera, l'aria, i corpi aeriformi, il vapore, la illuminazione a gas, le prime figure della geometria che occorrono in qualsivoglia più triviale opera di mano fabbrile.

E, ad abbellire di un qualche fiore l'aridità di sì gravi materie, viene in aiuto la gentile poesia col lenocinio del facile metro, essa pure non frivola nè ciarliera, ma proclamatrice di alte verità morali.

Per incoraggiar poi più direttamente le opere industriali, dedicava la benemerita Società parecchie pagine di questo libro a descrivere i proscugamenti, con mezzi meccanici, dei bassi territorii a destra ed a sinistra dell'Adige; a lodare la composizione marmorea, inventata dal Cristofoli di Padova, e usata con bel riuscimento nel pavimentare cospicui palagi, di pari che modeste abitazioni; a far conoscere il rapido prosperamento dell'Istituto medico-chirurgico-farmaceutico di Padova, il quale, in brevi anni di vita, salì a tale splendida condizione da poter giovare di ricchi sussidii i membri necessitosi.

Da questo arido indice dei principali argomenti, trattati nel libro suddetto, il lettore si sarà di leggieri avveduto come, sino da questo prim'anno, siansi scelti i temi di maggior rilevanza. Circa poi al modo del trattarli, ed all'utilità che dee conseguire dall'applicazione dei principii propugnati e dei miglioramenti proposti, sarà d'altri il parlare. Noi, a non eccedere i limiti che ci siamo prefissi, aggiungeremo soltanto alcune parole sullo stile, in che sono dettate le varie scritture e sulle forme esteriori del libro.

In alcune parti di esso, le persone di lettere potrebbero forse domandare maggior coltura di stile, in altre maggior correttezza; ma in nessuna avranno a desiderare maggiore perspicuità d'idee, maggior esattezza nella parte descrittiva. Più che alla lindura ed eleganza della lingua, gli scrittori attesero manifestamente alla lucidità del concetto, sapendo che scrivevano per gente non letterata, e bisognevole di una lettura di facile e pronta percezione. Al qual effetto, con saggio consiglio, nelle cose agrarie, al vocabolo tecnico italiano fu aggiunta la corrispondente voce del dialetto, e nella trattazione di ciascun argomento si adottarono modi famigliari, affettuosi, netti di qualsiasi vapore di magistrale iattanza: con che si attinse il principal fine dell'arte, quello di rendere maggiormente efficace il precetto e più incalzante la eloquenza dei fatti.

La edizione del libro reca forse un po' di quella esterna rozzezza, in che sogliono presentarsi tutte le cose nuove. Però è fermo proponimento del tipografo, al quale la società fece l'onorevole proponimento del tipografo, al quale la società fece l'onorevole proponimento di affidare la stampa di questo primo saggio, di provvedervi di nuovo anno con maggior eleganza e più acconcezza di tipi e di fregi; al che in quest'anno fu impedito per la straordinaria celerità comandatagli. Anche gl'intagli in legno, intercalati al testo, sebbene lavoro del bravo Prosdocimi, si risentono della fretta, con che fu condotto tutto il lavoro.

A conchiudere pertanto, dopo la lode che si merita la Società d'incoraggiamento di Padova, e che assai volentieri le tributiamo, ci sia permesso di esternare il desiderio che le principali città d'Italia imitino il di lei esempio, mettendo in luce, ad istruzione delle classi operaie, libri compilati con altrettanta sapienza popolare, e procurando eziandio di agevolarne l'acquisto pel tenue prezzo, siccome adopera con non lieve suo spendio la benemerita Società suflodata.

P. C.

LEZIONI ACCADEMICHE ED ALTRE PROSE DI PIER-ALESSANDRO PARAVIA.

Zara (Fratelli Battara editori) 1851.

Fu lodevole divisamento quello dei fratelli Battara, operosi editori in Zara, di raccogliere in un volume una eletta di scritti del chiaro concittadino, e decoro della nostra Università torinese, il prof. cav. Pier-Alessandro Paravia.

Non facciamo qui se non indicare a' bibliografi la comparsa di questo libro, e l'elenco degli scritti che contiene, lasciando ad altri giornali speciali l'occuparsi del merito e della importanza letteraria loro. Eccone l'indice:

Della necessità di studiare la propria lingua, lezione — Della eloquenza sacra italiana nel cinquecento e specialmente del Musso e del Panigarola, lezione — Del seicento e del padre Giuglaris, squarcio di lezione — Del Segneri e delle sue prediche, lezione — Del cardinale Casini e delle sue prediche, lezione — Del Menzini e de' suoi poemi didascalici, lezione — Di Zaccaria Betti e del suo poema, lezione — Del Bartoli e delle sue storie, discorso — Del Tirabosco e del suo poema, lezione — Dell'antico vocabolario degli Accademici della Crusca e della nuova edizione procuratane dall'ab. Giuseppe Manuzzi, discorso — Prelazione all'accademia letteraria tenuta il giorno 11 marzo 1844 nella grande sala del palazzo Carignano in Torino per celebrare la festa secolare della nascita di Torquato Tasso — Due lettere sopra un verso del Berni. Lettera al signor cav. Pier-Alessandro Paravia — Risposta al signor Norberto Rosa — Sopra un quadro di Domenico Scattola di Verona. La buona Madre — La Confraternita dalmata in Venezia — Necrologie. Il conte Ercole de Tassis — Il conte Gaspare Michele Gloria — Il prof. Francesco Lauteri — Alberto Nota — Pietro Baldassare Farrero — Sopra l'archivetto Paolo Bioni, lettera al pittore Francesco Salghetti — Discorso ad un banchetto dato in Zara ad onore del cav. Paravia — Versi del bar. Ghetaldi al banchetto medesimo.

Chiuderemo quest'arido cenno col riferire un notevole periodo che troviamo in fine della lezione sul cardinale Casini e sulle sue prediche (pag. 123), in cui si istituisce un parallelo tra il Segneri e il Casini con pochi ma succose parole:

« Se noi consideriamo la eloquenza come un'arte di esporre le nostre idee in modo che ne resti tocco l'animo di chi ci ascolta, niuno è che al Segneri possa contrastare la palma: se poi la consideriamo come una facoltà di esprimere i nostri sentimenti in guisa che ne sia turbata la coscienza di chi ci ode, niuno è che al Casini contender possa il primato. Quindi nel Segneri artifiziosi esordi, ingegnose amplificazioni, descrizioni animate; quindi nel Casini tratti solenni, gravi sentenze, uscite inattese; nel Segneri una felice eleganza, nel Casini una sprezzatura efficace: nell'uno maggiore la virtù dell'arte, maggiore nell'altro l'impeto di natura; nel Segneri un non so che di squisito che alletta; nel Casini un non so che di brusco che scuote; l'uno rifiuta ogni locuzione che non appaghi il suo gusto, l'altro ogni termine accetta purchè faccia al suo scopo; il Segneri pieno della umiltà del suo nulla, a tutti si pone di sotto; il Casini conscio della dignità del suo ministero, a tutti si pone di sopra; il Segneri impugna un'arma, vibrata sì, ma brunita; il Casini ne stringe una, ruvida sì, ma tagliente; l'uno anche allora che pon è eloquente è fiorito; l'altro è incolto, anche allora che è più eloquente; il Segneri va incontro agli animi con la persuasione; il Casini se li trae dietro con la violenza; l'uno vi s'insinua con molti giri, l'altro v'entra di colpo; il Segneri infine non si affida di convertire i suoi uditori senza il loro concorso, l'altro pretende emendarli anche a loro dispetto. »

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino, 26 febbraio.*

La Presidenza della Camera previene i signori Deputati che domani, venerdì, alle ore una pom. vi sarà seduta pubblica.

— *Napoli, 18 febbraio.* Il fascicolo della *Gazzetta dei Tribunali* pubblicato il giorno 7 del corrente contiene una decisione resa dalla Corte suprema di giustizia nella udienza delli 14 agosto 1851, con cui dichiara in legittimo stato di accusa i detenuti seguenti:

Salvatore Jannocco — Luigi Longombardi — Giovanni Tagliavia — Gaetano Salazar — Luigi Fortunato — Giovanni Ricciardi — Errico del Giudice — Andrea di Pietro — Pasquale Cito — Matteo de Salvo — Vincenzo Garofalo — Francesco Giannone — Gennaro Rizzo — e Salvatore Montuori.

Ed ha ordinato procedersi contro di essi col rito speciale pei seguenti carichi:

1. Di associazione illecita, organizzata in corpo col vincolo del segreto, costituente setta col nome di *Setta Carbonica Militare*, di cui eran capi e direttori Tagliavia, Salazar, Fortunato e Ricciardi;

2. Di cospirazione contro la sicurezza interna dello Stato, ad oggetto di distruggere e cambiare il governo, ed eccitare i sudditi ad armarsi contro l'autorità reale:

I suddetti Salazar, Tagliavia, di Pietro, Ricciardi, Giannone e Garofalo:

3. Di detenzione di libri e stampe criminose:

Il suddetto Matteo di Salvo:

4. Di recidiva in misfatto.

Francia. *Parigi, 23 febbraio.* Il *Moniteur* non ha oggi parte ufficiale.

Si annunzia la nomina del contrammiraglio Jacquinot al comando in secondo della squadra d'evoluzione del Mediterraneo.

— Leggesi nella *France Napoléonienne*:

Lo stato d'assedio deve essere tolto, per quanto si accetta, subito dopo la riunione del senato e del corpo legislativo. Il giorno della convocazione non è ancora stabilito; si parla del 20 marzo e del 5 maggio. Checchè sia di ciò, pare che il governo abbia intenzione di non convocare i corpi politici deliberanti prima di aver promulgati tutti i decreti che considera come necessarii all'organizzazione d'un'autorità vigorosa.

Inghilterra. *Londra, 23 febbraio. (Dispaccio del telegrafo sottomarino).*

Il ministero del conte Derby (lord Stanley) è formato.

Affari esteri, conte di Malmesbury e visconte Canning.

Membri del gabinetto:

I signori Walpole, d'Israeli, sir E. Sugden, conte d'Harwick, duca di Northumberland.

Il ministero è, come ognun vede, composto dei personaggi importanti del partito conservatore.

Alemagna. *Francoforte.* Scrivono alla *Gazzetta di Colonia* che la Dieta germanica, nella seduta del 20 febbraio, dopo una lunga deliberazione ha deciso di vendere la flotta del mare del Nord in modi ordinarii.

La Prussia avrebbe dichiarato che farebbe l'acquisto del *Gefion* per 200,000 fiorini, e la fregata *Barbarossa* per 50,000 fior.; propose inoltre un'arra di 40,000 fiorini pel mantenimento della flotta sino alla fine del mese di marzo.

Venne fissato un termine di rigore fino al 31 marzo: in questo tempo gli Stati del mare del Nord e la Prussia potranno dichiarare se essi vogliano prendere la flotta per loro conto. Se questo accomodamento si eseguisce, le due fregate *Gefion* e *Barbarossa* non verranno attribuite alla Prussia e le arre le si restituiranno. La commissione della marina fu nello stesso tempo incaricata di fare i preparativi necessari per la vendita dei vascelli che gli Stati del mare del Nord non volessero prendere per loro conto.

— Il sig. Bismark-Schönhausen, inviato di Prussia presso la dieta germanica, è partito il 21 febbraio per Berlino.

(Fogli di Francoforte)

— *Berlino, 21 febbraio.* Il processo di stampa intentato contro il barone Enrico d'Arnim fu terminato oggi. Sulla proposta del procuratore generale, i dibattimenti seguirono a porte chiuse. L'accusato fu condannato ad una multa pecuniaria di 300 talleri, oppure ad una detenzione di quattro mesi. Così la *Gazzetta di Augusta*: ma il *Journal de Francfort* dice che l'accusato, oltre alla multa, fu anche condannato alla detenzione.

La prima Camera nella tornata del 19 passò all'ordine del giorno sopra una proposta intesa a sollecitare il governo a provvedere immediatamente il progetto di legge sugli Stati provinciali; ma essa, quantunque il governo siavisi opposto, adottò un'altra mozione che aveva assolutamente lo stesso fine per quanto concerne ai circoli territoriali.

La seconda Camera nella seduta del 20 si è occupata dei bilanci del commercio e dei lavori pubblici.

— *Monaco, 21 febbraio.* La Camera dei deputati, a fine di coprire il disavanzo, decise di conservare il lotto ed approvò un aumento delle imposte fondiarie sulle case, sulla rendita e sull'industria. Essa approvò inoltre la legge di finanze presentata dal ministero.

Russia. *Pietroburgo, 12 febbraio.* Nel gennaio 1847, l'imperatore aveva pubblicato un ukase, per cui tutti gli israeliti russi non possedenti una rendita certa e sufficiente per vivere, non meno che tutti quelli i quali non esercitassero una professione determinata, erano obbligati allo scegliere una professione qualunque; a questo fine, tutte le industrie e tutte le professioni erano ad essi aperte, eccettuate quelle di merciaiuolo ambulante e di oste: i contravventori venivano riguardati come vagabondi.

Essendo spirato il termine fissato da quello ukase, il Senato dirigente ha testè ordinato che, cominciando dal 15 luglio prossimo, le autorità locali procederanno alla classificazione degli israeliti compresi nelle due categorie stabilite dall'ukase, verrà ciò ad essi assegnato d'ufficio un mestiere.

Qualora non adottassero il mestiere assegnato, o non lo esercitassero seriamente, essi verranno mandati come operai nelle miniere, nelle fortezze, od occupati in altri pubblici lavori.

Questo classificamento degli israeliti comincierà da quelli che dimorano nelle provincie, dove le leggi accordano loro il diritto di domicilio.

P. Leone Gerundo.

ISOPATINA D'AMERICA

per la vaccinazione dei pomi di terra

(Solanum tuberosum)

onde preservarli dalla malattia a cui vanno soggetti.

Siamo debitori di questa preziosa scoperta al dottor Rümer che la propose, e l'applicò fin dal 1846 nell'America meridionale.

Partendo egli dall'idea che col vaccino preventivamente inoculato si va esenti dal vajuolo, volle applicare questo principio al regno vegetabile.

Sui pomi di terra che formano il principale alimento del povero fece i suoi primi esperimenti innestandoli coll'isopatina, ed ebbe la soddisfazione di vedere realizzate le sue speranze. Gli stessi esperimenti furono ripetuti in Francia, ed in ispecie nel dipartimento della Lorena ed ebbero egualmente un esito felicissimo. Molte altre prove tentate particolarmente diedero tutto lo stesso risultato, di modo che ora si può essere sicuri che eseguendo bene l'innesto i pomi di terra saranno preservati dalla terribile malattia che tanto aggrava il povero contadino.

Modo d'innestare i pomi di terra.

Tagliati i pomi di terra in varii pezzi, come si fa abitualmente dai contadini prima di seminarli, si prende una punta di ferro, o un ago, o uno spillo dei più grossi ben levigato, e con esso si fa una puntura profonda in ogni pezzo di tubero, e bagnato lo stesso nell'isopatina s'introduce di nuovo nel medesimo buco osservando attentamente che una piccola parte di esso vi penetri, e l'innesto è fatto. Dopo ciò va subito seminato.

Si può anche far l'innesto per mezzo di un taglio in cui s'introduce l'isopatina. È necessario tenere la boccetta contenente l'isopatina ben chiusa, e riparata dalla luce. Ogni boccetta pe contiene una quantità sufficiente per innestare una piantagione intiera. Il prezzo è di fr. 3. Il deposito è presso il sig. Gabriele Gatti farmacista a Porta d'Arco in Genova.

www.internetculturale.it

Amministrazione dello Stabilimento Tipografico FONTANA *in Torino.*

Lunedì 1° Marzo p. v. si pubblica

IL

PALMAVERDE

per l'anno 1859.

BIBLIOTECA MISTA ECONOMICA ossia Raccolta di opere edite ed inedite, originali e tradotte, nel formato di 16° piccolo.

L'OSSERVATORE DI GASPARE GOZZI con la di lui vita, scritta da G. Gherardini, 3 vol., L. 4 50.

ELEMENTI DI FILOSOFIA del barone Pasquale Galuppi, terza edizione della suddetta biblioteca, eseguita sull'ultima dell'Autore, con note, 3 vol., L. 5 75.

DIALOGHI CLASSICI FAMIGLIARI ed altri per uso degli studenti delle lingue italiana e francese con esercizi preliminari di C. Morand, 1 vol., L. 1 65.

Di prossima pubblicazione:

TRAGEDIE DI VITTORIO ALFIERI cogli argomenti, pareri e scritti alle medesime relativi, seconda edizione della suddetta biblioteca, 5 vol., L. 5 70.

L'ILIADE D'OMERO, traduzione di Vincenzo Monti. Saranno 2 volumi.

LETTERE DI PLINIO IL GIOVINE tradotte ed illustrate dal cav. A. Paravia, quarta edizione riveduta e ritoccata dal traduttore. Saranno 3 vol.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

Sciroppo di Mela-Apiole

Specifico infallibile per la tosse, raffreddori e raucedine, a L. 1 25 la bottiglia. — Presso Giacosa, confettiere, rimpetto alla chiesa di S. Tommaso.

MUTUO

Si cercano a mutuo da L. 30m. a 40m., mediante le più ampie cautele sovra beni stabili, situati nella provincia di Torino.

Dirigersi all'ufficio del causidico coll. Geninati.

DA VENDERE

in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:
In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

VENDITA

Delle possessioni denominate *Gianolo, Costa* e *Barza* in territorio di Mortara, di ettari 396 circa tra fabbricati, risaie, prati e campi.

Per le condizioni dirigersi in Mortara dal signor ingegnere Innocenzo Ferraris, ed in Torino dal signor notaio Borgarello.

DA VENDERE

CASCINA di ettari 29, sul territorio di Leyni, con fabbricati civile e rustico, cappella e giardino;

CASA sul viale di S. Massimo;

VILLA di elegante forma, con giardino inglese, presso Moncalieri.

Rivolgersi per i relativi schiarimenti allo studio del notaio Operti, via di Dora Grossa, n. 23, terzo piano.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

od al 1.° novembre prossimo (per causa di malattia)

SPEZIERIA con FONDICHERIA, nella contrada maestra, in Giaveno, capo-luogo di mandamento.

Per le informazioni dirigersi, in Torino, dal signor Miaglia, droghiere, via dei Mercanti, n. 32, piano 1.°; In Giaveno dal farmacista Degiovannini.

DA VENDERE IN AGLIÈ

con more a piacimento

CORPO di CASA civile e rustico, di buona costruzione ed in bella situazione.

Dirigersi al notaio coll. Albasio, via d'Italia, n. 7.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano e num. 4, 6, o 10 membri, con terrazzo, al 4.° piano Via del Senato, num. 4.

Da affittare: Sette Camere al piano nobile. — Recapito via Stampatori, num. 8, piano secondo.

DIFFIDAMENTO

Il ceraro Giuseppe Dutto, di Cuneo, diffida il pubblico di nulla accreditare a suo figlio Paolo, non intendendo egli di pagar li debiti che venissero per qualsiasi causa da quest'ultimo contratti.

Cuneo, il 24 febbraio 1852.

GIUSEPPE DUTTO.

FALLIMENTO

delli Antonio ed Agata Taramino, coniugi Sayno, commercianti in tessuti di lana e cotone in Aglié.

L'eccellentissimo Magistrato del Consolato di Torino con sentenza del 21 corrente mese ha dichiarato il fallimento dei predetti coniugi Sayno, ha ordinato l'apposizione dei sigilli; ha nominato sindaco provvisorio il signor Giovanni Frisetti, residente in Torino, ed ha fissato l'adunanza dei creditori per la nomina dei sindaci definitivi, in una sala dello stesso Magistrato, avanti l'ill.mo signor conigudice Peyrone, giudice commissario, alle ore 2 pom., del 1° prossimo marzo, a termini dell'art. 471 del Codice di commercio.

Torino, il 24 febbraio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

FALLIMENTO

di Buri Filippo, merciaio a Rivoli.
Verificazione dei crediti.

Si avvisano i creditori del fallimento di detto Filippo Buri, di rimettere nel termine di giorni 20, ai signori Radino Giuseppe e Galoppo Giuseppe, sindaci definitivi, od alla Segreteria dell'eccell.mo Magistrato del Consolato in Torino, i loro titoli di credito, colla nota indicante la somma di cui si propongono creditori, e di comparire personalmente, o per mezzo di mandatario, in una sala di consiglio del prefato Magistrato, avanti l'ill.mo signor congiudice Peyrone, giudice commissario, alle ore 2 pomeridiane del 16 marzo prossimo venturo, all'oggetto della verificazione dei crediti a termine di legge.

Torino, il 23 febbraio 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Con atto passato alla segreteria del tribunale di prima cognizione di questa città dell'8 corrente, la signora Teresa Perrero, moglie del causidico Giovanni Domenico Tribolo, da questo debitamente autorizzata, in persona del sottoscritto di lei procuratore speciale, per atto in brevetto del 4 andante mese, rogato Giacomelli, dichiarava di non altrimenti accettare, salvo col beneficio dell'inventario, l'eredità del Vittorio Perrero fu Bartolommeo, di lei genitore, deceduto in Ciriè il 9 dello scorso gennaio.

Torino, il 12 febbraio 1852.

Geninati caus. coll.

NOTA

La signora Rosa Guastalla vedova Olivetti, nella sua qualità di tutrice della di lei figlia minore Annetta, fece atto di dichiarazione il 12 corrente mese, nella segreteria di questo tribunale di prima cognizione, di voler accettare, col beneficio dell'inventario, l'eredità deferta a quest'ultima dalla Sara Levi, con testamento pubblico 26 luglio 1843, rogato Velasco, essendo questa deceduta in questa città il 17 ottobre 1851.

NOTA

Con privata scrittura del 25 ottobre 1849, tra Maurizio Falchero, Giovanni Bertola e Pietro Falchero, si è costituita una società per l'esercizio di un albergo in questa città, sotto l'insegna delle Tre Galline, principiata tale società col primo novembre detto anno e durativa per il termine di anni 3; la gerenza della società venne affidata al signor Gioanni Bertola.

NOTA

All'udienza che sarà tenuta dal regio tribunale di prima cognizione di questa città il mattino del 6 marzo prossimo, ore 9, avrà luogo l'unico incanto e definitivo deliberamento degli stabili subastati ad instanza dell'Opera pia di S. Luigi Gonzaga, eretta in questa città, in odio delli Giovanni, Domenico, Giuseppe e Giovanni Maria, fratelli Pastore, e Maddalena Alice, residenti nel luogo di Rivara, ai prezzi e condizioni risultanti dal bando venale del 18 andante, sottoscritto Mussino sost. segretario, ed ivi ampiamente descritti.

Torino, il 19 febbraio 1852.

G. Colonna sost. Perodo.

NOTA

Con instromento 11 febbraio 1852, rogato Turvano, il signor conte Vittorio Francesetti d'Hautecour, rivocò qualunque procura e mandato da esso passato, tanto per atto pubblico, che per iscritto privato ed anche verbale, al sig. Giovanni Andrea Nicolone, geometra, residente a Monteu-Roero.

Notaio Borgarello.

NOTA

Dal tribunale di prima cognizione di Pinerolo si fissò l'udienza pubblica del 18 prossimo marzo pel primo incanto dei beni che ad instanza di Giuseppe Cerutti, dimorante a Torino, verranno subastati in odio di Giacomo Cerutti minore, dimorante a Bibiana, e consistenti in casa, corte, del quantitativo di centiare 51, e posti nel concentrico di Vigone.

L'incanto si aprirà sul prezzo di L. 100, offerto dall'instante, e sotto l'osservanza dei patti contenuti nel relativo bando venale.

Pinerolo, il 13 febbraio 1852.

G. Rol sost. Varese.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 25 febbraio 1859

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: gior. pr. dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: gior. pr. dopo bor.	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: gior. pr. dopo bor.	pel fine del mese prossimo: nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 s.bre						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre	90 75					
1849 » » 1 genn.		89		89 12 1/2		
1851 » » 1 dicem.						
1854 *Oblig.* 1 genn.						
1849 » 1 8.bre.						
1850 » 1 febbr.		924				
1844 5 0/0 *Sard.* 1 genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.	1795	1796				17 30
— Banca di Savoia		50				e 17 50
Città di 4 0/0 oltre lo						p. fine
Torino inter. decor.						aprile
Torino 5 50 0/0 1 gen.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen						
Società del Gaz (nuova						
Incendii a premio fisso						
31 dicembre						
Via ferr. di Savigliano						
1 gennaio						
Molini presso Collegno						
1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi
Augusta	253 —	253 1/2 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	210 1/2 —	— —
Lione	99 90 —	99 35 —
Londra	25 32 1/2	25 17 1/2
Milano	— —	— —
Parigi	99 90 —	99 45 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 03 —	20 06 —
— di Savoia	98 69 —	98 73 —
— di Genova	79 89 —	79 95 —
Sovrana nuova	35 06 —	35 13 —
— vecchia	34 80 —	34 90 —
EROSO misto		
Perdita	2 60	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
CREGGIE Denari 10—11			
11—12			
13—14			
14—16			
16—20			
20—21	76		
21—22	75		
22—23	74		
23—24	73		
24—25	72		
ORGANZINI 25—26	71	60	
26—27	70	50	
27—28	70	68	60
28—30	70	68	60
30—32			
32—36			
36—40			
TRAME 20—22		70	
22—24			
24—26			
26—28			
28—30			
30—32			
32—36			
36—40			
MERCI DIVERSE			
Doppio filato			
Morescia seta di gallettame			
Stracchi			

BORSA DI PARIGI *del 23 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 103, 65, è sceso a 103, 35, chiude a 103 70.
Il 3 0/0 resta a 65, 65.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 50.
Le azioni della Banca di Francia a 3545.

TEATRO REGIO

Sabato, rappresentazione spettante all'A grande, andrà in scena la nuova azione mimica in 8 quadri, LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composta dal coreografo A. Cortesi.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *L'operaia.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera — la *Norma*, musica del cav. Bellini. — Ballo in tre atti *Alice*.
Serata a beneficio della prima donna Giuseppina Morra.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française — *Les droits de l'homme.*

GERBINO (ore 7 1/2) Serata a beneficio di Tom-pouce.

SUTERA Riposo.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: *S. Margherita di Cortona*, — Ballo *Mazeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita — Ballo *Il cuore delle donne.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 9 mattina	BAROMETRO A MILLIMETRI: mezzodì	BAROMETRO A MILLIMETRI: ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: mezzodì	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO: ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 9 mattina	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: mezzodì	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD: ore 3 sera	ANEMOSCOPIO: ore 9 mattina	ANEMOSCOPIO: mezzodì	ANEMOSCOPIO: ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 9 mattina	STATO DELL'ATMOSFERA: mezzodì	STATO DELL'ATMOSFERA: ore 3 sera
15 febbr.	741 52	742 54	742 62	+ 5 9	+12 5	+17 7	+ 7 4	+10 6	+10 5	O.S.O.	S. O.	O.S.O.	Annuvolato.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
16 »	741 72	741 70	740 52	+ 3 4	+14 4	+15 9	+ 7 0	+11 0	+10 4	O.S.O.	S.S.E.	S.S.E.	Ser. con vap.	Cielo velato	Ser. con vap.
17 »	732 54	732 24	731 90	+ 5 6	+15 8	+16 2	+ 6 4	+13 1	+15 3	O.S.O.	S.S.E.	S.O.S.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

www.interpretulturale.it

BIBLIOTECA TECNICA R. DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N° 50 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

VENERDI' 27 FEBBRAIO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	1 Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	40	21	11
Per le Provincie	48	25	13
Per l'Estero	80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent., d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 29 corrente febbraio sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 26 febbraio.*

Il Senato rigettata la sospensione della votazione, proposta dal suo ufficio centrale, approvava, con voti favorevoli 56 contrarii 15, la legge concernente le giubilazioni degli ufficiali in aspettativa o r formati.

ACCADEMIA REALE DELLE SCIENZE.

Nell'adunanza tenutasi dalla Classe Fisico-Matematica della Reale Accademia delle Scienze il giorno 22 dello spirante mese di febbraio, una Giunta Accademica ha riferito intorno al merito di una domanda sporta al Regio Governo dal sig. Giovanni Bonaldi, da Brescia, diretta ad ottenere un privilegio per una macchina di sua invenzione, e dest nata alla fabbricazione di mattoni, tegole, ecc.

Non è cosa agevole portare un giudizio assoluto sulla novità di questa macchina, e sul vantaggio economico, di cui la sua applicazione possa essere capace: è certo però, che qualunque sistema tendente a migliorare la fabbricazione dei mattoni, assai trascurata nel nostro paese, e conseguentemente ad assicurare la solidità, e la facilità di costruzione degli edifizi, merita di essere favorevolmente accolto.

Dopo ciò il segretario aggiunto, Eugenio Simonda, ha continuato e terminato la lettura della *Notizia Storica dei lavori fatti dalla Classe Fisico-Matematica nel corso degli anni 1849-50.*

Il Segr. Aggiunto Prof. EUGENIO SIMONDA.

ACCADEMIA REALE DI AGRICOLTURA.

Enologia igienica.

Avendo i signori Ripa Felice, geometra, e Pugno Antonio annunciato nel Foglio Ufficiale del Regno, n. 45, sabato 21 febbraio, che in seguito a privativa da essi ottenuta dal R. Governo, per uno specifico atto a distruggere le *larve* della *Procris Ampelophaga*, di cui sono gli autori, di farne un deposito in Torino per maggior *comodo dei committenti, fissandone il prezzo a L. 10 cadun chil., prezzo così stabilito dalla Commissione della Reale Accademia di Agricoltura*, credesi la medesima in dovere di avvertire, che il suo mandato essendo stato limitato all' esperimentare, e riferire soltanto intorno all' efficacia dello specifico in discorso, non solo essa non stabiliva, come è ingiustamente allegato, l'indicato prezzo, ma non si preoccupava neanco intorno al quanto sarebbe fissato, non essendo di ciò stata richiesta dal R. Governo: che se mai avesse essa avuto a pronunciarsi su tale proposito, conoscendo quale sia la natura, la quantità ed il valore dei componenti dell' accennato specifico, dichiara che il prezzo che ne avrebbe proposto sarebbe stato di gran lunga inferiore a quello di L. 10, stabilito dai signori Ripa e Pugno, che trova anzi di troppo eccessivo.

Il Segretario BORSARELLI.

Avviso ai Pensionati Militari
per parte dell'Azienda Generale di Guerra.

In seguito a decisione dei Ministri, presa in seduta del 3 dicembre 1850, gli ufficiali provvisti di pensione di riposo o di riforma, come pure gl' invalidi giubilati cessando dal 1° gennaio 1852 di essere pagati sul bilancio militare, essendo trasferti su quello delle spese generali dello Stato, non rimane all'Azienda generale di guerra, che a saldare i pagamenti che si riferiscono al 1851 e retro.

Nel fine pertanto di delinire al più presto i conti di tali pagamenti, venne l' Azienda generale predetta autorizzata a tenere tuttora aperti nelle provincie i pagamenti, e sino a tutto il p. v. mese di marzo che secondo i regolamenti sarebbero chiusi con tutto il mese di gennaio e non riaperti che al p. v. aprile.

S' invitano quindi quei pensionati militari che sono ancora in ritardo, a presentarsi nei modi soliti alle Commessarie di guerra od ai sindaci del loro rispettivo domicilio per conseguire le pensioni ancora loro spettanti pei trimestri scaduti del 1851.

Per detta generale Azienda
Il Commissario di Guerra, Capo di Divisione
OTTONE.

GENOVESATO. — Abbiamo sott' occhio il rapporto al municipio della città di Albenga per lo stabilimento colà di un Asilo per l'infanzia. Esso è dettato da quell'ispettore delle scuole primarie delle provincie di Savona e di Albenga, abate Manfredi, cui è dovuta altresì l'istituzione della scuola femminile per le maestre, di cui femmo altra volta parola in questa Gazzetta: contiene il progetto particolareggiato, il quale venne accolto con favore e approvato all'unanimità dal Consiglio delegato della città di Albenga.

— Ci scrivono da Bobbio:

Ieri 20 corrente verso il mezzodì scoppiava un vivo incendio nella villa Perducco del comune di Zavattarello, il quale assecondato dal vento distrusse, in pochissimo tempo, undici tra cascine, capanne e stalle coperte d'ardesie in parte, ed in parte di paglia, appartenenti a sei proprietari di quella villa, recando loro un danno complessivo di circa lire mille. Si suppone che un tale sinistro possa essere stato causato inavvertitamente dallo sparo di qualche arma da fuoco, che facevasi in quello stesso giorno da alcuni individui festeggianti un matrimonio occorso in quella villa. Non si ha però a lamentare la perdita di alcun individuo.

— Scrivono da Chiavari li 24 corrente:

Ieri ad un'ora pom. si sviluppava casualmente il fuoco in un magazzeno contenente molta quantità di fieno, nell' interno di questa città, ed in prossimità del convento delle scuole pie. L'incendio poteva farsi gravissimo, atteso il gagliardo vento da Maestro che dominava. Le autorità, la popolazione ed il distaccamento di truppa erano sul luogo prestandosi attivamente a prevenire il disastro.

La stazione però dell'arma dei reali carabinieri accorsa sollecita sul posto, e misurata la gravità del pericolo, lanciavasi intrepida nel magazzeno incendiato, e guadagnavasi la pubblica lode per l'attività, lo zelo e la fatica con cui s'adoperava ad arrestare i progressi dell'elemento distruggitore, in che riusciva pienamente, non essendo risultato che un picciolissimo danno per fieno abbruciato.

Chi si segnalò specialmente fra gli individui dell'arma furono il maresciallo d'alloggio *Gualazzi* ed i vice-brigadieri *Petri* e *Lazaro* 3°.

TOSCANA

FIRENZE, 22 *febbraio*. Si legge nel *Monitore Toscano*.

Ieri, a un'ora pomeridiana, S. E. il sig. commendatore di Bronckère, ministro di Stato di S. M. il re dei Belgi, ebbe l'onore di rimettere a S. A. I. e R. il granduca, in udienza particolare, una lettera del proprio sovrano che pon fine alle missione da lui fino ad ora disimpegnata in Toscana con la qualità d'inviato straordinario e ministro plenipotenziario della prefata M. S.

—Leggesi nel *Costituzionale*: Nella notte del sabato 21 febbraio passava in Firenze da questa a miglior vita il marchese Ludovico Gualterio di Orvieto in età di anni 75. Il buon senso perfetto e la rettitudine della di lui mente lo fecero avverso alle esorbitanze ed alle improntitudini politiche, da qualunque fonte venissero. Il delicato e gentile animo di lui lo resero caro ai conoscenti, ed agli amici amabilissimo. I sentimenti di carità evangelica praticata nella più larga estensione, fecero di lui un benefattore della patria e delle famiglie indigenti di Orvieto. La religione lo costituì uomo integro e d'inalterabile dolcezza negli strazii dell' infermità in mezzo ai quali non un segno di lamento manifestò, ma solo espressioni di affetto e di rassegnazione. Onde se lo piangono perduto i beneficati da lui, i conoscenti e gli amici, caldamente ne deplora la perdita la famiglia e ne è inconsolabile il figlio marchese Filippo, autore dei *Rivolgimenti Italici*, il quale sopra ogni cosa era tener sismo del padre.

STATO ROMANO

ROMA, 21 *febbraio*. Leggesi nel *Giornale di Roma*:

Ieri, alle ore due pom., cessò di vivere l' E.mo e R.mo sig. cardinale Anton-Francesco Orioli, del titolo dei Santi XII Apostoli, prefetto della Sacra Congregazione dei vescovi e regolari.

SVIZZERA

SVITTO. Il primo febbraio andò in cenere in Büsingen la casa paterna della moglie di Werner Stauffacher (Margarita Herlosig) il cui ritratto e nome erano dipinti sulla porta di essa.

S. GALLO. Sembra che ora si pensi seriamente alla strada ferrata da Rorschach a S. Gallo e Wyl. La municipalità di S. Gallo ha risolto di proporre all'assemblea politica di sottoscrivere per 250,000 fr. a tale impresa, ed il direttorio commerciale ha risolto di contribuire per una simile somma. Altre corporazioni e privati seguiranno questo esempio.

GINEVRA. Gli operai gioiellieri hanno ripreso i lavori.

— La mozione di Duchosal per la pubblicazione delle negoziazioni diplomatiche del Consiglio federale è stata rimessa al Consiglio di Stato. Tutti gli oratori in Gran Consiglio appoggiarono la proposizione, menò Camperio, il quale senza combatterla direttamente la proposizione, affermò che essa era intempestiva.

TICINO. *Gran Consiglio — Seduta del 20 febbraio*:

Discussi ed adottati con alcune ammende i primi cinque articoli del progetto di variazione alla legge monetaria, seguita una lunga discussione sul sesto, e viste le difficoltà di combinare le esigenze federali coll'equità e coll'utile de'privati, si conchiude col risolvere, dietro proposizione fatta dal signor consigliere Luvini, di rimandare il progetto al Consiglio di Stato perchè adu te le diverse opinioni emesse nella discussione lo riprende ad esame, e ne sottoponga un altro alla prossima sessione di maggio previa diramazione a stampa.

Sulla proposizione del signor consigliere Ciani si risolve, che ad imitazione del Cantone di Vaud, il Gran Consiglio per mezzo del Consiglio di Stato manifesti al Consiglio federale il desiderio di vedere adottato in tutta la Svizzera il sistema metrico francese dei pesi e misure, annullando così l'attuale che non è più in accordo col nuovo sistema o piede monetario ora messo in attività in tutta la Svizzera.

È affidata all'ufficio la nomina della Commissione per la revisione della legge comunale-patriziale, e viene composta dalli signori

Appendice

PROGRESSI DELLA CHIMICA IN ITALIA E FUORI.

(Parte straniera)

Azione dell'acqua come base, di Rose — Fosfuri di tunsteno, di Wright — Cristallizzazione del rame — Telluretilo, di Mallet — Azione dell'acido solforoso sui colori delle piante, di Schoenbein — Clorofilla, sua composizione, di Verdeil — Trasformazione della mannite in zucchero, di Lhermite — Mezzo di ridurre anidro l'alcoole, di Gorgeau — Mezzo di trovare minuzie di acqua nell'alcoole e nell'etere, del medesimo — Nuova preparazione del cloroformio, di Chautard — Respirazione doppia delle piante, di Garreau — Materia bruna della bile, di Heintz.

In questi due mesi che scorsero dall'ultima nostra rassegna intorno alle scoperte della chimica fatte presso gli stranieri, la scienza progredì sempre innanzi, in Francia, in Inghilterra, in Germania ed in altri paesi, e fornì nuova e preziosa raccolta di fatti ignoti ed importanti; dei quali c'ingegneremo di darne qui un cenno non troppo conciso, perchè diverebbe un indice, nè troppo lungo, perchè lo spazio conesciuto non lo comporterebbe.

Fu quistione dibattuta dai chimici se l'acqua sia acido o base: taluno la volle acido di sufficiente gagliardia, tal'altro una base potente e da somigliare quasi agli alcali (Couerbe). Rose instituì di tempo in tempo esperienze all'oggetto di conoscere qual fosse la basicità dell'acqua, e venne sempre viepiù confermandosi, che veramente soddisfi all'ufizio di base, a fronte degli acidi, avendo essa la forza di dislogare parecchi ossidi metallici coi quali fossero combinati. Ora ripigliò per la terza volta le sue indagini intorno a tale proposito, e trovò: 1° che messa a fronte degli ossidi *equimolecolari* non è capace di spostarne che tre dalle loro combinazioni cogli acidi, cioè l'ossido rosso di mercurio, il protossido di palladio e quello di stagno; 2° che in compenso, colarc, una lettera del proprio sovrano che pon fine alle missione da lui fino ad ora disimpegnata in Toscana con la qualità d'inviato straordinario e ministro plenipotenziario della prefata M. S.

—Leggesi nel *Costituzionale*: Nella notte del sabato 21 febbraio passava in Firenze da questa a miglior vita il marchese Ludovico Gualterio di Orvieto in età di anni 75. Il buon senso perfetto e la rettitudine della di lui mente lo fecero avverso alle esorbitanze ed alle improntitudini politiche, da qualunque fonte venissero. Il delicato e gentile animo di lui lo resero caro ai conoscenti, ed agli amici amabilissimo. I sentimenti di carità evangelica praticata nella più larga estensione, fecero di lui un benefattore della patria e delle famiglie indigenti di Orvieto. La religione lo costituì uomo integro e d'inalterabile dolcezza negli strazii dell' infermità in mezzo ai quali non un segno di lamento manifestò, ma solo espressioni di affetto e di rassegnazione. Onde se lo piangono perduto i beneficati da lui, i conoscenti e gli amici, caldamente ne deplora la perdita la famiglia e ne è inconsolabile il figlio marchese Filippo, autore dei *Rivolgimenti Italici*, il quale sopra ogni cosa era tener sismo del padre.

STATO ROMANO

ROMA, 21 *febbraio*. Leggesi nel *Giornale di Roma*:

Ieri, alle ore due pom., cessò di vivere l' E.mo e R.mo sig. cardinale Anton-Francesco Orioli, del titolo dei Santi XII Apostoli, prefetto della Sacra Congregazione dei vescovi e regolari.

SVIZZERA

SVITTO. Il primo febbraio andò in cenere in Büsingen la casa paterna della moglie di Werner Stauffacher (Margarita Herlosig) il cui ritratto e nome erano dipinti sulla porta di essa.

S. GALLO. Sembra che ora si pensi seriamente alla strada ferrata da Rorschach a S. Gallo e Wyl. La municipalità di S. Gallo ha risolto di proporre all'assemblea politica di sottoscrivere per 250,000 fr. a tale impresa, ed il direttorio commerciale ha risolto di contribuire per una simile somma. Altre corporazioni e privati seguiranno questo esempio.

GINEVRA. Gli operai gioiellieri hanno ripreso i lavori.

— La mozione di Duchosal per la pubblicazione delle negoziazioni diplomatiche del Consiglio federale è stata rimessa al Consiglio di Stato. Tutti gli oratori in Gran Consiglio appoggiarono la proposizione, menò Camperio, il quale senza combatterla direttamente la proposizione, affermò che essa era intempestiva.

TICINO. *Gran Consiglio — Seduta del 20 febbraio*:

Discussi ed adottati con alcune ammende i primi cinque articoli del progetto di variazione alla legge monetaria, seguita una lunga discussione sul sesto, e viste le difficoltà di combinare le esigenze federali coll'equità e coll'utile de'privati, si conchiude col risolvere, dietro proposizione fatta dal signor consigliere Luvini, di rimandare il progetto al Consiglio di Stato perchè adu te le diverse opinioni emesse nella discussione lo riprende ad esame, e ne sottoponga un altro alla prossima sessione di maggio previa diramazione a stampa.

Sulla proposizione del signor consigliere Ciani si risolve, che ad imitazione del Cantone di Vaud, il Gran Consiglio per mezzo del Consiglio di Stato manifesti al Consiglio federale il desiderio di vedere adottato in tutta la Svizzera il sistema metrico francese dei pesi e misure, annullando così l'attuale che non è più in accordo col nuovo sistema o piede monetario ora messo in attività in tutta la Svizzera.

È affidata all'ufizio la nomina della Commissione per la revisione della legge comunale-patriziale, e viene composta dalli signori

Appendice

PROGRESSI DELLA CHIMICA IN ITALIA E FUORI.

(Parte straniera)

Azione dell'acqua come base, di Rose — Fosfuri di tunsteno, di Wright — Cristallizzazione del rame — Telluretilo, di Mallet — Azione dell'acido solforoso sui colori delle piante, di Schoenbein — Clorofilla, sua composizione, di Verdeil — Trasformazione della mannite in zucchero, di Lhermite — Mezzo di ridurre anidro l'alcoole, di Gorgeau — Mezzo di trovare minuzie di acqua nell'alcoole e nell'etere, del medesimo — Nuova preparazione del cloroformio, di Chautard — Respirazione doppia delle piante, di Garreau — Materia bruna della bile, di Heintz.

In questi due mesi che scorsero dall'ultima nostra rassegna intorno alle scoperte della chimica fatte presso gli stranieri, la scienza progredì sempre innanzi, in Francia, in Inghilterra, in Germania ed in altri paesi, e fornì nuova e preziosa raccolta di fatti ignoti ed importanti; dei quali c'ingegneremo di darne qui un cenno non troppo conciso, perchè diverebbe un indice, nè troppo lungo, perchè lo spazio conesciuto non lo comporterebbe.

Fu quistione dibattuta dai chimici se l'acqua sia acido o base: taluno la volle acido di sufficiente gagliardia, tal'altro una base potente e da somigliare quasi agli alcali (Couerbe). Rose instituì di tempo in tempo esperienze all'oggetto di conoscere qual fosse la basicità dell'acqua, e venne sempre viepiù confermandosi, che veramente soddisfi all'ufizio di base, a fronte degli acidi, avendo essa la forza di dislogare parecchi ossidi metallici coi quali fossero combinati. Ora ripigliò per la terza volta le sue indagini intorno a tale proposito, e trovò: 1° che messa a fronte degli ossidi *equimolecolari* non è capace di spostarne che tre dalle loro combinazioni cogli acidi, cioè l'ossido rosso di mercurio, il protossido di palladio e quello di stagno; 2° che in compenso, lunghi un mezzo pollice, splendidi, resistenti a tutti gli acidi e persino all' acqua regia; ossidabili dall' ossigeno in corrente, condottovi sopra quando siano scaldati sopra di un carbone.

Non è sempre agevole di riuscire colla cristallizzazione dei metalli. Per via secca torna difficile che si giunga a fonderli e freddarli nelle maniere convenienti, acciò si concretino colle loro molecole nitidamente aggruppate a cristalli ben definiti; e dopo che si possa poi vuotarli delle porzioni interne non anco rassodate, onde rimangano a sembianza di geodi. È più facile per la via umida, ossia per l'arte di scioglierli in un veicolo opportuno, e poi d'introdurre nella loro dissoluzione un agente tale, che a poco a poco ne separi dal veicolo le molecole, e queste nel lento distaccarsi abbiano l'agio necessario ad aggregarsi a seconda della loro propensione cristallogenica. Ora, valendosi di questo mezzo, si conseguì il rame in bei cristalli, solitari, ottaedrici e di grossezza ragguardevole, usando dell'accorgimento di sciogliere in acqua il solfato di rame, d'intridervi un bastone di fosforo sostenuto da filo di rame ben terso. Il fosforo disossida il rame del solfato, che però esce dal veicolo, e si raccoglie cristallizzato sul filo sostenitore del corpo riducente.

Il numero dei radicali metallorganici va di giorno in giorno sempre più crescendo; questo non deve far meraviglia, perchè accade in chimica che allorquando si trovò per così dire la traccia di una via nuova, tutti con ardore vi si accalcano ed in breve scoprono il nuovo paese per il lungo ed il largo. Così non ci farà stupore che di frequente si abbia qualche nuovo radicale metallorganico da descrivere, dopo che Frankland col mezzo delle sue importanti indagini intorno all'azione dello zinco sugli eteri iodidici, ci porse l'esempio della preparazione di composti analoghi al *cacodilo*, che fu il primo de' detti radicali che venisse a notizia dei chimici. Quello di cui ora faremo menzione è il *telluretilo*, ingenerato da 1 eq. di tellurio accoppiato con 1 eq. di etilo. Woehler primamente lo trovò, ma non ne diede conto circostanziato per le difficoltà di conseguirne in copia, stante la ra-

www.internetculturale.it

Bianchetti, Bonzanigo, Pi[illegible]gallardi, Motta, Ciani, Rodone, Bizzi, tutti rappresentanti di circoli al disopra del Monte Ceneri e Bernasconi Camillo ed avvocato Polari rappresentanti dei circoli inferiori.

È adottato e convertito in legge il progetto sul bollo delle cartelle del debito pubblico.

Si manda al consiglio di Stato questa proposta di aggiunta della commissione, onde la prendi ad esame per un suo progetto: « Per le iscrizioni ipotecarie saranno applicate le tasse stabilite dalla legge 25 giugno 1840, ritenute le quantità numeriche ivi stabilite in nuova moneta federale. »

Sono adottati la convenzione ed il progetto sullo stabilimento dei telegrafi con questa aggiunta proposta dalla commissione: « Le municipalità rispettive de'le precitate comuni sono autorizzate ad accettare le obbligazioni contenute negli alinea *a*, *b*, della convenzione tra il Ticino ed il dipartimento federale 10 febbraio corrente. »

È riprodotto e convertito in legge il progetto sullo stabilimento dei telegrafi. È autorizzato il consiglio di Stato ad apporre l'atto di ratifica alla convenzione e viene assegnata per ciò sul bilancio corrente la somma di fr. 15,265.

Sulla proposizione del sig. consigliere Bertoli viene ordinato, che in ogni parrocchia del cantone venga cantato l'inno ambrosiano in ringraziamento al Signore, perchè la nostra repubblica, sua mercè, uscì novellamente dalla crisi, di cui era recentemente minacciata. La scelta della domenica è lasciata al consiglio di Stato.

Dietro proposta del signor consigliere Luvini si risolve di ringraziare in nome della patria il consiglio di Stato dello zelo, attività e prudenza adoprata nella circostanza delle nomine e posteriormente; e di incaricarlo di fare i ringraziamenti ai commissari cui concerne, e così alle guardie civiche ed alle truppe.

Si decreta il nuovo invio di alcune mozioni al consiglio di Stato, indi sono approvati i conti della sessione, è letto ed approvato il processo verbale, e la sessione è dichiarata sciolta.

FRANCIA

Parigi, 23 *febbraio*. Leggesi nella *Patrie*: La lista delle candidature ufficiali dianzi pubblicata dee provare a tutti che il governo è alienissimo dallo spirito di esclusione. Su questa lista ancora incompiuta, poichè non comprende se non 57 dipartimenti, noi vediamo più di 50 nomi che appartenevano alle precedenti assemblee.

Il governo non volle scrutare gli antecedenti politici: si è unicamente preoccupato dell'interesse generale. Pensò quali fossero gli uomini che, per la loro capacità, la loro esperienza, e la loro devozione alla causa pubblica, presentassero le guarentigie più sicure, e non si risolvè se non dopo un ponderato esame dei varii titoli dei candidati. Comprendesi agevolmente perchè abbia omesso nella lista coloro, la cui ostilità o tiepidezza gli era perfettamente nota.

Nell'alta posizione che tiene dalla fiducia della nazione francese, Luigi Napoleone non ha preferito da fare agli uomini degli antichi partiti. Non può che accettare il loro concorso leale. Non respinge alcuno, perchè desidera e cerca la conciliazione; ma la vuole senza occulti intendimenti d'alcuna sorta. Queste disposizioni ferme ad un tempo e conciliatrici, dettarono al governo le scelte che abbiamo indicate. Non si tenne conto della linea politica che per l'addietro seguirono un certo numero di candidati; non si consultò che la loro adesione sincera alle nostre istituzioni nuove, ed i servizi ch'essi possono rendere al paese.

Nella designazione dei candidati il governo si studiò di dare a tutti i grandi interessi una rappresentanza. L'agricoltura, il commercio, l'industria, l'esercito avranno per deliberare, su tutte le quistioni che li concernono, uomini veramente competenti, i quali precureranno meno di brillare per se stessi che a giustificare la pubblica fiducia. Essi saranno gl'illuminati e indipendenti ausiliarii dei miglioramenti e delle riforme governative.

Una parte equa è fatta a tutti i bisogni. Non poteva il governo dimenticar la stampa: a ragione pensò che per la chiarezza delle discussioni era bene che il corpo legislativo annoverasse nel proprio seno alcuni uomini abituati da lungo tempo a trattare e sviscerare le materie economiche, ed ha indicato alla scelta degli elettori parecchi candidati che acquistarono pe' loro lavori gravi o brillanti nella stampa una giusta fama.

---

rità del tellurio; ora Mallet, avendone preparato una certa dose, potè analizzarlo e studiarne taluna delle combinazioni. Cimentato coll'acido nitrico si ossida, e poichè il suo ossido è basico, però si unisce contemporaneamente coll'acido nitrico esuberante, d'onde la formazione del nitrato di ossido di telluretilo. Questo sale aggredito coll'acido cloridrico, fornisce il cloruro di telluretilo, d'onde coll'ossido di argento si estrae l'ossido di telluretilo puro. Il quale è solubile nell'acqua, evaporata la quale, si rappiglia in massa scolorita, di sembianza cristallina, si mostra propenso a salificare gli acidi; si dissosida a fronte dell'acido solforoso, d'onde se ne ritrae il telluretilo solo nella forma di gocciole rosse.

Schoenbein avendo indagato quale sia l'azione dell'acido solforoso sulle materie organiche coloranti, ha osservato: 1° che l'acido suddetto si combina col numero maggiore degli azzurri e dei rossi dei fiori e dei frutti, ingenerando composti scolorati; 2° che per l'opposto è inattivo sui gialli dei fiori; 3° che scolora l'indaco azzurro, il rosso del *cactus*, il giallo della seta, perchè induce l'ossigeno che gli è mescolato ad alterarne la composizione. Noi non conosciamo le esperienze precise colle quali lo Schoenbein giunse ai risultati che sommariamente riportammo; tuttavolta ci sia lecito di manifestare un dubbio sulla ragione ch'egli assegna all'opera alteratrice dell'acido solforico; conciossiacchè ci pare assai cosa naturale che in quei casi intervenga come idrogenante, per la tendenza a trasformarsi in acido solforico, comportandosi a somiglianza del cloro, del bromo, dello zinco, ecc.

La clorofilla o sostanza verde delle piante, fino ad ora fu conosciuta malamente. Fu detta di natura resinosa; solubile in parecchi veicoli, meno l'acqua, senza che ne patisse alterazione (1). Ora Verdeil scese più a profondo a sviscerarne la natura vera, e

---

(1) *Principii elementari di chimica organica, di Fr. Selmi, pag.* 468.

— Leggesi nella *Presse*: L'organizzazione dell'amministrazione centrale della marina e delle colonie, preparata per le cure del signor Teodoro Ducos, è destinata, per quanto si assicura, a porre questo dicastero in istato di potere far fronte a tutte le eventualità. Due delle tre grandi divisioni di cui si comporrebbe il ministero (personale e materiale) avrebbero per capi ufficiali generali dell'arma; la terza, comprendente gl'invalidi e la contabilità, conserverebbe alla sua testa il sig. Turbert attuale direttore degl'invalidi, e uno degli amministratori più ragguardevoli del dicastero. Riforme utili e pressochè radicali sarebbero operate al tempo stesso nelle amministrazioni dei porti. Si farebbero in tutti i porti le compre, le ordinazioni e le aggiudicazioni.

— Si tratta, al ministero della marina, di dare il governo degli stabilimenti francesi dell'India ad un colonnello di fanteria di marina in disponibilità. Il commissario generale Bedier, inviato a Pondichery in qualità di governatore, dopo la morte del sig. di Lalande (di Calais), fu costretto di tornare in Francia per motivi di salute.

— Si annunzia una prossima nomina supplimentare di senatori. Si designano fra gli altri i signori di Pracontal, di Larochefoucauld, di Crillon, i generali Piat e Petit, i signori Guy di Latour-du-Pin ed Heekeren.

SPAGNA

Madrid, 12 *febbraio*. Scrivono alla *Correspondance*:

Sin da mezzogiorno tutte le strade, che dovea traversare il reale corteggio, ribboccavano di popolo impaziente di attestare alla sua regina il suo giubilo e la sua affezione entusiastica. Le truppe della guarnigione formavano una doppia ala in mezzo a cui doveva passare il corteggio. I balconi erano adorni di arazzi, di bandiere. Le dame, vagamente abbigliate, tenevano in mano mazzolini di fiori e colombe, fregiate di nastri e con al collo imprese poetiche, per lanciarle al momento che S. M. passerebbe.

A due ore e mezzo salve d'artiglieria annunziarono che il reale corteggio aveva lasciato il palazzo. Venti giovinette vestite di bianco con ghirlande di fiori, e precedute da musicali stromenti, aprivano la marcia, ed erano seguite da ricchi equipaggi appartenenti ai Grandi di Spagna. Poi venivano 12 carrozze a quattro cavalli, nelle quali stavano gli ufficiali della casa della regina, e immediatamente dopo venivano quelle dell'infante D. Francesco di Paola, padre del re, seguito da una scorta di soldati a cavallo. Il duca e la duchessa di Montpensier siedevano entro una carrozza che in ricchezza ed eleganza non era superata che da quella in cui stava la regina, che teneva nelle sue braccia la principessa reale, ed era accompagnata dal re e dalla balia della principessa.

A misura che la carrozza della regina avanzava, si facevano dai balconi piovere su quella i mazzolini e le imprese a cui si mescevano svolazzando le bianche colombe di bei nastri fregiate. Sul volto della regina e in tutti i suoi lineamenti raggiava il contento di vedersi così festeggiata, e l'amabile sorriso con cui ella rispondeva all'entusiasmo del popolo, era reso più bello dalla emozione. Il corteggio era chiuso dalle autorità di Madrid e da un forte squadrone di cavalleria. Alla chiesa di Atocha la regina fu ricevuta da una deputazione dei Grandi di Spagna, da alcuni senatori e deputati e dalle corporazioni municipali. Il grido di viva la regina era misto agli spari dell'artiglieria. Il re Don Francesco d'Assisi salutava la folla con la maggior cortesia. Somigliante ovazione si rinnovò sul passaggio del reale corteggio all'uscire dalla ceremonia religiosa.

La tranquillità della capitale non fu turbata un solo istante. La regina nel ritornare al palazzo dee passare dinanzi alla Camera dei deputati, e quivi ella riceverà gli omaggi dei rappresentanti del popolo. Questa sera vi sarà ballo a palazzo e illuminazione generale della città. Il popolare entusiasmo del 18 febbraio ha cancellato pienamente la rimembranza d'un giorno nefasto negli annali della Spagna.

— È stato imbarcato in Catalogna un battaglione di cacciatori che va a rinforzare la guarnigione dell'isola di Minorica.

ALEMAGNA

Austria. Leggesi nel *Lloyd* di Vienna:

Non è vero che il governo austriaco abbia spedito una nuova nota alla confederazione elvetica. Il gabinetto di Vienna non intende di muovere rimostranze contro il diritto d'asilo che la Svizzera accorda agli emigrati politici: egli si dichiarò soltanto contro l'abuso di questo diritto: rispetta il principio della neutralità guarentito alla confederazione elvetica.

— L'imperatore ha conferito l'ordine della Corona di ferro di terza classe al sig. Hulsemann, incaricato d'affari d'Austria negli Stati-Uniti.

— Leggesi nella *Corrispondenza litogr. austriaca*:

I seguenti sono gli accordi più importanti, presi nell'ultima conferenza austro-tedesca sui telegrafi. Stati tedeschi soltanto possono essere membri effettivi dell'unione: Stati non tedeschi possono entrare con essa soltanto in relazioni contrattuali. Ogni Stato vicino è autorizzato ad incamminare e conchiudere contratti simili nell'interesse dell'Unione.

Dal 1° luglio a. c. in poi vengono poste in comunicazione diretta fra esse le stazioni centrali telegrafiche di Vienna, Berlino, Monaco, Dresda e Stuttgard. Per ora, ogni dispaccio privato non può avere più di 100 parole. Dipende dall'arbitrio d'ogni singolo governo dell'Unione il determinare quali dispacci desideri che sieno considerati suoi dispacci di Stato. Dispacci di Stato, in circostanze eguali, hanno la preferenza, per riguardo all'invio di essi, su dispacci dell'esercizio della strada ferrata, questi su dispacci privati. Ogni dispaccio, destinato ad essere inviato, può essere da chi lo spedisce diretto, ad un tempo, a varii indirizzi, ed essere diffuso, più tardi, su diversi punti. Il calcolo de' diritti è singolare, doppio, triplo, secondo che il dispaccio è di 20, 50 o 100 lettere, inclusivamente. Secondo la distanza, i diritti d'un dispaccio, fino inclusivamente a 10 leghe, importa fior. 1 moneta di convenzione, ossiano 1 fiorino 12 carantani del Reno, o 20 grossi di argento, ed aumenta ogni volta per lo stesso importo per altre 15, 20, 25, 30, 35, 40 leghe e così ulteriormente. Nella comunicazione telegrafica dell'Unione sono vicendevolmente spediti, esenti da diritti, i soli dispacci del servigio telegrafico. Tutti gli altri dispacci di Stato, all'incontro, soggiacciono al calcolo de' diritti a tariffa, dalla stazione della spedizione fino a quella dell'indirizzo, senza pregiudizio de' pareggi, per avventura, necessarii, attesi gl'interni rapporti de' singoli Stati dell'Unione. Per dispacci consegnati di notte (dopo le ore 9 di sera) deggiono pagarsi doppi tutt'i diritti di telegrafo. Per perfezionare l'Unione, in riguardo tanto tecnico, quanto amministrativo, per introdurre miglioramenti generali, uniformità di legislazione e di regolamenti, è riserbata la radunanza annuale d'una conferenza telegrafica. La durata dell'Unione è condizionata alla validità de' contratti, che le furono di base: essi rimangono in attività fino al 1° ottobre 1855, e se non vengono denunziati, come finiti, un anno prima, anche dopo.

Queste determinazioni sono attivate specialmente in tutta l'estensione dell'impero austriaco col 1° maggio 1852. Il nuovo alfabeto adottato dall'Unione telegrafica austro-tedesca deve, appena ricevuto, essere adoperato dagl'impiegati telegrafici, e, cominciando dal 1° maggio di quest'anno, sarà adoperato pe' dispacci si nazionali che esteri.

Prussia. *Berlino*, 20 *febbraio*. Il governo ha pubblicato una statistica dei telegrafi elettrici della Prussia: ecco un riassunto di quel documento.

La presente lunghezza totale di tutti i fili telegrafici adoperati per la trasmissione dei dispacci in Prussia, compresi cioè i fili che, traversando gli altri Stati, facciano capo sul territorio di Prussia, o siano compresi fra la Prussia orientale e la Prussia renana, è di 446 miglia (981 leghe di Francia), di cui 376 sono sotterranee, e soltanto 70 trovansi all'aria libera. Di questi 446 miglia, 339 (295 sottoterra e 44 al disopra) esistevano alla fine del 1850, talmente che nell'anno scorso si costruirono nuove linee della lunghezza di 107 miglia, di cui 80 sottoterra e 27 sopra il suolo.

Il numero dei dispacci spediti dai telegrafi di Prussia nel 1851 è ammontato a 30,972, cioè: 11,447 dispacci del nostro governo o dei governi esteri, e 28,525 di particolari. Il numero totale dei dispacci oltrepassò quello dell'anno precedente, di 8,374. Tutti i dispacci del 1851 contenevano in complesso 1,516,270 parole.

Nel 1851, l'introito complessivo dei telegrafi elettrici ammontò a 90,450 talleri (345,710 fr.) e la spesa a 157,162 talleri (597,215 fr.): ne risultò un disavanzo di 66,712 talleri.

Ma questo disavanzo è compensato, almeno in parte, dalla trasmissione intieramente gratuita dei dispacci spediti o ricevuti dal governo.

Il *Journal des Débats* coi suddetti dati statistici pone in connient'altro che registrata un'osservazione, la quale può condurre altri a tentar le prove che Lhermite non institui: osservazione da cui impariamo che la manna fresca a lungo andare, da sè, si trasforma in materia rossa, diafana, glutinosa, capace di fermentare col lievito di birra, e che lo zucchero contenuto nelle barbabietole lasciate a sè, in atto di alterarsi one, si cangia in mannite. Veramente questo è ben poco: tanto più che la fermentazione mannitica, cioè in cui si produce mannite, è di antica conoscenza; laonde lo notammo non come novità, ma come stimolo per altri, e mettersi deliberatamente in queste investigazioni.

La riduzione dell'alcoole a liquido perfettamente anidro, non è faccenda di esecuzione tanto agevole quanto parrebbe a primo aspetto. Imperocchè accada, che o la materia adoperata a disidratarlo non abbia forza sufficiente per levargli tutta l'acqua, fino all'ultima molecola, ovvero che contragga combinazione coll'alcoole medesimo, onde si abbia una perdita di esso, ovvero che non tenga l'acqua assorbita a quella temperie a cui fa d'uopo di esporre la mescolanza spiritosa per la distillazione. Venne da ciò, che i chimici consigliarono ora l'uno ora l'altro metodo di anidrificarlo, onde lo sperimentatore si trova impacciato quando debba fare la scelta del migliore. Gorgeau, descrive come di esito certo, il seguente processo per l'anidrificazione dell'alcoole. Dopo avere osservato che il carbonato di soda non fa concentrarlo al di là di 84 gradi; che il gesso cotto ne separa stentatamente l'acqua, e la sprigiona di nuovo a 120°, punto di temperie a cui vuol essere scaldato acciò non si perda di liquido spiritoso; che il carbonato di potassa riesce efficace per gli alcooli deboli, ma debolissimo per gli alcooli più gagliardi di 94 gradi, che la calce polverosa non apporta mutamento all'alcoole di 84; cimentò finalmente la calce viva, rotta in pezzetti, colla quale fatto digerire per venti ore all'incirca un alcoole di 85°,6, giunse a cavarne un alcoole di 99°,7, distillando una volta sola. La distillazione si opera in bagno di cloruro di calcio, acciò si possa spingere il calore a 150°, verso la fine, ma non oltrepassare

---

(1) *Principii elementari di chimica organica, di Fr. Selmi, pag.* 485, 486 *e seg.*

fronto il movimento della telegrafia elettrica privata di Francia, dove nel 1851 si spedirono 11,443 dispacci e si ricavò un prodotto di 166,557 fr. 92 cent.

Granducato di Baden. *Carlsruhe, 19 febbraio.* Scrivono alla *Gazzetta di Colonia*: Sfortunatamente non possiamo annunziare oggi alcun miglioramento sensibile nello stato di salute del granduca: i dolori del ginocchio sono gravi; la debolezza continua.

— *Manheim, 19 febbraio.* Il *Giornale tedesco di Francoforte* dice che il governo ha revocato la disposizione per cui le truppe erano state poste sul piede di guerra, dopo il 2 dicembre p. p., le compagnie vennero diminuite e fissate al numero di 80 ad 85 uomini per ciascuna.

DANIMARCA

Holstein. *Kiel, 18 febbraio.* Venne qui pubblicato il seguent proclama:

« Conformemente al protocollo col suo annesso, i commissari della Dieta germanica, generale di Thümen ed il generale Mensdorff-Pouilly, hanno oggi deposto il potere supremo che loro era stato delegato nel ducato di Holstein in comune col commissario danese, nelle mani del sottoscritto, ministro nominato dal re pel ducato di Holstein-Lauenburgo, il 27 del mese scorso.

Nello stesso tempo posero termine alle loro funzioni l'autorità civile pel ducato di Holstein ed il dicastero della guerra instituito il 2 febbraio dell'anno passato.

Conseguentemente, S. M. il re di Danimarca è rientrato nell'esercizio della sua piena sovranità nel ducato di Holstein, ed il governo del ducato di Holstein sarà diretto conformemente al regio manifesto del 28 gennaio.

Intanto che le ordinanze concernenti l'ulteriore esecuzione di quel manifesto siano pubblicate, e che siasi regolato il modo di amministrazione del ducato, il signor barone di Plessen è, con rescritto del 4 di questo mese, investito dell'amministrazione civile del ducato, come essa trovasi ora organizzata. Per conseguenza, tutte le domande e rimostranze dovranno fino a nuovo ordine indirizzarsi ai rispettivi dicasteri, e si obbedirà agli ordini del barone di Plessen o dei capi d'ufficio dei varii dicasteri, in virtù del decreto di questo giorno. Questo si reca a cognizione di tutti, ecc.

Kiel, 18 febbraio 1852, firm. *Rewentlow-Criminil.* »

(Segue il protocollo firmato dai signori Rewentlow-Criminil, di Thümen e Mensdorff-Pouilly).

ASIA

Persia. *Teheran, 18 dicembre.* Il progresso rapido verso la civilizzazione che va facendo la Persia sotto il presente monarca sultan Naser-el-Din Sciah, e da che il governo è retto dal savio ministro il Sadrazem-Mirza-Taghi-khan, emir e nizam, merita l'attenzione di tutti gli uomini i quali s'interessano negli affari dell'Oriente. L'esercito, che oltre le truppe irregolari a cavallo, è composto di 100m. uomini di soldati di linea, esercitati ed istruiti sul sistema europeo, può competere non solo coll'esercito turco, ma altresì con quello di più di una potenza dell'Europa.

Mercè il sistema energico abbracciato dall'emir-nizam, la Persia, che da tempi rimoti, e specialmente dal regno di Fethali sciah, fu sempre agitata e lacerata da guerre intestine, al presente gode di una tranquillità perfetta, cicchè permette al sovrano che ora felicemente regna, ed al suo ministro, di occuparsi del benessere e dell'avanzamento della nazione. Le relazioni di questo paese colle potenze estere hanno acquistato quel grado di dignità qual si conviene ad uno Stato che occupa un rango sì elevato tra le nazioni orientali. Legazioni rispettabili sul piede europeo sono già accreditate e stabilite a Londra, Pietroburgo e Costantinopoli, ed il governo persiano si è fatto rappresentare nelle suddette capitali da persone distinte per probità e per nobili sentimenti.

Dal numero 35 della Gazzetta del governo persiano, il *Ruzname*, rilevasi che fra le persone che facevano parte della missione di Agis khan, aiutante generale del regno, spedito dallo sciah onde complimentare in Eridan il granduca Alessandro di Russia, si trovava il dottor Fortunato Casolani, nativo di Malta, medico principale di tutto l'esercito persiano. In questa circostanza, assieme cogli altri ufficiali di detta missione, il dottor Casolani è stato creato cavaliere commendatore dell'Ordine imperiale e reale di S. Stanislao di Russia. L'inviato Agis khan è stato nominato gran croce dello stesso Ordine.

Lo stato interno del regno è prospero e tranquillo; stazioni di poste a cavallo sono stabilite da per tutto sulle strade principali, e due volte al mese giungono alla capitale i rapporti di tutte le provincie. La rendita e le tasse sono riscosse e rimesse al tesoro senza alcuna difficoltà; gli ufficiali dello Stato e l'esercito sono puntualmente pagati; un collegio militare, *bazar* immensi ed altre fabbriche colossali sono stati in parte eretti ed in parte trovansi in corso di costruzione, tanto nella capitale, quanto nelle provincie. Sono anche stabiliti per tutto il paese degli ospedali militari e delle farmacie sul sistema europeo. Un buonissimo giornale, diretto da un europeo molto istruito, informa regolarmente il pubblico degli affari interni del regno, dei progressi che va facendo il paese, dei progetti del governo, come pure di ciò che avviene di più importante ne' paesi esteri.

Gli stranieri, e soprattutto quelli che sono di qualche utilità al governo, al collegio militare, all'arsenale ed alle fabbriche di Teheran, sono ben ricevuti, ed i loro servigi sono rimunerati con vistosi e puntuali appuntamenti, e con altre ricompense che sogliono essere retribuite dalle potenze civilizzate.

(Portaf. Mall.)

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi, 24 febbraio.* Giusta un decreto pubblicato nel *Moniteur* d'oggi, gli ufficiali generali nominati senatori saranno considerati come in disponibilità fuori dei quadri. Potranno però essere chiamati a comandi attivi.

— Un altro decreto instituisce un premio di 50,000 fr. a favor dell'autore della scoperta che renderà la pila di Volta applicabile con economia, o all'industria come sorgente di calore, o all'illuminazione, o alla chimica, o alla meccanica, o alla medicina pratica.

Gli scienziati di tutte le nazioni sono ammessi a concorrere. Il concorso resterà aperto per 5 anni.

— Il *Bulletin des Lois* ieri ha promulgato il decreto sulla stampa emanato il 18 del corrente mese.

Lo stesso numero del *Bulletin des Lois* contiene un decreto del 18 febbraio, col quale è aperto al ministro delle finanze un credito provvisorio di 500,000 fr. applicabile alle spese personali del Capo dello Stato. Questo credito è aperto a titolo di anticipazione sulla somma che dovrà essere ulteriormente stanziata a favore del principe presidente della repubblica con un senatus-consulto, conforme all'art. 15 della costituzione.

— La *Patrie* annunzia che il governo si propone di prendere provvedimenti contro le candidature dei rappresentanti compresi nel decreto di esilio.

— Leggesi nella *Presse*: Alcune corone oggi sono state deposte alla colonna della piazza della Bastiglia. Esse erano ritolte e sparivano di mano in mano che erano deposte.

Per un momento, verso le undici e mezzo antimeridiane, il numero dei *visitatori* ingrossò sulla piazza. Ma si vide tosto caracollare da lontano un picchetto di lancieri; e la folla si dissperse.

Spagna. Per decreto reale, inserito nella *Gazzetta di Madrid* del 19, è accettata la demissione fatta da Firmin di Expeleta dalle sue funzioni di capitano generale delle provincie basche: gli sottentra in quel posto il luogotenente generale Don Manuel di Mazarredo.

Portogallo. *Lisbona, 14 febbraio.* Il conte di Thomar (Costa Cabral) è partito dall'Inghilterra a bordo del *Madrid*, e il governo ha mandato l'ordine d'impedirgli lo sbarco a Oporto.

Inghilterra. *Londra, 25 febbraio.* I giornali inglesi della sera recano la seguente composizione definitiva del gabinetto:

Conte di Derby, primo lord della cancelleria.
Sir E. Sugden, lord cancelliere.
Duca di Northumberland, primo lord dell'ammiragliato.
Sig. Walpole, all'interno.
Conte di Malmesbury, affari esteri.
Sir J. Pakington, colonie.
Sig. Disraeli, cancelliere dello scacchiere.
Conte di Hardwicke, direttore generale delle poste.
Lord John Manners, primo commissario dei boschi e delle foreste.
Sig. Henley, commercio.
Sig. Herries, controllo.
Conte di Beresford, guerra.
Conte di Lansdale, presidente del consiglio.
Lord Naas, segretario per l'Irlanda.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi si mantengono fermi. V'è stato un aumento di 1/8 0/0. Consolidati 97 1/8 1/4 a contanti e per conto: 3 0/0 rid. 98.

Alemagna. *Berlino, 22 febbraio.* Leggesi nella *Nuova Gazzetta Prussiana*:

Il *Correspondenz-Bureau* pubblicò alcune disposizioni generali di un progetto di legge sulla stampa, elaborato per cura dei così detti uomini speciali della Dieta germanica; questo giornale pretende inoltre di conoscere già le intenzioni del nostro governo. Noi non faremo che affermare nuovamente non avere il gabinetto ricevuto comunicazione alcuna di simile progetto: soggiungeremo di più che il progetto medesimo finirà probabilmente col cadere in dimenticanza.

— L'*Indicatore di Stato Prussiano* pubblica un reale decreto che conferma una Compagnia d'azionisti costituitasi per procedere ad una molto ampia colonizzazione nell'America centrale.

— Il re tiene la massima attenzione rivolta alle deliberazioni relative alla composizione della prima Camera: ogni giorno si presenta a S. M. una relazione sull'andamento della discussione riguardante quest'oggetto. S. M. chiama in udienza i capi dei varii partiti per conferire personalmente con loro, non esclusi anche i deputati dell'opposizione; il sig. Bethmann-Hollweg si è recato più volte presso il re.

(Corresp. lit.)

Danimarca. Per la prima volta dopo il 1848, la Danimarca ha testè determinato di farsi rappresentare presso la commissione militare federale di Francoforte: tale uffizio venne affidato al tenente-colonnello di Bülow.

Africa. *Madagascar.* I giornali di Londra dicono esser giunta la notizia della morte della regina di Madagascar, in seguito della totale sconfitta del suo esercito in una battaglia data nel novembre scorso contro un capo ribellatosi alla sua autorità.

R. Liceo Carlo Alberto.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

Avviso d'Asta.

Il Pubblico è avvertito che, alle ore dieci antimeridiane del giorno di lunedì primo marzo prossimo venturo e successivamente, si procederà nel Comune della Venaria Reale, ed in una delle sale del Castello, alla vendita, col mezzo dei pubblici incanti, in favore dell'ultimo miglior offerente, di una notevole quantità di — Lettieremi ferro; di pagliericci e materassi in parte non affatto usati; di coperte di diverse qualità da estate e da inverno; d'oggetti di rame; sgabelli ad uso di guardaroba; di mantili da tavola; cavaletti in ferro per letti; di tavole in legno di pioppo di varia dimensione; botti da vino; arredi da cappella, e di duecento e più pianticelle di gelsi esistenti nei beni detti dell'*alto Parco*, e suscettivi di essere altrove trapiantate, il tutto proveniente dal soppresso Instituto agrario-veterinario-forestale.

La vendita avrà luogo a pronti contanti, e prima del trasporto degli effetti deliberati.

Torino, il 15 febbraio 1852.

Per detta generale Azienda
Il sotto-capo della seconda divisione
Tonelli.

Presso i Librai *Pianca* e *Serra*
trovasi vendibile al prezzo di L. 5
IL DIZIONARIO ITALIANO-FRANCESE
E
FRANCESE-ITALIANO
estratto da quello dell'Ab. Alberti. Due grossi volumi formanti circa 1000 pagine, che anche in vista della tenuità del prezzo raccomandiamo agli studiosi della francese favella.

VIGONE

Il Consiglio comunale, in sua seduta straordinaria del 23 cadente mese, nella formazione della strada ferrata da Pinerolo a Torino, deliberò di offrire in dono all'impresa L. 100,000, se nel perimetro di un chilometro e mezzo dal suo abitato siavi una fermata della strada; la metà di detta somma se la fermata trovasi tra un chilometro e mezzo a tre chilometri dal suo abitato, e solo L. 25,000 se è tra i tre ed i quattro chilometri; oltre a L. 40,000 di azioni se la fermata è nel primo perimetro, e sole L. 10,000 se si trova nel secondo.

Torino, il 26 febbraio 1852.

---

questo limite perchè si avrebbe alterazione. Cento parti di alcoole misti con 4/5 del suo peso di calce, fornirono 77 g. di alcoole del grado accennato: una quantità uguale del suddetto alcoole, distillata due volte, in una con 4/5 del suo peso di calce e nell'altra col suo peso di calce, diede 70 g. di alcoole perfettamente rettificato.

L'etere comune digerito per 16 ore con 1 1/2 il suo peso di calce, e distillato accuratamente al bagno-maria, produsse 95,5 per 100 di etere anidro.

Alcuni liquidi che sono solubili nell'acqua, o disciolgono essi una data quantità di acqua, riagiscono diversamente con altre sostanze a seconda che s'ano anidri od idratati. Talvolta la proporzione dell'acqua ch'essi contengono è tanto esile, che mal saprebbesi scoprirvela con riagenti a ciò indicati; e però torna sempre di utile alla scienza, se taluno trovi un agente più squisito dei conosciuti, e che dia segni certi della cosa cercata. Così, per es., volendosi alcoole od etere i quali siano perfettamente anidri, cioè privi compiutamente di acqua, non è facile coi mezzi fino ad ora più noti di mostrarvela per entro se vi fosse commista per una minuzia. Gorgeau giunse ad assicurarsi che la benzina, l'essenza di trementina od altre sostanze somiglianti, solubili nell'alcoole e nell'etere anidri, insolubili nell'acqua o poco, quando siano introdotte in quei due liquidi spiritosi, ne manifestano l'anidrità, producendo un torbido qualora racchiudano acqua, cadendovi e ingenerandovi striscie o sottili filamenti, difani, quando non ne racchiudano. La benzina serve acconciamente per l'alcoole, e l'essenza di trementina per l'etere comune.

Partendo dalla qualità dell'etere suddetto, idratato, di dare intorbidamento col mezzo dell'essenza di trementina, si può trarne partito, per indagare se un sale od altra materia non solubile nè alterabile dall'etere, abbia acqua infrapposta fra i suoi cristalli; poichè ponendola a digerire coll'etere anidro, in breve gli cede l'acqua intercluso, e questa si svelerà in appresso col mezzo dell'essenza.

Gorgeau venne in conoscimento eziandio, che i cristalli dei sali delliquescentissimi e di facile alterabilità, si conservano senza scomposizione qualora si tuffino nella benzina.

Per il cloroformio, sostanza che a questi giorni acquistò tanta nominanza, fu proposto un metodo nuovo di preparazione da Chautard. Il quale insegna di mescer accuratamente entro storta, 600 p. di acqua, 200 p. d'ipoclorito di calce e 25 p. di essenza di trementina, di scaldare la materia acciò cominci a distillare, levandola tuttavolta dal fuoco appena si gonfi e spumeggi, perchè il calore aggiunto la farebbe trabocc are, e la operazione si compie da sè senza altro aiuto di fuoco. Il gonfiamento della mescolanza importa che si adoperino vasi molto capaci. Nel recipiente collettore si raccolgono tre zone di liquido; la prima di essenza inalterata, la seconda di acqua contenente cloroformio in soluzione, la terza di cloroformio, che si raccoglie, si secca e rettifica secondo i metodi usati.

La formazione del cloroformio dall'essenza di trementina deriva da ciò, che l'acido ipocloroso gli toglie da un lato 8 aq. di carbonio i quali converte in acido, mentre dall'altra parte vi sostituisce col proprio cloro porzione dell'idrogeno. Eccone la riazione:

$$C^{5}H_{8} + 6ClO = 5CO^{2} + 3HCl + C^{4}HCl^{3}$$

ess. di trem. ac. ipocl. ac. carb. ac. clor. clorofor.

Lo studio degli atti fisiologici più importanti degli esseri viventi, acquista di giorno in giorno maggior luce per l'aiuto che vi presta la chimica; in effetto si vanno scoprendo non solo fatti ignoti, ma opposti eziandio a quello che fino ad ora si osservò e si credette. A cagione d'esempio era comune la opinione che le piante respirino col mezzo delle foglie e delle parti verdi il solo acido carbonico dell'aria, nè stacchino l'ossigeno, e formino il carbonio in sè. Recentemente si conobbe che le piante hanno due modo di respirazione, uno che si direbbe *vegetabile*, e l'altro *animale*, e che le sostanze particiche delle medesime sono quelle che suscitano e compiono la respirazione animale o discarburante.

Esistono, dice Garreau, almeno nelle foglie e nei giovani rampolli, due atti simultanei, contrari nel loro effetto, uno comburente e l'altro riducente; e poichè questo predomina, perciò si ha accumulamento di carbonio in cambio di averne perdita. Il primo di tali atti discarbura certe parti dei vegetabili, e produce, o in tutto o in gran parte del calore vitale delle piante; per la sua somiglianza colla respirazione degli animali, può essere considerato il vero atto respirativo dei vegetabili. Nei quali col secondo atto si accresce il carbonio: e poichè sembra diretto a ridurre l'acqua, l'ammoniaca, certi ossidi metallici, e l'acido carbonico assorbito dal terreno, perciò è credibile che cooperi piuttosto colle funzioni assimilatrici. Garreau dimostrò lo sviluppo dell'acido carbonico delle piante, collocando taluna di queste in recipiente chiuso, con acqua di barita al di sotto, ed esponendola alla luce diretta del sole. In questo caso, la base alcalina attira l'acido carbonico che si sviluppa di mano in mano dalla pianta, e che sarebbe scomposto dalla medesima, per il secondo atto respirativo, qualora non fosse tolto appieno se ne sprigioni. Queste esperienze, qualora siano variate e moltiplicate, condurranno senza fallo a risultati curiosi.

La separazione delle materie organiche non cristallizzabili spesse volte torna tanto ardua, ingrata ed imperfetta, per la forma pastosa o vischiosa delle medesime, che devesi sempre avere buon grado a chi ebbe l'abilità di fornircene, isolata, qualcuna delle più notevoli. Solo chi sperimentò su tali materie potrà farsi ragione delle difficoltà superate dal- l'Heintz, per la separazione della sostanza bruna dalla bile, la quale egli estrasse in modo da poterla poi analizzare. Si compone di $C^{26}H^{18}Az^{2}O^{6}$ È solubile nell'alcoole, nell'etere e nell'acqua alcalinolata col carbonato di soda; cimentata coll'acido nitrico diventa successivamente verde, azzurra, rossa e gialla. Sciolta nel carbonato di soda, attrae l'ossigeno dall'aria, divide la propria molecola in due parti uguali e diventa $C^{16}H^{9}Az O^{5}$

F.

www.internetculturale.it

Proprietarii di Porta Susa!

La Commissione da voi formalmente nominata il 17 cadente ha incaricato l'ingegnere ispettore Michela di fare gli studi opportuni per proporre la erezione dello scalo della strada ferrata da Torino a Novara di fronte a Doragrossa.

Frattanto ha prodotto al Ministero dei Lavori Pubblici una di lui preliminare memoria col semplice tracciato, con riserva di presentare gli studi stessi a corredo tosto che saranno compiuti; ed ora sperare che fino a quel momento nessuna deliberazione emanerà in proposito.

Interprete dei vostri sentimenti, la Commissione vede con piacere che ciascuno faccia valere le proprie ragioni. Ma se verrà che il Governo aderisca alle vostre domande, non può dubitare, che il Municipio vi assisterà nei sacrificii che siete disposti ad assumervi.

Il Municipio ha provveduto per l'incremento di Porta Palazzo, di Porta Nuova, e di Porta Po con ogni maniera di favori. Non vorrà essere generoso anche verso di voi, ora, che se gli presenterebbe propizia occasione?

Not. FALDELLA.

AVIS.

Les Actionnaires de la Banque de Savoie sont convoqués à l'assemblée générale qui aura lieu dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville, à Annecy, le 7 mars prochain, à 9 heures du matin.

L'ordre du jour de cette réunion est :

1. De rendre compte des opérations de la Banque pendant ses cinq premiers mois d'exercice soit du premier août au 31 décembre 1851;

2. De nommer deux membres du Conseil d'Administration en remplacement de deux démissionnaires.

AVIS. La ville de Paris va adjuger un emprunt de

Cinquante millions de francs.

MM. CUSIN LEGENDRE et COMP., Banquiers à Paris, ont ouvert une souscription dans leurs bureaux, et se proposent de participer à sa réalisation. MM. FRANÇOIS LONG et FILS, Banquiers à Turin, correspondants de MM. Cusin Legendre et Comp., fourniront tous les renseignements nécessaires et recevront les souscriptions et le montant du premier versement pour le compte de ladite Maison de Paris.

DA VENDERE

Grandiosa BERLINA a doppia sospensione, con razzi *Potent* a olio. — Recapito da Adriano Rosso, fabbricante da vetture, via della B. V. degli Angeli, n. 3, ove si accettano offerte per la vendita all'incanto.

Elegante ORGANO a 5 ottave, di Müller, da Parigi, servibile anche per cappella privata. — Far capo da Weiss, fabbricante di pianoforti, via di Porta Nuova, num. 23, ove si accettano offerte per l'incanto.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

Si desidera comprare per pronti cont.ti

BENI adacquabili, il cui valore non ecceda le L. 40m., e che sieno situati lungo le stazioni delle vie ferrate da Torino ad Alessandria, o da Torino a Savigliano; Piccola CASA con una o due giornate di terreno unito, posta a non maggiore distanza di due miglia dalla capitale, ed il cui valore non superi le L. 6m.

Dirigersi personalmente o per lettera alla signora Margherita Muffone, via Nuova, n. 10, piano primo.

DA AFFITTARE *al presente, od al primo aprile* Num. 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

Ai Coltivatori e Proprietarii

SEMENZA DI BACHI DA SETA DEPURATA

Il signor **Gourdon**, di Nages, produce una Semente depurata da ogni uovo sterile o di cattiva riuscita: con questa Semente si ottiene un' esplosione totale di ogni uovo, un' educazione regolare e felicissima, un prodotto per lo meno triplo dell' ordinario, ed un' ingente economia di foglia, mediante la preventiva esclusione di ogni cattivo filugello.

Il suo sistema è stato esperimentato in ogni senso, e ne fu riconosciuta l' utilità dal Consiglio generale del Dipartimento del Gard.

Il medesimo si propone farlo conoscere in Italia, ed una quantità limitata di detta Semente è posta a disposizione dei signori fratelli Giorelli, in Torino, via Bogino, num. 13, i quali ne ricevono le commissioni, e più tardi ne faranno la distribuzione a quelli che si saranno per tempo inscritti.

Presso i suddetti signori Fratelli Giorelli si trova sempre il solito deposito di Semente Monte Brianza, Montevecchio e Bergamasco, di prima qualità.

MAGASIN PARISIEN

MODES ET NOUVEAUTÉS

Rue S.t-Philippe, 23, maison Caraglio de S.t-Marsan, au rez-de-chaussée, à Turin

Chez M.me **BOSQUI** on trouve des Chapeaux pour Dames, Robes de bal, Mantelets, Fleurs de Paris, Coiffures et bonnets habillés, Fichus, Berthes, sorties de bal, Etoffes en soie pour robes, Rubans et Velours de France, Dentelles noires de Chantilly et de Cambray pour volants, point de Bruxelles en barbe, Guimpes, Mouchoirs, Dentelles Valenciennes, Malines, Mirecourt, point de Paris, Blondes et Broderies en tout genre.

On trouvera aussi tous les articles qui concernent le trousseau et la layette qu'elle se charge de faire confectionner; Chemises d'homme en batiste brodées et unies, de tous les prix; assortiment de Cravattes et Foulards, etc.

On expédie, d'après demande, le tout à des prix modérés.

GIORGIO CENA, ebanista e tappezziere, tiene un variato assortimento di seggioloni elastici di lusso, come pure mobili di legno forestiere e del paese, a prezzi discretissimi. — Via dell'Arco, casa Bruno, n. 31, in Borgo Nuovo, Torino.

AFFITTAMENTO

La ditta BARTOLOMEO e F.lli FRANZOSINI, d'Intra, intende di affittare pel venturo S. Martino dell'anno corrente, per anni 12, la loro possessione di Olevano, di ettari 293, 74, 13 (giornate cadastrali 772, 72, 2), con scuti 15,555, 5 54/3, coltivata a riso, prati e pochi aratorii moronati a vicenda, con acqua propria continua d'estate e d'inverno, al quale effetto sarà tenuta un'asta privata a partiti segreti e suggellati, il giorno 31 del prossimo mese di marzo, in Olevano, nella casa di abitazione della prefata ditta proprietaria, e l'affittamento di detti beni verrà deliberato a favore del maggiore offerente, sempre così piacendo alla prefata ditta, avvertendo che nessuno sarà ammesso ad offrire all'affittamento suddetto se non previo deposito di L. 4,000, o relativo avallo di eguale somma di persona conosciuta e risponsale, e per la visione dei capitoli d'affittamento dirigersi in Vigevano allo studio del sig. avvocato Bagini, od in Olevano alla casa dell'agente sig. Vilibaldo Malsandi.

NOTA

Si notifica che nel giudicio di subasta promosso dalle Francesca e Lucia, sorelle Massa, in odio dell'eredità giacente del fu loro genitore Giovanni Massa, ebbe luogo il 23 corrente il secondo incanto degli stabili caduti in detta eredità e descritti nel bando venale 10 scorso dicembre, e vennero i medesimi, con sentenza del tribunale di prima cognizione di questa città del suddetto giorno, deliberati al sig. Giacomo Caudera, cioè il lotto primo, composto d'una pezza altena di are 20, 84, e di altra pezza Rochero di are 1, centiare 68, poste sul territorio di Ciriè, al prezzo di L. 400; il lotto primo *bis*, composto d'una pezza prato di are 31, cent. 17 nello stesso territorio, al prezzo di L. 450, ed il secondo lotto, composto di vigne, prato e pascolo, situati sul territorio di San Carlo, del quantitativo di are 75, 22, per L. 425; in guisa che il termine utile per fare l'aumento di sesto scade con tutto il giorno 9 prossimo marzo.

Torino, il 24 febbraio 1852.

Vana sost. Geninati.

NOTA

Sull' instanza di Margherita Grosso, vedova Cassardo, di Truffarello, il tribunale di prima cognizione in Torino sedente, con verbale del 5 corrente febbraio fissò l'udienza dell' 8 prossimo marzo per il secondo incanto e definitivo deliberamento della casa, con aia e giardino da Giovanni Francese tenuta nel luogo di Orbassano, al prezzo dall' instante offerto in L. 500, coll' osservanza delle condizioni spiegate nel bando venale 4 novembre ultimo scorso.

Torino, il 19 febbraio 1852.

Cucchi-Boasso caus. coll.

NOTA

Per ogni e qualunque effetto che del caso si rende di pubblica ragione, essersi con atto 31 gennaio corrente anno, rogato Madon, notaio a Cavour, dalla Maria Maddalena Caffaro fu Guglielmo, rivocata la procura generale, spedita in capo al di lei fratello Caffaro Giuseppe, di detto luogo, l' 11 ottobre 1847, al rogito del notaio Absinelli, dichiarando doversi tale mandato intendere da quel giorno nullo e come non avvenuto.

Pinerolo, il 23 febbraio 1852.

Beylis sost. Griotti.

FALLIMENTO

di Luigi Botto, detto il Moro, negoziante in merci nella città d'Asti.

Con sentenza del 20 corrente febbraio, proferta dal tribunale di prima cognizione d'Asti, f. f. di tribunale di commercio, essendosi nominati a sindaci definitivi di detto fallimento le ragioni di negozio Clava e Terracini, corrente in Asti, e Domenico Berra e Comp., corrente in Torino, si avvisano tutti i creditori di detto fallito di rimettere fra giorni 20 (coll' accrescimento di un giorno per ogni 5 miriametri di distanza) ai detti sindaci od alla segreteria di detto tribunale i titoli dei loro crediti con una nota che ne indichi la somma, e di presentarsi quindi o personalmente o per mezzo di procuratore speciale, alle ore 9 antimeridiane del 18 prossimo marzo, in una delle sale di detto tribunale ed avanti il sig. giudice commissario del suddetto fallimento per la verificazione dei crediti medesimi.

Asti, il 23 febbraio 1852.

Monferrini segr.

NOTA

Il tribunale di prima cognizione di Biella, con sua sentenza d'oggi, dichiarò il fallimento di Felice Delorenzi fu Bartolomeo, tintore e stampatore in tele nel luogo di Ronco, nominò giudice commissario il signor giudice Lavezzeri, si riservò di dichiarare con ulteriore sentenza l'epoca in cui ebbe luogo la cessazione dei pagamenti, ordinò l'apposizione dei sigilli sugli effetti del fallito, nominò a sindaci provvisorii la ditta Ranco e Silvetti, corrente in Torino, e la ditta fratelli Mossa, corrente in Occhieppo Superiore, e fissò infine l'adunanza dei creditori avanti il sig. giudice commissario, in una delle sale di questo tribunale, alle ore 10 antim. dell' 11 marzo prossimo per l'effetto voluto dall' art. 492 del Codice di commercio.

Biella, il 24 febbraio 1852.

Stellino segr. sost.

NOTA

Con iscrittura 28 settembre 1851, depositata alla segreteria del Magistrato del Consolato di Torino, i signori Alessandro Martin e Federico Trub hanno contratto società, sotto la firma di Martin e Trub, per l'esercizio di una cartiera meccanica, situata a Caselle. La gerenza è affidata ad ambi i socii, che firmano in nome della società.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 26 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: ultimo prezzo	per fine corr. nell'ultimo mese	per fine del mese precedente nell'ultimo mese
1819 5 0/0 god. 1.° genn.			
1831 » » 1.° genn.			
1848 » » 1.° luglio	90 95	90 75	
1849 » » 1.° genn.	89 95	89 15	89 95
1851 » » 1.° dicem.		89	89 95
1851 Obbligazioni 1.° genn.	977 50		
1849 » 1.° luglio			
1850 » 1.° febbr.			
1844 5 0/0 god. 1.° genn.			
FONDI PRIVATI			
Azioni B. N. 1 genn.			
— Banca di Savoia			
Città di (4 0/0 oltre lo			
Torino (5 50 0/0 1 gen.			
Città di Genova 4 0/0			
Soc. del Gaz (sul 1 gen			
Società del Gaz (nuova			
Incendii a premio fisso			
31 dicembre			
Via ferr. di Savigliano			
1 gennaio	407		
Molini presso Collegno			
1 giugno			

CAMBI

	Per brevi a d.	Per tre mesi.
Augusta	253 — —	253 1/2 — —
Genova sconto	4/p. 1/2	
Francoforte S. M.	211 — —	
Lione	99 90	99 40
Londra	25 32 1/2	25 20
Milano	— — —	— — —
Parigi	99 40	99 40
Torino sconto	4/p. 0/0	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 l.	20 03 — —	20 08 — —
— di Savoia	20 08 — —	20 14 — —
— di Genova	79 93 — —	79 98 — —
Sovrana nuova	25 06 — —	25 15 — —
— vecchia	24 83 — —	24 90 — —
EROSO misto		
Perdita	p. 60	p. 1/2 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 24 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 105, 75, è salito a 105, 90, chiude a 105 80.

Il 3 0/0 resta a 65, 70.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 70.

Le azioni della Banca di Francia a 2550.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Lo zio Battista*, — *Un corista.*

NAZIONALE Riposo.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française — *Paris voleur.*

GERBINO (ore 7 1/2) Domenica prima rappresentazione dell' opera: il *Furioso*, — balletti comici con Tom-pouce.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napoleone Colombino domani darà la sua prima rappresentazione.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: *Teresa e Caterina* — Ballo *Mazzeppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *I promessi sposi.* — Ballo *Il cuore delle donne.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 51 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

SABATO 28 FEBBRAIO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	26	14

Inserzioni volontarie, 50 cent.; d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 29 corrente febbraio sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposta del Presidente del Nostro Consiglio dei Ministri, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

La demissione offertaci dall'avvocato Giovanni Deforesta da Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Ecclesiastici, di Grazia e di Giustizia, è accettata.

Il Presidente del Consiglio dei Ministri, Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Uffizio del Controllo generale.

Dat. Moncalieri, il 26 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

AZEGLIO.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposta del Presidente del Nostro Consiglio dei Ministri, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Il commendatore Giovanni Filippo Galvagno cessa dalla carica di Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno, ed è nominato Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Ecclesiastici, di Grazia e di Giustizia.

Il Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo generale.

Dat. Moncalieri, il 26 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

AZEGLIO.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposta del Presidente del Nostro Consiglio dei Ministri, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Il cavaliere Alessandro Pernati di Momo, Intendente generale della Divisione Amministrativa di Torino, è nominato Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno.

Il Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo generale.

Dat. Moncalieri, il 26 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

AZEGLIO.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Presidente del Consiglio dei Ministri, abbiamo nominato e nominiamo alla carica di Ministro per gli Affari delle Finanze il conte Camillo Benso di Cavour, Ministro per gli Affari della Marina, Agricoltura e Commercio, Reggente il suddetto Ministero delle Finanze.

Il Presidente del Consiglio dei Ministri è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo generale.

Dat. Moncalieri, il 26 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

AZEGLIO.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Visti i Reali Decreti 22 agosto 1848 e 11 ottobre 1850;

Visto il Regolamento approvato con Reale Decreto 21 dicembre 1850;

Sulla proposizione del Presidente del Consiglio dei Ministri, abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Art. 1. Il Ministero di Marina, Agricoltura e Commercio, costituito coi Decreti 22 agosto e 11 ottobre 1850, è soppresso.

Art. 2. Il Dipartimento di Marina colle attribuzioni di cui ai numeri 1 e 9 dell'art. 9 del Regolamento approvato col R. Decreto 31 dicembre 1850 è provvisoriamente unito al Ministero di Finanze.

Art. 3. Le attribuzioni assegnate al Ministero di Agricoltura e Commercio coi numeri 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 e 11 dell'anzidetto Regolamento saranno ripartite come segue, e così spetteranno:

1. Al Ministero di Finanze il Commercio — l'esame dei trattati di commercio da conchiudersi colle Potenze estere — le Camere di commercio — gli agenti di cambio, sensali e liquidatori — le Borse di commercio — l'approvazione delle società anonime — l'Industria — gl'incoraggiamenti relativi — la concessione dei privilegi ossia brevetti d'invenzione — l'esposizione dei prodotti dell'industria nazionale — l'autorizzazione per l'esercizio delle professioni di misuratore ed agrimensore — i pesi e le misure e la loro verificazione e la concessione di fiere e mercati.

2. Al Ministero dell'Interno l'Agricoltura — il perfezionamento di essa — le direzioni generali agli incoraggiamenti — le introduzioni di animali e di piante utili esotiche — gli stalloni e le mandrie, esclusi gli stabilimenti di questo genere indicati all'art. 5, n. 1 del suddetto Regolamento — le risaie e la cultura irrigua — la sovraintendenza delle accademie ed associazioni agrarie e le esposizioni orticole.

Il regime dei boschi di terraferma, esclusi, quanto al personale di tale amministrazione, gli agenti forestali del Demanio.

La caccia e tutto ciò che si riferisce all'esercizio di essa ed alla conservazione del selvaggiume — il rilascio delle permissioni di caccia.

La pesca — l'esame dei progetti di legge e di regolamenti relativi alla pesca marittima in quanto concernono lo sviluppo e la economia di questo ramo d'industria — la pesca fluviale.

Le direzioni relative al censimento della popolazione — la statistica generale, la Commissione superiore di statistica, e le Giunte provinciali.

3. Al Ministero dell'Istruzione Pubblica le attribuzioni che si riferiscono alla scuola di veterinaria del Valentino, alle scuole tecniche ossia professionali di meccanica, di geometria e di chimica applicata alle arti, di agricoltura e di forestale, alle scuole tecniche di commercio, alle scuole professionali di nautica e di costruzione navale, alla scuola di orologieria di Cluses.

4. Al Ministero dei Lavori Pubblici le attribuzioni che si riferiscono alle miniere — l'amministrazione delle miniere coltivate per conto dello Stato — la concessione e locazione di miniere e cave, le permissioni per lo stabilimento di officine metallurgiche.

Art. 4. I Ministri dell'Interno, delle Finanze, dell'Istruzione Pubblica, e dei Lavori Pubblici prenderanno gli opportuni concerti per la destinazione del personale del soppresso Ministero di Marina, Agricoltura e Commercio.

Art. 5. Il Ministro delle Finanze provvederà pel ripartimento fra i diversi Dicasteri, coerentemente alle attribuzioni loro affidate, dei fondi stanziati pel servizio del suddetto soppresso Ministero.

Art. 6. Le disposizioni di questo Decreto avranno effetto dal 15 del venturo mese di marzo.

Il Presidente del Consiglio dei Ministri è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Moncalieri, addì 26 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

AZEGLIO.

S. M., con Decreto del 26 corrente, mentre accettava le demissioni dell'avvocato Deforesta dalla carica di Ministro di Grazia e Giustizia, si degnava conferirgli la Croce di Commendatore dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro.

S. M., in udienza 15 febbraio, a proposta del Ministro per gli Affari Esteri, ha nominato a Cavalieri de' Ss. Maurizio e Lazzaro il conte Avigdor, Deputato; a proposta del Ministro della Istruzione Pubblica, il sottosegretario nel Ministero per gli Affari Esteri, Domenico Cerutti; a proposta del Ministro delle Finanze, ha nominato a Commendatore il conte e cav. Giovanni Regis, Consigliere di Stato, ed a Cavaliere l'avv. Massimo Daneri, applicato al Ministero per gli Affari Esteri.

In udienza 18 febbraio, ha nominato a Cavalieri i signori: Cartagenova Federico Agostino, capitano di vascello; Ceva di Nuceto marchese Amedeo Augusto, capitano di vascello; Incisa di Camerana cav. Vincenzo Domenico, capitano di fregata; Denegri Giacomo, capitano di fregata, capitano del porto della Spezia; Lenchentin Degubernatis Paolo, capitano di fregata, capitano del porto di Cagliari.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 27 febbraio.*

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

A cominciare dall'1 marzo prossimo le lettere dirette in Ispagna, nelle isole Baleari e Canarie, come nel regno di Portogallo ed a Gibilterra cessano dall'essere soggette all'affrancamento obbligatorio.

Il diritto delle lettere provenienti da quei paesi sarà per ogni lettera semplice, cioè:

1° Spagna, Isole Baleari e Canarie (tanto per via di terra che per quella di mare) . . . . . L. 1 10 c.

2° Portogallo e Gibilterra (via di terra). . . . » 1 40 c.

La facoltà dell'affrancamento fino a destinazione della Spagna, Isole Baleari e Canarie, è riservato alle sole lettere che si vorranno assicurare.

Le lettere originarie e a destinazione del regno di Portogallo e di Gibilterra, che altri volesse spedire per mezzo dei vapori inglesi di Southampton, seguiteranno come in oggi ad andar soggette all'affrancamento obbligatorio stabilito per ogni lettera semplice a . . . . . L. 1 70 c.

I giorni utili di spedizione da Torino pel Portogallo e Gibilterra (via d'Inghilterra), sono il 5, 15, e 25 d'ogni mese.

Saranno considerate lettere semplici quelle il cui peso non eccederà 7 grammi e mezzo.

Le lettere pesanti da grammi 7 e 1/2 a 15 inclusivamente sopporteranno due volte il porto della lettera semplice; quelle da grammi 15 a 22 1/2, inclusivamente, tre volte il porto della lettera semplice, e così di seguito, aggiungendo un porto semplice di 7 grammi e mezzo in 7 grammi e mezzo.

Giornali, gazzette e stampati.

I giornali, le gazzette e gli stampati sono soggetti all'affrancamento obbligatorio fino a destinazione della Spagna, delle Isole Baleari e Canarie, mediante il dritto di 10 centesimi per foglio ordinario di stampa, a condizione che non contengano alcun che

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

BENIAMINO FRANKLIN

Anche per l'uomo più sereno di coscienza, pel credente più sommesso, per il più tollerante fra gli osservatori, v'hanno nella vita momenti malinconici di sfiducia e di delusione nei quali l'animo è prepotentemente inclinato a dubitare della virtù, della generosità, e perfino anche della onestà comune. Questi momenti sono frequenti allorchè una nazione passa dalla vegetazione alla vita, ed i domestici negozi lasciano il luogo e vengono assunti nella pubblica attività, e sorgono impetuose opinioni, nessuna delle quali vuole lasciare l'impero alle altre; e, negletto il principio evangelico, sempre si accusa, si sospetta, si maledice con ira non solo ma, che è peggio bene spesso, colla sicurezza di maledire, di accusare e di sospettare a ragione. Allora gli spiriti contemplativi si raccolgono in mezzo al fracasso delle voci, fanno il loro esame, e vedendo come ingiusti siano soventi i giudizi, quanto male drizzati i colpi, quante a torto gittate le calunnie, si sentono rimorsi da gravi dubbi e stanno in forse se la natura umana consenta ai pravi istinti più presto che ai buoni, per indi a poco abbandonarsi mestamente alla supposizione, che quelli a questi prevalgano. Così pure accade nella vita più minuta, e ristretta del focolare, e delle famiglie; quando disgrazie immeritate, quando voci insidiose alla tranquillità od onore domestico, quando la lite pel campo, la invidia, l'amore od altre passioni vengono a conturbare la quiete dei giorni. Così ancora avviene nei libri della storia ove leggesi quanto falso sia spesso il sillogismo degli avvenimenti, quanto illogica la ragione di stato, alla quale si sagrifichino milioni d'anime, quanto ipocrite siano le apparenti cause dei fatti; come talora si faccia mercato di tutto per l'utile di pochi, o come tal altra pochi s'arroghino di rappresentar tutti, e come in tante veci, in tanto dolore, in tanto sangue la verità e la giustizia siano noncurate. La storia, la vita politica, e la vita famigliare, sintomi pei quali s'appalesa l'umana natura, correrebbero dunque rischio di sembrare una scuola di dubbio e di sconforto, se per nostro insegnamento tratto tratto non ci soccorresse qualche forte e bell'esempio di vita onesta ed utile a se stessa ed all'umanità.

Uno di questi esempi crediamo sia Beniamino Franklin del quale esporremo in brevi parole la sublimità modesta, l'inalterata temperanza morale e fisica, l'utilissimo ingegno, il cuore giusto e prudente, e l'amor di patria assai efficace perchè assai assennato.

Da mezzo secolo la sentenza è pronunciata, e starà eterna che dice Beniamino Franklin essere stato un grande uomo. Il più mirabile fenomeno nella sua vita sta appunto nel come egli sia pervenuto alla grandezza; perchè non vi pervenne che a forza di semplicità sistematica di costumi, a forza di aggiogare l'ingegno a quella qualità che i francesi appellano buon senso, e che noi traduciamo con perifrasi approssimativa; a forza di studiar se stesso ed indovinare il prossimo, non esagerando il bene, non disperando del male; facendo della virtù un sistema, della tolleranza un proposito; spiegando industria nell'interpretare più favorevolmente che sfavorevolmente le debolezze civili, le ardenti passioni de' suoi compatriotti; usando l'arguzia così sobriamente che avvertisse e non ferisse, ed avendo sempre fisso in mente che un uomo onesto, laborioso e frugale è lo spettacolo più solenne e fecondo al quale l'umanità possa assistere. Con questo programma, il quale per essere estremamente semplice non tralascia di essere sommamente arduo, egli passò contento e glorioso la sua vita, fe' progredire la scienza, disarmò i fulmini della tempesta, concorse all'indipendenza del proprio paese, e nato figlio di un operaio di Boston tramandò alla posterità un nome, la cui nobiltà sarà malagevolmente eguagliata, non mai superata.

Lo storico Hume, nel parlare di Alfredo d'Inghilterra, racconta come questo personaggio fosse un completo modello da seguirsi sia pei monarchi che pei cittadini: dice che le sue virtù erano così felicemente e reciprocamente temperate che ciascuna impediva le altre di oltrepassare i proprii confini; talchè egli accoppiava lo spirito il più ardito colla più fredda moderazione; la più ostinata perseveranza colla più facile pieghevolezza; la severa giustizia colla dolcezza; il gran rigore del comandare coll'affabilità famigliare; la più alta capacità teorica coi più splendidi attributi pratici. A noi pare che parte dell'elogio di Alfredo possa venire applicato a Beniamino Franklin. Se non che lo storico Hume conchiude le sue parole su quel soggetto lamentando che la fortuna avesse gettato nel mondo un essere come Alfredo in un' epoca barbara e priva di scrittori degni di tramandarne la fama alla posterità; soggiungendo con acutezza che un carattere quale quello di Alfredo faceva nascere il desiderio di conoscere anche *le piccole macchie e difetti dai quali non poteva, come uomo, andar esente.*

Franklin non ebbe la sventura di vivere in barbara età; trovò pertanto storici in copia, e tutte le sue virtù sono conosciute, e le macchie e i difetti, dai quali secondo l'Hume l'uomo non può andare esente, sono notati e scritti. È mestieri dire che questi nei furono così pochi,

www.internetculturale.it

di scritto, eccetto la data e la firma, e non siano compilati in lingua spagnuola.

Gli stessi oggetti a destinazione del Portogallo e di Gibilterra vanno pure soggetti all'affrancamento obbligatorio mediante il diritto di 17 centesimi, tanto quando sono incamminati per la via di Spagna, come quando lo fossero per quella d'Inghilterra nei giorni sopra indicati 3, 13, 23 d'ogni mese, da Torino. Però è da avvertirsi che pel Portogallo e Gibilterra:

1° Possono essere spediti giornali e stampati in qualunque lingua.

2° Quando viene indicata sull'indirizzo la *Via d'Inghilterra* gli stampati *non periodici* andranno soggetti alla tassa delle lettere.

Torino, addì 26 febbraio 1852.

Il direttore generale
DI POLLONE.

FATTI DIVERSI. — PROVINCIE. — Si legge nell'*Eco della Baltea Dora*:

Lunedì alle ore 10 di mattina venne per cura del municipio d'Ivrea distribuita un'abbondante razione di pane a tutti i poveri della città ed ai carcerati, coi proventi delle oblazioni per la dispensa delle visite natalizie, e della colletta fattasi al pranzo di apertura del nostro carnovale.

— I tre ultimi giorni del nostro carnovale riescirono come al solito briosi e magnificamente festosi; la letizia era scolpita sopra ogni volto: il concorso dei forestieri sorprendente, mirabile l'ordine conservatosi durante tutto questo giulivo tripudiare di fanti, di cavalieri e di cocchi.

— Il 18 del corrente sul territorio di Albiano un mugnaio padre di crescente famiglia, certo Avignone Giuseppe fu Antonio, mentre era intento a ripulire la ruota del suo molino venne sgraziatamente schiacciato dalla medesima.

— La somma raccolta pel ballo di beneficenza in Alessandria ascende a L. 3,000.

— Il ballo per gli asili infantili, promosso in Acqui dall'ispettore Scavia, fruttò L. 1,148 20.

— Ci viene comunicato da Arona quanto segue in data 23 corr.:

Tra le pubbliche manifestazioni di gioia sono pur singolarmente belli i conviti e care le danze, quando fan segno d'ottima cittadina concordia d'animi; più belli e care, quando sono auspicio ed opera di pubblica beneficenza. Epperò dei festivi trattenimenti dei quali eziandio presso di noi fu ricca la stagion carnevalesca merita speciale ricordo il fratellevole banchetto, che ieri ebbe luogo nella platea del nostro teatro, e a cui frammiste a tutte classi di cittadini sedevano la 1ª e 2ª compagnia di questa bella nazionale milizia; come pure la festa da ballo datasi nel medesimo teatro la sera del 18 corrente a totale benefizio dei poveri.

Ben si gioisce e si benefica dove natura e fortuna tanto amicamente arridono. Or quanto la natura qui sia lieta e bella è noto all'universale; quanto poi la fortuna ci si mostri ogni dì meglio propizia, riscontrando il crescente moto della vita nostra commerciale di leggeri s'intenderà. Assai scarsi in più delle vicine regioni furono i ricolti del 51, pure malgrado a ciò, ed anzi a cagione di ciò, mai non abbiamo veduto i nostri mercati così copiosamente ridondare di grani, d'acquavite e vini segnatamente. Della copia dei cereali che ci pervengono dal basso Novarese e dalla Lomellina possiamo settimanalmente valutarne ettolitri circa 7,500, che in parte si vendono sul nostro mercato, in parte sono di transito.

Più notevole è l'arrivo dei vini, e in quest'anno specialmente dei vini francesi. Dei nostrali giunti su questa piazza dall'ultimo raccolto fino ad oggi contansi oltre 15,000 ettolitri; dei forastieri vini circa a 5,400, dei quali pressochè tutti i giorni continuano a giungere nuovi carichi: stamane medesima ne arrivarono 300. L'introduzione di tale quantità di esteri vini comuni è stata una speculazione affatto nuova in quest'anno, non mai dianzi tentata, e che pur dobbiamo in parte all'alleviamento del dazio.

Dacchè poi si fu stabilito in Lucerna una vasta impresa di *forgoni* celeri-postali pel trasporto delle merci sulla via del S. Gottardo tra l'Italia, Svizzera, Francia, Inghilterra; e dacchè la strada anche del S. Bernardino si provvide di più celeri mezzi di trasporto e più economici, il transito delle estere merci dalla Svizzera di qui per Genova e Torino si è anche più sensibilmente accresciuto. Eccovi a questo rapporto il movimento comparativo delle merci diverse pervenute dalla Svizzera ad Arona dal 1 gennaio a tutto il 20 corrente col mezzo dei battelli a vapore:

	1852	1851
Colli di merci diverse pervenute dalla Svizzera	Dal 1 genn. al 20 febb. Num. 4,121	Dal 1 genn. al 20 febb. Num. 714
«	Differenza in più —	407

che le sue qualità non ne appaiono che più belle o, per essere più giusti nell'esprimerci, che i suoi difetti furono così accortamente redenti dalle qualità da non dover essere contati se non in guisa di studio.

Forse alcuno studioso dell'umana indole nell'udire questa riputazione di austero, parco, previdente, economo e virtuoso, potrebbe essere indotto a credere che Franklin non avesse dovuto lottare con veruna delle passioni che alla parcimonia, all'austerità, ed alla temperanza si oppongono; e che nato, di cuore naturalmente ingenuo, di freddo cervello, di fibra, diremmo così, patriarcale, nessuna fatica dovesse costargli l'adempire al programma di vita così regolare e sobria.

La supposizione sarebbe erronea. Se Franklin fu un filosofo pratico, e buon'uomo, fu anche uno de' più astuti diplomatici de' tempi suoi. Quando egli giunse a Parigi ambasciadore fuvvi accolto con generale trasporto: il suo nome correva per le bocche di tutta Europa, ed in lui la curiosità francese vedeva non solo il celebre scienziato, ma l'inviato di un paese che combatteva per la propria indipendenza, e che rappresentava a così dire le idee generose e magnanime che rampollavano allora in tanti cuori. In mezzo al trasporto universale non mancarono i frizzi e le facezie profumate dei raffinati, e delle più inveterate frequentatrici dei giardini di Versailles sul conto del cappello ritondo di Franklin, delle sue scarpe senza fibbie, e della rusticità troppo famigliare delle sue brache, e del suo abito nero, della sua aria puerile, e sorridente, dei suoi gesti ne' quali si investigava il ricordo dell'antico merciaiuolo di Filadelfia. Il dolce e sottile vecchietto vedeva sottecchi tutti questi gesti ond'era segno, ed udiva le spiritose allusioni al suo indirizzo, ed ora con piglio aperto dava a comprendere d'aver veduto e d'aver udito, e rispondeva placidamente in guisa da non offendere, ma da

---

gli è qui sto aumento di transito che ha consigliato testè l'impresa d'un *forgone* in posta da qui a Genova e viceversa come già fu annunziato; il quale corre in coincidenza coi *forgoni* svizzeri, e in due giorni, e tre volte la settimana si obbligò di compiere le sue corse, per modo che le mercanzie che con detto mezzo si trasferiscono da Genova ad Arona ci pervengono nello spazio di 48 ore, da Arona col mezzo delle vaporiere, e dei *forgoni* svizzeri giungono a Lucerna in meno di altrettante ore, a Basilea e Zurigo in soli 2 giorni e mezzo, a Manheim in 3, a Francoforte in 4, a Londra in 8-9. La tariffa da qui fino a Lucerna è di fr. 12 per ogni 100 chilogr.; fino a Zurigo fr. 14, e 50 cent.; fino a Basilea fr. 17; fino a Londra fr. 27, 50; fino a Manchester fr. 32, 50. Vedesi dunque che poco più resta a guadagnare di tempo e di dispendio, quando, varcato il lago, fosse possibile di praticare una via di ferro da Magadino o da Locarno e oltre.

In concorso di tali prezzi e di tanta velocità è chiaro tornar meno conto all'Inghilterra, Olanda ecc. di spedire le loro merci a Genova per l'Atlantico o per le vie dianzi più frequentate di Lione e Marsiglia: ed è per questo che la società dei *forgoni* celeri da qui a Genova già si propone di migliorare il sistema e la costruzione de' suoi carri, e accrescerne il numero, onde essere in grado di fare più presto che sia un servizio raddoppiato e quotidiano, non bastando quello che fa oggidì.

A dir tutto, non è solo in grazia dei nuovi e meno dispendiosi mezzi di trasporto, che l'introduzione dall'estero è fatta maggiore, ben anche mercè della nuova tariffa doganale; in seguito a che la rendita di questa dogana nell'ultimo trimestre del 51 vantaggiò di oltre L. 20,000 d'aumentato sdoganamento, come risulta dal resoconto. Che se verrà in seguito maggiormente agevolato da questa parte il libero passo alle estere merci, vi si potrà di leggeri attrarre gran porzione del transito che pur di presente si fa assai vivo dallo Spluga per la Lombardia e il Gravellone; e noi non avremmo a lagnarci per nulla della convenzione testè conchiusa in appendice al trattato di commercio coll'Austria. Le *quattordici* case di commissionarii e spedizionieri, che qui sono aperte e vivono di tali faccende, avranno bastevole compenso: dico *quattordici*, ché tante qui sono, nè so qual altra più popolosa città possa contarne un numero sì considerevole.

Eccovi da ultimo il quadro comparativo del movimento commerciale dall'estero alla dogana d'Arona in tutto il trascorso 1851.

Quantità di merci.

	Introdotte in deposito	Di transito dalla Svizzera per Genova, Torino e viceversa.	Totale
1. Trimestre	Colli 7,535	Colli 3,861	» 11,196
2. »	» 3,492	» 4,142	» 7,634
3. »	» 6,197	» 3,949	» 10,146
4. »	» 7,626	» 7,423	» 15,049
Totale	» 24,850	» 19,375	» 44,025

N. B. In questo movimento non è punto compresa la circolazione dei prodotti nazionali, nè le merci provenienti dall'estero, e nella ultima tariffa esentati dai diritti doganali, come p. e. i cotoni, di cui per le numerose fabbriche in vicinanze d'Arona e ad Intra si computano 11,824 colli da 200 chilog. caduno di greggio in annuo arrivo, e pressochè altrettanti di filato in ritorno.

SAVOIA. — L'ultimo giorno di carnovale la città di Ciamberì presentava l'aspetto il più animato. Una folla di popolo percorreva le vie; ed allegre mascherate, sul cader della notte, si succedevano in numero straordinario.

FRANCIA

PARIGI, 24 *febbraio*. Leggiamo nella *Patrie*, in proposito del decreto da noi accennato nel numero antecedente della Gazzetta, che istituisce un premio di 50,000 fr. per la scoperta di nuove applicazioni della pila di Volta:

L'elettricità, come il vapore, è serbata a sostenere nel mondo una parte immensa; ma le molte sue applicazioni indicate solamente dalla scienza, non sono provate come quelle del vapore: le sue leggi sono l'obbietto di incessanti studi che il governo incoraggisce ben a ragione, perchè devono condurre un giorno a risultamenti grandi e definitivi.

Lungo tempo l'elettricità fu considerata, in fisica, come un fatto puramente curioso ed interessante, e le sue grandi proprietà rimasero ignote. I lavori di Galvani rivelarono alcuni dei nuovi fenomeni di quest'agente sì poderoso; ma il genio di Volta e la sua bella scoperta crearono, in un certo qual modo, una scienza nuova del tutto, i cui termini sono per la maggior parte ancora in istudio.

La scoperta di Volta è dell'anno 1794, ma non venne conosciuta che nel 1801. Il Primo Console, tostochè essa fu pubblicata, ne apprezzò tutta l'importanza; chiamò in Francia il suo autore e lo colmò di onorificenze. Ecco ciò che l'uomo, il quale presiedeva allora ai destini del paese, scrisse al corpo scientifico di cui onoravasi di esser membro: « La scoperta del signor Volta è grande e feconda; essa verrà un giorno applicata con vantaggio alle arti industriali; essa si presta a molti usi. »

Questo detto è profondamente vero. Dopo la sua invenzione, l'apparecchio che porta il nome dell'illustre fisico è stato modificato e messo a profitto. La sua applicazione più importante è quella che ne fu fatta alla telegrafia. Ma l'elettricità contiene in sè tre principii, la forza, il calore e la luce; e la scienza cerca oggidì colla sua indefessa attività di trarre un'utilità eguale da tutti e tre. Questo risultamento non è al disopra delle facoltà dell'uomo che perverrà, speriamo, ad ottenerlo.

PAESI BASSI

AJA, 21 *febbraio*. La seconda Camera si è radunata ieri per formare una lista di cinque candidati per una carica di consigliere vacante all'alta corte dei Paesi-Bassi. A questo affare si collega un avvenimento che nell'anno scorso ebbe grande importanza; cioè il rifiuto fatto dal re di nominare il primo candidato presentato dalla Camera, il sig. Olivier, giureconsulto eminente, avvocato a Lejda, ed amico politico del sig. Thorbecke, capo del gabinetto.

Ora, la seconda Camera ha per la seconda volta proclamato il sig. Olivier a primo candidato. Quantunque mutate siano le circostanze, rimane a sapersi se S. M. accetterà ora il candidato che ricusò l'anno scorso.

Si spera tuttavia che non si rinnoverà il conflitto che allora si manifestò fra la Camera ed il governo.

SPAGNA

MADRID, 19 *febbraio*. La regina Isabella nella sera del 18 assistette alla rappresentazione del teatro del Principe. S. M. fu accolta dal numeroso uditorio tra vivissimi e prolungati applausi.

La illuminazione generale della città fu splendidissima. La piazza d'Oriente, rischiarata da 60,000 faci, era un vero incanto a vedersi. Il popolo seguì a percorrere la città quasi tutta la notte, senza che avvenisse il più lieve disordine.

(Corresp.)

INGHILTERRA

LONDRA. *Camera dei lords. — Tornata del 23 febbraio.*

Il *marchese di Lansdowne*, presidente del consiglio, prega la Camera a differir l'esame della mozione risguardante gli affari delle Indie; e a motivo della sua domanda allega la demissione del ministero. Il nobile lord soggiunge che il conte di Derby, di cui è amico, quantunque avversario politico, si sta occupando di comporre il nuovo ministero.

Il *conte di Malmesbury* pronuncia alcune parole di lode a lord Lansdowne. Questi ringrazia, e quindi la Camera dietro la sua mozione si aggiorna a venerdì 27 febbraio.

Camera dei comuni. — Tornata del 23 febbraio.

Il sig. *Spooner* fra gli applausi e la ilarità dell'assemblea dichiara aggiornare fin dopo Pasqua la sua mozione relativa al seminario cattolico irlandese di Maynooth.

Lord John Russell dichiara che S. M. la Regina ha commesso a lord Derby il carico di comporre il nuovo ministero, e che quindi gli attuali ministri non resteranno in funzione, se non fino al momento in cui i loro successori entreranno in carica. Lord John Russell ringrazia la Camera del concorso prestato alla sua amministrazione durante i cinque anni decorsi, e dichiara di lasciare gli affari interni ed esteri in condizioni, delle quali non ha ad arrossire. *(Ascoltate)* Egli soggiunge che si opporrà sempre al ristabilimento di diritti di qualsivoglia genere su i cereali (*Applausi*), e appoggerà la estensione del diritto elettorale. Conchiude col dire ch'egli non cesserà dall'adoperare la sua influenza per conservare i benefizii della pace *(vivi applausi)*, e con l'invitar la Camera a nome di lord Derby ad aggiornarsi a venerdì.

La mozione di aggiornamento è accettata, e la Camera si aggiorna a venerdì 27 febbraio.

— Si legge nel *Daily-News*:

Sono state indirizzate delle circolari ai varii quartieri delle forze della milizia irlandese. Si chieggono informazioni e schiarimenti sullo stato dei varii reggimenti e sull'attitudine degli stati-maggiori pel servigio attivo.

— Si legge nell'*Express*:

Il *Sampson*, fregata a vapore di 60 cannoni, arrivò ieri (22) a Spithead dalla stazione della costa d'Africa. Esso lasciò Lagos il 6

---

mezzi, mirò principalmente allo scopo di farsi perdonare la propria superiorità, sapendo che gli uomini sopportano assai più di leggeri i difetti che le qualità altrui. Non disse mai « sono certo » oppure « voglio », ma con prudenti e flessibili circonlocuzioni esprese la sua opinione od il suo desiderio con esito sempre favorevole.

Fu economo perchè a proprie spese imparò che l'economia ha dei buoni risultamenti. Fu onesto e virtuoso, perchè oltre all'approvazione della propria coscienza, apprese che nell'onestà e nella virtù si trovano più godimenti e vantaggi che non nella pratica de' vizi: fu temperato perchè andò persuaso che la temperanza era la sola che potesse farlo ottuagenario.

Da questa breve analisi non si deduca che la filosofia di Franklin fosse composta di un sensualismo architettato come lo voleva l'interesse suo. Dobbiamo anzi, prima di raccontarne la vita, osservare che un elegante scrittore francese, il signor *Philarete Chasles*, forse per un intento lodevole, fors'anco per desiderio di singolarità, indusse dalla virtù quasi progettata di Franklin, la conclusione che Franklin non fosse l'uomo candido, profondamente onesto che tutta un'epoca in lui riconobbe. Questi dubbi nacquero nel signor Chasles alla lettura dei documenti pubblicati da Jared Sparks. In una voluminosa collezione di scritti, l'andar qua e là raccogliendo le menome particelle di scetticismo, e sorprendendo per così dire la natura ne' suoi più fuggitivi momenti o d'abbandono o di franchezza, per poi crearne un essere più ideale che esatto, non ci sembra buono e giudizioso assunto. Noi amiamo meglio stare col Botta, col Bancroft, col Morris, con Lafayette, e per ultimo anche coll'eloquente e forbito Mignet, e credere come tutti hanno finora creduto nella esemplare carriera di quest'uomo straordinario.

(Continua)

G. TORELLI.

gennaio. Le notizie, recate dal *Sampson*, annunziano che la maggior parte de' feriti erano in via di guarigione a bordo della *Penelope*. Il blocco durava ancora, ma i bastimenti con carico sono ammessi sino al 1° marzo.

— Si legge nel *Daily-News*:

La cifra totale degli operai fabbricanti di macchine che han ripreso i lavori nel Lancashire, si eleva oggi a 2,776. Ventiquattro stabilimenti sono attualmente in piena attività.

— Dal prospetto della banca d'Inghilterra per la settimana spirata il 14 febbraio, risulta un aumento di 360,503 sterlini sulla circolazione dei biglietti che ammontò a 20,708,495 sterlini, e un aumento di 314,524 sterlini sull'incasso metallico che è stato di 18,596,167 sterlini.

— Dietro informazioni degne di fede si dà per certo che per favorire la circolazione dell'oro in Inghilterra, la banca non emetterà più in avvenire biglietti di 5 sterlini.

ALEMAGNA

Austria. Scrivono da Vienna all'*Indépendance Belge* che la questione intorno all'organizzazione dell'Ungheria trovò un nuovo incaglio per una divergenza d'opinione sorta fra l'arciduca governatore ed il conte Appony, uno dei capi del comitato consultivo sovra tutto. Si tosto regolata l'amministrazione dell'Ungheria, si attenderà a quella della Gallizia, Croazia e della Transilvania.

Riguardo a quest'ultima provincia si sono di bel nuovo pubblicate recentemente, per la durata dello stato d'assedio, le disposizioni eccezionali esistenti.

Saranno principalmente tradotti davanti ai consigli di guerra coloro che propagano false notizie atte a screditare i provvedimenti governativi, o calunniano le intenzioni del governo, a fine di agitare la popolazione.

La preziosa biblioteca del principe di Metternich, che trovavasi nella Cancelleria di Stato, venne trasferita nel palazzo del principe a Rennweg.

Quella collezione contiene circa 24,000 volumi, la maggior parte di gran valore.

Vi si trova una collezione rarissima di 400 volumi de' primi tempi della tipografia.

— Oggi l'ambasciata regia prussiana presso questa corte ricevette un rescritto dal suo governo, in cui viene annunziata ufficialmente l'apertura delle conferenze di Berlino stabilita pel 28 marzo.

— Il ministero ha emanato l'ordine che sia abolita la prerogativa che dal 1824 in poi godevano i sudditi napoletani di poter cioè viaggiare nelle provincie austriache con passaporti fatti dalle autorità del regno di Napoli senza il visto delle autorità austriache. Di concerto col governo napoletano venne ordinato che i passaporti dei sudditi napoletani, i quali desiderano viaggiare nelle provincie austriache, dovranno essere d'or innanzi vidimati dall'i. r. ambasciata austriaca in Napoli ovvero dal rispettivo i. r. consolato. Il ministero ha inoltre deciso che i passaporti dei sudditi napoletani non abbiano valore che per tre anni soltanto, decorsi i quali ogni suddito napoletano dovrà provvedersi di un nuovo passaporto.

— Col primo marzo p. v. tutti gl'ii. rr. uffizi telegrafici saranno soggetti alle direzioni delle poste dei rispettivi dominii della Corona. La direzione superiore delle poste in Verona estenderà la sua sfera d'azione su tutti gli uffizi telegrafici del Lombardo-Veneto. La stazione telegrafica di Clagenfurt sarà soggetta al distretto postale di Gratz.

AMERICA

La Plata. Si legge nel *Times* del 23 corrente:

Una lettera d'un ufficiale della squadra brasiliana sotto gli ordini dell'ammiraglio Grenfell, in data di Puerto del Diamante, nel Parana, il 24 dicembre 1851, annunzia il trionfo di Urquiza come sicuro. Tutto fa credere che il suo esercito sarà a Buenos-Ayres in gennaio. Un bullettino del generale Urquiza, in data del Diamante il 20 dicembre, contiene i qui appresso dettagli sulla vittoria riportata il 17 sulle truppe di Rosas:

« Le batterie di Tonelero erano difese da 12 pezzi d'artiglieria e 2,000 baionette sotto gli ordini di Mansilla. La divisione della squadra brasiliana, comandata dall'ammiraglio Grenfell, che attaccò quella posizione, era composta del piroscafo l'*Offenco*, rimorchiante la corvetta *Dona Francisca*: del piroscafo *Pedro II*, rimorchiante la corvetta l'*Union*, e del piroscafo *Recite*, rimorchiante il brick *Calliope*. L'*Offenço* fu il primo a provare il fuoco delle batterie di Tonelero; la squadra rispose con gran precisione. Durante 50 minuti furono tirati 500 colpi di cannone. La squadra non ebbe che 6 uomini uccisi e 3 feriti. Il nemico non potè impedire il passaggio della squadra.

Mansilla, cognato di Rosas, si era fortificato nella posizione di Tonelero che non gli riuscì di difendere. Egli si ritirò all'interno dopo aver inchiodato i suoi cannoni.

Urquiza marcia su Buenos-Ayres alla testa di 10,000 uomini di cavalleria, 10,000 altri debbon seguire, e la squadra porta 5,000 uomini di fanteria e 30 pezzi da campagna.

ULTIME NOTIZIE

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro dell'Interno;

Visto l'art. 9 dello Statuto;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. La Sessione del Senato e della Camera dei Deputati per l'anno 1851 è chiusa.

Art. 2. Per la Sessione del 1852 il Senato e la Camera dei Deputati sono convocati pel giorno quattro marzo prossimo.

Il Ministro degli Affari di Grazia e Giustizia ed il Ministro dell'Interno sono incaricati dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Moncalieri, addì 27 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

Galvagno.

Francia. *Parigi*, 25 *febbraio*. Il *Moniteur* d'oggi pubblica la convenzione postale tra la Francia e i Paesi Bassi.

Un decreto del presidente della repubblica promulga la convenzione addizionale di commercio e di navigazione conchiusa nel 1847 col governo di Napoli, nel tempo stesso che una dichiarazione scambiata fra il ministro della repubblica a Napoli e il ministro degli affari esteri delle Due Sicilie, intesa ad estendere pei rispettivi legni a vapore, all'intercorsa indiretta, il trattamento nazionale, in ciò che concerne le tasse di dogana e di navigazione, limitato dalla convenzione supplementare all'intercorsa diretta.

— Il presidente della repubblica percorse ieri in calesse scoperto i *boulevards* del centro, in mezzo ad una folla innumerevole.

— Il *Siècle* è il solo giornale di Parigi che abbia tenuto chiuso il suo ufficio nel giorno d'ieri, 24.

Inghilterra. Si legge nella *Patrie* del 26:

Il nuovo gabinetto inglese non è ancora completo, ma non mancano perchè lo sia che due sole nomine: la prima è quella del sigillo privato. Questo posto, che dà voce al consiglio, era stato offerto a lord Lyndhurst, che avea riempite sotto i due ultimi ministeri conservatori le funzioni di cancelliere; ma egli non ha creduto di poterlo accettare.

La seconda nomina che dee ancora farsi è quella del cancelliere del ducato di Lancastro, posto che dà anch'esso voce al consiglio.

Il *Morning-Herald* designa pel sigillo privato il marchese di Salisbury, e aggiunge che lord Lyndhurst non lo ha ricusato che per motivi di salute; che la stessa cosa dee dirsi del duca di Richmond al quale era stata offerta una posizione importante nel gabinetto, e che questi due personaggi han promesso il loro più efficace concorso al governo.

Lo stesso giornale che dovrà essere, a quanto pare, l'organo semi-ufficiale del nuovo ministero, cita le nomine seguenti nell'alta amministrazione dello Stato:

Lord luogotenente d'Irlanda, il conte di Eglington.
Lord cancelliere d'Irlanda, il sig. Blackburne.
Sotto-segretario degli affari esteri, lord Stanley d'Adderley.
Procuratore generale, sir Fitzroy Kelly.
Segretario d'Irlanda, lord Naas.
Segretarii collettivi della tesoreria, i signori G. Hamilton, A. Hamilton e Forbes M'Kensie.
Procuratore generale d'Irlanda, il sig. Whiteside.
Comandante in capo, il duca di Wellington.
Gran Mastro dell'artiglieria, il marchese di Londonderry o lord Combermere.

— Si legge nello stesso giornale:

Motivi di alta convenienza hanno determinato lord Dudley Stuart e i componenti il comitato di soccorso per gli ungheresi esiliati, a disciogliere questa riunione di beneficenza. Lord Dudley Stuart ha quindi, con una sua lettera, annunziata al conte Paolo Esterhazy la dissoluzione del comitato.

Il *Daily-News* del 24 pubblica la risposta del conte Paolo Esterhazy, esprimente la viva e profonda gratitudine degli esiliati ungheresi per l'assistenza tanto cordiale da esso loro ricevuta, e il giusto loro apprezzamento de'motivi che aveano dovuto decidere il comitato a disciogliersi.

— Giusta l'asserzione del *Daily News*, i reggimenti che doveano partire tra breve per la Nuova-Scozia, Malta e Gibilterra, han ricevuto contr'ordine e resteranno in Inghilterra.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi si mantengono fermi. Consolidati a contanti e per conto 97 1/4 1/8; 3 0/0 rid. 98.

Alemagna. *Francoforte*, 25 *febbraio*. La *Gazzetta di Carlsruhe* reca la seguente notizia, come proveniente da buona fonte: La flotta tedesca fu dichiarata dalla Dieta germanica come proprietà federale; essa è conservata, e tutti i governi continueranno a pagare le loro quote.

— Leggesi nella *Gazzetta delle Poste*:

L'alta Dieta germanica tenne avant'ieri una seduta che durò più ore. Si dice che la Prussia abbia proposto che la Dieta pubblicasse per intiero i processi verbali dei dibattimenti relativi alla questione della flotta, e non si limitasse a riferirne soltanto incompiuti riassunti.

— *Vienna*, 24 *febbraio*. Leggesi nell'*Oss. Triest.* del 25 il seguente dispaccio telegrafico: Il *Lloyd* rileva da fonte sicura che la riforma della Banca è stata decisa mediante una convenzione (tra lo Stato e la direzione) sanzionata. La Banca nazionale verrebbe sollevata dal suo impegno di partecipare con 40,000,000 all'ultimo prestito. La garanzia pel debito dello Stato verso la Banca verrebbe ampliata coll'assegnare a quest'ultima delle ipoteche. D'ora innanzi s'impedirebbe che la carta di Stato si accumulasse nelle casse della Banca; s'introdurrebbero opportune misure per l'ammortizzazione.

— *Berlino*, 22 *febbraio*. Il signor Dumon, proprietario della *Gazzetta di Colonia*, è stato chiamato per mezzo del telegrafo a Berlino per emettere il suo parere alla commissione delle finanze relativamente al bollo dei giornali.

Nella prossima settimana la seconda Camera si occuperà anche intorno alla questione del rivedimento della Costituzione, e comincierà a deliberare sulla risoluzione della prima Camera riguardo alla soppressione dei feudi.

I due commissarii federali dell'Holstein sono partiti ieri per Copenaghen.

— In virtù di una recente ordinanza ministeriale, il governo dei principati di Hohenzollern si comporrà di otto membri, cioè: di un presidente, di tre consiglieri e di due assessori. Il presidente è il conte di Villers (nella qualità di commissario).

— *Monaco*, 21 *febbraio*. Per rendere compiuti i quadri dell'esercito permanente, il re ha ordinato la leva di 13,000 uomini della classe del 1830. Siccome il numero totale dei coscritti della suddetta classe è di 38,924, ne verrà perciò chiamata soltanto la metà sotto le bandiere. La leva comincerà il primo marzo, e dovrà essere terminata in tutto il regno alla fine dello stesso mese.

America. *Stati-Uniti*. Un dispaccio telegrafico di Nuova Orleans annunzia che il cavaliere di Huselmann, incaricato d'affari d'Austria, arrivò l'8 febbraio in quella città, e che si disponeva a partire alla volta dell'Avana.

— Si legge nel *New-York-Herald* dell'11 detto:

Una mozione importante è stata fatta alla Camera dei rappresentanti a fine di autorizzare il comitato delle vie e mezzi di comunicazione a presentare un bill per modificare la tariffa, sostituendo il diritto *ad valorem* al diritto specifico. Questa mozione fu respinta da 108 voti contro 60: pare adunque che la tariffa non subirà alcun cambiamento durante l'attuale sessione.

P. Leone gerente.

ANNO SECONDO - 1852

COMMENTARIO DELLE LEGGI

Desunto dalle esposizioni dei motivi, dai rapporti delle Commissioni e dalle discussioni seguite nel Parlamento e

RACCOLTA COMPLETA DEGLI ATTI DEL GOVERNO

Opera compilata dall'Avv. EDOARDO BELLONO

È USCITO IL PRIMO FASCICOLO PER L'ANNO 1852

in un coll' indice generale delle materie contenute nel volume primo per l'anno 1851

LIBRERIA PATRIA EDITRICE

via Carlo Alberto, Torino

da pubblicarsi in breve

LE CONTRADDIZIONI

DI VINCENZO GIOBERTI

Osservazioni critiche sull' Opera del RINNOVAMENTO CIVILE

Un volume di 300 pagine.

Librerie DEGIORGIS, *rue Neuve, N. 17, à Turin*

ABONNEMENS

A LA REVUE BIBLIOGRAPHIQUE MILITAIRE.

L'idée qui a déterminé la création de la *Revue bibliographique militaire* est celle-ci: offrir aux Militaires de toutes les nations, au moyen d'une publication mensuelle, la nomenclature complète avec analyses, comptes-rendus, et parfois extraits, de tous les livres, de toutes les brochures, de toutes les œuvres militaires, en un mot, imprimées dans les différens Etats Européens.

Un an 10 fr. — Six mois 5 fr. — Trois mois 2 fr. 50 c.

AVVISO

Al Municipio di Crescentino fu testè concessa una nuova FIERA da aver luogo annualmente nel lunedì successivo alla quarta domenica di Quaresima, e così per quest'anno nel giorno 22 di marzo, in cui si distribuiranno a sorte 9 premii a chi vi condurrà e terrà esposti in vendita buoi, manzi e vacche.

Lo stesso Municipio distribuirà nel predetto modo, dal 25 marzo a tutto dicembre, un premio di L. 10, e per ogni mercato, a chi condurrà qualche bovina all'ebdomadario mercato di venerdì.

PONTE MARIA TERESA

Gli Azionisti del Ponte in ferro sono prevenuti che vi si sarà adunanza generale il 5 marzo, alle ore 3 pomerid., nella banca dei signori Barbaroux e Comp., per la resa dei conti.

DIFFIDAMENTO

Per ogni effetto che di ragione si deduce a pubblica notizia che Bertetti sig. Don Colombano, residente a Pavia, con atto 10 febbraio 1852, rogato Nascimbene, rivocò la procura generale che spedì in capo al suo fratello germano Gio. Battista, residente a Favria, con atto 7 settembre 1850, rogato chi sovra.

Torino, il 27 febbraio 1852.

Biesta Giuseppe.

SCIROPPO E TAVOLETTE DI TAMARINDI

DI FILIPPO VIORA

unico approvato con superiore autorizzazione

sigillati con stemma gentilizio

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 43;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Revanale, 167

GEROLAMO GAY E C.

Provveditori di S. A. R. il DUCA DI GENOVA

Fabbricano tubi di piombo, così detti *senza fine*, di prima qualità e di qualunque diametro e spessore, mediante un loro meccanismo idraulico. Questi tubi, così fabbricati, riescono più compatti, e per ciò di maggiore durata di quelli fusi altrimenti, sia che servir debbano per la diramazione del gaz-luce, sia per condurre l'acqua delle fontane od altro.

I medesimi fabbricano pure ogni sorta di apparecchi per l'illuminazione a gaz, come lampade, lustri ed accessorii, e riparano i così detti *compteurs*; eseguiscono altresì qualsiasi diramazione, di cui guarentiscono la riuscita.

Tengono il loro laboratorio in via di Dora Grossa, num. 6, cortile della chiesa della SS. Trinità.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

www.interpretulturale.it

Lo Stabilimento Tipografico FONTANA *pubblicherà sabato prossimo*

IL DUE DICEMBRE

VERSI DI BARTHÉLEMY

tradotti in terza rima

DAL PROF. **P. B. SILORATA**

(Di pag. 24 in-8.°)

AVVISO

La fabbrica di Pietro Ropolo per lavori in ferro, lungo il viale di San Maurizio, in Torino, in seguito alla diminuzione dei dazi sui ferri, si trova in grado di fornire i seguenti articoli, di sua introduzione in questi Regii Stati, ai seguenti prezzi, cioè:

COPERTI di ferro scannellati con lastroni dei numeri 26 a 27, coloriti a doppia mano di biaca e messi in opera, a L. 5 50 cadun metro quadrato, a vece di L. 7;

Idem con lastre pure scannellate e galvanizzate, a L. 10 il metro quadrato, a vece di L. 12;

PORTE di ferro per botteghe, compreso il meccanismo per farle entrare a *coulisse* nella spessezza del muro, compite, a L. 70 cadun metro quadrato, a vece di L. 85;

TUBI e CANALI per grondaie di tetti, pure di ferro galvanizzato, di centimetri 10 di diametro, a L. 3, a vece di L. 3 25, e se di centimetri 8, a L. 2 75, a vece di L. 3.

GIUSEPPE OPERTI

SARTO IN CAMICIE DA UOMO

È giunto testè da Parigi con grande assortimento delle medesime, d'ultimo genere e in misura a gusto corpo. — Via di Porta Nuova, num. 16, primo piano.

AVVISO. Il DEPOSITO dei ferri di Savoia, esistente in via San Carlo, casa d'Austria, num. 5, è stato traslocato nella medesima casa, via della Provvidenza, num. 20.

PARIS — HOTEL VIOLET

faubourg Poissonnière, n. 36

Cet établissement, fondé depuis 25 ans, est situé au centre de la capitale, près des boulevards et des théâtres, se recommande par la bonne tenue et la modicité de ses prix. — Il est le rendez-vous des principaux négociants étrangers. — Il y a une table d'hôte.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

POMATA DI FIRENZE

DELLA FONDERIA DI SANTA MARIA NOVELLA

presso DAVICO *parrucchiere*,

via di Po, n. 10, accanto alla chiesa della SS. Annunziata

DA VENDERE IN AGLIÈ

con more a piacimento

CORPO di CASA civile e rustico, di buona costruzione ed in bella situazione.

Dirigersi al notaio coll. Albasio, via d'Italia, n. 7,

DA VENDERE

VIGNA signorilmente mobigliata, con cappella, casa rustica, tinaggio ed arredi necessarii, situata sui colli di Torino, regione Bertera, valle di S. Martino, sopra la chiesa di Santa Margarita, di ett. 10. 84 (g.te 29, 30) tra campi, prati, vigna e boschi.

Per le opportune notizie dirigersi dal sig. causidico coll. Cristin, casa della Città, corte detta del *Butirro*.

DA VENDERE

CASCINA di ettari 29, sul territorio di Leyni, con fabbricati civile e rustico, cappella e giardino;

CASA sul viale di S. Massimo;

VILLA di elegante forma, con giardino inglese, presso Moncalieri.

Rivolgersi per i relativi schiarimenti allo studio del notaio Operti, via di Dora Grossa, n. 23, terzo piano.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

CASINO di 15 stanze mobigliate, con scuderia, rimessa e giardino inglese, in situazione salubre, amena e dominante a due chilometri da Torino.

Altro **CASINO** di 9 stanze smobigliate, con cantina ed orto, a 5 chilom. da Torino, sullo stradale di Stupinigi

Recapito dal portinaio, via del Fieno, n. 3, in Torino.

DA AFFITTARE

pel primo luglio prossimo, via S. Filippo, num. 1,

GRANDE APPARTAMENTO

composto di 17 membri oltre la cucina, due cantine, scuderia e rimessa.

GUANO VERO DEL PERU'

di prima qualità, che da analisi chimica fatta eseguire risulta contenere più di 80 p. 0[0 di materie fertilizzanti.

Sementi Patate di Nuova-York, Maggienga, Pellagrà, Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

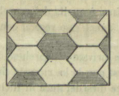
PAVIMENTI

a L. 4 e 5 al metro posto in opera

si per le case private che per pubblici Stabilimenti;

con guarentigia

Presso lo Stabilimento e Fabbrica di **Marmi artificiali** *in Torino, Dora Grossa, n. 41, rimpetto ai Bagni detti di S. Dalmazzo.*



Questo nuovo genere di pavimentazione, che in sè unisce la massima economia alla maggiore pulitezza e solidità, è destinato a surrogare vantaggiosamente i pavimenti comuni di mattoni, i quali quanto sieno incomodi per la loro polvere e cattivo aspetto non è d'uopo il dire.

MUTUO

Si cercano a mutuo da L. 30[m. a 40[m., mediante le più ampie cautele sovra beni stabili, situati nella provincia di Torino.

Dirigersi all'ufficio del causidico coll. Geninati.

CUOI CHIMICI *del sig.* **OULMAN**

I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d'ingrediente, dispensano dall'affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis*.

Dirigersi all'Albergo di Londra, già *Bonne Femme*

Deposito: *presso li signori Janetti padre e figli, via di Po, accanto al Caffè Fiorio, in Torino.*

VENDITA VOLONTARIA

Nel giorno di sabato, 13 marzo prossimo, alle ore 11 del mattino, in Torino e nello studio del notaio coll. infrascritto (vicolo di S. Maria di Piazza, n. 3, piano secondo), si procederà al deliberamento della vendita volontaria ai pubblici incanti del cospicuo corpo di casa, proprio delle nobili signore sorelle Tesio di Valloria, fu sig. conte Luigi, posto in questa città, via delle Quattro Pietre, porte nn. 16 e 18, in aumento del prezzo d'estimo di L. 270[m., e sotto le condizioni di cui nel relativo bando venale del 28 gennaio ultimo scorso.

Torino, il 7 febbraio 1852.

Perotti notaio coll.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano e num. 4, 6, o 10 membri, con terrazzo, al 4.° piano Via del Senato, num. 4.

NOTA

L'instromento 28 gennaio 1852, rogato Pezzani, a Voghera, col quale l'Enrico Vischi vendeva a Secondo Durio i fabbricati, con siti adiacenti, posti sulle fini di Torino, regione Valdocco, di are 164, coi numeri di mappa 253 e 262, 444 a 447, pel prezzo di L. 31,650; venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Torino il 20 febbraio 1852, vol. 366, cas. 180.

Torino, il 27 febbraio 1852.

Secondo Durio.

NOTA

L'ill.mo sig. giudice presso questo regio tribunale di prima cognizione, conte Nuvoli, con suo decreto 12 spirante mese, dichiarò aperta la graduatoria pella distribuzione del prezzo delle due pezze vendute dalla massa dei creditori della fallita del misuratore Emanuele Minelli, fornaciaio in Poirino, ai signori medico Giacomo Amaretti e fondachiere Giovanni Battista Arpino, per atti di deliberamento e riduzione in instrumento 5 gennaio e 13 maggio 1850, rogati Capello, mediante L. 7,120 l'una, e 7,800 l'altra, ingiungendo tutti gli aventi diritto a presentare, nei modi e termine dalla legge prescritti, i rispettivi loro titoli.

Torino, il 25 febbraio 1852.

Sticca sost. Richetti.

NOTA

Con atto passato alla segreteria del regio tribunale di prima cognizione di questa città il 10 scorso gennaio, la signora Giovanna Picco, vedova di Giorgio Tazzolio, deceduto in questa città il 6 detto mese, nella qualità di tutrice delli Margherita, Maddalena, Maria, Carolina, Giovanna e Vincenzo Tazzolio, suoi figli minori, dichiarò di accettare l'eredità del loro padre Giorgio Tazzolio predetto col beneficio dell'inventario, stato di fatti, ad instanza della medesima, già incominciato.

Torino, il 20 febbraio 1852.

Guglielmo Teppati notaio coll.

NOTA

All'udienza del tribunale di prima cognizione in Biella sedente, del 2 marzo prossimo, avrà luogo il primo incanto stato fissato con ordinanza dello stesso tribunale del 14 gennaio ultimo, degli stabili tutti posseduti dall'Amedeo Ceria, in territorio di Ternengo, e la cui subasta venne autorizzata con ordinanza 21 febbraio anno scorso, stata trascritta all'ufficio delle ipoteche.

L'incanto avrà luogo sulla base delle offerte ed alle condizioni apparenti dal bando redattosi dal signor segretario del tribunale.

NOTA

All'udienza del tribunale di prima cognizione di questa città, che sarà tenuta il mattino del 13 prossimo marzo, ed alle ore 10 avrà luogo l'unico incanto e definitivo deliberamento in odio delli Giovanni Andrea e preti Pietro e Carlo, fratelli Merla, degli stabili situati nel territorio di Rivara, sul prezzo d'aumento di sesto fattovi da Leone Gallo in L. 9,334, ed alle condizioni di cui nel relativo bando del 24 corrente, autentico Mussino, sostituito segretario.

Torino, il 26 febbraio 1852.

Oldana sost. Gandolfi proc. coll.

NOTA

All'udienza di questo tribunale di prima cognizione del 9 marzo prossimo, avrà luogo il secondo incanto e conseguente deliberamento di uno stabile posto in territorio di Dorzano, in odio dei minori Giovanni e Domenico Scaglia, di quel luogo, sulla base delle offerte ed alle condizioni apparenti dal bando del 16 ora scorso gennaio, redattosi dal sig. segretario del tribunale pel primo incanto infruttuosamente tentatosi.

Biella, il 14 febbraio 1852.

Dionisio sost. Dematteis caus. coll.

NOTA

Si fa noto che in esecuzione delle ordinanze profertesi dall'eccell.mo Magistrato d'appello di Torino, il 19 settembre ultimo scorso e 30 gennaio pure ultimo scorso, si procederà dal notaio Pagnone di Pancalieri, provincia di Pinerolo, delegato dal prelodato Magistrato alla vendita ai pubblici incanti, alli 8, 15 e 22 prossimo marzo, della cascina e fabbricato annesso detto la *Commenda*, situata per la massima parte sul territorio di detto luogo di Pancalieri, ed in proporzione su quello di Casalgrasso, del quantitativo di ettari 38, 25, 53, corrispondenti a giornate 100, tavole 39 e piedi 8, sul prezzo di L. 137,774, come dalla perizia del sig. Leggiardi, divisi detti beni in quattordici lotti, colle condizioni ed avvertenze apparenti dal bando venale del 12 febbraio 1852.

Pancalieri, il 25 febbraio 1852.

Not. Gio. Innocenzo Pagnone.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 27 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	per contanti: giorn. pr dopo bor.	per contanti: nella matt.	pel fine del mese corr.: giorn. pr dopo bor	pel fine del mese corr.: nella matt.	pel fine del mese prossimo: giorn. pr dopo bor.	pel fine del mese prossimo: nella matt
1819 5 0/0 god. 1 8.bre		90 75				
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 7.bre		90 75				
1849 » » 1 genn.		89 25				
1851 » » 1 dicem		15 40				
1834 *obbligaz.* 1 genn.		980				
1849 » 1 8.bre.						
1850 » 1 febbr.						
1844 5 0/0 *Savoia* 1 genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.				1730		
Banca di Savoia						
Città di 4 0/0 oltre lo inter. decor.						
Torino 5 50 0/0 1 gen.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen						
Società del Gaz (nuova						
Incendi a premio fisso 31 dicembre						
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio						
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	253 —	—	959	1/2 —
Genova sconto	4[p.	3/4	—	—
Francoforte S. M.	211 —		—	—
Lione	99 90		—	—
Londra	25 39	1/2	99 40	
Milano	—	—	25 50	
Parigi	99 90		99 40	
Torino sconto	4[p.	3/4	—	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 90 L.	90	93 —	90	96 —
— di Savoia	90	66 —	89	71 —
— di Genova	79	90 —	79	36 —
Sovrana nuova	35	05 —	35	19 —
— vecchia	34	83 —	34	91 —
EROSO misto				
Perdita	2	60	p.	3/10

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 25 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 105, 90, è salito a 106, 05, chiude a 105 95.

Il 3 0/0 resta a 65, 90.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 90.

Le azioni della Banca di Francia a 2555.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: **RIGOLETTO**, del M.ro Verdi — indi andrà in scena la nuova azione mimica in 8 quadri, **LA BELLA FANCIULLA DI GAND**, composta dal coreografo A. Cortesi. — Balletto *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il conte Monte-Cristo* (parte III. Moncerf).

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera — la *Norma*, musica del cav. Bellini. — Ballo in tre atti *Alice*.

D'ANGENNES Relâche.

GERBINO (ore 7 1/2) Domenica prima rappresentazione dell'opera: il *Furioso*. — balletti comici con Tom-pouce.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napoleone Colombino darà la sua prima rappresent. — *Quattro donne in una casa.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: *Il Templario*, — Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *I promessi sposi*. — Ballo *Il cuore delle donne*.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

Continuazione della STATISTICA DELLE QUATTRO LEGISLATURE del Parlamento Sardo pubblicata nei supplimenti della Gazzetta Piemontese del 15 luglio 1850, contenente le nuove elezioni ed altre variazioni occorse da detto giorno sino al 27 febbraio 1852, in cui venne chiusa la sessione parlamentare del 1851.

(Conformemente al già praticato, nell'elenco degli eletti si mantenne l'ordine alfabetico e non quello cronologico delle nomine)

N° progressivo della Statistica	N° d'ordine	NOME, COGNOME E CONDIZIONE DEGLI ELETTI	COLLEGI	DATA delle elezioni	RISULTATO delle votazioni					ANNOTAZIONI
					numero degli elettori	primo squittinio		secondo squittinio		
						votanti	voti	votanti	voti	
494	1	Agnes Matteo, consigliere nel magistrato di cassazione	Susa	14 dicembre 1851	641	362	244	»	»	In surrogazione di Bes dismessosi il 19 novembre 1851
495	2	Alberti Maurizio, colonnello nel corpo reale del genio	Sospello	idem id.	746	450	355	»	»	In surrogazione di Piccon dismessosi il 19 novembre 1851.
496	3	Arnulfo Giuseppe, causidico, poi intendente generale delle finanze	Andorno (Biella)	15 giugno id.	420	268	171	»	»	Dovette esser rieletto per la nomina ad intendente generale delle finanze il 19 maggio 1851. Estratto a sorte assieme a Jaillet (rimanendo un solo posto vacante per compire il numero degli impiegati), cessò ed ebbe una nuova nomina il 10 luglio 1851.
		Id.	Idem	20 luglio id.	420	253	190	»	»	
497	4	Bachet Francesco, negoziante	Annecy	19 gennaio 1852	585	159	65	221	117	In surrogazione di Guillet, la cui elezione venne annullata il 23 dicembre 1851, non avendo compiuti i tre anni richiesti per l'inamovibilità
498	5	Bellono Giorgio, sindaco della città di Torino	Ivrea	3 dicembre 1850	432	284	136	286	194	In surrogazione di Riva dismessosi l' 11 novembre 1850
499	6	Benso di Cavour conte Camillo, ministro	Torino I collegio	5 novembre 1850	586	196	190	164	159	Rieletto per essere stato nominato ministro del commercio e dell'agricoltura il 12 ottobre 1850
500	7	Benso di Cavour marchese Gustavo	Tempio	12 gennaio 1852	305	125	104	»	»	In surrogazione di Bartolomei promosso a colonnello il 10 dicem. 1852: elezione validata il 10 febbraio dopo inchiesta
501	8	Berti Domenico, professore	Savigliano	4 settembre 1851	529	285	151	284	166	In surrogazione di Derossi di Santa Rosa Pietro morto il 7 agosto 1851. Annullata la prima elezione il 14 novembre 1851 per difetto d'età
		Id.	Idem	15 dicembre id.	529	238	153	240	185	
502	9	Blanc Maurizio, negoziante	Ugine	18 idem id.	1162	330	120	317	175	In surrogazione di Devillette dismessosi il 21 novembre 1851
503	10	Bolasco Antonio, negoziante	Alghero II collegio	25 novembre 1850	352	57	24	78	50	In surrogazione di Garibaldi Carlino dismessosi il 5 novembre 1850
504	11	Casareto Michele, negoziante	Recco	4 gennaio 1852	596	114	112	123	76	In surrogazione di Bollo dismessosi il 10 dicembre 1851
505	12	Chiapetti Lorenzo, segretario d'Opere pie	Spezia	19 novembre 1850	371	167	83	136	103	In surrogazione di Ricci Giuseppe promosso. Annullata l'elezione il 9 dicembre 1850 per ineligibilità
506	13	Chiarle Giovanni, avvocato	Dogliani	25 idem id.	412	270	154	»	»	In surrogazione di Regis nominato senatore del Regno il 2 novembre 1850
507	14	Decandia Carlo, colonnello	Cagliari IV collegio	29 dicembre id.	463	74	31	80	41	In surrogazione di Scano, stato promosso in dicembre 1850
508	15	Deforesta Giovanni, avvocato	Nizza I collegio	10 idem id.	663	501	109	480	245	In surrogazione di Bunico dismessosi il 12 novembre 1850
		Idem. ministro di grazia e giustizia	»	3 agosto 1851	692	314	278	»	»	Rieletto, perchè nominato ministro il 7 luglio 1851
509	16	Delitala Salvatore, professore di matematica nell'università di Sassari	Sassari III collegio	15 idem 1850	415	25	6	54	28	Presumendosi vacante il collegio per la promozione del deputato Marongiu, veniva convocato e riusciva eletto Delitala. Elezione annullata, riconosciutasi l'erroneità del presupposto.
510	17	Farini Luigi, ministro della pubblica istruzione	Varazze	15 dicembre 1851	339	155	113	145	117	In surrogazione di Garbarini dismessosi il 22 novembre 1851
511	18	Ferracciu Nicolò, professore di legge nell'università di Sassari	Sassari II collegio	15 agosto 1850	415	37	17	72	18	In surrogazione di Cossu promosso nel suo impiego il 5 giugno 1850
512	19	Gallina Antonio, avvocato	Cortemiglia	25 gennaio 1852	254	151	98	»	»	In surrogazione d'Incisa Beccaria dismessosi il 31 dicembre 1851
513	20	Gerbino Carlo, intendente generale in ritiro	Alghero II collegio	4 idem id.	360	89	45	98	63	In surrogazione di Bolasco defunto il 28 novembre 1851
514	21	Crixoni Giuseppe Michele, maggiore in ritiro	Ozieri	19 gennaio 1851	362	114	90	102	94	In surrogazione di Pietri dismessosi il 13 dicembre 1851
515	22	Guglianetti Francesco, avvocato	Cicagna	25 idem 1852	68	38	19	29	20	In surrogazione di Pareto dismessosi il 21 dicembre 1851
516	23	Guillet Alessandro, presidente del tribunale di prima cognizione in St-Jean-de-Maurienne	Annecy	15 dicembre 1851	583	255	180	175	150	In surrogazione di Delivet dismessosi il 10 novembre 1851. Annullata l'elezione per difetto dei tre anni richiesti per l'inamovibilità.
517	24	Jaillet de St-Cergues Umberto, colonnello del 1° reggimento della brigata di Savoia	La Motte Servollex	15 giugno id.	419	254	167	»	»	In surrogazione di Mollard nominato consigliere nel magistrato d'appello di Chambéry il 16 maggio 1851
518	25	Lione Antonino, professore di legge nell'università di Torino	Costigliole	15 dicembre 1850	295	162	80	181	104	In surrogazione d'Asinari di San Marzano dismessosi il 14 novembre 1850
519	26	Melegari Luigi, professore di legge nell'università di Torino	Bosco	15 idem 1851	312	154	98	175	118	In surrogazione di Trotti dismessosi il 22 novembre 1851
520	27	Parent Eugenio Giuseppe, avvocato	Pont-Beauvoisin	24 novembre 1850	704	490	292	»	»	In surrogazione di Jacquemoud nominato senatore del Regno il 2 novembre 1850
521	28	Pareto marchese Lorenzo	Cicagna	15 dicembre 1851	68	44	25	46	24	In surrogazione di Moja dismessosi il 21 novembre 1851
522	29	Pinelli Pier Dionigi, segretario del gran magistero dell'Ordine mauriziano	Cuorgnè	15 agosto 1850	417	252	207	»	»	Sottoposto a rielezione per la nomina all'indicata carica il 19 luglio 1850.
523	30	Ricci Giuseppe L. colonnello nel corpo dello stato maggiore generale	Spezia	5 gennaio 1851	375	255	156	»	»	In surrogazione di Chiapetti dichiarato ineligibile il 9 dicembre 1850
524	31	Robecchi Giuseppe, ex parroco	Garlasco	15 giugno 1850	430	190	177	»	»	In surrogazione di Fagnani nominato ad impiego regio il 16 maggio 1851
525	32	Rocci Alessandro, maggiore nel corpo reale del genio	Felizzano	27 dicembre id.	397	227	98	221	136	In surrogazione di Novelli nominato il 18 novembre 1850 governatore del collegio delle provincie.
526	33	Saluuour (Gabalcone di) Roggiero, conte	Cuglieri II Coll.	3 marzo id.	584	39	38	55	55	In surrogazione di Spano la cui elezione fu annullata il 6 febbraio, perchè compiuto il numero degli impiegati
527	34	Saracco Giuseppe, avvocato	Acqui	5 ottobre 1851	339	210	127	»	»	In surrogazione di Bella promosso il 19 agosto 1851 nell'impiego
		Idem	»	15 dicembre id.	»	249	173	»	»	Annullata la prima elezione il 22 novembre 1851 per difetto d'età
528	35	Serra marchese Orso	Genova IV coll.	24 aprile 1851	487	191	74	262	135	In surrogazione di Cabella dismessosi il 26 marzo 1851
529	36	Spano Giovanni Battista, maggiore d'artiglieria	Cuglieri II coll.	27 gennaio id.	584	122	101	87	83	Annullata l'elezione il 6 febbraio per essere compiuto il numero degli impiegati
530	37	Stallo Andrea, banchiere	Genova VI collegio	15 dicembre id.	503	187	110	201	147	In surrogazione di Gavotti dismessosi il 19 novembre 1851
531	38	Sulis Francesco, professore di legge nell'università di Sassari	Sassari I collegio	25 gennaio 1852	541	191	100	»	»	Sottoposto a rielezione per la nomina a professore il 15 dicembre 1851. Annullata l'elezione il 10 febbraio perchè compiuto il numero degli impiegati
532	39	Zirio Antonio, avvocato	San Remo	4 gennaio 1852	309	194	57	242	143	In surrogazione di Roverizio dismessosi il 21 novembre 1851

Ufficio della presidenza per la sessione del 1851.

Presidente PINELLI — *Vice-Presidenti* DEMARCHI (1), BONCOMPAGNI

Segretari	*Questori*
AIRENTI — ARNULFO (2)	FRANCHI
CAVALLINI — FARINA PAOLO	VALVASSORI

(1) *Benso Gaspare venne nominato in luogo di Demarchi, che diede la sua dimissione.*
(2) *Brignone surrogò Arnulfo, stato nominato intendente generale delle finanze.*

Rimangono vacanti i Collegi II di Cagliari per la dimissione di Fois: I di Sassari per annullamento dell'elezione di Sulis: III id. per dimissione di Marongiu: di Pont per la morte di Destefanis: di Castelnovo d'Asti per la nomina di Boncompagni a consigliere di Stato.

Dismissioni	20
Decessi	3
Rielezioni	7
Annullazioni	7

www.internetculturale.it

Atti governativi riguardanti il Parlamento nazionale dopo il 15 luglio 1850 a tutto il febbraio 1852.

Ventinove decreti reali di convocazione di collegi (undici dei quali due volte) per la nomina dei loro rispettivi deputati.

Decreto reale del 2 novembre 1850 per la nomina di nove senatori del Regno.

Decreto reale del 18 stesso mese che chiuse la sessione 1850, e convocò quella del 1851 nel successivo giorno 23.

Decreto reale del 15 luglio 1851 che proroga la sessione a tutto il 18 novembre.

Decreto reale del 27 febbraio 1852, per la chiusura della sessione del 1851, e per la convocazione di quella del 1852 il 4 marzo.

Seguito delle deliberazioni della Camera relative alle elezioni.

Seduta 6 novembre 1850. L'aumento di stipendio senza contemporaneo avanzamento di grado non fa perdere la qualità di deputato.
14 id. e 22 novembre 1851. L'età di 30 anni richiesta per poter essere deputato, debbe essere compiuta al momento della elezione.
16 novembre 1850. Non si perde la qualità di deputato col passaggio ad una carica di grado e stipendio minori.
14 gennaio 1851. Nomina di una commissione con lo speciale mandato di accertare il numero dei deputati impiegati, ferme le decisioni già prese dalla Camera a questo riguardo.
3 febbraio id. Un impiegato della lista civile senza stipendio non debbe considerarsi come regio impiegato stipendiato.
4 idem. È valida l'elezione d'un impiegato che trovasi nel caso previsto dall'articolo 100 della legge elettorale, qualora nell'intervallo tra l'elezione e la validazione siasi reso vacante un posto di deputato impiegato.
23 dicembre 1851. Viene rigettata la proposta d'un'inchiesta sopra un'elezione, non riconoscendosi come sufficiente a provocarla una protesta di 5 elettori nella quale allegavasi essersi commesse alcune irregolarità nell'elezione.

Fasi delle IV Legislature.

I. Legislatura. Sessione aperta l'8 maggio 1848; prorogata il 1° agosto a tutto il 15 novembre. Sciolta la Camera il 30 dicembre.
II. » Sessione del 1849 aperta il 6 febbraio 1849. Scioglimento della Camera il 30 marzo successivo.
III. » Sessione aperta il 30 luglio stesso anno. Sciolta la Camera il 20 novembre.
IV. » Prima Sessione del 1850 aperta il 20 dicembre 1849; prorogata il 15 luglio a tutto il 4 novembre. Chiusa il 18 detto mese.
Seconda Sessione del 1851 aperta il 23 novembre 1850; prorogata il 16 luglio 1851 a tutto il 19 novembre. Chiusa il 27 febbraio 1852.
Terza Sessione del 1852: fissata l'apertura il 4 marzo.

Elenco alfabetico dei Senatori del regno nominati con decreto reale del 2 novembre 1850.

N.° progressivo della Statistica	N.° d'ordine	NOME COGNOME E QUALITA'	PATRIA
123	1	Baudi di Vesme cavaliere Carlo, membro della reale accademia delle scienze	Torino
124	2	Bermondi conte Carlo, avvocato generale presso il magistrato di cassazione	Nizza
125	3	Cantù Giovanni Lorenzo, professore di chimica, membro della reale accademia delle scienze	Carmagnola (Torino)
126	4	Cordero di Montezemolo marchese Massimo	Mondovì
127	5	Jacquemoud barone Giuseppe, consigliere di stato	Savoia
128	6	Lazari conte Fabrizio, luogotenente generale d'armata	Alessandria
129	7	Massa Saluzzo conte Leonzio, presidente di classe nel magistrato d'appello di Torino	Tortona
130	8	Pinelli conte Alessandro, presidente di classe nel magistrato d'appello di Torino	Torino
131	9	Regis conte Giovanni, consigliere di stato	Savigliano (Saluzzo)

Mutazioni avvenute.

Dimissioni.

Millet d'Arvillars marchese Federico, luogotenente generale d'armata, il 5 novembre 1850.
Pes di Villamarina marchese Emmanuele, ministro di stato, generale d'armata, il 26 novembre 1851.
Saluzzo di Monesiglio cavaliere Annibale, generale d'armata, il 21 giugno 1851.

Decessi.

Di Sales conte Paolo Francesco, ministro di stato, il 3 settembre 1850.
Saluzzo di Monesiglio conte Alessandro, ministro di stato ecc., il 10 agosto 1851.

Torino, il 27 febbraio 1852.

B. BERTINI, *Deputato del collegio di Barge.*

GAZZETTA PIEMONTESE

N 52 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

LUNEDI' 1mo MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	42	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza 10 febbraio 1852, a proposta del Ministro dell'Interno, ha nominato a cavalieri dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro

Il cav. avv. Filippo Rey, intendente della provincia d'Oneglia;
L'avv. Andrea Fabre, intendente della provincia d'Asti;
L'intendente avv. Giovanni Cesare Rebaudengo, capo di Divisione nel Ministero dell'Interno;
L'intendente avv. Gio. Battista Dupraz, capo di Divisione nel Ministero dell'Interno;
L'intendente Emiliano Aprati, capo di Divisione nel Ministero dell'Interno.

Ed a proposta dello stesso Ministro, in udienza 22 stesso mese, ha pur nominato a Cavaliere Soldati Roberto, uno dei vice-sindaci della città di Torino.

In udienza 22 febbraio 1852, a proposta del Ministro di Grazia e Giustizia, ha nominato a Commendatori dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro:

Penecini cav. Ferdinando, presidente di classe nel Magistrato d'appello di Genova;
Quaranta conte cav. Filippo, presidente d'appello, uditore generale di guerra;
Deferrari cav. Domenico, consigliere nel Magistrato di cassazione;
Costa della Torre conte e cav. Ignazio, consigliere nel Magistrato di cassazione;
Cotta cav. Francesco, avvocato fiscale generale presso il Magistrato d'appello di Genova.

Ed a Cavalieri dello stesso Ordine:

Mola di Larissé conte Domiziano, consigliere nel Magistrato d'appello di Piemonte;
Gromo-Losa di Ternengo cav. Maurizio, consigliere nel Magistrato d'appello di Piemonte;
Bouvier Gioachino, consigliere nel Magistrato d'appello di Savoia;
De-Viry cav. Carlo, consigliere nel Magistrato d'appello di Nizza;
Arnaldi cav. Gio. Battista, consigliere nel Magistrato d'appello di Genova;
Bussolino Virginio, sostituto avvocato generale presso il Magistrato di cassazione;
Alvigini Ambrogio, consigliere nel Magistrato d'appello di Casale.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato;
Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

È approvato il Bilancio generale passivo dello Stato per l'Esercizio mille ottocento cinquantadue nella somma complessiva di lire cento trentanove milioni, cento ottantacinque mila, quattrocento cinquantasei, centesimi ottantanove, ripartita in conformità della Tabella annessa alla presente Legge.

Spese — GENERALI.

Spese ordinarie.

Dotazioni.

1	Dotazione della Corona (legge 16 marzo 1850)	4,000,000 »
2	Dovario di S. M. la Regina Maria Teresa Francesca di Toscana, vedova del Magnanimo Re Carlo Alberto (legge 16 marzo 1850)	500,000 »
3	Appannaggio di S. A. R. il Principe Ferdinando Maria Duca di Genova (legge 7 aprile 1850)	300,000 »
4	Appannaggio di S. A. R. il Principe Eugenio di Savoia Carignano (Regie Patenti 12 luglio 1834 e 14 gennaio 1845)	200,000 »
5	Senato del Regno	70,000 »
6	Camera dei Deputati	135,670 »

Assegnazioni pel servizio del Debito Pubblico.

7	Debito Perpetuo (R. Editto 24 dicembre 1819)	2,214,940 08
8	Debito Redimibile (R. Editto suddetto)	2,367,722 98
9	Debito Redimibile (R. Editto 30 maggio 1851)	1,500,000 »
10	Debito Redimibile - Obbligazioni dello Stato (R. Editto 27 maggio 1854)	1,620,000 »
11	Debito Pubblico feudale in Sardegna (Regii Editti 21 agosto 1838, 15 febbraio 1841, e 27 maggio 1845)	670,170 77
12	Debito Redimibile in Sardegna (R. Editto 11 gennaio 1844)	230,000 »
13	Debito Redimibile (R. Editto 7 7bre 1848)	5,044,606 04
14	Debito Redimibile - Obbligazioni dello Stato (legge 26 marzo 1849)	7,194,120 »
15	Debito Redimibile (leggi 12, 16 giugno e 5 ottobre 1849, 12 luglio e 15 9bre 1850)	15,902,000 »
16	Debito Redimibile - Obbligazioni dello Stato (legge 9 luglio 1850)	1,080,000 »
17	Debito Redimibile (legge 26 giugno 1851)	9,500,000 »
18	Interessi dei Buoni del Tesoro autorizzati colla legge 26 giugno 1851	500,000 »

Debito vitalizio.

19	Pensioni religiose ed ecclesiastiche	211,188 72
20	Livelli monastici	250 »
21	Rendite Vitalizie	75,749 26
22	Pensioni antiche della Real Casa	125,508 10
23	Pensioni ed assegnamenti diversi della Real Casa (legge 16 marzo 1850)	198,070 »
24	Pensioni e sussidi per duodecesima prole	460,562 60
25	Pensioni, trattenimenti e sussidii progressivi ragguardanti ai diversi Dicasteri, ivi compresi quelle ai Militari ed agli Invalidi giubilati e loro vedove	6,630,505 »
26	Pensioni di riforma militare	220,590 88
27	Soprassoldo ai pensionari e riformati militari decorati dell'Ordine Militare di Savoia e di Medaglie d'oro e d'argento al valor militare	12,497 24

Annualità.

28	Annualità, censi e prestazioni	284,307 40

Ministero delle Finanze.

29	Personale	127,220 »
30	Spese d'ufficio	18,000 »

Controllo generale.

31	Personale dell'ufficio centrale	109,300 »
32	Spese d'ufficio dell'ufficio centrale	11,960 »
33	Personale degli uffici esterni	113,100 »
34	Spese d'ufficio degli uffici esterni	8,040 »

Amministrazione del Debito Pubblico.

35	Amministrazione del Debito Pubblico di Terraferma (Personale)	101,900 »
36	Amministrazione del Debito Pubblico di Terraferma (Spese d'ufficio)	10,000 »
37	Amministrazione del Debito Pubblico in Sardegna	5,100 »

Erario.

38	Ispezione generale dell'Erario (Personale)	85,720 »
39	Ispezione generale dell'Erario (Spese d'ufficio e fitto)	15,000 »
40	Trasporto fondi	16,500 »
41	Tesorerie (Personale e fitti)	217,600 »

Zecche.

	(MONETAZIONE, MEDAGLIE E MARCHIO) Spese comuni.	
42	Personale dell'ufficio centrale	52,040 »
43	Spese d'ufficio dell'ufficio centrale	4,000 »
44	Spese diverse	8,500 »

Monetazione.

45	Personale	13,200 »
46	Spese d'ufficio	2,000 »
47	Spese diverse	102,890 »

Medaglie.

48	Materiale	500 »

Marchio.

49	Personale	23,900 »
50	Spese d'ufficio	2,200 »
51	Spese diverse	2,815 »

Servizi diversi.

52	Commissariati governativi presso la Banca Nazionale	16,000 »
53	Malleverie dei contabili e funzionari pubblici	126,500 »
54	Stampa e pubblicazione degli Atti governativi e stampe di contabilità generale	75,000 »
54 *bis*	Stampa dei rendiconti delle Camere legislative	70,000 »
55	Sussidio alla Cassa delle pensioni di riposo, istituita colle R. Patenti 22 marzo 1824 e 24 gennaio 1828	208,218 59
56	Impiegati presso gli archivi della cessata Banca di S. Giorgio in Genova	4,050 »
57	Casuali	64,080 »

Spese straordinarie.

58	Catasto	146,017 73
59	Assegnamenti d'aspettativa	2,250 »
60	Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione	*sospesa*
61	Interessi di capitali dovuti dalle Finanze dello Stato	25,781 50
62	Perdita sulla fondita delle monete	2,000 »
63	Zecche (spese comuni) — spese diverse	5,000 »
64	Zecche (monetazione) — spese diverse	14,000 »
65	Zecche (medaglie) — materiale	2,600 »
65 *bis*	Amministrazione del Debito Pubblico di terraferma (spese d'ufficio per lavori straordinarii)	15,000 »
66	Casuali straordinari	150,000 »

Totale Spese ordinarie L. 48,586,662 68
Totale Spese straordinarie » 360,649 25

(Continua) Totale generale L. 48,947,311 91

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei deputati hanno adottato:
Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

È approvato il Bilancio attivo e passivo dell'Azienda del Monte di Riscatto per l'esercizio mille ottocento cinquantadue nella somma complessiva:

L'attivo di lire duecento trentasei mila, cento novantaquattro e sessant'otto centesimi; il passivo di lire duecento trentaquattro mila, duecento cinquantadue, centesimi sessant'otto, ripartita nel modo seguente:

ATTIVO

Categ.		
1.	Pensioni fisse	L. 18,755 31
» 2.	Prebende e benefizi vacanti	» 127,295 71
» 3.	Pensioni sui benefizi eccedenti il reddito di scudi mille	» 22,272 »
» 4.	Beni ex-gesuitici	» 10,654 20
» 5.	Dritti d'estinzione de' biglietti	» 51,413 46
» 6.	Rendite diverse	» 566 »
» 7.	Casuali	» 5,760 »

Totale attivo L. 236,194 68

PASSIVO

Categ.		
1.	Annualità al Debito pubblico	L. 122,412 »
» 2.	Stipendii agli Impiegati	» 8,649 20
» 3.	Spese d'ufficio	» 3,560 »
» 4.	Pensioni e Sussidii	» 4,632 »
» 4. *bis*.	Maggiori assegnamenti	» *Sospesa.*
» 5.	Pensioni di ritiro	» 960 »
» 6.	Pesi sui benefizi vacanti	» 41,420 »
» 7.	Pesi sui benefizi eccedenti il reddito di scudi mille	» 1,854 44
» 8.	Pesi sui beni ex-gesuitici	» 8,524 38
» 9.	Interessi di capitali	» 17,728 72
» 10.	Spese diverse	» 1,039 »
» 10. *bis*.	Spese straordinarie	» 9,000 »
» 11.	Casuali	» 1,000 »
» 12.	Estinzione di biglietti	» 16,672 94

Totale passivo L. 234,252 68

Il Ministro Segretario di Stato di Marina, Agricoltura e Commercio, Reggente il Ministero di Finanze, ed il Ministro per gli Affari Ecclesiastici, di Grazia e Giustizia sono incaricati dell'esecuzione della presente Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserta nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino, addì 22 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

BENIAMINO FRANKLIN

(Continuazione Vedi num. 51).

Alcune famiglie di puritani sul finire del secolo decimosettimo lasciarono l'Inghilterra e fuggirono in America per poter liberamente esercitare le loro pratiche religiose. Fra questi emigrati si annoverò un fervoroso puritano del Northamptonshire chiamato Giosia Franklin che seco condusse la sua famiglia povera e laboriosa. Questa famiglia da lunga pezza professava la religione presbiteriana, ed al dire dello Chasles, soleva tenere la bibbia vietata rinchiusa in una vecchia scranna di velluto: venuta la sera, uno dei fanciulli era posto in vedetta alla porta dell'abituro: il padre collocava la scranna sulle sue ginocchia ne sollevava il coperchio, vi apriva la bibbia e leggevala senza muoverla dal nascondiglio. Se la vedetta annunziava la venuta dell'apparitore ecclesiastico incaricato di denunziare quella specie di delitti, il coperchio veniva tosto rimesso, la scranna riposta a terra, e ciascuno ripigliava il lavoro sicchè l'apparitore nulla scoprisse. Giosia Franklin, uno dei figli di questa schiatta, se n'andò dunque nella nuova Inghilterra a Boston a fabbricarvi sapone e candele. Ebbe diciassette figli: il decimoquinto de'quali, nato nel 1706, fu Beniamino Franklin.

Imparata dai genitori la necessità del lavoro e l'importanza del tempo, il giovinetto Franklin, tuttochè dotato di arditezza inquieta e di robusta complessione, seppe di buon'ora avvezzarsi a frenare le sue inclinazioni al solazzo, ed i suoi trasporti tanto di letizia che di collera. Egli stesso nelle sue memorie racconta l'aneddoto seguente:

Un giorno di festa egli si trovò avere qualche moneta in saccoccia, e deliberò di comperare qualche giocattolo. Girando per Boston s'imbattè in un fanciullo che aveva un fischietto dal quale traeva suoni vivaci ed acutissimi. Subito offerse tutto ciò che teneva in iscarsella per acquistare quel fischietto onde aveva tanto desiderio. Il negozio fu conchiuso, e divenuto possessore del fischietto ritornò a casa fischiando si forte da stordirne tutta la famiglia. I suoi fratelli e sorelle lo richiesero quanto avesse pagato quell'incomodo strumento, ed egli rispose aver dato tutto quanto aveva di danaro. Allora tutti gli si posero intorno dicendo che il fischietto valeva dieci volte meno quel prezzo, ed enumerarono maliziosamente tutti i begli oggetti che avrebbe potuto procurarsi colla spesa così gittata. Ed egli si fe'tutto pensoso, ed il dispiacere che ne sentì dissipò tutto il piacere che aveva prima provato. E da questo piccolo avvenimento trasse occasione più tardi a credere che la maggior parte dei mali della specie umana provengono dalla falsa stima che si fa del valore delle cose.

Le prime sue applicazioni furono rivolte alla manifattura di candele, e passò due anni a preparar moccoli ed a versar sego. Ma presto la sua imaginazione non potè più essere costretta in così umili confini. Una volontà fervente di sapere, di vedere, e di operare lo pungeva internamente, e nelle ore di ricreazione o errava meditabondo sulle spiagge del mare, ovvero curiosamente s'aggirava nelle varie officine di vetraio, di tornitore, di falegname: ad ogni visita egli apprendeva qualche cosa di nuovo. Suo padre avrebbe voluto collocarlo in una bottega di coltellinaio; ma troppa essendo la spesa richiesta, il progetto andò a vuoto.

Il fanciullo diessi alla lettura: trovato un alimento che gli procurava infinito sapore ebbe in breve tempo tutta consumata la meschina suppellettile offerta dalla biblioteca di suo padre, tutta composta di libri ascetici e teologici.

Nel discorrere de'varii mestieri ai quali doveva esser destinato si scoprì che la più decisa vocazione del giovinetto era di divenire stampatore.

Giungeva appunto un suo fratello maggiore, avviato a quella professione, dall'Inghilterra, di dove recava macchine e caratteri di stamperia, e Beniamino fu affidato alle cure di suo fratello Giacomo. Fu patto che questo mantenesse quello per ott'anni, e che al nono l'apprendista avrebbe cominciato a ricevere salario. Beniamino nell'occuparsi dell'arte sua aprì gli occhi; e intravide l'immenso orizzonte tutto nuovo per lui della scienza: parte della notte destinava allo studio de'pochi libri grammaticali e filosofici che gli capitavano, non che dell'aritmetica, della geometria. Il tempo ed il danaro venendogli meno al desiderio d'imparare, si propose di metter da parte qualche risparmio sui piccioli proventi avventiticci o regali di famiglia per acquistar libri; e per raddoppiar di salute, avendo un giorno sperimentato che il ventricolo pieno di cibi succulenti impaccia il cervello nelle sue funzioni, decise di imporsi una regola di sobrietà, di finir il pasto con appetito, e di non far uso che di cibi vegetali; quest'ultima determinazione non durò a lungo.

I libri dei quali serbò sempre ricordo, siccome quelli che determinarono i primi lo sviluppo delle sue facoltà intellettive, furono il *Saggio di* Locke *sull'intelligenza*, lo *Spettator* dell'Addison, e i *Fatti memorabili di Socrate* di Zenofonte, ai quali giova aggiungere un Plutarco che aveva quasi a memoria, ed una traduzione inglese delle celebri lettere di Pascal. La lettura, a sua insaputa, lo attirò verso lo scetticismo ed il razionalismo: per qualche tempo, dice il Mignet, rimase senza credere alla rivelazione cristiana, e senza essere bastevolmente in chiaro della rivelazione naturale, e si lasciò allettare dalle seducenti novelle teorie che colà pervenivano d'Europa.

(Continua) G. TORELLI.

www.internetculturale.it

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 29 *febbraio*.

AMMINISTRAZIONE DEL DEBITO PUBBLICO
ne' Regii Stati di Terraferma.

Stato delle rendite del Debito Redimibile, creato col R. Editto 30 maggio 1851, comprese nell'estrazione a sorte seguita il 28 febbraio 1852, il rimborso del cui capitale integrale avrà luogo a cominciare dal 1° luglio 1852.

Numero d'Iscrizione	RENDITA		Numero d'Iscrizione	RENDITA	
Nominative					
1583	10		16212	95	
2564	10		16481	41	25
2426	10		16533	55	
4122	10				
8541	75		al portatore		
9227	125				
11208	500				
11355	200		679	10	
11418	50		2759	20	
12910	17		3627	100	
13512	25		3712	15	50
13912	7	84	4753	20	
13996	100		7946	44	44
14143	30		8658	500	
14563	50		9754	50	
14657	22	22	11352	250	
14736	28		11442	250	
15173	30		13468	123	75
15280	50		13998	200	

(*) Quest'iscrizione è della rendita di L. 115, ma essendo l'ultima estratta trovasi compresa per una sola concorrente rendita di L. 7 84, necessaria a compiere la somma determinata al rimborso integrale nella presente estrazione.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE
Stabilita alla Sede Centrale di Genova
la sera del 25 febbraio 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9580685	36
id. id. in Torino	»	5795995	57
Numerario in via per Torino	»		»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	14410956	61
id. id. in Torino	»	16818149	25
Fondi pubblici della Banca	»	562147	50
R. Finanze c. mutuo	»		»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	933335	34
Tratte della sede di Torino del 24 corr.	»	50019	59
Spese diverse	»	267526	77
Fondi pubbl. cogli interessi	»		»
Corrispondenti della Banca (sbil.° de'conti)	»	197475	77
Debitori diversi	»	20751	24
	L.	47914983	22

Passivo.

Capitale	L.	8000000	»
Biglietti in circolazione.			
per operazioni ordinarie	»	31449700	»
per mutuo alle Regie Finanze	»		»
Fondo di riserva	»	555999	98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»		»
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	39970	59
id. id. in Torino	»	71795	08
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	90376	98
id. id. in Torino	»	118611	08
Conti correnti disponibile in Genova	»	345772	90
id. id. in Torino	»	1049056	27
Non disponibile	»	98846	65
R. Erario conto corr.	»	5647940	96
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	47404	50
della sede di Torino su quella di Genova del 24 corr.	»	45109	95
Dividendi arretrati	»	40650	50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250	»
Rimb. della sede di Torino del 27 corr.	»	15000	»
	L.	47914983	22

ACCADEMIA REALE DELLE SCIENZE.

Nell'adunanza della classe di scienze morali storiche e filologiche della Reale Accademia, tenuta addì 26 di febbraio 1852, l'accademico segretario incominciò la lettura di un suo scritto intitolata: *Del ponderario e delle antiche lapidi Eporediesi*.

Si indica dall'autore come il sito, ove venne poscia costituita la città d'Ivrea, fosse uno dei più importanti, perchè posto alla imboccatura di quella lunga vallata che, a cominciare dalle Alpi Graie e Pennine, si protende sino alla pianura ove scorre il Po. Che al tempo tuttavolta in cui Annibale, superate le Alpi Pennine, sboccava orgoglioso, al dir di Polibio, *pei campi Circompadani, ed ai confini degli Insubri*, doveva essere poca *cosa*, se non venne dallo storico menzionata, e non si conosce del resto ch'avesse tentato d'impedire il transito al Cartaginese. Che dagli oculati romani soltanto, dopo conquistata la Gallia nostra Cisalpina, se ne conobbe l'importanza, e la costituirono come un baluardo, onde fosse chiuso il passo ai popoli transalpini che per questa via tentassero di aprirsi un passaggio in Italia, ed a tenere in freno si pure i sedizioni e tumultuanti Salassi. Ne ciò solo, che sotto il sesto Consolato di Mario e di Valerio Flacco vi deliussero una Colonia. Dicendosi nel testo di Velleio Paterculo, che ne conservò la notizia, come la Colonia d'Ivrea erasi dedotta nei Vagenni, *in Vagennis Eporedia*, dà luogo all'autore di discutere questo punto di geografia storica, e la vedere che dalla sola corruzione del testo Velleiano potevasi credere derivato l'errore di situare Ivrea nei Vagenni; essendo noto come questi occupassero quelle parti del nostro Piemonte, le quali sono alla destra ed alla sinistra del fiume Tanaro, la cui capitale fu quella città la quale venne poscia detta *Julia Augusta Vagiennorum*. Che invano dai nostri scrittori, che quel testo pose alla croce, si cercò di prendere un termine medio, onde salvare la scienza geografica del Patercuio, col darsi a credere che il *Vagennis* fosse colà posto ad indicare che contemporaneamente alla Colonia d'Ivrea dedottasi l'anno di Roma 654, altra pure se ne fosse costituita *in Vagennis*. Questo temperamento venne ammesso dal Vernazza ne' suoi articoli del *Dizionario geografico portatile*, stampato dal Galeazzi, ma non essendo desso sostenuto che dal corrottissimo testo di Velleio, non si può dal medesimo testo trarre veruna storica deduzione; nè crede poi che la città di Bene, l'*Augusta Bagiennorum*, in quel tempo, fosse di tale entità da meritare o demeritare che vi fosse dedotta una Colonia; venne questa il bene e posteriormente annoverata, al dir del Borghesi, tra quelle venti otto che da Augusto furono costituite in Italia sotto il nome di *Juliae Augustae*.

L'accademico segretario,
GAZZERA.

Nella relazione dei fatti recentemente accaduti in Cagliari pubblicata nel n. 516 della *Croce di Savoia*, fra altri particolari di cui non occorre per ora notare le molte inesattezze, si legge che i comandanti del reggimento Casale e dei Bersaglieri rifiutavansi di aderire alla richiesta dell'autorità politica. Siffatto rifiuto non avvenne, e non poteva avvenire poichè quei corpi non furono nè richiesti, nè comandati.

STATO ROMANO

ROMA, 24 *febbraio*. Si legge nel *Giornale di Roma*: Il cardinale Castracane degli Antelminelli morì il 22 febbraio in Roma.

— Le LL. EE. il sig. ambasciatore e la signora ambasciatrice di Francia ieri sera diedero una magnifica festa. Novecento furono gl'invitati fra' primari e più ragguardevoli romani e stranieri, e specialmente tra' francesi.

— Eugenio Scribe è partito da Roma per Napoli.

DUE SICILIE

Scrivono da Napoli in data del 22 corrente al *Monitore Toscano*:

« Il cav. Barrot inviato straordinario e ministro plenipotenziario di Francia, avendo avuto l'incarico di rimettere, in nome del principe presidente, a S. A. R. il duca di Calabria, le insegne di Gran Croce dell'Ordine della Legion d'Onore, ed avendo ottenuta immediatamente un'udienza particolare da S. M. il re, ebbe l'onore di porre al collo dell'augusto principe ereditario il cordone dell'Ordine medesimo; dopo di avergli adattata in petto la placca, e, terminata l'udienza, S. M. il re si compiaceva inviare al predetto diplomatico le insegne di Gran Cordone del suo real Ordine di San Gennaro, ed all'addetto alla legazione signor de Rayneval quelle di cav. dell'Ordine di S. Ferdinando, e del Merito delle Due Sicilie. »

SVIZZERA

TICINO. *Leggesi nella Gazzetta Ticinese*: Avendo pubblicata la lettera di S. E. reverendissima l'arcivescovo di Milano colla quale annunciava al nostro governo la sua risoluzione di non riaprire il seminario di Poleggio ove si insistesse nell'obbligo di voler sottoposti gli allievi agli esercizi militari, ora che giugne a nostra cognizione la risposta fattavi dal lodevole Consiglio di Stato il 25 gennaio p. p., crediamo doverla riferire:

« Eccellenza reverendissima!

« V. E. R.ma avendoci con suo foglio 28 ottobre p. p. dichiarata l'invariabile sua risoluzione di non ammettere gli esercizi militari nell'istituto ginnasiale di Pollegio, non ci restava, a seconda delle antecedenti nostre comunicazioni, se non che di procedere noi stessi alle provvidenze necessarie onde l'istituto non avesse a rimaner chiuso.

«Abbiamo quindi dato opera alla nomina del rettore e dei professori e l'apertura avveniva il 15 corrente.

« Non abbiamo trovato opportuno di nuovamente consultare il Gran Consiglio perchè la sua volontà si è spiegata in modo indubbio dopo solenne discussione pubblica; non il Consiglio federale perchè secondo la costituzione svizzera l'istruzione pubblica è del dominio dei cantoni.

« Perchè poi facessimo simili pratiche converrebbe prima di tutto che le nostre convinzioni si fossero modificate, il che assolutamente non è.

« Circa le complicazioni che questo affare può trar seco, le giuridiche verranno giudicate dai tribunali; le politiche sono sciolte già dal Gran Consiglio; le internazionali non sappiamo sopra quale giusto fondamento petrebbero insorgere.

« Se l'arcivescovo di Milano esercita giurisdizione nella Svizzera egli è unicamente come dignitario ecclesiastico, astrazione anzi fatta dai vincoli che lo legassero a questa o a quella potenza temporale.

« Egli è spiritualmente ugualmente indipendente dai governi che reggono le diverse parti della sua diocesi, come sotto altri rispetti ne è ugualmente dipendente.

« Non potrebbe il governo che ha dominio in Lombardia con maggior ragione intromettersi in una controversia tra l'arcivescovo ed il governo svizzero, di quello che il potesse il governo svizzero in una controversia tra l'arcivescovo e il governo austriaco.

« Non potremmo quindi nemmeno da questo lato avere alcuna fondata apprensione.

« Tornando all'istituto, il fatto della di lui riapertura per opera nostra fa cadere ogni altra ingerenza e quindi è appena necessario il dichiarare che non potremmo riconoscere nè il signor Bertoglio nè il sig. Ferrario in qualità di rettore o vice-rettore od in altra qualsiasi qualità relativa. Lecito a loro il richiamare presso il nostro amministratore le cose di spettanza personale o del vicariato.

« Riceva, V. E. R., anche in questa occasione, l'espressione della solita nostra stima e considerazione.»

FRANCIA

PARIGI, 26 *febbraio*. Un decreto inserito nel *Moniteur* d'oggi, considerando che i reati di stampa e di parola sono attualmente della competenza dei tribunali correzionali; considerando inoltre che sarebbe una vera anomalia il lasciare alle corti di assise la cognizione di alcuni altri delitti analoghi, assoggetta alla giurisdizione correzionale tutti i reati politici senza eccezione, i delitti d'affissione, di assembramenti, di *club* e di società segrete, e finalmente i delitti risguardanti le elezioni.

Il decreto istesso dispone che i tribunali correzionali giudicheranno pure degli affari attualmente pendenti e anteriori alla sua promulgazione.

Un altro decreto ristabilisce il lavoro nelle carceri, stipulando che i prodotti di questo lavoro saranno, per quanto è possibile, applicati al consumo delle amministrazioni pubbliche.

— La *Patrie* annunzia che il deposito delle professioni di fede dei rappresentanti soggetti ai decreti di esilio non è stato ammesso dall'*Ufficio della Libreria*. Pare che questa determinazione si applichi non meno alle candidature dei rappresentanti che furono momentaneamente allontanati dalla Francia.

— Leggesi nella *Presse*: Si assicura che il signor James di Rothschild ha ricevuto di nuovo, dopo il 2 dicembre, le lettere che lo accreditano presso il governo francese nella qualità di console generale d'Austria.

— Il signor Adolfo Le Roy di Saint-Arnaud, figlio unico del ministro della guerra, soldato volontario nel primo reggimento di Usseri dal novembre 1851, è testè mancato di vita, in età di 19 anni. Una malattia lunga e dolorosa lo tolse alle speranze che la fortuna e le sue splendide qualità gli avevano poste dinanzi. Tutti i cuori, dice il *Moniteur de l'armée*, parteciperanno al dolore del padre e del ministro, e al vivo rammarico degli amici di cui il giovane soldato aveva già saputo acquistarsi la simpatia.

— Una circolare è stata indirizzata dal ministro dell'interno ai *maires* delle varie città affinchè essi abbiano a far la dichiarazione degli oggetti che appartennero agli antichi re di Francia, e che sono ne'musei o negli edifizii pubblici. Questi oggetti dovranno essere inviati a Parigi, e saranno posti nel museo recentemente istituito.

— Oltre monsignor Donnet, arcivescovo di Bordeaux, dicesi che il papa innalzerà in breve al cardinalato monsignor Delacroix, arcivescovo di Auch. Il clero francese pertanto sarebbe presso ad annoverare nel suo seno più cardinali di quello che abbia mai posseduto sotto la ristaurazione e sotto il governo del 1830.

— Si assicura che il signor Guinard, condannato dall'alta corte di Versailles, dopo l'insurrezione di giugno, è stato graziato dal presidente della repubblica.

— Leggiamo nel *Journal des Débats*:

Si annunzia che il barone Burignot di Varennes, ex-ministro plenipotenziario in Portogallo, è nominato ministro plenipotenziario a Berlino, in surrogazione al signor Lefevre, chiamato al Consiglio di Stato.

La legazione di Weimar, soppressa nel 1848, è, dicesi, ristabilita; sarebbe nominato a questa carica il barone di Talleyrand, attualmente segretario di legazione a Pietroburgo.

— La Banca si è accorta che nelle spedizioni di denaro contante che le giungono, trovansi in numero piuttosto grande monete da 5 fr. *incamiciate*, di tutti i millesimi: vuote nell'interno, sono riempiute con una composizione metallica; all'esterno esse rimangono perfettamente intatte. Questa operazione in generale toglie alla moneta i quattro quinti del valore. Dopo questa scoperta la Banca si è astretta a verificare il contenuto dei sacchi.

— Il 50 ed il 60 di fanteria di linea sono presso ad imbarcarsi per l'Africa, ove sottentreranno al 9° di linea ed all'8° leggiero che tornano in Francia.

PAESI BASSI

AIA, 24 *febbraio*. Scrivono all'*Indépendance Belge*:

La seconda Camera ha votato ogni il progetto di legge relativo alla costruzione delle linee telegrafiche destinate a porre il paese in rapporto diretto col Belgio, colla Prussia e coll'Annover.

Le linee telegrafiche, le quali dovranno collegarsi colla rete belgica, devieranno. Il primo ramo si dirigerà dall'Aia su Rotterdam, Dordrecht e Breda, e di là sopra Anversa. La seconda avrà la direzione seguente: Aia, Arnhem, Nimega, Venloo, Maestricht e Liegi. In tutto la linea sarà della lunghezza di 1158 miglia. Il ministro dell'interno dichiarò che la maggior parte dei lavori sarà terminata in quest'anno: si comincierà da quella che ci porrà in rapporto col Belgio.

PORTOGALLO

Una corrispondenza dell'*Heraldo* di Madrid da Lisbona in data del 16 febbraio, annunzia che il conte di Thomar, ex-presidente del consiglio dei ministri di S. M. I., arrivò la sera del giorno suddetto a quella capitale. Egli era a bordo del piroscafo *Madrid*, proveniente d'Inghilterra.

INGHILTERRA

LONDRA, 25 *febbraio*. La nomina del marchese di Salisbury alle funzioni di lord del sigillo privato, è officiale. Per completare il gabinetto di lord Derby, non resta più che la nomina del cancelliere del ducato di Lancastre. Questo posto era stato offerto a sir J. Y. Buller che non l'ha accettato.

I giornali di Londra del 25 recano le seguenti nomine nell'alta amministrazione:

Gran-mastro dell'artiglieria, lord Hardinge;

Lords dell'ammiragliato, i contr'ammiragli Hornby e Hyde-Parker, il commodoro Th. Herbert, e il capitano Milne;

Lords della Tesoreria, il marchese di Chandos e il signor Bateson;

Segretario del dicastero del controllo, il sig. H. Baillie;

Sotto-segretario di Stato dell'Interno, sir W. Joliffe;

Sotto-segretario di Stato delle colonie, lord Desart;

Capo dell'amministrazione della legge dei poveri, sir John Trollope.

Le funzioni di segretario del dicastero del commercio erano state offerte al sig. Young, il quale non le ha accettate.

— Nomine nella casa della regina:

Gran-mastro della scuderia, lord Jersey;

Gentiluomo d'armi, lord Sandwich;

Tesoriere generale, il colonnello Forester;

Controllore, lord Ossulston;

Capitano dei yeomen della guardia, lord di Ros;

Lord ciambellano, il duca di Montrose;

Lord intendente, il marchese di Exeter;

Vice-ciambellano, il marchese di Worcester;

Gentiluomini d'onore e scudieri d'onore: il conte di Morton, i lords Byron, Galway, Shannon, Crafton, Polwarth, Hawarden, Canterbury, Templemore e Verulam.

— Una riunione dei membri dell'antica lega dei cereali fu tenuta il 25 a Londra a fine di protestare contro il nuovo gabinetto. Un'altra riunione consimile fu tenuta il 24 a Manchester.

— La *Gazz. di Londra* annunzia la nomina del sig. Ch. Magenis, ministro plenipotenziario in Isvizzera, alle stesse funzioni presso il re di Würtemberg, e quella del sig. Buchanan, segretario della legazione britannica a Pietroburgo al posto di ministro plenipotenziario in Isvizzera. Lo stesso annunzia che il sig. Paget è nominato segretario della legazione britannica a Atene.

— Si legge nel *Morning-Post*:

Ieri (24) la contessa Walewski ha dato la sua terza veglia nel palazzo dell'ambasciata di Francia. V'intervennero i principali membri del corpo diplomatico e molti personaggi dell'alta aristocrazia. Il duca di Wellington vi si recò un po' prima delle 11. Il visconte e la viscontessa Palmerston, accompagnati dalla contessa di Shaftesbury arrivarono alle undici. Il conte di Malmesbury ed il conte Granville erano del numero degl'invitati.

— Si legge nel *Times*:

La cifra dei decessi a Londra, nella settimana scorsa, ammontò a 1072; 102 di più della settimana precedente. Nel corso della settimana scorsa si registrò a Londra la nascita di 765 maschi e 824 dell'altro sesso: 1589 in tutto.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi si mantengono fermi. Consolidati a contanti e per conto 97 1/8 1/4: 3 0/0 rid. 98.

ALEMAGNA

FRANCOFORTE, 25 *febbraio*. Leggesi nella *Gazz. delle Poste*: La *Gazz. di Carlsruhe* annunciò che la questione della flotta tedesca era stata risolta dalla Dieta germanica nella seduta del 20 corrente. Questa notizia è inesatta. La Dieta germanica non tenne seduta il 20 corrente. La questione della flotta tedesca non è ancora sciolta: però lo scioglimento della medesima non si farà lungamente attendere.

AUSTRIA. Scrivono da Vienna alla *Gazzetta di Prussia* in data 21 febbraio:

Il ministro plenipotenziario di S. M. il re dei belgi, principe di Ligne, è stato ricevuto ieri in udienza particolare da S. M. l'imperatore. Il sig. David, inviato straordinario di Francia, è stato ricevuto in udienza dal principe di Schwarzenberg, il quale promise che il governo imperiale è disposto ad aderire alla convenzione internazionale progettata dal congresso sanitario, qualora vengano modificati alcuni paragrafi apposti alla legislazione austriaca circa il sistema quarantenario.

— La *Gazzetta di Vienna* pubblica il decreto imperiale con cui la leva militare si estende anche alle città di Trieste, Fiume, Buccari ed ai loro territorii urbani.

PRUSSIA. *Berlino*, 25 *febbraio*. La prima Camera ha cominciato oggi la discussione dei progetti di legge presentati dal governo per istituire la nuova organizzazione comunale. Siccome alcune modificazioni di quel progetto tendono a modificare la costituzione, parecchi deputati della sinistra presentarono una mozione tendente a ritardare l'esame del nuovo ordinamento comunale fino a tanto che fossero legalmente e costituzionalmente

riveduti gli articoli della legge fondamentale che la nuova organizzazione tende a modificare.

Ma quella mozione fu rigettata da 104 voti contro 45. La Camera in seguito adottò una proposta intesa ad intraprendere l'esame della legge comunale, riserbandosi di decidere, dopo la discussione quegli articoli che modificano la costituzione, e se debbano adottarsi.

Nella stessa tornata il sig. Klee propose nientemeno che la soppressione della libertà di coscienza, guarentita dalla costituzione. Secondo la sua mozione potrebbero ammettersi ai pubblici impieghi coloro soltanto che professassero uno fra i culti riconosciuti.

Alla seconda Camera il governo presentò la convenzione addizionale fra il Belgio e lo Zollverein. Il presidente dichiarò prive di fondamento tutte le voci che si spargevano relativamente alla prorogazione delle Camere.

— Leggesi nella *Nuova Gazzetta di Prussia*, in data del 23:

Questa mattina i ministri si sono radunati in consiglio sotto la presidenza del re, nel palazzo reale. La nuova composizione della prima Camera fu l'oggetto delle deliberazioni. Si assicura che il re farà comunicare alle Camere un messaggio a questo riguardo. Il giorno della convocazione del congresso doganale non è ancora stabilito definitivamente: però si dice che sarà il 20 marzo.

Wurtemberg. *Stoccarda*, 23 *febbraio*. Fu pubblicata la relazione della commissione della Camera de' deputati, relativamente al rescritto del governo in ordine all'abolizione dei diritti fondamentali; eccone le conclusioni: « Piaccia alla Camera, a fine di guarentire lo stato legale esistente nel Würtemberg relativamente ai diritti fondamentali, affermare di bel nuovo che i medesimi hanno forza di legge pel Würtemberg e non possono abolirsi o modificarsi fuorchè in virtù di una revoca operata conformemente alla costituzione. »

Il sig. Schoder propose il seguente emendamento: « Considerando che i diritti fondamentali furono posti in vigore nel Würtemberg e come legge dell'impero e come legge del paese; considerando che i governi tedeschi non avevano da se soli il diritto di ricostituire la dieta abolita secondo tutte le forme di diritto, e che, anche nel caso in cui la dieta avesse potuto restaurarsi legalmente, l'assemblea federale non aveva il diritto di decidere esclusivamente intorno ai diritti generali dei tedeschi; che perciò la risoluzione dei rappresentanti dei governi tedeschi, radunati in Francoforte, colla quale si abolirono i diritti fondamentali, è priva d'ogni base legale: la Camera dei deputati dichiara che la risoluzione dei suddetti rappresentanti dei governi tedeschi, in data 23 agosto 1851, e le ordinanze del 5 ottobre 1851 non sono legalmente obbligatorie; protesta solennemente contro l'atto di violenza illegale costituita da quelle disposizioni, e mantiene in vigore i diritti fondamentali. »

Granducato di Baden. *Carlsruhe*, 24 *febbraio*. La *Gazzetta di Carlsruhe* pubblica il seguente rescritto di S. A. R. il granduca:

« Non potendo noi, per cagione di lunga malattia, ricevere i rapporti dei ministri, noi giudicammo a proposito di affidare quest'officio fino a nuovo ordine al nostro diletto figlio il principe Federigo. Egli, conformemente alle nostre intenzioni, dovrà chiederci il nostro parere e farlo conoscere, se farà d'uopo. Nello stesso tempo noi accordiamo al nostro diletto figlio il potere di firmare le leggi, ordinanze e risoluzioni in nome nostro. Gli atti da lui firmati, e controfirmati dai capi responsabili dei ministeri rispettivi, avranno la stessa forza ed efficacia come fossero stati firmati da noi. — Carlsruhe, 21 febbraio 1852. »

Granducato di Oldenburgo. È noto il progetto di costituzione che il governo oldenburghese ha presentato alla Camera del paese. Le tre Diete provinciali verrebbero surrogate da una sola Dieta o Camera generale. Vi sarebbe soltanto un consiglio provinciale pel principato di Birkenfeld colle sue dipendenze. La Dieta si comporrà di un membro del ministero, nominato dal granduca e di 57 deputati, di cui 18 si deggeranno dai comuni rurali, 10 dai comuni urbani, e 9 da parecchie categorie di pubblici funzionari sì di chiesa che dell'insegnamento e dello Stato.

I paragrafi relativi alla votazione del bilancio sono per così dire copiati dalle disposizioni adottate recentemente dalla prima Camera di Prussia: bilancio ordinario triennale, e straordinario annuo. L'imposta, votata una volta, continuerà a riscuotersi finchè non venga revocata da una nuova legge. L'abolizione de' feudi e e de' fide-commessi è mantenuta. Si tradurranno davanti ai giurì i crimini gravi, i delitti politici e di stampa contro cui si procede d'officio.

L'insegnamento primario cesserà di essere gratuito: le truppe non presteranno giuramento alla costituzione. Le associazioni politiche potranno sciogliersi.

AMERICA

Stati-Uniti. Si legge nell'*Eco d'Italia* di Nuova York del 7 febbraio:

Allorchè l'esule magiaro visitò la città di Washington venne introdotto dal senatore Cass all'onorevole Enrico Clay, e la conversazione fra i due illustri personaggi cadde sull'intervenzione americana nella causa ungherese. Enrico Clay essendo opposto a tale sistema politico prevenne Kossuth a non pascersi d'illusioni, e a non confidare nelle dimostrazioni popolari da lui ricevute in America.

« Io vi parlerò francamente, disse l'onorevole Clay, e vi accerto che tutte le mie simpatie sono per l'Ungheria e la sua indipendenza; ma per l'amore che io porto al mio paese nativo, io devo protestare contro qualsiasi progetto d'intervenzione. Perchè gli Stati-Uniti costringano la Russia a rispettare fra voi il diritto di nazionalità, non basta che protestino con parole; bisognerebbe far seguire le note diplomatiche da un'intervenzione armata, e mentre le altre potenze europee ci si mostrassero neutre od ostili noi fossimo battuti, cosa diverrebbe di questa confederazione? Potremmo noi allora invocare il non-intervento straniero nel nostro paese? Cosa ne sarebbe della nostra libertà e delle nostre istituzioni? Aspettate ancora quindici anni e gli Stati Uniti diverranno la pietra angolare della vera indipendenza europea. »

— Si fa circolare in Nuova York una petizione indirizzata alle Camere a Washington, pregando gli onorevoli deputati e senatori a non deviare dai precetti della costituzione e seguire i consigli dati alla nazione dal padre di questa repubblica nell'ultimo indirizzo a' suoi concittadini. Questa petizione è concepita in maniera che gli Stati-Uniti non intervengono nè diplomaticamente, nè con minacce nella questione europea per qualsiasi popolo.

Il consiglio municipale di Louisville ha deciso, a voto unanime, di non ricevere con alcuna pubblica dimostrazione Luigi Kossuth.

Kossuth giunse nella città di Columbus, nello Stato di Ohio, martedì scorso.

— Si legge nello stesso giornale:

Riceviamo da Montevideo in data 5 dicembre 1851 la seguente corrispondenza:

« Montevideo è in lutto: il bravo difensore di questa repubblica, generale Don Eugenio Garzon morì lunedì scorso mentre egli era candidato alla presidenza e comandante supremo delle nostre forze.

La battaglia finale tra Montevideo e Buenos Ayres avrà luogo il 15 corrente mese sulle sponde del Parana. Rosas investito dall'assemblea costituente del supremo potere ha proposto un prestito di 60 milioni a carico dello Stato. Frattanto il generale Urquiza concentra la sua armata per mettersi in marcia contro Rosas. I vapori brasiliani *Pedro II* e *Golfino* imbarcarono pel Parana la divisione orientale composta di 4600 uomini per unirsi alle armate di Entre-Rios e Corrientes. L'armata brasiliana è accampata a Colonia e per mezzo dei numerosi vapori da guerra può traversare il Parana ad ogni momento. I partigiani di Rosas in Montevideo tentarono un sollevamento in favore del dittatore ma con poco successo. Il ministro brasiliano è giunto stamane dal campo di Urquiza ove fuvvi una conferenza col rappresentante del Paraguay il quale in nome del suo governo offrì alle potenze alleate contro Rosas tutte le milizie dello Stato per combattere il comune nemico.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 1° *marzo*.

Il Ministro dell'Interno si onora di pregare i signori Senatori a volersi trovare domani, 2 marzo, alle ore 3 pom. nella sala delle conferenze, ed i signori Deputati nel giorno di mercoledì 3 corrente, alle ore 12 nelle sale a pian terreno della Camera, per formare le Deputazioni che dovranno ricevere ed accompagnare S. M. il Re nella solenne apertura del Parlamento per la sessione del 1852, che seguirà giovedì mattina alle ore 11.

Gravi disordini ebbero luogo il 24 gennaio in Sassari in seguito di una rissa, dalla quale trassero partito alcuni turbolenti per isconvolgere la pubblica quiete e far fuoco contro i soldati. V'ebbero non pochi feriti ed anche gravemente, specialmente dal lato della truppa, che mostrò molta disciplina e moderazione.

L'intendente generale e le altre autorità operarono d'accordo con zelo ed attività per ristabilire l'ordine. Il Governo spediva ieri rinforzi di truppe e dava energici provvedimenti pari alle circostanze.

Le notizie ricevute questa mattina da Sassari, in data del 27 gennaio, recano che la tranquillità non fu più turbata dopo il giorno 24.

— *Lombardo-Veneto*, *Venezia*, 28 *febbraio*. La *Gazzetta ufficiale di Venezia* annunzia l'arrivo per l'indomani in quella città di S. M. l'imperatore d'Austria, che era giunto il 26 febbraio a Trieste.

Francia. *Parigi*, 26 *febbraio*. Un decreto del presidente della repubblica stanzia la somma di 2,100,000 fr. perchè siano terminati i lavori a carico dello Stato sulla sezione di strada ferrata da Parigi alla frontiera dell'Alemagna, compresa fra Strasburgo e Hommarting.

Un altro decreto autorizza il ministro dei lavori pubblici a concedere direttamente alla compagnia della strada ferrata da Strasburgo a Basilea, la strada ferrata che deve rannodare Strasburgo alla frontiera bavarese per Wissemburgo.

— Il *Moniteur* annunzia che l'esame delle carte e documenti dei vecchi soldati della repubblica e dell'impero, di cui il principe presidente vuole addolcire quanto è possibile gli ultimi giorni, va innanzi rapidamente, sotto la direzione del gran cancelliere della Legion d'Onore. Già è stata soddisfatta la categoria degli ottuagenarii. Le carte dei settuagenarii sono state in parte esaminate, ed eglino ammessi definitivamente alla ripartizione dei sussidii. Resta la categoria dei sessagenari, e fra pochi giorni il generoso pensiero del principe presidente avrà una compiuta esecuzione.

— Leggiamo nella *France Napoléonienne*: Si annunzia che entro la settimana uscirà una serie di decreti della più alta importanza.

Belgio. *Bruxelles*, 26 *febbraio*. La Camera dei rappresentanti si è radunata oggi in comitato segreto per udire parecchie interpellanze politiche, finanziarie e militari, indirizzate dal sig. Osy al ministero.

Ripresa la seduta pubblica, il presidente della Camera diede lettura della seguente risoluzione presa dalla Camera in comitato segreto sulla proposta del sig. Orts:

« In seguito alle spiegazioni rassicuranti fatte dal gabinetto, la Camera dichiara di ripigliare la sua seduta pubblica ed il suo ordine del giorno. Verrà data lettura di questa decisione dal presidente in pubblica seduta. »

Quest'ordine del giorno motivato fu proposto in seguito ad una discussione cui presero parte, dicesi, il ministro dell'interno, i signori Osy, Orts, Orban e de Theux: esso fu adottato da 41 voti contro 7.

— Il sig. Savart, candidato liberale, fu eletto senatore a Tournai, in surrogazione al defunto Dumon-Dumortier, già presidente del Senato. Egli ottenne 200 voti di maggioranza.

Spagna. *Madrid*, 21 *febbraio*. Scrivono alla *Correspondance*: Il cavaliere di Launay, incaricato d'affari del Re di Sardegna, è stato ricevuto in udienza particolare dalla regina, alla quale ha consegnate le sue credenziali. Il conte di Antiochia, che qui rappresentava la corte di Torino, deve prendere congedo dalla regina. Il sig. di Launay era qui conosciuto come segretario di legazione; egli ebbe la migliore accoglienza dai personaggi più cospicui di Madrid.

Inghilterra. *Londra*, 26 *febbraio*. Il *Globe* annunzia che un consiglio dovea esser tenuto il 27 a mezzogiorno al palazzo di Buckingham.

— Il 25 fu tenuto a London-Tavern un meeting in occasione del bill per l'arruolamento della milizia. Il meeting dichiarò che la nazione francese non nutriva, a riguardo dell'Inghilterra, che sentimenti d'amicizia e di pace, e assicurò dal suo canto, che l'immensa maggioranza del popolo inglese nutre verso la Francia i sentimenti medesimi.

— Il consiglio esecutivo della lega contro la legge de' cereali è stato incaricato di sorvegliare gli atti del nuovo ministero, e di convocare, ove ciò occorra, il consiglio generale di essa lega.

— Si legge nella *Patrie* del 28:

I giornali di Londra del 26 pubblicano la lista completa (tranne una sola nomina, quella del cancelliere del ducato di Lancastre) del nuovo gabinetto. Noi abbiamo già fatto conoscere tutte le nomine de' suoi membri; crediamo dunque inutile di riprodurre questa lista che oggi ha un carattere officiale.

I nuovi ministri han dovuto prestare giuramento oggi stesso (28) tra le mani della regina e entrare immediatamente in funzioni.

Il gabinetto non sarà composto che di 14 membri. Il precedente ne avea 15. La differenza proviene da ciò, che il segretario della guerra, che sotto il ministero di lord J. Russell siedeva in consiglio, non ne farà parte sotto il gabinetto del conte di Derby.

Nulla di certo si trova ancora ne' giornali di Londra intorno ai progetti del nuovo gabinetto.

— *Dublino*. Scrivono al *Daily-News* in data del 24 che il giorno innanzi l'arcivescovo di quella città aveva avuto un attacco di paralisia e che stava agli estremi.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi continuano ad avere della fermezza. Consolidati a contanti e per conto 97 1/8 1/4; 3 0/0 rid. 98.

Alemagna. *Berlino*, 24 *febbraio*. Desiderando il governo che le proposte fatte pel rivedimento della costituzione vengano discusse nella presente sessione, dichiarò che non prorogherà le Camere per un mese, cioè fino alle feste di Pasqua.

Lord Bloomfield, ambasciatore d'Inghilterra, è giunto in Berlino.

La *Gazzetta di Prussia* annunzia essere già firmata la convenzione colla quale Oldenburgo aderisce al trattato doganale conchiuso il 7 settembre fra la Prussia e l'Annover.

Russia. *Odessa*, 11 *febbraio*: *(Rapporto consolare)*

Il corriere di Tiflis, giunto qui alcuni giorni sono, recò la notizia di una splendida vittoria riportata dalle armi russe contro le popolazioni montanare nel gran Tschetschuoja. La brigata sotto il comando del generale russo, principe Bariatinski, fra cui il reggimento di cacciatori Woronzoff, seguendo la direzione del fiume Argun, s'impadronì del capo-luogo del gran Tschetschuoja, Awtur; incendiò le abitazioni delle tribù nemiche, e diradò le foreste colla scure e col fuoco, senza incontrare molta resistenza. Una colonna russa che si avanzò sino a Ghen-Dil-Ghen incontrò una forza notevole guidata da Sciamil in persona.

Questa fu respinta dopo breve, ma energica resistenza, ed i russi ritiraronsi dopo di avere distrutto più di 2000 focolari coi depositi che vi erano contenuti, e diradato grandi tratti di foresta.

Con questo energico fatto i russi verosimilmente si assicurarono il possesso del gran Tschetschuoja, perchè i circassi non hanno colà alcun punto ove potere sostenersi.

America. Si legge nello *Standard* del 26 decorso febbraio:

L'*Avon* arreca notizie della Giamaica del 31 gennaio ultimo. La cifra delle vittime del cholera in quell'isola fu di 30,000.

La rivoluzione del Chili è terminata. Le truppe del governo affrontarono gl'insorti e ne seguì una battaglia terribile che durò dall'8 sino all'11 dicembre. Gl'insorti furono pienamente battuti, e perderono moltissimi dei loro.

Restarono uccisi 1,700 uomini, e feriti 2,500, comprendendo le perdite di ambe le parti. La battaglia avvenne a Lanjouilla, piccolo villaggio al sud del fiume Maule. L'autorità legale è ristabilita alla Concezione, principal teatro della sollevazione. Il Perù è tranquillo. Il presidente della repubblica dell'equatore ha risoluto di trasportare la sede del governo da Quito a Quyaquil.

TEATRI

TEATRO REGIO

Il nuovo ballo *La bella fanciulla di Gand* venne rappresentato sabato sera per la prima volta in mezzo a continui plausi. A chi già conosceva questa mimica azione parrà forse che nella guisa onde venne riprodotta sotto la direzione del coreografo Cortesi, essa abbia subito molte modificazioni che ne puntano alquanto le particolarità, lasciando però dominare l'idea primitiva del compositore. Ci affrettiamo a dire intanto che gli encomii ripetuti ed incessanti che il pubblico prodigò a questo ballo sono un degno premio per le cure sollecite dell'impresa, e per l'abilità del Cortesi.

Le scene sono lodevolmente dipinte, ed il pittore venne salutato più che una volta da fragorosi battere di mani. Il vestiario è riccamente fantastico e svariato. I principali attori rappresentano la loro parte con piena soddisfazione degli spettatori. Specialmente debbe essere menzionata la gentile signora *Rosati*, che nell'eleganza di forme, nell'occhio vivacissimo, e nella grazia indicibile delle pose, e nella maestria de' passi, ed in cento altre squisite doti ha oggidì assai poche rivali e forse nessuna superiore. Gli applausi che l'accoglievano ogni sera al suo primo apparire erano forse da qualche tempo divenuti più tiepidi: questa graziosa artista ha potuto in questa nuova rappresentazione comprendere che quella tiepidezza non era da altro cagionata che dalla troppa abitudine, alla quale il pubblico si vedeva costretto di festeggiare in lei una *Margherita*: si voleva in lei applaudire *La bella fanciulla di Gand*.

La *Rosati* è principalmente mirabile nel primo passo a tre nel quale è secondata dal signor *Vienna*, e dall'allieva della scuola signora *Lazzara*. Il *Ramaccini* nella scena di maledizione scagliata contro la figlia è pieno di vigore e di intelligenza.

Le scene di danza sono pressochè tutte allettanti: ed il complesso dello spettacolo è veramente degno di una capitale.

Notizia Musicale.

Ci viene annunziato che in uno de' prossimi giorni (mercoledì o giovedì) il signor Feitlinger, primo tenore della cappella di S. M. il re d'Olanda, si farà udire nel teatro D'Angennes, negli intermezzi della commedia francese. L'artista suddetto è vantaggiosamente conosciuto per la sua abilità come cantante di Melodie e di Romanze francesi.

GUARDIA NAZIONALE DI TORINO.

Per parte del Consiglio d'Amministrazione della 1ª e 2ª legione si invitano i Militi di esse che trovansi ancora in ritardo pel saldo pagamento delle loro quote di concorso, di quelle versare a mani del tesoriere di città onde possa così l'Amministrazione chiudere li conti del 1851.

Torino, li 27 febbraio 1852.

Il Prendente temporario
Sott. G. Ponzio Vaglia, Colonnello-Capo Legione.

RETTIFICAZIONE.

Nella *Parte officiale* della Gazzetta di sabato; nelle nomine de' Cavalieri de' ss. Maurizio e Lazzaro pag. 1, col. 3, linea 16: Domenico Cerutti *leggasi* Domenico Carutto.

CITTA' DI TORINO.

IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 8, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 28 febb. stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantasei. Lire 0. 86.

Torino, dal civico palazzo, addì 27 febbraio 1852.

Il Sindaco G. Bellono.

www.internetculturale.it

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

L'Assemblea Generale ordinaria degli Azionisti è convocata pel 31 marzo prossimo, alle ore 12 meridiane, alla sede della Società, per la resa dei conti e per gli oggetti contemplati nelle deliberazioni dell'ultima seduta del giorno 8 gennaio scorso.

N. B. Articolo 21 degli Statuti.

Gli Azionisti aventi diritto d'intervenire all'Assemblea generale dovranno depositare, almeno 10 giorni prima di quello fissato per l'adunanza, i loro titoli presso gli Uffizi della Società, e loro sarà rimesso un certificato di ricevuta dei medesimi.

Il Direttore gerente.

STRADA FERRATA
DA MORTARA A VIGEVANO

Avviso

La Generale Adunanza degli Azionisti onde approvare gli Statuti e costituire legalmente la Società definitiva per la costruzione della ferrovia suddetta avrà luogo in Vigevano, nel Palazzo di Città, il giorno 11 marzo 1852, alle ore 10 antimeridiane;

ciò stante

Il Consiglio d'Amministrazione della Società Promotrice invita tutti i signori Azionisti soscrittori ad intervenirvi personalmente, oppure a farvisi rappresentare da speciale procuratore per brevetto.

Pel Consiglio d'Amministrazione
Il Vice-Presidente A. G. B. VASDONE.

PARFUMERIE DE PARIS — MAISON LASUE

Pour les demandes en gros, se diriger à Turin chez M. F. Giribon, Commissionnaire, rue Bogino, maison Colla, n. 8, son unique représentant pour les Etats Sardes.

GIUSEPPE BOERIS

GIOIELLIERE, PROPRIETARIO DEL NEGOZIO COLLA DITTA

OREFICERIA NAZIONALE ED ESTERA,

in Torino, via Nuova, casa Melano, presso Piazza Castello,

previene i signori che vorranno onorarlo de' loro comandi, chè dal primo marzo 1852 il detto negozio si trova trasportato sotto i portici della Fiera, casa Mannati, vicino la via di Po, nella bottega da esso tenuta già da qualche tempo e conosciuta prima sotto la firma di Luigi Basili.

La riunione di due fondi in un solo farà sì che il medesimo sarà in grado di poter fornire con più facilità a' suoi accorrenti qualsiasi oggetto, si in oro, argento e diamanti, come pure orologeria ed altro relativo

Si desidera comprare per pronti cont.ti

BENI adacquabili, il cui valore non ecceda le L. 40m., e che sieno situati lungo le stazioni delle vie ferrate da Torino ad Alessandria, o da Torino a Savigliano;

CASA in Torino, del suddetto valore all'incirca;

Piccola CASA con una o due giornate di terreno unito, posta a non maggiore distanza di due miglia dalla capitale, ed il cui valore non superi le L. 6m.

Dirigersi personalmente o per lettera alla signora Margherita Muffone, via Nuova, n. 10, piano primo.

DA VENDERE

VIGNA, sui colli di questa città, composta di fabbricati civili, con cappella e rustico, scuderia e rimessa, coi beni dipendenti, e situati sulle fini di Torino, Cavoretto e Moncalieri, di ett. 72, 14, 66 (giorn. 45) circa, distante 2 miglia dalla capitale, sullo stradale che tende a Moncalieri, con strada particolare carrozzabile. — Dirigersi dal notaio Turvano via di Santa Teresa, num. 10, piano terzo.

DA RIMETTERE

MAGAZZINO di CORAMI, via della Barra di Ferro. Indirizzarsi ai signori fratelli Genicoud, via dell'Arsenale, casa Viale, num. 13.

DA VENDERE per L. 850

Un PIANO-FORTE, verticale, di buona costruzione, d'Aucher. - Dirigersi al droghiere, piazza Vittorio, n. 11.

DA VENDERE

Grandiosa BERLINA a doppia sospensione, con razzi *Patent* a olio. — Recapito da Adriano Rosso, fabbricante da vetture, via della B. V. degli Angeli, n. 3, ove si accettano offerte per la vendita all'incanto.

Elegante ORGANO a 5 ottave, di Müller, da Parigi, servibile anche per cappella privata. — Far capo da Weiss, fabbricante di pianoforti, via di Porta Nuova, num. 23, ove si accettano offerte per l'incanto.

NOTA

All'udienza che sarà tenuta dal Regio Tribunale di prima cognizione di questa città, alle ore nove antimeridiane del nove prossimo marzo, avrà luogo il secondo incanto e definitivo deliberamento della casa situata nella città di Carmagnola, in odio di Maria Mattia Pedussia, vedova Abrate, nel giudicio di subastazione promossole dal signor Giuseppe Nicola della stessa città, descritta tale casa nel bando venale delli 22 dicembre 1851; in due distinti lotti e sul prezzo di lire 200 per cadun lotto alle condizioni apparenti dal detto bando venale.

Torino, il 9 febbraio 1852.

Simondi caus. coll.

NOTA

Con instromento 29 settembre 1848, rogato Borgnino, notaio a Baldichieri, Felice Cavalla vendeva al sig. Giacomo Giuseppe Guglielminetti una pezza campo di are 48, 74 (giornate 1, 28), posta sul territorio di Baldichieri, regione San Sebastiano, in mappa 847 e 854, mediante il prezzo di L. 2,048;

Con altro instromento 18 gennaio 1851, rogato Campini, notaio in Asti, Alessandro Gambini vendeva al detto sig. Guglielminetti un corpo di casa composto di diverse camere, stalle, porticati, cantine e corte cintata, posta a Baldichieri, regione Confosso, consorti la strada pubblica a due, Michele Borgnino, Pietro Origlia, pel prezzo di L. 10,000;

Quali due contratti vennero trascritti all'ufficio delle ipoteche d'Asti, cioè:

Il primo, l'8 ottobre 1851, al vol. 26, art. 356;

E l'altro, il 4 stesso mese ed anno, al vol. 26, articolo 353.

Asti, il 20 febbraio 1852.

Campini not. coll.

NOTA

Con ordinanza del 24 gennaio ultimo scorso, resa dal signor avvocato Gabutti, giudice istruttore presso questo tribunale di prima cognizione, si dichiarò aperta la graduatoria per la distribuzione di L. 42,481, 66, prezzo dei beni subastati ad instanza del sig. cavaliere Candido Fantoni, di Biella, in odio di Stefano Boggio-Bogna, di Sagliano, e deliberati in 13 distinti lotti con sentenze 17 ottobre e 5 dicembre ultimi scorsi, ingiungendo a tutti i creditori aventi diritto alla collocazione di produrre i loro titoli nella segreteria di questo tribunale entro il termine di giorni 30.

Biella, il 18 febbraio 1852.

Corona proc. coll.

NOTA

All'udienza di questo tribunale di prima cognizione del 16 prossimo marzo avrà luogo il primo incanto dei beni propri di Giovanni Cerruti, di Dorzano, ivi situati, la cui subastazione venne promossa ad instanza del signor Giuseppe Pramaggiore, dello stesso luogo, al prezzo ed alle condizioni dettagliate nel bando 16 corrente.

Biella, il 18 febbraio 1852.

Corona proc. coll.

NOTA

Il signor notaio Emanuele Sperone, dimorante a Pinerolo, con atto del 19 gennaio scorso, rogato dal notaio Bernardi, acquistò dalli Giuseppe, Michele e Francesco, e Francesco Pietro fu Giuseppe Antonio Salvaj, delle fini di Pinerolo, i casamenti e stabili che questi possedevano sul territorio di detta città di Pinerolo, e consistenti in casa rustica, campi, prato, orto, ed orto già prato, situati nella regione Casabianca e Rivassi, in mappa ai nn. 349, 350 parte, 351, 352, 353, 350, della totale superficie di are 54, cent. 41, mediante il prezzo di L. 4,600.

Tale atto fu trascritto all'ufficio delle ipoteche di Pinerolo il 30 gennaio ultimo, al vol. 155, art. 300.

Giuseppe Bernardi notaio coll.

GENOVA 28 FEBBRAIO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60	*gior. d*	*Ln.*	1 85	1/2
Amsterdam		*id.*	»	2 12	— D.
Ancona	30	*id.*	»	5 68	—
Augusta		*id.*	»	2 52	—
Barcellona		*id.*	»	2 84	1/2
Bologna		*id.*	»	5 12	—
Firenze		*id.*	»	— 82	4/5 D.
Lione		*id.*	»	— 99	4/5 D.
Livorno		*id.*	»	— 82	7/8
Londra	3	*mesi*	»	25 17	—
Marsiglia	30	*giorn*	»	— 99	5/8
Messina	60	*id.*	»	13 90	—
Milano	30	*id.*	»	— 84	9/5
Napoli		*id.*	»	4 32	—
Palermo	60	*id.*	»	15 90	—
Parigi	30	*id.*	»	— 99	7/8
Roma		*id.*	»	5 08	1/2
Torino		*id.*	»	— 99	3/8
Trieste		*id.*	»	2 60	—
Venezia		*id.*	»	— 84	1/2
Vienna		*id.*	»	2 60	—

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	*Ln.*	95	—
id. Sarde	»	94	—
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	87	1/2
Prestito Obbligatorio	»	90	1/4
Obbligazioni prestito volontario	»	940	—
id. della Città nuove	»	740	—
Prestito Obbligazioni 1850	»	923	—
id. 1 gennaio	»	89	1/4
Prestito Toscano	»	—	—
Azioni della Banca	»	1745	—
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	*p. c.*

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 28 febbraio 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	Per contanti. nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa.	Pel fine del mese corr. nella matt.
1819 5 0/0 *god.*				
1831 » »				
1848 » »	90 75	91 94		
1849 » »	89 25	89 25 48 40		
1851 » »		40 40 50		
1834 *Oblig.*				
1849 »				
1850 »				
1844 5 0/0 *Sard.*				
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N.	1721	1735		1735 fin. mar. 1745 fin. apr.
— Banca di Savoia				
Città di Torino 4 0/0 oltre le inter. decor.				
Città di Genova 5 50 0/0				
Soc. del Gaz (ant.)				
Società del Gaz (nuova)				
Incendii a premio fisso 31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio				
Molini presso Collegno 1 giugno				

CAMBI

	Per brev.	scad.	Per tre mesi.	
Augusta	253 —	—	252	3/8 —
Genova sconto	4 p.	0/0	—	—
Francoforte S. M.	211 —		—	—
Lione	99 90		—	—
Londra	25 32	1/8	99	40 —
Milano	—		25	20 —
Parigi	99 90		—	—
Torino sconto	4 p.	0/0	99	40 —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 30 L.	30 03 —	30 08 —
— di Savoia	28 65 —	28 71 —
— di Genova	79 23 —	79 36 —
Sovrana nuova	35 05 —	35 11 —
— vecchia	34 80 —	34 88 —
EROSO misto		
Perdita	9 60	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	*di Piemonte proprio*	*delle altre Provincie*	*Aumento per le Merci distinte*
Denari			
GREGGIE 10—11			
11—12			
12—14			
14—16			
16—20			
ORGANZINI 20—21	76		
21—22	75		
22—23	73 50		
23—24	73		
24—25	72 50		
25—26	71 50	70 50	
26—27	70		
27—28	70 50		
28—30	69 50		
30—32			
32—36			
36—40			
TRAME 20—22			
22—24			
24—26			
26—28			
28—30			
30—32			
32—36			
36—40			
MERCI DIVERSE			
Doppio filato			
Morescà scevra di gal			
Ottame			
Straccia			

Borsa di Parigi *del 27 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 103, 80, è sceso a 103, 50, e chiude a 103 55.

Il 3 0/0 resta a 65, 40.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 75.

Le azioni della Banca di Francia a 2567, 50.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Sedici anni sono* — con farsa.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera — la *Norma*, musica del cav. Bellini — Ballo in tre atti *Alice*.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Le mariage de Victorine*, par G. SAND.

GERBINO (ore 7 1/2) Domani prima rappresentazione dell'opera: il *Furioso* — balletti comici con Tom-pouce.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il birichino di Parigi.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: *Il Templario* — Ballo *Maszeppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *I promessi sposi* — Ballo *Il cuore delle donne.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
18 febbr.	726 32	724 50	725 16	+11 1	+14 2	+16 0	+10 6	+14 7	+15 5	O.S.O.	S.S.O.	O.S.O.	Ser. vap. e vent.	Ser con vap.	Ser. con vap.
19 »	726 22	726 46	726 48	+ 7 3	+ 8 5	+10 3	+ 6 2	+ 6 4	+ 6 1	O.S.O.	S.S.O.	S.S.O.	Nug. sott. vent.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
20 »	730 42	731 42	731 28	+ 6 2	+ 7 8	+ 8 1	+ 6 0	+ 6 3	+ 6 2	N.N.E.	N.N.E.	N.N.O.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Nug. sottili.

TIP. G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 53 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDI' 2 MARZO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 46	25	13
Per l'Estero	» 80	56	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato;

Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. In aumento alle Spese straordinarie del Bilancio generale passivo per l'esercizio mille ottocento cinquantadue è stanziata la somma complessiva di lire centotrentaquattro mila, seicento ottantasei, centesimi cinquantadue, ripartibile fra i singoli Bilanci a tenore dell'annessa tabella, e destinata a far fronte alle spese dei maggiori trattenimenti ed assegni conservati colla Legge 14 maggio mille ottocento cinquant'uno, sotto l'osservanza delle disposizioni dell'articolo seguente.

Art. 2. Le disposizioni dell'articolo undecimo della suddetta Legge sono egualmente applicabili ai titolari collocati a riposo, in aspettativa, o in disponibilità, che agli Impiegati in attività di servizio.

Niun maggiore trattenimento od assegno può essere corrisposto per compenso personale di vantaggi od utili in prima fruiti in impiego diverso da quello coperto dal titolare all'epoca della promulgazione della stessa Legge.

BILANCI	N.°	CATEGORIE Denominazione	Somme autorizzate
Spese — Generali.	60	Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denomin.	5200 »
» Culto, Grazia e Giustizia	25	id.	9600 »
» Estero e Poste	24	id.	20800 »
» Istruzione pubblica	31	id.	30712 »
» Interno	60	id.	8790 »
» Marina	6	Uditorato e spese di Giustizia della Marina	800 »
» Agricolt. e Comm.	24	Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denomin.	2400 »
» Lavori pubblici	52	Assegnam. d'aspettativa e maggior. assegnam. sotto quals asi denominazione	9594 »
» Guerra	83	Maggiori assegnam. sotto	
» Artiglier., Fortific. e fabbriche milit.	95 *ter*	qualsiasi denominazione id.	29688 52 2020 »
» Finanze	20	id.	9460 »
» Gabelle	62	Maggiori assegnam. ed indennità personali.	3680 »
			132744 52
Azienda del Monte Riscatto	4	Maggiori assegnam., pensioni e sussidii	1942 »
		Totale L.	134688 50

Il Ministro Segretario di Stato della Marina, Agricoltura e Commercio, Reggente il Ministero di Finanze, e gli altri Ministri, ciascuno per la parte che concerne il proprio Dicastero, sono incaricati della esecuzione della presente Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserta nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino, il 22 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. Cavour.

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione, vedi num. 52)

Spese — CULTO, GRAZIA E GIUSTIZIA.

Spese ordinarie.

Ministero per gli Affari Ecclesiastici di Grazia e Giustizia.

1	Personale	100,000 »
2	Spese d'ufficio	15,000 »
3	Spese postali	20,000 «
	Giudiziario.	
4	Magistrato di Cassazione (Personale)	214,100 »
5	idem (Spese d'ufficio)	6,800 »
6	Magistrato della Camera de' Conti (Personale)	161,224 »
7	idem (Spese d'ufficio)	10,100 »
8	Magistrati d'Appello (Personale)	1,124,295 »
9	idem (Spese d'ufficio)	42,950 »
10	Consolati (Personale)	54,880 »
11	Consolati e Tribunali di Commercio (Spese d'ufficio)	5,800 »
12	Tribunali di Prima Cognizione (Personale)	865,480 »
13	idem (Spese d'ufficio)	57,850 »
14	Giudicature (Personale)	829,950 »
15	Spese di giustizia criminale ed altre pei giudizii d'interdizione	629,000 »
16	Statistica giudiziaria	8,000 »
17	Fitti	22,788 20
18	Riparazioni	15,000 »
	Spese ecclesiastiche.	
19	Spese ecclesiastiche	928,412 30
	Categorie generali.	
20	Pensioni, sovvenzioni e spese a carico dei proventi delle Segreterie dei Magistrati e dei Tribunali (R. Patenti 7 agosto 1845)	78,000 »
21	Casuali	30,000 »
	Spese straordinarie.	
22	Commissione di Legislazione. Commissione pel miglioramento della condizione dei Parroci, e spese dello Stato Civile	20,000 »
23	Assegnamenti d'aspettativa e provvisorii	48,799 »
24	Spese diverse	4,500 »
25	Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione	*sospesa*
	Totale Spese ordinarie L.	5,199,309 50
	Totale Spese straordinarie »	73,299 »
(Continua)	Totale generale L.	5,272,608 50

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato;

Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Sarà stabilita una linea telegrafico-elettrica che, staccandosi da quella che corre da Torino a Genova, vada da Alessandria, per Casale e Vercelli, a Novara, con facoltà al Governo di prolungarla fino al ponte sul Ticino a Buffalora.

Art. 2. È stanziata a quest'oggetto nel bilancio delle strade ferrate, alla Categoria tredicesimo, sotto la denominazione di *Telegrafo elettro-magnetico* la somma di lire quarantotto mila trecento venti, ripartita come segue:

A	Spese di costruzione	L. 30,800
B	Spese di esercizio e manutenzione per mesi nove	» 17,820
	Totale	L. 48,320

Art. 3. Dal giorno della pubblicazione di questa Legge, l'uso delle linee telegrafiche instituite o che si instituiranno per servizio del Governo verrà anche concesso alla corrispondenza dei privati, sia nell'interno, sia all'estero, giusta un regolamento da approvarsi provvisoriamente per Decreto Reale.

Art. 4. Finchè non sia determinata per legge la tariffa cui si assoggetteranno le trasmissioni per dispacci privati da una all'altra stazione telegrafico-elettrica dello Stato, il Governo è autorizzato a supplirvi con tariffe provvisorie di esperimento, approvate per Decreto Reale.

I Nostri Ministri Segretarii di Stato pei Lavori Pubblici e delle Finanze sono incaricati, in quanto loro concerne, dell'esecuzione della presente Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserta nella Raccolta degli Atti del Governo.

Torino, addì 25 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

Paleocapa.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 1° marzo.*

COMANDO SUPERIORE DELLA GUARDIA NAZIONALE DI TORINO.

Ordine del giorno del 1° marzo 1852.

Giovedì 4 corrente ha luogo l'apertura del Parlamento nazionale per la sessione 1852.

Le quattro Legioni sono chiamate per tale giorno sotto le armi in tenuta di parata, e si troveranno per le ore 10 precise antimeridiane in piazza di S. Carlo sotto gli ordini del generale comandante superiore.

Terminata la funzione saranno desse passate a rassegna dall'augusto ed amato nostro Sovrano VITTORIO EMANUELE II.

Compagni!

Tutti vi raccolga sotto le vostre bandiere quest'atto solenne di vita civile, la devozione vostra alle libere istituzioni che ci reggono, il desiderio dell'ottima Principe di trovarsi frammezzo a voi.

La ricorrenza di questo giorno, in cui ebbe vita lo Statuto, furono ordinate le vostre file, sia festeggiata dal generale vostro concorso; dalla dignitosa vostra presenza sia appoggiata questa festa di popolo libero, che già da quattro anni, consacrando i diritti di una libertà vera e giusta, è simbolo eloquente d'amore, di fermezza, di lealtà sovrana, come è prova certa di affetto, di civiltà e di senno cittadino.

Il Generale Comandante superiore
Maffey.

COMANDO SUPERIORE DELLA GUARDIA NAZIONALE DI TORINO.

Essendosi reso vacante in questa Guardia Nazionale un posto di Capitano aiutante maggiore in primo, coll'annuo assegnamento di L. 1500, dietro Superiore autorizzazione sarà questo messo a concorso sulle basi e condizioni seguenti:

I. Saranno aperti davanti ad apposita commissione, nelle sale d'ufficio di questo Superiore Comando il giorno 22 marzo prossimo, esami pubblici *d'idoneità* e di *concorso*.

II. Vi saranno ammessi tutti coloro che prima del giorno 15 presenteranno all'ufficio preindicato le loro domande per iscritto e corredate dei documenti necessari e comprovanti:

1. Essere l'aspirante regnicolo;
2. Avere compiuto gli anni 25 e non oltrepassato i 40 di sua età;
3. Far parte della Guardia Nazionale di Torino e di esservi iscritto per il servizio ordinario, oppure di avere servito due anni almeno in qualità d'ufficiale nel R. esercito e di esserne escito *onorevolmente*.

III. Non potranno tuttavia concorrere quei regnicoli i quali ancorchè aventi le condizioni richieste coprissero già un impiego fisso a stipendio.

IV. La commissione incaricata degli esami giudicherà pure della ammessione o non degli aspiranti sulla base delle condizioni sopra tenorizzate.

V. È presidente della commissione il Colonnello capo legione interessato.

Gli esami volgeranno sulle seguenti materie:

1. Lingua italiana e calligrafia;
2. Primi elementi d'aritmetica e geometria piana;
3. Scuola teorico-pratica del soldato, scuola teorica del pelotone del bersagliere, del battaglione e delle evoluzioni di linea (Regolamento 16 gennaio 1838 ed istruzioni 26 luglio 1845);
4. Regolamento di disciplina militare per la truppa di fanteria 18 agosto 1840, nelle parti specialmente che riflettono le qualità ed attribuzioni degli aiutanti maggiori in primo;
5. Regolamento pel servizio di guardia della Milizia Nazionale di Torino in data 1° settembre 1848;
6. La legge organica della Guardia Nazionale in data 4 marzo 1848 e relativi decreti posteriori.

Dal quartiere il 1° marzo 1852.

Il Generale Comandante superiore
Maffey.

CITTA' DI TORINO.

Affinchè la Cassa di risparmio stabilita ed amministrata dalla città di Torino, possa godere dei vantaggi concessi dalla legge 31 dicembre 1851 a tutti gli instituti di tal natura pel pronto ed utile collocamento dei loro fondi, il Consiglio comunale ha testo adottato in adunanza del 17 corrente febbraio le deliberazioni opportune per metterla in armonia colle disposizioni della detta legge.

In adempimento di tali deliberazioni, il Sindaco, a norma degli interessati,

Notifica:

1. Che quind'innanzi il massimo credito fruttante di cias una persona ammessa a far depositi alla Cassa, contando per un solo

Appendice

RIVISTA DEL MESE DI FEBBRAIO.

La nuova costituzione non essendo ancora attuata, il principe presidente ha continuato durante il mese di febbraio a far provvedimenti ed emanar leggi organiche, usando de' poteri che il plebiscito del 20 dicembre 1851 gli ha conferito. Le due nuove leggi di maggior rilievo sono quelle concernenti le elezioni dei deputati al corpo legislativo, che saranno fatte per via di suffragio universale e senza squittinio di lista, e la stampa, la quale è cessata dall'essere sottoposta alla censura preventiva, come si era praticato dal giorno 2 di dicembre in poi. In pari tempo il governo ha mitigate le condanne pronunciate contro alcuni ex-rappresentanti, ed alcuni di essi, che erano stati condannati alla deportazione, hanno avuto facoltà di recarsi a soggiornare lungi dal territorio francese, dove meglio loro piacesse. Le polemiche della stampa quotidiana sono state scarse e di poco rilievo: la *Patrie*, il *Pays* e il *Constitutionnel* hanno continuato ad appoggiare il governo ed a difenderne gli atti: negli altri giornali si è quasi assolutamente taciuto di politica interna, e sol di tempo in tempo si son letti alcuni articoli risguardanti le cose inglesi, ovvero qualche altro argomento di politica estera. I giornali parigini si son pure occupati molto delle elezioni dei nuovi deputati: il governo ha fatto pubblicare in Parigi e nelle provincie l'elenco dei suoi candidati; le circolari dei candidati della opposizione non sono state stampate. Parecchi ragguardevoli personaggi, che facevano parte delle passate assemblee parlamentari, hanno rifiutato di accettare la candidatura che veniva loro offerta dagli elettori; fra essi vanno nominati i signori Leone Faucher, Dufaure, Garnon e l'ex-procuratore generale presso la corte di cassazione, presidente della Camera dei deputati sotto il regno di Luigi Filippo e quindi presidente dell'ultima assemblea legislativa, sig. Dupin. Negli ultimi giorni del mese sono stati fatti alcuni arresti di persone appartenenti al partito orleanista, quello fra gli altri del signor Bocher, ex-rappresentante ed amministratore dei beni di S. A. R. la duchessa Elena di Orléans.

In mancanza di grandi avvenimenti politici la pubblica attenzione si è preoccupata di due eventi letterarii, i quali però non mancano di attinenze con la politica. Uno di essi è la solenne cerimonia del ricevimento fatto dall'Accademia francese del conte di Montalembert, eletto in surrogazione del signor Droz. Il nuovo accademico disse aver tessuto nel suo discorso l'elogio, secondo il rito prescrive, del suo predecessore; ragionò lungamente dell'assemblea costituente del 1789, e le addebitò la responsabilità di tutti i mali che da quell'andar di tempo in poi hanno travagliata la società. Delegato a rispondergli era il sig. Guizot, ed il pubblico accolse con vivissima simpatia la eloquente parola dell'uomo illustre, la quale, dopo aver procacciato tanto lustro alla ringhiera parlamentare, taceva per tanto tempo muta nell'esiglio. Il sig. Guizot lodò il Droz ed il Montalembert, ma non mancò di pronunciare dignitose e gravi parole a difesa di alcuni principii da quest'ultimo malmenati, e tratteggiò con mano maestra l'indole della onesta libertà, tanto diversa dalla licenza e dall'anarchia. Pochi giorni dopo l'anzidetta cerimonia l'Accademia medesima procedeva alla scelta di due suoi componenti invece dei defunti socii sigg. Dupaty e conte Alessio di Saint-Priest: al primo di essi veniva surrogato il valente e giovane poeta Alfredo di Musset; al secondo il celebre oratore ed avvocato Berryer; entrambe queste nomine venivano accolte con gran plauso dalla pubblica opinione.

Il parlamento belgico ha continuato i suoi lavori senza incidente di rilievo. In seguito alla pubblicazione di un giornale scritto da proscritti francesi, ed intitolato *le Bulletin français* il governo ha rimesso in vigore una legge sulla stampa emanata a' tempi del dominio olandese nell'anno 1815, ed ha invitato due compilatori di quel giornale, il conte di Haussenville, genero del duca di Broglie, ed il signor Alessandro Thomas, già scrittore del giornale dei *Débats* e della *Revue des Deux Mondes*, ad abbandonare il Belgio. Il governo del re Leopoldo ha collocato in disponibilità gli ufficiali polacchi addetti al servizio nelle truppe belgiche. Nel mese di febbraio il Belgio ha perduto il sig. Dumon-Dumortier che fu ministro, e che da alcuni anni sosteneva decorosamente l'eminente ufficio di presidente della Camera dei senatori. Le sue esequie vennero celebrate con pompa solenne.

Un esecrando tentativo di uccisione contro la sacra persona di S. M. la regina Isabella II ha funestato in questo mese gli animi degli spagnuoli. L'assassino fu un certo prete Martino Merino, nipote del famoso capo-banda carlista dello stesso nome: per buona ventura il colpo andò fallito, e la ferita fu leggiera: in capo di pochi giorni la giovane regina fu in grado di uscire dai suoi appartamenti. La forza pubblica dovette durar gran fatica per salvare il regicida dal furore della commossa popolazione, che voleva farlo a pezzi. Fu immediatamente proceduto al giudizio, ed il Merino sentenziato a morte espiò la pena: prima di morire egli scrisse una lettera di poche righe alla regina per dichiarare di non avere complici. In tutta la Spagna la notizia dell'attentato fu accolta con quel ribrezzo e con quella riprovazione che meritava, ed in tutte le chiese furono rese solenni azioni di grazie a Dio per aver preservato i giorni dell'augusta sovrana. L'impressione

www.internetculturale.it

individuo il padre ed i figli, il marito e la moglie convenuti, non potrà salire oltre le lire 1200.

2. Che li depositi eccedenti attualmente le lire 1200 dovranno essere ridotti a tale somma fra tutto gennaio 1853, cioè entro li sei mesi successivi alla liquidazione degl' interessi che avrà luogo al 31 prossimo luglio, a senso del disposto dall'art. 18 del vigente regolamento della Cassa.

3. Che trascorso tal termine i crediti che oltrepassino il detto limite, siano dessi il risultato di soli depositi, o composti di depositi e d'interessi, cesseranno dal produrre interessi per quanto eccedono le lire 1200.

4. Che d'ora in poi il totale dei depositi, che ciascun titolare sia per consegnare alla Cassa entro un anno, non potrà superare le lire 1000.

Torino, dal palazzo civico, il 28 febbraio 1852.

Il Sindaco Bellono.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col RealeDecreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 1 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufiziale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Terza pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sono state rilasciate
1	Schiffi Gio. fu Pietro	136	1849 9 9bre	45 25	Crediti ipotecari	Alessandria
2	Griva Giacomo fu Felice contrib., Presbitero Antonio richied.	11	4 agos.	50 »	id.	Pavone
3	Opera Pia Battistero contribuente, P. Ivaldi Maggiore richied.	26	28 feb.	52 50	Stabil.	Rivalta
4	Gambarana Giocondo	56	11 id.	100 »	id.	Sartirana
5	Gatto Giuseppe fu Lorenzo	33	13 mar.	85 »	id.	Murazzano
6	Schiavino Lorenzo fu Francesco contrib., Malvano Salomone richiedente	7	15 feb.	60 »	id.	Morra
7	Catella Lorenzo fu Vincenzo	47	2 genn.	40 »	id.	Andorno
8	Clerico Gio. fu Domenico	44	1848 9 9bre	5 »	id.	Azeglio
9	Gorré Jan Josep.	54	4 id.	50 »	id.	Gignod
10	Muratore Ignazio fu Antonio	83	1849 6 feb.	15 »	id.	Bubbio

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 6 febbraio 1852.

L'Intendente Generale Arnulfo.

FATTI DIVERSI. — Torino — Venerdì scorso era di ritorno in Torino, proveniente da Berlino, il marchese Alberto Ricci, senatore del regno, già ministro plenipotenziario ed inviato straordinario di S. M. il Re di Sardegna presso S. M. il Re di Prussia.

— Con sempre singolare compiacimento noi rammentiamo le azioni di quei militi che pel loro utile zelo e coraggio rendono sempre più onorevole l'istituzione della Milizia Nazionale; e tanto maggiore soddisfazione proviamo quando ci tocca di fare pubblicamente onorata menzione di recenti servigi resi da persone che già si segnalarono per opere di civile coraggio: fra questi appunto devesi annoverare il sig. Gaetano Castelli, da Valenza, caporale della prima compagnia, 2ª legione, 1° battaglione, il quale già prima d'ora fregiato della *Daga d'onore* per ripetute prove di buono e valente milite, per avere nella sera del 4 febbraio con pericolo della propria persona, disarmato un individuo che minacciava la vita di parecchie persone, si meritò il seguente onorevolissimo ordine del giorno 9 febbraio 1852:

« Riesce ben soddisfacente al colonnello sottoscritto di portare a cognizione della legione una nuova generosa azione del signor G. Castelli, caporale della prima compagnia, il quale per altri titoli benemerito già venne fregiato della *Daga d'onore*.

« Il medesimo nella sera del 4 corrente mese, in via del Gallo, scorgendo un individuo inseguito da molte persone, e che armato di lungo coltello minacciava chiunque gli si fosse accostato, non curando il Castelli il pericolo della propria vita, gli si avventò contro, ed afferratolo, giunse a disarmarlo e porlo in arresto, consegnandolo, in compagnia del brigadiere dei carabinieri, alla questura. Il pubblico ministero si fece sollecita cura di rendere partecipe il generale comandante superiore di questo fatto, coll'incarico di attestare al caporale Castelli la piena soddisfazione e riconoscenza pel suo generoso operato.

« Lode ne sia al medesimo ed alla legione che si onora di contarlo nelle sue file.

« Il presente sarà fatto a cura del sig. maggiore d'ispezione alla parata della guardia dei rispettivi battaglioni della legione. — Il colonnello capo-legione, *firm.* Pozzio-Vaglia. »

Genova. — Si legge nella *Gazzetta di Genova* :

Invito ad una soscrizione per un monumento a Giovanni Torti.

Giovanni Torti, milanese, mancato a' vivi qui in Genova il 15 di questo mese, ebbe nome chiarissimo fra i poeti dell'età nostra, e fu imitabile esempio d'ogni virtù più sincera.

Discepolo dei Parini, sin ne' suoi versi giovanili seguì gli indirizzi di lui nella parsimonia ed evidenza del dire, e singolarmente nella severità dello scopo morale e civile che del continuo si prefisse. Indi, più maturo d'anni e di studii, levò grido di sè per tutt' Italia, quando in gara col Foscolo e col Pindemonte trattò il pietoso tema dei *Sepolcri*, e quando dettò il carme della *Passione*. Poi affratellatosi dell' opera com' era del cuore a quell'eletto drappello, che si propose rendere anche le lettere stromento della nazionale rigenerazione, dischiuse nel *Sermone sulla Poesia* i nuovi intenti dell' arte, e ad essi fedelmente si attenne nell' altre sue composizioni insino a quell' *Epistole* che diede in luce or fa appena un mese, e nelle quali, devoto ai convincimenti di tutta la sua vita, rese così splendido omaggio alla verità e all' efficacia delle cattoliche credenze, e flagellò con tanto impeto di santa ira le superstizioni e i trasmodamenti d'ogni genere che l'ignoranza o l'interesse vorrebbero associarvi.

Modesto, ingenuo, affabile, vago di tutte le cose nobili e grandi, teneramo della gioventù, espresse in sè tutti i caratteri, tutte le grazie della bontà, e sino all' ultimo apparve inspirato da quella candida benevolenza che tutto scusa e perdona, e quasi esclude del male persin l'idea.

A tal poeta, a tal uomo deve la patria comune, devono quelli che l'hanno conosciuto ed amato un estremo tributo d'ammirazione d'affetto e di rimpianto.

E però i sottoscritti aprono fidatamente l'idea di erigere un monumento a Giovanni Torti, ed hanno fiducia che sarà premurosamente accolta in tutt'Italia.

Concittadini dell'illustre trapassato, stretti a lui coi dolci vincoli d'un'antica riverenza ed amicizia, essi credono sciogliere un debito, facendosi promovitori di quest'opera, e si terranno bene onorati, se in ciò si vorrà ravvisare una testimonianza del loro affetto e del loro ossequio verso un sì raro amico.

Quindi invitano con questo foglio tutti gli altri amici, tutti gli ammiratori di Giovanni Torti, tutti li volatori delle patrie glorie a promuovere l'idea di tal monumento, e a concorrervi per via d'azioni.

Ogni ragion vuole che il monumento sia eretto in questa città, ove la derelitta vecchiezza del Torti ebbe riposato ospizio; ove egli, per beneficio di Carlo Alberto e di Vittorio Emanuele, sedendo presidente del Consiglio universitario, consacrò gli ultimi suoi giorni in pro della crescente generazione, ed ove all'onoranda di lui spoglia fu già assegnata da quest' illustre municipio una distinta sepoltura.

Le azioni sono determinate a lire nuove 5 caduna.

Onorevoli persone in questa e in altre città d'Italia si assumeranno gentilmente l'ufficio di raccogliere le azioni e il loro importo, rilasciando ai soscrittori un polizzino comprovante la loro cooperazione.

Appena raccolto un conveniente numero di azioni, i sottoscritti convocheranno gli azionisti ad un'unica radunanza per nominare fra essi una commissione incaricata definitivamente di provvedere all'esecuzione dell'opera. Gli azionisti fuori di Genova potranno, con lettera indirizzata ad altro de'soscrittori, indicare di quali persone amerebbero composta la commissione.

Eseguita l'opera, si pubblicheranno i nomi de' soscrittori, il numero delle azioni versate, l'incisione a contorni del monumento, e il prospetto delle spese.

Genova, 18 febbraio 1852.

Achille Mauri — Francesco Arese — Guido Borromeo.

Estero. — Da rapporti che si ricevono dalla Nuova-Orleans, emerge che il numero dei sudditi Sardi sia ormai considerevole sul Mississipi e sui suoi affluenti principali. I Sardi infatti ammontano a circa 2850 anime, cioè:

Nella città della Nuova Orleans	a	300
Nelle altre città e borghi della Luigiana	a	400
Nello Stato del Mississipi	a	300
Nel Missouri	a	350
Nell'Arkansas	a	150
Nell'Ohio	a	300
Nell'Illinois	a	100
Nel Texas	a	250
Nell'Alabama	a	200

I Sardi in questi territori sono per lo più navigatori o battellieri riputati pel loro coraggio e per la loro abilità. Si dice perfino che il cabotaggio del grandiume Mississipi e dei suoi affluenti sembra a poco a poco cadere in loro mano.

Gli stessi rapporti aggiungono che la costruzione della gran via ferrata che dagli Stati del Sud deve raggiungere San Francisco di Cal formia fu decisa in una sessione tenuta alla Nuova Orleans il 5 scorso gennaio, e sarà tosto cominciata e terminata in cinque anni.

STATO ROMANO

Si legge nel *Giornale di Roma* : I divertimenti carnevaleschi, principiati ai 14 del corrente, terminarono ieri sera col consueto spettacolo dei *moccoletti*.

Secondo il solito, numerosa fu l'affluenza del popolo al passeggio del Corso, e nella sera ai varii teatri.

La tranquillità e l' ordine regnarono costantemente in ogni parte.

— Lettere di Costantinopoli rilevano come la erezione fatta recentemente dal Santo Padre di cinque vescovati di rito Armeno nella vasta provincia ecclesiastica di Costantinopoli già incominciò a produrre ben consolanti risultati per la propagazione della fede cattolica.

Nella diocesi di Bursa si è manifestato un movimento religioso in favor del cattolicismo: già nel villaggio Göl Kazasy circa 200 famiglie armene scismatiche si dichiararono cattoliche: in quello detto Muratgà altri armeni scismatici aveano firmato un atto pel medesimo scopo, e simili buone disposizioni aveano luogo in altri prossimi villaggi. Monsignor Gregorio Babadur, nuovo vescovo di Bursa, si adopera a tal uopo con molto zelo e concertandosi pure con monsignor Antonio Hacsun, arcivescovo primate degli armeni in Costantinopoli, onde quei connazionali abbiano idonei sacerdoti per istruttori, e sieno tutelati dalla persecuzione del patriarca scismatico.

DUE SICILIE

Napoli, 19 *febbraio*. Si legge nel *Giornale delle Due Sicilie* :

Secondo rapporti pervenuti al real ministero dell' interno, il numero delle persone che dal mese di maggio fino a tutto dicembre percorsero, nelle diverse classi di *vagoni*, la regia strada ferrata da Napoli a Capua, ne' vari luoghi delle loro mosse e fermate, fu di 905,626.

Trasportaronsi inoltre cantaia 84,515 33 di mercanzie; numero di animali 18,595.

SVIZZERA

Berna, 27 *febbraio*. La direzione delle finanze presentò al consiglio esecutivo la sua relazione relativamente al già gran consigliere Pietro Schneider, di Frutigen, il quale, incaricato di operare in quella località il cambio delle monete antiche, abbandonò il paese. Alcuni giorni prima della sua fuga egli avea fatto una spedizione di monete all' ufficio centrale per la somma di diecimila franchi. Nella sua cassa si trovò una certa quantità di kreuzer ed alcune false monete di dieci batz, ma nessun registro concernente le sue operazioni di cambio, se non quitanze riguardanti le sue spedizioni.

Sembra che il fuggitivo sia partito alla volta di Olanda per recarsi in America. Le persone che lo conoscono credono che i suoi affari non fossero in così cattivo stato da indurlo a prendere una simile risoluzione.

— I sei rifugiati, la cui espulsione fu ordinata dal consiglio esecutivo per essersi ingeriti negli affari politici del paese, sono i signori: Francesco Ernesto Fournier, francese; Francesco Frech, di Baden; Guglielmo Löwe, prussiano; Luigi Pfan, virtembergheese; Roberto Herzer, di Baden-Baden, e Massimiliano Fiola, di Carlsruhe.

Argovia. La nuova costituzione fu accettata dal popolo con voti 22,575 contro 4067. Gli aventi diritto di voto sono 36,150, di cui solamente 26,625 intervennero alle assemblee.

Soletta. Il Gran Consiglio, nella passata sua sessione, si occupò della proposizione di Meister per la immediata soppressione delle fondazioni e corporazioni religiose di Soletta e di Schönenwerd. Su di essa fu pronunciato l' ordine del giorno, non avendo radunato che 50 voti. Kulli ne faceva un'altra perchè si aprano negoziazioni coll' autorità ecclesiastica affine di sopprimere la fondazione di Schönenwerd e di riorganizzar quella di Soletta. Schenser propose di procedere alla revisione degli inventarii delle fondazioni e dei conventi, sospendere provvisoriamente il noviziato, attribuire allo Stato il diritto di percezione e collatura, ed impiegare i fondi disponibili a favore della pubblica istruzione e nella creazione di un ospitale. Ambedue queste proposizioni furono prese in considerazione la prima con 56 voti, la seconda con 47.

FRANCIA

Parigi, 27 *febbraio*. Il decreto che abbiamo accennato nel numero antecedente della nostra Gazzetta, relativo alla concessione della strada ferrata da Strasburgo alla frontiera bavarese presso Wissemburgo, è preceduto da un rapporto nel quale il ministro dei lavori pubblici indica lo stato della quistione e l' interesse reale che la Francia ritrarrà da questa nuova via di comunicazione.

La strada ferrata da Strasburgo a Basilea, dice il ministro, fu sempre considerata come parte di una grande linea destinata a servire per la riva sinistra del Reno, e a mantenere nelle nostre contrade dell' Est un transito importante di cui sono da lungo è stata la medesima nel resto di Europa, ed i rappresentanti diplomatici della Spagna nelle principali capitali hanno fatto cantare *Te Deum* di ringraziamento al Signore. Nulla del resto di nuovo nell'andamento politico della Spagna.

In Portogallo il presidente del consiglio duca di Saldanha ha promulgato un atto addizionale alla costituzione, in cui alcune franchigie sono ampliate.

Il Parlamento inglese si riaprì nei primi giorni del mese: e nella prima tornata della Camera de' comuni lord John Russell e lord Palmerston diedero i chiarimenti tanto aspettati intorno alla subitanea demissione di quest'ultimo dal posto di segretario di Stato per gli affari esteri, dai quali risultò che lord Palmerston fu invitato dal primo ministro a lasciar il portafoglio per aver tenuto un discorso su i casi del 2 dicembre coll'ambasciator francese conte Walewsky, senza averne informati i suoi colleghi. La sessione si annunziava fin dai primordii poco propizii al ministero whig; lord Broughton (già sir John Cam Hobhouse) lasciava la direzione degli affari delle Indie, e gli veniva surrogato il molto onorevole sig. Fox Maule, a cui nel dicastero della guerra sottentrava il deputato Vernon Smith: in pari tempo era nominato sotto-segretario di Stato nel ministero degli affari esteri il sig. Layard, viaggiatore di molta celebrità per le sue scoperte delle antichità di Ninive. Lord John Russell presentava alla Camera dei comuni la sua proposta di riforma elettorale. Lord Naas presentava una mozione di censura contro il ministero e contro il vicerè d'Irlanda lord Clarendon a cagione dei sussidii da questo accordati al compilatore di un giornale irlandese (*The World* di Dublino, diretto dal sig. Birck); ma la proposta appoggiata dal sig. d'Israeli e vivamente oppugnata da lord John Russell e da lord Palmerston veniva rigettata da gran maggioranza. Lord John Russell domandò quindi la facoltà di presentare un bill per accrescere le milizie locali. Lord Palmerston proponeva di estendere la efficacia del provvedimento alla Irlanda ed alla Scozia, e pronunciava in appoggio della sua mozione un discorso che destò molto entusiasmo e gli fruttò un trionfo oratorio, di cui si trovan pochi riscontri nella storia parlamentare di questi ultimi anni. Il ministero contradisse alla proposta, la quale nondimeno fu approvata con la maggioranza di undici voti. Il ministero diede immediatamente la sua demissione che la regina accettò. La nuova amministrazione è composta dal conte di Derby (già lord Stanley) primo lord della tesoreria; sir F. Sugden lord cancelliere; M. Walpole ministro dell'interno; il conte di Malmesbury ministro degli affari esteri; il signor Herries presidente del controllo (affari delle Indie); il sig. d'Israeli cancelliere dello scacchiere, ed il duca di Northumberland primo lord dell'ammiragliato. I tre personaggi di maggior calibro del nuovo ministero sono il conte di Derby, che è uno dei più eloquenti oratori della Gran Bretagna ed un valentissimo *debater*, come dicono gl'inglesi; il sig. Herries che è assai versato nelle materie di finanza, ed il sig. d'Israeli noto per i suoi romanzi e per la perseverante opposizione fatta ai principii economici del libero scambio ed a sir Roberto Peel che ne fu il glorioso propugnatore. La pubblicazione di maggior momento fatta nel mese in Inghilterra è quella della replica alla risposta ufficiale del governo napolitano del sig. W. E. Gladstone.

I Parlamenti virtembergheese e bavarese hanno continuato i loro lavori legislativi. Il prussiano ha deliberato intorno a questioni politiche di somma importanza, e relative alle modificazioni da arrecarsi ad alcuni articoli dello statuto, quello segnatamente che risguarda la composizione della Camera dei senatori, la quale da alcuni si vuole ereditaria, da altri di sola nomina regia. Ha menato rumore in Berlino il processo e la condanna ad una forte multa per delitto di stampa del conte Enrico di Arnim, già ministro e senatore.

A Napoli son continuati i pubblici dibattimenti per la causa di Stato del 15 maggio. Altre scosse di terremoto si son fatte sentire in Calabria ed a Messina. S. A. R. il duca di Calabria ha ricevuto dal principe presidente della repubblica francese le insegne di gran croce della Legion d'Onore.

A Roma son morti gli eminentissimi cardinali Orioli e Castracane degli Antelminelli. A Pistoia è morto Niccolò Puccini, uomo benemerito per la operosa sollecitudine verso i poveri, e per l'amore alla lettura ed agli studi. A Firenze è mancato ai vivi il marchese Ludovico Gualterio di Orvieto, padre dell'illustre storico dei *Rivolgimenti italiani*. La inaspettata morte di quell'onorando uomo ha compreso di giusto e sentito rammarico tutti coloro che conoscevano i pregi di animo e di cuore che l'abbellivano e le sue civili virtù. E Milano lamenta pure in questo mese la morte improvvisa dell'ottimo Giovanni Torti, succeduta in Genova. Amico di Manzoni, di Berchet, di Grossi, facile ed elegante artefice di versi, uomo virtuoso ed intemerato il Torti lascia di sè in quanti lo conobbero acerbo desiderio e memoria carissima.

Dopo aver votato il bilancio attivo e passivo per l'anno 1852 e le leggi sulla stampa e sulla pubblica sicurezza le due Camere del Parlamento Sardo hanno cessato i loro lavori, e la sessione del 1851 è stata chiusa, sessione feracè d'importanti ed essenziali provvedimenti, e ricca di memorabili e solenni discussioni. Il guardasigilli avv. Deforesta ha chiesta ed ottenuta dal Re la sua licenza dall'eminente uffizio: gli è sottentrato il commendatore Galvagno finora Ministro dell'interno, il quale è stato nel suo posto surrogato dal cav. Pernati, intendente generale della Divisione amministrativa di Torino.

Z...

tempo in possesso, e che gli è disputato dalle strade di ferro tedesche della riva destra del Reno.

« L'amministrazione ha da lunga pezza fatto studiare i progetti della parte di questa gran linea compresa fra Strasburgo e la frontiera bavarese, e con una convenzione, in data del 4 febbraio 1848, il governo francese ed il governo bavaro si sono intesi per lo stabilimento d'una strada ferrata che riunisca Strasburgo a Spira e a Newstadt.

» Questa convenzione non è stata ancora ratificata, e il governo francese dovette esitare, dopo il 1848, a contrarre verso un governo estero impegni la cui esecuzione poteva imporre al tesoro una gravezza molto onerosa nelle circostanze in cui esso trovavasi.

« Dappoi che il ritorno della pubblica fiducia fe' rinascere in Francia lo spirito d'intraprendimento, la compagnia della strada ferrata da Strasburgo a Basilea, ripigliando le proposte ch' essa avea fatto ad uno de' miei predecessori, offerse d'incaricarsi della linea da Stra-burgo alla frontiera bavarese, mediante la sovvenzione di 5 milioni ed una guarentia del 4 0/0 d'interesse sul rimanente del capitale necessario alla sua costruzione. »

Per dimostrare che questi oneri saranno compensati largamente dai vantaggi, il ministro enumera i risultamenti principali che si otterranno colla creazione di questa nuova linea:

« 1. Essa aprirà per la nostra comunicazione coll'Alemagna meridionale, una seconda via quasi altrettanto diretta quanto quella di Sarrebruck, e che, non avendo da attraversare il territorio prussiano, può, in certe eventualità, rendere immensi servigi;

2. Essa tende a rannodare per la via più diretta le strade francesi colla rete delle strade di Stoccarda, Monaco e Vienna, rete che essa pure va a collegarsi alla riva destra del Reno, presso a Bruchsall, con un tronco ora in corso di esecuzione;

3. La sua utilità strategica non può essere disconosciuta;

4. Essa conserverà alla riva sinistra del Reno il transito delle merci e dei viaggiatori, che tende a portarsi sulla strada badese. Il commercio troverebbe infatti sulla riva sinistra una diminuzione di corsa di 35 chilometri, e il vantaggio incalcolabile di evitare per le merci il trasbordamento a cui le obbliga la disposizione della strada badese la cui larghezza è maggiore di quella delle strade tedesche. Non v'è dubbio pertanto che la strada franco-bavarese trarrà la più considerevole parte del movimento commerciale fra il mare del Nord e l'Olanda da un lato, e la Francia e la Svizzera dall'altro.

INGHILTERRA

Londra, 26 *febbraio*. Si legge nel *Daily-News*:

Corre voce alla Borsa e alla *City* che la banca inglese ridurrà domani il prezzo del suo sconto. Si continua a discorrere sulla modificazione ministeriale, ma si sta aspettando con calma il programma officiale de' nuovi ministri.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Nessun cangiamento è avvenuto, la settimana scorsa nella posizione relativa de' capi fabbricanti di macchine, e de' componenti la società collegata. L'associazione centrale de' capi ha ricevuto da molte compagnie di strade ferrate delle comunicazioni, con le quali le si annunzia, ch'esse compagnie hanno risoluto, sull'esempio della compagnia di Brigton, di dissuadere gli operai meccanisti al loro servizio dall'unirei alla società collegata. Siamo informati che una compagnia scozzese ha deciso di congedare tutti quelli de' suoi operai che aderiscono a detta società collegata.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

Ci scrivono da Dublino in data d'ieri (25) che S. E. il lord Luogotenente, la contessa di Clarendon e loro seguito lasceranno l'Irlanda sabato prossimo (28).

— Si legge nel *Sun*:

La nuova galleria del Museo Britannico, ove son collocati i numerosi monumenti di Ninive scoperti e donati dal sig. Layard, è stata aperta, sin da varii giorni, al pubblico. Nel numero di quelli è una colonna di marmo, assai bene conservata, intorno alla quale dal capitello infino alla base, si svolge una larga fascia di sculture in basso-rilievo, che rappresentano un trionfo; ossia un re seduto sul trono, dinanzi al quale passano alla sfilata truppe che traggono un immenso numero di prigionieri in catene.

Questo monumento attira in sommo grado l'attenzione del pubblico intelligente; essendochè i nostri orientalisti sono d'avviso che debba essere stato eseguito in commemorazione di vittorie riportate dagli assiri sopra gli ebrei. Se ciò fosse, tal monumento rimonterebbe al nono secolo avanti l'èra cristiana.

ALEMAGNA

Francoforte, 26 *febbraio*. La *Gazzetta del Weser* pubblica il seguente memoriale, relativo alla questione della flotta, che venne indirizzato dall'Austria a tutti i governi tedeschi prima della seduta del 15 di questo mese:

« I provvedimenti preliminari intesi a fondare una flotta tedesca, di cui si occupò la Dieta germanica nell' intervallo di tempo che corse dal mese di marzo 1848 fino alla istituzione del potere centrale, non riescirono, siccome è noto, alla risoluzione formale, tendente a formare una marina di guerra come istituzione organica della confederazione.

Era d'altronde impossibile lo adottare in quel tempo una tale risoluzione, tanta era l'incertezza che tuttora avvolgeva la futura costituzione dell'Alemagna; la Dieta potè occuparsi di disposizioni preliminari e prendere schiarimenti relativi all'acquisto di navigli, ma non potè nè volle anticipare con risoluzioni precise sul futuro ordine di cose.

Nè si fece in questo periodo di tempo acquisto di navigli, nè si conchiusero contratti a questo fine.

La Dieta, come lo attestano i processi verbali della seduta del 17 giugno 1848, l'ultima in cui si discusse quest'argomento, avea bensì deciso di porre nelle mani della sua commissione per la marina la somma di 300,000 talleri presi sui fondi delle fortezze.

Essa aveva inoltre dichiarato che lo scopo cui si destinava quel fondo, doveva rimanere segreto. Ma quella risoluzione, presa all'unanimità, quantunque in termini ben poco precisi, non potrebbe costituire un acquisto per parte della confederazione, se non qualora avesse realmente per la indicata somma comperato navi per la confederazione, e che se ne fosse preso possesso in nome di quest'ultima.

In ogni caso, la risoluzione dietale del 17 giugno 1848 non scioglierebbe la questione di proprietà se non per quanto concerne le navi che sarebbero state comperate pei 500,000 talleri sovra indicati; ma non si potrebbe applicare agli acquisti fatti con 6 milioni di talleri, riuniti più tardi col mezzo di contribuzioni matricolari.

La forma di cui fu rivestita la suddetta risoluzione del 17 giugno 1848 prova che essa è circoscritta ad un fine indicato dai bisogni presenti. Se la Dieta avesse voluto prendere disposizioni permanenti sulla flotta, non poteva farlo che in un'assemblea plenaria solenne e non in un consiglio ristretto.

L'adesione dell'inviato austriaco altro non significava se non che il governo imperiale, nell'aspettativa d'istituzioni definitive, non voleva nelle circostanze d'allora opporsi all'impiego temporario di una somma di 500,000 talleri presa sui fondi federali.

L'assemblea nazionale aveva, è vero, invitato la Dieta, con risoluzione del 14 giugno 1848, a raccogliere, conforme alla costituzione vigente allora, i 6 milioni di talleri, del cui uso doveva essere mallevadore il futuro potere centrale.

La Dieta, col non obbedire a quella richiesta, provò che non era disposta a contrarre in nome di tutta la confederazione impegni che superassero i 500,000 talleri accordati anteriormente.

Tutto il resto venne lasciato al corso ulteriore degli avvenimenti. *(Continua)*

Austria. *Vienna*, 25 *febbraio*. Leggesi nel *Lloyd* di Vienna il seguente articolo, donde fu estratto il dispaccio telegrafico da noi riportato nel foglio di sabato, e relativo alla riforma della Banca:

Prima che riesca possibile all'amministrazione delle finanze di intraprendere dei passi per regolare gl'interni rapporti della Banca, rendesi anzitutto necessario di stabilire i rapporti esterni fra lo Stato e la Banca. La *Gazz. di Vienna* pubblicherà domani per esteso la convenzione che fu stipulata fra lo Stato e la Banca. Noi rilevammo con piacere da quello, che lo Stato abbia formalmente dispensata la Banca dal prender parte all'ultimo prestito coll'importo di dieci milioni, alla quale partecipazione si era dichiarata pronta. Si riconobbe senza dubbio, non poter essere missione della Banca quella di favorire in siffatta guisa la negoziazione del prestito dello Stato, ed è probabile che ora noi avremo udito a parlare per l'ultima volta di tali operazioni che giammai producono un'impressione favorevole nel pubblico, nè ridondano a vantaggio dello Stato. In quella convenzione fu pure trovato un mezzo contro l'accumulamento nella Banca di carte dello Stato portanti interesse; argomento pertrattato dal *Lloyd* diffusamente nell'estate del 1850. Lo Stato ampliò inoltre considerevolmente la sicurezza ipotecaria alla Banca per ciò che esso deve a quest'ultima. Indi furono semplificati i conteggi fra lo Stato e la Banca e si pronunciarono delle misure più decise per ammortizzare pienamente e più presto che sia possibile il debito verso quell'istituto.

In proporzione che lo Stato contribuisce in questa convenzione al miglioramento della Banca col dispensarla dall'obbligo di assumersi una parte del prestito e coll'offrirle spontaneamente una maggior garanzia ipotecaria, così anche la direzione della Banca farà da altro canto continuamente i passi necessarii per dimostrare un regolare miglioramento nel proprio istituto. Il prospetto della Banca del mese di gennaio fu molto soddisfacente e noi rileviamo da buona fonte che anche nel mese di febbraio si sono fatti considerevoli progressi verso il miglioramento che si tende ad ottenere.

DANIMARCA

Copenaghen, 16 *febbraio*. Il ministro dell'interno ha presentato alla seconda Camera della Dieta un progetto di legge inteso a costruire in Danimarca e nei ducati una rete di linee telegrafiche elettriche, di cui tre saranno in parte sotto marine, e traverseranno il grande e piccolo Balt, e lo stretto che separa l'isola di Secland da quella di Lualand. Questo progetto fu accolto con gran favore dalla Camera.

TURCHIA

Il 24 febb. alla sera giunse a Trieste il vapore del *Lloyd* proveniente dal Levante, ma ritardato dalla bora che soffiava a Trieste con molta violenza.

Le notizie recate dal medesimo sono le seguenti in data di Costantinopoli 14:

« L'affare dei Luoghi Santi è stato deciso nel senso che debbono d'ora in avanti competere uguali diritti a tutti i culti cristiani.

« Si assicura che il sultano non volle accordare la sua sanzione a qualsiasi altro accomodamento.

« Contro la nuova imposta sulle rendite va formandosi una potente opposizione, e si dice che diverse corporazioni ne abbiano ricusato il pagamento. Il governo è però fermamente deciso di non lasciar prender piede a questo spirito di opposizione e di soffocarlo anche col mezzo di misure energiche.

« Si assicura che l'influenza di Rescid bascià va di nuovo crescendo; però l'affare de' Luoghi Santi non è stato deciso nel suo senso. »

AMERICA

Stati Uniti. Si legge nella *Indépendance Belge* del 27:

Il senato degli Stati Uniti, nella sua tornata del 9 decorso febbraio, si occupò delle risoluzioni presentate dal sig. Clarke, senatore di Rhode-Island, le quali dichiarano la determinazione di quel governo d'aderire ai principii del non intervento negli affari delle nazioni estere, tali quali furono formulati da Washington nel suo ultimo discorso, e sostenuti da Jefferson e dagli altri egregi uomini di Stato di quella repubblica. L'oratore fece su questo soggetto un discorso pieno di buon senso, e che è stato altamente approvato da tutti i conservatori dell'Unione, senza distinzione di partito.

I signori Cass e Seward avvertirono il senato che proporrebbero risoluzioni contrarie a quelle che erano state presentate. La risoluzione del sig. Cass è concepita ne' seguenti termini:

« Questo paese non può vedere senza un profondo sentimento d'inquietudine la violazione de' principii di non intervento ecc. »

Il generale pronunciò in appoggio della sua mozione (dicono i giornali americani) uno dei più magnifici discorsi della sua carriera parlamentare. Egli passò in rassegna tutte le leggi internazionali, e chiese che una proclamazione solenne sia pubblicata contro ogni tentativo fatto onde violare i principii d'equità ne' rapporti di paese a paese.

Questo discorso ha fatto una profonda impressione, e il senato adotterà probabilmente (giusta l'asserzione degli stessi giornali) le risoluzioni proposte.

L'effetto del discorso del generale Cass è stato immenso soprattutto a Nuova-York. Al vedere l'entusiasmo che vi ha eccitato, si crederebbe assicurata la elezione del generale alla presidenza.

— Si legge nel *New-York Herald*:

Kossuth era a Cleveland il 9 febbraio. I cittadini di Nuova-York hanno offerto al sig. Clay una medaglia d'oro, in riconoscenza de' suoi servigi pubblici.

Il governo romano ha contribuito con un blocco di marmo, tratto dalle ruine d'un antico tempio della pace, alla erezione di un monumento a Washington nella capitale degli Stati Uniti.

California. I vapori americani *Ohio* ed *Empire City* sono giunti nel porto di Nuova York recando recenti notizie dalla California e dell'Istmo di Panama. Gli uomini impiegati nelle miniere nell'*El Dorado* ivano tracciando un vasto canale di 14 miglia di lunghezza per unire il fiume alle miniere e per trasportare a meno prezzo le mercanzie nell'interno del paese. Una nuova miniera d'oro è stata scoperta a Marysville sul cammino di Nevada.

Le bietole in California sono di una grossezza straordinaria; ne fu recata una al Museo di S. Francisco del peso di 6 1/4 libre. Gli abitanti di S. Francisco si dolgono della grande scarsità di monete d'oro e d'argento. Le notizie che riceviamo dalle miniere danno interessanti acconti del buon successo degli avventurieri e l'emigrazione italiana vi era numerosa. Nelle vicinanze di Pine Long un contadino trovò un pezzo d'oro del valore di D. 512. Le scosse di tremuoto sono assai frequenti in S. Francisco. Un certo Davide Brown arrestato e convinto di aver rubato D. 16,000 appartenente ad un alemanno, venne sentenziato dal popolo a morte e fu appicato ad un albero.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 2 *marzo*.

Ieri partivano alla volta di Sassari il *Tripoli* e la *Gulnara* con quattrocento uomini e mezza batteria d'artiglieria. Ulteriori notizie che riceviamo dall'isola per mezzo dell'*Ichnusa* partita da Porto-Torres il giorno 27 p. p. ci recano la conferma delle notizie che ieri davamo, cioè che la tranquillità turbata nei giorni precedenti pareva ristabilita.

Il Ministro dell'Interno nell'annunziare che l'apertura del Parlamento stabilita pel giorno 4 del corrente marzo avrà luogo alle ore 11 antimeridiane, avverte, a scanso degli inconvenienti avvenuti negli scorsi anni, che il biglietto d'ingresso è individuale, e che nessuno potrà ammettersi alle gallerie senza esserne munito sotto qualsiasi pretesto.

Si legge nell'*Avenir de Nice*:

Ci giunge la notizia che una squadra inglese, composta di parecchi vascelli, è giunta questa notte nel porto di Villafranca.

— *Lombardo Veneto. Venezia*, 28 *febbraio*. S. M. l'imperator è giunto in Venezia il 28; ove si è condotto la sera prima il f. m. conte Radetzky da Verona ad incontrarlo. Per lunedì 2 marzo era annunziata una parata militare, dopo la quale S. M. si recherà a Verona per ispezionare la guarnigione di quella città e contorni ritornando nel medesimo giorno a Venezia.

Francia. *Parigi*, 28 *febbraio*. Un decreto inserito nel *Moniteur* d'oggi istituisce società di credito fondiario.

Un altro decreto conferisce l'ordine della Legion d'Onore a suora Rosalia, di S. Vincenzo di Paola, *degna imitatrice di suor Marta gloriosamente decorata dall'Imperatore*.

— Il sig. Guinard, di cui erasi annunciata nei giornali la liberazione, scrive da Doullens che non fu graziato, e che non domandò grazia.

— Il sig. Seveste, direttore dell'*Opera-National*, colpito ultimamente da un attacco d'apoplessia, è morto stanotte.

— Leggesi nella *Patrie*:

Il sig. Cuoco-Spinelli, del quale si conoscono le relazioni politiche, è stato esiliato dal territorio francese; egli dee partire domani.

Inghilterra. *Londra*, 28 *febbraio*. I giornali francesi recano il seguente dispaccio telegrafico:

« Ieri sera, venerdì, lord Derby ha esposto il programma del nuovo gabinetto. Egli annunzia che il governo si adopererà per mantenere la pace; dichiara di aderire ai trattati esistenti; approva i preparativi di difesa; promette di esercitare una grande sorveglianza sui rifugiati; dichiara che il governo non farà alcun cangiamento nel sistema finanziario politico, tranne che se ne esprimesse formalmente il desiderio per parte della nazione. Il *bill* di riforma è ritirato.

La Camera dei lords è aggiornata fino a lunedì; e quella dei comuni per quindici giorni. »

— La *Patrie* riferisce il discorso pronunciato dal conte Derby alla Camera dei lord nella seduta del 27.

Dopo di aver fatto un breve elogio al carattere ed alla condotta del marchese di Lansdowne, antico presidente del consiglio, il nobile lord continuò accennando come improvvisa gli rimanesse la caduta del precedente gabinetto; disse che dopo di avere ben ponderata la responsabilità di formare una nuova amministrazione, oppure di lasciare la regina ed il paese senza governo, egli deliberò di accettare da S. M. l'incarico di ricomporre il ministero.

Quanto alla politica estera, il conte Derby affermò essere necessario di mantenere la pace universale; ed a questo fine, il governo della G. Bretagna terrà, rispetto alle potenze estere, una condotta calma e moderata si negli atti che nelle parole, sarà fedele esecutore dei trattati, rispetterà l'indipendenza di tutte le nazioni grandi o piccole, ed il diritto che esse hanno di dirigere a loro talento gli interni loro affari.

Nel caso in cui la Gran Bretagna avesse a muovere rimostranze contro qualche nazione, lo farà con calma e moderazione, non con alterigia o con minaccie, e confiderà nell'onore e nella giustizia di coloro ai quali la rimostranza verrà indirizzata. La più stretta neutralità rispetto agli affari interni d'ogni paese è poi necessaria per mantenere l'Inghilterra in rapporti di amicizia con tutti i popoli d'Europa.

Riguardo alla marina, il nobile conte crede che essa è in ottimo stato, ed è in grado di difendere le coste contro una invasione, di guarentire le colonie e di proteggere il commercio; in favorevoli condizioni trovasi pure lo stato militare del paese. La Gran Bretagna non intende di muovere guerra ad alcuna nazione del mondo, ma tuttavia sorgeranno, come un solo nome, i popoli d'Inghilterra, di Scozia e d'Irlanda per la difesa della patria.

Riguardo ai rifugiati, il governo manterrà in tutta la loro pienezza gli antichi principii della costituzione britannica, in virtù dei quali i rifugiati esteri trovano in Inghilterra un sicuro asilo, ma non permetterà che i rifugiati abusino dell'ospitalità loro accordata per fomentare intrighi contro i governi del loro paese, e renderà questi governi avvertiti delle trame che si ordissero contro di essi.

Rispetto alla politica finanziaria, il conte di Derby crede che i cereali non debbano essere la sola merce immune da diritti d'importazione; ei si riserva di consultare a questo riguardo il voto del popolo chiaramente manifestato.

Il nobile lord confessa che ei crede di non possedere la maggioranza nella Camera dei comuni, ma confida nel buon senso di questa, e spera che non si provocheranno questioni irritanti per secondare interessi di partito e privare il governo del concorso di cui abbisogna.

Conchiude col dichiarare che non riprenderà il progetto di legge sulla riforma parlamentar a.

Il discorso del nobile lord fu lungamente applaudito.

— Il *Morning Herald* del 27 fa conoscere le altre seguenti nomine nella amministrazione del conte di Derby. Sono nominati:

Cancelliere del ducato di Lancastre, il signor Christopher in surrogazione a sir G. Y. Buller, che non ha accettato per motivi di salute. (Il titolare di questo posto sotto il ministero Russell era il conte di Carlisle e aveva voce in consiglio; sotto il ministero Derby esso non fa più parte del gabinetto, che ora però è composto di 15 membri in vece di 14, com' era stato detto.)

Segretario del dicastero del controllo degli affari dell'India, il sig. Cumming Bruce, in surrogazione a lord Jocelyn che non ha accettato;

Segretario dell' amministrazione della legge dei poveri, sir Emmerson Teuent;

Lord della tesoreria, lord Henry Lennox, figlio del duca di Richmond;

Tesoriere della casa della regina, lord C. Hamilton;

Clerk-marshal della casa della regina, lord Colville.

— Il *Morning Chronicle* annunzia la morte del dottor Muray, arcivescovo cattolico di Dublino, la pericolosa malattia del quale fu accennata nel num. antecedente della Gazzetta. Egli morì nella mattina del 25, a 6 ore meno 1/4, nella sua residenza di Montjoy-Square a Dublino.

— Si legge nel *Globe*:

Ieri è morto a Hoperton Cattage il celebre poeta Tommaso Moore in età di 72 anni.

Egli era stato amicissimo del marchese di Lansdowne e di lord John Russell. Tommaso Moore nacque a Dublino il 28 maggio 1780.

— Si legge nel *Times*:

Oggi (27) alla Banca i direttori han deciso di fare le anticipazioni ordinarie sul trimestre sopra i valori del governo sino a pagamento dei dividendi al prezzo di 2 0/0 all'anno.

— Si legge nello *Standard*:

I fondi inglesi si mantengono fermi, e mostrano tendenza all'aumento. Consolidati a contanti e per conto 97 1/8 1/4: 3 0/0 rid. 98.

Francoforte. Non solo è verosimile, ma è certo che la Dieta germanica si occuperà quanto prima della questione dello Schleswig-Holstein. I documenti relativi al regolamento dei confini dello Schleswig e dell'Holstein furono spediti alla Dieta. *(Hamburger-Nachrichten)*

— *Berlino*, 24 *febbraio*. I deputati Lette e Forsbner avevano proposto alla prima Camera di nominare una commissione incaricata di esaminare gli atti del governo che non fossero in armonia colla costituzione, per quello che riguarda i dissidenti e sovratutto i così detti comuni cattolici liberi.

La commissione nominata per esaminare quella proposta, considerando: 1° che l'art. 32 della costituzione non accordava il diritto di nominare una simile commissione; 2° che d'altronde i fatti non avevano quel carattere di gravità che sarebbe richiesto per una tale risoluzione, ha deciso, alla maggioranza di 11 voti contro 3, di proporre alla Camera la reiezione della proposta.

E. Leone Gerente.

IL SINDACO DI MONDOVI'

Notifica al pubblico che con atto d'incanto 28 cadente febbraio veniva deliberato l'appalto del *Dazio per esercizio* al prezzo di L. 40,250.

Previene quindi che i termini fatali per l'aumento del decimo scadranno col mercoledì dell'8 prossimo mese di marzo.

Mondovì, il 28 febbraio 1852.

Il Sindaco, Medico MICHELE DANNA.

AVIS.

Les Actionnaires de la Banque de Savoie sont convoqués à l'assemblée générale qui aura lieu dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville, à Annecy, le 7 mars prochain, à 9 heures du matin.

L'ordre du jour de cette réunion est :

1. De rendre compte des opérations de la Banque pendant ses cinq premiers mois d'exercice soit du premier août au 31 décembre 1851;

2. De nommer deux membres du Conseil d'Administration en remplacement de deux démissionnaires.

INNOVAZIONE DEL 1851

GRAN PERFEZIONAMENTO DI

PUNTE DI PENNE

Francesi, dette di Corno,

AMMESSE ALL'ESPOSIZIONE DI LONDRA

a L. 5 ogni scatola di 100 penne a doppia punta.

Fra tanti perfezionamenti recati agli oggetti d'industria, non erasi trovato sinora il modo di perfezionare la penna. Tanto si ottenne in questi giorni. Le nuove penne a doppia punta vincono in bontà tutte le precedenti di metallo: esse sono della massima flessibilità, sono acconcie a qualunque età, e benchè si scriva con tutta fretta non si corre mai rischio di lacerare la carta.

SUOLE DI SASSONIA

UMIDIFUGHE ED IMPENETRABILI

PER PRESERVARE DAL FREDDO E DALL'UMIDITA'

Ammesse all'Esposizione di Londra,

a 2 fr. il paio.

Queste suole impediscono che l'umido penetri nel calzare, tengono caldo il piede, di estate assorbiscono la transpirazione, e si acconciano con facilità alla scarpa, allo stivale ecc.

Il sottoscritto ha inoltre ricevuto da una delle principali fabbriche di Londra un assortimento di Aghi per cucire delle qualità più fine e ricercate.

E disceso all'albergo della Caccia, piazza Castello.

ISIDORO LOUY, *di Parigi.*

DA VENDERE

in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:
In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

AVVISO

Ai proprietarii di Porta d'Italia

I proprietarii di case e terreni, e tutti quelli che ponno avere interesse che la stazione *Embarcadero* della strada ferrata da Torino a Novara sia collocata a PORTA D'ITALIA, sono invitati ad intervenire all'adunanza generale che avrà luogo la sera di giovedì 4 marzo corrente, alle ore 7, nel locale degli archivi della S. R. dei Ss. Maurizio e Lazzaro, via della Basilica, num. 14, scala a destra sotto la porta, piano nobile, per prendere le opportune deliberazioni in tale proposito.

Per la Commissione
G. SCLOPIS.

SEMENZE BIGATTI del **Monte Brianza** e di **Vigevano**, ambe di prima qualità, presso Giuseppe Grosso, in Dora Grossa, rimpetto l'albergo S. Simone.

TRASFERTA

Il magazzino da carta di Carlo Passarino, attualmente in Dora Grossa, casa Baldissero, avanti il Caffè Barone, sarà trasferto al prossimo primo aprile 1852, in casa S. Secondo, via dei Mercanti.

DA SUBAFFITTARE A PASQUA

ALLOGGIO di num. 8 camere formanti 10 membri, tappezzati a nuovo, con tre grandi soppalchi, galleria e terrazzo verso ponente e spaziosa cantina per la legna, due infernotti per vasi vinarii e bottigliera, e coll'acqua in casa per usi domestici.

Via della Zecca, casa Birago di Vische, n. 1, piano nobile. — Visibile dalle ore 12 alle 2 pomeridiane.

DA VENDERE A MORE

CASCINA, in Mombello, di ett. 11, are 43, cent. 12 (giorn 30) circa composta di vigna, campi e prati, in buonissimo stato, con grandiosa casa nel centro, in amena posizione, strada carrozzabile, e colla comodità dell'*Omnibus* di Castelnuovo d'Asti, tutti i giorni.

Indirizzarsi al sig. Tabasso, proprietario del Caffè dell'Industria Nazionale, via Alfieri, già S. Carlo.

DA VENDERE

CASCINA di ettari 34 (giorn. 88 circa) tra campi, prati, vigna e boschi, distante chilometri 20 circa (miglia 8) da Torino, con caseggiato civile, rustico, e strada carrozzabile. — Dirigersi al causidico Migliassi, sostituito al caus. coll. Tricerri, via S. Dalmazzo, n. 14.

DA VENDERE

Un CORPO di CASCINA composto di are 1320 (giornate 35) circa, sul territorio di Pino Torinese, in prossimità della strada per Torino e della parrocchiale, con spazioso fabbricato rustico, riducibile a civile con tutta facilità.

FILATURA in Chieri, di recente costruzione, di 43 forncili, dei quali 24 nuovi alla *Chambon*, con o senza giardino attiguo, di circa are 52 (giorn. 2).

Far capo in Torino presso i signori Andrea Tachis, Levi e Comp., via della Provvidenza, num. 26.

DA VENDERE

Diversi BIGLIARDI nuovi e di riscontro, via dei Due Bastoni, case Astesana, num. 10, Torino.

Recapito al negozio di Giosanni Origlia, già Cerutti.

AVIS. La ville de Paris va adjuger un emprunt de
Cinquante millions de francs.
MM. CUSIN LEGENDRE et COMP., Banquiers à Paris, ont ouvert une souscription dans leurs bureaux, et se proposent de participer à sa réalisation. MM. FRANÇOIS LONG et FILS, Banquiers à Turin, correspondants de MM. Cusin Legendre et Comp., fourniront tous les renseignements nécessaires et recevront les souscriptions et le montant du premier versement pour le compte de ladite Maison de Paris.

AVVISO. Il DEPOSITO dei ferri di Savoia, esistente in via S. Carlo, casa d'Austria, n. 5, è stato traslocato in detta casa, via della Provvidenza, num. 20.

DA AFFITTARSI AL PRESENTE

CASINO di 15 stanze mobigliate, con scuderia, rimessa e giardino inglese, in situazione salubre, amena e dominante a due chilometri da Torino.

Altro **CASINO** di 9 stanze smobigliate, con cantina ed orto, a 5 chilom. da Torino, sullo stradale di Stupinigi

Recapito dal portinaio, via del Fieno, n. 3, in Torino.

NOTA

Con instromento 7 febbraio 1852, rogato Sollier, notaio a Chiomonte, i signori avv. Beniamino e Giorgio fratelli Sollier fu notaio Augusto, dimoranti in detto luogo di Chiomonte, fecero acquisto dal signor Giovanni Francesco Jannon fu Antonio Gabriele, per il prezzo di L. 1,500, di una pezza vigna a corpo, e come trovasi situata in Clarce, ossia Premonastel, territorio di Chiomonte.

Tale atto venne trascritto all'uffizio delle ipoteche di Susa il 23 del corrente, vol. 16, art. 1867 del registro delle alienazioni, e sopra quello generale d'ordine, vol. 96, cas. 256.

Susa, il 25 febbraio 1852.

Il conservatore Hermil.

NOTA

Con instromento 9 dicembre 1851, rogato Castelli, residente in Domo, il sig. Antonio Grossio ha venduto ad Angelo Domenico Perotti fu Giovanni, ambi di detto luogo, un diretto dominio, fruttante l'annuo perpetuo canone di L. 9, 21, assentato sopra uno stabile vitato di are 29, cent. 26, in quella mappa di Domo, a parte del num. 243, posto tra la via di Castagnè e di Pavia, per il prezzo di L. 184 20. Tale contratto è stato inscritto all'ufficio di conservazione delle ipoteche in Vigevano, il 14 febbraio 1852, per quegli effetti voluti dall'art. 2303 del vigente codice.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 1° marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	Per contanti. nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa.	Pel fine del mese corr. nella matt.
1849 5 0/0 *god.* 1 8.bre				
1850 » » 1 genn.				
1848 » » 1 7.bre		88 95		
1849 » » 1 genn.		89 60 90 50		90
1851 » » 1 dicem.		90 40)		
1834 *Obbligaz.* 1 genn.				
1849 » 1 8.bre.				
1850 » 1 febbr.		925		
1844 5 0/0 *Sard.* 1 genn.				
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N. 1 genn.	1735		1748 1750	1750 1755
— Banca di Savoia				fin.apr.
Città di Torino (4 0/0 oltre lo interc. decor.				
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.				
Società del Gaz (nuova				
Incendii a premio fisso 31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio		408		
Molini presso Collegno 1 giugno				

CAMBI	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	253 —	253 1/2 —
Genova sconto 4 p. 0/00	211 —	— —
Francoforte S. M.	99 90	99 40
Lione	25 35	25 20
Londra	— —	— —
Milano	99 90	99 40
Parigi	— —	— —
Torino sconto 4 p. 0/0		

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 02 —	20 08 —
— di Savoia	20 60 —	20 68 —
— di Genova	79 15 —	79 33 —
Sovrana nuova	35 02 —	35 14 —
— vecchia	34 77 —	34 89 —
EROSO misto		
Perdita	2 75	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 28 febbraio.*

Il 5 0/0 aperto a 103 60 è sceso a 103 45, e dopo essere risalito a 103, 75, chiude a 103 70.

Il 3 0/0 resta a 65, 65.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 89, 85.

Le azioni della Banca di Francia a 2565.

TEATRO D'ANGENNES.

I pezzi musicali che il sig. Feitlinger, cantante tenore di S. M. il re di Olanda, eseguirà domani, mercoledì 3 marzo, al *Teatro d'Angennes* tra un atto e l'altro della commedia francese, sono i seguenti:

1° Le rêve du premier baiser. Mélodie allemande, musique de Seiges.

2° Dieu veille la sur tes vieux ans. Romance française, musique d'Eugène Dezazet.

3° Le regret de ces montagnes. Tyrolienne, musique de Ficher.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: RIGOLETTO, del M.ro Verdi — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composta dal coreografo A. Cortesi. — Balletto *La Vivandiera.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La suonatrice d'arpa* — con farsa.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera — la *Norma*, musica del cav. Bellini — Ballo in tre atti *Alice.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Vaudevilles.*

GERBINO (ore 7 1/2) Prima rappresentazione dell'opera: il *Furioso* — balletti comici con Tom-pouce.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il guanto ed il ventaglio.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: *Il Templario* — Ballo *Mazzeppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Giovanna d'Arco* — Ballo *Il cuore delle donne.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
21 febbr.	758 86	759 62	759 52	+ 4 5	+ 8 0	+ 8 4	+ 1 8	+ 5 6	+ 5 4	N.N.O.	N. E.	N.	Ser. con velo	Ser con vap.	Ser. con vap.
22 »	758 75	758 6	756 46	+ 5 4	+10 9	+11 7	+ 3 0	+ 7 3	+ 7 2	S. O.	N.	N. O.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
23 »	756 0	757 64	756 54	+ 5 6	+ 6 8	+ 7 4	+ 6 1	+ 6 0	+ 6 5	S.	N.	N.N.E.	Annuvolato.	Annuvolato.	Annuvolato.

TIP. G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 54 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

MERCOLEDI' 3 MARZO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent., d'obbligo, 25 cent.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato:
Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Per esercitare l'azione penale pei reati previsti dall'art. 25 dell'Editto ventisei marzo mille ottocento quarantotto, non meno che per qualunque procedimento relativo, basterà al pubblico Ministero di dichiarare l'esistenza della richiesta menzionata nel secondo alinea dell'art. 56 di detto Editto senza essere tenuto di esibirla.

È abrogato in quanto a cotali reati il disposto dell'art. 54 del medesimo Editto, e sarà agli stessi applicabile il prescritto dell'articolo 55.»

Il Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per gli Affari Ecclesiastici, di Grazia e Giustizia, è incaricato dell'esecuzione della presente Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserita nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. in Moncalieri, il 26 di febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

DE FORESTA.

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione, vedi num. 52, 53)

Spese — ESTERO E POSTE.

Spese ordinarie.

Ministero degli Affari Esteri.

1 Personale	130,540	»
2 Spese d'ufficio	30,000	»
3 Spese segrete	90,000	»
4 Viaggi dei Corrieri di gabinetto e di staffette	50,000	»
5 Spese diverse	2,350	»
6 Rimpatrio di Nazionali	6,000	»
7 Casuali	10,000	»
Legazioni.		
8 Assegnamenti e stipendi	515,500	»
9 Spese diverse	90,000	»
9 *bis* Fitti dei palazzi delle Legazioni in Parigi e Costantinopoli	35,000	»
Consolati.		
10 Assegnamenti e stipendi	260,000	»
11 Spese diverse	95,000	»
12 Casuali	60,000	»
12 *bis* Sussidio all'Ospedale marittimo Sardo in Costantinopoli	5,000	»
Poste.		
13 Personale degli Impiegati	488,979	20
14 Personale dei Corrieri, Portalettere, Garzoni d'ufficio ed Invalidi	78,375	»
15 Spese d'ufficio	90,350	»
16 Provvigioni diverse	194,000	»
17 Sussidii a'mastri di Posta	12,790	»
18 Fitto degli uffizi	25,650	»
19 Trasporto dei dispacci	689,960	85
20 Rimborso agli uffizi esteri	80,000	»
21 Spese diverse pel personale	30,450	»
22 Fabbricazione e manutenzione dei legni dei Corrieri, slitte ed altre spese riflettenti il materiale	53,503	20
23 Casuali	15,000	»
Spese straordinarie.		
24 Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione	*sospesa*	
25 Assegnamenti d'aspettativa	10,279	»
26 Provvista di macchina pei Franco-Bolli	2,500	»
Totale Spese ordinarie L.	3,068,668	25
Totale Spese straordinarie »	12,779	»
Totale generale L.	3,081,447	25

(Continua)

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

BENIAMINO FRANKLIN

(Continuazione. Vedi num. 51, 52).

Il giovine Franklin, divenuto abilissimo compositore, non potè più trattenersi dal divenire anche scrittore: idee ne aveva imparate; altre che ne sentiva pullulare in capo originali, e bisognava pure che le sfogasse. Cominciò dunque a scrivere di soppiatto nello stesso giornale di cui suo fratello era editore, e di cui egli era il compositore, il fasciatore ed il distributore a domicilio. Qui gli storici raccontano una grave mancanza di lealtà commessa da Beniamino verso il fratello Giacomo. Nella loro stamperia si pubblicava un giornale intitolato *The new England courant*. Un ardito articolo chiamò l'occhio dell'autorità sovra l'editore, che era Giacomo, il quale fu posto in prigione, previa la soppressione del giornale stesso. L'articolo era di Beniamino. Per ricominciare la pubblicazione del giornale, Giacomo che non poteva più esserne malevadore andò in segreto accordo con Beniamino, che accettò l'apparenza di proprietario davanti l'autorità, restando però di fatto la proprietà nelle mani di Giacomo. Sopravvenuta una querela fra i due fratelli, ebbe la indelicatezza di non voler tener conto del contratto segreto, e possedendo l'autorizzazione governativa, volle farsi egli stesso l'editore del giornale. Ma tutta la famiglia gli fu contraria, e non potè trovar mezzi da condurre da se solo il negozio. — Questo viene da lui stesso chiamato il primo dei suoi *errata*. In seguito a ciò Franklin dovette sfrattare dalla stamperia, lasciare Boston, e cercare lavoro a Nuova York.

A Nuova York la fortuna non sorrise al giovine avventuriero. Gli fu forza pertanto rivolgersi a Filadelfia, ove recossi, solo, mezzo svestito, senza raccomandazioni, pieno di dubbi e di fame. La sua entrata in Filadelfia è da lui medesimo così narrata nelle sue memorie: — « Dopo una notte fredda, sbarcammo a Filadelfia. Avevo la mia tunica di fatica, ed ero sudicio pel lungo soggiorno in barca: le mie saccoccie erano ripiene di camicie e calzette: non conosceva nessuno, e non sapevo dove cercare alloggio. Affaticato dal remigare, dal vegliare, sentiva gran fame: tutte le mie finanze consistevano in un dollaro, ed uno scellino circa in moneta spezzata. Diedi lo scellino ai barcaiuoli, che venne accettato dopo molte vive insistenze. Sovente noi siamo più generosi quando abbiamo poco danaro che quando ne abbiamo molto. Mi misi nella strada che mi stava davanti, guatando a dritta e sinistra, e incontrai un giovine con un canestro di pane. M'era spesso capitato, giusta i miei principii pittagorici, di far pasto con del solo pane secco: arrestai il giovine e lo richiesi ove avesse comperato quel pane, ed egli m'accennò una bottega di panattiere: v'entrai, e non conoscendo le varie qualità di pane usate in Filadelfia, ne domandai per tre soldi, e mi si diedero tre pani la cui ampiezza mi meravigliò. Le mie tasche erano già occupate, sicchè ne ficcai due sotto ciascun braccio, e mi attaccai coi denti al terzo. Così camminando m'avvenne di passare davanti la porta del signor Read, il padre della fanciulla che un giorno doveva poi essere mia moglie. Madamigella Read stava in piedi sul limitare: vedendo un tapinello che mangiava il suo pane e due ne portava sotto le ascelle, essa si mise a sorridere: ella ebbe poi a convenir meco che io era assai ridicolo. Non mi pigliavo cura di chi mi guardava, e sempre camminando, finii per trovarmi ancora al posto ove ero sbarcato. Non avendo ancora bevuto dietro il pane, mi chinai sulla riviera e terminai il mio pasto: e siccome non sentiva più fame, diedi gli altri due pani ad una povera donna seduta sulla riva in mezzo ai suoi figli, e che aveva fatto meco il viaggio in barca. Era un dì di domenica, e seguendo la folla che vidi avviarsi in un dato senso, entrai nel tempio de' Quaccheri. Colà feci come tutti gli altri, cioè siedetti e tacqui, salvochè mi addormentai profondamente: il mio sonno durò infino al momento in cui i fratelli si separarono, e l'uno d'essi, toccandomi sulla spalla, ebbe la gentilezza di svegliarmi. »

Dopo molto cercare, trovò accoglimento presso un povero stampatore per nome Keimer, del quale raddrizzò colla sua abilità ed intelligenza il male avviato commercio. Nè tardò guari il Franklin a chiamare sovra di se la generale attenzione colla sua condotta, colla ricercatezza delle sue maniere, col suo vivace ingegno, talchè il governatore della Pensilvania Guglielmo Keith presolo in affezione lo volle nominare stampatore officiale della provincia. Ma occorrevano sommè per istabilire l'officina, ed il padre di Franklin, tuttavia sdegnato della costui condotta verso il fratello maggiore, disse che un giovine di diciott'anni scappato di casa non poteva avere la sua confidenza. La mancanza da Beniamino commessa contro il fratello doveva qui avere una seconda edizione, tanto è vero che bisogna schivar il fallo prima pel medesimo fallo, e poi pei falli che può trascinar seco di conseguenza.

Un amico di famiglia lo aveva incaricato di riscuotere in Filadelfia una somma di trentacinque sterlini. Franklin, sebbene o in un modo o nell'altro trovasse sempre la via di mantenersi pure avendo stretta amicizia con due compagni di studio Collins e Ralph, oziosi, leggieri, vivaci, immaginosi, ma senza un soldo, doveva bene spesso diminuire con loro il poco suo peculio per una bontà di cuore assai imperdonabile. Riscossa la suddetta somma, ebbe la debolezza, un giorno che i suoi due amici erano in bisogno, di toccarla e darne parte a loro. Questo fallo non ebbe conseguenze, poichè il padrone della somma non la richiese a Franklin se non molto tempo trascorso, quando questi aveva già potuto completarla. Tuttavia gli pesò sulla coscienza per lunghi anni e sempre lo ricordava per propria confusione, chiamandolo il secondo de' suoi *errata*. Questi *errata* furono quattro, ed asceniamo di volo gli altri due; — Il governatore Keith, il quale aveva raddoppiata la sua simpatia verso il Franklin, lo spedì a Londra per acquistarvi caratteri e torchi per poter poi fondare una buona stamperia a Filadelfia. Prima di abbandonare la terra natale per sì lungo viaggio, Franklin, che aveva fatta conoscenza di quella tale madamigella Read la quale da star sulla porta di casa sorrise allo sbandato e discinto giovi-

Con Regii Decreti del 27 febbraio scorso, S. M. ha collocato a riposo il sig. Consigliere di Stato conte Giuseppe Defornari, ed ha nominato a Consigliere di Stato il sig. conte e commendatore Gustavo Ponza di San Martino, già Primo Officiale nel Ministero dell'Interno.

Con altri Decreti del 29 dello stesso mese, S. M. ha nominato a Primo Officiale nel medesimo Ministero dell'Interno il signor cav. Eugenio Lachenal, ed ha applicato il sig. cav. Nicola Pavesi, già Intendente generale di terza classe a Cagliari, allo stesso Dicastero con incarico di fare le funzioni di Primo Officiale, promovendolo ad Intendente generale di seconda classe.

Con Decreto dello stesso giorno ha collocato a riposo il signor conte Luigi di Castiglion Falletto, consigliere segretario capo del Consiglio di Stato, e con altro Decreto del precedente giorno 27 ha collocato in aspettativa il sig. cav. avv. Carlo Panizzardi, Primo Officiale nel Ministero dell'Interno.

S. M. con decreti del 29 febbraio p. p. ha confermato a Presidente del Senato del Regno per la Sessione Parlamentare del 1852: Il sig. barone Giuseppe Manno, primo Presidente del Magistrato d'Appello di Piemonte;
Ed a Vice-Presidenti: i signori marchese Cesare Alfieri di Sostegno, avv. Giacomo Plezza.

S. M., con Decreti del 22 febbraio 1852, ha fatte le seguenti nomine e disposizioni:

Cavalli Alessandro, maggiore nel 5 reggimento di fanteria, collocato in aspettativa in seguito a sua domanda, per motivi di salute;
Minonzi Carlo, luogotenente aggregato al secondo reggimento Granatieri, e comandato al deposito degli uffiziali in aspettativa in Cherasco, collocato in aspettativa per riduzione di Corpo;
Perroni Angelo Lorenzo, luogotenente nel 18 reggimento di fanteria, collocato in riforma;
Moser Catterina, vedova del sottotenente in ritiro Giovanni Gajetto, accordatale un' annua vitalizia pensione;
Angrisani Rosa, vedova del luogotenente nel battaglione Invalidi Antonio Brizio, accordatale un' annua vitalizia pensione.

Con Decreti del 29 stesso mese:

Gerbaix de Sonnaz conte Ippolito, generale, comandante generale della divisione militare di Torino, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Gerbaix de Sonnaz cav. Ettore, generale, comandante generale della divisione militare d'Alessandria, trasferto al comando generale della divisione militare di Torino;
Rossi cav. Giuseppe, maggiore generale comandante del R. Corpo di Stato Maggiore, ed ora comandante provvisorio la sotto divisione militare di Novara, promosso al grado di luogotenente generale, e nominato comandante generale della divisione militare di Alessandria;
Morozzo della Rocca cav. Enrico, maggiore generale, aiutante di campo di S. M., nominato comandante del R. Corpo di Stato Maggiore;
Giustiniani cav. Enrico, maggiore nel Real Corpo di Stato Maggiore, promosso al grado di luogotenente colonnello nello stesso Real Corpo;
Nanissi Giovanni, veterinario in secondo del reggimento Cavalleggieri di Alessandria, nominato veterinario in primo nel reggimento Cavalleggieri di Novara;
Dovis Alessandro, capitano nel 9 reggimento di fanteria, collocato in aspettativa in seguito a sua domanda, per motivi di salute;
Bava cav. Giovenale, colonnello comandante dell' 8 reggimento di fanteria, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Sala Giovanni Battista, ispettore delle caserme con titolo e grado di commissario di guerra, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Cugia cav. Agostino, capitano nel reggimento Cacciatori di Sardegna, collocato in aspettativa per sospensione dall' impiego;
Mundula Gioachino, sottotenente nel reggimento Cacciatori di Sardegna, collocato in riforma;
Marazzani conte Ludovico, capitano nel R. Corpo di Stato Maggiore, dispensato da ulteriore servizio in seguito a sua domanda, conferendogli in pari tempo il grado di maggiore nel Regio Esercito;
Besozzi Antonio, luogotenente di fanteria in aspettativa, collocato in riforma;
Archini Gaspare, segretario del soppresso Governo militare della divisione d'Alessandria, collocato a riposo;
Forato Angela, vedova del maggiore in ritiro Stefano Valerio Cirillo Gianolio, accordatale un' annua vitalizia pensione.

PARTE NON UFFICIALE

STATI ESTERI

INTERNO. — *Torino, 2 marzo.*

Nel giorno di giovedì 4 corrente avrà luogo l'apertura del Parlamento per la sessione legislativa dell' anno 1852.

Fra i pericoli antichi e nuovi, tra le difficoltà di ogni maniera onde si circondano le nostre istituzioni, la inconcussa fede dell' Augusto Re, l'accordo fra i poteri dello Stato e il senno del popolo mantennero inviolata la Legge fondamentale, resero la Patria nostra oggetto d'invidia allo straniero, e l'avviarono con ogni sollecita cura incontro a più lieta sorte.

Concittadini!

È sempre un giorno per noi solenne quello in cui l'amato nostro Principe rivolge la sua leale parola ai Rappresentanti della nazione e al paese.

Nella fausta ricorrenza la Guardia Nazionale non ha certo d'uopo di eccitamenti per accorrere numerosa sotto le bandiere; e spera inoltre il Sindaco che tutti i cittadini, tralasciate per poco le loro abituali occupazioni, concorreranno a festeggiare questo giorno promettitore alla Patria di nuova prosperità, auspice di lieto avvenire.

Torino, dal Civico Palazzo, addì 2 marzo 1852.

Il Sindaco G. BELLONO.

CAMERA DEI DEPUTATI.

I signori direttori e gerenti dei giornali della capitale sono invitati a ritirare dall'ufficio di questura della Camera dei deputati i biglietti d'accesso alle tribune loro riservate nella stessa Camera per la sessione del 1852.

Torino, 2 marzo 1852.

Il segretario della questura
P. TROMPEO.

ACCADEMIA REALE DI AGRICOLTURA.

Nella tornata del 9 corrente il socio ingegnere Michela riferiva anche a nome de' suoi colleghi condeputati, i signori cav. Ragazzoni dott. Bertola, e marchese di San Saturnino, intorno ai lavori, pel cui esame erano stati incaricati, di una macchina di nuova invenzione, destinata a tagliare la paglia, od altri foraggi, detta perciò *Taglia-paglia*, l'altra *Ventilatore* per pulire ogni sorta di cereali, fatte venire dall'Inghilterra, ove di se facevano bella mostra alla grande esposizione di Londra, dal sig. ingegnere Ilenfrey inglese, autore delle medesime; dalla quale relazione appare come tali macchine introdotte nel nostro paese, e diffuse nei vasti poderi agricoli, o nei grandi stabilimenti, sarebbero fuor d'ogni dubbio, l'una di gran giovamento, speditezza, ed economia nella mondatura, e separazione dei cereali dalla paglia, dal terriccio, e pietruzze, a cui trovansi frammisti, dopo l'operazione della trebbiatura; non che allo spartimento in parti tempo in varie qualità, e dei grani ben formati, e di compiuta maturazione, da quelli appassiti, e di imperfetta formazione e maturazione; l'altra a sminuzzare le varie piante da foraggio, rendendole così più atte alla nutrificazione degli animali, ed agevolandone la loro mescita colla paglia od altre piante erbacee, la quali amministrate intiere, o separatamente, verrebbero dai medesimi rifiutate, o difficilmente mangiate. Accennati avantaggi, che la commissione si studiava di maggiormente comprovare con appositi calcoli nella spesa, del

www.internetculturale.it

far eseguire nel primo caso le indicate operazioni a braccio d'uomo, o colla macchina in discorso; nel secondo caso da una minore quantità di foraggio necessario all'alimentazione del bestiame, utilizzando come alimento la paglia, od altre piante ordinarie miste al fieno, senza che avesse menomamente a soffrirne; come avea avuto occasione di osservarlo lo stesso sig. relatore, in un suo viaggio in Inghilterra, ove una simile pratica è comunemente usata.

Lo stesso socio significava quindi all'Accademia aver ricevuto dal signor ingegnere Henfrey il grazioso incarico di pregarla di volere accettare in dono da parte sua la macchina a ventilatore per pulire i cereali; certo che, ove la medesima avesse voluto degnarsi di accettarla, non poteva quella macchina ricevere una migliore, e più utile destinazione, ed offrirsi facile a quegli agricoltori, che volessero visitarla, e studiarne la convenienza della sua applicazione alla nostra patria agricoltura. Offerta, che pel modo delicato e squisito con cui era fatta, era grandemente apprezzata, e gradita dall'Accademia, la quale in particolar modo si piace di pubblicamente attestarne la sua gratitudine al prelodato signor ingegnere Henfrey, che nella stessa seduta proclamava a suo socio corrispondente estero.

Il Segr. BORSARELLI.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Si legge nella *Gazzetta Medica Italiana*:

Giovedì 26 ultimo scorso continuò, nell'adunanza del comitato provinciale di Torino, la discussione circa il miglior modo di provvedere alla conveniente assistenza di un maggior numero di indigenti infermi; ma per mancanza di alcuni dati statistici indispensabili per devenire a conclusioni che non si risolvessero in un poi desiderio, si trovò di demandare la cosa ad una commissione che riferisca in proposito nel più breve termine possibile. Essa è composta dai signori dott. Frola, Sperino, Schina, Nicolis, Uberti e Borelli.

PROVINCIE. — Si legge nel *Vessillo Vercellese*:

Il comune di Giffenga ha decretato l'istituzione d'una classe maschile e non vi manca che la nomina del maestro; per cui le sole località che ora si trovino prive di scuola elementare maschile sono Villa del Bosco e Trino per le popolose borgate di Robella e Saletta.

Otto scuole femminili vennero dischiuse e queste nei paesi di Ghislarengo, Moncrivello, Fontanetto, Lamporo, Salì, Lenta, Viancino e Pertengo. In Balloco e San Genuario sono già decretate, ed anzi in quest'ultimo borgo si è inoltre stabilito un asilo d'infanzia.

SAVOIA. — Si legge nella *Gazzetta Ufficiale di Savoia* in data di Ciamberì 1 marzo:

L'inverno continua ne' suoi rigori. Oggi, mentre scriviamo, la neve torna a cadere più abbondante che mai.

CENNI NECROLOGICI. — Ci viene comunicato dal sig. C. Demaria la seguente notizia necrologica intorno al medico G. G. Delponte.

Al cessare di una vita che fu tutta efficacemente e modestamente benefica sorge debito per chi la conobbe di serbarne geloso ricordo, ad esempio e conforto de' superstiti, e dei futuri. A tale debito noi veniamo a soddisfare con alcuni cenni necrologici del dottore cav. G. G. Delponte, medico direttore delle Terme di Acqui, testè mancato ai vivi in età poco più che sessagenaria.

Nato in Garentino (Acqui) nel 1780, era addottorato nell'Ateneo torinese nel 1810, dopo difesa una sua erudita disertazione sulla canfora. Recatosi bentosto in Mombaruzzo per convertirvi a pubblico beneficio la copiosa dottrina della quale aveva fatto tesoro, fu in breve tenuto per egregio pratico non in quella terra soltanto ma nelle vicine, alle quali se travagliate da micidiali morbi epidemici, il Magistrato Supremo e la Giunta provinciale di sanità di Acqui non credevano di porgere migliore sollievo che inviandovi il medico Delponte. Il quale per sei volte con senno così illuminato, e con devozione così illimitata, si adoperò a frenare i progressi di quei flagelli, che di essi due volte colpito corse gravissimo rischio di vita.

Nè per Mombaruzzo ora solo luogo di rimedi ai mali presenti, ma pose opera incessante a prevenirne la ricomparsa. Quindi con indefessa pratica, possibile ad eguagliare non a superare, ei diffuse l'innesto vaccino. Chiamato ad amministrare il municipio, ed il patrimonio de' poveri, quello contribuì a dotare di provvedimenti utili igienici, ed economici; questo procurò arricchito di più ricca sostanza. La sua prudenza civile lo faceva da poi eleggere a membro del consiglio provinciale di Acqui, nel quale tuttora sedeva.

La fama della virtù e del sapere del Delponte non poteva rimanersi celata ne' confini di un villaggio. Quando il governo volle, che la mesausta vena di guarigioni meravigliose che la natura benefica ci ha dischiusa nelle terme acquesi venisse affidata ad un dotto clinico che ne traesse a pro dell'umanità i più copiosi frutti possibili, dando al Delponte tale scabroso ed importante uffizio, non fece che ratificare l'opinione di tutta la provincia che già ve lo aveva chiamato. E ben può dirsi che niuno più di lui poteva giustificare simile elezione. Dacchè entrò nello stabilimento balneario acquese, a questo consacrò ogni suo pensiero, ogni sua cura. Sorto prima dell'alba non cercava brevissimo riposo che a notte inoltratissima. Le sue cure non erano meno sollecite, meno affettuose per i tapini ricoverati nell'ospizio dei poveri di quanto lo fossero pei ricchi, e talvolta molto potenti dello *stabilimento civile*. Austero per indole, e per modi trovava però in contatto coi sofferenti quel dolce e paziente contegno che accennano accoppiate nel medico le doti non sempre congiunte del cuore e dell'intelletto. Onde niuno partiva da quelle terme che non lo proclamasse salvatore, o consolatore. Ed i suoi colleghi nel dirigere in Acqui malati di disperata guarigione quanto nell'efficacia delle terme ponevano fiducia nel sapere e nello zelo di chi ne aveva la direzione sanitaria.

Libero per pochi mesi dell'anno dalle cure sanitarie, di essi valevasi a stendere *rendiconti clinici* dell'operato, nel quale i lettori del *Giornale delle scienze mediche* ammirarono ripetutamente la dotta semplicità, e la franca e lucida esposizione propria della scuola ippocratica, di cui il Delponte ebbe ognora a guida i precetti di spassionata osservazione e di cauto esperimento. Nè i soli rendiconti clinici, rimangono testimonianza del vasto sapere e della clinica feconda di lui, ma lavori sulla pellagra, ai quali molto attinse la commissione piemontese che studiò tale funesto malore. *Quadri statistici* inserti nelle *Informazioni* pubblicate dalla commissione superiore, ed altri scritti inseriti in giornali medici, i risultati terapeutici che egli otteneva accrescevano nome alle terme acquesi, e gli infermi in esse da lui soccorsi ne serbano cara ricordanza non nel nostro soltanto ma in paesi stranieri e fin nelle lontane regioni dell'America e della Russia. La perdita del Delponte per le terme acquesi si può dire veramente irreparabile.

Tanti studi, così protratte fatiche infralirono prima, afflissero di dolorosa infermità per più anni, indi spensero una vita così preziosa per l'uman tà sofferente, per la famiglia, per gli amici. Che egli fu marito e padre amorosissimo, amico leale e costante. Nella casa del povero egli spesso a salutari consigli aggiungeva i mezzi di applicarli; onde malgrado largo campo ad arricchire, egli lascia alla famiglia modesto censo, ma larga eredità di affetti. Le lascia la *medaglia d'oro* che gli valse la lunga ed estesa pratica dell'innesto vaccino, le lascia numerosi attestati di municipii che lo dicono di loro altamente benemerito, le lascia quel diploma Mauriziano, che, non cercato, non ambito, parve a tutti da molti anni meritato, le lascia infine mille e mille prove scritte di gratitudine e di benedizioni per tante guarigioni procurate, per le quali generoso rifiutò assolutamente sempre ogni altro compenso fuori del modico stipendio assegnatogli dal Governo.

Il nostro collega ed amico D. C. Rignon già diede al compianto collega ampio tributo di lode nel giornale della R. Accademia medico-chirurgica di cui era corrispondente. E questo si senti spinto nel cuore a fare in queste pagine chi onorato dell'amicizia del Delponte trovò spesso nelle opere e nelle parole sue conforto ed esempio alla ricerca del vero, alla pratica del bene, e serberà preziosa memoria di un uomo in cui con mirabile accordo si accoppiavano virtù, dottrina ed affetto.

PUBBLICAZIONI. — È pubblicato il fascicolo 1° del nuovo giornale il CIMENTO, rivisto di scienze, lettere ed arti. — È uscito il *Palmaverde* pel 1852, anno CXXX. — Il *Monitore dei comuni italiani* ha dato fuori il quarto volume della *Biblioteca*, contenente la continuazione dell'*Osservatore* di Gaspare Gozzi.

LOMBARDO-VENETO

La *Triester Zeitung* pubblica, in data d'Udine 17 febbraio, l'articolo che segue:

Per ordine del governo vengono fatte ora indagini sopra un morbo, che affligge assai gli abitanti delle nostre campagne: sugli effetti, cioè, della pellagra. Questa malattia, che infuria fra il nostro popolo della campagna, comincia in modo che gl'individui, attaccati da essa, provano languore, abbattimento, debolezza, e termina d'ordinario, colla stupidezza o colla demenza. Non havvi villaggio, nel medio o nel basso Friuli, in cui alcuni individui non ne siano attaccati. Il governo ha cominciato con una descrizione statistica degli effetti della malattia, e pensa ai mezzi onde poterla diminuire od impedirne gli effetti. Se si vogliono però imporre con buon risultato limiti a tal morbo, è necessario prima di tutto adottare misure sanitarie generali ed estese per prevenirlo. La causa del male sta principalmente nelle abitazioni malsane, e nella mancanza di cibi animali, nella gran parte del nostro popolo povero di campagna, specialmente in primavera, quando i lavori campestri sono frequenti e faticosi. Odesi che un progetto del dott. Zambelli abbia molta probabilità di riuscita. Propone egli di nominare per ogni comune una commissione permanente, composta del medico, della deputazione comunale, del parroco e di alcuni stimabili membri del comune, i quali debbano alcune volte all'anno visitare le case, attendendo così a togliere la causa principale di questo malore. Commissioni simili sogliono formarsi in tempi di epidemie; perchè, però, l'attività loro esser possa proficua, deggiono poter operare con mezzi preventivi. La difficoltà maggiore è notoriamente quella del come si debba procurare ai poveri abitanti nutrimento migliore. Servirebbe però, in qualche modo, di mezzo di miglioramento, se que' comuni che ottengono ospitali pegli attaccati dal morbo, dessero a coloro che trovansi nel primo stadio di esso, qualche nutrimento animale. Gli abitanti della parte meridionale del paese sono, per la natura loro, più destinati a nutrirsi di vegetabili; ma dannoso è il troppo frequente uno di essi.

UDINE, 21 *febbraio*. Si legge nella *Gazzetta di Venezia*:

Giuseppe Struzzo detto Salustri, di Medun, distretto di Spilimbergo, di anni 40, ammogliato e padre di un figlio, facchino, cattolico, venne, per delitto di lesa maestà in secondo grado e per dimostrazione politica, condannato ad un anno di lavori forzati in ferri leggieri.

Venne sospeso il processo, per difetto di prove legali, sopra imputazione di dimostrazione politica, mediante sfregio usato ad uno stemma imperiale, in confronto di

1. Antonio fu Matteo Canal, di Coltura, nel distretto di Sacile, d'anni 52, ammogliato e padre di 6 figli, tagliapietre, cattolico, e di

2. Matteo Bravin detto Casalut, pure di Coltura, d'anni 21, nubile, tagliapietre, cattolico.

— Lettere di Venezia assicurano che il granduca Costantino, che si trova colà, farà quanto prima un'escursione ad Ancona, Bari, Brindisi e Manfredonia.

FRANCIA

PARIGI, 28 *febbraio*. La nuova legge, inserita oggi nel *Moniteur* contiene 5 Titoli che comprendono in tutto 50 articoli. Le sue disposizioni principali sono le seguenti:

Le società di credito fondiario, intese a fornire ai proprietarii d'immobili, che vorranno prendere a prestito, la possibilità di riscattarsi col mezzo di annualità a lungo termine, potranno essere autorizzate con decreto del presidente della repubblica, inteso il consiglio di Stato. L'autorizzazione sarà accordata o a società di persone che prendono a mutuo, o a società di prestatori.

Le società di credito fondiario avranno il diritto di emettere le sue obbligazioni o lettere di pegno.

Per facilitare le prime operazioni delle società, lo Stato e i dipartimenti potranno acquistare una certa quantità di quelle obbligazioni.

Un decreto determinerà inoltre la parte che sarà attribuita a ciascuna società sul fondo di 10 milioni assegnato allo stabilimento delle instituzioni di credito fondiario dall'art. 7 del decreto del 22 gennaio scorso.

Le società del credito fondiario non possono prestare che su prima ipoteca. Il prestito non può in verun caso eccedere la metà del valore della proprietà; il *minimum* del prezzo sarà determinato dagli statuti.

Quegli che prese a mutuo, estingue il suo debito per annualità. Egli ha sempre il diritto di riscattarsi per anticipazione o sia in totalità o in parte.

L'annualità comprende necessariamente: 1° l'interesse stipulato, che non può eccedere il 5 0/0; 2° la somma assegnata all'ammortizzazione, la quale non può essere superiore al 2 0/0, nè inferiore all'1 0/0 dell'ammontare del prestito; 3° le spese di amministrazione, come pure le tasse determinate dagli statuti.

Le obbligazioni o lettere di pegno delle società di credito fondiario sono nominative o al portatore.

Queste obbligazioni nominative sono trasmesse per via di girata, senz'altra guarentia che quella risultante dall'art. 1695 del codice civile.

Il valore delle obbligazioni non può oltrepassare la somma del prestito.

La registrazione di esse è soggetta al diritto fisso di 10 cent.

Non possono essere create lettere di pegno inferiori a 100 fr.

Le lettere di pegno portano interesse.

I giudici non possono accordare ai creditori alcuna mora pel pagamento delle annualità. Questo pagamento non può essere impedito da alcuna opposizione.

Le annualità non pagate alla scadenza producono interesse di pien diritto.

Può essere inoltre proceduto dalla società al sequestro e alla vendita dei beni ipotecati nelle forme e condizioni prescritte dalla legge.

Nel caso di non pagamento d'un'annualità, e ogniqualvolta in seguito al deterioramento dell'immobile, o per ogni altra cagione indicata negli statuti, il capitale integrale sia divenuto esigibile, la vendita dell'immobile può essere promossa.

Se vi ha contestazione, è statuito dal tribunale della condizione dei beni, come in materia sommaria. Il giudizio non ammette appello.

Le società di credito fondiario sono poste sotto la sorveglianza del ministro dell'interno, dell'agricoltura e del commercio, e del ministro delle finanze. La scelta dei direttori è soggetta all'approvazione del ministro dell'interno. È interdetto alle società di fare altre operazioni fuor di quelle contemplate dal presente decreto.

INGHILTERRA

LONDRA, 27 *febbraio*. Si legge nel *Morning Chronicle*:

La regina ha tenuto circolo, ieri dopo mezzogiorno, al palazzo di S. James. Il marchese di Normanby, tornato dalla ambasciata di Parigi, fu presentato a S. M. dal conte Granville. Si notavano fra i diplomatici esteri il conte Walewsky, ambasciatore di Francia; il visconte Serrurier, primo segretario; e i signori Dervieu e di Veillard, addetti all'ambasciata; il signor Van di Weyer, ministro del Belgio; il barone di Cotte, ministro di Baviera; il barone di Brunow, ministro di Russia; il cavaliere Bunsen, ministro di Prussia; il barone di Rehausen,

---

netto dai tre pani, fece con lei iscambio di dolci promesse; e partì. Fu a Londra diciotto mesi senza poter fare gli acquisti progettati, e si diede a lavorare nelle stamperie celebri di Palmer, e di Wats. Un de' suoi amici il Ralph, che lo aveva accompagnato in Inghilterra, viveva con lui ed alle sue spese: costui si legò in vincoli più o meno validi ad una giovine operaia di Londra. Franklin visitava spesso Ralph e la sua compagna: a poco a poco prese alla costei conversazione più gusto che non fosse mestieri, ed un bel dì si lasciò correre a farle dichiarazioni che furono respinte, come egli stesso dice, con *convenevole risentimento*. Ed in questo fatto stanno i due ultimi suoi *errata*, poichè dimenticò per un istante le *dolci promesse* che aveva scambiate con la Read, e cercò di amoreggiare colla compagna del suo amico. « Dopo ciò, dice egli, restai convinto che la *verità*, la *sincerità* e l'*integrità* nelle transazioni col prossimo erano della più alta importanza per la felicità della vita, e formai per iscritto la risoluzione di non mai trasgredirle finchè vivrei. » Questa risoluzione fatta a diciannove anni la mantenne fino agli ottantaquattro.

In questa guisa racconta una visita da lui fatta da giovanetto ad un protettore: — « Egli mi ricevette nella sua biblioteca: quando presi da lui congedo, mi additò una stretta porticina segreta che metteva più presto nella via, la quale era superiormente attraversata da un trave. Io mi commiatavo rivolgendomi indietro a lui, che gentilmente mi seguiva; quando egli frettolosamente gridò: Chinatevi, chinatevi! Io nulla capiva, infinchè urtai del capo violentemente nel trave. Egli non lasciava fuggire occasione di moralizzare, e perciò mi disse: — Voi siete giovine, ed il mondo vi è aperto d'innanzi; non sdegnate di chinarvi nel percorrerlo, e schiverete molti urti. » —

Con queste piccole esperienze raccolte e notate egli pervenne a gioventù matura, persuaso della necessità di sempre pesare le proprie azioni prima di commetterle.

Di ritorno da Londra acquistò una cert'aria di forestiero, che unita agli innegabili avanzamenti da lui fatti nello studio e nell'arte sua lo fecero di brev'ora celebre. Di risparmio in risparmio cominciò a divenire agiato: si riconciliò affettuosamente colla famiglia, sposò la Read, colla quale passò tutta felice la vita, aprì una stamperia, stampò sotto il nome di Riccardo Saunder un almanacco popolare, che poteva dirsi un piccolo trattato di morale semplice, di utili cognizioni, di pulizia e d'igiene. Pubblicò pure un giornale nel quale sviluppò le più sane idee sull'agricoltura, sulle industrie. Fondò un negozio ampiissimo di carta, e così guadagnò ricchi proventi per se, e fu dei primi promotori dell'istruzione delle colonie. La fama di Franklin si fece presto gigante: divenne il consigliere delle popolazioni, l'avvocato delle famiglie; le massime morali correvano per tutte le bocche. Difatti alcuni degli aforismi e consigli onde aspergeva il suo giornale ed i suoi almanacchi erano tali da dover subito essere compresi ed amati. Eccone alcuni:

— Non gittate il tempo perchè è la stoffa ond'è fatta la vita.

— L'ozio va così lentamente, che presto vien raggiunto dalla povertà.

— Il piacere corre presso coloro che lo fuggono.

— È una follia spendere il denaro per comperare un pentimento.

— L'ozio sembra alla ruggine: essa consuma molto più del lavoro; la chiave di cui ci serviamo giornalmente è lucida.

— L'esperienza è una scuola le cui lezioni costan caro: ma è la sola che può istruire gl'insensati.

— Se i bricconi sapessero tutti i vantaggi della virtù, sarebbero onesti per bricconeria.

— Siate puliti ne' vostri abiti, e nelle vostre dimore.

— Evitate gli estremi.

— Non abbiate per le ingiurie il risentimento che vi pare che meritino.

Egli aveva letto nella Bibbia questo versetto: « La vita lunga sta nella tua mano diritta: la fortuna nella tua sinistra. » E tutte le azioni ed i consigli suoi ricordano direttamente od indirettamente la profonda ed utile verità che si contiene in questo brano del libro de' *Proverbi*.

Il nome di Franklin diventò presto popolare. I suoi placidi ed utili apoftemmi dovevano destar grande meraviglia e simpatia in una società com'era l'Americana ancora fanciulla. L'autorità dell'antico stampatore divenuto filosofo si fece sovrana. Allora il Franklin fondò una riunione ove si discutevano le dottrine del fondatore, alla quale venne dato il nome di Giunta. Nella Giunta prese poi origine la *Società filosofica*: con questa società corrispondevano altre società delle varie colonie, e Franklin rimaneva sopra tutte sorvegliatore. L'idea di stabilire in Filadelfia una publica biblioteca per sottoscrizioni è pure dovuta a Franklin: alla biblioteca tenne dietro una specie d'università od accademia per l'istruzione della gioventù Pensilvanese: l'istituzione d'un'accademia fu seguita dall'erezione d'un ospedale, dal selciamento delle vie, dall'illuminazione notturna, dall'arruolamento d'una guardia municipale e dalle tontine per gli operai, dallo stabilimento di compagnie d'assicurazione contro gl'incendi ecc., miglioramenti tutti che furono principalmente inventati e promossi da quell'uomo benefico.

Noi andiamo così per sommi cenni ricordando le utili novità trovate da Franklin, e non ci restiamo ad indagare nè le opposizioni nè le difficoltà che egli dovette vincere per portare la civiltà in paesi che dovevano necessariamente essere ancora a lei ribelli. Però dobbiamo, per non lasciare troppe lacune in questo studio, non dimenticarci che mentre così aveva provveduto al benessere della sua società nativa, non gli era mancato il tempo di sempre più coltivare la propria mente. Da solo aveva studiato il francese, l'italiano, lo spagnuolo ed il latino; imperocchè aveva tal vigore di memoria che nulla dell'imparato gli sfuggiva. Erasi in particolar modo applicato agli studi delle scienze naturali, ed in ogni circostanza della vita egli applicava al fatto pratico i suoi studi. Così inventava l'Armonica nell'osservare la vibrazione de' vetri: così trovava l'utilità delle stufe che portano ancora il suo nome nel calcolare la perdita di calorico fatta nei camini.

La più splendida delle sue scoperte, quella che gli assicura un posto vicino a Galileo, Newton, a Volta e Lavoisier, fu quella colla quale fisso le leggi dell'elettricità, e conobbe la natura del fulmine.

(Continua) G. TORELLI.

www.internetculturale.it

ministro di Svezia e di Norvegia; il marchese d'Azeglio, ministro di Sardegna; e il sig. Giannetti, addetto alla legazione sarda: il conte di Lavradio, ministro di Portogallo; il conte Buol Schauenstein, ministro d'Austria; il principe di Carini, ministro di Sicilia, ecc. ecc.

— Il *Globe* annunzia che l'ammiragliato ha dato ordine che sia allestito il *London* di 90 cannoni affinchè questo vascello, subito che sarà armato, si rechi alle dune. Esso vi starà in qualità di guarda coste, ammenocchè non sia destinato ad un servizio più attivo; e riceverà volontarii per servizio particolare o generale.

— Si legge nello stesso giornale:

Il bilancio della guerra per l'anno che dee finire nel 31 marzo 1853, è stato pubblicato stamane (27). Il numero totale d'uomini che si vuole tenere in armi, è di 101,937, vale a dire, 3223 di più che in quest'anno. L'aumento totale della spesa 1852-1853 sull'anno precedente, ammonta a 84,427 sterlini (4,110,675 fr.)

— Si legge nel *Morning-Herald*:

È stato pubblicato il bilancio dell'artiglieria pel 1852-53. La somma votata per l'anno corrente era di 2,411,497 sterlini. Si chiedono pel prossimo anno 2,457,165 sterlini. Gli è dunque un aumento di 25,666 sterlini. Le nuove opere proposte sono valutate a 1580 sterlini per cambiare la batteria di Pater Fort, e a 5000 *idem* per la difesa di Milford Haven. 10,000 sterl. su 100,000 son destinati a costruire nuove caserme a Devonport; su 40,000 sterlini 5000 saranno impiegati alla difesa del passaggio di Needle (*): 1725 sterlini saranno consacrati alla riparazione di alcune opere.

— Si legge nel *Sun*:

Giusta un rapporto alla Camera dei comuni stampato ieri su dimanda di sir Gilbert Heatcote, il numero degli elettori di contea, inscritti come proprietarii nei limiti di ciaschedun borgo d'Inghilterra, è di 76,827; e pel paese di Galles di 4948, in tutto 81,775. Il numero totale degli elettori delle contee è, in Inghilterra, di 396,967: e nel paese di Galles di 32,856: in tutto 428,823.

— Si legge nella *Shipping-Gazette*:

Sappiamo da buona fonte che una riduzione sarà fatta tra breve sui diritti di faro. Gli è ciò che noi dimandiamo da varii anni, ed ora siamo lieti sentendo che il *Trinity Board* ha risoluto di adottare codesta opinione.

— Si legge nel *Times*:

Le notizie delle Indie Occidentali sono in generale soddisfacienti. Gl'invii di fondi dell'ultima valigia postale ammontarono a 200,000 sterlini.

ALEMAGNA

Continuazione del memoriale del governo austriaco sulla questione della flotta tedesca. (V. il numero di ieri)

«Niuna decisione era dunque stata presa riguardo ai futuri rapporti della flotta, quando il potere centrale provvisorio se ne occupò, tuttavia si fu bentosto convinto che quest'ultima non era proprietà della confederazione.

La contribuzione di sei milioni di talleri, decretata dall'assemblea nazionale e di cui il potere centrale aveva ordinato la riscossione, aveva incontrato immediatamente una forte resistenza per parte dell'Austria, che si era opposta alla formazione di una flotta a spese della confederazione.

La Prussia e l'Annover avevano già riconosciuto nelle memorie che essi avevano consegnate alla Dieta germanica nel mese di giugno dell'anno scorso (ed a questo riguardo non vi può essere divergenza d'opinione), che il potere centrale provvisorio non aveva il diritto di decretare, senza il consenso dei governi, nuove istituzioni organiche federali, come appunto è la formazione di una flotta, a spese della confederazione.

È fuori di dubbio che questo consenso non può ottenersi fuorchè all'unanimità dei voti, perchè una risoluzione concernente istituzioni organiche federali non fu giammai presa anteriormente alla maggioranza dei voti.

Ora, l'Austria non consentì. Il governo imperiale protestò colle sue dichiarazioni del 16 ottobre e dell'8 dicembre 1848, e del 27 febbraio 1849 contro ogni obbligazione di pagare contribuzioni e impiegare fondi federali per la flotta: del resto, esso fin d'allora dichiarò di essere disposto a somministrare il suo contingente si per la flotta che per l'esercito.

Quella ben fondata protesta dell'Austria doveva rendere impossibile di diritto ogni impiego di fondi federali per l'acquisto di navigli, perchè non possono darsi altri fondi federali se non quelli in cui siano comprese le contribuzioni dell'Austria, e la confederazione non può avere un diritto di proprietà, dal quale uno de' suoi membri sia escluso.

Epperciò quella protesta dell'Austria sarà, tanto sotto l'aspetto legale che politico, un fatto decisivo per giudicare la questione della flotta.

Se altri governi approvarono esplicitamente o tacitamente le contribuzioni richieste dal potere centrale per la formazione di una flotta, non meno che l'impiego della somma versata, ciò non può dar luogo che alla questione sul punto di sapere quali impegni abbiano quei governi contratti per sè, o congiuntamente ad altri governi particolari, riconoscendo spontaneamente le disposizioni del potere centrale e quali diritti abbiano acquistato.

Ma le disposizioni del potere centrale non avevano alcun legale effetto pel complesso della confederazione, nè obbligavano in particolare l'Austria a riconoscere la flotta come proprietà della confederazione ed a sopportare una parte proporzionale dei pericoli e delle spese dell'impresa.

In simili circostanze, le anticipazioni operate dalle casse federali non potevano avere per conseguenza quella di convertire in proprietà federale i navigli acquistati con quel danaro: i soli rapporti di fatto che ne risulterebbero, consisterebbero in questo che le casse federali avevano anticipato fondi per un fine riconosciuto solamente da una parte dei membri della confederazione; non si potrebbe d'altronde stabilire quali navigli siano stati comperati in tutto o in parte colle somme prese sui fondi delle forterezze, e quali siano quelli che si comperarono col mezzo delle contribuzioni versate.

(*) *Rupi acute della Manica, sulla costa d'Inghilterra, contea di Southampton, presso la estremità occidentale dell'isola di Wight.*

Se finalmente si obbiettasse che siasi voluto porre a carico del governo austriaco, invece di contribuzioni in danaro per la flotta federale, i contingenti della sua propria flotta, senza pretendere alla comproprietà di quest'ultima, e siasi riconosciuta a questo governo la comproprietà della flotta federale senza che egli effettuasse i pagamenti; noi risponderemmo che tale stato di cose, evidentemente privo di reciprocità e contrario all'indole del patto federale, che prescrive diritti eguali ed obblighi eguali, ben lungi dall'essersi effettuato, non fu nemmeno proposto da alcuno.

Neppure dagli atti della commissione centrale federale si può dedurre l'acquisto della flotta in nome della confederazione.

Se la flotta non era proprietà federale allorquando quella commissione entrò in carica, converrebbe provare essere stato conchiuso un contratto per cui sia poscia divenuta proprietà della confederazione.

Ma niun contratto fu conchiuso. La commissione federale doveva incontestabilmente vegliare sull'amministrazione degli affari della flotta in nome della confederazione. Era un'eredità del potere centrale, fra le cui mani era passato l'esercizio di simili attribuzioni della dieta germanica, e quantunque la fondazione della flotta non facesse parte delle sue prerogative, era però per l'autorità federale incontestabile dovere di vegliare al mantenimento della flotta fino allo scioglimento della questione, ed in nome della confederazione, che vi era molto interessata per le fatte autorizzazioni.

La commissione centrale adempì quest'officio senza entrare nella questione di diritto; quand'anche essa si fosse incaricata dell'amministrazione della flotta col pensiero che questa fosse di proprietà federale, questo fatto però non potrebbe costituire alcun diritto di proprietà che non esistesse antecedentemente.

Si è con questi principii che conviene giudicare il preteso riconoscimento della flotta come proprietà della confederazione.

(Continua)

Prussia. *Berlino*, 27 *febbraio*. La prima Camera continuò la discussione della legge comunale. Il paragrafo che diede luogo ai più vivi dibattimenti è quello che fissa a tre anni, invece di uno, la durata del domicilio, e quattro talleri, invece di due, la somma delle imposte dirette da pagarsi per l'acquisto del diritto di elezione nel comune. Queste nuove disposizioni diminuiscono d'assai il numero degli elettori.

La seconda Camera prosegue l'esame dei bilanci: si discute ora il bilancio dei culti.

Si assicura che il governo prussiano abbia dichiarato di non accettare per la Prussia la legge federale sulla stampa, preparata a Francoforte dai così detti uomini speciali sotto l'inspirazione, dicesi, del sig. Hassenpflug.

A proposito di quel progetto di legge, la *Gazzetta di Prussia* reca quanto segue:

Il progetto di una legge federale sulla stampa, era stato dal conte di Thun mandato a Vienna dove subiva alcune modificazioni nel senso austriaco: ora il conte di Thun lo presentò a tutti i plenipotenziarii presso la Dieta affinchè i medesimi prendano dai loro governi le relative istruzioni.

Per parte della Prussia queste istruzioni furono stabilite ieri sera nel ministero degli interni in una conferenza alla quale assistettero il presidente del consiglio, i ministri Westphalen e Simons, il sotto-segretario di Stato, Mantueffel (fratello del primo ministro), l'inviato federale Bismark-Schönhausen ed altri consiglieri.

Sentiamo che il nostro governo ricuserà risolutissimamente il suo assenso a quel così detto progetto di legge. Ne verrà per conseguenza che la Dieta non potrà per ora imporre nè anche ai piccoli Stati alcuna legge federale sulla stampa.

Wurtemberg. *Stoccarda*, 26 *febbraio*. Nella seduta d'oggi la seconda Camera discusse la relazione della commissione sull'ordinanza 5 ottobre 1851, che aboliva i diritti fondamentali in seguito alla risoluzione federale presa a questo riguardo. Le conclusioni della commissione (V. *Gazzetta piemontese* num. 51), che dichiarava tuttora in vigore i diritti fondamentali, furono adottati dalla Camera alla maggioranza di 66 voti contro 20. Posto ai voti l'emendamento di Schoder, fu reietto.

Fu anche adottata la proposta fatta dalla commissione di passare all'ordine del giorno sull'ordinanza 6 novembre 1850, che scioglieva la Camera ed aboliva la legge elettorale del 1° luglio e restaurava la costituzione del 1819.

Dopo tali risoluzioni il consigliere di Stato Plessen prese la parola e disse: mutata essere la condizione di quei deputati i quali credono che la presente Camera non abbia legale esistenza; nel caso però in cui la Camera non provvedesse conformemente alla risoluzione da lei adottata, il governo si riserba di prendere ulteriori determinazioni.

Granducato di Oldenburgo, 23 *febbraio*. Il progetto della legge fondamentale riveduta, presentato oggi alla Dieta, è accompagnato da una lettera della reggenza, che termina nel modo seguente:

« Il governo, mentre raccomanda all'accurato esame della Dieta il progetto che ora le ha presentato, desidera anzi tutto che il modo seguito nel rivedimento della legge sia tenuto non come un passo retrogrado, ma bensì come un progresso. Se il governo ha ancora dei dubbi sul punto di sapere se la legge fondamentale riveduta non contenga uno svolgimento ancora troppo rapido delle istituzioni del granducato comparativamente alle condizioni politiche in cui si trovava nel 1848, tanto più crede egli non dover permettere che si diminuiscano le guarentigie essenziali consegnate nel progetto, e colle quali sole è possibile lo applicare il sistema costituzionale ad uno Stato che abbia l'estensione del granducato.

« Il governo desidera vivamente e sinceramente di non essere per opera di funesti avvenimenti distolto dal punto di vista in cui si è collocato procedendo al rivedimento della legge fondamentale: questo voto, egli sarà lieto di averlo comune colla Dieta, ed al suo adempimento si perverrà quanto prima col mezzo della concordia.

ASIA

Indie. Si legge nell'*Osservatore triestino* in data di Trieste, 26 febbraio:

È arrivato il vapore del Lloyd colla posta delle Indie orientali. La notizia più importante è che l'accomodamento coi Birmani non ha avuto effetto. I Birmani fecero fuoco sulle navi inglesi, le quali ripostarono al fuoco.

Tutti gli abitanti britannici ed europei di Rangun si rifugiarono a bordo delle navi inglesi. Il comandante della flotta britannica ha preso diversi bastimenti dei Birmani, e ha dichiarato il porto in istato di blocco.

AMERICA

Stati-Uniti. Si legge nel *New-York Herald* del 10 febbraio:

Sir John Paxton tracciò i piani ed i disegni del palazzo di cristallo di New-York, e sono l'oggetto dell'ammirazione generale: 50,000 dollari furono raccolti in un giorno solo per l'erezione dell'edifizio.

— Leggesi nello stesso giornale:

I partigiani di Kossuth negli Stati-Uniti si lagnano amaramente perchè egli impiegò 50,000 dollari del prestito ungarese all'acquisto di fucili, quando i suoi sventurati compatrioti vanno mendicando per le vie.

Peru', 9 *gennaio*. Si legge nel *Morning-Herald*:

Si stava macchinando a Lima una sollevazione che fu scoperta. Il generale San Roma, il generale Vivarco, e molti altri individui dovevano essere arrestati, ma riuscirono a deludere la vigilanza della polizia. Il generale San Roma s'era imbarcato alla voltà del Chili; il generale Vivarco stava tuttora nascosto a Lima. Del resto, il Perù era affatto tranquillo.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 29 *febbraio*. Una circolare del ministro dell'interno ai prefetti autorizza i medesimi ad accogliere le domande dei sorvegliati dall'alta polizia i quali facessero istanza per la loro ammessione alle colonie penitenziarie di Lambesca o di Caienna.

— Si nota oggi una certa affluenza agli accessi delle sezioni elettorali. Nelle circoscrizioni 1ª, 2ª, 3ª e 7ª, dice l'*Estafette*, oltre i bullettini portanti i nomi dei candidati del governo, se ne distribuiscono altri, sui quali si leggono i nomi dei signori di Tracy, Mort mier-Terrtaux, Cavaignac e Carnot. Alcuni affissi alle porte delle sezioni annunciano queste candidature, e questi affissi portano il bollo dello Stato.

Spagna. *Madrid*, 24 *febbraio*. Una lettera diretta alla corrispondenza Havas parla di alcune destituzioni nel personale della casa del re. Tra i personaggi allontanati dal palazzo sarebbero i signori: Losa, confessore del re; Redondo, già suo segretario; Jaquer suo ciambellano; Jomenez, prete, suo amico; Arias, suo domestico.

Tutte queste destituzioni sarebbero state regolate di comune accordo fra le LL. MM.

Inghilterra. *Londra*, 26 *febbraio*. I fogli inglesi dicono che alla Camera dei comuni si presenterà bentosto una mozione del sig. Villiers, il quale proporrà che la Camera dichiari essere risoluta di sostenere il *free strade*, e di respingere ogni tentativo tendente ad imporre un diritto sulla introduzione dei cereali.

Il sig. Hume annunzia che nel primo giorno della riunione del parlamento presenterà un progetto di riforma parlamentare.

Alemagna. *Francoforte*, 26 *febbraio*. La Dieta germanica ha deciso di esaminare la questione concernente i limiti territoriali fra lo Schleswig e l'Holstein. Il re di Danimarca giudicò a proposito d'inviare a Francoforte a plenipotenziario il ciambellano Bülow per rappresentare all'assemblea, che essendo la medesima in questo affare giudice e parte, non può adottare da se sola una risoluzione definitiva.

— *Berlino*, 26 *febbraio*. La prima Camera adottò il § 5 della nuova legge comunale, per cui rimane ristretto il numero degli elettori e si rendono più severe le condizioni di censo e di domicilio.

La seconda Camera terminò l'esame del bilancio dei culti. Il voto più importante fu la reiezione di una proposta incidentale del sig. Harkort, che, a proposito di questo bilancio, chiedeva che il governo presentasse quanto prima il progetto di legge sull'insegnamento, conformemente a quanto prescrive la costituzione.

L'assemblea cominciò poscia l'esame del bilancio del debito civile.

— *Monaco*, 28 *febbraio*. Il governo presentò alla Camera dei deputati il progetto di legge relativo alla costruzione della strada ferrata da Monaco a Rosenheim, Salisburgo, Kufstein. A questo fine si ordinerà un prestito di 18 milioni e mezzo di fiorini.

— *Amburgo*, 26 *febbraio*. Il maresciallo austriaco Legeditsch, comandante in capo delle truppe di occupazione, traversò Amburgo con tutto il suo stato-maggiore, recandosi verso la Boemia dove è diretto il suo esercito.

Danimarca. *Copenaghen*, 25 *febbraio*. Sono giunti in questa città i commissari federali, generale Thümen, generale Mensdorff-Pouilly, e furono ricevuti questa mattina in udienza particolare dal re.

T. Leone gerente.

Repertorio d'agricoltura e di scienze economiche e industriali del prof. Ragazzoni. Anno XXV. Febbraio.

Indice. Del progresso cereale nel 1850. Relazione del professore Baruffi — Intorno alla malattia dell'uva; Relazione al Ministero d'agricoltura e commercio — Piantamento di gelsi; educazioni di bachi da seta — Tokay ed il suo vino — Andamento della scuola agraria nel Belgio — Colonie di condannati in Ungheria — Necessità di un bollettino agrario ufficiale — Notizie agricole — Impiego dell'acido solforico nella coltivazione del trifoglio e della medica — Potatura degli alberi da frutto durante la sera — Mezzo di prolungare la vita ai vecchi alberi — Malattia degli aranci di Hyeres, *l'acarus* dei limoni — Floricoltura — Tubi conduttori di evaporazione per conservare il fieno — Distribuzione dei premi della società d'agricoltura di Macerata — Cattedra agraria nello Stato Pontificio — Disposizioni terapeutiche — Cattedra agraria nello Stato Pontificio — Disposizioni terapeutiche in cui si trovava nel 1848, tanto più crede egli non dover permettere che si diminuiscano le guarentigie essenziali consegnate nel progetto, e colle quali sole è possibile lo applicare il sistema costituzionale ad uno Stato che abbia l'estensione del granducato.

« Il governo desidera vivamente e sinceramente di non essere per opera di funesti avvenimenti distolto dal punto di vista in cui si è collocato procedendo al rivedimento della legge fondamentale: questo voto, egli sarà lieto di averlo comune colla Dieta, ed al suo adempimento si perverrà quanto prima col mezzo della concordia.

— Statistamentarie a favore degli studii agrarii — Un esempio da imitare — Usurpazione del titolo di veterinario da un maniscalco — Movimento sulle strade ferrate in gennaio — Regolamento della scuola veterinaria — Libri riflettenti l'agricoltura usciti in Londra nel dicembre 1851 — Bibliografia agraria.

Le associazioni si ricevono presso la Direzione, contrada dei Pescatori, num. 6, piano 5°. Il prezzo è L. 12 all'anno franco di posta.

www.internetculturale.it

Amministrazione dello Stabilimento Tipografico FONTANA *in Torino.*

È USCITO IL

PALMAVERDE

per l'anno 1852.

BIBLIOTECA MISTA ECONOMICA ossia Raccolta di opere edite ed inedite, originali e tradotte, nel formato di 16° piccolo.

L'OSSERVATORE DI GASPARE GOZZI con la di lui vita, scritta da G. Gherardini, 3 vol., L. 4 50.

ELEMENTI DI FILOSOFIA del barone Pasquale Galuppi, terza edizione della suddetta biblioteca, eseguita sull'ultima dell'Autore, con note, 3 vol., L. 5 75.

DIALOGHI CLASSICI FAMIGLIARI ed altri per uso degli studenti delle lingue italiana e francese con esercizi preliminari di C. Morand, 1 vol., L. 1 65.

Di prossima pubblicazione:

TRAGEDIE DI VITTORIO ALFIERI cogli argomenti, pareri e scritti alle medesime relativi, seconda edizione della suddetta biblioteca, 5 vol., L. 5 70.

L'ILIADE D'OMERO, traduzione di Vincenzo Monti. Saranno 2 volumi.

LETTERE DI PLINIO IL GIOVINE tradotte ed illustrate dal cav. A. Paravia, quarta edizione riveduta e ritoccata dal traduttore. Saranno 3 vol.

Presso i Librai PIANCA *e* SERRA

trovasi vendibile al prezzo di L. 5

IL DIZIONARIO ITALIANO FRANCESE

E

FRANCESE-ITALIANO

estratto da quello dell'ab. Alberti. Due grossi volumi formanti circa 1000 pagine, che anche in vista della tenuità del prezzo raccomandiamo agli studiosi della francese favella.

AVVISO

Ai proprietarii di Porta d'Italia e di Vanchiglia

I proprietarii di case e terreni, e tutti quelli che ponno avere interesse che la stazione *Embarcadero* della strada ferrata da Torino a Novara sia collocata a PORTA D'ITALIA, sono invitati ad intervenire all'adunanza generale che avrà luogo la sera di giovedì 4 marzo corrente, alle ore 7, nel locale degli archivi della S. R. dei Ss. Maurizio e Lazzaro, via della Basilica, num. 14, scala a destra sotto la porta, piano nob.le, per prendere le opportune deliberazioni in tale proposito.

Per la Commissione
G. SCLOPIS.

UNICO DEPOSITO

CAFFÈ BURLET DI SANITA

Miele vergine di Spagna, Sagou, Ervalenta, Orzo *perlé*, Tapiok, Senapa bianca medicinale, Candele Milly e di Sego, di superiore qualità, presso Porporati ed Arnosio, droghieri, via di Po, isola dell'Ospizio di Carità.

AGLI ARMAIUOLI

La Casa Commissionaria di Francesco Giribon, stabilita in Torino, via Bogino, casa Colla, num. 8, è incaricata dalle principali Case di St-Etienne e Liège per la vendita dei fucili da caccia, a prezzi discretissimi. — Presso la medesima sono visibili i campioni.

SEMENZA BACHI del Monte Brianza

presso BOCH *zio e nipote*,

via della Provvidenza, num. 20, in Torino.

A VENDRE *à des prix modérés*

Trois CHEVAUX de voiture et deux de selle, âgés de 6 à 7 ans, de race anglaise et irlandaise.

Rue *dei Ripari*, num. 4, à côté du Théâtre Gerbino.

VENDITA *in via di subasta*

Il 15 del corrente, presso questo R. Tribunale di prima cognizione, ultimo incanto e deliberamento di una casa in Borgo Nuovo, via dell'Arco.

Per la visione dei capitoli dirigersi alla segreteria del prefato Tribunale, via della Consolata, num. 1, ove esiste l'opportuno tiletto.

TRASFERTA

Il magazzino da carta di Carlo Passarino, attualmente in Dora Grossa, casa Baldissero, avanti il Caffè Barone, è trasferto in casa S. Secondo, via dei Mercanti.

Da affittare al prossimo S. Martino

CASCINA sul territorio di Torino, regione Lucento, di ettari 34, are 29, cent. 32 (giorn. 90), di cui 50 prati, ed il rimanente campi.

Dirigersi al sig. Secondo Festa, negoziante da carta, via Accademia delle Scienze, presso la piazza Carignano.

Da affittare

FILATURA a vapore di num. 40 aspe giranti con ruota ad acqua e meccanismo moderno, situata sul territorio di Cervignasco, attigua alla strada provinciale di Saluzzo, ed annessa ai fabbricati del Tenimento detto di *Sant'Antonio*.

Recapito in Torino, via S. Francesco di Paola, n. 19, primo piano, ed in Moretta al sig. Domenico Colombaro

DA AFFITTARE *al presente, od al primo aprile*

Num. 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

REGIO RICOVERO DI MENDICITA'

DELLA CITTA' E PROVINCIA DI TORINO.

Il giorno 15 marzo 1852 alle ore 12 all'ufficio centrale del R. Ricovero, via di Po, num. 49, casa Arnaud, saranno aperti gli incanti per l'impresa dell'eseguimento di opere in ristauro di muratura di un locale ad uso di dormitorio e di laboratorio nel primo cortile del R. Ricovero. La medesima verrà deliberata all'offerente maggior ribasso sulla somma di L. 8700 portata nella perizia.

I capitoli d'asta sono visibili all'ufficio centrale suddetto.

INVITO

Si notifica ai Proprietarii e Possidenti di vigne e villeggiature in vicinanza della capitale, i quali desiderano di appigionarle, di rivolgere le loro domande, stante le fin d'ora numerose richieste, alla Prima Direzione Generale per il collocamento delle persone di servizio, via dei Mercanti, num. 2, ove hannosi pure offerte di varii Caffè con *Restaurant* o senza, da rimettere a vantaggiose condizioni.

Le sieur TURE, jardinier-fleuriste, arrivant de Paris, a l'honneur d'informer MM. les amateurs qu'il a déballé, rue *S. Massimo* (Po), maison Claretta, une riche collection de plantes rares tant de pleine terre, que d'orangerie, arbres fruitiers, de toute espèce, et bulbes d'Alger, ognons, semences de fleur et de potager, qu'il vend à des prix très-modérés avec garantie.

Il tient aussi les épinards du Malabar qui pomment comme les choux-fleurs.

GUANO del PERU', Isola Chinea

Da vendere in S. Pier d'Arena

Dirigersi per le condizioni dal sig. F. Giribon, Commissionario in Torino, via Bogino, casa Colla, num. 8, piano terreno.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

NOTA

Nel giudicio di subastazione vertente avanti questo regio tribunale di prima cognizione, ad instanza del sig. teologo Domenico Sola, qual Rettore della parrocchiale del borgo di Salsario presso Carmagnola, sui beni già proprii delli Giovanni e Giuseppe fratelli Dominici di Carmagnola, stati deliberati con sentenza di questo stesso tribunale 10 ottobre 1845 al signor avv. Giovanni Matteo Romano, già causidico coll. in questa capitale, per il prezzo di L. 8150, venne fissata per il primo incanto di detti beni, ora posseduti da questi, l'udienza che sarà dal prefato tribunale tenuta il mattino del 18 prossimo marzo alle ore nove precise, ed al prezzo dal detto sig. instante offerto di L. 5000, il tutto siccome meglio appare dal relativo bando 21 febbraio scadente mese.

Torino, 24 febbraio 1852.

Bonamico sost. Gili.

NOTA

All'udienza del regio tribunale di prima cognizione di questa città del 15 marzo prossimo, ore 10 antim., sull'instanza dell'architetto Luigi Formento, ed a pregiudicio del cavaliere Alberto Veglio di Castelletto, avrà luogo il secondo incanto e definitivo deliberamento del corpo di casa posto in questa città, Borgo Nuovo, via dell'Arco, porta num. 11, isola di S. Calisto, distinta coi numeri 33, 145, 146, 147, 148, 164 e 165, composta di tre piani, soffitti e sotterranei, a cui coerenziano a levante la stessa contrada, a ponente il sig. avvocato Soldati, a mezzogiorno il signor conte S. Lazzaro, ed a mezzanotte il signor Trucqui, a colonna del debitore cav. Alberto Veglio di Castelletto ed imposta per il regio tributo prediale di L. 71, 83.

Questa vendita sarà riaperta sul prezzo di L. 20m., offerto dall'instante per non essersi fatto alcun aumento in occasione del primo incanto, e sotto le stesse condizioni di cui nel bando venale del predetto tribunale 12 gennaio ultimo scorso.

Torino, il 14 febbraio 1852.

Manara sost. Castagna.

NOTA

Con instromento 9 dicembre 1851, rogato Castelli, residente in Dorno, il sig. Antonio Grossi ha venduto ad Angelo Domenico Perotti fu Giovanni, ambi di detto luogo, un diretto dominio, fruttante l'annuo perpetuo canone di L. 9, 21, assentato sopra uno stabile vitato di are 29, cent. 26, in quella mappa di Dorno, a parte del num. 243, posto tra la via di Castagnè e di Pavia, per il prezzo di L. 184 20. Tale contratto è stato inscritto all'ufficio di conservazione delle ipoteche in Vigevano, il 14 febbraio 1852, per quegli effetti voluti dall'art. 2303 del vigente codice.

NOTA

All'udienza del regio tribunale di prima cognizione di Pinerolo delli 18 prossimo mese di marzo, ore 11 antimeridiane, sull'instanza della signora Teresa Ruffino, vedova del sig. Francesco Sielet di Torino, si procederà al primo incanto contro la Paola Genta, vedova di Bartolomeo Falcetti, abitante a Vigone, di due corpi di casa siti in quel luogo, quarto quartiere, sotto li numeri di mappa 1842 e 1843, e di una pezza campo sita sulle fini dello stesso luogo, sezione Castellazzo, di are 38, centiare 10.

L'incanto verrà aperto in due distinti lotti sul prezzo cioè: pel primo lotto dei due corpi di casa di lire novecento, e pel secondo lotto del campo di lire settecento, oltre li patti e condizioni apparenti dal bando venale stampato in data 20 corrente.

Pinerolo, 20 febbraio 1852.

Darbesio sost. Davico.

NOTA

Il tribunale di prima cognizione di Pinerolo ha fissato la sua udienza dell'undici marzo prossimo venturo pel secondo incanto e definitivo deliberamento di alcuni beni stabili, posti sul territorio di San Giovanni di Luserna, consistenti in casiamenti, vigna e boschi del superficiale quantitativo in complesso di are quarantasei, centiare trenta circa, i quali ad instanza di Giovanni Boero verranno subastati a Paolo Reynaud, entrambi dello stesso luogo di San Giovanni.

L'incanto ha luogo in un sol lotto, e continua ad aprirsi sul prezzo di L. 300 dall'instante offerto.

Pinerolo, il 26 febbraio 1852.

A. Varese caus. coll.

NOTA

All'udienza del regio tribunale di prima cognizione di Pinerolo delli 18 prossimo mese di marzo, ore 11 antimeridiane, sull'instanza della signora Teresa Ruffino, vedova del sig. Francesco Sielet di Torino, si procederà contro li Matteo, Bartolomeo, Giuseppe, Margherita e Rosa fratelli e sorelle Falcetti, eredi della Paola Genta vedova di Bartolomeo Falcetti di Vigone, al primo incanto in due lotti di due corpi di casa siti in detto luogo di Vigone, quarto quartiere, e di una pezza campo, stesso territorio, regione Castellazzo, di are 38, 10, descritti nel bando venale stampato 20 cadente febbraio.

L'incanto verrà aperto sul prezzo di L. 900 pel lotto primo, e di L. 700 pel lotto secondo.

Pinerolo, 28 febbraio 1852.

Darbesio sost. Davico.

RETTIFICAZIONE.

Nel num. 51, *pag.* 4, *col.* 2, *lin.* 4 *e* 5 *nella nota sottoscritta Secondo Durio, vuolsi leggere* coi numeri di mappa 253 a 262, *ecc.*

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 2 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	Per contanti. nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa	Pel fine del mese corr. nella matt.
1819 5 0/0 *god.* 1 8.bre				
1831 » » 1 genn.				
1848 » » 1 7.bre				
1849 » » 1 genn.		89 75		
1851 » » 1 dicem.				
1851 *Obblig.* 1 genn.				
1849 » 1 8.bre.		944		
1850 » 1 febbr.		924 75		
1844 5 0/0 *Sard.* 1 genn.				
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N. 1 genn.	1740	1740		
— Banca di Savoia				
Città di (4 0/0 oltre lo inter. decor.				
Torino (5 50 0/0 1 gen.				
Città di Genova 5 0/0				
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen				
Società del Gaz (nuova				
Incendii a premio fisso				
31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio				
Molini presso Collegno 1 giugno				

CAMBI	Per brev.sca.	Per tre mesi.
Augusta	95 3 —	95 9 1/2 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	2 11 —	— —
Lione	99 90	99 40
Londra	98 85	98 90
Milano	— —	— —
Parigi	99 90	99 40
Torino sconto	4 p. 0/0	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 02 —	20 06 —
— di Savoia	20 89 —	20 69 —
— di Genova	79 10 —	79 30 —
Sovrana nuova	35 01 —	35 11 —
— vecchia	34 80 —	34 88 —
EROSO misto Perdita	2 80	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: RIGOLETTO, del M.o Verdi — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composta dal coreografo A. Cortesi. — Balletto *La Vivandiera*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il bugiardo* — con farsa.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera — la *Norma*, musica del cav. Bellini — Ballo in tre atti *Alice*.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française; Gran concerto musicale dato dal sig. Fetlinger.

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: il *Furioso* del cav. Bellini — balletti comici con Tom-pouce.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Tre donne in una casa*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: *La Finestra misteriosa* — Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Giovanna d'Arco* — Ballo *Il cuore delle donne*.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 55 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

GIOVEDI' 4 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di MANDATI postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., a norma della legge 27 giugno 1850, con determinazioni del 22 e 29 febbraio 1852 ha provvisto di pensione i seguenti:

Niello Caterina vedova del fu Niello, già maresciallo d'alloggio nei Carabinieri Reali:

Ostini Delfina vedova del fu Solerio, già sotto caporale nel 12 reggimento fanteria;

Cavallito Rosa madre del fu Farinone, già soldato nella brigata Granatieri;

Cavallero Antonio padre del fu Gerolamo, già soldato nel 15 reggimento fanteria:

Magnetto Giuseppe padre del fu Giuseppe, già soldato nell'8 id.;

Girodengo Alessio padre del fu Gio. Battista, già soldato nel 7 id.;

Gallina Gio. Antonio padre del fu Agostino, già soldato nel 4 id.;

Mangaretto Gio. Battista padre del fu Giacomo, già soldato nel 5 id.;

Tonino Maria madre del fu Cipriano, già soldato nel 5 id.;

Mandrile Maria madre del fu Beccaria, già soldato nel 7 id.;

Garbolino Stefano padre del fu Giacomo, già soldato nel 3 id.;

Banchiero Carlo padre del fu Filippo, già soldato nel 9 id.;

Mejnero Cristoforo padre del fu Gio. Antonio, già soldato nella brigata Granatieri;

Capello Matteo padre del fu Giacomo, già soldato nel 14 reggimento fanteria.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Visti i Regii Decreti delli 7 aprile e 29 agosto 1851 relativi all'Amministrazione delle contribuzioni dirette;

Considerando che le disposizioni concernenti il servizio degli esattori, le mutazioni di proprietà nei registri del catasto, ed il riparto delle imposte abbisognano di essere ulteriormente regolate;

Sulla relazione del Ministro Segretario di Stato per la Marina, l'Agricoltura ed il Commercio, incaricato del Portafoglio delle Finanze, di concerto con quello dell'Interno;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue;

CAPO I. — *Del servizio degli Esattori.*

Art. 1. Gli esattori delle contribuzioni dirette sono posti sotto la dipendenza immediata dei direttori delle medesime.

Art. 2. La sorveglianza attribuita coi Reali Decreti delli 7 aprile e 29 agosto 1851 alle direzioni delle contribuzioni sul maneggio degli esattori abbraccia tanto il personale dei medesimi, quanto la parte morale e materiale del servizio di cui sono essi incaricati.

Art. 3. Le direzioni concentreranno perciò insieme al riparto delle imposte anche il servizio riguardante la riscossione, il maneggio e la contabilità delle medesime.

Art. 4. Spetterà quindi ai direttori:

1. Di vegliare sulla condotta e sulle operazioni degli esattori;

2. Di regolare la contabilità e l'ordine materiale degli uffizi dei medesimi a norma delle apposite istruzioni;

3. Di provvedere allo stabilimento in ufficio degli esattori;

4. Di verificarne periodicamente e straordinariamente lo stato di cassa e contabilità;

5. Di accordare agli esattori la permissione di assentarsi dal loro ufficio per un termine non maggiore di venti giorni;

6. Di trasmettere all'Azienda generale di Finanze le domande di congedi temporari eccedenti il periodo anzidetto di venti giorni;

7. Di proporre le surrogazioni, sospensioni, rimozioni, e le altre punizioni portate dai Regolamenti contro gli esattori che avranno contravvenuto ai loro doveri;

8. Di autorizzare i supplenti ed i commessi o scrivani d'ufficio che loro vengono proposti dagli esattori;

9. Di delegare i gerenti interinali delle esattorie sotto l'approvazione dell'autorità superiore;

10. Di dar parere sulle modificazioni da introdursi nella composizione dei distretti esattoriali;

11. Di trasmettere all'avvocato fiscale i verbali e le informazioni riguardanti gli esattori colti in istato di malversazione, e di fare le istanze pel relativo procedimento.

12. Di vegliare a che la pubblicazione dei ruoli e la loro rimessione agli esattori, e la spedizione delle cartelle d'avviso pel pagamento delle imposte segua colla voluta regolarità e speditezza.

Art. 5. Quando occorrano atti ingiunzionali o compulsivi contro esattori trascurati dei propri doveri, i direttori ne faranno istanza ai rispettivi intendenti, nei quali però rimane ferma la facoltà di spedire d'ufficio le ingiunzioni e compulsioni che nello interesse del servizio ravviseranno necessarie.

Art. 6. I sindaci dei comuni di residenza di un esattore trasmetteranno nei primi cinque giorni d'ogni mese ai rispettivi direttori copia autenticata del processo verbale della relativa ricognizione di cassa seguita il primo giorno del mese stesso.

Nelle città e comunità dove risiede un verificatore delle contribuzioni, tale mensile ricognizione dovrà eseguirsi dal verificatore medesimo col sussidio all'occorrenza del segretario comunale.

È facoltativo ai direttori di far eseguire le verificazioni mensili dagli ispettori in quei luoghi che ravviseranno del caso.

Il sindaco potrà assistere alle verificazioni mensili che si operano dagli ispettori e verificatori, o farsi rappresentare dal vice sindaco od altro membro del consiglio.

Art. 7. I direttori riepiloghe ranno le risultanze dei verbali suddetti in appositi quadri distinti per provincia da spedirsi nella prima metà d'ogni mese all'Azienda generale di finanze.

Art. 8. Colla scorta di tali verbali le direzioni compileranno e trasmetteranno all'Azienda stessa gli stati trimestrali di servizio degli esattori di ciascuna provincia coll'indicazione della situazione delle riscossioni per servire alla spedizione dei mandati di pagamento delle retribuzioni, ed alla applicazione, occorrendo, delle misure sancite dall'art. 6 del Regio Decreto del 15 gennaio 1851.

Art. 9. Indipendentemente dalle verificazioni mensili di cui agli articoli 6 e 7 del presente, i direttori dovranno per mezzo degli ispettori e verificatori fare eseguire nel corso di ogni semestre la straordinaria verificazione di tutte le esattorie dei rispettivi circondari; e trasmettere copia dei relativi verbali all'Azienda generale di Finanze colle analoghe loro osservazioni.

Art. 10. In caso di evidente dissesto di cassa degli esattori, i direttori ed i loro delegati alle verificazioni hanno facoltà di sospenderli dalle loro funzioni, e di richiederne anche l'immediato arresto quando se ne tema l'evasione, referendone tostamente all'amministrazione centrale.

Art. 11. I direttori ed i loro delegati hanno pure facoltà di ordinare il versamento nelle provinciali tesorerie dei fondi che all'occasione delle verificazioni di cassa risultassero superflui pelle esigenze ordinarie del servizio.

Art. 12. Gl'intendenti trasmetteranno ai verificatori la nota di tutte le riscossioni che verranno di mano in mano affidate agli esattori nell'interesse tanto dello Stato quanto dei comuni e degli istituti di carità e beneficenza.

Mentre trasmettono agli esattori i mandati dei rimborsi dovuti dalle generali Aziende ai municipii ed alle opere pie, ne notificheranno parimenti l'importo ai rispettivi verificatori.

I sindaci dovranno pure trasmettere ai verificatori la nota delle entrate comunali di cui affideranno la riscossione agli esattori in dipendenza del disposto dall'art. 136 della Legge del 7 ottobre 1848.

Art. 13. I registri delle quitanze a matrice, di cui devono essere muniti gli esattori, saranno stampati e somministrati a diligenza dei direttori, ai quali dovranno dagli esattori medesimi essere restituiti a misura che si trovano esauriti.

Art. 14. Le gerenze d'ufficio delle esattorie potranno essere affidate sia agli ispettori e verificatori ed altri impiegati dell'amministrazione delle contribuzioni e sia anche ai volontari dell'amministrazione delle Finanze.

Art. 15. I volontari anzidetti dovranno perciò somministrare una malleveria nella somma che sarà ulteriormente determinata.

CAPO II. — *Della vigilanza sui cadastri e sulle mutazioni di proprietà.*

Art. 16. Nei mesi di marzo e di settembre d'ogni anno i verificatori dovranno recarsi in tutti i comuni del loro distretto onde riconoscere lo stato dei registri del censo territoriale, ed accertare segnatamente se le leggi concernenti la registrazione delle mutazioni di proprietà negli appositi libri siano state regolarmente adempiute.

Art. 17. A tal fine riconosceranno essi se i sindaci abbiano nei trimestri trascorsi fatti pubblicare i manifesti prescritti dall'articolo 5 delle R. Lettere Patenti dell'8 gennaio 1839, e se i consigli delegati abbiano adempiuto al disposto dall'articolo medesimo, nonchè dai numeri 8 e 9 art. 98 della Legge del 7 ottobre 1848.

Esamineranno colla scorta dei titoli presentati dagli acquisitori di stabili e degli stati compilati dagli insinuatori, giusta il prescritto dall'articolo 5, titolo 2 del R. Editto del 14 dicembre 1818, e dall'articolo 45 delle precitate Lettere Patenti, se tutte le mutazioni di proprietà siano state regolarmente operate nei registri censuari;

Promuoveranno la registrazione di quelle mutazioni che fossero state dai segretari e cadastrari trascurate; faranno la nota dei contravventori alle leggi che prescrivono il consegnamento dei trapassi di proprietà, e la consegneranno al sindaco, perchè provveda alle prescritte denuncie;

Redigeranno il verbale delle contravvenzioni commesse dai segretari e cadastrari al prescritto dalle precitate Lettere Patenti dell'8 gennaio 1839, e lo trasmetteranno indilatamente al rispettivo direttore onde faccia instanza per gli opportuni procedimenti;

Compileranno pure i verbali delle infrazioni accertate in ordine al disposto dall'art. 5 delle Lettere Patenti medesime, e li trasmetteranno agli intendenti per gli ulteriori provvedimenti a termine di Legge.

Art. 18. Per gli effetti poi di cui al seguente capo terzo, i verificatori non più tardi del mese di dicembre d'ogni anno si recheranno di nuovo in tutti i comuni del loro distretto per accertare le mutazioni succedute nelle colonne dei contribuenti, e formare lo stato dei cambiamenti da introdursi nelle matricole dei ruoli della contribuzione prediale.

Tale stato sarà esaminato e vidimato dal consiglio delegato alle cui sedute potrà assistere il verificatore.

Art. 19. Gl'ispettori delle contribuzioni dovranno accertare per mezzo di apposite visite annuali nei distretti e comuni del loro circolo:

1. Se i verificatori abbiano compilato gli stati delle mutazioni di proprietà occorse nelle colonne dei contribuenti;

2. Se la registrazione delle mutazioni di proprietà abbia avuto luogo regolarmente e colla necessaria uniformità, chiarezza e precisione;

3. Se siano stati denunciatisi contravventori alle Leggi sulle mutazioni censuarie di proprietà;

4. Se i registri censuari e le mappe territoriali siano tenute e conservate con diligenza ed accuratezza;

5. Se i verificatori abbiano operate le occorrenti mutazioni nelle matricole dei ruoli delle imposte.

CAPO III. — *Del riparto delle imposte.*

Art. 20. Fra tutto settembre del corrente anno i sindaci dovranno trasmettere al verificatore del distretto lo stato di tutti gli individui soggetti all'imposta *prediale*, il quale serva per la matricola dei ruoli relativi.

Art. 21. In tale stato si dovrà principalmente indicare per ciascun contribuente:

Il nome e prenome, e la paternità;

Il domicilio;

La professione;

L'allibramento o registro degli stabili risultanti a sua colonna nei catasti e relativi libri di mutazione.

Art. 22. Sullo stato anzidetto si dovrà inoltre notare l'allibramento o registro collettabile del territorio per la contribuzione Regia, e quello che deve servire al riparto delle imposte divisionali, provinciali e locali.

Art. 23. Lo stato sovra prescritto sarà certificato dal rispettivo consiglio delegato e verrà annualmente rettificato dai verificatori a norma del disposto dal capo precedente.

Art. 24. I verificatori, dopo introdotte negli stati e matricole le occorrenti variazioni, procederanno alla compilazione dei ruoli dell'imposta prediale a norma del dispo to dalle leggi in vigore.

Art. 25. Gl'intendenti a tal fine trasmetteranno annualmente alle direzioni un quadro indicante:

1. I contingenti d'imposta prediale Regia assegnata a ciascun comune della rispettiva provincia coi relativi centesimi addizionali dovuti allo Stato;

2. La quota d'imposta divisionale e provinciale da ripartirsi sull'allibramento od estimo d'ogni comune in aumento alla contribuzione prediale;

3. L'imposta locale autorizzata in favore di ciascun municipio in aumento alla contribuzione prediale;

4. Il numero di centesimi addizionali da imporsi a favore di ciascun comune in aumento alla tassa sulle professioni ed arti liberali, e sul commercio;

5. Le quote d'imposta provinciale e divisionale e locale che fossero autorizzate in aumento ad altre contribuzioni dirette.

Art. 26. Per norma dei verificatori nella compilazione dei ruoli, i direttori trasmetteranno loro un estratto del quadro suddetto per la parte che a ciascuno di essi concerne.

Art. 27. Sinchè non sia compiutamente organizzato il servizio delle contribuzioni, i segretari e cadastrari comunali, benchè dispensati dalla formazione dei ruoli dell'imposta prediale, do-

---

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

BENIAMINO FRANKLIN

(*Continuazione. Vedi num.* 51, 52, 54).

Già fin dal principio del secolo diciottesimo l'elettricità teneva attenta la curiosità degli scienziati. S'era già notato che questo fluido si comunica fra corpi che non sono in contatto: la teoria delle qualità di vitrea e di resinosa occupava già l'attenzione universale: con un apparecchio elettrico già era pervenuta la scienza a sprigionare scintille ed infiammare l'etere. Nello stesso anno in cui veniva inventata la celebre bottiglia di Lejda, Franklin, tuttochè non possedesse che un semplice tubo di vetro, si diede a fabbricare colle sue mani anzi a perfezionare le macchine opportune, ed ebbe formata una eccellente batteria elettrica superiore a tutte le conosciute: studiando con perseveranza e sagacia, si persuadeva che la scarica elettrica altro non è che il ristabilimento dell'equilibrio del fluido il quale in alcuni corpi si accumula, in altri no; quindi, deducendo la conseguenza che il fluido si trova sparso in tutti i corpi qui in più, là in meno, *positivo* chiamò il primo caso, *negativo* il secondo.

Osservando il colore della scintilla elettrica, ed il modo ond'essa guizza verso i corpi irregolari, il suo scoppio, la sua facoltà di imprimere scosse, quand'anche sprigionata in piccolissime proporzioni, infine una serie di diligenti indagini condussero Franklin a sospettare che la sua natura altra non fosse che quella del fluido, che accumulato nelle nubi si disfoga in violenta detonazione. Dietro questo sospetto tentò tanti esperimenti che alla fine ebbe trovato che il sospetto era una verità fisica. Questa importante invenzione non tardò guari a fare il giro del mondo.

Franklin poco contento d'avere trovata una verità senza scoprirne il lato utile si dedicò con vieppiù crescente ardore a studiare in qual guisa la sua scoperta potrebbe essere profittevole al genere umano, e le sue fatiche furono coronate gloriosamente allorchè ebbe riescito a costrurre le spranghe elettriche col mezzo delle quali attirava il fluido in luogo umido o nell'acqua per rendervelo innocuo.

Le esperienze del filosofo americano incontrarono dapprima nel mondo parecchi increduli; ma Dalibard a Parigi, Buffon a Montbard, il padre Beccaria a Torino, il professore Richmann in Russia le rinnovarono, le trovarono irreprensibili, e le fecero adottare come assiomi fisici.

Il saggio di Filadelfia empì l'universo del suo nome: le scuole dei due mondi gli decretarono medaglie, onori, elogi: le università di Edimburgo e di Londra gli conferirono il grado di dottore, l'accademia di Parigi lo acclamò suo socio.

Giunto a questo alto grado di celebrità, il Franklin contento del bene che aveva fatto, nulla avrebbe amato meglio che continuare nella semplicità e morigeratezza della sua vita domestica il programma che si era prefisso, e giungere felice e benedetto alla fine de'giorni che Dio gli aveva destinato, e che egli aveva così bene impiegato.

Ma alla gloria civile e scientifica egli doveva aggiungere un'altra gloria non meno luminosa, quella di concorrere colla sagacia de'suoi consigli, colla intrepida fermezza del suo carattere, colla veggenza del suo ingegno a rendere ammirato ed indipendente il Nuovo Mondo.

Verso la metà del secolo diciottesimo accadevano spesso scorrerie devastatrici degli abitanti del Canadà, i quali scendendo dalle loro alture e dai loro laghi si davano a devastare e derubare le vicine colonie inglesi. Fu in questa occasione che le colonie si ragunarono per la prima volta in istretta alleanza sotto il nome di *Unione*, che poi doveva divenire così celebre, affine di difendersi dagli attacchi del Canadà. Il governo centrale però, non amando lasciare ai coloni l'incarico di difendersi, spediva in America il generale Braddock, il quale pigliava per aiutante un giovinetto colonnello di 22 anni Giorgio Washington, e si apprestava alla guerra contro i devastatori. Ma la guerra scientifica portata dall'inglese in mezzo alle riviere ed alle selve non fu propizia. In un fatto d'armi il generale Braddock veniva battuto e Washington aveva gli abiti crivellati da colpi di fucile. Franklin fece votare dall'assemblea di Pensilvania una imposta straordinaria, ed allestì una milizia: in quel torno il reggimento provinciale di Filadelfia lo nominava suo colonnello; ed il filosofo perseguitò anche egli gl'indiani, e nell'inverno del 1756 tenne bivacco in mezzo ai venti ed alle nevi, costruendo dei forti in posizioni da lui opportunamente scelte. Il governo metropolitano non vedendo di buon'occhio quegli armamenti coloniei, nè volendo sopportare la presenza colà di forze permanenti ed in certa qual guisa indipendenti, abolì le nuove leggi di milizia, ed i gradi accordati dall'assemblea, e spedì per la difesa delle colonie il generale Loudon. Questi giunse in America e dichiarò che per la guerra non aveva altrimenti bisogno d'uomini ma bensì di imposte per mantenere quelli che seco conduceva.

Grazie alle intenzioni conciliantì di Franklin pervenne a far votare dall'assemblea una somma di oltre due milioni destinati per il *servizio del Re*. I *proprietari*, termine col quale venivano designati i discendenti di Penn, godevano molti privilegi, fra gli altri quello dell'esenzione

www.internetculturale.it

vranno all' occorrenza prestare il loro sussidio ai verificatori per la più sollecita compilazione dei medesimi.

Art. 28. Gl' intendenti non potranno provvedere sulle riclamazioni dei contribuenti in materia d' imposte dirette senza aver prima sentito l'avviso in proposito dei direttori delle medesime.

Art. 29. I decreti portanti riduzione, sospensione, modificazione e disgravamento di allibramento di tassa sar nno dagli intendenti comunicati ai direttori, e da questi ai verificatori onde possano praticare nelle matricole dei ruoli le occorrenti mutazioni ed annotazioni.

CAPO IV. — *Disposizioni diverse.*

Art. 30. Gl' intendenti continueranno ad esercitare sulle materie contemplate nei capi precedenti le attribuzioni amministrative loro conferte dalle leggi in vigore sotto la direzione del Ministero di Finanze.

Art. 31. Le disposizioni contenute nei capi precedenti avranno immediata esecuzione, salvo per quanto riguarda alla formazione dei ruoli, i quali non verranno effettuati secondo il disposto dal presente decreto che a cominciare da quelli del 1855 relativamente ai comuni di terraferma, ed a datare dall'epoca che sarà ulteriormente determinata in ordine ai comuni della Sardegna.

Il Ministro Segretario di Stato reggente il dicastero delle Finanze è incaricato della esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino, addì 15 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione, vedi num. 52, 53, 54)

Spese — ISTRUZIONE PUBBLICA.

Spese ordinarie.

Ministero dell'Istruzione Pubblica.

1	Personale	69,110 »
2	Materiale	40,000 »
	Corpo Amministrativo.	
3	Consiglio superiore di Pubblica Istruzione (Personale)	16,500 »
4	Consiglio generale delle scuole di Metodo Elementari (Personale)	7,800 »
5	Consiglio generale delle scuole di Metodo Elementari (materiale)	1,000 »
6	Consigli Universitarii (Personale)	30,248 »
7	Segreterie delle quattro Università (Personale)	65,347 80
8	Segreterie delle quattro Università (materiale)	12,560 »
9	Provveditori agli studi (Personale)	49,950 »
10	Ispettori delle scuole secondarie in Torino e Genova (Personale)	12,000 »
11	Ispezione delle scuole secondarie nei Circondari delle Università sudette (materiale)	9,000 »
	Corpo insegnante.	
	Insegnamento Universitario.	
12	Presidi, Vice-Presidi, Professori, Professori-Sostituti, Assistenti, Partecipanti ai dritti d'esami e gradi delle diverse facoltà nelle quattro Università, e Bidelli delle medesime (Personale)	488,581 75
13	Oratorii, Congregazioni e Direttori delle conferenze morali (Personale)	4,814 »
14	Oratorii, Congregazioni e Funzioni sacre delle Università (materiale)	6,756 »
15	Emolumenti concernenti la sanità pubblica per Torino e Genova	4,200 »
16	Scuole Universitarie nelle Provincie (Personale)	58,650 »
17	Scuole Universitarie nelle Provincie (materiale)	1,000 »
	Insegnamento secondario.	
18	Collegi Reali in Torino e nelle Provincie (Personale)	300,608 86
19	Scuole di latinità in Torino (materiale)	*soppressa*
20	Collegi Convitti Nazionali	236,016 »
	Stabilimenti.	
21	Stabilimenti scientifici Universitari (Personale)	75,776 53
22	Stabilimenti scientifici Universitari (materiale)	85,766 »
	Assegnazioni fisse.	
23	Collegio Carlo Alberto per gli studenti delle Provincie	92,487 »
	Spese varie e casuali.	
24	Incoraggamenti e gratificazioni per la instituzione di nuove scuole, e per la maggior diffusione dei lumi scientifici e letterari	22,000 »
25	Sussidio alle scuole comunali elementari, ed a quelle preparatorie dei Maestri e delle Maestre	80,000 »
26	Riparazioni ai caseggiati ed al mobilio, assicurazioni contro gl'incendi, illuminazione, e spese pel selciato in Torino, non che per l'assistenza alle opere relative delle Università	21,340 »
27	Aggio agli insinuatori sulle esazioni relative agli studi delle scienze ed alla sanità pubblica	1,550 »
28	Restituzione di dritti depositati dagli studenti	5,800 »
29	Spese diverse	20,563 25
30	Casuali	25,000 »

Spese straordinarie.

31	Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione	*sospesa*
32	Spese di prima stabilimento nei Collegi Nazionali e nel nuovo Collegio di Porta Nuova a Torino	50,000 »
33	Ampliazione dei locali delle Università, degli Uffizi del Ministero e dei Musei	18,900 »
34	Scuole normali della Sardegna	2,844 »
35	Provviste e lavori diversi da eseguirsi per gli stabilimenti scientifici	40,000 »
36	Indennità d'alloggio in Torino ed a Cagliari	1,551 60

Totale Spese ordinarie L. 1,792,202 15

Totale Spese straordinarie » 83,095 60

(Continua) Totale generale L. 1,875,297 75

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO — *Torino, 3 marzo.*

AZIENDA GENERALE DELL' INTERNO.

Avviso d'Asta.

Vendita ed affittamento per anni 30 delle miniere di piombo argentifero di Pesey e Mariot, e R. Stabilimenti per la fondita del minerale, e granulazione del piombo ad Albert-Ville in Savoia.

Il pubblico è avvisato che nel giorno 6 del mese di maggio prossimo, a mezzodì, si procederà, negli uffizi dell' Azienda generale dell' Interno, alla vendita e subordinatamente all' affittamento per 30 anni, in favore del miglior offerente, sul prezzo di L. 383,000 per la vendita, e su quello di L. 25,000 annue per l'affittamento, sotto le clausole e condizioni tenorizzate nel relativo capitolato.

Le offerte sia per la vendita che per l'affittamento in aumento dei suddetti relativi prezzi, dovranno essere fatte in iscritto su carta da bollo da cent. 40, suggellate ed accompagnate da un vaglia, eziandio su carta da bollo, a favore della stessa Azienda generale dell' Interno, sottoscritto da persona riconosciuta risponsale da questa, ed in vece di vaglia si potrà supplire con cedole del Debito Pubblico dello Stato al portatore, per un valore eguale al decimo del prezzo sul quale si fa partito.

I capitoli d'appalto, unitamente ai piani e documenti relativi, saranno visibili all' estero presso le Legazioni e Consolati Sardi, ed all' interno negli uffizi delle Intendenze divisionali e provinciali, ed in quello dell' Azienda generale dell' Interno.

Il deliberamento non sarà definitivo se non nel caso, in cui nei 20 giorni successivi, che scadranno a mezzogiorno del 26 maggio suddetto, non sarà stato fatto l'aumento del sesto sul prezzo della vendita, e del sesto o mezzo sesto su quello d'affitto, secondo le leggi in vigore.

Nell'appalto si osserveranno le norme portate dal Regolamento 4° annesso alle Regie Patenti del 29 maggio 1817.

Le spese dell'incanto, del deliberamento e dell'instrumento di vendita, o dell'affittamento non che quelle di delimitazione e di perizie, e dei testimoniali di stato, saranno tutte a carico del deliberatario.

Torino, il 23 febbraio 1852.

Per detta Generale Azienda

Il Segretario
VERZALDI.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato centrale.

Adunanza del venerdì 5 marzo 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO.

Oltre alle proposte e relazioni già annunziate ai socii, che non poterono ancora venir trattate nelle adunanze tenute, sono urgentissime le due seguenti:

1. Revisione dell'art. XVIII dello Statuto della Società per ridurre ad un anno l'obbligo dell'associazione.
2. Alcune proposte sull'ordinamento delle facoltà universitarie.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Reale Decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Prima pubblicazione.

QUITANZE DICHIARATE SMARRITE

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sono state rilasciate
1	Castiglione Gio. Bendinelli fu Francesco Ottavio	37	1849 30 gen.	12 42	Stabili	Novi
2	Calzone prevosto D. Lorenzo	39	25 id.	65 »	id.	Borgotaro
3	Nicola Giuseppe fu Giuseppe fu Antonio	27	1848 23 xbre	50 50	id.	Cocconato
4	Canavese Enrico di Enrico	48	1849 18 apr.	10 »	id.	Chiusa
5	Canefri Cesare contrib., Negri causidico richiedente	52	19 mar.	52 «	id.	Villalvernia
6	Eterno Evasio fu Antonio	36	1848 11 xbre	60 »	id.	Tonco
7	Martinengo Michele	14	1849 19 mar.	50 »	id.	id.
8	Saroglia Gioanni	48	5 febb.	25 50	id.	Moretta
9	Martino Giuseppe	97	8 genn.	15 »	id.	Ceva
10	Chappuis Louis Gabriel fu Pierre Antoine	59	18 mar.	7 50	id.	Morgex
11	Rumiod Pierre Antoine fu Jean Baptiste	61	id.	5 »	id.	id.
12	Rumiod Jean Baptiste fu Jean Baptiste	63	10 apr.	10 »	id.	id.
13	Beneficio Baudino contrib., Ravicchio sacerdote fu Gaspare e Rovello Giovanni richiedenti	26	1848 15 xbre	74 50	id.	Villanova d'Asti
14	Blondet Cosmo	7	31 id.	19 25	id.	Barbianello
15	Sticca Gio. Domenico fu Giacomo	2	1849 26 lugl.	90 19	Credito ipotecarii	Villanova d'Asti Castelnovo d'Asti
16	Lisa Teresa	170	1848 31 xbre	25 »	Stabili	
17	Forni Giuseppe fu Gio. Battista	144	1849 10 apr.	10 »	id.	Orta
18	Città d'Albenga contrib., Maroncne esattore richiedente	65	19 mar.	97 »	id.	Albenga
19	Congregazione di carità di Montanaro	67	1848 28 xbre	60 »	id.	Strambino

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 28 febbraio 1852.

L'Intendente Generale ARNULFO.

La notizia data dall'*Avenir de Nice*, e riprodotta nel n. 54 della *Gazzetta del Popolo* sotto la rubrica di Nizza, intorno alla diserzione di 47 tra soldati, sott'ufficiali ed ufficiali dell'8 e 55 reggimento di linea francese, fu già smentita dalle autorità in quella città siccome compiutamente erronea.

TOSCANA

PISTOIA, 28 *febbraio*. Scrivono al *Costituzionale* di Firenze:

Ci è grato di poter annunziare che il municipio di Pistoia nella seduta d'ieri, considerando agli atti straordinarii di beneficenza lasciati per testamento dall'illustre Niccolò Puccini a pro del suo paese, ha decretato che in una pubblica e solenne seduta da tenersi nel salone del palazzo di quel comune gli sia detto l'elogio che ha già affidato al valente scrittore prof. Contrucci, e gli sia scolpito un busto marmoreo con una epigrafe, da collocarsi nel detto salone.

---

delle imposte sugl'immobili. Il governatore inglese Denny impedì che avesse effetto la riscossione della somma votata perchè essa avrebbe dovuto gravitare eziandio sui beni dei *proprietarii*. Questi si adontarono del vedersi tolto un privilegio e di qui nacque la prima cagione di diffidenza fra il governo ed i possedimenti.

Franklin fu spedito a Londra, delegato della Pensilvania affine di querelarsi del detrimento che si voleva portare ai privilegi delle colonie.

Franklin giunto in Inghilterra, vi trovò l'opinione pubblica sfavorevolmente prevenuta contro l'America. Egli con pazienza, con fermezza, per mezzo di conversazioni e per mezzo di giornali, raddrizzò alquanto le mal concette prevenzioni e riescì nell'ottenere una transazione atta a chevele fra il governo e le colonie. L'abile delegato della Pensilvania per questo buon risultato della sua missione salì in grande rinomanza e nella completa fiducia degli Stati americani: il perchè il Maryland, il Massachussets, la Georgia lo nominarono loro agente presso la metropoli.

Scorsi pochi anni la Gran Bretagna conquistò il Canadà, e le colonie non furono più infestate. Così gloriosamente adempiuto il suo incarico, Franklin ritornossene al nuovo continente, e l'assemblea di Pensilvania gli decretava cento venti mila franchi di indennità e pubblicamente lo ringraziava « sia per avere fedelmente compiuti i suoi doveri verso la provincia, che per aver reso innumerevoli ed importanti servigi a tutta l'America durante il suo soggiorno in Inghilterra. »

Se non che l'animosità suscitata dalla bisogna dei proprietari non doveva completamente spegnersi. Il parlamento inglese fissò nel 1765 una tassa, e volle estenderla anche alle colonie. Fino a quell' epoca le colonie avevano goduto il diritto di votare esse medesime le loro tasse. Quando il governo centrale richiedeva loro i sussidi necessari alla madre patria, esse le votavano, ma liberamente. Quella novità sembrò alle colonie una specie di colpo di Stato: le colonie non avevano rappresentanti nella Camera dei comuni, e pareva loro di non poter essere assoggettate a' decreti che esse non avevano consentito. Già nell' anno precedente il parlamento aveva imposto in parecchie guise il commercio americano: l'*atto del timbro* votato nel 1765, il quale imponeva una tassa alle transazioni americane per le quali era necessaria una carta *timbrata* e tassata dal fisco, irritò vivamente le colonie e le fece assumere un piglio di risoluta resistenza. L'indegnazione si manifestò in tumulti popolari; si costrinsero gl'impiegati negli uffici della carta tassata a dimettersi dal loro impiego; le casse contenenti la carta furono gittate nelle strade e la carta bruciata. Un congresso si radunò a Nuova York e dettò una petizione violenta diretta alla corona: fu ordinata la proibizione dell' entrata delle mercanzie inglesi, e quella proibizione fu osservata.

Il governo metropolitano restò meravigliato alle nuove che d'America giunsero. Il ministero Grenville, che reggeva gli affari al tempo di quelle agitazioni coloniche, diede le sue demissioni, e gli succedette un altro gabinetto formato dal marchese di Rockingham.

L'*atto del timbro* fu rivocato dal novello ministero, mercè gli uffizi di Franklin. Ma era impossibile il distruggere ogni traccia del risentimento nato dai primi dissapori. Il parlamento abolì bensì quella tassa, ma l'abolizione fu accompagnata da un bill che dichiarava il potere legislativo del parlamento estendersi sopra tutte le parti del territorio britannico, e per conseguenza anche sulle colonie. Questa dichiarazione, che in se stessa poteva essere considerata come giusta, riceveva dalle circostanze un carattere tutto speciale e pericoloso. La lotta doveva tosto ricominciare nel 1769, quando il parlamento fissava una tassa per le colonie sul vetro, sul cuoio, sulla carta, i colori e il the. Le colonie ripiglіarono la loro condotta resistente contro queste nuove disposizioni. Si rinnovellò una lega contro le importazioni metropolitane, e si ragunò un congresso il quale, questa volta, ebbe nome *convenzione*. Il ministero venne di nuovo mutato, e lord North, successore di Grenville, sopprimette tutte le tasse, tranne quella del the. Ma il dado era gittato, le suscettività attizzate, e la resistenza sorda si sprigionò in aperta rivolta.

Franklin fece ogni possibile sforzo per riconciliare la metropoli colle colonie, rivolse tutte le sue cure allo scopo di calmare i suoi concittadini e di illuminare l'Inghilterra sui gravi pericoli che nascerebbero da quelle sgraziate vertenze, ma fu indarno.

La Compagnia delle Indie avendo spedito sessanta casse di the in America, la maggior parte delle città lo rifiutarono, e quella di Boston le fece gittare in mare. Quest'ultimo atto eccitò al più alto grado la collera del governo centrale. Lord North richiese al parlamento il blocco di Boston, ed una flotta difatto partì d'Inghilterra a questo fine.

Le colonie tutte parteggiarono naturalmente per la città bloccata. Nel Massachussets, nella Virginia si fecero leve ed armamenti. Un congresso generale fu tenuto in Filadelfia nel 1774, nel quale venne promulgata una dichiarazione di dritti, e deliberato che s'avesse a combattere in favore di Boston. S'inviò a Franklin, che trovavasi sempre a Londra, una supplica per Giorgio III, il sunto delle prese determinazioni ed un indirizzo al popolo inglese. Il parlamento, a malgrado che Burke ne' comuni e lord Chatam ne' lords, dissentissero, fu d'opinione che la resistenza colonica dovesse essere vinta colla forza.

(Continua) G. TORELLI.

STATO ROMANO

Leggesi nel *Giornale di Roma*:

Il cardinale Castracane degli Antelminelli era nato in Urbino il 21 settembre 1779. Fu creato e pubblicato cardinale nel concistoro del 15 aprile 1835 dal sommo pontefice Gregorio decimo sesto di s. m., da cui venne nominato penitenziere maggiore di Santa Chiesa, e nel concistoro del 22 gennaio 1844 preconizzato vescovo di Palestina, dimesso il titolo a lui carissimo di S. Pietro in Vincoli, ove per sua testamentaria disposizione ordinò di essere sepolto. Fra le altre protettorie avea quella dell'accademia teologica nell'università romana.

DUE SICILIE

Si legge nel *Giornale del regno delle Due Sicilie* in data di Napoli 21 febbraio:

Il tremuoto, che più volte scosse il suolo di varii paesi della provincia della prima Calabria Ulteriore, non risparmiò il comune di Trisilico. Sin da dicembre ultimo vi si avvertirono diverse leggiere scosse; ma nella notte del 25 al 26 dello scorso gennaio quattro sussecutive ne furono intese, la prima leggiera e sussultoria verso un'ora e mezzo della sera, la seconda ondulatoria e più sensibile verso le ore sette, la terza sussultoria e più forte verso le ore nove ed un quarto, e la quarta anche sussultoria e di molta intensità, accompagnata da forte rombo e della durata di oltre ad otto secondi, verso le ore dieci e dieci minuti. La popolazione dandos a precipitosa fuga si rifugiò nell'aperta campagna in mezzo all'intemperie della invernale stagione, agitata, commossa e sopraffatta dalla paura, cui aggiungevano più funesta impressione i gridi degli abitanti della vicina Oppido. L'apparir del giorno fu di qualche conforto alla smarrita popolazione, la quale si diede a tutta possa a costruire delle baracche, affin di passarvi le notti avvenire che pur funeste si presagivano. Di fatti la sera di quel dì cominciarono di nuovo gli scuotimenti di terra, i quali sebben leggieri si ripeterono fino alla mattina seguente. Tra essi uno fu più spaventoso, avvenuto alle ore tre e venti minuti della sera, con moto anche sussultorio e della durata di cinque secondi. In seguito non cessarono i piccoli movimenti, come se la terra fosse convulsa; ma la mattina del 7 corrente febbraio verso le ore 45 fu intesa una ben forte scossa ondulatoria, accompagnata da sorda detenazione, della durata di circa sette secondi. Gli abitanti del comune, che erano per la maggior parte ritornati nelle proprie abitazioni, restarono da questa novella scossa maggiormente sgomentati, e desolazione sul volto e con l'animo preoccupato da tristi presentimenti. Però, meno piccole fenditure in diversi fabbricati, non ebbe a compiangersi, per grazia di Dio, alcun altro danno.

FRANCIA

PARIGI, 29 *febbraio*. La corte d'assise della Senna (2ª sezione) ha terminato ieri l'affare della *cospirazione tedesca*.

Il giurì ha data una decisione affermativa riguardo a Cherval, Scherzer, Nettè, Gipperich, Schulze, Fischer, Noll, Kayser, Müller e Mattesen.

Circostanze attenuanti furono ammesse a favore di Scherzer, Schulze, Fischer e Mattesen.

Il giurì ha dichiarati non colpevoli Eggers, Kochler e Urth.

Per conseguenza la corte d'assise, dopo aver assolto questi ultimi tre, considerando che risulta dalla dichiarazione del giurì che Cherval, Scherzer e Gipperich sono riconosciuti colpevoli di una cospirazione tendente a distruggere o a cambiare il governo; che Nettè, Gipperich e Noll sono riconosciuti colpevoli di essere stati capi o fondatori di società secrete, o riunioni politiche non pubbliche, e che Schulze, Fischer, Hayser, Miller e Mattesen sono riconosciuti colpevoli d'essere stati membri delle dette società e di avere fatto parte di riunioni politiche non autorizzate dall'autorità municipale;

Ha condannato Cherval e Gipperich, ciascuno ad otto anni di ditenzione;

Scherzer e Nettè, ciascuno a tre anni di prigionia;

Noll, a due anni, e Kayser e Müller ciascuno a un anno della stessa pena;

Schulze, Fischer e Mattesen, ciascuno a sei mesi *idem*.

La corte ha inoltre condannato Nettè, Noll, Schulze, Kayser, Müller e Mattesen, ciascuno a 100 fr. di multa.

— Il sig. di Persigny, ministro dell'interno, si recò ieri, in nome del presidente della repubblica, alla comunità delle suore di S. Vincenzo de'Paoli, e consegnò a suora Rosalia, superiore della comunità istessa, la decorazione della Legion d'Onore ed una somma di 500 fr. pe'suoi poveri.

— Il sig. Vintant, morto negli scorsi giorni, ha lasciato alla città di Chartres una somma di 100,000 fr, per fondare un ufficio di beneficenza di sussidii portati a domicilio da suore di carità.

SPAGNA

MADRID, 24 *febbraio*. Si legge nell'*Heraldo*:

I prigionieri, fatti in seguito della invasione di Cuba, che erano stati tradotti in Spagna e che furono poi graziati da S. M., sono ora in cammino verso il loro paese. Ci scrivono da Vigo che una fregata, mandata a quel porto dagli Stati-Uniti, gli ha ricevuti a bordo con d'essere condotti alla loro destinazione Due d'essi prigionieri, che erano infermi, sono rimasti a Vigo.

— Si legge nella *Espana*:

Il sig. Isturiz dee prender congedo domani dalle LL. MM. per recarsi a Londra.

INGHILTERRA

LONDRA, 28 *febbraio*. Nella tornata della Camera dei lords del 27, dopo il discorso del primo ministro lord Derby (*V. la Gazzetta di stamane*), l'ex-ministro delle colonie lord Grey preso la parola, e manifestò il rincrescimento di aver rilevato dalle parole di lord Derby che il nuovo ministero intendeva ristabilire i diritti protettori su i cereali. Lord Derby rispose avere bensì enunciato in termini generici il principio, che i cereali non dovessero godere di esenzione dai diritti che pesano sugli altri oggetti di consumo, ma essere deliberato a non sottoporre alcuna proposta a questo riguardo alla sanzione del Parlamento, se non dopo aver consultato in modo solenne ed esplicito la opinione del paese, vale a dire dopo le elezioni. Dopo altre spiegazioni scambiate fra lord Derby e lord Grey, il conte di Fitz William lodò lord Derby di essere avverso alla riforma elettorale; il marchese di Clanricarde appoggiò il parere di lord Grey; lord Aberdeen approvò i principii di politica estera annunziati dal ministero, e lord Brougham richiamò l'attenzione della Camera sulle questioni giudiziarie. Sulla mozione di lord Derby la nobile Camera si aggiornò a lunedì 1° marzo.

— La tornata della Camera dei comuni del medesimo giorno non ebbe interesse. I nuovi ministri essendo soggetti a rielezione non erano presenti.

— Il sig. Giorgio Wilson deputato alla Camera dei comuni, e già presidente della lega di Manchester contro le leggi privative (*Anti-corn-law-league*) ha con apposita circolare invitati i componenti l'associazione (che dal 1846 in poi non s'erano più adunati) ad assistere ad una riunione (*meeting*), con lo scopo di determinare se l'attuale cangiamento ministeriale abbia imposto all'associazione il dovere di dar opera di bel nuovo alla difesa dei principii di libertà economica. Fra i personaggi politici ragguardevoli che assisteranno al *meeting* si citano i deputati Riccardo Cobden e Bright.

— Nell'assenza del giovane lord Stanley (figlio del primo ministro) nominato al posto di sotto-segretario di Stato nel dicastero degli affari esteri, gli uffizi di tal carica continuano ad essere sostenuti provvisoriamente dal sig. Layard. Lord Stanley viaggia attualmente per suo diporto nelle Indie.

— Il venerdì 27 febbraio p. p. lord Derby prese possesso della residenza ufficiale della tesoreria a Downing-Street, il sig. Walpole del ministero degli affari esteri, sir John Pakington del ministero delle colonie, ed i signori J. W. Henley e lord Colchester del ministero del commercio. Il nuovo lord cancelliere, sir Edward Sugden, sarà elevato alla dignità di pari col titolo di barone S.t Leonard's.

— I giornali inglesi discorrono delle dichiarazioni fatte da lord Derby alla Camera dei lords, e siccome da esse risulta che ogni questione importante è differita fin dopo le nuove elezioni, così rivolgono esclusivamente la loro attenzione a quest'ultimo argomento. Le elezioni del 1852 promettono essere fra le più animate e più interessanti che da qualche tempo siansi fatte in Inghilterra.

— Si legge nel *Globe*:

Le esplicazioni ministeriali nella seduta della Camera de' lords non hanno influito su i pubblici fondi i quali si mantengono fermi. Consolidati a contanti e per conto 97 1/8 1/4: 3 0/0 rid. 98.

ALEMAGNA

Nel memorabile del governo austriaco relativo alla questione della flotta (*V. Gazz. Piem. n. 52 e 53*), dopo di avere continuato a combattere l'opinione che la flotta fosse di proprietà federale e l'obbligazione per l'Austria di pagare la sua quota, prosegue e conchiude nei seguenti termini:

« Se si tratta di prendere disposizioni sulla base di un accomodamento amichevole, converrà avere riguardo, siccome sempre lo raccomandò il governo austriaco, ai bisogni pratici ed alla possibilità della fondazione di una marina federale, e tener salvi tutti i diritti; ma non si dovrà insistere sulla decisione della questione di principio, che, qualora fosse obbligatoria, offenderebbe quei diritti, e perciò non può essere oggetto di universale consenso.

L'Austria e la Prussia avevano anteriormente invitato la Dieta germanica ad offrire a tutti gli altri Stati tedeschi il carico della flotta del mare del Nord. Se tale disposizione era ammessibile allora, essa lo è tuttavia presentemente.

Al contrario, se non può essere più questione di amichevole accomodamento, ma bensì di risoluzioni da prendersi a maggioranza di voti, è chiaro che la confederazione non rinuncerebbe meno ai diritti dei governi particolari col vendere la flotta per conto dei proprietari, tenendo illesi tutti i suoi diritti e senza scogliere la questione di proprietà, di quello che lo farebbe attribuendosi il diritto di sciogliere ella stessa questa questione, anzi che ricorrere ai tribunali.

Si esamini soltanto attentamente la questione sul punto di sapere in qual modo si disporrà della flotta, appartenga dessa, o non appartenga, alla confederazione.

I governi che attribuiscono alla confederazione il diritto di proprietà sulla flotta, ma che nello stesso tempo insistono sullo scioglimento della medesima, non possono credersi lesi nei loro diritti se la confederazione risolve questo scioglimento colla riserva di tutti i diritti che risultar potrebbero da una legale conoscenza della proprietà della confederazione.

Per altra parte i governi non riconoscono nella confederazione il diritto di proprietà sulla flotta; non possono nemmeno temere di nuocere ai diritti dei veri proprietarii coll'aderire ad una simile risoluzione.

Anzi tutto, primi che questi ultimi governi prendano una risoluzione in ordine alla flotta, o prima che si proceda al suo riparto, converrebbe stabilire quali siano i governi interessati in quest'impresa e debbano perciò riguardarsi come i veri proprietari, e contro chi conseguentemente debbano prodursi i diritti di comproprietari particolari della flotta, e con quali principii se ne debba disporre; se a maggioranza di voti, oppure in ragione dei fatti pregnenti.

La decisione di questi punti verrebbe indefinitamente aggiornata; ma intanto non si potrebbe vegliare al mantenimento dell'oggetto in litigio se non coll'adottare precisamente il provvedimento ora proposto alla dieta germanica, procedendo cioè alla vendita dei navigli, sotto riserva della liquidazione.

Poi la Dieta, quand'anche le si contestasse il diritto di prevenire, senza avere prima riconosciuto la proprietà, potrebbe, in virtù dei diritti e degli obblighi federali, decretare il sequestro della flotta, e la sua vendita per conto dei proprietarii, qualora non si potesse provvedere al mantenimento provvisorio della medesima, e questo alla maggioranza dei voti, poichè non potrebbe essere questione di una istituzione organica federale.

E dovere della Dieta germanica di prevenire, in caso di contestazione, ogni tendenza di farsi ragione da se medesima, e di preparare a questo fine una risoluzione regolare col mezzo di disposizioni preliminari, mantenendo nello stesso tempo, per quanto si può, i diritti degli ultimi possessori; la Dieta deve ancora vegliare, nel caso presente, alla malleveria del rimborso delle riguardevoli anticipazioni fatte dalle casse federali e dai governi particolari per la fondazione e pel mantenimento della flotta. Quelle anticipazioni superano di già la somma di tre milioni di fiorini, di cui l'Austria richiede circa 1,500,000 fiorini.

Pel caso in cui si volesse subordinare ogni altra disposizione definitiva o provvisoria sulla flotta ad una preliminare risoluzione della quistione di proprietà, la Dieta dovrebbe, per la malleveria di quelle anticipazioni non meno che nello interesse di tutti coloro che hanno parte alla flotta, ordinare si proceda alla vendita di questa, colla clausola di soddisfare, liquidate le somme dovute, a tutte le domande fondate in diritto.»

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino, 4 marzo*.

Stamattina è stata solennemente inaugurata la Sessione legislativa del Parlamento Nazionale per l'anno 1852. L'insolito accorrere di gente, il battere dei tamburi annunziavano di buon'ora che questo era giorno di lieta e nazionale cerimonia. I dintorni del Palazzo Madama erano gremiti di spettatori. La Milizia Nazionale faceva ala. Alle ore 11 1/4 S. M. il Re, accompagnato dalle LL. AA. RR. il Duca di Genova ed il Principe di Carignano, e da splendido Stato-Maggiore, si recava a cavallo dal Regale Palazzo, ed era accolto lungo il breve tragitto da applausi universali e ridondanti d'entusiasmo.

L'arrivo di S. M. era annunziato nell'aula senatoria dal rimbombo delle festose grida del popolo plaudente. L'aula era affollatissima: il Corpo Diplomatico era in grande uniforme. La tribuna in faccia al trono era occupata da S. M. la Regina, da S. A. R. la Duchessa di Genova e dalle LL. AA. RR. il Principe di Piemonte Principe ereditario, il Duca di Aosta e la Principessa Maria Clotilde. I due giovani Principi portavano la divisa di militi della Guardia Nazionale. L'arrivo delle LL. MM. e dei RR. Principi è stato salutato da applausi fragorosi e vivissimi.

S. M. ha preso posto sul trono, e quindi ha pronunciato con commossa e sonora voce il seguente discorso:

SIGNORI SENATORI,

SIGNORI DEPUTATI;

La Sessione del 1851, della quale reggeste con operosità costante le prolungate fatiche, riuscì vantaggiosa allo Stato quanto onorevole al Parlamento.

I Bilanci, principal cardine degli ordini rappresentativi, per la prima volta stanziati; le libertà economiche sancite per legge e raffermate da trattati; la finanza accresciuta; la pubblica sicurezza rassodata fanno fede che l'opera vostra degnamente rispose ai bisogni dello Stato ed alla mia aspettazione.

La nuova Sessione sarà, sotto tali auspicii, feconda del pari di ottimi effetti.

Le amichevoli relazioni del mio Governo cogli Stati esteri si mantengono inalterate.

I miei Ministri vi presenteranno nuovi trattati colla Svezia e colla Francia. Il Governo di questa grande nazione si mette con noi sulla via di que' principii economici che raffermano le amicizie degli Stati per mezzo del reciproco beneficio.

Essi vi presenteranno importanti leggi relative al riordinamento delle amministrazioni centrali, degli studii e ad altre gravi materie d'interno reggimento.

Con queste leggi e con ogni suo atto il mio Governo intende ad operare grado a grado ed opportunamente quelle riforme civili, le quali, lungi dal debilitare l'autorità, la conservano e la rendono più forte, ponendola iniziatrice d'ogni reale miglioramento. *(Applausi)*

Sarà suo debito proseguire nell'ardua ma onorata impresa di portare a compimento il ristauro della nostra finanza, e chiedere perciò nuovamente il vostro concorso.

Nelle più gravi occasioni non mai venne meno quello spirito di volontario sagrificio ch'è antica virtù de' popoli dello Stato; l'esperienza del passato ci fa sicuri quali siano per mostrarsi nell'avvenire, ed in essi pienamente confido.

È dovere d'ogni governo dar norma e sicurezza allo stato civile delle famiglie. La legge che a tal fine vi verrà presentata, quantunque di carattere puramente civile, si connette però ad interessi religiosi e morali che alla vostra coscienza è commesso il tutelare. *(Applausi)*

L'antica fede dei padri nostri, quella che diede al Piemonte virtù bastante a superare così pericolose prove, sia guida alle vostre menti, cosicchè ne rimanga illeso il venerando retaggio. A questo fine medesimo sono intese le pratiche aperte con la Corte di Roma. Sinceri e riverenti nel condurle, confidiamo possano giungere a conciliare i diritti dello Stato con i veri interessi della Religione e della Chiesa.

SIGNORI SENATORI,

SIGNORI DEPUTATI;

Ripensando le passate fortune dello Stato e raffrontandole colle presenti, dobbiam tutti sentire in cuore profonda gratitudine verso la Provvidenza che così palesemente ha benedetta l'opera nostra.

Piena è la fiducia tra popoli e principe; eguale quella che meritamente riponiamo tutti nel valore e nella fedeltà dell'esercito. *(Vivi applausi)*

Salda concordia lega i poteri dello Stato tra loro, e ne sia lode a Voi che in gravi occasioni preponeste ad ogni altro rispetto il pensiero del pubblico bene. Devoti alle istituzioni che, oggi compie il quarto anno, l'Augusto mio Padre instaurava, duriamo nell'intrapresa via, riposando in quella fede che abbiamo scambievole — Io nel vostro spontaneo ed efficace aiuto — Voi nella leale e ferma mia volontà.

(Quest'ultimo periodo è stato interrotto e coronato da vivissimi e prolungati applausi.)

Il Ministro dell'Interno ha quindi dichiarato, d'ordine del Re, aperta la Sessione Legislativa per l'anno 1852.

S. M. il Re nell'uscire dal Palazzo Madama passa in rassegna le Milizie Nazionali, le quali numerosissime ed in bella tenuta sfilano dinanzi all'Augusto Monarca, prorompendo in clamorosi applausi.

— *Lombardo Veneto*. La *Gazzetta di Venezia* in data 1° marzo reca notizie del soggiorno di S. M. l'imperatore in quella città. Il teatro della Fenice fu per due volte illuminato a giorno, e fu prima sera visitato dal monarca. Il 1° marzo vi furono esercizii e fuoco delle truppe di presidio sul campo di Marte. Vi assistette S. M. in compagnia di S. A. R. il granduca Costantino di Russia e S. A. R. il duca di Modena. Più tardi visitò l'arsenale ove era presente al varare che si fece di un brick.

La *Gazzetta di Milano* soggiunge che la sera del 1° marzo per le ore 9 era atteso in Verona l'arrivo di S. M. per la grande parata militare che doveva aver luogo l'indomani.

— *Napoli, 24 febbraio*. Il *Giornale ufficiale del Regno* pubblica varie grazie a condannati e imputati per reati contro lo Stato e reati comuni.

FRANCIA. *Parigi*, 1° *marzo*. Dei 265,000 elettori inscritti, dice la corrispondenza Havas, 118,000 circa avevano votato ieri, e per quanto è stato possibile d'intendere dalle conversazioni dei votanti si è acquistata la certezza che le candidature ufficiali erano in gran favore, specialmente nelle circoscrizioni ove si sono presentati i signori Véron, Lanquetin, Moreau (della Senna) e Devinck. Le nomine dei sigg. Guyard-Delalain, Duperrier, Fouché-Lepelletier e Kœnigswarter, sebbene più vivamente disputate dai sigg. di Tracy, Cavaignac, Bixio e Ferd. nando di Lasteyrie, nelle circoscrizioni 1ª, 5ª, 6ª e 8ª, non riusciranno men vittoriose. Se accetta che tutti i partiti ostili si accordano sul nome del generale Cavaignac.

Oggi lo squittinio è stato chiuso. Nelle ultime ore della votazione l'affluenza degli elettori è stata considerevole.

— Una commissione presieduta nel seno della Banca di Francia ed incaricata di esaminare la quistione della riduzione del prezzo dello sconto, ha fatto un rapporto favorevole a questa riduzione, e credesi che essa sarà votata giovedì prossimo dal consiglio della Banca.

DANIMARCA. Scrivono alla *Gazzetta di Colonia*, che il re di Danimarca ha intenzione di fare sì che la quistione della successione al trono sia oggetto di negoziati diplomatici, la onde quistione danese-tedesca riceva un definitivo scioglimento quanto prima.

La *Nuova Gazzetta di Prussia* dice che il nuovo plenipotenziario danese, sig. di Bülow, entrò in trattative in meditamente col duca di Augustenburgo, e si spera che si verrà ad un accomodamento.

E. LEONE GARUFFI.

www.internetculturale.it

RELIGIONE, AMORE E PATRIA
Altri Canti originali e tradotti
DI VINCENZO CRAVERI
Saluzzese
Asti, dalla tipografia dei fratelli Paglieri.
Volumetto in 16° il cui prodotto, prelevate le spese di stampa, venne dall'Autore destinato a benefizio dell'emigrazione italiana e dell'asilo d'infanzia di Saluzzo.
Si vende in Torino dai librai Carlo Schiepatti e Giacinto Marietti sotto i portici di Po.

STRADA FERRATA
DA MORTARA A VIGEVANO
Avviso

La Generale Adunanza degli Azionisti onde approvare gli Statuti e costituire legalmente la Società definitiva per la costruzione della ferrovia suddetta avrà luogo in Vigevano, nel Palazzo di Città, il giorno 11 marzo 1852, alle ore 10 antimeridiane;

ciò stante

Il Consiglio d'Amministrazione della Società Promotrice invita tutti i signori Azionisti soscrittori ad intervenirvi personalmente, oppure a farvisi rappresentare da speciale procuratore per brevetto.

Pel Consiglio d'Amministrazione
Il Vice-Presidente A. G. B. VANDONE.

AVVISO

Al Municipio di Crescentino fu testè concessa una nuova FIERA da aver luogo annualmente nel lunedì successivo alla quarta domenica di Quaresima, e così per quest'anno nel giorno 22 di marzo, in cui si distribuiranno a sorte 9 premii a chi vi condurrà o terrà esposti in vendita buoi, manzi e vacche.

Lo stesso Municipio distribuirà nel predetto modo, dal 26 marzo a tutto dicembre, un premio di L. 10, e per ogni mercato, a chi condurrà qualche bovina all'ebdomadario mercato di venerdì.

GUANO VERO DEL PERU'

di prima qualità, che da analisi chimica fatta eseguire risulta contenere più di 80 p. 0[0 di materie fertilizzanti.

Sementi Patate di Nuova-York, Maggiengà, Pellagra, Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabictole bianche e rosse.
Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

GIUSEPPE BOERIS
GIOIELLIERE, PROPRIETARIO DEL NEGOZIO COLLA DITTA
OREFICERIA NAZIONALE ED ESTERA,
in Torino, via Nuova, casa Melano, presso Piazza Castello,

previene i signori che vorranno onorarlo de' loro comandi, che dal primo marzo 1852 il detto negozio si trova trasportato sotto i portici della Fiera, casa Mannati, vicino la via di Po, nella bottega da esso tenuta già da qualche tempo e conosciuta prima sotto la firma di Luigi Basili.

La riunione di due fondi in un solo farà sì che il medesimo sarà in grado di poter fornire con più facilità a' suoi accorrenti qualsiasi oggetto, sì in oro, argento e diamanti, come pure orologeria ed altro relativo

AVVISO

Si cerca una persona di ottimi costumi in qualità di segretario di famiglia in una città di provincia, che abbia tutte le cognizioni e la capacità di notaio, e procuratore.

Dirigersi all'Ufficio di Segreteria per le inserzioni (Tip. Favale, via S. Martiniano, casa Gibellini).

AVVERTENZA

In rettifica della nota inserta in questo Giornale, num. 49, corrente anno, si avverte che colla scrittura 25 ottobre 1849 essendo stati associati soltanto nell'esercizio dell'albergo delle Tre Galline Gioanni Bertola e Pietro Falchero, la gerenza della società non è stata affidata a verun socio in particolare.

FALCHERO MAURIZIO, *proprietario.*

CASA DA VENDERE
IN URIO
sul Lago di Como

Mediante asta privata da tenersi nello Studio del notaio dott. Achille Ricordi, in Como, contrada dei Tre Monasteri, num. 93, nel giorno 6 p. v. maggio, ore 10 antimeridiane, si vuol procedere alla vendita della sottodescritta Casa al miglior offerente, se così parerà e piacerà, cautate le oblazioni dal deposito di austriache L. 4,000, o da altra benevisa sicurtà, e sotto l'osservanza del relativo capitolato fin d'ora ostensibile presso il suddetto notaio, dal quale e dall'ingegnere Giuseppe Bianchi, contrada dietro il Duomo di Como, num. 583, non che dall'avvocato Michele Cattaneo in Milano, contrada della Spiga, num. 1396, si riceveranno anche, in pendenza dell'asta, private offerte.

Casa di civile abitazione, con giardino, posta nel Comune di Urio, al comunale num. 1, di recente costruzione, alla riva del Lago, in amenissima situazione, con veduta della città e borghi di Como.

Urio, il 13 febbraio 1852.

PIANO-FORTI

Grande assortimento di ERARD, PLEYEL, e fabbriche secondarie, via degli Ambasciatori, num. 2.

Tipografia **MARZORATI**, *via S. Filippo, n. 16*

RICERCHE
SUL PERIODO GLACIALE

Di CARLO MARTINS, *tradotto da* BARTOLOMEO GASTALDI,
con note ed aggiunte — *Prezzo L.* 1 50.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

Si distribuisce il fascicolo di **Febbraio**
DEL
JOURNAL DES DEMOISELLES
AUGMENTÉ
DU JOURNAL DES JEUNES PERSONNES,
DU MAGASIN DES DEMOISELLES ETC.

Bruxelles 1852

Prezzo: per Torino . . . . . L. 12
per le Provincie, franco di posta » 14

AVVISO

La fabbrica di Pietro Ropolo per lavori in ferro, lungo il viale di San Maurizio, in Torino, in seguito alla diminuzione dei dazi sui ferri, si trova in grado di fornire i seguenti articoli, di sua introduzione in questi Regii Stati, ai seguenti prezzi, cioè:

COPERTI di ferro scannellati con lastroni dei numeri 26 a 27, coloriti a doppia mano di biacca e messi in opera, a L. 6 50 cadun metro quadrato, a vece di L. 7;

Idem con lastre pure scannellate e galvanizzate, a L. 10 il metro quadrato, a vece di L. 12;

PORTE di ferro per botteghe, compreso il meccanismo per farle entrare a *coulisse* nella spessezza del muro, compite, a L. 70 cadun metro quadrato, a vece di L. 85;

TUBI e CANALI per grondaie di tetti, pure di ferro galvanizzato, di centimetri 10 di diametro, a L. 3, a vece di L. 3 25, e se di centimetri 8, a L. 2 75, a vece di L. 3.

PARIS — HOTEL VIOLET
faubourg Poissonnière, n. 36

Cet établissement, fondé depuis 25 ans, et situé au centre de la capitale, près des boulevards et des théâtres, se recommande par la bonne tenue et la modicité de ses prix. — Il est le rendez-vous des principaux négociants étrangers. — Il y a une table d'hôte.

GIUSEPPE OPERT
SARTO IN CAMICIE DA UOMO

È giunto testè da Parigi con grande assortimento delle medesime, d'ultimo genere e in misura a giusto corpo. — Via di Porta Nuova, num. 16, primo piano.

INNOVAZIONE DEL 1851
GRAN PERFEZIONAMENTO DI
PUNTE DI PENNE
Francesi, dette di Corno,
AMMESSE ALL'ESPOSIZIONE DI LONDRA
a L. 5 ogni scatola di 100 penne a doppia punta.

Fra tanti perfezionamenti recati agli oggetti d'industria, non erasi trovato sinora il modo di perfezionare la penna. Tanto si ottenne in questi giorni. Le nuove penne a doppia punta vincono in bontà tutte le precedenti di metallo: esse sono della massima flessibilità, sono acconcie a qualunque età, e benchè si scriva con tutta fretta non si corre mai rischio di lacerare la carta.

SUOLE DI SASSONIA
IMMIDIFUGHE ED IMPENETRABILI
PER PRESERVARE DAL FREDDO E DALL'UMIDITA'
Ammesse all'Esposizione di Londra;
a 2 fr. il paio.

Queste suole impediscono che l'umido penetri nel calzare, tengono caldo il piede, di estate assorbiscono la traspirazione, e si acconciano con facilità alla scarpa, allo stivale ecc.

Il sottoscritto ha inoltre ricevuto da una delle principali fabbriche di Londra un assortimento di Aghi per cucire delle qualità più fine e ricercate.

È disceso all'albergo della Caccia Reale, piazza Castello.
Impono Lour, *di Parigi.*

AVVISO

Una Casa di commercio desidera degli agenti in questa città e provincia che si possano occupare per la vendita di articoli correnti che rendono un beneficio netto del 10 al 20 p. 0[0; non hanno grande volume e si possono vendere con vantaggio anche nei piccoli paesi. — Non occorre avere cognizioni commerciali, basta che si prestino con zelo ed attività per ottenerne un considerevole smercio.

Dirigersi da Francesco Meucci a Livorno (Toscana).

DA VENDERE

CORPO di CASA civile e rustico, con ett. 16, are 15 circa tra campi scoperti, campi vignati, prati adacquabili e boschi, in territorio di Verrua, cantone di Monticello. Per le opportune notizie dirigersi in Torino al notaio F. Galeazzi, via delle Orfanelle, n. 15, piano 2.°

DA RIMETTERE

Un PIANO-FORTE a coda, di Parigi, di *Pleyel*, estimato del valore di L. 2,500.

Dirigersi in casa Birago di Vische, piano 2.°, n. 1, via della Zecca. — Visibile dalle ore 12 alle 2 pomerid.

NOTA

Il secondo incanto, e successivo deliberamento delli tre stabili posti sul territorio di Avigliana, proprii del Matteo Meano dello stesso luogo, seguirà all'udienza di questo regio tribunale delli 13 marzo prossimo venturo, la quale avrà principio alle ore nove mattutine.

Si aprirà l'asta sul prezzo offerto dal sig. instante Giuseppe Levi, negoziante, da Chieri, di Lire 285, in complesso, non essendosi presentato oblatore all'epoca del primo incanto.

Susa, il 26 febbraio 1852.

Bernocco sost. Garelli.

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO UFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 3 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	Per contanti. Pel giorno pr. dopo Borsa	Per contanti. Pel giorno pr. nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa.	Pel fine del mese corr. giorno pr. nella matt.
1819 5 0[0 god. 1 8.bre				
1831 » » 1 genn.				
1848 » » 1 7.bre		88 50	90	89 95
1849 » 1 genn.		89 40		
1851 » 1 dicem.				
1834 *obblig.* 1 genn.				
1849 » 1 8.bre.	942			
1850 » 1 febbr.		925 932 50		
1844 5 0[0 *Sard.* 1 genn.		992 50		
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N. 1 genn.		1745		1750 1747 50
— Banca di Savoia				
Città di 4 0[0 oltre lo inter. decor.				
Torino 5 50 0[0 1 gen.				
Città di Genova 4 0[0				
Soc. del Gaz (ant. 31 gen.				
Società del Gaz (nuova				
Incendii a premio fisso 31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio				
Molini presso Collegno 1 giugno				

CAMBI	Per brev.ca d.	Per tre mesi.
Augusta	95 3 —	95 3 —
Genova sconto	4 p. 0[0	
Francoforte S. M.	211 —	
Lione	99 90	99 40
Londra	25 39	25 90
Milano		
Parigi	99 90	99 40
Torino sconto	4 p. 0[0	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	90 09 —	90 05 —
— di Savoia	88 60 —	88 65 —
— di Genova	79 13 —	79 25 —
Sovrana nuova	25 09 —	25 14 —
— vecchia	24 78 —	24 80 —
EROSO misto		
Perdita	2 50 p.	0[0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
GREGGIE	10—11		
	11—12		
	12—14 62		
	14—16		
	16—20		
	20—21 76		
	21—22 75		
	22—23 74		
	23—24 73		
	24—25 72		
ORGANZINI	25—26 71		
	26—27 71	70	
	27—28 70 50	68 50	
	28—30 70	68	
	30—32		
	32—36		
	36—40		
	20—22		
	22—24		
	24—26		
TRAME	26—28	67	
	28—30	66	
	30—32	64 50	
	32—36		
	36—40		
MERCI DIVERSE			
Doppio filato			
Mercerizzatura di gallettame			
Stracci			

BORSA DI PARIGI *del 1.° marzo.*

Il 5 0[0, aperto a 103, 85, in liquidazione chiude a 103, 30
Il 3 0[0 resta a 65, 45.
Il 5 0[0 piemontese (c. R.) a 89, 90.
Le azioni della Banca di Francia a 2565.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: RIGOLETTO, del M.ro Verdi — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi. — Balletto *La Vivandiera.*
CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Francesca da Rimini.*
NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera — la *Norma*, musica del cav. Bellini — Ballo in tre atti *Alice.*
D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française — *Le chevalier masqué.*
GERBINO (ore 7 1/2) Opera: il *Furioso* del cav. Bellini — balletti comici con Tom-pouce.
SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il Diavolo organista e sua sorella modista.*
DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — Ballo *Mazzeppa.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

INTERNO

INTENDENZA PROVINCIALE DI MONDOVÌ.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge

3 *febbraio* 1851.

Stante la descrizione dell'asta apertasi in quest'ufficio il 15 novembre scorso in seguito ad avviso del 10 ottobre precedente, il pubblico è avvisato che alle ore 10 antim. del giorno 16 del p. v. marzo si procederà di bel nuovo in una delle sale di questa Intendenza, con intervento ed assistenza del signor Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini da accendersi dopo l'ultima offerta della vendita, in un sol lotto, degli infradescritti beni demaniali facienti parte di quelli indicati al numero 27 dello stato annesso a detta legge, cioè:

Lotto unico.

Questo lotto si compone dell'intiero fabbricato della cascina *Cavallera*, non che degli stabili infradescritti formanti quasi una sola pezza, della superficie complessiva di giornate 57, tav. 90, e piedi 5, corrispondenti in misura metrica ad ettari 21, are 85, centiare 95, consistente cioè:

1. Regione Coste di Pesio, fabbricato in territorio di Magliano composto di due camere al pian terreno, due altre superiormente, stalla accanto alla cucina di cinque spazi, divisa per metà, e d'altrettanti spazi di fenile superiormente, tettoia a ponente del fabbricato a due spazi con portico davanti tanto alla tettoia, che alle stalle: altro casolare ivi detto del Margaro posto a levante del suddescritto, composto di una camera al pian terreno inserviente di stalla, e due altre camere superiormente: pozzo d'acqua viva con coperto supeirore sostenuto da due pilastri, posto pressochè alla metà dell'aia. Forno accanto al casolare del Margaro con portico avanti l'aia e sito, il tutto posto fra le coerenze di Musso Andrea, della strada comunale da Magliano a Mondovì, detta dei Verdini, della viaccola tendente a Pesio, e della pezza prato in ripa infra descrivenda, distinto in cadastro col numero 2570, della superficie di giornate 1, 88, 0, corrispondenti in misura metrica ad are 71, 45, 0, 0.

2. Ivi, ripa prativa sotto la cascina a levante, alle coerenze di Musso Domenico, e Musso Andrea, della strada delle ripe, e della pezza, ossia aia suddescritta irrigabile per mezzo di un piccolo canale dietro la cascina proveniente dalla tavolera pubblica, segnata in mappa col numero 2569, della superficie di giornate 1, 88, 0, 0, eguali ad ettari 0, 71, 45.

3. Ivi, ripa boschita a due facciate, posta a giorno della cascina, coerenti la strada comunale, la viaccola delle ripe, i fratelli Quaglia, e la pezza campo infradescrivenda a due lati, alquanto corrosa dalla tavolera pubblica, la quale trovasi a due lati, distinta in mappa col numero 2571, della superficie di giornate 2, 0, 2, corrispondenti in misura metrica ad are 76, 45, 0, 0.

4. Ivi, campo a piano, a giorno della cascina con una porzione di gerbido in ripa, coerenti la pezza bosco suddescritta a due lati, i signori fratelli Quaglia e la pezza prato infra descrivenda, privo affatto del beneficio dell'acqua per non avere alcun diritto di passaggio nelle proprietà delli nominati fratelli Quaglia, distinto in mappa col numero 2572, della superficie di giornate 2, 35, 6, eguali ad ettari 0, 89, 55, 0.

5. Ivi, prato alquanto in ripa, a giorno della cascina, coerenti la pezza gerbido suddescritta, la viaccola delle ripe, li fratelli Quaglia, la pezza prato infra descrivenda, irrigabile per mezzo della pubblica tavolera che scorre lungo il suddescritto bosco segnato in mappa col numero 2573, della superficie di giornate 6, tavole 3, piedi 6, corrispondenti ad ettari 2, 29, 50.

6. Ivi, prato a piano posto a levante e giorno della cascina, consorti la pezza prato suddescritta, Musso Andrea, la strada detta dei piani, e la pezza infra descrivenda, nella quale pezza trovasi ora una parte in mezzo ridotta a campo, corrispondente circa ad un quinto del totale della superficie, il tutto irrigabile mediante la detta tavolera, posta al numero 2566 della mappa, della superficie di giornate 18, 89, 3, corrispondenti ad ettari 7, 18, 40.

7. Ivi, campo ora prato posto a levante della cascina, coerenti la viaccola delle ripe a due lati, la strada detta dei piani e la pezza suddescritta, distinta in mappa col numero 2563, della superficie di giornata 1, 54, corrispondenti ad ettari 0, 50, 93, irrigabile questa pezza dalla detta tavolera.

8. Ivi, prato, una volta canapale, posto fra mezzo a quello di cui al numero 6 delli presenti; fra le coerenze a tre lati del prato suddescritto e di Musso Andrea, irrigabile come sopra, distinto in mappa col numero 2565, della superficie di tavole 36, corrispondenti ad are 14, 65, 0.

9. Ivi, prato come sovra in mezzo al prato grande, coerenti il prato descritto al numero 6 a tre lati, e la viaccola delle ripe, irrigato dalle acque della tavolera, posto al numero 2567 del cadastro, della superficie di giornate 0, 70, 6, corrispondenti ad ettari 0, 26, 85.

10. Ivi, campo a piano ed a levante di detta cascina, coerenti la viaccola delle ripe, la strada detta dei piani, Tomatis Marco, gli eredi di Giovanni Rosso, ed il campo infra descrivendo, irrigabile dalle acque provenienti dalla tavolera che fiancheggia la parte superiore di detto campo, posto al numero 2416 del cadastro, della superficie di giornate 19, tavole 57, piedi 5, eguali ad ettari 7, 44, 20.

11. Ivi, campo coerenti la pezza suddescritta a due lati, Marco Tomatis, Rovore Francesco, distinta in cadastro col num. 2415, della superficie di giornate 2, 44, 3, corrispondenti in misura metrica ad ettari 0, 92, 50,

NB. I prati sovra descritti alli numeri 5, 6, 7, 8 e 9 formano una sola pezza circoscritta a tutti i suoi lati di piante d'ogni qualità, oltre ad una quantità di roveri quasi all'estremità inferiore.

I campi descritti alli numeri 10 e 11 formano anche una sola pezza, muniti parimente d'alberi al loro d'intorno, oltre ad alcune file di moroni attraverso dei medesimi.

Tutte le altre pezze poi sono parimente unite, formanti come una sola col fabbricato, senza alcuna servitù passiva a favore altrui nè di acqua nè di passaggio con carri.

L'asta dei suddetti beni sarà aperta non più sul prezzo d'estimo risultante dalla perizia del geometra Gallo in data 21 novembre 1850, di lire quarantamila trecento quaranta (L. 40340) ma su quello ridotto di lire trentacinquemila (L. 35000) giusta l'autorizzazione impartitane dal Ministero di Finanze con dispaccio del 27 gennaio 1852, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire cento (L. 100.)

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato, sono fissati in giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento sarà ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0[0], talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

Saranno sopportate dall'acquisitore le spese relative alla infruttuosa precedente asta di questi beni, e quella di lire 23 60 cui ha dato luogo la nuova relazione del perito Gallo.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze il 30 dello scorso settembre, del quale sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza.

Mondovì, l'11 febbraio 1852.

Per detto uffizio d'Intendenza
Il segr. P. Rossi.

NOTA

Con decreto del sig. avv. Bajnotti, giudice presso il tribunale di prima cugnizione di Torino, a tale effetto delegato, e sull'instanza del sig. Carlo Andreone, tenente colonnello in ritiro, si dichiarò aperta la graduazione sul prezzo della cascina e beni, denominata la Francese, posta sulle fini di Leyni (Vauda), del quantitativo di arp. 14, pert. 72, metri 26, stata subastata in odio del sig. Roasio, qual debitore, e del sig. Gaetano Borgietto, qual terzo possessore, è stata deliberata con sentenza di detto tribunale, in data del 4 agosto 1849, a favore del sig. Giuseppe Luigi Amey, al prezzo di L. 18,000;

Con essersi ingiunti li creditori tutti aventi diritto sugli stabili di che si tratta, o sul prezzo, a produrre li loro titoli alla segreteria di detto tribunale entro il termine d'un mese, a norma della legge.

Gli autori e possessori di detti beni da 30 anni prima del detto deliberamento sono li seguenti, come si trovano enunciati nel ricorso preceduto al detto decreto, cioè:

Brunier Anna nata Sivot, Valentino teol. Simone, Garino Francesco, Garino Giovanni figlio, Fata Pietro, Borla Agostino, Ferrero Carlo, Andreone Carlo, Roasio Giuseppe, e Borgietto Gaetano.

Cucchi-Boasso proc. coll.

NOTA

Con decreto del 3 corrente mese dell'ill.mo sig. avv. Bracco, giudice relatore, venne aperto giudicio di graduazione per la distribuzione di prezzo di stabili e di mobili caduti nell'eredità, accettatasi con beneficio di inventario, del fu sacerdote Giuseppe Aquadro, ingiungendosi i creditori a produrre fra il termine di giorni trenta i loro titoli nella segreteria di questo R. tribunale di prima cognizione.

Con decreto del ventotto gennaio ultimo dell'ill.mo sig. avv. Bracco, relatore, venne aperto giudicio di graduazione per la distribuzione delle lire ottomila ricavate dalla vendita per via di subasta d'una cascina posta in territorio di Salussola, in odio di Coda Giovanni fu Francesco, residente ora sulle fini di Novara, ingiungendosi i creditori chirografari a produrre i loro titoli nella segreteria di questo R. tribunale di prima cognizione fra giorni trenta dalla presente iscrizione.

Con decreto del ventotto gennaio ultimo dell'ill.mo sig. giudice relatore Lavezzeri, venne aperto giudicio di graduazione per la distribuzione di lire 5,115, prezzo di stabili ricavato da subasta, in odio delli Giovanni, Pietro, Chiaffredo, Giacomo ed Antonio Capellaro, residenti a Saluzzo, e dei terzi possessori Gagliari Gio. Battista di Battista, Argentero Gio. Batt. fu Antonio da Sagliano, e Fargnone Lorenzo fu Quirico di detto luogo, e residente a Torino, ingiungendosi i creditori chirografari a produrre i loro titoli nella segreteria di questo R. tribunale di prima cognizione fra giorni trenta dalla presente inserzione.

Biella, il 14 febbraio 1852.

Dionisio sost. Dematteis.

NOTA.

Sull'instanza di Don Giorgio, dimorante in questa città, contro fratello Pietro, tanto nell'interesse proprio che qual padre e legittimo amministratore della minore Margarita e Carlo Giuseppe fratello di lui figli, residenti la Margarita a Vigone, e gli altri due in Torino, all'udienza del regio tribunale di prima cognizione sedente in questa stessa città, delli diciotto prossimo marzo, ore dieci del mattino, avrà luogo il secondo incanto e deliberamento dei beni descritti nel bando venale diciassette scorso gennaio, in due distinti lotti, al prezzo di lire ottocento pel primo lotto, e di lire quattrocento pel secondo, oltre alle condizioni dal ridetto bando apparenti.

Pinerolo, il 27 febbraio 1852.

Marentini proc. coll.

NOTA

Il signor Zemo Giuseppe, dimorante a Garzigliana, con atto rogato Borsarelli, notaio a Macello, del 2 febbraio 1852, insinuato a Pinerolo, ha fatto acquisto dai signori sacerdote Antonio e Gio. Battista, fratelli Castagno, di una pezza alteno, territorio di Garrigliana, regione Santa Martra, di are 49, 39, al prezzo pagato di L. 1,500, coerenti l'acquisitore e la strada; tale atto, per l'effetto portato dalla legge, venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Pinerolo il 28 febbraio 1852, vol. 22, art. 242.

Borsarelli notaio.

NOTA

Si rende di pubblica ragione che con atto 22 dicembre 1847, rogato Corbis notaio, il precedente deliberamento 23 settembre stesso anno venne ridotto in instromento di vendita fatta dalla ragion di negozio correale in Pinerolo ed in Torino, sotto la firma Arduin e Brun fratelli, consindaco definitivo del fallimento del Mensa Giuseppe fu Gio. Battista, già merciaio a Bricherasio, a favore del sig. Giovanni Stefano Revel di Bartolomeo, dimorante a Pinerolo, dei seguenti beni, cioè:

1. Prato situato sulle fini di Bricherasio, regione della Ressia, di are 44, 20 circa (giorn. 1, 15, 8), in mappa al n. 1706, fra le coerenze a levante Caffaratto Bernardino, a mezzodì signori medico Pasquale, e maggiore Gioachino fratelli Trucchi, e Riva di Castelvecchio sig. conte Paolino, a ponente lo stesso sig. conte, ed a notte la strada comune.

2. Ivi, prato, regione Via Chianaglio, di are 41, 15 circa (giorn. 1, 7, 8), in mappa al n. 906, fra le coerenze a levante Morero eredi Giuseppe, a mezzodì Bono Matteo, a ponente Caliero Bernardino e fratelli Baldassarre, ed a notte la strada.

3. Ivi, Fittera ridotta a campo, regione Prato del Bosco, di are 22, 09 circa (tav. 58, 9) in mappa al n. 3645, fra le coerenze a levante sig. Pronati Gio. Battista, a mezzodì Mensa Chiaffredo, ed a notte Sargiano Domenico;

Per il prezzo di L. 3650.

Il predetto atto venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Pinerolo il 5 febbraio ultimo al vol. 22, art. 192, mediante il diritto di L. 20, 35, come in fede sottoscritta Chirio.

Pinerolo, 1° marzo 1852.

Darbesio sost. Davico.

NOTA

Venne il 3 febbraio 1852 trascritto alle ipoteche di Saluzzo, registro 17, art. 478, l'atto di vendita del 3 gennaio 1849, ricevuto Borgarello, fatta dal sig. conte Vittorio Seyssel d'Aix fu marchese Tommaso, residente in Torino, al sig. Francesco Borra figlio emancipato di Francesco, residente a Racconigi, d'un edificio di filatoio e filatura, sito, aia ed adiacenze al medesimo spettanti, situato nella città di Racconigi, designato in cadastro nella sezione E, n. 28, della superficie di are 22, centiare 43 (tavole 59), cantone detto del Martinetto, sotto le coerenze del filatoio già di Carlo Beccaria, ora di Pietro Cucchi, della bealera pubblica, degli eredi Allasia fu Giuseppe, degli eredi Cassaj fu Giuseppe, e del sacerdote Francesco Bertola, per il prezzo di lire quindicimila.

Not. Borgarello.

NOTA

Con atto del 24 ottobre 1851, a rogito Bastone, residente a Gattinara, ivi debitamente insinuato, il signor avv. Carlo Rachis fu notaio Bernardino da Gattinara fece acquisto da Pietro Pagano fu Giovanni Battista, dello stesso borgo, dei seguenti membri di casa posti nell'abitato di Gattinara, quartiere di San Francesco o Porta Vercellina, cioè: cantina sotterranea con scala esclusiva, sola e cucina al pian terreno, e stalla con fenile sopra coperto a coppi, tre camere al primo piano superiore, e tre altre camere e granai superiormente, cascina, od arcata in volto al piano terreno, e fenile sopra coperto a coppi, vacui, e corte; dritti sul pozzo d'acqua viva, trogolo e di scopatura, e di scoli, latrina e pollaio sopra, nel cortile; confinano a detti membri a mattino gli eredi fu Giovanni Albertinetti, e Giacomo, e fratelli Botacco, a mezzodì la pubblica contrada, a sera l'acquirente, ed a notte il venditore, pel prezzo di lire tremila trecento ottantuna (3381); quale atto venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Vercelli il 2 genn. 1852, e posto al vol. 28, art. 89 delle alienazioni, per l'effetto previsto dall'art. 2303 del Codice civile, e per ogni altro che di ragione.

Not. Bastone.

NOTA

L'ill.mo sig. presidente del regio tribunale di prima cognizione in questa città di Saluzzo sedente, con suo decreto del 13 novembre 1851, ha destinato l'usciere Tarditi per le intimazioni e notificazioni prescritte dall'art. 2306 del Codice civile nel giudizio di purgazione instituitosi dalli signori Marco Fauda fu Francesco, dimorante sulle fini di Revello, e Giovanni Domenico Sobrero di Matteo, residente a Polonghera, sovra l'infradescritto corpo di cascina da essi acquistato con atti di deliberamento del 10 gennaio e successivo, di ridazione del medesimo in instromento, del 22 maggio 1846, ambi rogati Marsengo, dalli signori avv. Luigi Garzino fu banchiere Giuseppe, in allora giudice a Poirino, e causidico coll. Pietro Fortunato Chiera fu Gio. Pietro, dimorante in questa città, tanto a nome proprio che qual padre e legittimo amministratore delli di lui figli Giuseppe e Teresa, situata tale cascina sul territorio di Barge, e per una frazione su quello di Villafranca Piemonte, denominata dei Tonsi, nelle regioni, cioè quanto agli stabili del territorio di Barge, dei Tonsi e dei Putti e di Balangero e Cascinetta rispetto a quelli situati sul territorio di Villafranca Piemonte, composta d'ampio fabbricato civile e rustico, aia, orto, prati, altenti campi, boschi, e salicette, di giornate settantatre, par, ad ettari 27, are 74, centiare 70, pel prezzo di lire settantamila e cento.

Saluzzo, il 27 febbraio 1852.

Bressy caus. coll.

www.internetculturale.it

MINISTERO DI MARINA AGRICOLTURA E COMMERCIO

MERCURIALI, *ossia prezzo medio desunto dalla vendita dei Cereali che ebbe luogo sui diversi Mercati delle Provincie di Terraferma durante la 1.ª quindicina di febbraio* 1852.

NB. I ragguagli qui sotto notati sono regolati in moneta e misure decimali.

Divisioni amministrative di	PROVINCIA DI	LUOGHI DEI MERCATI	PER OGNI ETTOLITRO																			
			Frumento		Barbariato		Segala		Meliga		Orzo		Avena		Miglio		Riso		Fagioli		Fave	
			ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.	ll.	c.
ANNECY	ANNECY	Annecy	19	31	15	75	17	16	16	50	11	25	8	»	»	»	»	»	22	»	20	»
		Rumilly	19	60	15	55	13	68	13	13	13	18	6	42	»	»	»	»	16	90	16	22
		Bonneville	20	07	»	»	14	40	»	»	»	»	7	57	»	»	»	»	»	»	16	15
	FAUCIGNY	Cluses	20	95	17	21	»	»	»	»	16	14	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		La Roche	20	06	14	75	15	34	»	»	14	75	7	08	»	»	»	»	»	»	»	»
		Taninges	20	13	»	»	16	45	»	»	13	69	6	91	»	»	»	»	»	»	»	»
	CHIABLESE	Thonon																				
		Evian																				
CHAMBERY	CHAMBERY	Chambéry	19	33	»	»	15	19	15	68	»	»	7	»	9	15	»	»	»	»	»	»
		Pontbeauvoisin	18	60	»	»	12	»	11	60	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	ALTA SAVOIA	Albertville	20	01	»	»	16	25	15	01	»	»	6	96	»	»	»	»	20	01	»	»
		Faverges	21	10	»	»	19	07	17	30	»	»	6	15	»	»	»	»	18	15	»	»
	MAURIENNE	S.t Jean de Maurienne	18	75	»	»	14	60	14	60	»	»	7	50	»	»	»	»	20	05	»	»
		S.t Michel	18	75	»	»	14	81	17	10	11	62	7	12	»	»	30	32	»	»	15	»
	TARANTASIA	Moutiers	19	70	»	»	15	10	»	»	11	»	7	90	»	»	»	»	»	»	14	30
		Aime	19	50	»	»	15	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Bourg S.t Maurice	19	67	»	»	14	85	20	52	12	25	9	05	»	»	»	»	»	»	16	12
CUNEO	CUNEO	Cuneo	20	15	15	79	12	08	10	75	»	»	6	60	11	85	29	60	12	49	11	58
		Busca	20	75	14	67	14	02	11	51	»	»	»	»	»	»	25	45	12	49	»	»
		Caraglio	20	05	14	77	12	05	12	15	»	»	6	61	11	61	26	08	12	70	15	21
		Demonte	19	01	15	42	12	38	14	44	12	17	6	75	15	21	26	26	15	47	14	12
		Dronero	19	35	19	95	11	39	10	57	»	»	6	63	11	87	29	94	12	42	11	42
		Fossano	21	»	15	72	12	61	12	25	»	»	8	32	11	06	21	47	15	45	15	07
	MONDOVI'	Mondovi	18	12	14	12	15	25	11	95	»	»	7	32	10	86	28	64	15	94	13	91
		Ceva	17	32	»	»	13	91	11	41	»	»	8	26	»	»	26	08	14	56	14	56
		Dogliani	18	44	»	»	»	»	11	54	»	»	»	»	»	»	»	»	15	68	13	58
		Garessio	17	25	14	30	13	20	13	10	»	»	9	»	»	»	37	»	13	50	»	»
	SALUZZO	Saluzzo	21	22	16	20	13	80	11	92	»	»	7	21	13	»	25	26	12	14	13	»
		Savigliano	21	47	16	24	»	»	12	12	»	»	»	»	»	»	25	»	»	»	»	»
		Racconigi	22	01	»	»	»	»	11	91	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Barge	21	70	17	35	14	75	12	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Venasca	»	»	»	»	12	75	12	75	»	»	6	50	»	»	24	60	»	»	»	»
		Sanfront	»	»	13	35	12	48	14	01	»	»	6	84	»	»	»	»	10	75	»	»
	ALBA	Alba																				
		Bra																				
		Canale																				
IVREA	IVREA	Ivrea	21	50	»	»	12	25	12	50	»	»	7	75	8	75	26	50	12	25	15	75
		Cuorgnè	20	37	»	»	13	43	13	45	»	»	»	»	»	»	24	26	13	»	»	»
		Pont	19	08	»	»	13	»	13	»	»	»	»	»	»	»	22	96	»	»	»	»
		S. Giorgio	20	15	»	»	12	13	10	61	»	»	6	50	»	»	25	54	11	48	»	»
	AOSTA	Aosta	20	65	»	»	12	70	13	82	»	»	»	»	»	»	27	27	16	57	»	»
		Chatillon	25	20	»	»	12	60	12	50	»	»	»	»	»	»	25	»	»	»	»	»
TORINO	TORINO	Torino	20	40	15	38	13	»	11	92	»	»	8	01	9	96	24	57	13	»	13	»
		Carmagnola	19	70	»	»	11	56	11	44	»	»	»	»	8	56	»	»	»	»	»	»
		Chieri	20	19	»	»	11	66	11	81	»	»	7	»	7	59	21	52	12	95	14	26
		Chivasso	19	30	»	»	12	01	13	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Lanzo	19	94	»	»	»	»	12	13	»	»	»	»	10	07	»	»	»	»	»	»
		Poirino	19	72	»	»	13	32	12	24	»	»	»	»	»	»	23	15	13	01	»	»
	PINEROLO	Rivarolo	21	45	16	64	13	35	12	89	»	»	»	»	»	»	26	29	14	52	»	»
		Pinerolo	20	89	15	64	13	14	12	87	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Cavour	21	10	18	59	16	07	14	82	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Luserna	20	16	18	35	14	10	12	26	»	»	9	35	13	02	27	59	14	10	15	19
		Villafranca	21	60	16	25	12	25	14	62	»	»	8	62	»	»	28	25	18	12	14	57
	SUSA	Susa	20	54	»	»	12	68	13	67	»	»	»	»	»	»	26	25	»	»	»	»
		Condove	18	90	12	62	11	10	13	22	»	»	7	07	»	»	26	45	»	»	»	»
		Giaveno																				
NOVARA	NOVARA	Novara	19	43	»	»	11	65	10	65	»	»	»	»	»	»	22	92	»	»	»	»
		Arona	22	64	12	08	12	61	12	59	»	»	9	45	9	75	23	68	13	12	»	»
		Borgomanero	22	18	»	»	12	44	12	54	»	»	12	15	10	65	25	86	13	89	»	»
		Carpignano	21	24	»	»	12	74	12	27	»	»	»	»	»	»	26	06	13	95	»	»
		Oleggio	»	»	»	»	11	15	9	75	»	»	»	»	»	»	22	85	»	»	»	»
		Orta	21	30	»	»	14	12	14	43	»	»	»	»	»	»	29	16	»	»	»	»
	LOMELLINA	Mortara	20	24	»	»	12	30	10	84	»	»	7	83	»	»	21	92	11	85	»	»
		Vigevano	20	21	»	»	11	85	10	30	»	»	7	40	»	»	21	24	11	87	»	»
		Cava	20	29	»	»	11	27	11	27	»	»	6	75	»	»	20	29	13	27	10	34
		Pieve del Cairo	25	08	»	»	13	47	12	38	»	»	8	77	»	»	24	52	14	44	»	»
	PALLANZA	Pallanza	19	52	»	»	11	55	11	32	»	»	»	»	»	»	25	28	»	»	»	»
		Intra																				
		Cannobio																				
		Omegna	21	12	»	»	12	50	13	05	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	OSSOLA	Domodossola	23	14	»	»	15	20	13	23	»	»	»	»	»	»	24	40	»	»	»	»
	VALSESIA	Varallo	»	»	»	»	12	60	14	55	»	»	»	»	»	»	29	55	»	»	»	»
		Borgosesia	23	37	»	»	12	74	12	74	»	»	»	»	»	»	26	70	»	»	»	»
VERCELLI	VERCELLI	Vercelli	20	24	»	»	11	58	11	80	»	»	8	33	»	»	24	02	12	67	14	49
		Crescentino	21	25	»	»	12	03	11	93	»	»	»	»	»	»	25	42	13	36	13	77
		Santhià	19	79	»	»	11	47	11	74	»	»	»	»	»	»	23	97	12	10	»	»
	CASALE	Casale	18	95	»	»	11	30	11	25	»	»	»	»	»	»	26	42	13	84	13	84
		Moncalvo	»	»	»	»	»	»	10	19	»	»	»	»	»	»	25	55	»	»	»	»
		Occimiano	18	17	»	»	»	»	11	52	»	»	»	»	»	»	22	98	12	70	11	25
	BIELLA	Biella																				
		Masserano																				
		Andorno Cacciorna																				
		Cavaglià																				
		Crevacuore																				
		Mosso Santa Maria																				
ALESSANDRIA	ALESSANDRIA	Alessandria	18	09	»	»	»	»	10	54	»	»	»	»	»	»	26	57	13	04	12	69
		S. Salvatore	18	50	»	»	»	»	11	75	»	»	»	»	»	»	26	»	12	50	12	40
		Valenza	18	»	11	»	10	»	11	»	»	»	7	50	»	»	21	85	13	»	12	»
	VOGHERA	Voghera	19	64	14	97	12	36	10	9	»	»	7	71	»	»	23	60	12	87	11	64
		Broni	19	57	»	»	»	»	10	50	»	»	»	»	»	»	22	57	»	»	11	50
		Casteggio	22	56	»	»	»	»	11	14	»	»	»	»	»	»	28	50	»	»	12	52
		Stradella	18	89	»	»	»	»	11	59	»	»	»	»	»	»	22	26	»	»	11	59
	ASTI	Asti	19	80	»	»	11	50	10	69	»	»	»	»	»	»	26	76	14	45	12	55
		Canelli	19	50	»	»	»	»	11	49	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		S. Damiano	24	02	15	99	12	25	11	82	»	»	»	»	»	»	28	49	»	»	»	»
		Villanova																				
	BOBBIO	Bobbio	15	80	»	»	»	»	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	40
		Varzi	17	56	»	»	»	»	11	78	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	78
	TORTONA	Tortona	17	58	»	»	10	95	9	95	»	»	7	95	»	»	»	»	»	»	»	»
GENOVA	GENOVA	Genova																				
		S. Quirico																				
	CHIAVARI	Chiavari	21	46	»	»	»	»	14	17	»	»	15	35	»	»	32	50	13	34	11	61
		S. Stefano	»	»	»	»	»	»	7	20	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Varese	21	12	17	28	»	»	14	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	NOVI	Novi	18	39	»	»	11	62	10	71	»	»	»	»	»	»	21	42	»	»	»	»
	LEVANTE	Spezia																				
SAVONA	SAVONA	Savona	20	84	»	»	»	»	14	08	»	»	»	»	»	»	28	65	17	27	»	»
		Cairo	17	10	»	»	»	»	10	15	»	»	»	»	»	»	22	25	»	»	»	»
		Millesimo	16	48	»	»	12	14	10	84	»	»	»	»	»	»	21	69	13	01	13	01
		Varazze	21	50	»	»	»	»	15	»	»	»	»	»	15	48	30	10	18	»	13	»
	ALBENGA	Albenga	22	»	»	»	»	»	15	30	14	60	»	»	»	»	26	80	»	»	15	70
		Alassio	22	»	»	»	»	»	17	»	»	»	»	»	15	»	39	»	19	»	14	»
		Loano	17	50	»	»	»	»	10	50	»	»	»	»	»	»	22	70	»	»	12	50
	ACQUI	Acqui	18	»	»	»	»	»	11	50	»	»	»	»	»	»	28	»	»	»	»	»
NIZZA	NIZZA	Nizza	18	79	»	»	13	50	12	81	10	»	8	08	»	»	29	43	19	02	10	»
	ONEGLIA	Oneglia	24	»	»	»	16	40	17	»	14	90	14	50	17	»	27	»	15	90	16	»
		Pieve	21	53	»	»	16	59	17	03	15	71	15	71	»	»	25	12	16	83	16	44
		Porto Maurizio	25	»	»	»	»	»	17	50	»	»	»	»	17	»	27	»	15	50	15	»
	S. REMO	S. Remo	18	»	»	»	»	»	12	20	9	»	»	»	»	»	27	»	15	40	15	40
		Ventimiglia	18	20	»	»	»	»	12	20	9	20	»	»	»	»	27	»	15	80	15	80

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 56 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

VENERDI' 5 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	28	14

Inserzioni volontarie, 30 cent., d'obbligo 25 cent.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza del 18 febbraio p. p., ha fatto le seguenti nomine e disposizioni nel Corpo della Guardia Nazionale del Regno, cioè:

Martelli avv. Alessandro, già ufficiale nelle R. armate, maggiore del 3° battaglione, terza legione di Torino;

Castagnino avv. Felice, maggiore del battaglione comunale di Chiavari;

Ponzetti Gio. Battista, aiutante maggiore in secondo del battaglione comunale d'Aosta, col grado di luogotenente;

Casanova Antonio, porta-bandiera del battaglione comunale di Chiavari, col grado di sottotenente;

Zolezzi dott. Agostino, chirurgo maggiore in secondo pel battaglione comunale di Chiavari.

S. M., nella stessa udienza, ha pure conferito il grado di luogotenente nella Guardia nazionale a

Foresti avv. Angelo, e

Tessera avv. Enrico, finchè rimarranno in esercizio della carica di relatore del Consiglio di disciplina, il primo del battaglione comunale di Valenza, ed il secondo di quello mandamentale di Mortara.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato;
Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Il Governo del Re è autorizzato a dar piena ed intiera esecuzione al Trattato di commercio e di navigazione conchiuso a Vienna addì diciotto ottobre mille ottocento cinquantuno con S. M. l'imperatore d'Austria, ed alla relativa convenzione conchiusa a Torino addì ventidue novembre mille ottocento cinquantuno per reprimere il contrabbando sul Lago Maggiore e sui fiumi Ticino e Po.

Il Presidente del Consiglio dei Ministri, Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, ed il Nostro Ministro Segretario di Stato per la Marina, l'Agricoltura ed il Commercio, incaricato del Portafoglio delle Finanze, sono incaricati della esecuzione della presente Legge che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserta negli Atti del Governo.

Dat. Torino addì ventitrè del mese di febbraio l'anno del Signore mille ottocento cinquantadue.

VITTORIO EMANUELE.

AZEGLIO.

NOI VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute!

Avendo veduto ed esaminato il Trattato di commercio e di navigazione conchiuso tra Noi e S. M. l'Imperatore d'Austria, e firmato in Vienna addì diciotto del mese di ottobre del corrente anno dal Nostro plenipotenziario e dai plenipotenziarii di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica, muniti di pieni poteri in buona e debita forma,

Il quale trattato è del tenore seguente:

TRATTATO DI COMMERCIO E NAVIGAZIONE
FRA LA SARDEGNA E L'AUSTRIA.

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà l'Imperatore d'Austria desiderando facilitare ed estendere in modo reciprocamente vantaggioso le relazioni commerciali e marittime esistenti fra i due paesi, mettendo le loro bandiere sul piede d'una perfetta uguaglianza, come pure i rispettivi sudditi sul piede della Nazione la più favorita, e riducendo scambievolmente le tasse doganali sopra un certo numero di prodotti naturali od altri spediti o transitanti dall'uno nell'altro paese, hanno convenuto di aprire una negoziazione, ed hanno a ciò nominato a loro plenipotenziarii:

Sua Maestà il Re di Sardegna il signor Adriano Thaon dei conti di Revel commendatore del suo Ordine dei santi Maurizio e Lazzaro, Gran Croce dell'Ordine di Cristo del Portogallo, suo Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso Sua Maestà Imperiale Reale Apostolica;

E Sua Maestà l'Imperatore d'Austria il signor Felice principe di Schwarzenberg, cavaliere Gran Croce degli Ordini I. R. di Leopoldo e di Francesco Giuseppe, cavaliere dell'Ordine I. R. militare di Maria Teresa, insignito delle Croci del Merito e pei servizii militari ecc., ecc. I. R. Ciambellano, Consigliere intimo attuale, Tenente Maresciallo, proprietario del reggimento Fanti numero 21, suo Ministro presidente, e Ministro della Casa Imperiale, e degli affari esteri, ed il signor Andrea cavaliere di Baumgartner, cavaliere dell'I. R. Ordine di Leopoldo ecc., dottore in Filosofia, presidente della Accademia Imperiale delle scienze in Vienna, I. R. Consigliere intimo attuale, suo Ministro del commercio, industria, e pubbliche costruzioni:

I quali dopo avere scambiati i loro pieni poteri ed averli riconosciuti in buona e debita forma hanno convenuto gli articoli seguenti:

Art. 1. Vi sarà reciproca libertà di commercio e di navigazione fra l'Impero d'Austria ed il Regno di Sardegna. I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti avranno reciprocamente la piena libertà di viaggiare, di risiedere e di fare delle compre e delle vendite in tutta l'estensione del territorio dell'altra, e godranno in affari di commercio e d'industria, sottoponendosi alle leggi ed ordinanze ivi vigenti, della stessa protezione e degli stessi diritti, privilegi, libertà, favori ed immunità di cui godono o godranno gli abitanti del paese; nè saranno i medesimi obbligati sotto verun pretesto a pagare perciò altre o più elevate tasse od imposte che quelle cui vanno od andranno soggetti i nazionali.

Art. 2. I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti, i quali, secondo le leggi dello Stato cui appartengono, avendo pagato le imposte e tasse stabilitevi hanno in esso il diritto di frequentare le fiere ed i mercati, di fare delle compre pei bisogni della propria arte ed industria, o di girare nel paese per ricevervi delle commissioni portando o no seco delle merci destinate od atte alla vendita.

Art. 3. I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti saranno nei paesi dell'altra esenti di qualunque servizio militare sia per terra, sia per mare, sia nella milizia o nella Guardia nazionale, e non potranno essere assoggettati per le loro proprietà mobili od immobili ad altre incumbenze, restrizioni, tasse od imposte che a quelle cui saranno sottoposti i nazionali. Saranno anche esenti da prestiti forzosi e da ogni contribuzione straordinaria, purchè non siano generali e stabiliti per legge. Le loro abitazioni, i magazzini, e tutto ciò che ne fa parte e loro appartiene per oggetti di commercio o di residenza saranno rispettati, e non saranno soggetti a visite o perquisizioni vessatorie; non potrà farsi alcun esame od ispezione arbitraria delle loro carte, libri e conti commerciali, nè potranno tali operazioni praticarsi altrimenti che qualora, ed in quanto ciò sia ammesso o regolato dalle leggi alle quali vanno soggetti i nazionali.

Art. 4. I sudditi di ciascuna delle Alte Parti contraenti potranno liberamente disporre per testamento, donazione, cambio, vendita od altrimenti di tutti i beni che potessero acquistare e possedere legalmente nei paesi dell'altra, e quelli che li rappresentano secondo le leggi, quantunque sudditi dell'altra Parte, potranno ereditare siffatte proprietà sia per testamento, sia *ab intestato*, o prenderne possesso secondo le leggi; essi potranno disporne, come meglio loro piacerà pagando soltanto le imposte, tasse od altri diritti, a cui in simil caso saranno pure soggetti gli abitanti del paese ove le dette proprietà esistono. Nel caso di assenza degli eredi sarà seguita la stessa regola che in simile caso è prescritta riguardo alle proprietà degli indigeni, fino a tanto che gli aventi diritto abbiano fatto le necessarie disposizioni per prenderne possesso.

Qualora delle contestazioni si elevassero fra diversi pretendenti riguardo al diritto su tali proprietà, esse dovranno risolversi dai tribunali competenti secondo le leggi del paese ove sono situati i beni in discorso.

Vengono anche confermati i Trattati per l'abolizione dei diritti d'albinaggio e di detrazione del 31 agosto 1765, e del 19 novembre 1824 già esistenti fra la Sardegna e l'Austria, dovendo interpretarsi il presente articolo in senso estensivo e non mai restrittivo.

Art. 5. I sardi nell'impero d'Austria e gli austriaci nel regno di Sardegna saranno liberi di regolare come i nazionali i loro affari per se stessi, o di affidarne la procura a persona di loro propria scelta, senza essere obbligati a pagare alcun salario o retribuzione a quelli agenti, fattori ecc., di cui non vogliono servirsi, non essendo in tale riguardo soggetti ad alcuna restrizione a meno che non siano soggetti a quelle che sono imposte ai nazionali.

Art. 6. Tutte le merci delle quali nell'uno degli Alti Stati contraenti è permessa l'importazione, l'esportazione, il transito od il deposito su bastimenti nazionali, potranno pure legalmente essere introdotte, esportate, transitate o depositate su bastimenti dell'altro Stato senza pagare altri o maggiori dazii e diritti, senza essere sottoposte ad altre o maggiori restrizioni, e partecipando pienamente ai medesimi privilegi, riduzioni, benefizi e restituzioni che vengono o verranno accordati alle merci introdotte, transitate e depositate su bastimenti nazionali.

Parimente tutte le merci che per la via di terra vengono introdotte, esportate, transitate o depositate mediante conduttori o con mezzi di trasporto appartenenti all'uno degli Alti Stati contraenti godranno nell'altro, sotto ogni rapporto, dello stesso trattamento al pari di quelle introdotte, esportate, transitate o depositate mediante conduttori o con mezzi di trasporto nazionali.

Art. 7. I bastimenti austriaci arrivando nei porti dei dominii sardi, e reciprocamente i bastimenti sardi giungendo nei porti dell'impero d'Austria saranno trattati al loro arrivo, durante la loro fermata ed alla loro uscita sullo stesso piede come i bastimenti nazionali per tutto ciò che riguarda i diritti di tonnellaggio, di pilotaggio, di porto, di fanali, di quarantena, di darsena e patente ed altri carichi che gravitano sullo scafo del bastimento sotto qualunque denominazione, sia che i diritti sopra indicati si paghino a favore dello Stato, delle autorità locali, o di qualunque corporazione o stabilimento.

Anche in quanto concerne il collocamento dei navigli, il loro carico o scarico nei porti, bacini o rade dei due Stati, nell'uso dei pubblici magazzini, bilancie, argani ed altri simili stabilimenti od ordigni, ed in generale riguardo a tutte le formalità e disposizioni concernenti l'approdo, la fermata e la partenza dei bastimenti, non sarà accordato ai bastimenti nazionali alcun privilegio che non sia ugualmente accordato a quelli dell'altro Stato, essendo precisa volontà delle Alte Parti contraenti che i rispettivi bastimenti siano trattati sul piede di una perfetta uguaglianza.

Art. 8. Resta per altro eccettuato dalle stipulazioni degli articoli 6 e 7 tanto l'esercizio della pesca nazionale, riserbandosi i Governi contraenti di regolarne le condizioni colle proprie leggi ed ordinanze, quanto la navigazione di costa o cabotaggio che si fa in ciascuno dei due Stati da un porto all'altro, essendo la medesima esclusivamente riserbata ai bastimenti nazionali.

Art. 9. Tuttavia i bastimenti di ciascuna delle Alte Parti contraenti potranno prendere o disbarcare una porzione del loro carico in un porto del territorio dell'altra, e completare nel primo caso il loro carico per l'estero, o disbarcare nel secondo caso il resto del carico proveniente dall'estero in uno o più porti dello stesso territorio senza perciò pagare alcun diritto diverso da quello che pagasi dai legni nazionali.

Art. 10. In caso di naufragio od avaria di un legno appartenente al Governo od ai sudditi d'una delle Alte Parti contraenti sulle coste o nel dominio dell'altra di esse Parti non soltanto sarà prestata ogni sorta di assistenza ed usati ogni facilitazione ai naufraghi, ma anche i legni e le loro parti ed avanzi, i loro attrezzi e tutti gli oggetti che loro appartengono, le carte trovate a bordo, come pure gli effetti e le merci che fossero state gettate al mare e che venissero salvate, oppure il prodotto della vendita, se fossero vendute, saranno fedelmente restituite ai proprietarii dietro la loro domanda o quella dei loro agenti a ciò debitamente autorizzati, e tutto ciò senz'altro pagamento che quello delle spese del ricupero e della conservazione, e di quelli eventuali diritti e non altri che in caso simile si pagherebbero per un bastimento nazionale.

In mancanza del proprietario o di speciale agente sarà fatta la consegna ai consoli, vice-consoli od agenti consolari rispettivi; ben inteso che, in caso di qualche legale reclamo su di un tale bastimento o sopra una parte del suo carico, la consegna non avrà luogo che dietro ordine della autorità del paese nel quale il naufragio avrà avuto luogo.

Art. 11. Le navi che per forza maggiore, come tempesta, mancanza di viveri, ecc., entrassero in un porto dell'altra Parte senza avervi oggetto di commercio, non saranno obbligate a pagare altri diritti che quelli di pilotaggio, di porto, di fanali, di quarantena, di darsena e patente, e quelli che si pagano per l'uso di magazzini, bilancie, argani ed altri simili stabilimenti od ordigni, ed in generale riguardo a tutte le formalità e disposizioni concernenti l'approdo, la fermata e la partenza dei bastimenti, non sarà accordato ai bastimenti nazionali alcun privilegio che non sia ugualmente accordato a quelli dell'altro Stato, essendo precisa volontà delle Alte Parti contraenti che i rispettivi bastimenti siano trattati sul piede di una perfetta uguaglianza.

Art. 8. Resta per altro eccettuato dalle stipulazioni degli articoli 6 e 7 tanto l'esercizio della pesca nazionale, riserbandosi i Governi contraenti di regolarne le condizioni colle proprie leggi ed ordinanze, quanto la navigazione di costa o cabotaggio che si fa in ciascuno dei due Stati da un porto all'altro, essendo la medesima esclusivamente riserbata ai bastimenti nazionali.

Art. 9. Tuttavia i bastimenti di ciascuna delle Alte Parti contraenti potranno prendere o disbarcare una porzione del loro carico in un porto del territorio dell'altra, e completare nel primo caso il loro carico per l'estero, o disbarcare nel secondo caso il resto del carico proveniente dall'estero in uno o più porti dello stesso territorio senza perciò pagare alcun diritto diverso da quello che pagasi dai legni nazionali.

Art. 10. In caso di naufragio od avaria di un legno appartenente al Governo od ai sudditi d'una delle Alte Parti contraenti sulle coste o nel dominio dell'altra di esse Parti non soltanto sarà prestata ogni sorta di assistenza ed usati ogni facilitazione ai naufraghi, ma anche i legni e le loro parti ed avanzi, i loro attrezzi e tutti gli oggetti che loro appartengono, le carte trovate a bordo, come pure gli effetti e le merci che fossero state gettate al mare e che venissero salvate, oppure il prodotto della vendita, se fossero vendute, saranno fedelmente restituite ai proprietarii dietro la loro domanda o quella dei loro agenti a ciò debitamente autorizzati, e tutto ciò senz'altro pagamento che quello delle spese del ricupero e della conservazione, e di quelli eventuali diritti e non altri che in caso simile si pagherebbero per un bastimento nazionale.

In mancanza del proprietario o di speciale agente sarà fatta la consegna ai consoli, vice-consoli od agenti consolari rispettivi; ben inteso che, in caso di qualche legale reclamo su di un tale

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

BENIAMINO FRANKLIN

(*Continuazione e fine. Vedi num.* 51, 52, 54 e 55).

Franklin, instancabile nel desiderio di pace, aveva proposto ad alcuni uomini ragguardevoli un programma di riconciliazione, che gli pareva potere acquetare l'ardore dei resistenti, e serbare incolume la dignità del governo.

Parecchi fra i principali oratori del parlamento, non volendo più oltre avventurare i destini del paese in una contesa difficile, avevano pure studiato le guise onde superare le insorte difficoltà. Lord Chatam, fra questi, in una celebre seduta della Camera dei comuni, presentò un piano di amichevole raccociamento colle colonie, nel quale prevalevano molte idee del Franklin, ed ispiegò il suo piano con eloquenti dimostrazioni. A lord Chatam rispose acremente lord Sandwich. Franklin assisteva in una tribuna a quella discussione. Lord Sandwich, nel combattere il progetto proposto da lord Chatam, disse che quel piano non poteva essere concepito che da qualche americano, e rivolgendosi con imprudente vivacità verso la tribuna ov'era Franklin composto nel suo solito contegno inalterato, lo apostrofò con queste parole: « Credo d'avere d'innanzi a me la persona che n'è l'autore, uno dei più crudeli nemici dell'Inghilterra! »

Ogni sguardo si convertì sul nostro filosofo, il quale rimase imperterrito e tranquillo. Allora lord Chatam si alzò, e così rispose a lord Sandwich: « Io sono il solo autore del progetto presentato alla Camera. Mi credo tanto più obbligato a fare questa dichiarazione, in quanto che alcune delle loro signorie sembrano farne così poco conto; se il progetto è fiacco e vizioso, non voglio che si sospetti che altri v'abbia preso parte. È noto non essere mio difetto quello di prendere consigli ed avvisi altrui. Ma non esito ad affermare che non arrossirei di chiamare pubblicamente in mio aiuto un uomo che conosce sì bene gli affari americani qual'è la persona alla quale s'è fatto poco fa allusione in guisa così ingiuriosa; un uomo le cui cognizioni e saggezza sono così stimate da tutta Europa, e che fa onore non solo alla nazione inglese, ma alla natura umana. »

Cionondimeno nuove truppe vennero spedite in America; la spada venne sguainata da ambe le parti, e le fatiche del Franklin, comunque nobili, riuscirono infruttuose.

Desolato, ritornossene in America: conosciuta l'impossibilità della riconciliazione, mutò subito lo scopo delle sue mire; disposto prima alla pace, si vide costretto a studiare le guise onde la guerra si potesse sostenere con onore e vittoria: e certamente a lui più che ad ogni altro dovette l'*Unione* il solenne accordo, l'opportunità delle deliberazioni, la prontezza ed unanimità de' sagrifici, la prudenza valorosa e tutte le qualità civili colle quali le colonie si alzarono a nazione: alle qualità guerriere doveva bastare Washington.

Le cose erano ite a tal punto, che il governo non poteva più perdonare nè le colonie ascoltar voci di conciliazione. Lord Howe, spedito in America, tentò prima la guerra, nella quale l'esito non gli fu sempre favorevole, e poi tentò novelli mezzi d'accordo, i quali pure andarono a vuoto. Il Congresso generale degli Stati Uniti dichiarò la sua indipendenza. Molte assemblee o convenzioni vennero ragunate. Quella di Pensilvania elesse a suo presidente il Franklin, il quale si diede a divenire legislatore, e fu uno dei principali fondatori della nuova costituzione che gli Stati scelsero a loro patto, e che poi doveva avere tanti imitatori nel mondo.

La guerra continuò e difficile: Franklin, sempre giusto nelle sue osservazioni, era ben lungi dal disprezzare il nemico che aveva a combattere: lo sapeva potentissimo, e come tale lo rispettava, ed avvertiva i suoi concittadini a non lasciarsi troppo persuadere che la vittoria fosse facile.

Un fatto d'armi tentato contro Montreal e diretto da Montgommery, essendo riescito disastroso, pose in grave dubbio le sorti degli americani. Un'altra sanguinosa battaglia venne guadagnata dagli inglesi nel Long-Island: la mancanza d'ordine, e di mezzi materiali nelle recenti milizie, ridussero gli americani quasi all'estremo, ed il Congresso riunito in Filadelfia si vide quasi minacciato dalle truppe, che a poco a poco avanzatesi erano a breve distanza dalla città. Fu allora che il Congresso, visto il pericolo vicino, rivolse gli occhi verso la Francia per averne aiuto. E Franklin fu spedito a Parigi. Franklin tuttocchè settuagenario partì, e giunse a Parigi verso il finire del 1776.

La venuta di quest'uomo cotanto celebre fu avvenimento per tutta la Francia: ciascuno voleva vedere il nobile vecchio così semplice, così sapiente, così arguto, così giusto che veniva a perorare la causa del suo paese. La Francia, che era così cavallerescamente inclinata alle generose azioni, che era così cavallerescamente inclinata alle generose azioni, lo accolse con vero entusiasmo. Il filosofo si tenne per alcun tempo quasi celato ed in guisa da non dare carattere officiale alla sua presenza. Fu ricevuto dai ministri Vergennes e Maurepas, vide il buono ed infelice Luigi XVI e cominciò ad ottenere segretamente delle somministrazioni di danaro per gli Stati insorti. Quindi si ritirò a Passy ad aspettare che il tempo e gli avvenimenti maturassero i semi dell'alleanza della Francia che egli aveva molto abilmente sparsi nella società parigina.

La resistenza prolungata dell'America cagionò grande meraviglia in Europa: l'opinione francese le si manifestò ogni dì più favorevole, ed infine il governo di Luigi XVI si decise di venirle apertamente in soccorso. A questo avvenimento si attribuisce da qualche uomo di Stato la ragione della inimicizia che così spesso da più di un mezzo secolo si mostrò fra due grandi e nobilissime nazioni che pel meglio del mondo dovrebbero andare d'accordo.

Washington mirabile pel suo coraggio, mirabilissimo per la sua prudenza civile, pei freddi divisamenti in mezzo a

naufragio riguardo ai legni, effetti e mercanzie, la decisione sul medesimo sarà deferita ai tribunali competenti del paese.

Per maggiore chiarezza si stabilisce espressamente che per i legni, le loro parti ed avanzi, per gli effetti e le merci che in caso di naufragio od avaria verranno depositati in qualunque punto del territorio non si pagherà alcun dazio, in quanto questi oggetti vengano messi sotto la sorveglianza delle autorità competenti, e non entrino in consumazione interna.

Art. 11. Le patenti e carte di bordo dei bastimenti austriaci e sardi, ammesse e riconosciute nel paese d'origine come sufficienti per comprovare la nazionalità dei medesimi, ne faranno fede anche nei porti dell'altra delle Alte Parti contraenti.

Qualora le patenti e carte di bordo siano ammesse e riconosciute nel paese d'origine come sufficienti per comprovare la portata dei medesimi, ne faranno fede anche nei porti dell'altra delle Alte Parti contraenti in quanto dalla portata dipende la determinazione dei diritti, delle tasse e delle imposte che gravitano sugli scafi dei legni, salva la riduzione da farsi in base di tabelle metronomiche delle indicazioni di quelle patenti e carte alle misure legalmente usate nei porti medesimi.

Art. 12. La navigazione del Po, del Ticino e dei loro affluenti che sono sotto il dominio sardo od austro-sardo sarà libera ed esente da qualunque aggravio, e le regole necessarie a tale oggetto, come pure per la sorveglianza ed il miglioramento della navigazione verranno stabilite in un' apposita convenzione alla quale le Alte Parti contraenti s'impegnano mutualmente di addivenire quanto prima.

Art. 13. Le due Alte Parti contraenti s' impegnano d'operare l'unione delle loro rispettive strade ferrate in modo che vengano congiunte Genova, Torino e Milano sul punto che verrà giudicato il più conveniente agli interessi dei due paesi ed ai bisogni del commercio.

Tutti i dettagli dell'unione e del modo di esercizio verranno stabiliti con un'apposita convenzione.

Art. 14. Le Alte Parti contraenti hanno convenuto nelle seguenti concessioni e riduzioni daziarie:

1. Dalla parte dell'Austria:

1. Il dazio d'entrata per i vini comuni del Piemonte importati per uno degli uffici doganali della frontiera austriaca confinante cogli Stati Sardi ora stabilito in lire austriache 10, 70 al quintale metrico sporco, viene ridotto a sole lire austriache 7 al quintale metrico sporco.

2. Il dazio d'entrata per i risi vestiti, ora stabilito in lire austriache 4 1|2 al quintale metrico netto, viene ridotto a lire austriache 4 1|2.

3. Il dazio d'entrata pei manzetti da uno a due anni ora stabilito in lire austriache 6 per caduno, vien ridotto a lire austriache 4 1|4.

4. Tutte le riduzioni o restituzioni di dazio od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci che fossero state accordate ad altri Stati riguardo al commercio che si fa per la via di mare, per i porti-franchi ed attraverso la linea doganale fra il regno Lombardo-Veneto e gli altri Stati d' Italia, vengono accordate anche alla Sardegna e per il traffico che si fa attraverso i confini austro-sardi.

5. I dazi attuali sui pesci, i crustacei e le altre bestie acquatiche, le frutta fresche e candite, il bestiame da macello, i cavalli, i muli e gli asini, i legumi freschi e secchi, il legname di costruzione comune e nobile, i saponi, le profumerie, compresovi le acque odorifere, la terra di magnesia e di manganese, le pelli crude, il vetro in lastre ed i libri, non verranno aumentati durante il presente Trattato per le provenienze sarde oltre gli importi espressi nell'annesso A.

II. Dalla parte della Sardegna:

6. Tutti i favori e le riduzioni dei dazi che dal Governo Sardo, mediante i suoi trattati colla Francia del 5 novembre 1850 e del 20 maggio 1851, col Belgio del 24 gennaio 1851, coll' Inghilterra del 27 febbraio 1851, colla Grecia del 31 marzo 1851, colla Confederazione Svizzera del 5 giugno 1851, cogli Stati della Zollverein del 20 giugno 1851, coi Paesi Bassi del 24 giugno 1851, o mediante altri trattati furono accordati alle merci provenienti dai rispettivi paesi, sono nello stesso modo accordati ed applicati anche ai medesimi generi di mercanzie provenienti, dall'impero d'Austria, sia che vengano introdotti nella Sardegna per la via del mare, oppure per la via dei fiumi o per terra.

7. Il dazio d'entrata per le coperte di borra di lana, di ritagli e comosse di panno stabilito nel trattato col Belgio in franco uno il chilogramma, viene ridotto a 50 centesimi.

8. Il dazio d'entrata per i fornimenti da tiro semplici, ora stabilito in franchi cento i cento chilogrammi, viene ridotto a franchi 75, e quello per i fornimenti da tiro guarniti, ora stabilito in franchi 150 i cento chilogrammi, a franchi 110.

9. Il dazio d'entrata per i balocchi da fanciulli, e le mercerie comuni di legno viene ridotto da 50 franchi i cento chilogrammi a 40 franchi.

10. I dazi d'entrata attualmente esistenti per i formaggi, i lavori da sellaio e da bastaio, i guanti di pelle, i tessuti, la bonetteria e la passamanteria d'ogni genere, i mobili, i cappelli, gli strumenti da musica, le vetture a molle, e wagons per viaggiatori, i paracqua e parasoli, ottone, piombo, packfond, mercurio nativo, lavori d'oro e d'argento, le pietre preziose, perle e granate fine, i marmi in tavole, in cammini, o scolpiti, modellati, puliti od altrimenti lavorati, i vasellami, vetri e cristalli, anche quando non fossero già fissati mediante i numeri 6, 7, 8 e 9 di questi articolo, non verranno aumentati per le provenienze austriache durante il presente Trattato.

Art. 15. Se nell'avvenire il governo imperiale accordasse ad altri Stati delle riduzioni, o restituzioni di dazio od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci riguardo al traffico che si fa per la via di mare e nominatamente per i porti franchi od attraverso la linea doganale fra il regno Lombardo-Veneto e gli altri Stati d' Italia, tutte queste riduzioni, restituzioni o concessioni verranno accordate da per sè e gratuitamente alla Sardegna ed al traffico che si fa attraverso i confini austro-sardi.

Viceversa tutte le riduzioni o restituzioni di dazio od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci che il Governo Sardo accordasse in avvenire ad altri Stati, verranno da per sè, e gratuitamente accordate all' impero d'Austria.

Quindi in nessun caso le merci introdotte od esportate attraverso i confini austro-sardi nel territorio doganale d'Austria, non verranno colpite da maggiori od altri dazi di quelli che verranno imposti alle merci che fossero introdotte od esportate per la via del mare od attraverso i confini fra il regno Lombardo-Veneto e gli altri Stati d' Italia.

Reciprocamente in nessun caso le merci introdotte od esportate nel territorio doganale di Sardegna, attraverso i confini sardo-austri, non verranno colpite da maggiori od altri dazi di quelli che verranno imposti alle merci che fossero introdotte od esportate per la via del mare od attraverso gli altri confini del territorio doganale del regno di Sardegna.

Art. 16. Per dare al traffico dei rispettivi distretti confinanti quelle facilitazioni che i bisogni del commercio giornaliero esigono, le Alte Parti contraenti hanno convenuto come segue:

1. Saranno esenti dal dazio tanto d'entrata quanto d' uscita nel commercio attraverso i confini austro-sardi in ambidue gli Stati:

a) Tutte le quantità di merci per le quali il totale dei diritti da riscuotersi importa meno di cinque centesimi.

b) Erbe di pascolo, fieno, paglia, strame, muschio per imballaggio o per calafatare, foraggi, giunchi e canne comuni, rasperelle, piante vive (piantoni e magliuoli di vite), grani in covoni, legumi in erba, lino e canape non battuti.

c) Alveari con api viventi.

d) Sangue di bestiame.

e) Uova di ogni genere.

f) Latte anche se coagulato.

g) Carboni di legna, carboni fossili, torba e carboni di torba.

h) Pietre da fabbrica e di cava, pietre da lastricato e da mulino, e pietre ordinarie da arrotare, coti greggie da affilare falci o falcinole, tutte quelle scalpellate o no per altro non molate né tagliate in lastre, scoria, ghiaia, sabbia, calce e gesso crudo, marna, argilla ed in generale ogni qualità di terre ordinarie da mattoni e pentole, pipe, stoviglie.

i) Mattoni.

k) Cenerca, sansa (feccia di olive interamente secca), panetti di noce ed altre focaccie prodotte con rimasugli di vegetabili, frutti e semi oleosi cotti o torchiati.

l) Cenere diramata e cenere di carbon fossile, concime (anche guano), fondacci, sciacquature, vinaccie (grappo o feccia di uve), resti di malto, rottami di merci, di pietra o d'argilla, calia d'oro e d'argento (spazzatura d'orefici), fango.

m) Pane e farina in quantità di 10 chilogrammi.

Castagne	10	»
Carne fresca	4	»
Formaggi, burro fresco	2	»
Patate	100	»

2. I prodotti naturali di quella parte delle possessioni de' sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti, che mediante la linea confinante austro-sarda fosse separata dai rispettivi casali o fabbriche, potranno essere portati esenti dal dazio d'uscita e di entrata a questi casali o fabbriche.

Mediante questa stipulazione non vengono punto alterate le stipulazioni maggiormente favorevoli de' trattati sussistenti riguardo ai proprietari misti.

Art. 17. Potranno essere nominati e stabiliti dei consoli, vice-consoli ed agenti per la protezione del commercio di ciascuna delle Alte Parti contraenti in tutti i porti e piazze di commercio dell'altra, dove già risiedono dei consoli di altri Stati, o dove, secondo le leggi, le convenienze e l'uso sia ammessa la residenza di consoli ed altri agenti stranieri.

Questi funzionarii godranno nel paese della loro residenza degli stessi diritti, privilegi e poteri dei quali godono quelli delle nazioni più favorite, ma non entreranno in attività e nel godimento dei diritti e privilegi loro spettanti se non dopo aver ottenuto l' *exequatur* del governo territoriale nelle forme a lui consuete.

Nel caso in cui i detti consoli od agenti volessero esercitare il commercio saranno soggetti alle stesse leggi ed usi ai quali sono assoggettati gli individui privati della loro nazione nel luogo dove risiedono.

Art. 18. I consoli, vice-consoli ed agenti, in quanto fossero autorizzati dai loro governi ad intervenire come giudici ad arbitri delle questioni civili derivanti da contratti fatti tra i capitani e gli equipaggi dei bastimenti della loro nazione, non potranno essere impediti nell'esercizio di tali funzioni, e le autorità locali non potranno ingerirsene salvo il caso in cui la condotta del capitano o dell'equipaggio esigesse, secondo le leggi e prescrizioni del paese dove trovansi, una siffatta ingerenza.

Questi funzionarii riceveranno eziandio dalle autorità locali tutta l'assistenza che potrà legalmente essere ad essi accordata, e che viene accordata ai funzionarii delle più favorite nazioni per la restituzione dei disertori dei bastimenti da guerra o mercantili dei loro paesi rispettivi.

Art. 19. S. M. l'imperatore d'Austria, assecondando il desiderio di S. M. il Re di Sardegna, consente ad estendere le stipulazioni del presente Trattato al principato di Monaco posto sotto il protettorato di S. M. Sarda, in quanto vi siano applicabili, e verso reciprocità da parte di detto principato.

Art. 20. Il presente Trattato viene stipulato per la durata di cinque anni dal giorno in cui saranno scambiate le ratifiche.

Ove non venga disdetto da alcuna delle Alte Parti contraenti un anno prima della cessazione, s' intenderà prolungato per un quinquennio, e così di seguito si riterrà confermato nell'avvenire ogni volta per cinque anni, ove un anno prima dello spirare d'ogni quinquennio non venga disdetto da alcuno degli Stati contraenti.

Art. 21. È riserbata a S. A. R. l'arciduca duca di Modena ed a S. A. R. l' infante di Spagna duca di Parma la facoltà di accedere al presente Trattato.

Art. 22. Il presente Trattato sarà ratificato, e le ratifiche verranno scambiate in Vienna nel termine di quattro settimane decorribili dal giorno d'oggi, e più presto se fia possibile.

In fede del che i Plenipotenziarii delle Alti Parti contraenti l'hanno sottoscritto e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in Vienna il diciotto ottobre mille ottocento cinquantuno.

(L. S.) (L. S.)

Firm. A. DI REVEL. *Firmati:* (F. SCHWARZENBERG. (A. BAUMGARTNER.

Articolo separato.

Non saranno reputati derogare al principio di reciprocità che forma la base del presente Trattato

a) I premi che i rispettivi Governi accordano o accordassero ai loro nazionali in riguardo dei bastimenti mercantili di nuova costruzione eseguita nel paese, in quanto questi premi non consistessero in esenzioni o facilitazioni riguardo ai diritti di porto o riguardo ai dazi per le merci condotte su quei bastimenti.

b) Le immunità accordate a diverse compagnie inglesi e russe dette *Yacht-Clubs*.

c) Le immunità accordate nell' Austria ai battelli a vapore del *Lloyd* Austriaco a cagione della speciale loro relazione coll' Imperiale Istituto delle Poste, e reciprocamente le immunità eguali che il Governo Sardo potrebbe accordare alle compagnie incaricate del servizio postale.

d) I vantaggi e favori che venissero concessi ad altri Stati in conseguenza di una completa unione doganale.

e) I vantaggi e favori che venissero concessi nell'Impero d'Austria ad altri Stati della Lega Germanica riguardo ai peculiari rapporti di federazione esistenti coi medesimi.

f) Le speciali immunità che godono in Austria i sudditi Ottomani in base degli antichi Trattati non applicabili ad altre nazioni.

Il presente articolo separato avrà la stessa forza e valore che se fosse stato inserito verbalmente nel Trattato di questo giorno. Esso sarà ratificato e le ratifiche ne saranno scambiate nel medesimo tempo.

(L. S.) (L. S.)

Firmato: A DI REVEL. *Firmati:* { F. SCHWARZENBERG. { A. BAUMGARTNER.

(Continua)

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 4 marzo.*

Ripetiamo la seguente avvertenza, che in alcuni esemplari non abbiamo potuto inserire ieri per intero:

La notizia data dall' *Avenir de Nice* intorno alla diserzione di 47 tra soldati, sott' ufficiali ed ufficiali dell' 8 e 53 reggimenti di linea francese, fu già smentita dalle autorità in quella città siccome compiutamente erronea, ed era da ritenersi tale, essendo noti i sentimenti d'onore e di disciplina che animano l'Esercito Francese.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 4 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcun modo

Nella primavera del 1790 fu colto da una pleuritide acuta. Egli tosto s'avvide essere giunta la sua ora, e vi si preparò con quella tranquillità che aveva mostrato costante in tutte le deliberazioni della sua vita. Un mattino chiamò a sè sua figlia, e pregolla di racconciarle e ripulirle il letto *a fine di poter morire in modo decente*. Assuefatto ai cocenti dolori di calcoli, la malattia acuta non parve quasi aumentare i suoi patimenti, fece il suo testamento nel quale istituì innumerevoli legati tutti quanti destinati a fini di beneficenza: una somma per le scuole pubbliche gratuite; un'altra a fine di rendere navigabile il corso del fiume Schnylkill: un'altra alle città di Boston e di Filadelfia per agevolare l'istruzione degli aspiranti operai: un'altra all'ospedale di Filadelfia: lasciò infine la sua canna col pomello d'oro cesellato al generale Washington, *l'amico del genere umano* (così si espresse), soggiungendo che invece d'una canna gli starebbe meglio in mano uno scettro.

Finalmente il 17 aprile dello stesso anno 1790 spirò sereno e confidente in Dio.

Il Congresso ordinò un lutto generale negli Stati per due mesi. Quando la notizia della sua morte giunse in Europa il dolore fu universale. Mirabeau nell'assemblea costituente ne fece mio splendido elogio, e disse la Francia « dovere una testimonianza di memoria e di rimpianto ad uno de' più grandi uomini che giammai abbiano giovato alla filosofia ed alla libertà. » E propose che l' assemblea portasse il corruccio per tre giorni: proposizione che venne accolta.

La vita di Franklin è un vero prodigio e come tale sarà sempre guardato. È una vita felice perchè costantemente onesta: è una vita nella quale si palesa visibilmente la Provvidenza, la quale suole scegliere le anime semplici e virtuose come quelle di Franklin per beneficare ed incivilire il mondo.... e forse in nessuna biografia umana v' è tanta copia da registrare di virtù, di bontà, d'ingegno, e di qualità utili, quanta in quella di quest'uomo di cui imperfettamente abbiam tentato lo studio.

G. TORELLI.

fracassi dei rovesci, non potè impedire l'entrata degli inglesi in Filadelfia, ma senza perdersi di cuore si ritirò a Lancaster, e poi a York Town. In quel tempo giunse al suo campo il marchese Lafayette, che aveva abbandonato una giovine sposa, una famiglia amata per isposare i destini di una novella nazione. Gli americani seguitarono ad avere la peggio sia nel Canadà, sia sulla Delaware, infinchè il generale Burgoyne, stretto a Saratoga dal generale americano Gates, venne obbligato aduna capitolazione. Da questa capitolazione trasse grande partito il Franklin per ispingere sempre più il gabinetto di Versailles, ed un'alleanza commerciale ed amichevole fu difatti stretta fra il plenipotenziario americano ed il signor Gerard de Rayneval; e così una delle più vecchie monarchie venne in sostegno della più giovine repubblica.

Franklin fu officialmente presentato a Versailles e ricevette una vera ovazione dalla folla de' frequentatori di corte: Voltaire venne appositamente da Ferney a Parigi per vedere il filosofo americano, siedettero insieme nell'Accademia delle scienze ove si abbracciarono, il che fece dire a' francesi che Solone aveva abbracciato Sofocle.

Segreti tentativi vennero fatti presso Franklin dal gabinetto inglese per ottenere modo di aggiustare se ancora fosse possibile le cose senza ulteriore guerra. Questa volta Franklin rispose con franchezza essere inutile ogni speranza di rappacificamento. Il progetto offerto da lord North venne respinto. Washington incominciò a vincere; la Francia sulle prime, e poi la Spagna e l' Olanda diedero palesi soccorsi all'America. L'Inghilterra, fiera ed indomabile nazione, trovò nella stessa quantità di alleati a' suoi danni, energia e mezzi per resistere a tutti: combattè contro Washington, contro Lafayette, contro Rochambeau, contro Gates. Ma lord Cornwallis che era restato quasi sempre vincitore, quando fu circondato da troppe forze nemiche in York Town, dovette capitolare.

Finalmente l'Inghilterra si determinò a rinunziare a novelli spargimenti di sangue. Un trattato venne conchiuso a Parigi da Franklin nel 1783, nel quale gli Stati Uniti erano riconosciuti come indipendenti. Franklin che stando a Parigi aveva scritto a'suoi concittadini consigli di prudenza e di forza, raccomandando loro di essere disciplinati, di non dare in eccessi, di condursi in modo da essere stimati e tenuti in qualche conto dalle potenze, quando la sua patria fu libera capì subito quali erano i pericoli che le sovrastavano, cioè la troppa precipitazione della democrazia, la disunione intestina, i partiti, e l'impotenza delle recenti autorità.

Diceva a' suoi compatrioti parole saggie come queste: « Non andate troppo in fretta. Contentatevi di sostenere i vostri diritti, e rendeteli cari alle popolazioni: fate che le provincie siano in buona armonia affinchè l' Europa ci conti per qualche cosa. » Conchiusa la pace, i partiti nacquero, dissensioni sursero fra gli Stati e l' Unione, ossia fra le provincie ed il Congresso.

La presenza di Franklin era necessaria; e quando giunse a Filadelfia di ritorno dalla Francia, le acclamazioni, le benedizioni, le feste colle quali venne accolto, dimostrarono che egli era forse il solo uomo che potesse ridonare la speranza ai veri amici della indipendenza. Franklin e Washington si unirono e preservarono il loro paese dalla imminente decomposizione. Pieni di virtù e di previdenza, veri patrioti, poco amanti delle teorie, ma conoscitori dei fatti, formarono una costituzione nella quale il potere legislativo venisse contemperato da un senato: stabilirono una forza centrale. Franklin soleva dire: « Sebbene domini fra noi la paura di dar troppo potere a quelli che devono governare, io credo piuttosto che noi corriamo il pericolo d'aver per essi troppo poca obbedienza. »

La presidenza venne data a Washington; quest' uomo miracoloso, cui l'eguale non si trova forse nella storia se non risalendo a Socrate, seppe così bene governare in pace come aveva bene combattuto in guerra. Con abile e franca mano moderò i partiti, seppe dirigere a fin di bene il fervore attivo delle popolazioni, e sempre si appoggiò ai consigli di Franklin, il quale durolla quasi un anno nel letto travagliato dai calcoli vescicali.

dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Prima inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
unico	Luciano Vincenzo	4122	1848 22 xbre	52 50	1848 7 7bre	Torino CassaProvinciale

Torino, il 2 marzo 1852.

L'Ispettore Generale F. Caccia.

FRANCIA

Parigi, 1° *marzo*. Il *Moniteur* pubblica il seguente articolo:

Le istituzioni di credito fondiario essendo quasi sconosciute in Francia, ci sembra essenziale il dare alcune spiegazioni sul loro meccanismo e sui loro effetti, le quali faran meglio apprezzare gl'immensi vantaggi del decreto pubblicato il 28 febbraio.

Un' inchiesta aperta al consiglio di Stato nel 1850 provò che l'interesse dei prestiti ipotecarii è, in media, di 8 0/0 all'anno per lo meno, compresevi le spese di registro, onorarii, spedizione, inscrizione, rinnovamento, quitanza, cancellazione. Le informazioni raccolte presso i consigli generali diedero lo stesso risultamento.

Il debito ipotecario inscritto è di 14 bilioni incirca. Deducendo le ipoteche estinte, condizionali, legali, giudiziarie, rimangono più di 8 bilioni, che sopportano un interesse di 640 milioni.

È da notare che il capitale del debito si accresce, anno medio, di 600 milioni, vale a dire d'una somma poco meno che equivalente all' ammontare dell' interesse.

Un tale stato di cose che minacciava i beni di fortuna immobili della Francia, richiedeva un pronto rimedio.

Vediamo ora quali saranno gli effetti delle istituzioni create dal presidente della repubblica, e che sono in esercizio con tanto buon successo in Alemagna da quasi un secolo.

Le società di credito fondiario, coll' aiuto dei privilegi che loro sono stati attribuiti dal decreto, offriranno ogni sicurezza ai capitalisti.

1. Queste società non potranno emettere obbligazioni o lettere di pegno se non fino a concorrenza dei prestiti ch'esse avranno consentiti. La stretta esecuzione di questa clausola è assicurata dall' intervenire del notaio, che, depositario dell' atto di prestito, può solo vidimare queste lettere di pegno. Questo ufficiale pubblico incorrerebbe una grave risponsabilità se vidimasse obbligazioni che eccedessero l'ammontare del prestito.

2. Queste società non sono esposte ad alcuna perdita. Le somme che esse prestano sono guarentite da una prima ipoteca sopra un immobile di un valore almeno doppio. Esse non fanno pagamenti se non dopo aver purgate le ipoteche legali, rescissorie e risolutorie. Esse non han dunque a temere alcuna evizione.

3. In caso di ritardo del pagamento delle annualità soscritte a loro favore, esse hanno il diritto di sequestrare immediatamente l'immobile ipotecato, anzi di venderlo, con formalità speditive e poco costose.

Qual sarà il debitore che si lascierà espropriare per non riscattarsi esattamente ciascun anno da una porzione di debito appena eguale alla rendita della sua proprietà?

Se aggiungasi a tutte queste cagioni di sicurezza ciò che risulta dal concorso dello Stato e dei dipartimenti, se si considera la facilità di collocare e di negoziare le lettere di pegno che potendo essere divise in somme di 100 fr. raccoglieranno anche i risparmi delle piccole fortune, è permesso sperare che queste società troveranno agevolmente capitali a un interesse del 4 1/2 per 100 al più.

Ciò posto, esaminiamo quali saranno gli oneri che avranno da sopportare i mutuatarii:

Interesse del denaro	4 1/2 p. 100
Spese di primo stabilimento e d'amministrazione	1/2 p. 100
Ammortizzazione	1 p. 100
Totale	6 p. 100

Supponiamo un proprietario che, avendo un immobile del valore di 100,000 fr., presi a mutuo sopra un'ipoteca 50,000. Egli paga in questo momento l'interesse, spese comprese, all'8 p. 0/0, ossia 4,000 fr. È inoltre minacciato, alla scadenza del suo debito, d'una espropriazione forzata che sempre trae seco la rovina di lui.

Questo proprietario s' indirizzi ad una società di credito fondiario, ei riceverà i 50,000 fr., né avrà più a pagare che 3000 fr. all' anno, senza mai essere tenuto di rimborsare il capitale, che sarà estinto dopo 40 anni.

Dicemmo che il debito ipotecario della Francia è di otto bilioni, e l' interesse annuo di 640 milioni. Il credito fondiario estinguerà il debito dopo 40 anni, e diminuirà l' interesse del 2 0/0, ossia di 160 milioni.

Quest' ultima somma equivale a quasi tre quinti della contribuzione prediale che è di 280 milioni.

Se d' improvviso un decreto del presidente della repubblica rendesse noto alla Francia che la contribuzione prediale è diminuita d'oltre la metà, con quali trasporti d'allegrezza un tal decreto non sarebbe accolto! Lo stesso risultamento sarà ottenuto dalle instituzioni di credito fondiario, tostochè esse saranno organizzate in tutti i dipartimenti. Sarebbesi invano aspettato quegl'immenso beneficio, senza la prodigiosa attività impressa al potere legislativo dopo l'atto del 2 dicembre.

In fatti, nel pensiero dell'assemblea nazionale, il credito fondiario non poteva essere decretato se non dopo la riforma ipotecaria; e quante difficoltà questa riforma non provava ancora, benchè i più eminenti giureconsulti avessero consacrato più di due anni allo studio di un tal progetto!

Coteste difficoltà vennero spianate mirabilmente dal decreto del 28 febbraio che, introducendo innovazioni profonde nel sistema ipotecario e nelle formalità dell'espropriazione forzata, ne ristringe l'applicazione agli atti che si fanno dalle società di credito fondiario, e lascia perciò sussistere, in quanto al diritto comune, tutte le disposizioni dei nostri codici; dimodochè, se la pratica prova che il nuovo sistema può attivarsi senza gravi inconvenienti, si potrà in appresso estenderlo a tutta la legislazione. Se al contrario l'esperienza dimostra che queste innovazioni non guarentiscono abbastanza l'interesse dei proprietarii e degli incapaci, la prova sarà stata fatta senza pericolo, e nuove modificazioni potranno ovviare agl'inconvenienti che si saranno rivelati.

Facciamo dunque un appello ai capitalisti che si preoccupano degl'interessi generali del loro paese. Non dubitiamo ch'essi non prestino il loro concorso alle società di credito fondiario le quali senza dubbio non tarderanno a stabilirsi in tutta la Francia.

— Leggesi nella *Presse*: Il sig. Duvergier di Hauranne, che erasi recato prima a Brusselles e poi a Londra, parte definitivamente per l'Italia.

SPAGNA

Madrid, 25 *febbraio*. Scrivono alla *Correspondance*:

Oggi il sig. Xavier d'Isturiz dee essere ricevuto in udienza particolare dalla Regina per congedarsi da S. M. e tornare a Londra; e dopo sarà ricevuto dal duca e la duchessa di Montpensier.

Il marchese di Viluma partirà al più presto per Napoli ove si reca ad occupare il suo posto diplomatico presso quella Corte.

Pare deciso che il 1° marzo il duca e la duchessa di Montpensier partiranno alla volta di Valenza, d'onde andranno a Barcellona, alle Isole Baleari e a Genova: dopo un breve soggiorno in Italia, si recheranno in Inghilterra. Il governo ha messo a loro disposizione il piroscafo Isabella II.

PORTOGALLO

Si legge nel *Morning Chronicle* del 28 decorso febbraio:

Dal piroscafo *Madrid*, partito da Lisbona il 20, abbiamo notizie di Portogallo.

Il governo portoghese ha ricevuto comunicazione d'un progetto di stradaferrata sino alla frontiera di Spagna; non si crede tuttavolta che tal progetto s'effettui.

Alcuni disordini avvennero nel distretto di Guarda, e un partito di guerillas vi proclamò D. Miguel; ma le autorità locali repressero quel tumulto.

Il conte di Thomar ha avuto un'udienza dalla Regina, e dicevasi che ben presto si mostrerebbe alla Camera de' Pari.

Il ministro di Francia, sig. Marescalchi, arrivò a Lisbona sul *Madrid*, proveniente da Cadice.

ALEMAGNA

Oltre al memoriale del governo austriaco relativamente alla flotta tedesca, da noi riportato negli ultimi numeri della *Gazz. Piemontese*, la *Gazzetta d'Augusta* pubblica un dispaccio circolare austriaco sulla stessa quistione, ed è del tenore seguente:

Vienna, 1° febbraio.

« Con risoluzione della Dieta del 24 gennaio di quest'anno, tutti i governi, conformemente alle proposte della commissione per la marina, hanno ricevuto l'invito di presentare, non più tardi del 10 del corrente mese, le loro spiegazioni sui diversi punti segnalati nella risoluzione, a fine di prendere una disposizione in ordine alla flotta.

Venne fissato lo stesso termine per le istruzioni relative alle proposte che furono fatte dall'inviato di Prussia alla Dieta, ed inserite nel processo verbale della medesima seduta, non meno che alla proposta separata del granducato di Mecklenburgo. Secondo quei negozati, la speranza di conservare almeno in parte la flotta del mare del Nord non sembra intieramente perduta in quanto che ai governi che potessero essere disposti a formare un'unione pel mantenimento di una squadra nel mare del Nord, si offre nuovamente l'occasione di manifestare alla Dieta le loro risoluzioni e le loro offerte; epperciò d'impedire il totale scioglimento della flotta del mare del Nord col somministrare provvisoriamente le somme necessarie al suo mantenimento.

La corte imperiale confida che quest' occasione non verrà trascurata, tanto più che gli vennero recentemente già presentate proposizioni assai soddisfacenti a questo riguardo per parte di parecchi governi. La maggior parte dei governi dei grandi Stati dell'interno non solo si propongono di somministrare eventualmente i contingenti definitivi e necessari per la formazione e pel mantenimento della flotta del mare del Nord; essi inoltre dichiararono di voler contribuire, col mezzo di pagamenti provvisorii, al mantenimento della suddetta flotta fino a quando essi avranno prese risoluzioni definitive.

Per canto loro, gli Stati posti sulle rive del mare del Nord manifestarono l'intenzione di consentire a fare pagamenti proporzionali ad *praecipuum*. Tutti i governi della confederazione non mancheranno di formar voti che in seguito a questa sollecitudine opportunamente manifestata, si riesca a far sì che la questione della flotta prenda un aspetto più lieto. Ma, riguardo alla votazione, che deve seguirne, il governo imperiale crede dovere non solamente sollecitare di bel nuovo e vivamente i suoi confederati a cooperare efficacemente alle proposte della Dieta fatte al fine di questo solo scopo pratico, egli spera ancora che contribuirà a prevenire nuove complicazioni inutili, comunicando a tutti i governi una minuta esposizione delle sue mire sulle questioni principali che in seguito alla risoluzione del 24 gennaio, formano ugualmente oggetto della votazione.

Comunicate a quest'uopo quanto più prontamente potrete al governo, presso di cui voi avete l'onore di essere accreditato, il memoriale qui unito (V. la *Gazz. Piem.* 52, 53 e 54) destinato a spiegare la condotta legale osservata dal gabinetto imperiale, ed a svolgere il tenore e la ragione delle dichiarazioni che egli deve fare, non meno che un esemplare di questo dispaccio.

Se la corte imperiale anteriormente propose, d' accordo col governo prussiano, che la dieta si occupasse della futura destinazione della flotta pubblicando provvisoriamente le questioni di diritto che sono in litigio, ciò fece per la convinzione ben fondata che quest'affare non potesse condursi a buon termine fuorchè col mezzo della buona armonia e colla clausola di un regolamento giusto ed equo de' diritti così numerosi e così dubbii che traggono dal passato la loro origine.

Il memoriale qui unito conferma intieramente che, se nella quistione della flotta, le massime formalmente legali producevano da taluni fino alle ultime loro conseguenze, deplorabile ne sarebbe riuscito l'esito di quest' affare. Non solamente impossibile sarebbe stata la conservazione della flotta, ma anche lo scioglimento della medesima sarebbe stato sorgente d'interminabili dissidii e di conflitti legali fra i confederati.

Nei termini in cui presentemente trovasi ancora l'affare, la parte pratica delle proposizioni della commissione offre ancora il mezzo di mantenere lo sviluppo ulteriore della quistione nelle vie regolari, mentre che ben altrimenti sarebbe qualora il governo imperiale si trovasse nella necessità di riporre in quistione le guarentigie di diritto da lui date fin dal principio contro la domanda delle somme pagate per la formazione della flotta. »

Prussia. *Berlino*, 28 *febbraio*. Le conferenze doganali sono convocate in Berlino pel 19 marzo.

— La *Nuova Gazzetta di Prussia* aveva pubblicato un articolo malevolo sopra un *déjeuner dansant* dato dall'ambasciatore di Russia, il quale ne fece personalmente rimostranze al ministero. In conseguenza di ciò, non solo la *Gazzetta di Prussia*, foglio governativo, riprovò altamente quell'articolo, ma inoltre il procuratore generale ebbe ordine di convenire in giudizio la *Nuova Gazzetta di Prussia*.

Quest'atto di condiscendenza per parte del presidente del consiglio dei ministri è oggetto di tutte le conversazioni.

Si dice che il ministero fra breve domanderà alle Camere un credito straordinario per riparare alla penuria che si manifesta in varie parti del regno.

Il consigliere privato Niebuhr sarà domani di ritorno dal suo viaggio a Londra.

— Si annunzia il prossimo arrivo del principe Elettore di Assia-Cassel a Sans-Souci.

Stoccarda, 27 *febbraio*. La seconda Camera, nella seduta d'oggi, si è occupata della dichiarazione fatta dal consigliere di Stato, sig. Plessen, nella seduta antecedente, dopo l'ordine del giorno votato dalla Camera sulle ordinanze reali concernenti la restaurazione dell'antica legge fondamentale ed elettorale, e l'abolizione dei diritti fondamentali. (V. *Gazz. Piem. di ieri*)

Il sig. Plessen aveva cioè dichiarato che, ritenuta valida la risoluzione della Camera, ne seguiva che questa non ha esistenza legale, e che perciò doveva o sciogliersi o rivocare la sua risoluzione.

Il sig. Wainbuhler rispose che fra breve presenterà una mozione a questo riguardo. I deputati che avevano protestato annunziarono che avrebbero preso una determinazione dopo che il sig. Wainbuhler avesse svolto la sua mozione.

Carlsruhe, 27 *febbraio*. La Camera dei deputati di Baden, nella seduta d'oggi, ha votato la proposizione seguente:

« La Camera approva le entrate e le spese dell' amministrazione delle dogane. »

La commissione propose inoltre d'inserire la menzione seguente nel processo verbale:

« Il governo è invitato ad adoperarsi quanto può affinchè lo Zollverein sia mantenuto o sia resa durevole la sua esistenza col mezzo di un ordinamento più conforme ai nuovi rapporti e bisogni. »

Parecchi oratori prendono successivamente la parola.

La proposta della commissione è adottata.

TURCHIA

Leggiamo nell'*Osservatore austriaco* in data 29 febbraio p. p.:

Il *Imperial* conferma nei seguenti termini la notizia dell o scioglimento della vertenza dei Luoghi Santi, già annunziatoci dal nostro corrispondente: « La questione dei Luoghi Santi è sciolta definitivamente e in modo da dare soddisfazione a tutti. Tutte le comunioni cristiane, latini, orientali, a meno ecc., vi avranno eguale accesso. Nessuno avrà un diritto superiore a quello dell'altro. »

— La *Gazzetta dello Stato* pubblica il rescritto emanato dal sultano nell'occasione della nomina di Rescid bascià al presidente del consiglio di Stato; esso è concepito così:

« Mio degno visir. Siccome la maggior parte degli affari del nostro governo imperiale vengono approfonditi e discussi nel consiglio di Stato, e siccome l'esame e il dispiegamento di tutti gli affari del nostro alto impero sono necessarissimi e indispensabili, tanto più che il tempo e l'interesse richieggono che l'organizzazione e i regolamenti di questo consiglio siano consolidati, abbiamo creduto conveniente di mettere in disponibilità Rifa' at bascià e di conferire la presidenza del detto consiglio all'ex-granvisir bascià, il quale, avendo esatta cognizione degli affari del nostro governo imperiale ed essendo dotato di capacità e di merito personale, dovrà sottoporci le sue osservazioni su tali oggetti. Seguita per tal modo la sua nomina ufficiale, noi l'abbiamo mandato alla nostra sublime Porta. »

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 5 *marzo*.

Ieri la Camera dei Deputati, nella sua prima tornata, elesse a suo Presidente il deputato Pier Dionigi Pinelli, e i a Vice-Presidenti i deputati Gaspare Bensio e Urbano Rattazzi.

ELEZIONI.

Castelnuovo d'Asti — C. Boncompagni.
Pont — Avv. Domenico Gallo.

— *Lombardo Veneto*. S. M. l'imperatore è giunto la sera del 1° marzo in Verona.

Francia. *Parigi*, 2 *marzo*. I rappresentanti eletti per Parigi sono:

1° circoscrizione Guyard-Delalain, 2° Devinck, 3° Cavaignac, 5° Perret, 6° Fou-hé-Lepelletier, 7° Lanquetin, 8° Koenigswarter, 9° Veron.

Nella 4° circoscrizione i votanti furono 50,175: Carnot ebbe 44,744 voti, e non avendo perciò raggiunta la maggioranza, si procederà ad un nuovo squittinio fra 15 giorni.

I risultati delle elezioni dei dipartimenti non sono ancora se non parziali.

— Il *Moniteur* pubblica un decreto che modifica il principio dell'inamovibilità della magistratura col principio di riposo obbligatorio ad un certo limite d'età.

In un rapporto al presidente della repubblica il sig. Abbatucci, ministro della giustizia, dice che l'opinione pubblica aspettava con impazienza la riforma di parecchi abusi ai quali aveva dato motivo l'applicazione assoluta del principio dell'inamovibilità. Vi sono casi in cui essa diviene un imbarazzo per la buona amministrazione della giustizia, e divengono necessarie alcune restrizioni, quando viene il giorno in cui l'interesse dei soggetti alla giurisdizione sia sacrificato alle convenienze dei giudici. Laonde il decreto stabilisce che i magistrati della corte d'appello e dei tribunali di prima istanza, giunti all' età di 70 anni, sono ammessi di pien diritto alla giubilazione. Pei membri della corte di cassazione il limite d'età è di 75 anni.

Inoltre la corte di cassazione è investita del potere di dichiarare scaduto dalle sue funzioni il magistrato inamovibile che, colpito d'una sospensione provvisoria, sarà stato dinunciato alla corte istessa dal ministro della giustizia.

Un altro decreto dispone che in avvenire le funzioni di giudice d'istruzione potranno essere conferite ai giudici supplenti dai tribunali di prima istanza.

Un altro decreto organizza a nuovo il corpo del treno degli equipaggi militari.

— Domani si tratterà al tribunale di prima istanza l'affare del signor Bocher. I suoi difensori sono i signori Odilon Barrot e Dufaure.

— Il corriere di Bordeaux è giunto senza recare i giornali di Spagna.

Inghilterra. *Londra*, 1° *marzo*. Sir Edward Sugden, nuovo cancelliere, è elevato alla dignità di pari, col titolo di barone di S. Leonardo.

Il *Morning-Herald* annunzia che il sig. Williers presenterà la sua mozione sul libero scambio come emendamento alla prima domanda di sussidi che farà il gabinetto.

Scrivono da Dublino che il prelato cattolico romano dottor Cullen sarà il successore del defunto arcivescovo Murray, ed avrà dal papa i poteri di legato.

— Si legge nel *Globe*:

Nessuna variazione ne' pubblici fondi; essi si mantengono fermi. Consolidati a contanti e per conto 97 1/8 1/4; 3 0/0 rid. 98.

Alemagna. *Berlino*, 28 *febbraio*. La prima Camera di Prussia, nella tornata d'oggi, ha terminato l'esame della legge comunale, e cominciato immediatamente quello della legge provinciale, dopo di avere rigettato una proposta di aggiornamento fatta dal centro destro.

La commissione della stessa Camera, incaricata di esaminare la proposta del sig. Klee, intesa ad escludere da tutti i pubblici impieghi gli individui che non professano una delle chiese cristiane riconosciute legalmente, propose un ordine del giorno motivato col quale si dichiara che in ragione dei molti lavori che ancora devonsi compire, la Camera non può, durante questa legislatura, occuparsi di questa quistione.

La seconda Camera ha approvato il trattato di commercio conchiuso fra la Prussia ed i Paesi-Bassi.

— *Weimar*. In seguito alla votazione colla quale la Dieta di Weimar ebbe, nella seduta del 25 febbraio, adottato un nuovo progetto di legge presentato dal ministero, l'opposizione in massa diede la sua demissione. È noto che il ministero di Weimar presentò pure alle Camere un progetto di legge, inteso a restituire alle antiche famiglie così dette immediate dell'impero, domiciliate nel circolo di Eisenach, la giurisdizione privilegiata di cui tutte nel circolo di Eisenach, la giurisdizione privilegiata di cui tutte nel circolo di Eisenach, la giurisdizione privilegiata di cui vennero private in virtù della legge del 14 marzo 1850.

— *Carlsruhe*. Si annunzia che la nomina del principe Federigo a reggente per *interim* del granducato di Baden fu notificata alle varie corti, coll'osservazione che tale risoluzione era provvisoria. Del resto, la nomina non sarebbe effetto di negoziati diplomatici, ma bensì di risoluzioni prese da un consiglio di famiglia e della rinunzia del figlio primogenito del granduca.

America. *Stati-Uniti*. Si legge nella *Patrie*:

L'*Europa*, piroscafo postale, arrivato domenica 1° marzo a Liverpool, arrecò notizie degli Stati-Uniti sino a tutto il 18 febbraio.

L'incaricato d'affari d'Austria, nel passar ch'egli fece da Mobile, fu fatto segno a dimostrazioni insultantida una riunione composta in gran numero di tedeschi.

I giornali americani annunziano che una rivoluzione sanguinosa è scoppiata nel Nicaragua. Combattimenti micidiali ebbero luogo tra gl'insorti e le truppe, col vantaggio di quest'ultime.

Il governo supremo dello Stato di Honduras ha pubblicato un decreto sulla occupazione del Rio Romano fatta da sir James Green, sul vascello di S. M. il *Bermuda*. Il decreto proclama l'egale quella violenza, e autorizza la punizione degli aggressori.

Il 4 febbraio un violento incendio ha distrutto una gran parte della città di San Juan di Nicaragua.

E. Leone gerente.

Archivio Storico Intersindacale Agricolo

Presso **G. B. PARAVIA**, *Tipografo-Editore-Libraio*
sotto i portici del Palazzo Municipale, in Torino,

GIUSEPPE CROTTI, meccanico, fece il deposito delle due collezioni di solidi geometrici, di cui si fece cenno in questo giornale, N. 20, del 2 febbraio p. p.

La prima collezione consta di 28 solidi seguenti : 1 Sfera — 2 Emisfero — 3 Spicchio sferico — 4 Piramide sferica — 5 Segmento sferico — 6 Segmento sferico a basi parallele — 7 Cilindro retto — 8 Tronco di cilindro — 9 Cilindro obliquo — 10 Cono retto — 11 Tronco di cono a basi parallele — 12 Tronco di cono col taglio obliquo alla base — 13 Cono obliquo — 14 Piramide triangolare regolare — 15 Piramide triangolare irregolare — 16 Piramide regolare a base quadrata — 17 Piramide regolare a base pentagonale — 18 Tronco di piramide a basi parallele — 19 Tronco di piramide col taglio obliquo alla base — 20 Prisma retto triangolare — 21 Tronco di prisma — 22 Prisma obliquo triangolare — 23 Prisma retto quadrangolare o parallelepipedo retto — 24 Parallelepipedo o prisma obliquo quadrangolare — 25 Prisma retto pentagonale — 26 Parallelepipedo rettangolo — 27 Parallelepipedo tronco — 28 Cubo.

La seconda consta de' precedenti più dei loro complemento, cioè : 29 Tetraedro regolare — 30 Ottaedro regolare — 31 Dodecaedro regolare — 32 Dodecaedro romboidale — 33 Icosaedro regolare — 34 Romboedro — 35 Prisma retto triangolare diviso in tre piramidi equivalenti.

Questa serie di solidi è necessaria per l'uso delle lezioni di nomenclatura geometrica del prof. Rayneri, le quali sono oramai adoperate dalla massima parte de' professori elementari ai collegi nazionali e nelle scuole ov'è introdotto il sistema d'insegnamento de' collegi medesimi.

Il prezzo della prima collezione è di L. 15.

Il prezzo della seconda che comprende anche la prima, è di L. 25, non compresa la cassetta, il cui prezzo è di L. 2.

Presso lo stesso Editore-Libraio

DI PROSSIMA PUBBLICAZIONE

SUNTO DI STORIA
ANTICA, EBRAICA, GRECA E ROMANA
E
DI STORIA MODERNA ITALIANA

compilato
secondo il programma per gli esami di Magistero

Preceduto da alcuni cenni intorno allo studio della Storia, della Cronologia e della Geografia.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

DA RIMETTERE

MAGAZZINO di CORAMI, via della Barra di Ferro. Indirizzarsi ai signori fratelli Genicoud, via dell'Arsenale, casa Viale, num. 13.

MAGASIN PARISIEN

MODES ET NOUVEAUTÉS

Rue S.t-Philippe, 23, maison Caraglio de S.t-Marsan, au rez-de-chaussée, à Turin

Chez M.me **BOSQUI** on trouve des Chapeaux pour Dames, Robes de bal, Mantelets, Fleurs de Paris, Coiffures et bonnets habillés, Fichus, Berthes, sorties de bal, Etoffes en soie pour robes, Rubans et Velours de France, Dentelles noires de Chantilly et de Cambray pour volants, point de Bruxelles en barbe, Guimpes, Mouchoirs, Dentelles Valenciennes, Malines, Mirecourt, point de Paris, Blondes et Broderies en tout genre.

On trouvera aussi tous les articles qui concernent le trousseau et la layette qu'elle se charge de faire confectionner; Chemises d'homme en batiste brodées et unies, de tous les prix; assortiment de Cravattes et Foulards, etc.

On expédie, d'après demande, le tout à des prix modérés.

AGLI ARMAIUOLI

La Casa Commissionaria di Francesco Giribon, stabilita in Torino, via Bogino, casa Colla, num. 8, è incaricata dalle principali Case di St-Etienne e Liège per la vendita dei fucili da caccia, a prezzi discretissimi. — Presso la medesima sono visibili i campioni.

SEMENZA BACHI del Monte Brianza

presso BOCH *zio e nipote*,
via della Provvidenza, num. 20, in Torino.

SI RICERCA

Un piccolo altare di marmo ad uso di cappella privata. Dirigersi al sig. Calderina, ebanista, piazza Carignano.

VENDITA

Delle possessioni denominate *Gianolo, Costa* e *Barza*, in territorio di Mortara, di ettari 396 circa tra fabbricati, risaie, prati e campi.

Per le condizioni dirigersi in Mortara dal signor ingegnere Innocenzo Ferraris, ed in Torino dal signor notaio Borgarello.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

a poca distanza dalla capitale

Piccolo ALLOGGIO con scuderia e giardino cinto di muro;

Nella provincia di Susa, in bellissima posizione

Magnifico PALAZZO con scuderia, rimessa, giardino e filatura, tanto unitamente che separatamente, il tutto a discreto prezzo, per il tempo che si desidera.

Recapito alla Villa Montabone, a Pozzo di Strada.

DA VENDERE

Amena VILLEGGIATURA in Oglianico, presso Rivarolo nel Canavese, elegantemente provvista di mobili, con cappella arredata, giardini e terre arative, vignate e prative, con strada carrozzabile e comodissima.

Dirigersi all'Ufficio de' Notai certificatore Dallosta e patrimoniale Cerale, in Torino, via Rosa Rossa, n. 15.

DA RIMETTERE PER CAUSA DI DECESSO

NEGOZIO avviatissimo e bene assortito in maioliche, cristalli e terraglie, via S. Tommaso, n. 3, casa Arena. Dirigersi ivi dal proprietario.

Da affittare al prossimo S. Martino

CASCINA sul territorio di Torino, regione Lucento, di ettari 34, are 29, cent. 32 (giorn. 90), di cui 50 prati, ed il rimanente campi.

Dirigersi al sig. Secondo Festa, negoziante da carta, via Accademia delle Scienze, presso la piazza Carignano.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano, e num. 4, 6, o 10 membri, con terrazzo, al 4.° piano. Via del Senato, num. 4.

DICHIARAZIONE

Con atto passato avanti la segreteria del regio tribunale di prima cognizione di Torino, il 19 febbraio scadente mese, autentico Gilardi, il sig. Giovanni Canavero fu Ignazio, residente in questa capitale, nella qualità di legittimo amministratore dei suoi figli e figlie stati instituiti eredi del detto Ignazio Canavero con testamento 20 luglio 1850, rogato Galeazzi, dichiarò di accettare nell'interesse di detta sua prole nascitura col beneficio dell'inventario la detta eredità dismessa dal detto di lui padre Ignazio Canavero deceduto il 21 ottobre 1850.

Torino, 24 febbraio 1852.

Bonamico sost. Gili.

NOTA

La signora Carolina Amosso fu Matteo, vedova del sig. Maurizio Razzetti, di Biella, residente a Torino, con atto del 21 febbraio 1852, dichiarò, nell'interesse della sua figliuola minore Paolina Razzetti, di cui è tutrice, di accettare con beneficio dell'inventario l'eredità dismessa dal costei padre, deceduto in Torino l'11 gennaio ultimo.

Gilardi sost. segr.

FALLIMENTO

di Boasso Antonio del fu Giovanni, merciaio ambulante a Chivasso, nella contrada Maestra, casa Dellavalle.

L'eccellentissimo Magistrato del Consolato di Torino con sentenza d'oggi ha dichiarato il fallimento del suddetto Boasso Antonio; ha ordinato l'apposizione dei sigilli; ha nominato sindaci provvisorii i signori Priotti Giovanni e Comp., e Maganza Luigi commercianti in Torino, ed ha fissato l'adunanza dei creditori per la nomina dei sindaci definitivi, in una sala dello stesso Magistrato, avanti l'ill.mo signor congiudice avvocato Giacomo Vischi, giudice commissario, il 20 del corrente mese ed alle ore 12 meridiane, a termini dell'art. 471 del Codice di commercio.

Torino, il 3 marzo 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Con atto del 21 corrente, passato alla segreteria del regio tribunale di prima cognizione di questa città, la signora Maria Odisio, nella di lei qualità di tutrice legale de' suoi figli minori Edoardo, Adelaide e Carlo, dichiarò di accettare, col beneficio dell'inventario, l'eredità dismessa dal sig. Eugenio Reverdini, rispettivo marito e padre, resosi defunto in questa città il 3 maggio 1851.

Torino, il 26 febbraio 1852.

Sassi caus. coll.

NOTA

Con privata scrittura 21 febbraio ultimo scorso, stata depositata presso l'eccell.mo Magistrato del Consolato, si è costituita tra li signori Luigi Aychino e Cavigliotti Giuseppe, una società per l'esercizio di un negozio da vetraio e specchiaio in questa città, da aver principio col primo aprile prossimo e durativa per anni 3, la di cui gerenza venne affidata al detto Cavigliotti.

NOTA

Nella causa instituita con citatorie per pubblici proclami avanti il magistrato d'appello di Casale sull'instanza del sig. avv. Giuseppe Gagliardi di Mortara contro i socii azionisti del teatro di detta città di Mortara, loro credi, od aventi causa, emanò sentenza del 9 corrente gennaio, colla quale il prelodato magistrato, reiette le eccezioni ed instanze in contrario, dichiarò: 1. essere il residuo credito del predetto avvocato Gagliardi verso i socii azionisti del nuovo teatro anzidetto per il prezzo d'appalto del quale si tratta, accertato nella somma di L. 33091, cent. 16, cogli interessi su questa somma a partire dal di della domanda giudiciale in poi; 2. tenuti i socii azionisti al non dissentito pagamento a favore dell'avv. Gagliardi della relativa quota, sotto deduzione di quanto faranno constare di avere rispettivamente pagato; 3. doversi relativamente ai guasti succeduti nell'edificio teatrale, ed imputati al Gagliardi, come pure ai fitti da questi percetti dei dieci palchi rimasti invenduti, mandare, come mandò alle parti di maturare gli incombentispese del primo e secondo articolo, per due terzi a carico dei convenuti azionisti principali del causidico Panza, e le altre compensate, quelle del terzo riservate, meno quelle di contumacia, che dichiarò a carico dei socii contumaci.

Sottoscritti Cristiani P. P., Novelli relatore, quale sentenza viene pubblicata secondo la forma prescritta dalla legge per la di lei notificanza.

Casale, il 26 gennaio 1852.

Cayre proc. coll.

NOTA

In seguito ad un secondo aumento del sesto fatto al lotto 18 dei beni già proprii delli signori Anna Festa vedova di Felice Tirone, e geometra Enrico Tirone di lei figlio, composto di campi, prati, alteni con varii casamenti, corte ed orto, di ett. 4, are 97 circa (giornate 15, tav. 35, piedi 3) posti nel luogo di Cumiana, provincia di Pinerolo, stati subastati ad instanza del sig. R. liquidatore Giuseppe Luigi Amey, e deliberato detto lotto con sentenza del tribunale di prima cognizione di questa città del 27 gennaio p. p. per il prezzo di L. 2635, venne fissata l'udienza dello stesso tribunale delli 16 prossimo marzo, ed alle ore dieci per il reincanto degli stabili componenti il suddetto lotto 18 sul prezzo del seguito aumento in L. 3074, cent. 17, ed alle altre condizioni di cui in relativo bando del 23 corrente mese.

Casale, li 27 febbraio 1852.

Cayre proc. coll.

BORSA DI PARIGI *del 2 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 105, 90, è salito a 106, 45, e chiude a 104 40.
Il 3 0/0 resta a 66, 15.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 90, 25.
Le azioni della Banca di Francia a 2572, 50.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.
CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Presto o tardi!* — con farsa.
NAZIONALE Riposo.
D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française — — —
Le mariage de Victorine, par G. SAND.
SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il Diavolo organista e sua sorella modista.*
GERBINO (ore 7 1/2) recita: *L'avaro* — con Tom-pouce.
DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — Ballo *Mazzeppa.*
GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita :— Ballo *I 50 soldati.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
24 febbr.	740 64	740 46	740 16	+ 4 5	+ 8 4	+10 3	+ 3 2	+ 9 9	+ 3 6	S. E.	S.S.E.	S. E.	Pioggia	Quasi Annuv.	Copertochiaro
25 »	743 66	742 96	742 48	+ 1 5 2	+ 7 9	+ 9 8	+ 5 4	+ 8 2	+ 7 9	S.	S.S.E.	S. E.	Annuvolato.	Cop. chiaro	Nug. sottili.
26 »	740 56	740 4	739 62	+ 4 3	+ 7 6	+15 1	+ 4 1	+ 6 5	+ 7 0	N.N.E.	N.N.E.	S.S.O.	Quasi sereno	Ser. con vap.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 57 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

SABATO 6 MARZO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	45	23	12
Per l'Estero	50	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Visto il R. Editto del 12 maggio 1838, e le Carte Reali dell'11 dicembre stesso anno, e 29 gennaio 1839 intorno ai feudi della Sardegna:

Viste pure le R. Lettere Patenti del 27 maggio 1840, il cui art. 5 dispone che il montare per ogni comune delle prestazioni pecuniarie da surrogarsi alle feudali sarà determinato per R. Brevetto;

Viste infine le R. Lettere Patenti del 4 novembre 1845 d'approvazione dell'atto di retrocessione al Demanio delle baronie di *S. Pantaleo* e *Suelli* già infeudate alla mitra arcivescovile di Cagliari;

Sulla relazione del Ministro Segretario di Stato incaricato del portafoglio delle Finanze, in conformità dell'avviso del Consiglio di Stato, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. I comuni di *S. Pantaleo* e *Suelli* non sono soggetti alle prestazioni pecuniarie *redimibili* da surrogarsi alle feudali.

L'annuo ammontare di quelle *irredimibili* sono stabilite nella complessiva somma di lire nuove *mille novecento trentatre* e centesimi *quarantaquattro*, di cui lire *mille cento quarantuna* centesimi *ottantatre* a carico del comune di *S. Pantaleo*, e lire *settecento novantuna* e centesimi *sessantuno* a carico di quello di *Suelli*.

Art. 2. La decorrenza di dette prestazioni *irredimibili* incomincierà dal primo gennaio del corrente anno mille ottocento cinquantadue.

Art. 3. Pel riparto fra i contribuenti, l'esazione ed il versamento nelle tesorerie provinciali di tale contributo saranno osservate le norme indicate nella Carta Reale dell'11 dicembre 1838, nel Reale Decreto del 6 marzo 1849 e nelle analoghe istruzioni.

Il Ministro reggente il Dicastero delle Finanze è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato nell'isola di Sardegna, ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino addì 29 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Visto l'art. 2 della Legge in data 7 luglio 1851 colla quale venne approvato il Bilancio passivo dell'Azienda Generale di Finanze:

Visti parimente i R. Decreti del 13 gennaio e 19 novembre 1851; considerando che sebbene non possa ancora definitivamente regolarsi la condizione dell'esattoria di Cagliari, resta tuttavia necessario di fissare la retribuzione del titolare della medesima per l'esercizio 1851, e di prendere una determinazione in ordine alla composizione di quel distretto esattoriale sino a tanto che il riordinamento della contribuzione prediale somministri gli elementi per una circoscrizione definitiva;

Sulla relazione del Ministro incaricato del portafoglio delle Finanze, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. La retribuzione dell'esattore dist. attuale di Cagliari per il maneggio relativo all'esercizio 1851 è fissata nella somma di lire *quattrocento*.

Art. 2. I distretti esattoriali di Cagliari e di Selargius sono riuniti in un solo distretto, il di cui capo-luogo sarà la città di Cagliari.

Art. 3. L'esattore attuale di Cagliari conseguerà fra un mese dalla data della pubblicazione del presente all'esattore di Selargius i fondi, i registri e le carte relative alle contabilità di cui era incaricato, e che non trovinsi ancora compiutamente approvate, mediante regolare verificazione e ricevuta.

Nello stesso termine anzidetto il titolare attuale dell'esattoria di Cagliari renderà i conti del proprio maneggio relativamente alle contabilità ultimate per la occorrente loro definizione a norma delle leggi in vigore.

Il Ministro anzidetto è incaricato dell'esecuzione del presente, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino addì 29 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

Relazione del Ministro di Finanze a S. M.

SIRE,

L'abbondanza dei capitali disponibili, avendo determinato da qualche tempo un incremento straordinario nelle somme che si versano nelle casse dello Stato per l'acquisto di Buoni del Tesoro, il riferente non può a meno di ravvisare opportuno di diminuire il tasso dell'interesse che si è sinora corrisposto agli acquisitori di quelle carte di credito, onde porlo in armonia con quello che si ricava dai fondi pubblici.

Ha quindi l'onore di proporre a V. M. che per mezzo di Real Decreto venga ordinato che l'interesse pei Buoni del Tesoro sia ridotto come segue:

Per i Buoni aventi una scadenza non eccedente i sei mesi, il 4 1/2 0/0.

Per quelli di scadenza oltre i sei mesi, il 3 1/2 0/0.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Visto l'art. 5 del Nostro Decreto del 15 maggio 1851;

Visto l'art. 5 della Legge del 31 gennaio p. p.;

Sulla relazione del Ministro di Finanze;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

L'interesse stabilito coll'art. 5 del Nostro Decreto in data del 15 maggio 1851, per i *Buoni del Tesoro*, che il Governo è autorizzato ad emettere in forza delle Leggi del 12 luglio 1850 e del 31 gennaio 1852, è ridotto come infra, cioè:

Per i Buoni la di cui scadenza non ecceda i sei mesi, l'interesse sarà del *quattro e mezzo per cento*.

Per quelli aventi una scadenza oltre i sei mesi, l'interesse sarà del *cinque e mezzo per cento*.

Il Ministro di Finanze è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. a Torino, addì 3 marzo 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

TRATTATO DI COMMERCIO E NAVIGAZIONE FRA LA SARDEGNA E L'AUSTRIA.

(*Continuazione e fine, Vedi num. di ieri*)

ANNESSO A

all'art. XIV § 5 del Trattato di Commercio e Navigazione fra la Sardegna e l'Austria in data di Vienna 18 ottobre 1851.

DENOMINAZIONE DEGLI OGGETTI — MISURA ED IMPORTO DELL'OGGETTO DAZIATO PER L'IMPORTAZIONE.

1. *Pesci, crustacei ed altre bestie acquatiche.*

a) — Freschi tanto vivi che morti (macellati) castori, rane, conchiglie vive, lumache, ostriche, tartarughe, ed in generale tutti i crustacei — al centinaio sporco fiorini 1, carantani 30.

Annotazione. Allorchè debbano daziarsi pesci vivi d'acqua dolce non introdotti per la via del mare in recipienti con acqua, è da considerarsi la metà del peso sporco, come il peso dei pesci da dazi rsi. Qualora il pesce fosse impossibile, dove rilevarsi la capacità del recipiente e calcolarsi un *eimer* di Vienna uguale a 120 *fiuti* sporco.

b) — Arringhe, cospettoni, salacche, baccalà, budelle salate di pesce — al cent. netto fior. 4, car. 50; *tara legale* 15 in botti.

c) — Pesci preparati, cioè dissecati, salati, affumicati, e e marinati non denominati a parte — al cent. netto, fior. 4; *tara legale* 15 in botti, 9 in ceste, 4 in balle.

2. *Frutta ordinarie.*

a) — Fresche — al centinaio sporco carant. 10.

b) — Preparate, cioè dissecate al fuoco ed all'aria, tagliate in fette od in altro modo sminuzzate, marmellata cotta senza zucchero, ed olive salate — al centin. sporco carant. 45.

Annotazione. Le frutta confezionate in altra guisa saranno da trattarsi come cibi preparati o confetture.

c) — Frutta secche rivestite di colori (proibite nell'importazione) — al centin. netto fior. 2, carant. 50; *tara legale* 15 in botti o casse, 9 in ceste, 4 in balle.

d) — Castagne, noci e nocciuoli — al centin. netto carant. 45.

e) — Frutta candite — al centin. netto fior. 20; *tara legale* 20 in botti o casse, 15 in ceste, 6 in balle.

3. *Bestiame da macello.*

a) — Buoi e tori — al capo fior. 4.

b) — Vacche e manzi oltre due anni — al capo fior. 2.

c) — Vitelli sotto l'anno — al capo carant. 25.

d) — Pecore e capre, cioè pecore, montoni, castrati, capri e becchi — al capo carant. 15.

e) — Agnelli e capretti — al capo carant. 10.

f) — Maiali — al capo fior. 1.

g) — Porchetti da latte sotto le dieci libbre — al capo carant. 5.

4. *Bestie da tiro.*

a) — Cavalli e puledri — al capo fior. 3.

b) — Muli ed asini — al capo fior. 1.

5. *Legumi freschi e secchi.*

a) — Civaia (legumi freschi) cioè carciofi, cetrinoli, cavoli, verze, ravani, rape, spinacci, asparagi, radici (commestibili) e funghi ad eccezione dei tartufi — al centinaio sporco carant. 3.

b) — Fave, piselli, lenti, veccia, ceci — al centin. sporco carant. 15.

c) — Pomi di terra — al centin. sporco carant. 3.

6. *Legname da costruzione.*

a) — Legname da costruzione comune — per 100 piedi cubici carant. 45.

b) — Legname da costruzione nobile — al centinaio sporco carantani 5.

7. *Saponi e profumerie.*

a) — Sapone comune, cioè non profumato — al centin. netto fior. 2, carant. 50; *tara legale* 10 in casse.

b) — Sapone profumato, al centin. netto fior. 15, *tara legale* 6 in balle.

Annotazione. Sapone in recipienti non maggiori di mezzo *maas* di Vienna od in pezzi di non più di mezza libbra, oppure in tali recipienti che secondo la loro qualità sarebbero tassati oltre 15 fiorini per centinaio, saranno trattati quali merci di profumeria.

c) — Merci di profumeria (compresovi le acque ordorifere) — al centinaio netto fior. 50; *tara legale* 20 in botti o casse, 15 in ceste, 6 in balle.

Annotazione. 1. Nelle merci di profumeria vi ne compresa anche ogni qualità di aceto, grasso, olio e sapone profumato, allorchè queste materie siano contenute in recipienti di non più di mezzo *maas* (od il sapone sia in pezzi non maggiori del peso di mezza libbra) o quando i recipienti secondo la loro qualità verrebbero tassati con più di 15 fiorini al centinaio.

Annotazione. II. Le merci di profumeria contenute in recipienti di metalli nobili o *bijouterie* saranno trattate come chincaglierie fine.

8. *Terre di magnesia e di manganese.*

a) — Terra di magnesia — al centinaio netto fior. 5; *tara legale* 16 in botti o casse, 9 in ceste, 6 in balle.

b) — Terra di manganese — al centinaio sporco carant. 5.

9. *Pelli crude (cioè verdi o secche, anche salate, non ancora non lavorate più oltre).*

a) — Pelli crude comuni, cioè pelli bovine (di bisonte, bufalo, bue, manzo, toro, vacca, vitello, (pelli cavalline), di cavallo (poledro o mulo), pelli d'asino, camello, tasso, cane, mauale, camoscio, cervo, capriolo, alce, renne, ippotamo e rinoceronte, pelli di pecore comuni (di pecora, castrato, pecora morta ed agnello), pelli di capra comuni (di capra, becco, capretto), pelli di lepre e pelli di pesce — al centinaio sporco carant. 25.

b) — Pelli crude non nominate a parte — al centinaio netto fior. 2, carant. 50; *tara legale* 15 in botti o casse, 9 in ceste, 6 in balle.

10. *Vetro in lastre ordinarie verde o bianco* — al centin. netto fior. 5; *tara legale* 25 in botti o casse, 15 in ceste o corbe.

11. *Libri, carte* (scientifiche), *musiche* — al centinaio netto fior. 5; *tara legale* 15 in botti o casse, 6 in ceste, 4 in balle.

Annotazione. I. I libri con figure saranno trattati come libri se le figure sono legate, cucite, inquadernate, ed appartengono al libro medesimo. In caso contrario le figure verranno dazíate separatamente o, allorchè la separazione non si possa effettuare, l'intiera opera sarà dazíata come figure sulla carta.

Appendice

IGIENE PUBBLICA

Cenni intorno ad uno Stabilimento di Bagni e Lavatoi per la Città di Torino.

(Torino, Tip. di G. Favale e Comp. 1851)

La massima importanza di quest'argomento comprenderà chi pon mente agli arcani rapporti che esistono nelle condizioni fisiche e morali dell'uomo, ed avrà osservato come le abitudini di pulitezza siano fra quelle che, accrescendo nell'uomo rispetto a se medesimo, riescono in pari tempo salutari in ordine ai costumi; prova manifesta del legame che unisce l'igiene, la morale e la pubblica economia.

Per conoscere quanto sia bello il pietoso pensiero svolto in questi *Cenni*, basti lo accennare ai seguenti due principalissimi vantaggi che si ha in mira di conseguire:

« 1. La comodità di avere bagni caldi e freddi a prezzi tali da poter convenire anche al più indigente operaio;

« 2. I mezzi di lavare, asciugare e soppressare i panilini in ogni stagione, e per qualunque tempo, con assai maggiori comodità e ad un prezzo di molto inferiore a quello che si richiede ciò facendo nelle abitazioni del ceto bisognoso. »

Alle benefiche persone che concepirono tale progetto servì di esempio e di modello un analogo istituto eretto nel 1845 in Inghilterra da una società di filantropi, a fine di migliorare la condizione igienica e promuovere il benessere materiale e morale degli operai.

Migliorare la condizione degli operai! Ma se è vero che il progresso del benessere di tutti risulta dall'aumento della potenza produttiva, e che il gran problema di cui debba a' giorni nostri la economia politica esaminare i termini è quello appunto di aumentare la potenza produttiva del genere umano, migliorare la condizione degli operai vuol dire perfezionare e rendere più validi gli stromenti della produzione.

Qual frutto può recare alla sociale ricchezza un operaio ignorante, sucido, abbrutito dai più materiali appetiti, e che è simile al selvaggio il cui pensiero, quando si desta alla mattina, non è a di onorar Dio, nè di sapere a quali doveri attenderà, che cosa farà per la coltura della sua mente e del suo cuore, pei progressi intellettuali e morali della sua famiglia e de' suoi simili, ma solo di sapere se potrà con un pasto grossolano sfamarsi? (1) »

Quindi è che i paesi liberi ed industri vanno coprendosi di associazioni che, intese a diffondere tra le classi povere e nelle case degli operai l'istruzione, l'igiene, la preveggenza, la moralità, il benessere, fanno opera non solo benefica, ma anche *utile* nel senso stretto e speculativo di questa parola.

Fra mille citeremo ad esempio le *Lodging-Houses* di Londra, Birmingham, Edimburgo, Glascow ecc.; sono case pulite, decenti, sostituite a quei miserabili giacili che erano squallida dimora della miseria, del sucidume e della depravazione, oltre alla società mentovata più sopra e costituitasi nel 1845 nella Gran Bretagna per opera di alcuni filantropi, a fine di erigere lavatoi e bagni pubblici, e di provocare, con questo mezzo, anche nelle classi più povere, l'uso di ben pulirsi la persona, qual primo passo al benessere fisico e morale.

Squallida dimora di sucidume e di depravazione, dicemmo or ora, e non reca maraviglia che, in ordine al prevenire delitti, la Gran Bretagna assai più aspetti dalla già sancita legge sulla pubblica salubrità che non dal carcere per reprimerli. Degne di singolare considerazione a questo proposito sono le parole seguenti che ricaviamo dalla *Revue Britannique* del 15 dicembre 1851:

« Non mancherà di esercitare una salutare influenza la legge di pubblica salubrità, adottata già per l'Inghilterra, e la cui applicazione alle altre parti della Gran Bretagna non si farà lungamente aspettare.

« È egli possibile che entro abituri come gli antri di Liverpool, l'umanità fisicamente non degeneri e moralmente non imbestialisca? l'allontanamento de' mondezzai, la *distribuzione di acqua salubre in quantità sufficiente*, ed una folla di altre disposizioni accessorie, produrranno nelle abitudini delle classi povere mutazioni analoghe ai miglioramenti recati allo stato sanitario. Se contemporaneamente si costruiscano nuove abitazioni, un miglioramento assai manifesto si opererà in quella parte della società d'onde escono i giovani malfattori. »

Ma v'ha di più, ed è che queste istituzioni, fondate con mire di beneficenza, riescono nello stesso tempo imprese proficue sotto l'aspetto di speculazione finanziaria, ed un fruttifero impiego di capitali. Mirabile potenza dell'associazione, che collega, per dir così, l'egoismo alla filantropia, e per mezzo di cui si fa per tutti la Provvidenza! Sol dove ciascuno è per se, Dio è per nessuno.

I *Cenni* di cui parliamo ci descrivono anzitutto i felici effetti degli *Stabilimenti modelli*, effetti così manifesti che altri simili vennero in poco tempo eretti, con uguale felice risultamento, in quasi tutte le città provinciali d'Inghilterra e di Scozia: quindi espongono con chiara precisione e minutamente tutte le particolarità concernenti l'applicazione di simili stabilimenti alla città di Torino, la fondazione, i vantaggi ed il mantenimento dei medesimi: finalmente in un'appendice leggesi la traduzione di un indirizzo delle varie società alla classe degli operai, in cui si contiene un'ampia descrizione dei benefizii prodotti dallo *Stabilimento modello* di Londra.

Non crediamo necessario di aggiungere altre parole per raccomandare a tutti l'attenta lettura di questo brevi pagine: l'argomento importa all'uomo di Stato, al produttore, al moralista, al medico, alla politica economia, ai buoni costumi, alla pubblica e privata igiene.

Noi facciamo voti per la pronta introduzione di questo, non meno che di simili altri instituti; che, mentre tendono non meno che di simili altri instituti; che, mentre tendono a riscattare gli indigenti da una miseria che li degrada, e a riscattare gli indigenti da una miseria che li degrada, e a risvegliare in essi la dignità, attivano dovunque il lavoro sono atti di carità cittadina, attivano dovunque il lavoro sono atti di carità cittadina, e costituiscono un immenso migliorandone gli stromenti, e costituiscono un immenso migliorandone gli stromenti, e la libertà, alla dignità umana. servigio reso all'industria, alla libertà, alla dignità umana.

L'Inghilterra particolarmente va appunto lieta e superba di offrire modelli di questo e di simili altri istituti, utili non meno all'industria che all'umanità; perchè non da ieri soltanto *l'Inghilterra* (adoperò le parole di un chiarissimo scrittore che onora il giornalismo politico) *è essenzialmente il paese della libertà.*

F. L.

(1) Michel Chevalier, *Cours d'économie polit.* de 1842-43.

www.internetculturale.it

Annotazione. II. I libri legati la di cui legatura è munita di fermagli od altri ornamenti di metallo o di *bijouterie* saranno trattati come lavori di carta non nominati a parte.

Noi, approvando il Trattato e l'articolo separato qui sovra-scritti in ogni e singola parte loro, li accettiamo, confermiamo e ratifichiamo, promettendo di osservarli e farli osservare. In fede di che abbiamo firmato le presenti lettere di ratificazione, controsegnate dal Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, e munite del Nostro Reale Gran Sigillo.

Date in Torino addì dieci del mese di novembre l'anno del Signore mille ottocento cinquant'uno.

VITTORIO EMANUELE.

AZEGLIO.

NOI VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute!

Avendo veduto ed esaminato la Convenzione per reprimere il contrabbando sul Lago Maggiore e sui fiumi Po e Ticino, conchiusa in Torino addì 22 novembre 1851, e sottoscritta dal Nostro Plenipotenziario e dal Plenipotenziario di S. M. l'Imperatore d'Austria, muniti di speciali pieni poteri in buona e debita forma, la quale Convenzione è del tenore seguente:

S. M. il Re di Sardegna, e S. M. l'Imperatore d'Austria volendo reprimere il frequente contrabbando che si commette nelle acque dei rispettivi dominii del Lago Maggiore, del Ticino e del Po, hanno ordinato che si prendessero tra i due governi gli opportuni concerti affine di rinnovare la Convenzione del 4 dicembre 1834, introducendovi quei miglioramenti e quelle modificazioni che l'esperienza ha consigliati, e ciò anche in esecuzione dell'art. 5 degli articoli separati e addizionali del Trattato di pace del 6 agosto 1849; epperciò hanno nominato a loro Plenipotenziarii, cioè: S. M. il Re di Sardegna, il cav. Luigi Cibrario, cavaliere dell'Ordine Civile di Savoia, commendatore dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro, senatore del regno; S. M. l'Imperatore d'Austria, il conte Rodolfo Appony, ciambellano di S. M. I. R. A., Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario d'Austria presso S. M. il Re di Sardegna, i quali, dopo lo scambio dei rispettivi pieni poteri che si sono riconosciuti regolari, hanno convenuto e stipulato gli articoli seguenti:

Art. 1. Tutte le barche, qualunque ne sia la nazione, le quali navigando nel Lago Maggiore, o sui fiumi Ticino e Po entrano nelle acque comprese nei dominii sardi e austriaci per proseguire il viaggio lungo il corso del lago o dei fiumi anzidetti a qualsivoglia destinazione, indipendentemente da ciò a cui fossero tenute in forza dei regolamenti di sanità e di polizia, debbono essere soggette alla visita degli uffizi di dogana, per assicurarsi che avendo esse a bordo sale, tabacco ed altri generi di privativa, questi generi siano destinati ad essere recati ai magazzini appartenenti alle finanze di alcuno dei Governi confinanti; il che dovrà essere comprovato da regolari documenti.

Se le barche provengono dal Lago Maggiore in direzione verso le rispettive sponde sarde od austriache, la visita come sopra dovrà effettuarsi soltanto a richiesta degli agenti di finanza di quello dei due Stati alle cui sponde si troveranno più vicine le barche.

Entrando le barche nelle parti del Ticino o del Po soggette ai domanii sardo ed austriaco, qualunque ne sia la provenienza e destinazione, la visita ha luogo all'ufficio che s'incontra più prossimo al punto d'ingresso; epperò dovranno i conduttori farne la dichiarazione al primo uffizio di dogana, sotto le pene comminate dalle rispettive leggi per la tentata introduzione in frode.

Qualora i patroni, proprietarii o conduttori di esse barche si opponessero alla visita prescritta da questo articolo, si farà luogo contro di essi all'applicazione delle pene portate dai vigenti regolamenti, secondo la qualità dei casi, e la gravità dei fatti.

Art. 2. Nessuna barca, senza disunzione della qualità del carico, può approdare in altro luogo fuorchè in quello ove trovasi stabilito un uffizio daziario, e nei limiti determinati dai segnali che vi sono collocati dall'uffizio stesso col mezzo dei pali indicatori ossia stipiti. Anche in detti luoghi non si potrà intraprendere, nemmeno in parte, lo scarico, se prima non siasi ottenuta l'autorizzazione dal ricevitore dell'ufficio.

Art. 3. È vietato espressamente a qualunque barca: 1. Di prender terra, bordeggiare, gettar l'ancora, o soffermarsi con qualsivoglia altro mezzo, fuori degli stabiliti luoghi d'approdo, tanto nelle acque del Lago Maggiore entro la distanza di 200 metri dalla sponda sarda ed austriaca, quanto nelle parti sarde ed austriache del Ticino e del Po, senza averne prima ottenuta l'autorizzazione, la quale sarà conceduta soltanto per quei punti che possono essere sorvegliati da un uffizio di dogana, e per quel tempo che si riputerà da esso necessario; 2. Di collocare od introdurre fra la barca e la spiaggia o riva piccoli battelli, o qualunque altro mezzo natante che possa servire al trasporto del carico a terra, o viceversa da questa alla nave.

Art. 4. Nelle premesse disposizioni s'intendono compresi, per gli effetti della presente Convenzione, i seni, canali, ed isole esistenti nei fiumi Po e Ticino.

Art. 5. Qualunque barca il cui ponte fosse congiunto alla riva od alla sponda o in altra maniera avesse preso terra, si considera come realmente approdata ivi, e quindi incumberà al conduttore o conduttori l'obbligo di adempiere alle dichiarazioni daziarie prescritte dai regolamenti generali per la dovuta verificazione dell'ufficio.

Art. 6. La dichiarazione del carico, ossia dei generi, sarà presentata subito dopo l'approdo, ed in un termine non maggiore tutt'al più d'un'ora; avrà quindi tosto luogo la visita del carico giusta i regolamenti generali.

Qualora le merci o generi fossero dichiarati per una destinazione di scarico diversa da quella del luogo d'approdo, e per cui si voglia proseguire il viaggio per acqua, i conduttori e proprietarii dovranno ivi munirsi di bolletta a cauzione, vincolata al certificato d'arrivo delle merci all'ufficio della dichiarata destinazione, se questa sarà per un punto dei due dominii sardo ed austriaco, oppure all'ultimo uffizio del confine d'acqua dell'uno o dell'altro dominio rispettivamente, se le merci fossero destinate all'estero, sotto l'osservanza inoltre delle forme, cautele e condizioni stabilite per le spedizioni di transito. I conduttori e proprietarii delle barche i quali, dopo seguito l'approdo, ripartissero col loro carico senza essere muniti della prescritta bolletta a cauzione, incorreranno nella pena di una multa di lire 300.

Art. 7. I molini posti tra il Thalveg dei fiumi Po e Ticino e la sponda sarda ed austriaca si considerano come situati rispettivamente nel territorio sardo ed austriaco, e sono soggetti all'esercizio degli agenti di finanze dello Stato nelle cui acque si trovano; se vi si rinvengono generi, merci, o altri oggetti pei quali non siano stati adempiuti i regolamenti di finanza, si procederà al loro sequestro ed agli altri atti occorrenti per l'accertamento legale della contravvenzione.

Art. 8. Qualunque approdo, scaricamento o deposito di merci, ancoraggio, bordeggiamento, trasbordo o stazionamento in un luogo illecito, o non autorizzato, sarà considerato per una violazione della linea doganale, e quindi darà luogo alle pene stabilite per fatto di contrabbando.

Art. 9. Sono eccettuati dalle precedenti disposizioni i casi di forza maggiore, i quali rendessero assolutamente necessario l'approdo, lo scarico, l'ancoraggio, il bordeggiamento, il trasbordo e lo stazionamento vietati legalmente provati in concorso dell'autorità giudiziaria o locale; verificandosi però un accidente di forza maggiore dovrà essere dato immediato avviso al più prossimo uffizio di dogana nel termine di un'ora dacchè ebbe luogo il fatto vietato, a cura dei conduttori; in difetto del che non sarà ammessa giustificazione alcuna.

Art. 10. I porti ed ogni altro mezzo di tragitto, sotto qualsivoglia denominazione, sui fiumi Po e Ticino, ed egualmente il loro carico, o trasporto, sebbene recato sopra carri, barre, vetture e simili sono essi pure soggetti alle presenti disposizioni per ciò che concerne l'approdo, le dichiarazioni, lo scarico, l'ancoraggio o stazionamento, il bordeggio ed il trasbordo.

Nel caso di contravvenzione, oltre le pene incorse dai passeggieri, proprietari o consegnatari degli oggetti, i conduttori dei detti porti, o altri mezzi natanti, incorreranno, per la loro specialità, nella multa di lire trecento.

Art. 11. Se non è presentata la dichiarazione nel modo e nel termine ordinati dai precedenti articoli 5 e 6, o se la dichiarazione si scopre infedele od inesatta, si procederà, per l'applicazione delle pene stabilite per simili contravvenzioni, a tenore dei regolamenti generali.

Art. 12. Per le trasgressioni di polizia rimangono fermi i veglianti relativi regolamenti.

Art. 13. Sarà in facoltà dei due Governi di stabilire tanto sul Lago Maggiore, quanto sui fiumi Ticino e Po, delle imbarcazioni di guardie onde meglio assicurare l'esecuzione delle intese contele, e la repressione e punizione delle frodi e contravvenzioni.

Nell'esercizio della sorveglianza nel Lago Maggiore gli agenti di finanza dei due Stati non potranno approssimarsi a minor distanza di 200 metri alla riva dello Stato costipulante; e in quanto ai fiumi Po e Ticino non potranno, sotto alcun pretesto, approdare; sono eccettuati naturalmente il caso di forza maggiore, e quello di fermi di barche, merci o persone, fatti dagli agenti di finanza d'uno Stato sulle acque di dominio di altra potenza, e sulle isole dei fiumi Po e Ticino, per cui occorre la consegna all'uffizio di dogana di quest'ultima; è infine similmente eccettuato il caso in cui gli agenti dei due Governi fossero concorsi simultaneamente all'arresto.

Nel caso di questo simultaneo concorso il prodotto delle contravvenzioni sarà diviso per eguale porzione fra le due amministrazioni.

Il procedimento sarà formato nello Stato alla cui sponda sarà più prossimo il luogo dell'arresto, e secondo le leggi in esso vigenti, senza che per l'incerta pertinenza all'uno ed all'altro dominio del sito o dell'isola, in cui avrà avuto luogo il sequestro degli oggetti per parte degli agenti di finanza di ambidue i Governi, e anche di un solo di essi, possa farsi o l'ammettersi eccezione alcuna.

Art. 14. Qualunque mercanzia od altro genere, che provenendo da paese estero passerà in transito per gli Stati sardi alla Lombardia austriaca, o viceversa dalla Lombardia austriaca passerà in transito per gli Stati sardi, sortendo dai confini di terra o di acqua in contatto dei rispettivi territori, non sarà ammesso a ricevere lo scarico delle bollette a cauzione in prova della legale consumazione del transito, secondo è prescritto dai rispettivi vigenti regolamenti, quando prima la spedizione non sia stata debitamente e regolarmente presentata e dichiarata all'ufficio doganale d'ingresso nello Stato a cui è diretto il transito, e da quest'ufficio non ne sia stato riconosciuto ed attestato l'arrivo nello spazio di tempo assegnatovi, e la seguitane dichiarazione in corrispondenza della bolletta di transito.

Art. 15. In conseguenza l'ufficio sardo o l'ufficio lombardo, designato per l'uscita del transito, compiute che avrà le proprie ispezioni per accertare l'integrità della spedizione, qualora non vi trovi legale motivo d'altro procedimento a termini dei veglianti generali regolamenti, dovrà sulla bolletta apporre il *Visto* per la presentazione al vicino uffizio dell'altro Stato d'ingresso, notando il giorno e l'ora dell'invio, e prefiggendovi all'arrivo il tempo misurato alla distanza da percorrersi.

Art. 16. L'ufficio d'ingresso a cui deve presentarsi la bolletta del transito ne riceve la dichiarazione, ed in base di essa e delle ispezioni sue proprie a termini dei rispettivi regolamenti, ove non gli insorgano legali eccezioni, appone il *Visto* alla bolletta che ritira, ed emette il certificato d'arrivo, conforme all'art. 14, citando in esso il numero e la data del ricapito, nel quale sarà stato preso atto regolare della ricevuta dichiarazione.

Art. 17. I certificati d'arrivo saranno preparati in istampa; riempiti a mano nei vani, muniti di legale imponto delle rispettive dogane, stesi e firmati dal capo d'ufizio e dal controllore, o da chi ne fa le veci, e si comporranno di tre esemplari: l'uno di questi sarà rilasciato indilatamente all'intestato nella bolletta di transito, e per esso al conduttore, a loro giustificazione. Il secondo si rimetterà, a cura dell'ufficio estensore, insieme colla bolletta originaria entro il periodo, e non più tardi di tre giorni, al vicino ufficio dell'altro confine dal quale si fece l'invio del transito. Il terzo esemplare che formerà la matrice delle anzidette due bollette (cautificati) sarà trattenuto dall'ufficio estensore, dal quale in fine d'ogni mese dovranno trasmettersi tutte le matrici scritturate alle rispettive amministrazioni provinciali di dogana per i dovuti confronti coi ricapiti o registri delle dichiarazioni relative, e per i conseguenti effetti di ratifica o di eccezione che le delte autorità si scambieranno reciprocamente di mese in mese.

Art. 18. Mediante il certificato rilasciato alla parte come sopra, la consumazione del transito si ha per giustificata a scioglimento delle prestate cauzioni. E quindi, dietro il ricupero della bolletta di transito, ed il ricevimento contemporaneo del secondo esemplare di certificato che l'ufficio dell'arrivo trasmette all'altro di uscita, quest'ultimo ne compie gli atti di scarico colla emissione della finale bolletta di esito del transito o con quegli altri incumbenti cui sia tenuto in forza dei regolamenti generali verso gli altri uffizi mittenti.

Art. 19. Se per qualunque accidente la spedizione di transito non arrivi all'ufficio assegnato per l'ingresso entro il tempo prefisso nella bolletta, il certificato non potrà accordarsi quando nello stesso termine non venisse notificato all'uffizio l'accaduto impedimento, e non ne fosse contemporaneamente giustificata la causa di forza maggiore con documento steso avanti l'autorità locale, o altro pubblico uffizio. Sarà egualmente ricusato il rilascio del certificato, qualora dalla visita delle merci ne risultino divari, tanto nella qualità, che nella quantità, nel qual caso ne verrà accertato il fatto, e rilevate le differenze in processo verbale, coll'intervento del proprietario, dell'intestato nella bolletta di transito, o del conducente, da emettersi in doppio esemplare, uno dei quali verrà ceduto ad esso conducente, e l'altro spedito all'ufficio prossimo che ha vidimata l'uscita del transito dallo Stato di provenienza, per gli opportuni provvedimenti per conto ed interesse del proprio governo.

Art. 20. I posti ossiano uffizi di dogana per i quali sarà lecito di effettuare i transiti, sotto l'osservanza delle presenti disposizioni, sono i seguenti:

dagli o per gli Stati Sardi	*dalla o per la Lomb. Austriaca*
Intra	Laveno
Arona	Angera
Castelletto	Sesto Calende
S. Martin Ticino	Ponte nuovo di Magenta
S. Martin Siccomario	Borgo Ticino
S. Pier d'Arena	Spessa

Art. 21. Qualora a termine dei vigenti generali regolamenti sia facoltativo ad alcuno degli anzidetti uffizi di permettere che ivi le merci o derrate pervenute dall'estero vengano dichiarate di transito onde uscire direttamente per acqua a destinazione di qualunque degli Stati stranieri che non sia altro dei Governi contraenti, la bolletta di transito da emettersi dovrà essere di rigore assegnata a riportare il certificato d'arrivo e di scarico, ossia la reversale, dall'ultimo ufficio, che si troverà all'estremo punto dalla frontiera coll'estero.

Art. 22. In mancanza di presentazione delle merci di transito all'ufficio assegnato a certificare l'arrivo, od in mancanza del certificato per fatto di rifiuto alla concessione, giustificato a termini delle presenti disposizioni, non sarà scaricata la bolletta di transito, nè potrà aver luogo il rilascio della finale bolletta d'esito di cui all'articolo 18, ed i contravventori incorreranno nelle pene comminate dai veglianti regolamenti in causa di non aver riportata reversale di scarico, ossia di non riportata bolletta d'uscita del transito.

Art. 23. Saranno intieramente esenti da ogni tassa o oltra esazione i certificati di cui all'articolo 17.

Art. 24. È riservata a S. A. R. l'Arciduca Duca di Modena, ed a S. A. R. l'Infante di Spagna Duca di Parma la facoltà di accedere alla presente Convenzione.

Art. 25. La presente Convenzione sarà ratificata nel termine di quattro settimane, e più presto se sarà possibile; ed avrà la medesima durazione che il Trattato di commercio segnato a Vienna in data del 18 ottobre prossimo passato.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziari l'hanno munita della loro firma, e vi hanno apposto il loro sigillo.

Fatto a Torino il giorno ventidue del mese di novembre mille ottocento cinquant'uno.

Firm: CIBRARIO (L. S.) *Firm:* APPONY (L. S.)

Noi, approvando in tutte le sue parti la precedente Convenzione, l'accettiamo, confermiamo e ratifichiamo, promettendo di osservarla e di farla osservare. In fede del che Noi abbiamo firmato le presenti lettere di ratificazione, contrassegnate dal Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri e munite del Nostro Reale sigillo. Date in Torino, addì ventisei del mese di novembre l'anno del Signore mille ottocento cinquant'uno.

VITTORIO EMANUELE.

(L. S.) AZEGLIO.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 5 marzo.*

La Camera dei Deputati terminò oggi l'elezione dei membri dell'uffizio della presidenza. Dopo installato l'uffizio definitivo, il Ministro delle finanze presentò i seguenti otto progetti di legge: per l'approvazione del trattato di commercio colla Svezia; per l'approvazione del trattato di commercio e di navigazione colla Francia; per la registrazione delle scritture private; per modificare i diritti sui contratti di matrimonio; sulla tassa personale e mobiliare; sulla ritenenza e tassa sugli stipendi e sulle pensioni; per la costruzione di un ponte sul Gravellone; per la riforma dell'amministrazione centrale dello Stato e contabilità, e per la formazione della corte dei conti.

Il Ministro dell'istruzione pubblica presentò i seguenti due progetti di legge: per l'ordinamento dell'amministrazione superiore della pubblica istruzione; per l'istituzione di una cassa sociale dei maestri elementari per sussidii e pensioni di ritiro.

COMANDO SUPERIORE DELLA GUARDIA NAZIONALE DI TORINO.

Ordine del giorno 5 marzo 1852.

Commilitoni!

L'imponenza delle numerose e ben ordinate vostre file, il dignitoso ed ammirabile contegno di cui ieri, come sempre, deste solenne esempio, furono accetti alla nazione, giustamente ottennero l'ammirazione del RE.

La dimostrazione d'affetto che spontanee erompevano dai vostri cuori, e che con pari emozione venivano accolte dall'amato Principe ed accompagnate dai voti di un intiero popolo, quella scambievole effusione di sublimi sensi di cui la funzione d'ieri fu commovente spettacolo, sono prova incontestabile di retto e libero sentire: sono pegno il più sicuro di quella piena fiducia tra Principe e popolo, alla di cui conservazione vegliano saldi custodi la gratitudine, la lealtà, la giustizia.

Compagni!

Abbiatevi la riconoscenza della nazione; a voi s'ano gradevole compenso gli illimitati encomii, i sentimenti d'affetto che l'Augusto Sovrano ripetutamente mi ha dato l'incarico di porgervi a nome suo, e siate pure certi, che col dare ascolto ai nobili impulsi dell'animo vostro, col perdurare concordi nei principii che finora vi furono di guida, otterrete il compimento del primo e più sacro debito d'ogni cittadino, la prosperità, la grandezza della comune patria.

Il Generale Comandante superiore
MAFFEY.

PER PARTE DELL'AZIENDA GENERALE DI GUERRA.

Impresa dei trasporti d'effetti militari.

Dovendosi rinnovare l'impresa annuale dei trasporti d'effetti militari da questa Capitale a tutti i punti dei R. Stati di terraferma, dove il servizio sarà per richiedere, se ne aprirà l'incanto nell'uffizio della prefata Azienda, alle ore una pomeridiana del dì 15 corrente marzo, sulla base dei prezzi risultanti dalla tabella annessa ai nuovi capitoli appositamente stabiliti per questa impresa, leggibili presso detta Generale Azienda.

L'licitazione avrà luogo per mezzo d'offerte di ribassi di un tanto per cento sugli anzidetti prezzi, e il deliberamento seguirà ad estinzione di candela vergine sull'ultima miglior offerta.

Non saranno ammesse a licitare se non le persone che si saranno previamente presentate all'Azienda ed avranno effettuato in biglietti di Banca od in cedole un deposito equivalente ad un quinto della cauzione, la quale per siffatta impresa è fissata a L. 10,000.

I fatali per la presentazione del resto o mezzo resto sui prezzi del deliberamento sono fissati, stante l'urgenza, a ore 24 decorribili dal mezzodì del giorno del deliberamento.

Torino, addì 5 marzo 1852.

Per detta generale Azienda
Il commissario di guerra capo di divisione
Avv. ROSSI.

FATTI DIVERSI — TORINO. — Alle lagrime ed ai gemiti del giovinetto ramingo e derelitto commovevansi pure i cuori sensibili dei militi della sesta compagnia 2° battaglione, prima legione della Guardia Nazionale torinese, i quali nel giorno del loro fratellevole banchetto, alla proposta del capitano sig. Vincenzo Musy, raccolti 25 franchi, li mandarono di sussidio al collegio degli Artigianelli.

PROVINCIE. — Leggesi nel *Giornale della società d'istruzione e di educazione* il seguente cenno intorno alle scuole tecniche d'Alessandria:

Si fondavano prima in Alessandria una scuola di prospettiva e di architettura ed una di disegno di ornato. Situate in ampio e comodo locale, esse furono fin dai loro primordii frequentatissime da operai ed artigiani.

Indi venivasi ad instituirne una di fisico-chimica e meccanica applicata: ad essa annettevasi un gabinetto di fisica ed un laboratorio di chimica, riunendosi perciò tutte le macchine raccolte pel Collegio Nazionale, moltissime altre acquistando appositamente, e provvedendosi tutto il necessario perchè il laboratorio di chimica fosse non solo sufficiente a tutte le esperienze che si fanno in un corso elementare di chimica, ma ben anche ai lavori che si facessero dal professore.

Si il gabinetto che il laboratorio furono però anche lasciati per uso del corso di fisica del Collegio Nazionale.

Al cominciamento di questo anno scolastico poi si aggiungeva ancora una scuola di aritmetica e geometria applicata; e la scuola di prospettiva ed architettura si estendeva anche al disegno per la meccanica e per le arti; sicchè tra tutte queste scuole si stabiliva un legame tale che l'una giovasse l'altra, ed insieme formassero un unico e regolare corso di studi tecnici. — Quattro sono i professori destinati per tale insegnamento: il professore Contratti Luigi per l'aritmetica e geometria applicate; il professore Canizzaro per la meccanica e fisico-chimica; l'ingegnere Chiodi pel disegno applicato alla meccanica ed alle arti; ed il sig. Gabetta pel disegno d'ornato.

Si danno ogni sera dalle 7 pomeridiane alle 9 le due lezioni di disegno; dalle 9 alle 10 alternativamente quelle di aritmetica e geometria, e di fisico-chimica. Il locale destinato alle due ultime è illuminato a gaz.

Quest'anno non si fa il corso completo di meccanica dovendo aspettarsi che gli allievi sieno preparati dalle scuole di geometria e di disegno.

La scuola di disegno sarà dal professore Chiodi ordinata in maniera che essa prepari lo studio della meccanica e le consimili. Gli allievi nel primo anno si eserciteranno a disegnare tutti gli organi meccanici, seguendo più che è possibile l'ordine del pregevole libro del professore Giulio, li compareranno ai modelli e ne costruiranno alcuni per la scuola di meccanica.

Parallelamente al corso di meccanica, il professore di disegno farà esercitare gli allievi nel disegno delle macchine complesse avvicinandosi all'ordine che sarà seguito dal professore di meccanica.

Prima che finisca quest'anno saranno forse pubblicati i libri di testo per ciascuna scuola, prescritti dal programma ragionato di tutto il corso e dal regolamento che sarà redatto ed approvato per l'andamento di tali classi, le quali avranno nello stesso tempo a servire da corso speciale del Collegio Nazionale.

Sin di quest'anno saranno dati degli esami e rilasciati dei certificati.

Le scuole attualmente sono frequentatissime da tutte specie di operai e di capi fabbrica. Alcune fabbriche hanno modificata l'ora della fine del lavoro per dare agli operai il tempo di approfittare di questo insegnamento.

— Si legge nella *Gazz. delle Alpi* in data di Cuneo 2 corr.:

La fiera di quest'oggi riuscì oltre ogni credere animatissima. Fin dalla vigilia la città si riempì di nazionali e di forestieri, e s'incominciarono le transazioni di compre e di vendite nei diversi generi di prodotti di cui abbonda la provincia in questa stagione.

— Varii militi della Guardia Nazionale di Demonte facevano preda di due linci, ambi femmine, una adulta, ed altra giovine, mediante arma da fuoco. Questi animali vennero presentati all'ufizio di quest'Intendenza generale il quale, dietro processo verbale redatto dal sindaco del comune di Demonte, e ricognizione che ne fu fatta dei medesimi dal veterinario, decretava il pagamento di un premio a favore dei predatori di s'fatte bestie feroci.

Le bestie furono restituite agli esibitori per conseguire il premio, dopo fattane l'amputazione della gamba destra anteriore.

— Il 20 dello scorso febbraio verso un'ora pomeridiana scoppiava in Trecate nella casa di certi Zaccaria, Barengo e consorti un incendio, di cui appena accortosi il brigadiere delle dogane Giovanni Lago, tosto accorreva sul luogo per arrestarne i progressi, seco conducendo i preposti che trovavansi nel paese. Non bastando però all'uopo i loro sforzi uniti a quelli della Guardia nazionale, suonavasi la campana a martello, ed il sig. sindaco Bellurzi pregava il commissario per le brigate di chiedere rinforzi dalla poco distante stazione di S. Martin Ticino, si per aumento di braccia, come per mantenere il buon ordine ed impedire che qualche malevolo rivolgesse a suo pro la disgrazia. Non tardavano a giungere sette altri agenti doganali e con l'aiuto di questi tanto si adoperarono tutti che riuscirono ad estinguere l'incendio, menomandone così le minacciate funeste conseguenze. Oltre al detto brigadiere Lago si distinse in tale circostanza il sotto brigadiere Pietro Carosio, e meritano poi particolare cenno di lode gli agenti di S. Martin Ticino per la celerità con cui accorsero sul luogo del disastro.

— Ci scrivono da Arona il 4 marzo:

Nel territorio di Invorio, comune del mandamento di Arona, sul finire dell'anno scorso manifestavasi una malattia di specie febbrile verminosa, che dapprincipio temevasi epidemica per la frequenza delle vittime, e i sintomi che l'accompagnavano: ma ora si è alquanto mitigata, e dal parere dei medici diversi chiamati sul luogo a riferirne, è creduta d'indole endemica, originata specialmente da cattivi alimenti, e da grame e sudicie abitazioni. Dal 1° gennaio del corrente anno a tutto febbraio i decessi, vittime di tal morbo, furono 32 sopra una popolazione di 2700 abitanti.

Ieri sul far della notte si levò qui un vento nord dei più gagliardi e freddi, pari a quello che avevamo sentito la sett mana scorsa nel medesimo giorno e circa la medesima ora: esso dura tuttavia a soffiare assai freddo, ma con minor violenza. Non abbiamo per altro a lamentare alcun sinistro, eccettochè un po' di guasto allo scalo dei grani recentemente costrutto.

SVIZZERA

Il *Foglio Ufficiale* pubblica il testo completo del rapporto del consiglio federale al colonnello Barmann sulla quistione dei rifugiati.

Il consiglio federale ha risposto al reclamo del governo di Berna circa agli ordini impartiti dai commissarii federali in Ginevra relativamente ai rifugiati. Esso si dichiara d'accordo in generale colle viste del medesimo governo esposte; ma dichiara aspettarsi che sarà ottemperato alle dimande dei commissarii; non essere quistione di obbligare i cantoni a ricevere nuovi rifugiati, essendo cessate le circostanze straordinarie che resero necessario il riparto obbligatorio avvenuto nel 1849; sperare però che agli internati, ed a quelli che vengono mandati ad un altro confine, sarà accordato il passaggio o la dimora di pochi giorni nel cantone.

— Il commissariato federale sui rifugiati pubblica, da Lienstal 26 febbraio, che le lettere a lui dirette vengangli spedite a Ginevra.

— I due commissarii federali, signori Kern e Trog, erano il 25 febbraio in Berna, ed al dopo pranzo assistettero ad una seduta straordinaria del consiglio federale che durò dalle 2 alle 4. Delle risoluzioni prese non si sa altro che esse riguardano i rifugiati.

— L'amministrazione federale delle poste annuncia la chiusura dei conti postali del 1851, dai quali risulta un prodotto netto di circa 800,000 fr., prodotto che supera non poco quello del 1849 e del 1850.

— Il 15 marzo incomincierà il ritiro delle monete a Zarigo ed a Schaffusa.

— Stando al *Foglio di Soletta*, il signor Steinheil avrebbe manifestata la speranza che per la metà di giugno possano essere stabilite alcune linee principali telegrafiche.

I telegrafi svizzeri, a quanto si dice, avrebbero anche l'autorizzazione di spedire dispacci segreti, vale a dire dispacci espressi con segni noti solamente a quelli che li inviano e li ricevono.

La tassa per la spedizione di un dispaccio di 20 parole sarebbe di mezzo franco n. m. per una distanza di 20 leghe.

Sembra che per quanto è possibile si trarrà profitto degli impiegati postali e delle località in cui sono gli ufficii di posta per l'esercizio dei telegrafi.

FRANCIA

PARIGI, 2 *marzo*. Leggesi nella *Patrie*: I partiti vinti si appiglieranno, ben ce lo aspettiamo, per dissimulare il loro dispetto, alla elezione del generale Cavaignac. Noi loro abbandoniamo volentieri quest'ultima consolazione. Quindi non cercheremo quali elementi abbiano concorso a questa nomina; se in questa occasione i vincitori al 10 di giugno si sieno dati la mano; se l'opposizione formalista e l'opposizione radicale abbiano contratta su questo nome onorevole un'alleanza momentanea. È questa una cura che noi lasciamo alla opinione pubblica.

L'elezione del generale Cavaignac è un'elezione di opposizione; e sia pure! Ma essa non rappresenta una politica; è l'ultima manifestazione di quel bisogno strano che certuni provano di contrariare il governo, qualunque ei sia, e di procurargli difficoltà. Le abitudini inveterate non si modificano tutte in un giorno. Però notiamo che gli avversarii dell'attuale potere, per ottenere una nomina nelle elezioni di Parigi, furono costretti a dare i loro voti ad un candidato che deve la sua maggior celebrità alla vittoria da lui riportata sull'insurrezione. Lo spirito demagogico ha abdicato.

— Ecco le cifre de'votanti e de'voti per le elezioni di Parigi:

1ª circoscrizione inscritti 35,959; votanti, 25,304; Guvard-Delalain ebbe 13,510 voti; di Tracy, 5,579; Dupont (dell'Eure), 5044.

2ª inscritti 36,082; votanti, 20,106; Duvinck, 12,134; Ternaux, 4,074; Lamoricière, 2,843; schede bianche o nulle 1,366.

3ª inscritti 40,581; votanti 20,207; Cavaignac, 14,471; Duperrier, 12,998; schede bianche e nulle.

4ª inscritti 42,669; votanti, 30,175; Carnot, 14,744; Moreau, 13,541; schede bianche o nulle, 1,912.

5ª inscritti 38,126; votanti, 26,798; Perret, 15,478; Goudchaux, 12,096; schede bianche o nulle, 2,590.

6ª inscritti 39,898; votanti, 29,747; Fouché-Lepelletier, 15,994; Bixio, 9,095; Montebello, 2,652; schede bianche o nulle, 1,569.

7ª inscritti 34,829; votanti, 25,725; Lanquetin, 14,506; Sue, 7,501; schede bianche, 2,559.

8ª Koenigswater, 15,458; di Lasteyrie, 5,546.

9ª votanti, 25,894; Veron, 21,000; Garnon, 605.

INGHILTERRA

LONDRA, 1° *marzo*. Si legge nel *Morning-Chronicle*:

S. A. R. la duchessa di Kent e la duchessa di Nemours si recarono sabato scorso a far visita alla Regina al palazzo di Buckingam.

— Si legge nello stesso giornale:

Una relazione sui navigli esteri, ordinata dalla Camera de' comuni dietro proposta del sig. Wawn, è stata pubblicata. Pare che la somma pagata su i diritti consolidati delle dogane pei navigli esteri, ammessi nei porti britannici in virtù di trattati di reciprocanza, ammonta per pilotaggio e altre spese a 59,002 sterlini durante tutto l'anno spirato il 31 dicembre 1851. La cifra totale pagata, nello stesso periodo, era di 302,202 sterlini, 19 scell. 6 d.

— Si legge nel *Daily-News*:

Il luogotenente generale Bell continuerà ad avere il comando di Guerntey e Alderney, a partire dal 31 marzo. Egli era ultimamente a Londra, donde è tornato a Guernsey.

— Si legge nello stesso giornale:

Le forze che si trovano attualmente in Irlanda, si compongono di 6 reggimenti di dragoni, in tutto 2,050 uomini; artiglieria reale, zappatori e minatori, 1,051; 18 reggimenti e 16 depositi di fanteria 16,332: totale, 19,633 uomini, non compresi gli ufficiali.

ASIA

INDIE. Abbiamo già fatto breve menzione del mal esito delle trattative fra gl'inglesi ed il governo birmano e delle ostilità che ne furono la conseguenza. Ora togliamo dai giornali di Bombay del 5 febbr. alcuni particolari che pongono in maggior luce questi fatti. Le notizie di Rangun in data del 2 genn. recavano che il re birmano, appena ricevuta la lettera del governator generale, aveva ordinato d'intavolare pratiche e che sembravano pacifiche e favorevoli sott'ogni aspetto agl'inglesi. Ma ben presto si vide che queste dichiarazioni erano ingannevoli, e tendevano soltanto a guadagnar tempo: fra una settimana ebbe principio la guerra. Il 4 gennaio giunse a Rangun il nuovo vicerè della provincia, e procedette tosto a varii atti oltremodo sospetti. Furono insultati nuovamente alcuni sudditi britannici, e si rimise in grazia l'ultimo governatore, la cui insolenza aveva dato motivo alle rimostranze inglesi.

Il commodoro britannico mandò dalle autorità birmane un messo, il quale chiese con modi civili quando si sarebbe ricevuta una deputazione della squadra; ma tale domanda fu accolta con ischerno e poi con un formale rifiuto. Presentatasi la deputazione stessa, le fu notificato per ordine del vicerè che egli dormiva, e che era vietata qualunque comunicazione colla flotta. Il 6, essendo prossima una crisi, il commodoro Lambert ordinò a tutti i sudditi inglesi d'imbarcarsi immediatamente, e offerse rifugio presso la squadra a quanti lo desideravano; 60 infelici che tentavano di salvare le loro sostanze furono presi ed imprigionati. La flotta si recò alla parte opposta del fiume e rimase ivi ancorata per 24 ore, mentre i piroscafi rimorchiavano in mare i navigli minori. Il 7 gennaio, il vicerè intimò al commodoro inglese di non scendere il fiume, altrimenti si avrebbe fatto fuoco dalla riva sulla squadra. La mattina del 10, il *Fox* fu rimorchiato e si ancorò a 400 yarde dalla batteria.

Essendo ritornato il piroscafo per portare con sè un legno da guerra birmano, gli venne tirato contro quando si fu avvicinato al *Fox*, rimorchiando il bastimento preso. Allora i legni inglesi aperserò un vivissimo fuoco contro le batterie e i navigli da guerra birmani che erano penetrati nel fiume, e dispersero il nemico dopo due ore di combattimento. Il numero dei morti per parte dei birmani ascende, per quanto dicesi, a 500, e al doppio quello dei feriti. Finita la battaglia, la squadra inglese abbandonò il fiume, e il commodoro Lambert dichiarò in istato di blocco, a nome del governator generale delle Indie, tutti i porti fluviali dell'impero Birmano, avvertendo che per porlo ad effetto si collocherà una forza opportuna all'imboccatura dei fiumi o vicino ad essi. Il commodoro partì subito alla volta di Calcutta per ricevere nuove istruzioni. Si fanno grandi preparativi allo scopo d'intraprendere una campagna; però è opinione comune che non si potrà incominciarla con favorevoli prospettive prima dell'ottobre e trattando potranno giungere dall'Inghilterra i necessari rinforzi di piroscafi. Il *Bombay-Times* dice che i birmani insultarono non solo sudditi inglesi, ma ben anche americani, e crede possibile che gli Stati-Uniti approfittino dell'occasione per impossessarsi di quel paese, desiderando essi da lungo tempo di fare qualche conquista nell'Asia.

Le truppe che debbono concentrarsi nello Scinde per costringere Ali Murad all'obbedienza stanno marciando a quella volta. Si crede che Ali, vedendosi in balia degli inglesi, cederà ogni cosa che gli verrà chiesta senza colpo ferire, e che le truppe riceveranno l'ordine di ritornare prima di aver compiuta la metà del viaggio che fu loro assegnato.

Il Penjab sembra tranquillo; nulla avvenne di decisivo alla frontiera nell'ultima quindicina.

Il tenente Boulmois e due altri giovani ufficiali, i quali erano usciti dal forte di Dubb per fare un'escursione, furono ricevuti a colpi di fucile da alcuni Momunds ch'erano imboscati; il primo rimase ucciso, e gli altri due fuggirono incolumi. Di ciò che il nuovo commissario di Peschawer, colonnello Mackeson, sia riuscito nelle sue trattative e che quelle selvaggie tribù abbiano promesso di astenersi in avvenire dal molestare gl'inglesi.

Il governator generale trovavasi a Secrole: egli ricevè di visitare Lucknow e di vedere il Re di Oude. Una lunga conferenza da lui avuta col residente colonnello Sleeman avrebbe inquietato molto quella corte, che il *Bombay-Times* chiama odiosa e spregevole tutta quant'è.

Il governatore era atteso a Calcutta pel 6 febbraio. Il comandante in capo era partito da Pesciaver ed era in viaggio per ritornare nelle provincie. (*O. T.*)

AMERICA

STATI UNITI. Si legge nell'*Eco d'Italia* di Nuova York:

Il presidente Fillmore ha ricevuto una lettera autografa da Luigi Napoleone, assicurandolo ch'egli fu eletto dall'unanime voto della nazione, e manterrà sempre amichevoli relazioni cogli Stati Uniti.

— Il sig. Laborde, console di Spagna, giunse stamane sul legno da guerra il *Colon* dall'Avana. Egli venne ricevuto con un salve di 50 colpi di cannone dai forti della baia.

— Pochi giorni sono annunciammo che il consiglio comunale di questa città aveva appigionato il *Reservoir Square* (piazza del Cisternone d'Acqua) al sig. Riddle e soci, a condizioni favorevolissime per uno spazio di cinque anni, onde erigervi un locale adattato nel quale esporvi l'industria di tutte le nazioni. Tennesi ieri un'adunanza da alcuni signori interessati o bramosi d'interessarsi nell'intrapresa, prima di chiedere un convegno d'incorporazione.

Ci è noto che fra le curiosità già promesse vi è l'*Amazone* di Kiss, che ottenne all'ultima esposizione di Londra la medaglia del Gran Consiglio; una statua colossale di Washington, eseguita dal Marochetti, il quale ottenne parimente la succennata medaglia pella sua statua di Richard Cœur-de-Lion; una statua di Wesley, scolpita da Carew, non che una della Crocifissione, esposta dal medesimo nel Palazzo di Cristallo; la statua di Prometeo, di Manning; la *Figura Velata* di Monti; una statua d'argento di Colombo, dei Commissionari Sardi, e ben 550 capi d'opera esposti a Londra l'estate scorsa, non meno interessanti nè rimarchevoli dei sopraindicati.

Unransi a quest'esposizione il principe Alberto, il duca di Devonshire ed il cav. Giuseppe Paxton. Sopponesi che possa costruirsi un locale adattato con tutti i generi positivi pronti per l'esposizione per meno di 200,000 doll.

— Il nuovo governatore della California, l'onorevole Bigler, assunse le redini del governo il 22 gennaio p. p. mese.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA, *Lombardo-Veneto*. La *Gazz. officiale di Milano* dopo di avere tolto dal *Foglio di Verona* la descrizione della finta battaglia eseguita il dì 30 corrente al campo di Porta Nuova in quest'ultima città al cospetto dell'Imperatore, annunzia la partenza di S. M. la sera del giorno stesso da Verona alle ore 6, proseguendo la mattina del 4 da Venezia il suo viaggio di ritorno a Vienna per la via di Trieste.

FRANCIA. *Parigi*, 3 *marzo*. Un decreto del presidente della repubblica decide che i tribunali di commercio saranno riorganizzati fra tre mesi, conforme alle disposizioni contenute nel decreto del 6 ottobre 1809, nella legge del 3 marzo 1840, e negli articoli 618, 619, 620, 621 e 629 del codice di commercio.

Il *Moniteur* pubblica inoltre un decreto che determina la forma e la materia delle *Medaglie militari* le quali danno diritto ai sottufficiali e soldati, da cui sieno ottenute, a una pensione di 100 fr. di rendita vitalizia. La medaglia sarà in argento e d'un diametro di 28 millimetri. Porterà da un lato l'effigie di Luigi Napoleone col suo nome per esergo, e dall'altro lato, nell'interno del medaglione, la leggenda *Valore e Disciplina*. Sarà sormontata da un'aquila.

— Sopra 87 risultati elettorali dei dipartimenti, che finora si conoscono a Parigi, non vi è un solo candidato fuori dei nomi raccomandati dal governo.

SPAGNA. *Madrid*, 27 *febbraio*. Parlasi da varii giorni del progetto del governo di disciogliere le cortes, ma questa voce pare per lo meno prematura. Se il governo pensasse a questo scioglimento, ciò non sarebbe che in luglio o agosto, perchè allora il gabinetto avrebbe terminato il lavoro della revisione delle liste elettorali. Le Camere sarebbero convocate ulteriormente per settembre o per ottobre.

— Scrivono da Valencia il 22 all'*Observador*, che è stata scoperta colà una cospirazione carlista. La polizia tiene tutte le fila della trama, e il capo, che è un certo Sanarau, già comandante nell'esercito di don Carlos, fu arrestato.

INGHILTERRA. *Londra*, 2 *marzo*. L'associazione della riforma nazionale ha tenuto ieri un gran meeting sotto la presidenza del sig. Hume, a fine di intendersi sopra una linea comune a seguirsi da tutte le frazioni del partito riformista. Si notavano fra i presenti sir Joshua Walmsley, l'ammiraglio sir Carlo Napier, i sigg. Thompson, Fox, ecc.

— Leggesi nel *Morning-Advertiser* che i liberali hanno risoluto, nel caso in cui lord Derby si determinasse a rimanere in carica senza sciogliere il parlamento quand'anche egli fosse battuto sopra quistioni importanti, che non si voterebbero i sussidii se non per sei mesi invece di dodici, a cominciare dal 5 aprile, principio dell'anno finanziario. Ciò renderebbe necessario uno scioglimento nel termine di uno o due mesi.

— Il sig. d'Israeli ha ultimamente indirizzato agli elettori del comitato di Birmingham una circolare intesa a sollecitare nuovamente i loro suffragi; togliamo dalla lettera del nuovo candidiere dello scacchiere il seguente paragrafo:

« Noi ci adopreremo a porre un termine alla lotta di classi, la quale in questi ultimi tempi esercitò una così perniciosa influenza sulla prosperità del regno; ad eseguire quei compensi che i grandi interessi produttori, che soffrono pel disuguale riparto delle imposte, hanno diritto di domandare ad un governo giusto; a preservare incolumi, si nel loro spirito che nella loro forma, le nostre istituzioni politiche; ad accrescere la sicurezza ed a mantenere i diritti della nostra Chiesa protestante nazionale. »

ALEMAGNA. *Francoforte*, 29 *febbraio*. Leggesi nella *Gazzetta d'Augusta*: Lunedì prossimo spira il termine di 14 giorni fissato dalla Dieta germanica, nella seduta del 19 febbraio, per aver tempo di ricevere le istruzioni dei varii governi relativamente alle proposte della commissione per la flotta. Da Vienna sono già pervenute le istruzioni col mezzo di un corriere di gabinetto. Il conte di Bismarck-Schönhausen è aspettato pei primi giorni della prossima settimana, di ritorno da Berlino.

TURCHIA. La *Gazzetta d'Agram* pretende che nella Bosnia vadano preparandosi nuovi avvenimenti, e che dei vigorosi provvedimenti siano stati presi contro i rajà. Si parla della scoperta di una congiura de' rajà.

La *Corrisp. austriaca lit.* contiene inoltre il seguente dispaccio telegrafico, in data di Agram 1° marzo: « Viene intrapreso il disarmamento generale de' rajà della Bosnia. In Bihacz, Novi e Czahin, sono giunti forti distaccamenti di truppe. I comuni di campagna sono obbligati a condurre approvvigionamenti alla piazza. I passi del confine verso l'Austria sono occupati ancora da per tutto da forti guardie turche. »

AMERICA. Si sono ricevute a Boston notizie di Buenos Ayres in data del 20 dicembre. Urquizia aveva passato il Parana con un esercito di 20,000, e marciava sopra Buenos Ayres. Ognuno aspettavasi che le file delle sue truppe s'ingrosserebbero considerabilmente sul suo passaggio nelle provincie. L'esercito di Rosas era accampato fuori della città di Buenos Ayres. Un vivo malcontento regnava fra i soldati. Rosas aveva devastato il paese per cui doveva passare Urquiza. Fece radere al suolo una città di 10,000 anime; donne e fanciulli si rifugiarono a Buenos Ayres, mentre gli uomini erano arruolati nell'esercito.

C. LEONE Gerente.

PIANO-FORTI

Grande assortimento di ERARD, PLEYEL, e fabbriche secondarie, via degli Ambasciatori, num. 2.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha; di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

www.internetculturale.it

STRADA FERRATA
DA MORTARA A VIGEVANO

Avviso

La Generale Adunanza degli Azionisti onde approvare gli Statuti e costituire legalmente la Società definitiva per la costruzione della ferrovia suddetta avrà luogo in Vigevano, nel Palazzo di Città, il giorno 11 marzo 1852, alle ore 10 antimeridiane;

ciò stante

Il Consiglio d'Amministrazione della Società Promotrice invita tutti i signori Azionisti soscrittori ad intervenirvi personalmente, oppure a farvisi rappresentare da speciale procuratore per brevetto.

Pel Consiglio d'Amministrazione
Il Vice-Presidente A. G. B. VASDONE.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

Si distribuisce il fascicolo di **Febbraio**
DEL
JOURNAL DES DEMOISELLES
AUGMENTÉ
DU JOURNAL DES JEUNES PERSONNES,
DU MAGASIN DES DEMOISELLES ETC.

Bruxelles 1852

Prezzo: per Torino . . . . . L. 12
per le Provincie, franco di posta » 14

GIUSEPPE BOERIS
GIOIELLIERE, PROPRIETARIO DEL NEGOZIO COLLA DITTA
OREFICERIA NAZIONALE ED ESTERA,
in Torino, via Nuova, casa Melano, presso Piazza Castello,

previene i signori che vorranno onorarlo de' loro comandi, che dal primo marzo 1852 il detto negozio si trova trasportato sotto i portici della Fiera, casa Mannati, vicino la via di Po, nella bottega da esso tenuta già da qualche tempo e conosciuta prima sotto la firma di Luigi Basili.

La riunione di due fondi in un solo farà sì che il medesimo sarà in grado di poter fornire con più facilità a' suoi accorrenti qualsiasi oggetto, si in oro, argento e diamanti, come pure orologeria ed altro relativo

---

AVVISO

La fabbrica di Pietro Ropolo per lavori in ferro, lungo il viale di San Maurizio, in Torino, in seguito alla diminuzione dei dazi sui ferri, si trova in grado di fornire i seguenti articoli, di sua introduzione in questi Regii Stati, ai seguenti prezzi, cioè:

COPERTI di ferro scannellati con lastroni dei numeri 26 a 27, coloriti a doppia mano di biacca e messi in opera, a L. 5 50 cadun metro quadrato, a vece di L. 7;

Idem con lastre pure scannellate e galvanizzate, a L. 10 il metro quadrato, a vece di L. 12;

PORTE di ferro per botteghe, compreso il meccanismo per farle entrare a *coulisse* nella spessezza del muro, compite, a L. 70 cadun metro quadrato, a vece di L. 85;

TUBI e CANALI per grondaie di tetti, pure di ferro galvanizzato, di centimetri 10 di diametro, a L. 3, a vece di L. 3 25, e se di centimetri 8, a L. 2 75, a vece di L. 3.

AVVISO

Una Casa di commercio desidera degli agenti in questa città e provincia che si possano occupare per la vendita di articoli correnti che rendono un beneficio netto del 10 al 20 p. 0[0; non hanno grande volume e si possono vendere con vantaggio anche nei piccoli paesi. — Non occorre avere cognizioni commerciali, basta che si prestino con zelo ed attività per ottenerne un considerevole smercio.

Dirigersi da Francesco Meucci a Livorno (Toscana).

DA VENDERE

CORPO di CASA civile e rustico, con ett. 15, are 15 circa tra campi scoperti, campi vignati, prati adacquabili e boschi, in territorio di Verrua, cantone di Monticello. Per le opportune notizie dirigersi in Torino al notaio F. Galeazzi, via delle Orfanelle, n. 15, piano 2.°

INCANTO DI MOBILI

Giovedì, 11 corrente, alle ore 9 di mattina e successive, in via S. Massimo, casa Farinelli, porta n. 13, piano 1.°, si procederà alla vendita di varii mobili, consistenti in lettiere, tavolini, sedie, *bureaux*, specchi, cassa in ferro e particolarmente di varii quadri di diversi autori, pinti su tela, su rame e su legno, il tutto a pronti contanti, all'ultimo miglior offerente.

VENDITA VOLONTARIA

Nel giorno di sabato, 13 marzo prossimo, alle ore 11 del mattino, in Torino e nello studio del notaio coll. infrascritto (vicolo di S. Maria di Piazza, n. 3, piano secondo), si procederà al deliberamento della vendita volontaria ai pubblici incanti del cospicuo corpo di casa, proprio delle nobili signore sorelle Tesio di Valloria, fu sig. conte Luigi, posto in questa città, via delle Quattro Pietre, porte nn. 16 e 18, in aumento del prezzo d'estimo di L. 270[m., e sotto le condizioni di cui nel relativo bando venale del 28 gennaio ultimo scorso.

Torino, il 7 febbraio 1852.

Perotti notaio coll.

Lo Stabilimento Tipografico FONTANA
ha pubblicato
IL DUE DICEMBRE
VERSI
DI BARTHÉLEMY
traduzione in terza rima
DEL PROFESSORE
PIETRO BERNABO' SILORATA
(pagine 24 in-8°)

Si trova presso il libraio Schiepatti.

Tipografia **MARZORATI**, *via S. Filippo, n. 16*

RICERCHE
SUL PERIODO GLACIALE
Di CARLO MARTINS, *tradotto da* BARTOLOMEO GASTALDI,
con note ed aggiunte — *Prezzo L.* 1 50.

SCIROPPO DI TAMARINDI
DI FILIPPO VIORA
unico approvato con superiore autorizzazione
a Ln. 2. 50 il 1[4 di litro

sigillato con stemma gentilizio

Un nuovo genere di rinfresco piacevole e salubre venne testè ritrovato dal confettiere e farmacista FILIPPO VIORA, il solo approvato dalle rispettive autorità. Esso è composto essenzialmente di sciroppo di tamarindo con gomma arabica, semplicissime sostanze; e nessun'altra bevanda è forse più atta di questa ad estinguere la sete.

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 13;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Revanale, 167

GIUSEPPE ORCORTE
CHIRURGO MECCANICO DENTISTA
premiato di Medaglia nell'anno 1850.
Torino, via Nuova, num. 9, primo piano.
ove trovasi l'unico laboratorio da lui diretto.

SEMENZA BACHI del Monte Brianza
Deposito dal Droghiere SECONDO ACHINO,
angolo della piazza S. Carlo e via Nuova, Torino.

AVVISO. Il DEPOSITO dei ferri di Savoia, esistente in via S. Carlo, casa d'Austria, n. 5, è stato traslocato in detta casa, via della Provvidenza, num. 20.

NUOVA FABBRICA DI BIRRA
in Varallo
DI GIOVANNI CARLEVATTI E COMP.

Deposito in Vercelli presso il suddetto, nella Birreria di casa Borgogna.

DA RIMETTERE AL PRESENTE
in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

A VENDRE *à des prix modérés*

Trois CHEVAUX de voiture et deux de selle, âgés de 6 à 7 ans, de race anglaise et irlandaise.

Rue *dei Ripari*, num. 4, à côté du Théâtre Gerbino.

VENDITA *in via di subasta*

Il 15 del corrente, presso questo R. Tribunale di prima cognizione, ultimo incanto e deliberamento di una casa in Borgo Nuovo, via dell'Arco.

Per la visione dei capitoli dirigersi alla segreteria del prefato Tribunale, via della Consolata, num. 1, ove esiste l'opportuno tiletto.

AVVISO

I proprietarii dell'Albergo del Gran Mogol avvertono il pubblico, che l'entrata alle loro scuderie, capaci di 80 cavalli, è trasferta sulla piazza Carlo Felice, verso mezzogiorno.

Essi continuano il loro negozio in legname da lavoro sia nella corte dell'Albergo, come nella loro propria casa detta del *Viaggiatore*, in Borgo S. Salvario.

DA VENDERE

CASCINA di ettari 34 (giorn. 88 circa) tra campi, prati, vigna e boschi, distante chilometri 20 circa (miglia 8) da Torino, con caseggiato civile, rustico, e strada carrozzabile. — Dirigersi al causidico Migliassi, sostituito al caus. coll. Tricerri, via S. Dalmazzo, n. 14.

Da affittare al prossimo S. Martino

CASCINA sul territorio di Torino, regione Lucento, di ettari 34, are 29, cent. 32 (giorn. 90), di cui 50 prati, ed il rimanente campi.

Dirigersi al sig. Secondo Festa, negoziante da carta, via Accademia delle Scienze, presso la piazza Carignano.

DA AFFITTARE *al presente, od al primo aprile* Num. 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

VINS DE CHAMPAGNE
de première qualité, de la fabrique
de MM. MOËT et CHANDON d'Epernay
Seul dépôt à Turin
chez MM. DUCROCQ ET CRAVERI
rue Monte di Pietà, *num.* 3, *au premier.*

DA VENDERE *a modico prezzo*

Una BRISKA di solida costruzione. — Recapito al sellaio M. Revelli, via Conciatori, num. 1.

DA AFFITTARE

pel 1.° di luglio prossimo, in via dei Mercanti, n. 15, Grande APPARTAMENTO, divisibile anche in due, composto di 21 membri oltre 2 cantine, scuderia e rimessa.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 5 camere signorili con bella vista, cucina e grande camerino, via Borgo Nuovo, casa Charence, num. 5, piano terzo.

DA VENDERE O PERMUTARE
con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

DA RIMETTERE

Un PIANO-FORTE a coda, di Parigi, di *Pleyel*, estimato del valore di L. 2,500.

Dirigersi in casa Birago di Vische, piano 2.°, n. 1, via della Zecca. — Visibile dalle ore 12 alle 2 pomerid.

DA AFFITTARE

FILATURA a vapore di num. 40 aspe giranti con ruota ad acqua e meccanismo moderno, situata sul territorio di Cervignasco, attigua alla strada provinciale di Saluzzo, ed annessa ai fabbricati del Tenimento detto di *Sant'Antonio*.

Recapito in Torino, via S. Francesco di Paola, n. 19, primo piano, ed in Moretta al sig. Domenico Colombaro

---

BORSA DI COMMERCIO
BOLLETTINO OFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 5 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	Per contanti. nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa	Pel fine del mese corr. nella matt.
1849 5 0/0 *god.* 1 s.bre				
1850 » » 1 genn.				
1848 » » 1 7.bre				
1849 » » 1 genn.	89 75	90 90 90		
1851 » » 1 dicem.				
1834 *obblig.* 1 genn.				
1849 » 1 8.bre.	942	945		
1850 » 1 febbr.		947 50		
1844 5 0/0 *Sard.* 1 genn.				
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N. 1 genn.		1750	1760	1755 p. 42 ap.
— Banca di Savoia				
Città di { 4 0/0 oltre lo } inter. decor.				
Torino { 4 50 0/0 1 gen.				
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen				
Società del Gaz nuova		631		
Incendii a premio fisso 31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio	402 50			
Molini presso Collegno 1 giugno				

CAMBI	Per brev. scad.		Per tre mesi.	
Augusta	953 —		959 1/2 —	
Genova sconto	4 p. 0/0		—	
Francoforte S. M.	911 —		—	
Lione	99 90 —		99 40 —	
Londra	25 32 1/2		25 20 —	
Milano	—		—	
Parigi	99 90 —		99 40 —	
Torino sconto	4 p. 0/0		—	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 90 l.	90 09 —	90 06 —
— di Savoia	98 60 —	98 67 —
— di Genova	79 19 —	79 27 —
Sovrana nuova	35 04 —	35 12 —
— vecchia	34 79 —	34 86 —
EROSO misto Perdita	2 50	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 3 marzo.*

Il 5 0[0 aperto a 104, 80, chiude a 104, 90.
Il 3 0[0 resta a 66, 85.
Il 5 0[0 piemontese (c. R.) a 90, 85.
Le azioni della Banca di Francia a 2290.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: i PURITANI, del M.ro Bellini — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi. — Balletto *I pazzi per progetto.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il milionario e l'artista.*

D'ANGENNES Riposo.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il Diavolo organista e sua sorella modista.*

GERBINO (ore 7 1/2) recita: *L'avaro* — con Tom-pouce.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: —Ballo *Masseppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Mosè in Egitto* — Ballo I 50 *soldati.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 58 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

LUNEDI' 8 MARZO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	It. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 70	36	18

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., coi seguenti Decreti, ha fatto le seguenti disposizioni:

Decreto 2 febbraio 1852:

Teologo coll. Don Luigi Rantuccia, nominato cappellano nella R. Marina.

12 suddetto:

Repetto Maria, vedova Copello, già pilota nella R. Marina, provvista di pensione;

Tassano M. Paola, vedova Fasce, già vice-console di marina in ritiro, id.

18 suddetto:

Bixio M. Ottavia, nata Castellini, vedova del già capitano del porto di Savona, provvista di pensione.

22 suddetto:

Polleri Vincenzo, negoziante, non nato membro del Consiglio di Direzione della Cassa di risparmio e beneficenza per gl'invalidi della Marina mercantile.

Con Decreto del 15 febbraio scorso, S. M. ha concesso al signor Felice Fabar, incaricato dell'amministrazione della casa di S. M. la Regina vedova Maria Teresa, il titolo e grado d'Intendente.

S. M., nell'avere con Decreto del 27 di detto mese ammesso a riposo il sig. conte e presidente Giuseppe De Fornari, gli ha conservato la qualità di Consigliere di Stato onorario.

Similmente con Decreto del 29 stesso mese, avendo S. M. messo a riposo il sig. conte Luigi Cerruti di Castiglion Falletto, gli ha conservato il titolo di Consigliere di Stato.

Con Reali Decreti del 1° di marzo 1852 ebbero luogo le seguenti nomine e movimenti nel personale della carriera superiore delle Intendenze:

Il sig. cav. Carlo Farcito de Vinea, intendente generale di prima classe a Novara, nominato in tale qualità a Torino;
Il sig. cav. Leopoldo Gay di Quarti, intendente generale di terza classe a Ivrea, nominato in tale qualità a Novara;
Il sig. cav. Pietro Magenta, intendente di prima classe a Casale, nominato intendente generale di terza classe a Cagliari;
Il sig. cav. Camillo Santi, intendente di prima classe a Saluzzo, nominato reggente l'Intendenza generale d'Ivrea.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato:
Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Gli oziosi di cui nell'art. 450 del Codice penale saranno denunciati al giudice di mandamento, il quale, tuttavolta che l'imputazione sia appoggiata a sufficienti indizi, farà precettare i denunciati con comminatoria d'arresto a comparire avanti di lui per sentirli nelle loro risposte.

Egli procederà, occorrendo, ad informazioni sommarie, dopo le quali assolverà l'imputato o gli farà passare sottomissione di darsi a stabile lavoro, facendo di tutto constare con appositi verbali senza spesa.

Quando l'ordinanza che impone la sottomissione sia passata in giudicato, il rifiuto di passare la sottomissione darà luogo alla disposizione dell'alinea dell'art. 55 del codice penale.

Copia dell'atto di sottomissione sarà trasmessa all'autorità politica provinciale.

Le denuncie in iscritto per parte degli agenti di sicurezza pubblica o dei carabinieri saranno sufficienti per l'applicazione di quest'articolo, salvo all'imputato il diritto di sommistrare la prova contraria.

Art. 2. Nel caso di contravvenzione alla passata sottomissione, l'ozioso sarà arrestato e presentato al giudice di mandamento, il quale, accertata la contravvenzione, lo farà tradurre nanti il tribunale di prima cognizione per l'applicazione delle pene comminate dall'art. 452 del codice penale.

Art. 3. Alle pene stabilite per gli oziosi e per i vagabondi dal codice penale, andrà sempre annessa quella di essere sottoposti alla sorveglianza della polizia, a termini dell'art. 52 dello stesso codice.

Art. 4. In caso di seconda od ulteriore recidiva, la pena del carcere potrà, pel maggiore d'età, estendersi fino ad anni 5.

Art. 5. I minori d'anni 16 che si trovassero oziosi o vagabondi saranno, per la prima volta, consegnati ai loro genitori o tutori, che passeranno sottomissione di attendere alla loro educazione professionale.

In caso di contravvenzione alla passata sottomissione, i genitori o tutori potranno essere condannati alla multa da L. 51 alle 160, od al carcere da uno a tre mesi, e i detti minori saranno ricoverati in uno stabilimento pubblico di lavoro sinchè abbiano appreso un mestiere o professione.

Saranno del pari ricoverati quei minori d'anni 16 che siano privi di genitori e di altre persone che possano rappresentarli legalmente, e quelli ancora i quali, nonostante la cura dei loro genitori o tutori, non vogliono darsi a stabile lavoro.

Potranno però essere chiamati da persone cognite e probe, le quali offrano sufficiente guarentigia per la futura educazione del minore, nei modi e condizioni sopra specificate pei minori aventi genitori o tutori.

Pel rilascio o rinvio dei minori provvederà sommariamente il tribunale di prima cognizione.

Art. 6. Chi vorrà andare in giro pel commercio ambulante di chincaglieria, di zolfanelli, stampe od altre merci, o pel mestiere di vetraio, calderaio, stagnaio e simili, o vendere sulle piazze e per le vie candelette, scapolari ed immagini, paste, confetti o liquori, o farla da sensale, od intromettitore ambulante, o da servitore di piazza, dovrà farsi inscrivere annualmente in apposito registro nel luogo di suo domicilio, e munirsi di un estratto autentico di sua inscrizione.

Questo registro sarà tenuto dall'ufficio di sicurezza pubblica locale.

Art. 7. L'inscrizione potrà essere ricusata alle persone menzionate nell'art. 460 del codice penale.

Art. 8. I forestieri dovranno ottenere una licenza per iscritto dall'intendente della provincia.

Tuttavia entro 10 chilometri dai confini dello Stato, in occasione di fiere o di mercati, basterà pei forestieri la licenza del sindaco.

Art. 9. Il certificato d'iscrizione e la licenza sono validi pel corso di un anno dalla loro data.

Essi potranno per altro, in caso di abuso per parte dell'esercente, essere revocati dall'autorità che li ha rilasciati o dall'autorità superiore di pubblica sicurezza.

Art. 10. Il certificato e la licenza dovranno presentarsi a semplice richiesta degli ufficiali e degli agenti di pubblica sicurezza.

Se l'esercente rifiuterà di darne visione, se allegherà di non averli presso di sè, o di averli smarriti, o presenterà documenti che non gli appartengono, o confesserà di esserne sprovveduto, potrà venire immediatamente arrestato per essere presentato all'autorità di pubblica sicurezza del luogo ove ne seguirà l'arresto.

Art. 11. Gli arrestati per alcuno dei motivi sovraccennati saranno dall'autorità cui sono presentati, secondo le circostanze, diffidati di non più esercitare senza la prescritta iscrizione o licenza, o rimessi al giudice di mandamento.

Il giudice cui fossero rimessi, sul verbale redatto dagli arrestanti, e sidimato dall'autorità locale, dal medico, l'arrestato nelle sue risposte, e non adducendosi da esso legittima scusa, condannerà senza altra formalità d'atti ad un'ammenda estensibile a lire 15 per la prima volta, od anche agli arresti estensibili a tre giorni.

Il giudice noterà all'ufficio di pubblica sicurezza la sua sentenza, e questo, ove occorra, potrà avviare l'arrestato in patria con foglio di via obbligatorio.

Alla pena degli arresti saranno sempre condannati i recidivi, e coloro che in contravvenzione al dilidamento ricevuto avranno continuato illegalmente l'esercizio.

Art. 12. Saranno puniti con pene di polizia coloro che avranno ad altri rimesso il proprio certificato o la propria licenza per farne uso, e coloro che faranno uso del certificato o della licenza altrui.

Art. 13. Nelle città capi-luoghi di provincia, nei porti di mare, ed in quelle città, la cui popolazione ecceda le 10 mila anime, sarà obbligatoria la consegna all'autorità municipale di tutti gli inquilini di ciascuna casa.

La consegna sarà fatta a diligenza dei proprietari locatori, e sotto la loro responsabilità dai conduttori che sublocassero o tutti o in parte i membri di case che tengono in affitto.

Essa dovrà essere presentata all'autorità municipale nel termine di giorni quindici dall'esecuzione del contratto per le locazioni stipulate per un anno o più, e nel termine di giorni cinque per quelle convenute a scadenza minore d'un anno.

Nel caso di ommissione, o di ritardo, i proprietari delle case incorreranno nell'ammenda di lire cinque, estensibile in caso di recidiva a lire cinquanta, salvo il loro regresso verso i subconduttori.

Art. 14. Chi vorrà tenere pensione, o persone a dozzina, od affittare camere, od appartamenti mobigliati, od altrimenti somministrare presso di se alloggio per mercede, dovrà farsi inscrivere in apposito registro presso il municipio, e munirsi d'un estratto autentico di sua inscrizione.

L'inscrizione potrà essere ricusata alle persone menzionate nell'articolo 460 del codice penale.

Art. 15. Le persone contemplate nell'articolo precedente dovranno tenere un registro alloggiato per inscrivervi giornalmente le persone cui danno alloggio.

Art. 16. Quelli che tengono pensione o dozzina saranno obbligati a dar visione dei registri da essi tenuti agli ufficiali di pubblica sicurezza, ed all'arma dei carabinieri.

Art. 17. I contravventori agli articoli 14, 15 e 16 incorreranno per la prima volta nell'ammenda di lire cinque a venticinque; in caso di recidiva in quella di lire dieci a cinquanta, sempre colla sussidiaria degli arresti.

Art. 18. In ogni mandamento sarà tenuto apposito registro, nel quale il giudice, sulle denuncie degli ufficiali, o agenti di sicurezza pubblica, inscriverà distintamente per ciascun comune le persone sospette per furti di campagna, o per pascolo abusivo coi fatti, gl'indizii e le circostanze sui quali è fondato il sospetto.

Questa nota sarà dal giudice trasmessa al sindaco di ciascun comune del mandamento, e verrà nelle tornate di primavera e d'autunno d'ogni anno riveduta, ed, occorrendo, modificata dal consiglio comunale.

Le persone inscritte in questa nota, così riveduta e modificata, saranno dal giudice chiamate davanti a sè, nel termine di giorni otto da quello in cui la nota gli sarà rimessa.

Il giudice, sentito l'imputato nelle sue risposte, o lo assolverà, o gli farà passare sottomissione di astenersi dai reati pei quali fu annotato.

Art. 19. Ove insorgano urgenti indizi che taluno degl'individui, di cui all'articolo precedente, ritenga legna, biade, od altri frutti, o prodotti di campagna di provenienza furtiva, il giudice procederà a perquisizione domiciliare, e nei comuni che non sono capiluogo di mandamento vi procederà il sindaco coll'assistenza d'un consigliere.

A tale perquisizione dovranno immediatamente procedere il giudice, od il sindaco quando la denuncia sia inoltrata dal danneggiato ed accompagnata da sufficienti indizi.

Venendosi a riconoscere l'esistenza degli oggetti suaccennati, se non ne sarà subito dal detentore giustificata in modo verosimile la provenienza, se ne ordinerà il sequestro, e si farà depositare lo stesso detentore nel carcere del mandamento, o nella camera di sicurezza del comune.

Art. 20. Chi dopo aver passata la sottomissione verrà sorpreso nelle campagne, nei boschi o sulle strade con legna, biade od altri frutti rurali, e non ne saprà indicare in modo almeno verosimile la legittima provenienza, sarà immediatamente arrestato, e tradotto avanti il giudice.

Art. 21. Nei casi d'arresto preveduti dagli articoli 19 e 20, come in tutti i casi, in cui il furto di campagna altrimenti provato non eccederà la somma di lire venti, e non sarà accompagnato da circostanze aggravanti, o connesso con reati d'altro genere, gli arrestati saranno giudicati in via sommaria dal giudice di mandamento, il quale per la prima volta applicherà la pena di semplice polizia, con facoltà di estenderla anche al doppio del *maximum* a termini dell'art. 420 del codice penale.

In caso di recidiva, il giudice potrà infliggere la pena del carcere estensibile ad un mese.

Art. 22. Quando colle circostanze che avranno determinato l'arresto giusta gli articoli 19 e 20 concorrano altri indizii a carico dell'imputato, ed il valore degli oggetti di non giustificata provenienza ecceda le lire venti, verrà il procedimento trasmesso al tribunale di prima cognizione per l'applicazione delle pene stabilite dal codice penale.

Se nell'ulteriore procedimento il tribunale non troverà la prova sufficiente del furto, applicherà la pena portata dall'articolo precedente.

Art. 23. Quando un individuo già punito come recidivo secondo l'art. 21 verrà nuovamente arrestato nei casi prevsti dagli articoli 19 e 20, ancorchè gli oggetti sequestrati o rubati non eccedano la predetta somma di lire 20, pronunzierà il tribunale di prima cognizione, e la pena non sarà mai minore d'un mese di carcere.

Art. 24. Gl'individui condannati dal tribunale di prima cognizione per furti di campagna come recidivi, dopo scontata la pena, rimarranno sottoposti alla sorveglianza della polizia per quel tempo che verrà dal tribunale fissato.

Art. 25. Gli oggetti sequestrati, od il loro valore, qualora non potessero conservare senza detrimento, si fossero venduti, non venendo reclamati dal proprietario entro tre mesi dal giorno dell'avviso, che il giudice ne avrà fatto pubblicare, ed affiggere all'albo pretorio del luogo in cui il sequestro fu praticato, saranno per ordinanza del medesimo rimessi agli asili infantili dello stesso luogo, ed in di lette alle congregazioni di carità locali.

Art. 26. Qualora alcuno fra gl'individui inscritti nella nota come soliti a praticare pascolo abusivo, tenga bestiame in numero eccedente i suoi mezzi, il sindaco ne stenderà verbale, che trasmetterà al giudice di mandamento.

Il giudice, assunte, ove d'uopo, ulteriori informazioni, e sentito l'imputato nelle sue risposte, o lo assolverà, o gli ordinerà di ridurre entro il termine perentorio di giorni 30 il suo bestiame al numero di capi corrispondente ai suoi mezzi.

In caso di trasgressione all'ordinanza del giudice, egli manderà eseguire all'asta pubblica la vendita del bestiame eccedente, e farà prelevare le spese sul prezzo che sarà ricavato.

Art. 27. Gl'individui contemplati nell'art. 18, se verranno colti a pascolare abusivamente nei fondi altrui, saranno soggetti a pene di polizia.

In caso di recidiva potranno essere puniti colla pena del carcere estensibile a giorni quindici, o con multe estensibili a lire cento.

Anche in caso di recidiva il reato sarà di cognizione del giudice di mandamento.

Art. 28. Se nella nota di cui all'art. 18 si troveranno minori d'anni diciotto, il padre, l'avo, la madre, od il tutore, ovvero le altre persone responsabili della condotta del minore, coi quali egli conviva, saranno precettati a comparire davanti al giudice di mandamento. Il giudice, sentiti i precettati nelle loro risposte, riconoscendo fondata la denuncia, li assoggetterà alla sottomissione di vegliare attentamente alla condotta del minore.

Art. 29. Qualora il minore di 18 anni venga in seguito dichiarato colpevole per furto di campagna, se dalle risultanze del processo apparisca, che le persone contemplate nell'articolo precedente abbiano trascurato di vegliare sul medesimo, saranno punite con pene di polizia, non escluse le pene maggiori nel caso di complicità.

Art. 30. Sono mantenute in vigore le disposizioni dei bandi campestri di ciascun comune, e si applicheranno le pene da essi prescritte, salvi i casi pei quali fossero più gravi quelle ordinate colla presente Legge.

Art. 31. Quando l'individuo annotato come sospetto a tenore dell'art. 18 non avrà per due anni consecutivi subito veruna condanna, acquisterà il diritto di far radiare il suo nome dalla lista dei sospetti.

Art. 32. Le ordinanze dei giudici nelle materie contemplate dalla presente Legge saranno soggette ad appello, salvo che si tratti di una pena pecuniaria non eccedente le lire 20.

Per l'appello si osserverà il disposto dal capo 4°, tit. 1°, lib. 2° del codice di procedura criminale.

Art. 33. Per promuovere la repressione delle contravvenzioni, e dei delitti rurali, e l'applicazione delle pene prescritte dai bandi campestri, ogni comune potrà nominare un procuratore fiscale presso il giudice di mandamento, il quale eserciterà le funzioni del Ministero pubblico in conformità delle leggi vigenti.

La nomina sarà approvata dall'avvocato fiscale della provincia.

Art. 34. La presente Legge avrà effetto pel corso di due anni dal giorno della sua promulgazione.

S'intenderanno abrogate le disposizioni delle leggi e dei regolamenti anteriori contrarie a quelle contenute nella presente Legge.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Interni, ed il Nostro Guardasigilli Ministro Segretario di Stato per gli Affari Ecclesiastici, di Grazia e Giustizia sono incaricati dell'esecuzione della presente Legge, che sarà registrata al Controllo generale, pubblicata ed inserita nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. a Moncalieri il 26 di febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

GALVAGNO.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato:
Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Le disposizioni contenute negli articoli ottavo e nono della legge sette luglio mille ottocento cinquant'uno, approvativa del bilancio passivo dell'Azienda generale di Guerra, sono applicabili a tutti gli ufficiali ed altri impiegati dipendenti dal dicastero di Guerra, collocati in aspettativa prima del R. Decreto ventitrè luglio mille ottocento quarantanove.

Art. 2. Gli ufficiali attualmente richiamati rimangono in tale posizione senza avere diritto alla giubilazione.

Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari di Guerra è incaricato dell'esecuzione della presente legge, da registrarsi al Controllo Generale, e da pubblicarsi ed inserirsi negli atti del Governo.

Dat. a Torino addì 27 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

ALFONSO LA MARMORA.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Vista la deliberazione in data 28 febbraio 1850 della deputazione del Consorzio instituitosi per la costruzione d'un ponte di sospeso sul fiume Varo in territorio di S. Martino, provincia di Nizza, colla quale si è fatto instanza per lo stabilimento d'un pedaggio pel transito sul ponte medesimo secondo le basi indicate nella proposta tariffa;

Visto l'art. 265 della Legge del 7 ottobre 1848 sull'Amministrazione comunale e divisionale;

Sulla relazione del Ministro Segretario di Stato per la Marina, l'Agricoltura ed il Commercio, Reggente il Dicastero delle Finanze, in conformità del parere del Consiglio di Stato, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. È approvata l'unita tariffa coll'annessovi regolamento, vista dal Ministro Segretario di Stato delle Finanze, concernente i dritti di pedaggio da riscuotersi pel passaggio del fiume Varo sul ponte sospeso in territorio di S. Martino, a favore del Consorzio instituitosi per la costruzione del ponte medesimo.

Art. 2. L'esercizio di questo pedaggio sarà durativo per anni 20 a partire dal giorno in cui verrà esso attivato.

Il predetto Ministro Segretario di Stato è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino, addì 29 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

Tariffa dei diritti da riscuotersi al passaggio del ponte sospeso sul fiume Varo in vicinanza di S. Martino, nella provincia di Nizza.

Art. 1. Le persone, vetture, ed animali saranno soggetti ai diritti qui appresso specificati:

1. Per ogni persona a piedi, a cavallo od in vettura L. » 05
2. Per ogni bestia da sella o da soma, come pure per ogni capo di bestiame grosso, cavallino, mulattino, asinino e bovino non destinati a trasporto . . . . . » » 10
3. Per ogni vitello o porco . . . . . » » 05
4. Per ogni capra, pecora o montone . . . . » » 02
5. Per ogni carrozza a due ruote ad un solo cavallo od altra bestia . . . . . » » 25
Per ogni carrozza a quattro ruote ad un solo cavallo . . . . . » » 50
Per ogni cavallo od altra bestia di più . . » » 15
6. Per ogni carro, carrettone, o somigliante vettura tirato da un solo cavallo od altra bestia . . . » » 20
Per ogni cavallo od altra bestia di più . . » » 15

Esenzioni.

Art. 2. Sono esenti dal pagamento dei diritti di pedaggio:

1. Le staffette o corrieri del Governo.
2. I postiglioni con vetture vuote o cavalli di ritorno.
3. Gli ufficiali dai magistrati supremi, e gli altri impiegati dell'ordine giudiziario, e dell'amministrazione in esercizio delle loro funzioni.
4. Le truppe di fanteria, cavalleria, ed artiglieria transitanti in corpo, ed i soldati di pattuglia o d'ordinanza muniti delle loro armi, od in viaggio con foglio di via.

Con dichiarazione che a termini del Manifesto camerale del 30 gennaio 1835 gl'individui isolati appartenenti alle R. truppe, qualunque sia il loro grado, debbono soddisfare i diritti di pedaggio; ma se il richieggono, l'impiegato incaricato della riscossione dei diritti è in obbligo di rilasciare loro la ricevuta della somma incassata, affinchè, dato che viaggiassero per oggetti di regio servizio, ne possano richiamare il rimborso, il quale, in questo caso, sarà a carico dell'appaltatore del pedaggio.

3. I carabinieri reali di servizio.
4. Gl'impiegati delle dogane in servizio, e quelli d'acque, ponti e strade, non meno che gli agenti forestali in esercizio delle loro funzioni.
7. I trasporti e convogli militari d'ogni specie eseguiti con cavalli del treno, ed accompagnati da una destinazione dell'Intendente generale d'artiglieria, ovvero effettuati col mezzo di carri somministrati dai comuni, o dai particolari in dipendenza di requisizione e non per via d'impresa.
8. Le condotte di materiali e di oggetti destinati alla costruzione e mantenimento delle strade si regie che provinciali, gl'impresari delle opere stesse, ed i loro agenti.
8. I trasporti de'ditenuti, disertori, o vagabondi scortati dai carabinieri reali, non che quelli de'poveri ammalati che si trasportano per precetto e non per impresa.

Disposizioni concernenti alla riscossione.

Art. 5. Nessuno potrà oltrepassare il sito destinato all'esazione dei diritti senza prima averne effettuato il pagamento sotto pena di lire dieci, anche nel caso di contestazione, circa all'esazione, salvo a chi paga il diritto di far poscia valere le sue ragioni.

Art. 4. Nessuno potrà, sotto pena di lire venti, distaccare le bestie dalle vetture, dai carri, o carrettoni all'avvicinarsi del ponte per ricongiungerle dopo passato il medesimo.

Art. 5. Chiunque farà insulto con parole o con fatti, o si opporrà con violenza o minaccie ai preposti incaricati della riscossione dei diritti, o si farà lecito di alterare, od altrimenti danneggiare il sito destinato all'esazione, incorrerà nella multa di lire cinquanta, ed in sussidio, nella pena del carcere per giorni quindici, oltre il ristoro dei danni, e quelle pene più gravi cui potessero dar luogo gli usati mali trattamenti.

Art. 6. I preposti commessi all'esazione non potranno in alcun caso rifiutare la ricevuta dei diritti esatti a coloro che la richiedessero, nè riscuotere diritti maggiori di quelli portati dalla tariffa.

In caso di contravvenzione alla precedente disposizione, essi incorreranno nell'uno e nell'altro caso nella multa di lire cinquanta, e sussidiariamente nella pena di giorni quindici di carcere, oltre la restituzione delle somme state indebitamente esatte, e senza pregiudizio delle maggiori pene che potrebbero essere loro applicabili quali concussionarii, qualora i fatti accaduti vestissero il carattere di concussione.

Art. 7. I delinquenti ed i contravventori saranno tradotti avanti il giudice di mandamento, il quale, rispetto ai contravventori, verificato l'oggetto della contravvenzione, li condannerà al pagamento delle multe incorse, o sussidiariamente nella pena del carcere ragguagliata in proporzione di giorni tre per ogni dieci lire di multa, e quanto ai fatti reputati delitti, manderà rimettersi li delinquenti al tribunale competente.

Art. 8. La presente tariffa dovrà dagli appaltatori, preposti, o commessi, tenersi continuamente affissa in luogo comodo e visibile avanti il locale destinato all'esazione, in modo da potere esser letta e consultata dai passeggeri, sotto pena di lire venticinque di multa.

Torino, addì 29 febbraio 1852.

V. d'ordine di S. M.

C. CAVOUR.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 7 marzo.*

La Camera dei Deputati, nella tornata di sabato, dichiarò ripresi allo stato di relazione i progetti di legge: sullo stato degli ufficiali, sulle pensioni civili, e sulle fortificazioni di Casale. Deliberò quindi sull'indirizzo in risposta al discorso della Corona, e convalidò l'elezione del collegio di Castelnuovo d'Asti.

IL CONSIGLIO UNIVERSITARIO DI TORINO

D'ordine del Ministro di Pubblica Istruzione fa pubblicare la seguente lettera, con gli analoghi programmi intorno alle lezioni di Fisiologia sperimentale e di Anatomia microscopica; che i signori dottori e ripetitori Vella e Gastaldi daranno, il primo nei giorni di martedì e venerdì alle ore 3 1/2 pomeridiane nel solito locale di S. Francesco da Paola, il secondo nei giorni di giovedì e sabato alle 2 1/2 nello stesso locale.

L'utilità incontrastabile dei suddetti due insegnamenti farà sì che la studiosa gioventù, in ispecie quella del secondo anno di corso medico, accorrerà volonterosa ed in buon numero, onde far tesoro di più ampie e solide cognizioni fondate sull'esperienza.

Per detto Consiglio

Il segr. Capo d'Ufficio
GARNERI.

Lettera indirizzata al Presidente del Consiglio Universitario dal sig. Ministro della Pubblica Istruzione, in data 25 febbraio 1852, uff. 2°, num. 2142.

È pervenuto a mia notizia come codesto esempio i signori dottori Luigi Vella e Biagio Gastaldi già da qualche tempo intrattengono in dati giorni alcuni studenti del secondo anno di medicina ad un corso privato, il primo di Fisiologia sperimentale, il secondo di Anatomia generale e microscopica.

Quantunque la scienza anatomico-fisiologica faccia parte dell'insegnamento ufficiale da egregi professori impartito in questa Regia Università, tuttavia, attesa l'impossibilità in cui si troverebbero i medesimi di pienamente svolgere la vastissima materia, e gli studenti di aver tutti una uguale opportunità di profittare delle dimostrazioni che vogliono essere seguite dappresso, e per le quali si richiede sovente l'uso del microscopi, io non poteva che commendare il divisamento dei predetti dottori, e mi affrettava a prendere più esatta cognizione dei loro istruttivi trattenimenti, locandomene trasmettere i programmi.

Io non spenderò parole per mostrare a codesto dotto Consiglio come gli studi anatomico-fisiologici, fondamento della medicina, abbiano ai di nostri acquisito tale un incremento da non poter più starsene ristretti nell'angusto confine dell'antico insegnamento. Si noterà, ad onore della studiosa nostra gioventù, come non appena, mercè le cure del chiarissimo prof. Berruti, venne reso sperimentale l'insegnamento della fisiologia, grandissimo fosse il concorso alle sue lezioni, e universale il favore con cui quelle vennero accolte. Non si potrebbe pertanto, senza incuria dell'utilità dei giovani medici, trascurare qualsiasi mezzo ci venga offerto al miglior indirizzo della nascente istituzione. Ond'è che insino al dì (che spero non lontano) nel quale l'insegnamento anatomico-fisiologico possa allargarsi a proporzioni più degne dello stato odierno della scienza e di questo illustre Ateneo, io mi trovo in debito di dare quello incoraggiamento che posso maggiore al sig. dott. Vella, il quale pone studio a rendere più agevole l'assunto del prof. Berruti.

Quanto ai trattenimenti nei quali il dott. Gastaldi particolarmente si propone dimostrare al microscopio la struttura e composizione intima dei tessuti ed umori animali, dirò che essi accennano ad un vuoto nei mezzi d'istruzione non soltanto da lamentare nella Università torinese, ma sì in quasi ogni altra d'Italia. Eppure in Italia da oltre mezzo secolo Fontana e Malpighi aveano additato con splendido esempio questa nuova maniera d'indagini dei misteri dell'organizzazione e della vita! In questi ultimi anni un giovine naturalista alemanno Schwann, portò l'anatomia microscopica a tal progresso da inaugurare per essa nella fisiologia un'epoca nuova. Scuole dirette da uomini celebratissimi ne tengono in fiore in Olanda, in Inghilterra, in Germania; e le classiche opere d'Henle e di Koelliker ben mostrano a quale avvenire sia destinata la fisiologia quando specialmente alle microscopiche osservazioni venga associato il sussidio dell'analisi chimica.

Per tali considerazioni nell'atto che io partecipo a cotesto Consiglio Universitario con parole di lode il proposto dei dottori Vella e Gastaldi, credo che il Consiglio stesso vorrà favorirne l'attuazione ed assicurarne i vantaggi col fare invito agli studenti del secondo anno di medicina, acciò frequentino i corsi privati dei suddetti dottori.

FARINI.

I sottoscritti considerando che l'attuale scuola fisiologica di questa Università poggia essenzialmente sulle esperienze e sulle osservazioni microscopiche, a cui è impossibile di dare tutta l'estensione desiderabile in un corso ufficiale, formarono il pensiero di intraprendere, d'accordo col chiar.mo sig. prof. Berruti, un corso privato di cui seguono i programmi.

Sottoscritti all'originale

Dott. LUIGI VELLA.
Dott. BIAGIO GASTALDI.

Programma del corso privato di Filosofia sperimentale, del dott. Luigi Vella, ripetitore di medicina e chirurgia, assistente al professore di fisiologia.

DIGESTIONE.

Considerazioni sull'apparato digestivo — Meccanismo della digestione — Alimenti — Prensione dei medesimi — Masticazione — Insalivazione — Ghiandole salivari nelle precipue serie degli animali — Secrezione salivare — Ciò resta che l'aumentino o la diminuiscono — Influenza dei nervi — Mezzi di ottenere la saliva dalle varie ghiandole (fistole salivari) — Proprietà fisiche e comdosizione della saliva — Usi della parotidea, sottomascellare, sottolinguale e mista.

Deglutizione — Digestione stomacale. — Succo gastrico — Varii modi di procurarsi il succo gastrico (fistola stomacale) — Apparecchio secretore del medesimo — Fenomeni della secrezione — Circostanze che la attuano o la diminuiscono — Composizione di questo umore — Acidità — Suo acido — Digestioni artificiali — Proprietà del succo gastrico — Condizioni volute perchè eserciti la sua azione — Influenza del sistema nervoso sulla digestione stomacale.

Vomito — Secrezione pancreatica — Mezzi di ottenere il succo pancreatico (fistola) — Caratteri e composizione — Suoi usi sulle materie feculenti e sui corpi grassi — *Secrezione biliare* — Fegato nella scala zoologica — Bile, sua composizione, suoi caratteri, suo corso, suoi usi — Nuova funzione del fegato scoperta dal Bernard — *Formazione dello zuccaro* — Ricerche di questo principio nell'organismo — Influenza del sistema nervoso — Diabete artificiale — Ricerche dello zuccaro nelle orine.

Succo intestinale — Apparecchio secretore — Circostanze modificanti la secrezione — Usi del muco e del succo intestinale — *Defecazione* — Escrementi — Gaz del tubo digestivo — *Digestione delle bevande* — Sete — Prensione e deglutizione dei liquidi — Funzioni di alcune parti annesse all'apparecchio digestivo (milza, mesenterio, epiploon).

ASSORBIMENTO.

Teorie dell'assorbimento — Storia progressiva di tali teorie — Classificazione dell'assorbimento — Imbevimento — Influenza della vita — Endosmosi — Circostanze che modificano lo assorbimento — Condizioni del fenomeno — Stato del sangue, delle sostanze assoggettate all'assorbimento — Influenza della corrente elettrica, della compressione, del sistema nervoso — Assorbimento ne'suoi rapporti colla patologia e terapeutica — Chilo, linfa, loro corso — Assorbimento delle bevande, dei gaz intestinali, dei veleni.

CIRCOLAZIONE.

Circolazione nei varii animali — Fenomeni generali — Grande e piccola circolazione — Circolo della vena porta, dell'epatico-renale, del feto — Celerità del circolo.

RESPIRAZIONE.

Respirazione in generale — Gaz respirabili — Lavorio chimico — Apparecchio respiratore — Fenomeni fisici e chimici — Rapporto colla combustione e colla putrefazione — Influenza del sistema nervoso.

CALORE ANIMALE.

Teorie della sua produzione — Circostanze che vi influiscono — Effetti dell'alimentazione — Azione del calorico sui nervi — *Freddo* — Sua azione sugli animali — Sulla contrazione delle arterie, sui nervi.

SISTEMA NERVOSO.

Nervi, loro struttura, loro divisione — Nervi spinali, loro radici — *Sensibilità ricorrente* del Magendie — Nervi craniani, loro funzioni — Gran simpatico — Midollo spinale, — allungato — Istmo dell'encefalo — Cervelletto — Cervello.

Programma del corso privato di Anatomia Microscopica del dott. Biagio Gastaldi ripetitore di storia naturale.

1. Teoria del microscopio — Modo di usarlo — Reagenti chimici impiegati nelle ricerche microscopiche.
2. Blastema — Cellula animale — Sviluppo della medesima — Varietà — Metamorfosi — Modo di comportarsi coi reagenti chimici.
3. Chilo — Linfa.
4. Sangue — Formazione del coagulo — Formazione della cotenna — Fibrina — Albumina, caseina, ematina, pigmento — Corpi sanguigni colorati — Reagenti chimici sui medesimi — Corpi sanguigni scolorati — Sviluppo dei globuli sanguigni — Formazione dei medesimi nell'embrione — Globuli sanguigni contenuti nella milza — Metodo per le ricerche microscopiche.
5. Epiteli — Epitelio pavimentale — Epitelio cilindro-cellare — Epitelio ciliato — Metodo per le ricerche microscopiche.
6. Tessuto connettivo, impropriamente detto cellulare — Sue variazioni in tessuto amorfo, in tessuto con forma: cioè in tendini, aponeurosi, ligamenti, sinoviali, periosto — Suo modo di reagire coi reagenti chimici — Metodo per le ricerche microscopiche.
7. Tessuto muscolare — Fibre liscie — Fibre striate — Loro modo di sviluppo — Loro unione coi tendini, suoi vasi, nervi — Suo modo di reagire coi reagenti chimici — Metodo per le ricerche microscopiche.
8. Tessuto cartilagineo — Sua divisione — Fisiche, chimiche proprietà — Struttura delle vere cartilagini — Struttura delle fibro-cartilagini — Reagenti chimici — Sviluppo delle medesime — Metodo per le ricerche microscopiche.
9. Ossa — Divisione — Fisiche e chimiche proprietà — Struttura — Canale midollare — Ossa lamellari — Corpi ossei — Periostio — Vasi — Nervi — Sviluppo — Riproduzione — Metodo per le ricerche microscopiche.
10. Cuore — Membrana sinoviale — Sostanza muscolare, valvole — Vasi del cuore — Nervi — Metodo per le ricerche.
11. Vasi capillari — Loro struttura — Grossi vasi — Membrane vasali — Strato epiteliale — Membrana fenestrata — Membrana a fibre longitudinali — A fibre circolari — Elastica — Strato di tessuto connettivo — Vasi — Nervi delle pareti vasali — Sviluppo dei vasi — Formazione di nuovi vasi — Metodo per le ricerche microscopiche.
12. Vasi linfatori — Loro struttura — Ghiandole linfatiche — Sviluppo dei vasi linfatori — Metodo per le ricerche microscopiche.
13. Sistema nervoso — Fibre primitive — Loro sviluppo — Reagenti chimici sulle medesime — Fibre di Remak — Gangli — Globuli gangliari — Involucro dei medesimi — Cellule gangliari — Nervi cerebro-spinali — Nervi della vita organica — Neurilemma — Vasi dei nervi — Terminazione dei medesimi — Membrane cerebro-spinali — Sostanza bianca — Sostanza grigia — Vasi cerebro-spinali — Corpi del Paccini — Metodo per le ricerche microscopiche.
14. Sistema ghiandolare — Divisione — Struttura — Sviluppo — Metodo per le ricerche microscopiche.

AZIENDA GENERALE DELLE FINANZE.

Tiletto invitativo.

S'invita chiunque voglia attendere alla provvista ed impressione litografica degli Stampati infradescritti, a presentare all'Azienda generale delle Finanze, prima delle ore 11 del giorno 25 corrente marzo, il suo partito suggellato ed accompagnato da un vaglia per L. 500 esteso in carta proporzionale di commercio, e sottoscritto da persona di notoria risponsabilità, in ribasso dei prezzi per gli stampati stessi stabiliti.

I campioni ed i capitoli dell'impresa sono visibili nella stessa Generale Azienda presso cui trovansi depositati.

Il deliberamento avrà definitivamente luogo in detto giorno a favore di chi all'apertura delle schede risulterà aver fatto il partito migliore, secondo le condizioni dai capitoli d'oneri prescritte.

Stampati da provvedersi.

Num.		Calcolati per ciascuno
2500	Patenti di nazionalità per bastimenti, in pergamena	L. 1 75
300	Patenti da capitano marittimo, id.	» 1 75
300	Patenti da padrone, in carta forte	» » 50
20	Patenti da costruttore navale di prima classe, in pergamena	» 1 75
20	Patenti da costruttore navale di seconda classe, in carta forte	» » 60
150	Scontrini a vela quadra, in pergamena	» 1 50
150	Scontrini a vela latina, id.	» 1 50

Torino, il 3 marzo 1852.

Per detta generale Azienda
Per l'Intendente capo della 2ª divisione
GRAVIER segr.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova

la sera del 3 marzo 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9446101 01
id. id. in Torino	»	5358404 53
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	14758741 26
id. id. in Torino	»	17154005 12
Fondi pubblici della Banca	»	562117 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	933333 34
Tratte della sede di Torino del 2 corr.	»	45009 10
Spese diverse	»	272375 46
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Corrispondenti della Banca (sbil. de'conti)	»	197473 99
	L.	49125601 36

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione	»	32210350 »
per operazioni ordinarie	»	» »
per mutuo alle Regie Finanze	»	» »
Fondo di riserva	»	355699 93
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	» »
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	39104 60
id. id. in Torino	»	71664 46
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	107790 16
id. id. in Torino	»	135348 16
Conti correnti disponibile in Genova	»	1096450 59
id. id. in Torino	»	979161 39
Non disponibile	»	106675 44
R. Erario conto corr.	»	5805746 75
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	37491 08
della sede di Torino su quella di Genova del 2 corr.	»	27139 99
Dividendi arretrati	»	250 »
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	30885 50
Rimb. della sede di Torino del 2 corr.	»	71414 07
Creditori diversi	»	50138 71
	L.	49125601 36

LOMBARDO-VENETO

VENEZIA, *2 marzo.* Oggi, 2 marzo, alle ore 9 1/2 antimeridiane, dopo quattro giorni di decubito, terminava la sua mortale carriera, munito de'conforti della cattolica religione, l'ultimo dei marescialli dell'impero francese, Federico-Augusto-Luigi Viesse di Marmont, duca di Ragusa, nell'anno 78 dell'età sua.

TOSCANA

FIRENZE, *4 marzo.* Con decreto del 20 febbraio pubblicato ieri dal *Monitore* è istituita in Firenze una direzione centrale degli archivii dello Stato.

L'archivio de' confini giurisdizionali della deputazione sulla nobiltà e cittadinanza toscana, i depositi dei trattati e convenzioni internazionali, e degli istrumenti ed atti solenni interessanti la famiglia granducale ed il governo, continueranno ad essere affidati all'avvocato regio.

— Ieri mattina (3 corrente) fu portata davanti al tribunale di prima istanza di Siena la causa contro Antonio Cimballi imputato di pubbliche manifestazioni sediziose per avere esposto nelle ve-

trine della sua bottega alcuni *panfonti* con una figura rappresentante l'Italia. Presentò la difesa dell'imputato l'avvocato Bartolomeo Trinci. Il tribunale assolvè il Cimballi dell'obbligatogli addebito. *(Costit.)*

DUE SICILIE

Apprendiamo dal *Giornale ufficiale* del 24 febbraio che fu commutata la pena a cinque condannati alla pena capitale per crimenlese e fu abolita l'azione penale a carico di 246 imputati politici della provincia del principato Citra.

— A Palermo si fece sentire una leggiera scossa di terremoto.

FRANCIA

PARIGI, 4 *marzo*. Con decreto in data d'ieri la Banca ha ridotto dal 4 al 3 0/0 l'interesse dello sconto. Essa ha poi concluso col governo un contratto pel quale acconsente a modificare i suoi statuti in modo da poter prestare in avvenire sopra deposito di azioni o di obbligazioni di strade ferrate, come già presta sopra deposito di rendite; si obbliga inoltre a cambiare, nell'interesse del tesoro, le scadenze del rimborso dei 75 milioni che le si devono dallo Stato, talchè esso non avrà più a pagare quella considerevole somma nel 1852 ma solamente in 15 rate annuali, di 5 milioni ciascuna, pagabili dal 1° luglio 1855 al 1° luglio 1867, epoca vicina allo spirare del privilegio della Banca. Nè questo è tutto. La Banca ha parimente soscritto, a vantaggio dello Stato, all'abbassamento dell'interesse di questi 75 milioni. Questo interesse seguirà il prezzo dello sconto della Banca, e si trova perciò ridotto al 3 0/0 senza potersi elevare al disopra del 4 0/0.

In ricambio di tutti questi vantaggi procurati al commercio, coll'abbassamento dello sconto, agli azionisti di strade ferrate, per l'assimilazione delle loro azioni, come credito, ai titoli delle rendite, e allo Stato coll'alleggerimento dell'interesse e colla facilitazione del rimborso del suo prestito di 75 milioni, la Banca ha sollecitato ed ottenuto un solo vantaggio.

La legge del 30 giugno 1840, che prorogò il suo privilegio fino al 31 dicembre 1867, statuì che, nondimeno, questo privilegio potrebbe finire o essere modificato il 31 dicembre 1855, se così fosse ordinato da una legge. La Banca domanda che lo Stato rinunzii a questa facoltà, e che la sua esistenza sia assicurata fino al 31 dicembre 1867, e la domanda è stata accolta.

I ragguagli settimanali sono sopressi, per essere sostituiti da ragguagli trimestrali e semestrali.

— Il sig. Bocher è stato condannato ieri alla multa di 500 fr.

— Le elezioni dipartimentali continuano ad essere quasi tutte favorevoli ai candidati del governo. L'opinione legittimista non riportò finora che due elezioni: i sigg. di Kerdrel e Boulier dell'Eclusa; l'opinione avanzata, una sola, il sig. Hénon, a Lione.

— Il *Constitutionnel* annunzia la convocazione del corpo legislativo pel 20 del corrente mese.

—Ecco le elezioni definitive dei dipartimenti finora conosciute:
Ariège, 1° circoscrizione Didier, 2° Billault.
Allier, 1° di Veaucé, 2° Desmaroux.
Alpi (Basse), Fortoul.
Ardenne, 1° Riché, 2° Ladoucette.
Bocche del Rodano, 2° Rigaud.
Cantal, 1° Parrieu, 2° di La Guéronnière.
Charente Inferiore, 2° di Chasseloup-Laubat.
Corrèze, 1° Favart, 2° di Jouvenel.
Doubs, 1° di Montalembert, 2° Demesmay.
Due Sèvre, 1° David, 2° di Lenardière.
Eure, 1° Suchet d'Albufera, 3° d'Arjuzon.
Finistère, 4° Bois.
Gers, 1° Balliard, 2° F. di Lagrange, 3° Granier di Cassagnac.
Gironda, 3° Thirion, 5° David.
Herault, 1° Parmentier, 2° Roulleaux, 3° Huc.
Ille-e-Vilaine, 2° Caffarelli, 3° di Kerdrel.
Indre, 2° Delavau.
Isere, 1° Arnault, 2° di Voise, 3° Flocard di Mespien, 4° Faugier.
Loir e Cher, Cromier.
Loira Inferiore, 1° Garnier, 3° Desmars, 4° A. Fleury.
Lo ret, 1° Lacave, 2° duca di Taranto.
Lot-e-Garonna, 1° Noubet, 2° Carlo Lafitte, 3° di Richemont.
Maine e Loira, 2° Bucher di Chauvigné, 3° Louvet.
Manica, 1° Hervé di Kergorlay, 2° Hervé di Saint-Germain.
Marna, 1° Godard, 2° Parchappe, 3° Soullié.
Mo hihan, 1° Jouvel-Castelot, 2° Lahaichois, 3° Champagny.
Moselle, 3° di Geiger.
Nord, di Merode.
Orne, 1° Mercier, 2° di Sainte-Croix.
Pirenei (Alti), 1° Dauzat-Dombarrière, 2° A. Jubinal.
Pirenei orientali, Giustino Durand.
Puy di Dome, 1° di Chazelles 2° di Marny.
Reno (Basso), 3° Hallez-Claparède, 4. Becquet.
Rodano, 1° Reveil, 2° Henon, 5° Dumas.
Sonna (Alta), 1° Dandelarre, 2° di Grammont, 3° Lelut.
Sonna-e-Loira, 1° Barbantane, 2° Schneider, 3° Brunet-Denon, 4° di Moreton-Chabrillan.
Tarn, 1° Giscard, 2° Coiyon, 3° Gorse.
Yonne, 1° Larabit, 3° Lecomte.

SPAGNA

MADRID, 28 *febbraio*. Si legge nell'*Heraldo*:

È probabile che dopo le feste della settimana santa S. M. la regina partirà alla volta di Aranjuez per passar quivi alcuni giorni. Si assicura che S. M. farà una gita in Andalusia, e visiterà le città principali di quella provincia. Si dice eziandio che si tratterrà qualche tempo a Carratraca e vi prenderà le acque, che sono favorevolissime alla sua salute.

— Giusta un prospetto pubblicato dalla *Gazzetta di Madrid*, le spese del tesoro pel mese di marzo 1852 sono portate a 100,124,309 reali.

— Scrivono alla *Correspondance*:

Il duca e la duchessa di Montpensier riceveranno domani (29), da mezzo giorno a 3 ore, prima della loro partenza per Valenza, l'Italia e l'Inghilterra.

— La *Nacion* pubblica il prospetto delle perdite che fece l'esercito costituzionale durante la guerra civile. Esse ammontano per l'armata di linea, le milizie, i battaglioni franchi e la guardia nazionale, a 140,000 uomini.

INGHILTERRA

LONDRA, 3 *marzo*. Si legge nel *Morning Advertiser*:

S. M. terrà oggi a 2 ore pom., nel palazzo di S. James, il suo secondo ricevimento ufficiale della stagione. Si crede che vi sarà moltissimo concorso, perocchè il nuovo primo ministro, il conte di Derby, ed i suoi colleghi saranno presentati a S. M.

— Si legge nel *Daily-News*:

Gran numero di membri liberali della Camera de' comuni sono stati invitati a riunirsi presso lord John Russell, il dì 11 del corrente, affine di conferirsi sulla condotta da tenersi nelle attuali condizioni degli affari pubblici.

— La mattina del 2, il conte e la contessa di Clarendon arrivarono da Dublino a Kingstown e s'imbarcarono per Holyhead a bordo del vascello da guerra ch'era stato spedito a prenderli. Il nuovo lord luogotenente, conte di Eglington, è atteso a Dublino tra l'11 e il 12.

— Si legge nel *Sun*:

Ecco qual era al 1° gennaio 1852, giusta un documento ufficiale, la distribuzione dell'effettivo dell'esercito all'interno e al di fuori. Nella Gran Bretagna: cavalleria 4622, fanteria di linea 21,005, truppe e compagnie di reclutamento 1858; totale 31,987. In Irlanda: cavalleria 2032, fanteria 14,536; totale 16,556. Al di fuori, ad esclusione dell'India: cavalleria 425, fanteria 30,564; reggimenti delle Indie occidentali 2740; corpi coloniali 4550; totale 38,079. Nell'India: cavalleria 5345, fanteria 25,443; totale 26,788. Totale generale 115,412.

— Si legge nello stesso giorno le:

L'ammiragliato ha dato degli ordini affinchè siano immediatamente poste in istato di servizio tutte le linee telegrafiche che mettono capo nella costa sud-est d'Inghilterra, in modo che a Londra si possano ricevere in poche ore le notizie di tutti i bastimenti che si trovano nella Manica, come anche di tutti i grandi arsenali marittimi, dei vascelli che stanno ancorati nel Tamigi e nel Medway. Questi telegrafi sono in attività dappoi più di 20 anni, e hanno bisogno di grandi risparmii.

— L'associazione di Manchester per la libertà commerciale si è riordinata. Il sig. Giorgio Wilson ne convocava i componenti con apposita circolare, diramata da Manchester in data del 26 febbraio p. p. Il giorno 2 marzo l'associazione ha tenuto la sua prima adunanza: vi assistevano i signori Riccardo Cobden, Bright, Gibson, Alessandro Henry, Kershaw *deputati* alla Camera dei comuni, i signori Enrico Ashworth, sir Elkanah Armitage, John Whittaker ed altri personaggi: presiedeva il sig. Giorgio Wilson. In un batter d'occhio la soscrizione aperta per sovvenire ai bisogni dell'associazione ammontò alla somma di 27,520 lire sterline, ossia quasi 200 mila franchi. Parlarono calorosamente molti oratori, fra cui Cobden, Bright, Gibson, Heywood, Ashton, Hervey e Ashwood.

Furono adottate alla unanimità e per acclamazione le seguenti risoluzioni: — 1. Atteso la formazione di un ministero che intende ristabilire i diritti protettori su i cereali la lega di Manchester (*Anti-corn-law-league*) è ricostituita come prima: — 2. Il consiglio della lega si metterà in relazione con tutte le località del regno ad oggetto di promuovere nelle prossime elezioni la candidatura di uomini avversi al sistema protezionista; — 3. Essendo necessario che una questione concernente tanto da vicino la prosperità ed il benessere dell'agricoltura e del commercio inglesi venga presto e definitivamente sciolta, sarà steso un indirizzo per pregare S. M. ad ordinare la immediata dissoluzione dell'attual Camera dei comuni; — 4. Una soscrizione è aperta per agevolare l'opera dell'associazione. Il sig. Bright diede quindi lettura della petizione alla regina per richiedere lo scioglimento della Camera: la quale petizione posta ai voti fu adottata all'unanimità. Si aprì poscia la soscrizione, ed a capo di 25 minuti si raccolsero 22,520 lire sterline, ossia mille lire sterline per ogni minuto primo. Il presidente annunziò questo risultamento fra gli applausi universali. Una commissione all'uopo delegata raccoglierà nella settimana le altre somme della soscrizione. L'adunanza prima di separarsi fece tre salve di applausi ad onore della ricostituzione dell'associazione.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi si mantengono fermi, ed hanno anche una certa tendenza all'aumento. Consolidati a contanti e per conto, 97 1/2 5/8; 3 0/0 rid 98 3/8.

ALEMAGNA

Leggesi nella *Gazzetta di Colonia*: Il numero degli emigranti tedeschi crebbe singolarmente in questi ultimi anni; ma l'anno 1851 prevale ad ogni altro. Si crede sianvi 430,400 emigranti, 37,493 pel porto di Brema, 22,706 per quello di Amburgo, senza contare quegli altri individui che passarono per l'Havre, Anversa, Rotterdam ed altri porti stranieri; ma v'ha ragione di supporre che il numero di questi ultimi supera quello di coloro che passarono per Brema ed Amburgo.

Gli statistici degli Stati Uniti calcolano che i tedeschi arrecano in contante od in valore la media di 200 dollari. Contando 200 talleri per ciascuno, l'Allemagna perderebbe annualmente un capitale di 24,080,000 talleri (90,000,000 fr.). Verosimilmente l'emigrazione sarà in quest'anno ancora maggiore. Quelli che possono pagare il viaggio, si recano agli Stati Uniti, gli altri al Brasile, poichè a questi ultimi si pagano le spese del viaggio.

PRUSSIA. *Berlino*, 1 *marzo*. La prima Camera, dopo di avere votato la legge municipale in ordine alle città, passò immediatamente a quella che concerne le campagne. Nella seduta del 1° di marzo, una viva discussione si è impegnata sulla nomina dei borgomastri. La commissione proponeva che la nomina venisse attribuita al commissario del circondario sovra una lista di tre candidati presentata dal consiglio comunale, con facoltà però di nominare direttamente un'altra persona qualora nessuno dei tre candidati sembrasse conveniente al commissario.

Parecchi deputati della destra proponevano che si sopprimesse la presentazione della nota dei tre candidati. Il governo dichiarò di aderire alla proposta della commissione, che venne approvata.

— Quanto più si approssima l'ora stabilita in cui si radunerà in Berlino il congresso dei delegati dello Zollverein (25 marzo), le cui deliberazioni riguarderanno l'esistenza ed il futuro ordinamento di quella economica istituzione, tanto più tale argomento forma oggetto di discussione pei giornali d'Alemagna.

Ora, come prima, la divergenza degli interessi mercantili dell'Alemagna settentrionale e meridionale costituisce la massima difficoltà, che venne inoltre complicata dagli ultimi avvenimenti col ribassamento della barriera proibitiva per cui l'Austria si era finora isolata dal resto dell'Alemagna commerciale.

I trattati costitutivi dello Zollverein spirano il giorno 1° gennaio 1853, e la Prussia ha ora convocato in congresso i suoi coassociati appunto per rinnovare quei trattati, ampliandoli secondo che lo richiede l'incorporamento degli Stati che formavano prima l'associazione dello Stenerverein, nella quale trovansi particolarmente Annover ed Oldenburgo.

In un articolo della *Nuova Gazzetta di Prussia*, in cui si esamina l'interesse che ogni Stato dello Zollverein, ha di rimanere nell'associazione, questo giornale sostiene che, mentre all'Annover importa che l'Alemagna meridionale resti nello Zollverein, così anche questa, nell'accessione dell'Annover, acquisterà un aumento di 2 milioni di consumatori pei prodotti delle loro fabbriche.

Baden, Würtemberg e Baviera chiedono da lungo tempo l'aumento dei diritti della tariffa e l'introduzione di un sistema, secondo essi, più protettore per l'industria nazionale. Non sembra dubbia l'intenzione di rimanere nell'unione, quanto al primo di questi Stati, e la Camera di Baden, nella seduta del 28 febbraio, si dichiarò in modo esplicito coll'adottare all'unanimità una proposta tendente ad invitare il governo ad adoperarsi pel mantenimento dello Zollverein, ed affinchè venga ordinato in modo convenente ai presenti bisogni.

Anche in Baviera, tutto il ceto industriale emise un voto favorevole pel mantenimento dello Zollverein, ed i vantaggi finanziarii che la Baviera ebbe per la sua partecipazione all'unione (poichè essa raddoppiò la rendita delle sue dogane), non possono a meno di esercitare una grande influenza sulla risoluzione da prendersi a Monaco.

Difficoltà maggiore si troverà nel Würtemberg, il quale ha sommistrato un presidente (il principe di Hohenlohe) all'associazione protezionista di Francoforte, la quale ora tenta ogni mezzo di agitazione contro ogni ribasso di dazi.

— La prima Camera, nella discussione della legge comunale, ha adottato un articolo che conferisce ai commissari di circondario la facoltà di mantenere in carica per 12 anni, dopo tre anni di esercizio, i borgomastri, i quali regolarmente sono nominati per sei anni soltanto. L'estrema destra voleva che si potessero confermare a vita.

La sinistra della prima Camera aveva ricusato di prendere parte alla seconda votazione del progetto di legge che ristabilisce i feudi ed i fidecommessi, allegando che la maggioranza non volle che si discutesse.

Ventinove membri deposero a questo riguardo una protesta. La commissione della prima Camera rispose presentando una proposizione, a' termini della quale non si potrà più, alla seconda lettura, discutere i progetti di legge che modificano la costituzione.

Un'altra protesta di 55 membri della prima Camera venne presentata contro la discussione della legge municipale prima che la Camera abbia preso una risoluzione concernente gli articoli di questa legge, che modificano la costituzione.

— *Del* 2. Il ministro delle finanze annunziò alle Camere che gli Stati dello Zollverein avevano adottato la risoluzione di non riscuotere fino al 31 agosto di quest'anno i diritti d'entrata sui grani, sulla farina e sui legumi.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino*, 8 *marzo*.

Ieri alle ore 10 ant. giunse in Genova il vapore il *S. Giorgio*, partito da Porto Torres il 1° corrente, e che dovette pel tempo contrario riparare alla Maddalena. Reca che nessun nuovo disordine era accaduto in Sassari, benchè vi regnasse qualche agitazione.—Giungeva poi nella stessa giornata di ieri in Genova alle 5 pom. il *Lombardo*, che aveva lasciato il porto di Cagliari il giorno 5 corrente. Questo vapore reca la notizia che il generale Durando, investito di pieni e straordinari poteri, era già partito per Sassari per la via di terra.

ILLIRIA. S. M. l'imperatore, partito il 4 corrente da Venezia, non era ancor giunto il 5 a Trieste. L'*Osservatore Triestino* del 5 crede che a motivo del tempo procelloso si sarà recato in un porto dell'Istria. Quest'oggi, soggiunge, partì un piroscafo del Lloyd, il quale al suo ritorno ci potrà dare esatta informazione in quale dei porti sia ieri approdato l'i. r. bastimento a vapore su cui trovavasi il monarca.

FRANCIA. *Parigi*, 3 *marzo*. Di 245 elezioni conosciute, soltanto 3 appartengono all'opposizione.

— Leggesi nel *Journal des Débats*:

Si annunzia che il conte Bernardo d'Harcourt, ministro plenipotenziario a Stoccarda, ha data la sua demissione.

Il duca di Guiche, ministro di Francia a Cassel, gli succede, dicesi, nella stessa qualità a Stoccarda.

Il sig. Serrurier, primo segretario di legazione a Londra, sarebbe nominato ministro plenipotenziario a Cassel.

— Un decreto del presidente della repubblica dichiara che una esperienza di tre anni ha permesso di riconoscere gl'inconvenienti della legislazione del 1848, e che a torto si erano cambiate le basi della legislazione imperiale. Per conseguenza, e fino a tanto che la quistione sia compintamente studiata, i consigli dei *prud'hommes* di Lione e di Saint-Etienne sono rimessi sotto il regime anteriore.

— Il nuovo dramma di Giorgio Sand, *Le Vacanze di Pandolfo*, è stato rappresentato iersera al *Gymnase Dramatique*, ma la lunghezza smisurata degli atti, e la singolarità del dialogo hanno disposto poco favorevolmente il pubblico.

— Il sig. Bocher è stato rimesso in libertà.

— Leggesi nella *Presse*:

I giornali d'Algeri ci recano la notizia di un vero disastro. La colonna del generale Bosquet fu sorpresa dal freddo prima di tornare a Bugia. I fogli algerini non danno esattamente la cifra dei morti, ma il *Moniteur Algérien* annunzia che trecento malati entrarono nello spedale di Bugia. Una ventina di cavalli e di muli rimasero sepolti, coi loro bagagli, nella neve.

— Il generale di brigata Jamin, proveniente dalla Cabaila, è giunto il 2 a Marsiglia, e si aspetta oggi a Parigi.

INGHILTERRA. *Londra*, 4 *marzo*. Il nuovo cancelliere d'Inghilterra, lord S. Leonard, presiedette, il 3, per la prima volta alla Camera de' lords. Egli fu introdotto da due de' suoi predecessori, lord Lyndhurst e lord Brougham, e prestò giuramento con le formalità ordinarie.

— Si legge nel *Times*:

Lady John Russell ebbe ieri sera riunione in sua casa. Il duca di Wellington l'onorò della sua presenza, come anche il conte e la contessa di Derby, il conte di Malmesbury, sir James Graham, il sig. Thiers, l'ambasciatore di Francia e la contessa Walewski, i ministri di Grecia, dei Paesi Bassi, di Prussia, di Sardegna, di Turchia, del Belgio, ecc.

— Lord John Manners è stato rieletto a Colchester.

— *Fondi inglesi*. Consolidati a contanti e per conto 96 3/8 5/8; 3 0/0 rid. 98 3/8.

ALEMAGNA. *Francoforte*, 3 *marzo*. La *Gazzetta delle Poste* conferma la notizia che il signor Bismark-Schönhausen, ministro plenipotenziario di Prussia presso la Dieta germanica, prima di partire per Berlino, ha rimesso i suoi pieni poteri al ministro di Baviera, anzi che a quello d'Austria. Ma la Dieta non si radunerà durante l'assenza del plenipotenziario prussiano.

— *Berlino*, 3 *marzo*. Il generale Thümen partirà fra breve per Francoforte a fine di comunicare alla Dieta germanica lo scioglimento di tutte le questioni concernenti i ducati.

Il duca di Augustemburgo è giunto in questa città. Egli intende, dicesi, di seguire le trattative riguardanti la questione di successione al trono di Danimarca, per cui la Prussia si offrì mediatrice.

Il conte Mensdorff-Pouilly andrà direttamente da Berlino a Pietroburgo, dove è accreditato nella qualità di ambasciatore.

Il consigliere municipale Bock, eletto deputato a Berlino, declinò quest'onore: quindi si procederà ad una nuova elezione: il generale Di Bonin, ministro della guerra, si presenta nuovamente candidato.

È qui atteso il barone di Brunswick.

— Nella seduta della prima Camera del 2 febbraio seguì un fatto singolare: il ministero cioè si trovò in minoranza in una questione, in cui egli era sostenuto dalla sinistra e dal centro, e combattuto dalla destra. Si trattava dell'amministrazione della polizia nelle campagne. Il governo chiedeva che a lui si conferisse la nomina degli agenti di polizia. L'estrema destra voleva nè più nè meno che la restaurazione dell'antica polizia federale. La commissione, prendendo un termine medio, proponeva di conferire la polizia ai possessori di beni-fondi così detti nobili, ma solo a titolo onorario per coloro che il governo non giudicasse atti ad esercitare attivamente le funzioni della polizia, ed a titolo attivo per tutti gli altri.

Questo mezzo termine, accettato dalla destra, fu adottato alla maggioranza di 74 voti contro 65: questi ultimi voti emanarono dalla sinistra e dal centro i quali appoggiavano l'articolo del progetto di legge del governo.

Nello stesso giorno la seconda Camera approvò il decreto promulgato provvisoriamente dal governo, il 5 gennaio 1849, relativamente all'introduzione della procedura giudiziaria pubblica ed orale; ed ai giuri in materia criminale.

La commissione pel bilancio della guerra propose un aumento di 30,000 talleri da destinarsi alle riforme che si vogliono introdurre nel servizio della landwehr.

A questo proposito, si dice, che veramente si effettuerà il prolungamento del servizio a tre anni invece di due. Si conferma che il ministro dell'interno abbia, in data 20 febbraio, indirizzato ai presidenti delle provincie un'ordinanza colla quale si prescrive una leva straordinaria di 50 uomini per battaglione, in tutto 5300 uomini.

— *Amburgo*, 2 *marzo*. L'ultimo battaglione austriaco lasciò Amburgo in questo giorno. Lo sgombramento di questa parte dell'Alemagna settentrionale e del ducato di Holstein, per parte delle truppe federali, è dunque compiuto.

AMERICA. *Stati Uniti*. Giusta un dispaccio telegrafico pubblicato dal *Morning Chronicle*, il console di Spagna alla Nuova-Orleans sarebbe stato insultato di nuovo, e la sua bandiera sarebbe stata lacerata dalla plebaglia. Questa voce è contraddetta dal *New-York Herald*.

R. LEONE gerente.

www.internetculturale.it

CITTA' DI TORINO.

IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 8, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 6 marzo stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantotto. Lire 0. 88.

Torino, dal civico palazzo, addì 5 marzo 1852.

Il Sindaco G. BELLONO.

VINOVO

Il Consiglio Comunale, radunato straordinariamente per invito del signor Intendente Generale, il 4.° di marzo corrente, ha deliberato di contribuire con un dono di L. 50,000, pagabili ripartitamente fra 5 anni, nella formazione della Strada ferrata di Pinerolo, quando, scegliendosi la linea detta centrale, venga a passare nelle vicinanze di quell' abitato, e vi formi una Stazione alla distanza di un chilometro.

ANNUNZIO

DI VENDITA AD INCANTO VOLONTARIO

della VILLA detta MORIS

situata sui territorii di Cirié e di San Maurizio

Previi gl' incanti preparatorii, che avranno luogo i giorni 14, 18 e 27 corrente marzo, dalle ore 11 alle 12 mattutine, si procederà al mezzogiorno di detto terzo giorno 27, nell' ufficio di giudicatura di questa capitale per la sezione di Monviso, avanti il segretario del medesimo, al deliberamento della suddetta Villa Moris, posta negli anzidetti territorii, sullo stradale di Lanzo, costituita di ampio fabbricato civile signorilmente mobigliato, fabbricati rustici, cappella arredata, giardini e cortili, con prati, campi e boschi, della totale superficie di ettari 45, 21, 88 (giornate 118, 6, 6), ed estimata L. 147,867, 39.

Indirizzarsi per le occorrenti nozioni al suddetto segretario od al signor geometra Gibbone, via del Senato, num. 4, piano terzo.

AVVISO D'ASTA

Vendita del PODERE AGRARIO *di Sandigliano, nella provincia di Biella, proprio della Società d' Incoraggiamento di arti e mestieri.*

Il pubblico è avvisato, che alle ore 9 antimeridiane del giorno di sabato 27 prossimo marzo avrà luogo in Sandigliano, ed in una delle sale dello Stabilimento Agrario, l' incanto pel successivo deliberamento in favore dell' ultimo miglior offerente, ed all' estinzione della terza candela vergine della vendita del succitato Podere Agrario, consistente in caseggiato rustico, giardini, orto, campi, vigna e prati, in 3 distinti lotti, come infra:

Lotto primo.

Fabbricato rustico, con giardini ed orto annessi, non che campo aperto, e campo con vigna attigua, in totale di ettari 6, 84, 5, al prezzo di L. 18,685.

Lotto secondo.

Campo e prato irriguo simultenente, di ett. 6, 78, 85, al prezzo di L. 15,060.

Lotto terzo.

Campo a gelsi, di ett. 1, 24, 88, al prezzo di L. 3,280.

La vendita si esporrà prima di tutto venale nei 3 sovradescritti lotti, salvo a tentare quindi gl' incanti della sua totalità sul prezzo cumulato dei tre deliberamenti provvisorii, i quali rimarranno però fermi in caso di infruttuoso successo di quest' ultimo esperimento.

Si notifica pure:

Che in detto giorno e nello stesso Stabilimento Agrario di Sandigliano, e tosto seguiti gl' incanti dei suddetti lotti, avrà pure luogo la vendita ai pubblici incanti del mobiliare, e lingerie, bosco da lavoro, attrezzi di campagna, e scorte consistenti in letame, ricetta e paglia.

Biella, il 28 febbraio 1852.

Per la Commissione di liquidazione
Notaio G. GUELPA *Segr.*

LAGO DI COMO

DA VENDERE, o PERMUTARE CON ALTRO STABILE

Elegante VILLA, completamente mobigliata, recentemente costruita sulle sponde ed in una delle più belle situazioni di detto Lago, dominante una estesissima vista circolare, con giardini, darsene e battelli, e situata nel Comune di Carate, a chilom. 14 circa (miglia 6) dalla città di Como.

Dirigersi in luogo al signor Ferdinando Taroni, costruttore navale, ed in Milano al signor Ragioniere Antonio Naturani, contrada di S. Antonio, al n. 4806.

AFFITTAMENTO STABILI

IN TERRITORIO DI VINZAGLIO

S' invita chiunque voglia attendere all' affitto, per anni 12 principiandi al S. Martino p. v., del Tenimento denominato il *Torrione di Vinzaglio*, della superficie di ettari 240 circa, con acqua propria, molino e pesta da riso, a presentare il suo partito, entro il giorno 15 marzo prossimo, od al sig. geometra Vincenzo Malinverni, od in Torino al sig. notaio certif. Domenico Signoretti, presso i quali sono ostensibili le condizioni relative; trascorso detto giorno si procederà al deliberamento, a seconda della convenienza dei partiti.

Torino, il 23 febbraio 1852.

DA AFFITTARE IN MONCALIERI

ALLOGGIO signorile al 1° piano, composto di otto camere, con legnaia, cantina, terrazzo e piccolo giardino. — Contrada dei Signori, casa Fea, porta n. 56.

NUOVA FIERA IN DOGLIANI

Dietro superiore autorizzazione si terrà in Dogliani una nuova fiera nel primo martedì di aprile d' ogni anno, cadente in quest' anno il giorno 6.

Il Sindaco Notaio VADO.

NOTA

Con decreto dell' ill.mo signor presidente del tribunale di prima cognizione di questa città, in data 29 scorso dicembre, venne deputato l' usciere Oberti per le notificanze del giudicio di purgazione instituito dal signor Giuseppe Artusio residente in questa città, con elezione di domicilio presso il sig. causidico Cravotto, dai privilegi ed ipoteche che colpiscono il corpo di casa posto in questa città, sezione Monviso, isola intitolata di S. Pietro, vicolo del Giardino, porta num. 1, distinto nel piano D dell' isolato medesimo, coi nn. 24 a tutto il 29, fra le coerenze del vicolo del Teatro Carignano, e di un altro vicolo, pervenutogli per un quarto dal sig. Felice Camera coll' instromento del 4 dicembre 1850, rogato Turvano, per il prezzo di L. 14,000, e per gli altri tre quarti dai signori Giuseppe Leandro, Giuseppina ed Angela, fratello e sorelle Camera fu Paolo Francesco, tutti residenti in questa città, coll' instromento del 13 aprile 1851, rogato Signoretti, per il prezzo di L. 67,500.

Stati li detti instromenti trascritti all' uffizio delle ipoteche di questa città, cioè il primo il 28 aprile 1851, col diritto pagato di L. 71, cent. 98, e l' altro sotto il 6 giugno 1851, col diritto pagato di L. 339, cent. 48, già stati i detti atti e trascrizioni inserti per nota nella Gazzetta Piemontese num. 103 e 183 del 1851.

Torino, il 6 marzo 1852.

Cravotto proc. coll.

NOTA

All' udienza che sarà tenuta dal regio tribunale di prima cognizione di questa città, alle ore 9 del mattino del 23 prossimo marzo, nella causa di subastazione del sig. Lorenzo Gallarati contro il sig. Giuseppe Reynaud, si procederà al primo incanto degli stabili situati sul territorio di Villarbasse e descritti nel bando venale del 20 corrente febbraio, al prezzo di L. 300 dal detto Gallarati instante la subasta offerto, ed alle condizioni in detto bando espresse.

Torino, il 28 febbraio 1852.

Craveri sost. Chiesa G.

NOTA

All' udienza del tribunale di prima cognizione di Biella, che avrà luogo il 23 del corrente marzo, si farà il primo incanto degli stabili proprii dei signori Falco-Villata Francesco e Benedetti Paolo, geometra Carlo, Teresa ed Elisabetta, fratelli e sorelle, e di cui questi promossero volontariamente la subastazione, che venne autorizzata con declaratoria di detto tribunale del 17 febbraio p. p.

Gli stabili, consistenti in quattro cascine e beni aggregati, coltivati a campo, prati, vigna e bosco, ed in una spaziosa casa civile, vennero divisi in cinque lotti. Essi sono tutti situati sul territorio di Cavaglià, ad eccezione della cascina denominata *Buronza*, che si trova posta su quello di Santhià.

Biella, il 5 marzo 1852.

Bracco caus. coll.

NOTA

Per gli effetti, di cui all' art. 51 del codice di commercio, si deduce a pubblica notizia che il sig. Celestino Devalle, figlio emancipato del signor Angelo, in virtù d' atto passato nanti l' ufficio di giudicatura di Moncenisio, il 31 passato dicembre, con iscrittura 9 gennaio ultimo scorso ha contratta una società in accomandita per l' esercizio di una tintoria in questa città, sotto la sua sola responsabilità, e colla firma Celestino Devalle e Comp., piazza Maria Teresa, casa Mayna, num. 28.

Angelo Devalle.

NOTA

Con atto passato nella segreteria del tribunale di prima cognizione in questa città sedente il 20 scorso febbraio si è per parte del sig. conte Augusto Bellegarde, maggiore generale di marina in ritiro, dichiarato di non volere altrimenti accettare la porzione dell' eredità della dama Giuseppina Nicol de Bard vedova Sagè, resasi defunta nel territorio di questa città il di 8 ottobre 1851, devoluta alla prole nascitura del dichiarante in forza di testamento pubblico 9 precedente agosto, rogato Albasio, se non se col beneficio d' inventario, a termini delle disposizioni del Codice civ.

GENOVA 6 MARZO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60 gior. d.	Ln.	1	85 1/2 D.
Amsterdam	id.	»	2	12 — D.
Ancona	30 id.	»	5	08 —
Augusta	id.	»	2	59 —
Barcellona	id.	»	2	81 1/2
Bologna	id.	»	5	12 —
Firenze	id.	»	—	82 4/5 D.
Lione	id.	»	—	99 4/5
Livorno	id.	»	—	82 7/8 D.
Londra	3 mesi	»	25	29 —
Marsiglia	30 giorni	»	—	99 4/5
Messina	60 id.	»	12	92 —
Milano	30 id.	»	—	84 3/5 D.
Napoli	id.	»	4	33 —
Palermo	60 id.	»	12	92 —
Parigi	30 id.	»	—	99 4/5
Roma	id.	»	5	09 —
Torino	id.	»	—	99 3/5
Trieste	id.	»	2	01 —
Venezia	id.	»	—	84 1/2
Vienna	id.	»	2	01 —

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	Ln.	94 —
id. Sarde	»	92 —
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	88 —
Prestito Obbligatorio	»	89 —
Obbligazioni prestito volontario	»	940 —
id. della Città nuove	»	740 —
Prestito Obbligazioni 1850	»	935 —
id. 1 gennaio	»	90 3/4
Prestito Toscano	»	90 —
Azioni della Banca	»	1790 —
Sconto sopra Genova e Torino	»	6 p. c.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 6 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa.	nella matt.
1819 5 0/0 *god.* 1 8 bre				
1839 » » 1 genn.				
1848 » » 1 mar.		90 75		
1840 » » 1 genn.	90 25 90	90 50 50 60		90 85 p. 15,60
1851 » » 1 dicem.		60 60 65 65 75)		80 p. 30,91 p. 36,91 p. cor.)
1834 *Obblig.* 1 genn.				91 50 p. fin.
1849 » 1 8-bre.				aprile
1860 » 1 febbr.				
1846 5 0/0 *Sard.* 1 genn.				

FONDI PRIVATI	
Azioni B. N. 1 genn.	
— Banca di Savoia	
Città di 4 0/0 oltre lo inter. decor.	
Torino 5 50 0/0 1 gen.	
Città di Genova 4 0/0	
Soc del Gaz (ant.) 1 gen	
Società del Gaz (nuova	
Incendii a premio fisso 31 dicembre	
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio	
Molini presso Collegno 1 giugno	

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	953 —		959 1/2	
Genova sconto	4 p. 0/0		—	—
Francoforte S. M.	911 —		—	—
Lione	99 90		99 35	
Londra	25 35		25 30	
Milano	—	—	—	—
Parigi	99 90	—	99 40	—
Torino sconto	4 p. 0/0			

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 02 —	20 05 —
— di Savoia	20 60 —	20 69 —
— di Genova	79 97 —	79 20 —
Sovrana nuova	35 03 —	35 12 —
— vecchia	34 76 —	34 89 —
EROSO misto		
Perdita	9 50	p 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	Denari	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
GREGGIE	10—11			
	11—12		69	
	12—13	50 69	75 69	
	14—16		60	
	16—20			
ORGANZINI	20—21	76		
	21—22	75		
	22—23	74		
	23—24	73		
	24—25	72		
	25—26	71 60		
	26—27	71		
	27—28	70 50		
	28—29	70		
	30—32	68 60		
	32—36			
	36—40			
TRAME	20—22			
	22—24			
	24—26			
	26—28		66	
	28—30			
	30—32			
	32—36			
	36—40			

MERCI DIVERSE

Doppio filato
Moresca scevra di gallettame
Stracciata

BORSA DI PARIGI *del* 5 *marzo*.

Il 5 0/0 aperto a 106 60 è salito a 106, 80, e dopo essere ricaduto a 105, 85, chiude a 106 10.

Il 3 0/0 resta a 69, 70.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 92, 90.

Le azioni della Banca di Francia a 2778.

DA AFFITTARE

PER IL PROSSIMO SAN MARTINO

Tenimento sul territorio di Volpiano, consistente in ettari 165, 30 (giorn. 435) tra campi, prati e boschi, con tre vistosi corpi di fabbrica.

Per le indicazioni dirigersi in Volpiano al Ferrero Giacomo, ed in Torino al portinaio della casa posta nella sezione Moncenisio, via della Madonnetta, n. 11.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il milionario e l'artista.* (2ª Replica)

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française — *Gentil Bernard ou l'art d'aimer.*

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il Diavolo.*

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: il *Furioso* del cav. Bellini — balletti comici con Tom-pouce.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: —Ballo *Masseppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Mosè in Egitto* — Ballo *I 50 soldati.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 59 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDI' 9 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di vaglia postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

Anno — 6 mesi — 3 mesi
Per Torino
Per le Provincie
Per l'Estero
Inserzioni volontarie, 20 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M. con Reali Decreti del 4 corrente, ha nominato a Senatori del Regno i signori:
Commendatore Carlo Cagnone, Consigliere di Stato e Deputato nel Parlamento Nazionale;
Conte e commendatore Francesco Ciccia, Ispettore generale del Regio Erario;
Avvocato Francesco Conelli.

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione, vedi num. 52, 53, 54, 55).

Spese — INTERNO.

Spese ordinarie.

Ministero dell'Interno.

1	Personale	165,000 »
2	Spese d'ufficio	20,000 »
3	Spese di stampa	10,000 »

Consiglio di Stato.

4	Personale	164,900 »
5	Spese d'ufficio	12,000 »

Archivi dello Stato.

6	Personale	38,700 »
7	Spese d'ufficio	7,584 »

Conti.

8	Personale	4,250 »
9	Spese diverse	750 »

Revisione delle opere teatrali.

10	Personale	6,000 »

Telegrafi aerei.

11	Personale	25,580 »
12	Spese d'ufficio	5,000 »
13	Spese diverse	6,000 »
14	Riparazioni alle stazioni	2,500 »

Telegrafo elettro-magnetico.

15	Personale	6,000 »
16	Spese d'ufficio e legna per le stazioni	*abolita*
17	Manutenzione delle macchine ed accessori	*abolita*

Sanità.

18	Personale	9,200 »
19	Spese diverse	29,840 »

Vaccino.

20	Personale	12,500 »
21	Spese diverse	7,000 »

Teatri.

22	Teatri in Torino (stipendi ed assegni per dotazione)	52,590 »
23	Idem (spese d'ufficio e diverse)	2,200 »

Intendenze.

24	Personale	750,500 »
25	Indennità di rappresentanza	15,000 »
26	Spese d'ufficio in Sardegna	20,100 »
27	Pigione dei locali	30,585 45

Opere pie e fanciulli esposti.

28	Personale ed assegni fissi	500,000 »
29	Spese diverse	91,000 »

Penitenziari e carceri centrali.

30	Personale	192,250 »
31	Spese d'ufficio	6,800 »
32	Spese di mantenimento	575,500 »
33	Trasporto ai penitenziari dei detenuti condannati	10,000 »

Carceri giudiziarie.

34	Spese per gl'inquisiti prima della loro consegna all'Autorità giudiziaria	1,000 »
35	Personale	305,389 68
36	Spese diverse	975,800 »
37	Trasporto dei prevenuti	50,960 »
38	Fitti	14,250 »
39	Riparazioni	77,700 »

Pubblica sicurezza.

40	Servizio di sicurezza pubblica	200,000 »
41	Ufficiali di pubblica sicurezza (Personale)	256,853 96
42	id. (Spese d'ufficio ed indennità di trasferte)	55,000 »
43	Carabinieri Reali (gratificazioni e compensi) e Cavalleggieri di Sardegna (id. e spese d'ufficio)	23,000 »
44	Guardie ed Apparitori di pubblica sicurezza	152,662 »
45	Indennità di via e trasporto degli indigenti	82,000 »
46	Fitti case e casermaggio per la pubblica sicurezza	18,410 »
47	Casermaggio dei Carabinieri Reali in Torino	22,500 »

Servizi diversi.

48	Pensioni ai decorati nella Milizia Nazionale della medaglia al valor militare	500 »
49	Studi e scienze	59,000 »
50	Pubbliche solenni funzioni e feste governative	12,000 »
51	Direzione e compilazione della Gazzetta Piemontese	15,000 »
52	Riparazioni ordinarie, illuminazioni e custodi dei palazzi demaniali occupati per uso del Ministero dell'Interno e di uffizi da esso dipendenti	*abolita*
52 *bis*	Medaglie e ricompense pecuniarie per azioni generose	10,000 »

Spese comuni a tutti i rami.

53	Spese di posta	5,000 »
54	Casuali	40,000 »

Spese straordinarie.

55	Archivi del Regno (Personale straordinario)	5,000 »
56	Intendenze	11,000 »
57	Pubblici scaldatoi e minestre ai poveri	*abolita*
58	Istituto de' Sordo-muti a Camberì	2,000 »
59	Collegio convitto de' Sordo-muti in Oneglia	*abolita*
60	Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione	*sospesa*
61	Assegnamenti di aspettativa	90,000 »
62	Emigrazione italiana	150,000 »
63	Carcere centrale di Saluzzo	9,990 »
64	Carcere centrale di Alberteville	50,000 »
65	Carcere centrale per le donne in Pallanza	20,000 »
66	Carceri d'Oristano	13,000 »
67	Carcere di Oneglia	17,000 »
68	Provvista di arredi e mobili per le stazioni telegrafiche elettriche	*abolita*
69	Continuazione della stampa della traduzione in italiano del poema sanscrito di *Ramayana*	*abolita*
70	Invalidi servienti nel Ministero dell'Interno e negli uffizii da esso dipendenti	62,600 64

Totale Spese ordinarie L. 5,123,174 00
Totale Spese straordinarie » 442,590 64

(Continua) Totale generale L. 5,564,724 75

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. *Torino, 8 marzo.*

Il Senato nella tornata d'oggi, appena costituito l'ufficio provvisorio, udì la lettura di tre Decreti portanti le nomine del Presidente e dei Vice-Presidenti. In seguito si presentarono due progetti di legge: 1° per l'istituzione di posti gratuiti ne' collegi nazionali; 2° per la leva ordinaria di 100 marinai. Non essendo poi la Camera in numero non potè procedere alla costituzione dell'ufficio definitivo.

La Camera dei Deputati nella seduta di quest'oggi prese a discutere il progetto di legge sullo stato degli ufficiali, e ne approvò i primi tredici articoli. Il Ministro dei lavori pubblici presentò un progetto di legge sull'ordinamento del servizio dei porti, spiaggie e fabbriche militari. Il Ministro delle finanze presentò i seguenti tre progetti di legge: per indennità di vestiario ai bassi ufficiali e soldati; per l'abolizione del sussidio ai padri di dodicesima prole, e per l'approvazione della convenzione sanitaria-marittima firmata a Parigi.

ISPEZIONE GENERALE DELL'ERARIO.

Istruzioni circa il pagamento delle pensioni militari, cadenti a carico del Bilancio delle Spese generali.

Art. 1. Le pensioni, i trattenimenti, i sussidi progressivi ai militari si di terra che di mare, tanto giubilati, quanto riformati, non meno che le pensioni agli invalidi giubilati, come si li soprassoldi per decorazioni ai medesimi giubilati o riformati, e le pensioni, trattenimenti o sussidi agli aventi causa da essi, saranno soddisfatti, a far tempo dal 1° genna o 1852 in poi, a carico del Bilancio delle spese generali che formasi dall'ispezione generale dell'erario.

Art. 2. Il pagamento di tali assegnazioni verrà effettuato a trimestri maturati nei primi giorni di aprile, luglio, ottobre e gennaio di cadun anno con mandati dell'ispezione generale dell'erario per i pensionari (esclusi gli invalidi) dimoranti nella capitale e nei comuni della provincia di Torino; con mandati provvisori che loro verranno rilasciati su carta libera senza costo di spesa e munito del bollo comunale, giusta gli stampati che verranno a tal uopo somministrati ai sindaci dall'ispezione generale dell'erario per mezzo delle rispettive intendenze (articolo 1 e 3 del R. Decreto 12 febbraio 1852).

Art. 5. In quanto alle vedove ed alle figlie di militari ed altre persone provviste di pensioni continuative soltanto durante lo stato vedovile o nubile, dovranno i certificati di cui all'art. 4 contenere inoltre la dichiarazione della permanenza dello stato vedovile o dello stato nubile rispettivamente (art. 2 del citato R. Decreto).

Art. 6. Tali certificati di vita e di domicilio dovranno essere presentati dai titolari o fatti pervenire all'ispezione generale dell'erario per i pensionari (esclusi gl'invalidi) residenti nella città e provincia di Torino, all'intendenza generale della capitale per gl'invalidi dimoranti nella città e nei comuni della stessa provincia; ed alle altre rispettive intendenze provinciali per tutti i pensionari, compresivamente agli invalidi, domiciliati nelle altre provincie dello Stato.

Art. 7. Unitamente a tali certificati di vita, dovranno i titolari delle assegnazioni che loro furono accordate per R. Decreto, presentare altresì, ove già non abbiano ciò effettuato, presso l'azienda generale di guerra o quella di marina una copia autentica su carta bollata a cent. 40 del succitato Regio Decreto, per essere unita al primo mandato da spedirsi.

Art. 8. I minorenni dovranno inoltre per la prima volta presentare la fede di nascita regolarmente spedita su carta libera, non meno che l'atto d'autorizzazione del consiglio di famiglia, ove esso abbia avuto luogo, od altro equivalente titolo indicante la persona incaricata di rappresentarli nella riscossione dei rispettivi assegnamenti, e ciò nei casi in cui simili documenti già non siano stati inoltrati all'amministrazione, nel cui bilancio trovavansi dapprima inscritti (articolo 4 del già citato R. Decreto).

Art. 9. L'ispezione generale dell'erario rilascierà in capo ai rispettivi titolari i certificati d'iscrizione delle assegnazioni di cui sono provvisti per essere loro rimessi o dall'ispezione medesima, o dagli intendenti provinciali, o dai sindaci secondo le distinzioni di cui all'art. 2.

Art. 10. Gli intendenti provinciali, appena ricevuti dall'ispezione generale dell'erario tali certificati d'iscrizione per gl'individui che dovranno essere soddisfatti con mandati provvisorii, ossiano ordini di pagamento del loro ufficio, trasmetteranno prontamente ai sindaci quelli tra quali è indicata la residenza nei diversi comuni della provincia, con incarico di rimetterli ai titolari, ritirando contemporaneamente da essi le cartelle di credito, od i libretti dell'azienda generale di guerra, od i brevetti di pensione dell'azienda generale di marina, secondo che sarà del caso, per farne tosto la trasmissione all'intendente della propria provincia, da cui verranno inviati, insieme a quelli che avrà ritirati direttamente dai pensionarii domiciliati nel capoluogo della provincia stessa, all'ispezione generale dell'erario, dalla quale saranno pure ritirati i simili titoli dai pensionarii che riceveranno direttamente dalla medesima i certificati d'iscrizione.

Art. 11. L'ispezione generale dell'erario emetterà quindi i mandati di pagamento da soddisfarsi dal tesoriere dell'azienda generale delle finanze; e le intendenze provinciali, previo l'accertamento dell'iscrizione del pensionario nei registri della propria provincia, di cui all'art. 3, spiccheranno gli ordini di pagamento a tergo dei certificati di vita, da pagarsi dai tesorieri provinciali, o per essi dagli esattori mandamentali secondo la residenza de titolari, e ciò analogamente a quanto prescrivono il R. Brevetto del 31 maggio 1834 e le ministeriali istruzioni del 23 giugno successivo.

Art. 12. Tanto il tesoriere dell'azienda generale di finanze ed i tesorieri provinciali, quanto gli esattori, riceverdo rispettivamente tali mandati dall'ispezione ora detta, od i certificati di vita col relativo ordine di pagamento dell'intendenza provinciale, ne eseguiranno il pagamento, curando che le relative quitanze portino i precisi nomi e cognomi dei titolari risultanti dai mandati o dai certificati di vita.

Nell'atto del pagamento dovranno i contabili ora detti esigere la presenza one per parte dei titolari dei certificati d'iscrizione, a tergo dei quali vi dovranno immancabilmente apporre l'annotazione dell'eseguito pagamento, incominciando dall'estremità superiore dell'angolo sinistro, ed in modo il più ristretto possibile nella forma seguente:

Pagato il 1° trimestre 1852.

Pagato il 2° trimestre 1852.

e così di seguito ad ogni pagamento trimestrale: e qundi ne faranno la restituzione ai pensionarii.

Art. 13. Debitamente quitanzati come sovra dai titolari, gli ordini di pagamento verranno dagli esattori consegnati ai tesorieri provinciali, e da questi ricevuti come versamento in carte contabili, ed unita a quelli da essi stessi soddisfatti, saranno in fine d'ogni mese trasmessi alle rispettive intendenze, accompagnati da appositi elenchi distinti secondo la provenienza delle pensioni, cioè:

» Guerra militari / *Pensione* / »
0 » Guerra militari / *Pensione di riforma* / »
0 » Guerra militari / *Soprassoldo per decorazioni* / »
0 » Guerra invalidi / »
0 » Marina militari / »

e questa distinzione vuol essere altresì notata in capo a ciascuno di essi elenchi, come trovasi indicata sugli ordini di pagamento, e sui certificati d'iscrizione.

Art. 14. Le intendenze provinciali, appena ricevuti dai tesorieri tali elenchi accompagnati dalle carte giustificanti gli eseguiti pagamenti, riconosciutane l'esattezza, e fatta operare su registri, di cui all'art. 3, la debita annotazione di pagamento a riscontro di ciascun articolo, rimetteranno separatamente, per ognuno di essi elenchi, altrettanti mandati provvisorii di scarico al tesoriere della propria provincia, in capo ai quali, ed in un angolo, vi noteranno la distinzione nel modo espresso nell'articolo precedente, per essere quindi nei modi consueti trasmessi a questa generale ispezione pei relativi riscontri.

Art. 15. Volendo il pensionario mutar assolutamente di domicilio da una ad altra provincia, sarà tenuto di farne la dichiarazione per iscritto su carta semplice, e di consegnarla al sindaco, ovvero all'intendenza della provincia, od all'ispezione generale dell'erario, secondo le distinzioni previste dall'art. 2.

Art. 16. Il sindaco farà pervenire tale dichiarazione all'intendente, il quale la trasmetterà tosto, insieme a quelle che gli saranno state presentate direttamente, all'ispezione generale dell'erario, indicando al tempo stesso a quale epoca il pensionario è stato soddisfatto del suo avere nella provincia in cui aveva residenza: e farà cancellare il titolare dal registro tenuto nel proprio ufficio, apponendovi un'annotazione indicante il nuovo eletto domicilio.

Art. 17. In caso di morte di qualche pensionato i sindaci dovranno tosto porgerne avviso per lettera alla rispettiva intendenza od all'ispezione generale dell'erario, giusta le distinzioni previste coll'art. 2.

Le intendenze, previa l'opportuna nota sui loro registri, ne daranno partecipazione all'ispezione generale dell'erario, indicando, oltre i nomi, cognom, qualità del defunto, e natura dell'assegnamento, il numero del certificato sotto il quale trovavasi inscritto.

Art. 18. I pensionari che avranno ottenuta l'autorizzazione del Re per dimorare all'estero, dovranno far pervenire all'ispezione generale dell'erario, od all'intendenza provinciale, secondo pur le distinzioni espresse nel già riputato art. 2, il certificato di vita delle autorità locali all'estero, legalizzato dal Ministero per gli Affari dell'Estero, ed insieme, e per una volta tanto, la di lui procura speciale, ove già non sia stata prodotta all'amministrazione sul cui bilancio trovavasi inscritto, in capo alla persona che avrà l'incarico di rappresentarlo pel conseguimento della pensione, e pel rilascio delle relative quitanze. Quale procura, se fatta all'estero, dovrà essa pure essere come sopra legalizzata.

Art. 19. Tale procura verrà unita al primo mandato da spedirsi, o dall'ispezione generale, o dall'intendenza provinciale, insieme al documento giustificante l'ottenuta Sovrana autorizzazione, e ne verrà poscia si dell'una, che dell'altro fatta menzione nei mandati successivi.

Art. 20. Rimarrà sospeso il pagamento delle pensioni ai militari, giusta l'art. 39 della Legge 27 giugno 1850:

1. Per condanna a pena eccedente sei mesi di carcere, durante il tempo della pena medesima;

2. Per le circostanze che importano la perdita della qualità di cittadino, finchè l'individuo rimane privo di tale qualità.

Art. 21. Avvenendo che il pensionato militare si trovi in uno dei casi sovra menzionati, l'ispezione generale dell'erario, all'appoggio della sentenza che dal tribunale competente verrà emanata, farà operare le necessarie annotazioni sui registri tenuti tanto presso l'ispezione stessa, quanto presso gli uffizi d'intendenza per la cessazione del pagamento della pensione, ed il titolare non verrà riabilitato alla sua pensione se non dietro produzione di dichiarazione del fisco, in cui sia fatto risultare del giorno dal quale vengono a cessare gli effetti dell'emanata sentenza.

Art. 22. Qualora un pensionario venisse a smarrire il proprio certificato d'iscrizione, per ottenerne un *duplicato*, dovrà rivolgere la sua domanda all'ispezione generale dell'erario, od all'intendente provinciale, accompagnata da una dichiarazione giurata nanti il giudice del mandamento, dell'occorso smarrimento del certificato, coll'obbligo in *esso espresso* di consegnarlo all'ispezione generale dell'erario ove venisse a rinvenirlo, e di tenere rilevate le finanze da qualunque danno, che da siffatto smarrimento potesse loro derivare.

Art. 23. Gli intendenti provinciali si asterranno dallo spedire i mandati provvisionali, od ordini di pagamento pei prorata delle assegnazioni rimaste dovute ai defunti titolari, essendo riservata

l'emissione di tali mandati all'ispezione generale dell'erario.

Art. 24. Per conseguire siffatti prorata gli eredi dovranno presentare, od all'ispezione generale, od alle intendenze provinciali.

1. La fede di morte del pensionario regolarmente spedita su carta bollata a centesimi 40;

2. Una copia autentica del testamento, pure su carta bollata, od una particola di esso nella parte riguardante l'instituzione degli eredi colla dichiarazione, in questo caso, del notaio, che il testatore non ha altrimenti disposto degli arretrati della pensione.

Qualora poi il pensionario fosse morto *ab intestato* dovranno gli eredi produrre un'attestazione giudiciale comprovante tale qualità ereditaria.

3. Infine il certificato d'iscrizione.

Art. 25. L'intendente trasmetterà tali documenti all'ispezione generale dell'erario, indicando fino a quale epoca venne il defunto soddisfatto del suo avere nella provincia.

Art. 26. Per le pensioni colpite da sequestri, come si per quelle soggette a ritenenza ordinata per debiti verso l'erario, o verso le amministrazioni dei Corpi a cui appartenevano i pensionari, e di stabilimenti militari, od acconsentite verso privati, gli intendenti si asterranno egualmente dallo spedire i mandati provvisorii, ma faranno pervenire ai debiti tempi all'ispezione generale dell'erario i relativi certificati di vita e di domicilio per l'emissione degli opportuni mandati di pagamento, i quali per quanto riguarda la porzione restante a percersi dal titolare, verranno quindi soddisfatti dal tesoriere dell'azienda generale di finanze pei titolari dimoranti nella città e provincia di Torino, e dai tesorieri provinciali per quelli domiciliati nelle altre provincie dello Stato.

Torino, addì 22 febbraio 1852.

L'ispettore generale
F. Caccia.

V. Il Ministro Segretario di Stato
Reggente il Ministero delle Finanze
C. Cavour.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 1 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito.

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuni dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Seconda inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite				
		Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
unico	Lubatti canonico Francesco . .	57	1849 15 apr.	288 »	1849 26 marzo	Mondovì

Torino, il 25 febbraio 1852.

L'ispettore Generale F. Caccia.

AZIENDA GENERALE DELLE GABELLE.

Avviso d'asta.

Le infra designate Gabelle di Sale e Tabacco essendosi rese vacanti, si fa noto che a termini del R. Decreto 14 settembre 1851, il loro esercizio per un quinquennio, a far tempo dall'assunzione del medesimo, sarà deposto al pubblico incanto e deliberato, alla estinzione della candela vergine, a favore di chi avrà offerto il maggior aumento sovra ciascuno dei prezzi seguenti, nell'ufficio ed all'ora e giorno infra specificati.

Gl'incanti si apriranno separatamente per ciascuna Gabella, e caduna offerta d'aumento non potrà essere minore di *lire dieci*.

Chiunque vorrà essere ammesso all'appalto, dovrà produrre un attestato di buona condotta spedito dal sindaco della propria residenza.

Il titolare d'una Gabella stabilita nel circondario del Banco dei sali da cui dipende quella da appaltarsi sarà escluso dal concorso alle licitazioni.

Le spese tutte dell'incanto, deliberamento e contratto sono a carico dell'appaltatore.

Il quaderno delle condizioni preliminari, ossiano capitoli d'onere, è depositato nell'ufficio infraindicato dove ciascuno potrà prenderne cognizione.

È fissato dieci giorni successivi a quello del deliberamento il termine per la presentazione in carta bollata, all'ufficio in cui sarà seguito l'incanto, dell'offerta d'aumento di sesto o mezzo sesto; trascorso tal termine, che si dichiara scadere al mezzodì del giorno indicato nella seguente tabella, non si ammetterà più alcuna offerta in proposito.

Gli accorrenti agl'incanti, o reincanti per causa di sesto o mezzo sesto, dovranno fare primo del giorno fissato pei medesimi il deposito d'una somma pari al *Quinto del provento brutto della Gabella* per cui intendono concorrere, onde sopperire alle spese di carta, stampa, notificanze, incanti, emolumenti per la stipulazione dei contratti, copie dei medesimi, che si dichiarano tutte a carico degli appaltatori; siffatto deposito verrà ricevuto dai segretarii delle Intendenze, manti le quali seguir devono i deliberamenti; e per quei lotti da deliberarsi nell'ufficio della Generale Azienda delle Gabelle in Torino, tale deposito dovrà operarsi nella cassa del contabile presso la manifattura dei Tabacchi, il quale ne spedirà corrispondente ricevuta agli accorrenti, e questi dovranno presentarla alla predetta Generale Azienda per essere ammessi alle licitazioni: tosto seguito il deliberamento, verrà il deposito in discorso fatto restituire agli accorrenti, ad eccezione però del deliberatario, il quale non potrà ritirarlo se non dopo d'aver adempito al prescritto dei seguenti paragrafi.

Dieci giorni dopo che il deliberamento sarà divenuto definitivo, l'appaltatore sarà tenuto di depositare a mani del banchiere una malleveria in numerario, in cedole od in obbligazioni dello Stato equivalenti al fitto di tre mesi; la quale malleveria sarà restituita al termine della locazione.

Il contratto relativo all'appalto di cui si tratta dovrà essere stipulato nei venti giorni successivi alla data del deliberamento definitivo, e non presentandosi il deliberatario entro il detto termine, la Gabella incantata sarà riesposta agli incanti a spese, rischio e pericolo del deliberatario il quale s'intenderà aver rinunciato al deposito di cui sovra del quinto del prodotto brutto della Gabella, da impiegarsi dall'Azienda delle Gabelle nel pagamento delle spese cadenti a suo carico, ed il rimanente servirà, occorrendo, a supplire in tutto od in parte alla differenza di fitto che potrebbesi presentare col reincanto per conto del medesimo, oppure cederà a profitto dell'erario dello Stato.

TABELLA

DELLE RIVENDITE DI SALE, TABACCHI, POLVERI E FIOMMI.

da appaltarsi sulla base degli articoli 1, 2 e 3 delle *Condizioni preliminari* approvate dal Ministero delle Finanze, sotto la data del 24 dicembre 1851.

Uffizi in cui seguiranno i deliberamenti.

Lotto I. Intendenza Generale della Divisione Amministrativa di Novara — Gabella di Ghemme — Epoca fissata per i deliberamenti: 22 marzo, a ore 11 di mattino; i fatali scadono il 1° aprile a mezzogiorno.

Lotto II. Intendenza della provincia di Tortona — Gabella di Sale — Epoca fissata per i deliberamenti: 24 marzo, a ore 11 di mattino; i fatali scadono il 3 aprile, a mezzogiorno.

Annuo provento brutto sui Tabacchi e sulle Polveri.

	Tabacchi.	Polveri.	Totale.	Prezzo sul quale si farà l'incanto.
Lotto I.	673 »	» »	673 »	468 »
» II.	1252 »	2 »	1254 »	314 »

Torino, il 3 marzo 1852.

Per detta generale Azienda,
Il capo di Divisione
Enrico Geymet.

FATTI DIVERSI. — Torino. — Ci riesce sempre grato il poter quasi ogni giorno rendere di pubblica ragione un nuovo atto di ben intesa filantropia, cui mai non tralascia di addivenire in ogni occorrenza la nostra Guardia Nazionale.

La sera del 7 corrente, nell'occasione di un pranzo, che la cortesia del colonnello comandante la prima legione, cav. Cesare di S. Gregorio, offeriva a tutti gli ufficiali e sott'ufficiali componenti gli stati-maggiori di essa legione, non che dei singoli battaglioni di cui essa è formata; sull'invito fattone dal prelodato sig. colonnello, e dal dottore Alberto Gambi, chirurgo maggiore del 2° battaglione, si raccolsero franchi 57 da distribuirsi a parti eguali fra il collegio degli Artigianelli, ed il nuovo ospedale infantile: le quali somme vennero rispettivamente versate a mani dei tesorieri delle due Opere, sig. marchese Carlo di Clavesana e s.g. Fedele Gerundi.

— Il giorno stesso la decima compagnia della seconda legione, capitanata dal s.g. Giacinto Feletzas, reunasi ad amichevole festa, raccoglieva fr. 36, cent. 50, a vantaggio del collegio degli Artigianelli, non dimenticando anche nella gioia chi geme nella sventura.

— Provincie. — Il comandante la luogotenenza della stazione de'carabinieri reali in Moncalieri, avuta notizia che nella notte del primo corrente, alcuni malfattori avessero divisato di commettere un furto in un casolare isolato sulle fini di Truffarello, spettante all'impresa della ferrovia che va costruendosi fra Torino e Savigliano, vennero disposti sette militari in tempo e luogo opportuno per colpire i malfattori in flagrante delitto. Infatti circa alla mezzanotte comparvero due individui, i quali muniti di scarpello e tanaglie, mediante praticata rottura, estrassero alcuni attrezzi pel valore di L. 60. Non appena consumato il reato, sbucarono i militari dall'agguato, e s'impadronirono dopo qualche resistenza dei due ladri, ai quali vengono attribuiti i non pochi furti accaduti per lo addietro in quelle vicinanze.

Savoia. — Il curato di Aix-les-Bains si è diretto al presidente della repubblica francese per ricordargli ciò che la regina Ortensia aveva già fatto in favore dei bagnanti poveri: nella sua risposta, il presidente si è mostrato dispostissimo a continuare l'opera di sua madre, e a contribuire a ciò che sarebbe intrapreso nello scopo di procurare ai malati poveri i mezzi d'approfittare delle proprietà curative delle acque di Aix.

— Si legge nel *Courrier des Alpes*:

Nel mese di luglio 1851, i missionarii di S. Francesco di Sales d'Annecy, e le suore di S. Giuseppe hanno inviato rinforzi ai coloni già partiti dalla Savoia per andare a diffondere nell'India pagana l'incivilimento cattolico. Cinque mesi e mezzo dopo di avere abbandonato la loro patria, dopo un tragitto faticosissimo, e che senza l'aiuto della Provvidenza avrebbe dovuto essere loro fatale, i nuovi coloni sono sbarcati al porto, ove fatiche più gravi e pericoli più lunghi li attendono. Abbiamo sott'occhio una specie di giornale, scritto dalla suora Saint-Jean colla data di Yanaon. Non riproduremo le pagine più interessanti; non dubitiamo ch'esse sian lette col più vivo interesse. Non v'ha arte, non v'ha ricercatezza in quelle linee tracciate sotto l'ispirazione della fede e della più pura cristiana devozione: gli è precisamente ciò che ne fa la bellezza e ne rende più commovente la lettura.

Non pochi de'viaggiatori hanno crudelmente sofferto il mal di mare: essi lasciavano patria e famiglia, eppure erano animati della gioia più pura.

Le persone che han contribuito maggiormente alle spese di questa spedizione troveranno in alcuni fatti narrati dalla suora Saint-Jean una dolce ricompensa del generoso concorso da esse prestato.

SVIZZERA

Ticino. Il sig. Landrichter a Marca, membro della commissione di Stato dei Grigioni, fu a Bellinzona per trattare col lodevole governo circa alla linea telegrafica da Cora pel S. Bernardino. È noto che già il gran consiglio ha consentito che il governo partecipi per 40,000 fr. al prestito senza interesse della somma necessaria a questa instituzione. Al di là del S. Bernardino furono già raccolte sottoscrizioni per 30,000 fr. e si spera che le comuni ed i particolari grigioni al di qua del monte anticiperanno la residua somma di lire 7,000. I conti presuntivi della linea telegrafica da Ragatz a Bellinzona importando 47,000 fr. Mesocco presterà il locale ed i 200 fr. annui per l'ufficio.

Le convenzioni fra il delegato governativo ed i comuni ticinesi interessati nell'instituzione del telegrafo sono a buon punto. Bellinzona, Magadino, Lucarno e Lugano hanno dichiarato di prestar locali e sussidio per gli uffizi. Airolo ha rifiutato; ma è probabile che quel ricco patriziato si assumerà di fare le dovute prestazioni. Anche l'assemblea di Chiasso non ha voluto assumersi i pesi inerenti all'ufficio.

FRANCIA

Parigi, 5 *marzo*. Leggesi nella *Patrie*:

In uno degli ultimi consigli dei ministri, presieduto da Luigi Napoleone, è stato risoluto che il ministro delle finanze indirizzerebbe immediatamente una circolare a tutti gli agenti dell'amministrazione del bollo, per ingiungere loro di lasciare i giornali scientifici nella stessa posizione in cui si trovavano prima del decreto del 17 febbraio p. p.

— È mancata di vita, dopo una lunga e dolorosa malattia, la signora Sofia Gay, letterata, suocera del sig. Emilio di Girardin.

— Ecco altre elezioni definitive:

Ain, 1° circoscrizione Delorme, 2° Dejonage, 3° Bolin.
Alpi (Alte), Faure.
Ardèche. 1° Chevreau, 2° di Rochemure, 3° Boissy d'Anglas.
Aube, 1° Rambourg, 2° di Maupas padre.
Aude, 1° Roque, 2° Allengry.
Bocche del Rodano, 5° Remacle.
Charente, 1° Gellibert, 2° Leclerc.
Charente Inferiore, 1° di Waste Wimeux (generale).
Creuze, 2° Sallandrouze di Lamornaix.
Coste del Nord, 5° Bigrel.
Cher, 1° Duranty, 2° Bidault.
Drôme, 1° Sapey, 2° Monier della Sizeranne, 3° Morin.
Gard, 1° Curnier, 2° duca d'Uzès, 3° di Calvières.
Garonna, 2° Perpessac, 3° Dussubieu, 4° Duplan.
Ille-e-Vilaine, 1° Pongerard.
Jura, 1° Dallot, 2° Charlier.
Lande, 1° Francesco Marrast, 2° Costa.
Loira (Alta), 1° di Latour-Maubourg, 2° di Romeuf.
Loira, 1° Bouchetal-Laroche, 2° Dumarais, 3° Balay.
Loir-e-Cher, 1° conte Clary.
Maine-e-Loira, di Civras.
Marna (Alta), 1° di Lesperut, 2° Chauchart.
Nievre, 1° Perlet (generale), 2° Lepelletier d'Aulnay.
Oise, 1° duca di Mouchy, 2° di Plancy, 3° Lemaire.
Passo-di-Calais, di Watebled.
Puy-di-Dôme, 1° di Chazelles, 2° di Morny, 3° *idem*.
Reno (Alto), 2° di Reinach, 3° Lefebure.
Rodano, 4° di Montemart.
Tarn-e-Garonna, 1° Elia Janvier, 2° Belmontet.
Varo, 1° di Partounaux, 2° Giulio di Portalis, 3° di Kerveguen.
Vosgi, 6° Aymé.
Yonne, 2° Bertrand.

INGHILTERRA

Londra, 4 *marzo*. Si legge nel *Globe*:

La regina, il principe Alberto e la famiglia reale sono attesi per sabato prossimo (7) al castello d'Osborne, isola di Wight.

La contessa di Neuilly ha reso ieri (5) visita alla duchessa di Kent, a Clarence-House.

— La relazione del dicastero del commercio pel mese di gennaio è stata pubblicata, e ne risulta in modo soddisfacente la prosperità del popolo, visto il grande aumento nel consumo de generi d'uso comune, intantochè continuano ad accrescersi le esportazioni eziandio de' prodotti manufatti.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Il cancelliere della città di Falkstone ha ricevuto avviso dai lords della tesoreria che quel porto dee essere elevato alla quarta classe. La cifra dell'importazione si è in questi ultimi tempi così notevolmente accresciuta, che oggi si è costretti d'ingrandire d'un terzo gli edifizi della dogana a fine di agevolare il servizio.

— Si legge nel *Morning-Post*:

Ecco le nomine ufficiali fatte in Irlanda. L'onorevolissimo Thomas Lefroy è stato nominato *Chief-Justice* (primo giudice) del banco della regina in Irlanda. L'onorevolissimo Richard Wilson Greene è stato nominato uffiziale dello scacchiere, in sostituzione dell'onorevolissimo Thomas Lefroy. Il sig. John Wyane, di Hazlewood, uno de' componenti la commissione di Devon, è nominato sotto-segretario d'Irlanda.

— Lord Clarendon, arrivato da Dublino, assisteva alla riunione degli amici politici di lord John Russel, che si tenne ieri alla residenza del nobile lord, in Chesdam-Place.

— Il *Times* annunzia che l'officiale, insegna di vascello, signor di Bray, ha ottenuto dal governo francese il permesso d'imbarcarsi a bordo della nave sotto gli ordini del comandante della squadra che si sta organizzando sotto gli auspicii dell'ammiraglio inglese per andare alla ricerca di Franklin.

— Si legge nel *Daily-News*:

Ieri (5) gli abitanti di Southwark, distretto di Londra, si riunirono per adottare de' provvedimenti contro l'armolamento della milizia. Presedeva al *meeting* il sig. Apsley Pellat. Vi fu rappresentato come chimerico il timore d'una invasione, e che in tutti i casi il governo dispone di ampii mezzi per difendere il paese. Una petizione in questo senso fu compilata, e risoluto che sarebbe sottoposta al Parlamento.

— Si legge nel *Sun*:

Le spoglie mortali dell'illustre poeta Tommaso Moore furono deposte mercoledì ultimo (3) in un sepolcro al nord del cimitero di Bromham, villaggio a un mezzo miglio alla sinistra della barriera che conduce da Devizes a Chippenham, e a 4 miglia da quest'ultimo posto. Sulla bara, coperta d'un panno nero, stava questa semplice iscrizione: « Tommaso Moore, nato il 28 maggio 1779, morto il 25 febbraio 1852, in età di 72 anni, è stato deposto in questo sepolcro. »

ALEMAGNA

Francoforte, 4 *marzo*. La *Gazzetta delle Poste* pubblica un riassunto delle risoluzioni prese dal senato nella questione della costituzione della città libera di Francoforte, risoluzioni dal senato trasmesse ai membri dell'assemblea legislativa, e che verranno poste in discussione mercoledì, 10 marzo. L'uguaglianza dei diritti per tutti i cittadini è mantenuta. Il corpo legislativo si comporrà di 68 membri, di cui 41 apparterranno ai comuni rurali. I membri del senato non potranno far parte del corpo legislativo; quelli del collegio delle finanze (commissione permanente della borghesia) possono farne parte.

Le divergenze fra il senato e l'assemblea legislativa verranno composte da una commissione speciale. Il senato sarà composto di 21 membri eletti a vita e di cui 4 appartengono alla classe dei giuristi, 4 a quella dei negozianti e 4 a quella degli artigiani. Ogni anno cinque membri usciranno dalla commissione permanente. L'amministrazione sarà separata dalla giustizia. I senatori non sederanno quind'innanzi nei tribunali, ma i giudici che sedono nei tribunali saranno nominati dal senato.

La procedura sarà pubblica ed orale. Il processo di accusa avrà luogo per le cause criminali: non potrà infliggersi una pena grave senza la decisione dei giudici del fatto.

La costituzione potrà modificarsi qualora nello spazio di due anni consecutivi due terzi di voti del senato e del Corpo legislativo siansi dichiarati per la revisione. La borghesia ne delibererà a squittinio.

Se tali disposizioni verranno adottate, entreranno in vigore il 1° luglio.

Austria. *Vienna*, 2 *marzo*. Quantunque la nuova tariffa doganale austriaca fosse ben lungi dall'essere un vero passo verso la libertà commerciale, ma solo l'ese intesa ad uscire dalle assolute barriere del sistema proibitivo, aveva però eccitato clamori per parte di parecchi industriali: clamori che ogni giorno più vanno scemando, poichè si vede sempre più quanto fossero infondati: questo appunto ricaviamo dal seguente articolo del *Corriere Italiano* di Vienna:

Quel fantasma della nuova tariffa doganale che ancora due mesi or sono turbava i sonni dei nostri industriali, i quali per lei vedevano già crollare le spopolate lor fabbriche, e le industrie austriache soggiacere all'invasione delle manifatture estere, ora, visto più davvicino, e messo alla pratica da oltre un mese, perdette quel suo terribile aspetto, e deve, secondo noi, aver già in gran parte sgannati gli oscuro-veggenti partigiani del sistema proibitivo. La nuova tariffa è in vigore dal 1° febbraio in poi, e le fabbriche invece d'avere scemati i lavori, sono più che mai attive, e le ordinazioni vanno ognor crescendo. Le manifatture estere di cui si temeva venissero inondati i paesi tutti della monarchia, lungi dal recar danno alle industrie austriache, furono anzi di vantaggio alle medesime, come quelle che essendo poche e migliori, non istagnarono lo smercio dei prodotti indigeni, e furono validissimo sprone ai fabbricatori di praticare nella fabbricazione quei miglioramenti che possono sol far sì che l'industria austriaca non tema la concorrenza di quella dell'estero. È cosa indubitata che potendo avere dalle fabbriche austriache gli oggetti di qualità non inferiore a quelli delle fabbriche estere, si potranno avere anche a prezzi migliori, ed avranno quindi la preferenza. Pretendere poi d'arricchirsi a spese degli altri col voler dal governo una protezione ingiusta pei prodotti men buoni o più cari degli altri, è cosa che non può essere in verun modo giustificata, e noi crediamo che i manifattori austriaci si capaciteranno dei principii d'equità e giustizia che mossero il nostro governo ad introdurre per gli Stati austriaci la nuova tariffa doganale.

Pel breve tempo che ella vige non si può ancora calcolar giustamente i vantaggi che ne deriveranno in generale: siamo però certi che nel volgere di pochi anni si potrà parlare dell'industria austriaca come di quella che merce del nuovo sistema doganale fu dalla saggezza degli industriali, più sopero porlo ben a profitto, condotta a tal grado di floridezza che non teme più il paragone alcuno. Possiamo intanto osservare che l'esportazione di oggetti primi va di già sensibilmente diminuendo, mentre cresce quella delle manifatture. Il contrabbando che non ha vita rigogliosa se non là ove, per grossi dazii, è possibile un lucro considerevole dalle cose che clandestinamente vengono importate, andrà a cessare per natural conseguenza, e così la nuova tariffa

avrà il gran merito d'aver innalzata l'industria, e quindi arricchito il paese senza recar detrimento alle finanze dello Stato.

TURCHIA

La *Gazzetta di Zagabria* reca i seguenti ragguagli dai confini della Bosnia, in data 24 febbraio:

I movimenti militari che avvengono nella Bosnia danno adito a tanti discorsi e commenti, ch'io non posso a meno di riferire quanto mi fu reso noto da fonti degne di fede. Circa otto settimane sono, il governo della Bosnia venne a scoprire, per quanto dicesi, da un carteggio intercettato l'esistenza di una cospirazione, che sarebbesi già estesa notevolmente fra i *raiah* bosniaci, cioè fra la popolazione cristiana di rito greco-non-unito e cattolico-romano. In seguito a ciò furono operati parecchi arresti in tutto il paese, e massime fra il clero, i capi d'ufficio (*kneser*) e i ricchi negozianti. Quanto allo scopo di questa cospirazione, esso viene tenuto occulto dalle autorità turche, ma pare che consistesse nel rovesciamento del dominio ottomano nei paesi slavo-turchi. Siccome tutto quest'affare è avvolto in misteriosa oscurità, non è dato indicare alcun che di più preciso, sia sui capi del progettato movimento, s a sulla scelta dei mezzi.

Comunque siasi, non si poteva scegliere momento peggiore per una sollevazione de' cristiani nella Bosnia, se è vero che si avesse tale intenzione. La scoperta di quella cospirazione fornì l'occasione, forse non del tutto sgradita, di disarmare i *raiah*, e numerosi distaccamenti militari percorrono il paese a tale scopo. A Bihac viene atteso di questi giorni il brigadiere Dervisch bascià con un battaglione di fanteria e quattro squadroni di cavalleria per intraprendere il disarmo de' cristiani appartenenti a quel distretto, dopo ch'esso venne già operato a Banjaluka. Prima si credeva che il governo ottomano avrebbe operato il disarmo di tutta la popolazione della Bosnia, si dei cristiani che dei musulmani, come già fu fatto in addietro nell'Albania e in parte ultimamente anche nell'Erzegovina; ma può darsi che recenti rivelazioni abbian determinato il governo della Bssnia a lasciare le armi ai sudditi di religione maomettana, e a disarmare soltanto i *raiah*.

— *Del 26.* Continua sempre il disarmo dei *raiah*. Nella Kraina sono comparse più numerose divisioni militari. In questi di giunsero a Casin due battaglioni con 10,000 uomini di truppe regolari e 4 cannoni; anche a Novi si presentò circa un battaglione, e a Bihac sarebbero arrivati 6 *tabore*. I villaggi debbono portare foraggi e viveri per le truppe, ed è facile imaginare qual sacrificio sia questo pei *raiah*, già tanto esausti dalla campagna passata. Il monaco francescano Jukic fu effettivamente posto al sicuro, per quanto vengo a sapere ora da buon luogo.

AMERICA

Stati Uniti. Il *Pacific*, arrivato a Liverpool il 5 corrente, portò i giornali e le corrispondenze di Nuova-York fino a tutto il 21 febbraio. Kossuth indirizzò una lettera di ringraziamento al congresso. Al senato, una proposta di far pubblicare per le stampe della lettera, fu vinta alla maggioranza d'una sola voce, 22 contro 21. Un trattato di commercio è stato conchiuso tra gli Stati-Uniti e la Persia. Lungo la strada ferrata di Erie avvennero due gravi sinistri. Cinque o sei persone vi restarono uccise.

Cuba. Si legge nella *Patrie* del 5:

Giunsi le ultime notizie dell'Chili, date dai giornali d'America, quella repubblica, negli ultimi giorni di dicembre, è stata il teatro d'una nuova sollevazione che, questa volta, è stata vincitrice. Le truppe ribelli hanno rovesciato il governo esistente. Questo avvenimento fu festeggiato con luminarie e fuochi di gioia. I sollevati si sono impadroniti della strada ferrata da Caldero a Copiapo. Coquimbo è in loro potere. A Ovallo alcuni abitanti (in numero di 20) si difesero coraggiosamente contro 200 minatori che voleau saccheggiare la città. Nel sud, Praza si è arresa; 200 dei sollevati sono periti nel fiume.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino, 9 marzo.*

Riceviamo nuovi particolari dall'isola di Sardegna.

Il generale Durando entrava il giorno 6 in Sassari in un colla colonna di spedizione comandata dal colonnello Mollard. L'arrivo delle RR. Truppe ricondusse la tranquillità e la confidenza in quelle popolazioni. Il generale Durando pubblicò colà il Decreto Reale di dichiarazione di stato d'assedio per la città e provincia di Sassari, insieme alle prescrizioni in esecuzione del medesimo. La guardia nazionale si presentò a deporre le armi senza il minimo contrasto; l'Università venne provvisoriamente chiusa, e molti arresti vennero, dopo presi i concerti colle autorità locali, eseguiti fra coloro che erano indiziati come fautori principali dei disordini avvenuti.

È notabile che fra le reclute recenti della Sardegna non un solo soldato disertò o mancò al suo dovere in questa circostanza.

Ecco il Decreto Reale e i proclami che ci vengono trasmessi:

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sentito il Consiglio dei Ministri sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno:

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La Città e Provincia di Sassari sono dichiarate in istato d'assedio.

Art. 2. Tutte le Autorità Civili e Militari sono poste sotto la dipendenza del Comandante Generale Militare dell'isola di Sardegna.

Art. 3. È fatta facoltà al Comandante generale suddetto di estendere tale stato d'assedio a tutte quelle parti dell'Isola nelle quali lo crederà conveniente pella pubblica quiete.

Art. 4. Il Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Uffizio del Controllo generale.

Torino, il 29 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

Pernati.

NOI, COMMENDATORE GIOVANNI DURANDO

Luogotenente Generale, Comandante Generale militare dell'Isola di Sardegna,

In virtù dei poteri straordinari conferitici da S. M. il cretiamo:

Art. 1. La Guardia Nazionale di Sassari è disciolta. Tutti i sotto ufficiali e militi della medesima dovranno entro le 24 ore dalla pubblicazione del presente Decreto depositare nella caserma del castello i fucili e le daghe, ai quali sarà, dall'ufficiale incaricato di farne il ruolo, apposta un'etichetta col nome del consegnante.

Un eguale deposito dovrà farsi della polvere e sulfures possedute così dai pubblici venditori come da private persone, a cui ne sarà data ricevuta.

Art. 2. Verun individuo appartenente alla disciolta Guardia Nazionale potrà far uso di alcun distintivo della medesima, e nessun cittadino, anche munito del permesso pel porto d'armi, potrà prevalersene se non previa apposita autorizzazione dell'Intendente Generale.

Art. 3. È proibita l'esposizione e la vendita di qualunque specie d'armi offensive: quelle da fuoco non potranno conservarsi se non togliendo la canna e la piastra dall'incassatura.

Art. 4. I contravventori alle prescrizioni dei tre articoli precedenti saranno immediatamente arrestati.

Art. 5. Ogni resistenza anche in parole, ogni atto di disprezzo contro gli agenti della forza pubblica saranno immediatamente repressi, occorrendone il caso anche coll'uso delle armi.

Art. 6. Ogni riunione in luogo pubblico di persone in numero maggiore di cinque sarà immediatamente disciolta dalla forza pubblica.

Art. 7. Ogni cittadino dovrà ritirarsi dai luoghi pubblici prima della ore otto della sera, ne potrà ricomparirvi prima delle ore cinque del mattino, salvo uno speciale permesso in iscritto dell'autorità di pubblica sicurezza, da presentarsi ad ogni richiesta degli agenti della forza pubblica.

Art. 8. Ogni individuo non avente in Sassari stabile dimora, e che non giustifichi dinanzi all'autorità di sicurezza pubblica di trovarvisi per una ragionevole causa, dovrà uscirne entro il termine prescritto dall'articolo primo sotto pena di esservi costretto dalla forza.

Art. 9. Nelle ore stabilite dall'art. settimo le porte esterne delle abitazioni dovranno tenersi chiuse od essere illuminate.

Art. 10. Il municipio provvederà perchè le strade della città siano nelle ore notturne costantemente illuminate.

Art. 11. Ogni convegno del Consiglio delegato di Sassari dovrà essere preceduta da speciale autorizzazione dell'Intendente generale.

Art. 12. Negli altri comuni della provincia di Sassari qualsivoglia attentato all'ordine pubblico sarà represso coll'immediato arresto dei colpevoli.

Cagliari, il 4 marzo 1852.

G. Durando.

NOI, ECC.

Decretiamo:

Art. 1. L'Università è provvisoriamente chiusa.

Art. 2. Gli studenti non aventi fisso domicilio coi loro genitori o tutori in Sassari dovranno partire da questa città entro 24 ore dalla pubblicazione di questo Manifesto, rientrando pe' contraventori nel disposto dell'art. 8 della proclamazione dello stato d'assedio.

Art. 3. Sono proibite nei caffè, battiglierie, bettole ed in altri luoghi pubblici i giuochi di carte di qualunque sorta.

Art. 4. È vietato soffermarsi nelle botteghe di vino per sbevazzare, e dovranno gli aventori esportare immantinenti dalla bottega il vino comperato.

Art. 5. Sarà a carico del Municipio il provvedere a che i piccoli viottoli non aventi uscita, o anditi non necessari alla circolazione delle principali vie della città, vengano immediatamente murati.

Sassari, li 6 marzo 1852.

G. Durando.

NOI, ECC.

Sassaresi!

La nazione si commosse all'annunzio de' tristi avvenimenti testè accaduti, e che tutti gli onesti cittadini anche fra voi deplorano: il Governo del Re per sentimento di giustizia, di dignità e d'ordine pubblico avvisò prontamente ai mezzi di reprimere ogni ulteriore attentato, e di punire i colpevoli, onde sia ridonata la calma ai pacifici cittadini, i quali non potranno a meno di non vedere che di buon occhio i provvedimenti presi, giacchè lo stato d'assedio non può colpire che i pochi iniqui che osarono disonorare questa città.

Cittadini, abbiate confidenza nel Governo del Re; egli non tollererà che veruna parte dei Regi Stati sia posta in compromesso da pochi incorregibili perturbatori, e sopra questi ricadrà il rigore delle leggi.

Sassari, il 6 marzo 1852.

G. Durando.

Illiria. Un piroscafo del Lloyd recava a Trieste nelle ore pomeridiane del 5, la notizia che S. M. l'imperatore d'Austria si era sbarcato a Rovigo e ritornava in Trieste per la via di terra.

Francia. *Parigi, 6 marzo.* Un decreto del presidente della repubblica, risguardante i varii detenuti politici sui quali rimane a statuire nella prima di visione militare, rimanda immediatamente la categoria più compromessa dinanzi ai consigli di guerra e ai tribunali correzionali, e mette a disposizione dei ministri della marina e della guerra gl'individui condannati amministrativamente alla deportazione o sia a Caienna o in Algeria. Affida parimente al ministro della polizia generale la cura di avviare verso la frontiera la categoria degli espulsi, e di designare la residenza di coloro che figurano tra i condannati alla sorveglianza.

Varii articoli dello stesso decreto condannano inoltre a una pena immediatamente superiore a quella che ora è ad essi inflitta quei colpevoli che cercassero di sottrarsi alla loro sorte; in modo che i sorveglianti saranno internati, gl'internati espulsi, gli espulsi deportati in Algeria, e i deportati a Lambessa saranno spediti a Caienna, se tentano di sfuggire alla sorveglianza o di tornare clandestinamente in Francia.

— Il *Moniteur* contiene inoltre un lungo programma delle cognizioni che si richiederanno in avvenire per l'ammissione alla Scuola Politecnica.

— La convocazione del senato e del corpo legislativo è stabilita definitivamente pel 29 di marzo.

Spagna. *Madrid, 1° marzo.* Scrivono alla *Correspondance*: Oggi a 11 ore del mattino il duca e la duchessa di Montpensier sono partiti alla volta di Valenza. Ieri sera aveau preso congedo dalla regina e dalla famiglia reale.

Portogallo. Si hanno notizie di Lisbona sino al 20 decorso febbraio.

Il gabinetto Saldanha ottenne, nella Camera dei deputati, a una fortissima maggioranza (86 voci contro 4) un voto di fiducia. Il conte di Thomar, che fu freddamente accolto dalla regina, si ritirò in campagna.

La regina da Lisbona si recò il 27 a Cintra, ov'ella si tratterrà dieci giorni.

Inghilterra. *Londra, 5 marzo.* Si legge nel *Globe*:

Un consiglio privato è stato tenuto oggi (5) al palazzo di Buckingham a 3 ore. Un consiglio di gabinetto si terrà domani, a 3 ore, al ministero degli affari esteri.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

La regina e il principe Alberto, accompagnati dalla marchesa d'Ely, dal maggior generale Buckley e dal colonnello Bouverie si recarono ieri a Claremont a far visita alla contessa di Neuilly e alla famiglia reale di Francia.

— Sir John Packington, segretario di Stato delle colonie, e lord Henry Lennox, uno de' lords dell'ammiragliato, sono stati rieletti, il primo a Droitwich, e il secondo a Chichester.

— Fondi inglesi. Consolidati a contanti e per conto, 97 1/2 5/8, 3 0/0 rid, 98 5/8.

Alemagna. *Berlino, 4 marzo.* Nella questione sulla composizione della prima Camera, dicesi che il re siasi formalmente dichiarato contro le proposte dell'estrema destra: quest'ultima vorrebbe che la nobiltà inferiore ed i piccoli proprietarii potessero ammettersi in tale qualità a far parte della futura Camera dei pari, il re invece vorrebbe che i grandi proprietarii soli vi avessero diritto, ed a questo fine si costituissero parecchi maggiorascati indivisibili. Il re avrebbe fatto questa dichiarazione ad una commissione che aveva per capo il sig. di Gerlach, dell'estrema destra.

Il ministro, presidente del consiglio ha dato ieri un gran banchetto in onore del ritorno di lord Bloomfield. Il governo tutto si adopera per restringere sempre più i vincoli d'amicizia fra il nostro gabinetto e quello di S. James.

Il sig. Bismark-Schönhausen, ministro di Prussia presso la Dieta germanica, è ritornato a Francoforte.

— *Stoccarda, 2 marzo.* È nota la dichiarazione fatta da 21 deputati della sinistra, in occasione che si discuteva la validità dei diritti fondamentali, e per cui ne verrebbe che la Camera attuale, eletta in virtù di una legge elettorale abrogata fin dall'anno 1848, non avrebbe esistenza legale.

Quella dichiarazione diede luogo ad una mozione del signor Varnbüler in questi termini: « Atteso che la dichiarazione dei 21 deputati potrebbe compromettere la considerazione e l'autorità della Camera, io invito la Camera stessa a risolvere che, pel caso in cui i suddetti deputati non si ritrattassero o non porgessero spiegazioni soddisfacenti, la loro persistenza nella fatta dichiarazione è incompatibile colla qualità di deputato. »

La proposta suddetta fu trasmessa alla commissione di diritto pubblico, che se ne è immediatamente occupata. Il sig. Maurizio Mohl chiese, in nome della sinistra, che la commissione facesse immediatamente la sua relazione. Il presidente non aderì, ma promise che quanto prima la relazione verrà presentata alla Camera.

— *Lubecca.* Il sig. Stapelfeld aveva proposto al corpo legislativo di abolire i paragrafi 151-154 dei diritti fondamentali, e s'interdicesse in conseguenza l'esercizio della mercatura cogli israeliti: come era da prevedersi, il corpo legislativo ha rigettato la mozione del sig. Stapelfeld.

E. Leone gerente.

BIBLIOGRAFIA

Il Cimento. *Rivista mensile di scienze, lettere ed arti* — Salutiamo con piacere la comparsa del primo fascicolo d'una nuovo giornale di scienze lettere ed arti, intitolato il Cimento, che viene a riempiere un vuoto altamente sentito nella periodica letteratura italiana.

Le materie contenute in questa dispensa ci promettono che tale rivista diverrà degna del nome che porta, mentre ricorda uno dei fasti del giornalismo italiano.

Eccone l'indice:

1. Programma.
2. Su principii della morale. — G. Cavour.
3. Della sovranità. — Domenico Carutti.
4. Ezzelino da Romano. Storia di un Ghibellino. — Prefazione e capo I. Cesare Cantù.
5. Viaggio d'un Musulmano (1°. artic.) — F. Antonio Dolmarchi.
6. Ilustri Italiani. — G. useppe Borghi — Jacopo Bernardi.

Opere italiane.

7. Gli ultimi rivolgimenti italiani. — Memorie storiche di F. A. Gualterio. — Parte II. — Le Romagne, vol. 1 — Carlo Boncompagni.
8. Un'abiura in Roma. — Epistole tre di Giovanni Torti. — Carlo Boncompagni.
9. Il Globbe tradotto in terza rima da Angelo Fava — Carlo Boncompagni.
10. Regno animale per Filippo De-Filippi prof. di Zoologia nella regia Università di Torino — Angelo Fava.
11. Del sentimento e delle sue relazioni coll'intelligenza e coll'attività umana. — Pensieri di G.o. Ant. Nallino.
12. Cenni sulle più recenti pubblicazioni relative all'istruzione (1°. art.) — G. A. Rayneri.

Opere straniere.

13. Storia del ministero Whig del 1830 per Roebuck. — Memorie del marchese di Malmesbury pel conte di Albemarle. — India in Greece per E. Pococke. — Nicaragua per E. G. Squiers. — Pubblicazioni periodiche inglesi. — Storia dei Romani sotto l'impero per Carlo Merivale. — La vita di Tsuo-Kwang imperatore della China per Carlo Sutzaff. — Istoria del diritto delle genti per F. Laurent — Dizionario d'economia politica per Coquelin. — Annali della società archeologica di Namur.
14. Annunzi bibliografici. — Opere pubblicate in Torino nel 1851.

Dirigersi per gli abbonamenti all'Ufficio del Giornale, in via dell'Arcivescovado n. 6, in Torino, e presso i principali librai.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE

STRADA DA TORINO AD ARQUATA.

Prospetto sommario del Movimento, e dei conseguenti Prodotti nel mese di Febbraio 1852.

	Movimento	Prodotti
Servizio dei Viaggiatori		
Viaggiatori di I. Classe N.	1251	L. 8631 40
ordinarii. di II. Classe »	9780	» 52560 65
di III. Classe »	69278	» 76172 60
Militari con di II. Classe »	50	» 110 50
foglio di via. di III. Classe »	541	» 736 15
Totale N.	80900	L. 118003 »
Bagagli trasportati Chil.	148868	» 2934 10
Somma		L. 122939 10 122939 10
Servizio di trasporto di merci a grande velocità.		
Merci ed oggetti di messaggeria Chil.	176225	L. 4950 55
Oggetti di Finanze del valore di L. 772844 18, e del peso di Chilogrammi	3252	» 428 05
Totale Chilog.	179457	» 5378 60
Cavalli	N. 21	» 582 05
Cani	» 151	» 296 60
Vetture	» 16	» 350 60
Bestiame grosso e minuto, (4 montoni) capi	» 4	» 5 05
Somma		L. 6909 90 6909 90
Servizio di trasporto merci a piccola velocità.		
Merci varie Chilog.	5751695	L. 56796 55
Bestiame grosso e minuto, (Buoi e vacche N. 60, vitelli N. 54, porci N. 16) capi	N. 100	» 403 90
Somma		L. 57200 25 57200 25
Prodotti diversi.		
Canone a carico delle R. Poste pel trasporto del corriere e de' dispacci postali		L. 1450 »
Vetture Cellulari N. 20 trasportate per conto dell'Azienda dell'Interno.		» 630 10
Prodotti di Orario venduti		» 60
Diritti presa, e consegna a domicilio		» 155 16
Diritti d'assicurazione di merci		» 10 80
Diritti di sosta su merci e bagagli		» 269 40
Somma		L. 2515 06 2515 06
Prodotto complessivo		L. 189614 31

Confronto cogli anni precedenti

Prodotto conseguito dal 1 gennaio a tutto febbraio	1850 L. 179510 50	1851 L. 257720 05
Prodotto conseguito nell'eguale periodo del 1852	» 342453 55	» 342453 55
Differenza in più nel 1852	162917 05	L. 85715 48

www.internetculturale.it

IL MOSAICO
GIORNALE ILLUSTRATO

(Si pubblica un numero alla settimana, 25 numeri L. 15 in Torino: L. 16 fuori)

Lodiamo il divisamento del sig. Schneider di voler tentare la pubblicazione di un giornale illustrato fra noi; tentativo che riuscirà senza dubbio, se vorrà affidare a valenti collaboratori ed artisti l'opera sua.

Nei tre numeri che furono fin qui pubblicati trovammo non poca varietà, bella disposizione di materie e qualche elegante incisione.

La gravità e le piacevolezze s'alternano nel Mosaico; e l'editore ha fatto bene ad escluderne la politica. Un terreno neutrale ove gli animi possano raccogliersi e riposare nell'ammirazione del bello artistico e letterario era ormai divenuto una necessità.

STRADA FERRATA
DA MORTARA A VIGEVANO
Avviso

La Generale Adunanza degli Azionisti onde approvare gli Statuti e costituire legalmente la Società definitiva per la costruzione della ferrovia suddetta avrà luogo in Vigevano, nel Palazzo di Città, il giorno 14 marzo 1852, alle ore 10 antimeridiane;

ciò stante

Il Consiglio d'Amministrazione della Società Promotrice invita tutti i signori Azionisti soscrittori ad intervenirvi personalmente, oppure a farvisi rappresentare da speciale procuratore per brevetto.

Pel Consiglio d'Amministrazione
Il Vice-Presidente A. G. B. VANDONE.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

INCANTO VOLONTARIO DI MOBILI SIGNORILI

in Borgo Nuovo, via S. Lazzaro, casa Ponzio, n. 11, piano 2°

Giovedì, 11 corrente mese, dalle ore 9 alle 12 mattina e dalle 2 alle 3 sera, si esporranno all'incanto i mobili signorili suddetti che saranno deliberati all'ultimo offerente, per contanti.

DA VENDERE

tanto uniti che separati, i seguenti stabili sul territorio di Savigliano:

1. Cascina *Mattione*, di ettare 30, 48 (giornate 80) tra fabbricati civile e rustico, e beni a diversa coltura;
2. Cascina *Palazzotto*, di ettare 10 (giornate 27) tra fabbricato e beni a diversa coltura.
3. Ettare 7, 60 (giornate 20) terreno, la maggior parte prativo.

Per le condizioni del contratto dirigersi all'ufficio del notaio coll. Negro, in Savigliano.

RICHIESTA di un Segretario, col deposito di L. 3,000, e di un Commesso, pure con deposito di sole L. 800.

Si desiderano indicazioni per vendite od affitti di vigne. Recapito all'*Ufficio di Pubblica Sollecitazione*, situato sotto i portici di Po, al num. 39.

DA AFFITTARE O VENDERE

con more a piacimento

CASCINA, distante un quarto di miglio da questa capitale, di ettari 9, are 88 circa (giorn. 26), con fabbrica civile e giardino ad uso di villeggiatura.

Recapito all'ufficio del causidico coll. Richetti.

DA VENDERE

unitamente o separatamente

Due CASE nella contrada del Mango in Savigliano, di cui una con giardino, ad uso di concieria di pellami. — Per le condizioni del contratto dirigersi all'ufficio del notaio coll. Negro, in Savigliano.

TRASFERTA

Il magazzino da carta di Carlo Passarino, è trasferto in casa S. Secondo, angolo delle vie dei Mercanti e del Monte di Pietà.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

ALLOGGIO, elegantemente mobigliato, di 8 camere con balcone e vista in via della Chiesa, n. 10, piano 1.°

Visibile tutti i giorni; e per gli opportuni concerti ed intelligenze dirigersi dal sottoscritto avente il suo ufficio in casa Barolo, piazza Susina, porta n. 6, piano 2°

Gandiglio caus. coll.

DA AFFITTARE IN MONCALIERI

ALLOGGIO signorile al 1° piano, composto di otto camere, con legnaia, cantina, terrazzo e piccolo giardino. — Contrada dei Signori, casa Fea, porta n. 56.

NAVIGAZIONE RIUNITA

DEI PIROSCAFI
SARDI, NAPOLITANI E FRANCESI
Itinerario del mese di marzo 1852
PARTENZE DA GENOVA

LINEA D'ITALIA

Marzo 12 **Ercolano** . . . . per Marsiglia
» » **Piemonte** . . . . » Napoli (direttamente)
» 13 **Dante** . . . . » Nizza
» 14 **Languedoc** . . . » Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 15 **Ville de Marseille** » Marsiglia
» 17 **Ercolano** . . . . » Livorno, Civitavecchia e Napoli
» » **Dante** . . . . » Livorno
» 19 **Piemonte** . . . . » Marsiglia
» 20 **Dante** . . . . » Nizza
» 22 **Vesuvio** . . . . » Marsiglia
» 23 **Ville de Marseille** » Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 24 **Dante** . . . . » Livorno
» 25 **Languedoc** . . . » Marsiglia
» » **Piemonte** . . . . » Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 27 **Vesuvio** . . . . per Livorno, Civitavecchia e Napoli
» » **Dante** . . . . » Nizza
» 31 **Dante** . . . . » Livorno

Aprile 1° **Ercolano** . . . . » Marsiglia

LINEA DI SARDEGNA

Marzo 1, 10 e 20 **Lombardo** per Cagliari
» 5, 15 e 25 **Virgilio** » Portotorres

Indirizzo, per avere schiarimenti e fissarne il passaggio, in GENOVA *ai rispettivi Uffizi, ed in* TORINO *ai signori* FRATELLI BONAFOUS, *via D'Angennes, num.* 37.

AVVERTIMENTO

La famiglia Nani d'Ormea avendo posseduto una piazza da speziale dall'anno 1697 fino al 1848, in quale anno passava presso Giuseppe Nani abitante a Porto Maurizio, ed essendosi estinta la linea di quest'ultimo, intende ora rivendicarne il possesso; però, siccome poté occorrere che il figlio di Giuseppe Nani l'abbia alienata, la detta famiglia prega chiunque avesse notizia di tale piazza, o l'avesse acccomprata, a volerlo significare al signor notaio Dallosta in Torino, poichè quella piazza, per la morte del figlio di detto Giuseppe Nani, sarebbe devoluta alla summarrata famiglia, come di lui prossima parente, ed in caso fosse stata venduta sarebbe pronta a ricomprarla, non convenendole he alcun altro ne tragga vantaggio.

F. NANI, notaio a Ormea.

CORSO DI LINGUA INGLESE

secondo il metodo accelerato del Milles.

Recapito dal Libraio SCHIEPPATI sotto i portici di Po, ed a casa del Professore, via S. Lazzaro, n.° 7, 3° piano, porta a destra, dalle 4 alle 6 pom.

MAGAZZINO FRANCESE

Contrada San Filippo, dirimpetto al Caffè Piemonte.

PREZZI FISSI

Si è testè ricevuta una nuova spedizione di Telerie d'Irlanda molto più assortita dell'antecedente nella quale si trovano i seguenti articoli:

TELA D'IRLANDA, 9 Camicie ciascuna pezza.
100 pezze, garantite puro filo . . . . Fr. 27 la pezza
50 id. id. fine . . » 50 id.
50 id. id. sopraffine . » 55 id.
100 id. id. di 1ª forza da Fr. 47 a 55 id.
60 id. assortite, varii numeri da » 35 a 55 id.
SERVIZI DA TAVOLA per 12 persone Fr. 50 sopraffini
Idem id. » 30 id.
Idem id. » 47
FAZZOLETTI bianchi puro filo 7, 9, 11, 12 Fr. la dozzina
Idem in Batiste 7, 14, 15 » id.
TELE bianche in cotone a soldi 5, 6, 7, 8 il raso
TAPPETI da tavola Fr. 3 c. 50 e Fr. 6 caduno.
PERCALLI DA VESTE.

Questa settimana si termina la vendita dei percalli da veste
Colori oscuri da 6, 7, 8 soldi il raso.

Su questi ultimi il Gerente è autorizzato d'accordare il 3 0/0 di sconto ai signori accorrenti, che ne compreranno per 100 fr. e più.

FABBRICA D'ACQUE GAZOSE E MINERALI
DI GIACOMO PAGANONE

Caffettiere in prospetto alla chiesa di S. Agostino, Torino

INNOVAZIONE DEL 1851

GRAN PERFEZIONAMENTO DI

PUNTE DI PENNE

Francesi, dette di Corno,

AMMESSE ALL'ESPOSIZIONE DI LONDRA

a L. 5 ogni scatola di 100 penne a doppia punta.

Fra tanti perfezionamenti recati agli oggetti d'industria, non erasi trovato sinora il modo di perfezionare la penna. Tanto si ottenne in questi giorni. Le nuove penne a doppia punta vincono in bontà tutte le precedenti di metallo: esse sono della massima flessibilità, sono acconcie a qualunque età, e benchè si scriva con tutta fretta non si corre mai rischio di lacerare la carta.

SUOLE DI SASSONIA

UMIDIFUGHE ED IMPENETRABILI

PER PRESERVARE DAL FREDDO E DALL'UMIDITA'

Ammesse all'Esposizione di Londra,
a 2 fr. il paio.

Queste suole impediscono che l'umido penetri nel calzare, tengono caldo il piede, di estate assorbiscono la transpirazione, e si acconciano con facilità alla scarpa, allo stivale ecc.

Il sottoscritto ha inoltre ricevuto da una delle principali fabbriche di Londra un assortimento di Aghi per cucire delle qualità più fine e ricercate.

E disceso all'albergo della Caccia Reale, piazza Castello.

ISIDORO LOUY, *di Parigi.*

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino l'8 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	Per contanti, giorno pr.	dopo Borsa	nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr.	dopo Borsa	nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 genn.						
1831 » » 1 genn.	90 25					
1848 » » 1 mar.	90					
1849 » » 1 genn.	91 91 93 50	93 50	93 94	93		92 75 p. 15 94 94 p.t.ap.
1851 » » 1 dicem.						
1834 6 0/0 1 genn.		975 977 50				
1849 » 1 febbr.	900					950 p.10
1850 » 1 febbr.	930	930 941 940				
1844 5 0/0 Sardi genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.		1780		1770		1775 p. fin apr.
— Banca di Savoia						
Città di 4 0/0 oltre lo inter. decor.						
Torino 5 50 0/0 1 gen.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz nuova						
Incendii a premio fisso 31 dicembre						
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio	440					
Molini presso Collegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brev. scad.	Per tre mesi
Augusta	253 —	252 3/4 —
Genova sconto	4 p. 0/0	
Francoforte S. M.	210 — 3/4	
Lione	99 90	99 35 —
Londra	25 32 1/2	25 20 —
Milano	— —	— —
Parigi	99 90	99 40 —
Torino sconto	4 p. 0/0	

MONETE CONTRO ARGENTO o BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 02 —	20 06 —
— di Savoia	28 60 —	28 69 —
— di Genova	79 09 —	79 28 —
Sovrana nuova	35 05 —	35 14 —
— vecchia	34 79 —	34 89 —
EROSO misto		
Perdita	2 50	P. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 6 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 106 10 è salito a 106, 30, e dopo essere ricaduto a 105, 75, chiude a 105 95.

Il 3 0/0 resta a 68, 60.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 92, 60.

Le azioni della Banca di Francia a 2730.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: il PIRATA — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi. — Balletto *La Vivandiera al campo del re di Prussia.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Educazione e natura* — Gran concerto dato dal sig. Giuseppe Capelli Prof. d'Oboe con accompagnamento di Piano-Forte.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Vaudevilles*

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il Diavolo.* (3.ª Replica)

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: il *Furioso* del cav. Donizetti — balletti comici con Tom-pouce.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — Ballo *Masseppa.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Mosè in Egitto* — Ballo I 80 soldati.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
27 febbr.	734 56	734 52	734 30	+ 4 2	+10 8	+13 7	+ 4 5	+ 7 6	+ 8 2	S. O.	S. O.	S.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
28 »	731 86	732 46	731 84	+ 3 7	+ 9 6	+17 4	+ 0 7	+ 9 0	+ 8 4	N.N.O.	E.N.E.	S.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
29 »	728 22	728 84	728 56	+ 5 2	+10 4	+15 3	+ 3 4	+ 9 8	+10 9	N.N.O.	N.N.E.	O.S.O.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 60 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

MERCOLEDI' 10 MARZO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., con R. Decreti del 18 p. p. gennaio, ha nominato all'impiego di Ispettore delle contribuzioni dirette :

Rolandi Giovanni Battista, verificatore delle contribuzioni medesime;

Rivetta Francesco, id., e

Nerini Carlo, tesoriere provinciale in riposo, i quali con successivi ordini del 19 stesso mese furono destinati collo stipendio della terza classe, il primo nel circondario della direzione di Cagliari, il secondo nel circondario della direzione di Sassari, ed il terzo in quello della direzione di Nuoro.

Con altri R. Decreti della stessa data e relativi ordini del giorno successivo, furono nominati a Verificatori delle contribuzioni dirette :

Quinteri Achille, capitano in aspettativa, e

Gunetti Gaspare, sostituito segretario presso la Camera dei conti, e destinati collo stipendio della quarta classe, il primo nel distretto di Arona, ed il secondo in quello di Bioglio.

E con successivi R. Decreti del 29 p. p. febbraio e 7 marzo corrente, vennero nominati allo stesso impiego di Verificatore :

Bolasco Bartolomeo, esattore dei tributi ;

Passano Francesco, scrivano di direzione, e

Caglieri Pietro, sotto segretario d'intendenza, stati quindi destinati, cioè il primo a Caglieri ed il secondo a Sassari collo stipendio per entrambi della quarta classe, e l'ultimo a Nuoro collo stipendio della classe terza.

S. M., con Decreti in data del 29 scorso febbraio, ha nominato l'avv. Orazio Massa, sostituito nell'ufficio dell'avvocato fiscale generale presso il Magistrato d'appello di Nizza, a Consigliere d'appello, presidente del tribunale di prima cognizione della medesima città, ed il conte Augusto Avet, applicato al suddetto ufficio generale con anzianità di sostituito, a Sostituito effettivo nel medesimo ufficio.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Istruzione Pubblica, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue :

Art. 1. Hanno titolo al conseguimento di sussidio dallo Stato sul fondo di L. 30,000 stanziato alla categoria n. 25 del Bilancio passivo del Ministero d'Istruzione Pubblica pel corrente esercizio 1852, colla denominazione : *Sussidio alle scuole comunali elementari od a quelle preparatorie dei maestri e delle maestre* :

1. I comuni i quali nè co' redditi propri nè con imposizioni locali possono provvedere al totale mantenimento di una scuola elementare maschile;

2. Quelli che trovandosi divisi in borgate assai popolate, ed a notevole distanza l'una dall'altra, non possono, per deficienza di mezzi, mantenere un sufficiente numero di scuole elementari;

3. I comuni molto popolosi e che essendo già provvisti di scuole elementari maschili, sono però nell'impossibilità di provvedere anche al mantenimento d'una scuola elementare femminile.

Art. 2. Ogni domanda di sussidio deve esser fatta dal Municipio con apposito ordinato che ne giustifichi i titoli : copia di tale ordinato sarà diretta all'Intendente della rispettiva provincia, il quale ne farà la trasmissione al Ministero di Pubblica Istruzione, corredandola del suo parere e di quello del Consiglio provinciale d'istruzione.

Art. 3. Per conseguire il sussidio, che in seguito alla domanda di cui nell'articolo precedente verrà assegnato, si dovrà far risultare dell'apertura della scuola.

Art. 4. Non sarà tenuto conto delle domande di sussidio per l'anno corrente, le quali perverranno al Ministero dopo del mese di maggio.

Art. 5. Il Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Istruzione Pubblica è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, da registrarsi al Controllo generale ed inserirsi nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato a Torino, il 4 marzo 1852.

VITTORIO EMANUELE.

FARINI.

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione, vedi num. 52, 53, 54, 55, 59)

Spese — MARINA.

Spese ordinarie.

1	Ministero di Marina	34,500 »
2	Azienda generale di Marina	103,654 22
3	Amministrazione della Marina mercantile	70,810 »
5	Scuole di nautica pella Marina mercantile	8,000 »
5	Amministrazione Sanitaria	122,909 40
6	Uditorato e spese di giustizia della Marina	4,500 »
7	Genio navale	21,000 «
8	Stato Maggiore Generale della Regia Marina	529,885 »
9	Corpo Reale Equipaggi	906,809 56
10	Regia Scuola di Marina	39,714 »
11	Battaglione Real Navi	295,274 54
12	Corpo Sanitario ed Ospedale di Marina	98,271 94
13	Isola di Capraia	25,576 »
14	Paghe di aspettativa	11,910 57
15	Stato Maggiore e bassa forza dei Porti	105,456 50
16	Pensioni sull'Ordine di Savoia e sulle Medaglie	4,512 »
17	Bagni marittimi	355,924 74
18	Corrispondenza postale	255,592 »
19	Campagne di mare	253,845 62
20	Noliti, trasporti, indennità di via e vacazioni	25,844 75
21	Corpi di Guardia ed illuminazione	12,558 40
22	Fitti di case, alloggi ed altre indennità	17,175 »
23	Spese d'ufficio, compra di stampati, ecc.	21,548 »
24	Lavori dell'Arsenale	251,874 50
25	Lavori e riparazioni dei Regii Fabbricati	54,404 79
26	Materiali diversi per la Regia Marina	656,500 »
27	Casuali	18,200 »

Spese straordinarie.

28	Acquisto e costruzione legni	650,000 »

Totale Spese ordinarie L. 4,085,409 50
Totale Spese straordinarie » 650,000 »

(Continua) Totale generale L. 4,735,409 50

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 9 marzo.*

Il Senato, nella tornata d'oggi, costituito definitivamente l'ufficio della presidenza, udì la lettura di tre decreti portanti la nomina di tre nuovi Senatori: in seguito procedette alla nomina della commissione permanente di finanze, di quella di agricoltura e commercio, ed alla estrazione degli uffizi.

La Camera dei Deputati nella seduta d'oggi continuò la discussione del progetto di legge sullo stato degli uffiziali, e approvò gli articoli fino al 41. Approvò quindi senza discussione l'indirizzo in risposta al discorso della Corona.

MILIZIA NAZIONALE.

Il Sindaco della città di Torino

Vista la deliberazione del Consiglio di Ricognizione del 16 scorso gennaio :

Visto il dispaccio del sig. Intendente generale della divisione amministrativa del 1° febbraio p. p. :

Ritenuto che la notificanza pubblicata il 21 agosto 1851 non giovò a far cessare l'abuso invalso in molti individui, i quali non essendo ascritti ai ruoli della Milizia Nazionale, ne indossano in tutto o in parte la divisa :

Ritenuto che sia pel rispetto dovuto alle leggi, sia pel decoro della Milizia Nazionale ed anche per altri inconvenienti che potrebbero derivare da quest'abuso, non potrebbe il medesimo ulteriormente tollerarsi,

Notifica :

Gli individui non inscritti nei ruoli della Milizia Nazionale, e che saranno colti coll'intiero o parte dell'uniforme della detta Milizia, andranno soggetti in conformità della legge all'immediato arresto, e saranno denunziati al fisco per l'applicazione delle pene comminate dall'art. 262 del codice penale.

Torino, il 6 marzo 1852.

G. BELLONO.

ACCADEMIA REALE DI AGRICOLTURA.

Nella tornata del 1° marzo il socio segretario, in assenza del socio direttore cav. Bonafous, informava l'Accademia dei varii esperimenti di coltura fattisi nello scorso anno al giardino sperimentale colla mel ga, così detta *quarantina*, allo scopo di vedere se, nella stessa annata e nello stesso terreno, si potesse ottenerne due raccolti; ed intorno alla qual prova non potevasi pronunciare nè positivamente, nè negativamente, per l'incostanza della stagione e delle frequenti pioggie che vi furono: che risultati mediocri s'ebbero pure, per le stesse accennate cause, della coltura di sei diverse qualità di meloni, ananas verde cioè, bianco, cedrato, arrampicante di Corfù, di Portogallo fino, ed il *sucrin* di Tours, dei quali la qualità verde di un aroma, e sapore squisito, promette di fare molto bene presso di noi, e quella di Portogallo, di cui uno ne era del peso di libbre 30: che varie qualità di tabacco a foglie grandissime aveano riescito benissimo, ma non aveano potuto giungere a compiuta maturazione per la state poco calda e piuttosto piovosa; e finalmente che un campicello seminato di pomi di terra, avendovi fatto tagliare il fusto, allorchè erano in fioritura, a fine di riconoscere se con una tal pratica si potessero guarentire i tuberi dalla malattia, che già da varii anni li travaglia, si trovava che i tuberi, che se ne estraevano, erano bensì tutti sani, ma poco voluminosi ed in quantità assai minore dell'ordinario. Che per la corrente stagione il giardino erasi già in gran parte occupato con seminagioni di varie qualità di grano, coltivate in Inghilterra ed in Iscozia, appositamente inviate dal socio cav. Bonafous.

Nella stessa seduta l'Accademia riceveva dal Ministero dell'agricoltura e del commercio un grosso involto contenente ben seicento e più tra specie e varietà di semi di piante, che spedite dalle varie regioni del globo a Londra, figurarono colà alla grande esposizione dei prodotti d'industria, e che il socio cavaliere Moris, che aveva già avuto occasione di esaminarli, avvertiva come se fra quelle da foraggi molte ve n'erano nel nostro paese, o spontaneamente cresceuti, o vantaggiosamente coltivate; altre però se ne trovavano, sovratutto tra le specie da ortaggi, e tra i cereali, e tra questi particolarmente una varietà di *zea-mays* del Perù, di una grossezza oltre il doppio di quelle da noi coltivate, le quali eran degne dell'attenzione dell'Accademia; epperò meritavano che ne venisse esperimentata la loro coltura, onde conoscere quale riescita possano fare nel nostro clima e nei nostri terreni.

L'Accademia nominava quindi a suoi membri ordinarii i signori Berti-Pichat, agronomo; Bosio Giuseppe ingegniere, e dott. Balestrero Demetrio, professori, il primo di agricoltura, il secondo di forestale, alle scuole tecniche di Torino; ed il dottore cav. Sismonda Eugenio, professore d'istoria naturale al collegio nazionale di Torino: ed a suoi membri corrispondenti esteri i signori Mac-Adam, segretario della società promotrice della coltura del lino a Belfast (Irlanda); William Kinney agronomo, ministro degli Stati Uniti d'America a Torino; Josiah Parker, ingegnere peritissimo dell'arte del drenaggio o fognatura; Favy A'léon, agronomo svizzero, e Narducci, segretario della società di agricoltura e di industria di Macerata.

Il segretario BORSARELLI.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato centrale.

Adunanza del venerdì 12 marzo 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO.

Proposte sull'ordinamento delle Facoltà universitarie.

1. Ridurre gli esami di aggregazione alle sole prove prescritte pel concorso.

2. Adunanze pubbliche dei dottori aggregati di ciascun collegio per discussioni scientifiche.

3. Eleggibilità dei professori delle Facoltà a presidi dei rispettivi collegi.

AZIENDA GENERALE DELL'INTERNO.

Avviso d'Asta.

Vendita od affittamento per anni 30 delle miniere di piombo argentifero di Pesey e Macôt, e R. Stabilimenti per la fondita del minerale, e granulazione del piombo ad Albert-Ville in Savoia.

Il pubblico è avvisato che nel giorno 6 del mese di maggio prossimo, a mezzodì, si procederà, negli uffizi dell'Azienda generale dell'Interno, alla vendita, e subordinatamente all'affittamento per 30 anni, in favore del miglior offerente, sul prezzo di L. 535,000 per la vendita, e su quello di L. 25,000 annue per l'affittamento, sotto le clausole e condizioni tenorizzate nel relativo capitolato.

Le offerte sia per la vendita che per l'affittamento in aumento dei suddetti relativi prezzi, dovranno essese fatte in iscritto su carta da bollo da cent. 40, suggellate ed accompagnate da un vaglia, eziandio su carta da bollo, a favore della stessa Azienda generale dell'Interno, sottoscritto da persona riconosciuta risponsale da questa, ed in vece di vaglia si potrà supplire con cedole del Debito Pubblico dello Stato al portatore, per un valore eguale al decimo del prezzo sul quale si fa partito.

I capitoli d'appalto, unitamente ai piani e documenti relativi, saranno visibili all'estero presso le Legazioni e Consolati Sardi, ed all'interno negli uffizi delle Intendenze divisionali e provinciali, ed in quello dell'Azienda generale dell'Interno.

Il deliberamento non sarà definitivo se non nel caso, in cui nei 20 giorni successivi, che scadranno a mezzogiorno del 26 maggio suddetto, non sarà stato fatto l'aumento del sesto sul prezzo della vendita, e del sesto o mezzo sesto su quello d'affitto, secondo le leggi in vigore.

Nell'appalto si osserveranno le norme portate dal Regolamento 4° annesso alle Regie Patenti del 29 maggio 1847.

Le spese dell'incanto, del deliberamento e dell'instrumento di vendita, o dell'affittamento non che quelle di delimitazione e di perizie, e dei testimoniali di stato, saranno tutte a carico del deliberatario.

Torino, il 28 febbraio 1852.

Per detta Generale Azienda

Il Segretario
VERZALDI.

CAPITOLATO

Per la vendita o l'affittamento dei reali stabilimenti delle Miniere in Savoia.

1. Il contratto da stipularsi ha per oggetto la concessione assoluta a titolo di vendita, e subordinatamente la concessione temporaria a titolo d'affitto, delle miniere di piombo argentifero che sono attualmente coltivate ad economia dal Governo nei comuni di Pesey e di Macôt, provincia di Tarantasia, e vengono trattate nella fonderia di Albertville capo-luogo della provincia di Alta Savoia.

2. Esso comprenderà :

1° Le fosse, le gallerie, sotterranei e masse ora in coltivazione si a Pesey che a Macôt.

2° Una superficie per l'estensione della coltivazione uguale ad un quadrato di due chilometri di lato; il quale quadrato avrà per suo punto centrale a Pesey l'ingresso attuale della galleria superiore detta di *Passage* in attiguità della fucina, ed a Macôt l'ingresso anche della galleria di passaggio al piano Laumond; due dei lati del medesimo saranno condotti parallelamente alla direzione della vena metallifera.

Il quadrato suddetto verrà delimitato dall'ingegnere delle miniere in contradditorio del deliberatario, ed il verbale che ne sarà redatto, farà parte del contratto.

3° I fabbricati ivi esistenti per il trattamento del minerale e per l'abitazione degli addetti alla coltivazione.

4° I terreni circondanti i fabbricati di Pesey dell'estensione approssimativa di ettari 2 ed are 21, in esso inchiusa l'area dei suddetti, la di cui metà all'incirca è coltivata a prato ed orto.

5° I terreni per quanto sono di proprietà del Governo entro i quali giacciono i fabbricati e le laverie di Macôt, una parte dei quali sono anche in coltivazione ortiva e prativa.

6° Lo stabilimento della fonderia e della granulazione sito in

territorio di Albertville sulla sponda destra dell'Isère, ed in prossimità dell'imbocco del torrente Arly nell'Isère, consistente in vasti fabbricati ed edifizii per la fondita del minerale, e la granulazione del piombo, per gli uffizi, per l'alloggio degli addetti allo stabilimento, per magazzeni e depositi del minerale, e dei combustibili, per fucine ed opificii relativi.

7° Il canale e corso d'acqua derivato dall'Arly che serve agli opificii suddetti salvi i diritti acquistati dai terzi per concessione od altrimenti, e salvi i canoni imposti a dette concessioni a favore delle Regie Finanze; non che l'uso delle acque che servono di forza motrice agli opificii di Pesey e di Macôt.

8° I terreni coltivi che circondano la superficie rettangolare dei fabbricati di cui al n. 6, colla casa giacente nell'estremità angolare di essi fra la strada provinciale e quella di accesso allo stabilimento; i quali terreni, compresa la superficie dei fabbricati tutti dello stesso, presentano una estensione di ettari 8, centiare 40.

9° La miniera d'antracite giacente nel territorio di Pesey, regione detta la Corbassière, di cui è in corso la domanda di concessione per parte della attuale direzione, cioè i diritti che a questa, quale scopritrice, competono per ottenere la concessione, qualora al giorno del deliberamento non l'abbia ancora ottenuta.

Tutti i detti immobili sono ceduti colle loro servitù si attive che passive, a corpo non a misura, si e come gli ha sin ora posseduti il Governo per mezzo della ivi stabilita direzione.

5. Il deliberatario è tenuto a rilevare a prezzo d'estimo, da stabilirsi da periti eletti d'accordo e di un terzo nominato dal tribunale di prima cognizione del luogo, in caso di discrepanza fra i primi, tutti i mobili, provviste, attrezzi e tutte le materie metalliche esistenti nei fabbricati e nei depositi all'epoca della consegna degli stabilimenti, e ne pagherà il prezzo in quattro rate uguali nel termine di quattro anni, in ragione di un quarto all'anno.

Sono eccettuati i mobili e gli oggetti inservienti alla spezieria ed infermeria di Pesey e di Macôt, i quali sono riservati alla cassa di soccorso.

Sono egualmente eccettuati gli instrumenti, libri ed effetti necessari all'ufficio dell'ingegnere delle miniere pel servizio del distretto mineralogico della Savoia, il quale riterrà tutte le carte, titoli e registri dell'attuale direzione.

4. Le fosse, le gallerie, i fabbricati, edifizi, opifizii, i terreni, ed ogni cosa annessa e dipendente saranno rimessi nello stato in cui si trovano al giorno della consegna senza che vi sia luogo a reclamazione o ripetizione alcuna per parte del deliberatario sotto qualunque pretesto.

5. Il deliberatario tanto per la coltivazione, che pella costruzione d'usine, ed altri opifizii è tenuto a conformarsi alle vigenti leggi, e facendosi l'acquisto a titolo di vendita, egli resta sottoposto al canone portato dall'art. 51 del R. E. 30 giugno 1840.

6. Gli oneri inerenti ai suddetti immobili e diritti immobiliarii, e gli obblighi da essi derivanti, quali sono le quote di concorso per la manutenzione delle dighe, dei corsi d'acqua, delle strade pubbliche, le indennità per danni cagionati, le servitù passive, i tributi, imposte, ed altri qualunque restano a carico del deliberatario senza regresso o ripetizione verso il Governo in luogo del quale egli subentra.

7. Il deliberatario osserverà i contratti non scaduti all'epoca della consegna per affitti di terreni e di case, per provvisti, trasporti e somministranze qualunque di opere o di cose a pro degli stabilimenti, salvo a lui di convenirne della risoluzione cogli interessati, restando a di lui carico l'indennità che a termini di giustizia sarà pattuita, e ciò senza regresso, nè ripetizione, restando a tal riguardo tanto negli utili che negli obblighi surrogato all'attuale direzione; una nota dei suddetti contratti in corso sarà annessa al presente.

Sotto la stessa clausola egli lascierà che gli impiegati cui furono conceduti alcuni terreni pei loro usi domestici, ne godano sino a compiuto raccolto, a meno che preferisca di indennizzarli delle spese di seminerio e di coltivazione in essi fatte.

8. Le indennità per occupazione si temporaria che definitiva di terreni privati che potessero rimanere inclusi nei quadrati di cui all'art. 2, occupazione cui potrebbero dare luogo il fatto ed i lavori di coltivazione, sono a carico del deliberatario senza ripetizione.

9. Il deliberatario non acquista verun diritto sull'istituto di beneficenza, detto cassa di soccorso, stabilito in dette miniere a pro degli operai addetti alle medesime, nè sui fondi ed oggetti di sua pertinenza, il quale continuerà ad essere retto dal suo regolamento in data del 7 settembre 1824, sotto le modificazioni che il Governo si riserva d'introdurvi per assicurare la conservazione, il perfezionamento e la sorveglianza. Esso è però raccomandato ai buoni uffici del deliberatario.

10. Il deliberamento avrà luogo per mezzo di incanti che si apriranno nell'Azienda dell'Interno a Torino, al giorno ed ora che verranno notificati da apposito manifesto sul prezzo, per la vendita, di L. 385[m]., e su quello di 25[m]. annue pella locazione, e seguirà a favore di chi avrà offerto il maggiore aumento.

Però i partitanti per la vendita potranno, se loro aggrada, escludere dalla medesima i terreni coltivi e cosa di cui nel n. 8 dell'art. 2, i quali stimati in L. 25[m]. non sono indispensabili all'esercizio della fonderia ed annesse usine, facendone la dichiarazione nella loro scrittura d'offerta, e basando il loro aumento sulla somma di L. 550[m]. per la deduzione del prezzo dei suddetti in L. 55[m].

I suddetti prezzi per la vendita e per l'affittamento risultano stabiliti dal consiglio delle miniere dietro stima fatta dal signor Ispettore delle medesime.

11. Le offerte si per l'affittamento che per la vendita, in aumento dei suddetti relativi prezzi, si riceveranno contemporaneamente nei suddetti incanti; dovranno essere fatte in iscritto, su carta da bollo da centesimi 40, e suggellate ed essere accompagnate da un vaglia sottoscritto a favore della stessa Azienda generale da persona conosciuta risponsabile da questa, o da cedole del Debito pubblico dello Stato al Portatore, per un valore uguale al decimo del prezzo sul quale si fa partito, i quali effetti saranno restituiti al deliberatario dopo la stipulazione dell'instromento da rogarsi a compimento degli incanti e deliberamento, agli altri offerenti dopo il deliberamento.

12. Il prezzo cui risulterà deliberata la vendita sarà versato nelle regie casse in quattro rate uguali; il primo quarto dopo il deliberamento e prima del rogito dell'instromento definitivo in cui dovrassi far fede del pagamento colla presentazione della ricevuta; il secondo quarto prima della scadenza dell'anno successivo alla data del Decreto d'approvazione dell'instromento suddetto; gli altri due quarti nel corso del secondo anno, a partire dalla stessa data, uno alla scadenza di ogni semestre; questi due quarti coi relativi interessi alla ragion legale del 5 0/0.

13. Non si apriranno le offerte fatte per l'affitto se non nel caso cui non siano state fatte offerte accettabili per la vendita, all'esito della quale l'affitto è subordinato; e verificatosi tal caso si pubblicheranno le offerte fatte pell'affittamento, ed il medesimo verrà deliberato a chi avrà fatto il miglior partito in aumento del prezzo di stima sovra stabilito in lire 25[m].

14. La durata dell'affitto è stabilita a trent'anni continui da decorrere dalla data del Decreto d'approvazione dell'instromento definitivo.

15. Il prezzo annuo d'affitto che sarà per risultare dal deliberamento sarà versato nelle Regie Casse a semestri maturati in ragione di metà fitto per pagamento.

16. Esso sarà dovuto integralmente qualunque sia stato il risultato della coltivazione annuale, non ostante qualunque stagnamento od interruzione occorsi nei lavori annuali durante il periodo di trent'anni, a qualunque causa possano questi fatti ascriversi.

17. Tosto dopo il deliberamento si procederà dall'ingegnere delle miniere in contradditorio del deliberatario agli opportuni testimoniali di stato delle cose locate; alla scadenza dell'affittamento si procederà nello stesso modo alla ricognizione dello stato in cui si trovano, e verificandosi che le opere necessarie per la continuazione della coltivazione non siano state sufficientemente mantenute, che per abusi commessi, o per mancanza delle debite cure i fabbricati, gli opifizii, le dighe, i terreni, ed altre cose cadenti nell'affitto o parte di essi, trovinsi deteriorati, il deliberatario sarà tenuto a quelle riparazioni ed a quei compensi che da apposite perizie saranno stabiliti.

18. Nel primo trimestre del 50° anno il deliberatario dovrà diffidare il Governo che spirato l'anno egli non intende continuare nella locazione: in difetto di detto diffidamento si intenderà rinnovato l'affitto per l'anno successivo, e così d'anno in anno.

19. Le riparazioni e ricostruzioni di qualunque genere che nel corso dell'affitto potranno essere necessarie alle cose locate, saranno per intiero a carico del deliberatario, e della loro spesa egli non potrà ripetere altro in fine della locazione se non quella parte che avrà evidentemente accresciuto il valore venale della cosa, e nella proporzione soltanto di detto aumento.

20. Il deliberatario dovrà nell'instromento definitivo dare per guarentire il pagamento dei fitti annui una cauzione in beni stabili siti nei Regii Stati, od in cedole sul debito pubblico dello Stato per l'ammontare di tre annate di fitto.

21. Il deliberatario all'uno ed all'altro titolo entrerà in possesso degli oggetti sovra descritti nel giorno successivo alla data del R. Decreto di approvazione dell'instromento definitivo, e se a quel giorno non saranno terminati gli incombenti di testimoniali di Stato e di perizie, non che quelli di assestamento di conti dell'attuale direzione, si lascierà ai delegati del Governo l'alloggio e l'uso dei mobili necessarii per il tempo voluto pel compimento dei suddetti incumbenti, e ciò senza veruna ripetizione.

22. Le spese d'incanto a far conto dal manifesto di deliberamento e di instromento di vendita o di locazione, non che quelle di delimitazione e di perizie, e di testimoniali di stato, saranno a carico del deliberatario.

Torino, il 15 febbraio 1852.

Per della Generale Azienda
Il segr. reggente la terza divisione
T. MATTACHINI.

TABELLA

dei contratti in corso presso i Reali Stabilimenti metallurgici della Savoia.

OGGETTO	NOME E COGNOME dei CONTRAENTI	DATA del contratto	DATA della scadenza
Estrazione e trasporto dell'antracite de Bois brulé, e de la Corbassière che la Comune di Macôt affitta all'Amministrazione delle Miniere.	Francia Bartolomeo e Ruffier Pietro	28 maggio 1845	indeterminato
Provvista di carbone di legna per la Regia Fonderia di Albertville	Ancenay Gio. Claudio	10 giugno 1846	1° maggio 1855
Legna forte per la Fonderia suddetta.	Reydet Vittorio	14 settembre 1846	1° maggio 1855
Trasporto di schlick dalle Miniere di Pesey ad Albertville	Jourdan Pietro Andrea	26 febbraio 1847	31 dicembre 1855
Trasporto di schlick da Macôt ad Albertville	Courton Giacomo	26 febbraio 1847	31 dicembre 1855
Sgombramento delle fosse della Miniera di Macôt e trasporto del minerale alle Laverie	Silvin Maurizio	8 aprile 1847 11 ottobre 1850	30 giugno 1856
Sgombramento delle fosse della Miniera di Pesey	Tresallet Maurizio	27 gennaio 1849	31 dicembre 1855
Provista d'olio per l'illuminazione dei Reali Stabilimenti	Balleydier Filiberto	28 novembre 1850	31 dicembre 1856
Provvista del ferro ai Reali Stabilimenti	Mol Enrico Francesco	7 dicembre 1850	31 dicembre 1856
Affittamento alla Direzione dei Reali Stabilimenti della Miniera d'antracite detta de Bois brulé e de la Corbassière	Comunità di Macôt	1 e 29 aprile 1844	annuale
Affittamento di stabili annessi alla R. Fonderia di Albertville.	Darberet Pietro ed altri	30 novembre 1844	30 novembre 1855

FATTI DIVERSI

— TORINO. — Oggi è partito, dopo breve soggiorno in Torino, per tornare a Firenze, il marchese Salvatore Pes di Villamarina, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di S. M. il Re di Sardegna presso S. A. I. e R. il Granduca di Toscana.

— Ci viene comunicato dal prof. di veterinaria, Carlo Lessona, la seguente istruzione popolare:

Sull'abuso dei salassi così detti di precauzione, e dei mezzi di supplirvi negli animali domestici.

Essendo prossima una delle stagioni, la primavera, in cui quasi tutti i proprietarii di animali, si può dire per abitudine, credono di doverli sottomettere al salasso, credo opportuno di osservare che i salassi, quando gli animali non offrono una disposizione manifesta alle malattie infiammatorie, o non sono affetti da tali malattie, riescono più nocivi che utili, perchè debilitandoli ne diminuiscono la forza di reazione, per cui sono meno atti a resistere all'azione delle cagioni morbose.

Un altro inconveniente che risulta dalle cavate di sangue così dette di precauzione, è l'abitudine che ne contraggono gli animali, a segno che se per circostanze particolari loro non possono essere praticate, cadono sovente per tale motivo più o meno gravemente malati.

Per altro, siccome pel cambiamento delle stagioni e pel genere di vita a cui sono in esse sottoposti, gli animali possono contrarre morbose disposizioni dipendenti dall'alterazione delle secrezioni e della nutrizione, può essere necessario di sottometterli ad una cura preservativa atta a combattere tali morbose disposizioni; risultato che si può ottenere col regime rinfrescante e coll'amministrazione di purganti minorativi, tra i quali merita la preferenza il *solfato di magnesia* detto anche *sale d'Epsom di Sedlitz, sale catartico amaro*, a cagione del suo sapore, volgarmente *sal canale, sale d'Inghilterra*.

Proprietà medicinali. — Questo sale è un eccellente purgante minorativo; esso non irrita se non che leggiermente le mucose digestive, ed eccita tuttavia una secrezione molto abbondante di fluidi sierosi, talvolta mucosi ed assai sovente biliosi che determinano una favorevole derivazione.

La purgazione ha luogo dopo dodici a quindici ore nel cavallo, sette a otto ore nelle bestie bovine e nelle pecore, tre a quattro ore nel maiale e nel cane.

Questo sale solubile è assorbito, circola nel sangue, ne modifica lo stato, lo rende più sieroso, più scorrevole, meno coagulabile, e si oppone alla sua stagnazione nei vasi più sottili e più fini in cui circola, ed alle congestioni flogistiche.

Durante la sua azione non si osservano disordini generali dell'economia, e la purgazione operata, le funzioni digestive sono prontamente ristabilite, e gli animali poco debilitati.

Vedesi da ciò che l'uso di questo sale riesce profittevole non solo nelle malattie infiammatorie, ma altresì nelle morbose disposizioni che possono determinarne lo sviluppamento col doppio oggetto di mantenere la libertà del ventre, di attenuare il sangue, di derivare sui reni aumentando la secrezione orinaria, e di prevenire le congestioni flogistiche.

Questo sale deve dunque essere raccomandato dai veterinari sia come mezzo curativo nelle malattie infiammatorie, sia per preservare gli animali da tali malattie.

Dosi. — Pel cavallo la dose non deve essere minore di 250 a 500 gramme (mezza libbra ad una libbra); per le bestie bovine essa è da 64 a 128 gramme (2 a 4 oncie) e più; per la pecora da 16 a 32 e 64 gramme (1/2 oncia ad 1 e 2 oncie); e pel cane da 8 a 16 gramme, 32 gramme (2 ottavi a 1/2 oncia ad un'oncia) al più.

Se nel nostro paese questo utile medicamento, sebbene impiegato dai veterinari dell'esercito e presso molti stabilimenti, non è ancora tuttavia più generalmente adottato come lo è in altri paesi e specialmente in Inghilterra, devesi attribuire probabilmente al caro prezzo cui si vende dai rivenditori il detto medicinale.

Nell'interesse perciò generale e dell'agricoltura in particolare, sarebbe a desiderarsi che i rivenditori si limitassero ad un più modico prezzo, che loro verrebbe abbondantemente compensato dal più copioso smercio; giacchè, come è ben noto, dalle fabbriche di Torino questo sale si vende in giornata al tenue prezzo di lire 19 li cento chilogrammi, corrispondenti a soldi 38 al rubbo.

PROVINCIE. — Siamo informati dall'ispettore delle scuole primarie di Albenga che l'esito felice dello stabilimento d'un asilo d'infanzia in quella città è da ascriversi in gran parte al vivo interessamento con cui tolsero a caldeggiarlo gli egregi signori intendente marchese di Gresy, sindaco cav. Borrea-Ricci e regio provveditore degli studi avv. Cepollini, cui è dolce rendere pubblica testimonianza.

FRANCIA

PARIGI, 6 *marzo*. Una circolare del ministro della giustizia, indirizzata a tutti i procuratori generali, raccomanda loro di adoperare la più attenta sorveglianza sopra i romanzi in appendice e sulle altre opere letterarie pubblicate dai giornali. Quelle fra esse opere che sono contrarie alla morale e che possono depravare lo spirito pubblico dovranno essere oggetto del massimo rigore. Il giudizio di tal sorta di reati dovrà essere portato dinanzi ai tribunali di polizia correzionale.

— Il ministro dell'interno ha indirizzata ai prefetti una circolare per tracciare loro il modo con cui deve essere eseguita la legge sull'organizzazione del credito fondiario. Questa circolare, concepita in termini pieni di previdenza, li esorta ad agire in maniera da provocar lo sviluppo di questa utilissima instituzione.

— Leggiamo nel *Constitutionnel*:

Si annunzia che un decreto sull'università, sulle Facoltà delle scienze, delle lettere, del diritto e della medicina sarà, fra pochi giorni, pubblicato nel *Moniteur*.

Il concorso non sarà mantenuto nelle Facoltà di diritto e di medicina se non pei posti di professore aggregato.

La malevolenza aveva già sparsa voce che il ministero della pubblica istruzione stava per essere soppresso, e che le sue attribuzioni non formerebbero più se non una divisione insignificante del ministero dell'interno. La voce è falsa.

— Altre elezioni che si conoscono sono le seguenti:

Aisne, 4ª circoscrizione Geoffroy di Villeneuve.
Aveyron, 5° di Nougarède.
Charente Inferiore, 3° Eschasseriaux; 4° Lemercier figlio.

INGHILTERRA

LONDRA, 5 *marzo*. Si legge nel *Daily-News* :

Nel secondo ricevimento officiale della stagione che S. M. la regina ha tenuto il dì 3 corrente, il ministro del Belgio presentò a S. M. il sig. Vander Straeten, impiegato superiore del dicastero delle finanze a Bruxelles. Il corpo diplomatico era in numero compiuto. Prima del ricevimento il conte di Derby ebbe una udienza dalla regina, che, a quanto si dice, non durò meno di due ore. Si dice pur anche che S. M. e il suo primo ministro parlassero a lungo in quella udienza, dell'importante meeting tenutosi il dì innanzi a Manchester a fine di ricostituire la lega contro la legge de' cereali.

— Si legge nel *Globe* :

Quantunque la Banca d'Inghilterra non abbia ancora ridotto il prezzo del suo interesse, si crede che non tarderà a farlo. La immensa accumulazione di verghe d'oro ne' suoi sotterranei, e il mancar ella di mezzi per impiegare vantaggiosamente que' valori, indurranno i direttori a modificare il prezzo dello sconto.

— Si legge nel *Morning Advertiser* :

È stata pubblicata ieri (4) una relazione al parlamento dalla quale risulta, che la colonia del Capo di Buona Speranza, nel censimento di maggio 1849, aveva una estensione di 118,256 miglia e mezza quadrate. La popolazione bianca si componeva di 39,840 uomini e di 36,658 donne, e quella di colore di 90,252 uomini e di 94,649 donne. Si calcolava che n l'a parte orientale e occidentale della colonia, erano 285,279 abitanti, de' quali 141,609 uomini e 143,670 donne. Non si può stabilire con esattezza la e fra della popolazione di colore, che è sempre ondeggiante, ma si crede che superi il computo che abbiam citato più sopra.

— Il *Board of trade* ha pubblicato (come ne fu fatto cenno nel num. antecedente della Gazzetta) la sua relazione mensile pel mese spirato il 5 corrente febbraio. Comparativamente al mese corrispondente dell'ultimo anno, vi è nel valore dichiarato delle esportazioni, un aumento di 3,911 sterlini. Dall'insieme del prospetto risulta che il commercio si mantiene in condizioni favorevoli. Vi fu diminuzione pel cotone e le setarie manufatturate, ma aumento per le stoffe di lino e di lana: gli articoli di merceria son quelli che han provato il miglioramento più notevole. Nella esportazione delle macchine vi fu, a malgrado della scissura tra i capi e gli operai meccanisti, un aumento di 6,757 sterlini; sulla maiolica, su i lavori di coltellinaio e metalli vi fu invece una lieve diminuzione. Il mese, spirato il 5 febbraio 1851, dette una esportazione totale dichiarata al valore di 4,817,878 sterlini: il mese, spirato il 5 febbraio 1852, ha dato 4,821,781 sterlini.

Quanto è alle importazioni, una riduzione considerevole ebbe luogo nei grani e farine destinati al consumo interno. Il totale è minore di metà di ciò che fu importato nel mese corrispondente dell'anno ultimo. Quanto è poi agli altri articoli di consumo e di lusso, non è a notarsi variazione di rilievo, tranne forse nello zucchero, il consumo del quale si è accresciuto di molto. Vi è stato anche aumento nel the, il cacao e il caffè. Vi fu diminuzione nei liquori spiritosi, nei vini e pelle droghe. La importazione del grano, durante il mese terminato il 5 febbraio 1851, ammontò ad un valore totale di 470,202 sterlini contro 241,020 nel 1852.

ALEMAGNA

FRANCOFORTE, 5 *marzo*. Ecco il testo del progetto di costituzione che il Senato della città libera di Francoforte presentò al corpo legislativo:

CAPO I. — *Dell'assemblea legislativa.*

Art. 1. L'assemblea legislativa sarà quind' innanzi composta: 1° di 57 membri scelti fra i borghesi della città; 2° di 11 membri eletti nei comuni rurali.

Art. 2. L'elezione dei 57 membri presi fra i borghesi della città seguirà conformemente agli articoli 10, 11 e 12 dell' atto addizionale della costituzione del 1816 ed alla legge organica del 20 febbraio 1849.

Art. 3. L'elezione degli 11 membri eletti nei comuni rurali si farà conformemente alle leggi del 3 giugno 1825 e del 24 maggio 1842.

Art. 4. Se un cittadino è borghese di più comuni, egli eserciterà il suo diritto elettorale nel comune dove egli ha il suo domicilio.

Art. 5. I membri del senato non possono sedere nell'assemblea legislativa; i membri della rappresentanza permanente dei borghesi possono eleggersi a deputati per la stessa assemblea.

Art. 6. I membri dell'assemblea legislativa presteranno il seguente giuramento:

« Io giuro di promuovere in tutta coscienza il bene dello Stato, senza odio o predilez.one, e senza riguardo alcuno personale: io giuro di mantenere la costituzione e di tutelare i diritti dello Stato, dei comuni, delle corporazioni e dei cittadini, così Dio mi aiuti. »

Art. 7. Quando il senato non creda dover sancire un progetto di legge trasmessogli dall' assemblea legislativa, o rimandatogli, quest'ultima dovrà rinviarlo, entro lo spazio di tre mesi al più tardi, all'assemblea legislativa, affinchè venga sottoposto ad una nuova discussione.

Art. 8. Se dopo questa nuova deliberazione non si può riuscire ad un accordo, il senato, un mese al più tardi dopo che gli sarà stata trasmessa la replica dell'assemblea legislativa, convocherà una commissione mediatrice, composta di 5 membri scelti dall'assemblea legislativa nel suo seno, e di 5 altri che il senato dal suo seno eleggerà. Queste elezioni si faranno alla maggioranza assoluta dei voti.

Art. 9. Questa commissione mediatrice comunicherà, entro uno spazio non più lungo di due mesi, al senato ed all'assemblea legislativa il risultamento delle sue deliberazioni. Se l'assemblea legislativa o il senato ricusa di aderire alle proposte della commissione mediatrice, la questione verrà sottoposta ad una commissione di arbitri non più tardi di un mese dopo.

Art. 10. Per la formazione di tale commissione di arbitri, il senato e l'assemblea legislativa eleggeranno ciascuno 5 membri alla maggioranza assoluta dei voti: questi membri nella prima loro adunanza eleggeranno 10 nuovi membri della commissione di arbitri nel modo seguente:

I cinque membri eletti dall'assemblea legislativa proporranno 15 borghesi, aventi le qualità richieste per essere eletti deputati all' assemblea legislativa, ma che non faranno parte a quell'ora nè del senato, nè dell'assemblea legislativa, e su quei 15 borghesi i 5 membri nominati dal senato eleggeranno 5 membri della commissione di arbitri.

In seguito, i 5 membri nominati dal senato proporranno a loro volta 15 borghesi, aventi le qualità richieste per essere eletti all'assemblea lagislativa, ma che in quel tempo non fanno parte nè del senato nè dell'assemblea legislativa; e su quei 15, i cinque nominati dell'assemblea legislativa eleggeranno parimenti 5 membri della commissione di arbitri.

Art. 11. I 20 membri della commissione di arbitri, eletti nella suddetta maniera, non dovranno accettare alcuna specie d'istruzioni dai loro elettori e prometteranno di custodire un inviolabile silenzio sulle loro deliberazioni. La risoluzione, per o contro le proposte, dovrà riunire almeno dodici voti. Una risoluzione presa a tale maggioranza, è definitiva, ed ognuno dovrà conformarvisi.

Art. 12. Se una commissione mediatrice, o una commissione di arbitri non avesse ancora terminato il suo lavoro nel tempo della convocazione di una nuova assemblea legislativa, il suo mandato cesserà; ed il senato potrà, senza mutarne i termini, oppure modificandola nel modo che esso giudicherà opportuno, riproporre la questione alla nuova assemblea legislativa. *(Continua)*

DRESDA, 5 *marzo*. Nella tornata di ieri della seconda Camera, il signor Georgi, già ministro delle finanze, inperpellò il governo sullo stato presente della questione commerciale e doganale.

L'oratore in un lungo discorso dichiarasi pel mantenimeato dello Zollverein, pel trattato di settembre ed in generale per la politica commerciale della Prussia; chiese: 1° se il governo abbia l'intenzione di presentare ancora in questa sessione alle Camere la proposta promessa dal decreto del 7 aprile 1851 sui rapporti e sull'ordinamento del sistema doganale e commerciale dell' Alemagna; 2° quali siano le massime adottate e quale contegno assumerà il governo rispetto alle Camere nell'aspettazione dello spirare dei trattati.

Il sig. Beust, ministro di Stato, rispose come segue: « Il signor Georgi sa che il governo prussiano ha nell'anno scorso conchiuso un trattato coll'Annover; non avendo gli altri Stati dello Zollverein avuto occasione di avervi parte, così la Prussia ha dovuto denunziare lo Zollverein, poichè le sue obbligazioni verso l'Annover e quelle verso gli Stati dell'Unione erano incompatibili: ma il governo prussiano dichiarò nello stesso tempo che intendeva di convocare una conferenza di tutti gli Stati dello Zollverein per rinnovare i trattati, cioè l'unione: sogg unse che ci comunicherà gli opportuni schiarimenti, e ci invitò ad indicargli il tempo che a noi sembrava più convenevole alla convocazione.

Noi rispondemmo che assai ci doleva la denunzia dello Zollverein, ma che speravamo sarebbe rinnovata la convenzione, essendo noi disposti a secondare le brame manifestate dal governo prussiano. Dichiarammo finalmente che ci pareva conveniente il convocare il congresso pel 1° febbraio. D'allora in poi non avemmo alcuna comunicazione dal governo prussiano relativamente al giorno dell' apertura delle conferenze. »

Un' altra interpellanza si mosse in ordine alla flotta tedesca. Il ministero spera che quando si discuterà la quistione delle tasazioni, egli potrà fare alle Camere una comunicazione particolareggiata su questo punto.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. *Interno*. Si legge nella *Gazzetta di Genova* del 29 :

Oggi alle ore 12 3/4 pom. partì per Porto Torres la R. fregata a vapore il *Governolo*. Essa trasporta a Sassari un altro battaglione del 17 reggimento di 450 uomini circa, una piccola compagnia del battaglione Reale Navi e 4 pezzi da 8 destinati in dotazione alla Sardegna.

— *Roma*, 4 *marzo*. È giunto l'altr' ieri da Napoli il marchese Del Carretto, già ministro di polizia del re Ferdinando.

— È partito per Napoli il conte di Corcelles, diplomatico francese.

— Il comm. di Figueiredo rimase al card. Antonelli le sue credenziali come incaricato d'affari del Brasile.

FRANCIA. *Parigi*, 7 *marzo*. La convocazione del senato e del corpo legislativo pel 29 del corrente mese è confermata oggi da un decreto inserito nel *Moniteur*. Dicesi che l'apertura della sessione sarà fatta dal presidente della repubblica.

— Il risultato delle elezioni è ora conosciuto interamente, ad eccezione di quella della Corsica. Quattro candidati appartengono all'opposizione: cinque elezioni dovranno essere soggette a nuovo squittinio; una a Dinan (Coste del Nord); una a Parigi, una a Lione, una a Nantes, ed una a Clermont. Duecento cinquantuna nomine appartengono ai candidati del governo.

— Il cardinale Mathieu è partito per Roma a fine di ricevervi il cappello cardinalizio.

— Leggesi nella *Presse* : Si potea prevedere che la riduzione della tariffa di sconto della Banca di Francia da 4 a 3 0,0 determinerebbe la Banca nazionale di Parigi a prendere immediatamente una simile determinazione. Vediamo infatti, da un avviso che questo stabilimento ha dianzi pubblicato, che esso riduce egualmente la sua tariffa di sconto da 4 e mezzo 0,0 a 3 e mezzo 0,0, e che non preleverà più, a cominciare dal 15 marzo, se non che 2 0,0 invece di 2 e mezzo 0,0 sui fondi depositati in conto corrente alla Banca nazionale.

— Si assicura, dice lo stesso giornale, che si sono intavolate negoziazioni con parecchi governi esteri a proposito del diritto di bollo che il governo francese può esigere sui giornali stranieri introdotti in Francia.

— Il sig. Gobineau, primo segretario della legazione francese a Berna, è giunto a Parigi.

BELGIO. *Bruxelles*, 6 *marzo*. La Camera dei rappresentanti ha terminato, nella seduta d'oggi ed in comitato secreto, la discussione del trattato di commercio e di navigazione conchiuso colla Gran Bretagna. Si riaperse la seduta pubblica per la votazione. Il trattato ed il protocollo del 5 febbraio p. p. furono approvati all' unanimità.

Il ministro degli affari esteri ha presentato un progetto di legge per l'approvazione della convenzione addizionale al trattato 4 settembre 1844 collo Zollverein.

INGHILTERRA. *Londra*, 6 *marzo*. Si legge nel *Morning-Herald* :

Oggi il nuovo ministero si è, per la prima volta, ragunato in consiglio, a un'ora pomeridiana, al ministero degli affari esteri. Erano presenti il conte di Derby, il marchese di Salisbury, il conte di Malmesbury, lord J. Manners, sir John Pakington, W. Henley, lord Lousdale, B. Disraeli, il sig. Walpole, ritornato il 5 dalle elezioni di Midhuret, John C. Herries, il duca di Norchumberland e il conte di Hardwicke.

—Fondi inglesi. Consolidati a contanti e per conto 97 1/2 5/8; 3 0/0 rid. 98 3/8.

ALEMAGNA. *Berlino*, 5 *marzo*. Nella seduta d'ieri la prima Camera ha terminato la discussione della legge comunale: adottò la proposta di sopprimere quind'innanzi ogni dibattimento alla seconda lettura delle proposizioni tendenti a modificare la costituzione, ed approvò il progetto di legge che toglie al giurì la competenza pei delitti politici.

— Si dice che il congresso doganale non si aprirà in Berlino prima del 15 aprile prossimo.

— *Del* 6. La prima Camera, nella seduta d'oggi, ha incominciato la discussione delle proposte relative alla composizione della Camera dei pari: essa adottò la mozione del sig. Koppe, intesa ad attribuire alla corona il diritto di conferire la dignità di pari ai rappresentanti delle grandi proprietà, delle grandi città e delle università.

DANIMARCA. *Copenaghen*, 1 *marzo*. Nella seduta d'oggi del *Volksthing* danese, il sig. Barford ha indirizzato al ministero una interpellanza intesa a sapere se la commissione instituita per regolare i confini fosse pervenuta ad un risultamento, e quale fosse; se il governo intenda, nelle prossime elezioni, che le parti danesi di Rendsborg siano rappresentate a Schleswig, oppure in Holstein, e se crede che queste parti possano cedersi all'Holstein senza il consenso della Dieta danese.

L'assemblea doveva occuparsi di questa interpellanza nella seduta prossima.

E. LEONE gerente.

BIBLIOGRAFIA

LA EMULAZIONE

GIORNALE DELLE VACANZE PER I GIOVANI STUDIOSI (1).

Caro, dilettevole ed istruttivo giornale è questo, che da gennaio in qua esce regolarmente a ricreare nei dì di vacanza con molte buone prose e poesie di classici, accompagnate all'uopo da opportune avvertenze e commenti, la studiosa gioventù piemontese. Pur troppo gli ultimi rivolgimenti politici disvezzarono gli ingegni dalla coltura del bello stile, e dei mille scrittori dal subito mutar delle cose chiamati a dover dispensare co' giornali il necessario pan quotidiano degl'insegnamenti civili, appena è se t'incontri in alcuno, che si conosca del puro nostro materno idioma, e ad ogni piè sospinto non lo imbratti di forme e locuzioni barbariche. Declamazioni avemmo senza fine, ragionamenti assennati pochi, scritture corrette di rado, eleganti rarissime. L'opera paziente del ripulire e forbire lo scritto non è generalmente naturata in Italia, e nelle ultime vicissitudini la impedivano i tempi, le agitazioni e i bisogni. Intesi a farci liberi non badavamo gran fatto a straziar peggio che barbari il divino linguaggio di Dante e di Galileo.

Eppure altezza e profondità di sapienza non giova, e volendo parlar più vero diremo che non giova mai tanto, come quando si annoda a bontà di lingua e di stile. Chi più ardito di quel divinissimo Vico negl'intelletti della mente? Chi nelle scienze della civiltà moderna vide mai meglio di Beccaria, di Filangeri, di Gioia, e del nostro immortal Romagnosi? Ciò non pertanto perchè questi sapientissimi uomini hanno difetto di espressioni e di frasi convenienti alla materia che trattano, e peccano di barbarismo e di bastardume, sono intelligibili a pochi, e di mal animo studiati dai dotti. I giovani bramosi di gloria sincera in Italia, e di essere sempre letti con avidità dai presenti e dagli avvenire, al tutto è mestieri si vengano modellando su classici quanto a letteratura, e per meglio inanimirsi al difficil lavoro, pensino che pel continuato progredir delle scienze può non essere più ricercato ai venturi il saper dei viventi, ma sempre sarà la proprietà dei vocaboli, sempre la purità delle frasi, sempre l'efficacia e il nitor dello stile. Fu medico a' suoi di valentissimo il Redi; nuno oggi anche mediocre starebbe contento alle sue scientifiche cognizioni d'allora; troppo più oltre è corsa in tre secoli l'arte custode della salute. Siccome però ebbe egli all'amor della dottrina aggiunto eziandio l'amor delle lettere, e fu scrittore leggiadro e grazioso, anch'oggi il suo nome assai gradito risuona ad ogni italiano orecchio, e le sue dotte carte si leggono con diletto dell'animo e con frutto della eloquenza. Il tremendo mestiere dell'armi lo sanno per modo gli odierni generali, che meglio nol conobbero nè Alessandro nè Cesare, ma chi può non essere anch'oggi come vinto al piacere di leggere i commentarii di Giulio Cesare, e il trattare della guerra del Machiavello, perchè come sono ai conoscitori dell'antica favella del Lazio leggiadrissima scrittura i primi, è tuttavia il secondo a noi italiani. Invecchiarono, è vero, e si obliarono quegli usi e stratagemmi di guerra, ma non si obliteranno giammai nè invecchiano gli scritti, in cui gli ebbe registrati lo storico di Roma e quel di Firenze.

Buono dunque e lodato ci sembra l'intendimento che si propone il professore avvocato Oreste Raggi nel pubblicare il giornale, *La Emulazione*, singolarmente volgendolo ad invaghire del puro e leggiadro scrivere le menti de giovani. Non è gran tempo, e il Piemonte onoravasi d'un Carlo Botta e d'un cavalier Napione, teneri entrambi e fidi maestri dell'emendato e gentil favellare: la italiana tragedia cotanto eroica ed ammiranda ebbe il suo creatore non superabile nel piemontese Alfieri; nè più casta e avvenente proprietà di linguaggio lascian desiderare le commedie del Nota pur piemontese. E perchè non dovrà qui con amore continuarsi una gloria, che dai potenti scrittori che abbiam citato e da altri che non citiamo perchè vivi e chiarissimi, vi si è già fatta adulta, e illustrando il paese torna a decoro dell'universa Italia?

A così degno intento mira il giornaletto del Raggi, e riverente a que' sommi che vivono eterni dal bello stile che loro ha fatto onore, non è mai che specchi da essi un brano o un concetto meno che onestissimo e qual si addice ad animo ben costumato e generoso. I professori tutti e gli studenti del regno lo favoreggiano a gara, e noi desideriamo per vero amore d'Italia che il numero già copioso de' suoi giovani lettori gli si accresca ogni dì davvantaggio; da che si può perdere libertà senza colpa, non mai senza grande vitupero la lingua.

(1) *Si pubblica ogni mercoledì e sabato in 8°. Sarà due bei volumi all'anno. Costa a Torino Ln. 10 per un anno, franco in provincia ed all'estero fino ai confini Ln. 12. Contiene oltre la parte letteraria le notizie scolastiche di qualche importanza, e le disposizioni che vanno emanando dal Ministero della Pubblica Istruzione. — L'ufficio di direzione e distribuzione è alla* Libreria Patria, *via Carlo Alberto.*

ENOLOGIA IGIENICA

PUGNO ANTONIO e RIPA FELICE, inventori dello specifico per distruggere le gatte *procris ampelophago*, insetti assai dannosi ai teneri getti delle viti, munati della privativa dal R. Governo, si fanno solleciti di annunziare ai proprietarii dei territorii infestati da tali insetti, che la fabbricazione di detto specifico si eseguisce a Romano (Ivrea), e che per comodo dei committenti se ne è stato deposito presso il sig. Michele Tarabiono, negoziante in via Guardinfanti, bottega accanto alla porta num. 10. Le richieste che si faranno direttamente a Romano dovranno essere franche di posta, e i signori committenti saranno serviti con diligenza ed attività.

Onde poi i sottoscritti non trovinsi sprovvisti per supplire a tutte le commissioni, le richieste dovranno essere fatte al detto negozio, od alla fabbrica prima del 25 corrente maaro.

Si è calcolato, dietro esperimenti fatti, che per ogni giornata di vigna pergolata o are 38, e ben popolata, vi occorre la quantità di un chilo del detto specifico; quindi la vendita si farà in pani di 1 chilo, mezzo chilo, ed un quarto di chilo, muniti di ricetta per adoperarlo.

Si avvertono inoltre i proprietarii, che quanto più presto si farà uso di tale specifico sulle gemme della vite, tanto più facile sarà guarentirle dai primi freddi, e così otterranno un doppio scopo a vantaggio dei loro vigneti, facendo l'operazione in tempo utile, cioè allorquando la gemma è rotondita ed ha sopra di sè la cotonina (in qual tempo puossi chiamar gemma, perchè vegeta), ed allora, approssimandosi la gatta per roscarla, muore all' istante. Sperano gli inventori che tutti i proprietarii vorranno adoperare tale specifico, essendo stato sperimentato ed approvato dalla Commissione a tale uopo nominata dalla prelodata R. Accademia di agricoltura.

www.internetculturale.it

AVIS MÉDICAL

Le docteur SAMUEL LA'MERT, membre de l'Université d'Edimbourg, membre honoraire de la Société Médicale de Londres, etc. etc., auteur de la *Préservation personnelle*, et de la *Science de la vie*, a l'honneur d'informer les personnes qui désirent le consulter sur les différents désordres des organes de la génération résultant d'excès ou d'habitudes secrètes contractées dans la jeunesse, de la syphilis, de la gonorrhée, d'écoulements, des retrécissements, et sur les cas de débilité nerveuse, de faiblesse locale et générale, précurseurs de la stérilité, de l'impuissance, de l'anéantissement des plaisirs de la vie et du but spécial du mariage, que chaque jour il reçoit à sa résidence,

37. BEDFORD SQUARE, A LONDRES;

Les heures fixées sont de 11 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. Prix de la consultation 25 francs, soit personnelle, soit par correspondance. — Le secret est inviolable et les lettres rendues sur réclamations. — Les médicaments nécessaires sont expédiés avec sécurité, dans toutes les parties du monde.

Toutes les lettres adressées au docteur LA'MERT devront être AFFRANCHIES, et contenir, pour obtenir un Avis ou une Consultation L. 1 (une livre sterling), ou un bon de VINGTCINQ FRANCS, payable à Paris ou à Londres, chez un Banquier, ou à la Poste aux Lettres de PARIS. Sans cette formalité, les Lettres, quoiqu'affranchies, resteront sans réponse.

La PRÉSERVATION PERSONNELLE est illustrée de quarante figures coloriées, sur l'anatomie, la physiologie et les maladies des organes de la génération; prix, sous enveloppe, 5 francs, franco 5 fr. 50 c.

LA SCIENCE DE LA VIE, secret pour vivre longtemps, avec portrait et planches, prix 4 fr., franco 4 fr. 50 c.

Tous les exemplaires non revêtus de la signature de l'auteur, doivent être considérés comme contrefaçons, et le public est prié de ne leur accorder aucune confiance.

En vente: à Turin chez Gianini et Fiore, libraires; à Florence chez L. Molini, libraire. L'édition italienne de la *Préservation personnelle* qui se vend également à 5 francs.

AVVISO

Al Municipio di Crescentino fu testè concessa una nuova FIERA da aver luogo annualmente nel lunedì successivo alla quarta domenica di Quaresima, e così per quest'anno nel giorno 22 di marzo, in cui si distribuiranno a sorte 9 premii a chi vi condurrà e terrà esposti in vendita buoi, manzi e vacche.

Lo stesso Municipio distribuirà nel predetto modo, dal 26 marzo a tutto dicembre, un premio di L. 10, e per ogni mercato, a chi condurrà qualche bovina all'ebdomadario mercato di venerdì.

AVVISO

Una Casa di commercio desidera degli agenti in questa città e provincia che si possano occupare per la vendita di articoli correnti che rendono un beneficio netto del 10 al 20 p. 0/0; non hanno grande volume e si possono vendere con vantaggio anche nei piccoli paesi. — Non occorre avere cognizioni commerciali, basta che si prestino con zelo ed attività per ottenerne un considerevole smercio.

Dirigersi da Francesco Meucci a Livorno (Toscana).

CENSO A VITALIZIO

da convenirsi sopra il corpo di casa esistente nel Comune di Caselle, ove viene esercito l'albergo dell'Angelo; e ciò su due teste dei signori coniugi proprietarii, già attempati e senza prole.

Nel detto censo cadono pure i mobili dell'albergo, rilevanti a L. 4,000, come da inventario. — Indirizzo al signor Ingegnere Estimatore Boselli, via di Porta Nuova, num. 20, al 2° piano, corte del Caffè della Borsa.

GUANO del PERU', Isola Chinca

Da vendere in S. Pier d'Arena

Dirigersi per le condizioni dal sig. F. Giribon, Commissionario in Torino, via Bogino, casa Colla, num. 8, piano terreno.

SEMENZA BACHI del Monte Brianza

presso BOCH *zio e nipote*,
via della Provvidenza, num. 20, in Torino.

FRANCESCO BOJNE

Annunzia di avere aperto un laboratorio da Indoratore e fabbricante di ogni sorta di Ornati d'altare, ove i signori avventori, oltre l'esattezza e precisione de' suoi lavori, vi troveranno la massima modicità nei prezzi. — Casa Colegno, vie dei Due Bastoni, e de' Mercanti, num. 17, Torino.

GIUSEPPE OPERT

SARTO IN CAMICIE DA UOMO

È giunto testè da Parigi con grande assortimento delle medesime, d'ultimo genere e in misura a giusto corpo. — Via di Porta Nuova, num. 16, primo piano.

VENDITA *in via di subasta*

Il 15 del corrente, presso questo R. Tribunale di prima cognizione, ultimo incanto e deliberamento di una casa in Borgo Nuovo, via dell'Arco.

Per la visione dei capitoli dirigersi alla segreteria del prefato Tribunale, via della Consolata, num. 1, ove esiste l'opportuno tiletto.

DA VENDERE

CASCINA di ettari 34 (giorn. 88 circa) tra campi, prati, vigna e boschi, distante chilometri 20 circa (miglia 8) da Torino, con caseggiato civile, rustico, e strada carrozzabile. — Dirigersi al causidico Migliassi, sostituito al caus. coll. Triccrri, via S. Dalmazzo, n. 14.

DA AFFITTARE

pel 1.° di luglio prossimo, in via dei Mercanti, n. 15, Gran le APPARTAMENTO, divisibile anche in due, composto di 21 membri oltre 2 cantine, scuderia e rimessa.

AVVISO

Si fa noto, dovunque si trovi, al professore **Giovanni Lunghi** di Albenga, Poeta estemporaneo, che Silvestro Lunghi di lui zio paterno da più di un mese è mancato si viventi, avendolo istituito suo erede universale.

GUANO VERO DEL PERU'

di prima qualità, che da analisi chimica fatta eseguire risulta contenere più di 80 p. 0/0 di materie fertilizzanti.

Sementi Patate di Nuova-York, Maggiengà, Pellagrà, Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

AVVISO D'ASTA

Vendita del PODERE AGRARIO *di Sandigliano, nella provincia di Biella, proprio della Società d'Incoraggiamento di arti e mestieri.*

Il pubblico è avvisato, che alle ore 9 antimeridiane del giorno di sabato 27 prossimo marzo avrà luogo in Sandigliano, ed in una delle sale dello Stabilimento Agrario, l'incanto pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della terza candela vergine della vendita del succitato Podere Agrario, consistente in caseggiato rustico, giardini, orto, campi, vigna e prati, in 3 distinti lotti, come infra:

Lotto primo.

Fabbricato rustico, con giardini ed orto annessi, non che campo aperto, e campo con vigna attigua, in totale di ettari 6, 84, 5, al prezzo di L. 18,685.

Lotto secondo.

Campo e prato irriguo simultenente, di ett. 6, 78, 85, al prezzo di L. 15,060.

Lotto terzo.

Campo a gelsi, di ett. 1, 24, 88, al prezzo di L. 3,280.

La vendita si esporrà prima di tutto vensle nei 3 sovradescritti lotti, salvo a tentarè quindi gl'incanti della sua totalità sul prezzo cumulato dei tre deliberamenti provvisorii, i quali rimarranno però fermi in caso di infruttuoso successo di quest'ultimo esperimento.

Si notifica pure:

Che in detto giorno e nello stesso Stabilimento Agrario di Sandigliano, e tosto seguiti gl'incanti dei suddetti lotti, avrà pure luogo la vendita ai pubblici incanti del mobiliare, e lingerie, bosco da lavoro, attrezzi di campagna, e scorte consistenti in letame, ricetta e paglia.

Biella, il 28 febbraio 1852.

Per la Commissione di liquidazione
Notaio G. GUELPA *Segr.*

DA VENDERE IN TORINO

Porta d'Italia, viale di S. Barbara, n. 11, corte 2.°,

CASA di solida e recente costruzione, con sito fabbricabile, pel prezzo di L. 28,000, dante l'annua rendita di L. 2,000: pel pagamento si accorda un terzo a a more. — Dirigersi ivi al secondo piano, dai fratelli Tosi, proprietarii.

DA VENDERE

VIGNA signorilmente mobigliata, con cappella, casa rustica, tinaggio ed arredi necessarii, situata sui colli di Torino, regione Bertera, valle di S. Martino, sopra la chiesa di Santa Margarita, di ett. 10. 84 (g.te. 29, 30) tra campi, prati, vigna e boschi.

Per le opportune notizie dirigersi dal sig. causidico coll. Cristin, casa della Città, corte detta del *Butirro*.

DA AFFITTARE

in Casa già dell'Università, con capitolazione per 9 anni,

Bottega e mezzanino con balcone verso via di Po. Recapito dal sig. Martini Rajmondo, serragliere presso la chiesa di S. Francesco di Paola.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

LOCALE già da osteria, di 8 membri, con giardino, cortile e cantine, via tendente ai molini del Martinetto, casa Zuccola. — Dirigersi ivi dal portinaio.

DA AFFITTARE *pel 1.° aprile pross.*
CINQUE MEMBRI DI BOTTEGHE
tanto uniti che separati
via dell'Arcivescovado, casa Ciriè, num. 10.
Dirigersi ivi al portinaio.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano, e num. 4, 6, o 10 membri, con terrazzo, al 4.° piano. Via del Senato, num. 4.

DA AFFITTARE

FILATURA a vapore di num. 40 aspe giranti con ruota ad acqua e meccanismo moderno, situata sul territorio di Cervignasco, attigua alla strada provinciale di Saluzzo, ed annessa ai fabbricati del Tenimento detto di *Sant'Antonio*.

Recapito in Torino, via S. Francesco di Paola, n. 19, primo piano, ed in Moretta al sig. Domenico Colombaro

DA AFFITTARE *per la prossima Pasqua*

ALLOGGIO di 7 membri al primo primo con soffitta, in casa Claretta, via della Rocca, num. 36.

Dirigersi ivi al portinaio.

DA AFFITTARE *al prossimo S. Martino*

POSSESSIONE di ett. 173 (giorn. 454) circa, detta la *Rinaldina*, sui territorii di Motta de' Conti, Villanova e Casale. — Per le relative indicazioni dirigersi al signor notaio Saltelli, nella città di Casale.

SEMENZA VERA BACHI DA SETA

DEL MONTE BRIANZA

presso la Ditta **Guastalla e Comp.**

negozianti in chincaglie e mercerie, via di Porta Nuova, frammezzo gli alberghi del Cavallo Grigio e della Zecca.

Li medesimi tengono assortimento di Camicie da uomo a modico prezzo.

PARFUMERIE DE PARIS — MAISON LASUE

Pour les demandes en gros, se diriger à Turin chez M. F. Giribon, Commissionnaire, rue Bogino, maison Colla, n. 8, son unique représentant pour les États Sardes.

DA AFFITTARE *al presente, od al primo aprile* Num. 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

NOTA

I signori Carlo Terville ed Ambrogio Gozzi, amendue residenti in Torino, con instromento 24 gennaio ultimo, rogato Bertolotti, contrassero società per l'esercizio di una cava di pietra da taglio, da Gozzi tolta in affitto dal sig. Bartolomeo Malan con instromento 3 luglio 1847, rogato Ajassa.

La durata della società ed i patti regolatori del suo andamento constano da copia dell'instromento Bertolotti, stato depositato nella Segreteria Consolare il giorno d'ieri.

Torino, il 9 marzo 1852.

NOTA

A senso dell'art. 2303 del codice civile venne trascritto all'ufficio della conservazione delle ipoteche di Ivrea il 17 settembre 1841, al vol. 14, art. 101 delle alienazioni, e vol. 146, art. 475 del registro d'ordine l'instromento di dazione in paga fatta dalli Francesco fu Tommaso e Tommaso, padre e figlio Boggio, di Valperga e residenti, al notaio Giuseppe Morizio Zerboglio fu sig. notaio Pietro Giuseppe di Cuorgnè, sotto il 2 stesso mese, rogato Trucano, di una pezza alteno a Salassa, regione Aitonio, in mappa col num. 97, di tavole 49, pari ad are 18, coerenti Giuseppe Varallo, e la strada di S. Giuseppe a due parti, pel prezzo di L. 588 come ivi estinto.

Not. Zerboglio.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 9 marzo 1859

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	Per contanti. nella matt.	Pel fine del mese corr giorno pr. dopo Borsa	Pel fine del mese corr nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 s.bre				
1831 » » 1 genn.				
1848 » » 1 mar.				90 50
1840 » » 1 genn.	92 92 90 95	92 94 75 60	92 60	92 p. 16, 92 p. 34 93
1851 » » 1 dicem.	95 50)			92 75 p.f.sp.
1834 *Obblig.* 1 genn.				
1849 » 1 s-bre.				
1850 » 1 febbr.				
1844 5 0/0 *arret.* genn.				
FONDI PRIVATI				
Azioni R. N. 1 genn.				
— Banca di Savoia				
Città di 4 0/0 oltre lo inter. decor.				
Torino 5 50 0/0 1 gen.				
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen				
Società del Gaz (nuova				
Incendii a premio fisso 31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio	408			
Molini presso Collegno 1 giugno				

CAMBI	Per brev.cad.	Per tre mesi.
Augusta	25 3 —	959 0/0 —
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	9 10 — 1/2	— —
Lione	99 85	99 80 —
Londra	25 32 1/2	25 20 —
Milano	— —	— —
Parigi	99 85 —	99 35 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 90 L.	90 02 —	90 05 —
— di Savoia	28 62 —	28 69 —
— di Genova	79 10 —	79 28 —
Sovrana nuova	35 06 —	35 15 —
— vecchia	34 81 —	34 90 —
EROSO misto Perdita	2 50	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: il PIRATA — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi. — Balletto *La Vivandiera al campo del re di Prussia*.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La donna di governo* — con farsa.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Vaudevilles* Académie donnée par Feitleinger premier ténor de S. M. le roi de Hollande.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *La famiglia Remeville*.

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: il *Furioso* del cav. Donizetti — balletti comici con Tom-pouce.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: —Ballo *Mazzeppa*.

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Mosè in Egitto* — Ballo *I 50 soldati*.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

INTERNO

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali, autorizzata con legge 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 20 vent. marzo 1852, si procederà in una delle sale di quest' uffizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del signor Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell' ultimo miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini, da accendersi dopo l'ultima offerta, della vendita dei beni demaniali descritti al N. 55 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Cascina detta di *San Pietro* composta di casa rurale, orto, prati, campi ed alteni, proveniente dall'antico appannaggio Savoia Carignano, situata sui territorii di Raccoaigi e Casalgrasso, nella regione *San Pietro*, e sotto le infradescritte coerenze e numeri di mappa, della complessiva superficie di giornate settanta sette, tavole cinquantanove e piedi nove, eguali ad ettari ventinove, are quarant'otto, centiare sessanta, attualmente affittata al signor Gaido Nicola fu Giovanni, di Racconigi, in forza d'atto 9 gennaio 1849, per l'annua somma di lire 2755, e finiente tale affittamento con tutto il giorno 10 novembre 1856 e consistente:

1. Regione *San Pietro* — Prato fra le coerenze dei beni di questa cascina, segnato nella sezione A della mappa, coi numeri 4, 5 e 9, della superficie di giornate 13, 64, 5, corrispondenti in misura metrica ad ettari 5, 18, 40.

2. *Ivi* — Prato a ponente della fabbrica, colle stesse coerenze, posto al numero 6 della mappa, della superficie di giornate 5, 51, 4, eguali ad ettari 2, 09, 50.

3. *Ivi* — Campo a levante del sovradescritto prato, fra le stesse coerenze, segnato in mappa col numero 7, della superficie di giornate 5, tav. 95, piedi 2, eguali ad ettari 1, 99, 40.

4. *Ivi* — Campo grande intersecato dalla carreggiata tendente ai boschi, di cui are 76 circa sono state corrose dalla Macra, descritto in mappa al num. 8, fra le suddette coerenze, della superficie complessiva di giornate 47, 26, 4, eguali ad ettari 17,96, 0.

5. *Ivi* — Due orti a mezzodì e ponente del fabbricato, descritti in mappa coi numeri 10 e 12, della complessiva superficie di giornate 6, 71, eguali ad ettari 27, 10.

6. *Ivi* — Fabbrica rustica con aia, contenente al pian terreno due camere a volta, fra le quali travasi la scala che comunica al pianosuperiore, con una piccola cantina sotto di essa a volta, ed una cantina verso mezzanotte ed un'ampia stalla, ambe a volta, e sopra detta stalla il fienile ad otto luci prospicienti l'aia, al cui mezzogiorno sonovi otto travate di casi da terra, sull'estremità dei quali verso levante evvi il pollaio e porcile, sopra i quali una camera a voltini, con scala d'accesso in legno: nell'aia il pozzo d'acqua viva con vasca di pietra per l'abbeveraggio del bestiame; contro la cinta di levante il forno, la porta e portina, come pure un'altra portina nella cinta di ponente; al primo ed unico piano superiore trovansi oltre al già detto camerino sopra la scala tre camere soffittate a solaio, rimpetto alle quali dal lato di mezzogiorno evvi un lungo balcone di legno.

L'area del fabbricato, compresa l'aia, rileva alla superficie di tavole sessantacinque, piedi dieci, eguali ad are 23, descritto il detto fabbricato nella sessione A della mappa col n. 11.

7. *Ivi* — Alteno dietro la fabbrica, fra le suddette coerenze, segnato in mappa col n. 13, della superficie di giornate tre, tavole ottant'otto e piedi cinque, eguali ad ettari 1, are 47 e centiare 60.

8. *Ivi* — Alteno in territorio di Casalgrasso, distinto in mappa col n. 889, della superficie di giornate una, tavole novantanove, eguali ad ettari 0, 75, 60.

N. B. Tutti li sovra descritti stabili non sono soggetti a veruna servitù, eccetto al carico di una carreggiata d'accesso ai boschi.

I prati sono irrigati a seconda del bisogno colle acque della Macra per mezzo del canale detto di Casalgrasso.

L'asta sarà aperta sul prezzo di L. 45,000, cui venne ridotto quello d'estimo di L. 52,489 e cent. 38, risultante dalla relativa perizia del geometra architetto Bartolomeo Gola, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 100.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'uffizio procedente, ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0[0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istrumento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze il 15 andante mese, dei quali non che della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'uffizio d'Intendenza.

Le spese del già incanto rimasto infruttuoso sono a carico del deliberatario.

Saluzzo, il 16 febbraio 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza
Il Segr. G. B. Calandri.

INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore dieci antimeridiane del giorno 27 venturo marzo 1852, si procederà in una delle sale di quest'uffizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del sig. Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all' estinzione delli candela vergine, della vendita dei beni demaniali descritti al num. 34 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Cascina detta la *Rocchetta*, composta di fabbricato rustico, con prati, campi, vigne, boschi gerbidi, corte, ed orto, proveniente dall'antico Demanio, situata sul territorio di Magliano, regioni *Rocchetta, Serragrande, Remondato, Vacchiornotto, Prada, Maniga, Materasso, Pometto, Boschetto, Rivo-Sorso, Longorie, Pradandi, Zenevretto, Prato-Capello, Prato-Grande, Volte*, descritta sotto le infra coerenze, e numeri di mappa della complessiva superficie di giornate 55, 52, 8, corrispondenti in misura metrica ad ettari 21, are 7, centiare 9458, presentemente affittata al sig. Rava Giacomo Battista, del fu Giovanni, di Magliano, in forza d'atto 17 ottobre 1845, per l'annua somma di Lire 1515, finiente tale affittamento col giorno 10 novembre 1852.

Si espone prima di tutto venale nelli sei lotti infra descritti, salvo a tentare quindi gli incanti della sua totalità sul prezzo cumulato delli sei deliberamenti provvisorii li quali rimarranno però fermi in caso di infruttuoso successo di quest' ultimo sperimento.

LOTTO PRIMO.

1. Regione *Rocchetta* — Fabbricato, aia, orto, prato, e campo in territorio di Magliano, a cui coerenziano Rava Pietro, Rava fratelli, la parrocchiale, eredi Giovanni Sommano, e la strada comunale, descritti in mappa colli n. 1161, 1165, 1164, 1165, della superficie di giorn. 3, 73, 5, eguali ad ett. 1, 45, 05, 57.

2. Regione *Serra-Grande* — Vigna e campo, coerenti gli eredi Pietro Rabino, don Gosio, la strada a due parti, Rabino Giovanni, la parrocchiale, eredi Olmo, Rava Antonio a due parti, Andrea Borghetto e Riva Bartolomeo, segnati in mappa colli numeri 1101, 1110, 1111, della superficie di giornate 7, 90, eguali ad ettari 3, 00, 99.

3. Regione *Remondato* — Campo coerenti la strada comunale, Rava Pietro, il Benefizio ed eredi Pietro Rabino a due parti, descritto in mappa al numero 861, della superficie di giornate 0, 83, 3, eguali ad ettari 0, 31, 7185.

4. Regione *Vacchiornotto* — Bosco, coerenti don Gosio Secondo, Bon-Giovanni Enrico, eredi Battista Rava, Borgetto Spirito, ed eredi Andrea Sommano, segnato in mappa col numero 929, di giornate 0, 70, eguali ad ettari 0, 26, 67.

5. Regione *Prada* — Prato, coerenti eredi Masoero Bartolomeo, Troja Bartolomeo, Cantamessa Giuseppe e fratelli Rava fu Giovanni, descritto in mappa al numero 641, di giornate 2, 46, 4, eguali ad ettari 0, 95, 855.

6. Regione *Maniga* — Campo, coerenti Brignolo Andrea, Cantamessa Andrea, fini di Govone, Abbellonio Antonio, Bottallo Michele, segnato in mappa col numero 741, della superficie di giornate 1, 60, 0, corrispondenti ad ettari 0, 60, 96.

7. *Ivi* — Campo, coerenti la strada vicinale, gli eredi Alberto Rava, Cantamessa Secondo, ed il fosso segnato in mappa col numero 774, della superficie di giornate 1, 40, 9, eguali ad ettari 0, 55, 6257.

8. *Ivi* — Campo, coerenti la strada, Rava Antonio, Rava Andrea, ed eredi Olmo, descritto al n. 787 della mappa, di giornate 1, 20, 2, eguali ad ettari 0, 45, 7855.

L'asta di questo primo lotto della complessiva superficie di giornate 19, 85, 11, eguali ad ettari 7, 56, 6542, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire quindicimila duecento diciassette, e centesimi sedici, come risulta dalla relativa perizia del geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 100.

LOTTO SECONDO.

1. Regione *Maniga* — Campo gerbido, a cui coerenziano Damasio Domenico, Pellerino Battista, Cagna Andrea, Rava eredi fu Battista, la strada vicinale, Rabino Carlo, Sommano Giacomo, Aliberti Teobaldo, Sommano Gioanni ed il rivo, distinti in mappa coi numeri 763, 764 e 765, 765 1/2, 766, 767 e 768, della superficie di giornate 9, 71, 4, eguali ad ettari 3, are 70, centiare 0, 78.

2. Regione *Prada* — Prato, coerenti S. E. il marchese Alfieri di Sostegno a due parti, la strada e Rava Giacomo, segnato in mappa col n. 609, della superficie di giornate 4, 37, 7, corrispondenti ad ettari 1, 66, 7192.

L'asta di questo secondo lotto, della complessiva superficie di giornate 14, 8, 11, eguali ad ettari 5, 56, 7972, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 5,827, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 50.

LOTTO TERZO.

1. Regione *Materasso* — Campo, coerenti la Parocchiale, Sommano Paolo, Rava Giacomo, e Rabino Margherita a due parti, segnato in mappa col n. 1152, della superficie di giornate 1, 95, 5, eguali ad ettari 0, 74, 4537.

2. Regione *Pometto* — Campo, coerenti la strada vicinale, Massucco Battista ed il fosso, descritto in mappa col n. 857 e 857 1/2, della superficie di giornate 2, 16, 8, eguali ad ettari 0, 82, 55.

3. Regione *Remondato* — Campo, coerenti la strada pubblica o vicinale, fratelli Rava fu Giovanni, Asinaro Battista ed Aliberti Stefano, segnato in mappa col n. 850, della superficie di giornate 2, 54, 5, eguali ad ettari 0, 89, 5128.

4. Regione *Prada* — Prato, coerenti le fini di Govone, Massucco eredi Sebastiano a due parti, il fosso, Canavero eredi Gabriele, Troja Giuseppe, descritto in mappa col n. 672, di giornate 1, 22, 1, eguali ad ettari 0, 46, 5137.

L'asta di questo terzo lotto della complessiva superficie di giornate 7, 68, 7, corrispondenti ad ettari 2, 92, 8302, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire tremila ottocento diciotto e centesimi settantatrè, come risulta dalla relativa perizia del geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 25.

LOTTO QUARTO.

1. Regione *Pometto* — Campo, coerenti li beni parocchiali, eredi Antonio Olmo, eredi Alberto Rava, e la strada vicinale, segnato in mappa col n. 842, della superficie di giornate 0, 65, 8, eguali ad ettari 0, 25, 019.

2. Regione *Boschetto.* — Campo, coerenti la strada pubblica, Troja Antonio, e Troja Giuseppe, segnato in mappa col n. 921, della superficie di giornate 1, 44, 8, eguali ad ettari 0, 55, 118.

3. Regione *Rivo-Sorso.* — Campo, coerenti Canavero eredi Teobaldo a due parti, Troja Giovanni, la strada pubblica, Marengo Giuseppe, Bon-Gioanni Antonio, ed il tenimento di Govone, descritto in mappa colli numeri 375, 552, della superficie di giornate 3, tavole 36, piedi 4, eguali ad ettari 1, 28, 445.

4. Regione *Prada.* — Prato, coerenti Troja Andrea, Troja Giovanni, e Troja eredi Giovanni, segnato in mappa col n. 655, di giornate 0, 48, 4, eguali ad ettari 0, 18, 415.

L'asta di questo quarto lotto della complessiva superficie di giornate 5, 95, 4, corrispondenti ad ettari 2, 26, 695, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire 2,646 e cent. 99, come dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO QUINTO.

1. Regioni Longorie — Campo, a cui coerenziano la bealera, la strada, S. E. il marchese Alfieri di Sostegno, Marello Giuseppe, eredi Cantamessa, e lo stradale provinciale da cui viene intersecato, segnato in mappa col n. 541, della superficie di giornate 2, 57, 5, eguali ad ettari 0, 98, 0757.

2. Regione *Pradandi* — Prato, coerenti Rava Andrea, eredi Battista Rava, ed eredi Antonio Olmo, descritto in mappa col n. 526, della superficie di giornate 0, 21, 1, eguali in misura metrica ad ettari 0, 08, 0527.

3. Regione *Zenevretto* — Campo, a cui coerenziano Massucco Battista, Canavero Giacomo, e Canavero Bartolomeo, col n. 1883 di mappa, della superficie di giornate 0, 26, 1, eguali ad ettari 0, 09, 9578.

4. Regione *Prato-Capello* — Campo, coerenti S. E. il marchese Alfieri di Sostegno, Riva Gabriele, e fratelli Bria, distinto in mappa col n. 418, di giornate 0, 88, 3, corrispondenti in misura metrica ad ettari 0, 29, 972.

L'asta di questo quinto lotto della complessiva superficie di giornate 3, tav. 85, piedi 5, eguali ad ettari 1, 46, 0182, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire duemila settecento cinquantacinque e centesimi otto, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO SESTO.

1. Regione *Pradandi* — Prato, a cui coerenziano Farinasso Giacomo, la strada vicinale, ed eredi Rabino, distinto in mappa col numero 544, della superficie di giornate 0, 50, 0, eguali in misura metrica ad ettari 0, 14, 45.

2. Regione *Prato-Capello* — Campo, coerenti le fini di Govone ed eredi Giuseppe Negro, descritto in mappa col num. 655, della superficie di giornate 0, 71, 6, eguali ad ettari 0, 27, 2415.

3. Regione *Prato-Grande* — Campo, coerenti Farinasso Giuseppe, Canavero eredi Gabriele, e S. E. il marchese Alfieri di Sostegno, segnato in mappa col num. 683, della superficie di tavole 36, piedi 6, eguali a ettari 0, 13, 9063.

4. *Ivi* — Campo, coerenti Massucco eredi Sebastiano, il fosso irrigatorio, Farinasso eredi fu Giacomo, Masoero Battista, e S. A. il Duca di Genova, descritto in mappa col num. 688, della superficie di giornate 1, 44, 0, eguali ad ettari 0, 54, 864.

5. Regione *Volte* — Campo, a cui coerenziano la strada comunale, Troja Antonio, e la parrocchiale, segnato in mappa col num. 505, della superficie di giornate 0, 55, eguali ad ettari 0, 20, 955.

6. Regione *Ivi* — Campo, a cui coerenziano Troja Antonio, la strada comunale, Troja Teobaldo e la parrocchiale, descritto in mappa col num. 304 1/2, di giornate 0, 54, 0, eguali ad ettari 0, 20, 574.

L'asta di questo sesto lotto della complessiva superficie di giornate 3, tavole 91, corrispondenti in misura metrica ad ettari 1, 48, 971, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire duemila settecento novantanove e centesimi novantuno, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 25.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'uffizio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato, sono fissati in giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0[0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze l'8 dicembre 1851, e dei quali nonchè della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'uffizio d'Intendenza.

Alba, il 20 febbraio 1852.

Per detto uffizio d'Intendenza Provinciale
Il segr. G. Quaglia.

NOTA

Venne trascritto all' ufficio delle ipoteche di questa città il 27 febbraio 1852, al vol. 54, art. 27170, l'atto di deliberamento degli stabili proprii del sig. Francesco Rossi fu Giuseppe, nativo di Torino, a favore del sig. avvocato Virginio Tonso fu Domizio, nativo d'Asti, per persona nominanda, per la somma di L. 12,000, in data 30 dicembre 1851, e successiva dichiarazione di comando a favore della signora damigella Irene Grimaldi del Pogetto fu conte Filippo, nativa

www.internetculturale.it

di Busca, ed in Torino tutti residenti, in data 31 dicembre 1851, quale deliberamento venne ridotto in pubblico instromento il 4 febbraio 1852; detti atti tutti al rogito del notaio Galeazzi.

Gli stabili suddetti sono i seguenti:

Vigna, denominata *Caresana*, posta sul territorio di Torino, sul colle di Mongreno, a breve distanza ed a mezzanotte della parrocchia di Mongreno, la quale componesi di quanto infra, cioè:

1. Casa, comprendente 5 membri al piano terreno, comprese due cantine, e successivamente trovasi una stalla, una tina a ed un forno a notte della stalla, aia di are 4 avanti il fabbricato e pozzo d'acqua viva; 4 camere al piano superiore ed un andito, balcone prospiciente l'aia e fenile sopra la stalla;

2. Piccolo orto avanti il fabbricato, della superficie di are 1;

3. Prato circondante le altre parti del fabbricato, di are 125, cent. 70;

4. Alteno a levante ed a giorno del prato, di are 147;

5. Campo detto il Vignotto, di are 32;

6. Pascolo situato fra i detti prato e campo, di are 45;

7. E finalmente bosco col ceduo di rovere, castagno, nocciuolo e carpine, dell'estensione di are 125.

Quale casa e beni formano un sol corpo, e sono provvisti dei num. di mappa 276, 277, 278, 279, 282, 283, 564, e di parte dei num. 281, 280 e 284 della sezione 10.ª della mappa territoriale, e trovansi coerenti a levante Carlo Raspo, a mezzogiorno il signor Sebastiano Saracco ed il dottore Porcellana, a ponente la signora Martini ed a mezzanotte Rosa Gianolio vedova ed il premenzionato Carlo Raspo.

Tanto si notifica al pubblico per gli effetti previsti dall'art. 2303 del vegliante codice.

Torino, il 28 febbraio 1852.

Notaio Francesco Galeazzi.

NOTA

Sull'instanza del sig. avvocato Luigi Rocca, domiciliato in Torino, all'udienza del regio tribunale di prima cognizione di Saluzzo, del 27 andante marzo, ore 11 antimeridiane, avrà luogo il primo incanto degli stabili proprii del sig. Carlo Felice Faudone, pure domiciliato in Torino, e posti sui territorii di Cervere e Marene, provincia di Saluzzo, e sul territorio di San Mauro, provincia di Torino, in tre distinti lotti, composti di case, campi, gerbido, alteno, vigna, boschi e prati, al prezzo e sotto le condizioni contenute nel relativo bando 2 andante mese, visibile a chiunque nello studio dei signori causidico coll. Dogliotti in Torino, e causidico coll. Pennachio in Saluzzo.

Torino, l'8 marzo 1852.

A. Astesano sost. Dogliotti.

NOTA

All'udienza che sarà tenuta dal tribunale di prima cognizione di questa città il 31 del prossimo mese di marzo, avrà luogo, sull'instanza del sacerdote D. Carlo Gallizio, ammesso al beneficio dei poveri, il primo incanto, per via di subasta, dei seguenti stabili posti sulle fini di Diano e di Montelupo, in odio di Luigi Novaresio, e terzi possessori, residenti a Diano, coi patti, e sotto le condizioni di cui in apposito bando venale.

Lotto primo

1. Una porzione di stalla, con portico e corte comune, situata nel luogo di Diano, nella regione Borgolapiano, consorti gli eredi fu Giacomo Francesco Gallizio, eredi fu Domenico Gallizio e la strada publica;

2. Una pezza prato posta in detto luogo di Diano e nella suindicata regione, tra e mediante la casa di Luigi Gallizio, consorti il medesimo, Giuseppe Perla e la strada pubblica, di are 4, cent. 94 (tavole 13), da esporsi in vendita al prezzo di L. 100.

Lotto secondo

3. Una pezza prato di are 7, cent. 10 (tav. 45), regione Suora, coerenti il conte di Castiglione e la strada pubblica, al prezzo di L. 200.

Lotto terzo

4. Una pezza campo, di are 57 (tav. 150), coerenti Giacomo Rizzo, il rivo, la strada, eredi Gallizio ed Anna Mantello al prezzo di L. 70.

Lotto quarto.

Una pezza vigna e terra, regione Montà, di are 114, (giorn. 3), coerenti eredi del conte Rangone, la strada pubblica e Giuseppe Marengo, al prezzo di L. 570.

Lotto quinto

Una pezza campo, regione al Gatto, di are 76 (giornate 2), coerenti eredi Destefanis, eredi Aschero ed eredi Mantello, al prezzo di L. 620.

Alba, l'11 febbraio 1852.

Barale sost. Mangiardi.

NOTA

Si notifica, che con decreto del tribunale di prima cognizione sedente in questa città dell'11 dello scorso mese di febbraio, sull'instanza dei signori generale conte Giuseppe Maria Deforaz e Francesco Ferraudi, venne fissata l'udiennza che terrà il prelodato tribunale il 29 del corrente mese, alle ore 9 antimeridiane, pel primo incanto a seguire in odio del sig. banchiere Augusto Castelli del fu Giovanni di Torino, dello stabile infra descritto, alle condizioni stabilite nel relativo bando venale del 4 del corrente, autentico Mussino.

Descrizione dello stabile da subastarsi.

Edificio da filatoio da seta, della superficie di are 6, centiare 48, situato sul territorio di questa città, nella regione del Martinetto inferiore, ubicato in mappa con parte dei numeri 6, 7 e 8, nella sezione 61, cortile ed annessevi ragioni d'acqua, composto di tre maniche di fabbricato disposte sui lati di levante, mezzogiorno e ponente, che rinserrano un lungo cortile chiuso sul lato di mezzanotte dalla fabbrica propria del sig. Albasini Stefano, con tutti indistintamente i canali, ruote, macchine ed ordigni costituenti il meccanismo dello stesso filatoio, siccome il tutto è descritto nelle relazioni dei misuratori Rossi e Roggeri delli 13 settembre e 27 ottobre 1851, alle quali si avrà rapporto, a qual filatoio coerenziano lo stabilimento dei molini della città di Torino verso mezzogiorno, la pubblica strada verso levante, il canale dei molini suddetti verso ponente, ed il filatoio da cotone spettante ad Albasini Stefano verso mezzanotte.

Torino, il 7 marzo 1852.

Reynaudi sost. Tesio.
Fumelli sost. Gandolfi.

NOTA

Con iscrittura del 9 febbraio 1851 venne contratta società fra li signori Giuseppe Spanna, Giacomo Bocciolone, Giuseppe Batoglio, Pietro Delma, Paolo Camillo Scletto, ditta Luigi e fratelli Bordiga fu Costantino, Gio. Battista Mazzola per la fabbricazione in questa città dei marmi artificiali, durativa per anni 10 e finienda con tutto l'anno 1862, sotto la firma di Giuseppe Spanna e Comp. che, come direttore ha il disimpegno degli affari di semplice amministrazione e sotto gli altri patti della stessa scrittura, il cui estratto venne depositato presso questo Consolato.

Torino, il 3 febbraio 1852.

NOTA

La società contratta con privata scrittura 30 luglio 1851, tra il sig. Giudice Benedetto ed Israel Basevi, sotto la ditta Giudice e Comp., venne con privata scrittura d'oggi, di comune accordo risolta, e resta il solo Basevi incaricato dell'attivo e passivo risultante da detta società, ritirandosi dall'attuale negozio e trasferendosi in via di S. Francesco di Paola, bottega num. 36 nel Ghetto.

Torino, il 9 marzo 1852.

Israel Basevi.

NOTA

Non avendo potuto aver luogo il primo incanto che sull'instanza del sig. Ignazio Cajrola, residente a Gassino erasi fissato al 12 gennaio 1852 per la vendita in odio delli Domenico e Michele, padre e figlio Serra, abitanti a Sciolze, degli stabili designati nel bando venale del 23 decembre 1851, il tribunale di prima cognizione sedente in questa città con Decreto del 6 febbraio ora scorso fissò tale primo incanto alle ore 9 antimeridiane del primo aprile prossimo, da seguire sui prezzi, ed alle condizioni di cui nel ridetto bando venale del 28 scorso dicembre.

Pangella sost. Zanotti.

NOTA.

Sull'instanza del sig. Felice Bensio il regio tribunale di prima cognizione di questa città, per ordinanza di voto del 26 gennaio ultimo, autorizzò la subasta della casa e dei beni posti sulle fini di questa città, regione Valdocco, descritti nel relativo bando stampato, e dalli Pietro e Maria Ponzone giugali Candellone posseduti, e fissò l'udienza del 26 prossimo marzo pel primo incanto di detto stabile al prezzo dall'instante Bensio offerto in L. 1,500, coll'osservanza delle condizioni spiegate nel relativo bando venale del 19 corrente.

Torino, il 21 febbraio 1852.

Cucchi-Boasso sost. proc.

NOTA

Con verbale del 24 febbraio p. p., il tribunale di prima cognizione di Torino, pel secondo incanto e definitivo deliberamento dei beni posti in vendita ad instanza della vedova Luisa Michelotti a pregiudicio dell'avv. Giacomo Michelotti, situati sul territorio di Lanzo, designati nel relativo bando stampato del 22 gennaio ultimo scorso, sommariamente inserto in questo Giornale, num. 34 dell'anno corrente, ha fissata l'udienza che terrà il mattino del 29 corr. mese. L'incanto verrà aperto sul prezzo e sulle condizioni di cui nel detto bando, non essendovi stata veruna offerta al primo incanto.

Galfrè sost. proc. de' poveri.

NOTA

Con atto passato alla segreteria del tribunale di prima cognizione di questa città il 3 volgente marzo, autentico Mussino sost. segretario, la signora vedova Luigia Bianco nata Bordesio, nella qualità di tutrice dei di lei figli minori Luigi e Lorenzo fratelli Bianco, dichiarò di non altrimenti accettare l'eredità del rispettivo cognato e zio sig. Lorenzo Bianco, mancato ai vivi, sulle fini di questa città, regione Vanchiglia, il 10 p. p. febbraio, ed alla quale furono gli stessi di lei figli chiamati per testamento 7 stesso mese, ricevuto Bosio, tranne col beneficio dell'inventaro.

Thomitz caus. coll.

NOTA

All'udienza di questo regio tribunale di prima cognizione del 27 corrente mese ore 11 antimeridiane francesi, avrà luogo nel giudicio di subasta promosso avanti il lodato tribunale dal sig. avvocato Luigi Rocca, dimorante in Torino contro il Carlo Felice Faudone, dimorante in detta città, il primo incanto dei beni stabili da quest'ultimo posseduti, situati sui territorii di Cervere, Marene e S. Mauro provincia di Torino, si e come trovansi descritti nel relativo bando venale del 2 corrente mese, autentico Leone sostituito segretario, in tre distinti lotti, composti il primo dei beni situati a Cervere e sul prezzo di L. 9,780, il secondo dei beni situati a Marene e sul prezzo di L. 5,000, ed il terzo di quelli situati a San Mauro di Torino su quello di L. 2,200, somme queste offerte dall'instante.

Saluzzo, il 5 marzo 1852.

Pennachio sost. Pennachio.

NOTA

Si rende noto al pubblico, che con rescritto del regio tribunale di prima cognizione di Cuneo, in data del 23 scorso mese di febbraio, in sequela a precedente ordinanza del 17 scorso mese di dicembre, stata debitamente notificata e trascritta, sull'instanza del signor cavaliere Gio. Battista Moglino, ispettore del Genio civile, residente in Torino, rappresentato nanti quel tribunale dal causidico sottoscritto, si autorizzò la subasta giudiciale contro il Gio. Battista Re, residente sulle fini di Cuneo, dei beni stabili infra descritti, coerenziati e situati sul territorio della stessa città di Cuneo.

Il primo incanto avrà perciò luogo all'udienza che dal regio tribunale sullodato sarà tenuta nella sala delle pubbliche udienze alle ore dieci antimeridiane del 14 del prossimo venturo mese di aprile, e sotto l'osservanza dei patti e delle condizioni inserte nel bando venale relativo, redattosi dal sig. segretario dello stesso tribunale il 26 scorso mese di febbraio, visibile nello studio del causidico sottoscritto, ed al prezzo dal prefato signor instante offertosi di L. 50,000.

Descrizione dei beni stabili da subastarsi.

Cascina e beni attigui di ettari 24, 74, 99 (giorn. 65, tav. 11, piedi 6), tra arativo, prativo e gerbido, coi suoi fabbricati civili e rustici, situati sul territorio di Cuneo, cantone della Parrocchia di S. Pietro del Gallo, oltre Grana, coerenti a levante Varengo Domenico, e Giuseppe fratelli fu Paolo, a giorno la strada della Prata, a ponente e notte il sig. conte Mellano di Portula, sotto i numeri di mappa 7610, 7611, 7612, 7613, 7614, 7615, 7616, 7617, 7618, 7619, 7620, 7621, 7622, 7623, 7627, 7628, 7629, 7630 e 7631 annotati in cadastro col registro di lire 3, soldi 13, denari 10, e millesimi 775 di denaro.

Cuneo, il 3 marzo 1852.

Camillo Luciano caus. coll.

NOTA

Sotto il 14 febbraio 1852 venne trascritto all'uffizio delle ipoteche d'Alba, vol. 179, art. 153, il decreto dell'Intendente provinciale 31 dicembre p. p. autorizzante occupazione degli infradescritti stabili per la sistemazione della strada principale di Castiglion Faletto, posti tutti sullo stesso territorio, cioè: da Caviola Giuseppe fu Domenico, are 10, 26, 8 vigna, regione S. Bernardo, coerenti il Caviola, Ornato Giuseppe, e are 3, 14 vigna, regione Bastia, coerenti Viberti Maria, Fava Giovanni; da Ornato Giuseppe fu Gio., are 7, 18, 8 vigna ivi, coerenti il Caviola, coniugi Bolla; da Luigi fu Michele e Margherita Benevelli, coniugi Bolla, are 5, 92, 7 vigna ivi, coerenti li Ornato e Viberti Maria; da Viberti Maria fu Giuseppe Antonio, are 1, 86, 4 vigna ivi, coerenti Maria Piantà, i coniugi Bolla; da Viberti Maria, moglie Piantà Morizio, are 1, 86, 8 vigna ivi, coerenti il Caviola, Viberti Maria; da Fava Gio. fu Teobaldo, are 3, 15, 4 vigna ivi, coerenti il Caviola, Ornato Battista; da Ornato Battista fu Giovanni, are 2, 24, 3 vigna ivi, coerenti Fava Giovanni, Giuseppe Bianco; da Bianco Giuseppe fu Simone, are 5, 36, 8 vigna, regione Cerroni, coerenti Ornato Battista, Carlo Giuseppe Bianco; da Bianco Carlo Giuseppe fu Simone, are 10, 54, 5 vigna ivi, coerenti Bianco Giuseppe, la strada. I suddetti proprietarii dimorano tutti sul detto territorio.

NOTA

Per decreto dell'ill.mo signor avv. Simeom, giudice presso il tribunale di prima cognizione di Susa, in data 7 novembre 1851, si dichiarò aperta la graduazione instata da Giambattista Rocca sulla somma di lire 3,617, prezzo di stabili fatti subastare da Barbara Tournour-Viron, vedova di Pietro Buffa, in odio di Teresa Nurisso-Germano e Pietro, coniugi Tournour, debitori principali, tutti di Gravere, di Giacomo Brayda di detto luogo, e del notaio Augusto Sollier di Chiomonte, terzi possessori, e deliberati con sentenza del 12 dicembre 1846 a Michele Brayda-Brun dimorante in Susa; e si ingiunsero tutti i creditori a produrre i loro titoli alla segreteria del tribunale, nel termine di un mese, decorrendo dal giorno dell'intimazione quanto agli inscritti, e dal giorno della presente inserzione quanto agli altri.

Susa, il 4 marzo 1852.

Bergero sost. Vietti.

NOTA

Ad instanza del Capitolo dei signori canonici dell'insigne Collegiata di Giaveno, avrà luogo alle ore nove mattutine del 3 aprile prossimo, avanti questo regio tribunale di prima cognizione, il primo incanto di un corpo di fabbrica, e varii beni stabili, situato il tutto nella regione Monterussino, territorio di Giaveno, in odio del Luigi Usseglio-Carlevè, dello stesso luogo: si aprirà l'asta sul prezzo di L. 385 offerto dall'instante.

Susa, il 9 marzo 1852.

Bernocco sost. Garelli.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 61 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

GIOVEDI' 11 MARZO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	13

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., a norma della Legge 27 giugno 1850, con determinazione del 4 marzo 1852, ha provvisto di pensione i seguenti individui:

Donina Vincenzo padre del fu Giovanni, già sotto caporale nel 4 reggimento fanteria:

Ramonda Giovanni Battista padre del fu Giuseppe, già soldato nella brigata granatieri;

Bondolo Lorenzo padre del fu Ignazio, già soldato nel R. Corpo d'artiglieria;

Migliore Claffredo padre del fu Stefano, già soldato nel 7 reggimento fanteria;

Tamburnini Petronilla madre del fu Cavaliere Luigi, già soldato nel 18 reggimento fanteria;

Mazza Maria madre del fu Calcagno Giacomo, già soldato nel 10 raggimento fanteria;

Rossi Maria vedova del fu Comelli Giovanni, già invalido giubilato;

Sanna Elisa vedova del fu Giuanti Lorenzo, già sergente negli Invalidi Sardegna.

Con Decreti Reali del 7 corrente furono fatte le seguenti disposizioni nel personale della carriera superiore delle Intendenze:

Il cav. Paolo Debenedetti, Intendente di prima classe a Novi, destinato nella stessa qualità a Casale;

L'avvocato Giuseppe Boschi, Intendente di seconda classe a Domodossola, destinato nella stessa qualità a Saluzzo;

L'avv. Marcellino Zanotti, Intendente applicato presso l'Intendenza generale di Nizza, destinato Intendente di seconda classe a Domodossola;

Il conte ed avvocato Felice Galli di Mantica, Intendente di seconda classe in aspettativa, richiamato al servizio, e destinato Intendente a Novi.

Con Decreti Reali dello stesso giorno vennero destinati presso il Ministero dell'Interno i seguenti Ufficiali, colle stesse qualità che già avevano nel soppresso Ministero di Agricoltura e Commercio:

Il cav. avvocato Antonio Lencisa, Intendente applicato faciente funzioni di Capo di Divisione;

Carlo Cane, segretario;

Avvocato Giuseppe Boas, applicato.

Con altro Decreto della stessa data,

Il sig. Luigi Della Giovanna, già scrivano nella amministrazione provinciale, ed ora applicato presso il carcere penitenziario di Alessandria, fu nominato segretario della Direzione delle carceri giudiziarie a Genova.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno:

Visti i Nostri Decreti in data del 27 p. p. e 4 corrente mese per cui essendosi nominato il commendatore Gian Carlo Cignone a Senatore del Regno, ed il conte Gustavo Ponza di San Martino a Consigliere di Stato, rimasero vacanti i Collegi elettorali di Novara *extra muros* e di Dronero dai medesimi rappresentati;

Vista la Legge elettorale del 17 marzo 1848, e quella del 19 gennaio 1850;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Art. 1. Il Collegio elettorale di Novara *extra muros* e quello di Dronero sono convocati per il 21 corrente mese onde procedano ad una nuova elezione del loro Deputato.

Art. 2. Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo nel giorno 23 stesso mese.

Il Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente Nostro Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato a Moncalieri, addì 7 marzo 1852.

VITTORIO EMANUELE.

PERNATI.

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione, vedi num. 52, 53, 54, 55, 59, 60)

Spese — AGRICOLTURA E COMMERCIO.

Spese ordinarie.

Ministero dell'Agricoltura e del Commercio.

1	Personale	54,200 »
2	Spese d'ufficio	9,000 »
3	Biblioteca	500 »
	Agricoltura e Commercio.	
4	Personale delle Camere di Agricoltura e Commercio	2,900 »
5	Spese d'ufficio delle Camere di Agricoltura e Commercio	1,500 »
6	Agricoltura	19,000 »
7	Personale della Scuola Veterinaria	18,500 »
8	Spese d'ufficio ed altre per la Scuola Veterinaria	5,800 »
9	Commercio ed industria	34,000 »
10	Personale delle Scuole Tecniche	32,440 »
11	Spese diverse per le Scuole Tecniche	15,850 »
	Boschi.	
12	Spese diverse	6,500 »
	Miniere e Cave.	
13	Personale	27,250 »
14	Spese diverse per le Miniere	88,421 50
15	Gabinetto Mineralogico	1,000 »
	Pesi e Misure.	
16	Personale	78,500 »
17	Spese d'ufficio e simili	45,040 »
18	Spese per il materiale	6,000 »
	Statistica.	
19	Statistica	45,000 »
	Spese comuni a tutti i rami.	
20	Casuali	12,000 »
	Spese straordinarie.	
21	Allievi Sardi alle Scuole di Veterinaria, Agricoltura e Forestale	5,780 »
22	Miniere e Marmi	5,000 »
23	Statistica	25,000 »
24	Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione	*sospesa*
25	Trasporto e stabilimento delle scuole di Veterinaria, Agricoltura e Forestale	30,000 »
26	Assegnamenti di aspettativa	10,400 »
27	Sussidio agli operai minatori della Savoia	20,000 »
28	Assegnamento all'Istituto commerciale di Nizza	5,500 »
	Totale Spese ordinarie L.	471,181 50
	Totale Spese straordinarie »	97,380 »
(Continua)	Totale generale L.	568,561 50

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 10 *marzo*.

Nella tornata d'oggi, la Camera dei Deputati terminò la discussione del progetto di legge sullo stato degli ufficiali, e l'approvò con voti 97 contro 42. Votò ed approvò parimente i due progetti di legge che erano stati aggiunti a questo dalla Commissione, relativi all'ammissione a riforma dei sott'ufficiali, caporali e soldati, ed all'abrogazione della sostituzione delle pene ordinarie stabilite dal Codice penale militare.

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA.

Istruzione intorno ai programmi per l'esame di Magistero.

Il sottoscritto Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione, sottoponendo all'approvazione Sovrana il Decreto del 1° febbraio del corrente anno intorno al riordinamento dell'esame di Magistero e pubblicando i relativi programmi ebbe due precipui fini. Volle dapprima che tale esame abbracciasse la maggior parte degli studi cui i giovani applicarono la mente nel corso dell'insegnamento medio; tentò in secondo luogo, mediante più severa e compiuta prova, di dare maggior forza ad essi studii, imponendo ai discenti l'obbligo d'imparare davvero le materie prescritte e agli insegnanti quello di esporle in guisa che diventino proprietà dell'intelligenza dei giovani e non sieno un semplice esperimento di memoria più o men sincero.

Tuttavia il nuovo ordinamento dei Magisteri mira piuttosto a regolare che ad ampliare le materie d'esame, poichè nessuna nuova scienza fu introdotta, tranne la storia e la geografia, ambedue insegnate nelle scuole nostre e così necessarie alla cultura che, chi ne fosse digiuno, si chiarirebbe indegno di entrare nei corsi universitarii. Infatti non avvi Ateneo di qualche nome in Europa dove esse non facciano parte integrante dell'esperimento magistrale.

Nella compilazione dei programmi il Governo si attenne al metodo analitico suddividendo un quesito complesso in più altri quesiti per determinare meglio le questioni e per evitare quell'insegnamento vago e indeterminato a cui dà naturalmente luogo il metodo contrario. Procurò inoltre che nella maggior parte dei programmi le applicazioni della scienza procedessero di pari passo colla cognizione dei principii, unica via per rendere nella gioventù fruttuoso lo studio di questi.

Gli schiarimenti che seguono, riguardanti ciascun programma, contengono alcune norme utili ai professori che debbono apparecchiare gli studenti alla prova in discorso, e sufficienti a soddisfare alle domande di chi desidera di vedere acconciamente mandata ad esecuzione questa importante riforma.

§ I. — *Programma di logica e metafisica.*

Questo programma è un indice ragionato e copioso del *Trattato elementare* attualmente in uso nelle scuole secondarie. I giovani dovranno essere preparati a discutere con qualche ampiezza e con rigore di logica le questioni ivi contenute, ad esporre le soluzioni proposte dal *testo* ed a svolgerle in modo che si conosca che essi posseggono le dottrine non nella memoria soltanto ma nell'intelligenza. Con ciò non si vuol punto vietare ai professori di usare di quella moderata libertà che è richiesta dalla natura delle filosofiche discipline e del vario modo con cui si può risolvere una stessa questione.

Essi devono solo aver la mente a queste avvertenze: 1. che il loro insegnamento deve specialmente versare sulle questioni contenute nel programma; 2. che i giovani devono conoscere, fra le altre, anche le soluzioni che ne propone il *Trattato*; 3. che lo scopo dell'insegnamento della filosofia teoretica è specialmente di esercitare le menti giovanili nella discussione e nella ricerca della verità.

§ II. *Del programma di aritmetica, algebra e geometria.*

La prima e la seconda parte di questo programma sono compilate sugli elementi di aritmetica ed algebra del Marta ed i professori debbano valersi di questi così per l'insegnamento come per la preparazione dei loro alunni all'esame. La terza parte poi, ossiano i quesiti sulla geometria sono compilati in modo che i giovani possano rispondere sia che abbiano studiato gli elementi del Marta o quelli del Clairaut che sono in uso nelle nostre scuole.

Giova tuttavia avvertire i professori che le definizioni e la classificazione delle figure geometriche riuscirà più agevole ai giovani nel metodo del Marta, come all'incontro una gran parte delle dimostrazioni dei teoremi data da Clairaut sono più facili e perciò preferibili, perchè con questo sussidio si può percorrere il trattato intiero e preparare gli alunni su tutti i quesiti del programma.

§ III. *Programma di filosofia morale.*

Nelle seguenti norme, che agevoleranno la spiegazione del programma di filosofia morale, vengono indicati i libri che corrono generalmente per le mani di tutti e si richiama l'attenzione dei professori su quelle parti del trattato del prof. Sciolla approvato dall'Università di Torino che corrispondono ai quesiti contenuti nel programma.

Ci siamo valsi dell'ultima edizione fatta in Torino l'anno 1847 per cura della Tipografia sociale (1).

Non tornerà difficile ai professori che coltivano con amore le discipline morali di procacciarsi dai classici scrittori delle medesime quelle più ampie e profonde nozioni che si richiedono per la compiuta interpretazione di questo programma.

Intanto il Governo darà opera alla compilazione di testi che valgano a rialzare lo studio della filosofia morale che esso considera importantissimo per la retta educazione della gioventù alle sue cure affidata, e farà quanto è in lui per appianare ai professori la via onde riuscire nell'intento che egli si propone.

Num. 1.

Elementa philosophiae moralis Iosephi Andreae Sciolla. Prefazione Pestalozza Alessandro. — *Elementi di filosofia*, vol. IV, part. I, introduz. Ediz. di Milano, 1847.

Rosmini Serbati — *Introduzione alla filosofia*, da pag. 345 a pag. 355. Ediz. di Casale, 1850.

Idem — *Prefazione alle opere di filosofia morale*, vol. XII. Milano, 1847.

Vincenzo Gioberti — *Del Buono*, prolegomeno. Bruxelles, 1843.

Num. 2, 3, 4 e 5.

Pestalozza — Vol. sovracitato, sez. I, part. I, art. IV e V.

Idem — Sez. II, cap. I e II.

Sciolla — Part. I, cap. II, art. I e V.

Bertini *Idea di una filosofia della vita*, cap. XI, § intitolato *Discussione della seconda questione*, ecc., vol I, pag. 128 e seg. Torino, Stamperia Reale, 1850.

Rosmini — *Principii di scienza morale*, per la distinzione fra la scienza e la virtù. Vedi pure l'A. sopracitato.

Introduzione alla filosofia, parte III, cap. intitolato *Dell'idea della sapienza*. Per la dimostrazione della libertà vedi anche Gioberti, *Del Buono*, cap. I. Per la distinzione del bene onesto dall'utile e per la confuta dell'utilitalismo vedi nuovamente Pestalozza, vol. sovracit., sez. I, part. II, cap. I.

Si consulti Rosmini — *Filosofia del diritto*, vol. II, lib. III, sez. I e II, e la sez. I e II del lib. IV.

Num. 41, 42.

Sciolla — Etica speciale, cap. V.

Num. 43.

Rosmini — *Storia comparativa e critica dei sistemi morali*, prefazione.

Num. 44, 45, 46, 47, 48, 49.

I fonti a cui può attingere il professore sono indicati negli stessi quesiti.

Si consulti tuttavia la *Storia comparativa e critica dei sistemi morali* di Antonio Rosmini ed i brevi cenni che si trovano negli elementi sovracitati del prof. Sciolla intorno alla *Storia dell'etica*.

N. B. Essendo oramai trascorsa la metà dell'anno scolastico, il Governo, per agevolare ai giovani l'esame di Magistero, ha divisato che per quest'anno non venissero i medesimi interrogati sui num. 12, 13, 14, 44, 45, 46, 47, 48 e 49.

Gli israeliti non saranno interrogati sui num. 12, 13, 14, 15, 25 e 34.

Gli accattolici non saranno interrogati sui num. 25 e 34.

§ IV. — *Programma di fisica.*

Il programma di fisica è un sommario delle proposizioni contenute nell'ultima edizione degli *Elementi di fisica generale e sperimentale*, del prof. cav. Botto.

Nella compilazione di esso si è procurato di rannodare insieme i principii ed i fatti i quali hanno strettissima relazione fra di loro, servendo i primi a spiegare i secondi, ed i secondi a rendere più determinato nella mente dei giovani il concetto dei primi. I professori potranno nel corso delle loro lezioni seguitare l'ordine di questo o del programma, ovvero appigliarsi a quell'altro che stimassero meglio adatto alla capacità degli alunni. Nelle spiegazioni dei fenomeni faranno generalmente uso delle dimostrazioni dedotte dalle osservazioni e dalla esperienza, ed occorrendo loro di dover ricorrere a principii matematici, non usciranno fuori dalla cerchia della geometria elementare.

Pestalozza — Vol. sovracit., sez. I, part. I, cap. II.

Gioberti — *Del Buono*, cap. III.

Rosmini — *Principii di scienza morale*.

Num. 48, 49.

Pestalozza — Vol. sovracit., sez. I, cap. II, art. I.

(1) *Elementa philosophiae moralis equitis Iosephi Andreae Sciolla. Taurini, excudebant Sodales Typographi*, 1847.

www.internetculturale.it

Num. 20, 21.

Sciolla — Etica generale, part. I, cap. II, art. 2.
Pestalozza — Sez. I, part. I, cap. II.
Idem — Part. II, cap. I, II, III.

Si consultino pure il primo vol. della *Filosofia del diritto*, sez. I e II, e la *Storia comparativa* di Antonio Rosmini.

Num. 22.

Pestalozza — Sez. III, cap. I, II, III.

Si consulti eziandio il *Trattato della coscienza morale* di Antonio Rosmini.

Num. 23.

Sciolla — Etica generale, part. I, cap. III, § 2 dell'art. 5.
Pestalozza — Sez. I, part. I, cap. II, art. 10, e sez. II, cap. III.

Num. 24, 25, 26, 27.

Sciolla — Etica speciale, cap. I, II, III.

Num. 28, 29, 30, 31, 32.

Sciolla — Etica speciale, cap. III, art. II, § 1.
Rosmini — *Filosofia del diritto*, da pag. 125 a 166, ed il cap. VII, lib. II, vol. I, ed i cap. I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, lib. I, vol. II.

Num. 33.

Rosmini — *Filosofia del diritto*, vol. II, lib. I, cap. X.

Num. 34.

Sciolla — Etica speciale, cap. III, art. 2, § 4.

Si consulti eziandio la *Filosofia del diritto* di Antonio Rosmini, vol. II, lib. II, sez. I e II. — Gioberti — *Del Buono*, cap. VII.

Num. 35, 36, 37, 38, 39, 40.

Sciolla — Etica speciale, cap. III, art. II.

Si consulti eziandio a questo riguardo la *Storia comparativa e critica dei sistemi morali* di Rosmini e la *Filosofia del diritto*, vol. I, pag. 84 e 85.

Coloro che desiderassero maggiori schiarimenti potranno anche consultare la lezione XVIII di Vittorio Cousin intitolata *De la morale et de l'intérêt*, che si trova nel vol. II del Corso di storia di filosofia moderna. Ediz. di Parigi 1846, editore Lagrange.

Num. 6.

Sciolla — Part. I, cap. V, art. I.
Pestalozza — Vol. sovracit., sez. II, cap. III.

Num. 7.

Gioberti — *Del Buono*, cap. II.

Num. 8.

Sciolla — Part. I, cap. III, art. V, § 133, 134.

Num. 9, 10, 11.

Si consultino i capitoli II, III, IV e V della *Storia comparativa* di Antonio Rosmini e il capitolo IV del *Buono* di Vincenzo Gioberti. (1)

Num. 12, 13, 14 e 15.

Si consulti la *Teodicea* di Antonio Rosmini e specialmente il I libro II.
Gioberti — *Del Buono*, cap. II.
Sciolla — Etica speciale, § 628, 629, 630 e 631.

Per il num. 13 si consulti specialmente il cap. VII del 3° vol. dell'*Introduzione allo studio della filosofia* di Vincenzo Gioberti. Brusselle, 1844.

Num. 16, 17.

Sciolla — Etica generale, part. I, art. 2 e 3.

Quando poi a spiegare alcuni fatti dovessero valersi dei principii di un ordine più elevato, li citeranno semplicemente dandone quella dichiarazione che valga a renderli intelligibili agli studenti.

Il programma vorrà essere spiegato per intiero negli anni avvenire a cominciare dall'anno scolastico 1852-53. Nel corrente anno potranno i professori prescindere dalla spiegazione dei num. 13, 20, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 e 44, sui quali i candidati non saranno interrogati negli esami di magistero che si daranno nel corrente anno.

Dovranno invece spiegarsi e faranno parte integrante dell'esame di magistero i num. 45, 46, 47 e 48, che nel Regolamento annesso al R. Decreto del 1° febbraio ultimo scorso fu per isbaglio dichiarato doversi ommettere.

§ V. — *Programma di storia.*

Pei quesiti di storia antica, cioè ebraica, greca e romana i libri attualmente in uso nelle scuole bastano perchè il professore, mediante alcune spiegazioni e schiarimenti verbali, possa apparecchiare i giovani all'esame. I quesiti poi di storia moderna seguono l'ordine stesso del libro intitolato: *Breve Storia d'Europa e specialmente d'Italia* del professore cav. Ricotti, approvata dal consiglio superiore di pubblica istruzione. Esso quindi potrà servire di guida per l'esame. Ivi in apposita appendice sono indicati gli autori utili a consultarsi per ciascun periodo di tempo.

§ VI. — *Istruzione pei quesiti di letteratura e di geografia.*

I quesiti contenuti in questi due programmi non sono estratti a sorte nell'esame, ma servono quasi di guida alle interrogazioni cui dà naturalmente occasione l'interpretazione dei classici latini e la spiegazione degli italiani.

I quesiti di precettistica coordinano razionalmente le lezioni che il professore ha date su questa materia nelle classi di umanità e di retorica, sulla scorta dei libri adottati.

Quanto alla storia letteraria, non pare da credere che i professori nello illustrare gli autori che si spiegano nelle scuole, o quelli di cui le antologie approvate recano saggi, abbiano fin qui preteriesso di fornire agli studiosi quelle notizie che riguardano la loro vita, l'epoca in cui vissero e le opere che fecero il nome loro immortale. I quesiti del programma giovano a fermare nella memoria le cognizioni acquistate durante il corso letterario, e riassumono brevemente quanto venne insegnato in proposito.

Nel compilare il quesito di geografia si volle trovar modo di accertare l'esaminatore se il candidato abbia imparato nelle scuole secondarie i principii generali di codesta scienza, e possegga una idea generale abbastanza giusta dello stato politico del mondo attuale, dell'Europa in ispecie e più particolarmente ancora dell'Italia e del Regno Sardo.

(1) *In questo capitolo è mestieri accuratamente distinguere la parte speculativa dalla parte storica. Quantunque entrambe possano tornare utili al professore per l'interpretazione del quesito di cui è cenno, tuttavia egli non dovrà tener ragionamento ai giovani che della prima parte.*

Le notizie di cui si chiede ragione al candidato sono affatto elementari ed il programma non può offrire difficoltà ai professori incaricati di spiegarlo.

Torino, il 4 marzo 1852.

Il Ministro della Pubblica Istruzione
FARINI.

R. ISPETTORATO GENERALE

Delle scuole primarie del Regno.

Si avvertono gli allievi stati rimandati ad un secondo esame nelle scuole quadrimestrali di metodo, tenutesi nello scorso anno in Torino, Genova, Cuneo, Novara, Alessandria e Nizza, che tale esame avrà luogo in Torino nei giorni 5, 6 e 7 del prossimo aprile avanti una Commissione appositamente scelta dal Consiglio generale.

Quelli perciò che intendono di assoggettarsi a questo secondo esperimento dovranno presentare la loro domanda all'ufficio del Consiglio generale prima delle ore 4 del giorno precedente a quelli sovra fissati.

Torino, il 10 marzo 1852.

L'ispettore generale FAVA.

REGIA INTENDENZA GENERALE
DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI SASSARI.

Avviso d'asta.

Essendo rimasto infruttuoso l'esperimento d'asta seguito in questo generale ufficio il 5 febbraio ora scorso per la vendita di 20,000 piante di quercia sughero da recidersi nelle foreste demaniali dell'Isola denominate di S. Anchina in territorio di Ittiri, provincia di Nuoro, di su Sassu nei territorii di Perfugas e Chiaramonti, provincia di Sassari, e nel territorio di Tula, provincia d'Ozieri, l'autorità superiore ha determinate alcune variazioni alle condizioni che regolavano tale vendita, in modo da procurare maggiori convenienze e facilitazioni all'acquisitore di dette piante, ed ha su queste basi accettato un partito privato per la somma di L. 60,050, stato presentato coll'annuenza che venissero aperti sul medesimo nuovi incanti.

In conseguenza del che si fa noto al pubblico, che nel giorno del 20 prossimo venturo mese di marzo, alle ore undici antimeridiane, ed in una delle sale di questo generale ufficio, alla presenza del signor Intendente generale della divisione, coll'intervento del signor direttore demaniale, o del signor ispettore forestale del circondario, o di chi ne farà le veci, verrà rinnovato col mezzo dei pubblici incanti, ed all'estinzione della terza candela vergine, l'esperimento di vendita delle suddette 20,000 piante di quercia sughero sul prezzo come sopra offerto di L. nuove 60,050, con che le oblazioni in aumento non siano minori di L. 50.

Per essere ammessi a fare partito, quelli che aspirano al suddetto acquisto, dovranno farsi preventivamente inscrivere nell'apposito registro aperto nella segreteria di questo generale ufficio, e depositare prima dell'apertura degl'incanti un vaglia di lire nuove 6,000 sottoscritto da persona notoriamente risponsabile e cognita all'ufficio: tale deposito potrà anche effettuarsi in numerario, od in cedole del Debito Pubblico, od in obbligazioni dello Stato, purchè il capitale della rendita non sia inferiore alla suddetta somma.

La cauzione per l'acquisto di esse piante, e per l'adempimento delle condizioni del contratto in data 28 novembre scorso, modificate dall'Azienda generale delle finanze il 20 febbraio corrente, venne ridotta a L. 20,000, a vece di L. 30,000 prima determinate, la quale dovrà prestarsi od in beni stabili con ipoteca, od in cedole del Debito pubblico redimibile.

Il taglio delle piante avrà luogo nel periodo di cinque anni per un quantitativo non minore di 4,000 piante all'anno, ed in quella stagione che potrà sembrare propizia all'acquisitore; ed il pagamento del prezzo per parte dell'acquisitore stesso sarà eseguito in tre distinte rate: cioè la prima appena verrà notificata al medesimo l'approvazione del contratto stipulato; la seconda entro tutto il mese di settembre del corrente anno, e la terza fra tutto settembre del 1855.

Qualora però convenisse all'acquisitore di eseguire detto taglio in un solo anno, gli sarà accordata la permissione dietro sua domanda, con che però paghi l'intiero prezzo del deliberamento prima di por mano al taglio.

È prorogato al mese di maggio il tempo, prima stabilito a ottobre, per lo sgombramento della foresta in cui avrà luogo il taglio dell'anno precedente.

Il taglio delle piante sarà effettuato rasente terra, senza più richiedere, come nei primitivi capitoli, che lo fossero a fittone.

Tutte le spese degli incanti, del contratto, di tre copie di esso, e dei diritti d'insinuazione, non che quelle delle inscrizioni ipotecarie, quelle di martellatura delle piante, di assistenza al taglio e di collaudazione, sono poste a carico del deliberatario.

I termini fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo del deliberamento sono per superiore disposizione ridotti a giorni otto, li quali scadranno al mezzodì preciso del giorno 28 marzo prossimo.

Le condizioni del contratto sovraindicate trovansi depositate nella segreteria di questo generale ufficio, e presso l'Azienda generale delle Finanze, ove si potrà averne visione in ogni giorno, ed in tutte le ore d'ufficio.

Si dichiara che verranno osservate negli incanti tutte le formalità prescritte dalle Leggi e dai Regolamenti in vigore.

Sassari, li 29 febbraio 1852.

Per detto Generale Ufficio
Il Segr. Capo VIANCINI.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Portiamo a conoscenza del pubblico i seguenti fatti che onorano l'attività e lo zelo della direzione della Società Anonima della Strada ferrata da Torino a Savigliano:

Nella tornata dell'assemblea generale tenuta il 5 gennaio scorso vi furono due importanti deliberazioni. La prima aveva per iscopo di sostituire al Comitato un direttore gerente con cauzione, onde imprimere maggiore attività, ed unità di azione. Nello scorso febbraio venne nominato il direttore, e questi già dirige gli affari della Società da un mese, vi procede con attività, ed inspira confidenza al Consiglio d'Amministrazione. Con l'altra deliberazione si dava un mandato di fiducia al Consiglio d'Amministrazione per domandare la concessione della Strada ferrata da Savigliano a Cuneo per Fossano, e per fissarne le condizioni. Il Consiglio nominò una commissione nelle persone del marchese Pamparà, conte Santa Rosa, e banchiere Saverio Mancardi per formulare le definitive condizioni di tale concessione, e la relativa convenzione col Governo da sottoporsi al Parlamento. Questa commissione, cui si aggiunsero i due delegati del municipio di Cuneo sig. Brunetti e Castellani, condusse a termine il suo mandato; il Consiglio di amministrazione, ed i delegati di Cuneo già stipularono la convenzione col Governo, il cui progetto di legge sarà presentato al Parlamento.

Intanto i lavori procedono con attività, e con regolarità, e sono al punto da non lasciare dubbio che entro l'anno la Strada ferrata sarà compiuta, e l'esercizio ne sarà cominciato.

La Società ha preso ad ingegnere pel materiale, il sig. Guyet, già distintissimo funzionario del Governo, il quale unitamente all'ingegnere capo direttore Spurgazzi, si adopera con intelligenza, e con zelo, inspirando la maggiore fiducia nel pubblico.

— La Direzione del ballo di beneficenza, ch'ebbe luogo il 10 febbraio decorso, ci comunica una copia del rendiconto delle entrate e delle spese della festa suddetta, da cui ricaviamo il seguente *Sunto*:

Entrate . . .	L.	32,461 65
Spese	»	13,212 05
Prodotto netto .	»	19,249 60

Riparto:

A' Regio Ricovero di Mendicità per una metà	L.	9,624 80
Agli Asili Infantili per un quarto	»	4,812 40
All'Emigrazione Italiana per un quarto . . .	»	4,812 40
Totale	L.	19,249 60

PROVINCIE. — Ci scrivono da Susa che all'occasione di un incendio scoppiato in un fenile nella regione di Castel Pietra, mercè l'aiuto sollecito de' pompieri, de' militi della Guardia Nazionale e de' Carabinieri Reali, si giunse, dopo quattr'ore di fatica, a deviare e circoscrivere le fiamme che senza di ciò si sarebbero dilatate a danno dell'attiguo fabbricato civile che fu salvo. Particolare menzione per l'affrontato pericolo e le fatiche sostenute meritano il carabiniere Ogliengo 1° Giovanni e Odiarti Batt., soldato nel reggimento Cavalleggieri, attualmente in congedo, il primo de' quali ebbe i vestimenti che indossava arsi dal fuoco.

LOMBARDO-VENETO

Società d'incoraggiamento di Scienze, Lettere ed Arti in Milano.

Programma del premio proposto dalla Sezione medica per l'anno 1853. — La Sezione medica della società d'incoraggiamento di Scienze, Lettere ed Arti in Milano propone ad argomento di premio il seguente tema:

« Quali applicazioni veramente utili per la fisiologia, per la patologia, per la terapeutica si potrebbero attendere dagli studi intrapresi sui fenomeni detti di magnetismo animale. »

Le memorie dovranno giungere franche di porto alla società d'incoraggiamento di scienze, lettere ed arti in Milano nel palazzo Durini entro il mese di febbraio 1853, con un'epigrafe, la quale sarà ripetuta in un piego suggellato che conterrà il nome il cognome, la dimora del concorrente.

Esse potranno essere scritte nella lingua italiana o latina o francese.

Il premio è di austriache lire 600, e verrà aggiudicato nell'anno 1853.

L'autore della memoria premiata ne ha la proprietà, salvo il diritto alla società, secondo il proprio regolamento, di stamparne l'estratto nei propri atti, quando l'autore l'abbia già pubblicata entro il termine di un'anno, dall'epoca del conferimento del premio; e di pubblicarla anche per intero, quando entro il termine suaccennato non sia stata data in luce dall'autore.

Milano, dalla società d'incoraggiamento di Scienze, Lettere ed Arti, 20 febbraio 1852.

Il Conservatore, *G. Sacchi.*
Il Segretario della sezione medica,
Dott. *A. Tarchini Bonfanti.*

DUE SICILIE

NAPOLI. Il giornale ufficiale del primo marzo ha un articolo sopra un'opera di pubblica utilità che si va compiendo, cioè sul *Bacino da raddobbo* del porto militare di Napoli.

Questo *bacino*, dice il giornale, è una vastissima conca destinata a contener acqua e comunicante col mare mediante una porta a battello. Per questa entra nella conca il naviglio, e per mezzo di questa vi resta rinchiuso insieme con l'acqua del mare, la quale poi all'uopo con una tromba vien tolta per raddobbare la nave che vi rimane a secco. Finito il raddobbo, l'acqua vi si fa rientrare per un condotto che comunica col mare, e quando il bacino è pieno di bel nuovo ed il bastimento galleggia, si toglie la porta a battello perchè rientri nel porto o vada a suo viaggio.

Nell'aprile del 1850 fu messo mano al cassone pel bacino: era prossimo alla sua fine il lavoro, quando il 2 settembre venne meno la porta provvisoria, e l'acqua irrompendo allagò e sommerse ogni cosa, portando via una spesa di circa 120,000 ducati. Vi si rimise mano il 12 maggio dello scorso anno, raddoppiando di sforzi e di alacrità, escogitando sempre nuovi miglioramenti e nuovi compensi, ed opponendo una ferma e costante volontà a tutte le difficoltà che venivansi incontrando. Di sorta che fino a questo momento, con la spesa di circa altri 150,000 ducati, si è condotto il bacino a tal punto che se ne può annunziare il perfetto compimento prima che sian passati due mesi e che sia finito l'anno dal suo secondo cominciamento. Il fondo è già tutto lastricato, e vi si cammina da chiunque abbia voglia e licenza di visitarlo; le parti laterali, fatte a scaglioni e fornite di scale per discendere al basso; vannosi rivestendo di uno spesso muro interizio; e già vedesi in tal modo compito quel lato che è di rimpetto alla chiusa.

Sarà il bacino, capace dei più grandi vascelli, e finanche di fregate a vapore di oltre a 500 cavalli, che per lo sviluppo delle ruote e dei tamburi richiedono una vasta ampiezza. Quando sarà tutto foderato, di mattoni, e coronato di pietra basaltica, avrà una lunghezza di 340 palmi napolitani, larghezza di 70 e profondità di 50. La spessezza delle mura verso la parte del mare è di palmi 34 nella parte superiore, e assai più grande nell'inferiore. La profondità dell'acqua del mare intorno al bacino è di oltre palmi 50. Una macchina a vapore della forza di 12 cavalli, costruita nel reale opificio di Pietrarsa, mette in movimento le

trombe che sono nell'interno del bacino per l'estrazione delle acque. Ingegnoso è il modo onde verrà posta in opera la porta che deve servir di chiusa, perchè quando la nave è a secco nel bacino non vi trapeli menomamente l'acqua.

FRANCIA

PARIGI, 7 *marzo*. Leggiamo nella *Patrie*: Da alcuni giorni parecchi giornali tentarono di spargere nel pubblico varie voci relative a modificazioni ministeriali.

Queste, voci che non possono avere per origine se non interessi particolari, non hanno alcuna specie di fondamento.

— Leggesi nel *Constitutionnel*: Le cifre ufficiali delle elezioni del dipartimento della Senna, proclamato giovedì al Palazzo di Città offrono i risultati seguenti:

Numero degli elettori inscritti	337,745
Numero dei votanti	246,073
Suffragi contati	227,757
Astenimenti	91,772
Suffragi non contati	18,537
Numero dei voti ottenuti dai candidati del governo	155,515
Voti ottenuti dagli altri candidati	89,732
Differenza in favore dei candidati del governo	45,781

Nell'ultima elezione del 20 dicembre il numero degli elettori inscritti ascendeva solamente a 291,795
Votanti 246,695
Sì 152,981
No 80,691

— Una corrispondenza dello stesso giornale dall'Algeria conferma la trista notizia del disastro incontrato dalla colonna del generale Bosquet; ed aggiunge altre notizie di cui diamo un breve cenno:

Una colonna, comandata dal generale Ladmirault, è stata spedita nel sud per reprimere i tentativi d'insurrezione dell'emulo di Bu-Baghela. Essa si dirige verso Taguin per operarvi la sua congiunzione, a Uazia, colle forze indigene dell'agà Si-scherif-bel-Arch; visiterà Bu-Aich che ebbe alcune intelligenze coll'imperatore, e punirà il Gebel-Amur che fornì i contingenti ai Larba insommessi. Dopo aver ricondotto al dovere la parte dubbia degli Uled-Nail, essa si porrà in relazione con Laguat e col kalifa Si-Ahmed-ben-Salem.

La frontiera tunisina è sempre turbata dalle scorrerie dei predatori in vicinanza della miniera di Um-Tebul. Una banda di costoro composta di circa 200 uomini fu messa in rotta da 55 dei nostri soldati e fu dispersa dopo aver sofferte gravi perdite. Una certa agitazione si manifesta ancora sulla frontiera marocchina. Una sorveglianza attivissima è colà esercitata dal generale Pellissier che comanda la provincia d'Orano.

— Il legno a vapore il *Tonnerre* è partito da Lorient per recarsi al Senegal. Esso va, dicesi, a fare una lunga corsa nell'interno di questo fiume per far l'ispezione de' varii stabilimenti francesi. Il suo stato-maggiore è composto dei signori Baudin, capitano di vascello, comandante; Kerlero di Rosbo, luogotenente di vascello, secondo; Potestas, luogotenente di vascello, capo di stato-maggiore del comandante della divisione delle coste occidentali d'Africa, ecc.

SPAGNA

MADRID, 2 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

La regina Maria Cristina ha tenuto grande ricevimento nel suo palazzo della piazza del senato.

Il duca e la duchessa di Montpensier, partiti ieri da Madrid, debbono aver passata la notte a Tarancon, ove gli stava attendendo il duca di Rianzares. Stassera pernotteranno a Jativa, e dopo domani saranno a Valenza.

Si dice ch'essi debbano lasciare la Spagna più presto che non si era in sulle prime creduto, desiderando di recarsi più prontamente che sia possibile presso la regina Maria Amalia.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Il generale D. Manuel Mazarredo è partito l'altro ieri (ultimo febbraio) alla volta delle provincie basche, ove si è recato a prender possesso del comando di quella divisione militare.

— Si legge nell'*Orden*:

Suora Patrocinio partirà alla volta di Roma entro questa settimana. Ella si reca volontariamente e con l'autorizzazione necessaria alla capitale del mondo cristiano, ove probabilmente chiuderà i suoi giorni in uno dei conventi del suo ordine.

INGHILTERRA

Si legge nei *Débats* dell'8 corr.:

Il parlamento inglese non riprenderà le sue sedute che il 12: è stato uopo di accordare questa proroga a fine di procedere alle numerose elezioni che furono rese necessarie dalla formazione di un nuovo gabinetto. Esse rielezioni si fanno sinora senza opposizione alcuna. Il signor S. Walpole, ministro dell'interno; il marchese di Chandos, lord della tesoreria; sir F. Thesiger, procuratore generale, sono stati rieletti senza maggiori difficoltà che i loro altri colleghi. Egli pare tuttavolta, se dee prestarsi fede al *Morning-Herald* del 6, che la opposizione si prepari a contrastare a due elezioni in Irlanda.

La lega contro la legge sui cereali si va attivamente riconstituendo. Il signor Cobden è ricomparso ad un nuovo *meeting* che fu tenuto giovedì (4) a Leeds, una delle principali città manifatturiere dell'Inghilterra. Ciò non ostante e' non vuolsi vedere in queste dimostrazioni che il prologo della lotta che sta per aprirsi alle vicine elezioni. I fondi riuniti a fine di sopperire alle spese di questo movimento ammontano già a 36,000 sterlini (900,000 fr.).

La vertenza tra i capi e gli operai fabbricanti di macchine non è ancora, a dir vero, officialmente conchiusa, ma i prospetti, pubblicati dall'associazione dei capi, provano che un grandissimo numero degli operai, i quali aveano dapprima parteggiato in favore della società collegata, sono rientrati negli antichi stabilimenti, accettando le condizioni che loro sono state imposte dai capi.

— Scrivono da Londra allo stesso giornale, in data del 5.

Da una relazione, fatta ultimamente al parlamento, risulta che i diritti di accisa riscossi dal governo, nel 1851, sulle vetture delle strade ferrate e su quelle delle messaggerie, si sono elevati quanto alle prime, a 287,351 sterlini, 11 scellini, 3 d. (7 milioni 185,275 fr.), e quanto alle seconde a 217,052 sterlini, 2 scellini, 9 d.; il che forma un totale di 504,534 sterlini, 14 scellini (12 milioni 609,000 fr.).

ALEMAGNA

FRANCOFORTE. *Progetto di costituzione della città libera di Francoforte. (Continuazione V. Gazzetta Piemontese d'ieri).*

CAP. II. — *Del Senato.*

Art. 13. Il Senato si compone di 21 membri, eletti a vita. Su questo numero, quattro almeno apparterranno alla classe degli scienziati, quattro a quella dei commercianti e quattro a quella degli artigiani. La divisione del Senato in tre classi o banchi è abolita.

Art. 14. L'elezione di un membro del Senato si farà da 12 elettori, di cui 6 saranno nominati dal Senato, e 6 dall'assemblea legislativa alla maggioranza assoluta dei voti.

Questi 12 elettori formano il comitato elettorale ed eleggeranno, alla maggioranza assoluta, 3 cittadini, fra i quali la sorte deciderà col mezzo del ballottaggio.

Art. 15. Può essere eletto membro del Senato ogni cittadino che abbia le condizioni richieste per essere eletto membro dell'assemblea legislativa.

Art. 16. Prendendo seggio sui banchi del Senato, i membri dello stesso presteranno il giuramento seguente alla presenza del comitato elettorale:

« Io giuro di non mirare ad altro fuorchè al bene dello Stato, di promuoverlo in tutta coscienza, senza predilezione, senza odio e senza alcun riguardo personale: giuro di osservare e di mantenere la costituzione, di applicare e religiosamente eseguire le leggi, di proteggere i diritti dello Stato e dei comuni, delle autorità, delle corporazioni e dei cittadini, e di adempire fedelmente le funzioni che mi furono affidate: così Dio mi aiuti. »

Art. 17. Ogni anno, il Senato eleggerà, per via di ballottaggio, un borgomastro, che sarà investito di tutte le attribuzioni indicate al primo alinea dell'art. 24 dell'atto addizionale della costituzione. Le funzioni di borgomastro non possono conferirsi per due volte successive alla medesima persona.

CAP. III. — *Della commissione permanente della borghesia.*

Art. 18. Si procederà all'elezione di un membro della commissione permanente della borghesia da 12 elettori, di cui 6 saranno nominati dalla borghesia e 6 dall'assemblea legislativa.

Le suddette corporazioni nomineranno questi elettori alla maggioranza assoluta dei voti. I membri della commissione permanente della borghesia, i quali nello stesso tempo siano membri dell'assemblea legislativa, non prenderanno parte a questa elezione, fuorchè nella commissione permanente e non potranno essere eletti che da quest'ultima.

Questi 12 elettori compongono il comitato elettorale, ed eleggono alla maggioranza assoluta dei voti tre cittadini aventi le condizioni richieste per essere eletti membri della commissione permanente e fra i quali deciderà il ballottaggio.

Art. 19. Ogni anno, 5 membri della commissione permanente della borghesia dovranno surrogarsi. La durata delle funzioni deciderà quali debbano essere i membri che devono uscire; questi però potranno essere rieletti, ed eccezionalmente senza ballottaggio, qualora riuniscano i due terzi dei voti del comitato elettorale.

Art. 20. La disposizione contenuta all'art. 47, e dell'atto addizionale della costituzione, è soppressa.

Art. 21. La surrogazione dei membri usciti si opererà contemporaneamente alla prossima elezione, che dovrà farsi ogni anno, in maniera però che, rispetto alla durata delle funzioni, il candidato eletto si riguarderà come surrogante il membro uscito.

Art. 22. Niuno è obbligato ad accettare la sua rielezione in qualità di membro della commissione permanente della borghesia.

Art. 23. Può essere eletto membro della commissione permanente della borghesia ogni cittadino che riunisca le condizioni richieste per essere eletto membro dell'assemblea legislativa.

Art. 24. I membri della commissione permanente dei borghesi presteranno, entrando a far parte della commissione, il giuramento seguente alla presenza del comitato elettorale:

« Io giuro di non mirare ad altro fuorchè al bene dello Stato, di promuoverlo in tutta coscienza, senza predilezione, senza odio, senza alcun riguardo personale; giuro di osservare la costituzione e di tutelare i diritti dei cittadini; così Dio mi aiuti. »

(Continua)

TURCHIA

Scrivono da Costantinopoli alla *Patrie*:

La demissione di Rechid bascià dalla carica di gran-visir, ed il suo innalzamento alla presidenza del gran Consiglio dell'impero, inesplicabili sulle prime, male interpretati in seguito, cominciano finalmente ad essere apprezzati come avrebbero dovuto esserlo fin dal principio.

Per quelli che conoscono le occupazioni di un gran visir, è chiaro che, oltre alla immensa responsabilità che sopra di lui gravita, il suo tempo è assorbito da lavori d'ogni genere, dalle udienze, dall'enorme ed inevitabile affluenza dei sollecitatori. Sei anni di così travagliosa vita indussero Rescid bascià a domandare al sovrano la grazia di rinunziare a tale carica, eminente ma penosa.

Il sultano vi consentì a patto di conferirgli un impiego più tranquillo, ma quasi altrettanto importante, quanto alla direzione di affari, perchè non v'è disposizione alcuna che possa presentarsi alla sanzione sovrana prima che sia stata esaminata dal consiglio ora presieduto da Rescid-bascià. Ecco adunque la spiegazione delle tante commentate mutazioni. Quelli che non conoscono la Turchia se non pel suo passato, non vedono in ogni cosa che intrighi e cabale; in occasione delle recenti modificazioni si volle scorgere l'effetto d'intrighi e di calunnie; nulla di men vero. Tutti i funzionarii conoscono troppo il sovrano per ignorare che la sua volontà regge ora gli affari, e che egli sceglie i suoi consiglieri secondo il voler suo.

I lunghi negoziati rispetto ai Luoghi Santi ebbero finalmente un favorevole scioglimento e conforme ai voti della Francia. La risposta definitiva spedita al sig. di Lavalette esprime le vive simpatie della Porta verso la Francia, senza porre in dimenticanza i suoi doveri verso i sudditi greci. La Porta rende giustizia ai cattolici. La sua risposta è fondata sull'equità, la tolleranza e sul trattato del 1740.

I cattolici avranno diritto di celebrare i divini uffizii nella grotta di Jethsemany; loro si restituiranno le chiavi della grande chiesa di Bellemme. Greci e cattolici celebreranno alla loro volta sotto la cupola dell'Ascensione.

La risoluzione definitiva fu presa dal sultano stesso.

La vertenza d'Egitto, relativamente all'introduzione del *Tanzimat* in quella provincia, si compone difficilmente. Abbas-bascia pone in dimenticanza che la condizione fondamentale della sua qualità di governatore ereditario, si è che vengano da lui introdotte in Egitto tutte le leggi dell'impero.

Il sig. di Lavalette, indisposto di salute, chiese un congedo: fra venti giorni egli partirà per la Francia. Egli fu ricevuto dal sultano in gran cerimoniale, a fine di notificare officialmente l'elezione del presidente. Il sultano accolse colla massima cortesia il rappresentante della Francia.

VARIETÀ

TELEGRAFO SOTTOMARINO

(Estratto da una corrispondenza del giornale il Times).

Lunedì scorso, col permesso dei direttori del telegrafo sottomarino fra l'Inghilterra e la Francia, il sig. Reid, ingegnere dei telegrafi, fece una seria d'interessanti esperimenti, onde provare un paio d'istrumenti a due aghi e due nuove batterie ch'egli aveva costrutto. Uno di questi istrumenti venne situato nell'ufficio della Società a Douvre, e l'altro nell'ufficio francese a Calais, ciascuno con una batteria. Due dei fili sottomarini vennero allora uniti agli istrumenti e posti in circuito colle batterie. La lunghezza della corda sottomarina nel canale è di circa 24 miglia, e circa 5 miglia da ogni parte è lungo il telegrafo per terra, formando così in numeri rotondi un circuito di 60 miglia. La batteria che doveva agire a questa distanza faceva un forte contrasto colla batteria che vi è ora in uso, essendo lunga soltanto 4 pollici ed alta un pollice e mezzo, e non pesando che una libbra e cinque once, nel mentre che la vecchia batteria ordinaria adoprata sulle linee è lunga 36 pollici, larga 7 1/2, alta 6 1/2, e pesa 64 libbre. Alcuni degli impiegati telegrafici parvero incredoli, e sorrisero allorquando il sig. Reid uni la batteria in miniatura coll'istrumento, ma furono sorpresi di vedere che i segnali da Douvre a Calais erano affatto eguali a quelli dati dalle altre batterie. Il successivo esperimento tendeva a provare un miglioramento nell'istrumento a due aghi, ed avrà bisogno di molta fede da parte dei nostri lettori per essere creduto. Esso fu il seguente: La batteria in miniatura venne distaccata dagli istrumenti da una parte e dall'altra del canale, ed un pezzo di zinco della grandezza di 3/4 di un pollice quadrato, ed un corrispondente pezzo d'argento, vennero introdotti nella bocca dell'operatore all'ufficio di Douvre, e date analoghe istruzioni perchè lo stesso succedesse a Calais. I fili attacati a questi pezzi di metallo vennero indi uniti cogl'istrumenti, e con questo semplice mezzo e colla più semplice di tutte le batterie, gl'impiegati telegrafici mandarono parecchi dispacci su e giù dall'Inghilterra in Francia. Il seguente esperimento fu simile a questo, furono soltanto più grandi i pezzi di zinco e d'argento introdotti nella bocca dell'operatore. Il risultato fu un perfezionamento dei segnali. A questi esperimenti assistettero dalla parte di Douvre il capitano Baldock R. N., il maggiore Hammond ed i sigg. Cheshire Edoardo e Evans; dalla parte francese il sig. Morley, vice-console, sig. Morris, direttore dei telegrafi francesi, sig. France, ecc. ecc. Ciò ebbe luogo la sera di lunedì 1° marzo. Il giorno appresso (2) gli esperimenti vennero ripetuti col medesimo successo. Gl'instrumenti colle piccole batterie trasmisero tutti i dispacci commerciali, i prezzi correnti, fondi, ecc. ecc., fino ad un'ora, allorchè furono impacchettate e spedite a Londra. Si credeva che durante queste operazioni la batteria in miniatura divenisse esausta; essa migliorò, all'incontro, e poteva mantenere perfettamente il suo carattere. Da questi esperimenti possiamo conchiudere che sta per nascere una nuova rivoluzione nei telegrafi e nelle batterie. Essi diverranno più semplici, più facili da capire, e potranno all'evenienza diventare famigliari come le parole domestiche non solo, ma famigliari ed utili quanto i domestici.

Torino, 9 marzo 1852.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino, 11 marzo.*

Annunziamo con dolore la perdita di un uomo, il cui nome suonerà sempre caro a quanti amano la gloria del proprio paese. Il cav. Bernardino Drovetti, nativo di Barbania, già console generale di Francia in Egitto, durante l'impero e dopo la ristorazione, è mancato ai vivi in questa capitale il dì 9 di questo mese, alle 9 e 1/4 di sera, dopo lunga e penosa malattia, munito dei conforti della religione, nella grave età di 77 anni circa.

ILLIRIA. Il giorno 8 corrente S. M. l'imperatore trovavasi ancora a Trieste ed assisteva a replicate manovre eseguite nella valle di Muggia dai navigli di guerra.

FRANCIA. *Parigi, 8 marzo.* Il *Moniteur* d'oggi non contiene parte ufficiale.

— L'elezione di Corsica è conosciuta. Il sig. Severino Abbatucci ottenne, nel circondario di Calvi, 5,450 voti sopra 5,452 votanti; nel circondario di Corte 12,400 voti sopra 13,000 elettori inscritti; nel circondario di Bastia 15,000 voti (unanimità), e nei circondarii d'Ajaccio e di Sartène raccolse la quasi unanimità.

— Il presidente della repubblica, che taluni si ostinano a rappresentare come malato, dice il *Constitutionnel*, assisteva ieri alla corsa di Lamarche, ove si recò senza scorta, accompagnato solamente da due suoi aiutanti di campo.

PAESI-BASSI. *Aia, 5 marzo.* La prima Camera ha oggi adottato la legge che ordina la costruzione di una rete di telegrafi elettrici nel regno.

ALEMAGNA. *Berlino, 6 marzo.* Il sig. Bismark Schönhausen ebbe istruzione dal governo d'indirizzare al governo dell'Assia elettorale una esortazione confidenziale di non proseguire i numerosi processi politici intentati contro un gran numero di persone, atteso che altrimenti lo scioglimento della questione della costituzione per mezzo della Dieta germanica non diminuirebbe punto l'agitazione degli animi.

Prima di promulgare le leggi votate dalle Camere, il ministro risolse di sottoporle di bel nuovo all'esame del consiglio di Stato.

Il governo ha testè nominato a consigliere delle scuole il signor Monke, cappellano dei soldati cattolici. Egli dovrà esercitare una severa sorveglianza su quanto concerne il culto cattolico nelle campagne. Coll'istituire questo impiego, il governo volle stabilire una perfetta parità fra i due culti. Il sig. Monke risiederà in Berlino: verosimilmente sarà nominato vescovo. (*Corr. It.*)

— *Annover.* I nostri lettori si ricorderanno della querela mossa dall'ordine equestre dell'Annover presso la Dieta germanica contro il parlamento annoverese relativamente alle leggi organiche provinciali votate da quest'ultimo. Ora, la *Gazzetta di Colonia* annunzia che l'attuale ministero annoverese ha ultimamente e formalmente contestato la competenza dell'assemblea germanica.

— *Weimar.* Ritiratisi i deputati dell'opposizione dalla Camera, quest'ultima pregò il granduca di abbreviare la sessione, quindi la Dieta fu chiusa il 5 marzo.

DANIMARCA. Si parla in Copenaghen di modificazioni ministeriali. Il sig. Bang, ministro dei culti e *per interim* dell'interno, chiese, dicesi, la sua demissione: corre voce che anche il generale Hausen, ministro della guerra, si ritiri e gli succeda il colonnello Andrée.

E. LEONE gerente.

www.internetculturale.it

MEMORANDUM
STORICO-POLITICO

DEL CONTE

CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA

Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri

del RE CARLO ALBERTO

dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847.

Torino, presso gli Editori Speirani e Tortone, sulla piazzetta di S. Francesco d'Assisi e dai principali librai.

AL NEGOZIO

DA COTONI, LANE E LINI FILATI

DI R. CARISIO-BRUNETTI E FIGLIO

Assortimento di **lini torti**, crudi ed imbianchiti; e **cotoni inglesi** per i lavori all' *ago* ed al *crochet*: **calzetti** di filo e di cotone, **bava, fioretto, tele** bianche di cotone e tinte per mobili, **coperte** operate e diversi altri oggetti relativi alla corrente stagione, a modici prezzi.

Via S. Domenico, **1**, *rimpetto la porta grande della chiesa*

MAGAZZINO FRANCESE

Contrada San Filippo, dirimpetto al Caffè Piemonte.

PREZZI FISSI

Si è testè ricevuta una nuova spedizione di Telerie d' Irlanda molto più assortita dell'antecedente nella quale si trovano i seguenti articoli:

TELA D'IRLANDA, 9 Camicie ciascuna pezza.

100 pezze,	garantite puro filo	. . . .	Fr. 27 la pezza
50 id.	id.	fine . . .	» 50 id.
50 id.	id.	sopraffine . .	» 55 id.
100 id.	id.	di 1ª forza da Fr. 47 a 55	id.
60 id.	assortite, varii numeri da	» 35 a 55	id.

SERVIZI DA TAVOLA per 12 persone Fr. 50 sopralini

Idem id. » 50 id.
Idem id. » 17

FAZZOLETTI bianchi puro filo 7, 9, 11, 12 Fr. la dozzina
Idem in Batiste 7, 14, 15 » id.
TELE bianche in cotone a soldi 5, 6, 7, 8 il raso
TAPPETI da tavola Fr. 3 c. 50 e Fr. 6 caduno.

PERCALLI DA VESTE.

Questa settimana si termina la vendita dei percalli da veste Colori oscuri da 6, 7, 8 soldi il raso.

Su questi ultimi il Gerente è autorizzato d'accordare il 5 0/0 di sconto ai signori accorrenti, che ne compreranno per 100 fr. più.

Lunedì, 15 corrente, in via dell' Arco, num. 5,

INCANTO DI MOBILI

Consistenti in letti compiti, *bureaux*, sedie, guardarobe, tavole, molta lingeria ed argenteria nuova, varie pendule, candelabri, vasi di porcellana, stoviglie di rame, vasi vinarii, ed altri oggetti simili.

AVVISO

Con atto di deliberamento 9 marzo 1852, rogato Cervini, il sig. Barbero Giuseppe si rese deliberatario della Casa posta nel distretto del Rubatto, territorio di Torino, caduta nell' eredità di Maria Giuseppe Cerruti, al prezzo di L. 22,700.

Li fatali per aumento di sesto scadono entro il termine di giorni 8 da quello del deliberamento.

Torino, il 10 marzo 1852.

Cervini notaio.

DA VENDERE

Una Briska, un *Boghè*, un Calessino scoperto, ed una Carrettella. — Via Conciatori, num. 8.

Recapito dal portinaio.

DA VENDERE O DA AFFITTARE PRESENTEMENTE

CORPO di CASA con prato annesso, nel Borgo detto della Madonna del Pilone, fini di Torino, inserviente detta casa anche per albergo. — Dirigersi in Torino al notaio Bosio, via di Po, num. 36.

DA VENDERE

Una CASA civile, signorilmente mobigliata, ovvero senza mobili, con fabbricati rustici, in Volpiano.

Indirizzarsi al causidico Migliassi, sost. al causidico coll. Tricerri, via di S. Dalmazzo, num. 14.

DA SUBAFFITTARE

pel 1.° del prossimo aprile

ALLOGGIO civilmente mobigliato e provveduto degli utensili di cucina, di maiolica e cristalli per la tavola, composto di 8 membri al 1° piano, con cantina, in casa Borani, viale del Re, n. 12. — Visibile dalle 2 alle 4.

Dirigersi in detta casa, al 2° piano a destra.

DA RIMETTERE IN VERCELLI

IL CAFFÈ NAZIONALE

con occasione propizia di acquistare, volendosi, anche il corpo di casa. — Dirigersi in Torino al Caffè della Lega Italiana, ed in Vercelli al proprietario del Caffè.

AVVERTIMENTO

La famiglia Nani d'Ormea avendo posseduto una piazza da speziale dall'anno 1697 fino al 1848, in quale anno passava presso Giuseppe Nani abitante a Porto Maurizio, ed essendosi estinta la linea di quest'ultimo, intende ora rivendicarne il possesso: però, siccome potè occorrere che il figlio di Giuseppe Nani l'abbia alienata, la detta famiglia prega chiunque avesse notizia di tale piazza, o l'avesse acccomprata, a volerlo significare al signor notaio Dallosta in Torino, poichè quella piazza, per la morte del figlio di detto Giuseppe Nani, sarebbe devoluta alla sunnarrata famiglia, come di lui prossima parente, ed in caso fosse stata venduta sarebbe pronta a ricomprarla, non convenendole che alcun altro ne tragga vantaggio.

F. Nani, notaio a Ormea.

MESSAGGERIE NIZZARDE

Le partenze hanno luogo tutti i giorni

Da TORINO alle ore 4 } sera
Da NIZZA » » 5 }

Gli Uffizii sono stabiliti:

A TORINO, via Arcivescovado, presso l'albergo del Moretto;
A NIZZA, albergo *des Étrangers*, presso il signor Gilli, mastro di posta.

Plus de FEU aux Chevaux !

(25 ans de succès).

Le Liniment Boyer, remplaçant le feu, sans laisser des traces de son emploi, guérit d'une manière sûre et prompte les boiteries récentes ou anciennes, les entorses, foulures, écarts, molettes, faiblesse de jambes, etc. — Dépôt à Turin, chez M.r Mazzucchetti, où l'on peut se procurer des prospectus.

AVVISO

La fabbrica di Pietro Ropolo per lavori in ferro, lungo il viale di San Maurizio, in Torino, in seguito alla diminuzione dei dazi sui ferri, si trova in grado di fornire i seguenti articoli, di sua introduzione in questi Regii Stati, ai seguenti prezzi, cioè:

COPERTI di ferro scannellati con lastroni dei numeri 26 a 27, coloriti a doppia mano di biacca e messi in opera, a L. 5 50 cadun metro quadrato, a vece di L. 7;

Idem con lastre pure scannellate e galvanizzate, a L. 10 il metro quadrato, a vece di L. 12;

PORTE di ferro per botteghe, compreso il meccanismo per farle entrare a *coulisse* nella spessezza del muro, compite, a L. 70 cadun metro quadrato, a vece di L. 85;

TUBI e CANALI per gronaie di tetti, pure di ferro galvanizzato, di centimetri 10 di diametro, a L. 3, a vece di L. 3 25, e se di centimetri 8, a L. 2 75, a vece di L. 3.

AVVISO D'ASTA

PER PARTE DELLA CITTA' DI MONDOVI'

Essendosi in tempo utile fatto l'aumento del decimo all'annua somma di L. 40,250, cui veniva deliberato l'appalto del Dazio per esercizio in questa Città, con atto del 28 scorso febbraio, si notifica al Pubblico, che alle ore 10 antimeridiane del 18 corrente si procederà ad un nuovo e definitivo incanto di tale impresa, da venire deliberata all'ultimo e migliore offerente, in aumento della somma di L. 44,275, a cui venne attualmente portata in seguito del detto aumento.

Mondovì, il 9 marzo 1852.

Per la Civica Amministraz. Baretti Segr.

TRASFERTA

Il magazzino da carta di Carlo Passarino, è trasferto in casa S. Secondo, angolo delle vie dei Mercanti e del Monte di Pietà.

DA VENDERE PER L. 800.

Un PIANO-FORTE, d'Aucher, verticale, di *Palissadre*, nuovo. — Dirigersi al droghiere, piazza Vittorio, n. 11.

DA VENDERE O DA AFFITTARE

Grandioso abitato nella periferia di Revello, presso Saluzzo, circondato da giardino e prato, il tutto cinto di muro, munito d'acqua propria e perenne, ad uso di manifattura o villeggiatura, al prezzo di L. 40,000 pagabili a discrete more. Recapito in Torino dal notaio Giovanni Trucchi, ed in Revello dal farmacista Bonelli.

DA VENDERE IN REVELLO

presso il giardiniere GIORDANA

Un grande assortimento di **Piante esotiche**.

DA AFFITTARE PEL 1° APRILE PROSSIMO

Num. 11 camere e grande soppalco al 2.° piano, casa S. Martino La Motta, vie di Dora Grossa, n. 34, e degli Stampatori, num. 12. — Recapito al portinaio.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 10 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa.	nella matt.
1819 4 0/0 *god.* 1 8.bre				
1831 » » 1 genn.				
1848 » » 1 mar.		90 50 50		
1849 » » 1 genn.	91 50 50 55		91 50 p. 15	91 50 50 50 fin.apr.
1851 » » 1 dicem.				
1834 *Obblig.* 1 genn.				
1849 » 1 8-bre.				
1850 » 1 febbr.				
1844 5 0/0 *Sard.* 1 genn.				
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N. 1 genn.	1765 1770		1770 p. 15	
— Banca di Savoia				
Città di { 4 0/0 oltre lo inter. decor.				
Torino { 5 50 0/0 1 gen.				
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gaz (anl.) 1 gen.				
Società del Gaz (nuova)				
Incendii a premio fisso 31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio	412			
Molini presso Collegno 1 giugno				

CAMBI

	Per brev. scad.		Per tre mesi.	
Augusta	953		959 1/4	
Genova sconto	4 p.	0/0	—	
Francoforte S. M.	9 16	— 1/4	—	
Lione	99 85		99 30	
Londra	25 32	1/4	25 30	
Milano	—		—	
Parigi	99 85		99 35	
Torino sconto	4 p.	0/0	—	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 02	20 06
— di Savoia	28 64	28 70
— di Genova	79 10	79 32
Sovrana nuova	35 06	35 13
— vecchia	34 80	34 90
EROSO misto		
Perdita	2 50	p. 0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distante
	Denari		
GREGGIE	10—11		
	12—13		
	14—16 62	64	50 60
	17—20		
	20—21 75	50	
	21—22 74	50	
	22—23 73		
	23—24 72		
	24—25 71		
ORGANZINI	26—27 70	95	
	27—28 70		
	28—30 69	75 69	
	30—32 68	60	
	32—36		
	36—40		
	20—22		
	22—24		
	24—26	69	68
TRAME	26—28	68	67
	28—30	66	65
	30—32		
	32—36		
	36—40		
MERCI DIVERSE			
Doppio filato			
Moresca scevra di gallettame			
Straccia			

BORSA DI PARIGI *dell'8 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 103, 80, (vaglia staccato), chiude a 103, 50.
Il 3 0/0 resta a 68, 90.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 92, 85.
Le azioni della Banca di Francia a 2705.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: il PIRATA — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi. — Balletto *La Vivandiera al campo del re di Prussia.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Angelo tiranno di Padova.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: — *François le Champy.*

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Era io* — con farsa.

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: il *Furioso* del cav. Donizetti — balletti comici con Tom-pouce.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — Ballo *Testa nera.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Mosè in Egitto* — Ballo *I 50 soldati.*

CORREZIONE. *Nel numero 60, pag. 4, col. 3, lin. 4 della prima Nota, vuolsi leggere:* I signori Carlo Tenivella, *ecc.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ANEMOSCOPIO ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	STATO DELL'ATMOSFERA ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
1 marzo	735 2	735 46	735 84	+ 5 3	+11 6	+17 4	+ 5 5	+ 9 9	+10 2	S.S.E.	S.S.E.	S.	S.r. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
2 »	734 96	735 4	734 50	+ 5 9	+11 5	+15 8	+ 4 0	+ 9 6	+10 5	N.N.O.	S.S.E.	S.S.E.	Ser. con vap.	Cielo velato	Cielo velato
3 »	728 62	727 40	727 52	+ 5 7	+ 8 6	+13 2	+ 4 1	+ 7 4	+ 9 2	N.	N. O.	N.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 62 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

VENERDI' 12 MARZO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . . L.	40	21	11
Per le Provincie . »	48	25	13
Per l'Estero . . . »	80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione, vedi num. 52, 53, 54, 55, 59, 60, 61)

Spese — LAVORI PUBBLICI.

Spese ordinarie.

Ministero dei Lavori Pubblici.

1	Personale	77,375 92
2	Spese d'ufficio	10,000 »

Azienda Generale dell'Interno.

3	Personale	93,269 76
4	Spese d'ufficio	6,000 »
5	Biblioteca	1,200 »

Real Corpo del Genio Civile.

6	Personale	264,550 »
7	Spese d'ufficio	6,800 »
8	Spese diverse	25,000 »

Regii Canali.

9	Personale dell'ufficio d'Arte	19,900 »

Acque, ponti e strade.

10	Conservazione delle strade e dei ponti	1,596,000 »
11	Lavori idraulici	5,200 »
12	Sussidii alle Provincie	400,000 »

Porti e spiaggie.

13	Personale	56,473 56
14	Spese diverse	5,800 «
15	Materiale	28,740 48

Categorie generali.

16	Sovvenzioni personali	6,000 »
17	Spese casuali	20,000 »

Spese straordinarie.

Acque, ponti e strade.

18	Strada Reale di Milano	16,000 »
19	Strada Reale di Piacenza	119,318 22
20	Strada Reale di Francia	86,741 60
21	Strada Reale di Genova	92,594 47
22	Strada Reale di Nizza	70,174 64
23	Strada Reale di Ginevra	45,000 »
24	Strada Reale di Levante	4,700 »
25	Strada Reale del Sempione	57,672 71
26	Strade Reali di Sardegna	344,958 50
27	Strada da St-Julien ad Annemasse	60,000 »
28	Strada provinciale da Oneglia al Piemonte	66,442 02
29	Ripari contro il Gelon	5,858 »
30	Galleria per lo sbocco del Gelon sotto Chamousset	25,000 »
31	Concorsi e sussidii per lavori stradali ed idraulici	28,548 45
32	Assegnamenti di aspettativa e maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione	*sospesa*
33	Spese eventuali straordinarie	28,000 »

Totale Spese ordinarie L. 2,620,307 02
Totale Spese straordinarie » 1,018,688 51

(Continua) Totale generale L. 3,638,995 53

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 11 marzo.*

Nella tornata di quest'oggi, la Camera dei Deputati, udite le interpellanze del deputato Bertolini sulla demissione del deputato Ravina, alle quali rispose il Ministro di grazia e giustizia, passò alla discussione generale del progetto di legge sulle fortificazioni di Casale.

MINISTERO DI FINANZE.

GABELLE

Quadro comparativo de' prodotti delle Gabelle di Terraferma durante il mese di Febbraio 1852.

	1852	1851	1850	1849	1848
Dogane . . . . . L.	1,415,699	1,155,289	1,355,596	1,292,102	1,146,750
Sali . . . . . »	758,430	774,246	687,576	713,078	1,149,945
Tabacchi . . . . . »	928,675	892,529	865,739	919,122	846,960
Polveri e Piombi . . . »	48,390	50,686	41,445	41,795	46,725
Gabelle accensate . . »	394,045	394,045	388,720	388,720	388,720
Totale L.	3,545,229	3,246,505	3,334,076	3,355,897	3,579,046

RISULTANZE

Dogane			*Dogane ed altri prodotti*		
1852 Aumento	rispetto al 1851 L.	278,410	1852 Aumento	rispetto al 1851 L.	296,724
	» 1850 »	60,505		» 1850 »	208,655
	» 1849 »	131,547		» 1849 »	189,532
	« 1848 »	266,969	Diminuzione	« 1848 »	5,017

Quadro comparativo de' prodotti delle Gabelle di Terraferma, durante i mesi di Gennaio e Febbraio 1852.

	1852	1851	1850	1849	1848
Dogane . . . . . L.	2,841,945	2,590,524	2,588,620	2,605,835	2,216,347
Sali . . . . . «	4,647,868	4,616,176	4,505,285	4,552,286	2,318,357
Tabacchi . . . . . »	1,961,105	1,863,427	1,770,567	1,877,979	1,645,893
Polveri e Piombi . . . «	104,276	102,227	96,815	82,754	105,595
Gabelle accensate . . »	788,090	788,090	777,440	777,440	777,840
Totale L.	7,322,884	6,785,444	6,715,327	6,868,531	7,065,617

RISULTANZE

Dogane			*Dogane ed altri prodotti*		
1852 Aumento	rispetto al 1851 L.	445,421	1852 Aumento	rispetto al 1851 L.	537,740
	» 1850 »	293,525		» 1850 »	607,557
	» 1849 »	253,060		» 1849 »	454,545
	« 1848 »	625,590		« 1848 »	259,267

NB. Siccome nel quadro mensile di gennaio ultimo scorso, così in questi, non sono compresi il prodotto del diritto doganale di spedizione, quello del Dazio di consumo di Torino, e quello dei diritti di Marina, de'quali si darà un prospetto trimestrale. Si accenna intanto, che il prodotto doganale di spedizione rilevò in gennaio a L. 26,127, ed in febbraio a L. 26,461. Totale L. 52,588. La parte sui prodotti del Dazio di consumo di Torino, devoluta alle Finanze, è pel primo bimestre di L. 140,000 circa.

Quadro comparativo dei prodotti delle Gabelle della Sardegna, durante il mese di Gennaio 1852.

	1852	1851	1850	1849	1848
Dogane . . . . . L.	70,107	85,456	157,605	115,105	58,409
Sali . . . . . »	13,335	52,781	15,149	22,578	20,816
Tabacchi . . . . . »	60,811	54,598	61,758	57,552	56,629
Polveri e Piombi . . . »	5,662	2,675	5,785	3,054	2,017
Totale L.	155,115	175,290	258,295	196,267	137,871

1852 Diminuzione	rispetto al 1851 L.	20,177	
	» 1850 »	83,180	
	» 1849 »	41,114	
Aumento	» 1848 »	17,242	

NB. Non è compreso nel presente prospetto il dritto doganale di spedizione, il quale rileva a L. 1,122. — La diminuzione sul ramo Sali è affatto accidentale, e quella sulle Dogane si deve principalmente attribuire allo smercio ognor crescente nell'Isola delle manifatture nazionali di Terraferma, come a suo tempo verrà dimostrato, mercè apposite Statistiche.

Dal Ministero di Finanze, addì 11 marzo 1852.

Il Segr. Capo della 3ª Divisione
MAYAN.

Appendice

Scrittori genovesi di filosofia razionale civile.

II.

ANDALONE DI-NEGRO E LORENZO MAGGIOLO.

(V. la Gazz. Piem. num. 48)

Il Boccaccio nell'opera della *Genealogia degli Dei*, ove parla del ricorrere che fece all'autorità di parecchi illustri personaggi antichi e moderni, onde confermare co' loro detti ed insegnamenti le proprie opinioni, prosegue dicendo: « Spesse fiate ho prodotto il generoso e venerabil vecchio Andalone de' Negri genovese, già nei moti delle stelle mio dottore; del quale quanto fosse l'avvedimento, la gravità dei costumi e la cognizione delle stelle tu, ottimo re (Ugo di Cipro) l'hai conosciuto, perciocchè, siccome diceva egli, per la conformità degli studii ti fu familiarissimo. Onde sì come hai potuto aver visto, non solamente con le regole degli antichi (come per lo più facciamo) conobbe i movimenti delle stelle; ma avendo cercato quasi tutto il mondo sotto ogni clima e sotto ogni orizzonte, certificato della esperienza dei corsi, col vedere apparò quello che noi comprendiamo per udita; e però, comechè io creda in tutte le cose essergli da prestar quella fede che si darebbe a Cicerone nell'arte oratoria, o a Marone nella poetica. Oltre ciò vi sono molte opere di costui che dimostrano quanta preminenza avesse questo vecchio. . . » Quest'elogio del Boccaccio è lusinghiero assai pel maestro e pe' genovesi che l'ebbero a concittadino; ed è segno di animo ben nato e riconoscente nel discepolo, che non mancò di ricordarlo in altri luoghi de' proprii scritti e sempre con assai rispetto. Anche Giambattista Fregoso nell'ottavo libro dei *Detti e fatti memorabili* parla di lui della maniera che segue: « Grande ricercatore delle cose fu il genovese Andalone, nato dalla famiglia di-Negro; poichè egli, conoscendo perfettamente l'astronomia, viaggiò quasi tutta la terra allo scopo di comporre e discernere giusta le norme e regole degli antichi gli orizzonti de' climi e delle varie regioni, e a tutte cose aggiungere la prova dei fatti. » Percorse adunque le diverse parti del mondo allora conosciute il Di-Negro, ma non da sfaccendato, come si avvertiva opportunamente, o da voluttuoso, sibbene da vero sapiente, e comunicò senza invidia ad illustri discepoli quello che aveva imparato senza infingimento. Dettò parecchie opere scientifiche, segnatamente di astronomia e di matematica, le quali si trovano sparse qua e là per le biblioteche italiane e straniere. Fra codeste opere meritano speciale ricordanza: *I canoni sopra l'almanacco ovvero del tempo che impiegano i pianeti a discorrere il zodiaco.* — *I canoni intorno al componimento delle proposizioni.* — *Il centiloquio sopra l'astrologia.* — *I commentarii sulla sfera*, tutte manoscritte, e quella *Sull'Astrolabio*, che venne alla luce in Ferrara nel 1475, e pensano i bibliografi fosse la seconda intorno a cose astronomiche, poichè i primi onori toccarono al Manilio, che uscisse da' torchii dopo la invenzione della stampa. Nè parlo degli altri scritti storici o poetici attribuiti ad Andalone; mentre questi cenni bastano a concedergli un posto assai ragguardevole tra filosofi. Un uomo che consacra la propria vita a studii profondi e a continui viaggi, di que' giorni perigliosi e dificilissimi, per giugnere al vero conoscimento delle cose; un uomo che, se non andò immune dagli errori del proprio tempo (e chi non si lascia cogliere da quelli che porta con sè ciascun secolo?), coltivò la scienza per guisa da renderé i suoi giudicii cotanto autorevoli; che non fece, come non di rado soleasi a que' giorni, delle proprie dottrine un misterioso ed interessato avvolgimento; che dell'esempio, della parola e degli scritti confortò i suoi concittadini alla perseverante ricerca della verità, e a durare ne' lunghi viaggi che doveano essere argomento di tanta ricchezza e gloria pe' genovesi, merita la riconoscenza de' suoi non solo, ma dell'Italia tutta. Nè per fermo disconverrebbe, rintracciate e raccolte le opere di Andalone, esaminarle accuratamente, e fare di esse quel conto che si deve nel tessere la storia e nel seguire passo passo lo svolgimento dell'italiana filosofia. Il dire che inchinasse all'astrologia, come asserisce il Tiraboschi, e lo dimostra il titolo di parecchi scritti del Di-Negro; lo aggiugnere che le scienze coltivate da lui furono peculiarmente l'astronomia e la matematica, non basta a dilungarne da cotesto esame; mentre, ommessi gli errori del tempo, molto sapere tal

INTENDENZA PROVINCIALE D'ASTI.

Vendita di beni demaniali autorizzata con legge

8 febbraio 1851.

Avviso di pronunciato deliberamento.

Si fa noto al pubblico che con atto de' 3 corr. mese di marzo sonosi deliberati in quest'uffizio d'Intendenza i seguenti lotti del tenimento demaniale detto di Moncucco, situato sul territorio del comune di Moncucco, formanti parte delli numeri 11 e 12 della tabella annessa alla suddetta legge, il cui incanto veniva annunziato col tiletto delli 20 gennaio ultimo scorso.

LOTTO SECONDO.

Molino a due ruote così detto della Trivessa, con fabbricato in buono stato, stagno, bealera, derivazione e grande scaricatore sul rivo detto della Morra, grande e piccola balconiera, e macchinismo in ottimo stato, con piccolo campo attinente, orto e canapajo fra le coerenze de' RR. PP. del Sacro Eremo, sotto i numeri 249, 250, 251 252, 253 e 254 del tipo demaniale, del quantitativo di tavole 98, piedi 10, facienti are 36, 15, a cui si uniscono parte del bosco ceduo, regione Caviglietto, numero 259 del tipo, fra le coerenze della strada vicinale metà compresa sulla sommità tendente alla cascina Pogliano del conte Benevello, rivo della Valle metà compreso, il ritano e strada comunale, quale parte del quantitativo di giornate 12, tavole 83, eguali ad ettare 4, 87, 67.

Campo al num. 206 del tipo, regione Brunone, e campo num. 248 del tipo, regione Caudana, fra ambi del quantitativo di giornate 2, 52, 04, eguali ad are 95, 90, sotto i confini indicati nella perizia Pacotto delli 30 maggio 1851.

Tutti detti stabili del quantitativo totale di ettare 6, are 20, centiare 2, per il prezzo di . . . . . L. 19,400

LOTTO OTTAVO.

Cascina detta la Verbia dei Boschi situata in detto territorio di Moncucco, composta di ampio fabbricato con granaio, stalla, crotta, pozzo d'acqua viva, forno, pollaio, aia, colli numeri 123 e 124 del tipo demaniale, prati simultenenti, regione Verbia, numeri 121, 122, 118, 119 e 120, campo regione al Bergero col n. 117, campo detto Campasso col n. 127, gerbido regione Verbia col n. 129, vigna dietro casa numeri 125 e 126, vigna attigua al bosco col n. 108, campo inferiormente a detta vigna num. 109, campo sotto il bosco grande n. 110, campo regione Bosco Grande n. 111, campo in testa al bosco grande n. 114, gerbido ivi num. 115, prato regione Stumiano con ripa numeri 150 e 150 1/2, bosco regione della Verbia, detto il Bosco Grande, n. 113, bosco ivi n. 112, bosco alla Verbia n. 116, bosco regione Strada di Sciolze n. 128, bosco regione Rotondo num. 107, e parte del 106. Il tutto sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851, del totale quantitativo di ettare 26, are 81, centiare 16, per il prezzo di . . . . . L. 22,000.

LOTTO NONO.

Cascina nuova della Valle Vergnano, situata in detto territorio di Moncucco, acquistata dal sig. Matteo Abbrate col surriferito atto 22 marzo 1849 e consistente in fabbricato rustico, con ampia stalla, fenile, pozzo d'acqua viva, aia con pascolo, prato, campi e vigna circondanti il fabbricato e formanti una sola pezza.

Prato nella regione di S. Difendente col num. 57 del tipo demaniale, prato regione Carrossano col n. 36, campo regione del Gorgo n. 35, prato regione Rossine e Valle di Vergnano n. 1, campo ivi, detto Campo Grande, sito del vecchio fabbricato a demolirsi, calcolato altresì il materiale dal medesimo ricavando, piccolo orto, e gerbido indicato coi numeri 3, 4, 5, 6 e 7, campo regione del Gorgo, num. 8, bosco regione di Bruno, num. 255, bosco regione di Giallo, n. 257, bosco regione della Slitta di San Michele, n. 258, bosco regione Pietra Mauro parte del num. 233. Tutti detti stabili sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851: del totale quantitativo di ettare 51, 78, 95.

Per il prezzo di . . . . . L. 46,700.

I fittali per l'aumento del sesto o mezzo sesto ai prezzi suaccennati, fissati a giorni venti, scadranno al mezzogiorno di martedì 25 del corrente mese di marzo.

Asti, addì 4 marzo 1852.

Per detto Uffizio d'Intendenza Provinciale
Il Segretario Bono.

FATTI DIVERSI. — PROVINCIE. — Ci scrivono da Alba il 10 corrente:

Lode ai militi della guardia nazionale della città di Bra, che, comandati di pattuglia pel buon ordine sui pubblici stradali nelle sere del 1°, 2° e 3° corrente mese, occorrenza della fiera di Cuneo, seppero in tale circostanza prestare anche la loro sollecita opera pell'estinzione di un gravissimo incendio scoppiato la notte del 2 al 3 detto mese sulle fini di Cherasco, provincia di Mondovì, regione *Bricco dei Favoli*, e così liberare quei desolati abitanti da danno maggiore che senz'altro poteva succedere in difetto di tale concorso.

SARDEGNA. — Ci scrivono da Alghero:

Nel dì 16 febbraio corrente anno, ebbe qui vita un importantissimo istituto, cui si diede titolo ed ufficio di *Educativo industriale femminile*.

Oltre il leggere, lo scrivere e le principali operazioni di aritmetica vi si insegnano varii modi più economici di *filare* e *tessere* in *lana*, *lino* e *cotone*, il *cucire*, *rappezzare* ecc.; onde apprendano le alunne a prepararsi i tessuti necessarii alle vestimenta, dei quali ora sono costretti quegli isolani a provvedersi fuor di paese.

Si ammettono di preferenza le giovinette povere di fortuna, che abbandonate dai loro genitori o tutori a molto ozio, verranno così avvezzate a vivere una vita operosa e costumata.

Questo commendevolissimo istituto si deve alle esortazioni del benemerito D. Alberto Degiovannis, ispettore generale delle scuole elementari di Sardegna, assecondate prontamente da quel generoso municipio, e in particolar modo dal sindaco s'g. Giovanni Battista Garibaldi, che aveva già data luminosa prova del suo sapiente affetto alla istruzione ed educazione del popolo, col fondare a proprie spese le scuole serali.

Una colletta che produsse oltre di *mille lire* bastò alle prime spese di tela e mobili per la scuola, e il comune bilancò *lire mille* per lo stipendio di due maestri.

Fu inaugurata codesta scuola addì 16 febbraio ultimo, coll'intervento di tutte le autorità civili e militari, dei più distinti cittadini, e di un gran numero di colte signore, proferendo allocuzioni inspirate da sapienza e carità cristiana e cittadina l'abbate Degiovannis, e il sindaco sig. Garibaldi. Si trovavano in quel dì già raccolte *cinquant'otto* allieve.

Se questo nobilissimo esempio troverà frequenti imitatori nei molti municipi di quell'isola, come non si dubita, essa raggiungerà ben presto quel grado di coltura intellettuale, morale, industriale che la metterà a paro delle provincie più incivilite di questo fortunatissimo regno.

FRANCIA

PARIGI, 3 *marzo*. Leggiamo nella *Presse*: Si aspettavano, da 15 giorni, altri decreti relativi alla concessione di varie linee di strade ferrate d'una importanza secondaria. Ciascun giorno i fogli dei dipartimenti eran pieni di deliberazioni e di pratiche dei consigli generali per ottenere linee o tronchi di strade che debbono servire alle loro località. Le petizioni si erano moltiplicate in modo sì rapido, che aveano cominciato a gittar l'inquietudine fra i capitalisti che eransi risolti a divenir concessionarii delle linee da Parigi a Lione, da Lione ad Avignone, da Digione a Besanzone, da Strasburgo alla frontiera bavarese, e dei tronchi di recente imposti alla compagnia del Nord. Queste diverse compagnie avevano temuto che una simile concorrenza impedisse loro di procurarsi facilmente i capitali di cui abbisognavano per accelerare l'effettuazione delle loro imprese. La riduzione della tariffa d'interesse della Banca neppure aveva bastato per rassicurarli, e cominciavano a temere una nuova crisi di strade ferrate, in seguito all'accumulazione dei nuovi titoli sulla piazza.

Pare nondimeno che le rimostranze di alcuni capitalisti influenti abbiano determinato il governo a mostrarsi da oggi innanzi eccessivamente circospetto nelle concessioni di strade ferrate. Sarebbe stato deciso che soltanto si concederebbero le due linee da Parigi a Cherburgo e da Bordeaux a Toulouse. Tutte le altre strade ferrate e loro tronchi in progetto, sarebbero differiti sino all'epoca in cui i lavori di strade ferrate già intraprese fossero quasi terminati. Si spera in tal modo, col mezzo di nuovi sussidii messi a disposizione del pubblico dalla Banca di Francia, la quale consenti a fare anticipazioni sopra azioni di strade ferrate, evitar la crisi finanziaria e industriale che taluni cominciavano a temere.

Questa determinazione può in fatti divenire d'un gran soccorso per le compagnie, se la Banca di Francia entra largamente nella via che le è aperta, cioè se non esige condizioni onerose pe' mutuatarii, e se accorda per questo genere di transazioni un *maximum* di capitali abbastanza considerevole per far fronte ai bisogni della piazza.

Alcuni giornali inglesi pretesero che la Banca di Francia anticiperebbe ai portatori di azioni i cinque ottavi del corso medio di ciascun valore giusta i prezzi della Borsa. Noi dubitiamo grandemente che la Banca consenta a far queste anticipazioni in simili proporzioni, in seguito al rialzamento che ha già aumentato di circa un quarto il valore venale di quasi tutte le azioni di strade ferrate da tre mesi in qua. Sarebbe anche imprudenza l'anticipare a simili condizioni, perocchè una crisi qualunque potrebbe produrre un ribasso fortissimo, e la Banca non avrebbe più tra le mani una guarentia sufficiente per le anticipazioni che avesse fatte sopra depositi di azioni.

— Le nomine de' varii capi di servizio ed impiegati sono quasi tutte già stabilite: i funzionarii entreranno in attività prima del 29 di marzo, giorno dell'apertura del senato e del corpo legislativo.

Il bilancio interno del senato, per quest'anno, sarà compreso nel bilancio generale dell'anno 1852, che sarà decretato, dicesi, dal presidente della repubblica innanzi la riunione delle Camere legislative. Il bilancio del senato non oltrepasserebbe la cifra del bilancio della Camera antica dei pari.

Si assicura che il maresciallo presidente ha chiamato alle funzioni amministrative la maggior parte dei funzionarii della Camera antica dei pari e quasi tutti gl'impiegati d'un ordine inferiore.

Il ministro di Stato che è incaricato, per quanto si assicura, dal presidente della repubblica, dell'organizzazione del servizio interno del corpo legislativo, sta per determinare in breve il regolamento del servizio interno di questa assemblea, e provvedere alle varie funzioni ed impieghi necessarii.

— Il principe di Ligne, il quale ha testè adempiuto una missione del re dei belgi presso il re di Prussia e l'imperatore d'Austria, è giunto a Parigi.

— Il sig. Mathieu (della Drôme) che, in seguito alla morte di sua madre, aveva ottenuto la permissione di tornare per pochi giorni in Francia, è partito per la Savoia.

— Ieri un convoglio di 700 tedeschi è partito sulla strada ferrata dell'Havre per recarsi in California. Da qualche tempo l'emigrazione tedesca per l'America ha preso considerevoli proporzioni; un gran numero di questi emigranti attraversano la Francia.

— Si parla molto nel mondo artistico della vendita prossima dei quadri che componevano la galleria del maresciallo Soult. La collezione è composta dei quadri che il maresciallo portò in Francia, come sua parte di bottino, al ritorno dalla guerra di Spagna.

SPAGNA

MADRID, 3 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il nunzio del papa sta in questo momento a palazzo rimettendo nelle mani della regina, per la principessa delle Asturie, le fasce benedette dal S. Padre.

Il sig. barone Dujardin, ministro del Re de' Belgi presso la nostra Corte, ha ottenuto dal suo governo un congedo di alcuni mesi, del quale egli intende di profittare. Il barone di Bogent, segretario di legazione, riempirà, durante l'assenza del ministro, le funzioni d'incaricato d'affari del Belgio.

Era corsa voce che lord Howden avesse data la sua dimissione dalle funzioni di ministro di S. M. B. a Madrid. Noi sappiamo di certo che lord Howden, non pure non ha mandata la sua dimissione, ma anche che ha ricevuto dispacci, segnati dal conte Granville.

INGHILTERRA

La famiglia reale partì la mattina del 6 corrente alla volta di Osborne, isola di Wight, ove dee restare una quindicina di giorni.

— Un nuovo giornale quotidiano, il *Politician*, è apparso testè a Londra; il quale ha per iscopo speciale di riprodurre gli articoli di fondo degli altri periodici della capitale. Del resto il *Politician* non appartiene ad alcuna opinione politica.

— Un *meeting* fu tenuto il 3 a Londra nel quale il sig. Newton, in nome della società collegata, si è raccomandato alla generosità di tutte le corporazioni operaie a fine di aiutare i loro confratelli ad aprire stabilimenti ne' quali questi ultimi lavoreranno a lor conto. I fondi della società collegata sono diminuiti, dall'epoca della scissura tra i capi e gli operai meccanisti in poi, di 25,000 sterlini. *(F. I.)*

— Si legge nello *Standard*:

Sentiamo che l'intrapresa russa per la costruzione della strada ferrata da Mosca a Varsavia è stata data a intraprenditori responsabili, e che le ruotaie (non meno di 140,000 tonnellate) sono

---

fiata ritrovasi nelle opere astrologiche degli scrittori più segnalati, e molta parte della filosofia, anzi presso che tutta, assolvevasi nelle matematiche. E qui a' genovesi converrebbe un altro studio, se faticoso, onoratissimo. Guglielmo Libri nella sua storia della matematica asserisce trovarsi nelle biblioteche di Francia, segnatamente in quelle di Parigi, molti codici di scrittori arabi interpretati e commentati da dotti matematici genovesi. La ragione di questo fatto è chiarissima: e non sarebbe degna opera de' nepoti rivendicare la gloria de' padri loro? Tanti giovani doviziosi non avrebbero un campo onoratissimo da percorrere? ma lo percorreranno quando i genitori faranno di educarneli alla dottrina e alla virtù, non geetta e fittizia, ma schietta e sapiente.

Passiamo a Lorenzo Maggiolo. Questo nome primamente mi occorse nell'iscrizione sottoposta alla pietra sepolcrale, ove sta bellamente disegnata l'effigie di questo illustre genovese. Com'ella è brevissima, così mi piace di riprodorla:

Laurentius · Maiolus
Magnus · Medicus
Maximus · Philosophus
Patriae · Decus · Hic · Jacet
Ideo · Philosophia · Luget
· 1501 · Die 12 sept.

E per che fatti codesto medico illustre chiamavasi Massimo Filosofo e adornamento della patria? Sappiamo che fu successivamente chiamato a leggere nelle scienze filosofiche in Padova, in Ferrara, in Pavia, e che vi lesse con grande ammirazione e concorso di uditori; ch'ebbe fra gli altri a discepoli Pico della Mirandola e Alberto Pio, signore di Capri; che Aldo Manuzio, il vecchio, ricorre a lui, come dottissimo ch'era nella lingua greca, onde riscontrare e correggere i varii codici de' libri di Aristotele; che il Tiraboschi lo chiama uomo di grande ingegno e di vastissima erudizione, e il Serra, nel quarto discorso sulla Storia dell'antica Liguria, lo dice profondo nelle questioni logiche e nella medicina, e venerato da' grandi come un oracolo. Che scrivesse più opere sì di logica che di medicina lo afferma il Soprani (1), e trovo segnatamente ricordato uno scritto che porta a titolo: *Epiphyllides in dialecticis*, scritto che stampavasi in Venezia dallo Scoto del 1497. Lo ricercai a più riprese, ma indarno. Tal altro sarà forse più avventuroso di me. Il mausoleo del Maggiolo è posto in una sezione del chiostro della chiesa di Santa Maria di Castello, e propriamente ove oggidì fiavvi uno studio di pittura. Nel 1840 questo monumento incidevasi, ond'essere inserito nell'opera che porta a titolo: *Illustrazione de' più distinti monumenti sepolcrali della Liguria* (2); ma quella chiesa e quei monumenti addimanderebbero da sè una illustrazione condegna. Il P. Marchese per ingenuità d'animo, e per dottrina letteraria ed artistica in Italia e fuori ben conosciuto, fornita l'opera del convento di S. Marco di Firenze, perchè non pagherà alla sua patria questo tributo? a quella patria che ora sì amorevolmente lo accoglie. Lo speriamo. Ed altra speranza io nutro, nè cesso di esprimere in questo luogo, che Genova dischiuda sollecitamente alcune stanze opportune ad un Museo di patrie memorie che sono pur tante, ina ciascun di scemano sotto il martello demolitore, o vengono ridotte in polvere, o intonacate, o sepolte sotterra, o condannate alle tenebre perpetue de' magazzeni e de' bassi fondi, o peggio! Non ripeterò a questo riguardo ciò che in una lettera indirittà al Selvatico stampavasi nella Favilla (3); gli acerbi rimproveri, benchè amoroso della verità, non sono dell'indole mia: sibbene pregherei di tutto il fervore dell'animo e della parola gli amatori delle patrie storie e delle bell'arti, che pur in Genova ci sono, a non permettere davvantaggio che da' migliori cittadini e da' forestieri si pronunci una condanna sì grave e in parte, giovi pur confessarlo candidamente, meritata, contro di così nobile e ricca città: ricca di commerci, di danaro, di gloriose memorie e di monumenti (4).

BERNARDI.

(1) Gli scrittori della Liguria, pag. 198. Ed. di Genova, 1667.

(2) L'Alizeri era commendevole illustratore di tali monumenti: ed è a lamentare che l'opera rimanesse imperfetta. Forse il chiarissimo autore, quando che sia, proseguiralla.

(3) Anno IX, num. 11, pag. 20.

(4) Io devo al Varni, egregio scultore e degno discepolo del Bartolini, lo aver conosciuto l'antica Genova monumentale, quand'egli con rara pazienza veniva additandomela sotto le rovine del tempo e degli uomini. Raccoglitore instancabile il Varni delle patrie memorie ne radunò in parecchi volumi i disegni e ne salvò quante più gli fu dato dalla distruzione. Un artista che impiega l'ingegno, il tempo, il frutto de' suoi sudori a quest'uopo è degno di molta gratitudine e ammirazione.

state comprate in questo paese alla fonderia di Galles del sud de' signori Thompson e Forman, di Pennydarran, signori Quest e compagnia di Dowliss, e signori Bigley, di Nanty-Glo.

— Si legge nella *Presse* del 9:

Lord Cowley, ch'era stato nominato ambasciatore d'Inghilterra in Francia, prima della caduta del ministero di lord John Russell, ha ricevuto in questi ultimi giorni de dispacci da lord Malmesbury che lo confermano in quel posto. Egli pare che il nuovo gabinetto abbia egualmente intenzione di conservare ne' loro posti lord Westmoreland e lord Bloomfield, i quali occupano le grandi ambasciate di Vienna e di Berlino.

ISOLE IONIE

I ragguagli di Corfù in data del 3 marzo riferiscono che in quel giorno fu aperta la sessione dell'assemblea legislativa ionia con un discorso del lord alto commissario. Egli lodò l'ordine e il buon senso che avevano presieduto alle elezioni di quell'assemblea; promise l'adempimento delle riforme costituzionali; invocò l'appoggio della rappresentanza nazionale per condurre meglio a termine quest'opera, ed espose la condizione delle finanze e del commercio ionio, facendo conoscere alcune misure per sopperire ai vuoti delle prime e promuovere l'incremento dell'altro.

Questo discorso fu pubblicato ufficialmente in lingua greca ed inglese, soli idiomi in cui si promulgheranno d'or innanzi gli atti governativi.

Con decreto di lord Ward in data 26 p., fu nominato presidente del senato ionio, nella decima legislatura, il cav. Gandiano conte Roma.

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino, 6 marzo.* Noi annunziammo di già la votazione colla quale la prima Camera del parlamento prussiano adottò la proposta del sig. Koppe relativa alla composizione della Camera dei pari. Ecco alcuni particolari su quella deliberazione:

Parecchie proposizioni erano state presentate, e tendevano tutte a sopprimere gli articoli della costituzione relativi a questo argomento della prima Camera, ed a cancellare dalla composizione della medesima ogni traccia di principio elettivo.

La sinistra respingeva tutte le proposte e voleva la conservazione pura e semplice della costituzione attuale.

Il centro sinistro appoggiava un emendamento del centro destro, che lasciava la nomina dei pari alla corona, libera di scegliere ove meglio le piacesse.

L'estrema destra, invece, voleva che il re potesse soltanto designare certe corporazioni che in seguito eleggerebbero esse medesime i pari, togliendoli dal loro seno: era la *paria* feudale.

Non avendo il governo aderito a questa proposizione, l'estrema destra l'abbandonò, ma per respingere nello stesso tempo tutte le altre proposizioni, e per collegarsi colla sinistra la quale chiedeva si mantenesse la costituzione attuale.

La destra moderata aveva formolato una proposizione, quella del sig. Koppe, specie di mezzo termine fra quella dell'estrema destra e quell'altra del centro destro: consisteva nel lasciare alla corona la nomina di tutti i pari, obbligandola però a sceglierne una parte nella grande proprietà, nelle grandi città e nelle università; il resto a sua scelta: i pari inoltre, scelti in queste grandi categorie, dovevano essere a vita.

Il governo aderiva a quest'ultima proposizione, tranne la disposizione ultima che egli respingeva per tema che i pari nominati a vita fossero troppo indipendenti da lui.

Ecco ora quali furono le risoluzioni dell'assemblea:

La proposizione dell'estrema destra fu ritirata: quella del centro destro fu rigettata da 75 voti contro 64.

Finalmente la proposta della destra moderata venne adottata da 81 voti contro 56, compresa la disposizione combattuta dal governo.

La nuova Camera dei pari dovrà entrare in carica il 7 agosto prossimo.

Ecco il tenore del progetto di legge adottato dalla 1ª Camera:

1. Gli articoli 65, 66, 67 e 68 della costituzione del 31 gennaio 1850 sono surrogati dalla formazione della prima Camera per decreto regio.

2. La prima Camera sarà composta: *a*) dei principi maggiorenni della reale famiglia; *b*) dei capi delle famiglie principesche di Hohenzollern; *c*) dei capi delle antiche case di Prussia dipendenti immediatamente dall'impero; *d*) dei capi delle famiglie alle quali è conferito ereditariamente il diritto di votazione di seduta nella prima Camera; *e*) di membri nominati a vita dal re, e scelti fra i grandi proprietari territoriali, nelle grandi città e nelle università del paese; *f*) di membri nominati a vita dal re.

3. La prima Camera, così composta, comincierà ad entrare in vigore il 7 agosto 1852. Fino a quel giorno, le leggi elettorali per la prima Camera, del 6 dicembre 1848 e del 30 aprile 1851, saranno mantenute.

GRECIA

D'Atene abbiamo giornali del 27 febbraio. La Camera dei deputati, dopo lunga ed animata discussione, adottò con 61 voti contro 40 la convenzione stipulata fra il governo greco e la società del Lloyd austriaco, concernente la comunicazione fra Trieste e la Grecia mediante piroscafi. Questa convenzione, assalita vivamente dai deputati Mitsakis, Janos e Chrysanthopulos, fu difesa dal signor Paikos, ministro degli affari esteri, e dal signor Giorgio Scuffos, deputato dell'Attica e direttore generale delle poste.

TURCHIA

Togliamo dal *Journal de Constantinople* quanto segue:

« Noi lo diciamo schiettamente ogniqualvolta se ne offre l'occasione, ed il governo imperiale non s'illude a questo riguardo malgrado gli ordini severi che egli non cessa di emanare affinchè gli effetti della sollecitudine di S. M. il sultano si estendano su tutti i suoi sudditi, pure non ogni cosa ottimamente procede in tutte le provincie dell'impero: lo provano sufficientemente le frequenti e giuste destituzioni di un gran numero di governatori.

Perciò forse non si operarono di già grandi e profondi miglioramenti nella condizione delle popolazioni della Turchia, e certi giornali tedeschi hanno forse ragione di negare le felici riforme operatesi in tutti i ceti da dieci anni fino a quest'ora? No, certamente: una tale asserzione sarebbe una insigne ingiustizia; ma, a costo di rimontare al passato, mancando ad essi il presente, che importa a quei giornali un'ingiustizia di più quando possa giovare alla loro detestabile mala fede! »

Il *Journal de Constantinople* smentisce quindi colla massima energia e con parole assai risentite una corrispondenza del *Journal de Francfort*, al dire della quale si sarebbero commessi atti atroci a Mostar il 12 novembre p. p., e parecchi altri successivi; che vengono dichiarati intieramente falsi.

— Lo stesso *Journal de Constantinople* reca quanto segue:

Già annunziammo che una commissione di negozianti europei, dalle loro legazioni rispettive designati, si è testè formata, e già erasi radunata per ricevere comunicazione di un progetto di regolamento amministrativo, inteso a prevenire efficacemente il contrabbando.

Tale questione è della massima importanza, non solamente rispetto alle finanze del governo, ma anche rispetto agli interessi dei negozianti probi e leali. Fuad Efendi, mustechar del gran visir, presiedeva quell'assemblea, e comunicò il progetto in questione ai signori delegati delle legazioni, dicendo loro, in nome del governo imperiale, quale era il pensiero della Sublime Porta; poi soggiunse: « Io vi prego, signori, di esaminare attentamente se i provvedimenti presi dal governo imperiale abbisognino di essere modificati, quanto alla forma in modo atto a maggiormente conciliare la vera libertà del commercio colla incolumità degli interessi e dei diritti del tesoro imperiale, ed a far sì che si eserciti in tutta la sua pienezza la sorveglianza della autorità senza recare pregiudizio ai negozianti onesti.

Quanto alla sostanza della questione, qualora si elevassero dubbii sovra alcuni punti di diritto, la Sublime Porta si riserba di entrare in trattative direttamente colle legazioni che avessero mosso tali dubbiezze. »

Ecco un linguaggio schietto e conciliativo. La missione dei delegati è semplicissima, e l'onorevolezza del loro carattere, i loro lumi, la loro grande esperienza, sono arra preziosa al governo dello zelo, della perspicacia e della lealtà che adopreranno per lo scioglimento del problema che consiste nello agevolare, quanto più si può, il commercio, e sceverare le questioni doganali da tutto ciò che potrebbe rendere difficili e spiacevoli i rapporti che esistono fra la Sublime Porta e le varie legazioni.

Tutti i delegati dichiararono che le loro istruzioni non avevano altro scopo, e che così coopereranno col governo a fine di distruggere intieramente il contrabbando, così pernicioso agli onesti negozianti ed al tesoro imperiale.

Noi abbiamo sotto gli occhi il progetto di regolamento: le prescrizioni sono facili ad eseguirsi. Nulla vi è vessatorio: al contrario, tutte hanno l'impronta della proverbiale tolleranza che la Sublime Porta suole adoperare nelle questioni di commercio. Essa altro non chiede che la veracità nelle dichiarazioni doganali, e tutte le precauzioni prescritte sono indicate dall'esperienza.

I rapporti della Turchia colle legazioni estere saranno meno incagliati, e quindi migliori per accurata osservazione del regolamento, perchè egli è certo che tutte le quistioni ivi contenute essendo sciolte da persone pratiche, non sorgeranno più le difficoltà che prima si presentavano.

Intanto che il progetto di questo regolamento divenga definitivamente la legge del parse, noi crediamo doverne pubblicare il preambolo che lucidamente ne riassume il pensiero.

« Molti abusi eransi introdotti nella riscossione dei diritti di dogana. Il contrabbando, nocivo non meno al tesoro che agli onesti negozianti, già da lungo tempo richiedeva una repressione. Per conseguire questo fine, il governo imperiale stimò necessario di adottare una serie di provvedimenti regolativi ed amministrativi, destinati ad assicurare gl'introiti delle dogane ed a tutelare gl'interessi del commercio. Quindi è che il governo imperiale richiese il concorso dei rappresentanti delle potenze amiche, le quali nominarono commissarii scelti fra i negozianti, affinchè questi con esso lui cooperino per porre i nuovi regolamenti in armonia coi bisogni del commercio e cogli interessi del tesoro. »

È chiaro che l'intenzione della S. P. è semplice, modesta, piena d'equità; essa non vuole che la soppressione del contrabbando, il quale si esercita non ostante che i diritti di dogana non siano eccessivi.

Aggiungasi che ora, per la prima volta, il governo imperiale usa del suo diritto d'interna amministrazione per le questioni doganali, e lo fa con tanta savièzza che egli a suoi lumi ed alla sua giustizia unicamente attinge.

— Le notizie giunteci questa mattina dalla Turchia col piroscafo *Africa* vanno sino al 27 p. p. Il *Journal de Constantinople* reca che l'ambasciatore inglese sir Stratford Canning ebbe il 17 febbraio una lunga conferenza col ministro ottomano degli affari esteri Aali bascià, la quale, a quanto si crede, aveva per oggetto l'amministrazione dell'Egitto.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino, 12 marzo.*

ELEZIONI

Sassari primo Collegio — Prof. Francesco Sulis.

Illiria. Il dì 9 corr. S.M. l'imperatore era ancora a Trieste, ove fu visitato da S. A. I. il granduca Costantino di Russia, giunto a Venezia sull'imp. fregata a vapore il *Vladimiro*. Continuarono sul mare le esercitazioni degli imp. reali navigli di guerra.

Francia. *Parigi, 9 marzo.* Il *Moniteur* d'oggi reca la nomina del sig. Billault a presidente del corpo legislativo.

Un decreto parimente inscritto nel *Moniteur* dispone che il rifiuto o il difetto di giuramento da parte d'ogni membro dei grandi corpi e d'ogni funzionario sarà considerato come una demissione, senza che vi sia da distinguere sotto questo rapporto tra le funzioni pubbliche propriamente dette e quelle che sono il risultato della elezione. Ogni giuramento non prestato nei termini prescritti dall'art. 14 della costituzione sarà considerato come un rifiuto, ed implicherà legalmente demissione.

Un altro decreto rende definitiva, come quarta Camera civile, la Camera temporanea stabilita già da parecchi anni presso la corte d'appello di Parigi. La corte d'appello sarà composta in avvenire d'un primo presidente, di sei presidenti di Camera, di 59 consiglieri, d'un procuratore generale, di 6 avvocati generali e di 11 sostituti.

— In avvenire il diritto d'entrata per le lane e il sego è ridotto, per decreto, nel seguente modo: Ogni nave francese pagherà il 15 per 100 del valore sulle lane provenienti da paesi di là del capo Horn e del capo di Buona Speranza; quelle introdotte da legni esteri o per terra rimangono soggette al diritto di 22 per 100.

Il sego che sarà importato da navi estere o per terra continuerà a pagare 15 fr. per 100 chilogrammi: ma l'antico diritto di 10 franchi che pagava la bandiera francese è ridotto a 6 fr. pel sego proveniente da paesi oltre i due capi.

— Una nota *comunicata* smentisce le voci sparse di dissapore fra il presidente della repubblica e il ministro della guerra.

— È stato risoluto che i membri della nuova assemblea elettiva prenderanno il titolo ufficiale di *Deputati al corpo legislativo.*

Inghilterra. *Londra, 8 marzo.* Si legge nel *Sun*:

I ministri si sono riuniti anche oggi in consiglio di gabinetto al Foreign-Office: e dicesi che si riuniranno egualmente, una o due altre volte, prima della riapertura del Parlamento (12).

— Il sig. Herries, presidente del dicastero di controllo, fu rieletto sabato (6) a Samford.

— Nello stesso giorno il conte e la contessa Walewski partirono da Londra alla volta di Parigi. Sulla quale partenza ecco come si esprime la *Patrie*:

« Il sig. conte Walewski, ambasciatore di Francia a Londra, è venuto a passare due giorni a Parigi. I giornali di Londra, nell'annunziare la sua partenza, attribuiscono a questa notizia una importanza politica ch'essa non ha.

« Il sig. conte Walewski si è recato a Parigi per alcuni affari particolari, e noi crediamo poter assicurare che non si tratta punto nè di richiamarlo nè di sostituire alcun altro al suo posto. »

— Il *Windsor* recò notizie del Capo di Buona Speranza sino a tutto il 9 decorso gennaio. Le truppe inglesi avevano ripreso l'offensiva, e in varie spedizioni contro i Cafri avean sempre ottenuto vantaggi notevoli. Molte di quelle tribù che sinora erano restate neutrali, o si erano mostrate ostili, han fatto la loro sommissione.

— Fondi inglesi. Consolidati a contanti e per conto 97 5/8 1/2; 3 0/0 Rid. 98 5/8.

Alemagna. *Berlino, 7 marzo.* La commissione della seconda Camera, nominata per esaminare il progetto di legge sulla tassa dei giornali, è disposta a proporre la rejezione del medesimo. Ma, avuto riguardo allo stato delle finanze, è verosimile che proporrà di aumentare il diritto del bollo.

(*Nuova Gazzetta di Prussia*)

— La *Gazzetta di Prussia* contiene un lungo articolo sul prossimo congresso doganale, in cui si legge quanto segue: È evidente che non si tratta punto di formare una nuova unione con novelle istituzioni, ma soltanto di mantenere e di ampliare l'unione esistente coll'aggiunta di nuovi membri. In questo senso si faranno le deliberazioni. Si procurerà di consolidare e di svolgere i principii per dare nuove malleverie alla prosperità materiale di una gran parte dell'Alemagna. Conseguito questo fine, il nuovo Zollverein potrà entrare in trattative col governo austriaco.

— Scrivono alla *Gazzetta d'Augusta* che il signor Bismark-Schönhausen, plenipotenziario di Prussia nella Dieta germanica, ebbe ultimamente dal suo governo l'istruzione di dichiararsi contro ogni progetto di accomodamento provvisorio relativamente alla flotta tedesca, di chiedere inoltre rifacimento delle spese fatte dalla Prussia a questo riguardo, e di pretendere la sua parte, in navi determinate, della flotta del mare del nord, qualora essa venga conservata.

Turchia. *Zagabria, 7 marzo.* Si assicura generalmente essere stata scoperta nella Bosnia una grande cospirazione pensilvanica con vaste ramificazioni. Continuano ivi gli arresti. Il Vladika di Mostar, settuagenario, fu scortato a Serajevo. Anche gli abitanti dei confini del Montenegro vengono disarmati. Il clero cattolico fu costretto a pagare la decima dei beni de' suoi conventi. Venne negato il permesso di fondare una cappella cattolica a Serajevo.

America. *Stati Uniti.* Si legge nell'*Express* dell'8:

Il piroscafo *Canadà*, arrivato ieri a Liverpool, ci arreca notizie degli Stati Uniti. Il sig. Webster aveva assistito a Nuova York ad un meeting pubblico, e vi aveva annunziato la sua candidatura alla presidenza. Nulla di nuovo al congresso. Si parlava confusamente d'una nuova rivoluzione che sarebbe scoppiata al Messico.

E. LEONE gerente.

Ai Proprietarii di Porta d'Italia e Vanchiglia

I proprietarii di case e terreni, e tutti quelli che ponno avere interesse, che lo Scalo o Stazione della ferrovia da Torino a Novara sia collocato a Porta d'Italia, sono invitati ad intervenire all'Adunanza generale che avrà luogo la sera di sabato, 13 marzo corrente, alle ore 7 pomeridiane, nel locale degli Archivii della S. R. de' SS. Maurizio e Lazzaro, via della Basilica, num. 14, al piano nobile, per sentire il rapporto della Commissione e prendere quindi quelle ulteriori deliberazioni che saranno credute opportune.

Per la Commissione
Giovanni Piolti, Ingegn.
A. Crida
Giuseppe Sclopis.

STRADA FERRATA
da TORINO per VERCELLI a NOVARA

Il numero delle azioni sottoscritte eccedendo di gran lunga quello fissato coll'art. 5 del Programma del 22 dicembre ultimo per la costituzione della Società, il Comitato centrale promotore

Invita

Tutti i sottoscrittori delle azioni ad intervenire personalmente o per mezzo di procuratore speciale all'adunanza che avrà luogo *in Torino il giorno 30 del corrente marzo, alle ore 11 del mattino*, nel locale che sarà in altro prossimo avviso designato per stipulare l'atto di costituzione della Società; quelli che non vi interverranno, s'intenderanno aderire a quanto si farà dagli intervenuti.

Pel Comitato
Il Vice-Presidente Pietro Bosso.

www.internetculturale.it

LIBRERIA GIANINI E FIORE

MEMORANDUM
STORICO-POLITICO

DEL CONTE

CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA

Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri

del RE CARLO ALBERTO

dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847.

Torino 1852, un bel volume in-8° grande di 600 pag.
Prezzo L. 10.

AVVERTIMENTO

La famiglia Nani d'Ormea avendo posseduto una piazza da speziale dall'anno 1697 fino al 1848, in quale anno passava presso Giuseppe Nani abitante a Porto Maurizio, ed essendosi estinta la linea di quest'ultimo, intende ora rivendicarne il possesso: però, siccome potè occorrere che il figlio di Giuseppe Nani l'abbia alienata, la detta famiglia prega chiunque avesse notizia di tale piazza, o l'avesse acccomprata, a volerlo significare al signor notaio Dallosta in Torino, poichè quella piazza, per la morte del figlio di detto Giuseppe Nani, sarebbe devoluta alla sunnarrata famiglia, come di lui prossima parente, ed in caso fosse stata venduta sarebbe pronta a ricomprarla, non convenendole che alcun altro ne tragga vantaggio.

F. Nani, notaio a Ormea.

INNOVAZIONE DEL 1851

GRAN PERFEZIONAMENTO DI

PUNTE DI PENNE

Francesi, dette di Corno,

AMMESSE ALL' ESPOSIZIONE DI LONDRA

a L. 3 ogni scatola di 100 penne a doppia punta.

Fra tanti perfezionamenti recati agli oggetti d'industria, non erasi trovato sinora il modo di perfezionore la penna. Tanto si ottenne in questi giorni. Le nuove penne a doppia punta vincono in bontà tutte le precedenti di metallo: esse sono della massima flessibilità, sono acconcie a qualunque età, e benchè si scriva con tutta fretta non si corre mai rischio di lacerare la carta.

SUOLE DI SASSONIA

UMIDIFUGHE EE IMPENETRABILI

PER PRESERVARE DAL FREDDO E DALL' UMIDITA'

Ammesse all' Esposizione di Londra,

a 2 fr. il paio

Queste suole impediscono che l'umido penetri nel calzare tengono caldo il piede, di estate assorbiscono la transpirazione, e si acconciano con facilità alla scarpa, allo stivale ecc.

Il sottoscritto ha inoltre ricevuto da una delle principali fabbriche di Londra un assortimento di Aghi per cucire delle qualità più fine e ricercate.

E' disceso all'albergo della Caccia Reale, piazza Castello

ISIDORO LOUY, *di Parigi*

PER CAUSA DI PARTENZA

Si rende noto, che in via di Borgo Nuovo, num. 29, casa Trucchi, 2° piano, si vende a trattativa privata una quantità di mobili fini di Mogano, ed altri, di Parigi, pendoli dorati, specchi, vasi di porcellana di Sèvre, ecc., lettiere di ferro e di noce compite, seggiole, seggioloni, utensili, vasi di cucina, guardarobe ed una quantità di libri classici di letteratura greco-latina ed opere in corso, a pronti contanti.

I mobili sono visibili dal mezzodì alle 2, ed i libri dalle 10 al mezzodì, e dalle 2 alle 4 pom.

MAGAZZINO FRANCESE

Contrada San Filippo, dirimpetto al Caffè Piemonte.

PREZZI FISSI

Si è testè ricevuta una nuova spedizione di Telerie d' Irlanda molto più assortita dell'antecedente nella quale si trovano i seguenti articoli:

TELA D' IRLANDA, 9 Camicie ciascuna pezza.

100 pezze, garantite puro filo . . . Fr. 37 la pezza
50 id. id. fine . . » 50 id.
50 id. id. sopraffine . » 55 id.
100 id. id. di 4° forza da Fr. 47 a 55 id.
60 id. assortite, varii numeri da » 35 a 55 id.

SERVIZI DA TAVOLA per 12 persone Fr. 50 soprafini
Idem id. » 30 id.
Idem id. » 17

FAZZOLETTI bianchi puro filo 7, 9, 11, 12 Fr. la dozzina
Idem in Batiste 7, 14, 15 » id.
TELE bianche in cotone a soldi 5, 6, 7, 8 il raso
TAPPETI da tavola Fr. 3 c. 50 e Fr. 6 caduno.

PERCALLI DA VESTE.

Questa settimana si termina la vendita dei percalli da veste Colori oscuri da 6, 7, 8 soldi il raso.

Su questi ultimi il Gerente è autorizzato d'accordare il 3 0/0 di sconto ai signori accorrenti, che ne compreranno per 400 fr. e più.

DA VENDERE

CASCINA di ettari 34 (giorn. 88 circa) tra campi, prati, vigna e boschi, distante chilometri 20 circa (miglia 8) da Torino, con caseggiato civile, rustico, e strada carrozzabile. — Dirigersi al causidico Migliassi, sostituito al caus. coll. Tricerri, via S. Dalmazzo, n. 14.

DA AFFITTARE

in tutto od in parte, pel prossimo S. Michele

LOCALE ad uso di Caffè, Fondicheria, od altro negozio, situato nella contrada maestra di Fossano, di fianco al Palazzo Civico, avente ingresso sotto i portici e nella via laterale del Castello, attiguo al principale albergo della città, composto di quattro botteghe, di cui una molto spaziosa, e due retrobotteghe con piccolo forno e sottostanti cantine; e di un appartamento di quattro camere al piano superiore. — Dirigersi in Fossano, all' ufizio del notaio Simone Ajraldi.

G. FRIES OTTICO

Tiene sì in TORINO che in GENOVA un grande Assortimento di **Cannocchiali si da Teatro che** da **Campagna** e da **Marina**, delle migliori qualità, di Germania. Egli possiede il tanto rinomato istromento *misuratore d'occhio*, mediante il quale adatta i suoi cristalli a qualunque vista, colla massima esattezza. Aggiunta ogni sorta di oggetti relativi all'ottica, e li prende in ricambio.

TORINO, *sotto i portici della Fiera, num. 7;*
GENOVA, *contrada Carlo Felice, num. 258.*

Strada Ferrata di Savigliano

TERRITORIO DI CARMAGNOLA

La ditta GIUSEPPE ed EDOARDO fratelli PICKERING e Compagnia di Birmingham, per l'effetto di cui agli articoli 2505 e seguenti del codice civile, ha trascritti all' ufficio delle ipoteche di Torino, sotto il 10 corrente marzo, i seguenti atti portanti acquisti da essa fatti degli stabili infra descritti, posti tutti sul territorio di Carmagnola, dagli infra nominati proprietari, cioè:

Atto rogato Cuniberti, notaio a Carmagnola, del 1° agosto 1851, e nota suppletiva 1° marzo corrente, col quale acquistò:

1. Dal Capitolo della Collegiata di Carmagnola, prato di centiare 38, regione Gerbola, facente parte dei num. 51 e 55 di mappa, consorti la via dei prati, Pietro Longo, la restante pezza, al prezzo di L. 24.

2. Dal Rituro della Regia Provvidenza di Carmagnola porzione di prato regione Sea o Barra parte del n. 82 di mappa, coerenti la rimanente pezza, Menochio, avvocato Domenico Cavalchini, di metri quadrati 972 a cent. 60 il metro, e così per L. 612.

3. Da Lay Gio. Batta prato di metri quadrati 114, centimetri 50, parte dei numeri 102, 104 e 109 di mappa, consorti Tesio Antonio, Causa Rapetto Rosa, e la rimanente pezza a cent. 50 cadun metro, e così per L. 57.

4. Da Tesio Francesca fu Giovanni Giacomo, vedova Cora, porzione campo, n. 1 di mappa, consorti la rimanente pezza, la strada pubblica e Bartolomeo Peila, di metri quadrati 1607, a centesimi 42 il metro, e così per L. 676.

5. Da Gossi Francesco fu Michele, campo, num. 46 e 48 di mappa, consorti la rimanente pezza, la strada pubblica e Giovanni Andreis, di metri quadrati 351, centimetri 50, per L. 208.

6. Da Pipino canonico teologo Andrea fu Luigi, campo n. 56 di mappa, consorti Pipino Giuseppe, la rimanente pezza, ed Albertino Agostino, di metri quadrati 105, per L. 74 66.

7. Da Tesio Giuseppe fu Gio. Agostino, campo n. 98 di mappa, consorti Casalis Pietro e Tesio-Felicita, di metri quadrati 475 a cent. 50 cadun metro, e così per L. 237 50.

8. Da Menochio Pier Luigi fu Michele Antonio, porzione prato di metri quadrati 486, n. 85 di mappa, consorti la rimanente pezza e la Regia Provvidenza, per L. 308.

Altro atto 2 agosto 1851, rogato Cuniberti, e nota suppletiva primo corrente mese, col quale acquistò:

1. Da Baravalle Giovanni Domenico fu Giovanni Antonio, prato, nella regione Zuchetta, al num. 76 di mappa, consorti i fratelli Strumia, il conte Alaudi e la rimanente pezza, di metri quadrati 375, pel prezzo di L. 228.

2. Da Bono Biaggio fu Pietro, alteno, regione Provenzale, numero 104 di mappa, consorti la rimanente pezza, Bechio Domenico ed altri, di metri quadrati 506, per L. 597 cent. 50.

3. Da Casalis Giovanni Domenico, campo, regione Sea, al numero 27 di mappa, coerenti la rimanente pezza, Casalis Giovanni ed altri, di metri quadrati 416, per L. 107, cent. 25.

4. Da Morelli Antonio fu Michele, campo, regione Fraschero, al num. 2 di mappa, alle coerenze di Morello Giovanni, la restante pezza, ed Albertino Agostino, di metri quadrati 154, centesimi 75 per L. 76.

5. Da Alloati Giacomo del vivente Pietro, campo, regione Sea, num. 109 di mappa, consorti la rimanente pezza, e la strada di Chieri, di metri quadrati 1045, per L. 460.

6. Da Chicco Giorgio fu Giuseppe, campo, regione Sea, numero 72 e 76 di mappa, consorti Giovanni Alloati, Appendino Antonio, e la rimanente pezza, di metri quadrati 754 per L. 517, 35.

Dallo stesso, campo, stessa regione, num. 69 di mappa, consorti l'ospedale di Carmagnola, Appendino Antonio e la rimanente pezza, di metri quadrati 720, per L. 504.

7. Da Fumero Luigi fu Lorenzo, alteno regione Casai, n. 60 di mappa, consorti Romero Ghirardo, Piola Giuseppe, e la rimanente pezza, di metri quadrati 455, per L. 105.

Altro atto 5 agosto 1851, rogato Cuniberti, e nota suppletiva primo corrente marzo, con cui acquistò:

1. Da Chicco Anna fu Giuseppe, moglie di Francesco Canavesio, da questo autorizzata, campo regione S. Rocco, n. 24 di mappa, consorti la restante pezza, Sola Giuseppe, Baravalle fratelli, di metri quadrati 68, per L. 24 45.

2. Da Bechio Domenica, fu Pietro, frazione alteno, n. 406 di mappa, regione Provenzale, consorti la rimanente pezza, Tesio Guglielmo, ed altri, di padri quadrati 468, per L. 514 15.

3. Da Chiaraviglio Pietro, fu Giovanni, campo n. 407 di mappa, consorti la rimanente pezza, Sandrone Domenico, Mulinetti fratelli, regione Provenzale, di metri quadrati 165, per L. 70.

4. Da Miletto Francesco, fu Giuseppe, anche a nome dei suoi nipoti Giuseppe ed Antonio, fu Nicola, campo regione Fraschero, n. 25 di mappa, consorti la restante pezza, Pipino Giuseppe, e Regio Economato, di metri 525, per L. 161 50.

Altro atto 4 agosto 1851, rogato Cuniberti, e nota suppletiva primo marzo 1852, con cui acquistò:

Dalla Domenica e Maria sorelle Bosco, questa moglie autorizzata di Matteo Busso, alteno in territorio di Villastellone, regione Madonna, n. 279 di mappa, coerenti la rimanente pezza, Orsola Fasano ed altri, di metri quadrati 762, per L. 480.

Altro atto 4 agosto 1851, rogato Cuniberti, col quale acquistò da Visca Teresa, fu Tommaso, moglie autorizzata di Appendino Andrea, alteno in territorio di Villastellone, regione Madonna, consorti Negro Giuseppe, Bosco Domenica Maria e la strada ferrata, di metri quadrati 952, centimetri 50, per L. 600.

Altro atto 24 settembre 1851, rogato Cuniberti, e nota suppletiva primo corrente marzo, col quale acquistò dal sacerdote D. Antonio Strumia e da sua fratello Tommaso, fu Gio. Battista, prato in territorio di Carmagnola, regione Zuchetta, num. 75 di mappa, coerenti la restante pezza, Gio. Domenico Baravalle, e l'Ospizio di Carmagnola, di metri quadrati 1586, per L. 998.

Torino, 2 marzo 1852.

Per l'Impresa

GANDOLFI proc. coll.

TERRITORIO DI VILLASTELLONE

La Ditta GIUSEPPE ed EDOARDO fratelli PICKERING e Comp. di Birmingham, appaltatrice della costruzione della strada ferrata tra Torino e Savigliano, per l'effetto di cui agli articoli 57 e seguenti delle Regie Lettere Patenti 6 aprile 1859, e degli articoli 2505 e seguenti del codice civile, ha sotto il 10 corrente marzo trascritto all' ufizio delle ipoteche di Torino il seguente atto in data 9 febbraio ultimo scorso, passato avanti al signor intendente della provincia di Torino, ricevuto dal sig. segretario Garassini, portante cessione degli stabili infra descritti, posti sul territorio di Villastellone, dagli infra nominati proprietarii a detta Ditta, e per essa a favore della proprietaria di detta strada, Società anonima della strada ferrata tra Torino e Savigliano. Tale atto contiene le seguenti cessioni fatte come sovra, cioè:

1. Da Visca Francesca figlia del vivente Giovanni, di Villastellone, metri quadrati cento cinquanta circa, posti nella regione al Ronco, num. 237 di mappa, consorti la restante pezza, la Congregazione di Carità ed Antonio Clerico, per L. 105, cent. 75, oltre L. 48, cent. 92 per indennità.

2. Da Alloati Bartolomeo fu Giacomo Antonio, campo, regione S. Biagio, num. 1441 di mappa, consorti la strada di Santena, Giovanni Ravasso ed Antonio Migliore, di metri quadrati 1854, per L. 1122.

Torino, il 2 marzo 1852.

Per l'Impresa

GANDOLFI proc. coll.

NOTA

All'udienza, che sarà tenuta il 18 corrente marzo dal tribunale di prima cognizione di Torino, ed alle ore 9 del mattino, sull'instanza dei signori avvocato Zaverio e Vincenzo fratelli Crosa, si procederà al primo incanto e deliberamento dei beni già proprii di Giuseppe Maria Arietti, tenuti e posseduti in oggi dai terzi possessori Domenico e Pietro fratelli Clara di Montanaro e Giuseppe Degiorgis di Chivasso, consistenti in campi e prati, situati sul territorio di Chivasso e descritti nel relativo bando venale del 28 scorso febbraio, al prezzo ed alle condizioni di cui in esso.

Torino, il 10 marzo 1852.

Garneri caus. coll.

NOTA

Con instromento 11 febbraio p. p., ricevuto dal notaio sottoscritto, il sig. Giacinto Broglia fu Giuseppe vendette pel prezzo di L. 145,000 al signor Giovanni Scaravaglio, del vivente cavaliere Pietro, la metà di un corpo di casa da esso tenuto in comune col sig. Agostino Giacomasso in questa città, posto fra le coerenze dei signori Ponzio, e Tommaso Bruno, della via pubblica apertasi sul prolungamento di quella degli Ambasciatori, e della via dell'Arcivescovado, e collo stesso instromento il sig. Scaravaglio permutò detta metà di corpo di casa con altri stabili del sig. marchese Federico Della Rovere, tenente colonnello d'artiglieria fu marchese Luigi.

Tale contratto di compra vendita tra Broglia e Scaravaglio venne trascritto all' ufficio delle ipoteche di questa città il 2 corrente al volume 54, art. 27180. C. 432.

Torino, l'11 marzo 1852.

G. Cassinis di Orazio not. coll.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino l' 11 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	Per contanti. nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa	Pel fine del mese corr. nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 8bre				
1831 » » 1 genn.				
1848 » » 1 mar.				93 65
1849 » » 1 genn.	91 30 50	91 75 92 92		92 50 92 60
1851 » 1 dicem.		92)		93 p.fin apr.
1834 *Obblig.* 1 genn.				
1849 » 1 8bre.		945		
1850 » 1 febbr.				
1844 5 0/0 *arret.* genn.		910		
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N. 1 genn.		1775		
— Banca di Savoia				
Città di [4 0/0 oltre lo				
[inter. decor.				
Torino [5 50 0/0 1 gen.				
Città di Genova 4 0/0				
Soc dei Gaz (ant) 1 gen				
Società del Cargnuova				
Iocendii a premio fisso				
31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano				
1 gennaio	419	414 416		
Molini presso Coligno				
1 giugno				

CAMBI

	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	253 —	253 1/2 —
Genova sconto	1/2 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	210 — 1/4	— —
Lione	99 85	99 50
Londra	25 39 1/2	25 50
Milano	— —	— —
Parigi	99 85	99 35
Torino sconto	1/4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L.	20 02 —	20 06 —
— di Savoia	20 01 —	20 70 —
— di Genova	79 00 —	79 30 —
Sovrana nuova	35 04 —	35 13 —
— vecchia	34 80 —	34 88 —
EROSO misto		
Perdita	2 60	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 9 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 105, 50, è salito a 105 85, chiude a 105, 70.
Il 3 0/0 resta a 69.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 93.
Le azioni della Banca di Francia a 2660.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Arturo o la caduta di un ministro.*

Domani serata a beneficio della signora Antonietta Robotti.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: — *Les premières armes de Richelieu.*

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Un Re in vacanza.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.interpretulturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 63 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

SABATO 13 MARZO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 45	23	12
Per l'Estero	» 60	31	16

Inserzioni volontarie, 50 cent. la linea, o spazio di linea.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti del 3 marzo corrente, ha destinato presso il Ministero delle Finanze, colle stesse qualità che già avevano nel soppresso Ministero di Agricoltura e Commercio, i seguenti Impiegati:

Profumo barone cav. Pietro, Segretario capo di divisione;
Tranchi Paolo segretario; Scotti Pietro sotto-segretario; Sacco avv. Cesare applicato; Ghia Edoardo scrivano; Gasco Federico scrivano.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Visto il Regolamento approvato col R. Decreto del 5 giugno 1851, concernente la formazione del Cadastro provvisorio dell'isola di Sardegna;

Sulla relazione del Ministro delle Finanze che occorra determinare se il disposto dagli art. 88 e 100 di detto Regolamento, relativo alla classificazione e valutazione dei terreni occupati dai fabbricati rurali, sia applicabile a tutti indistintamente i fabbricati di tale qualità, od a quelli soltanto che costituiscono aggregati di città, borghi e villaggi;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

Il disposto dagli articoli 88 e 100 del Regolamento approvato col R. Decreto del 5 giugno 1851 pel censimento prediale della Sardegna, sarà applicato soltanto alla classificazione e valutazione dei terreni occupati dai fabbricati rurali e loro dipendenze che costituiscono *aggregati* (città, borghi, villaggi).

I terreni occupati dai fabbricati rurali e loro dipendenze, sparsi per territori fuori dei detti aggregati, potranno essere aggiugliati in qualità e classe agli appezzamenti in cui sono compresi, e valutati come parte dei medesimi.

Il Ministro delle Finanze è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Moncalieri, addì 7 marzo 1852.

VITTORIO EMANUELE.

Cl. Cavour.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 12 marzo.*

Il Senato, nella tornata d'oggi, 12 marzo, approvò il progetto di risposta al discorso della Corona, letto nella tornata stessa dal senatore Di Bagnolo, non che le conclusioni del senatore Cibrario sui titoli d'ammissione del nuovo senatore, il commendatore Gagnone, che venne proclamato tale dal presidente: in seguito si procedeva alla nomina di due senatori deputati per la cassa dei depositi e prestiti, e della commissione incaricata della contabilità interna del Senato.

La Camera dei Deputati nella seduta d'oggi continuò e chiuse la discussione generale del progetto di legge sulle fortificazioni di Casale.

MINISTERO DI MARINA.

NOTIFICANZA.

Per promuovere il maggiore sviluppo alle relazioni della Sardegna che con grande utilità del commercio trovansi già attivate mercè il servizio postale dei battelli a vapore tra quell'isola ed il continente dello Stato, pensò il Governo di stabilire un'altra linea di corrispondenza, la quale estendendosi alla vicina Costa di Barberia, toccasse anche a diversi punti principali dell'isola, e si determinò di applicare ad un tale servizio uno dei piroscafi della Reale Marina, il quale a cominciare dal giorno 14 aprile p. v. eseguirà due corse in ogni mese tra il porto di Cagliari e quello di Tunisi in coincidenza cogli arrivi e colle partenze del battello a vapore postale proveniente da Genova, ed altresì nell'intervallo delle due corse farà un viaggio al mese lungo la costa a ponente dell'isola, dirigendosi da Cagliari a Porto-Torres e viceversa, e toccherà tanto nell'andata che nel ritorno, a Carloforte, Oristano, Bosa ed Alghero.

Oltre alla valigia postale riceverà, tanto in Cagliari quanto a Tunisi, e nei suddetti scali, i passaggieri diretti da un porto all'altro, non che le mercanzie nella quantità e volume che potrà imbarcare senza incomodo dei passaggieri, ed a giudizio del comandante.

In Tunisi e nei punti della Sardegna prenderà merci e passaggieri per Genova e viceversa, il battello postale da Genova per Cagliari riceverà merci e passeggieri per Tunisi, ed i suddetti punti, facendone il trasbordo in Cagliari.

Non riceverà nel porto di Cagliari che la metà del suo carico, lasciando libero la metà dello spazio destinato alle merci per ricevere quelle che per tale destinazione verranno recate dal battello postale del continente.

Itinerario del R. Piroscafo addetto alla corrispondenza fra Cagliari e Tunisi in coincidenza coi Viaggi Postali fra Genova e Cagliari.

CORSE IN OGNI MESE	Viaggi Postali da Genova a Cagliari		Viaggi per Cagliari, Tunisi e viceversa				Viaggi Postali da Cagliari a Genova	
	Partenza da Genova	Arrivo a Cagliari	Partenza da Cagliari	Arrivo a Tunisi	Partenza da Tunisi	Arrivo a Cagliari	Partenza da Cagliari	Arrivo a Genova
Prima nel giorno	10	12	14	15	20	21	25	27
Seconda id.	20	22	24	25	30	1	5	7

Osservazioni.

L'ora di partenza da Cagliari per Tunisi e viceversa avrà luogo alle ore 12 meridiane.

A cadendo giorno festivo nei giorni 14 e 24 la partenza da Cagliari per Tunisi sarà rimandata al 15 e 25.

Accadendo del ritardo all'arrivo in Cagliari del postale proveniente dalla Terraferma, il Vapore per Tunisi dilazionerà la sua partenza sino a che sia arrivato, quando questo ritardo non ecceda le ore 48.

Corse fra Cagliari e la Costa Occidentale della Sardegna.

LUOGHI DI Partenza	LUOGHI DI Arrivo	Distanza in miglia marine	Partenza Giorni	Partenza Ore	Arrivo Giorni	Arrivo Ore	Durata media della traversata
Andata.							
Cagliari	Carloforte	60	3	10. pm	4	6. am	8
Carloforte (4)	Oristano	47	4	10. am	4	4. pm	6
Oristano (2)	Bosa	33	5	6. am	5	10. am	4
Bosa (3)	Alghero	20	5	12. am	5	5. pm	5
Alghero (4)	Porto Torres	65	6	6. am	6	2. pm	8
Ritorno (*)							
Porto Torres	Alghero	65	7	8. am	7	4. pm.	8
Alghero	Bosa	20	8	6. am.	8	9. am.	3
Bosa	Oristano	33	8	11. am.	8	5. pm.	4
Oristano	Carloforte	47	9	8. am	9	2. pm.	6
Carloforte	Cagliari	60	9	10. pm.	10	6. am.	8

Osservazioni

(1) Stazione in Carloforte 4 ore
(2) id. Oristano 14 ore compreso la notte
(3) id. Bosa 2 ore
(4) id. Alghero 15 o. e compreso la notte
(*) id. Porto Torres 18 ore compreso la notte
id. Alghero 1 ore
id. Bosa 2 ore
id. Oristano 17 ore compreso la notte
id. Carloforte 6 ore

Avvertenze.

Il Vapore partendo da Cagliari il 13 alle 10 di sera arriverebbe a Carloforte il 14 alla mattina
Oristano il 14 al dopo pranzo
Bosa il 15 nella mattina
Alghero il 15 al dopo pranzo
Porto Torres il 16 al dopo pranzo

Il Vapore partendo da Porto Torres il 17 alle 8 di mattina arriverebbe
a Alghero al 2 alla sera
Bosa il 2 alla mattina
Oristano il 3 al dopo pranzo
Carloforte il 3 al dopo pranzo
Cagliari il 10 alla mattina

Tariffa del nolo pei passaggieri e mercanzie da imbarcarsi sul R. piroscafo addetto alla corrispondenza fra Cagliari e Tunisi.

PASSAGGIERI	NOLO
Posti di 1ª classe L.	45 »
Id. 2ª id.	30 »
Id. 3ª id.	12 »

Avvertenze.

1. I passaggieri di prima e di seconda classe, oltre al diritto della patente di sanità e quello d'imbarco o sbarco portato dalle vigenti tariffe, pagheranno allo spedizioniere incaricato tanto in Cagliari che a Tunisi dei relativi incumbenti cent. 40 per sua retribuzione.

2. I camerini sul ponte pagheranno il 10 per 0/0 di più della prima classe.

3. I posti di terza classe non saranno accordati che a persone di servizio, od altre che giustifichino dell'impossibilità di pagare la seconda classe.

4. I passaggieri di prima classe hanno diritto ad un bagaglio d'effetti d'uso e corredo di chil. 75; quelli di seconda classe di chil. 60, e quelli di terza classe di chil. 20, il soprappiù sarà tassato in ragione di mercanzia.

5. I passaggieri di prima e seconda classe avranno un pasto finchè non sia altrimenti disposto, essi saranno ammessi ad una tavola comune, la quale sarà presieduta e regolata dal comandante del bastimento. I cibi ed i rinfreschi presi fuori pasto saranno pagati a parte allo scalco di bordo.

6. Avvenendo che per causa di ritardi forzosi o rinviata navigazione sia necessario un maggior numero di pasti, essi saranno pagati a parte allo scalco di bordo, in ragione di L. 4 il pranzo, e L. 2 il *déjeuner* per la prima classe, e di L. 2.50 il pranzo, e L. 1.50 il *déjeuner* per la seconda classe.

7. I passaggieri di terza classe provvedono, come meglio loro conviene, al proprio mantenimento nel viaggio.

8. I passaggieri di terza classe non possono essere ammessi alla tavola dei primi e secondi posti.

9. I passaggieri di prima e seconda classe hanno, durante la navigazione, un letto loro assegnato nelle rispettive camere, fornito dell'occorrente biancheria. Quelli di terza non hanno posto fisso, ma rimangono sul ponte, ove saranno collocate delle tende per ripararli dalle intemperie. Queste tende non saranno tolte se non nel caso in cui il comandante lo credesse indispensabile alla sicurezza della navigazione.

10. Il passaggiere che dopo aver fissato e pagato il suo posto non volesse o non potesse più partire, avrà diritto o di partire con un viaggio successivo nel termine d'un mese, o di essere rimborsato della metà della somma pagata.

11. I ragazzi sotto i 12 anni pagheranno la metà del prezzo di passaggio.

MERCANZIE

Pagheranno la metà del nolo fissato dalla tariffa pei vapori postali che fanno i viaggi tra Genova e Cagliari, oltre il 5 p. 0/0 di cappa.

Avvertenze.

Non saranno accettate le merci che per la loro natura infiammabili potessero arrecare danno o rischio al bastimento, nè quelle che potessero arrecare grave incomodo ai passaggieri.

Appendice

Scrittori genovesi di filosofia razionale civile.

III.

OBERTO FOGLIETTA.

(*V. la Gazz. Piem. num. 48, 62.*)

Si vuole sopra gli altri tutti illustre e commendevole quello studio che si adopera nelle migliori cose. Ma se vi ha studio di codest'indole, se vi è arte alcuna che miri a codesta meta, se vi hanno uomini che adempiano a codesto sacerdozio, eglino i primi sono certamente i filosofi. Son essi che portati dal divino impeto della mente e dell'ingegno volano in cielo colle proprie investigazioni, ed ivi scrutano e spiegano le forze della natura, le cause de' celestiali avvenimenti, l'indole e la sufficienza loro, e giungono lo stesso conoscimento di Dio Ottimo Massimo. Per cui quanto le celesti cose alle terrene, le immutabili alle corruttibili e passeggiere, le divine sovrastano alle umane; tanto la filosofia, le altre scienze ed arti tutte sorpassa. Spetta ai filosofi lo inculcare i precetti più opportuni a raggiugnere il sommo bene o la vera felicità, e se è da credere che siano specialmente cari a Dio quegli uomini che a Dio più si fanno dappresso, e con maggiore sollecitudine cercano di rendersi a lui simiglianti, è certo che questa gloria appartiene ai filosofi segnatamente. Che se non rispettare le cose che risguardano Iddio è segno di empietà; se offendere gli uomini a Dio accettevoli è scelleraggine, non havvi dubbio che la causa de' filosofi è di tal natura che niun pietoso può disprezzare, niun dabbene inquietare, niun saggio e modesto non può non ricevere e sovra le altre tutte prediligere (1).

Chi crederebbe che nel libro del paragone tra la filosofia e il diritto civile il Foglietta usasse ironicamente di queste parole per combattere in quel lungo libro a tutto potere la filosofia. E l'argomento massimo di combatterla lo piglia da ciò che considera la filosofia stessa come argomento di sterili contemplazioni, di vani dibattimenti, di leggiadro e ambizioso accozzamento di voci senza che mai ne segua l'azione. E questo è pur vero di molti filosofi, o che si dicono tali, in tutti i tempi accozzatori eterni di parole e intollerantissimi battaglieri. Ma ben altra è la natura della vera filosofia, di quella che indirizza gli uomini alla felicità, e presiede e governa ogni maniera di azione. E non era forse un encomiare indirettamente la civile filosofia allora che il Foglietta medesimo dichiaratosi campione del diritto esclamava: Che lo studio di codesto civile diritto, anche dopo la perdita dell'impero, non dipartissi dall'Italia, ma vi rimase, benchè privo di quella splendidissima società, non altrimenti che nella sua patria! che erano italiani coloro tutti che di que' giorni sopra gli altri in siffatta disciplina si segnalarono! che facea di mestieri usarè lo ingegno e di tutte le forze adoperarsi a togliere di mano dei malevoli e degli invidiosi un tal dono preziosissimo, ricomponendolo in quell'onore in che sempre lo tennero gli avi nostri! Ed io sono italiano, ei proseguiva, e stimerò sempre pell'onor mio vicilmente di-

(1) *De philosophiae et juris civilis inter se comparatione*, lib. I, p. 27. Edit. di Roma, 1555.

fendere questa parte, che dalla patria carità credeva a se medesimo imposta. Ed invitava quanti più ornati fossero d'ingegno ed esercitati nell'arte del dire ad abbracciare quel partito, a compiere l'opera ch'ei lasciarebbe imperfetta e giovarnelo del loro aiuto. Ma era poi ridicolo affatto provocare i filosofi a schierarsi contro e combatterlo; avvegnachè i veri filosofi che aveano da combattere mai?

È curioso il vedere come l'ingegno acutissimo del Foglietta si lasciasse ingannare di codesta maniera e non si accorgesse che la filosofia e il diritto non contrastano insieme, che procedono entrambi concordemente, che l'un per l'altro s'informano, e che il civile diritto è più perfetto quanto più filosofico è il principio che lo inspira e governa. Cessata pertanto la lotta convenientissima rimane che gli elogi tributati con assai vago stile latino, ed eloquentemente al diritto sen vanno alla sorgente di esso ch'è appunto la vera filosofia. Il libro adunque sotto di questo aspetto riesce profittevole ed appalesa che neanco gli uomini più ragguardevoli per intelletto sanno guardarsi dagli errori quando una forte preoccupazione li assalga, o siano dalla condizione dei tempi duramente impediti. Le opinioni però manifestate in quest'opera ebbero in seguito la condanna dell'autore, quando l'esperienza e la maggiore maturità dello ingegno lo persuasero del contrario. Rimane pertanto il libro, rimane siffatta riprovazione e in essa un elogio validissimo alla filosofia.

Un altro scritto poi accusato di blandire soverchiamente al partito popolare, ma pieno di civile sapienza, o filosofia è quello che il Foglietta dettava intorno alle cose della repubblica di Genova, e gli portava a ricambio durissime

Il mantenimento e la cura dei *semoventi* sarà a carico dei proprietari.

L'amministrazione non risponde degli oggetti fragili o soggetti a naturale deperimento, come sanguisughe, piante vive e simili, nè per il colaggio dei liquidi oltre l'uso mercantile.

L'imbarco e lo sbarco di qualunque oggetto è a carico dei proprietari.

Potranno essere rifiutate le merci che non fossero condotte a bordo *tre* ore prima dell'ora fissata per la partenza.

Qualunque merce non venisse ritirata da' consegnatarii entro le sei ore successive all'arrivo, sarà depositata in dogana a spese e rischio dei proprietari.

L'amministrazione non risponde che degli oggetti e merci per i quali sia stata eseguita la regolare polizza di carico, e a termini delle leggi commerciali.

Qualunque collo o pacco di piccolo peso non può pagar meno di lira *una*.

I passaggieri potranno fissare il loro posto in Tunisi per Genova, e così i negozianti imbarcare le loro merci egualmente da Tunisi per Genova per essere trasbordate in Cagliari sui vapori postali che fanno il servizio per Genova. — Viceversa i passaggieri e negozianti che fissassero l'imbarco delle loro persone o merci da Genova per Tunisi saranno in Cagliari trasbordati sui regi vapori diretti a Tunisi.

Il trasbordo sarà eseguito a cura delle rispettive amministrazioni dei vapori, ma a rischio e spese dei rispettivi proprietari.

Tariffa del nolo dei passaggieri e mercanzie da Cagliari a Porto Torres col mezzo del Regio Piroscafo

PASSAGGIERI

	NOLO DA											
	Cagliari a Carloforte		Carloforte a Oristano		Oristano a Bosa		Bosa a Alghero		Alghero a Porto Torres		Cagliari a Porto Torres	
Posti												
di 1ª classe	12	»	9	»	6	»	4	50	12	»	40	»
di 2ª id.	8	»	6	»	4	50	3	»	8	»	25	»
di 3ª id.	4	»	3	»	2	»	1	50	4	»	12	»

Nota — Nel prezzo non s'intende compreso alcun vitto. — Lo scalco di bordo fornirà cibi e bevande che saranno pagati a bordo al prezzo di lista approvata dal comandante. — Ogni passaggiero avrà diritto ad un bagaglio di effetti di proprio uso e corredo del peso di chilog. 20; lo eccedente pagherà come mercanzia in ragione di tariffa.

MERCANZIE

Fra Cagliari e Carloforte	L. 2 »	p. 0,0 chilog.	
» Carloforte e Oristano	» 1 50	id.	
» Oristano e Bosa	» 1 25	id.	
» Bosa e Alghero	» 1 »	id.	
» Alghero e Porto Torres	» 2 »	id.	
» Cagliari e Oristano	» 3 »	id.	
» Oristano e Porto Torres	» 4 »	id.	
» Cagliari e Porto Torres	» 6 »	id.	

Nota —Qualunque collo o pacco separato inferiore ai 50 chil. paga come per 100 chil. — I colli, i pacchi separati inferiori ai 100 chil. ma superiori ai 50 pagano come per 100 chil. — Le merci destinate per Genova, ed imbarcate sui scali della costa pagheranno, oltre il sopraddetto nolo, quello che è stabilito dalla tariffa del servizio postale colla terraferma. — I gruppi di danaro e gli oggetti preziosi stimati di valore pagheranno l'uno per mille per qualunque destinazione. — I gruppi e gli oggetti sunnominati del valore al disotto di mille lire pagano per mille lire.

FATTI DIVERSI. — Torino. — Si legge nell'*Opinione* :

Parecchi modelli d'anatomia elastica in carta pesta, del rinomato dottor Auzoux, esposti nella sala del Museo di storia naturale, palazzo dell'Accademia delle Scienze, formano la meraviglia di quanti sono gli studiosi dell'organismo animale.

Una commissione composta di membri della R. Accademia medico-chirurgica ed i più distinti nostri professori di medicina, visitandoli, ebbero a dichiararli un vero prodigio e tale da recare un gran sussidio per la conoscenza del regno animale. Sappiamo che in uno di questi giorni debbe recarsi a visitarli il ministro della pubblica istruzione.

L'espositore di questi preziosi oggetti, il dottor Lemercier, antico allievo di Auzoux, il quale si dispone a tenere nella prossima domenica, alle due pomeridiane, nel teatro di chimica in S. Francesco di Paola, una pubblica seduta di anatomia umana e comparata col sussidio appunto di alcuni fra i modelli di cui facciamo un cenno, cioè d'uomo scomponentesi in 150 parti, a formare il quale concorrono 1,700 pezzi di dettaglio, un modello di scaraffaggio (d'un piede l'ance e di lunghezza) che si scompone organo per organo; un modello di baco da seta (di piedi 2 1/2 di lunghezza), un altro modello di lumaca di proporzioni colossali.

Coll'aiuto di questi modelli, il dottor Lemercier, intende di dare un'idea generale delle principali funzioni della vita come la respirazione, la circolazione, la digestione ecc.

Genova. — Si legge nella *Gazzetta di Genova* dell'11 marzo:

Ieri verso le ore 11 di notte si appiccò il fuoco ad una gran quantità di legname raccolto nel portico del palazzo del signor marchese Lodovico Pallavicini, posto in S. Pierdarena. L'incendio fece tali progressi che tutto il vasto portico si convertì in una voragine di fiamme.

Esistevano a lato del suddetto portico due depositi di legname i quali offrivano il pericolo di precludere ogni via di salvezza agli inquilini del palazzo quando a'medesimi si fossero dilatate le fiamme.

Udita la nuova del disastro, la guardia nazionale batte a raccolta e si recò sul luogo in un col sindaco, col delegato di S. P., i reali carabinieri, le guardie di S. P., gl'impiegati ed agenti doganali, i quali tutti rivaleggiarono di coraggio e di zelo per arrestare come fecero i progressi dell'incendio.

L'opera loro filantropica non giunse però a tempo di impedire due disgrazie che altamente contristarono S. Pierdarena. La moglie del sig. Francesco Marzini (milanese), abitante nel piano superiore del palazzo attaccato dal fuoco, presa dallo sgomento, si precipitò dalla finestra e morì pochi momenti dopo. La stessa sorte incontrò la moglie di un macchinista francese, la quale cadde sul lastrico della strada mentre scendeva dalla finestra raccomandata ad una fune.

Pubblicazioni. — Ieri è stato pubblicato e distribuito al Parlamento il primo volume, dato in luce dalla Commissione di Statistica giudiziaria del regno, contenente la *Statistica giudiziaria civile, commerciale e del contenzioso amministrativo degli Stati Sardi per gli anni 1849-1850.*

Un secondo volume, che si sta con alacrità apparecchiando, conterrà la *Statistica penale.*

STATO ROMANO

Sinigaglia, *6 marzo.* Una lettera di Sinigaglia, alla data suddetta, chiude così:

« Finirò col descrivervi i danni gravi avvenuti nel nostro golfo per la burrasca ultima che tuttora continua. Le nostre spiagge da Pesaro ad Ancona presentano più cadaveri di uomini di mare, e di Sinigaglia si deplora una vittima. Molti ormeggi pure vengono al lido, e qui avanti il porto abbiano un legno piuttosto grande, che dicesi greco, il quale è tutto smantellato, senz'alberi, ed ancorato sui rompenti. Gl'individui del bordo che vegonsi ad occhio nudo fanno segnali di soccorso, e non è dato di poterlo prestare senza sicurezza di perdersi in cui avrebbe l'animo di recarglielo. Sono due giorni ormai che questi disgraziati trovansi in tanta sciagura. »

DUE SICILIE

Palermo, *3 marzo.* Il vascello ammiraglio della flotta inglese nel Mediterraneo, a bordo del quale trovasi l'ammiraglio Parker, proveniente da Malta, è arrivato in questa rada.

FRANCIA

Parigi, *9 marzo.* Il *Journal des Débats* fa le seguenti osservazioni sul decreto, che accennammo nel numero antecedente della Gazzetta, relativo al diritto d'entrata delle lane e del sego:

Per apprezzare il valore di questa doppia modificazione di tariffa, bisogna sapere che la produzione del bestiame, e per conseguenza del sego e della lana, fece immensi progressi, tanto nei paesi che formano il litorale a occidente dell'America meridionale, quanto negli stabilimenti inglesi dell'Australia e nella maggior parte delle isole dell'Oceania.

L'Australia in particolare fornisce oggidì a prezzi modicissimi lane che si adoperano con buon successo nella manifattura britannica: e quel paese che ne dava un milione di chilogrammi or fa venti anni, nel 1850 ne mandava all'Inghilterra quasi 18 milioni di chilogrammi, vale a dire più della metà di quanto l'Inghilterra consumava. Le sue sorgenti di provigione in tal genere erano principalmente per l'addietro l'Alemagna e la Spagna; or si vede che per questo importante articolo esse sono passate in gran parte all'Australia, locchè è ad un tempo pei ritorni della marineria inglese un prezioso oggetto d'importazione e la sorgente di un noleggio marittimo considerevole. Questo primo aggiustamento delle nostre tariffe sopra importanti materie del lavoro industriale è dettato da savie mire economiche, e fa sperare che l'amministrazione non si fermerà in questa via di giudiziosa e prudente riforma.

— Il ministero della guerra prepara considerevoli provigioni per l'Algeria, le quali sono destinate alla spedizione che deve essere fatta in breve.

— Scrivono da Cherbourg il 7:

Un vascello a elice, il *Desaix*, da 120 cannoni vi sarà lanciato in cantiere nel nostro porto il mese d'aprile prossimo. Un altro vascello a elice, l'*Austerlitz*, da 100 cannoni vi sarà lanciato in acqua verso il mese di luglio. La fregata la *Risoluta*, che è quasi finita, potrà essere varata molto prima.

La fregata nuova la *Forte*, da 60 cannoni, è uscita dalla forma di carenaggio venerdì mattina: il suo armamento è spinto innanzi colla massima alacrità.

SPAGNA

Madrid, *4 marzo.* Scrivono alla *Correspondance* :

Il consiglio reale dee riunirsi tra giorni per deliberare sul progetto di legge che gli è stato rimesso dal governo, concernente i beni ammortizzati che appartengono per la maggior parte al clero.

Il celebre pittore di marina, sig. Gudin, è arrivato a Madrid. Vi è anche arrivato il duca di Rohan Chabot, suocero del conte Esterhazy, ministro d'Austria presso la nostra corte.

INGHILTERRA

Londra, *8 marzo.* Si legge nella *United service Gazette* :

Il commodoro Martin lascierà ben presto il suo comando, come noi dicemmo, il capo della flotta della Manica sarà un contrammiraglio. Già molti candidati si fanno innanzi, e naturalmente sir Ch. Napier è del numero. Noi siamo d'avviso tuttavolta ch'egli avrà un rivale pericoloso nel suo amico il contro ammiraglio Berkeley, uno dei lords dell'ammiragliato nel l'ultimo ministero.

— La stessa *United service Gazette* annunzia che alcuni ingegneri, ufficiali e soldati del Corpo delle miniere si recarono ad esaminare i dintorni di Spithead a fine di stabilirvi una batteria destinata a difendere l'entrata dello Spithead.

— Dal prospetto della Banca d'Inghilterra, in data del 28 febbraio ultimo, risulta che il valore dei biglietti al portatore in circolazione era di 20,525,750 sterlini; cioè di 536,050 sterlini di più che la settimana precedente. Vi era egualmente aumento di 290,894 sterlini sulle riserve metalliche che ammontavano a 19,285,924 sterlini.

ALEMAGNA

Francoforte. *Progetto di costituzione per la città libera di Francoforte. (Continuazione e fine.* V. num. 60 e 61)

Cap. IV. — *Dei tribunali.*

Art. 25. I membri del tribunale d'appello e del tribunale della città verranno eletti a vita, per via di ballottaggio, non fra i membri del Senato, ma dal Senato. Prima dell'elezione, il Senato prenderà in considerazione i pareri e le proposte del tribunale cui l'elezione concerne.

Art. 26. Può essere eletto a membro dei tribunali ogni cittadino avente le condizioni richieste per essere eletto membro dell'assemblea legislativa e che inoltre sia giurista.

Art. 27. Il presidente del tribunale d'appello e il direttore del tribunale della città saranno nominati dal Senato per tre anni, e scelti fra i membri del tribunale cui la nomina concerne.

Art. 28. Non possono contemporaneamente sedere nei tribunali: 1. parenti in linea ascendente o discendente; 2. patrigno e figliastro; 3. suocero e genero; 4. fratelli; 5. cognati e persone le cui consorti siano sorelle; 6. zii e nipoti con anguinei. Per i casi indicati ai numeri 3 e 5, la durata o la cessazione del matrimonio non reca alcun divario. Se fra due membri di un tribunale sopravviene una delle indicate affinità di parentela sotto i numeri 2, 3 e 5, uno dei due è tenuto di rinunziare al suo impiego.

Art. 29. I membri del tribunale d'appello e del tribunale della città, al loro ingresso in carica, presteranno il giuramento seguente:

« Io giuro di amministrare la giustizia imparzialmente senza predilezione, senza odio e senza alcun personale riguardo, di applicare religiosamente le leggi e di attenervi fedelmente le funzioni di giudice che mi vennero affidate. Così Dio mi aiuti. ».

Art. 30. Nessun giudice può essere rimosso dalla sua carica, nè dovrà soffrire alcun danno nel suo grado e nello stipendio, se non in virtù di un giudizio. La sospensione non può decretarsi che dal tribunale stesso.

Art. 31. Una legge regolerà l'interno ordinamento delle autorità giudiziarie e la loro competenza.

Art. 32. La procedura sarà pubblica ed orale. I processi d'accusa dovranno istituirsi in materia penale. Nei processi criminali di alta gravità dovranno intervenire i giudici del fatto. Una legge regolerà le ulteriori disposizioni.

Cap. V. — *Del diritto di naturalità, del diritto di borghesia dei comuni.*

Art. 33. La legge determina le condizioni alle quali si può acquistare il diritto di borghesia e della naturalità.

---

l'esiglio, cui degnamente sostenne. Nè certo è nuovo il fatto che le più nobili verità francamente pronunciate diano sì acerbo risultamento.

« Fu già tempo, egli scrive, che pensai si potesse alla patria partorire con le belle opere utilità ed onore e a se stessi nome glorioso ed immortale, e che questo medesimo alla patria nostra di Genova dovesse incontrare. Speravo che deposte le dissenzioni e parzialità civili, le quali cotanti secoli l'aveano travagliata ed afflitta, e molte volte indotta a domandare governatori da genti straniere, si dovessero al fine le cose, mediante l'unione e la riforma, a miglior stato rivoltare. La qual cosa avrebbe non pur liberato la città nostra dagli infiniti mali e calamità che l'hanno per l'addietro tribolata e in tanti modi lacerata, e l'avrebbe posta in stato quieto e tranquillo, ma l'avrebbe ancora restituita a quella vecchia riputazione e grandezza, onde dalli passati mali governi era stata sbattuta. La quale speranza mia, soggiunge, è stata dalla ambizione di molti cittadini ingannata. Li quali parte per ottenere una eminente autorità e potenza, parte per mantenere le immoderate ricchezze, con modi forse poco lodevoli acquistate, sottopongono alle private cupidità il rispetto della patria, ne lasciano camminare Genova per quella strada alla quale parve che nel tempo della unione ella fosse indirizzata.... Io dunque, conchiude con mesto e commovente affetto, il quale di sì misero e pericoloso stato della nostra città prendo dolore inestimabile, vedendo gli altri cittadini in gran parte dormire non posso fare che non m'ingegni almeno con le parole svegliare gli animi addormentati dal vituperoso sonno nel quale li vedo sommersi, mostrando loro il pericolo che la patria nostra corre e la cagione di esso: e se questo io non potrò per colpa delle indurate menti o difetto del mio ingegno eseguire, almeno a questo vagliano i miei scritti, che sì bella patria non paia stata cotanto infelice, che se l'acerba ruina sua non ha potuto dall'opra dei suoi cittadini essere riparata, è stata almeno dalla voce di un di loro lamentata e pianta. » Parole forse un po' gravi, ma caldissime di amore cittadino; e di esso ridondano i dialoghi tutti di questo libro.

Nè men forte dell'amore di patria si manifesta nello scrittore quello della religione e della verità. È necessario egli scrive, che in ogni cosa e massimamente in una città siano i suoi gradi superiori e inferiori; ma questa superiorità ed inferiorità la devono fare le circostanze. E perciò quando un cittadino avanza gli altri di valore, di prudenza, di facoltà, di meriti verso la patria e degli altri beni dell'animo e della fortuna, costui, a non fargli ingiuria, dev'essere del grado superiore. Sono poi molti e sapienti i consigli e curiose le notizie sparse qua e là in codesta opera importantissima. D'argomento strettamente filosofico è pure il trattato che porta a titolo: *De nonnullis in quibus Plato ab Aristotele reprehenditur.* Ma di questo elettissimo ingegno genovese sovrabbondano gli scritti, segnatamente gli storici, e tutti, tranne il libro della repubblica, ch'è in lingua italiana, dettati con eleganza e squisitezza di stile latino, con vastità di erudizione, e con sodezza di ragionamento.

E qui mi si conceda lo esprimere un desiderio che, se risguarda il Foglietta peculiarmente, non cade inopportuno pegli altri scrittori liguri. E non sarebbe cosa utilissima ed onorevole designare nella comunale biblioteca una stanza capace od una sezione della biblioteca stessa per la raccolta degli scrittori patrii e di tutto che importasse alle arti, alle scienze, alle lettere, alle storie cittadine? Se le biblioteche delle principali nostre città andassero fornite di questo mezzo a'patrii studi essenzialissimo, di che modo non sarebbe agevolato al cittadino e al forastiero il conoscimento de'fatti che ne risguardano? Dia Genova questo esempio nobilissimo, e n'ha ben donde, alle città sorelle. Si mostri sollecita di ragunare nelle sale della patria biblioteca, quanti più e meglio possa autografi, scritti e stampe de'liguri suoi. All'opera pubblica soccorrano i privati. Rassicurino alla patria e raccomandino la custodia di quegli scritti cui alla patria interessa di possedere, e li avranno sottratti forse di tal maniera alla vendita e alla futura dispersione. E se le altre città imiteranno codesto esempio, ci si renderà possibile dettare una volta più compiutamente di quello che si fece finora le patrie storie, donde poi trarrassi la generale d'Italia. In Genova ci sono parecchi illustri raccoglitori; esistono in Genova non poche antiche e rinomatissime biblioteche private; in Genova si comprano da'librai e lungo le vie de'volumi non di rado assai ricerchi di cose patrie, ed a vilissimo prezzo.

Concorrano questi elementi ed ogni altro opportuno allo scopo a compiere il fatto onoratissimo, e mi sembra anche doveroso, cui accennava, e non avremo più il rossore di ignorare i patrii benemeriti cultori delle lettere e delle scienze, nè lo sconforto di chiedere alla patria biblioteca le produzioni anco più elette del loro ingegno, e sentircele per assoluto mancamento diniegate.

Bernardi.

Art. 34. Ogni cittadino deve essere borghese di una comune. Il diritto di naturalità deve acquistarsi contemporaneamente a quello di borghesia.

Art. 35. Trattandosi di accordare il diritto di borghesia a persone che non fanno parte del comune, i comuni dovranno essere consultati. Il concorso dei comuni verrà determinato da una legge.

Art. 36. Gli organi legali del comune della città sono: il senato, la commissione permanente della borghesia e l'assemblea legislativa, esclusi i membri di quest'ultima non fac enti parte del comune.

Art. 37. L'assemblea legislativa, sotto questa forma, porta il nome di *assemblea dei delegati della città*; le loro deliberazioni si faranno in sedute particolari e raccolte in un apposito processo verbale. Affinchè quest'assemblea possa del berare, conviene che siano presenti almeno 39 membri.

Art. 38. Le autorità preposte ai varii rami dell'amministrazione attenderà nello stesso tempo all'amministrazione degli affari della città; tuttavia la comune della città avrà la facoltà di nominare funzionari speciali per alcuni rami dell'amministrazione.

Art. 39. La legge determinerà la costituzione e l'ordinamento dei comuni, e fino a qual punto lo Stato avrà il diritto di esercitare l'alta sorveglianza sull'amministrazione degli affari comunali.

Art. 40. Finchè i beni dello Stato non siano separati da quelli della città, tutte le rendite provenienti dai beni della città si verseranno nella cassa dello Stato, e tutte le spese relative all'amministrazione municipale si coprirano col mezzo dei fondi dello Stato; lo stesso si farà per tutte le entrate provenienti dalle imposte riscosse nella città e per le spese relative ai bisogni comunali della città.

Art. 41. Quando siasi fatta la sovraccennata separazione, tutte le rendite riscosse fino a quel tempo dalle casse dello Stato dovranno riguardarsi come compensate dall'uso cui furono impiegate.

Art. 42. Prima ancora della separazione, il comune della città potrà istituire ed amministrare separatamente stabilimenti comunali particolari.

Cap. XI. — *Cangiamenti da farsi alla costituzione.*

Art. 43. Il senato non meno che l'assemblea legislativa possono proporre cangiamenti alla costituzione. Tuttavia simili proposizioni non potranno sottoporsi alle deliberazioni di tutti i cittadini se non quando i cangiamenti in questione, determinati in modo preciso, e presentati sotto forma di legge organica, saranno stati adottati per due anni consecutivi sia dal senato che dall'assemblea legislativa ai due terzi di voti dell'una e dell'altra corporazione.

Affinchè quelle mutazioni siano definitivamente adottate, conviene che riuniscano la maggioranza assoluta dei cittadini che avranno preso parte alla votazione.

Art. 44. Fra le disposizioni dell'antica costituzione quelle relative agli affari ecclesiastici, potranno sopprimersi per via legislativa sulla proposta delle rispettive comunioni ecclesiastiche riconosciute dallo Stato; salvo però ed illeso il diritto di alta sorveglianza che la costituzione accorda allo Stato.

Segue il Cap. VII che non tratta se non di disposizioni finali e transitorie.

Se le disposizioni della presente legge organica si adutteranno, esse entreranno in vigore il 1° luglio 1852.

GRECIA

L'espulsione del generale Milbitz e di altri sedici pulacchi avendo destato sensazione nel pubblico, furono dirette interpellazioni su questo proposito al governo nella Camera dei deputati. Il sig. Chrisanthopulos si lagnò molto di quella misura, asserendo ch'essa spiacque molto alla nazione greca, la quale non può dimenticare i servigi prestati dagli altri popoli alla causa della sua indipendenza e domandò quali motivi l'avessero provocata. Il sig. Paikos, ministro degli esteri, rispose il ministero non poter spiegare in questo momento le ragioni le quali lo obbligarono a prendere tale provvedimento di sicurezza, ma esser pronto a farlo in altra seduta. Il sig. Tzanos non si mostrò soddisfatto di tale spiegazione, e osservando che sarebbe impossibile alla Camera di giudicare il procedere del governo, provocò in certo modo i ministri ad esprimere chiaramente la loro opinione. Allora il signor Provelegio, ministro della giustizia, dichiarò esser falso che il governo avesse operato l'espulsione di questi profughi in seguito a rimostranze di potenze estere, assicurando che la sua condotta non ebbe altro movente fuor hè l'abuso che questi profughi facevano dell'ospitalità largita loro. Conchiuse col dire che non appena saranno resi noti alcuni documenti trovati presso que' profughi, la cui pubblicazione seguirebbe quanto prima, la Camera non pur darà pienamente ragione al governo, ma riconoscerà che egli usò in questo incontro la massima indulgenza. Infatti la *Semaine* e altri fogli governativi pubblicarono tre atti, muniti della firma del generale Milbitz, ciascuno dei quali porta tre suggelli, uno grande con un'aquila in mezzo e all'intorno *Legione polacca*, e l'altro piccolo colle parole *Dio e il popolo*. Il primo di questi atti si riferisce alla formazione d'una gran federazione democratica dell'Oriente; il secondo giudica nel modo più ostile la politica delle potenze verso l'Oriente e contiene istruzioni allo scopo di attuare la confederazione; e il terzo riguarda la riunione delle assemblee, l'ordinamento del poter esecutivo e le disposizioni militari.

L'*Observateur* dice che oltre a questi atti il governo ne possiede altri, portanti le firme e i suggelli medesimi, in uno de' quali è detto che in Grecia è organizzato il governo clandestino, che tanto l'ordinamento quanto la scelta di esso furon opera del generale Milbitz. Quel giornale ritiene che la pubblicazione di questi scritti basti a giustificare del tutto la misura adottata dal governo.

L'opposizione però non vuole tuttavia darsi per vinta: il *Courrier d'Athènes* sostiene per esempio che i progetti cui accennarono i documenti in discorso, vennero letti in epoca anteriore, e specialmente quando ferveva la guerra in Ungheria.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino, 15 marzo.*

Le sale dell'Accademia Filarmonica si aperserо ieri a sera ad una piacevole veglia musicale.

Gli artisti del regio teatro concorsero a renderla lieta di eletti canti. Una bella sinfonia nell'opera *la Sirena* di Auber aprì il concerto. Una romanza di Meyerbeer nel *Roberto il diavolo* e una canzone andaluza, *Las muchachas de la Havana*, vennero cantate egregiamente dalla signora De Giuli-Borsi; tutti gli altri pezzi furono tratti dalle migliori opere di Donizetti dalla *Lucrezia Borgia*, dalla *Maria Padilla*, dal *Roberto d'Evereux*, dal *Don Pasquale*, dalla *Linda*, ed ebbero a interpreti valenti, oltre la signora De Giuli, la signora D. Groissi e i signori Ferri e Baucardè.

Dopo la esecuzione musicale, le molte ed eleganti signore invitate si fecero percorrere le sale in lieto e geniale convegno.

FRANCIA. *Parigi*, 10 *marzo*. La legge organica sull'insegnamento non sarà promulgata se non dopo l'apertura della sessione del senato e del corpo legislativo; imperocchè il governo ha risoluto, come si accerta, di sottoporre il suo progetto alle deliberazioni successive del Consiglio di Stato e del corpo legislativo.

Intanto il *Moniteur* pubblica un decreto molto importante. I concorsi sono soppressi per le cattedre di tutte le Facoltà. Tutti i professori saranno da ora in poi nominati dal presidente della repubblica, che sceglierà sopra una doppia lista di presentazione domandata alla Facoltà e al consiglio accademico, o fra i dottori dell'età di 30 anni almeno.

Per gli stabilimenti speciali superiori, come sono il collegio di Francia, il museo di storia naturale, ecc., il modo attuale di nomina è mantenuto.

Ogni inamovibilità è soppressa. Tutti i titolari dell'insegnamento superiore sono rivocabili per decreto del presidente della repubblica.

Il consiglio superiore è riorganizzato, e si compone di tre senatori, Troplong, Poinsot ed Elia di Beaumont; di tre consiglieri di Stato, Baroche, Carlo Giraud e Michele Chevalier; di cinque arcivescovi o vescovi, cioè quelli di Rheims, di Parigi, di Tours, d'Arras e d'Orleans; di due pastori, Rodolfo Cuvier e Juillerat di tre membri della corte di cassazione, Portalis, Delangle e Rocher. Vengono poscia 5 membri dell'Istituto, otto ispettori generali e due membri dell'insegnamento libero. Tutti i membri del consiglio superiore sono nominati per un anno.

Il consiglio superiore presieduto dal ministro della pubblica istruzione, ha per vice-presidente il sig. Dumas, e per segretario il sig. Nisard.

Non è specificato alcuno stipendio pel consiglio superiore. Gli ispettori generali riceveranno 12,000 fr. per l'insegnamento superiore; 10,000 fr. per l'insegnamento secondario, e 8,000 per l'insegnamento primario.

Un nuovo piano di studi sarà immediatamente discusso dal consiglio superiore.

— Leggesi nella *Presse*: Si dà come certa la conclusione della vertenza tra il governo francese e la confederazione elvetica.

— Si assicura che la prestazione del giuramento dei senatori e dei deputati al corpo legislativo si farà con grande solennità nel palazzo delle Tuilerie alla presenza del principe presidente della repubblica.

INGHILTERRA. *Londra, 9 marzo*. Si legge nel *Daily-News*:

I membri liberali della Camera dei comuni si riuniranno di nuovo giovedì prossimo (11) presso lord John Russell.

— Si legge nel *Morning-Post*:

L'improvvisa partenza dell'ambasciatore di Francia con la contessa ha prodotto alla Borsa e alla *city* una impressione sfavorevole, che è poi svanita dinanzi alla spiegazione naturale di questo fatto: vale a dire, una indisposizione di salute della madre della contessa.

— L'*Express* annunzia che i lords dell'ammiragliato hanno accettata la offerta della Compagnia Penisolare e Orientale pel trasporto delle valigie postali all'Indie e alla Cina, due volte al mese invece d'una, e di più, pel servizio tra Marsiglia e Malta ogni 15 giorni, e tra Singapore e l'Australia ogni due mesi. Il nuovo servizio comincierà il 1° gennaio prossimo.

— I fondi di sottoscrizione per la lega contro il diritto sui cereali ammontano già (dice il *Daily-News*) a 40,000 sterlini (un milione di fr.).

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi si mantengono fermi, ma si fanno pochi affari, e nessuno vuol darsi a nuove speculazioni sino a che non si sappia se il Parlamento sarà sciolto o no. Consolidati a contanti e per conto 97 1/2 5/8; 3 0/0 rid. 98 3/8.

ALEMAGNA. *Francoforte*. La *Gazzetta ufficiale delle Poste* conferma che la Dieta germanica invitò il governo annoverese a rispondere alle rimostranze mosse contro di lui dall'ordine equestre; lo stesso foglio soggiunge che il governo d'Annover rispose negativamente.

— *Berlino, 7 marzo*. La Prussia sta ora negoziando una convenzione postale di gran momento per le comunicazioni dell'Alemagna coll'Inghilterra e coi paesi d'oltre mare.

Per questa convenzione il porto delle lettere d'Inghilterra per Prussia, e viceversa, verrà notevolmente diminuito; esse renderà compiuto il trattato recentemente conchiuso cogli Stati-Uniti.

— *Slocearda, 6 marzo*. Nella seduta d'oggi della seconda Camera, il deputato Susskind prese la parola prima che si passasse all'ordine del giorno. Egli fece un triste quadro della miseria che travaglia il paese, e propose alla Camera di pregare con un indirizzo il re, affinchè dimunisca di 200,000 fiorini la sua lista civile. La proposta è trasmessa alla commissione di finanze.

Quindi il sig. Linden, primo ministro, comunica un progetto di legge e si esprime in questi termini: « La divergenza di opinioni fra il governo e la prima Camera da una parte, e la seconda Camera dall'altra, c'impone l'obbligo di fare sì che questa divergenza non s'a più oltre mantenuta da avventate teorie. È chiaro che il governo non può camminare d'accordo con una Camera che credesi vincolata da regole alle quali ne egli, nè la prima Camera non credonsi dover obbedire.

« I diritti fondamentali del popolo tedesco non si riconobbero mai come obbligatorii nel loro complesso. In conseguenza, il governo segue la via costituzionale presentando a questo riguardo un progetto di legge; dichiara però che introdurrà nella legislazione del paese tutte quelle parti dei diritti fondamentali che egli giudicherà buone e vantaggiose. La Camera comprenderà quanto al governo importi la pronta discussione ed accettazione del progetto di legge del tenore seguente:

« Affinchè cessi ogni incertezza nel pubblico diritto, riguardo al carattere obbligatorio dei diritti fondamentali, ordiniamo quanto segue: 1° i diritti fondamentali cui una rivoluzione federale abbia ricusato il carattere di legge dell'impero, non possono essere obbligatorii come legge degli Stati particolari; 2° l'ordinanza del 5 ottobre 1854, concernente i rapporti giuridici degli israeliti, è abrogata. »

Il presidente rimanda il progetto di legge alla commissione di pubblico diritto.

AMERICA. *Nuova-York, 25 febbraio*. Si legge nel *New-York Herald*:

Si hanno notizie interessanti del Chili sino a tutto il 26 decorso dicembre.

Sul finire di luglio ultimo Crux si era imbarcato a Valparaiso alla volta di Talcahuana, d'onde si era recato alla Concezione. Là avea arringato il popolo dicendo che il giorno della sua liberazione era omai vicino. Al momento convenuto, il partito rivoluzionario corse alle armi, e in meno di sei settimane, Crux si vide a capo d'un esercito di 5000 uomini. Intanto il governo prendeva possesso di Santiago e di Valparaiso, raunava le sue forze a Coquimbo, e metteva anche insieme un esercito per resistere alla ribellione del Sud.

I due eserciti si trovarono a fronte un dell'altro nelle pianure di Longamillo ove fu data una battaglia sanguinosissima. Il generale Crux si ritirò a una piccola distanza e le truppe del governo restarono padrone del campo di battaglia.

I due generali in capo intavolarono, dopo ciò, delle trattative che si sono conchiuse mediante concessioni scambievoli. Il generale Crux riprenderà il suo grado nell'esercito. I particolari del compromesso saranno pubblicati appena avranno ottenuta l'approvazione del presidente a Santiago.

E. LEONE gerente.

MONTE DI PIETA DI TORINO

La Direzione centrale delle Opere di pubblica Beneficenza della COMPAGNIA DI S. PAOLO, *Amministratrice del Monte di Pietà, stabilito in questa città di ordine di S. M.*

Fa noto al pubblico, che martedì, 16 andante e giorni consecutivi, dalle ore dieci del mattino alle quattro pomeridiane nella solita sala attigua all'Oratorio della Compagnia di S. Paolo, si procederà alla vendita agl'incanti, all'ultimo e miglior offerente, dei pegni che non sono stati ricuperati o rinnovati pagandone il dovuto interesse.

Dipendentemente all'avviso di questa Direzione in data del 4 febbraio scorso saranno compresi in dette vendite tutti li restanti effetti depositati al suddetto Monte nel secondo quadrimestre, dello scaduto anno 1851 (colle bollette stampate in rosso), cioè di MAGGIO, GIUGNO, LUGLIO ed AGOSTO, descritti dal numero d'ordine 59691 insino e compreso il num. 123681.

La vendita di detti pegni si farà colla solita ripartizione, cioè

1. Gli effetti di lingeria, di lana e simili.
2. Gli effetti di ottone, di stagno, di metallo, di ferro, ecc.
3. Gli effetti di orificeria, argenteria, gioie, orologi, pendule, ecc.

Non si lascieranno trasportare gli effetti aggiudicati se prima non si pagherà in pronti contanti il prezzo dell'aggiudicazione.

Fatto e così deliberato d'ordine della Direzione.

Torino, 18 marzo 1852.

Il commissario delegato
SIGNORETTI.

Il segretario del Monte di Pietà
AVV. FILIPPA.

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

L'Assemblea Generale ordinaria degli Azionisti è convocata pel 31 marzo prossimo, alle ore 12 meridiane, alla sede della Società, per la resa dei conti e per gli oggetti contemplati nelle deliberazioni dell'ultima seduta del giorno 8 gennaio scorso.

NB. Art. 21 degli Statuti.

Gli Azionisti aventi diritto d'intervenire all'Assemblea generale dovranno depositare, almeno 10 giorni prima di quello fissato per l'adunanza, i loro titoli presso gli Uffizi della Società, e loro sarà rimesso un certificato di ricevuta dei medesimi.

Il Direttore gerente.

Ai Proprietarii di Porta d'Italia e Vanchiglia

I proprietarii di case e terreni, e tutti quelli che ponno avere interesse, che lo Scalo o Stazione della Ferrovia da Torino a Novara sia collocato a Porta d'Italia, sono invitati ad intervenire all'Adunanza generale che avrà luogo la sera di sabato, 13 marzo corrente, alle ore 7 pomeridiane, nel locale degli Archivii della S. R. de' SS. Maurizio e Lazzaro, via della Basilica, num. 14, al piano nobile, per sentire il rapporto della Commissione e prendere quindi quelle ulteriori deliberazioni che saranno credute opportune.

Per la Commissione
GIOVANNE PIOLTI, Ingegn.
A. CRIDA
GIUSEPPE SCLOPIS.

CENSO A VITALIZIO

da convenirsi sopra il corpo di casa esistente nel Comune di Caselle, ove viene esercito l'albergo dell'Angelo; e ciò su due teste dei signori coniugi proprietarii, già attempati e senza prole.

Nel detto censo cadono pure i mobili dell'albergo, rilevanti a L. 4,000, come da inventario. — Indirizzo al signor Ingegnere Estimatore Boselli, via di Porta Nuova, num. 20, al 2° piano, corte del Caffè della Borsa.

MESSAGGERIE NIZZARDE

Le partenze hanno luogo tutti i giorni

Da TORINO alle ore 4)
Da NIZZA » » 5) sera

Gli Uffizii sono stabiliti :

A TORINO, via Arcivescovado, presso l'albergo del Moretto;
A NIZZA, albergo *des Étrangers*, presso il signor Gilli, mastro di posta.

GUANO DEL PERU'

DEPOSITO

A GENOVA, SAVONA E TORINO

presso i fratelli Fresia di F., via d'Italia, num. 7.

FABBRICA DI COPERCHI DI ZINCO

BAILLY, tiene tinozze per bagni, di sedia e pei piedi, secchie, grondaie, tubi, alari da cammino, serbatoi, pompe pei giardini, utensili di cucina, guardarobe, e un grande assortimento d'ornati in zinco e rame stampati, per baldachini, *marquise*, campanelli, e ornati da teatro dorati, a prezzi moderatissimi.

Borgo Nuovo, Stradale del Re, casa Vinay, n. 24, sull'angolo della via della Chiesa, in Torino.

DA RIMETTERE IN PINEROLO

NEGOZIO da panierai, setacciai, ombrellai, chincaglierie, tele, ferramenta ed altri generi, esercito da 40 anni nel medesimo locale, contrada Nuova, casa dell'avvocato Danese. — Recapito ivi.

FRATELLI CONTE

NEGOZIANTI DI CAVALLI

Annunziano che il giorno 16 corrente saranno visibili nelle loro scuderie, corso della Cittadella num. 50 Cavalli nuovi da carrozza della razza del Mecklemburgo, fra' quali vi sono diverse paríglie *croisés*, e da sella.

Le sieur TURE, jardinier-fleuriste, arrivant de Paris, a l'honneur d'informer MM. les amateurs qu'il a déballé, rue *S. Massimo* (Po), maison Claretta, une riche collection de plantes rares tant de pleine terre, que d'orangerie, arbres fruitiers, de toute espèce, et bulbes d'Alger, ognons, semences de fleur et de potager, qu'il vend à des prix très modérés avec garantie.

Il tient aussi les épinards du Malabar qui pomment comme les choux-fleurs.

SEMENZA BACHI DA SETA

DEL MONTE BRIANZA, PRIMA QUALITA'

via Barra di Ferro, num. 9.

Vendonsi pure Organzini e Trame all'ingrosso e al minuto

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

LAGO DI COMO

Da vendere o permutare con altro stabile

Elegante VILLA, completamente mobigliata, recentemente costruita sulle sponde ed in una delle più belle situazioni di detto Lago, dominante una estesissima vista circolare, con giardini, darsene e battelli, e situata nel Comune di Carate, a chilom. 14 circa (miglia 6) dalla città di Como.

Dirigersi in luogo al signor Ferdinando Taroni costruttore navale, ed in Milano al signor Ragioniere Antonio Naturani, contrada di S. Antonio, al n. 4806.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

in Torino, anche con mare al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

VENDITA VOLONTARIA

1. Grandioso Palazzo con giardino, del quantitativo di are 70, cent. 08 (tav. 180 circa), con palco al Teatro Nazionale;
2. Casa, rimpetto al medesimo Teatro, del reddito approssimativo di L. 14,000;
3. Tenimento di ett. 117, are 52, cent. 08 (giorn. 310) circa, diviso in 5 cascine presso a Riva di Chieri.

Dirigersi al proprietario, Casa Della Marmora, in Borgo Nuovo.

DA VENDERE

VIGNA, sui colli di questa città, composta di fabbricati civili, con cappella e rustico, scuderia e rimessa, coi beni dipendenti, e situati sulle fini di Torino, Cavoretto e Moncalieri, di ett. 72, 14, 66 (giorn. 45) circa, distante 2 miglia dalla capitale, sullo stradale che tende a Moncalieri, con strada particolare carrozzabile. — Dirigersi dal notaio Turvano via di Santa Teresa, num. 10, piano terzo.

M.r BELS, bachelier es-lettres de l'Académie de Paris, donne chez lui et en ville des leçons de langues française et anglaise.

Maison *Puesana*, rue de la *Consolata*, num. 42.

Un Impiegato desidera occuparsi in qualche ora del giorno in qualità di subalternato di case, o da segretario presso qualche famiglia o negozio. — Recapito dai signori Pianca e Serra librai in via Nuova.

CAFFÉ RESTAURANT

DELLA MERIDIANA

via di Santa Teresa, num. 14

I Fratelli **Moriondo**, proprietarii, annunziano di avere ampliato il *Restaurant* per comodo dei signori accorrenti, e migliorata pur anche la cucina, per cui dal giorno 14 del corrente e successivamente, qualunque avventore vi troverà, oltre il consueto, tavole preparate, ed un pronto ed esatto servizio.

GUARIGIONE RADICALE DE' CALLI

La signora MAURICE, artista pedicure di Parigi, allieva del celebre **Sterne**, membro dell'Accademia Reale, e brevettato da S. M. il Re de' Belgi, fa noto agli abitanti di questa città ch'essa s'incarica dell'estirpazione de' calli ai piedi, escrescenze, durezze ed unghie incarnate, per mezzo di un suo trovato non prima conosciuto dagli altri pedicuri. — La suddetta, dopo avere esercito l'arte sua nelle principali città di Francia, d'Italia e di Spagna, ottenne moltissimi certificati da distinti personaggi. Essa si reca all'abitazione delle persone che abbisognassero dell'arte sua.

Abita, via del Teatro d'Angennes, n. 22, piano 2°, dalle 10 alle 4 pomeridiane.

Via di Po, num. 36, piano 1°, rimpetto la chiesa di S. Francesco di Paola, dalle 10 mattina alle 4 pom.

PER CAUSA DI PARTENZA

Si rende noto, che in via di Borgo Nuovo, num. 29, casa Trucchi, 2° piano, si vende a trattativa privata una quantità di mobili fini di Mogano, ed altri, di Parigi, pendoli dorati, specchi, vasi di porcellana di Sèvre, ecc., lettiere di ferro e di noce compite, seggiole, seggioloni, utensili, vasi di cucina, guardarobe ed una quantità di libri classici di letteratura greco-latina ed opere in corso, a pronti contanti.

I mobili sono visibili dal mezzodì alle 2, ed i libri dalle 10 al mezzodì, e dalle 2 alle 4 pom.

MATTEO NOVARESE

NEGOZIANTE DI CAVALLI

Annunzia che il 22 del corrente gli giungerà un convoglio di Cavalli distinti del Mecklemburgo per carrozza, ed un convoglio di Cavalli svizzeri; i quali saranno visibili in Torino, via Vanchiglia, n. 5, casa Bianco.

SEMENZA BACHI DA SETA

DEL MONTE BRIANZA

presso **Guastalla e Comp.**, *via Porta Nuova, n. 5*

GIUSEPPE BOERIS

GIOIELLIERE, PROPRIETARIO DEL NEGOZIO COLLA DITTA

OREFICERIA NAZIONALE ED ESTERA,

in Torino, via Nuova, casa Milano, presso Piazza Castello,

previene i signori che vorranno onorarlo de' loro comandi, che dal primo marzo 1852 il detto negozio si trova trasportato sotto i portici della Fiera, casa Mannati, vicino la via di Po, nella bottega da esso tenuta già da qualche tempo e conosciuta prima sotto la firma di Luigi Basili.

La riunione di due fondi in un solo farà si che il medesimo sarà in grado di poter fornire con più facilità a' suoi accorrenti qualsiasi oggetto, si in oro, argento e diamanti, come pure orologeria ed altro relativo.

ANNUNZIO

DI VENDITA AD INCANTO VOLONTARIO

della VILLA detta MORIS

situata sui territorii di Carè e di San Maurizio

Previi gl'incanti preparatorii, che avranno luogo i giorni 11, 18 e 27 corrente marzo, dalle ore 11 alle 12 mattutine, si procederà al mezzogiorno di detto terzo giorno 27, nell'uffizio di giudicatura di questa capitale per la sezione di Monviso, avanti il segretario del medesimo, al deliberamento della suddetta Villa Moris, posta negli anzidetti territorii, sullo stradale di Lanzo, costituita di ampio fabbricato civile signorilmente mobigliato, fabbricati rustici, cappella arredata, giardini e cortili, con prati, campi e boschi, della totale superficie di ettari 45, 21, 88 (giornate 118, 6, 6), ed estimata L. 147,867, 30.

Indirizzarsi per le occorrenti nozioni al suddetto segretario od al signor geometra Gibbone, via del Senato, num. 4, piano terzo.

DA SUBAFFITTARE

pel 1.° del prossimo aprile

ALLOGGIO civilmente mobigliato e provveduto degli utensili di cucina, di maiolica e cristalli per la tavola, composto di 8 membri al 1° piano, con cantina, in casa Borani, viale del Re, n. 12. — Visibile dalle 2 alle 4.

Dirigersi in detta casa, al 2° piano a destra.

DA VENDERE

Una CASA civile, signorilmente mobigliata, ovvero senza mobili, con fabbricati rustici, in Volpiano.

Indirizzarsi al causidico Migliassi, sost. al causidico coll. Tricerri, via di S. Dalmazzo, num. 14.

LA CROCE DI SAVOIA

Il signor Tosco Lodovico, caffettiere a Savigliano, che ha guadagnato il premio delle L. 5000, in seguito al pagamento fattogli alla presentazione del biglietto vincitore, ha rilasciato all'amministrazione della *Croce di Savoia* la ricevuta che qui vien riferita testualmente:

Torino, l'8 marzo 1852.

Io sottoscritto Lodovico Tosco, caffettiere dimorante a Savigliano, dichiaro aver ricevuto dagli editori della *Croce di Savoia* la somma di tre mila franchi pel premio promesso ai termini del programma del 14 marzo 1851, avendo avuto per biglietto il num. 14 della 10ª serie, numeri usciti alla prima estrazione di marzo del R. Lotto di Torino.

In fede

Tosco Lodovico, caff. di Savigliano.

Visto per l'autenticità della firma del signor Tosco Lodovico, *caffettiere,*

Il Vice-Sindaco SOLDATI.

GUANO VERO DEL PERU'

di prima qualità, che da analisi chimica fatta eseguire risulta contenere più di 80 p. 0/0 di materie fertilizzanti.

Sementi Patate di Nuova-York, Maggienga, Pellagra, Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

Plus de FEU aux Chevaux !

(25 ans de succès).

Le Liniment Boyer, remplaçant le feu, sans laisser des traces de son emploi, guérit d'une manière sûre et prompte les bolleries récentes ou anciennes, les entorses, foulures, écarts, molettes, fai blesse de jambes, etc. — Dépôt à Turin, chez M.r Mazzucchetti, où l'on peut se procurer des prospectus.

NOTA

Con iscrittura 27 maggio 1851, rogato Vergnano, li Giuseppe, Pietro e Luigi, padre e figli Della Casa, contrassero società per l'esercizio di un negozio da falegname nella città di Chieri, ove dimorano, ad eccezione del Giuseppe padre, residente nel luogo di Avuglione.

Torino, il 9 marzo 1852.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 12 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr.	dopo Borsa	della matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr.	dopo Borsa	della matt.
1819 5 0/0 *god.* 1 s.bre						
1831 » » 1 genn	97					
1848 » » 1 mar.			91			
1849 » » 1 genn.	92 92 10 15	92 50 50 60	92 30	p. 30 92	92 76	93 p. 15
1851 » » 1 dicem.	75 75 75	75	30 e 29 50	p. apr.		
1834 *Obblig.* 1 genn.			91			
1849 » 1 s.bre	947		950			
1860 » 1 febbr.	930 935					
1844 6 0/0 *Sard.* 1 genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— Banca di Savoia						
Città di 4 0/0 oltre to						
Torino inter. decor.						
Torino 5 0/0 1 gen						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen						
Società del Gar. nuova						
Incendii a premio fisso						
31 dicembre						
Via ferr. di Savigliano						
1 gennaio						
Molini presso Cologno						
1 giugno						

CAMBI	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	953		956	
Genova sconto	1 p. %			
Francoforte S. M.	1/0 — 1/4			
Lione	99 85		99 80	
Londra	25 30		25 30	
Milano				
Parigi	99 85		99 80	
Torino sconto	1 p. %			

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppie da 80 l.	80 00	—	80 05	—
di Savoia	88 01	—	88 09	—
di Genova	79 10	—	79 25	—
Sovrane nuova	35 00	—	35 10	—
vecchia	34 80	—	34 90	—
EROSO misto				
Perdita	3 50	P.	%	

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

Borsa di Parigi *del 10 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 105, 80, è sceso a 105 55, chiude a 105, 75.
Il 3 0/0 resta a 69, 20.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 93.
Le azioni della Banca di Francia a 2655.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: RIGOLETTO — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi. — Balletto *La Vivandiera al campo del re di Prussia.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La fratellanza universale* — con farsa.

Serata a beneficio della signora Antonietta Robotti.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Un Re in vacanza.* — (2.ª Replica)

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: *Chi dura vince* — con balletti comici con Tom-pouce.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — Ballo *Testa nera*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita *Mosè in Egitto* — Ballo I 50 soldati.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 64 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

LUNEDI' 15 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Cibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	38	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza delli 7 corrente marzo, ha fatto le seguenti disposizioni:

Bajnotti avv. Tommaso, giudice nel tribunale di prima cognizione di Torino, presidente di quello d'Alba;
Gibellini avv. Gaetano, giudice applicato all'ufficio d'istruzione nel tribunale di prima cognizione di Torino, applicato alla sezione correzionale nello stesso tribunale;
Imberti avv. Giacinto, avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione d'Alba, giudice in quello di Torino, applicato all'ufficio d'istruzione;
Simeom avv. Giacinto, giudice di terza classe nel tribunale di prima cognizione di Susa, avvocato fiscale presso quello d'Alba;
Scolla avv. Giuseppe, sostituto avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione di Torino, giudice di terza classe nello stesso tribunale;
Lavini avv. Amedeo, giudice di quarta classe nel tribunale di prima cogniz one di Cuneo, sostituto avvocato fiscale pres o quello di Torino;
Ambrosio avv. Edoardo, sostituito avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione di Cuneo, giudice nello stesso tribunale;
Delitala-Boil cav. Vittorio, sostituto avvocato fiscale di seconda classe presso il tribunale di prima cognizione di Vercelli, giudice in quello di Susa;
Bertolino avv. Carlo, sostituto avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione d'Ivrea, sostituito di seconda classe presso lo stesso tribunale;
Cavallo avv. Ottavio, sostituito avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione di Mondovì, sostituito di seconda classe presso lo stesso tribunale;
Chiri avv. Giovanni, sostituto avvocato fiscale di quarta classe pres o il tribunale di prima cognizione d'Ivrea, sostituito di terza classe presso lo stesso tribunale;
Peracca avv. Giacinto, sostituito avvocato fiscale di quarta classe presso il tribunale di prima cognizione di Asti, sostituito di terza classe presso lo stesso tribunale;
Eula avv. Lorenzo, giudice aggiunto straordinario nel tribunale di prima cognizione di Mondovì, sostituito avvocato fiscale di quarta classe presso quello di Cuneo;
Calvi conte Lazzaro, giudice aggiunto al tribunale di prima cognizione di Torino, sostituto avvocato fiscale di quarta classe presso quello di Vercelli;
Pattarelli avv. Domenico, volontario nell'ufficio dell'avvocato generale presso il magistrato d'appello di Torino, giudice aggiunto nel tribunale di prima cognizione della stessa città;
Lanino avv. Giusto, giudice istruttore di seconda classe nel tribunale di prima cognizione di Vigevano, vice-presidente di quello di Novara;
Raineri avv. Luigi, giudice istruttore di seconda classe nel tribunale di prima cognizione di Pallanza, giudice istruttore di egual classe in quello di Vigevano;
Cattaneo nobile avv. Marziano, giudice istruttore nel tribunale di prima cognizione di Casale, giudice istruttore di seconda classe nello stesso tribunale;
Torre avv. Giovanni, giudice istruttore di quarta classe nel tribunale di prima cognizione di Alessandria, giudice istruttore di terza classe nello stesso tribunale;
Marangoni avv. Carlo, giudice istruttore nel tribunale di prima cognizione di Varallo, avv. fiscale presso quello di Pallanza;
Campastri avv. Giuseppe, giudice di terza classe nel tribunale di prima cognizione di Voghera, giudice istruttore in quello di Varallo;
Lunghi avv. Giuseppe Nicola, giudice nel tribunale di prima cognizione di Vigevano, giudice istruttore in quello di Pallanza;
Sacchi avv. Pietro, giudice di quarta classe nel tribunale di prima cognizione di Casale, giudice di egual classe in quello di Vigevano,
Pugno avv. Giovanni, giudice di quarta classe nel tribunale di prima cognizione di Casale, giudice di terza classe nello stesso tribunale;
Santini avv. Gaudenzio, giudice di quarta classe nel tribunale di prima cognizione di Novara, giudice di terza classe nello stesso tribunale;
Accusani barone avv. Ermenegildo, sostituito avv. fiscale presso il tribunale di prima cognizione di Alessandria, giudice in quello di Voghera;
Chiodi avv. Lorenzo, sostituito avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione di Alessandria, giudice di quarta classe in quello di Casale;
Massa avv. Teonesto, sostituito avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione di Casale, sostituito di seconda classe presso lo stesso tribunale;
Rosari avv. Giambattista, sostituito avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione di Casale, sostituito di seconda classe presso lo stesso tribunale;
Morena avv. Carlo, sostituito avvocato fiscale presso il tribunale di pr ma cognizione di Voghera, sostituito di terza classe presso lo stesso tribunale;
Forni avv. Emilio, sostituito avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione di Acqui, sostituito di quarta classe presso quello di Alessandria;
Bruno avv. Romolo, giudice del mandamento di Pontestura, sostituito avvocato fiscale di quarta classe presso il tribunale di prima cognizione di Alessandria;
Leone avv. Carlo, giudice aggiunto al tribunale di prima cognizione di Vigevano, sostituito avvocato fiscale presso il medesimo tribunale;
Mellana avv. Defendente, giudice del mandamento di Mombello, giudice aggiunto nel tribunale di prima cognizione di Vigevano;
Garlanda avvocato Giovanni, giudice del mandamento di Garbagna, giudice aggiunto nel tribunale di prima cognizione di Domodossola;
Navazziotti avvocato Giovanni, giudice di S. Martino Siccomario, giudice di quello di Pontestura;
Borio avvocato Felice Albano, giudice del mandamento di Mollare, giudice di quello di S. Martino Siccomario;
Bava avvocato Giuseppe, volontario nell'ufficio fiscale generale presso il magistrato d'appello di Casale, giudice del mandamento di Mombello;
Servetti avvocato Vincenzo, volontario nell'ufficio fiscale generale presso il magistrato d'appello di Casale, giudice del mandamento di Garbagna;
Vignolo avv. Paolo, giudice istruttore presso il tribunale di prima cognizione di Tortona, giudice di seconda classe nello stesso tribunale;
Bormioli avv. Pietro, giudice nel tribunale di prima cognizione di Casale, giudice istruttore in quello di Tortona;
Brunati avv. Ugo, giudice di quarta classe nel tribunale di prima cognizione di Vigevano, giudice di terza classe nello stesso tribunale;
Cotta-Ramusino avv. Casimiro, giudice di quarta classe nel tribunale di prima cognizione di Vigevano, giudice di egual classe in quello di Novara;
Raffaldi avv. Giovanni, giudice di terza classe nel tribunale di prima cognizione di Tortona, giudice di egual classe in quello di Vigevano;
Morini avv. Michele, sostituito avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione di Novara, giudice di quarta classe in quello di Casale;
Pelevilla avv. Giuseppe, sostituito avvocato fiscale di terza classe presso il tribunale di prima cognizione di Pallanza, sostituito di seconda classe presso lo stesso tribunale;
Zanzola avvocato Camillo, sostituito avvocato fiscale di quarta classe presso il tribunale di prima cognizione di Novara, sostituito di terza classe presso lo stesso tribunale;
Deguidi avvocato Enrico, giudice aggiunto nel tribunale di prima cognizione di Acqui, sostituito avvocato fiscale di quarta classe presso lo stesso tribunale;
Sismondi avvocato Giuseppe, giudice aggiunto sovrannumerario nel tribunale di prima cognizione di Voghera, giudice aggiunto in quello d'Acqui;
Colonetti avvocato Pietro, volontario nell'ufficio fiscale generale presso il magistrato d'appello di Casale, giudice aggiunto sovrannumerario nel tribunale di prima cognizione di Voghera;
Demucis avvocato Giovanni, vice-giudice del mandamento di Casale, giudice di quello di Mallare;
Angellotti Giuseppe, sostituito avvocato fiscale di quarta classe presso il tribunale di prima cognizione di Vigevano, sostituito di terza classe presso quello di Novara;
Grugni avvocato Angelo, giudice del mandamento di Castelnuovo-Scrivia, ammesso a riposo sulla sua domanda.

A norma della Legge 27 giugno 1850, S. M., con determinazioni delli 10 di marzo 1852, ha provvisto di pensione i seguenti:

Morando Teresa, vedova del fu Couvin Giovanni, già invalido giubilato;
Pavarini Giovanni, padre del fu Carlo, già soldato nell'11 reggimento fanteria;
Valenziano Teresa, madre del fu Corso Francesco, già soldato in Nizza cavalleria;
Maffei Giuseppe, padre del fu Vincenzo, già soldato nel 3 reggimento fanteria;
Ajres Ignazio, padre del fu Giuseppe, già soldato nel 3 id.;
Bajna Gio. Batt., padre del fu Guglielmo, già soldato nel 14 id.

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione, vedi num. 52, 53, 54, 55, 59, 60, 61, 62)

Spese — STRADE FERRATE.

(SERVIZIO DI COSTRUZIONE.)

Spese ordinarie.

1	Personale (Azienda)	69,964 94
2	Spese d'ufficio (Azienda)	25,000 »
3	Spese di trasferta (Azienda)	2,000 »
4	Personale (Genio Civile)	168,000 »
5	Studi e sperimenti (Genio Civile)	80,000 «
6	Casuali e sussidii agli operai	56,000 »

Spese straordinarie.

7	Assegnamenti straordinarii	26,000 »

Sezione tra Genova ed Arquata.

8	Tronco da Genova a San Pier d'Arena	500,000 »
9	Tronco da San Pier d'Arena a Ponte Decimo	400,000 »
10	Tronco da Ponte-Decimo alla galleria Armarotti	500,000 »
11	Tronco dalla Galleria Armarotti a quella dei Giovi	100,000 »
12	Galleria dei Giovi	1,600,000 »
13	Tronco da Busala a Pieve	100,000 »
14	Tronco da Pieve ad Isola del Cantone	300,000 »
15	Tronco da Isola del Cantone a Maretta	1,500,000 »
16	Tronco da Maretta a Rigoroso	200,000 »
17	Case dei cantonieri	100,000 »
18	Materiale fisso (traversine)	50,000 »
19	Materiale fisso (rottaie, cuscinetti ecc.)	1,100,000 »
20	Armamento della via	100,000 »
21	Macchine fisse pei piani inclinati ai Giovi	300,000 »
22	Materiale movente (vetture e vagoni)	200,000 »

Linea da Alessandria al Lago Maggiore.

23	Tronco da Alessandria alla galleria di Valenza	250,000 »
24	Tronco da Momo al Lago Maggiore	600,000 »
25	Armamento della via	30,000 «
26	Materiale fisso (rottaie, cuscinetti ecc.)	500,000 »

Sezione da Torino ad Arquata.

27	Tronco da Serravalle a Rigoroso	220,000 »
28	Stazione di Torino	200,000 »
29	Stazione d'Asti	50,000 »
30	Stazione d'Alessandria	50,000 »
31	Telegrafo elettro-magnetico	75,000 »

Spese comuni alle varie linee.

32	Sussidii ai Comuni	60,000 »
33	Spese eventuali per le opere di costruzione sulle due linee	500,000 »

(SERVIZIO DELL'ESERCIZIO)

Spese ordinarie.

Spese dipendenti dalla lunghezza della linea in esercizio.

1	Amministrazione generale L. 16,180 »		
2	Manutenzione delle stazioni, della via e del suo armamento » 356,480 50		
3	Uffizii delle stazioni » 170,760 »		
4	Soccorsi agli operai, trasferte, casuali » 50,000 »		
	Spese dipendenti dall'uso della linea in esercizio e dalla circolazione.	1,489,465	»
5	Locomozione » 442,519 50		
6	Manutenzione e riparazione del materiale mobile » 290,305 »		
7	Percezione » 65,000 »		
8	Trasporti » 97,920 »		
	Totale Spese ordinarie L.	1,890,429	94
	Totale Spese straordinarie »	9,531,000	»
	Totale generale L.	11,421,429	94

(Continua)

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 14 marzo.*

La Camera dei Deputati; nella tornata di sabato, continuò chiuse la discussione del progetto di legge sulle fortificazioni Casale, approvandolo con 67 voti contro 59. Fu presentato un progetto di legge dal Ministro degli affari esteri per l'approvazione della Convenzione consolare colla Francia; e si passò in ultimo alla relazione e discussione sulla petizione della Compagnia drammatica.

SCUOLE TECNICHE DI TORINO.

Martedì 23 di marzo corrente il professore cav. Ascanio Sobrero darà principio alle sue lezioni di chimica applicata alle arti, alle ore 7 1/2 di sera, nel locale delle scuole tecniche in S. Francesco da Paola, e le continuerà alla stessa ora in tutti i giorni di martedì e sabato non festivi.

R. ACCADEMIA MEDICO-CHIRURGICA DI TORINO.

Nella tornata del 27 febbraio venne data comunicazione di *alcune osservazioni* del prof. G. C. Bruna sopra la proposta fatta dal dott. Massone, nell'applaudita sua opera sui bagni marittimi degli Stati Sardi, di sostituire l'*assoluto isolamento con privazione di luce pei più gravi misfatti* alla pena della galera. Il prof. Bruna, esponendo le funeste conseguenze dell'isolamento, e privazione di luce, è indotto a preferire la *deportazione* come pena da sostituirsi alla galera. Le sopraddette osservazioni si mandarono stampare nel giornale dell'Accademia. In seguito il dott. Borelli Gio. (di Torino) in nome di una commissione fece rapporto sopra le memorie inviate per concorrere al premio proposto dal Governo intorno alle adulterazioni dei vini. Le conclusioni della commissione vennero accolte dall'Accademia, epperciò la proposta di accordarlo alla memoria, delle due inviate, che porta per epigrafe le seguenti parole:

Mirabil arte onde alzasi
Di Sthal e Black la fama;
Pera lo stolto cinico
Che frenesia ti chiama!

Tale deliberazione venne sottoposta all'approvazione superiore. Nella tornata del 5 marzo il dott. Sella riferiva sopra i verbali della Conferenza Sanitaria internazionale di Parigi in nome di una commissione, alla quale ne era stato affidato l'esame, per soddisfare all'incarico avutone dal Ministero di agricoltura e commercio. L'Accademia deliberò di aderire all'operato della Conferenza, stimando che la *Convenzione*, ed il *Regolamento sanitario*, che sono ora sottoposti alla ratificazione delle varie potenze mediterranee, erano riescirti quali nello stato attuale della scienza e dei bisogni del commercio si potevano ottenere. Nella seduta del 12 il signor Delilippi riferiva favorevolmente sopra preparazioni di *Nolomia clastica* esaminate da una commissione accademica a ciò invitata dal dott. Lemercier, allievo del dott. Auzoux, inventore di quella foggia di preparazioni. L'Accademia riconosceva in quei modelli di parti varie dell'organismo animale, eseguiti con una sostanza opportunamente preparata, vantaggi e comodi per l'istruzione maggiori che nelle preparazioni in cera. Ed in tale preferenza confermava l'Accademia lo stesso dott. Lemercier, che con spiegazioni orali accompagnava la presentazione fatta nella seduta medesima all'Accademia di varie delle sue preparazioni. Il dott. Demarchi ragguagliava poi l'Accademia sopra una memoria manoscritta sulla clorosi inviata dal dott. G. B. Galli di Aniepo, socio corrispondente. In ultimo il dott. G. B. Borelli sottopose all'esame dell'Accademia due calcoli orinari dei più straordinarii per la loro forma ed il loro volume, da lui estratti colla cistotomia, esponendo verbalmente le circostanze relative ai due casi patologici, ed agli atti operativi che richiesero. Fece quindi cenno di una particolare modificazione apportata allo stromento del Dupuytren che crede essere della massima importanza per facilitare e rendere speditissima la cistotomia bilaterale come sperimentò in otto o nove casi.

DEMARIA *segretario generale.*

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE.

Avviso.

Trovandosi depositati nella stazione della Strada ferrata di Torino varii oggetti stati perduti dai viaggiatori nelle vetture e nei locali della Strada ferrata durante il primo semestre 1851, senza che siano ancora stati ritirati dai loro proprietarii, a mente dell'art. 7° del R. Decreto delli 17 gennaio 1851, si avverte il pubblico, che, se tali oggetti non vengono reclamati entro il corrente mese, saranno venduti a beneficio della cassa di risparmio per gli operai della Strada medesima.

Torino, il 13 marzo 1852.

Per la suddetta Generale Azienda
VALLE Segr.

PER PARTE DELL'AZIENDA GENERALE DI GUERRA.

Impresa delle R. Caserme militari della sotto-divisione di Novara.

Dovendosi rinnovare per un novennio l'appalto delle R. Caserme militari della sotto Divisione di Novara, già Divisione, da aver principio col primo di aprile p. v., se ne aprirà l'incanto pubblico ad un'ora pomeridiana precisa del giorno 24 corrente, per mezzo di partiti sigillati, e ne seguirà il definitivo deliberamento definitivo sul partito che presenterà la migliore offerta di ribasso al disopra del *minimum di ribasso* d'un tanto per cento ai prezzi di manutenzione e provviste qui sotto dettagliate, quale *minimum* verrà stabilito previamente dall'Azienda per base d'incanto e deposto sul tavolo in plico suggellato all'apertura dell'incanto, o che, quanto meno, risulti eguale al desso.

S'invitano pertanto gli attendenti a tale appalto a prendere visione dei capitoli appositamente stabiliti e stampati col millesimo 1852, i quali saranno leggibili tanto presso la prefata Generale Azienda, quanto presso gli uffizii di Commessaria di Guerra, ed in mancanza di questi, presso i sindaci dei luoghi ove seguirà la pubblicazione del presente.

Si avvertono gli aspiranti all'appalto che i partiti dovranno essere presentati in seduta alla chiamata che ne farà il reggente l'Azienda Generale, e che dovranno essere chiaramente espressi e senza restrizione di sorta.

Gli aspiranti non saranno ammessi a licitare se prima non si saranno presentati alla Divisione contratti della prefata Azienda, e non avranno fatto presso la medesima un deposito in *cedole* o in *biglietti* di Banca corrispondente al decimo della cauzione, la quale per quest'impresa è fissata a L. 100 mila, da servire detto deposito per cautelare l'esito del remanente dell'impresa, qualora

dal deliberatario non si addivenisse alla stipulazione del contratto entro il termine fissato dall'atto d'incanto.

Prezzi delle manutenzioni e provviste.

Per ogni giornata d'uso di piazza da letto di 1ª classe cent. 4 750
id. id. id. 2ª » » 4. 800
id. id. id. 3ª » » 7. »
id. id. id. 4ª » » 5. 250
id. id. id. 5ª » » 9. »
id. id. id. 6ª » » 14. »
id. D'uso di utensili da scuderia per ogni quattro cavalli . . . . . » 4. »
Per ogni miriagramma di paglia straordinaria . . » 38. »
id. di legna . . . . » 31. »
id. di fascine . . . . » 30. »
Per ogni litro d'olio . . . . . » 155. »
Per ogni chilogramma di candele di sego . . . » 140. »
id. id. steariche . . . » 230. »
Per ogni mese di manutenzione di utensili da *pozzo* ai quartieri di truppe a cavallo, per ogni pozzo . . » 500. »
Per ogni mese di manutenzione di utensili da *pozzo* ai quartieri di truppe a piedi, ed ai corpi di guardia, per ogni pozzo . . . . . » 500 »

Torino, il 10 marzo 1852.

Per detta Generale Azienda

Il Commiss. di Guerra Capo della Divis. contratti
Avv. ROSSI.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Reale Decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Seconda pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sono state rilasciate
1	Castiglione Gio. Bendinelli fu Francesco Ottavio	37	1849 30 gen.	12 42	Stabili	Novi
2	Calzone prevosto D. Lorenzo	39	25 id.	65 »	id.	Borgofranco
3	Nicola Giuseppe fu Giuseppe fu Antonio	27	1848 23 xbre	50 50	id.	Cocconato
4	Canavese Enrico di Enrico	48	1849 18 apr.	10 »	id.	Chiusa
5	Canefri Cesare contrib., Negri causidico richiedente	52	19 mar.	52 »	id.	Villalvernia
6	Eterno Evasio fu Antonio	36	1848 11 xbre	60 »	id.	Tonco
7	Martinengo Michele	14	1849 19 mar.	50 »	id.	id.
8	Saroglia Gioanni	48	5 febb.	23 50	id.	Moretta
9	Martino Giuseppe	97	8 genn.	15 »	id.	Ceva
10	Chappuis Louis Gabriel feu Pierre Antoine	59	18 mar.	7 50	id.	Morgex
11	Rumiod Pierre Antoine feu Jean Baptiste	61	id.	5 »	id.	id.
12	Rumiod Jean Baptiste feu Jean Baptiste	63	10 apr.	10 »	id.	id.
13	Beneficio Baudino contrib., Ravicchio sacerdote fu Gaspare e Rovello Giovanni richiedenti	26	1848 15 xbre	74 50	id.	Villanova d'Asti
14	Blondet Cosmo	7	31 id.	19 25	id.	Barbianello
15	Sticca Gio. Domenico fu Giacomo	2	1849 26 lugl. 1848	90 19	Credit. ipotecarii	Villanova d'Asti Castelnovo d'Asti
16	Lisa Teresa	170	54 xbre	25 »	Stabili	
17	Forni Giuseppe fu Gio. Battista	141	1849 10 apr.	10 »	id.	Orta
18	Città d'Albenga contrib., Marerone esattore richiedente	63	19 mar.	97 »	id.	Albenga
19	Congregazione di carità di Montanaro	67	1848 28 xbre	60 »	id.	Strambino

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 28 febbraio 1852.

L'Intendente Generale ARNULFO.

AZIENDA GENERALE DELLE FINANZE.

Tiletto invitativo.

S'invita chiunque voglia attendere alla provvista ed impressione litografica degli Stampati infradescritti, a presentare all'Azienda generale delle Finanze, prima delle ore 11 del giorno 25 corrente marzo, il suo partito suggellato ed accompagnato da un vaglia per L. 500 esteso in carta proporzionale di commercio, e sottoscritto da persona di notoria risponsabilità, in ribasso dei prezzi per gli stampati stessi stabiliti.

I campioni ed i capitoli dell'impresa sono visibili nella stessa Generale Azienda presso cui trovansi depositati.

Il delibberamento avrà definitivamente luogo in detto giorno a favore di chi all'apertura delle schede risulterà aver fatto il partito migliore, secondo le condizioni dai capitoli d'oneri prescritte.

Stampati da provvedersi.

Num.		Calcolati per ciascuno
2500	Patenti di nazionalità per bastimenti, in pergamena	L. 1 75
300	Patenti da capitano marittimo, id.	» 1 75
300	Patenti da padrone, in carta forte	» » 50
20	Patenti da costruttore navale di prima classe, in pergamena	» 1 75
20	Patenti da costruttore navale di seconda classe, in carta forte	» » 60
150	Scontrini a vela quadra, in pergamena	» 1 50
150	Scontrini a vela latina, id.	» 1 50

Torino, il 3 marzo 1852.

Per detta generale Azienda
Per l'Intendente capo della 2ª divisione
GRAVIER segr.

AZIENDA GENERALE DELLE GABELLE.

Avviso d'Asta.

Stante l'aumento del mezzo sesto in tempo utile fatto sul prezzo di L. 787 90, al quale per conto dell'Azienda generale delle Gabelle questo generale uffizio, nel giorno primo del corrente mese, deliberava l'appalto della rivendita di Sale e Tabacco fattasi vacante in Torino, si previene il pubblico che alle ore 11 antimeridiane del giorno 22 del mese ora corrente si procederà in questo generale uffizio al reincanto e definitivo deliberamento della medesima a favore di chi farà un maggior aumento all'estinzione della candela vergine, sul prezzo di L. 855 55.

Le condizioni per l'appalto di cui si tratta sono quelle descritte nell'avviso d'asta pubblicato dall'Azienda generale delle Gabelle, in data 12 febbraio ora scorso.

Il quaderno dei capitoli d'onere, ossia le condizioni preliminari accennate in detto avviso, è depositato nel mentovato uffizio, dove ciascuno potrà prenderne visione.

Torino, il 15 marzo 1852.

Il Capo di Divisione,
ENRICO GEYMET

Si legge nella *Gazzetta di Genova* in data del 15 marzo:

Sotto il nome di Teilhaye Eugenio, giunse questa mattina coll'*Ercolano* proveniente da Napoli il duca d'Aumale con domestico che ripartì tosto per Milano.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova
la sera del 10 marzo 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9408497 77
id. id. in Torino	»	6115299 99
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	14414070 73
id. id. in Torino	»	17936023 50
Fondi pubblici della Banca	»	562117 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	933333 34
Tratte della sede di Torino del 9 corr.	»	40005 30
Spese diverse	»	272870 24
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Corrispondenti della Banca (sbil.° de'conti)	»	826289 08
Debitori diversi	»	31295 »
	L.	50317802 95

Passivo.

Capitale	L.	30000000 »
Biglietti in circolazione		
per operazioni ordinarie	»	33114700 »
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	»	355099 93
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	»
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	33994 61
id. id. in Torino	»	71511 82
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	116549 34
id. id. in Torino	»	147084 50
Conti correnti disponibile in Genova	»	1028104 01
id. id. in Torino	»	1172678 01
Non disponibile	»	33500 55
R. Erario conto corr.	»	6058228 46
Tratte a pagarsi dalla sede di Genova su quella di Torino	»	11975 53
della sede di Torino su quella di Genova del 9 corr.	»	1295 60 39
Dividendi arretrati	»	29798 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Rimb. della sede di Torino del 9 corr.	»	9147 08
	L.	50317802 95

TOSCANA

FIRENZE, 11 *marzo*. Il ministro segretario di Stato al dipartimento dell'interno,

Veduto l'articolo, che in forma di corrispondenza e colla data di Napoli, è inserito nel numero 752 del giornale il *Costituzionale*, e

Considerando che nella sostanza come nelle espressioni questo articolo esprime una maligna censura e tenta volgere al dispregio alcune disposizioni del R. governo di Napoli, e di screditare al tempo stesso l'amministrazione che quivi vien fatta della pubblica giustizia;

Considerando che simili attacchi contro la dignità e l'integrità di un governo amico importano violazione degli offici e doveri del giornalismo;

Veduto l'art. 5 della legge del 22 settembre 1850;

Decreta la sospensione del giornale il *Costituzionale* per il periodo di un mese dal giorno corrente, prescrivendo che la presente ordinanza venga immediatamente notificata al gerente responsabile e allo stampatore del giornale medesimo.

Dato l'11 marzo 1852.

L. LANDUCCI — A. ALLEGRETTI *segr.*

FRANCIA

PARIGI, 11 *marzo*. Il sig. Edoardo Thouvenel, inviato straordinario e ministro plenipotenziario presso il re di Baviera, è stato nominato direttore degli affari politici al dicastero degli affari esteri. Il sig. Thouvenel avrà titolo e grado di ministro plenipotenziario di prima classe, e potrà sempre, sulla sua domanda, essere mandato in un posto diplomatico all'estero.

— Con decisione del 10 marzo, il ministro della pubblica istruzione e dei culti ha convocato il consiglio superiore in sessione straordinaria per lunedì 15.

— Leggesi nell'*Estafette*: Uno dei giornalisti più spiritosi del nostro tempo ha dovuto soccombere ad una lunga e crudele malattia. Ognuno si ricorda che fu il sig. Armando Marrast, membro del governo provvisorio. Egli era stato colpito d'apoplessia nel novembre scorso, e la sua salute era rimasta molto languente da quel giorno: è morto ieri alle due pomeridiane.

— I consigli generali dell'Eure, della Manica e del Calvados sono convocati pel 18 marzo, a fine di deliberare definitivamente sulle somme già votate per sovvenire all'esecuzione della strada ferrata da Parigi a Cherbourg.

— Un decreto del presidente della repubblica assicura il concorso dello Stato all'esecuzione della via di Strasburgo, destinata a porre la stazione della strada ferrata di Strasburgo in comunicazione diretta col *boulevard* Saint-Denis.

— Il *Moniteur* pubblica inoltre varii decreti di autorizzazione di società d'assicurazioni ed una circolare relativa alla riorganizzazione del lavoro nelle carceri.

— Leggesi nella *Presse*;

Il signor di Gobineau, primo addetto alla legazione francese a Berna, di cui abbiamo annunziato l'arrivo a Parigi, è tornato al suo posto con dispacci i quali attestano, dicesi, i cambiamenti notevoli che si sono operati nel modo di vedere del governo francese, nella vertenza colla Confederazione elvetica.

SPAGNA

MADRID, 6 *marzo*. Si legge nella *Espana*:

Il sig. Sandino y Miranda è stato nominato sopr'intendente delle Isole Filippine in surrogazione del sig. Matta. Il posto d'ispettore generale delle finanze, che lascia vacante il sig. Sandino, è stato affidato al sig. Sardina, e il sig. Sanchez Pano, governatore della provincia di Tudela, sottentra a detto sig. Sardina nella direzione generale della contabilità.

— Si legge nello stesso giornale:

S. M. si è degnata di accordare la gran croce di Carlo III al maresciallo di campo D. Andrea Blaser, capitano generale della Navarra.

PORTOGALLO

Si legge nel *Clamor Publico* del 5 corrente:

Il governo portoghese presentò ultimamente alle *Cortes* un progetto di legge inteso a dichiarare, che tutti i provvedimenti legislativi da esso governo adottati durante l'intervallo corso di mezzo alle sessioni, continueranno ad aver forza di legge, sino a che le Camere non abbiano deciso altrimenti.

INGHILTERRA

LONDRA, 10 *marzo*. Il sig. Beresford, segretario ministro della guerra, e il capitano Duncombe, lord della tesoreria, sono stati rieletti senza opposizione, il primo dal distretto-nord della contea di Essex, e il secondo dal distretto orientale della contea di York.

Il sig. Bankes, nominato giudice-avvocato (cancelliere di Scozia), fu parimenti rieletto dalla contea di Dorset: e il sig. Napier, procuratore generale d'Irlanda, lo fu dall'università di Dublino.

La sola rielezione che sia stata disputata sinora è quella del signor Whiteside, avv. generale ad Enniskitlen in Irlanda. Il signor Whiteside non ottenne che nove suffragii di più sopra il suo competitore sig. Cullom.

— Una dimostrazione in favore del libero scambio fu fatta il 9 a Manchester dalla Camera di commercio e dalla associazione commerciale di quella città. Un'altra dimostrazione nel medesimo senso fu egualmente fatta dalla città di Liverpool.

— Il *Morning-Advertiser* afferma che il parlamento sarà disciolto a Pasqua, ed esorta quindi i partigiani della libertà del commercio di prepararsi alle elezioni.

— Si legge nel *Daily-News*:

Il nuovo vicerè d'Irlanda e la contessa d'Eglinton sono partiti ieri mattina (9) da S. James Square per recarsi a Dublin Castle.

— Si legge nello stesso giornale:

La scissura tra gli operai meccanisti ed i loro capi sta ormai per cessare. Più di 7,000 operai hanno accettato le condizioni loro offerte dai capi; e la dichiarazione fatta dal sig. Newton, che già 10,000 sterlini de'fondi della società collegata sono stati assorbiti nella lotta, ha molto contribuito a diminuirne l'ardore. La società collegata ha voluto agire, contrastando all'andamento naturale delle cose, ed ecco ella soccombe. Ciò dovea accadere; ella avea la pretensione di fondare una nuova costituzione del mondo commerciale.

Qualunque società che i capi volessero stabilire sopra un medesimo spirito, incorrerebbe una medesima sorte. La libertà sola è la guarenzia della giustizia per le parti contraenti.

— Il *Morning-Chronicle*, s'occupa del bilancio della marina inglese per l'anno finanziario 1852-53, stato già stampato e distribuito. Risulta da questo documento che il bilancio di questo esercizio presenterà su quello dell'anno precedente una economia di 111,271 sterlini (2,781,775 fr.).

— Si legge nel *Globe*:

La liquidazione mensile de' fondi inglesi si fa bene. I fondi hanno maggiore fermezza. Consolidati a contanti e per conto 97 1/2 5/8; 3 0/0 rid. 98 3/8.

ALEMAGNA

FRANCOFORTE, 5 *marzo*. La *Gazzetta di Lipsia*, sulla fede di una sua corrispondenza di Annover, pubblica il tenore della risoluzione presa dalla dieta germanica nella seduta del 16 febbraio relativamente alla questione della flotta del mare del Nord. La dieta adottò a maggioranza di voti le risoluzioni seguenti:

1. La flotta stanziata attualmente nel mare del Nord deve riguardarsi come spettante alla confederazione, ma non come una istituzione organica della medesima: epperciò la confederazione ha il diritto di disporre della flotta a maggioranza di voti;

2. Le condizioni alle quali la dieta germanica, conformemente al num. 2 della sua risoluzione del 24 gennaio, voleva riguardare l'associazione ivi mentovata come già formata o in procinto di esserlo, non essendosi adempite, ma avendo il solo governo prussiano dichiarato essere disposto a comprare i navigli della flotta del mare del Nord, e particolarmente la fregata l'*Eckernfoerde* e la fregata a vapore il *Barbarossa*, la dieta risolse che i suoi membri dovranno, nello spazio di 15 giorni, chiedere istruzioni ai loro governi sui cinque punti seguenti:

a) Si venderanno al governo prussiano i navigli l'*Eckernfoerde* ed il *Barbarossa* al prezzo stabilito dalla commissione tecnica

della marina e che è di 262,000 fio.ini pel primo di questi navigli, e di 451,200 fior. pel secondo.

b) Il governo prussiano pagherà immediatamente sul prezzo di compera la somma di 160,000 fior. o 100,000 talleri.

c) I due navigli sopra indicati saranno rimessi al governo prussiano; però, continueranno ad essere, fino al termine qui sotto indicato, posti sotto l'amministrazione ed il comando della confederazione che intanto ne sopporterà le spese di mantenimento.

d) Se fino al 31 marzo di quest'anno l'associazione, formata al fine di fondare una flotta del mare del nord, s'incarica di amministrare per sè sola ed a sue spese la flotta esistente, e se rimborserà i 160,000 fiorini, o i 100,000 talleri sopra mentovati, il contratto si riguarderà come non avvenuto; nel caso contrario, i due navigli diverranno proprietà della Prussia.

f) Se il secondo caso indicato nel num. 4 si effettui, quello che resterà del prezzo di compera, dedotti i 160,000 fiorini, ossia i 100,000 talleri, verrà contato nel credito del conto della Prussia relativamente alla flotta, sotto riserva di essere liquidato.

5. Se l'associazione non è formata il 31 marzo di quest'anno nel modo indicato al § *d*) del num. 2, si procederà alla vendita dei navigli di cui la Prussia vuol fare acquisto.

Nello stesso tempo si risolse di vendere i navigli che, secondo il parere della commissione per gli affari della marina, non sono atti ad essere conservati, ed a questo fine si è incaricata la suddetta commissione d'indicare immediatamente quei navigli e di procedere alla loro vendita, salva la ratifica per parte della dieta germanica.

4. La commissione di marina è incaricata di prendere fin d'ora le disposizioni intese a preparare lo scioglimento eventuale della flotta, e di proporre gli altri provvedimenti necessarii pel definitivo scioglimento della stessa.

Dopo che la dieta ebbe preso qu sta risoluzione, l'Annover, che è di parere essere la flotta del mare del nord non solamente di proprietà della confederazione, ma bensì anche una istituzione organica della medesima, protestò nuovamente contro le proposte risoluzioni, e chiese che la sua protesta fosse inserita nel processo verbale.

AUSTRIA. *Vienna*, 9 *marzo*. L'*Oest. Corr.* reca: Il ministero dell'interno di concerto con quello della giustizia e quello d'agricoltura e montanistica significò alle commissioni per l'esonero del suolo, che per le leggi d'esonere non sono aboliti i diritti di pesca, devono rimanere in vigore come erano nell'anno 1847, e non si può quindi procedere alle operazioni d'indennizzo. Dove però esistono delle relazioni fra proprietarii ed usufruttuarii, che cadono nell'azione della legge 7 settembre 1808, devono gli organi dell'esonero del suolo, coll'applicazione delle vigenti prescrizioni, esercitare il loro ufficio, riserbandosi il caso che i diritti di pesca dovessero venir regolati. In seguito a quest'ordinanza devonsi prendere in discussione tutti quegli aggravi delle prestazioni, le quali, secondo la patente sovrana 4 marzo 1849, appartengono alle prestazioni risarcenti od alle relubili, e stanno perciò in rapporti di sudditela, o dipendono da patti enfitentici o da altri contratti sulla divisione della proprietà, o finalmente da una fondazione religiosa.

— Il Vladika di Montenegro giunse qui ieri accompagnato dal voivoda Vucocich e dal suo segretario Milakovich.

— Il giornale *Deutsche Volkhalle* fu confiscato ieri a motivo di una lettera datata da questa città.

— Le conferenze doganali tennerò ieri due sedute. Le discussioni trattano, a quanto dicesi, di affari monetari.

— Parte dei bagagli, cavalli e carrozze e servi dei gran principi imperiali delle Russie, giunsero già qui l'altro ieri.

PRUSSIA. *Berlino*, 8 *marzo*. In occasione della votazione sulla nuova prima Camera, i tre ministri Simons, Raumer e Westphalen votarono coll'estrema destra. Si parla quindi d'una scissione sorta in seno al ministero: alcuni giornali pretendono che due ministri abbiano quindi offerto la loro demissione: ma questa voce sembra priva di fondamento.

L'anzidetta votazione pare abbia prodotto una scissura nella destra, nel ministero, nella sinistra: parecchi deputati della sinistra (Enrico Arnim, Kendel, Hermann, Sibel, Friccius, ecc.) votarono per l'emendamento Koppe, gli altri votarono coll'estrema destra.

RUSSIA

Il *Giornale di Pietroburgo* del 4 marzo corr. annunzia nuove vittorie riportate dalle truppe russe contro i montanari del Caucaso: nei giorni 10 e 18 gennaio, varie colonne lanciatesi nelle alte valli del piccolo Tchechnia s'incontrarono nei montanari, li batterono ed incendiarono parecchi villaggi. Le truppe russe perderono in più scontri, 49 uomini morti e 235 feriti. Tra i morti v'ha il generale maggiore Krontowskòi.

Un combattimento assai più vivo si è impegnato nel Daghestan. Una colonna, partita il 14 gennaio, distrusse, il 17, il villaggio di Mischkil; il 18 assalì il forte di Schellaghi, e dopo una vivissima lotta in cui le truppe russe ebbero 130 uomini morti e 341 feriti (fra cui, due colonnelli) il forte di Schellaghi fu espugnato e dato alle fiamme. Tutti gli abitanti perirono sotto le rovine.

TURCHIA

Una lettera riprodotta nel *Constitutionnel* annunzia che l'ambasciatore di Russia a Costantinopoli protestò contro la risoluzione presa dalla Sublime Porta relativamente ai Luoghi Santi.

AMERICA

NUOVA-YORK, 25 *febbraio*. La sera del 21 fu dato un gran banchetto a Washington per solennizzare l'anniversario della nascita dell'eroe da cui quella città prese il nome. Molti membri del Congresso assistevano a quel banchetto; e vi furono tenuti varii discorsi politici che tutti concludevano contro ogni tentativo fatto per allontanarsi dai principii del non intervento.

— La corrispondenza (dice il *New-York Herald*) si lungo tempo e si impazientemente aspettata dal pubblico, quella intendiamo che ebbe luogo a Marsiglia tra il commodoro Morgan, il console Hodge ed il sig. Kossuth, letta dapprima alla Camera de' rappresentanti, è stata finalmente pubblicata ne' giornali.

Questa pubblicazione conferma l'opinione già da noi emessa intorno alle relazioni del sig. Kossuth col capitano del *Mississipi* e gli altri officiali di questa fregata.

Le lettere di questi signori, e i documenti ch'essi han rimessi al governo, furono avidamente letti da tutta la estensione degli Stati-Uniti, e il pubblico è tutto unanime nell'assolvere gl'impiegati americani in quella malaugurata vicenda, e nel biasimare la condotta del sig. Kossuth nel suo tragitto da Marsiglia a Gibilterra.

Il capitano Long, calunniosamente accusato di aver mancato dei dovuti riguardi verso l'illustre ungherese, è uscito vittoriosamente dalla lotta, senza lasciare il più lieve dubbio sulla sua condotta onorevole e sulla missione che gli era stata affidata dal governo. È questa, lo ripetiamo, una questione pienamente risoluta dall'opinione pubblica.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. *Due Sicilie*. Si legge nell'*Omnibus* d. Napoli del 4:

Bagnara da qualche tempo è travagliata da forti scosse di terremoto. I suoi abitanti furono costretti di abbandonare la città e riparare in baracche di legno che si costruissero espressamente.

Il *Giornale di Roma* dell'8 corr. annunzia la morte dell'illustre poeta Giacomo Ferretti.

ILLIRIA. Fu pubblicata in Trieste il 10 marzo la seguente risoluzione sovrana:

« In seguito alla mia risoluzione del 9 febbraio anno corrente, ed in riflesso alle circostanze speciali della popolazione di Trieste, trovo di ordinare che la leva militare per il mio esercito per questa città e suo territorio abbia a cominciare appena coll'anno mille ottocento e cinquantotto, per cui restano libere dalla coscrizione militare le sei classi d'età prossime chiamate alla leva militare.

« Trieste, il 10 marzo 1852.

FRANCESCO GIUSEPPE *m. p.*»

— S. M. l'imperatore d'Austria è partito il 10 da Trieste, donde per la via di Lubiana proseguiva il suo viaggio sino a Vienna.

FRANCIA. *Parigi*, 12 *marzo*. Il *Moniteur* contiene parecchie nomine giudiziarie concernenti soprattutto le corti d'appello di Parigi e d'Algeri. La creazione recente d'una quarta Camera per la corte d'appello della Senna, e la rivocazione di parecchi consiglieri della corte d'Algeri, aveano reso necessario questo movimento.

— Si assicura essere stato deciso oggi in consiglio dei ministri che sarebbe instituita una commissione incaricata di statuire sulle domande in grazia e sui reclami delle famiglie, in proposito delle risoluzioni prese dalle commissioni miste dei dipartimenti, sulle persone condannate alla trasportazione nelle colonie penitenziarie, all'internamento o all'a sorveglianza dell'alta polizia. Questa commissione è immediatamente entrata in funzioni.

— Parlavasi iersera in una conversazione, ordinariamente ben informata, d'una lettera indirizzata dal conte di Chambord a un ex-rappresentante, nella quale egli dissuade i suoi amici dall'accettare, colla condizione del giuramento, il mandato legislativo. Si assicura che i legittimisti eletti sono disposti a dar la loro demissione.

— Oggi si sono fatte le esequie del sig. Armando Marrast, e più di due mila persone di tutte le classi e di tutti i partiti ne hanno accompagnata la spoglia alla sepoltura.

— Dicesi che il palazzo delle Tuilerie sta per ricevere decorazioni e parecchie parti considerevoli degli antichi mobili dell'impero. Erano stati dati ordini in questo proposito al guarda-mobili. Si crede che le Tuilerie saranno pronte il 20 del corrente per ricevere il presidente della repubblica.

INGHILTERRA. *Londra*, 12 *marzo*. (*Dispaccio elettrico*) Una importante riunione dei partigiani del principio della libertà di commercio si tenne ieri in casa di lord John Russell; vi si contavano 78 membri del parlamento, e fra essi parecchi ex-ministri. I sigg. Hume, Cobden, Bright, Gibson e specialmente Villiers, hanno risoluto d'interpellare lunedì prossimo, nella seduta della Camera dei comuni, il cancelliere dello scacchiere sulle intenzioni e sul programma politico di lord Derby. Nel caso in cui la risposta ufficiale non soddisfacesse i membri liberali della Camera, sarebbe presentata una mozione tendente a far dichiarare dalla Camera che essa non ha fiducia nel ministero protezionista, o un'altra mozione tendente a far aggiornare a sei mesi il voto dei sussidii, a fine di provocare una dissoluzione del parlamento.

ALEMAGNA. *Francoforte*, 10 *marzo*. La dieta germanica, nella seduta del 6 di questo mese, si è di bel nuovo occupata della questione della flotta tedesca. L'Austria si è dichiarata in favore dell'accettazione delle proposte della Prussia e per l'acquisto delle due fregate, l'*Eckernfoerde* ed il *Barbarossa*, al prezzo fissato dal gabinetto di Berlino. L'Austria propose inoltre che l'ammontare della vendita della flotta (il che accadrà verosimilmente) si destinasse al rimborso delle anticipazioni fatte ai varii Stati, e particolarmente dalla Prussia all'Austria, per l'istituzione della flotta.

L'formazione di una giunta degli Stati per incaricarsi della flotta è fissata per la fine del corrente mese; ma le grandi potenze hanno determinato di risolvere la questione prima che finisca il mese; in ogni caso, non vogliono consentire ad ulteriore dilazione.

— *Berlino*, 10 *marzo*. Leggesi nella *Gazzetta di Prussia*:

Una numerosa deputazione dei membri della destra della prima Camera si è presentata ai signori Manteuffel e Westphalen per assicurarli, in nome del loro partito, di una costante fiducia ed appoggio per lo avvenire.

DANIMARCA. *Copenaghen*, 6 *marzo*. Nella seduta del 5 fu presentato al *Volksting* un progetto d'indirizzo al re, tendente ad esprimere l'inquietudine e la sfiducia con cui il popolo vede l'indirizzo dei pubblici affari nelle mani degli attuali ministri. L'assemblea ne ha permesso la lettura con 84 voti contro 4.

R. LEONE gerente.

CITTA' DI TORINO.

IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 8, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 13 marzo stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantasette. Lire 0. 87.

Torino, dal civico palazzo, addì 12 marzo 1852.

Il Sindaco G. BELLONO.

È pubblicato

e trovasi vendibile presso la Tipografia Editrice G. FAVALE *e C. e presso i principali librai*

ANNUARIO ITALIANO
STORICO-STATISTICO
pel 1852

compilato da **GUGLIELMO STEFANI**

ANNO I.

PROSPETTO DELLE MATERIE

Introduzione.

PARTE PRIMA — (**Stati Sardi**).

POPOLAZIONE (1848). Estensione della popolazione sopra il territorio diviso per provincie — Maschi e femmine — Case e famiglie — Movimento della popolazione avanti il 1848 — Confronti di alcune cifre delle popolazioni piemontese e francese.

STATISTICA MEDICA. Costituzione fisica della popolazione: attitudine degli individui alla milizia: sordo-muti: cretinismo — Costituzione patologica delle popolazioni: considerazioni sulla temperatura e sulla quantità di pioggia in Torino nel decennio 1828-1837: Mortalità cronologica nella città di Torino nel decennio stesso: prospetto nosografico delle malattie: manicomi: principali ritiri e convitti: trovatelli: ospedali militari: carceri speciali infermità: pellagra: febbre: malattie epidemiche: vaiuolo: cholera-morbus: morti subitanee e suicidii — Compensi terapeutici e mezzi curativi: stabilimenti termali — Mezzi di preservazione: vaccinazioni — Personale sanitario (quadro generale).

IDROLOGIA MINERALE. Quadro generale delle sorgenti d'acque minerali negli Stati Sardi — Sorgenti nuovamente scoperte o di recente analizzate.

NAVIGAZIONE. Navigazione transatlantica — Statistiche — Pesca — Marina mercantile — Navigazione nazionale all'estero — Navigazione sarda ed estera ne' porti dello Stato — Vapori — Cabotaggio.

STRADE FERRATE — Cenno preliminare — Delle diverse linee in generale — Della linea da Torino a Genova — Sezione da Torino ad Arquata. Capo I. Costruzione. II. Esercizio — § 1. Rendite e spese; § 2. Tariffe; § 3. Materiale; § 4. Officine; § 5. Personale — Sezione da Arquata a Genova. Capo unico: costruzione — § 1. Da Arquata a Busalla; § 2. Galleria de' Giovi; § 3. Da Giovi a Genova — Della linea da Alessandria al Lago Maggiore. Capo unico: costruzione — Delle linee concesse od in via di concessione alla privata industria — I. Linea da Savigliano a Torino; II. da Cuneo a Torino per Fossano e Savigliano; III. da Savona a Ceva; IV. Tronco da Saluzzo a Savigliano; V. da Bra a Cavallermaggiore; VI. Linea da Torino a Pinerolo; VII. Linea dell'Savoia; VIII. Linea da Torino a Novara; IX. Tronco da Vigevano a Mortara; X. Linea da Voltri a Genova; XI. Tronco da S. Pier d'Arena al porto di Genova; XII. Linea da Alessandria a Piacenza.

TELEGRAFI ELETTRICI NEGLI STATI SARDI.

INDUSTRIA PATRIA. Topografia industriale — Prodotti minerali: ferro, oro, argento, piombo, rame, stagno, zinco, leghe mercurio: manganese, cobalto, marmi, pietre, calcina e gesso: sali: combustibili fossili: corallo: stoviglie e porcellane: vetri: sete: cotonerie: canapa e lino: lanificio: cuoiami e pelli: manifatture chimiche: manifatture meccaniche — Conclusione.

GUARDIA NAZIONALE. Nozioni generali — Quadro della forza numerica della Guardia nazionale d'ogni provincia e divisione amministrativa, e rendiconto dell'armamento della medesima — Prospetto della forza numerica e dell'armamento della milizia in servizio ordinario nelle 30 città capoluogo di provincia.

ISTRUZIONE PUBBLICA. Origine dell'università di Torino: I. Ordinamento generale e legislazione della pubblica istruzione; II. Istruzione universitaria; III. Istruzione secondaria; IV. Scuole di metodo: scuole elementari: scuole per gli adulti: asili d'infanzia: scuole speciali; V. Collegi nazionali.

MARINA MILITARE. Presente condizione dell'arsenale marittimo — Reggimento dell'arsenale — Battaglione Real Navi — Scuola o collegio di marina — Nome e portata dei bastimenti che appartengono alla regia marina — Principali provvedimenti che riflettono la marina militare e mercantile.

CITTA' DI GENOVA. Popolazione — Istruzione — Amministrazione — Bilanci delle opere pie pel 1851.

CITTA' DI TORINO. Ingrandimenti di Torino — Numero e rendita de' fabbricati — Popolazione — Istruzione — Amministrazione.

Sulla tassa del pane in Torino (notizie storico-economiche).

ACCADEMIE SCIENTIFICHE. R. accademia delle scienze — R. accademia medico-chirurgica — R. accademia d'agricoltura — Cenni storici e lavori dell'anno accademico 1850-51.

PARLAMENTO NAZIONALE. Cenni sui lavori parlamentari dal marzo 1848 sino al febbraio 1852.

RIVISTA FINANZIERA.

SARDEGNA. Intorno alla Sardegna e ad una nuova circoscrizione territoriale di quest'isola — Delle strade comunali nel capo settentrionale dell'isola di Sardegna.

SAVOIA. Saline di Moutiers — Scuola d'orologeria di Cluses.

PARTE SECONDA.

Cronaca politica dell'anno 1851.

APPENDICE.

Statistica giudiziaria.
Statistica elettorale.
Prodotti delle gabelle nel 1851.
Consolati sardi all'estero (Quadro generale).
Appendice alla popolazione.
Appendice alla Sardegna.
Appendice alla marina e navigazione.

Un vol. in-16 di pag. 568 e xvi di prefazione, con tre quadri

Prezzo L. 4, 50.

Si spedisce nelle provincie franco di spesa, dietro mandato postale di L. 4 50 alla Tipografia FAVALE Editrice.

BELLE ARTI

Bellissima tela rappresentante *La Regina del Cielo col putto e gloria d'Angeli*, grandezza al vero, del valore di 60lm. fr., si vende anche a more da concertarsi. — Visibile per brevi giorni, nel locale della Segreteria della Società di Belle Arti, via della Zecca, vicino alla porta num. 6, secondo cortile.

SOCIETÀ

di mutua beneficenza e collocamento dei caffettieri, confettieri e distillatori, stabilita in Torino

Il Consiglio d'Amministrazione terrà un'apposita adunanza coi signori principali, (mercoledì 17 corrente, alle due pomeridiane nell'uffizio permanente della società, situato sotto i portici di piazza San Carlo, casa Balbis-Sambuy, piano 2) per concertare nell'interesse comune.

Sono perciò pregati tutti i sig. principali d'intervenirvi.

Per il Consiglio
Il Presidente CHIANTORE.

AVVISO

Ai Coltivatori e Proprietarii

SEMENZA DI BACHI DA SETA PRIMA QUALITA'
FRANCESI, BERGAMASCHI E BRESCIANI,
depurata dal signor GOURDON *di Nages*

Il metodo del signor **Gourdon**, fu già esperimentato in ogni senso, e ne fu riconosciuta l'utilità dal Consiglio generale del Dipartimento del Gard. Esso consiste nel depurare la Semente in modo da ottenere una totale esplosione delle uova e l'esclusione di ogni cattivo filugello.: quindi economia di foglia, ed un prodotto triplo dell'educazione ordinaria.

Una quantità limitata di questa Semente è posta a disposizione dei signori fratelli Giorcelli, in Torino, via Bogino, num. 13, i quali ne ricevono le commissioni e più tardi ne faranno la distribuzione a quelli che si saranno per tempo inscritti.

Presso i prefati signori Fratelli Giorcelli si trova sempre il solito deposito di Semente del Monte Brianza, Montevecchio e Bergamasco, di prima qualità.

DIFFIDAMENTO

Con iscrittura 1° marzo 1852, il negozio di lana e crine, l'esercizio da materassaio e la fabbrica de' pagliericci elastici, posti al piano terreno di Casa La-Ville, num. 18, via dell'Arcivescovado, passarono di proprietà del sottoscritto, per l'obbligazione assuntasi di soddisfare tutti i creditori del sig. Pietro Baima, colle condizioni descritte in detta scrittura, di cui fu inoltrata copia all'eccell.mo Magistrato del Consolato di Torino.

Il sottoscritto crede pertanto suo dovere di avvertire tutti i debitori delle cessate ditte Pietro Baima, Baima e Zobianco, e Baima e Comp., che ogni pagamento dovrà farsi esclusivamente e non altrimenti che al sottoscritto od al signor Alessandro Oppizzi, il quale solo, come suo rappresentante, è autorizzato a rilasciare le relative quitanze.

Il signor Pietro Baima, al quale resta affidata solamente la direzione dei lavori, non potrà fare cazioni o contratti di sorta alcuna, per cui verranno considerati per nulli e di niun effetto, tutti i pagamenti fatti a di lui mani.

Torino, il 9 marzo 1852. LETTERIO RADICE.

INNOVAZIONE DEL 1851

GRAN PERFEZIONAMENTO DI

PUNTE DI PENNE

Francesi, dette di Corno,
AMMESSE ALL'ESPOSIZIONE DI LONDRA
a L. 5 ogni scatola di 100 penne a doppia punta.

Fra tanti perfezionamenti recati agli oggetti d'industria, non erasi trovato sinora il modo di perfezionare la penna. Tanto si ottenne in questi giorni. Le nuove penne a dopp'a punta vincono in bontà tutte le precedenti di metallo: esse sono della massima flessibilità, sono acconcie a qualunque età, e benchè si scriva con tutta fretta non si corre mai rischio di lacerare la carta.

SUOLE DI SASSONIA

UMIDIFUGHE RE IMPENETRABILI
PER PRESERVARE DAL FREDDO E DALL'UMIDITA'
Ammesse all'Esposizione di Londra,
a 2 fr. il paio

Queste suole impediscono che l'umido penetri nel calzare tengono caldo il piede, di estate assorbiscono la transpirazione, e si acconciano con facilità alla scarpa, allo stivale ecc.

Il sottoscritto ha inoltre ricevuto da una delle principali fabbriche di Londra un assortimento di Aghi per cucire delle qualità più fine e ricercate.

E disceso all'albergo della Caccia Reale, piazza Castello
ISIDORO LOUY, *di Parigi*

SEMENZA BACHI DA SETA

DI BRIANZA, 1.ª QUALITA'
Presso **Carlo Cinzano**, *piazza Castello, n. 25.*

AFFITTAMENTO STABILI

IN TERRITORIO DI VINZAGLIO.

S'invita chiunque voglia attendere all'affitto, per anni 12 principiandi al S. Martino p. v., del Tenimento denominato il *Torrione di Vinzaglio*, della superficie di ettari 240 circa, con acqua propria, molino e pesta da riso, a presentare il suo partito, fra tutto il corrente mese in Vercelli al sig. geometra Vincenzo Malinverni, od in Torino al sig. notaio certif. Domenico Signoretti, presso i quali sono ostensibili le condizioni relative; trascorso detto giorno si procederà al deliberamento, a seconda della convenienza dei partiti.

Torino, il 15 marzo 1852.

FRATELLI CONTE

NEGOZIANTI DI CAVALLI

Annunziano che il giorno 18 corrente saranno visibili nelle loro scuderie, corso della Cittadella, num. 50 Cavalli nuovi da carrozza della razza del Mecklemburgo, fra' quali vi sono diverse pariglie *croisés*, e da sella.

Presso la **Tip. Nazionale** *ed i* **Fr.lli Reycend** trovasi il

PROGETTO GENERALE DI LEGGE

per riordinare a seconda dello Statuto
IL BILANCIO E L'AMMINISTRAZIONE DELLO STATO.
Per l'Avvocato M. PELISSERI.

ASSOCIAZIONE ALLA STRENNA PEL 1852.

Molti dei signori depositarii dei biglietti, trovandosi in ritardo nel riscontrarci sulla effettuazione della vendita dei medesimi, non ostante le replicate preghiere inserite nei giornali, la Direzione vedesi nell'assoluta impotenza di regolizzare i suoi conti, e perciò costretta suo malgrado, a differire l'estrazione dei premi già fissata pel 15 corrente mese.

Sono perciò nuovamente pregati i signori depositarii a sollecitare il rinvio dei biglietti invenduti, od in caso diverso il relativo ammontare, e mentre la Direzione si lusinga che gli acquisitori dei biglietti vorranno essere cortesi nel compatire quest'ultima dilazione dipendente da una causa estranea alla propria volontà, si riserva di determinare il tiraggio definitivo in altro avviso.

Torino, il 13 marzo 1852.

G. MAGGIOROTTI.

AVVISO

Presso LETTERIO RADICE, negoziante in via della Zecca, num. 8, trovasi il deposito dell'*Inchiostro Nazionale*, per scrivere. Questo liquido, affatto privo di sostanze corrosive ed acide, non ossida le penne metalliche, non fa decomposizione, non si cancella cogli acidi, non si altera e scorre dalla penna fino all'ultima goccia.

Il medesimo ha pure un deposito d'*Inchiostro da copiare*, di qualità superiore a qualsiasi finora esistente in commercio. Quest'inchiostro si vende a prezzi convenientissimi: il comune da scrivere costa L. 1, 80; quello da copiare L. 3, 60 al litro, compreso il vaso.

Per le partite da spedirsi in barili, i negozianti godranno uno sconto in proporzione del loro acquisto.

FALLIMENTO

di Castelli Domenico, impresario in Torino.
Verificazione dei crediti.

Si avvisano i creditori di Castelli Domenico di doversi presentare personalmente, o per mezzo di mandatario, nello spazio di giorni 20, al signor causidico coll. Angelo Chiesa, sindaco definitivo di detto fallimento, e rimettere al medesimo i loro titoli di credito, oltre ad una nota indicante la somma di cui si propongono creditori, se pure non preferiscono di farne il deposito nella Segreteria dell'eccell.mo Magistrato del Consolato in Torino, e di comparire il 27 del corrente mese, ed alle ore 2 pomeridiane, in una sala del prefato Magistrato, avanti l'ill.mo signor congiudice avvocato Michele Peyrone, giudice commissario, pella verificazione dei crediti a termine di legge.

Torino, il 6 marzo 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

FALLIMENTO

di Valenti Gaetano, cantiniere nel 4° Reggimento di linea, Brigata Piemonte, di Stazione in Torino

L'eccellentissimo Magistrato del Consolato di Torino con sentenza d'oggi ha dichiarato il fallimento di detto Valenti Gaetano; ha ordinato l'apposizione dei sigilli; ha nominato sindaci provvisorii i signori Casalegno Giuseppe e Rossi Giovanni, residenti in questa città, ed ha fissato l'adunanza dei creditori avanti l'ill.mo signor consigliere cavaliere Viarana, in una sala dello stesso Magistrato il 22 del corrente mese ed alle ore 2 pomeridiane, per la nomina dei sindaci definitivi.

Torino, il 6 marzo 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Venne trascritto quest'oggi a quest'uffizio della conservazione delle ipoteche decreto di questo Tribunale di prima cognizione, con cui venne autorizzata la vendita volontaria per via di subasta, dei seguenti stabili propri dei minori fu Pietro Gallo, di Cavaglia, cioè in territorio di detto luogo regione Corbellina o Vizzo, cascina di ettare 4, are 90, ai numeri di mappa 2765, 2766, 2765, regione Milana o Falcetta, vigna di are 105 38, al numero di mappa 2843; nella regione Vizzo, campo di cascina di ettare 5, ai numeri 2787, 2788, 2788 1/2, 2789, 2773; in territorio d'Alice Vercellese, pezza prato di are 91, 22.

Il primo incanto è fissato per l'udienza del 30 corrente alle condizioni apparenti dal relativo bando.

Biella, 10 marzo 1852.

Dionisio sost. Demattei caus. coll.

GENOVA 13 MARZO 1852.
Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	*a 60 gior. d*	*Ln.*	1	85	1/2
Amsterdam	*id.*	»	2	12	—
Ancona	*30 id.*	»	5	68	—
Augusta	*id.*	»	2	52	—
Barcellona	*id.*	»	2	81	3/4 D.
Bologna	*id.*	»	5	41	—
Firenze	*id.*	»	—	82	7/8
Lione	*id.*	»	—	99	4/5
Livorno	*id.*	»	—	82	7/8 D.
Londra	*3 mesi*	»	25	23	—
Marsiglia	*30 giorni*	»	—	99	3/4
Messina	*60 id.*	»	13	92	—
Milano	*30 id.*	»	—	84	3/4
Napoli	*id.*	»	4	33	1/4 D.
Palermo	*60 id.*	»	12	92	—
Parigi	*30 id.*	»	—	99	4/5 D.
Roma	*id.*	»	5	09	— L.
Torino	*id.*	»	—	99	3/5
Trieste	*id.*	»	2	01	—
Venezia	*id.*	»	—	84	1/2
Vienna	*id.*	»	2	01	—

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	*Ln.*	94	—
id. Sarde	»	94	—
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	89	—
Prestito Obbligatorio	»	90	1/4
Obbligazioni prestito volontario	»	950	—
id. della Città nuove	»	760	— D
Prestito Obbligazioni 1850	»	940	—
id. 1 Semestre	»	92	3/8
Prestito Toscano	»	—	—
Azioni della Banca	»	1785	— D.
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	p. c.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 13 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	Per contanti. nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa.	Pel fine del mese corr. nella matt.
1819 5 0/0 *god* 1 8 *bre*				
1831 » » 1 genn.				
1848 » » 1 mar.		90 25 50 75		
1849 » » 1 genn.	92 65 75	92 25		92 60 93 93
1851 » » 1 dicem.				fin. apr.
1834 *Obblig.* 1 genn.				
1849 » 1 8-bre.				
1850 » 1 febbr.		947 50		
1844 5 0/0 *Sard.* 1 genn.				
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N. 1 genn.				aprile
— Banca di Savoia				1780 p. 15
Città di 4 0/0 oltre lo inter. decor.				1775 p. 30
Torino				1785 p. 30
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.				
Società del Gaz (nuova	640			
Incendii a premio fisso 31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio	416			
Molini presso Colegno 1 giugno				

CAMBI	Per brev.scad.	Per tre mesi.
Augusta	953 — —	950 1/4 —
Genova sconto	4 p. 1/4	— —
Francoforte S. M.	910 — 1/4	— —
Lione	99 85	99 30 —
Londra	25 32 1/2	25 90 —
Milano	— —	— —
Parigi	99 85	99 3/4 —
Torino sconto	4 p. 3/4	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 90 L.	90 03 —	90 05 —
— di Savoia	98 60 —	98 69 —
— di Genova	79 10 —	79 30 —
Sovrana nuova	35 05 —	35 13 —
— vecchia	34 80 —	34 90 —
EROSO misto		
Perdita	9 50	p. 9/10

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	*Denari*	*di Piemonte proprio*	*delle altre Provincie*	*Aumento per le Merci distinte*
GREGGIE	10—11			
	11—12	63		
	12—14	63	61	
	14—16		62	61
	16—20		60	57
	20—21	75		
	21—22	74	74	
	22—23	74	73	60
	23—24	73	60	
	24—25	73	72	50
ORGANZINI	25—26	72	71	50
	26—27	72	70	50
	27—28	70		50
	28—30	70	69	50 69
	30—32		69	50 69
	32—36			
	36—40			
	20—22			
	22—24			
	24—26			
TRAME	26—28			
	28—30			
	30—32			
	32—36			
	36—40			
MERCI DIVERSE				
Doppio filato				
Moresca scevra di gal				
fettame				
Stracciu				

BORSA DI PARIGI *del 12 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 103 35, è sceso a 103, 30, e dopo essere risalito a 103, 70, chiude a 103 65.

Il 3 0/0 resta a 68, 65.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 92, 85.

Le azioni della Banca di Francia a 2670.

INCANTO

Martedì, 16 corrente, in casa Canavero, lungo il viale di Santa Barbara, accanto alla Trattoria dei Pesci vivi, in Borgo Dora, dalle ore 9 del mattino sino al mezzodì, e dalle 2 alle 6 pomerid. e successivamente, si procederà alla vendita di varii effetti mobili, consistenti in lettiere, *bureaux*, tavole, tavolini, specchi, quadri, oggetti di rame, lingeria, argenteria ed altro, a pronti contanti.

MICHELE GIACOSA, *R. Liquid. ed Estim. giur.*

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano, e num. 4, 6, o 10 membri, con terrazzo, al 4.° piano. Via del Senato, num. 4.

TEATRI D'OGGI

REGIO. Riposo.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La fratellanza universale — Il dominò nero.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: —*Gabrielle.*

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Ercole III o la notte degli schiaffi.*

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: *Chi dura vince* — con balletti comici Addio ai Torinesi di Tom-pouce.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: —Ballo *Testa nera.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Emanuele Filiberto* — *I 50 soldati.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 65 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDI' 16 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 46	25	13
Per l'Estero	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

Decimoterzo Elenco dei Militari già pensionati dal cessato Governo Francese stati riammessi con Reale Decreto del 10 marzo corrente anno al godimento della primitiva giubilazione a far tempo dal 1 gennaio 1850 in forza della Legge del 7 maggio 1850.

Vedi Gazzetta Ufficiale numeri 148, 204, 242 (Suppl.), 282 (Suppl.), 310 e 318 dell'anno 1850, e num. 55, 104, 145, 207, 288 e 309 dell'anno 1851.

GRADO	NOME E COGNOME	COMUNE	PROVINCIA	Aumento concesso onde portarli al godimento della primitiva giubilazione.	
Soldato	Ferrero Gio. Battista	S. Stefano Belbo	Alba	45	»
»	Demartini Giovanni	Lorsica	Chiavari	82	20
Caporale	Rossi Giovanni Giuseppe	S. Salvatore	Alessandria	170	»
Soldato	Civra (detto Sarac) Gio. Battista	Portula	Biella	150	»
»	Ferrato Gio. Domenico	Gambasca	Saluzzo	87	»
»	Dognibene Gio. Maria	Torino	Torino	150	»
»	Riccardo (Richard) Chiaffredo	Sampeyre	Saluzzo	100	»

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione, vedi num. 52. 53, 54, 55, 59, 60, 61, 62, 64)

Spese — GUERRA.

Spese ordinarie.

Amministrazione.

1	Ministero di Guerra (Personale)	230,390 52
1 *bis*	Ministero di Guerra (spese d'ufficio e cancelleria)	25,000 »
2	Congresso consultivo permanente di Guerra (Personale)	7,511 76
2 *bis*	Congresso consultivo permanente di Guerra (spese d'ufficio)	1,500 »
3	Azienda Generale di Guerra (Personale)	378,005 »
3 *bis*	Azienda Generale di Guerra (spese d'ufficio)	29,500 »
4	Sussistenze militari	46,350 »
5	Spese di Leva	68,700 »
6	Uditorato Generale di Guerra (Personale)	94,683 68
6 *bis*	Uditorato Generale di Guerra (spese d'ufficio)	3,480 »

Stati Maggiori.

7	Ufficiali Generali	84,512 »
8	Corpo Reale di Stato Maggiore (Personale)	258,243 »
8 *bis*	Corpo Reale di Stato Maggiore (spese d'ufficio)	14,000 »
9	Stato Maggiore delle Divisioni militari	129,602 »
10	Comandi militari delle fortezze e provincie	550,000 »

Esercito.

11	Fanteria	8,538,721 92
12	Bersaglieri	1,266,261 52
13	Cavalleria	2,447,251 24
14	Artiglieria	1,990,182 77
15	Genio Militare	585,505 50
16	Treno di Provianda	254,545 46
17	Corpo dei Cacciatori Franchi	218,175 60

Servizio di sicurezza pubblica.

18	Corpo dei Carabinieri Reali	2,750,345 74
19	Reggimento Cavalleggieri di Saluzzo	552,515 89

Veterani ed Invalidi.

20	Casa Reale Invalidi e Compagnie di Veterani	450,756 06

Casa militare del Re e de'Reali Principi.

21	Casa Militare del Re e de'Reali Principi	147,766 »
22	Guardie del Corpo	121,243 »
23	Guardie Reali del Palazzo	66,057 56

Servizio sanitario.

24	Corpo Sanitario	125,279 28
24 *bis*	Direttore degli Ospedali e Compagnia Infermieri	132,273 16
24 *ter*	Mantenimento e cura degli infermi negli Ospedali ed ai bagni termali	587,434 02

Servizi diversi.

25	Passaggi ed alloggiamenti truppe — Trasporti — Spese di viaggio — Missioni, ecc	136,000 »
26	Compra e conservazione delle merci ed arredi per le truppe	69,759 22
27	Rimonta cavalli	420,000 «
28	Pigione di quartieri, corpi di guardia, uffizi e stabilimenti militari	160,600 48
29	Provvista e manutenzione d'arredi, mobilia e simili per alloggi ed uffizi militari	30,600 »
30	Manutenzione vettovaglie e provvista d'acqua	84,141 71

Spese per l'istruzione di campagna delle truppe.

31	Campi d'istruzione, manovre, esercitazioni, raccolta di truppe	100,000 »

Ordini e distinzioni militari.

32	Ordine Militare di Savoia e Medaglie al valor militare	65,740 66

Scuole ed istituti d' educazione e d'istruzione militare.

33	Regia Accademia Militare	147,145 84
34	Collegio pei figli di Militari	168,271 25
35	Scuola militare di cavalleria	70,047 68
36	Scuola militare di fanteria	87,809 41

Stabilimenti di pena.

37	Reclusione militare	126,212 42

Prestazioni in natura.

38	Pane	2,050,504 80
39	Foraggi	2,455,812 53
40	Legna, letti per la truppa ed i corpi di guardia	1,074,935 58

Casuali.

41	Casuali	150,000 »

Miglioramento della razza cavallina.

42	Deposito e compra stalloni	201,991 05

Spese straordinarie.

43	Ministero di guerra (impiegati in eccedenza)	3,075 »
44	Azienda generale di Guerra (Impiegati in eccedenza)	47,274 »
45	Ispezione generale delle Leve (Personale)	17,059 94
45 *bis*	Ispez. generale delle Leve (spese d'ufficio)	5,000 »
46	Real Corpo di Stato Maggiore (Ufficiali in eccedenza)	10,296 »
47	Paghe d'aspettativa	700,709 62
48	Quartieri Mastri	35,045 60
49	Deposito Ufficiali inferiori di fanteria	39,251 77
50	Corpo dei Veterani ed Invalidi	450,000 »
51	Deposito stalloni in Sardegna	54,500 »
52	Confezionamento letti	50,000 »
53	Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione	*sospesa*

Totale Spese ordinarie L. 29,500,888 26
Totale Spese straordinarie » 1,409,159 93

(Continua) Totale generale L. 30,910,048 19

Appendice

Scrittori genovesi di filosofia razionale civile.

IV.

ALESSANDRO, DOMENICO, STEFANO SAULI.

(V. la Gazz. Piem. num. 48, 62, 63)

Io non dirò (scrive lo Spotorno ove parla di Alessandro Sauli inviato da' Barnabiti suoi confratelli in Pavia del 1357, onde insegnare filosofia e teologia) salvo la schietta verità, affermando che il Sauli fu il primo (tra primi) a dimostrare il metodo di ammaestrare nelle scienze la gioventù. Cominciò dall'introdurre gli alunni nella cognizione dell'idioma greco, compilando ad uso de' medesimi un compendio di precetti gramaticali. Appresso mettea loro nelle mani la logica di Aristotele. Uno de' giovani ne leggeva il testo, un altro il trasportava in latino. Alessandro dichiarava loro i principii, faceane vedere la connessione reciproca: ne permetteva che cercassero il senso del greco filosofo nelle vane chiose degli scolastici, che l'aveano commentato, perchè egli non voleva già clamorosa, ma dotta la scuola. Alla metafisica unì la geometria, a ciò consigliato da Domenico suo padre, personaggio fornito di profonda dottrina e di grande accorgimento. Nella scuola di teologia spiegava a' discepoli la *Somma* di S. Tommaso, cui aveva letta le tante volte e meditata con tale attenzione, che si diceva in Pavia, quasi a proverbio: *Se la Somma dell'angelico si smarrisse D. Alessandro potrebbe dettarla parola a parola.* Nè disgiunse dalla teologia l'insegnamento del diritto, che giaceva, il canonico segnatamente, confuso negli apparati e nelle postille de' chiosatori. Ne tenne ragionamento con Marcantonio Cucchi professore de' canoni nell'Università di Pavia; gli additò il metodo che avrebbe creduto più acconcio; addimandò l'autorevole consiglio di monsignor Vida vescovo d'Alba, e le *Instituzioni* del Cucchi, inspirate per gran parte dal Sauli, videro finalmente la luce.

Di tal guisa Alessandro richiamò nelle scuole lo studio vero della logica e della geometria, ridusse a metodo le leggi ecclesiastiche e riaccese nei discepoli l'amore a' sommi maestri, ch'è quanto dire: dimostrò l'ottima via di educare nelle scienze la gioventù. Intimo amico e poi reggitore nello spirito di Carlo Borromeo, provvide con esso alla riforma del clero ed allo svolgimento di tante opere di cristiana beneficenza. Fatto vescovo d'Aleria nella Corsica, trovò la morale educazione estremamente dejetta, sì pei passati avvenimenti, come in especial guisa per la ignoranza dei sacerdoti senza scuole, senza addottrinamento, senza regole di vita e senza virtù. Alessandro portò di mezzo ad essi il sapere e lo spirito della carità.

Il Gerdil nella vita che scrisse di Alessandro lo encomia segnatamente *perchè aperse la mente degli studiosi disponendoli a raccogliere tutte le forze razionali nella contemplazione di un solo oggetto*, valendosi a quest'uopo grandemente dello studio accurato e profondo delle matematiche. Che se lo Spotorno nel tessere l'elogio di Alessandro trasmodò un tratto per amore di patria sino a chiamarlo il primo nel giusto riordinamento degli studii filosofici, non è per questo che degnissimo di molti encomii non sia il merito di un uomo che tanto operò nella riforma degli studii filosofici e teologici, e nella carità.

E poichè discorrendo del figlio toccammo del padre suo Domenico, giovi riferire quello che di lui a lui stesso scriveva il Bandello: « Ancorchè i negozii vostri, dic'egli in una epistola indiritta al Sauli, vi tenessero occupato, foste sempre meco, e conobbi che negli studii delle buone lettere avevate fatto non poco profitto. Io me ne andai a Bles, (allorchè il Bandello si portava alla corte di Lodovico XII e trovò il Sauli a Lione), ove dimorai alcuni mesi, e ritornando a Milano trovai che *quivi* avevate condotto una casa, e attendevate alle cose della mercatanzia (è questo il motivo per cui Alessandro nasceva in Milano), non interlasciando per ciò mai gli studii delle buone lettere e della filosofia. Vi deste anco alla filosofia platonica, nella quale io molto mi affaticava, avendo trascorso di già quasi tutti i dialoghi platonici. » E il Napione asseriva che Domenico Sauli *congiunse le cure di un vasto commercio a' più gravi affari di Stato, alla filosofia, alla storia ed alla politica.* Notevole encomio, come quello che con altri parecchi, impartiti ad uomini simiglianti, concorre a provarne, lo studio delle lettere e della filosofia non essere escluso dalle ragioni della mercatura e della politica, anzi l'una e l'altra ritrarne, ove sia indiritto con saviezza, e lumi e grandissimi vantaggi.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 15 marzo.*

La Camera dei Deputati nella seduta di quest'oggi, dopo sentite brevi interpellanze dei deputati Pescatore ed Angius su atti amministrativi, passò alla discussione del progetto di legge sulle pensioni di riposo agli impiegati civili.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 1 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuni dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Seconda inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
unico	Luciano Vincenzo	4122	1848 22 xbre	52 50	1848 7 7bre	Torino Cassa Provinciale

Torino, il 2 marzo 1852.

L'Ispettore Generale F. CACCIA.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato centrale.

Adunanza del mercoledì 17 marzo 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO.

1. Proposta di ridurre le aggregazioni ai collegii delle facoltà universitarie ai soli esami di concorso alla presenza e col giudizio del collegio intiero.
2. Relazione sul recente progetto ministeriale presentato al parlamento per istituire una Società dei maestri elementari sotto la Direzione del Governo per pensioni e sussidii.

CONSIGLIO PROVINCIALE DI SANITA' DI TORINO.

Manifesto.

L'inosservanza invalsa di alcune essenziali disposizioni delle Leggi e Regolamenti in vigore in materia di pubblica Sanità, e le funeste conseguenze che derivano tuttodì dall'abusivo esercizio dell'arte salutare e delle professioni soggette alla vigilanza dell'Autorità Sanitaria, hanno fissata l'attenzione di questo Consiglio Provinciale di Sanità che, risoluto di porre in pratica ogni mezzo onde venire al riparo di sì gravi inconvenienti, ha determinato di richiamare anzi tutto le principali fra le vigenti prescrizioni, con diffidamento che ogni infrazione alle medesime e ad ogni altra disposizione sulla materia sarà d'ora innanzi severamente repressa, e nei casi previsti tosto denunziata al Fisco, acciò si proceda energicamente contro i contraventori.

Si richiama quindi:

1. Che giusta il disposto del capo primo, titolo II del Regolamento pel già Magistrato del Protomedicato approvato con Regie Patenti 16 marzo 1839, mantenuto in vigore colla Legge 12 maggio 1851, niuno può esercitare medicina, chirurgia, ostetricia, flebotomia, le professioni di dentista, di levatrice, o altre parti qualunque di chirurgia, nè quelle di speziale, di fondachiere, di rivenditore di spezie, di distillatore, di confettiere, e di erbolaio od altre previste dal citato Regolamento, senza avere ottenute le necessarie approvazioni ed autorizzazioni, sotto le pene ivi stabilite;
2. Che tutti i suddetti esercenti sono tenuti a presentare le

www.interpretculturale.it

loro patenti ed altri titoli di abilitazione all'esercizio della loro professione alla segreteria di questo Consiglio Sanitario per esservi inscritti nel registro ivi aperto, giusta il disposto dell'art. 13 del Regio Decreto 24 luglio 1848, al qual obbligo molti non avendo ancora adempiuto, resta loro assegnato il termine perentorio di mesi due dalla prima pubblicazione del presente.

Trascorso questo termine, i contravventori saranno considerati come ill galmente esercenti, saranno puniti in via disciplinare colla sospensione dall'esercizio della rispettiva professione, e saranno assoggettati alle conseguenze della stessa sospensione, giusta il disposto degli articoli 27, 28, 29, 30, 31 e 141 del citato Regolamento 16 marzo 1839 confermato col Manifesto 13 luglio 1840, col Regio Decreto 24 luglio 1848, e suddetta Legge 12 maggio 1851.

Sarà stampato un quadro nominativo di tutti gli esercenti l'arte salutare che risulteranno inscritti in detto registro colla specificazione di la rispettiva loro qualità, e ne sarà distribuito un esemplare a tutte le farmacie per rimanervi costantemente affisso.

Quanto ai forestieri che intendessero di esercitare le dette professioni, si richiama l'osservanza del R. Decreto 5 agosto 1851.

5. Che a mente dell'art. 72 del citato regolamento del Protomedicato, non è permesso a veruno spezial di vendere sostanze medicinali senza la ricetta sottoscritta da persona dell'arte a ciò debitamente autorizzata, a riserva di quelle che per natura e dose non possono nuocere.

4. Che fuori dei farmacisti approviti non è permesso ad alcuno di distribuire nè in pubblico nè in privato rimedi o medicinali, dovendo sempre le speciali disposizioni vigenti relativamente allo esercizio dei rimedi nuovi o secreti.

5. È pure richiamato a severa osservanza l'art. 46 del citato regolamento, in cui è stabilito che i flebotomi non possono esercitare se non nei limiti del luogo loro assegnato, e debbono quindi attenersi alle sole operazioni flebotomiche secondo le norme stabilite dallo stesso articolo.

6. Che a termini del prescritto dal regolamento annesso alle R. Patenti 11 giugno 1835, chiunque abbia cavalli od altri animali affetti o sospetti di morva o di altro morbo contagioso, come altresì ogni veterinario, maniscalco od altra perito chiamato a visitare detti animali, deve sotto le pene stabilite dallo stesso regolamento, farne la prescritta denuncia, specialmente al sindaco locale, acciò siano sottoposti ai sequestri ed alle misure che fossero prescritte dall'autorità competente, ed anche all'abbattimento quando si trattasse di animali riconosciuti incurabili, osservando pel sotterramento delle bestie morte di malattia qualunque le cautele prescritte dall'art. 15 dello stesso regolamento, e ferme le pene stabilita dal successivo art. 16 contro chi le disotterrasse o ne facesse scientemente compra.

I signori sindaci dei comuni della provincia rammenteranno certamente gli obblighi che loro incombono in forza delle citate Patenti 11 giugno 1835, e come sia loro specialmente affidata dalle vigenti leggi la cura di vegliare al mantenimento della pubblica sanità nelle rispettive loro comunità, allontanando ogni causa che possa nuocere alla salubrità dell'aria, reprimendo prontamente ogni abuso, dando le più pronte disposizioni col parere di persone perite per impedire la propagazione delle malattie contagiose ed epidemiche che si manifestassero fra gli uomini e nel bestiame, al qual fine la legge municipale 7 ottobre 1848 agli articoli 165 e seguenti accorda loro le più ampie facoltà, e saranno in ogni caso secondati da questo Consiglio, al quale dovranno far relazione d'ogni emergente in fatto di pubblica sanità.

Il presente sarà pubblicato per tre domeniche successive in questa città, in tutti i comuni della provincia, e ne sarà spedita all'ufficio d'Intendenza generale analoga fede.

Torino, il 4 marzo 1852.

Per l'Intendente gen. presidente
l'Intendente applicato vice-presidente
RADICATI.

Il segretario capo
GARASSINI.

COLLEGIO NAZIONALE DI GENOVA.

Il Collegio Nazionale di Genova occupa il vasto locale dal Governo ad esso assegnato sulla estrema falda della collina che sorge a tergo della chiesa della Nunziata e della Regia Università; situazione non meno ridente che salubre.

Il locale comprende due ampii cortili capaci di ogni maniera d'esercitazioni ginnastiche e militari, ed una vigna, in cui, oltre diverse piazze per ricreazione dei convitori sarà un giardino botanico, ed uno di fiori per loro istruzione in una e diletto.

Preparato dal Governo con ingenti spese, il Collegio è largamente fornito di quanto può meglio giovare a crescere giovani vigorosi di mente e di corpo, nudriti di forti studi, saldi nella religione e nella pietà, pieni di nobili spiriti, tali insomma da non fallire alle speranze de' parenti e della patria.

La educazione morale, intellettuale e fisica de' Collegi Nazionali è determinata dalla legge del 4 di ottobre 1848, esplicata nel Regolamento del 9 dello stesso mese e poscia in quello del 24 di ottobre 1851. Questa educazione sceverata dai difetti inerenti agli antichi convitti, posta in armonia coi nuovi bisogni dei tempi, studiosa di alimentare ne' giovani gli affetti di famiglia, d'informarli a generosi sensi di maschia virtù non che agli squisiti modi della presente gentilezza, e di prepararli degnamente alla vita pubblica del cittadino, venne così rimaliata a tale altezza da non avere più a desiderare quella de' più rinomati Collegi delle grandi nazioni.

La religione cattolica è quella dello Stato, e perciò nei Convitti Nazionali è ammesso soltanto chi ad essa appartiene.

Primo pensiere degli educatori è di farla ben conoscere, sinceramente amare e praticar fedelmente. Ov'essa diriga gli studi, moderi gli affetti, avvalori la mente ed il cuore de' giovani, la parte più importante della missione degli educatori è compiuta.

Degli studi, altri indirizzano gli alunni alle lettere ed alle scienze, altri più particolarmente ai commerci ed alle industrie: onde il Collegio li prepara alla carriera universitaria ovvero alla commerciale giusta le disposizioni che meglio manifestano e la volontà de' parenti, abbracciando così ampiamente il corso che per lo innanzi seguivasi ne' Collegi, e insieme un corso tecnico o speciale, che è frutto prezioso delle nuove instituzioni. Pel quale nel Collegio Nazionale di Genova vennero appositamente statuite con legge del 1° marzo 1850 due cattedre che sono come compimento e corona degli studi del commercio; quelle cioè di Scienza e Contabilità commerciale. Il perchè esso Collegio è del pari classico e commerciale, e sotto questo rapporto unico nello Stato e in Italia.

Le classi elementari servono di preparazione ad amendue questi distinti rami di studi, ed incominciando dai primi rudimenti del leggere e scrivere percorrono le varie parti della grammatica italiana applicandole a svariati esercizi di composizione: insegnano il catechismo, la storia sacra, l'aritmetica; toccano gli elementi della geometria e del disegno lineare, i primi principii di geografia e storia naturale.

Percorso questo primo stadio, se il giovane si avvia pel corso classico, compie in sette anni gli studi di lingua latina e greca, la rettorica e la filosofia. A questi con giusto temperamento accedono quelli di religione e quelli di geografia, storia, letteratura antiche e moderne, di lingua francese, calligrafia, matematiche e storia naturale, i quali perciò chiamansi studi accessorii.

Che se l'allievo segue il corso speciale, oltre molta parte dell'insegnamento accessorio, ha lo studio continuato delle lettere italiane, della lingua inglese e tedesca, delle matematiche applicate alla meccanica, della fisico-chimica applicata alle arti, della geografia statistica e commerciale. Que-to corso dura cinque anni e mette allo stud o biennale si della filosofia, si della scienza e contabilità commerciale.

Gli alunni che dopo la rettorica o il corso speciale avranno regolarmente frequentato le lezioni di scienza e contabilità commerciale con prenderne i relativi esami, non solo potranno conseguire i vantaggi indicati nel regolamento del 20 di marzo 1850, ma *a parità di merito saranno presi dal Governo in particolare riguardo al fine di essere destinati e prescelti alle carriere economiche ed amministrative.*

A sussidio della instruzione esiste nel Collegio una biblioteca, un gabinetto di fisica, un museo di storia naturale, un teatro ginnastico ed un armeria. Vi sarà pure un laboratorio chimico, una sala di modelli pel disegno, ed un altra con macchine e torni per coloro che amassero ricrearsi in lavori di arti meccaniche.

Vi sono apposite scuole e professori di canto, di ginnastica e di esercizi militari. Ma le lezioni di musica instrumentale, di ballo, di scherma, di equitazione, natazione ed arti meccaniche rimangono a beneplacito e carico de' parenti.

A raggiungere lo scopo di una ottima educazione ed istruzione vennero dal Governo trascelti alla direzione del Collegio ed allo insegnamento uomini che ad esso ed al pubblico potessero inspirare piena fiducia.

Dalla educazione ed instruzione delle gioventù principalmente dipendono i suoi destini e quelli delle famiglie e della patria. Grande verità, da cui muovono lo zelo degl'institutori e le provvide cure del Governo.

La nazione pertanto potrà un giorno allegrarsi di avere scritto il suo nome in fronte al Collegio convitto di Genova, e i genitori che avranno ad esso affidato i loro figli godranno del conseguimento de' loro voti e speranze.

Il preside del Collegio
Cav. P. ISNARDI
già precettore di S. M. il Re di Sardegna
e di S. A. il Duca di Genova.

Condizioni di ammissione
nel Collegio-Convitto nazionale di Genova.

Alla domanda di ammissione deve unirsi il certificato 1° di battesimo; 2° di vaccinazione o sofferto vaiuolo; 5° di non essere affetto da malattie comunicabili.

Non sono ammessi gli accattoni, e i giovani in età minore di 6 e maggiore di 12 anni fuorchè in casi eccezionali, de' quali giudica il Consiglio ordinario del Collegio.

La pensione annua è di L. 600 pagabili anticipatamente di sei in sei, od anche di tre in tre mesi. In essa sono comprese le spese per la cura della biancheria: di visite ordinarie del medico-chirurgo e dentista, non però quelle di abiti, libri, carta ecc.; di consulti e medicinali in caso di malattie gravi, quelle di ricreazioni straordinarie, e del minerale delle scuole che si paga soltanto pel corso classico e speciale, ed è di L. 20 all'anno.

Allo entrare in Collegio l'alunno dev'essere provveduto di materasso, guanciali e coperte uniformi, che rimangono di sua proprietà, come pure la biancheria da letto.

Nello uscirne, il mese incominciato si paga per intiero. Quando l'alunno ottenga di recarsi presso i parenti in vacanza, la pensione continua a decorrere.

Deve avere il seguente corredo:

1 Uniforme di divisa compiuta in tutto uguale a quello della guardia nazionale — 1 tunica per casa di color bigio da inverno — 1 id. da estate — 2 pantaloni per casa da inverno — 2 id. di traliccio da estate — 6 mutande — 2 cravatte per casa — 2 corpetti — 3 paia di scarpe e stivaletti — 8 camicie — 8 paia calzette — 10 fazzoletti, de'quali 4 bianchi — 1 zaino — 6 tra spazzole da scarpe da abiti, da teste e pettini — 1 posata di argento — 1 taschetta di pulizia — 6 lenzuola — 6 foderette — 6 asciugamani — 2 tovaglie di tre metri di lunghezza — 6 salviette — 1 paio di pantofole.

A Domenico ed Alessandro, giacchè siamo in sul discorrere de' Sauli, dobbiamo aggiugnere Stefano, che, trattenutosi in Padova alla difunga, si legò in amicizia co' filosofi e letterati più insigni, che colà e nelle Venezie per motivi di studii o di insegnamento dimoravano. Scrisse un'opera intorno all'*Uomo veramente cristiano*, della quale Paolo Manuzio scriveva ch'era piena di accorgimento, di gravità, di prudenza e scritta con parole splendide ed eloquenti (1). Nè a ciò solamente si restringono i meriti che nella scienza ebbe il Sauli; poichè ritornandosi egli di Padova, condusse in patria alcuni de' più segnalati cultori delle lettere e della filosofia, tra quali Marcantonio Flaminio, Giulio Camillo e Sebastiano Delio, ed ivi li trattò splendidamente nella sua villa amenissima, mentre *andava con esso loro ragionando e disputando della filosofia*, per cui di codesta villa formò propriamente un'accademia, la quale, scrive il Tiraboschi, *deve aver luogo tra le più illustri d'Italia*; e durò finchè, aggravati i disagi patiti nella salute dal Flaminio, nel 1522 si disciolse. Ma il Flaminio dilungato da Genova, indirizzava al Sauli un carme elegantissimo, in che dimostra come negli ozii d'ella villa perseverasse negli studii segnatamente della filosofia morale, scrivendo (e mi si perdoni la citazione di tre versi latini):

Quid deceat, quae sint fugienda, sequendave tractas:
Tu Magni eloquium Tulli numerosque secutis
Condis perpetuis mansura volumina chartis.

(1) *Libro 1, epist.* 4, 5.

Di questi volumi però, cui il Manuzio e il Flaminio lodano con elette e lusinghevoli espressioni, niuno vide la pubblica luce, ed è cosa probabile assai che dopo le dotte conversazioni con quegli uomini insigni il Sauli ne raccogliesse il frutto. Nè farommi a tessere un lamento sulla perdita di que' libri, o sulla dimenticanza in che giacciono tuttavia sepolti, non saprei dire, fra la polvere di quale domestica o cittadina biblioteca. Noi, Italiani, ne abbiamo tanti di codest'indole e di quel secolo, che l'abbondevolezza è d'impedimento alle disamine coscienziose.

Nè argomentando dell'Accademia istituita dal Sauli dirò dell'altre che a promuovere gli studii filosofici fiorirono in Genova, o furono altrove fondate e presiedute da Genovesi, per cui vanno ricordati i nomi di Matteo Giberti, di Vincenzo Cicala, di Girolamo Raimondi, di Carlo Cibo, dello Schiappalaria, instituture di un'Accademia Italiana in Anversa, del Chiabrera, del Mascardi e d'altri parecchi. Nell'epoca nostra un elogio ad alcune aggregazioni accademiche sarebbe cosa da ridere, in special guisa dacchè si presero a considerare (nè dico io già che taluno non si meritino la giusta accusa) come un'accolta di persone stranamente gloriose di altere ed inutili parole; mentre abbiamo bisogno, e grandemente, di pratiche conoscenze e di opere generose; però non vorrei pronunciare una condanna assoluta ed assoggettarnele ad un generale ostracismo. Un'aggregazione di codest'indole era il Cimento, erano i Lincei, era l'Accademia di Bologna, furono i Congressi scientifici. In tutte cose il retto

---

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Si legge nell'*Opinione*:

Il giorno 8 corrente un orribile incendio scoppiato a Choudi presso Aix in Savoia ha consumato quindici case e ridotte senza tetto e senza pane cento sedici persone. A sollievo di quegli infelici una colletta è stata sparta dalla marchesa Anna Pallavicino Trivulzio. Si ricevono cziandio oggetti di vestimenta e biancheria.

*

Le offerte potranno essere dirette all'ufficio dell'*Opinione*, o alla suddetta signora, piazza del Teatro Nazionale, casa Lamarmora, primo piano nobile.

PROVINCIE. — Si legge nell'*Amor della Patria* in data di Novara 12 corrente:

La nostra fiera di primavera incominciata lunedì e terminata ieri sera, favorita sempre da un bellissimo tempo, e rallegrata da un concorso immenso di persone, fu ricchissima di oggetti di minuto commercio e di ogni sorta di bestiame, particolarmente di cavalli, i negozianti dei quali accorsero a questa fiera più numerosi del solito.

BELLE ARTI. — *Litografia di Michele Fanoli.*

È in deposito presso la libreria *Gianini e Fiore* la collezione delle litografie fatte dall'egregio veneziano signor Michele Fanoli. La riputazione di questo valente e laborioso artista è già da un pezzo assodata in Italia e fuori: gli intelligenti delle cose di arte hanno già da un pezzo giudicato ed ammirato la finezza di gusto, la eleganza di esecuzione, la perfezione e finitezza di disegno, ed altri rari pregi che contrassegnano le opere del Fanoli. In detta collezione son da notarsi la litografia completa delle opere del Canova in cinque tavole, la *santa Caterina* di Mucke, le *Tre Marie* di C. Landelle, le *Viti* di Gendron, la *Separazione degli Apostoli* di Gleyre, la *Fede* di Ary Scheffer (pubblicata a Parigi), il gran ritratto di *Washington* di Stuart, ed il *Politico di taverna* di Woodville (pubblicata a Nuova York), e l'*Album religioso* di disegni e dipinti di Overbeck, di Heinle, di Hübner e di altri artisti della scuola tedesca (pubblicato in Londra). Tutti i giornali torinesi hanno reso giusto omaggio di lode ai bellissimi lavori del Fanoli, e noi nell'associarci pienamente ai sensi da loro espressi siam lieti di poter annunziare che fra breve l'insigne artista tornerà a Torino, ed attenderà a giovare col suo ingegno alla diffusione de' capolavori dell'arte, e a promuovere in Italia un ramo d'industria che agevolerà di molto fra noi i progressi dell'arte e l'educazione intellettuale e morale del paese.

SVIZZERA

Leggesi nella *Nuova Gazzetta di Zurigo* la seguente corrispondenza:

BERNA, 8 *marzo*. Ieri dopo pranzo l'ambasciatore francese, sig. di Salignac-Fenelon, ha presentato al presidente del Consiglio federale, sig. Furrer, la duplica alla risposta del Consiglio federale, e questa venne avanzata al Consiglio federale nel a tornata d'oggi. Essa è, dicesi, molto più mite della prima nota già conosciuta, e lascia prevedere un accordo nel quale sarà pienamente salvato l'onore della Svizzera. — Quanto alla pubblicazione della risposta del Consiglio federale alla prima nota non si è presa alcuna risoluzione, ma fu incaricato il presidente del Consiglio federale di far rapporto su tale quistione.

ZURIGO. Anche questo Consiglio di Stato ha ammesso provvisoriamente sino al 31 dicembre, i fiorini germanici a fr. 2 40 n. m., i talleri di Brabante a fr. 5 67 e lo *zwanziger* a 84 rap. n. m.

FRANCIA

PARIGI, 12 *marzo*. Il guardasigilli ha indirizzata la circolare seguente ai procuratori generali:

Parigi, 8 marzo 1852.

Signor procurator generale,

Il decreto emanato dal principe presidente della repubblica, in data del 1° marzo, ha per iscopo di affrontare il legame della disciplina giudiziaria, è di render compiuto questo provvedimento nell'interesse della buona amministrazione della giustizia, col porre in ritiro obbligatorio tutti i magistrati a cui l'età impone il riposo. Io pensai che nel momento in cui il decreto stava per ricevere la sua esecuzione, ed in cui dovevano prodursi alcuni vuoti nelle file della magistratura, era bene lo spiegare tutto il pensiero del governo sopra un punto che può preoccupare la pubblica opinione. Schiudendo più larghe prospettive alla giusta ambizione dei magistrati, non si volle eppur eccitarla; si sperò che, gelosi della propria dignità, i funzionarii dell'ordine giudiziale comprenderanno che non s'intese di distruggere un abuso per crearne un altro, a mio avviso, più grave ancora, nè rinnalzare la magistratura con una disciplina più ferma per aprire un

sta nel conoscere l'indole de' propri tempi, le tendenze, i bisogni, e adattarvi le instituzioni.

Torino e Genova oggidì accolgono il fiore dell'ingegno italiano: gli studii della filosofia razionale e civile, se dappertutto ove si coltivano le scienze, vanno lieti in special guisa in Piemonte di parecchi nomi chiarissimi, nè l'Italia certo a questo riguardo teme il confronto d'altre nazioni. E nell'una e nell'altra città instituironsi due associazioni accademiche indirette a questo nobilissimo scopo: e nella genovese il Mamiani, con quella nettezza elegante di parola che sempre accompagna l'espressione delle sue idee, ebbe a mostrare a più riprese i vantaggi morali e civili che derivano dal retto studio della filosofia.

Lo che davvantaggio può vedersi nel discorso ch'ei tenne nell'apertura accademica di quest'anno, e non guari usciva alla pubblica luce. A sorreggere però codeste associazioni e renderle fruttuose è mestieri che i personaggi veramente dotti e sapienti vi concorrano della generosa opera loro, e che si tocchino in questa parte gl'interessi più vitali della nazione. La società moderna abbisogna sommamente di savie leggi e di virtù, poichè gl'interessi puramente materiali e la forza minacciano d'invadere tutti gli ordinamenti civili e domestici: nè saranno sterili di frutto, lo spero almeno, quelle voci rispettate che si adergeranno a contenere siffatta minaccia e lasciare un monumento onorevole e duraturo degli sforzi adoperati a correggere i vizii del secolo, i dubbii e la morale stanchezza delle generazioni.

BERNARDI.

più largo campo alle sollecitazioni impazienti. Mi ripugna di credere, come si fa supporre, che le domande di congedo si moltiplichino; che parecchi funzionarii si dispongano a recar nella capitale i loro voti e le loro speranze, nel pensiero di ottenere coll'importunità ciò che devono solo attendere dalla giustizia.

Tali progetti non possono essere attribuiti che al picciol numero de' magistrati i quali, poco fidenti nei loro diritti, cercano nelle sollecitazioni e nell'aiuto delle influenze il mezzo di salire. Quindi non è che per dissipar l'errore di questo picciol numero di funzionarii che io credo opportuno di richiamare alla memoria le circolari de' miei predecessori del 24 novembre 1822, 7 gennaio 1841 e 8 marzo 1843, e le disposizioni delle leggi e dei regolamenti sul rilascio dei congedi. Vi invito pertanto a riferirvi a quei documenti, a tener mano, affinchè dette disposizioni siano fedelmente eseguite; affinchè i congedi non sieno accordati che sotto la duplice condizione d'una necessità riconosciuta e della certezza che il servizio non soffrirà da tali assenze. È bene che si sappia che io rifiuterò ogni congedo ed ogni udienza ai magistrati, i quali mancassero per tal modo ai loro doveri e alle loro funzioni, all'unico fine di accrescere, colla loro presenza e colle loro sollecitazioni, le probabilità di successo a pro della loro ambizione. Ciò sarebbe a'miei occhi, da parte loro, un segno di diffidenza nell'imparzialità o nella vigilanza del ministro. Si rivolgano essi ai loro capi: questi trasmettano al ministro le loro domande scritte: gli uni e gli altri sono certi della religiosa cura colla quale esse domande verranno lette ed apprezzate, ed allora, ma allora solamente, i magistrati serberanno la loro dignità ed il ministro la stima che ha per essi, ecc.

— Lavorasi alacremente a preparar le bandiere dell'esercito. La seta di queste bandiere, che si fabbrica in Lione, è spedita, di mano in mano che una pezza è fatta, al ministero della guerra, ove è assoggettata a prove per riconoscere la qualità della tinta.

Queste bandiere, la cui stoffa sarà doppia, avranno 90 centim. quadrati, dimensione di quelle dell'impero. Gli stendardi della cavalleria avranno 60 centimetri. Sull'uno dei lati sarà inscritto a lettere d'oro: *Luigi Napoleone al .... reggimento.* Ai 4 angoli sarà posta una corona di quercia: nell'interno di ciascuna corona si vedrà la cifra L. N. e il numero del reggimento. Sull'altro lato della bandiera gli angoli saran simili; ma sulla zona bianca sarà inscritta la cifra R. F. (repubblica francese), e al disopra il nome delle campagne alle quali il reggimento si trovò dopo la sua formazione. L'asta sarà sormontata da un'aquila dorata. Al disotto, in un novolo, sarà da un lato la cifra R. F., e dall'altro il numero del reggimento. Una cravatta tricolore, con frangia d'oro, come quella della bandiera, ornerà l'asta.

Per la guardia nazionale, le bandiere di ciascun battaglione saranno le stesse che quelle dell'esercito; solamente le frange saranno d'argento.

Tutte queste bandiere dovranno essere terminate irrevocabilmente pel 25 aprile prossimo.

— Parlasi di un campo, dice il *Journal de l'Oise*, che sarebbe formato a Compiègne per l'istruzione delle truppe.

INGHILTERRA

Londra, 11 *marzo*. Il sig. Henley, presidente del dicastero del commercio, fu rieletto, senza opposizione, rappresentante della contea di Oxford alla Camera dei comuni.

— La sera di lunedì (8) fu tenuto al palazzo municipale di Southampton un meeting pubblico, nel quale furono adottate varie risoluzioni contrarie alla convocazione della milizia.

— Il nuovo lord luogotenente d'Irlanda, il conte di Eglington, fece l'11 la sua entrata solenne a Dublino. Egli sbarcò a un'ora pomeridiana a Kingston, accompagnato dalla contessa di Eglington, e a due ore entrò nella metropoli d'Irlanda. L'accoglienza che loro fu fatta da quella popolazione è stata entusiastica. Lord Eglington era a cavallo, circondato da uno splendido stato maggiore. Si notò (dice il *Sun*) che portava un bel mazzetto di trifoglio sopra il suo petto. Lady Eglington seguiva in un calesse a quattro cavalli.

— Si legge nel *Daily-News*:

Un regio decreto, inserito nella *Gazzetta di Londra*, nomina John Dorney-Harduad al posto di avvocato generale di S. M. in surrogazione a sir John Dodson.

— Si legge nello stesso giornale:

I fondi della lega contro la legge dei cereali ammontavano ieri (10) a 48,000 sterl. (1,200,000 fr.), e probabilmente questa cifra ha superato a quest'ora la somma di 50,000 sterl.

— Si legge nel *Sun*:

Da un prospetto presentato al parlamento risulta che al primo gennaio 1851, le vedove riceventi sussidio dalla parrocchia erano in numero di 50,750, al primo gennaio ultimo il numero delle vedove sussidiate non era che di 47,068.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi hanno oggi (11) più di fermezza, e vi è aumento di 1/8 0/0. Consolidati a contanti e per conto al 15 aprile 97 5/8 3/4; 3 0/0 rid. 98 1/2.

ALEMAGNA

Francoforte. Il *Journal de Francfort* assicura che la dieta germanica ha intieramente approvato le conclusioni presentate dal senato di Brema alla borghesia nella seduta del 27 settembre 1851, e dalla borghesia respinte. I nostri lettori si ricorderanno che quelle conclusioni tendevano a dichiarare che la costituzione della libera città di Brema, e le leggi relative all'esecuzione di parecchie disposizioni di quella costituzione, pubblicate il 2 aprile 1849, non potevano riguardarsi come conformi alle leggi fondamentali ed ai fini federali, secondo alla risoluzione della dieta germanica del 25 agosto 1851.

La dieta germanica inoltre aggiunse al senato di Brema un commissario federale che, *di concerto col senato, e col mezzo del medesimo* dovrà comporre quest'affare.

Epperciò la dieta germanica in questa quistione assume un contegno negativo, limitandosi ad esprimere la sua adesione al parere del senato di Brema, e lasciando al senato ed alla borghesia di Brema la cura di provvedere definitivamente all'abrogazione di quelle disposizioni costituzionali che non sono conformi alla costituzione federale.

Il commissario federale sarà un funzionario annoverese.

— Il corpo legislativo, avendo il senato protratto di sei settimane la sessione per porlo in grado di terminare parecchi affari importanti, nella seduta del 10 marzo, ha nominato una commissione di undici membri per esaminare il nuovo progetto di costituzione.

Il presidente invitò la commissione a presentare la sua relazione nel più breve termine che può. Il partito liberale si mostra favorevole al progetto.

Prussia. *Berlino*. Produsse una certa impressione l'articolo della *Gazzetta di Prussia* del 7 marzo, col quale annunziava che fra pochi giorni si sarebbero spedite le circolari d'invito ai governi dello Zollverein per l'apertura del congresso doganale: tutti i giornali della destra, anche i meglio informati per l'ordinario, avevano già detto che le circolari erano spedite assai prima d'ora.

In quello stesso articolo il suddetto giornale soggiungeva che, riordinato lo Zollverein, si sarebbe poscia pensato di rannodare negoziati coll'Austria.

La prima Camera, nella seduta dell'8, ha confermato alla seconda lettura la votazione che aveva modificato gli articoli della costituzione concernenti il bilancio. La seconda Camera continuò la discussione dei paragrafi addizionali all'ordinanza del 3 gennaio 1849.

— Ieri a sera (7) il ministero tenne una seduta che si protrasse fin verso le ore dieci.

— Alla presidenza della prima Camera furono rimessi nuovamente dal presidente della seconda Camera quattro operati di quest'ultima, cioè:

1) Il trattato di commercio e di navigazione stipulato il 31 dicembre 1851 fra la Prussia e gli altri Stati della lega doganale e commerciale germanica da una parte ed i Paesi Bassi dall'altra, presentato in seguito alla sovrana autorizzazione del 4 gennaio 1852 alla seconda Camera, al quale unitamente al relativo protocollo esteso il giorno stesso la Camera medesima diede il costituzionale suo assentimento.

Trovasi unito a questo documento un estratto dei trattati di commercio e di navigazione fra i Paesi Bassi e le nazioni estere, contenente tutte le facilitazioni doganali accordate contrattualmente dai Paesi Bassi alle nazioni estere, ed alle quali parteciperanno pure gli Stati alemanni della lega doganale partecipati a terze nazioni maggiormente favorite.

2) L'ordinanza reale sulla riduzione dei dazi renani, del 21 luglio 1851, che presentata dal governo del re alla Camera, venne da questa costituzionalmente approvata.

3) Il progetto di legge presentato alla Camera il seguito alla autorizzazione sovrana del 15 p. p., concernente l'assegnamento all'amministrazione superiore dei debiti dello Stato nonchè l'ammortizzazione dell'imprestito dello Stato da contrarsi conformemente alla legge del 7 dicembre 1849, al quale la seconda Camera, previa emenda del § 4, diede il proprio assentimento.

4) Il riveduto progetto di una legge suppletoria a quella del 30 maggio 1820 sull'imposta della macina e del macello, che presentato dal governo del re venne dalla seconda Camera con alcuni cambiamenti accettato.

Il governo propone un progetto di legge presentato alla seconda Camera per l'approvazione, tendente ad aumentare a grossi d'argento quattro e mezzo per cento il dazio sullo zucchero nazionale di barbabietole.

— Le proposizioni avanzate dal sig. Keller, per la riforma dei giudizi coi giurati, furono comunicate ai deputati. Esse tendono a sottrarre ai giudizi superiori ed inferiori d'appello tutti quei processi che sono di competenza dei giurì, ed a non lasciar decidere la questione di diritto da giudizi collegiali, per far sì che i periodi delle singole assise dipendano da determinazioni prese in via amministrativa. I giudici presso i tribunali giurati devono essere presi da membri del tribunale superiore, ed a tale scopo devono essere eletti dal re due membri per ogni provincia. L'esame dei testimoni può essere rilasciato dal presidente delle assise alla procura di stato od all'avvocato difensore, in modo che ogni parte esamina i testimoni citati sopra sua proposta. Il presidente può a suo piacimento assumere egli stesso l'esame, troncarlo o chiuderlo. La sentenza dei giurati debb'esser pronunciata a voti unanimi. Se non possono accordarsi nel *verdict*, rimane loro libero di pronunciarsi sulla verità dei fatti, che costituiscono il carattere del crimine.

Queste proposizioni sono appoggiate dalla destra della seconda Camera.

— Le Camere hanno sott'occhio la convenzione addizionale conchiusa ai 18 febbraio col Belgio in appendice al trattato 1° settembre 1844. Una memoria spiega e giustifica i motivi di questa stipulazione. Dalla stessa apparisce che il trattato 26 giugno 1846, che avea per iscopo d'impedire il contrabbando, resta in vigore. Ella dichiara invece che nel corso delle pertrattazioni si tentò seriamente, ma invano, d'ottenere nel Belgio per i prodotti dello Zollverein le stesse facilitazioni che gode il paese meglio favorito. Per tal motivo la durata della convenzione fu stabilita fino al 1° gennaio 1854 senza la riserva di tacita prolungazione, e con ciò la relazione fondata dalla convenzione è caratterizzata siccome periodo di transizione.

DANIMARCA

Kiel, 5 *marzo*. Ieri fu consegnata alla Danimarca la marina dello Schleswig-Holstein. Gli ufficiali ed impiegati di essa furono congedati. Ora si andranno di mano in mano consegnando le varie sezioni del dipartimento di guerra. Anche gl'impiegati di queste verranno licenziati.

AMERICA

Stati Uniti. Si legge nel *Corriere degli Stati Uniti*:

Un progetto che è già stato discusso dalla stampa periodica del Sud, è stato testè formalmente presentato dalla legislatura dell'Alabama. Intendiamo parlare della costruzione d'un canale che traverserebbe la penisola di Florida, e mediante il quale i navigli schiverebbero le non lievi difficoltà che s'incontrano navigando lungo la costiera del sud degli Stati Uniti.

« Uomini dell'arte a bella posta consultati (dice un de' nostri confratelli) hanno assicurato che detto canale può farsi con poca spesa, e che la lunghezza necessaria per la giunzione dell'Atlantico e della costiera del golfo non sarà punto maggiore di 70 o 75 miglia attraverso la parte superiore della penisola. Per fermo, le spese che occorrerebbero per un cosiffatto lavoro, sono un nulla rispetto ai beneficii immensi che ne trarrebbe il commercio. Il commercio, del resto, non è solo a consigliarlo: considerazioni politiche devono anche spingere all'attuazione di questo progetto. »

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Roma*, 11 *marzo*. Il *Gior. di Roma* annunzia la partenza per Francia del sig. Monttinho, ministro plenipotenziario del Brasile; e l'arrivo da Napoli di Silvio Pellico.

Francia. *Parigi*, 15 *marzo*. Il *Moniteur* non contiene alcun importante decreto.

Gli avvisi ufficiali di riscossione delle imposte e rendite indirette, pel mese di febbraio, pervenuti al ministero delle finanze, fanno conoscere un aumento di quasi due milioni, comparativamente al febbraio 1851.

— Pare, dice la *Presse*, che le difficoltà le quali finora si erano opposte all'approvazione degli statuti della compagnia concessionaria della strada ferrata da Parigi a Lione, sieno state aggiustate. Dicesi che la compagnia si è posta ieri d'accordo col ministro dell'interno.

— Il sig. Augusto Chevalier, capo della segreteria della presidenza, ha visitato Liverpool la settimana scorsa, in compagnia dell'ingegnere Barbet di Jouy. Si ignora il motivo di questa corsa. Il sig. Chevalier è tornato a Parigi; il signor di Jouy si è imbarcato per gli Stati Uniti.

— La corrispondenza Havas dà per certo che sono interamente spianate le difficoltà insorte fra il governo francese e il Consiglio federale di Berna.

— Dicevasi ieri che il generale Cavaignac si è risoluto ad accettare il mandato legislativo.

Paesi Bassi. La seconda Camera dei Paesi Bassi, da alcuni giorni si occupa intorno alla discussione di un progetto di legge, tendente a colpire di un'imposta del 5 0/0 le rendite dei capitali posti su fondi pubblici ipotecati, ecc. L'opposizione che quel progetto incontrò, fece sì che il governo modificò varie disposizioni dello stesso: non si muoveva opposizione soltanto all'imposta per se, ma anche all'impiego dell'introito prodotto che ne proverrà.

Presentando la nuova imposta, il governo aveva proposto di rendere immuni dai diritti d'entrata il carbon fossile e la torba, di abbassare l'imposta del bollo dei giornali non meno che alcuni altri diritti. L'opposizione sostiene che queste diminuzioni non sono efficacemente utili alle classi inferiori, e dieci membri della Camera formularono una proposta perchè il prodotto dell'imposizione venga applicata all'abolizione dell'imposta sul macello e sulla macinatura.

Spagna. *Madrid*, 8 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

La regina Isabella II non lascierà Madrid, per recarsi ad Aranjuez, che alla fine del mese. La regina Maria Cristina, che parte oggi alla volta di quella residenza reale, sarà alla fine del mese stesso a Cadice.

Inghilterra. *Londra*, 12 *marzo*. Nella seduta della Camera de'comuni del 12 il sig. Walpole annunziò che il sig. Disraeli, cancelliere dello scacchiere, esporrebbe lunedì (15) il progetto finanziario del ministero. Lord John Russell disse che, nel corso della sessione, presenterà, come semplice rappresentante, un progetto di riforma elettorale.

Alla Camera de'lords, lord Lyndhurst protestò contro i progetti attribuiti al governo dalla lega de'cereali.

— Il sig. Disraeli, cancelliere dello scacchiere, fu rieletto l'11 ad Aylesbury rappresentante della contea di Buckingham.

— Gravi disordini ebbero luogo l'11 a Dublino, giorno della solenne entrata del nuovo vice-re d'Irlanda in quella città. Ecco il racconto che ne fa il corrispondente del *Morning-Chronicle*:

« Intanto che il corteggio del vice-re si recava da College-Green al castello, un tumulto fra studenti e popolo scoppiò al Trinity-College, perchè (dicesi) alcuni di quelli avevano spiegata una bandiera color d'arancio (segno degli orangisti). Il popolo, a quanto pare, fu vivamente offeso da una siffatta dimostrazione. Però si dette a lanciar sassi; e ne seguì una rissa tra alcuni del popolo al di fuori e un certo numero di studenti. La polizia intervenne; ma il disordine non fu represso che all'apparire di un distaccamento di truppe che disperse i tumultuanti. Varii studenti sono stati arrestati, e corre voce che alcune persone siano state ferite gravemente. »

— Non meno di 150 membri della Camera dei comuni intervennero alla riunione dei partigiani del libero scambio tenutosi l'11 presso lord Jonh Russell.

Risulta nondimeno dalla versione del *Morning-Chronicle*, che i membri dell'opposizione si riuniranno di nuovo in casa del nobile lord, allorchè i ministri saranno stati intesi, a fine di decidere se le loro esplicazioni saranno accettate o se si proporrà invece un voto di sfiducia.

— Si legge nel *Globe*:

Domani sarà tenuto un consiglio di gabinetto al ministero degli affari esteri.

— Si legge nello stesso giornale:

I fondi inglesi che stamane erano sofferto un leggiero ribasso si sono poscia rialzati. Consolidati a contanti e per conto al 15 aprile 97 1/2 5/8; 3 0/0 rid. 98 1/8.

Alemagna. *Vienna*, 11 *marzo*. Oggi ad un'ora pomeridiana giunse S. M. l'imperatore alla propria residenza, di ritorno dal suo viaggio per Trieste.

— Oggi venne nuovamente sequestrata in Vienna la *Nuova Gazzetta di Prussia*. (*Gazzetta Crociata*)

— Leggesi nel *Corriere di Vienna*:

Ebbero principio presso il governo centrale marittimo le pertrattazioni intorno alle proposte per rinnovare le leggi (politiche) marittime. Alla seduta prendono parte deputati dell'i. r. marina da guerra, nonchè di quest'i. r. accademia di nautica e delle Camere di commercio di tutti i paesi del litorale austriaco. Le discussioni hanno luogo sotto la presidenza e direzione del signor capo sezione e commissario ministeriale Dr. Czörnig.

— *Berlino*, 10 *marzo*. La *Gazzetta di Prussia* pubblica il testo della mozione presentata dal ministro di Prussia alla dieta germanica relativamente alla pubblicazione immediata dei protocolli delle sedute col mezzo di un apposito giornale, conformemente alla risoluzione federale del 14 novembre 1816. È noto che questa quistione diede luogo ad un dissenso assai grave fra le due principali potenze della confederazione.

— *Brema*. Si dice che il generale annoverese Jacobi, già ministro della guerra, sia destinato dalla dieta germanica per regolare, nella qualità di commissario federale, la questione dello statuto della città libera di Brema.

E. Leone gerente.

A rettificazione di una notizia data ieri nel bollettino della R. Accademia Medico-chirurgica si avverte che la memoria sulle adulterazioni de' vini, di cui in essa è questione, venne dalla predetta Accademia giudicata degna non del premio proposto, ma soltanto di una medaglia d'incoraggiamento.

Denaria *segr. gen. dell'Accademia Medico-Chirurgica di Torino.*

www.internetculturale.it

LIBRERIA GIANINI E FIORE

MEMORANDUM
STORICO-POLITICO

DEL CONTE

CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA

Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri

del RE CARLO ALBERTO

dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847.

Torino 1852, un bel volume in-8° grande di 600 pag. *Prezzo L.* 10.

BELLE ARTI

Bellissima tela di P. P. Rubens, rappresentante *La Regina del Cielo col putto e gloria d'Angeli*, grandezza al vero, del valore di 60m. fr.; si vende anche a more da concertarsi. — Visibile per brevi giorni, nel locale della Segreteria della Società di Belle Arti, via della Zecca, casa Daziani-Martelli, vicino alla porta num. 6, secondo cortile.

CAFFÉ RESTAURANT
DELLA MERIDIANA

via di Santa Teresa, num. 14

I Fratelli **Moriondo**, proprietarii, annunziano di avere ampliato il *Restaurant* per comodo dei signori accorrenti, e migliorata pur anche la cucina, per cui dal giorno 14 del corrente e successivamente, qualunque avventore vi troverà, oltre il consueto, tavole preparate, ed un pronto ed esatto servizio.

PARIS — HOTEL VIOLET

faubourg Poissonnière, n. 36

Cet établissement, fondé depuis 25 ans, et situé au centre de la capitale, près des boulevards et des théâtres, se recommande par la bonne tenue et la modicité de ses prix. — Il est le rendez-vous des principaux négociants étrangers. — Il y a une table d'hôte.

GIUSEPPE OPERT

SARTO IN CAMICIE DA UOMO

È giunto testè da Parigi con grande assortimento delle medesime, d'ultimo genere e in misura a giusto corpo. — Via di Porta Nuova, num. 16, primo piano.

AVVISO. Il negozio da Caffè situato in Chivasso, sotto l'insegna di *Caffè della Posta*, è stato dal sottoscritto rimesso al sig. Lorenzo Raviola.

Ignazio Alessio, *già proprietario.*

DA RIMETTERE AL PRESENTE

NEGOZIO di droghiere, con attiguo ampio locale per magazzino, munito dei necessarii mobili ed arredi di recenti riadatti, e poco rilievo di fondi vivi, situato in via del Palazzo di Città, in Torino.

Per gli schiarimenti e trattative dirigersi dal signor Gioanni Burzio, via Alfieri (già S. Carlo), num. 10, e nella farmacia Torre.

AFFITTAMENTO

La ditta BARTOLOMEO e F.lli FRANZOSINI, d'Intra, intende di affittare pel venturo S. Martino dell'anno corrente, per anni 12, la loro possessione di Olevano, di ettari 293, 71, 43 (giornate cadastrali 772, 72, 2), con scuti 15,555, 5 51/3, coltivata a riso, prati e pochi aratorii moronati a vicenda, con acqua propria continua d'estate e d'inverno, al quale effetto sarà tenuta un'asta privata a partiti segreti e suggellati, il giorno 31 del prossimo mese di marzo, in Olevano, nella casa di abitazione della prefata ditta proprietaria, e l'affittamento di detti beni verrà deliberato a favore del maggiore offerente, sempre così piacendo alla prefata ditta, avvertendo che nessuno sarà ammesso ad offrire all'affittamento suddetto se non previo deposito di L. 4,000, o relativo avallo di eguale somma di persona conosciuta e risponsale, e per la visione dei capitoli d'affittamento dirigersi in Vigevano allo studio del sig. avvocato Bagini, od in Olevano alla casa dell'agente sig. Vilibaldo Malasandi.

DA RIMETTERE IN PINEROLO

NEGOZIO da panierai, setacciai, ombrellai, chincaglierie, tele, ferramenta ed altri generi, esercito da 40 anni nel medesimo locale, contrada Nuova, casa dell'avvocato Danese. — Recapito ivi.

SEMENZA BACHI del Monte Brianza

presso BOCH *zio e nipote*,

via della Provvidenza, num. 20, in Torino.

DA AFFITTARE IN MONCALIERI

ALLOGGIO signorile al 1° piano, composto di otto camere, con legnaia, cantina, terrazzo e piccolo giardino. — Contrada dei Signori, casa Fea, porta n. 56.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

LOCALE già da osteria, di 8 membri, con giardino, cortile e cantine, via tendente ai molini del Martinetto, casa Zuccola. — Dirigersi ivi dal portinaio.

DA AFFITTARE *per la prossima Pasqua*

ALLOGGIO di 10 membri al primo piano con soffitta, in casa Claretta, via della Rocca, num. 36.

Dirigersi ivi al portinaio.

STRADA FERRATA
da TORINO per VERCELLI a NOVARA

Il numero delle azioni sottoscritte eccedendo di gran lunga quello fissato coll'art. 5 del Programma del 22 dicembre ultimo per la costituzione della Società, il Comitato centrale promotore

INVITA

Tutti i sottoscrittori delle azioni ad intervenire personalmente o per mezzo di procuratore speciale all'adunanza che avrà luogo *in Torino il giorno* 30 *del corrente marzo, alle ore* 11 *del mattino*, nel **Palazzo di Città, che viene graziosamente messo a disposizione** per stipulare l'atto di costituzione della Società; quelli che non vi interverranno, s'intenderanno aderire a quanto si farà dagli intervenuti.

Pel Comitato
Il Vice-Presidente PIETRO BOSSO.

SOCIETÀ

DI MUTUA BENEFICENZA E COLLOCAMENTO

DEI CAFFETTIERI, CONFETTIERI E DISTILLATORI

stabilita in Torino

Il Consiglio d'Amministrazione terrà un'apposita adunanza coi signori principali, (mercoledì 17 corrente, alle due pomeridiane nell'ufizio permanente della società, situato sotto i portici di piazza San Carlo, casa Balbis-Sambuy, piano 2) per concertare nell'interesse comune.

Sono perciò pregati tutti i sig. principali d'intervenirvi.

Per il Consiglio
Il Presidente CHIANTORE.

AVVISO

Si fa noto, che alle ore 9 antimerid. del 22 corrente, in Pancalieri, avanti il signor notaio Paguone, a ciò specialmente delegato, si procederà all'ultimo definitivo incanto di una Cascina, detta la *Commenda*, di ettare 38, 25, 53 (giorn. 100, 39, 08) in 14 lotti distinti, colla facoltà della riunione, ai patti risultanti dal bando venale del 12 febbraio scorso.

Dirigersi, per le opportune notizie, presso li causidici collegiati Simondi e Rodella.

Torino, il 15 marzo 1852.

Un Maestro di musica, d'anni 40, già stato capo-musico in un Reggimento, desidera di essere impiegato o come maestro d'orchestra, o come capo-musico in qualche corpo di Guardia Nazionale; conosce il contrappunto; è concertista da oboe, flauto, corno inglese, ed è conoscitore di tutti gli altri stromenti, ed anche suonatore di piano ed organo. — Far capo dal signor Sindaco di Candelo, provincia di Biella.

PIETRO POLLON

NEGOZIANTE DI CAVALLI

Fa noto, che il 17 del corrente sarà visibile nelle sue scuderie un convoglio di cavalli da carrozza del Mecklemburgo; e con altro avviso indicherà il giorno dell'arrivo dei cavalli prussiani da sella.

DEPOSITO
DI SEMENTE DI BIGATTI

VERA DI BRIANZA

presso LETTERIO RADICE, negoziante, via della Zecca, n. 8.

DA VENDERE

in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:

In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

DA VENDERE

tanto uniti che separati, i seguenti stabili sul territorio di Savigliano:

1. Cascina *Mattione*, di ettare 30, 48 (giornate 80) tra fabbricati civile e rustico, e beni a diversa coltura;
2. Cascina *Palazzotto*, di ettare 10 (giornate 27) tra fabbricato e beni a diversa coltura.
3. Ettare 7, 60 (giornate 20) terreno, la maggior parte prativo.

Per le condizioni del contratto dirigersi all'ufficio del notaio coll. Negro, in Savigliano.

DA VENDERE IN TORINO

pagabile in rogito o con more concertande.

CASA in una delle vie più concentriche e commerciali, di solida e perfetta costruzione, del valore di L. 225,000 circa. — Indirizzo allo studio dell'architetto Bertolotti, via della Basilica, n. 15, piano terzo.

DA SUBAFFITTARE

pel 1.° del prossimo aprile

ALLOGGIO civilmente mobigliato e provveduto degli utensili di cucina, di maiolica e cristalli per la tavola, composto di 8 membri al 1° piano, con cantina, in casa Borani, viale del Re, n. 12. — Visibile dalle 2 alle 4. Dirigersi in detta casa, al 2° piano a destra.

DA AFFITTARE

pel 1.° di luglio prossimo, in via dei Mercanti, n. 15,

Grande APPARTAMENTO, divisibile anche in due, composto di 21 membri oltre 2 cantine, scuderia e rimessa.

AVVISO

Il Direttore dell'Ufficio di Pubblica Sollecitazione, in via di Po, num. 39, rende noto aver molte commissioni di affittamenti e vendite di villeggiature, di case si in campagna che in città, botteghe, birrerie, caffè e negozi, promettendo ai signori committenti la massima cura e sollecitudine nell'eseguirle.

Ivi, richieste di diverse persone di civil condizione per impieghi offrendo in deposito da L. 5(m. a 10(m.

VENDITA VOLONTARIA

1. Grandioso Palazzo con giardino, del quantitativo di are 70, cent. 08 (tav. 180 circa), con palco al Teatro Nazionale;
2. Casa, rimpetto al medesimo Teatro, del reddito approssimativo di L. 14,000;
3. Tenimento di ett. 117, are 52, cent. 08 (giorn. 310) circa, diviso in 5 cascine presso a Riva di Chieri.

Dirigersi al proprietario, Casa Della Marmora, in Borgo Nuovo.

DA VENDERE

Un BOUGHÈ in buono stato. — Recapito in via del Rosario, num. 6, casa Antonino Carlo.

NOTA

All'oggetto di purgare da ogni privilegio ed ipoteca i beni che il notaio G. Morizio Zerboglio, di Cuorgnè acquistava dal sig. Bartolomeo Negri, fu signor Domenico di Cuorgnè pure, e residente, coll'instrumento 7 novembre 1851, rogato Trucano, situati sul territorio di Cuorgnè, composti di fabbricati, siti, corte, giardino chioso o campo di are 3, 80, nella regione Campo Rotondo, in mappa coi numeri 16, 17 e 18, con alteno in detta regione col num. mappale 16 di are 114, e prato e castagneto nella regione Bindocco, in mappa col n. 24, di are 76, 38; più ivi prato coi num. 23 e 24, di are 76; finalmente metà di pezza bosco, regione Moia Scaras, di are 57 in totale, col num. di mappa 3433, pel prezzo a corpo di lire 12,000, dopo di aver trascritto cotale suo titolo di acquisto alla conservatoria delle ipoteche di Ivrea il 12 passato novembre, vol. 20, articolo 22 delle alienazioni come da certificato sottoscritto Thesio, ricorreva all'illustrissimo sig. presidente del Tribunale di prima cognizione di Ivrea, dal quale riportava il 9 corrente marzo 1852 il decreto di notificanza prescritto dall'articolo 2306 del codice civile.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 15 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo	Borsa	nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo	Borsa	nella matt.
1819 5 0/0 god. 1.° br						
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 mar.	90 35		90 60 50			
1849 » » 1 genn.			92 92			92 25 p. 90
1851 » » 1 dicem.						92 75fin. ap.
1834 Obblig. 1 genn.						
1849 » 1 8-bre.			948			
1850 » 1 febbr.			935			
1844 5 0/0 Sardi genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.						
— Banca di Savoia						
Città di 4 0/0 oltre lo inter. decor.						
Torino 5 50 0/0 1 gen.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen			640			
Società del Gaz (nuova						
Incendii a premio Basc. 31 dicembre						
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio						
Molini presso Colegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	253	—	253 1/2	—
Genova sconto	4 p. 0/0		—	—
Francoforte S. M.	270	—	—	—
Lione	99 80	—	99 25	—
Londra	25 35	—	25 20	—
Milano	—	—	—	—
Parigi	99 80	—	99 30	—
Torino sconto	4 p. 0/0		—	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 90 l.	90	07 —	90	08 —
— di Savoia	28	60 —	28	69 —
— di Genova	79	10 —	79	28 —
Sovrana nuova	35	05 —	35	13 —
— vecchia	34	90 —	34	90 —
EROSO misto				
Perdita	2	50	p.	0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 13 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 105, 60, sceso a 105 40, chiude a 105, 60.
Il 3 0/0 resta a 68, 60.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 95.
Le azioni della Banca di Francia a 2680.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: RIGOLETTO — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Filippo — fratello e sorella.*

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Scacco matto alla barba di tutti.*

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: *Chi dura vince* — con balletti comici.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — Ballo *Testa nera.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Emanuele Filiberto — I 50 soldati.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO

N 66 — 1852

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

MERCOLEDI' 17 MARZO

PARTE UFFICIALE

Nello scopo di far studiare le singole questioni si morali che economiche e finanziarie relative al ricovero e mantenimento dei fanciulli esposti, e di formulare un progetto di legge che provveda a tutti i bisogni di quell'importante ramo di amministrazione, S. M., in udienza del 13 andante mese, ha instituita, a proposta del Ministro per gli Affari dell'Interno, una Commissione composta delle seguenti persone, cioè:

Presidente. Des Ambrois di Nevache cav. Luigi, reggente la vice-presidenza del Consiglio di Stato, Senatore del Regno.
Membri. Alfieri di Sostegno marchese Cesare, Senatore del Regno, vice-presidente dello stesso Senato;
Spinola marchese Tommaso, Consigliere di Stato;
Ricci marchese Vincenzo, Deputato al Parlamento;
Ponza di San Martino conte Gustavo, Consigliere di Stato.
Segretario. Gaudi notaio Carlo, segretario sotto capo di divisione al Ministero Interni.

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione, vedi num. 52, 53, 54, 55, 59, 60, 61, 62, 64, 65)

Spese — ARTIGLIERIA, FORTIFICAZIONI E FABBRICHE MILITARI.

Spese ordinarie.

Spese d'amministrazione e di direzione.

1	Personale dell'Azienda ed Impiegati dipendenti	326,789 15
2	Comitato centrale d'Artiglieria, Comando e Direzione	27,756 96
3	Consiglio e Comando del Genio	114,611 53
4	Spese d'ufficio	50,000 »

Spese pel materiale d'artiglieria ed opere per le fortificazioni e fabbriche militari.

Artiglieria.

5	Direzione della fonderia, del trapano e della cesselleria	24,357 »
6	Direzione della chimica	14,348 60
7	Direzioni delle polveriere e raffineria nitri	357,252 »
8	Direzione dei Bombardieri	45,921 65
9	Direzioni delle Maestranze	107,540 »
10	Direzione della fabbrica d'armi	478,540 »
11	Direzioni delle sale d'armi	8,549 50
12	Arsenali e piazze	104,000 »

Fortificazioni e fabbriche militari

13	Direzione di Torino	184,270 »
14	Direzione di Genova	451,586 »
15	Direzione di Alessandria	115,540 »
16	Direzione di Cuneo	21,698 »
17	Direzione di Novara	24,165 »
18	Direzione di Cumberi	31,550 »
19	Direzione di Nizza	8,500 »
20	Direzione della Sardegna	69,000 »
21	Magazzini e piazze	6,437 25

Spese diverse.

22	Fitto locali	9,944 13
23	Trasporti	35,000 »
24	Casuali	15,000 »

Spese straordinarie.

Spese d'amministrazione e di direzione.

25	Personale in aspettativa	4,000 »
25 *bis*	Personale in eccedenza della pianta	6,040 »
25 *ter*	Maggiori assegnamenti	*sospesa*

Spese pel materiale d'Artiglieria, ed opere per le fortificazioni e fabbriche militari.

Artiglieria.

26	Comitato centrale d'Artiglieria e dipendenze	400 »
27	Direzione della fonderia	20,685 »
28	Direzioni delle polveriere e raffineria nitri	5,995 »
29	Direzioni delle Maestranze	57,500 »
30	Direzione della fabbrica d'armi	15,000 »
31	Arsenali e piazze	46,420 »

Fortificazioni e fabbriche militari.

32	Direzioni di Torino	101,974 50
33	Direzione di Genova	495,440 »
34	Direzione d'Alessandria	26,872 »
35	Direzione di Cuneo	1,800 »
36	Direzione di Novara	485,600 »
37	Direzione di Cumberi	59,900 »
38	Direzione di Nizza	5,000 »
39	Direzione della Sardegna	119,000 »
40	Erezione di fortificazione a difesa della piazza di Casale	*sospesa*
41	Magazzini e piazze	10,000 »

Corpo Reale dello Stato Maggiore

42	Acquisto di carte corografiche e topografiche	36,200 »

	Totale Spese ordinarie L.	2,289,939 57
	Totale Spese straordinarie »	1,475,726 50
(Continua)	Totale generale L	3,758,865 07

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 16 marzo.*

La Camera dei Deputati continuò nella seduta d'oggi la discussione del progetto di legge sulle pensioni di riposo agli impiegati civili, e ne approvò i primi cinque articoli.

Relazione al Ministro dell'Istruzione pubblica della Commissione incaricata del riordinamento della Biblioteca della Regia Università di Torino.

Illust.mo Signore,

La Commissione instituita con R. Decreto 28 dicembre 1851 per rivedere il regolamento della Biblioteca della Università e provvedere ai vari bisogni di essa, riferisce alla S. V. il risultato delle sue discussioni.

Essa giudicò conveniente di definire anzitutto la natura dello stabilimento, sul quale doveva deliberare, persuasa che questa le servirebbe di norma nelle sue determinazioni.

La Biblioteca della R. Università sin dalla sua origine fu destinata specialmente ad uso dei professori, degli studenti delle varie facoltà e dei cultori dei severi studi, affinchè tutti potessero trovarvi quelle opere scientifiche o letterarie, che pel loro alto valore per la rarità o per la infrequenza del bisogno, un privato difficilmente vorrebbe o potrebbe acquistare. Consacrata così a beneficio di queste persone, fu appunto collocata nel recinto dell'Università e mantenuta aperta nelle ore delle classi universitarie e nei giorni di vacanza; mentre se avesse dovuto soddisfare ai bisogni più estesi, il locale sarebbe stato infelicemente scelto per non avere un immediato accesso dalla pubblica via, e le ore non si sarebbero riscontrate colle convenienze di ogni specie di lettori.

Ora poi, che crebbe il numero di coloro, che estranei all'Università vorrebbero accorrervi; ora che le libere nostre istituzioni crearono nuovi bisogni e desiderii, quantunque la biblioteca debba fino ad un certo segno, per essere tutta unica, supplire alla mancanza di altre biblioteche, tuttavia la Commissione è di parere che ella non rinunci all'antico suo carattere puramente scientifico e letterario, per cui non si vuole confondere coi gabinetti di lettura. Essa preziose deposito dell'umano sapere, mentre deve somministrare agli studiosi e ai dotti tutte quelle opere che valgono ad iniziar gli uni nelle gravi discipline ed a sussidiar gli altri per conquistare nuove verità, deve escludere le pubblicazioni quotidiane di poco rilievo, i romanzi non ancora sanciti dal giudizio del tempo, gli opuscoli di circostanza, e tutti quei minuti scritti di blandissima letteratura, che disviando i giovani dagli studi seri li inviterebbero ad occupare le ore in letture di pas-atempo.

Definita così e riconfermata la natura dello stabilimento, la Commissione prese ad esaminare se le condizioni di esso corrispondano a tale scopo, e quali innovazioni si possano desiderare, affinchè la Biblioteca viemmeglio soddisfaccia al cresciuto numero degli studiosi, all'incremento delle scienze e delle lettere.

Già da molti lustri crebbe straordinariamente il numero dei volumi, crebbe l'affluenza dei lettori accorrenti, epperò crebbe il servizio e crebbero i lavori dello stabilimento; ma in eguale proporzione non crebbe il locale.

Dapprima vi si suppli, relegando in camere discoste intiere classi di libri, come i codici manoscritti, le edizioni del secolo XV, le Aldine, le opere rabbiniche, gli antichi giornali letterari e simili. Poi, quando il nuovo sito acquistato già era invaso dai nuovi libri, si scelsero que.le opere, che erano meno ricercate in lettura e furono qua e là confinate e disperse. Ultimamente non vi fu o ripostiglio, o tavolo, o cassone, che non si usufruttuasse per collocarvi volumi. Eppure si ha sempre difetto di locale per iscaffalarvi materialmente i libri, anche prescindendo dalla loro più congrua classificazione.

Per tali trasmigrazioni di volumi più e più volte eseguite si per conquistar sito e sì per render più facile e pronto il servizio della Biblioteca a pro' dei lettori, le classificazioni dei libri furono dissestate, e le indicazioni locali segnate sul catalogo più non potevano corrispondere ai mutati siti, se non si intraprendeva un nuovo lavoro, quello di cangiare sul dorso dei volumi e sui cataloghi le lettere e le cifre indicatrici delle sale, degli scaffali, dei piani e del numero d'ordine. Così il lavoro si moltiplicava; così s'imbarattavano i volumi ed i cataloghi, sempre che l'indicazione del nuovo sito non venisse accomandata alla memoria dei distributori. Ora a fronte di tanta instabilità non potevasi intraprendere un catalogo generale. Bensì registravansi i libri, ma l'intrapresa di un catalogo sarebbe stata precaria e provvisoria, perchè era precario e provvisorio il collocamento generale. Nè vuolsi ommettere che le scuole di matematica ed architettura poste all'ultimo piano dell'Università, verso la via Zecca, abbisognano di essere ampliate, e chiedono che come supplimento loro sano concesse parecchie camere attigue, ora ingombre di libri. Qualora queste siano ritolte alla Biblioteca, rimane una nuova moltitudine di libri da collocare.

Venendo ora ai lettori accorrenti, questi da alcuni anni in qua aumentarono circa del doppio; il numero di essi oltrepassa sovente i 400 al giorno; per modo che talvolta manca ad alcuni il sito materiale per assidersi e generalmente debbono stare stivati e a disagio sulle panche. Parimenti per far luogo ai crescenti libri dovettero gli uffiziali della Biblioteca raccozzarsi, tutti in una camera sola; il prefetto, gli assistenti, i professori ed i personaggi distinti per sapere, che vengono a visitare il nostro paese, stanno tutti a disagio e con niuna decenza raccolti nella stessa camera. Quindi unanime è il voto, che il locale venga ampliato, affinchè sia anche provveduto a quella comodità, che in uno stabilimento sì utile e frequentato si può desiderare.

Da tutto ciò la Commissione riconobbe, che se le condizioni della Biblioteca non sono le più felici, se ne debba accagionare principalmente il locale, e che se è manifesta la necessità di ampliarlo, non lo è meno quella di ampliarlo in modo durevole. Imperciocchè quando il nuovo locale fosse concedulo per breve tempo, non cesserebbero gli antichi inconvenienti, nè si potrebbe ancora utilmente intraprendere un lavoro di ordinamento di volumi e di cataloghi. A ciò rivolse specialmente i suoi studi la Commissione.

Essa ricercò dapprima, se avuto riguardo alle ristrettezze del Palazzo Universitario fosse stato conveniente trasportare la Biblioteca in più appropriato locale. Se non che riconosciute le grandissime difficoltà, che una simile proposta avrebbe incontrate nell'esecuzione, specialmente nelle presenti condizioni delle nostre finanze, dovette abbandonare questo disegno. Quindi senza dipartirsi dal locale dell'Università, si restrinse a ricercare un modo di ampliazione il quale, mentre fosse facile ad eseguirsi, avesse ancora i vantaggi della stabilità. A tal uopo esaminò i progetti che si formarono già per cura delle precedenti amministrazioni, ed invitò il signor Marone architetto dell'Università a intervenire alle sue sedute per avere da lui i più ampi schiarimenti.

Il solo mezzo per ingrandire la Biblioteca sta nell'Oratorio attiguo: e sin dall'anno 1844 il cav. Tecco proponeva di riunirlo alla Biblioteca senza modificarne la struttura; ma questo occupare non si poteva, salvo che vi si surrogasse altro locale per le congregazioni festive; il che riuscì per ogni modo impossibile. Fu anche allora proposto di trasportare la Biblioteca accanto ai nuovi; ma altre difficoltà vi si opposero.

Da ultimo, nel 1850, poichè le congregazioni festive cessarono di essere obbligatorie, il sig. architetto Marone formò nuovamente il progetto di aggiungere alla Biblioteca l'Oratorio. Ma dovendo conciliare i bisogni della Biblioteca con quelli delle scuole e degli uffici del Ministero, propose, che, tolte a lei le camere dell'ultimo piano verso la via Zecca, le si assegnasse in cambio il terzo e quarto piano verso la via Po, ossia soltanto la parte superiore dell'Oratorio; se non che si riconobbe che l'ingrandimento non era sufficiente.

E però lo stesso signor architetto venne incaricato dalla Commissione a modificare il primo suo progetto, tenendo conto delle nuove osservazioni.

Il locale, come si osservò, altro non può essere che l'Oratorio annesso alla Biblioteca, giacchè questa nelle altre sue parti confina colla galleria, collo scalone, e colla pubblica via.

Ma l'Oratorio, qual è nel suo stato odierno, sarebbe incongruo, perchè il suo pavimento poggia sopra un impalcatura; ed un fuoco

Appendice

TEATRO D'ANGENNES

GABRIELLE, *commedia del sig. Emilio Augier.*

Questa commedia, dell'autore della *Ciqüe*, dell'*Aventuriere* e della *Diane*, venne in Torino udita con raccoglimento ed applaudita con trasporto, come le era accaduto in Parigi e come le accadrà dappertutto. Due sono le cagioni che rendono infallibile il buon esito di questa composizione: la *forma* dapprima, cioè la purità ed eleganza della frase, la nitidezza classica unita al più moderno sapore, e poi la realtà, la *positività* del fondo, cioè una sicurezza pratica nella dipintura degli affetti, una profonda moralità di concetto, una esposizione netta del male covato sotto le illusioni della vita, uno smascheramento severo delle falsità poetiche che ingombrano le anime giovanili e vi sostituiscono un affanno pindarico alla quiete salutare dell'onestà e del dovere.

Il nodo di questa commedia è assai semplice. Una giovine donna, *Gabrielle*, moglie ad un avvocato *Julien*, trovandosi poco paga della monotonia casalinga delle abitudini di famiglia, ed aspirando in segreto a gioie mistiche, a passioni straordinarie, e correndo dietro a fantasimi vaghi ed indefiniti, si lascia prendere d'amore per un giovine segretario di suo marito, il signore *Stéphane*. Il marito se ne avvede in tempo; non la chiassi, non distempera la ira ed il dolore in atti o parole concitate; ma li lascia insieme ed osserva. I due amanti, sebbene combattuti da' sentimenti di virtù e d'onore, fissano di fuggire insieme, e cercare in altro paese una solitudine nella quale credono poter condurre una vita tessuta di fiori e di inestinguibile affetto. Quando il marito vede giunta l'ora della fuga si mette in mezzo ai due colpevoli, e come parlando di una donna che non sia la sua, così ragiona col giovine incauto: — Tu credi di fuggire in luogo tranquillo ove non ti raggiunga nè rimorso, nè noia, nè delusione: t'inganni. La vita non è quale si legge nei romanzi: tutto passa quaggiù: l'amore che ora tu credi eterno ti diverrà noioso; la donna che tu rapisci non sarà mai contenta: nel villaggio ove cercherete rifugio, le contadine vi passeranno da canto guardandovi sospettosamente senza salutarvi, e voi le invidierete nel contemplare la gioia immacolata dei loro tuguri: altro di durevole non v'ha nel mondo che il sentimento del dovere e la contentezza interna d'averlo adempiuto. Fra un marito ed un amante, la vittoria può essere del secondo se il tratto è d'un mese; trascorso un anno, la diventa una vittoria che l'amante non vorrebbe aver riportata, e spesso la maledice. Allora per la donna che ha tradito lo sposo, che ha abbandonati i figli, giunge l'ora, ma troppo tardi, del rincrescimento. Non vi illuda adunque il brillare della poesia che vi agita: prendete il mondo come è, e non pensatevi di rifarlo.—

Questi pensieri, che noi qui con imperfetta e frettolosa sintesi cerchiamo di tradurre, producono nel cuore dei due colpevoli una violenta emozione. L'apparire poi della fanciulletta riconduce la madre alla via ch'essa stava per abbandonare; il giovine amante fugge, e la famiglia dell'avvocato ritrova la quiete momentaneamente sturbata dall'assalto delle illusioni.

Ripetiamo il motto illusioni, appunto perchè ci sembra che questa commedia ne sia una critica vera e cruda. Vi sono abbastanza gioie e dolori reali, perchè non sia mestieri crearne de'posticci. A che prò l'andar investigando per esempio, in un raggio di luna, affetti, memorie, melodie, sospiri, invece di dire semplicemente che il raggio di luna è un bello spettacolo, e goderlo tal quale è nella sua quieta luce, e nella sua freschura? Questo ci pare il teorema proposto e spiegato dal valente scrittore.

Intrecciati a questi tre principali personaggi, altri due portano la loro parte di prove all'assunto dello scrittore, cioè un marito ed una moglie *Tamponnet*: quegli già attempato, poco veggente, volgarmente geloso e non mai a proposito; questa ancora giovine, ma più matura della protagonista, alla quale fornisce i consigli suggeritile da una esperienza fatta a proprie spese.

Giammai la domestica onestà parlò un linguaggio più nobile di quello che s'impiega in questa composizione, la quale esala un profumo d'innocenza, di schiettezza e di eloquente verità assai raro nel teatro. Tuttavia lo spettatore starà in forse d'accettare intiero l'insegnamento che ne scaturisce: taluno dubiterà che sia prudente affare il lasciare la moglie esposta alla seduzione senz'altra salvaguardia che la sua naturale delicatezza; tal altro dubiterà che la confidenza dal marito dimostrata verso l'amante possa essere sempre così felicemente ricompensata, e che invece non corra rischio di sorte ben diversa.

La parte di *Gabrielle* è rappresentata con grande perizia dalla signora Berger. Poche attrici possono al pari di lei ritrarre quelle inquietudini, quelle fugaci estasi, que' bisogni ideali d'un cuore romanzesco, e con tanta forza esprimere il combattimento fra il dovere e la colpa. Il sig. Karl (Julien) fu assai espressivo, ma ci sembra che il pubblico dovesse durar fatica a compatire alle sue pene, avvezzo com'è ad ssilarasi alle festose parti ch'egli suol porgere. Il sig. Adler ci sarebbe parso assai più adatto a quell'uopo. Il signor Périchon e la signora Deval, quello colla sua consueta abilità comica, questa coll'accento vero dell'esperienza, interpretano la parte dei coniugi Tamponnet.

Noi siamo certi che ogniqualvolta gli allissa indicheranno le rappresentazioni di *Gabrielle* il Teatro D'Angennes sarà ridondante di spettatori.

P.

BIBLIOTECA STORICA TORINO

che si destasse nelle cameruccie sottostanti pietre di tramezzi in legno incendierebbe l'intera Biblioteca. Sono dunque necessarie alcune innovazioni per acquistar sito. In effetto, levato il pavimento e demolita la impalcatura, si avrebbe tutta quell'altezza, che corre dal vôlto dei portici sino al tetto; questa, per essere sorbitante si taglierebbe orizzontalmente in due, donde nascerebbe una doppia serie d'ampie sale e gallerie di cui una inferiore che risponde al piano nobile verso la via di Po e l'altra superiore che comprende il terzo ed il quarto piano verso la detta via.

Siccome una sola di queste gallerie già si richiederebbe per allogarvi i volumi che ora stanno rinchiusi, ammontechiari, dispersi, e quelli ancora che per amore delle scuole di architettura debbiono trasmigrare dall'ultimo piano del palazzo, però dovendo i provvedere non solo ai bisogni presenti, ma altresì a quelli avvenire, fa d'uopo assegnare alla Biblioteca, oltre ai locali superiori, che già concedevansi nel 1850, anche gli inferiori, e ciò sui disegni e colle avvertenze nuovamente svolte dal signor Marone nell'unita sua relazione del 17 gennaio 1852, per modo che si avrebbe tal superficie di pareti da poter vi apporre ben 30 mila volumi. Così i libri, gli ufficiali, l'amministrazione, i professori, i forestieri ragguardevoli otterrebbero un sito congruo e decente. La Commissione consiglia questo progetto tanto più ora che per le recenti diminuzioni nel personale della pubblica istruzione, il Ministero vorrà rinunciare all'idea prima di estendere i propri uffici dal lato dell'Oratorio.

Rimangono i lettori. Non si può negare che oggi di troppo angusto e incomodo sia il sito di lettura. Può parere che questo si debba trasferire nella sala maggiore di tutte, posta nell'angolo nord-est dell'isolato. Ma la Commissione osservò che pel più pronto e facile servizio del pubblico la sala di lettura vuol essere concentrica allo stabilimento; laddove la sala anzidetta si troverebbe appunto in un angolo e discostissima dalle due nuove gallerie. Quindi insistendo sulla sala odierna approvò quanto il signor architetto propose intorno al rifare e al disporre le tavole di lettura, donde si otterrebbe un sito capace di ben 200 persone. Si assegnerebbe poi una sala attigua ad accogliere quei lettori, che o non trovassero posto nella prima, o vi fossero chiamati da particolari discipline. È inoltre necessario introdurre nella sala di lettura quei miglioramenti che la rendono più agiata ai lettori e più decente; si osserva in ispecie che il pavimento è formato di lastre di pietra, e però incomodo a chi vi si ferma alcun tempo. In generale è da desiderare che le sale della Biblioteca sieno tutte riscaldate col mezzo di stufe alla russa.

L'intiero progetto del sig. Marone riunì i voti della Commissione, che perciò lo presenta al sig. Ministro.

Quanto la Commissione venne sinora consigliando è conforme alla intrinseca natura dello stabilimento; secondo tali consigli, essa troverebbesi raggiugliata cogli odierni bisogni dei più gravi studi e dei loro cultori. Per questi è sufficiente l'orario odierno, dacchè essa sta aperta dalle ore 8 alle 4 e mezzo a cominciare dal primo di marzo a tutto settembre, e dalle 9 alle 4 negli altri mesi; tali ore riscontrandosi appunto colla giornaliera distribuzione del tempo, che suole fare il pubblico.

Ma la Commissione non ignora altri desiderii che nel suo seno furono vivamente rappresentati e discussi. Vorrebbesi cioè che la Biblioteca stesse aperta nelle ore notturne, perchè un maggior numero di persone, e specialmente gl'impiegati e gli artisti possano approfittare di essa. Pertanto la Commissione reputa a visitare il locale, ed interrogate le persone dell'arte, volle decidere questo punto.

Pare a prima giunta che basti una sola sala illuminata a becchi di luce, i quali stieno disposti lungo le tavole di lettura: ma in realtà la Biblioteca intiera ed il cortile dovrebbero pure venir illuminati. In fatti se il palazzo dell'Università si apra male illuminato al pubblico nelle lunghe ore d'inverno, esso in grazia dei vicini portici frequentatissimi potrebbe essere men rispettato, e le lapide antiche, le statue, gli ornati potrebbero soffrir danno. Quindi fu quella sollecitudine in ogni tempo comandata di chiudere il palazzo dell'Università appena terminate le lezioni pomeridiane.

Dopo di avere illuminata la parte interna del palazzo ed avervi stabiliti portinai e guardie, fa d'uopo di illuminare tutte o quasi tutte le sale della Biblioteca. Imperciocchè non ai soli lettori provvedere si dee, ma eziandio ai distributori i quali dovendo ovunque nell'ordine superiore e nell'inferiore delle varie scale, di cui le principali sono alte più di sedici metri, cercare i libri richiesti e posti lungi dalle tavole di lettura, abbisognano che la luce si diffonda splendida sulle lettere e sulle cifre iscritte sui tasselli dei volumi. Ossia d'uopo che le varie sale sieno in tutta la loro altezza e lunghezza illuminate. Si rifaccia di notare che i lumi a mano, oltre ai gravi pericoli di incendio, non servono per distributori che con mani già ingombre di libri debbono scendere e salire le scale portatili.

Che se si proponesse di trasportare in una sola sala illuminata quei libri i quali si presumono che sarebbero più comunemente chiamati in lettura, allora, oltre alla difficoltà di trovare una camera bastante alla numerosa varietà di persone che la frequenterebbero, si dovrebbe dissestare e porre sossopra la biblioteca per ordinarla a beneficio degli accorrenti della sera, e così cesserebbe di essere disposta a favore dei lettori del giorno. Oltraccciò fa d'uopo riflettere che ogni mutazione e trasmigrazione di volumi porta con sè lunghe correzioni di tutti i segni indicatori di luogo da eseguirsi si sul dorso dei tomi, e si sui cataloghi. E per vero le biblioteche di Europa, che si aprono di sera hanno tutte un locale adatto. Perciò dovette convincersi la Commissione che tale illuminazione non può aver luogo senza gravissimi inconvenienti, dispendii e pericoli.

Tuttavia, mentre confermando il ripetuto avviso di altre Giunte che la precedettero, riconosce che non si può tenere aperta nelle tarde ore della sera l'Università, fa voti perchè fuori del recinto di essa ed in appropriato locale si apra una libreria per la sera.

Questa dovrebbe somministrare in lettura le opere di educazione del popolo, e massimamente quelle che presero a render volgari certe scienze ed a mostrarne l'applicazione all'uopo delle arti e delle manifatture. Tali opere sono appunto quelle che una biblioteca dell'Università non possiede, siccome aperta a più alti studii, ma sono precisamente quelle che converrebbero a molti fra i lettori serali: che anzi di molte fra queste si dovrebbero avere disponibili più e più esemplari. Codesta libreria che capirebbe in una sola sala, dovrebbe pel locale, pel suo quasi immediato accesso alla pubblica via, per le tavole e pel servizio essere appropriata al suo scopo.

Le opere popolari sono una specie bibliografica affatto nuova e tutta dovuta ai nostri tempi; non è però meraviglia se per un genere nuovo di lettori si richieda una libreria anche nuova. Siccome per istruire gli artisti oralmente, non servono le cattedre dell'Università troppo sublimi, ma fece d'uopo crearne speciali, così per istruire gli artisti per via di libri non serve la Biblioteca Universitaria, ma si dee creare per simile di essi una libreria. Un solo stabilimento non può soddisfare ad un tempo a due servizi affatto diversi per natura di libri, per qualità di locale e per ore di lettura.

Provveduto all'ampliazione dei locali, la Commissione prese ad esaminare i cataloghi. Esiste nella biblioteca un vecchio catalogo generale diligentemente compilato per ordine alfabetico. Ma non essendovi per mancanza di spazio registrati i volumi, che da cinquant'anni in qua entrarono in biblioteca, le indicazioni non corrispondendo all'attuale disposizione dei libri che cangiarono più volte di luogo; di più essendovi isolate alcune opere che andarono poi smarrite, questo catalogo può bensì giovare non poco alla compilazione di un nuovo, ma non può supplirne al difetto. Quindi la commissione propose la formazione di un catalogo generale alfabetico. Per tal lavoro sono già in pronto tutte le cartoline, le quali non abbisognano d'altro che di essere rivedute, si perchè sia meglio riscontrato ogni titolo, si perchè si verifichi l'esistenza di ogni opera. Inoltre è necessario estrarre le singole opere dalle varie collezioni, miscellanee, memorie delle accademie; paziente lavoro, a cui da più anni si sta attendendo. Ma affinchè le migliaia di cartoline si possano spiegare ed ordinare ora secondo il metodo alfabetico, ora secondo la qualità delle materie, nè siavi pericolo o di confusione o di smarrimento, è assolutamente necessaria una camera a tali uopo, ricca di tavole ed inaccessa a tutti.

La Commissione non dubita che, ottenuto il desiderato locale, si darà opera indefessa al catalogo generale. Alla mancanza di questo si supplì finora coi cataloghi parziali, utilissimi per suggerire agli studiosi delle singole materie i varii sussidii dei loro studi particolari. Essi furono compilati secondo l'ordine seguito dal Brunet nel suo *Manuel du libraire* 1820. Ma siccome nella nuova edizione di quest'opera si crede bene di variar non poco la divisione delle materie, così anche nei cataloghi della biblioteca sarà necessario introdurre innovazioni e correzioni. A tal fine la Commissione propose che siano destinate appositamente alcune persone, le quali poste sotto la direzione del sig. prefetto e occupate unicamente in tal lavoro, possano compierlo nel minor tempo possibile.

Alcuni membri della Commissione avrebbero desiderato che il catalogo generale si pubblicasse colle stampe; ma poichè compiuto una buona volta il catalogo, la utilità della pubblicazione è secondaria, e questa potrà di leggieri farsi sempre che sia giudicato opportuno, la Commissione non prese a tal riguardo alcuna deliberazione.

Quanto alla scelta dei libri che annualmente si possono acquistare, la Commissione pensò dapprima di affidare quest'incarico ad una Giunta composta di persone versate nei varii rami di scienze e lettere. Ma conoscendo che in una Giunta il conciliare varii desiderii può alcune volte recar un ritardo, e che la scelta fra molte opere le quali si riconoscano ugualmente pregievoli, e sovente consigliata dai fondi disponibili, dall'opportunità del contratto, da circostanze di libri, la Commissione crede provvedere ad un tempo agli interessi degli studi ed alle esigenze di una amministrazione pratica, proponendo che le facoltà al principio dell'anno presentino compiutamente la nota di quei libri che ravviseranno desiderabili, e che il prefetto giovandosi delle notizie avute determini la scelta.

Finalmente si esaminò il regolamento interno della Biblioteca, e questo fu redatto or sono due anni per cura del cav. Mameli: e siccome nella redazione si prese norma dai presenti bisogni, così nulla trovossi ad innovare.

Pertanto la Commissione crede di dover fare al sig. Ministro le seguenti proposte:

1. Ampliazione del locale secondo i disegni che sono presentati.

2. Ordinamento della sala di lettura in modo che sia resa capace di maggior numero di persone e più agiata e decente, coll'aggiunta di una camera vicina, che le sia di sussidio; e ciò secondo le avvertenze dal signor architetto esposte nella sua relazione.

3. Formazione del catalogo generale.

4. Revisione dei cataloghi parziali, per opera di persone a ciò specialmente destinate.

5. Incarico alle Facoltà di proporre i libri alla scelta del prefetto.

Fra queste proposte la Commissione ravvisando che la più urgente è l'ordinamento della sala di lettura, mentre ne è sentita quotidianamente la ristrettezza ed il disagio, e che inoltre un tal lavoro può, anche senza disturbo dei lettori, eseguirsi quanto prima, non essendo coordinato con altri, crede dover chiamare specialmente su questo oggetto la sollecitudine del sig. Ministro.

In tale modo la Commissione confida di aver adempiuto all'incarico, che il R. Decreto le commetteva, ed aver promosso, per quanto stava in lei, i vantaggi di uno stabilimento, che ha nome tra i più ragguardevoli.

Sottoscritti all'originale — C. Alfieri — Gazzera — Mameli — Domenico Buffa — Domenico Berti — e Bernardino Peyron, *segretario*.

Il Ministro di pubblica Istruzione, riconoscendo l'opportunità delle proposte fatte nella presente relazione, ha date le disposizioni perchè si proceda tostamente a mandare ad effetto quelle tra esse che sono più urgenti, ed alle quali si può provvedere con la somma che rimane disponibile su quella assegnata nel Bilancio del 1851 appunto per l'ampliazione della Biblioteca della Università di Torino.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO.

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 4 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuni dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Terza inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
unico	Lubatti canonico Francesco	37	15 apr. 1849	288	26 marzo 1849	Mondovì

Torino, il 25 febbraio 1852.

L'Ispettore Generale F. Caccia.

FATTI DIVERSI. — Provincia. — Si legge nel *Vessillo Vercellese*:

Annunziamo una scoperta interessante per gli antiquari ed archeologi vercellesi. Si era finora lamentata la mancanza di un monumento che valesse a constatare il diritto di battere moneta in Vercelli pel tempo in cui si reggeva a comune: mentre di tali documenti erano ricche pressochè tutte le città d'Italia. Ora siamo assicurati che il dottissimo cav. Promis abbia scoperta un'moneta comita in Vercelli nel medio evo. Attendiamo perciò con viva impazienza il risultato di quella scoperta, che verrà senza dubbio fatto di pubblica ragione da quel chiarissimo numismatico.

— Ci scrivono da Carrù:

La settimana scorsa segnava fra noi un giorno di vera e compiuta allegrezza pubblica per festeggiare e applaudire al nuovo sindaco il sig. medico Carlo Martinengo. L'amor patrio e i sensi onestamente liberali di questo egregio nostro concittadino erano conosciuti a tutti e tutti gli desideravano quell'onore che tal benignità Sovrana e la saggezza del Governo gli ha impartito. La guardia nazionale e ogni condizione di persone gli fecero larghe dimostrazioni di affettuosa esultanza: la sera vi fu una bella illuminazione in ogni parte, e si udirono frequenti i suoni festivi e armoniosi della banda dei dilettanti di musica conterrazzani e venuti dai paesi vicini.

E questa una splendida testimonianza ai tanti meriti già acquistati in patria dal Martinengo, il quale perciò non fallirà ad ogni opera buona in utilità del suo paese, e corrisponderà degnamente alla comune aspettazione e alla necessità dei tempi.

— Ci scrivono da Arona il 15 marzo:

Il giorno 13 corrente si celebrò in questa città la consueta religiosa festa pel ricupero di alcune reliquie di martiri che da qui erano state di nascosto trasportate a Milano dai PP. Gesuiti nel 1576. La festa che da sì lontana epoca ha origine per voto del popolo aronese, e per la quale il fu B. Bertossi, primo tra i più generosi benefattori di questa natia sua patria, legava l'annua somma di L. 600, riuscì eziandio in quest'anno di molto animata per frequente concorso di popolo, e giocondi vivaci d'ambo i sessi. La chiesa poi assaissimo piacque la nuova messa in canto, musicata dal nostro bravo maestro Cattaneo, e tra i più lodati versetti il *Laudamus*, a una voce con cori, fu lavoro di vera ispirazione e rara maestria. Tanto più volentieri ne piace dargli parola di merito encomiata, in quanto che il medesimo a questi giorni, dietro incoraggiamento d'egregio cittadino, si propose circondarsi di una eletta dozzina di giovanetti, cui gratuitamente alleva nella bell'arte del canto: il gentil pensiero gradì all'universale: tantochè al miglior riuscimento furono ben tosto con pubblica sottoscrizione raccolte numerose azioni per premi da darsi ogni anno a più distinti tra quei giovinetti studiosi.

A fare più lieta la festa non è a tacere, come siasi volonterosamente prestata la musicale banda della nazionale milizia, che sebbene di fresco riordinata, diede buon saggio di sè e della crescente sua bravura.

— Il freddo che qui sentiamo da due giorni è straordinario, e il termometro, che dianzi toccava al temperato, dopo un forissimo e ghiacciato vento *sud* levatosi ier l'altro, scese rapido sotto lo zero, e vi si mantiene.

Savoia. — Si legge nella *Gazzetta ufficiale di Savoia*:

Una febbre carbonchiale è scoppiata da qualche giorno nel Faucigny. Il centro dell'epidemia è al comune di Pellonex, mandamento di Bonneville. Grazie alle misure attive prese tosto dall'Intendente del Faucigny, la malattia fu circoscritta e fermata ne suo progressi.

FRANCIA

Parigi, 15 *marzo*. In conformità del decreto della concessione della strada ferrata da Parigi a Lione, la consegna della linea e il prendimento di possesso della compagnia ebbero effetto il 1° di marzo.

I rappresentanti dello Stato, delegati dal ministro dei lavori pubblici, incaricati di fare la consegna della strada ferrata alla compagnia, erano i signori Jullien, direttore della strada ferrata; di Bourenille, ingegnere in capo delle miniere; Herson, sotto direttore del detto inscritto. La compagnia è rappresentata dai sigg. Dassier e André, banchieri.

Sulla somma di 114 milioni a rimborsarsi dalla compagnia allo Stato, per le spese e per l'esecuzione dei lavori, la compagnia, a termini del decreto, giustificò di aver fatto un versamento di 5 milioni prima dell'atto di concessione; di 45 milioni operato innanzi del prendimento di possesso, e di 500,000 fr. al ricevere la consegna della strada ferrata: in totale 20 milioni e mezzo.

— Si annunzia che il sig. Peupin, già segretario dell'assemblea legislativa, è stato impiegato presso la persona del principe presidente. Egli ha l'incarico, da quanto dicesi, di far lo spoglio delle lettere e petizioni che sono indirizzate al palazzo dell'Eliseo.

— Secondo le notizie che i giornali dicono aver ricevuto da Roma, il solo monsignor Donnet, arcivescovo di Bordeaux, tra i prelati francesi, avrebbe per ora il cappello cardinalizio.

— La *Gazzette du Midi* reca le seguenti notizie dell'Algeria: Da qualche tempo la colonizzazione procede in modo prodigioso nella valle di Bu-Merzuq, provincia di Costantina), mercè l'attività e l'energia adoperate dal generale di Salles. Ben presto non vi sarà più un pollice di terreno da coltivare.

In tutta l'estensione della valle, molte e belle case si sono erette a spese dei coloni, e l'amministrazione militare, volendo, per quanto è in suo potere, incoraggiare i loro sforzi, vi fa eseguire lavori importanti.

Oltre la costruzione di una strada carreggiabile, ed un *caravanserraglio*, il generale di Salles ebbe il felice pensiero di fare erigere una chiesa nel centro appunto della valle, che è come la bandiera della civiltà piantata in mezzo alla terra della barbarie. I legnami della travatura sono già sul luogo, e i lavori cominceranno nei primi giorni della bella stagione.

Dopo la chiesa e alla sua destra si innalzeranno due costruzioni di pubblica utilità: il presbiterio e la scuola riuniti sotto lo stesso tetto, e la caserma della gendarmeria.

Un nuovo convoglio di trasporti è giunto il 4 di marzo ad Algeri, sulla fregata il *Labrador*. E si erano in numero di 298: appena sbarcati furono diretti verso il campo di Birkadem, colla scorta d'un distaccamento di fanteria e di alcuni gendarmi. I 155 individui, venuti col primo convoglio, sono stati parimente internati nel campo di Birkadem.

SPAGNA

A termini d'un regio decreto, in data dell'8 corrente marzo, pel servigio di protezione e sicurezza pubblica che in avvenire sarà chiamato servigio di vigilanza, la popolazione di Madrid sarà ripartita in due distretti, che saranno nominati il primo e il secondo distretto. In vece dei commissari vi saranno due ispettori di vigilanza, ciascuno dei quali avrà sotto i suoi ordini 65 sorveglianti. Gl'ispettori riceveranno 24,000 reali annui, i sorveglianti 7,000. Questo decreto è contrassegnato dal ministro dell'interno, sig. Manuel Bertran di Lis.

— Scrivono alla *Correspondance* in data pure del 8:

Il banchetto dato ieri dalla regina al corpo diplomatico estero fu assai splendido. S. M. aveva alla sua diritta il nunzio del Santo Padre, e alla sua sinistra D. Francesco di Paola, padre del re. L'ambasciatore di Francia, generale Aupick, occupava alla tavola reale uno dei seggi d'onore.

INGHILTERRA

Alla riunione parlamentare tenuta in casa di lord John Russell assistevano (come già fu accennato nel numero antecedente della Gazzetta) 108 deputati alla Camera dei comuni, fra cui i cattolici irlandesi, i componenti la lega di Manchester (Cobden, Bright, Villiers ecc.) e l'immensa maggioranza del partito whig. Si notava l'assenza di lord Palmerston. Non era presente nessuno dei componenti il partito Peel, che oggi riconoscono a loro capo nella Camera dei comuni il molto onorevole baronetto sir James Graham.

All'aprirsi dell'adunanza lord John Russell rammentò sommariamente lo stato delle cose dal 1846 in poi, e disse di avere scritto al nuovo cancelliere dello scacchiere, signor Beniamino d'Israeli per conoscere se lunedì prossimo (15 marzo) intendeva dar contezza al Parlamento del sistema economico del ministero, e che quegli aveva risposto negativamente. Lord John Russell soggiunse di aver consultato il signor Cobden e sir James Graham, e di aver consentito con esso loro intorno alla necessità di aggiornare ogni proposta, finchè il ministero non abbia fatto conoscere i suoi divisamenti in proposito. Il nobile lord conchiuse col pregare il signor Villiers a sospendere la mozione da lui annunciata intorno al libero scambio.

Il signor *Villiers* dichiarò aderire a quest'invito, e dopo di lui il signor *Cobden* manifestò la sua approvazione per le cose dette da lord John Russell.

I signori *Hume* e *Duncombe* parlarono a favore della riforma elettorale, ma le loro proposte parvero alla riunione fuor di luogo. I signori *Bright* invece, sir *De Lacy Evans* e *R. D. Mangles* dichiararono approvare senza restrizioni il parere ed i suggerimenti dati da lord John Russell.

Dopo altre parole di quest'ultimo, rivolte a fare un appello alla concordia fra i diversi componenti della parte liberale, la riunione si sciolse decidendo che dopo aver ascoltate le spiegazioni ministeriali, si sarebbe presentata una mozione di sfiducia, ovvero si sarebbe proposto di votare il bilancio per soli sei mesi, ad oggetto di costringere il ministero a sciogliere il parlamento

nel settembre prossimo e non nel febbraio 1853, epoca nella quale spirano i suoi poteri. Pare che quest' ultima risoluzione sarà quella a cui l'opposizione si appiglierà di preferenza.

— Si legge nel *Daily-News* :

Le sottoscrizioni della lega del libero scambio ammontano oggi (12) a 50,000 sterl.

— Si legge nello stesso giornale :

Un meeting importantissimo e animatissimo è stato tenuto a Bristol, nel quale è stato deciso che due candidati, ambidue del partito del libero scambio, saranno portati alle prossime elezioni. Sino ad oggi quella città era stata rappresentata da un candidato *free-trade* e da un protezionista.

DANIMARCA

Copenaghen. Ecco il testo dell' indirizzo al re proposto dai deputati Bregendahl , Kampman , Otterstroea , Redersen e Rasmussen :

Sire,

Convinta essere della massima importanza l'osservare strettamente i limiti che separano le attribuzioni della rappresentanza nazionale da quelle del governo, la Dieta evitò sempre con ogni cura qualunque atto che sembrasse usurpare le prerogative del potere esecutivo.

Nelle più alte sfere governative si operarono mutazioni gravissime; si adottarono provvedimenti che produssero un rivolgimento nella vita politica dello Stato; la Dieta si è limitata ad indirizzare questioni, alle quali non si è risposto se non in modo assai poco soddisfacente, e ad esprimere inquietudini in ordine alla politica del ministero.

La Dieta accolse pure con prudentissima rassegnazione il manifesto reale del 28 gennaio, quantunque ne risentisse una dolorosa impressione.

Quel documento infatti annunziava l'abbandono della politica seguita finora relativamente all'integrità della monarchia; politica in ordine alla quale v'era buona armonia fra il re ed il popolo, per la cui esecuzione si fecero i maggiori sagrifizi, e da cui tuttavia il ministero sembra essersi allontanato, come lo confessò egli medesimo, e ciò non per una esterna necessità, ma in seguito alle sue proprie opinioni sulla vera prosperità del regno.

Quel regio manifesto produsse finora assai pochi risultamenti. Esso pone in prospettiva una serie di spiacevolissime deliberazioni per risolvere le questioni più complicate. È cosa possibile che il progettato ordinamento della monarchia secondo il manifesto sia tale che la legge fondamentale scemi d'importanza e che si trovi minacciata l'indipendenza del regno rispetto all'Alemagna.

La scelta fra le varie eventualità, cui si accenna nel manifesto, può dunque essere decisiva per l'avvenire dell'Alemagna.

La Dieta non ebbe dal ministero alcuna promessa sulla maniera con cui si procederà all' esecuzimento delle disposizioni annunziate nel manifesto riguardante lo stabilimento di una costituzione comune per l'amministrazione degli affari comuni. Ma quand'anche si fosse fatta simile promessa, la dieta crede che non si potrebbe averne se non una malleveria molto imperfetta, poichè resta affidata al governo la direzione di quei provvedimenti.

Così che la Dieta trovasi dover nutrire una fiducia soltanto personale, una fiducia nel ministero, nella sua volontà di difendere con fedeltà ed energia gli interessi politici e nazionali della Danimarca.

Ma, Sire, immediatamente prima della pubblicazione di quel manifesto, si erano operati nel ministero alcuni cangiamenti, la cui importanza non può negarsi, sia rispetto alla politica interna, sia rispetto all'estera.

Gli uomini, di cui eran noti il patriottismo e la devozione al re, hanno dovuto rinunziare ai loro portafogli. La perdita provata dal paese per la loro demissione, lungi dall'essere riparata, divenne sempre più sensibile.

Sire ! Noi ben sappiamo che per manifestarvi i nostri sentimenti, potremmo scegliere altra via da quella che ci conduce al trono di V. M. Ma il popolo danese è dall'indole propria spinto a ricorrere al suo re ; ed a noi, più che ad ogni altro, spetta di farlo ; a noi che parlammo sempre al nostro re con amore e con devozione, ed a cui il re stesso parlò con uguali sentimenti, anche in tempi in cui v'erano altrove principi e popoli non uniti fra loro dai vincoli dell'amore e della concordia.

Nel nostro paese non fu mai turbata l'unione, e noi siamo convinti che, qualora dovessero ancora una volta le procelle politiche rovesciare i troni, attorno al trono della M. V. si stringerebbero il popolo e la dieta di Danimarca per difenderlo e renderlo incrollabile ; ma nello stesso tempo noi siamo convinti che V. M. difenderà il nostro diritto, se, come noi ora facciamo, a lei c'indirizziamo dopo matura deliberazione, mossi da sensi di fedeltà e di sincerità, per esprimerle i timori che prova il popolo danese col vedere, nei tempi gravi in cui siamo, i destini del paese affidati alle mani del ministero attuale. Noi osiamo sperare che V. M., per la sua saviezza e per l'amore suo verso il popolo, saprà trovare uomini che posseggano le qualità necessarie per ristabilire la fiducia fra il governo e la rappresentanza nazionale.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 13 *marzo*. Con un decreto in data di oggi il presidente della repubblica ordina la conversione del 5 0[0. I possessori di rendite hanno la facoltà di optare fra il rimborso in ragione di 100 fr. per ogni 5 fr. di rendita, o la conversione del loro titolo in un altro, in ragione di 4 fr. e 80 cent. di questa rendita nuova per ogni 5 fr. della rendita antica. Il termine che loro è accordato per questa opzione è di 20 giorni, cioè fino al 5 di aprile.

Un altro decreto dispone che in avvenire gli atti giudiziarii saranno preceduti dalla formola : « Luigi Napoleone Bonaparte presidente della repubblica, a tutti i presenti e avvenire, salute. »

— Una gran rassegna era stata annunziata per oggi ; ma si è dato contrordine, ed essa è differita a domenica 21.

— Il ministro della pubblica istruzione ha indirizzato ai rettori delle accademie dipartimentali una circolare concernente l'esecuzione dell'ultimo decreto sull'insegnamento. Li autorizza a fare un uso energico dei diritti di censura e di sospensione di cui sono investiti dal decreto istesso.

— Leggesi nella *Presse* : Il riordinamento del corpo consolare sembra omai al momento di essere compiuto. Dieci degli antichi consolati sono ristabiliti, e quasi tutti i consoli, che sono stati ammessi nella carriera del governo provvisorio, vengono rimossi, ad eccezione del sig. Sentis, che conserva il suo posto a Sidney. Un antico paggio dell'imperatore, il sig. di Lantivy, già nominato dal sig. Guizot, ministro, console a Gerusalemme, e che è al presente in Alemagna, passa al consolato di Dublino. Il sig. Huet va a Lisbona. Erasi detto che al sig. Mimaut, console generale in Genova, sarebbe succeduto il sig. Aladenise, console attualmente a Nizza. Questa notizia non avrà effetto : il sig. Mimaut resterà al suo posto.

Belgio. *Bruxelles*, 15 *marzo*. Il conte di Hausonville ed il sig. Alessandro Thomas, ritornati da Londra per rispondere ai procedimenti giudiziarii diretti contro di loro in occasione del *Bulletin francais*, furono interrogati oggi alle ore tre, unitamente agli altri inquisiti, dal consigliere Van Camp, presidente della corte delle assise. Gli accusati saranno difesi dai signori Odilon Barrot, Berryer e Giulio Bartels ; quest' ultimo è avvocato di Brusselles. L'affare è provvisoriamente fissato per sabbato 20 di questo mese.

Paesi-Bassi. *Aia*, 12 *marzo*. La seconda Camera degli Stati generali ha, nella seduta d'oggi, respinto tutti gli emendamenti proposti al progetto di legge relativo all' imposta del 3 0[0 sulle rendite. L'art. 1, che contiene il principio essenziale della legge, fu adottato da 55 voti contro 51.

Spagna. *Madrid*, 9 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance* :

In virtù d'un regio decreto, in data del 6 corrente marzo, son chiamati al servizio attivo per otto anni 40,000 uomini appartenenti alla classe e alla leva del 1851.

Il 4 è morta a Loja, in età di 70 anni, la contessa della Canada Alta, madre dell'illustre duca di Valenza, Narvaez.

Inghilterra. *Londra*, 13 *marzo*. Si legge nel *Sun* :

Il consiglio de' ministri si è riunito oggi a due ore pomeridiane al ministero degli affari esteri. Erano presenti il conte di Derby, il conte di Malmesbury, il lord cancelliere, il cancelliere dello scacchiere, tornato da Aylesbury, l'onorevolissimo Henley, lord Salisbury, il sig. Walpole, sir John Pakington, il sig. Herries, lord John Manners e il duca di Northumberland.

— Il nuovo ministro di Stato per l'Irlanda, lord Naas, temendo di non essere rieletto a Kildare, annunziò pubblicamente per lettera che ritirava la sua candidatura.

— La seduta della Camera de' comuni del 12 si terminò con voto, alla seconda lettura, del bill che ha per iscopo di togliere a S. Albans la nomina d'un rappresentante.

— Si legge nel *Globe* :

I fondi inglesi hanno aumentato ed hanno più di fermezza. La notizia della prossima fine della guerra contro i Cafri ha dato un favorevole impulso agli affari. Consolidati a contanti 97 5/4 7/8, per conto al 13 aprile 97 7/8 a 98.

Alemagna. *Vienna*, 12 *marzo*. Oggi alle ore 5 3/4 pomeridiane giunsero in questa capitale i gran principi Michele e Nicolò di Russia dove si trovava sfilata in parata una compagnia di granatieri qual guardia d'onore assieme alla banda militare. Alla stazione della strada ferrata del nord LL. AA. II. furono ricevute da S. E. il tenente maresciallo conte de Grünne aiutante generale dell' imperatore e dall'ambasciatore russo barone de Meyerdorff. Domani avrà luogo in loro onore una gran parata militare.

(*Foglio di Vienna*)

— *Berlino*, 12 *marzo*. Unitamente alla circolare d'invito indirizzata dal governo prussiano a tutti i governi dello Zollverein per esortarli a spedire i loro plenipotenziarii alle conferenze doganali, la *Gazzetta di Prussia* pubblica un'istruzione diretta dal presidente del consiglio all'ambasciatore del re a Vienna con ordine di dichiarare al principe di Schwarzenberg non potersi accordare che prenda parte al congresso un plenipotenziario austriaco, atteso che non è questione di riordinare su novelle basi lo Zollverein ; si tosto però che saranno terminate le deliberazioni degli Stati dello Zollverein, il governo di Prussia entrerà in trattative col gabinetto di Vienna per determinare i rapporti doganali fra l'Austria e lo Zollverein.

— *Brema*. Si conferma che il generale Jacobi è stato nominato a commissario federale a Brema ; si dice che abbia a sua disposizione una brigata di truppe annoveresi affinchè possa adempiere più facilmente la sua missione : è verosimile che la città di Brema sarà provvisoriamente occupata da truppe annoveresi. Si era sparsa voce che alcuni disordini fossero avvenuti in Brema ; ma non sembra essersene confermata la notizia. La *Gazzetta di Prussia* del 12 però riferisce alcune corrispondenze, secondo le quali non si tratterebbe punto per ora di far occupare dalle truppe di Annover la città di Brema.

Danimarca. *Copenaghen*, 9 *marzo*. Il luogotenente colonnello Thrane, già comandante della città di Schleswig, prese possesso del comando del forte di Rendsborg in nome del re di Danimarca.

Africa. *Capo di Buona Speranza*. Il piroscafo a elice il *Bosphorus*, arrivato giovedì (11) in Inghilterra, recò notizie del Capo di Buona-Speranza sino a tutto il 3 decorso febbraio. Esse annunziano la prossima fine delle ostilità tra le truppe inglesi ed i cafri, in conseguenza di molte successive disfatte subite da questi ultimi.

Giusta il riassunto che di esse notizie fa il *Times*, i cafri, incalzati dalle colonne inglesi, decisero di entrare in trattative col governatore generale, ma sir H. Smith non volle ascoltare alcuna proposta, e accordò loro unicamente una settimana per fare la loro sottomissione piena e assoluta.

Spirato il qual tempo, le truppe di S. M. B. si gettarono da più punti simultaneamente sulle terre de' cafri impadronendosi del loro bestiame e distruggendo le loro messi e capanne.

Alcune di quelle tribù han già deposto le armi; altre, alla data delle ultime notizie, recalcitravano ancora. Il governatore generale ha dato ordine che non sia loro concesso un solo giorno di tregua.

America. I fogli di Londra pubblicano un dispaccio telegrafico che annunzia la disfatta di Rosas battuto da Urquiza. Le truppe di Rosas sarebbero state tagliate a pezzi, ed egli stesso, costretto a fuggire, avrebbe cercato uno scampo a bordo del vapore di guerra inglese il *Centauro*.

BARBANIA, 15 *marzo* 1852.

Il Consiglio delegato di questo luogo, sicuro interprete dei sensi del Municipio, alla notizia del decesso del sig. commendatore già Console Generale di Francia in Egitto, Bernardino Drovetti, avvenuto la sera del 9 corrente, per doverosa gratitudine provvedeva perchè questa mattina avesse luogo nella Chiesa parrocchiale di questa sua patria apposito funebre ufficio, a cui interveniva in corpo assieme alle autorità frammezzo alla popolazione, onde porgere sulla tomba di sì gran personaggio corona di fiori propiziatori. V'intervennero pure, per cura del Sindaco, gli alunni ed alunne delle scuole comunali, che disposte ai quattro lati del sarcofago che sorgeva in mezzo della Chiesa, da chi ne ha la direzione, ed in atto di farle corona, col loro mesto e dignitoso contegno tenuto pendente il sacro rito, dimostrarono come fossero compresi da giusta mestizia : fu poi commovente il sentire le alunne, nel frattempo dell'offertorio, intuonare colla loro innocente voce, flebile inno di pace all'anima del loro benefattore.

Sull'esterno della porta della Chiesa ed ai quattro lati del sarcofago si leggevano le seguenti iscrizioni del sottoscritto :

Sulla Porta

Il Municipio
Le Autorità e la Popolazione
di Barbania
per doverosa gratitudine
pregano pace all'anima
del concittadino illustre, pio e generoso
che ammirarono lontano
amarono vicino
compiangono estinto
Commendatore ecc. Bernardino Drovetti.

Sul Sarcofago

Le tue buone azioni e meriti
ricorderà ai posteri
la patria che illustrasti.
Gentile era il tuo animo
e profonda la dottrina
Forti coi poveri liberale
ne abbi il dovuto premio
Eterno gaudio
per te implorano
le scolare riconoscenti.

(*Art. com.*) Notaio Gio. Maria Ferreri *Segr.*

A rettificazione di una trasposizione occorsa nelle prime copie del n. 61 della Gazzetta all'articolo *Istruzione intorno ai programmi per l'esame di Magistero*, i due paragrafi che cominciano da: *Si consulti eziandio, ecc.* — *Coloro, ecc.* collo ati sotto i numeri 35-40, devono esser letti a seguito di ciò che trovasi sotto i numeri 2-5.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 16 marzo 1852

Corso Autentico

FONDI PUBBLICI	Per contanti. dopo Borsa	nella matt.	Pel fine del mese corr. dopo Borsa.	nella matt.
1819 5 0/0 *god.*	1 8 bre			
1848 » »	1 genn.			
1848 » »	1 mar.	90 40	90 50	
1849 » »	1 genn.	92 20 25	92 50 50 50	92 95 p. 25
1851 » »	1 dicem.		50 50 95 (1)	corr.
1851 *Obbl.*	1 genn.			corr.
1849 »	1 8-bre.	950		
1850 »	1 febbr.			
1844 6 0/0 *lord*	1 genn.			
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N.	1 genn.			
— Banca di Savoia				
Città di Genova 4 0/0 oltre lo				
Torino	5 50 0/0 1 gen.			
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gaz (ant.)	1 gen.			
Società del Gaz Genova				
Incendii a premio fisso				
al dicembre				
Via ferr. di Savigliano				
1 gennaio				
Molini presso Cologno				
1 gennaio				

CAMBI	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	99 3/4	1/4	99 3/4	—
Genova sconto	0 p.	1/4	—	—
Francoforte S. M.	110	1/4	—	—
Lione	99 80	—	99 90	—
Londra	25 35	—	25 20	—
Milano	—	—	—	—
Parigi	99 80	—	99 35	—
Torino sconto	4 p.	1/4	—	—

Monete contro argento o Biglietti di Banca (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 L.	20 01	—	20 04	—
— di Savoia	18 89	—	18 86	—
— di Genova	19 05	—	19 05	—
Sovrana nuova	25 02	—	25 11	—
— vecchia	24 75	—	24 85	—
EROSO misto				
Perdita	9	50	P.	0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

DA VENDERE

in via S. Lazzaro, dirimpetto alla chiesa della Rocca, TERRENO fabbricabile in tre lotti, di are 6 1/2 tav. 17) caduno, uniti o separati.

Recapito al portinaio in via dell' Esagono, num. 1.

www.internetculturale.it

IL CALENDARIO GENERALE DEL REGNO PEL 1852 è uscito.

Deposito dal signor UNIA, legatore de' libri di S. M.

STRADA FERRATA DA TORINO A SAVIGLIANO

L'Assemblea Generale ordinaria degli Azionisti è convocata pel 31 marzo prossimo, alle ore 12 meridiane, alla sede della Società, per la resa dei conti e per gli oggetti contemplati nelle deliberazioni dell'ultima seduta del giorno 8 gennaio scorso.

NB. Art. 21 degli Statuti.

Gli Azionisti aventi diritto d'intervenire all'Assemblea generale dovranno depositare, almeno 10 giorni prima di quello fissato per l'adunanza, i loro titoli presso gli Uffizi della Società, e loro sarà rimesso un certificato di ricevuta dei medesimi.

Il Direttore gerente.

Presso G. B. PARAVIA, *Tipografo-Editore Libraio sotto i portici del Palazzo Municipale, in Torino,*

GIUSEPPE CROTTI, meccanico, fece il deposito delle due collezioni di solidi geometrici, di cui si fece cenno in questo giornale, N. 38, del 2 febbraio p. p. e num. 56 del 5 marzo.

La prima collezione consta di 28 solidi e la seconda di 35.

Questa serie di solidi è necessaria per l'uso delle lezioni di nomenclatura geometrica del prof. Rayneri, le quali sono oramai adoperate dalla massima parte de' professori elementari ai collegi nazionali e nelle scuole ov'è introdotto il sistema d'insegnamento de' collegi medesimi.

Il prezzo della prima collezione è di L. 15.

Il prezzo della seconda che comprende anche la prima, è di L. 25, non compresa la cassetta, il cui prezzo è di L. 2.

Presso lo stesso Editore-Libraio

SUNTO DI STORIA ANTICA EBRAICA, GRECA E ROMANA E DI STORIA MODERNA ITALIANA

compilato secondo il programma degli esami di Magistero

DA LEONE TETTONI.

Preceduto da alcuni cenni intorno allo studio della Storia, della Cronologia e della Geografia.

Presso il medesimo trovasi:

PRIME NOZIONI DI GEOGRAFIA

del Prof. B. ACQUARONE.

(Nota. *Suum cuique*, dicevano i Romani: e conseguente a questa massima, l'A. prega di non essere scambiato, come alcuni hanno fatto, collo scrittore dell'articolo:

L'istruzione non è ignoranza nè mercato, di Filippo Acquarone, Oneglia, Tip. Ghiglini 1851).

DIFFIDAMENTO

Con iscrittura 1° marzo 1852, il negozio di lana e crine, l'esercizio da materassaio e la fabbrica de' pagliarici elastici, posti al piano terreno di Casa La-Ville, num. 18, via dell'Arcivescovado, passarono di proprietà del sottoscritto, per l'obbligazione assuntasi di soddisfare tutti i creditori del sig. Pietro Baima, colle condizioni descritte in detta scrittura, di cui fu inoltrata copia all'eccell.mo Magistrato del Consolato di Torino.

Il sottoscritto crede pertanto suo dovere di avvertire tutti i debitori delle cessate ditte Pietro Baima, Baima e Zobianco, e Baima e Comp., che ogni pagamento dovrà farsi esclusivamente e non altrimenti che al sottoscritto od al signor Alessandro Oppizzi, il quale solo, come suo rappresentante, è autorizzato a rilasciare le relative quitanze.

Il signor Pietro Baima, al quale resta affidata solamente la direzione dei lavori, non potrà fare esazioni o contratti di sorta alcuna, per cui verranno considerati per nulli e di niun effetto, tutti i pagamenti fatti a di lui mani.

Torino, il 9 marzo 1852. LETTERIO RADICE.

AVVISO

Presso LETTERIO RADICE, negoziante in via della Zecca, num. 8, trovasi il deposito dell'*Inchiostro Nazionale*, per scrivere. Questo liquido, affatto privo di sostanze corrosive ed acide, non ossida le penne metalliche, non fa decomposizione, non si cancella cogli acidi, non si altera e scorre dalla penna fino all'ultima goccia.

Il medesimo ha pure un deposito d'*Inchiostro da copiare*, di qualità superiore a qualsiasi finora esistente in commercio. Quest'inchiostro si vende a prezzi convenientissimi: il comune da scrivere costa L. 1, 80; quello da copiare L. 3, 60 al litro, compreso il vaso.

Per le partite da spedirsi in barili, i negozianti godranno uno sconto in proporzione del loro acquisto.

DA VENDERE

unitamente o separatamente

Due CASE nella contrada del Mango in Savigliano, di cui una con giardino, ad uso di concieria di pellami. — Per le condizioni del contratto dirigersi all'ufficio del notaio coll. Negro, in Savigliano.

DA AFFITTARE *al presente, od al primo aprile* Num. 9 membri al 2° p., via delle Figlie dei Militari, n. 13.

È pubblicato

e trovasi vendibile presso la Tipografia Editrice G. FAVALE *e* C. *e presso i principali librai*

ANNUARIO ITALIANO STORICO-STATISTICO pel 1852

compilato da GUGLIELMO STEFANI

ANNO I.

Un vol. in-16 di pag. 568 e XVI di prefazione, con tre quadri

Prezzo L. 4, 50.

Si spedisce nelle provincie franco di spesa, dietro mandato postale di L. 4 50 alla Tipografia FAVALE Editrice.

BENE

La società Filarmonica di Bene desidera un maestro di musica, cui viene corrisposto l'annuo fisso assegnamento di lire seicento: chiunque vi aspiri potrà, nel termine utile d'un mese, dirigere con plico, franco di posta, la sua domanda al notaio Ellena Pietro, segretario della medesima, a cui si potrà pur far capo per aver cognizione delle condizioni richieste.

Un ex-impiegato, avente un reddito di L. 1,500, molto conoscitore di campagna, desidera occuparsi in qualità di fattore, oppure di mastro di casa.

Recapito in Chieri, via Madonnetta, num. 16, dal signor Chiara, proprietario.

INNOVAZIONE DEL 1851

GRAN PERFEZIONAMENTO DI

PUNTE DI PENNE

Francesi, dette di Corno,

AMMESSE ALL'ESPOSIZIONE DI LONDRA

a L. 5 ogni scatola di 100 *penne a doppia punta.*

Fra tanti perfezionamenti recati agli oggetti d'industria, non erasi trovato sinora il modo di perfezionare la penna. Tanto si ottenne in questi giorni. Le nuove penne a doppa punta vincono in bontà tutte le precedenti di metallo: esse sono della massima flessibilità, sono acconcie a qualunque età, e benchè si scriva con tutta fretta non si corre mai rischio di lacerare la carta.

SUOLE DI SASSONIA

UMIDIFUGHE ED IMPENETRABILI

PER PRESERVARE DAL FREDDO E DALL'UMIDITA'

Ammesse all'Esposizione di Londra,

a 2 fr. il paio

Queste suole impediscono che l'umido penetri nel calzare tengono caldo il piede, di estate assorbiscono la transpirazione, e si acconciano con facilità alla scarpa, allo stivale ecc.

Il sottoscritto ha inoltre ricevuto da una delle principali fabbriche di Londra un assortimento di Aghi per cucire delle qualità più fine e ricercate.

E disceso all'albergo della Caccia Reale, piazza Castello

ISIDORO LOEB, *di Parigi*

AVVISO

S'invitano i signori Misuratori ed Estimatori piazzati, i quali bramassero d'imprendere la ricognizione e misura degli stabili proprii della Comunità di Piobesi Torinese, posti sul territorio della medesima, di presentare, prima della scadenza del p. v. aprile, al sottoscritto il suo partito in iscritto suggellato, in diminuzione di L. 20 per 0[0 sul valore netto di detti stabili che risulteranno occupati da varii particolari, sotto l'osservanza dei relativi capitoli, di cui chiunque potrà aver visione nella Segreteria di detta Comunità.

Piobesi, il 15 marzo 1851.

Il sindaco VITTORIO EM. GARIGLIO

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatojo da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

DA AFFITTARE

NEL CONCENTRICO DI TRUFFARELLO

Amena **Villeggiatura** composta di 15 e più membri, mobigliata a piacimento, con serra e fiori, scuderia e giardino annessi, il tutto cinto di muro.

Dirigersi per gli opportuni riscontri dal causidico Vincenzo Mussa, sostituto del sig. causidico collegiato Gandiglio, piazza Susina, num. 6, piano nobile.

ALLOGGIO di quattro camere, da affittare al terzo piano, via S. Tommaso, num. 3.

DA AFFITTARE: Vasto *locale* ad uso di fabbricato che di altro meccanismo, con acqua perenne della forza di 20 a 24 cavalli, situato in Biella, regione al Bardone. Recapito ivi al proprietario Giuseppe Dente.

Tappezzerie in carta estere e nazionali d'ogni qualità, della fabbrica di D. Trinchero.

Recapito al negozio dello stesso in via d'Italia, n. 6.

Il medesimo s'incarica pure di ogni sorta di lavori da decoratore d'appartamenti.

DA AFFITTARE *al prossimo S. Martino* POSSESSIONE di ett. 173 (giorn. 454) circa, detta la *Rinaldina*, sui territorii di Motta de' Conti, Villanova e Casale. — Per le relative indicazioni dirigersi al signor notaio Saletti, nella città di Casale.

SCIROPPO E TAVOLETTE DI TAMARINDI

DI FILIPPO VIORA

unico approvato con superiore autorizzazione

sigillato con stemma gentilizio

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 13;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Ravanale. 167

AVVISO D'ASTA

Vendita del PODERE AGRARIO *di Sandigliano, nella provincia di Biella, proprio della Società d'Incoraggiamento di arti e mestieri.*

Il pubblico è avvisato, che alle ore 9 antimeridiane del giorno di sabato 27 prossimo marzo avrà luogo in Sandigliano, ed in una delle sale dello Stabilimento Agrario, l'incanto pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della terza candela vergine della vendita del succitato Podere Agrario, consistente in caseggiato rustico, giardini, orto, campi, vigna e prati, in 3 distinti lotti, come infra:

Lotto primo.

Fabbricato rustico, con giardini ed orto annessi, non chè campo aperto, e campo con vigna attigua, in totale di ettari 6, 84, 5, al prezzo di L. 18,685.

Lotto secondo.

Campo e prato irriguo simultenente, di ett. 6, 78, 85, al prezzo di L. 15,060.

Lotto terzo.

Campo a gelsi, di ett. 1, 21, 88, al prezzo di L. 3,280.

La vendita si sperirà prima di tutto venale nei 3 sovradescritti lotti, salvo a tentare quindi gl'incanti della sua totalità sul prezzo cumulato dei tre deliberamenti provvisorii, i quali rimarranno però fermi in caso di infruttuoso successo di quest'ultimo esperimento.

Si notifica pure:

Che in detto giorno e nello stesso Stabilimento Agrario di Sandigliano, e tosto seguiti gl'incanti dei suddetti lotti, avrà pure luogo la vendita ai pubblici incanti del mobiliare, e lingerie, bosco da lavoro, attrezzi di campagna, e scorte consistenti in letame, ricetta e paglia.

Biella, il 28 febbraio 1852.

Per la Commissione di liquidazione

Notaio G. GUELPA *Segr.*

DA VENDERE IN CHIERI.

Corpo di Casa civile, via della Madonnetta, n. 16, composto di due piani, contenenti 13 camere a volta, con due terrazzi, tre cantine, pozzo, e giardino cinto di muro, di solida e moderna costruzione.

Far capo in Chieri dal proprietario, ed in Torino dal notaio collegiato Valzania.

DA VENDERE AL PRESENTE

CASCINA sulle fini di Torino, regione delle Maddalene, divisibile in due, di ett. 26, 60 (giornate 70) circa, adacquabili, ben guernite di piante, con fabbricati rimessi a nuovo, a breve distanza dalla nuova linea ferrata di Novara. — Recapito per le opportune condizioni dal proprietario Gramari, nei Macelli a Porta Palazzo, num. 1.

DA VENDERE

FARMACIA in Casale, posta nel centro della città. — Recapito ivi dal signor Ricci, orefice.

DA VENDERE

SULLA COLLINA DI PINEROLO

VIGNA con casa civile, cappella interna, giardini e fontana limpidissima. — Recapito in Pinerolo dal signor notaio Bernardi, ed in Torino dal sig. notaio Perotti, vicolo di Santa Maria, num. 3.

DA VENDERE

Are 20 circa di terreno fabbricabile, da separarsi da maggior pezza, situate a Porta Nuova, presso S. Salvario. Tale vendita si fa anche ripartitamente, nel quantitativo non minore di are 2.

Per le opportune condizioni dirigersi dal proprietario alla Birreria Panante, vicino alla chiesa di S. Salvario.

DA AFFITTARE

In via di Po, num. 5, piano 3°,

APPARTAMENTO di 10 membri, tappezzato e plafonato a nuovo, ammobigliato con lusso, con tappeti nuovi inglesi, mobili nuovi di mogano, con vista in via di Po e prospetto di piazza Vittorio.

Visibile da mezzogiorno alle 2.

FALLIMENTO

di Calzia Domenico, commerciante da olio in Torino, via delle Quattro Pietre, casa Demaniale.

L'eccellentissimo Magistrato del Consolato con sentenza d'oggi ha dichiarato il fallimento di detto Calzia Domenico; ha ordinato l'apposizione dei sigilli; ha nominato sindaco provvisorio il Calzia Gio. Battista, residente in questa città, ed ha fissato la prima adunanza dei creditori in una sala dello stesso Magistrato, avanti l'illmo signor conte consigliere e cavaliere Cravosio Francesco, giudice commissario, il 26 del corrente mese ed alle ore 2 pomeridiane, giusta il prescritto della legge.

Torino, l'11 marzo 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: RIGOLETTO — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La drammat. Comp. Reale recita: *Filippo — fratello e sorella.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: Vaudevilles et premières repres. de Tom-Pouce.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N.mo 67 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

GIOVEDI' 18 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . .	» 48	25	13
Per l'Estero . . .	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(*Continuazione, vedi num.* 52, 53, 54, 55, 59, 60, 61, 62, 64, 65, 66)

Spese — FINANZE.

Spese ordinarie.

Ufficio centrale.

1 Personale	128,900	»
2 Spese d'ufficio	14,000	»
Insinuazione e Demanio.		
3 Personale, spese d'ufficio, ed indennità di giro agli Ispettori e Sotto-Ispettori	326,530	»
4 Aggio d'erazione dei Contabili demaniali e dei Segretari dei Tribunali	600,000	»
5 Conservazione e riparazione delle proprietà demaniali	256,570	»
6 Amministrazione dei boschi nell'Isola di Sardegna	45,534	20
7 Contribuzioni sulle proprie à demaniali	97,452	65
8 Restituzione di dritti e di rendite demaniali	60,000	»
9 Multe e pene pecuniarie	480,000	»
10 Spese diverse riflettenti l'Insinuazione e Demanio	192,533	78
11 Carta filigranata per il bollo, non che per le carte da giuoco e tarocchi	136,000	»
Contribuzioni dirette.		
12 Stipendi e competenze del personale degl'Impiegati superiori delle contribuzioni dirette, stabiliti col R. Decreto del 25 agosto 1851	445,000	»
13 Spese dei ruoli e di riscossione delle contribuzioni dirette	1,157,047	80
Lotto.		
14 Lotto	2,452,000	»
Servizi diversi.		
15 Sussidii alle Provincie e Comuni per danni gravissimi e straordinarii	52,005	61
16 Stampa dei rendiconti delle Camere legislative	*abolita*	
17 Spese diverse	1,400	»
18 Casuali	45,000	»
Spese straordinarie.		
19 Assegnamenti di aspettativa	4,955	55
20 Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione	*sospesa*	
21 Acquisto di stabili nell'interesse del Demanio	3,000	»
22 Censimento prediale della Sardegna	291,340	»
23 Spese occorrenti per la confezione dell'inventario dei beni dati in dotazione alla Corona, autorizzate colla legge del 16 marzo 1850	25,000	»
24 Restituzione di capitali provenienti dall'asse ex-gesuitico	52,880	»
25 Demolizione dell'anticorpo del palazzo ducale di Genova (quota a carico delle Finanze nella relativa spesa)	9,701	»
26 Stipendi di due Assistenti presso gli Emolumentatori giuridici di Genova e Torino	2,200	»
Totale Spese ordinarie L.	8,099,542	04
Totale Spese straordinarie »	369,024	61
Totale generale L.	6,468,366	65

(*Continua*)

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 17 marzo.*

Nella tornata d'oggi prestarono il giuramento i nuovi senatori Cagnone e Caccia; in seguito il Senato udì dal suo Presidente la risposta fatta da S. M. alla Deputazione incaricata di presentarle l'indirizzo: indi seguiva la presentazione dei seguenti quattro progetti: 1° spesa straordinaria per le fortificazioni di Casale; 2° sullo stato degli uffiziali; 3° sulla riforma dei bassi uffiziali; 4° abrogazione della sostituzione delle pene stabilita in favore degli uffiziali dal codice penale militare. Si diede infine lettura della relazione sul progetto di legge per una leva ordinaria di 200 marinai, la di cui discussione venne sospesa per l'instanza fattane dal Ministro delle Finanze, il quale intende farvi un'aggiunta.

Il Ministero di pubblica Istruzione assecondando di buon grado il desiderio manifestatogli dal segretario della Società Reale degli Antiquari del Nord a Copenaghen, nell'occasione che venne segnata ricevuta di alcuni libri mandati alla Società medesima in cambio di parecchie opere da essa inviate per le pubbliche Biblioteche dello Stato, si reca a pregio di far noto il seguente breve rapporto dell'adunanza generale tenutasi da quella Società il 25 febbraio p. p., potendo esso interessare gli eruditi, e coloro in specie che coltivano più particolarmente gli studi della storia antica e dell'archeologia.

« *La Società Reale degli Antiquari del Nord* di Copenaghen tenne la sua seduta generale ed annua il 25 febbraio nel palazzo di Christianborg sotto la presidenza di S. M. il re Federigo VII, re di Danimarca. Il sig. Carlo Rafn, consigliere di Stato attuale, segretario della Società, lesse il rendiconto delle operazioni della Società durante l'anno 1851. Egli presentò quindi all'assemblea una relazione sulle memorie e sugli articoli scientifici preparati pei prossimi volumi dei varii giornali e riviste archeologiche della Società.

Secondo quel rapporto l'impressione del secondo volume della sua grande opera, che ha per titolo *Delle antichità russe ed orientali* sarà bentosto terminata; così anche riguardo all'incisione delle tavole che accompagneranno quel libro.

Il sig. Rafn presentò inoltre quattro emisferi e mappamondi islandesi dei secoli 12° e 15°, e spettanti a questo secondo tomo dell'opera in discorso. A questo proposito, egli lesse alcune osservazioni sulle cognizioni cosmografiche e geografiche degli antichi scandinavi non meno che su parecchie osservazioni astronomiche fatte dai medesimi.

Egli fece ancora comunicazione del progresso de' lavori della commissione arnemaniana, che pubblicherà fra breve il secondo volume della celebre Edda di Snorre, e che inoltre sta occupandosi di un *diplomatarium* islandese.

La Maestà del re diede novelle prove dell'attiva sollecitudine che lo anima per lo studio dell'archeologia. Ei fece sulle prime una relazione sugli scavi compiutisi sotto la sua direzione nelle miniere degli antichi castelli di Soborg e di Asderbo al Nord della Selandia.

Piani ben particolareggiati di terreno agevolavano la cognizione dei fatti che il sig. Wegener, archivista intimo del regno, vice-presidente della Società, accompagnò inoltre di teoriche osservazioni.

Il re presentò quindi all'assemblea un remo di quercia trovato nelle vicinanze della città di Saeby nell'Iutland settentrionale. Quest'arnese è simile in tutto a quelli di cui si servono gli esquimesi delle regioni polari dell'America quando dirigono i loro schifi; esso venne dissotterrato in fondo di una cava di torba, e, secondo ogni probabilità, conviene riferirlo alla più rimota antichità.

Il re espose finalmente alla società una collezione notevolissima di 164 oggetti d'antichità dell'epoca di bronzo recentemente dissotterrati nelle vicinanze del villaggio di Sucorumovre in Selandia.

Quelle antichità avevano fatto parte di un opifizio di utensili in bronzo. Ne risulta manifestamente che la fabbricazione di quegli oggetti è stata fatta nel paese. S. M. accompagnò questa comunicazione con molte osservazioni.

Il comitato archeologico della Società presentò una numerosa collezione di oggetti d'antichità scoperti nell'isola di Anholt, situata nel mezzo del Categat. Quegli oggetti spettano ad un opifizio di utensili in pietra che ha la data dell'epoca di pietra. Il sig. Thomsen aggiunse le sue osservazioni alla presentazione di quegli oggetti.

Il Museo delle antichità del Nord aveva avuto nell'anno scorso un aumento di 148 doni ed acquisti, contenenti in tutto 761 nuovi numeri.

S. M. VITTORIO EMANUELE, Re di Sardegna, e S. A. il Principe Alberto di Sassonia-Coburgo-Gotha furono eletti a membri fondatori della Società. »

ACCADEMIA REALE DELLE SCIENZE.

Nell'adunanza tenutasi dalla classe fisico-matematica della Reale Accademia delle Scienze il giorno 14 del corrente mese di marzo, una Giunta Accademica ha riferito intorno al merito di una domanda sporta al Regio Governo dal sig. Francesco Ferro, da Genova, tendente ad ottenere un privilegio per la fabbricazione e per lo smercio di una nuova qualità di chiodi e perni, destinati particolarmente alla costruzione dei bastimenti, in sostituzione di quelli di rame.

Consistono questi chiodi e questi perni in una lega di vari metalli, in cui predomina lo zinco; la sufficiente loro tenacità, il modico prezzo, e la difficile ossidabilità sono altrettanti titoli che ne raccomandano l'uso.

Un'altra Giunta ha quindi fatto relazione intorno ad una domanda di privilegio del sig. Vincenzo Giraud, di Tolone, per l'introduzione in questi RR. Stati di una nuova macchina per fabbricare turaccioli di sughero.

Quest'industria non è nuova nel nostro paese, chè massimamente in Sardegna si esercita con non poca attività; l'introduzione della macchina proposta dal sig. Giraud varrà ad estenderla maggiormente, come quella che opera con molta facilità e prontezza: per essa però non si formano che turaccioli di figura cilindrica.

Finalmente in questa stessa adunanza una terza Commissione ha riferito intorno al merito di una domanda eziandio di privilegio indirizzata al Regio Governo dal sig. Bartolomeo Giorgis, per una macchina da lui inventata ed atta a sbucciare i fagiuoli.

Lo scopo propostosi dal sig. Giorgis nell'ideare cotesta macchina è uno scopo più igienico che economico, poichè mira particolarmente a rendere i legumi di più facile digestione, collo spogliarli del loro involucro duro e coriaceo, ed a diminuire i malori e le flatulenze intestinali cui vanno ordinariamente soggetti quelli che cibansi di siffatti semi, tanto più se secchi e conservati.

L'Accademico Segretario Aggiunto
Dott. EUGENIO SISMONDA.

AZIENDA GENERALE DELL'INTERNO.

Avviso d'Asta.

Vendita od affittamento per anni 50 delle miniere di piombo argentifero di Pesey e Macôt, e R. Stabilimenti per la fondita del minerale, e granulazione del piombo ad Albert-Ville in Savoia.

Il pubblico è avvisato che nel giorno 6 del mese di maggio prossimo, a mezzodì, si procederà, negli uffizi dell'Azienda generale dell'Interno, alla vendita, e subordinatamente all'affittamento per 50 anni, in favore del miglior offerente, sul prezzo di L. 538,000 per la vendita, e su quello di L. 25,000 annue per l'affittamento, sotto le clausole e condizioni tenorizzate nel relativo capitolato.

Le offerte sia per la vendita che per l'affittamento in aumento dei suddetti relativi prezzi, dovranno essere fatte in iscritto su carta da bollo da cent. 40, suggellate ed accompagnate da un vaglia, eziandio su carta da bollo, a favore della stessa Azienda generale dell'Interno, sottoscritto da persona riconosciuta risponsale da questa, ed in vece di vaglia si potrà supplire con cedole del Debito Pubblico dello Stato al portatore, per un valore eguale al decimo del prezzo sul quale si fa partito.

I capitoli d'appalto, unitamente ai piani e documenti relativi, saranno visibili all'estero presso le Legazioni e Consolati Sardi, ed all'interno negli uffizi delle Intendenze divisionali e provinciali, ed in quello dell'Azienda generale dell'Interno.

Il deliberamento non sarà definitivo se non nel caso, in cui nei 20 giorni successivi, che scadranno a mezzogiorno del 26 maggio suddetto, non sarà stato fatto l'aumento del sesto sul prezzo della vendita, e del sesto o mezzo sesto su quello d'affitto, secondo le leggi in vigore.

Nell'appalto si osserveranno le norme portate dal Regolamento 4° annesso alle Regie Patenti del 29 maggio 1817.

Le spese dell'incanto, del deliberamento e dell'instrumento di vendita, o dell'affittamento non che quelle di delimitazione e di perizie, e dei testimoniali di stato, saranno tutte a carico del deliberatario.

Torino, il 28 febbraio 1852.

Per detta Generale Azienda
Il Segretario
VERZALDI.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla Legge 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 27 venturo marzo si procederà in una delle sale di quest'uffizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del sig. Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo e miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini da accendersi dopo l'ultima offerta, della vendita dei beni demaniali descritti al num. 58 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Due pezze bosco situate nel territorio di Racconigi, regione Lunghezza, già dipendenti dal podere demaniale della *Vallombrosa*, proveniente dall'appannaggio di Casa Savoia Carignano, segnate in mappa, cioè la prima col n. 1025, consistente in bosco e campo, fra le coerenze da levante dei beni della suddetta cascina Vallombrosa, da mezzogiorno del barone Lorenzo Laugier, da ponente del Rivo caldo, e da mezzanotte dei beni della stessa cascina Vallombrosa, della superficie di giornate 1, tavole 55, piedi 8, eguali ad ettari 50, 80, piantumata di 305 piante di diversa natura, qualità e diametro.

La seconda col numero 1026, consistente in una ripa imboschita e prato, a cui sono coerenti da levante e mezzogiorno i beni della ridetta cascina Vallombrosa, da ponente il Rivo caldo, e da mezzanotte i beni della Lista Civile, della superficie di giornate 1, 16, 4, eguali ad ettari, 44, 30, piantumata di 307 piante di diversa natura, qualità e diametro.

In guisa che la superficie delle due pezze riunite rileva a giornate 2, 50, eguali ad ettari 95, 10.

L'asta sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire tremila novecento novantaquattro e centesimi quarantotto, come risulta dalla relativa perizia del geometra Bartolomeo Gola in data 7 febbraio andante, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far parti in aumento, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'uffizio procedente ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istrumento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze il 18 andante mese, e dei quali non che della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'uffizio d'Intendenza.

Saluzzo, il 22 febbraio 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza
Il Segr. G. B. CALANDRI.

LOMBARDO-VENETO

L'amministrazione delle casse di risparmio della Lombardia ha pubblicato il prospetto del debito e del credito verso i depositanti

loro consacrazione suprema dall'uniformità delle loro vedute col potere superiore, il quale rappresenta in un modo incontestato tutti i diritti della società francese. A lui dunque appartiene lo scegliere nel seno stesso di tali corpi gli uomini assennati che debbono d'ora innanzi concorrere all'attuazione dei divisamenti per cui esso spera assicurare la rigenerazione dell'insegnamento pubblico e la salvezza della società. »

INGHILTERRA

Londra, 13 *marzo*. Al chiudersi della seduta del 12 della Camera de'lords, il lord cancelliere discorse a lungo delle intenzioni che ha il governo su provvedimenti relativi alla riforma. I partiti (dice egli) sono d'accordo rispetto alla necessità delle riforme legali, e il governo di S. M. desidera al pari de'suoi predecessori di seguire questa direzione.

Il nobile lord menzionò in seguito i varii provvedimenti e ne fe' conoscere sommariamente lo scopo; egli spiegò assai minutamente sino a qual punto intendeva appoggiarli.

Nel corso delle sue osservazioni, il lord cancelliere fece notare che si avea il progetto di abolire ad un tempo tutto il sistema di procedura nelle attribuzioni del mastro di cancelleria, e di fare adottare dai giudici di questa corte le regole alle quali si attiene la corte di equità.

Lord Brougham ha appoggiato tutte queste osservazioni.

(*Morning-Chronicle*)

— Una nuova dimostrazione (dice il *Daily-News*) contro il bill sulla milizia ebbe luogo ieri (12) in un *meeting* a Londra. Questo *meeting*, convocato dalla società degli amici della pace, era presieduto dal sig. Samuel Sterne.

— Si legge nello stesso giornale:

Il governo prussiano ha nominato un luogotenente di polizia, che dovrà dimorare a Londra, e avrà l'incarico di sorvegliare i rifugiati tedeschi che vi risiedono.

— Si legge nel *Morning-Post*:

S. E. il sig. di Isturiz è atteso oggi alla sua nuova residenza di Mansfield street, Portland Place, ove l'ambasciata di Spagna è stata trasferita.

ISOLE IONIE

Nella Gazzetta del 12 corrente marzo fu annunziato l'apertura dell'assemblea legislativa delle Isole Ionie, e fu dato un breve cenno del discorso pronunziatovi dal Lord Alto Commissario.

Trascriviamo oggi dall'*Osservatore Triestino* il seguente riassunto e alcuni passi importanti del sopraddetto discorso.

Cominciò (dice il suaccennato giornale) coll'osservar che essendo entrata in vigore la legge, che dichiara l'idioma greco la lingua officiale di questi Stati, egli manifestava il suo rispetto per tale disposizione non rivolgendo la parola all'assemblea in italiano, sebbene fosse molto desideroso di esternarle egli stesso i suoi sentimenti. Noi siam qui riuniti (soggiunse) per fare un'esperimento, del cui risultato non dubito punto, qualora io trovi nel parlamento ionio lo stesso buon senso che fu manifestato dal popolo durante le ultime elezioni; di che sono certo.

Vide con gioia regnare l'ordine e la tranquillità in circostanze non comuni, e il desiderio espresso generalmente di veder posto termine a quelle sgraziate differenze che paralizzarono per due anni l'azione della legislatura.

Indi annunziò aver ordinato al suo segretario di presentare all'assemblea il di lui proclama del 22 dicembre p. p., che indica i cangiamenti da farsi nella costituzione del 1817, ai quali egli è autorizzato di apporre la sanzione sovrana, purchè vengano accolti dai rappresentanti della nazione in modo da convincerlo che formeranno la base di un bene ordinato governo costituzionale.

In quest'occasione cercò egli di porre in luce la benignità della regina d'Inghilterra, che nell'attuale situazione dell'Europa offre al popolo ionio spontaneamente un'ampliazione dei diritti popolari, purch'essi accordino al rappresentante di S. M. quell'appoggio ch'è la prima condizione del governo rappresentativo. Fece presente ai deputati che il loro indirizzo determinerà la di lui politica; s'esso sarà quale la regina è in diritto di attenderlo, ei sarà pronto ad attuare le riforme promesse; altrimenti riterrà aver operato abbastanza pel miglioramento delle istituzioni sociali. Avendo il paese risposto nobilmente al suo appello, ei crede che l'assemblea sola sarà da tenersi responsabile di tale mancanza.

Vi comunicai ora le mie idee sulla via che è desiderabile di seguire nella presente sessione e confido ch'esse mi procureranno la cooperazione di chiunque desideri sinceramente il bene del paese. Non temo di rivolgervi la parola così francamente, perchè non abbisogno del vostro aiuto per tutelare i diritti di S. M. contro l'ostilità aperta o segreta. I miei poteri a tal uopo sono ampi, nella presente costituzione; ma S. M. non desidera governare queste isole mediante proroghe, *atti di governo* e misure di alta polizia, quando si può condurre la cosa pubblica su principii ben determinati e parlamentari.

Negli ultimi dodici mesi io tentai di non trascurar nulla che valesse ad attuare le intenzioni di S. M., lo diedi esempio di obliare le dissensioni passate ogniqualvolta eravi probabilità di futura concorrenza in una politica onorevole si alla protettrice che ai protetti. In generale il paese apprezzò questa politica e ne diede prova nelle ultime elezioni. Nulla si oppone ormai all'azione unita del governo e della legislatura. La vostra controlleria sulle finanze fu riconosciuta e in teoria ed in pratica; il senato fu scelto interamente, eccetto un componente, tra i più distinti membri di quest'assemblea (come io vi aveva promesso), onorati dalla fiducia dei loro concittadini. Non crede che in una sessione inaugurata sotto tali auspici, voi permettereste d'impedire il bene attuabile col ridestare contese personali o teorie anarchiche.

Anzi io confido che quest'assemblea, la quale dal suo primo riunirsi mostrò tanto buon senso e patriotismo vero, sorgerà superiore ad ogni censura, e sarà sostenuta nella sua via dalla pubblica opinione. Per tal modo voi renderete nulla l'ostilità dei due partiti estremi, uno dei quali avversa l'applicazione delle istituzioni rappresentative in questo paese, e l'altro tende a scopi incompatibili colla costituzione delle Isole Ionie e con qualsivoglia altra. Col vostro aiuto, io spero di vincere questa difficoltà. Aiutatemi ad operare quel bene che noi tutti desideriamo; siate fermi, ma prudenti e inclinati a conciliazione. Non dimenticate che in tutti i mutamenti, il tempo è condizione essenziale a giudicarne esattamente l'azione. Su questi principii procediamo, con mutua fiducia, a porre le basi ad un sistema di governo che poggierà sui buoni sentimenti, sulla prosperità e sull'intelligenza di questo paese.

ALEMAGNA

Berlino, 11 *marzo*. Ecco il tenore della circolare indirizzata dal barone di Manteuffel ai governi dello Zollverein per invitarli ad inviare plenipotenziarii alle conferenze doganali che si apriranno in Berlino nel mese venturo:

« Verso la metà di novembre dell'anno scorso, il governo del re ebbe l'onore d'invitare tutti i governi che fanno parte dello Zollverein a mandare plenipotenziarii a Berlino nei primi mesi di quest'anno, per deliberare sul rinnovamento e sull'estensione dei trattati dello Zollverein e per prendere a questo riguardo risoluzioni ulteriori.

Il governo del re pregò nello stesso tempo i detti governi di indicargli il tempo che essi stimeranno più opportuno per la convocazione dei plenipotenziarii, affinchè possa indirizzare a tutti i governi un invito ulteriore speciale per un tempo affatto indeterminato.

Si è con ben sincera soddisfazione che il governo del re, dalle risposte che gli vennero trasmesse, vide che non solo i governi saranno solleciti ad inviare i loro plenipotenziarii, ma che inoltre tutti desideravano che potessero incominciare quanto prima nel mese di febbraio, o almeno sul principio della primavera.

Conformemente a quel desiderio, il governo del re è risoluto di proporre il 14 aprile di quest'anno pel giorno in cui comincieranno le deliberazioni.

Ecco da qual punto prenderà le mosse il governo del re per le prossime deliberazioni. Egli pensa non trattarsi di una nuova associazione con nuovi principii, nè di nuove leggi ed istituzioni, ma soltanto di continuare ed estendere l'attuale associazione sulla base delle istituzioni, delle leggi e delle massime esistenti, conservando come sussistenti ed inalterati i rapporti attuali, qualora non vi si propongano mutazioni.

Quindi è che il governo del re determinò le proposizioni che, a suo parere, dovranno discutersi, e che egli ha l'onore di sottoporre ai governi nella qui annessa nota; queste proposizioni concernono: 1. I cangiamenti che converrà apportare ai trattati fondamentali ed alle leggi organiche dello Zollverein in seguito al trattato del 7 settembre dell'anno prossimo, in ordine alla riunione dello Steuerverein allo Zollverein.

Conviene osservare che, riguardo a questo trattato, al quale aderì il principato di Schauemburg-Lippa il 25 settembre dell'anno scorso, come venne a suo tempo annunziato ai governi dello Zollverein, il governo annoverese in una nota del 23 del mese p. p. (dopo che il trattato fu sancito dalle Camere) ha dichiarato che, nella supposizione che l'11° articolo separato possa eseguirsi per l'adesione del granducato di Oldenburgo, egli riguarderà la clausola posta quando si conchiuse il trattato del 7 settembre, relativamente alla sanzione delle Camere, come rimossa, dacchè si saranno scambiate le ratifiche della convenzione del 27 gennaio p. p.

Il granducato di Oldenburgo aderì alla convenzione del 7 settembre; si scambiarono pure le ratifiche del trattato sopraddetto, conchiuso fra la Prussia e l'Annover riguardo alla costruzione della strada ferrata da Colonia a Minden per Osnabrück fino al confine dei Paesi Bassi, e riguardo alle pratiche fatte per ottenere il consentimento delle Camere prussiane per quanto è necessario il consenso delle Camere all'esecuzione del suddetto trattato.

2. Le risoluzioni obbligatorie pei membri dello Zollverein.

Si proporrà inoltre:

3. Di conchiudere ulteriori convenzioni relative al commercio dei grani, ecc. in tempo di carestia.

4. D'istituire consolati dello Zollverein.

Il governo del re crede che, a seconda del principio adottato nei primitivi trattati dello Zollverein, si dovrebbe, come già si fece nel 1844, prolungarlo per 12 anni colla facoltà di denunciarlo due anni prima ed a condizione che, se in quell'intervallo di tempo si parviene ad effettuare l'unione doganale di tutti gli Stati d'Alemagna, il trattato dello Zollverein cesserà dacchè quest'ultima entri in vigore.

Il governo del re farà a questo riguardo quelle ulteriori proposte di cui sarà dimostrata la necessità.

Il governo del re ha pure invitato i governi di Annover e di Oldenburgo a prendere parte alle conferenze.

Non abbiamo bisogno di assicurare che in queste deliberazioni non si trascurerà lo scopo di rannodare più stretti rapporti coll'Austria per quello che spetta agli interessi materiali; il governo del re sarà fedele alle dichiarazioni e alle premesse che egli già fece a questo proposito: ma dopo matura deliberazione, ei crede che in questo affare non si può altrimenti procedere che progressivamente, importando anzitutto di consolidare lo Zollverein, ampliato per l'accessione dello Steuerverein, e di occuparsi in seguito di altre trasformazioni che potranno rendersi necessarie.

Riguardo al tempo in cui potranno aver principio quelle trattative, ed alla estensione che converrà dare ad esse, è cosa naturale che non si può prendere su di ciò alcuna risoluzione se non dopo deliberazioni tenute in comune.

Finalmente il governo del re crede di essere d'accordo con tutti i governi dello Zollverein, proponendo d'indicare contemporaneamente nelle prossime conferenze i punti che si dovranno discutere nelle conferenze generali ordinarie dello Zollverein; egli comunicherà più tardi le relative proposizioni.

Voi indirizzerete una nota al governo presso il quale siete accreditato, accompagnandola colla presente circolare, e lo pregherete d'indicarvi quanto prima il plenipotenziario che egli sceglierà, non meno che le proposizioni che egli presenterà alle conferenze.

Berlino, 6 marzo 1852.

Firm. Manteuffel.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 15 *marzo*. Il *Moniteur* non contiene oggi parte ufficiale.

Il *Constitutionnel* annunzia che pubblicherà tutti i documenti relativi ai decreti del 22 gennaio, ed intanto comincia col pubblicare la memoria, in forma di lettera, degli esecutori testamentarii del re Luigi Filippo al principe presidente, e quella del duca di Nemours e del principe di Joinville a quegli stessi esecutori testamentarii. Il medesimo giornale dice che il Capo dello Stato, non ha minimamente il desiderio di sottrarre i decreti del 22 gennaio a quel maturo esame e a quella sanzione ponderata dell'opinione pubblica, che sempre furono il movente de' suoi atti.

— La gran rassegna che il presidente della repubblica deve passare sul campo di Marte, per la distribuzione delle aquile, si terrà verso il 15 aprile. Sessanta reggimenti d'ogni arma, formanti un totale di 100,000 uomini, sarebbero chiamati a prender parte a questa solennità militare, che ricorderebbe per le sue gigantesche proporzioni quella che si vide nel 1804 al campo di Boulogne.

— Si sta lavorando con raddoppiata alacrità nella chiesa degli Invalidi per terminare la gran tomba imperiale, che deve essere inaugurata, dicesi, il 15 agosto prossimo.

— Scrivono da Metz in data dell'11:

Ieri alle undici antimeridiane si è fatta una prima prova, dalla nostra stazione, del trasporto della cavalleria sulle strade ferrate conformemente agli ordini dati dal ministro della guerra in tutte le città di guernigione ove passano tali strade. Cinquanta uomini e cinquanta cavalli dell'8° dragoni, collocati nei vagoni percorsero a gran velocità una certa distanza, indi sono tornati alla nostra stazione ove discesero senza alcun sinistro incidente. Domani l'artiglieria farà una prova simile.

Paesi-Bassi. *Aia*, 12 *marzo*. Il progetto di legge per un'imposta del 5 p. 0/0 sulle rendite, di cui si era già votato il primo articolo nella seduta antecedente, fu oggi ritirato dal ministro dopo che la Camera ebbe, nella seduta di questo giorno, rigettato l'articolo terzo, che enumerava gli oggetti assoggettati all'imposta.

Alemagna. *Berlino*, 12 *marzo*. La prima Camera, nella seduta d'oggi, ha proceduto alla votazione sull'insieme delle leggi comunali, sia per le città che per le campagne: a due articoli del progetto di legge la Camera riconobbe il carattere modificativo della costituzione, epperciò risolse di sottoporli ad una seconda votazione dopo uno spazio di 21 giorni.

Le altre disposizioni furono definitivamente adottate. La sinistra, la quale sostiene che un maggior numero di articoli modificano la costituzione, e devono perciò sottoporsi alla seconda votazione, protestò contro la risoluzione della maggioranza.

— *Stoccarda*. La seconda Camera, nella seduta dell'11, ha risolto con 69 voti contro 12, di passare all'ordine del giorno sopra una mozione del sig. Jueskind, intesa a pregare il re di diminuire la propria lista civile, attesa la miseria che affligge molti paesi del regno.

Danimarca. *Copenaghen*, 12 *marzo*. Nella tornata di ieri il *volksthing*, alla maggioranza di 64 voti contro 21, ha autorizzato la seconda lettura del progetto d'indirizzo al re, contenente un voto di sfiducia contro il ministero. (V. *Gazz. Piem.* di ieri nelle *Notizie anteriori*)

Nella seduta pure del 21 del *landsthing* (prima Camera) venne proposto un progetto d'indirizzo al re analogo a quello stato proposto nel *volksthing*.

Turchia. *Costantinopoli*, 6 *marzo*. Le ultime corrispondenze recano l'importante notizia che Rescid-bascià fu di bel nuovo innalzato alla dignità di gran-visir.

Mustafà da Creta fu nominato presidente del consiglio. Fuad Effendi ottenne il portafoglio degli affari esteri.

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 17 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo	Borsa	nella matt.	Pel fine del mese giorno pr. dopo	Borsa.	corr. nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 genn.						93 93 95 94
1831 » » 1 genn.						94 p. f. apr.
1848 » » 1 genn.	91		90 50	92 95 p.	90	93 50 p. 1/2
1849 » » 1 genn.	93 75 75 75		94 94 50 95	95 75 p.	95	dietto 94 94
1851 » » 1 dicem.	93 93 93 93		50	95 95 p.	95	50 95 75 94
1834 Obbl. 4 genn.	99 90 90 90			93 50 p.	92	95 95 50 p. 1/2
1849 » 5 genn.	95 1/4					aprile.
1850 » 1 febbr.			96 1/8			970 p. 94 970
1844 5 0/0 Sardi 1 genn.			95 1/2 960	956 960	960	p. 91
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.			1800		1790	
— Banca di Savoia						
Città di 4 0/0 oltre lo inter. decor.						
Torino 5 50 0/0 1 gen.						
Città di Genova 4 0/0						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.						
Società del Gaz (nuova						
Incendii a premio fisso 31 dicembre						
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio						
Molini presso Colegno 1 giugno						

CAMBI

	Per brev. scad.		Per tre mesi.	
Augusta	952	3/4	950	—
Genova sconto	1/10	—	—	—
Francoforte S. M.	1/10	—	—	—
Lione	99 80	—	99 95	—
Londra	25 22	1/2	25 17	1/2
Milano	—	—	—	—
Parigi	99 80	—	96 25	—
Torino sconto	4 p.	0/0	—	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 l.	20 04	—	20 04	—
— di Savoia	20 58	—	20 63	—
— di Genova	79 07	—	79 27	—
Sovrana nuova	35	—	35 10	—
— vecchia	34 75	—	34 87	—
EROSO misto				
Perdita	2	50	p.	0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprie	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
	10—11		
	11—12		
GREGGIE	12—13 64		
	14—16		
	16—20		
	20—21 75		
	21—22 74		
	22—23 74		
	23—24 73 50		
	24—25 73		75 50
ORGANZINI	25—26 73 50	73	
	26—27 72	25	
	27—28 71 50	71 170 50	
	28—30 71 70	50	
	30—32 70 69	50	
	32—36		
	36—40		
	20—22		
	22—24		
	24—26		
TRAME	26—28		
	28—30		
	30—32		
	32—36		
	36—40		

Borsa di Parigi *del* 15 *marzo*.

Il 5 0/0 aperto a 101, è salito a 101 50, e dopo essere ricaduto a 100. 80, chiude a 101. 25.

Il 3 0/0 resta a 69. 90.

Il 4 1/2 0/0 a 100. 25.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96. 60.

Le azioni della Banca di Francia a 2705.

www.internetculturale.it

nel secondo semestre 1851. Da esso ci piace estrarre il ragguaglio del residuo debito verso i depositanti alla fine dei due semestri 1851:

	30 *giugno* 1851	31 *dicembre* 1851
Milano	L. 19,429,993 99	21,247,634 26
Cremona	» 364,295 18	406,059 11
Mantova	» 195,718 58	198,635 32
Pavia	» 543,755 54	641,129 47
Lodi	» 407,457 60	505,491 90
Como	» 1,057,820 18	1,082,091 45
Bergamo	» 897,551 04	975,015 16
Brescia	» 476,120 »	523,443 25
Sondrio	» 55,955 82	59,417 84
Crema	» 100,551 97	132,020 46
Monza	» 312,124 56	368,325 58
Varese	» 254,120 88	275,259 53
Casalmaggiore	» 55,541 58	62,622 59
Totale L.	25,708,786 52	26,422,834 20

Nel secondo semestre vi fu quindi un aumento di lire 2 milioni 634,047 68.

Le somme depositate non sono impiegate, come in Francia ed altrove, in ischede del debito pubblico, ma per la maggior parte in mutui presso privati con regolari cauzioni o presso corpi morali. Il 31 dicembre 1851 i mutui presso privati ascendevano a L. 22,244,671 24, e quelli presso corpi morali a L. 4,670,160. e così in totale a L. 25,914,831 24. Il rimanente de' depositi è impiegato in cartelle del Monte lombardo-veneto ed in obbligazioni della Città di Milano.

L'amministrazione delle casse viene esercitata gratuitamente: essa è perciò meno dispendiosa e più sicura.

STATO ROMANO

Nella nostra Gazzetta accennammo a' gravi infortunii marittimi prodotti dalla forte burrasca che imperversò ultimamente nell'Adriatico, e lungo tutte quelle coste. Ulteriori notizie tolte dalla *Gazzetta di Bologna* ci ragguagliano come nel porto di Pesaro sieno periti 17 marinai pescatori.

Quel legno greco, che dicemmo già in vista di Sinigaglia, naufrago ed ancorato alla meglio tra frangenti, potè rimorchiarsi fino ad Ancona. Nel terzo giorno di burrasca alcuni negozianti e signori sinigagliesi, facendo un fondo di circa 500 lire austr., mediante il quale, fatto condurre su di un carro verso le *Fornaci*, quasi di fronte al pericolato legno, un battello, su di esso salirono poscia arditi e bravi marinai che, affrontando lo sdegno degli irritati flutti, poterono giungere insino alla nave, al cui bordo trovarono 10 individui formanti l'intero equipaggio, ridottisi sotto coperta, attendendo che il mare si placasse. Nulla avevano essi individualmente sofferto, e le loro domande di soccorso erano per venir tolti a quel luogo cessata la burrasca; ciò che non potevano da sè effettuare, perchè rimasti privi d'ogni mezzo a governar il legno ch'era senza carico e partito da Trieste per condursi a Sirne. Que'coraggiosi che assunsero il *salvataggio* conducevano terra per gli oggetti sanitarii, il padrone, il nostromo e lo scrivano, che, ringrazianti la generosità sinigagliese, ed ammirati della coraggiosa bravura dei marinai di quel porto, furono il dì seguente ricondotti in Ancona. Il danno della nave ammonterà presso che a scudi 1,500, a fronte che gli alberi e le vele fossero ricuperati alla spiaggia, ma ridotti in istato poco servibile.

Da Rimini poi, da dove ci si annunciava già la morte di 6 marinai periti lungo quel litorale marittimo, abbiamo che altri 26 pescatori, quasi tutti gravati di famiglia, rimasero vittime della furiosa procella mentre erano in mare alla pesca su cinque piccoli legni, anch'essi sommersi e perduti.

SVIZZERA

Il consiglio federale ha adottato, il 20 febbraio, il seguente decreto:

« 1. Le principali casse federali dei dazi e delle poste hanno l'obbligo di cambiare delle monete svizzere di billone e di rame contro valute d'argento, sempre che non si tratti di somme inferiori a cinquanta franchi.

« 2. Le dette casse sono in relazione colla cassa dello Stato federale per le provvisioni che avrannosi a fare e per lo scambio delle monete di billone e di rame che esse hanno ricevute.

« 3. Le casse dei cantoni che vogliono far uso di questo dispositivo legislativo per loro proprio conto o per conto di terzi, si metteranno in relazione diretta colla cassa dello Stato federale.

« 4. La presente ordinanza entra immediatamente in vigore nei cantoni in cui il nuovo sistema monetario è già introdotto, e lo sarà in tutti gli altri cantoni, di mano in mano che questo sistema vi sarà stabilito. »

— Il prestito federale senza interesse per la costruzione dei telegrafi è prossimo ad essere coperto, già essendosi sottoscritto per 564,662 fr., e non mancando più a compiere l'occorrente somma di 400,000 fr. che 35,338 fr. nuovi.

— Il dott. Kern, altro dei commissarii federali sui rifugiati, assiste in Berna alle sedute della commissione del consiglio nazionale sulle strade ferrate, di cui egli è membro.

— La commissione del consiglio nazionale sulle strade ferrate, dopo lunghe e frequenti sedute tenutesi nella passata settimana, si è aggiornata. A base delle deliberazioni furono ritenute le proposizioni di Stephenson; ma si sono adottate diverse modificazioni da sottoporsi al giudizio di nuovi periti, la commissione avendo dichiarato non credersi a sufficiente instrutta per pronunciare un definitivo giudizio.

— Una deputazione dei Grigioni composta del consigliere di Stato de Sprecher e del dott. de Planta, sta per recarsi a Verona da S. E. il feld maresciallo Radetzky, affine di sapere in quanto il governo austro-lombardo sarebbe per cooperare all'eventuale instituzione di una strada ferrata dal lago di Costanza ai confini d'Italia.

Berna. Nella tornata dell' 8 del consiglio di Stato fu letta la risposta del consiglio federale ad un reclamo fatto dal governo circa ad una violazione del segreto delle lettere, all'ostilità degli impiegati delle poste contro il governo di Berna, resa manifesta dal loro concorso alla domanda per la revoca ed all'ammissione negli ufficii postali di persone congedate dagli impiegati cantonali per la dichiarata loro ostilità al governo stesso.

Il consiglio federale osserva il primo punto non essere stato avverato dall'inchiesta avvenuta, ma per la sua importanza aver ordinato un'inchiesta giudiziaria: sul secondo nota che di 70 impiegati postali, 10 soli hanno sottoscritto la domanda della revoca: il terzo pure è dimostrato mal fondato.

Il presidente del consiglio di Stato segnalò alla considerazione dei diversi consiglieri di Stato che questa lettera, in data del 5, non gli fu consegnata che il 7; e che prima che fosse a lui comunicata era già stata commentata in modo ostile al governo dalla *Berner Zeitung*.

Svitto. Dietro relazione fatta dal governo che il consiglio federale ha rifiutato una di lui instanza perchè gli sia accordata una proroga al prossimo pagamento di una rata del debito della guerra del Sonderbund (fr. 47,721); il gran consiglio ha risolto di incaricarlo di insistere nuovamente esponendo a tal fine le imperiose circostanze che obbligano Svitto a fare tale domanda.

Argovia. Il gran consiglio si è radunato per ordinare la promulgazione della nuova costituzione, e decretare che le nomine del nuovo gran consiglio avvengano il 30 marzo corr., e questo si raduni il 15 aprile successivo.

Vallese. Ecco ora come stanno le cose relativamente alla quistione del S. Bernardo:

Il governo del Vallese ha risolto di togliere al convento del San Bernardo, il quale si trovò compromesso nell'affare del Sonderbund, i suoi beni stabili. Una prima vendita aveva già avuto luogo il 17 novembre 1850, un'altra è stata fatta il 7 corrente marzo.

All'annunzio di questa nuova vendita, il sig. Ciel, delegato dell'ospizio del Gran S. Bernardo, indirizzava da Parigi il 25 scorso febbraio al consiglio di Stato del Vallese una lettera, in cui egli si dichiarava obbligato dall'annunzio delle nuove vendite, a pubblicare la protesta, rimasta segreta, da lui fatta il 5 ottobre 1851 contro la prima vendita. In questa protesta i religiosi del S. Bernardo dichiarano nulle e di niun effetto tutte le vendite fatte o da farsi « affinchè, dice la protesta, nessuno possa in avvenire farsi credere compratore in buona fede dei beni di cui la carità pubblica *e specialmente la Francia*, hanno dotato il convento del San Bernardo. »

Alla protesta tien dietro la ratifica e l'approvazione del signor Filliez, superiore dei religiosi del San Bernardo, la quale porta la data di Saint-Oyen (Piemonte) 20 ottobre 1851.

Alcuni fogli di Parigi pretendono che la Francia si opponga alla vendita di questi beni.

Grigioni. L' 11 marzo alle 5 a. m. si è sentita in Coira una forte scossa di terremoto con direzione da occidente ad oriente.

Ticino. Leggesi nella *Gazzetta Ticinese*:

Ecco la lettera colla quale ci viene annunciato il rinvenimento di monete romane nella valle di Blenio.

« Ella avrà forse diggià udito raccontare, come di questi giorni passati nel villaggio delle Rongie a Malvaglia nella nostra valle di Blenio, in occasione di non so quale scavo, siansi trovate nella sabbia alcune migliaia di piccole monete romane. A quanto pare quella sabbia fu trasportata da un torrente precipitato dalla montagna, il quale avrà atterrato il luogo in cui quelle monete si attrovavano. E codeste mie congetture si mirano fondate, conciossiachè il luogo, ove le dette monete si scoprirono, abbia a traverso di tanti secoli conservato il nome di *Torretta*, senza che più non apparisse verun vestigio di un simile edificio: circostanza però notabile si è che insieme colle monete trovossi un pezzo di calcinaccio antico quanto le monete medesime. Mi affretto a dirle quel poco che ho potuto raccogliere intorno ad una così importante scoperta. Fu somma sventura che quelle medaglie siano pervenute alle mani di chi non era fornito delle necessarie cognizioni per ripulirle ed ordinarle secondo la serie cronologica degli imperatori. Io ne vidi in mano a tanti, e tutte belle e tutte diverse le une dalle altre, ma sinora poche ho potuto averne, e di queste le dirò di fretta due parole.

« Di Aureliano ne ho di coniate in occasioni diverse. Una p. e. quando forse fu inalzato al soglio imperiale, e sul rovescio ci sono due figure, una della Concordia che stende la mano ad un guerriero colla leggenda: *Concordia Militum*. Altra in occasione di qualche strepitosa vittoria con una figura che pare Apollo in atto di uscire da non saprei qual parte tutto frettoloso, e colla leggenda: *Oriens Augustus*. Altra coll'effigie dell'imperatore coniata con mirabile delicatezza, per cui i lineamenti del volto ci sono a perfezione tratteggiati. Sul rovescio un Giove, che stende la mano a Cesare e la leggenda: *Jovi Conservatori Aug.* Io che potrebbesi leggere: *Augusto* ed *Augusti*. Un'altra bella al pari della prima sul cui rovescio è rappresentata Roma che incontra l'imperatore e gli stende la mano. È chiaro che questa fu coniata in occasione di ritorno, poichè la leggenda dice: *Restitutus Aug.* Finalmente un'altra simile alle ultime due da noi accennate, di cui l'effigie è ben conservata, ma il rovescio n'è guasto, sembra coniata in occasione di trionfo, poichè vi si scorge la Fortuna assisa sul solito suo carro, e la leggenda dice: *Fortuna*..... e pare che finisca con *Aug.*

« Una di Tacito, e forse coniata in occasione delle solite elargizioni pel suo avvenimento al trono, poichè il rovescio rappresenta l'Abbondanza che versa del frumento sopra un'ara e la leggenda è: *Annona Augusti*.

« Di Probo ne ho due. Una sul cui rovescio avvi un guerriero armato colla leggenda guasta e pare che dica: *Virtus pro... Aug.*; l'altra benissimo conservata ha il rovescio rappresentante l'imperatore abbracciato colla vittoria, e la leggenda: *Restitutus Aug.* mostra evidentemente essere stata coniata pel suo ritorno a Roma dopo le sue vittorie.

« Una di Caro malconcia dai secoli. L'effigie si scorge ancora chiaramente, ma la statua di Roma sul rovescio è guasta, e della leggenda solo rimase: *S....ublica*, cioè il Senato e la Repubblica sottintendendosi: *In onore di Cesare*.

« Benissimo conservata una di Diocleziano sul cui rovescio Giove tonante, e la leggenda: *Jovi Conservatori Aug.*

« Di Massimiano, il di cui rovescio rappresenta Ercole colla sua clava ed avvolto nella pelle del leone, la leggenda esprime: *Herculi consecrat.* È questa mi sembra coniata in occasione di qualche grande cerimonia pontificale, sendo cosa nota che gli imperatori gentili assumevano la dignità di Pontefice Massimo.

« L'ultima io la tengo di Costantino, imperocchè ne rappresenta la solita immagine col capo coperto dell'elmo incoronato. Intorno sta scritto: *Virtus prodi Aug.* e sul rovescio: *Virtus Aug.* con un guerriero armato simile a quello coniato sulla prima medaglia di Probo.

« L'aspetto di queste monete si è quello dell'antico soldo di Milano. La materia che le compone è il rame. Erano discretamente inargentate. Sono malissimo conservate, lo che fa sì che tutte non s'abbiano l'egual peso; otto di esse pesano da 23 denari ad un'oncia, il qual ultimo peso avranno avuto quand'erano nuove, onde ciascuna di esse pesava una dramma, ed era l'ottava parte dello *Stipis uncialis*.

« S'accontenti di questa imperfettissima relazione, essendo vana cosa lo sperare da me più ampie illustrazioni, mentre non ho mai studiat: la numismatica. »

FRANCIA

Parigi, 14 *marzo*. Ecco l'importante decreto della conversione della rendita:

Art. 1. Il ministro delle finanze è autorizzato ad effettuare il rimborso delle rendite 5 0/0 inscritte al gran libro del debito pubblico, in ragione di 100 fr. per ogni 5 fr. di rendita, o ad operarne la conversione in nuove rendite 4 1/2 0/0.

Ogni proprietario di rendite che, nel termine di tempo qui appresso stabilito, non avrà domandato il rimborso, riceverà, in iscambio della sua inscrizione, un altro titolo in ragione di 4 fr. e 50 cent. di questa rendita nuova per ogni 5 fr. di rendita antica.

Per questo nuovo fondo di 4 1/2 0/0, l'esercizio del diritto di rimborso è sospeso per dieci anni, fino al 22 marzo 1862.

Le rendite convertite godranno degl' interessi al 5 0/0 fino al 22 marzo corrente.

Art. 2. La domanda di rimborso dovrà essere prodotta nel termine di 20 giorni, a contare dalla data del presente decreto.

Questo termine sarà protratto a due mesi pei proprietarii di rendite che si trovassero fuori di Francia, ma in Europa o in Algeria, e ad un anno per coloro che si trovassero fuori dell'Europa e dell'Algeria, senza che una tale eccezione possa trar seco la prolungazione dei termini stabiliti dai due ultimi paragrafi dell' art. 1.

Art. 3. I rimborsi che fossero domandati potranno essere effettuati per serie.

Art. 4. In ciò che concerne i proprietarii di rendite che non hanno la libera e compiuta amministrazione dei loro beni, l'accettazione della conversione sarà assimilata ad un atto di semplice amministrazione, e sarà esentata da ogni autorizzazione speciale e da ogni altra formalità giudiziaria.

Art. 5. Per le rendite gravate di usufrutto, la domanda di rimborso dovrà essere fatta dal nudo proprietario e dall' usufruttuario congiuntamente. Se essa è fatta da uno dei due solamente, il tesoro sarà validamente liberato depositando alla cassa delle consegne il capitale della rendita.

Se questo deposito risulta dal fatto dell' usufruttuario, questi non avrà diritto, fino al collocamento, che agl'interessi i quali la cassa ha l'uso di servire.

Se esso risulta dal fatto del nudo proprietario, quest'ultimo sarà tenuto di bonificare all' usufruttuario la differenza fra la tariffa degl' interessi pagati e quello del 4 1/2 0/0. Tuttavia non sono lese in verun modo le stipulazioni particolari che regolano i diritti del nudo proprietario e dell' usufruttuario.

Art. 6. Per le rendite assegnate a maggioraschi, se il rimborso ne è domandato dai titolari, il capitale ne sarà depositato alla cassa delle consegne perchè ne sia fatto il ricollocamento in conformità della legislazione speciale dei maggioraschi.

Art. 7. Il ministro delle finanze è autorizzato, per effettuare il rimborso delle rendite 5 0/0 che saranno domandate:

1° A negoziare boni del tesoro;

2° A far inscrivere, se vi fosse bisogno, sul gran libro del debito pubblico, rendite la cui negoziazione dovrebbe esser fatta con pubblicità e concorrenza.

Art. 8. La parte di ammortizzazione attribuita alle rendite 5 0/0 che saranno convertite o rimborsate sarà trasportata alle rendite 4 1/2 0/0, che loro saranno surrogate.

Art. 9. Tutti i titoli e spedizioni da prodursi pel rimborso o per la conversione delle rendite 5 0/0, inquantochè servissero unicamente alle operazioni rese necessarie dal presente decreto, saranno vidimate per bollo, e registrate gratis, purchè questa destinazione sia espressa.

Fatto al palazzo delle Tuilerie, 14 marzo 1852.

Luigi Napoleone.

— Riferiamo alcuni passi più notevoli di una circolare del ministro della pubblica istruzione e dei culti ai rettori delle accademie dipartimentali:

« Gli stabilimenti particolari d'insegnamento continuano ad essere retti dalla legge del 15 marzo 1850. Voi la farete pertanto eseguire colla stessa vigilanza che pel passato, ed userete dei diritti ch'essa vi conferisce con tanto maggiore risolutezza in quanto che la libertà d'insegnamento, se non fosse rinchiusa in savii limiti, potrebbe strascinare a gravi abusi.

« Circa agli stabilimenti pubblici, di cui lo Stato è risponsabile, perchè essi sono posti sotto la sua direzione, era a lamentare ch' ei non potesse governarli tanto fortemente da bastare alla risponsabilità che pesa sopra di lui. Il decreto del 9 marzo ha provveduto a questo pericolo. Da oggi in poi il diritto di nominare e di rivocare i professori appartiene senza contestazione al governo, e l'inamovibilità non è assicurata che al funzionario irreprensibile e zelante, in qualunque grado della gerarchia si trovi.

« Godo di riconoscere che nelle cattedre più elevate come nelle più modeste, solo una debole minoranza sturbò il corpo insegnante; ma a fronte degli scandali suscitati, si potè porre in obblio qual fosse l'isolamento di questa minoranza audace, e la società sgomentata si stupì ben a ragione che la giustizia, impacciata di forme complicate, tardasse sì lungamente a percuotere i colpevoli.

« Il decreto del 9 marzo vi impone adunque grandi doveri. A voi spetta principalmente, sig. rettore, il deferire all'autorità centrale, senza esagerazione come senza vana condiscendenza, tutti gli abusi che la sorveglianza locale vi rivelerà, affinchè vi sia recato un pronto rimedio.

« I consigli accademici collocati nel capoluogo di ciascun dipartimento per invigilare più da vicino l'istruzione primaria, oggetto particolare dell'attenzione dei legislatori, erano stati precedentemente composti a senno d'una politica che, anche nei giorni migliori, non era sempre padrona di far prevalere il principio d'autorità sulle forme d'una libertà senza freno nè limite. I corpi nei quali i consigli accademici si reclutavano, traggono oggidì la

www.internetculturale.it

NAVIGAZIONE RIUNITA

DEI PIROSCAFI

SARDI, NAPOLITANI E FRANCESI

Itinerario del mese di marzo 1852

PARTENZE DA GENOVA

LINEA D'ITALIA

Marzo 20	**Dante**	per	Nizza
» 22	**Vesuvio**	»	Marsiglia
» 23	**Ville de Marseille**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 24	**Dante**	»	Livorno
» 25	**Languedoc**	»	Marsiglia
» »	**Piemonte**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 27	**Vesuvio**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» »	**Dante**	»	Nizza
» 31	**Dante**	»	Livorno
Aprile 1°	**Ercolano**	»	Marsiglia

LINEA DI SARDEGNA

Marzo 1, 10 e 20 **Lombardo** per Cagliari
» 5, 15 e 25 **Virgilio** » Portotorres

Indirizzo per avere schiarimenti e fissarne il passaggio, in GENOVA ai rispettivi Uffizi, ed in TORINO ai signori Fratelli Bonafous, via d'Angennes, num. 37.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

MEMORANDUM
STORICO-POLITICO

DEL CONTE

CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA

Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri

del RE CARLO ALBERTO

dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847.

Torino 1852, un bel volume in-8° grande di 600 pag.
Prezzo L. 10.

ANNUNZIO

DI VENDITA AD INCANTO VOLONTARIO

della VILLA detta MORIS

situata sui territorii di Ciriè e di San Maurizio

Previi gl'incanti preparatorii, che avranno luogo i giorni 11, 18 e 27 corrente marzo, dalle ore 11 alle 12 mattutine, si procederà al mezzogiorno di detto terzo giorno 27, nell'uffizio di giudicatura di questa capitale per la sezione di Monviso, avanti il segretario del medesimo, al deliberamento della suddetta Villa Moris, posta negli anzidetti territorii, sulle strade di Lanzo, costituita di ampio fabbricato civile signorilmente mobigliato, fabbricati rustici, cappella arredata, giardini e cortili, con prati, campi e boschi, della totale superficie di ettari 45, 21, 88 (giornate 118, 6, 6), ed estimata L. 147,867, 39.

Indirizzarsi per le occorrenti nozioni al suddetto segretario od al signor geometra Gibbone, via del Senato, num. 4, piano terzo.

DA VENDERE

in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:
In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri; ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

DA VENDERE

Una CASA civile, signorilmente mobigliata, ovvero senza mobili, con fabbricati rustici, in Volpiano.

Indirizzarsi al causidico Migliassi, sost. al causidico coll. Tricerri, via di S. Dalmazzo, num. 14.

DA AFFITTARE

PER IL PROSSIMO SAN MARTINO

Tenimento sul territorio di Volpiano, consistente in ettari 165, 30 (giorn. 435) tra campi, prati e boschi, con tre vistosi corpi di fabbrica.

Per le indicazioni dirigersi in Volpiano al Ferrero Giacomo, e per le condizioni in Torino al portinaio della casa posta nella sezione Moncenisio, via della Madonnetta, n. 11.

DA AFFITTARE

in tutto od in parte, pel prossimo S. Michele

LOCALE ad uso di Caffè, Fondicheria, od altro negozio, situato nella contrada maestra di Fossano, di fianco al Palazzo Civico, avente ingresso sotto i portici e nella via laterale del Castello, attiguo al principale albergo della città, composto di quattro botteghe, di cui una molto spaziosa, e due retrobotteghe con piccolo forno e sottostanti cantine; e di un appartamento di quattro camere al piano superiore. — Dirigersi in Fossano, all'uffizio del notaio Simone Ajraldi.

TIP. NAZIONALE DI G. BIANCARDI E C. EDITORI

Si è pubblicato

IL QUINTO ED ULTIMO VOLUME

DELLA

STORIA DEL PIEMONTE

DI **ANGELO BROFFERIO**

in cui sono raccontate le vicende che seguirono dall'armistizio di Vigevano sino alla morte di Carlo Alberto.

Prezzo L. **3.**

Le dimande si ricevono unicamente alla Tipografia Nazionale, via del Fieno, num. 8.

Per la posta, mediante dimanda e vaglia, sarà spedito franco al medesimo prezzo.

I librai spediranno l'ammontare unitamente alla commissione, e si fa lo stesso sconto degli altri volumi.

È vendibile la Collezione intera e completa delle tre Serie degli *Annales de Chimie et de Physique*, cominciando dal 1789 fino al 1848, coi rispettivi Indici. — Dirigersi al libraio Carlo Grosso in Torino, via del Gallo.

BELLE ARTI

Bellissima tela di P. P. Rubens, rappresentante *La Regina del Cielo col putto e gloria d'Angeli*, grandezza al vero, del valore di 60m. fr.; si vende anche a more da concertarsi. — Visibile per brevi giorni, nel locale della Segreteria della Società di Belle Arti, via della Zecca, casa Daziani-Martelli, vicino alla porta num. 6, secondo cortile.

Semenza BACHI di Brianza

GUARENTITA PER PRIMA QUALITA'

da **G. F. CERRUTI**, *fabbricante in seterie*, in Torino, via Dora Grossa, num. 4.

GUANO DEL PERU'

DEPOSITO

A GENOVA, SAVONA E TORINO

presso i fratelli Fresia di F., via d'Italia, num. 7.

PIETRO POLLON

NEGOZIANTE DI CAVALLI

Fa noto, che il 17 del corrente sarà visibile nelle sue scuderie un convoglio di cavalli da carrozza del Mecklemburgo; e con altro avviso indicherà il giorno dell'arrivo dei cavalli prussiani da sella.

INCANTO VOLONTARIO

Di una quantità d'oggetti in metallo gettati, consistenti in campane, campanelli, mortai, mortarini, rubinetti, fibbie, posate, stampe, suppellettili da chiesa, candelieri, ecc.; non che molti utensili da fondita e laboratorio, torni compiti, morsi, incudini, ecc. ecc. Mobili del negozio e di famiglia, caduti nell'eredità del fu Vincenzo Cozio.

Lunedì, 22 corrente e giorni successivi, sino a compimento, dalle ore 9 alle 12, e dalle 2 alle 5, in una bottega situata in via di Porta Nuova, n. 19, casa Peruzzia.

TRASLOCAZIONE

La rinomata fabbrica di **Fiori artificiali**, premiata con medaglia in argento, di Serafino Calosso, già situata in Dora Grossa, num. 2, piano 1°, è stata trasferta nella stessa via, rimpetto all'antica abitazione, portina num. 3, piano 1°.

TRASFERTA

Il magazzino da carta di Carlo Passarino, è trasferto in casa S. Secondo, angolo delle vie dei Mercanti e del Monte di Pietà.

DA VENDERE IN TORINO

pagabile in rogito o con more concertande.

CASA in una delle vie più concentriche e commerciali, di solida e perfetta costruzione, del valore di L. 225,000 circa. — Indirizzo allo studio dell'architetto Bertolotti, via della Basilica, n. 15, piano terzo.

DA VENDERE

tanto uniti che separati, i seguenti stabili sul territorio di Savigliano:

1. Caseina *Mattione*, di ettare 30, 48 (giornate 80) tra fabbricati civile e rustico, e beni a diversa coltura;
2. Caseina *Palazzotto*, di ettare 10 (giornate 27) tra fabbricato e beni a diversa coltura.
3. Ettare 7, 60 (giornate 20) terreno, la maggior parte prativo.

Per le condizioni del contratto dirigersi all'ufficio del notaio coll. Negro, in Savigliano.

DA VENDERE

Amena VILLEGGIATURA in Oglianico, presso Rivarolo nel Canavese, elegantemente provvista di mobili, con cappella arredata, giardini e terre arative, vignate e prative, con strada carrozzabile e comodissima.

Dirigersi all'Ufficio de' Notai certificatore Dallosta e patrimoniale Cerale, in Torino, via Rosa Rosso, n. 15.

DA VENDERE

Un BOUGHÈ in buono stato. — Recapito in via del Rosario, num. 6, casa Antonino Carlo.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano, e num. 4, 6, o 10 membri, con terrazzo, al 4.° piano. Via del Senato, num. 4.

G. FRIES OTTICO

Tiene sì in TORINO che in GENOVA un grande Assortimento di **Cannocchiali sì da Teatro che da Campagna** e da **Marina**, delle migliori qualità, di Germania. Egli possiede il tanto rinomato istromento *misuratore d'occhio*, mediante il quale adatta i suoi cristalli a qualunque vista, colla massima esattezza.

Aggiusta ogni sorta di oggetti relativi all'ottica, e li prende in ricambio.

Torino, *sotto i portici della Fiera, num.* 7;
Genova, *contrada Carlo Felice, num.* 258.

VENDITA VOLONTARIA

Di due CASCINE formanti un sol corpo, in territorio di Roccadebaldi, regione de' Corvi, di ett. 128, are 05, cent. 58 (giorn. 114) circa, con fabbricati civili e rustici, finora tenuti a masserizio.

Per le notizie e trattative dirigersi in Torino, nello studio del signor notaio coll. Signoretti, via Stampatori, porta 14, piano terzo.

FRATELLI CONTE

NEGOZIANTI DI CAVALLI

Annunziano che sono visibili nelle loro scuderie, corso della Cittadella, num. 50 Cavalli nuovi da carrozza della razza del Mecklemburgo, fra' quali vi sono diverse pariglie *croisés*, e da sella.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

SCUDERIA a tre piazze, rimessa e fenile, con camera unita. — Via dell'Esagono, num. 5.

RISOLUZIONE DI SOCIETA'.

La società contratta fra li signori Giovanni Antonio Sella, e li Bartolomeo e Paolo, fratelli Cartotti, con scrittura 4 dicembre 1850 avente per oggetto la fabbricazione e vendita all'ingrosso di drapperie e tessuti in lana, avente fabbrica in Valle Mosso Inferiore, provincia di Biella, ed il deposito in Torino via della Provvidenza, n. 26, ed annunziata nel n. 33 di questo stesso foglio, colla data 7 febbraio 1851, ha cessato fra il signor Sella e li signori fratelli Cartotti di esistere.

In forza d'istromento giudiziare del giorno d'oggi, rogato Giuseppe Bertolotti Notaio in questa capitale, li signori fratelli Cartotti si resero consolidarii della ragione sociale; cesserà quindi di correre sotto la firma Cartotti e compagnia, ma farà ritorno all'antica firma di Bernardino Cartotti.

I patti e le condizioni, a cui venne alligata la consolidazione della stessa società nei fratelli Cartotti leggonsi dall'estratto dell'istrumento predetto stato sotto il giorno d'oggi depositato alla segreteria del consolato tanto in esecuzione del tit. 3 lib. 1 del codice di commercio, che del convenuto nello stesso giudiciale istrumento.

Torino il 12 Marzo 1852.

Marinetti sost. Savio Proc. Coll.

NOTA

Con sentenza del Regio tribunale di prima cognizione del 15 corrente è stato deliberato al prezzo di L. 60,000, un corpo di casa situato in Borgo Nuovo, via dell'Arca, n. 41. Si previene perciò il pubblico, che con tutto il 30 del corrente marzo scadono i fatali per l'aumento del sesto, a mente della R. Legge.

Torino, il 16 marzo 1852.

NOTA

Con privata scrittura 2 marzo 1852, Genda Giuanni Angelo, per cagione di età e di precaria salute, ha rimesso, da 1° gennaio u. s. il suo negozio da lattaio, situato in questa città, via S. Maurizio, casa Lombardi, n. 10, al sig. Callarotti, già associato in detto negozio.

NOTA

Si fa noto che in esecuzione delle ordinanze profertesi dall'eccellentissimo Magistrato d'appello di Torino, li 19 settembre ultimo scorso, e 30 gennaio pure ultimo scorso, si procederà dal notaio Pagnone di Pancalieri, provincia di Pinerolo, delegato dal prelodato Magistrato, alla vendita ai pubblici incanti, alli 8, 15 e 22 prossimo marzo, della cascina e fabbricato annesso, detto la *Commenda*, situata per la massima parte sul territorio di detto luogo di Pancalieri, ed in proporzione su quello di Casalgrasso, del quantitativo di ettari 38, 25, 53, corrispondenti a giornate 100, tavole 39, e piedi 8, sul prezzo di L. 137,774, come dalla perizia del sig. Leggiardi, divisi detti beni in 14 lotti, colle condizioni ed avvertenze apparenti dal bando venale del 12 febbraio 1852.

Pancalieri, il 25 febbraio 1852.

Notaio Gio. Innocenzo Pagnone.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: RIGOLETTO — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Salvator Rosa.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: Vaudeville et Représentation de Tom-Pouce.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il cassiere senza cassa.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — Ballo *Testa nera.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Emanuele Filiberto* — *I 50 soldati.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO

N 68 — 1852

VENERDI' 19 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	36	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza 29 febbraio 1852, a proposta del Ministro dell'Interno, ha nominato a Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone, il marchese Cesare Alfieri di Sostegno, vice presidente del Senato del Regno. In udienza 7 marzo, a Commendatore, il consigliere di Stato cav. Giambattista Marone. In udienza del 10 stesso mese, a Cavaliere dello stesso Ordine, Avena Giuseppe.

A proposta del Ministro Esteri, in udienza 29 febbraio, ha nominato a Commendatore, il cav. Giuseppe Magnetto, console generale a Lione. In udienza 10 marzo, a Cavaliere di Gran Croce, decorato del Gran Cordone de' Santi Maurizio e Lazzaro, il conte Alberto Lupi di Moirano di Montalto, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso le corti del Belgio e d'Olanda.

A proposta del Ministro delle Finanze, in udienza 7 marzo, ha nominati a Cavalieri dello stesso Ordine i sigg.: conte ed avvocato Teodoro Derossi di Santa Rosa, intendente generale segretario aggiunto presso il Consiglio di Stato; Mauro Dellalonga, segretario capo di Divisione nel Ministero delle finanze; barone ed avv. Pietro Profumo, segretario capo di Divisione nel Ministero delle finanze; intendente Alessio Giaime, primo segretario dell'Ispezione generale dell'Erario; Felice Picca, commissario presso la Zecca di Torino.

S. M., in udienza delli 7 marzo 1852, ha nominato:

Bracco avv. Alessandro, giudice di quarta classe nel tribunale di prima cognizione di Biella, a giudice di terza classe nello stesso tribunale.

In udienza delli 10 corrente:

Rossignoli avv. Francesco, sostituito avvocato fiscale generale presso il magistrato d'appello di Casale, a consigliere nello stesso magistrato.

In udienza delli 14 stesso mese:

Castellani avv. Giuseppe, sostituito avvocato de' poveri presso il magistrato d'appello di Casale, a sostituito avvocato fiscale generale presso il medesimo magistrato;

Barmioli avv. Pietro, giudice istruttore presso il tribunale di prima cognizione di Tortona, a sostituito avvocato de' poveri presso il magistrato d'appello di Casale;

Ed ha ammesso a riposo, sulla sua domanda, il notaio Giuseppe Viola, segretario del mandamento di Novi.

BILANCIO GENERALE PASSIVO DELLO STATO PER L'ESERCIZIO 1852.

(Continuazione e fine, vedi num. 52, 53, 54, 55, 59, 60, 61, 62, 64, 65, 66, 67)

Spese — GABELLE.

Spese ordinarie.

Ufficio centrale.

1 Personale	117,700 »
2 Spese d'ufficio	15,000 »
Dogane.	
3 Personale	1,020,932 »
4 Indennità agl'Impiegati pel piombamento colli e rimborso spese relative	100,000 «
5 Spese d'ufficio, d'attività, lume e fuoco	96,340 60
6 Aggio ai Ricevitori locali e particolari	1,500 »
7 Paghe ai Preposti	2,055,722 »
8 Decorati della piastra d'onore	300 »
9 Fitti locali	116,454 50
10 Diritto di bollo sulle spedizioni di Dogana, sulle ricevute fitti, e compra carta bollata col marchio speciale— *Patrimonio dello Stato* —	150,000 »
11 Restituzione dritti e premii all'esportazione	72,680 »
12 Imballaggio delle sete nella Dogana principale di Torino	55,000 »
13 Riparazioni alle case di spettanza demaniale	20,000 »
14 Contravvenzioni (pagamento quote agli Impiegati ed arrestanti) e spese di giustizia	70,000 »
15 Spese diverse	151,057 84
Dazio consumo di Torino.	
16 Personale	52,280 »
17 Spese d'ufficio, lume e fuoco	5,420 »
18 Fitti locali	1,054 »
19 Restituzione dritti	1,500 »
20 Diritto di bollo	14,000 »
21 Contravvenzioni (pagamento quote agl'Impiegati ed arrestanti) e spese di giustizia	5,000 »
22 Spese diverse	3,500 «
Sali.	
23 Personale	192,440 »
24 Spese d'ufficio, d'attività	12,335 »
25 Paghe degli Operai delle saline di Moûtiers	15,584 »
26 Aggio ai Gabellotti sulla vendita del sale	900,000 »
27 Fitti case e magazzini	29,925 40
28 Compra Sali	703,000 »
29 Noliti e trasporto sali	1,000,000 »
30 Buonificazioni ai salatori dei pesci	18,000 »
31 Coltivazione delle saline	405,000 »
32 Riparazioni ai magazzini di spettanza demaniale	15,000 «
33 Contravvenzioni (pagamento quote agli Impiegati ed arrestanti) e spese di giustizia	9,000 »
34 Spese diverse	55,624 48
Tabacchi.	
35 Personale	97,570 »
36 Spese d'ufficio	600 »
37 Aggio ai Magazzinieri	108,000 »
38 Pagheagli Operai delle manifat. dei Tabacchi	461,580 »
39 Fitti fabbriche e magazzini	20,560 20
40 Compra Tabacchi	3,728,900 »
41 Provvista droghe per la concia dei Tabacchi	56,000 «
42 Provvista piombo per la formazione delle lamine	105,000 »
43 Vettura dei Tabacchi fabbricati	108,760 »
44 Riparazioni alle fabbriche, canali, locali, ecc	30,000 »
45 Provviste legnami da lavoro e ferramenta	40,000 «
46 Compra e manutenzione dei cavalli e muli inservienti al trasporto dei Tabacchi	10,000 »
47 Provvista di carta bianca e di colore, e stampa della medesima	48,000 »
48 Contravvenzioni (pagamento quote agl'Impiegati ed arrestanti) e spese di giustizia	19,600 »
49 Spese diverse	54,590 »
Polveri e Piombi.	
50 Personale	9,560 »
51 Aggio ai Magazzinieri e Distributori	14,400 »
52 Fitti di magazzini	1,665 75
53 Compra polveri dall'Artiglieria	300,000 »
54 Compra piombi	75,500 »
55 Trasporto polveri e piombi	22,000 »
56 Contravvenzioni (pagamento quote agl'Impiegati ed arrestanti) e spese di giustizia	2,000 »
57 Spese diverse	11,150 »
Spese comuni a tutti i rami.	
58 Sussidii	14,200 »
59 Sussidio alla cassa delle pensioni	425,000 «
60 Casuali	26,400 »
Spese straordinarie.	
61 Assegnamenti di aspettativa	4,050 »
62 Maggiori assegnamenti ed indennità personali	*sospesa*
63 Interessi di residuo capital valore di saline	8,863 02
Totale Spese ordinarie L.	12,951,479 57
Totale Spese straordinarie »	12,915 02
Totale generale L.	12,944,392 59

RIEPILOGO.

		ordinarie	*straordinarie*
Spese	Generali	48,586,662 68	360,649 23
»	Culto, Grazia e Giustizia	5,199,509 50	75,299 »
»	Estero e Poste	3,068,668 23	12,779 »
»	Istruzione Pubblica	1,792,202 15	85,095 60
»	Interno	5,122,134 09	442,590 64
»	Marina	4,085,409 50	650,000 »
»	Agricoltura e Commercio	471,184 50	97,580 »
»	Lavori Pubblici	2,620,507 02	4,018,688 34
»	Strade ferrate: Servizio di costruzione	400,964 94	9,551,000 »
	Strade ferrate: Servizio di esercizio	1,489,465 »	» »
»	Guerra	29,500,888 26	1,409,159 95
»	Artiglieria, fortificazioni e fabbriche militari	2,282,956 57	1,475,726 50
»	Finanze	6,099,542 04	369,024 64
»	Gabelle	12,951,479 57	12,915 02
Totali L.		125,649,151 05	15,556,595 84

Totale Generale L. 139,185,456 89

Il Ministro Segretario di Stato, per la Marina, Agricoltura e Commercio, Reggente il Ministero delle Finanze, e gli altri Ministri, ciascuno per la parte che concerne il proprio Dicastero, sono incaricati dell'esecuzione della presente Legge che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserta nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. a Torino, addì 18 febbraio 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 18 marzo.*

La Camera dei Deputati si occupò oggi delle interpellanze mosse al Ministero dal deputato Ferracciu sugli ultimi casi di una provincia della Sardegna, e fu chiusa la discussione coll'approvazione dell'ordine del giorno puro e semplice.

Revisione delle liste elettorali politiche e comunali.

IL SINDACO DELLA CITTA' DI TORINO.

Veduto l'art. 52 e seguenti della legge 17 marzo 1848, non che gli articoli 18, 19, 21 e 114 di quella 7 ottobre stesso anno,

Notifica:

Che il Consiglio comunale, a termini degli avanti citati articoli di legge, dovendo nella prossima tornata di primavera procedere alla revisione annuale delle liste elettorali si politiche che comunali, cominciando dal 18 corrente marzo, si terranno aperti nella civica Segreteria, divisione 2ª (*), appositi registri, nei quali tutti coloro, cui possa competere il diritto elettorale, e che non siano ancora compresi nelle relative liste, potranno fare la loro dichiarazione, presentando i titoli occorrenti per essere inscritti in esse al tempo della revisione.

Il Sindaco si crede in dovere di rammentare le difficoltà che si incontrano in una città popolosa per procedere d'ufficio alle iscrizioni previste dall'art. 25 della legge 17 marzo 1848: invita perciò tutti coloro che potessero credervisi contemplati a voler fare la loro dichiarazione.

Quanto prezioso sia il diritto elettorale, e quali prerogative esso racchiuda non è d'uopo accennarlo ad un popolo maturo alle liberali instituzioni: perciò il Sindaco confida che ciascuno de' suoi concittadini, al quale per qualsivoglia titolo questo diritto competa, e che non ne abbia ancora rivendicato l'esercizio, vorrà con sollecitudine curare la sua iscrizione, dando così un novello pegno d'affezione alla Patria ed alle politiche sue instituzioni.

Torino, dal Palazzo Civico, il 17 marzo 1852.

G. BELLONO.

(*) *L'Ufficio è collocato nel Palazzo Civico, porta N. 10, corte della del Butirro, scala d'angolo a destra, nel cortile entrando dai portici, piano secondo.*

Gli agenti dell'ora soppressa Amministrazione del telegrafo aereo, che vogliono aspirare ai posti di guardiani in esperimento nelle Case di pena, sono invitati a farne la domanda al Ministero dell'Interno con apposito ricorso.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato centrale.

Adunanza del sabato 20 marzo 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO.

Conclusioni proposte dal Relatore sul progetto Ministeriale intorno all'istituzione di una Società di pensioni e sussidii fra i maestri elementari, sotto la direzione del Governo.

IL PRESIDENTE

dell'Amministrazione del R. Ricovero di Mendicità della città e provincia di Torino.

Avviso al Pubblico.

L'illuminata carità dei Torinesi fondava or fa dodici anni la Pia Casa di Ricovero dei mendici della città e provincia di Torino; questa stessa carità, coadiuvata dal concorso del Regio Governo, dal Consiglio Divisionale e dal Municipio della capitale, non che da alcuni della Provincia, in tempi ed in contingenze molto difficili, valse a superare duri emergenti ed a mantenere salda e viva una delle benefiche istituzioni che onorarono per singolar modo il Regno di Carlo Alberto il Magnanimo.

Per tal maniera il vizioso mestiere dell'accattone, di facile avviamento al delitto, e lo spettacolo rattristante dei nostri fratelli erranti per le vie coi segni di dolorosa miseria, tra noi scompariva; e per le assidue sollecitudini della nostra Amministrazione si offeriva al misero un asilo, un soccorso, il pane quotidiano del corpo e dello spirito, il lavoro ed i preziosi conforti della morale e della religione, che richiamano l'infelice mendico, tolto dall'ozio e dall'abbandono, alla dignità di uomo e di cristiano.

Felice quel paese ove dir si può che a niuna miseria manca la generosità dei cittadini; e tale è appunto la cara nostra patria: tanto che monumento degno del senno e della cristiana civiltà dei Piemontesi è lo stabilimento del Ricovero dei mendici; istituzione singolarmente morale, e dalla diuturna esperienza acclamata di pubblica utilità; per cui venne ognora protetta ed alimentata e dal favore della pubblica opinione, e dalla operosa carità cittadina.

È doveroso e consolante officio per me, quello di offerire in questa circostanza ai generosi concittadini il tributo solenne di gratitudine vivamente sentito dai beneficati mendici raccolti nella Pia Casa, e dall'intiera Amministrazione; e per le continue loro prove di benevolenza e di affetto, e per i soccorsi caritatevoli costantemente somministrati al Ricovero.

La pubblica riconoscenza e le benedizioni del poverello vi ricompensino tutti del benefizio!

Se non che il Presidente dell'Amministrazione del Regio Ricovero, nel compiere al dovere prescritto dal Regolamento fondamentale, con che gli viene imposto di pubblicare un invito che viva mantenga la carità dei Socii e dei Benefattori, confortato da sì eloquenti prove, come potrà egli dubitare che possa venir meno la sperimentata carità dei benemeriti, adesso più che non fosse prima, da che sono maggiori i bisogni del Ricovero, fatta ragione all'aumento dei ricoverati, i quali ascendono di presente oltre al num. di 550?

Chepperò, confidente nella preziosa generosità dei cuori piemontesi, prega ed invita rispettosamente quelli che vorranno continuare o far sentire per la prima volta la loro carità a sostegno della Pia Casa, a voler consegnare gli onorati nomi e le elemosine o temporarie o consecutive, come sarà loro a piacimento, all'Ufficio centrale del Regio Ricovero, via di Po, N. 49, negli ammezzati, dalle ore 9 alle 4 in tutti i giorni feriali, oppure ai collettori nominati dall'Amministrazione, ai quali è affidato il carico di raccogliere nelle case elemosine e sottoscrizioni.

Benemeriti concittadini, sappiate volere: continuate, ei ve ne prega, la vostra illuminata carità a beneficio del Ricovero dei mendici, e il Dio della carità sarà vostro premio.

Il Presidente adempie ad un tempo al gradito dovere di annunciare che la congrega generale di tutti i Socii (1) avrà luogo

(1) Art. 5. Regol. fondam. *La Società si compone di tutte le persone, Amministrazioni e dei Corpi morali che contribuirono e contribuiscono allo stabilimento, progresso e mantenimento dell'Istituto.*

www.internetculturale.it

il 29 corrente marzo alle ore 6 1/2 di sera nel locale sovraindicato dell'Uffizio centrale del R. Ricovero.

Essa avrà per oggetto particolare la relazione dei conti, la nomina di un terzo degli Amministratori in surrogazione di quelli che scadranno dall'ufficio, e la nomina di dieci Commissarii fra i Socii, coll'incarico di esaminare i conti dell'annata scadente.

Torino, il 9 marzo 1852.

Il presidente C. Mich. Vachetta.

LOMBARDO-VENETO

Venezia, 15 *marzo*. Le inquietudini che qui dominano intorno alla sorte del piroscafo da guerra *Marianna* crescono d'ora in ora. Anche la città di Chioggia è in angustie per la sorte di 20 barche pescherecce e circa 100 persone. Il fortunale dura ancora, e ieri alle ore 4 pom. una nave mercantile a tre alberi, la cui bandiera non si potè distinguere, andò a picco dinanzi ai Murazzi allo stesso posto dove, due anni addietro, naufragava il brick inglese *Mutine*. Fino a non ci fu possibile saper altro, giacchè il mare è sempre fortemente agitato, e nessun naviglio può arrischiarsi fuori. (*Gazz. di Milano*)

TOSCANA

Noi Leopoldo II, ecc. ecc.

Informati che alcuni dei giornali estranei alle materie politiche e come tali rimasti esenti dalle discipline alle quali il precedente nostro decreto del 22 settembre 1850 assoggettò i giornali di diversa indole, non hanno fatto sempre buon uso di questa libertà, ma hanno anzi alcuna volta trasceso ad intemperanze, nè comportabili in un governo bene ordinato, nè sempre facili ad essere con sicurezza e prontamente colpite dalle sanzioni delle leggi repressive:

Dopo aver sentito il consiglio dei nostri ministri;

Siamo venuti nella determinazione di ordinare quanto appresso:

Art. 1. Chiunque in avvenire vorrà intraprendere la pubblicazione di un giornale, o altra opera periodica per trattarvi di qualunque siasi materia non attenente alla politica, a periodi più breve di un mese, ed in distribuzioni minori ciascuna di quattro fogli di stampa, dovrà riportarne l'autorizzazione in scritto dal prefetto del rispettivo compartimento.

Art. 2. Il prefetto accorderà tale autorizzazione soltanto per le città che siano capo-luogo di compartimento di circondario governativo, ed a persone perfettamente cognite per moralità, e per prudenza civile.

Art. 3. I proprietari e direttori dei giornali della indicata natura attualmente in corso, sono autorizzati a proseguire senz'altre formalità le loro pubblicazioni: ma sottostanno in ogni rimanente alle disposizioni del presente decreto.

Art. 4. Il prefetto potrà sospendere immediatamente la fatta concessione a chiunque ne abbia fatto abuso, introducendo nel suo giornale cose che offendano la religione, il buon costume, la quiete del paese, ed il rispetto dovuto alle pubbliche autorità ed ai privati cittadini.

Art. 5. Questa sospensione non potrà essere protratta oltre un mese.

Dopochè per altro un giornale ne sia stato colpito per due volte, potrà il prefetto, ad una terza mancanza, ritirare definitivamente la concessione.

Art. 6. Contro le risoluzioni del prefetto, di che nei due precedenti articoli, può avanzarsi ricorso al ministero dell'interno.

Art. 7. Dovranno applicarsi anche ai giornali, o altre opere periodiche contemplate dal presente decreto, le disposizioni contenute negli articoli 6 e 8 dell'altro precedente del 22 settembre 1850.

Art. 8. Tanto la sospensione di un giornale, quanto la definitiva revoca della concessione, s'intendono sempre senza pregiudizio delle pene nelle quali fosse incorso il rispettivo direttore per causa delle sue pubblicazioni, ai termini delle leggi ed ordini vegliauti in materia di stampa: quali leggi ed ordini sono mantenuti nel pieno loro vigore in tutto quanto non è contrario alle presenti disposizioni.

Art. 9. I nostri ministri segretarii di Stato per i dipartimenti dell'interno e di giustizia e grazia sono incaricati ciascuno, in quanto lo riguarda, della esecuzione del presente decreto.

Dato in Firenze, il 15 marzo 1852.

Leopoldo.

Il Presid. del Consiglio dei Ministri
G. Baldasseroni.

(*Seguono le firme degli altri Ministri*)

DUE SICILIE

Napoli, 9 *marzo*. Leggesi nel *Giornale del Regno delle Due Sicilie* il seguente regio decreto in data del 6:

I consigli distrettuali in tutte le provincie di qua del Faro sono convocati pel giorno 15 aprile corrente anno. Le loro sessioni non potranno durare più di 15 giorni.

I consigli provinciali saranno riuniti il primo del seguente maggio, e chiusi non più tardi del dì 20 dello stesso mese.

ILLIRIA

Si legge nella *Gazzetta di Trieste* in data 15 marzo:

Il vapore da guerra russo, *Wladimir*, è stato costretto ieri dal vento del nord a riparare in Pola. Questo vapore aveva visitato i porti di Brindisi e di Manfredonia senza aver notizie della *Marianna*, il vapore da guerra che formava parte dei vapori di seguito che accompagnavano l'imperatore da Venezia a Trieste, quando questi fu costretto dalla burrasca di riparare a Rovigno. Il vapore era comandato dal capitano Wohlgemuth e portava 120 persone. I timori sulla sorte di questa nave si sono accresciuti dopo l'arrivo del *Wladimir*.

FRANCIA

Parigi, 15 *marzo*. Leggiamo nella *Patrie*: Un giornale grave, il *Journal des Débats*, pubblica, intorno alla determinazione relativa alla conversione della rendita, un articolo poco benevolo, che ci recò maraviglia da parte di un giornale le cui abitudini di riservatezza sono così ben conosciute dal pubblico.

Esso dichiara che la determinazione è stata presa inopinatamente; afferma che il principio del rimborso è sempre stato *contestabile e contestato*; che la conversione è *essenzialmente iniqua, pericolosa, inopportuna, essenzialmente contraria al diritto e all'equità*.

Finalmente, e questo è l'argomento più abile e più specioso, s'ingegna di stabilire che i piccoli possessori di rendite saranno massimamente danneggiati dalla determinazione, e che la classe operaia vedrà la sua rendita diminuita di un decimo.

Vediamo che cosa havvi di vero in tali allegazioni.

La determinazione fu presa inopinatamente. Se si voglia considerare quanta prudenza richiede una simile operazione, sarà facile il comprendere che il secreto era il primo dovere che il ministero doveva imporsi. È cosa evidente che se egli avesse tradito il suo progetto con qualche indiscretezza, ne sarebbero risultate alla Borsa speculazioni scandalose che soltanto la sua riservatezza assoluta potè antivenire, ed è questa la cosa che gli fa più onore.

La determinazione è iniqua! Perchè sarebbe iniqua da parte del governo, quando nol sarebbe da parte di un privato? e qual è il privato a cui i nostri codici interdicano la facoltà di liberarsi quando vuole? Oltrechè, forse i governi esteri si sono coperti d'iniquità allorchè operarono, come fece l'Inghilterra, sin quattro successive conversioni?

La determinazione è pericolosa! Essa tal sarebbe se il governo non avesse nelle sue mani tutti i mezzi necessarii per ottenere un infallibile risultamento.

È inopportuna. Presa più presto, sarebbe stata impossibile perchè la rendita era al disotto del pari. L'atto immenso del 2 dicembre avendo fatto salire il 3 0/0 da 56 a 69 fr., ne risultò che una cosa la quale non era possibile innanzi di quell'epoca, lo divenne poscia. Presa più tardi, la determinazione sarebbe stata ingiusta; perocchè se si fosse aspettato che il 5 0/0 fosse risalito a 115 o a 120 fr., nuovi acquisitori sarebbero rimasti vittime di un tale indugio. La conversione ci pare adunque perfettamente opportuna e il momento benissimo scelto.

Fu sempre contestata e contestabile. Contestata, sibbene; contestabile, no per certo. Tutti possono contestare infatti ciò che il buon senso e il diritto rendono incontestabile. Ogni debitore, lo ripetiamo, ha il diritto di liberarsi quando il contratto non glielo interdice.

La determinazione ha per iscopo un risparmio eventuale e problematico di 18 milioni. Eventuale e problematico no, perchè è certo. La somma di 18 milioni, del resto, vale ben la pena d'essere risparmiata, nè è senza influenza sul bilancio dello Stato. E se, per conversioni ulteriori e successive, le amministrazioni che verranno dopo di questa, possono ridurre la rendita fino all'interesse del 3 0/0, come fece l'Inghilterra, non 18 milioni soltanto risparmierà lo Stato, ma 72 milioni, che in fin dei conti alleggeriranno le gravezze de' contribuenti.

Havvi una considerazione di cui già parlammo e che siamo obbligati di ripeter qui; cioè l'applicazione di questo principio immutabile della prosperità delle nazioni: l'abbassamento dell'interesse. Ora, questo abbassamento combinato colla riduzione del prezzo dello sconto della Banca, non può se non rendere accessibile il capitale alla piccola come alla grande industria, e aprire al lavoro un largo e fecondo avvenire.

— Leggesi nell'*Assemblée Nationale*:

Una nobile vita si è spenta. La maresciallà, duchessa di Dalmazia, dopo una breve malattia, è morta in età di 81 anno, al suo castello di Soult-Berg.

Un dolore che nulla potea calmare, affrettò, più che la vecchiezza, il suo fine. Essa scriveva, sei mesi fa, ad una sua amica, dandole notizie del maresciallo, queste commoventi parole: « Io chieggo a Dio che mi accordi la grazia di poter vigilare fino al momento estremo sui giorni preziosi che mi sono affidati in cura, e di non permettere poscia che io sopravviva a colui che amo sì profondamente. »

La maresciallà era nata nella fede protestante. Dopo la sua sventura, essa andava sovente ad inginocchiarsi nella chiesetta di Saint-Amans, presso la tomba di colui che aspirava sì ardentemente di ragg ungere.

Quando si ammalò, e fu avvisata da coloro che la vegliavano che bisognava prepararsi a comparire dinanzi a Dio, essa domandò subito di divenir cattolica, e fu poi confortata dei sacramenti.

Due altri giorni trascorsero; e finalmente, nella notte dall'11 al 12, dopo una breve agonia, essa rese placidamente l'ultimo sospiro nelle braccia di suo figlio e di sua figlia la marchesa di Mornay.

SPAGNA

Madrid, 10 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il sig. di Montherof, primo segretario dell'ambasciata di Francia, parte alla volta di Parigi. La sua assenza da Madrid sarà di breve durata.

Il barone Dujardin, ministro del Belgio presso la nostra corte, avendo ottenuto dal suo governo un congedo, parte oggi per Parigi ed il Belgio.

La *Gazzetta di Madrid* pubblica varii decreti co' quali si accordano crediti supplimentari ad alcuni de' ministri.

— Giusta la stessa Gazzetta furono, durante il decorso febbraio, presentati alla conversione per 153,283,950 reali di titoli del debito pubblico.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Nel porto di Malaga ha infierito in uno di questi ultimi giorni uno spaventoso uragano che vi cagionò gravissimi danni. Molti navigli si sommersero.

INGHILTERRA

Si legge nel *Daily-News* del 13 corrente marzo:

Sir John Trollope, nuovo presidente dell'officio di beneficenza in vantaggio de' poveri, è stato rieletto senza opposizione a Seaford nella contea di Lincoln.

— Si legge nel *Morning Herald*:

Siamo in grado di affermare che il bilancio dell'armata e del genio sarà presentato tal quale fu preparato dall'ultimo governo e senza alcun cangiamento, dal nuovo segretario della guerra, sig. Beresford.

— Si legge nello stesso giornale:

Il sig. Isturitz, ambasciatore di Spagna, è arrivato quest'oggi a Londra.

— Si legge nella *United Service Gazette*:

Sir William Parker, comandante della flotta del Mediterraneo, ha disposto nel modo seguente le forze che erano sotto i suoi ordini. Egli inviò a Gibilterra la *Vengeance* di 84 cannoni, e il *Terrible*, fregata a vapore di 21 cannoni: a Lisbona l'*Albion* di 90 cannoni, l'*Indefatigable* di 50 e il *Phaeton* di 50: a Spithead l'*Encounter*, piroscafo a elice di 14 cannoni, e il *Superb* di 80 cannoni.

La flotta del Mediterraneo si trova in siffatta guisa ridotta alla *Queen*, vascello ammiraglio che dee ritornare in Inghilterra, e a cui sarà sostituito il *Britannia* di 120 cannoni: più il *Trafalgar* di 120, *Bellorophon* di 78, e gli sloops a vapore *Modeste, Scourges, Spiteful* e *Fury*.

— Il *Morning Advertiser* assicura, che il barone Rothschild è deciso a ripresentare la sua candidatura per la Camera de' comuni: quel che gli ha fatto prendere questa sua decisione gli è la presenza nella seconda Camera, come capo ministeriale, del signor D'Israeli, il quale si mostrò sempre fervido propugnatore della emancipazione degli israeliti. Il celebre finanziere è d'avviso, che mai l'occasione non si offerse più favorevole, e che ove mai egli fosse battuto, l'appoggio de' liberali, quello del sig. D'Israeli, sul quale il sig. di Rothschild fa capitale, avranno tuttavolta nuovamente disposto gli animi a favoreggiare la emancipazione della sua razza.

— Il *Sun* annunzia, che il governo di S. M. B., nello scopo di avvantaggiare l'industria irlandese, ha fatto importanti ordinazioni per forniture occorrenti all'artiglieria, alle fabbriche e manifatture del Regno Unito.

— Si legge nello stesso giornale:

Dall'ultimo prospetto settimanale della Banca d'Inghilterra risulta per le riserve metalliche un aumento di 171,146 sterlini, (4,278,650 fr.) e per la carta in circolazione una diminuzione di 286,150 sterlini (7,153,750 franchi).

ALEMAGNA

Prussia. Togliamo dalla *Gazzetta di Prussia* il seguente dispaccio indirizzato dal signor di Manteuffel al ministro di Prussia presso la corte di Vienna:

« Io vi trasmetto qui unita una copia della lettera circolare, colla quale il governo del re ha invitato i governi dello Zollverein a prender parte alle deliberazioni che fra breve qui si terranno pel rinnovamento ed ampliazione dei trattati dello Zolverein.

Il governo del re crede di non dover lasciar correre quest'occasione senza dichiararsi con tutta la possibile schiettezza, rispetto al governo austriaco, sulla sua condizione in quest'affare, sulle sue mire e tendenze.

Non note le ragioni che c'indussero a denunziare lo Zollverein. Nostra intenzione non fu di sciogliere un'associazione i cui effetti furono così salutari, e di cui l'esperienza di più anni dimostrò i grandi vantaggi: noi volemmo soltanto consolidare l'associazione esistente ed ampliarla. Il desiderio di mantenere e di consolidare l'associazione era stata espressa da molti membri di quest'ultima; quanto alla sua ampliazione, era questa necessaria per l'accessione di nuovi socii, preparata dal trattato del 7 settembre.

Se dunque, or che le Camere dei due paesi sancirono il trattato, e che vi aderirono il granduca di Oldenburgo ed il principato di Schaumburg-Lippa, si apriranno le deliberazioni sulla prolungazione dei trattati dello Zollverein, noi non intendiamo d'entrare in vie novelle ed inusitate: non può essere questione di convocare plenipotenziarii di Stati tedeschi per libere deliberazioni, che si allontanino da tutte le basi, quali esistevano finora: al contrario, il punto di partenza deve essere lo Zollverein colle sue istituzioni, colle sue leggi e co' suoi attuali principii: vi si faranno i cangiamenti che parranno conformi agli interessi di tutti i membri dello Zollverein; tutte le disposizioni che non si cangieranno, saranno mantenute ed applicate ai nuovi socii. Le deliberazioni riguarderanno la continuazione dello Zollverein coll'accessione di nuovi membri.

Nel mio dispaccio del 5 dicembre p. p. io dissi già che, terminate queste deliberazioni, ci affretteremo di prender parte a trattative concernenti lo stabilimento dei rapporti commerciali dello Zollverein rispetto all'Austria ed altri Stati d'Alemagna. Non solamente noi ripetiamo questa promessa, ma esprimiamo la nostra ferma speranza, che col mezzo di quelle trattative si riuscirà a conchiudere un favorevole accomodamento fra l'Austria ed il nuovo Zollverein per tutti i rapporti commerciali ed industriali dell'Alemagna; noi crediamo inoltre di dovere rimuovere anticipatamente il timore che le deliberazioni producano tali effetti che atti siano ad incagliare in qualche modo un tale risultamento: il nostro interesse vi si opporrebbe e l'indole delle nostre proposte sarà inoltre una sufficiente malleveria.

Voi esprimerete tali sentimenti senza indugio al principe di Schwarzenberg, presidente del consiglio dei ministri, e gli rimetterete, qualora lo desideri, copia del presente dispaccio e della lettera circolare qui annessa.

Berlino, 6 marzo 1852.

Firm. Manteuffel.

DANIMARCA

Copenaghen. — *Volksthing, seduta del* 9 *marzo*.

Sono presenti i ministri degli affari esteri, dell'interno, delle finanze, della giustizia e della marina.

È all'ordine del giorno la discussione della proposta del signor Kampmann per un indirizzo al re.

Kampmann. Col suo ordine del giorno del 1° dicembre p. p. la dieta ha espresso la speranza che gli attuali rapporti fra lo Schleswig e l'Holstein non verrebbero disciolti; ora, il manifesto reale del 18 gennaio annunzia precisamente il contrario di quanto aveva desiderato la dieta. Col mezzo degli Stati provinciali si vuole operare l'unione amministrativa dello Schleswig e dell'Holstein; il ministro aveva però affermato che lo *Schleswig-holsteinismo* era finito: come tenne egli le sue promesse?

L'avvenire adunque mi pare incerto, ed io non vedo ancora alcuna speranza di stabile ricomponimento di cose. Quindi è che la dieta deve invitare il re a comporre il suo gabinetto di uomini che ispirino maggior fiducia alla nazione.

Bluhme, presidente del consiglio dei ministri. Il governo ha la sincera intenzione di eseguire il manifesto reale. Se si dichiarasse il ministero troppo debole, esso tacerebbe, perchè non ha una esagerata estimazione del suo merito: del resto non è tanto necessario un gran genio, quanto un criterio pratico atto a comprendere quello che conviene fare nelle presenti circostanze d'Europa.

Io duro fatica a comprendere quali ragioni siano di sfiducia verso i ministri. È vero che erano insufficienti le spiegazioni date dal ministero alla dieta, ma esso non poteva comunicare altri schiarimenti all'attuale parlamento, perchè non raggiunsero ancora il loro termine le trattative intraprese a questo riguardo fra

le grandi potenze, e perchè non è ancora fatto il regolamento definitivo che spetta alla dieta germanica.

Il parlamento sa che noi volemmo col soccorso straniero assicurare definitivamente l' integrità del regno col mezzo dell'eredità del trono : ma noi non possiamo risolvere la questione di nostra sola autorità.

Per non compromettere il buon successo di quest' affare, noi siamo costretti a non comunicare i documenti. Il progetto di costituzione per l'intiera monarchia verrà comunicato all'assemblea quanto prima si potrà. Ma conviene perciò attendere la conclusione dei negoziati ; altrimenti le potenze estere potrebbero riguardare la questione come pregiudicata, e si potrebbe anzi temere che si dovesse abbandonare il manifesto del 48 gennaio. Per ora non si potrebbe nemmeno impegnare una discussione sulla forma a darsi ad una costituzione generale della monarchia danese, perchè, se vuolsi conseguire qualche risultamento durevole, non bisogna destare sospetti all'estero, e conviene lasciare al governo la scelta del tempo opportuno.

Si pretende che il manifesto reale involga un abbandono della politica seguita fino allora. Rispondo che dopo il mese di marzo 1848 lo stato delle cose è assai mutato. In quel tempo si voleva operare una riunione costituzionale dello Schleswig alla Danimarca, ed abbandonare l'Holstein alla dieta germanica : tutto si è adoperato per salvare il principio dell' unione rappresentativa dello Schleswig colla Danimarca, ma col trattato di pace del 1850 non si ottenne che una riserva.

Ora acquistammo la convinzione che il sistema della monarchia unitaria era l'unico praticabile, e che era impossibile l'ottenere altrimenti un risultamento pacifico. A quest'ora, la demissione del ministero mi sembra pericolosa ; più tardi lo sarebbe meno.

Grandwig. L'indirizzo è un avvertimento dato non solamente contro il modo di esecuzione, ma anche contro il manifesto stesso. Io approverò ogni risoluzione che tenda a liberarci da un ministero semi-responsabile: non vorrei che ci si parlasse più di una pretesa indipendenza dello Schleswig, nè di una necessità europea.

Questo solo io soggiungerò : noi ottenemmo la vittoria, e voi volete che noi vi rinunciamo perchè così piace alle grandi potenze dell'Alemagna : io non posso concepir tal cosa.

Schack. Io osserverò che il protocollo di Londra non dice una parola dei rapporti della Danimarca collo Schleswig. La composizione del ministero prova che il governo riguarda lo Stato come formato dalla Danimarca da un lato, e per altro lato dallo Schleswig e dall'Holstein, e riguarda quelle due parti come aventi diritti eguali.

I ministri non m'inspirano alcuna fiducia ; il ministro della guerra non rispetta le leggi ; quale malleveria può offrire il sig. di Moltke, di cui il capo del partito dello Schleswig-Holstein ebbe a dire: « egli è altrettanto affezionato allo Schleswigh-Holstein, quanto io mi desimo ? »

Otterstroem. È della massima importanza che l'indirizzo sia presentato al re.

Tscherning. Io non sono di quelli che chieggono comunicazioni di documenti per vana curiosità : ma io non posso ammettere un'uguale rappresentanza per la Danimarca e pei ducati : se si riferisce al numero, allora io approvo il manifesto reale.

Bluhme, presidente del consiglio. Per una rappresentanza uguale io intendo solamente la riunione di tutte le parti dello Stato in un ministero unitario.

Lehmann. L'Holstein deve stimarsi felice di essere governato dallo stesso sovrano che la Danimarca; ma non è in condizioni tali da formare un solo corpo politico insieme con questo regno, supponendo pure che un saggio si debba tentare a questo riguardo per un periodo di transizione. Io desidero che si aggiorni la discussione finchè la dieta germanica abbia interamente risolto la questione dell'Holstein; il governo intanto prometta di presentare al Parlamento presente le leggi destinate all'esecuzione del manifesto reale.

Il mio voto è subordinato a questa sua promessa.

Causen. Il manifesto reale è uno scheletro che le leggi organiche devono vivificare: a questo riguardo, noi siamo nelle tenebre come al tempo della convocazione della dieta; eppure ne dipendono le sorti della monarchia.

La discussione è rimandata ad una seduta vespertina.

GRECIA

Atene, 7 *marzo*. In una recente seduta della Camera dei deputati, furono chieste spiegazioni al ministero a proposito della voce sparsa di una cospirazione tendente ad abbattere il sistema costituzionale. Le interpellazioni furono fatte dal signor Comendurakis il quale, dopo aver esposto l' inquietudine manifestatasi nel popolo in seguito a questa diceria, divulgata anche in passato, propose che fosse nominata una commissione affine di elaborare e presentare al più presto una nuova legge più severa riguardo i crimini e i delitti contro la costituzione. Il sig. Provelegio, ministro della giustizia, assicurò che l'atto fondamentale non corre alcun pericolo, posciachè esso è caro alla nazione e tutelato dal re, il quale anzi provò vivo rammarico quando seppe delle voci che si erano sparse, e ordinò si punissero severamente gli oppositori della costituzione. Assicurò che il governo aveva adottato misure efficacissime onde punire i colpevoli, e concluse osservando che se la legislazione in vigore sembra insufficiente, sarebbe meglio presentare un progetto di legge secondo prescrive il regolamento, anzichè nominare una commissione. Tuttavia la proposta del sig. Comendurakis, sostenuta da vari deputati, fu ammessa a pieni voti, e si decise di nominare una commissione di 7 membri per preparare e sottoporre alla Camera la legge summentovata.

Il 1° la Camera riprese l'interrotta discussione riguardo le vessazioni attribuite da alcuni alle colonne mobili della Ftiotide. Il sig. Spiro Milio, ministro della guerra, disse che tali accuse sono totalmente infondate, e basandosi su relazioni avute dai procuratori di Stato, dichiarò menzognera la notizia che fossero stati arrestati illegalmente e torturati alcuni individui, affermando che la giustizia viene esercitata in Grecia imparzialmente e senza esorbitanze. Il deputato Churmuzi volle nondimeno confermare le asserzioni, fatte in altra seduta, contro gli atti violenti e arbitrari, commessi, a dir suo, dalle colonne mobili. La Camera, dietro proposta del sig. Tzanos, che appoggiò il deputato Churmuzi, deliberò che si debba procedere ad un'indagine su tali fatti. Il governo incaricò di questa investigazione il senatore Georganda Notaras.

— Il signor Adamantidis, primo segretario della legazione ottomana in Atene, fu accreditato dal suo governo quale incaricato di affari ottomano, sino all'arrivo di Cabuli, nominato ufficialmente a quel posto.

TURCHIA

Il *Journal de Constantinople* narra essere insorto un conflitto tra l'autorità locale di Janina e quel console di Francia. Secondo è voce, si sarebbe proceduto a vie di fatto contro un suddito francese, e sconosciuto il carattere del conso'e di quella nazione. Anche l' internunziatura austriaca e l' ambasciata inglese diressero reclami al governo per fatti consimili, dei quali gli pervenne relazione mediante i consoli. Il governo ottomano mandò un ufficiale di serraschierato ed un impiegato della Porta a Janina, per esaminare le cause di queste lagnanze, e per rimediarvi validamente, secondo i risultamenti dell'esame e le esigenze della giustizia.

Beirut, 3 *marzo*. La coscrizione è cominciata con successo nella montagna di Belad Besciara presso i Metvali, anzi è quasi compiuta; però essa non sembra effettuabile senza inconveniente nella montagna dei Drusi, ove la maggior parte dei giovani hanno abbandonato le lore abitazioni passando armati l'Antilibano nella speranza di opporre resistenza nel Ledgia verso l'Horan.

I musulmani avvezzi a veder protetta la migliore loro gioventù dai diversi consolati e negozianti europei in Soria e con ciò ad esentarsi dalla leva, che nel tempo dell' invasione egiziana si faceva senza regola nè equità, i musulmani, privi ora di questa tutela per esimersi dalla legale coscrizione ordinata dal sovrano, provano certo astio contro gli europei che accusano inoltre di queste riforme ripugnanti ai turchi fanatici e retrivi. E perciò essi vi pendono ed insultano i cristiani sudditi del sultano alla menoma occasione, ed eccitano contro questi i loro dipendenti per rendere difficile e quasi impossibile una ripresinone da parte della autorità. Il governo per altro diede testè un esempio di severità, che gioverà forse a frenare ulteriori disordini. Trattasi della condanna a tre anni di carcere pronunziata contro tre turchi che, assistiti da altri sette dei loro, avevano aggredito, percosso e disarmato il figlio del cancelliere del consolato generale di Francia, perchè insieme al console francese Lesparda ed una guida, divertendosi alla caccia, aveva voluto penetrare in un campo di grano.

La partenza del vescovo greco-cattolico di Beirut da questa sua residenza per il di lui convento del Libano fece per ora cessare le contese de' suoi avversarii.

La scorsa settimana fu arrestato nel palazzo governiale l' ex-cambia valute della zecca imperiale, che avendo assunti alcuni appalti, fu sostituito in questa carica e non si trovò in grado di versare testè in contanti la somma da esso dovuta alla zecca di p. 250,000. Questa rigorosa misura cagiona uno sconcerto tale all'ex-impiegato che ne risulterà per lui un passivo di circa il terzo della somma dovuta.

PS. In questo punto viene riferito che i giovani Drusi sottrattisi alla coscrizione assalirono a'cuni villaggi cristiani posti verso l'Antilibano e spogliarono gli abitanti di quanto possedevano. I cristiani di Tripoli, per cattivarsi l'amicizia dei musulmani di quella città, li hanno di proprio moto soccorsi con danaro onde porli in grado di provvedere ad alcuni giovani dei cambi per la coscrizione. (*O. T.*)

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 16 *marzo*. Una decisione del ministro delle finanze stabilisce le formalità da adempiersi per la conversione o pel rimborso dei titoli di rendita 5 0/0. In virtù di questa decisione i possessori di rendite non avranno alcuna dichiarazione da fare se accettano la conversione. Qualora poi domandino il rimborso, dovranno fare la loro dichiarazione da oggi al 2 aprile al ministero delle finanze per Parigi, e alla ricevitoria generale nei dipartimenti. In quanto al termine di due mesi e di un anno, accordato dall' art. 2 del decreto del 14 marzo ai possessori di rendite che si trovano fuori della Francia o dell' Europa, la decisione ministeriale dichiara formalmente che non è applicabile ai proprietarii di rendite al portatore.

— Il sig. Carnot è stato eletto con 16,765 voti, e il sig. Moreau ne ebbe 15,110.

L'elezione di Lione è differita al 19 del corrente mese.

Il sig. Ferdinando Favre è stato eletto a Nantes.

— La gran rassegna che doveva farsi il 15 aprile, per la distribuzione delle aquile, è differita al 1° maggio.

Belgio. *Bruxelles*, 15 *marzo*. I disastri vanno sfortunatamente succedendosi nelle miniere di carbon fossile del Belgio. Venerdì p. p. verso le ore 4 pom. una irruzione delle acque ha improvvisamente sommerso una galleria d'una cava di carbon fossile di Flemalle presso Liegi. Sette operai perirono.

Quinto all'altro disastro avvenuto pochi giorni prima nelle miniere di Long-Terne Ferrand, è ormai evidente che gli sfortunati minatori furono tutti asfissiati dall'accensione del gas infiammabile delle miniere. L'amministrazione fece cessare i lavori: era un delitto lo esporre i vivi per non far altro che trovar cadaveri.

Spagna. Il governo spagnuolo ha surrogato il generale Zanedo al generale José della Concha nel comando dell'Avana. A Madrid è stata creata la censura per le opere drammatiche.

Ischilterra. *Londra*, 15 *marzo*. I fogli inglesi contengono il resoconto della seduta che si tenne lunedì alla Camera dei lords ed a quella dei comuni. In quella dei lords il conte Derby, in risposta ad una interpellanza di lord Beaumont relativa al mantenimento delle leggi sui cereali, cominciò il suo discorso dichiarando di non essere preparato per rispondere categoricamente, e che perciò non s'inoltrerebbe per ora in una discussione che egli credeva inutile. Il capo del gabinetto continuava il suo discorso alla partenza del corriere.

Nella Camera dei comuni, il sig. Villiers pose la medesima questione al sig. D'Israeli, cancelliere dello scacchiere.

Per ambedue le Camere il rendiconto dei giornali non va più oltre ; ma un dispaccio telegrafico reca quanto segue :

Londra, 16 *marzo*. — *Seguito della seduta della Camera dei Lords del* 15 *marzo*.

Lord Derby, continuando il suo discorso, ha dichiarato che senza il concorso del paese egli non credeva di poter proporre diritti protettori nè un rivedimento della politica commerciale della nazione.

Il conte Grey trovò insufficiente questa dichiarazione: perchè non farla più esplicita e respingere altamente ogni idea di ritornare alla politica di protezione?

Il marchese di Clanricarde pensa che, nelle presenti circostanze, la Camera dei Comuni debba essere sciolta.

Seguito della seduta della Camera dei comuni del 15 *marzo*.

Il sig. d'Israeli, cancelliere dello scacchiere, rispondendo al sig. C. Villiers, dichiarò che il governo aveva l'intenzione di dar corso ai pubblici affari colla massima sollecitudine e prontezza ; ma ricusò di dare una risposta categorica sulle intenzioni del governo relativamente a varie questioni poste dal sig. Villiers.

Lord John Russell esprime l'opinione, essere contrario alla costituzione che il ministero conservi il potere, mentre confessa di essere in minoranza nel Parlamento.

Lord Gladstone espresse il desiderio che il Parlamento venga sciolto.

Lord Palmerston pensa che oggidì il ristabilimento dell' imposta sui cereali è affatto impossibile.

— Il *Post* narra che, or sono pochi giorni, il soffitto della sala del *Foreign-Office*, dove il segretario di Stato per gli affari esteri suole ricevere, scrollò con tremendo fragore coprendo di frantumi tavole, sedie e pavimento. Fortunatamente la sala era vuota di persone in quel momento. Si dice che tutto l'edifizio dal lato meridionale di *Downing-Street* non offra alcuna sicurezza e non possa affatto servire agli uffici del governo.

— Si legge nel *Globe* :

I fondi inglesi son ben tenuti e non vi è la menoma apparenza di reazione. Consolidati a contanti e per conto 98 4/8.

Alemagna. La *Gazzetta di Prussia* conferma che la Prussia propose alla Dieta che i protocolli della Dieta vengano pubblicati immediatamente od almeno a brevi intervalli dopo le sedute, e riuniti in una collezione speciale. La Prussia preferisce questo modo di pubblicazione agli estratti parziali del comitato di compilazione.

Il sig. Enrico d'Arnim ha interposto appello dal giudizio di prima istanza, che lo aveva condannato, per delitto di stampa, a 200 talleri di multa.

— Il principe Federico di Prussia si è dimesso dalla sua carica di governatore del forte di Lussemburgo, ed il luogotenente Wedell è stato nominato in sua vece dal re di Prussia a governatore di quella fortezza federale e ad aiutante generale di campo.

— La *Gazzetta di Annover* smentisce la notizia che il governo annoverese abbia protestato contro la competenza della dieta germanica nella questione delle nuove leggi organiche concernenti l'ordinamento delle provincie.

— La seconda Camera del granducato di Assia-Darmstadt, nella seduta del 10 marzo, approvò all'unanimità una proposta tendente a distogliere il governo del granducato dal consentire ad alcuna modificazione dell' attuale tariffa relativamente ai ferri, alle tele, alle stoffe di lana, ai panni ed ai vini.

E. Leone gerente

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 18 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo	Borsa	nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo	Borsa.	nella matt.
1819 5 0/0 *god.* 1 8.bre			97			
1831 » » 1 genn.						
1848 » » 1 mar.	94 50		94 94 95	93 50 94 p.		
1849 » » 1 genn.	95 95 95 50		95 50 50 50	92) 95 95 25		95 40 50
1851 » » 1 dicem.	50 96 96)			75 96 25p. 32		
1834 *Obblig.* 1 genn.				98 p. f. del		
1849 » 1 8-bre.			970 975	pross.)		980
1850 » 1 febbr.						995
1844 5 0/0 *Sardi.* genn.						
FONDI PRIVATI						
Azioni B. N. 1 genn.			1800		1800	
— Banca di Savoia						
Città di Genova 4 0/0 oltre lo						
Torino 5 50 0/0 1 gen.						
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen						
Società del Gaz (nuova						
Incendii a premio fino						
31 dicembre						
Via ferr. di Savigliano						
1 gennaio						
Molini presso Colegno						
1 giugno						

CAMBI	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	952 —	1/4	950 —	
Genova sconto	4 p.	0/0	— —	
Francoforte S. M.	910 —		— —	
Lione	99 25		99 90	
Londra	25 32	1/2	25 47	1/2
Milano	— —		— —	
Parigi	99 85		99 20	
Torino sconto	4 p.	0/0	— —	

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 l.	20 01	—	20 05	—
— di Savoia	20 59	—	20 68	—
— di Genova	20 07	—	20 08	—
Sovrana nuova	25 —		25 05	—
— vecchia	24 25		24 88	—
EROSO misto				
Perdita	2 75		p.	0/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

Borsa di Parigi *del* 16 *marzo*.

Il 5 0/0 aperto a 100, 75, è salito a 101 10, e dopo essere ricaduto a 100, 50, chiude a 100, 70.

Il 3 0/0 resta a 69, 50.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96.

Il nuovo prestito di Piemonte a 93, 50.

Le azioni della Banca di Francia a 2690.

www.internetculturale.it

È pubblicato

e trovasi vendibile presso la Tipografia Editrice G. FAVALE *e C. e presso i principali librai*

ANNUARIO ITALIANO STORICO-STATISTICO

pel 1852

compilato da **GUGLIELMO STEFANI**

ANNO I.

Un vol. in-16 di pag. 568 e XVI di prefazione, con tre quadri
Prezzo L. 4, 50.

Si spedisce nelle provincie franco di spesa, dietro mandato postale di L. 4 50 alla Tipografia Favale Editrice.

STATISTICA GIUDIZIARIA

CIVILE, COMMERCIALE
E DEL CONTENZIOSO AMMINISTRATIVO
DEGLI STATI SARDI
per gli anni 1849-1850

TIPOGRAFIA EREDI BOTTA

Per dare a questa compilazione officiale la pubblicità richiesta dall'interesse, che tutte le classi di cittadini aver possono a prenderne conoscenza, venne permesso all'editore Giacomo Botta di metterne in vendita alcuni esemplari al semplice prezzo di costo. Essi si troveranno vendibili presso il medesimo Botta, tipografia della Camera de' Deputati nel Palazzo Carignano, e presso il libraio Pietro Marietti sotto i portici di Po, accanto la R. Università.

Prezzo d'ogni esemplare L. 10.

Lire 24,000

Da concedere in mutuo, mediante le volute cautele. — Dirigersi all'EMPORIO NAZIONALE (via Conciatori, num. 34, primo piano).

DA VENDERE

TINTORIA bene avviata in questa città, ed ampiamente fornita di tutti gli utensili necessarii al suo esercizio. — Per le opportune informazioni dirigersi ai proprietarii in casa Beltrami, accanto alla chiesa della Gran Madre di Dio.

DA VENDERE

Un BIGLIARDO, di riscontro, compito, per L. 250; ed assortimento di altri, nuovi, via Provvidenza, n. 1.

GULLIA G. B.

NEGOZIANTE CALZOLAIO

Membro della Camera d'Agricoltura e di Commercio di Parigi, premiato per la sesta volta di medaglie dalla Camera di Commercio di Torino e di Genova,

Avendo stabilito di riformare il suo negozio sulla base dei più accreditati di Londra e di Parigi, ha posto in liquidazione un'immensa quantità di stivali e stivaletti da donna di ogni genere, a prezzi discretissimi e per contanti, collo sconto del 10 per 0[0].

Troverassi pure in detto negozio un grande assortimento dei tanto rinomati *clachs* d'America, di gomma elastica con suola di corame per non isdrucciolare.

La perfezione e solidità dei suddetti lavori e la modicità nei prezzi, spera, gli procureranno una grande quantità di avventori che ne sapranno profittare e ne rimarranno soddisfatti.

Plus de FEU aux Chevaux !

(25 ans de succès).

Le Liniment Boyer, remplaçant le feu, sans laisser des traces de son emploi, guérit d'une manière sûre et prompte les boiteries récentes ou anciennes, les entorses, foulures, écarts, molettes, fai blesse de jambes, etc. — Dépôt à Turin, chez M.r Mazzucchetti, où l'on peut se procurer des prospectus.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

AFFITTAMENTO

La ditta BARTOLOMEO e F.lli FRANZOSINI, d'Intra, intende di affittare pel venturo S. Martino dell'anno corrente, per anni 12, la loro possessione di Olevano, di ettari 293, 71, 13 (giornate cadastrali 772, 72, 2), con scuti 15,555, 5 51/3, coltivata a riso, prati e pochi aratorii moronati a vicenda, con acqua propria continua d'estate e d'inverno, al quale effetto sarà tenuta un'asta privata a partiti segreti e suggellati, il giorno 31 del corrente mese di marzo, in Olevano, nella casa di abitazione della prefata ditta proprietaria, e l'affittamento di detti beni verrà deliberato a favore del maggiore offerente, sempre così piacendo alla prefata ditta, avvertendo che nessuno sarà ammesso ad offrire all'affittamento suddetto se non previo deposito di L. 2,000, o relativo avallo di eguale somma di persona conosciuta e risponsale, e per la visione dei capitoli d'affittamento dirigersi in Vigevano allo studio del sig. avvocato Bagini, od in Olevano alla casa dell'agente sig. Vilibaldo Malasandi.

AVVISO

S'invitano i signori Misuratori ed Estimatori piazzati, i quali bramassero d'imprendere la ricognizione e misura degli stabili proprii della Comunità di Piobesi Torinese, posti sul territorio della medesima, di presentare, prima della scadenza del p. v. aprile, al sottoscritto il suo partito in iscritto suggellato, in diminuzione di L. 20 per 0[0] sul valore netto di detti stabili che risulteranno occupati da varii particolari, sotto l'osservanza dei relativi capitoli, di cui chiunque potrà aver visione nella Segreteria di detta Comunità.

Piobesi, il 15 marzo 1851.

Il sindaco Vittorio Em. Gariglio.

MAGASIN PARISIEN

MODES ET NOUVEAUTÉS

Rue S.t-Philippe, 23, maison Caraglio de S.t-Marsan, au rez-de-chaussée, à Turin

Chez M.me **ROSQUI** on trouve des Chapeaux pour Dames, Robes de bal, Mantelets, Fleurs de Paris, Coiffures et bonnets habillés, Fichus, Berthes, sorties de bal, Etoffes en soie pour robes, Rubans et Velours de France, Dentelles noires de Chantilly et de Cambray pour volants, point de Bruxelles en barbe, Guimpes, Mouchoirs, Dentelles Valenciennes, Malines, Mirecourt, point de Paris, Blondes et Broderies en tout genre.

On trouvera aussi tous les articles qui concernent le trousseau et la layette qu'elle se charge de faire confectionner; Chemises d'homme en batiste brodées et unies, de tous les prix; assortiment de Cravattes et Foulards, etc.

On expédie, d'après demande, le tout à des prix modérés.

GUANO VERO DEL PERU'

di prima qualità, che da analisi chimica fatta eseguire risulta contenere più di 80 p. 0[0] di materie fertilizzanti.

Sementi Patate di Nuova-York, Maggienga, Pellagrà, Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

DEPOSITO

DI SEMENTE DI BIGATTI
VERA DI BRIANZA

presso Letterio Radice, negoziante, via della Zecca, n. 8.

IN SANTHIÀ

ove mette la ferrovia da TORINO *a* NOVARA

Da vendere

Esteso fabbricato, ad uso di albergo di antica memoria, sotto l'insegna dei TRE RE, colle scorte, per L. 6[m]. I partiti si presenteranno in Santhià al notaio coll. Zocchi, fra tutto il 20 del prossimo aprile; saranno accordate more di pagamento per la maggior parte del prezzo; non si accetteranno lettere se non affrancate.

BERNARDO DIVERIO

FABBRICANTE DI OMBRELLE

Giunse recentemente dalla Francia con un grandioso assortimento in genere di novità, a modico prezzo, cioè:

Paracqua inglesi da L. 3, 25 a L. 4, 60;
Detti di seta » » 8 » 60;
Ombrellini » » 5 » 40.

Via di Po, casa Arnaud, presso il Caffè Dilej.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

OCCASIONE PROPIZIA

per affittare al presente elegante ALLOGGIO di 10 membri con terrazzo al piano nobile, via Belvedere, n. 8. Recapito alla farmacia Cafassi, via dei Conciatori.

DA VENDERE

Are 20 circa di terreno fabbricabile, da separarsi da maggior pezza, situate a Porta Nuova, presso S. Salvario. Tale vendita si fa anche ripartitamente, nel quantitativo non minore di are 2.

Per le opportune condizioni dirigersi dal proprietario alla Birreria Panante, vicino alla chiesa di S. Salvario.

DA VENDERE

FARMACIA in Casale, posta nel centro della città. — Recapito ivi dal signor Ricci, orefice.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

SCUDERIA a tre piazze, rimessa e fenile, con camera unita. — Via dell'Esagono, num. 5.

DA RIMETTERE AL PRESENTE

NEGOZIO di drogherie, con attiguo ampio locale per magazzino, munito dei necessarii mobili ed arredi di recenti riadatti, e poco rilievo di fondi vivi, situato in via del Palazzo di Città, in Torino.

Per gli schiarimenti e trattative dirigersi dal signor Gioanni Burzio, via Alfieri (già S. Carlo), num. 10, e nella farmacia Torre.

DA AFFITTARE

In via di Po, num. 5, *piano* 3.°,

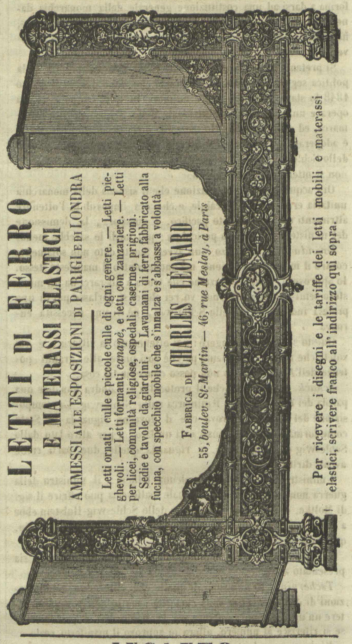
APPARTAMENTO di 10 membri, tappezzato e plafonato a nuovo, ammobigliato con lusso, con tappeti nuovi inglesi, mobili nuovi di mogano, con vista in via di Po e prospetto di piazza Vittorio.

Visibile da mezzogiorno alle 2.

Il Misuratore Giuseppe Allasia, di Savigliano, per quell'effetto che di ragione diffida il Pubblico, che col primo marzo corrente ha cessato ogni comunione di interessi tra esso ed il di lui figlio Misuratore Giuseppe, quale s'intenderà definitivamente separato, e che in conseguenza di questa separazione il detto figlio rimarrà contabile in proprio dei debiti per esso contratti senza il concorso del padre, tanto prima che dopo la suddetta epoca.

SEMENZA BACHI del Monte Brianza

presso BOCH *zio e nipote*,
via della Provvidenza, num. 20, in Torino.



INCANTO

Martedì prossimo, 23 corrente, dalle ore 9 del mattino al mezzodì, e dalle 2 alle 6 di sera, nella casa Mestrallet, via Alfieri (già S. Carlo), n. 11, piano 3°, si procederà per mezzo d'incanti, alla vendita di varii effetti mobili, consistenti in tavole, tavolini, guardarobe, specchi, sofà, sedie, pendule, argenteria, bisotteria, rami, lingeria, vini in bottiglie di varie qualità ed altri oggetti mobili, il tutto caduto nell'eredità del sig. Carlo Schioppo, mediante pronti contanti.

NOTA

Con iscrittura del 9 corrente li signori Pietro Durando ed Antonio Francone, proprietarii della Trattoria del Trasporto in questa città, dichiararono risolta la società per essi contratta con altra 28 luglio ultimo, e l'attivo e passivo di detto negozio consolidato nel solo Francone.

Torino, il 16 marzo 1852.

Michele Giacosa R. liquid. ed estim. giur.

NOTA

Sia noto al pubblico, che il Giovanni fu Giuseppe Barbera nativo e residente a Pavignano con instromento 10 volgente mese, rogato Golzio, revocò la procura generale per esso passata al Ciacomo fu Carlo Barbera, pure nativo e residente a Pavignano, con instromento allo stesso rogito del 3 febbraio testè perduto.

Biella, li 11 marzo 1852.

Regis sost. Serralonga caus. coll.

Rettificazioni. *Nel n.° 67, pag. 4, col. 3, alla Nota di risoluzione di società, secondo periodo, vuolsi leggere:*

In forza d'istromento giudiziale del giorno d'oggi, rogato Giuseppe Bertolotti Notaio in questa capitale, li signori fratelli Cartotti si resero consolidatarii della ragione sociale; cesserà quindi di correre sotto la firma Cartotti e Compagnia, ma farà ritorno all'antica firma di Bernardino Cartotti.

E nel num. 60, pag. 4, col. 3, lin. 1 della prima nota, vuolsi leggere:

I signori Carlo Tenivella ed Ambrogio Goggi, *ecc.*

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: RIGOLETTO — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Maria Giovanna*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: Vaudevilles Adieu définitif de l'amiral Tom-Pouce. — *La femme qui trompe son mari.*

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il diavolo.*

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: — *Il Furioso*, con balletti comici.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Cajo Gracco.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *La pace di San Quintino*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

INTERNO

INTENDENZA PROVINCIALE D'ASTI.

Vendita di beni demaniali autorizzata con legge
3 febbraio 1851.

Avviso di pronunciato deliberamento.

Si fa noto al pubblico che con atto del 3 corr. mese di marzo sonosi deliberati in quest'uffizio d'Intendenza i seguenti lotti del tenimento demaniale detto di Moncucco, situato sul territorio del comune di Moncucco, formanti parte delli numeri 11 e 12 della tabella annessa alla suddetta legge, il cui incanto veniva annunziato col foglietto delli 20 gennaio ultimo scorso.

LOTTO SECONDO.

Molino a due ruote così detto della Trivessa, con fabbricato in buono stato, stagno, bealera, derivazione e grande scaricatore sul rivo detto della Morra, grande e piccola baleoniera, e macchinismo in ottimo stato, con piccolo campo attiguo, orto e canapajo fra le coerenze dei RR. PP. del Sacro Eremo, sotto i numeri 249, 250, 251 252, 253 e 254 del tipo demaniale, del quantitativo di tavole 98, piedi 40, facienti are 56, 45, a cui si unisconо parte del bosco ceduo, regione Caviglietto, numero 259 del tipo, fra le coerenze della strada vicinale metà compresa sulla sommità tendente alla cascina Pogliano del conte Benevello, rivo della Valle metà compreso, il rianо e strada comunale, quale parte del quantitativo di giornate 12, tavole 83, eguali ad ettare 4, 87, 67.

Campo al num. 206 del tipo, regione Brunone, e campo num. 248 del tipo, regione Caudana, fra ambi del quantitativo di giornate 2, 52, 04, eguali ad are 95, 90, sotto i confini indicati nella perizia Pacotto delli 30 maggio 1851.

Tutti detti stabili del quantitativo totale di ettare 6, are 20, centiare 2, per il prezzo di . . . . . L. 19,400

LOTTO OTTAVO.

Cascina detta la Verbia dei Boschi situata in detto territorio di Moncucco, composta di ampio fabbricato con granaio, stalla, crotta, pozzo d'acqua viva, forno, pollaio, aia, colli numeri 123 e 124 del tipo demaniale, prati simultenenti, regione Verbia, numeri 121, 122, 118, 119 e 120, campo regione al Bergero col n. 117, campo detto Campasso col n. 127, gerbido regione Verbia col n. 129, vigna dietro casa numeri 125 e 126, vigna attigua al bosco col n. 108, campo inferiormente a detta vigna num. 109, campo sotto il bosco grande n. 110, campo regione Bosco Grande n. 111, campo in testa al bosco grande n. 114, gerbido ivi num. 115, prato regione Stamiano con ripa numeri 130 e 130 1/2, bosco regione della Verbia, detto il Bosco Grande, n. 113, bosco ivi n. 112, bosco alla Verbia n. 116, bosco regione Strada di Sciolze n. 128, bosco regione Rotondo num. 107, e parte del 106. Il tutto sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851, del totale quantitativo di ettare 26, are 81, centiare 16, per il prezzo di . . . . . L. 22,000

LOTTO NONO.

Cascina nuova della Valle Vergnano, situata in detto territorio di Moncucco, acquistata dal sig. Matteo Abbrate col surriferito atto 22 marzo 1849 e consistente in fabbricato rustico, con ampia stalla, fenile, pozzo d'acqua viva, aia con pascolo, prato, campi e vigna circondanti il fabbricato e formanti una sola pezza.

Prato nella regione di S. Difendente col num. 57 del tipo demaniale, prato regione Carrossano col n. 56, campo regione del Gorgo n. 55, prato regione Roassine e Valle di Vergnano n. 1, campo ivi, detto Campo Grande, sito del vecchio fabbricato a demolirsi, calcolato altresì al materiale dal medesimo ricavando, piccolo orto, e gerbido indicato coi numeri 3, 4, 5, 6 e 7, campo regione del Gorgo, num. 8, bosco regione di Bruno, num. 255, bosco regione di Giallo, n. 257, bosco regione della Slitta di San Michele, n. 238, bosco regione Pietra Mauro parte del num. 233. Tutti detti stabili sotto i confini indicati nella perizia Pacotto del 30 maggio 1851: del totale quantitativo di ettare 31, 78, 95.

Per il prezzo di . . . . . L. 46,700.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto ai prezzi suaccennati, fissati a giorni venti, scadranno al mezzogiorno di martedì 23 del corrente mese di marzo.

Asti, addì 4 marzo 1852.

Per detto Uffizio d'Intendenza Provinciale
Il Segretario Bono.

INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge
3 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore dieci antimeridiane del giorno 27 venturo marzo 1852, si procederà in una delle sale di quest'uffizio d'Intendenza, coll'intervento ed assistenza del sig. Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita dei beni demaniali descritti al num. 31 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Cascina detta la *Rocchetta*, composta di fabbricato rustico, con prati, campi, vigne, boschi gerbidi, corte, ed orto, proveniente dall'antico Demanio, situata sul territorio di Magliano, regioni *Rocchetta, Serragrande, Remondalo, Vacchiornotto, Prada, Maniga, Malerasso, Pometto, Roschetto, Rivo-Sorso, Longorie, Pradandi, Zenevretto, Prato-Capello, Prato-Grande, Volte*, descritta sotto le infra coerenze, e numeri di mappa della complessiva superficie di giornate 55, 52, 8, corrispondenti in misura metrica ad ettari 21, are 7, centiare 9458, presentemente affittata al sig. Rava Giacomo Battista, del fu Giovanni, di Magliano, in forza d'atto 17 ottobre 1843, per l'annua somma di Lire 1315, finiente tale affittamento col giorno 10 novembre 1852.

Si espone prima di tutto venale nelli sei lotti infra descritti, salvo a tentare quindi gli incanti della sua totalità sul prezzo cumulato delli sei deliberamenti provvisorii li quali rimarranno però fermi in caso di infruttuoso successo di quest'ultimo sperimento.

LOTTO PRIMO.

1. Regione *Rocchetta* — Fabbricato, aia, orto, prato, e campo in territorio di Magliano, a cui coerenziano Rava Pietro, Rava fratelli, la parrocchiale, eredi Giovanni Sommano, e la strada comunale, descritti in mappa colli n. 1161, 1163, 1164, 1165, della superficie di giorn. 5, 75, 5, eguali ad ett. 1, 45, 05, 37.

2. Regione *Serra-Grande* — Vigna e campo, coerenti gli eredi Pietro Rubino, don Gosio, la strada a due parti, Rubino Giovanni, la parrocchiale, eredi Olmo, Rava Antonio a due parti, Andrea Borghetto e Riva Bartolomeo, segnati in mappa colli numeri 1101, 1110, 1111, della superficie di giornate 7, 90, eguali ad ettari 3, 00, 99.

3. Regione *Remondalo* — Campo coerenti la strada comunale, Rava Pietro, il Benefizio ed eredi Pietro Rubino a due parti, descritto in mappa al numero 861, della superficie di giornate 0, 83, 5, eguali ad ettari 0, 31, 7185.

4. Regione *Vacchiornotto* — Bosco, coerenti don Gosio Secondo, Bon-Giovanni Enrico, eredi Battista Rava, Borgetto Spirito, ed eredi Andrea Sommano, segnato in mappa col numero 929, di giornate 0, 70, eguali ad ettare 0, 26, 67.

5. Regione *Prada* — Prato, coerenti eredi Misoero Bartolomeo, Troja Bartolomeo, Cantamessa Giuseppe e fratelli Rava fu Giovanni, descritto in mappa al numero 641, di giornate 2, 46, 4, eguali ad ettari 0, 93, 855.

6. Regione *Maniga* — Campo, coerenti Brignolo Andrea, Cantamessa Andrea, fini di Govone, Abbellonio Antonio, Battallo Michele, segnato in mappa col numero 741, della superficie di giornate 1, 60, 0, corrispondenti ad ettari 0, 60, 96.

7. *Ivi* — Campo, coerenti la strada vicinale, gli eredi Alberto Rava, Cantamessa Secondo, ed il fosso segnato in mappa col numero 774, della superficie di giornate 1, 40, 9, eguali ad ettari 0, 55, 6257.

8. *Ivi* — Campo, coerenti la strada, Rava Antonio, Rava Andrea, ed eredi Olmo, descritto al n. 787 della mappa, di giornate 1, 20, 2, eguali ad ettari 0, 45, 7855.

L'asta di questo primo lotto della complessiva superficie di giornate 19, 35, 11, eguali ad ettari 7, 56, 6342, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire quindicimila duecento diciassette, e centesimi sedici, come risulta dalla relativa perizia del geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 100.

LOTTO SECONDO.

1. Regione *Maniga* — Campo gerbido, a cui coerenziano Damasso Domenico, Pellerino Battista, Cagna Andrea, Rava eredi fu Battista, la strada vicinale, Rubino Carlo, Sommano Giacomo, Aliberti Teobaldo, Sommano Gioanni ed il rivo, distinti in mappa coi numeri 763, 764 e 765, 765 1/2, 766, 767 e 768, della superficie di giornate 9, 71, 4, eguali ad ettari 3, are 70, centiare 0, 78.

2. Regione *Prada* — Prato, coerenti S. E. il marchese Alfieri di Sostegno a due parti, la strada e Rava Giacomo, segnato in mappa col n. 609, della superficie di giornate 4, 57, 7, corrispondenti ad ettari 1, 66, 7192.

L'asta di questo secondo lotto, della complessiva superficie di giornate 14, 8, 11, eguali ad ettari 5, 56, 7972, sarà aperta sul prezzo d'estimo di L. 5,827, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 50.

LOTTO TERZO.

1. Regione *Malerasso* — Campo, coerenti la Parocchiale, Sommano Paolo, Rava Giacomo, e Rubino Margherita a due parti, segnato in mappa col n. 1152, della superficie di giornate 1, 95, 5, eguali ad ettari 0, 74, 4537.

2. Regione *Pometto* — Campo, coerenti la strada vicinale, Massucco Battista ed il fosso, descritto in mappa col n. 357 e 357 1/2, della superficie di giornate 2, 16, 8, eguali ad ettari 0, 82, 55.

3. Regione *Remondalo* — Campo, coerenti la strada pubblica o vicinale, fratelli Rava fu Giovanni, Asinaro Battista ed Aliberti Stefano, segnato in mappa col n. 850, della superficie di giornate 2, 54, 5, eguali ad ettari 0, 89, 5128.

4. Regione *Prada* — Prato, coerenti le fini di Govone, Massucco eredi Sebastiano a due parti, il fosso, Canavero eredi Gabriele, Troja Giuseppe, descritto in mappa col n. 672, di giornate 1, 22, 1, eguali ad ettari 0, 46, 5137.

L'asta di questo terzo lotto della complessiva superficie di giornate 7, 68, 7, corrispondenti ad ettari 2, 92, 8302, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire tremila ottocento diciotto e centesimi settantatre, come risulta dalla relativa perizia del geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 25.

LOTTO QUARTO.

1. Regione *Pometto* — Campo, coerenti li beni parocchiali, eredi Antonio Olmo, eredi Alberto Rava, e la strada vicinale, segnato in mappa col n. 842, della superficie di giornate 0, 65, 8, eguali ad ettari 0, 25, 019.

2. Regione *Boschetto*. — Campo, coerenti la strada pubblica, Troja Antonio, e Troja Giuseppe, segnato in mappa col n. 921, della superficie di giornate 1, 44, 3, eguali ad ettari 0, 55, 118.

3. Regione *Rivo-Sorso*. — Campo, coerenti Canavero eredi Teobaldo a due parti, Troja Giovanni, la strada pubblica, Marengo Giuseppe, Bon-Giovanni Antonio, ed il tenimento di Govone, descritto in mappa colli numeri 875, 552, della superficie di giornate 3, tavole 56, piedi 4, eguali ad ettari 1, 28, 143.

4. Regione *Prada*. — Prato, coerenti Troja Andrea, Troja Giovanni, e Troja eredi Giovanni, segnato in mappa col n. 655, di giornate 0, 48, 4, eguali ad ettari 0, 18, 415.

L'asta di questo quarto lotto della complessiva superficie di giornate 5, 95, 4, corrispondenti ad ettari 2, 26, 695, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire 2,616 e cent. 99, come dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO QUINTO.

1. Regioni Longorie — Campo, a cui coerenziano la bealera, la strada, S. E. il marchese Alfieri di Sostegno, Marello Giuseppe, eredi Cantamessa, e lo stradale provinciale da cui viene intersecato, segnato in mappa col n. 541, della superficie di giornate 2, 57, 5, eguali ad ettari 0, 98, 0757.

2. Regione *Pradandi* — Prato, coerenti Rava Andrea, eredi Battista Rava, ed eredi Antonio Olmo, descritto in mappa col n. 326, della superficie di giornate 0, 21, 1, eguali in misura metrica ad ettari 0, 08, 0527.

3. Regione *Zenevretto* — Campo, a cui coerenziano Massucco Battista, Canavero Giacomo, e Canavero Bartolomeo, col n. 1885 di mappa, della superficie di giornate 0, 26, 1, eguali ad ettari 0, 09, 9378.

4. Regione *Prato-Capello* — Campo, coerenti S. E. il marchese Alfieri di Sostegno, Rava Gabriele, e fratelli Bria, distinto in mappa col n. 418, di giornate 0, 38, 8, corrispondenti in misura metrica ad ettari 0, 29, 972.

L'asta di questo quinto lotto della complessiva superficie di giornate 5, tav. 85, piedi 5, eguali ad ettari 1, 46, 0182, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire duemila settecento cinquantacinque e centesimi otto, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli, in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 25.

LOTTO SESTO.

1. Regione *Pradandi* — Prato, a cui coerenziano Farinasso Giacomo, la strada vicinale, gli eredi Rubino, distinto in mappa col numero 544, della superficie di giornate 0, 50, 0, eguali in misura metrica ad ettari 0, 11, 45.

2. Regione *Prato-Capello* — Campo, coerenti le fini di Govone ed eredi Giuseppe Negro, descritto in mappa col num. 655, della superficie di giornate 0, 71, 6, eguali ad ettari 0, 27, 2415.

3. Regione *Prato-Grande* — Campo, coerenti Farinasso Giuseppe, Canavero eredi Gabriele, e S. E. il marchese Alfieri di Sostegno, segnato in mappa col num. 683, della superficie di tavole 36, piedi 6, eguali a ettari 0, 13, 9065.

4. *Ivi* — Campo, coerenti Massucco eredi Sebastiano, il fosso irrigatorio, Farinasso eredi fu Giacomo, Misoero Battista, e S. A. I. Duca di Genova, descritto in mappa col num. 688, della superficie di giornate 1, 11, 0, eguali ad ettari 0, 51, 864.

5. Regione *Volte* — Campo, a cui coerenziano la strada comunale, Troja Antonio, e la parrocchiale, segnato in mappa col num. 305, della superficie di giornate 0, 55, eguali ad ettari 0, 20, 955.

6. Regione *Ivi* — Campo, a cui coerenziano Troja Antonio, la strada comunale, Troja Teobaldo e la parrocchiale, descritto in mappa col num. 304 1/2, di giornate 0, 51, 0, eguali ad ettari 0, 20, 574.

L'asta di questo sesto lotto della complessiva superficie di giornate 3, tavole 91, corrispondenti in misura metrica ad ettari 1, 48, 971, sarà aperta sul prezzo d'estimo di lire duemila settecento novantanove e centesimi novantuno, come risulta dalla relativa perizia del detto geometra Castelli in data 22 novembre 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 25.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente responsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato, sono fissati in giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze l'8 dicembre 1851, e dei quali nonchè della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza.

Alba, il 20 febbraio 1852.

Per detto uffizio d'Intendenza Provinciale
Il segr. G. Quaglia.

NOTA

Con atto 4 maggio 1831, rogato Druetti, li Giuseppe e Giovanni padre e figlio Demaria vendettero a Giacomo Vota are 19 (tav. 50), prato e campo, situate in territorio di Rivarolo, regione della Moglie, coerenti a mattina la rimanente pezza, a giorno la vedova Bollero, ed a notte la carreggiata e gli eredi del signor avvocato Grassotti.

E con altr'atto 6 maggio 1837, rogato Ambrogio Massimo Prola vendette allo stesso Giacomo Vota una pezza prato e campo, posta sullo stesso territorio di Rivarolo; una pezza prato e campo, regione Pasquaro, di are 29, cent. 17 (tav. 76, piedi 9), numeri di mappa 1042 e 1043, coerenti a mattina Gerniano Giovanni, a meriggio e sera l'acquisitore, ed a notte il venditore.

Quali atti furono l'8 corrente marzo trascritti all'ufficio delle ipoteche di questa città per quegli effetti che di diritto.

Torino, il 9 marzo 1852.

Origlia sost. Rodella.

NOTA

Con ordinanza del 14 ottobre 1851 dell'ill.mo sig. avvocato Doro, giudice presso il regio tribunale di prima cognizione sedente in questa città, relatore deputato, venne, sull'instanza di Milano Susanna, nata Grangetto, residente a Torre Luserna, dichiarato aperto il giudicio di graduazione sul prezzo di L. 4,300, a cui colla sentenza 27 febbraio stesso anno 1851 vennero deliberati ai signori Gioanni Stefano Revel, e Revel Enrico, gli stabili subastati a danno del sig. Eugenio Bert, con essersi ingiunti i creditori tutti a proporre i loro crediti e produrre i relativi titoli nella segreteria del Magistrato entro giorni 30 sotto le pene legali.

Pinerolo, il 16 marzo 1852.

Marentini proc. coll.

MINISTERO DEGLI INTERNI

MERCURIALI, *ossia prezzo medio desunto dalla vendita dei Cereali che ebbe luogo nei diversi Mercati delle Provincie di Terraferma durante la 2.ª quindicina di febbraio 1852.*

NB. I ragguagli qui sotto notati sono regolati in moneta e misure decimali.

Divisioni amministrative di	PROVINCIA di	LUOGHI DEI MERCATI	PER OGNI ETTOLITRO																			
			Frumento		Barbariato		Segala		Meliga		Orzo		Avena		Miglio		Riso		Fagioli		Fave	
			lI.	c.	lI.	c.	lI.	c.	lI.	c.	lI.	c.	lI.	c.	lI.	c.	lI.	c.	lI.	c.	lI.	c.
ANNECY	ANNECY	Annecy	20	25	15	75	17	16	16	50	11	25	8	»	»	»	»	»	22	»	20	»
		Rumilly	20	10	16	22	14	56	14	87	13	52	6	75	»	»	»	»	18	08	17	25
		Bonneville	20	62	»	»	14	07	»	»	»	»	7	12	»	»	»	»	»	»	16	47
	FAUCIGNY	Cluses	21	29	16	82	»	»	»	»	15	10	7	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		La Roche	20	94	14	57	15	17	»	»	14	37	7	04	»	»	»	»	»	»	»	»
		Salanches	20	97	18	65	18	35	»	»	15	78	7	01	»	»	»	»	»	»	»	»
	CHABLESE	Taninges	20	13	»	»	16	80	»	»	15	70	7	17	»	»	»	»	»	»	»	»
		Thonon																				
CHAMBERY	CHAMBERY	Chambéry	20	30	»	»	15	68	16	34	14	38	8	»	9	80	»	»	»	»	»	»
		Pontbeauvoisin	18	»	»	»	12	80	12	»	11	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	ALTA SAVOIA	Albertville	20	55	»	»	16	53	15	01	»	»	6	96	»	»	»	»	20	01	»	»
		Faverges	22	50	»	»	18	15	17	10	»	»	6	42	»	»	»	»	17	35	»	»
	MAURIENNE	S.t Jean de Maurienne	18	75	»	»	14	60	16	»	»	»	7	50	»	»	»	»	20	80	»	»
		S.t Michel	18	75	»	»	14	84	17	25	»	»	7	54	»	»	30	32	»	»	15	»
	TARANTASIA	Moutiers																				
		Aime																				
		Bourg S.t Maurice																				
CUNEO	CUNEO	Cuneo	20	89	14	35	12	67	11	06	»	»	6	87	11	58	30	76	14	84	13	59
		Busca	20	76	14	25	13	32	11	39	»	»	»	»	10	30	28	99	12	32	»	»
		Caraglio	20	65	15	21	12	64	11	61	»	»	6	54	11	64	26	98	14	42	14	77
		Demonte	20	64	15	45	13	04	13	17	6	52	6	52	15	21	26	68	15	47	14	42
		Dronero	20	12	13	74	12	04	10	69	»	»	6	58	14	20	29	67	12	48	11	57
		Fossano	20	72	15	18	12	55	12	62	»	»	8	35	10	94	20	92	12	46	14	65
	MONDOVI	Mondovi	19	56	14	77	12	14	12	75	»	»	8	25	11	75	25	64	15	94	13	91
		Ceva	18	69	»	»	14	25	11	52	»	»	8	26	»	»	25	»	14	58	14	50
		Dogliani	19	57	»	»	»	»	11	10	»	»	9	»	»	»	»	»	»	»	13	91
		Garessio	17	25	14	50	13	25	13	10	»	»	9	»	»	»	27	»	14	30	»	»
	SALUZZO	Saluzzo	20	44	15	27	13	88	11	88	»	»	7	59	13	01	25	07	12	14	14	51
		Savigliano	20	74	15	60	»	»	12	12	»	»	»	»	»	»	25	»	»	»	»	»
		Racconigi	21	10	»	»	»	»	12	02	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Barge	20	30	17	12	14	22	12	60	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Venasca	19	41	15	59	»	»	12	37	»	»	6	75	»	»	»	»	»	»	»	»
		Sanfront	»	»	13	24	12	48	13	13	»	»	6	40	»	»	»	»	11	39	»	»
	ALBA	Alba	20	24	»	»	»	»	12	76	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Bra	20	39	»	»	»	»	12	40	»	»	»	»	»	»	26	50	»	»	»	»
		Canale	21	05	»	»	»	»	12	20	»	»	»	»	»	»	28	19	»	»	»	»
IVREA	IVREA	Ivrea	21	12	»	»	12	50	12	62	»	»	8	75	»	87	26	87	12	62	13	37
		Cuorgnè	20	80	»	»	13	86	12	56	»	»	»	»	»	»	25	40	13	»	»	»
		Pont	19	08	»	»	13	»	13	»	»	»	»	»	»	»	22	96	»	»	»	»
		S. Giorgio	21	25	»	»	13	»	10	85	»	»	7	68	»	»	24	16	11	48	»	»
	AOSTA	Aosta	22	80	»	»	12	90	13	»	»	»	»	»	»	»	27	50	17	25	»	»
		Chatillon	25	»	»	»	12	60	15	62	»	»	»	»	»	»	23	75	»	»	»	»
TORINO	TORINO	Torino																				
		Carmagnola	20	58	15	50	12	78	11	70	»	»	7	80	9	96	24	92	15	»	15	»
		Chieri	20	97	»	»	»	»	11	05	»	»	»	»	8	98	»	»	»	»	15	15
		Chivasso	20	62	»	»	11	82	11	47	»	»	7	16	»	»	22	66	12	56	14	31
		Lanzo	22	11	»	»	13	47	14	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Poirino	19	51	»	»	»	»	12	57	»	»	»	»	9	75	»	»	»	»	»	»
		Rivarolo	20	59	»	»	15	77	12	24	»	»	»	»	»	»	24	16	11	48	»	»
	PINEROLO	Pinerolo	20	43	15	78	13	23	15	07	»	»	»	»	»	»	25	36	13	55	»	»
		Cavour	20	59	16	07	13	41	13	16	»	»	»	»	»	»	26	77	14	70	»	»
		Luserna	22	86	19	45	15	25	14	45	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Villafranca	20	25	16	27	14	10	12	30	»	»	9	22	12	47	26	66	13	15	15	19
	SUSA	Susa	21	50	16	25	12	25	14	62	»	»	8	75	»	»	28	25	18	25	14	37
		Condove	21	»	»	»	13	12	14	23	»	»	»	»	»	»	26	25	»	»	»	»
		Giaveno	19	72	13	60	11	75	12	77	»	»	7	70	»	»	26	05	»	»	»	»
NOVARA	NOVARA	Novara	19	15	»	»	12	02	10	83	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Arona	22	09	12	61	12	61	12	34	»	»	9	71	9	45	23	02	»	»	»	»
		Borgomanero	22	18	»	»	13	05	12	74	»	»	10	02	10	32	22	76	15	89	»	»
		Carpignano	22	45	»	»	13	34	13	04	»	»	»	»	»	»	26	12	13	64	23	98
		Oleggio	»	»	»	»	11	06	9	92	»	»	»	»	»	»	21	38	13	34	»	»
		Orta	23	14	»	»	14	74	14	12	»	»	»	»	»	»	23	69	»	»	»	»
	LOMELLINA	Mortara	19	68	»	»	11	90	10	90	»	»	7	78	»	»	28	85	»	»	»	»
		Vigevano	19	74	»	»	11	90	10	45	»	»	»	»	»	»	22	46	11	01	»	»
		Cava	20	29	»	»	15	05	12	11	»	»	6	75	»	»	21	63	»	»	»	»
		Pieve del Cairo	25	08	»	»	13	96	12	54	»	»	8	77	»	»	21	48	13	38	11	50
	PALLANZA	Pallanza	19	65	»	»	12	31	11	90	»	»	»	»	»	»	25	08	14	12	»	»
		Intra															23	95	»	»	»	»
		Cannobio	»	»	»	»	12	80	12	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Omegna															12	80	»	»	»	»
	OSSOLA	Domodossola																				
	VALSESIA	Varallo	»	»	»	»	12	60	14	50	»	»	»	»	»	»	29	50	»	»	»	»
		Borgosesia	23	68	»	»	13	21	13	24	»	»	»	»	»	»	26	70	»	»	»	»
VERCELLI	VERCELLI	Vercelli	20	15	»	»	12	14	11	98	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Crescentino	20	60	»	»	12	14	13	25	»	»	8	45	»	»	24	53	13	04	15	21
		Santhià	20	53	»	»	12	04	12	01	»	»	»	»	»	»	22	99	12	79	13	25
	CASALE	Casale	20	23	16	75	»	»	11	79	»	»	»	»	»	»	25	65	12	48	»	»
		Moncalvo	19	16	»	»	»	»	11	26	»	»	10	»	»	»	26	74	14	54	13	93
		Occimiano	19	25	»	»	»	»	14	45	»	»	9	50	»	»	26	30	»	»	12	76
	BIELLA	Biella															25	45	12	50	10	70
		Masserano																				
		Andorno Cacciorna																				
		Cavaglià																				
		Crevacuore																				
		Mosso Santa Maria																				
ALESSANDRIA	ALESSANDRIA	Alessandria	18	82	»	»	»	»	10	55	»	»	»	»	»	»	26	42	13	17	»	»
		S. Salvatore	18	50	»	»	»	»	11	75	»	»	»	»	»	»	26	25	12	55	12	40
		Valenza	18	»	11	»	10	»	11	»	»	»	7	25	»	»	21	85	15	»	12	»
	VOGHERA	Voghera	19	29	15	56	13	10	10	02	»	»	7	98	»	»	25	86	13	59	11	62
		Broni	19	37	»	»	»	»	10	50	»	»	»	»	»	»	22	37	»	»	11	60
		Casteggio	32	27	»	»	»	»	11	14	»	»	»	»	»	»	28	50	»	»	13	56
		Stradella	19	24	»	»	»	»	11	15	»	»	»	»	»	»	22	54	»	»	10	87
	ASTI	Asti	19	06	»	»	»	»	11	45	»	»	9	45	»	»	26	67	14	55	12	41
		Canelli	19	50	»	»	19	»	11	49	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		S. Damiano	31	25	14	40	12	36	11	95	»	»	»	»	»	»	28	19	»	»	»	»
		Villanova	19	12	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	BOBBIO	Bobbio																				
		Varzi																				
	TORTONA	Tortona	18	44	»	»	»	»	10	10	»	»	8	57	»	»	»	»	»	»	10	56
GENOVA	GENOVA	Genova																				
		S. Quirico																				
	CHIAVARI	Chiavari	22	50	»	»	»	»	14	17	»	»	16	»	»	»	52	50	18	34	11	67
		S. Stefano	22	50	»	»	»	»	14	60	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Varese	24	12	»	»	»	»	14	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	NOVI	Novi																				
	LEVANTE	Spezia	24	96	19	90	15	10	14	41	16	98	16	29	16	81	28	82	18	01	15	95
SAVONA	SAVONA	Savona																				
		Cairo																				
		Millesimo																				
		Varazze																				
	ALBENGA	Albenga	22	10	»	»	»	»	15	30	14	60	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Alassio	22	»	»	»	»	»	17	»	»	»	»	»	15	»	26	80	»	»	15	70
		Loano	18	»	»	»	»	»	10	50	»	»	»	»	»	»	29	»	13	»	14	»
	ACQUI	Acqui	18	50	»	»	»	»	11	50	»	»	»	»	»	»	28	70	»	»	12	50
																		30				
NIZZA	NIZZA	Nizza	19	08	»	»	12	50	12	50	10	»	8	43	»	»	29	75	19	60	10	»
	ONEGLIA	Oneglia																				
		Pieve																				
		Porto Maurizio																				
	S. REMO	S. Remo	18	»	»	»	»	»	12	20	9	»	»	»	»	»	27	»	15	40	15	40
		Ventimiglia	18	20	»	»	»	»	12	20	9	20	»	»	»	»	27	»	15	30	15	30

GAZZETTA PIEMONTESE

N 69 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

SABATO 20 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . . .	» 44	23	12
Per l'Estero . . .	» 50	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato per l'Interno;

Visto il Messaggio indirizzato nel giorno 7 del corrente mese dall'Ufficio di Presidenza della Camera dei Deputati al Ministero dell'Interno per la riconvocazione del secondo Collegio elettorale di Cagliari tuttora vacante, attesa l'inefficacia della precedente convocazione già ordinata con Nostro Decreto del 1° scorso febbraio;

Vista la Legge elettorale del 17 marzo 1848;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Art. 1. Il secondo Collegio di Cagliari è riconvocato per il 5 del prossimo mese di aprile onde proceda ad una nuova elezione del suo Deputato.

Art. 2. Occorrendo una seconda votazione, essa avrà luogo nel giorno immediatamente successivo.

Il Ministro predetto è incaricato della esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato a Torino, addì 15 marzo 1852.

VITTORIO EMANUELE.

PERNATI.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 19 marzo.*

La Camera dei Deputati continuò la discussione del progetto di legge sulle pensioni di riposo agli impiegati civili.

Il Ministro delle Finanze presentò i seguenti cinque progetti di legge: Aumento di otto milioni al capitale della Banca Nazionale; Riforma delle gabelle accensate; Riforma della tariffa doganale; Costruzione d'una strada ferrata da Torino a Susa; Disposizioni relative alle Società mutue nazionali ed estere.

R. INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell'8 febbraio 1851.

Si fa noto al pubblico, che con atto di ieri è stata deliberata in quest'ufficio l'intera Cascina Demaniale detta S. Michele situata sulli territorii di Priocca e Castellinaldo, descritta al numero 30 della Tabella annessa alla suddetta Legge, il cui incanto veniva annunziato con Tiletto del 7 febbraio ultimo scorso.

Il prezzo di detto deliberamento è di L. 45,230.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto, fissati a giorni 20, scadranno al mezzodì del giorno di venerdì 2 aprile prossimo.

Alba, il 14 marzo 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza Provinciale
Il segr. G. QUAGLIA.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Il prof. Paravia chiuse ieri (18 corrente) la sua lezione di storia patria, consacrando alcune parole alla memoria della contessa GABRIELLA PEYRETTI SCLOPIS, mancata ai vivi l'11 corrente. E con ragione egli ricordava le virtù e i meriti di una donna, che sorella, moglie e madre di uomini appartenenti alla Università di Torino, come dottori collegiati, coltivò sempre il suo spirito, fece tesoro di utili cognizioni, radunò in sua casa gli uomini più illustri del suo paese per sapere e per ingegno, e fu anima di una di quelle conversazioni, delle quali il prof. Paravia mostrò la salutare influenza sulla coltura dei popoli; testimonio il secolo d'oro della letteratura francese, che s'inaugurò a Rambouillet, prima che si perfezionasse a Versailles. L'attenzione religiosa, che si prestò alle parole del professore, mostrò ch'erano vere; e dalle une e dall'altra emerse quindi sempre più pura la lode di una donna, che come era un di stimata, così ora è desiderata da quanti la conobbero.

— Il giorno 17 marzo gli alunni della Scuola infantile, aperta ai figliuolini di famiglie agiate, diedero saggio del progresso fatto in saviezza e cognizioni, al cospetto delle loro madri, le quali, commendevolmente sollecite della ragionevole educazione della prole, accorsero tutte. Divisi quei bimbi in tre sezioni, in ciascuna diedero prova di avere appreso la somma delle cognizioni appropriate alla rispettiva età, e di criterio proporzionatamente sviluppato, talchè nella terza classe dimostrarono di sapere bene il catechismo, la Storia sacra anche del nuovo Testamento, il leggere con intelligenza delle parole e cose lette, lo scrivere, l'aritmetica e la nomenclatura. Recitarono ancora alcune delle migliori poesie sacre che loro si erano insegnate, con lodevole avvedimento, onde congiungere alla solida istruzione dell'intelletto l'arte di declamare, che fa sentire a chi ascolta i medesimi affetti che prova chi recita; e quelle innocenti creaturine, quantunque predominate da soggezione, le dissero bene e con una grazia loro propria che commosse gli uditori.

Durante l'esperimento che continuò ben 3 ore diedero a divedere col quieto e disciplinato contegno con quanta efficacia siano educati all'ordine ed al reciproco rispetto, fondamento e base della prosperità delle famiglie e della società. Le istitutrici poi, col dialogizzare semplice e ben connesso, appalesarono come abbiano ben inteso e sappiano con efficacia applicare i metodi insegnati da chi fondò e dirige questa Scuola, l'illustre e benemerito abate Aporti, al quale si associarono i signori cav. e prof. Ignazio Pollone e cav. Emilio Ripa di Meana. Quest'istituzione, per la quale manifestarono i signori di Torino sì nobile simpatia, diventerà, siamo certi, ad essi sempre più cara sulla considerazione che gli avanzi dalle spese verranno versati a sussidio degli Asili di carità per l'infanzia.

— La lotteria di oggetti annunziata da parecchi giornali a beneficio dell'Oratorio festivo d'istruzione maschile stabilito da più anni nel luogo detto di Valdocco, fuori di Porta Susa, si arricchisce di giorno in giorno per le zelanti cure della commissione formatasi a tal uopo, e per la moltiplicità dei doni offerti da generosi cittadini. Già meglio di duemila oggetti furono raccolti, tra quali havvene molti di preziosa materia e di squisito lavoro.

La pubblica esposizione comincierà venerdì 19 del corrente in via della Basilica, dietro la chiesa di S. Domenico, e continuerà nei giorni successivi per lo spazio di un mese dalle ore 10 mattutine alle 4 della sera.

I biglietti si distribuiranno nello stesso locale della esposizione e presso alcuni cortesi cittadini capi di negozio, i quali concorsero di buon grado a favorire quest'opera di religiosa e civile beneficenza.

I biglietti si vendono al prezzo di cent. 50.

Il giorno della estrazione sarà indicato mediante uno speciale avviso.

PROVINCIE. — Abbiamo assistito con viva soddisfazione ad un esperimento scolastico dato nel cuore di una campagna da trenta e più giovanetti istrutti con semplice ed eccellente metodo nelle idee fondamentali di religione, nel leggere, nello scrivere e nel far conti, da un apposito maestro, e raccolti per cura del cav. *Giuseppe Pomba*, benemerito tanto della educazione popolare. Questo non ozioso villeggiante istitutiva, gl'è oltre un anno, a proprie spese in un suo ameno soggiorno sul tenere di Chieri, una scuola destinata ad accogliere i figliuoli del contadino delle circostanti campagne; i quali lontani dalla scuola del comune, avrebbero dovuto senza ciò continuare a vivere in una perpetua ignoranza.

Quando si parla di popolo si suole intendere sempre di quella porzione che abita i grandi od anche se vogliamo i piccoli centri; tutto il resto, ch'è pur tanta parte dell'umanità e vive fuor delle cerchie cittadine e comunali, si trova lungi dalla portata di ricevere i beneficii della civiltà. La civiltà, disse un egregio scrittore, è come onda sonora, ai vicini giugne rapida e forte, ai lontani lenta ed incerta.

Ond'è che noi facciam plauso a chi s'adopera a vantaggio della infaticabile classe de' contadini. Que' poveri fanciulli p. e. che noi vedemmo, un anno fa non sapevano far altro che attendere a condurre il bestiame al pascolo, ora essi hanno una idea del Creatore e delle cose create, comprendono l'importanza dello studio e conoscono che l'uomo non ha soltanto una vita materiale a cui pensare, ma una intelligenza che lo distingue dagli altri animali e che bisogna nutrire col pane dell'istruzione. Avvezzi soltanto a smuover la terra e maneggiare la vanga, ora scrivono con sufficiente chiarezza sotto il dettato, sanno leggere e fare le prime operazioni aritmetiche.

Un contadino che sappia leggere, scrivere e calcolare può con l'aiuto di buoni libri apprendere a coltivar meglio la terra: non ha bisogno di ricorrere ad alcuno per estendere un conto, per iscrivere al proprio padrone o al figlio lontano; conduce insomma i suoi affari con maggior ordine e profitto.

Se tutti coloro i quali estendono le loro vaste proprietà per mezzo a campagne promovessero simili scuole a pro' della famiglia agricola, quanti non sarebbero i beneficii che ne deriverebbero!

A noi basta l'aver fatto cenno del molto bene operato nella breve cerchia della sua villa dal cav. Giuseppe Pomba, e di rendere omaggio allo zelo e alla bravura del sacerdote *D. Lodovico Griffa*, il quale, dopo avere spesi sette anni nelle missioni straniere, dedica ora i suoi giorni nell'educare i figliuoli del povero ed in questa villa attende alla custodia d'una chiesetta, in cui si celebra ogni giorno la messa ed ove nelle domeniche spiega il catechismo.

Simili esempi d'opere altamente caritatevoli è utile si sappiano nel mondo, perchè possano moltiplicarsi e fruttificare; all'oggetto di mettere le moltitudini in istato di ricevere quel tanto di civiltà che sta in equo rapporto colla loro condizione sociale.

— In S. Ilavengo, comune della provincia novarese, scoppiava il giorno 16 corr. un gravissimo incendio nel caseggiato del signor conte Caccia. Tutto sarebbe stato preda delle fiamme se pronti soccorsi non fossero stati apprestati dalla generosa sollecitudine degli abitanti del paese, non che di alcuni benevoli dimoranti ne' luoghi vicini.

Noi pubblichiamo alcuni nomi perchè simili atti di fraterna carità abbiano la meritata lode, e dimostrino quanta nelle nostre campagne sia la onestà ed il buon cuore, si dei possidenti che de' contadini. Giusta quanto ne viene scritto hanno dritto alla pubblica riconoscenza e stima il giudice sig. avv. Falcone, i fratelli S. Ilani, Ravelli, Monti, Poggi, Mosca, Settimo vice-brigadiere e comandante la stazione de' carabinieri di Fara, in un co' suoi compagni, il capo mastro Jalio Antonio e compagno, ed il geometra sig. Bertagna, segretario del comune che molto s'adoprò nell'interesse del danneggiato. Finalmente vuolsi pure ricordare la operosa energia de' signori Stablini e Marozzi, i quali non solo colla propria presenza ed azione animarono l'impresa, ma condussero seco loro oltre a sessanta de' loro contadini, mercè l'intervento de' quali, le fiamme venivano, dopo lungo lavoro spente, e l'infortunio non toccava le disastrose proporzioni che l'ampiezza dell'incendio pareva minacciare.

— Ci scrivono da Cuneo:

Nel giorno 12 marzo, circa le ore quattro pomeridiane, recandosi il pedone postale di Lequio nel comune di Diano, per ivi depositare all'ufficio della posta le lettere di quel comune, venne assalito da un incognito che gli strappò la valigia, entro cui stavano le lettere colà dirette, ed inoltre lo depredò di un parapioggia.

Radunavansi, alle grida del pedone, gli abitanti di quei dintorni, e la guardia nazionale di Diano, Lequio e Rodello essendosi posta in traccia del fuggiasco, un milite di quest'ultimo luogo, per nome Sibilla Domenico, riuscivа, dopo brev'ora, a raggiungerlo, e ad operarne l'arresto.

Si riconobbe allora nell'incognito un tale Oberthaler Ignazio, fu Simone, di Sterzine (Innspruk), il quale era già stato carcerato tre volte per oziosità e per furto.

L'arrestato, insieme colla valigia e col parapioggia, venne tosto presentato all'avvocato fiscale d'Alba.

Siamo lieti di portare a pubblica notizia questa novella prova

Appendice

DESCRIZIONE DEL TELEGRAFO DI BRETT.

Adempiamo ad una fatta promessa procurando di dare un'idea dell'ingegnoso *telegrafo stampatore* di Brett, adottatosi nel Piemonte per l'uso di S. M. e del Governo.

Componesi questo di due apparati posti ai due estremi della linea telegrafica, e legati insieme da un filo isolato che la percorre. L'uno di questi apparati, che chiameremo *trasmettitore*, serve a dare i segnali; l'altro, che diremo *ricevitore*, stampa sopra una lista di carta i segni trasmessi.

Trasmettitore. — Un indice gira sopra una mostra sulla quale sono le lettere ed altri segnali che si vogliono trasmettere. Questo indice è fissato sopra un asse il quale porta una ruota a caricatura (*encliquetage*), la quale gira con esso, cedendo il nottolino, quando l'indice parte dal punto di riposo ed avanzasi sulla mostra. Quando l'indice retrocede la ruota di caricatura appuntellandosi contro il nottolino, trae seco due ruote a larghi denti, fissate sopra un cannoncino di osso che le mantiene isolate, ed è infilato sul medesimo asse. Una ruota a caricatura in senso opposto, ed un nottolino stabile impedisce che, per lo sfregamento dell'asse, queste ruote seguano l'indice anche quando avanza. Un braccio di metallo poggia sul piano di ciascuna ruota e la fa comunicare con un polo diverso della pila. Queste due ruote sono così disposte che di contro al dente di una corrisponde sempre un vano dell'altra, cosicchè, due regoletti di metallo, in comunicazione coi capi del filo che percorre la linea, i quali appoggiano contro la circonferenza delle ruote, vengono sempre a toccare alternatamente, uno la ruota superiore, l'altro quella inferiore, e perciò ad essere sempre in comunicazione, uno con un polo della pila, l'altro con l'altro. Mediante questa disposizione havvi sempre corrente l'elettricità passando dalla pila al filo attraverso le ruote, ed allorchè girano queste, ogni dente che passa si cambia la condizione delle cose, cioè ciascun regoletto viene a contatto d'una ruota diversa da quella che toccava dapprima, e quindi ogni volta la corrente nel filo s'inverte.

Facile è dietro ciò comprendere il modo d'agire dello strumento. Allorchè l'indice avanza, cioè s'allontana dal punto suo di riposo, non si ha alcun effetto, restando immobili le due ruote a larghi denti di cui si è parlato. Si supponga che abbiasi un tal modo spinto l'indice fino a dieci segni lontano dal punto di riposo: se allora si farà retrocedere, trascinerà seco le ruote a denti, e siccome ognuno di questi, ed ogni vano intermedio, corrisponde ad un segno, così vi saranno dieci successivi invertimenti della corrente. Se invece di retrocedere, si continuerà ad avanzare l'indice, si potrà fargli percorrere un giro intero senza che dia alcun effetto e tornarlo al punto di riposo, avendosi in tal guisa il vantaggio di poter cercare a suo bell'agio la lettera, e di passarvi dinanzi senza commettere errore se la mano fosse scorsa ad oltrepassarla.

I segnali trasmessi da questo strumento dipendono adunque dal numero delle volte che la corrente viene successivamente invertita.

Ricevitore. — Tuttochè sia questo un solo apparato, è nullameno costituito di due meccanismi distinti, separati quasi affatto, e ciascuno de' quali ha uno scopo speciale: il primo cioè, quello di presentare la lettera o il segno che venne trasmesso, e lo diremo perciò *indicatore*, poichè infatti potrebbe indicare le lettere semplicemente se si volesse, come nel telegrafo di Breguet ed altri molti; il secondo meccanismo serve a stampare la lettera ed il segno presentato dal primo, e lo diremo perciò *stampatore*. Descriveremo separatamente ciascuno dei due.

Indicatore. — Un grosso tamburo contiene una grande molla, disposta come quelle degli orinoli, con ruota a sega e nottolino per caricarla ed impedire all'asse di retrocedere. Il tamburo che gira per la forza della molla, tiene una ruota, la quale muove una serie d'ingranaggi che accelerano il moto e finiscono con una ruota di scappamento la quale impedisce il moto fino a che un'azione qualunque, rimovendo il pezzo che la trattiene, lasci sfuggire un dente di essa. Un altro asse degli ingranaggi suddetti fa in guisa che ad ogni dente che scorre della ruota di scappamento avanzi d'un passo una ruota sulla cui circonferenza sono scolpiti in rilievo i segni o le lettere che vi hanno sul trasmettitore, succedendovi col medesimo ordine.

Un pezzo d'acciaio calamitato o *grimaldello* trovasi posto fra due calamite temporarie a sottilissimi fili, coi poli disposti per guisa che il grimaldello venga possentemente attratto dall'una calamita o dall'altra, secondo la direzione in cui va la corrente. I due capi estremi del filo che gira intorno a queste calamite temporarie comunicano coi capi del filo che percorre la linea. Il grimaldello è legato allo scappamento, così che ad ogni suo moto lascia scappare un dente della ruota di quello.

Da questa disposizione s'intende come ogniqualvolta cangiasi la corrente, pel moto del grimaldello, si liberi lo scappamento ed avanzi d'un passo per conseguenza anche la ruota su cui stanno scolpite le lettere. Quindi se quegli che opera sul trasmettitore per segnare, per esempio, una *M* inverte dieci volte la corrente, la ruota delle lettere farà dieci passi e indicherà, o meglio presenterà, una *M*.

Siccome per altro si è veduto che il trasmettitore non dà lettere che nel tornare al punto di riposo, e parte da quello per trasmetterne un'altra, così è d'uopo che anche la ruota indicatrice retroceda ogni volta. A tal fine, la ruota su cui sono le lettere nel girare ravvolge una funicella ed innalza con ciò un piccolo peso; inoltre quel pezzo che le trasmette il moto non è ad essa legato che con un semplice nottolino. L'apparato che stampa la lettera presentata da quella ruota, dopo aver fatto il suo ufficio, abbasso un dente che libera il nottolino, ed allora la ruota in

dei titoli che la milizia cittadina si va ovunque acquistando alla riconoscenza del paese.

Genova. Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

Sono avviate trattative tra le Camere di commercio di Vienna, Milano, Torino e Genova per la pronta trasmissione dei dispacci telegrafici dei fondi pubblici di Parigi. Una staffetta recherà da Milano a Novi i dispacci i quali saranno contemporaneamente diramati, col mezzo del telegrafo, alle piazze di Torino e Genova.

— Ci gode l'animo di annunziare che, mercè gli operosi uffizi della Commissione e del sig. Intendente generale, sono già molto innanzi le pratiche per dotare Genova del tanto sospirato Ricovero di mendicità.

— Il 15 marzo ebbe luogo in questa chiesa metropolitana di Sarzana una sacra funzione, e la sera successiva una generale illuminazione ad attestare la gioia della popolazione per la promozione alla porpora cardinalizia di monsignor Domenico Luciardi da Sarzana, arcivescovo di Sinigaglia. La banda civica eseguì una serenata sotto le finestre del di lui fratello il marchese Sebastiano Luciardi, il quale fece distribuire ai poveri 12m. circa libbre di pane ed altre elemosine a famiglie bisognose.

— Si legge nell'*Avenir de Nice* del 16 corr.:

Questa mattina il generale comandante la sottodivisione militare passò a rivista annuale, prescritta dai regolamenti, il 14° regg.mento d'infanteria. Questa rivista si tenne sul corso in perfetta tenuta.

— Il celebre compositore Verdi è giunto in Nizza. Le due musiche militari di guernigione eseguirono una serenata in suo onore.

Savoia. — Abbiamo ulteriori notizie intorno all'incendio del villaggio di Choudi (comune d'Aix) avvenuto il giorno 8 marzo corrente. Furono colpite 19 famiglie, composte di 116 individui, di cui 90 si trovano nella più assoluta miseria. Un comitato di soccorso è stato istituito sul momento per soccorrere quegl'infelici. Prima sua cura si fu di procurar loro un asilo provvisorio ed un pane. Un appello fu diffuso alle anime generose per venire in aiuto a tanta miseria. I doni saranno inviati al mun.cipio d'Aix o ad uno dei membri del comitato, composto come segue: Costante Despine, sindaco — Guillet, curato d'Aix — Giacomo Rebaudet — De Coucy — Luigi Blanc — Antonio Bimet — Paolo Perret.

TOSCANA

Firenze, 15 *marzo*. Si legge nel *Monitore Toscano*:

Il Vocabolario della nostra lingua, affidato alle dotte cure dei benemeriti accademici della Crusca, richiamava fino dall'anno scorso l'attenzione del dipartimento che presiede agli studii. Per ordine superiore fu creata una commissione nel seno di detta Accademia, coll'incarico di designare gli ostacoli che si frapponessero a vederlo compiuto nel giro di molti anni, e di suggerire i mezzi per raggiungere immancabilmente quello scopo.

La commissione, composta degli accademici Del Furia, Salvi, Antinori e Boniani, e presieduta dall'arciconsolo Ramirez di Montalvo, fu sollecita di adempiere a quell'incarico.

Le rappresentanze di essa commissione, sanzionate dal suffragio di tutto il corpo accademico, furono inviate al ministero della istruzione pubblica, e da questo umiliate con varie considerazioni a S. A. I. e R. il granduca.

L'augusto sovrano, promotore munificentissimo dei buoni studii, sotto di primo marzo andante, si degnava approvare quanto appresso:

Che nell'Accademia della Crusca sieno instituite due commissioni compilatrici quotidiane, composte ciascuna di due accademici convenientemente retribuiti, all'oggetto che il Vocabolario resti ultimato nello spazio di sedici, o al più diciotto anni.

Che, confermati nell'ufficio di compilatori per la prima di dette commissioni gli accademici Antonio Bruealassi e Donato Salvi, già eletti a quell'incarico fino del 21 dicembre 1843, gli altri due accademici che dovranno formare la seconda commissione, debbansi nominare pei suffragi del corpo accademico, e sottoporre quindi alla sovrana approvazione.

SVIZZERA

Le modificazioni alla rete di strade ferrate progettate nella commissione del consiglio nazionale (applicando il principio che le linee non abbiano soltanto a seguire le principali strade del transito, ma eziandio a cercare le località e le contrade più popolose) si riferiscono alla linea di Morat, Aarberg, Soletta, Olten in modo che nella linea principale sia compresa la città federale, e la linea secondaria sia inoltrata a Burgdorf; Herzogenbuchsee (Langhenthal), e fors'anche per Zofinga ad Olten, nel qual caso Soletta sarebbe anche in comunicazione con Herzogenbuchsee mediante un tronco laterale. L'altra modificazione sarebbe la linea di Frauenfeld, Wyl, S. Gallo, Rorschach.

Quanto alla questione se la costruzione abbia a farsi a spese dello Stato o per impresa privata, si può ritenere che la commissione sarà divisa, ed è probabile che vi saranno due rapporti. La maggioranza è per la costruzione a spese dello Stato, massima che fu sviluppata dal sig. Peyer in una ben elaborata memoria. Sembra pure prevalere nella commissione l'idea che i capitali abbiansi a procurare mediante un prestito, i cui interessi sarebbero garantiti per metà dalla confederazione e per metà dai cantoni interessati. L'amministrazione sarebbe affidata ad un consiglio i di cui membri sarebbero eletti parte dal consiglio federale e parte dai cantoni interessati.

La rete delle strade ferrate fu dalla commissione distribuita in sei divisioni:

La prima abbraccia le linee di Ginevra-Morsee; Morsee (Ouchy)-Yverdoun; Yverdoun-Morat.

La seconda: le linee di Morat-Berna; Berna-Thun; Berna-Olten: ed il ramo laterale a Soletta.

La terza: le linee di Basilea-Olten; Olten-Brugg; Aarburg-Lucerna.

La quarta: di Brugg-Zurigo; Zurigo-Rorschach, passando per Winterthour, Frauenfeld, Wyl e S. Gallo; Winterthour-Sciaffusa; Rapperschwyl-Wesen-Glarona.

La quinta: di Rorschach-Coira; Wallenstadt-Sargans.

La sesta per ora si limita alla linea di Biasca-Locarno.

Pare che l'idea predominante sia di distribuire le diverse linee, quanto al termine dell'esecuzione, in tre serie. Ne' primi quattro anni dopo l'emanazione della legge, i capitali sarebbero applicati alle linee Olten-Brugg e Basilea-Olten, la prima perchè è considerata la linea principale dalla quale partono le altre denominazioni; la seconda perchè la sua costruzione richiede maggior tempo, ed è da credersi che non sia ultimata che colle strade della seconda serie; alla seconda, cui si applicherebbero nei successivi quattro anni i capitali, spettano le linee di Berna-Olten, Morat-Berna, Iverdoun-Morat, Morges-Iverdoun, Brugg-Zurigo, Zurigo-Rorschach, quindi tutto il territorio che separa i laghi di Ginevra e di Costanza. Alla terza spettano le altre linee. Del resto il termine di quattro anni è ritenuto come il massimo, ed è ammesso che l'esecuzione abbia ad essere il più possibile sollecitata.

La commissione, penetrata dell'utilità del consiglio del signor Stéphenson di approfittare per quanto è possibile delle vie per acqua, ha fatto esaminare se convenga alla confederazione interessarsi nell'impresa della correzione delle acque nel Giura, nel caso che essa possa essere messa in relazione colle strade ferrate.

Argovia. Il Gran Consiglio ha terminato la sua vita con un atto di riconciliazione. Sulla proposizione del sig. Waller, ha dato amnistia generale, senza condizione di sorta, a quelli che hanno violato la legge militare in occasione della guerra contro il Sonderbund. Il loro numero è piuttosto considerevole.

Ticino. La società dei carabinieri del circolo d'Agno, nella sua adunanza del 14 corrente, ha assegnato 50 lire di Milano alla sottoscrizione nazionale per coprire il residuo del debito di guerra dei cantoni del Sonderbund, e nominata una commissione incaricata di operare nei comuni del circolo una colletta a tale scopo.

— La *Revista di Ginevra* ha un articolo in risposta alla nota del *Bund* circa alle differenze fra il governo di quel cantone ed il commissario federale. In esso si afferma non esistere fra il governo di Ginevra ed il commissariato federale la menoma differenza circa alle misure relative ai rifugiati; il dott. Kern essere partito (almeno in apparenza) pienamente soddisfatto di Ginevra. Il sig. Trog all'incontro eserva ritornato; essersi specialmente occupato dei rifugiati tedeschi ed aver notificato al governo di credere che in Ginevra si trovino una dozzina di rifugiati più di quanto appare dall'elenco officiale, e la cui espulsione era stata ordinata dal consiglio federale sotto il primo marzo; il governo non aver fatto opposizione ed essersi allestito a far ricercare le indicate persone, le quali appena rinvenute dovevano essere munite di passaporti per l'Inghilterra; in un altro punto avere il sig. Trog fatto travedere l'idea di esercitar direttamente da sè in Ginevra la polizia sui forestieri: ma essergli stata ricordata la costituzione federale; essere incomprensibile come il sig. James Fazy possa essere nominato in questo affare, il consiglio di Stato avendo incaricato specialmente i signori Girard e Tourte della quistione dei rifugiati; se il consiglio federale od il sig. Trog, per il buon esito delle loro negoziazioni coll'estero, credessero utile che Fazy si dimetta dalle sue cariche, egli essere pronto a farlo ben contento di operar cosa a loro grata; ma essere un errore il crederlo capace di usare la sua influenza per favorire anticostituzionali intrecchi della sovranità cantonale.

— Dietro proposizione della commissione monetaria, il consiglio federale ha ordinato che sia battuta la seconda metà dei due milioni di monete d'un centesimo decretati il 23 dicembre p. p. dall'assemblea federale. Facendosene realmente sentire il bisogno.

— Alla comunità patrizia di Neuchatel furono sequestrati dal governo prussiano 110,000 fr. che erano impiegati in Berlino. È da notarsi che i quattro *Ministraux* i quali avevano impiegato altri fondi del ricco patriziato di Neuchatel in Francia, Olanda ecc. avevano impiegato anche 100,000 fr. a Berlino. Lo quando furono ritirati gli altri, si tentò di ritirare anche questi; ma il governo prussiano pretese che la ricevuta fosse sottoscritta da tre di quelli che li avevano colà impiegati, e sospese anche il pagamento degli interessi. Per tal modo la somma aumentò a 110,000 fr. Ora il governo di Neuchatel si rivolse a quelli che hanno eseguito l'impiego, e da loro pretende il pagamento della somma.

— La sala delle sedute del consiglio federale è da ad un giorni ornata del busto del generale Dufour, capolavoro dovuto all'abile scalpello d'uno scultore nazionale, il sig. Kristen, del cantone di Unterwalden. Il busto è in marmo bianco della valle d'Aversa, nel cantone dei Grigioni. Si è ora convinti che questo marmo non è men pregevole nè per cedevolezza nè per bellezza di quello di Carrara.

FRANCIA

Parigi, 16 *marzo*. La *Patrie* dice fra le altre cose, a proposito della elezione del sig. Carnot: Tutti gli avversarii dell'attuale potere, monarchisti, repubblicani formalisti, socialisti, si stesero la mano sul nome del sig. Carnot, il quale, giusta i loro sentimenti particolari, prendeva una significazione politica differente, ma rispondeva ad un bisogno comune, cioè quello di disapprovare apertamente il governo.

Noi eravamo avvertiti anticipatamente, e sappiamo ora che la politica di Luigi Napoleone non è apprezzata dalla maggioranza degli elettori della quarta circonscrizione. Qual politica gli preferiscono? Quella dell'ultimo regno, quella del governo provvisorio, quella del socialismo? Questo è ciò che sarebbe difficile a sapersi. Il nome del sig. Carnot rappresenta ad un tempo tutti questi principii, e nella sua elezione ve ne ha per tutti i gusti... Non deve il governo minimamente affannarsi di ciò.

E nondimeno, se la elezione d'ieri non può essere per lui un'ammonizione, come si dichiara con enfasi, essa servirà a dimostrar chiaramente a tutti gli uomini d'ordine che gli antichi partiti, congiunti insieme oggidì da un odio comune, si tengono pronti in ogni occasione ad attaccare il governo, e che è d'uopo gareggiar di zelo e di abnegazione per difenderlo. Il più difficile pei popoli non è di fondare, ma bensì di mantenere. Noi fondammo, e manterremo.

La *Presse* conchiude un suo articolo sul medesimo argomento in questo modo: Noi non biasimiamo nè approviamo, ma ci ristringiamo a riferire le cose come sono. E neppure ci congratuliamo cogli elettori dell'avere eletto il sig. Carnot, come non l'avremmo biasimato d'avere eletto il sig. Moreau. Il suffragio universale è al disopra della lode come del biasimo, perchè è onnipotente ed irresponsabile. D'una sola cosa noi ci rallegriamo cogli elettori, ed è di aver votato secondo la loro coscienza.

Il *Constitutionnel* dice che riconosce nella nomina del signor Carnot lo spirito di opposizione di quella borghesia che non tien conto di verun consiglio, neppur di quelli dell'esperienza. L'accessione del sig. Carnot, soggiunge, ai pochi voti oppositori che la nuova Camera conterrà, non ha in se stessa alcuna importanza; ciò che è più grave e che porrà la Francia in diffidenza, si è di vedere, a pochi giorni dalle elezioni generali, il piccolo commercio parigino mettersi in opposizione aperta colla quasi unanimità del paese, e dare ai residui del socialismo l'appoggio necessario per inviare al corpo legislativo uno degli uomini che rappresentano più fedelmente le idee di anarchia morale vinte il 2 dicembre.

— Leggesi nel *Moniteur de l'Armée*:

Il ministro della guerra aveva delegato l'intendente militare Paris per discutere, in presenza del consiglio di sanità degli eserciti, un progetto di decreto sull'organizzazione del corpo degli ufficiali militari di sanità.

Questo progetto essendo stato argomento di alcune osservazioni da parte del consiglio, il ministro volle ch'esse fossero esaminate da un'alta commissione, che è stata costituita nel seguente modo:

Presidente, il maresciallo Vaillant;

Membri, i generali di divisione visconte di La Hitte e Lebon-Desmottes; il generale di brigata Cornemuse, e i colonnelli Gastu e Trochu.

Questa commissione avendo chiamato nel suo seno l'intendente militare Paris e l'ispettore membro del consiglio di sanità Regin, li ha successivamente intesi.

Dopo una lunga e matura discussione sopra tutti i punti di controversia, il progetto di decreto fu adottato ad unanimità dalla commissione, con alcune modificazioni di tal natura da dare ogni sicurezza ai varii interessi impegnati nella quistione e da imprimere un'azione più potente al principio d'autorità che il governo del principe presidente vuol rafforzare in tutti i rami del servizio.

— Oggi a mezzodì si tenne seduta dal consiglio dell'ammiragliato al ministero della marina.

— La piazza del Palazzo Borbone assumerà quanto prima, dicesi, il nome di piazza del Palazzo Legislativo che essa aveva sotto l'impero.

— A Saint-Dié, dice il *Journal des Vosges*, si è formata una commissione di parecchi azionisti della banca di sconto per esaminare le disposizioni del decreto sul credito fondiario, e vedere se esse permettono di creare, con certezza di buona riuscita, una banca ipotecaria in quella città a profitto degli agricoltori del circondario.

— Il *Journal de la Nièvre* annunzia che una soscrizione per fondare una società di credito fondiario è provocata dal direttore e dagli amministratori della banca nazionale di sconto di Nevers, che già fanno fare a Parigi le pratiche necessarie per ottenerne l'autorizzazione dal governo.

— L'Accademia delle Scienze oggi ha proceduto all'elezione di un membro, nella sezione d'economia rurale, in surrogazione al s.g. Sylvestre defunto.

Dopo due giri di squittinio, il sig. Peligot è stato proclamato membro dell'Accademia.

— Il generale di divisione conte d'Anthouard di Vraincourt, ex-presidente del comitato d'artiglieria, ex-pari di Francia, ecc. è morto ieri in età di 79 anni.

---

cui sono le lettere, rimanendo libera anch'essa cede al peso, e torna al punto donde era partita. Contro la circonferenza di questa ruota poggiano di continuo due rotoli, dai quali nel girare riceve dell'inchiostro. Finalmente l'asse stesso che muove la ruota porta-lettere, tiene una grande ruota a sega, nella quale entra un dente della leva che serve come di scappamento a liberare il meccanismo per la stampa, il quale passeremo a descrivere.

Stampatore. — Havvi, qui pure, come nell'indicatore, una grande molla da oruolo, il cui tamburo con una ruota dentata muove una serie d'ingranaggi il cui moto si va successivamente sempre più accelerando. Un asse porta un eccentrico, il quale ad ogni giro compie gli effetti seguenti:

1. Nel discendere abbassa con una leva un meccanismo il quale preme una striscia di carta contro la lettera presentata dall'indicatore, e ve la stampa;

2. Nel rialzarsi, solleva un braccio che pone in libertà il nottolino che lega la ruota su cui sono le lettere, e lascia con ciò questa in libertà di retrocedere;

3. Alza una leva che, con un meccanismo alla Garousse, fa camminare di un dente un cilindretto combinato ad un altro a guisa di laminatoio, e fa così avanzare la carta che passa in mezzo di quelli per presentarne un tratto netto alla lettera che sarà da stamparsi da poi;

4. Con una punta che tiene sul piano alza e lascia poi ricadere il martello di un campanino. Un contrappeso serve a bilanciare l'eccentrico e fargli passare i così detti *punti morti*.

Una serie di altre ruote conducono ad un'ultima, che può dirsi di *scappamento*, sulla quale sono due denti a diversa distanza dal centro, e che lascia in libertà il meccanismo solo quando una leva (che è quella appunto che poggia sulla grande ruota a sega dell'apparato indicatore) alzandosi prima, poscia abbassandosi, evita con un piuolo che tiene tutti e due questi denti.

Se si è tenuto dietro a questa disposizione, evidentemente si vede come ogni qual volta invertesi la corrente, cioè l'indice del trasmettitore passa un segno, l'apparato indicatore fa avanzare di un passo la ruota su cui sono le lettere, e con la sua grande ruota a sega alza la leva di scappamento del meccanismo stampatore, e lasciandola poi ricadere, mette quello in istato di agire. Da ciò, come si vede, ne verrebbe l'inconveniente che si stamperebbero tutte le lettere sulle quali passasse l'indice del trasmettitore.

Per evitare che ciò succeda, fecesi in guisa che la leva di scappamento dell'apparato stampatore, dopo sollevata dalla grande ruota a sega dell'apparato indicatore, non ricadesse che assai lentamente, solo quando, cioè, il trasmettitore, tornato col suo indice al punto di riposo, vi si sofferma alquanto, avendovi un necessario ritardo pel tempo che impiega a portar l'indice sopra altra lettera. Adottossi a tal fine sull'asse stesso di quella a va un piccolo stantuffo immerso interamente nell'acqua, e che nel discendere entra in una capacità piena d'acqua ancor essa, passando quasi esattamente per un'apertura cilindrica. Una valvula permette all'acqua di rientrare liberamente quando lo stantuffo simalza; ma quando si abbassa, non potendo discendere od entrare nell'anzidetta capacità senza scacciarne dell'acqua, nè questa potendo uscire che per l'angusto passaggio lasciatole fra lo stantuffo e l'apertura attraversata da quello, ne viene con ciò ad esser ritardata la discesa dello stantuffo e della leva di scappamento. Un contrappeso scorrevole fa che variandosi il carico pel quale discende la leva di scappamento e lo stantuffo si possa regolare opportunamente la velocità della discesa.

Così ad ogni invertimento della corrente prodotto dal trasmettitore, passa una lettera, e quando il trasmettente si arresta un momento al punto di riposo, e nel mentre va con l'indice a cercare un'altra lettera, cade la leva di scappamento del meccanismo stampatore; la carta compressa contro la lettera presentagli ne riceve l'impronta; poi avanza di un passo, e la ruota delle lettere retrocede.

G.

SPAGNA

Un regio decreto del 25 febbraio, pubblicato nella *Gazzetta di Madrid* dell'11 marzo, crea un ufficio di censura morale e politica delle produzioni drammatiche che deono essere rappresentate nei teatri del regno. Il numero de' censori è fissato a quattro, ma potrà essere aumentato se occorra: le loro funzioni sono onorifiche e gratuite.

L'autore drammatico che vorrà far rappresentare la sua opera, ne rimetterà due copie al governatore della provincia di Madrid, il quale le manderà alla censura. Esaminata che sia l'opera, il governatore rimanderà all'autore una delle copie, segnata ad ogni sua pagina dal censore, con l'autorizzazione o la proibizione di farla rappresentare.

La seconda delle predette copie, portante la firma del censore alla prima e all'ultima pagina, sarà depositata agli archivii del governo della provincia. Nella *Gazzetta di Madrid* saranno pubblicati i titoli delle opere approvate dalla censura. In virtù delle disposizioni di questo decreto, S. M. ha nominato censori de' teatri i signori Eugenio di Ochoa, Antonio Cavanilles, Gabino Tejado e Eduardo Gonzalez Pedroso.

PORTOGALLO

Si legge nella *Presse*:

Si sono ricevute in Inghilterra notizie di Lisbona del 9 marzo. Il sig. Lewis di Atougnia passa dal ministero degli affari esteri a quello della marina. Il visconte d'Almeida Garrett, deputato, è nominato ministro degli affari esteri. Il sig. Fontes Pereira di Mello è nominato ministro delle finanze, e il sig. Seabra, ministro della giustizia e dei culti; il sig. Magalhaens resta agl'interni; il sig. Aguiar è creato Pari.

INGHILTERRA

Crediamo di riferire in brevi parole il sunto del seguito della seduta tenuta il 15 dalla Camera dei comuni.

Dopo il discorso del sig. Villiers, prese la parola il sig. *D'Israeli* cancelliere dello scacchiere: egli crede assurdo che si abbiano a muovere interpellanze appena formata una nuova amministrazione: del resto, dichiara essere, a suo avviso, dovere del governo di prendere in considerazione gli interessi della classe agricola, e di proporre quelle determinazioni che potranno diminuire i mali che soffre; però il ministero non si è obbligato ad adottare alcun provvedimento: promette di voler riparare ai mali dell'agricoltura, ma nulla si farà senza prima consultare il voto del paese.

Riguardo alla riforma della cancelleria, verrà fra non lungo tempo presentato un progetto di legge alla Camera dei lords. Quanto prima il governo proporrà i provvedimenti che giudicherà necessarii alla difesa del paese, e confida che sarà in grado di eseguire le relative determinazioni. Il cancelliere dello scacchiere termina il suo discorso dichiarando che egli ha intiera fiducia nella simpatia del paese, e nell'appoggio col quale il medesimo seconderà gli sforzi del governo.

Lord John Russell. Il nobile lord si mostra sorpreso che il cancelliere dello scacchiere abbia affermato che i nuovi ministri accettarono i portafogli per non lasciare la regina ed il paese senza governo; mentre tutti sanno che gli attuali ministri fecero sempre di tutto per rovesciare l'antico gabinetto: il nobile lord credeva di non muovere opposizione alla formazione del nuovo ministero, ma dopo il discorso di lord Derby, la sua condizione rispetto al governo si è totalmente cangiata. Il primo ministro disse: « Io non posso proporre alcun provvedimento, perchè la maggioranza non è per me? » Un ministro qualunque, dopo di avere parlato in questi termini, dovrebbe immediatamente soggiungere: « poichè io non posso presentare i miei progetti al Parlamento attuale, debbo consigliare alla regina lo scioglimento del medesimo. »

I ministri nulla ci vogliono rivelare quanto alle loro intenzioni in ordine all'interesse massimo del nutrimento del popolo, nè agli interessi coloniali, nè marittimi e di navigazione: tutti questi interessi dovranno stare sospesi fino al prossimo febbraio; ma per ora hanno chiusa la bocca. Il nobile lord trova che la condotta del ministero manca di franchezza, volendo soltanto acquistar tempo fino a febbraio dell'anno venturo, a loro proprio vantaggio e sagrificando tutti i grandi interessi del paese.

Sir J. Graham non dubita punto che alla riunione di un nuovo parlamento lord Derby proporrà risoluzioni consentanee al sistema di una politica di protezione.

Il sig. Walpole dice che il governo non vuole rovesciare la politica della libertà commerciale, ma soltanto modificarla in modo che venga allegerito l'eccessivo carico che gravita sull'agricoltura.

Il sig. Gladstone afferma essere importante che tutti gl'individui e tutti i partiti si dichiarino sulla questione della protezione, e che tale questione venga risolta per sempre. Un ministero, che voglia procedere senza la maggioranza, commette un atto incostituzionale; e la Camera sarebbe in diritto di volere che il ministero si obblighi a sciogliere il parlamento si tosto che il servizio pubblico lo permetterà.

Lord Palmerston si alza e dice che lo stato di cose è veramente innormale ed incostituzionale; ma siccome è soltanto accidentale, non può cader bisamo sugli attuali ministri personalmente; ma non può tollerarsi più oltre, che un ministero voglia dirigere gli affari di uno Stato, trovandosi in minoranza nella Camera dei comuni: epperò il governo deve sciogliere il Parlamento o ritirarsi: intanto la Camera deve usare indulgenza affinchè i ministri attuali governino finchè possano fare appello al paese; poichè è notorio che non possono sciogliere il Parlamento immediatamente.

TURCHIA

Il *Journal de Constantinople* continua a smentire le voci messe in giro, relativamente alla Turchia, da parecchi giornali soprattutto tedeschi: « Sono alcuni anni, dice il citato periodico, che la Bosnia alimenta in modo particolare la loro fantasia *faribolique*; raggiungeranno essi il loro scopo, che è quello di nuocere alla Turchia per certi loro fini interessati? è permesso di dubitarne, qualora si consideri il loro modo di camminare che somiglia alquanto a quello del gambero. Oggi un giornale annunzia una rivoluzione scoppiata al nord o ai mezzodì dell'impero; altro giornale il giorno dopo ne annunzia un'altra nella parte orientale od occidentale: ora finalmente un terzo dice che tutto l'impero sta sopra un vulcano, e che l'esplosione ben tosto lo farà scoppiare tutto ad un tratto.

Ora è la *Gazzetta delle poste di Francoforte* che va di galoppo in Servia e nella Bosnia con un proclama, a suo dire, inteso a stringere l'unione fraterna dei popoli di razza slava e con una cospirazione dei cristiani contro i turchi. Si vede che l'immaginazione della *Gazzetta* non la cede a quella de' suoi onorevoli confratelli. Essa afferma che il proclama è stato preso in seria considerazione dall'autorità serbica; ma non è ben certa che la cospirazione, che essa dice aver sede a Bagnalocka, sia diretta contro i turchi, ma piuttosto mostra di credere che siano i turchi che vogliano soddisfare al loro odio contro i cristiani.

Noi però, prosegue il *Journal de Constantinople*, vorremmo sovra un oggetto così importante essere esattamente informati, e la *Gazzetta delle Poste* non avrebbe dovuto gettare noi ed il pubblico nell'inquietudine per non sapere dove sia la verità: cospirarono i turchi contro i cristiani, o questi contro quelli? Essa eleva un gran dubbio su questo punto come se fosse cosa di nessun momento: e va più oltre, perchè non teme di affermare che più di 600 cristiani furono posti in prigione; il che produsse una costernazione universale.

V'hanno persone capaci di costruire un romanzo sulla punta d'una spilla; noi diremo in poche parole quale sia la punta di spilla sulla quale la *Gazzetta delle Poste* ha costruito la sua cospirazione dei cristiani contro i turchi, o dei turchi contro i cristiani; cosa che ad essa è affatto indifferente.

Noi diciamo adunque che in occasione dell'applicazione di una delle prescrizioni del *Tanzimat* a Bagnalocka, l'uguaglianza delle imposizioni ed il loro giusto riparto, tre capi cristiani di quel paese sommossero la popolazione contro l'autorità, volendo essi che gli abusi dei tempi passati prevalessero sulla giustizia riparatrice del governo imperiale.

L'autorità volle ricondurre alla ragione quei capi e la popolazione; ma non fu ascoltata: allora l'autorità disperse gli ammutinati, usando la sua consueta moderazione; catturò i tre capi e li consegnò ai tribunali ordinarii del paese, che li condannarono puramente e semplicemente a tre anni di prigione. Oltre di quei tre, niun altro fu arrestato, nè posto in carcere, nè giudicato. Questa è la verità *vera*, che noi indirizziamo, non ai giornali dal cuore indurito che vogliono restare nell'impenitenza finale, ma a quei giornali di Francia che produssero le favole della *Gazzetta delle Poste di Francoforte*, e che comprenderanno come un torto, fatto anche innocentissimamente, debba ripararsi.

AMERICA

LA PLATA. Le notizie che si sono ricevute da Buenos Ayres e da Montevideo confermano pienamente il dispaccio telegrafico che annunziava la sconfitta e la fuga di Rosas. Ecco alcuni nuovi dettagli, pubblicati dai giornali inglesi: Il generale Urquiza, vittorioso, passò la notte del 5 al 4 a Palermo, villeggiatura di Rosas, intanto che questi, ferito alla mano e travestito da soldato della marineria britannica s'imbarcava sul piroscafo inglese il *Locust* che lo condusse a bordo della fregata il *Centauro* su cui è inalberata la bandiera dell'ammiraglio comandante la stazione inglese. Rosas non era accompagnato che da sua figlia Manuelita in abito di mozzo e da alcuni fedeli servi.

La battaglia, datasi il 3 presso Santas-Lugares, fu sanguinosissima; essa cominciò a 6 ore del mattino e a dieci ore era già decisa. Il generale Pacheco, che comandava l'esercito di Rosas, è stato ucciso nella battaglia. Il generale Mancilla, che comandava a Buenos-Ayres, ha chiesto di capitolare. L'esercito di Urquiza è composto di 28,000 uomini di fanteria, di 5,000 soldati a cavallo e di 40 pezzi d'artiglieria.

Si crede che Rosas si recherà agli Stati Uniti.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — *Interno*. Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

Il pacchetto postale il *Lombardo* partì da Cagliari il giorno 15 corrente, se non che sorpreso dal cattivo tempo dovette ritornare in quel porto di dove salpò il 17.

Tutta l'isola è tranquilla. Il generale Durando era ritornato al suo posto a Cagliari, trasportatovi dalla fregata a vapore il *Governolo*.

In Sassari l'ordine di ridursi in casa alla sera per tempo fu modificato. Il numero degli arrestati contro i quali si instaura processo criminale è di 35 circa.

A Cagliari non si avevano ancora notizie della spedizione della Nurra. Le armi raccolte a Sassari ascendono a 3000 oltre le 800 della Guardia nazionale. Le popolazioni dei contorni di Sassari si rifiutarono di prestar mano ai facinorosi. L'11 reggimento è riunito in Cagliari ed il 47 nella provincia di Sassari.

— *Lombardo-Veneto*. Scrivesi da Venezia 16 alla *Triester Zeitung*: Il naviglio che ieri l'altro a sera andò a picco sui banchi di sabbia dinanzi a Chioggia era una polacca carica di sale con bandiera pontificia. Quella nave era già vecchia, ed aveva la chiglia in più luoghi sdrucita. Nulla potè salvarsi nè del corpo della nave, nè del carico: la ciurma si ridusse a tempo nei palischermi, e dopo mezz'ora di inauditi sforzi toccò la riva. Delle 25 barche pescherecce che si trovano fuori, tre tornarono nel porto di Chioggia. Quei pescatori raccontano che gettati dalla burrasca sulle coste dell'Istria avevano dovuto colà trattenersi qualche tempo per racconciare i loro malconci bragozzi e renderli atti al ritorno.

— *Stati Romani*. Si legge nella *Gazzetta di Bologna* del 17 marzo:

Una già minacciante frana del monte Vicesio, comune di Camugnano, parrocchia di Vigo, nel governo di Castiglione, precedeva da cupo ed istantaneo rombo, improvvisamente *slattando*, dirompeva e piombava, in sulle ore 5 e mezzo ant m, del dì 15, seppellendo sotto le immani macerie e rovine sue una piccola borgata di tre case, detta *Rio*, non che due altre designate abitazioni e due capanne, e ventiquattro individui che in esse trovavansi, con circa 70 capi di grosso e minuto bestiame.

FRANCIA. *Parigi*, 17 *marzo*. Il *Moniteur* d'oggi contiene un decreto organico della Legion d'Onore.

Il numero dei cavalieri continuerà ad essere illimitato; ma questo numero essendo ora riputato troppo considerevole, non sarà più fatta nell'Ordine civile che una nomina sopra due estinzioni fino al 1856.

Salvo i casi straordinari, non si faranno nomine o promozioni che al 1° di gennaio e al 15 di agosto.

— Una petizione è stata presentata al presidente della repubblica nell'interesse degli spedali, degli ospizii e degli ufficii di beneficenza. Si chiede in essa che questi stabilimenti sieno esentati dalla riduzione del 1/2 per 100 che colpisce tutti gli altri detentori della rendita 5 0/0. Ognuno sa, che quando, nel mese di aprile 1845, il principio della conversione delle rendite 5 0/0 in 4 1/2 0/0 fu votato dalla Camera dei deputati, essa ammise una eccezione a favore degli stabilimenti di beneficenza.

— La prima seduta del consiglio superiore dell'istruzione pubblica si tenne ieri sotto la presidenza del sig. Fortoul. Tutti i membri erano presenti, ad eccezione del vescovo d'Orléans. Il ministro espose al consiglio un nuovo piano di studi, che è stato rimandato subito a una commissione incaricata di presentare il suo rapporto nel più breve termine.

INGHILTERRA. *Londra*, 16 *marzo*. Il *Morning-Advertiser* pretende che una perfetta riconciliazione è seguita fra lord John Russell e lord Palmerston.

La Camera dei comuni, dopo di avere ieri inteso il signor d'Israeli ed altri oratori, si è formata in comitato di sussidii. Lord John Russell ha manifestato la speranza che il governo annunzierà alla Camera prima di venerdì se non converrà sciogliere ai voti della Camera col mezzo di un prossimo scioglimento.

Il sig. d'Israeli invitò il nobile lord ed i suoi amici a concertarsi sulle disposizioni giudicate necessarie prima di voler conoscere la risoluzione del governo relativa alle determinazioni del governo, necessarie o no.

Lord Derby prese la parola nella Camera dei lords.

— Nel discorso pronunziato da lord Palmerston nella seduta di ieri della Camera dei comuni trovasi una frase importante, omessa nel dispaccio telegrafico elettrico di ieri: lord Palmerston dichiarò che egli risguardava come impossibile lo sciogliere il parlamento prima che siasi provveduto al modo di porre l'Inghilterra in istato di difesa.

— Nella seduta del 16 della Camera dei comuni, lord John Manners, primo commissario dei lavori pubblici, ha dichiarato che il palazzo di cristallo sarà demolito dagli impresarii al 1° maggio prossimo.

ALEMAGNA. *Berlino*, 14 *marzo*. Il governo prussiano si è concertato col governo belgico sovra una proroga zione modificata del trattato di commercio del 1° settembre 1844, fino al 1° gennaio 1854. Ma siccome per questa nuova convenzione le condizioni dello Zollverein restano inferiori a quelle di Francia sui mercati belgici, perciò la commissione della seconda Camera, nella sua relazione, raccomanda al governo di non più prorogare la durata di quella convenzione oltre il 1° gennaio 1854, e di cercare un'altra base per conchiudere un trattato col Belgio.

(*Corrisp. lit.*)

— Una deputazione della prima Camera si presentò al principe di Prussia per complimentarlo prima del suo partire alla volta di Coblenza, ove egli si reca per festeggiare in seno alla sua famiglia il suo giorno natalizio. Il principe accolse la deputazione con molta affabilità, e ringraziò la Camera per la risoluzione presa ai 5 di questo mese relativamente alla formazione della prima Camera. Invitò poscia la deputazione affinchè facesse sì che il Parlamento, nel discutere il bilancio della guerra, prendesse in considerazione la possibilità di un armamento generale.

— *Monaco*. Si conferma che S. M. il re ha dato ordine d'invitare il vescovo di Würtzburg a non adoprare più gesuiti nelle missioni. In seguito ad una missione tenuta in Münnerstadt, il vescovo di Würtzburg ricevette il seguente scritto statogli indirizzato per ordine del re, ed il di cui tenore è riportato nel *Corriere di Vienna*: « S. M. desidera che per le missioni che saranno ancor tenute, il molto reverendo sig. vescovo deve schivare l'opera dei gesuiti. »

— *Brema*, 13 *marzo*. Si conferma che a Brema siano avvenute alcune turbolenze a proposito del pastore Dulon, stato destituito dalle sue funzioni per ordine del senato cui parve che le dottrine e le predicazioni del quale ministro fossero pericolose. L'assemblea dei borghesi dichiarò che il senato aveva oltrepassato i suoi diritti e lo invitò a rivocare il decreto di destituzione. Quando il sig. Wimmer, successore del sig. Dulon, volle predicare nella chiesa di S. Martino, nel giorno 11 marzo, la popolazione trasse furiosa nella chiesa, con clamori e vociferazioni interruppe il servizio divino, ed il pastore Wimmer dovette fuggirsene per porre la vita in salvo. Più tardi la forza armata pose termine al tumulto.

— *Wiesbade*, 15 *marzo*. S. A. il duca ha aperto solennemente la prima seduta degli Stati recentemente eletti.

E. LEONE Gerente

BORSA DI PARIGI *del* 17 *marzo*.

Il 5 0/0 aperto a 100. 50, chiude a 100, 55.
Il 4 1/2 0/0 resta a 100, 75.
Il 3 0/0 resta a 69, 95.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 45.
Le azioni della Banca di Francia a 2680.

TEATRO REGIO

PER LA SERA DI LUNEDÌ 22 MARZO 1852, ALLE ORE 7 1/2.

Spettacolo Straordinario

a totale beneficio della Cassa di soccorso degli Artisti e delle Allieve della Scuola di Ballo.

Atto primo dell'Opera I PURITANI.

Quintetto eseguito dalle allieve della scuola Elementare: Garino Luigia, Caramella Elisabetta, Vanzio Giuseppa, Ceresole Carolina, Rostagno Giovannina.

Sestetto eseguito dalle allieve della scuola di Perfezionamento: Guni Angela, Pastore Anna, Rolla Teresa, Brunetti Luigia, Rezzi Gabriella, Orgeas Angela.

Terzetto nell'Opera GUGLIELMO TELL del cav. Rossini, eseguito dai sigg. Baucardè Carlo, Ferri Gaetano e Cornago Giovanni — *Romanza nell'Opera* ROBERTO IL DIAVOLO, cantata dalla signora De-Giuli-Borsi Teresa.

L'innocenza riconosciuta,
Terzetto mimico eseguito dalle allieve Orgeas Angela, Rostagno Agostino e Longati Pasqualina.

Il rimorso di Zoraima,
Scena mimica eseguita dall'allieva Rostagno Reparata.

I cinque primi quadri del ballo grande
LA BELLA FANCIULLA DI GAND

Nel quale oltre al terzetto della signora Galletti-Rosati, avranno luogo:

Un passo a tre eseguito dalle allieve Lazzera Carlotta, Villani Rosa e dal signor Ravassano.

Passo a due eseguito dalla sig. Mazzini e Vienna Lorenzo.

Duetto per soprano e tenore nell'Opera LINDA DI CHAMOUNIX eseguito dai sigg. De-Giuli-Borsi Teresa e Baucardè Carlo.

Quartetto eseguito dalle allieve della scuola di Perfezionamento: Giustetti Enrichetta, Scotti Rosa, Vigna Carolina e Sanquirico Melania.

Duetto per soprano e basso nell'Opera DON PASQUALE eseguito dai sigg. De-Giuli-Borsi Teresa e Gaetano Ferri.

Si terminerà lo spettacolo

coll'atto terzo dell'Opera RIGOLETTO.

Questa rappresentazione non è compresa nell'abbuonamento personale. — I palchi però spettano senza compenso alcuno alla lettera B grande.

BENE

La società Filarmonica di Bene desidera un maestro di musica, cui viene corrisposto l'annuo fisso assegnamento di lire seicento: chiunque vi aspiri potrà, nel termine utile d'un mese, dirigere con plico, franco di posta, la sua domanda al notaio Ellena Pietro, segretario della medesima, a cui si potrà pur far capo per aver cognizione delle condizioni richieste.

TIP. G. FAVALE E COMP.

È uscito il fascicolo di febbraio.

DELLA

RIVISTA AMMINISTRATIVA
DEL REGNO
GIORNALE UFFICIALE

DELLE AMMINISTRAZIONI CENTRALI E PROVINCIALI, DEI COMUNI E DEGLI ISTITUTI DI BENEFICENZA.

PONTE MARIA TERESA

Nell'adunanza del 5 corrente, essendo stati estratti a sorte i numeri 136, 456, 146, 21, 473, 266, 9, 498, i portatori potranno presentarsi dal banchiere Carlo Defernex, il quale loro rilascierà un mandato di lire 600 caduno a vista, pagabile dalli signori Barbaroux et Comp.

Rimangono tuttora a rimborsarsi li numeri 350, 171, 174, 331, 283, 285, 335, 173, 177, 315, 232.

Nella prossima ventura settimana

LA DITTA CARLOTTI, BAZZARINI E C., EDIT. LIBR.

finora sotto i portici di Po, n. 39, 1.° piano,

aprirà un nuovo negozio di libri

in via Nuova, casa Melano, presso il Caffè del Genio

con un copioso assortimento di libri scientifici, storici, letterari, politici, ascetici, ecc. ecc., italiani, francesi, inglesi, ecc., nonchè di carta ed articoli di cancelleria.

Riceverà inoltre commissioni per l'Italia e per l'estero, e le adempirà colla maggior prontezza, avendo già aperto corrispondenza coi principali editori e librai si nostrali che forestieri.

RECENTISSIME PUBBLICAZIONI

DELLA SUDDETTA CASA EDITRICE

HAIMBERGER. Il Diritto Romano privato e puro, traduzione dal tedesco del sig. Casimiro Bosio. Terza edizione, Ital. L. 6 96
GHERARDINI. Introduzione alla grammatica italiana, » 1 75
LUCILLA, ossia la Lettura della Bibbia . . . . . » 1 50.
TALU' ET DICHLICH, Decretorum Sacrae Rituum Congregationis Hierolexicon. Edit. 3.ª in-8 . . . . . » 8

DIFFIDAMENTO

Il sottoscritto, abitante in Savigliano, diffida chiunque fosse addivenuto o addivenisse a qualsiasi contratto, convenzione, od accreditamento col suo figlio cavaliere Igino Solaro di Monasterolo, residente ora in Torino, od accettasse da questo obbligazioni, che egli non si tiene menomamente obbligato per il medesimo a far fronte ad alcun impegno od obbligo, e fa abbondantemente questa dichiara ad ogni buon fine.

Savigliano, il 17 marzo 1852.

Conte COSTANZO SOLARO DI MONASTEROLO.

DIFFIDAMENTO

Con iscrittura 1.° marzo 1852, il negozio di lana e crine, l'esercizio da materassaio e la fabbrica de' pagliarici elastici, posti al piano terreno di Casa La-Ville, num. 18, via dell'Arcivescovado, passarono di proprietà del sottoscritto, per l'obbligazione assuntasi di soddisfare tutti i creditori del sig. Pietro Baima, colle condizioni descritte in detta scrittura, di cui fu inoltrata copia all'eccell.mo Magistrato del Consolato di Torino.

Il sottoscritto crede pertanto suo dovere di avvertire tutti i debitori delle cessate ditte Pietro Baima, Baima e Zobianco, e Baima e Comp., che ogni pagamento dovrà farsi esclusivamente e non altrimenti che al sottoscritto od al signor Alessandro Oppizzi, il quale solo, come suo rappresentante, è autorizzato a rilasciare le relative quitanze.

Il signor Pietro Baima, al quale resta affidata solamente la direzione dei lavori, non potrà fare esazioni o contratti di sorta alcuna, per cui verranno considerati per nulli e di niun effetto, tutti i pagamenti fatti a di lui mani.

Torino, il 9 marzo 1852. LETTERIO RADICE.

AVVISO

Presso LETTERIO RADICE, negoziante in via della Zecca, num. 8, trovasi il deposito dell'*Inchiostro Nazionale*, per scrivere. Questo liquido, affatto privo di sostanze corrosive ed acide, non ossida le penne metalliche, non fa decomposizione, non si cancella cogli acidi, non si altera e scorre dalla penna fino all'ultima goccia.

Il medesimo ha pure un deposito d'*Inchiostro da copiare*, di qualità superiore a qualsiasi finora esistente in commercio. Quest'inchiostro si vende a prezzi convenientissimi: il comune da scrivere costa L. 1, 80; quello da copiare L. 3, 60 al litro, compreso il vaso.

Per le partite da spedirsi in barili, i negozianti godranno uno sconto in proporzione del loro acquisto.

SEMENZA BACHI DA SETA

DEL MONTE BRIANZA, PRIMA QUALITA'

via Barra di Ferro, num. 9.

Vendonsi pure Organzini e Trame all'ingrosso e al minuto

INCANTO VOLONTARIO

Di una quantità d'oggetti in metallo gettati, consistenti in campane, campanelli, mortai, mortarini, rubinetti, fibbie, posate, stampe, suppellettili da chiesa, candelieri, ecc., non che molti utensili da fondita e laboratorio, torni compiti, morsi, incudini, ecc. ecc. Mobili del negozio e di famiglia, caduti nell'eredità del fu Vincenzo Cozio.

Lunedì, 22 corrente e giorni successivi, sino a compimento, dalle ore 9 alle 12, e dalle 2 alle 5, in una bottega situata in via di Porta Nuova, n. 19, casa Peruzzia.

Agli abbuonati alla Gazzetta Piemontese

Si è pubblicato un

INDICE DELLE MATERIE

trattate dal Senato del Regno e dalla Camera dei Deputati nelle Sessioni Parlamentari

degli anni 1848-49-50-51

contenute nel rendiconto della Gazzetta Piemontese

Un volume in-4.° — Prezzo L. 2. 50

Si vende, in Savigliano dagli editori Racca e Bressa, ed in Torino dal libraio Schiepatti, via di Po 47.

Dirigere affrancate le lettere ai suddetti, con vaglia postale, e l'opera verrà tosto spedita franca a destinazione.

AVVISO

Si fa noto, che alle ore 9 antimerid. del 22 corrente, in Pancalieri, avanti il signor notaio Pagnone, a ciò specialmente delegato, si procederà all'ultimo definitivo incanto di una Cascina, detta la *Commenda*, di ettare 38, 25, 53 (giorn. 100, 39, 08) in 14 lotti distinti, colla facoltà della riunione, ai patti risultanti dal bando vemale del 12 febbraio scorso.

Dirigersi, per le opportune notizie, presso li causidici collegiati Simondi e Rodella.

Torino, il 15 marzo 1852.

BUSCA CITTA'

Con R. decreto del 4 marzo 1852 venne autorizzata la Città di Busca a stabilire un'annua Fiera da tenersi nel giorno 24 dello stesso mese di marzo.

La prima perciò avrà luogo il 24 del corrente.

TRATTORIA DEI DUE BASTONI

Via dei Due Bastoni num. 1

Il proprietario Paolo Falda, avendo ingrandito il suo locale di quattro sale al 1.° piano riccamente arredate, si reca a debito di far noto ai signori avventori, che vorranno onorarlo, si a conto, che a pasto, da L. 2 in più, essere egli in grado di poter pienamente e colla massima puntualità ed esattezza soddisfarli si per la squisitezza de' cibi, che per l'ottima qualità de' vini.

GUANO DEL PERU'

DEPOSITO

A GENOVA, SAVONA E TORINO

presso i fratelli Fresia di F., via d'Italia, num. 7.

Parigi. Vestiti ed articoli di moda

Onde degnamente corrispondere alla cortese fiducia della sua nobile clientela la casa Fauvet, altamente favorita dalle più distinte classi, ha l'onore di annunziare che ha trasferto i suoi magazzini in via Ménars, n. 4, in uno dei vasti locali di quel quartiere ottimamente adattato alle abitudini dell'alta Società. Vi si eseguiscono con somma cura, e più prontamente che altrove, gli ordini di vestiti e d'articoli di vestiario, di cui basta indicare le proporzioni, mediante un nastro od una misura usata nel paese di chi si compiacerà dare l'ordine.

MUTUO

Di L. 70m. in una o più rate, per le quali si darebbe lata ipoteca su di una casa in Torino.

Recapito dal notaio Perotti, vicolo di S. Maria, n. 3.

PIETRO POLLON

NEGOZIANTE DI CAVALLI

Fa noto, essere visibile nelle sue scuderie, a S. Salvario, un convoglio di cavalli da carrozza del Mecklemburgo; e con altro avviso indicherà il giorno dell'arrivo dei cavalli prussiani da sella.

TRASLOCAZIONE

La rinomata fabbrica di **Fiori artificiali**, premiata con medaglia in argento, di Serafino Calosso, già situata in Dora Grossa, num. 2, piano 1.°, è stata trasferta nella stessa via, rimpetto all'antica abitazione, portina num. 3, piano 1.°

LAGO DI COMO

Da vendere o permutare con altro stabile

Elegante VILLA, completamente mobigliata, recentemente costruita sulle sponde ed in una delle più belle situazioni di detto Lago, dominante una estesissima vista circolare, con giardini, darsene e battelli, e situata nel Comune di Carate, a chilom. 14 circa (miglia 6) dalla città di Como.

Dirigersi in luogo al signor Ferdinando Taroni, costruttore navale, ed in Milano al signor Ragioniere Antonio Naturani, contrada di S. Antonio, al n. 4806.

DA AFFITTARE

PER IL PROSSIMO SAN MARTINO

Tenimento sul territorio di Volpiano, consistente in ettari 165, 30 (giorn. 435) tra campi, prati e boschi, con tre vistosi corpi di fabbrica.

Per le indicazioni dirigersi in Volpiano al Ferrero Giacomo, e per le condizioni in Torino al portinaio della casa posta nella sezione Moncenisio, via della Madonnetta, n. 11.

AVIS MÉDICAL

Le docteur SAMUEL LA'MERT, membre de l'Université d'Edimbourg, membre honoraire de la Société Médicale de Londres, etc. etc., auteur de la *Préservation personnelle*, et de la *Science de la vie*, a l'honneur d'informer les personnes qui désirent le consulter sur les différents désordres des organes de la génération résultant d'excès ou d'habitudes secrètes contractées dans la jeunesse, de la syphilis, de la gonorrhée, d'écoulements, des rétrécissements, et sur les cas de débilité nerveuse, de faiblesse locale et générale, précurseurs de la stérilité, de l'impuissance, de l'anéantissement des plaisirs de la vie et du but spécial du mariage, que chaque jour il reçoit à sa résidence,

37, BEDFORD SQUARE, A LONDRES;

Les heures fixées sont de 11 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. Prix de la consultation 25 francs, soit personnelle, soit par correspondance. — Le secret est inviolable et les lettres rendues sur réclamations. — Les médicaments nécessaires sont expédiés avec sécurité, dans toutes les parties du monde.

Toutes les lettres adressées au docteur LA'MERT devront être AFFRANCHIES, et contenir, pour obtenir un Avis ou une Consultation L. 1 (une livre sterling), ou un bon de VINGT-CINQ FRANCS, payable à Paris ou à Londres, chez un Banquier, ou à la Poste aux Lettres de PARIS. Sans cette formalité, les Lettres, quoiqu'affranchies, resteront sans réponse.

La PRÉSERVATION PERSONNELLE est illustrée de quarante figures coloriées, sur l'anatomie, la physiologie et les maladies des organes de la génération : prix, sous enveloppe, 5 francs, franco 5 fr. 50 c.

LA SCIENCE DE LA VIE, secret pour vivre longtemps, avec portrait et planches, prix 4 fr., franco 4 fr. 50 c.

Tous les exemplaires non revêtus de la signature de l'auteur, devront être considérés comme contrefaçons, et le public est prié de ne leur accorder aucune confiance.

En vente : à Turin chez Gianini et Fiore, libraires; à Florence chez L. Molini, libraire; l'édition italienne de la *Préservation personnelle* qui se vend également à 5 francs.

SCIROPPO DI TAMARINDI

DI FILIPPO VIORA

unico approvato con superiore autorizzazione

a Ln. 2. 50 il 1/4 di litro

sigillato con stemma gentilizio

Un nuovo genere di rinfresco piacevole e salubre venne testè ritrovato dal confettiere e farmacista FILIPPO VIORA, il solo approvato dalle rispettive autorità. Esso è composto essenzialmente di sciroppo di tamarindo con gomma arabica, semplicissime sostanze; e nessun'altra bevanda è forse più atta di questa ad estinguere la sete.

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 13;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gaubaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Revanale, 167

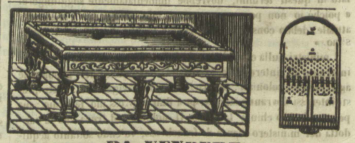
DA RIMETTERE AL PRESENTE

in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una

LIQUIDAZIONE VOLONTARIA

massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.



DA VENDERE

Assortimento di bigliardi di legni forestieri e del paese.

Recapito dal fabbricante Deagostini, via Bellezia, dietro il palazzo della Città, num. 40, Torino.

DA VENDERE IN TORINO

pagabile in rogito o con more concertande.

CASA in una delle vie più concentriche e commerciali, di solida e perfetta costruzione, del valore di L. 225,000 circa. — Indirizzo allo studio dell'architetto Bertolotti, via della Basilica, n. 15, piano terzo.

VENDITA VOLONTARIA

Di due CASCINE formanti un sol corpo, in territorio di Rocca-de-baldi, regione de' Corvi, di ett. 130, are 72 (giorn. 344) circa, con fabbricati civili e rustici, finora tenuti a masserizio.

Per le notizie e trattative dirigersi in Torino, nello studio del signor notaio coll. Signoretti, via Stampatori, porta 14, piano terzo.

NOTA

Con sentenza del Regio tribunale di prima cognizione del 15 corrente è stato deliberato al prezzo di L. 60,000, un corpo di casa situato in Borgo Nuovo via dell'Arco, n. 11.

Con tutto il 30 del corrente scadono i termini per l'aumento del sesto, a mente della R. Legge.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera: i PURITANI — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il Matrimonio della Libertà. — Un Padrino — Emicrania o mal di nervi o i misteri di un marito.*

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Madamigella Seiglière.*

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: — *Il Furioso*, con balletti comici.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Cajo Gracco.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *La pace di San Quintino.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 70 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

LUNEDI' 22 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	36	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

Relazione del Ministro delle Finanze a S. M.

Sire,

Non ostante la riduzione operata nel tasso dell'interesse dei Buoni del Tesoro, continuando l'afflusso dei capitali nelle casse pubbliche, il riferente crede essere il caso di ridurlo maggiormente, onde porre il frutto dei Buoni in relazione coll'odierno corso dei fondi pubblici.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Visto l'art. 5 della Legge del 31 gennaio p. p.;
Visto il Nostro Decreto del 5 del volgente mese;
Sulla relazione del Ministro delle Finanze;
Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Articolo unico.

L'interesse stabilito col Decreto Nostro del 5 del volgente mese per i Buoni del Tesoro che il Governo è autorizzato ad alienare in forza delle Leggi del 12 luglio 1850, e del 31 gennaio p. p., è ridotto come infra, cioè:

Per i Buoni aventi una scadenza non eccedente i sei mesi, l'interesse sarà del quattro p. 0/0.

Per quelli di scadenza eccedente i sei mesi, l'interesse sarà del cinque p. 0/0.

Il Ministro delle Finanze è incaricato della esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Moncalieri, addì diciannove marzo 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 21 *marzo*.

Domani 23 marzo, in tutte le chiese parrocchiali della capitale si alzeranno preci al Signore in suffragio dei morti nella battaglia di Novara. La messa nella cattedrale avrà luogo alle ore 9 antimeridiane.

Nella seduta di ieri la Camera dei Deputati proseguì nella discussione del progetto di legge sulle pensioni agli impiegati civili fino all' art. 23.

GUARDIA NAZIONALE DI TORINO

Ordine del giorno 1° marzo 1852.

Il Generale comandante superiore, visti gli articoli 63 e 79 della legge 4 marzo 1848, il Decreto di S. M. del 16 settembre stesso anno, ed i precedenti ordini del giorno concernenti gli esercizi militari *obbligatorii* approvati con relativi Decreti dall'Intendente generale della divisione di Torino, e tenuto in conto l'istruzione di cui molti Militi già sarebbero forniti, ha col presente stabilito quanto segue:

Art. 1. Dal 25 corrente a tutto il 10 maggio sarà attivata la scuola del soldato in ciascuna legione.

Questa scuola avrà luogo due volte per settimana, ed in quei giorni che saranno dal rispettivo sig. Colonnello capo-legione fissati.

È *obbligatorio* l'intervento a questa scuola per tutti quei signori militi e graduati i quali furono iscritti nella Milizia a datare dal 1° gennaio 1851 in poi.

Questa scuola sarà diretta ed eseguita dai signori Capitani aiutanti maggiori in primo, colla cooperazione dei sigg. Aiutanti maggiori in secondo, Sergenti e Caporali maggiori, Sergenti e Caporali furieri di compagnia, e di quegli altri tanto graduati che militi, i quali animati da buona volontà volessero adoperarvisi.

Sarà quest'istruzione presenziata dai sigg. Colonnelli, Maggiori e Capitani di compagnia, ed ove nel primo giorno in cui essa avrà luogo si rinvenissero graduati o militi sufficientemente istrutti, potranno essere questi dispensati dall'intervenire a questa scuola, e sarà loro spedito certificato d'idoneità dal rispettivo Capitano, controfirmato dall'Aiutante maggiore in primo e dal sig. Colonnello.

I mancanti a questa prima lezione, senza pregiudizio del disposto dal seguente art. 4, s'intenderanno rinunciare al diritto d'esenzione per idoneità, nè potranno più quello ripetere posteriormente, salvo accertino a giusti motivi appoggiata, la loro mancanza.

Art. 2. Dal 10 maggio a tutto il 30 giugno sarà attivata parzialmente in ciascuna legione la scuola di pelottone e di battaglione.

L'intervento a questa scuola è *obbligatorio per tutti indistintamente i signori graduati e militi di questa Guardia Nazionale*; vi saranno però dispensati quei *militi semplici* che avranno raggiunto il *quarantesimo* anno di loro età.

Questa scuola avrà luogo una volta per settimana, ed in quel giorno ed ore che verranno dal signor Colonnello capo-legione stabilite.

La direzione e disposizioni a darsi per quest'istruzione sono affidate ai signori colonnelli capi-legione.

Art. 3. Tanto la scuola di cui all'art. 1 che quella di cui all'art. 2 dureranno due ore ciaschedunna; queste due ore si computeranno dal momento in cui ultimato l'appello di coloro che devono intervenire, si dà principio all'istruzione, sino a quello in cui si rompono le righe per essere la medesima ultimata.

Art. 4. Le disposizioni concernenti l'appello, le mancanze al medesimo e le relative punizioni quali sono accennati dagli articoli 4 e 5 dell'ordine del giorno approvato dal sig. Intendente generale con suo decreto del 24 settembre 1848, e riconfermate negli ordini successivi, si dichiarano estese ed applicabili alle scuole tutte istituite col presente ordine del giorno che si rassegna al sig. Sindaco per essere dal medesimo decretato, e sottoposto quindi all'approvazione del sig. Intendente generale della Divisione amministrativa di Torino a termini dell'articolo 65 del R. Editto 4 marzo 1848.

Il Generale comandante superiore
MAFFEY.

Il Sindaco della città di Torino

Visto l'ordine del giorno in data del 1° marzo corrente, in cui dal sig. Comandante superiore della Milizia Nazionale di questa città s'instituiscono le scuole d'esercizi militari ivi espresse agli articoli 1 e 2;

Visto l'art. 63 della legge sulla Milizia Nazionale del 4 marzo 1848, sulla proposta del sig. Comandante superiore della mentovata Milizia, contenuta nella lettera del 9 corrente mese,

Decreta:

L'ordine del giorno del Comandante superiore della Milizia Nazionale di questa città in data del 1° corrente marzo relativo all'instituzione delle scuole d'esercizi militari ivi espresse, sarà eseguito secondo la sua forma e tenore, sotto la riserva dell'approvazione del sig. Intendente generale della Divisione amministrativa, cui verrà a tal fine sottoposto.

Torino, addì 10 marzo 1852.

Il Sindaco G. BELLONO.

Visto l'avanti esteso ordine del giorno proposto dal Comandante superiore della Guardia Nazionale di Torino, e decretato dal Sindaco della città, concernente la istituzione delle scuole di soldato, di pelottone e di battaglione alle epoche ivi indicate;

Visto l'art. 65 della legge organica 4 marzo 1848;

Il medesimo si approva mandando a chi spetta di curarne la piena osservanza.

Torino, il 12 marzo 1852.

Per l'Intendente generale
RADICATI.

MINISTERO DELLE FINANZE.

Quadro comparativo delle riscossioni fatte durante il mese di febbraio 1852 sovra tutti i prodotti indiretti *amministrati dall'Azienda Generale delle finanze, con quelle fatte nello stesso mese 1851, in Terraferma.*

	1852	1851	Differenza in più	Differenza in meno
Dritti d'insinuaz. e tabellione	650592 28	568106 77	82485 51	» »
id. d'emolumento	91414 05	89007 90	2406 15	» »
id. giudiziari	53979 50	54764 57	1214 93	» »
id. d'ipoteche	27178 49	27454 49	» »	276 50
Esazioni deman.li	359085 51	156593 69	183489 62	» »
Multe e pene pecuniarie	19707 17	25721 75	» »	6014 58
Tasse di finanza	9785 45	7972 53	1840 92	» »
Spese di giustizia ricuperate	19424 68	17865 80	1558 88	» »
Tasse di success.ni	120391 69	50305 76	70086 23	» »
Tasse sulle vetture pubbliche	6341 24	4864 57	1479 67	» »
Dritti di bigliardi, passaporti	39347 02	45985 70	23361 52	» »
Prezzo dei libretti degli operai	246 75	226 50	» »	9 75
Carta bollata	264240 84	254046 41	10194 43	» »
Carte da giuoco e tarocchi	7936 »	4646 »	3340 »	» »
Concorso di provincie, comuni e particolari nell'arginamento dell'Isère ed Arc	8200 »	7780 26	449 74	» »
Tassa sulle usine	152 15	77 27	74 88	» »
Strade ferrate	187927 56	127799 50	60128 06	» »
Servizio sanitario	9985 62	2551 50	7434 12	» »
Rimborso prezzo munizioni somministrate ai comuni per la guardia nazionale	47 10	» »	47 10	» »
Ricupero prezzo quadri sinottici del sistema metrico decimale	» »	3103 95	» »	3103 95
Tassa sui corpi morali-manimorte	85537 10	» »	85537 10	» »
Prodotti dell'istruzione pubblica	1600 40	» »	1600 40	» »
Totali	1942355 06	1415815 62	535949 02	9407 58
Differenza in più			535949 02	
id. in meno			9407 58	
Resta in più			526541 44	

Quadro comparativo dei prodotti dell'*Insinuazione e Demanio* di Terraferma durante il mese di febbraio 1852.

1852	1851	1850	1849	1848
1942355 06	1415815 62	1074502 98	856085 61	1035784 89

RISULTATO

1852 aumento { rispetto al 1851 L. 526541 08; » 1850 » 864852 08; » 1849 » 1086266 45; » 1848 » 907570 17

Quadro comparativo dei prodotti dell'*Insinuazione e Demanio* di Terraferma durante i mesi di gennaio e febbraio 1852.

1852	1851	1850	1849	1848
4222954 81	3014802 35	2290859 55	1927458 50	2100129 15

RISULTATO

1852 aumento { rispetto al 1851 L. 1208152 46; » 1850 » 1932095 26; » 1849 » 2295496 31; » 1848 » 2122825 66

Dat. Torino, il 20 marzo 1852.

Il Segretario Capo della 2ª Divisione
DELLALONGA.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE.

Avviso.

Con verbale del 20 andante mese essendo stato deliberato l'appalto delle opere di costruzione d'una rimessa delle vetture, di un magazzino pei combustibili, e di una tettoia per la restituzione dei bagagli ai viaggiatori nella stazione di Torino per L. 68227 cent. 71, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta delli 3 marzo corrente, si previene il pubblico che i fatali per la diminuzione del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di sabato 5 prossimo aprile.

Torino, addì 21 marzo 1852.

Per detta generale Azienda
C. BOLLA *vice-segretario.*

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova
la sera del 17 marzo 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9492400 76
id. id. in Torino	»	6501531 68
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	14425761 34
id. id. in Torino	»	17658222 66
Fondi pubblici della Banca	»	562117 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	935535 34
Tratte della sede di Torino del 16 corr.	»	10589 29
Spese diverse	»	276912 48
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Corrispondenti della Banca (sbil.° de' conti)	»	322350 94
Debitori diversi	»	21297 67
	L.	50364507 65

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione.		
per operazioni ordinarie	»	33562450 »
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	»
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	53994 61
id. id. in Torino	»	71376 16
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	23774 85
id. id. in Torino	»	154808 75
Conti correnti disponibile in Genova	»	790374 46
id. id. in Torino	»	869757 67
Non disponibile	»	68144 86
R. Erario conto corr.	»	6221044 45
Tratte a pagarsi dalla sede di Genova su quella di Torino	»	32057 85
della sede di Torino su quella di Genova del 16 corr.	»	178742 47
Dividendi arretrati	»	28752 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	2564 »
Rimb. della sede di Torino del 16 corr.	»	48000 00
	L.	50364507 65

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Oggi al regio teatro si è fatta la solenne distribuzione de' premii alle allieve della scuola di danza.

La commissione delegata all'esame era presieduta dal cav. *Paravia*, il quale aprì la lieta cerimonia con un elegante discorso, che daremo nel numero di domani. Vennero aggregati alla commissione gli artisti del regio teatro *Carolina Galletti-Rosati*, prima ballerina, *Antonio Ramaccini*, primo mimo, *Lorenzo Vienna*, primo ballerino.

Diede anzitutto lodevole saggio de' primi passi nell'arte, la classe elementare (maestro, sig. Chouchoux) con un'introduzione eseguita dall'intera scuola e con alcuni passi d'insieme.

Le allieve della scuola di mimica (maestro sig. Cuccoli) eseguirono con plauso un esperimento mimico *La potenza d'amore*, con l'intermezzo di un scherzetto.

La classe di perfezionamento (maestro sig. Mattis) in due esperimenti mimici, in un quartetto ed un passo a tre, diede a conoscere i vantaggiosi progressi fatti nello studio dalle più abili alunne.

Dopo di che, raccoltasi la commissione a termini del regolamento e fatto calcolo dei risultamenti dell'esame, non che de' raggagli ottenuti dai rispettivi maestri, ha pronunciato doversi conferire i premii come segue:

Nella *Scuola di perfezionamento* venne conferito il *premio d'onore*, consistente in una medaglia d'argento, alle alunne *Villanis Rosa*, *Laszera Carlotta*, *Orgeas Angela* e all'allievo *Rostagno Agostino*. Un primo premio fu dato all'alunna *Giustetti Enrichetta*, un secondo premio alla *Vigna Carlotta*, un terzo premio alla *Scotta Rosina*. Un primo *accessit* all'alunna *Sanquirico Melania* e il secondo *accessit* alle alunne *Rolla Teresa* e *Pastore Anna*.

Nella *Scuola elementare* un primo premio all'alunna *Caramella Elisabetta*, un secondo premio alla *Ceresole Carolina* ed un *accessit* caduno alle alunne *Venisio Giuseppina*, *Garino Luigia*, ed agli alunni *Merletti Pietro* e *Ammonetti Francesco*.

Nella *Scuola di mimica* un primo premio all'alunna *Longati Pasqualina*, un secondo premio ad *Angela Ceronetti*.

PROVINCIE. — Si legge nel *Moderato*:

La società filodrammatica in Pallanza avendo, nello scorso carnevale, date in quel teatro alcune rappresentazioni, ottenne dagli introiti la somma di L. 442 82, che destinò per una metà all'asilo infantile, e per l'altra all'ospedale civico.

GENOVA. — Si legge nella *Gazzetta di Genova* del 20:

Col *Telemaco*, pacchetto a vapore postale, proveniente da Marsiglia, è qui giunto il principe di Canino Carlo Bonaparte. Egli recasi a Civitavecchia.

NECROLOGIA. — Il 25 febbraio compiva la sua carriera quaggiù l'arciprete canonico *Bernardino Ronchetti* nel suo cinquantesimoterzo anno di età. Ebbe la direzione della scuola infantile in Novara nella parte di religiosa istruzione. Fu direttore spirituale dell'Istituto Bellini, conditore della casa d'industria dei poveri, membro della congregazione generale di carità e concorse a promuovere la cassa di risparmio. Spese insomma la vita nel sollevare i dolori dell'umanità e nel soccorrere alla sventura ed all'indigenza.

STATO ROMANO

Si legge nel *Giornale di Roma* del 15 *marzo* :

Questa mattina S. S. tenne concistoro segreto. Dopo breve allocuzione creò e pubblicò cardinali dell'ordine dei preti :

Monsignor Domenico Lucciardi, vescovo di Sinigaglia, nato in Sarzana li 8 dicembre 1796 ;

Monsignor Francesco Augusto Ferdinando Donnet, arcivescovo di Bordeaux, nato nell'arcidiocesi di Lione nel 1795 ;

Monsignor Girolamo d'Andrea, arcivescovo di Melitene, segretario della Sacra Congregazione del Concilio, nato in Napoli li 12 aprile 18 2;

Monsignor Carlo Luigi Morichini, arcivescovo di Nisibi, tesoriere generale della Rev. Camera Apostolica e presidente della Commissione degli ospedali, nato in Roma li 21 novembre 1805.

— Il vescovo di Verona, mons. Mutti, è promosso a patriarca di Venezia.

Mons. Bedini commissario straordinario a Bologna fu creato arcivescovo di Tebe *in partibus*.

— Il conte Bentivoglio guardia nobile di S. S. è partito per la Francia incaricato di portare il zucchetto rosso al cardinale Donnet.

DUE SICILIE

NAPOLI, 8 *marzo*. Con decreto del 16 febbraio ultimo si dispone che nei reali domini al di là del Faro, tutti i beni di ogni natura del demanio pubblico, dei pubblici stabilimenti, de' luoghi pii laicali, e quelli di ogni altro stabilimento dipendente dal real governo, esclusi i beni di natura ecclesiastica, o appartenenti al patrimonio regolare, non che dei comuni, siano alienabili ai pubblici incanti. — Viene inoltre nello stesso decreto dichiarato doversi per rendita attuale intendere quella di cui sono in attuale percezione i corpi anzidetti, e sono stabilite le norme per l'esatto disimpegno della detta disposizione, si per la tutela di corpi possidenti, come per la guarentigia dei diritti che possono avervi altri.

— È morto il generale di brigata Carlo Guerrero.

ILLIRIA

Si legge nell'*Osservatore Triestino* in data del 18 marzo :

Da quando l'i. r. piroscafo *Marianna* comandato dal capitano di fregata Maurizio Wohlgemuth, uscì da Venezia il 5 corrente, nulla fin ad oggi si poté conoscere di positivo intorno la sua sorte. Si hanno quindi forti motivi onde temere che gli sia accaduto qualche disastro.

In questo punto riceviamo il seguente dispaccio telegrafico, il quale ci dà una prova novella della magnanimità del nostro graziosissimo imperatore e re.

Ecco il

Dispaccio telegrafico.

Per ordine sovrano, S. E. il primo aiutante generale di S. M. a S. E. il comandante superiore della marina tenente-maresciallo conte de Wimpffen in Trieste.

Ebbi ordine di pregare l'E. V. di voler dare personalmente alla consorte del capitano di fregata Wohlgemuth l'assicurazione che S. M. I. R. apostolica si prenderà cura del di lei avvenire nel caso che la temuta sciagura si confermasse.

FRANCIA

PARIGI, 17 *marzo*. A tenore del nuovo bilancio, dice il *Constitutionnel*, lo stipendio dei ministri segretarii di Stato è di 100,000 fr. all'anno. Un'eccezione è fatta pe' due ministri degli affari esteri e della guerra, che sono tenuti a maggiore rappresentanza del loro colleghi ; essi riceveranno 150,000 fr. all'anno.

Pei funzionarii dei diversi rami dell'amministrazione, il loro stipendio è ristabilito come era nel 1847. Così, nell'ordine giudiziario, i primi presidenti e i procuratori generali delle corti d'appello avranno 15,000 fr., 12,000 fr., o 20,000 fr., secondo la classe alla quale appartengono. Il primo presidente e il procuratore generale presso la corte di Parigi, come pure il primo presidente e il procuratore generale della corte di cassazione, avranno 30,000 fr. all'anno. I consiglieri alla corte di cassazione avranno 15,000 fr. ; gli avvocati generali alla corte di Parigi, 12,000 fr. ; i sostituti del procuratore generale e i consiglieri della corte di Parigi, 10,000 ; i giudici e i sostituti del tribunale di prima istanza della Senna, 7,000, ecc.

Gli assegnamenti de' cardinali, arcivescovi e vescovi, e dei membri del corpo diplomatico e degli altri agenti dell'alta amministrazione sono aumentati nella proporzione istessa.

— Il nuovo decreto organico della Legion d'Onore, lasciando illimitato il numero dei cavalieri, determina a 4,000 il numero degli ufficiali, a 1,000 quello dei commendatori, a 300 quello dei grandi ufficiali, e ad 80 quello dei gran croce. Fino a che l'Ordine sia rientrato nel quadro suddetto, non sarà fatta in questi diversi gradi, tanto al civile quanto al militare, che una nomina o promozione sopra due vacanze.

La decorazione della Legion d'Onore è ristabilita come era sotto l'impero, coll'esergo *Napoléon, empereur des français*, e dall'altro lato col motto *Honneur et Patrie*.

Le condizioni d'ammissione e di avanzamento nell'Ordine, con piccole modificazioni, rimangono le stesse. Il novello decorato presterà giuramento di fedeltà al presidente della repubblica, all'onore e alla patria.

Le pensioni pei militari sono le seguenti: pei legionarii 250 fr., per gli ufficiali 500, pe' commendatori 1,000, pe' grandi ufficiali 2,000, pe' gran croce 5,000.

Un consiglio dell'Ordine i cui membri sono nominati dal presidente della repubblica, è stabilito presso il gran cancelliere, che è incaricato di tutta l'amministrazione. Questo consiglio che sarà rinnovato ogni due anni, si compone, oltre il gran cancelliere e il segretario generale, di dieci membri dell'Ordine.

Del 18. Il *Moniteur* d'oggi ha pubblicato il decreto che regola il bilancio del 1852.

Le spese ordinarie e straordinarie ascendono a 1,505,398,846 fr.

Le entrate sono valutate a 1,449,413,604 fr.

Il bilancio del 1852 presenta adunque un eccedente di spese fissato provvisoriamente a 55,985,242 fr.

Il complesso dei crediti stanziati pel servizio ordinario, non compresi i servizi portati per ordine in bilancio, oltrepassa di 8 milioni il complesso delle somme stanziate che la legge di finanze e le leggi di crediti supplementari avevano attribuite all'esercizio del 1851, non compresi gli stessi servizi portati per ordine.

Questo eccedente di spesa di 8 milioni è cagionato dalle spese straordinarie che si richiedono per la deportazione in Algeria dei condannati politici, per la formazione d'uno stabilimento a Caienna, per la creazione d'un nuovo ministero, per la dotazione del Senato, e per l'aumento degli stipendi della magistratura e dei diversi funzionari.

La dotazione dei lavori straordinari, che era nel 1851 di 50 milioni ascende pel 1852 a 75 milioni. È pertanto una differenza di 14 milioni, la quale si spiega per l'impulso particolare dato dal governo ai grandi lavori pubblici ; il compimento del Louvre vi figura per 2 milioni.

Modificazioni piuttosto importanti sono state introdotte nell'economia del bilancio delle entrate, specialmente per l'imposta del sale e quella delle bevande.

Nulla è innovato all'imposta del sale in quanto al diritto che resta fissato a 10 fr. per 100 chilogrammi. Però la legge di finanze assoggetta a tale imposta vari stabilimenti industriali che finora n'erano stati esonerati ; locchè produrrà un aumento di entrate per 8 milioni circa all'anno, senza che l'imposta del sale sia in se stessa aumentata.

L'imposta delle bevande è modificata come segue :

Riduzione di metà del diritto d'entrata nelle città.

È aumentato di metà il diritto sulla vendita al minuto.

Abbassamento del limite della vendita all'ingrosso da 400 a 25 litri.

Restrizione dal circondario al cantone, per la zona di franchigia di cui godono i produttori.

Il prelevamento del decimo che il tesoro percepisce sul prodotto dei dazii comunali è soppresso.

Una disposizione particolare concerne la città di Parigi per la contribuzione delle porte e finestre. A Parigi ed in tutte le altre grandi città tutte le finestre sono soggette alla medesima tassa, qualunque sia il loro valore. La città di Parigi aveva domandata già da parecchi anni l'autorizzazione di ripartire il contingente che le è assegnato, non più secondo il numero delle aperture solamente, ma in ragione ad un tempo del numero delle aperture e del valore locativo. Questo nuovo modo di ripartimento sarà studiato e preparato per essere applicato nel 1853.

Per le entrate straordinarie necessarie pel 1852 è da notarsi un'alienazione di 15 milioni di foreste appartenenti allo Stato, sui 50 milioni la cui vendita fu autorizzata dalla legge del 7 agosto 1850.

Il ministro delle finanze potrà creare nuovi boni del tesoro ; ma i boni in circolazione non potranno eccedere 150 milioni, senza contare i boni rilasciati alla cassa d'ammortizzazione, in virtù della legge del 51 gennaio 1833, e quelli che furono depositati in guarentia alla banca di Francia e alla banca di sconto, come pure i boni che fosse necessario di creare per eseguire il decreto di conversione.

La forza effettiva militare da tenersi nell'Algeria è stabilita a 70,970 uomini e a 14,615 cavalli.

Una somma di 4,508,000 fr. di rendite 5 0,0, inscritte al tesoro in nome della cassa d'ammortizzazione, e che non furono comprese nelle annullazioni pronunciate dalla legge del 4 dicembre 1849, sarà cancellata dal gran libro del debito pubblico.

— Il duca di Rianzares è giunto a Parigi.

— Si assicura, dice la *Patrie*, che la determinazione concernente il limite di età, che fu presa in proposito della magistratura, sia per essere adottata riguardo a parecchie altre amministrazioni.

— Il conte di Turenne, ex-pari di Francia, generale di brigata onorario, ecc., è morto ieri in Parigi nell'età di 75 anni.

BELGIO

BRUXELLES, 17 *marzo*. Nella seduta del 16 della Camera dei rappresentanti, in occasione che si discuteva un progetto di legge per la trasposizione al bilancio della guerra di un credito di 355,000 fr., il ministro della guerra dichiarò che le spese delle quattro opere di difesa destinate a compiere le fortificazioni di Anversa, non ammonteranno oltre a 600,000 fr. di cui 213,000 fr. pei lavori di costruzione propriamente detti. Il ministro aggiunse alcune parole pienamente tranquillanti sul morale dell'esercito, cui l'opposizione si sforza di rappresentare come inquieto della sua sorte e del suo avvenire : vane allegazioni smentite dai rapporti degli ufficiali generali e dai capi di corpi.

Nella seduta del 17 si continuava la discussione dell'anzi mentovato progetto di legge, il presidente della Camera propose di terminare ogni discussione ulteriore sull'ordinamento dell'esercito, e di porre ai voti il progetto di legge. Il sig. Loos propose anche la chiusura dei dibattimenti ; ma il principe di Chimay presentò la mozione seguente : « La Camera, considerando che importa di far cessare lo stato d'inquietudine in cui si trova l'avvenire dell'esercito, emette il voto che il bilancio della guerra sia discusso nella presente sessione. »

Questa mozione fu energicamente combattuta dal ministro dell'interno, sig. Rogier, e dal sig. Frère, ministro delle finanze i quali sostenevano che dopo le dichiarazioni fatte dal ministro della guerra, la proposta Chimay non aveva scopo, e mirava soltanto ad accennare ad una inquietud ne che non esisteva, e ad infliggere al ministero un biasimo che non meritava.

La mozione del principe di Chimay è posta ai voti e rigettata alla maggioranza di 57 voti contro 23.

— La *Gazzetta di Mons* conferma la notizia che nelle miniere di carbon fossile di Longe Terne Ferrand furono abbandonati domenica (14).

Lunedì si cominciarono a tagliare in discendere una nuova galleria nel sasso vivo, e forse nello spazio di quattro a sei mesi si riuscirà a ritirare i cadaveri sepolti sotto le rovine degli antichi lavori.

Il riparto della somma che il re fece mettere a disposizione del governatore dell'Hainaut, venne fatto immediatamente.

SPAGNA

MADRID, 12 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance* :

Il generale Aupick, ambasciatore di Francia, ha avuto ieri (11) un'udienza particolare dalla regina, alla quale ha rimesso una lettera autografa del principe-presidente della repubblica francese.

La *Gazzetta di Madrid* pubblica vari regi decreti contenenti nomine di capitani generali di provincie. Uno d'essi decreti nomina governatore capitano generale dell'isola di Porto-Rico e presidente del tribunale di quell'isola il luogotenente-generale Ferdinando di Norzegoray, attualmente capitano generale della Andalusia.

Quantunque la gazzetta ufficiale non pubblichi il decreto di destituzione del generale Concha, non è però meno certo che il generale Canedo gli vien sostituito al capitanato generale della Avana. Il generale Canedo si dispone a partire per Cadice.

Si assicura che il generale Lersundi deve essere nom nato capitano generale di Madrid, in surrogazione al generale Canedo.

— *L'Heraldo* del 12 annunzia che il duca di Rianzares partì il di innanzi alla volta di Parigi.

— *Del* 13. Il sig. Lersundi è stato nominato capitano generale di Madrid, e ha preso immediatamente possesso della nuova sua carica.

Il generale Turon, che è stato nominato governatore militare di Madrid, è qui atteso domani.

Il giornale ministeriale *El Orden* dice che il governo, pur riconoscendo la giustizia, la intelligenza e la probità del capitano generale dell'Avana, generale Concha, è stato costretto di allontanarlo da quell'importante comando, attesochè non poteva approvare i provvedimenti locali adottati da esso generale.

Le corrispondenze di Mahon annunziano che i lavori di fortificazione progrediscono attivamente. Più di 500 operai vi lavorano.

— Per reali decreti, inscritti nella *Gazzetta di Madrid* del 15, il sig. José di Herzta, vice-presidente della giunta di liquidazione degli antichi crediti contro lo Stato, regio consigliere dell'agricoltura, dell'industria e del commercio, e antico capo politico, è nominato direttore generale dei lavori pubblici, in surrogazione al sig. Bertrand Subercase, la cui dimissione del quale, per motivi di salute, è stata accettata. Quest'ultimo è nominato vice-presidente della giunta consultativa dei ponti e strade con l'annuo assegnamento di 30,000 reali.

INGHILTERRA

LONDRA, 17 *marzo*. I giornali di Londra ragionano diversamente delle dichiarazioni fatte a nome del ministero dal primo lord della tesoreria conte di Derby nella Camera ereditaria, e dal cancelliere dello scacchiere signor Beniamino d'Israeli nella Camera elettiva. Il *Morning-Herald*, organo ministeriale, loda quelle dichiarazioni e censura vivamente il contegno adottato dal lord John Russell. Il *Times* commenda il ministero di non aver fatta alcuna dichiarazione avversa all'attuale legislazione economica e di aver promesso di aspettare in proposito la sentenza del paese, la quale sarà resa nelle prossime elezioni ; il giornale citato dice che la politica di lord Derby è la sola la quale nell'attuale stato di cose, sia praticabile e ragionevole. Il *Globe*, giornale whig ed organo del cessato ministero, biasima i ministri di non aver voluto inalberare francamente lo stendardo del protezionismo, ed insiste sulla pronta dissoluzione del Parlamento. Il *Morning-Chronicle*, organo di sir James Graham e dei Peelisti, rende omaggio all'abilità ed all'eloquenza di lord Derby, ma riflette che il paese non è tranquillo riguardo gli intendimenti del ministero intorno alle riforme dell'odierna legislazione economica, e che le nuove elezioni risolveranno definitivamente la questione. Il periodico settimanale l'*Examiner* in un lungo articolo intitolato *La protezione e la riforma parlamentare*, fa l'apologia della libertà economica e della riforma parlamentare, e non pronostica lunga vita al ministero che volesse avversarle.

— I giornali inglesi discorrono pure del decreto sulla conversione della rendita, promulgato dal principe presidente della repubblica francese, e per la massima parte lo approvano.

— Nella tornata della Camera dei Lords del 16 marzo il marchese di Clanricarde chiese al ministero, se intendesse fare qualche nuova proposta sulle somme da erogarsi dallo Stato a favore dell'educazione in Irlanda. Lord Derby rispose manifestando la sua viva simpatia per agevolare e migliorare il sistema di educazione in Irlanda, e disse che all'uopo dovrebbe essere nominata una commissione parlamentare. Il marchese di Lansdowne approvò il parere di Lord Derby. Il conte di Roden censurò il sistema finor praticato dai ministeri precedenti, ed espresse il desiderio che lord Derby non lo avrebbe cont nuato. Lord Monteagle invece lodò lord Derby di aver aderito al sistema vigente.

— La Camera dei comuni nella sua tornata del 16 approvò il rapporto del comitato dei sussidii così concepito: 1°, 39,000 uomini saranno impiegati pel servizio di mare durante l'anno che finirà il 31 marzo 1853, compresivi 4100 uomini della marineria reale, e 2000 mozzi, e sarà stabilita una riserva di 5000 uomini per lo stesso periodo di tempo ; 2°, una somma di 1,469,054 sterlini sarà stanziata per pagare il soldo delle truppe di mare e dei marinai, compresavi la riserva navale ; questa somma sarà pagabile durante l'anno che dee spirare il 31 marzo 1853 ; 3°, una somma non maggiore di 506,578 sterlini sarà stanziata per viveri delle truppe di mare e dei marinai sulle flotte di S. M. B., questa somma sarà egualmente pagabile durante l'anno che dee spirare il 31 marzo 1853.

— Nella stessa tornata il signor Napier attorney general (ministro di giustizia) per l'Irlanda, ragionando dei delitti che si sono recentemente commessi in alcune località di quel paese, propose l'ordinamento di una commissione d'inchiesta. La mozione appoggiata dai signori Hatchell, Hallewell, M'Cullogh e Grogon venne adottata senza opposizione.

— La Camera de' lords non tenne seduta il 17. Il cominciamento della seduta della Camera de' comuni non verso che sopra una discussione d'interesse locale.

— Giusta gli ultimi avvisi ricevuti da Sydney, si calcola che nel corso del presente anno l'Australia spedirà in Inghilterra più di 75 milioni di franchi in oro, prodotto dalle miniere d'oro nuovamente scoperte in quella vasta colonia. (*G. S.*)

— Si legge nel *Globe* :

I fondi inglesi sono animati. I consolidati sono stati fatti a 98 1/2, vale a dire in aumento di 3/8 0,0, ed attualmente (2 ore p. m.) sono 98 1/4 3/8 a contanti e per conto. L'aumento è cagionato dall'opinione che i direttori della banca disposta a prender parte alla flotta nel mare del Nord in ragione del 50 0/0 della matricola, oltre alle sue spese per la flotta del Baltico.

— Il sig. di Bismark-Schönhausen, inviato di Prussia alla dieta germanica, è giunto il giorno 15 marzo a Francoforte.

— Una quistione che a quest'ora tiene occupati gli spiriti in Alemagna, è la quistione di Brema. La *Borsa* di Amburgo attribuisce all'influenza del borgomastro e senatore Smidt il contegno passivo assunto finora dalla dieta germanica ; ma suppone che, qualora la borghesia di Brema ricusi di assoggettarsi, alle risoluzioni dell'assemblea federale, allora un corpo di truppe entrerebbe in Brema, in surrogazione all'attuale commissario federale, cui la dieta conferì poteri soltanto conciliativi.

WURTEMBERG. *Stoccarda*, 16 *marzo*. È noto che 19 membri della Camera dei deputati avevano sottoscritto una protesta contro la validità di una risoluzione della Camera. L'assemblea, nella seduta di questo giorno, ha, con 46 voti contro 37, votato la proposizione seguente : « La protesta dell'opposizione è mal fondata, e non può conciliarsi colla sua partecipazione alle deliberazioni della Camera. »

DUCATO DI NASSAU. *Wiesbaden*, 15 *marzo*. Ecco il testo del discorso pronunciato da S. A. il duca in occasione dell'apertura degli stati nuovamente eletti :

« Signori,

« Conformemente alla costituzione esistente, ho convocato gli stati del ducato per deliberare in comune col mio governo sugli interessi del paese. Siate i benvenuti nel nuovo spazio che si apre all'attività vostra.

« Le commozioni di un'epoca funesta inflissero alla nostra patria dolorose ferite ancora sanguinanti, e diedero origine ad istituzioni che, secondo la mia convinzione, non possono più lungamente sussistere.

« La legge elettorale provvisoria del 5 aprile 1848 fu riconosciuta incompatibile co' miei obblighi verso la confederazione. Io mi vidi perciò costretto a prendere alcune determinazioni relativamente alla formazione ed all'elezione dell'assemblea degli Stati.

« Io ho ragione di sperare che, colla cooperazione vostra, le prese determinazioni contribuiranno a consolidare le condizioni nostre. « Le nostre finanze si miglioreranno, ed il disavanzo di questi ultimi anni si è notevolmente diminuito. Però si riconobbe affatto impossibile la diminuzione delle imposizioni per quest'anno ; per altra parte il mio cuore paterno attinge una consolazione al pensiero che, malgrado le molte spese inevitabili, non sembra necessario un aumento d'imposte.

« Il bilancio vi sarà presentato per essere da voi esaminato ed approvato.

« Non essendo stato abbondante il ricolto in alcune parti del paese, ne nacque che i viveri crebbero di prezzo, e che le classi povere si sono trovate nel bisogno. Per sovvenire agli indigenti io ho ordinato la costruzione di opere pubbliche, le quali hanno il doppio vantaggio di procurare agli abitanti un lucro momentaneo, al paese un profitto durevole. Quelle opere richiesero spese che io istantemente raccomando alla vostra approvazione.

« Per potere anzi tutto porre a profitto le ulteriori esperienze sulle nuove leggi le più recenti, ho ordinato che nel corso di questa sessione legislativa non vi si presentassero altri progetti di legge se non i più necessarii. Di questo numero primeggiano le leggi d'urgenza già pubblicate, non meno che quelle i cui progetti vennero già anteriormente annunziati alla Dieta, e salvo un cangiamento della legge provvisoria di competenza in ordine ai delitti commessi dai militari in attività) alcune disposizioni addizionali alla legge del 15 maggio 1851 di cui l'esperienza ha dimostrato la necessità.

« Il fine della mia vita è quello di contribuire con tutte le mie forze al bene del paese ed alla sua prosperità. Voi proporrete anche a voi medesimi questa nobile missione nella vostra carriera parlamentare, ed io confido che, coll'aiuto della Divina Provvidenza, noi ci accosteremo sempre più alla meta comune de' nostri sforzi. »

— *Del* 16. Il ministro, principe di Wittgenstein, ha oggi presentato il bilancio nella seduta delle Camere riunite, e chiese la facoltà di riscuotere le imposte dirette scadute, per coprire le spese correnti dello Stato.

— *Brema*, 15 *marzo*. Un avviso della polizia che si trova affisso ai canti dei muri, promette una ricompensa di 10 fino a 50 talleri a tutti coloro che contribuiranno alla scoperta degli autori delle turbolenze avvenute nella chiesa di S. Martino.

DANIMARCA

COPENAGHEN, 15 *marzo*. Il *landsthing* (1ª Camera) alla maggioranza di 55 voti contro 8, risolse di far suo il progetto d'indirizzo al re, già approvato alla prima lettura del *volksthing* (2ª Camera), e contenente un voto di sfiducia verso il ministero. Il progetto fu immediatamente approvato dalla prima Camera con 50 voti contro 16, e si deliberò di passare alla seconda lettura.

La seconda Camera non aveva ancora votato definitivamente: ma nella seduta del 13, il presidente aveva annunziato alla Camera, che la sessione sarebbe stata chiusa quanto prima.

ASIA

INDIE. Si legge nell'*Osservatore Triestino*:

Il piroscafo *Egitto*, giunto in 165 ore da Alessandria, ci recò ogni ragguaglio di Bombay 17 febbraio, Calcutta 7 febbraio e Hong-Kong 29 gennaio. Il governator generale arrivò a Calcutta il 29 febbraio, e dicesi ch'egli abbia approvato generalmente la condotta del commodoro Lambert verso i birmani, tranne la cattura del naviglio da guerra di quell'Stato. Pare però che questo non sia stato il motivo per cui si fece fuoco sul legno britannico il *Fox*; il governatore di Rangun aveva dichiarato al comandante inglese che s'egli tentasse di trasportare da quella città oggetti appartenenti a sudditi britannici, lo avrebbe assalito dalle batterie, al che il sig. Lambert rispose che se gli fosse sparata contro una pistola, avrebbe smontate le batterie di terra: e in fatti quando fu attaccato ei mantenne la sua parola. Il governatore generale delle Indie sembra ansiosissimo di ricondurre alla ragione i birmani, evitando possibilmente nuove ostilità; e non si è ancora perduta la speranza d'una riconciliazione. Frattanto si mandano rinforzi e munizioni in gran copia alla frontiera, e si fanno tutti i preparativi onde respingere le aggressioni, vendicare gli insulti ed intraprendere le ostilità, ove ciò riuscisse necessario. Per quanto si conosce i birmani non fecero alcun atto ulteriore contro gl'inglesi, ed è probabile ch'essi stiano a vedere che cosa faranno questi ultimi. Del resto il *Telegraph and Courier* e l'*Englishman* recano che la parte antica della città di Rangun fu incendiata per ordine del governatore, e che la nuova, costruita pochi anni sono, venne fortificata validamente. Quivi si fecero ritirare tutti i sudditi birmani, sicchè l'antica Rangun non divenne che il porto della metropoli birmana, abitato per la più da stranieri. Si crede che il vicerè, nel distruggerla mirasse principalmente a danneggiare i forestieri, le cui perdite in legname, navigli in costruzione ecc. debbono essere state enormi. Ciò diede origine a nuove domande di risarcimento; e siccome i birmani son molto restii a privarsi di danaro, si teme che ciò sia un motivo di più per incoroggiarli alla guerra. Il governo birmano va prendendo energici provvedimenti militari; molte truppe vennero riunite a Rangun, senonchè scarseggiano i viveri pel loro mantenimento. Il blocco comincia già a pesare gravemente sulla classe più povera, e ad aggravare i mali di quella popolazione è sopraggiunto anche il cholera, che miete numerose vittime fra gli indigeni e gli armeni.

Il commodoro Lambert arrivò il 27 gennaio nel fiume di Rangun; la squadra inglese nelle acque birmane stava per essere portata alla stessa forza di prima, attendendosi quanto prima i piroscafi *Tennaserim* e *Phlegethon*. L'*Hermes* doveva recarsi all'imboccatura del Pegù per attivare il blocco anche colà.

CINA. L'*Overland Register* di Hong-Kong del 29 gennaio ha alcune notizie sulla ribellione cinese, ch'esso però non garantisce. Si dice che il generale cinese Wu-lan-Tae sia stato sconfitto il 5 gennaio a Taiping-foo. Aggiungono che le truppe imperiali toccarono un'altra disfatta a Lohing il 15 dello stesso mese, e che due mila insorti si sono impossessati di Ping-shan, piccola città non molto distante da Canton. Essi sarebbero stati assaliti dalle truppe cinesi, ma le avrebbero sconfitte. Si nota che la *Gazzetta di Pekino* parla pochissimo dei fatti relativi all'insurrezione.

A Hong-Kong infierisce il vaiuolo, e questo morbo fece numerose vittime non solo fra i cinesi (i quali però ne furono maggiormente colpiti) ma anche fra gli europei.

L'emigrazione dalla Cina alla California progredisce notevolmente. Durante il mese di dicembre partirono da Hon-Kong 6 navigli zeppi di passaggieri; ed ora se ne trovano colà sotto carico altri dieci, che trasporteranno alle auree spiaggie del Pacifico 3500 persone. All'incontro non ebbe luogo finora alcuna spedizione di cinesi verso le miniere dell'Australia.

AMERICA

LA PLATA. La disfatta e la fuga del generale Rosas produssero (dice il *Times*) un aumento di 7 0/0 sui boni di Buenos-Ayres. Lettere particolari affermano che le condizioni di quel paese dovranno migliorarsi di giorno in giorno.

Si pensa generalmente a Rio-Janeiro che il generale Urquiza farà rispettare la costituzione della Repubblica Argentina, e che il presidente di quella repubblica sarà nominato da una elezione popolare.

Urquiza ha fatto conoscere la sua determinazione di non concorrere come candidato alla presidenza, suo solo desiderio essendo quello di restare governatore dell'Entre-Rios. Egli ha emesso il voto che il prestito inglese sia mantenuto, e che provvedimenti siano presi pel pagamento di questo debito.

Non si sa ancora esattamente ove Rosas si recherà. Fu detto in un numero antecedente della Gazzetta che probabilmente sarebbe andato agli Stati Uniti: alcuni giornali inglesi dicono invece che si recherà in Inghilterra.

STATI-UNITI. *Nuova-York*, 2 *marzo*. Nessuna notizia politica di qualche interesse. Le sedute del congresso prive esse pure d'importanza. Da tre mesi che le due Camere seggono, non aveano ancora adottato alcun grande provvedimento. Questa apatia e indifferenza si del Senato che della Camera de' rappresentanti è dai giornali americani attribuita alla preoccupazione universale e quasi esclusiva, produtta dalla vicina elezione presidenziale.

MESSICO. Le corrispondenze del Messico, citate dai giornali americani, annunziano che il congresso messicano ha respinto il trattato di Thenantepec, conchiuso tra gli Stati-Uniti e il Messico. Se questa notizia si conferma, ne risulteranno (dice la *Patrie*) complicazioni gravi ne' rapporti tra le due repubbliche.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino*, 22 *marzo*.

Siam lieti di poter far menzione di un fatto succeduto nella scorsa settimana in una località della provincia di Vercelli, il quale ridonda ad onore dei nostri bravi Carabinieri. Nella notte di mercoledì scorso venne derubata la casa del sig. Giovanbino Ripa a Saluggia: i ladri erano in numero di quattro e con essi una donna, tutti armati di coltelli, pistole, ecc. Dopo aver consumato il delitto andarono a rifuggirsi alla Galeazza, ed a mangiare dall'oste della Colombara. Due carabinieri di Livorno, ritornando dalla corrispondenza con quei di Trino, entrarono nell'osteria e chiesero all'oste qual gente v'era in osteria. L'oste rispose che aveva mandato a prender vino per una comitiva di cui non sapeva indicare il numero.

Ciò bastò perchè i carabinieri retrocedessero verso la cascina, dove l'oste indicava fosse quella gente. Giunti, seppero che il numero delle persone così raccolte era di cinque. I carabinieri non si sgomentarono: uno di essi montò la scala gridando come se avesse dietro di lui un pelottone di gendarmi. I ladri sbigottiti si arresero, ed erano ammannettati quando, fattisi accorti del loro errore, indarno tentarono di far resistenza ai due coraggiosi carabinieri.

— *Stati Romani*, L'*Adriatico* annuncia da Ancona 6 marzo:

Da tre giorni imperversa una spaventevole procella da sud-est, perlocchè varii navigli che veleggiavano sulla costa dalmata furono costretti a rifugiarsi nel nostro porto, non senza aver tutti sofferto notabili avarie. I nostri più vecchi capitani non si ricordano da molti anni di una tempesta sì violenta e sì improvvisamente scoppiata senza il più piccolo indizio precursore.

Da Ravenna si annuncia in data del 5 che presso Primaro fecero naufragio due navi mercantili austriache partite una il primo corrente da Porto Tolle l'altra il 3 da Venezia. Anche 6 barche pescherecce furono sbattute sulla riva; la gente di 5 di esse è stata salva, la sesta fu trovata vuota. Anche da altri porti dei mari del mezzodì dell'Europa si hanno avvisi di infortunii avvenuti simultaneamente.

ILLIRIA. La *Gazzetta di Milano* toglie dalla *Gazz. di Trieste* del 15 marzo quanto segue:

Crediamo nostro dovere, per quanto sia penoso il compierlo, riferire i seguenti particolari che possiam con tutta certezza guarentire, e che non ci lasciano più a lungo dubitare della dagrimevol sorte toccata al piroscafo da guerra *Marianna*. Sappiamo di certo che a Porto Tolle, alle foci del fiume Po, furono rinvenuti, oltre a varii altri oggetti, un coperchio di cassa con suvvi scritto *Capitano Wohlgemuth*, ed una scatoletta di legno contenente lettere colla direzione ad un medico imbarcato sulla *Marianna*. Nelle stesse acque furono visti palischermi che debbono aver appartenuto alla *Marianna*, e fra i cinque cadaveri raccolti da una barca pescherecia presso Chioggia vuolsi parimenti aver riconosciuto marinai di quel piroscafo. Oltre al comandante tenente-colonnello Wohlgemuth trovavansi a bordo del perduto naviglio i tenenti di vascello Sermitz e barone Kübeck ed i cadetti Wahrmuth e Willisch.

Intorno al numero dell'equipaggio incerti sono i dati. Esso potrà essere stato di 70 a 80 individui. Fra i passaggieri citasi un impiegato dell'amministrazione di marina in Venezia, per nome Jüngling, che colla moglie e la cognata recavasi per diporto a Trieste, come pure un sergente che, fregiato di quattro decorazioni in ricompensa dei fedeli servigi prestati, durante l'ultimo soggiorno di S. M. l'imperatore a Venezia era stato nominato lacchè di Corte.

Se questa spaventevole sciagura venisse a confermarsi in tutta la sua estensione, altro non ci resterebbe che esprimere il desiderio e la speranza che lo Stato prenda ogni possibil cura dei superstiti derelitti e che la commiserazione dei concittadini ne renda quanto più si può men grave la sorte.

— Da Zara 11 marzo, lo stesso *Adriatico* annunzia: Il brik austriaco *Tonino* (capitano Bissinich) che da Trapani faceva vela per Venezia con carico di sale, nella notte del 5 al 6 sdrucì sulla per la violenza del mare è andato a picco: la ciurma salvò la vita. Un brich greco proveniente da Santorino è arrivato qui ieri; il suo capitano Zagovich ha fatto dichiarazione dinanzi all'autorità che, sorpreso dall'uragano sulla costa dalmata, per salvare l'equipaggio aveva dovuto gettar in mare gran parte del carico.

FRANCIA. *Parigi*, 19 *marzo*. Il *Moniteur* d'oggi contiene un rapporto del ministro delle finanze, in cui si fa sapere alle persone poco facoltose, ora possenditrici di rendite 5 0/0, che possono continuare a ricevere i medesimi interessi, nonostante la conversione, collocando il loro capitale nella cassa di ritiro per la vecchiezza, purchè questo capitale non oltrepassi 600 fr. di rendita, e purchè quegli che lo versa sia in età di 50 anni.

Un decreto presidenziale, conforme a questo rapporto, stabilisce che i depositi alla cassa di ritiro per la vecchiezza possono essere effettuati in inscrizioni di rendita 5 0/0, le quali saranno ricevute al pari di 100 fr.

Il giornale ufficiale contiene inoltre le nomine dei signori Uberto Delyle e contrammiraglio Verninhac Saint-Maur alla carica di governatori dell'isola della Riunione e degli stabilimenti francesi dell'India.

— Leggesi nel *Constitutionnel*: Si annunzia per molto prossima la pubblicazione d'un decreto sull'amministrazione comunale e dipartimentale.

SPAGNA. *Madrid*, 14 *marzo*. Si legge nell'*Hanon*:

L'altro ieri (12) verso due ore del mattino, furono arrestati e condotti nella prigione del Saladero, ove stanno in segreta, i signori Rivaro, ex-deputato, e Dios Juintero, giornalista. Ignoriamo i motivi di queste carcerazioni.

INGHILTERRA. *Londra* 15 *marzo*. Alla Camera dei comuni, nella sua tornata del 18, il sig. Milnes annunziò che tra quindici giorni avrebbe presentato una risoluzione concernente la corrispondenza col governo austriaco rispetto ai rifugiati esteri.

Il colonnello Rawdon interpellò il governo intorno ad alcuni insulti fatti a Livorno a un ufficiale della marineria britannica; il cancelliere dello scacchiere rispose che il sig. Scarlett ebbe a questo riguardo una lunga corrispondenza col governo austriaco e il capo della polizia toscana che fu trattenuto in carcere per otto giorni.

Lord Palmerston colse occasione dalla interpellanza Rawdon per ricordare l'oltraggio inflitto a Firenze a un suddito inglese inerme da un ufficiale armato alla testa d'un distaccamento: il nobile lord domandò se il governo toscano abbia punito l'ufficiale o se alcun'altra riparazione sia stata fatta alla corona d'Inghilterra.

Il cancelliere dello scacchiere. Farò osservare al nobile lord ch'egli non ha annunciato la sua questione; tuttavolta gli risponderò che il governo di S. M. ha insistito perchè il governo toscano dia una riparazione. La corrispondenza che si è intavolata e proseguita a questo riguardo è omai presso al suo termine, ed io credo che la Camera ne approverà il risultato.

Lord John Russell chiede se il governo toscano ha promesso di riparare l'ingiuria: a che il cancelliere dello scacchiere soggiunge che egli avrebbe potuto rispondere in modo più esplicito se il nobile lord avesse antecedentemente annunziata la sua quistione.

Il sig. Hume domanda se si ha il progetto di rinnovare il comitato d'inchiesta per la *income-tax*, comitato ch'esisteva l'anno decorso.

Il cancelliere dello scacchiere risponde non aver egli alcuna obbiezione a fare a questa proposta.

La seduta continuava.

— Si legge nel *Sun*:

Nella riunione che la banca d'Inghilterra tiene due volte l'anno, riunione ch'ebbe luogo ieri (17) a Londra, il governatore presentò il rapporto delle operazioni del semestre ultimo. Ne risulta che i benefizi netti ammontarono a 546,572 sterlini: questa cifra elevando la riserva della banca a 5 milioni 604,186 sterlini, il consiglio ha deciso che potrebbe aggiungere agli azionisti un dividendo di 4 0/0 nel semestre.

— Giusta l'asserzione del *Daily-News*, si starebbe trattando di formare un campo di evoluzioni nel piano di Salisbury.

— Si legge nello stesso giornale:

La soscrizione della lega contro la legge de' cereali ammonta oggi a più di 60,000 sterlini (1,500,000 fr.)

— Si legge nel *Globe*:

Il prezzo dell'interesse della Banca non essendo stato abbassato, i fondi inglesi ribassarono di 1/8 0/0. Consolidati a contanti e per conto 98 1/8 1/4.

ALEMAGNA. *Berlino*, 16 *marzo*. La *Gazzetta di Prussia* contiene la seguente comunicazione:

« Riguardo alla notizia del tutto priva di fondamento, recata da parecchi giornali rivoluzionari di Neuchâtel circa la supposta confiscazione di fondi qui depositati, e di proprietà della borghesia di Neuchâtel, siamo in grado di asserire che il governo ha preso le disposizioni necessarie per assicurare quei fondi, al solo fine di restituirli poi nella loro integrità agli amministratori che riprenderanno il loro ufficio quando sia cessato l'attuale regime rivoluzionario nel principato di Neuchâtel: fino allora quei fondi non verranno consegnati ad alcuno. La casa bancaria fratelli Schickler, presso cui erano depositate le azioni di banca e quelle delle strade ferrate di proprietà della borghesia, le depositò presso questo giudizio reale di città per esonerarsi dalla responsabilità che sovra di lei graviterebbe per la restituzione loro agli attuali amministratori illegali. »

— *Carlsruhe*, 15 *marzo*. Scrivono alla *Gazzetta di Colonia*: Le notizie della salute del granduca oggi non sono liete: da due giorni in poi egli si sente assai male: è travagliato dalla febbre, ed è caduto in una specie di debolezza che inspira le più vive inquietudini. I due principi, figli di S. A. R. di cui uno si trova in Vienna, e l'altro a Berlino, e la duchessa di Coburgo, figlia primogenita del granduca, hanno ricevuto l'invito di recarsi a Carlsruhe. Quando i principi saranno giunti, si crede che si potrà indurre il granduca ereditario ad abdicare; la qual cosa egli ricusò fino ad ora.

DANIMARCA. *Copenaghen*, 15 *marzo*. Oggi la discussione del progetto d'indirizzo al re prese una piega affatto inaspettata nel Volksthing. Era all'ordine del giorno la seconda deliberazione: prima che la discussione cominciasse, il presidente annunziò che il sig. di Tillisch aveva deposto sul banco della presidenza il seguente ordine del giorno motivato:

« Quantunque la Dieta partecipi all'ansietà con cui il paese attende l'esecuzione del manifesto reale del 28 gennaio, essa tuttavia riconosce che, nelle presenti circostanze, sarebbe inopportuno il proseguire la discussione dell'indirizzo, epperciò passa all'ordine del giorno. »

La mozione Tillisch fu appoggiata dai signori Clausen e Bordenflieth, accettata dal presidente del consiglio dei ministri ed approvata dal Volksthing alla maggioranza di 69 voti contro 16. La seduta sarà senza dubbio chiusa mercoledì prossimo 17 app. (*Boersenhalle* di Amburgo)

marzo.

AMERICA. Si leg[illegible] nel *Times* del 18:

Si sono ricevute, p[illegible] *Great-Western*, notizie delle Indie Occidentali e del Messico.

Fra i passeggieri trovasi il sig. Thornton, segretario della legazione del Messico. La rivoluzione delle frontiere del nord del Messico era stata repressa, ma Carvajal tentava di eccitare un nuovo moto insurrezionale sulla riva sinistra del Rio-Bravo.

L'assemblea della Giamaica avea delegato il suo presidente e i signori Thompson, Girod e W. Smith per recarsi in Inghilterra e difendere gli interessi della Colonia.

E. LYONS gerente responsabile.

CITTA' DI TORINO.

IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N. 3, come quello di Monviso al N. 4, rimane dal giorno di domani 20 marzo stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantotto. Lire 0. 88.

Torino, dal civico palazzo, addì 19 marzo 1852.

Il Sindaco G. BELLONO.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 20 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa	nella matt.
1819 5 0/0 *god.* 1 S.bre				
1831 » » 1 genn.				
1848 » » 1 mar.	93 50 50 94			
1849 » » 1 giugn.	94 50 50 95	95 95 95 98	95 95 96 95	95 23 cor.
1851 » » 1 dicem.	50) 94	95 50) 94	96 40 50)	96 50 p. 5 ap.
1834 *Obblig.* 1 genn.				96 25 25 p.
1849 » 1 febbr.	975			94 *magg.*
1850 » 1 febbr.	960 960			
1844 5 0/0 *Sard.* 1 genn.				

FONDI PRIVATI	1810	1810
Azioni B. N. 1 genn.		
— Banca di Savoia		
Città di (4 0/0 oltre lo		
Inter. decor.		
Torino (5 50 0/0 1 gen		
Città di Genova 4 0/0		
Soc. del Gaz (ant. 1) gen		
Società del Gaz nuova		
Incendii a premio fisso		
31 dicembre		
Via ferr. di Savigliano		
1 gennaio		
Molini presso Colegno		
1 giugno		

CAMBI	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	952 — 3/4	951 — 3/4
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	910 —	— —
Lione	99 75	99 90 —
Londra	25 32 1/2	25 17 1/2
Milano	— —	— —
Parigi	99 75	99 90 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 l.	20 —	20 05 —
— di Savoia	20 58 —	20 68 —
— di Genova	79 10 —	79 38 —
Sovrana nuova	35 — —	35 10 —
— vecchia	34 70 —	34 80 —
EROSO misto		
Perdita	2 50	p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
	10—11		
GREGGIE . .	11—12		
	12—14	61	
	14—16		
	16—20		
	20—21 75		
	21—22 74		
	22—23 73 60		
	23—24 73		
	24—28 72 50		
ORGANZINI	25—26 72		
	26—27 71	71 50	
	27—28 71	70 50	
	28—30 70	68 50	
	30—32		
	32—34		
	36—40		
	20—22		
	22—24		
	24—26		
TRAME . . .	26—28	67	
	28—30		
	30—32		
	32—36		
	36—40		

GENOVA 20 MARZO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

			Ln.		
Amburgo	a 60	*gior. d.*		1	85 1/2
Amsterdam		*id.*	»	2	12 —
Ancona	30	*id.*	»	5	07 —
Augusta		*id.*	»	2	54 3/4
Barcellona		*id.*	»	2	89 —
Bologna		*id.*	»	5	10 —
Firenze		*id.*	»	—	85 —
Lione		*id.*	»	—	99 3/4
Livorno		*id.*	»	—	83 —
Londra		3 *mesi*	»	25	21 —
Marsiglia		30 *giorni*	»	—	99 3/4
Messina		60 *id.*	»	12	92 —
Milano		30 *id.*	»	—	84 5/6
Napoli		*id.*	»	4	33 1/2
Palermo		60 *id.*	»	12	92 —
Parigi		30 *id.*	»	—	99 3/4
Roma		*id.*	»	5	07 —
Torino		*id.*	»	—	99 1/2 D.
Trieste		*id.*	»	5	07 —
Francia		*id.*	»	—	84 3/6 D.
Vienna		*id.*	»	2	01 —

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	*Ln.*	94	1/2
id. Sarde	»	95	—
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	93	1/2 D.
Prestito Obbligatorio	»	93	1/2
Obbligazioni prestito volontario	»	970	—
id. della Città nuove	»	740	D
Prestito Obbligazioni 1850	»	960	—
id. 1 gennaio	»	95	1/2
Prestito Toscano	»	—	—
Azioni della Banca	»	1880	—
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	*p. c.*

BORSA DI PARIGI *del 19 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 100, 45, è sceso a 99, 40, e chiude a 99, 60.
Il 4 1/2 0/0 aperto a 100, 50, chiude a 100, 25.
Il 3 0/0 aperto a 70, chiude a 69, 50.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) aperto a 96, 50, chiude a 96.
Le azioni della Banca di Francia a 2650.

JEUDI, 25 MARS, à 2 HEURES DU SOIR,

dans l'amphithéâtre de Chimie de l'Université, bâtiment de St-François de Paule, ouverture du *Cours de Physiologie humaine et comparée, à l'usage des gens du monde*, fait à l'aide des modèles d'anatomie clastique, du Docteur Auzoux, par le D.r Lemercier. Ce Cours sera continué les jours suivants à midi précis.

Prix du Cours complet de huit séances 15 francs.

On s'inscrit d'avance chez le Professeur, Hôtel Feder, ou en entrant au Cours.

DIFFIDAMENTO

Il sottoscritto, abitante in Savigliano, diffida chiunque fosse addivenuto o addivenisse a qualsiasi contratto, convenzione, od accreditamento col suo figlio cavaliere Igino Solaro di Monasterolo, residente ora in Torino, od accettasse da questo obbligazioni, che egli non si tiene menomamente obbligato per il medesimo a far fronte ad alcun impegno od obbligo, e fa abbondantemente questa dichiara ad ogni buon fine.

Savigliano, il 17 marzo 1852.

Conte COSTANZO SOLARO DI MONASTEROLO.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

FRATELLI CONTE

NEGOZIANTI DI CAVALLI

Annunziano che sono visibili nelle loro scuderie, corso della Cittadella, num. 50 Cavalli nuovi da carrozza della razza del Mecklemburgo, fra' quali vi sono diverse pariglie *croisés*, e da sella.

DA VENDERE

in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:
In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

BENE

La società Filarmonica di Bene desidera un maestro di musica, cui viene corrisposto l'annuo fisso assegnamento di lire seicento: chiunque vi aspiri potrà, nel termine utile d'un mese, dirigere con plieco, franco di posta, la sua domanda al notaio Ellena Pietro, segretario della medesima, a cui si potrà pur far capo per aver cognizione delle condizioni richieste.

NOTIFICANZA

Il giorno 31 corrente, alle ore 11 di mattina, nella Segreteria dell'Opera di S. Luigi in questa città, via di S. Chiara, avrà luogo l'appalto delle opere da eseguirsi per la ricostruzione della stalla alla Cascina detta Tetti delle Oche, in territorio di None;

Ed il giorno 3 di aprile, alle ore 11, avrà pur luogo l'appalto per la ricostruzione della stalla alla Cascina detta la Marmora, in territorio di questa città, il tutto secondo i capitoli, perizia e disegni del signor ingegnere Gallinati, di cui si può aver visione in detta Segreteria dalle ore 10 alle 4, in tutti i giorni non festivi.

AVVISO

Essendosi risolta la società, sin dal 1° del corrente mese, dell'Ufficio di commissioni nelle vie di Po e delle Rosine, sotto la ditta Baudana e Comp., il sottoscritto rende avvisato il pubblico non avere più alcuna relazione nè diretta, nè indiretta in detto Uffizio.

MOTTURA.

SEMENZA DI BACHI

vera di BRIANZA *e di* BIONE *(prov. di Brescia)*

Recapito in Borgo Nuovo, al n. 29, piano 2°, a tutto il corrente, e dal 1° aprile in avanti in via S. Lazzaro, casa Ponzio-Vaglia, num. 9 e 11, verso corte, scala a sinistra.

DA VENDERE

Una CASA civile, signorilmente mobigliata, ovvero senza mobili, con fabbricati rustici, in Volpiano.

Indirizzarsi al causidico Migliassi, sost. al causidico coll. Tricerri, via di S. Dalmazzo, num. 14.

TRASFERTA

Il magazzino da carta di Carlo Passarino, è trasferto in casa S. Secondo, angolo delle vie dei Mercanti e del Monte di Pietà.

DA AFFITTARE: Vasto *locale* ad uso si di lanificio che di altro meccanismo, con acqua perenne della forza di 20 a 24 cavalli, situato in Biella, regione al Bardone. Recapito ivi al proprietario Giuseppe Dente.

ALLOGGIO di quattro camere, da affittare al terzo piano, via S. Tommaso, num. 3.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

SCUDERIA a tre piazze, rimessa e fenile, con camera unita. — Via dell'Esagono, num. 5.

NOTA

La signora contessa Teresa Sillano, nata Gandolfo, per gli effetti accennati agli art. 2303 e seguenti del Codice civile, per gli stabili che comperava dal proprio consorte conte e cav. Francesco Sillano, con instromento del 22 di febbraio 1850, rogato Cervini, consistenti in un corpo di casa situato in Torino, sezione del Moncenisio, vie delle Figlie dei Militari, e dei Quartieri, case e fabbricati in Vigone, e cascina su quel territorio, per il prezzo di L. 340|m. quanto al primo oggetto, di L. 180|m. quanto al resto, dopo fattane la voluta trascrizione di suo acquisto alla conservatoria delle ipoteche di questa capitale il 4 marzo dello stesso anno ed il giorno dopo a quella di Pinerolo, come si la prescritta inserzione sulla Gazzetta del giorno medesimo, n. 64, ottenne dal signor commendatore Mauriziano presidente di codesto tribunale di prima cognizione, il 20 del corrente mese, decreto di destinazione dell'usciere Oberti per le volute notificazioni in Torino, del serviente delle rispettive giudicature, per quelle a farsi nei comuni compresi nel distretto dello stesso tribunale, e dell'usciere che sarà destinato dal sig. presidente del tribunale di Pinerolo, per quelle dipendenti dalla relativa giurisdizione, non avendo potuto compiere prima a così fatti incombenti a causa di una vertenza apertasi sulla validità del predetto instromento, rogato Cervini, che fu non ha guari decisa dal Supremo Magistrato di Cassazione.

Torino, il 21 marzo 1852.

Migliassi sost. al caus. Tricerri.

NOTA.

All'udienza che verrà tenuta dal R. Tribunale di prima cognizione di questa città, nel mattino delli 13 del prossimo entrante aprile, sull'instanza della signora Margherita Pastore, vedova del misuratore Giovanni Poma di Rivoli, ed in odio di Carlo Rosso di Rosta, si procederà al primo incanto di una casa rustica e di una pezza di campo situate sul territorio di Rosta, sul prezzo di L. 350, e sotto li patti e condizioni apparenti dal bando venale in data del giorno d'oggi.

Torino, il 9 marzo 1852.

Ferrero sost. Piana

NOTA

All'udienza di questo R. tribunale di prima cognizione, che sarà tenuta il mattino del 6 prossimo aprile ed alle ore 10, sull'instanza del sig. conte Alessandro Compans di Brichanteau, avrà luogo l'unico incanto e definitivo deliberamento, in odio di Antonio Bajma residente sulle fini di Ciriè, degli stabili ivi situati, al prezzo di secondo aumento di sesto fatto da Francesco Massa in L. 2333, cent. 33 1/3 ed altre condizioni di cui nel relativo bando del 17 corrente, autentico Mussino sostituito segretario.

Torino, il 20 marzo 1852.

Oldano sost. Gandolfi proc. coll.

FALLIMENTO

di Rebora Giuseppe fu Luigi, concessionario di Vetture Pubbliche.

Con decreto dell'ill.mo signor giudice commissario di detto fallimento, del 20 andante mese, nel mentre si mandò citare il fallito Rebora a comparire avanti di sè ed in una sala del Magistrato del Consolato il 29 di questo mese, alle ore 10 di mattina, per prestare la cauzione convenuta nel suo concordato, o sentire in difetto dichiarare i creditori in istato d'unione, si sono pure mandati convocare i creditori per gli stessi giorno, ora e luogo, all'oggetto di essere provveduto nella conformità prescritta dall'art. 570 del Codice di commercio, e ciò sull'instanza dei sindaci di detto fallimento.

Torino, il 21 marzo 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

All'udienza del tribunale di prima cognizione di questa città che sarà tenuta il mattino del 6 prossimo aprile, sull instanza di Maddalena Mattio, moglie di Giuseppe Raula, avrà luogo il primo incanto, in odio della minore Domenica, del vivente Giovanni Ajcardi, del corpo di casa posto nel concentrico di Carignano, al prezzo di L. 650 dall'instante offerto, ed alle condizioni, di cui nel relativo bando del 10 corrente, autentico Mussino.

Torino, il 13 marzo 1852.

Oldano sost. Gandolfi proc. coll.

NOTA

Si deduce a pubblica notizia, che con decreto del Magistrato d'Appello di questa città del 5 corrente, si mandò citare per pubblici proclami ogni e qualunque pretendente ed avente interesse nel giudicio di concorso già vertito nanti la regia Camera dei conti sul patrimonio e beni dell'or defunto Gerolamo Ferri, a comparire nel termine di giorni 15, dopo seguita la loro pubblicazione, per l'effetto di essere provvisto sulle dimande fatte dal sig. Antonio Mandillo uno dei creditori comparsi in detto giudicio, al banco dell'attuaro reggente Bellisio.

Torino, il 13 marzo 1852.

Cristin proc. coll.

NOTA

Per instromento 4 febbraio 1851, rogato Poetti, insinuato a San Secondo il cinque marzo successivo, Bartolomeo Avondetto fu Paolo, di Prarostino, riscattava dal sig. Vittorio Villa, residente in S. Secondo una pezza alteno e ripa, sita in esso territorio regione Galleani o Alliaudi, in mappa ai numeri 189, 192, 193, coerenti la via vicinale metà compresa, Michele Rostagno, e detto sig. Villa, del quantitativo di are 7, centiare 22, al prezzo di lire 285, oltre lire 15 per ispese instromentarie.

Tale atto venne trascritto all'uffizio delle ipoteche di Pinerolo il 3 marzo 1852, al vol. 22 ed all'art. 215, per certificato sottoscritto Chirio, e per l'effetto di cui all'art. 2303 del codice civile.

Bertea proc. coll.

NOTA

Nel giudicio di graduazione, dietro purgazione instituitosi avanti il regio tribunale di prima cognizione di Torino, ad instanza del sig. avvocato Giuseppe Farinelli, per la distribuzione del prezzo degli stabili già posseduti dal fu Vittorio Ferrero, in Moncalieri, in L. 5350, stati alienati dalle figlie ed eredi del detto Ferrero, Anna, Maria, Teresa e Giuseppa, al signor Bernardino Scala, e da questi ceduti al sig. Teodoro Sollier, venne con decreto del sig. relatore deputato, del 4 maggio 1846, dichiarata aperta la detta graduazione.

Con altro decreto del sig. giudice relatore Pellegrini, del 19 scorso novembre, sull'istanza del sig. Israel Fubini, stato surrogato al suddetto sig. avvocato Farinelli che si rese defunto, venne mandato eseguirsi il primo decreto suddetto di apertura della graduazione, e così ingiunti tutti i creditori, del detto Vittorio Ferrero e suoi eredi a presentare entro il termine di giorni 30, alla segreteria del tribunale suddetto, i rispettivi loro titoli, e proporre i loro crediti, a pena di scadenza, a termini del vigente codice civile.

Torino, il 14 marzo 1852.

Bonamico sost. Gili caus. coll.

NOTA

Con atto passato nella segreteria del Tribunale di 1ª cognizione sedente in questa città il 6 febbraio ultimo scorso, le signore Marianna, consorte del signor Giuseppe Vergnano, e Clara moglie del signor Prospero Vignon, sorelle Benoit, dichiararono d'accettare con beneficio d'inventario l'eredità del loro padre Giovanni Giuseppe Benoit, cavaliere dell'ordine militare di San Luigi di Francia, deceduto in questa città, il 7 precedute mese di gennaio.

Colomba sost. Barrera.

FALLIMENTO

di Angelo Treves, del vivente Graziadio, merciaio ambulante, nato ed abitante a Biella.

Il tribunale di prima cognizione di Biella, con sentenza del 13 corrente, ha dichiarato il fallimento di detto Angelo Treves; ordinato l'apposizione dei sigilli; nominato sindaco provvisorio la ragione di negozio in Biella Giulio Louvel e Palli, e fissato l'adunanza dei creditori per la nomina dei sindaci definitivi avanti l'ill.mo signor giudice Bracco, destinato giudice commissario, in una delle sale del tribunale, alle ore 10 antimeridiane del 31 volgente mese.

Biella, il 15 marzo 1852.

Patr. e notaio Scarfiotti segr.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7 1/2) **Spettacolo Straordinario** *a totale beneficio della Cassa di soccorso degli Artisti e delle Allieve della Scuola di Ballo.*

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Inclinazioni e voti.*

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *La dote di cecilia.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Cajo Gracco.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *La pace di San Quintino.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N° 71 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDI' 23 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . . . L.	40	21	11
Per le Provincie . . »	48	25	13
Per l'Estero . . . »	80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 31 corrente marzo sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

Sarà spedito immediatamente, *franco* per la posta l'

ANNUARIO ITALIANO
STORICO STATISTICO
(un vol. di 584 pagg. e tabelle)

a chiunque invierà un mandato postale di L. 4 50 alla tip. Favale editrice.

Gli associati alla *Gazzetta Piemontese* od alla *Rivista Amministrativa*, potranno accrescere della detta somma di L. 4 50 l'ammontare del mandato d'associazione.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Vista la legge del 25 febbraio prossimo passato;
Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari interni;
Abbiamo decretato, e decretiamo:

Articolo unico.

Sono approvati provvisoriamente ed in via d'esperimento gli annessi Regolamento e Tariffa d'ordine Nostro firmati dal Nostro Ministro dell'Interno, che stabiliscono la concessione dell'uso del Telegrafo elettrico per servizio del Governo da Torino a Genova a favore dei privati, ed il pagamento dei diritti di trasmissione dei dispacci.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'ufficio del Controllo Generale pubblicato ed inserito nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. in Moncalieri, il 7 marzo 1852.

VITTORIO EMANUELE.

PERNATI.

REGOLAMENTO E TARIFFA

in via provvisoria per la concessione della corrispondenza telegrafica ad uso dei privati mediante il Telegrafo elettrico per servizio del Governo da Torino a Genova.

Art. 1. A far principio dal giorno che verrà notificato al Pubblico con apposito avviso, sarà a cura del Governo stabilito il servizio mediante il Telegrafo elettrico dello Stato per la corrispondenza dei privati, nei punti, e dietro le norme infraindicate.

Art. 2. Per ottenere la trasmissione di un dispaccio, dovrà il richiedente far constare l'identità sua personale.

Art. 3. Della corrispondenza stessa potranno giovarsi i privati di giorno e di notte, subordinatamente alle esigenze del servizio pel Governo. Il servizio di notte però sarà provvisorio e solo in via di esperimento.

Art. 4. Il tenore della corrispondenza privata sarà steso con carattere chiaro e leggibile, in italiano, od in francese, senza alcun segno abbreviativo, firmato dal richiedente, e munito del *visto* dello impiegato governativo a ciò delegato.

Art. 5. Sarà da esso denegato il corso alla richiesta o ricevuta corrispondenza telegrafica qualora ledesse gl'interessi o la sicurezza dello Stato.

Art. 6. Sopra ogni reclamo dipendente dalla denegata ammissione della corrispondenza, o dalla sospesa, o negata di lei comunicazione, o dal modo di esecuzione di essa, l'impiegato ne farà rapporto alla Autorità superiore per gli ordini opportuni.

Art. 7. La corrispondenza telegrafica pei privati verrà tassata per ogni chilometro in ragione di centesimi 4 da uno fino a 20 vocaboli, di centesimi 7 dai 21 ai 50 vocaboli, e di centesimi 9 dai 51 ai 100 vocaboli, e ciò pel solo tenore del soggetto di essa.

Per l'indicazione dell'indirizzo, data, ora, e firma del richiedente, non che per la consegna del dispaccio al domicilio in Città sarà applicato il dritto fisso di L. 2 per ciascuno.

Le tasse dovranno essere pagate anticipatamente.

Saranno ammessibili abbuonamenti con qualche ribasso della tariffa pelle corrispondenze periodiche.

Art. 8. Non sarà mai accettata alcuna corrispondenza che oltrepassi i 100 vocaboli.

Le cifre numeriche e le espressioni di rapporto commerciale saranno calcolate come scritte per esteso. Le frazioni di chilometro saranno calcolate per interi.

La corrispondenza nelle ore di notte sarà tassata il doppio di quella di giorno, senza aumento però del dritto fisso.

Sono invariabilmente ritenute ore di giorno quelle dalle 7 antimeridiane alle 6 pomeridiane, e le altre come ore di notte.

Art. 9. La corrispondenza telegrafica pei privati verrà per ora sostenuta soltanto a Torino presso il Ministero dell'Interno, ad Alessandria, ed a Genova presso quelle Intendenze generali.

Le altre stazioni telegrafiche, e gl'impiegati presso di esse per il servizio della Strada ferrata, non potranno trasmettere per alcun titolo dispacci per i privati.

Art. 10. Con apposito regolamento verranno stabilite le pratiche, ed i dritti per l'assicurazione dei dispacci, la consegna loro al domicilio del destinatario a seconda della distanza, e del mezzo, e per gli abbuonamenti alle corrispondenze dei giornali.

Art. 11. Per ora non si farà luogo alla consegna dei dispacci diretti fuori di città.

Art. 12. La trasmissione sarà ogni giorno alternata fra le stazioni estreme della linea, in modo che dopo il dispaccio dell'una, segua quello dell'altra, fino a che sia ultimata la corrispondenza.

Art. 13. La violazione del segreto d'ufficio sulla tenuta corrispondenza sarà punita colla destituzione del contravventore, oltre alle conseguenze derivabili a termini di legge.

Art. 14. Qualora si dovesse sospendere il servizio dei privati, il Governo non sarà tenuto ad alcuna indennizzazione verso i medesimi, salvo il rimborso dei dritti percepiti anticipatamente.

Art. 15. La riscossione delle tasse portate dall'art. 7 sarà affidata ad uno degli Uffiziali addetti a ciascuna stazione, il quale sarà delegato a tale oggetto dal Ministero dell'Interno previi gli opportuni concerti con quello delle Finanze.

Art. 16. Il suddetto Uffiziale contabile presterà una malleveria a favore delle Finanze dello Stato per la concorrente di L. 1000.

Art. 17. Il prodotto delle tasse suaccennate sarà inscritto sul Bilancio attivo dello Stato.

TABELLA *dei dritti che si percepiscono in esecuzione dell'art. 7.*

Località nelle quali si eseguisce la corrispondenza telegrafica pei privati	Distanza in chilometri	TASSE PEL TENORE DEL DISPACCIO da 1 a 20 vocaboli		da 21 a 50 vocaboli		da 51 a 100 vocaboli		Tasse per mutazione della data e firma del richiedente il Disp.
		di giorno	di notte	di giorno	di notte	di giorno	di notte	
Da Torino ad Alessandria	94	5 64	7 28	6 57	12 74	8 19	16 38	L. 2
Da Alessandria a Genova	74	2 96	5 92	5 18	10 36	6 66	13 32	» 2
Da Torino a Genova	165	6 60	13 20	11 55	25 10	14 85	29 70	» 2

Torino, addì 7 marzo 1852.

V. ed approvato per Ordine di S. M.
Il Ministro dell'Interno
PERNATI.

S. M., in udienza del 10 corrente, ha fatto le seguenti nomine e disposizioni nel corpo della Guardia Nazionale del Regno, cioè:

Forni Pasquale, maggiore del secondo battaglione mandamentale d'Omegna;
Guy di Quaru cav. Saverio, maggiore del battaglione mandamentale d'Orbassano;
Faravelli Fortunato, aiutante maggiore in secondo del battaglione mandamentale di Vogogna, col grado di luogotenente;
Ghiotti Ignazio, aiutante maggiore in secondo del battaglione comunale di Broni, col grado di luogotenente;
Calzati Giuseppe, aiutante maggiore in secondo del battaglione comunale di Tortona, col grado di luogotenente;
Manzoni Gottardo, portabandiera del secondo battaglione mandamentale d'Omegna, col grado di sottotenente;
Vandagnotto Giuseppe, portabandiera del battaglione mandamentale d'Orbassano, col grado di sottotenente.

S. M., nella stessa udienza ha pure conferito agli infraindicati individui finchè rimarranno in esercizio della loro carica, cioè: il grado di luogotenente a
Schiappapietre Vincenzo, relatore del consiglio di disciplina del secondo battaglione mandamentale d'Albenga;
Nicola avv. Federico, id. del battaglione comunale di Savigliano;
Biava avv. Angelo, id. del primo battaglione mandamentale di Ivrea;
Bellorini Carlo, id. del battaglione mandamentale di Pallanza;
E quello di sottotenente a
Morano Antonio, segretario del consiglio di disciplina del secondo battaglione mandamentale d'Albenga;
Arò notaio Benedetto, id. del primo battaglione mandamentale di Ivrea;
Sordi notaio Filippo, id. del battaglione comunale di Bronero.

S. M., in udienza del 14 corrente mese, ha collocato a riposo: Domenico Gramaglia, emolumentatore a Torino; Giovanni Battista Verzaldi, insinuatore a Vercelli; e Giuseppe Montreal, insinuatore e conservatore delle ipoteche a Albertville.

Per disposizione del 17 corrente mese il sig. Giovanni Antonio Tedaldi è stato traslocato dalla conservatoria delle ipoteche di Voghera a quella di Casale.

S. M., in udienza delli 19 corrente mese, ha nominato:
Botti avv. Pietro, giudice del mandamento di Noli, a giudice di quello di Ottone;
Codeglia avv. Francesco, giudice aggiunto nel tribunale di prima cognizione di Sarzana, a giudice del mandamento di Noli;
Brunenghi avv. Giuseppe, volontario negli uffizi generali presso il magistrato d'appello di Genova, a giudice aggiunto nel tribunale di prima cognizione di Sarzana;
Ferralasco avv. Antonio, giudice del mandamento di Santo Stefano d'Aveto, a giudice aggiunto nel tribunale di prima cognizione di Savona;
Ferrari avv. Antonio, giudice aggiunto nel tribunale di prima cognizione di Savona, a giudice del mandamento di Santo Stefano d'Aveto;
Ganière avv. Giuseppe, a giudice del mandamento di Le Biot;
Demotz de la Salle avv. Carlo, a giudice del mandamento di Abondance.

Ed ha ammesso a riposo, sulla sua domanda,
Barbosio avv. Gio. Battista, giudice del mandamento di Oleggio.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 22 marzo.*

Nella seduta d'oggi alla Camera dei Deputati continuò la discussione del progetto di legge sulle pensioni di riposo agli impiegati civili, fino all'art. 36.

Il Ministero delle finanze, nelle cui attribuzioni si sono concentrati i pesi e le misure, rinnova la pubblicazione del seguente Decreto emanato il 6 di febbraio ultimo scorso dal soppresso Ministero d'agricoltura e commercio.

IL MINISTRO SEGRETARIO DI STATO PER LA MARINA,
L'AGRICOLTURA ED IL COMMERCIO

Dovendosi provvedere alla nomina ai posti vacanti di Verificatori dei pesi e misure, e di Allievi Verificatori;

In conformità del prescritto dall'art. 14 del regolamento approvato con Reale Decreto delli 8 aprile 1850, ha determinato e determina quanto infra:

Art. 1. Gli esami prescritti dall'art. 7 del regolamento 8 aprile 1850, e già annunziati con precedente manifesto ministeriale del 1° di agosto prossimo passato, cominceranno il 29 del prossimo venturo marzo.

Art. 2. Essi avranno luogo in Torino avanti la Commissione dei pesi e delle misure, e si divideranno in esame verbale, esame scritto, ed esame pratico, a norma del programma pubblicato addì 8 maggio 1850.

Art. 3. Per essere ammessi al concorso, dovranno i Candidati 1.° Uniformarsi esattamente alle disposizioni dell'art. 15 del precitato regolamento;

2.° Presentare la loro dimanda al Dipartimento dell'Agricoltura e del Commercio non più tardi del giorno 26 marzo prossimo venturo.

5.° Presentarsi al Ministero il giorno prima dell'apertura degli esami per conoscere l'ora stabilita pel cominciamento dei medesimi.

I Candidati che ommetteranno di uniformarsi a queste disposizioni non saranno più ammessi agli esami.

Il risultato degli esami sarà trasmesso dalla Commissione al Ministero il quale provvederà alla nomina agli impieghi vacanti.

La presente determinazione sarà pubblicata a mente dell'art. 14 del citato regolamento nel Giornale ufficiale ed affissa alla porta degli uffizi d'Intendenza e di Verificazione di ogni Provincia.

Torino, addì 6 febbraio 1852.

Pel Ministro Segretario di Stato
Il primo uffiziale
DI CASTELBORGO.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Reale Decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Terza pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	QUITANZE DICHIARATE SMARRITE Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sono state rilasciate
1	Castiglione Gio. Bendinelli fu Francesco Ottavio	37	1849 30 gen.	12 42	Stabili	Novi
2	Calzone prevosto D. Lorenzo	59	25 id.	65 »	id.	Borgoticino
3	Nicola Giuseppe fu Giuseppe fu Antonio	27	1848 23 xbre	50 50	id.	Cocconato
4	Canavese Enrico di Enrico	48	1849 18 apr.	10 »	id.	Chivasso
5	Canefri Cesare contrib., Negri causidico richiedente	52	19 mar.	52 »	id.	Villalvernia
6	Eterno Evasio fu Antonio	36	1848 11 xbre	60 »	id.	Tonco
7	Martinengo Michele	14	1849 19 mar.	50 »	id.	id.
8	Saroglia Gioanni	48	5 febb.	25 50	id.	Moretta
9	Martino Giuseppe	97	8 genn.	15 »	id.	Ceva
10	Chappuis Louis Gabriel feu Pierre Antoine	59	18 mar.	7 50	id.	Morgex
11	Rumiod Pierre Antoine feu Jean Baptiste	61	id.	5 »	id.	id.
12	Rumiod Jean Baptiste feu Jean Baptiste	63	10 apr.	10 »	id.	id.
13	Beneficio Baudino contrib., Raviechio sacerdote fu Gaspare e Rovello Giovanni richiedenti	26	1848 15 xbre	74 50	id.	Villanova d'Asti
14	Blondet Cosimo	7	31 id.	19 25	id.	Barbianello
15	Sticca Gio. Domenico fu Giacomo	2	1849 26 lugl.	90 19	Credito ipotecario	Villanova d'Asti
16	Lisa Teresa	170	1848 31 xbre	25 »	Stabili	Castelnuovo d'Asti
17	Forni Giuseppe fu Gio. Battista	141	1849 10 apr.	10 »	id.	Orta
18	Città d'Albenga contrib., Maurone esattore richiedente	65	19 mar.	97 »	id.	Albenga
19	Congregazione di carità di Montararo	67	1848 28 xbre	60 »	id.	Strambino

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 28 febbraio 1852.
L'Intendente Generale ARNULFO.

IL SINDACO DELLA CITTA' DI TORINO

Veduti gli articoli 4 e 5 delle R. Patenti 8 gennaio 1839 prescriventi che, ogniqualvolta ha luogo una mutazione della proprietà o del dominio utile di beni stabili, il nuovo proprietario

deve farne la consegna al Municipio, nel cui territorio si trovano situati, mediante la rimessione ad esso del titolo, in virtù del quale è seguita la mutazione;

Vedute le mutazioni seguite nel secondo semestre 1851, e risultanti descritte in apposito elenco generale stato trasmesso al Municipio nel giorno 15 corrente dal signor Intendente generale della divisione amministrativa;

Notifica:

Che la congrega del Consiglio delegato richiesta dal succitato art. 5 avrà luogo verso la metà del p. v. mese di aprile, e che sul finire dello stesso mese verranno promossi li opportuni procedimenti contro coloro che si saranno resi contraventori alla consegna suddetta.

Torino, dal palazzo civico, addì 21 marzo 1852.

G. Bellono.

INTENDENZA GEN. DELLA DIVISIONE AMMIN. DI TORINO.

Si rende noto che col mezzodì del giorno 29 corrente scade il termine perentorio stabilito per l'offerta del ribasso del decimo al prezzo di L. 5532, per cui mediante la diminuzione di L. 25 sull'importare della perizia venne deliberato l'appalto di alcune opere e provviste da farsi pel tribunale di prima cognizione di Torino, giusta la perizia e i capitoli visibili in quest'ufficio.

COMMISSIONE CENTRALE TEMPORARIA DI BENEFICENZA PER GLI SCALDATOI.

Rendiconto generale.

Attivo.

Famiglia Reale	L. 3,400 »
Ministero dell'Interno	» 500 »
Gran Magistero dell'Ordine Mauriziano	» 500 »
Municipio di Torino	» 250 »
Banca Nazionale	» 181 80
Consigli di beneficenza delle Parrocchie di Torino	» 1,935 »
Elemosine raccolte in alcune Parrocchie	» 125 46
Carità privata	» 1,122 74
Totale Attivo L.	7,715 »

Passivo.

Pigione dei locali per gli Scaldatoi, N. 1, 3 e 4	L. 680 »
Riso, paste, farina, butirro, ecc. per le minestre (1) e	3,957 95
Legna ed olio per gli Scaldatoi, compresa la cucina- tura delle Minestre (2)	» 947 86
Provviste diverse e riparazioni	» 193 05
Salario alli 9 Guardiani degli Scaldatoi, compreso il servizio notturno	» 1,002 50
Razioni di pane casalingo, di cinque ettogrammi cadauna, N. 5,772 (3)	» 394 66
Per stampati alli Eredi Botta (4)	» 37 »
Totale Passivo L.	7,715 »

(1) La distribuzione delle minestre cominciò a' di 27 dicembre 1851, e durò sino alli 8 marzo 1852. In totale si distribuirono razioni di minestre num. 66,891 ripartite nel modo seguente: — Scaldatoio N. I. nel Borgo Po N. 13495. — S. II. nel Borgo Dora N. 25200. — N. III. nel Borgo San Donato N. 14200 — N. IV. nel Borgo Nuovo N. 13796.

(2) Non ostante la straordinaria mitezza dell'inverno, riesciva anche in quest'anno utile assai l'apertura degli Scaldatoi, principalmente nelle ore mattutine e verso sera. — Quelli dei Borghi di Po e di San Donato furono i più frequentati. — Lo stato poi dell'atmosfera rendendo meno necessarii i medesimi verso la metà di febbraio, la Commissione, pur volendo continuare ancora per qualche tempo l'opportunissima distribuzione delle minestre, deliberava si chiudessero ogni di verso il mezzogiorno, per non riaprirsi che il seguente mattino. Nè meno profittevole fu lo Scaldatoio notturno, il quale accolse una media di ottanta individui per notte.

(3) Persuasa la Commissione che anche negli altri inverni non fallirauno i mezzi di provvedere ai maggiori bisogni della povera gente, deliberava di destinare questa residua somma all'acquisto di altrettante razioni di pane, le quali furono provvedute dalli panattieri Morgando e Richiardi, in ragione di 51 centesimo per chilogramma. La distribuzione dei biglietti si fece dalli 10 alli 19 corrente.

(4) Il Consiglio delegato, alle cui sollecitudini la Commissione deve l'aver ottenuto la concessione gratuita del locale per lo scaldatoio N. II, avendole pur data facoltà di valersi anche in quest'anno di una Sala del Palazzo civico per le adunanze, e degli inservienti del Municipio per quanto le sarebbe stato necessario, fece sì che non si ebbero a sopportare spese d'ufizio, nè di servizio. Sole perciò rimasero le poche spese di stampa sulle quali si ottenne ancora un notevole ribasso dai sig. Eredi Botta.

Torino, 19 marzo 1852.

Per la Commissione,
Avv. Luigi Rocca Segretario.

SVIZZERA

Il *Foglio Federale* ha pubblicato il risultato della rivista del censimento della popolazione operato nel marzo 1850. Ecco un riassunto del modo in cui è distribuita la popolazione nella Svizzera:

Svizzeri	2,318,972	
Heimathlosen	2,198	
Forestieri	71,570	
Totale della popolazione	2,392,740	
Nella Svizzera i protestanti sono		1417787
i cattolici		971800
gli ebrei		3195
i celibi		1501958
i maritati		759425
i vedovi		131357
i tedeschi		1483559
i francesi		1030896
gli italiani		540072
i romani		129355
le famiglie		483087

— Il Consiglio federale ha incaricato dell'esame delle deviazioni alla rete di strade ferrate progettati dal sig. Stephenson suggerite dalla commissione del Consiglio nazionale nelle direzioni di Rorschach, S. Gallo, Wyl, Wolbertour, d'Olten, Langenthal, Burgdorf, Berna, e di Berna-Morat, i signori ingegneri Meriam di Neuchâtel e Engelberg di Mayenfeld.

Berna. Il governo procede severamente contro i falsificatori delle liste di sottoscrizioni per la revoca del Gran Consiglio. Del resto dall'esame fatto alle medesime risulta che vi abbondano i nomi di quelli che non pagano alcuna tassa.

Il 15 marzo i delegati della *Berner-Verein*, associazione dei partigiani del governo, tennero un'adunanza in Berna, in numero di 320. Vi fu, dicesi, risolto di sollecitare la votazione sulla quistione della revoca.

Vallese. Questo governo ha pubblicato una lunga memoria con cui giustifica la sua condotta circa ai conventi del S. Bernardo e del Simplone, e rivendica esclusivamente a sè il diritto di sovranità su questi due instituti.

— Si assicura che il Consiglio di Stato si chiarisce alieno dal proporre al Gran Consiglio l'incameramento de' beni spettanti alle congrue beneficiarie, reputandolo un'idea lesiva alla giusta autonomia delle comuni. Non è pur certo che sarà proposta la periodica rielezione de' beneficiati in cura d'anime. Sembra però che si pensi ad estendere, senza eccezione, a tutto il cantone il diritto di nomina, o, come dicesi, di *presentazione* popolare dei beneficiati, precisando i casi in cui può essere denegata o ritirata la placitazione governativa.

— Il Consiglio di Stato ha incaricato la Direzione della pubblica educazione di acquistare, per una certa somma, delle monete romane, non ha guari rinvenute presso Malvaglia, per trasmetterle a persona studiosa di numismatica affinchè formuli le sue opinioni in relazione alle circostanze locali per la storia. Si sa infatti che il territorio di Malvaglia, per ben 14 mesi (1512 e 1514) rimase allagato perchè le materie scoscese dal monte Ornone sopra Biasca avevano impedito lo scolo delle acque del Brenno; si osserva che la maggior parte delle terre bleniesi portano nomi latini, e che il varco di S. Maria (Luckmanier) è il più basso ed il più agevole delle Alpi praticato sino da' tempi remoti. Il rinvenimento delle monete a Malvaglia ha suscitato inoltre il pensiero di procacciare una intera collezione di monete svizzere, a base di un gabinetto numismatico ticinese.

— Nella passata settimana partivano per la California 8 individui di civili famiglie di Bellinzona. Quasi contemporaneamente valicavano il Gottardo diretti alla stessa volta 22 individui del comune locarnese di Golino. La *febbre emigratoria* per la California mantiensi adunque viva, e si dilata anzi sempre più nel nostro cantone. Finora le notizie de' ticinesi che già si trovano alla nuova Eldorado sono lusinghiere, segnatamente riguardo agli emigranti di robusta costituzione morale, quantunque di non molta levatura d'ingegno, ma laboriosi, qualità questa indispensabile dappertutto, ma principalmente in quel cercatissimo paese.

(*G. T.*)

FRANCIA

Parigi, 19 *marzo*. Il *Journal des Débats* fa le seguenti considerazioni sulla caduta di Rosas:

Noi non vogliamo in questo momento occuparci se non delle conseguenze probabili, pel commercio europeo, della vittoria d'Urquiza e della sottomissione di Buenos-Ayres. Le pretensioni d'ongni potenza che Rosas affettava erano nientemeno, come ognun sa, che di stabilire indefinitamente a pro dello Stato della Plata il monopolio della navigazione del Parana, o piuttosto a interdire ad ogni navigazione straniera il libero accesso di quell'importante corso d'acqua, vale a dire ogni comunicazione colle vaste e ricche contrade del centro dell'America meridionale, che esso risalisce per l'Uruguay e il Paraguay sopra un' estensione di 900 leghe, 500 delle quali accessibili alla navigazione di oltremare. Per apprezzar giustamente l'importanza della quistione, bisogna osservare che le sorgenti del Rio Paraguay sono a breve distanza da quella del fiume delle Amazoni. Ora, se i fiumi che si gittano nella Plata, e di cui Rosas pretendeva sottoporre la navigazione al suo beneplacito, fossero aperti al commercio europeo, è certo che si giungerebbe facilmente a stabilire, pel Paraguay, comunicazioni fluviali non interrotte da un capo all'altro del continente meridionale americano. Da oggi in poi quel centro ancora poco esplorato si aprirà, giova sperarlo, mercè l'affrancamento del Rio della Plata, alle speculazioni mercantili delle popolazioni attive, intraprendenti della Banda Orientale, come pure del commercio dell'Europa; sta per dare accesso al lavoro dell'incivilimento nel vasto territorio del Paraguay.

Pochi paesi vi sono più riccamente dotati dalla natura che la 140 o 150,000 leghe quadrate cui bagnano i grandi corsi d'acqua sopra accennati. L'aria vi è dappertutto purissima e salubre. Anche nei tristi tempi che correvano, Buenos-Ayres è divenuto il principal porto dei mari meridionali, e fa oggidì affari coll'Europa per 70 in 80 milioni, circa 20 dei quali coll'Inghilterra e quasi 30 colla Francia. Colà come a Montevideo, si trovano 20,000 francesi, che vi fondarono stabilimenti di commercio, vi crearono *estancias* (fattorie per allevare bestiame e cavalli), e si conciliarono l'appoggio e l'affezione de' popoli indigeni.

Ma perchè le nostre relazioni cogli Stati della Banda Orientale tocchino un alto grado di prosperità, è indispensabile una cosa, cioè la sicurezza e la regolarità delle transazioni ossia il mantenimento della pace in quelle regioni, ove le braccia ed il capitale, a questa condizione, non possono mancar di affluire. Per sapere a quali vicissitudini la guerra assoggettò il nostro commercio in quelle acque, basta gittare uno sguardo sui prospetti delle nostre dogane. Prima del 1827, la media dei nostri scambi, tanto con Buenos-Ayres quanto con Montevideo, ascendeva a ventimilioni. Per la media decennale 1827-1836, questa cifra cade a 7,500,000 fr.; nel 1842, per la speranza di veder cessare le ostilità, le nostre transazioni salirono alla cifra di 38 milioni, 24 dei quali coll'Uruguay (Montevideo) e 17 colla Plata (Buenos-Ayres); ma quattro anni appresso ricadevano al disotto di 11 milioni; 5,500,000 de' quali solamente colla Plata, mentre nell'anno successivo (1847) il totale risaliva a 29 milioni, 24 de' quali con Montevideo. Finalmente, nel 1850, il lungo blocco di quest'ultima città per opera del luogotenente di Rosas avendo, per così dire, rovinato e annichilato il nostro commercio con esso, la cifra non eccedeva 3,800,000 fr. (un po' meno di ciò che facevano colla nostra povera colonia di Cayenna), mentre ascendeva a più di 28 milioni pe nostri scambi con Buenos-Ayres.

Nè solamente a noi toccarono tali alternative: l'esportazione inglese in quei due paesi era, nel 1844, di 25 milioni; nel 1846, di 4,500,000 fr. solamente, e nel 1849 di 16 incirca. Ognun sa del resto come si compongono i ritorni da quei mari: pelli e cuoi, lane, peli di cavallo e sego ne formano quasi esclusivamente la totalità. Nulla pareggia infatti la ricchezza in bestiame delle provincie della Plata; le razze bovina e ovina vi sono d'una prodigiosa fecondità; oltre le immense mandre di buoi e di cavalli allevati nelle *estancias*, industria dei *gauchos*, si trovano nei campi che formano la frontiera nord-ovest dell'Uruguay, torme consderevoli di questi animali, erranti in libertà nello stato selvaggio e moltiplicantisi con istupenda prestezza. L'esportazione de' cuoi per Buenos-Ayres è in media di circa 1,400,000 fr. all'anno; in quanto alle nostre esportazioni, non havvi in quei mari, dopo il Brasile, paese che apra un miglior collocamento ai nostri tessuti; i nostri vini, i nostri cristalli ecc. vi sono pure oggetto di gran lavoro, ed è forse questo il paese del mondo in cui abbiamo meno a temere la concorrenza inglese.

Un' èra di pace, speriamo, sta per aprirsi negli Stati dell'antica Unione argentina, e si troveranno oggimai, nell'abbandonare le loro vecchie rivalità, un campo abbastanza vasto nella carriera del negozio e delle speculazioni, nella carriera delle opere della pace. Vi son colà tante coltivazioni da fecondare, o piuttosto da mettere a profitto, tante ricchezze naturali da estrarre, tante industrie da creare, tanti lavori da intraprendere! Ma perciò non basta la pace: bisogna altresì, bisogna massimamente a quel paese il concorso della scienza e dell'attività europee: e poichè il governo brasiliano stimò bene d'intervenire nella contesa che ardeva fra quei giovani Stati dell'America meridionale, a lui spetta ed è del suo interesse, come del suo onore, di esercitare a loro riguardo una tutela generosa, facilitando e incoraggiando sul loro suolo, come si sforza al presente di fare sopra il suo, i progressi del lavoro, del commercio e dell'industria.

SPAGNA

Madrid, 14 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

La regina Isabella partirà fra pochi giorni per Aranjuez, e di quivi si recherà ben presto in Andalusia.

L'*Heraldo* annunzia, giusta lettere da Valenza, che la infanta Luisa Fernanda e lo sposo di lei duca di Montpensier, han sospeso il loro progetto di viaggio all'estero, a motivo dello stato di salute della infanta.

— La *Gazzetta di Madrid* del 14 pubblica due regii decreti, col primo dei quali è revocato dalle funzioni di governatore capitano generale dell'isola di Cuba e di presidente de' tribunali della predetta isola il luogotenente generale Jo e della Concha; col secondo, è nominato alle stesse funzioni il luogotenente generale Valentin Canedo.

INGHILTERRA

Londra, 18 *marzo*. Nella tornata della Camera dei lords del 18 marzo lord Beaumont annunziò che presto avrebbe chiesto al ministero la presentazione dei documenti risguardanti le relazioni dell'Inghilterra con la Repubblica argentina, e quindi chiese al ministero se era vero che un ufficiale inglese, in uniforme, fosse stato oltraggiato a Livorno. Il ministro degli affari esteri, conte di Malmesbury, rispose che questa faccenda era stata molto esagerata, che un ufficiale subalterno del *Firebrand* ebbe una disputa con le autorità locali di polizia, e che grazia all'intervento del sig. Scarlett tutt'è accomodato, ed il capo della polizia di Livorno è stato condannato ad otto giorni di carcere. Il conte di Ellesborough domandò quindi se il nuovo ministero aderiva alla risoluzione del suo predecessore, di non aiutare cioè la formazione di alcun corpo di volontarii. Lord Derby rispose affermativamente.

— I giornali di Londra continuano ad occuparsi della questione dello scioglimento della Camera dei comuni. Il *Daily News* (organo di Cobden e della scuola di Manchester) opina per la dissoluzione immediata, e si appoggia sul parere conforme di lord John Russell, di lord Palmerston, di sir James Graham e del sig. Gladstone. Il *Times* enumera quali sono le condizioni le quali possono dar lunga vita ad un ministero nello stato attuale delle cose. Il *Morning Herald* (organo ministeriale) approva vivamente la conversione della rendita decretata dal principe presidente della repubblica francese.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

La contessa di Derby ha dato ieri sera (17) il suo primo ricevimento alla residenza ufficiale del primo lord della tesoreria a Downing-Street.

La riunione fu onorata dalla presenza de' più cospicui personaggi tanto inglesi che esteri, fra cui i principali componenti di tutti i partiti. Vi si notavano il duca di Wellington, il marchese di Anglesey, lord e lady John Russell, sir James e lady Graham, il conte d'Aberdeen, il lord cancelliere e lady S.-Leonards, il sig. Thiers ecc.

— Si legge nello stesso giornale:

Il colonnello Espivente, aiutante di campo del generale Urquiza, è arrivato a Londra, incaricato d'una missione particolare in Francia e in Inghilterra. Egli non dee trattenersi lungo tempo a Londra, e tra poco si recherà a Parigi. La sua presenza in Europa farà conoscere in tutta la lor verità gli ultimi avvenimenti succeduti nella Plata.

ALEMAGNA

Wurtemberg. *Stoccarda*, 16 *marzo*. — *Camera dei Deputati*. L'ordine del giorno chiama la discussione del rapporto della commissione di diritto pubblico sulla proposta del barone di Varnbuhler riguardo alla protesta di 19 deputati contro l'attuale costituzione della Camera.

Sig. Schoder. Quando la Camera si è radunata, noi giudicammo di dover fare una protesta che noi non rinnovammo più, se non quando essa venne assalita. Ora si richiede una dichiarazione per parte nostra: sia pure; noi contestiamo al governo ed alla maggioranza il diritto di domandarcela: è una violazione delle convenienze parlamentari e della indipendenza dei deputati.

Noi non possiamo abbandonare la nostra opinione, in ogni luogo esprimeremo la nostra convinzione; ma per altra parte noi abbiamo sufficiente criterio parlamentare per non rinnovare questa sterile querela.

Il consigliere di Stato Plessen. Se si lasciasse prolungare questa vertenza, bentosto il paese non saprebbe più dove sia la ragione ed il diritto. Non possiamo rimanercene contenti ad una dichiarazione evasiva. Il rapporto della commissione dice che la protesta non fu rinnovata, e che perciò bisogna passarvi sopra.

Ma poco importa alla sostanza della questione, che la protesta non siasi rinnovata. Non è conveniente che taluni prendano parte alle deliberazioni della Camera di cui contestano la validità: non viene che scelgano una cosa o l'altra, o escano dalla Camera, o riconoscano la legalità della medesima.

Sig. Reyscher. Quello che testè ha detto il ministro della giustizia non è atto a ristabilire la conciliazione. La protesta del 19 non è un'offesa nè contro la Camera, nè contro il governo. Ma opinione si è, ch'essi devono assoggettarsi alla risoluzione della maggioranza, e che non hanno diritto di contestare la competenza della Camera.

Ma nello stesso tempo io credo essere contrario all'interesse del paese il ravvivare questo dissidio per una dichiarazione fatta dieci mesi or sono; a meno che si voglia spingere le cose all'estremo, e disperdere la Camera anzichè scioglierla.

Sig. Plessen. Io penso che la dichiarazione or fatta dal signor Schoder sia una rinnovazione della protesta. Non è così?

Sig. Schoder. Noi risponderemo a tempo opportuno.

Sig. Plessen. Conviene che rispondiate fin d'ora.

Sig. Pfeifer. La questione sul punto di sapere, se noi possiamo conciliare i nostri voti coll'opinione da noi emessa, non riguarda i nostri avversarii, ma noi soli.

Io sono convinto, che il popolo ha ancora il diritto di volere una costituzione conforme alla legge del 1° luglio 1849. A quest'ora egli non ha la forza di far prevalere la sua volontà, ma gli resta il diritto.

Io rispondo al ministro della giustizia, che i 19 sono qui venuti per tutelare i diritti del popolo: è vero che essi prestarono giuramento alla costituzione; ma questo vuol dire soltanto che essi agiranno entro i termini della legge, sul terreno legale su cui li ha collocati il governo, finchè potranno ottenere il rivedimento della costituzione.

Sig. Plessen. L'oratore non discute la vera questione: quella cioè di sapere se i 19 riconoscano un carattere obbligatorio alle risoluzioni prese dalla Camera.

Sig. Pfeifer. Rispondo che il popolo obbedisce alle risoluzioni della Camera; ecco perchè noi vi prendiamo parte: questo è dover nostro finchè non si è mutato il terreno legale su cui ci troviamo. Se le circostanze cangeranno, allora il potere legislativo, che verrà, potrà cangiare le leggi e le risoluzioni da noi adottate.

Sig. Plessen. Questa dichiarazione non può soddisfare al governo; ora si tratta di sapere, se gli altri autori della protesta vi aderiscono.

Sig. Stockmayer. Io non riconosco nel ministro della giustizia il diritto di muoverci questa interpellanza.

Finalmente la Camera passa alla votazione: la proposizione della minoranza della commissione è adottata nei termini seguenti

ed alla maggioranza di 46 voti contro 37; come già accennammo nel foglio di ieri.

« La protesta dell'opposizione è mal fondata e non può conciliarsi colla sua partecipazione alle risoluzioni della Camera. »

AMERICA

STATI-UNITI. Si legge nel *Journal du Havre* :

Il *Cambria*, arrivato a Liverpool, recò notizie degli Stati-Uniti sino a tutto il 5 corrente, giorno della partenza del piroscafo di Boston : sotto il rapporto politico, esse sono prive affatto d'importanza.

La quistione della prossima elezione presidenziale continuava ad agitare e preoccupare gli animi : ma non era, a questo riguardo, avvenuto alcun nuovo fatto dalle ultime date in poi.

Kossuth avea lasciato Cincinnati : le soscrizioni in favore della causa da lui propugnata, ottenute in quella città, ammontavano a 14,000 dollari.

++ Si legge nel *Morning-Chronicle* :

Un interessante *meeting* fu tenuto a Nuova-York il 28 del mese ultimo, a fine di aprire una sottoscrizione per erigere un monumento alla memoria di Fenimore Cooper. Presiedeva al *meeting* il sig. Webster. I signori Washington Irving, Brancoft, G. P. James e altri oratori presero la parola.

VARIETÀ

Discorso pronunciato dal prof. cav. P. A. PAGANINI *in occasione della distribuzione dei premii alle alunne ed alunni della Regia Scuola di Ballo il giorno 21 marzo* 1852.

(Veggasi la Gazzetta di ieri)

Vi avrà forse taluno, che riguardando alla facoltà che professo e alle solenni occasioni in cui la ho per l'addietro esercitata, si maraviglierà forse al vedermi oggi trasformato in orator da teatro e in premiatore di danze. Ma più non dovrà maravigliare chiunque vorrà riflettere, che avendo tutte le arti del bello un comune scopo a cui tendono, hanno altresì un comune vincolo che insieme le annoda, e che però i principii di quella eloquenza che altrove insegno sono gli stessi di quella danza che qui si premia. Imperciocchè che altro fu mai la danza, se non che col ministerio dei gesti significare e produrre quei sentimenti che la eloquenza esprime e desta coll'istromento della parola? E che l'arte mimica arrivi a tal perfezione, da entrar, benchè muta, in una specie di gara con la eloquenza parlata, siccome è fama che Roscio garreggiar solesse con Marco Tullio : noi, senza salir tanto addietro, e senza pur uscire di questo luogo, basta che assistiamo alle effettuose scene che ogni sera qui si producono : basta che ammiriam la perizia di quell'amabile artista che qui mi siede da tanto (1), e di que' due che (2) sì ben la secondano, i quali tutti mettono in quelle scene tanto calor di evidenza da farci fremere di terrore, da farci piangere di tenerezza : basta sopratutto che vediam gli effetti di quella maledizione, che la santa ira di un padre scaglia sul capo di una figlia sedotta (3); basta che tutto ciò noi veggiamo, per rimaner persuasi, che non v'ha eloquenza di lingua, la qual non sia vinta dall'eloquente silenzio di chi sente sì al vivo i misteri dell'affetto e quelli dell'arte.

Ma ove pure il ballo non rappresenti scene sì pietose e terribili, e con sapiente misura accompagnando il suon che lo guida, si restringa alle graziose movenze e alle delicate posture, credete forse che sia men degno di lode? credete forse, che anche da questo lato non sia il ballo esercizio degno dell'uomo? Ma io me ne richiamo a quella nazione, che Dio avendo privilegiata di un esquisito senso del bello, doveva in fatto di gusto esser la maestra di tutto il mondo. Ora io veggo la Grecia far della danza una occupazione e uno studio dell'animosa sua gioventù: la veggo accoppiare il ballo alla poesia ed alla musica de' suoi affollati teatri: la veggo introdurre il ballo fra gli splendori medesimi della reggia : nè vergognare Alcinoo, che in segno di ospitalità danzino i suoi propri figli davanti all'omerico Ulisse. Ma a che ricordare Omero e la Grecia, quando noi Italiani abbiamo altresì il nostro Omero, abbiamo Dante, che a tutte le arti del bello rendutò avendo nel suo poema un tributo, vieppiù lo rese a quella del ballo? Sì, o signori: sin che alla scorta del gran poeta noi visitiam le bolgie dell'inferno o montiamo i gradi del purgatorio, non udiamo che urli e bestemmie, ovver preghiere e lamenti : non veggiamo che atti sozzi e crudeli, o pur dolorosi e affannati. Ma quando un'aria di paradiso comincia a spirarci d'intorno, quando nel raffiro di quell'aria celeste ci si svela il volto dell'aspettata Beatrice, quando quest'amabile guida ci mena di sfera in sfera al trono stesso di Dio; oh! allora è una perpetua musica che consola le nostre orecchie, è una danza continua che i nostri occhi ricrea. E però patriarchi e dottori, principi e sacerdoti, vergini e donne, tutti non fanno che un coanna lieto, e un intrecciare agli osanna le danze : quasi omaggio reputino a quel Dio, che prescrivendo agli astri un corso armonico, e volendo che l'uomo regolasse a quella norma i suoi passi, ben si può dire che abbia originato ad un tempo e santificato la danza. Che più? Quella guerra, per cui si difende ciò che si ha di più caro e più sacro; quella guerra, dove il valor subalpino, se non sempre colse il trionfo, non fu però mai che perdesse l'onore; la guerra, dico, per toglierle ciò che ha di flebile e atroce, non ebbe forse, e non ritien tuttavia il nome di ballo? Onde il titolo sottoposto da que' Tessaglia alle statue de' lor capitani perchè *avevano ben danzato nella battaglia*. Dal che si vede che non già effetto di mollezza, non già lavoro di seduzione, ma è bensì simiglianza e riscontro dell'uno e dell'altro ballo, se i piè che saltano e le braccia che snodansi urlan sì spesso nell'innocente acciar del soldato.

Ma se il cielo non è altro che un danzare che fanno gli astri; se il paradiso di Dante non è altro che un danzare che vi fanno i beati; voi ben vedete che il ballo, per non falsar la sua origine, anche quando è più impetuoso ed ardente, dee pur sempre qualche cosa ritener di celeste. Niuno ignora quanto siasi disputato per assegnar la linea che più conviene alla rappresentazione del bello, che sia la volea retta, chi ondeggiante, chi curva: ma qual sia la linea che più al bello convenga, io vi dico che spesso una linea è ciò donde il bello dipende. Guardate i dipinti, guardate le statue, leggete gli oratori, leggete i poeti, io dico quelli che per la loro eccellenza sono fatti i maestri degli altri: e voi vedrete che questo lor magistero non d'altronde proviene, che dal non avere trapassato mai quella linea che vi diceva; linea, al di qua della quale sta il vero, l'affettuoso, il sublime, oltre alla quale sta il falso, l'esagerato, il ridicolo. Ma fra tutte le arti imitatrici niuna è forse, che più del ballo, la virtù manifesti di sì benemerita linea. Quel detto, che le Grazie sorridono, ma non ridono mai, chiaro ci mostra come la grazia, per meritar questo nome, voglia esser decente e pudica: e come solo una linea che si trapassi nel girar degli occhi, nel compor delle labbra, nel vibrare del piede, nell'ondeggiar delle braccia, nel muovere e atteggiarsi di tutta la cara persona, basta per distruggere ogni effetto, per smarrire ogni grazia. La qual verità niuno più intese e conobbe del gran Canova, che fra le tante rappresentazioni della bellezza, quella non dimenticò della danza: ma delle tre danzatrici, che uscirono dal suo scarpello, chi mi sa dire qual sia la più bella o la più pudica? Ben so che la gelosa tunica che le ricopre a pena è che nudo lasci apparire il piede, e più che il piede e braccia: memore l'artista del proverbio greco: *Se hai bella voce, canta; se hai belle braccia, danza.* Ma tutto ciò, quanta modestia in quelle persone! Quanta decenza in que' volti! E l'una di esse, che, compiuta il suo ufficio e conseguita già la corona, pare che si riposi, e tuttavia riposandosi, a pena è che ponti un pie' sulla terra, non vi dice forse in quell'atto che la sua grazia, la sua beltà, la sua arte, tutto le viene dal cielo? Che se meno pudiche sono le movenze e più insidiose le vesti di quelle Grazie che danzano con Venere, in un basso-rilievo dello stesso Canova, voltate l'occhio a quel Marte, che in disparte seduto, tutta accoglie nell'anima a volubil funesta di quella danza. Ma dove sono i segni che in lui mi mostrino il Dio della guerra? Dove la spada che lo fa sì temuto? Ahimè! uno scaltro Amorino gliel'ha involata, e ne carica, quasi ad ischerno, le sue spalluccie. Il che vuol dire, che quando le grazie non son più decenti, i guerrieri non son più forti; e che è una cosa medesima pudor che fugge e valore che cade.

Ma non fuggirà l'uno, nè cadrà l'altro, se della necessaria decenza informeremo l'arte non men che il costume, e se non curando il plauso degli animi grossi e vulgari, quello ambiremo degli spiriti colti e gentili. È massima delle nostre scuole: che lo stile è l'uomo, perchè in fatto tale l'uomo scrive qual sente, e tal sente quale opera. Allargate questo principio, e voi vedrete che tale ognuno si mostrerà sempre nell'arte, quale suol esser nella vita; e che sarà sempre impossibile che trapassi sul teatro la linea del bello, la linea cioè della grazia decente, chi questa linea si avvezzò a rispettare anche fuor del teatro. Coltivate adunque la nobilissima arte del ballo, o voi tutte che in quest'arte recate tanto tesoro di grazia, di gioventù, di bellezza; le palme che siete oggi per cogliere, vi sieno augurio e pegno di quelle, che coglierete un giorno in campo più vasto: di qua uscendo, portate in lontani paesi il nome e la gloria di quella egregia scuola Subalpina a cui foste educate; adunate plausi, adunate ghirlande, adunate dovizie: ma bella proprietà de' vostri successi, ma nella ebbrezza de' vostri trionfi, care e graziose giovani, non dimenticate mai quella linea.

(1) *La signora Carolina Galletti-Rosati.*
(2) *I signori Antonio Ramaccini e Lorenzo Vienna.*
(3) *Si allude a una lodatissima scena del ballo che si dà in quest'anno nel Regio Teatro.* La bella fanciulla di Gand.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino*, 23 *marzo*.

Questa mattina, alle ore 9, veniva celebrata, nella cattedrale di San Giovanni, una messa funebre in commemorazione dei morti sui campi di Novara nel marzo 1849.

FRANCIA. *Parigi*, 20 *marzo*. Un decreto presidenziale inserito nel *Moniteur* assimila il primo presidente, i presidenti di Camera e i consiglieri maestri presso la corte dei conti, ai membri della corte di cassazione, e i consiglieri referendarii ai membri della corte d'appello, in ciò che concerne il collocamento a riposo di pien diritto per ragion d'età.

Lo stesso decreto dà il diritto alla corte dei conti di censurare, sospendere e rivocare que' suoi membri che avessero mancato ai doveri del loro stato. Il decadimento non sarà tuttavia esecutorio che in virtù d'un decreto del presidente della repubblica.

SPAGNA. *Madrid*, 15 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance* :

Tutte le municipalità e deputazioni provinciali si occupano attivamente della revisione delle liste elettorali. Questi preparativi fanno nascere l'idea che il governo sia nell'intenzione di sciogliere le *cortes* e di procedere a elezioni generali. In qualunque caso nulla si farebbe prima del mese di luglio o d'agosto. Il generale Canedo parte oggi stesso da Madrid alla volta di Cadice, ove il 20 s'imbarcherà per l'Avana col nuovo capitano generale di Porto-Rico.

INGHILTERRA. *Londra* 19 *marzo*. Nella seduta della Camera dei comuni del 19, lord John Russell interpellò il ministero, chiedendo se i ministri siano disposti a consigliare alla corona di sciogliere il Parlamento e di convocarne un nuovo, appena ciò sia permesso dalla legittima considerazione de' pubblici interessi.

Rispose il sig. Disraeli, che il Parlamento sarà disciolto, quando i provvedimenti necessarii per l'amministrazione del paese saranno stati votati.

Lord John Russell avendo insistito per ottenere dal cancelliere dello scacchiere la enumerazione di siffatti provvedimenti, il sig. Disraeli niega d'entrare in più larghe spiegazioni, e la Camera si forma in comitato di sussidii a fine di occuparsi dell'esame e del voto del bilancio della guerra.

Questo bilancio non presenta che un aumento di 2 milioni di franchi, destinato ad un accrescimento di effettivo di circa 5,000 uomini.

Il nuovo ministro della guerra non ha punto cangiate le cifre del bilancio preparato dal suo predecessore, e dichiarò alla Camera, la guerra contro i Cafri essere il solo motivo dell'aumento di spese portato al bilancio.

Alla Camera de' lords, seduta parimenti del 19, il solo incidente notevole fu una conversazione tra il conte di Derby e il duca di Newcastle, a proposito d'una istanza dell'associazione commerciale di Manchester, concernente la quistione de' cereali.

Il duca di Newcastle appoggiò i timori espressi nella predetta istanza intorno ai progetti attribuiti al gabinetto. Il conte di Derby gli rispose che l'agitazione del paese è assai meno viva di quanto si crede, e che di tutti gl'inconvenienti che si vanno enumerando, il meno grave sarà senza alcun dubbio la prolungazione della sessione del parlamento.

— Si legge nella *Patrie* :

Abbiamo ricevuto un dispaccio telegrafico da Londra con data di questa mattina (20). Esso dispaccio ci annunzia che molti articoli del bilancio della guerra sono stati votati senza opposizione seria, e che dalle parole del conte di Derby e del sig. Disraeli risulta che il parlamento sarà sciolto nel mese di giugno al più tardi.

— Si legge nel *Globe* :

I fondi inglesi son ben tenuti quantunque si facciano pochi affari. I dettagli del bilancio francese produssero poco effetto su i corsi de' fondi pubblici. Consolidati a contanti 98 1/4; per conto 98 5/8.

ALEMAGNA. Il rapporto della commissione federale, composta dei ministri di Würtemberg, di Mecklemburgo e di Assia-Darmstadt sugli affari dell'Assia Elettorale, è stato distribuito a tutti i governi. I commissarii approvarono il progetto di una costituzione riveduta, stato ad essi comunicato: essi però, per ragioni facili a comprendersi, giudicarono a proposito di astenersi dalla narrazione storica degli avvenimenti e dell'intervento federale nell'Elettorato.

La commissione, dopo di essersi estesa in ampie spiegazioni, propone alla Dieta germanica la risoluzione seguente : « La Dieta approva le disposizioni adottate dai commissarii dell'Austria e della Prussia, intese a ristabilire l'ordine e la quiete nell'Assia Elettorale : essa dichiara incompatibile colle leggi fondamentali della confederazione germanica la costituzione del 5 gennaio 1831, non meno che i cangiamenti e le modificazioni introdottevi negli anni 1848 e 1849, compresa la legge elettorale del 5 aprile 1840, e ne chiede l'abrogazione. »

Il governo dell'Assia elettorale è inoltre invitato a promulgare senza indugio una costituzione riveduta, una legge elettorale ed un regolamento organico: la nuova costituzione dovrà sottoporsi all'approvazione degli Stati: la Dieta germanica dovrà prendere cognizione del risultamento della discussione. Se però la Dieta federale non accorderà per ora, se non in modo generale ed indeterminato, la sua approvazione al progetto di costituzione, s'intenderanno implicitamente approvate le disposizioni in esso contenute.

— La Dieta federale germanica ha tenuto una brevissima seduta il 17 marzo, nella quale si è occupata dell'assegnamento di 60,000 talleri, che era stato accordato per stipendio agli impiegati della flotta; somma che era stata provvisoriamente pagata con altri fondi disponibili.

— *Berlino*, 18 *marzo*. Dicesi che il governo prussiano abbia incaricato il suo ambasciatore a Copenaghen di fare delle rimostranze al gabinetto danese relativamente all'uso esclusivo della lingua danese negli atti ufficiali; poichè ciò sarebbe contrario alle stipulazioni del trattato.

— *Oldenburgo*, 15 *marzo*. La dieta del granducato di Oldenburgo, nella seduta di questo giorno, ha incominciato la discussione del rivedimento della costituzione del 1849: fra le altre disposizioni, adottò quella che determina le relazioni del granducato rispetto alla dieta germanica; ha pure adottato quella che formola il principio monarchico, in conformità all'art. 57 dell'atto finale di Vienna: quest'ultima è concepita in questi termini : « La forma del governo è monarchica, ma limitata dalle disposizioni della presente legge fondamentale.

« Il granduca, come capo dello Stato, riunisce nella sua persona tutte le attribuzioni del potere esecutivo: il granduca può conchiudere trattati, sottoponendoli però, in certi casi prescritti, alla ratifica degli Stati. »

DANIMARCA. *Copenaghen*, 14 *marzo*. Ieri il Volksthing, dopo di avere adottato l'ordine del giorno proposto dal sig. Tillisch contro il progetto di un indirizzo al re relativamente al manifesto reale del 28 gennaio, aperse la discussione sull'interpellanza fatta al governo dal sig. Barford sulla questione dei confini. Il ministro degli affari esteri rispose di non poter fare una dichiarazione precisa se non dopo che la questione dei confini sia stata definitivamente risolta.

Il sig. Barford replicò dicendo che la risposta del ministro non lo soddisfaceva punto.

Il sig. Lehmann osserva, che il ministro degli affari esteri, nella sua risposta aveva dimenticato che ad ogni danese importa moltissimo di sapere dove si trovi la frontiera di Danimarca.

Il sig. Morond teme che, col pretesto di regolare le frontiere della Danimarca, si possa fare qualche cessione di territorio.

Il ministro degli affari esteri risponde non essere questione di cessione di territorio, ma di pur dovere ad un regolamento delle frontiere, sicchè ne vi si sarebbe proceduto conformemente al § 23 della legge fondamentale.

Il sig. Krieger invita il ministro a spiegarsi più chiaramente. Il ministro non risponde.

Allora il *sig. Krieger* propone il seguente ordine del giorno: « Il Volksthing dichiara che il governo non ha il diritto di abbandonare, senza il consenso della dieta, la questione delle frontiere ad arbitri, e passa all'ordine del giorno. »

Dopo una lunga ed animata discussione, il *sig. Krieger* ritirò il suo ordine del giorno.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 22 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr. dopo Borsa	nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa	nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 s.bre				
1831 » » 1 genn.				
1848 » » 1 mar.	93 50	93 75	94	
1849 » » 1 genn.	95 50 85	95 95 95 95	96 50 p. 5 ap.	
1851 » » 1 dicem.			96 50 75 p. 50	
1831 Cons. 1 genn.				
1849 » 1 s.bre.				
1850 » 1 febbr.	962 50			
1844 5 0/0 Rend. 1 genn.				
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N. 1 genn	1806			
— Banca di Savoia				
Città di, 4 0/0 oltre la inter. decor.				
Torino 5 50 0/0 1 gen.				
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen				
Società del Gaz (nuova				
Incendii a premio fisso 31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano 1 gennaio	430 435			
Molini presso Colegno 1 giugno				

CAMBI

	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	252 —	1/4	251 —	1/4
Genova sconto	4 p.	1/4	—	
Francoforte S. M.	210 —		—	
Lione	99 75		99 15	
Londra	25 30		25 47	1/2
Milano	—		—	
Parigi	99 75		99 15	
Torino sconto	4 p.	0/0		

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 90 lir.	90 01 —	90 05 —
— di Savoia	98 60 —	98 65 —
— di Genova	79 40 —	79 98 —
Sovrana nuova	35 — —	35 10 —
— vecchia	34 73 —	34 85 —
EROSO misto		
Perdita	2 50	p. 1/00

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del* 20 *marzo*.

Il 5 0/0 aperto a 99, 75, chiude a 100, 05.
Il 4 1/2 0/0 aperto a 100, 25, chiude a 100.
Il 3 0/0 aperto a 69 80, chiude a 70, 15.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) aperto a 96, chiude a 96, 25.
Il nuovo prestito (inglese) di Piem. resta a 95 1/2.
Le obbligazioni idem (1849) a 960.
Quelle del 1851 a 900.
Le azioni della Banca di Francia a 2552, 50.

www.internetculturale.it

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.
via del Gambero, num. 1

È uscito il fascicolo di febbraio.

DELLA

RIVISTA AMMINISTRATIVA
DEL REGNO
GIORNALE UFFICIALE

DELLE AMMINISTRAZIONI CENTRALI E PROVINCIALI, DEI COMUNI E DEGLI ISTITUTI DI BENEFICENZA.

RACCOLTA PERIODICA

CONTENENTE:

Parte ufficiale. 1° Decisioni e provvedimenti ministeriali, non che i pareri del Consiglio di Stato, e degli uffizi generali sovra questioni importanti di pubblica amministrazione;
2° Contenzioso amministrativo, ossia le decisioni più interessanti della Camera de' Conti e dei Consigli di Intendenza generale;
3° Atti delle Intendenze generali;
4° Circolari ed istruzioni;
5° Leggi e Decreti Reali;
6° Movimento nel personale dell'ordine amministrativo.

Parte non ufficiale. 1° Atti parlamentari;
2° Materie generali di pubblica amministrazione;
3° Questioni proposte alla direzione della Rivista e loro soluzioni;
4° Cronaca amministrativa.

La Stamperia Editrice si raccomanda nuovamente ai signori Impiegati Regii, associati a detta *Rivista*, di dare partecipazione alla medesima, tuttavolta loro accada di essere traslocati o promossi per norma dell'indirizzo delle dispense mensili.

I reclami di dispense non ricevute dovranno essere fatte ne' giorni 15 successivi alla pubblicazione delle medesime nella *Gazzetta Ufficiale*.

La **RIVISTA AMMINISTRATIVA** viene pubblicata per dispense mensili di 5 fogli in-8° grande caduna

PREZZO PER L'ANNATA

Per Torino L. 12 — Per le Provincie L. 14 *(franco)*.

Agli abbuonati alla Gazzetta Piemontese

Si è pubblicato un

INDICE DELLE MATERIE

trattate dal Senato del Regno e dalla Camera dei Deputati nelle Sessioni Parlamentari
degli anni 1848-49-50-51
contenute nel rendiconto della Gazzetta Piemontese

Un volume in-4° — Prezzo L. 2. 50

Si vende, in Savigliano dagli editori Racca e Bressa, ed in Torino dal libraio Schiepatti, via di Po 47.

Dirigere affrancate le lettere ai suddetti, con vaglia postale, e l'opera verrà tosto spedita franca a destinazione.

AVVISO

S'invitano i signori Misuratori ed Estimatori piazzati, i quali bramassero d'imprendere la ricognizione e misura degli stabili proprii della Comunità di Piobesi Torinese, posti sul territorio della medesima, di presentare, prima della scadenza del p. v. aprile, al sottoscritto il suo partito in iscritto suggellato, in diminuzione di L. 20 per 0/0 sul valore netto di detti stabili che risulteranno occupati da varii particolari, sotto l'osservanza dei relativi capitoli, di cui chiunque potrà aver visione nella Segreteria di detta Comunità.

Piobesi, il 15 marzo 1851.

Il sindaco VITTORIO EM. GARIGLIO.

SEMENZA BACHI del Monte Brianza

presso BOCH *zio e nipote*,
via della Provvidenza, num. 20, in Torino.

BERNARDO DIVERIO
FABBRICANTE DI OMBRELLE

Giunse recentemente dalla Francia con un grandioso assortimento in genere di novità, a modico prezzo, cioè:

Paracqua inglesi da L. 3, 25 a	L. 4, 60;		
Detti di seta	» 8	»	60;
Ombrellini	» 5	»	40.

Via di Po, casa Arnaud, presso il Caffè Dilej.

DA VENDERE O PERMUTARE
con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

DA VENDERE

FARMACIA in Casale, posta nel centro della città. — Recapito ivi dal signor Ricci, orefice.

DA VENDERE

TINTORIA bene avviata in questa città, ed ampiamente fornita di tutti gli utensili necessarii al suo esercizio. — Per le opportune informazioni dirigersi ai proprietarii in casa Beltrami, accanto alla chiesa della Gran Madre di Dio.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano, e num. 4, 6, o 10 membri, con terrazzo, al 4.° piano. Via del Senato, num. 4.

AVVISO

Essendo ancora vacante il posto di Aiutante Maggiore in 2° del Battaglione mandamentale della Guardia Nazionale di Mortara, coll'annuo assegnamento di L. 800, dietro Sovrana autorizzazione sarà messo a concorso.

Gli esami di concorso avranno luogo davanti apposita Commissione, sotto la presidenza del Maggiore di questa Guardia Nazionale medesima, nella sala d'ufficio dello Stato Maggiore, il giorno 7 prossimo aprile.

Vi sarà ammesso chiunque presenterà, prima del giorno 30 corrente mese, all'ufficio suddetto la sua domanda per iscritto e comproverà con documenti:
1.° Essere regnicolo e godere di tutti i diritti civili;
2.° Avere servito nel R. Esercito ed esserne sortito onorevolmente.

Mortara, il 20 marzo 1852.

Il Maggiore AVV. COTTA RAMUSINO.

Nella prossima ventura settimana

LA DITTA CARLOTTI, BAZZARINI E C., EDIT. LIBR.
finora sotto i portici di Po, n. 39, 1.° piano,

aprirà un nuovo negozio di libri

in via Nuova, casa Melano, presso il Caffè del Genio

con un copioso assortimento di libri scientifici, storici, letterari, politici, ascetici, ecc. ecc., italiani, francesi, inglesi, ecc., nonchè di carta ed articoli di cancelleria.

Riceverà inoltre commissioni per l'Italia e per l'estero, e le adempirà colla maggior prontezza, avendo già aperto corrispondenza coi principali editori e librai si nostrali che forestieri.

RECENTISSIME PUBBLICAZIONI
DELLA SUDDETTA CASA EDITRICE

HAIMBERGER. Il Diritto Romano privato e puro, traduzione dal tedesco del sig. Casimiro Basio. Terza ediz., Ital. L. 6 96.
GHERARDINI. Introduzione alla grammatica italiana, » 1 75.
LUCILLA, ossia la Lettura della Bibbia . . . . . » 1 50.
TALU' ET DICHLICH, Decretorum Sacrae Rituum Congregationis Hierolexicon. Edit. 3.ª in-8 . . . » 8

GIUSEPPE ORCORTE
CHIRURGO MECCANICO DENTISTA

premiato di Medaglia nell'anno 1850.
Torino, via Nuova, num. 9, primo piano.
ove trovasi l'unico laboratorio da lui diretto.

BACHI DA SETA

La Casa FRANZINI di Brescia fa noto di avere stabilito in questa capitale un deposito di **Semenza di Bachi da seta di Bione**, provincia di Brescia, di sceltissima qualità, a modico prezzo.

L'esito al tutto soddisfacente che ne ottiene da molti anni in Lombardia fa sicura la Casa Proprietaria che anche in Piemonte i signori coltivatori dei Bachi da seta, dopo fattone l'esperimento in quest'anno, non vorranno dimenticare di provvedersene in avvenire.

Detto Deposito si trova presso la Casa CARLOTTI, BAZZARINI E C., Editori Librai (portici di Po, n. 39, piano 1°), la quale è la sola incaricata per lo spaccio all'ingrosso.

Trovasi pure vendibile detta Semenza presso il sig. GIACINTO TRIULZI, negoziante in seterie (portici di Po, num. 42).

I signori Proprietarii e Negozianti residenti nelle provincie, che amassero di farne acquisto, vorranno dirigersi alla ditta Carlotti, Bazzarini e C., indicando il mezzo di spedizione di cui intendono prevalersi.

DEPOSITO
DI SEMENTE DI BIGATTI
VERA DI BRIANZA
presso LETTERIO RADICE, negoziante, via della Zecca, n. 8.

AVVISO

Il solo deposito dei ferri, lastra e lavori in ghisa di tutte le qualità, della R. Manifattura di Crean in Savoia, delli Tardy fratelli e C., finora esistente in via Alfieri (già S. Carlo,) casa d'Austria, n. 5, è stato traslocato nella medesima casa, via della Provvidenza, 20.

VENDITA VOLONTARIA DI MOBILI

Nel giorno 26 marzo 1852 e nei successivi, non feriati, dalle ore 9 di mattina alle 12, e dalle 2 pomeridiane alle 6, si procederà avanti il notaio Remigio, segretario della giudicatura di Torino, sezione Monceniso, a tal fine delegato, alla vendita ai pubblici incanti di varii mobili ed effetti di casa, cucina e cantina, argenterie, gioie ed anche di vini in botti ed in bottiglie, caduti nell'eredità della signora Franchina Teresa Gastaldi, vedova Cresto: quale vendita seguirà al 2° piano della casa Antonino contrada delle Ghiacciaie, porta n. 22, sezione Moncenisio.

DA VENDERE
nel territorio di Carmagnola

CASCINA di ettari 15, 96 (giornate 42) circa, con vistoso fabbricato civile e rustico per ameno soggiorno, a poca distanza dalla Stazione della Strada ferrata.

Per le condizioni dirigersi ivi dal notaio Caccia.

DA VENDERE

CASCINA e VIGNA sulla collina di Piossasco, con fabbricato civile e rustico, a breve distanza dalla parrocchia superiore. Dirigersi al negozio Giustetti, via Provvidenza, 8.

DA AFFITTARE
In via di Po, num. 5, piano 3.°,

APPARTAMENTO di 10 membri, tappezzato e plafonato a nuovo, ammobigliato con lusso, con tappeti nuovi inglesi, mobili nuovi di mogano, con vista in via di Po e prospetto di piazza Vittorio.

Visibile da mezzogiorno alle 2.

MEMORANDUM
STORICO-POLITICO

DEL CONTE

CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA

Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri
del RE CARLO ALBERTO
dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847.
Un volume in-8° grande. L. 10.

I librai dirigeranno le domande di quest'Opera ai Cugini POMBA e C.° di Torino, incaricati della vendita.

NOTIFICANZA DELL'ASSOCIAZIONE DI CARITA' DI CHIERI

Non essendosi potuto nell'adunanza generale del 19 corrente prendere veruna definitiva deliberazione per mancanza del numero legale dei socii, a mente dell'art. 24 dello Statuto, la maggioranza degli intervenienti quella rimandò a domenica 28 del corrente, ore 10 mattutine nella solita sala delle adunanze.

DIFFIDAMENTO

Il sottoscritto, abitante in Savigliano, diffida chiunque fosse addivenuto o addivenisse a qualsiasi contratto, convenzione, od accreditamento col suo figlio cavaliere Igino Solaro di Monasterolo, residente ora in Torino, od accettasse da questo obbligazioni, che egli non si tiene menomamente obbligato per il medesimo a far fronte ad alcun impegno od obbligo, e fa abbondantemente questa dichiara ad ogni buon fine.

Savigliano, il 17 marzo 1852.

Conte COSTANZO SOLARO DI MONASTEROLO.

DIFFIDAMENTO

Si diffidano i creditori dell'ora defunto Gorretta Giuseppe, legatore da libri, di far fede dei loro titoli, fra mesi 3 (Ved. 1° inserzione, n. 45), al sig. Gorretta Cesare di lui fratello, erede beneficiario, parrucchiere in Torino, od al sig. Goggia Filippo, libraio in Asti, e ciò per l'effetto che di ragione.

AVVISO

MATTIA TRINCHERO, già socio per le fatiche, colla ditta Overa e Comp., calzolai da donna in questa città, via Bogino, casa Nigra, accanto all'Albergo del Pozzo, ha contratto altra società con VINCENZO TORCHIO, per l'andamento di altro elegante negozio da calzolaio in tutti i generi, in Torino, via di Po, casa Spanna, vicino al Caffè Nazionale.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

DA RIMETTERE O DA AFFITTARE AL PRESENTE
IN VERCELLI

l'esercizio, previa autorizzazione, di un'osteria bene avviata, in sito frequentato, con mobili e fondi pel valore di L. 5[illegible] circa e con discreta mora pel pagamento. — Far capo in Vercelli dal signor Eusebio Barberis, casa Aymar, contrada del Palazzo, ed all'agenzia del sig. Francesco Rossi, casa e contrada dell'Ospizio di Carità.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Un bell'ALLOGGIO di 3 a 6 camere, prospiciente a mezzogiorno, nel Borgo Po, via S. Mauro, casa Bessone.

TRASLOCAZIONE

La rinomata fabbrica di **Fiori artificiali**, premiata con medaglia in argento, di Serafino Calosso, già situata in Dora Grossa, num. 2, piano 1°, è stata trasferta nella stessa via, rimpetto all'antica abitazione, portina num. 3, piano 1.°

DA AFFITTARE *al presente od al primo aprile p.°* Num. 9 membri al 2° p°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

NOTA

Con sentenza del Regio tribunale di prima cognizione del 15 corrente è stato deliberato al prezzo di L. 60,000, un corpo di casa situato in Borgo Nuovo, via dell'Arco, n. 44.

Con tutto il 30 del corrente scadono i fatali per l'aumento del sesto, a mente della R. Legge.

NOTA

Con instromento 25 novembre 1851, rogato Perrinetti, il sig. Moise fu Davld Olivetti ebbe a rinunciare a tutte le ragioni che teneva colla ditta corrente in Ivrea sotto la firma di Pietro Gamacchio.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7)Opera: RIGOLETTO — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi.
CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *I ladri galantuomini* — con farsa.
D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie Française: *François le Champy.*
SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Mia moglie ed i miei debiti.*
DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Cajo Gracco.*
GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *La pace di San Quintino.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 72 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MERCOLEDI' 24 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	28	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 31 corrente marzo sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

Sarà spedito immediatamente, *franco* per la posta l'

ANNUARIO ITALIANO STORICO STATISTICO

(un vol. di 584 pag., e tabelle)

a chiunque invierà un mandato postale di L. 4 50 alla tip. Favale editrice.

Gli associati alla *Gazzetta Piemontese* od alla *Rivista Amministrativa*, potranno accrescere della detta somma di L. 4 50 l'ammontare del mandato d'associazione.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 23 *marzo*.

Nella tornata d'oggi la Camera dei Deputati continuò la discussione fino all'articolo 48 del progetto di legge sulle pensioni agli impiegati civili. Il deputato Daziani presentò la relazione del progetto di legge per l'approvazione del Trattato di commercio e navigazione col governo di Svezia e Norvegia.

AZIENDA GENERALE DELL' INTERNO.

Avviso d'Asta.

Vendita od affittamento per anni 30 delle miniere di piombo argentifero di Pesey e Macôt, e R. Stabilimenti per la fondita del minerale, e granulazione del piombo ad Albert-Ville in Savoia.

Il pubblico è avvisato che nel giorno 6 del mese di maggio prossimo, a mezzodì, si procederà, negli uffizi dell' Azienda generale dell' Interno, alla vendita, e subordinatamente all'affittamento per 30 anni, in favore del miglior offerente, sul prezzo di L. 385,000 per la vendita, e su quello di L. 25,000 annue per l'affittamento, sotto le clausole e condizioni tenorizzate nel relativo capitolato.

Le offerte sia per la vendita che per l'affittamento in aumento dei suddetti relativi prezzi, dovranno essere fatte in iscritto su carta da bollo da cent. 40, suggellate ed accompagnate da un vaglia, eziandio su carta da bollo, a favore della stessa Azienda generale dell' Interno, sottoscritto da persona riconosciuta risponsale da questa, ed in vece di vaglia si potrà supplire con cedole del Debito Pubblico dello Stato al portatore, per un valore eguale al decimo del prezzo sul quale si fa partito.

I capitoli d'appalto, unitamente ai piani e documenti relativi, saranno visibili all' estero presso le Legazioni e Consolati Sardi, ed all' interno negli uffizi delle Intendenze divisionali e provinciali, ed in quello dell' Azienda generale dell' Interno.

Il deliberamento non sarà definitivo se non nel caso, in cui nei 20 giorni successivi, che scadranno a mezzogiorno del 26 maggio suddetto, non sarà stato fatto l'aumento del sesto sul prezzo della vendita, e del sesto o mezzo sesto su quello d'affitto, secondo le leggi in vigore.

Nell'appalto si osserveranno le norme portate dal Regolamento 4° annesso alle Regie Patenti del 29 maggio 1817.

Le spese dell'incanto, del deliberamento e dell'instrumento di vendita, o dell'affittamento non che quelle di delimitazione e di perizie, e dei testimoniali di stato, saranno tutte a carico del deliberatario.

Torino, il 28 febbraio 1852.

Per detta Generale Azienda
Il Segretario VERZALDI.

Appendice

AMMINISTRAZIONE COMUNALE
DELLA CITTA' DI TORINO.

Sul finire dello scorso mese fu chiusa la tornata autunnale del 1851 del Consiglio comunale di Torino. Essendosi in questa tornata introdotti molti miglioramenti nel governo delle cose municipali ed approvati nuovi importanti progetti, sarà cosa grata agli amministrati l'averne particolare ragguaglio.

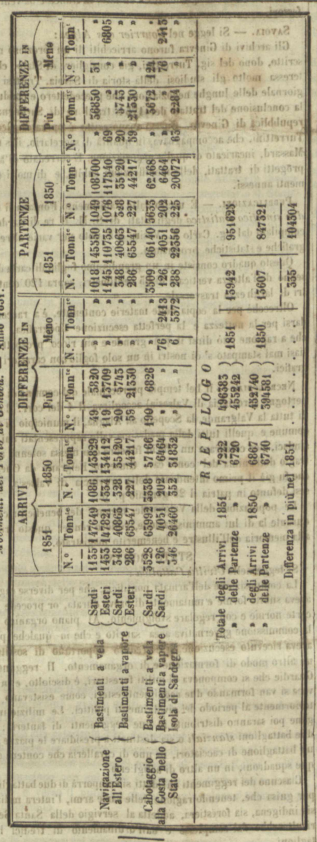
La condizione finanziera del municipio risulta dal bilancio che è stato pubblicato colla stampa: comunque la cifra dell' attivo superi i 5 milioni, andrebbe grandemente errato colui il quale credesse che il municipio possa nell' anno disporre di una tal somma; vuolsi infatti tener conto dei residui i quali sono mantenuti nel bilancio nel loro ammontare integrale, ma vanno quindi soggetti a gravissime riduzioni nella liquidazione: ad ogni modo se la condizione finanziera non è talmente prospera da poter permettere l'immediata attuazione di quei miglioramenti che tutti indistintamente i Consiglieri desiderano; essa non è tuttavia così ristretta da non acconsentire che alcuni di questi desiderii siano appagati.

La legge sui fabbricati e la contribuzione imposta sui corpi morali introdussero nel bilancio una considerevole maggior gravezza; ma per contro l'amministrazione ha già potuto in quest'anno far assegnamento sopra un maggiore prodotto dei dazi esercitati ancora dal Governo pel 1852, però per conto e nell'interesse della città. Si nutre fondata speranza che nell' anno or prossimo questo ramo di pubblica entrata sia per riuscire molto più proficuo, e ciò avrà certamente luogo quando sia ampliata la linea daziaria e sia riveduta la tariffa; col primo di questi mezzi sarà posto un termine alla difficile condizione in cui si trovano il Borgo Po e il Borgo Dora, e col secondo sarà diminuito il contrabbando togliendone la convenienza. Onde compilare i progetti necessari pel riordinamento di questa così rilevante amministrazione, il Consiglio comunale nominò una commissione composta di personaggi intelligentissimi della materia, e il risultamento dei loro studi sarà senza fallo rassegnato nella tornata della prossima primavera alla sanzione della rappresentanza municipale.

I dazi della città di Torino, siccome è noto, sono stati introdotti durante la dominazione francese con decreto del 27 fruttifero anno IX. Con questo decreto stabilivasi che il provento di questi dazi si dovesse impiegare in opere di beneficenza, e particolarmente nel pagamento delle spese necessarie agli spedali ed ospizi del comune, e nella distribuzione di sussidi a persone povere domiciliate in Torino. Quando il governo si impossessò di questi dazi dopo il 1814, mentre riservava per sè buona parte del prodotto, continuò a soccorrere i pubblici stabilimenti, fece ulteriori assegni a favore di altre opere pie, e finalmente, sulle continue istanze del municipio, concedette pure a quest' ultimo un annuo assegnamento che recentemente ammontava a L. 725[m]., coll' obbligo però alla città di assumersi alcuni pesi, fra i quali quello di corrispondere L. 129[m]. all' anno all' Ospedale di Carità, e di condurre a termine la chiesa di Borgo Nuovo.

Finora al municipio fu giuocoforza osservare le condizioni imposte, poichè non avrebbe avuto alcun mezzo per modificarle; ma nella transazione ultimamente intervenuta fra il governo e la città per la restituzione dei dazi, il ministero delle finanze volle che fossero dichiarate a carico della città le sovvenzioni alle opere pie che attualmente si prelevano sul prodotto dei dazi e che importano annualmente un aggravio di L. 500,000 circa. Il municipio però non volle assumere l'obbligo al pagamento di questi sussidi, come se le opere pie vi avessero un preciso diritto, e le dette sovvenzioni costituissero un debito patrimoniale della città; ma si limitò a considerare il pagamento di questi soccorsi come un debito di convenienza che potesse col tempo modificarsi secondo le circostanze. In seguito a questa esplicita intelligenza, il Consiglio comunale, onde procedere colla massima prudenza in affari di simile natura, deliberò che fosse nominata una commissione affinchè in seguito ad accurato esame esprimesse la sua opinione relativamente al sussidio che si corrisponde all' Ospedale di Carità, e il Consiglio delegato, al quale è stata affidata la nomina della commissione, ne ampliò il mandato pregandola di estendere le sue indagini anche alle altre opere pie, e di esaminare quali siano a questo riguardo e sino a qual punto si estendano i diritti degli istituti soccorsi e i doveri del municipio.

Un' istituzione, la quale utilissima per sè, non lascia tuttavia di dar luogo a serie preoccupazioni dell' amministrazione, è quella della Cassa di Risparmio. Nel 1848 il debito di questa cassa ascendeva ad una somma egregia, e temendosi che gli avvenimenti politici determinassero un' improvvisa restituzione di fondi, si andò al riparo di questo inconveniente recando l'interesse al 5 per 0[0]. Vedendo la nuova amministrazione che per l'accennato interesse i fondi affluivano alla cassa con soverchia abbondanza, lo ridusse al 4 per 0[0], e determinò che i depositi non potessero eccedere le L. 2,000. Si aveva argomento di credere che con questo mezzo la Cassa di Risparmio avrebbe unicamente profittato a quelli pei quali è destinata, e che non avrebbe più dovuto ricevere i fondi spettanti a quelle persone che potevano altrimenti impiegare i loro capitali: il risultamento però non corrispose alle speranze, poichè in tutto il 1851 la diminuzione fu così insignificante da non potersene tener conto. Sebbene la persistenza dei depositi a recare i loro fondi alla Cassa di Risparmio faccia testimonianza del credito di cui gode la Città, pensò tuttavia l'amministrazione che non convenisse lasciar continuare questo stato di cose che potrebbe esporre il municipio a visture ed improvvise restituzioni, alle quali potrebbe certamente



CAMERA D'AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Pel decesso recentemente avvenuto di uno degli Agenti di cambio e Sensali della Borsa di questa città, nel provvisorio stato in cui si è tuttora di applicazione della legge del 27 novembre 1847, secondo le prescrizioni della medesima e le susseguite ministeriali spiegazioni, si debbe senza ritardo addivenire nelle forme prescritte alla proposta per la nomina di un Mediatore di commercio che eserciti, non più cumulativamente le funzioni di Agente di cambio e di Sensale, ma solo e semplicemente quelle di Agente di cambio.

Quindi premurosa di compiere all'ufficio ad essa spettante,

La Camera notifica:

Che le domande degli aspiranti al posto di Agente di cambio per cui si ha da fare al Ministero la proposizione del candidato, saranno ricevute nella segreteria di essa Camera dal giorno di domani 24 del corrente sino a tutto il 22 di aprile prossimo perentoriamente dalle ore 9 del mattino alle 4 pomerid. nei giorni non festivi, e dalle 9 al mezzodì ne' giorni di festa.

Che l'aspirante su cui cadrà la scelta della Camera dovrà presentare i documenti giustificativi dei requisiti prescritti dagli articoli 3 e 4 del regolamento annesso alla Legge suddetta, dei quali documenti si debbe poi accompagnare la risultante proposta.

La presente notificazione rimarrà affissa per tutto il termine come avanti stabilito pel concorso nella segreteria della Camera, nella sala della Borsa, e sarà inserita nel Giornale ufficiale.

Torino, il 23 marzo 1852.

Per la R. Camera
Avv. G. FERRERO *segretario.*

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato centrale.

Adunanza del venerdì 26 marzo 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO.

1. Continua la discussione delle conclusioni proposte intorno al progetto Ministeriale d'istituire una Società di pensioni e sussidi fra i maestri elementari, sotto la direzione del Governo.

2. Esame del regolamento adottato in alcune scuole normali femminili.

R. INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell'8 febbraio 1851.

Si fa noto al pubblico, che con atto di ieri è stata deliberata in quest'ufficio l'intera Cascina Demaniale detta S. Michele situata sulli territorii di Priocca e Castellinaldo, descritta al numero 50 della Tabella annessa alla suddetta Legge, il cui incanto veniva annunziato con Tiletto del 7 febbraio ultimo scorso.

Il prezzo di detto delibe amento è di L. 45,200.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto, fissati a giorni 20, scadranno al mezzodì del giorno di venerdì 2 aprile prossimo.

Alba, il 14 marzo 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza Provinciale
Il segr. G. QUAGLIA.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Avviso.

Con atto del 20 andante mese essendo stato deliberato per la somma di L. 57,200, il podere demaniale detto di San Pietro di ettari 29,68,60, sito nei territorii di Racconigi e Casalgrasso, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 16 scorso febbraio, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì 9 venturo aprile.

Saluzzo, il 20 marzo 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza
Il segr. G. B. CALANDRI.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

FATTI DIVERSI. — Torino. — Giovedì 25 corrente, alle ore 2 pom., avrà incominciamento nell'anfiteatro chimico a S. Francesco di Paola un *Corso di fisiologia umana e comparata*, ad uso di ogni persona, il quale sarà continuato tutti i giorni della settimana a mezzodì, tranne la domenica, in cui si terrà alle ore due pom. Il corso sarà compiuto in otto sedute. Il sig. Lemercier, dottore in medicina, allievo del dott. Auzoux, si propone di spiegare i principali fenomeni fisiologici ed igienici che hanno relazione colle più grandi ed importanti funzioni della vita dell'uomo e delle principali classi d'animali, con l'aiuto di modelli di anatomia elastica.

— La Direzione della lotteria d'oggetti concessa a benefizio dell'*Oratorio della sacra famiglia* e *Scuola festiva-femminile*, eretta nel borgo di S. Donato, sente il debito di dichiarare pubblicamente, come l'invito da lei diramato, non è gran tempo, sia stato accolto con insperato favore presso ogni classe di cittadini. Molti sono già i premii offerti, e fra questi sono in gran numero quelli che salgono a considerevole valore, ossia che si riguardi il pregio della sostanza, o la finitezza del lavoro.

Ha per ciò creduto di non differire più oltre la pubblica esposizione di questa svariata raccolta di oggetti, con cui dalla sorte si debba rimeritare la carità di coloro che già concorsero o concorreranno a promuovere la lotteria con l'acquistarne i biglietti. Notifica quindi che questa esposizione avrà luogo in un locale sito in piazza S. Carlo e nel già monastero delle Carmelitane presso la chiesa di S. Cristina, cominciando dal giorno primo del prossimo aprile, e continuerà ad essere aperta al pubblico nei giorni di domenica, martedì e giovedì, e dalle ore 10 sino alle 5 pom. di ciascuna settimana.

Coloro che intendono di arricchire di doni la detta lotteria, potranno inviarli nell'accennato locale dell'esposizione, ovvero presso quelle persone, che gentilmente si incaricarono di riceverli.

Spera la Direzione, che le persone benefiche si recheranno a premura di visitare questo prodotto mirabile della carità ingegnosa, e che vi troveranno uno stimolo per emularla.

Provincie. — Si legge nel *Vessillo Vercellese*:

Segnaliamo una nuova prova dello spirito onde sono animati i municipii ed i cittadini in promuovere l'istruzione elementare. La frazione di Carpaneto dipendente dal municipio di Bianzè abbisognava di una scuola maschile. Non bastando le risorse comunali a stabilirla, venne in loro soccorso il conte di Carpaneto il quale offrì del proprio il locale e gli arredi necessari; 400 lire annue vi aggiunse il comune per lo stipendio del maestro; per cui anche questa scuola è un fatto compiuto.

Genova. — Si legge nella *Gazz. di Genova* del 22:

Ieri sera è giunto da Napoli il vapore *Vesuvio* con 77 passeggieri fra i quali trovasi S. A. R. la principessa di Salerno con n. 24 persone di seguito.

Il suddetto vapore parte questa mattina per Livorno, il quale va a prendere il conte d'Aquila per trasportarlo a Marsiglia.

— La festa da ballo data nel teatro Carlo Felice a profitto dell'emigrazione italiana fruttò circa 4000 franchi.

— Ci scrivono da Chiavari:

Nel luogo di Monleone, comune di Cicagna, sviluppavasi la sera del 7 corrente un casuale incendio nell'abitazione di proprietà di certa Rosa Foppiano; una quantità di legname segato e già secco che ivi trovavasi accatastato, ed il gagliardo vento che dominava influirono a far progredire l'elemento distruggitore in modo che il piccolo paese suddetto era gravemente minacciato.

Senonchè, suonatesi le campane a stormo, corsero sul luogo del disastro, non solo la popolazione della parrocchia, ma ancora gli ufiziali e molti militi della Guardia Nazionale di Cicagna, nonchè il brigadiere ed i reali carabinieri di quella stazione, e tanta fu la prontezza e l'efficacia dei soccorsi prestati, che in due ore il fuoco era spento, e solo tre case rustiche si erano distrutte, col danno di circa L. 3000. Fortunatamente non ebbesi a lamentare alcuna vittima nè disgrazia sulle persone.

Fra gl'individui che più si distinsero per coraggio, per attica e zelo in questo grave emergente si rimarcarono Prospero Porcella di Andrea, Gio. Batt. Foppiano fu Luigi, ufiziali della Milizia Nazionale, Gio. Batt. Bacigalupo di Giovanni, milite con altri quattro suoi compagni, Gnecco Gio. di Gioachino, cannoniere nelle regie armate, e lodati dal sindaco in special modo il brigadiere de' reali carabinieri che co' suoi subordinati nulla lasciò d'intentato per giungere a dominare l'incendio.

— Si legge nella *Patrie* del 14 marzo:

Il governo piemontese cammina verso i miglioramenti sociali che soli possono assicurare la sorte de' popoli italiani. Egli ha fondato a Nizza una scuola speciale di commercio, d'arti, manifatture e agricoltura, sulle stesse basi delle scuole speciali di Francia. Ella conta già circa cento allievi. La direzione di questo stabilimento è affidata ad un antico allievo della scuola di commercio del sig. Blanqui, membro dell'Istituto di Francia, signor G. G. Garnier, conosciuto per diversi scritti sul commercio, e sull'industria. L'insegnamento v'en fatto in francese da venti professori.

Savoia. — Si legge nel *Courrier des Alpes*:

Gli archivi di Ginevra furono arricchiti di un prezioso manoscritto, dono del sig. Turrettini, già consigliere di Stato, che interessa molto gli studiosi della storia di Savoia. Trattasi di un giornale delle lunghe negoziazioni che precedettero e condussero la conclusione del trattato del 1754, tra il re di Sardegna e la repubblica di Ginevra. Questo manoscritto è opera di Gedeone Turrettini, che accompagnava, in qualità di segretario, il sindaco Massard, incaricato di quella negoziazione. È corredato di alcuni progetti di trattati, delle modificazioni subite, e di molti documenti annessi.

Pubblicazioni. — È uscito dallo stabilimento Fontana il *Quadro sinottico statistico* degli Stati di S. M. il re di Sardegna, compilato dal sig. Carlo F. Vesin, già noto per varie altre geografiche e statistiche produzioni.

Questo quadro consiste in un grandissimo foglio di carta da disegno dell'altezza verticale di 85 centimetri, sopra 120 centimetri di larghezza trasversale.

Oltrecchè per la copia delle materie contenute, è a raccomandarsi per la nettezza e la perfetta esecuzione tipografica, ond'è che a ragione può dirsi il più grande e più ricco prospetto che siasi mai stampato a' di nostri in un solo foglio con caratteri tipografici.

Necrologia. — Il bel tempio parrocchiale del comune di Campertogno (provincia di Valsesia) accoglieva il 4 del corr. il clero di tutta la Valgrande, da Scopello ad Alagna, il municipio di detto comune e quelli tutti della medesima valle rappresentati dai loro sindaci, per celebrare un ufficio funebre con messa solenne a suffragio dell'anima del conte cav. Giuseppe Belgrano da Oneglia, che fu già il primo intendente della provincia di Valsesia, e resesi defunto in patria il 25 gennaio p. p.

Le popolazioni della Valgrande, memori dei benefizii ricevuti durante la di lui amministrazione, vollero render questo tributo alla memoria dell'illustre e benemerito magistrato.

STATO ROMANO

Si legge nella *Civiltà Cattolica*:

La composizione dell'armata pontificia, che per diverse cagioni aveva subito forme e mutamenti di breve durata, or procede con certe norme e con regolare svolgimiento. Al piano organico che la commissione governativa avea sancito e che in qualche parte aveva ricevuto esecuzione, si è creduto opportuno di sostituire un altro modo di formazione e di organamento. Il reggimento Guardie che si componeva di militi forestieri, è disciolto, e in sua vece si van formando due reggimenti esteri, come esistevano anteriormente al periodo dei rivolgimenti politici. Le milizie indigene poi saranno distribuite in due reggimenti di fanteria; in due battaglioni *stanziali* o sia destinati a presidiare le piazze: in un battaglione di cacciatori, in uno di cavalleria che conterà cinque squadroni, in un altro di artiglieria.

Ciascuno dei reggimenti anzidetti si comporrà di due battaglioni per guisa che, tenendo ragione delle varie armi, l'intera milizia, sia indigena, sia forestiera, addetta al servigio della Santa Sede, risulterebbe dal complesso e dall'ordinamento di tredici battaglioni.

— Il giorno 7 del corrente mese di marzo ebbe luogo nella patriarcale Basilica Vaticana il battesimo del primo figlio della nobile contessa de Solms, nipote del principe Luciano Napoleone e figlia del cav. Tommaso Wyse ministro plenipotenziario d'Inghilterra in Grecia. La principessa Letizia Bonaparte madre, della puerpera, tenne al S. Fonte il suo piccolo nipotino, che si chiamò Alessio, e fece l'onore di accettare per padrino il sig. conte Alessio De Pomeré delle più illustri e nobili famiglie di Francia.

DUE SICILIE

Napoli, 13. Il *Giornale del Regno delle Due Sicilie* pubblica una convenzione suppletoria ai trattati esistenti di commercio e navigazione fra il regno delle Due Sicilie e la Francia.

FRANCIA

Parigi, 20 *marzo*. Il *Moniteur* contiene oggi un nuovo avviso sulla conversione delle rendite. Esso dichiara per rassicurare coloro che domandarono il rimborso, che le ricevute (*récépisses*) rilasciate in iscambio delle inscrizioni formano titolo contro il tesoro, e che sono negoziabili. Queste ricevute d'altra parte non costituiscono che uno stato di cose provvisorio che cesserà necessariamente il 5 aprile. Esse saranno allora rimborsate, o, se il rimborso dovesse operarsi per serie, esse sarebbero sostituite con nuovi titoli, al medesimo interesse, e comportanti le ordinarie facilità di trasmissione.

— Leggesi nella *Patrie*: Le corrispondenze particolari dei mezzodì ci fanno conoscere che le società segrete cercano di ricostituirvisi, e che un comitato dirigente ve le provoca, facendo correr voce che un moto d'insurrezione dee scoppiare nei dipartimenti meridionali. La città di Lione pare essere il punto centrale ove farebbero capo le parole d'ordine venute da Londra, da Parigi e da Ginevra. Il ministero della polizia ha dato ordini severi perchè quelle società segrete non possano radunare i loro avanzi qua e là sparsi, ed il minimo tentativo sarebbe tosto represso.

— Leggiamo nel *Constitutionnel* la seguente notizia che esso toglie dall'*Emancipation* di Bruxelles:

Il sig. E. di Girardin è sul punto di tornare in Francia. Poco dopo la morte della suocera di lui, la signora Sofia Gay, in principio di questo mese, egli fu informato da un suo amico che il presidente della repubblica, riconoscendo che la presenza di lui potrebbe essere utile alla sua famiglia, era disposto a lasciarlo tornare, se egli stesso glielo facesse direttamente la domanda. Su questa parola, ei scrisse da Bruxelles, alcuni giorni addietro, la seguente lettera:

« Signor presidente, un decreto del mese di gennaio pronunciò il mio esilio. Motivi di alta convenienza rendono in questo momento necessaria la mia presenza in Parigi, lo vengo a pregarvi di sospendere per un momento il decreto suddetto. Gradite i miei saluti. »

In risposta a questa lettera il sig. di Girardin ricevette un passaporto per Parigi.

— Leggesi nell'*Ordre et liberté* di Caen:

Mercè i poteri straordinarii dell'amministrazione, è stato posto un termine a scandali che affliggevano, da lunga pezza, la religione e compromettevano l'ordine pubblico.

In virtù d'un mandato del prefetto del Calvados, ieri (17) gli avanzi della setta o associazione Vintras furono sorpresi ed arrestati a Tilly-sur-Seulles. Oggidì che la morale pubblica è soddisfatta, noi non torneremo a parlare della deplorabile condotta dei sedicenti santi di Tilly, di cui si fece pur menzione nel processo di Rosa Tamisier. L'indignazione particolare del paese, come la fermezza dell'autorità, ne han fatto giustizia. Tra le persone arrestate, che furono ripartite fra i diversi ospizi della nostra città, si citano tre preti interdetti e due signore, che portano nomi onorevoli, la contessa d'A. e la marchesa di S.

Si ignora qual destinazione sia loro riserbata dall'autorità. Le carte e gli arredi del preteso culto sono stati sequestrati, e i sigilli si apposero sul cenacolo.

— I giornali francesi narrano la seguente prodezza di un emulo del celebre Gerard uccisore di leoni in Africa:

Un leone enorme era il terrore e lo spavento della colonia di Mondovi (Algeria). I suoi ruggiti notturni si udivano ben da lontano. Esso avea già divorato parecchi animali domestici. In una delle ultime notti di febbraio, mentre cadeva una dirottissima pioggia e regnava l'oscurità più profonda, ei penetrò fino al centro del villaggio, e vi sbranò un bue. Tre giorni appresso, un colono coraggioso, il sig. Pechon, si mise in agguato, e con due colpi di fucile, abilmente diretti, fece cadere l'animale che sopravisse un'ora.

Questo leone aveva 2 metri e 50 centimetri di lunghezza. La sua criniera è giubba era foltissima, e i denti cannini presentavano una lunghezza di 6 centimetri fuori degli alveoli. L'una delle palle aveva fratturata la colonna vertebrale; i polmoni erano attraversati dall'altra. Questo lione essendo stato notomizzato da

---

sempre far fronte, ma non senza suo grave pregiudizio. Sulla proposta di una commissione appositamente instituita, determinò pertanto il Consiglio comunale:

1. Che quind'innanzi il massimo credito fruttante di ciascuna persona ammessa a far depositi alla cassa, contando per un solo individuo il padre e i figli, il marito e la moglie conviventi, non potrà salire oltre le L. 1,200.

2. Che i depositi eccedenti attualmente le L. 1,200 dovranno esser e ridotti a tale somma fra tutto gennaio 1855, cioè entro i sei mesi successivi alla liquidazione degli interessi che avrà luogo ai 31 prossimo luglio, a senso del disposto dall'art. 18 del vigente regolamento della cassa.

3. Che trascorso tal termine i crediti che oltrepassino il detto limite, siano essi il risultato di soli depositi o composti di depositi e di interessi, cesseranno dal produrre interessi per quanto eccedano le L. 1,200.

4. Che d'ora in poi il totale dei depositi che ciascun titolare sia per consegnare alla cassa entro un anno, non potrà superare le L. 1,000.

Con questi provvedimenti si vuol riuscire alla esdebitazione della Cassa di Risparmio in quella misura che è acconsentita dalle finanze della città; poi nuovi depositi, onde non accrescere il debito, l'amministrazione si giovera delle agevolezze concedute alle Casse di Risparmio colla legge del 31 dicembre 1851, ed è sperabile che in tal modo la Cassa di Risparmio possa in breve riordinarsi con amministrazione sua propria, conciliando gl'interessi delle persone a benefizio delle quali è instituita con quelli del municipio.

La polizia urbana e rurale va ogni anno riordinandosi, e molto sensibili sono i miglioramenti introdotti in questa parte di pubblico servizio.

Egli è rincrescevole che l'esperimento delle guardie di sezione instituite nel 1849 non abbia potuto farsi con più larghe proporzioni; era intenzione del municipio che quel corpo di agenti comunali fosse organizzato analogamente a quello dei *policemen* di Londra, e questo concetto avrebbe potuto col tempo produrre molti vantaggi. Il ristretto numero di quelle guardie, l'impossibilità in cui trovavasi allora la città di aumentarlo, e le molte difficoltà che insorsero ad attraversare il divisamento dell'amministrazione, persuasero a non dar seguito a quel progetto, e la polizia urbana fu esclusivamente attribuita alle guardie municipali.

Queste guardie erano nel 1849 in numero di 28, attualmente sono 40; ma essendo manifesto che in numero così scarso non potevano attendere alle molteplici loro incombenze, il Consiglio determinò che questo corpo fosse recato a 60 individui. Coll'accennato aumento vi ha senza dubbio luogo a sperare un migliore servizio; ma vuolsi tuttavia avvertire che qualora si stabilisse un confronto fra la città di Torino e le altre capitali d'Europa, gli agenti della polizia municipale dovrebbero, in proporzione, nella nostra città eccedere i 200.

Da qualche tempo erano assai frequenti e gravi i furti di campagna che si commettevano con straordinaria audacia; a malgrado d'ogni maggior diligenza mal poteva frenarli il governo, e tanto meno avrebbe potuto riuscirvi il municipio, il quale non aveva a sua disposizione che sette guardie campestri. Onde migliorare questo servizio, il Consiglio comunale determinò che le guardie campestri fossero in numero di 16, ognuna delle quali dovesse sorvegliare un apposito distretto, salvo quindi a riunire più guardie insieme per quelle pattuglie che fosse o fissate. In questo modo molte contravvenzioni furono accertate, moltissimi arresti operati, e si nutre fiducia che il risultamento corrisponderà ognora più alle concepite speranze.

Alle guardie campestri furono quindi aggiunti tre guardaviali incaricati di sorvegliare i siti destinati al pubblico passeggio, riservandosi il Consiglio di aumentare il numero di questi agenti ove l'esperienza lo consigli.

Nell'anno scorso l'illuminazione pubblica, specialmente quella a gaz, è stata considerevolmente accresciuta; in quest'anno invece gli aumenti deliberati non sono di grande importanza, imperocchè l'amministrazione non crede che convenga affidare l'illuminazione di alcune vie alla società antica, mentre per la loro posizione più depressa potranno meglio illuminarsi col mezzo del nuovo gazometro che si sta costruendo in prossimità della Dora.

Giova però avvertire che nel decorso dell'anno eransi presentate varie domande di abitanti nei borghi della città, i quali allegando che andavano soggetti al pagamento delle contribuzioni come gli altri cittadini, chiedevano che si procedesse per l'illuminaz one degli abitati anche oltre la linea daziaria. La loro domanda poteva essere degna di accoglimento per molti riguardi; ma non certamente pel motivo da essi accennato; e per verità oltre la linea daziaria non si riscuote alcun diritto di consumazione, non si riscuote alcun'imposta locale, non avendone finora il municipio domandato lo stabilimento, e per ultimo gli abitanti non furono sinora nemmeno soggetti al pagamento della tassa mobiliare e persona'e, essendo la medesima corrisposta al governo dal municipio a scarico de' suoi amministrati nella somma di annue L. 55m.

Consimili domande erano già state presentate alla cessata amministrazione, ed anche all'attuale, ma senza frutto; in questo anno però il Consiglio comunale considerando che nel regolamento interno erasi stabilito di estendere agli abitanti del suburbio tutti quei benefizii ai quali possono aspirare, che i mezzi dei quali dispone l'amministrazione non derivano esclusivamente dai dazii, ma pur anche dal patrimonio del municipio al cui reddito debbono partecipare tutti indistintamente gli abitanti del comune, e che inoltre l'illuminazione è un elemento indispensabile di pubblica sicurezza, determinò che il servizio della pubblica illuminazione si estendesse anche oltre la linea daziaria, e l'amministrazione si farà certamente carico di mandare ad eseguimento questa giusta deliberazione, a norma dei mezzi che le somministra il bilancio.

(*Continua*)

un giovane medico, lo scalpello ha scoperto una palla micchiata (chi sa da quanti anni?) nel tegumento. Il giovane dottore riserba alla scienza il raguaglio di quell'interessante sezione. Mangiò intanto dell'arrosto della carne leonina, che è, dice egli, un po' più che mediocre.

Le tribù arabe vicine sono accorse al geido di questo trionfo, per baciar la spalla e la mano del vincitore. L'arabo considera l'uomo che uccide un leone come un ente superiore.

ALEMAGNA

Francoforte. Scrivono alla *Gazzetta di Lipsia*, sotto la data delli 15 marzo:

Un foglio di questa città ha testè annunziato che la commissione militare della confederazione germanica aveva definitivamente conferito, a titolo di ricompensa nazionale, una somma di 40m. fiorini al professore Böttger a Francoforte, ed al professore Schönbein a Basilea per l'invenzione del cotone fulminante. Questa notizia è inesatta. La commissione militare non sarebbe competente per accordare una ricompensa nazionale.

Sappiamo da fonte certa, che, or son poche settimane, si è fatta in seno alla dieta una mozione tendente ad accordare ai due suddetti scienziati la sovraccennata ricompensa, per premiare i servigi che essi avevano reso per l'invenzione del cotone fulminante.

La dieta risolse di domandare istruzioni ai rispettivi governi: si continua a fare delle esperienze nella fortezza di Magonza per assicurarsi se il cotone fulminante possa applicarsi a fini militari; nel momento attuale, si prova se con esso si possa far saltare le mine. Questi saggi costarono una spesa di 40,000 fiorini.

Il cotone fulminante, quale era stato preparato finora da' suo inventori, i sigg. Böttger e Schönbein, non ha potuto adoperarsi per servigi militari, se non dopo di essere stato sottoposto ad una particolare preparazione, inventata da un ufficiale austriaco della guarnigione di Magonza, il quale tiene ancora secreta la sua scoperta. Uno fra i principali vantaggi del cotone fulminante, preparato secondo il procedimento di quest'ufficiale, si è che non se ne può temere giammai alcuna esplosione.

Il cotone fulminante, migliorato secondo il nuovo sistema, è intieramente applicabile a servigi militari, ed offre grandi vantaggi, particolarmente per l'artiglieria nelle fortezze e sui navigli; alcuni vantaggi, che esso possiede, a preferenza della polvere, si è che la gittata è due volte maggiore, e che il tiro è assai più sicuro.

Si dice che l'ufficiale, di cui si è fatta menzione più sopra, si trovi presentemente a Vienna, e che egli abbia affidato al governo il segreto della sua scoperta.

Annover, 12 *marzo*. La *Gazzetta di Annover* pubblica la lettera, che il governo annoverese ha indirizzato a tutti i governi tedeschi (eccettuati l'Austria, la Prussia, il Lussemburgo e l'Holstein) per invitarli ad inviare i loro plenipotenziarii ad Annover a fine di concertarsi sul punto di formare un'associazione per la flotta del mare del Nord. Eccone il tenore:

« Le deliberazioni della dieta germanica sugli affari della flotta germanica hanno chiamato a sè tutta l'attenzione di ogni governo della confederazione.

Quale amico della patria non sarebbe compreso da un sentimento di dolore al pensiero, che navi da guerra, acquistate col mezzo di contribuzioni dei governi dell'Alemagna, e di doni volontari offerti da cittadini patriottici, corrono pericolo di essere vendute da questa stessa confederazione di principi sovrani, e di città libere, la quale ha testè formalmente dichiarato, che quei navigli, destinati a respingere gli assalti dei nemici, ed a fondare durevolmente una marina tedesca di guerra, ad essa appartengono, e che essi sono proprietà dell'Alemagna?

Il governo di S. M. il re di Annover ne prova tanto maggior rammarico, perchè egli apprezza tutta l'importanza degli effetti che, in ordine alla prosperità ed alla sicurezza della patria, derivano del possesso di una flotta tedesca da guerra. Ma appunto la gravità di questo pericolo fa vi che il governo del re spera che si spiegherà in tempo ancora la necessaria energia per rimuovere dall'Alemagna un così gran pericolo.

Disposto ad agire a questo fine, finchè qualche speranza di buon successo rimane ancora, il governo del re invoca l'assistenza degli eccelsi governi alleati.

Senza derogare ai principii emessi relativamente ai rapporti di diritto della flotta, il governo del re crede che la flotta tedesca del mare del Nord, come formante uno dei tre contingenti ammessi dalla confederazione, non può conservarsi nello stato attuale delle cose, se non per la pronta formazione di un associazione di governi federali, che, vivamente interessati alla flotta e convinti della necessità di conservarla, hanno la ferma volontà d'intendersi fra di loro per conseguire questo fine e somministrare i fondi necessari.

Il governo del re è convinto inoltre, che nelle attuali circostanze, un simile accordo non può ottenersi se non mediante la convocazione di delegati, i quali, muniti di pieni poteri sufficienti, siano in grado di esprimere le intenzioni dei loro eccelsi committenti.

Quindi è che il regio governo prende la libertà di proporre una riunione di simili delegati a quelli fra gli eccelsi suoi alleati i quali, in seguito alle deliberazioni della Dieta germanica, sembrano dover concorrere al contingente progettato pel mare del nord.

Il governo del re crede dover proporre, per luogo della riunione, la città di Annover, perchè la sua situazione, non lungi dalle coste, agevola l'esame del materiale della flotta, esame che si dovrà fare sui luoghi.

In virtù di una risoluzione da prendersi ulteriormente, si potrebbe continuare le deliberazioni in altro luogo, e scegliere il giorno della riunione, di maniera che fino a quel tempo vi fosse un intervallo conveniente per la determinazione delle risoluzioni, e dei pieni poteri, e tuttavia tempo sufficiente per notificare, nel giorno 31 marzo, alla Dieta germanica l'esistenza dell'associazione che converrebbe formare senza indugio.

Il governo del re propone perciò il 20 marzo pel giorno di riunione. Il sottoscritto confida, che nell'accettazione di questo invito, l'Annover troverà l'adempimento delle sue speranze, intese al benessere comune dell'Alemagna, non meno che l'approvazione degli eccelsi suoi alleati, alla quale il governo del re annette un altissimo pregio.

Una pronta risposta verrà accolta colla più viva gratitudine.

Annover, 29 febbraio 1852. *Firm. Schecle.* »

AMERICA

Stati Uniti. Il piroscafo il *Baltic* recò notizie di Nuova-York sino a tutto il 6 corr. marzo:

Un giornale di quella città, il *Courier and Inquirer*, fa in un lungo articolo conoscere quali sono le intenzioni degli Stati Uniti nella loro spedizione contro il Giappone. Essa spedizione è incaricata di ottenere il rilascio de' naufraghi di qualsiasi nazione, e domanderà per l'avvenire la libera entrata di alcuni porti in caso di fortuna di mare, o anche ove sia uopo di provvedersi nuovamente di viveri; e la trattativa sarà fatta a vantaggio di tutte le nazioni. Finalmente il commodoro Perry, al quale è stato affidato il comando della spedizione predetta, darà opera a conchiudere un trattato di commercio tra il Giappone e gli Stati Uniti.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 29 *marzo*.

ELEZIONI

Novara — Pernati, Ministro dell'Interno.

Dronero — Commendatore Ponza di S. Martino.

Stati Romani. *Roma*, 18 *marzo*. Il cardinale Antonelli finora pro-segretario di Stato è stato nominato oggi segretario di Stato.

Son nominati membri della Congregazione dell'inquisizione i cardinali Della Genga, Azevedo, Fornari e Lucciardi, ed il cardinale Ferretti è creato penitenziere maggiore, mons. Gaspare Grassellini nominato commissario straordinario per le quattro Legazioni di Romagna, e mons. Bedini arcivescovo di Tebe, nunzio apostolico presso la corte Brasiliana.

— È giunto in Roma da Napoli il principe Giovanelli.

— Parti per Firenze il generale americano Cooper.

— *Bologna*, 20 *marzo*. Le ricerche fatte nel terreno franato a Monte Vicesio riuscirono a nulla. Non furono trovati nè cadaveri, nè masserizie. Si sospetta sia avvenuto un avvallamento in quella località.

Illiria. La *Gazzetta di Milano* toglie dalla *Gazzetta di Trieste* del 20 marzo quanto segue:

Poca o nessuna fede meritano le voci che da alcuni giorni circolano intorno al modo in cui sarebbe perita la *Marianna*, la cui perdita è pramai troppo certa; ed il fatto che, a quanto siamo informati, sembra confermarsi, è che sulla costa romana siansi trovati avanzi di quella nave, fra cui delle tavole annerite. Il piroscafo da guerra la *Lucia*, partito oggi per Pola, e che di là dee recarsi alla Punta Maestra, ci porterà sicure notizie riguardo specialmente all'essersi veduta in quelle parti la chiglia della *Marianna*.

In questo incontro rettifichiamo volontieri una prima asserzione circa al numero delle persone che trovavansi a bordo del naufragato naviglio. L'equipaggio consisteva di 63 individui, e il tacchè di corte recentemente nominato non era tra i passaggieri. Questi ultimi, cioè il signor Jungling colla moglie e la cognata, doveano fare il tragitto a bordo di un altro piroscafo, ma la loro mala sorte volle che per pochi minuti non giungessero a tempo per l'imbarco.

Per lo contrario il ragioniere della *Marianna* deve la sua salvezza ad un ordine, giunto quasi nell'ultim'ora, pel quale dovè cedere il posto al suo successore.

In mezzo alla catastrofe che deploriamo non possiamo a meno di menzionare con onorevole encomio il contegno che il comandante della *Semèwe* (*Alcione*) tenente di fregata Kohen, nella critica situazione con cui ebbe a lottare, osservò e verso i suoi superiori e verso il pubblico che con tanto calore s'interessa a quest'infortunio.

Francia. *Parigi*, 21 *marzo*. Il principe presidente oggi ha passato in rassegna nel gran cortile delle Tuilerie la prima brigata della prima divisione dell'esercito di Parigi, in numero di seimila uomini.

Nel numeroso e brillante stato-maggiore che accompagnava il presidente della repubblica si notavano i marescialli Girolamo Bonaparte, Excelmans e Vaillant, il ministro della guerra, molti generali, un ufficiale delle guardie del corpo del re di Prussia ed un ufficiale delle guardie a cavallo della regina d'Inghilterra.

Dopo la rassegna il principe presidente ha fatto una distribuzione di croci e di medaglie d'onore che danno diritto ad una pensione di 100 franchi. Ecco le ultime parole della sua allocuzione:

« Soldati, questo distintivo è ben lieve cosa a confronto degl'immensi servigi che qui ed in Africa voi rendete alla Francia; ma ricevetelo come un incoraggiamento a serbare intatto quello spirito militare che vi onora; portatelo come una testimonianza della mia sollecitudine pei vostri interessi, del mio amore per questa grande famiglia militare di cui vado superbo di essere il capo, perchè voi ne siete i gloriosi figli. »

— Il consiglio generale della Banca, nella sua seduta d'ieri, ha determinato a 100 milioni il credito destinato alle anticipazioni sugli effetti pubblici francesi.

— Il sig. Janvier, consigliere di Stato, che fu ieri colpito d'apoplessia, trovasi oggi in gravissimo pericolo di vita.

— Assicurasi che quanto prima sarà spedito alla Plata un agente francese incaricato d'una missione straordinaria.

Belgio. *Bruxelles*, 20 *marzo*. La commissione militare si è radunata ieri, per prendere comunicazione di un lavoro, che deve essere sottoposto al ministero. Secondo le risoluzioni adottate dalla commissione, le spese del bilancio della guerra ammonteranno a 32,000,000 fr. ad un dipresso. L'organizzazione militare del 1845 è mantenuta, e migliorata riguardo ai quadri di riserva; in quanto che i soldati resteranno più lungo tempo sotto le bandiere. Si tratta sempre, nel pensiero della commissione, di un esercito di 80,000 uomini. (*Emancipation.*)

Spagna. *Madrid*, 16 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

L'autorità locale ha ordinato a Madrid l'arresto di varie persone, ed in ispecie quello dell'antico deputato ultra-democratico sig. Rivero. Si dice che in sua casa sieno state sorprese carte importanti.

La polizia fece pure una visita in casa del sig. Bulnes; una rigorosa perquisizione ebbe luogo; ma nulla di reprensibile deve essere stato trovato, attesochè il sig. Bulnes non è stato arrestato.

I generali Marquesi e Medinilla si recano a Cuba col generale Canedo. Senza dubbio essi sono surrogati ai generali Manzano e Loymerick i quali torneranno in Europa col general Concha.

Inghilterra. *Londra*, 20 *marzo*. Si legge nella *Patrie*:

La fine della seduta delle due Camere del Parlamento inglese ci pone in grado di completare il senso del dispaccio telegrafico che ricevemmo ieri (21) da Londra. Il capo del gabinetto ha preso l'impegno di sciogliere il Parlamento a un'epoca abbastanza vicina perchè il nuovo Parlamento possa riunirsi avanti la fine d'autunno, e dichiararsi su i principii sui quali dovrà esser fondata la politica del governo.

A la seduta della Camera de' Comuni furono fatte molte interpellanze assai vive indirizzate al gabinetto, alle quali il signor D'Israeli rispose con vigore e chiarezza, senza lasciarsi confondere dagli attacchi della opposizione.

La Camera votò le cifre dell'effettivo dell'esercito dimandate dal ministro della guerra; ed aggiornò ad ora avanzata, e assenziente il ministero, il voto delle varie somme portate al bilancio.

— Si legge nello *Standard*:

Non ostante la condotta tenuta al Parlamento dal partito radicale ieri sera (19) le esplicazioni ministeriali son reputate soddisfacienti. La popolazione sapendo da lungo tempo che uno scioglimento è inevitabile, la conferma ufficiale di questo progetto non ha fluì sfavorevolmente alla Borsa.

— Il *Morning-Post* annunzia che il conte Walewski arrivò il 19 da Parigi alla sua residenza dell'ambasciata di Francia, in Grosvenor Square.

— Si legge nella *United service Gazette*:

Sentiamo che il governo ha deciso d'inviare nuove truppe all'isola di Jersey. Il ministro della guerra ha scelto il 7° fucilieri per questo servizio. Esso s'imbarcherà in aprile.

—*Fondi inglesi*. Consolidati a contanti e per conto 98 1/8 1/4.

Alemagna. *Berlino*, 18 *marzo*. Il barone di Linden è giunto a Berlino in qualità di inviato straordinario del re di Würtemberg presso la corte di Prussia: sono adunque ristabiliti i rapporti diplomatici dei due regni.

— La seconda Camera, nella seduta d'oggi, ha rigettato tutte le proposte del governo, intese a restringere le attribuzioni del giurì. Il centro votò colla sinistra.

La stessa Camera ha approvato all'unanimità la convenzione addizionale conchiusa col governo belgico il 18 febbraio p. p.

— Il generale Bonin, ministro della guerra, è stato eletto deputato per la prima Camera a Stolp.

— *Stoccarda*, 17 *marzo*. Nella seduta di questo giorno della Camera dei deputati (in cui si dichiararono definitivamente abrogati nel Würtemberg i diritti fondamentali), il ministro della giustizia, sig. Plessen, ha presentato un progetto di legge inteso a ristabilire la pena di morte, e quella del bastone. La pena di morte verrebbe inflitta per gli attentati contro la vita del re, o contro l'indipendenza e la sicurezza dello Stato.

La pena del bastone, secondo il progetto di legge, non potrà oltrepassare i 50 colpi.

— *Annover*. Il *Corriere di Norimberga* pretende sapere che i governi dell'Alemagna meridionale abbiano declinato l'invito di mandare plenipotenziarii ad Annover pel congresso concernente la flotta del mare del Nord.

Danimarca. *Copenaghen*, 16 *marzo*. Nella seduta d'oggi il Landsthing ha adottato la legge di finanze. Si annunzia positivamente, che la sessione legislativa verrà chiusa il 25 di questo mese.

Africa. *Egitto*. I giornali di Vienna, sulla fede di lettere di Costantinopoli, assicurano che il divano, stanco ormai dell'opposizione di Abbas-bascià, avrebbe risoluto di privarlo del governo dell'Egitto, e di nominare in sua vece Said-bascià, figlio d'Ibrahim.

Hairedin-bascià, ed Edhem-bascià erano partiti, fino dal 25 febbraio, per l'Egitto recando ad Abbas-bascià l'*ultimatum* del divano.

E. LEONE gerente

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 23 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti. giorno pr. nella matt.	dopo Borsa.	Pel fine del mese corr. giorno pr. nella matt.	dopo Borsa.
1819 5 0/0 god. 1 8 bre			96 60 p. 40	
1831 » » 1 genn.				sp.
1848 » » 1 mar.	94	95 95	94 94 95	p.
1849 » » 1 genn.	95 15	95 15 25 25	» aprile	
1851 » » 1 dicem.		95 90 95 90		
1834 *Obbligazioni* 1 genn.				
1849 » 1 8 bre.				
1850 » » 1 febbr.				
1844 6 0/0 *Sardi* 1 genn.				
FONDI PRIVATI	1850		1870 1875	
Azioni B. N. 1 genn.				
— Banca di Savoia				
Città di » 4 0/0 oltre lo				
» interesse decor.				
Torino » 6 0/0 1 gen.				
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gaz (ant.) 1 gen.				
Società del Cantenova				
Incendii a premio fisso				
31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano				
1 gennaio				
Mollini presso Colegno				
1 giugno				

CAMBI	Per brevi scad.		Per tre mesi.	
Augusta	95 p.	1/4	251 —	1/4
Genova sconto	4 p.	0/0		
Francoforte S. M.	81 0/0			
Lione	99 60		99 20	
Londra	25 39	1/4	25 47	1/4
Milano				
Parigi	99 75		99 35	
Torino sconto	4 p.	0/0		

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 L.	90 0°	—	90 05	—
— di Savoia	98 60	—	98 65	—
— di Genova	79 12	—	79 20	—
Sovrana nuova	35	—	35 10	—
— vecchia	34 50	—	34 85	—
EROSO misto				
Perdita	2	50	p.	0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

www.infoAgricolture.it

È pubblicato

e trovasi vendibile presso la Tipografia Editrice G. FAVALE *e C. e presso i principali librai*

ANNUARIO ITALIANO STORICO-STATISTICO

pel 1852

compilato da **GUGLIELMO STEFANI**

ANNO I.

Un vol. in-16 di pag. 568 e XVI di prefazione, con tre quadri
Prezzo L. 4, 50.

Si spedisce nelle provincie franco di spesa, dietro mandato postale di L. 4 50 alla Tipografia Favale Editrice.

Presso **GIACINTO MARIETTI** *Tip.-Libraio in Torino, via di Po, trovasi vendibile:*

Lacordaire. Conferenze tenute nella chiesa di N. S. di Parigi nell'anno 1851, tradotte da Antonio Lissoni; Milano 1852, in 8°, L. 3.

Rodriguez. Esercizio di perfezione e di virtù cristiane; Voghera, 3 vol. in-8°, L. 12.

Negri A. Maria. Quaresimale detto ne' Duomi di Torino, Milano e Firenze; Voghera, in-8°, L. 7 50.

NOTIFICANZA

Il giorno 31 corrente, alle ore 11 di mattina, nella Segreteria dell'Opera di S. Luigi in questa città, via di S. Chiara, avrà luogo l'appalto delle opere da eseguirsi per la ricostruzione della stalla alla Cascina detta Tetti delle Oche, in territorio di None;

Ed il giorno 3 di aprile, alle ore 11, avrà pur luogo l'appalto per la ricostruzione della stalla alla Cascina detta la Marmora, in territorio di questa città, il tutto secondo i capitoli, perizia e disegni del signor ingegnere Gallinati, di cui si può aver visione in detta Segreteria dalle ore 10 alle 4, in tutti i giorni non festivi.

INVITO AI NOTAI

In seguito al decesso avvenuto in questa città il 19 marzo 1852, del sig. cav. Vincislao Alessi di Canosio, madamigella Amalia, sorella del suddetto, prega i signori notai che avessero ricevuto il suo testamento, di volerne far cenno alla medesima, abitante al Borgo Dora, via del Ponte di Dora, n. 1, casa Elena, piano 3.°

AVVISO

Il negozio JANETTI, accanto al Caffè Fiorio, ha testè ricevuto varii oggetti di profumeria della Fonderia di S. M. Novella di Firenze.

CUOI CHIMICI *del sig.* **OULMAN**

I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d'ingrediente, dispensano dall'affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis*.

Dirigersi all'Albergo di Londra, già *Bonne Femme*.

Deposito presso li suddetti signori Janetti.

PARIS — HOTEL VIOLET

faubourg Poissonnière, n. 36

Cet établissement, fondé depuis 25 ans, et situé au centre de la capitale, près des boulevards et des théâtres, se recommande par la bonne tenue et la modicité de ses prix. — Il est le rendez-vous des principaux négociants étrangers. — Il y a une table d'hôte.

VENDITA VOLONTARIA DI MOBILI

Nel giorno 26 marzo 1852 e nei successivi, non feriati, dalle ore 9 di mattina alle 12, e dalle 2 pomeridiane alle 6, si procederà avanti il notaio Remigio, segretaro della giudicatura di Torino, sezione Monceniso, a tal fine delegato, alla vendita ai pubblici incanti di varii mobili ed effetti di casa, cucina e cantina, argenterie, gioie ed anche di vini in botti ed in bottiglie, caduti nell'eredità della signora Franchina Teresa Gastaldi, vedova Cresto: quale vendita seguirà al 2° piano della casa Antonino contrada delle Ghiacciaie, porta n. 22, sezione Moncenisio.

DA VENDERE

in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:

In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

JEUDI, 25 MARS, A 2 HEURES DU SOIR,

dans l'amphithéâtre de Chimie de l'Université, hôtiment de St-François de Paule, ouverture du *Cours de Physiologie humaine et comparée, à l'usage des gens du monde*, fait à l'aide des modèles d'anatomie élastique, du Docteur Auzoux, par le Dr Lemercier. Ce Cours sera continué les jours suivants à midi précis.

Prix du Cours complet de huit séances 15 francs.

On s'inscrit d'avance chez le Professeur, Hôtel Feder, ou en entrant au Cours.

INTENDENZA PROVINCIALE DELL'OSSOLA

AVVISO

A termini dell'articolo 25 del R. editto 30 giugno 1840 e per l'effetto di cui ai successivi articoli dell'oditto medesimo, si rende noto al pubblico che vennero presentate a questo uffizio le rispettive domande per concessione delle miniere infradescritte, tutte poste in comuni appartenenti a questa provincia; cioè:

1° Miniera aurifera denominata *Chiut*, del sig. Gaspare Bessero, situata sul territorio di Macugnaga, regione Motta di Quarazza; costituita tale miniera da un rettangolo della superficie di ettare 28, are 04, e limitata al sud dall'asse del rivo Quarazza, al nord, all'ovest ed all'est dalle tre linee del rettangolo, confinanti con terreni di proprietà privata.

2° Miniera aurifera denominata dell'*Acquavita*, dei signori fratelli Spezia, situata nel territorio di Pestarena, frazione del comune suddetto di Macugnaga, regione all'Acquavita; costituita essa miniera da una superficie di terreno di ettare 14, 01, e limitata al nord dall'asse del rivo Vallerossa, all'est dall'asse del torrente Anza, al sud dal limite dell'altra miniera detta la Peschiera, di cui qui appresso, ed all'ovest da terreni di proprietà privata.

3° Miniera aurifera denominata della *Peschiera*, di spettanza della società Spezia, Moro, e Bessero, situata nel territorio di Pestarena, frazione del comune di Macugnaga suddetto, regione Pestarena; costituita essa miniera da una superficie di terreno di ettare 12, are 92, e limitata al nord-sud dall'asse del torrente Anza, al nord dal limite della miniera denominata Acquavita, di cui qui sopra, all'ovest dal limite della miniera denominata della Speranza, spettante ai fratelli Spezia.

4° Miniera aurifera denominata *Morgen*, dei signori fratelli Spezia, situata nei territori delle frazioni di Campioli, comune di Prequartera, di Stabioli e Pestarena, comune di Macugnaga; costituita essa miniera da un rettangolo avente la superficie di ettare 55, are 85, e limitata al nord-est dal limite della concessione della miniera Morandini, che passa all'asse del ponte sul torrente Anza, al sud-ovest dall'asse del torrente medesimo, ed al nord-est e sud-ovest, da due linee rette che partono dal limite della concessione Morandini sino all'incontro del limite al sud-ovest, costituendo un rettangolo di metri 450 di sezione traversale.

5° Miniera aurifera denominata dei Cani, spettante alla società rappresentata dal sig. Mazzola Giuseppe, situata nel territorio del comune di S. Carlo, regione Cani, e Mezzeria; costituita essa miniera da una superficie di terreno di ettare 49 are 16, e limitata all'est dall'asse dei rivi *Crotto dell'Acqua Rossa*, e *Crotto del Cavetto*, all'ovest dall'asse del rivo *Valle dell'Albera*, al sud da una normale all'intersecazione dell'asse di quest'ultimo rivo e dall'altro suddetto *Crotto dell'Acqua Rossa*, ed al nord da una linea d'unione delle due linee, tirate a metri 150 di distanza dai limiti fissati all'est ed all'ovest.

Domodossola, il 12 marzo 1852.

Per detto Uffizio d'Intendenza
Il segr. Barberis Raimondi.

VENDITA VOLONTARIA

Di due CASCINE formanti un sol corpo, in territorio di Roccadebaldi, regione de' Corvi, di ett. 130, are 72 (giorn. 344) circa, con fabbricati civili e rustici, finora tenuti a massericio.

Per le notizie e trattative dirigersi in Torino, nello studio del signor notaio coll. Signoretti, via Stampatori, porta 14, piano terzo.

NOTA

Con scrittura 12 luglio 1847, stipulata fra li signori Pietro Testore, Gioanni Grunner, e Francesco Stura stata consegnata alla segretaria del magistrato del consolato di Torino, in aggiunta alla precedente delli 16 aprile di quest'anno, portante società fra essi in drogherie, si convenne che il sig. Francesco Stura in quella società era socio d'anno in anno; a partire dal 15 detto luglio fermò nel rimanente gli articoli da detta scrittura sociale 12 aprile portati.

Torino, il 17 marzo 1852.

Giovanni Grunner.

NOTA

Per la distribuzione del prezzo dei beni stati subastati in odio di Francesco Vignolo ad instanza delli Giuseppe, Maria, Antonio e Gio. Batt., fratelli Davicino e deliberato a favore di Matteo Roasio ed Agostino Coalova, con sentenza 11 dicembre 1851 per L. 1010, si apri il giudicio di graduazione, a relazione dell'illustrissimo sig. giudice Fava, e s'ingiunsero tutti i creditori aventi diritto sui detti beni, a proporre le loro ragioni nel termine dalla legge stabilito.

Pinerolo il 13 marzo 1852.

G. Rol sost. Varese.

FALLIMENTO

di Luigi Botto detto il Moro,
negoziante in merci nella città d'Asti.

I creditori di detto fallimento, i cui crediti già vennero verificati e giurati, sono avvisati di intervenire all'adunanza che avrà luogo nanti il sig. giudice commissario, in una delle sale di questo tribunale, alle ore 9 antimeridiane del 13 aprile prossimo per deliberare sulla formazione del concordato.

Si avvisano inoltre, tanto li creditori suddetti, che quelli, i cui crediti non vennero ancora verificati, che li medesimi sono pure nuovamente convocati nanti il prefato sig. giudice commissario, per le ore 9 antimeridiane del primo stesso mese di aprile, all'oggetto della continuazione della verificazione dei crediti.

Asti, il 22 marzo 1852.

Monferrini sost. segr.

NOTA

Instante la Maddalena Collino, moglie di Simone Bertea, si fissò dal tribunale di prima cognizione di Pinerolo l'udienza pubblica che dal medesimo sarà tenuta il primo aprile prossimo venturo, pel secondo incanto e successivo deliberamento dei beni che verranno subastati alli Francesco, Giuseppe e Pietro fratelli Bertea, consistenti in casamenti, prato e bosco.

L'incanto si aprirà sul prezzo offerto dalla instante, e non stato aumentato, di L.100, sotto l'osservanza dei patti e condizioni inserti nel relativo bando venale.

Pinerolo, il 13 marzo 1852

G. B. Rol sost. Varese.

NOTA

All'udienza del regio tribunale di prima cognizione di Pinerolo del primo prossimo aprile, ore 10 antimeridiane, sull'instanza dei signori conte Cesare Bianchis di Pomarè, residente in Pinerolo, e di lui figlio primogenito conte Remigio, questi provvisto di curatore speciale nella persona del Priore del Collegio dei Causidici Giuseppe Cerutti, si procederà al secondo incanto volontario e successivo deliberamento della Cascina e beni infradescritti, in 9 distinti lotti, alle condizioni apparenti dal bando venale stampato in data 27 gennaio ultimo.

L'incanto verrà aperto sui prezzi in ribasso d'estimo, fissati dal geometra Giay, non stati aumentati in occasione del primo incanto, seguito il quattro corrente marzo, cioè:

Per il lotto primo	. .	L. 30,000
Secondo	. . . .	» 36 000
Terzo	. . . .	» 2,800
Quarto	. . . .	» 2,500
Quinto	. . . .	» 40,000
Sesto	. . . .	» 3,000
Settimo	. . . .	» 2,800
Ottavo	. . . .	» 3,000
Nono	. . . .	» 1,000

Terminata la licitazione parziale si farà la riunione dei 9 lotti e dei prezzi, e sul prezzo complessivo verranno gli stabili reincantati e deliberati all'ultimo miglior offerente.

Descrizione degli stabili da subastare componenti la Cascina detta la NOVAREA, *situata sulle fini ed in vicinanza di Pinerolo.*

Grandioso fabbricato civile a due piani oltre il terreno, con porticato, sotterranei, ghiacciaia, scuderia e cappella, di oltre 20 membri.

Casa rustica e beni adiacenti, di ettari 26, are 66, cent. 64, fertilissimi.

Questi beni godono del beneficio di una facile ed abbondante irrigazione, e sono ornati di un lago ameno.

Pinerolo, l'8 marzo 1852.

Barbesio sost. Davico.

NOTA

Sopra ricorso sporto dalla comunità di Gattinara, nell'interesse della generalità della sua popolazione, il tribunale di prima cognizione sedente in Vercelli, con decreto del 13 corrente marzo mandò citarsi ed assegnarsi, col mezzo di proclami da pubblicarsi all'albo pretorio del borgo di Gattinara, e da inserirsi tanto nella Gazzetta Ufficiale del regno, che in quella della Divisione amministrativa, chiunque intenda opporsi alla domanda di detta comunità, per recesso dalla comunione dei pascoli sui fondi di privata proprietà esistenti sul territorio di Gattinara, escluso il pascolo sulle baraggie comunali, a comparire davanti a quel tribunale, fra giorni trenta successivi alla pubblicazione, per inoltrare le sue opposizioni in legittimo contraddittorio della stessa comunità, sotto comminazione di decadenza che si deduce a pubblica notizia, per ogni effetto che di ragione.

Vercelli, il 20 marzo 1852.

Sodani canc. coll.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7)Opera: RIGOLETTO — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi.

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Maria Stuarda.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Mademoiselle de Seigliere.*

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Un' assicurazione sulla vita.*

GERBINO Riposo.

Domani andrà in scena l'opera: *Roberto Devereux.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *La casa bianca.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *La pace di San Quintino.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
4 marzo	756 78	757 56	757 50	+ 5 0	+10 7	+15 0	+ 4 9	+ 7 8	+ 7 5	S.	S. E.	S.	S r. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
5 »	742 70	744 60	745 21	+ 1 0	+ 6 6	+10 3	+ 7 0	+ 4 9	+ 5 1	N.	N.	N.	Ser. con vap.	Coperto chiaro	Annuvolato.
6 »	741 76	752 98	745 80	+ 4 6	+ 5 0	+ 4 5	+ 3 1	+ 2 0	+ 0 1	S.S.O.	O.S.O.	N.	Coperto oscuro	Neve	Neve

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 73 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

GIOVEDI' 25 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gilbellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	28	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione, con Decreti in data 15 febbraio p. p. e 4, 7 e 25 corrente marzo, ha fatto le seguenti nomine:

Melano cav. Giovanni Eusebio, canonico e teologo collegiato, a preside della Facoltà di teologia nell' Università di Torino;

Cristin dottore collegiato Vincenzo, id. della Facoltà medico-chirurgica id.;

Armandi prof. Benedetto, dott. coll., a vice-preside della classe di filosofia id.;

Callamaro avv. coll. Antonio, a preside della Facoltà di leggi id.;

Baruffi cav. Giuseppe, sacerdote professore, id. della classe di scienze fisiche id.;

Brunati cav. Benedetto, a vice-preside della classe di matematica id.;

Capellina dott. coll. Domenico, a preside della classe di belle lettere id.;

Mela sacerd. Giuseppe Nicolò, id. della classe di filosofia nell'Università di Genova;

Oggiano avv. Antonio, ad applicato nella segreteria dell' Università di Sassari.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 24 marzo.*

La Camera dei Deputati continuò oggi la discussione del progetto di legge sulle pensioni agli impiegati civili, e ne approvò tutti gli articoli. Prese in considerazione il progetto di legge del deputato Lions per indennità di vestiario ai sott'ufficiali e soldati che hanno preso parte alle campagne del 1848 e 49, e sospese, dopo incominciata, la discussione del Trattato di commercio colla Francia, ad istanza dei Deputati della Savoia.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 4 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuni dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Terza inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
unico	Luciano Vincenzo	4122	22 xbre 1848	52 50	7 7bre 1848	Torino Cassa Provinciale

Torino, il 2 marzo 1852.

L'Ispettore Generale F. CACCIA.

IL PRESIDENTE
dell' Amministrazione del R. Ricovero di Mendicità della città e provincia di Torino

Avviso al Pubblico.

L' illuminata carità dei Torinesi fondava or fa dodici anni la Pia Casa di Ricovero dei mendici della città e provincia di Torino; questa stessa carità, coadiuvata dal concorso del Regio Governo, dal Consiglio Divisionale e dal Municipio della capitale, non che da alcuni della Provincia, in tempi ed in contingenze molto difficili, valse a superare duri emergenti ed a mantenere salda e viva una delle benefiche istituzioni che onorarono per singolar modo il Regno di Carlo Alberto il Magnanimo.

Per tal maniera il vizioso mestiere dell'accattone, di facile avviamento al delitto, e lo spettacolo rattristante dei nostri fratelli erranti per le vie coi segni di dolorosa miseria, tra noi scomparivano: e per le assidue sollecitudini della vostra Amministrazione si offeriva al misero un asilo, un soccorso, il pane quotidiano del corpo e dello spirito, il lavoro ed i preziosi conforti della morale e della religione, che richiamano l'infelice mendico, tolto dall'ozio e dall'abbandono, alla dignità di uomo e di cristiano.

Felice quel paese ove dir si può che a niuna miseria manca la generosità dei cittadini; e tale è appunto la cara nostra patria: tanto che monumento degno del senno e della cristiana civiltà dei Piemontesi è lo stabilimento del Ricovero dei mendici; istituzione singolarmente morale, e dalla diuturna esperienza acclamata di pubblica utilità; per cui venne ognora protetta ed alimentata e dal favore della pubblica opinione, e dalla operosa carità cittadina.

È doveroso e consolante officio per me, quello di offerire in questa circostanza ai generosi concittadini il tributo solenne di gratitudine vivamente sentito dai beneficati mendici raccolti nella Pia Casa, e dall'intiera Amministrazione; e per le continue loro prove di benevolenza e di affetto, e per i soccorsi caritatevoli costantemente somministrati al Ricovero.

La pubblica riconoscenza e le benedizioni del poverello vi ricompensino tutti del beneficio!

Se non che il Presidente dell' Amministrazione del Regio Ricovero, nel compiere al dovere prescritto dal Regolamento fondamentale, con che gli viene imposto di pubblicare un invito che viva mantenga la carità dei Socii, e dei Benefattori, confortato da sì eloquenti prove, come potrà egli dubitare che possa venir meno la sperimentata carità dei benemeriti, adesso più che non fosse prima, da che sono maggiori i bisogni del Ricovero, fatta ragione all'aumento dei ricoverati, i quali ascendono di presente oltre al num. di 550?

Chepperò, confidente nella preziosa generosità dei cuori piemontesi, prega ed invita rispettosamente quelli che vorranno continuare o far sentire per la prima volta la loro carità a sostegno della Pia Casa, a voler consegnare gli onorati nomi e le elemosine o temporarie o consecutive, come sarà loro a piacimento, all'Ufficio centrale del Regio Ricovero, via di Po, N. 49, negli ammezzati, dalle ore 9 alle 4 in tutti i giorni feriali, oppure ai collettori nominati dall'Amministrazione, ai quali è affidato il carico di raccogliere nelle case elemosine e sottoscrizioni.

Benemeriti concittadini, sappiate volere: continuate, ci ve ne prega, la vostra illuminata carità a beneficio del Ricovero dei mendici, e il Dio della carità sarà vostro premio.

Il Presidente adempie ad un tempo al gradito dovere di annunciare che la congrega generale di tutti i Socii (1) avrà luogo il 29 corrente marzo alle ore 6 1/2 di sera nel locale sovraindicato dell'Ufficio centrale del R. Ricovero.

Essa avrà per oggetto particolare la relazione dei conti, la nomina di un terzo degli Amministratori in surrogazione di quelli che scadranno dall'ufficio, e la nomina di dieci Commissarii fra i Socii, coll'incarico di esaminare i conti dell'annata scadente.

Torino, il 9 marzo 1852.

Il presidente C. MICH. VACHETTA.

REGIO RICOVERO DI MENDICITA' DELLA CITTA' E PROVINCIA DI TORINO.

Esercizio 1850.

RISTRETTO *del Conto approvato dalla Commissione provinciale incaricata della liquidazione con suo verbale del 24 novembre 1851, e dalla R. Segreteria di Stato (Interni) il 10 gennaio 1852, che il Regio Commissario presso l'Amministrazione del Regio Istituto, adempiendo al prescritto dall'art. 8 del Regio Brevetto 10 giugno 1837, fa di pubblica ragione.*

Caricamento.

Residui attivi 1849 e retro, esatti nell' esercizio 1850 . . . . L.	»	»	41555	54
Fitti di case del R. Ricovero . .	2814	»		
Prodotto del giardino del R. Ricovero	100	»		
Rendite del Debito Pubblico . . .	1846	25		
Censo perpetuo della Città di Torino	89	62		
Interessi di capitali e di azioni della Società Anonima	7369	82		
Prodotto delle manifatture (netto)	1600	»		
Oblazioni, sussidii, elemosine, tronchi	23656	49		
Sottoscrizioni volontarie	24551	25		
Vendita oggetti diversi, cenci e paglia	1558	62		
Prodotto delle feste di ballo e teatri	6435	10		
Totale della 1ma categoria L.	88777	85	88777	85
Rimborso capitali	60000	»		
Legati e donazioni	6350	»		
Totale della 2a categoria L.	66350	»	66350	»
Totale generale del caricamento L.			196483	36

Scaricamento.

Residui passivi 1849 e retro, pagati nell'esercizio 1850 . . . . L.	»	»	8957	95
Contribuzioni ordinarie	484	02		
Riparazioni ordinarie delle case del R. Ricovero	529	40		
Fitti ed assicurazioni contro gl'incendii	7045	85		
Provviste mobili, letti, materassi, coltri, e loro riparazioni . . .	4287	60		
Provvista lingeria e bucato . . .	4723	50		
Legati per pensioni vitalizie . . .	1825	»		
Servizi funebri e religiosi . . .	185	70		
Stipendio del Segretario della Giunta provinciale	40	27		
Stipendiati diversi	6848	82		
Spese degli uffizii d'amministrazione	552	15		
Spese di culto	2200	»		
Spese delle infermerie	5318	24		
Manutensione della famiglia . . .	41222	10		
Vestiario e loro riparazioni . . .	7944	20		
Spese impreviste e scuole per fanciulli e fanciulle	1524	»		
Totale della 1ma categoria L.	82469	55	82469	55
Impieghi capitali	67144	»		
Grosse costruzioni	2000	»		
Totale della 2a categoria L.	69144	»	69144	»
Totale generale dello scaricamento L.			160224	50
Fondo d'avanzo del corrente esercizio . . .			36292	06
TOTALE EGUALE . L.			196483	36

Torino, il 10 marzo 1852.

Il Regio Commissario COLLI.

(1) Art. 5 Regol. fondam. *La Società si compone di tutte le persone, Amministrazioni e dei Corpi morali che contribuiscono e contribuiscono allo stabilimento, progresso e mantenimento dell'Istituto.*

Appendice

AMMINISTRAZIONE COMUNALE
DELLA CITTA' DI TORINO.

Egli è molto tempo che in Torino non si hanno a lamentare gravi incendii, e ciò debbesi attribuire al sistema di costruzione che generalmente prevale, ed anche alla sollecitudine e perizia della compagnia operai guardie del fuoco: ad ogni modo sia per l'aumentata estensione dell' abitato, sia per l'ordinamento stesso della compagnia, parve conveniente che il numero delle guardie fosse accresciuto di 12 individui, locchè fu dal Consiglio comunale approvato.

Sino all' anno 1850 lo spazzamento delle vie era affidato ad alcuni individui, i quali si incaricavano di questo servizio dividendosi fra loro le varie vie della città, e corrispondendo al municipio un fitto di circa L. 4m. all' anno.

Con questo sistema il municipio non andava soggetto a spese, ed aveva anzi un guadagno; ma per contro lo spazzamento, invece di essere un servizio pubblico era una speculazione, e per conseguenza non riusciva nè completo, nè corrispondente alle esigenze di una città così cospicua.

L'attuale amministrazione stabilì pertanto nel 1851 che in via di esperimento la nettezza di 18 vie principali fosse affidata a spazzini al soldo della città, lasciando le altre agli spazzini privati: l'esperimento avendo compiutamente raggiunto lo scopo, il Consiglio comunale volle in quest' anno estenderne l'applicazione, determinando che l'adottato sistema si applicasse a 39 vie, con riserva di ampliarlo ancora finchè non comprenda tutto l'abitato, a misura che si avranno fondi per ciò disponibili.

I riscontri che si hanno al municipio relativamente a questo servizio sono assai soddisfacenti: tuttavia le osservazioni cui esso dà ancora luogo sono due, cioè: che le spazzature non sono trasportate con sufficiente prontezza, e che lo spazzamento produce un molesto polverio, per cui taluni vorrebbero che si facesse di notte.

Quanto al primo inconveniente, l'amministrazione ha già provveduto in modo da ovviarvi compiutamente: quanto all' altro, la difficoltà è più grave. In alcune città in cui i grossi trasporti si effettuano col mezzo dei canali, e nelle quali i grossi carichi trasportati con carri seguono la strada di circonvallazione per recarsi ai depositi doganali situati al perimetro dell' abitato, le vie interne non essendo percorse che dalle vetture pubbliche e dalle carrozze dei privati, si comprende che spazzandole di notte, e quindi ripulendole parzialmente di giorno, si possa ottenere un servizio regolare e non incomodo; ma la città di Torino si trova a questo riguardo in condizioni affatto eccezionali: le sue vie sono continuamente percorse da carri d'ogni natura, per cui esse rimangono molto sudicie, specialmente nelle ore antimeridiane, e se si adottasse il sistema di spazzarle di notte, sarebbe inutile lavoro che converrebbe ripetere di giorno.

Collo stabilimento delle strade ferrate delle quali si stanno maturando i progetti, e mediante il traslocamento al perimetro del deposito doganale, la nettezza della capitale sarà notevolmente promossa; intanto per correggere l'incomodo del polverio non vi ha altro mezzo che quello dell' innaffiamento, che si praticherà più regolarmente tosto che lo permetta la temperatura, e si spera che con tal mezzo questo ramo di servizio municipale incontrerà l'aggradimento della popolazione.

Un miglioramento è stato introdotto nel servizio della Guardia nazionale, essendosi dal Consiglio comunale deliberato l'aquartieramento dei tamburini.

Era comune lagnanza che molti di questi tamburini mancassero di disciplina, e fossero meno esatti all'adempimento dei loro doveri; oltre di ciò molti servizii riflettenti la Guardia nazionale dovevano disimpegnarsi dalle guardie municipali distraendole così dalle ordinarie loro occupazioni, con pregiudizio della polizia urbana: coll' aquartieramento sarà facile stabilire quelle norme disciplinari che si ravviseranno più opportune; si avranno a disposizione molti individui pel caso di qualche impensato bisogno; potranno utilizzarsi per varie incombenze alle quali si dovette finora provvedere altrimenti, e i tamburini avranno ogni loro convenienza sia coll'alloggio gratuito, sia col beneficio che si ritrae dal vitto in comune.

La città di Torino va ogni giorno più rendendosi notevole per abbellimenti di vario genere: in quest'anno si spera di veder collocato nella piazza del Palazzo Civico il grandioso monumento di cui il magnanimo Re Carlo Alberto volle far dono al municipio, pregiata opera di uno degli artisti di cui più si onora l'Italia, il cav. Pelagio Palagi: fra breve si nutre fiducia che sorgerà il monumento nazionale che la riconoscenza del paese volle consacrare alla memoria del Principe instauratore delle nostre libertà: intanto però che questi progetti stanno compiendosi, il Consiglio comunale si preoccupò della conservazione del monumento collocato nella piazza S. Carlo, e già ripetutamente si rivolse al Ministero onde fossero prese le necessarie precauzioni per impedire che il medesimo si deteriorasse ulteriormente.

Molti sono i lavori da qualche tempo fatti in Torino, moltissimi quelli da intraprendersi e che il Consiglio comunale avrebbe vivo desiderio di iniziare. La condotta di acqua potabile di buona qualità, alcuni rettifilini sono assolutamente necessarii; l'apertura e il prolungamento di varie vie sono cose che furono oggetto di accurati studii, e che si attueranno a misura dei mezzi che si avranno disponibili.

L'esperienza avendo dimostrato che la formazione dei canali sotterranei e dei nuovi selciati hanno per conseguenza di rendere l'acqua più pura, le abitazioni più sane, le vie maggiormente pulite, e di obbligare i proprietarii a ridurre le imposte delle botteghe a chiusura interna, il Consiglio comunale volle nell'anno scorso che questi lavori si eseguissero di preferenza nella parte più antica della città, onde così gradatamente tutto l'abitato assumesse un elegante e lieto aspetto.

In quest'anno tali costruzioni saranno continuate nelle vie della Palma, del Senato, e di S. Dalmazzo: essendosi quindi considerata la frequenza con cui è percorsa la via dell'Accademia delle Scienze e de' Conciatori, alla quale affluiscono tutti gli arrivi della strada di Nizza, il Consiglio delibererà la riduzione della medesima alla nuova foggia, locchè importa che per la condotta delle acque si abbiano ad eseguire consimili lavori nella via de' Carrozzai e in parte di quelle dell'Ospedale e dell'Arcivescovado.

Una gravissima questione è stata agitata nel Consiglio comunale relativamente ai macelli. La legge del 7 ottobre 1848 prescrive che nei regolamenti di polizia urbana non possa essere limitato il numero de'macelli, nè che si abbiano ad imporre condizioni le quali direttamente o indirettamente tendessero a limitare gli esercenti di consimile natura.

A questa disposizione della legge sembrò contraria l'attuale condizione di cose, poichè essendo obbligati i macellai ad esercitare le loro industrie in quartieri appositamente destinati, quando tutte le botteghe esistenti nei quartieri sono occupate, rimane interdetta la facoltà di aprire nuovi macelli. Nell'anno scorso la questione erasi già suscitata nel Consiglio comunale: alcuni consiglieri, credendo conveniente di lasciare quest'industria assolutamente libera, avevano proposto la costruzione di un

www.internetculturale.it

PER PARTE DELLA DIREZIONE DELLA SCUOLA DI VETERINARIA

del Valentino.

S'invita chiunque voglia attendere alla compra di num. quattro cavalli propri di della Scuola a comparire avanti il segretario contabile della predetta Direzione a ciò delegato, alle ore 10 antimdel giorno 29 marzo corrente, nel locale delle infermerie della Scuola posto lungo lo stradale, che dal Valentino volge a S. Salvario, nel luogo detto il Pallamaglio o Piccolo Valentino, per ivi, previo incanto, veder seguire il deliberamento a favore dell'ultimo miglior offerente, ed a danaro contante.

I signori compratori sono sin d'ora diffidati che i cavalli saranno loro rilasciati sul luogo dell'incanto appena effettuato il deliberamento e sborsato il prezzo relativo; di maniera che i medesimi dovranno essere provvisti degli arnesi necessari per condursi via i cavalli, cessando da tale punto ogni obbligo al palafrenieri di prestar l'opera loro pei cavalli venduti, e dovendosi dal momento medesimo ritirar gli arnesi con cui i medesimi furono condotti sul luogo della vendita.

Torino, dall'Ufficio della Direzione, il 25 marzo 1852.

Per la Direzione

Il segr. contabile ASSANDRO.

FRANCIA

PARIGI, 21 *marzo*. Una circolare del ministro dell'interno, dell'agricoltura e del commercio, dà ai prefetti le istruzioni necessarie per porre ad esecuzione il decreto del 2 marzo corrente sul modo di nomina dei giudici componenti i tribunali di commercio.

— Leggesi nella *Presse*: Ci duole di dover annunziare che il progetto d'una diminuzione di 125,000 uomini nell'esercito è definitivamente abbandonato. Il *Moniteur de l'Armée* dice: « Una sì forte diminuzione nella cifra delle nostre forze attive sarebbe molto difficile a conciliarsi in ogni tempo, colla necessità di mantenere il nostro esercito d'occupazione dell'Algeria, ed il corpo di spedizione a Roma; ma, sedate appena le turbolenze gravi che agitarono un certo numero dei nostri dipartimenti, sarebbe una grande imprudenza il porlo ad effetto.

— Giusta le voci generalmente accreditate, non più il ministro Saint-Arnaud, ma il generale Canrobert sarebbe nominato al comando della spedizione divisata nella Cabailia, la quale si farebbe nel mese prossimo di maggio.

— Leggesi nella *Patrie*: Si è sparsa la voce che il governo avesse l'intenzione d'impadronirsi del monopolio delle assicurazioni. Questa notizia è priva d'ogni fondamento.

— Si assicura che il sig. Clemente Thomas ha ricevuto l'ordine di uscire dalla Francia.

— L'esposizione delle opere degli artisti viventi si aprirà nel *Palais-Royal* il 1° aprile 1852.

Il ministro dell'interno ha stabilito che dal 1° all'8 aprile inclusivamente, sarà percepita all'ingresso la retribuzione di 1 franco per testa.

L'entrata dell'esposizione, a cominciare dal 9 aprile, sarà pubblica, eccettuati i lunedì e giovedì d'ogni settimana, giorni riservati. Si percepiranno, all'ingresso, 5 franchi il lunedì e 1 franco il giovedì.

Conforme all'art. 8, cap. III del regolamento, il prodotto di questa percezione sarà destinato all'acquisto delle più notevoli opere dell'esposizione.

— I giornali si lodano molto dei riguardi che trovano presso il sig. Billault in tutto ciò che non oltrepassa i limiti segnati dalla costituzione al presidente del corpo legislativo. Il rendiconto ordinato dal patto fondamentale, non dovendo essere pronto innanzi le otto della sera, trattasi di un sommario che sarebbe compilato ad uso dei giornali della sera. Il rendiconto del *Moniteur* non avrà però tutta l'estensione de' suoi antichi processi-verbali.

SPAGNA

La *Gazzetta di Madrid* del 16 corrente marzo pubblica il prospetto del debito oscillante del tesoro al 1° marzo.

Al 1° febbraio esso debito ammontava a . .	289,564,334 reali
La negoziazione de' boni per febbraio fu in favore de' particolari di 71,906,802 in favore della banca di . 30,575,498)	102,480,300 »
In favore della banca per anticipazioni pel pagamento del semestre giusta le convenzioni fatte	20,474,063 »
Totale. .	412,515,697 »
Rimborsamento dei boni scadenti in febbraio.	110,681,614 »
Totale del debito oscillante al 1° marzo . .	301,834,083 reali

INGHILTERRA

LONDRA, 20 *marzo*. Ecco il sunto delle tornate delle due Camere del giorno 19, delle quali si è fatto cenno nella *Gazzetta* di ieri:

Camera dei lords. — Tornata del 19 marzo.

Il duca di Newcastle presenta una petizione dell'associazione commerciale di Manchester, in cui il Parlamento è pregato a far cessare le attuali incertezze intorno alla sorte delle libertà economiche e della legislazione vigente su i cereali. Il nobile duca manifesta i suoi sensi di viva simpatia per la causa della libertà economica, accenna alla situazione anomala in cui si trova il ministero e conclude pregando la Camera a permettergli di deporsitare la petizione sopraddetta, e chiedendo al ministero se esso ha intenzione di pronunciare immediatamente lo scioglimento della Camera dei comuni.

Il conte di Derby (primo ministro) trova naturale che gli si rivolga siffatta dimanda; rammenta in quali circostanze il ministero da lui presieduto si è formato ed i precedenti conformi di altri ministeri, e quindi dice: « Io ho grande ansietà, che al più presto possibile il paese possa avere la opportunità di esprimere la sua opinione intorno ai principii dai quali dovrà informarsi la condotta politica degli uomini che lo governano: e son certo che il prossimo autunno non passerà senzacchè il paese abbia avuta questa opportunità, ed il Parlamento non abbia reso il suo giudizio sulla politica de' ministri di S. M. »

Lord Bateman si lagna del procedere del ministero.

Il conte di Wicklow insiste sulla pronta dissoluzione del Parlamento, e si dichiara avverso al ristabilimento di qualsivoglia diritto protettore su i cereali.

Lord Redesdale è di parere, che la pronta dissoluzione del Parlamento non è necessaria, e che dal momento che il primo ministro ha dichiarato ch'essa succederebbe prima dell'autunno ogni impazienza in proposito sarebbe fuor di luogo. Il nobile lord è convinto, che il paese manterrà al potere un ministero di principii conservatori.

Il conte di Aberdeen si dichiara soddisfatto delle dichiarazioni di lord Derby, e contraddice le opinioni di lord Redesdale. È necessario che gli affari procedano speditamente e regolarmente, e perciò è d'uopo che il governo consulti il paese ed abbrevii per quanto è possibile uno stato di cose poco conforme alle tradizioni ed agli usi costituzionali.

Il conte Grey divide in tutto e per tutto il parere di lord Aberdeen, e dichiara che l'attual ministero non gl'ispira fiducia.

La Camera decide che sia concessa facoltà al duca di Newcastle di depositare la petizione menzionata.

Camera dei comuni (19 *marzo*).

Lord John Russell chiede al ministero, se è nei suoi progetti di proporre il ristabilimento di diritti protettori su i cereali e sugli zuccheri.

Il signor Beniamino D'Israeli (cancelliere dello scacchiere) risponde che la domanda del nobile lord non ha precedenti, e ch'egli quindi si crede dispensato dal porgervi risposta: afferma bensì che dopo la spedizione degli affari correnti la Camera dei comuni sarà sciolta.

Lord John Russell chiede se i progetti di leggi del passato ministero saranno mantenuti dall'attuale.

Il signor D'Israeli dichiara di non rispondere a questa domanda.

Lord John Russell chiede a che ne stia la faccenda del signor Mather, suddito inglese, insultato a Firenze.

Il signor D'Israeli risponde che un carteggio è in corso su questo proposito tra il governo di S. M. e quelli di Austria e di Toscana, ed assicura che questa vertenza sarà composta onorevolmente.

La Camera si forma in comitato di sussidii:

Il signor Beresford (segretario del dicasteo della guerra) prega la Camera ad accordare al governo i fondi necessari al mantenimento annuo di 101,937 soldati (dal 1° aprile 1852 al 31 marzo 1853).

Il signor W. Williame esprime il desiderio che le forze militari del paese vengano ampliate e meglio ordinate.

Il signor Bernal Osborne è d'avviso, che prima di acconsentire alla domanda del ministero è d'uopo sapere quale sia il sistema politico che esso intende praticare: ed invita la Camera ad accogliere il suo parere. L'oratore dichiara esplicitamente di non avere alcuna fiducia nel ministero, e censura vivamente la nomina di lord Eglington a vicerè dell'Irlanda.

Il signor Whiteside difende la scelta fatta dal governo dei pubblici funzionari in Irlanda, e rivolge molte critiche all'amministrazione whig.

Il signor Hatchell lamenta che il signor Whiteside non siasi contentato di difendere i suoi amici politici, ed abbia voluto far critiche retrospettive al ministero passato. Il signor Hatchell ribatte energicamente i rimproveri mossi dal preopinante contro gli antecessori dell'attual ministero.

Il signor Booker dichiara essere protezionista, e quindi riporre piena fiducia in lord Derby e nel cancelliere dello scacchiere.

Sir Beniamino Hall rammenta, che lord Derby ha dichiarato di essere opposto ad ogni ampliazione della franchigia elettorale; di non volere in Irlanda altra Chiesa se non quella dominante in Inghilterra, cioè la Chiesa protestante anglicana, e nel tempo stesso di voler aspettare qualche opportunità favorevole per ristabilire un diritto protettore qualsivoglia sui cereali. L'oratore tesse l'apologia dell'attuale legislazione, e dice che da essa è nato molto bene e nessun inconveniente: le rendite dei grandi proprietarii (del duca di Richmond p. e., e del duca di Rutland) non son punto diminuite. La dissoluzione del Parlamento è diventata inevitabile per decidere la questione fra il ministero e l'opposizione.

Il conte di March esprime la sua fiducia nel ministero, e contraddicendo il precedente oratore afferma che la legislazione economica vigente dal 1846 in poi ha nociuto agli interessi dei proprietarii e dei fittaiuoli.

Il signor Riccardo Cobden sorge a fare l'apologia del sistema di libertà economica. I protezionisti faranno ogni opera per riuscire nel loro intento, ma indarno: io vi sfido, dice l'oratore, a mandare ad atto i vostri principii: l'istinto del paese lo terrà in guardia contro ogni insidia; e la maggioranza di questa Camera porgerà al paese l'occasione di manifestare presto la sua opinione su questo argomento. *(Ascoltate. Ascoltate.)*

Il signor Miles trova inutile la discussione: egli ha fiducia nella lealtà di lord Derby, il quale ha svelate senza reticenza le intenzioni del governo, che consistono nel non procedere a nessuna misura economica prima di aver consultato l'opinione del paese.

Il signor Cardwell dice, che la Camera non può, senza tradire i suoi doveri, abbandonare leggermente questa grave questione: l'utopia di Adamo Smith diventò realtà grazie a sir Roberto Peel: i benefizi della nuova legislazione economica vanno conservati ed accresciuti: il ministero deve in proposito dare chiarimenti espliciti e categorici.

Il signor Cayley ribatte il rimprovero, che si muove contro i protezionisti, di avversare la prosperità del commercio ed il benessere del maggior numero: i protezionisti vogliono che si pensi agl'interessi dell'agricoltura, e perciò hanno fiducia nel ministero diretto dal conte di Derby.

Lord John Russell. La questione è duplice: essa va considerata sotto l'aspetto costituzionale, e sotto l'aspetto economico. Sotto il primo di detti aspetti il ministero si trova collocato in condizione anormale, perchè gli manca la maggioranza in questo recinto e probabilmente anche nell'altro. Sotto il secondo aspetto è chiaro che mentre gli attuali ministri hanno fatto professione non dubbia di protezionismo, ora schivano dal dare chiarimenti categorici sul modo col quale intendono attuare i loro principii. È indispensabile che le cose vengan messe in chiaro. Lord Derby ha parlato della necessità di premunirsi contro gli assalti della democrazia e di opporvi resistenza. Ora io credo appunto che il miglior mezzo di raggiungere quest'intento è di promuovere la prosperità del popolo e di dargli benessere materiale, e quindi l'agio di provvedere alla sua educazione. Il nobile lord teste lungamente l'istoria del suo ministero, e dimostra come il suo sistema politico era la continuazione del sistema con tanta felicità di risultamenti praticato dai più insigni statisti che abbiano onorato l'Inghilterra. Lord John Russell termina il suo discorso con queste parole: « È mediante il tranquillo, pacifico ed illuminato progresso *(Applausi)*, senza violenti mutamenti, senza violenti commovimenti, mostrandosi custodi dei diritti e degl'interessi del popolo che non avrete a temer nulla dalla democrazia. *(Vivi applausi)* Che se poi credete con questa parola farvi un'arme per le prossime elezioni, io vi dirò che tal linguaggio è indegno di uomini chiamati

---

ammazzatoio, nell'intendimento poi di permettere che i macellai vendessero le carni in quel sito che loro tornasse più acconcio.

Trattandosi però di una questione assai grave, il Consiglio stanziò nel bilancio del 1851 un fondo preparatorio per la costruzione dell'ammazzatoio, e nominò quindi una commissione coll'incarico di riferire sopra questo argomento di così rilevante interesse.

La commissione non disconoscendo il benefizio che produce la concorrenza, pensò tuttavia che, nel mentre dovesse la medesima promoversi con ogni cura, non le si dovesse però sagrificare ogni altro riguardo: preoccupandosi quindi assai vivamente della pubblica salute, osservò che qualora la vendita delle carni avesse luogo in qualunque via, in una città come Torino alla quale è libero il passaggio per ogni parte, sarebbe stato assolutamente impossibile quella sorveglianza che fosse sufficiente a garantire la popolazione dalle carni di cattiva qualità, od anche manifestamente nocive alla salute.

Indipendentemente dal contrabbando che avrebbe pure recato grave danno alle finanze del municipio, la commissione considerò inoltre che l'esistenza di macelli nelle vie principali, comunque si pratichi in altre città, sarebbe disdicevole e contraria alle nostre abitudini, e per conseguenza onde conciliare tutti gli interessi propose che nel quartiere di Po fosse instituito un macello normale per conto della città, onde tenere in freno i macellai colà esercenti, che tra il Borgonuovo e S. Salvario fosse costrutto un altro quartiere, e che in questo fosse pure stabilito un quarto macello normale.

Il Consiglio comunale nell'approvare queste conclusioni deliberò pure che si desse seguito al pensiero di costrurre sul perimetro della città un ammazzatoio, e con questo mezzo i quartieri, essendo esclusivamente destinati alla vendita delle carni e non più al macellamento, saranno tenuti maggiormente puliti, e si avranno nuovi locali disponibili per gli esercenti. — Un'altra questione affine a quella delle carni si discusse in seno al Consiglio. In seguito all'abolizione della tassa del pane non parve che questo sia andato soggetto a notevole diminuzione di prezzo, in proporzione specialmente del diminuito valore dei cereali. Molte lagnanze essendo state sporte a questo riguardo al sig. Intendente generale della divisione amministrativa, egli si indirizzava alla amministrazione affinchè richiamasse la cosa a serio esame, e vedesse se per avventura non fosse il caso di adottare qualche provvedimento, ed anche all'occorrenza il provvisorio ristabilimento della tassa.

Deferitosi l'esame di tale questione ad una speciale commissione, questa osservò che dal fine dell'anno 1850 all'ottobre 1851 le botteghe per lo smercio del pane eransi aumentate di 66, oltre al pane fabbricato fuori di Torino che si vende da negozianti ambulanti; che la differenza tra il prezzo del grano e quello del pane non era così importante da giustificare in alcuna maniera i richiami che si erano a questo riguardo sollevati; che il notato maggior prezzo del pane era determinato senza dubbio dalle maggiori avarie alle quali vanno da qualche tempo soggetti i panattieri, come sarebbero per esempio il maggior prezzo dei locali, e del vino che debbono somministrare ai lavoranti; che nell'improvvisa transizione da un sistema ad un altro non era da stupirsi che la libera concorrenza non avesse ancora prodotto quegli effetti che solo dal tempo si debbono aspettare; che vi sarà una vera e reale concorrenza quando taluno stabilisca nel dintorni di Torino una fabbrica di pane, locchè vuolsi sperare dall'incremento che va gradatamente prendendo nel paese lo spirito industriale; conchiuse pertanto la commissione che per ora non fosse il caso di prendere alcuna misura, riservandosi di proporre, quando si credesse utile, d'invitare i panattieri a pubblicare il prezzo al quale intendono vendere il pane, e qualora si presentasse una società od un capitalista che volesse erigere oltre la linea daziaria un grande stabilimento di panatteria, di favorirlo con qualche sussidio od imprestito.

Spera l'amministrazione che anche a questo riguardo l'industria privata saprà scuotersi, e giovarsi della sancita libertà a beneficio suo e dei consumatori.

L'ultimazione della chiesa parrocchiale di Borgo Nuovo fu oggetto di viva discussione nel Consiglio comunale; affinchè però si possa ben giudicare della cosa saranno necessarii alcuni preliminari schiarimenti.

Le fabbricazioni di case che aggiungevansi alla città essendosi notevolmente estese in Borgo Nuovo, si credette conveniente che nell'interesse di quegli abitanti fosse costrutta una chiesa da erigersi in parrocchia.

La legge del 6 gennaio 1824 riferendosi solamente al caso in cui una chiesa abbisogni di riparazioni, non se ne poterono invocare le disposizioni, trattandosi non di riparare una chiesa, ma di costrurne una nuova. Parve allora che in mancanza di legge o di consuetudine si dovesse aprire una soscrizione, e con questa si raccolse la somma di L. 306,084. 74, delle quali 89 mila furono donate dal Governo, e 60 mila dal municipio.

Datosi mano all'opera sotto la direzione di una speciale commissione i lavori progredirono sino al punto in cui si ebbero fondi disponibili; il prezzo delle opere calcolate nella prima perizia è di L. 558 mila, in questa somma però non erano compresi la costruzione del pronao, gli stucchi, i lavori in pietra, i dipinti, gli altari, le balaustre, il pavimento, i mobili e gli arredi di vario genere occorrenti perchè una chiesa possa aprirsi al culto: tutti questi lavori e provviste facevano ascendere la spesa totale ad una somma egregia, e la commiss one non avendo più mezzi onde proseguire nell'incominciata impresa si adottò il seguente temperamento, cioè: che il Governo facesse alla città un maggiore assegnamento sul prodotto dei dazii di L. 100 mila all'anno, e che ciò mediante il municipio dovesse restituire alle finanze le L. 89 mila per le quali avevano concorso nella soscrizione, e si assumesse l'obbligo di ultimare a sue spese la chiesa, osservando ben inteso le convenzioni e le intelligenze prese sia cogli impresarii, sia coll'architetto direttore di quella costruzione.

Ecco in quale condizioni si trovò questa pratica quando l'attuale amministrazione prese il governo delle cose municipali. L. somme spese o stanziate per quest'opera sono le seguenti:

Pagate dalla commissione	L. 390000 00
Pagate dalla città nel 1848.	» 49000 00
La città ritirò dalla commiss. un residuo di. .	» 2859 74
Si portarono nell'attivo del bilancio della città le offerte ancora da riscuotersi in	» 13225 00
Stanziate dalla città negli anni 1849, 1850, 1851 e 1852.	» 484000 00
Totale . . .	L. 839084 74

Nel Consiglio osservarono alcuni come fosse cosa rincrescevole che nel bisogno vivamente sentito di dar mano a molte opere pubbliche si spendessero somme così notevoli per questa chiesa, ritardandone l'aprimento a danno degli abitanti di Borgo Nuovo; osservarono altri come fosse disdicevole al decoro della città il lasciare incompiuta quella costruzione, aumentando così il numero delle opere non terminate di cui abbonda Torino; apposero quindi essi lo stanziamento proposto in quest'anno di L. 90 mila; ma riconoscendo la convenienza che la chiesa fosse aperta colla maggior sollecitudine, proposero ed il Consiglio approvò che essa dovesse aprirsi al culto nel decorso dell'anno 1853. Nell'intendimento di soddisfare al voto del Consiglio comunale, l'amministrazione ha già dato in proposito le sue disposizioni.

(Continua)

a reggere i destini di una grande nazione. *(Applausi vivissimi e prolungati)*

Il cancelliere dello scacchiere *sig. d'Israeli* ribatte le accuse mosse contro il contegno del ministero; rammenta che il ministero antecedente è caduto non sotto i colpi dei suoi avversarii ma perchè non poteva più reggersi, e rimprovera vivamente la opposizione d'incominciar la sua campagna negando i sussidii al governo.

Questa dichiarazione è accolta con grandi applausi dai banchi ministeriali; lord John Russell ed il sig. Cardwell negano di aver questa intenzione. Il sig. d'Israeli prende atto delle loro parole, e ripete le dichiarazioni già fatte dal ministero intorno alle sue intenzioni sullo scioglimento della Camera de'comuni. Il ministero non vuol vivere per tolleranza, ma brama l'appoggio della maggioranza, e non dubita di conseguirla quando il paese verrà all'uopo consultato.

Il *sig. Bright* manifesta la convinzione, che nella prossima elezione il ministero sarà disfatto, e la sua politica sarà solennemente e definitivamente riprovata.

Il marchese di Granby pensa il contrario del sig. Bright, ed ha assoluta fiducia in lord Derby e nei suoi colleghi.

Il *sig. Osborne* dichiara non aver voluto opporsi alla votazione dei sussidii, ma aver voluto solamente provocare delle spiegazioni; le quali però, a parer suo, non sono state date.

Si passa ai voti: la domanda di sussidii è acconsentita.

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino*, 16 *marzo*. La nota della *Gazzetta di Prussia* sopra Neuchâtel, già da noi riportata, forma oggetto di tutte le conversazioni. Per ben comprenderla conviene ricordare che i *quattro amministratori*, specie di consiglio degli scabini di Neuchâtel prima del marzo 1848, avevano collocato all'estero ragguardevoli fondi spettanti alla città.

Dopo la rivoluzione, il nuovo governo reclamava quei fondi. In Francia, in Olanda ed altrove si restituirono, ma non a Berlino, dove la casa Schickler, prima di restituire la somma di 100,000 fr. che essa teneva in deposito, richiedeva la firma dei quattro amministratori.

Non essendosi potuto ottenere tale firma, i sigg. Schickler consegnarono le azioni ed obbligazioni che costituivano l'anzidetta somma al segretario del tribunale di prima istanza di Berlino.

Ma quello che più recò sorpresa nell'art. della *Gazzetta di Prussia* si è quella frase in cui dice che « il governo del re prese delle disposizioni per porre in salvo quei fondi, e ciò soltanto al fine di restituirli all'amministrazione legittima, quando sia cessata l'attuale dominazione rivoluzionaria in Neuchâtel. »

— Nelle vicinanze di Dirschan (circondario di Stargard) s'intraprenderà fra breve la costruzione di un ponte sospeso sulla Vistola, che senza dubbio sarà il maggiore che abbia mai esistito in Europa. Solo gli Stati Uniti ne posseggono di così colossali. Questo ponte, sul quale passerà la strada ferrata orientale, avrà 2,500 piedi di lunghezza sopra 65 piedi di larghezza, e poggerà sopra sei piloni separati fra di loro da spazi di 500 piedi, e di cui quatro si troveranno nelle acque del fiume.

Quei quattro piloni saranno muniti, ciascuno di una fila di piuoli per impedire il ghiaccio, e siccome nella Vistola il disghiacciamento è così forte che schianterebbe successivamente i piloni colle loro file di piuoli, se non fossero tutti affatto terminati, non se ne costruirà che uno durante la bella stagione.

La costruzione di quel ponte colossale costerà sette milioni e seicento mila franchi, ed i lavori da eseguirsi sulle due sponde, ammonteranno a 11,400,000 fr.: in tutto 19,000,000 fr.

Il ponte non potrà essere terminato che dopo sei anni, al più presto.

POLONIA

Varsavia, 15 *marzo*. La *Gazzetta di Slesia* annunzia che conformemente ad un decreto pubblicatosi in questa città, gli israeliti del regno sono divisi in cinque classi: 1. mercanti, 2. agricoltori, 3. artigiani, 4. israeliti domiciliati nelle città, 5. israeliti senza domicilio.

Le quattro prime classi conservano tutti i diritti di cui esse godevano prima d'ora; i rabbini, gli scienziati e gli istitutori spettano alla quarta categoria.

Tutti gli israeliti dovranno dichiarare in quale classe vogliano essere iscritti; spirato il termine (1° aprile), quelli che non si saranno conformati a quest'ordine, verranno collocati nella quinta categoria.

AFRICA

Egitto. Leggesi nel *Courrier de Marseille*:

Un'importantissima scoperta è stata fatta ultimamente in Egitto. È noto, che nel monte Zabarah, situato sulle rive del Mar Rosso, esiste una miniera di smeraldi, che il bascià d'Egitto aveva, pel passato, fatto scavare da un francese, per nome Caillaud, e che poi venne abbandonata negli ultimi anni del regno di Mehemet-Ali. Una compagnia inglese chiese ed ottenne, or non è guari, la facoltà di riprendere lo scavo di quella miniera, la quale sembra offrire ancora molte ricchezze.

Facendo testè eseguire importanti lavori in questo luogo, l'ingegnere della compagnia, sig. R. Allan, ha scoperto, ad una grande profondità, le traccie di una galleria che risalirebbe alla più rimota antichità. Egli fece operare ragguardevoli scavi, trovò utensili antichi, ed una pietra sulla quale sta incisa una iscrizione geroglifica. Quella iscrizione attesta la verità dell'opinione emessa dai signori Caillaud e Belzoni, che cioè quella miniera era stata lavorata ne' tempi antichi.

Dallo studio della iscrizione della pietra rinvenuta si può dedurre, che i primi lavori della miniera di Zabarah salirebbero al regno di Sesostri il Grande, o Ramses-Sesostri, il quale, secondo l'opinione generale, viveva verso l'anno 1660 prima di Gesù Cristo.

AMERICA

Il piroscafo *Great Western* arrivò giovedì (18 corrente) a Liverpool. Le date delle corrispondenze da lui recate sono: Chagres, 10 febbraio; Vera-Cruz, 12; Martinica, 13; Giamaica, 19; Porto-Rico, 23; San-Tommaso, 25.

Il Messico era tranquillo; il moto rivoluzionario al nord del paese era stato combattuto dalle truppe regolari.

A Matamoras regnava una grande agitazione a motivo che si volea ristabilire l'antica tariffa, anche per l'asportazione delle mercanzie. Molte persone erano tuttavolta d'avviso che il governo non darebbe seguito al suo progetto che dovunque era qualificato di mostruoso.

Il congresso al Messico deliberava sulla quistione di opportunità della riduzione della tariffa, ma gl'intrighi di coloro che sono interessati nelle manifatture di cotone, si adoperavano in tutti i modi onde impedire la base delle probizioni o la riduzione dei diritti sopra i cotoni manifatturati.

Una nuova legge che colpisce l'asportazione del numerario di 6 per 0[0 è stata messa in vigore il 4 febbraio.

A Vera-Cruz infierì il 15 gennaio un uragano de' più terribili. Quattordici navigli andarono in pezzi contro la spiaggia, e tredici uomini vi restarono morti. Si crede che il governo messicano perda per questo disastro circa 200,000 dollari, che gli sarebbero venuti dal pagamento de' diritti d'entrata delle mercanzie che tutte erano assicurate.

Detto uragano durò non meno di 16 ore. I giornali colgono questa occasione per biasimare il governo del Messico di non fare eseguire i lavori che sarebbero indispensabili a fine di migliorare la condizione dei porti marittimi del paese.

Fra i vascelli naufragati, se ne citano: sei d'America; uno di Spagna; uno d'Inghilterra; due di Francia, e una barca belgica, la *Philomèle*.

I giornali non recano la designazione degli altri tre vascelli, affondati dall'uragano.

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Roma*. Dietro l'editto del 28 ottobre 1850 sulla Consulta delle finanze, il papa nell'udienza del 17 marzo scelse a consultori:

Principe D. Domenico Orsini, per la provincia di Roma e Comarca; conte Filippo Antonelli, per la provincia di Velletri; conte commendatore Tiberio Tioni, per la provincia di Ravenna; conte Girolamo Beni, per la provincia di Urbino e Pesaro; marchese commendatore Carlo Bourbon Del Monte, per la provincia di Ancona; cav. Pier Domenico Costantini Baldini, per la provincia di Perugia; avvocato Agostino Zaccaleoni, per la provincia di Frosinone.

Illiria. La *Gazzetta di Venezia*, che rimase silenziosa fino ad ora intorno al naufragio dell'i. r. vapore da guerra la *Marianna*, reca nel suo num. del 25 marzo quanto segue:

Il naufragio dell'i. r. vapore da guerra, la *Marianna*, è pur troppo ogg mai una fatale certezza. Dalle reliquie, che si raccolsero di quel vapore tra nelle alture di Cervia, Punta Corsini, le vicinanze marittime di Cesenatico e Rimini, come anche in quelle di Chioggia e Porto Levante, risulta non essere stata la foga della fortuna, ma una causa qualunque interna del bastimento, che ne produsse il disastro.

Gli avanzi, già peritati a questo I. R. Arsenale, e riconosciuti per quelli appunto della *Marianna*, portano tutti le traccie evidenti del fuoco; e fanno congetturare lo scoppio della caldaia, e in conseguenza l'incendio appiccato al vapore. È anche induzione probabile, che fin dalle prime, si comunicasse la fiamma alla Santa Barbara, il cui subitaneo prorompere lasciò negli avanzi del bastimento impressi i caratteri di così fatta rovina.

— Il foglio della sera della *Gazzetta di Vienna* pubblica, a questo proposito, una relazione indirizzata al comando militare superiore dal comandante provvisorio della marina, F. M. L. conte Wimpffen, in data di Trieste, 17 marzo. Risulta da quella relazione che l'equipaggio era di 66 persone, cioè 38 marinai, 4 artiglieri, 8 soldati di fanteria, 5 della maestranza, 3 servitori privati.

Trovavansi nella *Marianna* i seguenti personaggi dello Stato-maggiore:

Il capitano di fregata Maurizio *Wohlgemuth*, l'alfiere di vascello Giuseppe *Sernütz*, l'alfiere di fregata barone Giulio *Kübek*, cadetto; Giorgio *Wahrmuth*, Augusto *Wilicic*, Giuseppe *Toso*; medico in secondo Carlo *Pelikan*, contabile Emilio *Knezevich*, Filippo *Zeller*, Giovanni *Kutzer*.

Francia. *Parigi*, 22 *marzo*. I giornali francesi sono privi affatto di notizie.

Un decreto autorizza la creazione della società anonima formata sotto il titolo di *Compagnia della Strada ferrata* da Parigi a Lione, e ne approva gli statuti.

Spagna. *Madrid*, 17 *marzo*. La negoziazione del trattato concernente la proprietà letteraria tra la Francia e la Spagna era stata per qualche tempo interrotta. Il generale Aupich, ambasciatore francese a Madrid, se ne occupa di nuovo alacremente, ed è a sperare che ben presto la cosa sia terminata del tutto.

Il marchese di Alcanices è stato nominato primo maggiordomo della principessa delle Asturie. Il duca della Conquista gli succede nelle funzioni che quegli sosteneva nella casa del re.

Il governo ha risoluto d'inviare rinforzi di truppe necessari all'isola di Cuba; 4,000 fucili devono esservi spediti.

Alemagna. *Berlino*, 20 *marzo*. Il barone Linden, inviato straordinario del re di Würtemberg, è stato ricevuto ieri in udienza da S. M. il re di Prussia. Dicesi che abbia consegnata al re una lettera autografa del suo sovrano. Si crede che tutte le vertenze siano per cessare fra le due corti.

— La prima Camera, nella seduta del 19, ha terminato la discussione della mozione della sinistra, tendente a far nominare una commissione speciale per esaminare la questione delle comunioni religiose. La mozione, combattuta dal ministro dei culti, fu rigettata da 72 voti contro 42.

La seconda Camera ha pure terminato la discussione sull'ordinanza del gennaio 1849, relativa all'alta corte di giustizia, ai giurì ecc. Il governo ebbe dalla Camera piena ed intiera approvazione del suo operato. Quindi l'assemblea adottò il bilancio dell'agricoltura.

— *Monaco*, 20 *marzo*. Riguardo alla crisi ministeriale, di cui da parecchi giorni corre voce, la *Gazzetta d'Augusta* dice che verosimilmente sia per avere un termine senza mutazione alcuna, o soltanto parziale.

La Camera dei senatori ha all'unanimità approvato la legge di finanza.

— *Brema*, 19 *marzo*. La costituzione di Brema è sospesa, cominciando da questo giorno, in virtù di un proclama del senato che pubblicò la risoluzione colta quale la Dieta germanica, confermando la decisione del senato, ordinò l'abrogazione di tutti gli articoli della costituzione contrarii alle leggi organiche della confederazione.

Il senato, così operando, procurò di prevenire l'intervento estero.

La borghesia doveva radunarsi nel giorno successivo.

— *Lubecca*, 16 *marzo*. Nella seduta di ieri, la borghesia discusse il progetto di legge sul matrimonio civile, che era stato raccomandato dal senato all'approvazione della borghesia.

Il progetto fu definitivamente adottato dopo lunghi dibattimenti e con alcune modificazioni di poco momento.

Il solo emendamento di qualche importanza, che sia stato adottato, è il seguente, proposto dal pastore Klug a proposito del § 4 della legge:

« I matrimonii che, dopo l'adempimento delle disposizioni legali prescritte, si conchiuderanno in seno alle Chiese, luterana, riformata o cattolica, o nella sinagoga israelitica, dovranno sottoporsi alla benedizione nuziale pel culto rispettivo, cristiano od israelita: ma qualora i due fidanzati, od uno di essi, non appartenessero ad alcuno dei culti sopra mentovati, o qualora uno di essi fosse cristiano e l'altro israelita, il matrimonio, per avere i suoi effetti civili, deve essere conchiuso conformemente alla presente legge. »

Danimarca. *Copenaghen*, 17 *marzo*. Il Landsthing, con 29 voti contro 12, ha pure adottato lo stesso ordine del giorno motivato, col quale il Volksthing aveva già alcuni giorni prima respinto il progetto di un indirizzo al re contro il ministero.

E. LEONE gerente.

BIBLIOGRAFIA

L'EDUCATORE DI SE STESSO
OSSIA STUDII ELEMENTARI
DI SCIENZE, LETTERE ED ARTI
Raccolti e ordinati sulle migliori opere italiane e straniere
DA ANGELO JAVA
Ispettore generale dell'istruzione primaria negli Stati Sardi.

Anche quest'opera fu tra quelle molte che rimasero sospese in causa degli ultimi sconvolgimenti politici, tanto più che il manoscritto, già tutto pronto per la stampa, andò per mala ventura smarrito. Se non che le istanze che giungevano da ogni parte d'Italia si all'autore come all'editore affinchè non lasciassero imperfetta una pubblicazione di tanta utilità ed importanza indussero l'autore ad assumersi l'ingrata fatica di rifare il suo lavoro, e l'editore è ora ben lieto di poter annunziare ai numerosi suoi associati che in questi giorni ha pubblicata la dispensa 18ª e che le altre a compimento verranno fuori immancabilmente in ragione di una al mese ed anche più presto.

Le materie trattate sin qui sono: Parte I. Letteratura — Grammatica, Rettorica, Eloquenza, Poetica, Storia letteraria, Linguistica. Parte II. Scienze storiche — Storia universale, Storia d'Italia, Cronologia, Mitologia, Archeologia, Scienze occulte, Invenzioni, Blasone, Geografia. Parte III. Scienze matematico-fisiche — Aritmetica, Algebra, Geometria, Fisica, Meccanica, Meteorologia, Astronomia, Chimica.

Quelle che rimangono a trattarsi sono: Parte IV. Scienze naturali — Geologia, Mineralogia, Botanica, Zoologia, Antropologia, Igiene. Parte V. Scienze filosofiche e sociali — Psicologia, Logica, Etica, Storia della filosofia, Religione, Amministrazione pubblica, Economia, Agricoltura, Commercio. Parte VI. Belle arti — Estetica, Pittura, Scoltura, Architettura, Musica.

Il prezzo è sempre di una lira italiana, pari a lire f. 15 austr., per ogni dispensa di cinque fogli da otto facciate in carattere compatto a due colonne, con figure intercalate nel testo.

Le associazioni si ricevono in Milano presso il sottoscritto tipografo-editore, contrada di San Pietro all'Orto, num. 892; in tutte le altre città d'Italia presso i principali librai.

Milano, marzo 1852.

Carlo Turati.

BORSA DI COMMERCIO

BOLLETTINO OFFICIALE
dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali
Torino il 21 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti giorno pr. dopo Borsa	nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa	nella matt.
1819 5 0/0 god. 1 8 bre				
1831 » » 1 genn.				
1848 » » 1 mar.	93			
1849 » » 1 genn.	95 40 95	95 95 25	96 50 26	95 80 85
1851 » » 1 dicem.	25 25		96	p. f. pros.
1834 Obblig. 1 genn.			96 30 p. 31	
1849 » 1 8bre.		972 50 972	magg.	
1850 » 1 febbr.		970		
1844 5 0/0 Sard. 1 genn.				
FONDI PRIVATI				
Azioni R. N. 1 genn.	1815			
Banca di Savoia				
Città di 4 0/0 oltre lo				
Torino interr. decor.				
6 50 0/0 1 genn.				
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gaz (ant. 14 gen.				
Società del Gaz nuova				
locandi a premio fisso				
31 dicembre				
Via ferr. di Savigliano				
1 gennaio		470		
Molini presso Colegno				
1 giugno				

CAMBI	Per brev. scad.		Per tre mesi.	
Augusta	253 —	1/4	254 —	3/4
Genova sconto	4 p.	0/0	—	—
Francoforte S. M.	206 —	—	—	—
Lione	99 70	—	99 90	—
Londra	25 30	—	25 47	1/2
Milano	99 —	—	99 30	—
Parigi	99 75	—	—	—
Torino sconto	4 p.	0/0	—	—

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra		Vendita	
Doppia da 20 L.	20 01	—	20 05	—
— di Savoia	20 00	—	20 07	—
— di Genova	79 10	—	79 38	—
Sovrana nuova	35 —	—	35 10	—
— vecchia	34 75	—	34 95	—
EROSO misto				
Perdita	3	50	p.	0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

www.internetculturale.it

CORSO NORMALE

SETE		di Piemonte proprio		delle altre Provincie		Aumento per le Merci distinte	
	Denari						
	10—11						
	11—12						
GREGGIE . .	12—13	65	25		65		
	14—15						
	16—20						
	20—21	75					
	21—22	74					
	22—23	73	50				
	23—24	73					
	24—25	72	50	72	25		
ORGANZINI	25—26	72					
	26—27	72					
	27—28	71					
	28—30	70	25				
	30—32						
	32—36				67	50	
	36—40						
	70—22						
	22—24						
	24—26						
TRAME . . .	26—28						
	28—30						
	30—32						
	32—36				62	50	
	36—40						

BORSA DI PARIGI *del 22 marzo.*

Il 5 0[0 aperto a 100, 20, chiude a 100.25.
Il 4 1[2 0[0 aperto a 100, 50, chiude a 101.
Il 3 0[0 aperto a 70 25, chiude a 70, 50.
Il 5 0[0 piemontese (c. R.) aperto a 96, 50, chiude a 96, 25.
Le azioni della Banca di Francia a 2695.

STRADA FERRATA
da TORINO per VERCELLI a NOVARA

Il numero delle azioni sottoscritte eccedendo di gran lunga quello fissato coll' art. 5 del Programma del 22 dicembre ultimo per la costituzione della Società, cioè le 4,000, il Comitato centrale promotore

INVITA

Tutti i sottoscrittori delle azioni ad intervenire personalmente o per mezzo di procuratore speciale all' adunanza che avrà luogo *in Torino il giorno 30 del corrente marzo, alle ore 11 del mattino*, nel **Palazzo di Città, che viene graziosamente messo a disposizione** per stipulare l' atto di costituzione della Società ; quelli che non vi interverranno , s' intenderanno aderire a quanto si farà dagli intervenuti.

Pel Comitato
Il Vice-Presidente PIETRO BOSSO.

STATISTICA GIUDIZIARIA
CIVILE , COMMERCIALE
E DEL CONTENZIOSO AMMINISTRATIVO
DEGLI STATI SARDI
PER GLI ANNI 1849-1850

TIPOGRAFIA EREDI BOTTA

Per dare a questa compilazione officiale la pubblicità richiesta dall' interesse, che tutte le classi di cittadini aver possono a prenderne conoscenza, venne permesso all' editore Giacomo Botta di metterne in vendita alcuni esemplari al semplice prezzo di costo. Essi si troveranno vendibili presso il medesimo Botta, tipografia della Camera dei Deputati nel Palazzo Carignano , e presso il libraio Pietro Marietti sotto i portici di Po, accanto la R. Università.

Prezzo d'ogni esemplare L. 10.

Presso i Librai PIANCA e SERRA
trovasi vendibile al prezzo di L. 5
IL DIZIONARIO ITALIANO FRANCESE
E
FRANCESE-ITALIANO
estratto da quello dell' ab. Alberti. Due grossi volumi formanti circa 1000 pagine, che anche in vista della tenuità del prezzo raccomandiamo agli studiosi della francese favella.

UNICO DEPOSITO
CAFFÈ BURLET DI SANITA

Miele vergine di Spagna , Sagou , Ervalenta , Orzo *perlé*, Tapioca, Senapa bianca medicinale, Candele Milly e di Sego di superiore qualità, presso Porporati ed Arnosio, droghieri , via di Po , isola dell'Ospizio di Carità.

DA VENDERE per L. 1,400

PIANO-FORTE verticale, a *grand oblique* , d'Erard. Dirigersi al droghiere Delodi , piazza Vittorio , n. 11.

DA AFFITTARE

pel prossimo S. Michele, Porta Susa, Borgo S. Donato, 6, APPARTAMENTO di sette od otto membri al secondo piano, con giardino e rimessa o senza ; e

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Altro ALLOGGIO al 1.° piano di quattro membri. Dirigersi ivi al proprietario al 2.° piano, od al negozio Fiorio, in Dora Grossa, accanto al num. 13.

DA AFFITTARE

CASA di campagna con ampio fabbricato, situata sui colli , distante 2 chilometri circa da Torino , decentemente arredata, ed utensili di cucina, majoliche e vetri, con cappella , scuderia e rimessa

Recapito al signor Lasagno, orefice in Dora Grossa, vicino piazza Castello, rimpetto al Caffè.

DA AFFITTARE

In via di Po , num. 5 , piano 3.° ,
APPARTAMENTO di 10 membri, tappezzato e plafonato a nuovo, ammobigliato con lusso, con tappeti nuovi inglesi , mobili nuovi di mogano , con vista in via di Po e prospetto di piazza Vittorio.
Visibile da mezzogiorno alle 2.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

MEMORANDUM
STORICO POLITICO
DEL CONTE
CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA ,
Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri
del RE CARLO ALBERTO
dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847.

Torino 1852, un bel volume in-8° grande di 600 pag.
Prezzo L. 10.

Vendita di Piante

L'Amministrazione del R. Spedale Generale della Carità di questa capitale deduce a pubblica notizia , che il 1.° del prossimo aprile , alle ore 10, nella sala delle sue solite adunanze (via di Po , n. 24), esporrà venali agl' incanti, in un solo lotto, le infradescritte Piante, sul prezzo di L. 815, mediante l'osservanza del relativo capitolato approvato dall' Intendenza Generale della presente Divisione col Decreto 19 corrente , di cui si darà visione nella Segreteria del detto R. Spedale, nei giorni e nelle ore d' ufficio.

INDICAZIONE DELLE PIANTE IN N.° DI 41
esistenti nei beni aggregati alla Cascina detta del Villaretto , situata in territorio di questa Città , distretto del Villaretto, *regione Bosco degli Olmi* :

Roveri	Num. 6
Albere	» 30
Pioppi	» 1
Ciriegi	» 2
Olmi	» 2

Come sovra Num. 41

Continuazione di
VENDITA VOLONTARIA

Venerdì , 26 del corrente, nella Casa Mestrallet, via Alfieri , già S. Carlo, num. 11, piano terzo, in continuazione degli intrapresi incanti , si esporranno in vendita l'argenteria , l'orificeria , lingeria , vini imbottigliati di varie qualità, e varii altri effetti mobili di casa, il tutto caduto nell'eredità del sig. Carlo Schioppo fu Michele Antonio, ed a favore degli ultimi migliori offerenti, mediante pronti contanti.

AL NEGOZIO
DA COTONI, LANE E LINI FILATI
di R. CARISIO-BRUNETTI e FIGLIO

Assortimento di **lini torti** , crudi ed imbianchiti , e **cotoni inglesi** per i lavori all' *ago* ed al *crochet*: **calzetti** di filo e di cotone, **bava, fioretto , tele** bianche di cotone e tinte per mobili, **coperte** operate e diversi altri oggetti relativi alla corrente stagione , a modici prezzi.

Via S. Domenico, **1**, *rimpetto la porta grande della chiesa*

Plus de FEU aux Chevaux !
(25 ans de succès).

Le Liniment Boyer , remplaçant le feu, sans laisser des traces de son emploi, guérit d'une manière sûre et prompte les bolteries récentes ou anciennes, les entorses, foulures, écarts, molettes, fai blesse de jambes, etc. — Dépôt à Turin , chez M.r Mazzucchetti, où l'on peut se procurer des prospectus.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi , in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha , di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

AVVISO

Il solo deposito dei ferri , lastra e lavori in ghisa di tutte le qualità, della R. Manifattura di Crean in Savoia, delli Tardy fratelli e C. , finora esistente in via Alfieri (già S. Carlo,) casa d'Austria, n. 5, è stato traslocato nella medesima casa, via della Provvidenza, 20.

MUTUO

Di L. 70[m. in una o più rate, per le quali si darebbe lata ipoteca su di una casa in Torino.
Recapito dal notaio Perotti , vicolo di S. Maria, n. 3.

TRASFERTA

Il magazzino da carta di Carlo Passarino , è trasferto in casa S. Secondo , angolo delle vie dei Mercanti e del Monte di Pietà.

DA VENDERE

TINTORIA bene avviata in questa città , ed ampiamente fornita di tutti gli utensili necessarii al suo esercizio. — Per le opportune informazioni dirigersi ai proprietarii in casa Beltrami , accanto alla chiesa della Gran Madre di Dio.

DA VENDERE

CASCINA di ettari 34 (giorn. 88 circa) tra campi , prati , vigna e boschi , distante chilometri 20 circa (miglia 8) da Torino, con caseggiato civile, rustico, e strada carrozzabile. — Dirigersi al causidico Migliassi, sostituto al caus. coll. Tricerri, via S. Dalmazzo, n. 14.

CARBONIZZAZIONE DEL LIGNITE
COI SEGRETI DEL SIG. J. J. GUILLET, CHIMICO A CIAMBERI ,
PRIVILEGIATONE DA VARII GOVERNI

SOCIETA' CENTRALE TORINESE *(madre)*
Nominata dal detto sig. Guillet , munito di R. Brevetto, secondo la Gazz. Ufficiale di Savoia dell'8 marzo 1852

Nominazione dei Direttori delle Società Provinciali (figlie) dalla detta Società centrale

Art. 1.° Li signori Segretari d'ogni Consiglio Municipale di Susa, Pinerolo, Saluzzo, Cuneo, Acqui, Alba, Novi, Asti, Alessandria, Casale, Tortona, Voghera, Lanzo, Biella, Ivrea, Chieri, Vigevano, Mondovì, Vercelli, Novara, Mortara, Pallanza, Domo d' Ossola, e Varallo sono nominati Direttori delle rispettive Società Provinciali (figlie) per la compra, Carbonizzazione, vendita o spedizione a questa Società (madre) del Lignite.

Art. 2.° Il benefizio sulle vendite del detto Lignite, già riconosciuto molto considerevole, producendo in Savoia il 90 per 0[0 e più, sarà ripartito:

1[3 al sig. Guillet suddetto come autore dei detti secreti e direttore generale di tutte le Società che si formeranno in Europa per dette imprese;

1[3 a questa Società centrale (madre).

1[3 resterà ad ogni Società Provinciale (figlie) dette succursali.

Art. 3.° Li detti Segretari Direttori , o chi per essi si presenteranno nel mese di maggio prossimo alla Direzione di questa Società centrale Torinese , contrada della Zecca porta n. 8 , per prendervi li detti secreti della Carbonizzazione e copia del regolamento di tutte le operazioni d' ogni Società Provinciale e di questa Centrale, come pure una quantità delle sue azioni di L. 50 caduna ; non che i libri per la contabilità di dette operazioni. Intanto gli notificheranno (franco) le carriere di Lignite che sono già scoperte in caduna loro provincia. Tali notizie si ricevono anche da chiunque non senza essere ricompensato dalla Società Centrale.

I membri di detta Società Centrale:
Ponzio, maggiore in ritiro, già Commissario di Leva a Ciamberi, Direttore della Società Torinese.
Radice, negoziante e spedizioniere, sotto Direttore e Cassiere.
Ferri, chimico Ispettore e Relatore.
Ponzio figlio, segretario.

Società Centrale Torinese.

Serve di ricevuta pel pagamento fatto dal sig. di lire 50 per un'azione di cui vale la presente dopo la sua sottoscrizione dai Membri della Società coll'interesse del 6 per 0[0 dal primo luglio 1852.

Torino, il 185
Il Cassiere *L' Ispettore* *Il Direttore*
e sotto Direttore *e Relatore* firm. C. PONZIO.

Num. azione di L. 50

Registrata al Controllo della Società, via della Zecca, n. 8.
Il Segretario

NB. Vi sono ancora altre Società centrali a Genova , in Sardegna , a Nizza , a Parigi , a Londra , a Liverpool , a Zurigo per tutta la Svizzera , a Lione , a Marsiglia , a Livorno , a Milano, a Parma ed in altri Stati.

La Società principale di tutte le centrali è a Ciamberi col suo capo il sig. Guillet.

La destinazione delle azioni è la seguente ;

Alle LL. MM. i Sovrani dell' Europa	N° 200
Ai Principi , Ministri , Ambasciatori , Senatori e Deputati a Torino	» 200
Ai Direttori delle Società centrali e provinciali . . .	» 300
A disposizione di questa capitale	» 300
Totale delle azioni . . .	N° 1000

L'Accademia delle Scienze di Torino ha dichiarato che questa Carbonizzazione era una nuova sorgente di ricchezze per le nazioni che hanno del Lignite ; V. *Gazzetta Piemontese* delli 20 gennaio 1852.

Il sig. Guillet ha diggià offerto alla città d'Aix (Savoia) di fornirgli col suo carbone di Lignite, ora destinato per tutti gli usi delle famiglie, caffè ed altri luoghi , il gaz per l' illuminazione ; e così tutte le città del Piemonte avranno anche al più presto tale benefizio con poche spese. V. il giornale *Il Nettuno* (Savoia) di febbraio 1852.

AVIS

La place de Médecin des Pauvres et de l'Établissement de la fontaine et des Bains de St-Vincent (Aoste) étant vacante, quiconque aspire à cet emploi s'adressera à M.r le Syndic dudit lieu, avant le 30 avril prochain ; le traitement est de fr. 550 outre l'habitation. — S'adresser au Secrétaire de la Commune pour de plus grands éclaircissements.

DEPOSITO DI VINI DI FRANCIA

Piazza Maria Teresa casa Castellengo n. 30.

Qualità superiore L. 20 per ogni brenta od ogni 50 litri.
Seconda qualità avvantaggiata L. 16 id. id.

DA AFFITTARE

Un CASINO nel nuovo borgo di S. Salvario. Dirigersi al not. Turvano via S. Teresa, n. 10.

TEATRI D'OGGI

REGIO (ore 7) Opera : i PURITANI — Ballo LA BELLA FANCIULLA DI GAND, composto dal coreografo A. Cortesi.
CARIGNANO (ore 7 1[2) La dramm. Comp. Reale recita: *Tre Passioni.*
D'ANGENNES (ore 7 1[2) Compagnie française : — *Midi à 14 heures.*
SUTERA (ore 7 1[2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Scaccomatto.*
GERBINO (ore 7 1[2) Opera : — *Roberto Dèvereux.*
DA S. MARTINIANO (ore 6 1[2) Si recita: — *La casa bianca*
GIANDUJA (ore 7 1[2) Si recita : *Il genio della notte.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

INTERNO

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI VERCELLI

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell' 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvertito, che alle ore dieci del mattino dei giorni di martedì (6) di venerdì (9) e di martedì (15) del mese di aprile prossimo venturo si procederà in una delle sale di quest' ufficio d'Intendenza Generale, con intervento ed assistenza del signor Direttore dell'Insinuazione e Demanio, o di chi per esso, ai pubblici incanti pei successivi deliberamenti in favore degli ultimi migliori offerenti, ed all'estinzione delle candele vergini, della vendita dei beni Demaniali descritti al num. 101 dello stato annesso a detta Legge, e consistenti negl' infraccennati dodici lotti; i quali formano parte dei 57 lotti, di cui nel precedente tiletto delli 22 ottobre 1851 rimasti indeliberati:

Della Cascina Demaniale detta la Commenda di San Giacomo (posta sull'territorio di Pezzana)

pervenuta al Demanio dello Stato dalla Commenda di Malta, ed ora affittata con istromenti delli 29 e 30 luglio 1850, rogati Bistolfi, per anni nove consecutivi cominciati li 11 novembre stesso anno, cioè il 1.° lotto affittato a Saviolo Domenico, da cui l'acquisitore avrà diritto d'esigere l'annuo fitto di . . . L. 355 26

Il 16 a Ferraris Carlo . . . idem di . . . » 164 15
Il 17 allo stesso . . . . . idem di . . . » 251 70
Il 18 a Palmaro Carlo . . . idem di . . . » 99 67
Il 19 allo stesso . . . . . idem di . . . » 279 38
Il 26 allo stesso . . . . . idem di . . . » 293 49
Il 27 allo stesso . . . . . idem di . . . » 193 81
Il 30 allo stesso . . . . . idem di . . . » 553 76
Il 34 allo stesso . . . . . idem di . . . » 44 50
Il 35 allo stesso . . . . . idem di . . . » 485 90
Il 36 allo stesso . . . . . idem di . . . » 504 57
Il 37 allo stesso . . . . . idem di . . . » 243 65

La vendita di detti lotti formati dal sig. geometra Maioni con analoghe perizie del 12 gennaio 1851, ridotte ai prezzi qui sotto rispettivamente indicati, verrà esposta all'asta pubblica nei giorni suddetti, e nel modo seguente, cioè:

I lotti 1, 16, 17, 18, 19, 26 nel giorno di martedì (6 aprile prossimo).

I lotti 27, 30, 34, 35, 36, 37 nel giorno di venerdì (9 aprile prossimo).

Nel giorno poi di martedì (13 aprile suddetto) riuniti tutti i lotti in un solo, verranno esposti di nuovo all'asta pubblica cumulativamente e deliberati al miglior offerente all'estinzione sempre della candela vergine sulla somma complessiva composta dei prezzi risultanti dai primi deliberamenti provvisorii in quanto ai lotti deliberati, e dei prezzi delle perizie in quanto a quelli che fossero rimasti indeliberati; in mancanza di offerte maggiori di detta somma complessiva staranno fermi i seguiti deliberamenti parziali.

Designazione dei Lotti

(Posti tutti sul territorio di Pezzana)

Lotto 1. Due pezze di terreno, di cui la prima parte a bosco, parte coltivo, e parte a stagno: la seconda parte a bosco, e parte coltivo, esse sono ubicate in cadastro alla sezione L, Regioni Palestrina e Giarino, si compongono di ettare 4 60 08, e sono estimate a . . L. 4833 »
« 16. Pezza coltiva, sezione E, regione Pezzolo di ettare 1 20 40, estimata a . . . . . » 2700 »
» 17. id. sezione E, regione Pezzolo di ettare 1 86 87, estimata a . . . . . » 4140 »
» 18. id. sezione F, regione Rolazze di ettare 0 48 21, estimata a . . . . . » 1620 »
» 19. id. sezione E, regione Pianche di ettare 1 93 45, estimata a . . . . . » 4500 »
» 26. id. sezione E, regione Pozzolo o Pianche di ettare 1 74 12, estimata a . . . . . » 4770 »
» 27. id. sezione A, regione Valle delle Pezze o Brusero di ettare 1 47 37, estimata a . . » 3150 »
» 30. id. sezione A, regione all'Abbadia o Pontosco di ettare 2 38 09, estimata a . . » 9000 »
» 34. id. sezione A, regione in Villa o Guarda Vacino di ettare 0 10 98, estimata a . . » 720 »
» 35. id. sezione E, regione Pontasso o Pianche di ettare 2 22 91, estimata a . . . . . » 7897 50
» 36. id. sezione E, regione Pontasso o Pianche di ettare 1 35 71, estimata a . . . . . » 4950 »
» 37. Casa in Pezzana, sezione A, regione Valvicino di ettare 0 09 81, con corte ed aia, composta d'una gran camera al pian terreno e superiore maggazzino, stalla con 4 fenili, pollaio, due tettoie, grottino e camerino superiore, due altre tettoie e pozzo d'acqua viva; pezza ad orto annessa, regione in Villa, sezione A, di ett. 07 90, il tutto estimato a . . . . » 3960 »

L'asta sarà aperta, come si disse qui sopra, a lotti riuniti.

Le offerte in aumento non potranno essere minori pel lotto 1, 16, 17, 19, 26, 27, 36 e 37 di L. 25; pel 18 e 34 L. 10, e pel 30 e 35 L. 50.

Gli aquisitori dovranno osservare gli affittamenti in corso sovraccennati, ed avranno diritto di esigere dai rispettivi affittavoli la quota di fitto corrispondente agli effetti acquistati, si, e come meglio viene specificato nei relativi capitolati.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'uffizio procedente, ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istrumento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nei capitolati approvati dall'Azienda Generale di Finanze il 15 ottobre ultimo scorso, e dei quali non che della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest' uffizio d'Intendenza generale.

Vercelli, il 26 febbraio 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza generale
Il Segr. Capo D. Tiscornia.

R. INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI ALESSANDRIA.

Avviso d'Asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno di lunedì 19 aprile p.v. si procederà in una delle sale di quest'uffizio d'intendenza generale, con intervento ed assistenza del sig. Direttore dell' Insinuazione e Demanio, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell' ultimo miglior offerente, ed all' estinzione della candela vergine, della vendita dei beni Demaniali descritti alli numeri 1 e 4 dello stato annesso a detta Legge, e consistenti:

Due case provenienti dal Demanio Francese, situate in Alessandria, coll'entrata comune nella contrada maestra che va al ponte del Tanaro, poste sotto i numeri di mappa 3118 e 3119, e parte del 3145, alli quali confina a levante detta contrada maestra, a mezzogiorno il piazzale del ponte Tanaro, al nord casa degli eredi Ferraris e a levante altra casa demaniale, detta casa Garonee e consistenti cioè:

La prima, nominata casa Rossi, si compone a pian terreno di una bottega, con retro bottega e sottoposta cantina; al primo piano di tre camere ed un camerino, di altrettante al secondo piano e di tre solai morti.

La seconda, chiamata casa Castellani, è composta di tre camere con cantina al piano terreno, di tre camere al primo piano, e di altre tre al secondo.

Sono annesse a queste due case un cortiletto, la corte grande le latrine, magazzeno, non che il pozzo d'acqua viva.

La prima, cioè casa Rossi, è affittata a Luigi Coscia per anni 9 consecutivi cominciati al 10 marzo 1851 per l' annuo fitto di lire 405, come da scrittura privata del 23 giugno 1850.

La seconda, detta Castellani, è affittata a Giuseppe Bigiorno, d' anno in anno, a partire dal 1 marzo, per l'annua somma di lire 240, come da scrittura privata dei 18 febbraio 1845, le quali locazioni sono e si dichiarano sciolte e finite a tutto agosto 1852, come da giudiziali congedi validamente intimati.

L'Asta sarà ora aperta sul prezzo d'estimo di lire 14,000, a tanto ridotto il primo prezzo di lire 15090 portato dalla perizia compilata dal sig. architetto Valisone Leopoldo li 14 gennaio 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 100.

Per essere ammessi a prender parte all'asta, ed a far partiti in aumento gli aspiranti dovranno prima dell' ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall' uffizio procedente; ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l' immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l' aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l' immobile sarà deliberato, sono fissati in giorni venti successivi a quello del deliberamento (i quali scadranno a mezzodì del 10 vent. maggio), e tale aumento avendo luogo si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali; la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento vien ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l' integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istrumento.

La vendita è inoltre vincolata all' osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale delle Finanze li 10 marzo corr. mese e del quale, non che della perizia d' estimo, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest' uffizio d' Intendenza generale.

Sono a carico dell'Acquisitore le spese degli incanti infruttuosi seguiti il 30 giugno 1851.

Alessandria, li 15 marzo 1852.

Per detto uffizio d' Intendenza generale
Il segretario capo G. Bistolfi.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Avviso.

Con atto del 20 andante mese essendo stato deliberato per la somma di L. 57,200, il podere demaniale detto di San Pietro di ettari 29,48,60, sito nei territorii di Racconigi e Casalgrasso, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d' asta del 16 scorso febbraio, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono ai mezzodì del giorno di venerdì 9 venturo aprile.

Saluzzo, il 20 marzo 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza
Il segr. G. B. Calandri.

FALLIMENTO

di Reverdino Lorenzo e Manzone Giuseppe, commercianti di stoffe in cotone in Torino, ed a Chieri.

Si avvisano i creditori dei predetti Reverdino e Manzone di rimettere nel termine di giorni 20 ai signori Berruto Giovanni a Chieri, e Gonetti Vincenzo in Torino, sindaci definitivi di questo fallimento, od alla Segreteria del Consolato in Torino, i loro titoli di credito colla nota indicante la somma di cui si propongono creditori, e di comparire personalmente, o per mezzo di mandatario, il 16 del prossimo aprile, ed alle ore 12 meridiane, in una sala del Consolato anzidetto, avanti l' ill.mo signor congiudice avvocato Giacomo Vischi, giudice commissario, all' oggetto della verificazione dei crediti medesimi, in conformità della legge commerciale.

Torino, il 18 marzo 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

FALLIMENTO

di Vallino Giovanni, commerciante in chincaglierie e mercerie in Torino, contrada di Po, casa della Regia Università degli Studi, isola di S. Francesco di Paola.

Verificazione dei crediti.

Si avvisano i creditori di detto Vallino di rimettere fra giorni 20 ai signori causidico Carlo Magnago ed Emilio Lenormand, sindaci definitivi, od alla Segreteria dell' eccell.mo Magistrato del Consolato in Torino, i titoli dei loro crediti colla nota indicante la somma di cui si propongono creditori, e di comparire quindi personalmente, o per mezzo di mandatario, in una sala del prefato Magistrato, avanti l' ill.mo signor congiudice Vischi, giudice commissario, il 14 del prossimo aprile, ed alle ore 9 di mattina, pella verificazione dei crediti, a termine di legge.

Torino, il 12 marzo 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Con atto 24 corrente marzo, passato nella segreteria del R. tribunale di prima cognizione in questa città sedente, la congregazione di carità del comune di Rivalta, debitamente autorizzata con R. decreto 14 pure andante mese, dichiarò, per mezzo del suo procuratore speciale infrascritto d' accettare unicamente col beneficio dell'inventario, l'eredità lasciatale dal sig. Giuseppe Bionda, resosi defunto in quel comune sua patria e domicilio, in aprile 1851, colle sue ultime testamentarie disposizioni apertesi con atto 17 stesso mese, rogato Boglione.

Cav. not. Carlevaris.

NOTA.

Per gli effetti di cui all' art. 2303 del vigente codice, si notifica avere il signor Massarotti Francesco fu Giovanni, di questa città, sotto il 24 ottobre 1849, ed al vol. 51, art. 25996, fatto trascrivere l' instromento in data 22 settembre antecedente, al rogito del notaio Albasio, col quale li Cambiaggio Maria fu Pietro, Antonio e Pietro fu Giuseppe, madre e figli Vigna, residenti sulle fini di Torino, luogo detto di Lucento, ad esso vendettero li beni infradescritti, che in detto luogo possedevano, cioè: regione Chiabotto, podere di are 52, metri 14, centim. 49, tra la casa rurale, aia, orto, campo e prato, indicati alla mappa, sezione n. 31, e della mappa 101, 103, 104, 105, 106, 121, confinanti alla strada di Lucento altra strada detta dei Molini, non che li signori Massone e Giuseppe Giustetti.

Torino, il 20 marzo 1852.

Zanotti caus. coll.

NOTA

Nel giudicio di graduazione promosso dal sig. Sabbato Fubini, avanti il R. tribunale di prima cognizione di Torino, sul prezzo dei beni subastati a pregiudicio delli signori Vittorio, Gaudenzio, Vincenzo e Luigi, fratelli Giaccone, di detta città, e deliberati al sig. Luigi Buttin, per L. 15,700, di un terreno fabbricabile, di are 13, centiare 87, posto su questo territorio, distretto di San Salvario, e distinto in cadastro con parte del num. 105, nella sezione 47, essendosi deputato a relatore l'ill.mo sig. giudice Pellegrini, questi con decreto 25 novembre ultimo scorso dichiarava aperto tale giudicio, ingiungendo i creditori tutti aventi diritto agli stabili di che si tratta, o sul prezzo, a produrre i loro titoli alla segreteria del prelodato tribunale nel termine di un mese successivo alla notificazione a farsi loro al domicilio nelle rispettive inscrizioni eletto.

Torino, il 20 marzo 1852.

Manara sost. Castagna.

NOTA

Ad instanza di Giuseppe Colombetti, ammesso al beneficio de' poveri, il regio tribunale di prima cognizione di Torino, con declaratoria dell' 11 febbraio prossimo passato, mandò assumere informazioni intorno all' assenza del di lui fratello Luigi Fortunato Romualdo Colombetti del fu Paolo, già residente in questa capitale.

Torino, il 20 marzo 1852.

Martelli sost. proc. de' poveri.

www.internetculturale.it

NOTA

Si notifica a chi di ragione essere deceduta in questa città, il 9 novembre 1851, la signora Carolina Olivassi vedova del negoziante cappellaro Luigi Arnaud, previo il di lei testamento pubblico del 26 settembre precedente, ricevuto dal notaio sottoscritto, con cui dividendo la di lei eredità in altrettanti legati, fra i quali lasciava a favore di tutte le di lei cugine, e del detto di lei marito lire cento caduna da pagarsi fra un anno successivo al di lei decesso, senza interessi, nominando a di lei esecutore testamentario il sig Vincenzo Eveque, il quale si uniformava al disposto dalla R. legge prestando la debita sottomissione e faceva quindi procedere all'inventario dell'eredità di cui si tratta per opera del notaio sottoscritto delegato dalla stessa testatrice.

L'esecutore testamentario invita perciò chiunque pretenda avere il grado di parentela suddetto colli detti giugali Arnaud, di farne fede presso il notaio sottoscritto, colla presentazione di altrettanti atti di notorietà appoggiati ai rispettivi alberi genealogici comprovanti la loro qualità, fra tutto il mese di aprile prossimo, venturo, in difetto egli diverrà alla distribuzione della somma sopravanzante per la soddisfazione di tali legati.

Torino, li 20 marzo 1852.

Notaio Ignazio Maria Castelli.

NOTA

Con atto del 4 ottobre 1851, rogato Signoretti, il sig. cavaliere Clemente Verasis Asinari di Costigliole e Castiglion-Tinella, ha fatto acquisto dal sig. Carlo Gioachino Lessona del corpo di casa situato in Torino al Borgo Nuovo, contrada dell'Arco, colla porta n. 6, e portina 4 *bis*, a cui sono coerenti a levante il sig. Lessona venditore, a mezzodì il conte Albertengo di Monasterolo, a ponente la via dell' Arco, ed a notte lo stesso Lessona, pel prezzo di lire 256,000.

Tale atto venne consegnato all'uffizio delle ipoteche di Torino sotto la data 16 marzo 1852, e registrato al vol. 54, art 27206.

Torino, il 17 marzo 1852.

Domenico Signoretti R. not. coll. e certif.

NOTA

Con decreto dei 6 marzo corrente, il sig. Ciaretta, giudice presso il R. tribunale di prima cognizione di questa città, relatore a tal uopo nominato, ha dichiarato aperto il verbale di graduazione sul prezzo dello stabile dal sig. Vittorio Aubert, acquistato dal signor notaio Giovanni Matteo Leone,per la somma di L. 10,000;

Ed ha ingiunto tutti li creditori aventi diritto sul prezzo medesimo a produrre li rispettivi loro titoli alla segreteria del suddetto tribunale entro il termine di un mese, a norma della legge.

Torino, il 17 marzo 1852.

Scotta sost. Scotta.

NOTA

Il tribunale di prima cognizione in questa città sedente, all'udienza del 5 aprile prossimo ed alle ore 9 del mattino, procederà al secondo incanto e definitivo deliberamento dei seguenti stabili situati sul territorio di La-Cassa, ai patti e condizioni dal relativo bando apparenti:

1. Bosco, regione alla Taglia, col n. 10 di mappa, coerenti a levante eredi Pietro Gherra, a mezzogiorno Bonino Giovanni ed eredi Massa Gio. Batt., di are 26, cent. 28 (tav. 69);

2. Altro bosco, regione al Col di Mezzo, alli numeri di mappa 526, 130, e 31, coerenti a levante li fratelli Bonino, ed eredi Gio. Batt. Massa, a mezzogiorno il ritano della Comba Grande e Tommaso Giordanino, e fratelli Galetti, a ponente li fratelli Bonino, ed a notte Giacomo Gabutti, di ettari 2, are 8, cent. 46, (tav. 547) e così in totale ett. 2, are 34, cent. 72 (tav. 656,)

L'incanto verrà aperto in un sol lotto sul prezzo di lire 250 offerto dal sig Gio. Batt. Dellaferrera instante.

Torino, il 10 marzo 1852.

Angelo Baretta sost. Baretta caus. coll.

NOTA

Per gli effetti, di cui all' art. 2303, i fratelli Crosa avvocato Saverio ed uffiziale Vincenzo fu Angelo dichiarano di avere acquistato da Bordino Giovanni fu Agostino ed Agostino, padre e figlio, residenti ora a Caselle, ora a Brandizzo, i seguenti stabili:

1.° Con atto, rogato Ferreri, a Chivasso, il 12 agosto 1840, debitamente ivi insinuato, are 57 (tav. 450) circa in detto territorio, regione tra le vie di Ceresa e di Corbetta, parte dei num. di mappa 3852, 53, 55, coerenti a mane Comoglio Giovanni, a sera eredi Pautasso; ivi, regione Cerca o Secchi, al n. 1081, are 87 (tav. 226) circa, consorti a mane Gualla Angelo, a giorno i fratelli Frola;

2° Con atto 26 febbraio 1844, rogato Ferreri, are 27 (tav. 70) circa, prato in territorio di Brandizzo, ove non vi è mappa, regione Rampilotto, coerenti a mane gli acquisitori, a giorno Battista Bonadè ed a notte marchese di Meana.

Gli acquisti di cui nel primo atto vennero trascritti all' ufficio delle ipoteche di Torino il 10 ottobre 1840, al vol. 35, art. 20232, ed il secondo il 20 marzo 1852, vol. 54, art. 27214.

NOTA

Con instromento del 30 gennaio 1852, rogato Perotti notaio collegiato in Torino, li Nida Martino e Pietro Domenico padre e figlio, di Rivarolo, fecero vendita al signor Vallosio Domenico, fu Giuseppe, residente a Rivarolo, del sotto tetto, ossia solaio esistente al secondo piano della casa da essi Nida posseduta in Rivarolo Canavese, quartiere di S. Michele, coerenti lo stesso Vallosio, l'aja comune, a sera i venditori per altra parte di casa, ed a notte le così dette Cozzere comunali, pel prezzo di lire 250.

Tale atto venne trascritto all'uffizio delle ipoteche di Torino il 16 febbraio 1852, sul registro alienazioni, vol. 54, art. 27143.

Notaio coll. Perotti.

NOTA

Sull' instanza della signora Angela Borrone moglie in oggi del sig. maggiore Pietro Blan, tanto nell'interesse suo particolare, che delli creditori tutti di Giuseppe Aghemo, debitamente a ciò autorizzata, il tribunale di prima cognizione di questa città con suo verbale del 27 scorso febbraio, fissava l' udienza, che terrebbe il 13 prossimo aprile per il secondo incanto, e definitivo deliberamento degli stabili caduti nel giudizio di cessione di beni del detto Giuseppe Aghemo, situati sul territorio di Moncalieri, al prezzo ed alle condizioni di cui nel relativo bando venale del 21 scorso gennaio, nel quale sono detti beni descritti e coerenziati.

Torino, il 24 marzo 1852.

Garneri proc. coll.

NOTA

All'udienza di questo Tribunale di prima cognizione del due aprile prossimo avrà luogo il secondo incanto degli stabili situati in territorio di Ternengo, che si subastano in odio di Ceria Amedeo fu Giuseppe e di varii terzi possessori, come in precedente inserzione.

Biella, il 10 marzo 1852.

Dionisio sost. Dematteis caus. coll.

NOTA

Con instromento del 19 luglio 1847, relativo ad altro di deliberamento 12 marzo stesso anno, ambi rogati Mossi, segretario della giudicatura mandamentale di Casale, il sig. Francesco Fantazini fu altro Francesco, nato a Borgomanero e dimorante in Casale, fece acquisto dai signori Giovanni fu Pasquale e Francesco fu Giuseppe, zio e nipote Loglio, di detta città di Casale, di

Un Corpo di Casa posto in Casale, ove non vi è mappa, cantone Settentrione, contrada dei Montoni, numero civico 10, consorti Giuseppe Martinotti, fratelli Diana, Francesco Porzio, Felice Fusano, contrada suddetta, eredi di Sebastiano Coppo, per L. 7,050.

L'atto d' acquisto fu trascritto il 4 marzo 1852 all' ufficio delle ipoteche di Casale, volume 15, art. 104 delle alienazioni.

Notaio coll. e certif. Luigi Galleani

Con instromento del 31 gennaio 1852, rogato Galleani, notaio certificatore in Casale, il signor Evasio Borgo del fu Gioanni Battista, nato ed abitante in Casale, fece acquisto da Gio. Battista Merlo fu Francesco, nato a Castelletto-Merli ed abitante in Casale, di

Un Corpo di Casa situato in Casale, ove non vi è mappa, composto di 8 camere, due cantine, un solaio e due cortili con sue ragioni d' acqua viva, cantone di Levante, contrada dei Giardini, al numero civico 5, a cui coerenziano attualmente il Capitolo della Cattedrale di Casale, l' Ospedale di Carità pure di Casale, gli eredi di Carlo Mazzola e la suddetta contrada, per L. 2,013, 30.

L' atto d' acquisto venne trascritto il 26 febbraio 1852 all' ufficio di conservazione delle ipoteche di Casale, vol. 15, art. 100 delle alienazioni, precedente registrazione al vol. 164, casella 443 del registro generale.

Casale, il 6 marzo 1852.

Notaio coll. certif. Luigi Galleani.

NOTA

Con instromento del 23 febbraio 1852, rogato al notaio sottoscritto, il sig. farmacista Agostino Camillo Perino, fu Pietro, nato e residente in Pinerolo, vendette al sig. Stefano Maria Giuseppe Filliol, sotto commissario di guerra, del fu Stefano, esattore dei Regi tributi, nato e domiciliato a Fenestrelle, un corpo di casa, con corte e giardino, situati in Pinerolo, in un vicolo attinente alla contrada del Pino, in mappa a parte del num. 544, ed ai numeri 555, 555, sezione Z, della superficie di are 4, 97, uguali a tavole 13, coerenti a levante eredi del sig. professore Lorenzo Armandis ed il sig. nobile Ottavio Cardonat, a giorno eredi della signora marchesa Luserna di Rorà, e detti eredi Armandis, a ponente la signora contessa Luigia Pelletta di Cortanzone, nata Ghighetti, ed a notte detto sig. Cardonat, ed il sig. canonico Spirito Dondona, per il prezzo di lire 11,000.

Detto atto venne trascritto all' uffizio delle ipoteche di Pinerolo il 9 marzo 1852, vol. 22, art. 221.

Pinerolo, il 10 marzo 1852.

Donato Giuseppe Boiral not. coll. e certif.

NOTA

All'udienza che sarà tenuta dal R. tribunale di prima cognizione di Pinerolo, il 15 aprile prossimo venturo, avrà luogo il secondo incanto e successivo deliberamento dei beni che ad instanza della Veneranda Congregazione della Missione di Torino verranno subastati alli Lorenzo, Leone, Orso, Caterina, Giovanna, Carlotta e Margherita, fratelli e sorelle Falco, fu Francesco Barnaba, debitori principali, e Gio. Batt. Falco fu Lorenzo, terzo posecessore.

Li detti beni consistono in casiamenti, prato e bosco, ed il loro incanto si aprirà sul prezzo di L. 800, non stato aumentato, e sotto l'osservanza dei patti contenuti nel relativo bando venale.

Pinerolo, il 13 marzo 1852.

G. Rol sost. Varese.

NOTA

Sull' instanza di Daniele Bastia, residente a Ginevra, contro Bastia Gioanni fu Michele, di S. Gioanni di Luserna, all' udienza del R. Tribunale di prima cognizione sedente in questa città, del 15 prossimo aprile, ore 11 del mattino, avrà luogo il secondo incanto e deliberamento dei beni descritti nel bando venale 21 febbraio p. p., in un sol lotto, al prezzo di L. 400, oltre alle condizioni dal ridetto bando apparenti.

Pinerolo, il 22 marzo 1852.

Marentini proc. coll.

NOTA

Pel secondo incanto e definitivo deliberamento dei beni posti in subasta ad instanza di Giuseppe Cerutti, in odio di Cerutti Giacomo, minore, dimorante a Bibiana, e consistenti in casiamenti, aia e corte, si fissò l'udienza pubblica del tribunale di prima cognizione di Pinerolo, del 15 aprile prossimo venturo.

L' incanto si aprirà sul prezzo di L. 100 e sotto l'osservanza dei patti e condizioni contenuti nel relativo bando venale.

Pinerolo, il 20 marzo 1852.

G. Rol sost. Varese.

NOTA

All'udienza del R. tribunale di prima cognizione di Pinerolo dei 15 prossimo aprile, ore 11 antimeridiane, sull'instanza della signora Teresa Ruffino, vedova del sig. Francesco Siclet di Torino, si procederà contro li Matteo, Bartolomeo, Giuseppe, Margherita e Rosa, fratelli e sorelle Falletti, eredi della Paola Genta vedova di Bartolomeo Falletti di Vigone, al secondo incanto e successivo deliberamento di due corpi di casa situati nel luogo di Vigone, quarto quartiere, e di una pezza campo, stesso territorio, regione Castellazzo, di are 38, 10, descritti nel bando venale stampato del 20 febbraio ultimo.

L'incanto verrà apeto sul prezzo di lire 900 pel lotto primo, e di lire 700 pel lotto secondo, non stati aumentati in occasione del primo incanto seguito il 18 corrente.

Pinerolo, il 20 marzo 1852.

Darbesio sost. Davico.

NOTA

Con atto del 29 ora scorso febbraio, rogato al notaio sottoscritto, Giacomo Riva ha fatto acquisto dalli Elisabetta Bertinetti e Domenico, consorti Girardo, d'Avigliana, e dalli signori avvocato Beniamino e Giorgio, fratelli Sollier, da Chiomonte, d' un corpo di casa composto di 4 membri, fenile, corte e giardino, posto in Avigliana, Borgo Pagliarino, in mappa ai numeri 42, 43, e 44, fra le coerenze degli eredi di Gioanni Grandis, della strada provinciale, Battista Battagliotti, e della contrada, per il prezzo di lire 2,900, quale stabile pervenne alli venditori dalli Giovanni e Vittorio, fratelli Bertinetti, residenti in Susa.

Tale atto venne trascritto all'uffizio delle ipoteche di Susa l' 8 corrente mese, e posto al vol. 16, art. 1879.

Sant' Ambrogio, il 16 marzo 1852.

Not. Gioanni Alasonatti.

NOTA

Venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Susa l'8 andante mese, e posto al vol. 16, art. 1880, l'atto del 23 or passato febbraio, rogato al notaio sottoscritto, di vendita fatta da Giuseppe Giaj-Minietti fu Giacomo Antonio, di Sant' Ambrogio, a Giuseppe Feraud-Clon, da Giaveno, de' seguenti stabili in territorio di Giaveno, vale a dire:

1° Una pezza prato, regione Lamiegi, di are 38, fra le coerenze di Michele Feraud-Clon, degli eredi Oliva, e di Gioanni Battista Usseglio-Gros;

2° Una pezza bosco, regione Casasso, di are 35, consorti Usseglio-Savoia Giacomo Antonio, Usseglio-Savoia vedova di MichelAntonio, Usseglio-Prinsi Giuseppe e il rio.

3° E prato gerbido, regione Grangiosa, a cui coerenziano il compratore a due, Gioanni Giaj-Minietti ed il rio, per la somma di L. 800.

Sant' Ambrogio, il 16 marzo 1852.

Not. Gioanni Alasonatti.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 74 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

VENERDI' 26 MARZO

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . .	» 48	25	13
Per l'Estero . . .	» 80	56	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 31 corrente marzo sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 25 *marzo*.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE.

Essendo stata testè instituita una comunicazione regolare tra Genova e Tunisi col mezzo di un battello a vapore dello Stato, la di cui partenza da Cagliari coincide coll'arrivo del piroscafo che parte da Genova il 10 ed il 20 di ogni mese,

Si notifica:

Che sonosi fatte le occorrenti disposizioni acciò le lettere da e per Tunisi abbiano corso, mercè questo nuovo mezzo, purchè impostate od arrivate a Genova o a Cagliari in tempo utile.

L'itinerario del battello suddetto è regolato come segue:

Andata. Partenza da Genova li 10 e 20 d'ogni mese a mezzanotte.
Arrivo a Cagliari li 12 e 22.
Partenza da Cagliari li 14 e 24.
Arrivo a Tunisi li 15 e 25.

Ritorno. Partenza da Tunisi li 20 e 30 di ogni mese.
Arrivo a Cagliari il 21 ed il 1° (secondo il caso).
Partenza da Cagliari il 25 ed il 5.
Arrivo a Genova il 27 ed il 7.

Si annunzia altresì

Che il governo francese avendo conchiuso con quello neerlandese una convenzione postale da aver effetto col 1° dell'imminente aprile, conseguentemente a riduzioni assentite dall'Amministrazione delle Poste dei Paesi Bassi sul porto neerlandese delle corrispondenze scambiate tra gli uffizi di Francia e dei Paesi Bassi, le lettere semplici originarie dell'Olanda a destinazione degli Stati Sardi, e quelle degli Stati Sardi a destinazione dell'Olanda più non saranno, dall'anzidetta epoca del 1° di aprile p. v., passibili che del dritto di centesimi 30, a vece del dritto di un franco e centesimi 40 per quelle in partenza che si affrancavano, e di un franco per quelle in arrivo non affrancate; ferma sempre la facoltà di affrancarle o di non affrancarle.

Torino, il 24 marzo 1852.

Il Direttore generale
DI POLLONE.

AZIENDA GENERALE DELLE GABELLE.

Avviso d'asta.

Le infra designate Gabelle di Sale e Tabacco essendosi rese vacanti, si fa noto che a termini del R. Decreto 14 settembre 1851, il loro esercizio per un quinquennio, a far tempo dall'assunzione del medesimo, sarà esposto al pubblico incanto e deliberato, alla estinzione della candela vergine, a favore di chi avrà offerto maggior aumento sovra ciascuno dei prezzi seguenti, nell'ufficio ed all'ora e giorno infra specificati.

Gl'incanti si apriranno separatamente per ciascuna Gabella, e caduna offerta d'aumento non potrà essere minore di *lire dieci*.

Chiunque vorrà essere ammesso all'appalto, dovrà produrre un attestato di buona condotta spedito dal sindaco della propria residenza.

Il titolare d'una Gabella stabilita nel circondario del Banco dei sali da cui dipende quella da appaltarsi sarà escluso dal concorso alle licitazioni.

Le spese tutte dell'incanto, deliberamento e contratto sono a carico dell'appaltatore.

Il quaderno delle condizioni preliminari, ossiano capitoli d'onere, è depositato nell'ufficio infrascritto dove ciascuno potrà prenderne cognizione.

È fissato dieci giorni successivi a quello del deliberamento il termine per la presentazione in carta bollata, all'ufficio in cui sarà seguito l'incanto, dell'offerta d'aumento di sesto o mezzo sesto; trascorso tal termine, che si dichiara scadere al mezzodì del giorno indicato nella seguente tabella, non si ammetterà più alcuna offerta in proposito.

Gli accorrenti agl'incanti, o reincanti per causa di sesto o mezzo sesto, dovranno fare primi del giorno fissato pei medesimi il deposito d'una somma pari al *Quinto del provento brutto della Gabella* per cui intendono concorrere, onde sopperire alle spese di carta, stampa, notificanze, incanti, emolumenti per la stipulazione dei contratti, copie dei medesimi, che si dichiarano tutte a carico degli appaltatori; siffatto deposito verrà ricevuto dai segretari delle Intendenze, nanti le quali seguir devono i deliberamenti; e per quei lotti da deliberarsi nell'ufficio della Generale Azienda delle Gabelle in Torino, tale deposito dovrà operarsi nella cassa del contabile presso la manifattura dei Tabacchi, il quale ne spedirà corrispondente ricevuta agli accorrenti, e questi dovranno presentarla alla predetta Generale Azienda per essere ammessi alle licitazioni; tosto seguito il deliberamento, verrà il deposito in discorso fatto restituire agli accorrenti, ad eccezione però del deliberatario, il quale non potrà ritirarlo se non dopo d'aver adempito al prescritto dei seguenti paragrafi.

Dieci giorni dopo che il deliberamento sarà divenuto definitivo, l'appaltatore sarà tenuto di depositare a mani del banchiere una malleveria in numerario, in cedole od in obbligazioni dello Stato equivalenti al fitto di tre mesi; la quale malleveria sarà restituita al termine della locazione.

Il contratto relativo all'appalto di cui si tratta dovrà essere stipulato nei venti giorni successivi alla data del deliberamento definitivo, e non presentandosi il deliberatario entro il detto termine, la Gabella incantata sarà riesposta agli incanti a spese, rischio e pericolo del deliberatario il quale s'intenderà aver rinunciato al deposito di cui sovra del quinto del prodotto brutto della Gabella, da impiegarsi dall'Azienda delle Gabelle nel pagamento delle spese cadenti a suo carico, ed il rimanente servirà, occorrendo, a supplire in tutto od in parte alla differenza di fitto che potrebbesi presentare col reincanto per conto del medesimo, oppure cederà a profitto dell'erario dello Stato.

TABELLA

DELLE RIVENDITE DI SALE, TABACCHI, POLVERI E PIOMBI,

da appaltarsi sulla base degli articoli 1, 2 e 3 delle *Condizioni preliminari* approvate dal Ministero delle Finanze, sotto la data del 24 dicembre 1851.

Uffizi in cui seguiranno i deliberamenti.

Lotto I. Intendenza della Divisione di Cuneo — Gabella di Boves — Epoca fissata per i deliberamenti: 5 aprile, a ore 11 del mattino: i fatali scadono il 15 aprile, a mezzogiorno.

Lotto II. Intendenza della Divisione di Genova — Gabella di Genova, Galleria S. Pietro Banchi — Epoca fissata per i deliberamenti: 6 aprile, a ore 11 del mattino: i fatali scadono il 16 aprile, a mezzogiorno.

Lotto III. Azienda Generale delle Gabelle in Torino — Gabella di Torino Num. 9 — Epoca fissata per i deliberamenti 7 aprile, a ore 11 del mattino: i fatali scadono al 17 di aprile, a mezzogiorno.

Lotto IV. Azienda Generale delle Gabelle in Torino — Gabella di Chivasso — Epoca fissata per i deliberamenti: 7 aprile, a ore 11 del mattino: i fatali scadono il 17 aprile, a mezzogiorno.

Lotto V. Intendenza della Provincia d'Asti — Gabella d'Asti Num. 2 — Epoca fissata per i deliberamenti: 7 aprile, a ore 11 del mattino: i fatali scadono il 17 aprile, a mezzogiorno.

Lotto VI. Intendenza della Provincia di Bobbio — Gabella di Varzi — Epoca fissata per i deliberamenti: 17 aprile, a ore 11 del mattino: i fatali scadono il 27 aprile, a mezzogiorno.

Anno provento brutto sui Tabacchi e sulle Polveri.

	Tabacchi.	Polveri.	Totale.	Prezzo sul quale si farà l'incanto.
Lotto I.	1217 »	» »	1217 »	505 »
» II.	825 »	» »	825 »	207 »
» III.	2735 »	» »	2735 »	912 »
» IV.	1040 »	» »	1040 »	260 »
» V.	1209 »	» »	1209 »	505 »
» VI.	1144 »	34 »	1178 »	295 »

Torino, il 18 marzo 1852.

Per detta generale Azienda,
Il capo di Divisione
ENRICO GEYMET.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Sia lode alla benemerita Guardia nazionale del comune di Villanuova Solaro, la quale ad imitazione di alcune compagnie della capitale volle mandare al Collegio degli Artigianelli di Torino una prova della loro simpatia per il giovinetto abbandonato del povero, in una somma di fr. 20, cent. 50 raccolti fra i militi in occasione di una loro festa amichevole.

PROVINCIE. — Scrivono da Ovada il 19 marzo al *Monitore dei comuni italiani*:

Ieri sera i RR. PP. Ghersi, Rocchia e Barlacchi chiusero le scuole serali per gli adulti assoggettandoli ad un esperimento pubblico in presenza del sindaco, del parroco e del provveditore locale ed altre persone. La prova superò d'assai l'aspettativa, avendo anche riguardo al breve spazio di due mesi che durò la scuola. La lettura e la calligrafia, e pei più franchi nel leggere e scrivere, l'esercizio del comporre lettere e racconti, l'esposizione dei principali fatti della Storia Sacra, e finalmente una sufficiente cognizione dell'aritmetica secondo il nuovo sistema metrico decimale, sono il risultato dell'insegnamento di questi due mesi. L'esperimento si chiuse colla distribuzione di qualche piccolo premio e di alcune onorevoli menzioni pei più diligenti, susseguita da due brevi discorsi che i RR. PP. Ghersi e Rocchia diressero agli alunni. Lo zelo, l'intelligenza, la carità, lo spirito di sacrifizio che animarono i detti padri nell'insegnamento, li mostrarono veri e degni seguaci del Calasanzio, e il municipio e la popolazione ne serberanno loro lunga memoria e gratitudine. Gli alunni tra adulti e giovinetti ascesero a 160, ed era commovente spettacolo il vedere tra essi uomini di 40 e più anni assoggettarsi alla disciplina, al silenzio ed agli insegnamenti. Scemando poscia il numero pei ricominciati lavori campestri, fu deliberato di chiudere per ora la scuola. Facciamo voti che nella futura stagione invernale sia riaperta e non le manchi nè la generosità del municipio, nè lo zelo dei padri, nè la frequenza degli alunni.

GENOVA. — Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

Già alcun giornale fece menzione del dono che l'egregio scultore Gio. Battista Cevasco, nostro concittadino e consigliere municipale, inviava in Alessandria per la esposizione di oggetti di Belle Arti destinata in beneficio della Emigrazione italiana: e conoscevasi come quel dono fosse l'effigie di Daniele O'Connell scolpita in marmo.

Ora ci rechiamo a particolare soddisfazione di render noto come il nostro sindaco con apposito dispaccio indirizzato al Cevasco veniva, non ha guari, trasmettendogli l'onorevole documento con cui l'abate Carlo Cameroni in nome del comitato dell'Emigrazione italiana esprimeva i sensi della dovuta riconoscenza al generoso donatore che sa congiungere l'ispirazione del genio all'esercizio delle virtù cittadine: ond'è che ben giustamente il sindaco ebbe a qualificare nella sua lettera partecipe il municipio all'onorevole testimonianza tributata al Cevasco.

— Dopo esserci replicate volte e di recente occupati dell'importante argomento del Ricovero di Mendicità proviamo una ben giusta compiacenza nell'annunciare che per la sera de' 26 corrente

Appendice

AMMINISTRAZIONE COMUNALE
DELLA CITTA' DI TORINO.

(*Continuazione e fine, vedi i num.* 72 e 73)

Nell'anno scorso il Consiglio comunale aveva determinato in massima l'apertura delle vie delle Quattro Pietre, del Seminario, della Posta e del Cannon d'oro, deliberando però che fra queste fosse data la preferenza a quelle delle Quattro Pietre e della Posta; in quest'anno il Consiglio comunale stanziò nel bilancio un fondo per l'eseguimento di questo progetto. La pratica relativa all'aprimento di queste vie è già stata da molto tempo iniziata col governo, e si spera che quanto prima saranno rimosse le insorte difficoltà, e che in quest'anno saranno aperte le nuove comunicazioni a vantaggio del commercio, e a maggior comodità degli abitanti.

Gli stranieri che visitano la capitale piemontese ammirano il Camposanto generale in cui si racchiudono pregevoli lavori d'arte, ed oramai vuol essere annoverato fra quelli onde maggiormente si onorano le città italiane.

Il grandioso progetto iniziato dalla cessata amministrazione è però lungi dal suo compimento, e per conseguenza il Consiglio comunale volle che all'ampliazione di quella costruzione fosse in quest'anno consecrata la somma di L. 50m., riservandosi quindi di fare annualmente quegli stanziamenti che saranno opportuni.

Oltrecchè l'ultimazione del Camposanto tende ad arricchire la città di un grandioso monumento, vuolsi pure considerare che le somme che vi si impiegano pongono in grado il municipio di vendere le sepolture private, e che dalla vendita di queste sepolture si ricava annualmente a un dipresso quanto occorre pel proseguimento dei lavori.

Nella metà dello scorso secolo si ebbe il deplorabile pensiero di costrurre, e lasciar costrurre alcuni infermi baracconi in piazza Carlina che ne deturpano stranamente l'aspetto; quello che serve ora alla posta di cavalli cade per vetustà, ed è proprio del municipio, come pure il terreno cinto che serve di cortile alla caserma dei carabinieri; gli altri due sono di proprietà privata.

Questo stato di cose non può più essere ulteriormente tollerato, epperò si presentavano due partiti per uscirne: consisteva il primo nell'abbattere i baracconi e restituire la piazza alla sua primitiva ampiezza; ma ove si avesse voluto mandare ad effetto questo divisamento si sarebbe richiesto l'impiego di una somma assai considerevole, e siccome non vi sarebbe stata ragione di preferire questa spesa a moltissime altre assai più urgenti, così il progetto sarebbe stato rimandato a tempo indefinito, e forse non si sarebbe più eseguito.

Parve quindi che fosse miglior partito il riordinare quella piazza costruendo invece dei baracconi attuali, quattro isolati di elegante forma; in questo modo, avuto riguardo al prezzo che può valere il terreno in quelle località, il progetto può eseguirsi senza aggravio, anzi con qualche profitto del municipio.

Egli è su queste basi che l'egregio professore Promis, di cui non viene mai meno la generosa sollecitudine a vantaggio del municipio, studiò i progetti che quanto prima saranno pubblicati affinchè gl'interessati possano prenderne conoscenza.

Alcuni consiglieri preferivano che i baracconi fossero abbattuti sgombrando affatto la piazza, ed osservavano che in una grande città le piazze non sono mai soverchie, nè troppo spaziose: si rispose tuttavia che colla costruzione dei proposti isolati la piazza Carlina sarebbe pure di sufficiente ampiezza essendo ragguagliata a due terzi di quella di S. Carlo; che col suggerito progetto si può conseguire un importante abbellimento della città che altrimenti rimarrebbe forse inseguito, e che colla vicinanza della piazza Vittorio Emanuele, e di quella che sarà costrutta sul prolungamento della via dell'Arco sarà pinchè sufficiente l'estensione della piazza Carlina, la quale sarà così una delle più belle non che di Torino, d'Italia. Per queste ragioni, il Consiglio comunale, accogliendo favorevolmente la proposta, determinò di dar corso al progetto, affinchè il medesimo fosse al più presto eseguito.

Dopo aver provveduto alla custodia dei pubblici viali coll'istituzione di apposite guardie, il Consiglio comunale ebbe pure ad osservare come lo scalvo delle piante si eseguisse annualmente in modo non abbastanza regolare, e nominò una commissione la quale avesse a prescrivere le norme più opportune per tale operazione.

Riguardo ai pubblici passeggi una grave questione fu per la terza volta rassegnata al Consiglio comunale. I proprietari delle case poste lungo il viale del Re si lagnano della vicinanza delle piante le quali recano danno alle abitazioni per l'umidità che sviluppano, e gli insetti che raccolgono. La commissione d'igiene interrogata a questo riguardo fu d'avviso che quelle piante potessero realmente rendere insalubri le abitazioni, e propose per

www.internetculturale.it

rente venne dal sindaco convocato in adunanza straordinaria il consiglio generale del municipio al fine di parteciparglì la prossima apertura nella nostra città di esso Ricovero, e per sentire il rapporto della commissione incaricata di riferire su questa sì grave materia.

— Nella sera di domani (25) avrà luogo nel salone del Ridotto il già annunziato concerto vocale e strumentale a benefizio delle scuole infantili come inaugurazione della nuova Società filarmonica.

— Ci scrivono da Albenga :

Negli ultimi giorni della testè declinata settimana abbiamo assistito ad una festa e ad una vera patria solennità per la città di Albenga. Per la prima volta in questa città (già anticamente rinomata pe' suoi collegi delle Flamine e delle Aurelie, a cui nei giorni della gloria latina accorrevano i liberti di Roma per apprendervi pubbliche e private discipline) si è presentato lo spettacolo, consolante a cuori teneri dell'amore della patria, di un saggio d'esame sostenuto dal numeroso stuolo delle vispe fanciulle che frequentano le scuole recentemente colà stabilite.

L'esperimento che doveva essere privato, quasi senza avvedersi si trasformò in pubblico; e la presenza di eletto numero di cittadini e cittadine, e molto più l'intervento di uno dei più zelanti fautori dell'istruzione elementare, il prof. Troya, ha chiamato a se l'attenzione di tutti. Silenziosi noi vi abbiamo assistito, e notammo le assennate domande e le esatte risposte delle allieve, e meravigliammo nel trovare come in sì poco tempo si siano potuti avere frutti tanto ubertosi. Per il che lanciandosi nel non lontano avvenire noi ci sentimmo compresi da un sentimento di tenerezza, e la speranza di vedere in breve ristorata l'istruzione della donna ci mandava al cuore la gioia più pura.

Ma la festa doveva nel giorno 21 toccare il suo colmo : si dovevano distribuire le medaglie alle allieve più distinte per istudio, e per disciplina. A rendere più solenne la funzione il maggiore della Guardia nazionale spontaneamente vi mandò la musica del battaglione. La riunione era onorata dalla presenza del prelodato prof. Troya, del regio provveditore, unitamente al consiglio comunale, ed alle nobili signore ispettrici. A completamente rallegrare gli animi dei buoni albenganesi monsignor vescovo si degnò di intervenire e di apporre egli stesso al petto delle fanciulline la meritata insegna. Con calde e paterne parole espose alle alunne l'oggetto di tale solennità, le incoraggiò allo studio, loro raccomandò l'ubbidienza e l'esercizio di tutte le virtù, che rendono bello l'animo delle fanciulle. Le animò ad essere buone, assicurandole che così avrebbero incontrato l'approvazione dei buoni: sarebbero addivenute la consolazione dei genitori, ed avrebbero meritato la benedizione del Signore.

Si abbiano pertanto testimonianza di pubblica lode tutti coloro ch'ebbero parte in così bella e lodevole istituzione, e s'adoperarono a rendere così splendida ed animata questa festa cittadina.

Savoia. — Il conte Pillet-Will, instancabile nelle opere di carità, ha inviato al comitato di soccorso per gli incendiati di Choudy la somma di L. 500.

L'appello fatto dal comitato produce ottimi risultamenti. Il direttore del casino di Aix-les-Bains, sig. Blas, gli ha fatto pervenire la somma di L. 1,000, accompagnata da una lettera nobilissima a conforto di quegli sventurati.

— È morto il decano del clero di Savoia, il sig. F. Labottière. Nato il 15 gennaio 1756 egli aveva appartenuto all'ordine de'Carmelitani ed era poi stato parroco della Ravoire.

ILLIRIA

Riportiamo il tenore della relazione del F. M. L. conte Wimpffen al comando militare, relativamente al vapore austriaco *Marianna* :

Trieste, 17 marzo 1852.

Col sentimento del più vivo dolore, confermandosi sempre più la disgrazia toccata al vapore imperiale *Marianna*, io le farò menzione dei fatti finora avverati.

In seguito ad una comunicazione di S. E. il sig. generale di cavalleria Gorgowski, e di altra simultanea dell'autorità centrale, il 14 di questo mese, in una delle imboccature del Po, per nome *Tolle*, furono ritrovati un piccolo legno colla soprascritta, capitano *Wohlgemuth*, e ieri un pacco di lettere colla soprascritta *al medico militare imperiale Pelikan*, il quale si era pure imbarcato a bordo di questo vapore, quindi una lanata e molti avanzi di nave, che furono riconosciuti appartenere ad una nave da guerra imperiale.

Per altra parte, presso Ravenna, secondo notizie del vapore del Lloyd, arrivato da Ancona, un palischermo ed una barca furono rinvenuti, che dovevano avere appartenuto ad un legno da guerra. Io attendo, a questo riguardo, ulteriori schiarimenti dal comandante della goletta *Sfinge*, che ora trovasi in Ancona.

Intanto la scoperta di queste circostanze e la totale assenza di altre notizie riguardanti qualunque degli individui che facevano parte di quell' equipaggio, confermano purtroppo il temuto disastro, si che non se ne può muovere dubbio.

Quando i vapori *Lucia*, *Volcano*, *Marianna* e *Seemöve* salparono da Malamocco, il 4 di questo mese, dietro al vapore *Volta*, il tempo non era tanto minaccioso che preveder si potesse alcun sinistro; e solo quando il *Seemöve* non poteva più opporre alcuna resistenza al vento che ingrossava, fu dato a questo vapore il segnale di libera manovra e di dare indietro.

Quantunque il vapore *Marianna*, della stessa forza del *Vulcano*, potesse giudicarsi in pericolo non così grave, pure non altrimenti che il *Seemöve*, pervenuta la nave ad 8-10 miglia marittime O.N.O. del porto di Malamocco, aveva preso un' altra direzione, e dall'ulteriore sua manovra si deduce, che volesse tener passo al *Seemöve*. Avendo quest'ultimo vapore, in seguito ad una conveniente evoluzione, operato il suo ritorno in Venezia, il capitano di fregata Kohen osservò, che la *Marianna* procurava di prendere la medesima direzione, ma inutilmente, forse perchè sgraziatamente non adoperava le vele che in tali circostanze sono necessarie.

Ma anche in questo momento non può credersi esistesse un prossimo pericolo, perchè altrimenti si sarebbero immantinente spediti legni di soccorso.

Sopravvenendo l'oscurità non si potè più nulla osservare; e soltanto si può dedurre, che la *Marianna*, dopo replicati tentativi per rivolgersi, sia stata tratta in basso da un'ondata precipitosa, entrata per gli accessi verosimilmente aperti.

Se i palischermi, trovati alle coste di Ravenna, appartenevano veramente alla *Marianna*, farebbero dell' anzidetta intenzione testimonianza, tanto più mesta, in quanto che si avrebbe ancora avuto tempo di tentare una liberazione, quantunque appena sperabile.

È certo che lo stesso vapore, in circostanze altrettanto pericolose, comandato dall'attuale capitano di corvetta, conte Hadik, fu, coll'aiuto delle vele, in grado di resistere a simili intemperie.

Ad una infelice manovra, ed all' omissione di quelle cautele che in simili casi sogliono adoperarsi, deve adunque attribuirsi il naufragio della *Marianna*, disgrazia deplorabile per la perdita della nave e di tante persone.

Al comando superiore di marina servirà di conforto il sapere che niun segno d' immediato pericolo apparve mai finchè era giorno, finchè si potè scorgere qualche segnale, od udire colpo di cannone, che allora solo deve essere sovrastato il pericolo, quando il comandante della nave, disgiunto dagli altri legni, non poteva più nè ricevere alcun comando, nè dare alcun avviso, ridotto così alle sue proprie forze.

Che queste sue forze non fossero sufficienti, o che ineluttabili circostanze rendessero impossibile ogni liberazione, fu solo effetto del destino e della volontà dell'Onnipotente.... (Seguono le domande indirizzate alla pietà dell'imperatore in favore delle famiglie degli infelici che perirono nel naufragio : segue pure la nota delle persone naufragate. V. *Gazz. Piem.* di ieri)

SVIZZERA

La commissione del Consiglio nazionale per le strade ferrate si radunerà di nuovo alla fine d'aprile. Stando alle assicurazioni della *Gazzetta Sangallese*, sei membri di essa sonosi pronunciati per la costruzione a spese dello Stato : e cinque per quella mediante imprese private.

— Leggesi nel *Giornale di Ginevra* :

In occasione della differenza tra la Francia e la Confederazione, i giornali hanno parlato molto del generale Dufour, e delle pretese conferenze che egli avrebbe avuto a tale riguardo sia qui, sia altrove. Ora che queste difficoltà sono felicemente appianate, possiam dire che è vero, che il sig. Dufour vi ha molto contribuito ma direttamente, senza intermediario fra lui ed il principe Luigi Napoleone. Noi crediamo che sia bene che la Svizzera lo sappia. È un nuovo titolo che acquista l'illustre generale alla riconoscenza del paese.

— Dietro richiesta della legazione francese, il Consiglio federale dimanda ai governi cantonali quale sia l'attuale loro legislazione circa le patenti o i privilegi per le invenzioni od i rami di industria nuovamente introdotti.

— Il Consiglio federale ha approvato l'organizzazione militare del cantone di Neuchatel.

— La cancelleria della legazione prussiana provvederà in avvenire alla vidimazione e legalizzazione dei documenti che sono destinati per il granducato di Baden.

— Dal terzo bollettino della *sottoscrizione nazionale* appare che il circolo nazionale di Ginevra insiste nel rifiutare d'assumersi

conseguenza che fossero atterrate le due file vicine alle case. A questa proposta si opposero varii fra i signori consiglieri del municipio; a loro avviso si vuol dare troppa importanza all'insalubre influenza delle piante; in molte città d'Europa vi sono viali non meno vicini alle case, e nessuno pensa a distruggerli; finalmente il viale del Re è uno di quelli preferiti pel passeggio dalla popolazione, la quale ne vedrebbe con dispiacere la distruzione.

La questione fu ripetutamente esaminata dal Consiglio e sempre rimandata per nuovi studi: in quest'anno la commissione incaricata di riferire, osservò che non volevasi distruggere il viale, ma solamente riordinarlo, e proponeva che il Consiglio deliberasse l'atterramento delle due file esterne di piante, riservandosi quindi di presentare un progetto pel riordinamento del viale nella prossima tornata di primavera.

Il Consiglio prima di deliberare volle che la commissione presentasse l'accennato progetto di riordinamento, visto il quale provvederà.

Sulla proposta intanto di uno dei signori consiglieri l'amministrazione è stata incaricata di trattare colle Regie Finanze perchè fosse ceduto al municipio un terreno demaniale in prossimità del castello del Valentino, che potrebbe destinarsi a luogo di pubblico ricreamento.

Il consigliere Baricco, vice-sindaco incaricato della pubblica istruzione, chiamò la seria attenzione del Consiglio comunale sulla condizione delle scuole elementari. In una sua pregiata relazione che il Consiglio comunale accolse con molto favore e della quale ordinò la stampa, egli rese conto di molte indagini statistiche da lui fatte, dalle quali risulta che se molto si è già fatto dall'amministrazione negli scorsi tre anni, molto ancora rimane a fare in questa parte così importante del servizio comunale.

E per verità nel 1848 le classi erano 18 comprese le scuole di disegno, ora sono 74 delle quali 63 pei maschi ed 11 per le femmine.

Tenendo conto delle scuole dirette da istituti di beneficenza e di quelle private a pagamento, si hanno in Torino 117 classi pei maschi, e 97 per le femmine, in tutto 214, nelle quali ricevono l'istruzione 6130 maschi, e 5970 femmine, in totale 10,100.

Secondo i risultamenti statistici con ogni accuratezza raccolti dal vice-sindaco Baricco, i fanciulli capaci d'istruzione in Torino sono 15,203, cioè 7745 maschi, e 7458 femmine; calcolando quelli che frequentano le scuole nell'allegato numero di 10,100, risulta che sono privi d'istruzione 1615 maschi, e 5488 femmine, in tutto 5103 fanciulli.

Per riempire questa rincrescevole lacuna, il consigliere Baricco è di opinione che si abbiano ancora ad aprire 20 classi pei maschi, e 53 per le femmine, in totale 73.

L'aumento di fondi da stanziarsi in bilancio onde ragguagliare al bisogno il numero delle classi delle scuole elementari era talmente considerevole, che ciò non potevasi assolutamente conseguire d'un sol tratto, ma era necessario procedere gradatamente, comunque vivissimo fosse il desiderio del Consiglio comunale di soddisfare in questa parte compiutamente al voto della legge e a quello de'suoi amministrati.

Indipendentemente da questa difficoltà un'altra se ne presentava affatto insuperabile, cioè la mancanza di locali adatti ad uso di scuole; si può dire che non esiste casa in Torino nella quale non siensi fatte ricerche onde collocarvi nuove classi.

A proposito di locali per scuole una proposta è stata fatta al Consiglio comunale, cioè quella di destinarvi una parte del terreno compreso nel convento detto della Rocca.

Il pensiero non era nuovo per l'amministrazione, la quale già da lunga mano ne aveva fatto oggetto di accurate indagini.

Il convento della Rocca e i terreni annessi sono stati donati dalla città nel 1830 ai frati minori riformati di S. Francesco onde si stabilisse una chiesa succursale alla parrocchia della Madonna degli Angeli; la donazione è stata fatta colla condizione che quello stabile ritornasse al municipio qualora quella corporazione religiosa dovesse per qualunque avvenimento abbandonare il convento. Furono interrogati valenti giureconsulti sulla validità dell'accennato atto di donazione, e le opinioni risultarono divergenti: in questa condizione di cose l'amministrazione non ha creduto conveniente di fare alcuna speciale proposta al Consiglio comunale, e coll'apertura della chiesa parrocchiale di Borgonuovo si riserva di prendere la cosa a nuovo esame per proporre quei provvedimenti che crederà maggiormente opportuni.

La categoria del bilancio relativa agli assegnamenti per opere di beneficenza fu in quest'anno notevolmente aumentata. All'istituto di beneficenza per l'assistenza sanitaria dei poveri a domicilio era dal municipio assegnato un fondo annuo di L. 35,m.. e questo servizio era da lungo tempo diretto dalla Compagnia di S.Paolo. Sin dall'anno 1849 l'amministrazione comunale espresse il desiderio che la direzione di quell'istituto fosse richiamata presso il municipio, e questo desiderio fu compiuto nell'anno ora scorso.

la direzione centrale dell'impresa, e propone che ogni comitato cantonale deleghi dei membri a comporne il comitato centrale, il quale potrebbe radunarsi in Berna all'epoca della sessione dell'assemblea federale. Del resto si hanno in esso prove novelle del vivo interesse che quest'opera trova negli svizzeri che sono in patria od all'estero.

Ticino. Il dipartimento delle finanze richiamando il decreto governativo 18 settembre 1837 sul mercimonio de' forestieri, con circolare pubblicata nel *Foglio ufficiale* n. 12, ordina alle municipalità di loro trasmettere entro il corrente marzo l'elenco de' negozianti aventi domicilio ne' rispettivi comuni con indicazione del genere ed entità del loro traffico, per poter loro applicare la conveniente tassa di mercimonio. Simile prospetto sarà inoltre spedito al dipartimento ogni anno entro il mese d'ottobre, sotto comminatoria di una multa di 5 a 20 fr. alle municipalità che non adempissero alle epoche determinate a quanto viene prescritto o che venissero riconosciute riprovevolmente inesatte o negligenti nella compilazione de' prospetti.

È dato avviso che il 26 marzo si terrà in Bellinzona l'incanto per la costruzione sulla sponda del Lago Maggiore in Magadino di un imbarcadero ad uso de' battelli a vapore.

Bellinzona, 21 *marzo*. Dovendosi procedere fra non molto al ritiro delle vecchie monete nel cantone Ticino, la commissione monetaria federale avverte il consiglio di Stato che essa comincia a spedirne di nuove, vale a dire :

Quattro casse contenente ciascuna 15,000 pezzi da 20 centesimi, ossiano 60,000 pezzi del valore complessivo di franchi nuovi 12,000 ;

Dodici casse ciascuna con 30,000 pezzi da 5 centesimi, ciò sono 360,000 pezzi pel valore di fr. 18,000 :

Nove casse con 20,000 pezzi da 2 centesimi in cadauna, pezzi 180,000 in tutto, pari a fr. 3,600.

Totale, 25 casse con 600,000 pezzi del valore di fr. 33,600.

L'invio delle nuove monete vien fatto colla espressa condizione che non siano poste in corso prima del ritiro obbligatorio delle vecchie monete.

FRANCIA

Parigi, 23 *marzo*. Il *Moniteur* d'oggi contiene i due seguenti decreti :

Art. 1. Sono addetti a ciascuna delle tre succursali della Trinità, Sant'Ambrogio e San Giacomo, in Parigi, due vicarii che, sotto il titolo di *cappellani delle ultime preghiere*, saranno specialmente ed esclusivamente incaricati, nei cimiteri nel Nord, del Sud e dell'Est, presso i quali risiederanno, di ricevere gratuitamente, quando ne sarà fatta la domanda, i cadaveri che non fossero accompagnati dal clero, di condurli fino alla tomba e di recitare per quei defunti le ultime preghiere della chiesa.

Art. 2. L'assegnamento di questi cappellani è stabilito a 1,200 fr. oltre l'indennità d'alloggio di 600 fr. che è stata votata dal consiglio municipale di Parigi.

— Art. 1. La Società anonima formata in Parigi sotto la denominazione di *Compagnia della strada ferrata da Parigi a Lione* è autorizzata.

Sono approvati gli statuti di detta società quali sono contenuti nell'atto stipulato il 17 e il 18 marzo 1852 nanti al sig. Fould e al suo collega, notai a Parigi, il quale atto rimarrà annesso al presente decreto.

Art. 2. La Società sarà sottoposta a tutti gli obblighi che derivano, pei concessionarii, dai decreti del 5 gennaio 1852 e dalla scrittura degli oneri.

Art. La presente autorizzazione potrà essere rivocata in caso di violazione o di non esecuzione degli statuti approvati, senza pregiudizio dei diritti dei terzi.

Art. 4. La Società sarà tenuta a rimettere ogni semestre un estratto del suo stato al ministro dell'interno, al prefetto di polizia, ai prefetti dei dipartimenti della Senna, di Senna-e-Oise, Senna-e-Marna, Yonne, Costa-d'Oro, Sonna-e-Loira e Rodano, alle Camere di commercio di Parigi, Châlon-sur Saône e Lione, e alle cancellerie dei tribunali di commercio di Parigi, Dijon, Châlon-sur-Saône e Lione.

— Leggesi nel *Constitutionnel* : Annunciammo, alcuni giorni addietro, secondo una nota inserita nel giornale ufficiale, che la rendita pubblica aveva presentato, nel mese di febbraio, un aumento di quasi 2 milioni comparativamente al mese corrispondente dell' anno scorso. Possiamo oggi rendere compiuta questa indicazione generale facendo conoscere su quali rami di contribuzione l'aumento cade principalmente. Si vedrà che esso attesta un progresso continuo negli affari commerciali e nel consumo.

L' aumento è più notevole sulle dogane. I diritti percepiti all'importazione delle merci varie, prescindendo dagli zuccheri

esotici, hanno dato un eccedente di 1,140,000 fr. Siccome i prodotti che noi riceviamo dall'estero si compongono per la maggior parte di materie prime destinate alla nostra industria, è permesso di concludere da ciò, che le nostre fabbriche sono in piena attività, e forniscono un lavoro abbondante e lucrativo per le nostre popolazioni operaie.

I diritti sugli zuccheri coloniali hanno procurato 480,000 fr., di più all' erario, benchè abbiano avuto un alleggerimento di 5 fr. per quintale: locchè indica un aumento notevole nelle importazioni. In quanto ai diritti sugli zuccheri esteri, essi presentano una riduzione di 202,000 fr.; ma siccome la soprattassa fu abbassata di 10 fr., ne risulta pur tuttavia che questi zuccheri sono entrati in maggior quantità, e che invasero il consumo interno. Laonde, per funesta conseguenza, il prodotto dei diritti sulla fabbricazione degli zuccheri indigeni decrebbe di 475,000 fr. È tempo che il governo provveda, s'ei non vuole che si aggravi ancora la crisi che conturba una industria sì importante e sì degna d'interesse.

Tutte le altre imposte stabilite sul consumo, offrono i risultamenti più favorevoli. Sulle bevande l'aumento è stato di 540,000 franchi. Sulla vendita dei tabacchi, di 516,000 fr. Sui diritti varii e riscossioni a diversi titoli, di 407,000 fr. Queste sono cifre che possono servire a misurare fino ad un certo segno i progressi del benessere di tutto il paese.

La rendita delle poste non presenta che un aumento di 17,000 fr.; ma quest'aumento è in realtà molto più considerevole. Infatti, il prodotto dei piroscafi del Mediterraneo, che era stato di 457,006 fr. in gennaio scorso, disparve in seguito alla consegna di questo servizio all'amministrazione delle messaggerie nazionali. L'aumento è dunque veramente di 454,000 fr.

Non v'ha dubbio che questo aumento de'varii rami della rendita pubblica non si sviluppi ogni giorno più, di mano in mano che si allontanerà il periodo rivoluzionario, che la tranquillità pubblica si assoderà negli animi e nelle cose, e che il governo si consoliderà per l'esercizio regolare delle nuove instituzioni.

PORTOGALLO

Si legge nel *Clamor pubblico* del 17:

L'8 e il 9 del corrente marzo vi furono discussioni vivissime alla Camera dei Deputati a fine di decidere se le attuali Cortes avessero o no il potere necessario per riformare gli articoli della Carta. La quistione è stata risoluta affermativamente da 63 voti contro 49.

INGHILTERRA

Dal prospetto della situazione della Banca d'Inghilterra per la settimana spirata il 15 corrente marzo, risulta sulla riserva metallica ammontata a 19,674,174 sterlini un aumento di 264,104 sterlini; e sulla circolazione de'biglietti al portatore elevatisi a 20,235,330 sterlini una diminuzione di 1,990 sterlini.

— Si legge nella *Presse* del 23:

La commissione inviati dal governo inglese in Australia a fine di esaminare la ricchezza de'terreni auriferi di Ballarat e del monte Alessandro, ha già mandato molte relazioni a Londra, nelle quali la ricchezza di que'giacimenti auriferi viene riguardata come inesauribile. Già i salari degli operai ammontano a prezzi esorbitanti, e i componenti la commissione sono d'avviso che più di 400,000 persone possono facilmente essere impiegate a scavare le miniere. Si valuta a 50,000 il numero attuale dei minatori. Già furono spedite in Inghilterra più di 400,000 once d'oro di Sidney e di Bathurst, ed il valore totale che sarà dall' Australia mandato in Inghilterra nel corso del presente anno è valutato a 75 milioni di franchi.

AMERICA

Stati-Uniti. *Nuova-York*, 6 *marzo*. Il sig. Daniel Webster fu definitivamente adottato, da un *meeting* a Nuova-York, come candidato alla futura presidenza.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 23 *marzo*. Il *Moniteur* d'oggi pubblica un importante decreto che regola le condizioni organiche dei lavori del Consiglio di Stato, del Senato e del Corpo Legislativo.

In virtù delle disposizioni concernenti il Consiglio di Stato, questo centralizza realmente, sotto la direzione del principe presidente, tutte le quistioni preparate dai varii dicasteri ministeriali, e le esamina e modifica innanzi che il capo dello Stato ne ordini la presentazione al Senato o al Corpo legislativo sotto forma di *senatus-consulto* o di progetto di legge. Fra i membri dello stesso Consiglio il presidente della repubblica sceglie i commissarii incaricati di sostener la discussione delle leggi proposte.

Giusta il titolo II concernente il Senato, questa assemblea non può adunarsi all'infuori delle sessioni se non in virtù di un decreto speciale del presidente della repubblica. In ciò che si riferisce alle semplici leggi già votate dal Corpo Legislativo, esso non può presentare alcun emendamento, e vota puramente e semplicemente a squittinio pubblico sulla quistione circa il sapere se adotta o se respinge la promulgazione della legge.

I senatus-consulti saranno deliberati sulla proposta del presidente della repubblica, ossia su quella di uno o più senatori.

Il risultato della deliberazione del Senato è recato al presidente della repubblica dal presidente o da due presidenti delegati da lui.

Parecchi altri capitoli regolano le formalità, da adempirsi nel Senato, concernenti: 1° gli atti denunciati al Senato come incostituzionali; 2° i rapporti al presidente della repubblica sulle basi dei progetti di legge d'un grande interesse nazionale; 3° le proposte di modificazioni alla Costituzione; 4° le petizioni; 5° i proclami d'chiudimento di sessione del presidente della repubblica al Senato (questi proclami dovranno avere il loro effetto immediato come prima del 24 febbraio); 6° l'amministrazione interna del Senato.

Il presidente, i vice-presidenti e i questori del corpo legislativo sono nominati dal capo dello Stato; i suoi segretarii sono sempre i quattro più giovani membri ch' esso annoverì nel suo seno.

Il capitolo concernente la discussione e il voto dei progetti di legge dispone che ogni emendamento individuale d'un deputato dovrà essere rimesso alla commissione nominata dagli ufficii prima che il suo rapporto sia stato deposto.

Gli articoli dei progetti presentati dal governo dovranno sempre essere posti ai voti dal presidente. Se un articolo è reietto, si rimanda di nuovo all' esame della commissione, e ciascun deputato può allora presentare emendamenti. Il Consiglio di Stato è consultato nuovamente prima del voto definitivo.

Gli articoli sono votati per alzata e seduta; il complesso del progetto è votato a squittinio pubblico e a maggioranza assoluta.

Belgio. *Bruxelles*, 22 *marzo*. Il processo del *Bulletin français* ebbe termine nella seduta d'oggi. La decisione del giurì fu negativa su tutti i punti: quindi il presidente della corte d'assise lesse la sentenza con cui vennero assolti i signori Alessandro Thomas e conte d'Haussonville.

— Il senato ha ripreso oggi i suoi lavori. Nella seduta di giovedì prossimo, esso nominerà un nuovo presidente in surrogazione al sig. Dumon-Dumortier, testè defunto.

La Camera dei rappresentanti ha cominciato la discussione generale del bilancio della giustizia.

Inghilterra. *Londra*, 22 *marzo*. Alla Camera de'comuni, tornata del 22, lord J. Russell, prese atto della promessa fatta dal governo di sciogliere il parlamento ad un'epoca abbastanza vicina perchè il nuovo parlamento possa riunirsi verso la fine d'ottobre o ne'primi giorni di novembre. Il nobile lord dichiarò che questa promessa del governo lo soddisfa pienamente, e che quindi egli rinunzia ad ogni mozione la quale avrebbe per effetto d'incagliare l'azione del governo stesso.

Dopo questa dichiarazione di lord John Russell, la Camera riprese in comitato generale la discussione del bilancio della guerra.

La Camera de' lords, tornata pure del 22, votò, senza discussione, la prima lettura d'un bill, presentato da lord Brougham, a fine di accorciare il termine di 50 giorni, che giusta la legislazione esistente debbono scorrere tra le elezioni generali e la riunione del nuovo Parlamento, uscito da quelle.

— Giusta il *Morning-Advertiser*, Kossuth, il quale avrebbe avuto intenzione da prima di andare a stabilirsi nel Belgio, tornerà in vece tra breve in Inghilterra.

— Si legge nel *Morning-Post*:

Siamo in grado di annunziare, appoggiati a informazioni sicure, che l'ex-governatore di Buenos-Ayres, generale Rosas, si è imbarcato sul piroscafo *Conflit*, e che ad ogni istante è atteso sul suolo della Gran Bretagna.

— Si legge nel *Globe*:

Vi ha aumento su tutti i fondi. Consolidati a contanti e per conto 98 5/8 a 1/2.

Alemagna. *Berlino*, 20 *marzo*. Il direttore generale delle imposte, sig. Kleuze, verrà qui domani dall'Annover, e terrà parecchie discussioni preliminari sulle conferenze dello Zollverein col commissario prussiano, ed un inviato plenipotenziario del Brunswick.

— Il ministero ha testè raccomandato alle autorità superiori d'invigilare attentamente per impedire o reprimere le offese del giornalismo contro i governi amici.

— *Annover*. I nostri lettori si ricorderanno di una protesta, vera o falsa, che si diceva indirizzata dal governo di Annover contro la competenza della Dieta germanica nella questione dei privilegi dell'ordine equestre: è pur noto che la *Gazzetta ufficiale di Annover* aveva smentito il fatto, che perciò doveva tenersi come inesatto: ma ecco ora la *Gazzetta di Cassel* che non solo conferma l'esistenza di quella protesta, ma ne riporta inoltre un sunto analitico.

Si dice, che la Baviera, la Sassonia, tutti gli Stati marittimi del Nord, e parecchi Stati minori, abbiano accettato l'invito, fatto dal governo annoverese, di prender parte al così detto congresso della flotta. Wurtemberg, Baden e Darmstadt avrebbero ricusato: si sarebbe ancora senza risposta per parte dell'Assia elettorale.

— *Monaco*, 21 *marzo*. La *Gazzetta d'Augusta* conferma, che il governo di Baviera è risoluto a mandare plenipotenziarii al congresso della flotta, che si terrà in Annover. Il governo affidò al conte Montgelas, ministro di Baviera presso la corte di Annover, ed al sig. Meixner, suo plenipotenziario per lo Zollverein a Berlino, l'incarico di assistere al suddetto congresso.

E. Leone gerente.

Borsa di Parigi *del* 25 *marzo*.

Il 5 0/0 aperto a 100, 50, chiude a 100.25.
Il 4 1/2 0/0 aperto a 101, 40, chiude a 101.
Il 3 0/0 aperto a 70 15, chiude a 70, 60.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) chiude a 90, 15.
Le azioni della Banca di Francia a 2700.

QUADRO
SINOTTICO STATISTICO
degli Stati di S. M. il Re di Sardegna

Compilato da Carlo Fr. Vesin, *Prof. di Steganografia, autore della* Crittografia Svelata *e di varie altre Geografiche e Statistiche Produzioni, dedicato agli amatori*

SABAUDI, SUBALPINI, LIGURI E SARDI

Questo QUADRO consiste in un grandissimo foglio di carta da disegno, dell'altezza verticale di 85 centimetri, sopra 420 cent. di lunghezza orizzontale. Composto tutto di nuovissima Nomperiglia, ed arricchito di eleganti caratteri e titoli. Il più grande, il più bello ed il più ricco Prospetto che siasi mai stampato a' giorni nostri in un solo foglio, con caratteri tipografici.

Prezzo di ogni esemplare fr. 7 50.
Chi ne prenderà 6 copie avrà la 7ª *gratis*;
Per 10 copie a pagamento se ne avranno 12.

Le Regie Amministrazioni, i Regii Impiegati, tanto Civili che Militari, e le Comunali Magistrature riceveranno inoltre, rivolgendosi direttamente all' Autore, quelle agevolezze che il medesimo loro offerse con relativa circolare.

I signori Associati delle Provincie che spediranno al sig. Vesin in Torino, un Vaglia-Postale equivalente all' importo della loro associazione, o quello di un maggior numero di copie desiderate, riceveranno immediatamente le copie medesime franche di porto.

Trovasi vendibile allo Stabilimento Tipografico Fontana, in Torino (Piazzetta della Consolata, n. 5), e presso i principali librai e negozianti di Stampe del Regno e dell' estero.

NB. I librai e tutte quelle altre persone che, nel senso di trarne un vantaggio, si volessero occupare, tanto nella Capitale che nelle Provincie, dello smercio di questo interessante lavoro, e così farne acquisto di una certa quantità di copie, dovranno per le debite condizioni intendersela direttamente coll'Autore, in Torino, con lettera affrancata, o facendo recapito allo Stabilimento Fontana.

AVVISO

S'invitano i signori Misuratori ed Estimatori piazzati, i quali bramassero d'imprendere la ricognizione e misura degli stabili proprii della Comunità di Piobesi Torinese, posti sul territorio della medesima, di presentare, prima della scadenza del p. v. aprile, al sottoscritto il suo partito in iscritto suggellato, in diminuzione di L. 20 per 0/0 sul valore netto di detti stabili che risulteranno occupati da varii particolari, sotto l'osservanza dei relativi capitoli, di cui chiunque potrà aver visione nella Segreteria di detta Comunità.

Piobesi, il 15 marzo 1851.

Il sindaco Vittorio Em. Gariglio.

La città però, col richiamare a se questo ramo di pubblico servizio, volle che il medesimo fosse migliorato, e di fatti la spesa delle L. 33[m]. ascese a L. 47,770.

In ogni distretto parrocchiale vi ha ora un medico-chirurgo in primo ed un medico-chirurgo in secondo: ai primi sono affidate le cure delle malattie interne, agli altri le malattie chirurgiche. È noto che se un individuo appartenente alla classe meno agiata è affetto da qualche malattia chirurgica grave, e specialmente se si richiede qualche difficile operazione, la cura si fa negli spedali, poichè nelle case dei poveri non si potrebbero avere i necessari mezzi di assistenza: la parte assegnata per conseguenza ai medici-chirurghi in secondo non è, generalmente parlando, molto difficile; per questo motivo gli aspiranti si ammettono al concorso dei posti vacanti immediatamente dopo subito l'esame di laurea. Sembrò poi conveniente il richiedere qualche maggior garantia pei medici-chirurghi in primo, e per questi si stabilì che non potessero ammettersi salvo che dopo quattro anni dalla laurea: il medico-chirurgo in secondo però, il quale per quattro anni abbia lodevolmente atteso alle sue incombenze, ha diritto di essere preferito pel posto di medico-chirurgo in primo, senza che perciò debba subire un nuovo esame di concorso.

Molte norme furono stabilite per la regolarità di questo servizio che qui non è il caso di accennare: è degno tuttavia di accennare lo stabilimento di una sala per le consultazioni gratuite, e le vaccinazioni, e il progetto ora attuato che nella farmacia della città, posta in vicinanza del palazzo comunale, siavi in tutte le notti un medico-chirurgo di guardia onde prestare la sua assistenza a chiunque ne lo richiegga.

Mentre il Consiglio provvedeva a migliorare il servizio sanitario di beneficenza nella città, non dimenticava di venire in soccorso degli abitanti del suburbio, e stanziò nel bilancio la somma di L. 6[m]. da distribuirsi ai Consigli di beneficenza delle parrocchie rurali per l'assistenza sanitaria dei loro poveri.

Il municipio era finalmente chiamato dal governo a concorrere nell'attuazione del progetto di una strada ferrata da Torino a Novara. L'amministrazione comunale è troppo ben persuasa del grandissimo vantaggio che sarà per derivare alla città dalle agevolate comunicazioni colle provincie dello Stato, per non prendere vivissima parte a questi grandiosi progetti, destinati a chiamare la nostra patria a quel grado di fiorente prosperità che si addice alla posizione del paese, alla ricchezza del suolo, ed alla solerzia degli abitanti.

Il Consiglio comunale non esitò quindi a deliberare che si avesse a concorrere coll'acquisto di due mila azioni, che importano un milione di lire, persuaso così di aver fatto cosa utile alla città e gradita a' suoi amministrati.

Dopo chiusa la tornata autunnale il Consiglio del comune fu nuovamente radunato in seduta straordinaria per deliberare sul concorso che convenisse prestare al progetto di ferrovia da Torino a Pinerolo, ed anche in questa circostanza la deliberazione fu affermativa, riservandosi però il Consiglio di fissare la somma del concorso tosto che fossero conosciuti i particolari del progetto, e si sapesse in modo positivo l'ammontare totale della spesa.

Questi sono i principali lavori maniati a compimento nella scorsa tornata autunnale: molte altre opere furono approvate, molti provvedimenti furono presi che importarono discussioni difficili e prolungate, e fu pure necessario di rendere al Consiglio comunale minuto conto di tutte le deliberazioni d'urgenza adottate dal Consiglio delegato nell'intervallo delle tornate in conformità di quanto prescrive la legge.

Se la tornata autunnale del 1851 è stata feconda di ottimi risultamenti, a questi non saranno certamente inferiori quelli della prossima tornata di primavera. Molti infatti sono i progetti che si stanno maturando dall'ufizio d'arte ovvero da apposite commissioni, e fra questi citeremo i principali, cioè: le fabbricazioni proposte erigersi intorno alla piazza Emanuele Filiberto, nel caso però che lo stabilimento dello scalo della strada ferrata di Novara ne permetta l'eseguimento: la costruzione di una strada a porta Susa tendente alla Venaria; il traslocamento del mercato del vino e la costruzione della necessaria tettoia e magazzini; la proposta della costruzione di un muro di cinta per reprimere il contrabbando alle leggi daziarie: la costruzione di pubblici lavatoi; il piano d'ingrandimento di Vanchiglia, e finalmente il piano d'ingrandimento pei terreni prossimi alla cittadella, stati finora soggetti alla servitù militare.

Dalle cose che precedono è lecito conchiudere che l'amministrazione comunale non tralascia alcuna occasione che le si presenti per introdurre tutti quei miglioramenti che sono richiesti dai tempi, e che si addicono ad una città che non vuol essere a nessun'altra seconda nell'accogliere ogni idea di vero progresso.

Il segretario della città
Vigna.

www.internetculturale.it

LIBRERIA GIANINI E FIORE

MEMORANDUM
STORICO POLITICO
DEL CONTE
CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA
Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri
del RE CARLO ALBERTO
dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847

Torino 1852, un bel volume in-8° grande di 600 pag.
Prezzo L. 10.

Nella prossima ventura settimana
LA DITTA CARLOTTI, BAZZARINI E C., EDIT. LIBR.
finora sotto i portici di Po, n. 39, 1.° piano,
aprirà un nuovo negozio di libri
in via Nuova, casa Melano, presso il Caffè del Genio
con un copioso assortimento di libri scientifici, storici, letterari, politici, ascetici, ecc. ecc., italiani, francesi, inglesi, ecc., nonchè di carta ed articoli di cancelleria.
Riceverà inoltre commissioni per l'Italia e per l'estero, e le adempirà colla maggior prontezza, avendo già aperto corrispondenza coi principali editori e librai si nostrali che forestieri.

RECENTISSIME PUBBLICAZIONI
DELLA SUDDETTA CASA EDITRICE
HAIMBERGER. Il Diritto Romano privato e puro, traduzione dal tedesco del sig. Casimiro Bosio. Terza edizione italiana. L. 6 96.
GHERARDINI. Introduzione alla grammatica italiana, » 1 75.
LUCILLA, ossia la Lettura della Bibbia . . . . . » 1 50.
TALLI ex DIGHLICH, Decretorum Sacrae Rituum Congregationis Hierolexicon. Edit. 3.ª in-8 . . . . . » 8

NOTIFICANZA
Il giorno 31 corrente, alle ore 11 di mattina, nella Segreteria dell'Opera di S. Luigi in questa città, via di S. Chiara, avrà luogo l'appalto delle opere da eseguirsi per la ricostruzione della stalla alla Cascina detta Tetti delle Oche, in territorio di None;
Ed il giorno 3 di aprile, alle ore 11, avrà pur luogo l'appalto per la ricostruzione della stalla alla Cascina detta la Marmora, in territorio di questa città, il tutto secondo i capitoli, perizia e disegni del signor ingegnere Gallinati, di cui si può aver visione in detta Segreteria dalle ore 10 alle 4, in tutti i giorni non festivi.

AVIS
A l'établissement général fixé à Turin, rue des Marchands, n. 2, seul en Piémont autorisé spécialement pour placement des personnes de service, on désire des cuisinières de la Savoie, de Nice, de la Suisse, ou françaises, qui sachent aussi faire le service de femmes-de-chambre, même qui parlent bien la langue française, et qui puissent donner de bons renseignemens et soient disposées de se rendre hors de Turin.
S'adresser à Turin, *franco*, au Directeur du Bureau, qui se charge de toutes commissions, et qui se rendra aussi chez les personnes domiciliées à Turin, qui voudront bien en faire la demande.
Le Directeur JEAN GRAMAGLIA.

BACHI DA SETA
La Casa FRANZINI di Brescia fa noto di avere stabilito in questa capitale un deposito di **Semenza di Bachi da seta di Bione**, provincia di Brescia, di sceltissima qualità, a modico prezzo.
L'esito al tutto soddisfacente che ne ottiene da molti anni in Lombardia fa sicura la Casa Proprietaria che anche in Piemonte i signori coltivatori dei Bachi da seta, dopo fattone l'esperimento in quest'anno, non vorranno dimenticare di provvedersene in avvenire.
Detto Deposito si trova presso la Casa CARLOTTI, BAZZARINI E C., Editori Librai (portici di Po, n. 39, piano 1°), la quale è la sola incaricata per lo spaccio all'ingrosso.
Trovasi pure vendibile detta Semenza presso il sig. GIACINTO TRIULZI, negoziante in seterie (portici di Po, num. 42).
I signori Proprietarii e Negozianti residenti nelle provincie, che amassero di farne acquisto, vorranno dirigersi alla ditta Carlotti, Bazzarini e C., indicando il mezzo di spedizione di cui intendono prevalersi.

DA VENDERE
in lotti separati o complessivamente
Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.
Per le notizie e trattative rivolgersi:
In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

ANNO SECONDO - 1852

COMMENTARIO DELLE LEGGI
Desunto dalle esposizioni dei motivi, dai rapporti delle Commissioni e dalle discussioni seguite nel Parlamento
Opera compilata dall'Avv. EDOARDO BELLONO
È USCITO IL FASCICOLO SECONDO PEL 1852
contenente fra le altre leggi commentate
QUELLA SULLA PUBBLICA SICUREZZA

CONDIZIONI D'ASSOCIAZIONE
Per Torino L. **10**, per le Provincie L. **11**, franco di posta
Le associazioni si ricevono in Torino dal Compilatore, contrada di S. Agostino, porta num. 21, piano 2°, e dalla vedova Reviglio e Figli, librai in Dora Grossa.

AVIS MÉDICAL
Le docteur SAMUEL LA'MERT, membre de l'Université d'Edimbourg, membre honoraire de la Société Médicale de Londres, etc. etc., auteur de la *Préservation personnelle*, et de la *Science de la vie*, a l'honneur d'informer les personnes qui désirent le consulter sur les différents désordres des organes de la génération résultant d'excès ou d'habitudes secrètes contractées dans la jeunesse, de la syphilis, de la gonorrhée, d'écoulements, des rétrécissements, et sur les cas de débilité nerveuse, de faiblesse locale et générale, précurseurs de la stérilité, de l'impuissance, de l'anéantissement des plaisirs de la vie et du but spécial du mariage, que chaque jour il reçoit à sa résidence,
37, BEDFORD SQUARE, A LONDRES;
Les heures fixées sont de 11 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. Prix de la consultation 25 francs, soit personnelle, soit par correspondance. — Le secret est inviolable et les lettres rendues sur réclamations. — Les médicaments nécessaires sont expédiés avec sécurité, dans toutes les parties du monde.
Toutes les lettres adressées au docteur LA'MERT devront être AFFRANCHIES, et contenir, pour obtenir un Avis ou une Consultation L. 1 (une livre sterling), ou un bon de VINGTUNO FRANCS, payable à Paris ou à Londres, chez un Banquier, ou à la Poste aux Lettres de PARIS. Sans cette formalité, les Lettres, quoiqu'affranchies, resteront sans réponse.
La PRÉSERVATION PERSONNELLE est illustrée de quarante figures coloriées, sur l'anatomie, la physiologie et les maladies des organes de la génération; prix, sous enveloppe, 5 francs, franco 5 fr. 50 c.
LA SCIENCE DE LA VIE, secret pour vivre longtemps, avec portrait et planches, prix 4 fr., franco 4 fr. 50 c.
Tous les exemplaires non revêtus de la signature de l'auteur, doivent être considérés comme contrefaçons, et le public est prié de ne leur accorder aucune confiance.
En vente: à Turin chez Gianini et Fiore, libraires; à Florence chez L. Molini, libraire, l'édition italienne de la *Préservation personnelle* qui se vend également à 5 francs.

AVIS
La place de Médecin des Pauvres et de l'Établissement de la fontaine et des Bains de St-Vincent (Aoste) étant vacante, quiconque aspire à cet emploi s'adressera à M.r le Syndic dudit lieu, avant le 30 avril prochain; le traitement est de fr. 550 outre l'habitation. — S'adresser au Secrétaire de la Commune pour de plus grands éclaircissements.

BERNARDO DIVERIO
FABBRICANTE DI OMBRELLE
Giunse recentemente dalla Francia con un grandioso assortimento in genere di novità, a modico prezzo, cioè:
Paracqua inglesi da L. 3, 25 a L. 4, 60;
Detti di seta » » 8 » 60;
Ombrellini » » 5 » 40.
Via di Po, casa Arnaud, presso il Caffè Dilej.

AFFITTAMENTO
La ditta BARTOLOMEO e F.lli FRANZOSINI, d'Intra, intende di affittare pel venturo S. Martino dell'anno corrente, per anni 12, la loro possessione di Olevano, di ettari 293, 71, 43 (giornate cadastrali 772, 72, 2), con scuti 15,555, 5 51/3, coltivata a riso, prati e pochi aratorii moronati a vicenda, con acqua propria continua d'estate e d'inverno, al quale effetto sarà tenuta un'asta privata a partiti segreti e suggellati, il giorno 31 del corrente mese di marzo, in Olevano, nella casa di abitazione della prefata ditta proprietaria, e l'affittamento di detti beni verrà deliberato a favore del maggiore offerente, sempre così piacendo alla prefata ditta, avvertendo che nessuno sarà ammesso ad offrire all'affittamento suddetto se non previo deposito di L. 2,000, o relativo avallo di eguale somma di persona conosciuta e risponsale, e per la visione dei capitoli d'affittamento dirigersi in Vigevano allo studio del sig. avvocato Bagini, od in Olevano alla casa dell'agente sig. Villabaldo Malasandi.

CAGNOLINI AMERICANI
pelo bianco e lungo, occhi bleu.
Si vendono in Borgo Nuovo, via Sotto Ripa, num. 3.
Parlisi al portinaio.

MEMORANDUM
STORICO-POLITICO
DEL CONTE
CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA
Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri
del RE CARLO ALBERTO
dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847.
Un volume in-8° grande. L. 10.

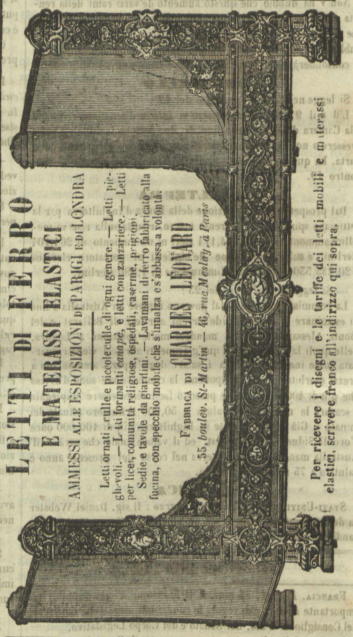
I librai dirigeranno le domande di quest'Opera ai Cugini POMBA e C.° di Torino, incaricati della vendita.

DA VENDERE
CASCINA e VIGNA sulla collina di Piossasco, con fabbricato civile e rustico, a breve distanza dalla parrocchia superiore. Dirigersi al negozio Giustetti, via Provvidenza, 8.

DA VENDERE
in via S. Lazzaro, dirimpetto alla chiesa della Rocca
TERRENO fabbricabile in tre lotti, di are 6 1/2 tav. 17) caduno, uniti o separati.
Recapito al portinaio in via dell'Esagono, num. 1.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano, e num. 4, membri, con terrazzo, al 4.° piano. Via del Senato, num. 4.

DA AFFITTARE *al presente od al primo aprile p.°* Num. 9 membri al 2.° p.°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.



FALLIMENTO
di Cornaglia Giuseppe, commerciante di tessuti in cotone a Chieri, colla firma Michele Cornaglia e figlio.
L'eccellentissimo Magistrato del Consolato con sentenza d'ieri ha dichiarato il fallimento di detto Cornaglia; ha ordinato l'apposizione dei sigilli; ha nominato sindaco provvisorio la ditta Ranco, Silvetti e Comp, stabilita in Torino, ed ha fissato la prima adunanza dei creditori in una sala dello stesso Magistrato, avanti l'ill.mo signor congiudice Vischi, giudice commissario, il 6 del prossimo aprile, ed alle ore 10 mattutine, giusta il prescritto della legge.
Torino, il 24 marzo 1852.
AVV. Massarola sottosegr.

TEATRI D'OGGI
CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La serva amorosa* — con farsa.
D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Gabrielle*, et 1.ere repr. de M.r JOSEPH KELM, chanteur de genre comique.
SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Bruno il filatore.*
GERBINO (ore 7 1/2) Opera: — *Roberto Devereux.*
DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *La casa bianca*
GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Il genio della notte.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
7 marzo	753 50	753 92	753 52	+ 5 9	+15 8	+22 4	+ 7 9	+15 5	+14 2	S.S.E.	S.S.E.	S.	Ser. con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
8 »	744 52	745 52	745 50	+ 3 1	+20 5	+21 6	+ 7 0	+14 2	+15 3	S.	S.S.E.	S.S.E.	Ser. con vap.	Coperto chiaro	Annuvolato.
9 »	741 22	742 50	742 52	+ 7 8	+11 5	+17 4	+ 6 2	+12 1	+14 9	N.	N.N.O.	N.N.E.	Sereno.	Sereno.	Sereno.

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 75 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

SABATO 27 MARZO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

I Signori Associati la cui associazione scade col 31 corrente marzo sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 26 *marzo*.

La Camera dei Deputati nella tornata di quest'oggi, dopo convalidate le elezioni dei collegi di Dronero, e di Novara *extra-muros*, rigettò allo squittinio secreto, con 65 voti contro 59, il progetto di legge per le pensioni di riposo agli impiegati civili. Approvò quindi senza discussione la convenzione addizionale al Trattato di commercio e navigazione conchiuso in Torino il 25 gennaio 1852 con S. M. il re di Svezia e Norvegia.

CAMERA D'AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Pel decesso recentemente avvenuto di uno degli Agenti di cambio e Sensali della Borsa di questa città, nel provvisorio stato in cui si è tuttora di applicazione della legge del 27 novembre 1847, secondo le prescrizioni della medesima e le susseguite ministeriali spiegazioni, si debbe senza ritardo addivenire nelle forme prescritte alla proposta per la nomina di un Mediatore di commercio che eserciti, non più cumulativamente le funzioni di Agente di cambio e di Sensale, ma solo e semplicemente quelle di Agente di cambio.

Quindi premurosa di compiere all'ufficio ad essa spettante,

La Camera notifica:

Che le domande degli aspiranti al posto di Agente di cambio per cui si ha da fare al Ministero la proposizione del candidato, saranno ricevute nella segreteria di essa Camera dal giorno di domani 24 del corrente sino a tutto il 22 di aprile prossimo perentoriamente dalle ore 9 del mattino alle 4 pomerid. nei giorni non festivi, e dalle 9 al mezzodì ne'giorni di festa.

Che l'aspirante su cui cadrà la scelta della Camera dovrà presentare i documenti giustificativi dei requisiti prescritti dagli articoli 3 e 4 del regolamento annesso alla Legge suddetta, dei quali documenti si debbe poi accompagnare la risultante proposta.

La presente notificazione rimarrà affissa per tutto il termine come avanti stabilito pel concorso nella segreteria della Camera, nella sala della Borsa, e sarà inserita nel Giornale ufficiale.

Torino, il 23 marzo 1852.

Per la R. Camera

Avv. G. FERRERO *segretario*.

PER PARTE DELLA DIREZIONE DELLA SCUOLA DI VETERINARIA *del Valentino*.

S'invita chiunque voglia attendere alla compra di num. quattro cavalli proprii della Scuola a comparire avanti il segretario contabile della predetta Direzione a ciò delegato, alle ore 10 antim. del giorno 29 marzo corrente, nel locale delle infermerie della Scuola posto lungo lo stradale, che dal Valentino volge a S. Salvario, nel luogo detto il Pallamaglio o Piccolo Valentino, per ivi, previo incanto, veder seguire il deliberamento a favore dell'ultimo miglior offerente, ed a danaro contante.

Appendice

GEOGRAFIA

Nel numero 12 del passato dicembre del *Bullettino della Società di Geografia di Francia* abbiamo letto le seguenti notizie geografiche, che comunichiamo ai cortesi lettori amanti del progresso di questo importante ramo dell'umano sapere. I *cartofili* vi troveranno la carta dei nuovi Stati e territorii dell'Unione Americana, estratta dalla carta generale testè pubblicata in Nuova York dal sig. H. S. Tauner, promessa nel Bullettino precedente; ed un'altra piccola carta dell'ingresso della foce dell'*Anadyr*.

La redazione del giornale annunzia pure che la carta del mar d'Aral e del Khanato di Khiva venne pubblicata a parte dalla Società di geografia, e che trovasi a franchi 3. Il presente fascicolo, benchè di piccola mole, contiene però memorie, analisi di opere e notizie interessanti. Il principe russo Emanuele Galitzin, uno dei più generosi ed attivi corrispondenti stranieri, fece dono alla Società d'un planisfero, pubblicato nel 1850 in Pietroburgo dal *Compartimento idrografico*, e comunicò un breve resoconto sul rilevamento dell'imboccatura dell'Anadyr, fatto nell'anno 1848 sotto la direzione d'un capitano della marina russa. Le adiacenze della foce di questo fiume importante della Siberia orientale e quelle del golfo di Anadyr sono oggi ben fissate, e saranno di speciale utilità per la marina russa. Questo piccolo golfo, segnato in qualche carta coll'altro nome di *Onemene*, è però così esteso, che potrebbe ricettare comodamente una gran flotta composta delle più grosse navi. Gli esploratori non hanno veduto un sol albero sulle rive di questo golfo, ma notarono tredici gruppi di case ordinati a forma di villaggi. Le case servono ai Tchouktchas, i quali vengono ad abitarle nella bella stagione per darsi alla caccia ed alla pesca.

La lettera scritta dal sig. De Froberville al sig. De la Roquette sui lavori finora poco noti dell'*Officio reale topografico* di Napoli contiene l'esposizione storica delle operazioni geodesiche e topografiche di un Istituto che l'arciduca Carlo lodò come uno dei primi d'Europa. La biblioteca, la cui prima idea risale alla dominazione francese nel 1808, ora aperta ai militari, è ricca di oltre ventimila volumi, viene giornalmente arricchita di tutte le opere scientifiche utili ad uno stabilimento topografico. Nell'istoria delle operazioni geodesiche di quest'ufizio leggesi che le osservazioni fatte sulle stelle cadenti nelle notti del 10 al 15 agosto 1845 servirono al capitano Fergola ed al professore Amante per determinare le differenze delle longitudini tra le stazioni di Termoli e di Napoli colla precisione d'un decimo di secondo. Duole leggere nelle pagine seguenti che questi due abili osservatori sono già scomparsi dal numero dei vivi, il Fergola essendo stato colpito dal fulmine nel 1845 mentre stava compiendo le sue osservazioni, e l'Amante morì nel marzo decorso. Il sig. Froberville conchiude col bilancio dei molti e grandi lavori, carte, piani, rilevamenti e simili, eseguiti e pubblicati da quest'Ufizio dalla sua creazione fino a questi giorni. L'Ufizio pubblicò or ora la carta del Mediterraneo in tre fogli, e sta occupandosi con molta attività della gran carta topografica del Regno delle Due Sicilie, il cui primo foglio giunse diggià alla Società di Geografia in Parigi. I lavori geodesici della provincia di Palermo sono quasi ultimati. Notisi che non si ha ancora una buona carta esatta dell'interno della Sicilia, giacchè la gran carta del *Deposito topografico* vuolsi sovrabbondare di errori.

La curiosità dei colti lettori cercherà tosto le notizie più recenti della spedizione dell'Africa centrale, di cui gli abbiamo già trattenuti altre volte. Le lettere scritte dal dottore Barth da Kouka, colla data del 21 scorso agosto, sono solamente posteriori di 10 giorni a quelle che abbiamo lette nel bullettino precedente. I nostri due coraggiosi viaggiatori stavano per intraprendere una escursione d'un alto interesse nel *Borgou*, regione montuosa, situata al N.-E. del lago Tchad, a metà cammino circa della strada che mena in Egitto, e che non venne ancora visitata da alcun europeo. Essi sperano poter esplorare l'*Onaday* colla protezione della potente tribù araba degli *Oulad-Soliman*. Il viaggio a Borgou che i due dottori prussiani hanno probabilmente ultimato in questo momento, la durata essendone stata calcolata di circa quattro mesi, è della più alta importanza per la geografia tuttora enigmatica di questa parte d'Africa. Si noti che il Borgou forma un punto di unione tra il bacino del lago Tchad e quello del Nilo, e che vi si respira, secondo le molte informazioni prese dal dottore Barth, un'atmosfera purissima; che le sue numerose valli sono irrigate da fiumi perenni, e che vi abbondano i palmizi a datteri. Al ritorno di questa escursione, quando i viaggiatori avranno terminato felicemente l'esplorazione della parte orientale del bacino così notevole del lago Tchad, indirizzeranno tutti i loro sforzi verso il sud. Le molte e continue informazioni raccolte dei nostri viaggiatori annunziano l'esistenza nel centro dell'Africa di parecchi altri reami potenti, popolarissimi, molto fertili, ricchi di selve ed attraversati dalle acque fecondanti d'un gran numero di fiumi.

I risultamenti finora ottenuti da questa spedizione sono assai preziosi, giacchè pare che le carte della Luna siano quasi più esatte di quelle dell'Africa centrale. Il dottore Overweg annunziò al sig. A. Petermann che prima della partenza da Bornou avrebbe spedite in Europa tutte le sue osservazioni astronomiche, hypsometriche e meteorologiche. Tra poco i nostri viaggiatori (nel prossimo maggio, cioè quando hanno intenzione di abbandonare il lago Tchad per indirizzarsi al sud) avranno già consacrato due anni e mezzo nelle loro ricerche geografiche d'ogni maniera. Essi abbisognano ancora di due altri anni per poter ultimare la seconda parte del loro viaggio. Speriamo anche noi che la generosità del governo britanno verrà in aiuto di questi intrepidi viaggiatori prima della loro partenza dal lago di Tchad.

Questi brevi cenni sono seguiti da un estratto di una lettera del sig. Bocandé, residente francese a *Carabanne* (*Casamance*) del 2 febbraio 1851, sul progresso del maomettismo verso l'occidente dell'Africa. Scorgesi da questa lettera che i *Marabout* propagano la dottrina di Maometto nell'interno dell'Africa, principiando a dominare col numero, e quindi tentando dominare colla forza sia per loro stessi che coll'aiuto di altre popolazioni. Pare che il veicolo del maomettismo consista non meno nello spirito del proselitismo che nella cupidigia. Se vediamo poi che il Corano va vincendo l'idolatria, ciò deve anche attribuirsi in parte a quella specie di incivilimento da cui si fa accompa-

I signori compratori sono sin d'ora diffidati che i cavalli saranno loro rilasciati sul luogo dell'incanto appena effettuato il deliberamento e sborsato il prezzo relativo; di maniera che i medesimi dovranno essere provvisti degli arnesi necessari per condursi via i cavalli, cessando da tale punto ogni obbligo ai palafrenieri di prestar l'opera loro pei cavalli venduti, e dovendosi dal momento medesimo ritirar gli arnesi con cui i medesimi furono condotti sul luogo della vendita.

Torino, dall'Ufficio della Direzione, il 23 marzo 1852.

Per la Direzione

Il segr. contabile ASSANDRO.

SVIZZERA

Il *Bund* narra che dopo l'arrivo del commissario federale, sig. Kern, in Ginevra, ebbero luogo decisive spiegazioni fra i commissari federali ed il governo. I signori Kern e Trog chiesero in una lettera con tutta risolutezza quelle misure che parvero indispensabili per la totale esecuzione delle instruzioni ricevute dal consiglio federale, affine di mandare ad esecuzione anche nel cantone di Ginevra le risoluzioni relative ai rifugiati come già avvenne in altri cantoni. Il governo ha aderito alle domande avanzate dai commissari, ed è da aspettarsi che la polizia si presterà energicamente anche a tutte le ulteriori misure esecutive. Una conseguenza delle dimande fatte dai commissari è evidentemente anche la pubblicazione rinnovata e più severa pubblicata sabato dal dipartimento di polizia in Ginevra, colla quale a tutti i forestieri che si trovano nel cantone senza permessi di dimora è minacciata nel modo il più preciso l'espulsione, se per il 25 marzo non si saranno notificati all'ufficio di polizia. Agli abitanti che albergano forestieri sono ricordate le pene comminate dalle leggi a quelli che non ne fanno la notificazione. E siccome non di rado avviene che i rifugiati presentino carte d'origine inesatte, così i commissari hanno chiesto che loro sia concesso di esaminare personalmente all'ufficio di polizia questi attestati. Anche questa dimanda fu dal governo di Ginevra consentita.

Dacchè fu instituito il commissariato, un considerevole numero di rifugiati di diverse nazioni, la maggior parte però francesi, furono in parte internati, in parte avviati con passaporti in Inghilterra od in America, e l'internamento continua tuttora. Molti francesi, che dopo le giornate di dicembre eransi, per esagerato timore, rifugiati a Ginevra, sono ritornati in Francia. Quest'ultima circostanza spiega le esagerazioni comparse in alcuni giornali circa al numero dei rifugiati.

I signori commissari ad ogni modo sembrano animati dal fermo volere di operare in modo che la faccenda dei rifugiati sia una volta finalmente ordinata. Che se dopo ciò pervenissero ancora nuovi reclami, niuno più dubiterebbe che la quistione dei rifugiati non è che un pretesto; ma la vera causa è ben diversa.

— Il sig. Maguin, rifugiato politico francese, fu condannato a Ginevra a 15 anni di lavori forzati per alterazione di monete.

— Anche la Società d'utilità pubblica di Glarona ha pubblicato un proclama a favore della sottoscrizione nazionale.

BERNA. Finalmente pare che il governo abbia fissato alla domenica dopo Pasqua (18 aprile) la votazione popolare sulla quistione della revoca. Verso questo tempo il Gran Consiglio sarà di nuovo radunato.

ZURIGO. Giova notare che nel circolo di Meisen, nel quale il sig. Treichler, per essere nominato deputato al Consiglio nazionale, ebbe 122 voti, dovendosi ora eleggere un rappresentante al gran Consiglio, il sig. Hüber, portato dal partito di Treichler (socialista), non ne ebbe che 75, ed invece fu eletto il candidato liberale, sig. Wunderli, con quasi 500 voti.

LUCERNA. Contemporaneamente alla sottoscrizione nazionale, si procacciano in questo cantone firme ad una petizione al Gran Consiglio affinchè sia accordata piena amnistia ai membri del cessato Gran Consiglio.

TICINO. *Bellinzona*, 25 *marzo*. Da una comunicazione del Consiglio federale al lodevole governo appare che l'i. r. legazione austriaca in Berna fu incaricata da S. E. il f. m. Radetzky, governatore civile e militare delle provincie lombardo-venete, di notificare che le ii. rr. autorità di Lombardia hanno spontaneamente risolto di dare piena soddisfazione per la violazione del territorio accompagnata da trasporto di merci commessa, pochi giorni sono, da tre soldati austriaci in vedetta lungo il confine tra Germignaga e Ponte Tresa (distretto di Lugano). Puniti militarmente i soldati colpevoli, l'i. r. intendenza delle finanze in Como venne incaricata di far tosto ricondurre, nelle debite forme, le merci sottratte.

— La commissione dirigente della *Società degli amici dell'educazione del popolo* ha preso l'iniziativa per l'organizzazione in questo cantone dell'opera che contribuir deve alla riconciliazione de'confederati, vale a dire della sottoscrizione nazionale per coprire il residuo del debito di guerra de'cantoni che facevano parte del Sonderbund. (*G. T.*)

FRANCIA

PARIGI, 23 *marzo*. Ognun sa che, giusta l'art. 42 della costituzione, è interdetto ai giornali di render conto delle sedute del Corpo legislativo. A tenore dell'articolo istesso i giornali dovranno restringersi a riprodurre il processo verbale che sarà compilato, al finire di ciascuna seduta, per cura del presidente dell'assemblea.

Giusta il nuovo decreto (*Vedasi alle* ULTIME NOTIZIE *del numero antecedente della Gazzetta*), la compilazione dei processi verbali è affidata a compilatori speciali nominati dal presidente del Corpo legislativo, e che esso può rivocare. Il decreto fa cessare alcuni dubbi che si erano palesati, con decidere che il processo verbale conterrà il nome dei membri che han preso la parola e il sunto delle loro opinioni.

Resta da determinarsi il modo in cui i processi verbali saranno comunicati ai giornali. Il decreto lascia al presidente dell'assemblea la cura di regolare queste particolari disposizioni con uno speciale decreto.

I membri del Corpo legislativo non potranno pubblicar colle stampe nè distribuire a loro spese i discorsi che avranno pronunciati, senza averne ottenuto la preventiva autorizzazione dall'assemblea.

La stampa e la distribuzione non autorizzate saranno punite con una multa di 500 a 5,000 fr. per gli stampatori e di 5 a 500 fr. pe' distributori.

— Il *Constitutionnel* aggiunge al decreto sopraindicato certe disposizioni che non vi sono comprese, e che senza dubbio faranno parte di un altro decreto.

I deputati sarebbero, come per lo addietro, inviolabili, ne si potrebbe procedere contro di loro se non che coll'autorizzazione del Corpo legislativo.

www.internetculturale.it

L'onorario del presidente del Corpo legislativo sarebbe di 100,000 fr. Le funzioni di vice-presidente e di segretario non sarebbero retribuite. Vi sarebbero due questori coll'assegnamento di 12,000 fr.

— Un altro decreto, inserito nel *Moniteur* d'oggi, ha per iscopo di obbligare tutti i membri della magistratura a prestare, in termine d'un mese, a decorrere dal 29 marzo, il giuramento prescritto dall'art. 14 della costituzione. Il giuramento è concepito come segue: « Giuro obbedienza alla costituzione e fedeltà al presidente. Giuro inoltre e prometto di adempiere bene e fedelmente le mie funzioni, di custodire religiosamente il segreto delle deliberazioni, e di diportarmi in tutto come buono e leale magistrato. »

— Il ministro di Stato diede ordini per disporre la sala de' marescialli alla Tuilerie, affinchè il principe presidente possa aprirvi il 29 la sessione del Corpo legislativo. Ciascuno dei tre grandi Corpi dello Stato occuperà un luogo distinto a cui si recherà per iscale particolari.

Il principe presidente, coll'abito di gala di presidente del consiglio di Stato, in mezzo a' suoi aiutanti di campo, a' suoi ufficiali d'ordinanza, a' suoi ministri e al consiglio di Stato, sarà collocato sopra un palco; di faccia a lui saranno, a destra il senato, a sinistra il Corpo legislativo. Il principe presidente della repubblica pronuncierà un discorso; indi si leggerà la formula del giuramento; ciascun membro del senato e del Corpo legislativo, rispondendo a un appello nominale, profferirà dal suo posto le parole: « Lo giuro. »

Il clero, la magistratura e il corpo diplomatico devono essere rappresentati in questa solennità. Un piccolo numero di posti è riserbato, in una galleria superiore, alle persone invitate.

— Leggesi nel *Moniteur*:

Le nostre vertenze col Marocco sono del tutto aggiustate. L'imperatore ha scritto un'altra lettera al principe presidente per annunziargli che l'incaricato d'affari di Francia potrebbe sempre comunicar liberamente, e senza mediatori, colla corte di Fez. Niun motivo si opponeva più al ritorno dei nostri agenti a Tangeri, e il sig. Jager-Schmidt, gerente della nostra missione dopo la partenza del sig. Bourrée, lasciò Algesiras per recarsi al suo posto. Gl'interessi della nostra politica e del nostro commercio, di cui il sig. Castellinard, agente e console generale di Sardegna, era stato incaricato durante la sospensione de' nostri rapporti col Marocco, trovarono in lui un difensore non meno abile che zelante, e il principe presidente fu lieto di attestargliene l'alta sua soddisfazione.

Il principe presidente, sulla proposta del ministro degli affari esteri, ha conferito, con decreto d'oggi, le insegne di commendatore della Legion d'Onore al sig. Bourrée, console generale e incaricato d'affari di Francia nel Marocco, come un segno dell'alta sua soddisfazione pei servigi che quest'agente rese nella sua missione a Tangeri.

— Il governo ha decretato parecchie disposizioni relative al foro, e che devono accrescere la considerazione dei consigli di disciplina degli avvocati.

I membri di questi consigli continueranno ad essere nominati dall'assemblea generale degli avvocati inscritti nel quadro, ma alla maggioranza assoluta dei suffragi dei membri presenti. Questo nuovo modo fa sparire l'inconveniente dello squittinio di lista, col favor del quale si eleggevano avvocati al consiglio, benchè non avessero la simpatia della maggioranza dei loro colleghi.

Il priore *(bâtonnier)* dell'ordine non sarà più nominato dall'assemblea generale, ma dai membri del consiglio di disciplina, nè potrà essere scelto che fra di loro.

Niun avvocato sarà nominato membro del consiglio se non è inscritto nel quadro da dieci anni almeno in Parigi, e da cinque nelle altre città, capo-luoghi di corti d'appello. Ogni avvocato contro il quale fosse pronunciata una delle pene disciplinari contemplate nell'ordinanza del 1822, potrà essere privato del diritto di far parte del consiglio per dieci anni al più.

Finalmente i segretarii della conferenza, che, sino al presente, erano eletti dall'assemblea generale, saranno designati dal consiglio di disciplina sulla presentazione del priore. Gli avvocati praticanti colpiti di pene disciplinari, saranno esclusi dal concorso.

— Il sig. Janvier, consigliere di Stato, è morto ieri in seguito all'attacco d'apoplessia che lo aveva colpito pochi giorni innanzi.

— Il sig. Hénon, candidato dell'opposizione, è stato eletto a Lione.

SPAGNA

MADRID, 18 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il sig. Joaquin Armero, nominato testè capitano generale di Estremadura, lasciò stamane Madrid, per andarsi a congedare dalla regina Maria Cristina ad Aranjuez; in seguito si recherà a Badajoz.

Un decreto reale, inserito nella *Gazzetta di Madrid* di questa mattina, dà alle isole Canarie una nuova organizzazione amministrativa, gli ordini del governo non potendo essere fino a oggi che difficilmente trasmessi alle varie parti dell'isola.

Le Canarie saranno d'oggi in poi divise in due distretti. Il primo comprenderà le isole di Teneriffa, la Gomera, Palma e Hierra; e il secondo la Grande Canaria, Fuerte-Ventura e Lanzarate.

INGHILTERRA

LONDRA, 22 *marzo*. Si legge nella *United Service Gazette*:

Il piano di difesa contro i nostri nemici esterni è affidato, dicesi, alle forti mani di lord Hardinge, il quale se ne occupa attivamente ne'momenti che la direzione del servizio dell'artiglieria gli lascia. Si sa ch'egli inclina per una forza armata del genere della landwehr prussiana. Si può dunque credere che detto piano comprenderà la formazione di alcuni corpi di milizia nazionale.

— Si legge nel *Times*:

Noi analizzammo così sovente le cifre delle relazioni periodiche sull'esercito, che non ci resta altro a fare che avverare i risultamenti ottenuti mediante le spese precedentemente riferite. Le forze armate della Gran-Bretagna comprendono un esercito regolare di 101,957 uomini, senza tenervi a conto i reggimenti impiegati e pagati dalla compagnia delle Indie orientali ne' suoi possessi. Ecco come sono ripartite queste forze si considerevoli: Vi ha 58,000 circa che servono all'estero, non contando le truppe dell'India, di guisa che rimangono presso a poco 52,000 uomini pel servizio interno della Gran-Bretagna. Queste cifre tuttavolta, date soltanto come valutazione, non comprendono che i soldati e i sottufficiali; quanto è agli ufficiali di tutti i gradi, com'essi comprendono un 15 per 100 dell'effettivo all'incirca, può essere stimata a quasi 60,000 uomini la forza militare delle isole britanniche. Così dunque metà o circa della nostra armata di terra è, all'interno, distribuita per due quinti in Irlanda, e tre quinti in Inghilterra e in Iscozia. È uopo aggiungere a queste cifre 12,000 *constables* in Irlanda, benissimo armati ed equipaggiati; 6,000 soldati della marina che servono ne'porti; una certa proporzione d'artiglieria, e 50,000 vecchi soldati in congedo e che fruiscono di pensioni senza parlare de' battaglioni di guarda-coste e degli arsenali, si vedrà adunque che, sotto questo rapporto, noi facciamo un'assai buona figura; soprattutto se con buone armi e un'istruzione solida un soldato vale più tardi per due.

ALEMAGNA

BREMA. Ecco il tenore della notificazione del senato, pubblicata il 19 marzo, relativamente alla questione costituzionale.

Il 6 di questo mese la Dieta germanica ha adottato una risoluzione in ordine alla nostra legge fondamentale.

È necessario che quella risoluzione sia conosciuta, non solo dai rappresentanti attuali dei cittadini di Brema, ma ancora da tutta la popolazione dello Stato di Brema.

Ecco il tenore di quella risoluzione:

« La Dieta germanica ha decretato: 1. che tutte le prescrizioni della costituzione della città libera di Brema, del 5 marzo 1849, le quali furono indicate dal senato della stessa città libera nella comunicazione indirizzata all'assemblea dei borghesi il 27 settembre 1851, come tali da doversi sopprimere in conformità alle risoluzioni della Dieta del 23 agosto, debbono effettivamente comprendersi in questa categoria, perchè contrarie alle leggi federali.

« Quelle prescrizioni, non meno che le leggi promulgate per l'esecuzione loro, debbono quindi abrogarsi.

« La Dieta non vuole per ora risolvere la questione, se le disposizioni, proposte dal senato, in surrogazione alle disposizioni abrogate, corrispondano realmente alle esigenze della risoluzione della Dieta del 23 agosto, e se non si potesse desiderare alcune altre modificazioni alla costituzione del 1849; ma essa si riserba a questo riguardo i diritti che le spettano.

« La Dieta germanica risolve inoltre: 2. D'invitare il senato della città libera di Brema a non far procedere alla eventuale surrogazione di membri del senato secondo il nuovo regolamento elettorale.

« 3. La Dieta germanica riguarda come indispensabile l'apportare parecchie modificazioni a questa costituzione; e sovratutto il fare un nuovo regolamento elettorale per la rappresentanza della borghesia, ed una nuova legge sulle deputazioni, e si tratterà d'introdurre prontamente, a questo riguardo, nuove disposizioni eventualmente provvisorie.

« 4. La Dieta germanica risolve ancora:

« Di spedire un commissario a Brema, a fine di promuovere i diritti e le attribuzioni della confederazione nelle ulteriori determinazioni che prenderà il senato della libera città di Brema per conciliare la costituzione e la legislazione della città libera colle leggi fondamentali della confederazione.

« Questo commissario sarà, all'uopo, incaricato di prendere, d'accordo col senato, ed in nome della confederazione, quelle disposizioni che saranno giudicate necessarie.

« 5. *a*) Di invitare perciò il governo annoverese a scegliere, per queste funzioni, uno de' suoi alti funzionari e d'indicarlo;

b) Di ricorrere ad un'assistenza militare se questo governo, o il commissario federale da nominarsi, crederà necessario, di concertarsi col senato della città libera di Brema sul modo di quest'assistenza, sulle spese che ne seguiranno, e di provvedere in conseguenza.

c) Per evitare ogni perdita di tempo, risolve d'informare immediatamente il commissario federale, da nominarsi, della missione di cui deve essere investito, affinchè possa, senza attendere la sua nomina formale, per parte dell'eccelsa Dieta germanica, prepararsi ad eseguire il suo incarico; finalmente:

d) Di notificargli preliminarmente, che egli dovrà recarsi a Brema subito dopo la sua nomina, a fine di adempiere la sua missione, e che, quando tal cosa sia richiesta dalle circostanze, o nel caso di dubbii da risolversi, egli dovrà indirizzare una sua relazione alla Dieta germanica, e riserbare la sanzione definitiva di quest'ultima per tutti i provvedimenti che si prenderanno.

« 6. Di comunicare la presente risoluzione alla città libera di Brema, ed al governo annoverese, per mezzo degli inviati di questi due governi alla dieta.

« Da quanto precede risulta:

a) Quali siano le disposizioni della costituzione del 5 marzo 1849, e quali le leggi promulgate per la loro esecuzione, le quali debbano abrogarsi, come contrarie alle leggi federali;

b) Che particolarmente quelle disposizioni della costituzione, le quali riguardano l'elezione dei membri del senato, non debbano ricevere la loro applicazione;

c) Che parecchie modificazioni della costituzione debbano riguardarsi come indispensabili, anche col mezzo di determinazioni provvisorie;

d) Finalmente, quali siano i provvedimenti ai quali ha creduto dover ricorrere la Dieta germanica per assistere il senato nell'eseguimento di questa risoluzione. »

Il senato, ordinando, che questa risoluzione della Dieta sia recata a pubblica cognizione, si riserba di prendere quelle ulteriori determinazioni, che saranno necessarie per la sua esecuzione.

Decretato a Brema, nella seduta del senato del 17, e pubblicato il 19 marzo 1852.

— L'ufficio dell'assemblea dei borghesi ha convocato quest'ultima per una seduta straordinaria, che si terrà nel pomeriggio del 20 marzo. Nella adunanza del 19, l'ufficio risolse di proporre una mozione, tendente ad opporsi apertamente alla risoluzione della Dieta germanica. L'assemblea della borghesia sarà invitata a dichiarare, che, non ostante il divieto della Dieta germanica, il

---

gnare. Se quindi i missionarii europei stabiliti sulle coste occidentali dell'Africa vorranno introdurre colla fede cristiana la luce della civiltà, giungeranno molto probabilmente a respingere il maomettismo verso l'interno del continente.

L'estratto della lettera del sig. Berthelot, scritta da Teneriffa al presidente della commissione centrale sugli orribili danni recati dal cholera nell'isola di Canaria nello scorso giugno commuove ed interessa vivamente. Sembra che alle eccellenti condizioni igieniche, delle quali l'autore ci dà un breve cenno, meglio che alle precauzioni sanitarie, debba attribuirsi la preservazione di Teneriffa dal terribile flagello, mentre le infelicissime condizioni igieniche di Canaria bastano esse sole a spiegare i danni immensi del morbo. Si noti che in un sobborgo della stessa capitale dell'isola, nel quale la malattia infierì maggiormente, gli abitanti poveri vivono ancora come veri *troglodi* nelle grotte sotterranee ad esempio degli antichi indigeni! Questo sobborgo divenne quindi purtroppo un centro d'infezione, ed il cholera vi scoppiò come un vulcano. L'eruzione fu terribile, fulminante, e si dilatò tosto nell'intiera città a guisa di voracissimo incendio. È difficile rappresentarsi gli orrori inauditi descritti dal sig. Berthelot nella sua lettera che non avrei proprio il coraggio di trascrivervi per intiero. La sola idea che il cholera fosse contagioso bastò a seminare per ogni angolo il terrore durante i tre mesi che fu spaventevole epidemia flagellò l'intiera isola.

Nelle analisi, estratti d'opere, miscellanee e simili, leggesi il secondo articolo del sig. Sédillot sull'opera del sig. Reinaud intitolata: *Memoria geografica, storica e scientifica sull'India prima della metà del secolo undecimo dell'Era cristiana, secondo gli storici arabi, persiani e chinesi*.

L'India verrebbe oggi spogliata del suo prezioso titolo di antica sede delle scienze, e di popolo istitutore del genere umano, come si era creduto finora anche da illustri dotti. Il sig. Sédillot tocca la quistione dell'origine dell'algebra e dell'astronomia, da lui già discussa in altre sue note scritture. Vediamo pure ritoccata la famosa quistione del zodiaco di Denderah e del calendario egizio che occupò già così seriamente due dei più illustri membri dell'Istituto di Francia, i signori Biot e Letronne

L'erudit issimo relatore in questo suo articolo critico si sforza dimostrare che gli indiani presero in prestito da altri popoli non solo le loro nozioni matematiche ed astronomiche, ma anche le geografiche, e che si è esagerato finora il valore della scienza delle Indie perchè non era mai stata richiamata ad un esame severo. Aboulpharage collocò sulla stessa linea i turchi, i chinesi ed i bruti, ai quali il sig. Sédillot si maraviglia che non siano anche stati aggiunti gli indiani.

L'autore conchiude, sotto tutte le riserve dei punti particolari segnalati dal sig. Chasles, che le dottrine indiane, come la pretesa scienza dei chinesi, sono ben lontane a suo avviso dall'avere quel pregio e quella importanza che loro si vorrebbe attribuire.

L'analisi delle memorie e delle opere è chiusa con alcune pagine sul misterioso Paraguay, estratte dal sig. M. V. A. Malte-Brun dal viaggio del sig. di Castelnau nell'America del Sud. Tra gli episodii più importanti della spedizione nell'America meridionale, intrapresa in questi ultimi anni dal sig. di Castelnau e da'suoi coraggiosi compagni, vuole sicuramente annoverarsi il tentativo per penetrare nel Paraguay, che la morte del Dittatore Francia, avvenuta 12 anni sono, si credeva aver dischiuso ai viaggiatori. Il tentativo non venne coronato da felice successo, come è noto, ma ci procurò le interessanti pagine su questa *China americana*, dove nessun europeo aveva ancora potuto penetrare, ossia donde nessuno aveva potuto uscirne senza sostenervi una lunga prigionia. Dopo una lunga narrazione dell'accoglienza avuta dal comandante del forte *Olympo*, posto a difesa della frontiera, e del formale divieto del presidente della Repubblica di addentrarsi, vengono le notizie importanti sull'istoria e sul governo del Paraguay, che il sig. di Castelnau potè procurarsi nel suo soggiorno sforzato nella fortezza citata. Vi trascrivo la breve nota sulla morte del dottore Francia, il quale governò questo paese dittatoriamente dal 1814 fino al giorno della sua morte avvenuta nell'anno 1840. Trovandosi sorpreso un giorno da una indisposizione, di cui prevedeva l'esito, si chiuse nella sua camera, dopo aver raccomandato che nessuno vi entrasse per due giorni. Passato questo tempo venne aperta la camera, e vi si trovò il Dittatore morto su d'una sedia, circondato dagli avanzi d'una gran quantità di carte abbruciate. Tutti i segreti della sua politica erano probabilmente scomparsi con lui. Il dottore Francia aveva ottant'anni; si trovarono alla sua morte circa duecentomila piastre nelle casse; somma che costituiva quasi tutta la moneta circolante nel Paraguay. L'assenza di ogni transazione commerciale rendendo la moneta inutile, questa era necessariamente ritornata nelle mani del governatore. Aggiungeremo che il presidente attuale della Repubblica, C. A. Lopez, è nipote del dottore Francia; che uno de'suoi fratelli Vescovo trovasi alla testa del Clero, l'altro è direttore dei distretti dell'interno, e che uno de' suoi figli, giovane di venti anni, comanda l'esercito composto di tremila fanti e di duemila cavalli, e l'altro più giovane è capo delle milizie nazionali. Gli abitanti del Paraguay, in numero di forse 800,000, hanno tuttora costumi semplici, e primitivi. Essi bastano a loro stessi, e sono suddivisi in razze per modo che non possono frammischiarsi gli uni agli altri; e nessuno, compreso il presidente, sospetta che quest'ordine di cose non debba durare così indefinitamente.

Le poche notizie geografiche del mese sono riassunte nel Bullettino: per l'Europa ai lavori geodesici del reame delle due Sicilie già accennati di sopra; dall'Asia ci si annunzia la morte del dottore prussiano Gutzlaff infatigabile viaggiatore, celebre sinologo noto per le sue pubblicazioni sulla China; per l'America abbiamo il ritorno del dottore Weddel, autore del *Viaggio nel sud della Bolivia*, da un altro suo nuovo viaggio nelle stesse regioni dell'America meridionale, e di cui il Bullettino promette un saggio nel prossimo numero. Il sig. De la Roquette ci racconta per ultimo l'istoria d'un selvaggio di *Port-Essington* nella nuova Olanda. I cenni sulla vita dell'infelice giovine Neimal, dotato di una bontà, sagacità, docilità e perspicacia mirabili, sono estratti da un viaggio d'esplorazione eseguito dal capitano Owen-Stanley testè pubblicato in Londra, ricco di nozioni pellegrine sui costumi e sul carattere degli abitanti dell'Australia. Questo numero è chiuso col resoconto della seduta della Società del dì 19 dicembre 1851, e colla nota dei doni offerti in detta tornata. Ho letto nel resoconto che la nuova Società di geografia e statistica del Messico ha già pubblicato un primo volume sulle antichità dell'America.

Torino, il 18 marzo 1852.

G. F. BARUFFI.

www.InternetCulturale.it

Senato è obbligato a far procedere immediatamente, e secondo i termini della costituzione, all'elezione di un nuovo senatore, in surrogazione al borgomastro Noltenius, testè defunto; che la Dieta non ha diritto di ordinare un tale divieto, il quale deve perciò riguardarsi di niun effetto; che finalmente, qualora il senato ricusi, allora l'assemblea dei borghesi non riconoscerà più, come formanti il senato, i 15 membri ond'esso è presentemente composto, e che perciò essa non potrà più mantenere rapporti con loro.

TURCHIA

Scrivono all'*Osservatore Triestino* da Costantinopoli, che in quest'ultima città si attende un vascello francese di 120 cannoni coll'ammiraglio. Si aggiunge che il governo ottomano intende incrociare una squadriglia nelle acque della Soria verso le feste di Pasqua.

Il *Journal de Constantinople* conferma la nomina di Rescid bascià a granvisir, e di Mustafà bascià a presidente del consiglio di Stato.

Rileviamo che il sultano, volendo mostrare la sua riconoscenza a Reuf bascià per i grandi servigi ch'ei rese all'impero, lo nominò ministro senza portafoglio, destinandogli un posto dopo il granvisir e lo *Scheik-ul-Islam*. Il 7 corr. Reuf bascià e Rescid bascià si recarono alla Porta nella stessa carrozza, accompagnati da Ferid effendi, primo segretario del sultano, latore del decreto imperiale di nomina, il quale fu letto solennemente nella gran sala del consiglio alla presenza de' ministri e degli altri funzionari.

Il cav. di Suza, inviato straordinario e ministro plenipotenziario spagnuolo presso la Sublime Porta, si recò ultimamente al palazzo imperiale e rimise al sultano le lettere del suo governo, che gli annunziano la nascita d'una principessa reale; in questa circostanza, S. M. gli espresse le sue felicitazioni perchè la Provvidenza salvò la regina dall'attentato dell'assassino Merino.

In assenza del sig. Titoff, inviato russo, che si dispone a partire in congedo per l'Italia, il sig. Ozeroff, consigliere di Stato e di legazione, farà le sue veci.

— Leggesi nella *Triester Zeitung*:

La condizione delle cose, dopo il ritorno di Rescid-bascià al granvisirato, non si è mutata; ed è naturale, perchè, dacchè Reuf-bascià fu al potere, Reschid non cessò di essere propriamente il motore della politica. Il ritorno di Reschid non sorprese alcuno; i fogli semi-officiali lo lasciavano già presupporre, poichè non parlavano di lui se non come di un personaggio di gran momento.

Pare, che siasi voluto aspettare il definitivo scioglimento della questione dei Luoghi Santi, per richiamarlo alla sua carica.

Ora che, al 5 marzo, si ottenne il consentimento del governo francese, ecco che già fin dal 6 si effettuò la reinstallazione di Reschid. I monaci cattolici potranno, d'ora in poi, avere ingresso ne' Santi Luoghi, dai quali finora erano stati tenuti lontani dai greci. Già nella sera del 5 Reschid fu chiamato al palazzo di Tscheragan; il Sultano gli notificò la sua nomina a granvisir, e l'investitura solenne si operò nel giorno seguente.

S. M. dal palazzo granvisirale si recò alla Porta, preceduto dalla banda musicale, cui teneva dietro Selim bey, primo cameriere del sultano, e che portava l'atisceriffo, che decretava la nomina del granvisir: veniva in seguito il nuovo granvisir, il nuovo presidente del consiglio Mustafà-bascià, ed il Scheik-ul-Islam.

Nella gran sala del consiglio erano presenti, il Divano intiero, tutti i ministri e dignitari dell'impero. Ali-bascià prese l'atisceriffo, e lo lesse. Eccone il tenore:

« Mio degno visir Rescid bascià! La tua sollecitudine, il tuo zelo, il tuo sano giudizio, e la tua rettitudine, di cui tu offristi tante prove, furono da noi meritamente apprezzati; e conformemente a'tuoi meriti, ti viene conferita la dignità di granvisir, la quale costituisce il centro di tutti gli affari dell'impero. La presidenza del consiglio di Stato, carica assai importante, è conferita a Mustafà bascià da Creta, perchè noi lo giudichiamo capace di coprire questo impiego. Così Dio onnipotente e santissimo aiuti noi tutti. »

— Il *Journal de Constantinople* dà relazione di molti incendi avvenuti testè a Costantinopoli e in qualche altro luogo. La notte del 4 al 5, una parte di Bujukderè fu distrutta da violento incendio. Il fuoco si manifestò verso le 2 e mezzo dopo la mezzanotte nella bottega di un falegname, nel centro di Tcharchi, e si estese in pochi istanti alle case vicine ai due lati della gran strada. Non prima della mattina, verso il sorger del sole, si potè spegnere il fuoco, che distrusse in men di 4 ore da cinquanta case e altrettante botteghe, giacchè i soccorsi vennero tardi. Un altro incendio scoppiò il 6 nelle vicinanze d'una moschea, che, alimentato da forte vento, durò parecchie ore e consunse l'edificio detto Fetva-Hanè e una vicina biblioteca.

— La polizia locale confisca spesso numerosi involti di libri, legati con lusso e dorati, nei quali si combatte fieramente il governo ottomano. Questi libri sono destinati per la Bulgaria, ed hanno sul frontispizio la data di Mosca; questa per altro sembra al *Journal de Constantinople* un'arte degli editori per dar credito a tali scritti. Gli agenti dell'autorità s'impadroniscono di questi libri e li abbruciano.

— *L'Impartial* di Smirne narra che la polizia locale continua sempre a fare indagini per trovare i malfattori che ne infestano i dintorni. Non ha guari avendo saputo che una masnada di ladri erasi organizzata nelle vicinanze, mandò degli agenti a perlustrare i luoghi, ai quali riuscì di arrestarne alcuni. Il malfattore Vessilli, appartenente alla banda di Calloyero, venne arrestato a Baindir e condotto a Smirne.

— La goletta austriaca *Aretusa*, comandata dal tenente di vascello Eric af Klint, partì da Smirne il 9, recandosi ad incrociare nelle Sporadi.

ULTIME NOTIZIE

FRANCIA. *Parigi*, 24 *marzo*. Il *Moniteur* d'oggi contiene due decreti. Il primo dà norme per la composizione delle commissioni amministrative, degli spedali e ospizii; il secondo organizza il servizio di sanità dell'esercito.

— Persone mal intenzionate aveano fatto correr la voce che un gran numero di reddituarii di Parigi e dei dipartimenti aveano indirizzato al ministero delle finanze ed ai ricevitori generali domande di rimborso. Il *Moniteur* afferma che iersera le domande di rimborso registrate a Parigi e nei dipartimenti non ascendevano che al numero di 150, rappresentanti 34,845 fr. di rendite: vale a dire meno di 700,000 fr. di capitale.

Oggi questo movimento, già sì debole, si è interamente fermato a Parigi, perchè il 5 0/0 ha chiuso in aumento.

— Leggesi nella *Presse*: Due membri della Camera di commercio dell'Havre, i signori O'Reilly e Delaroche, e tre delegati nominati dalla riunione dei negozianti e armatori della piazza, i signori Lamoisse, Dumont e Mazurier, sono giunti a Parigi coll'incarico di protestare presso il governo contro l'aumento progettato della soprattassa sugli zuccheri esteri.

— Il conte d'Aquila, fratello del re di Napoli, è aspettato in Francia.

— Il contrammiraglio Ducrest di Villeneuve è morto d'un attacco d'apoplessia fulminante.

— La morte del sig. Janvier lascia un posto vacante nel consiglio di Stato. Dicesi che sarà dato al sig. di Cormenin.

PORTOGALLO. *Lisbona*, 15 *marzo*. Il 10 cominciò nella Camera de' deputati la discussione sul progetto di riforma della costituzione. Questa discussione continuava il 13. In questi dibattimenti la Camera diede più d'una pruova del buono suo spirito e delle sue idee liberali e conciliatrici.

I giornali progressisti lodano la sua condotta, e si ripromettono ottimi risultamenti dalla piega che stanno per prendere gli affari pubblici.

A fine di alleggerire alquanto il tesoro degli enormi carichi che pesano sovr'esso, la regina e il suo sposo han rilasciato una gran parte della dotazione che loro è stanziata in virtù della Carta. Si crede che quest'esempio sarà seguito dagli alti funzionari che godono di assegnamenti vistosi.

INGHILTERRA. *Londra*, 23 *marzo*. Sul finire della seduta del 22, la Camera de' comuni votò le cifre del bilancio della guerra, ed alcune altre cifre importanti del bilancio della marina. Votò anche, alla prima lettura, varii bills, presentati dal gabinetto, fra' quali due sulla disciplina per l'armata di terra e di mare, e quello che ha per iscopo di regolarizzare il provvedimento preso quattro mesi fa dall'ultimo gabinetto, a fine di concedere nuove dilazioni alle amministrazioni dei poveri in Irlanda, le quali non sono in grado di rimborsare le anticipazioni fatte loro dal governo nel 1847.

Il cominciamento della seduta del 23 non fu segnalato da alcun dibattimento importante.

La Camera dei comuni s'aggiornerà per dieci o dodici giorni nella prima metà d'aprile, in occasione delle feste di Pasqua.

— La elezione di Cork in Irlanda riuscì in favore del candidato partigiano del libero scambio, sig. Sailly.

— Il *Morning-Advertiser* annunzia che Sydney Hebert, antico collega di sir Roberto Peel, sarà quanto prima chiamato alla Camera alta. Vi sarà dunque una nuova elezione a fare nel South Wittshire, di cui il sig. Hebert è il rappresentante sin dal 1832 in poi.

— Si legge nel *Globe*:

Lord John Russell dee dare sabato prossimo (27) un pranzo parlamentare, pel quale son già corsi gl'inviti. Si assicura che lord Palmerston è del numero degli invitati.

— Si legge nello *Standard*:

I fondi pubblici hanno avuto oggi della fermezza alla Borsa e alla *City*. Le discussioni alla Camera de' comuni sono state giudicate soddisfacenti, e le notizie di Parigi sulla conversione della rendita son favorevoli. Consolidati 98 5/8 a contanti e 98 3/4 per conto.

ALEMAGNA. *Vienna*, 23 *marzo*. I fogli di Vienna riportano il seguente dispaccio, diretto a S. E. il tenente maresciallo conte di Wimpffen a Trieste:

« S. M. I. desidera una lista dei nomi di tutti coloro che si trovavano a bordo della *Marianna*, con indicazione del loro stato, se nubili od ammogliati, e, riguardo a questi ultimi, desidera sapere il numero dei figliuoli. »

— Leggesi nel *Corriere Italiano* di Vienna:

Un dispaccio da Venezia del 20 corr. al conte Grünne reca: « Per ricevere ragguagli sui pezzi di nave ritrovati allo sbocco del Po, spedì il comandante di piazza Calm da Chioggia che ritornò pochi istanti sono colla barca piena di quei frantumi, che i lavoratori dell'arsenale dichiararono unanimemente appartenenti alla *Marianna*. Dai grandi pezzi conquassati parussi arguire con certezza che questo vapore non andò perduto a cagione della tempesta, ma s'incendiò per inavvedutezza, e saltò in aria collo scoppio della caldaia o coll'esplosione della polvere, poichè i frammenti di legno sono anneriti ed abbruciati dalla polvere. Per l'ulteriore ricerca dei pezzi del vapore si spedisce da qui istantaneamente un bragozzo per Maestra, e si da parte di ciò al comando superiore di marina. »

— Un secondo dispaccio del 21 porta: Iersera ricevetti il seguente dispaccio telegrafico dal sig. feldmaresciallo conte Nobili da Bologna del 20 corrente, un'ora pomeridiana, ch'io non potei comunicare per la rottura di ambo le linee fino al loro ristabilimento:

Il capitano Hassek annuncia ai 19 corrente che dopo lunghi sforzi gli è riuscito di trarre a terra presso Porto Corsini una parte di chiglia che fu riconosciuta dall'i. r. alfiere Miloscik, giunto qui da Ancona, qual parte laterale della poppa del vapore *Marianna*.

— La *Gazzetta di Vienna* pubblica la seguente ordinanza:

Sua Maestà I. R. A., con sovrana risoluzione 15 marzo anno corrente, si è degnata di approvare che fino al tempo in cui gli affari comunali saranno definitivamente regolati in base della risoluzione sovrana 31 dicembre 1851, in quei comuni ove vige ancora attualmente la legge comunale 17 marzo 1849, le elezioni nelle rappresentanze sieno da presentarsi alle autorità per la relativa conferma, in modo che la conferma delle rappresentanze delle comuni di villaggio dipenda dalle autorità politiche distrettuali, quelle delle rappresentanze di città (quando esse non dipendano per speciali statuti dall'approvazione sovrana) dalle autorità circolari od in mancanza dalle autorità provinciali.

Secondo l'ulteriore contenuto di questa risoluzione sovrana le rappresentanze comunali dovranno deporre il giuramento presso le autorità di conferma, di voler essere fedeli ed obbedienti al principe ed eseguire coscienziosamente i loro doveri verso il comune.

Il ministro dell'interno
BACH.

— *Kempten*, 18 *marzo*. Poco mancò che non succedesse un grave disastro sulla ferrovia nel distretto di Allgoen. Otto vagoni del convoglio della strada ferrata, facendo oggi un viaggio di sperimento da Kausbeuren a Kempten, si erano distaccati dalla locomotiva, presso Günzach, e, pel rapido pendio, con una velocità assai maggiore di quella di un convoglio ordinario.

Ora, il primo convoglio, diretto a Kempten, era seguito dappresso da un altro, partito da Kaufbeuren: pareva inevitabile un urto violento. Fortunatamente, un custode della ferrovia, il quale per caso trovavasi presso Ruderatshofen, ebbe sufficiente prontezza di spirito per dirigere i vagoni sopra un altra via, ad un altro tronco di strada, che in quel luogo si trova. Un momento dopo, la locomotiva passava con pieno vapore col convoglio. I vagoni, che erano stati divelti, uscirono dalle rotaie, e furono quasi intieramente infranti: per fortuna, non si ha a deplorare la morte di alcuno.

Se la locomotiva non si fosse per qualche tempo fermata nel tragitto, ne sarebbe seguito un urto, le cui conseguenze sarebbero state funestissime.

— *Berlino*, 21 *marzo*. La seconda Camera ha votato la maggior parte degli articoli del bilancio della guerra, compresi quelli che proponevano un aumento di fondi pel 1852. La sinistra ha votato contro, dopo che fu rigettata una mozione del sig. Vinke, che voleva che le guardie del corpo fossero poste al pari d'ogni altr'arma, e che col risultante risparmio si migliorassero gli altri corpi, o ad assegnare un sussidio straordinario a tutti gli altri corpi di presidio in Berlino.

— *Annover*. Corre voce che, in seguito a qualche divergenza esistente in seno al gabinetto, i ministri Bauneister e Windhoff abbiano offerto la loro demissione: altri aggiungono che i ministri Borries e Von-der-Decken abbiano fatto lo stesso.

— *Carlsruhe*, 20 *marzo*. La sessione delle Camere badesi è stata chiusa oggi dal presidente del ministero dell'interno, barone di Marschall.

— *Brema*, 20 *marzo*. La borghesia, nella seduta d'oggi, ha emesso una protesta contro la risoluzione del senato e della Dieta germanica (V. *notizie anteriori*), adottando, con 127 voti contro 97, una proposta tendente a dichiarare che il senato debba far procedere senza ritardo all'elezione di un senatore (in surrogazione ad un altro testè defunto) e dichiarando nulla in diritto l'ingerenza della Dieta germanica.

— Un dispaccio telegrafico, in data di Ambrugo 23 marzo, e riportato dai giornali di Parigi, annunzia l'arrivo del generale Jacobi in Brema, e soggiunge temersi un immediato intervento delle truppe federali.

Leggiamo anzi a questo proposito nella *Triester Zeitung* il seguente dispaccio telegrafico:

« Vienna, 24 marzo. La Dieta interviene in Brema. »

AMERICA. *Stati-Uniti*. Le notizie di Nuova-York vanno a tutto il 10 corr. I lavori d'armamento de' vascelli, che denno far parte della spedizione del Giappone, progredivano rapidamente negli arsenali degli Stati-Uniti. Questa squadra partirà pei mari del Giappone ne' primi giorni d'aprile.

La quistione di non-intervento fu di nuovo agitata in Senato nella sua seduta del 9 marzo. Il sig. Seward, senatore di Nuova-York, pronunziò un lungo discorso nel quale, invocando il principio di non-intervento, cercò di provare che la Repubblica Americana dovrebbe dettare alle nazioni straniere la politica a cui elle devono attenersi.

Dopo il discorso del sig. Seward la discussione fu rimessa alla prossima settimana.

Dispacci del Messico, pubblicati dai giornali degli Stati Uniti, annunziano la disfatta del generale Caravajal, che alla testa di un corpo di 500 aventurieri, americani la maggior parte, avea tentato d'impadronirsi della città di Camargo.

E. LEONE gerente

Sarà spedito immediatamente, *franco* per la posta l'

ANNUARIO ITALIANO
STORICO STATISTICO

(un vol. di 584 pag., e tabelle)

a chiunque invierà un mandato postale di L. 4 50 alla tip. Favale editrice.

Gli associati alla *Gazzetta Piemontese* od alla *Rivista Amministrativa*, potranno accrescere della detta somma di L. 4 50 l'ammontare del mandato d'associazione.

BOLLETTINO OFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino il 26 marzo 1852

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti, giorno pr. dopo Borsa	Per contanti, giorno pr. nella matt.	Pel fine del mese corr. giorno pr. dopo Borsa.	Pel fine del mese corr. giorno pr. nella matt.
1819 5 0/0 god.	1 8 bre			
1831 » »	1 genn.			
1848 » »	1 mar.	93 93 95 90		
1849 » »	1 genn.	95 50 90		95 75
1851 » »	1 dicem.			p. f. prox
1851 Obblig.	1 genn.	1000		
1849 »	1 8 bre.			
1850 »	1 febbr.	952 50		
1845 5 0/0 Sard.	1 genn.			
FONDI PRIVATI				
Azioni B. N.	1 genn.		1815	(1835 p. 3a0
— Banca di Savoia				(1847 600 s
Città di Torino 4 0/0 oltre l'interesse decor.				(1835 p. 1
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gaz (ant.)	1 gen			
Società del Gaz (nuova)				
Incedii a premio fisso	31 dicembre			
Via ferr. di Savigliano	1 gennaio	430		
Molini presso Cologno	1 giugno			

CAMBI	Per brevi scad.	Per tre mesi.
Augusta	252 — 1/4	251 — 1/4
Genova sconto	4 p. 0/0	— —
Francoforte S. M.	206 —	206 1/2
Lione	99 70 —	99 40 —
Londra	25 37 1/2	25 42 1/2
Milano	99 75 —	99 40 —
Parigi	99 75 —	99 40 —
Torino sconto	4 p. 0/0	— —

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 80 L.	80 01 —	80 05 —
— di Savoia	78 64 —	78 67 —
— di Genova	79 19 —	79 30 —
Sovrana nuova	35 — —	35 10 —
— vecchia	34 75 —	34 85 —
EROSO misto	2 50	p. 0/0
Perdita		

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

BORSA DI PARIGI *del 24 marzo*.

Il 5 0/0 aperto a 100, 25, chiude a 100, 40.
Il 4 1/2 0/0 è stato negoziato da 101, a 101, 15.
Il 4 0/0 resta a 92.
Il 3 0/0 a 70, 75.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 05.
Le antiche obblig. di Piemonte a 997, 50.
Le azioni della Banca di Francia a 2700.

www.internetculturale.it

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

La Direzione rendendo di pubblica ragione li infra designati numeri delle azioni in ritardo al pagamento dello scaduto decimo, previene li signori interessati che a mente dell'art. 11 dello Statuto saranno le dette azioni, dopo 30 giorni dalla pubblicazione del presente, vendute per duplicata alla borsa di Torino.

NUMERI *delle azioni in ritardo al pagamento del 4° decimo.*

294. 295. 887. 888. 961 a 990. 1805. 1820. 5281 a 5330. 6760 a 6769. 6791. 6792. 8296. 8297. 9026 a 9065. 9213. 10173 a 10220. 11401 a 11405. 12000. 12001. 12002. 12018. 12024. 12034. 12036. 12037. 12051. 12053 a 12058. 12067. 12096. 12099. 12128. 12178. 12181. 12182. 12186. 12192. 12240. 12243. 12255. 12256. 12282. 12313. 12318. 12319. 12320. 12334. 12335. 12336. 12349. 12350. 12351. 12352. 12380. 12384. 12392. 12417. 12418. 12419. 12432. 12433. 12437. 12438. 12439. 12440. 12455. 12463. 12467. 12468. 12482. 12485. 12501. 12506. 12507. 12523. 12526. 12531. 12538. 12600. 12624. 12625. 12626. 12630. 12633. 12638. 12642. 12643. 12644. 12645. 12646. 12649. 12650. 12651. 12652. 12653. 12707. 12708. 12709. 12710. 12711. 12724. 12725. 12726. 12727. 12730. 12749. 12750. 12751. 12752. 12790. 12791. 12809. 12810. 12869. 12870. 12873. 12904. 12945. 12946. 12951. 12952. 12953. 12978. 13001. 13034. 13044. 13050. 13051. 13052. 13053. 13054. 13055. 13056. 13100. 13101. 13201. 13203. 13204. 13205. 13207. 13209. 13214. 13284. 13285. 13364. 13379. 13396. 13409. 13440. 13412. 13424. 13428. 13429. 13445. 13453. 13462. 13521. 13531. 13532. 13533. 13536. 13538. 13540. 13541. 13542. 13543. 13544. 13555. 13556. 13557. 13558. 13562. 13563. 13564. 13568. 13572. 13581. 13582. 13594. 13595. 13596. 13597. 13609. 13610. 13621. 13628. 13630. 13634. 13665. 13666. 13667. 13740. 13741. 13747. 13809. 13810. 13841. 13837. 13856. 13857. 13858. 13860. 13866. 12867. 13869. 13887. 13888. 13889. 13890. 13926. 14090. 14091. 14098. 14099. 14100. 14101. 14141. 14145. 14146. 14147. 14162. 14163. 14165. 14166. 14178. 14179. 14180. 14181. 14183. 14184. 14185. 14186. 14187. 14188. 14189. 14190. 14191. 14227. 14290. 14317. 14340. 14356. 14360. 14362. 14367. 14395. 14396. 14397. 14398. 14399. 14400. 14401. 14402. 14403. 14404. 14405. 14406. 14407. 14410. 14415. 14418. 14485. 14486. 14487. 14525. 14526. 14538. 14543. 14552. 14613. 14654. 14655. 14662. 14663. 14664. 14665. 14689. 14691. 14700. 14717. 14726. 14739. 14741. 14777. 14781. 14786. 14794. 14795. 14797 14802. 14803. 14899. 14902. 14911. 14922. 14930. 14978. 14995. 14997.

STRADA FERRATA
da TORINO per VERCELLI a NOVARA

Il numero delle azioni sottoscritte eccedendo di gran lunga quello fissato coll'art. 5 del Programma del 22 dicembre ultimo per la costituzione della Società, cioè le 4,000, il Comitato centrale promotore

INVITA

Tutti i sottoscrittori delle azioni ad intervenire personalmente o per mezzo di procuratore speciale all'adunanza che avrà luogo *in Torino il giorno 30 del corrente marzo, alle ore 11 del mattino*, nel **Palazzo di Città, che viene graziosamente messo a disposizione** per stipulare l'atto di costituzione della Società; quelli che non vi interverranno, s'intenderanno aderire a quanto si farà dagli intervenuti.

Pel Comitato
Il Vice-Presidente PIETRO BOSSO.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

MEMORANDUM
STORICO-POLITICO
DEL CONTE
CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA
Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri
del RE CARLO ALBERTO
dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847

Torino 1852, un bel volume in-8° grande di 600 pag. *Prezzo L. 10.*

AVIS

La place de Médecin des Pauvres et de l'Établissement de la fontaine et des Bains de St-Vincent (Aoste) étant vacante, quiconque aspire à cet emploi s'adressera à M.r le Syndic dudit lieu, avant le 30 avril prochain; le traitement est de fr. 550 outre l'habitation. — S'adresser au Secrétaire de la Commune pour de plus grands éclaircissements.

SEMENZA BACHI DA SETA
DEL MONTE BRIANZA, PRIMA QUALITA'
via Barra di Ferro, num. 9.
Vendonsi pure Organzini e Trame all'ingrosso e al minuto

VENDITA VOLONTARIA

Di due CASCINE formanti un sol corpo, in territorio di Roccadebaldi, regione de' Corvi, di ett. 130, are 72 (giorn. 344) circa, con fabbricati civili e rustici, finora tenuti a masserizio.

Per le notizie e trattative dirigersi in Torino, nello studio del signor notaio coll. Signoretti, via Stampatori, porta 14, piano terzo.

Librerie **DEGIORGIS**, *rue Neuve, N. 17, à Turin.*

ANNUAIRE
DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DE LA STATISTIQUE
pour 1852
par **GARNIER** *et* **GUILLAUMIN**
Un vol. di 540 pag. — fr. **4.**

GIUSEPPE ORCORTE
CHIRURGO MECCANICO DENTISTA
premiato di Medaglia nell'anno 1850.
Torino, via Nuova, num. 9, primo piano.
ove trovasi l'unico laboratorio da lui diretto.

GUANO VERO DEL PERU'

di prima qualità, che da analisi chimica fatta eseguire risulta contenere più di 80 p. 0[0 di materie fertilizzanti.

Sementi Patate di Nuova-York, Maggienga, Pellagrà, Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.
Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

NUOVO NEGOZIO
DI TAPPEZZERIE DI CARTA D'OGNI GENERE
DI GIOVANNI PERUCCIO.
Torino
via Dora Grossa, n. 2, rimpetto alla trattoria Pastore

DEPOSITO di qualità finissime delle migliori fabbriche francesi.
FABBRICA di qualità correnti con eguale solidità di colori.
PREZZI ristrettissimi contro qualunque concorrenza.
IMPRESA d'apparati, coloriture, vernici, pitture, cornici, dorature, specchi, cortine, arredi, suppellettili, e tutto infine che concerne l'addobbo d'interi appartamenti.
I signori Proprietari o Amministratori di case, poderi, negozi, uffizii, alberghi, Trattorie, caffè, ecc. ed altre persone parimenti conosciute, potranno all'occorrenza, anche dalle provincie o dall'estero, dirigersi per lettera affrancata al negozio, onde aver campioni di TAPPEZZERIE a loro gusto; e sulla semplice richiesta ne sarà loro fatta spedizione d'ogni prezzo e d'ogni genere.
Questi campioni viaggeranno a loro spese. Ciascuno d'essi porterà scritto il rispettivo numero del disegno ed il prezzo ristrettissimo e fisso: per cotal guisa saranno tutti serviti con egual deferenza ed esattezza.

AVVISO

Il negozio JANETTI, accanto al Caffè Fiorio, ha testè ricevuto varii oggetti di profumeria della Fonderia di S. M. Novella di Firenze.

CUOI CHIMICI *del sig.* **OULMAN**
I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d'ingrediente, dispensano dall'affilare i rasoi.
Ognuno può farne l'esperienza *gratis*.
Dirigersi all'Albergo di Londra, già *Bonne Femme*.
Deposito presso li suddetti signori Janetti.

Parigi. Vestiti ed articoli di moda

Onde degnamente corrispondere alla cortese fiducia della sua nobile clientela la casa Fauvet, altamente favorita dalle più distinte classi, ha l'onore di annunziare che ha trasferto i suoi magazzini in via Ménars, n. 4, in uno dei vasti locali di quel quartiere ottimamente adattato alle abitudini dell'alta Società. Vi si eseguiscono con somma cura, e più prontamente che altrove, gli ordini di vestiti e d'articoli da vestiario, di cui basta indicare le proporzioni, mediante un nastro od una misura usata nel paese di chi si compiacerà dare l'ordine.

SEMENZA BACHI DA SETA
DEL MONTE BRIANZA
presso **Guastalla e Comp.**, *via Porta Nuova, n. 5*

VENDITA
di 100 piante di quercia

esistenti sul territorio di Fossano, regione detta Gargatera

Gli aspiranti all'acquisto sono invitati di presentarsi al notaio Airaldi, di detta città di Fossano, alle ore 9 del mattino del 7 prossimo e nel di lui studio, ove verrà conchiuso il contratto di detta vendita col miglior offerente. Ed intanto ognuno potrà aver conoscenza delle condizioni relative alla medesima nello studio predetto, in tutti li giorni precedenti l'accennata vendita.

DA AFFITTARE

In via di Po, num. 5, piano 3.°,
APPARTAMENTO di 10 membri, tappezzato e plafonato a nuovo, ammobigliato con lusso, con tappeti nuovi inglesi, mobili nuovi di mogano, con vista in via di Po e prospetto di piazza Vittorio.
Visibile da mezzogiorno alle 2.

DA VENDERE O PERMUTARE

unitamente o separatamente
Due FILATOI, in Racconigi, di 10 e 7 lavoranti, con tutte le facilità e cautele desiderabili.
Dirigersi all'uffizio del causidico coll. Rodella, in Torino, via S. Francesco, rimpetto alla chiesa di S. Rocco.

DA AFFITTARE *al presente od al primo aprile p.°* Num. 9 membri al 2° p.°, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

Agli abbuonati alla Gazzetta Piemontese

Si è pubblicato un
INDICE DELLE MATERIE
trattate dal Senato del Regno e dalla Camera dei Deputati nelle Sessioni Parlamentari
degli anni 1848-49-50-51
contenute nel rendiconto della Gazzetta Piemontese

Un volume in-4° — Prezzo L. 2. 50

Si vende, in Savigliano dagli editori Racca e Bressa, ed in Torino dal libraio Schiepatti, via di Po 47.
Dirigere affrancate le lettere ai suddetti, con vaglia postale, e l'opera verrà tosto spedita franca a destinazione.

Un Impiegato desidera occuparsi nelle ore libere da subaffittavole o da segretario presso qualche proprietario di casa. — Recapito dai signori Pianca e Serra librai in via Nuova.

SCIOLPPO E TAVOLETTE DI TAMARINDI
DI FILIPPO VIORA
unico approvato con superiore autorizzazione
sigillati con stemma gentilizio

Deposito in Torino, nella farmacia chimica, già Cauda, detta di S. Simone, esercita dal sig. Tacconis, via di Dora Grossa, num. 13;
In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;
In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Ravanale, 167

SEMENZA BACHI DA SETA
DEL MONTE BRIANZA E DI VIGEVANO
Presso **Claudio Calligaris**, negoziante in Dora Grossa, rimpetto la chiesa della SS. Trinità.

Vera SEMENZA BIGATTI del Monte Brianza
presso **Cesare Obert**
Droghiere in via D'Angennes, num. 18, casa Cavallo.

NUM. 6 BIGLIARDI NUOVI
da vendere, via Provvidenza, num. 1.

TRATTORIA DEI DUE BASTONI
Via dei Due Bastoni num. 1

Il proprietario Paolo Falda, avendo ingrandito il suo locale di quattro sale al 1° piano riccamente arredate, si reca a debito di far noto ai signori avventori, che vorranno onorarlo, si a conto, che a pasto, da L. 2 in più, essere egli in grado di poter pienamente e colla massima puntualità ed esattezza soddisfarli si per la squisitezza de' cibi, che per l'ottima qualità de' vini.

GIORGIO CENA, ebanista e tappezziere, tiene un variato assortimento di seggioloni elastici di lusso, come pure mobili di legno forestiere e del paese, a prezzi discretissimi. — Via dell'Arco, casa Bruno, n. 31, in Borgo Nuovo, Torino

VERO LUCIDO TORINESE

La vedova DEMEZZI, fabbricante del vero lucido torinese, fa noto che continua a farne smercio si all'ingrosso che al minuto al suo banco sotto i portici della Fiera, casa Mannati, n. 11.
Avendo ella recato a maggior perfezione il detto lucido, già da molto tempo conosciuto eccellente per le ottime sue qualità, e quelle specialmente di conservare il cuoio, di essere lucentissimo e morbido, di servir a dare il lucido ai fornimenti da cavalli e vetture, e venendo ora generalmente apprezzato, spera di continuare a meritarsi il favore degli accorrenti.

DA RIMETTERE AL PRESENTE
in Torino, anche con more al pagamento
NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Cauda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una
LIQUIDAZIONE VOLONTARIA
massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

DA VENDERE

TINTORIA bene avviata in questa città, ed ampiamente fornita di tutti gli utensili necessarii al suo esercizio. — Per le opportune informazioni dirigersi ai proprietarii in casa Beltrami, accanto alla chiesa della Gran Madre di Dio.

DA AFFITTARE

Due CASCINE, dette *Pramolle* e *Deviso*, nei territori di Leyni e Settimo Torinese. Dirigersi in Torino all'uffizio del causidico coll. Clara; in Chivasso al signor Giuseppe Mazzucchelli, ed in Ivrea all'economo del V. Seminario de' Chierici, proprietario.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Elena di Seiglière.*
Serata a beneficio del signor Gattinelli.
D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: Au bénéfice de M. KARL, première représentation de la 1ère Partie de *Monte-Cristo* par A. Dumas.
SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Carlotta Corday.*
GERBINO (ore 7 1/2) Opera: — *Roberto Devereux.*
DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *La gazza ladra.*
GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Il genio della notte.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 76 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori detto Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

LUNEDI' 29 MARZO

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . .	» 48	25	13
Per l'Estero . . .	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 31 corrente marzo sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreto 23 marzo corrente, ha nominato il signor avv. Camillo Dunant, sostituto procuratore del re presso l'Intendenza generale d'Annecy, a provveditore agli studi della provincia del Genevese, in surrogazione del sig. cav. dott. Eugenio Lachenal, stato nominato Primo Ufficiale del Ministero dell'Interno.

S. M., con altro Decreto dello stesso giorno, ha pure nominato il sig. Elisio Tanas a provveditore agli studi della provincia d'Iglesias, in luogo del fu medico Giuseppe Deidda.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Ministro dell'Interno;

Visti i Messaggi in data delli 19 e 21 corrente mese indirizzati dall'Ufficio di Presidenza della Camera dei Deputati al Ministero dell'Interno, nei quali si notifica la vacanza del Collegio elettorale di Savona e quella del terzo di Sassari, in seguito a demissione e ad opzione dei rispett vo loro Rappresentante;

Vista la Legge elettorale del 17 marzo 1848;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. Il Collegio elettorale di Savona n. 171 ed il terzo di Sassari n. 188 sono convocati per il 18 del prossimo aprile, onde procedano ad una nuova elezione del loro Deputato.

Art. 2. Occorrendo una seconda votazione, questa avrà luogo nel giorno 19 dello stesso mese.

Il Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato a Torino, il 23 marzo 1852.

VITTORIO EMANUELE.

PERNATI.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 28 *marzo*.

La Camera dei Deputati si occupò nella seduta di ieri, sabbato, di relazioni di petizioni, e inviò, dopo qualche discussione, quella presentata dalla Compagnia drammatica sarda, al Ministro dell'Interno.

DUE SICILIE

NAPOLI, 15 *marzo*. La *Gazz. delle Due Sicilie* pubblica una convenzione suppletoria al trattato di commercio e navigazione colla Francia stipulata con questo governo e quello di Napoli. Essa è del tenore seguente:

Tutte le produzioni del suolo o dell'industria dei due paesi o dei loro rispettivi dominii, provenienti dall'uno, e che possono essere legalmente importate nell'altro, saranno sottoposte agli stessi dazi, e godranno dei medesimi privilegi, o che siano importate con bastimenti delle Due Sicilie, o con bastimenti francesi.

Nello stesso modo tutte le produzioni che potranno essere legalmente esportate o riesportate dall'uno de' due paesi nell'altro, saranno sottoposte agli stessi dazi, e godranno dei medesimi privilegi, vantaggi, riduzioni, concessioni e restituzioni, o che siano esportate o riesportate coi bastimenti dell'uno o dell'altro paese.

I bastimenti delle Due Sicilie che approdano nei porti della Francia, e reciprocamente i bastimenti francesi che approdano nei porti del Regno delle Due Sicilie, saranno trattati nei due paesi, sia al loro entrare, sia durante la loro dimora, sia alla loro uscita sullo stesso piede dei bastimenti nazionali per tutto ciò che risguarda i diritti di tonnellaggio, di pilotaggio, di porto, di fanale, di quarantena ed altri pesi che gravitano sullo scafo del bastimento sotto qualsiasi denominazione, sempre che tali bastimenti pervengano direttamente da uno dei porti del Regno delle Due Sicilie in uno dei porti della Francia, e da uno dei porti della Francia in uno de' porti del Regno delle Due Sicilie so carichi, e per qualunque sorta di viaggio se in zavorra.

La durata della presente convenzione sarà la stessa di quella del trattato conchiuso a' 14 di giugno 1845 tra S. M. il re del Regno delle Due Sicilie e S. M. il re de' Francesi.

SVIZZERA

Si legge nella *Gazzetta Ticinese*:

Salva l'approvazione dell'assemblea federale sarà tenuto anche in quest'anno in Thun dalla metà di agosto sino a settembre il campo federale d'esercizi sotto gli ordini del colonnello federale Ziegler.

— Il consiglio federale, aderendo ad un rapporto del dipartimento delle poste e pubbliche costruzioni, ha ordinato che la linea telegrafica da Zugo a Svitto passi per Richterschwyl ed Einsiedlen, e non per Arth.

Il numero di quelli che saranno ammessi al corso teorico pratico per l'istruzione dei telegrafisti, che si aprirà in Berna il 1° maggio, è di 100 circa.

— La società svizzera d'arti e commercio fa pubblicare una petizione all'assemblea federale, affinchè le piaccia risolvere che non si abbiano più a continuar le trattative cogli Stati della lega doganale germanica per richiamare in vigore le antiche esenzioni doganali favorevoli alla Svizzera; ma di rispondere al dazio protettore germanico con un altro dazio parimente protettore da attivarsi per un tempo indeterminato. In questa misura di rappresaglia sarebbe presa in considerazione la necessità di favorire le produzioni svizzere, mentre invece sarebbero, per quanto è possibile, lasciate esenti di dazio le materie prime. I petenti desiderano che nelle deliberazioni intorno a questa supplica abbiasi riguardo non tanto agli interessi dei negozianti che introducono merci e degli impiegati che le consumano, classi queste di persone fortemente rappresentate nell'assemblea, ma quelli della numerosa classe media produttrice, la quale vi ha una sì esigua rappresentanza.

FRANCIA

PARIGI, 25 *marzo*. Da lungo tempo l'essere divisa la città di Lione in quattro o cinque comuni distinti, cagionava un gran pregiudizio alla buona amministrazione di quella città importante, massime dal punto di vista del mantenimento dell'ordine materiale e della sorveglianza degli agitatori, che cambiano spesso di domicilio. Un decreto del presidente della repubblica mette a ciò riparo, con riunire i comuni della Guillotière, della Croix-Rousse e di Vaise a quello di Lione, e con decidere che una commissione municipale provvisoria, di trenta membri, sarà nominata dal presidente della repubblica per adempiere le funzioni del consiglio municipale. Il prefetto del Rodano convocherà questa commissione ed assisterà alle sue sedute.

In virtù del decreto istesso il comune di Lione è diviso in cinque circondarii municipali, con un *maire* per ciascuno, e due aggiunti incaricati della tenuta dei registri dello stato civile.

— Un altro decreto, controfirmato dal sig. di Maupas, ministro della polizia generale, ordina che nessuno possa d'ora innanzi essere calcografo se non è patentato e giurato. Niuno potrà inoltre, per le stampe private, esser possessore o far uso di torchi di piccola dimensione, qualunque ne sia il genere, senza l'autorizzazione preventiva del ministro di polizia in Parigi, e dei prefetti nei dipartimenti. Questa autorizzazione istessa potrà sempre essere rivocata, se vi è motivo. I fabbricanti di torchi d'ogni genere dovranno, dal canto loro, tenere un libro registrato e segnato dal *maire*, sul quale saranno inscritte le vendite da essi effettuate coi nomi, qualità e domicilio degli acquirenti.

— Il maresciallo Girolamo, presidente del senato e il signor Billault, presidente del corpo legislativo hanno, dicesi, lunghe conferenze col presidente della repubblica e col ministro di Stato per intendersi sopra tutte le disposizioni preliminari della prossima apertura della sessione. Già il capo dello Stato nominò i signori Schneider e Reveil a vice-presidenti, e i signori Vast Vimeux ed Hebert a questori del corpo legislativo.

— Leggesi nella *Presse*: Si dà per cosa certa che la circolare spiegativa della legge sulla stampa non tarderà ad essere pubblicata, e che si pensa di proposito a far conoscere ai giornali l'estensione che le è accordata dalla legislazione attuale.

— Si assicura che il presidente del Corpo legislativo ha chiamato al posto di segretario generale di quel consesso il sig. Monceaux, sostituto del procuratore della repubblica presso il tribunale della Senna. Il sig. Monceaux avrebbe nelle sue attribuzioni tutto ciò che concerne i processi-verbali, i ragguagli delle sedute e la loro pubblicazione.

— L'autorità amministrativa ha riordinato il servizio medico dei teatri. Ecco i termini della decisione che è stata notificata ai direttori:

Ciascun teatro avrà un certo numero di medici, che si divideranno il servizio del mese per settimana. Questo servizio, determinato fra essi alla fine di ciascun mese pel mese seguente, sarà comunicato al direttore ed al commissario di polizia della sezione. Dovrà esservi costantemente un medico di servizio dal principio sino alla fine delle rappresentazioni. Un medico sarà egualmente alle prove e ripetizioni delle produzioni teatrali. In ogni teatro dovrà esservi una stanza sufficientemente illuminata, scaldata e mobigliata, e contenente una piccola farmacia.

I medici dovranno essere alloggiati nei dintorni del teatro; saranno essi soli ammessi a verificare le malattie degli artisti e degl'impiegati che adducano pretesti di mala salute per rifiutare il servizio. Le funzioni loro saranno gratuite. La loro revoca, per mancanza o incsattezza nel loro servizio, sarà proposta dal prefetto di polizia.

— Leggesi nel *Constitutionnel*:

Riceviamo le nostre corrispondenze dell'Algeria. La nostra colonna di spedizione era accampata il 15 marzo a Torscia; essa aveva terminati i lavori della strada che pel territorio dei Fenaia conduce agli altipiani dei Beni-Igger. Le popolazioni si mostravano docili e sommesse.

Varie tribù, anche un po' lontane dalla colonna, come sarebbero i Mezaïa, fecero anch'esse atto di sommessione fra le mani del generale Bosquet. La colonna, dopo aver compiuta l'opera sua, tornerà in breve a Setif. I Cabaili intanto lavorano con molto zelo a riparare la strada che i nostri soldati devono seguire nella loro marcia retrograda.

Pare che l'istigatore di tutte le turbolenze, lo sceriffo Bu-Baghela, si trovi al presente nella miseria e nell'abbandono. I Zuaua lo trattano con manifesta freddezza dopo gli ultimi avvenimenti che smentirono sì crudelmente le sue predizioni. Gravi dissidenze scoppiarono, a proposito di quell'impostore, in seno della confederazione fra i partigiani della pace e i partigiani della guerra. Corre anzi voce che una collisione armata ne sia successa. Ad onta di questi sintomi favorevoli, lo spirito turbolento dei montanari dell'alto Giurgiura può sempre suscitarci impreviste difficoltà.

La colonna del generale Ladmirault era tuttora il 6 a Laguat, e preparavasi a recarsi in mezzo ai Raman. La colonna di spedizione non incontra ostacoli in veruna parte.

BELGIO

BRUXELLES, 24 *marzo*. Il senato ebbe oggi comunicazione de rapporto del sig. Anethan sul progetto di revisione del codice penale.

La commissione conclude per l'approvazione del progetto, salvo poche modificazioni insignificanti. Il giorno della discussione verrà fissato dopo la stampa, e la distribuzione del rapporto.

Il senato rimandò alla prossima seduta la discussione degli articoli dei progetti di legge relativi: 1. alla prorogazione della legge sui forestieri; 2. ad un credito suppletivo di 20,000 fr. al dicastero della giustizia; 3. al trasferimento del credito di 355,000 fr. al bilancio della guerra del 1851; 4. al credito di 110,000 fr. al dicastero dell'interno.

Il sig. di Thuin presentò un rapporto favorevole sul progetto di un credito di 150,000 fr. votato già dalla Camera dei deputati pei bisogni della provincia di Lussemburgo.

— La Camera dei rappresentanti si occupò, nella seduta d'oggi, della discussione del bilancio delle finanze.

La discussione si è quasi unicamente aggirata intorno alla banca nazionale. Il sig. Perceval si era lagnato, che la banca mantenesse il suo sconto ad un prezzo troppo alto, e che avesse trascurato d'istituire un banco in ogni capo-luogo di provincia, come lo richiede l'art. 2 della legge organica.

Al sig. Perceval rispose successivamente il ministro delle finanze, i signori Osy e Mercier. Dissero che una istituzione di simil genere deve procedere con prudenza sull'esordire della sua esistenza. Alla sua fondazione tenne dietro un risultamento im-

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

CARLO INNOCENZO FRUGONI

I.

I posteri, senza trovarla molto ardua, hanno pronunciata una sentenza contro la quale è inutile cercare appello, ed hanno detto che Carlo Innocenzo Frugoni non fu una gloria vera. Che tristo pensare ai trabocchi, alle insurrezioni, alle ovazioni, all'obblio che s'incalzano sulle vie che la moda proclama!! Che severa lezione insegna le vite oscure, alle quali tengono dietro tombe venerate le celebri vite seguite da tombe dimenticate! Pare impossibile che sia posticcia la fama del Frugoni, l'Apolline del tentivoglio, l'eletto del duca Antonio, la sibilla dell'antefatidico, l'oracolo della poesia italiana, il pastore d'Arcadia dai concettini più armoniosi!! Si può dunque in questo mondo salire sulla più alta bigoncia e lasciarne cadere sull'infinita moltitudine circostante parole che son bevute come vangelo; si può durar fatica a tener la testa ritta sotto il peso di troppi allori; si può essere dittatore, distributore di morti e vite pindariche, segnator li confini al gusto; si può essere l'idolo, il vitello d'oro d'una intiera età, e poi, appena chiuso il sepolcro, caer mano mano otto i colpi prima della critica, poi dalla disapprovazione poi dell'obblio?

Nec, si qid olim lusit Anacreon,
Delevit aetas.

Così dice Orazio nell'ode nona del libro quarto; e così dicendo non supponeva per certo che questo suo detto venisse adoprato in guisa di epigrafe alle poesie del Frugoni; epigrafe del resto che malagevolmente si regge ritta rimpetto al grande antico per cui venne da Orazio inventata. *Delevit aetas.* Il tempo distrusse ben altro, e ben altro ha da distruggere: il tempo non rispettò mai la moda: a questa imbellettata figlia ogni dì egli strappa una ciocca di capegli, ogni dì descrive una ruga nel viso, infinchè, passata tutt'al più una luna, ei l'abbia resa una vecchiarella tentennante e schifosa. E Carlo Innocenzo Frugoni fu, più d'ogni altro celebre uomo, l'amante di cotesta figlia imbellettata. Gli applausi lo inebbriarono; l'intelletto, che aveva più immaginoso che possente, nulla gli disse; il senno nulla gli suggerì; scordò se medesimo per seguire la moda. Egli è fuor di dubbio che se il Frugoni, all'invito lusinghiero della moda, si fosse ristretto nelle spalle e voltato le avesse il tergo, migliori destini attendevano il suo nome. La natura lo aveva fornito di facoltà vivaci, il suo ingegno era pronto, abbondante di affetti il suo cuore, l'estro facile e docile a' suoi voleri. Cresciuto in altra società, in tempi meno metromaniaci, ed educato a principii meno fanciulleschi, sepure allora v'erano principii di educazione, nato fosse dopo il Parini, avremmo avuto nel Frugoni una vera gloria; ma così non fu. L'hanno pur fatto il gran fracasso tutti i madrigalisti, i sonettisti, pispiglianti poesiette dal camerino alla cucina! Ma il Frugoni è morto... L'hanno pure invocato, divinizzato il suo nome gl'Infarinati, gl'Immobili, i Collerici, i Furiosi, gli Arrabbiati e tutte le accademiche confraternite; ma il Frugoni non le ode più, e di tutti quegli aggettivi stolidi più non resta che il rimbombo... Ma che? un'epoca universalmente si può ella ingannare? Sì, se le epoche sono dominate dalla moda. Rivolgiamo gli occhi al secolo scorso, pria che s'alzi la mano possente del Parini a far chioccare l'ironico scudiscio sul viso della moda.

L'ozio spagnuolo aveva lasciato dietro una striscia fangosa: il teatro era vuoto o strepitante d'insipide allegorie: le vicissitudini politiche ad ogni momento inquiete, incapaci di rassodamento sia per mancanza di diritto che per difetto di forza. L'istruzione delle classi non nobili nulla, o qua e là coltivata come per eccezione miracolosa: la poca lettura rifugiata fra i grandi: la cavalleria distrutta, perchè passata l'età del perenne guerreggiare e non ancor giunta quella della pace profonda: maggioraschi e monacazioni erano l'uso delle case signore: la milizia ed il sacerdozio l'unica via alla classe mezzana per togliersi ad un avvenire prettamente plebeo: l'inazione quasi universale. I costumi sociali ritraevano molto della licenziosa giovialità francese: il cavaliere servente era in gran voga: le preziose avevano ogni settimana in loro casa l'areopago, ove si faceva da begli spiriti, che di solito erano vati, pompa di sempre nuove arguzie, ed ove la palma veniva riportata da chi poneva più livore e sale nella maldicenza senza che apparissero i sintomi di sale e di livore.

In generale i mariti erano adulati in pubblico e derisi alle spalle. La moglie rappresentava lo spirito, ed il marito rappresentava la materia; ed in quei tempi di *sospiri* e di *visioni* la parte del marito era assai scadente a parallelo di quella del cicisbeo; perlocchè tutta la cura d'un uomo onorevole e rispettabile, che s'ammogliasse, era di compiacere filosoficamente ai capricci della compagna, oppure d'incancherirsi il cuore coll'intercettare i biglietti amorosi in versi, col chiudere la porta in faccia a' galanti, col tagliar le corde di seta appese all'uncino de' balconi, o col mandare a tutti i diavoli le confidenti, le servette, i parrucchieri ed i profumieri. Il *Mercurio Galante*, che veniva di Francia, raccontava le novellette più argute, che le nostre italiane imparavano a memoria aspettando l'occasione di crearsene l'eroine. *Crebillon* era l'Eugenio Sue di que' giorni, e per amor d'autore il Frugoni stesso aveva tradotto il *Radamisto*; ma invece dei racconti del Sue che almeno v'obbligano alla lettura per l'ariostesca varietà dell'avventure, era il *Sofà*, sciocco romanzo, che nessuno oggidì potrebbe leggere senza dormire alla quarta pagina. Le dame erano sapute; invece della mosca che più tardi diede ri-

www.internetculturale.it

mediato, cioè, il ribasso del prezzo dell'interesse dal 5 p. 0/0 al 4 p. 0/0 e verosimilmente ribasserà ancora: in alcune città anzi la Banca sconta ad un prezzo ancora più basso, ma era impossibile il diminuire la tariffa dell'interesse subitamente, ed in modo generale fin dal principio delle operazioni.

Riguardo alle instituire di banche di sconto nei capi-luoghi di provincia, la legge ne impone l'obbligo alla Banca: ma la legge non dice che ciò si dovrà fare immediatamente: oltracciò, vennero già fondate Banche di sconto in Anversa, Liegi, Gand, Mons, Tournay, Arlon; e successivamente verranno formandosene nei capi-luoghi che tuttora ne saranno privi.

Chiusero la discussione generale alcune osservazioni scambiate fra i signori Dumortier, Cools ed il ministro delle finanze, relativamente al discapito del prezzo dell'oro.

SPAGNA

Madrid, 19 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

Si dice che la corte si recherà definitivamente ad Aranjuez il 3 aprile prossimo. Lo squadrone delle guardie della regina comincierà il suo servizio presso S. M. il 1° dello mese.

Il reggimento di cavalleria d'Almansa, di guarnigione a Madrid, partirà per la Catalogna: gli dea sottentrare il reggimento di cavalleria del principe.

Numerosi disastri sono avvenuti in tutto il Mediterraneo e sulle coste di Spagna sul principio di questo mese. Una immensa quantità d'imbarcazioni han sofferto delle avarie, sia navigando in quelle acque, sia nei porti d'Algesiras a Rosas.

— *Del* 20. Il marchese di Miraflores partirà alla volta d'Aranjuez lo stesso giorno che vi si recherà la regina Isabella II.

Il giornale la *Nacion* essendosi fatto lecito, non ha guari, di pubblicare un articolo offensivo contro il principe-presidente della repubblica francese, l'ambasciatore di Francia, generale Aupick, se ne lagnò apertamente col marchese di Miraflores, il quale immantinente ne conferì col suo collega il ministro dell'interno.

In conseguenza di che l'autorità superiore ordinò che quello articolo fosse denunziato ai tribunali. Il direttore della *Nazione* è stato arrestato oggi (20) e il suo fondo di cauzione è stato sequestrato. Una dilazione di 48 ore è stata accordata alla direzione del giornale per procurarsi in questo frattempo una nuova cauzione.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Si sta ora trattando di stabilire a Madrid una casa di correzione per racchiudervi i vagabondi e costringerli al lavoro.

— Si legge nello stesso giornale:

Monsignor Codona, vescovo della Grande Canaria, arrivò ieri (19) a Madrid.

— Si legge nell'*Epoca*:

Il viaggio del duca e della duchessa di Montpensier, che fu sospeso perchè si suppone che l'infanta sia incinta, avverrà alla metà di aprile prossimo: ma allora le LL. AA. RR. si recheranno direttamente in Inghilterra, ove in quell'epoca si troverà riunita tutta la famiglia d'Orleans.

PORTOGALLO

Si hanno notizie di Lisbona a tutto il 19 corr. marzo:

Il ministro delle finanze avea presentato il bilancio alle *cortes*. Egli valuta le entrate a 40,795,406,376 reis, e le spese a 45,507,484,253 reis. Disavanzo 2,714,077,577 reis.

INGHILTERRA

Londra, 24 *marzo*. *Camera dei lords*. — *Tornata del* 23.

Lord Beaumont richiama l'attenzione della Camera sugli avvenimenti di recente succeduti nella repubblica argentina, l'alleanza cioè del generale Urquiza col Brasile, e la disfatta consecutiva del dittatore Rosas operata dai due eserciti collegati. La bandiera argentina e la brasiliana sventolano ora insieme nelle stesse regioni, dove finora sventolava quella del Rosas: probabilmente il Brasile vorrà raccogliere i frutti della vittoria. Lord Beaumont invita perciò il governo a proteggere efficacemente gli interessi dei commercianti inglesi e procacciare la libera navigazione sul Parana e sul Paraguay.

Il conte di Malmesbury (ministro degli affari esteri) riconosce la importanza della domanda fatta da lord Beaumont, e dichiara che non si tosto il governo ebbe contezza della disfatta di Rosas e della fine della guerra si affrettò a porsi d'accordo col governo francese per provvedere di concerto alla tutela degl'interessi del commercio delle due nazioni in quelle parti dell'America meridionale. Il ministro soggiunge che, atteso le pendenti negoziazioni, egli non può dare ulteriori chiarimenti su questa faccenda, la quale riconosce essere di massima importanza per tutto il mondo civilizzato.

Il conte di Aberdeen dichiara essere soddisfatto delle parole del ministro degli affari esteri, ed insiste sulla importanza della questione sollevata da lord Beaumont.

Dopo poche altre osservazioni del *conte di Harrowby*, di *lord Stanley d'Alderley*, del *visconte Canning*, del *conte di Malmesbury* e di *lord Beaumont* l'adunanza si scioglie.

Camera dei Comuni. — *Tornata del* 23 *marzo*.

Il sig. Frewen prega la Camera a prendere in seria considerazione la revoca dei diritti di accisa sul luppolo, e motiva la sua mozione sulle condizioni poco propizie in che si trovano gli agricoltori del contado di Sussex.

La mozione è appoggiata dal sig. *Law Hodges*.

Il sig. d'Israeli (cancelliere dello scacchiere) dichiara che il governo non mancherà di occuparsi di questa faccenda, ma domanda una dilazione, e prega il sig. Frewen a non insistere per ora nella sua mozione.

Il sig. Hume appoggia caldamente la mozione.

Il sig. H. Drummond muove rimprovero a' partigiani del libero scambio di essersi finora opposti all'abolizione della tassa sul luppolo.

Il sig. Riccardo Cobden sostiene la mozione, e riflettendo al breve tempo di vita politica che ancor resta al Parlamento attuale è d'avviso che la mozione non debba essere ritirata.

Il sig. Frewen, autore della mozione, si dichiara soddisfatto delle promesse fatte dal cancelliere dello scacchiere, e quindi ritira la mozione.

Il sig. M. Milnes invita il ministero a presentare alla Camera il cartegg o diplomatico relativo ai rifuggiti stranieri, e si lagna del ritardo arrecato in questa presentazione.

Il cancelliere dello scacchiere dice che quel cartegg o è già quasi tutto stampato e che fra un giorno o due sarà sottoposto all'attenzione della Camera.

Il sig. Anderson chiede al ministero la presentazione de' documenti diplomatici relativi alle vertenze insorte fra il bascià d'Egitto ed il gran sultano. Quelle vertenze interessano direttamente l'Inghilterra ed il resto d'Europa. Mehemet-Alì soleva dire l'Egitto essere il ponte fra l'Europa e l'Asia: l'Inghilterra ha grande interesse alla conservazione di detto ponte. Il sultano non vuole riconoscere nel bascià il diritto di pronunciare sentenze contro i colpevoli, nè quello di far costruire linee di via ferrata ne' suoi dominî, le quali cose si riferiscono esclusivamente all'amministrazione interna del paese. Il sig. Anderson è di parere, che si debba porgere appoggio alla politica del bascià d'Egitto.

Il cancelliere dello scacchiere risponde, che la questione sollevata dal sig. Anderson è delicatissima. Il governo intende procedere con la massima circospezione, tanto più che le sue relazioni con la Turchia sono amichevoli: il suo scopo oggidì è di riuscire a comporre su solide basi il dissidio insorto fra il sultano ed il bascià d'Egitto. Per questo motivo il ministro dichiara di non poter dare pubblicità ai negoziati tuttavia in corso, e rifiuta la comunicazione dei documenti in proposito.

Lord John Russell divide il parere del cancelliere dello scacchiere, e raccomanda al governo di procedere amichevolmente verso la Turchia. Le istruzioni mandate all'ambasciatore inglese a Costantinopoli (sir Strafford Canning) saranno da lui fedelmente ed efficacemente eseguite.

Il sig. Hume prega il sig. Anderson a ritirare per ora la sua mozione. — La mozione è ritirata.

Dopo brevi discussioni sopra altri argomenti di poco rilievo, la Camera si scioglie.

— Lord Naas, segretario di Stato per l'Irlanda, è stato rieletto dal borgo di Coleraine senza opposizione. Il sig. Kennedy era stato proposto ed appoggiato come candidato, ma egli si ritirò prima dell'elezione.

— Il vascello da 80, il *Superb*, arrivato a Portsmouth per esservi disarmato, ricevette contr'ordine.

— Il *Times* annunzia che il piroscafo da guerra il *Vixen* partirà alla prima occasione pel Brasile, ove condurrà un inviato straordinario del governo britannico.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

L'ex-regina dei francesi Maria Amalia, il duca e la duchessa di Nemours e la principessa di Joinville si recarono il 25 corr. a far visita a S. M. la regina Vittoria a Buckingham-Palace.

— Si legge nel *Morning-Post*:

L'ambasciatore di Turchia ebbe ieri (25) una conferenza col cancelliere dello scacchiere nella sua residenza officiale di Downing-Street.

— Si legge nello stesso giornale:

Sentiamo che il re di Annover dee arrivare in Inghilterra alla fine di maggio.

— Si legge nel *Daily-News*:

Ieri i direttori della banca tennero una riunione nella quale decisero a scrutinio che il dividendo del semestre del 28 febbraio sarebbe portato a 4 0/0.

— Il *Sun* dice che una nuova statua colossale di sir Robert Peel è stata terminata. Essa fu modellata dal sig. Mathew Noble, e fusa in bronzo dai signori Moore, Fressange e Moore, quelli stessi che fusero i bassi rilievi della statua di Nelson. La statua, alta dieci piedi, è destinata ad una delle piazze di Salford, i cui abitanti, come anche quelli di Manchester e altre città manifatturiere, hanno contribuito alla confezione di quest'opera d'arte offerta come un attestato di gratitudine alla memoria del grande uomo di Stato.

— Si legge nel *Morning-Advertiser*:

Dall'Australia sono giunte numerose richieste di agricoltori e di meccanici.

— Si legge nel *Globe*:

I consolidati sono fermissimi a 98 3/4 7/8 a contanti e per conto.

ALEMAGNA

Francoforte. Il progetto d'istituire depositi di grani a Francoforte sembra essere in procinto di effettuarsi: le spese vengono estimate a 300,000 fiorini. Il senato accolse favorevolmente la proposta della Camera di commercio, intesa a raccogliere questa somma di danaro per una emissione di azioni, i cui interessi sarebbero guarentiti dallo Stato.

Prussia. *Berlino*, 20 *marzo*. Nella 46 seduta della seconda Camera la disamina del bilancio militare è l'oggetto delle discussioni. Il deputato sig. de Vinke propone di cassare dalla somma totale di 729,600 talleri l'aggiunta fatta per l'aumento dell'armata di pace. Nella mozione di questa proposta non mancarono da parte del proponente i soliti attacchi contro il ministero. Egli accenna alla mobilizzazione dell'armata nell'anno scorso e cerca di dimostrare che l'aggiunta richiesta non sia assolutamente necessaria ai bisogni del paese. Molti altri oratori parlano pure per il risparmio, ma concedono che non sia giunto ancora il tempo opportuno per la riduzione del bilancio. Asseriscono essi, essere un fatto, che nell'ultima mobilizzazione v'era sensibile mancanza di ufficiali e sott'ufficiali, ed essersi manifestati pure altri bisogni a cui il governo era tenuto di sopperire. L'esercito prussiano dover stare in armi per esser pronto a difendere l'onore della Prussia ogniqualvolta il bisogno lo richiegga.

Il ministro della guerra chiede la reiezione dell'ammenda dichiarando che l'aumento non aveva altro scopo che di aumentare la difesa e la forza dell'armata. Disse che nell'ultima mobilizzazione si è manifestato un grande difetto di ufficiali di landwehr, e averci dovuto sopperire mediante ufficiali di linea. Il ministro delle finanze de Bodelschwingh dichiara essere sua ferma persuasione che, secondo le proposte del ministro della guerra, l'aumento della fanteria era d'assoluta necessità; che egli ha perciò aderito, e non avrebbe esitato di chiedere alla Camera l'approvazione di una nuova imposta se di ciò ne fosse stato d'uopo, nella certezza che la Camera vi avrebbe annuito. Alla fine delle discussioni la proposta della commissione venne adottata con 168 voti contro 77, e la proposta del deputato de Vinke fu rigettata.

— *Del* 22. Il sig. Bismark-Schonhausen, consigliere privato, ed inviato di Prussia alla Dieta germanica, è sulle mosse per far ritorno a Francoforte.

— La seconda Camera di Prussia, nella seduta d'oggi, ha adottato la proposta del conte d'Arnim, a termini della quale essa, contrariamente ad una risoluzione presa prima, deliberò di non attendere il termine di 21 giorni fra la prima e seconda votazione sul progetto di legge relativo all'organizzazione municipale, già votato dalla prima Camera.

Ora, invece, la Camera risolse di trasmettere il progetto di legge all'esame di una commissione, già nominata per occuparsi di quest'oggetto. La sinistra ottenne soltanto, che sette nuovi membri vengano aggiunti a quella commissione.

Quindi la Camera riprese la discussione del bilancio della guerra.

---

salto al candore della guancia ed al brillare delle pupille, esse amavano qualche bel cosetto mitologico da intrecciare nell'alta pettinatura, da appender come voto allo smilzo orecchio; un cagnolino che fosse cagione di madrigale diveniva *dopo la marchesa* (come doveva poi dire il fratello in ingegno a Parini) il personaggio meglio apprezzato della casa. È noto che a Parigi sul finire del secolo decimosettimo si era fondato l'*Impero delle Preziose*, impero, al dir di Thierry, che aveva i suoi confini geografici, le sue leggi, i suoi costumi blasonici, la sua lingua speciale.

Qualche tristarello contemporaneo, come il sig. *Saumaise*, inventò una topografia favolosa, dicendo, per esempio, che l'Impero delle Preziose era limitato all'oriente dall'*immaginazione*, all'occidente dal *paese tenero*, al nord dalle *coste* della *lettura*, al sud dalla *civetteria*.... Ma ciò non pertanto è certo che le *Preziose* avevano scompartito la città di Parigi con topografia tutta nuova; ch'esse vi avevano le loro brave isole, le loro fortezze, e che l'isola di *Delo* (volgarmente *Notre Dame*) ne era una delle più considerevoli: si abitava l'*Eolia*, che ora i moderni chiamano *Marais*: il *sobborgo San Germano*, allora si chiamava la *piccola Atene*; la riva *Tournelle*, era la *riva d'Atene*; *Gran Circo* era l'attuale *Palazzo Borgogna*. La *città* e la *corte*, giusta la distinzione di que'tempi, conoscevano più di duecento *preziose*; intendo preziose illustri, che facevano pubblica professione di spirito, di scienza, di delicatezze e specialmente di galanteria. Si trattò seriamente di comperare lungi dal rumor profano delle città un terreno per suvvi costruirvi a bella posta un'ampia villeggiatura. Era progetto che ogni preziosa avesse il suo appartamento solitario: che le riunioni fossero indicate da orario prestabilito; il giardino, simile all'Eliso de' Poeti, non avrebbe accolto che spiriti felici, che, in passando pe'viali ombrosi susurrassero parole sovrumane nella lingua degli Dei; l'eco non avrebbe ripercosso che dolci sospiri; i zefiri avrebbero portato sull'ali i pianti amorosi, e tutto sarebbe andato mitologicamente bene, salvo che ci pare probabile che la giornata sarebbe finita con un buon pranzo, con portate della cucina moderna, e con liquore non di Bacco ma di Bordeaux o del Reno.

Un quarto di secolo dopo, queste aberrazioni noi le vediamo riprodotte in Italia, perchè è stato destino scritto che noi dovevamo per un par di secoli copiar la Francia anche nelle sue aberrazioni, quasi per contrabbilanciar gli altri tanti secoli nei quali i copiati fummo noi. Ogni nostra città vantò una riunion più o meno numerosa di preziose, le quali col nome, col fasto, colla grazia servirono di richiamo agli erranti trovatorelli, a'cavalieri celebri per avventure e scioltezza nella mormorazione; ed i trovatorelli ed i cavalieri circondarono le dame, e rivaleggiando si diedero a chi più valeva nel sospirare, nella prontezza delle risposte, ne'sali attici, ne'madrigali: e l'un l'altro infinocchiava, e si berteggiato si vendicava or col rapimento d'un cuore conteso, ora con un sonetto di spietata allegoria. A poco a poco i trovatorelli ebbero la meglio su i cavalieri; più valse una rima felice che un complimento architettato. Si inventò un nuovo frasario: le persone abdicarono ai proprii per appellarsi con nomi strampalati, e quanto più strampalati tanto meglio furono stimati. Si dimenticò la lingua del Tasso: perfino l'amore si dimenticò, e tutta l'attività, tutta l'intelligenza si assunse nell'Olimpo Anacreontico; sicchè brindisi, epitaffi per cani, canzonette per iscommesse, epigrammi per la frutta, per l'eco, per canarii di marchese, per santi, viglietti d'invito in terzine, improvvise per novelle messe in settenarii, si mormoravano di qua, si ripetevano di là, si leggevano nelle botteghe, si declamavano sulle passeggiate, si studiavano, si comentavano in modo che tutti vi erano sbalorditi e nessuno ne capiva nulla; gli non erano occhi ma pupille; non pupille ma luci; non luci ma il diavolo sa che; ogni parola dipendeva dalla mitologia, e la mitologia stessa fu trovata poco figurata.....

Il Frugoni entrava appunto nel mondo in mezzo a quel babelico fracasso.

Ei ci pare di vederlo lindo, azzimato, dondolante escir dalla casa Caprara, e il piè lesto e lucido, le gambe rotondamente calzate, la persona immacolata, il viso forbesco avviarsi alla casa Landi. Dopo i primi accoglimenti e riverenze ei getta il cappello sur un seggiolone dalle sponde fregiate e contornate di chiodi dorati, e racconta la cronachetta giuliva, e senza ridere si prepara a muovere il riso sulle labbra de' benemeriti visitati.

— Che v'ha di nuovo sul Parnaso? probabilmente gli si domanda.

— Nulla, ei risponde, tranne il belato d'una pecorella perduta su pei gioghi solinghi del monte sacro.

— Scommettiamo, grida una dama, che il pastore che ha smarrito la pecorella è il nostro abate Carlo!!

— E chi sfugge all'occhio penetrante di Aglauro Idonia? soggiunge piano e con modesto garbo il Frugoni.

— Udiamo il belato! esclama la signora.

— Udiamo! fanno eco il marito ed il cavaliere.

— Udiamo! gridano due, tre, sei sopravvenenti.

Ed ecco in men che non si sogna, allestita la *mattinata letteraria*, termine tutto moderno, che bastamente credono i Francesi essere loro invenzione.

Il Frugoni legge il nuovo parto: dieci esclamazioni accolgono la prima strofa; la seconda desta venti evviva, e, finita la lettura, il rovinio degli applausi è sì forte che non si possono più contare. Il nuovo parto gli ha costato un quarto d'ora di fatica; è forse la risposta ad un mecenate che lo invita alla campagna, o l'elogio funebre d'un atto conosciuto. A sì buon mercato s'ottiene voga? Pazzo chi vuole ottenerla a mercato più duro; e con questo ragguare, che non manca certo di giustezza, il Frugoni reo Frugoni, quando avrebbe potuto essere assai superiore a se stesso. Ripetiamo che la colpa, più che sua, è del tempo in che ei visse; tempo strano, matto diremmo, quasi ci vasse già in sè quella malattia che alla fine del secolo sfogò in sè grande esantema.

(Continua) G. Torelli.

— L'*Indicatore di Stato* pubblica una circolare del ministro del commercio, concernente i soccorsi da distribuirsi agli operai nei casi di disgrazie o di malattie accidentali e transitorie, non meno che nei casi d'inettitudine al lavoro. Il ministro raccomanda l'istituzione di casse di soccorso per gli operai delle fabbriche.

Annover, 21 *marzo*. Ieri si è aperto il congresso per la difesa del mare del Nord: era assai numeroso. Würtemberg e Baden ricusarono di prendervi parte; Assia elettorale non rispose ancora.

Si conferma che il generale Jacobi sia stato nominato a commissario federale per far eseguire in Brema le risoluzioni della dieta germanica.

Würtemberg. *Stoccarda*, 22 *marzo*. *Camera dei signori (prima Camera)*. L'ordine del giorno chiama in discussione il rapporto della commissione sul progetto di legge concernente la non validità dei diritti fondamentali del popolo tedesco; progetto già votato dalla seconda Camera.

Principe Carlo Daettingen-Wallerstein, relatore. Ecco le conclusioni della commissione: Piaccia alla Camera: 1. di adottare il preambolo e l'art. 1. del progetto di legge; 2. nella nota in risposta alla Camera dei deputati, di notificare l'adesione alla sua risoluzione; 3. di fare la sua dichiarazione con un particolare indirizzo al governo. La commissione propone che si rigetti l'art. 2. del progetto di legge.

Nella seduta della Camera dei deputati, del 15 marzo (prosegue il relatore), lo stesso ministro dell'interno aveva dichiarato, che le leggi in vigore nel tempo della promulgazione dei diritti fondamentali dovevano conservare la loro validità finchè non si rivedessero costituzionalmente.

Il ministro Linden, consigliere di Stato, dichiara, che il governo interpreta, non altrimenti che la commissione, gli atti del governo e dei ministri in ordine ai diritti fondamentali.

Le proposizioni 1, 2 e 3 della commissione sono adottate all'unanimità; riguardo all'articolo secondo, la Camera lo rigetta, riserbandosi di dichiarare al governo per mezzo di un indirizzo, che ella non crede essere necessaria una legge per abrogare un'ordinanza.

L'insieme del progetto di legge è adottato all'unanimità.

— Si conferma essersi pienamente ristabiliti i rapporti diplomatici fra i governi di Würtemberg e di Prussia. Si dice che il barone Carlo Hügel sarà accreditato nella qualità di ministro del Würtemberg a Berlino.

— *Del* 24. Con regio rescritto le Camere furono prorogate fino al giorno in cui saranno terminati i lavori preparatorii, particolarmente il bilancio dal 1852 al 1855.

AMERICA

Stati-Uniti. Un dispaccio telegrafico da Washington in data del 10 corrente marzo, e pubblicato dal *Times* del 24, reca i seguenti dettagli sulla spedizione progettata contro il Giappone:

La squadra sarà composta di tre fregate a vapore; *Mississipi*, *Princeton* e *Susquehanna*: delle corvette *Saiale-Mary*, *Plimouth* e *Saratoga*: del brick *Perry*, e del legno da trasporto *Supply*.

La squadra tenterà uno sbarco a Jeddo, capitale dell'impero giapponese, e sovra varii altri punti: tutti gli sforzi della spedizione avranno per iscopo di aprire relazioni commerciali con quell'impero.

— Il piroscafo *Africa* partì da Nuova-York il 10 e arrivò a Liverpool il 22, recando a bordo il colonnello Fremont, e alcuni altri passeggieri.

— Nella provincia del Nuovo-Messico di Santa-Fè furono recentemente scoperte miniere d'oro copiosissime, che pare annunzino l'esistenza d'un'altra California. Già la emigrazione, attirata da queste scoperte, affluisce verso quella contrada, che sta per diventare anch'essa il centro d'un gran movimento d'affari.

Chili. Il *New-York Herald* pubblica una corrispondenza da Valparaiso in data del 26 decorso gennaio, giusta la quale la più grande tranquillità regnava al Chili alla predetta epoca, e quella repubblica andava rimettendosi dalla agitazione, cagionata dagli ultimi moti rivoluzionarii.

La stessa corrispondenza dice che i condannati politici, i quali per ordine del governo del Chili erano stati deportati alla Terra del Fuoco, si ammutinarono e uccisero il governatore di quella Colonia penale, s'impadronirono della guarnigione e proclamarono la loro indipendenza.

I sollevati non si ristettero a ciò. Il naviglio americano *Florida*, che era stato noleggiato per trasportare de' prigionieri, fu da esso loro sorpreso e catturato nello stretto di Magellano. Una egual sorte toccò ad un altro naviglio d'America, che andava dalla California a Nuova-York, e aveva a bordo un ricco carico di polvere d'oro. I sollevati pigliarono il largo con le loro prede. I comandanti delle stazioni inglese e francese a Valparaiso mandarono dei bastimenti per inseguirli.

Nulla di nuovo nella situazione politica degli altri Stati della costa del Pacifico.

ULTIME NOTIZIE

— *Stati Romani. Roma*, 23 *marzo*. Lettere di Fermo recano la notizia, che nel giorno 21 corr. cessò di vivere Sua Em. Rev. il signor cardinale Tommaso Bernetti, vice-cancelliere della S. R. C., sommista delle lettere apostoliche, e diacono di S. Lorenzo in Damaso.

Il defunto era nato in Fermo il 29 dicembre 1779, e fu creato cardinale da papa Leone XII nel concistoro dell'8 ottobre 1826.

— Il *Giornale di Roma* annunzia la partenza per Venezia, accaduta negli ultimi giorni, del sig. di Bouteneff, incaricato straordinario e ministro plenipotenziario di Russia presso la S. Sede.

Francia. *Parigi*, 26 *marzo*. Il *Moniteur* pubblica l'importante decreto organico che riforma l'esagerazione della centralità amministrativa. Tranne gli affari dipartimentali e comunali che toccano direttamente l'interesse generale dello Stato, come sarebbero l'approvazione dei bilanci dipartimentali, le imposte straordinarie e le demarcazioni territoriali, i prefetti da ora in poi statuiranno su tutti gli affari dipartimentali e comunali che finora esigevano la decisione del Capo dello Stato o del ministro dell'interno.

Un altro decreto, sul rapporto del ministro della polizia, mette fine a tutti i regolamenti votati dopo il 1848 sui *club*, abrogando il decreto del 28 luglio 1848, e ponendo sotto l'applicazione del codice penale e della legge del 10 aprile 1834 le riunioni pubbliche.

— La *Patrie* smentisce la voce che era corsa, e che i giornali ripetono, della spedizione del vascello il *Carlomagno* alla volta di Trieste per prendervi le ceneri del duca di Reichstadt.

Belgio. *Bruxelles*, 25 *marzo*. Il senato ha nella seduta d'oggi nominato a suo presidente il principe di Ligne, alla maggioranza di 41 contro 6 voti.

Prendendo possesso del seggio presidenziale, il principe di Ligne pronunziò alcune parole piene di dignità, invocando lo spirito di conciliazione, ed esprimendo la sua intenzione di sostenere il decoro, e la libertà delle discussioni.

La Camera dei rappresentanti, nella seduta d'oggi, ha adottato all'unanimità il bilancio delle finanze, quindi risolse, che nella seduta del giorno seguente si discuterà il trattato conchiuso collo Zollverein.

Spagna. *Madrid*, 21 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

La morte del conte di Santa Olalla avendo lasciato vacante un posto tra i componenti la Giunta generale di beneficenza del regno, la regina nominò a queste funzioni il sig. Alvaro di Armada conte di Revillagigedo, deputato alle Cortes.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Il marchese di Casa-Gaviria è morto ieri (20) a Madrid.

Inghilterra. *Londra*, 25 *marzo*. Alla Camera dei comuni, nella sua tornata del 25, il sig. Hume presentò la sua proposta annua della riforma elettorale e parlamentare. Al partir del corriere l'oratore svolgeva la sua proposta.

— S. M. la regina Vittoria ha approvato la nomina del signor Alfred Mansell come console a Guernesey per S. M. il re di Danimarca.

— La sottoscrizione della lega di Manchester ammontava martedì a sera (23) a 65,500 sterlini (1,632,500 fr.).

— Si legge nel *Globe*:

Si crede che i direttori della Banca d'Inghilterra abbasseranno nel prossimo mese il prezzo dello sconto sulle tratte commerciali: gli è dunque una quistione di tempo. I fondi inglesi si mantengono fermi, ma non si fanno che pochi affari. Consolidati a contanti e per conto 98 3/4.

Alemagna. *Berlino*, 24 *marzo*. La seconda Camera nella seduta di ieri, ha terminato l'esame del bilancio della guerra, il quale fu adottato. Quindi l'assemblea esaminò la proposizione relativa ai feudi ed ai fedecommessi, già adottata dalla prima Camera. I lettori si ricorderanno che a termini di quella proposizione, i feudi esistenti sono mantenuti senza che se ne possa ristabilir dei nuovi; ma che i fedecommessi sono autorizzati per lo avvenire. Non fu ancora presa alcuna risoluzione.

Danimarca. *Copenaghen*, 20 *marzo*. Nella seduta d'oggi, il presidente del Volksthing (seconda Camera) diede all'assemblea lettura di un rescritto ministeriale per cui si dichiarò chiusa la sessione delle Camere.

Il *Foedrelandet* annunzia, che ieri al banchetto dato dal re ai membri della Dieta, S. M. fece un brindisi alle due Camere, ringraziandole dello zelo e della devozione di cui diedero saggio in questi tre ultimi anni, ed annunziò che nella prossima estate visiterà molte provincie del regno.

Russia, 17 *marzo*. Leggesi nel *Giornale di Pietroburgo*:

Una vigorosa dimostrazione era divenuta necessaria per reprimere le tribù ribelli che abitano lo spazio compreso fra il corso inferiore del Kuban ed il litorale del mar nero. A questo fine il generale maggiore Eidokimoff, il 13 gennaio, raccolse presso la nuova fortezza posta sul Belaïx, sei battaglioni di fanteria, venti squadroni di cosacchi e dodici bocche da fuoco.

Dopo una difficile marcia per nevi profonde, egli nel giorno seguente invase i cantoni di Tuseps e di Antchoko-Khabs: il nemico, accorso da ogni parte, in un ostinato combattimento, perdè più di 200 uomini uccisi e feriti: noi avemmo 11 morti, fra cui 1 ufficiale, e 52 feriti, fra cui 3 ufficiali.

Nello stesso giorno due colonne, partite da Novorossysk, sotto gli ordini del vice-ammiraglio Serebriakoff, e dalle rive del Kuban, sotto gli ordini del luogotenente generale Raschpil, avendo operato la loro unione col forte d'Abynsk, formarono un corpo d'11 battaglioni e mezzo, e di 650 cosacchi, con 23 bocche da fuoco.

Il vice ammiraglio Serebriakoff ne prese il comando, e lo condusse per le ricche e popolose valli del Bugundur, e dell'Antkhyr, che egli devastò per tre giorni: quarantaquattro fattorie furono date alle fiamme, con ragguardevoli provvisoni di cereali e foraggi. Nè la disperata resistenza dei ribelli, nè le difficoltà di un terreno aspro ed ineguale, nè i rigori di stagione non propizia, non arrestarono le nostre truppe, le quali gettarono lo spavento nel paese.

Noi avemmo 15 morti, fra cui 1 ufficiale; e 100 feriti, di cui 5 ufficiali. La perdita del nemico è immensa, e noi gli abbiamo fatto molti prigionieri. Quest'operazione concentrica, tracciata dal comandante in capo del corpo di truppe del Caucaso, provò ai ribelli che, malgrado le assicurazioni di Mohammed-Amin, i loro più lontani ripari ci erano accessibili in ogni stagione e da ogni parte.

www.internetculturale.it

Concorso *per la nomina di Medici-Chirurghi pel Servizio Sanitario di Beneficenza*.

Essendosi dal Consiglio Delegato sulla proposta della Commissione incaricata della direzione del Servizio sanitario di Beneficenza della Città deliberato di provvedere fin d'ora alla surrogazione da farsi il 1° gennaio prossimo venturo di due Medico-Chirurghi in secondo, che dovranno passare al posto di Medico-Chirurghi in primo, si notifica che, a norma del regolamento sancito dal Consiglio Comunale, queste nomine si faranno previo un esame di concorso il quale sarà dato colle norme infrascritte.

1. Il concorso si aggirerà sopra due quesiti che potranno versare indistintamente su qualunque parte della medicina.

Nessuno potrà conseguire il posto, se non li avrà svolti entrambi, quand'anche nella soluzione di un solo quesito avesse di gran lunga superati gli altri concorrenti.

2. I giudici del concorso saranno otto, cioè quattro membri della Commissione direttrice del servizio sanitario di beneficenza e quattro appartenenti alla facoltà medica, ma estranei al Consiglio Comunale.

3. Ciascuno dei giudici del concorso manderà al Sindaco due quesiti separati l'uno dall'altro e suggellati, e verranno questi dal Sindaco muniti di numero d'ordine alla presenza dei concorrenti, e due si estrarranno a sorte dai concorrenti stessi.

4. Riconosciuti i numeri delle due schede estratte, queste si apriranno alla presenza dei concorrenti, e si detteranno ai medesimi i quesiti in esse contenuti.

5. I quesiti saranno dettati e dovranno essere svolti in lingua italiana, sottoscritti dal concorrente, e presentati quindi suggellati alle persone assistenti al concorso.

6. Prima che siano dettati i quesiti, sarà data lettura ai concorrenti del regolamento che fissa le attribuzioni dei Medico-Chirurghi di beneficenza.

7. Saranno considerati come avessero rinnziato al concorso quelli che porteranno seco libri o manoscritti, o che uscissero dalla sala del concorso prima di aver terminato e consegnato il loro lavoro.

Condizioni per l'ammessione al Concorso.

Gli aspiranti dovranno far tenere alla Segreteria della Città fra tutto il mese di aprile prossimo:

A. Il diploma di laurea medico-chirurgica conseguita in una delle Università dello Stato.

B. Un attestato di buona condotta e di moralità del Sindaco del Comune ove l'aspirante è domiciliato coll'indicazione del tempo che ivi dimora.

C. L'indicazione precisa dell'attuale abitazione dell'aspirante a fine di fargli pervenire a suo tempo l'invito di presentarsi al concorso e senza il quale nessuno potrà esservi ammesso.

Il concorso avrà luogo nel giorno 10 del venturo mese di maggio alle ore 7 mattutine in una sala del Palazzo Civico.

Appena i sigg. Medico-Chirurghi saranno nominati, visto l'esito del concorso, entreranno in funzione di supplenti come sarà determinato dalla Commissione Direttrice, e continueranno il loro servizio fino alla nomina di Medico-Chirurghi effettivi, che sarà fatta pel 1° gennaio 1853, ed a quest'epoca comincerà a decorrere in loro favore lo stipendio fissato dal Regolamento.

Il Sindaco G. Bellono.

CITTA' DI TORINO.

IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 9, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 27 marzo stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantasei. Lire 0. 86.

Torino, dal civico palazzo, addì 26 marzo 1852.

Il Sindaco G. Bellono.

Avviso

Dalla Tipografia **CERESOLE** *e* **PANIZZA**

ISTRUZIONE PRATICA

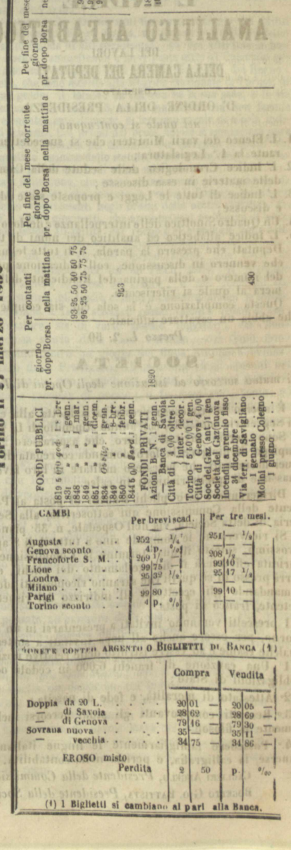
per bene allevare i bigatti

proposta alla gente di campagna da un cittadino p[iem.te]

BOLLETTINO UFFICIALE

dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali

Torino li 27 marzo 1852



(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

www.internetculturale.it

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	dette altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
GREGGIE	10—11		
	11—12		
	12—14	62	
	14—16	63	
	16—20		
	20—21 75		
	21—22 74	50	
	22—23 74		
	23—24 73		
	24—25 72	50	
ORGANZINI	25—26 72	50 72	
	26—27 71	50 71	
	27—28 71	50 50	
	28—30 70		
	30—32 69	50	
	32—34		
	36—40		
	90—92		
	22—24		
	24—26		
TRAME	26—28		
	28—30		
	30—32		
	32—36		
	36—40		

GENOVA 27 MARZO 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60 gior. d.	Ln.	1	85 1/2
Amsterdam	id.	»	2	12 —
Ancona	30 id.	»	5	67 —
Augusta	id.	»	2	54 1/2
Barcellona	id.	»	2	80 —
Bologna	id.	»	5	10 —
Firenze	id.	»	—	89 9/10
Lione	id.	»	—	99 7/10
Livorno	id.	»	—	83 —
Londra	3 mesi	»	25	23 —
Marsiglia	30 giorni	»	—	99 7/10
Messina	60 id.	»	12	90 —
Milano	30 id.	»	—	84 3/4
Napoli	id.	»	4	35 —
Palermo	60 id.	»	12	90 —
Parigi	30 id.	»	—	99 7/10
Roma	id.	»	5	08 —
Torino	id.	»	—	99 1/2
Trieste	id.	»	2	02 1/8
Venezia	id.	»	—	84 3/5
Vienna	id.	»	2	01 1/8

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	Ln.	94	1/8
id. *Sarde*	»	96	—
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	92	1/8
Prestito Obbligatorio	»	93	3/4
Obbligazioni prestito volontario	»	965	—
id. *della Città nuove*	»	740	—
Prestito Obbligazioni 1850	»	955	—
id. *1 gennaio*	»	95	1/2
Prestito Toscano	»	—	—
Azioni della Banca	»	1830	—
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	p. c.

BORSA DI PARIGI *del 26 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 100, 75, chiude a 100, 80.
Il 3 0/0 aperto a 71, 50, chiude a 71, 60.
Il 4 1/2 0/0 resta a 101, 25.
Il 4 0/0 a 92, 50.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96.
Le azioni della Banca di Francia a 2700.

È in vendita all'Ufficio del Risorgimento ed all'Ufficio della Stamperia della Gazzetta Piemontese

L'INDICE ANALITICO ALFABETICO

DEI LAVORI

DELLA CAMERA DEI DEPUTATI

COMPILATO

D'ORDINE DELLA PRESIDENZA

nel quale si contengono

1. L'Elenco dei varii Ministeri che si succedettero durante la 4.ª Legislatura;
2. L'Indice Cronologico delle sedute della Camera e delle materie in essa discusse;
3. L'Indice di tutte le Leggi e proposte state adottate e discusse;
4. Un Quadro Sinottico delle interpellanze e del loro esito;
5. L'Indice alfabetico ed analitico dei nomi di tutti i Deputati che presero la parola, e di tutte le materie che vennero in discussione, coll'indicazione precisa del numero e della pagina del Rendiconto della Camera al quale si riferiscono.

Questa compilazione è la sola che sia completa, e che abbia un carattere ufficiale.

Prezzo L. 2. 50

SOCIETÀ

di mutuo soccorso ed istruzione degli Operai di Torino

È aperto il concorso presso la suddetta alla carica di Segretario contabile, coll'annuo stipendio di L. 1,200.

Sono perciò invitati coloro che aspirassero a tale impiego di dirigere la loro domanda corredata di tutti quei documenti che potessero militare in loro favore e massime di quelli richiesti in calce.

Dirigeranno i loro plichi franchi di posta al Presidente della Commissione qui sottoscritto, alla Segreteria di detta Società, via dell'Ospedale, n. 35 piano 1.°

Si riceveranno le domande sino a tutto il dì 8 aprile prossimo, spirato il qual termine la Commissione incaricata effettuerà il dissugellamento dei plichi, e riterrà presso di sè quelli che saranno riconosciuti idonei, rimandando gli eccettuati all'indirizzo del rispettivo petente, franco di posta.

I prescelti verranno invitati a presentarsi in un dato giorno, per essere anche all'uopo invitati a sostenere qualche esame e ad essere istrutto delle relative nozioni.

1° Una cauzione di franchi 6,000 in cedole od in obbligazioni di Stato;

2° Attestato di moralità, e fede di nascita;

3.° Recapiti comprovanti gli studi percorsi inclusivamente la filosofia;

4.° Possedere famigliarmente le lingue italiana e francese, la calligrafia, e perizia nella contabilità.

CAGLIERI ANGELO, *Presidente della Commissione,*
BOGETTO GIO. BATTISTA, *Presidente della Società.*

Stabilimento Tipografico Fontana.

GHIRLANDA ITALIANA

OSSIA

SCELTA DEI MIGLIORI SCRITTI

INEDITI O RARI

DI ITALIANI VIVENTI

Questa collezione di opuscoli e di brevi scritture in prosa e in versi, della quale si stamparono, parecchi anni addietro, per cura del prof. Pietro Barnabò Sforata, 42 dispense, sarà continuata dallo stesso in una nuova Serie.

L'associazione non è obbligatoria che per 12 dispense, che si pubblicheranno coll'intervallo non minore di un mese dall'una all'altra.

Due dispense formano un volume di 8 fogli in-16, con cenni biografici sopra gli autori degli scritti in esso contenuti.

Ciascuna dispensa costa Ln. 1, e si spedirà *franco* per la posta in tutto lo Stato.

La prima uscirà in maggio prossimo.

Le soscrizioni si ricevono in Torino allo Stabilimento Tipografico Fontana, e presso il libraio Schiepatti. Ivi si distribuisce il programma.

Presso **G. B. PARAVIA**, *Tipografo-Editore-Libraio sotto i portici del Palazzo Municipale, in Torino,*

di prossima pubblicazione

APPUNTI

DI FILOSOFIA MORALE

coordinati al Programma Ministeriale per gli esami di Magistero

SUNTO

DI STORIA ANTICA

EBRAICA, GRECA E ROMANA

E

DI STORIA MODERNA ITALIANA

compilato

secondo il programma degli esami di Magistero

DA **LEONE TETTONI.**

Preceduto da alcuni cenni intorno allo studio della Storia, della Cronologia e della Geografia.

PASTIGLIE ANTI-CATARRALI

Per facilitare l'espettorazione e guarire in breve tempo tutte le **Tossi** *catarrali, saline, convulsive* e *reumatiche* le più ostinate. Unici depositi in Torino, nella Farmacia BONZANI, Dora Grossa, n. 19: in Aosta, nella farmacia FERRETTI: in Genova nella farmacia DENEGRI: in Nizza nella farmacia DALMAS.

A L. 1, 50 la scatola

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

AVVISO

Il solo deposito dei ferri, lastra e lavori in ghisa di tutte le qualità, della R. Manifattura di Crean in Savoia, delli Tardy fratelli e C., finora esistente in via Alfieri (già S. Carlo,) casa d'Austria, n. 5, è stato traslocato nella medesima casa, via della Provvidenza, 20.

DOMENICO PORTA & C.

NEGOZIANTI DI CAVALLI

Annunziano, che il 1.° dell'entrante aprile sono visibili nelle loro scuderie, a Porta Palazzo, via delle Ghiacciaie, casa Dovez, num. 8, num. 35 Cavalli della razza della Germania, in varie pariglie.

DA RIMETTERE

NEGOZIO DA FONDACO IN CUNEO.

Dirigersi ivi al signor Giacomo Audisio, droghiere, od al sig. Silvestro, farmacista.

VENDITA VOLONTARIA

Di una CASCINA distante chil. 18 circa (miglia 7) dalla capitale, composta d'ampio fabbricato rustico, con attigue ettari 15, 24, 16 (giorn. 40), di prima qualità, in un sol pezzo, tra campi, prati ed alteni, in amena e salubre situazione, e libera da ogni ipoteca. Dirigersi dal sig. avv. Luigi Demichelis, via della Madonnetta, n. 15.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

TRASFERTA

Il magazzino da carta di Carlo Passarino, è trasferto in casa S. Secondo, angolo delle vie dei Mercanti e del Monte di Pietà.

Trovasi vendibile presso la Tipografia Editrice G. FAVALE *e C. e presso i principali librai*

ANNUARIO ITALIANO STORICO-STATISTICO

pel 1852

compilato da **GUGLIELMO STEFANI**

ANNO I.

Un vol. in-16 di pag. 568 e XVI di prefazione, con tre quadri
Prezzo L. 4, 50.

Si spedisce nelle provincie franco di spesa, dietro mandato postale di L. 4 50 alla Tipografia FAVALE Editrice.

STRADA FERRATA

DA

TORINO A SAVIGLIANO

La Direzione rendendo di pubblica ragione li infra designati numeri delle azioni in ritardo al pagamento dello scaduto decimo, previene li signori interessati che a mente dell'art. 11 dello Statuto saranno le dette azioni, dopo 30 giorni dalla pubblicazione del presente, vendute per duplicata alla borsa di Torino.

NUMERI *delle azioni in ritardo al pagamento del 4° decimo.*

294. 295. 887. 888. 961 a 990. 1805. 1820. 5281 a 5330. 6760 a 6769. 6791. 6792. 8296. 8297. 9026 a 9065. 9213. 10173 a 10220. 11401 a 11405. 12000. 12001. 12002. 12018. 12024. 12031. 12036. 12037. 12054. 12053 a 12058. 12067. 12096. 12099. 12128. 12178. 12181. 12182. 12186. 12192. 12240. 12243. 12255. 12256. 12282. 12313. 12348. 12349. 12329. 12334. 12335. 12336. 12349. 12350. 12351. 12352. 12380. 12381. 12392. 12417. 12448. 12419. 12432. 12433. 12437. 12438. 12439. 12440. 12455. 12463. 12467. 12468. 12482. 12485. 12501. 12506. 12507. 12523. 12526. 12531. 12538. 12600. 12624. 12625. 12626. 12630. 12633. 12638. 12642. 12643. 13644. 12645. 12646. 12649. 12650. 12651. 12652. 12653. 12707. 12708. 12709. 12710. 12711. 12724. 12725. 12726. 12727. 12730. 12749. 12750. 12754. 12752. 12790. 12791. 12809. 12810. 12869. 12870. 12873. 12904. 12945. 12946. 12951. 12952. 12953. 12978. 13001. 13034. 13044. 13050. 13051. 13052. 13053. 13054. 13055. 13056. 13100. 13101. 13201. 13203. 13204. 13205. 13207. 13209. 13211. 13284. 13285. 13364. 13379. 13396. 13409. 13410. 13412. 13424. 13428. 13429. 13445. 13453. 13462. 13521. 13531. 13532. 13533. 13536. 13538. 13540. 13541. 13542. 13543. 13544. 13555. 13556. 13557. 13558. 13 62. 13563. 13564. 13568. 13572. 13581. 13582. 13594. 13595. 13596. 13597. 13609. 13610. 13621. 13628. 13630. 13634. 13665. 13666. 13667. 13740. 13741. 13747. 13809. 13810. 13811. 13837. 13856. 13857. 13858. 13860. 13866. 12867. 13869. 13887. 13888. 13889. 13890. 13926. 14090. 14091. 14098. 14099. 14100. 14101. 14141. 14145. 14146. 14147. 14162. 14163. 14165. 14166. 14178. 14179. 14180. 14181. 14183. 14184. 14185. 14186. 14187. 14188. 14189. 14190. 14191. 14227. 14290. 13317. 14340. 14356. 14360. 14562. 14367. 14395. 14396. 14397. 14398. 14399. 14400. 14401. 14402. 14403. 14404. 14405. 14406. 14407. 14410. 14415. 14418. 14485. 14486. 14487. 14525. 14526. 14538. 14543. 14552. 14613. 14654. 14655. 14662. 14663. 14664. 14665. 14689. 14691. 14700. 14717. 14726. 14739. 14741. 14777. 14781. 14786. 14794. 14795. 14797 14802. 14803. 14899. 14902. 14911. 14922. 14930. 14978. 14995. 14997.

AVIS

La place de Médecin des Pauvres et de l'Établissement de la fontaine et des Bains de St-Vincent (Aoste) étant vacante, quiconque aspire à cet emploi s'adressera à M.r le Syndic dudit lieu, avant le 30 avril prochain, le traitement est de fr. 550 outre l'habitation. — S'adresser au Secrétaire de la Commune pour de plus grands éclaircissements.

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.° piano, e num. 4, membri, con terrazzo, al 4.° piano. Via del Senato, num. 4.

NOTA

Con atto del 4 ottobre 1851, rogato Signoretti, il sig. cavaliere Clemente Verasis Asinari di Costigliole e Castiglion-Tinella ha fatto acquisto dal signor Carlo Gioachino Lessona del corpo di casa situato in Torino al Borgo Nuovo, via della Meridiana, colla porta n. 6, e portina 4 *bis*, a cui sono coerenti a levante il sig. Lessona venditore, a mezzodì il conte Albertengo di Monasterolo, a ponente la detta via, ed a notte lo stesso Lessona, pel prezzo di lire 256,000.

Tale atto venne consegnato all'ufizio delle ipoteche di Torino sotto la data 16 marzo 1852, e registrato al vol. 54, art 27206.

Torino, il 17 marzo 1852.

Domenico Signoretti R. not. coll. e certif.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Elena di Seighière.* (Replica)

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il Diavolo organista e sua sorella modista.*

GERBINO (ore 7 1/2) Opera: — *Roberto Devereux.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Fausto.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Il genio della notte.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 77 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDI' 30 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di vaglia postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

I Signori Associati la cui associazione scade col 31 corrente marzo sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti del 4 marzo 1852, ha fatte le seguenti nomine e disposizioni:

Coppo Angelo, capitano nel 16 reggimento di fanteria, collocato in aspettativa in seguito a sua domanda, per motivi di salute.
Dubois Gaspare, capitano nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo;
Quaglia Francesco Maria, sottotenente nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Deidda Francesca, vedova di Effisio Lugas, capitano con grado di maggiore in ritiro, accordatale un'annua vitalizia pensione.

Con Decreti del 10 marzo:

Sapelli Giuseppe, capitano di cavalleria, primo brigadiere nella compagnia Guardie del Corpo di S. M., collocato a riposo in seguito a sua domanda, conferendogli in pari tempo il grado di maggiore nel R. Esercito;
Cordero Giuseppe, capitano, brigadiere furiere nella compagnia Guardie del Corpo di S. M., nominato primo brigadiere nella suddetta compagnia;
Porro Fedele, applicato all'Azienda generale di guerra con titolo e grado di sotto commissario, collocato in aspettativa per motivi di salute;
Gallio Giacomo, luogotenente con grado di capitano nel battaglione Veterani del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Morali Pietro, luogotenente di fanteria in aspettativa, dispensato da ulteriore servizio in seguito a sua domanda;
Malliano di Santa Maria cav. Bonifort Augusto, sottotenente nel 18 reggimento di fanteria, id.;
Ferrandini Maddalena, vedova del colonnello in ritiro cav. Giacomo Filippo Alliana, accordatale un'annua vitalizia pensione.

Con Decreti del 14 stesso mese:

Fiore Giovanni, luogotenente nel Corpo dei Carabinieri Reali, nominato alla carica d'aiutante-maggiore nello stesso corpo;
De Guidi Costantino, sottotenente nel Corpo dei Carabinieri Reali, promosso al grado di luogotenente nello stesso corpo;
Pollini Angelo, id., id.;
Diana-Crispi Francesco, id., id.;
Borghese Claudio, id., id.;
Pisano Sebastiano, id., id.;
Colombo Giosuè, id., id.;
Gastaldetti Giovanni Pietro Felice, sottocommissario di guerra in ritiro, quindi riammesso come scrivano presso l'Azienda Generale di Guerra, dispensato da ulterior servizio;
Mondone Paola Giovanna, vedova del maggiore in ritiro, nobile Gio. Luigi Decerise, accordatale un'annua vitalizia pensione.

Con Decreti del 19:

Ferraris Giovanni Antonio, capitano nel 18 reggimento di fanteria, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Mathis Ambrogio, luogotenente nel Corpo Reale d'Artiglieria, collocato a riposo in seguito a sua domanda.

Con Decreti del 23 detto:

Buglione di Monale cav. Giuseppe, maggiore nel 18 reggimento di fanteria, ora comandato al deposito speciale degli ufficiali di fanteria in aspettativa a Cherasco, aggregato al Corpo Veterani ed Invalidi, e nominato direttore della reclusione militare;
Invernisio Vittorio, sottotenente nel 7 reggimento di fanteria, nominato sottotenente provinciale nello stesso reggimento;
Filippa Luigi, maggiore nel 5 reggimento di fanteria, collocato in riforma in seguito a sua domanda per motivi di salute;
Regis conte Gaspare Domenico, luogotenente generale in disponibilità, collocato a riposo, e nominato in pari tempo a cavaliere Gran Croce decorato del Gran Cordone dell'Ordine dei Ss. Maurizio e Lazzaro;
Maffei di Boglio cav. Leopoldo, maggiore di cavalleria in aspettativa, collocato a riposo, conferendogli in pari tempo il grado di luogotenente colonnello nel regio esercito;
Remedi Giuseppe, sottotenente aiutante di piazza a Chiavari, collocato a riposo in seguito a sua domanda;
Candela Maria Maddalena, vedova del capitano in ritiro Giuseppe Maria Bollati, accordatale un'annua vitalizia pensione;
Della Noce Chiara, vedova del luogotenente in ritiro Tommaso Campodonico, id. id.

S. M., in udienza del 25 corrente, ha fatto le seguenti nomine e disposizioni nel Corpo della Guardia Nazionale del Regno:

Maina Giuseppe, maggiore nel battaglione comunale in Pejrino;
Sanguinetti dottore G.o. Antonio, id. pel battaglione comunale di Chiavari;
Pereiti notaio Gio. Battista, id. pel battaglione mandamentale di S. Maria Maggiore;
Jacquet Giuseppe, aiutante maggiore in secondo pel primo battaglione mandamentale d'Intra, col grado di luogotenente;
Turbiglio Gio. Batista, id. pel battaglione comunale d'Alba, id.;
Pollini Gio. Angelo, portabandiera pel battaglione mandamentale di S. Maria Maggiore col grado di sottotenente.

S. M., nella stessa udienza, ha conferito il grado di luogotenente o sottotenente ai seguenti individui, finchè eserciteranno le cariche di cui sono investiti presso i Consigli di disciplina dei rispettivi battaglioni, cioè quello di luogotenente a

Vastapane causidico Fedele, relatore del primo battaglione della legione d'Asti;
Franchi di Pont conte Luigi, id del primo battaglione quarta legione di Torino;
Ballerini Luigi, id. del battaglione mandamentale di Garlasco;

E quello di sottotenente a

Bocca avv. Francesco, relatore aggiunto del primo battaglione della legione d'Asti;
Boggio avv. Pier Carlo, idem del primo battaglione quarta legione di Torino;
Aimassi Giacomo, segretario del primo battaglione della legione d'Asti;
Quirico caus. Giuseppe, idem del secondo battaglione della legione d'Asti;
Prinetti Saverio, idem del battaglione mandamentale di Garlasco;
Scarabelli Pietro, idem del battaglione comunale di Castelnuovo Scrivia;
Gazzotti caus. Antonio, idem del primo battaglione della legione d'Alessandria.

S. M., in udienza 7 marzo 1852, a proposta del Ministro di Pubblica Istruzione, ha nominato a cavaliere dell'Ordine de' Ss. Maurizio e Lazzaro il P. Gio. Battista Cereseto delle Scuole Pie, direttore degli studi e professore di Rettorica nel Collegio Nazionale di Genova.

In udienza 14 marzo 1852, a proposta del Ministro di Grazia e Giustizia, ha nominato a commendatore dello stesso Ordine il consigliere d'Appello presidente del Tribunale di prima cognizione di Torino Giovanni Battista Mattei.

In udienza 25 marzo 1852, a proposta del Ministro della Guerra, ha nominato a cavaliere Gran Croce decorato del Gran Cordone dell'Ordine de' Ss. Maurizio e Lazzaro il conte Gaspare Domenico Regis, luogotenente generale a disponibilità.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 29 marzo.*

R. ISPETTORATO GENERALE

Delle scuole primarie del Regno.

Si avvertono gli allievi stati rimandati ad un secondo esame nelle scuole quadrimestrali di metodo, tenutesi nello scorso anno in Torino, Genova, Cuneo, Novara, Alessandria e Nizza, che tale esame avrà luogo in Torino nei giorni 5, 6 e 7 del prossimo aprile avanti una Commissione appositamente scelta dal Consiglio generale.

Quelli perciò che intendono di assoggettarsi a questo secondo esperimento dovranno presentare la loro domanda all'ufficio del Consiglio generale prima delle ore 4 del giorno precedente a quelli sovra fissati.

Torino, il 10 marzo 1852.

L'ispettore generale FAVA.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova

la sera del 24 marzo 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9410395 06
id. id. in Torino	»	6669808 89
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	14618052 57
id. id. in Torino	»	16577007 20
Fondi pubblici della Banca	»	562117 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	953535 54
Tratte della sede di Torino del 23 corr.	»	2765 »
Spese diverse	»	278462 48
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Corrispondenti della Banca (shil. de' conti)	»	816749 69
Debitori diversi	»	24347 44
	L.	49490049 67

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione	»	35841700 »
per operazioni ordinarie	»	»
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	»
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	53994 01
id. id. in Torino	»	71566 43
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	423818 25
id. id. in Torino	»	476676 62
Conti correnti disponibile in Genova	»	703257 41
id. id. in Torino	»	957785 08
Non disponibile	»	26679 88
R. Erario conto corr.	»	3075283 51
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	76657 85
della sede di Torino su quella di Genova del 25 corr.	»	20776 39
Dividendi arretrati	»	27586 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Rimb. della sede di Torino del 23 corr.	»	20237 »
	L.	49490049 67

FATTI DIVERSI. — TORINO. — *Società d'Istruzione e Beneficenza del 3° Battaglione della 3ª Legione della Guardia Nazionale di Torino.*

Questa società, che da due anni fioriva a vantaggio dei Militi del 3° battaglione di Borgo Nuovo, tra i quali s'aprì con felici auspici sotto l'egida di alti personaggi, ha ora allargate le basi del suo statuto, ammettendo a farvi parte oltre al Comando generale e allo stato-maggiore della Guardia Nazionale del Regno, tutti quelli, che sono ascritti alla Guardia Nazionale di Torino, di qualunque grado. Il locale, in cui essa ha la sua sede, è in via dell'Arco, casa Merlino, n. 8, ove in un'ampia sala ben fornita d'armi, elegantemente disposte, si tengono scuole di teoria militare e di scherma. Col primo del pross. aprile si comincierà pure una scuola di ginnastica pei fanciulli, che verranno proposti dai soci ai quali, a termine dello statuto, è pure data facoltà di proporre allievi per la scuola di teoria militare.

Una tale istituzione, che onora grandemente gli uomini che la fondarono, e il paese che concorre a renderla fiorente, prolurrà i più felici risultamenti negli ordini delle nostre cittadine falangi. E i nostri giovinetti, che avranno così un mezzo di addestrarsi per tempo all'agilità del corpo e al maneggio delle armi

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

CARLO INNOCENZO FRUGONI

(Continuazione, vedi num. 76)

II.

Ultimo rampollo di antica e nobile famiglia nasceva Carlo Innocenzo Frugoni a Genova il 21 novembre dell'anno 1692: due disgrazie in questo sol cenno troviamo che altamente dominarono gli eventi della sua vita: il tempo della sua nascita, e la famiglia onde uscì. di quello già toccammo, e per quanto spetta a questa diciamo francamente che meglio per lui sarebbe stato dipender da lombi meno magnanimi. Il padre suo, di cui le biografie nulla dicono, era ricco. Al giovine Carlo si inoculò per forza la vocazione pel sacerdozio, e s'intimò la rinuncia a' beni mondani, i quali servirono ad impiaguare il patrimonio del primogenito. Solerte e vivace per natura, il futuro poeta si manifestava nei giuochi, ne' modi, ne' desiderii, poco chiamato alla vita queta e contemplativa; ciò nulla meno, appena compiuto il terzo lustro, lo si fece istruire come novizio nella congregazione dei Clerici Regolari Somaschi, nella quale dopo un anno di prova entrò co' voti a Novi (1). La mente sua fresca ed avida di pascolo bevve tuttociò che le si apprestò, ed in mancanza d'altro amò e conobbe le scienze: ma altro il suo cuore voleva, e le belle lettere ebbero la sua predilezione. Pochi anni dopo, inviato a Brescia per professare la rettorica, s'acquistò fama di scrittore forbito sia in prosa che in verso, in latino ed in volgare; e da Venezia e da Milano e da Roma accorsero scolari ad udire i suoi insegnamenti. Ei ne gioiva, ma lo stato suo gl'impediva di espandere a così dire se stesso in affetti, in disfoghi; bisognoso pertanto di sensazioni diverse dalle claustrali e punto dall'interno sprone dell'ambizione volle almeno fondare un'accademia, ovvero colonia arcadica destinata alla palestra letteraria, nella quale egli fu appellato col nome di *Comante Egineteo*, nome di cui l'etimologia debb'esser curiosa se non logica. L'accademia andò a gonfie vele: se non che il futuro Anacreonte d'altre soddisfazioni avendo sete che non degli encomii de' suoi accademici, chiese di mutar paese, e per especial favore, dovuto al nome ch'ei già s'era fatto celebre, ottenne di andare nel Collegio Clementino di Roma a dettare la rettorica. Fu a Roma che il suo genio poetico eccitato dalla grandezza degli oggetti, e dall'esempio de'buoni poeti colà raccolti, pigliò il suo volo. Colà conobbe Rolli e Metastasio, de' quali imparò le opinioni ed apprezzò i consigli. Vago poscia di città in città or professore ora scolare, ora impiegato, ora postulante: ripassò a Genova, indi a Bologna coll'incarico di istruire la gioventù aggregata all'ordine suo, funzioni ch'egli adempì coll'ammirazione degli uditori e l'approvazione de'suoi superiori. Qua e là legò amicizie e conoscenze onorevoli, la più cospicua fra le quali fu quella del cardinale Bentivoglio, allora legato papale nella Romagna. Ebbe in lui uno zelante protettore, ed il protettore, se la cronaca è vera, fini coll'avere grandi obbligazioni inverso il protetto. Assicurasi che al Frugoni si deve principalmente l'esito glorioso che ottenne la traduzione della *Tebaide di Stazio*, sulla quale riposa la fama poetica del cardinale. Il conte Della Torre Rezzonico nelle sue memorie sulla vita e sulle opere del Frugoni assevera che questa notizia è falsa: ma il Fabroni, informatissimo delle storielle letterarie correnti, dice non meno positivamente: « Frugoni fu l'apollino di questa traduzione; ei fu che l'informò a quella perfezione e la dotò di quella ricchezza di stile tanto difficile a trovarsi da uomo anche eminente, se gli affari politici comprimono il suo slancio. » Sia vero o no il fatto, il cardinal Bentivoglio, o per riconoscenza, o per pura amicizia, rese a Frugoni un gran servizio, presentandolo alla corte di Parma, che divenne per lui un ricco asilo. Il principe Antonio Farnese lo prese ad amare, e nel fornirgli comoda l'esistenza, gli lasciò campo a contemplazioni e studii. E là cominciò a farsi stimare come valente lirico e corretto prosatore, sia in varie poesie leggiere, sia nella compendiosa storia della Casa Farnese, cui dopo poco tempo tenne dietro un elogio del duca Antonio succeduto al defunto duca Francesco. All'occasione degli sponsali del nuovo regnante con Enrichetta d'Este, il Frugoni pubblicò una intiera raccolta di poesie; e fu nominato poeta ed istoriografo reale. Ma il duca Antonio morì sul principiar del 1731. Instabile era la sorte del regno, si desiderava da'fautori de' Farnesi che la superstite Enrichetta portasse nelle viscere un frutto, che tranquillasse le invidie e le speranze. Frugoni in venticinque sonetti predisse ed assicurò che Enrichetta sarebbe stata madre; ma a malgrado de'venticinque sonetti la bisogna andò diversamente, e l'estinzione della Casa Farnese fu scritta.

Fino dal 1718 la quadrupla alleanza, senza consultare i Farnesi, aveva deliberato che gli Stati di Parma e Piacenza nel caso di mancanza di prole Farnese fossero dati al figlio di Elisabetta di Spagna, od a' suoi discendenti. Il duca Francesco sapeva già dell'umiliante disposizione ma non aveva mezzi per opporvisi.

Il suo successore, non ostante gli elogi del Frugoni, poco aveva pensato all'avvenire della sua corona ed alla difesa de' suoi Stati: restata Enrichetta senza figli, l'erede designato dalla quadrupla alleanza, Don Carlos, doveva salire sul trono. Roma protestò contro una usurpazione che mal soffriva, ma poi vi si adattò; anzi il papa Ganganelli inviò a Don Carlos un dispaccio, coll'indirizzo: *All'Infante d'ucà di Parma e Piacenza*. Don Carlos entrò in Parma e vi siedette prence a sedici anni. Ma i tempi erano agitati. Carlo Emmanuele di Savoia stava nel milanese: il maresciallo Coigny guadagnava vittorie presso le mura di Parma; si facevano nuovi trattati, nuove disposizioni e scomparimenti di regni.

(1) Crediamo che il Lombardi prenda abbaglio dicendolo allievo de'Gesuiti, se non fu per brevissimo tempo.

www.Internetculturale.it

cresceranno robusti delle membra e forti dell'animo per esser degni d'una patria libera e gloriosa.

— Si legge nel *Risorgimento* :

Il prof. Lemercier prosegue nel teatro chimico a S. Francesco di Paola il suo bel corso di fisiologia umana e comparata sui modelli elastici, ed è circondato da uditori distinti, che, siamo certi, al nuovo corso saranno anch'e più numerosi.

Egli è impossibile infatti che in una capitale come Torino non vi sia un gran numero di persone intelligenti di tutte le classi desiderose di accorrere a questo bello insegnamento, solo che si pongano in grado di valutarne i pregi, comprendo, non fosse altro che un solo istante, al luogo del e sedute, tutti i giorni il mezzodì, e nei dì festivi alle due pomeridiane. Ordinariamente coloro che ambiscono la concorrenza raccomandano il loro nome ai giornali. È singolare che il prof. Lemercier venendo d'Inghilterra e di Francia, paesi in cui la pubblicità è onnipotente, non ha cercato il nostro suffragio, nè quello, se bene ci apponiamo, degli altri giornali di Torino. Egli ignora che dettiamo queste poche righe come non seppe delle altre che scrivemmo in un numero precedente. Tanto maggiore è l'efficacia con la quale ci sentiamo obbligati a far giustizia al merito e alla modestia, e a procurare per quanto è in noi ai nostri concittadini il vantaggio del suo insegnamento. Poter ammirare i suoi perfettissimi modelli; poter apprendere, o anche semplicemente rammentare in otto sedute, e a prezzo estremamente modico, un'infinità di cognizioni utili e piacevolissime di anatomia, di fisiologia umana, particolari, generali e comparate, d'igiene, di zoonomia, di zoologia colla spiegazione di mille arcani fenomeni dipendenti dall'organizzazione e dalla vita; porsi in grado infine di comprendere i libri scientifici che hanno attinenza a quella facoltà senza il disgusto dell'osservazione dei pezzi naturali, è certamente una somma conseguenze di benefizi desiderabili per gli uomini intelligenti, e per gli studiosi di tutte le classi.

E si noti che mentre il professore tocca gli apici, e non dimentica le particolarità della scienza, usa tal moderazione di linguaggio da non urtare mai l'orecchio più scrupoloso, o molesto. L'estensione di ciò che egli fa apprendere è di gran lunga superiore a quel che si potrebbe sperare dalla limitazione del tempo, grazie alla celerità colla quale nella dimostrazione può spostare e rimettere i suoi modelli elastici, le quale sarebbe impraticabile con fragili modelli di cera, e con le parti molli dei pezzi naturali. Non possiamo cessare da questo piccolo cenno senza volgere la parola a certi ultori della più distinta posizione sociale, i quali potrebbero far valere colle persone che frequentano, queste nostre considerazioni, e rendersi utili ai loro amici, e al benemerito professore prestando occasione a nuovi corsi, anche a domicilio permanente egli lasci Torino coi suoi modelli tanto ammirati in Londra all'epoca dell'esposizione universale.

— Si legge nell'*Opinione* :

Il 24 di questo mese morì in Parigi, dopo otto ore di malattia, l'illustre agronomo cav. e medico Matteo Bonafous, nostro concittadino, benemerito delle scienze naturali e dell'umanità. Egli era membro della R. Accademia d'Agricoltura, membro ordinario della R. Accademia Medico-Chirurgica, membro corrispondente dell'Istituto di Francia. La compiuta sua monografia sul *Zeamays* (gran turco) ed altri pregievoli scritti gli valsero la fama che si avvviverà alla sua morte.

— Il giorno di sabbato (27) gli israeliti di Torino celebrarono con grande solennità, nel loro oratorio maggiore, la festa dell'anniversario della loro emancipazione civile e politica.

PROVINCIE. — Il paese di Riva, presso Chieri, festeggiò il 25 corrente con gioia universale la elezione del suo nuovo pastore, il sig. teologo Lodovico Chicco di Carmagnola. Il municipio e la guardia nazionale presero parte alla lieta cerimonia.

— Si legge nella *Gazzetta delle Alpi* del 27 marzo :

La Società zoologica di Londra avendo manifestato al nostro governo il desiderio di possedere vivente un pericoloso abitatore dei monti della specie dei *Lupi cervieri*, l'intendente generale di questa divisione ha promesso un premio a quelli fra i cacciatori che riuscissero a fare una preda sì importante. Ora veniamo assicurati che alcuni valenti cacciatori delle nostre montagne si sono già impegnati per questa difficile e pericolosa conquista a favore di quell'illustre Società scientifica che tanto onora la nazione inglese.

— La mattina del 24 corrente il comune di Vernante faceva celebrare una solenne messa di requie nella chiesa parrocchiale in suffragio dei nostri soldati morti a Novara. In quest'occasione venne scoperta la lapide ivi posta con sovra i nomi di *Carrocelo cav. Ferdinando*, caporale, e *Marro Vincenzo*, soldato, morti nella guerra del 1849. La funzione riescì commoventissima.

— Ci scrivono da Vespolate (provincia di Novara) :

Questo mandamento, in cui l'istruzione popolare fiorisce per le incessanti cure di quell'egregio proveditore locale *D. Agostino Melloni* e per lo zelo di alcuni sindaci e consiglieri comunali, ci porge un esempio d'illuminata filantropia nel dono fatto dal sig. sindaco *Malusardi* delle spese di sua rappresentanza ai maestri comunali per l'assistenza prestata nelle scuole serali, efficacemente promosse dal municipio, che stanziò fino una somma per provvedere di libri e carta i più poveri.

— Ci scrivono da Valsesia :

Il consiglio delegato di Camasco ha ricevuto il grazioso dono di L. 100 dalla Società di mutuo soccorso ed istruzione degli operai di Torino, a sollievo dei danneggiati dall'incendio recentemente avvenuto in uno de' suoi cantoni. Serva questo breve cenno ad attestare i sentimenti di viva riconoscenza di cui quegli sventurati sono penetrati per la generosità del dono.

MODENA

Si legge nel *Messaggere Modenese* :

La commissione internazionale per la costruzione ed attivazione della strada ferrata centrale italiana radunatasi in Modena fino dal primo del corrente, devenne a concertare le condizioni della concessione ad una società anonima costituita a quest'uopo in Firenze, e debitamente rappresentata in Modena a senso della convenzione 1° maggio 1851 e della notificazione 21 novembre di detto anno, condizioni che debbono venir sottoposte all'approvazione suprema dei cinque governi contraenti, in attesa della quale i membri esteri della detta commissione fanno ritorno alle rispettive loro residenze, per riunirsi e passare alla stipulazione del formale contratto giunta che sia l'invocata approvazione delle condizioni surriferite.

STATO ROMANO

Si legge nel *Giornale di Roma* in data di Ancona 11 marzo :

Abbiamo ora i vari rapporti sui danni cagionati dalla burrasca della notte del 3 al 4 corrente, e ci duole di annunziare che pur troppo furono gravissimi.

Molti bastimenti poterono ripararsi nel nostro porto, ma dopo di avere gettato parte dei loro carichi, e danneggiati negli attrezzi.

In vicinanza del porto naufragarono due paranze da pesca. Gli equipaggi, grazie al cielo, si salvarono, ma danneggiati nella salute, e colla perdita dei bastimenti e di quanto avevano in essi.

Il piccolo *Tergisteo*, di bandiera pontificia, perdette un marinaro svelto a bordo da un colpo di vento.

A Senigallia fugiò il brigantino ellenico *San Nicolò*, ma dopo di avere tagliato tutta l'alberatura per evitare un maggiore pericolo.

Fra Cattolica e Pesaro furono gettati sulla spiaggia molti legni pescarecci.

Tre di essi naufragarono, e totalmente si spezzarono, colla dolorosa perdita dei loro equipaggi. Si deplora la morte di 16 persone.

Sulla spiaggia di Cesenatico naufragò il bragozzo peschereccio di Chioggia, diretto da paron Vincenzo Spagno, e miseramente si sommerse con 6 uomini di equipaggio.

Altri 22 legni da pesca furono gettati su quella spiaggia; ma fortunatamente senza la perdita di alcun individuo.

Nel porto Corsini si rifugiarono molti bastimenti più o meno danneggiati.

In quei paraggi si affondò il bragozzo da pesca chiozzoto di parone Pietro Bellemo, che portava con 2 marinari.

Al porto di Rimini approdò un legno peschereccio mancante di un marinaro perduto nella burrasca.

Lo stesso accadde al porto di Fermo.

Da Magnavacca, Primaro e Fano si hanno rapporti di molti bastimenti che furono in pericolo, soffrirono danni, ma non perdite di persone.

In tanto disastro tutti gli impiegati nei porti pontificii non mancarono di adoperarsi in tutti i modi per soccorrere i bastimenti pericolanti e gli equipaggi scampati dal naufragio.

— Il *Piceno* reca una sentenza dell'i. r. comando della città e fortezza di Ancona in data del 15, colla quale fu condannato alla pena di morte Giambattista Moriconi d'anni 31, ammogliato, muratore, dal giudizio statario riconosciuto reo colpevole del delitto di omicidio premeditato, eseguito con coltello proibito in persona di Antonio Pompei. La sentenza venne eseguita mediante fucilazione.

FRANCIA

PARIGI, 26 *marzo*. Leggiamo nel *Journal des Débats* in proposito dei decreti pubblicati nel *Moniteur* d'oggi (*Vedi numeri antecedenti*) :

Vi sono, come è noto, due specie di centralità : la centralità politica e l'amministrativa. Noi abbiamo sempre difeso il principio che rappresenta e guarentisce ai nostri occhi l'unità di territorio, di legislazione e di governo, questa grande e preziosa conquista della rivoluzione francese. Ma non abbiamo mai negato che vi fossero utili riforme da introdurre nella centralità amministrativa, vale a dire nell'intervento abusivo ed esagerato dell'autorità centrale e della *burocrazia* parigina in una gran quantità d'affari che possono senza inconveniente essere decisi dalle autorità locali. Noi pensiamo con *Considerando* del decreto, che si può governar da lontano, ma che non si amministra bene se non da vicino. Anzichè combatterli, noi abbiamo sempre invocati questi provvedimenti che tutti credevano indispensabili in questa parte della nostra legislazione. Il decreto pubblicato stamane nel *Moniteur* ci pare che compia questa riforma nella misura in cui era generalmente desiderata. Esso rispetta il principio della centralità politica e dell'unità nazionale; non tocca nè distrugge che la centralità amministrativa e gli abusi della *burocrazia* ministeriale. Noi faremo solamente un'osservazione in questo proposito. Vi sono due modi di comprendere e di eseguire la dissoluzione della centralità amministrativa. A chi saranno devolute le attribuzioni che si crede necessario di togliere all'autorità centrale, vale a dire all'autorità ministeriale? Si può menomare l'autorità ministeriale a profitto delle autorità locali propriamente dette, cioè delle autorità comunali, indipendenti e libere, poichè sono il prodotto della elezione. Si può egualmente menomare l'autorità ministeriale a profitto dell'amministrazione dipartimentale, vale a dire dei prefetti, che sono anche gli agenti e i delegati dell'autorità centrale. In quest'ultimo senso il decreto ha tronca la questione. L'autorità dei prefetti è ingrandisce e si afforza di quanto cede e abbandona l'autorità ministeriale. Perciò la dissoluzione della centralità, come oggi la comprende, consiste in un semplice spostamento delle ruote e congegni della macchina amministrativa, nel quale il potere centrale nulla assolutamente perde, e nel quale nulla assolutamente guadagnano le autorità locali. Al decreto seguono tre quadri contenenti la nomenclatura delle attribuzioni che sono trasportate dal potere ministeriale a quello dei prefetti.

Il secondo decreto compie un provvedimento di lunga pezza desiderato nell'interesse dell'ordine e della pubblica tranquillità. È noto che l'assemblea legislativa, votando la legge che sospese il diritto di riunione, aveva deciso che una tal quistione sarebbe definitivamente regolata con una legge che doveva pronunziare in modo assoluto l'interdizione dei *club*. Il decreto pubblicatosi nel giornale ufficiale ha per iscopo il mandare ad effetto questo desiderio. Comincia con abolire il decreto del 25 luglio 1848, che autorizza l'esistenza dei *club*, e mantiene soltanto l'articolo di esso decreto che interdice le società segrete. Inoltre rimette in vigore gli articoli del codice penale contro le associazioni di più di 20 persone che si riuniscono tutti i giorni o a giorni prefissi per occuparsi di oggetti politici o di altro. Ristabilisce parimente gli articoli della legge del 10 aprile 1834 contro le associazioni di più di 20 persone, quand'anche queste associazioni fossero ripartite in sezioni di un numero minore, e non si riunissero tutti i giorni nè in giorni prefissi. Ognuno sa che lo scopo di quei varii articoli è di rendere necessaria l'autorizzazione del governo per tutte le associazioni che si volessero formar nelle condizioni da essi prevedute.

— Una grande e potente società di credito fondiario si è costituita, da quanto si assicura, in Parigi. I principali fondatori sarebbero : i sigg. Saverio Bonicki, ricco signore polacco stabilito in Francia, ove acquistò immense proprietà di stabili; Dronyn di Lhuis, vice-presidente del senato e uno dei grandi proprietari di Francia; Ippolito Passy, ex-ministro delle finanze; Leone Faucher, ex-ministro dell'interno; Benoist-d'Azy, ex-vice-presidente dell'assemblea legislativa; di Rennéville, già capo di gabinetto del sig. Villèle ed ex-consigliere di Stato; Darblay e di Kergorlay, deputati e grandi proprietari; Barthélony, d'Echthal e Ferrère, banchieri e industriali rinomati che sempre diedero impulso alle imprese di strade ferrate, ecc.

Il sig. Wolowski, ex-rappresentante, che prese l'iniziativa nelle assemblee, della quistione del credito fondiario, aiutato dal sig. Josseau, che fu commissario del governo nell'assemblea legislativa per questa medesima quistione, ha preparate varie disposizioni per regolarizzare la costituzione di questa importante società, la quale può fare entrar la proprietà fondiaria in una nuova fase, e rendere i più utili servizi all'agricoltura. Il fondo sociale, sottoscritto immediatamente dai fondatori, sarebbe di 25 milioni.

— L'amministrazione dei telegrafi ha inaugurato ufficialmente la linea elettrica da Parigi a Macon. Questa linea è della lunghezza di 441 chilometri. Il prolungamento della via sarà terminato fino a Lione tra quaranta giorni circa.

— Il sig. Bérard, ispettore generale di polizia a Lione, è data la sua demissione.

— Il ministro della marina, dice il *Journal du Havre*, ha dato ordine di spedire parecchi legni da guerra nelle acque della Plata per assicurar la protezione degl'interessi dei nostri connazionali in mezzo agli avvenimenti gravi che potessero sopraggiungere dopo la sconfitta e la fuga di Rosas.

SPAGNA

Ecco, giusta l'*Epoca* del 21 corr. marzo, il bilancio degl'interessi del debito di Spagna per l'anno 1852.

1. Interessi del debito perpetuo del 3 0/0 e del nuovo differito	Reali	144,526,083
2. Interessi del 5 0/0 dei reclami inglesi e degli Stati-Uniti	»	3,509,090
3. Ammortizzazione del debito non consolidato	»	18,000,000
4. Personale della Giunta direttrice, delle amministrazioni centrali e delle commissioni di Londra e di Parigi	»	2,031,500
5. Materiale delle amministrazioni centrali	177,000	
Commissione di Londra	35,000	» 246,000
Commissione di Parigi	34,000	
6. Lavori di riparazioni dell'edificio ove sono stabiliti gli uffici di Madrid	»	20,000
7. Imposto degli effetti ed archivi	»	10,000
8. Spese straordinarie di conversione	»	1,200,000
9. Indennità ai compratori di beni nazionali per annullazione di rendite	»	50,000
10. Spese diverse	»	50,000
Totale Reali		169,642,673

Finalmente Benedetto XIV acconsentì al desiderio sempre più vivo e costante del Frugoni.

Filippo di Borbone stabilito dunque duca di Parma ben più adoprò pel bene del regno suo che non gli ultimi due Farnesi. L'infante ambì i suoi sudditi, e Maria Luigia Elisabetta sua sposa (figlia di Luigi XV di Francia) s'unì a lui nel desiderare la prosperità de' parmigiani: la loro benevolenza, il loro desiderio di giustizia vennero mirabilmente aiutati da un uomo raro, da un ministro fra i più probi, di cui la storia si possa vantare, il francese Du Tillot. Il ducato di Parma e Piacenza parve animato da novella vita: importanti migliorazioni si fecero nelle bisogne civili, le lettere e le arti furono protette, e come Dio volle, la buon'ora venne ancora pel nostro tapino Frugoni.

Calmate infatti le guerre, il poeta ligure ritornò a Parma; venne introdotto alla Corte, e cantò le virtù e le glorie de' nuovi coniugi, e questa volta aveva più ragione di prima.

Una gran fortuna ebbe allora il Frugoni, quella di trovarsi per ragion d'impiego bene spesso a contatto coll'abate di Condillac, allora stato chiamato dalla Francia per educare il figlio di Maria e di Filippo Borbone.

Seduto di nuovo sur una seggiola stabile e voluttuosa, il poeta ritornò alle sue satire, ai suoi versi burleschi, a' soliti ciarpami di roba mitologica. Un esempio di quanto basso possano cadere uomini d'ingegno, si è il poema di *Bertoldo, Bertoldino e Cacasenno*, che in quel torno di tempo si stava elaborando... E sapete da chi s'elaborava? Dai migliori intelletti dell'epoca, dai venti uomini più stimati di Italia... Dal Tagliazucchi, dal Marescotti, dal Paoli, dal Riva, dal Balbi, dallo Zanotti, dal Pozzi, dal Tanari, ecc., ed infine, e non poteva mancare all'appello, dal nostro Frugoni! E que' venti uomini presero Bertoldo, Bertoldino e Cacasenno per tema, e lo trattarono sul serio, come un' epoped.

La sorte divenìva un po' più ridente al Frugoni. Egli aveva rinunziato in favore de' suoi fratelli all'eredità paterna: in breve anno morirono ambedue; ma sia che poco ben visto fosse in famiglia un poeta, o per altra ragione a noi non nota, i fratelli, invece di far testamento a prò del cadetto, inventarono un imbroglio di lasciti e legati a persone estranee e perfino a' famigli, lasciando al vate la sola somma di 6,000 lire, e colla clausola di non borbottare giudizialmente contro quelle disposizioni testamentarie, sotto pena d'esser privato anche del legato che gliene veniva. Il Frugoni scrisse, in versi famigliari, al senato genovese, supplicandolo a voler tener conto e pesare le circostanze della posizione nella quale si trovava (era sempre all'asciutto), ed ottenne di poter, sul patrimonio, disporre della somma di 1,000 zecchini.

Ritornato in forze pecuniarie, l'estro gli ridivenne vivido. Il Du Tillot lo accolse come amico, e lo protesse con viepiù crescente calore; lo obbligò a meglio rivedere le poesie troppo sbadatamente arvamacciate; lo invitò a traduzioni, a composizioni, gli istillò idee serie e positive.

Il Frugoni approfittò del felice suo stato per ripulire infatti le sue poesie: pensò a sceverare le buone dalle meno buone, e dalle perfide, come egli stesso ammetteva d'averne fatte... Forse pensò anche che sul Parnaso non aveva coltivato troppo degnamente il bocconi di terreno concedutogli, e qualche ricordo di peccati poetici gli rimordeva, invecchiando, la coscienza, quando repentinamente tutta Italia si scosse ad una voce nuova, tonante, d'un'efficacia non mai udita... alla voce del poeta di Bosisio... Il Frugoni, lui la grande ironia dalla lingua pura, dalla precisione angelica; dalla possanza invitta, si raggricchiò in sè stesso... e confessò *di non aver mai saputo far versi sciolti*. Confessione che forse gli varrà più presso la posterità che non tutte le sue poesie riunite in otto o nove volumi.

Arrivò oltre al settantesimo anno, sereno di spirito, anacreonticamente gaio, non dismesse anche dopo aver letto il Parini di far de' versi, di rallegrar le brigate colle sue arguzie; e nell'anno 1768, settantesimosesto dell'età sua gli si indurarono i vasi arteriosi, e morì tranquillo, forse più che non aveva vissuto.

(Continua) G. TORELLI.

— Scrivono alla *Indépendance Belge* da Madrid in data del 19 corrente:

I falsi monetarii pare abbiano scelta la Spagna come il paese più propizio alla loro colpevole industria. I loro eccessi sono stati tali che in alcune provincie, specialmente in Catalogna, è stato uopo ricorrere ai provvedimenti più severi a fine di por rimedio a siffatto male.

Il capitano generale di Barcellona ha dovuto pubblicare un editto che infligge la pena di morte a qualunque persona che sarebbe convinta di aver fabbricato o messo scientemente in circolazione della moneta falsa. Lo zelo delle autorità catalane non rinsci ad estirpare il flagello che minaccia tutta la penisola. In una delle contrade più isolate di Barcellona è stato scoperto un nascondiglio di questi ladroni, e vi furono rinvenuti moltissimi attrezzi e grandissimo numero di monete da 5 franchi. Quattro dei colpevoli sono in questo momento sottoposti ad una commissione militare. Si spera che il pronto loro castigo servirà di lezione ai loro complici.

INGHILTERRA

Londra, 25 *marzo*. Si legge nel *Daily-News*:

Ieri è stato pubblicato per ordine della Camera dei lords il nuovo progetto di legge, che ha per iscopo di accorciare la durata d'uno scioglimento delle Camere. Il progetto è breve e porta per titolo: « Atto per abbreviare il tempo che esige la riunione del Parlamento dopo uno scioglimento ». In esso atto si dice:

« Atteso che, viste le maggiori facilità che si hanno oggi di comunicazione, il tempo che in virtù della legge dee decorrere tra il giorno della proclamazione relativa alla riunione del Parlamento e il giorno stabilito per questa riunione, può essere ragionevolmente abbreviato; resta in conseguenza prescritto nella forma usuale, che quante volte S. M. riserà mediante un suo reale proclama un epoca per la prima riunione del Parlamento del regno-unito della Gran Bretagna e dell'Irlanda, dopo uno scioglimento del Parlamento stesso, l'epoca che dee essere così stabilita può in ogni tempo essere minore di cinquanta giorni dopo la data del proclama predetto, malgrado dell'Atto del quinto anno del regno della regina Anna, capitolo VIII, art. 22, o di qualsiasi altra legge od usi contrarii, purchè il tempo così designato non sia minore di 35 giorni dopo la data del proclama. »

— Si legge nell'*Estafette*:

Il prospetto seguente, estratto da documenti ufficiali, compilati per ordine del Parlamento britannico, fa chiaramente conoscere quanto sia aumentato il movimento marittimo della Gran-Bretagna dai trenta ultimi anni in poi:

		Entrate.	
1822	tonnellate	2,152,778	di cui inglesi 1,665,627.
1851	»	7,872,094	detto c. s. 4,958,586.
		Escite.	
1822	tonnellate	1,996,802	di cui inglesi 1,559,260.
1851	»	3,108,104	detto c. s. 4,882,490.

ALEMAGNA

Austria. *Vienna*, 24 *marzo*. Leggesi nel *Corriere Italiano* di Vienna:

Non passa giorno in cui la direzione delle poste non ci faccia grazia di qualche novità. Jeri ci fu aggravato un foglio litografato di Parigi con carantani 24, quando sino ad ora non ne pagavamo che 2. Oggi ci vengono restituiti i nostri esemplari diretti per la Svizzera, facendoci sapere che devono pagare carantani 12 in luogo di 4 che pagavano sino ad ora. Noi non vogliamo dire dell'irregolarità di simili disposizioni che possono derivare da maggiore o minore regolarità da parte di qualche impiegato inferiore, ma ci permetteremo alcune brevi parole sullo spirito stesso della misura. Noi capiremmo il più alto bollo pei giornali esteri, ma non sappiamo comprendere quale possa essere la ragione che consigli di aggravare i nostri giornali diretti per la Svizzera ed il Piemonte, di una tassa tanto esorbitante come è quella di carantani 12 per numero. Questo crediamo è un darsi *la zappa sui piedi*, e un impedire del tutto che il nostro giornalismo faccia giungere colà qualche assennata rettificazione dei tanti errori ed esagerazioni, di cui pullulano, salvo rare eccezioni, i giornali di quei paesi, non essendo supponibile che in Svizzera ed in Piemonte si voglia pagare fior. 72 all'anno per avere un foglio di Vienna. Per cui, ci sembra, che tale aggravio postale del giornalismo nostrano, è pregiudizievole in senso politico, senza essere vantaggioso in senso finanziario.

Prussia. *Berlino*, 24 *marzo*. Persone bene informate assicurano, che il rappresentante di Prussia presso la confederazione svizzera, il consigliere privato, Sydow, ritornerà bentosto a Stoccarda per riprendere le sue funzioni d'inviato di Prussia presso la corte di Würtemberg.

Annover, 22 *marzo*. Oggi si tenne la seconda seduta del congresso per la flotta. Dopo la seduta, v'ebbe, in casa del signor Schede, presidente del consiglio dei ministri, un banchetto, cui assistettero tutti i plenipotenziari.

Gli Stati, che non vi sono rappresentanti, oltre alla Prussia, all'Austria, all'Holstein ed al Lussemburgo, sono il Würtemberg, il granducato di Baden e l'Assia elettorale. Se il governo badese non ha inviato il suo plenipotenziario, conviene attribuirlo alla malattia del granduca; riguardo all'Assia elettorale, si dice, che quel governo abbia incaricato il sig. Lange, consigliere al dicastero dei lavori pubblici, di assistere alle deliberazioni del congresso, alle quali prende anche parte il contr'ammiraglio Brommy.

Ecco la nota dei plenipotenziarii per la Sassonia, sig. Gründe, consigliere privato di legazione; per la Baviera, conte Mongelas, ministro di Baviera presso la corte di Annover, ed il sig. Mosmer, consigliere superiore al dicastero delle dogane; per l'Annover, il barone Schele, presidente del consiglio dei ministri, ed il sig. Neuburg, consigliere privato di legazione; pel granducato d'Assia, ed il ducato di Nassau, il barone di Munch-Bellinghausen, inviato presso la dieta germanica; pel ducato di Brunswick, il sig. Wedemeyer; pei granducati di Mecklenburgo-Schwerin e Strelitz, il signor di Koppelow; pel granducato di Sassonia-Weimar e ducati di Sassonia, il sig. Thon, consigliere di Stato; pel granducato di Oldenburgo, il sig. Herdmann; pei ducati di Anhalt-Dessau ed Anhalt-Bernburg, e pei principati di Schwarzburg, il sig. Gossler, ministro di Stato; per la città libera di Brema, il senatore Duckwitz; per le città libere di Francoforte e di Lubecca, il borgomastro Brehmer; per la città libera di Amburgo, il senatore Kirchenpaner; pei principati di Schaumburg, Reuss e Waldeck, il sig. Holdmann; pei principati di Lippa e di Lieckenstein, il sig. Strauss.

La *Gazzetta di Spener* annunzia che la Prussia manderà pure un plenipotenziario al congresso: questa notizia, dice il *Journal de Francfort*, è affatto inesatta.

GRECIA

Atene, 17 *marzo*. Leggesi nel *Courrier d'Athènes*: Da alcuni giorni si parla della prossima caduta del sig. Kriezis. Si afferma pure che un rimpasto ministeriale non sembri inverosimile.

La Camera ha votato il bilancio del ministero delle finanze.

TURCHIA

Costantinopoli, 14 *marzo*. Leggesi nel *Journal de Constantinople*:

Venerdì p. p. il marchese di Lavalette, inviato straordinario e ministro plenipotenziario della repubblica francese, si è recato dal gransivir, e gli ha presentato il sig. Sabatier, nominato recentemente a primo segretario della legazione che esercitar deve le funzioni di segretario d'affari nell'assenza del marchese di Lavalette, la cui partenza per Parigi è fissata pel 20 o pel 25 di questo mese. Il sig. Sabatier è giunto ieri a Costantinopoli sul battello a vapore delle messaggerie nazionali l'*Egyptus*.

Ieri il marchese di Lavalette ed il sig. Sabatier si presentarono ad Aali bascià, ministro degli affari esteri, per lo stesso fine.

— Sarri efendi, già ministro ottomano in Russia, il quale aveva dovuto andare a Kharput per rendere ragione di fatti che motivarono il suo richiamo, ha ricevuto ordine di recarsi a Costantinopoli.

— Scrivono da Bucharest al *Journal de Constantinople*, in data 27 febbraio:

Per quattro giorni, nella nostra capitale, v'ebbe un tempo fenomenale: denii nugoli, fortissimo vento di nord-est, cielo velato, orizzonte infiammato e carico di turbini di polvere densa, che intercettava la luce del sole. Questa polvere, sottilissima e nerastra, aveva un carattere vulcanico e forte odore di zolfo, e cadendo sulla neve, diveniva come resina nera o bitume. L'aspetto del cielo era sinistro ed incuteva terrore: il volgo si credeva prossimo al finimondo.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 30 *marzo*.

Abbiamo per *Dispaccio telegrafico* da Genova in data di questa mattina:

Ieri sera il Consiglio generale del municipio decretò a favore del Ricovero di Mendicità 20 mila franchi per spese di primo stabilimento, e 10 mila franchi all'anno per cinque anni.

— *Genova*, 29 *marzo*. Si legge nella *Gazz. di Genova*:

Sul vapore postale francese l'*Ellespont*, giunto ieri mattina da Malta, trovasi il conte Paolo Campello e sua moglie Maria Bonaparte, non che monsignor Flavio de'Principi Ghigi col suo segretario che porta il cappello cardinalizio all'arcivescovo di Bordeaux.

— *Modena*. Da lettere di Modena sentiamo che i commissarii colà riuniti dei governi pontificio, austriaco, toscano, estense e parmense hanno accordato la concessione della grande strada ferrata dell'Italia centrale ad una compagnia toscana.

I cinque governi hanno garantito alla compagnia un minimo d'interesse del 5 p. 0/0.

— *Roma*. Il *Giornale di Roma* annunzia la partenza per Napoli di Ernesto Gimeau.

Francia. *Parigi*, 27 *marzo*. Con decreto del presidente della repubblica è stanziata la somma di 50,000 fr. pel prolungamento della linea telegrafica elettrica da Parigi a Grenoble sino alla frontiera degli Stati Sardi.

— Il *Moniteur* contiene altri importanti decreti. Ecco la sostanza dei principali di essi:

È ristabilito l'antico assegnamento di 10,000 fr. a ciascuno de'sei canonicati di prim'ordine del capitolo di San Dionigi, e quello di 2,500 franchi a ciascuno degli otto canonicati di second'ordine.

È prolungata a 99 anni la concessione della compagnia della strada ferrata da Parigi a Strasburgo, a condizione per questa compagnia di fare un'anticipata di 40 milioni a una compagnia che ha ottenuta la concessione della strada ferrata da Blesmes a Gray, e di costruire un tronco di strada da Metz a Thionville ed eventualmente alla frontiera prussiana.

L'amministrazione del Monte di Pietà è affidata a un direttore responsabile, nominato dal ministro dell'interno, e soggetto al controllo d'una commissione di sorveglianza presieduta dal prefetto della Senna.

Il consiglio generale dell'agricoltura è composto di 100 membri, cioè 86 scelti fra i membri delle Camere d'agricoltura e 14 al difuori. Il ministro lo nomina in ciascun anno. Il consiglio non siede che un mese in tutto l'anno.

I membri non ricollocati dell'antico consiglio di Stato potranno, secondo la durata dei loro servizii, reclamare pensioni o indennità.

Vi sarà una Camera consultiva in ciascun circondario, composta di tanti membri quanti sono i cantoni. I membri sono designati dal prefetto con un mandato triennale. Le Camere sono presiedute dai prefetti o dai sotto-prefetti. L'epoca della sessione annuale è stabilita da una decisione del prefetto.

— Si prepara per domani una gran rassegna sul Campo di Marte, alla quale sono chiamate anche le guernigioni delle città vicine.

— Il nuovo cardinale Donnet, arcivescovo di Bordeaux, è giunto a Parigi.

Parsi-Bassi. *Aia*, 24 *marzo*. La seconda Camera, nella seduta d'oggi, ha adottato il progetto di legge che decretava un aumento di 1 bilancio per le spese di polizia del regno.

— Lo *Staats-Courant* pubblica un decreto reale, che pone in vigore la convenzione postale testè conchiusa col Belgio.

Inghilterra. *Londra*, 26 *marzo*. La Camera dei comuni, sul chiudersi della sua tornata, respinse, dopo una lunga discussione e a fortissima maggioranza (244 voci contro 84), la proposta del sig. Hume sulla riforma elettorale e parlamentare.

Il sig. Hume chiedeva nel suo progetto la estensione del diritto elettorale ad ogni contribuente, maggiore di età, e che abbia un anno di domicilio; la durata del Parlamento fissata a un triennio; e finalmente una nuova ripartizione del numero dei rappresentanti, giusta la cifra della popolazione e della ricchezza dei varii distretti elettorali.

Codesta riforma, spinta ben al di là di quella presentata da lord J. Russell, fu però dallo stesso non le lord combattuta; il quale pur combattendola, sostenne che la quistione della riforma è per se medesima una delle più urgenti del momento.

Il cancelliere dello scacchiere dichiarò in nome del governo, che la necessità d'una riforma era tutt'altro che dimostrata, e che per ora nessun pericolo vi è ad attenersi alla legislazione del 1832.

Nella tornata del 26 fu votato, quasi senza discussione, il bilancio dell'artiglieria.

— Si legge nei *Débats*:

Una conferenza sta per riunirsi a Londra, composta de' rappresentanti delle cinque grandi potenze, a fine di dare assetto definitivo alla quistione della successione danese. Una convenzione sarà firmata a questo uopo, e si suppone che ciò avverà entro il corso del prossimo mese. Al duca di Augustenburgo sarebbe fatta l'intimazione di accettare o respingere, entro un tempo determinato, le vantaggiosissime offerte d'indennità che il re di Danimarca gli ha fatte. Tutte le potenze, compresavi anche la Prussia, esortano il duca ad accettarle.

Una missione, di comune accordo tra i governi inglese e francese, si prepara per la Plata. I plenipotenziari dei due governi partirebbero insieme al più presto; e si spera che agiranno di buona intelligenza col Brasile. Lo scopo sarebbe di aprire gli affluenti della Plata al commercio del mondo.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi si mantengono fermi senza variazione: il danaro è abbondantissimo. Consolidati a contanti e per conto 98 5/8 3/4.

Alemagna. *Berlino*, 25 *marzo*. Ieri, nel pomeriggio, il re ha ricevuto in udienza particolare al castello di Charlotemburg, il sig. Armando Lefebvre, ambasciatore di Francia, che ebbe l'onore di rimettere a S. M. le sue lettere di richiamo.

(*Gazz. di Spener*)

— La seconda Camera, nella seduta di ieri, ha continuata la discussione del rapporto della commissione sui feidi e fedecommessi. Il sig. Geppert aveva proposto un emendamento col quale, mentre si approvava la risoluzione della prima Camera riguardo ai fedecommessi, resta vietato però il ristabilimento dei feudi.

La Camera ha adottato l'emendamento Geppert alla maggioranza di 149 voti contro 118. La seconda deliberazione si terrà dopo 21 giorni.

(*Gazz. di Prussia*)

— *Annover*, 24 *marzo*. La *Gazzetta ufficiale di Annover* smentisce di bel nuovo la notizia, che il governo annoverese abbia protestato contro la competenza della Dieta germanica relativamente alla questione degli Stati provinciali: niuna dichiarazione del ministero non sarebbe ancora pervenuta alla Dieta.

Si è pubblicato il processo verbale della prima seduta del congresso radunato in Annover per la flotta del mare del Nord. Nel suo discorso di apertura, il presidente del consiglio annoverese, barone di Schede, affermò essere la conferenza un tentativo che si faceva ancora per corrispondere ai voti della nazione germanica, salvando la flotta. Egli spiegò la ragione per cui non s'invitarono l'Austria, la Prussia, l'Holstein ed il Lussemburgo, pei risultamenti che si ebbero dai dibattimenti sulla flotta in seno alla dieta germanica.

Entrando quindi nella questione, il sig. Di Schede disse, che per la formazione di una flotta (la quale dovrebbe componsi di due fregate, e di due corvette a vele, di tre battelli a vapore, e di un certo numero di scialuppe cannoniere), oltre alle prime spese di costruzione e di organizzazione, richiederebbe l'annua spesa di un milione di talleri.

Il ministro fece, a questo fine, alcune proposte, sulle quali i membri del congresso dovevano dichiararsi nella seconda seduta. Il sig. di Schede soggiunse, che la conferenza doveva riguardarsi come preparatoria per le ulteriori discussioni della Dieta.

America. Il *Franklin*, partito da Nuova-York il 15 corrente marzo e arrivato a Cowes a due ore p. m. del 26, arrecò notizie degli Stati Uniti.

La convenzione democratica della Luigiana ha nominato il signor Cass per suo candidato alla presidenza.

Il senato stanziò la somma di 5,000 dollari per pagare le spese del ricevimento di Kossuth a Washington.

— Il *Daily-News* del 26 annunzia che il Brasile ha proclamato la libertà della navigazione del fiume delle Amazoni, e che ha impegnato i governi del Perù e della Bolivia a prendere un eguale provvedimento.

E. Leone Carpido

BIBLIOGRAFIA

Prossime Pubblicazioni
DELLA BIBLIOTECA DEI COMUNI ITALIANI

Sono di prossima pubblicazione o sotto i torchi le opere seguenti:

Pecchio. — Storia dell'Economia pubblica in Italia, aggiuntovi il Saggio storico sulla amministrazione finanziaria dell'ex-regno d'Italia dal 1802 al 1814.

Machiavelli. — Il Principe e i Discorsi sulla prima Deca di Tito Livio, *premessevi* le Considerazioni sul Principe del prof. Zambelli.

Foscolo. — Discorso sul testo e sulle opinioni diverse prevalenti intorno alla storia ed alla emendazione critica della Commedia di Dante; cui terrà presso la Divina Commedia, illustrata da Foscolo stesso colle note ridotte a compimento da G. Mazzini. È la prima edizione fatta su l'unica di Londra.

P. Verri. — Meditazioni sulla economia politica.

Varchi. — Storia Fiorentina, edizione integra e compiuta.

G. B. Guarini. — Trattato della pubblica libertà.

T. Campanella. — Discorsi politici ai principi d'Italia.

T. Tasso. — Scritti politici.

G. R. Carli. — L'uomo libero.

F. P. Sarpi. — Ricordi al Principe e Senato Veneto intorno al modo di regolare il governo della Repubblica.

Montecuccoli. — Opere militari corrette ed accresciute illustrate da Ugo Foscolo e G. Grassi.

Galileo G. Redi, Spallanzani, Volta. — Monografie di esperienze naturali.

Gioja M. — Filosofia della Statistica.

Boccalini T. — Commenti su Tacito.

Leon B., Alberti, Leonardo da Vinci, Michelangelo Buonarotti, Raffaele Sanzio, Canova. — Scritti artistici.

Le opere qui sopra indicate congiuntamente a quelle del Gozzi, di papa Lambertini, ed alla raccolta delle *Costituzioni italiane*, formeranno i primi 26 volumi della *Biblioteca dei Comuni Italiani*.

Or chi avesse dovuto comperare al prezzo più economico di catalogo le opere qui sopra annunciate, non avrebbe potuto averle a meno di lire 152.

Giacchè nelle edizioni più economiche il Gozzi vale L. 6; il Lambertini L. 6; il Pecchio L. 4; il Macchiavelli L. 5; il Foscolo e il Dante illustrato L. 40; il Varchi L. 3; il Guarini L. 3; il Campanella L. 2, il Tasso L. 2; il Sarpi L. 3; il Verri L. 3; il Montecuccoli L. 6; Galileo, Redi, Spallanzani, Volta L. 12; il Boccalini L. 50; Le *Costituzioni Italiane* L. 4.

Ora il *Monitore dei Comuni Italiani* nulla valutando il proprio valore, e ponendo caso venisse distribuito gratuitamente, offre ai suoi lettori per L. 26 tante opere che al prezzo il più economico che si conosca di catalogo, costerebbero sempre non meno di L. 152.

NOTIFICANZA

Il giorno 31 corrente, alle ore 11 di mattina, nella Segreteria dell'Opera di S. Luigi in questa città, via di S. Chiara, avrà luogo l'appalto delle opere da eseguirsi per la ricostruzione della stalla alla Cascina detta Tetti delle Oche, in territorio di Nonc;

Ed il giorno 3 di aprile, alle ore 11, avrà pur luogo l'appalto per la ricostruzione della stalla alla Cascina detta la Marmora, in territorio di questa città, il tutto secondo i capitoli, perizia e disegni del signor ingegnere Gallinati, di cui si può aver visione in detta Segreteria dalle ore 10 alle 4, in tutti i giorni non festivi.

MANCIA DI L. 100

A chi farà tenere al proprietario dell'albergo del Pozzo gli oggetti stati smarriti, cioè: Cedola n. 4,042, a favore del sig Giuseppe Serino di Piacenza, di L. 50 di rendita; i numeri al Portatore 10,831, 35,968, 10,830, del reddito il 1.° di L. 10, il 2.° di L. 15, 19, ed il 3.° di L. 13, 12.

DA VENDERE
in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:

In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;

In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;

In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;

In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed

In Strevi, al sig. notaio Zunino.

GIORGIO CENA, ebanista e tappezziere, tiene un variato assortimento di seggioloni elastici di lusso, come pure mobili di legno forestiere e del paese, a prezzi discretissimi. — Via dell'Arco, casa Bruno, n. 31, in Borgo Nuovo, Torino.

www.internetculturale.it

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

La Direzione rendendo di pubblica ragione li infra designati numeri delle azioni in ritardo al pagamento dello scaduto decimo, previene li signori interessati che a mente dell'art. 11 dello Statuto saranno le dette azioni, dopo 30 giorni dalla pubblicazione del presente, vendute per duplicata alla borsa di Torino.

NUMERI *delle azioni in ritardo al pagamento del 4° decimo.*

294. 295. 887. 888. 961 a 990. 1805. 1820. 5281 a 5330. 6760 a 6769. 6791. 6792. 8296. 8297. 9026 a 9065. 9213. 10173 a 10220. 11401 a 11405. 12000. 12001. 12002. 12018. 12024. 12031. 12036. 12037. 12051. 12053 a 12058. 12067. 12096. 12099. 12128. 12178. 12184. 12182. 12186. 12192. 12240. 12243. 12255. 12256. 12282. 12313. 12348. 12349. 12320. 12334. 12335. 12336. 12349. 12350. 12351. 12352. 12380. 12381. 12392. 12417. 12418. 12419. 12432. 12433. 12437. 12438. 12439. 12440. 12435. 12463. 12467. 12468. 12482. 12485. 12501. 12506. 12507. 12523. 12526. 12531. 12538. 12600. 12624. 12625. 12626. 12630. 12633. 12638. 12642. 12643. 12644. 12645. 12646. 12649. 12650 12651. 12652. 12653. 12707. 12708. 12709. 12740. 12741. 12724. 12725. 12726. 12727. 12730. 12749. 12750. 12751. 12752. 12790. 12791. 12809. 12810. 12869. 12870. 12873. 12904. 12945. 12946. 12951. 12952. 12953. 12978. 13001. 13034. 13044. 13050. 13051. 13052. 13053. 13054. 13055. 13056. 13100. 13101. 13201. 13203. 13204. 13205. 13207. 13209. 13211. 13284. 13285. 13364. 13379. 13396. 13409. 13410. 13412. 13424. 13428. 13429. 13445. 13453. 13462. 13521. 13531. 13532. 13533. 13536. 13538. 13540. 13541. 13542. 13543. 13544. 13555. 13556. 13557. 13558. 13562. 13563. 13564. 13568. 13572. 13581. 13582. 13594. 13595. 13596. 13597. 13609. 13610. 13621. 13628. 13630. 13634. 13665. 13666. 13667. 13740. 13741. 13747. 13809. 13810. 13811. 13837. 13856. 13857. 13858. 13860. 13866. 12867. 13869. 13887. 13888. 13889. 13890. 13926. 14090. 14091. 14098. 14099. 14100. 14101. 14141. 14145. 14146. 14147. 14162. 14163. 14165. 14166. 14178. 14179. 14180. 14181. 14183. 14184. 14185. 14186. 14187. 14188. 14189. 14190. 14191. 14227. 14290. 14347. 14340. 14356. 14360. 14362. 14367. 14395. 14396. 14397. 14398. 14399. 14400. 14401. 14402. 14403. 14404. 14405. 14406. 14407. 14410. 14413. 14418. 14485. 14486. 14487. 14525. 14526. 14538. 14543. 14552. 14613. 14654. 14655. 14662. 14663. 14664. 14665. 14689. 14691. 14700. 14747. 14726. 14739. 14741. 14777. 14781. 14786. 14794. 14795. 14797 14802. 14803. 14899. 14902. 14911. 14922. 14930. 14978. 14995. 14997.

LEZIONI DI LINGUA E LETTERATURA
TEDESCA, INGLESE, RUSSA E SLAVA
IN GENERALE

presso un Professore di Estetica e Letteratura classica, col metodo semplicissimo di *Ollendorf*, per cui imparasi a parlare e scrivere perfettamente, in SEI mesi, qualunque delle lingue viventi europee.

Rivolgersi alla *Libreria Patria Editrice*, via Carlo Alberto, rimpetto al Caffè Dilej

ISTRUZIONE. Un professore in una pubblica scuola di questa città, e compilatore di varie opere di contabilità, ha qualche ora del giorno da disporre, epperciò s'incarica di insegnare i due Sistemi di Pesi e Misure, la Geometria Pratica, l'Uso dei Logaritmi per controllare i Calcoli Commerciali ed Industriali, la Trigonometria Rettilinea e Sferica e la Gnomonica.

Recapito dai librai Pianca e Serra in via Nuova.

AUMENTO DI SESTO

Col ministero del notaio sottoscritto, e con atto in data 22 marzo 1852 vennero deliberati num. 8 lotti fra i 14 componenti la Cascina denominata La Commenda, situata a Pancalieri, per il prezzo di L. 92,787.

Il termine utile, ossiano i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto, scadono al mezzogiorno del 6 aprile prossimo.

Pancalieri, il 24 marzo 1852.

Notaio Innocenzo Pagnone.

DA VENDERE IN TORINO

Porta d'Italia, viale di S. Barbara, n. 11, *corte* 2.°, CASA di solida e recente costruzione, con sito fabbricabile, pel prezzo di L. 28,600, dando l'annua rendita di L. 2,000: pel pagamento si accorda un terzo a more. — Dirigersi ivi al secondo piano, dai fratelli Tosi, proprietarii.

DA VENDERE

CASA di nuova costruzione, posta in una delle migliori posizioni in Torino, dell'attuale reddito di annue L. 10,000 circa e suscettibile di aumento. — Dirigesi al causidico coll. Tricerri, via S. Dalmazzo, n. 14.

DA VENDERE

Elegante *Américaine*, di solida costruzione. — Recapito al sig. Ferrero Matteo, casa Paesana.

DEPOSITO DI VINI DI FRANCIA

Piazza Maria Teresa, casa Castellengo, n. 30.

Qualità superiore L. 20 per ogni brenta od ogni 50 litri.
Seconda qualità avvantaggiata L. 16 id. id.

DA AFFITTARE

Due CASCINE, dette *Pramolle* e *Devoso*, nei territori di Leyni e Settimo Torinese. Dirigersi in Torino all'uffizio del signor causidico coll. Clara; in Chivasso al signor Giuseppe Mazzucchelli, ed in Ivrea al signor Economo del V.° Seminario de' Chierici, proprietario.

Torino — CUGINI POMBA e C. — Editori-Librai

OPERE VARIE
DI
ANTONIO ROSMINI SERBATI
PRETE ROVERETANO
Volume 2.°

NUOVO SAGGIO
SULL'
ORIGINE DELLE IDEE

Edizione quinta, riveduta dall'Autore, con un preliminare alle opere ideologiche.

Vol. 1.°, in-8° — *Ln.* 5. 50

Il chiarissimo Autore cominciava questa collezione delle sue opere lo scorso anno coi tipi di I Casuccio di Casale; ma questi si limitò al solo primo volume contenente *l'Introduzione alla Filosofia*.

Siamo però lieti di poter continuare noi questa raccolta, coll'offrirne ora al pubblico il 2° volume che contiene il volume 1° del *Nuovo Saggio sull'origine delle Idee*, dall'Autore riveduto e in molti punti ampliato e corretto; il che rende questa 5ª edizione superiore alle precedenti.

A questo volume 1° del *Saggio* terranno dietro, a non lunga distanza, i volumi 2° e 3° che compiscono l'opera.

Avremo quindi il piacere di presentare al pubblico una nuova opera inedita dello stesso autore, *La Logica*, che sarà compresa in un volume dello stesso formato, carta e caratteri del *Saggio*.

Facciano i nostri cittadini buona accoglienza a questa nuova nostra pubblicazione, e noi assai di buon grado interesseremo il chiarissimo Autore a permetterci non solo la riproduzione delle altre sue opere, varie delle quali sono ormai divenute rare per le esaurite edizioni precedenti, ma più ancora per la pubblicazione di quelle che sta lavorando presentemente, una parte delle quali, terminata la *Logica*, forse potrà essere in pronto.

BACHI DA SETA

La Casa FRANZINI di Brescia fa noto di avere stabilito in questa capitale un deposito di **Semenza di Bachi da seta di Bione**, provincia di Brescia, di sceltissima qualità, a modico prezzo.

L'esito al tutto soddisfacente che ne ottiene da molti anni in Lombardia fa sicura la Casa Proprietaria che anche in Piemonte i signori coltivatori dei Bachi da seta, dopo fattone l'esperimento in quest'anno, non vorranno dimenticare di provvedersene in avvenire.

Detto Deposito si trova presso la Casa CARLOTTI, BAZZARINI E C., Editori Librai (portici di Po, n. 39, piano 1°), la quale è la sola incaricata per lo spaccio all'ingrosso.

Trovasi pure vendibile detta Semenza presso il sig. GIACINTO TRIULZI, negoziante in seterie (portici di Po, num. 42).

I signori Proprietarii e Negozianti residenti nelle provincie, che amassero di farne acquisto, vorranno dirigersi alla ditta Carlotti, Bazzarini e C., indicando il mezzo di spedizione di cui intendono prevalersi.

I FRATELLI GUGLIANETTI
HANNO TRASFERTO IL LORO MAGAZZINO
di Chincaglierie e Mercerie
Dalla via del Palazzo di Città a quella di Dora Grossa n. 23, presso la chiesa dei Ss. Martiri.

TORRERO GIO. BATTISTA

Tiene grande magazzino da mobili in legno rustico per uso di giardini, a modico prezzo.

Borgonuovo, via della Chiesa, casa Cavallotto, n. 8.

PARIS — HOTEL VIOLET
faubourg Poissonnière, n. 36

Cet établissement, fondé depuis 25 ans, et situé au centre de la capitale, près des boulevards et des théâtres, se recommande par la bonne tenue et la modicité de ses prix. — Il est le rendez-vous des principaux négociants étrangers. — Il y a une table d'hôte.

AVVISO

Il negozio JANETTI, accanto al Caffè Fiorio, ha testè ricevuto varii oggetti di profumeria della Ponderia di S. M. Novella di Firenze

CUOI CHIMICI *del sig.* **OULMAN**

I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d'ingrediente, dispensano dall'affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis*.

Deposito presso li suddetti signori Janetti.

DA AFFITTARE

CASA in Cambiano, composta di 9 membri, con mobili o senza, ed una piccola vigna.

Recapito ivi al signor Celestino Crosa.

DA AFFITTARE *pel* 1.° *ottobre.*

APPARTAMENTO di 11 camere al piano nobile e 2 grandi camere al piano terreno, ed alcune cantine.

Via dell'Ospedale, n. 15. Recapito al portiere, n. 13.

Vendita per L. 75,000
presso Porta Nuova, con mora

Di BENI adacquabili con grandiosi fabbricati, di ettari 12, 54 (giorn. 33) e gran salto d'acqua. Recapito via di Doragrossa, n. 28, piano 4°, uscio rimpetto la scala.

Permuta con CASINO di campagna arredato, presso Torino, di una proprietà producente l'annua rendita di L. 300, riducibile a capitale. — Recapito dal notaio Velasco, via S. Teresa, num. 12.

GHIACCIO limpido, miriagrammi 20,000, a cent. 6 per miriagr., a datare dal 15 aprile, sul luogo, presso Torino, ed anche a *blocco*.

Recapito dal portiere della casa, n. 28, via Doragrossa.

BERNARDO DIVERIO
FABBRICANTE DI OMBRELLE

Giunse recentemente dalla Francia con un grandioso assortimento in genere di novità, a modico prezzo, cioè:

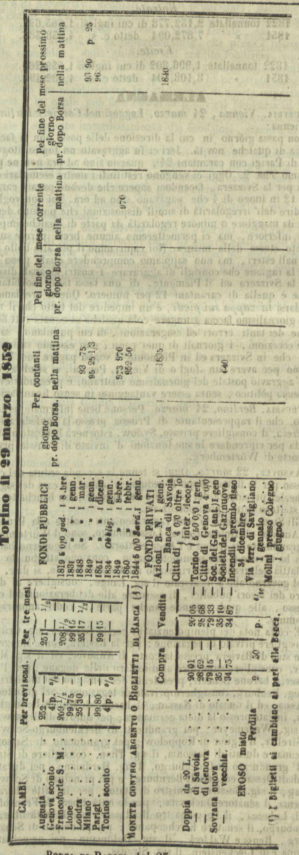
Paracqua inglesi da L. 3, 25 a L. 4, 60;
Detti di seta » » 8 » 60;
Ombrellini » » 5 » 40.

Via di Po, casa Arnaud, presso il Caffè Dilej.

GIUSEPPE FERRUA fu Carlo, residente a Mondovì, stante la morte occorsa il 10 marzo 1852 al di lui fratello Pietro Carlo Ferrua, in età d'anni 41, prega chiunque fosse informato, che il medesimo avesse fatto testamento, a volerglielo notificare per lettera.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

LOCALE già da osteria, di 8 membri, con giardino, cortile e cantine, via tendente ai molini del Martinetto, casa Zuccola. — Dirigersi ivi dal portinaio.



Borsa di Parigi *del* 27 *marzo.*

Il 5 0[0 aperto a 100, 50, chiude a 100, 40.
Il 3 0[0 aperto a 71, 50, chiude a 71, 05.
Il 4 1[2 0[0 resta a 101, 25.
Il 4 0[0 a 94.
Il 5 0[0 piemontese (c. R.) a 95, 90.
Le azioni della Banca di Francia a 2695.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il Domenichino.* — con farsa.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: La 4.e e Partie de *Monte-Cristo* par A. Dumas.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il padre dell'esordiente.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Fausto.*

GIANDUJA (ore 7 1/2) Si recita: *Il genio della notte.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 78 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MERCOLEDI' 31 MARZO

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	40	21	11
Per le Provincie	48	25	13
Per l'Estero	80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., a norma della Legge 27 giugno 1850, con determinazione del 19 marzo 1852, ha provvisto di pensione i seguenti:
Angelino Maria madre del fu Fiorina, già soldato nel Corpo Bersaglieri;
Rodda Benedetto padre del fu Pietro, già soldato nel 6 reggimento fanteria;
Ducimetière Giovanna madre del fu Vidonne, già soldato nel 1 id., id.;
Monfrino Giovanni Battista padre del fu Giovanni, già soldato nel 5 id., id.;
Rama Carlo padre del fu Gio. Battista, già soldato nel 5 id., id.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 30 marzo.*

La Camera dei Deputati nella tornata d'oggi si occupò delle relazioni di petizioni. Il Ministro dei lavori pubblici presentò un progetto di legge sul prolungamento della ferrovia di Savigliano fino a Cuneo.

Al sig. cavaliere Massimo d'Azeglio, Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro degli Affari Esteri.

Tosto ricevuta la comunicazione di codesto Ministero in data 20 corrente, relativa al trattamento di favore che il Governo di S. M. la Regina di Spagna ha accordato in ordine ai diritti di navigazione e di porto ai bastimenti nazionali, questo Ministero, in esecuzione dell'art. 4° della legge 6 luglio 1850 sui diritti differenziali, ha diramato gli ordini opportuni affinchè un eguale trattamento venga accordato nei porti dello Stato ai bastimenti coperti da bandiera spagnuola, a cominciare dal 1° marzo, dalla qual data deve pure cominciare il corrispondente trattamento a favore della bandiera nazionale nei porti della Spagna, in forza delle sovrane determinazioni dello stesso giorno pubblicate sulla Gazzetta ufficiale di Madrid del 6 corrente.

Il Ministro delle Finanze, Marina e Commercio
C. CAVOUR.

CAMERA D' AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Uno de' mediatori di commercio autorizzati ad esercitare cumulativamente le funzioni di agente di cambio e di sensale, per ragione d'età, ha presentato la sua demissione dal posto statogli conferito colle RR. Lettere Patenti del 10 gennaio 1815.

A termini della legge del 27 novembre 1847 e delle susseguite mm. teriali spiegazioni, allo stato delle cose, il di lui successore debbe essere solo, e provvisoriamente investito della qualità di *agente di cambio*. Per addivenire senza ritardo alla scelta del medesimo ad essa attribuita

La Camera notifica;

Che dal primo a tutto il trenta del prossimo mese di aprile, dalle ore nove del mattino alle quattro pomeridiane nei dì non festivi, e dalle nove ai mezzodì nei giorni di festa, saranno ricevute nella sua segreteria le domande degli aspiranti al posto di *agente di cambio* per cui si ha da fare al Ministero la proposizione del candidato.

Che l'aspirante il quale verrà prescelto dovrà presentare i documenti giustificativi dei requisiti voluti dagli articoli 3 e 4 del Regolamento annesso alla succitata legge, e dovrà, oltre alle condizioni stabilite dalla legge stessa, assicurare al predecessore demissionario, che ha oltrepassato i 25 anni di esercizio, il pagamento della stabilita pensione vitalizia di annue lire mille.

La presente notificazione rimarrà affissa durante tutto il tempo come sopra determinato pel concorso nella segreteria della Camera, e nella sala della Borsa; verrà pure inserita nel Giornale ufficiale.

Torino, il 29 marzo 1852.

Per la R. Camera
Avv. G. FERRERO, *segretario.*

AZIENDA GENERALE DELL' INTERNO.

Avviso d'Asta.

Vendita ed affittamento per anni 50 delle miniere di piombo argentifero di Pesey e Macot, e R. Stabilimenti per la fonditi del minerale, e granulazione del piombo ad Albert-Ville in Savoia.

Il pubblico è avvisato che nel giorno 6 del mese di maggio prossimo, a mezzodì, si procederà, negli uffizi dell' Azienda generale dell' Interno, alla vendita, e subordinatamente all'affittamento per 50 anni, in favore del miglior offerente, sul prezzo di L. 385,000 per la vendita, e su quello di L. 25,000 annue per l'affittamento, sotto le clausole e condizioni tenor ezzate nel relativo capitolato.

Le offerte sia per la vendita che per l'affittamento in aumento dei suddetti rel tivi prezzi, dovranno essere fatte in iscritto su carta da bollo da cent. 40, suggellate ed accompagnate da un vaglia, eziandio su carta da bollo, a favore della stessa Azienda generale dell' Interno, sottoscritto da persona riconosciuta risponsale da quasi, ed in vece di vaglia si potrà supplire con cedole del Debito Pubblico dello Stato al portatore, per un valore eguale al decimo del prezzo sul quale si fa partito.

I capitoli d'appalto, unitamente ai piani e documenti relativi, saranno visibili all' estero presso le Legazioni e Consolati Sardi, ed all' interno negli uffizi delle Intendenze divisionali e provinciali, ed in quello dell' Azienda generale dell' Interno.

Il deliberamento non sarà definitivo se non nel caso, in cui nei 20 giorni successivi, che scadranno a mezzogiorno del 26 maggio suddetto, non sarà stato fatto l'aumento del sesto sul prezzo della vendita, e del sesto o mezzo sesto su quello d'affitto, secondo le leggi in vigore.

Nell'appalto si osserveranno le norme portate dal Regolamento 4° annesso alle Regie Patenti del 29 maggio 1817.

Le spese dell'incanto, del deliberamento e dell'instrumento di vendita, o dell'affittamento non che quelle di delimitazione e di perizie, e dei testimoniali di stato, saranno tutte a carico del deliberatario.

Torino, il 23 febbraio 1852.

Per detta Generale Azienda
Il Segretario VERZALDI.

CITTA' DI TORINO

In esegu mento delle disposizioni del Decreto ministeriale 12 febbraio ultimo scorso concernente il pagamento delle pensioni militari, il Sindaco sottoscritto notifica le seguenti avvertenze, contenute nella circolare 4 corrente dell'Intendenza generale della Divisione amministrativa, ad opportuna norma degli interessati:

1. Le pensioni, li trattenimenti, li sussidi progressivi ai militari si di terra che di mare tanto giubilati che riformati, non meno che le pensioni, agl'invalidi giubilati, e le pensioni, trattenimenti o sussidi agli aventi causa da essi, sono a carico del Bilancio delle spese generali che formisi dall'Ispezione generale del Regio Erario.

Sono eccettuati da tali disposizioni i soprasoldi per le decorazioni assegnate ai militari in aspettativa ed in congedo illimitato, al quale soprasoldo continuano ad essere loro corrisposto sul Bilancio dell'Azienda Generale di Guerra.

2. Il pagamento di tali assegnazioni per i pensionari (esclusi gl'invalidi) dimoranti nella Capitale o nei Comuni della Provincia di Torino, verrà effettuato a trimestri maturati nei primi giorni di aprile, luglio, ottobre e gennaio di cadun anno, con mandati dell'Ispezione Generale del Regio Erario, e per gli Invalidi domiciliati nella Città e Provincia di Torino, con ordini provvisori di pagamento da questo Generale Ufficio d'Intendenza.

3. Per conseguire tali pagamenti dovranno i Pensionarii alle epoche suindicate procurarsi dal Sindaco del Comune di loro residenza il certificato di vita e domicilio nello Stato, il quale loro verrà rilasciato su carta libera senza costo di spesa, e dovrà essere munito del bollo comunale.

4. In quanto alle vedove, ed alle figlie dei militari, ed altre persone provviste di pensioni continuative soltanto durante lo stato vedovile o nubile, i detti certificati dovranno di più contenere la dichiarazione della permanenza dello stato vedovile o nubile del pensionario.

5. I pensionari suddetti (esclusi gl'Invalidi) domiciliati, come sopra è detto, nella Città o Comuni della Provincia di Torino, dovranno presentare o far pervenire tali certificati all' Ispezione Generale dell'Erario, e gl' Invalidi dimoranti pure nella Città o Provincia di Torino dovranno presentarli a questo Generale Ufficio d'Intendenza.

6. I titolari delle assegnazioni, che loro furono accordate per Regio Decreto, dovranno assieme al detto certificato presentarne (ove già non l'abbiano fatto presso l'Azienda Generale di Guerra o di Marina) una copia autentica su carta da bollo a centesimi 40, per essere unita al mandato da spedirsi.

7. I minorenni dovranno inoltre per la prima volta presentare la fede di nascita spedita su carta libera, come pure l'atto d' autorizzazione del consiglio di famiglia se lo avuto luogo, od altro equivalente titolo, indicante la persona incaricata di riscuotere i loro rispettivi assegnamenti, e ciò nel caso solo in cui non abbiano già prodotti tali documenti all'Ufficio cui spettava primi dell'emanazione del citato Regio Decreto.

8. I pensionari ritireranno dal Sindaco del Comune del loro domicilio o dall'Ufficio d'Intendenza Generale i certificati d'iscrizione degli assegnamenti di cui sono provvisti, e consegneranno in concambio i libretti od altri titoli che ritengono attualmente, i quali devono essere trasmessi a questo Ufficio d' Intendenza, onde possa farne restituzione all' Ispezione Generale del Regio Erario.

9. L'ispezione generale del Regio Erario spedirà qui ndi i mandati di pagamento degli assegnamenti ai pensionari militari (esclusi gli Invalidi) da soddisfarsi dal Tesoriere dell'Azienda Generale di Finanze, e per gl'Invalidi saranno rilasciati da questo Generale Ufficio ordini provvisori di pagamento a tergo dei certificati di vita per essere soddisfatti o dal Tesoriere Provinciale o dall'Esattore Mandamentale a seconda della residenza dei titolari.

10. Volendo il pensionario mutare il suo domicilio fisso da una ad un altra provincia, dovrà farne la dichiarazione per iscritto su carta semplice al Sindaco, o all'Ufficio d'Intendenza, od all' Ispezione Generale del Regio Erario.

Le dichiarazioni di cangiamento di domicilio ricevute dai Sindaci dovranno tosto essere trasmesse all'Ufficio d'Intendenza Generale per essere da questo rivolte all'Ispezione Generale del Regio Erario.

15. I Pensionari che avranno ottenuta l'autorizzazione di dimorare all'estero, dovranno far pervenire, se invalidi giubilati, a questo Generale Ufficio, se altri, all'Ispezione Generale dell'Erario, il certificato di vita delle Autorità locali all'estero, legalizzato dal Ministero per gli affari dell'Estero, con una procura speciale per la prima volta, ove già non sia stata presentata, in capo alla persona che avrà l'incarico di rappresentarla nella riscossione de suoi averi, e pel rilascio delle rispettive quitanze: tale procura, se fatta all'estero, dovrà eziandio come sopra essere legalizzata.

14. Rimarrà sospeso il pagamento delle pensioni militari, giusta l'art. 59 della legge 27 giugno 1850,

1. Per condanna o pena eccedente 6 mesi di carcere durante il tempo della pena medesima.

2. Per le ricrostanze che importano la perdita della qualità di cittadino, finchè l'individuo rimane privo di tale qualità, ed il titolare non verrà riabilitato a conseguire il pagamento della sua pensione se non dietro produzione di dichiara del fisco in cui sia fatto risultare del giorno in cui vengono a cessare gli effetti della sentenza emanata contro di esso.

15. Qualora un pensionario venisse a smarrire il proprio certificato d'Iscrizione, per ottenerne un duplicato dovrà rivolgere la sua domanda all' Ispezione Generale del Regio Erario, od a questo Generale Ufficio accompagnata da una dichiarazione giurata manti il giudice del Mandamento dell' accorso smarrimento, coll'obbligo ivi espresso di conseguare il certificato all'Ispezione dell'Erario in caso lo rinvenisse, e di tener rilevate le finanze da qualunque danno che da siffatto smarrimento potesse a questa derivare.

16. Gli eredi dei pensionari defunti, per conseguire il prorata di pensione rimasto dovuto, sono tenuti di presentare ed all'Ispezione del Regio Erario, od all'ufficio d'Intendenza:

1. La fede di morte del pensionario, spedita su carta da bollo a centesimi 40;

2. Una copia autentica del testamento pure su carta bollata od una particola di esso nella parte riguardante l'instituzione degli eredi, colla dichiarazione, in questo caso, del notaio che il

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

CARLO INNOCENZO FRUGONI

(Continuazione, vedi num. 76, 77)

III.

Come nel parlar di Metastasio ci occorse di gettare uno sguardo sull'arte drammatica, ora desideriamo ci si permetta qualche considerazione generale sull'arte poetica di que' tempi, prima di accennare a' varii generi della poesia Frugoniana.

Verso la metà del trascorso secolo, poesia era sinonimo di professione: vocazione ci voleva per fare il legulejo, vocazione per l'abito nero, vocazione alla scienza e vocazione c'era pel poeta: ma non giusta la significazione che importa il detto di Cicerone, ma in un senso volgare, pretto, materiale: questo giovinetto, dicevano, ha fantasia ed ingegno, migliore stato per lui non v'è che quello di far versi. I suffragi degli amici e de' parenti s'unitravano nelle aule de' grandi: nasceva l'ambizione; il giovinetto diveniva celebre, il suo nome pubblico; si chiedeva alla poesia un salario, che veniva retribuito grasso e prosti tuente, e tosto era bello e conchiuso che mestiere più agiato di quello del poeta non vi fosse.

Allora erano i tempi della parola: più risuonante è vaga ell'era, più bella e stimata la poesia nella quale era legata: la parola dominava e stile e pensiero, ed altra rivale non aveva nella supremazia poetica che la rima. S'era venuto a tale di parlare quasi in gergo rimato. Chi avesse per esempio detto Muse in luogo di Castalie Dive, sarebbe passato per un malcreato piovuto da montanara borgata. A un dipresso e più in là ancora in Francia in luogo di *Ah! chevalier, que c'est joli!* si doveva dire: *Ah! chevalier! que s'est zoli!* colla z bene impigliata nelle labbra sotto pena di non poter presentarsi alla Corte. Uomini di bell'ingegno, ricchi signori, dame brillanti e virtuose, si erano detto esser venuto il tempo di perdere la testa accademicamente. Il Crescimbeni ed il Redi avevano ben altra intenzione fondando l'*Arcadia forzata*: ma le intenzioni buone vengono rovinate, e dirette in una via falsa, quando la folla de' meno veggenti preme e si fa prepotente. Maria Selvaggia Borghini si era acquistata fama di elegante latinista, e tutte le dame volevano parlar latino. Faustina Azzi stampa liriche poesie a tutta briglia: Prudenza Capizucchi Gabrielli tien convegno di vati nelle nobili sue sale, ove si leggono e si censurano a vicenda le composizioni, non escluse quelle della padrona di casa. Petronilla Paolini Massimi a sett' anni recita a memoria tutto un poema di diciotto canti. . . . Insomma gli era il regno delle maraviglie e delle stranezze.

Caduto l'idolo del Marini, lo scettro pindarico passava di mano al Chiabrera in mano del Testi. I Petrarchisti rialzavano il capo, e come il rialzassero è compianto il dirlo. Il Preti e l'Achillini andavano salmoneggiando povere parole in povere rime: e Francesco Lemene misero nella ricercatezza, e Zappi dall'cunuco pensiero, e Benedetto Menzini turgido per modacci romorosi, e Girolamo Gigli incredibilmente vuoto, si davano a chi meglio scorrazzasse su pe' gioghi del monte sacro. Filicaia aveva fatto udire una voce tratto tratto elegante e severa, ma presto la voce s'eragli ingrassata e divenuta cavernosa: s'era alzato a non ignobile volo il Guidi, ed il Gravina aveva pur tentata la redenzione del pensiero italiano: ma i pochi sforzi generosi erano iti a vuoto. Come a Parigi esisteva l'isola di Delo e l'Eolia, qui si fonda a Roma sul monte Esquilino un gran recinto per accogliervi i pastori da ogni parte accorrenti: dal monte Esquilino l'Arcadia trasporta armi e bagaglio nel palazzo Salviati al piè del Gianicolo; poi il Gravina ed il Crescimbeni, due pastori eguali innanzi alla legge, vogliono tutt'e due erigersi in custodia dell'ovile: fanno un gran chiasso nel quale pigliano parte principi e duchi, e che non termina che coll'intervento dell'autorità di Clemente XI, a cui quel chiasso pareva scandalo. Tali esempi non erano certo di gran giovamento al Frugoni. E però a noi tocca osservare con imparzialità e tolleranza due filosofiche qualità che contraddistinguono la critica vera, e nel rivedergli le buccie tenergli conto del bene che ha fatto e di quello che avrebbe potuto fare posto in differenti circostanze.

Abbiamo sott' occhi un' edizione milanese delle canzonette anacreontiche dell' abate Carlo Innocenzo Frugoni, fra gli arcadi *Canante Egineteo*, che porta in fronte una prefazioncella dello stampatore sommamente ingenua, e che dà una schietta idea delle opinioni allora correnti in ordine alle cose letterarie. Vista la sua brevità ci permettiamo di qui trascriverla. — « Dovrebbe (dice il dabben uomo) dovrebbe ogni stampatore aver tanto di affetto alla arte sua, che, per quanto a lui tocca, non lasciasse mai avvilirla per l'impressione di alcuna *frivola* cosa. Ma che farci? Se questi non vuol prestare i suoi torchi, ben cento presterangli a niuna difficoltà. Io dico che assai condannevole io mi reputerei tuttavolta, che di mia elezione da niun non richiesto pubblicassi opera che nol merita per verun conto. La presente è di quelle che assicurano della comune approvazione. L'autore non può essere più noto, nè con più ragione a quanti hanno il *vero gusto della soda letteratura*. Queste canzonette sono state altra fiata stampate. L'applauso con cui furono accolte, siccome carissimi ne ha resi gli esemplari, così ne ha fatto desiderare una novella edizione. Questa ora ti presento, leggitor cortese. Avverto ultimamente che qualunque parola o formola, che gentilesca fosse o sembrasse (de' due vizietti sunnominati non v'è cenno nella raccolta) vi venisse sotto degli occhi, voi dovete così crederla, siccome infatti è, vezzo alla poesia conceduto, non mai segno che chi compone men che cattolicamente la senta. » A' di che corrono l'ironia parrebbe far capolino dietro la mansueta ammirazione di simile prefazione, massime in quanto spetta alla scelta delle canzonette contenute nell'edizionetta. Ma sincero parlava lo stampatore, e sinceramente lo credeva il leggitor cortese. Del resto scegliere del Frugoni solo le anacreontiche è spiegare la vera sua bandiera, toccare la corda che in esso risuonò originalmente. Ogni genere fu tentato dal Frugoni: sonetto, ode, satira; volle esser li-

testatore non ha altrimenti disposto degli arretrati della pensione.

Qualora poi il pensionario fosse morto *ab intestato*, gli eredi dovranno produrre un'attestazione giudiziale comprovante tale qualità ereditaria.

3. Infine il certificato d'iscrizione della pensione.

Torino, il 27 marzo 1852.

Il Sindaco BELLONO.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato centrale.

Adunanza del venerdì 2 aprile 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO.

1. Conclusioni sul progetto Ministeriale per l'istituzione di una Società di pensioni e sussidi fra i maestri elementari, sotto la direzione del Governo. *(Seconda notificazione ai Soci)*

2. Esame del regolamento adottato in alcune scuole delle maestre-alunne.

3. Discussione del progetto di legge sull'amministrazione generale della pubblica istruzione.

FATTI DIVERSI. — PROVINCIE. — Ci scrivono da Asti il 27 marzo:

I Dilettanti filodrammatici di questa città, animati da quei nobili sensi, che distinguono l'uomo caritatevole, diedero ieri l'altro su questo teatro una rappresentazione dedicandone il provento a benefizio dei poveri; e mentrechè da tali occupazioni ne sanno ritrarre quel diletto che porge alimento all'educazione, ed ingentilisce i costumi, rinvengono pure in esse quel contento che rende l'anima soddisfatta, quando sa di alleviare i mali della miseria.

Una parola di ben meritata lode sia adunque a loro, e le mille benedizioni avranno dalla bocca del povero.

— Ci scrivono da Casale in data dei 28:

Ier sera nelle stanze dell'avv. *Borsotti*, giudice di questo mandamento, ebbe luogo una brillante accademia musicale. — Gentile pensiero della gentile padrona di casa fu di fare benevolo invito a quelli che vi erano presenti a volersi ricordare per un istante dei poveri, deponendo in una borsa qualche moneta per loro. Ciò fu bastante, perchè si raccogliesse subito una somma di circa *cinquanta* franchi, che, convertita in parecchie centinaia di biglietti, equivalenti ciascuno ad un mezzo chilogramma di ottimo pane, furono tosto diramati alle indigenti famiglie. — Quante lacrime si potrebbero così asciugare ogni giorno sugli occhi de' tribolati, volgendo a qualche loro profitto i trattenimenti delle signorili e geniali conversazioni!

— *Scuole preparatorie per allieve maestre di Voghera e Alessandria.*

Nel lo scorso mese di febbraio aprivasi ad un tempo nelle città di Voghera e d'Alessandria una scuola preparatoria per maestre, instituita per cura del Consiglio Divisionale. Questo nelle sue tornate del 1850 e 1851 stanziava a tal fine nel suo bilancio la somma di lire 12,000, divisibile fra le città, le quali venivano designate a sede della novella instituzione. Noi non avremo certo bisogno di spendere molte parole per dimostrare l'importanza e l'utilità di una deliberazione siffatta. Sa ognuno come sotto il benefico influsso delle libertà costituzionali il bisogno d'una buona educazione ed istruzione del sesso femminile si sentisse più vivo, ed una gara siasi elevata fra Comune e Comune per provvedersi di una scuola opportuna: ma ognuno sa pure come a tal uopo difettassero in ogni parte le maestre. Pertanto limitandoci anche, siccome siamo costretti dall'angustia di queste colonne, a riferire succintamente in qual maniera siasi effettuato il voto del Consiglio Divisionale d'Alessandria, crederemo averne fatto il migliore encomio.

Le scuole, di cui discorriamo, sono divise in due stadi, l'uno di preparazione (dal gennaio a tutto il giugno), l'altro di perfezionamento (dall'agosto a tutto l'ottobre). È ammessa al primo qualunque aspirante che abbia compiuto i 17 anni e sostenga un esame nel quale faccia prova di sapere: 1° leggere correttamente e con intelligenza; 2° scrivere correttamente sotto il dettato; 3° le due prime operazioni dell'aritmetica; 4° il catechismo della dottrina cristiana. Sono ammesse al secondo quelle che già abbiano ottenuta la patente di maestra elementare o subito con buon successo l'esame al finire del primo stadio. Gli oggetti d'insegnamento sono pure gli stessi per ambe queste scuole: — 1° religione (catechismo della diocesi e storia sacra), lettura, lingua italiana (nomenclatura, ortografia, grammatica), composizione, metodica; — 2° scienze naturali (spiegazione delle nozioni contenute nel primo e secondo libro di lettura), aritmetica, sistema metrico; — 3° geografia e storia; — 4° calligrafia; 5° lavori donneschi. — Cinque sono gli insegnanti. — Un professore di metodo per la prima parte, un professore assistente per la seconda, uno per la terza, un maestro per la quarta, una maestra per la quinta. È stabilito che nella seconda metà del corso il professore di metodo ed il professore assistente abbiano a dare due lezioni pratiche per settimana col concorso di alcune alunne delle scuole elementari. Oltre alla direzione che in una città è affidata al provveditore e nell'altra all'ispettore dell'istruzione primaria, le scuole sono affidate alla sorveglianza d'ispettrici scelte appositamente, le quali assistono a tutte le lezioni. — Detto così sommariamente dell'ordinamento di tali scuole, che auguriamo veder sorgere almeno in ogni Divisione, passiamo a riferire alcuni dati sul loro stato presente, siccome vengonci trasmessi da particolari corrispondenze.

In Voghera ci si scrive in data del 10 corrente mese: « Dei fondi stanziati dal Consiglio Divisionale per la nostra scuola ecco l'uso che se ne fece. Sai che essi ammontavano alle lire 6000. D queste, 1,500 furono prelevate per la spesa d'una scuola trimestrale di metodo femminile apertasi nello scorso autunno. Le rimanenti 4,500 furono da questo Consiglio Provinciale d'istruzione così ripartite: lire 1250 al professore di metodo, 1100 al professore assistente, 500 al professore di storia e geografia, 240 al maestro di calligrafia, 260 alla maestra dei lavori donneschi, 100 alla donna di servizio, 1250 per il locale e tutti gli arredi necessari. Quest'ultima somma però potè applicarsi specialmente per le suppellettili, come a dire carte geografiche, mappamondo, sfera armillare, carte di storia naturale, solidi geometrici, pallottoliere, quadro del sistema metrico, giornali dove registrare il progresso delle allieve, ecc. dacchè il locale, co' banchi e colle lavagne, venne colla più lodevole generosità dato ad imprestito gratuitamente dalla Società degli Operai che qui prospera e produce i migliori frutti. — Due specie di discepole frequentano la scuola, allieve maestre ed uditrici, fra cui parecchie ve ne hanno le quali vengono solo per propria educazione. Le prime sono in numero di 14, di 32 le seconde. Tutte sono oltremodo diligenti nei loro doveri e mostrano una docilità ed un desiderio d'istruirsi e di educarsi che non è mai stato raro nelle donne. — La scuola poi è sempre assistita da alcune signore della città che volonterose accettarono l'ufficio d'ispettrici e che lo disimpegnano con singolare accortezza e gentilezza di modi. Esse sono in numero di 18. Hannosi eletta una presidente, la quale di buon accordo con tutte ha stabilito i mesi, le settimane, i giorni, in cui ciascuna debbe assistere. Sono destinate quattro al mese. Quelle che ebbero a fare il loro turno nell'ora scorso febbraio, l'ultimo giorno convocarono il consiglio e fecero la loro relazione sull'andamento della scuola, per cui ebbero molti encomii a fare, e della premura adoperata dagli insegnanti e del buono spirito che anima le allieve. »

Da Alessandria ci si scrive che quantunque aperta solo da un mese e mezzo, la scuola presenta già de' buoni risultati, ciò che debbesi avanti tutto all'alacrità piuttosto unica che rara, onde il Regio Provveditore quivi si distingue agli occhi di quanti sono gli amici della popolare istruzione, alle cure degli insegnanti ed alla premura lodevolissima con cui le cinque ispettrici disimpegnano il loro delicato ufficio.

— Si legge nel *Vessillo Vercellese*:

Sabbito la congregazione israelitica festeggiava l'anniversario della sua emancipazione. In tale occasione il rabbino Giuseppe Levi, commendando i benefici largiti da Carlo Alberto, proponeva una colletta per una causa pia. La somma raccolta fu di lire 60 75 destinate all'emigrazione italiana.

Dopo cantavasi un inno ebraico composto dallo stesso rabbino, e musicato dal maestro Treves. Nello stesso giorno alcuni giovani israeliti raccoltisi a fratellevole banchetto collettarono la somma di L. 45 consacrata agli asili d'infanzia di questa città.

— Si legge nello stesso giornale in data di Livorno:

Riferiamo un nuovo atto di filantropia che onora questo paese. Trentotto cittadini di Livorno accordaronsi per una festa di società a benefizio dei poveri del borgo. Il prodotto della medesima fu di L. 144 le quali vennero ripartite fra gl'infermi e le famiglie più bisognose. Durante la festa si fece una colletta per l'emigrazione italiana.

GENOVA. — Si legge nel *Corriere Mercantile* del 29:

Ieri ebbe luogo nelle sale dell'Università l'apertura della Società medico-chirurgica e di scienze naturali. Il prof. Bò leggeva una accurata ed interessante relazione sui lavori del Congresso Sanitario di tutti gli Stati europei in Parigi, al quale congresso intervenne come rappresentante della Sardegna.

— Ci scrivono da Bobbio:

La notte del 18 al 19 scadente marzo scoppiava in una cascina dei fratelli Gatti sita nella borgata detta *Casa de' matti* del comune di Montubercelli, nella provincia di Bobbio, un violento incendio, che in brevissimo tempo avrebbe ogni cosa consunta e rovinata; ma accorsivene il brigadiere Pietro Sannazzari, e li preposti Domenico Marchetti e Giovanni Scovenna, della vicina brigata di Pontelo, che erano di servizio in quelle vicinanze, accorreano solleciti sul luogo dell'infortunio, e raggiunti poco dopo dai compagni, sottobrigadiere Andrea Ferreri e preposti Giuseppe Giordanengo e Gioanni Maggi, tanto s'adoperavano pericolosamente e con opportune direzioni, esponendosi anche a gravi pericoli, che riuscivan in breve ora a soffocare le fiamme, restringendo così notabilmente il danno dei detti fratelli Gatti.

Il sindaco spediva a quei coraggiosi e zelanti agenti doganali un ampio attestato della pubblica stima e riconoscenza.

FRANCIA

PARIGI, 27 *marzo*. Giusta il bilancio del 1852 le spese del senato sono determinate a 1,358,900 fr.; nella qual somma sono comprese le dotazioni che saranno date a vari senatori: esse ascendono a 770,400 fr.

Le spese del Consiglio di Stato ascendono a 1,947, 600 fr.; gli onorari dei membri del consiglio e degli impiegati dell'amministrazione sono compresi in questa cifra per 1,060,600 fr.

Le spese del Corpo legislativo, pel sonale e materiale compreso, ascendono a 701,500 fr.

La dotazione del presidente della repubblica, fino a che un *senatus-consulto* vi provveda definitivamente, è determinata a 1,500,000 fr.

Un credito di 5,372,465 fr. è aperto al ministero della polizia generale. L'onorario del ministro e del personale dell'amministrazione sono compresi in questa cifra per 446,975 franchi. Le spese secrete della sicurezza generale sono determinate a 1,200,000 fr. Una somma di 900,000 fr. è messa a disposizione del ministro per soccorsi da distribuire agli stranieri rifugiati in Francia.

Un credito di 600,000 fr. è aperto al ministero dell'interno per spese secrete locchè, colla somma di 1,200,000 fr. assegnata per lo stesso oggetto al ministero della polizia generale, porta a 1,800,000 fr. la cifra dei fondi segreti del nuovo governo.

— A fine di dare alle classi laboriose alcuna guarentigia che spesso loro mancava, il governo ha deciso che gli uffizi di collocamento sarebbero posti sotto la sorveglianza dell'autorità municipale. Ogni individuo che vorrà tenere un ufficio di questo genere, dovrà prima ottenere una permissione speciale che non sarà concessa se non alle persone di conosciuta moralità.

— Si assicura che, a tutto iersera, le domande di rimborso inviate all'ufficio del ministero delle finanze, che è incaricato di registrarle, non ascendevano per Parigi e i dipartimenti che alla somma di 280,000 fr. di rendita incirca, rappresentanti un capitale di 5,500,000 fr.

— Un decreto del presidente della repubblica porta le seguenti disposizioni:

I libri in lingua inglese non potranno essere importati in Francia, pel pagamento dei diritti o pel transito, che per via degli uffici aperti all'entrata dei libri in lingua francese, e per via degli uffici di Bordeaux, Nantes, Saint-Malo, Granville, Dieppe, Boulogne, Calais e Dunkerque.

Tutti i libri in lingua inglese, illegalmente riprodotti in paesi terzi, presentati all'importazione o al transito, saranno sequestrati e distrutti, e gl'individui colpevoli di tali contravvenzioni saranno passibili di pene e procedimenti prescritti dalle leggi francesi.

SPAGNA

MADRID, 22 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

Si annunzia che la *Gazzetta di Madrid* dovrà pubblicare quanto prima una legge, la compilazione della quale è ormai quasi compiuta, e che conterrà provvedimenti di repressione contro gli eccessi della Libertà della stampa.

Il sig. Salemanca si sta con molta operosità occupando ne lavori per la continuazione della strada ferrata d'Aranjuez ad Almansa e di quivi al mare. Egli ha suddiviso la linea in molte porzioni che cederà ad intraprenditori a fine di accelerarne il compimento de' lavori.

INGHILTERRA

LONDRA, 27 *marzo*. *Camera dei comuni*. — *Tornata del 25 marzo*. Dopo la discussione di faccende di poca importanza il *signor Hume* (deputato di Montrose) sorge a proporre una mozione relativa alla estensione delle franchigie elettorali. L'oratore entra in molti particolari sugli antecedenti della questione di riforma elettorale, e rammenta come fra i più ardenti riformisti fosse altra volta lord Stanley, attualmente conte di Derby e primo ministro di S. M. Il sig. Hume dice essere giunto il tempo in cui il bill di riforma del 1831 debba essere ampliato concedendo la franchigia elettorale a tutti i contribuenti aventi un anno di domicilio, e riducendo la durata delle legislature da sei a tre anni. Il signor Hume dichiara proporre la sua mozione come amico della corona, dei pari e dei deputati, e mosso dal desiderio di veder partecipare tutte le classi dei cittadini agli stessi vantaggi e benefizi civili.

Sir J. Walmsley trova la mozione del sig. Hume giusta ed opportuna, e prega la Camera ad accoglierla favorevolmente.

Il sig. H. Drummond è di contrario parere: la mozione gli sembra inopportuna e fuor di luogo: qualora dovesse procedersi ad una riforma elettorale egli è d'avviso doversi contemporaneamente procedere ad una riforma nella Camera dei lords ad oggetto di dar nuova forza e nuova autorità a quell'altra parte del Parlamento.

Sir P. Wood. Questa discussione non può per ora produrre verun pratico risultamento, ma essa è giustificata dalle parole recentemente pronunciate in un altro recinto dal conte di Derby, il quale accennò alla necessità di opporre una diga ai demagoghi, e tutelare la monarchia contro gli assalti della democrazia. Che cosa intese dire il nobile conte parlando di demagoghi e di democrazia? credette forse di mettere in opposizione i suoi principii politici con quelli dei ministri che lo precedettero in carica? ma il governo passato non ha fatto niente a prò della democrazia, essendo vi sono stati tentativi d'insurrezione li ha repressi con fermezza e con energia. Il tentativo di Smith O'Brien in Irlanda, e quello di non dirò chi (*Ilarità: l'oratore alludeva al signor Feargus O'Connor*) furono repressi dall'energia di lord Clarendon e dalla vigilanza di sir Giorgio Grey, che trovarono valido aiuto nel buon senso e nei buoni sentimenti della immensa maggioranza della popolazione. *Democrazia* adunque è una parola vaga come *protezione*. (*Vivi applausi sui banchi della opposizione*) Appunto perchè il paese è tranquillo, è opportuno

.....Con quel che segue del periodo troppo lungo ad essere citato. Va un giorno a diporto col ministro Di Chauvelin, il quale anch'esso aveva acconsentito a lasciarsi chiamare *Eurito*..... Odono un eco..... Ratto le Driadi, le Ninfe del bosco attaccano, nella fantasia del poeta, briga con la loro compagna Eco trasformata in sasso, ed egli esclama:

Eurito ascolta: Io sono
Vecchio pastor d'Arcadia;
Ahi giovinezza è un dono
Che con noi star non sa.....
Vidi, credetelo — Ninfe, pastori,
Vidi le Driadi — sui primi albori
Del roseo dì.

Vivea in quel tempo una dama alla quale s'era posto nome di *Crinatea*; fra le altre belle cose possedeva un bellissimo canario: ragione per cui il Frugoni era giusto che pubblicasse una canzonetta, che così incominciasse:

I più bei numeri
Castalia Dea,
Un vago chiedimi
Di Crinatea
Oltre marino
Raro augellino.

Le quartine per la cagnuola del marchese Rosa, per l'inezia che sono, meritano d'esser qui trascritte:

A voi vengo, ed io son quella
Cagnoletta fortunata;
Non per esser nata bella,
Ma per esser tal nomata.
Il padrone a cui son fida
A trovarvi di buon' ora
Volea farsi ella mia guida,
Ma stimovvi in letto ancora.
E dovendo al bel soggiorno
Io venir dove voi siete,
Ei mi manda a mezzogiorno
Quando a tavola sedete.
Scelto avesse un altro di
Per compire il suo favore,

Ma d'un magro venerdì
Poco a me piace l'odore.
Ah! direte che io so poco
La moderna civiltà, ecc. ecc.

E di questa parlata non siamo a mezza via per anco. Queste poche citazioni ci servono non a provare, che bisogno non v'ha, ma a ricordare una delle due più grandi macchie della scuola Frugoniana, di cui abbiamo fatto cenno: parliamo della vana garrulità. Cantava un augello, starnutava un gatto, ricorreva una festa, si parlava di tutt'altro che di poesia; tutto era per lui invito ad una composizioncella del momento. Se nel temprarsi di penna la luna pungeva un dito, e' chiamava dall'alto il Dio di Lenno, Sterope, Piracmone, Bronte, tutti i fabbri ferrai dell'Olimpo, senza eccettuar Marte, che per sì poco non era ragionevole disturbare, e loro schitarrava una quantità di villanie, perchè senza l'invenzione dell'arme da taglio il temperino non avrebbe mai esistito. Rasserenavasi il cielo dopo lunga pioggia: i pianeti, le plejadi, tutti i segni dello Zodiaco erano messi a contribuzione e tenuti a render ragione dell'operato loro. Moriva taluno; versava egli tosto fiumi di pianto in compagnia delle Ninfe Eridanine, delle Eliadi, rimbrocciava Fetonte; Temide, le ombre dell'Erebo, le Parche. Oggi dedicava un canto ad *Atelmo Leucasiano*, domani ad *Aglauro Cidonia*, posdomani ad *Alidalgo Epicuriano*, poi a *Crinatea*, poi ad *Eteo Panellinio*, poi a *Diodoro Delfico*, poi a *Tamarisco Atagonio*, poi ad *Aristofonte Enonio*, poi a *Memnone Peteo*, poi a *Aperide Foceo*, poi a tanti altri mecenati, ribattezzati con nomi da rendere, per le contorciture, paralitici i muscoli della lingua e della laringe.

Non ricordiamo l'intemperanza delle frasi convenzionali, perchè proverbiale nel Frugoni. Si sa che le Amarilli, le Driadi, i Fauni, le agnelle lanose, i pastorelli, le selve, i semidei, le ninfe castalie, le ninfe chiomitifondose, le piante frondute, i Dei capripedi, le Grazie, le zampogne e tutto il materiale boschereccio erano la materia prima d'ogni composizione poetica.

(*Continua*)

G. TORELLI.

occuparsi adesso della riforma elettorale. L'oratore conchiude che pago di avere enunciata la sua opinione non intende per ora vincolare il suo voto sui punti speciali della mozione del sig. Hume, e quindi dichiara di non votare nè pro nè contro di essa.

Il signor Napier opina che con l'estendere la franchigia elettorale a null'altro si riesce, se non a dare maggior forza al numero, e quindi oppugna la mozione.

Il sig. Roebuck concorda col modo di pensare di sir P. Wood quanto ai principii, ma ne dissente nelle conseguenze; perchè egli intende votare a favore della mozione fatta dall'onorevole rappresentante di Montrose. Un buon governo non è possibile là dove le classi laboriose ed industriali non sono rappresentate nel Parlamento nazionale. Oggi sono in Parlamento rappresentanti della terra e della ricchezza, ma mancano quelli del lavoro. Che cosa volle dire il nob.le lord, che sta attualmente alla testa del governo, allorchè parlò di democrazia? gli operai inglesi sono nemici dichiarati del comunismo: perchè chiunque vive col proprio lavore è prima a difendere in ogni occorrenza la sua proprietà. (*Ascoltate*) L'oratore termina appoggiando la mozione.

Il sig. d'Israeli (cancelliere dello scacchiere) si meraviglia che sir P. Wood, dopo aver perorata la causa della riforma elettorale, abbia dichiarato di astenersi dal votare sulla mozione del signor Hume: evidentemente il suo discorso anzicchè venire in appoggio di questa mozione era destinato a sostenere il bill di riforma elettorale proposto dal ministero di lord John Russell, del quale sir P. Wood era amico. Il signor d'Israeli si fa quindi a svolgere lungamente l'opinione, che la riforma elettorale non è nelle attuali condizioni necessaria, e che il paese non se ne preoccupa affatto. Con ciò il ministro non intende punto dichiarare che il governo sia premeditatamente avverso ad ogni riforma, poichè esso è deliberato a praticare quel sistema di politica che ha consolidata la grandezza del paese e la libertà del popolo.

Il signor H. Berkeley appoggia la mozione, ed insiste particolarmente sulla convenienza e sulla necessità dello scrutinio secreto nelle elezioni.

Il sig. Bernal Osborne si rallegra che la discussione intorno a questa mozione abbia fornito occasione al signor d'Israeli di far conoscere senza circonlocuzioni l'opinione del ministero, e dichiara che quantunque egli non approvi la mozione in ogni sua singola parte, voterà a favore di essa.

Lord John Russell non assente alla mozione, e ne contraddice minutamente i particolari. Il nobile lord conchiude: « Io spero però che il governo di S. M. rinunzierà al sistema poc'anzi indicato dal cancelliere dello scacchiere. Io mi affido che il governo non aspetterà che sorga la necessità, ma coglierà anzi presto la opportunità di considerar maturamente l'attuale stato di cose ad oggetto di vedere se le basi elettorali debbano essere ampliate: e che soprattutto reputerà suo dovere di pensare ad estendere la franchigia elettorale al più gran numero delle classi industriali; affinchè più solide diventino in tal guisa le istituzioni a cui il popolo è così fermamente attaccato. (*Applausi*)»

Il sig. Walpole (ministro dell'interno) dice, che prima di proporre una riforma elettorale il governo rifletterà su due cose: 1. cioè se la riforma sia praticamente necessaria; 2. se la riforma proposta sarà soddisfacente. (*Ascoltate, ascoltate*)

Dopo una replica del sig. Hume la Camera passa ai voti: la mozione è rigettata da 244 voti contro 89.

— Si legge nel *Globe*:

Un consiglio di gabinetto si terrà domani (27) a due ore p. m. al ministero degli affari esteri:

— Si legge nello stesso giornale:

S. M. la regina tenne l'altro ieri (24) il suo terzo ricevimento matt.nale della stagione. Vi assisteva l'intero corpo diplomatico, e gran numero de' più ragguardevoli personaggi dell'aristocrazia e dell'armata di terra e di mare.

— Il *Morning Advertiser* annunzia che il sig. Isturitz, inviato straordinario e ministro plenipotenziario di S. M. la regina di Spagna, fu ricevuto il dì 26 in udienza da S. M. la regina Vittoria. Il sig. Isturitz fu introdotto presso S. M. dal conte di Malmesbury, ministro degli affari esteri.

— Si legge nel *Daily-News*:

Siamo lieti di far conoscere che i lords della tesoreria han cominciato a riformare le anomalie della tariffa doganale sopra gli aromati. Eglino han risposto ad una istanza presentata dai coltivatori della noce moscada che da oggi in poi il diritto di mezzo scellino cesserebbe dall'essere percepito, e che un diritto uniforme di 3 scellini 4 1/2 per libbra sarebbe pagato dalla noce moscada di ogni specie. Le altre anomalie che sussistono tuttora nella predetta tariffa non possono essere abolite che dalla legislatura: speriamo che lo saranno al più presto.

— Si legge nello stesso giornale:

La società collegata ha il progetto di convocare un *meeting* di rappresentanti del commercio di tutta l'Inghilterra a fine di provvedere ai mezzi di stabilire delle officine per l'associazione degli operai e la permanenza de' lavori.

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino. — Seconda Camera — Seduta del 25 marzo.* Si continua la discussione del bilancio della guerra.

Bismark-Schonhausen, inviato di Prussia alla Dieta germanica, prende la parola per spiegare, in senso più pacifico, un suo bellicoso discorso pronunziato nella tornata antecedente.

Kurze parla dello stato della marina; dice insufficiente il bilancio alla fondazione di una potenza marittima, quale è richiesta dalle condizioni politiche da un lato, e dagli interessi commerciali della Prussia da un altro lato.

Il generale Bonin, ministro della guerra, risponde al preopinante che il governo non avrebbe trascurato gli interessi della marina, di cui riconosceva la necessità.

Alcuni altri oratori prendono ancora la parola: quindi il bilancio della guerra è adottato.

Poscia l'assemblea incomincia a discutere la risoluzione presa dalla prima Camera in ordine ai feudi ed ai fedecommessi, modificando a questo proposito le relative disposizioni della costituzione.

Wentzel insiste sulla contraddizione che v'ha fra il ristabilimento dei fedecommessi e la libera disposizione della proprietà. La Camera pensi alla gravità della risoluzione che sta per adottare: pensi essere la proposta, che ora discute, contraria alla costituzione; la Camera pensi che, quando la costituzione versi in pericolo, a lungo andare, non sarà punto il partito conservatore che ne profitterà.

Keller parla in favore dei feudi e fedecommessi.

Ohm dice dolergli di dovere in questa quistione separarsi da suoi amici politici che sedono al centro. (I deputati del centro proposero un emendamento contro i feudi, ma favorevole ai fedecommessi.)

L'oratore paragona i fedecommessi alle manimorte dei conventi. — La Camera si aggiorna.

— *Seduta del 24.* Continua la discussione antecedente:

Riedel, professore all'università di Berlino, biasima la condotta dell'estrema destra che egli accusa di voler provocare una rivoluzione.

Il ministro della giustizia si dichiara in massima contro i feudi, ma in favore dei fedecommessi; egli non respinge gli emendamenti introdotti dal centro: tuttavia, siccome la votazione della prima Camera è alquanto più favorevole ai feudi g à es stenti, il ministro la preferisce agli emendamenti proposti dai deputati del centro.

Il conte Arnim non si oppone a che i feudi e fedecommessi possano convertirsi in proprietà libere; ma, a suo parere, questa trasformazione non dovrebbe prescriversi dalla costituzione. La legislazione del 1807, animata da un giusto spirito di riforma, accordò ai possessori dei fedecommessi la facoltà di disporre liberamente dei loro beni. Quelle del 1789 e del 1848 avrebbero imposto ai medesimi l'obbligo di disfarsene. Ma la legislazione del 1789 avrebbe condotto alla ghigliottina, e quella del 1848 a infiniti disordini.

Bessler osserva che l'istituzione dei fedecommessi in Inghilterra non può progredire oltre a due generazioni. I nostri feudali, al contrario, aggiunge l'oratore, vogliono renderli eterni: ciò sarebbe contrario ai costumi ed alle idee del secolo.

Geppert svolge l'emendamento da lui proposto, che è nei termini seguenti:

« La Camera adotta il presente progetto di legge concernente gli articoli 40 e 41 della costituzione:

« Art. 1. Gli articoli 40 e 41 della costituzione del 31 gennaio 1851 sono aboliti, e surrogati dalle disposizioni seguenti:

« Art. 2. L'istituzione dei feudi è vietata. Il vincolo federale, che ancora esiste relativamente ai feudi attuali, verrà sciolto per mezzo della legislazione.

« Art. 3. Le disposizioni dell'art. 2 non si applicano ai feudi così detti del trono, nè a quelli che si troveranno fuori del paese. »

La sola differenza che esiste fra la votazione della prima Camera ed il progetto di legge emendato dal sig. Geppert, si è che, invece di mantenere i feudi attuali, quest'ultimo incarica la legislazione di sciogliersi: l'emendamento mantiene parimenti i fedecommessi, e ne permette la fondazione.

La proposta della commissione, conforme alla votazione della prima Camera, fu rigettata da 161 voti contro 105.

L'emendamento Geppert fu approvato da 149 contro 118.

Quindi la Camera passò all'esame di parecchie petizioni.

— Il governo prussiano ha testè presentato alle Camere un progetto di legge organica pei circondari. Secondo quel progetto, i circondari conservano i loro limiti attuali, ed avranno una dieta formata dei proprietari dei beni, ai quali spetta il diritto di essere rappresentati, dei rappresentanti delle città, e di sei deputati dei comuni rurali.

Nelle provincie del Reno e di Vestfalia, ogni balliaggio o comune dove risiede il borgomastro eleggerà un deputato.

Sono esclusi dal diritto di sedere alla dieta del circondario quei proprietari di beni equestri che ricusino d'incaricarsi dell'amministrazione della polizia senza indennità per spese d'ufficio. I deputati delle città sono nominati dal consiglio comunale.

— La commissione della seconda Camera pel progetto di legge sull'acquisto della strada ferrata della Bassa Slesia per conto dello Stato propone alcuni emendamenti importanti.

La direzione della strada ferrata dovrà sulle prime adempiere, co suoi mezzi, gli obblighi suoi. L'ammortizzazione delle azioni, per lo avvenire, sarà fatta dall'amministrazione dei debiti dello Stato. Le spese, richieste dall'ammortizzazione, saranno coperte dal fondo delle ferrovie, il quale, per altra parte, assorbirà il sopravanzo delle entrate. In seno alla commissione, il ministro del commercio fece questa dichiarazione importante, che il progetto di legge non doveva riguardarsi come un precedente per l'acquisto generale delle ferrovie a conto dello Stato.

Annali. *Dessau*. La nuova legge comunale fu pubblicata a Dessau: non vi è più questione del *Self-government* dei comuni. I beni nobili ebbero la facoltà di formare distretti a parte. I funzionari comunali possono essere destituiti per via amministrativa. Il diritto di borghesia, nelle città, suppone l'età di 25 anni, la confessione cristiana o israelitica (la qual cosa esclude le comunioni libere), il possesso di una casa, o di altri beni immobili del valore di mille scudi, oppure di una rendita di 500 scudi ecc. Gli scabini e borgomastri saranno nominati dai consiglieri municipali per dodici anni, e confermati dal governo.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 23 *marzo*. Per decreto del presidente della repubblica lo stato d'assedio è tolto in tutti i dipartimenti della Francia continentale. In avvenire nessun arresto sarà fatto, nessuna procedura sarà iniziata se non conformemente alle leggi; le commissioni miste dipartimentali, cessano dalle loro funzioni; la commissione di grazia, instituita al ministero della giustizia, continuerà essa sola a statuire sui ricorsi che le saranno indirizzati. Nondimeno gl'individui che già furono giudicati dai consigli di guerra in contumacia saranno sottoposti ai consigli stessi se si presentano o se sono ripresi.

Un altro decreto dec.de che il Codice civile, opera gloriosa dell'Imperatore, riprenderà il suo titolo di Codice Napoleone.

Sette nuovi senatori sono nominati: il duca di Mortemart, il generale Petit; l'arcivescovo di Parigi; il generale Piat; il sig. Bineau, ministro delle finanze; il marchese di Barbancois e il barone di Heeckeren.

Il ministro delle finanze è autorizzato ad alienare fino a concorrenza di 55 milioni, boschi dello Stato, a fine di assegnarne il prodotto alle società di mutui soccorsi, alle abitazioni insalubri, alle società di credito, e alla cassa delle pensioni pei viceparrochi più poveri. È disposto inoltre che una rendita di 500,000 fr. 4 1/2 0/0 sarà inscritta al gran libro del debito pubblico per tener luogo dei beni attribuiti dal decreto del 22 gennaio alla Legion d'Onore.

Il castello di Rambouillet è destinato ad una casa di educazione per le figlie e le orfane indigenti delle famiglie i cui capi avranno ottenuta una medaglia militare.

La sorveglianza della cassa di estinzione e dei depositi e consegne è affidata ai signori Lebeuf, senatore, Marchand, consigliere di Stato, Gouin, deputato, marchese d'Audiffret, presidente alla corte dei conti, d'Argout, governatore della Banca, Legentil, presidente della camera di commercio in Parigi, e Montanier, direttore del movimento dei fondi al ministero delle finanze.

Un decreto organizza il concistoro dei culti protestanti, e nomina i 15 membri del consiglio centrale delle chiese riformate, di cui l'ammiraglio Baudin è il presidente.

È con altro decreto fortificata e propagata l'instituzione delle società di mutui soccorsi: obbligo pei comuni di fornir locali convenienti; esenzione da diritti di bollo e di registro; facoltà di posseder beni e di ricevere lasciti mobiliari coll'autorizzazione amministrativa; possibilità di servirsi del diploma di socio come passaporto e come libretto; tali sono i principali vantaggi concessi a tali società.

È autorizzata la compagnia della strada ferrata da Lione ad Avignone.

Nuove facilità sono accordate alla compagnia della strada ferrata d'Orleans pel ripartimento della sua ammortizzazione.

È approvata la fusione delle compagnie di strade ferrate del Centro e dell'Ovest.

Il *Moniteur* contiene, oltre questi ed altri decreti, una circolare del ministro della giustizia intorno all'esecuzione della legge organica sulla stampa.

— La gran rassegna che il presidente della repubblica doveva passare oggi, non si è fatta sul Campo di Marte, come erasi dapprima creduto, ma nel cortile delle Tuilerie e sulla piazza del Carrousel. V'erano tre reggimenti di linea, due batterie d'artiglieria di 8 pezzi ciascuna, l'8° di usseri, venuto da Compiègne, e il 6° di cacciatori, venuto da Fontainebleau. Il principe presidente ha distribuito varie croci e medaglie d'onore agli ufficiali, sottufficiali e soldati.

Belgio. *Bruxelles*, 28 *marzo*. La Camera dei rappresentanti, nella tornata d'oggi in comitato secreto, ha terminato la discussione sulla convenzione addizionale al trattato del primo settembre 1844. La Camera, alla maggioranza di 44 voti contro 3, ha adottato il progetto di legge. Sul fine della seduta, il ministro degli affari esteri ha presentato un progetto di legge, tendente ad adottare la convenzione conchiusa colla Gran Bretagna, relativamente alla pesca.

Il ministro della guerra aveva, nella seduta antecedente, presentato una domanda di 4,700,000 fr. per spese straordinarie.

Inghilterra. *Londra*, 27 *marzo*. Alla Camera dei comuni, sul finire della tornata del 26, furono letti una seconda volta il *muting-bill* e il *marine muting-bill*. Fu poi letto una terza volta e adottato il bill, inteso a togliere al borgo di Saint Albans i suoi diritti elettorali.

Sulla mozione della seconda lettura del bill, concernente l'arresto de' marinai disertori esteri, il sig. Anstey propose che fosse aggiornata a sei mesi, e combattè ad un tempo acremente il bill stesso.

Il cancelliere dello scacchiere e lord J. Russell avendo appoggiata la mozione, il sig. Anstey ritirò il suo emendamento, e il bill fu letto una seconda volta.

Dopo ciò la Camera si formò in comitato per esaminare il bill relativo ai fedecommessi degli stabilimenti di carità.

— Si legge nel *Globe*:

Un consiglio di gabinetto è stato tenuto oggi (27) a 2 ore 1/2 al Foreign-office. I ministri presenti erano il conte di Lansdale, il conte di Derby, il cancelliere dello scacchiere, sir J. Pakington, il duca di Northumberland, e gli onorevolissimi J. C. Herries e S. W. Henley.

— Si legge nello stesso giornale:

È corsa voce generalmente che lo scioglimento delle Camere avverrà il 27 maggio.

— A Londra, a Birmingham, a Bristol, a Manchester e in altre città del regno-unito si sono riuniti dei *meetings* a fine di protestare contro il bill d'arruolamento della milizia.

— Nessuna variazione nei fondi inglesi. Consolidati a contanti per conto 98 5/8 3/4.

Alemagna. *Francoforte*, 24 *marzo*. La dieta federale sta per accingersi in una difficile quistione. Trattasi di calcolare le spese dei servigi militari prestati alla confederazione dal 1848 in poi, e di porle a carico dei governi particolari. Si dice che quelle spese ammontino a 25 milioni di scudi.

— *Vienna*, 27 *marzo*. Il congresso doganale, nella seduta del 24, ha chiuso la discussione speciale sulla tariffa: nelle prossime tornate si discuteranno le singole mozioni.

— *Berlino*, 25 *marzo*. È qui giunto il sig. di Bülow, ambasciatore della Danimarca presso la Dieta germanica: ei fece una visita al sig. di Manteuffel, insieme col conte di Bille-Brahe. Si crede che la sua presenza in questa città si riferisca agli affari dei ducati.

— Il sig. Bismark-Schönhausen, il quale doveva partire per Francoforte, resterà ancora in Berlino: prima di ritornare a Francoforte, egli vuole aspettare i risultamenti del congresso della Dotta, radunato a Francoforte.

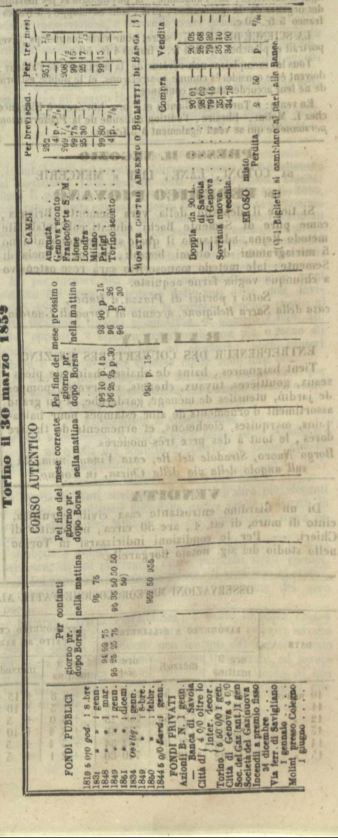
Danimarca. *Copenaghen*, 24 *marzo*. Lo stato d'assedio verrà tolto nello Schleswig, cominciando dal 1° di aprile, in virtù di un reale decreto del 17 marzo.

E. LEONE gerente

Repertorio di agricoltura e di scienze economiche ed industriali del prof. Ragazzoni. Anno XXV, fascicolo di marzo.

Indice. I doppioni impiegati nella fabbricazione del seme per la riproduzione del baco da seta — *Bertola*. Relazione al Ministero di agricoltura intorno alle malattie dell'uva — Del progresso rurale nel 1850: prelezione del prof. *Baruffi* — *Vegezzi* — *Ruscalla*. Colonie agricole in Francia — Della soppressione del Ministero di agricoltura e commercio in Torino — Necessità d'incoraggiare l'agricoltura — Notizie agricole — Ibspatina d'America per la vaccinazione dei pomi da terra onde preservarli dalla malattia — Preservativo contro la crittogama delle viti e dell'uva — Trattamento del sangue, delle orine, ecc. per ridurle in concime — La caccia delle vespe — Corsa tra cavalli inglesi e cosacchi — La festa dell'agricoltura — Nuovo rimedio contro l'idrofobia — Distillazione dell'acqua del mare — Le oche rubate — Aduanza della R. Accademia d'agricoltura — Esposizione dei fiori a Modena — Movimento sulla strada ferrata in febbraio — Regolamento della scuola veterinaria — Programma di premio della società d'incoraggiamento di Milano — Bibliografia agraria.

Le associazioni si ricevono presso la Direzione in Torino, contrada dei Pescatori, num. 6, 5° piano. L'annuo prezzo è di L. 12 franco di posta.



www.interpetculturale.it

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

La Direzione rendendo di pubblica ragione li infra designati numeri delle azioni in ritardo al pagamento dello scaduto decimo, previene li signori interessati che a mente dell'art. 11 dello Statuto saranno le dette azioni, dopo 30 giorni dalla pubblicazione del presente, vendute per duplicata alla borsa di Torino.

NUMERI *delle azioni in ritardo al pagamento del 4° decimo.*

294. 295. 887. 888. 961 a 990. 1805. 1820. 5281 a 5330. 6760 a 6769. 6791. 6792. 8296. 8297. 9026 a 9065. 9213. 10173 a 10220. 11401 a 11405. 12000. 12001. 12002. 12024. 12034. 12036. 12037. 12051. 12053 a 12058. 12067. 12099. 12128. 12178. 12181. 12182. 12186. 12192. 12240. 12243. 12313. 12334. 12335. 12336. 12349. 12350. 12351. 12352. 12380. 12381. 12392. 12417. 12418. 12419. 12463. 12467. 12468. 12482. 12485. 12501. 12526. 12531. 12538. 12600. 12624. 12625. 12626. 12633. 12638. 12642. 12643. 12644. 12645. 12646. 12724. 12725. 12726. 12727. 12730. 12749. 12750. 12751. 12752. 12790. 12791. 12809. 12810. 12869. 12870. 12904. 12945. 12946. 12951. 12952. 12953. 13001. 13044. 13284. 13285. 13379. 13428. 13429. 13462. 13531. 13532. 13533. 13557. 13562. 13563. 13564. 13581. 13582. 13609. 13610. 13621. 13628. 13630. 13634. 13666. 13667. 13740. 13741. 13809. 13810. 13811. 13837. 13926. 14098. 14099. 14100. 14101. 14141. 14165. 14227. 14290. 14317. 14340. 14356. 14360. 14362. 14367. 14410. 14418. 14485. 14486. 14487. 14525. 14526. 14538. 14543. 14552. 14654. 14655. 14662. 14663. 14664. 14665. 14689. 14691. 14700. 14717. 14726. 14739. 14741. 14777. 14781. 14786. 14802. 14899. 14902. 14911. 14930. 14978. 14995. 14997.

AVIS MÉDICAL

Le docteur SAMUEL LA'MERT, membre de l'Universite d'Edimbourg, membre honoraire de la Société Médicale de Londres, etc. etc., auteur de la *Préservation personnelle*, et de la *Science de la vie*, a l'honneur d'informer les personnes qui devront le consulter sur les différents désordres des organes de la génération résultant d'excès ou d'habitudes secrètes contractées dans la jeunesse, de la syphilis, de la gonorrhée, d'écoulements, des retrécissements, et sur les cas de débilité nerveuse, de faiblesse locale et générale, précurseurs de la stérilité, de l'impuissance, de l'anéantissement des plaisirs de la vie et du but spécial du mariage, que chaque jour il reçoit à sa résidence,

37, BEDFORD SQUARE, A LONDRES;

Les heures fixées sont de 11 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. Prix de la consultation 25 francs, soit personnelle, soit par correspondance. — Le secret est inviolable et les lettres rendues sur réclamations. — Les médicaments nécessaires sont expédiés avec sécurité, dans toutes les parties du monde.

Toutes les lettres adressées au docteur LA'MERT devront être AFFRANCHIES, et contenir, pour obtenir un Avis ou une Consultation L. 1 (une livre sterling), ou un bon de VINGTCINQ FRANCS, payable à Paris ou à Londres, chez un Banquier, ou à la Poste aux Lettres de PARIS. Sans cette formalité, les Lettres, quoiqu'affranchies, resteront sans réponse.

La PRÉSERVATION PERSONNELLE est illustrée de quarante figures coloriées, sur l'anatomie, la physiologie et les maladies des organes de la génération; prix, sous enveloppe, 5 francs, franco 5 fr. 50 c.

LA SCIENCE DE LA VIE, secret pour vivre longtemps, avec portrait et planches, prix 4 fr., franco 4 fr. 50 c.

Tous les exemplaires non revêtus de la signature de l'auteur, doivent être considérés comme contrefaçons, et le public est prié de ne leur accorder aucune confiance.

En vente: à Turin chez Gianini et Fiore, libraires; à Florence chez L. Molini, libraire, l'édition italienne de la *Préservation personnelle* qui se vend également à 5 francs.

PRESSO IL NEGOZIO
DA COTONI, LANE, LINI E MERCERIE
DI **FEDERICO PIOVANO**

Si tiene il deposito della vera Semente Brianza, come pure di Semente Bachi educati coll'infallibile metodo Rejna, adottando il quale si ottengono almeno 5 miriagrammi di ottimi bozzoli, per ogni oncia di Semente: tale metodo manoscritto sarà reso ostensivo a chiunque voglia farne acquisto.

Sotto i portici di Piazza d'Italia, casa della Sacra Religione, accanto al Corpo di Guardia.

BAILLY
ENTREPRENEUR DES COUVERTURES EN ZINC

Tient baignoires, bains de chaise, bains de pieds, seaux, gouttières, tuyaux, chenets, réservoirs, pompes de jardin, ustensiles de ménage, garderobe, et un grand assortiment d'ornements de zinc estampés pour baldaquins, marquises, clochetons, et ornements de théâtre dorés, le tout à des prix très-modérés.

Borgo Nuovo, Stradale del Re, casa Vinay, num. 24, sull'angolo della via della Chiesa, in Torino.

VENDITA

Di un Giardino entrostante casa civile e rustica, cinto di muro, di ctt. 1, are 50 circa, nella città di Chieri. — Per le condizioni indirizzarsi in Torino nello studio del sig. notaio Borgarello.

COMUNE DI SARTIRANA (*Lomellina*)

Essendo vacante per l'anno scolastico 1852-53, in queste Scuole Comunali pei maschi, la cattedra di 1.ª elementare, coll'annuo assegno di L. 600, s'invita chiunque vi aspira a voler far pervenire a questo Consiglio Comunale la relativa loro domanda, corredata da patente di Maestro dopo regolare corso di metodo, entro tutto l'imminente aprile, avvertendo, che la nomina avrà luogo nel successivo maggio.

Il Sindaco, Avv. Nigra.

INNOVAZIONE DEL 1851

GRANDE PERFEZIONAMENTO
DI PUNTE DI PENNE FRANCESI
dette di Corno,
AMMESSE ALL'ESPOSIZIONE DI LONDRA
a L. 5 la scatola di 100 penne a doppia punta

SUOLE DI SASSONIA

per preservare dal freddo e dall'umidità, a L. 2 il paio.
Albergo della Caccia Reale, piazza Castello
Isidoro Louv, *di Parigi*

DEPOSITO DI BIGLIARDI NUOVI

da L. 450 a L. 1,500
da vendere in via della Provvidenza, num. 1.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

BENI DA AFFITTARE

Volendosi dal nobile signor marchese Filippo Ala Ponzone affittare il suo tenimento di Nibbiola ed uniti, posto nei territorii di Nibbiola e Vespolate, nella massima parte a risaia e prati ed in minor parte aratorio moronato, vigna e bosco, congiuntamente ai fabbricati e a tre piste inservienti ai medesimo, del quantitativo in totale di circa pertiche censuarie 5654, 20 coll'estimo di scudi 16139, 2, 3, corrispondenti ad ettare 370, are 11, centiare 85, e colle relative ragioni di acqua propria,

S'invita pertanto chiunque voglia aspirare al detto affitto a presentarsi alle ore 11 antimeridiane del 21 prossimo aprile, nello studio del sig. ingegnere Luigi Piantanida, nella contrada di S. Eufemia, n. 301, ove in base ai relativi capitoli, quivi fin d'ora ostensibili, previa amichevole licitazione, si passerà al deliberamento a favore del miglior offerente, ed i piaccndo e non altrimenti.

I detti capitoli trovansi pure ostensibili presso l'agente locale della nobile casa in Nibbiola, il quale è anche autorizzato a ricevere in anticipazione private offerte.

Novara, il 26 marzo 1852.

VENDITA VOLONTARIA

Di due CASCINE formanti un sol corpo, in territorio di Roccadebaldi, regione de' Corvi, di ctt. 130, are 72 (giorn. 344) circa, con fabbricati civili e rustici, finora tenuti a masserizio.

Per le notizie e trattative dirigersi in Torino, nello studio del signor notaio coll. Signoretti, via Stampatori, porta 14, piano terzo.

DA VENDERE A MORE

CASCINA in Mombello, di ctt. 11, are 43, cent. 42 (giorn. 30) circa, composta di vigna, campi e prati, in buonissimo stato, con grandiosa casa nel centro, in amena posizione, strada carrozzabile, e colla comodità dell'*Omnibus* di Castelnuovo d'Asti, tutti i giorni.

Indirizzarsi al sig. Tabasso, proprietario del Caffè dell'Industria Nazionale, via Alfieri, già S. Carlo.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Dora grossa, n. 2.

DA VENDERE O PERMUTARE

unitamente o separatamente

Due FILATOI, in Racconigi, di 10 e 7 lavoranti, con tutte le facilità e cautele desiderabili.

Dirigersi all'ufizio del causidico coll. Rodella, in Torino, via S. Francesco, rimpetto alla chiesa di S. Rocco.

DA AFFITTARE AL PRESENTE IN GIAVENO
SPEZIERIA CON FONDICHERIA

Recapito: in Torino dal sig. Miaglia, via Mercanti, 32; in Giaveno dallo Speziale Degiovannini.

SUCCESSIONE

Si avrebbe una comunicazione importante da fare ai parenti ed agli eredi di Alessandro Antonio Miroglio, nato a Torino o nei dintorni dal 1776 al 1780. L'indirizzo per le informazioni si farà franco di porto al sig. G. Pechet, Villereuse, n. 265, Ginevra (Svizzera), od al sig. Giacomo Bardel, al collegio delle provincie.

PASTIGLIE ANTI-CATARRALI

Per facilitare l'espettorazione e guarire in breve tempo tutte le **Tossi** *catarrali, saline, convulsive* e *reumatiche* le più ostinate. Unici depositi in Torino, nella Farmacia Bonzani, Dora Grossa, n. 19: in Aosta, nella farmacia Ferretti: in Genova nella farmacia De-negri: in Nizza nella farmacia Dalmas.

A L. 1, 50 la scatola.

GUANO VERO DEL PERU'

di prima qualità, che da analisi chimica fatta eseguire risulta contenere più di 80 p. 0/0 di materie fertilizzanti.

Sementi Patate di Nuova-York, Maggiengo, Pellagra, Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.

ISOPATINA D'AMERICA

per la vaccinazione dei pomi di terra

onde preservarli dalla malattia a cui vanno soggetti.

Ogni *flacon* ha la sua istruzione.

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

NOTA

Con scrittura 23 marzo cadente, consegnata presso la segreteria del Magistrato del Consolato di Torino, stipulata tra li signori Pietro Testore, Gioanni Gruner e Francesco Stura, si dichiarò, cessata colla sua scadenza precisa, la società in generi coloniali fra essi stipulata colla scrittura 16 aprile 1847.

Torino, il 29 marzo 1852.

F. Verani.

NOTA

Si notifica che con atto passato alla segreteria del Regio tribunale di prima cognizione di Torino, in data del 10 febbraio ultimo, autentico Mussino, sostituto segretario, la signora Lucia Brizio, vedova Cellerino Francesco, albergatrice alla Madonna del Pilone, sotto l'insegna del Pesce, rinunciò l'eredità del detto suo marito dacceduto in detto luogo, *ab intestato*, il 24 gennaio ultimo scorso.

Torino, il 28 marzo 1852.

Lucia Brizio vedova Cellerino.

NOTA

Con atto 10 spirante marzo, passato nanti la segreteria di questo tribunale di prima cognizione, l'avvocato Paolo Chiesa, nella qualità di padre, e legittimo amministratore della sua prole, accettò l'eredità col beneficio dell'inventario della defunta Giacinta Gastaldi di lui consorte.

De Pauli sost. Rodella.

NOTA

Giovanni e Domenico, fratelli Grappiolo fu Pietro, nati e domiciliati a Nizza Monferrato, con atto del 13 di novembre 1851, passato avanti il tribunale di prima cognizione di Acqui, accettavano, col beneficio dell'inventario, l'eredità della fu loro madre Maddalena Vasario vedova Grappiolo.

NOTA

Si notifica a chi di ragione essere deceduta in questa città, il 9 novembre 1851, la signora Carolina Olivassi vedova del negoziante cappellaro Luigi Arnaud, previo il di lei testamento pubblico del 26 settembre precedente, ricevuto dal notaio sottoscritto, con cui dividendo la di lei credità in altrettanti legati, fra i quali lasciava a favore di tutte le di lei cugine, e del detto di lei marito lire cento caduna da pagarsi fra un anno successivo al di lei decesso, senza interessi, nominando a di lei esecutore testamentario il sig. Vincenzo Evesque, il quale si uniformava al disposto dalla R. legge prestando la debita sottomissione e faceva quindi procedere all'inventario dell'eredità di cui si tratta per opera del notaio sottoscritto delegato dalla stessa testatrice.

L'esecutore testamentario invita perciò chiunque pretenda avere il grado di parentela suddetto colli detti giugali Arnaud, di farne fede presso il notaio sottoscritto, colla presentazione di altrettanti atti di notorietà appoggiati ai rispettivi alberi genealogici comprovanti la loro qualità, fra tutto il mese di aprile prossimo, venturo, in difetto egli diverrà alla distribuzione della somma sopravanzante per la soddisfazione di tali legati.

Torino, li 20 marzo 1852.

Notaio Ignazio Maria Castelli.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La Fiera.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Gabrielle* au bénéfice de la Société Française.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Il padre dell'esordiente.* (Replica)

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Fausto.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
10 marzo	740 32	740 54	740 34	+ 8 8	+ 15 1	+ 13 9	+ 8 0	+ 13 6	+ 13 0	N.N.O.	E.S.E.	N. E.	Quasi annuv.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
11 »	739 2	738 40	736 46	+ 7 3	+ 10 2	+ 17 6	+ 5 4	+ 9 5	+ 11 6	N. O.	N.N.E.	S.	Annuvolato.	Piccole Nubi.	Piccole Nubi.
12 »	737 32	738 54	738 26	+ 5 0	+ 5 8	+ 6 0	+ 2 5	+ 4 1	+ 4 8	N. O.	N. O.	N.N.O.	Pioggia.	Annuvolato.	Annuvolato.
13 »	735 84	736 12	735 06	+ 6 4	+ 10 7	+ 9 2	+ 5 6	+ 9 6	+ 6 3	N.	E.S.E.	N.N.O.	Ser. con vap.	Nuvoloni.	Annuvolato.
14 »	745 76	741 64	742 54	+ 5 4	+ 5 6	+ 10 9	+ 0 3	+ 3 3	+ 3 9	S.	S.S.O.	S. E.	Sereno.	Sereno.	Sereno.
15 »	740 82	740 62	740 80	+ 2 1	+ 5 3	+ 12 2	+ 1 0	+ 2 9	+ 5 0	N.N.O.	O.N.O.	S. O.	Sereno.	Ser. con vap.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 79 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

GIOVEDI' 1mo APRILE

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	38	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 31 marzo.*

Il Senato nella tornata d'oggi udiva la lettura di due relazioni, l'una riflettente il progetto di legge sullo stato degli ufficiali, l'altra quello sulle fortificazioni di Casale. In seguito il Ministro delle Finanze presentava due progetti: 1° Per la costruzione di un ponte sul Gravellone; 2° Per la sanzione della convenzione addizionale al Trattato di navigazione e commercio col Re di Svezia e Norvegia.

AMMINISTRAZIONE DEL DEBITO PUBBLICO
ne' Regii Stati di Terraferma.

Una notificazione del Direttore Generale dell'Amministrazione del Debito Pubblico del 31 Marzo 1852 annunzia essere state in detto giorno eseguite le operazioni già indicate nella precedente Notificazione del 12 detto mese, cioè:

L'abbruciamento delle cedole del Debito redimibile creato col R. Editto 24 xbre 1849 rimborsate entro le scadenze semestre;

E la semestrale estrazione a sorte delle iscrizioni di detto Debito, il cui risultamento è consegnato nel seguente stato:

Numero d'Iscrizione	RENDITA		Numero d'Iscrizione	RENDITA	
2691	500		24800	256	48
7697	80		25438	60	
7923	60		26122	25	
8550	80		31680	120	
9894	41	50	32985	150	
10938	60		33594	27	38
12016	80		34306	72	87
16416	100		34812	39	42
16767	176	07	35818	107	70
19683	219	84	36880	500	
20102	500		36880	500	
20219	500		36963	500	
20239	500		37210	25	
21260	500		37734	68	75
22153	100		38238	61	12

(*) Iscrizione compresa per sole L. 447 54 di rendita, necessaria al compimento di quella assegnata alla surriferita estrazione.

Torino, il 31 Marzo 1852.

Il Direttore generale Simondi.

R. ISPETTORATO GENERALE

Delle scuole primarie del Regno.

Si avvertono gli allievi stati rimandati ad un secondo esame nelle scuole quadrimestrali di metodo, tenutesi nello scorso anno in Torino, Genova, Cuneo, Novara, Alessandria e Nizza, che tale esame avrà luogo in Torino nei giorni 5, 6 e 7 del prossimo aprile avanti una Commissione appositamente scelta dal Consiglio generale.

Quelli perciò che intendono di assoggettarsi a questo secondo esperimento dovranno presentare la loro domanda all'ufficio del Consiglio generale prima delle ore 4 del giorno precedente a quelli sovra fissati.

Torino, il 10 marzo 1852.

L'ispettore generale Fava.

CAMERA D'AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Uno de' mediatori di commercio autorizzati ad esercitare cumulativamente le funzioni di agente di cambio e di sensale, per ragione d'età, ha presentato la sua demissione dal posto statogli conferito colle RR. Lettere Patenti del 10 gennaio 1815.

A termini della legge del 27 novembre 1847 e delle susseguite ministeriali spiegazioni, allo stato delle cose, il di lui successore debbe essere solo, e provvisoriamente investito della qualità *di agente di cambio*. Per addivenire senza ritardo alla scelta del medesimo ad essa attribuita

La Camera notifica:

Che dal primo a tutto il trenta del prossimo mese di aprile, dalle ore nove del mattino alle quattro pomeridiane nei dì non festivi, e dalle nove al mezzodì nei giorni di festa, saranno ricevute nella sua segreteria le domande degli aspiranti al posto di *agente di cambio* per cui si ha da fare al Ministero la proposizione del candidato.

Che l'aspirante il quale verrà prescelto dovrà presentare i documenti giustificativi dei requisiti voluti dagli articoli 5 e 4 del Regolamento annesso alla succitata legge, e dovrà, oltre alle condizioni stabilite dalla legge stessa, assicurare al predecessore demissionario, che ha oltrepassato i 25 anni di esercizio, il pagamento della stabilita pensione vitalizia di annue lire mille.

La presente notificazione rimarrà affissa durante tutto il tempo come sopra determinato pel concorso nella segreteria della Camera, e nella sala della Borsa; verrà pure inserita nel Giornale ufficiale.

Torino, il 29 marzo 1852.

Per la R. Camera
Avv. G. Ferrero, *segretario.*

ACCADEMIA REALE DI AGRICOLTURA.

Pubblica esposizione di fiori, di piante ornamentali, e di prodotti orticoli pel 1852.

Conseguentemente alla riserva presa nella pubblicazione, nel num. 35 di questo foglio, 10 p. p. febbraio, del programma per l'anzi detta pubblica esposizione, e che qui di nuovo si riproduce a maggiore notizia e norma di coloro che intenderanno concorrervi, si fa pure ora nota l'epoca in cui la medesima avrà luogo, ed il regolamento col quale sarà diretta.

Programma d'una esposizione di fiori, di piante ornamentali e di prodotti orticoli nella primavera 1852.

Art. 1. Saranno ammessi a quest'esposizione i fiori, le piante d'ornamento fiorite, quelle rare e di ben intesa coltivazione, ancorchè non fiorite, i frutti di anticipata maturanza, o protratta conservazione, e gli ortaggi di constatata bellezza. Gli stromenti, macchine, oggetti d'ornamento ad uso dei giardini, ed anche modelli (trattandosi di oggetti di grossa mole, come per esempio arancierie, tepidarii o serre).

Art. 2. Saranno soltanto ammessi all'esposizione i prodotti nazionali. Per le piante di provenienza estera si dovrà giustificarne l'introduzione nello Stato, almeno quattro mesi prima dell'esposizione.

Art. 3. I concorsi in numero di sedici saranno distinti come segue:

Primo concorso — Per ogni sorta di ortaggio in qualità p'ù scelta o perfezionata, e di maturanza anticipata.

Secondo concorso — Per le frutta da tavola di migliore qualità, e per quelle di più protratta conservazione, o anticipata, o d'insolita maturanza.

Terzo concorso — [illegible] in fiori, in numero non minore di venti varietà, avuto riguardo alla loro migliore conservazione e coltivazione.

Quarto concorso — Per la più bella raccolta fiorita di piante di serra, in generi e specie variate.

Quinto concorso — Per la più bella raccolta di *Rose* in fiore, in numero non minore di quaranta varietà, avuto riguardo eziandio alla loro migliore coltivazione.

Sesto concorso — Per la più bella raccolta fiorita di piante di piena terra, perenni, annuali, od erbacee.

Settimo concorso — Per la più bella raccolta di *Rododendri* ed *Azalee* indiche in fiore.

Ottavo concorso — Per la più bella raccolta in fiore di *Cheiranthus canus* ed *annuus* (Violè) e *Dianthus caryophyllus* (Garofani).

Nono concorso — Per la più bella raccolta di *Pelargonii* fioriti (Geranii), in numero non minore di venti varietà, avuto riguardo alla loro migliore coltivazione.

Decimo concorso — Per la più bella raccolta di *Coniferi*, in numero non minore di venti specie o varietà.

Undecimo concorso — Per la più bella e ricca raccolta di piante straniere nuovamente introdotte nei R. Stati, ed avuto riguardo alla loro migliore coltivazione.

Duodecimo concorso — Per la più bella pianta di serra o piena terra nuovamente introdotta nei R. Stati

Decimoterzo concorso — Per il più bel lotto di piante ornamentali di qualunque siasi genere o specie, in numero non minore di venti, avuto riguardo soltanto alla loro migliore coltivazione.

Decimoquarto concorso — Al miglior disegno di fiori, considerato sotto l'aspetto di modello iconografico.

Decimoquinto concorso — Al più bel mazzo di fiori, avuto riguardo alla qualità e bellezza dei fiori, non che al loro meglio inteso ordinamento.

Decimosesto concorso — Per la coltivazione forzata dei funghi commestibili, nella quantità circa di un ehilogramma, avuto riguardo eziandio al loro maggiore sviluppo.

Art. 4. I premi saranno in medaglie d'argento dorato, d'argento e di rame; e si faranno pure menzioni onorevoli.

L'Accademia si riserva, ove ne sia il caso, di decretare pure alcune medaglie in premio per gli stromenti, macchine od altri ornamenti ad uso dei giardini, od anche per semplici modelli, come è detto all'art. 1.

REGOLAMENTO.

1. L'esposizione si aprirà il 1° del prossimo mese di maggio, nel locale così detto del *Pallacorda*, via della Posta, accanto al teatro della Società Filodrammatica; e durerà nei successivi giorni 2, 3 e 4, nel quale ultimo giorno si procederà dall'Accademia alla distribuzione dei premii.

2. Le persone che intenderanno inviare oggetti per l'enunciata pubblica esposizione di orticoltura, ne daranno avviso per iscritto alla segreteria dell'Accademia almeno quattro giorni prima del primo maggio, indicando approssimativamente il numero e la qualità degli oggetti che intendono di esporre, onde l'Accademia sia in grado di dare in tempo utile le opportune disposizioni pel loro collocamento.

3. Gli oggetti da inviarsi saranno diretti al sopraddetto locale del *Pallacorda* l'antivigilia al più tardi dell'apertura dell'esposizione, dove vi saranno apposte persone per riceverli ed ordinarli, coll'incarico altresì alle medesime di portare su detto registro il nome e cognome dell'espositore; il numero e la qualità degli oggetti che si espongono; al qual fine, onde procedere con maggiore prontezza e facilità, gli espositori saranno compiacenti di trasmetterne ad un tempo il relativo catalogo.

4. Una commissione presa nel seno della R. Accademia di agricoltura è composta del presidente, del segretario e di sette de' suoi membri, sarà specialmente incaricata della parte dispositiva ed esecutiva dell'esposizione. Detta commissione avrà l'incarico della destinazione dei premii, aggiungendosi la cooperazione di quattro orticoltori, i quali avranno soltanto voce consultiva.

5. La distribuzione dei premii si farà dall'Accademia sulla proposizione della commissione.

6. Il primo maggio, prima dell'apertura al pubblico della esposizione, la commissione assistita dagli orticoltori consulenti di cui all'art. 4. del presente regolamento, procederà all'esame dei varii oggetti e raccolte inviate, destinandone i premii con votazione secreta, ed alla maggioranza assoluta dei voti.

7. Avrà cura, nell'avvenire il nome e cognome del premiato, e le qualità del premio.

8. I premi saranno medaglie di argento dorato, di argento e di rame, portanti dall'un lato l'effigie del re Vittorio Amedeo III, e del re Carlo Alberto, fondatore il primo dell'antica Società agraria, che il secondo illustrava elevandola al grado di Reale Accademia; dal lato opposto una Fama che proclama il nome del premiato inciso sotto alla medesima; e vi saranno pure menzioni onorevoli.

N. B. Gli oggetti destinati all'esposizione si richiedono in buono stato di conservazione, e dovranno essere consegnati, per poter concorrere, alla persona a ciò destinata dall'Accademia non più tardi dell'antivigilia dell'esposizione. Qualora la commissione credesse di poterne accettare dopo il termine prefisso, questi oggetti non potranno più concorrere.

Ogni esponente dovrà inoltre sottoporre all'accettazione della commissione gli oggetti che intende esporre.

Torino, dalle sale della Reale Accademia, il 28 marzo 1852.

Il segretario P. A. Borsarelli.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Reale Decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse,

Appendice

PROFILI BIOGRAFICI

CARLO INNOCENZO FRUGONI

(Continuazione e fine, vedi num. 76, 77, 78)

IV.

Proverbiale è pure più d'ogni altro difetto nel Frugoni la verbosità e la tumescenza di modi poco o nulla esprimenti: d'una idea sola ei forma cento idee secondarie, tutte rifrazioni della prima: ogni strofa è bene spesso nelle sue poesie una nuova voltata di prisma, che trasforma l'oggetto veduto senza mutarlo; gli è un rimescolamento di parole trapuntate di similitudini pagane ad ora ad ora felici o sciocche. Talvolta (poichè stiamo riandando i difetti) la sua musa scese sì basso, che dalle sillabe in fuori v'ha de' squarci che mai non si direbbono versi. Di questa fatta è la lettera diretta al marchese Ubertino Landi, che così incomincia:

Che fa, dov'è quel facile
Stile in che scriver soglioti,
E che pronto a rispondermi
Ubertin tosto hai tu?

Pertanto non abbiamo coraggio di maledire ad Aristarco Scannabue, per la spietata guisa onde acconciò per le feste il nostro poeta.

Il Baretti era il giornalista di que' tempi: quello che egli non sapeva, indovinava: era dotato di straordinaria veggenza. Di punta e di taglio, egli vivace e forte, assalì il Frugoni che già era vecchio: questi rispose in sulle prime con satire foggiate a sonetti, che non mancano di robustezza. Punzecchiato di nuovo, si vendicò meglio del suo avversario, stampando molti squarci di sciolti, che sono considerati come lodevoli lavori di immaginazione e di stile, e che basterebbero soli a meritare che il nome del Frugoni possa venire ricordato anche a' nostri tempi.

Uno di questi squarci è intitolato: *Il Genio dei versi sciolti*, e così ha principio:

Arcade io sono fra le sacre selve
Buon condottier di non ignobil greggia;
Fo dolce risonar se un Dio m'ispira
L'esercitata ne' diversi modi
Silvestre avena. Intorno a me sovente
Stese su l'erba le selvagge ninfe
Godon farmi corona, o se dell'Api
Canto i furti odorosi, o se costrette
Da sperta man le inoculate piante
Ad ammirar tra nuovi rami, nuove
Pendenti poma, o se, talor scendendo
In me Nume maggior, di maggior canto
Le tacenti foreste empier mi giova.

Tranne un odore troppo mitologico onde sono aspersi, i versi di tutto questo poemetto sono dettati con classica purità ed eleganza.

L'altro dei suddetti squarci è la *Colomba di Venere*, dettato per un primonato de' Sanvitali, casato illustre, al quale molte obbligazioni aveva il poeta. Il terzo è una specie di apologia della novella filosofia francese nella persona di Condillac, allora istitutore del principe di Parma.

Ma per tornare alla nostra prima classificazione de' pregi e difetti del Frugoni abbiamo detto una delle doti invidiabili della sua musa essere la varietà. Pochi poeti al certo toccarono cotanta abbondanza di soggetti l'uno all'altro opposti, e seppero esprimerli con più o meno di felicità, ma sempre con brio ed eleganza: pochi cantori ebbero il dono di tante diverse corde sulle loro lire.

Io non so, per esempio, se nel nostro secolo siasi per anco sorpassata la eroica maestà del sonetto *Annibale sull'Alpi*, il cui primo verso:

« Ferocemente la visiera bruna »

è citato a memoria, e sarà sempre citato come popolar ricordo: nè quella del sonetto di *Davide e Golia* che ha principio così notissimo:

« Tre volte intorno, sopra il capo rota »

nè quella di tanti altri sonetti, l'un dell'altro più eleganti e concisi, e balbettati fino dalla nostra prima gioventù in un con quello del Minzoni, la cui fama riposa sopra un solo sonetto.

Ebbene a questa eroica maestà egli seppe unire un brio bernesco, di cui potremmo citare parecchi saltati esempi.

Il Frugoni ebbe franchezza onesta nel giudicare sè stesso, e capì che le inezie non sono la vocazione del vero poeta.

Fu tratto tratto Petrarchista, e cantò *la soave cagion de' suoi sospiri*: non fu sempre felice nell'amore; talvolta esalò la gelosia in sonetti non indegni del cantore stesso di Laura; tal'altra si lasciò troppo trasportare, ed invece d'essere solamente geloso, divenne impreeatore; ad una bella inida scaglio dietro sonetti pieni di pittoresca rabbia e di forza:

Del nemboso Orion sotto la stella
Navighi il legno che colei sen porta, ecc.

che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufiziale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla prelletta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Prima pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sonostate rilasciate
1	Bertero Antonio fu Lorenzo contribuente, Barteu Francesco fu Michele richiedente	18	1848 9bre	9 »	Stabili	Pianezza
2	Parrocchiale di Marcorengo contribuente, Tesore D. Vincenzo Priore parroco richied.	152	1849 16mag.	24 50	id.	Chivasso
3	Debarbieri Gio. Batt. fu Tommaso	107	31 gen.	5 »	id.	Cicagna
4	Porcella Gio. fu Gio. Battista	136	20mar.	2 50	id.	id.
5	Peretti Giuseppe fu Domenico	147	20 apr.	10 »	id.	Courgnè
6	Gally Pierre Antoine	69	18 id.	60 »	id.	Oulx
7	Prigione Giuseppe fu Gerolamo	1	1848 31 8bre	20 »	id.	Castellazzo
8	Salvetti Teresa vedova del sig. medico	112	1849 26 gen.	40 »	id.	Ivrea
9	Confraternita del SS. Sacramento di Trino	18	26 9bre	» 65	Crediti ipotecarii	Trino
10	Moreno medico Natale	39	25 gen.	50 »	Stabili	Albenga
11	Allodi Paolo fu Vittorio contribuente, Paventa Gio. richied.	33	1848 11 9bre	12 50	id.	Dronero
12	Trinchieri Domenico fu Lazzaro contrib., Pansa dente	9	7 mag.	35 10	Stabili	Ivrea
13	Canioni Giorgio fu Francesco Maria contrib., Pansa Giuseppe suddetto richiedente	10	13 giu.	66 70	id.	id.
14	Boeri Maria fu Giuseppe	57	9 genn.	10 »	Stabili	Bassignana

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 30 marzo 1852.

L'Intendente Generale Arnulfo.

CITTA' DI TORINO

Avviso d'asta

Per l'appalto della costruzione di canali sotterranei, ed opere accessorie, posizione di ruotaie, marciapiedi ecc. in alcune vie di questa Città.

Questo Municipio avendo deliberato di far costruire nel corrente anno nelle vie di questa capitale infra designate, pei tratti indicati nei capitoli e calcolo, i canali sotterranei e le opere aderenti compresa la posizione delle ruotaie e dei marciapiedi, disfacimento e ricostruzione selciato ecc., non che la copertura del tratto di canale detto *Delle Fontane* che corre nel piazzale Emanuele Filiberto, l'abbassamento del canale sulla piazza della Legna in capo alla via S. Teresa ed altre opere relative, con dare il tutto ad impresa col mezzo di pubblici incanti:

Si notifica.

Che mercoledì 7 di aprile prossimo, alle ore 2 dopo mezzogiorno in questo civico palazzo, alla presenza del Consigl'o delegato, il signor Sindaco aprirà gl'incanti per l'impresa suddetta, la quale sarà deliberata all'offerente maggior ribasso da prezzi portati sul calcolo ed elenco appositamente formati dall'uffizio d'arte di questa Città per dette opere, calcolate ascendere a lire 140,615, 55, e che si obbligherà alla osservanza dei disegni e delle relative condizioni d'appalto, approvati sotto la data del 15 corrente mese dal Consiglio delegato, e quindi il 25 dal signor Intendente generale della Divisione Amministrativa.

Le vie a sistemarsi, sono quelle dell'Accademia delle scienze — dei Conciatori — parte di quella dell'Ospedale, dell'Arcivescovado — della Palma — di S. Dalmazzo — del Senato — dei Carozzai — per le sole tratte indicate nei capitoli d'appalto e calcolo.

Per norma degli accorrenti si fanno le seguenti

Avvertenze.

1. L'impresa è subordinata alla osservanza dei capitoli, calcolo, elenco e disegni alla medesima relativi, pei quali si darà visione ai richiedenti nella segreteria di questa Città (uffizio d'arte) in tutti i giorni dalle ore 10 del mattino alle 4 pomeridiane esclusi i festivi.

2. L'asta si terrà col metodo di partiti segreti, ed in conformità del regolamento annesso alle Regie lettere patenti 29 maggio 1817: e degli articoli 266, 267 e 268 della legge sull'amministrazione comunale 7 ottobre 1848.

3. Saranno solamente accettati i partiti di quegli individui che al momento dell'apertura dell'incanto a cautela della loro offerta giustificheranno di avere preventivamente depositato nella tesoreria di questa Città a mani del Tesoriere la somma di lire 10,000 in contanti in fondi pubblici al portatore, ovvero quella di lire 5,000 accompagnata da un vaglia di altre lire 5,000 esteso su carta bollata proporzionale di persona notoriamente responsabile e come tale riconosciuta dalla civica Amministrazione, non che un certificato d'idoneità e capacità in simile genere di lavori spedito da un Ingegnere od Architetto nazionale conosciuto, portante data non anteriore al 1851.

I depositi verranno restituiti tosto terminato l'incanto, ad eccezione di quello del deliberatario che rimarrà presso il Tesoriere sin dopo stipulato il contratto definitivo di sottomissione con cauzione.

4. L'impresa è accordata a misura sulla base dei prezzi del calcolo ed apposito elenco, ossiche la somma di lire 140,615, 55, calcolate ascendere le descritte opere, si avrà semplicemente come dimostrativa e non tassativa.

5. Le offerte di ribasso saranno di un tanto per cento sul montare dell'impresa, ed i partiti dovranno essere estesi su carta bollata.

6. Le spese degli incanti, e tutte le altre relative all'impresa sono a carico del deliberatario.

Torino, 27 marzo 1852.

FATTI DIVERSI. — Torino. — Lunedì 29 marzo si adunavano in numero considerevole i socii benefattori che mantengono coi loro sussidii e con le loro largizioni il R. Ricovero dei mendici della città e provincia di Torino.

Dopo un discorso d'apertura del sig. commendatore abate Vachetta presidente, in cui pagò un giusto tributo di compianto alla memoria di quattro amministratori estinti dall'ultima generale adunanza, cioè S. E. il conte Alessandro di Saluzzo, il cav. Giuseppe Verra, il cav. Gio. Ignazio Pansoya ed il cav. Francesco Melano; il direttore di segreteria s. g. avvocato collegiato prof. Giuseppe Buniva riferì sullo stato attuale della Pia Casa tanto dal lato dei mezzi di cui dispose l'amministrazione, quanto rispetto alla condizione della popolazione ivi raccolta.

Le condizioni sanitarie, quelle della moralità, della religione, furono soddisfacentissime.

Si resero poscia i conti della gestione per l'anno 1850 e per fine si addivenne alla nomina di 10 commissarii e si procedette alla surrogazione degli amministratori estinti, e del terzo di essi che a norma del Regolamento scadevano d'uffizio.

L'amministrazione rimase composta come segue, cioè:

Nuovi eletti:

Cav. ingegnere Federico Blachier — Cav. Giuseppe Avena — Conte Mathis di Cacciorna Scipione — Conte Castelli di Sessant Prospero — Giuseppe Vergnano.

Confermati:

Litta duca Antonio — Rossi cav. teologo Agostino — Buniva prof. Giuseppe — Chiavarina conte Amedeo — Dupré cav. Giuseppe — Signoretti notaio Domenico — Nicolis di Robilant cav. Carlo — Cottin cav. intendente Giacinto — Alesso avv. Carlo.

Rimasti in ufficio:

Vachetta commendatore abate Michele — Arborio di Gattinara S. E. Giuseppe Mercurino — Il Sindaco della città di Torino — Galli della Logg.a conte Ferdinando, consigliere delegato dal municipio — Signoretti cav. Bernardino, consigliere delegato dal municipio — Martorelli cav. Giacomo — Molines Francesco — Sclopis Giuseppe — Masino Giuseppe — Cossato cav. Gio. Batta — Rodetti avv. Pietro — Vaglienti cav. Vincenzo — Di San Giorgio marchese Felice Carlo — Pozzi cav. intendente generale — Berghet canonico Paolo — Bignon dott. Egidio — Vegezzi avv. Zaverio — Claretta presidente Luigi — Raymond Giuseppe — Rey Luigi — Dumontel Gilberto — Racca Gio. Guglielmo — Gallenga avv. Celso — Borbonese Carlo — Rebandengo cav. intendente Gio. — Cerruti Pietro Bonaventura — Di Baldissero conte Eugenio, amministratore onorario.

Il Frugoni s'innamorò sovente, e non sempre spiritualmente come s'addice ad un figlio di Apollo: v'ha di lui un sonetto che spiega i suoi gusti:

Amo un candido volto, un nero crine,
Amo un' angusta fronte, e due vivi occhi,
Amo un seno che non molto in fuor trabocchi,
Coperto del candor di neve alpine.

Amo pienotte labbra e coralline,
Onde placido e lieve il riso scocchi.... ecc.

Il nostro poeta bene impugnò l'arma della satira sia velata e fina, sia schietta ed aperta.

Siamo venuti citando questo e quel brano nell'intenzione di scoprire tutti i lati dell'ingegno suo, e fra il bene e il male pareggiati ci pare poter dire che il Frugoni fu un bell'ingegno, e degno tanto per le sue qualità brillanti quanto pei suoi difetti, d'aver fondato una scuola, la quale, se non venne seguita, lasciò nondimeno qualche buon ricordo nella storia letteraria. Bisognava che vasta fosse la mente di un uomo che fu sì buon poeta sacro, sì gentile anacreontico, sì pungente satirico, e che percorse tutti gli stadii poetici cominciando dall'ode e venendo fino alla *Ciaccheide*, *sonetti sessanta scritti da ser Lullo, da ser Lallo e da ser Lello, con note di ser Lollo e con una lettera di ser Lillo*. Paragonata a quella di molti de' suoi contemporanei ed antecessori, la sua memoria è degna di rispetto e di vita. Che è il Ghedini, che il Rolli rimpetto al Frugoni? Quanto vale la *Riseide* dello Spolverini, quanto l'*Eroe Pastore*, e *Teti e Peleo*, e la tragedia del *Giovine Ulisse* del Lazzarini a parallelo delle anche più meschine poesie del Frugoni? Messa a confronto di quella del Metastasio, la sua autorità presso noi posteri scade d'assai; ma egli è certo che si può essere stato molto inferiore a Metastasio, ed aver tuttavia dritto a qualche stima.

Se il Frugoni fu troppo cortigiano, giova osservare che ben pochi poeti di que' tempi non lo furono. — Egli non lo fu sempre, del resto, e non di rado dimostrossi schietto amico del vero. Pochi o nessuno fra i poeti suoi contemporanei avrebbe sopportato con pazienza ch'altri gli scrivesse una lettera come la seguente, ch'egli ricevette dal Du Tillot in occasione che gl'inviava un sonetto:

« Je viens de relire votre sonnet..... Je ne reconnais ni « l'auteur de etc., ni l'abbé Frugoni dans ce misérable « sonnet. Il n'y a pas une pensée neuve, rien de pi« quant et de robuste dans ces quatorze vers, ce sont « des choses communes, plates, sans cesse répétées (e « più sotto) Adieu. Je vous ai parlé franc; parceque « vous êtes un homme supérieur. — Du Tillot. » Prova è questa che egli aveva amici schietti e giudiziosi, e che n'ascoltava i pareri. Più ancora: egli aveva il coraggio di conoscere sè medesimo e di non credersi dappiù che non fosse, come ne fa fede la lettera ch'egli scrisse a monsignor Fabroni, che lo richiedeva di notizie per la vita sua: eccone un brano:

« Voi vorreste scrivere la mia vita? E che deve importare alla posterità di saper di me novella? Chi son io che si debba saper dove nacqui, come vissi e che feci sopra questa terra? Verseggiatore, e nulla più, non poeta, nome usurpato da molti, meritato da pochi. Nacqui d'onestissimo sangue, fui di dieci anni messo in collegio..... Di quindici fui involto in una tonaca regolare, senza ch'io vi fossi chiamato (e così fino alla chiusa in queste parole concepita): Delle cose che ho scritto non occorre parlarne. »

È pur triste spettacolo quello d'un uomo che bevve a tante riprese il calice dolcissimo della gloria, e che medesimamente dice: *delle cose mie non occorre parlare*! Egli stesso, il povero vecchio, assisteva alla demolizione dell'alto monumento sul quale siedette per sì lunghi anni: voleva forse non avvedersene, ma pure s'avvedeva che il suo verso cominciava ad esser meno recitato per le vie, meno declamato nelle illustri aule: e sfiduciato abbassava il capo vaticinando in se stesso la morte della sua musa, e l'avvenire d'una nuova poesia più vergine, più raggiante.

Infatti, non appena egli è morto, che d'ogni parte d'Italia insorgono quistioni del suo merito poetico. Chi per lui, e chi contro lui combatte; finalmente, come è naturale, insorge un troppo zelante fautore che, nel difenderlo con soverchia esagerazione, chiama prima del tempo sul capo del Frugoni una sentenza rovinosa. Alludiamo al fatto seguente: Il conte della Torre Rezzonico pubblica in lungo ed esteso tutte le poesie del Frugoni con Ragionamento ossia Panegirico analogo: tosto esce in campo un *Ludovico Ariosto* (P. Ireneo Affò) con una lettera nella quale, fra le molte rimeste, si imputava al Frugoni ed al suo biografo il delitto di trascinar l'Italia *al più pessimo gusto che immaginar si possa*. Il Rezzonico rispose con villanie dirette ad un ferrarese, tale supponendo l'infinito Ludovico: ma le villanie non hanno mai ragione, e la vittoria stette per l'avversario Affò. E da questa vittoria mosse il passo la riforma poetica, battendo l'ampia via che le additava il Parini; si scordò il Frugoni; anzi si insultò la sua memoria, come avviene sempre nell'urtare primo delle innovazioni de' gusti. Ora, dopo le troppe lodi e i troppi insulti vien la volta della schietta contemplazione dei fatti tali e quali si mostrano e che ci pare sia stata nostra guida se i mezzi non mancarono alla buona intenzione.

G. Torelli.

— *Strada ferrata da Torino a Novara.* Si è costituita la Società per l'esecuzione di quest'impresa, e venne nominata una commissione incaricata di discutere lo statuto proposto dal comitato centrale, concordarlo col governo e colla cooperazione dello stesso comitato, approvarlo definitivamente per essere inserto nell'atto di costituzione della Società.

La commissione è composta dei signori:

Cav. Bellono, deputato e sindaco di Torino — Commendatore Pinelli, presidente della Camera dei deputati — Cav. Peotasi, sindaco di Novara — Marchese Gustavo di Cavour, deputato — Avv. Mazza, deputato — Gregorio Sella, deputato — Rivone avv. Avesani.

Genova. Si legge nel *Corriere Mercantile* in data 30 marzo:

Iersera il Consiglio comunale teneva l'adunanza straordinaria pel Ricovero di mendicità. Il consigliere Morro leggeva un' accurata ed elegante relazione circa lo stato della pratica. Varie proposte vennero presentate intorno il modo di concorrere a tale opera lodevolissima. Si votarono 20,000 lire per prime spese. Si proposero in ultimo L. 5000 da somministrarsi annualmente durante 5 anni: ma taluno suggerì di accrescere tale somma al 8000 lire, pareggiandola allo stipendio che percepisce il generale della Guardia Nazionale.

Tale ultima proposta fu votata quasi all'unanimità, e nella forma del voto fu espresso che « il consiglio facendo plauso al concetto filantropico della commissione e l'attuazione che si sta maturando d'una istituzione richiesta dal voto generale e dalla civiltà dei tempi delibera ecc. »

Siamo pur lieti di render nota la generosa offerta di due somme cospicue fatta al Ricovero da due dovizioni e caritatevoli cittadini, dei quali nasconde il nome una rispettabile modestia.

SVIZZERA

Friburgo. Carrard trovasi tuttora detenuto a Morat, poichè il consiglio di Stato ha preteso nuove guarenzie oltre a quelle richieste dal gran consiglio. Questo ha risolto d'ovviare il consiglio di Stato a dar seguito puramente e semplicemente alla sua risoluzione del 24 gennaio.

Basilea. Il tribunale correzionale ha pronunciato sentenza contro gli autori della mascherata offensiva al presidente della repubblica francese: 7 di essi furono condannati a 4 settimane d'arresto; l'autore e lo stampatore di una poesia distribuita in tale occasione lo furono a 14 giorni d'arresto. Il processo ebbe luogo dietro richiesta del consiglio federale.

— Il duca d'Aumale, proveniente da Napoli, ha attraversato questo cantone, e visitato il castello di Reichenau, ove suo padre ha trovato un asilo. Non si conferma adunque che abbandonando Milano egli fosse partito per Venezia.

FRANCIA

Parigi, 23 *marzo*. Ecco i passi più importanti della nuova circolare del guardasigilli intorno alla legge organica della stampa:

È venuto il momento di dare all'azione del ministero pubblico una direzione uniforme e motivata, spiegando il pensiero della legge. La quistione molto complessa che si pone innanzi generalmente è quella che sta nel sapere quali sieno le disposizioni in vigore, quali le disposizioni abrogate.

L'abrogazione che risulta dalla legge del 17 febbraio non è esplicita se non riguardo a due articoli, infatti l'art. 56 di questa legge dice: « Sono abrogate le disposizioni delle leggi anteriori contrarie alla presente legge, e segnatamente gli articoli 14 e 18 della legge del 16 luglio 1850. » Trattasi adunque d'applicare questa regola di diritto che: *Le leggi nuove si riferiscono alle leggi antiche in quanto che esse non sieno loro contrarie*. Questa applicazione avrà effetto col raffronto e la comparazione delle varie disposizioni fra loro.

L'art. 14 punisce ogni contravvenzione all'art. 42 della costituzione. Quest'ultimo articolo [illegible] assicurava il ragguaglio delle sedute del corpo legislativo.

Da questi due articoli combinati risulta che il processo verbale ufficiale delle sedute non potrebbe essere impunemente cambiato, alterato o mutilato. Alcuno domanderà se all'infuori di detto processo verbale sarà lecito d'inserire in un'altra parte del giornale, o sia la relazione o il giudizio più o meno ostile, più o meno grave del complesso delle sedute o di qualche incidente particolare.

La discussione leale degli atti del potere, l'esame coscienzioso delle materie sottoposte alla elaborazione pubblica del corpo legislativo saranno sempre accetti al governo che deve volere e che vuole realmente essere illuminato. Ma nè le passioni politiche, nè l'odio o l'affettazione verso le persone che partecipano all'azione del potere e alla compilazione delle leggi, non possono prodursi sotto un pretesto più o meno specioso. La libertà della discussione e dell'apprezzamento ha per limiti l'esattezza e la lealtà verso le persone e le cose. Se potesse mai essere altramente, l'art. 42 della costituzione sarebbe una disposizione illusoria. La vostra prudenza vi farà riconoscere le circostanze nelle quali un interesse legittimo dovrà chiamare l'intervento della giustizia.

Non terete del resto che le disposizioni qui sopra ricordate si applicano non solamente ai giornali, ma ad ogni altro mezzo di pubblicazione.

L'art. 32 determina i casi in cui un giornale è soppresso di pien diritto, e quelli in cui può essere sospeso o soppresso per provvedimento amministrativo o governativo.

Le leggi del 18 luglio 1828 (art. 15) e del 27 luglio 1849 (art. 15) avevano già autorizzata la sospensione de' giornali per via giudiziaria.....

Aggiungerò specialmente che a fine di uniformarvi a ciò che richiede la qualità del delitto di stampa che si complicano di ec-

menti svariatissimi, e di assicurare nel tempo istesso l'esercizio compiuto dei diritti di difesa, voi dovrete aver cura di far adottare per regola delle requisitorie e delle citazioni la formola dell'articolazione e della qualificazione che sarà naturalmente riprodotta nei giudizi e nelle sentenze. Così abitudini antiche ed utili sussisteranno, ma il ristabilimento del Codice di procedura criminale, non rendendole da oggi innanzi assolutamente obbligatorie, avrà almeno per effetto il far isparire la pena di nullità, troppo severamente pronunciata dalla legge del 29 maggio.

Nell'interesse d'una pronta repressione, preferirete generalmente la citazione diretta alla via dell'istruzione; il sequestro istesso d'un giornale o d'uno scritto qualunque, in flagranti, non dovrà dar luogo ad altre formalità che a quelle degli art. 36 e seguenti del codice di procedura criminale.

— Leggesi nella *Patrie*: Si annunziò a torto che il sig. Bérard, direttore generale della polizia in Lione, aveva data la sua demissione. Il sig. Bérard trovasi presentemente in Parigi, ove lo chiamarono unicamente affari di servizio.

— Una domanda di concessione della linea dei battelli a vapore transatlantici fra l'Havre e Nuova York è stata indirizzata al ministro delle finanze dai signori C. Levavasseur, deputato, e Corbière, direttore della compagnia dei piroscafi del Finistère, rappresentanti una società anonima nella quale figurano le notabilità del commercio dell'Havre. Le Messaggerie nazionali presentarono esse pure una domanda di concessione della stessa linea.

SPAGNA

Madrid, 23 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il generale Norzagaray, nominato capitano generale di Porto Ricco, dee recarsi a Madrid per ricevere dal governo le opportune istruzioni innanzi ch'egli parta alla volta della predetta isola.

Un regio decreto interdice la introduzione in Ispagna di due giornali in lingua spagnuola che si pubblicano a Parigi ed a Londra; il primo di essi ha per titolo: *L'Eco de due Mondi*, e l'altro, *Il Cattolicismo puro*. Codesti giornali non saranno ammessi nè in Ispagna, nè in alcun'altra parte del territorio della monarchia, sia a motivo della disposizione generale che vieta la introduzione di opere spagnuole pubblicate all'estero, sia perchè trattandosi in essi quistioni religiose e politiche, i suddetti giornali non offrono le guarenzie richieste per cosiffatte pubblicazioni e alle quali vanno soggette le pubblicazioni di egual genere che si fanno all'interno del regno.

PORTOGALLO

Si legge nella *Patrie* del 29 marzo:

Molti rifugiati vanesi han fatto istanza al governo di D. Maria da Gloria per essere autorizzati a stabilirsi in Portogallo.

INGHILTERRA

Londra, 27 *marzo*. Il *Morning-Herald* annunzia che le forze navali riunite a Portsmouth offriranno ben presto un effettivo di 7,000 uomini con piroscafi della forza di 5,700 cavalli. Queste forze sole basterebbero a coprire tutta la costa d'Inghilterra da Sheerness all'isola di Wight.

— Si legge nell'*Express*:

Sentiamo che il sig. John Lanrie, antico scrittore, è stato invitato a presentarsi come candidato alla direzione della Banca d'Inghilterra, e sarà proposto alla prossima elezione.

— Si legge nel *Sun*:

Le nuove caserme di Devonport saranno fatte per contenere un battaglione di fanteria, mediante una spesa di 400,000 sterlini. Un nuovo porto sarà costruito al *quai* del cannone a Devonport.

ALEMAGNA

Austria. Fu pubblicato nel bollettino delle leggi il trattato concluso tra l'Austria ed i Paesi Bassi concernente i mutui della valigia indo-olandese per la via di Trieste. Questo trattato conchiuso il 19 dicembre anno passato, venne ratificato il 14 febbraio a. c. da ambi i governi. Le disposizioni principali di esso sono, che le lettere, i giornali ed altri stampati sotto fascia potranno esser inoltrati alle Indie e ricevute da lì in pacchi chiusi, e che un apposito agente in Alessandria avrà l'incarico di riceverli. Essendochè attualmente la comunicazione colle Indie viene mantenuta due volte al mese mediante i piroscafi del Lloyd, è evidente quanto bene il suddetto trattato corrisponder debba allo scopo nell'interesse del commercio mondiale, mentre d'altra canto la posizione di Trieste va acquistando sempre maggior importanza.

Annover, 25 *marzo*. Parecchi fogli tedeschi, e fra gli altri la *Gazzetta dell'Alemagna settentrionale*, la *Gazzetta delle Poste*, quella d'*Augusta*, pretendono che le conferenze di Annover per la flotta non abbiano ottenuto alcun risultamento.

TURCHIA

Scrivono da Costantinopoli in data 15 marzo:

La questione d'Egitto pare progredisca verso uno scioglimento. Sir Strafford Canning, non potendo contestare il diritto che possiede la Porta di ricusare ad Abbas bascià il diritto di vita e di morte, interpone i suoi buoni uffizii affinchè la Porta accordi questo diritto al bascià per tre anni soltanto. Per altra parte il sultano invia in Alessandria S. E. Fuad-efendi, consigliere del gravosir, in qualità di commissario straordinario, per intendersi con Abbas bascià.

Fuad-efendi, come inviato straordinario a Pietroburgo quando verteva la questione dei rifugiati, ed in più altre missioni importanti, diede saggi di grande accortezza e di uno spirito di conciliazione rimarchevole.

Mustafà bascià, nominato a presidente del consiglio, è generalmente conosciuto come abile amministratore, e sarà di grande aiuto al gabinetto.

— A proposito del riparto, e della riscossione dell'imposta proporzionale straordinaria, la cui media è di 20 0,0 per ogni suddito, vennero pubblicate apposite istruzioni relative a quella contribuzione, affinchè il riparto riesca equo, e scevro d'ogni vessazione. Il *Journal de Constantinople* pubblica quelle istruzioni facendole precedere dalle seguenti riflessioni:

« Leggendo queste istruzioni, oltre alla ragione fondamentale che vi si trova espressa con franchezza e lucidità, tutti vi scorgeranno quanta sia la sollecitudine del governo per tutte le condizioni anche più modeste; la più umana, la più pura, la meglio intesa fratellanza le inspirò in tutte le loro parti; anzichè l'ordinario linguaggio di un governo verso i governati, è quello di un padre a suoi figli, il quale volendo il loro aiuto per opere che furono e saranno ancora ad essi profittevoli, tutto si adopera affinchè nessuno contribuisca più di quello che può, ed i ricchi contribuiscano per gli indigenti.

Questa è la migliore giustizia, la giustizia distributiva, quella che, nelle scritturasi, è mossa dalle più squisite inspirazioni della dolcezza, della mansuetudine, della più conciliativa pratica ed illuminata ragione. In materia d'imposte, ordinarie o straordinarie, conviene procedere a questo modo: chi ha più, dia più; chi meno, dia meno: chi è ristretto al puro necessario, non deve alcuna cosa pagare.

Quanto meglio procederebbero le cose, ove si seguisse questa regola di equità! le leggi sulle imposte sono le più importanti, e secondo che giuste sono, od ingiuste, esse contribuiscono potentemente alla quiete od alla perturbazione degli Stati, alla loro prosperità, o alla loro miseria. Maraviglioso è il numero delle rivoluzioni provocate dall'ingiustizie di queste leggi.

Grazie a Dio, i disordini che pel passato oscurarono i destini dell'impero ottomano, non ebbero mai per cagione le questioni d'imposte. Non neghiamo però, che sovente non siansi introdotte alcune vessazioni ed ingiustizie; ma era colpa degli uomini, anzi che della legge.

Poichè siamo su questo argomento, noi diremo che l'imposta in Turchia potrebbe avere una base maggiore in parecchie sue parti; non perchè sia ingiusta, od oppressiva, ma perchè non frutta al tesoro quello che il tesoro è in diritto di attenderne senza raggravamenti di sorta alcuna.

L'assetto delle imposte è qua e là vizioso; a questo appunto pensa il governo di riparare: quando egli si sarà bene addentrato in tale questione, vedrà facilmente che un grande impero, come la Turchia, il quale non ha se non un bilancio di meno che 200 milioni di franchi, potrà averlo maggiore di 500 milioni; e tal cosa è necessaria, indispensabile all'incremento della potenza dello Stato, alla pubblica ricchezza, ed ai progressi della civiltà in Oriente. »

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 1° *aprile*.

Oggi la Camera dei Deputati non tiene seduta pubblica. Nella tornata d'ieri l'altro, occupata dalle relazioni di petizioni, fu pure votata ed approvata senza discussione la legge per la costruzione di un ponte sul Gravellone.

Francia. *Parigi*, 29 *marzo*. Oggi si è fatta la solenne apertura della sessione legislativa. Ecco intero il discorso pronunciato dal principe presidente:

Signori senatori, signori deputati,

La dittatura, che al popolo mi aveva affidato, oggi cessa; e le cose omai riprendono il loro corso regolare. Io provo una vera soddisfazione col venir qua a proclamare che è posta in vigore la costituzione, perocchè il mio costante e grave pensiero è stato non solamente di ristabilire l'ordine, ma di renderlo durevole, dotando la Francia d'istituzioni corrispondenti a' suoi bisogni.

Pochi mesi addietro, voi ben lo rammentate, quanto più io mi rinchiudeva nello stretto circolo delle mie attribuzioni, tanto più altri sforzavasi di ristringerlo ancora a fine di togliermi il movimento e l'azione. Sovente sconraggiato, lo confesso, io ebbi il pensiero d'abbandonare un potere così contrastato. Ciò che un ritenne si fu il non vedere a restar dopo di me se non una cosa sola, l'anarchia.

Dappertutto s'infervoravano passioni ardenti a distruggere, inette a fondar cosa alcuna. Non un'istituzione, non un uomo a cui attenersi; non un diritto incontrastato, un organizzazione qualunque, un sistema attuabile.

Epperciò quando, mercè il concorso di uomini coraggiosi, mercè massimamente il contegno energico dell'esercito, tutti i pericoli furono stornati in poche ore, mia prima cura fu di domandare al popolo istituzioni. Da lunga pezza la società rassomigliava ad una piramide che si fosse rovesciata e si volesse far posare sulla sua sommità; io la ricollocai sopra la sua base.

Il suffragio universale, sola sorgente del diritto in simili congiunture, fu immediatamente ristabilito; l'autorità riconquistò il suo ascendente; insomma, la Francia adottando le disposizioni principali della costituzione che io le sottoponeva, mi fu permesso di creare corpi politici la cui influenza e la cui considerazione saranno tanto maggiori quanto le loro attribuzioni saranno state saviamente regolate.

Fra le istituzioni politiche, di fatti, quelle sole possono durare le quali stabiliscono in modo equo il limite ove ciascun potere dee fermarsi.

Non havvi altro mezzo di giungere ad un'applicazione utile e benefica della libertà: gli esempi non ne sono lungi da noi.

Perchè, nel 1814, videsi con soddisfazione, a dispetto de' nostri rovesci, inaugurare il regime parlamentare? si è perchè l'Imperatore, non temiamo di confessarlo, era stato, a cagion della guerra, strascinato ad un esercizio troppo assoluto del potere.

Perchè al contrario, nel 1851, la Francia applaudì alla caduta di quello stesso regime parlamentare? Si è perchè le Camere avevano abusato dell'influenza che loro era stata data, e perchè volendo in tutto dominare esse ponevano a repentaglio il generale equilibrio.

Finalmente, perchè la Francia non si commosse per le restrizioni fatte alla libertà della stampa e alla libertà individuale? Si è perchè l'una aveva degenerato in licenza, e l'altra, anzichè essere l'esercizio regolato del diritto di ciascuno, aveva minacciato con odiosi eccessi il diritto di tutti.

L'estremo pericolo, per le democrazie principalmente, di vedere di continuo istituzioni mal definite sacrificare a vicenda il potere e la libertà, fu perfettamente apprezzato dai padri nostri, un mezzo secolo addietro, quando all'uscire dalla bufera rivoluzionaria, e dopo la vana prova d'ogni specie di regime, essi proclamarono la costituzione dell'anno VIII, che servì di modello a quella del 1852.

Senza dubbio, esse non approvano tutte quelle libertà, agli abusi delle quali noi eravamo anche abituati: ma ne conoscrano altre ben reali. Compiute appena le rivoluzioni la prima delle guarentigie per un popolo non consiste nell'uso immoderato della ringhiera e della stampa; essa è nel diritto di scegliere il governo che gli conviene. Ora, la nazion francese ha dato, forse per la prima volta, al mondo, lo spettacolo maraviglioso d'un gran popolo che vota in piena libertà la forma del suo governo.

Laonde il capo del governo che voi avete dinanzi è veramente l'espressione della volontà popolare: è dinanzi a me che vedo io? Due Camere, l'una eletta in virtù della legge più liberale che esista al mondo, l'altra nominata da me, è vero, ma indipendente anch'essa, perchè è inamovibile.

A me d'intorno voi vedete uomini d'un patriottismo e di un merito riconosciuti, pronti sempre a sostenermi coi loro consigli, a illuminarmi sui bisogni del paese.

Questa costituzione che fin da oggi sarà messa in pratica non è adunque l'opera di una vana teoria o del dispotismo: è l'opera dell'esperienza e della ragione. Voi mi aiuterete, o signori, a consolidarla, ad estenderla, a migliorarla.

Io fo conoscere al senato ed al corpo legislativo l'esposizione dello stato delle cose della repubblica. Essi vedranno che dapperttutto la fiducia è stata ristabilita, che dapperttutto il lavoro è ricominciato, e che per la prima volta dopo un gran rivolgimento politico la fortuna pubblica si accrebbe anzichè diminuire.

Da quattro mesi a questa parte è stato possibile al mio governo incoraggiare molte imprese utili, ricompensare molti servigi, soccorrere molte miserie, rialzare anche la posizione della maggior parte dei principali funzionarii, e tutto ciò senza aggravare le imposte o sconcertare le previsioni del bilancio, che noi siamo lieti di presentarvi in equilibrio.

Simili fatti e l'atteggiamento dell'Europa, che accolse con soddisfazione i cambiamenti sopravvenuti, ci danno una giusta speranza di securità per l'avvenire; perocchè se la pace è guarentita al didentro, essa è guarentita parimente al difuori. Le potenze straniere rispettano la nostra indipendenza, e noi abbiamo ogn'interesse a conservare con esse le più amichevoli relazioni.

Finchè non vi andrà di mezzo l'onore della Francia, il dovere del governo sarà di evitare attentamente ogni cagione di perturbamento in Europa, e di rivolgere gli sforzi nostri verso i miglioramenti interni, che soli possono procurare l'agiatezza alle classi laboriose, ed assicurare la prosperità del paese.

Ed ora, signori, nel momento, in cui vi associate con patriottismo a' miei lavori, io voglio esporvi francamente quale sarà la mia condotta.

Vedendomi restaurare le istituzioni, e le memorie dell'impero, si è sovente ripetuto, che io bramava restaurare l'impero medesimo. Se tale fosse la mia costante mira, questa trasformazione si sarebbe già da lungo tempo compiuta; non mi mancarono nè i mezzi nè le occasioni.

Così, nel 1848, quando sei milioni di suffragi mi elessero, malgrado la costituzione, io punto non ignorava che il semplice rifiuto di aderire alle prescrizioni della costituzione poteva conferirmi un trono; ma non mi sedusse un innalzamento che necessariamente doveva provocare gravi disordini.

Al 15 agosto 1849 mi era parimente facile il mutare la forma del governo; nol volli.

Finalmente, al 2 dicembre, se i riguardi personali avessero prevalso sui grandi interessi del paese, io avrei fin d'allora chiesto al popolo un pomposo titolo, che egli non mi avrebbe ricusato. Io mi sono contentato del titolo che aveva.

Quando adunque io attingo esempi al consolato ed all'impero, si è sovratutto perchè io vi trovo l'impronta di nazionalità e di grandezza. Risoluto, oggi, come prima, di tutto operare per la Francia, nulla per me, io non accetterei alcuna modificazione del presente ordine di cose, salvo che vi fossi indotto da una evidente necessità.

D'onde può questa nascere? unicamente dal contegno dei partiti: se questi si rassegnano, nulla verrà mutato; ma se colle loro occulte trame essi cercassero di scalzare le basi del mio governo; se, nel loro accecamento, essi negassero la legittimità del risultamento della elezione popolare; se infine, coi loro assalti, ponessero incessantemente a repentaglio l'avvenire del paese, allora, ma allora soltanto, potrebbe essere conforme alla ragione il domandare al popolo, in nome della quiete della Francia, un novello titolo, che fermasse irrevocabilmente sul mio capo il potere che egli mi ha conferito.

Ma non ci conturbino anticipatamente le difficoltà, le quali, senza dubbio, nulla hanno di verosimile. Conserviamo la repubblica; essa non minaccia alcuno, essa può rassicurare tutti: sotto il suo vessillo io voglio inaugurare di bel nuovo un'èra di oblìo e di conciliazione, ed io chiamo indistintamente tutti coloro che vogliono cooperare con me al pubblico bene.

La Provvidenza, che finora ha così manifestamente benedetti i miei sforzi, non vorrà lasciare incompiuta l'opera sua. Essa ci animerà tutti colle ispirazioni sue, e ci accorderà la prudenza; e la forza che sono necessarie per consolidare un ordine di cose, il quale assicurerà il benessere della nostra patria ed il riposo dell'Europa.

Applausi e grida di *Viva Napoleone!* accolsero varie parti di questo discorso.

Il sig. Casabianca, ministro di Stato, lesse la formola del giuramento, e fece l'appello nominale. Tutti i membri delle due assemblee presenti alla seduta (erano più di 200) prestarono il giuramento. Il generale Cavaignac e i signori Garnot e Hénon stettero in silenzio all'appello del loro nome.

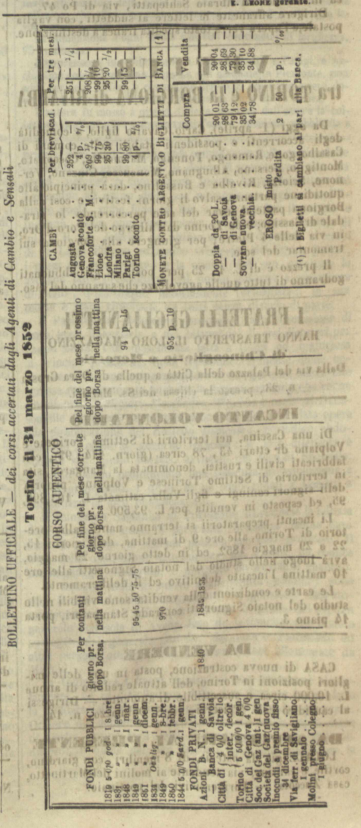
Il *Moniteur* contiene oggi venti decreti, di cui parleremo nel numero di domani.

Alemagna. *Francoforte*. La *Gazzetta di Colonia* assicura, che la risoluzione della Dieta germanica, la quale ha confermato la nomina del generale annoverese Jacobi, nella qualità di commissario federale a Brema, fu presa all'unanimità; se non che, l'inviato del Lussemburgo fece inserire nel processo verbale la clausola, che non si procedà immediatamente per le vie del rigore, e che la missione del generale sia, prima di tutto, conciliativa. Del resto, in Brema, nulla erasi immutato al 25 marzo.

— *Berlino*, 26 *marzo*, ieri mattina è seguito un duello colla pistola fra il sig. Bismark-Schönhausen, inviato di Prussia presso la Dieta germanica, ed il sig. Vinke, il quale si teneva offeso per alcune frasi pronunciate dal primo alla Camera in occasione che si discuteva il bilancio della guerra. Vennero scambiati i colpi senza che alcuno rimanesse ferito: quindi il sig. Bismark si accostò al suo avversario e ritrattò le parole offensive che aveva pronunciate.

— *Annover*. Sembra confermarsi la demissione dei ministri della giustizia e dei culti.

I giornali continuano a dire che riuscì senza alcun risultamento il congresso della flotta, il quale ebbe termine il 23 di questo mese.



CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
	10 — 11		
GREGGIE	11 — 12		
	12 — 14		
	14 — 16		
	16 — 20		
	20 — 21	75	25
	21 — 22	74	50
	22 — 23	74	75
	23 — 24	73	
	24 — 25	73	60
ORGANZINI	25 — 26	72	50
	26 — 27	72	75
	27 — 28	71	50
	28 — 30	70	60
	30 — 32	50	70
	32 — 36		
	36 — 40		
	20 — 22		
	22 — 24		
	24 — 26		
TRAME	26 — 28		
	28 — 30		
	30 — 32		
	32 — 36		
	36 — 40		

BORSA DI PARIGI *del 29 marzo.*

Il 5 0[0 aperto a 100, 60, chiude a 100, 65.
Il 5 0[0 aperto a 71, 20, chiude a 71, 50.
Il 4 1[2 0[0 resta a 101, 25.
Il 4 0[0 a 98, 20.
Il 5 0[0 piemontese (c. R.) a 95, 70.
Le azioni della Banca di Francia a 2695.

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

Non avendo avuto luogo l'Assemblea Generale degli Azionisti nel giorno di ieri (31 marzo) per difetto del numero richiesto dall'articolo 17 dello Statuto, a termini dell'art. 21 l'Assemblea Generale è nuovamente convocata pel giorno 16 corrente aprile alle ore 12 meridiane.

Li signori Azionisti, non ancora inscritti, che intendessero assistervi, sono prevenuti che si ricevono i depositi nei cinque giorni successivi alla pubblicazione del presente.

Agli abbuonati alla Gazzetta Piemontese

Si è pubblicato un

INDICE DELLE MATERIE

trattate dal Senato del Regno e dalla Camera dei Deputati nelle Sessioni Parlamentari
degli anni 1848-49-50-51
contenute nel rendiconto della Gazzetta Piemontese

Un volume in-4° — Prezzo L. 2. 50

Si vende, in Savigliano dagli editori Racca e Bressa, ed in Torino dal libraio Schiepatti, via di Po 47.

Dirigere affrancate le lettere ai suddetti, con vaglia postale, e l'opera verrà tosto spedita franca a destinazione.

VETTURA
tra TORINO e la BORGIONA di RIVALBA

Da oggi (1° aprile), Carlo Cavallo figlio, a comodità degli accorrenti e possidenti stabili nelle comuni di Casalborgone, Ramengo, Tonengo, Marmorito, Cocconato, Montiglio, Bersano, Albugnano, Moncucco, Cinzano, Vernone, Scioize, Rivalba e Bussolino, darà principio alle quotidiane partenze, salvo li giorni festivi, e così dalla Borgiona parte al levar del sole percorrendo lo stradale di Gassino; e da Torino dall'albergo del Toro d'Oro, in via delle 4 Pietre, per giungere alla Borgiona sul tramontar del sole.

Il prezzo è di L. 1, 25 per posto e gli abbuonati godranno di tutte quelle agevolezze che saranno del caso.

I FRATELLI GUGLIANETTI
HANNO TRASFERTO IL LORO MAGAZZINO
di Chincaglierie e Mercerie
Dalla via del Palazzo della Città a quella di Dora Grossa n. 23, presso la chiesa dei Ss. Martiri.

INCANTO VOLONTARIO

Di una Cascina, nei territorii di Settimo Torinese e Volpiano di ettari 43, 78 circa (giorn. 114, 92), con fabbricati civili e rustici, denominata la Mangarda, sita in territorio di Settimo Torinese e Volpiano, propria delli signori coniugi e figli Vella, estimata L. 103,895, 95, ed esposto in vendita per L. 93,500.

Li incanti preparatorii si terranno nanti l'albo pretorio di Torino, alle ore 9 di mattina, delli giorni 15, 22 e 29 maggio 1852, ed in detto giorno 29 maggio, avrà luogo nello studio del notaio Signoretti alle ore 10 mattina l'incanto definitivo ed il deliberamento.

Le carte e condizioni della vendita sono visibili nello studio del notaio Signoretti contrada Stampatori, porta 14 piano 3.

DA VENDERE

CASA di nuova costruzione, posta in una delle migliori posizioni in Torino, dell'attuale reddito di annue L. 10,000 circa e suscettibile di aumento. — Dirigesi al causidico coll. Tricerri, via S. Dalmazzo, n. 14.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

LOCALE già da osteria, di 8 membri, con giardino, cortile e cantine, via tendente ai molini del Martinetto, casa Zuccola. — Dirigersi ivi dal portinaio.

SAMEDI, 3 AVRIL, à 3 HEURES DU SOIR, dans l'amphithéâtre de Chimie, bâtiment de St-François de Paule, *Séance de Physiologie comparée, pour les Dames.* — Les Messieurs accompagnés de Dames seront admis à cette séance, où le D.r Lemercier expliquera, à l'aide des modèles du Docteur Auzoux, les principales fonctions de la vie: *Digestion, respiration, circulation*, etc.

Prix d'entrée 3 fr. Pour 2 personnes de la même famille 5 fr.

Le lendemain, dimanche 4 avril, à la même heure et au même local que ci-dessus: *Séance sur l'âge et l'organisation du pied du cheval.* — Prix d'entrée 3 fr.

AVVISO

Il sottoscritto, con sua circolare del 31 marzo ora scorso, ha annunziato, che non potendo in causa de' suoi particolari affari continuare ad amministrare quelli per conto della ditta tipografica in istralcio **V. Batelli e C.** di Firenze, ha incaricato il sig. Gaetano Maspero di Torino, e col consenso della medesima ditta, d'incassare tutti i crediti derivanti dalla suddetta amministrazione, non che della distribuzione delle ultime due opere in corso d'associazione che restano ancora a pubblicarsi dalla ditta stessa.

GRAZIANO BEER.

NOTIFICANZA

Il tribunale civile di prima instanza in Milano notifica che mediante decreto d'oggi ha prorogata a tempo indeterminato la tutela del minore signor Giuseppe Obicini, figlio del defunto Lorenzo e della vivente signora Savina Benelli, ritenendo in tutrice la madre e in contutore il sig. ingegnere Giuseppe Orighetti.

Milano, dall'I. R. Tribunale civile di prima instanza, il 13 febbraio 1852.

Il Presidente MESTRON.
Carminati, Fontana, *Consiglieri*.

A VENDRE

Le 7 mai prochain, à Rumilly, lieu dit vers l'Aumône, province du Genevois, sur les 10 heures du matin, par devant M.e Joseph Comoz, notaire, choisi par les syndics de la faillite Craponne, et en suite d'ordonnance de M. le juge commissaire à la faillite, en date du 26 mars courant, il sera procédé simultanément, en conformité des dispositions du tit. 32, liv. 3, des RR. CC., à la vente par enchères publiques de l'établissement de la filature de coton des père et fils Craponne, située audit lieu, des instruments mécaniques de tous genres, servant au roulement de la filature, de tous les meubles qui s'y trouvent, et enfin des bénéfice et droits résultant du bail du 18 juin 1837, Lambert notaire, sous les conditions insérées en la requête présentée par les syndics et approuvées par ladite ordonnance, laquelle requête est déposée en l'étude dudit notaire, où chacun pourra en prendre connaissance.

La filature dont il s'agit est alimentée par un cours d'eau abondant et perpetuel. Le bail doit durer encore 5 ans. L'adjudicataire aura les plus grandes facilités pour le renouveller à long terme.

La mise à prix résultant des expertises faites est de 6,054 livres neuves, 50 centimes.

Tous frais quelconques seront à la charge de l'adjudicataire.

Rumilly, le 29 mars 1852.

Comoz notaire.

Un Impiegato desidera occuparsi nelle ore libere da subalternità o da segretario presso qualche proprietario di casa. — Recapito dai signori Pianca e Serra librai in via Nuova.

BERNARDO DIVERIO
FABBRICANTE DI OMBRELLE

Giunse recentemente dalla Francia con un grandioso assortimento in genere di novità, a modico prezzo, cioè:

Paracqua inglesi da L. 3, 25 a L. 4, 60;
Detti di seta » » 8 » 60;
Ombrellini » » 5 » 40.

Via di Po, casa Arnaud, presso il Caffè Dilei.

TORERO GIO. BATTISTA

Tiene grande magazzino da mobili in legno rustico per uso di giardini, a modico prezzo.
Borgonuovo, via della Chiesa, casa Cavallotto, n. 8.

CAFFÈ CARIGNANO

DA RIMETTERE: Il Risorgimento, L'Opinione, La Voce nel Deserto e la Presse.
In detto Caffè si trovano i veri ZESTI.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO di 4 membri al 1.° piano, signorilmente arredato, via Dora Grossa. — Recapito al capo-mastro Martinetti, via Nuova, num. 8, piano primo.

TRASFERTA

Il magazzino da carta di Carlo Passarino, è trasferto in casa S. Secondo, angolo delle vie dei Mercanti e del Monte di Pietà.

DA RIMETTERE

NEGOZIO DA FONDACO IN CUNEO.

Dirigersi ivi al signor Giacomo Audisio, droghiere, od al sig. Silvestro, farmacista.

DA AFFITTARE *al presente od al primo aprile p.°* Num. 9 membri al 2.° p.°, via delle Figlie dei Militari, n. 43.

R. INTENDENZA DELLA PROVINCIA DI NOVI

Avviso

Si rende noto al Pubblico che, a termini dell'articolo 25 del R. Editto 30 giugno 1840, la Società Francese sotto la ditta Antonio Nicolas e Socii, di Marsiglia, ha presentato domanda a quest'Ufficio per conseguire la concessione di coltivare una miniera d'oro, situata sui territorii di Casaleggio e Mornese, regioni *Cascinotto* e *Moncaliere*, della superficie di 353 ettari e 09 are.

S'invita chiunque abbia opposizioni a fare alla predetta dimanda, di presentarle al detto Ufficio d'Intendenza nel decorso di un mese, a datare dal presente avviso, siccome è prescritto dall'art. 26 del sovradetto Regio Editto.

Novi, il 24 marzo 1852.

Per detto Regio Ufficio
GIOVANNI ALBERTO CARTI, *Segr.*

DA VENDERE

in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:
In Torino, al signor Patrin. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

FALLIMENTO

di *Brizio Giovanni, commerciante in telerie e draperie in Torino, piazza del Palazzo di Città, casa Flandinet.*

Formazione del concordato.

Si avvisano i creditori verificati e giurati, od ammessi per provvisione al passivo del fallimento di detto Brizio, di comparire personalmente, o rappresentati dai loro mandatarii, il 17 di aprile prossimo, ed alle ore 2 pomeridiane, in una sala dell'eccell.mo Magistrato del Consolato, avanti l'ill.mo signor conguidice Peyrone, giudice commissario, all'oggetto di deliberare sulla formazione del concordato a termini della legge.

Torino, il 26 marzo 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Deceduto sulle fini di questa città, regione Vanchiglia, nel giorno 12 cadente, l'Ignazio Bianco in istato nubile ed ab intestato, li di costui nipoti di fratello Luigi e Lorenzo, unici chiamati a succedergli universalmente, in persona, come minori, della loro madre e tutrice Luigia Bordesio vedova di Ignazio Bianco, con atto passato alla segretaria di cotesto tribunale di prima cognizione, sotto li 18 pure corrente, ricevuto Gilardi sost. segretario, dichiararono di non aliri menti accettare tale eredità che col benefizio d'inventario.

Torino, il 27 marzo 1852.

Thomitz caus. coll.

NOTA

Atteso l'aumento del sesto fattosi da Giuseppe Bosio sul prezzo di L. 1820, per cui fu deliberato il corpo di casa, con sito d'aia ed orto attiguo, situato sulle fini di Chieri, regione Tetti Giro, ossia Valloira, subastato ad instanza di Bartolomeo Cavaglià, delle fini di Chieri, contro Domenico Perrone, dimorante pure sulle stesse fini di Chieri, il R. tribunale di prima cognizione in questa città sedente, con decreto del 22 corrente mese, ha fissato la sua udienza del 28 prossimo aprile, ore 9 antimeridiane, per il nuovo incanto e definitivo deliberamento del medesimo stabile.

Torino, il 29 marzo 1852.

Astengo sost. Sassi caus. coll.

NOTA

Il tribunale di prima cognizione sedente in Biella fissò l'udienza del 27 aprile prossimo pel secondo incanto e deliberamento dei beni descritti nel bando 16 febbraio ultimo, la cui subastazione venne provocata dal sig. Giuseppe Pramaggiore contro Gioanni Cerruti, ambi di Dorzano, ove sono situati detti stabili, sospesa però la vendita di quelli descritti al lotto quinto e colle condizioni in essa ordinanza prescritte.

Biella, il 24 marzo 1852.

Corona proc. coll.

NOTA.

Con atto del 4 maggio 1851, ricevuto dal notaio sottoscritto, Brusa Gioachino fu Francesco, dimorante in questa città, vendette per il prezzo di L. 12,000 alla ragione di negozio corrente in Chieri Salvador e Caliman, fratelli Sacerdote, i seguenti stabili in territorio di S. Rafaele:

Nella regione Massarizio, casa, prato, orto, vigne, gerbidi e boschi, sotto i numeri di mappa 597 sino al 602 *bis* e 603 inclusivamente, di ettare 7, 39, 78.

Nella regione Neaus, bosco, col num. 184 di mappa, di are 44, 60.

Tale contratto venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di questa città il 4 febbraio prossimo passato, al vol. 54, art. 2712[3].

Torino, il 30 marzo 1852.

Notaio coll. Gasparo Cassinis.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Virginia*, tragedia.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Le mariage de Victorine*, par G. SAND.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Di chi è la colpa?*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Fausto.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 80 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

VENERDI' 2 APRILE

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 1mo aprile.*

LA DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE

fa noto:

1. Che oltre la buca sussidiaria testè attivatasi sotto i portici del Palazzo di Città, ne fu stabilita un'altra in piazza Carlina sull'angolo di casa Todros, e fra poco ne sarà pure stabilita una terza a Porta Susa in capo alla via di Dora Grossa sull'angolo di quella caserma;

Si rammenta che oltre le tre buche di cui sopra, le altre sono situate, cioè:

A porta Po sull'emiciclo (rondò) di piazza Vittorio Emanuele.
In via Borgo Nuovo alla farmacia Mosca
» Porta Nuova » Garbiglietti
» S. Teresa » Fiorio
» Doragrossa » Billarino vicino a S. Dalmazzo

Vicino alla Basilica al negozio fratelli Fino.

La levata delle lettere dalle buche continua ad aver luogo alle ore 8 e 30 mattina, 1 e 30, 2 e 30, 3 e 30 pomeridiane.

2. Che per l'anticipazione di un giorno nell'arrivo a Marsiglia dei vapori inglesi per l'India, si rende necessario che le corrispondenze a quella volta, da inchiudersi nel dispaccio di Genova per Alessandria d'Egitto, si trovino in Genova il 7 e 23 di ciascun mese onde giungano a Marsiglia in tempo utile ad essere rimesse ai suddetti vapori inglesi.

Le lettere per cui si suol profittare della coincidenza del passaggio dei vapori francesi dovranno, come attualmente, trovarsi a Genova nei giorni 4 e 20 di cadun mese.

La Direzione generale raccomanda poi la massima esattezza nell'indirizzo delle lettere, onde evitare un inconveniente, cui non può riparare, che cioè le lettere rimangano inevitate. Così in questo primo trimestre di 247 lettere pervenute a questo generale ufficio per essere aperte a termini dell'art. 7 del regolamento 30 marzo 1836, 22 poterono solamente essere spedite ai destinatarii; 152 furono respinte ai mittenti, e 73 *rimasero inevitate per non essersi potuto riconoscere nè il destinatario nè il mittente.*

Torino, il 1° aprile 1852.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE.

Avviso.

Con atto del 30 scadente mese essendo stato deliberato l'appalto delle opere di costruzione degli edifizi per la stazione di Busalla per L. 111,341. 15, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 16 marzo scadente, si previene il pubblico che i fatali per la diminuzione del sesto o mezzo sesto scadono, stante l'urgenza, col mezzodì del 6 prossimo venturo mese di aprile.

Torino, addì 30 marzo 1852.

Per detta generale Azienda
C. Bolla *vice-segretario.*

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI VERCELLI

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell' 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvertito, che alle ore dieci del mattino dei giorni di martedì (6) di venerdì (9) e di martedì (13) del mese di aprile prossimo venturo si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'Intendenza Generale, con intervento ed assistenza del signor Direttore dell'Insinuazione e Demanio, o di chi per esso, ai pubblici incanti pei successivi deliberamenti in favore degli ultimi migliori offerenti, ed all'estinzione delle candele vergini, della vendita dei beni Demaniali descritti al num. 101 dello stato annesso a detta Legge, e consistenti negl'infraccennati dodici lotti; i quali formano parte dei 37 lotti, di cui nel precedente tiletto delli 22 ottobre 1851 rimasti indeliberati:

Della Cascina Demaniale detta la Commenda di San Giacomo (posta sul territorio di Pezzana)

pervenuta al Demanio dello Stato dalla Commenda di Malta, ed ora affittata con istromenti delli 29 e 30 luglio 1850, rogati Bistolfi, per anni nove consecutivi cominciati li 11 novembre stesso anno, cioè il 1.° lotto affittato a Saviolo Domenico, da cui l'acquisitore avrà diritto d'esigere l'annuo fitto di . . . . L. 335 26
Il 16 a Ferraris Carlo . . . idem di . . . . » 164 15
Il 17 allo stesso . . . . idem di . . . . » 251 70
Il 18 a Palmaro Carlo . . . idem di . . . . » 99 67
Il 19 allo stesso . . . . idem di . . . . » 279 68
Il 26 allo stesso . . . . idem di . . . . » 205 49
Il 27 allo stesso . . . . idem di . . . . » 453 81
Il 30 allo stesso . . . . idem di . . . . » 555 76
Il 34 allo stesso . . . . idem di . . . . » 44 50
Il 35 allo stesso . . . . idem di . . . . » 485 90
Il 36 allo stesso . . . . idem di . . . . » 304 57
Il 37 allo stesso . . . . idem di . . . . » 245 65

La vendita di detti lotti formati dal sig. geometra Maioni con analoghe perizie del 12 gennaio 1851, ridotte ai prezzi qui sotto rispettivamente indicati, verrà esposta all'asta pubblica nei giorni suddetti, e nel modo seguente, cioè:

I lotti 1, 16, 17, 18, 19, 26 nel giorno di martedì (6 aprile prossimo);

I lotti 27, 30, 34, 35, 36, 37 nel giorno di venerdì (9 aprile prossimo).

Nel giorno poi di martedì (13 aprile suddetto) riuniti tutti i lotti in un solo, verranno esposti di nuovo all'asta pubblica cumulativamente e deliberati al miglior offerente all'estinzione sempre della candela vergine sulla somma complessiva composta dei prezzi risultanti dai primi deliberamenti provvisorii in quanto ai lotti deliberati, e dei prezzi delle perizie in quanto a quelli che fossero rimasti indeliberati; in mancanza di offerte maggiori di detta somma complessiva staranno fermi i seguiti deliberamenti parziali.

Designazione dei Lotti
(Posti tutti sul territorio di Pezzana)

Lotto 1. Due pezze di terreno, di cui la prima parte a bosco, parte coltivo, e parte a stagno: la seconda parte a bosco, e parte coltivo, esse sono ubicate in catastro alla sezione L, Regioni Palestrina e Giarino, si compongono di ettare 4 60 08, e sono estimate a . . . L. 4835 »
» 16. Pezza coltiva, sezione E, regione Pezzolo di ettare 1 20 40, estimata a . . . . . » 2700 »
» 17. id. sezione E, regione Pezzolo di ettare 1 86 87, estimata a . . . . . » 4140 »
» 18. id. sezione F, regione Rolazze di ettare 0 48 21, estimata a . . . . . » 1620 »
» 19. id. sezione E, regione Pianche di ettare 1 93 45, estimata a . . . . . » 4500 »
» 26. id. sezione E, regione Pozzolo o Pianche di ettare 1 74 12, estimata a . . . . . » 4770 »
» 27. id. sezione A, regione Valle delle Pezze o Brusero di ettare 1 47 37, estimata a . . . » 3150 »
» 30. id. sezione A, regione all'Abbadia o Pontosco di ettare 3 58 09, estimata a . . . . » 9000 »
» 34. id. sezione A, regione in Villa o Guarda Vacino di ettare 0 10 98, estimata a . . » 720 »
» 35. id. sezione E, regione Pontasso o Pianche di ettare 2 22 91, estimata a . . . . . » 7897 50
» 36. id. sezione E, regione Pontasso o Pianche di ettare 1 35 71, estimata a . . . . . » 4950 »
» 37. Casa in Pezzana, sezione A, regione Valvicino di ettare 0 09 81, con corte ed aia, composta d'una gran camera al pian terreno e superiore magazzino, stalla con 4 fenili, pollaio, due tettoie, grottino e camerino superiore, due altre tettoie e pozzo d'acqua viva: pezza ad orto annessa, regione in Villa, sezione A, di ett. 0 7 90, il tutto estimato a . . . . » 3960 »

L'asta sarà aperta, come si disse qui sopra, a lotti riuniti.

Le offerte in aumento non potranno essere minori pel lotto 1, 16, 17, 19, 26, 27, 36 e 37 di L. 25; pel 18 e 34 L. 10, e pei 30 e 35 L. 50.

Gli aquisitori dovranno osservare gli affittamenti in corso sovraccennati, ed avranno diritto di esigere dai rispettivi affittavoli la quota di fitto corrispondente agli effetti acquistati, si e come meglio viene specificato nei relativi capitolati.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufizio precedente, ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto vendile.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istrumento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nei capitolati approvati dall'Azienda Generale di Finanze il 15 ottobre ultimo scorso, e dei quali non che della perizia d'estimo sarà a chiunque di prendere visione in quest'ufizio d'Intendenza generale.

Vercelli, il 26 febbraio 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza generale
Il Segr. Capo D. Tiscornia.

FATTI DIVERSI. — Torino. — La macchina inglese per la fabbricazione dei mattoni, privilegiata nel Piemonte, lavora ogni giorno dal mezzodì alle ore due nella casa Sella in via della Rocca n. 4, vicino al ponte di ferro.

Le prove fattesi in presenza dei membri della commissione del Commercio diedero 28 mattoni al minuto, regolarissimi e con leggero incavo per ricevere la malta e legarsi più saldamente fra loro. Questa macchina, mossa da un solo cavallo, può dare adunque in una giornata di dieci ore di lavoro non interrotto, più di 16 mila mattoni, ed è opportunissima a questo momento nel quale intraprendonsi tante e vaste costruzioni. Il direttore del lavoro darà quelle maggiori notizie e schiarimenti che si desiderassero in proposito.

Belle arti. — Abbiamo fatto cenno altra volta in questa Gazzetta de' bei lavori litografici del celebre artista Michele Fanoli; ora essendo la *Libreria Gianini e Fiore* divenuta proprietaria delle cinque grandi tavole litografiche, rappresentanti tutte le opere dell'immortale Canova; la medesima con appos to man festo invita gli amatori delle belle arti all'acquisto di questa preziosa collezione che offre per associazione al prezzo di L. 20 ogni tavola, ossia L. 100 per l'intera raccolta.

La dimensione d'ogni tavola è di 108 centimetri di larghezza, 73 di altezza.

L'impressione fu colla massima cura eseguita a Parigi, e pochissime copie essendone state fin qui mandate in Piemonte, non sono per anco diffuse e conosciute presso di noi come essere dovrebbero, a tal che presentare si possono come opera nuova.

L'autore fu mosso a questa difficile impresa dall'essere la collezione degl'intagli rappresentanti l'opere anzidette pubblicata a

Appendice

RIVISTA DEL MESE DI MARZO.

La operosità legislativa del governo francese è stata nel mese di marzo incessante e continua, come e più che nei mesi precedenti. Ogni mattina il *Moniteur* è venuto a luce ricco di decreti e di provvedimenti organici emanati dal principe presidente: la parte ufficiale di quel giornale ha riscosso nel pubblico quell'attenzione che altra volta solevan riscuotere i rendiconti delle tornate parlamentari. Fra i decreti di cui è menzione, vanno annoverati quello che regola il credito fondiario, quello che determina le basi sulle quali dovranno d'ora in poi essere fatte le promozioni nell'ordine nazionale della Legion d'Onore, quello che prescrive un tempo fisso alla cessazione delle funzioni di magistrato, quello che delibera il bilancio finanziario per l'anno corrente, quello che ristabilisce nelle antiche loro prerogative i canonici di S. Dionigi, quello che restituisce al codice il nome di *Codice Napoleone*, quello della scentralizzazione amministrativa ed altri di non minore importanza. In virtù di un altro decreto, il Consiglio superiore di pubblica istruzione è stato riordinato, ed i signori Orfila, Cousin e Thiers hanno cessato di farne parte. Ha menato gran rumore a Parigi il processo fatto all'ex-rappresentante Bocher, incaricato degli affari della famiglia d'Orléans, per imputazione di propagazione di scritture sediziose: condannato dapprima ad una semplice multa, il sig. Bocher veniva in seconda istanza condannato alla multa e ad un mese di carcere: il difensore dell'accusato fu il sig. Odilon Barrot. Il principe presidente ha fatto grazia senza condizioni al repubblicano Guinard, condannato alla prigionia dall'alta corte di Bourges. Il presidente ha pure ordinata la conversione della rendita al 5 0/0, provvedimento già parecchie volte presentato al parlamento dal sig. Thiers e da altri ministri del re Luigi Filippo, e sempre rigettato dalla Camera dei pari.

Le elezioni per i deputati al Corpo legislativo sono state fatte e tutte compiute: il loro risultamento complessivo è stato favorevole al governo: sui 261 deputati, 5 soli appartengono all'opposizione; i sigg. Carnot, Henon ed il generale Cavaignac, repubblicani, ed i sigg. Kerdrel e Bouhier de l'Ecluse, legittimisti. Il solo conte di Morny venne contemporaneamente eletto da due diversi collegi.

Il giorno 29 marzo fu solennemente inaugurata la sessione legislativa, e con essa cessata la dittatura temporaneamente assunta dal principe Luigi Buonaparte. In quella occasione furono nominati sette nuovi senatori, fra' quali si nota l'illustre arcivescovo della diocesi di Parigi, monsignor Sibour. Il presidente del senato è l'ex-re di Westfalia, principe Girolamo Buonaparte, maresciallo di Francia, e quello del Corpo legislativo il sig. Billault, ex-deputato al parlamento costituzionale, ex-rappresentante all'assemblea costituente del 1848, celebre per la sua opposizione sul diritto di visita fatta al ministro Guizot, e per la opinione favorevole al diritto al lavoro da lui propugnata nel seno dell'assemblea costituente. Il discorso inaugurale del principe presidente è stato accolto con plauso dagli ascoltatori e dalla stampa periodica, la quale novera non pochi de' suoi rappresentanti nel consesso elettivo, quali p. e. il sig. Laguéronnière, direttore del *Pays*, il dott. Véron ed il sig. Granier di Cassagnac, compilatori del *Constitutionnel*, ed il sig. Delamarre, compilatore della *Patrie*. L'ex-direttore della *Presse*, signor Emilio di Girardin, ha avuto facoltà di ripatriare in seguito alla morte della signora Sofia Gay, sua suocera. Il giorno antecedente alla inaugurazione della sessione legislativa, un decreto governativo dichiarava cessato lo stato d'assedio in tutte le provincie della Francia continentale, e questo provvedimento, accolto con favore dalla pubblica opinione, annunziava cessati i tempi eccezionali ed incominciata l'èra del regno della costituzione promulgata in conformità del plebiscito votato da 7 milioni e mezzo di francesi il dì 20 dicembre 1851. Nel mese di marzo da ultimo i dissapori insorti fra la Francia e la Svizzera sono stati amichevolmente composti.

La Francia ha perduto in questo mese il maresciallo Marmont, il pubblicista Armando Marrast ed il sig. Janvier, consigliere di Stato. Il maresciallo Marmont, duca di Ragusa, esule dopo il 1830, era l'ultimo maresciallo superstite fra i dodici assunti per la prima volta a tal dignità nel 1804 dall'imperatore Napoleone: egli ha lasciato memorie inedite, la cui pubblicazione gioverà a gettar luce sopra periodi importanti della storia militare e civile della prima metà di questo secolo. Il sig. Marrast, già compilatore del *National*, poscia uno dei componenti il governo provvisorio di febbraio 1848 e quindi presidente dell'assemblea costituente, era tornato dopo le elezioni del 1849 alla vita privata. Era stato il principale compilatore della costituzione del 1848, ed aveva avuto il dolore di sopravvivere alla sua opera: notevoli e commoventi furono le parole dettate dal Lamartine ad onore della sua memoria: « Egli, disse l'illustre poeta, ebbe fede in Dio e nel popolo: il popolo lo ingannò, Iddio non l'ingannerà: preghiamo per l'anima di lui. » Il sig. Jauvier da ultimo era stato deputato a tempi di re Luigi Filippo ed amico svisceratò del signor Guizot; i pregi del suo ingegno e la onestà del suo carattere lo avevano fatto prescegliere dal nuovo governo a consigliere di Stato, quantunque notoriamente orleanista: la sua morte è stata rimpianta da tutti senza divario di parte.

Il Parlamento Belgico è proceduto alla discussione di varie leggi finanziarie e dei bilanci dei diversi dicasteri per l'anno 1853. Una mascherata fatta a Gand ed ingiuriosa al principe presidente della repubblica francese diede occasione ad alcune spiegazioni fra i due governi, senza che venisse menomamente turbata la buona armonia che regna fra di essi. I signori Alessandro Thomas e conte di Hausonville (francesi) sono stati processati per aver data opera alla pubblicazione del *Bulletin français*, periodico ebdomadario, ostile al governo francese: il loro difensore è stato il sig. Giulio Bartels, avvocato del foro di Brusselle: i giurati hanno pronunciato una sentenza di assoluzione a pro' degl'imputati, i quali se ne sono andati a Londra a continuare la loro pubblicazione.

Il ministero Saldanha in Portogallo ha riscossa la fiducia delle cortes, le quali in parecchie occasioni hanno dato voto di adesione al sistema politico per esso praticato. Il capo della opposizione settembrista, sig. Passos, ha tenuto un linguaggio moderato, e piuttosto favorevole al governo.

In Ispagna nulla di nuovo negli ordini politici: sono stati fatti bensì alcuni cangiamenti nel personale dell'amministrazione, fra cui il più notevole è quello del capitan generale dell'isola di Avana Jose de la Concha; che è stato surrogato dal generale Canedo. La suora Patrocinio ed altre persone attinenti alla corte sono state allontanate da Madrid.

In Inghilterra i nuovi ministri si son presentati al parlamento, ed in ciascheduna delle due Camere hanno fatto la dichiarazione del sistema politico che intendon praticare. Oratore del gabinetto nella Camera ereditaria è il conte di Derby, primo lord della tesoreria (ossia capo del ministero), il quale nei suoi discorsi ha saputo mantenere la

Roma, in primo luogo mancante presentemente di alcune delle più belle; e in secondo, sia pel numero delle tavole, come pel loro prezzo proporzionate alla comodità di pochissimi. Il nome di Canova e le opere sue all'incontro sono a tutti oggetto di viva ammirazione, per cui parve al Fanoli di secondare il comune desiderio rendendone agevole l'acquisto ad ogni moderata fortuna. Chi non deve amare di far custodi le proprie stanze dei testimoni moltiplici di quell'ingegno che ha data sì invidiabile gloria alla sua nazione, e sì preziosi esempi del bello a tutta Europa?

Come poi pensasse di comprendere in sole cinque tavole tutte le stampe della collezione romana ed altre si vegga qui appresso.

Nella prima, rappresentante un bagno in un giardino, sonvi tutte le statue di carattere gentile e amoroso, e sono disposte a decorazione del sito senza che da tale unione venga loro scemato l'effetto.

Venere, Venere ch'esce dal bagno, Altra Venere, Danzatrice, Danzatrice, Danzatrice, Ninfa bacchica, Ninfa Naiade, Ninfa che dorme, Endimione, Tersicore, Psiche, Ebe, Paride, Amore e Psiche, Venere e Adone, Marte e Venere, Amore e Psiche giacenti, Le tre Grazie.

Nella seconda, rappresentante ampio sotterraneo, si raccolgono tutti i monumenti e i mausolei.

Monumenti.

A Giovanni Volpato, A Giovanni Falier, Al conte di Sousa Koltein, Al conte Trento di Vicenza, Al principe Federico d'Orange.

Mausolei.

Del sommo pont. Clemente XIII, Del sommo pont. Clemente XIV, Dell'arciduchessa Maria Cristina, Di lord Nelson, Degli ultimi Stuardi, Della figlia della principessa di Santa Crux, Del marchese Berio, L'Italia nel monumento d'Alfieri.

Nella terza, rappresentante un'arena, si comprendono tutte le statue di carattere forte o eroico.

Ercole che scaglia Lica, Perseo, Aiace, Il pugillatore Damosseno, Il pugillatore Creugante, Teseo che vince il Centauro, Ettore, Un cavallo.

Nella quarta, rappresentante un panteon, si hanno (oltre la *Pace* e la *Polimnia* che decorano il luogo) tutti i ritratti, de' quali ecco la nota:

Busti.

Laura, Saffo, Beatrice, Beatrice coronata, Testa ideale, Canova, Sartori-Canova, Giuseppe Bossi, Cicognara, Carolina Augusta.

Figure intere.

Washington, Ferdinando I re di Napoli, Mad. Letizia madre di Napoleone, Maria Luigia moglie di Napoleone, La principessa Leopoldina Esterhazy.

Nella quinta, rappresentante una cappella da altare, sono figurate tutte le opere di genere sacro.

La Deposizione di croce di N. S. modellata dal Canova, e fusa in bronzo dal Ferrari, La Religione, S. Giovanni Battista, Santa Maria Maddalena genuflessa, Santa Maria Maddalena moriente.

Se ne trova il campione esposto nella suddetta libreria Gianini e Fiore.

NECROLOGIA. — La sera del 23 dello scorso marzo una lunga fila di fanciulli, con accese candele nelle tenere mani, precedeva in Rivoli un funebre convoglio, dietro cui accalcata ed in mesto contegno veniva una gran parte della popolazione rivolese. In quel feretro, che di così spontaneo ed universale compianto era cagione, giacevano le spoglie mortali di ALFREDO PULLINI conte di S. Antonino, il quale mentre, varcato appena il sesto lustro dell'età sua, dava il giorno prima con cristiana fermezza e tranquillità di spirito l'ultimo vale al terreno soggiorno, confermava con gli estremi atti della sua vita l'egregia indole di cui aveva l'animo informato.

Siccome vivendo ognor pronto mostravasi a secondare il vivo impulso alla beneficenza che gli era naturale, e nella sua qualità di uno degli amministratori del comune di Rivoli sempre fra i primi favoriva e promuoveva ogni real miglioramento del medesimo, così morendo poneva il suggello a queste sue pregiate doti col sollevare non solo molte miserie, ma col legare lire 10,000 all'Asilo infantile del predetto comune, che, fondato or fa un'anno, avevalo a vice-presidente della sua commissione direttrice, procurando in tal modo più salde fondamenta ne' suoi primordii ad una cotanto utile instituzione.

Nato da famiglia di origine rivolese, la quale tanto per illustri cariche nell'alta magistratura e per altri pubblici rilevanti uffizii, quanto per affetto alle belle arti ed alle antichità archeologiche e numismatiche un nome onorato a lui trasmetteva, *Alfredo Pullini* sulla famiglia stessa una pura luce rifletté, quale si è quella onde raggianti risplendono le opere benefiche: e Rivoli, che in vita come un suo benemerito cittadino tenevalo, ed i suoi nobili pregi ammirava, estinto, ne lamenta amaramente la troppo immatura perdita, e ne onorerà sempre la cara ricordanza.

TOSCANA

Si legge nel *Monitore toscano* il seguente decreto:

S. A. R. il granduca,

Visto il decreto di S. M. la regina di Spagna in data del 5 gennaio ultimo passato, ed in ordine al quale i saranno equiparati nella penisola, e nelle isole adiacenti ai bastimenti spagnuoli, quanto alla esazione dei diritti di navigazione e di porto, cioè di faro, di ancoraggio, di carico e scarico, i bastimenti di tutte le nazioni che concedono ugual benefizio nel rispettivo loro territorio, ai bastimenti della nazione spagnuola;

E volendo mettere la marina granducale in grado di profittare di quelle savie e generose disposizioni;

Ha ordinato che a titolo di reciprocanza i bastimenti coperti da bandiera spagnuola siano in tutti i porti del granducato equiparati ai bastimenti toscani, quanto ai diritti di navigazione e di porto, cioè, di faro, di ancoraggio, di carico e scarico, e ciò a partire dal primo del mese di aprile prossimo, fino a che saranno nei porti della Spagna e nelle isole adiacenti reciprocati i bastimenti toscani con ugual trattamento.

STATO ROMANO

Si legge nel *Giornale di Roma*:

L'uragano che nella notte del 3 al 4 del corrente mese levossi di tratto per forza di impetuoso vento est-nord-est nel mare Adriatico fu talmente improvviso che non dette agio ai legni mercantili e da pesca di ripararsi in qualche porto, o provvedere al proprio scampo. Danni gravissimi ne furono la conseguenza tanto in perdite d'uomini e di legni marittimi, quanto in mercanzie, attrezzi ed altro. Anzi la furiosa tempesta non cessando d'imperversare nei successivi giorni 5 e 6, si suscitò anche più gagliarda nel giorno 12, e continuò fino al 16 a travagliare i miseri naviganti. Quali siano le perdite in uomini, bastimenti, mercanzie e attrezzi di navigazione, non se ne può fino ad ora avere esatta contezza; ma dalle giunte notizie si rileva essere notabilissime.

— Il conte e la contessa di Trapani giunsero in Roma nella sera dei 22, e nella mattina dei 24 partirono alla volta di Napoli.

— Nella notte precedente ai 26 cessò improvvisamente di vivere monsignor Santucci Fibbietti, canonico della patriarcale Basilica Lateranense, e chierico della R. Camera Apostolica e presidente dell'Annona e Grascia.

— Ieri morì il conte Andrea Gabrielli di Fano, cav. di seconda classe dell'Ordine Piano, consigliere di Stato.

ANCONA, 25 *marzo*. Ai 16 vi fu altra burrasca, che spinse alla spiaggia di Magnavacca 4 bragozzi pescarecci chiozzotti. Tre avevano i loro equipaggi di 3 uomini ciascuno. Il quarto della stessa compagnia era senz'alberi e pieno di acqua, e l'equipaggio era miseramente perito per rovesciamento del legno.

— Si legge nella *Gazz. di Bologna* del 29 marzo:

Dopo lunga penosa malattia, rassegnatamente sofferta, e munito di tutti i religiosi conforti, passava ier mattina da questa all'altra vita il chiarissimo nostro letterato e poeta signor conte comm. Giovanni Marchetti, membro del collegio filologico di questa pontificia università, bibliotecario comunitativo, socio d'onore della bolognese Accademia di belle arti, presidente onorario dell'Istituto d'Africa, socio di molte illustri accademie, ecc.

FRANCIA

PARIGI, 29 *marzo*. La solenne cerimonia dell'installamento del senato e del Corpo legislativo è riuscita oggi splendidissima.

La sala dei Marescialli non può contenere che 800 persone in circa; ond'è che, ad eccezione del Corpo diplomatico, delle deputazioni del clero e della magistratura, e di 100 signore collocate nelle alte gallerie che coronano il fregio della sala, non poterono esser distribuiti biglietti ad alcuno.

Una scranna in velluto rosso adorna di frange d'oro era posta sopra un palco che occupava il mezzo del lato della sala corrispondente al giardino. Addobbi in velluto rosso, ricamati in oro e sormontati da un'aquila, erano disposti molto elegantemente, al disopra della scranna presidenziale, e formavano dietro a quella scranna, nel vano di una finestra, una specie di tribuna ove si teneva la casa militare del principe.

Alla destra di quella scranna del presidente della repubblica, se n'era posta un'altra destinata al presidente del senato; e dieci scranne collocate a destra e a sinistra erano riservate ai ministri.

Il mezzo della sala era occupato da due file di banchi separati da un intervallo: la parte destra destinata al senato, e dietro ad essa gl'invitati del clero e della magistratura; la parte sinistra al Corpo legislativo solo. Finalmente, sui due lati della sala, erasi eretto un palco pel Corpo diplomatico a destra, e banchi per gli uditori del Consiglio di Stato a sinistra.

A mezz'ora pomeridiana gli uscieri introducono i grandi Corpi dello Stato, e il Corpo diplomatico nell'ordine seguente:

Il Corpo diplomatico in grande uniforme, con alla testa monsignor Garibaldi, nunzio pontificio;

Il senato, condotto da' suoi vice-presidenti; tutti i membri del senato, eccettochè tre o quattro, portano l'abito di gala;

I membri del Consiglio di Stato, tutti, senza eccezione, in abito ufficiale;

Il Corpo legislativo, di cui appena trenta membri hanno l'abito ufficiale: gli altri sono in vestito nero.

A un'ora, sentesi il battere dei tamburi e il suono delle trombe che annunziano l'arrivo del principe presidente. Un silenzio profondo si stabilisce immantinente da ogni parte. Tutti si levano in piedi, e ben tosto si vede comparire il principe, accompagnato dal presidente del senato, preceduto e seguito dai ministri e dalla sua casa militare.

Dopo aver salutato, il principe fa cenno al senato, al Corpo legislativo e a tutti gli astanti a sedersi, e, quasi immediatamente dipoi, pronuncia il discorso che noi riferimmo nell'antecedente numero della Gazzetta.

Una folla molto compatta non cessò di tenersi nei dintorni del palazzo delle Tuilerie dalle 10 antimeridiane.

La truppa di linea, picchetti di guardia municipale a cavallo in gran tenuta, e carabinieri colle pistole impugnate, guardavano tutti gli accessi.

A mezz'ora pomeridiana, il presidente della repubblica è uscito dal palazzo dell'Eliseo, ha percorso i Campi Elisi, il così detto terrazzo *du bord de l'eau*, ed è entrato per la portiera del padiglione di Flora.

Il principe era in una carrozza magnifica, i cui sportelli erano adorni di aquile dipinte; un picchetto di carabinieri lo scortavano. Dopo la cerimonia il principe tenne la via stessa.

Salve d'artiglieria rimbombarono per tutta la durata della cerimonia.

— Ecco un cenno dei più importanti decreti che si contengono nel *Moniteur* d'oggi:

La società di credito fondiario, di cui si annunziò l'organizzazione a Parigi, è autorizzata. Essa presterà, ai proprietarii di immobili situati nei sette dipartimenti della giurisdizione della corte d'appello di Parigi, somme rimborsabili dai mutuatarii per mezzo d'annualità comprendenti gl'interessi, l'ammortizzazione, come pure le spese e tasse. Il termine di queste annualità sarà di 20 anni almeno nè dovrà oltrepassare cinquant'anni.

È modificato lo stipendio dei prefetti, e la loro posizione. Essi

---

gran riputazione di uomo eloquente, della quale gode da un pezzo. Oratore del gabinetto nella Camera elettiva è il sig. Beniamino D'Israeli cancelliere dello scacchiere (ministro delle finanze). L'opposizione guidata dal conte Grey nella Camera de' lords, da lord John Russell, da lord Palmerston, da sir James Graham e dal signor Cobden nella Camera dei comuni, si è studiata di costringere il ministero a prendere impegni positivi intorno all'epoca dello scioglimento dell'attuale legislatura; ma i ministri hanno risposto che ciò sarebbe succeduto dopo la spedizione degli affari correnti senza precisare niente altro. I deputati della opposizione si radunarono al numero di 168 a Chesham-Palace in casa di lord John Russell, e deliberarono che avrebbero fatto quanto era in poter loro per affrettare il momento, in cui il paese sarà consultato e pronuncierà la sentenza definitiva sulla questione di libertà economica che è quella di maggior momento nelle attuali condizioni.

Frattanto l'antica associazione commerciale di Manchester, quella medesima che tanto si adoperò a vantaggio della libertà economica, e che si sciolse allorquando grazie a sir Roberto Peel le sue dottrine furono scritte nella legislazione inglese, si è ricostituita, ed in brevissimo volger di tempo ha raccolto ingenti somme. La nuova battaglia elettorale sarà combattuta nel nome della libertà economica. L'opposizione ha deliberato di non incagliare in veruna guisa l'azione del governo, ed una mozione sulla riforma elettorale presentata dal signor Hume è stata ad un tempo oppugnata dal sig. D'Israeli e da lord John Russell e rigettata dalla Camera con forte maggioranza.

In questo mese il governo britannico ha ricevuta la lieta notizia di vittorie riportate dalle truppe inglesi sui cafri ribelli: tutto fa presagire che l'ordine verrà quanto prima definitivamente ristabilito in quella colonia, e che le autorità inglesi rientreranno nella pienezza de' loro poteri. Contemporaneamente giungeva la notizia che nelle Indie la guerra si riaccendeva fra le truppe inglesi e quelle dell'impero birmano.

È morto nel mese di marzo monsignor Murray, arcivescovo cattolico di Dublino, prelato venerando per dottrina, per virtù, per evangelica tolleranza: cattolici e protestanti lamentano con pari dolore la sua morte. È pure mancato ai vivi nello stesso mese l'amico ed il biografo di lord Byron, l'Anacreonte irlandese, Tommaso Moore, carico di anni e di gloria: morì qual visse, lieto e sereno, confortato dalla religione, rimpianto dagl'illustri e numerosi amici, fra quali segnatamente lord Lansdowne e lord John Russell.

In questo mese son venuti a luce due nuovi volumi (9 e 10) della celebrata istoria della Grecia del signor Giorgio Grote, che trattano della famosa ritirata dei dieci mila, ed un interessante libro del signor G. H. Francis (autore della biografia politica e dei discorsi del duca di Wellington) intitolato: *Le opinioni e la politica del molto onorevole visconte Palmerston* (The opinions and policy of the right honourable viscount Palmerston). Il sig. Francis ha raccolto con molta sagacia in questo libro i principali discorsi di lord Palmerston, i quali sono la miglior dichiarazione delle sue opinioni ed i migliori chiarimenti che possano desiderarsi intorno al sistema politico da lui praticato, come ministro segretario di Stato degli affari esteri di S. M. la regina della Gran Bretagna.

In Germania il dissidio insorto fra il Parlamento virtemberghese ed il governo, a proposito della cessazione dei così detti diritti fondamentali soppressi dall'alta Dieta germanica, è appianato: le Camere hanno approvato il procedere del governo. Le Camere prussiane hanno approvato parecchi bilanci, e segnatamente quello del dicastero della guerra su cui non è stata praticata alcuna riduzione, malgrado gli sforzi fatti in senso opposto dai deputati Harkort e Vincke. La prima Camera ha approvato una proposta del senatore Kopp, la quale prescrive che i nuovi senatori saranno in parte ereditarii, in parte nominati dal re su categorie determinate. Il governo prussiano è tutto intento alla risoluzione del problema economico, ed a questo oggetto ha convocati in congresso doganale a Berlino i rappresentanti delle potenze germaniche. Un conflitto è scoppiato fra il senato della città di Brema ed i borghesi a proposito delle modificazioni da arrecarsi alla costituzione: in caso che esso non sia composto amichevolmente, l'autorità federale è deliberata ad intervenire.

Le due Camere legislative della Danimarca il *Landsthing* ed il *Wolksthing* hanno votati indirizzi al re, perchè muti il suo ministero.

Nell'America meridionale la guerra combattuta contro Rosas dal generale Urquiza, collegato con le truppe brasiliane, è terminata: Rosas sconfitto è andato a cercare asilo a bordo del *Locust*, battello a vapore della marineria militare inglese.

S. M. l'imperator d'Austria si è recato a visitare Trieste e Venezia: una fiera burrasca assalì al ritorno l'imperiale naviglio, ed il battello a vapore *la Marianna*, comandato dal capitano Wohlgemuth, andò perduto. La notizia di questo disastro è stata accolta con indicibile dolore.

A Firenze il pregevole periodico il *Costituzionale* è stato sospeso per un mese, ed il governo ha promulgato un editto intorno ai giornali non politici.

È morto il cardinale Tommaso Bernetti, già ministro di S. S. Gregorio XVI nei primordii del suo pontificato, e celebre per i negoziati diplomatici con le cinque potenze nell'anno 1831. Egli è il terzo componente del sacro collegio defunto nell'anno corrente. Il cardinale Antonelli è stato definitivamente nominato segretario di Stato; finora egli era *Prosegretario di Stato*. S. S. Pio IX ha nominato in concistoro quattro nuovi cardinali: tre italiani, monsignor Lucc.ardi di Sarzana, monsignor d'Andrea di Napoli, monsignor Morichini di Roma, ed un francese, monsignor Donnet, arcivescovo di Bordeaux. L'eminentissimo cardinal Gabriele Ferretti è stato assunto alla dignità di cardinal penitenziere in vece dell'estinto cardinal Castracane.

S. M. il re di Napoli ha ordinato che d'ora in poi Messina sarebbe porto franco. I dibattimenti del processo politico per la causa del 15 maggio sono sospesi. Nuove scosse di terremoto si son fatte sentire a Melfi, a Rionero, a Canosa ed in altre località delle Puglie e della Basilicata. Con regio decreto è stato ristabilito in Napoli l'ordine dei RR. PP. Scrivii.

La sessione legislativa per l'anno 1852 fu solennemente aperta in Torino il dì 4 marzo, quarto anniversario del giorno in cui S. M. il Re Carlo Alberto di santa memoria promulgò lo Statuto. Quel giorno fu vera festa nazionale: S. M. il Re Vittorio Emanuele fu accolto con quell'entusiasmo cordiale e sincero, che contrassegna le popolazioni oneste e riconoscenti. Le due Camere del Parlamento hanno quindi ripigliati i loro utili lavori, e votate leggi importanti. La pubblica quiete, un momento turbata a Sassari in Sardegna, è stata mediante l'energia e la fermezza del governo ristabilita. In questo mese il nostro paese lamenta la perdita di due benemeriti cittadini, quella del cav. Bernardino Drovetti, già console francese in Egitto, uomo dotto e modesto, schietto ed operoso filantropo, e quella del cav. Matteo Bonafous, agronomo laborioso e valente, il quale aveva meritato di essere ascritto nel novero de'socii corrispondenti dell'Istituto di Francia per la sezione di economia rurale.

Z. . . . .

sono divisi in tre classi: 1.a classe, 40,000 fr.; 2.a classe, 30,000 fr.; 3.a classe, 20,000 fr. Gli stipendi dei sotto prefetti e dei consiglieri di prefettura sono elevati in un modo proporzionale.

La tariffa degli zuccheri è modificata, con determinare i diritti da pagarsi, come segue: 45 fr. ogni 100 chilogrammi pel zucchero indigeno d'una qualità eguale, al più, al primo tipo attuale, e 57 fr. pel zucchero estero. Gli zuccheri di qualità superiore al primo tipo attuale sopporteranno gli stessi diritti aumentati di 3 fr. ogni 100 chilogrammi. Per quatt'anni lo zucchero coloniale pagherà 7 fr. di meno che lo zucchero indigeno.

Un decreto provvede al servizio ecclesiastico della nuova chiesa di santa Genoveffa.

I giornali consacrati alle scienze, alle arti ed all'agricoltura sono definitivamente immuni dal bollo.

Il numero dei commissarii di polizia è aumentato. Per derogazione alle leggi in vigore fino al presente ne potranno essere stabiliti nelle città al disotto di 5000 anime.

È stabilita la censura preventiva sulla stampa nell'Algeria.

In avvenire la Banca di Francia avrà la facoltà di fare anticipazioni sulle obbligazioni della città di Parigi.

— Il nome dei consiglieri di Stato sarà posto nella biblioteca del consiglio di Stato sopra tavole di marmo. Non vi s'inscriverà quello dei membri viventi. Vi sono già i nomi dei consiglieri di Stato del tempo dell'impero. Il nome del sig. Janvier sarà l'ultimo inscritto.

— Sulla proposta della commissione mista del dipartimento del Gers, il principe Luigi Napoleone ha graziato e restituito alle loro famiglie 40 individui condannati che erano già in viaggio per l'Algeria. L'ordine di porli in libertà è stato trasmesso a Cette per telegrafo.

SPAGNA

Madrid, 24 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

La *Gazzetta di Madrid* pubblica un regio decreto che regola il modo e la forma di pagamento de' crediti esistenti tuttora e i quali provengono dai trattati conchiusi con la Francia relativi alla liquidazione ed al pagamento delle obbligazioni contratte a profitto de' sudditi spagnuoli in nome del governo francese durante la guerra dell'indipendenza.

Questi crediti provengono da richiami fondati sui trattati conchiusi a Parigi nel 1814 e 1815 tra la Francia e le altre parti contraenti.

Il 25 aprile 1818 la Francia, in forza d'una convenzione in data di questo giorno, regolò i suoi debiti verso tutte le potenze mediante una somma considerevole inscritta sul Gran Libro del debito pubblico di Francia.

In questa guisa ella si è liberata da ogni obbligazione, delegando i governi esteri respettivi della liquidazione e pagamento de' crediti de' lor propri sudditi.

In seguito di apposite disposizioni, la Francia ha riconosciuto e rimesso al governo di Spagna una somma determinata in rendite 5 0,0, a termini convenuti di comune accordo. Una convenzione in data del 30 aprile 1822 ha tutto regolato e terminato a questo riguardo.

Però, i sudditi spagnuoli, precedentemente creditori della Francia, sono divenuti creditori diretti della Spagna, e le *Cortes*, in virtù d'un decreto del 26 dicembre 1822, regolarizzarono la liquidazione di questi crediti ed il lor pagamento coi fondi ricevuti dal governo spagnuolo.

La esposizione de' motivi qui analizzati aggiunge che, dal 1837 in poi, questi creditori del governo spagnuolo non essendo stati pagati a motivo di diverse circostanze, il governo spagnuolo si trova nel rigoroso obbligo di pagarli, perocchè esso governo avea ricevuti de' fondi a quest'uopo, fondi che furono momentaneamente distratti dalla loro destinazione.

A termini del regio decreto che tien dietro a questa esposizione de' motivi, i creditori legittimi, di cui s'è parlato, saranno pagati come debito pubblico e debito differito del tesoro, conformemente al disposto dalle leggi del 1° e del 3 agosto 1851, concernente il regolamento e il pagamento di questi due debiti.

INGHILTERRA

Si legge nel *Morning-Herald* del 29 ultimo marzo:

Il sig. Knox, che ha dovuto presentarsi di nuovo dinanzi agli elettori di Dungannon, in Irlanda, in seguito d'aver egli accettato una carica nella casa della Regina, è stato rieletto senza contrasto. È questa l'ultima delle elezioni che si son dovute fare in Irlanda a motivo dell'ultimo cangiamento di ministero.

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino*, 26 *marzo*. La seconda Camera si è occupata, nella seduta d'oggi, del progetto di legge che conferisce allo Stato l'acquisto della strada ferrata della Bassa Slesia.

Il sig. di Bonin dice che trattasi di contrarre un prestito; egli non approva l'acquisto della strada ferrata per parte dello Stato. Sarebbe un affare di speculazione.

Il ministro del commercio osserva che il governo, avendo dovuto pagare il *maximum* dell'interesse guarentito, 3 1/2 per 0/0, aveva usato del suo diritto di compera. Non si tratterebbe se non di trasformare la malleveria dell'interesse in una rendita. Dal 1843, il governo intende di acquistare per suo proprio conto le grandi linee di ferro. L'interesse militare, in questo sistema, va di pari passo con quello del tesoro.

Il progetto di legge è difeso dal signor Kruze, dal ministro del commercio, e dal ministro della guerra; è combattuto dal conte Cieskowski, che parlò in nome degli interessi della provincia di Posen, e dal sig. Vinke, il quale teme che il governo venga finalmente a fare acquisto di tutte le strade ferrate; il che, egli dice, costituirebbe un pericoloso monopolio.

In sostegno della legge prese anche la parola il presidente del consiglio dei ministri: egli disse, che la Prussia deve prendere sempre l'iniziativa nelle questioni di miglioramento materiale.

Quindi la discussione generale si chiude, e la Camera adotta i varii articoli con un emendamento del sig. Bodelschwingh, il quale sopprime la fusione del fondo di riserva con quello della strada ferrata.

La Camera ha pure adottato un progetto di legge, che ribassa la tariffa delle merci per l'amministrazione delle poste prussiane.

Nella prima Camera, il sig. Zander fece la proposta di aderire alla risoluzione presa dalla seconda Camera, rispetto ai feudi (V. *Gazz. Piem.*, n° 77). Questa mozione è all'ordine del giorno della seduta del 27.

— La Baviera, la Sassonia, il Wurtemberg, ed il granducato di Baden deliberano, dicesi, porre d'accordo anticipatamente sulle questioni che si agiteranno a Berlino nel congresso dello Zollverein.

Questi quattro Stati si adopreranno, affinchè si venga a qualche accomodamento fra la Prussia e l'Austria.

Annover. Si dice, che il sig. Decker assumerà il portafoglio della giustizia, in surrogazione al sig. Windhorst; il conte di Krehmannsegge prenderà, dicesi, il portafoglio delle finanze, ed il conte Wedel quello dei culti.

AMERICA

Stati Uniti. Si legge nei *Débats*; Scrivono da Nuova York in data del 10 marzo:

La marineria mercantile a vapore degli Stati Uniti è attualmente composta di 1,590 bastimenti, della capacità complessiva di 427,118 tonnellate, e 625 de' quali servono alla navigazione marittima all'estero, e 765 a quella de' laghi e fiumi dell'Unione.

Nell'anno, compreso tra il 1° luglio 1850 e il 30 giugno 1851, 115 piroscafi sono stati distrutti o messi fuori di servizio all'interno degli Stati Uniti in seguito di avenimenti disastrosi: vale a dire, 35 da burrasche, 30 dal fuoco, 18 da urti contro altri navigli e 32 da *snags*, così si chiamano in America gli urti cagionati ai navigli dall'incontro di grossi tronchi d'alberi. Questi disastri costarono la vita a 995 persone, delle quali 567 perirono nei laghi, e 028 nei fiumi.

Nel 1851 il numero de' passeggieri trasportati dai piroscafi dell'interno dell'Unione ammontò a 5 milioni 860,850.

Durante il medesimo anno furono nella sola Nuova York costrutti 50 piroscafi.

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Firenze*. Si legge nel *Monitore Toscano* del 31.

Abbiamo per dispaccio telegrafico da Livorno:

È tuttora in Civitavecchia il principe di Canino. Vi si recò di nuovo il primo segretario dell'ambasciatore di Francia, onde persuaderlo a partire, ma invano, volendo egli attendere la risposta di Parigi, che crede ricevere il 2 od il 3.

Francia. *Parigi*, 30 *marzo*. Per decreto del presidente della repubblica, in data del 27, inserito nel *Moniteur* d'oggi, un palazzo di cristallo destinato alle esposizioni nazionali, alle cerimonie pubbliche e alle feste civili e militari, sarà costruito, secondo il sistema di quello di Londra, nel gran quadrato dei Campi Elisi.

— Ecco il sommario della seduta d'oggi del Corpo legislativo sotto la presidenza del sig. Billault:

La seduta è aperta alle 2.

Costituzione dell'ufficio presidenziale: i sigg. Dalloz, duca di Taranto, Eschasseriaux e Dugas, segretarii.

Comunicazione d'una lettera collettiva firmata dai sigg. general Cavaignac, Carnot ed Hénon, nella quale si esprime il rifiuto del giuramento.

Dichiarazione che i soscrittori della lettera sono riputati demissionarii.

Demissione del sig. Renouard in seguito ad accettazione di funzioni incompatibili col mandato di deputato.

Estrazione a sorte dei sette ufficii. La seduta è sciolta alle 2 1/2.

— Ognun sa che la costituzione interdice la pubblicità assoluta dei ragguagli de' lavori del senato. Nulla perciò si conosce della sua breve seduta d'oggi.

— Il sig. Cavé, già capo della direzione delle Belle Arti al ministero dell'interno, prima di febbraio, nominato di recente capo d'una direzione consimile al ministero di Stato, è morto all'improvviso stamane alle Tuileries, dopo essere appena entrato nel suo gabinetto. Egli soccombette, dicesi, a cagione d'una ipertrofia di cuore.

Inghilterra. *Londra*, 29 *marzo*. Alla Camera dei comuni, sul principio della seduta del 29, il ministro dell'interno chiese l'autorizzazione di presentare un progetto di legge sulla milizia.

— Il *Morning-Herald* contraddice la notizia data dal *Globe*, e che annunziava che il Parlamento sarebbe stato sciolto il 27 maggio. Secondo il *Morning-Herald* l'epoca di questo avvenimento non è ancora fissata.

— Lord Palmerston dette sabato (27) un gran pranzo diplomatico nella sua residenza privata. Il conte e la contessa Walewski erano del numero degl'invitati. Dopo il pranzo, vi fu ricevimento; più di cinquecento persone (dicesi) han reso visita all'ex-ministro degli affari esteri. Si citano fra esse il duca di Wellington, il sig. D'Israeli, cancelliere dello scacchiere, Hahant, il colonnello Fremont, ecc.

— Giusta un dispaccio telegrafico di Trieste, la Compagnia delle Indie ha deciso una nuova spedizione contro i birmani. Un corpo di 6 mila uomini, sotto gli ordini del generale Godwin, s'imbarcò a Madras il 12 marzo, per muovere sopra Rangun, e ottenere soddisfazione de' richiami de' sudditi inglesi contro le autorità dell'impero birmano.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi si mantengono fermi. Consolidati a contanti e per conto 93 5/8 3/4.

Alemagna. *Berlino*. 27 *marzo*. La prima Camera, nella tornata d'oggi, ha definitivamente adottato alla seconda lettura, e senza discussione (a termini della recente disposizione del suo regolamento), il progetto d'organizzazione della futura Camera dei pari. Il progetto fu adottato alla maggioranza di 83 voti contro 51.

L'estrema destra della prima Camera continua ne' suoi sforzi per restaurare tutto quello che venne abolito nel 1848. Essa presentò una mozione pel ristabilimento della giurisdizione patrimoniale, del diritto di caccia, e di altri privilegi che la costituzione aveva soppressi.

— *Cassel*. Le notizie di Cassel accennano alla imminenza di una crisi ministeriale, per cui si ritirerebbe il sig. Hassenpflug. Si dice, che questo ministro si opponga alla risoluzione della dieta di Francoforte, colla quale la nuova costituzione assiana dovrà sottoporsi alle Camere nominate conformemente alla legge ottriata dall'elettore.

Il sig. Hassenpflug non ammetterebbe che le Camere debbano essere consultate in ordine alla nuova legge elettorale.

— *Brema*, 30 *marzo*. Il senato di Brema, d'accordo col commissario federale, ha sospeso ieri la libertà della stampa, il diritto di riunione, il giurì, ed ha sciolta la Camera. Una nuova Camera sarà eletta giusta un altro modo di elezione. Brema è tranquilla.

Turchia. *Costantinopoli*, 20 *marzo*. Le ultime notizie di Costantinopoli confermano, che la vertenza turco-egiziana sia per terminare prossimamente in modo pacifico, e che Fuad-efendi abbia avuto ordine di recarsi al Cairo: alla partenza dell'ultima posta, egli era sulle mosse di partire in compagnia di suo figlio Nazim Bey.

Il sig. Titoff, ambasciatore di Russia, si recò alla Porta, e fece le sue visite di congedo al granvisir, al presidente del Consiglio di Stato, ed al ministro degli esteri. Si recò pure al palazzo imperiale, ed ebbe udienza dal sultano. Egli partì il giorno 20, imbarcandosi sul piroscafo inglese della società peninsulare ed orientale.

È aspettato in Costantinopoli il conte ammiraglio Romain-Desfossés, il quale comanda la flotta francese del levante: egli si tratterrà in questa capitale soltanto alcuni giorni.

E. Leone gerente.

Prima lista dei sottoscrittori al MONUMENTO JENNER, *scopritore del Vaccino* (V. Gazzetta Piemontese n. 40).

S. M. il Re — S. M. la regina Maria Adelaide — S. M. la regina Maria Teresa — S. A. R. il Duca di Genova — S. A. R. la Duchessa di Genova — S. A. R. il Principe di Savoia Carignano — Cav. Massimo d'Azeglio, presidente del consiglio dei Ministri — Signora Rachele Farina — Paolo Farina, deputato — Conte Teodoro di Santa Rosa, deputato — Cav. Pietro Bosso, deputato — Carlo Riccardi, deputato — Cav. Sella Gregorio, deputato — Cav. medico Cavalli, deputato — Cav. dott. Bianchetti, deputato — Marchese Gustavo di Cavour, deputato — Sappa barone Giuseppe, consigliere di Stato, deputato — Signora Marietta Torelli — Luigi Torelli, deputato — Conte Enrico Avigdor, deputato — Borsarelli, preparatore alla scuola di chimica nell'Università di Torino — Rinaldi, medico collegiato — Domenico Gilardi — Tardy — Zerboglio, sotto segretario alla segreteria dell'Ordine Mauriziano — Bracco, impiegato id. — Notaio collegiato Albasio, patrimoniale — Guinzio, patrimoniale dell'Ordine Mauriziano — Micono avv. — Garbiglietti Antonio, dott. collegiato — Amaretti Francesco, farmacista — Bussi Felice — Carlo Montaldo, capitano della guardia nazionale — Dott. Lorenzo Gatta d'Ivrea — Rossi Gio. Batta, chirurgo della Maternità — Bonetti Andrea, farmacista — Roggero Francesco, farmacista.

COLLEGIO DEGLI ARTIGIANELLI

(*Via della Zecca, n. 2*).

Avendo l'Amministrazione dell'Opera avuto contezza che individui a lei sconosciuti si presentano nelle case esibendo azioni a favore del Collegio degli Artigianelli, crede dover suo diffidare di bel nuovo il pubblico a non voler consegnare cosa alcuna pei poveri Artigianelli, salvo ai signori promotori di ciò specialmente per ogni parrocchia incaricati, i quali, ecclesiastici tutti e muniti dalla Direzione superiore dell'Opera di particolare mandato, sono presentemente i seguenti:

Per la parrocchia del Corpus Domini.		D. Corrado Giovanni.
Id.	del Borgo Dora. . .	D. Battaglia Giuseppe.
Id.	di S. Franc. di Paola.	T. Bosio Antonio.
Id.	di S. Dalmazzo. . .	T. Murialdo Roberto.
Id.	di S. Agostino . . .	T. Chiapprone Mauro.
Id.	di Santa Maria . . .	D. Ghirardi Antonio.
Id.	della B.V. degli Angeli.	T. Chicco Lorenzo.
Id.	di S. Carlo	T. Berizzi Pietro.
Id.	della B.V. del Carmine.	D. Burzio Maurizio.
Id.	dei SS. Martiri. . .	T. Baglione Michele.
Id.	di S. Filippo. . . .	Chier. Bottero Giacinto.
Id.	di Santa Teresa. . .	T. Teobaldi Camillo.
Id.	di S. Giovanni . . .	D. Trivero Giuseppe.
Id.	di S. Tomaso	(*pro int.*) T. Teobaldi sud.
Id.	della SS. Annunziata e del Borgo Po. . .	T. Unia Pompeo.

Per detta Amministrazione,

Il Promotore-Segretario.
Avv. Arrigo Galletti.

BIBLIOGRAFIA

L'EDUCATORE DI SE STESSO

OSSIA STUDII ELEMENTARI

DI SCIENZE, LETTERE ED ARTI

Raccolti e ordinati sulle migliori opere italiane e straniere

DA ANGELO FAVA

Ispettore generale dell'istruzione primaria negli Stati Sardi.

Anche quest'opera fu tra quelle molte che rimasero sospese in causa degli ultimi sconvolgimenti politici, tanto più che il manoscritto, già tutto pronto per la stampa, andò per mala ventura smarrito. Se non che le istanze che giungevano da ogni parte d'Italia si all'autore come all'editore affinchè non lasciassero imperfetta una pubblicazione di tanta utilità ed importanza industrissero l'autore ad assumersi l'ingrata fatica di rifare il suo lavoro, e l'editore è ora ben lieto di poter annunziare ai numerosi suoi associati che in questi giorni ha pubblicata la dispensa 18ª e che le altre a compimento verranno fuori immancabilmente in ragione di una al mese ed anche più presto.

Le materie trattate sin qui sono: Parte I. Letteratura — Grammatica, Rettorica, Eloquenza, Poetica, Storia letteraria, Lingualatina. Parte II. Scienze storiche — Storia universale, Storia d'Italia, Cronologia, Mitologia, Archeologia, Scienze occulte, Invenzioni, Blasone, Geografia. Parte III. Scienze matematico-fisiche — Aritmetica, Algebra, Geometria, Fisica, Meccanica, Meteorologia, Astronomia, Chimica.

Quelle che rimangono a trattarsi sono: Parte IV. Scienze naturali — Geologia, Mineralogia, Botanica, Zoologia, Antropologia, Igiene. Parte V. Scienze filosofiche e sociali — Psicologia, Logica, Etica, Storia della filosofia, Religione, Amministrazione pubblica, Economia, Agricoltura, Commercio. Parte VI. Belle arti — Estetica, Pittura, Scoltura, Architettura, Musica.

Il prezzo è sempre di una lira italiana, pari a lire 1, 15 austr., per ogni dispensa di cinque fogli da otto facciate in carattere compatto a due colonne, con figure intercalate nel testo.

Le associazioni si ricevono in Milano presso il sottoscritto tipografo-editore, contrada di San Pietro all'Orto, num. 492; in tutte le altre città d'Italia presso i principali librai.

In Torino, presso Carlo Schiepatti.

Carlo Turati.

Sarà spedito immediatamente, *franco* per la posta l'

ANNUARIO ITALIANO

STORICO STATISTICO

(un vol. di 584 pag., e tabelle)

a chiunque invierà un mandato postale di L. 4 50 alla tip. Favale editrice.

Gli associati alla *Gazzetta Piemontese* od alla *Rivista Amministrativa*, potranno accrescere della detta somma di L. 4 50 l'ammontare del mandato d'associazione.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

MEMORANDUM
STORICO-POLITICO

DEL CONTE

CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA

Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri

del RE CARLO ALBERTO

dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847

Torino 1852, un bel volume in-8° grande di 600 pag.
Prezzo L. 10.

SAMEDI, 3 AVRIL, à 3 HEURES DU SOIR,

dans l'amphithéâtre de Chimie, bâtiment de St-François de Paule, *Séance de Physiologie comparée pour les Dames.* — Les Messieurs accompagnés de Dames seront admis à cette Séance, où le D.r Lemercier expliquera, à l'aide des modèles du Docteur Auzoux, les principales fonctions de la vie: *Digestion, respiration, circulation*, etc.

Prix d'entrée 3 fr. Pour 2 personnes de la même famille 5 fr.

Le lendemain, dimanche 4 avril, à la même heure et au même local que ci-dessus: *Séance sur l'âge et l'organisation du pied du cheval.* — Prix d'entrée 3 fr.

NOTIFICANZA

Il tribunale civile di prima instanza in Milano notifica che mediante decreto d'oggi ha prorogata a tempo indeterminato la tutela del minore signor Giuseppe Obicini, figlio del defunto Lorenzo e della vivente signora Savina Benelli, ritenendo in tutrice la madre e in contutore il sig. ingegnere Giuseppe Orighetti.

Milano, dall'I. R. Tribunale civile di prima instanza, il 13 febbraio 1852.

Il Presidente MESTRON.

Carminati, Fontana, *Consiglieri.*

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

VENDITA

Del TENIMENTO Bazzano Mandelia Superiore, in territorio di Barge, lateralmente alla strada provinciale da Saluzzo a Pinerolo, colle ragioni d'acqua per l'irrigazione dei prati, composto di due Cascine dette di Bazzanotto, di ett. 81, 70 (giorn. 245) e della Cascina detta Gorretta, di ett. 42, 18 (giorn. 111), unitamente o separatamente le une dall'altra.

Dirigersi in Torino, via B. V. degli Angeli, casa Seyssel d'Aix, num. 0 *bis.*

DA AFFITTARE

Grandioso locale per **FILATOIO**, poco distante dalla capitale, in una delle più adatte situazioni. — Far capo dal causidico Fumelli, sost. del caus. coll. Gandolfi.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Due CAMERE civilmente mobigliate, al 1° piano, con cantina, presso la Piazza del Palazzo della Città.

Recapito all'ufizio per le associazioni (Tip. Favale).

VACCINO

Le pubbliche Vaccinazioni si prosseguono in tutte le domeniche dal mezzogiorno alle ore 2 pomeridiane dal Conservatore del Vaccino, nel solito locale, via del Cannon d'Oro, n. 21, primo piano, in fondo del cortile.

AVVISO
Ai Coltivatori e Proprietarii

SEMENZA DI BACHI DA SETA PRIMA QUALITA'
FRANCESI, BERGAMASCHI E BRESCIANI,
depurata dal signor GOURDON *di Nages*

Il metodo del signor **Gourdon**, fu già esperimentato in ogni senso, e ne fu riconosciuta l'utilità dal Consiglio generale del Dipartimento del Gard. Esso consiste nel depurare la Semente in modo da ottenere una totale esplosione delle uova e l'esclusione di ogni cattivo filugello: quindi economia di foglia, ed un prodotto triplo dell'educazione ordinaria.

Una quantità limitata di questa Semente è posta a disposizione dei signori fratelli Giorelli, in Torino, via Bogino, num. 13, i quali ne ricevono le commissioni e più tardi ne faranno la distribuzione a quelli che si saranno per tempo inscritti.

Presso i prefati signori Fratelli Giorelli si trova sempre il solito deposito di Semente del Monte Brianza, Montevecchio e Bergamasco, di prima qualità.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

PRESSO IL NEGOZIO

DA COTONI, LANE, LINI E MERCERIE

DI **FEDERICO PIOVANO**

Si tiene il deposito della vera Semente Brianza, come pure di Semente Bachi educati coll'infallibile metodo Rejaa, adottando il quale si ottengono almeno 5 miriagrammi di ottimi bozzoli, per ogni oncia di Semente: tale metodo manoscritto sarà reso ostensivo a chiunque voglia farne acquisto.

Sotto i portici di Piazza d'Italia, casa della Sacra Religione, accanto al Corpo di Guardia.

Si desidera di comprare

CASA in Torino, del valore di L. 40,000 circa, o CASCINA IRRIGABILE, di egual valore, prossima a questa città, od anche distante da essa, purchè sia contigua ad una Stazione di strada ferrata.

PICCOLA VIGNA sulla collina, PICCOLO PODERE in pianura, che non si trovi a maggior lontananza di due miglia circa dalla capitale, ed il di cui prezzo non superi le L. 6,000.

Dirigersi personalmente o per lettera alla signora Margherita Muffone in Torino, via Nuova, n. 40, piano 1.°

MUTUO. Cercansi L. 42,000 a mutuo, per cui si fornisce ipoteca sopra uno stabile nell'a capitale. — Recapito dal notaio Cervini, via di Dora Grossa, num. 13, al terzo piano.

VENDITA VOLONTARIA

Di due CASCINE formanti un sol corpo, in territorio di Roccadebaldi, regione de' Corvi, di ett. 130, are 72 (giorn. 344) circa, con fabbricati civili e rustici, finora tenuti a massericio.

Per le notizie e trattative dirigersi in Torino, nello studio del signor notaio coll. Signoretti, via Stampatori, porta 14, piano terzo.

FALLIMENTO

di Dacquino Tommaso, fondachiere in Torino, via del Palazzo di Città, n. 17, casa Bignon.

Verificazione dei crediti.

Si avvisano i creditori di detto Dacquino di rimettere nello spazio di giorni 20 ai signori Torre Giovanni e Bursio Giovanni, sindaci definitivi del presente fallimento, od alla Segreteria dell'eccell.mo Magistrato del Consolato in Torino, i loro titoli di credito colla nota indicante la somma di cui si propongono creditori, e di comparire personalmente, o per mezzo di mandatario, il 19 di aprile prossimo, ed alle ore 2 pomeridiane, in una sala del prefato Magistrato, avanti l'ill.mo signor conte Cravosio, giudice commissario, all'oggetto della verificazione dei crediti a termine di legge.

Torino, il 26 marzo 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

All'udienza del R. tribunale di prima cognizione di questa capitale, del 19 prossimo aprile, ore 9 antimeridiane, sull'instanza della signora Angela Berio, vedova dell'intendente Francesco Marchisio, residente in questa città, nella di lei qualità di tutrice delle di lei figlie minori damigelle Teresa e Marietta, sorelle Marchisio, si procederà, in pregiudizio della signora Clotilde Bocca, moglie del sig. Carlo Parruzia, residente in Cuneo, al primo incanto del seguente stabile, cioè:

Corpo di casa, posto nel concentrico di questa capitale, sezione Monviso, isola di S. Carlo, via di Porta Nuova, n. 19, distinto in mappa colli numeri 26, 28, 29, 30, 42, 44, 46, e 47, del piano B, composto di 4 piani, oltre il piano terreno, sottotetti e sotterranei.

L'incanto verrà aperto in un sol lotto, sul prezzo di L. 30,000 offerto dalla sig. vedova Marchisio instante, ed ai patti e condizioni di cui nell'apposito bando 20 corrente mese.

Torino, il 29 marzo 1852.

A. Astesano sost. Dogliotti.

NOTA

Nella causa vertente avanti il Magistrato d'Appello di questa città tra l'Azienda Generale delle Finanze dello Stato, il dottore in chirurgia Giovanni Zublena, la comunità di Cavallermaggiore, e li diversi particolari di detta comunità pretendenti aver diritto alle acque scorrenti nel territorio di Cavallermaggiore, emanò, alla data del 6 febbraio prossimo passato, sentenza colla quale si dichiarò tra le finanze dello Stato, la comunità di Cavallermaggiore, ed il dottor Zublena doversi assolvere, come assolvette le dette finanze e comunità, dalle dimande dello stesso Zublena, di cui nelle due sue prime conclusioni in atti prese, e tenuto quest'ultimo all'ultimazione delle opere al medesimo appaltate e delle quali si tratta entro quel termine, che verrà ulteriormente fra le parti e d'ufficio stabilito; e tra le dette finanze, comunità di Cavallermaggiore e suoi particolari, reietto il capo di notorio dedotto per parte di questi ultimi nella loro comparizione del 23 novembre 1849, ed ogni altra eccezione dei medesimi, e della comunità di Cavallermaggiore, non avere spettato, nè spettare alla comunità medesima e suoi particolari maggiori diritti sulle acque discorrenti in quel territorio, e delle quali si tratta, oltre quelli riservati nelle ordinanze comunali 24 gennaio e 4 aprile 1827, tenuta la stessa comunità al rimborso verso le finanze dello Stato della quota spese, onorarii ed esposti, dalle medesime anticipate, siccome verranno queste accordate e liquidate, e lecito alla detta comunità di ripartire a carico degli utenti ogni spesa già dovuta pella medesima pagarsi, ed ogni altra occorrente per l'eseguimento ed ultimazione delle opere come sovra prescritte, in eseguimento delle summentovate ordinanze comunali 24 gennaio e 4 aprile 1827.

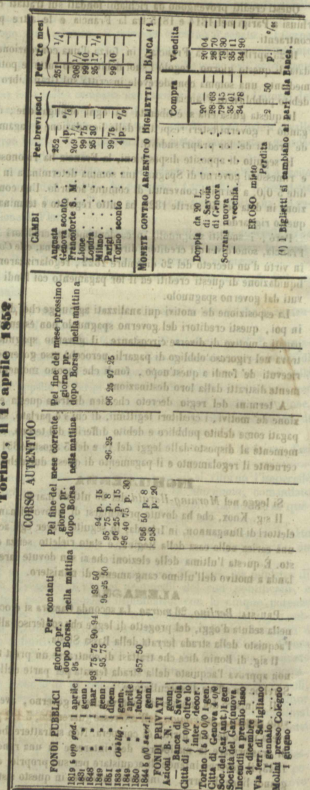
Torino, il 31 marzo 1852.

Piacenza sost. patrimoniale caus.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.



Borsa di Parigi *del 30 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 100, 50, chiude a 100, 35.
Il 3 0/0 aperto a 71, 45, chiude a 71, 20.
Il 4 1/2 0/0 resta a 101, 25.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 95.
Le azioni della Banca di Francia a 2690.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *L'usuraio e la fanciulla* — Domani serata a benefizio del signor Tessero Pasquale — *Natalina.*

D'ANGENNES Ballabile.

Domain samedi, au bénéfice de M. Saint-Victor, *Monte-Cristo* 2.me Partie.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *La croce d'oro.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Fausto.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 81 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

SABATO 3 APRILE

Torino alla Stamperia di G. FAVALE e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere antilipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	36	14

Inserzioni volontarie, 10 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 2 aprile.*

Nella tornata d'oggi si approvò dal Senato senza discussione l'articolo unico del progetto di legge per una leva di 400 marinai. S'intraprese in seguito la discussione sul progetto di legge per una spesa straordinaria per le fortificazioni di Casale; vi presero parte i senatori Franzini, Montezemolo, Galli, Bava, Della Torre, Demarchetti, il Ministro della Guerra, il Presidente del consiglio dei Ministri, ed in ultimo i senatori Sauli e Chiodo.

CAMERA D'AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Pel decesso recentemente avvenuto di uno degli Agenti di cambio e Sensali dell'. Borsa di questa città, nel provvisorio stato in cui si è tuttora di applicazione della legge del 27 novembre 1847, secondo le prescrizioni della medesima e le susseguite ministeriali spiegazioni, si debbe senza ritardo addivenire nelle forme prescritte alla proposta per la nomina di un Mediatore di commercio che eserciti, non più cumulativamente le funzioni di Agente di cambio e di Sensale, ma solo e semplicemente quelle di Agente di cambio.

Quindi premurosa di compiere all'ufficio ad essa spettante,

La Camera notifica:

Che le domande degli aspiranti al posto di Agente di cambio per cui si ha da fare al Ministero la proposizione del candidato, saranno ricevute nella segreteria di essa Camera dal giorno di domani 24 del corrente sino a tutto il 22 di aprile prossimo perentoriamente dalle ore 9 del mattino alle 4 pomerid. nei giorni non festivi, e dalle 9 ai mezzodì ne'giorni di festa.

Che l'aspirante su cui cadrà la scelta della Camera dovrà presentare i documenti giustificativi dei requisiti prescritti dagli articoli 3 e 4 del regolamento annesso alla Legge suddetta, dei quali documenti si debbe poi accompagnare la risultante proposta.

La presente notificazione rimarrà affissa per tutto il termine come avanti stabilito pel concorso nella segreteria della Camera, nella sala della Borsa, e sarà inserita nel Giornale ufficiale.

Torino, il 25 marzo 1852.

Per la R. Camera
Avv. G. FERRERO *segretario.*

R. INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell'8 febbraio 1851.

Si fa noto al pubblico, che con atto di ieri è stata deliberata in quest'ufficio l'intera Cascina Demaniale detta la Rocchetta, situata sul territorio di Magliano, descritta al numero 31 della Tabella annessa alla suddetta Legge, il cui incanto veniva annunziato con Tiletto del 20 febbraio ultimo scorso.

Il prezzo di detto deliberamento è di L. 34,100.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto, fissati a giorni 20, scadranno al mezzodì del giorno di venerdì 16 aprile prossimo.

Alba, il 28 marzo 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza Provinciale
Il segr. G. QUAGLIA.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Con atto del 27 andante mese essendo stato deliberato per la somma di L. 4149 48 due pezze Bosco, site sul territorio di Racconigi, di are 95 centiare 10, il cui incanto veniva annunciato in avviso d'asta del 22 scorso febbraio, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì 16 venturo aprile.

Saluzzo, il 27 marzo 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza
Il segr. G. B. CALANDRI.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — *Società promotrice delle Belle Arti in Torino.* La direzione fa noto che la pubblica esposizione avrà luogo, come nell'anno passato, nel locale del Pallacorda (volgarmente *Trincotto*), e comincierà a' di 31 del prossimo mese di maggio.

I capi d'arte destinati per la medesima dovranno essere presentati, a partire dal giorno 1° maggio e *non più tardi* delli 25 stesso mese, nel locale suddetto, il quale starà aperto, in tutti i giorni non festivi, dalle ore 9 del mattino alle 4 pomeridiane.

Tutti i capi d'arte dovranno essere muniti di una cartolina indicante il nome, cognome e patria dell'autore, e il prezzo che se ne richiede, se sono vendibili.

La Direzione si riserva la facoltà di rifiutare tutti quelli che in qualche modo offendessero la pubblica morale o la decenza, o che per il nissun pregio artistico non giudicasse meritevoli di concorrere allo scopo cui tende la Società.

Per la Direzione
Avv. LUIGI ROCCA, *segretario.*

N. B. Si pregano caldamente i sigg. Estensori di giornali delle varie provincie italiane di voler riprodurre nei loro periodici questo avviso.

— È incominciata la pubblicazione di un nuovo giornale politico e letterario scritto in lingua francese, ed intitolato: *Journal de Turin.* È ebdomadario e viene a luce ogni lunedì. Questo giornale si propone di far meglio note all'estero le condizioni del Piemonte e dell'Italia.

PROVINCIE. — Si legge nell'*Eco dell'Iria* in data di Voghera 29 marzo:

Questa mane alle ore sette e venti minuti si sentì una scossa di terremoto.

MODENA

Esposizione dei fiori in Modena.

Nella prima settimana del prossimo giugno avrà luogo nella serra del R. Orto botanico di Modena la settima esposizione dei fiori. Si distribuiranno premii di piante ornamentali di moda a chi:

1. Introdurrà una o più piante da bel fiore non più coltivate nel Modenese.
2. Alla più numerosa scelta coltivazione di *Pelargonium* (geranii) esclusi i comuni, e che consista almeno in 24 specie o varietà.
3. Alla più copiosa ed assortita collezione *violaciocche (Cheirantus. Mathiola annua)* a fiori doppi di varii colori.
4. Alla più ricca e variata collezione di rose.
5. Al gruppo di piante d'ogni maniera che si distingueranno per la più ben intesa coltivazione.
6. Al gruppo più numeroso e variato di piante fiorite.

STATO ROMANO

BOLOGNA, 30 *marzo*. Si legge nella *Gazz. di Bologna*:

La benemerita Società Agraria della nostra provincia ha pubblicato il seguente avviso:

« Per benigna adesione di S. E. il sig. ministro del commercio, industria, agricoltura, ecc. avrà luogo nell'autunno di questo anno, nella Villa Legatizia di S. Michele in Bosco, la esposizione dei prodotti agrari della nostra provincia, insieme a quelli dell'industria manifatturiera, alla quale S. E. R.ma monsignor commissario e prolegato, prevenendo il voto, e desiderio della Società, ha ottenuto colla sua valida interposizione e sollecitudine di estendere la benefica concessione.

« Ciò vuolsi far noto al pubblico perchè gli agronomi, gli agricoltori, quelli che delle cose agrarie si dilettano ed i manifatturieri tutti possano disporsi a decorare e rendere interessante questa provvidissima istituzione, dalla quale si possono ritrarre quei miglioramenti che distinguono le colte ed industriose popolazioni. »

FRANCIA

PARIGI, 30 *marzo*. Un decreto oggi inserito nel *Moniteur* regola l'esecuzione d'un decreto precedente emanato il 15 febbraio p. p. sull'immigrazione dei lavoratori liberi nelle colonie. Questo primo decreto conteneva una disposizione in cui si stabiliva che gli emigranti, i quali saranno impegnati per contratto nelle colonie, potranno esservi condotti o a spese o coll'assistenza del pubblico erario. Il decreto di oggi determina le condizioni a cui devono sottoporsi gli emigranti per ottenere la somma necessaria al tragitto.

La prima condizione per l'emigrante d'Europa è di presentare al prefetto del suo dipartimento, o se è straniero, all'autorità che sarà designata dal ministro della marina e delle colonie, un contratto di lavoro con un proprietario abitante in una delle colonie francesi. Un'altra condizione è che l'emigrante sia esente da infermità e di anni 21 a 40.

Il decreto istesso contiene le norme particolari per gli emigranti di paesi situati fuori dell'Europa. Prescrive una condizione assoluta a questa classe di emigranti, quand'anche essi non chiedano il passaggio a spese dello Stato: ed è che la loro emigrazione sia autorizzata dal ministro della marina e delle colonie.

Le altre disposizioni di questo decreto sono relative al trasporto degli emigranti, al loro arrivo e alla loro introduzione nella colonia; finalmente al diritto di ripatriare che loro è concesso nelle circostanze e alle condizioni previste dal decreto organico.

— Leggesi nel *Journal des Débats*:

Già annunciammo che il governo, prima di far eseguire le decisioni delle commissioni miste, volle assicurarsi che gli uomini pericolosi o molto rei erano i soli che si fossero ritenuti, e che il sig. Quentin Bauchart era stato incaricato di visitare a questo fine varii dipartimenti del mezzodì ove si trovano ditenuti, e di far rilasciare quelli che potessero esser obbietto di atti di clemenza compatibili coll'ordine pubblico. Missioni analoghe sono state date ad altri funzionarii che già partirono da Parigi.

— La legge dell'8 agosto 1851 aperse al ministro dell'interno un credito straordinario di 70 mila fr. per l'esplorazione scientifica della Mesopotamia e della Media.

Questa esplorazione deve continuarsi nel 1852. A fine di sopperire alle spese che vi occorreranno durante il detto esercizio, un decreto in data d'ieri apre al ministro dell'interno, sull'esercizio 1852, un credito straordinario di 42,567 fr., rappresentante

Appendice

Scrittori genovesi di filosofia razionale civile.

V.

GIOVANNI CAMILLA — PAOLO PARTENOPEO.

(V. la Gazz. Piem. num. 48, 62, 63 e 65)

Giovanni Camilla, che fiorì in Genova circa la metà del secolo XVI, di cui si disse *che per l'esperienza del medicare quanto più felicitato aveva il secolo precedente altrettanto era desiderato in quello che venne dietro da' poveri infermi*, fu pure assai dotto nelle scienze filosofiche. La prima opera di lui che apparve in luce e si ricorda dagli scrittori contemporanei e da' bibliografi è quella che porta a titolo: *De Ordine ac Methodo in scientia servandis*, edita da Paolo Manuzio del 1561. Io però ebbi agio di esaminare soltanto l'altra: *Entusiasmo di Giovanni Camilla genovese de' misterii e meravigliose cause della composizione del mondo*, che stampavasi in Venezia dal Giolito del 1564, e di essa discorrerò succintamente, come lo permette l'indole di questi brevissimi studii: nè mi sembra tempo perduto il discorrerne. È scritta italianamente e non senza una qualche grazia e nitidezza, e nel conoscerla che fece a Carlo Cicala, vescovo d'Albenga, afferma: *che egli, il vescovo, nel libro suo contemplerà quello che gli darà grande piacere nel conoscere i misterii importanti e le cause meravigliose di questa bella fabbrica del mondo, massimamente dilettandosi e godendo in codesta lezione.*

E il Pompigli che provvede alla stampa di quest'opera, dopo di aver descritto a Giulio Grimani un giardino amenissimo, soggiugne: « Avvenne la mattina seguente che essendomi dal mio signor Gabriele Giolito dato a leggere un libro ch'egli voleva fare stampare, io pigliatolo e veduto il titolo di esso, cominciai allettato da quell'alta iscrizione a leggerlo con molta diligenza, e a pena letto il primo capo, m'accorsi che questo libro era quel bel giardino nel quale dianzi diceva di essere stato menato. Perchè con molto maggiore attenzione di prima leggendolo, e vedendo da tante belle materie in esso contenute, quanto giudiziosamente l'autore aveva saputo a così degno soggetto accomodare sì alto titolo, pigliai a fare una tavola di molte cose notabili che d'Aristotele in buona parte e da molti altri filosofi, astrologi e cosmografi erano state lungamente trattate, le quali questo eccellentissimo filosofo e gentilissimo medico in così breve compendio ha sì dottamente dichiarate e raccolte insieme. »

Percorsi il libro intero, che non è molto voluminoso e ci trovai de'capitoli curiosissimi, segnatamente quelli sugli elementi e sull'aere, ne'quali sviluppa le teorie a questo riguardo fino allora conosciute; e l'altro ch'è l'ottavo, ove parla dell'anima e dei sensi. E davvero meritano speciale riguardo le seguenti proposizioni, ch'io raccolgo dal capitolo preaccennato, ed offro a saggio dell'opera del Camilla, quasi pienamente ignorata dagli storici della italiana filosofia: « Dei cinque sentimenti, scriv'egli, ragionerovvi; e prima del toccare, il quale è una potenza sensitiva esteriore ordinata nei nervi che sono tra carne e pelle, distesa per tutto il corpo, acciò possa sentire tutte le qualità tangibili: laonde di tutti i sensi è il primo, e a tutti gli animali eziandio imperfetti è necessario, senza cui gli altri sentimenti non possono essere, nè meno l'istesso animale è animale, nè può vivere, essendo che per questo fugga le cose noiose, abbracci le piacevoli e gioconde, e col suo movimento, se non locale almeno spirituale, le segua, e ciò per mezzo della carne e quel ramoso nervo sotto carne e pelle sparso e per tutto il corpo a guisa di una rete disteso. »

Quest'è propriamente quello che i moderni chiamano il sentimento fondamentale del me, è il *ponte di passaggio* per cui si viene alla percezione sensitiva degli oggetti esterni. E della vita sensitiva avea detto precedentemente « che viene ed è ordinata dal cervello agli altri membri; » asserendo altrove, che la virtù o facoltà motiva viene dal cervello per mezzo de' nervi e muscoli, essendone principio l'anima. E discorrendo del sonno e della veglia afferma: Il sonno altro non essere che il calore naturale entro al cervello ristretto dai vapori in quelle parti, per cui si chiudono i meati e pertugi degli spiriti sensitivi; onde conchiude il sonno essere la salute degli animali, riposandosi le virtù del corpo per lo travaglio che hanno ricevuto di giorno. Fassi poi la vigilia ritornando il calore stesso alle parti esteriori, per cui i sogni altro non sono che le apparizioni delle specie riservate nel senso interiore e vedute da noi di giorno. Questa con poche modificazioni è l'ipotesi che intorno al sonno ed alla veglia sviluppava il Rosmini nella sua antropologia.

Riguardo poi al senso interiore asserisce essere potenza sensitiva nel corpo animato che lungamente conserva e intende (ciò è troppo per la potenza sensitiva) le specie delle cose, non solamente presenti, ma eziandio assenti, e le giudica, distingue e compara insieme, e differisce dagli esteriori; imperocchè questi sentono solamente il suo proprio oggetto e sensibile, purchè sia presente, e giudicano le differenze di esso: all'incontro l'interiore conosce e discerne i sensibili dei diversi sensi, così assenti e lon-

la porzione non impiegata ai 31 dicembre 1851, del credito di 70 mila fr.

Una somma simile è annullata nel bilancio dell'esercizio 1851, e la porzione di questa somma non impiegata nel 1852 potrà essere riportata sugli esercizii 1855 e seguenti.

— Il signor Augusto Petit, consigliere alla corte d'appello, è morto oggi d'un colpo d'apoplessia. Egli aveva poco più di 61 anno.

INGHILTERRA

Londra, 29 *marzo*. Si legge nel *Morning-Chronicle*:

S. A. R. la duchessa di Orleans si recò sabato (27) a far visita a S. M. al palazzo di Buckingham.

— Lo *Standard* annunzia che il conte di Derby ha accettato le funzioni di presidente della Società reale di agricoltura di North Lancashire, e ha promesso che assisterà all'annua seduta a Preston in settembre.

— Si legge nel *Daily-News*:

L'associazione formatasi a Manchester, a fine d'impedire che sia rinnovata la tassa su i cereali, si accresce ogni giorno più. I fondi raccolti a tutt'oggi ammontano a 66,500 sterlini (più di un milione 600,000 fr.).

— Dal prospetto della situazione della banca d'Inghilterra per la settimana spirata il 20 marzo ultimo risulta un aumento di 74,756 sterlini nella riserva metallica che ammonta a 19,745,930 sterlini, ed una diminuzione di 255,310 sterlini, circolazione della carta-moneta che è scesa a 19,980,020 sterlini.

TURCHIA

Damasco, 11 *marzo*. Tanto nell'interno come nel litorale della Palestina la coscrizione fu praticata senz'opposizione veruna da parte degli abitanti. Lo stesso avvenne nella provincia di Besciara abitata da Metuali, nelle vicinanze di Tripoli, e fra i Nesserie. Resta però la parte più scabrosa, cioè i Drusi del Libano, e quelli dell'Horan, e dicesi che i giovani reclutabili fra' primi abbiano cominciato ad emigrare per sottrarsi alla leva intendendo rifugiarsi fra' loro correligionari dell'Horan, ma che la parte più assennata di questi ultimi rifiuti d'accoglierli, significando loro non volersi ingerire ne' loro affari per non compromettersi col governo. Si dice inoltre che gli emigranti drusi, non avendo altri mezzi di sussistenza, si siano dati al brigantaggio, facendo delle escursioni qua e là per derubare i viandanti e commettendo delle estorsioni negli inermi villaggi per cui passano. Si spera però che il governo prenderà delle misure allo scopo di reprimere tali disordini.

Lo scorso mese giunse da Roma a questo patriarca Melchita l'ordine di recarsi colà per rispondere alle doglianze insinuate dal vescovo, pure Melchita, di Beirut. Il patriarca se ne scusò col dire che non poteva assentarsi da questa sua sede senza un ordine della sublime Porta, ed è dubbioso che questa acconsenta ad obbligare un suo suddito, nella sua qualità di capo spirituale, da essa riconosciuto, d'una porzione de' di lei sudditi, a portarsi in un altro paese, ed a richiesta d'un potere estero, benchè si tratti di questioni ecclesiastiche.

S. E. il serraschiere si dispone a fare una spedizione verso il remoto distretto di Zor, situato alla frontiera orientale della Soria, presso l'Eufrate, ove i Beduini sogliono rifugiarsi al ritorno delle loro scorrerie. S. E. intende istituire in quelle parti alcune stazioni militari per garantire in qualche modo la sicurezza delle carovane di Bagdad, e tentar d'indurre que' nomadi a darsi alla coltivazione di quegli incolti terreni invece di abbandonarsi al brigantaggio. Qualora ciò riuscisse, ne ridonderebbero immensi vantaggi al paese ed al commercio.

Beirut, 16 *marzo*. Il comando militare agisce con prudenza per disporre i Drusi ad accettare la coscrizione. Esso ha concentrato delle forze in Deir el Kamar, a Saida e Beirut per operare simultaneamente, allorchè avendo avuto luogo la leva nei villaggi, ed essendo reso pubblico il nome dei pochi chiamati alla coscrizione, gli altri giovani fuggitivi saranno ritornati in paese poichè non avranno più motivo di continuare la resistenza.

Col vapore del Lloyd *Schild* giunse qui il 15 corrente da Costantinopoli il sig. Botta, console di Francia in Gerusalemme, il quale da nove mesi circa trovavasi nella capitale per sollecitare una favorevole decisione della nota vertenza riguardo i Santi Luoghi. I latini e i greci non uniti avevano sperato una piena soddisfazione; ma l'appoggio dato alla questione dal governo russo produsse una sentenza atta a conciliare i due avversari. La Stella di Betlemme fu donata ai latini, e fu deciso che il SS. Sepolcro debba essere ristaurato a spese di tutte le parti interessate. (*O. T.*)

ASIA

Indie. Leggesi nell'*Oss. Triest.* in data del 28 marzo i seguenti particolari intorno alla spedizione contro i Birmani di cui abbiamo fatto cenno nel num. di ieri:

Il fatto che maggiormente occupa l'attenzione del pubblico indiano è la vertenza coi Birmani, la cui soluzione, come già annunziammo, è ormai commessa alla sorte delle armi. Quando queste nostre parole giungeranno in Europa, dice il *Bombay-Times*, noi ci troveremo in pieno stato di guerra coi Birmani; le città di Rangun e Martaban saranno in rovine e nelle nostre mani; e l'Irrawaddy conterrà una flotta composta di 8 piroscafi da guerra ed un esercito di 8000 uomini. Nella relazione data due settimane sono, accennavamo come il governator generale delle Indie desiderasse evitare qualunque conflitto, ed accettare qualsiasi componimento coi Birmani, purchè fosse compatibile colla sicurezza e colla dignità degli inglesi. Aggiungevamo ch' egli aveva disapprovato la confisca di un naviglio birmano operata dal commodoro Lambert, ed offerto di risarcirla. Però il governatore insistette affinchè fosse fatto giustizia ai negozianti britannici offesi. Tale proposizione fu accolta insolentemente, e vi si rispose per mezzo di un semplice operaio, in guisa da manifestare chiaramente che si bramava soltanto guadagnar tempo, e che il monarca birmano non intendeva punto adempiere i voleri degli inglesi. Quindi il governatore britannico ordinò di vigilare le frontiere più vicine all'impero Birmano, e si presero tutte le disposizioni necessarie onde respingere qualunque aggressione. Il 29 febbraio giunse a Bombay l'ordine di spedire immediatamente alla volta di Rangun tutti i piroscafi da guerra disponibili per trasportare le truppe e rinforzare il blocco, e i preparativi vennero compiuti con tale sollecitudine che cinque giorni dopo, quattro battelli a vapore, fra cui due della forza di 500 cavalli, partirono per la baia del Bengala, con istruzione di andar a prendere truppe in Madras. A questi si uniranno varii altri piroscafi che trovansi nei varii porti indo-britannici o nelle acque cinesi. Mentre si stavan facendo questi preparativi, si ricevettero dispacci dall'impero Birmano ov'era espresso il desiderio di appianare le vertenze in modo pacifico, proponendone le condizioni: la prima era di valersi del maggiore Bogle, commissario, invece del commodoro Lambert per le scambievoli comunicazioni. La domanda parve oltremodo esorbitante; quindi gli apprestamenti furono continuati con maggiore alacrità. La squadra partirà direttamente per Rangun e Martaban, la prima delle quali novera 50,000 abitanti, e l'altra 10,000. Si suppone che verranno distrutte in breve tempo, giacchè la maggior parte dei loro fabbricati sono in legno. Gli inglesi non sono disposti a intraprendere una campagna regolare, e se quest'affare non venisse terminato verso la metà di maggio, le truppe ritornerebbero a Bombay ed a Calcutta per ripigliare le operazioni in ottobre. Si costringerà il governo Birmano a indennizzare i negozianti britannici delle perdite loro cagionate, a pagare tutte le spese della guerra, e ad ammettere d'ora innanzi nel suo paese un residente britannico. Il compenso richiesto sarà probabilmente una porzione di territorio; e qualora la resistenza si prolungasse, può darsi che ne verranno incorporate quante parti sembreranno opportune, qual base dell'aggregazione di tutta la bella penisola birmana.

Le truppe che avevano ricevuto ordine di concentrarsi a Sukkur ritornarono nei loro accantonamenti, giacchè lo Scinde è perfettamente quieto. Ali Murad, esautorato non ha guari per ordine del governatore, come riferimmo altra volta, non solo ha rinunciato tranquillamente le sue possessioni, ma si mostrò assai sorpreso nel vedere che gl'inglesi avevano fatto partire un esercito a tal uopo: gli ufficiali britannici cominciarono già a prendere ispezione dei distretti un tempo appartenenti a lui, e fra breve non si parlerà più di ciò.

Le truppe di sir C. Campbell fecero ritorno da Mitchnie a Peshawer il 15 febbraio. Sir Enrico Lawrence fece testè una visita a quella stazione. Le tribù circostanti sono sempre mal disposte verso gli inglesi, e li derubano ogniqualvolta se ne presenti loro l'occasione.

A Bombay si era in grande apprensione per il piroscafo *Zenobia*, recante la posta d'Europa, il quale è in ritardo di una settimana.

I Moplah che abitano a Shernad Taluk (Malabar) in numero considerevole, sono in grande esasperazione, avendo saputo che si ha intenzione di mandar truppe a quella volta per arrestare il loro sommo sacerdote Tiruvangaddy Tangul. Egli è accusato di aver preso parte alle turbolenze ivi avvenute tempo fa. Da un carteggio di Tellicherry, che si legge nel *Bombay-Times*, apparisce che quella tribù maomettana è risoluta a difendere il suo sacerdote contro chiunque tentasse tradurlo innanzi all'autorità, che migliaia di Moplah si preparano alla resistenza, e che molti artefici loro correligionari si occupano assiduamente a fabbricare armi per loro uso. La costernazione è grande nel Malabar, e si temono serii conflitti, conoscendosi per esperienza a quanto possa giungere il fanatismo dei Moplah, quando sostengono una causa religiosa. Intanto fu nominato dal governo di Madras un commissario speciale per investigare i disordini commessi recentemente da quelle tribù nel Malabar.

AMERICA

Stati-Uniti. Si legge nel *New-York Courier and Inquirer*:

La forza della spedizione che si sta preparando ne' nostri porti militari e la nomina dell'egregio ufficiale, uno de' più bravi della nostra marineria, il commodoro Perry, al comando della squadra de' mari dell'India e della Cina, hanno naturalmente destato una più che ordinaria curiosità di conoscere lo scopo della predetta spedizione. Noi fummo a prendere le informazioni opportune, e siamo lieti di poter annunziare che il suo scopo è essenzialmente pacifico, e ch'essa è abbastanza potente per farsi in qualunque caso rispettare e ottenere riparazione de' richiami cui è incaricata di far valere.

L'impero del Giappone copre una superficie di più di 100,000 miglia quadrate tra il 30° e il 45° di latitudine nord e i 129° e 145° di longitudine all'est del meridiano di Greenwich. La cifra della sua popolazione è valutata a 30 milioni d'anime, sparse sopra un arcipelago il litorale del quale è più esteso di quello che gli Stati-Uniti occupano sulle spiagge dell'Atlantico. Questo arcipelago non solamente sta a rincontro delle nostre nuove possessioni del mar pacifico, ma le sue due più grandi isole, Nifon e Yeso, formano lo stretto di Sangaar, che tutti gli anni è traversato da centinaia e centinaia de' nostri pescatori di balene, senza potervi trovare nè acqua nè legna nè viveri, e senza altra prospettiva, allorchè la tempesta getta i loro navigli su quelle coste inospitali, che la schiavitù o la morte. Il Giappone non solamente non vuol mantenere alcuna relazione politica o commerciale col resto del mondo, ma va anche più oltre: signore com'esso è d'una immensa estensione di coste ricusa di aprire i suoi porti alle navi pericolanti, e s'elle si avvicinino alle sue spiagge, le respinge a colpi di cannone: e ove poi vi naufraghino, i loro equipaggi sono fatti prigionieri e menati lungo il paese entro gabbie, come bestie feroci, ridotti in ischiavitù e messi a morte.

Ora noi sosteniamo che nessun popolo, stabilito sopra un litorale qualunque degli oceani, può negarsi in cotal modo ad ogni relazione commerciale con le altre nazioni. I popoli civilizzati possono sopportare un somigliante stato di cose finchè non ne siano danneggiati il loro commercio e il generale benessere della specie umana; ma i popoli civilizzati e cristiani hanno, a nostro avviso, il diritto di costringere siffatti barbari a sottomettersi alla legge universale delle nazioni, ad accettare alcuni rapporti internazionali, e soprattutto ogni popolo ha il diritto d'aver ingresso, pe' suoi navigli battuti dalla tempesta, in qualunque porto e su qualsiasi costiera del mondo, e di esigere ad un tempo aiuto, protezione e ospitalità per la sua bandiera. Il Giappone non vuole riconoscere codesto diritto. Tra i legni balenieri d'America, che traversano ogni anno lo stretto di Sangaar, avvene sempre più d'uno gettato da fortune di mare su quelle terribili spiagge, e la conseguenza pe' loro equipaggi n'è la prigione o la morte. Quanto è a quelli che non soffrono che avarie, invece di trovare de' porti

---

tani, come presenti e le differenze loro; onde che tra il dolce e bianco vi sia differenza si conosce solamente dall'interiore molto più nobile dell'esteriore: comunque senza esso l'interiore non possa sentirnela, essendo mandate le specie dall'esteriore.

Parla finalmente dell'anima dell'uomo intellettiva, immortale, e dice che per essa conosce le cose tanto universali come particolari, immateriali come materiali; tanto assenti quanto presenti, e le intende e tra quelle discerne il bene dal male, conosce il vero dal falso, e avendo il libero arbitrio segue quello che a lui piace: e per essa (anima intellettiva) l'uomo è uomo, essendo forma di esso corpo umano; e così tutta è in tutto il corpo; e tutta in ogni parte. Discorre davvantaggio della virtù, dell'amicizia, dell'amore, delle scienze e d'altri parecchi argomenti morali. Ma di soverchio per avventura mi trattenne il desiderio di mostrare quali intorno alla sensibilità esterna ed interna, giusta il nome con che disegnavale modernamente il Galuppi, intorno alla imaginazione che trae le specie delle cose, al sonno, alla veglia, alla sede dell'anima fossero le teorie di questo scrittore genovese del secolo XVI.

Nè parlerei del Partenopeo, conosciuto più presto pei meriti letterarii che pegli studii della filosofia, e che Napoli dal nome stesso reclamerebbe per se, dov'egli il Partenopeo, non protestasse a più riprese che, se Partenope gli diede il nome, era già fatto ligure per domicilio e per cuore, dove e nelle storie che scrisse e nelle orazioni che recitò (1) non desse a Genova il titolo di patria, e dove gli elogi alla vera filosofia non suonassero frequentissimi sulle sue labbra. Anzi è per questo che lo ricordo, e per offrire alcuni squarci volgarizzati della orazione eloquentissima, cui il 12 settembre del 1531 recitò nella Basilica di S. Lorenzo al cospetto del Senato.

Dopo di aver discorso delle varie discipline in che potrebb'essere ammaestrata la gioventù, soggiugne: « A me poi sembra avanzar tutti gli altri quegli insegnamenti per cui le città e gli ordini degli uomini si possono strettissimamente conciliar fra di loro e serbarsi in pace con somma dignità. Sono codesti gl'insegnamenti della filosofia morale, che, discesa dal cielo e dimorante in mezzo alle città, ammaestra gli uomini della maniera più facile, acciocchè valgano a vedersi immortali. È codesta quella scienza santissima che dimostra ciò che dobbiamo desiderare e fuggire; quella scienza che fa sì che ciascuno conservi il decoro conveniente ai tempi, ai luoghi, alle diverse persone. È la morale filosofia che ne informa davvero della fede, della pietà, della giustizia e delle altre tutte virtù. È dietro la scorta di lei che conosciamo quello che si deve alla patria, a' congiunti, agli amici, a Dio. » Quindi volgendosi con aperte e franchissime parole a' Genovesi, esclama: « Si respinga e si diparta da voi quella sciocca e perniciosa opinione, cui ascolto essere fitta negli animi di molti, che cioè gli studii delle arti liberali tornino d'impedimento all'operoso esercizio della mercatura. Ma vi può essere pensiero più strano di questo, mentre non v'è cosa che valga più della scienza ad aguzzare l'ingegno e a suggerire in ogni fatto i migliori provvedimenti? Chi meglio amministrerà la cosa pubblica di colui che conosce i precetti di amministrarnela? Chi tratterà meglio le cause in faccia de' magistrati e dei popoli di colui che per mezzo della scienza toccò un grado onorato nell'arte di favellare?..... Pertanto, o spettabilissimi cittadini, fate che i vostri figli attendano con la massima diligenza allo apprendimento delle ottime discipline, se volete conservare lungamente la libertà che riguadagnaste, e provvedere e difendere il decoro e la dignità della patria.....

« O Genova, così conchiude (ed io ben volentieri volgerei questa conclusione al paese oggidì più avventuroso d'Italia), esulta, ti mostra sollecita della virtù, ti esercita nelle arti migliori, ti adopera perchè la tua gioventù si educhi nel vivere costumato e nel vero addottrinamento. Imparino i cittadini doversi anteporre a tutte cose la carità della patria; imparino ad offrire anco la vita alla sua difesa, e sappiano che vivranno eternamente que' cittadini che per la tutela de' patrii diritti daranno fortemente la propria vita. »

Questa parole non hanno mestieri d'interpretazione, e ciascuno vede come siano opportunissime anche a' dì nostri. *La terra è bella*, scriveva a' suoi giorni il Bonfadio, *l'aria è buona, la conversazione grata, e se questi intelletti fossero tanto amici di lettere quanto sono di traffici marinareschi, mi contenterei più: certo è che gl'ingegni sono belli.* Ma potendo associare lo esercizio importantissimo della mercatura all'assennato perfezionamento dello ingegno e dell'animo, sarebbe una vera follia il trascurare di farlo.

Bernardi.

(1) Le opere del Partenio esistenti nella comunale biblioteca di Genova sono:

I. *Annales verum gestarum reipublicæ Genuensis.*

II. *Commentarii de bello, quod Carolus V gessit in Africa.*

III. *Decem orationes ad amplissimum senatum Genuensem et epistola ad eumdem.*

Due orazioni soltanto del Partenopeo furono date alle stampe. Elegantissime codeste opere per istile, interessanti per memorie molte e nobili concetti, troveranno finalmente chi le raccolga e le stampi.

ove ricoverarsi, sono costretti di continuare il loro cammino, e spesse volte a loro gran rischio. Gli è troppo gran tempo che dura un tale stato di cose, e il solo fatto, nell'anno scorso, della presenza ne' porti delle isole Sandwich di cento vent'uno de' nostri legni balenieri, gettati lungi dai luoghi di pesca, solo perchè non potevano andare a ricoverarsi in alcuno de' porti del Giappone, non pure mostra l'importanza del nostro commercio in quelle regioni, ma prova ad un tempo il diritto che il genere umano ha di difendersi da se medesimo contro questi barbari che intercettano tutto il commercio de' mari turchino e d'Okhotsk.

Il governo ha finalmente deciso di volere ottenere riparazione de' richiami anteriori, e di esigere che in avvenire i marinai gettati da fortune di mare sulle coste giapponesi, vi trovino un rifugio e sieno trattati con umanità. Egli è a fine di conseguire un siffatto intento che al commodoro Perry è stato affidato il comando della spedizione, la quale è composta dei piroscafi il *Susquehanna*, il *Mississipi*, il *Princeton*, delle corvette il *Plymouth*, la *Sainte-Marie*, il *Saratoga*, e della gabarra il *Supply*; e se noi siamo ben informati, essa spedizione porta con se pezzi di campagna e quanto altro si richiede per fare una dimostrazione in terra. Il commodoro Perry, non solamente domanderà riparazione pel tempo scorso e la liberazione dei prigionieri americani che possono essere detenuti nel Giappone, ma esigerà eziandio che siano liberati tutti i prigionieri appartenenti ad altre nazioni, ed insisterà affinchè da oggi in poi le navi di tutti i popoli del mondo abbiano diritto di rifugio, in caso di fortune di mare, nei porti del Giappone; vi possano riparare e rifornirsi di viveri: in una parola, vi ricevano, protezione e ospitalità.

Per ciò che risguarda il commercio, tutto dovrà esser trattato amichevolmente e il commodoro non istipulerà che per gli Stati Uniti; ma egli dovrà adoperarsi a tutt'uomo affinchè il diritto di rifugio sia esteso a tutte le bandiere. Non crediamo ch'egli cercherà di esigere degli stabilimenti a terra: ma si che i porti si aprano e ciò basterà: quel grande impero non sarà più ben presto un paese sconosciuto. Forse passerà ancora del tempo prima che noi otteniamo il diritto di andare a commerciare a Jeddo, città capitale dell'impero: ma molto non ne passerà certamente senza che alcun abile Yankee c'insegni se quella città è popolata davvero da due milioni d'abitanti, come alcuni dicono, o da 800,000 soltanto, come affermano altri. Presto anche sapremo se l'esercito imperiale è composto di 525,000 uomini oppure di quasi un milione, di cui 100,000 soldati a cavallo.

Quel che noi già sappiamo è che il Giappone produce sterminata quantità di riso, di grano, d'orzo; che ha in grandissima copia oro, seta, rame, argento, ecc.; e che le pubbliche rendite son valutate a 300 milioni di franchi.

Quel che noi sappiamo è che ogni città ed ogni porto sono accuratamente fortificati e che i nostri legni balenieri, ove loro avvenga di avvicinarsi a sole due miglia dalla costa, trovano ovunque batterie dalle quali son fulminati; quel che noi sappiamo finalmente è che un tale stato di cose non dee e non può durare; e noi portiamo ferma speranza, che tra breve potremo mandare i nostri cotoni al Giappone per trarne oro, argento, legno da tintura, e che il commercio del mondo troverà ne' suoi porti protezione e ricovero in vece della barbarie che glie ne preclude oggi l'accesso.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 31 *marzo*. Ecco i passi più notevoli del discorso pronunciato ieri nella prima seduta del Corpo legislativo dal suo presidente sig. Billault:

« Poste sotto l'invocazione degli immortali principii del 1789, rafforzate da quello spirito governativo che animava l'epoca del Consolato, le istituzioni che la Francia domandò, hanno trovato nello squittinio che testè ci elesse, una evidente consacrazione.

« Non avremo più, egli è vero, intorno all'urna legislativa, tutte quelle evoluzioni dei partiti, che bersagliavano di continuo il ministero, e lo forzavano a ristringersi ad una cura unica, cioè quella della propria difesa. Tutto il tempo che, ministri o deputati, noi davamo a quella strategia parlamentare, dovremo ora agli affari consecrarlo: gli affari di rilievo e pratici, ecco la parte che a noi tocca nella costituzione; ciò ch'essa ci dà, è il voto dell'imposta, la discussione del bilancio, quella di tutte le leggi; non è soltanto il diritto di discutere liberamente, pubblicamente, di adottare o di rigettare, è altresì quello di emendare, non più certamente con quella facilità estemporanea, contro la quale invano le anteriori assemblee cercavano difendersi, ma con quella maturità che non è funesta se non alle utopie. »

— Si assicura che non si procederà in questo momento alle elezioni parziali del Corpo legislativo.

— I deputati si sono raccolti oggi nei loro uffizii per continuare la verificazione dei poteri.

Il senato non tiene oggi seduta.

Inghilterra. *Londra*, 30 *marzo*. Il bill sulla organizzazione della milizia, presentato dal sig. Walpole, ministro dell'interno, alla Camera dei comuni nella seduta del 29, non differisce che assai poco da quello di lord John Russell. Le due differenze da notarsi sono che, in virtù della nuova legge, la milizia potrà essere chiamata a servire su tutti i punti del regno unito della Gran-Bretagna e dell'Irlanda, in vece di essere immobilizzata nella sua contea, e che il reclutamento, anzichè farsi mediante la estrazione a sorte, si farà prima mediante arrolamenti volontari e poi mediante la estrazione predetta, quante volte le contee non avessero dato tutto il lor contingente.

Il numero de'militi sarebbe fissato a 80,000 uomini, de' quali 50,000 entrerebbero in servizio quest'anno e 50,000 nell'anno prossimo, tutti per un periodo di cinque anni. I militi potrebbero, a loro scelta, o chiedere un prezzo d'arruolamento che varierebbe da 3 a 4 lire sterline (da 75 fr. a 100) o ricevere uno stipendio d'una mezza-corona (3 fr. 45 cent.) al mese. Essi, di più, sarebbero armati ed equipaggiati dal governo, e la durata del servizio, salvo casi straordinarii, sarebbe fissata a 21 giorni all'anno, durante i quali i militi avrebbero diritto ai viveri e al soldo dell'armata regolare.

A fine di sopperire alle varie spese che richiede l'attuazione del bill, il ministro dimanda un credito di 400,000 sterlini (10 milioni di franchi) ch'egli spera ridurre in seguito a 250,000. Quanto a agli altri dettagli d'esecuzione della legge, il ministro si riserbò ad esporli allorchè la Camera si formerà in comitato sul bill; quando cioè si verrà alla discussione degli articoli.

Il nuovo bill fu appoggiato vivamente da lord Palmerston, e lord J. Russell promise che voterà in suo favore.

Nella seduta del 30 il sig. Anderson annunzio di voler proporre la risoluzione seguente:

« La Camera è d'avviso che per meglio provvedere alla sicurezza pubblica, economizzare i pubblici mezzi e conservare la pace, egli è a desiderare che alcuni provvedimenti siano adottati a fine di rendere la marineria a vapore mercantile idonea, in caso di bisogno, a concorrere alla difesa nazionale. »

Questa mozione fu appoggiata dal signor Mackinnon.

Al partir del corriere, il sig. Staffort, segretario dell'ammiragliato, avea la parola, e dava i più soddisfacienti ragguagli sullo stato della marineria britannica.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi si mantengono fermi senza variazioni essenziali. Consolidati a contanti e per conto 98 5/8 5/4.

Alemagna. *Berlino*, 27 *marzo*. Il *Bollettino delle Leggi* pubblica una legge che riunisce in un solo tribunale supremo per tutta la monarchia il tribunale superiore, e la corte di revisione e di cassazione renana.

Un'altra legge concerne un pubblico imprestito, che dovrà conchiudersi conformemente alla legge del 7 dicembre 1849, ed il rimborso di quest'imprestito.

La commissione della seconda Camera ha presentato una relazione sulle proposizioni concernenti la revisione degli articoli 94 e 95 della costituzione, relativi ai giurì negli affari politici ed alla istituzione di un'alta corte di giustizia. Una proposizione analoga fu già adottata dalla prima Camera. Un emendamento inteso a conservare il giurì per tutti gli affari politici, in tutti i casi non eccettuati dalla legge, ed a cancellare l'art. 95 che concerne l'alta corte, è stato rigettato.

Il re è di ritorno a Charlotte-burg dalla sua gita sul Reno.

— *Del* 28. Alla prima Camera fu presentata una mozione, secondo la quale sarebbero esclusi dagli impieghi e dalle Camere tutti coloro che non professano la religione cristiana.

La rispettiva commissione propose un ordine del giorno motivato, per cui non si aderisce alla proposta.

Alla seconda Camera fu presentato un progetto di legge concernente l'autorizzazione civile dei matrimoni che verranno contratti fra i seguaci della confessione evangelica e cattolica romana, e quelli che non appartengono a veruna delle due.

— La commissione del bilancio della seconda Camera presentò la sua relazione: gli introiti del 1852 ascendono a 97,001,021 talleri; le spese ordinarie a 96,151,981 talleri, le straordinarie a 3,282,752: vi è dunque un disavanzo di 2,433,713.

— Ecco quanto dicesi intorno al progetto di legge sulla tassa dei giornali: La commissione dichiarò, che i fogli politici di grande formato, animati da spirito sovversivo, devono essere assoggettati a restrizioni col mezzo di un'alta imposizione: alcuni membri della commissione volevano anche gravare i piccoli giornali delle località. Il commissario del governo dichiarò, che il ministero non avea alcuno scopo politico nel proporre quella legge.

Invitato poi ad esporne i risultamenti finanziari che se ne attendevano, il regio commissario rispose soltanto, che il disavanzo di 120,000 talleri, cagionato dalla soppressione del bollo, si coprirà, e che si spera anzi che ne seguirà un notevole sopravanzo. Un membro della commissione aveva proposto di votare l'imposta soltanto fino al 31 dicembre 1853, ma quella proposizione fu rigettata da 12 voti contro 4.

— *Monaco*, 27 *marzo*. La *Gazzetta di Monaco* smentisce le voci di crisi ministeriale, che si erano sparse in questi ultimi giorni; essa dice che non fu mai questione di formare un nuovo gabinetto: le divergenze, che su alcuni punti erano sorte fra i ministri ed il re, furono appianate.

— *Bamberg*, 25 *marzo*. Ieri sera il ministro degli affari esteri di Sassonia e presidente del consiglio, sig. di Beust, è giunto in questa città: vi vennero pure il sig. Von den Pfordten, presidente del consiglio, ed il ministro degli esteri di Würtemberg, sig. Newrath. Essi tennero una lunga conferenza, che durò fino a sera, relativamente alle questioni dello Zollverein.

— *Annover*. Nella *Gazzetta di Prussia* troviamo smentita la voce sparsasi, che il re di Annover abbia accettata la demissione dei ministri Bannëister e Windhorst.

— *Cassel*. Si dice, che quanto prima si promulgherà la nuova costituzione, e si convocheranno le Camere. Si crede però, che lo stato d'assedio continuerà per un mese, o per sei settimane ancora.

E. Leone gerente.

Stabilimento Tipografico Fontana.

GHIRLANDA ITALIANA

OSSIA

SCELTA DEI MIGLIORI SCRITTI

INEDITI O RARI

DI ITALIANI VIVENTI

Questa collezione di opuscoli e di brevi scritture in prosa e in versi, della quale si stamparono, parecchi anni addietro, per cura del prof. Pietro Bernabò Silorata, 42 dispense, sarà continuata dallo stesso in una nuova Serie.

L'associazione non è obbligatoria che per 12 dispense, che si pubblicheranno coll'intervallo non minore di un mese dall'una all'altra.

Due dispense formano un volume di 8 fogli in-16, con cenni biografici sopra gli autori degli scritti in esso contenuti.

Ciascuna dispensa costa Lu. 1, e si spedirà *franco* per la posta in tutto lo Stato.

La prima uscirà in maggio prossimo.

Le soscrizioni si ricevono in Torino allo Stabilimento Tipografico Fontana, e presso il libraio Schiepatti, ivi si distribuisce il programma.

DEPOSITO DI BIGLIARDI NUOVI

da L. 450 a L. 1,500

da vendere in via della Provvidenza, num. 1.

MARDI, 6 AVRIL, à MIDI

dans la Salle de Physique et de Mathématique, bâtiment de St-François de Paule, le Dr Lemercier commencera un *Second et dernier cours de Physiologie humaine et comparée à l'usage des gens du monde*, à l'aide des modèles du docteur Auzoux.

Ce Cours sera continué les jours suivants à la même heure, excepté le Jeudi saint et le jour de Pâques.

Prix du Cours complet de huit Séances 15 *fr.* — *Pour une Séance* 3 *fr.*

SOCIETÀ

di mutuo soccorso ed istruzione degli Operai di Torino

È aperto il concorso presso la suddetta alla carica di Segretario contabile, coll'annuo stipendio di L. 1,200.

Sono perciò invitati coloro che aspirassero a tale impiego di dirigere la loro domanda corredata di tutti quei documenti che potessero militare in loro favore e massime di quelli richiesti in calce.

Dirigeranno i loro plichi franchi di posta al Presidente della Commissione qui sottoscritto, alla Segreteria di detta Società, via dell'Ospedale, n. 35, piano 1.°

Si riceveranno le domande sino a tutto il dì 8 aprile prossimo, spirato il qual termine la Commissione incaricata effettuerà il dissuggellamento dei plichi, e riterrà presso di sè quelli che saranno riconosciuti idonei, rimandando gli eccettuati all'indirizzo del rispettivo petente, franco di posta.

I prescelti verranno invitati a presentarsi in un dato giorno, per essere anche all'uopo invitati a sostenere qualche esame e ad essere istrutti delle relative nozioni.

1.° Una cauzione di franchi 6,000 in cedole od in obbligazioni di Stato;

2.° Attestato di moralità, e fede di nascita;

3.° Recapiti comprovanti gli studi percorsi inclusivamente la filosofia.

4.° Possedere famigliarmente le lingue italiana e francese, la calligrafia, e perizia nella contabilità.

Caglieri Angelo, *Presidente della Commissione*.
Bogetto Gio. Battista, *Presidente della Società*.

Libreria T. DEGIORGIS, *via nuova*, *N.* 17

MONUMENTI ETRUSCHI

illustrati dal signor cavaliere INGHIRAMI

Firenze, 1852 — 6 grossi volumi in 4;°

per fr. 325.

Tipografia Editrice di LUIGI ARNALDI in Torino

BIBLIOTECA

LETTERARIA SCIENTIFICA ECONOMICA

DEI

MIGLIORI SCRITTORI ITALIANI

ANTICHI E MODERNI

CONDIZIONI D'ASSOCIAZIONE

Tutti i lunedì si pubblicherà un fascicolo di 112 pag. caduno, carta e formato conforme al Programma.

Il prezzo sarà di cent. 30 per Torino, e 35 cent. nelle Provincie, sia associandosi presso i librai, che trasmettendo un vaglia franco per la posta per non meno di 10 fascicoli.

Il pagamento dovrà farsi alla rimessione d'ogni fascic.

L'abbonamento non è obbligatorio che per l'opera a cui gli abbonati si sottoscrivono.

La distribuzione si farà alla Tipografia e da tutti i Librai distributori del Manifesto.

AVVERTENZE

L'opera in corso di stampa si è la *Storia d'Italia* di Carlo Botta continuata da quella del Guicciardini sino al 1814. — Sono già pubblicati 16 fascicoli. Inoltre sono pure uscite le seguenti opere:

Satire e Misogallo di Vittorio Alfieri, due fascicoli.

Satire di Lodovico Ariosto, un fascicolo.

Si spediranno anche separate ai prezzi suddetti, come pure le altre opere che verranno a pubblicarsi, purchè il vaglia e la commissione siano franchi di spesa.

SCIROPPO VEGETALE DEPURATIVO

DEL BERAL

Questo Sciroppo, usato con buon successo da lungo tempo, tanto in Germania che in Francia, fu riconosciuto il più efficace di tutti gli altri preparati per la depurazione del sangue, e come tale raccomandato nelle malattie della pelle, artritidi, dolori e simili.

Si prepara e si vende esclusivamante in bottiglie suggellate nella Farmacia Bernardi, già Barricala, via S. Tommaso, dove trovansi pure i seguenti rimedii:

Le VERE POLVERI FERRUGINOSE di Marsiglia, rimedio ottimo nella mancanza dei menstrui.

La CREOSOTE BILLARD di Parigi, pel mal di denti.

Le PILLOLE del PERETTI, specifico per troncare le febbri terzane.

Il BALSAMO OLEOSO, detto NOÈ, usato per le piaghe dei cavalli, ecc.

Il BLISTER, escarotico inglese, molto in uso nella Veterinaria.

NOTIFICANZA

Il tribunale civile di prima instanza in Milano notifica che mediante decreto d'oggi ha prorogata a tempo indeterminato la tutela del minore signor Giuseppe Obicini, figlio del defunto Lorenzo e della vivente signora Savina Benelli, ritenendo in tutrice la madre e in contutore il sig. ingegnere Giuseppe Orighetti.

Milano, dall'I. R. Tribunale civile di prima instanza, il 13 febbraio 1852.

Il Presidente Mestron.
Carminati, Fontana, *Consiglieri*.

SEMENZA BACHI DA SETA

DEL MONTE BRIANZA E DI VIGEVANO

Presso **Claudio Calligaris**, negoziante in Dora Grossa, rimpetto la chiesa della SS. Trinità.

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

La Direzione rendendo di pubblica ragione li infra designati numeri delle azioni in ritardo al pagamento dello scaduto decimo, previene li signori interessati che a mente dell'art. 11 dello Statuto saranno le dette azioni, dopo 30 giorni dalla pubblicazione del presente, vendute per duplicata alla borsa di Torino.

NUMERI *delle azioni in ritardo al pagamento del 4° decimo.*

294. 295. 887. 888. 961 a 990. 5281 a 5330. 6760 a 6769. 6791. 6792. 8296. 8297. 10173 a 10185. 11401. a 11403. 12001. 12002. 12024. 12031. 12036. 12037. 12051. 12053 a 12058. 12067. 12099. 12128. 12178. 12181. 12182. 12186. 12192. 12240. 12243. 12313. 12334. 12335. 12336. 12349. 12350. 12351. 12352. 12380. 12381. 12392. 12417. 12418. 12419. 12463. 12468. 12485. 12501. 12526. 12531. 12538. 12624. 12625. 12626. 12642. 12643. 12644. 12645. 12646. 12724. 12725. 12726. 12727. 12730. 12749. 12750. 12751. 12752. 12790. 12791. 12809. 12810. 12869. 12870. 12904. 12951. 12952. 12953. 13001. 13284. 13285. 13379. 13428. 13429. 13564. 13565. 13581. 13582. 13609. 13610. 13621. 13628. 13630. 13634. 13666. 13667. 13740. 13741. 13809. 13810. 13811. 13837. 14098. 14099. 14100. 14101. 14141. 14165. 14227. 14317. 14340. 14356. 14360. 14362. 14367. 14410. 14418. 14485. 14486. 14487. 14525. 14526. 14538. 14654. 14655. 14662. 14663. 14664. 14665. 14689. 14691. 14717. 14726. 14739. 14741. 14777. 14781. 14786. 14802. 14899. 14902. 14911. 14930. 14978. 14995. 14997.

LIBRERIA GIANINI E FIORE

MEMORANDUM
STORICO-POLITICO
DEL CONTE
CLEMENTE SOLARO DELLA MARGARITA
Ministro e Primo Segretario di Stato per gli Affari esteri
del RE CARLO ALBERTO
dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847

Torino 1852, un bel volume in-8° grande di 600 pag.
Prezzo L. 10.

AVVISO INTERESSANTE

È fuor di ogni dubbio essere la gotta una fra le più terribili e dolorose malattie che affliggono l'umanità, nè pur troppo fino ad ora valsero a fugarla radicalmente gli studi i più indefessi, nè le più accurate ricerche, esperimenti instituiti dai più chiari e rispettabili fra i Clinici. In oggi finalmente non procede più così la bisogna. Sette anni di continue ed esatte esperienze praticate qui in Italia, nonchè in Francia ed in Inghilterra, mi diedero la più assoluta certezza, che il mio rimedio anti-gottoso, del quale tante volte fecero giustizia ed onorata menzione le pubbliche Gazzette dietro i più brillanti successi ottenuti, è certo e sicuro a togliere di mezzo questo morbo mediante una semplice applicazione esterna. Dico certo, perchè non fallì mai ad ogni esperimento di cessar tosto i dolori più acerbi, e risolvere in brevi giorni il parossismo, e dico sicuro, perchè diede sempre compiuti e radicali risultati, non solo a vincere la località affetta senza il timore di retrocessioni e metastasi, come ripetute volte succedè pur troppo sotto l'uso di vari metodi fino ad ora adoperati; ma eziandio a modificare e vincere lo stato diatesico, specialmente col promuovere un profuso generale sudore. Egli è perciò, che a benefizio di chi volesse giovarsene, io ho depositato la ricetta del mio rimedio nella farmacia in Vicenza sul Corso, all'insegna del Casino, del sig. Luigi Bettanini, il quale solo ad ogni inchiesta ne farà scrupulosamente e regolarmente la spedizione. Ella è tanta la certezza che io porto dell'efficace azione del mio liquore anti-gottoso, che propongo a qualunque ammalato che voglia assoggettarsi alla sua applicazione, di instituirne l'esperimento alla presenza di due conscienziosi periti dell'arte, e qualora non riporti i vantaggi promessi, avrà diritto alla restituzione del prezzo esborsato presso la farmacia stessa.

Il rimedio sarà accompagnato da un libro d'istruzione del modo di usarlo e munito de' miei timbri a scanso di contraffazione.

Vicenza, il 22 febbraio 1852.

CARLO CATTANEO *chirurgo.*
BETTANINI LUIGI *farmacista.*

DA RIMETTERE AL PRESENTE
in Torino, anche con more al pagamento

NEGOZIO di Bindelli ed altri oggetti di Seterie, in Dora Grossa, vicino alla farmacia già Canda; nel quale intanto si procede, con prezzi assai modici, ad una
LIQUIDAZIONE VOLONTARIA
massime di un discreto assortimento di Bindelli di Francia recenti.

VENDITA VOLONTARIA

Di una CASCINA distante chil. 18 circa (miglia 7) dalla capitale, composta d'ampio fabbricato rustico, con attigue ettari 15, 24, 40 (giorn. 40), di prima qualità, in un sol pezzo, tra campi, prati ed alteni, in amena e salubre situazione, e libera da ogni ipoteca. Dirigersi dal sig. avv. Luigi Demichelis, via della Madonnetta, n. 15.

Presso LUIGI TOSCANELLI *e C., Librai*
via di Po, num. 36,

UFFIZIO DELLA SETTIMANA SANTA
LATINO-ITALIANO. *con molti rami,*
elegantemente legato, L. 3, 50.
Lo stesso legato in marocchino dorato, L. 5.

I suddetti tengono pure un copioso assortimento di libri di pietà e da messa; legati in varie foggie, ed immagini sacre da distribuirsi in regalo ai giovanetti per la prima comunione nella quaresima, a prezzi discreti.

GIUSEPPE ORCORTE
CHIRURGO MECCANICO DENTISTA
premiato di Medaglia nell'anno 1850.
Torino, via Nuova, num. 9, primo piano.
ove trovasi l'unico laboratorio da lui diretto.

UNICO DEPOSITO
CAFFÈ BURLET DI SANITÀ

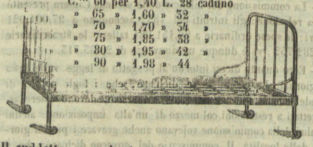
Miele vergine di Spagna, Sagou, Ervalenta, Orzo *perlé*, Tapioka, Senapa bianca medicinale, Candele Milly e di Sego, di superiore qualità, presso Porporati ed Arnosio, droghieri, via di Po, isola dell'Ospizio di Carità.

ISOPATINA D' AMERICA
per la vaccinazione dei pomi di terra.
Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

FABBRICA E NEGOZIO
di Letti in ferro, Sofà, utensili e ferramenta
DI **GIUSEPPE BARBIÈ**
in via di Po, num. 20

DIMENSIONE DEI LETTI

C.mi 60 per 1,40 L. 28 caduno
» 65 » 1,60 » 32 »
» 70 » 1,70 » 34 »
» 75 » 1,85 » 38 »
» 80 » 1,95 » 42 »
» 90 » 1,98 » 44



Il suddetto negozio è fornito di LETTI in FERRO d'ogni dimensione, forma e prezzi. — Letti e Sofà di nuova invenzione, pieghevoli, epperciò di facile trasporto, di solida costruzione, per Collegii, persone di servizio, ecc., da L. 30, 40, 50 caduno secondo la dimensione. — Il medesimo s'incarica della spedizione ai signori committenti.

BAILLY
ENTREPRENEUR DES COUVERTURES EN ZINC
Tient baignoires, bains de chaise, bains de pieds, seaux, gouttières, tuyaux, chenets, réservoirs, pompes de jardin, ustensiles de ménage, garderobe, et un grand assortiment d'ornements de zinc estampés pour baldaquins, marquises, clochetons, et ornements de théâtre dorés, le tout à des prix très-modérés.
Borgo Nuovo, Stradale del Re, casa Vinay, num. 24, *sull'angolo della via della Chiesa, in Torino.*

AVVISO. Incominciando da domenica, 4 corrente, al caffè lombardo veneto, in piazza Vittorio, *Table d'hote*, alle ore 5 pomeridiane. Il modico prezzo di L. 1, 50, magnifico locale, proprietà ed esattezza del servizio, raccomandano specialmente questo nuovo stabilimento.

FORNO GIOVANNI, sarto, ha trasferto il suo magazzeno e laboratorio dalla contrada Bogino, n. 1, a quello dei Conciatori, n. 30, casa del signor marchese Doria di Cirié, in fondo della corte, scala sinistra p°. 2°

DA AFFITTARE *per la corrente annata*

CASA di campagna ad uso di Villeggiatura, posta in una delle più belle situazioni sopra la collina, con vettura periodica a 10 minuti di distanza, composta di 6 a 12 camere ben mobigliate di tutto il necessario, giardini, peschiera, cappella, con o senza scuderia, rimessa, ecc., a L. 400 annue. — Dirigersi in via di S. Domenico, num. 5, al negozio di Telerie, nella corte.

OCCASIONE PROPIZIA

Per affittare un elegante alloggio di 10 camere con condottori d'acqua, terrazzo, pavimenti alla veneziana, in via del Belvedere, porta num. 8.
Recapito alla farmacia Cafassi in via de' Conciatori.

DA VENDERE

GHIACCIO limpido, miriagrammi 20,000, a cent. 6 per miriagr., a datare dal 15 aprile, sul luogo, presso Torino, ed anche a *blocco*.
Recapito dal portiere della casa, n. 28, via Doragrossa.

DA VENDERE

CASCINA e VIGNA sulla collina di Piossasco, con fabbricato civile e rustico, a breve distanza dalla parrocchia superiore. Dirigersi al negozio Giustetti, via Provvidenza, 8.

DA AFFITTARE

Due CASCINE, dette *Pramolle* e *Deviso*, nei territori di Leynì e Settimo Torinese. Dirigersi in Torino all'uffizio del signor causidico coll. Clara; in Chivasso al signor Giuseppe Mazzucchelli, ed in Ivrea al signor Economo del V.° Seminario de' Chierici, proprietario.

SCIROPPO DI TAMARINDI
DI FILIPPO VIORA
unico approvato con superiore autorizzazione
a Ln. 2. 50 il 1/4 di litro

sigillato con stemma gentilizio

Un nuovo genere di rinfresco piacevole e salubre venne testè ritrovato dal confettiere e farmacista FILIPPO VIORA, il solo approvato dalle rispettive autorità. Esso è composto essenzialmente di sciroppo di tamarindo con gomma arabica, semplicissime sostanze; e nessun'altra bevanda è forse più atta di questa ad estinguere la sete.

Deposito in Torino, nella farmacia chimica del sig. Tacconis, già Canda, via di Dora Grossa, num. 13;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Revanale, 167

I FRATELLI GUGLIANETTI
HANNO TRASFERTO IL LORO MAGAZZINO
di Chincaglierie e Mercerie
Dalla via del Palazzo della Città a quella di Dora Grossa n. 23, presso la chiesa dei Ss. Martiri.

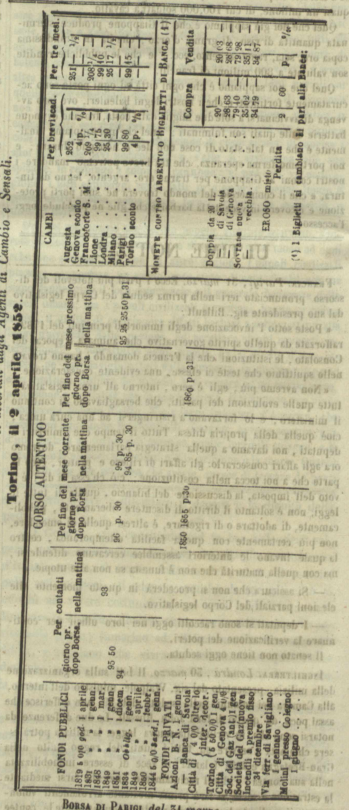
RICERCA

Mediante pronti contanti si desidera stabilire il rilievo di un negozio di caffè, con o senza fondi. Dirigersi all'*Emporio Nazionale*, via Conciatori, 34, piano 1°.

TRATTORIA DEI DUE BASTONI
Via dei Due Bastoni num. 1

Il proprietario Paolo Falda, avendo ingrandito il suo locale di quattro sale al 1° piano riccamente arredate, si reca a debito di far noto ai signori avventori, che vorranno onorarlo, si a conto, che a pasto, da L. 2 in più, essere egli in grado di poter pienamente e colla massima puntualità ed esattezza soddisfarli si per la squisitezza de' cibi, che per l'ottima qualità de' vini.

BOLLETTINO UFFICIALE *dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.*
Torino, il 2 aprile 1852.



Borsa di Parigi *del 31 marzo.*

Il 5 0/0 aperto a 100, 55, chiude a 100, 25.
Il 3 0/0 aperto a 71, 10, chiude a 71.
Il 4 1/2 0/0 resta a 101, 25.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 94, 50.
Le azioni della Banca di Francia a 2655.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: Serata a benefizio del signor Tessero Pasquale — *Natalina.*
D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: Ce soir samedi, au bénéfice de M. Saint-Victor, *Monte-Cristo.* 2.me Partie.
SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *Luigia Bernard.*
DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Fausto.*

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.interpretulturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 82 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

LUNEDI 5 APRILE

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	Semest.	Trimest.
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 50 cent. — Bollino 25 cent.

PARTE UFFICIALE

Per R. provvisioni del 10, 14, 23 e 30 marzo p. p., e per ordini Ministeriali del 12, 17, 28 dello stesso mese, ebbero luogo le seguenti nominazioni e promozioni nel personale delle contribuzioni dirette:

Desforges Giuseppe Cesare, promosso all'esattoria di Montiers;
Branche Napoleone, id. a Fessons-sous-Briançon;
Gamacchi Luigi, id. a Lanslebourg;
Richard Giacomo Francesco, id. a St-Michel;
Monod Giuseppe Prospero, volontario demaniale, nominato esattore e destinato a Marignier;
Belli di Carpenetto cav. Felice, già aspirante volontario presso l'Azienda di Guerra, quindi nella Ispezione Generale del R. Erario, nominato esattore, e destinato a Sassello;
Barberis Vincenzo, promosso all'esattoria di Savigliano;
Borsarelli Giulio, id. a Villanova Solaro;
Marco Felice, id. a Riva di Chieri;
Decoularé Cesare Augusto, id. a Cigliano;
Ferrando Giovanni, id. a Settimo Vittone;
Valle Bartolomeo, id. a Mongrando;
Carutti Eugenio, volontario demaniale, nominato esattore e destinato a Crevacuore;
Belmondo Tancredi, promosso a Cumiana;
Theseo cav. Edilberto, già scrivano con titolo d'applicato nel soppresso Ministero di Marina, Agricoltura e Commercio, nominato esattore e destinato a Viù;
Bianco Giuseppe, promosso all'esattoria di Roccavione;
Mauro Giovanni, volontario demaniale, nominato esattore e destinato a Limone;
Grassi Giacinto, promosso a Busca;
Gandolfo Giovanni Antonio, id. a Dolceacqua;
Bono Francesco, id. a Prelà;
Airaldi Filippo, id. a Alassio;
Tinelli Carlo, id. a Castelletto d'Orba;
Lima Francesco, id. a Zavattarello;
Brigiero Pietro, volontario demaniale, nominato esattore e destinato a Campofreddo;
Devecchi Giovanni Antonio, promosso a Casteggio;
Cignetti Giuseppe, id. a Villeneuve;
Tosco Marcantonio, id. a Mosso Santa Maria;
Cassinis Paolo, già segretario di giudicatura in riposo, nominato esattore e destinato a Priero;
Colle Maurizio, promosso all esattoria di Peveragno;
Galliano Ferdinando, id. a Rossolasco;
Mestrallet Gaetano, già impiegato d'Intendenza Provinciale, nominato esattore e destinato a Costigliole di Saluzzo;
Gravier Antonio, verificatore delle contribuzioni dirette, nominato esattore e destinato a St-Jean-d'Arves;
Pagliuzzi Emilio, volontario demaniale, nominato esattore e destinato a Bardonecchia;
Amoudruz Pietro, promosso all'esattoria di Annemasse;
Lagnel Fleury Gio. Luigi, id. a Chamoux;
Villien Giuseppe Maria, segretario della commissione de conti delle opere pie presso l'Intendenza di Moriana, nominato esattore e destinato a Lullin;
Giraudi Giuseppe, promosso all'esattoria di Torre Luserna;
Serono Giacinto, id. a Pamparato;
Giansana Antonio, volontario demaniale, nominato esattore e destinato a Frabosa Soprana;
Merlatti Giovanni, promosso all'esattoria di Avigliana;
Salino Teonesto, id. a quella di Casalborgone;
Frola avv. Eugenio, scrivano nel Ministero delle Finanze, nominato esattore e destinato a Montanaro;
Campini Luigi, segretario presso l'Intendenza generale di Cagliari, nominato esattore e destinato all'esattoria di Mombaruzzo;
Pisano Carlo, traslocato dal distretto esattoriale di Mogoro a quello di Mandas (Sardegna);
Camboni notaio Giuseppe, già precettore dei manovali muratori presso lo stabilimento della miniera di Monteponi, nominato da S. M. all'impiego d'esattore delle contribuzioni dirette in udienza del 10 marzo e destinato al distretto esattoriale di Mogoro (Sardegna);
Marcello Giuseppe, già volontario nell'Intendenza provinciale di Iglesias, nominato da S. M. esattore nell'udienza suddetta e destinato all'esattoria di S. Antioco (Sardegna).

Con Decreto del 30 marzo ultimo scorso, S. M. ha nominato all'impiego di scrivano nel Ministero delle Finanze il signor Maurizio Preverino, già scrivano nel Ministero dell'Istruzione Pubblica.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 4 aprile.*

Il Senato, nella tornata di sabato, continuò la discussione sul progetto di legge per una spesa straordinaria per le fortificazioni di Casale.

R. ACCADEMIA MEDICO-CHIRURGICA DI TORINO.

Nella tornata del 26 marzo, il socio dott. coll. Giordano riferì favorevolmente, in nome di una commissione, sopra il *Nuovo metodo di preparare scheletri artificiali*, sottoposto all' esame dell' Accademia dal sig. Ruffini, studente del sesto anno di medicina. Indi il socio Freschi incominciò la lettura di una sua memoria *Degli effetti della nicotina considerata sotto il rapporto della fisiologia e della tossicologia medico-forense*; della quale memoria continuò e finì la lettura nella tornata del 2 aprile. In tale seduta l'Accademia sentì col più vivo rammarico la morte del suo zelante e distinto socio il cav. Matteo Bonafous, ed incaricò il segretario generale di esprimere il cordoglio di essa alla famiglia dell' illustre estinto.

DEMARIA, *Segretario generale.*

AMMINISTRAZIONE DI SICUREZZA PUBBLICA.

Questura della Città e Provincia di Torino.

Visti gli articoli 6, 7, 9 della legge 26 febbraio 1852;

Viste le istruzioni ministeriali del 13 marzo scorso;

I. Si prevengono coloro i quali vogliono andare in giro per commercio ambulante di chincaglieria, zolfanelli, stampe, ed altre merci, o pel mestiere di vetraio, calderaio, stagnaio, e simili, o vendere sulle piazze o per le vie candelette, scapolari, ed immagini, paste, confetti o liquori, o farla da sensale od intromettitore ambulante, o da servitore di piazza, facchino, lustrascarpe e simili dell'obbligo che loro cocre di farsi inscrivere in apposito registro e munirsi d'estratto autentico della seguita iscrizione.

II. Chiunque fra i suddetti intenda d'esercitare in questa città e territorio uno dei mestieri, di cui nel sovracitato articolo, dovrà presentarsi all'ufizio dell'assessore di Sicurezza Pubblica della Sezione nella quale abbia abitazione.

III. I minori dovranno fare constare dell'assenso del padre, o di chi lo rappresenti legalmente.

IV. Per ottenere l'estratto d'iscrizione è necessario si faccia constare con appositi documenti della buona condotta del richiedente.

V. Trascorsi giorni quindici dalla pubblicazione del presente, i R. Carabinieri, e gli Agenti di Sicurezza Pubblica procederanno all'arresto, ed ai verbali di contravvenzione previsti dagli art. 10, 11 e 12 della citata legge 26 febbraio 1852.

Torino, 5 aprile 1852.

L'intendente incaricato
Avv. MICOLO. — BOSIO *segretario.*

AZIENDA GENERALE DI GUERRA.

Provvista di Grano pei magazzini di sussistenze militari.

Dovendosi provvedere le quantità di grano infra specificate occorrenti pel servizio di tre mesi nelle sussistenze militari se ne [illegible] presso la predetta generale Azienda, alle ore una pomeridiana precisa nei giorni infra indicati.

S'invita pertanto chiunque voglia assumere tali provviste a presentare nei giorni ed ora come sovra il proprio partito sigillato, distinto per ciascun lotto, contenente il prezzo per ogni quintale metrico di grano, non che l'indicazione del magazzino per cui intende di provvedere, seguendone poscia lotto per lotto il deliberamento definitivo, epperciò senza fatali, all'offerente il cui partito conterrà prezzo *minore*, o quanto meno *eguale* al *maximum* che dall' Amministrazione sarà previamente stabilito, e deposto sul tavolo in plico sigillato all' apertura dell' incanto.

Nell' anzidetta provvista s'avranno per base i capitoli stampati col millesimo 1852, dei quali si avrà lettura presso la prefata generale Azienda, e presso i Commissariati di Guerra, e Sindaci dei luoghi ove seguirà la pubblicazione del presente.

La consegna del grano nei rispettivi magazzini avrà luogo per un terzo della somministranza dal 1° al 5 del mese di maggio; per gli altri due terzi a compimento della provvista dalli 10 alli 15 detto mese.

I partiti che contenessero offerte di grano in quantità minore di quelle designate nella qui sotto estesa Tabella saranno ammessi, purchè non al disotto di duecento quintali, pei magazzini di Torino ed Alessandria, e di cento per gli altri magazzini, potendo i lotti essere in tal modo divisibili.

Non saranno ammesse alla presentazione di partiti se non le persone che avranno prima fatto constare all'Azienda suddetta della loro risponsabilità nel modo indicato nei precitati capitoli.

Lotto	*Indicazione del magazzino*	*Quantità della Provvista*			
1	Torino	Quintali metrici (peso di 100 chil.)	N.	5700	
2	Venaria Reale	Id.	id.	» 570	
3	Ivrea	Id.	id.	» 270	(1)
4	Pinerolo	Id.	id.	» 630	
5	Cuneo	Id.	id.	» 480	
6	Saluzzo	Id.	id.	» 350	
7	Savigliano	Id.	id.	» 580	
8	Alessandria	Id.	id.	» 5200	(2)
9	Casale	Id.	id.	» 600	
10	Voghera	Id.	id.	» 300	

(1) *L' incanto avrà luogo il giorno 8 aprile, alle ore una precisa pomeridiana.*
(2) *Id. 9 aprile, come sovra.*

Torino, li 29 marzo 1852.

Per detta Generale Azienda,
Il Commissario di Guerra Capo della Divisione Contratti
Avv. ROSSI.

Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

È giunto ieri il pacchetto postale di Cagliari.

Il 30 marzo vi era stato pubblicato il seguente manifesto. La città era tranquilla.

Il generale comandante la divisione passava in rassegna le truppe del presidio.

Sulla proposizione del ministro segretario di Stato per gli affari interni:

Visto l'art. 5 della legge del 4 marzo 1848;

S. M. sotto il 21 marzo del corrente 1852 decretò come in appresso:

Art. 1. La milizia nazionale di Cagliari è sciolta.

Art. 2. Le armi di spettanza del governo della medesima ritenute saranno tosto restituite e ritirate per cura dell' intendente generale della divisione.

Art. 3. La stessa milizia sarà immediatamente ricostituita a mente della legge prelett.

Concittadini!

A scanso di mal fondate interpretazioni io credo mio debito di mettere a conoscenza vostra che questo provvedimento è unicamente inteso all'oggetto di rendere più regolare, e più conforme alla legge l'ordinamento della nostra milizia, e di ovviare a quelli inconvenienti che non si poterono affatto evitare nella precipitata sua prima costituzione, senza che il Governo del Re intenda toglierle la sua fiducia, alla quale la nostra milizia sempre risponderà degnamente.

In eseguimento pertanto del sulladato R. Decreto, visti la lettera del sig. Intendente generale di questa Divisione amministrativa del 29 marzo 1852,

Si notifica:

1. Dal giorno d'oggi resta vietato l'uso della divisa della guardia nazionale sino alla sua completa ricostituzione.

2. La consegna delle armi si farà da tutti i militi che le ritengono al municipio contro ricevuta da spedirsi al momento della consegna. L'ora resta fissata dalle nove di mattina alle due pomeridiane dal giorno immediato alla pubblicazione del presente; il locale destinato è l'aula inferiore del palazzo Municipale.

3. La consegna di dette armi verrà eseguita nel preciso termine di giorni otto dalla pubblicazione del presente.

Cagliari, il 30 marzo 1852.

Il Sindaco
A. LORE.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — *Società promotrice delle Belle Arti in Torino.*

La direzione fa noto che la pubblica esposizione avrà luogo, come nell'anno passato, nel locale del Palaccorda (volgarmente *Trincotto*), e comincierà a' dì 51 del prossimo mese di maggio.

I capi d'arte destinati per la medesima dovranno essere presentati, a partire dal giorno 10 maggio e *non più tardi* delli 25 stesso mese, nel locale suddetto, [illegible] aperto, in tutti i giorni non festivi, dalle ore 9 del mattino alle 4 pomeridiane.

Tutti i capi d'arte dovranno essere muniti di una cartolina indicante il nome, cognome e patria dell'autore, e il prezzo che se ne richiede, se sono vendibili.

La Direzione si riserva la facoltà di rifiutare tutti quelli che in qualche modo offendessero la pubblica morale o la decenza, e che per il nissun pregio artistico non giudicasse meritevoli di concorrere allo scopo cui tende la Società.

Per la Direzione
Avv. Luigi ROCCA, *segretario.*

N. B. Si pregano caldamente i sigg. Estensori di giornali delle varie provincie italiane di voler riprodurre nei loro periodici questo avviso.

PROVINCIE. — Si legge nella *Stella* di Pinerolo:

Il duca Litta, patrizio milanese, s'incaricò della compiuta educazione del giovinetto Enrico Borgogno, di Pinerolo, il quale molto promette nell'arte musicale, come suonatore di violino, e che non poteva continuare gli studi per mancanza di mezzi.

— Si legge nel *Moderato* di Domodossola:

Scrivono da Suna che in un podere di proprietà del sig. Stefano Rossi, posto a breve distanza dall'abitato, venne scoperta una sorgente d'acqua minerale.

— Una circolare diretta dal Regio Provveditore agli insegnanti delle scuole elementari maschili, e femminili della provincia annuncia la vicina riapertura d'un corso normale in questa città per il perfezionamento delle maestre, e per le aspiranti, che bramano dedicarsi alla pubblica istruzione.

— Abbiamo a lamentare la morte di uno fra i decani dell'arte tabellionale di nostra provincia. Il notaio Francesco Delfrate Alvazzi era nato a Varzo il 3 novembre 1773.

GENOVA. — Col vapore postale francese *l'Egyptus* proveniente da Marsiglia è giunto il marchese Viluma de la Pezuela, ministro plenipotenziario di Spagna a Napoli, diretto per la Toscana col sig. De Renestrosa Fernandes console.

SAVOIA. I giornali di Savoia parlano dell'arrivo a Chambery e dei concerti dati in quella città dalla celebre artista saviglianese Teresa Milanollo. Destò maggiormente l'ammirazione degli uditori un pezzo eseguito sul violino con malinconico affetto, intitolato *Rimembranze e dolori*, dedicato a sua sorella Maria, morta nel fiore degli anni e già così innanzi nell'arte.

TOSCANA

FIRENZE, 30 *marzo*. Si legge nel *Monitore Toscano*:

S. A. I. e R. il granduca con venerabilissimo decreto del 26 marzo cadente si è degnata conferire all'avvocato cav. Carlo Cecconi, console generale della Toscana, residente in Genova, una Commenda di Grazia di lettera B. dell'annua rendita di lire quattrocento.

— *I municipii e la Società di patrocinio in Toscana.*

Le proporzioni, sempre di mano in mano più estese, che prende la Società di Patrocinio per i liberati dalle carceri di Toscana, il numero vistoso delli ammessibili al beneficio del *Patrocinio*, il buon risultato delli esperimenti avuti sin qui della sua efficacia, facevano ognor più sentire al Consiglio Dirigente il maggiore

rincrescimento che la scarsità dei mezzi pecuniari opponesse un ostacolo insormontabile a raccogliervene quei buoni frutti che a ragione si attendevano. In queste angustie il Consiglio ebbe la felice idea di far ricorso ai Municipii della Toscana, onde venissero con le loro oblazioni a sostenere la Pia Opera; lo che avrebbe anche contribuito a vieppiù raccomandarla presso i particolari, e a confondere lo spirito maligno di quei pochi che o tristi, o illusi le sono contrarii. Questa fiducia nella carità e saggezza dei Municipii Toscani mostra bene già sulle prime di volere essere coronata da buon successo.

Sono parecchi quelli che già hanno risposto favorevolmente; e quale si è fatto scrivere come socio perpetuo, contribuendo per una volta tanto la somma di lire cento, tal'altro si è obbligato ad una tassa annuale, più o meno ingente secondo le sue forze. Il Consiglio ha la soddisfazione di dichiarare che il numero di quelli che finora risposero negativamente non fu che di tre, di fronte a quattordici che ci hanno favorito: e per già ricevute comunicazioni confidenziali ha fondata ragione di ritenere che le risposte, che restano ancora a farsi, debbano corrispondere alle deliberazioni di una così vistosa maggioranza. Appena tutti i Municipii avranno replicato, il Consiglio si farà un dovere di pubblicare i nomi di quelli che aderirono alla caritativa associazione: e riuscirà questa un'epoca molto segnalata nella vita della Società nostra, poichè basata così sul solido appoggio dell'adesione de' comuni, non avrà più a temere eventualità contrarie che minaccino la di lei benefica esistenza.

Dalla segreteria della Società di Patrocinio in Firenze, 30 marzo 1852.

STATO ROMANO

Scrivono da Roma al *Monitore Toscano*:

L'insigne pontificia romana accademia di belle arti sotto il titolo di San Luca, si è pregiata, con sue Lettere Patenti del 27 febbraio scorso, di aggregare fra i suoi soci d'onore e cavalieri di merito S. E. il conte cav. commendatore Emilio di *Nieuwerkerke*, scultore esimio, ed attuale direttore generale dei musei nazionali della Francia in Parigi.

— Si vanno predisponendo le basi di un nuovo trattato postale col governo austriaco nello scopo di agevolare le comunicazioni epistolari non solo con quegli Stati, ma con più altri germanici o settentrionali, le cui corrispondenze percorrono le spaziose contrade della austriaca monarchia e fan capo al confine ferrarese.

Ferrara, 26 *marzo*. Si legge nella *Gazzetta di Ferrara*:

L'ispettore generale delle truppe pontificie, cav. De Gregoris, si è portato ad ispezionare la milizia indigena di ogni arma qui di guarnigione, passandola in rassegna, visitandone le caserme, e recandosi infine all'ospedale civico-militare, ove ha trovato di lodare sommamente la cura dell'amministrazione, e dei medici astanti, verso i militari che ivi giacciono infermi.

SVIZZERA

Lucerna. Il governo ha deliberato intorno un atto di concessione di una strada ferrata da Lucerna ai confini dell'Argovia presso Zofingen, e lo presenterà al Gran Consiglio nella prossima adunanza. Se questo è adottato, la concessione sarà offerta all'in-

Argovia. Il 30 marzo ebbero luogo le nomine del nuovo Gran Consiglio. Non si conosce ancora il risultato; ma sembra che siano state elette molte persone nuove.

FRANCIA

Parigi, 1° *aprile*. Ecco il discorso pronunciato dal presidente del Senato nella seduta del 30:

Signori senatori,

Il suffragio universale ha inaugurato un'era nuova.

All'infuori del suffragio universale, nulla di stabile potè essere fondato.

La base del potere del primo console e dell'imperatore era tanto solida che per iscrollarla bisognò la lega dei sovrani di tutta l'Europa, fortemente aiutata dal tradimento; ed anche ad onta di ciò, codice, sistemi amministrativo e finanziario, istituzioni giudiziarie e religiose, sono rimasti illesi. L'unità nazionale fu mantenuta a malgrado dello straniero, e dell'azione dissolvente de' vecchi partiti.

Nel 1848, la nazione, tornata nell'esercizio della sua sovranità, proclamava la repubblica: ma quando si dovette organizzare, il nome di Napoleone si offerse al pensiero dell'immensa maggioranza.

Col suo maraviglioso istinto il popolo comprese che questo nome è la potente personificazione di tutto ciò ch'egli sempre volle, l'ordine e la libertà al di dentro, l'indipendenza e la grandezza nazionale al di fuori. Ei comprese che, acclamando questo nome per la quarta volta, ingrandiva se medesimo e si vendicava degli infortunii e dei tradimenti del nostro ultimo campo di battaglia.

La politica del principe, che porta sì degnamente questo nome, non potea convenire alle vedute strette e passionate di tutti i partiti esclusivi. Quindi le collegazze più mostruose si formarono contro di lui; esse vollero opporsi alla libera manifestazione del voto nazionale. Allora l'eletto di sei milioni di voti, forte della sua coscienza, delle sue patriottiche intenzioni, collo sguardo fiso all'immortale suo modello, si dedicò risolutamente a far rispettare il vero, il solo sovrano che noi tutti riconosciamo, il popolo. Tale è, o signori, la ragione dell'appello ch'ei gli fece il 2 dicembre.

La Francia rispose una seconda volta in modo anche più solenne del primo. Essa sentì che il nipote dell'Imperatore doveva avere una ben viva apprensione sul nostro avvenire per appigliarsi ad una iniziativa sì audace. Ond'è che non solamente il popolo l'assolse, ma gli diede perfino il potere costituente. La fiducia è stata senza limiti, perchè si sentì quanto eravi di buon senso pratico e di franchezza in quell'appello all'intera nazione.

Luigi Napoleone non volle fare estemporaneamente una costituzione; volle ch'essa fosse la conseguenza dello stato della nostra società, e non il risultamento di combinazioni ideali. Pensò che essendo un'opera perfettibile, bastava che contenesse un picciol numero di principii, tolti dalle nostre varie istituzioni.

L'idea dell'organizzazione dei nostri poteri pubblici, voi sapete, o signori senatori, ove fu attinta. Per questa organizzazione la Francia fu la grande nazione.

A fine di stabilire cotesto nuovo ordine di cose rimpetto a tante passioni ostili, non era d'uopo la dittatura? Questa dittatura oggi cessa. Le leggi riprendono tutto il loro dominio, e i grandi Corpi dello Stato incominciano le loro funzioni.

Voi sapete, o signori, che cosa deve essere il senato. Noi non abbiamo l'incarico di far leggi. Potere essenzialmente conservatore e moderatore, noi dobbiamo invigilare sopra un picciol numero di principii; dobbiamo raffrontarli continuamente alle leggi e ai decreti, e indicare il loro disaccordo o la loro armonia. Questi principii, noi li troveremmo nei nostri costumi, nei bisogni della nostra civiltà, quand'anche non fossero scritti nelle nostre leggi. Avendoli ognora presenti, facendo buona guardia intorno ad essi, noi siamo certi di secondar le mire del principe Luigi Napoleone.

La costituzione vuole da noi anche più. Noi dobbiamo regolare con *senatus-consulti* organici quanto è necessario alla sua attuazione. Possiamo finalmente proporre al presidente della repubblica le basi delle leggi d'un grande interesse nazionale. Voi vi terrete, o signori senatori, all'altezza del vostro mandato. Estranei ad ogni altro sentimento che non sia quello del bene pubblico, della prosperità delle masse popolari e del dedicamento al paese, il capo dello Stato troverà in voi fermi ed energici sostegni nei giorni di pericolo, consiglieri savi, moderati e clementi in tempi di pace e di prosperità, allorchè trattisi di far dimenticare le nostre discordie, di rimarginare le nostre piaghe sociali, e di far di tutti i francesi una sola famiglia.

Inaccessibili alle tempeste che potessero formarsi fuori di questo recinto, le vostre deliberazioni saran sempre piene di calma e di maestà. Voi dovete essere veri giurati politici.

Tali sono, a creder mio, le alte e grandi attribuzioni di questa assemblea, nella quale devono raccogliersi tutte le celebrità della Francia.

Nel rimirla per la prima volta, permettete a colui che ha l'onore di presiederla, una considerazione sopra di sè stesso.

Il fratello dell'imperatore, uno dei vecchi soldati delle grandi nostre guerre, credeva terminata la propria carriera; egli invecchiava con una pia sollecitudine sopra ceneri gloriose e venerate, quando il presidente della repubblica fece appello al suo patriottismo ed al suo zelo.

Dopo tante vicissitudini e tanti anni d'esilio, la Provvidenza destinava l'ultimo senatore superstite dell'impero ad essere il primo membro del senato della nostra repubblica.

Lieto e superbo di questa missione, egli accetta con gioia di trovarsi per tal guisa come l'anello intermedio che rannoda il passato al presente.

— I giornali recano il seguente sommario della seduta del corpo legislativo del 1° aprile:

Seguito della verificazione dei poteri. Rapporti dei varii uffizii sulle elezioni delle circoscrizioni comprese nei dipartimenti del Tarn, della Mosa, dell'Ain e d'Ille-et-Vilaine.

Ammessione dei deputati eletti. Prestazione di giuramento.

Dichiarazione fatta dal presidente, che, a termini dell'articolo 46 del decreto del 22 marzo, il corpo legislativo è costituito, e che ne sarà dato avviso al presidente della repubblica.

Dopo una breve sospensione della seduta, si ripiglia la verificazione dei poteri.

si debba portare nelle sedute l'abito ufficiale.

La seduta è sciolta alle tre.

— Il sig. Legrand, direttore dell'amministrazione delle foreste, è nominato consigliere di Stato in surrogazione al sig. Janvier, defunto.

— Il *Moniteur* d'oggi contiene un decreto che regola la posizione degl'impiegati militari appartenenti alle tre armi dell'artiglieria, del genio e degli equipaggi militari.

— Oggi nella seduta del senato l'ordine del giorno reca la discussione sulla *dotazione del presidente*.

Una commissione è nominata e si riunisce immediatamente; un'ora dopo il relatore di essa, sig. Fould, si presenta con una proposta di dotazione ascendente a 12 milioni; i palazzi, i parchi ed i giardini reali sono compresi nella dotazione, esclusa però ogni spesa di riparazione e di mantenimento.

Si procede allo scrutinio. Votanti 69; l'unanimità è pel sì.

Una deputazione è nominata la quale parte immantinente per portare al principe presidente la proposta ed il risultato della votazione.

SPAGNA

Madrid, 27 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

Si va accreditando la voce che la regina Isabella II sia di nuovo incinta.

Si dice che il marchese Ruario Sforza, già ministro plenipotenziario del Re delle due Sicilie a Firenze, sarà mandato a Madrid col medesimo titolo. Il marchese di Miraflores n'ebbe avviso dal governo napoletano.

Il 3 aprile è il giorno stabilito per la partenza delle LL. MM. alla volta di Aranjuez.

— Si legge nella *Revista Militar*:

Il governo ha preso le disposizioni necessarie per l'invio a Cuba di 3 mila uomini a fine di riempiere i vuoti dell'esercito dell'Avana.

— Si legge nello stesso giornale:

Oggi (27) sono stati presentati a S. M., rivestiti dell'uniforme del corpo, i capi e officiali dello squadrone delle Guardie della Regina, non ha guari creato onde servire di scorta alle persone della famiglia reale. Veniamo assicurati che tra quattro o cinque giorni lo squadrone partirà per Aranjuez a fine di cominciarvi il suo servizio.

INGHILTERRA

Londra, 31 *marzo*. — *Camera dei comuni*. — *Tornata del 30 marzo*.

Il sig. *Anderson* prega la Camera ad emettere il parere, che ad oggetto di porre in armonia le necessità economiche dello Stato con la sicurezza della nazione si facciano provvedimenti, mediante i quali la marineria mercantile a vapore possa in caso di bisogno essere prontamente adoperata a vantaggio della difesa nazionale.

Il sig. *Mackinnon* appoggia la mozione, la quale egli considera come pegno della conservazione della pace.

Il sig. *A. Stafford* osserva che la flotta inglese è attualmente uguale alle due flotte francese e russa unite insieme, e scorge in ciò nuova ragione per acconsentire alla mozione del signor Anderson.

Il sig. *Stafford* entra in molti particolari sulle odierne condizioni della marineria britannica, e dice che con l'adottare la mozione in discussione la Camera non deve affatto vincolarsi sul modo di metterla ad esecuzione.

Il capitano *Scobell* è di parere che l'Inghilterra non deve perdere la sua supremazia marittima; che non deve perciò scemare la sua squadra, e porge il suo cordiale assenso alla mozione affacciata dal deputato Anderson.

L'ammiraglio *Stewart* (segretario dell'ammiragliato) tesse fra i vivi applausi dell'assemblea l'elogio degli ufficiali e dei marinari della regia marineria.

Il capitano *Harris* divide il parere dell'ammiraglio Stewart, e lo loda di averlo manifestato con tanta franchezza.

Il sig. *Hume* si pronuncia caldamente a favore del miglioramento della marineria mercantile, e ravvisa nell'attuazione del libero scambio una grande efficienza per raggiungere siffatto scopo.

Dopo altre parole dei signori W. Cowper e sir G. Pechell a favore della mozione, il signor Anderson si dichiara soddisfatto delle spiegazioni date dal governo e dell'accoglienza fatta alla sua mozione, e la ritira pago di aver richiamata con prospero successo l'attenzione della Camera sull'importante argomento.

Il signor *Anstey* fa mozione che venga nominata una commissione per indagare le cagioni del ribasso delle entrate prelevate dai diritti d'importazione sui vini. L'oratore insiste specialmente sugli elevati diritti che la compagnia dei vini di Oporto fa percepire sopra i suoi vini.

Il sig. *d'Israeli* (cancelliere dello scacchiere) dimostra per mezzo delle cifre, che il ribasso di cui si lamenta il sig. Anstey non esiste; ma ove la Camera voglia in proposito maggiori chiarimenti, egli non si oppone punto alla mozione.

Lord *Palmerston* ricorda le trattative intavolate col governo portoghese a proposito dei vini di Oporto, e chiede al governo quali passi ulteriori esso abbia dato per reclamare l'adempimento delle promesse fatte dal Portogallo.

Il signor *Henley* (ministro del commercio) risponde che le trattative pendono ancora, e che il governo nutre ferma fiducia di vederle conchiuse in modo utile agl'interessi inglesi e soddisfacente.

La mozione del sig. Anstey è approvata.

Il signor *H. Berkeley* propone alla Camera una risoluzione ad oggetto di surrogare nelle elezioni generali dei rappresentanti della nazione il voto a squittinio segreto al voto pubblico. Egli reclama l'adozione della sua proposta nell'interesse della indipendenza del voto e della libertà: la Camera disporrà come meglio crede su i punti speciali: l'oratore insiste soltanto sulla importanza dell'adozione del principio per lui proposto.

Il signor *Barrow* cita la sua rielezione a deputato del South Nottinghamshire, come argomento contrario alla mozione del signor Berkeley.

Sir B. Hall osserva che un caso speciale, una eccezione, non può essere allegata a prova della erroneità di un principio generale, ed appoggia la mozione.

Il signor *W. Williams* ricorda che in America il voto segreto coincide col governo a buon mercato; laddove in Inghilterra il voto pubblico coincide col governo a caro prezzo.

Il signor *Cobden* fa una lunga disamina sulla ragione fra l'Inghilterra e l'America, e citando l'esempio della Francia chiede alla scuola di Manchester se è contenta de' risultamenti ivi dati dal voto segreto. L'oratore rammenta che l'illustre oratore irlandese Shiel (ora defunto), ed il molto onorevole baronetto sir James Graham hanno in altre occasioni dichiarato lo scrutinio segreto essere cagione di demoralizzazione.

Il signor *Cobden* dice, che dacchè lo scrutinio segreto è stato stabilito in Francia non son più succeduti tumulti nè disordini; laddove in Inghilterra a cagione della votazione pubblica succedono non di radi sconcerti non lievi. Io, dice il sig. Cobden, voto a favore della mozione con la certezza che, fra tre o quattro anni, essa sarà come le leggi di libertà economica accettata universalmente.

Il capitano *Scobell* appoggia la mozione.

Il signor *Walpole* (ministro dell'interno) è di parere che lo scrutinio segreto invece di diminuire i mali, a cui si vuol porre rimedio, li aggraverebbe, perchè esso non impedirebbe in alcuna guisa la corruzione ne scemerebbe la forza di certe influenze.

Lord *Dudley Stuart* appoggia la mozione.

Si passa ai voti. Per la mozione del sig. Berkeley 145; contro 246: maggioranza contraria 102: la mozione è rigettata. Dopo la votazione del sig. *Hutt* dichiara che egli intendeva votare a favore della mozione e che per isbaglio votò contro. (*Hanta*)

La Camera si scioglie a mezzanotte passata.

— Si legge nello *Standard*:

S. A. R. il conte d'Aquila, fratello del re di Napoli, e la sua sposa, sorella dell'imperatore del Brasile, sono arrivati a Londra, accompagnati da numeroso seguito.

— Si legge nello stesso giornale:

Corre voce che tre capitani di corvetta saranno mandati in ciascuno dei tre porti principali a fine di essere inscritti sui controlli del vascello ammiraglio. Il comandante Marsh ha già ricevuto la sua nomina pel *Waterloo* di 120 cannoni, vascello ammiraglio a Sheerness.

— Scrivono alla *Indépendance Belge* da Londra in data del 30 marzo:

Un gran *meeting*, presieduto dal lord-mayor di Londra, fu tenuto ieri (29) a Guildhall. Più di 600 notabili del corpo municipale vi assistevano, come anche molti membri del Parlamento, tra' quali il barone Rothschild. La maggioranza della riunione si dichiarò contro il principio del bill, attualmente sottoposto al Parlamento, e che ha per iscopo di estendere le franchigie municipali.

— Si legge nei *Débats*:

Pare certo che il plenipotenziario inglese, nella nuova missione che si apparecchia per la Plata, sarà il capitano Hotham, il quale comandava la divisione anglo-francese, di conserva col capitano Tréhouart, alla battaglia di Obligado, e che per la sua lunga dimora alla Plata era particolarmente raccomandato alla scelta del governo britannico. Il capitano Hotham deve partire da Portsmouth il 10 aprile sopra una fregata a vapore da guerra, appositamente preparata: e si crede che il plenipotenziario francese, non appena sarà nominato, lascierà la Francia alla medesima epoca.

— Si legge nel *Globe* :

I fondi inglesi, che aveano subito stamane (31) un leggiero ribasso, hanno poi ripreso maggiore fermezza : l'indole pacifica del discorso di Luigi Napoleone inspira fiducia. Consolidati a contanti e per conto 98 5/8 3/4.

ALEMAGNA

Prussia. La seconda Camera, nella seduta del 29 marzo, ha votato l'insieme del bilancio, ammontante, quanto all' entrata, a 97,004,021 talleri, e per le spese, tanto ordinarie che straordinarie, a 99,451,754 talleri. Quindi la Camera passò alla discussione dell' ordinanza relativa alle disposizioni disciplinarie concernenti tutti gli impiegati non appartenenti all' ordine giudiziario.

Il ministro delle finanze dichiarò, in questa stessa seduta, che fu chiuso il conto della cassa generale del 1851, e soggiunse che il disavanzo, non solo fu coperto, ma che vi è inoltre un incasso di 500,000 talleri.

La stessa commissione di finanze della seconda Camera, che si dichiarò per gli interessi del tesoro riguardo al bollo dei giornali, propose alla Camera di respingere l'aumento del dazio sullo zucchero di barbabietola. Nell' esposizione dei motivi, essa dice non essere giusto che, durante l'esercizio generale dell' imposta, il quale termina al 1° settembre 1853, si accresca un diritto che non poteva prevedersi quando si stabilirono le fabbriche.

Annover. Sembra confermarsi che siasi nominata una commissione coll'incarico di preparare un progetto di rivedimento della costituzione. La *Gazzetta di Colonia* del 27 marzo pubblica i nomi dei membri di quella commissione, di cui il conte Wedel sarebbe il presidente.

— La *Nuova Gazzetta di Prussia* pubblica i protocolli delle due sedute del congresso della flotta, tenutesi in Annover, il 22 ed il 24 di marzo.

Ne risulta che la somma totale di tutte le annue contribuzioni ammonta a 500,000 talleri, mentre pel mantenimento della flotta sarebbe necessario un milione: da questi 500,000 talleri, 200,000 ad un dipresso conviene diffalcare, perchè annessi a condizioni ora non eseguibili : rimarrebbero per la flotta solo 300,000 talleri. Si manifestò pure una grande divergenza, in quanto che, mentre Annover, Brunswik, Dessau, Köthen, Schaumburg-Lippa, Lubecca, Brema ed Amburgo aderiscono senza condizioni, Oldenburgo pone la clausola, che un istituto di marina venga stabilito sulla costa oldenburghese.

Oltracciò Baviera, Sassonia, il granducato di Assia e Nassau, vogliono che si rinnovi il trattato doganale fra gli Stati dell'Alemagna settentrionale e meridionale, e che l'Austria non sia più oltre tenuta separata dai rapporti doganali e commerciali col resto dell'Alemagna ; Weimar, Altenburgo, Sondershausen, Bernburg, Lippa aderiscono, a patto che vi entri la Prussia; Gotha vuole che la somma annua non oltrepassi 800,000 talleri ; Meiningen non vuole obbligarsi più in là del 31 dicembre 1852.

Nell' anzidetta dichiarazione la Baviera propose che s'instituisse una flotta tedesca da partirsi in tre stazioni, cioè una per l'Adriatico, formata dall'Austria: la seconda pel mar Baltico, formata dalla Prussia, e la terza, pel mare del Nord, composta da tutti gli altri Stati dell'Alemagna, esclusa l'Austria e la Prussia. La Baviera non prenderà parte ad alcuna lega, in cui una sola delle grandi potenze sia compresa.

Altra clausola, posta dalla Baviera, fu che prima vengano in modo soddisfacente sciolte le questioni doganali e commerciali che importano agli Stati aderenti all' unione della flotta.

Città Anseatiche. *Brema*, 29 *marzo*. Ecco il tenore del proclama del senato da noi accennato già nel numero di sabato :

« Il senato prese concerto col maggiore generale Jacobi, qui inviato in qualità di commissario federale, e, considerando essere indispensabile il convocare una nuova assemblea della borghesia per fondare il governo sopra salde basi : considerando finalmente che in questo periodo di transizione importa l'ovviare agli abusi della libertà della stampa e del diritto di riunione, il senato, d'accordo col commissario federale, ed in nome della dieta germanica, decretà :

1. L'assemblea dei borghesi è sciolta : i suoi poteri cessano fin d'ora ;

2. . . . gli affari che non soffrono ritardi, il senato convocherà alcuni cittadini che siano forniti di speciale idoneità, i quali amministreranno provvisoriamente gli affari, finchè sia riunita la novella assemblea dei borghesi. Quei membri dell' assemblea disciolta, che presero parte alla risoluzione del 30 marzo, non potranno entrare nelle nuove commissioni.

3. Riguardo alla futura assemblea dei borghesi, si seguiranno le disposizioni provvisorie annesse al presente decreto, sotto riserva dell'ulteriore rivedimento della costituzione, da farsi quanto prima col mezzo della nuova assemblea.

Si procederà immediatamente all' elezione dei 150 membri che dovranno comporre la nuova assemblea della borghesia : quindi il senato la convocherà e l'aprirà.

Tutte le disposizioni della costituzione, e delle leggi che non sono in armonia colle prescrizioni antecedenti, sono abrogate fino a nuovo ordine.

Gli articoli 10, 11 e 14 della costituzione, riguardanti la stampa ed il diritto di riunione, sono abrogati ;

La legge provvisoria sul giurì in data del 7 febbraio 1851 e le disposizioni della legge penale sull'istruzione davanti al giurì, pei delitti contro la sicurezza dello Stato, sono sospese.

Le disposizioni della legge criminale ordinaria si seguiranno per quello che concerne l'istruzione dei delitti e crimini contro la sicurezza dello Stato.

Riguardo ai processi vertenti, se la sentenza d'accusa fu già comunicata ad una delle parti, si proseguirà l'istruzione cominciata, senza che siano applicate le presenti disposizioni.

Le assemblee e riunioni che hanno un fine politico sono provvisoriamente vietate, sotto pena di multa pecuniaria o di carcere. Le assemblee e riunioni di altro genere potranno all' uopo essere disciolte per riguardi di polizia. »

— Al suddetto decreto vengono dopo alcune disposizioni provvisorie, concernenti la borghesia: esse contengono le disposizioni elettorali seguenti:

La borghesia è composta di 150 membri; 16 saranno eletti dagli scienziati; 24 dai membri della *Società d'industria*, e dalla Camera di Commercio; 30 dai cittadini abitanti nella città, non appartenenti ad alcuna delle tre precedenti categorie, di cui 10 dovranno rappresentare una rendita di 500 talleri ; 10 una rendita superiore a 250 talleri, e 10 finalmente quelli che non pagano imposta.

Il sobborgo di Wegesack nominerà 6 deputati; Bremerhasen ne nominerà 6: il piano ne nominerà venti. I deputati si eleggeranno per sei anni, da rinnovarsi per metà dopo ogni triennio.

AMERICA

Stati-Uniti. L'*America* arrivò a Liverpool, recando notizie di Nuova-York a tutto il 18 marzo p. p.

Il bill, concernente una esposizione generale della industria di tutte le nazioni a Nuova-York era stato definitivamente sanzionato l'11 marzo dal governo di Nuova-York. Esso bill era stato adottato ad unanimità dal senato. L' edifizio di questa grande esposizione sarà eseguito giusta il disegno del sig. Paxton.

Il sig. Buchanan, uno de' candidati del partito democratico alla vicina elezione presidenziale, pare abbia maggiori probabilità di riuscita che gli altri suoi concorrenti.

— Si legge nei *Débats* :

Lettere particolari ci annunziano che una nuova spedizione si starebbe attualmente preparando alla Nuova Orleans contro Cuba. I fondi sarebbero forniti dallo stesso intraprenditore che dette il denaro occorrente per la spedizione di Lopez.

Il momento parrebbe favorevole, in seguito del richiamo del general Concha, la energia del quale ben conosciuta inspirava un timore gravissimo ai filibustieri americani, e cui il governo di Madrid ha destituito dal suo posto di governatore generale dell' isola.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 2 *aprile*. Per decreto inserito nel *Moniteur* d'oggi il sig. A. Chevalier, già segretario generale della presidenza della repubblica, è nominato direttore dei palazzi e delle manifatture al ministero di Stato, in surrogazione al defunto sig. Cavé.

Un altro decreto stabilisce la composizione dello stato-maggiore particolare dell'Albergo degl'Invalidi.

— Leggesi nella *Presse* : Da qualche tempo sembrano accreditarsi voci di amnistia; intanto a Marsiglia e a Bordeaux si è ricevuto ordine di sospendere le partenze dei trasportati per l'Algeria.

Spagna. *Madrid*, 28 *marzo*. Si legge nel *Clamor Publico* :

Martedì ultimo (23) partì da Cadice alla volta dell'Avana il vapore da guerra *Fernando el Catolico*, recando a bordo i generali Canedo e Medinilla.

— Si legge nello stesso giornale :

Scrivono da Siviglia che il dì 23 furono fatti in quella città molti arresti de' quali non si conoscono i motivi: solamente si sa che tra le persone arrestate si trovano i signori G. Antonio Fè e Giuliano Pelton.

Inghilterra. *Londra*, 1° *aprile*. Alla Camera de' comuni, tornata del primo aprile, il sig. Monckton Milnes si fece a svolgere una sua mozione, intesa ad ottenere dal Parlamento un voto di biasimo contro i dispacci indirizzati dal principe di Schwarzenberg al governo inglese relativamente ai rifugiati esteri.

Al partir del corriere, avea la parola lord Dudley Stuart, in appoggio della mozione predetta.

— Il *Morning-Chronicle* annunzia che S. M. avrebbe tenuto il 5 un consiglio privato al palazzo di Buckingham.

— Il conte e la contessa d'Aquila, accompagnati dal ministro di Sicilia, principe Carini, ebbero, il dì 1° aprile, un' udienza dalla regina.

— Il vapore da guerra l'*Antilope*, della marineria britannica, partito martedì 30 marzo da Portsmouth alla volta di Gibilterra, investì nello scoglio di Bambudgeleg, vicino all' isola di Wight : si teme che sia andato perduto.

— *Fondi inglesi*. Consolidati a contanti e per conto 98 5/8.

Alemagna. *Francoforte*, 31 *marzo*. Il sig. Bismark-Schönhausen, inviato di Prussia alla Dieta germanica, è di ritorno da Berlino.

— *Berlino*, 30 *marzo*. Il *Novellista* dice che la Prussia non è aliena dallo entrare in negoziati intesi a conchiudere un trattato coll'Austria, ma non vuole sottoscrivere un atto che accenni ad una lega doganale austro-germanica da stabilirsi in un tempo determinato. Tuttavia non si teme, quanto alla conservazione dello Zollverein stesso, perchè Baviera, Würtemberg e Sassonia non fecero della loro proposta (unione coll'Austria) una condizione *sine qua non*.

— *Annover*. La crisi ministeriale si è terminata colla conservazione di tutti i ministri, compresi i due, che aveano offerto la loro demissione. Ma questo accomodamento viene riguardato come provvisorio : il partito aristocratico, cresciuto in influenza, mira ad una modificazione del gabinetto.

— *Monaco*, 30 *marzo*. Le LL. AA. II. i granduchi Niccolò e Michele di Russia sono giunti, nella notte scorsa, in questa città.

Questa mattina il re andò a far visita ai principi, mentre questi erano in procinto di recarsi da S. M., cui restituirono la visita immediatamente dopo. I due granduchi sono aspettati, fra pochi giorni, a Stoccarda.

— *Weimar*, 29 *marzo*. Scrivono alla *Gazzetta d'Augusta* :

I giornali dicevano, che le truppe deporranno fra breve la coccarda tedesca. Questa cosa è bensì da alcuni desiderata anche qui, ma incontrò sempre grave ostacolo nella volontà del nostro granduca, il quale dichiarò che egli non vi consentirà giammai.

America. Si legge nel *Times* del 1° corrente :

Notizie di Porto Principe a tutto il 7 decorso recano che tutto vi era tranquillo. L'incoronazione dell'imperatore Soulouque avverrà il 18 di questo mese.

— Si legge nella *Patrie* :

Si è ricevuta la notizia che Rosas, l'ex-dittatore di Buenos-Ayres, e sua figlia Manuelita, si erano rifugiati alla Giamaica.

E. Leone gerente.

CITTA' DI TORINO.

IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 8, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 3 aprile stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantasette. Lire 0. 87.

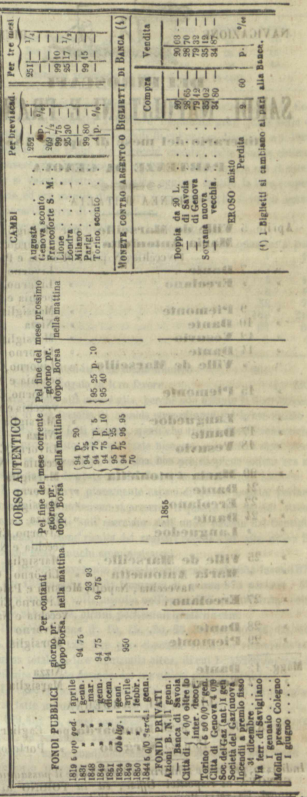
Torino, dal civico palazzo, addì 2 aprile 1852.

Il Sindaco G. Bellono.

BOLLETTINO UFFICIALE *dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.*

Torino, il 3 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO



CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
GREGGIE	Denari 10—11		
	11—12		
	12—14		
	14—16	61	
	16—20		
ORGANZINI	20—21 75	50	
	21—23 74	50	
	22—23 73	50	
	23—24 73		
	24—25 73	72	
	25—26 72	50 71	50
	26—27 71	50	
	27—28 71	69	75
	28—30 70	50 69	75
TRAME	30—32		
	32—36		
	36—40		
	22—24		
	24—26		
	26—28		
	28—30		
	30—32		
	32—36		
	36—40		

GENOVA 3 APRILE 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60 gior. d.	*Ln.*	1	85 1/2
Amsterdam	id.	»	2	12 —
Ancona	30 id.	»	2	27 —
Augusta	id.	»	2	54 1/2 L.
Barcellona	id.	»	5	82 —
Bologna	id.	»	1	10 —
Firenze	id.	»		83 —
Lione	id.	»		99 7/10
Livorno	id.	»		83 —
Londra	3 mesi	»	25	30 —
Marsiglia	30 giorni	»		99 7/10
Messina	60 id.	»	12	90 —
Milano	30 id.	»		84 3/8
Napoli	id.	»	4	33 —
Palermo	60 id.	»	12	99 —
Parigi	30 id.	»		99 7/10
Roma	id.	»	5	08 — D.
Torino	id.	»		99 3/8
Trieste	id.	»	9	01 1/4
Venezia	id.	»		84 1 1/8
Vienna	id.	»	3	01 1/4

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

	Ln.	94	1/2
Cedole di Genova	»	95	1/2
id. Sarde	»		
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	91	— off.
Prestito Obbligatorio	»	93	1/8 —
Obbligazioni prestito volontario	»	945	off.
id. della Città nuove	»	740	—
Prestito Obbligazioni 1850	»	955	—
id. 1 gennaio	»	94	1/4
Prestito Toscano	»		—
Azioni della Banca	»	1840	—
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	p. c.

Borsa di Parigi *del* 2 *aprile*.

Il 5 0/0 aperto a 104, chiude a 104, 50.
Il 3 0/0 aperto a 71, 80, chiude a 71, 90.
Il 4 1/2 0/0 resta a 101, 75.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 25.
Le azioni della Banca di Francia a 2700.

BANCA NAZIONALE

L'Amministrazione della Banca ha ridotto al 4 p. 0[0] l'anno l'interesse sulle anticipazioni contro deposito di fondi pubblici.

NAVIGAZIONE RIUNITA

DEI PIROSCAFI

SARDI, NAPOLITANI E FRANCESI

Itinerario del mese di aprile 1852

PARTENZE DA GENOVA

LINEA D'ITALIA

Aprile 5	**Ville de Marseille**	per Marsiglia	
»	**Maria Antonietta**	»	Livorno, Civitavecchia, Napoli, Messina e Palermo
» 7	**Dante**	»	Livorno
»	**Ercolano**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 9	**Piemonte**	»	Marsiglia
» 10	**Dante**	»	Nizza
» 12	**Vesuvio**	»	Marsiglia
» 14	**Dante**	»	Livorno
»	**Ville de Marseille**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 15	**Piemonte**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
»	**Languedoc**	»	Marsiglia
» 17	**Dante**	»	Nizza
» 18	**Vesuvio**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 20	**Maria Antonietta**	»	Marsiglia
» 21	**Dante**	»	Livorno
» 22	**Ercolano**	»	Marsiglia
» 24	**Dante**	»	Nizza
»	**Languedoc**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 25	**Ville de Marseille**	»	Marsiglia
»	**Maria Antonietta**	»	Livorno, Civitavecchia, Napoli, Messina e Palermo
» 27	**Ercolano**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 28	**Dante**	»	Livorno
» 29	**Piemonte**	»	Marsiglia
Magg.o 1.o	**Dante**	»	Nizza
» 2	**Vesuvio**	»	Marsiglia

LINEA DI SARDEGNA

Aprile 1, 10 e 20 **Lombardo** per Cagliari
» 5, 15 e 25 **Virgilio** » Portotorres

Indirizzo, per avere schiarimenti e fissarne il passaggio, in GENOVA *ai rispettivi Uffizi, ed in* TORINO *ai signori* Fratelli Bonafous, *via D'Angennes, num.* 37.

DEMAIN, MARDI, 6 AVRIL, à MIDI

dans l'Amphythéâtre de Chimie, bâtiment de Saint-François de Paule, le D.r Lemercier commencera un *Second et dernier cours de Physiologie humaine et comparée à l'usage des gens du monde*, à l'aide des modèles du docteur Auzoux.

Ce Cours sera continué les jours suivants à la même heure, excepté le Jeûdi saint et le jour de Pâques.

Prix du Cours complet de huit Séances 15 *fr. — Pour une Séance* 3 *fr.*

FONTANA LUIGI & C.

NEGOZIANTI DI CAVALLI

Fanno noto essere visibile al presente, nelle loro scuderie, in casa Massa, piazza, S. Massimo, n. 4, un convoglio di cavalli da carrozza e da sella, delle razze del Mecklemburgo e *croisés*.

ADELAIDE Ved.a TARRON

Ha trasferto il suo negozio da calzolaio in via dei Conciatori, casa Ceriana, n. 34. — Tiene assortimento di calzatura si da uomo che da donna, e per ragazzi di ogni età, assicurando ai signori accorrenti la massima esattezza e modicità nei prezzi.

PERMUTA

Di una proprietà della rendita di L. 300 annue, riducibili a capitale, con CASINO di campagna arredato, *presso Torino*. — Recapito via di Dora Grossa, n. 28, uscio rimpetto la scala.

DA VENDERE

CASA di nuova costruzione, posta in una delle migliori posizioni in Torino, dell'attuale reddito di annue L. 10,000 circa e suscettibile di aumento. — Dirigersi al causidico coll. Tricerri, via S. Dalmazzo, n. 14.

DA RIMETTERE O DA AFFITTARE AL PRESENTE IN VERCELLI

l'esercizio, previa autorizzazione, di un'osteria bene avviata, in sito frequentato, con mobili e fondi pel valore di L. 5[m]. circa e con discreta mora pel pagamento. — Far capo in Vercelli dal signor Eusebio Barberis, casa Aymar, contrada del Palazzo, ed all'agenzia del sig. Francesco Rossi, casa e contrada dell'Ospizio di Carità.

DA AFFITTARE *al presente od al primo aprile p.o*, Num. 9 membri al 2.o p.o, via delle Figlie dei Militari, n. 13.

Vendita di Stabili Comunali

Alle ore 8 del mattino del 1.o maggio corrente anno si procederà avanti l'albo pretorio del comune di Rivarolo Canavese ad un solo incanto, ed alle ore 10 dello stesso mattino, nella sala di detto Municipio, al deliberamento a favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della 3.a candela vergine, di un vasto tenimento boschivo con prati e campi simultenenti, appartenente a detta Comunità, di ettari 284, are 96, cent. 6 (giornate 750) circa, situato sul territorio di detto Comune, regioni Reysino, Cardine, Gianola ed altre, e posto alla distanza di 15 chilometri circa (12 miglia) da questa capitale, a cui si ha comoda comunicazione per mezzo di regolari vetture periodiche aventi due partenze e due arrivi al giorno percorrendo la strada provinciale.

L'incanto verrà aperto all'offerto prezzo di L. 170,000, in un sol lotto, con ragioni d'acqua, ed ai patti e condizioni inserti nell'avviso d'asta 25 marzo 1852, che verrà pubblicato, delle quali e del piano topografico dimostrativo ogni aspirante può aver visione nella sala del sud.to Municipio, ed in questa città, nell'ufizio del causidico Ambrogio Gioanni, contrada di Dora Grossa, n. 53, piano 2.o

Torino, il 29 aprile 1852.

MAGAZZINO FRANCESE

Via San Filippo, dirimpetto al Caffè Piemonte

PREZZI FISSI

10 p. 0,0 di ribasso sulle Tele d'Irlanda

Il gerente è autorizzato per tale ribasso onde terminare nel più breve termine la vendita delle rimanenti Tele consistenti in

TELA d'Irlanda sopraffina a L. 50 e 55 la pezza
Id. *id.* fortissima, 36 metri, L. 50 »
Id. *id.* » 30 » » 40 »
TELA Courtrai filata a mano, L. 1, 25 il raso.

Grande assortimento di fazzoletti in batista e in tela a varii prezzi.

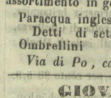
Si è pure testè ricevuto un nuovo assortimento di percalli, ed una quantità di mussola in lana a 92 cent. il metro (11 soldi il raso); Orleans alti a L. 1, 07 al metro (14 soldi il raso.)

VETTURA

tra TORINO e la BORGIONA di RIVALBA

Dal 1.o aprile corrente, Carlo Cavallo figlio, a comodità degli accorrenti e possidenti stabili nelle comuni di Casalborgone, Ramengo, Tonengo, Marmorito, Cocconato, Montiglio, Bersano, Albugnano, Moncucco, Cinzano, Vernone, Sciolze, Rivalba e Bussolino, diede principio alle quotidiane partenze, salvo li giorni festivi, e così dalla Borgiona parte al levar del sole percorrendo lo strada le di Gassino; e da Torino dall'albergo del Toro d'Oro, in via delle 4 Pietre, per giungere alla Borgiona sul tramontar del sole.

Il prezzo è di L. 1, 25 per posto e gli abbuonati godranno di tutte quelle agevolezze che saranno del caso.



BERNARDO DIVERIO

FABBRICANTE DI OMBRELLE

Giunse recentemente dalla Francia con un grandioso assortimento in genere di novità, a modico prezzo, cioè:

Paracqua inglesi da L. 3, 25 a L. 4, 60;
Detti di seta » » 8 » 60;
Ombrellini » » 5 » 30.

Via di Po, casa Arnaud, presso il Caffè Dilej.

GIOVANNI GILARDINI

Notifica a tutte le Regie Amministrazioni di fanteria non che alla Guardia Nazionale, che esso tiene un grande assortimento di pelli da tamburo per batteria ed altre da timpano, forniture per tamburo, casse *roulant* e catube da musica, moderne e montate con viti, il tutto a modicissimi prezzi.

S'incarica pure di ridurre al nuovo modello le casse *roulant* e catube antiche; più altri oggetti relativi alla Guardia Nazionale. — Il suo negozio è situato in via del Palazzo della Città, casa propria, num. 3.

VENDITA VOLONTARIA

A PARTITI PRIVATI

Di una **TENUTA**, composta di cascina di ett. 39, 90, g.te 103) circa tre campi, prati e boschi in una sola pezza, con due edifizi di molino a quattro ruote, e pesta da canapa, torchio da olio e martinetto di recente costruzione, situati nelle fini di Clavesana, di fertile produzione, dell'annuo reddito netto non minore del 4 per 0[0].

Chiunque voglia aspirare a tale acquisto è invitato a presentare il suo partito per iscritto suggellato in Torino, in eccedenza al prezzo di L. 110m, a mani del signor notaio Teppati, via di S. Teresa, n. 21, ed in Carrù a mani del sig. dottore medico Martinengo, entro tutto il mese di maggio prossimo, e dirigendosi ai medesimi verrà data visione dei patti e condizioni del contratto.

Trascorso detto termine, e così nel giorno 3 giugno, alle 9 antimeridiane, nanti il sig. notaio Teppati, in Torino, si addiverrà all'apertura dei partiti presentati e contemporanea stipulazione del contratto a favore del miglior offerente.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

L'AMICIZIA

DIARIO EBDOMADALE DELLE SOCIETA' OPERAIE

Si pubblica tutti i giovedì.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE	
Torino	
Per un anno . . . . L. 4	*Le associazioni si ricevono in Torino, presso le Direzioni delle Società, e dal Gerente* Luigi Pesasti, *nella corte del teatro Sutera.*
Per sei mesi . . . . » 2	
Provincie	
Franco di posta, per 1 anno L. 6	
— per 6 mesi » 3	

MATTEO NOVARESE

NEGOZIANTE DI CAVALLI

Previene i signori amatori essergli giunto un convoglio di Cavalli da carrozza di razza del Mecklemburgo, di prima scelta, fra i quali diverse pariglie *croisées*, e saranno visibili alla Cascina detta di S. Paolo, fuori porta Susa, stradale di Rivoli, dal 9 al 12 corrente aprile.

INCANTO VOLONTARIO

Di una Cascina, nei territorii di Settimo Torinese e Volpiano di ettari 43, 78 circa (giorn. 114, 92), con fabbricati civili e rustici, denominata la Mangarda, sita in territorio di Settimo Torinese e Volpiano, propria delli signori coniugi e figli Vella, estimata L. 103,895, 95, ed esposto in vendita per L. 93,500.

Gli incanti preparatorii si terranno nanti l'albo pretorio di Torino, alle ore 9 di mattina, delli giorni 15, 22 e 29 maggio 1852, ed in detto giorno 29 maggio, avrà luogo nello studio del notaio Signoretti, alle ore 10 mattina, l'incanto definitivo ed il deliberamento.

Le carte e condizioni della vendita sono visibili nello studio del detto notaio Signoretti contrada Stampatori, porta 14 piano 3.

CAFFÈ ALFIERI

DA RIMETTERE: La Gazzetta di Venezia, La Presse, La Croce di Savoia e L'Indépendance Belge.

TORERO GIO. BATTISTA

Tiene grande magazzino da mobili in legno rustico per uso di giardini, a modico prezzo.

Borgonuovo, via della Chiesa, casa Cavallotto, n. 8.

AVVISO

Il negozio JANETTI, accanto al Caffè Fiorio, ha testè ricevuto varii oggetti di profumeria della Fonderia di S. M. Novella di Firenze.

SEMENZA BACHI DA SETA

DEL MONTE BRIANZA, PRIMA QUALITA'

via Barra di Ferro, num. 9.

Vendonsi pure Organzini e Trame all'ingrosso e al minuto

DA AFFITTARE: N. 6 camere mobigliate al 3.o piano, e num. 4, membri, con terrazzo, al 4.o p.no. Via del Senato, num. 4.

DA AFFITTARE *pel 1.o ottobre.*

APPARTAMENTO di 11 camere al piano nobile e 2 grandi camere al piano terreno, ed alcune cantine. Via dell'Ospedale, n. 15. Recapito al portiere, n. 13.

NOTA

Presso la segreteria del eccell.mo Magistrato del Consolato sedente in Torino, è stato depositato, sotto il 18 cadente marzo, un estratto d'instromento dell'11 stesso mese, ricevuto dal sottoscritto in virtù del quale li signori Guglielmo Biestra e dottore Carlo Colliex, dimoranti in Torino, contrassero società in nome collettivo per lo STABILIMENTO *sul fiume Po, presso Torino, di un edifizio natante, pei bagni ed esercizi di nuoto*, sotto la firma Biestra e Colliex, l'uso della quale è riservato al sig. Colliex.

Tale società ha avuto principio dal giorno della suddetta stipulazione, ed è durativo per tutto il trentennio della concessione accordatasi, a cominciare dal 1 gennaio p. p., al consocio sig. Biestra.

Torino, il 30 marzo 1852.

Notaio Cerale.

NOTA.

All'udienza, che sarà tenuta dall'ill.mo tribunale di prima cognizione sedente in Savona, alle ore 10 di mattina del giorno 20 aprile corrente, sull'instanza del sig. Giulio Santoni, negoziante domiciliato a Genova, si procederà all'incanto e deliberamento definitivo di tutti i beni già di proprietà del fallito Alessandro Rossi, fu gio. Battista, già negoziante in suddetta città di Genova, e posti sui territorii di Miogliola e Pont-lavrea, Provincia d'Acqui, e nei comuni di Sassello e d'Alba, provincia di Savona, in n. 36 lotti, composti di terre seminative, vignate, prative e boschive, con case coloniche, civili e filatoio da seta in Sassello, al prezzo e sotto l'osservanza delle condizioni contenute nel relativo bando, visibile a chiunque senza costo di spesa nell'ufficio del causidico sottoscritto.

Savona, il 1 aprile 1852.

N. Oddero sost. Rolandi.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Un fallo* — con farsa *gli antichi amori*.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Monte-Cristo*. 4.me Partie.

SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *I ladri galantuomini*.

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Fausto*.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 83 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; delle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 5 aprile.*

Nella tornata d'oggi, si continuò nel Senato la discussione sul progetto di legge per una spesa straordinaria per le fortificazioni di Casale: dopo molti e lunghi discorsi dall'una e dall'altra parte pronunciati si chiude la discussione generale e si passa a quella degli articoli. Rigettato l'emendamento del senatore Castagnetto e l'aggiunta del senatore Gallina all'art. primo del progetto Ministeriale, la legge è approvata con voti favorevoli 36 contrari 32.

La Camera dei Deputati deliberò nella tornata d'oggi di sospendere la discussione del Trattato di commercio colla Francia, che era all'ordine del giorno, sino a che fosse votata nell'altra Camera la legge sulle fortificazioni di Casale. Il Ministro delle Finanze presentò un progetto di legge per la leva di 100 marinai. Il Ministro dell'Interno ne presentò quattro, tre dei quali per interesse locale, ed uno per l'applicazione delle eccezioni della legge sui cumuli ai guardiani delle carceri.

DIREZIONE CENTRALE DELLE OPERE DI PUBBLICA BENEFICENZA DELLA COMPAGNIA DI S. PAOLO IN TORINO.

Relazione della Commissione delle limosine fatta alla Direzione centrale nella seduta del 29 marzo 1852.

Signori,

La Commissione da voi creata per la distribuzione dei soccorsi ai poveri vergognosi sente il dovere di rendervi conto del suo operato nel decorso bimestre; anzitutto, perchè essendole stato affidato un ufficio delicatissimo, troppo ha a cuore di farvi palese in qual maniera l'abbia adempito, ed è ansiosa di sapere se abbia risposto convenientemente alla vostra fiducia; inoltre per darvi ampia ragione delle domande che già vi ha fatto parecchie volte, e che ancora si propone di farvi, di nuovi fondi, ond'essere in grado di soddisfare alle numerose istanze dei ricorrenti; finalmente per esporvi quale sia l'economia e l'organismo che ha creduto di dover introdurre in questa parte di amministrazione.

In questo breve resoconto, la Commissione si farà una legge di silenzio su tuttociò che riguarda le persone, per non violare la espressa volontà dei fondatori, e si contenterà di darvi le cifre dei soccorsi distribuiti ed il numero dei sovvenuti; vi dirà però quanto fia necessario perchè possiate dare su tal materia un ponderato giudizio.

Innanzi tratto la Commissione è lieta di parteciparvi che il disposto del Decreto Reale 30 ottobre 1851, riguardante la distribuzione dei sussidi nelle singole parrocchie, ha avuto pienissimo eseguimento; imperocchè essendosi le Giunte parrocchiali senza indugio costituite, mercè il volenteroso concorso dei consigli di beneficenza, ed in modo particolare dei rettori delle parrocchie, si posero esse immediatamente in esercizio nel volgere di pochi giorni, e così il corso regolare della beneficenza non ebbe a soffrire veruna interruzione.

La Commissione adoperò in questa bisogna l'attività maggiore che potè, ed ebbe la soddisfazione di vedersi secondata, come non avrebbe potuto sperare, per l'incalzo del tempo in cui si trovava.

Formatesi le Giunte parrocchiali, fu deputato uno dei membri di ogni parrocchia per la distribuzione dei soccorsi ai poveri vergognosi; mentre agli altri fu dato l'incarico di sussidiare gli infermi e di far le proposte per dotazioni di povere fanciulle a mente delle tavole di fondazione; così il citato Decreto, in questa parte, fu pure letteralmente eseguito.

I sussidi, come è noto, sono, giusta la pratica tenuta per lo passato, parte ordinari e parte straordinari. I primi si distribuiscono a trimestri anticipati in misura per lo più invariabile; gli altri ad epoche indeterminate, e per lo più nello scorcio d'ogni mese a persone che si trovano in condizioni di bisogno straordinario.

Quanto ai soccorsi ordinari, per questa prima volta la Commissione non potè entrare in verun'esame, perchè avendo ricevuto dal cessato consiglio limosinario gli stati dei così detti bilanci per l'esercizio 1852, solo tre giorni prima che cominciasse l'anno della beneficenza, il quale principiò col mese di febbraio, ebbe appena il tempo di rilevarne copia per metterli immediatamente nelle mani dei Delegati parrocchiali.

Fu grandissima la premura con cui questi benemeriti signori si recarono a domicilio delle persone designate, per evitare che una qualunque tardanza mettesse nell'animo dei poveri un desolante timore; fu alto il segreto ch'essi conservarono intorno ai nomi delle persone sussidiate, pel rispetto dovuto al volere dei testatori; il loro contegno fu pari all'importanza dell'ufficio che furono chiamati ad esercitare, e degno d'uomini che sanno amministrare la cristiana beneficenza senza avvilire od umiliare chi giace nella sventura.

Le somme consegnate ai Delegati a norma delle note di bilancio sono le seguenti:

Parrocchia di			Signori:
S. Giovanni	1155 »	175	Avv. Rodetti
» S. Eusebio	815 »	160	Pietr. Franchetti
» S. Tommaso	745 »	135	Conte Capello
» Santa Teresa	435 »	75	Notaio Turvano
» Santa Maria	675 »	105	Cav. Villanis
» S. Rocco	535 »	75	Dottore Roffi
» Sant'Agostino	1440 »	175	Bruno
» Carmine	1484 95	115	Cav. Bogliotti
» S. Dalmazzo	775 »	105	Tadino
» Corpus Domini	1065 »	100	Teol. Pavarino
» S. Francesco di Paola	840 »	100	C. Ponte di Pino
» S. Carlo	850 »	160	Avv. Arduino
» Ss. Nunziata	750 »	100	Cerruti Fedele
» Borgo Dora	585 »	215	T. Gattino parr.
» B. V. degli Angeli	1745 »	215	Teologo Biollè
» G. M. di Dio	815 »	75	Broglatti
Commissione delle limosine	1335 »	»	»
Fuori di città	985 »	»	»
	17369 95	2445	

Queste diverse somme, come appare, formanti la somma complessiva di L. 19414 95 quadruplicate senza nessuna modificazione pel servizio dei quattro trimestri dell'annata, danno quella totale di L. 77659 80, che viene ripartita in altrettante pensioni di sussidio come segue:

Pensioni di L.		Numero	
»	400	»	1
»	320	»	1
»	300	»	4
»	240	»	5
»	229 95	»	1
»	220	»	2
»	200	»	26
»	180	»	6
»	160	»	37
»	150	»	2
»	140	»	44
»	120	»	76
»	100	»	135
»	80	»	145
»	60	»	116
»	40	»	27

Totale numero 641

persone bilanciate, di cui novantasei maschi, e cinquecento quarantacinque femmine. È da osservare relativamente alle otto pensioni di L. 120, che le medesime non sono altrimenti sussidii a poveri, ma pensioni propriamente dette, pagate a favore di giovani donzelle designate dal fu conte Leone per la loro intellettuale e morale educazione, e queste sono per lo più ricevute nel Ritiro del Soccorso.

Alla somma suddetta voglionsi aggiungere L. 775 che si consegnano ogni trimestre al Presidente della Direzione dell'ospizio de' Catecumeni di Pinerolo per essere distribuite per mezzo del sig. Sindaco di quella città, e debbonsi pure aggiungere L. 57 e 48 cent. trimestrali, che a mente del testamento Defontaines debbono essere consegnate al sig. Rettore della parrocchia del Carmine di Torino, e così la somma totale dei sussidi ordinarii rileva a L. 80989 72.

Nessun esame si è potuto, come si è detto, instituire sul reale bisogno delle persone provvedute ne' bilanci, per mancanza di tempo; si è però già diramata ai signori Delegati delle Giunte parrocchiali apposita istruzione, affinchè vogliano assicurarsi, se tutte le persone sussidiate siano ancora in quelle medesime condizioni, per cui furono ammesse a godere della beneficenza dell'Opera di S. Paolo, e riuniscano tutte quelle, che furono volute dai fondatori, tra le quali il domicilio triennale nella cerchia della città di Torino, eccetto i parenti dei testatori, ed i cattolizzati, e quella di stato di famiglia una volta agiata e civile, salvo i cattolizzati e gl'infermi.

È intenzione della Commissione di fare questo importante esame appena si potrà avere dalla cortesia dei Delegati le necessarie informazioni, e si spera di poterlo eseguire in parte nell'entrante mese, e di terminare poi il lavoro nel corso del successivo trimestre. Dalle relazioni però che si ebbero finora, apparisce che tutti i sussidii ordinarii, salve poche eccezioni, sono stati assegnati a persone, di cui la miseria pur troppo è grande, e continua la sventura.

La parte non meno importante, e piena di mille difficoltà, a cui attese pure la Commissione, fu quella che riguarda i soccorsi straordinarii, che soleano darsi dalla passata amministrazione sul rapporto dei limosinieri delle parrocchie, o direttamente dai membri del Consiglio limosinario.

Il carico di ricevere le suppliche, di assumere le informazioni, e di fare le proposte in ordine a questi sussidi spettava pure, giusta il Regolamento provvisorio ai signori Delegati; ma fu riconosciuto in poco d'ora quanto fossero gravi le incumbenze loro date, sopratutto in principio di una nuova amministrazione, di attendere cioè da soli a tutto il servizio, sia perchè il numero grande dei poveri aventi ricorso alle loro case avrebbe dato ai medesimi un continuo disturbo, sia perchè poco meno che inutile sarebbe riuscita la creazione delle Giunte parrocchiali, se un solo membro di esse avesse dovuto disimpegnare le maggiori incumbenze.

Lasciato adunque ai Delegati l'incarico dei bilanci trimestrali un altro membro della Giunta, da questa proposto, fu pregato di voler accettare l'incarico di occuparsi dei poveri, che non avendo regolari sussidii, possono straordinariamente essere sovvenuti, come si era per l'addietro praticato.

Questi nuovi cooperatori emularono lo zelo dei loro colleghi; furono essi esattissimi nell'osservanza delle istruzioni loro date; prudenti nell'indagare i bisogni dei ricorrenti; pazienti nell'udire dai poveri il racconto delle loro miserie; prontissimi a far le proposte alla Commissione. Questa fu sollecita nell'esaminarle; fu solo dolente di non avere nelle mani sufficienti mezzi onde aderire alle numerose domande che le venivano presentate.

Infatti le suppliche per sussidi straordinarii mandate dai Vice-Delegati a tutto il 28 marzo corrente furono 532; 261 ricorrenti sono stati esauditi: gli altri si sono finora lasciati privi di sovvenzione, o perchè si trovavano privi delle condizioni volute dai fondatori, o perchè il loro bisogno non fu riconosciuto urgentissimo. Mettendo poi a parte ogni altra considerazione, la Commissione fu costretta a lasciare inesaudita gran parte delle domande per gli scarsissimi fondi di cui poteva disporre, e si limitò a sussidii così tenui, che parecchi membri delle Giunte ebbero a muovere alte lagnanze, ed a protestare, che se tale era il sistema che si voleva adottare, diveniva oggimai inutile la loro cooperazione, ed era meglio dichiarare apertamente, che si voleva lasciare la povertà priva di ogni conforto.

I soccorsi straordinarii finora assegnati sono:

Di lire 100 (sulla pensione Leone già indicata quando si parlò delle note dei bilanci)			
» 35	1	35	
» 50	3	150	
» 25	4	100	
» 20	38	760	
» 15	140	2100	
» 10	66	660	
» 5	6	30	
Persone sussidiate in totale numero	261		
Somma erogata in loro favore		L.	3935

Farà alcuno alta meraviglia, perchè non ostante la distribuzione di più di lire tremila di sussidi straordinarii nel breve spazio di due mesi siansi fatti reclami, quasi che troppo insufficientemente si sia provveduto all'universale bisogno; ma cesserà ogni meraviglia, se si considera, che una ben più cospicua somma era nei passati anni a disposizione del Consiglio per altrettali soccorsi.

E qui per farvi pienamente capaci di questo asserto, permettete che la Commissione vi presenti il quadro dei sussidi straordinarii accordati sull'esercizio dell'anno passato dal Consiglio limosinario, come risulta dai registri comunicati alla nuova Direzione degli antichi amministratori.

Le persone sovvenute straordinariamente nel 1851 furono 875, di cui 194 maschi, e 681 femmine; di queste 875 persone, 477 ebbero una sola volta sussidio nell'anno; 305 ne ebbero due volte; 93 ne ebbero tre, alcuni pochissimi quattro volte.

I sussidi furono di 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 60, 75, 80, 100 e 120 lire per ciascuna volta, e ritevarono alla somma totale di lire trentamila circa, di cui L. 15260 furono distribuite nel solo periodo dei tre ultimi mesi del 1851.

La cessata amministrazione potè nell'anno scorso largheggiare in sì fatte misure, perchè aveva in bilancio la somma egregia di L. 109,452 78, e così conservando ai bilanci trimestrali L. 80,000 circa, le rimaneva ancora disponibile la somma di circa lire 30,000; ma le condizioni della nuova Direzione nell'anno finanziario incominciato sono pur troppo ben diverse, e molto meno favorevoli.

Difatto, il bilancio di quest'anno avuto in retaggio dall'amministrazione passata, e già da voi riveduto, è di L. 90,191 20 ripartite nel modo seguente:

Categoria			
1.	Poveri vergognosi di 1ª classe	L.	10,058 03
	id. 2ª classe	»	20,797 61
	id. 3ª classe	»	10,156 52
2.	Poveri vergognosi in genere	»	3,768 27
3.	Cattolizzati o Catecumeni	»	7,512 55
4.	Infermi poveri in genere	»	9,551 74
	Infermi poveri di prima classe	»	2,543 55
5.	Soccorsi liberi a' poveri vergognosi	»	18,754 41
6.	Poveri della parrocchia del Carmine		
	Al sig. Parroco	»	262 81
	A quattro famiglie	»	1,051 26
7.	Poveri non mendicanti	»	974 47
Totale		L.	90,191 20

Ora, sottraendo da questa somma L. 80,989 72 consecrata ai sussidi dei bilanciati, come si è detto poc'anzi, non rimane a disposizione della Commissione che la tenue somma di L. 9,201 48; somma impari fuor di dubbio al bisogno, e troppo minore della somma che dall'antica amministrazione soleva erogarsi in largizioni straordinarie. La differenza infatti della somma per questi sussidi nell'anno corrente, comparativamente a quella dell'anno passato, è in meno di L. 21,859 60, e così minore di L. 1,821 ogni mese.

La Commissione lascia che voi giudichiate, se prive di fondamento siano le rimostranze delle Giunte parrocchiali, ed i reclami dei poveri finora sovvenuti con tanta larghezza dall'amministrazione di San Paolo.

Era pure l'abbondanza dei fondi che metteva gli antichi amministratori in grado di assegnare ai poveri già bilanciati soccorsi straordinari nel corso dell'anno, che qualche volta eguagliavano il montare della stessa annuale pensione; così nel 1851, 196 persone, già provvedute di bilancio ordinario, ricevettero ancora sussidi straordinari. Ma la Commissione si vide costretta a troncare affatto cotesta pratica, che riconobbe del resto meno conforme a ragione; mentre si moltiplicavano in sì fatta guisa i sussidi alle stesse persone, ed il conforto della beneficenza veniva recato ad un minor numero di poveri.

Questa pratica fu, dico, troncata del tutto, e fu adottata la massima, che ai bilanciati nessun altro sussidio sia conceduto, salvo in casi affatto eccezionali. Non fa d'uopo di dire, che tale misura riuscì ai poveri tanto inaspettata, quanto dolorosa; ma la Commissione avrebbe creduto di violare le leggi della giustizia, se per solo riguardo ad una pratica sinora tenuta avesse lasciato in abbandono gli altri poveri non ancora bilanciati, e degni egualmente di compassione.

Voi sapete, o signori, rendervi ragione della presente diminuzione dei fondi avvenuta per le maggiori imposte di cui furono gravati i fondi dell'Opera e per le spese straordinarie fattesi alle case dell'Opera dall'amministrazione precedente ed applicate in gran

parte all'esercizio 1852 con mandati provvisori (1); ma chi non conosce queste cose, difficilmente se ne persuade; in quale guisa poi se ne rendono capaci i poveri, i quali vorrebbero l'impossibile per essere sollevati dalla loro miseria.

Da ciò voi potete di leggieri argomentare quale sia stata l'opera della Commissione in così straordinarie angustie per condurre alla rassegnazione tante persone rimandate per la prima volta senza il conforto della limosina.

Ciò ha tentato la Commissione di fare nelle udienze giornaliere, e per mezzo delle Giunte delle parrocchie: ma è scarso, uopo è confessarlo, il conforto delle parole per chi bersagliato dall'avversa fortuna trovasi nell'indigenza, e male si provvede coll'infondere la speranza di sussidi futuri a chi abbisogna di un soccorso presente nella circostanza, in cui si trova alla porta il creditore inesorabile che lo minaccia di subastargli le masserizie, se non paga il suo debito, o si vede cacciato dal padrone della casa per non essere in grado di pagare la convenuta pigione.

Vuolsi vedere da vicino la miseria, bisogna squarciare il velo delle apparenze, parlare con chi è fatto eloquente dalla sventura, e poi bisogna non aver cuore per non essere tocchi profondamente da compassione. Questa nelle presenti circostanze può sembrare poesia fuori di luogo, e senza scopo, mentre non è in vostro potere di aumentare il tesoro divenuto scarso della beneficenza di San Paolo: ma la Commissione ha voluto tenervi questo linguaggio per dividere con voi, e così allenire il dolore che prova di non poter venire in aiuto dei miserabili secondo i suoi desiderii.

Eccovi, o signori, lo stato in cui si trova questa parte di amministrazione, che forma da due mesi l'oggetto delle assidue cure della Commissione. Questo reso conto morale ed economico, sebbene imperfetto, del suo operato, vi mette in grado di pronunziare, se bene abbia risposto alla vostra aspettazione. Essa ha impiegato lo zelo maggiore di cui era capace, fu animata dal desiderio di compiere conscienziosamente e religiosamente il suo mandato: se l'opera sua non fu pari all'altezza della missione, accagionatene la debolezza delle sue forze, ma apprezzatene il buon volere.

Commissarii, Baricco Pietro teol. coll., *relatore* — Capello di S. Franco teol. cav. Luigi — Signoretti cav. Bernardino — Bertini cav. Bernardino, medico collegiato.

(1) La differenza della somma disponibile per elemosine, tra il bilancio 1851 e quello 1852, viene prodotta dall'essersi dovuto far fronte in parte al pagamento dei diversi mandati provvisori spediti nel 1851, e portati in conto regolare nel 1852 per riparazioni eseguite intorno alle case già Luciano, Giolitti e Lodi, formanti il patrimonio dell'Ufficio pio — Dall'aumento delle imposizioni ordinarie sulle case — Dalla nuova imposta sulle mani-morte, e sulle case urbane e rurali — Dalla nuova imposta per i trovatelli — Finalmente dal maggior fondo stanziato per casuali, massime per le liti che sono in corso.

Distinta delle maggiori spese applicate al bilancio 1852.

Ammontare dei mandati provvisori per riparazioni e spese d'amministrazione	L.	20,494 90
Bilanciate nel 1852	L.	7,584 »
Imposte ordinarie. Aumento	»	428 60
Imposta mani-morte, bilanciata soltanto nel 1852	»	1,245 26
Id. case urbane e rurali id.	»	2,457 38
Riparazioni ordinarie. Aumento	»	2,950 »
Imposta trovatelli, bilanciata soltanto nel 1852	»	2,548 98
Casuali. Aumento	»	1,150 »
	L.	47,864 22
Diminuzione di reddito proveniente dalla riduzione degl'interessi dal 5 al 4 sui capitoli esistenti presso il R. Monte ad interesse. — Dal cessato concorso nelle spese d'amministrazione dell'Opera della Beneficenza in L. 4607 85	L.	2,423 16
Totale	L.	20,289 38

ACCADEMIA REALE DELLE SCIENZE.

Nell'adunanza della classe di scienze morali, storiche e filologiche della R. Accademia tenuta il 4° del corrente aprile, il cavaliere di S. Quintino diede una prima lettura delle sue *Nuove ricerche intorno alla istituzione del Marchesato di Saluzzo, nel dodicesimo secolo, per opera dei marchesi del Vasto.*

L'autore dopo aver cercato di provare come non possa giovare a togliere di mezzo le incertezze che adombrano tuttora questo punto storico tutto ciò che ne è stato scritto finora: e dopo aver fatto vedere che i due figli più anziani del marchese Bonifacio del Vasto, Manfredo e Guglielmo, durante la loro vita, comecchè fossero tutti e due signori egualmente di Saluzzo, non si ha notizia, nè risulta, per alcuna carta sincera di quei tempi, che siano mai stati qualificati marchesi di Saluzzo: l'autore coll'autorità di opportuni documenti dimostra che i primi discendenti dell'anzidetto Bonifacio, che ebbero ad assumere quel titolo unitamente, furono il secondo Manfredo detto Pinasio, e Berengario, cugini siccome figli dei due marchesi del Vasto anzidetti; e ciò non prima del mese di marzo del 1176, dopo la morte dei loro genitori.

Allora adunque soltanto è da credere che quel Marchesato abbia avuto principio; il quale fu però ben presto diviso in due; quello, cioè, di Saluzzo proprio, che rimase a Manfredo Pinasio; e l'altro detto di Busca che toccò in parte a Berengario.

Indi l'accademico segretario continuò la lettura delle sue *Osservazioni intorno alle lapidi antiche Eporediesi*, e parlato in pria delle magistrature municipali, e di quelle occupate da alcuni individui della famiglia dei Nasonii, Tiberio Cornelio e Caio Cordio Rufo, e detto come dovessero questi essere stimati cittadini Eporediesi per ciò appunto che non è indicato che, sia il duplice duumvirato del primo, che l'edilità del secondo, fossero da essi esercitati altrove, e perchè poi ascritti amendue alla tribù Polia, ch'era quella nella quale erano censiti i cittadini di quella colonia; si apriva indi l'adito a ricercare, per le iscrizioni *militari* sulle quali sono registrate, sia la patria che la tribù cui questi erano ascritti, in quali tribù le città nostre antiche subalpine, municipii, colonie, castelli fossero censite ciascuna: nell'intento soprattutto di dedurne il sicuro canone onde poter determinare la patria di certe lapidi, che la mancanza di tale notizia ritiene tra le *incerte*. Provò quindi che l'Augusta de' Taurini era ascritta alla tribù *Stellatina*, alla quale lo era eziandio il *Forum Vibii*, luogo che *Alba Pompeia*, *Augusta Vagiennorum*, Bene, la città di Brendulo, *Brendulum*, lo erano alla tribù *Camillia*. La città di Acqui, *Aquae Statiellae*, alla *Tromentina*. Ivrea, Asti, Pollenzo, *Pollentia* alla tribù Polia. Alla *Quirina* l'antica, ora distrutta città di Pedona, ed i cittadini di Susa. I tortonesi *Dherlonenses* lo erano alla *Pomptina*. I novaresi furono censiti nella *Claudia*, e in questa eziandio gli abitatori dell'antica, ora distrutta, città di Cimella, *Cemenelium* presso Nizza. La città di Vercelli alla tribù *Aniense*. Scorrendo indi una curiosa lapide in cui è parlato di un *Circittore* della vessillazione *Catafractariorum* è detto che così si nominavano alcuni corpi militari, distaccati dalle legioni chiamate *Vexillationes*, perchè invece dell'aquila legionaria erano retti da un particolare vessillo: segue dicendo che tali vessillazioni si denominavano Catafratte perchè la loro veste o tegumento di lana o di lino era coperto di squame di ferro che loro copriva tutta la persona.

I Circittori poi o erano addetti alla conservazione degli acquedotti che dovevano percorrergli in tutta la loro lunghezza, onde assicurarsi che nulla mancasse all'ottimo stato di sì importante pubblico servizio; oppure erano Circittori militari, de' quali parla Vegezio. Questi Circittori eseguivano le loro incombenze a cavallo, come è a vedere sotto il portico dell'Università, ove sopra l'epigrafe di un Circittore è questi figurato a cavallo con lunga asta fra mani. Si arrestò in fine alcun tempo nel discorrere una ignota sinquì, ed importante epigrafe di Carema, ad *quadragesimum lapidem*, su per la vallata di Aosta, sulla quale è menzione di una intiera famiglia di Liberti di Salustio Crispo. Cerca l'autore come potessero essere colà stabiliti questi Liberti, e dimostrato, con Tacito, come il Salustio Crispo nipote *ex sorore* del celebre storico è da esso adottato, fosse amico e famigliare di Augusto, confidente inoltre e consigliere di Livia Augusta: con un passo di Plinio, dimostra avere questo Salustio, nei Centroni, possedute le celebri miniere di rame, il qual rame, per la sua eccellente qualità venne distinto col nome di *Aes Sallustianum*. C'ò essendo, era ben naturale che il padrone di esse dovesse avere un luogo, alla discesa delle Alpi, nel quale deporre l'abbondante metallo che ritraeva, onde poter poscia di colà e con facile trasporto, traghettare a Roma. Tale era il luogo di Carema posto in sito difeso da tramontane, abbondante d'ogni cosa al vitto necessaria. Ivi dunque aveva Salustio Crispo stabilite alcune famiglie di servi ed i Liberti, de'quali, per la lapida di Carema, siamo resi consapevoli.

L'accademico segretario
GAZZERA.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE.

Avviso d'asta.

Si fa di pubblica notizia, che all'ora meridiana di sabato 17 del corrente mese d'aprile, in una delle sale dell'Azienda generale delle strade ferrate, dinanzi l'intendente generale della medesima, si procederà col metodo dei partiti segreti, allo appalto delle opere seguenti, divise in due distinti lotti, da incantarsi separatamente, cioè:

Lotto primo.

Formazione della massicciata del tratto di strada ferrata fra l'abitato di Pontedecimo e la galleria degli Armirotti, consistente:

1.	In metri cubi 600	di scavi di roccia a	L. 1 50	L.	900 00
2.	Idem 5535 74	id. di terra a	» 0 40	»	2667 87
3.	Idem 4418 55	id. di ghiaia e ciottoli del torrente Riccò	» 1 75	»	7732 11
4.	Idem 5926 56	id. di sabbia del torrente Polcevera	» 3 50	»	12957 65
		Totale del primo lotto		L.	24257 63

Lotto secondo.

Formazione della massicciata del tratto di strada ferrata fra la galleria degli Armirotti, e quella dei Giovi, consistente:

1.	In metri cubi 3552 48	di scavi di roccia a	L. 1 50	L.	5328 72
2.	Idem 4939 47	id. di terra a	» 0 50	»	2494 50
3.	Idem 5609 62	id. di ghiaia e ciottoli del torrente Riccò	» 2 50	»	14024 05
4.	Idem 5077	id. di sabbia del torrente Polcevera	» 6 00	»	30462 00
		Totale del lotto secondo		L.	50509 36

Le offerte dovranno farsi separatamente per ciascun lotto, portanti la diminuzione di un tanto per cento; le medesime saranno presentate all'Intendente generale in piego suggellato, come altresì potranno essere trasmesse col mezzo della Posta, purchè arrivino prima dell'ora fissata per l'apertura dell'asta.

L'appalto verrà eseguito a norma delle perizie e capitoli redatti dall'ingegnere capo sig. cav. Braccio in data 26 marzo scaduto mese, dei quali chiunque potrà avere visione in questa Generale Azienda e nell'uffizio del cav. Braccio in Genova, non che sotto l'osservanza del Regolamento IV d'acque e strade in tutto che non è contrario ai mentovati capitoli parziali.

La ghiaia per detta massicciata sarà estratta dal torrente Riccò, e la sabbia da quello di Polcevera.

I lavori dovranno intraprendersi dietro ordine dell'Azienda, e condotti in modo da darli compiuti fra tre mesi.

I pagamenti avranno luogo in due rate, la prima quando siasi compiuto lo spandimento della ghiaia ed il riordinamento delle banchine, e provvisto per metà il quantitativo di sabbia; e la seconda in seguito ai certificati di collaudazione definitiva.

L'impresario dovrà inoltre uniformarsi alle condizioni annesse ai capitoli d'appalto relative alla costruzione degli anzidetti due tronchi, cioè pel primo lotto a quelli in data 7 giugno 1847, e pel secondo a quelli del 9 aprile stesso anno, per ciò che può riguardare la detta la detta provvista: i detti capitoli sono parimente visibili negli uffizi predetti.

Gli aspiranti all'asta, per esservi ammessi, dovranno presentare un certificato d'idoneità all'esecuzione dei detti lavori, rilasciato in data non anteriore di un anno da un ispettore od ingegnere del Genio civile, militare o delle miniere, vidimato e legalizzato in buona forma; ed i vaglia o depositi in danaro, od effetti pubblici dello Stato da presentarsi a garanzia delle offerte dovranno rispettivamente equivalere al decimo del prezzo d'appalto d'ogni lotto, e la cauzione a prestarsi per l'adempimento del contratto dovrà corrispondere al quarto del prezzo di deliberamento.

Qualora due o più schede contenessero un'eguale offerta, e questa risultasse la più vantaggiosa, in tal caso il deliberamento avrà luogo collettivamente, e, trascorsi i fatali senza ulteriore offerta, si aprirà tra i segnatarii delle dette schede, immediatamente dopo il mezzodì del giorno di detta scadenza, una licitazione all'estinzione della candela vergine, per aggiudicazione dell'impresa al miglior offerente.

Non stipulando fra il termine, che gli sarà fissato, l'atto di sottomissione con cauzione, il deliberatario incorrerà di pien diritto nella perdita del montare del vaglia o deposito, ed inoltre nel risarcimento d'ogni danno, interesse e spesa.

I termini fatali per la diminuzione del sesto o mezzo sesto sono stabiliti a giorni quindici successivi al deliberamento, e scadranno col mezzodì del 1° maggio prossimo.

Torino, il 1° aprile 1852.

Per detta Generale Azienda
C. BOLLA *Sotto Segretario.*

FRANCIA

PARIGI, 2 *aprile*. Il principe presidente si recò ieri in persona a ricevere il giuramento dei membri del consiglio di Stato, ai quali indirizzò la seguente allocuzione:

« Signori membri del Consiglio di Stato,

« M'increbbe, prima che la costituzione fosse in vigore, di non poter venire a presiedervi, poichè io considero come una delle mie principali prerogative, ben lo sapete, d'essere il presidente di questo Corpo di scelti personaggi. Fortunatamente subentrò a far le mie veci l'uomo di Stato raggiardevole che meco attraverso tempi assai difficili, e che si è acquistata una giusta celebrità per l'ingegno e pel coraggio di cui sempre fece prova nella difesa dei grandi principii sui quali riposa la nostra società.

« Oggi che la costituzione è in vigore, ho voluto ricevere io stesso il vostro giuramento; perocchè tutto quello che può ristringere i legami che ci uniscono mi è prezioso. Da ora innanzi io mi recherò sovente in mezzo a voi, lieto di comunicarvi liberamente i miei concetti, di sentire in ricambio i vostri pareri ed i vostri consigli: perocchè, non lo dimenticate, ciascun di voi per le sue attribuzioni partecipa del ministro e del legislatore, e noi tutti siamo risponsabili verso il popolo francese dell'utilità dei lavori ai quali stiamo per dedicarci. »

— Leggesi nella *Patrie*: Dal 10 dicembre 1848 in poi, Luigi Napoleone non pronunciò un discorso senza fare un leale appello alla conciliazione. Dimenticare per riparare, conciliare per riunire fortemente: tale fu la costante sua preoccupazione. Essa non poteva non prodursi nelle parole ch'egli indirizzava per la prima volta ai grandi corpi dello Stato organizzati dalla nuova costituzione.

Si paragonino i sentimenti generosi che dettarono questo linguaggio collo spirito gretto di esclusione che ispirava gli atti del governo provvisorio. Appena stabilito, il governo provvisorio proclamava a suo profitto la famosa distinzione fra gli uomini dell'ieri e quelli del domani. L'ieri, era un piccol numero di parlatori emeriti sollevati al potere dal caso rivoluzionario; il domani, era la Francia: la Francia era esclusa. Volevasi far senza di essa per procurare i proprii vantaggi; essa non aveva che a rassegnarsi e ad accettare la volontà di coloro che disponevano de'suoi destini. Il governo provvisorio, operando in tal guisa, era logico: si rammentava la sua origine, e diffidava. Il governo di Luigi Napoleone resta fedele alla sua; esso ha fiducia; s'indirizza a tutti gli uomini che hanno un patriotismo sincero; fa appello, *senza distinzione, a tutti coloro che sogliono francamente concorrere al bene pubblico.*

E nondimeno, appunto il giorno dopo di quello in cui le parole sì leali del capo dello Stato erano accolte dai plausi dei rappresentanti della Francia, tre deputati respingevano con una specie di alterigia il voto d'una conciliazione generale....

Per certo, noi rispettiamo le simpatie quand'esse sono sincere, e le rimembranze politiche quando sono disinteressate. Comprendiamo questa fedeltà, e non ne domandiamo il sacrifizio. Ma havvi alcuna cosa che deve, in tutti i cuori devoti alla patria, dominare i sentimenti particolari: ed è l'interesse pubblico. L'interesse pubblico oggidì più non serve, come in addietro, di insegna ad un partito trionfante, e per conseguenza odioso agli altri. Il governo di Luigi Napoleone ha sopra i suoi predecessori un vantaggio immenso, ed è che non è un partito: è la Francia. Servirla non è un passare con armi e bagagli sotto una diversa bandiera; è un accostarsi alla volontà del paese e difenderne gli interessi.

Sotto il governo di luglio i legittimisti avevano un pretesto plausibile per tenersi in disparte. Dopo la rivoluzione di luglio tutti i partiti poteano facilmente giustificare la loro ostilità o la loro riservatezza rimpetto ad uomini e a cose ch'esso aveva sì largamente prodotti. Erano percossi ino're da una specie d'interdetto politico: essi erano perfettamente nel loro diritto. Ma oggi avviene forse lo stesso?

Il governo di Luigi Napoleone è un fatto nuovo interamente, che non trae seco ne rancori nè odii. L'inasprimento dei partiti sarebbe un vero controsenso, poichè se la prenderebbe non già con un uomo, non con una tal forma di governo; ma bensì colla volontà nazionale, altamente manifestata da otto milioni di suffragi. Appunto perchè ha dietro a sè incontestabilmente il paese, Luigi Napoleone può offerire a tutti la conciliazione e compirla onorevolmente. Non vi è più distinzione oggidì fra gli uomini dell'ieri e quelli del domani: vi è l'avvenire che apresi allo zelo e al patriotismo di tutti i buoni cittadini.

INGHILTERRA

LONDRA, 1 *aprile*. Alla Camera dei comuni, tornata del 31 marzo, fu discussa la seconda lettura del bill su i diritti de' fittaiuoli in Irlanda. Il governo combattè questo progetto. Il signor Napier, uno de' componenti l'amministrazione irlandese, annunziò che presenterebbe al più presto un bill su questo importante soggetto. La discussione fu interrotta dalla chiusura della seduta senza che la Camera abbia prima emesso il suo voto.

— Si legge nel *Morning-Herald*:

La contessa di Derby ha ieri (31 marzo) tenuto ricevimento per la seconda volta alla residenza officiale del primo lord della tesoreria, in Downing-Street. Il corpo diplomatico assisteva, quasi senza alcuna eccezione, a quella riunione, e la Camera de'comuni vi era rappresentata da moltissimi deputati. L'alta aristocrazia vi

era accorsa in gran numero; e fra i più cospicui personaggi, si notavano il duca di Cambridge, il principe Nicola di Nassau, il principe Edoardo di Sassonia-Weimar, e il duca di Wellington.

— Si legge nello stesso giornale:

Abbiamo già annunziato che l'ammiraglio Parker ha rimesso il suo comando tra le mani del contr'ammiraglio Dundas.

La squadra che si trova attualmente dall'altra parte dello stretto di Gibilterra è composta di tre bastimenti di 120 cannoni, d'uno sloop, di tre piroscafi e d'una gabarra.

— Si legge nel *DailyNews*:

Lord Derby avendo annunziato alla Camera de' lords che ordini erano stati emanati per la demolizione del palazzo di cristallo, il giorno medesimo un *meeting* ebbe luogo, presieduto da sir S. Paxton, per chiedere che fosse invece conservato.

Il *meeting* votò ad unanimità una risoluzione in questo senso.

ALEMAGNA

Francoforte, 29 *marzo*. Nella sua tornata d'avant'ieri, la Dieta germanica ha risolto la questione della costituzione dell'Assia Elettorale. Ecco il tenore delle conclusioni presentate a questo riguardo dalla commissione nella seduta del 6 marzo:

« La commissione invita l'eccelsa Dieta germanica a prendere le seguenti risoluzioni:

1. La Dieta germanica approva le disposizioni prese dai commissarii austriaco e prussiano, a fine di ristabilire l'ordine e la quiete nell'Elettorato di Assia.

2. Considerando che, per mancanza di una costituzione conforme alle leggi federali, si provocarono le turbolenze che recentemente hanno travagliato l'Elettorato d'Assia, la Dieta germanica dichiara che la costituzione del 5 gennaio 1831, non meno che le interpretazioni che le si diedero, ed i cangiamenti dalla medesima subiti negli anni 1848 e 1849, compresa la legge elettorale del 3 aprile 1849, sono, nelle loro disposizioni essenziali, incompatibili colle leggi fondamentali della confederazione germanica, e particolarmente cogli articoli 54, 57 e 58 dell'atto finale di Vienna, e che perciò conviene abrogarli.

3. Quindi è che, dopo le deliberazioni che seguirono fra il governo dell'Assia Elettorale ed i commissarii federali, riguardo al rivedimento di quella costituzione, il governo elettorale dovrà, quando avrà preso in considerazione le presenti conclusioni della commissione, promulgare, senza indugio, come legge del paese, una costituzione riveduta conformemente al risultato di queste deliberazioni, non meno che una legge elettorale, in surrogamento alla costituzione ed alla legge elettorale precedenti, sottoporle all'assemblea degli Stati, da convocarsi in virtù di questa costituzione e legge elettorale, affinchè essa si dichiari a questo riguardo, e comunicarne alla Dieta germanica il risultato, quando si chiederà, per la nuova costituzione, la guarentigia della Dieta germanica.

4. La Dieta germanica per ora non sancisce, se non in modo generale, il progetto della costituzione riveduta, senza dichiarare se approvi o non approvi tutte le disposizioni speciali che vi sono contenute.

5. Il governo dell'Assia Elettorale è invitato a manifestare alla Dieta germanica il risultamento delle disposizioni che prenderà per consolidare l'ordine legale ristabilito; dovrà pure notificarle la cessazione dello stato d'assedio si tosto che avrà riconosciuto che ciò potrà fare senza pericolo.

6. Giusta le comunicazioni che essa attende, conformemente ai paragrafi 3 e 5 della presente risoluzione, la Dieta germanica si riserba di prendere disposizioni ulteriori a fine di cooperare ad un definitivo scioglimento favorevole alla questione dello statuto fondamentale dell'Elettorato d'Assia.

7. La Dieta germanica esprime i suoi ringraziamenti ai governi d'Austria e di Prussia per le benevole disposizioni che essi mostrarono nell'indirizzo di questo importante affare fino a quando venne assestato dalla Dieta germanica.

La Dieta invita i governi di Prussia e di Austria a rendere noto ai commissarii federali che ella apprezza sommamente la rara intelligenza e l'imparzialità, con cui adempirono la difficile missione che loro venne affidata.

8. Gli inviati alla Dieta germanica sono invitati a recare la presente risoluzione a conoscenza dei loro governi. »

Austria. Il governo ha fatto pubblicare e diramare il seguente

Annunzio:

In seguito ad indagini praticate dalle autorità giudiziarie fu scoperto nella città di Offenbach, granducato di Assia, a poca distanza da Francoforte sul Meno, una considerevole truffa, consistente nella emissione di viglietti o promesse di lotterie stese in lingua tedesca al nome della ditta I. Rothschild (I. Rothschild e figli), dei quali è stata fatta una rilevante spedizione negli II. RR. Stati austriaci e particolarmente in Ungheria.

Queste apocrife promesse di lotteria portano in testa uno scudo sormontato da una corona colle iniziali I. R. S. intrecciate dal prezzo del viglietto di quindici fiorini: accennano che trattasi di una lotteria pel prestito degli Stati meridionali tedeschi garantito e superiormente approvato: portano la data 1° luglio 1851 Offenbach, e la firma I. Rothschild figlio, segue poi a tergo il prospetto delle vincite ed un avviso sullo scopo e sui fondi di questa falsa lotteria.

Mentre le autorità competenti sono già sulle traccie del colpevole principale, se ne dà notizia al pubblico a conveniente comune intelligenza.

Baviera. *Monaco*, 29 *marzo*. Fu da Augusta indirizzata a S. M. il re una petizione sottoscritta da tutti i maggiori industriali di quella città, in cui si supplica il re (conformemente alle già fatte dichiarazioni di tutte le Camere di commercio e di tutte le società agronomiche del regno) di fare tutti i suoi sforzi affinchè l'esistenza dello Zollverein non venga minacciata in alcuna maniera, ma sia mantenuto e la sua benefica influenza si estenda quanto più si può.

Quella petizione insiste sugli interessi dell'industria di tutto il paese, ed afferma che l'esistenza di molte migliaia delle più oneste e laboriose famiglie sono strettamente connesse al mantenimento dello Zollverein.

— Il principe di Wallerstein ha rimesso al presidente della seconda Camera le seguenti interpellanze che egli muoverà al ministero:

1. Il ministero ha egli l'intenzione di presentare alle Camere in questa sessione ancora una minuta relazione sugli affari doganali?

2. La presenterà egli in tempo opportuno, affinchè le Camere possano esercitare un'influenza decisiva sugli affari doganali?

AMERICA

Stati-Uniti. Si hanno notizie degli Stati-Uniti sino a tutto il 20 decorso marzo.

La Camera dei rappresentanti di Washington votò 500,000 dollari per l'ingrandimento del Campidoglio.

Novantacinque americani, fatti già prigionieri nella spedizione di Lopez, e poi graziati dalla regina di Spagna, arrivarono a Nuova-York il 15.

— Un giornale di Nuova-York pubblica il seguente prospetto del totale dell'oro esportato dal porto di San Francisco durante l'anno s'no a tutto il 30 dicembre 1851.

Questo prospetto (dice il *New-York Herald*) compilato su i libri della dogana può essere riguardato come il più compiuto e più esatto che sia stato presentato finora.

Nuova-York	Dollari	50,861,400 49
Nuova-Orleans	»	404,294 11
Londra	»	3,592,660 78
Panama	»	151,293 69
San-Diego	»	5,000 —
Valparaiso	»	444,482 —
Rio-Janeiro	»	15,000 —
Talca-Huana	»	13,760 —
Hong-Kong	»	2,554 —
Totale	Dollari	54,492,635 02

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 3 *aprile*. Il *Moniteur* pubblica oggi il *senatus-consulto*, in virtù del quale il senato, nella sua seduta dell'altrieri, stabilì la dotazione annua del principe presidente a 12 milioni, a cominciare dal 1° gennaio 1852.

Inoltre sono assegnati all'abitazione e all'uso del Capo dello Stato i palazzi delle Tuilerie e del Louvre, e i castelli di Fontainebleau, di Compiègne, di Versailles, di Trianon, di Saint-Cloud, di Meudon, dell'Eliseo e di Pau.

Il principe presidente godrà pure esclusivamente del diritto di caccia nei boschi di Versailles, di Fontainebleau, di Compiègne, di Marly e di Saint-Germain. Lo Stato nondimeno continuerà ad amministrare e provvedere al mantenimento dei palazzi nazionali e di tutto ciò che ne dipende.

— Un altro decreto istituisce un cappellano a bordo d'ogni nave montata da un ufficiale generale o da un capo di divisione navale. Lo stesso provvedimento viene esteso alle navi destinate ad una spedizione da guerra; e può anche essere applicato ad ogni nave chiamata ad eseguire una missione speciale.

Una seconda disposizione del decreto medesimo crea un posto di cappellano in capo della flotta, che sarà collocato presso il ministro, e incaricato della direzione e dell'accentramento del servizio religioso del mare.

Questo cappellano capo dovrà intendersi coi vescovi per la scelta degli ecclesiastici destinati ad imbarcarsi sulla flotta, e designarli poscia al ministro della marina. Ma i cappellani di mare continueranno a ricevere i loro poteri spirituali dal vescovo della diocesi da cui dipende il loro porto d'imbarco.

— Il termine di venti giorni che era stato dato ai proprietarii di rendite 5 0/0 per optare fra il rimborso e la conversione, è spirato ieri a mezzanotte.

Le domande di rimborso presentate al ministero delle finanze, e quelle di cui i dipartimenti diedero avviso, ascendono alla somma di 1,555,014 fr. di rendita, ossia 31,060,186 di capitale.

Questo rimborso sarà effettuato incontanente dopo la verificazione dei titoli. Per Parigi, comincerà il 6 aprile, e sarà terminato il 10.

— Leggesi nella *Presse* che il sig. Antonelli banchiere, fratello del segretario di Stato del Papa, è giunto a Parigi per occuparsi della formazione d'una compagnia per la strada ferrata da Civitavecchia a Roma.

Belgio. *Bruxelles*, 2 *aprile*. Nella seduta d'oggi il senato votò all'unanimità il progetto di legge che accorda un credito di 4,700,000 fr. pei bisogni del dicastero della guerra. Approvò pure il progetto di legge relativo alla convenzione collo Zollverein: quest'ultima risoluzione fu presa da 24 voti contro 5. Otto si astennero dal votare.

La Camera dei rappresentanti si è aggiornata fino al 20 aprile. Ha pure, fra le altre cose, votato un credito destinato a compiere la rete di telegrafi elettrici.

Inghilterra. *Londra*, 2 *aprile*. La mozione proposta dal sig. Milnes intorno alla corrispondenza diplomatica tra i governi d'Inghilterra e del continente, a proposito del diritto d'asilo ai rifugiati politici, fu dalla Camera de' comuni, nella sua tornata del 2, respinta mediante la questione pregiudiziale, dopo un discorso del ministro dell'interno e una risposta di lord Palmerston il quale consigliò al sig. Monckton Milnes di ritirare la sua proposta.

— Si legge nella *Patrie*:

Si assicura che il governo inglese abbia ordinato al comandante delle forze navali della Gran-Bretagna, sulla costa occidentale d'Africa, di togliere il blocco al golfo di Benin.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi non hanno variato. Si fanno pochi affari. Consolidati a contanti e per conto 98 5/8 3/4.

Alemagna. *Berlino*, 30 *marzo*. La prima Camera, nella seduta d'oggi, ha rigettato, con 75 voti contro 49, la proposta del sig. Klee, il quale voleva che, non ostante la contraria disposizione dello statuto, per cui è proclamata la libertà di coscienza, non si possa far parte delle Camere nè esercitare alcun pubblico impiego dell'ordine giudiziario di polizia, ecc., se non si appartiene ad una delle chiese cristiane.

— Verso la metà di questo mese si apriranno in Berlino le conferenze doganali. È certo che gli Stati i quali fanno parte dello Zollverein, e quelli che formalmente aderirono a quest'associazione, cioè i tre Stati componenti lo Steuerverein, saranno soli ammessi alle conferenze. La Prussia considera le questioni, che vi saranno dibattute, come in nulla concernenti gli Stati estranei all'associazione.

— *Del* 31. Ieri furono scambiate le ratifiche del trattato della strada ferrata conchiuso coll'Olanda.

L'ambasciatore di Prussia alla corte di Madrid ha conchiuso col governo spagnuolo un trattato postale sulle basi che furono adottate dal congresso postale qui testè radunatosi.

(*Corr. lit.*)

— *Gotha*. Le ultime elezioni nel ducato di Gotha ebbero questo risultamento, che niuno dei capi dell'antica opposizione fu rieletto: l'adozione del progetto di costituzione comune ai due ducati di Gotha e Coburgo, la cui reiezione fu causa dello scioglimento della Dieta precedente, sembra ormai assicurata.

— *Brema*, 1 *aprile*. Nella sera del 31 marzo furono in questa città pubblicati due nuovi proclami del senato.

Uno di essi vieta il vendere ed il portare in giro gli stampati e le incisioni senza previo permesso; il secondo proclama conserva nel suo impiego l'attuale comandante provvisorio della guardia borghese.

Danimarca. Un dispaccio telegrafico, in data di Amburgo 3 aprile, reca quanto segue:

Il re di Danimarca ha concesso un'amnistia generale all'Holstein, eccettochè a tutti gli ufficiali che erano al servizio dell'esercito regio prima di marzo 1848. Questi ufficiali sono esiliati non meno che la famiglia ducale di Augustenburgo.

E. Leone gerente.

Concorso per la nomina di Medici-Chirurghi pel Servizio Sanitario di Beneficenza.

Essendosi dal Consiglio Delegato sulla proposta della Commissione incaricata della direzione del Servizio sanitario di Beneficenza della Città deliberato di provvedere fin d'ora alla surrogazione da farsi il 1° gennaio prossimo venturo di due Medico-Chirurghi in secondo, che dovranno passare al posto di Medico-Chirurghi in primo, si notifica che, a norma del regolamento sancito dal Consiglio Comunale, queste nomine si faranno previo un esame di concorso il quale sarà dato colle norme infrascritte.

1. Il concorso si aggirerà sopra due quesiti che potranno versare indistintamente su qualunque parte della medicina (*).

Nessuno potrà conseguire il posto, se non li avrà svolti entrambi, quand'anche nella soluzione di un solo quesito avesse di gran lunga superati gli altri concorrenti.

2. I giudici del concorso saranno otto, cioè quattro membri della Commissione direttrice del servizio sanitario di beneficenza e quattro appartenenti alla facoltà medica, ma estranei al Consiglio Comunale.

3. Ciascuno dei giudici del concorso manderà al Sindaco due quesiti separati l'uno dall'altro e suggellati, e verranno questi dal Sindaco muniti di numero d'ordine alla presenza dei concorrenti, e due si estrarranno a sorte dai concorrenti stessi.

4. Riconosciuti i numeri delle due schede estratte, queste si apriranno alla presenza dei concorrenti, e si detteranno ai medesimi i quesiti in esse contenuti.

5. I quesiti saranno dettati e dovranno essere svolti in lingua italiana, sottoscritti dal concorrente, e presentati quindi suggellati alle persone assistenti al concorso.

6. Prima che siano dettati i quesiti, sarà data lettura ai concorrenti del regolamento che fissa le attribuzioni dei Medico-Chirurghi di beneficenza.

7. Saranno considerati come avessero rinunziato al concorso quelli che porteranno seco libri o manoscritti, o che uscissero dalla sala del concorso prima di aver terminato e consegnato il loro lavoro.

Condizioni per l'ammessione al Concorso.

Gli aspiranti dovranno far tenere alla Segreteria della Città fra tutto il mese di aprile prossimo:

A. Il diploma di laurea medico-chirurgica conseguita in una delle Università dello Stato.

B. Un attestato di buona condotta ed moralità del Sindaco del Comune ove l'aspirante è domiciliato coll'indicazione del tempo che ivi dimora.

C. L'indicazione precisa dell'attuale abitazione dell'aspirante a fine di fargli pervenire a suo tempo l'invito di presentarsi al concorso e senza il quale nessuno potrà esservi ammesso.

Il concorso avrà luogo nel giorno 10 del venturo mese di maggio alle ore 7 mattutine in una sala del Palazzo Civico.

Appena i sigg. Medico-Chirurghi saranno nominati, visto l'esito del concorso, entreranno in funzione di supplenti come sarà determinato dalla Commissione Direttrice, e continueranno il loro servizio fino alla nomina di Medico-Chirurghi effettivi, che sarà fatta pel 1° gennaio 1853, ed a quest'epoca comincerà a decorrere in loro favore lo stipendio fissato dal Regolamento.

Il Sindaco G. Belloso.

(*) Tenore dei quesiti:

Quesiti di medicina teorico-pratica — Due quesiti di chirurgia teorico-pratica — Due di igiene pubblica — Uno di patogenia generale — Uno di eziologia — Due di chirurgia operativa — Due di materia medica — E due di medicina legale, esclusa la chimica legale.

Nuova pubblicazione

GRAN CARTA GEOGRAFICA STATISTICA POSTALE

DEGLI STATI DI TERRAFERMA

DI S. M. IL RE DI SARDEGNA

con indicazione della Strada ferrata

che congiunge GENOVA a TORINO

e l'altra Ferrovia di SAVIGLIANO

e quant'altre comunicazioni furono fin qui progettate.

Più:

LA PIANTA GEOMETRICA della CITTÀ di TORINO

colle recenti fabbricazioni e progettati ingrandimenti

disegnata ed incisa

da MAURIZIO GIULIANO

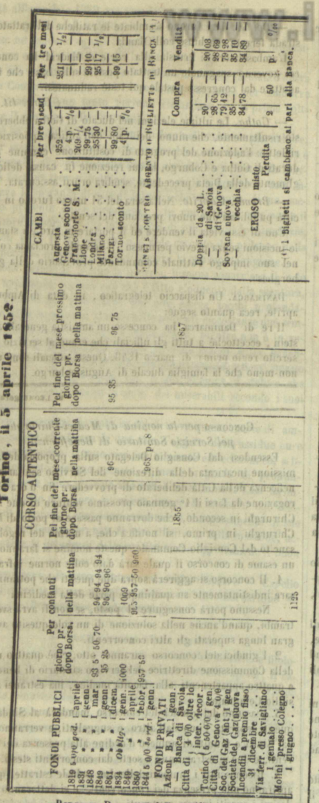
colla scorta dei Documenti Ufficiali, e con tutti i desiderabili dettagli

4 fogli carta imp.le, prezzo L. 10, Montata sulla tela L. 15

Torino, presso gli Editori Pianca e Serra, librai in via Nuova, num. 2

Internetculturale.it

BOLLETTINO UFFICIALE dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.
Torino, il 5 aprile 1852.



CAMBI — Per lettere — Per invogli — Compra — Vendita — Parigi — Londra — Milano — Torino sconto — EROSO mista — Vendita — Doppie da 20 fr. — Sovrane nuove — Fiorini di Genova — Scudi di Milano — Pezzi da 5 franchi — Fiorini austriaci — Crocioni — Biglietti di cambiamento ai pari alla Banca.

CORSO AUTENTICO — Per fine del mese prossimo — Per fine del mese corrente — Per contanti — Fondi pubblici — Fondi privati — Azioni della Banca di Genova — Città di Torino — Società del Cavo — Società del Canale di Ivrea — Società del Gaz — Incendi a premio fisso — Via ferr. di Savigliano — Mutui gratuito — Mutui Collegio — Obbligazioni.

Borsa di Parigi del 3 aprile.
Il 4 1/2 0/0 aperto a 104, 30, chiude alla stessa cifra.
Il 3 0/0 aperto a 72, 25, chiude a 72, 05.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 97.
Le azioni della Banca di Francia a 2705.

CITTA' DI MORTARA

Volendosi dal Consiglio comunale nominare un sotto segretario collo stipendio di L. 1,000, ed uno scrivano col soldo di L. 500, si invitano tutti gli aspiranti a tali cariche di presentare le loro dimande corredate dai relativi titoli di idoneità e moralità a questo civico Municipio entro tutto l'ora incominciato mese di aprile, trascorso il quale si passerà all'elezione di detti impiegati.

Mortara, il 1° aprile 1852.

Il sindaco Paresi.

CORSO DI LINGUA INGLESE

secondo il Metodo accelerato del **Milles**

Recapito dal libraio Schiepatti, sotto i portici di Po, ed a casa del Professore in via della Posta, n. 11, dalle 3 1/2 alle 6 pom

AVVERTIMENTO

Il sottoscritto avendo trovato nelle carte di famiglia, che un prossimo suo parente, il quale gli fece lascito della sua eredità, possedeva una pianza da speziale, stata acquistata dal sig. Cavasia Benedetto nel 1732, prega chiunque per compera od altrimenti la ritenga a notificarlo al sig. notaio Dallosta in Torino.

Ormea, il 1° aprile 1852

Colombo-Cazata Gioanni.

AVIS. Le sieur TURE, jardinier fleuriste, a récemment reçu des plantes en bon état, qu'il vend à grand rabais à cause de son départ fixé à jeudi, 8 du courant. Rue *S. Massimo* (Po), maison Claretta.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

L'UNIVERSO DI SAVONA

NUOVO STABILIMENTO PER LOCANDA E BAGNI

condotto da **ANTONIO GELLI e C.**

Appositamente costrutto in una delle più belle e comode posizioni di Savona, sulla piazza del Mercato, di fianco al nuovo Teatro Chiabrera, sullo stradale di Torino e di Nizza, presso le poste dei cavalli e delle lettere, venne nuovamente aperto al pubblico da una nuova Società dopo essere stato provvisto di elegante mobiglia e fornito di tutti i comodi possibili, buona cucina, pronto servizio e modicità nei prezzi, da sperarne soddisfacimento presso i signori viaggiatori.

FORNO GIOVANNI, sarto, ha trasferto il suo magazzino e laboratorio dalla contrada Bogino, n. 1, a quella dei Conciatori, n. 30, casa del signor marchese Doria di Ciriè, in fondo della corte, scala sinistra p°. 2°

PARIS — HOTEL VIOLET

faubourg Poissonnière, n. 36

Cet établissement, fondé depuis 25 ans, et situé au centre de la capitale, près des boulevards et des théâtres, se recommande par la bonne tenue et la modicité de ses prix. — Il est le rendez-vous des principaux négociants étrangers. — Il y a une table d'hôte.

CUOI CHIMICI *del sig.* **OULMAN**

I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d'ingrediente, dispensano dall'affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis*.

Deposito presso i signori Janetti, *accanto al Caffè Fiorio.*

Si cerca di comprare

CASA in Torino, il cui prezzo sia inferiore alle L. 40,000.

PICCOLA VIGNA sulla collina, o PICCOLO STABILE in pianura, che non si trovi a maggior lontananza di due miglia circa dalla capitale, ed il di cui valore non ecceda le L. 5,000.

Dirigersi personalmente dalle ore 8 alle 12 antimerid., oppure per lettera alla signora Margherita Muffone, in Torino, via Nuova, n. 10, piano 1°.

DA VENDERE

in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:
In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

DA AFFITTARE

CASA di CAMPAGNA, in amena posizione, nel comune di Germagnano, sullo stradale che da Lanzo conduce a Viù. — Recapito in Torino dal portinaio di casa Paesana, num. 12, via della Consolata, ed in Germagnano dal Segretario Comunale.

GIORNALI DA RIMETTERE

La Nation de Bruxelles, Il Siècle, Il Journal des Débats ed Il Risorgimento. Recapito al Caffè Barone.

CAFFE' D'ALGERI

Da rimettere: La Patrie, La Voix du Paysan, Le Patriote Savoisien *e* La Voce nel Deserto.

LA PATRIE ed IL RISORGIMENTO
da rimettere al Caffè Durando.

DA AFFITTARE

VARIE SCUDERIE CON FENILI
al Borgo Dora, presso la chiesa

Dirigersi dai F.lli Barbie, via di Po, num. 20.

DA AFFITTARE

al presente od a S. Giovanni

Tre CAMERE al quarto piano, in faccia la chiesa del *Corpus Domini*;

ALLOGGIO mobigliato di 6 membri al 3.° p.°, nella corte dell'albergo della Dogana Vecchia. — Recapito ivi.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Num. 7 Membri di Botteghe a palchetto al piano terreno, ad uso anche di Caffè, verso la via dell'Arcivescovado, casa Ciriè, num. 10.

Dirigersi ivi al portinaio.

MAGAZZINO FRANCESE

Via San Filippo, dirimpetto al Caffè Piemonte

PREZZI FISSI

10 p. 0/0 di ribasso sulle Tele d'Irlanda

Il gerente è autorizzato per tale ribasso onde terminare nel più breve termine la vendita delle rimanenti Tele consistenti in

TELA d'Irlanda sopraffina a L. 50 e 55 la pezza
Id. *id.* fortissima, 36 metri, L. 50 »
Id. *id.* » 30 » » 40 »
TELA Courtrai filata a mano, L. 1, 25 il raso,

Grande assortimento di fazzoletti in batista e in tela a varii prezzi.

Si è pure testè ricevuto un nuovo assortimento di percalli, ed una quantità di mussola in lana a 92 cent. il metro (11 soldi il raso); Orleans alti a L. 1, 07 al metro (14 soldi il raso.)

VENDITA VOLONTARIA

Di due CASCINE formanti un sol corpo, in territorio di Roccadebaldi, regione de' Corvi, di ett. 130, are 72 (giorn. 344) circa, con fabbricati civili e rustici, finora tenuti a masserizio.

Per le notizie e trattative dirigersi in Torino, nello studio del signor notaio coll. Signoretti, via Stampatori, porta 14, piano terzo.

VENDITA

Del TENIMENTO Bazzano Mandella Superiore, in territorio di Barge, lateralmente alla strada provinciale da Saluzzo a Pinerolo, colle ragioni d'acqua per l'irrigazione dei prati, composto di due Cascine dette di Bazzanotto, di ett. 81, 70 (giorn. 215) e della Cascina detta Gorretta, di ett. 42, 18 (giorn. 111), unitamente o separatamente le une dall'altra.

Dirigersi in Torino, via B. V. degli Angeli, casa Seyssel d'Aix, num. 0 *bis*.

FALLIMENTO

di Santi Michele, oste all'insegna della Stella d'Oro, nel luogo di Poirino

L'eccellentissimo Magistrato del Consolato con sentenza d'oggi ha dichiarato caduto in fallimento il detto Santi dal 1.° del corrente mese; ha nominato sindaco provvisorio il sig. causidico Carlo Magnago di Torino, ed ha fissato la prima adunanza dei creditori in una sala dello stesso Magistrato, alle ore 2 pomeridiane del 13 del corrente mese, avanti l'illmo signor consigiudice avvocato Peyrone, giudice e ministro, per gli effetti dalla legge previsti.

Torino, il 3 aprile 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Il cospicuo corpo di cascina denominata la Novarea, proprio delli signori conte Cesare e Remigio, padre e figlio Bianchis di Pomarè, composto di grandiosi fabbricati civili e rustici, alteni, campi, prati e boschi, del quantitativo di ettari 26, 66, 64, pari a giornate 70 circa, situato sul territorio di Pinerolo, a dieci minuti di distanza dalla città, in una delle più amene posizioni, con sentenza del tribunale di prima cognizione della stessa città, in data 1° corrente, venne deliberato al signor Tommaso Ceresole, per il prezzo offerto di L. 107m.

Per l'aumento del sesto i fatali scadono con tutto il 16 corrente mese, e per le occorrenti nozioni far capo dal sottoscritto.

Pinerolo, il 2 aprile 1852.

Davico Giuseppe caus coll.

NOTA

Con scrittura privata del 29 marzo ultimo scorso, depositata per estratto nella segreteria del Magistrato del Consolato di questa città il 31 detto mese, li Domenico, Carlo e Francesco, fratelli e figli fu Antonio Dezani, tutti residenti in quesa città, hanno contratta una società, per l'esercizio in questa capitale di una fabbrica e negozio di liquori e confetterie, sotto la firma, l'uso della quale è comune a tutti e tre i socii, durativa tale società per anni 3, computandi dal primo corrente mese, e progressiva per anni 9, pel caso di non dato diffidamento sei mesi prima della scadenza di cadun triennio, e coi fondi e sotto l'osservanza dei patti, e condizioni in detta scrittura stipulati.

Torino, il 5 aprile 1852.

Guglielmo Teppati not. coll.

NOTA

La società contratta per convenzione del 13 maggio 1843, in questa città, fra li signori Bartolomeo Martinazzi, Giuseppe Trossarello e Gioanni Laffon, sotto il loro nome Martinazzi, Trossarello e Laffon, essendo spirata il 31 marzo prossimo passato, è stata disciolta d'accordo colla divisione fra essi dei fondi sociali, ogni passività soddisfatta, e ciò per gli effetti della legge.

Torino, il 4 aprile 1852.

TEATRI D'OGGI

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française *Vaudevilles* et repr. de M.r Joseph Kelm, chanteur de genre comique.
SUTERA (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Napol. Colombino recita: *L'abito non fa il monaco.*
DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Il Diluvio.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 275 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 5 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 5 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 5 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 5 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 5 sera
16 marzo	737 78	738 62	738 10	+ 2 4	+ 6 6	+ 10 7	+ 0 4	+ 5 5	+ 8 5	N.N.O.	N.	N.N.O.	Sereno.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
17 »	740 2	741 32	742 3	+ 4 9	+ 9 1	+ 17 2	+ 3 5	+ 7 2	+ 9 6	S.	O.	S.	Ser. con vap.	Ser. con velo	Sereno.
18 »	742 64	745 90	744 20	+ 5 8	+ 14 6	+ 20 4	+ 7 1	+ 11 0	+ 11 5	N.	N. E.	S. E.	Ser. con velo.	Ser. con vap.	Ser con vap.
19 »	740 18	740 32	740 38	+ 4 9	+ 10 5	+ 15 1	+ 4 2	+ 9 1	+ 9 6	N.N.O.	N.N.O.	N.N.O.	Ser. con velo.	Quasi annuv.	Nug. sottili.
20 »	744 30	744 40	744 88	+ 5 7	+ 7 5	+ 8 9	+ 5 8	+ 6 5	+ 7 0	N.N.O.	N.	N. O.	Annuvolato.	Annuvolato.	Annuvolato.
21 »	746 38	746 46	746 26	+ 6 8	+ 10 8	+ 13 4	+ 5 6	+ 9 3	+ 8 9	O.S.O.	N. E.	S.S.O.	Ser. con velo.	Picc. nubi.	Nug. sottili.

TIP. G. FAVALE E COMP.

INTERNO

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINIST. DI TORINO.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato, che alle ore 10 antimeridiane dei giorni 15, 16 e 17 aprile p. v., si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del sig. Direttore dell'Insinuazione e Demanio, o di chi per esso, ai pubblici incanti pei successivi deliberamenti, in favore degli ultimi migliori offerenti, ed all'estinzione delle candele vergini, della vendita dei beni demaniali descritti al num. 87 dello stato annesso a detta Legge, consistenti nel

Tenimento di Rivara proveniente dall'antico feudo di tal nome, della totale superficie di ettari 265, 56, 75, diviso in 12 distinti lotti, i quali si esporranno separatamente all'asta, da aprirsi sul prezzo a ciascuno attribuito dalle distinte perizie degli architetti Cernusco e Marchini, in data 14 novembre 1851, visibili in quest'ufficio assieme agli analoghi capitolati.

Gl'incanti e i deliberamenti provvisorii dei diversi lotti infra designati avranno luogo nei seguenti giorni, cioè per il 1°, 2°, 3° e 4° nel giorno 15 aprile: per il 5°, 6°, 7° ed 8° nel giorno 16 detto; e per il 9°, 10, 11 e 12 il 17 stesso mese; nel quale giorno si esporranno poi all'asta tutti i dodici lotti riuniti sul prezzo totale risultante dai prezzi di deliberamento parziario o dai prezzi relativi di stima, quanto ai lotti che non fossero stati per mancanza d'offerte deliberati. In mancanza d'offerte maggiori del prezzo complessivo come sopra saranno fermi i seguiti deliberamenti parziarii di ciascheduno lotto.

Designazioni dei lotti posti tutti sul territorio di Rivara, le cui parziali quantità, situazioni, regioni, coerenze, ed estimi particolarizzati risultano dalle citate perizie distinte.

Lotto 1. Tre molini, a cinque ruote in tutto, mosse dalle acque d'un canale proprio derivato dal torrente Viana, coi meccanismi, attrezzi e fabbricati relativi, denominati il primo *superiore*, a due ruote, il secondo *di mezzo*, a due ruote, il terzo *inferiore*, ad una ruota, ora affittati sino a tutto il 10 novembre 1856 a Giacomo Grassa assieme ai due altri facienti il lotto seguente per L. 3,200 con atto 26 novembre 1844, valutati in perizia . . . . . L. 28000 »

2. Altri due molini detti uno *superiore*, l'altro detto *inferiore*, a tre ruote in tutto mosse dalle stesse acque, coi meccanismi, attrezzi e fabbricati relativi, affittati come sovra, in perizia . . » 24000 »

3. Podere denominato *Airale* di ettari 34, 70, 26, composto di fabbricati, aia, orti, prati, campi vignati, boschi, ripe, ecc., descritti in perizia. Valore, comprese 550 piante d'alto fusto, scorte e num. 15 tini . . . . . » 62725 36

NB. Parte di questo podere, e specialmente della pezza arativo vitato, sita in *Bonio*, per ettari 2, 18, 24, dovrà l'acquisitore cedere al Comune di Rivara al prezzo d'acquisto, come è meglio spiegato nei capitoli relativi a questo lotto.

4. Podere denominato *Braglia*, di ettari 26, 62, 16, composto di fabbricato rurale, orto, aia, campi aratrivi, vignati e alteni, boschi e prati irrigati colla lealera dei molini, mediante ore tre d'acqua, giusta la distribuz one comunale, il tutto descritto in perizia, e valutato, comprese 127 piante d'alto fusto e le scorte in . . . . . » 29936 45

5. Podere denominato *Pianca*, di ettari 6, 18, 26, composto di casa rustica, arativo vitato, prato e bosco come è descritto in perizia, e valutato, comprese 18 piante d'alto fusto, e il valore delle scorte » 11060 34

6. Podere denominato *Vignassa*, di ettari 3, 16, 82, composto di casa rustica, aia, arativo vitato, pascolo e bosco, il tutto descritto in perizia, prezzo (comprese 15 rovere ed un tino) . . . . . » 4251 34

NB. Dei tre lotti 4, 5 e 6 e di parte del 3, i deliberatarii saranno messi in possesso appena approvato il contratto, essendo stato sciolto per sentenze Camerali l'affittamento in corso con Giacomo Grassa.

7. Podere denominato *Palazzo o Todesca*, affittato sino al 10 novembre 1856 a Giuseppe Fascio con atto 18 novembre 1844, di ettari 17, 51, 54, composto di fabbriche civili e rurali, aia, orti, campi arativi, vitati, bosco e prati irrigati coll'acqua dei molini per ore 16, il tutto descritto in perizia e valutato (comprese 96 piante d'alto fusto, scorte e fondi) . . . . . » 22074 86

8. Podere denominato *Pasquarola*, affittato come sopra, di ettari 14, 67, 17, composto di casa, aia, orto, campi arativi e vitati, boschi e prati irrigati dalle acque del torrente Malonetto, il tutto come in perizia valutato, comprese 55 piante d'alto fusto, e il valore delle scorte . . . . . » 12908 77

9. Podere denominato *Boschetto*, affittato sino al 10 novembre 1856 al sig. Antonio Vittone per atto 28 marzo 1845, di ettari 14, 65, 18, composto di fabbricato rustico con forno, campi arativi, vitati, boschi, e prato irrigato dal torrente Levone, il tutto descritto in perizia e valutato (comprese 652 piante d'alto fusto, e il valore delle scorte) . » 14539 46

10. Podere denominato *Bedina* e *Vigna vecchia*, affittato come il precedente, di ettari 18, 44, 55, composto di due fabbricati, aie, orti, alteni, campi, prati e boschi, il tutto come in perizia valutato (comprese 515 piante d'alto fusto, e l'importare delle scorte) . . . . . » 16907 17

11. Campo regione Ponte, affittato sino al 10 novembre 1856 al sig. Giuseppe Fascio per atto 18 novembre 1844, di are 42, 49 . . . . . » 942 94

12. Tenimento di pascolo sul Monte denominato *Montesiglio*, composto di tre fabbricati e due stalle capaci di 36 bovine, con casa pastorizia, costrutti in pietra e calce, e coperti a lose, di ettari 78, 01, 41, da darsi subito in possesso dell'acquisitore, per trovarsi sciolto il contratto in corso . . . . » 5500 »

Totale valore complessivo L. 232844 70

Ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 200 pel lotto 3; di L. 100 pei lotti 1, 2, 4, 5, 7, 8, 9 e 10; di lire 50 pei 12; di 25 pel 6, e di 10 pel 11.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente responsabile e tale riconosciuta dall'ufficio procedente; ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario, o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, scadenti col mezzodì dei 5, 6 e 7 maggio prossimo e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento vien ridotto in pubblico instromento, e le altre tre, di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degl'interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto, computando dalla data di detta riduzione in instromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze in data 4 gennajo 1851, delle quali non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prender visione in questo ufficio d'Intendenza.

Torino, il 15 marzo 1852.

Il Segretario-Capo dell'Intendenza Generale
GARASSINI.

ESTRAZIONE DEI 361 PREMI

della Lotteria a beneficio dei poveri danneggiati dalle inondazioni del 1851 nella Provincia di Cuneo, seguita nel Palazzo Municipale di Cuneo il 31 marzo 1852.

Numeri estratti	Num. d'ord.	Numeri estratti	Num. d'ord. d'estrazione	Numeri estratti	Num. d'ord. d'estrazione	Numeri estratti	Num. d'ord. d'estrazione	Numeri estratti	Num. d'ord. d'estrazione
27	243	1043	361	2394	30	3422	14	4450	276
112	289	1045	200	2424	48	3438	307	4464	232
117	305	1081	223	2425	338	3447	164	4465	345
129	309	1094	106	2446	332	3451	313	4466	179
160	324	1097	139	2490	279	3580	117	4477	239
163	295	1158	186	2499	76	3502	233	4487	54
166	44	1159	304	2503	93	3521	92	4534	320
176	177	1189	319	2519	43	3551	342	4555	225
200	184	1254	109	2521	62	3563	253	4565	58
201	284	1257	27	2532	235	3564	354	4566	231
217	36	1258	265	2558	47	3574	107	4594	222
245	66	1266	299	2566	167	3574	272	4614	144
249	152	1268	168	2594	122	3578	261	4638	343
254	274	1304	329	2595	22	3580	256	4651	7
261	175	1312	221	2618	97	3587	88	4665	194
272	68	1329	297	2650	303	3610	9	4702	213
274	227	1354	87	2658	321	3621	357	4729	157
279	118	1361	90	2661	280	2626	314	4813	98
285	154	1370	310	2667	5	3646	266	4828	24
294	149	1414	350	2688	258	3684	314	4854	118
325	207	1420	70	2710	123	3699	63	4853	174
342	216	1421	172	2759	112	3733	267	4859	253
363	101	1423	11	2780	262	2748	250	4866	228
366	301	1425	17	2790	131	3752	138	4872	136
376	360	1432	82	2794	145	3773	130	4879	148
380	206	1435	162	2830	330	3782	336	4884	186
387	80	1466	25	2852	291	3785	81	4904	164
397	76	1477	165	2879	204	3802	252	4928	133
404	238	1506	187	2886	202	3832	132	4931	129
407	151	1516	2	2894	322	3836	43	4937	275
409	339	1548	46	2911	77	3844	285	4964	266
421	30	1549	91	2914	121	3852	290	4990	64
423	142	1576	288	2922	160	3868	353	4991	85
444	334	1605	32	2934	196	3880	226	4993	94
450	52	1648	110	2937	6	3884	327	4999	203
467	111	1655	219	2938	211	3883	295	5005	326
500	34	1657	344	2950	236	3889	55	5009	102
512	337	1666	41	2952	242	3908	348	5042	349
518	242	1729	254	2958	185	3941	156	5045	173
524	79	1734	277	2962	198	3920	39	5046	240
526	316	1742	69	2963	48	3923	135	5024	19
569	268	1776	67	2978	50	3948	347	3025	334
609	220	1814	24	2992	122	3953	183	5031	146
624	49	1896	260	2999	292	3977	140	5071	64
633	124	1899	178	3026	249	3987	197	5158	171
638	296	1947	114	3029	54	4010	116	5199	108
660	42	1933	300	3032	323	4027	264	5200	282
671	199	1938	248	3041	33	4059	75	5255	308
701	237	1957	141	3045	193	4069	246	5264	72
709	18	1962	125	3057	150	4071	302	5282	189
730	13	1973	68	3063	180	4072	128	5306	3
735	153	2000	281	3084	96	4105	270	5397	338
772	82	2003	240	3098	128	4476	234	5404	147
791	33	2025	333	3106	208	4185	359	5403	353
794	205	2031	346	4132	340	4186	217	5468	278
808	23	2067	10	3156	103	4197	306	5520	99
817	241	2072	230	3162	195	4224	40	5567	317
827	104	2080	231	3184	204	4248	84	5594	259
853	57	2108	113	3200	323	4259	159	5631	218
856	93	2118	120	3202	342	4261	105	5670	241
861	162	2129	311	3208	341	4263	192	5719	1
865	190	2143	263	3228	163	4275	86	5728	244
876	89	2153	283	3269	37	4294	352	5729	257
871	153	2158	209	3290	109	4327	188	5777	8
883	214	2204	295	3293	273	4349	176	5862	201
889	335	2209	315	3300	59	4355	293	5868	134
913	29	2239	269	3321	286	4370	318	5891	328
956	290	2244	331	3322	73	4373	170	5918	247
997	243	2245	119	2332	158	4374	55	5962	127
1011	224	2249	15	3334	166	4392	356		
1026	143	2296	126	3349	182	4395	191		
1028	137	2333	100	3372	271	4433	287		
1033	71	2361	38	3393	74	4446	66		

NB. Questo stato fu disposto per ordine numerico per facilitare le ricerche ai possessori di biglietti; il numero d'ordine d'estrazione corrisponde a quello dei premi descritti nel relativo Catalogo, e Supplemento.

La consegna dei premi si vincolerà si fa da oggi in casa del conte Ferraris di Celle nei giorni di martedì, giovedì e venerdì, dalle ore 9 alle 12. Gli oggetti non ritirati con tutto giugno prossimo s'intenderanno ceduti, e saranno venduti a beneficio dei danneggiati stessi, siccome dal piano approvato.

Cuneo, 1° aprile 1852.

Il Comitato.

NOTA

Nel giudizio di graduazione promosso dal signor Sebastiano Bertolotti, residente in Torino, sul prezzo dei beni subastati a pregiudicio di Giacinto Broglia e Tommaso Bruno, con intervento della ragione di negozio Barbaroux e Compagnia e delli fratelli Stes pour sindaci della massa dei creditori del suddetto Bruno, con sentenza del tribunale di prima cognizione di questa città, 17 novembre ultimo scorso, e deliberi a favore del sig. avvocato Giuseppe Allara per L. 492,000, cioè di un corpo di casa situato in Torino, nella sezione del Po, isola della B. Vergine degli Angeli, sotto le sue notorie coerenze; essendosi deputato a relatore l'ill.mo sig. giudice Claretta, questi con decreto del 19 gennaio ultimo scorso dichiarò aperta tale graduazione, ingiungendo i creditori tutti aventi diritto sul prezzo dello stabile di che si tratta a presentare i loro titoli alla Segreteria del prelodato tribunale fra un mese successivo alla notificanza da seguire al domicilio eletto nelle rispettive iscrizioni ipotecarie.

Torino, il 2 aprile 1852.

Manara sost. Castagna.

NOTA

Con atto passato alla segreteria del tribunale di prima cognizione di Oreglia il 6 del mese di marzo, il sottoscritto dichiarò di accettare col beneficio dell'inventario l'eredità al medesimo devoluta per la morte della di lui madre Angela Barone, nata Bruni, deceduta nella stessa città il 29 agosto 1846, *ab intestato*.

Genova, il 5 aprile 1852.

Barone avv. Domenico.

NOTA

L'Istituto delle Rosine, con atto d'oggi, passato alla Segreteria di questo Tribunale di prima cognizione, ha accettato col beneficio dell'inventario l'eredità deferta all'Istituto delle Rosine di Chieri, dall'ora fu Anna Maria Peani, già ivi rivocata, con suo testamento del 5 aprile 1845, rogato Vergnano.

Torino, il 10 aprile 1852.

Gilardi sost. segr.

NOTA

Il sig. giudice commissario del fallimento di Angelo Treves, del vivente Graziadio di questa città stabilì che alle ore 10 mattutine delli 19 aprile prossimo, avanti lui, nella sala d'udienza di questo tribunale di prima cognizione, avrà luogo l'adunanza dei creditori del fallito per la nomina dei sindaci definitivi, che già erasi fissata pel giorno d'oggi e che non seguì per non esservi comparso creditore alcuno.

Biella, il 31 marzo 1852.

Scarfiotti segretario.

NOTA

Ad instanza del Seminario de' Chierici di questa città, con decreto 20 marzo prossimo passato del sig. giudice Fava, relatore, si è aperto il giudizio di graduazione dei creditori delli Giovanni Michele Galetto, residente a Frossasco, e Lucia Chiabrand già vedova di Gio. Battista Galetto, ora moglie di Gio. Antonio Biancotto, residenti a Cantaluppa, sul prezzo dei beni loro espropriati, e deliberati con sentenza 7 ottobre 1851 a Michele Biancotto di Cantaluppa, a L. 19,600, con essersi ingiunti tutti i creditori a proporre le loro ragioni e presentare li titoli alla segreteria di questo tribunale di prima cognizione fra giorni 30 dalla notificanza, sotto le pene legali.

Pinerolo, il 1° aprile 1852.

Canale sost. Signoretti caus. coll.

NOTA

Con decreto del 28 febbraio ultimo scorso il signor giudice Doro, relatore, ha aperta la graduazione dei creditori promossa da Giovanna Leona residente a Vigone, contro la vedova Luigia e Margherita, madre e figlia Pautasso, residenti a Torino, sul prezzo della casa situata a Lombriasco, stata subastata a Bartolomeo Pautasso, loro marito e padre, e deliberata con sentenza 4 settembre 1851, a Luigia Pautasso, moglie di Guglielmo Oscilla di Carmagnola, a L. 1,375, con aver ingiunti tutti li creditori a proporre i loro crediti e presentare i titoli alla segreteria di questo tribunale fra un mese, sotto le pene prescritte dalle R. leggi.

Pinerolo, il 1° aprile 1852.

Canale sost. Signoretti caus. coll.

NOTA

All'udienza del R. tribunale di prima cognizione di Pinerolo del 29 corrente aprile, ore 11 antimeridiane, sull'instanza del sig. Stefano Angelino, delle fini di Pinerolo, si procederà contro li Matteo, Bartolomeo, Giuseppe, Margherita e Rosa, fratelli e sorelle Falcetti, di Vigone, al primo incanto degli stabili a questi pervenuti dalla successione del loro padre Bartolomeo, situati sul territorio di Vigone, regioni Castellazzo, Goretto, Santa Maria, Calussera, Alberetti, consistenti in orto, campi e bosco, descritti nel bando venale stampato 29 marzo ultimo.

L'incanto verrà aperto in quattro distinti lotti sul prezzo di L. 1800, pel primo; di L. 500 pel secondo; di L. 1250 pel terzo, e di L. 300 pel quarto, alli patti e condizioni da detto bando apparenti.

Pinerolo, il 2 aprile 1852.

Darbesio sost. Davico.

MINISTERO DEGLI INTERNI

MERCURIALI, *ossia prezzo medio desunto dalla vendita dei Cereali che ebbe luogo sui diversi Mercati delle Provincie di Terraferma durante la 1.ª quindicina di marzo 1852.*

NB. I ragguagli qui sotto notati sono regolati in moneta e misure decimali.

Divisioni amministrative di	PROVINCIA di	LUOGHI dei MERCATI	PER OGNI ETTOLITRO																			
			Frumento		Barbariato		Segala		Meliga		Orzo		Avena		Miglio		Riso		Fagioli		Fave	
			lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.	lt.	c.
ANNECY	ANNECY	Annecy	20	50	15	75	17	16	16	50	11	25	8	»	»	»	»	»	22	»	20	»
		Rumilly	20	27	16	90	14	53	16	22	14	19	6	92	»	»	»	»	19	93	18	95
		Bonneville	21	55	»	»	14	20	»	»	»	»	7	52	»	»	»	»	»	»	16	32
	FAUCIGNY	Cluses	22	61	17	12	16	84	»	»	15	50	7	83	»	»	»	»	»	»	»	»
		La Roche	22	64	15	41	15	91	»	»	13	41	7	75	»	»	»	»	»	»	»	»
		Salanches	23	55	20	09	18	07	»	»	15	»	8	08	»	»	»	»	»	»	»	»
	CHIABLESE	Taninges	21	55	»	»	17	86	»	»	15	07	8	06	»	»	»	»	»	»	»	»
		Thonon																				
CHAMBERY	CHAMBERY	Chambéry																				
		Pontbeauvoisin																				
	ALTA SAVOIA	Albertville	22	34	»	»	16	75	15	01	»	»	7	40	»	»	»	»	20	01	»	»
		Faverges	25	20	»	»	19	52	17	50	»	»	6	85	»	»	»	»	»	»	»	»
	MAURIENNE	S.t Jean de Maurienne																				
		S.t Michel																				
	TARANTASIA	Moutiers	20	50	»	»	16	»	»	»	11	40	8	70	»	»	»	»	»	»	16	80
		Aime	20	70	»	»	17	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Bourg S.t Maurice	20	64	»	»	16	77	21	61	14	49	9	03	»	»	»	»	»	»	16	77
CUNEO	CUNEO	Cuneo	20	62	14	23	12	23	11	41	»	»	6	82	12	40	30	67	14	76	15	27
		Busca	20	65	14	69	15	26	11	18	»	»	»	»	10	27	24	99	12	28	»	»
		Caraglio	19	75	14	99	12	81	11	94	»	»	6	72	11	61	26	08	14	01	14	99
		Demonte	19	99	15	20	12	82	13	04	11	73	6	52	15	21	26	98	13	69	14	12
		Dronero	20	78	14	27	12	53	11	54	»	»	6	85	11	70	30	84	14	85	15	40
		Fossano	20	28	14	90	15	16	14	98	»	»	8	99	12	46	20	00	12	46	13	88
	MONDOVI'	Mondovi	19	51	14	78	14	12	11	74	»	»	8	69	11	76	25	65	14	15	15	91
		Ceva	18	69	»	»	14	02	11	41	»	»	8	56	»	»	25	»	14	56	14	36
		Dogliani	19	25	»	»	»	»	11	07	»	»	»	»	»	»	»	»	12	50	13	60
		Garessio	17	50	14	50	13	50	13	27	»	»	9	»	»	»	27	50	14	50	»	»
	SALUZZO	Saluzzo	20	22	»	»	»	»	11	39	»	»	7	60	13	01	26	56	12	45	14	45
		Savigliano	20	17	15	16	»	»	11	70	»	»	»	»	»	»	25	»	»	»	»	»
		Racconigi	20	20	»	»	»	»	11	86	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Barge	20	60	17	57	15	97	12	60	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Venasca	20	72	17	62	»	»	12	55	»	»	7	02	»	»	26	37	15	73	»	»
		Sanfront	»	»	17	15	12	39	13	17	»	»	6	75	»	»	»	»	»	»	»	»
	ALBA	Alba	19	88	»	»	»	»	13	06	»	»	»	»	»	»	26	50	»	»	»	»
		Bra	20	06	»	»	»	»	12	45	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Canale	20	60	»	»	»	»	12	58	»	»	»	»	»	»	28	19	»	»	»	»
IVREA	IVREA	Ivrea	20	87	»	»	12	87	13	25	»	»	9	»	10	»	26	87	12	50	16	50
		Cuorgnè	20	80	»	»	15	86	12	56	»	»	»	»	»	»	25	40	13	»	»	»
		Pont	21	69	»	»	14	54	14	54	»	»	»	»	»	»	26	»	»	»	»	»
		S. Giorgio	20	58	»	»	13	»	12	15	»	»	8	67	»	»	25	40	12	34	»	»
	AOSTA	Aosta																				
		Chatillon																				
TORINO	TORINO	Torino																				
		Carmagnola																				
		Chieri																				
		Chivasso																				
		Lanzo																				
		Poirino																				
		Rivarolo																				
	PINEROLO	Pinerolo	20	40	»	»	12	71	13	06	»	»	»	»	»	»	27	04	»	»	»	»
		Cavour	19	94	15	75	13	48	13	16	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Luserna	25	52	18	51	15	25	14	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		Villafranca	20	25	16	37	14	10	13	04	»	»	9	22	16	95	22	12	13	69	14	65
	SUSA	Susa	22	50	17	»	12	50	14	75	»	»	8	75	»	»	28	50	18	75	14	50
		Condove	21	»	»	»	13	12	14	»	»	»	8	75	»	»	26	25	»	»	»	»
		Giaveno	19	42	13	35	11	20	12	67	»	»	7	92	»	»	26	02	»	»	»	»
NOVARA	NOVARA	Novara	19	93	»	»	14	48	10	48	»	»	»	»	»	»	23	56	»	»	»	»
		Arona	22	35	12	54	12	85	12	01	»	»	9	18	9	90	22	88	13	36	»	»
		Borgomanero	22	98	»	»	13	19	12	60	»	»	10	53	10	65	26	80	14	24	»	»
		Carpignano	23	06	»	»	13	34	13	34	»	»	»	»	»	»	25	78	13	95	»	»
		Oleggio	»	»	»	»	10	25	10	99	»	»	»	»	»	»	24	50	»	»	»	»
		Orta	22	41	»	»	14	74	14	27	»	»	»	»	»	»	28	86	»	»	»	»
	LOMELLINA	Mortara	19	40	»	»	12	18	10	85	»	»	7	46	»	»	22	78	11	56	»	»
		Vigevano	19	55	»	»	11	89	10	48	»	»	»	»	»	»	24	95	»	»	»	»
		Cava	19	89	»	»	13	»	12	42	»	»	6	75	»	»	24	44	13	50	12	»
		Pieve del Cairo	24	92	»	»	13	55	13	80	»	»	8	77	»	»	25	08	14	42	»	»
	PALLANZA	Pallanza	19	75	»	»	12	54	11	84	»	»	»	»	»	»	25	74	»	»	»	»
		Intra																				
		Cannobio																				
		Omegna																				
	OSSOLA	Domodossola	20	87	»	»	12	70	12	20	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	VALSESIA	Varallo	25	15	»	»	12	98	12	65	»	»	»	»	»	»	24	10	»	»	»	»
		Borgosesia																				
VERCELLI	VERCELLI	Vercelli																				
		Crescentino																				
		Santhià																				
	CASALE	Casale																				
		Moncalvo																				
		Occimiano																				
	BIELLA	Biella																				
		Masserano																				
		Andorno Cacciorna																				
		Cavaglià																				
		Crevacuore																				
		Mosso Santa Maria																				
ALESSANDRIA	ALESSANDRIA	Alessandria	18	91	»	»	»	»	10	98	»	»	9	95	»	»	25	94	13	74	»	»
		S. Salvatore	18	55	»	»	»	»	11	70	»	»	»	»	»	»	27	»	13	90	12	40
		Valenza	18	25	11	»	12	»	10	75	»	»	7	50	»	»	24	85	13	06	12	»
	VOGHERA	Voghera	19	17	15	54	13	02	10	55	»	»	8	18	»	»	28	09	15	40	10	98
		Broni	19	25	»	»	»	»	14	08	»	»	»	»	»	»	24	75	»	»	14	08
		Casteggio	22	27	»	»	»	»	11	14	»	»	»	»	»	»	30	70	»	»	12	24
		Stradella	19	75	»	»	»	»	11	58	»	»	»	»	»	»	22	77	»	»	11	»
	ASTI	Asti	20	15	»	»	11	76	11	71	»	»	10	06	»	»	26	08	14	69	12	79
		Canelli	19	30	»	»	»	»	11	49	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
		S. Damiano	21	09	14	02	12	36	11	93	»	»	»	»	»	»	28	19	»	»	»	»
		Villanova	12	87	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	BOBBIO	Bobbio	14	20	»	»	»	»	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	40
		Varzi	17	83	»	»	»	»	11	78	»	»	»	»	»	»	27	75	»	»	11	78
	TORTONA	Tortona	19	02	»	»	»	»	10	14	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
GENOVA	GENOVA	Genova	18	54	»	»	»	»	12	25	8	50	»	»	»	»	28	50	»	»	8	75
		S. Quirico	19	77	»	»	»	»	11	87	»	»	»	»	»	»	27	67	16	49	»	»
	CHIAVARI	Chiavari																				
		S. Stefano																				
		Varese																				
	NOVI	Novi																				
	LEVANTE	Spezia																				
SAVONA	SAVONA	Savona																				
		Cairo																				
		Millesimo																				
		Varazze																				
	ALBENGA	Albenga	22	10	»	»	»	»	15	30	14	60	»	»	»	»	26	80	»	»	15	70
		Alassio	22	»	»	»	»	»	17	»	»	»	»	»	15	»	29	»	»	»	»	»
		Loano	18	»	»	»	»	»	10	50	»	»	»	»	»	»	22	70	»	»	12	»
	ACQUI	Acqui																				
NIZZA	NIZZA	Nizza																				
	ONEGLIA	Oneglia	24	70	»	»	16	»	17	»	14	80	14	70	17	»	27	»	16	»	15	70
		Pieve	21	42	»	»	16	15	16	50	14	35	14	77	»	»	24	17	16	57	16	50
		Porto Maurizio	25	»	»	»	»	»	17	50	»	»	»	»	17	»	27	»	16	»	15	»
	S. REMO	S. Remo	18	»	»	»	»	»	12	30	9	»	»	»	»	»	27	»	15	40	15	40
		Ventimiglia	18	20	»	»	»	»	12	20	9	20	»	»	»	»	27	»	15	80	15	80

www.interpretecultural.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 84 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gilodini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

MERCOLEDI' 7 APRILE

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

In esecuzione della Legge 7 luglio 1851, relativa all'approvazione del Bilancio passivo del Dicastero per gli Affari Ecclesiastici, di Grazia e Giustizia, S. M., con Decreti firmati nelle udienze dell'8 febbraio e 30 marzo prossimi passati, ha collocato in riposo l'avvocato Flaminio Prolio, già giudice di mandamento in aspettativa, ed ha confermato il trattenimento di aspettativa di cui era provveduto l'avvocato Agostino Marchisio, già giudice di mandamento.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 6 aprile.*

Il Senato nella tornata d'oggi, udita la relazione sul progetto di legge per la costruzione d'un ponte sul Gravellone, si sciolse per mancanza di numero.

La Camera dei Deputati nella seduta d'oggi discusse il progetto di legge per l'approvazione del Trattato di commercio e navigazione colla Francia. Lo combatterono i deputati Saracco, Louaraz e Mezzena, e presero a difenderlo i deputati Michelini e Melegari.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato Centrale

Adunanza del venerdì 9 aprile 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO

1. Esame del regolamento adottato in alcune scuole delle maestre aluane (Terza notificazione).
2. Discussione del progetto di Legge sull'amministrazione generale dell'Istruzione pubblica.

AZIENDA GENERALE DELL' INTERNO.

Avviso d'Asta.

Vendita od affittamento per anni 30 delle miniere di piombo argentifero di Pesey e Macôt, e R. Stabilimenti per la fondita del minerale, e granulazione del piombo ad Albert-Ville in Savoia.

Il pubblico è avvisato che nel giorno 6 del mese di maggio prossimo, a mezzodì, si procederà, negli uffizi dell' Azienda generale dell' Interno, alla vendita, e subordinatamente all'affittamento per 30 anni, in favore del miglior offerente, sul prezzo di L. 385,000 per la vendita, e su quello di L. 25,000 annue per l'affittamento, sotto le clausole e condizioni tenorizzate nel relativo capitolato.

Le offerte sia per la vendita che per l'affittamento in aumento dei suddetti relativi prezzi, dovranno essere fatte in iscritto su carta da bollo da cent. 40, suggellate ed accompagnate da un vaglia, stando su carta da bollo, a favore della stessa Azienda generale dell' Interno, sottoscritto da persona riconosciuta risponsale da questa, ed in vece di vaglia si potrà supplire con cedole del Debito Pubblico dello Stato al portatore, per un valore eguale al decimo del prezzo sul quale si fa partito.

I capitoli d'appalto, unitamente ai piani e documenti relativi, saranno visibili all' estero presso le Legazioni e Consolati Sardi, ed all' interno negli uffizi delle Intendenze divisionali e provinciali, ed in quello dell' Azienda generale dell' Interno.

Il deliberamento non sarà definitivo se non nel caso, in cui nei 20 giorni successivi, che scadranno a mezzogiorno del 26 maggio suddetto, non sarà stato fatto l'aumento del sesto sul prezzo della vendita, e del sesto o mezzo sesto su quello d'affitto, secondo le leggi in vigore.

Nell'appalto si osserveranno le norme portate dal Regolamento 4° annesso alle Regie Patenti del 29 maggio 1847.

Le spese dell'incanto, del deliberamento e dell'instrumento di vendita, o dell'affittamento non che quelle di delimitazione e di perizie, e dei testimoniali di stato, saranno tutte a carico del deliberatario.

Torino, il 23 febbraio 1852.

Per della Generale Azienda

Il Segretario VERZALDI.

Appendice

PROGRESSI DELLA CHIMICA IN ITALIA E FUORI.

(Parte straniera.)

Natura dei composti inargentatori che si ottengono coi sali di argento ed i prussiati, di Bouilhet — Velamento dello zinco con veli di altri metalli, di Ludesdorf — Forme per la galvanoplastica, di Copwer — Nuova preparazione del fosforo, di Donavan — Perfezionamento nella preparazione dell'acido acetico dall'acido piroligneo — Riduzione operabile in grande dell'argento del cloruro di esso, di Zimermann e Wittstein — Imbianchimento dell'amido e delle gomme, di Hall — Esame paragonato delle due Galle di China e di Aleppo, di Buchner — Modo di conoscere se la cera contenga acido stearico, di Overbeck — Nuova fabbricazione dell'acido steurico e di altri grassi per comporne candele, di Vilson — Uso delle resine in mescolanza coi corpi grassi per la composizione delle candele, di Wire — Preparazione della canfina, per liquido illuminante, di Heeren e Wimmer — Chiarificazione e disidratazione delle essenze — Acido picrico sostituito al luppolo nella fabbricazione della birra — Fabbricazione di essenze artifiziali — Imitazione del vetro a mussolina, ecc.

Avendo in questi ultimi mesi i chimici stranieri fatta progredire con alacrità la scienza, tanto per quelle cose che si riferiscono alla parte speculativa di essa ed alle applicazioni sperimentali alla natural filosofia, quanto per l'altra parte che contribuisce al raffinamento delle industrie, non ci fu dato nell'appendice scorsa di racchiudere tutte quelle notizie le quali complessivamente avessero dato cenno delle scoperte principali. Per la qual cosa tratteremo nell'appendice presente delle nuove invenzioni che la chimica col mezzo dei suoi cimenti trasse a luce ad utile e beneficio delle officine. Saremmo brevi, nostro malgrado, più di quello che comporta l'argomento, perchè lo spazio ristretto datoci da compiere non ci permette di allargarci più innanzi.

L'argentatura col metodo elettrochimico acquistò quell'importanza che tutti sanno, perchè riesce più facile, più economica e meno insalubre di quella a mercurio. Avvegnachè i chimici rivolgessero l'attenzione loro a studiarla ne' suoi andamenti da parecchi anni fa, tuttavolta rimane ancora molto di oscuro da rischiarare intorno alla medesima. In effetto parecchie volte quest'inargentatura non fornisce quel candido, quello smorto, quella sodezza che dà in altre circostanze presso a poco somiglianti, senza che si conosca la vera ragione delle differenze. Anche sui liquidi argentiferi che non è da dire? Tutti i liquidi argentiferi non sono eguali, nè di tutti si sa bene quali composti ultimi definitivamente contengano dopo che furono preparati colle sostanze messe a reagire per conseguirli. Fra i quali liquidi uno dei più utili è quello che si ha dai ferrocianuri di potassio che si fanno agire col cianuro di argento: perchè questi ferrocianuri, adoperati invece del cianuro bianco, riescono meno costosi tanto più quando invece del cianuro d'argento si adoperi un altro sale di argento per la reazione. Ora Bouilhet fece cosa buona a dimostrare, che ogni qualvolta si metta un sale d'argento ad agire col prussiato giallo, ovvero col prussiato rosso di potassa, si ottiene nel liquido, in ultimo termine, la soluzione di un doppio cianuro argentico-potassico la cui formola è Cy K + Cy Ag. In ambedue i casi si forma tra il sale d'argento ed il ferrocianuro di potassio un ferrocianuro d'argento, il quale per essere altamente instabile si disdoppia facilmente per il contatto dell'aria in protocianuro di ferro ed in cianuro d'argento, che in apprcsso reagendo sopra un'altra parte del ferrocianuro di potassio ne produce nuovo ferrocianuro di argento e cianuro semplice di potassio. Il nuovo ferrocianuro di argento si disdoppia ancora in protocianuro di ferro che precipita in forma di materia grigia od azzurrognola, ed in cianuro di argento semplice, il quale congiungendosi col cianuro di potassio ingeneratosi da nascimento al mentovato cianuro di potassio e d'argento, per la qual cosa l'autore conclude: che si può avere una buona inargentatura tanto se si pongano in opera con un sale di argento il cianuro semplice quanto i ferrocianuri di potassio.

Noi ci accontenteremo di accennare qui una cosa: che Sandonini, sperimentatore italiano, sino dal 1844 aveva conosciuto che si poteva egregiamente sostituire il prussiato di potassa al cianuro bianco nell'inargentatura, senza che riuscisse men bella la precipitazione del metallo prezioso.

Alle volte s'induce un metallo a precipitare sull'altro, valendosi del semplice mezzo dell' azione che il metallo che si vuol coprire ha sulla soluzione salina di un altro metallo che deve fare da coperta. Così p. e. usano alcuni d'inramare il ferro col mezzo del vetriolo azzurro, giovandosi appunto con opportune accuratezze della qualità che ha questo metallo, di ridurre il rame dai sali in cui lo trova combinato. Ora cominciandosi a sentire il bisogno di velare lo zinco di un sottil panno di un altro metallo, affine d'impedirne la ossidazione facile, si cercò qual fosse il mezzo migliore per riuscirvi, e si trovò che si poteva conseguir l'intento per via dell' immersione o del bagno. L'adoperamento dello zinco si estese già assai più largamente che non lo fosse in addietro, giovandosene per minuterie e per pezzi più grossi, come sono pendule, statue, ecc.

Il dott. Ludersdorf, nei varii tentativi che fece intorno a questo

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova

la sera del 31 marzo 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9398539 24
id. id. in Torino	»	7177514 77
Numerario in via per Torino	»	»
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	15881279 77
id. id. in Torino	»	16298852 43
Fondi pubblici della Banca	»	562417 50
R. Finanze c. mutuo	»	»
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	955555 54
Tratte della sede di Torino del 30 corr.	»	29725 21
Spese diverse	»	278724 93
Fondi pubbl. cogli interessi	»	»
Corrispondenti della Banca (sbil.° de conti)	»	865020 56
Debitori diversi	»	23179 43
	L.	51247586 78

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione	»	34445250 »
per operazioni ordinarie	»	»
per mutuo alle Regie Finanze	»	»
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	»
Risconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	53994 61
id. id. in Torino	»	71289 90
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	144257 58
id. id. in Torino	»	193462 14
Conti correnti disponibili in Genova	»	1518956 03
id. id. in Torino	»	705591 27
Non disponibile	»	160997 22
R. Erario conto corr.	»	5175198 64
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	148075 80
della sede di Torino su quella di Genova del 30 corr.	»	40776 89
Dividendi arretrati	»	27046 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Rimb. della sede di Torino del 30 corr.	»	224468 42
	L.	51247586 78

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Abbiamo fatto cenno delle scuole preparatorie per allieve maestre di Voghera ed Alessandria. Togliamo ora dal *Giornale di educazione e d'istruzione* quanto segue sopra quella che per cura d'una benemerita società va sempre più prosperando in questa nostra Torino:

I lettori già sanno qual ne fosse l' origine, quale l' intento, quale il programma dalla relazione del prof. Gargano stampata in questo giornale; sanno pure dalla bella lettera dell' esimia Rachele Farina inserita nel primo fascicolo di quest'anno qual sia la parte che la società nostra stimò nell' interesse delle buone discipline di prendervi. Ci limiteremo adunque a rappresentarne lo stato attuale, mirando con ciò, oltre al tracciare la storia ed i progressi dei nostri studii, a dare quel miglior compenso che è dovuto alle opere generose, la pubblicità, e desiderando attirarvi maggiormente l'attenzione delle autorità che rappresentano la città e la provincia, a beneficio di cui l' istituto è specialmente diretto.

Due scuole sono ora aperte, una di preparazione, l' altra di perfezionamento. La prima è frequentata da 83 alunne, da 42 la seconda. Nella prima, aperta in una sala del palazzo del museo di storia naturale, si danno quattro lezioni di un'ora per caduna al giovedì, tre in tutti gli altri giorni della settimana, meno nei di festivi. Le materie in essa insegnate sono: religione, lettura, gramatica, nomenclatura, aritmetica, sistema metrico decimale, prime nozioni di geografia fisica, geometria, metodo, calligrafia. All' infuori di quest' ultima, del metodo, della religione e della buona pronuncia, per cui hannovi speciali insegnanti, il resto del programma viene egregiamente professato da due distinte maestre che, a titolo di lode, vogliam qui nominate, le signore Papa e Basili.

Nella scuola superiore, la quale è nelle intenzioni del comitato direttivo di dividere nel prossimo anno in due classi, aperta in una sala apposita del collegio di S. Francesco da Paola, si danno quattro lezioni per quattro giorni della settimana, tre in altri due. Le materie dell' insegnamento per essa sono: lettura, gramatica, letteratura italiana, aritmetica, geometria, scienze naturali, geografia e storia antica, storia italiana, metodo, religione, igiene e calligrafia (*). Ciascuna di esse viene professata da uno speciale insegnante.

Non potendo, per ragioni di convenienza distenderci a parlare dei risultati che si vanno ottenendo in questo Instituto, un solo fatto vorremo accennare il quale, meglio delle nostre parole, varrà a dimostrare la stima e la simpatia che esso seppe di già procacciarsi. Parecchie famiglie agiate chiesero di potervi mandare, mediante pagamento, le loro figliuole perchè, frammiste alle allieve-maestre, vi acquistassero quel complemento di coltura che male vorrebbe cercarsi in altri Instituti di educazione femminile. E nove infatti ve ne hanno di queste alunne, le quali, amiamo dirlo a loro onore, vi recano il più lodevole amore allo studio: e ben più sarebbero state se si avesse potuto assentire a tutte le dimande fatte. Vogliamo poi aggiungere per amor di giustizia, che se risultati buoni vi hanno, in buona parte debbonsi alle cure solerti delle ispettrici, le quali portano nell'adempimento del loro ufficio uno zelo che crederemo di non poter mai abbastanza encomiare.

Dopo d'aver così rappresentato le condizioni di questi tre vivai di buone e colte maestre, ci sarà ben lecito di trarre lieti auguriі anche per questa parte della pubblica istruzione da quelle instituzioni, la cui prospera durata forma la più bella gloria del nostro paese ed il cui consolidamento vuolsi avanti tutto cercarlo nelle scuole.

— GENOVA. Si legge nella *Gazzetta di Genova* in data del 5 aprile:

Ieri venne pubblicato il seguente manifesto:

Concittadini!

Quel voto che l'illuminata vostra carità aveva in tante occasioni manifestato, sta finalmente per essere adempiuto.

Una Casa di Ricovero per il mendico sarà quanto prima aperta in un luogo ameno a breve distanza da questa nostra città, ed ivi il povero, l'infelice tolto dall'ozio e dall'abbandono verrà protetto, confortato ed istruito nelle civili e religiose virtù. Ma questo filantropico stabilimento che sorge dal nulla, che dovrà sodisfare imperiosi e molteplici bisogni, non ha dotazioni, non ha proventi, esso viene affidato intieramente alla vostra generosità e beneficenza.

Genovesi! I padri vostri fondarono il grandioso Ospedale, l'Albergo dei Poveri, l'Istituto de' Sordo-Muti, l'Orfanotrofio, e tante altre pie case d'educazione e di lavoro; a voi spetta la gloria di compiere l'opera con questo nuovo civile perfezionamento.

Una speciale Commissione efficacemente secondata dal benemerito Intendente generale, avendo superate le difficoltà che attraversano sempre le grandi imprese, vi dà ora l'esempio della perseveranza e della fiducia nel trionfo di una causa che oramai non può più fallire.

L'opera sua già venne coronata dai più felici auspicii, poichè ottenendo larghi sussidi dal municipio, dalla Camera di commercio, e venne anche favorita da esimii benefattori che porsero generosamente la mano al primo stabilimento del nuovo Ricovero.

Il vero mendico confortato dalle vostre elargizioni sarà richiamato alla dignità dell' uomo, assaporando il conforto del lavoro, mentre l'ozioso ed il vagabondo spariranno dalle nostre vie che per lungo tempo contaminarono collo schifoso spettacolo del vizio e della corruzione.

Concittadini! Voi siete chiamati a compiere il desiderio di sette lustri, ad elevare un prezioso monumento di carità cristiana. Voi non fallirete all'impresa se ne porto la più sicura fiducia, e sono persuaso che con voi gareggieranno le pubbliche amministrazioni, i più lasciti, ed i comuni della provincia.

L'opera della Commissione verrà appoggiata dal concorso di un certo numero di collettori e collettrici che riceveranno le offerte e le sottoscrizioni del facoltoso, come l'obolo dell'operaio. A queste liste apponete, o Genovesi, l'onorato vostro nome. V'innanimi il pensiero che i più vasti edifizi onde s'adornano i nostri colli sono sacri alla sventura, che la vostra terra rivela ad ogni passo monumenti di carità.

Questa preziosa corona non potrà mai rapirsi all' antica regina dei mari. Voi aggiungetele ancora una gemma, i presenti come i posteri benediranno al vostro generoso e filantropico concetto.

Genova, il 4 aprile 1852.

Il Sindaco S. CENTURIONE.
MOLFINO *Segr.*

(*) *Ora si sta per aggiungere un corso speciale di Storia della Monarchia di Savoia.*

Necrologia. — Una violente pleuropneumonia rapì alla vita il 9 marzo il consigliere d'appello Giuseppe Guallini, in Casale, nella età d'anni 56, fra i conforti religiosi. A Sartirana, Vigevano, Alessandria, Novara, Varallo, Nizza e Casale, dove sostenne onoratamente varie cariche nella carriera giudiziaria, vivrà lungamente la fama d'integerrimo, laborioso e dotto magistrato che seppe acquistarsi dal 1817, preferendo perfino alle cure d'una affaticata salute l'adempimento dei pubblici suoi doveri. Egli non fu ad alcuno secondo nel camminare le vie della giustizia.

ILLIRIA

Trieste, 2 *aprile*. Questa mane alle 10 nella chiesa parrocchiale della B. Vergine del Soccorso ebbe luogo il funebre uffizio in suffragio delle anime di coloro che miseramente perirono in mezzo alle onde sull'i. r. piroscafo da guerra la *Marianna*. Tutte le autorità militari e civili vi presero parte. In mezzo della chiesa era eretto un grandioso catafalco, intorno a cui vedevansi splendere centinaia d'armi di ogni specie, bandiere, armature ed altri emblemi militari e marinereschi. Quattro cannoni formavano la base degli angoli. Quattro gran piramidi formate da fucili, pistole e sciabole con in punta un elmo di ferro circondavano il grandioso trofeo. Durante la sacra funzione i navigli di guerra inalberarono la bandiera a mezz'asta in segno di lutto, mentre ciascuno di essi fece nove colpi di cannone. L'i. r. corpo dei marinai, l'artiglieria, l'infanteria marina ed i cadetti dell'i. r. accademia della marina stavan schierati durante la cerimonia funebre sulla piazza Lipsia in fianco della chiesa parrocchiale. Una gran quantità di popolo, che non trovava più posto nell'interno, stava accalcata intorno al tempio, implorando pace dal cielo per quegli infelici.

FRANCIA

Parigi, 3 *aprile*. Il sig. Delamarre dà nella *Patrie* i seguenti cenni sul nuovo palazzo di cristallo di cui fu decretata l'erezione ai Campi Elisi:

Avendoci fatto l'onore il presidente della repubblica d'interessarci di quest'oggetto, alcuni mesi fa, noi abbiamo dovuto attendere a ricerche e studi, da cui è risultato per noi la convinzione che è possibile e facile di coprire in tutta la sua estensione il quadrato delle feste, e di trasformarlo in una sala che non avrebbe la somigliante in tutto il mondo per l'ampiezza e per l'eleganza.

Abbiamo da parecchi mesi a nostra disposizione il piano, secondo il sistema del sig. Horeau, d'una sala di questo genere: una memoria spiegativa accompagna il piano. Il monumento avrebbe la lunghezza di 248 metri, e la sua larghezza verrebbe ad essere di 110. Si otterrebbe con ciò uno spazio coperto che non avrebbe meno di 27,000 metri quadrati. È questo uno spazio maggiore del *Palais-Royal*, che ha solo 21,000 metri; maggiore del cortile delle Tuileries che ne ha 25,000 incirca.

Per mezzo di un sistema tutto nuovo intendesi di coprire quell'immenso spazio senza dare al tetto veruni punto d'appoggio all'interno. Il tetto, in cui il legno, il metallo ed il vetro sarebbero alternatamente adoperati, lascerebbe penetrare largamente l'aria e la luce, e permetterebbe di appropriare il monumento alle grandi riunioni d'ogni genere. Trenta porte vi renderebbero la circolazione sicura e comoda.

Di leggieri si comprende con qual facilità una superficie di due ettari e mezzo, scevra da ogni ostacolo e riparata, potrebbe essere acconcia alle più svariate destinazioni. Vi si potrebbero egualmente fare rassegne, accampare o esercitare battaglioni, riunire insieme le esposizioni di belle arti, di arti agricole o industriali, dar feste da ballo, e solennità grandiose. Migliaia d'abitanti di Parigi potrebbero adunarvisi cogli abitanti dei nostri dipartimenti e de' paesi stranieri che sarebbero condotti fra noi, ne' giorni delle nostre grandi feste, da convogli di diporto delle nostre strade ferrate. Sarebbe questa la gran sala dei popoli.

Parigi è riccamente dotata in monumenti d'ogni genere; ma Parigi, dotata anche di un clima piuttosto piovoso, manca però di un luogo ove si possa riunire, con piena sicurezza, una considerevole massa d'uomini; la costruzione della gigantesca sala dei Campi Elisi è destinata a colmare questa lacuna nelle magnificenze utili della grande città. Essa potrà contenere quasi 50,000 persone.

Finora le esposizioni quinquennali dell'industria non poterono farsi che in costruzioni temporanee dispendiosissime, incomodissime, e ben poco sicure, ove i prodotti e i produttori non erano sempre interamente al coperto dalle ingiurie del tempo.

Quello che pomposamente chiamavasi il palazzo dell'industria non era altro che un complesso di vere decorazioni da teatro. In varie circostanze, per esposizioni speciali di pittura, d'orticoltura, per riunioni politiche o ricreative, l'amministrazione dovette adoperare edifizii pubblici, stornandoli dalla loro naturale destinazione; quindi degradaz oni non meno spiacevoli che inevitabili, senza parlare degl'inconvenienti e delle spese risultanti dalla destinazione dei monumenti ad usi ai quali non sono acconci.

Gli è perciò che l'amministrazione, per ricevere l'esposizione di pittura del 1851, dovette far istabilire nel cortile del *Palais-Royal* una costruzione perfettamente conforme alla sua destinazione senza dubbio, ma la cui esistenza distrugge l'armonia degli edifizii del palazzo ed offre i più gravi inconvenienti sotto il rapporto della circolazione pel pubblico e per gli abitanti vicini al palazzo.

La gran sala dei Campi Elisi presenterà questo duplice vantaggio: d'offerire un permanente sito coperto per le grandi riunioni d'uomini, non meno frequenti che indispensabili in una città come Parigi; un locale sempre disposto per ricevere le esposizioni ordinarie e straordinarie d'oggetti d'arte e d'industria, e atto ai grandi esperimenti scientifici o industriali permessi, incoraggiati o prescritti dal governo.

La costruzione della gran sala coperta del quadrato delle feste risponde a necessità di lunga pezza esistenti, e noi l'approviamo tanto più vivamente in quanto che abbiamo avuto motivo di riconoscere queste necessità.

Le annue spese delle feste pubbliche di Parigi: quelle delle costruzioni temporanee ordinate dall'amministrazione, in certi casi e specialmente per esposizioni pubbliche; quelle che faranno le *mairies*, ciascun anno, pei balli di beneficenza, potrebbero essere singolarmente ridotte dal solo fatto dell'esistenza della gran sala che servirebbe anche d'ippodromo nell'inverno.

Questa sala dee riuscire ad un tempo un monumento magnifico ed un monumento utile; un'opera d'arte e un mezzo di ridurre spese amministrative obbligatorie. Siamo lieti di poter isperare che l'attuazione di questo pensiero non soffrirà nè difficoltà nè ritardi.

— Leggiamo nella *Patrie*: Si annunzia che si è formata una compagnia per lo stabilimento di una strada ferrata da Lione alle frontiere degli Stati Sardi. La domanda di concessione di questa linea, che si formerà a *Pont-Beauvoisin*, è stata, dicesi, indirizzata al governo.

— Una recente circolare del ministro dell'interno ai prefetti, raccomanda loro una sorveglianza tutta speciale degli ospizii dei trovatelli. Questa sorveglianza deve esercitarsi principalmente sopra le ruote poste all'ingresso di queste case ospitali e sul regime interno.

— Si annunzia che un progetto di legge sarà presentato in breve all'esame del Corpo legislativo per regolare l'insegnamento e la pratica della medicina e della farmacia.

— Il *Bulletin des Lois* pubblica il decreto che investe i signori Bauchart, generale Canrobert e colonnello Espinasse della missione di rivedere le condanne pronunciate dalle commissioni miste.

— Il principe presidente della repubblica, volendo dare una novella prova della sua sollecitudine per tutto ciò che possa incoraggiare il miglioramento della razza cavallina in Francia, ha accordato un premio di 2000 fr. destinato alle corse di Caen che devono aver effetto in quest'anno.

— I giornali giudiziarii hanno pubblicate convenzioni stipulate innanzi al signor Emilio Fould, notaio, fra i molti aggiudicatarii della strada ferrata da Parigi a Lione. Risulta da questo documento che di essi aggiudicatarii, in numero di 58 possessori delle 240,000 azioni, rappresentanti un capitale di 120 milioni, i più fortemente interessati sono il barone Sellières, per 34,924 azioni: i fratelli Rothschild, di Parigi e di Londra, per 29,728 azioni; Baring fratelli e Comp. di Londra, per 14,868 azioni; i sigg. Hottinguer e Comp. per 12,564 azioni; la casa A. Dassier per 9,561 azioni; i sigg. Leroy, di Chabrol e Comp. per 9,000 azioni; il sig. Carlo Lafitte per 8,000 azioni; le case Fould e Fould-Oppenheim, duca di Galliera, fratelli Bartholony, J. A. Blanc, Mathieu e Comp., fratelli Mallet e Comp., Marchand e Comp., fratelli Perier e Comp., Paccard-Dufour e Comp., e di Warru, per una cifra variabile di 6000 in 7000 azioni.

Gli altri aggiudicatarii vengono, nell'ordine di riparto, in un grado molto inferiore. Risulta da questa nomenclatura che i soli 58 aggiudicatarii profittarono del beneficio della cessione, e che i capitalisti meno vantaggiosamente collocati riguardo all'importanza delle loro operazioni sono rimasti privi dei vantaggi che promette l'attivazione di quella linea.

— La società francese di geografia ha tenuto ieri sera la sua prima assemblea generale del 1852: questa seduta è stata interessantissima. Vi assistevano maggior parte dei membri attivi, ed un gran numero di spettatori.

Il contrammiraglio Mathieu presiedeva: egli ringraziò la società dell'onore che gli faceva col chiamarlo a succedere, nella presidenza, all'illustre sig. Dumas.

Dopo di lui, il sig. Jomard, membro dell'Istituto, lesse un rapporto sul concorso aperto dalla società di geografia pe' viaggi eseguiti nel 1849. Il relatore passò in rivista i viaggi compiuti nelle varie parti del mondo; citò nell'Asia, quello del dottore Thompson, che ascese sulle vette dell'Himalaya ad altezze gigantesche, e che scoperse nuovi picchi a 18,600 piedi d'alto; il dott. Hucker scoperse in quella medesima catena di montagne un nuovo passaggio per andare al Thibet, a 25,000 piedi al disopra del livello del mare: egli pervenne a 20,477 piedi d'altezza.

Nell'Arabia settentrionale, il dott. relatore mentovò la relazione del viaggio d'esplorazione compiuto, sotto gli auspicii del governo inglese e della compagnia delle Indie, dal dottore Irlandese Giorgio Augusto Walid; finalmente, dopo aver narrato il viaggio di 18 mesi del viaggiatore Bruner nella grande isola al sud della Nuova Zelanda, terminò colla enumerazione e colla narrazione interessantissima delle scoperte fatte nell'interno dell'Africa da missionarii inglesi.

— Leggesi nel *Constitutionnel*:

Dicemmo che a Bordeaux e a Marsiglia era stato dato ordine di sospendere la partenza dei prigionieri che doveano essere inviati nell'Algeria.

La determinazione non è particolare a quei due porti. Sentimo che un dispaccio telegrafico, in data del 25 marzo, prescrisse ai generali comandanti le divisioni e suddivisioni militari di *sospendere ogni movimento di trasporto sull'Algeria*, e di far fermare la mossa de' prigionieri che fossero in cammino.

Quest'ordine non concerneva per nulla i condannati che si mandano a Caienna.

— In seguito all'attribuzione esclusiva ai tribunali di polizia correzionale del giudizio degli affari politici i registri della corte d'assise ormai essendo molto meno carichi, la seconda sezione della corte d'assise della Senna è stata soppressa per questa sessione.

— Da una circolare del sig. di Maupas ai prefetti risulta che la soppressione dei giornali senza avvertimento e per decreto speciale del presidente della repubblica non dovrà essere provocata se non che ben raramente, e solo nel caso in cui vi fosse pericolo imminente per la sicurezza pubblica.

— Parlasi della pubblicazione prossima di varii decreti per assegnar dotazioni in favore di parecchi senatori. Questi decreti sarebbero individuali. Vi sarebbero dotazioni vitalizie di 10, di 20 e di 30 mila fr. Il principe presidente si riserverebbe la facoltà di accrescere successivamente a 20 ed anche a 30 mila fr. le dotazioni primitive di 10 mila. Queste dotazioni non sarebbero suscettibili nè di riduzione nè di soppressione; sarebbero in rendite ed inscritte sul Gran Libro del debito pubblico.

— Il senato ed il corpo legislativo, mossi da un sentimento di alta convenienza, non siederanno gli ultimi giorni della settimana santa.

— Oggi ad un'ora pomeridiana, al Palazzo di Città, si è fatta l'aggiudicazione del prestito della città di Parigi. Nel numero dei concorrenti erano i sigg. Bechet, di Thomas e Comp. banchieri, Cuzin, Legendre e la Banca di sconto. I sigg. Bechet e Comp. sono rimasti aggiudicatarii a 1,227 fr. e 50 per azione. Il signor Cuzin aveva offerto 1,222 50, e la Banca di sconto 1,167 50.

— Una esposizione universale in Parigi, dice la *Patrie*, era desiderata dopo il 2 dicembre da tutte le potenze straniere. Sessantadue Camere di commercio, appartenenti alle più ragguardevoli città industriali dell'Europa, emisero il voto che la Francia, per la sua posizione geografica e della nuova stabilità del suo governo, dovesse aprire una esposizione di tal genere. Questo fatto è degno di essere notato, perocchè dimostra la fiducia che ispira generalmente la politica di Luigi Napoleone.

INGHILTERRA

Londra, 2 *aprile*. *Camera dei comuni*. — *Tornata del 1° aprile*.

Il signor *M. Milnes* propone alla Camera di esprimere il suo rincrescimento per il carteggio diplomatico scambiato fra il governo di S. M. britannica e quello di S. M. l'imperatore d'Austria intorno ai rifuggiti stranieri, che hanno cercato asilo in Inghilterra.

Lord Dudley Stuart appoggia la mozione, la quale egli considera come utile allo stesso governo ed idonea a dare maggior autorità al linguaggio che esso sarà per tenere nelle ulteriori negoziazioni sullo stesso proposito.

Il signor *Walpole*, *ministro dell'interno*. L'attento esame dei documenti, che il governo ha presentati al Parlamento intorno alla questione sollevata dal signor Milnes, basta a porgere adeguata risposta alle sue osservazioni. Il governo attuale intende come il precedente a conservare incolume la dignità del paese in faccia alle potenze forestiere. Il divario che corre a questo riguardo fra le legislazioni degli altri Stati e la inglese ha fatto sì, che alcune potenze estere, mal conoscendo la indole della legislazione britannica, hanno tenuto un linguaggio, a cui il governo non ha potuto assentire: le leggi inglesi danno facoltà ad ogni forestiero, sia esso repubblicano sia monarchico, di soggiornare in questo paese liberamente. In seguito però alle rimostranze dell'ultimo segretario di Stato per gli affari esteri (lord Granville) gran parte della difficoltà è stata rimossa, e le potenze straniere hanno adoperato un linguaggio assai più conciliante di prima. Appunto perchè il ministero attuale, al pari dei suoi antecessori, è deliberato a mantenere inviolato il diritto di asilo che l'Inghilterra concede ai rifuggiti stranieri, sarebbe inopportuno adottare la mozione del signor Milnes, la quale potrebbe tornare a danno dello scopo che l'autore di essa e coloro che l'appoggiano si sono prefissi di raggiungere.

Il signor *Anstey* si lamenta delle pretensioni affacciate da alcune potenze estere riguardo ai rifuggiti residenti in Inghilterra, e trae occasione da alcuni aggravi fatti a sudditi inglesi a Pesth ed a Firenze per inferire il mal volere di alcune potenze contro l'Inghilterra.

Lord Palmerston. L'onorevole rappresentante di Pontefract (il sig. Milnes) ha ben fatto di richiamare l'attenzione della Camera e del governo sopra quest'importante argomento, che concerne le leggi internazionali, i diritti de' sudditi inglesi che viaggiano all'estero e gli obblighi del governo britannico in casa propria.

Il governo inglese deve protezione ai rifuggiti stranieri, ma deve pure proteggere i viaggiatori inglesi all'estero. (*Ascoltate*)

Il ministro dell'interno ha esplicitamente detto che il governo è deliberato a mantenere inviolato il diritto di asilo, ma non si è spiegato con la stessa franchezza sul diritto che hanno i viaggiatori inglesi ad essere protetti, quando non violano le leggi del paese dove si trovano. (*Ascoltate*) Comprendo anch'io che il divario della legislazione e delle consuetudini abbia indotto alcuna potenza straniera a fare certe rimostranze. All'epoca della esposizione universale si credeva nel continente che la Inghilterra fosse per diventare il centro di una gran conflagrazione rivoluzionaria. Quando io era ministro degli affari esteri ho fatto sempre osservare ai rappresentanti delle potenze straniere, che le nostre leggi non ci permettevano di acconsentire ad alcune loro domande, e che ad ogni modo nessun governo avrebbe osato chiedere al Parlamento, e nessun Parlamento mai avrebbe sanzionate leggi di altro genere. La pubblica opinione è ben assodata su questo punto, poichè essa è convinta della inefficacità degli sforzi che contro la tranquillità degli altri paesi possono esser fatti da rifuggiti residenti in Inghilterra. Ho sentito parlare di boni emanati da Mazzini, i quali sarebbero rimborsabili all'epoca dello stabilimento della repubblica unitaria italiana (*ilarità*): ma pare che dopochè quel prestito fu aperto non fu raccolto un quattrino (*ilarità*). Vi sono pratiche, arruolamento di uomini p. e., che ledono le relazioni internazionali, e siffatte pratiche sono represse dalle leggi. Siccome del resto la mozione racchiude principii, che

---

al'argomento, scoprì che si può stagnare, inramare e bronzare lo zinco od anche piombarlo, bismutarlo, nicolarlo ed antimoniarlo preparando i tartarati doppi dei metalli nominati coi tartarati alcalini, inalcalinulando alquanto le soluzioni, poscia immergendovi i pezzi di zinco dopo che furono previamente puliti in un liquido acido formato di due parti di acido nitrico, una parte di acido solforico e tre parti di acqua. L'autore trovò che la stagnatura dello zinco torna meglio della precipitazione di altri metalli; che lo stagno preserva più efficacemente lo zinco dall'influenza degli agenti atmosferici, e che una leggiera stagnatura è vantaggiosa come preparativo, perchè lo zinco si copra meglio di uno degli altri metalli. Il liquido per la stagnatura si compone di due parti di tartaro purificato, di una parte di bicloruro di stagno e quattro a cinque parti d'acqua. Scaldando la mescolanza a 75 centigradi si ottiene così un bagno stannifero nel quale si possono immergere i pezzi di zinco da stagnare, ovvero di cui si possono bagnare le superficie di zinco col mezzo di una spugna, quando il pezzo sia soverchiamente grosso. Lo stagno, in questi casi, precipita comunemente colorato in grigio e poco aderente; ma si rimedia al difetto fregando i pezzi con uno straccio ovvero con una spazzola senza lavarli in precedenza, ed adoprandovi per lo sfregamento sabbia fina a cui si aggiunge un poco di terra grassa. Per questa operazione la stagnatura diventa perfettamente bianca e splendida, e si attacca di più al metallo sottoposto. Noi non possiamo estenderci di più intorno a quest'argomento e basti l'accennato, inviando coloro che desiderassero maggiori cognizioni alla memoria dell'autore inserta nel numero 147 del *Tecnhologiste*.

Non sempre è facile di preparare buone forme per la galvanoplastica, essendo malagevole che la forma riesca perfetta e tale da ricevere uniformemente precipitato il metallo di cui si vuole formare la copia del modello. Copwer insegna di procacciarsi tali forme col mezzo della gelatina o della colla forte, ovvero anche colla gutta-perca o colla gomma elastica, purchè s'inolii dapprima tutta la superficie del modello, si copra con molti fili metallici fini, con striscie strette e sottili di metallo, facendone sporgere all'infuori i capi, poscia versandovi la gelatina fusa in modo da empierne tutto quel viluppo. Quando tutta la gelatina si raffreddò, la forma è pronta, e basta per adoperarla che si sfreghi nell'interno con piombaggine, ovvero si copra con un metallo fogliato finissimamente, e s'inolii o s'invernici al di fuori prima d'immergerla nel bagno. I fili e le laminette metalliche sepolte nella gelatina e che in parte sono scoperte al di fuori e al di dentro della forma distribuiscono la corrente elettrica più prontamente e simultaneamente per tutte le parti della superficie della forma. Se in cambio della gelatina si preferisca la gutta-perca o la gomma elastica fa d'uopo che si abbiano sciolte o rammollite perchè possano prestarsi all'operazione.

La copia strabocchevole di fosforo che si usa attualmente indusse parecchi chimici ad indagare nuovi mezzi di conseguirlo più economicamente e più facilmente; ora se ne cita uno modernissimo di Donavan che sarebbe vantaggioso, a suo dire, al di sopra dei precedenti. Eccone i particolari:

Si prendano ossi duri e spessi, si frantumino o si triturino finamente per una data quantità, p. es. per 5 chilogr., e si facciano digerire in un liquido formato con 5 chilogr. di acido nitrico di commercio e 50 litri di acqua. Scorsi alcuni giorni gli ossi divengono molli e flessibili; allora si feltra il liquido e vi si aggiungono 4 chilogr. di acetato di piombo sciolto in quantità sufficiente d'acqua. S'ingenera un copioso precipitato, voluminoso, che lavato, seccato a caldo ed arroventato in un crogiuolo diminuirà della metà di volume. Mescolato poscia con un sesto di carbone ridotto in polvere fina o di nero fumo, si distillerà entro grande storte di terra preparate convenientemente. La polvere di carbone od il nerofumo forniranno un prodotto migliore se furono calcinate previamente in un crogiuolo coperto colla sabbia, perchè loro si tolgono principii quali farebbero volatilizzare una parte del fosforo. L'autore reputa che con questo metodo si faccia economia di tempo, di lavoro, di combustibile e di apparecchi: il quale metodo, a vero dire, non può dirsi nuovo per l'invenzione, avendone parlato Giobert ed altri chimici molti anni fa, e sembra solo notevole perchè fu proposto per applicarsi in grande.

Un miglioramento proposto per la fabbricazione dell'acido acetico, estratto nella distillazione pirica del legno, fu messo in pratica ultimamente in Germania. Comunemente si usa di neutralizzare l'acido piralignoso coll'acetato di calce, poi di trasformare l'acetato di calce in acetato di soda col solfato di soda, per via di doppia decomposizione; ma in quest'operazione avviene lo sconcio che una parte dell'acetato di calce rimane non decomposto per la formazione, da quanto sembra, di un sal doppio. In Germania si è sostituito al carbonato di calce per la neutralizzazione dell'acido, il solfuro di sodio, da cui si sprigiona molto idrogeno solforato, che colà non apporta grave nocumento, stante le condizioni climateriche del paese. L'acido acetico, ricavato da quest'acetato di soda aggredito coll'acido solforico, riesce più puro di acido solforoso a confronto di quello che si ottiene coll'altro metodo.

(*Continua*)

www.internetculturale.it

nessuno io penso intende negare *(applausi)*, preghere il mio onorevole amico autore della mozione a non insistere perchè essa sia sottoposta a votazione, ed accettare la questione preliminare.

Sir J. Walsh dice che l'Austria non ha fatto altro se non dar forza ai regolamenti che già esistevano su i passaporti dei viaggiatori forestieri.

Il signor *V. Smith* bramerebbe sapere se in seguito alla risposta del governo inglese alle rimostranze del principe di Schwarzenberg i viaggiatori inglesi sieno soggetti ad incontrare difficoltà percorrendo i dominii austriaci.

Il signor *B. Cochrane* difende con calore la condotta del governo austriaco.

Sir H. Verney esorta il ministero a seguire i consigli di lord Palmerston, la cui condotta come ministro egli commenda altamente.

Il sig. *Henley* (ministro del commercio) riflette che nelle condizioni di cose in cui si è trovata l'Europa in questi ultimi anni alcuni inconvenienti sono stati inevitabili, ma che indubitatamente ogni suddito britannico in qualsivoglia parte ha diritto di essere rispettato, e qualora gli venga fatto ingiuria essa dev'esser riparata. Ogni governo in Inghilterra dovrà sempre regolarsi a norma di questi principii. Il signor Henley accosente alla questione preliminare.

Il signor *Milnes* ringrazia la Camera di aver accolta con tanta simpatia la sua mozione, e dichiara di non avere alcuna difficoltà ad acconsentire alla questione preliminare.

La questione preliminare è approvata senza opposizione.

Tornata del 2 aprile.

Il sig. *d'Israeli* (cancelliere dello scacchiere) propone alla Camera di formarsi lunedì (5 aprile) in comitato di sussidii per quanto concerne le spese della guerra contro i cafri: ed annunzia che il giorno 19 aprile farà mozione per la seconda lettura del bill sulla milizia.

Lord *John Russell* è d'avviso, che la spedizione delle pubbliche faccende debba procedere con la massima prontezza. Io ed i miei amici politici non vogliamo arrecare a ciò nessun ostacolo, ed eravamo a ciò ben determinati sopratutto dopo le dichiarazioni fatte altrove dai ministri sulla prossima dissoluzione del Parlamento. Ora da ulteriori dichiarazioni pare che quella promessa sia stata uno sbaglio, sbaglio il quale ha fatto sì che 14 milioni di lire sterline sono stati votati senza opposizione. Io spero che prima che la Camera si formi lunedì in comitato di sussidii, il ministero darà su questo punto chiarimenti soddisfacenti.

Il signor *d'Israeli*. Non intendo aspettare lunedì per dare i chiarimenti richiesti. La opinione dei ministri sullo scioglimento del Parlamento non è mutata: essi hanno sempre l'intenzione di consigliare S. M. a pronunciare quello scioglimento non si tosto saranno adottate tutte le misure necessarie al servizio di S. M., ed alla sicurezza ed al buon governo dello Stato. *(Ascoltate, ascoltate)* I ministri intendono pregare S. M. di radunare il nuovo Parlamento nell'anno corrente, affinchè esso abbia agio ed opportunità di giudicare la loro politica. In questi intendimenti il governo non ha mai esitato. *(Ascoltate, ascoltate)* Non possiamo certamente specificare in quale ora, o giorno, o settimana, o mese il Parlamento sarà sciolto: ma chiunque ha avuto l'onore di sedere nei consigli della corona, non potrà di ciò farsi appunto. Questi sono gl'intendimenti dei ministri, nè io crederei dopo le precedenti dichiarazioni dover essere oggi obbligato a ripeterle. *(Vivi applausi sui banchi ministeriali)*

Il sig. *Hume* trova le spiegazioni del signor d'Israeli soddisfacenti per tutte le parti, ed affinchè nessun dubbio possa sorgere ulteriormente, esprime l'opinione che il governo dichiari quali siano i provvedimenti che ad esso sembrano necessari a farsi prima di procedere alla dissoluzione del Parlamento.

La mozione del cancelliere dello scacchiere per la formazione in comitato di sussidii a lunedì 5 aprile è approvata.

ALEMAGNA

Francoforte. Ecco il tenore della risoluzione adottata dalla dieta germanica nella seduta del 27 marzo, in seguito al rapporto della commissione, in ordine alla costituzione dell' Assia elettorale (V. il testo della relazione nella *Gazzetta Piemontese* di ieri):

« La dieta accorda il suo assenso alle disposizioni che i commissari federali nominati dai governi di Prussia e d'Austria hanno preso per ristabilire l'ordine nell' elettorato.

Essa dichiara che la costituzione del 1831 e le mutazioni introdottevi dappoi, non meno che la legge elettorale del 1849, sono incompatibili colle leggi fondamentali della confederazione, e risolve che saranno abrogate. Ordina al governo elettorale di pubblicare una costituzione riveduta con una legge elettorale in surrogazione alle antiche, e di sottoporle ad un' assemblea degli Stati convocata immediatamente sulla base della stessa legge elettorale e della stessa costituzione.

La dieta intende che la costituzione riveduta da pubblicarsi dal governo assiano sia intieramente conforme al progetto elaborato dai commissari federali, di concerto con questo medesimo governo, ed a cui la dieta diede il suo generale consenso. »

Austria. I giornali tedeschi pubblicano il protocollo finale delle conferenze doganali di Vienna, sottoscritto il 27 marzo. Ecco il tenore dei due articoli di quel documento:

« 1. Il governo austriaco si dichiara disposto a conchiudere colla Prussia, cogli altri Stati i quali ora fanno parte dello Zollverein, e con quelli che vi faranno parte cominciando dall'anno 1854, un trattato di commercio e di dogane, ed un trattato di lega doganale, in conformità dei progetti annessi al presente protocollo, e che costituiscono il risultamento delle conferenze. Pel caso in cui questi progetti non si adottassero senza modificazioni, il governo austriaco si dichiara disposto ad avviare coi suddetti Stati, e sulla base di questi progetti, trattative intese a conchiudere trattati al fine sovra indicato, e di cooperare sinceramente alla effettuazione di questo intento.

« Il governo austriaco si riguarderà come vincolato da questa dichiarazione, che egli comunicherà alla Prussia ed agli altri Stati non rappresentati nelle conferenze, finchè non siano conchiusi i trattati relativi alla conservazione ed all' ordinamento dello Zollverein.

« 2. I governi di... (salva ratifica), accettano questa dichiarazione del governo austriaco, e si dichiarano disposti ad approvare i trattati suddetti, e ad impiegare la sincera opera loro presso gli altri governi dello Zollverein, a fine di ottenerne la conclusione.

« Nel caso però in cui i sovra indicati progetti non venissero adottati senza modificazione da questi ultimi Stati, allora si adopereranno affinchè si conchiuda un trattato di commercio e di dogane, ed una lega doganale che si porrebbe in vigore contemporaneamente ai trattati relativi al rinnovamento ed alla riorganizzazione dello Zollverein. Tutti i governi rappresentati nelle conferenze dichiarano finalmente che, introducendo nel progetto in discorso parecchie disposizioni della convenzione preparata a Dresda, e riveduta a Francoforte per lo svolgimento del commercio e dei rapporti commerciali, essi furono guidati dal desiderio di agevolare, per via federale, la conclusione del suddetto trattato fra tutti gli Stati, e che persistono nella dichiarazione da essi fatta in seno alla dieta, e che sono disposti a firmare. »

— I fogli di Vienna del 1° aprile riferiscono il rendiconto della banca nazionale: nel mese decorso diminuì il deposito in argento di 85,297 fiorini: la carta monetata in circolazione, di 1,927,152 fiorini; il portafoglio, di 661,513 fiorini: l'anticipazione sopra carte dello Stato, di 417,700 fiorini.

Il credito verso lo Stato rimase inalterato. I saldi non riscossi ammontano a 2,005,450 fiorini.

— I fogli di Alemagna dicono che l'Austria non pretende di voler prender parte al congresso doganale di Berlino, che però manderà un inviato, il quale assista alle discussioni. Anzi un foglio di Vienna afferma, che il governo austriaco sarà officialmente informato di tutte le proposte, di tutti i progetti, e di tutte le risoluzioni: sorgiunge inoltre, che la Prussia è disposta a far discutere dal congresso la questione del trattato commerciale emanato dalle conferenze di Vienna.

Prussia. *Berlino, 30 marzo.* L'oggetto che presentemente tiene a se rivolti gli animi in Berlino, è il congresso doganale, che deve radunarsi in questa città fra quindici giorni. La riunione or ora seguita a Banberg, fra i ministri di Sassonia, Baviera, e Wurtemberg, ravvivò le controversie commerciali fra i giornali d'Alemagna.

È noto che i trattati dello Zollverein spirano alla fine dell' anno 1853, e che, se non vi fossero denunziati due anni prima di tale termine, sarebbero tacitamente prolungati per 12 anni, e così di seguito.

Il trattato di settembre, per effettuare la fusione dello Steuerverein, e dello Zollverein, richiedeva modificazioni ai trattati di quest'ultimo. Altre mutazioni erano desiderate da molti governi dello Zollverein.

Conveniva dunque provvedere al mantenimento dei trattati pel nuovo periodo dell'Unione, avuto nello stesso tempo, riguardo alle modificazioni divenute necessarie, sia per la conclusione del trattato di settembre, che in seguito alle domande di molti membri dell'Unione.

Questo mezzo consisteva nel denunziare i trattati, quanto alla forma. Non vi era assolutamente altra via a seguire; poichè, senza questa denuncia, i trattati trovavansi tacitamente prolungati senza alcuna modificazione. Quindi è che la denunzia, invece di mirare alla cessazione dei trattati, tendeva invece, non solo a continuarli, ma ad ampliarli, ed a stabilirli sopra basi più estese. Ciò risulta dalla stessa circolare diramata dalla Prussia ai governi dello Zollverein.

Intanto fu consentito dalle Camere il trattato di settembre fra l'Annover e la Prussia; vi aderirono in seguito Oldenburgo, e Schaumburg-Lippa, i quali, assieme coll'Annover, formano lo Steuerverein. Parve adunque venuta l'ora di aprire le conferenze. Nelle circolari spedite, a questo riguardo, dal governo prussiano si disse che non era questione di entrare in una nuova via, ma soltanto di svolgere quello che già esiste, sulla base dei medesimi principii, della stessa organizzazione e delle stesse leggi: sono adunque delle derazioni, diremmo così, in famiglia, fra i membri dell'Unione.

Le anzidette considerazioni spiegano perchè non siansi invitati al congresso i governi che finora non fecero, o che non si sono, per trattato, obbligati a divenire membri dello Zollverein.

Quindi è, che il corrispondente dell'*Indépendance Belge* scrive da Berlino a questo giornale, che non fu nemmeno agitata la questione sul punto di sapere, se si avesse ad invitare l'Austria o ad escluderla.

Baviera. *Monaco, 1° aprile.* Nella tornata d'oggi il sig. Vonder-Pfordten, presidente del consiglio dei ministri, propose un progetto di legge relativo al prolungamento della strada ferrata del Palatinato fino ai confini di Assia e di Francia.

Le divergenze che v'erano fra le due Camere relativamente al bilancio furono appianate. Oggi la seconda Camera ha approvato il primitivo progetto del governo alla maggioranza di 65 voti contro 59.

DANIMARCA

Copenaghen, *30 marzo.* L'unità dell'armata, per tutta la monarchia danese, è definitivamente restaurata per decreto del 26 di questo mese. Dal ministro della marina, in data del 27, emanò un manifesto pei ducati di Holstein e di Lauenburgo, per cui tutti gli affari di quei ducati, concernenti la marina, debbano, cominciando dal primo di aprile, indirizzarsi al ministero della marina a Copenaghen.

La legge per la costruzione di una linea telegrafica elettro-magnetica fra Helsingör, Copenaghen ed Amburgo, colla stazione intermedia in Flensborg, ebbe la sanzione reale.

La costruzione di questa linea telegrafica elettro-magnetica da Copenaghen ad Amburgo, dove, specialmente nell'inverno, il correre è così spesso interrotto, è di una grandissima importanza per tutto il Nord.

— Tutti i giorni si tiene consiglio dei ministri sotto la presidenza del re.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino, 7 aprile.*

La sempre operosa Società della nostra Accademia Filarmonica invitava ier sera ad una veglia musicale di sacro argomento. Un *Miserere*, scritto dal socio accademico, sig. Ghebart, cantato a più voci, venne udito con attenzione ed accolto con plauso. Tenne dietro l'inno la *Passione* di Alessandro Manzoni, *O tementi dell'ira ventura*, messo in musica dal conte Giulio Litta. Il sommo poeta lombardo trovò un degno interprete nel giovane ed illustre suo concittadino, il cui lavoro porta qua e là l'espressione grave e sublime del soggetto, e degnamente corrisponde alla fama di egregio da lui acquistata fra i cultori dell'arte musicale.

La signora Ottavia Malvani-Ferraris, il sig. Bartolomeo Daniele e gli altri allievi e dilettanti cooperarono con la perfetta esecuzione a rendere più gradevole il trattenimento.

Francia. *Parigi, 4 aprile.* Oggi alle 11 e mezzo antimerid. il presidente della repubblica ha passato a rassegna, nel cortile delle Tuilerie, quattro reggimenti di fanteria, due di cavalleria e una batteria; indi ha distribuite alcune croci e medaglie d'onore.

— Il *Moniteur* pubblica la nomina dell' abate Coquereau, canonico di S. Dionigi, a cappellano in capo della flotta.

— Con una circolare ai prefetti, il ministro dell' interno dichiara che, in seguito alla costituzione dei grandi corpi dello Stato, sono ritolti loro i poteri straordinarii che ad essi erano stati conferiti riguardo alla revoca dei *maires* e aggiunti, e allo scioglimento dei consigli municipali. Possono tuttavia, ora che i *maires* e aggiunti cessarono di essere elettivi, giusta l'art. 57 della costituzione, scegliere i *maires* fuori del consiglio municipale.

— Il barone di Krudner, incaricato d'affari di Russia, è giunto a Parigi, latore di dispacci dell'imperatore Nicolò pel presidente della repubblica.

— Un sequestro importante, dice la *Patrie*, è stato fatto dalla gendarmeria, nel circondario di Sens (Yonne), d'un materiale compiuto di monetarii falsi.

— Si assicura che il sig. Vittore Hugo ha ottenuto dal presidente della repubblica l'autorizzazione di tornare temporaneamente a Parigi.

Inghilterra. *Londra, 3 aprile.* Secondo ogni apparenza, il Parlamento non si scioglierà prima di luglio.

Sulla fine della seduta d'oggi, il ministro Walpole chiese la prima lettura del bill della milizia: se la Camera, ei disse, approverà il bill alla seconda lettura, io annunzio che domanderò nel comitato l'inserzione di una clausola, per cui oggi individuo che avrà servito due anni nella milizia potrà essere inscritto e votare nel contado dove risiederà.

La Camera passò alla prima lettura del bill sulla milizia. La seconda lettura è fissata pel 23 aprile.

Alemagna. *Francoforte, 1° aprile.* Mentre la prima Camera di Prussia respingeva la proposta del sig. Klee che attentava alla libertà di coscienza, il comitato rappresentativo della piccola repubblica di Francoforte, si dichiarò invece contro questa libertà. Ecco il fatto: Il senato della città libera di Francoforte, come i nostri lettori si ricorderanno, ha elaborato una nuova costituzione assai liberale che proclama i diritti civili e politici di tutti i cittadini, a qualunque culto essi appartengano. Contro questa disposizione protestò il comitato rappresentativo, il quale non vuole che gli israeliti esercitino se non diritti assai ristretti. Nel caso in cui il senato respinga la protesta del comitato, quest' ultimo minaccia di ricorrere alla Dieta germanica, affinchè venga imposta a Francoforte una costituzione diversa da quella proposta dal senato.

— *Vienna.* Leggesi nella *Patrie*:

Immediatamente dopo la pubblicazione della tariffa doganale, il governo francese aveva, per mezzo del suo ambasciatore a Vienna, sig. di Lacour, invitato il governo austriaco a diminuire i diritti di dogana su parecchi articoli di lusso di Parigi, la cui introduzione restava, per dir così, proibita in seguito all'aumento del dazio.

Il ministro di commercio di Vienna ne conferì colle Camere di commercio: queste presentarono la loro relazione con cui dichiararono potersi accordare una diminuzione dei diritti, in cambio di una diminuzione da operarsi, dal governo francese, sui diritti stabiliti dalla legge francese sulle lane austriache. Quella risoluzione fu approvata dal governo, ed immediatamente comunicata al sig. di Lacour.

— *Berlino, 2 aprile.* Il presidente del consiglio ha presentato al re di Prussia il sig. di Varennes, nuovo ambasciatore della repubblica francese.

La seconda Camera tenne, il 31 marzo, la sua ultima seduta prima delle vacanze di Pasqua. Essa risolse di abolire il giurì pei delitti politici.

Le Camere si sono aggiornate fino al 19 aprile.

Il sig. di Hassenpflug, primo ministro dell'Assia elettorale, è stato, dalla corte d'appello, condannato a sei settimane di carcere per falsificazione.

— *Monaco.* La conferenza ministeriale, tenutasi a Bamberg, fra i ministri di Baviera, Sassonia e Würtemberg, è terminata. Il sig. Von der Pfordten è già ritornato a Monaco.

— *Brema, 1 aprile.* Le notizie più recenti di Brema annunziano, che vi continuava la tranquillità: nè gli ordini dell'autorità incontrano resistenza. Le deputazioni dell'assemblea della borghesia furono disciolte: alcuni membri della destra dell'antica assemblea, ed alcuni abitanti, di cui son note le opinioni conservatrici, sono incaricati dell'amministrazione. Furono apposti i sigilli agli archivi dell'assemblea, avendo l'archivista ricusato di consegnare le chiavi: composte appena le nuove liste, si procederà alle elezioni.

Fu indirizzato a tutti i tipografi ed ai giornali invito di astenersi da ogni notizia irritante. In conseguenza di quell'invito, la *Gazz. del Weser* dichiara di astenersi dal far parola degli avvenimenti di Brema.

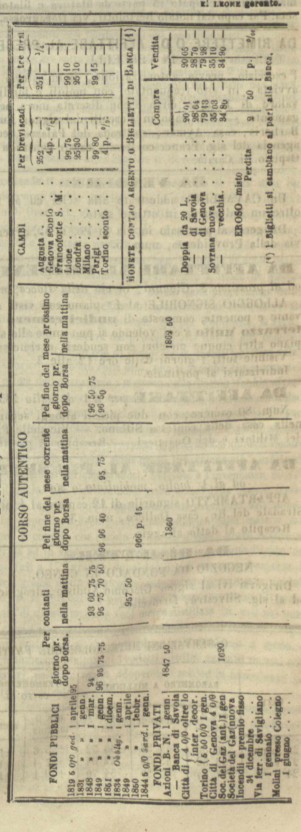
— *Cassel.* Il governo dell'Assia elettorale pubblicherà officialmente, fra pochi giorni, la risoluzione, adottata dalla Dieta germanica, relativamente alla costituzione dell'Elettorato.

— *Oldenburgo, 31 marzo.* Essendo spirato il tempo, pel quale era stata riunita la Dieta oldenburghese, un decreto del Granduca, in data del 30 marzo, ne prolungò la durata fino al 4° di maggio.

Danimarca. La legge concernente lo stabilimento dei telegrafi elettro-magnetici contiene quanto segue:

« Il ministro delle finanze è autorizzato ad impiegare i fondi provenienti dai diritti riscossi nell' Oeresund e sui fiumi, per istabilire una comunicazione telegrafica elettro-magnetica fra Amburgo e le tre stazioni del Sund e dei fiumi. Vi saranno stazioni intermedie, almeno per Copenaghen e Flensborg; ma la spesa non potrà oltrepassare 20,000 risdaller. »

Le RR. patenti che permettono a molti schleswighesi di ripatriare verranno bentosto spedite, come pure quelle che concernono l'amministrazione del ducato d'Holstein.



Libreria **T. DEGIORGIS**, *via nuova, N. 17*

MONUMENTI ETRUSCHI

illustrati dal signor cavaliere **INGHIRAMI**

Firenze, 1852 — 6 grossi volumi in-4;° *per fr.* **325**.

FABBRICA

DI OGNI GENERE DI CALZATURA

DI **GENTA SECONDO**

Assortimento di SCARPE e STIVALI di varii prezzi:
Stivalini da donna, di stoffa d'ogni genere, a L. 3 50
Id. con *claques* . . . . . » 4 50
Tiene il suo negozio in via Porta Nuova, vicino all'Albergo del Moretto, num. 14.

TRASFERTA

Il notaio **Marco Pompeo Furno** ha trasferto il suo Studio, via dell'Arco, Borgo Nuovo, n. 18, piano 1.°

BIBLIOTECA DELL'ASSOCIAZIONE AGRARIA

in piazza S. Carlo, num. 2, casa Natta.

DA RIMETTERE: L'Indépendance Belge — Il Journal de Geneve — La Gazzetta di Milano — La Croce di Savoia

INCANTO VOLONTARIO DI MOBILI

IN CAVALLERMAGGIORE

Martedì, 13 corrente aprile, e giorni successivi, si procederà in Cavallermaggiore all'incanto di diversi effetti mobili, appartenenti ai signori minori fratelli Filippi del fu Luigi, fra i quali trovansi letti, cassettoni, specchi, quadri, vasi vinarii, e biancherie finissime, e specialmente servizi da tavola e da letto in tele d'Arau, di Fiandra, di Sassonia, di lino, ecc.

NB. Trovasi disponibile per essere affittata presentemente la casa civile, propria degli stessi minori in detto Comune di Cavallermaggiore, composta di 10 e più membri con l'annessovi giardino.

VENDITA VOLONTARIA

Di una CASCINA distante chil. 18 circa (miglia 7) dalla capitale, composta d'ampio fabbricato rustico, con attigue ettari 15, 24, 16 (giorn. 40), di prima qualità, in un sol pezzo, tra campi, prati ed alteni, in amena e salubre situazione, e libera da ogni ipoteca. Dirigersi dal sig. avv. Luigi Demichelis, via della Madonnetta, n. 15.

MUTUO. Cercansi L. 12,000 a mutuo, per cui si fornisce ipoteca sopra uno stabile nella capitale. — Recapito dal notaio Cervini, via di Dora Grossa, num. 13, al terzo piano.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

DA RIMETTERE O DA AFFITTARE AL PRESENTE

IN VERCELLI

l'esercizio, previa autorizzazione, di un'osteria bene avviata, in sito frequentato, con mobili e fondi pel valore di L. 5m. circa e con discreta mora pel pagamento. — Far capo in Vercelli dal signor Eusebio Barberis, casa Aymar, contrada del Palazzo, ed all'agenzia del sig. Francesco Rossi, casa e contrada dell'Ospizio di Carità.

DA VENDERE

Un CAVALLINO addestrato alla sella ed al tiro; oltre un Balustrino in ottimo stato.

Dirigersi al portinaio in via di Po, n. 49, ovvero in via della Provvidenza, num. 5.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

od al prossimo S. Giovanni, in via della Rocca, n. 22,

ALLOGGIO SIGNORILE al 1.° piano con vista a levante e ponente, composto di **undici camere con terrazzo unito** a cui volendo si può unire allo stesso piano altri cinque membri con scuderia e rimessa.

Visibile tutti i giorni dalle ore 12 alle 2.

Indirizzarsi al portinaio.

DA AFFITTARE *per il 1° di luglio* 1852.

Num. 80 camere, con due piccoli alloggi separati, nella casa della contessa Sillano. — Vie delle Figlie dei Militari e dei Quartieri. — Recapito al portinaio.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

od al 1° luglio, mobigliato o non,

APPARTAMENTO signorile di 12 camere al 1° piano, Stradale del Re, casa Dollero, num. 30.

Recapito al detto alloggio.

DA RIMETTERE

NEGOZIO DA FONDACO IN CUNEO.

Dirigersi ivi al signor Giacomo Audisio, drogliere, od al sig. Silvestro, farmacista.

TEATRO NAZIONALE

Si fa di pubblica ragione che l'ill.mo sig. intendente incaricato delle funzioni di questore della città di Torino, vista la cessione fatta dal sig. Perrone Domenico alli socii enunciati nella scrittura 13 ora scaduto marzo, di ogni suo diritto di valersi del Teatro Nazionale alla primavera corrente e dietro sottoscrizione dei detti socii passata con decreto del 3 corrente, ha autorizzato li socii suddetti di dare sino al 30 giugno prossimo, esclusivamente ad ogni loro mandatario un corso di opere e balli

Si diffida pertanto chi di ragione che li socii dell'impresa del Teatro suddetto hanno revocato ogni mandato si tacito come espresso, che abbiano potuto accordare in capo del sig. Perrone suddetto.

Parigi. Vestiti ed articoli di moda

Le signore dell'alta società osserveranno con interesse la gran riescita ottenuta quest'inverno nei saloni di Parigi dalla casa Fauvet, ed insieme alcuni dettagli relativi a questo stabilimento privilegiato. In via Menars, n. 4, in fondo ad un vasto cortile, si giunge a spaziosi saloni costruiti nel gran secolo; un delizioso giardino somministra alle medesime un'aria pura e tranquilla, aumentando l'effetto degli eleganti vestiarii delle signore che vi si recano in folla ad ogni istante. Tutta la nobiltà vi trova lo scelto, il gradevole, cui è avvezza ed il rispetto che le è dovuto.

MAGAZZINO FRANCESE

Via San Filippo, dirimpetto al Caffè Piemonte

PREZZI FISSI

10 p. 0|0 di ribasso sulle Tele d'Irlanda

Il gerente è autorizzato per tale ribasso onde terminare nel più breve termine la vendita delle rimanenti Tele consistenti in

TELA d'Irlanda sopraffina a L. 50 e 55 la pezza
Id. *id.* fortissima, 36 metri, L. 50 „
Id. *id.* » 30 » » 40 „
TELA Courtrai filata a mano, L. 4, 25 il raso,
Grande assortimento di fazzoletti in batista e in tela a varii prezzi.

Si è pure testè ricevuto un nuovo assortimento di percalli, ed una quantità di mussola in lana a 92 cent. il metro (11 soldi il raso); Orleans alti a L. 1, 07 al metro (14 soldi il raso.)

BERNARDO DIVERIO

FABBRICANTE DI OMBRELLE

Giunse recentemente dalla Francia con un grandioso assortimento in genere di novità, a modico prezzo, cioè:
Paracqua inglesi da L. 3, 25 a L. 4, 60;
Detti di seta » » 8 » 60;
Ombrellini » » 5 » 40.
Via di Po, casa Arnaud, presso il Caffè Dilej.

FALLIMENTO

delli Antonio ed Agata Taramino, coniugi Sayno, commercianti in tessuti di lana e cotone a Leynì.

Verificazione dei crediti.

Si avvisano i creditori dei predetti coniugi Sayno di rimettere fra giorni 20 alla ditta Giovanni Frisetti e Comp., sindaco definitivo, od alla Segreteria dell'eccell.mo Magistrato del Consolato in Torino, i loro titoli di credito colla nota indicante la somma di cui si propongono creditori, e di comparire personalmente, o per mezzo di mandatario, in una sala del prefato Magistrato, il 23 del prossimo aprile, ed alle ore 2 pomeridiane, avanti l'ill.mo signor congiudice Peyrone, giudice commissario, all'oggetto della verificazione dei crediti, a termini di legge.

Torino, il 30 marzo 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA.

All'udienza del R. Tribunale di prima cognizione di Pinerolo, del 22 aprile corrente, ore 11 antimeridiane, sull'instanza del Bartolomeo Airando, residente a Cavour, si procederà, in odio di Francesco Vajra, residente a Cavour, al primo incanto de' seguenti stabili, cioè:

Casa di recente costruzione, composta di una camera e stalla al piano terreno, di due camere superiormente, e due pezze campo, poste sulle fini di Cavour, regione Prato Ferrero, distinta in mappa coi numeri 5121, e 5122. 5121, e 5822.

L'incanto verrà aperto in un sol lotto, sul prezzo di L. 1,000 offerto da detto Bartolomeo Airando instante ed ai patti e condizioni di cui nell'apposito bando 3 corrente.

Pinerolo, il 5 aprile 1852.

Giuseppe Cerruti caus. coll.

NOTA

Il cospicuo corpo di cascina denominata la Novarea, proprio delli signori conte Cesare e Remigio, padre e figlio Bianchis di Pomarè, composto di grandiosi fabbricati civili e rustici, alteni, campi, prati e boschi, del quantitativo di ettari 26, 66, 64, pari a giornate 70 circa, situato sul territorio di Pinerolo, a dieci minuti di distanza dalla città, in una delle più amene posizioni, con sentenza del tribunale di prima cognizione della stessa città, in data 1° corrente, venne deliberato al signor Tommaso Ceresole, per il prezzo offerto di L. 107m.

Per l'aumento del sesto i fatali scadono con tutto il 16 corrente mese, e per le occorrenti nozioni far capo dal sottoscritto.

Pinerolo, il 2 aprile 1852.

Davico Giuseppe caus coll.

NOTA

Con instromento 13 novembre 1851, rogato al notaio sottoscritto, il sig. Bernardo Francesco Beltramo ha fatto acquisto da Gioanni Battista Croce del fu Giuseppe, ambi residenti in S. Ambrogio, di una pezza prato, in territorio di S. Ambrogio, regione delle Lame, di are 39, 24, fra le coerenze delli signori Giacomo Rivo, Lorenzo Borello, Bernardo Davico e Giuseppe Berte, per il prezzo di *L.* 1236,

Tale atto venne consegnato all'uffizio delle ipoteche di Susa il 26 cadente marzo, posto al vol. 16, art. 1886.

S. Ambrogio, il 31 marzo 1852.

Not. Gioanni Alasonatti

NOTA

Per tutti gli effetti, di cui all'art. 2303 del codice civile, è stato trascritto nel 9 dicembre 1851, al vol 1, art. 17 del registro delle alienazioni dell'ufficio delle ipoteche di Cagliari, l'atto in quella città, nel 29 agosto dello stesso anno, ricevuto dal notaio Vincenzo Serra, ivi insinuato, portante la vendita d'un tratto di terreno seminativo, d'ettare 4, ed are 80 di superficie, situato nella regione detta Zipiri, territorio di Sestu, confinato dai terreni di Napoleone Mereu, e d'Andrea Argiolas, operata da Carlo Mereu Loddo, del detto comune, in favore dell'agricoltore Sisinnio Picciau Spiga di Pauli Pirri, per il prezzo di L. 1440.

Serra Meloni not.

NOTA

Con atto 29 agosto 1851, rogato in Cagliari dal notaio Vincenzo Serra ed ivi insinuato, ed indi al volume 1, art. 17 del registro delle alienazioni trascritto nell'ufficio delle ipoteche della stessa città, l'agricoltore Giuseppe Picciau Atzori di Pirri ha acquistato dal sig. Carlo Mereu di Sestu i seguenti tratti di terreno seminativo per il prezzo di L. 1968, situati tutti in territori del detto comune di Sestu:

1° Un tratto di terreno d'ettare 2, n lla regione detta *Paltoniga*, confinato dai terreni di Maria Giuseppa Mereu e di Napoleone Mereu;

2° Un altro tratto d'ettare 2, nella stessa regione, conterminato dai terreni di Giovanni Mereu, e di Napoleone Mereu;

3° Un altro tratto di un ettare, nella regione detta *Sa Matta Manna*, confinato dai terreni dei suddetti Giovanni Mereu e Napoleone Mereu;

4° E finalmente un altro tratto d'ettare 3 ed are 20, nella regione detta *Cortixiandra*, confinato dai terreni di Stefano Manunza e di Giovanni Efisio Solli Piara.

Stante la mancanza di Gazzetta dichiarata Divisionale in Sardegna, s'inserisce il soprascritto estratto in questa Gazzetta Ufficiale per tutti gli effetti previsti dall'art. 2303 del codice civile.

Serra Meloni notaio.

NOTA

L'agricoltore Vincenzo Marrou di Selegas, con atto rogato in Cagliari dal notaio Vincenzo Serra nel 10 dicembre 1851, ivi insinuato, avrebbe fatto acquisto dal cavaliere Doce Emanuele Serra Bologna dei seguenti tratti di terreno seminativo:

1° Un tratto di terreno di ettare 3, ed are 60, nella regione detta *Su Muzzioni*, territorio tra i limiti di Selegas, e di Guamaggiore, conterminato dai terreni di Martino Secci, e d'Efisio Serra Ruda;

2° Un altro tratto di are 80 in *Su Carraxiu*, territorio di Selegas, conterminato dai terreni di don Francesco Serra, e d'Antioco Marcello;

3° Un altro tratto d'are 60, in *Pitzu Boi*, territorio così pure di Selegas, confinato dai terreni di don Francesco Serra, e del conte don Efisio Cao;

4° Un altro tratto d'ettare 2 in Ungreda, tra i limiti di Selegas e di Guamaggiore, conterminato dai terreni d'Antioco Marcello e di Francesco Ignazio Serra;

5° Un altro tratto di are 60 in *Funtana Serci*, territorio di Selegas, conterminato dai terreni di Giovanni Maria Alzeni e d'Efisio Serra Ruda;

6° Un altro tratto d'are 40, in *Pixina Trigus*, territorio di Selegas, confinato dai terreni del conte Cao, e di don Francesco Serra;

7° Un altro tratto d'are 50, in *Pardu Assudda*, territorio di Selegas, confinato dai terreni del not. Cosimo Spissu e della parrocchia di Guamaggiore;

8° E finalmente un altro tratto d'are 60, in *Sa Cora de Pauli Ois*, territorio del comune d'Ortacesus, confinato dai terreni di Vincenzo Pisano, e d'Efisio Serra,

Per il prezzo di L. 1,475; quale atto è stato nel 31 del suddetto mese di dicembre trascritto all'Ufficio delle ipoteche della detta città, al vol. 1, art. 18, del registro delle alienazioni per gli effetti previsti dall'art. 2303 del codice civile, ed in esecuzione del medesimo s'inserisce questo estratto sommario nella presente Gazzetta, per difetto di Gazzetta Divisionale in Sardegna.

Serra Meloni not.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE.

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
22 marzo	746 86	745 98	746 52	+ 5 6	+10 4	+17 5	+ 4 7	+ 9 5	+10 7	N.N.O.	N.	O.N.O.	Sereno.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
23 »	744 52	743 52	742 84	+ 7 4	+14 3	+20 2	+ 7 3	+11 8	+12 1	N.N.O.	S. O.	S.S.E.	Ser. con velo	Ser. con velo	Sereno.
24 »	737 44	735 24	734 70	+ 9 1	+15 4	+20 9	+ 9 8	+15 9	+14 5	S.S.O.	S.S.E.	O.	Sereno.	Sereno.	Ser. con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 85 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

GIOVEDI' 8 APRILE

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

Anno . . . . L. 40
Per Torino . . . » 20
Per le Provincie . . » 25
Per l'Estero . . . » 32
Inserzioni volontarie, 30 cent.; obbligate 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza del 19 marzo 1852, a proposta del Ministro dell'Interno, ha nominato l'avv. Felice Piana a scrivano di pubblica sicurezza.

In quella del 25, ha applicato, in via provvisoria, Lo-gi Marenco, direttore della sezione del soppresso telegrafo aereo di Genova, ad esercitare le funzioni di direttore del penitenziario di Alessandria.

In udienza del 25 stesso mese, ha riammesso al servizio Luigi Giaccone, nella qualità di sotto segretario nell'Amministrazione di pubblica sicurezza.

In udienza del 30 mese stesso, ha promosso il cav. Leopoldo Gay di Quarti, intendente generale di Novara, dalla terza alla seconda classe;

Ha richiamato al servizio il conte Eloi-do Milliet di Faverges, intendente di seconda classe, applicandolo all'intendenza generale di Nizza;

Ha nominato Ernesto Stradiotti, Angelo Balduzzi ed Alessandro Tagliaferri ad ufficiali di terza classe nel telegrafo elettrico;

Ha conferito a Marcello Sorisio, ufficiale di terza classe nel telegrafo stesso, la qualità d'ufficiale contabile nel medesimo;

Ha nominato il notaio Sebastiano Gianolo a delegato per la pubblica sicurezza in Sardegna;

Ed ha applicato al Ministero dell'Interno, per disimpegnare quelle funzioni che gli verranno affidate dal Ministro, l'avv. Luigi Giacosa, ora intendente della provincia di Mondovì, conservandogli l'anzianità e carriera nell'Amministrazione provinciale.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 7 aprile.*

La Camera dei Deputati continuò nella seduta d'oggi la discussione generale del Trattato di commercio e di navigazione colla Francia. I deputati Zirio e Caderna lo difesero, e vi si opposero i deputati S-neo e Blanc.

ISTRUZIONI PROVVISORIE

Per la esecuzione del Regolamento 7 marzo 1852 per la corrispondenza del Telegrafo elettrico ad uso dei privati.

CAPO I. — *Disposizioni generali.*

Art. 1. A ciascuna stazione telegrafica pel Governo e pei privati saranno addetti un delegato governativo, ufficiali telegrafici per la contabilità, il ricevimento e la trasmissione dei dispacci, ed uno o più messaggieri per la consegna di essi.

Le funzioni di delegato governativo potranno anche essere affidate ad uno degli ufficiali telegrafici.

Art. 2. Gli uffizii nelle anzidette stazioni saranno aperti dalle ore 7 antimeridiane alle 9 pomeridiane.

Art. 3. I dispacci dovranno contenere, oltre al tenore di essi:

a) Il nome e cognome di quello o quelli cui sono indirizzati, il luogo ove abitano, il nome della contrada, e possibilmente il numero della porta, avvertendo non farsi luogo, per l'art. 11 del Regolamento 7 marzo, alla consegna dei dispacci fuori della città ov'è la stazione in cui arrivano.

Si potrà fare però che il dispaccio venga consegnato *per assicurazione* alla Posta, nel qual caso si dovrà anticipare la spesa necessaria, e si potrà altresì fare che il dispaccio rimanga alla stazione fino a che ne venga fatta ricerca.

b) La firma di quello che lo spedisce, la contrada ove abita ed il nome della casa od il numero della porta.

c) Se si vuole, oltre alla trasmissione, la spedizione *per urgenza* o l'*assicurazione*, o se si desideri *risposta* per proprio conto, si dovrà indicarlo.

Art. 4. A senso dell'art. 7 del Regolamento non si comprenderanno fra le parole computabili nel tenore del dispaccio, e quindi soggette a tassa proporzionale al loro numero, le indicazioni dell'articolo precedente, sempre che in tutto non comprendano più di venticinque parole. Quelle che oltrepassassero questo numero andranno contate nel tenore del dispaccio, il quale non sarà trasmesso in caso di rifiuto a ciò del mittente.

Art. 5. Saranno soggette a tassa le parole del dispaccio proprianente detto, e le quali che ne costituiscono il tenore, a senso dell'art. 7 del Regolamento.

Si valuteranno:

Come due parole quelle formate di più di 7 sillabe;

Quelle composte, in ragione delle diverse parole componenti;

Finalmente si considereranno come scritte per esteso, secondo l'art. 8 del Regolamento, i numeri e le espressioni di rapporto commerciale.

Art. 6. L'ora della presentazione dei dispacci, sarà la norma da seguirsi nel classificarli per di *giorno* o di *notte*, secondo l'articolo 8 del Regolamento.

Art. 7. Volendo mandare dispacci dopo l'ora 8 pomeridiana alla quale si chiudono gli uffizi, si dovrà darne preavviso ed indicare l'ora alla quale si presenteranno depositando in pari tempo per anticipazione l'importo almeno di 20 parole con la tassa di notte. Questa somma s'imputerà nel conto del dispaccio, ma sarà perduta, se questo per qualsiasi motivo non si presentasse entro un'ora dopo quella indicata.

Art. 8. Pei dispacci che vogliansi *assicurati*, i quali, cioè si devono far ripetere dalla stazione che li riceve, si paga doppia la tassa di giorno o di notte, che importerebbe il dispaccio, restando invariabile la tassa di consegna ed indirizzo stabilita dall'art. 7 del Regolamento.

Art. 9. I dispacci diretti a varie persone pagheranno L. 1 di più per ogni copia che si dovrà spedirne.

Art. 10. I dispacci diretti a più persone domiciliate in differenti stazioni telegrafiche, pagheranno la somma delle tasse di trasmissione dalla prima alla seconda, e dalla seconda alla terza, e la tassa fissa di L. 2 per ogni stazione.

Art. 11. Coloro i quali desiderassero che i loro dispacci venissero consegnati al domicilio immediatamente dopo l'arrivo alla stazione cui sono diretti, vi apporranno la indicazione *per urgenza*, e pagheranno oltre alle solite tasse, una lira di più per ogni persona cui debba farsene la rimessione.

Art. 12. Chi volesse ottenere a proprio carico una risposta, deposite à l'importo di essa, supposta di 50 parole, e della tassa fissa relativa; nel riceverla si pareggierà a lui differenza che risulti pagata in più od in meno.

Art. 13. Si concederanno abbuonamenti trimestrali per le corrispondenze delle Camere di commercio, e dei giornali, stabilendo un dato numero di parole da trasmettersi ogni giorno od ogni tanti giorni ad una data stazione, e la tassa da pagarsi anticipatamente sarà la metà di quella che pagherebbe un dispaccio ordinario in eguali circostanze.

Non si farà luogo ad alcun abbuono, se qualche giorno il dispaccio è più breve del convenuto, o se non vi sono dispacci. Se questi oltrepassano la lunghezza pattuita, pagano pel resto con la tariffa dei dispacci ordinarii.

Nel caso in cui siasi [illegible] che vi privati avranno diritto a domandare il compenso che loro risulti dovuto dall'esame delle bollette di pagamento.

Art. 15. Fino a che la trasmissione di un dispaccio non sia cominciata, quegli che l'ha presentato potrà ritirarlo, dietro restituzione della relativa bolletta, e gli verranno restituite le tasse pagate, meno quella fissa di L. 2, e dovrà rilasciare ricevuta a tergo della bolletta stessa.

Art. 16. I dispacci del Governo avranno la preferenza sugli altri; poi seguiranno quelli dei privati, prima gli assicurati, e poi gli altri nell'ordine della loro presentazione, alternando le corrispondenze fra le varie stazioni, come stabilisce l'art. 12 del Regolamento.

Art. 17. Non potranno i privati far trasmettere il corso dei fondi, le estrazioni delle pubbliche lotterie, se non dopo la trasmissione fattane dal Governo o dalla Camera di commercio.

Art. 18. Il Governo promette buon di invigilare seriamente pel buon andamento del servizio telegrafico, non si assume alcuna guarentigia d'indennizzo od altro, a senso dell'art. 14 del Regolamento sopraccitato.

Art. 19. Quegli che tarda più di *tre giorni* a reclamare il rimborso delle tasse dovutegli per una delle cagioni indicate agli articoli 13, 14, 15, 29, 30, e 35 di queste Istruzioni, ne perde il diritto; e lo stesso avrà luogo pegli errori di computo, di cui parla l'art. 14, e che ressero a danno del Governo, al quale rimane però salvo il diritto di indennità verso l'impiegato colpevole dell'errore.

CAPO II. — *Dell'impiegato governativo.*

Art. 20. Ogni dispaccio a trasmettersi dovrà primieramente presentarsi all'impiegato governativo, provvisto la identità della persona che lo spedisce a senso dell'art. 2 del Regolamento.

Potrà questa constatarsi con un *visto* dell'intendente o di chi ne fa le veci, del questore, del sindaco, come pure in mater a civile del *visto* del presidente del tribunale di 1ª cognizione o di un notaio, e negli oggetti commerciali del *visto* del presidente e dei giudici del tribunale di commercio, degli agenti di cambio e sensali patentati.

Potrà anche stabilirsi la identità con documenti, come passaporto, fede di nascita, sentenze ed altri atti e carte la cui riunione provasse la identità della persona che le possede.

Art. 21. Riconosciuta l'identità, il delegato governativo prende cognizione del dispaccio, e, a tenore degli art. 4 e 5 del Regolamento, vi appone il *visto*, se nulla trova in esso che possa ledere gl'interessi o la sicurezza dello Stato.

Art. 22. Esamina del pari i dispacci che si ricevono alla stazione per via telegrafica, e vi appone pure il visto, prima che se ne dia comunicazione a quelli cui sono diretti, se non trova che vi si oppongano i suespressi riguardi.

CAPO III. — *Ufficiali telegrafici.*

Art. 23. Riportato il *visto* dal delegato governativo, il presentatore del dispaccio lo consegna all'ufficiale telegrafico incaricato della contabilità.

Art. 24. Questi esamina se abbia i requisiti voluti dall'art. 4 del Regolamento, e se contenga le indicazioni stabilite dall'art. 3 di queste Istruzioni.

Esaminerà inoltre che non oltrepassi il limite prescritto dall'art. 8 del Regolamento, cioè le 100 parole, nelle quali però non si comprenderanno quelle dell'indirizzo, della firma, o delle indicazioni per la trasmissione del dispaccio.

Nel caso che manchi di regolarità in qualsiasi modo, lo restituirà invitando la parte ad emendarlo.

Art. 25. Se il presentatore richiede a quale ora si potrà cominciare la trasmissione del di lui dispaccio, glielo indicherà approssimativamente, deducendolo dal numero dei dispacci che hanno diritto di precedenza, come all'art. 16 di queste Istruzioni.

Art. 26. L'ufficiale telegrafico fa quindi il computo dell'importo del dispaccio, lo esige e ne lascia regolare ricevuta staccata dal *Registro di riscossione* a madre e figlia, che la prova dell'ora in cui venne presentato, e del pagamento delle tasse e spese relative, e ne fa quindi la trasmissione [illegible] corrispondente al Registro di riscossione.

Art. 27. I dispacci originali, muniti del *visto* saranno diligentemente custoditi con l'ordine con cui sono numerati.

Tanto quelli come ogni altro dispaccio ricevuto non si lascieranno conoscere sotto alcun pretesto a persona estranea all'ufficio, sotto le pene stabilite all'art. 15 del Regolamento 7 marzo.

Art. 28. Gl'impiegati sono responsabili dei ritardi non giustificati, come pure degli errori fatti nella trasmissione o nel ricevimento, e se questi fossero tali da far mancare lo scopo del dispaccio, la parte avrà diritto al rimborso delle spese, l'importo delle quali starà a carico degl'impiegati colpevoli.

Art. 29. Nel caso che per qualche accidente avvenuto sulla linea, o per qualsiasi altra cagione si dovesse per un breve tratto

Appendice

PROGRESSI DELLA CHIMICA IN ITALIA E FUORI.

(Parte straniera.)

(Continuazione e fine, vedi numero precedente)

Due chimici per diversa maniera cercarono modo di ridurre l'argento dal cloruro del medesimo, nelle operazioni in grande, più facilmente di quello che si faccia oggidì. Il primo, Zimmermann, preferisce di sciogliere l'argento impuro nell'acido nitrico, di precipitarne il cloruro con acqua salata bollente e concentrata; di lavare il precipitato con acqua bollente finchè abbia portato via il rame disciolto; poi d'immergere nella poltiglia del cloruro ancora calda pezzi di ferro battuto e polito della grossezza di un dito, adoprandone la quantità di un ch logramme all'incirca per mezzo chilogrammo di argento. Si agita la materia con ispatola di legno finchè il metallo prezioso che si va riducendo abbia colore grigio chiaro, e nè più contenga cloruro: bastano a tale effetto due ore di agitazione continua. Da principio è difficile di staccare l'argento del ferro per agitazione, ma verso la fine quando per il calore della reazione il liquido si scaldò assai, il ferro si scopre da sè e resta nettissimo. Si trova che 0,468 di ferro si sciolgono per 0,500 grammi di argento. Si lava con acqua bollente l'argento ridotto, si mescola con pesi eguali di sal marino cristallizzato e di potassa, e si fonde in un crogiuolo di assia (grafite). L'argento che fu così preparato è duttilissimo e malleabil ssimo. Si fa la precipitazione del cloruro di argento in un vaso di porcellana o in un vaso di legno di quercia, vestito internamente con una vernice del 1 parte di asfalto e 2 p. di niastice e di essenza di trementina.

L'altro chimico Wittstein consiglia piuttosto di ridurre il cloruro d'argento col carbone unido, facendone mescolanza che si stipa in un crogiuolo di grafita e che si scalda in un fornello. Il cloro si sviluppa allo stato di acido cloridrico, e l'argento ridotto rimane disseminato fra il carbone, per cui fa d'uopo, affine di riacquistarlo, di trattare la materia carbonosa con acido nitrico del peso specifico di 1,2. L'autore nota che per quanto si lavi il carbone già aggredito coll'acido nitrico non si riesce a separarne tutto l'argento. Infine se vogliasi l'argento in istato metallico e non disciolto è necessario di scaldare il crogiuolo in un forno a vento fino alla fusione del metallo. Se si operasse in un fornello comune, l'argento non si ridurrebbe in un solo bottone, impeditovi dallo stato di grande divisione in cui si trova nella massa carbonosa.

L'utile che si trae dall'acido solforoso come principio scolorante vassi via via estendendo nelle fabbricazioni in grande. Notammo già in altra appendice come se ne fosse tratto partito per l'imbianchimento della gomma arabica e dell'avorio. Hall lo pone in opera non solo per l'imbianchimento delle gomme, ma eziandio per quello dell'amido. A tale effetto fa cadere l'amido stemperato nell'acqua a modo di poltiglia liquida entro vasi pieni di acido solforoso gazoso, procurando che la materia amidacea vi entri in sottilissi mi zampilli come pioggia. Oppure fa cadere una pioggia di una soluzione di acido solforoso entro vasi che contengono l'amido in poltiglia, mescolando e continuando finchè l'amido sia imbiancato: in cambio dell'acido solforoso trovò anche utile il cloro gazoso sciolto nell'acqua. Rispetto alle gomme osservò che prima di imbiancarle è necessario che si sciolgano e si purifichino dalle materie eterogenee, e che dopo l'imbianchimento si facciano seccare nel vuoto, od in vaso chiuso sotto una pressione minore dell'atmosferica. Ma prima di ridurre a secco le gomme, fa d'uopo ancora di mescolarne le soluzioni con amido, a bassa temperatura, di decantarle dopo che l'amido precipitò, ed infine di neutralizzarle con una materia alcalina o con acqua di calce per togliere l'acido libero.

La galla della China che fu posta in commercio e fa concorrenza colla galla d'Aleppo, fu analizzata da Buchner, il quale volle conoscere se avesse un valore paragonabile a quello dell'altra. Egli trovò che tanto per la qualità del tannino come per la quantità sta al confronto o poco al disotto della miglior galla di Aleppo, di guisa che egli ne conchiude: che per gli usi industriali in cui le si dà pregio per la ricchezza del concino, le due galle stanno al medesimo grado, avvegnachè differiscano assai di prezzo.

Il costo minore dell'acido stearico in paragone della cera condusse i falsificatori a vendere per cera pura un miscuglio intimo delle due sostanze.

Accadendo il caso che si voglia conoscere se una data cera contenga o no l'acido stearico, non si avrà, secondo l'insegnamento di Overbeck, che da farla bollire per uno o due minuti in una soluzione di carbonato di soda, preparata con una parte di carbonato e cinquanta parti di acqua. Se vi ha l'acido stearico, la liscivia dà subito effervescenza con sviluppo di acido carbonico, e dopo il raffreddamento si rapprende a modo di gelatina saponacea più o meno densa, a norma della proporzione dell'acido. Basta un cinquantesimo del medesimo per trasfondere alla liscivia una consistenza gelatinosa. Sa per l'opposto, la cera è pura, la liscivia conserva dal principio alla fine la sua originale fluidità. Qualora giovasse di conoscere la quantità precisa dell'acido stearico mescolato colla cera, non si avrebbe che a pesare la cera prima dell'operazione; mescere colla liscivia fredda alcoole di 0, 82; raccogliere la materia indisciolta, lavarla con un poco di alcool caldo, spremerla nel torchio, seccarla e pesarla. La perdita di peso della cera mostrerebbe la quantità d'acido stearico che fu disciolto in istato di sapone e però levato via dall'alcoole.

La fabbricazione degli acidi grassi per comporne candele da arde e va molto perfezionandosi. Notevole è l'invenzione di Wilson, il quale, per ricavare acidi grassi solidi dalle materie grasse di origine vegetale, seppe ingeguosamente prevalersi dell'azione che fu scoperta da Fremy dell'acido solforico sulle materie medesime. È cognito che l'acido solforico divide i grassi neutri in glicerina ed in acidi grassi. Wilson mette in contatto l'acido coi grassi fusi a 172 gradi; dopo due ore di contatto trasporta la materia grassa in un tino contenente acqua leggermente acidula entro cui fa gorgogliare per due ore il vapore acquoso. Il grasso trattato di questa maniera vuol essere distillato in vasi nei quali non entri l'aria, giovandosi a tal uopo di una corrente di vapor d'acqua scaldatissimo che s'introduce nell'alambicco a modo di esili e numerosi zampilli. I prodotti distillati, raccolti in vasi condensatori, possono essere adoperati o soli od in mescolanza per cavarne eccellenti candele.

Il medesimo autore ha verificato che la paraffina, sostanza composta di carbonio e d'idrogene che s'ingenera nella distillazione secca del legno di acero, dei bitumi e di certi schisti bituminosi, ma più in special modo della cera, sottoposta a distillazione fuori del contatto dell'aria, può tornare vantaggiosissima per fabbricarne candele.

sospendere il servizio dei privati, se ne dovrà dare immediato avviso a quelli i cui dispacci non fossero ancora stati trasmessi, e lo stesso si farà pegli abbonati.

Art. 30. Potranno essi ritirare i dispacci, e ricuperare, dietro restituzione delle bollette e rilascio di ricevuta, le somme pagate per quelli, come dispone l'art. 14 del Regolamento.

Art. 31. Nel caso che volessero lasciare i dispacci, perchè fossero spediti al più presto possibile, si manderanno col primo convoglio all'ufficio telegrafico più vicino, affinchè vengano trasmessi alla loro destinazione, ed appena ristabilite le comunicazioni, se ne domanderà conto, e si trasmetteranno se non fossero giunti per altra via.

Art. 32. Nel trasmettere i dispacci, si comincierà dal dare il loro numero di ordine, che conserveranno poi sempre per servirsene d'indicazione.

Art. 33. Non si dovrà mai interrompere un dispaccio in corso, eccetto il caso di grande urgenza per conto dello Stato o dell'amministrazione.

Art. 34. Ogni dispaccio che si riceve sarà dagli ufficiali telegrafici subito trascritto col relativo numero d'ordine nel *Registro di ricevimento*, ed assoggettato all'impronto governativo, pel *visto* a senso degli articoli 5 e 6 del Regolamento, e come si disse all'art. 22 di queste Istruzioni.

Art. 35. Se non si ammette la comunicazione di un dispaccio, si parteciperà subito il fatto alla stazione dalla quale venne trasmesso, che ne darà avviso al presentatore, pel rimborso della somma pagata, dietro restituzione della bolletta e rilascio di ricevuta.

Art. 36. I dispacci, di cui si permette la comunicazione, vengono trascritti su apposito cedola, segnati col bollo dell'ufficio, posti sotto coperta e suggellati, poi spediti al domicilio di quelli cui sono diretti per mezzo dei messaggieri d'ufficio, i quali acquiseranno ricevuta della fatta consegna sugli appositi stampati.

Art. 37. Se non trovasi il domicilio della *persona* cui è diretto un dispaccio, se ne dà avviso alla stazione che lo trasmise, la quale invita il presentatore di esso a dare un più esatto indirizzo, per la trasmissione del quale dovrà però pagare la tassa come un dispaccio.

Art. 38. Le cedole dei dispacci pei quali venisse dichiarato che dovessero rimanere alla stazione, saranno suggellate e si terranno per sette giorni a disposizione di chi venisse a richiederle, poi si abbrucieranno.

Art. 39. Tutti i rimborsi saranno annotati con numero d'ordine progressivo nell'apposito *Registro dei pagamenti*.

Art. 40. Ogni quindici giorni l'ufficiale contabile verserà nella cassa del ricevitore demaniale l'importo delle riscossioni operate in quel turno, accompagnandolo col relativo estratto dei registri di suo caricamento e scaricamento.

CAPO IV. — *Dei messaggieri.*

Art. 41. I messaggieri devono rilasciare ricevuta dei dispacci loro affidati.

Art. 42. Allorchè sianvi dispacci da consegnarsi, partono al battere di ogni ora dall'ufficio telegrafico per recarsi alla loro destinazione.

Art. 43. I dispacci *assicurati*, e quelli qualificati per *urgenti*, vengono spediti appena giunti, senz'attendere la fine dell'ora.

Art. 44. Se il messaggiere non trova nessuno all'indirizzo indicato, ne fa la dichiarazione in iscritto.

Art. 45. Se si scoprisse che il messaggiere non avesse usato la debita cura nella ricerca, sarà punito colla perdita di un giorno di paga per la prima volta, di tre in caso di recidiva; la terza volta sarebbe rimosso dal servizio.

Visto e si approva

Il Ministro dell'Interno

PERNATI.

Il Direttore dei telegrafi elettrici

G. BONELLI.

DIREZIONE DEL TELEGRAFO ELETTRICO.

Servizio ad uso del Commercio e dei Privati.

Avviso

Si previene il pubblico che a datare dal giorno 21 lunedì 12 del corrente mese, si intraprenderà il servizio ad uso dei privati, in conformità al Decreto Reale del 7 marzo scorso e relativo Regolamento, tra le stazioni di Torino e Genova.

Torino, 8 aprile 1852.

Il Direttore del Telegrafo

G. BONELLI.

SVIZZERA

BERNA, *5 aprile*. Il consiglio esecutivo continua a deliberare intorno al progetto di legge comunale.

Il progetto primitivo, per quello che riguarda il diritto di votazione negli affari comunali, venne modificato come segue, nell'art. 20: « Ha diritto di votare ogni borghese del cantone, o cittadino svizzero, maggiorenne e domiciliato, un posesso di suoi diritti che paga una imposizione diretta (ordinaria, sul capitale o sulla rendita) o una tassa comunale, per le spese generali del comune, e che sia borghese del luogo dove abita da due anni. »

« La condizione del domicilio biennale non si trova che riguardo a coloro che pagano la suddetta tassa comunale.

« Le donne domiciliate nel comune, e paganti la tassa, hanno anche diritto di votare per delegazione, qualora esse siano stabilite per loro proprio conto. »

FRANCIA

PARIGI, *4 aprile*. Leggesi nella *Patrie*:

Le commissioni miste dipartimentali cessarono, come è noto, dalle loro funzioni in seguito al decreto che ritogliera lo stato d'assedio in tutta la Francia. Il principe presidente incaricò tre personaggi, investiti della sua fiducia, di visitare i dipartimenti in cui le suddette commissioni erano stabilite, di rivedere le condanne che esse pronunciarono, di statuire su rilasci dei detenuti e di commutar le pene. La missione di questi inviati, della clemenza si compie in questo momento; noi sappiamo che molte grazie sono già state concesse.

Il governo mostra in tal guisa che sa fare la distinzione tra gli uomini ignoranti e ciechi, i quali si lasciarono pervertire, e quelli che diressero l'insurrezione socialistica. Per gli uni il perdono, per gli altri la giustizia, fintantochè la clemenza possa esercitarsi anche verso di loro senza pericolo per la pubblica sicurezza.

Ignoriamo se quest'esempio generoso di moderazione disarmerà la fierezza dei partiti; ma abbiamo speranza che produrrà un salutifero effetto sull'animo delle popolazioni che furono traviate. Tutti gli individui messi in libertà dalle commissioni straordinarie, manifestano, da quanto si assicura, la gratitudine più viva al principe presidente, e attestano il pentimento più sincero. Essi comprendono a quali detestabili imprese altri aveva voluto associarli. Il perdono ch'essi ottennero dalla generosità di Luigi Napoleone sarà per essi una rimembranza ognora presente, che li metterà in guardia d'ora innanzi contro le eccitazioni demagogiche. La loro riconoscenza sarà la loro condotta.

— Si accerta che un progetto di legge, inteso a migliorare la legislazione relativa alle inumazioni, sarà presentata in breve all'esame del Corpo legislativo.

— Oggi alle 10 e mezzo antimeridiane si è fatta nella cappella del palazzo delle Tuilerie la consegna della berretta cardinalizia, per mano del principe presidente, a monsignor Donnet, arcivescovo di Bordeaux, in presenza degli alti dignitarii della chiesa, dei ministri e d'un gran numero di senatori, rappresentanti, consiglieri di Stato e grandi funzionarii della repubblica.

Il principe presidente è giunto alle Tuilerie alle 10 e un quarto. Due carabinieri a cavallo erano in fazione presso l'arco di trionfo del Carrousel, ed un battaglione di fanteria formava alla nel cortile del palazzo. La circolazione entro il cortile era interdetta al pubblico. Dopo la cerimonia vi fu una colazione in una delle sale del castello.

— Il *Moniteur* pubblica il seguente decreto:

Art. 1. Le somme dovute ai proprietarii di rendite 5 0/0, che ne chiesero il rimborso, saranno registrate sui prospetti estesi dal direttore del debito inscritto, e vidimate al controllo generale.

Quest'ordinanza comprenderà, col capitale di 100 fr. per ciascun 5 0/0 fr. di rendita, l'interesse a 5 0/0 di questo capitale, dal 22 marzo 1852 sino al giorno stabilito pel rimborso.

Art. 2. Questo rimborso sarà effettuato a Parigi, il 6 aprile, dal cassiere pagatore centrale dell'erario, e nei dipartimenti, il 1° maggio, dai pagatori.

Si opererà sulla consegna della ricevuta provvisoria, e se vi è motivo, dei documenti giustificativi dei diritti e delle qualità delle parti. Ne sarà data quietanza sulla lettera d'avviso emanata dal debito pubblico.

Art. 3. L'erario si libererà, col versamento alla cassa dei depositi e delle consegne, delle somme che non potranno essere immediatamente rimborsate in difetto di giustificazioni sufficienti.

Parigi, 5 aprile 1852.

Da qualche tempo minute perquisizioni si fanno presso i librai e rivenditori di libri usati, a fine di ricercare le opere immorali, la cui vendita è interdetta, e di deferire ai tribunali i detentori di questa sorta di opere.

Ieri il sig. Abramo Alvarès, rivenditore di libri usati, è comparso innanzi al tribunale sotto incolpazione d'oltraggio ai buoni costumi ed alla morale pubblica. Si sequestrarono presso di lui una ventina di opere licenziose ed oscene. Egli era inoltre imputato d'aver tenuto, distribuito e messo in vendita tre opere non portanti l'indicazione del nome e dell'indirizzo dello stampatore.

Il tribunale lo ha condannato in contumacia ad un anno di carcere ed a tre multe di 2000 fr. ciascuna.

— Il *Publicateur* di Dôle annunzia, in data del 31 marzo, che il *grippe* infierisce in quella città, e che vi cagionò nella settimana antecedente un'enorme mortalità.

— Leggesi nel *Conciliateur de la Creuse* in data del 1° aprile: L'epidemia che infierisce in parecchi comuni dell'Allier si è propagata sopra quasi tutti i punti di quel dipartimento e raggiunse il territorio della Creuse, ove la malattia prese però un carattere men grave.

Qui come nel dipartimento vicino, il male dichiarasi con granchi e dolori generali, a cui ben presto seguono emicrania e delirio. Solamente questi sintomi non sono sempre mortali fra noi come nell'Allier.

Non si sa a che attribuire questa epidemia. Parecchie persone credevano di vederne la cagione nel subitaneo cambiamento di temperatura che è successo in principio di marzo. Benchè sia cessata la scorta, la febbre infolds continua.

— Si assicura che il console di Francia a Civitavecchia è stato richiamato a Parigi, per dare spiegazioni sull'affare del principe di Canino, il quale, dicesi, fornì anch'egli in Francia.

— Il brick-goletta francese la *Claudine*, sotto gli ordini del capitano Chellun, proveniente da Cette con un carico di vino, è stato forzato da una fortuna di mare ad investire sulla costa di Stora, la sera del 14 marzo. L'equipaggio si salvò, e si spera di salvare egualmente la maggior parte del carico.

— Il 18 aprile la cabarra il *Marsouin*, comandata dal signor Leguillon-Penaros, luogotenente di vascello, entrò nel porto di Brest, proveniente dalle Antille.

Questa nave montata da 48 uomini d'equipaggio, riconduce in Francia 258 passeggeri; essa partì da Port-de-France (Martinica) il 5 febbraio. Il *Marsouin* si soffermò alla Basse Terre (Guadalupa), dal 7 al 9 febbraio; lo stato sanitario di quella città era soddisfacentissimo.

— Gl'ingegneri di ponti e strade, incaricati dei lavori di stabilimento della strada ferrata di cinta, procederanno allo scandaglio dei terreni formanti l'alveo della Senna, a fine di determinare il sito ove dovrà essere costruito il ponte-viadutto che farà trapassar la strada ferrata dalla riva destra alla sinistra e rannoderà la stazione d'Orleans alle altre stazioni.

Il sito è definitivamente fissato tra Bercy e Ivry, a pochi metri dal muro di cinta.

Il viadutto sarà un'opera d'arte. Costrutto in pietre, avrà una lunghezza di quasi 180 metri, con 5 archi; la larghezza di ciascun arco sarà di 35 metri incirca. Si lascerà sopra l'una e l'altra riva un arco d'un'apertura minore, sotto il quale passeranno le strade subito sugli argini di que' due comuni.

— Scrivono da Algeri: Una banda di predatori marocchini oltrepassò la frontiera, e venuta a portar via pecore dal nostro territorio, ed uccise alcuni dei nostri indigeni. Per gli ordini del generale comandante della suddivisione di Tlemcen, uno dei nostri caid esercitò giuste e severe rappresaglie sugli individui che eransi resi colpevoli dell'atto di rapina sopra mentovato. I predatori appartengono ad una di quelle tribù che non riconoscono l'autorità dell'imperatore Abd-er-Rhaman se non quando le truppe di lui si trovano presso al loro territorio.

I coloni di Dellys hanno indirizzata al principe presidente una supplica per reclamare l'esecuzione delle promesse che loro erano state fatte al tempo della fondazione della loro città dal maresciallo Bugeaud nel 1848. Essi espongono che sono privi di relazioni coi centri vicini più importanti, e che le strade comunicate per quest'oggetto non furono terminate; che per mare le comunicazioni sono rarissime (una volta ogni dieci giorni), e soggette a circostanze di tempo sfavorevoli per una parte dell'anno. Eppure Dellys possiede un territorio fertile, e ad un tempo un importante sfogo commerciale e la chiave della Cabilia centrale dal lato dell'ovest. Gli elementi di prosperità non le mancano adunque, ma resteranno in germe nè potranno svilupparsi fino a che non saranno terminate le strade destinate a mettere in rapporto facile ed economico con Algeri e Aumale, e in appresso anche con Bugia.

BELGIO

BRUXELLES, *3 aprile*. Nella tornata d'oggi il senato udì la relazione del sig. Grenier-Lefebvre sul progetto di modificazioni del regime doganale. Quindi aprì e chiuse immediatamente, senza dibattimenti, la discussione generale di varii altri progetti.

La discussione degli articoli del bilancio delle finanze non diè luogo che ad un picciol numero di osservazioni. Il sig. Dumortier segnalò il rinnovato enorme aumento della moneta di rame si aniere nelle provincie belgiche, e particolarmente in quella di Namur.

Egli chiese che si provvedesse al modo di porre un termine a tale stato di cose assai pregiudizievole alla classe degli operai.

Il ministro delle finanze rispose che quest'argomento, già da lungo tempo, teneva occupata l'attenzione del governo. Si fece un inchiesta, e questa dimostrò che la speculazione è la causa principale della introduzione del rame francese nel Belgio; l'aumento della fabbrica del biglione nazionale, indicata come un rimedio, non sarebbe tale, perchè il biglione non manca; l'emis-

---

Per intendere come dall'essenza di carbon fossile si tragga un liquido odoroso di mandorle amare, fa d'uopo sapere, che detta essenza quando ha il punto di ebollizione ad 86 gradi si compone di un carburo liquido detto benzina la quale per il contatto dell'acido nitrico molto concentrato patisce sostituzione, ricevendo elementi nitrosi in posto di una parte del suo idrogeno, e trasformandosi così in un derivato detto *nitrobenzina*, che possiede per l'industria molte delle qualità dell'essenza di mandorle amare.

Si è tentato una modificazione nella fabbricazione della birra ed è quella di surrogare il luppolo coll'acido picrico. Dumolin fu l'inventore del nuovo metodo che riesce molto economico, perchè bastano 25 centigrammi di acido picrico per un etolitro di birra. Il processo della fermentazione non è turbato nè punto nè poco.

Ora s'un tela mussolina nel vetro, prendendo un pezzo di tulle inglese, spalmandolo di materia grassa, poco stendendolo e premendolo dolcemente con un cilindro da stampatore sopra lastra di vetro in su vogha riprodurne il disegno. Levato il tulle si sottopone immediatamente il vetro all'azione mordente del l'acido fluoridrico, il quale appanna tutta la parte sulla quale il velo non lasciò materia grassa, per cui apparisce un delicato tessuto trasparente.

Finalmente faremo menzione del metodo che da alcuni anni fu proposto in Inghilterra e che ultimamente fu pubblicato dall'autore Sewell, di preparare il pane senz'uopo di lievito. A tal uopo egli inumidisce con acido cloridrico la farina, la quale desorbe incontanente l'acido senza che ne soffra, onde può essere conservata per varie settimane e trasportata altrove. Sono poco più di un mese da questa operazione, per ogni libbra di questa farina, si aggiungono 63 grani di bicarbonato di soda ed un poco di sal marino; poi si fa la pasta con acqua fredda e dopo due ore si mette il pane nel forno. In questa maniera per l'azione dell'acido cloridrico sul bicarbonato di soda, si sprigiona acido carbonico il quale produce gli effetti del lievito nel pane facendolo cioè gonfio, spugnoso ecc. Vuolsi che questa invenzione sia utile, perchè durante la fermentazione panaria si fa una perdita di sostanza la quale non avviene col metodo nominato.

F.

Wire ottiene candele che danno bella luce e sono di modico prezzo mescolando resina in copia colle materie grasse ed oleose. Comunemente unisce 20 o 30 per 100 di resina alla materia grassa; scalda la mescolanza e quando sia liquefatta v'introduce a poco per volta acido solforico concentrato, incalzando il calore fino a che s'incominci a sviluppare acido solforoso. Si continua il fuoco per dodici o diciotto ore, e quando cessò la formazione dell'acido solforoso si cessa di scaldare. La materia raffreddata è bruna e cristallina; sottoposta alla distillazione col mezzo del vapore d'acqua scaldassimo, come si fa per gli acidi grassi, fornisce un prodotto, che dopo di essere stato premuto nel torchio per separarne le parti fluide torna più che mai acconcio a fabbricare candele, torchi, cere, cerini, ecc. Si può imbiancare questo prodotto giovandosi del cloro.

Alcuni anni fa meno grido col nome d'idrogeno liquido una mescolanza di alcoole e di essenza di trementina adoperata in vece dell'olio per le lampade domestiche, come quella che produceasse luce splendida nè desse fumo di sorta. Ora risuscitò con nomi diversi e non meno bizzarri, cioè di oss'geno liquido, di canfina ecc., e suolsi fare o a modo dell'idrogeno liquido ovvero di sola essenza rettificata. L'essenza rettificata per liquido illuminato si prepara nel modo seguente: s'introducono parti eguali di essenza di trementina in un alambicco comune di rame, che si empie a due terzi, ed in cui si mette ancora un centesimo in peso di calce estinta di fresco. Si distilla fino a che rimanga un decimo di acqua nella caldaia; e poichè lo stillato si divise in due zone, si separa la superiore dall'inferiore col mezzo di un sifone fino a levarne l'ultima goccia. Il liquido così decantato è torbido e vuol essere rischiarato, sciogliendo in bottiglia con due o tre fogli di carta bibola per 5 litri del medesimo, continuando finchè sia venuto limpido. Così operando, si hanno da 100 chilogrammi di essenza greggia 90 a 95 chilogrammi di eccellente canfina che dev'essere conservata in bottiglie chiuse accuratamente.

Altri consigliano di sciogliere l'essenza di trementina rettificata nell'alcoole di 90° C. nella dose di 38 parti di essenza e 100 di alcoole; con che non fanno che riprodurre l'idrogeno liquido.

Avvisano, che per questo si deve distillare l'essenza in alambicco con serpentino di rame senza aggiunta di acqua, e poichè non si trova facilmente l'alcoole di 96 gradi insegnano a rettificare quello

sione, che ammonta oltre a 4 milioni, è sufficiente ai bisogni, e gravi inconvenienti nascerebbero dallo estenderla. Il governo fece tutto quello che fae poteva.

Il governo vieto l'accettazione del biglione estero nelle casse pubbliche, e rinnovò gli avvertimenti, per via della stampa, e per mezzo delle amministrazioni locali, a fine di premunire la popolazione. Questi provvedimenti erano i soli che fossero a sua disposizione. Tocca al pubblico a fare buona custodia, ed a ricusare una moneta che non ha corso legale nel paese.

Dopo queste spiegazioni, il Senato adottò il bilancio delle finanze al unanimità dei 30 senatori presenti.

La Camera dei rappresentanti si è separata oggi, conformemente alla risoluzione che aveva preso nella seduta precedente, dopo di avere votato due progetti di legge, ai cui doveva occuparsi prima delle vacanze di Pasqua.

Il primo di questi progetti tendeva a prorogare, fino alla sessione legislativa del 1855-56 il termine, in cui il governo sarà costretto a presentare al Parlamento un progetto di legge, che determini in modo definitivo i provvedimenti, intesi a sorvegliare le fabbriche di zucchero di barbabietole e di glucosi.

La sezione centrale propone che si sopprimesse questa disposizione e si restringesse ad un anno la prolungazione del termine, in cui dovrà presentarsi la legge definitiva. Ma, fin dall'apertura della discussione, il ministro delle finanze, dissipati tutti i timori manifestati dalla commissione, ottenne che il progetto di legge venisse adottato con 70 voti contro 7.

Poi venne all'ordine del giorno il progetto di legge concernente la convenzione per la pesca, conclusa coll'Inghilterra.

I signori Ooy e Coomans mossero opposizione; ma il ministro degli affari esteri ed il sig. Delclaye, dissero, essersi anteriormente concluso colla Gran Bretagna un trattato vantaggiosissimo al Belgio, già approvato all'unanimità dalle due Camere, essere ora così affatto stanzi, che, a proposito di una seconda convenzione, affatto secondaria, sotto i vani pretesti, si voglia far mostra di mutuo talento verso la Gran Bretagna.

Il ministro degli affari esteri prese quest'occasione per ricordare che il ministero, la cui politica commerciale così vivamente censurata dall'opposizione, abbia in quest'anno dovuto entrare in negoziati per conchiudere, o rinnovare quattro grandi trattati di commercio, il cui termine, per tre di loro, spirava quasi simultaneamente. La convenzione fu approvata da 51 voti contro 15.

SPAGNA

Madrid, 31 *marzo*. Scrivono alla *Correspondance*:

La *Gazzetta di Madrid* di ieri pubblica un lungo regolamento risguardante il servizio del nuovo corpo, detto di vigilanza, il quale è, com'è noto, la riorganizzazione del personale e del servigio di protezione e di sicurezza pubblica.

Le ratificazioni del trattato postale tra la Spagna e la Prussia devono essere scambiate domani al ministero degli affari esteri fra il marchese di Miraflores da una parte e il conte Rutzinoki, in nome della Prussia dall'altra.

— Si legge nell'*Epoca*:

Giusta un prospetto, pubblicato dalla *Gazzetta di Madrid* del 30, le spese del tesoro, durante il mese d'aprile, si elevano a 114,588,503 reali, de' quali 40,027,619 reali fanno parte del bilancio del 1851.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Il giornale *A Imprensa* di Lisbona del 24 dice che il conte Bas Antas era gravemente infermo, e che aveva chiesto e ricevuto i santi sacramenti.

INGHILTERRA

Londra, 5 *aprile*. I giornali di Londra si occupano delle più recenti dichiarazioni fatte dal ministero nel seno della Camera dei comuni intorno all'epoca della dissoluzione del parlamento. Esso inferiscono dalle parole del signor Beniamino d'Israeli cancelliere dello scacchiere ed oratore del gabinetto nella Camera elettiva, che le elezioni verranno fatte nel mese di luglio od al più tardi nell'agosto, e che quindi il nuovo parlamento potrà incominciare la sua sessione nel sopravveggente autunno.

Anche la discussione intorno alla mozione del signor Milnes (V. la *Gazzetta* di ieri) fornisce argomento alle osservazioni dei periodici inglesi. Il *Times* fra gli altri si esprime a questo riguardo nel seguente modo. « La ulteriore corrispondenza diplomatica relativa ai rifuggiti stranieri residenti in Londra, presentata alla Camera dei comuni, ha fornito occasione ad una discussione abbastanza lunga, ed ha messo termine in modo soddisfacente alle vertenze insorte a questo proposito fra il governo britannico e le principali potenze del continente. I documenti finora presentati al parlamento terminavano con l'eccellente dispaccio scritto da lord Granville il dì 13 gennaio. Il governo prussiano aveva già prima di quell'epo a ritirate le sue rimostranze mosso da un sentimento di deferenza verso il ministro che aveva recentemente assunte le funzioni di segretario di Stato per gli affari esteri. L'ambasciatore francese dichiarò che le sue domande non si collegavano con quelle delle potenze nord che, e che egli erasi limitato a far semplici rimostranze, senza precisare nulla intorno all'avvenire.

Il gabinetto russo accettò la promessa fatta dal ministero inglese di vegliare sulle macchinazioni dei rifuggiti politici e di adoperare tutti i mezzi legali per impedire che essi abusassero della ospitalità inglese. Nel tempo medesimo però il barone Brunow comunicava a lo d Granville una scrittura molto abile in cui si studiava di dimostrare che le colpe addebitate ai rifuggiti esteri residenti in Londra non erano soltanto del tutto contro le leggi municipali dell'Inghilterra, ma anche contro le leggi delle nazioni, per che spesso si perturbare la tranquillità degli altri Stati.

Alla quale istanze noi replichiamo che le offese contro la legge delle nazioni sono giusti motivi di rimostranze diplomatiche ed anche di guerra, ma che la legge delle nazioni non è applicata da nessun tribunale civile o militare di questa o di altra nazione, e che la legislazione inglese non ha mezzi di applicare giuridicamente le proposizioni più incontrovertibili di Vattel agli stranieri residenti in questo paese, i quali non sono giudicabili se non dalla ordinaria giurisdizione municipale della Inghilterra. La legge delle nazioni determina le relazioni reciproche degli Stati tra essi; la legge municipale determina le relazioni di ogni singolo Stato con quelle persone che abitano il suo territorio. Ora i diritti delle persone che chiedono asilo all'Inghilterra per cagioni politiche, rientrano appunto nella seconda categoria. Egli è perfettamente vero che le potenze straniere hanno il diritto di far rimostranze contro gli abusi commessi a danno della legge delle nazioni, ma è parimenti certo che la legge municipale della Inghilterra solanto, e non quella delle nazioni, può aver facoltà di reprimere le cattive pratiche di coloro che stanno in Inghilterra, siano essi sudditi britannici oppure rifuggiti stranieri. »

— Si legge nel *Sun*:

Stamane (5) si è tenuto consiglio di gabinetto al Foreign-Office. La più parte dei ministri lascieranno Londra nella prossima settimana, non appena la Camera de' comuni si sarà aggiornata dopo le feste di Pasqua.

— Si legge nel *Morning-Post*:

I commissarii per la riduzione del debito nazionale si riunirono ieri, come fanno allo scadere d'ogni trimestre, alla residenza ufficiale del cancellier e dello scacchiere, alla presenza di questo ministro, del governatore e del governatore in secondo della Banca d'Inghilterra.

— Si legge nel *Daily-News*:

I prospetti mensili del commercio e della navigazione sono stati pubblicati ieri (2). La esportazione de' prodotti e oggetti manifatturati d'Inghilterra e d'Irlanda è aumentata. Al mese spirato il 5 marzo, il valore dichiarato di esse esportazioni ammontò a 5,353,552 sterlini, mentre nello stesso periodo corrispondente all'intero anno, il valore non fu che di 4,740,278 sterlini.

— Lo *Standard* assicura che il capitano Hotham è stato nominato inviato britannico presso la corte del Brasile, a fine di agire d'accordo con l'inviato francese nell'assettamento degli affari della Plata.

— Il *Morning-Advertiser* annuncia che la lega de' cereali continua ne suoi preparativi. Il sig. Peto, rappresentante di Norwich, ha promesso che sottoscriverà che ai fondi della lega per 1,000 sterlini. La cifra di esse sottoscrizioni ammontava sinora (giusta il *Globe*) a 69,000 sterlini.

— Si legge nel *Sun*:

La direzione dell'artiglieria ha risoluto di far innalzare una batteria di cannoni nelle vicinanze di Penarthead presso Cardiff.

Un distaccamento del genio reale ha già visitato quella costiera, a fine di compilare una relazione su i luoghi più favorevoli per la costruzione delle difese destinate a proteggere il canale di Bristol. La batteria di Paterfort sarà egualmente cambiata. La spesa ammonterà a 2,000 sterlini. Queste difese supplimentari che stanno per essere cost-tutte, costeranno in tutto 5,000 sterlini.

— I fondi inglesi continuavano a mantenersi fermi, senza variazioni. Consolidati a contanti e per conto 98 5/8 3/4.

DANIMARCA

Scrivono da Kiel alla *Gazzetta di Colonia*: La notizia riportata dal *Journal des Débats*, che le cinque grandi potenze europee terranno un congresso a Londra nella Svezia per regolare definitivamente la questione della successione al trono di Danimarca, è qui riguardata come almeno prematura. È però vero che il governo danese desidera che quella conferenza si tenga, e che la Danimarca avendo, per mezzo del sig. Orla-Lehmann, acquistato un novello appoggio presso l'attuale cancelliere dello scacchiere del gabinetto inglese, è possibile che il suo desiderio si adempisca.

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Lombardo-Veneto*. Si legge nella *Gazzetta di Milano* del 6 aprile:

Per dispaccio telegrafico giunto questa mane da Vienna si ebbe l'infausta notizia della morte di sua altezza il principe Felice di Schwarzenberg, ministro degli affari esteri e presidente del consiglio dei ministri, avvenuta ieri sera in seguito ad un attacco di apoplessia.

Roma. È tornato in Roma da Civitavecchia De la Tour d'Auvergne, segretario della legazione francese.

Svizzera. *Berna*, 6 *aprile*. Il consiglio esecutivo, nella seduta del 5, ha risoluto che le assemblee elettorali saranno convocate pel 18 di questo mese, a fine di dichiararsi pel *sì*, o pel *no* sulla questione della revoca.

Francia. *Parigi*, 5 *aprile*. Ieri alle nove di sera i membri della corte di cassazione e della corte dei conti, i primi presidenti e i procuratori generali delle corti d'appello si recarono al palazzo dell'Eliseo per prestare fra le mani del presidente della repubblica il giuramento prescritto dalla costituzione.

Il principe era circondato da' suoi ministri, e così disse dopo breve discorso del guardasigilli:

« Signori magistrati,

« Benchè io riceva il vostro giuramento con piacere, l'obbligo di prestarlo per tutti i corpi costituiti mi sembra meno necessario da parte di quelli la cui nobile missione è di far dominare e rispettare il diritto.

« Quanto più l'autorità posa sopra una base incontestabile, tanto più dev essere naturalmente da voi difesa.

« Dal giorno in cui il dogma della sovranità del popolo subentrò al principio del diritto divino, si può dire che nessun governo fu così legittimo come il mio.

« Nel 1804, quattro milioni di suffragi, proclamando l'eredità del potere nella mia famiglia, mi designarono quale erede dell' impero.

« Nel 1848 pressochè sei milioni mi chiamarono alla testa della repubblica.

« Nel 1851 quasi otto milioni mi vi mantennero.

« Epperciò nel prestarmi giuramento, non già semplicemente ad un uomo voi giurate di esser fedeli, ma ad un principio, ad una causa, alla volontà nazionale istessa. »

— Il *Moniteur* pubblica il ragguaglio della cerimonia fattasi alle Tuilerie per la consegna della berretta cardinalizia all'arcivescovo di Bordeaux. Ad un eloquente discorso, che riporteremo nel numero di domani, di questo prelato, così rispose il principe presidente:

« L'Eminenza Vostra non potrebbe dubitare di tutto il pregio che io annetto a questa prerogativa particolare della mia posizione, che permette a me laico di porre sulla testa d'uno dei principi della Chiesa le insegne del grado eccelso che egli sta per occupare.

« Questa cerimonia non è una vana formalità: è l'emblema dell'unione che deve esistere fra il potere spirituale ed il potere temporale, la cui concordia e perfetta armonia si potentemente concorrono alla felicità e alla pace del mondo.

« Io sono bettissimo di poter coronare con una sì splendida dignità una carriera sì onoratamente percorsa, e sento una viva gratitudine del modo benevolo con cui l'Eminenza Vostra apprezza i miei sforzi per la prosperità della Francia e pel trionfo della religione. »

— Un progetto di legge, adottato dal consiglio di Stato, ed ora sottoposto alle deliberazioni del Corpo legislativo, porta che saranno ritirate dalla circolazione le monete di rame per fonderne altre di bronzo da 1, da 2, da 5 e da 10 centesimi.

La nuova moneta porterà, da un lato l'effigie del principe presidente della repubblica colla leggenda: *Luigi Napoleone Bonaparte*, e dall'altro l'indicazione del valore della moneta istessa e dell'anno della coniazione.

Una somma di 7,560,000 fr. è destinata a tutte le spese necessarie pel ritramento e la rifusione delle monete di rame ora in circolazione, e per la coniazione ed emissione della nuova moneta di bronzo.

Paesi-Bassi. La seconda Camera degli Stati-generali, nella tornata del 2 aprile, ha terminato i suoi lavori, e si è aggiornata fino al 4 maggio p.

Nella stessa seduta, la Camera, alla maggioranza di 65 voti contro 7, ha adottato il progetto di estinzione di 3,200,000 fiorini di debito.

In questa occasione, il ministro dichiarò al sig. Van Hall, che, per quest'estinzione, non si farebbe l'acquisto di titoli del debito pubblico 4 p. c., perchè è da preferirsi, che il capitale non si diminuisca, a fine di potere più tardi effettuarne l'estinzione.

Alemagna. *Francoforte*, 1° *aprile*. Cominciando dal giorno d'oggi, *la flotta tedesca* (venne così chiamata, negli anni 1848 e 1849, un superfetto abbozzo di marina militare) cessa di esistere. La risoluzione è presa, e domani si comincierà a porla in esecuzione.

— *Del 2*. L'ammiraglio Brommy ha ricevuto l'ordine di rimettere le due navi *Gefion* e *Barbarossa* al commodoro prussiano Schroeder, e di congedare tutti gli ufficiali e uomini di equipaggio, che desiderassero lasciare il servizio federale per entrare nella marina prussiana.

— *Vienna*, 4 *aprile*. Legges nella *Gazzetta d'Augusta* il seguente dispaccio telegrafico:

« Il supposto protocollo finale delle conferenze doganali, pubblicato nei fogli di Berlino, e dai medesimi riprodotto anche dalla *Gazzetta universale*, è una pura invenzione. Le conferenze durano tuttavia. »

— *Berlino*. La commissione della seconda Camera di Prussia si è radunata il 1° aprile per deliberare sull'emendamento Kopp, riguardo alla nuova composizione della prima Camera. Il governo era rappresentato, nel seno della commissione, dal sig. di Manteuffel. Parecchi oratori presero successivamente la parola. L'articolo 2 della proposta concernente le categorie fra le quali dovranno scegliersi i pari fu rigettato. Fu anche respinto l'art. 4, il quale statuiva che i membri della prima Camera sarebbero nominati dal re.

— *Monaco*, 5 *aprile*. La Camera dei senatori, nella seduta d'oggi, ha approvato la legge di finanza, votata ieri da quella dei deputati. Le due Camere si sono aggiornate fin dopo Pasqua.

Danimarca. Abbiamo già annunciato l'amnistia concessa dal re di Danimarca; amnistia, dalla quale soltanto un piccol numero trovansi esclusi. Il *Börsenhalle* ci reca oggi il testo delle quattro RR. Patenti pubblicate in quest'occasione, il 29 marzo. Econe il riassunto:

Col primo di questi decreti, tutti i funzionari civili, conservando per ciascuno i loro impieghi, dovranno, se vogliono mantenervisi, farne la domanda al ministero prima del primo maggio prossimo. Il ministro li confermerà in seguito o li dichiarerà decaduti.

Il secondo decreto riguarda tutti i militari di terra e di mare che, durante il periodo rivoluzionario, hanno combattuto contro le RR. truppe: amnistia piena ed intiera è accordata dal re a tutti i sott'ufficiali, e soldati compresi in questa categoria, non meno che agli ufficiali, che furono nominati, ed entrarono al servizio dei due ducati dopo gli avvenimenti del 24 marzo 1848. I soli ufficiali che servivano nell'armata reale prima del 1848, e che si rivolsero poi contro la medesima col prendere parte alla rivoluzione, sono esclusi dal beneficio dell'amnistia, e condannati al bando.

Il terzo decreto accorda parimenti amnistia a 18 persone che si trovano bandite dallo Schleswig in virtù della r. patente del 10 maggio 1851. Il numero degli impiegati civili ed ecclesiastici, che quel decreto condannava all'esilio era di 55, ora è diminuito a 15.

Il quarto decreto infligge la pena dell'esilio contro la maggior parte di coloro che furono i provocatori della rivoluzione.

In capo a questa lista si leggono i nomi del conte Rasventlow-Preetz presidente del governo provvisorio, dei sigg. Beseler, Olshausen, membri dello stesso governo provvisorio e di 12 altri principali personaggi, espatriati sul fine della guerra, e che ora vivono all'estero. Sono pure esclusi dal beneficio dell'amnistia, il duca Cristiano Carlo Federigo Augusto di Augustemburgo e tutta la sua famiglia, il principe Federigo Emilio Augusto, colla sua famiglia.

Il decreto ordina, a riguardo di tutti i condannati all'esilio, che, qualora tentassero di penetrare nei due ducati, siano arrestati e messi a disposizione del ministro della guerra a Copenaghen.

Grecia. Si conferma che l'autore delle lettere anonime indirizzate al re, e che presagivano la prossima caduta della costituzione, è stato arrestato e condotto da Sira ad Atene.

Turchia. *Costantinopoli*, 27 *marzo*. Fuad-Effendi ha indugiato di alcuni giorni la sua partenza per l'Egitto; egli partirà sul fine di questa settimana. Questo ritardo pare che confermi essersi nella via di conciliazione, cui deve avere molto contribuito sir Strafford Canning, il quale ebbe, il 22 marzo, dal sultano un' udienza, cui assisteva Ali bascià.

Si crede che il sultano non siasi mostrato contrario alla proposta, che dicesi fatta dal ministro britannico, di lasciare il diritto di vita e di morte al viceré per tre anni, e da esercitarsi in nome della Sublime Porta.

— Nel porto di Costantinopoli trovasi ancorata la nave da guerra francese *Pandora*; è la nave ammiraglia dell'ammiraglio francese Romain-Desfossés.

R. Licenza governativa.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE

STRADA DA TORINO AD ARQUATA.

Prospetto sommario del Movimento, e dei conseguenti Prodotti nel mese di marzo 1852.

	Movimento	Prodotti	
Servizio dei Viaggiatori			
Viaggiatori di I. Classe N.	4564	L.	9093 80
ordinarii. di II. Classe »	9865	»	51527 55
di III. Classe »	72750	»	81948 25
Militari con di II. Classe »	83	»	160 95
foglio di via, di III. Classe »	1482	»	904 60
Totale N.	85222	L.	124295 15
Bagagli trasportati . Chil.	471459	»	5435 30
Somma		L.	129730 45 129730 45
Servizio di trasporto di merci a grande velocità.			
Merci ed oggetti di messag-			
geria . . . Chil.	258537	L.	6579 83
Oggetti di Finanze del valore di L. 1972997. 99, e del peso di Chilogrammi . . .	2814	»	499 65
Totale Chilog.	341351	»	7079 48
Somma L.			8800 65 6800 65
Servizio di trasporto merci a piccola velocità.			
Merci varie . Chilog.	3526759	L.	57350 48
Bestiame grosso e minuto, (Buoi e vacche . . N. 10 vitelli N. 28,) capi . N.	46	»	462 65
Somma L.			57813 10 57813 10
Prodotti diversi.			
Canone a carico delle R. Poste pel trasporto del corriere e de' dispacci postali .		L.	1550 »
Vetture Cellulari N. 26 trasportate per conto dell'Azienda dell'interno.		»	480 60
Prodotti di Orarii venduti .		»	20
Diritti presa, e consegna a domicilio .		»	186 24
Diritti per assicurazione di bagagli .		»	1 35
Diritti d'assicurazione di merci .		»	6 30
Diritti di sosta su merci e bagagli .		»	198 45
Somma L.			2142 94 2142 94
Prodotto complessivo L.			198487 12

Confronto cogli anni precedenti

Prodotto conseguito dal 1 gennaio al tutto marzo . . .	1852 L.	301462 75	L. 450557 »
Prodotto conseguito nel eguale periodo del 1852 . . .	»	541620 65	» 541620 65
Differenza in più nel 1852		240157 90	L. 91063 65

www.internetculturale.it

Presso G. B. PARAVIA in Torino
si è pubblicato :

APPUNTI
DI FILOSOFIA MORALE

Fascicolo 1.° — Prezzo L. 1. 75

La Società di mutuo soccorso degli Operai ed Agricoltori di Carignano, in adunanza del 4 aprile, ha stabilito che la sua Festa d'Inaugurazione avrà luogo il 23 maggio prossimo.

AVIS MÉDICAL

Le docteur SAMUEL LA'MERT, membre de l'Université d'Edimbourg, membre honoraire de la Société Médicale de Londres, etc. etc., auteur de la *Préservation personnelle*, et de la *Science de la vie*, a l'honneur d'informer les personnes qui désirent le consulter sur les différents désordres des organes de la génération résultant d'excès ou d'habitudes secrètes contractées dans la jeunesse, de la syphilis, de la gonorrhée, d'écoulements, des rétrécissements, et sur les cas de débilité nerveuse, de faiblesse locale et générale, précurseurs de la stérilité, de l'impuissance, de l'anéantissement des plaisirs de la vie et du but spécial du mariage, que chaque jour il reçoit à sa résidence,

37, BEDFORD SQUARE, A LONDRES :

Les heures fixées sont de 11 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. Prix de la consultation 25 francs, soit personnelle, soit par correspondance. — Le secret est inviolable et les lettres rendues sur réclamations. — Les médicaments nécessaires sont expédiés avec sécurité, dans toutes les parties du monde.

Toutes les lettres adressées au docteur LA'MERT devront être AFFRANCHIES, et contenir, pour obtenir un Avis ou une Consultation L. 4 (une livre sterling), ou un bon de VINGTCINQ FRANCS, payable à Paris ou à Londres, chez un Banquier, ou à la Poste aux Lettres de PARIS. Sans cette formalité, les Lettres, quoiqu'affranchies, resteront sans réponse.

La PRÉSERVATION PERSONNELLE est illustrée de quarante figures coloriées, sur l'anatomie, la physiologie et les maladies des organes de la génération : prix, sous enveloppe, 5 francs, franco 5 fr. 50 c.

LA SCIENCE DE LA VIE, secret pour vivre longtemps, avec portrait et planches, prix 4 fr., franco 4 fr. 50 c.

Tous les exemplaires non revêtus de la signature de l'auteur, doivent être considérés comme contrefaçons, et le public est prié de ne leur accorder aucune confiance.

En vente : à Turin chez Gianni et Fiore, libraires ; à Florence chez L. Molini, libraire, l'édition italienne de la *Préservation personnelle* qui se vend également à 5 francs.

GIOVANNI GILARDINI

Notifica a tutte le Regie Amministrazioni di fanteria non che alla Guardia Nazionale, che esso tiene un grande assortimento di pelli da tamburo per batteria ed altre da timpano, forniture per tamburo, casse *roulant* e cetube da musica, moderne e montate con viti, il tutto a modicissimi prezzi.

S'incarica pure di ridurre al nuovo modello le casse *roulant* e cetube antiche; più altri oggetti relativi alla Guardia Nazionale. — Il suo negozio è situato in via del Palazzo della Città, casa propria, num. 3.

Presso **GIUSEPPE VERGNANO**
Negoziante, Dora Grossa, vicino a piazza Castello, Torino.
Trovasi la solita SEMENZA di Bachi da seta 1.ª qualità, del Monte Brianza.

AVVISO

Il negozio JANETTI, accanto al Caffè Fiorio, ha testè ricevuto varii oggetti di profumeria della Fonderia di S. M. Novella di Firenze.

PER LA PROSSIMA ESTATE

I FRATELLI PIEROTTI

Annunziano, che nel loro magazzino trovasi un grande assortimento di **Cappelli di paglia** d'ogni qualità e colore, si da uomo che da donna, sulla vera forma di Parigi, a prezzi di fabbrica tanto all'ingrosso quanto al dettaglio.

Via Nuova, casa Vitale, già Gonella

FORNO GIOVANNI, sarto, ha trasferito il suo magazzino e laboratorio dalla contrada Bogino, n. 4, a quella dei Conciatori, n. 30, casa del signor marchese Doria di Ciriè, in fondo della corte, scala sinistra p.° 2.°

Si cerca di comprare

CASA in Torino, il cui prezzo sia inferiore alle L. 40,000.
PICCOLA VIGNA sulla collina, o PICCOLO STABILE in pianura, che non si trovi a maggior lontananza di due miglia circa dalla capitale, ed il di cui valore non ecceda le L. 5,000.
Dirigersi personalmente dalle ore 8 alle 12 antimerid., oppure per lettera alla signora Margherita Muffone, in Torino, via Nuova, n. 10, piano 1.°

DA VENDERE

unitamente o separatamente

Due VIGNE sui colli di questa città, composte l'una di fabbricati civile e rustico, con cappella, scuderia e rimessa; l'altra di civile, coi beni dipendenti e situati sulle fini di Torino, Cavoretto e Moncalieri, di ett. 72, 14, 66 (giorn. 45) circa, distante 2 miglia dalla capitale, sullo stradale che tende a Moncalieri, con strada particolare carrozzabile. — Dirigersi dal notaio Turvano, via di S. Teresa, n. 10, piano terzo.

DA AFFITTARE

APPARTAMENTO di 10 membri tappezzato e plafonato a nuovo, ammobigliato con lusso, con tappeti nuovi inglesi, mobili nuovi di mogano, con vista in via di Po e prospetto di piazza Vittorio.
Visibile da mezzogiorno alle 2.

Torino — Tipografia G. Favale e C.ª

ANNUARIO ITALIANO
STORICO-STATISTICO
pel 1852

compilato da **GUGLIELMO STEFANI**

ANNO I.

Un vol. in-16 di pag. 568 e xvi di prefazione, con tre quadri
Prezzo L. 4, 50.

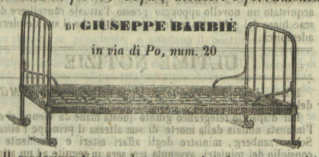
Si spedisce nelle Provincie franco di spesa, dietro mandato postale di L. 4 50 alla Tipografia Favale Editrice.

FABBRICA E NEGOZIO

di Letti in ferro, Sofà, utensili e ferramenta

di **GIUSEPPE BARBIÈ**

in via di Po, num. 20



Il medesimo tiene nel suo negozio, oltre a parecchi articoli di chincaglieria e ferramenta, un assortimento variato di letti, sofà in ferro di ogni grandezza, e di varie forme eleganti e di diversi prezzi, montati o non;

LETTI pieghevoli e solidi, adatti per collegi, pensioni e persone di servizio, al prezzo di L. 30, 40 e 50 caduno, secondo le misure; ogni lavoro è garantito, e s'incarica della spedizione.

L'UNIVERSO DI SAVONA
NUOVO STABILIMENTO PER LOCANDA E BAGNI

condotto da **ANTONIO GELLI e C.ª**

Appositamente costrutto in una delle più belle e comode posizioni di Savona, sulla piazza del Mercato, di fianco al nuovo Teatro Chiabrera, sullo stradale di Torino e di Nizza, presso le poste dei cavalli e delle lettere, venne nuovamente aperto al pubblico da una nuova Società dopo essere stato provvisto di elegante mobiglia e fornito di tutti i comodi possibili, buona cucina, pronto servizio e modicità nei prezzi, da sperarne soddisfacimento presso i signori viaggiatori.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

INCANTO VOLONTARIO

Di una Cascina, nei territorii di Settimo Torinese e Volpiano di ettari 43, 78 circa (giorn. 114, 92), con fabbricati civili e rustici, denominata la Mangarda, sita in territorio di Settimo Torinese e Volpiano, propria delli signori coniugi e figli Vella, estimata L. 103,895, 95, ed esposto in vendita per L. 93,500.

Gli incanti preparatorii si terranno nanti l'alto pretorio di Torino, alle ore 9 di mattina, delli giorni 15, 22 e 29 maggio 1852, ed in detto giorno 29 maggio, avrà luogo nello studio del notaio Signoretti, alle ore 10 mattina, l'incanto definitivo ed il deliberamento.

Le carte e condizioni della vendita sono visibili nello studio del detto notaio Signoretti contrada Stampatori, porta 14 piano 3.

DA VENDERE

in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi :
In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO mobigliato di 6 membri al 3.° p.°, nella corte dell'albergo della Dogana Vecchia. — Recapito ivi.

NOTA

Si è stabilita in Torino una società commerciale in accomandita, sotto la ditta Giuseppe Musso e Compagnia, che ha per iscopo la commissione, spedizione ed agenzia di case commerciali

Il socio autorizzato a reggere, amministrare e firmare in nome della società, è Giuseppe Musso, residente in Torino, via Carlo Alberto n. 3.

L'ammontare dei fondi che costituiscono le basi di detta società già dati in accomandita, è di L. 15,000.

La società è cominciata col 1.° di aprile corrente, ed avrà termine in forza del contratto stabilito tra i socii, il 31 di marzo 1858.

Lo stabilimento di negozio di detta società è posto in via Carlo Alberto, n. 7.

Torino, il 5 aprile 1852.

Giuseppe Musso e C.

FALLIMENTO

di Rocco Vincenzo, commerciante di grascie in Torino, cantone delle Maddalene, casa Guglielminetti.

L'eccellentissimo Magistrato del Consolato con sentenza d'oggi ha dichiarato il fallimento di detto commerciante Vincenzo Rocco; ha ordinato l'apposizione dei sigilli; ha nominato sindaci provvisorii i signori Michele Gerleri ed Antonio Girardi, residenti in Torino, ed ha fissato la prima adunanza dei creditori avanti l'ill.mo signor giudice commissario, cav. Viarana, il 16 del corrente mese, ed alle ore 2 pomeridiane, in una sala dello stesso Magistrato.

Torino, il 6 aprile 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Con privata scrittura 2 marzo 1852, Genda Gioanni Angelo per cagione di età e di precaria salute ha rimesso dal 1.° gennaio ultimo scorso il suo negozio da lattaio, situato in questa città, via S. Maurizio, casa Lombardi, n. 10, al sig. Giuseppe Callarotti, già associato in detto negozio.

NOTA

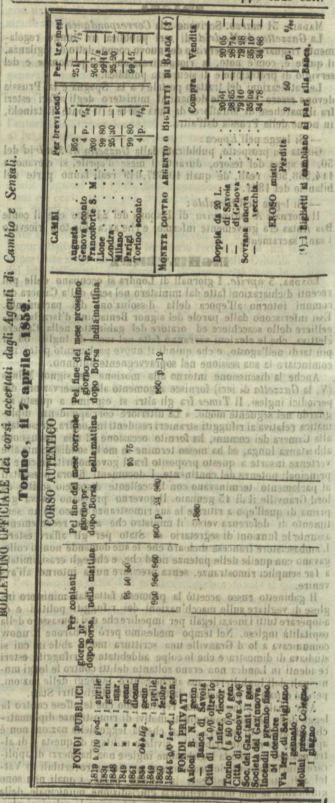
Il cospicuo corpo di cascina denominata la Novarea, proprio delli signori conte Cesare e Remigio, padre e figlio Bianchis di Pomarè, composto di grandiosi fabbricati civili e rustici, alteni, campi, prati e boschi, del quantitativo di ettari 26, 66, 64, pari a giornate 70 circa, situato sul territorio di Pinerolo, a dieci minuti di distanza dalla città, in una delle più amene posizioni, con sentenza del tribunale di prima cognizione della stessa città, in data 1.° corrente, venne deliberato al signor Tommaso Ceresole, per il prezzo offerto di L. 407m.

Per l'aumento del sesto i fatali scadono con tutto il 16 corrente mese, e per le occorrenti nozioni far capo dal sottoscritto.

Pinerolo, il 2 aprile 1852.

Davico Giuseppe caus coll.

BOLLETTINO UFFICIALE *dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.*
Torino, il 2 aprile 1852.



CORSO NORMALE

SETA	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
GREGGIE	10–11		
	11–12		
	12–14		
	14–16		
	16–20		50
ORGANZINI	20–21 75	50	
	21–22 74	50	
	22–23 73	50	
	23–24 73		
	24–25 72	50	
	25–26 72	75 70	
	26–27 71	50	
	27–28 71		
	28–30 70	50 70	
	30–32		
	32–36		
	36–40		
TRAME	22–24		
	24–26		
	26–28		
	28–30	68	
	30–32		
	32–36		
	36–40		

Borsa di Parigi del 5 aprile.

Il 4 1/2 0/0 aperto a 101, 70, chiude a 101, 60.
Il 3 0/0 aperto a 72, 25, chiude a 72.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96.
Le azioni della Banca di Francia a 2720.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO

N 86 — VENERDÌ 9 APRILE — 1852

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Cibrilli; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	Mesi 6	Mesi 3
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	26	13
Per l'Estero	» 80	56	14 »

Inserzioni volontarie, 30 cent., Obbligate 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., nell'udienza del 7 marzo p. p., ha dispensato da ulterior servizio l'ingegnere Francesco Pautola, ispettore delle contribuzioni dirette, ammettendolo in pari tempo a far valere i suoi diritti alla pensione di ripiego;

E con Reali Decreti del 25 e 30 marzo suddetto, le relativi ordini Ministeriali del 26 e 31 stesso mese, ebbero luogo le seguenti nomine e destinazioni nell'Amministrazione delle contribuzioni medesime:

Heritier Claudio, scrivano d'intendenza, nominato verificatore, e destinato nel distretto di Venne;

Buglioni di Monale cav. Ilario, scrivano d'intendenza, nominato verificatore, e destinato presso la direzione d'Alessandria;

Pesanti Luigi, già scrivano nel Ministero dell'Istruzione Pubblica, nominato verificatore, e destinato presso la direzione di Vercelli;

Denina Gaspare, scrivano d'intendenza, nominato verificatore, e destinato presso la direzione d'Ivrea;

Mossa cav. Antonio, sottotenente in aspettativa e scrivano straordinario nell'ispezione generale del Erario, nominato verificatore, e destinato presso la direzione di Nizza;

Duprè Giovanni Antonio, scrivano nella direzione di Novara, nominato verificatore, e destinato presso la direzione medesima;

Dusonchet Francesco, scrivano nella direzione di Ciamberì, nominato verificatore, e dest nato presso la stessa direzione;

Sciprandi Francesco, scrivano d'intendenza, nominato scrivano di direzione, e destinato a Torino;

Brunelli nobile Francesco, sottotenente in aspettativa, nominato scrivano, e destinato presso la direzione di Novara.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 8 aprile.*

La Camera dei Deputati continuò nella seduta d'oggi la discussione generale del Trattato di commercio e di navigazione colla Francia.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 1 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuni dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Prima inserzione.

Numero d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
unico	Comunità di Borgone	138,128	8bre 1848	1050 »	7 7bre 1848	Susa

Torino, il 6 aprile 1852.

L'Ispettore Generale F. Caccia.

CAMERA D'AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Pel decesso recentemente avvenuto di uno degli Agenti di cambio e Sensali della Borsa di questa città, nel provvisorio stato in cui si è tuttora di applicazione della legge del 27 novembre 1847, secondo le prescrizioni della medesima e le susseguite ministeriali spiegazioni, si debbe senza ritardo addivenire nelle forme prescritte alla proposta per la nomina di un Mediatore di commercio che eserciti, non più cumulativamente le funzioni di Agente di cambio e di Sensale, ma solo e semplicemente quelle di Agente di cambio.

Quindi premurosa di compiere all'ufficio ad essa spettante,

La Camera notifica:

Che le domande degli aspiranti al posto di Agente di cambio per cui si ha da fare al Ministero la proposizione del candidato, saranno ricevute nella segreteria di essa Camera dal giorno di domani 24 del corrente sino a tutto il 22 di aprile prossimo perentoriamente dalle ore 9 del mattino alle 4 pomeridiane, nei giorni non festivi, e dalle 9 al mezzodì ne' giorni di festa.

Che l'aspirante su cui cadrà la scelta della Camera dovrà presentare i documenti giustificativi dei requisiti prescritti dagli articoli 5 e 4 del regolamento annesso alla Legge suddetta, dei quali documenti si debbe poi accompagnare la risultante proposta.

La presente notificazione rimarrà affissa per tutto il termine come avanti stabilito pel concorso nella segreteria della Camera, nella sala della Borsa, e sarà inserita nel Giornale ufficiale.

Torino, il 25 marzo 1852.

Per la R. Camera

Avv. G. Ferrero *segretario.*

DIREZIONE DEL TELEGRAFO ELETTRICO.

Servizio ad uso del Commercio e dei Privati.

Avviso.

Si previene il pubblico che a datare dal giorno di lunedì 12 del corrente mese, si intraprenderà il servizio ad uso dei privati, in conformità al Decreto Reale del 7 marzo scorso e relativo Regolamento, tra le stazioni di Torino e Genova.

Torino, 8 aprile 1852.

Il Direttore del Telegrafo

G. Bonelli.

LOMBARDO-VENETO

Venezia, *6 aprile.* Leggesi in quella *Gazzetta*:

Nell'arsenale di Venezia progrediscono i lavori di costruzione di due nuove fregate: nell'isola di S. Giorgio si lavora seriamente a quelle fortificazioni. Vi si innalza un forte che dominerà i canali di Malamocco e del Lido, non che la riva degli Schiavoni e la piazza di S. Marco.

Il tronco di strada ferrata da Verona a Peschiera e da Peschiera a Brescia, sarà ultimato prima dell'autunno. In quei due intervalli la ferrovia sarà pure dominata ed assicurata da nuove opere di fortificazione, conformi col sistema delle fortezze.

DUE SICILIE

Avviati pubblichiamo il seguente Reale Decreto:

Real Decreto del 12 febbraio 1852 portante la conferma dell'ampliazione del porto-franco di Messina, e il Regolamento per il quale sono stabiliti e limiti e le condizioni dell'esercizio delle franca consumazione de' generi in Messina e nei quattro borghi di Zaera, Porta di legni, Boccetta e S. Leone, non che l'esercizio del libero cabotaggio di Messina stessa con tutti i punti dell'una e dell'altra parte dei reali dominii.

Volendo confermare alla nostra amatissima città di Messina i benefizi dell'ampliazione del porto-franco conciliandoli con gl'interessi dell'industria e del commercio dell'una e dell'altra parte dei reali dominii;

Veduti i lavori sul proposito fatti così nel ministero di Stato presso il nostro luogotenente generale, come nel ministero di Stato per gli affari di Sicilia presso la nostra real persona, ed in quello delle finanze;

Vedute le suppliche a noi rassegnate da' proprietari delle fabbriche messinesi;

Sulla proposizione dei nostri ministri segretari di Stato per gli affari di Sicilia e delle finanze;

Udito il nostro consiglio ordinario di Stato;

Abbiamo risoluto di decretare e decretiamo quanto segue:

Art. 1. L'annesso regolamento per lo quale sono stabiliti i limiti, e le condizioni dell'esercizio della franca consumazione dei generi esteri in Messina e nei quattro borghi di Zaera, Porta di legni, Boccetta e S. Leone, e quello del libero cabotaggio di Messina stessa con tutti i punti dell'una e dell'altra parte dei nostri reali dominii, rimane approvato.

Art. 2. I nostri ministri segretarii di Stato per gli affari di Sicilia e delle finanze, ciascuno per la parte che lo riguarda, ed il tenente generale principe di Satriano, duca di Taormina, comandante in capo il primo corpo di esercito, funzionante da nostro luogotenente generale nei reali dominii al di là del Faro, sono incaricati della esecuzione del presente decreto.

Firm. FERDINANDO.

(*Seguono le firme dei ministri*)

Ad oggetto di regolare con sicure norme il servizio della dogana e porto-franco di Messina, e prevenire le frodi in danno delle reali finanze, del commercio, e della industria manifatturiera dell'una e l'altra parte dei reali dominii verrà osservato il presente

REGOLAMENTO

§ 1. — *Generi esteri.*

Art. 1. Ampliato il porto-franco della città di Messina a' quattro borghi Zaera, Porta di legni, Boccetta e S. Leone, la entrata e la uscita delle mercanzie per via di terra si farà esclusivamente per le porte della Zaera e di S. Leone.

Un ufficio doganale sarà di conseguenza stabilito in ciascuna delle dette due porte. Gl'impiegati esegu ranno ivi le corrispondenti verificazioni, e le sped zioni via di terra pei generi a minuto, il cui dazio non ecceda i ducati quattro.

Altri due uffici per controllo saranno stabiliti l'uno in Scaletta e l'altro in Dvieto, in ognuno dei quali risiederanno altri impiegati per praticare le operazioni di verifica delle carte doganali, de' bolli e tutt'altro che impedisca l'uscita della seconda linea dei generi qualunque, i quali non sieno stati con le debite formalità doganali spediti.

La linea che un sce i due uffici delle porte, o sia il circuito murato del porto-franco, si chiamerà prima linea di Messina, quella che unisce i due enunc ati uffici di controlle, si chiamerà seconda linea di Messina.

Nello spazio c s'a nella zona fra la prima e la seconda linea vi sarà sorveglianza perenne e severissima, stabilendosi, se occorre, delle ambulanze secondo le istruzioni che saranno date dal luogotenente generale.

Art. 2. Provvisor amente e fino a che non sarà formato il muro di cinta che comprende i sobborghi nel porto-franco, l'attuale muro bastionato di città fin dove ora si estende il porto-franco sarà chiuso da nuove fabbriche di muro in quei punti che trovansi aperti; salve le precauzioni di vigilanza, che saranno credute opportune, per impedirsi le comunicazioni dal franco al soggetto, specialmente in quei siti, ne' quali non potrà aver luogo la chiusura anzidetta a muro.

Art. 3. Le operazioni di disbarco de' generi per immissione in porto-franco, quelle d'imbarco per le spedizioni via di mare al consumo delle varie parti del regno, e le altre in cabotaggio, dovranno farsi alla marina in tre luoghi separati e distinti da limiti materiali, la cui designazione definiti va rimane riserbata al luogotenente generale.

Art. 4. Attaccato alla dogana collaterale di Sicilia, e dipendente dalla medesima si stabilirà un altro ufficio detto di minuto, ove dagl'impiegati che vi saranno addetti, si faranno le spedizioni per la Sicilia sia per mare che per terra, de' generi il di cui dazio non ecceda i ducati quattro; rimanendo però soggette la spedizioni che si fanno via di mare, qualunque ne sieno le quantità alla formalità del bollo di collaggio per quei che ne sono suscettivi, da apporsi nella dogana suddetta.

Art. 5. Fatta una manifestazione de' generi per porto-franco ai termini dell'art. 254 della legge del 19 giugno 1826, avranno luogo le formalità volute da' regolamenti per la immissione nel porto-franco ora ampliato, giusta le sovrane prescrizioni, si eseguirà la verifica dei generi, non che la liquidazione del diritto di stallaggio, e sarà consegnata dall'ispettore al controloro attivo la cartella per lo trasporto dei generi nel magazzino o magazzini che saranno indicati dai negozianti.

Rimarrà a cura del controloro di segnare nella cartella la strada ed il luogo preciso ove esiste il magazzino in cui va a riporsi la mercanzia, ed il numero dello stesso; e nel caso le mercanzie dipendenti da una dichiarazione saranno riposte in due o più magazzini, dovrà nella cartella essere segnata la quantità e la specie delle mercanzie, che in ciascun magazzino saranno riposte, indicandosi con precisione la strada, il luogo ed il numero, in cui il magazzino è situato.

Art. 6. Dei generi che saranno immessi in porto-franco si aprirà in favore dei negozianti, nelle scritture del porto-franco medesimo, rubrica di credito distinta per ogni magazzino, rilevando con distinzione la quantità e la specie delle mercanzie, che in ciascun magazzino saranno riposte.

In conseguenza la scrittura del porto-franco dovrà presentare il credito di ciascun negoziante pei generi da costui immessi in porto-franco, magazzino per magazzino, di modo che ogni proprietario avrà tanti conti di carico e discarico distinti e separati, quanti saranno i magazzini, nei quali le sue mercanzie saranno riposte.

Art. 7. A tale oggetto sulla porta d'ingresso di ciascun dei magazz ni, ove stanno in deposito i generi esteri immessi in porto franco, non esclusi quelli dei quali si parlerà nell'art. 20, saranno a cura dei negozianti rispettivi apposte delle iscrizioni indicanti — *Magazzino del porto-franco.*

Questi magazz ni dovranno essere distanti dal muro di cinta del porto-franco non meno di cinquanta palmi, e fino a che tal muro non sarà costruito, tal distanza dovrà serbarsi dall'attuale muro bastionato di città, fin dove ora si estende il porto-franco.

Per la parte di mare non potranno esistere magazzini aventi porte sul a marina, la di cui facciata formerà il limite materiale dei medesimi, rimanendo però esentinati da questa disposizione i soli magazzini inservienti per lo legname, e per le tavole che potranno anche esistere con porte sulla marina stessa.

Art. 8. Tutti i generi che nel momento della immissione nel porto-franco, o dopo che la stessa sia eseguita, si dichiarano volersi destinare pel consumo della città, saranno esenti da' dazi regi d'immessione, salvo le eccezioni delle quali si parlerà nell'articolo 40.

Art. 9. I generi esteri che si vogliono destinare al consumo di Messina in franchigia di dazio devono essere dipendenti da quelli manifestati e dichiarati per porto-franco, i quali han subito tutte le formalità di legge.

Art. 10. Per avere effetto la destinazione di cui è parola nel precedente articolo, sarà d'uopo la dichiarazione in dettaglio dei generi, e la regolare verifica di essi secondo i regolamenti.

Il risultamento di tale verifica formerà discarico del credito che ogni negoziante ha nella scrittura del porto-franco, ai termini dell'articolo 6.

Fatta la verifica si rilascerà ai negozianti la bolletta indicante la franchigia del dazio, in seguito di che essi cureranno che i generi anzidetti fossero immantinenti trasportati in altri magazzini, purchè non fossero di quei che sono indicati nella scrittura del porto-franco, come contenenti mercanzie immesse in porto-franco.

Art. 11. Per passare i generi immessi in porto-franco da uno in altro magazzino anche dello stesso negoziante, sia per gire, per mute ed altro oggetto, dovrà farsi la dichiarazione in dettaglio ed ottenersene la licenza.

Art. 12. Ottenuta la licenza, il passaggio avrà luogo nel termine di ore 48 non prima della levata nè dopo il tramonto del sole, e sotto la vigilanza degl'impiegati.

Eseguito il passaggio, questi cureranno che si faccia il corrispondente carico e discarico nella scrittura.

Scorso il cennato termine di ore 48, e non eseguito il passaggio, si avrà come nulla la licenza.

Art. 13. I generi esteri sorpresi di notte per le vie del recinto del porto-franco saranno confiscati, an orchè siasi per essi rilasciata la licenza.

Art. 14. Il direttore dei dazi indiretti in Messina per motivi a lui benvisti o sulle richieste de' capi delle due dogane collaterali, potrà, quando lo crederà opportuno, eseguire o fare eseguire delle visite nei magazzini del porto-franco, e qualora saranno trovati generi eccedenti o mancanti a seconda della scrittura di ogni magazzino, ne sarà disteso il corrispondente verbale.

I generi eccedenti saranno confiscati.

Per quelli non trovati esistenti i negozianti saranno soggetti al pagamento del doppo dazio d'importazione a norma delle tariffe in vigore, senza che possa accordarsi alcuna bonifica per diminuzione di dazi, rimanendo così modificato lo articolo 260 della legge del 19 giugno 1826.

Sarà dovuta soltanto una bonifica pe generi di peso secondo la loro qualità e la loro durata in portofranco, per lo prosciugamento e sfrido cui van soggetti, e per le tare.

Sarà perciò creata in Messina una commissione nominata dal luogotenente generale composta di negozianti e d'impegati, la quale stabilirà una tariffa delle bonifiche da accordarsi per le tare e per gli sfridi anzidetti da sottporsi alla sovrana approvazione.

È inculcata la più stretta osservanza delle disposizioni contenute nello art. 508 della mentovata legge del 19 giugno 1826, intorno allo scambievole controllo delle operazioni del porto-franco di Messina e delle dogane collaterali, così concepito:

« Le operazioni del porto-franco e delle dogane collaterali saranno distribuite pei suoi dettagli nelle rispettive officine sotto « la dipendenza del direttore dei dazi indiretti del Valle di Mes« sina, ed avranno un mezzo ed una corrispondenza che servirà « di scambievol controllo nelle precauzioni da imprendere per « la tutela e sicurezza degl'interessi delle rispettive amministrazioni.

« In conseguenza le dogane collaterali al porto-franco avranno « la facoltà di ritirarsi giorno per giorno dall'officina del porto« franco le copie delle dichiarazioni per riesportazione all'estero, « e per le merci che si spediscono per la via del mare e per lo « consumo degli uni e degli altri dominii. — La dogana compe« tente, ove si presenta la dichiarazione giusta l'art. 290, dovrà « passar subito copia della mentovata dichiarazione all'altra do« gana, la quale per la sua incompetenza non interviene alla spe« dizione.

« Gl'impiegati del porto-franco avranno inoltre la facoltà di « sorvegliare le operazioni delle due dogane collaterali, e di ag« giungere anche i mezzi di custodia e viceversa. — Queste di« sposizioni saranno eseguite sotto gli ordini di quel direttore « dei dazi indiretti, ed in coerenza alle istruzioni di servizio che « all'uopo verranno stabilite senza pregiudizio delle operazioni « commerciali. »

Art. 15. I generi destinati pel consumo della città, se sono suscettivi di bollo, saranno marcati con bollo particolare, che ne indicherà la destinazione per consumo.

Questo bollo avrà le seguenti leggende, cioè:

Il bollo a rame avrà nella parte concava, all'intorno — Consumo di Messina — ed il numero progressivo nel centro; nella parte convessa, all'intorno — Messina — ed un giglio nel centro.

Quello a stagno avrà da una parte — Consumo — e nell'altra — Messina.

Quelli a secco ed a colore avranno nello intorno — Consumo di Messina — e nel centro un giglio.

I prezzi dei bolli anzidetti saranno quegli stessi notati nell'articolo 183 della legge del 19 giugno 1826 e nei decreti successivi in vigore.

Art. 16. I generi esteri sforniti del bollo di consumo sorpresi in circolazione nel recinto del porto-franco, o in magazzini diversi da quelli indicati nell'art. 6, o esposti in vendita nelle botteghe, saranno confiscati come immessi senza lo adempimento delle formalità doganali.

Sarà fatta eccezione a favore dei particolari che trasportassero per proprio uso dei tagli di tessuti, ai termini dello art. 189 della legge del 19 giugno 1826.

Art. 17. I generi destinati pel consumo di Messina, tostochè saranno usciti dai magazzini del porto-franco, e che quelli che sono suscettivi di bollo saranno bollati, firanno detrazione al credito del negoziante, e non potranno riesportarsi all' estero.

Potranno però, ove si voglia, destinarsi alla circolazione e consumo dell' una e l'altra parte dei reali dominii col corrispondente pagamento del dazio, e con la sola deduzione della bonifica in vigore del porto-franco.

Però fino a che non sia interamente restaurato il muro bastionato della città di Messina i generi dichiarati per consumo di città, non potranno destinarsi al consumo dei suddetti reali dominii.

Art. 18. I generi forniti di bollo per consumo di Messina, se verranno sorpresi fuori del recinto del porto-franco, saranno confiscati, ed i contraventori saranno puniti al pari di quelli che tra-portano generi sfornili del bollo di circolazione.

Art. 19. Sono esclusi dal beneficio accordato con l'art. 8 i generi esteri, i quali servono di materie prime alle fabbriche ed alle industrie manifatturiere, e quelle che non si possono consumare in Messina.

Tali generi sono le cuoia sucche, pelose e quelle in salamoia, le pelli ed i pallini di piombo, i filati di cotone, di lana, di canape, di stoppa e di lana tinti e non tinti, il cotone grezzo in bambagia, il lino, il canape e la stoppa grezzi o pettinati, come ancora le manifatture di cotone in tessuti, ed i cuoi conci e mezzo conci.

Per questi generi, tostochè si farà la dichiarazione pel consumo, saranno pagati i corrispondenti dazi d'immessione senza diminuzione alcuna.

La verenza di ciò per questi stessi generi, allorquando saranno spediti per la circolazione e consumo nelle varie provincie dell'una e dell'altra parte dei reali dominii, non saranno accordate le bonifiche di dazio per le rispettive provincie, stabilite nella legge doganale del 19 giugno 1826 (Articoli 281, 282 e 283).

Saranno altresì esclusi i generi esteri confondibili con gl'indigeni, e tali si dichiarano gli olii, i vini, i grani, gli orzi, le biade e legumi d'ogni specie, il riso, i salami e salumi, l'allume e le sole gezze lavorate e da cucire.

Per questi generi, tostochè si farà la dichiarazione pel consumo saranno pagati i corrispondenti dazi d'immessione con la bonifica della diminuzione del 15 per 100.

La disposizione di sopra enunciata, per la quale tutti i generi in questo articolo noverati van sottoposti a dazio, non è applicabile a quelli tra tali generi, che già si trovano esistenti nel porto-franco. Di questi però sarà fatto e alto inventario, saranno chiusi in magazzini a tre chiavi, e si terrà conto del loro esaurimento sia per consumo, sia per riesportazione.

Un termine è accordato bensì per quelli di tali generi che si troveranno per commissioni già date in via di arrivo: colla distinzione però, che tal termine sarà di un mese per le provenienze al di qua dello stretto di Gibilterra, e di due mesi per le provenienze al di là dello stretto medesimo.

Art. 20. I generi indicati nel precedente articolo che s'immetteranno nel porto-franco e quelli che attualmente trovansi esistenti nel porto-franco medesimo, saranno conservati e chiusi in magazzini a tre chiavi, che si terranno una dal proprietario dei generi, un'altra dal direttore, il quale al bisogno potrà affidarla a colui fra gl'impiegati superiori dei dazii indiretti, in cui egli collocai la sua maggior fiducia, e la terza dallo agente principale di regia, quando vi sarà, e per ora dallo agente principale del controllo doganale, salvo la sorveglianza da spiegarsi sui detti magazzini dagl'impiegati della dogana collaterale dei dominii continentali, ai sensi dell'art. 308 della legge doganale richiamata nella sua esatta osservanza dall'art. 14 del presente regolamento.

Art. 21. La spedizione delle merci e manifatture estere si farà nella dogana, e negli uffici dipendenti cioè, quello attaccato alla dogana e delle due porte, a seconda la rispettiva competenza nelle solite forme con bolletta a pagamento.

I generi da esportarsi potranno esser messi in recipienti, ai quali si applicherà un bollo a collaggio.

Art. 22. Il bollo di collaggio di cui sopra si è fatto parola, sarà di due sorti, a piombo ed a fuoco.

Art. 23. Il bollo di collaggio a piombo verrà apposto su tutte le balle, casse, colli e scatole di mercanzie che usciranno dal porto-franco per altri luoghi della Sicilia.

Il modo con cui sarà apposto il detto bollo di collaggio sarà il seguente.

Le balle, i colli, le casse ecc. saranno legate con fune sempre nuova, sempre intera e doppia, in proporzione del volume dei colli, delle balle ecc. La fune s'incrocierà in quattro, sei o più punti, secondo il medesimo volume, in modo che i due capi vadano a riunirsi in un punto solo, ove sarà applicato il bollo di collaggio, sul quale si farà ben rilevare l'impressione.

Art. 24. Il bollo di collaggio a fuoco verrà apposto alle botti e mezze botti di liquidi, e di altri generi: quale bollo dovrà esser contraffatto dagl'impiegati all'uscire le dette botti o mezze botti dall'ultima barriera se per terra, o all'arrivo nella dogana di destinazione se per mare, sotto pena di destituzione.

Art. 25. Adempite alle soprascritte formalità saranno rilasciate le mercanzie agli estranei con bolletta a pagamento, nella quale saranno notati per esteso, e non in cifra, 1. il numero dei colli, delle casse, delle botti ecc., le loro marche e numeri; 2. la qualità e la quantità dei generi; 3. l'ammontare dei dazii soddisfatti.

Art. 26. I generi portati ne' luoghi di spedizione ne sortiranno dopo eseguite tutte le formalità, ed il pagamento dei dazii al momento della esportazione, e spediti che saranno dalla dogana, e dall'ufficio attaccato alla medesima, saranno accompagnati dagli impiegati fino all'imbarco, se la esportazione si farà via di mare, e se per via di terra sino al limite del porto-franco, che continuerà per o a, e fiachè non sarà costruito il muro che cingerà i borghi, ai quali trovasi ampliato, ed essere l'antico recinto bastionato della città.

(Continua)

SVIZZERA

Sembrando prevalere nell'assemblea federale l' idea di organizzare delle concentrazioni di truppe sopra una grande scala, che, permettendo d' eseguire delle grandi evoluzioni da campagna, riuscirebbero più utili alla formazione dei nostri soldati che non i soliti campi federali, il dipartimento militare federale, oltre ad un progetto di campo, tiene in pronto un progetto di concentrazioni che potrebbe essere preferito dall' assemblea federale.

L'accademia francese ha decretato al prof. Agassiz, cittadino di Neuchatel, ora agli Stati-Uniti, il grande premio fondato da Cuvier per la miglior opera di zoologia o di geologia che fu distribuito quest'anno per la prima volta, riconoscendo come tale la di lui opera sui *pesci fossili*, la preziosa collezione dei quali, appartenente al sig. Agassiz a cui Cuvier l'aveva lasciata morendo, trovasi nel museo di Neuchatel.

— La legazione di Baviera notifica avvenire spesso che mestieranti della Svizzera viaggino per cercar lavoro in Baviera, specialmente nelle fabbriche, senza passaporti regolari e soltanto cogli atti d'origine, ciò che a tenore delle discipline vigenti in quel regno non è ammessibile, mentre per viaggiare in Baviera richiedesi la presentazione, da regolare passaporto o di un libro di via. A prevenire le difficoltà, il consiglio federale invita i governi dei cantoni a far conoscere al pubblico la premessa notificazione.

Zurigo. Il gran consiglio nella sua sessione della fine di marzo ha sottoposto ad una nuova deliberazione la legge militare. La proposizione di diminuire il numero dei battaglioni della riserva che era stato fissato ad 8, mentre la legge federale ne assegna soltanto quattro, fu reietta, come pure furono rigettate a grande maggioranza le proposizioni di Treichler tendenti a far assegnare un indennizzo di vestiario a tutti indistintamente gli ufficiali, ed a far somministrare dallo Stato gli oggetti di vestiario che ora vanno a carico dei soldati.

Nell' ultima sua tornata discusse a lungo la proposizione di Treichler per una revisione della costituzione; ma dalla votazione questa fu respinta da 129 voti contro due, quelli cioè di Treichel e del suo partitante Burckli.

Ginevra. Il gran consiglio, passando alle nomine periodiche nell' ordine giudiziario, ha dato prova di moderazione confermando tutti i titolari conservatori, e prendendo alcuni dei nuovi eletti all'opinione liberale del partito stesso.

Vaud. Il *Nouvelliste vaudois* aveva qualificato o reso sospetto il sergente Boichot, uno de' rifugiati francesi testè allontanati dalla Svizzera, di agente di polizia. Certo sig. Rolland aveva poi comunicato a Boichot come una simile osservazione gli fosse stata fatta sul di lui conto dal consigliere federale sig. Druey. Ora il sergente Boichot scrive da Londra al *Nouvelliste* reclamando contro l'insinuazione stampata in di lui assenza, ed al sig. Druey, invitandolo « a spiegare e smentire al più presto le vili calunnie di cui egli sarebbe stato l'autore e l'eco. Nel caso in cui mi rifiutaste (continua) una risposta soddisfacente, sarò costretto a ritornare nella Svizzera per domandarvi pubblicamente ragione per mezzo della stampa e per tutti i mezzi possibili. »

Il sig. Rolland dal suo canto ha pubblicato esso pure una lettera colla quale rendendo conto della sua conversazione con Druey nota che questi manifestando i suoi sospetti sul conto di Boichot ne citava l'autore, indicando come tale il sig. Thorè. Finalmente questo sig. Thorè dà una smentita al sig. Druey, dichiarando che egli non ha mai veduto questo consigliere federale, nè ebbe mai alcuna relazione con lui.

Ancovia. Dall'elenco degli eletti a far parte del nuovo gran consiglio, pare che la di lui condotta politica non sarà dissimile di quella del precedente. Tutti i membri del governo non sono stati eletti gran consiglieri; vi sono inoltre 75 membri del cessato gran consiglio e 72 dell'ultima costituente, di cui 56 furono membri anche della prima.

Ticino. — *Da Bellinzona, 3 aprile.* I parroci, che omisero di cantare il *Te Deum* ordinato dal gran consiglio, dovranno prestarsi per la seconda festa di Pasqua. Alcuni di essi che si permisero di esternazioni contrarie a quest'ordine del gran consiglio, convennero ieri in questa residenza per essere redarguiti da una delegazione governativa con diffidazione di più rigorose misure, pel caso che non si astenessero da ulteriori manifestazioni contro le autorità costituite.

L'assemblea circolare del Ticino del 21 marzo venne annullata perchè presieduta da un estraneo a quel circolo, non inscritto in vernn catalogo delle comuni componenti lo stesso, e non munito dell'attestato che l'art. 40 della legge 7 giugno 1851 vuole si presenti all'ufficio stabile dell'assemblea. I voti emessi in quell'assemblea del Ticino vennero quindi dedotti dal risultamento totale della votazione proclamato in seduta pubblica dal consiglio di Stato il primo di aprile.

Col giorno 5 del corrente mese entrerà in vigore una nuova tariffa provvisoria delle monete. Ne sono escluse tutte le monete d'oro non conformi al sistema metrico, e i pezzi da tre e da sei lire di Parma. Delle monete mantenute in tariffa venne più o meno ridotto il valore, uniformandosi in generale alla tariffa federale. Ecco il relativo decreto del Consiglio di Stato in data 2 aprile:

« Considerando che il ritiro delle vecchie monete svizzere, e l'attivazione e definitiva del nuovo sistema monetario federale nel nostro cantone, non potranno aver luogo al più presto, se non nel prossimo mese di maggio;

« Considerando che in questo frattempo sarebbe assai dannoso alle finanze cantonali il lasciar accumulare nelle casse pubbliche sue le monete nazionali, ad un corso superiore a quello fissato dalla legge federale, come le monete straniere che dovranno in seguito essere poste fuori di corso;

« Considerando che i pezzi da 6 e da 3 *lire vecchie di Parma* sono già stati posti fuori di corso nei finitimi Stati;

« Considerato che il ben inteso interesse della popolazione esige che la medesima sia preparata con prudenti e successive misure alla prossima attivazione del nuovo sistema federale;

Decreta:

« Art. 1. Dal giorno 5 corrente fino all'incominciamento del ritiro delle vecchie monete svizzere, sarà attivata la seguente tariffa pel corso legale delle monete nazionali ed estere:

Denominazione delle valute.	*Franchi*	*Cent.*
Oro.		
Pezzo da 20 lire italiane, o franchi francesi	20	»
I multipli e gli spezzati, in proporzione.		
Argento.		
Pezzo da 4 fr. svizzeri antichi di tutti i cantoni meno Lucerna	3	78
Id. di Lucerna	3	75
Pezzo da 2 franchi svizzeri di tutti i cantoni.	2	86
Gli spezzati in proporzione.		
Croccione o tallero del Brabante	5	67
Le metà e i quarti sono fuori di corso.		
Tallero di convenzione, o pezzo da 6 lire austr.	5	4
Pezzo da 5 lire italiane, o fr. francesi e svizzeri nuovi	5	»
Gli spezzati in proporzione.		
Il pezzo di 2 fiorini (*Gulden*) della Germania meridionale	4	20
Gli spezzati in proporzione.		
Quarto di un pezzo di Spagna	1	25
Ottavo detto	»	62
Lira austriaca	»	84
I suoi multipli e spezzati in proporzione.		
Bilione e rame.		
Pezzi nuovi svizzeri, francesi e piemontesi, da centesimi 20	»	20
Detti da cent. 10, 5, 2 e 1, saranno ammessi al loro valore nominale.		
Pezzi da 1 batz di tutti i cantoni, tranne Glarona e Neuchatel	»	14
» 1/2 batz » »	»	7
» 2 rappen » Pezzi n. 5	»	14
» 1 rappen » » 5	»	7
» 5 soldi cantonali » »	»	9
» 6 danari » Pezzi n. 3	»	5
» 3 danari » » 10	»	7
Centesimi della lira austriaca	6	5

« 2. Tranne questa variazione di tariffa, è ritenuto in vigore il decreto 30 dicembre 1851.

« 3. I mandati già emessi, e non ancora presentati pel pagamento, come pure quelli che saranno emessi in seguito per saldo di partite riferentisi ad epoca anteriore al 5 corrente, continueranno ad esser pagati secondo la tariffa annessa al succitato decreto.

« 4. È pure ritenuta in vigore la diffidazione pubblicata dall'amministrazione della cassa di risparmio sul num. 5 del Foglio ufficiale 1852, con cui si fa riserva di restituire in natura e al medesimo corso le valute costituenti i depositi fatti dal primo gennaio sino all'epoca dell'attivazione della legge monetaria federale.

« 5. Dal 5 corrente in avanti, le monete straniere non conformi al nuovo sistema federale non saranno più ammesse nei depositi da farsi alla cassa di risparmio.

« 6. Tutti i percettori delle pubbliche entrate, come pure i cassieri della cassa di risparmio, saranno responsabili verso lo Stato della esatta esecuzione del presente decreto. »

FRANCIA

Parigi, *5 aprile.* Ecco il discorso pronunciato dal nuovo cardinale arcivescovo di Bordeaux, nella solenne cerimonia di domenica alle Tuilerie:

« Principe, La religione richiamata nei nostri tempi, la giustizia ricuperanie alla sua maestà ed a' suoi diritti, la pace interna mantenuta in mezzo alle guerre esteriori, la patria insomma ritolta subitamente agl' incendi, al saccheggio, all' esterminio, tali sono le prime impressioni della mia vita; e quegli a cui il mio paese è debitore di tanti benefizi portava il vostro nome. La Francia non è ingrata, perocchè, 50 anni appresso, questo nome acclamato ad un tratto come una memoria ed una speranza, corre dalle città alle campagne, e si trasforma due volte in due fatti immensi per lo slancio più spontaneo e più irresistibile di cui la storia de' popoli conservi la ricordanza.

« Sarebbe d'uopo avere sbandito Iddio dal governo delle cose di quaggiù per non riconoscervi i disegni della Provvidenza che rivelasi or severa ed or misericordiosa. Pochi giorni passarono dopo la bufera che scosse il mondo; nè però alcun di noi potè dimenticare che la confusione era dappertutto, che le istituzioni vacillavano *come nei vapori dell'ebbrezza ciò che la terra tremava dalle sue fondamenta.*

« Poche ore bastarono, e la Francia attesta al mondo, ch essa non cade nell'anarchia se non per sorpresa, e la nazione si rammenta ch essa non è forte, libera e altera se non sotto un capo in cui essa si sente vivere, e che la personilica, come voi, o principe, in mezzo a' suoi più cari interessi.

« Io volli soddisfare al debito del mio paese innanzi di soddisfare al mio debito proprio. Voi mi designaste alla benevolenza del sommo pontefice, ed eccomi oggidì membro del Sacro Collegio, associato all'opera dell' immortale Pio IX, di cui mi potrà esser dato, in alcune circostanze, di alleggerire le pene e di partecipare ai lavori. Io non vedrò in questa augusta dignità e nel diritto, ch essa mi conferisce, di sedere nel senato, se non che un obbligo più stretto di affaticarmi pel bene della Chiesa e per quello della Francia, come non vidi nell'onore di succedere ad un santo arcivescovo se non l'obbligo di continuare, sotto la romana porpora, e in ogni atto della mia vita, la missione apostolica dell'imparegiabile cardinale di Chevrus. Questo solo nome non rammenora quanto di più commovente e nella semplicità, di più tenero nella carità, di più sublime nell'abnegazione?

« Se pare che la società da ogni parte stia per cadere in rovina, si è perchè le manca un autorità morale che la rattenga e la salvi; voi, voleste, o principe, con aggiungere al senato alcuni membri dell'episcopato francese, alterare il muro di separazione che erasi creduto in questi ultimi tempi doversi innalzare tra il sacerdozio ed i poteri umani.

« Se il clero non fu esiliato con Carlo X, dicesi alla ringhiera verso la fine del 1830, fu tolto di trono con esso.

« Noi non esprimiamo alcun lamento, non gittiamo alcuno sguardo di tristezza sul nostro passato; non domandiamo che si faccia di questo mondo il nostro regno; ma chi potrebbe ascriverci a colpa il pagare alla cosa pubblica, in tutte le occasioni, il tributo della nostra esperienza e del nostro zelo.

« Fu tempo in cui la Francia non dolevasi di vedere i suoi interessi più gravi affidati al patriottismo de' suoi pontefici; essa andava superba che la tribù santa fornisse non solo apolog sti alla fede, ma desse in copia maestri per tutte le scienze, guereconsulti, uomini di Stato. Vi sarebbe forse oggidì, come per l'addietro, alcun vantaggio nel far sì che la Chiesa e il mondo si vedessero più da vicino. Questo contatto fra persone i cui intendimenti sono gli stessi, questi rapporti di benevolenza, questa comunanza di lavori, questo ricambio di pensieri utili proverebbero al secol nostro che il clero di ben altro si nutre che di rammarichi e di speranze, e qual uso degno sa la Chiesa fare della libertà quando essa è lealmente restituita. Un clero dominatore è cosa che ripugna a tutte le idee ricevute; un clero pio, illuminato, conciliatore, è di tutti i paesi, di tutti i tempi.

« I nobili cuori si uniscano adunque; tutti gli animi buoni s'intendano; la Chiesa non abbia a subir nuove pastore; ognun mostri non aver diffidenza rimpetto ad essa, e noi faremo servir la nostra azione morale, cioscuno nella nostra sfera, al ristabilimento delle idee di giustizia, d'autorità, si funestamente oscurate nell'anarchia delle rivoluzioni. E per verità noi perdemmo il rispetto; questa parola, che risonò sì alto nel mondo, è da se sola la spiegazione più computa ed energica della malattia che ci travaglia. Questo rispetto, la cui mancanza si fa così dolorosamente sentire, bisogna rimetterlo in onore, se vogliamo lavorare con alcuna probabilità di buon successo all'opera sì difficile e rilevante della sociale rigenerazione.

« La Provvidenza che si potentemente, o principe, v' aiutò ad incoraggiare tante utili imprese, a operare tante riforme, a soccorrere tante miserie, *s'ricollocare insomma la piramide sopra la sua base*, non vorrà lasciar l'opera sua incompiuta, e darà a tutti i poteri dello Stato la savezza e la forza necessarie per consolidare un ordine di cose, che deve assicurare la prosperità della nostra patria e la quiete dell'Europa. »

SPAGNA

Madrid, 31 *marzo.* Scrivono alla *Correspondance*:

Il generale Norzagaray, che comandava a Siviglia, e che non ha guari è stato nominato capitano generale di Porto-Rico, è arrivato a Madrid per ricevere gli ordini del governo. Egli dee ripartire immediatamente per la sua destinazione.

— Si legge nel giornale *Las Novedades*:

Pare che il governo abbia intenzione di ridurre i diritti doganali sopra la carta da stampare estera, a fine di agevolarne l'introduzione. Gli è questo il sol mezzo per maggiorare la industria de' cartai in Spagna, la quale, esercitando un monopolio, non progredì sce più da lunghi anni, e per incoraggiare il commercio dei libri in America, oggidì quasi nullo. Gli stranieri fanno questo commercio ad esclusivo loro vantaggio, e noi non siamo in grado di lottare contro essi, imperocchè le nostre edizioni sono inferiori a motivo della cattiva qualità della carta prodotta dalle nostre fabbriche in piccola quantità. Saremmo lieti che la notizia da noi data si confermasse.

— Si legge nell'*Heraldo*:

La municipalità di Santander ha invitato le LL. MM. pel dì 1° maggio alla cerimonia della inaugurazione della strada ferrata di Alar. È probabile che il re accetterà quest' invito.

INGHILTERRA

Si legge nel *Daily-News* del 5 aprile:

Un fatto importante per la causa del libero scambio è avvenuto ieri (2) a Liverpool.

L' attuale rappresentante di quella gran piazza di commercio alla Camera dei Comuni, sapendo che la sua candidatura era vivamente contrastata a motivo del suo voto favorevole al bill concernente i titoli ecclesiastici, si è ritirato; e in un *meeting* i cattolici si sono impegnati a porre in dimenticanza i loro antichi richiami religiosi, e a dare individualmente e collettivamente il loro appoggio ai due candidati proposti dal partito del libero scambio.

— Si legge nel *Globe*:

Il controvalo sottimanale della Banca d'Inghilterra da 20,150,245 sterlini, cifra dei biglietti in circolazione. Aumento 170,815 sterlini. La riserva metallica ammonta a 19,815,745 sterlini. Aumento 69,815 sterlini.

— Si legge nella *Patrie*:

Un convoglio d'armi e di munizioni, destinate all'esercito di Urquiza, partì il 28 marzo da Liverpool per la Plata. Questi oggetti sono stati forniti per conto d'una casa inglese di Corrientes.

ALEMAGNA

Francoforte. La questione di Brema non fu sciolta dalla Dieta germanica senza dar luogo a discussioni animatissime sulle condizioni delle quattro città libere in generale, rispetto ai principi della confederazione.

È a temersi, che questo precedente possa, in un caso determinato, esercitare una grande influenza sullo scioglimento delle complicazioni che avvolgono tuttora gli affari interni della repubblica di Francoforte.

Il senato di Francoforte, come è noto, pubblicò un progetto di costituzione assai liberale, in cui si trova guarentita l'uguaglianza dei diritti civili e politici di tutti i cittadini; ma come già abbiamo annunziato, uno dei tre corpi dello Stato si è testè opposto a questo progetto. Il comitato rappresentativo composto di membri nominati in via, e il cui ufficio non è che di sorvegliare l'amministrazione finanziaria, si dichiarò contro l'uguaglianza politica proclamata dal senato: esso non vuole accordare agli israeliti se non diritti ristretti, e pretende essere per abuso, contrario alla legge, che i medesimi furono finora mantenuti nella condizione, che acquistarono negli anni 1848 e 1849.

Il comitato rappresentativo ha risoluto adunque di trasmettere al senato una protesta, la quale, se dobbiamo credere al corrispondente dell'*Independance Belge*, è segnalata per totale mancanza di senso logica, per una strana ignoranza del diritto pubblico, attualmente in vigore, e per massime retrograde, degne di respinta da tutta l'Alemagna. Questo è pure il giudizio, che ne fece un membro illustre del senato, come lo attesta il corrispondente suddetto, il quale ha veduto un esemplare di quel documento.

Ma gli agitatori vogliono progredire oltre, e muover reclami alla Dieta germanica, alla quale non dispiacerà di trovare un occasione d'intervenire, per regolare a suo agio la costituzione della città stessa dove la Dieta risiede. Tuttavia, nei termini ne ci trovansi le cose, tutto dipende ancora dal senato, e dal modo con cui esso intenderà di difendere l'opera sua in seno alla Dieta. Si crede, che il senato tutto si adopererà per far trionfare il suo progetto di costituzione.

RUSSIA

Sappiamo dalla *Gazzetta d'Augusta*, che il conte Anatolio Demidoff, uno de più ricchi possidenti di Russia, ha preparato una grande spedizione scientifica nella Siberia. A sue spese, e sotto la sua personale direzione, dovrà quella spedizione percorrere quel regno immenso.

Il sig. Demidoff si è associato parecchi scienziati, che lo aiutino nei suoi viaggi. La sua commissione scientifica sarà divisa in più parti, le quali periodicamente si separeranno, e si riuniranno in certi punti principali della Siberia, destinati a servire di stazioni e di quartieri di inverno per la spedizione.

La Siberia non può veramente chiamarsi ancora una terra incognita. Dai viaggi di Pallas fino ai recenti di Middendorf, Helmersen e Tschiatscheff, molti visitarono questo paese in diversi punti, cominciando dall'aurifero Ural fino alla penisola di Kamtschatka dove giganteschi vulcani, con ardente procella di lava fendono l'eterno ghiaccio); dalle pittoresche rive del gran lago Baical, nell'estremo sud, fino a Nowaja-Semlia, triste parse, posto all'estremità settentrionale, nella cui ghiacciata atmosfera durar possono soltanto gli esquimesi, ed i cani marini, ed i cui orrori furono così vivamente dipinti da Baer.

Ma solo una piccola parte di quel vastissimo continente ci venne finora aperta. Non fu ancora visitata da scienziati la centesimillesima parte della superficie della Siberia. Parecchi percorsero quel paese, ma pochi veramente lo studiarono.

L'alta importanza della Siberia, per la descrizione fisica della terra, fu dimostrata da Alessandro Humboldt nella sua classica opera: *L'Asia centrale*, fin quanto gli concessero di farlo i materiali ricavati nei viaggi da lui, e da'suoi due compagni Rose ed Ehrenberg intrapresi in quelle regioni.

La Siberia è assai rinomata per le sue miniere di metalli preziosi; più rinomata ancora che conosciuta. Chiunque si reca a visitare il museo mineralogico di Pietroburgo, o del gabinetto di Leuchtenberg, non può a meno di restare attonito all'aspetto delle preziosa rarità che dalla Siberia provengono. La California e il Brasile potranno essere più abbondevoli d'oro, ma per la mineralogia non sono di così gran momento, nè tutti materiali recano allo studio delle pietre, come la Siberia.

E di grandissima importanza inoltre è la Siberia per la botanica e la zoologia: la Flora di quel nordico paese, fatta conoscere all'Europa dall'ardito viaggiatore Middendorf e dall'instancabile Wosmensenskji, destò meraviglia dei dotti europei.

Lo stesso dicesi della Fauna Siberica: le più mirabili rarità zoologiche del museo di Pietroburgo provengono o dalla Siberia, cominciando dagli animali di più sviluppato organismo fino a quelli della più bassa classificazione.

GRECIA

Le notizie di Atene sono del 27 marzo. L'*Observateur d'Athènes* pubblica una relazione autentica del noto affare delle lettere anonime contro la costituzione, e ciò (dic'egli) allo scopo di smentire le accuse che l'opposizione mosse al governo in tale circostanza, facciandolo di essersi mostrato indifferente a questa cospirazione. Quel per odico narra che in seguito alle precise e rigorose indagini fatte dal governo, fu scoperto, grazie principalmente alle cure del sig. Spiro Milios, ministro della guerra, che certo Leonida Bulgaris, allievo della scuola militare, il quale trovavasi da qualche tempo all'ospitale militare d'Atene, sottoposto ad un'istruzione giudiziaria come accusato del furto di un oro'og'o commesso nella scuola stessa, erasi permesso di scrivere parecchie lettere a vari capi del presidio di Atene, e persino a S. M., riguardo a certi complotti e movimenti insurrezionari; che egli aveva commesso l'imprudenza di apporvi il suggello dell'alta commissione di sanità ove avea libero accesso, dando così facile appicco a sospetti; infine che costui aveva osato falsificare la stessa firma del re. Questo giovane, temendo di essere presto o tardi scoperto, si era munito di un passaporto e l'aveva ottenuto agevolmente, colla mediazione dei suoi congiunti. Ei si era già recato a Sira, e disponevasi a partire per l'estero, quando l'autorità pervenne ad arrestarlo; tentò di annegarsi mentre veniva condotto al Pireo, ma le guardie lo salvarono, ed ora egli è giunto in Atene e si trova in potere del procuratore regio. Finora ebbero luogo altri due arresti: quello d'un certo Mantolaris, soldato di fanteria, e di un individuo nominato Barbagiannis; il primo di questi, addetto al servizio interno dell'ospedale, si dichiarò colpevole di aver consegnato alle varie autorità le lettere rimessegli a tal uopo dai Bulgaris. Entrambi fecero confessioni complete, e si trovan ora unitamente a Bulgaris nella prigione di Medresse, in Atene. L'istruzione viene proseguita con molta attività. Ciò prova (oscrivà il citato foglio) che il governo, ben lungi dall'essere rimasto indifferente alle voci di cospirazione contro l'atto fondamentale, come i suoi avversari facevano credere, si adoperò con ogni mezzo per porvi un termine; e per punire i principali divulgatori di esse.

Alla Camera dei deputati d'Atene, nella tornata del 21 marzo, il sig. Cumundurakis pronunciò un discorso in cui dimostrò in qual condizione critica si trovi il popolo, principalmente a motivo delle sfavorevole raccolto dell'anno passato. Quasi dappertutto si manca di pane, il che prova che le risorse della Grecia son molto limitate; inoltre scarseggiando il danaro, i proprietari son costretti a vendere le loro derrate a vil prezzo. Se si osserva poi che le rendite dei possidenti son troppo tenui per procacciar loro i mezzi di coltivare i proprii terreni, si vedrà che la carestia di quest'anno può recare molte conseguenze; mancando i capitali, l'agricoltura sarà negletta, e siccome il prossimo raccolto riescirà scarso. Ove ciò avvenga, il male diverrà gravissimo e l'erario ne risentirà considerevoli perdite. Quindi prudenza vuole che si adottino provvedimenti per alleviare i mali del popolo. Perciò il sig. Cumundurakis propose di fare un prestito ai possidenti mediante i legati, qualora questi non fossero destinati, per volontà dei testatori, a rimaner sempre in deposito alla Banca. Il sig. Vilaeti, dopo aver esaminato la differenza tra le esportazioni e le importazioni commerciali, e fatto cenno dell'usura che rode la popolazione, insistette sulla necessità di trovare mezzi per far affluire i capitali esteri in Grecia, ed appoggiò la proposizione Cumundurakis. La Camera, atteso l'importanza del soggetto, rimise il seguito della discussione ad altra seduta.

Fu confiscata testè in Atene presso la tipografia Andoniades una raccolta di poesie del sig. Sutzo riguardanti gli avvenimenti del giorno, prima che fosse pubblicata. L'opposizione getta contro questa misura, fondandosi sulle leggi greche che non riconoscono delitti di stampa, innanzi che il relativo scritto sia reso di pubblica ragione. L'autore pubblicò una energica protesta contro il ministro della giustizia, e indirizzò una petizione alla Camera su questo proposito, la quale fu appoggiata dal signor Tzanos, deputato di Santorino.

TURCHIA

Leggesi nell'*Osservatore Triestino* che durante l'assenza di Fuad effendi, le funzioni di *mustechar* del gran visir saranno adempite da Scewket bey, cancelliere del divano imperiale.

Abbiamo già annunziato che il governo di Costantinopoli doveva mandare a Janina un funzionario della Porta ed uno del serraschierato, per esaminarvi i fatti che suscitarono conflitti fra il comandante militare di quella provincia e parecchi consoli esteri. A questa missione sono destinati il colonnello Emin bey e Remzi effendi, distinto membro dell'ufficio di traduzione della Porta, e si dice ch'essi non tarderanno a partire.

Sono avvenuti alcuni cangiamenti nel consiglio dell'ammiragliato: Genaleddin pascià venne nominato membro del consiglio del serraschierato, e sostituito da Ahmet bascià, che fu addetto all'arsenale; egli è un distinto uomo di mare, e non si dubita che le sue cognizioni e il suo zelo riescirannno molto giovevoli al consiglio nelle riforme che il ministero della marina va operando continuamente, seguendo l'impulso del capitano bascià, e le idee progressive del sultano. Mahmud bascià, già viceammiraglio, venne nominato membro dello stesso consiglio.

I preparativi dell'arsenale, la cui direzione venne affidata a Mosi sono, al signor Antonio Tinghir, cominciarono quanto prima i loro viaggi. Il sultano, conscio del grande vantaggio che ridonderebbe al paese da una comunicazione regolare fra la capitale e i punti principali che la circondano, aveva ordinato che questi battelli a vapore fossero pronti per la primavera: e grazie alle cure di Mehemet Alì, capitano bascià, e alla solerzia del direttore della compagnia, parecchi di questi navigli potranno intraprendere fra breve i loro viaggi. La settimana prossima il *Mesveri Bahri*, della forza di 460 cavalli, comincierà i suoi viaggi settimanali fra Costantinopoli e Smirne toccando Gallipoli e i Dardanelli, Tenedos, Capo Baba e Metelino. Inoltre si stabilirà al più presto una comunicazione ebdomadaria fra Costantinopoli e Smirne; e quattro piccoli battelli dell'arsenale incomincieranno ai primi di aprile i loro viaggi giornalieri per la grand isola dei Principi, per le isolette di Proti, Antigone e Halki, per Kadi-Keui, facendo parecchie corse al giorno, infine per S. Stefano, toccando Micri-Keui.

Da Adrianopoli si ha in data 18 p. che Kiamil Mehemet bascià si trova tuttora colà, ove si era recato coll'incombenza di esaminare la condizione del paese. Si assicura ch'ei venne a cognizione di molte sporcherie ed estorsioni commesse a danno degli abitanti poveri; quindi è da sperare ch'ei trarrà partito delle scoperte fatte per migliorare la sorte di quella popolazione.

Il 22 marzo giunse a Smirne il sig. Titoff, inviato russo, e ripartì, poche ore dopo il suo arrivo, alla volta di Napoli, dove si trova la sua famiglia.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. *Stati Romani*. La *Gazzetta di Genova* reca la notizia che Carlo Bonaparte principe di Canino ha lasciato Civitavecchia, imbarcandosi sul pacchetto a vapore francese l'*Industria*. Approdò il 7 a Livorno, diretto a Marsiglia passando per Basilea.

FRANCIA. *Parigi, 6 aprile*. Il *Moniteur* pubblica un decreto, in virtù del quale il regolamento dei penitenziarii fondati colla legge del 24 gennaio 1850 è reso applicabile ai trasportati del 1852 diretti in Algeria. Questi trasportati formeranno distaccamenti separati di 500 uomini. Il presidente della repubblica potrà nondimeno, sulla proposta del ministro della guerra, dispensare i trasportati che terranno buona condotta dagli obblighi quotidiani del regime penitenziario.

— Una circolare del ministro della marina ingiunge ai prefetti marittimi di por mano risolutamente alla direzione superiore di tutti i servizi, che da più di venti anni erano in un certo modo abbandonati agli agenti inferiori dell'amministrazione, e con gran pregiudizio della marineria francese. Li esorta a non lasciarsi sgomentare nè arrestare dalle abitudini delle vecchie tradizioni, perocchè la potenza marittima d'un popolo non è nella quantità delle sue scritture, ma bensì nella qualità de' suoi vascelli.

— Il ministro delle finanze ha mandato al Consiglio di Stato la legge dei conti dell'esercizio 1848 e quella dei conti dell'esercizio 1849.

— Si è formata a Parigi una compagnia industriale per andar a costruire molini a vapore tra gli arabi.

PORTOGALLO. I giornali di Lisbona del 30 decorso marzo accennano alla possibilità d'una crisi ministeriale, in seguito del voto che avea avuto luogo il dì innanzi alla Camera de' deputati; la quale, contro l'avviso del ministero, ha messo nella costituzione cui sta ella rivedendo, una clausola che abolisce la pena di morte, alla maggioranza di 52 voti contro 50.

Il ministero non si opponeva punto al principio della abolizione della pena di morte in materia politica, ma esortava la Camera di non introdurre codesta disposizione nella costituzione, attesochè il gabinetto stava per presentare un progetto di legge speciale che dichiarerebbe l'abolizione della pena predetta in materia politica, ma che conterrebbe ad un tempo clausole abbastanza chiare e abbastanza ben definite che impedirebbero ai colpevoli d'altri delitti di prevalersi del beneficio della legge.

Giusta le corrispondenze del *Times* non si credeva che il gabinetto, il quale avea annunciato la intenzione di ritirarsi, avrebbe persistito in questa risoluzione.

INGHILTERRA. *Londra, 5 aprile*. Alla Camera de' comuni, tornata del 5, il governo annunziò che dopo le feste di Pasqua presenterebbe un bill avente per iscopo di accordare alle colonie le istituzioni rappresentative.

Sulla osservazione del sig. Hume che l'*Income-taxe* spirava quel giorno stesso e che egli avrebbe desiderato di conoscere quel che il governo abbia intenzione di fare riguardo a quella imposta, il cancelliere della scacchiere disse che egli avrebbe fatto pel 19 corrente il suo esposto finanziario, il quale esposto comprenderà naturalmente la questione di cui avea parlato l'onorevole rappresentante.

Sulla mozione che la Camera si formi in comitato di sussidii, il sig. Osborne si levò e pronunziò un lungo discorso di opposizione, dimandando che il gabinetto di Jhari una volta qual sono i provvedimenti cui esso gabinetto considera come indispensabili pel buon governo della nazione, e farcia insieme conoscere la politica alla quale intende di attenersi tanto in Inghilterra che in Irlanda.

Lord John Manners rispose che il ministero non avea niente di nuovo a dire sulle quistioni alle quali avea alluso il sig. Osborne, e che non avrebbe che a ripetere le dichiarazioni recentemente fatte dal cancelliere dello scacchiere. Aggiunse che le interruzioni, le quali si riproducono ad ogni istante, hanno per iscopo evidente di stancare il ministero, e forzarlo a sciogliere il parlamento: ma ne recriminazioni, nè minaccie lo intimidiranno; e la Camera, per ispirito di giustizia rispetto al ministero stesso e al paese, lascierà che il governo diriga pel restante della sessione gli affari indispensabili del paese senza nuove interruzioni.

Il discorso del sig. Osborne e la risposta di lord John Manners sono seguiti da una viva discussione a cui prendono parte i signori Roebuck, Adderley e Villiers.

Quest'ultimo avea ancora la parola, al partir del corriere.

Si legge nel *Morning-Herald*:

S. M. terrà oggi, 5, un consiglio privato a Buckingham-palace.

— Si legge nel *Globe*:

Nessuna variazione importante nel corso dei fondi. Consolidati a per cento 99 5/8 3/4.

ALEMAGNA. *Francoforte*. Il potere centrale provvisorio aveva fissato 6 milioni di talleri per l'istituzione della marina tedesca, pagabili in due termini, cioè il 10 ottobre 1848 ed il 12 febbraio 1849. Rimasero indietro, pel primo termine, Austria, Sassonia, Baviera, Assia-Elettorale, Lussemburgo.

Il Würtemberg, Assia-Granducale, Brunswick, Sassonia-Coburgo-Gotha, Sassonia-Meiningen, S.-Altenburgo, Hohenzollern-Lichtenstein e Lippe fecero pagamenti parziali al secondo termine.

Austria, Sassonia, Baviera, Assia-Elettorale, Lussemburgo, Sassonia-Weimar, Schwartzenberg, Sondershausen, non fecero alcun pagamento. L'arretrato totale pel primo termine è di 2 milioni 490,975 fiorini, 15 kr., pel secondo termine, di 4,297,324 fior., 28 kr.; totale 6,698,699 fior., 41 kr.

(*Giornale tedesco di Francoforte*)

— *Vienna, 5 aprile*. Fra il governo austriaco e quello di Russia fu conchiusa, nell'autunno decorso, una convenzione riguardante il trattamento doganale, e la reciproca consegna per transito ai confini della Galizia e della Polonia russe: era la convenzione fu ratificata da ambe le parti. Le disposizioni relative furono già comunicate alle rispettive autorità, e quando prima verrà stabilito il termine in cui entreranno in vigore.

— *Berlino, 4 aprile*. Il governo avvierà quanto prima trattative col governo francese per agevolare l'introduzione delle lane, e di altre materie greggie in Francia. In compenso si accorderanno dei ribassi riguardo a parecchi articoli francesi di lusso.

Il governo ha indirizzato a tutti gli Stati dello Zollverein un memoriale in cui espone le proposizioni che intende di fare al congresso doganale.

Si dice che Baviera, Sassonia e Würtemberg si propongano pure di indirizzare agli Stati un memoriale per dichiarare le loro intenzioni.

— *Stoccarda, 3 aprile*. L'*Indicatore di Stato würtemberghese* pubblica il decreto seguente riguardo ai diritti fondamentali:

« Per allontanare ogni dubbio ed incertezza, che ormai possessero, nel diritto pubblico, divergenze d'opinioni sulla validità dei diritti fondamentali del popolo tedesco, noi, consultato il parere del consiglio di Stato, e d'accordo coi nostri fedeli Stati, ordiniamo *Articolo unico*. — I diritti fondamentali del popolo tedesco, dichiarati non obbligatorii, come legge dell'impero, dalla risoluzione della Dieta germanica del 25 agosto p. p. non avranno più alcuna forza obbligatoria nel regno del Würtemberg, eccettochè qualche legge speciale non ne abbia adottato alcune disposizioni.

I nostri ministri sono incaricati dell'esecuzione della presente legge.

Stoccarda, 2 aprile 1852.

Firm. GUGLIELMO.

(*Seguono le firme dei ministri*.)

— Ieri le LL. AA. RR. il principe e la principessa ereditarii, partirono per Ulma a fine di salutare i granduchi Michele e Nicolò di Russia, ed accompagnarli a Stoccarda.

— *Darmstadt*. Ora si tengono conferenze in questa città fra i plenipotenziari delle due Assie, di Baden e di Nassovia, relativamente agli affari doganali, ed al congresso che sia per aprirsi in Berlino.

I nostri lettori si ricorderanno ch'conferenze analoghe si sono già tenute a Bamberg fra i plenipotenziari di Baviera, Sassonia e Würtemberg.

Il presidente dei ministri di Baviera, s'g. Von den Pforden, si è anch'egli recato a Darmstadt.

LÉGATION DE FRANCE

Le Public est prévenu que la Chancellerie de la Légation de France sera fermée le jour de Pâques, 11 du mois d'avril, et que jusqu'à nouvel ordre ses bureaux seront ouverts de 11 heures 1/2 à 2 heures 1/2.

Il sig. Gio. Chiampo, primo trombone nella milizia nazionale di Torino, sezione Monviso, ha l'onore di prevenire il pubblico aver composto un *adagio*, sopra tema dell'opera Lucia di Lammermoor, con variazioni e finale originale, corredato di una quadriglia ugualmente originale portante per titolo *Le chateau des fleurs*; il tutto per pianoforte e flotto per grande orchestra e musica militare, con variazioni inoltre a solo del flauto, oboè, clarino in bella, clarino piccolo in-b, bombardino, cornet-a-piston ed anche a tromba a macchina, in-b fagotto e trombone, e sul *pianoforte gravalo* senza cambiamento dello stesso tema.

Del qual componimento è stata accettata la dedica da S. A. R. MARIA ELISABETTA DI SASSONIA, DUCHESSA DI GENOVA, con permesso graziosa di farne la pubblicazione.

Presso il medesimo autore trovasi pure le *quadriglie*, l'*Etoile*, il *Galop*, *l'Incertain*, e il *Valse*, *Souvenir de Marseille*, per pianoforte, come altresì altri distinti pezzi originali e comunicè: *Valse*, *Polke*, *Mazurke*, *Galop*, *Polonaise* e simili, a orchestra e musica militare.

Reduce altresì l'autore qualunque pezzo di musica per pianoforte, od altri strumenti, convertendoli a comodo dei signori amatori, in scelti quartetti, terzetti ecc. ecc.

Dirigersi in contrada Bellezia, primo piano, scala a destra; e con lettera affrancata al suddetto domicilio.

QUADRO SINOTTICO STATISTICO

degli Stati di S. M. il Re di Sardegna

Compilato da C. F. VESIN

Abbiamo altre volte parlato in questa Gazzetta del bellissimo lavoro del sig. Vesin, diamo ora l'Elenco delle svariate materie in esso contenute, a far fede dell'importanza dell'Opera da noi accennata.

Esso contiene

1. La circoscrizione degli Stati di S. M. in terraferma, in Divisioni amministrative, Provincie, Mandamenti e Comuni, colla indicazione della rispettiva popolazione secondo l'ultimo censimento; si fa in questa altresì conoscere la residenza dei regi provveditori agli studi, tanto provinciali che locali; dove è stabilito un ufizio di posta-lettere, una stazione di cavalli in posta, ecc.
2. Un elenco di tutti i comuni dei regi Stati in terraferma, collocati per ordine alfabetico a fine di facilitarne la ricerca, e quivi trovasi indicata la provincia alla quale ogni comune appartiene; la distanza in chilometri che separa ciascun comune dalla residenza del rispettivo tribunale di prima cognizione; e per via di segni convenzionali si conoscono i luoghi di riunione de' collegi elettorali per la nomina dei deputati al parlamento nazionale. — Paesi dove esistono teatri — Uffizi di conservazione delle ipoteche — Direzioni e tappe d'insinuazione — Residenza de banchieri di sale e magazzinieri di tabacchi — La residenza dei direttori, verificatori ed ispettori delle contribuzioni dirette, ecc.

3. La circoscrizione dell'isola di Sardegna, in tutto come al-Part. 1.

4. L'elenco alfabetico dei comuni della Sardegna, colle stesse indicazioni, che all'art. 2.

5. Una tavola poliometrica delle distanze fra tutte le città capo-luoghi di provincia; quelle dove stanziano corpi del regio esercito; paesi di frontiera traversati da strade postali, ed alcune altre città degli Stati limitrofi, arricchita dall'autore di molte nuove città e paesi.

6. Prospetto della giurisdizione dei magistrati d'appello, dei tribunali di prima cognizione e delle giudicature mandamentali tanto di terraferma, che della Sardegna.

7. Specchio circostanziato di tutte le diocesi del regno, dove si conosce l'epoca della loro instituzione; alcuni cenni storici sulle medesime, ecc.

8. Pianta numerica del personale del magistrato supremo di cassazione, della R. camera dei conti, dei 6 magistrati d'appello e dei tribunali di prima cognizione, colla indicazione dello stipendio annuo spettante ai principali titolari in essa pianta contemplati, ecc.

9. Tariffa delle indennità di via che si corrispondono alle persone che sono chiamate presso i tribunali, a deporre come testimoni.

10. Quadro della popolazione di ciascuna provincia, dell'anno 1838 e suo aumento decennale assoluto, e popolazione mutabile di tutti i capo-luoghi delle provincie medesime.

11. Forza attiva del R. esercito Sardo, distinto per arma e grado; formazione dei corpi colle modificazioni contenute nel bilancio preventivo del 1852. Qui vi si conosce altresì quanto ogni arma costa allo Stato.

12. Elenco alfabetico delle provincie, colla classificazione delle rispettive intendenze; pianta numerica del personale delle intendenze medesime, e condizione topografica di ciascuna provincia.

13. Tavola indicante la qualità e quantità delle minière e cave di marmo e petriere che trovansi in coltivazione nelle diverse provincie di terraferma; valore approssimativo del loro prodotto annuale, numero degli stabilimenti, e quantità degli operai in essi impiegati. — Elenco delle cave de'marmi del Piemonte.

14. Misure itinerarie di tutti i paesi d'Europa, co lontate col miglio di Piemonte, e convertite in misure metrico-decimali.

15. Tariffa della posta-lettere, e notizie concernenti i francobolli, e vaglia-postali; uffizii autorizzati a spedire reciprocamente lettere e pieghi assicurati, contenenti carta monetata, biglietti di banco, ecc. Quali sono gli uffizi postali del Regno, autorizzati a ricevere la consegna di somme di danaro e ad effettuare il pagamento dei relativi vaglia-postali, ecc.

16. Tabella indicante la qualità dei pesi e misure del nuovo sistema metrico-decimale, coi loro multipli ci, unità e sotto divisione.

17. Graziosissima tabella, che offre la riduzione dei pesi di Piemonte in quelli del sistema metrico decimale, da un grano a 1000 rubbi, e da un milligramma a 1000 chilogrammi.

18. Tavola di riduzione dei prezzi e pesi antichi in prezzi e pesi moderni — 5 soldi la libbra, quanto vale il chilogramma, e quanto ce ne vene per 5 soldi? — Qui si conosce tutto.

19. Altre 3 graziose tabelline indicanti: 1° da 1/8 di miglio a 500 miglia convertite in misure metrico-decimali. 2° Riduzione del metro in trabucchi e sue frazioni: da uno a 500. 3° Riduzione del chilometro in miglia e trabucchi, da uno a 1000.

20. Finalmente l'altezza verticale sul livello del mare di molti punti ragguardevoli dello Stato.

Prezzo di ogni esemplare fr. 7 50.

Chi ne prenderà 6 copie avrà la 7ª *gratis*;
Per 10 copie a pagamento se ne avranno 12.

Trovasi vendibile allo Stabilimento Tipografico Fontana, in Torino (Piazzetta della Consolata, n. 5), e presso i principali librai e negozianti di Stampe del Regno e dell'estero.

BIBLIOGRAFIA

L'EDUCATORE DI SE STESSO

OSSIA

STUDII ELEMENTARI

DI SCIENZE, LETTERE ED ARTI

Raccolti e ordinati sulle migliori opere italiane e straniere

DA ANGELO FAVA

Ispettore generale dell'istruzione primaria negli Stati Sardi.

È Uscita la dispensa XVIII

Le associazioni si ricevono in Torino presso C. SCHIEPATTI.

CHIRURGIA E MECCANICA DENTALE

Il **DENTISTA** D.r CASTELLANI abita in via d'Italia, num. 4, rimpetto alla chiesa della Basilica, piano 1.°

Riceve dalle 10 alle 4 pomeridiane.

GUANO VERO DEL PERU'

di prima qualità, che da analisi chimica fatta eseguire risulta contenere più di 80 p. 0/0 di materie fertilizzanti.

Sementi Patate di Nuova York, Maggiengo, Pellagrà, Fenasso formentale, Grano saraceno, Ricigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.

ISOPATINA D' AMERICA

per la vaccinazione dei pomi di terra.

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

Nuova pubblicazione

Presso i Fratelli **REYCEND e C.**, *Librai di S. M. sotto i portici della Fiera in Torino, e nelle Provincie dai principali librai:*

RACCOLTA

DI MODELLI TOPOGRAFICI ALL'ACQUERELLO

Prezzo L. 8

Nei suddetti modelli è espressa al più naturale possibile ed in proiezione orizzontale ogni specie di terreno; ad essa è annessa una chiara spiegazione sul modo di comporre le tinte convenzionali nel loro rapporto numerico per caduna qualità di terreno. In questa i cultori dell'arte topografica troveranno di che potere, anche senza direzione di sorta, disimpegnarsi in qualsivoglia disegno di questo genere. La diligenza usata nell'esecuzione della suddetta non lascia dubbio del buon esito presso gli amatori di quest'arte.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

MUTUO. Cercansi L. 12,000 a mutuo, per cui si fornisce ipoteca sopra uno stabile nella capitale. — Recapito dal notaio Cervini, via di Dora Grossa, num. 13, al terzo piano.

DA VENDERE A MODICI PREZZI

Varie CASE di campagna con giardino, più o meno distanti dalla capitale, fra le quali una sopra un ameno poggio del Monferrato. — Dirigersi al notaio Faldella, Palazzo S. Giorgio, via degli Ambasciatori.

FALLIMENTO

di Buri Filippo, merciaio a Rivoli.

Formazione del concordato.

Si avvisano i creditori verificati e giurati, od ammessi per provvisione al passivo del fallimento di detto Buri, di comparire personalmente o rappresentati dai loro mandatarii, il 20 del corrente mese, ed alle ore due pomeridiane, in una sala dell'eccell.mo Magistrato del Consolato, avanti l'ill.mo sig. consigliere avvocato Peyron, giudice commissario, all'oggetto di deliberare sulla formazione del concordato, in conformità del Codice di commercio.

Torino, il 5 aprile 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

FALLIMENTO

di Lorenzini Giovanni, del fu Carlo, mercante sarto in Torino, via degli Argentieri, n. 2, piano 3°, casa Gromont.

Verificazione dei crediti.

Si avvisano i creditori di detto Lorenzini di rimettere fra giorni 20 al signor causidico Carlo Magnago sindaco definitivo, od alla Segreteria Consolare in Torino, i loro titoli di credito colla relativa nota e di comparire il 26 del corrente mese, ed alle ore 2 pomeridiane, in una sala di questo eccell.mo Magistrato del Consolato, avanti l'ill.mo signor consigliere d'Appello cav. Viarana, giudice commissario, all'oggetto della verificazione dei crediti, giusta il prescritto dalla legge.

Torino, il 1.° aprile 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Con instromento del 7 marzo 1852, rogato Anselmi, debitamente insinuato a Pinerolo, trascritto all'ufficio delle ipoteche di Pinerolo il 23 stessi mese ed anno, al vol. 156, art. 199, n. 924, il sig. ufficiale Gaspare Gemelli fu Giuseppe, residente a Torino, fece vendita al sig. Sallen Giovanni, fu Bartolomeo, nato e residente a Balboute, comune d'Usseaux, nel Pragellato, dei seguenti stabili, situati all'Abbadia presso Pinerolo, regione Rechioso: 1° pezza prato, già campo di are 25, 74, 05, sotto il n. 88 della sezione B, coerenti la bealera, e la strada reale di Fenestrelle, e Francia; 2° Campo di are 124, 57, sotto il numero 1 della sezione D, coerenti Mallano Michele, Chiabrand Giovanni, Rostagno Tommaso e la strada comunale, pel complessivo prezzo di L. 8000.

A. M. Anselmi not. coll.

NOTA

Con scrittura del 4 scorso marzo venne risolta la società corrente sotto la ditta *Vedova Calabresi e Valfrè*, ottonai e fonditori, e continuerà solo sotto la firma di *Federico Valfrè*, nello stesso locale, via dell'Ospedale, casa Della Cisterna, n. 21, in Torino.

Nel suddetto laboratorio trovasi ogni sorta di ornamenti di metallo, tanto gialli che inargentati, ed altri oggetti relativi, come pure tutte le guernizioni in avorio per carrozze, così dette Cittadine e simili.

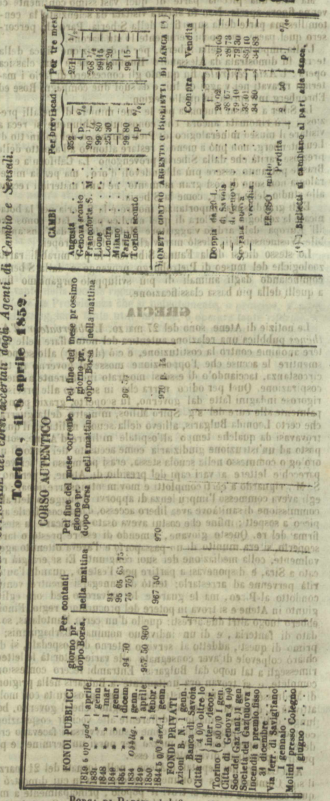
Torino, il 7 aprile 1852.

LETTI DI FERRO
E MATERASSI ELASTICI
AMMESSI ALLE ESPOSIZIONI DI PARIGI E LONDRA

Letti ornati, rulle e piccole calle di ogni grandezza. — Letti pieghevoli. — Letti tutti formati, compresi i materassi elastici. — Letti per ferrovie, comunità religiose, ospedali, caserme, prigioni, ecc. — Letti. Sedie e tavole da giardini. — Lavamani di ferro stabilmente alla turca, con specchio mobile che s'innalza e s'abbassa a volontà.

FABBRICA DI CHARLES LÉONARD
55, *boulev. St-Martin* — 46, *rue Mesléay, à Paris*

Per ricevere i disegni e le tariffe dei letti mobili e materassi elastici, scrivere franco all'indirizzo qui sopra.



BOLLETTINO UFFICIALE dei corsi accertati degli Agenti di Cambio e Sensali.

Torino, il 5 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI

CAMBII

Per Ire mesi

Per Invista

Vendita

Compra

Parigi

Genova sconto

Francoforte S. M.

Londra

Milano

Torino sconto

Dopo di Parigi

Dopo di Genova

Dopo di Milano

Dopo di Torino

Per contanti

Pel fine del mese prossimo

Pel fine del mese corrente

Pel fine del mese prossimo dopo Borsa

Pel fine del mese corrente dopo Borsa

Per contanti dopo Borsa

Per contanti dopo Borsa

Per contanti

GAZZETTA PIEMONTESE

N 87 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	28	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

SABATO 10 APRILE

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 9 aprile.*

La Camera dei Deputati continuò nella seduta d'oggi la discussione generale del Trattato di commercio e di navigazione colla Francia.

DIREZIONE DEL TELEGRAFO ELETTRICO.

Servizio ad uso del Commercio e dei Privati.

Avviso.

Si previene il pubblico che a datare dal giorno di lunedì 12 del corrente mese, si intraprenderà il servizio ad uso dei privati, in conformità al Decreto Reale del 7 marzo scorso e relativo Regolamento, tra le stazioni di Torino e Genova.

Torino, 8 aprile 1852.

Il Direttore del Telegrafo
G. BONELLI.

AMMINISTRAZIONE DEL DEBITO PUBBLICO.

Il Direttore Generale

Conformemente alle disposizioni degli articoli 35 del R. Editto 24 dicembre 1819, e 31 del relativo Regolamento 22 aprile 1820, e 22 delle R. Patenti 29 giugno 1820; notifica che alcuni Titolari di rendite iscritte sul Debito Pubblico allegando di avere smarriti gl'infradescritti Titoli corrispondenti alle loro Iscrizioni ebbero ricorso a quest'Amministrazione, onde, previe le formalità prescritte dalle accennate leggi, ne vengano loro rilasciati nuovi Titoli.

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi mesi sei dopo la pubblicazione della presente Notificazione senza che siavi intervenuta alcuna opposizione, si ammetteranno le suddivisate domande.

Descrizione dei Titoli smarriti.

Num.° dell' Iscrizione	Intestazione	Rendita
	Debito perpetuo.	
11206	Fondazione di Verdina Gio. Gerolamo quondam Marco per celebrazione di messe alla cappella di S. Giuliano nella chiesa di S. Ambrogio in Varezze (Savona)	40 10
7487	Fondazione di Scaglioso Gerolamo per distribuzione a poveri (Genova)	6 24
7488	Fondazione di Cicala Costantino per collocazione di figlie dell'Albergo Cicala (Genova)	7 08
8235	Fondazione di Cicala Costantino quondam Costantino per distribuzione a poveri (Genova)	9 08
	Debito redimibile del 1848.	
9437	Congregazione di carità di Campo lo	44 69
9634	Cane Francesco, fu Vincenzo, domiciliato a Genova	62 50

Torino, l' 8 aprile 1852.

Il Direttore generale
SIMONDI.

Il Segretario generale
PERINI.

CITTÀ DI TORINO.

Scuole elementari maschili.

Essendo in pronto fra breve tempo i convenienti locali per lo stabilimento di nuove scuole maschili elementari, a norma della deliberazione presa dal Consiglio comunale in seduta del 15 dicembre 1851, si rende noto, che la nomina dei maestri avrà luogo previo esame de' titoli da farsi dalla Commissione municipale incaricata della pubblica istruzione: s'invitano pertanto gli aspiranti a presentare fra il termine di un mese a datare dalla presente la loro domanda corredata dai seguenti documenti:

1. Fede di battesimo.
2. Patente di professore di metodo o di maestro normale, propria della classe a cui aspirano i candidati.
3. Certificato di lodevole esercizio locale, ove gli aspiranti abbiano già esercitato l'ufficio di maestro.
4. Attestato di moralità del parroco e del sindaco del luogo o dei luoghi di domicilio degli ultimi tre anni.

Le classi da instituirsi sono le seguenti:

Una prima, una seconda ed una terza elementari nel borgo di San Salvatore nella casa del sig. colonnello Serra.

Due prime, una seconda, una terza ed una quarta elementari nella sezione Monviso, via dell'Arsenale, nella casa della Missione.

Una prima elementare nel borgo S. Donato, casa Cavalli.

Lo stipendio per i maestri delle prime e seconde classi è di lire 1000, delle terze di lire 1200, della quarta di lire 1400, e comincierà a decorrere dal giorno dell'apertura delle singole scuole.

Saranno pure nominati due supplenti collo stipendio di lire 500 ciascuno.

Le domande si ricevono nella segreteria della Città, divisione prima.

Torino, dal palazzo civico, il 7 aprile 1852.

Il Sindaco G. BELLONO.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE.

Avviso d'asta.

Con atto del 6 andante mese essendo stato deliberato l'appalto delle opere di costruzione della Stazione di Solero per lire 21694 80, il di cui incanto veniva enunciato in avviso d'asta del 25 marzo p. p., si previene il pubblico che i fatali per la diminuzione del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di martedì 20 corrente aprile.

Torino, addì 7 aprile 1852

Per delle Generale Azienda
BOSSA sotto segretario.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Reale Decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Seconda pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Numero	Quitanze dichiarate smarrite: Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sonostate rilasciate
1	Bertero Antonio fu Lorenzo contribuente, Bertero Francesco fu Michele richiedente	18	1848 9bre	9 »	Stabili	Pianezza
2	Parrocchiale di Marcorengo contribuente, Tesatore D. Vincenzo Priore parroco richied.	152	1849 16mag.	24 50	id.	Chivasso
3	Debarbieri Gio. Batt. fu Tommaso	107	31 gen.	5 »	id.	Cicagna
4	Porcella Gio. fu Gio. Battista	136	20mar.	2 50	id.	id.
5	Peretti Giuseppe fu Domenico	147	20 apr.	10 »	id.	Courgnè
6	Gally Pierre Antoine	69	18 id.	60 »	id.	Oulx
7	Prigione Giuseppe fu Gerolamo	1	1848 31 8bre	20 »	id.	Castellazzo
8	Salvetti Teresa vedova del sig. medico	112	1849 26 gen.	40 »	id.	Ivrea
9	Confraternita del SS. Sacramento di Trino	13	26 9bre	» 65	Crediti ipotecarii	Trino
10	Moreno medico Natale	39	25 gen.	50 »	Stabili	Albenga
11	Allodi Paolo fu Vittorio contribuente, Paventa Gio. richied.	33	1848 11 9bre	12 50	id.	Dronero
12	Trincheri Domenico fu Lazzaro contrib., Pansa Giuseppe richiedente	5	1849 7 mag.	53 10	Crediti ipotecarii	Pieve
13	Canioni Giorgio fu Francesco Maria contrib., Pansa Giuseppe suddetto richiedente	10	13 giu.	66 70	id.	id.
14	Boeri Maria fu Giuseppe	57	4 genn.	10 »	Stabili	Bassignana

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 30 marzo 1852.

L'Intendente Generale ARNULFO.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Il battaglione Borgo Nuovo della Guardia Nazionale di Torino, in occasione di un pranzo, raccoglieva a benefizio del collegio degli artigianelli di questa città lire 45 50, che venivano versate alla cassa dell'Opera dal sig. maggiore comandante il prelodato battaglione, avv. Martelli. Questi atti continui di ben intesa beneficenza, mentre sono splendido attestato della simpatia, cui seppe in breve tempo cattivarsi fra i buoni cittadini il nuovo Instituto dei poveri Artigianelli, formano il più bell'elogio che far si possa degli animi torinesi, i quali mai non sanno, nè anco fra le gioie dei conviti, dimenticare il misero che abbisogna del fraterno aiuto.

— Le medaglie state aggiudicate agli industriali delle provincie piemontesi, in occasione della Esposizione universale di Londra, furono trasmesse, per cura del Ministero di Finanze, alle rispettive Camere di Commercio per la loro distribuzione.

— Venne testè aperta in contrada Nuova, casa Melano, una nuova libreria, condotta dai sigg. Carlotti, Bazzarini e Comp. con copioso assortimento di libri scientifici, storici, politici, letterarii, ascetici, ecc. italiani e stranieri, non che di oggetti varii di cancelleria.

Gli è con piacere che vediamo aumentare le fonti di questo importante ramo di commercio, che giova tanto alla diffusione del sapere, specialmente quando è affi lato a persone probe ed intelligenti.

PROVINCIE. — Il sacerdote Nepomuceno Bernardi offrì a benefizio dell'Ospedale e dell'Asilo d'Infanzia in Caselle la metà dello stipendio assegnatogli da quel municipio pel quaresimale di quest'anno.

Sia lode all'eloquente e giovane oratore, il quale sa colla possente sua parola svegliare nei cuori degli uditori la vera carità cristiana, e ne dà primiero efficace esempio.

— Ci scrivono da Arona il 7 corrente:

Il verno è trascorso, e con esso i primi tre mesi del 52: intorno al qual periodo d'anno ecco una breve cronachetta di nostre notizie, che mi paiono di maggiore importanza a sapere. Innanzi tutto darò luogo al presente quadro statistico, come quello che giova a riconfermare due fatti, di cui altre volte si fece nota, cioè un continuato avvantaggiamento delle pubbliche finanze, ed uno sviluppo anche più sensibile di commerciale transito presso questa dogana.

Quadro comparativo del movimento delle estere merci pervenute da Genova e dalla Svizzera alla principalità di Arona nei primi trimestri del 1851 e 1852.

	1852 1° trim.	1851 1° trim.	Differenze in più
Introdotte in deposito Quintali	7,470	7,335	135
Di transito diretto »	9,197	3,861	5,336
Totale »	16,667	11,196	5,471

Parallelo delle esazioni.

	1° trim. 1852	1° trim. 1851	Differenze in più
Entrata . . . L.	43,435	16,971	26,464
Uscita . . . »	2,252	1,926	326
Totale . . . »	45,687	18,897	26,790

A queste cifre dimostranti un sì notevole incremento di pubbliche entrate e di commerciali rapporti coll'estero, quale accade su questo confine e scalo importantissimo de' Regi Stati, aggiungansi le seguenti novelle prove dello sviluppo che l'amore del bello, la patria industria e lo spirito di associazione qui eziandio vanno manifestando.

Il Lago Maggiore, come sapete, vanta maraviglie di natura quante ne possa offrire alcuna altra più lieta contrada della nostra incomparabile Italia: ma nè per maraviglie d'arte, nè per delizie di eleganti giardini e sontuose villeggiature, se togliamo le Isole Borromee, egli a pezza non regge al paragone d'altri laghi, e specialmente dell'incantevole Lario. Or bene da qualche anno in qua noi vediamo con assai compiacimento sorgere anche su queste rive una bella gara di orti fiorenti, e ricchi palagi, come a Solcio, Lesa, Belgirate, Pallanza, Locarno; ed egli è con altrettanta soddisfazione che ci piace di annunziare avere testè una ricca famiglia novarese fatto acquisto d'un ampio terreno a poca distanza da Arona, dove già s'incominciarono i lavori per erigervi una grandiosa e magnifica villeggiatura con disegno dell'ingegnere Buser: come pure, oltre il bel fabbricato Bedoni pressochè compito, molto alacremente procedere un'altra bellissima opera d'ingrandimento e miglior e intorno alla villeggiatura di recente acquisto dei fratelli Fontana-Pino.

Quanto alla patria industria, oltre alle cinque attivissime fornaci di calce esistenti presso ad Arona, in quest'anno se ne aperse una nuova: sul territorio di Lesa vi si costrusse di recente un altro edifizio ad uso di filatura di cotone; a Nebbiuno alla nota fabbrica Perelli-Paradisi si va aggiungendo buon numero di telai meccanici; e in Meina la cartiera Steffanina medesimamente si sta ampliando di nuovi locali e nuove macchine. In Meina pure a conto di una società aronese, di concerto coi fratelli Westerman, si costruisce un grandioso stabilimento ad uso di filatura di cascami di seta, unica forse in Italia. Altro benefizio devuto allo spirito di associazione si è la scoperta e l'acquisto di parecchie miniere auriferе nelle vicinanze di Ivorio e Gravellona per conto di nostri speculatori. Finalmente col giorno di ieri costituivasi qui in comitato provvisorio un'altra società di ricchi commercianti e possidenti, all'oggetto di domandare al Governo la concessione del tronco di via ferrata da Novara ad Arona: le azioni raccolte in brevissimo tempo già toccano presso al milione di lire, che è calcolato circa un terzo della spesa necessaria.

L'attuazione di tale progetto di via, che è il desiderio di tanti anni, e il lucro non lieve che se ne ripromette pel frequentatissimo commercio su di una tale linea, danno un insolito interessamento a questa neonata società. In vero la via che da Arona conduce a Novara è senza dubbio una delle più frequentate non solo pel passaggio dei viaggiatori, ma ben anco per la straordinaria quantità d'ogni genere di mercanzie che vi si trasporta, come quella che mette ai due centri primari del Regno, Torino e Genova; e che toccando per mezzo del lago ai confini lombardo e svizzero, viene a raccogliere tanta importanza di estere spedizioni, e insieme tutta quella moltiplice ricchezza di nazionale industria che ravviva le sponde del Verbano, e che per mezzo delle sue acque fa capo ed affluisce sulla piazza di Arona. Vorrei poter dare qui una dettagliata statistica delle merci e dei passaggeri circolanti su questo tronco di via, chè le sarebbero cifre di molta considerazione e rilevanza.

Ma ciò recherebbemi in lungo di troppo: bastino per ora questi due incontrastabili dati, l'uno cioè dei passaggeri computati al *minimum* nell'annua proporzione di 60,000: l'altro dei carichi mercantili, che importano oltre a quintali annui 852,600, cioè quintali 53,000 di merci straniere, e circa 800,600 di nostrali. Quindi è che la R. Commissione del 1844 nel suo elaborato rapporto del 6 marzo fu da quell'epoca segnalava l'importanza di questa linea.

Altra prova di più frequenti comunicazioni a questa città si è la nuova impresa d'un velocifero quotidiano tra Varallo, Orta, Borgomanero ad Arona e viceversa, che incominciò a questi giorni le sue corse.

Restami a dire delle buone o ree qualità nella trascorsa invernata: essa fu rigida anzichè no, abbenchè scarsa di nevi e ricca di serenità e limpidi soli.

Avemmo alquanti giorni di venti freddissimi e impetuosi a segno che la notte del 13 marzo si ebbe a deplorare il naufragio di un grosso carico di mercanzie presso ad Intra. Ai rigori ed alla straordinaria siccità del verno vuolsi da alcuni attribuire il mortale disseccamento di gran copia di viti nei nostri dintorni. Ma di ciò forse la più vera cagione è da ripetere dalla nota malattia che manifestossi nella state del 31. Quanto al resto dei prodotti agricoli le piogge primaverili assai opportunamente caddute in questi giorni ci fanno sperare i più abbondosi raccolti.

— Si legge nell'*Avenir* di Nizza in data 4 aprile:

Sappiamo che il dottore Lefèvre, medico francese, che in questo momento risiede nella nostra città, praticando degli scavi in una vasta grotta situata nella sua grotta di Mont-Boron a Nizza, conosciuta sotto il nome di grotta del Lazzaretto, ha scoperto uno strato considerevole di animali fossili. Questi scavi saranno continuati, e noi speriamo che il sig. Lefèvre sarà fortunato nelle sue indagini, e potrà presto darci alcuni schiarimenti sopra questo fatto che interessa in sommo grado la scienza.

Necrologia. — Si legge nel *Monitore dei Comuni italiani*:

Morì in Genova Giancristoforo Gandolfi, cavaliere, intendente, bibliotecario dell'università, membro del consiglio d'istruzione, e della commissione della statistica, cittadino egregio per istudii, e per virtù onorato. È autore de' *Scritti economici*, specialmente riguardanti la provincia di Chiavari di cui era paesano, e in cui promosse l'incremento dell'agricoltura e della società economica dalla quale tutta la provincia ha continuo lume: ma il libro che gli farà sorvivere il nome è quello sulla *Moneta antica di Genova*, pieno di critica erudizione e di notizie importantissime, poco letto e meno conosciuto, perchè tale sorta di studii è per pochissimi, e per iventura è scritto un po' confusamente; ma per chi ha tintura di storia e di numismatica è degno di stima e di onore. Cotal libro e' si può dire la illustrazione del Cimelio di che è fornita la biblioteca dell'università.

Pel Gandolfi è accertato che Genova coniava moneta avanti di riceverne imperial diploma, che avanti a Firenze e Venezia coniò la moneta d'oro, la qual moneta fu di tanta bontà da prevalere sul fiorino e sul ducato a lei posteriori di più che un secolo. Solerte raccoglitore di quanto poteva illustrare la sua patria, procurò alla biblioteca dell'università molti importanti manoscritti, importantissima una copia esatta del Caffaro, *l'unica* esistente *intera* dopo l'antichissima portata in Francia e non restituita, la sola che abbia fede nell'istoria; perocchè la stampa data dal Muratori non rende forse la metà di tutto lo scritto, e quanti manoscritti rimangono, tanti son difettosi dove in una dove in altra parte più o meno, ma tutti assaissimo.

DUE SICILIE

Napoli, 26 *marzo*. Si legge nel *Giornale del Regno delle Due Sicilie*:

Con RR decreti si stabilisce:

1. D. Nicola Grüther principe di Santaseverina è destinato segretario della regia legazione presso S. M. il Re di Prussia.

2. Il barone D. Antonio Winspeare, nostro segretario di legazione, è promosso a nostro incaricato d'affari, e destinato in tal qualità presso S. M. l'imperatore del Brasile.

3. Il marchese D. Antonio Riario Sforza, nostro ministro plenipotenziario presso S. A. I. R. il granduca di Toscana, e presso le corti ducali di Modena e di Parma, è promosso a nostro inviato straordinario e ministro plenipotenziario, e destinato a risiedere con tal carattere presso Sua Maestà la regina delle Spagne e delle Indie.

4. D. Giorgio de' baroni di Brocchetti, ufficiale di seconda classe del nostro ministero e real segreteria di Stato degli affari esteri, è nominato nostro segretario di legazione, e destinato in tal qualità a quella presso S. M. imperiale e reale apostolica.

5. È instituita una nostra regia legazione presso S. M. il re di Baviera con residenza in Monaco, alla quale destiniamo in qualità di nostro regio incaricato di affari il conte D. Guglielmo Ludolf.

REGOLAMENTO
ad oggetto di regolare il servizio della Dogana e Porto Franco di Messina.
(Continuazione V. num. d' ieri)

Art. 27. Negli uffizi di porta Zaera e S. Leone, e per ora nei due punti di presente stabiliti, cioè di porta Imperiale e di porta dei Greci potranno farsi le spedizioni a minuto dei soli generi a peso, il di cui dazio non oltrepassi i ducati quattro, dapoichè le spedizioni dei generi suscettivi di bollo, giusta l' articolo 4 del presente regolamento, dovranno farsi all' uffizio del minuto attaccato alla dogana collaterale.

Art. 28. Le bollette di pagamento, pei generi che si esportano per via di terra, saranno di due forme, l'una in carta colorata per le destinazioni nell' ambito tra la prima e la seconda linea di Messina, e l'altra in carta bianca per le destinazioni al di là della seconda linea di Messina.

La durata di entrambe le bollette sarà di ventiquattro ore.

Gl' impiegati che permettessero il passaggio delle mercanzie al di là della seconda linea, quando fossero accompagnate da bollette a colore, o fosse trascorso il termine delle ore ventiquattro saranno destituiti.

Art. 29. Se le mercanzie spedite dalla dogana collaterale col bollo di colleggio tramandar si vogliono nell' interno dell' isola per la via di terra, i conduttori delle medesime giunti alle barriere della prima linea presenteranno a quegli impiegati la bolletta di pagamento, i quali dopo di averne preso notamento in un registro all' uopo destinato, e di averla visitata, la rilasceranno ai conduttori, che continueranno il loro cammino.

Ciò quante volte il bollo di collaggio sarà osservato intatto, nel caso contrario i colli col bollo alterato o distrutto, ritorneranno accompagnati dagli impiegati della barriera alla dogana, ove si procederà in presenza del direttore alla corrispondente verifica.

Gl' impiegati della prima linea, ove nella verifica si rilevassero contravvenzioni, saranno considerati come capienti nella ripartizione del prodotto del contrabbando.

Art. 30. Giunte le mercanzie alle barriere di seconda linea, i conduttori dovranno esibire le carte che le accompagnano, ossia la bolletta a pagamento.

Una tal carta terrà luogo di manifesto, o di dichiarazione dei generi che si vogliono estrarre da Messina, ed immettere nello interno.

Art. 31. Gl' impiegati delle barriere della seconda linea osserveranno se la bolletta di pagamento sia vistata da quelli della prima linea. Se non è vistata, sarà eseguito quanto verrà prescritto nell'articolo 33.

Trovandosi la bolletta vistata gl' impiegati verificheranno se i colli, le balle, casse, scatole, botti ecc. abbiano i bolli di collaggio a piombo o a fuoco, e se esse siano o no alterati, e se le mercanzie fuori dei colli suscettive di bollo doganale, ne siano o no fornite.

Art. 32. Verificandosi che i bolli di collaggio a piombo non siano alterati, gl' impiegati della seconda linea dopo di aver preso notamento della bolletta a pagamento la restituiranno ai conduttori, i quali saranno lasciati in libertà di portare ovunque loro piaccia le mercanzie.

Similmente saranno rilasciate le mercanzie, le quali non essendo comprese sotto il bollo di collaggio, e che essendo suscettibili del bollo doganale ai termini della legge siano di esso bollo forniti.

Art. 33. Se nella verifica dei bolli di collaggio si riconosca che uno o più di essi siano alterati o distrutti, gl' impiegati scioglieranno questi solamente, e visiteranno le mercanzie racchiuse nei medesimi.

Similmente gl' impiegati scioglieranno i colli, la di cui bolletta non sia stata vistata dagl'impiegati della prima linea comunque il bollo di collaggio si trovasse intatto, quante volte il conduttore non preferisca di ritornare indietro per far adempire alla prima linea la formalità del visto mancato.

Gli scioglieranno ancora nel caso vi fossero ordini dei loro superiori di un grado non inferiore a quello d' ispettore, per motivi a questi ben visti di procedere ad una tale verifica.

Art. 34. Se nella visita si trovino i generi in perfetta corrispondenza di quelli descritti nella bolletta a pagamento, non sarà recata veruna molestia ai conduttori, ai quali saranno i generi tutti rilasciati per portarli ovunque lor piaccia.

Similmente saranno rilasciate le mercanzie le quali non essendo sotto il bollo di collaggio sieno fornite del bollo doganale.

Art. 35. Se nella verifica si trovassero generi differenti o eccedenti da quelli descritti nella bolletta a pagamento, gl' impiegati sequestreranno i colli e le mercanzie in contravvenzione, e compileranno processo verbale tanto dei motivi che han dato luogo allo scioglimento dei colli, quanto del risultato della verifica.

Gl'impiegati della barriera trasmetteranno ai loro superiori in Messina il verbale coi generi sorpresi in contravvenzione per procedersi ai termini della legge.

Lo stesso procedimento sarà adottato qualora nella verifica delle mercanzie suscettive di bollo se ne trovi una o più di esse sfornite del bollo doganale.

Art. 36. Le mercanzie forestiere, che spedite nelle dogane collaterali con bolletta a pagamento, s'immettano per la via di mare al consumo dei reali dominii di qua e di là del Faro, non saranno soggette nella dogana di arrivo a verun altro pagamento di dazio.

Art. 37. Il capitano del legno fra le ventiquattr'ore dal momento dell'arrivo dovrà presentare agl'impiegati della dogana le spedizioni rilasciate dalla dogana collaterale di Messina, le quali spedizioni o sieno bollette a pagamento terranno luogo di manifesto e di dichiarazione in dettaglio.

Art. 38. Gl' impiegati della dogana prenderanno notamento delle spedizioni, osserveranno se i bolli di collaggio sieno integri o alterati.

Se i bolli di collaggio sieno in buono stato procederanno alla verifica delle medesime.

Art. 39. Se nella verifica si trovino mercanzie differenti o eccedenti, saranno applicate le disposizioni dell'art. 58 del presente regolamento.

Art. 40. Se il bollo di collaggio si riconosca distrutto ne sarà compilato analogo processo verbale, ed il capitano per questo solo fatto sarà soggetto ad un'ammenda di ducati 30; e se nella verifica di detti colli con bollo distrutto si trovino generi differenti o eccedenti da quelli descritti nella bolletta a pagamento, tutte le mercanzie ivi racchiuse sono dichiarate in contrabbando e confiscate, e la multa del capitano invece di essere di ducati 30 sarà elevata a ducati 60.

Art. 41. Nel caso che sopra lo stesso legno imbarcar si volessero dal porto-franco di Messina dei generi esteri destinati per consumo dell'una o dell'altra parte dei reali dominii, ed altri destinati per l'estero, il foglio di spedizione pei generi destinati all'estero savà trascritto nella bolletta a pagamento che si rilascia pei generi destinati al consumo del regno.

Una tal destinazione però sarà soltanto permessa, allorchè i generi che si volessero spedire per consumo dell' una o l' altra parte dei reali dominii fossero diretti per una delle dogane di prima classe.

Gl'impiegati che avranno trascritto nella bolletta a pagamento l'enunciato foglio di spedizione rilasceranno l'una e l'altro al capitano.

Art. 42. Dopochè nella dogana d'importazione si saranno disbarcati i generi destinati per quel luogo, il legno non potrà far vela per l'estero, e riportare il resto del suo carico, se prima non saranno state visitate, a termini dell' art. 275 della legge doganale, le rimanenti mercanzie spedite per l'estero, che vi debbano essere a bordo.

La dogana quindi ritenendo la bolletta a pagamento rilascerà al capitano il foglio di spedizione coi lascia-passare e spedizioni per trabalzo al medesimo riuniti, ed autorizzerà la partenza del legno.

(Continua)

SVIZZERA

La commissione del tesoro, composta di 5 conservatori e 4 liberali, si è radunata il 31 marzo e discusse per tre giorni sulle proposizioni del relatore Butzberger, liberale, portanti: 1. che per meglio esaminar la cosa occorre procurarsi altri atti e segnatamente esaminare gli archivii dello Stato; 2. di chiedere al governo di aggiornare l'accettazione della convenzione fra la comunità degli abitanti e quella dei borghesi sinchè l' inchiesta sul tesoro sia ultimata. Contro la prima proposizione si pronunciarono con forza speciale i signori Gonzenbach e Kurz; ma il sig. Hildbrunner, conservatore, avendo dichiarato doversi una volta conoscere la verità su tale questione, fu risolto con 5 voti contro 4 che la città sia invitata dal presidente della commissione ad aprire gli archivii e permettere l' ispezione degli atti.

FRANCIA

Parigi, 6 *aprile*. La commissione incaricata dell' esame del progetto di legge relativo alla rifusione delle monete di rame, si è riunita oggi, sul mezzogiorno, per deliberare su questa importante quistione e costituirsi definitivamente. Il signor Gonin è stato eletto presidente, e il conte di Bryas segretario.

— Il sig. Latour-Dumoulin, già compilatore in capo del *Courrier français*, pubblicista egregio, è stato nominato direttore della stamperia e della libreria al ministero della polizia generale. Questa nomina, dice la *Patrie*, sarà intesa con soddisfazione da tutta la stampa periodica. Il sig. Latour-Dumoulin, il cui carattere conciliante è conosciuto, saprà unire i doveri della nuova sua posizione coi riguardi dovuti agli scrittori.

— Si assicura che in breve succederà un movimento piuttosto importante nel personale delle prefetture e sotto-prefetture.

— Le riscossioni effettuate alla cassa di pensioni per la vecchiezza, dal 29 marzo al 4 aprile inclusivamente, ascendono a 5,100,220 fr.

I versamenti concernono 963 conti individuali, 461 dei quali sono nuovi.

Il portafoglio si è accresciuto di 139,349 fr. e 60 centesimi di rendite 5 0/0 al capitale di 2,786,823 fr. cioè:

Rendite trasferte in virtù del decreto del 18 marzo p. p. 97,121 fr. e 60 cent., al capitale di 1,942,432 fr.; rendite comperate 42,228 fr., al capitale di 844,591 fr.

Furono inoltre depositi alla cassa, contro ricevute provvisorie, a termini dell' articolo 3 del decreto precitato, 145,563 fr. di rendite 5 0/0, al capitale di 2,891,260 fr.

— Per decreto del 3 aprile il barone Carlo Dupin, ispettore generale del Genio marittimo, è stato ammesso a far valere i suoi diritti alla giubilazione, per titolo d'anzianità di servizio.

—Domenica (4), nella prima delle varie corse del gran *steeplechase* di La Marche, è avvenuto un sinistro deplorabile. *Pilot*, montato dal visconte di Tournon, nel superare uno dei venti ostacoli della corsa, aveva rovesciato il suo cavaliere, quando *Eugène Süe*, montato dal jockey Harry, che lo seguiva dappresso, venne a cadere sopra il sig. Tournon. *Pilot*, che aveva continuato la sua corsa senza jockey, potè essere ripreso. Parecchi medici accorsero intorno al sig. di Tournon, a cui si fece un salasso sul luogo: trasportato indi nel castello, ben tosto rinvenne in sè. Egli erasi fratturato un braccio piuttosto gravemente. Il jockey Harry non ricevette fortunatamente alcuna ferita. *Eugène Süe* che aveasi scavezzato il collo, non sopravvisse a lungo.

— Il *Civilisateur*, compilato dal sig. di Lamartine, giornale d' istruzione storica universale, a 6 fr. all'anno, acquista molta voga. Il secondo numero contenente la *Storia di Giovanna d'Arco*, deve uscire lunedì 12.

— I lavori necessarii all'organizzazione della telegrafia elettrica nell'Algeria sono in piena attività. Le diverse linee che fan parte della prima sezione, e che riuniranno fra loro i principali centri, avranno un'estensione di più di 400 chilometri.

INGHILTERRA

Londra, 5 *aprile*. Si legge nel *Morning-Advertiser*:

È stato pubblicato il bill presentato dal sig. Henley, e che riguarda l'arresto dei disertori all' estero. Nella prima clausola si stabilisce che S. M. dichiara che i disertori dei bastimenti di qualsiasi potenza estera potranno essere arrestati. Con la seconda si ordina ai giudici di pace di prestare appoggio alla restituzione dei disertori de' navigli esteri e di rimandarli a bordo. Con la clausola che siegue, si punisce di una multa di 10 sterlini qualunque individuo che sottrarrà scientemente un disertore alle ricerche della giustizia. Il restante del bill non ha tratto che a punti generali.

— Il *Liverpool Chronicle* rende conto di una grande dimostrazione in favore della libertà del commercio, che ebbe luogo nell' anfiteatro di Liverpool, e alla quale convenne il fiore dei partigiani del libero scambio. Presiedeva al *meeting* il sig. George Lawrence. L'oggetto della riunione era quello di presentare agli elettori i candidati della libertà commerciale, i sigg. Cardwell e Ewart, i quali vi ottennero la migliore accoglienza.

Il presidente invitò il sig. Cardwel a prendere la parola.

Il sig. Cardwell disse: Il capo dell' attuale ministero ha dichiarato che gli articoli d'importazione doveano essere, a suo avviso, tassati, e che non vedea per quale motivo si avrebbe a fare una eccezione in favore del pane. Spetta al popolo, sostenuto dai suoi rappresentanti, d'impedire che sia atterrata una politica che riempiè di gioia le sue famiglie e donò l'abbondanza a' suoi figliuoletti.

L'oratore fece, tutto in vantaggio della libertà di commercio, un parallelo tra questa dottrina e quella della protezione, e fu a varie riprese vivamente applaudito dall' assemblea.

Il sig. Ewart pronunziò anch' egli alcune parole nel medesimo senso.

L'assemblea, interpellata dal presidente per conoscere se ella accettasse i due candidati, rispose affermativamente; non vi furono che soli 20 suffragi contrari.

— Si legge nel *Courrier de Londres*:

La commissione d'inchiesta sui crimini e delitti in Irlanda, si sdebita della sua missione con uno zelo coscienzioso. Il suo presidente, l' *attorney-general* irlandese, sig. Napier, dirige i lavori della commissione stessa con assai intelligenza e fermezza. Molti testimoni sono stati ascoltati, ma lo scopo speciale delle cospirazioni e delle società segrete, le quali, giusta il parere di quelli, agitano il paese, non ci pare chiaramente risulti dalle loro parole. Questi medesimi testimoni pretendono che per rimediare a quel deplorabile stato di cose non vi abbia altro mezzo che sospendere la libertà personale (*habeas corpus act*), estendere il diritto di arresto e restringere il giurì.

ALEMAGNA

Austria. Leggesi nella *Gazzetta ufficiale di Milano*:

S. M. ha, mediante sovrana risoluzione dell'14 febbraio p. p., approvato l'organizzazione del servizio consolare austriaco nel regno di Sardegna.

Sussisteranno nel detto regno i seguenti uffici consolari austriaci:

I. *Come ufficio dirigente.*

Il *consolato generale in Genova* colla sfera d'azione in quella città e provincia, e colla direzione superiore dei singoli altri uffici consolari austriaci esistenti in tutta la periferia del regno medesimo.

II. *Come uffici subordinati.*

a) Il *consolato in Nizza* colla sfera d'azione in quella città e provincia, come pure nelle provincie di San Remo ed Oneglia.

b) Il *vice-consolato in Savona*, la cui sfera d'azione abbraccia quella città e provincia, non che, all'occidente la provincia di Albenga, ed all'oriente il Litorale fino alla periferia assegnata all'immediata azione del consolato generale in Genova.

c) Il *vice-consolato in Spezia*, la cui sfera d'azione si estende alle provincie di Chiavari e Spezia, ed

d) Il *consolato in Cagliari* per l'isola di Sardegna.

Le agenzie consolari dipendenti dal consolato in Cagliari continueranno a sussistere fino a nuova disposizione.

Vengono all'incontro soppresse le agenzie consolari che esistevano, sì sulla riviera di Levante, come sulla riviera di Ponente, a San Remo, Porto Maurizio, Oneglia, Finale e Porto Venere (Verignano).

Colla medesima sovrana risoluzione l'altefata Maestà Sua si è degnata di nominare il già agente consolare austriaco in Savona, Giacomo Rizzi, a vice-console imperiale austriaco onorario nella città stessa.

— Il principe Felice Schwarzenberg moriva all'età di 51 anni. Appartenne ad una casa illustre fra quegli Stati, già regnanti, della confederazione germanica, dei quali il congresso di Vienna regolava i destini: chiamato ad alta carriera, seguì quella delle armi: dedicossi agli studi diplomatici, occupò il posto di ambasciatore, prima alla corte di Torino, quindi a quella di Napoli: fu governatore di Milano al 6 agosto 1848. Dopo gli avvenimenti di Vienna del 1849, assistè all'inaugurazione della Carta costituzionale del 4 marzo, e contemporaneamente fu chiamato dall'imperatore a sedere ne' suoi consigli, come ministro degli affari esteri, e presidente del ministero.

— La *Gazzetta di Vienna* reca le seguenti ulteriori notizie intorno al naufragato piroscafo *Marianna*:

La maggior parte del corpo di quella nave trovasi sommersa a 45 gradi, 2 min. di latitud. sett. e 10 gradi, 22 min. di long. orient. merid. di Parigi, alla profondità di passi 17 1/2, coll'albero maestro rivolto in su, e colla prora a scirocco e la poppa a maestro, fra Porto Levante e Porto Maestra, a 12 miglia dentro in mare, locchè potè riconoscersi da perito palombaro, che in quest'occasione trasse dell'acqua il parafulmine di quella nave col filo di rame conduttore della lunghezza di tese 3 1/2. A giudicare della situazione di questo mutilato avanzo, dopo l'esplosione che avrebbe mandato in aria la coperta, sarebbe andato a picco nello stesso luogo, e supponsi che in questa carena possano trovarsi la macchina, i cannoni, ecc. Il comando superiore di marina è stato di ciò informato mediante il telegrafo per le relative ulteriori disposizioni.

TURCHIA

Togliamo dalla *Triester Zeitung* le seguenti notizie ultimamente recate a Trieste dal vapore del *Lloyd l'Imperatrice*:

Le tempeste equinoziali fanno sentire tutta la loro forza nelle acque di Turchia. Anche il vapore delle *Messagerie nazionali, Egyptus*, non potè ai Dardanelli ricevere a bordo nè mercanzie, nè persone; l'agente, che tentò di andare a bordo, ed alcuni altri viaggiatori, visto il pericolo, tornarono indietro; solo si potè con fatica portare in nave qualche lettera e qualche piccolo vaso di mignatte.

Anche in Adrianopoli si hanno a deplorare tempeste, ed i rigori di un tardo inverno. Il termometro discese sotto lo zero di tre a quattro gradi; i dintorni sono coperti di neve: lottano fra loro i venti settentrionale e meridionale, con sopravvento di quest'ultimo.

In Salonicchi il freddo, or ora sopravvenuto, produsse gravi danni: durante tutto l'inverno non cadde mai neve: già rigogliosa si faceva la vegetazione, gli alberi fiorivano; la neve seppellì il regno vegetale sotto il suo cadaverico lenzuolo. In Bitolia, la neve pervenne a sei piedi d'altezza; asfissiati dal gelo si trovarono uomini e bestie, ed interrotta affatto è ogni comunicazione.

Nell'interno dell'Anatolia cadde tanta neve che ogni comunicazione anche colà è interrotta; ivi almeno credesi che il freddo gioverà, anzichè nuocere, alla vegetazione, che non si era ancora svolta.

— Diecimila uomini di truppe turche sono ora concentrati fra Mecca ed Acaba per dar la caccia ai ladri che infestavano la grande strada dei pellegrini: su tutta la linea si costruissero dei forti per proteggere le carovane, e nel mese scorso la Porta mandò nuovi governatori e seraschieri nelle diverse stazioni in Arabia ed a Massura.

Sembra che la Porta ottomana si proponga di costruire fabbriche ai Dardanelli: il generale Soliman bascià vi è arrivato a bordo di un vapore turco, ed ha fatto l'ispezione degli stabilimenti militari e delle opere di fortificazione.

— L'affare del padre Basilio non ha punto progredito finora: Mehemet, bascià d'Aleppo, sotto la cui giurisdizione trovasi Antiochia, domandò se mai non possa essere succeduto un suicidio; a questa idea sembra che propenda il consiglio comunale.

— Sembra che in questi ultimi tempi progredisca alquanto anche la letteratura turca: fu testè pubblicato in Beirut un manuale delle scienze fisiche in lingua turca: l'autore ne è Ibrahim effendi, medico dell'ospedale militare di Beirut.

AMERICA

Togliamo dalla *Triester Zeitung* quanto segue:

Ad aprire una grande strada commerciale traverso all'America, e per unire l'Atlantico al mar pacifico, unione che ravvicinerebbe a quasi immediato contatto i mercati più lontani, e le più remote piazze mercantili, e ravviverebbe efficacissimamente il commercio fra l'Europa, l'Africa occidentale, l'Oceania, l'Asia orientale, cinque progetti si sono presentati, dei quali alcuni sono già in via di esecuzione.

1. La strada ferrata sull'istmo di Panama (nel Nuovo Canadà) la quale dal fiume Chagres andrà fino a Panama. Il relativo trattato fu conchiuso nel 1848 fra gli Stati-Uniti, ed il Nuovo Canadà e la strada sarà terminata pel 1855: dal quel tempo è accordata per 40 anni agli impresari, affinchè proseguano la ferrovia da Panama a Limonbai. Si spera che, nello spazio di 4 a 5 anni, la strada ferrata sarà costruita fino al suo termine.

2. Una strada traverso al territorio della repubblica di Costarica: l'intraprenditore è il sig. Lafont, console generale in Costarica, il quale vi annette un progetto di colonizzazione.

3. Un canale in Nicaragua, che dovrà unire S. Juan coi laghi di Nicaragua e Monagua. A questo fine si conchiuse, fra la suddetta repubblica ed una compagnia americana, una convenzione, che condusse poi ad alcune stipulazioni convenute fra la Gran Bretagna e gli Stati Uniti.

4. Un canale nel Messico, dal fiume Guazamaleo fino a Theuantepeck sull'istmo di questo nome. Il governo degli Stati Uniti, che attribuisce grande importanza a questo progetto, ha chiesto alla repubblica del Messico la concessione del medesimo, e pensa di costruire, od una strada ferrata, invece del canale, o contemporaneamente al canale stesso.

5. Una strada ferrata negli Stati Uniti, per operare una non interrotta continuazione di rotaie colla California: piano grandioso è questo, alla cui esecuzione si richiederanno almeno 25 anni, ed immensa somma di denaro. Avuto riguardo all'energia dello spirito intraprendente degli americani del Nord, questo progetto non deve tenersi in conto di utopia.

— Si hanno notizie della Giamaica sino a tutto il 2 marzo. La legislatura dell'isola, raunatasi il 23 ottobre, è stata prorogata il 26 febbraio dal governatore, il quale esplicò a lungo i motivi pe' quali egli non potea approvare i biglietti di prestito ch'erano stati votati dagli altri due rami della legislatura.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 10 *aprile*.

La Camera dei Deputati, nella seduta straordinaria che tenne ieri sera, dopo una viva discussione sul Trattato di Commercio colla Francia, a cui presero parte parecchi Deputati della Savoia, votò il progetto di legge per l'approvazione del medesimo, e l'adottò con 114 voti contro 23. (*)

Francia. *Parigi*, 7 *aprile*. Il *Moniteur* annunzia che il ministro delle finanze, d'accordo col consiglio generale della Banca di Francia, pubblicherà lo stato generale dello stabilimento il secondo giovedì di ciascun mese.

— Il governo ha istituita una commissione incaricata di preparare un regolamento d'amministrazione pubblica sulle società di credito fondiario.

— È stato presentato al ministero dei lavori pubblici un progetto di strada ferrata da Bordeaux a Lione, che attraverserebbe i sette dipartimenti della Gironda, della Dordogna, del Lot, del Cantal, dell'Alta Loira, della Loira e del Rodano. La sua esecuzione costerebbe 47 milioni.

Paesi-Bassi. *Aja*, 5 *aprile*. L'inviato neerlandese, ed il plenipotenziario belgico hanno scambiate, alli 25 marzo p. p. a Bruxelles, le ratifiche della convenzione del 28 gennaio fra i Paesi-Bassi ed il Belgio, relativa alla congiunzione telegrafica fra i due paesi.

Inghilterra. *Londra*, 6 *aprile*. Alla Camera dei comuni, tornata del 6, il cancelliere dello scacchiere confermò officialmente una notizia che già era trapirata nel pubblico; vale a dire, che i governi inglese e francese hanno risoluto di mandare nell'America del sud due negoziatori incaricati di trattare rapporti commerciali dei due paesi col Brasile e la Plata. Il negoziatore inglese è, come già fu detto, il capitano sir Charles Hotham; quello del governo francese sarebbe, giusta l'asserzione del sig. D'Israeli, il cav. di Saint-Georges. I due plenipotenziarii debbono imbarcarsi il 16 corrente, sir Charles Hotham è stato già ricevuto in udienza di congedo.

Quindi la Camera si aggiornò al 19 corrente per le vacanze di Pasqua.

Sul finire della tornata del 5 la Camera votò un credito di 16 milioni di franchi per la guerra de'Cafri.

— I giornali di Londra del 6 pubblicano il prospetto trimestrale delle pubbliche rendite per l'anno spirato il 5 gennaio. Malgrado delle immense riduzioni di tassa consentite durante i due ultimi anni, esse rendite offrono sulla più parte degli articoli e in specie sulle dogane e l'accisa, un aumento considerevole (2,726,596 sterlini).

— Il *Propontis* e l'*Orenoco* hanno recato notizie del Capo di Buona-Speranza fino al 5 ultimo marzo, le quali confermano i buoni successi ottenuti precedentemente da sir Harry Smith. Tuttavolta insieme a queste notizie favorevoli, l'*Orenoco* arrecò quella d'un doloroso disastro.

La fregata a vapore della forza di 500 cavalli, il *Birkenead*, che conduceva rinforzi al Capo di Buona Speranza, naufragò il 26 decorso febbraio presso la baia di Simon. 442 Persone, officiali, soldati e marinai, sarebbero perite in questo disastro di cui non si conoscono ancora i dettagli.

— Si legge nel *Globe*:

L'aumento notevole delle pubbliche rendite che risulta dal prospetto trimestrale pubblicato ieri (5) ha dato della fermezza su i fondi inglesi. Consolidati a contanti e per conto 99.

Alemagna. *Vienna*, 6 *aprile*. Leggesi nell'*Ost-Deutsche Post*, che in seguito all'improvvisa morte del principe di Schwarzenberg, fu chiamato, per telegrafo, da Londra a Vienna il conte Buol-Schauenstein.

— Il foglio ufficiale di Vienna pubblica la seguente notificazione:

L'amministrazione finanziaria ha deliberato di torre alla circolazione gli assegni di cassa fruttanti il 3 per 100, e portanti le date 1° gennaio, 1° luglio 1849 e 1° gennaio 1850, indi i boni del tesoro con interesse in data 1° gennaio 1850 e 1° gennaio 1851.

Onde mettere ad effetto tale deliberazione, viene ordinato il cambio della mentovata carta rappresentativa verso altra senza interessi e solamente (nel caso che le casse non ne abbiano in sufficiente numero) verso boni del tesoro con interessi dell'emissione dell'anno 1852, e ciò nei seguenti termini:

Per il corso di mesi quattro, cioè sino a tutto luglio 1852, possono essi venir cambiati appo tutte le capo-casse provinciali e camerali (eccetto quelle del regno lombardo-veneto).

Spirato questo termine il cambio può aver luogo per altri tre mesi, cioè a tutto ottobre 1852 solamente appo tutte le capo-casse provinciali, e più tardi ancora per ulteriori due mesi, cioè a tutto dicembre 1852 presso la cassa d'ammortizzazione di Vienna.

È permesso fino a tutto dicembre 1852 di servirsi dell'anzidetta carta rappresentativa nei pagamenti da versarsi nelle casse dello Stato.

Decorsi che siano i termini ora stabiliti, l'accettazione della detta carta in cambio od in pagamento può aver luogo solamente mediante permesso speciale del ministero di finanza.

— *Berlino*, 5 *aprile*. La *Nuova Gazzetta di Prussia* annunzia che il commodoro Schröder è andato a prendere possesso delle fregate *Gefion* e *Barbarossa*.

(*) *La Redazione dei rendiconti non può pubblicare queste due ultime discussioni, che nei primi giorni dell'entrante settimana, per circostanze straordinarie.*

La *Corrispondenza litografica* annunzia che uno dei quei vascelli partirà fra breve per l'America settentrionale, e che i marinai, non meno che gli officiali della flotta federale passeranno al servizio della Prussia.

—*Dresda*. Ultimamente, nella Camera dei deputati, il sig. Ungen propose di stabilire un'imposta pel bollo dei giornali. Il sig. di Friesen, ministro, dichiarò che il ministero aveva bensì deliberato su tale proposto, ma che non aveva ancora preso alcuna risoluzione. Il bilancio fissava a 19,000 talleri la rendita proveniente dai giornali; la Camera ha votato 20,000 talleri.

— *Darmstad*, 5 *aprile*. Ieri ed oggi, sono giunti in questa città: il barone Schrenk, inviato di Baviera alla Dieta germanica; il barone di Reinhard, inviato del Wurtemberg alla Dieta germanica; il barone di Rüdt, ministro di Stato badese; il barone Neurath, ministro di Stato virtemberghese; Von der Pfordten, primo ministro di Baviera; il barone Werger, ministro di Baviera nella Svizzera; il principe Wittgenstein, ministro di Nassau; il barone Beust, ministro di Sassonia; Baumbach, consigliere privato di legazione nell'Assia elettorale.

1. Leone gerente.

NOTIZIE TEATRALI.

La stagione di primavera ci si annunzia con varii spettacoli teatrali di musica e di commedia. Al Teatro Carignano continua la R. drammatica Compagnia Sarda alla quale s'è aggiunto, in qualità di primo attore, il signor Rossi, giovane ancora e già così innanzi nell'arte. Avremo occasione di ammirarne il vario talento, tra le prime sue rappresentazioni, nel *Conte Hermann*, nell'*Oreste*, nella *Claudia* ecc. Udiamo che il direttore della Compagnia drammatica sta trattando per alcune produzioni originali italiane: infatti abbiamo ora dei nuovi lavori, *La figlia dell'Apennino*, di Antonio Somma, autore della *Parisina*, che venne accolto con grande favore sulle scene di Padova, e ci si annunzia il *Rubens* di Augusto Bon, e il *Dandolo* del Cameroni. La R. Compagnia non vorrà defraudarci dal gustare questi nuovi saggi d'autori nostrali, unico mezzo per aspirare al vanto di Compagnia nazionale.

Al Gerbino si produrrà la Compagnia Giardini, che ci conduce degli ottimi artisti nella *Fazzetti*, nel *Salvini*, nel *Papadopoli* e nel *Giardini* stesso. Questa schiera drammatica va collocata tra le migliori per accuratezza e buona scelta di repertorio.

Al *Teatro Sutera* succede alla commedia, diretta da Napoleone Colombino, uno spettacolo d'opera buffa. La compagnia Colombino, raunata di fresco, andava guadagnando ogni sera più le simpatie del pubblico, specialmente di quella parte di pubblico che non ama piangere in teatro. Infatti le due sorelle *Gianuzzi*, il *Moreschi*, il *Calombino*, e il *Gianuzzi* (brillante) recitano con brio ed erano a ragione applauditi nelle rispettive loro parti. Presentemente avremo tre opere buffe, la *Regina di Leone*, del nostro bravo maestro Villanis, il *Domino nero* e il *Cuoco di Parigi*. Fra gli artisti basta annoverare il *Cambiaggio*, nome conosciuto e caro al pubblico torinese, quindi la *Marinangeli*, la *Ferravilla*, il *Righini* ecc.

Al *Teatro Nazionale* una nuova impresa promette di rialzare le condizioni di quel teatro, che a buon diritto può dirsi uno dei migliori della capitale. Abbiamo sott'occhio l'elenco dello spettacolo che ci si promette vario ed interessante; sono annunziate tre opere: il *Gondoliero* del maestro Chiaramonti, la *Griselda* del maestro Ricci, il *Gamma* del maestro Marchetti. Gli artisti sono le signore *Cuzzani* e *Morra*, il sig. *Miraglia*, tenore, *Walter*, basso ecc. Il primo ballo *Il trionfo di Atamaro re d'Egitto*, del coreografo Piccoli Giovanni.

Al *Circo Sales* agirà la compagnia Tassani.

Rettificazione. — Nella nota dei numeri estratti della Lotteria a beneficio dei danneggiati dalle inondazioni nella provincia di Cuneo, pubblicata nel Supplemento al num. 85 di questa Gazzetta, deve avvertirsi che il num. 340 vince il 117.

BOLLETTINO UFFICIALE dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.
Torino, il 9 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO

Per fine del mese prossimo
Per fine del mese corrente
Per contanti
Fondi pubblici

Borsa di Parigi dell'8 aprile.

Il 4 1/2 0/0 aperto a 101, 40, chiude a 101, 30.
Il 5 0/0 aperto a 71, 30, chiude a 71, 70.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 10.
Le azioni della Banca di Francia a 2760.

AVVERTENZA

Si rinnova l'avviso ai signori richiedenti inserzioni (ed in ispecie a quelli delle provincie) di Annunzi, Note giudiziali, o simili, di voler d'or innanzi rivolger le loro domande, accompagnate da vaglia o mandato postale corrispondente al presunto ammontare del diritto della richiesta inserzione, in ragione di centesimi 30 per ogni linea di stampa, all'Uffizio di segreteria esclusivamente (Tip. Favale, via S. Martiniano, casa Gibellini), e dirette al sig. Paolo Falco, segretario.

Le lettere ed i pieghi debbono essere affrancati.

COMMENTI AL CODICE CIVILE

dell'Avvocato Cav. **VINCENZO PASTORE**

Avendo il sottoscritto acquistato tutto il fondo e proprietà dell'Opera suddetta, fa noto ai signori associati di rivolgersi direttamente al suo Stabilimento via delle Quattro Pietre, n. 14, 3.° piano, in Torino, sia per la continuazione, che per l'acquisto di nuove copie.

La detta Opera verrà continuata dall'egregio signor avvocato Gio. Edoardo Brignone, patrocinante.

CONDIZIONI PER LA CONTINUAZIONE

Se ne pubblicherà un fascicolo ogni 40 giorni circa, con coperta, carta e caratteri simili ai precedenti di detta Opera.

Il prezzo è fissato in cent. 20 cadun foglio di stampa di 16 pagine in-8.° grande.

ISNARDI GIO. TOMMASO *Editore-Libraio.*

AI DILETTANTI DI CACCIA

Una persona di ottimo casato, e di rinomata abilità nella caccia col fucile, con mute, tramagli, roccoli, ecc., con cani, bracco e segugio, non che per un perfetto ammaestramento di questi, offrirebbe di collocarsi presso qualche distinta famiglia, facendo anche all'uopo, le veci di segretario, o agente di campagna. Dirigersi con lettera affrancata (posta restante) a G. A., Torino.

SEMENZA BIGATTI

DEL MONTE BRIANZA

presso **Secondo Achino**, *Droghiere*

angolo piazza S. Carlo e via Nuova, Torino.

GIOVANNI GILARDINI

Notifica a tutte le Regie Amministrazioni di fanteria non che alla Guardia Nazionale, che esso tiene un grande assortimento di pelli da tamburo per batteria ed altre da timpano, forniture per tamburo, casse *roulant* e catube da musica, moderne e montate con viti, il tutto a modicissimi prezzi.

S'incarica pure di ridurre al nuovo modello le casse *roulant* e catube antiche; più altri oggetti relativi alla Guardia Nazionale. — Il suo negozio è situato in via del Palazzo della Città, casa propria, num. 3.

LUIGI ARGAND, Cappellaio, via Nuova N. 2 il quale da 20 anni esercisce il negozio del fu Luigi Arnaud, annunzia ai signori accorrenti di aver rilevato detto negozio, ove tiene in deposito un copioso assortimento di cappelli e berretti all'uso del giorno, a prezzi discretissimi.

DEPOSITO DI VINI DI FRANCIA

Piazza Maria Teresa, casa Castellengo, n. 30.

Qualità superiore L. 20 per ogni brenta od ogni 50 litri.
Seconda qualità avvantaggiata L. 18 id. id.

TRASFERTA

Il notaio **Marco Pompeo Furno** ha trasferto il suo Studio, via dell'Arco, Borgo Nuovo, n. 18, piano 1.°

Vendita per L. 75,000

presso Porta Nuova, con mora

Di BENI adacquabili', di ettari 12, 54 (giorn. 33), con grandiosi fabbricati, della superficie di tav. 200, e gran salto d'acqua. — Recapito via di Dora Grossa, num. 28, piano 4.°, uscio rimpetto la scala.

DA VENDERE

unitamente o separatamente

Due VIGNE sui colli di questa città, composte l'una di fabbricati civile e rustico, con cappella, scuderia e rimessa; l'altra di civile, coi beni dipendenti e situati sulle fini di Torino, Cavoretto e Moncalieri, di ett. 72, 14, 66 (giorn. 45) circa, distante 2 miglia dalla capitale, sullo stradale che tende a Moncalieri, con strada particolare carrozzabile. — Dirigersi dal notaio Turvano, via di S. Teresa, n. 10, piano terzo.

DA VENDERE OD AFFITTARE

Grandioso fabbricato civile e rustico, in stile gotico, sulla periferia di Revello, presso Saluzzo, circondato da giardino, e prato, il tutto cinto di muro, provvisto d'acqua propria e perenne. — Far capo in Torito dal notaio Trucchi, via S. Teresa, n. 23, piano 1.°, ed in Revello dal farmacista Boncili.

DA VENDERE IN REVELLO

Grande assortimento di piante esotiche, a modico prezzo. Far capo dal giardiniere Giuseppe Giordana.

DA AFFITTARE

Due CASCINE, dette *Pramolle* e *Devise*, nei territori di Leyni e Settimo Torinese. Dirigersi in Torino all'uffizio del signor causidico coll. Clara; in Chivasso al signor Giuseppe Mazzucchelli, ed in Ivrea al signor Economo del V.° Seminario de' Chierici, proprietario.

Libreria **F. DEGIORGIS**, *via nuova, N. 17*

MONUMENTI ETRUSCHI

illustrati dal signor cavaliere **INGHIRAMI**

Firenze, 1825 — 6 grossi volumi in-4.° *per fr.* **325.**

L'UNIVERSO DI SAVONA

NUOVO STABILIMENTO PER LOCANDA E BAGNI

condotto da **ANTONIO GELLI** *e C.*

Appositamente costrutto in una delle più belle e comode posizioni di Savona, sulla piazza del Mercato, di fianco al nuovo Teatro Chiabrera, sullo stradale di Torino e di Nizza, presso le poste dei cavalli e delle lettere, venne nuovamente aperto al pubblico da una nuova Società dopo essere stato provvisto di elegante mobiglia e fornito di tutti i comodi possibili, buona cucina, pronto servizio e modicità nei prezzi, da sperarne soddisfacimento presso i signori viaggiatori.

PAVIMENTI
DI MARMI ARTIFICIALI

per Case, Chiese
ed altri pubblici Stabilimenti

con guarentigia

L'introduzione di tali pavimenti in questa bella capitale, nei primordii del suo comparire, parve a qualcuno cosa più menzognera che no; ma la Dio mercè ora che ne fu fatta prova non dubbia dalle più distinte famiglie, come nello stesso Real Palazzo di Moncalieri, ne fu per conseguenza riconosciuta l'economia, siccome quelli che costano poco più dei mattoni ordinarii; sono superbi per la bellezza, ed imitano il marmo d'ogni qualità sia pel colore, che pella durezza; ed inoltre si vede scomparire affatto dalle lose l'idea della polvere; ed infatti ora è molto grande il numero delle commissioni giornaliere ad onore del nostro ritrovato.

Il prezzo minore dei quali è di L. 4 e 5 il metro posto in opera.

Torino, Dora Grossa, n. 41, vicino a S. Dalmazzo.

AVVISO

Il negozio JANETTI, accanto al Caffè Fiorio, ha testè ricevuto un grande assortimento di Canne di Francia e d'Inghilterra, il tutto in genere di novità.

CUOI CHIMICI *del sig.* OULMAN

I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d'ingrediente, dispensano dall'affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis.*

Deposito presso i signori Janetti, accanto al Caffè Fiorio.

SERENO GIUSEPPE E FRATELLI

in via degli Stampatori, num. 6,
accanto all'Uffizio della Gazzetta del Popolo, Torino,

Tengono Magazzino di Tappezzerie in carta e contro-camini, collocano le medesime, a cent. 40 la pezza; lavorano da bianchino, riquadratore, verniciatore e decoratore da appartamenti; s'incaricano di qualunque facciata di case, e si recano anche alle villeggiature a qualsiasi distanza.

FABBRICA

DI OGNI GENERE DI CALZATURA

DI **GENTA SECONDO**

Assortimento di SCARPE e STIVALI di varii prezzi:
Stivalini da donna, di stoffa d'ogni genere, a L. 3 50
Id. con *claques* . . . . . » 4 50

Tiene il suo negozio in via Porta Nuova, vicino all'Albergo del Moretto, num. 14.

ADELAIDE Ved.ª TARRON

Ha trasferto il suo negozio da calzolaio in via dei Conciatori, casa Ceriana, n. 34. — Tiene assortimento di calzatura si da uomo che da donna, e per ragazzi di ogni età, assicurando ai signori accorrenti la massima esattezza e modicità nei prezzi.

DA ALIENARE PER L. 65,000

pagabili anche a more concertande

CASA signorile, di solida costruzione, composta di 70 membri oltre i sotterranei, scuderia, fenili, rimesse, ghiacciaia, terrazzo, ecc., situata sulla piazza della città di Voghera. Dirigersi ivi al proprietario Amedeo Cetta.

BOTTEGA DA RIMETTERE

al presente con merci o senza

via Doragrossa, accanto alla farmacia Caudo.

AFFITTABILE PER SAN MICHELE

ALLOGGIO composto di 17 membri, divisibile in due, al secondo piano, con scuderia e rimessa, occorrendo: visibile dalle ore 2 alle 4.

AL PRESENTE

Bello ed appropriato locale per l'esercizio di panatteria, di cui è privo il circondario, in via S. Chiara, n. 1.

Recapito al portinaio ivi, dal signor Catlinetti.

CHIRURGIA E MECCANICA DENTALE

Il **DENTIST A. D.' CASTELLANI** abita in via d'Italia, num. 4, rimpetto alla chiesa della Basilica, piano 1.°

Riceve dalle 10 alle 4 pomeridiane.

SCILOPPO E TAVOLETTE DI TAMARINDI

DI FILIPPO VIORA

unico approvato con superiore autorizzazione

sigillato con stemma gentilizio

Deposito in Torino, nella farmacia chimica del sig. Tacconis, già Cauda, via di Dora Grossa, num. 13;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Revanale, 167

AI NAZIONALI ED ESTERI

Nello stabilimento sanitario, autorizzato dal supremo Consiglio di Sanità per la visita delle nutrici e suo collocamento, sonvi disponibili molte persone di servizio, munite di ottime risponsabilità, si per la capitale, che per le provincie; trovansi ivi registrati tutti gli alloggi della capitale. — A maggior comodo dei forestieri che giungono in Torino, l'uffizio suddetto indica pure ai medesimi i dicasteri e le principali abitazioni.

Presso **GIUSEPPE VERGNANO**

Negoziante, Dora Grossa, vicino a piazza Castello, Torino,

Trovasi la solita SEMENZA di Bachi da seta 1.ª qualità, del Monte Brianza.

BERNARDO DIVERIO

FABBRICANTE DI OMBRELLE

Giunse recentemente dalla Francia con un grandioso assortimento in genere di novità, a modico prezzo, cioè:

Paracqua inglesi da L. 3, 25 a L. 4, 60;
Detti di seta » » 8 » 60;
Ombrellini » » 5 » 40.

Via di Po, casa Arnaud, presso il Caffè Dilej.

Si cerca di comprare

CASA in Torino, il cui prezzo sia inferiore alle L. 40,000.

PICCOLA VIGNA sulla collina, o PICCOLO STABILE in pianura, che non si trovi a maggior lontananza di due miglia circa dalla capitale, ed il di cui valore non ecceda le L. 5,000.

Dirigersi personalmente dalle ore 8 alle 12 antimerid., oppure per lettera alla signora Margherita Muffone, in Torino, via Nuova, n. 10, piano 1.°

DA VENDERE

Un CAVALLINO addestrato alla sella ed al tiro; oltre un Balustrino in ottimo stato.

Dirigersi al portinaio in via di Po, n. 49, ovvero in via della Provvidenza, num. 5.

DA AFFITTARE

Grandioso locale per **FILATOIO**, poco distante dalla capitale, in una delle più adatte situazioni. — Far capo dal causidico Fumelli, sost. del caus. coll. Gandolfi.

DA RIMETTERE

La Croce di Savoia e L'Independance Belge, e

DA VENDERE UN BIGLIARDO

Recapito al Caffè del Nord.

NOTIFICANZA

Si prega ogni notaio, il quale possa avere ricevuto il testamento del fu cav. Paolo Gioachino Olivieri di Vernier, maggiore nelle Regie Armate in ritiro, mancato ai vivi in Torino il 28 marzo 1852, o l'atto di presentazione del medesimo, di volerlo significare allo Studio del notaio coll. Carlo Valzania in Torino, via del Carmine, num. 2.

DA VENDERE

Due CAVALLE di razza del Mecklemburgo, di color scuro metallino, di anni 7 circa, a doppio uso.

Recapito dal portinaio nella corte dei Bagni detti di S. Dalmazzo, via di Dora Grossa, n. 26.

DA VENDERE: Due BIGLIARDI, nuovi, per L. 430 caduno. — Recapito in via della Provvidenza, num. 1.

DA AFFITTARE

al presente od a S. Giovanni

ALLOGGIO mobigliato di 6 membri al 3.° p.°, nella corte dell'albergo della Dogana Vecchia. — Recapito ivi.

DA AFFITTARE *pel pross. S. Michele*

APPARTAMENTO signorile di 12 camere al 1.° piano, e 3 al piano terreno, via dell'Arcivescovado, num. 15, casa Della Costa. — Recapito al portinaio.

TEATRI DI DOMANI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale darà la sua prima rappresentazione.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: Première représentation.

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: *Il Gondoliere* musica del maestro Chiaramonti. — Con ballo: *Il trionfo di Atamaro re d'Egitto*, del coreografo Piccoli Giovanni.

SUTERA (ore 7 1/2) Opera buffa: *La Regina di Leone*, del maestro Villanis.

GERBINO (ore 7 1/2) La dramm. Compagnia Giardini darà la sua prima rappresentazione.

CIRCO SALES a porta palazzo (ore 8) La Comp. Tassani darà la sua prima rappresentazione.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

INTERNO

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINIST. DI TORINO.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 3 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato, che alle ore 10 antimeridiane dei giorni 15, 16 e 17 aprile p. v., si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del sig. Direttore dell'Insinuazione e Demanio, o di chi per esso, ai pubblici incanti pei successivi deliberamenti in favore degli ultimi migliori offerenti, ed all'estinzione delle candele vergini, della vendita dei beni demaniali descritti al num. 87 dello stato annesso a detta Legge, consistenti nel

Tenimento di Rivara proveniente dall'antico feudo di tal nome, della totale superficie di ettari 265, 56, 75, diviso in 12 distinti lotti, i quali si esporranno separatamente all'asta, da aprirsi sul prezzo a ciascuno attribuito dalla distinte perizie degli architetti Cernusco e Marchini, in data 14 novembre 1851, ostensibili in quest'ufficio assieme agli analoghi capitolati.

Gl'incanti e i deliberamenti provvisorii dei diversi lotti infra designati avranno luogo nei seguenti giorni, cioè per il 1°, 2°, 3° e 4° nel giorno 15 aprile: per il 5°, 6°, 7° ed 8° nel giorno 16 detto; e per il 9°, 10, 11 e 12 il 17 stesso mese: nel quale giorno si esporranno poi all'asta tutti i dodici lotti riuniti sul prezzo totale risultante dai prezzi di deliberamento parziario o dai prezzi relativi di stima, quanto ai lotti che non fossero stati per mancanza d'offerte deliberati. In mancanza d'offerte maggiori del prezzo complessivo come sopra staranno fermi i seguiti deliberamenti parziarii di cias hedun lotto.

Designazioni dei lotti posti tutti sul territorio di Rivara, le cui parziali quantità, situazioni, regioni, coerenze, ed estimi particolarizzati risultano dalle citate perizie distinte.

Lotto 1. Tre molini, a cinque ruote in tutto, mosse dalle acque d'un canale proprio derivato dal torrente Viana, coi meccanismi, attrezzi e fabbricati relativi, denominati il primo *superiore*, a due ruote, il secondo *di mezzo*, a due ruote, il terzo *inferiore*, ad una ruota, ora affittati sino a tutto il 10 novembre 1856 a Giacomo Grassa assieme ai due altri facienti il lotto seguente per L. 5,200 con atto 26 novembre 1844, valutati in perizia . . . . . L. 28000 »

2. Altri due molini detti uno *superiore*, l'altro detto *inferiore*, a tre ruote in tutto mosse dalle stesse acque, coi meccanismi, attrezzi e fabbricati relativi, affittati come sovra, in perizia . . . » 24000 »

3. Podere denominato *Airale* di ettari 54, 70, 26, composto di fabbricati, aia, orti, prati, campi viguati, boschi, ripe, ecc., descritti in perizia. Valore, compresi 590 piante d'alto fusto, scorte e num. 15 tini . . . . . » 62723 56

NB. Parte di questo podere, e specialmente della pezza arativo vitato, sita in *Donio*, per ettari 2, 48, 24, dovrà l'acquisitore cedere al Comune di Rivara al prezzo d'acquisto, come è meglio spiegato nei capitoli relativi a questo lotto.

4. Podere denominato *Braglia*, di ettari 26, 62, 16, composto di fabbricato rurale, orto, aia, campi arativi, vignati e alteni, boschi e prati irrigati colla bealera dei molini, mediante ore tre d'acqua, giusta la distribuzione comunale, il tutto descritto in perizia, e valutato, compresse 127 piante d'alto fusto e le scorte in . . . . . » 29936 45

5. Podere denominato *Pianca*, di ettari 6, 18, 26, composto di casa rustica, arativo vitato, prato e bosco come è descritto in perizia, e valutato, compresse 18 piante d'alto fusto, e il valore delle scorte » 11060 54

6. Podere denominato *Vignassa*, di ettari 5, 16, 82, composto di casa rustica, aia, arativo vitato, pascolo e bosco, il tutto descritto in perizia, prezzo (comprese 15 roveri ed un tino) . . . . . » 4251 54

NB. Dei tre lotti 4, 5 e 6 e di parte del 3, i deliberatarii saranno messi in possesso appena approvato il contratto, essendo stato sciolto per sentenze Camerali l'affittamento in corso con Giacomo Grassa.

7. Podere denominato *Palazzo o Tedesca*, affittato sino al 10 novembre 1856 a Giuseppe Fascio con atto 18 novembre 1844, di ettari 17, 31, 54, composto di fabbriche civili e rurali, aia, orti, campi arativi, vitati, bosco e prati irrigati coll'acqua dei molini per ore 16, il tutto descritto in perizia e valutato (comprese 96 piante d'alto fusto, scorte e fondi) . . . . . » 22074 86

8. Podere denominato *Pasquarola*, affittato come sopra, di ettari 14, 67, 17, composto di casa, aia, orto, campi arativi e vitati, boschi e prati irrigati dalle acque del torrente Malonetto, il tutto come in perizia valutato, comprese 53 piante d'alto fusto, e il valore delle scorte . . . . . » 12908 77

9. Podere denominato *Boschetto*, affittato sino al 10 novembre 1856 al sig. Antonio Vietione per atto 28 marzo 1845, di ettari 11, 65, 18, composto di fabbricato rustico con forno, campi arativi, vitati, boschi, e prato irrigato dal torrente Levone, il tutto descritto in perizia e valutato (comprese 652 piante d'alto fusto, e il valore delle scorte) . . . » 14559 46

10. Podere denominato *Bedina* e *Vigna vecchia*, affittato come il precedente, di ettari 18, 44, 35, composto di due fabbricati, aie, orti, alteni, campi, prati e boschi, il tutto come in perizia valutato (comprese 315 piante d'alto fusto, e l'importare delle scorte) . . . . . » 16907 17

11. Campo regione Ponte, affittato sino al 10 novembre 1856 al sig. Giuseppe Fascio per atto 18 novembre 1844, di are 42, 19 . . . . . » 942 94

12. Tenimento di pascolo sul Monte denominato *Montevoglio*, composto di tre fabbricati e due stalle capaci di 36 bovine, con casa pastorizia, costrutti in pietra e calce, e coperti a lose, di ettari 78, 01, 47, da darsi subito in possesso dell'acquisitore, per trovarsi scielto il contratto in corso . . . . » 5500 «

Totale valore complessivo L. 232845 70

Ogni offerta in aumento non potrà essere minore di L. 200 pei lotti 3; di L. 100 pei lotti 1, 2, 4, 5, 7, 8, 9 e 10; di lire 50 pel 12; di 25 pel 6, e di 10 per l'11.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile e tale riconosciuta dall'ufficio procedente: ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario, o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato sono fissati a giorni venti successivi a quello del deliberamento, scadenti coi mezzodì dei 5, 6 e 7 maggio prossimo e tale aumento avendo luogo, si procederà ad un secondo incanto il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento vien ridotto in pubblico istromento, e le altre tre, di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degl'interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto, computando dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale di Finanze in data 4 gennaio 1851, delle quali non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prender visione in questo ufficio d'Intendenza.

Torino, il 15 marzo 1852.

Il Segretario-Capo dell'Intendenza Generale
GARASSINI.

R. INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge dell'8 febbraio 1851.

Si fa noto al pubblico, che con atto di ieri è stata deliberata in quest'ufficio l'intera Cascina Denunciade detta la Rocchetti, situata sul territorio di Magliano, descritta al numero 51 della Tabella annessa alla suddetta Legge, il cui incanto veniva annunziato con Tiletto del 20 febbraio ultimo scorso.

Il prezzo di detto deliberamento è di L. 54,100.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto, fissati a giorni 20, scadranno al mezzodì del giorno di venerdì 16 p. p. aprile prossimo.

Alba, il 28 marzo 1852.

Per detto Ufficio d'Intendenza Provinciale
Il segr. G. QUAGLIA.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

AVVISO.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Con atto del 27 andante mese essendo stato deliberato per la somma di L. 4119 48 due pezze Bosco, site sul territorio di Racconigi, di are 95 centiare 10, il cui incanto veniva annunciato in avviso d'asta del 22 scorso febbraio, si previene il pubblico che i fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di venerdì 16 venturo aprile.

Saluzzo, il 27 marzo 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza
Il segr. G. B. CALANDRI.

R. INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI ALESSANDRIA.

Avviso d'Asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge 8 febbraio 1851.

Il pubblico è avvisato che alle ore 10 ant meridiane del giorno di lunedì 19 aprile p.v. si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'intendenza generale, con intervento ed assistenza del sig. Direttore dell'Insinuazione e Demanio, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della candela vergine, della vendita dei beni Demaniali descritti alli numeri 1 e 4 dello stato annesso a detta Legge, e consistenti:

Due case provenienti dal Demanio Francese, situate in Alessandria, coll'entrata comune nella contrada maestra che va al ponte del Tanaro, poste sotto i numeri di mappa 3148 e 3149, e parte del 3145, alli quali confina a levante detta contrada maestra, a mezzogiorno il piazzale del ponte Tanaro, al nord casa degli eredi Ferraris e a levante altra casa demaniale, detta casa Garones e consistenti cioè:

La prima, nominata casa Rossi, si compone a pian terreno di una bottega, con retro bottega e sottoposta cantina; al primo piano di tre camere ed un camerino, di altrettante al secondo piano e di tre solai morti.

La seconda, chiamata casa Castellani, è composta di tre camere con cantina al piano terreno, di tre camere al primo piano, e di altre tre al secondo.

Sono annesse a queste due case un cortiletto, la corte grande, le latrine, magazzeno, non che il pozzo d'acqua viva.

La prima, cioè casa Rossi, è affittata a Luigi Coscia per anni 9 consecutivi cominciati al 10 marzo 1851 per l'annuo fitto di lire 405, come da scrittura privata del 25 giugno 1850.

La seconda, detta Castellani, è affittata a Giuseppe Bigiorno, d'anno in anno, a partire dal 1 marzo, per l'annua somma di lire 240, come da scrittura privata dei 18 febbraio 1845, le quali locazioni sono e si dichiarano sciolte e finite a tutto agosto 1852, come da giudiziali congedi validamente intimati.

L'Asta sarà ora aperta sul prezzo d'estimo di lire 14,000, a tanto ridotto il primo prezzo di lire 45090 portato dalla perizia compilata dal sig. architetto Valsone Leopoldo li 14 gennaio 1851, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 100.

Per essere ammessi a prender parte all'asta, ed a far partiti in aumento gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente: ovvero cedole del debito pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

I fatali per l'aumento del sesto o mezzo sesto al prezzo per cui l'immobile sarà deliberato, sono fissati in giorni venti successivi a quello del deliberamento (i quali scadranno a mezzodì del 10 vent. maggio), e tale aumento avendo luogo si procederà ad un secondo incanto, il quale sarà definitivo.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento vien ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda Generale delle Finanze li 10 marzo corr mese e del quale, non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza generale.

Sono a carico dell'Acquisitore le spese degli incanti infruttuosi seguiti il 30 giugno 1851.

Alessandria, li 15 marzo 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza generale
Il segretario capo G. BISTOLFI.

Strada Ferrata di Savigliano

TERRITORIO DI CARMAGNOLA

La ditta Giuseppe ed Edoardo, fratelli PICHERING e C., di Birmingam, appaltatrice della costruzione della strada ferrata tra Torino e Savigliano, per l'effetto di cui agli articoli 37 e seguenti delle R. Lettere Patenti 6 aprile 1839, e degli articoli 2303 e seguenti del codice civile, ha sotto la data del 2 corrente trascritto all'ufficio delleipoteche di Torino il seguente atto, portante cessione degli stabili infradescritti posti in territorio di Carmagnole, dagli infra nominati, proprietarii ad essa Ditta e per essa a favore della Società anonima della strada ferrata tra Torino e Savigliano, proprietaria della strada medesima, cioè:

Atto 3 ottobre 1851, rogato Cuniberti, e decreto dell'intendente generale 16 febbraio 1852 con cui acquistò:

1° Dall'Economato Generale, campo di metri quadrati 8454, centimetri 52, regione Barra al N. 33 di mappa, consorti la restante pezza e Merletto Francesco, per L. 3348, cent. 75.

2° Dal sig cavaliere Luigi Barbaroux, fu sig. conte Giuseppe Prato, regione Borgovecchio n. 17 di mappa, consorti Francesco Gallarato, e la rimanente pezza, di metri quadrati 2872, centimetri 42, per L. 2490.

3° Da Ferrero Giacomo fu Michele, campo, regione Guardia, parte dei numeri 97, 98, 101, 103, 105, 111 di mappa, consorti la rimanente pezza, Tesio Antonio, e Tesio Felicita, di metri quadrati 1268, cent. 95, per L. 766, cent. 66, oltre L. 7 per indennità di una pianta.

4° Da Cantù Giuseppe fu Bartolomeo, Petiti Sabione, Isabella fu Giovanni, il primo proprietario, e la seconda usufruttuaria, campo, regione S. Rocco, al n. 4 di mappa, consorti la rimanente pezza, Guido Giuseppe ed Alasia Maria, di metri quadrati 2031, centimetri 53, per lire 1493 cent. 33.

5° Da Cavaglià Matteo fu Martino, alteno, ai numeri 61, 62 di mappa, regione Cassi e consorti Pipino Giuseppe e Piola Giuseppe, di metri quadrati 322, cent. 35, per L. 412, cent. 50.

Dallo stesso altri metri quadrati dello stesso alteno 175, per L. 137.

6° Da Ceruti Giuseppe fu Bartolomeo e da suoi nipoti Bartolomeo, Antonio e Giuseppe Prato, regione Gerbola, n. 42 di mappa, alle coerenze delle sorelle Beccaria, Vacchetti Giuseppe, e la restante pezza, di metri quadrati 672, cent. 51, per la somma di L. 562,66.

Dalli stessi, campo regione Gian Rosso, al n. 15 di mappa, consorti Giovanni Portesio e Giuseppe Vaschetto, di metri quadrati 691, cent. 84, per L. 361 cent 66.

Dalli stessi, campo, allo stesso numero di mappa, ed alle medesime coerenze, di metri quadrati 114, per L. 60.

7° Da Pepino Giuseppe fu Bartolomeo, prato, regione via S. Pietro, consorti Luigia Bologna, e la restante pezza n. 43 di mappa, di metri quadrati 133, cent. 34, per L 122, 50.

Campo, regione Barra, n. 9 di mappa, consorti Chicco Agostino, Albertino Giuseppe, la restante pezza di metri quadrati 393 per L. 161.

Altro campo, regione Barra al n. 29 di mappa, consorti Pipino Francesco ed Albertino Agostino, di metri quadrati 1216 cent. 86, per L. 606, 40.

Altro campo, regione Frachero ai n. 6, 7, 8 di mappa consorti la restante pezza, Andrea Pipino e fratelli Miletto, di metri quadrati 582, cent. 72 per L. 190; altri metri quadrati 210 della stessa pezza per L. 184, 50.

Altro campo, regione Casai, al n. 59 di mappa, consorti Pipino Giuseppe, Morella Andrea e la restante pezza, di metri quadrati 558, cent. 88, per L. 293, 32.

E per ultimo piccola frazione dello stesso campo, verso ponente della strada ferrata, di metri quadrati 114, per L. 60.

8° Da Rocco Rosa fu Bartolomeo, moglie di Pietro muratore, e da questo autorizzata, campo facente parte dei numeri 108, 101 di mappa, regione, Succhetta, alle coerenze della rimanente pezza dello Spedale di Carmagnole, e Domenici Antonio, di metri quadrati 657, cent. 30, per L. 327, 25.

9° Da Alessandro Osella, fu Lorenzo, prato, regione Succhetta, ai numeri 113, 114 di mappa, consorti Bosio Catterina e la restante pezza, conte Aliaudi, di metri quadrati 278 cent. 77 per L 176.

www.internetculturale.it

10 Da Albertino Anna fu Giovanni, vedova di Pipino Bartolomeo, alteno, al n. 108 di mappa, regione Provenzale, consorti la restante pezza Andrea Chiaraviglio, Gerbino Angelo, di metri quadrati 307, cent. 44, per L. 226. cent. 33.

Dal medesimo frazione, dello stesso alteno di metri quadrati 78, per L. 156.

Torino, 3 aprile 1852

Per l'impresa, Gandolfi proc. coll.

NOTA.

La ditta Giuseppe ed Edoardo, fratelli PICKERING e COMP. di Birmingham, stabilita a Moncalieri, per l'effetto di cui all'art. 2303 e seguenti del codice civile ha, sotto il 2 corrente trascritto all'ufficio delle ipoteche di Torino l'atto rogato Cuniberti, in data 3 ottobre 1851, col quale acquistò dal chierico Alessandro Camillo Osella, fu Michele, il quale contrattò anche a nome e per conto de' suoi fratelli germani Agostino, Gabriele, una frazione di prato, regione Pra Guglielmo, al n. 107 della mappa, di are 11, cent. 43, sul territorio di Carmagnola, alle coerenze della Strada ferrata, della bealera, e Rosso Antonio, per la somma di L. 720 in totale.

Torino, il 3 aprile 1852.

Gandolfi proc. coll.

NOTA

Con instromento 23 marzo 1952, rogato Trucchi, il sig. Riccardo Amat Manca, duca di Vallombrosa e dell'Asinara, faceva acquisto dagli ill.mi signori conte e commendatore Carlo, e marchesa Marianna Pallavicini di Frabosa, consorti Canera di Salasco, di un palazzo situato in Torino, via della Rocca, num. 19, a cui sono coerenti la via dell'Esagono, quella della Rocca, i fratelli Vachetta ed il Monastero delle Sacramentine, pel prezzo di L. 305[m].

Tale atto venne consegnato all'uffizio delle ipoteche di Torino il 6 corrente aprile e registrato al vol. 54, articolo 27237.

Notaio Giovanni Trucchi.

NOTA

Li signori Paolo Brambilla e Ludovico Perlo dichiarano che con iscrittura del 29 febbraio ultimo scorso sono divenuti cessionarii del negozio in drogherie del signor Luigi Bertolotti, e che dipendentemente a tale acquisto conchiusero società tra di essi per esercire detto negozio, a datare dal 1.° aprile corrente mese, sotto la firma di Brambilla e Perlo.

NOTA

Il 12 marzo 1852 venne trascritto al vol. 54, articolo 27201 delle alienazioni di questa conservazione d'ipoteche l'atto del 7 febbraio 1852, rogato Porta, portante vendita dal signor Luigi Barone fu Vittorio, dimorante a Chivasso, a favore del signor dottore in medicina Eugenio Fasella fu intendente generale Clemente, dimorante a Torino, di stabili sul territorio di Chivasso, regione Barche e Mantoretto, per L. 6,025 50.

Porta notaio.

NOTA

All'udienza che terrà il tribunale di prima cognizione di questa città, il 6 del prossimo mese di maggio ed alle ore 9 mattutine, avrà luogo l'ultimo incanto e definitivo deliberamento dell'edificio da filatoio da seta infra designato, il quale viene subastato in odio del banchiere Augusto Castelli, ad instanza delli signori conte Giuseppe Maria Deforaz e Francesco Ferraudi, alle condizioni state stabilite dal prelodato tribunale.

Descrizione dello stabile da subastarsi.

Edificio da filatoio da seta, della superficie di are 6, cent. 48, situato sul territorio di questa città, nella regione del Martinetto inferiore, ubicato in mappa con parte dei numeri 6, 7 ed 8, nella sezione 61, cortile ed annessevi ragioni d'acqua, composto di 3 maniche di fabbricato disposte sui lati di levante, mezzogiorno e ponente, che rinserrano un lungo cortile chiuso sul lato di mezzanotte dalla fabbrica propria del sig Albasini Stefano, con tutti indistintamente i canali, ruote, macchine ed ordigni costituenti il meccanismo dello stesso filatoio, siccome il tutto è descritto nelle relazioni dei misuratori Rossi e Roggeri delli 13 settembre e 27 ottobre 1851, alle quali si avrà rapporto, a qual filatoio coerenziano lo stabilimento dei molini della città di Torino verso mezzogiorno, la pubblica strada verso levante, il canale dei molini suddetti verso ponente, ed il filatoio da cotone spettante ad Albasini Stefano verso mezzanotte.

Torino, il 7 aprile 1852.

Reynaudi sost. Tesio.
Gandolfi caus. coll.

NOTA

All'udienza che sarà tenuta dal R. tribunale di prima cognizione di questa città alle ore 9 antimeridiane del 27 aprile corrente, nella causa di subastazione del signor Lorenzo Gallarati instituitasi contro il sig. Giuseppe Rainaud, si procederà al secondo incanto e definitivo deliberamento degli stabili situati sul territorio di Villarbasse, e descritti nel bando venale del 20 febbraio prossimo passato, al prezzo di L. 300 dal detto Gallarati instante la subasta offerto, ed alle condizioni in detto bando espresse.

Torino, il 2 aprile 1852

Craveri sost. Chiesa Giuseppe.

NOTA

Secondo Durio rende di pubblica ragione, che con decreto del 22 scorso marzo, del sig. congiudice Tempia sedente nel tribunale di prima cognizione di questa città, così delegato dal sig. commendatore Consigliere d'appello, presidente, venne dichiarato aperto il giudicio di graduazione sullo stabile detto il *Fortino*, situato su queste fini, regione Valdocco, stato subastato contro gli eredi del fu Gioanni Mabboux, e deliberato con sentenza dello stesso tribunale, del 10 settembre 1849, a favore del sig. Enrico Vische, con ingiunzione ai creditori che intendono di misurare ragione su detto stabile, di produrre i loro titoli nel modo e termini dalla legge prescritti.

G. Ravera caus. coll.

NOTA

All'udienza che sarà tenuta dal tribunale di prima cognizione di questa città, il mattino del 17 maggio prossimo venturo, si procederà, ad instanza dell'avvocato patrimoniale regio, nell'interesse dell'Azienda Generale delle Gabelle, contro la signora contessa Teresa Sillano, nata Gandolfo, e di lei marito sig. conte e cav. Francesco Sillano, ambi dimoranti in questa città, al primo incanto del grandioso corpo di casa situato in Torino, sezione Moncenisio, via delle Figlie de' Militari, porta n. 12, e via dei Quartieri, porta n. 2, in mappa numeri 1 al 18, costituente l'intiero isolato detto di S. Basilio, al prezzo dalla instante Generale Azienda offerto di L. 50,000.

Torino, il 25 marzo 1852.

Piacenza sost. patrim. caus.

NOTA

Con verbale del 26 marzo ultimo scorso, il tribunale di prima cognizione in Torino sedente, sull'instanza del signor Felice Bensio, ha fissato l'udienza che sarà dal medesimo tenuta il mattino del 26 corrente aprile pel secondo incanto e definitivo deliberamento degli stabili posti sulle fini di questa città, regione Valdocco, descritti nel relativo bando, e dalli Pietro e Maria Ponzone, giugali Candellone possedenti, al prezzo ed alle condizioni di cui nel detto bando 19 scorso febbraio.

Torino, il 10 aprile 1852.

Cucchi-Boasso proc.

NOTA

Stante il decesso avvenuto il 21 scorso febbraio alla signora Orsola Casalegno vedova Vicino, e l'assenza da questi Regii Stati del signor Cesare suo figlio, e l'altro suo figlio signor Angelo Vicino, ha passato nella Segreteria del Tribunale di prima cognizione di Torino dichiarazione del 6 successivo marzo di accettarne l'eredità con beneficio d'inventario.

Not. L. Dellosta.

NOTA

All'udienza del 6 prossimo maggio ed alle ore 10 antimeridiane, sull'instanza del sig. Domenico Testore, residente in questa città, avrà luogo avanti questo tribunale di prima cognizione il primo incanto per la vendita in via di subasta degli infradescritti stabili di spettanza di Lorenzo Merlo-Pich, da Nole, quale incanto verrà aperto in un sol lotto sul prezzo di L. 240 dall'instante offerto, mediante l'osservanza delle condizioni apparenti dal relativo bando venale del 2 corrente.

Stabili da subastarsi situati in territorio di Nole.

1° Alteno posto nella regione Martinetto o Maioletti, di are 26, 11, coerenti a mattina gli eredi di Pietro Bria, a mezzogiorno la strada vicinale, a sera Luigi Merlo-Pich, ed a notte la strada vicinale, posto in mappa al n. 430, sezione D, quotata per L. 2. 11 di tributo R.

2° Alteno posto nella regione Vernea, o Maioletti, di are 17 07, coerenti a mattina la via vicinale detta di Stura, a mezzo giorno gli eredi di Vito Merlo-Pich, a sera la strada vicinale ed a notte Luigi Merlo-Pich, col n. di mappa 125, sezione D, e soggetta al R. tributo, per L. 1, 38.

Torino, il 7 aprile 1852.

Boggio sost. Chiesa Angelo.

NOTA

Albertina Campora, autorizzata dal suo marito, ha, per atto passato alla segreteria del tribunale di prima cognizione di questa città, in data del 13 marzo 1852, dichiarato di accettare con beneficio d'inventario l'eredità per testamento defertale dalla Enrichetta Fratin, deceduta in questa stessa città il 29 febbraio 1852.

NOTA

Con iscrittura 23 febbraio 1852 si è dichiarata risolta con detto giorno la società stata contratta per iscrittura 1° gennaio 1851 tra li signori Carlo Brignone, Romualdo Cantara e la Ditta Fratelli Canti per la fabbricazione e vendita di viti a legno, punte di Parigi, e chiodi alla foggia inglese nel luogo di Venaria Reale sotto la firma di Carlo Brignone e C.°, in cui questi ultimi erano semplici accomandanti, con essersi dichiarata consolidata nella Ditta Fratelli Canti ogni attività della cessata società, mediante i patti e corrispettivi in essa scrittura apparenti, che per estratto venne depositata presso la segreteria del Magistrato del Consolato.

Torino, il 9 aprile 1852.

Bocchi sost. Rodella caus. coll.

NOTA

Con atto del giorno d'oggi, passato alla segreteria del tribunale di prima cognizione di questa città, le Finanze dello Stato hanno accettato col benefizio dell'inventario l'eredità dismessa dalla Rosa Quassolo, vedova di Giuseppe Antonietti, deceduta sulle fini di La-Cassa, il 21 gennaio ultimo scorso, *ab intestato*, senza eredi.

Torino, il 5 aprile 1852.

Gilardi sost. segr.

NOTA

All'udienza di questo tribunale di prima cognizione, del 27 corrente, avrà luogo il primo incanto dei beni situati in territorio di Occhieppo Inferiore, descritti nel bando 31 marzo scorso, la cui subastazione venne provocata ad instanza del sig Lorenzo Zanotto di Mongrando, in odio delli G. Battista e Bernardo, padre e figlio Boccacino, di detto luogo di Occhieppo Inferiore.

Biella, il 7 aprile 1852.

Corona proc. coll.

NOTA

All'udienza di questo tribunale di prima cognizione del 20 corrente mese avrà luogo il secondo ed ultimo incanto degli stabili proprii dei signori Francesco Falco-Villata e Benedetti Paolo, Carlo, Teresa ed Elisabetta, fratelli e sorelle, di cui questi promossero volontariamente la subastazione, e consistenti in una casa civile, situata a Cavaglià, non che in tre cascine situate sullo stesso territorio ed in un'altra posta su quello di Santhià.

Biella, il 1° aprile 1852.

Bracco caus. coll.

NOTA

In seguito all'aumento del sesto fattosi da Raffaele Luria di questa città, il 17 scorso marzo, al lotto degli stabili situati in territorio di Robella, descritti nel bando venale 27 dicembre 1851, subastati ad instanza delli Buondì, Emanuele e Giuseppe Vita, fratelli Ghiron, di questa città, rappresentati da Eleonora Tedeschi, vedova Ghiron, loro madre e tutrice, in pregiudizio di Giuseppe fu Giuseppe Gennaro, di Robella, e deliberati con sentenza 2 scorso marzo al sig. Gioanni Barocco, pure di questa città, per L. 1,000, il sig. presidente di questo Regio tribunale di prima cognizione con suo decreto del 29 scorso marzo, dietro dimanda degli stessi fratelli Ghiron, ha fissato l'udienza tenuta dalla prima sezione alle ore 10 mattutine del 27 corrente pel reincanto e successivo deliberamento dei beni stessi sul nuovo prezzo di L. 1,166, cent. 67 dal Luria offerto, e sotto i patti e condizioni apparenti dal bando venale del 29 scorso marzo, in cui trovansi ampiamente descritti li detti stabili cadenti in vendita.

Casale, il 7 aprile 1852.

L. Stevano sost. Bruna proc. coll.

NOTA

All'udienza del R. tribunale di prima cognizione di Pinerolo del 6 prossimo maggio, ore 11 antimeridiane, sull'instanza della signora Luigia Villanis, moglie del signor Gioanni Droume residente a Torino, si procederà al primo incanto degli stabili del sig. Giuseppe Bossino, fu Clemente, dimorante a Cumiana, al medesimo pervenuti con sentenza di deliberamento 10 settembre 1844, posti su quel territorio, consistenti in case, corte, campi, alteni, prati, boschi, e gerbido, regioni della Borria, delle Piane, Tranera, Ruata Oggeri, Verdese, Sanfirmino, Comba di Verna e S. Gervasio, Monte Brunetto, Serra e Decima, Pietra Pertusata e Bussolino, Tetto Moretto e Gontera e Tetti del Villar, pel quantitativo di giorn. 104, tav. 27 eguali ad ettari 37, 68, 18, descritti nel bando venale stampato il 24 cadente marzo, alli patti e condizioni ivi inserti.

L'incanto verrà aperto in tre distinti lotti sui prezzi offerti, cioè di L. 600 pel primo lotto; di L. 425 pel secondo, e di L. 44,500 pel terzo; verranno quindi tutti i lotti riuniti ed incantati sulla riunione delle offerte parziali.

Pinerolo, il 27 marzo 1852.

Darbesio sost. Davico.

NOTA

All'udienza del R. tribunale di prima cognizione di questa città del 1° prossimo venturo maggio, alle ore 9 antimeridiane, avrà luogo sull'instanza del sig. Giuseppe Levi, dimorante a Chieri, ed in pregiudicio del Matteo Meano del luogo di Avighana, il nuovo ed unico incanto, in via di subasta, dei tre lotti dei beni stabili situati nello stesso territorio, descritti nel bando venale del 3 andante mese, e mediante il prezzo ai medesimi dall'instante offerto in complesso di L. 1517.

Susa, li 5 aprile 1852.

Bodrone sost. Garelli.

NOTA

Ad instanza del Capitolo dei signori Canonici dell'insigne Collegiata di Giaveno avrà luogo, nanti questo R. tribunale di prima cognizione alle ore 9 di mattina dell'8 maggio prossimo venturo, il secondo incanto di un corpo di fabbrica e vari beni stabili, posto il tutto in Giaveno, nella regione Montecrusino, in odio di Luigi Usseglio-Carlevè dello stesso luogo.

L'asta verrà aperta sul prezzo di L. 385 dallo instante offerto, non essendosi al primo incanto presentato alcun oblatore.

Susa, il 5 aprile 1852.

Bodrone sost. Gascelli.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.interpretariturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 88 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante tavio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

LUNEDI' 12 APRILE

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . . L.	40	21	11
Per le Provincie . . »	48	25	13
Per l'Estero . . . »	80	36	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreti del 25 marzo, ha fatte le seguenti nomine e disposizioni:

Thaon di Revel cav. Carlo, capitano nel primo reggimento Granatieri di Sardegna, promosso al grado di maggiore nello stesso reggimento;

Millet di Faverges cav. Oscar Augusto, capitano nel primo reggimento di fanteria, id. id.;

Burnoz Carlo, capitano nel secondo reggimento di fanteria, id. id.;

Biamonte Antonio, capitano nel quarto regg. di fanteria, id. id.

Arborio-Mela D. Francesco, capitano nel sesto reggimento di fanteria, id. nel quinto reggimento di fanteria;

Polastri Giovanni, capitano nel quinto regg. di fanteria, id. nello stesso reggimento;

Brouzet Carlo Spirito, capitano nell'ottavo reggimento di fanteria, id. nel quinto reggimento di fanteria;

Lauro Pietro, capitano nel sesto reggimento di fanteria, id. nello stesso reggimento;

Gabet Antonio, capitano aiutante maggiore in 1ma nel secondo reggimento di fanteria, promosso al grado di maggiore nel sesto reggimento di fanteria;

Longoni cav. Ambrogio, capitano nel Corpo dei Bersaglieri, promosso al grado di maggiore nel settimo regg. di fanteria;

Garbarini cav. Luigi, capitano nell'ottavo reggimento di fanteria, id. nello stesso reggimento;

Paolino Sebastiano, capitano nel nono regg. di fant., id. id.;

Solaro cav. Matteo, capitano nel decimo regg. fant., id. id.;

Eula Tommaso Pasquale, capitano nel 12 regg. fant., id. id.;

Alberti Eugenio, capitano nell'11 reggimento fanteria, id. id.;

Barberis Luigi Giuseppe, capitano nell'8 reggimento di fanteria, id. nel 14 reggimento di fanteria;

Ceva di Nuceto marchese Alessandro, capitano nel 15 reggimento di fanteria, id. nello stesso reggimento;

Ponzani cav. Agostino, capitano nel Real Corpo di Stato Maggiore, promosso al grado di maggiore nel 16 reggimento di fanteria;

Candiani d'Olivola cav. Evasio, capitano nel 17 reggimento fanteria, id. nello stesso reggimento;

Biglione di Viariggi cav. Luigi, capitano nel Corpo de' Bersaglieri, id. nello stesso Corpo;

Ferrari barone Pietro, già maggiore nel soppresso 25 reggimento di fanteria, ora in aspettativa, riammesso in servizio effettivo nel 2 reggimento Granatieri di Sardegna;

Cadorna Raffaele, capitano con grado di maggiore nel Corpo Reale del Genio, promosso maggiore nel 18 reggimento di fanteria.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 11 aprile.*

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Nella tornata del Consiglio delegato del 7 corrente fu riferito il seguente fatto molto onorevole pei sig. Giacomo Rich-lme, caporale nella decima compagnia, seconda legione della Guardia Nazionale.

Il carrettiere Giuseppe Sobrino, essendo caduto nel canale dei mulini di Dora col carrettone e cavallo, stava per morire annegato sotto il peso del carrettone che gli si era rovesciato addosso, e che gli impediva qualunque movimento per salvarsi. Il signor Richelme non curando il pericolo cui si esponeva, e non vedendo che quello in cui versava il Sobrino, non esitò a gettarsi nel canale as-ai profondo in quella località, e dopo molti sforzi coraggiosamente sostenuti, giunse a trarlo alla sponda, salvandolo da certa morte.

Il Consiglio delegato, plaudendo a questo tratto di coraggio e di umanità, deliberò che si facesse constare di questa generosa azione nel verbale delle sedute; che se ne facesse argomento di pubblicazione nel Giornale ufficiale del regno, e che il signor Comandante generale della Guardia Nazionale fosse pregato di farne onorevole menzione in apposito ordine del giorno.

Nella stessa seduta il Sindaco riferì essergli stata trasmessa dal sig. maggiore Martelli la somma di L. 45 50, parte di una colletta stata fatta nel 3° battaglione, 3ª legione della Guardia Nazionale, e destinata ai poveri della città. Il Municipio è lieto di poter attestare la sua riconoscenza per questo fatto, che ad onore della nostra Guardia Nazionale così frequentemente si riproduce.

PROVINCIE — È uscito in Acqui un nuovo giornaletto col titolo *La Bormida*, rivista settimanale dell'alto Monferrato.

GENOVA. Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

I signori Quaglia, furiere maggiore del 6 reggimento, e Dinegro, furiere del 5 reggimento, entrambi della brigata Aosta, presentavano il dì 7 aprile al Sindaco della città un'offerta di Ln. 32 10 a favore del Ricovero di Mendicità. Questa somma era il prodotto di una colletta inspirata in mezzo al tenero affetto col quale i bassi ufficiali di quei due reggimenti accompagnarono al sepolcro la salma di un loro commilitone.

Lode ed onore a così generose virtù!

Questo nuovo esempio d'illuminata beneficenza affretterà l'ora in cui sarà detto: « Genova ha il suo Ricovero pei Mendici! »

— Ci scrivono dal Levante:

Alle 3 pomeridiane del 21 marzo p. p. nelle acque di Cornigliano, e alla distanza di un miglio circa dal lido, il battello nominato *N. S. di Reggio*, di bandiera nazionale, per improvviso contrasto di gagliardissimi venti, spezzato da prima il trinchetto, venne capovolto, gittando fra' marosi l'equipaggio, cioè il padrone Domenico Zolezio, e due altri marinai, tutti di Vernazza.

Per la distanza dalla sponda si trovavano essi pertanto esposti ad imminente morte, quando l'imbarcazione doganale di Vernazza, comandata dal sottobrigadiere Antonio Lombardi, che pur era travagliata dai venti, superando le proprie forze e sprezzando ogni pericolo, si diresse alla volta dei naufraghi, e giunse appena in tempo per raccoglierli e ricondurli incolumi alla riva. Più tardi poi, calmatosi un poco il mare, e coll'aiuto di altre due scialuppe, riuscirono a salvare eziandio il battello, rimorchiandolo nelle acque di Cornigliano ed indi in quelle di Vernazza.

Esposto così il generoso fatto, divien superfluo il far risaltare quanto coraggio e quanta abnegazione abbiano spiegato li detti agenti, i cui nomi sono: Francesco Celsi, Antonio Garibaldi, Luigi Rossi e Stefano Storace, oltre al Lombardi.

MINISTERO DI FINANZE.

GABELLE.

Quadro comparativo de' prodotti delle Gabelle di Terraferma durante il mese di Marzo 1852.

	1852	1851	1850	1849	1848
Dogane . . . . . L.	1,602,686	1,346,834	1,596,254	1,411,350	1,109,594
Sali . . . . . »	805,666	798,449	772,156	789,956	1,055,454
Tabacchi . . . . . »	1,022,615	979,884	889,260	1,055,630	907,548
Polveri e Piombi. . . »	52,222	49,025	53,845	48,322	35,898
Gabelle accensate. . . »	394,045	394,045	388,720	388,720	388,720
Totale L.	3,875,254	3,566,457	3,682,215	3,672,138	3,494,994

RISULTANZE

1852 Aumento	*Dogane* rispetto al 1851	L.	258,852	1852	*Dogane ed altri prodotti* rispetto al 1851	L. 309,077
	» 1850	»	6,452	Aumento	» 1850	» 193,019
	» 1849	»	191,156		» 1849	» 203,096
	« 1848	»	495,095	Diminuzione	» 1848	» 380,243

Quadro comparativo de' prodotti delle Gabelle di Terraferma, durante il primo trimestre del 1852.

	1852	1851	1850	1849	1848
Dogane . . . . . L.	4,444,631	3,745,378	4,154,855	4,015,415	3,525,958
Sali . . . . . «	3,451,456	2,411,626	2,275,442	2,522,322	3,371,971
Tabacchi . . . . . »	2,984,734	2,862,011	2,666,627	2,905,609	2,555,248
Polveri e Piombi . . . «	156,502	452,452	152,461	151,074	141,295
Gabelle accensate. . . »	1,182,156	1,182,156	1,166,161	1,166,161	1,166,161
Totale L.	11,199,129	10,351,503	10,397,545	10,540,481	10,358,615

RISULTANZE

1852 Aumento	*Dogane* rispetto al 1851	L.	701,253	1852 Aumento	*Dogane ed altri prodotti* rispetto al 1851	L. 847,826
	» 1850	»	289,777		» 1850	» 801,584
	» 1849	»	429,216		» 1849	» 638,648
	« 1848	»	1,118,693		» 1848	» 640,516

NB. Tanto nel quadro mensile, che in quello trimestrale non è compreso il prodotto del dritto doganale di spedizione, del quale si dà il seguente prospetto:

DRITTO DI SPEDIZIONE

Primo Trimestre		
1852	L.	84,267
1851	»	29,443
1850	»	50,826
1852 Aumento rispetto al 1851	L.	54,824
1852 Aumento rispetto al 1850	»	33,441

Non sono in detti quadri compresi nè i prodotti del Dazio di Torino, nè quelli di Marina. Di questi si dà il seguente prospetto, il quale non è comparativo, trovandosi i dritti di Marina stabiliti sovra basi affatto diverse da quelle esistenti prima della legge del 26 giugno 1851.

Quadro del prodotto de' dritti di Marina riscossi in Terraferma per conto delle Gabelle durante il primo trimestre del 1852.

		DIREZIONI Genova	DIREZIONI Nizza	TOTALE
Dritti	d'imbarco e sbarco de passeggieri . . . L.	1,269	185	1,454
	d'ancoraggio . . . . . »	41,567	4,023	45,590
	di darsena . . . . . »	62	»	62
	di permesso per raddobbare, carenare, di pilotaggio, ecc. . . . . »	968	1,633	2,601
	di sanità marittima . . . . . «	10,445	1,737	12,182
	Totale . . L.	54,311	7,578	61,889

Dal Ministero di Finanze, addì 9 aprile 1852.

Il Segr. Capo della 3ª Divisione
MAYAN.

LOMBARDO-VENETO

VARESE, *5 aprile.* Si legge nel *Corr. del Lario*:

Nella scorsa settimana si osservò nel lago di Varese un fenomeno straordinario. Le acque si fecero torbide e spesse in modo da impedire per molta estensione anche l'approdare delle barche. Non si conosce ancora la spiegazione del fenomeno. Però l'analisi chimica di quelle acque dimostrò doversi il loro torbidamento ad una quantità di materie organiche vegetali, e specialmente di albumina commista ad abbondante ossido di ferro.

TOSCANA

LIVORNO. — *Rapporto consolare:*

In seguito ad autorizzazione di S. A. I. e R. il granduca di Toscana in data 20 febbraio a. c., la presidenza di questo dipartimento di sanità marittima ha trovato di disporre, che d'ora innanzi i bastimenti provenienti dai porti austriaci, da Malta e dalla Francia con patente netta, aventi degli stracci tra il carico, possano, previa la visita medica, essere tosto ammessi a pratica nei porti della Toscana, purchè gli stracci siano accompagnati da un certificato comprovante la loro estrazione dai magazzini dei luoghi ove furono caricati, e che all'incontro debba restare in vigore il prescritto trattamento contumaciale per quei navigli provenienti da detti porti con stracci i quali fossero mancanti del suddetto certificato.

STATO ROMANO

Nel giorno 3 giunse in Roma, proveniente dalla Toscana, S. A. R. la principessa Amalia di Sassonia.

— Il *Giornale di Roma* annunzia l'arrivo in quella capitale del regno di Napoli del sig. Eugenio Scribe.

DUE SICILIE

NAPOLI, 4° *aprile.* Una vementissima scossa di tremuoto fu intesa nel dì 26 dell'ora scorso mese verso le 8 antim. in Melfi, Rapolla, Barile, Rionero e Venosa. Essa fu sussultoria-ondulatoria, della durata di circa quattro minuti secondi. La Dio mercè non ebbe a compiangersi alcun danno o disastro.

(G. del R. delle Due Sicilie)

— Si legge nel *Giornale di Catania*:

Le notizie che abbiamo dell'effetto delle ultime piogge nei campi della Provincia sono le più liete. Il terreno reclamava quest'elemento vitale, talchè oggi trovasi coperto da un tappeto verdeggiante che fa sperare un copioso raccolto.

— L'industria degli zolfi è sempre attiva, e si estende a passi giganti. Il traffico pel trasporto in questa piazza è continuato.

— Negli scavi fattisi per elargare il Reclusorio delle Verginelle fra le altre cose fu trovato un mattone colla marca NIKANDPY che denota, come credesi, il nome della fabbrica. Questo avanzo di antichità è di lunghezza pal. sic. 1 11, di larghezza pal. 1 4, e di grossezza once 4. Ne abbiamo visto di simile formato ma senza marchio impresso.

— Il compimento della rete stradale per la Sicilia non sarà più solo un vivo desiderio degli amatori della prosperità economica di quest'isola. Se siamo all'attività della compilazione dei progetti artistici ordinati dal R. Governo a termine prefisso, noi crediamo che non passerà guari che la ruota percorrerà da un punto all'altro a vivificare ed accrescere il commercio siciliano.

REGOLAMENTO

ad oggetto di regolare il servizio della Dogana e Porto Franco di Messina.

(Continuazione e fine V. num. 86, e 87)

Art. 43. I legni che muovono da Messina pei luoghi del regno portanti generi esteri con bolletta a pagamento, dovranno approdare nella dogana indicata nella bolletta doganale. — Approdando in luogo diverso, salvo il caso di forza maggiore, da giustificarsi ai termini della legge doganale, il legno sarà condotto nella più

prossima dogana di prima classe accompagnato da una guardia, ove i generi e le merci straniere che sono a bordo saranno assoggettate al pagamento dei dazi d'immessione, ancorchè accompagnati da bolletta a pagamento.

Fino a che le due amministrazioni di Napoli e di Sicilia non aumenteranno le dogane di prima o di seconda classe nelle vicinanze di Messina, i legni che partono dal porto-franco con generi esteri spediti con bolletta a pagamento, potranno approdare in qualunque dogana, come si sta attualmente praticando ai termini della legge in vigore.

Art. 44. Le disposizioni del real decreto del 26 gennaio 1835 per la seconda linea doganale restano in pieno vigore.

§ 2. — *Manifatture e generi indigeni.*

Art. 45. È proibito di tenere nel recinto murato del porto-franco gli opificii e le industrie di manifatture indigene di qualunque natura, a cui servono di materie prime articoli e merci straniere.

Non sono comprese nella disposizione testè enunciata le piccole industrie di tessuti con telaio isolato a mano, nelle quali si adoperano materie prime estere. Questi telai offrendo mezzo di lavoro e di sussistenza alla bassa gente sono permessi dentro il recinto del porto franco. Però cotesti tessuti saranno considerati come esteri e saranno soggetti al pagamento dei dazi se si vorranno uscire dal recinto.

Gli opificii e le manifatture, se mai ve ne fossero attualmente esistenti nel recinto murato, saranno immediatamente trapiantati fuori il recinto medesimo.

Art. 46. I proprietari degli opificii fuori il recinto murato dovranno per le manifatture suscettive di bollo provvedersi di un nuovo permesso per la bollazione ai termini del real decreto del 6 settembre 1825, acciocchè si segnasse nel nuovo bollo il luogo della fabbrica fuori del recinto suddetto.

Art. 47. Le dette manifatture indigene, che giusta il decreto del 13 agosto 1828 dovranno esser munite dei bolli a piombo ed a ruggine di ferro, saranno considerate come straniere se siano sfornite di uno di tali bolli o di entrambi.

Il bollo a ruggine di ferro sarà conservato dalle due amministrazioni dei dazi indiretti di Napoli e di Sicilia.

Art. 48. Le manifatture indigene sfornite di tali bolli non potranno estrarsi dalle fabbriche, e dovunque sorprese saranno confiscate, ancorchè inconfondibili con quelle straniere.

Art. 49. In conferma delle disposizioni già date si dichiara che i proprietarii delle manifatture delle quali si tratta dovranno per una specie di controllo mantenere un registro in cui saranno notate, per numero progressivo, la entrata delle materie prime destinate alle manifatture, quelle realmente impiegate, le manifatture formate e le altre uscite dagli opificii.

I registri suddetti dovranno essere segnati dallo intendente e dal direttore dei dazi indiretti.

I proprietari che un tal registro non tenessero, o non esibissero, o che fossero convinti di avervi notate cose non vere, o di avere fraudolentemente omesso di notarvi ciò che avrebbero dovuto, saranno sottoposti per la prima volta ad un' ammenda del doppio dazio sulle materie prime rinvenute, eccedenti, ed in caso di recidiva oltre della suddetta ammenda sarà facoltato il luogotenente generale a poter anche interdire la ulteriore fabbricazione, e le loro fabbriche saranno chiuse.

Per le tannerie, ove possano introdursi dei cuoi esteri ed indigeni, quest' ultimi dovranno essere marcati dalla dogana prima d'introdursi nella fabbrica, in modo che dopo la concia la impressione sia riconoscibile, onde servire di norma alle operazioni di controllo di sopra enunciate.

Art. 50. Affine di aversi un esatto controllo delle materie prime che dai fabbricanti saranno immesse per uso delle loro fabbriche e manifatture, sarà tenuto in dogana un registro, nel quale distintamente sarà aperto un conto per ogni fabbricante fuori il recinto murato, tanto della quantità dei generi esteri che come materie prime sdazierà pel suo opificio, quanto del peso e numero delle manifatture formate e bollette, onde conoscersi in ogni tempo se le prime corrispondano alle seconde.

Per le tannerie un tal registro indicherà pure i cuoi indigeni, che si marcheranno nella dogana prima d' introdursi nella fabbrica.

Art. 51. Immediatamente che verrà posto in esecuzione il presente regolamento si procederà ad un esatto inventario delle materie e generi stranieri introdotti nelle fabbriche messinesi, onde in prosieguo procedersi al controllo prescritto nell' articolo precedente.

Il risultamento di siffatto inventario dovrà rassegnarsi al real governo per proporre a S. M. (D. G.) laddove ne abbisognassero, le provvidenze che si crederanno opportune per la sicurezza dei reali interessi.

Art. 52. Per immettersi le manifatture indigene nel recinto del porto-franco dovrà farsi la dichiarazione in dettaglio ed ottenersene il permesso.

Art. 53. La immessione avrà luogo per le due porte Zaera e S. Leone, e finchè non sarà costruito il muro di cinta, per le due porte Imperiale e porta de' Greci, ove si farà la verifica.

Art. 54. Pei generi indigeni non soggetti a bollo accompagnati da lascia-passare si verificherà soltanto la specie.

Per le manifatture indigene suscettive del bollo di fabbrica, si verificherà se sieno munite de' bolli prescritti dalle leggi e dal presente regolamento, e se vi ha eccedenza.

Per le altre manifatture si verificherà il peso.

Trovandosi manifatture spovviste di bollo o eccedenti la quantità dichiarata, saranno confiscate nel primo caso, e nel secondo assoggettate al pagamento del dazio sulle materie prime estere che contengono.

§ 3. — *Disposizioni generali.*

Art. 55. È vietata di notte l'entrata e l'uscita dei generi dal recinto del porto-franco, ancorchè siensi per esse adempite tutte le formalità e pagati i dazi.

I generi sorpresi di notte saranno confiscati.

Art. 56. Chiunque degl' impiegati che si rendesse colpevole di reato, o di una mancanza qualunque in officio, sarà punito a seconda dei casi, o con la sospensione, o con la privazione di parte del soldo per un tempo determinato, che non oltrepasserà due mesi, o con la destituzione, e per gl'impiegati del servizio attivo secondo l'art. 481 della legge del 12 giugno 1826.

Il direttore generale provvederà in questi casi a seconda delle proprie facoltà, e provocherà occorrendo le determinazioni superiori.

Saranno inoltre ne' casi di reati che danno luogo a provvedimento penale, tradotti in giudizio e giudicati secondo la legge.

Art. 57. Limitata la uscita e la entrata dei generi alle due porte Zaera e S. Leone, e fino a che il muro di cinta del porto-franco non sarà costruito, alle due porte Imperiale, e Porta de' Greci, saranno confiscati i generi che entreranno o sortiranno per le altre porte della città.

Art. 58. Saranno confiscati insieme coi mezzi di trasporto i generi mancanti di bollo e di carta di accompagnamento, o eccedenti la quantità, o di differenti qualità di quelle segnate nella bolletta.

Art. 59. Le carrozze e le vetture, che escono dal recinto del portofranco, potranno essere visitate egli uffici di prima e seconda linea, ed ove in esse si troveranno generi in contravvenzione o contrabbando, si applicheranno le regole ordinarie. Il conduttore sarà inoltre soggetto alla multa del quintuplo del dazio, e se i generi saranno rinvenuti dentro nascondigli, al decuplo.

Art. 60. Se nel caso dell'articolo precedente sarà presente il proprietario, sarà questi, e non il conduttore soggetto alla multa del quintuplo o decuplo del dazio.

Art. 61. Quando per disposizione del direttore dei dazi indiretti della provincia di Messina, indi a fondate denunzie o sospetti, sarà fatta verifica dei recipienti o colli forniti regolarmente di bolli a collaggio, e vi saranno sorpresi generi in contravvenzione o in contrabbando, gl' impiegati che lo apposero saranno destituiti.

Ove il bollo alla verifica mostrasse segni di alterazione, di falsificazione, o di soprapposizione, la destituzione avrebbe luogo senza pregiudizio delle pene maggiori, ove fosse provata la loro correità o complicità.

Art. 62. Tutte le disposizioni della legge doganale del 19 giugno 1826, che non sono contrarie a quelle del presente regolamento, restano in pieno vigore.

Art. 63. In conseguenza delle disposizioni emesse col presente regolamento, rimane libero il cabotaggio tra Messina e i reali dominii di qua e di là del Faro, di tutte le produzioni indigene tanto naturali, quanto in qualunque modo manifatturate, serbandosi all'uopo le prescrizioni della legge doganale, e dei reali decreti e regolamenti in vigore.

Art. 64. Il presente regolamento sarà osservato in linea di esperimento con l'espressa riserva di variare o modificare in tutto o in parte le disposizioni nel medesimo contenute, giusta i dettami della esperienza, che nell' andamento del servizio potrà suggerire per allontanare i danni, e promuovere i vantaggi commerciali ed industriali nell' una e nell' altra parte dei reali dominii.

Il luogotenente generale intanto, sulla proposizione del direttore generale dei dazi indiretti, emetterà le pratiche istruzioni, perchè le prescrizioni contenute in questo regolamento vengano esattamente e rigorosamente osservate.

Caserta, 12 febbraio 1852.

SVIZZERA

Le antiche monete ritirate sinora ne' diversi cantoni rappresentano un valore di fr. 7,866,558, c. 44. Nel Ticino ne furono ritirate per 60,750 fr., costituiti da 675,000 pezzi da 3 soldi.

— È giunto in Berna il nuovo ambasciatore inglese sig. Buchanan, e sabato 3 aprile ha presentato le sue credenziali al presidente del Consiglio federale.

— Da Londra sono giunte altre 23 medaglie per prodotti svizzeri esposti al palazzo di cristallo.

Berna. Ecco il proclama col quale il governo chiama il popolo a votare sulla quistione della revoca:

« Cari concittadini! La costituzione cantonale del 15 luglio 1846 determina al Gran Consiglio una durata di quattro anni che ora incomincia il primo giugno, e termina al 31 maggio del quarto anno successivo.

« La durata in carica dell'attuale Gran Consiglio incominciò il primo giugno 1850.

« Oltre alla rinnovazione ordinaria ogni quattro anni del Gran Consiglio, la costituzione ne permette una straordinaria, ove sia decretata dalla maggioranza de'cittadini votanti; e quando lo chieggano 8,000 cittadini, aventi diritto di voto, devesi votare sulla quistione.

« Questa dimanda è stata fatta. Noi pertanto abbiamo convocato tutte le assemblee politiche per domenica 18 aprile per votare se il Gran Consiglio debba essere straordinariamente rinnovato o no, ed in conseguenza di ciò siamo indotti a dirigervi queste parole:

« Cari concittadini! Se la maggioranza del popolo decreta la rinnovazione straordinaria del Gran Consiglio, ne consegue, a norma della costituzione e della legge, anche una straordinaria rinnovazione del Consiglio di governo, di tutti i commissarii di governo e di tutti gli amministratori, di tutti i presidenti de'tribunali, di tutti i giudici e supplimentarii de'tribunali.

« Quale sarebbe l'effetto di un simile straordinario cambiamento delle superiori autorità ed impiegati del cantone, in mezzo della breve loro ordinaria durata in carica, su tutti gli affari pubblici e privati del paese, quale sarebbe l'influenza sulla legislazione ed amministrazione, sul commercio e sulle arti, sul lavoro e sul guadagno, non è necessario rilevarlo; nè noi ve lo esporremo. Non è nostro desiderio, nè volontà di dirigere la vostra risoluzione in questo o quel modo, ma il nostro dovere ci impone, nè noi ce ne staremo, di invitarvi ad un interno esame serio e coscienzioso.

« Noi abbiamo ordinato quanto era necessario affinchè la votazione possa aver luogo nei modi legali. Ciò era del nostro ufficio. Il resto, cari concittadini, è vostra cura.

« Una risoluzione, le di cui conseguenze niuno di noi può calcolare, è posta nelle vostre mani. Possa ciascuno riflettere alla alta importanza di questo giorno, ed a quanto bene o male può ridondare alla nostra patria dal suo risultato. Possa ciascuno dare il suo voto nel modo in cui gli è dettato dal coscienzioso suo convincimento. L'onnipotente Dio, che da secoli ha sì visibilmente e misericordiosamente protetto questo paese fra le vivissime scosse degli Stati vicini e di tutto il mondo, voglia anche in questo giorno dirigere tutti i nostri pensieri e risoluzioni, e proteggere la cara nostra patria! »

Zurigo. Qui circolano già dei pezzi nuovi da due franchi falsi.

Lucerna. La petizione al Gran Consiglio perchè promulghi un'amnistia generale e senza condizione trova favore. Le persone più influenti nei due partiti si uniscono per appoggiarla.

Sciaffusa. La costituente ha definitivamente adottato la nuova costituzione, e risolto di sottoporla al popolo il 2 maggio. Il voto sarà dato per sì o per no: per la validità delle singole assemblee è necessario l' intervento dei due terzi dei cittadini attivi.

— Nello scorso mese di marzo era stato compilato per ordine governativo l'inventario delle sostanze del collegio d'Ascona. L'inventario non presenta una grande entità, non riscontrandosi negli atti alcuna traccia per conoscere in che consistono i beni esistenti a Roma, fatti amministrare da mons. vescovo di Como, e coi quali vengono mantenuti gli alunni, pagando le pensioni al rettore. Il Consiglio di Stato perciò rivolgevasi a monsignor vescovo, per interessarlo a dar lumi sulla sostanza del detto collegio esistente a Roma, sul come venga amministrata, e ne sia curata la conservazione e il desiderabile aumento a pro del collegio. Ora monsignore avrebbe fatto sentire, che gli arcivescovi di Milano da S. Carlo a mons. Visconti, ebbero dal sommo pontefice l'amministrazione e direzione del *Collegio pontificio* di Ascona, e che tale amministrazione fu riconosciuta in tutto il corso di questi secoli anche dalla suprema autorità elvetica, che coamministrava i quattro baliaggi di qua dei monti. Successivamente (cioè dal 27 luglio 1821 in poi) i vescovi di Como furono dalla medesima autorità pontificia delegati ad amministrar il patrimonio di quel pio istituto; e però monsignore non reputandosi autorizzato a corrispondere alla suesposta richiesta governativa si è creduto in obbligo di notificare alla santa sede quanto avvenne nel collegio al principio del prossimo scorso marzo, in onta alla protesta di quel signor rettore da lui ratificata, non che di far presente quanto gli fu domandato. Da Roma si attendono or dunque gli ordini ulteriori per conformarvisi. Si crede che negli archivi federali si trovino atti importanti relativi al collegio di Ascona.

FRANCIA

Parigi, 8 *aprile*. Leggesi nel *Moniteur*: Parecchi dei possessori di rendite 5 0/0, che hanno chiesto il rimborso del loro capitale, domandano ora al ministro delle finanze la permissione di rinunciare al rimborso e di ripigliare le loro inscrizioni. Il ministro delle finanze non può accogliere tali domande. Ogni proprietario di rendite 5 0/0 che domandò il rimborso del suo capitale sarà rimborsato.

— Un decreto del presidente della repubblica in data del 22 marzo, inserito oggi nel *Bulletin des Lois*, apre al ministro dell' interno un credito straordinario di 50,000 fr. per le spese di esecuzione del monumento da erigersi alla memoria del maresciallo Ney.

— Il concorso di Poissy, presieduto dal ministro dell'interno, dell'agricoltura e del commercio, aveva riunito ieri un' affluenza considerevole. A un'ora pomeridiana ha cominciata la cerimonia, e la distribuzione delle medaglie si fece in un recinto elegantemente decorato per questa solennità.

Il ministro aperse la seduta colla seguente allocuzione:

« Signori; Io colgo ben volontieri questa occasione solenne per testificare all'agricoltura il profondo interessamento che il governo le porta. Fin dal tempo in cui Sully la chiamava madre-nutrice della Francia, essa acquistò molti nuovi titoli alla nostra gratitudine. Non fu essa infatti quella che nelle nostre ultime crisi politiche, due volte salvò il paese coll'unanimità delle sue acclamazioni?

« Quindi è che il principe presidente, il quale si onora di una viva simpatia per essa, si sforza di darlene prove. Sapete, o signori, con quali recenti atti egli estese la protezione dello Stato sopra i più cari di lei interessi.

« Se da una parte egli organizzò la rappresentanza ufficiale dell' agricoltura sopra basi più corrispondenti a' suoi bisogni, dall'altra aprì la sorgente dalla quale si devono spandere sulle nostre campagne i capitali destinati a fecondarle.

« I due decreti sul credito fondiario e sulle camere d'agricoltura non sono pegni manifesti della sollecitudine del principe per le popolazioni rurali?

« Nè questo è tutto. La conversione della rendita sopraggiunse a diminuire l'interesse del denaro e a metterlo in rapporto colla rendita della terra, senzachè il credito pubblico abbia avuto a risentirsene. Non v'è bisogno ch'io dica che questa riforma, da sì lungo tempo invocata, debbesi a quell'energica iniziativa che, dopo avere stornati il 2 dicembre i pericoli dell'avvenire, si esercita dappertutto ove trattasi d'imprimere un nuovo slancio alla pubblica prosperità.

« Permettetemi di ricordare un altro dei grandi atti del principe presidente. Col togliere l'accentramento della maggior parte degli affari, i quali trattavansi a Parigi, egli rese l'azione tutelare del potere accessibile ai più grandi come ai più umili interessi, localizzando le formalità e rompendo le pastoie che soffocavano l'attività comunale e dipartimentale sotto le lungherie e le complicazioni amministrative. Da ora innanzi per esempio, voi non aspetterete più da Parigi per interi mesi l'autorizzazione di spargere sui vostri terreni l'acqua che dee fertilizzarli.

« Mercè un tal complesso di miglioramenti, mercè quelli che il governo ancora medita, è da sperare che l'agricoltura omai si avanzerà con passo fermo e rapido nella via del progresso.

« Questo concorso, in cui un sì gran numero di allevatori di animali vengono a contendersi i premii, ed in cui sono esposti animali sì notevoli, stabilisce a qual grado di perfezione già pervenne in Francia quella che noi possiamo chiamare l'industria pastorale; industria preziosa e degna dei più grandi incoraggiamenti; perocchè non solamente per essa il suolo aumenta di valore, ma il nutrimento del popolo diviene men costoso e più sostanziale ad un tempo.

« Ricevete qui adunque, voi tutti che siete animati da sì nobile emulazione per le sorti agricole del paese, l'espressione della gratitudine del governo. Abbiate per certo ch'ei non verrà meno alla sua missione; abbiate per certo che l'agricoltura troverà sempre in lui la più viva e più costante sollecitudine.

« E voi, signori giurati, che avete posto tanto zelo e tanta imparzialità nel compimento dei vostri lavori, ricevete i ringra-

www.internetculturale.it

ziamenti del governo per la parte generosa che in questa solennità vi appartiene. »

Dopo questo discorso, che fu accolto con applausi e con grida entusiastiche di *Viva Napoleone!* si procedette alla distribuzione dei premii.

— Leggiamo nell' *Estafette* :

Corre voce che si farà una grande dimostrazione militare alla rassegna del 1° di maggio.

SPAGNA

Madrid, 3 *aprile*. Scrivono alla *Correpondance* :

La notizia divulgatasi alcuni giorni fa, che la regina Isabella II fosse nuovamente incinta, non si è punto confermata.

Il duca di Rianzarès, di ritorno da Parigi, si è appena fermato a Madrid, ed è immediatamente ripartito per Aranjuez.

— Si legge nei *Débats* :

Un dispaccio telegrafico da Madrid in data del 5 corrente annunzia che vi fu pubblicato un decreto del governo sopra la stampa. Eccone le basi fondamentali : Garanzia di 2000 reali di contribuzione imposta ai giornali ; censura preventiva per gli articoli sulla religione, sui paesi d'oltre-mare e sulle notizie : giurì composto dei più forti contribuenti pei principali delitti della stampa ; tribunale supremo di giustizia pei delitti contro S. M., contro il re, contro la società e contro la sicurezza dello Stato ; tribunali ordinarii per gli altri delitti. Il governo può inoltre sospendere o sopprimere i giornali.

INGHILTERRA

Londra, 7 *aprile*. Si legge nel *Morning-Post* :

Il ministro d'Austria, conte Buol-Schauenstein, ha avuto ieri (6) una conferenza col conte di Derby nella sua residenza ufficiale di Downing-Street.

— Si legge nello stesso giornale :

Corre oggi voce che i direttori della banca vogliano abbassare il prezzo dello sconto a 2 1/2 per 100 nella riunione settimanale che debbono tenere domani (8). La importazione metallica ammonta già in questa settimana a più d'un milione 500,000 sterlini, e si sa che molti bastimenti dell'Australia con forti somme a bordo stanno per arrivare. Si attendono anche altri bastimenti dalla California.

— La scissura tra gli operai meccanisti ed i loro capi è definitivamente terminata. Il consiglio esecutivo della società degli operai, dopo più di tre mesi dal cominciamento della scissura che costò somme considerevoli alle varie società operaie, è impose ai membri di queste dolorosi sagrifizi, consentì finalmente a ritirare la sua circolare del mese di dicembre ultimo.

— La fregata a vapore il *Birkenhead* non naufragò presso la baia di Simon, come avea annunziato il dispaccio telegrafico. Erano già otto ore che il *Birkenhead* avea lasciato quelle spiaggie per andare a portare de' rinforzi al generale sir H. Smith, allorchè a due ore del mattino urtò sopra alcuni scogli al largo, d'una punta di terra, alla quale i marinai han dato il nome significativo di *Punta del pericolo*. Il capitano del *Birkenhead*, sig. Salmond, desideroso com'era di sdebitarsi della sua missione al più presto possibile, serrò da troppo vicino la terra e gettò il suo bastimento sopra gli scogli. L'urto fu sì violento che in meno d'una mezz'ora la fregata si fracassò e fu inghiottita dai flutti. L'infelice capitano, che in quel terribile disastro dette prova del più grande coraggio, fu anch'esso una delle vittime il numero delle quali è di 454. Cento ottantaquattro persone riuscirono a salvarsi, ricoverati la maggior sopra tre lancie ch'erano sfuggite al naufragio.

Il capitano Wright, uno de' sopravvivuti che ha fatto il racconto di quella scena spaventevole, così scrive al *Times* :

« Ogni uomo ha fatto il suo dovere. Non un grido, non il più lieve mormorio in mezzo a loro sino a che il naviglio finalmente disparve. Non potrei citare un solo officiale che abbia fatto più d'un altro. Tutti davano i loro ordini, tutti gli eseguivano, come se gli uomini s'imbarcassero in vece di rovinare negli abissi. Tutta la differenza era ch'io non avea mai visto alcuna imbarcazione diretta con minore strepito o confusione. Poveretti! fossero almeno periti sul campo di battaglia in difesa della propria lor patria, e la loro sorte avrebbe eccitato un dolore meno straziante, ma in quella risoluzione tranquilla, incrollabile di tanti nobili cuori lottanti coraggiosamente sino all'ultimo istante contro una catastrofe inevitabile, avvi non so che di commovente cui nessun linguaggio può esprimere. »

— I giornali di Londra del 7 pubblicano le notizie ultimamente arrivate del Capo di Buona-Speranza, dalle quali risulta che le cose non vi erano progredite granfatto. Il governatore sir Harry Smith che si trovava tuttora a Cap-Town aveva avuto avviso della sua destituzione ; e siccome lord Catheart non era ancora arrivato, l'effetto di questa notizia era stato grave, avendo distrutta l'influenza d'un officiale senza sostituirle quella d'un altro. Le notizie di Graham's Town recano che nell'inviare de'viveri al 45 reggimento, una parte del quale era accampato a Amatolas, il sig. Davidson, chirurgo di quel reggimento, arrivato da pochi giorni dall'Inghilterra, e che era partito con la scorta nella notte del 14 febbraio, fu sorpreso dai cafri ed ucciso insieme ad altre suoi compagni.

Era corsa voce che il campo del generale Sommerset era stato attaccato verso la metà di febbraio, e che il 74 e il 93 reggimento aveano sofferto gravi perdite. Lettere di Graham's-Town, in data del 24 febbraio, non solo non hanno confermato questa notizia, ma una di esse annunziò in vece che il generale Sommerset si è battuto e che il nemico restò perdente.

— Si legge nel *Globe* :

L'aumento, avvenuto ieri ne' fondi inglesi, si mantiene anche oggi (7). Consolidati a contanti e per conto 98 4/8 a 99 : 3 0/0 rid. 95 1/8.

ALEMAGNA

Francoforte, 6 *aprile*. Nella seduta di ieri, l'associazione per la protezione dell'industria nazionale ha preso la risoluzione seguente :

« L'associazione, fedele ai principii fondamentali, su cui essa si appoggia, saluta con gioia la progettata riunione dello Steuerverein allo Zollverein, ed invita nella stesso tempo il suo presidente a dirigere tutti i suoi sforzi verso il riordinamento dello Zollverein, senza trascurare però la conclusione di un trattato doganale e di commercio anche coll'Austria. »

Austria. *Vienna*, 7 *aprile*. La *Corrispondenza austriaca* dichiara, che la morte del principe di Schwarzenberg non cangierà in alcuna parte la politica, si interna che estera, dell'Austria.

— Oggi si radunano i membri del congresso doganale per le discussioni ultime circa il protocollo finale da compilarsi. Si crede che le conferenze dureranno ancora parecchi giorni.

(*F. di Vienna*)

Prussia. *Berlino*, 5 *aprile*. Mentre le navi *Eckernförde* e *Barbarossa* furono provvisoriamente affidate alla custodia della Prussia, la questione della flotta tedesca verrà, dicesi, di nuovo in campo nel prossimo congresso doganale di Berlino.

— La commissione della seconda Camera ha presentato il suo rapporto relativo alla costruzione delle strade ferrate da Emden a Munster, e dalla linea di Colonia-Minden ai confini neerlandesi, passando per Ornabruck e Rheine. Essa conchiude per l'approvazione.

— Scrivono alla *Gazzetta d'Augusta* che giammai non fu questione di modificare la legge elettorale per la seconda Camera di Prussia, come si sparse voce.

Annover, 4 *aprile*. Scrivono al *Börsenhalle*, che il collegio dei presidenti della borghesia ha adottato con grande maggioranza di voti una proposta del dottore Schlaeger, intesa a stendere, d'accordo col magistrato, o anche senza di esso, e presentare al re un indirizzo per pregare S. M. di volere intatta mantenere la constituzione, e di fare eseguire le leggi organiche.

Assia granducale. *Darmstadt*, 5 *aprile*. Il *Bollettino delle Leggi* pubblica la legge concernente la procedura pubblica ed orale davanti ai tribunali criminali di Starkenburgo e dell' Assia superiore. Quei tribunali giudicheranno senza l'assistenza dei giurati. La legge non resterà in vigore se non finchè siasi promulgato un nuovo codice d'istruzione criminale.

— *Del* 6. La prima Camera, nella seduta di questo giorno, ha adottato il progetto di legge che ristabilisce la pena capitale, e che era già stato adottato dalla seconda Camera.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 9 *aprile*. Il *Moniteur* di oggi pubblica i nomi dei membri, eletti dal governo, che compongono la nuova commissione municipale della città di Lione, e i nomi de' *maires* e aggiunti, messi alla testa dei cinque circondarii nei quali si divide l'agglomerazione lionese.

— Il totale delle domande di rimborso di rendite 5 0/0 ascende oggi a 1,936,735 fr. di rendita, che corrispondono a un capitale di 38,735,660 fr.

— Si ebbe ieri all' Havre la notizia che il piroscafo americano la *Senna*, diretto verso la Francia con un carico di 3,000 balle di cotone, è rimasto preda delle fiamme il 19 marzo, nella baia di Mobile.

— Si annunzia che il presidente della repubblica ha firmato negli scorsi giorni il decreto che costituisce la società dei mutui soccorsi organizzata in conformità dell' ordinanza che recentemente ammise il principio di questa filantropica istituzione.

— Il giornale il *Corsaire* è stato sequestrato ieri per un articolo di appendice che è intitolato : *Piccolo dialogo sopra piccolissime cose*. Si procede contro il gerente del giornale e il soscrittore dell'articolo per eccitazione all'odio e al disprezzo del governo.

Belgio. *Bruxelles*, 8 *aprile*. Un dispaccio telegrafico, ricevuto ieri, annunzia la morte del vescovo di Liegi.

(*Indépend. Belge*)

— Il conte Buol-Schauenstein, partito da Londra, si trovava, il giorno 7 di passaggio a Brusselles, avviato alla volta di Vienna.

Inghilterra. *Londra*, 8 *aprile*. Si legge nel *Morning-Chronicle* :

Si dice che S. M. si proponga di dare mercoledì 5 maggio un gran ballo e lunedì 10 maggio un concerto. La regina ha tenuto corte il 6 dopo mezzogiorno al palazzo di Buckingham.

Il conte Buol-Schauenstein, inviato straordinario e ministro plenipotenziario d'Austria, ebbe da S. M. un'udienza di congedo.

— Si legge nel *Morning-Herald* :

Lord Hardinge arrivò martedì (6) a Portsmouth, accompagnato dal colonnello sir Frederic Smith, comandante del genio : egli visitò il cantiere e i nuovi forti a Brown's down, che sono quasi affatto terminati.

— Si legge nel *Globe* :

I direttori della Banca d'Inghilterra non hanno fatto alcun cangiamento al prezzo dello sconto.

— Si legge nello stesso giornale :

L'aumento de'fondi inglesi è ben tenuto ; gli affari sono più animati. Consolidati a contanti e per conto 99 1/8 1/4.

Alemagna. Le prescrizioni relative ai passaporti, e promulgate recentemente in Austria, per quanto concerne i viaggiatori inglesi, verranno, dicesi introdotte ugualmente in tutti gli altri Stati d'Alemagna. Non si ammetteranno più se non passaporti spediti in Inghilterra ; altri passaporti, quand'anche spediti da ambasciatori o consoli inglesi, non saranno ammessi.

(*Corrisp. litogr.*)

— *Vienna*, 8 *aprile*. Abbiamo già annunziato, sulla fede del-l'*Ost-Deutsche-Post*, che il conte Buol-Schauenstein è stato chiamato per telegrafo a Vienna, immediatamente dopo la morte del principe di Schwarzenberg (*V. Gazz. Piem.*, n° 87). Ora leggiamo nella *Presse*, che un dispaccio telegrafico, ricevuto a Parigi, annunzia che al conte Buol-Schauenstein è affidato l'*interim* della presidenza del consiglio ed il ministero degli affari esteri.

— *Annover*. La convocazione delle Camere è, dicesi, irrevocabilmente fissata pel 1° di maggio. Si crede, che per ora non si risolverà ancora la questione delle leggi organiche provinciali.

— La *Nuova Gazzetta di Prussia* parla di una nuova crisi ministeriale nell'Annover.

— Scrivono al *Börsenhalle* di Amburgo, che fra breve giungerà in Annover un ambasciatore olandese ; già da parecchi anni il governo annoverese aveva cessato di accreditare alcun ambasciatore presso il gabinetto dell'Aja, e quest'ultimo aveva cessato di accreditarne uno per l'Annover. Avendo i due paesi continue relazioni commerciali, quella interruzione diplomatica recava parecchi inconvenienti. Ora, è già qualche tempo, che il governo d'Annover ha mandato un suo ministro all'Aja.

Danimarca. Lo stato d'assedio sarà conservato nella città di Eckernförde fino a nuovo ordine.

Il nuovo ambasciatore d'Austria a Copenaghen, conte di Hartwig, è giunto. Ora che l'amnistia è promulgata, il giornale *Kuebenhavenposten* vorrebbe che il governo si affrettasse a trasferire la linea doganale sull'Eider, per effettuare il pensiero dell'unità doganale della monarchia.

Il ciambellano di Bulow è nominato ministro plenipotenziario presso la Dieta germanica.

Il 4 aprile la polizia di Altona diede ordine al sig. Hirschfeld, negoziante francese domiciliato in quella città, di ritirare la bandiera tricolore che egli teneva spiegata fuori di sua casa. Egli rispose che non si poteva vietare ad un suddito francese lo inalberare la bandiera del suo paese. La polizia insiste ; quindi il sig. Hirschfeld si è indirizzato al console di Francia, e si attende lo scioglimento di questa quistione.

E. Leone gerente.

Concorso *per la nomina di Medici-Chirurghi pel Servizio Sanitario di Beneficenza*.

Essendosi dal Consiglio Delegato sulla proposta della Commissione incaricata della direzione del Servizio sanitario di Beneficenza della Città deliberato di provvedere fin d'ora alla surrogazione da farsi il 1° gennaio prossimo venturo di due Medico-Chirurghi in secondo, che dovranno passare al posto di Medico-Chirurghi in primo, si notifica che, a norma del regolamento sancito dal Consiglio Comunale, queste nomine si faranno previo un esame di concorso il quale sarà dato colle norme infrascritte.

1. Il concorso si aggirerà sopra due quesiti che potranno versare indistintamente su qualunque parte della medicina (*)

Nessuno potrà conseguire il posto, se non li avrà svolti entrambi, quand'anche nella soluzione di un solo quesito avesse di gran lunga superati gli altri concorrenti.

2. I giudici del concorso saranno otto, cioè quattro membri della Commissione direttrice del servizio sanitario di beneficenza e quattro appartenenti alla facoltà medica, ma estranei al Consiglio Comunale.

3. Ciascuno dei giudici del concorso manderà al Sindaco due quesiti separati l'uno dall'altro e suggellati, e verranno questi dal Sindaco muniti di numero d'ordine alla presenza dei concorrenti, e due si estrarranno a sorte dai concorrenti stessi.

4. Riconosciuti i numeri delle due schede estratte, queste si apriranno alla presenza dei concorrenti, e si detteranno ai medesimi i quesiti in esse contenuti.

5. I quesiti saranno dettati e dovranno essere svolti in lingua italiana, sottoscritti dal concorrente, e presentati quindi suggellati alle persone assistenti al concorso.

6. Prima che siano dettati i quesiti, sarà data lettura ai concorrenti del regolamento che fissa le attribuzioni dei Medico-Chirurghi di beneficenza.

7. Saranno considerati come avessero rinnziato al concorso quelli che porteranno seco libri o manoscritti, o che uscissero dalla sala del concorso prima di aver terminato e consegnato il loro lavoro.

Condizioni per l'ammessione al Concorso.

Gli aspiranti dovranno far tenere alla Segreteria della Città fra tutto il mese di aprile prossimo :

A. Il diploma di laurea medico-chirurgica conseguita in una delle Università dello Stato.

B. Un attestato di buona condotta edi moralità del Sindaco del Comune ove l'aspirante è domiciliato coll'indicazione del tempo che ivi dimora.

C. L'indicazione precisa dell'attuale abitazione dell'aspirante a fine di fargli pervenire a suo tempo l'invito di presentarsi al concorso e senza il quale nessuno potrà esservi ammesso.

Il concorso avrà luogo nel giorno 10 del venturo mese di maggio alle ore 7 mattutine in una sala del Palazzo Civico.

Appena i sigg. Medico-Chirurghi saranno nominati, visto l'esito del concorso, entreranno in funzione di supplenti come sarà determinato dalla Commissione Direttrice, e continueranno il loro servizio fino alla nomina di Medico-Chirurghi effettivi, che sarà fatta pel 1° gennaio 1853, ed a quest'epoca comincerà a decorrere in loro favore lo stipendio fissato dal Regolamento.

Il Sindaco G. Bellono.

(*) Tenore dei quesiti :

Quesiti di medicina teorico-pratica — Due quesiti di chirurgia teorico-pratica — Due di igiene pubblica — Uno di patogenia generale — Uno di eziologia — Due di chirurgia operativa — Due di materia medica — E due di medicina legale, esclusa la chimica legale.

BOLLETTINO UFFICIALE *dei corsi accertati degli Agenti di Cambio e Sensali.*

Torino, il 10 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti mattina	Pel fine del mese corrente mattina	Pel fine del mese prossimo mattina	Per contanti giorno pr. dopo Borsa	Pel fine del mese corrente giorno pr. dopo Borsa	Pel fine del mese prossimo giorno pr. dopo Borsa
1819 5 0/0 prod.						
1848 3 0/0						
1849 3 0/0						
1851 3 0/0						
1851 5 0/0						
1849 5 0/0						
1849 5 0/0						
1849 5 0/0						
Azioni B. N.						
Città di Genova						
Città di Genova						
Soc. del Gaz						
Soc. del Gaz						
Incendii						
Vie Ferrate						
Molini Collegno						

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)	CAMBI	Per Invernizzi: Compra	Per Invernizzi: Vendita	Per Ufficio: Compra	Per Ufficio: Vendita
Doppia da 80 L. di Savoia	Augusta				
Doppia da 80 L. di Savoia	Francoforte S. M.				
Sovrana nuova	Lione				
Sovrana vecchia	Milano				
	Parigi				
EROSO misto	Perdita				

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

GENOVA 10 APRILE 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60 *gior. d.*	*Ln.*	1 85	1/2
Amsterdam	*id.*	»	2 12	—
Ancona	30 *id.*	»	5 67	—
Augusta	*id.*	»	2 51	—
Barcellona	*id.*	»	2 89	—
Bologna	*id.*	»	5 10	—
Firenze	*id.*	»	— 83	—
Lione	*id.*	»	— 99	2/3
Livorno	*id.*	»	— 83	—
Londra	3 *mesi*	»	25 20	—
Marsiglia	30 *giorni*	»	— 99	2/3 L.
Messina	60 *id.*	»	12 90	— D.
Milano	30 *id.*	»	— 84	3/5
Napoli	*id.*	»	4 33	1/2 D.
Palermo	60 *id.*	»	12 90	—
Parigi	30 *id.*	»	— 99	2/3 L.
Roma	*id.*	»	5 08	—
Torino	*id.*	»	— 99	3/5
Trieste	*id.*	»	2 02	—
Venezia	*id.*	»	— 84	1/2
Vienna	*id.*	»	2 02	—

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	*Ln.*	94	1/2
id. Sarde	»	96	—
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	92	—
Prestito obbligatorio	»	94	—
Obbligazioni prestito volontario	»	955	—
id. della Città nuove	»	705	—
Prestito Obbligazioni 1850	»	965	—
id. 1 gennaio	»	95	3/4 D.
Prestito Toscano	»	—	—
Azioni della Banca	»	1865	— D.
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	*p. c.*

CORSO NORMALE

SETE	*di Piemonte proprio*	*delle altre Provincie*	*Aumento per le Merci distinte*
	Denari		
GREGGIE	10—11		
	11—12		
	12—14	60 75	
	14—16		
	16—20		
ORGANZINI	20—21 75	25	
	21—22 74	50	
	22—23 73	50	
	23—24 73		
	24—25 72	50	
	25—26 72		
	26—27 71		
	27—28 70	50	
	28—30 70		
TRAME	30—32		
	32—36		
	36—40		
	20—22		
	22—24		
	24—26		
	26—28		
	28—30		
	30—32		
	32—36		
	36—40		

BORSA DI PARIGI *del 9 aprile.*

Il 4 1/2 0/0 aperto a 101, 05, chiude a 101, 10.

Il 3 0/0 aperto a 71, 50, chiude a 71, 55.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 10.

Le azioni della Banca di Francia a 2760.

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

In seguito all'avviso pubblicato il 17 scorso marzo la Direzione previene i signori Azionisti interessati che a mente dell'art. 11 dello Statuto le azioni portanti gli infra designati numeri in ritardo al pagamento del **QUARTO** decimo, dopo quindici giorni della pubblicazione del presente, saranno vendute per duplicata alla Borsa di Torino.

NUMERI *delle azioni in ritardo al pagamento del 4° decimo.*

294. 295. 887. 888. 961 a 990. 6760 a 6769. 6791. 6792. 8296. 8297. 10173 a 10185. 11401. a 11405. 12001. 12002. 12024. 12034. 12036. 12054. 12053 a 12058. 12067. 12128. 12178. 12186. 12240. 12243. 12313. 12334. 12335. 12336. 12380. 12381. 12417. 12418. 12419. 12468. 12501. 12526. 12531. 12538. 12642. 12643. 12644. 12645. 12646. 12790. 12791. 12809. 12810. 12869. 12870. 12904. 12951. 12952. 12953. 13001. 13284. 13285. 13379. 13581. 13582. 13621. 13628. 13630. 13634. 13666. 13667. 13740. 13741. 13837. 14098. 14099. 14100. 14101. 14141. 14165. 14317. 14340. 14356. 14360. 14362. 14367. 14410. 14418. 14485. 14486. 14487. 14525. 14526. 14538. 14654. 14662. 14663. 14664. 14665. 14689. 14691. 14717. 14726. 14739. 14741. 14777. 14786. 14899. 14978. 14995. 14997.

GUANO del PERU', Isola Chinca
DA VENDERE IN SAN PIER D'ARENA

Dirigersi dal sig. F. Giribon, Commissionario, via Bogino, casa Colla, num. 8, piano terreno, Torino.

AGLI ARMAIUOLI

Presso il Commissionario F. Giribon sono visibili i campioni di Fucili da caccia, delle primarie case di St-Etienne e Liège, delle quali ne è il rappresentante. Torino, via Bogino, casa Colla, n. 8, piano terreno.

LEZIONI PARTICOLARI

di lingua e letteratura francese
e di aritmetica decimale
da un Sacerdote di Savoia Professore approvato.
Piazza Castello, casa Melano, n. 21, piano 4.°

AVVISO
Ai Coltivatori e Proprietarii

SEMENZA DI BACHI DA SETA PRIMA QUALITA'
FRANCESI, BERGAMASCHI E BRESCIANI,
depurata dal signor GOURDON *di Nages*

Il metodo del signor **Gourdon**, fu già esperimentato in ogni senso, e ne fu riconosciuta l'utilità dal Consiglio generale del Dipartimento del Gard. Esso consiste nel depurare la Semente in modo da ottenere una totale esplosione delle uova e l'esclusione di ogni cattivo filugello.: quindi economia di foglia, ed un prodotto triplo dell'educazione ordinaria.

Una quantità limitata di questa Semente è posta a disposizione dei signori fratelli Giorelli, in Torino, via Bogino, num. 13, i quali ne ricevono le commissioni e più tardi ne faranno la distribuzione a quelli che si saranno per tempo inscritti.

Presso i prefati signori Fratelli Giorelli si trova sempre il solito deposito di Semente del Monte Brianza, Montevecchio e Bergamasco, di prima qualità.

ANNO QUARTO

LA 1.ª DIREZIONE GENERALE
unicamente pel collocamento e per la richiesta
DELLE PERSONE A SERVIZIO

Per case particolari e negozii, tanto nella capitale, che nelle Provincie dello Stato, è sempre stabilita *solamente* in Torino, **via dei Mercanti**, n. 3, accanto alla Trattoria della Concordia, dietro la chiesa di S. Rocco

SEMENTE BACHI DA SETA

fatta per cura del Cav. AUDIFFREDI, *in Cuneo.*

Deposito presso CATTANEO e PETITI, fabbricanti di stoffe in seta sull'angolo delle vie dell'Accademia delle Scienze e Finanze, piazza Carignano.

TRATTORIA ED ALBERGO
IN MONCALIERI
sotto l'insegna dell' **UNIONE**
via del Grano, casa Bracco, rimpetto al Quartiere

GIOTTO BARTOLOMMEO e DAFFARA GIOANNI, annunziano essersi intieramente ultimate le considerevoli opere per l'abbellimento di detto Albergo.

L'amena e comoda posizione dello Stabilimento, la modicità nei prezzi, l'attività ed esattezza nel servizio, fanno sperare ai proprietarii di essere continuamente onorati di numerosi accorrenti.

AVIS. Le sieur TURE, jardinier fleuriste, a récemment reçu des plantes en bon état, qu'il vend à grand rabais à cause de son départ fixé à samedi, 17 du courant. Rue *S. Massimo* (Po), maison Claretta.

INCANTO VOLONTARIO

Di una Cascina, nei territorii di Settimo Torinese e Volpiano di ettari 43, 78 circa (giorn. 114, 92), con fabbricati civili e rustici, denominata la Mangarda, sita in territorio di Settimo Torinese e Volpiano, propria delli signori coniugi e figli Vella, estimata L. 103,895, 95, ed esposto in vendita per L. 93,500.

Gli incanti preparatorii si terranno nanti l'albo pretorio di Torino, alle ore 9 di mattina, delli giorni 15, 22 e 29 maggio 1852, ed in detto giorno 29 maggio, avrà luogo nello studio del notaio Signoretti, alle ore 10 mattina, l'incanto definitivo ed il deliberamento.

Le carte e condizioni della vendita sono visibili nello studio del detto notaio Signoretti contrada Stampatori, porta 14 piano 3.

DA VENDERE O PERMUTARE
con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

AFFITTABILE PER SAN MICHELE

ALLOGGIO composto di 17 membri, divisibile in due, al secondo piano, con scuderia e rimessa, occorrendo: visibile dalle ore 2 alle 4.

AL PRESENTE

Bello ed appropriato locale per l'esercizio di panatteria, di cui è privo il circondario, in via S. Chiara, n. 1. Recapito al portinaio ivi.

SI FARANNO BUONE CONDIZIONI

Ad alcune persone che si potranno occupare del collocamento, tanto nella capitale che nelle provincie, di un articolo concernente l'arte libraria, di genere affatto nuovo, bello, utile per tutti e di uno smercio facile. — Dirigersi, dalle ore 8 alle 10 del mattino, al signor Carlo F. VESIN, *Dora Grossa, rimpetto al Caffè Calosso, num. 2, scala nella corte a destra, terzo piano a sinistra.*

SEMENZA BACHI DA SETA
DI BRIANZA, 1ª QUALITA'
Presso **Carlo Cinzano**, *piazza Castello, n. 25.*

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

VENDITA
DELLA GRANDIOSA GALLERIA RINUCCINI
DI FIRENZE

Col 1° maggio prossimo venturo si aprirà in Firenze asta pubblica di questa grandiosa raccolta di quadri. La medesima è ricca di oltre 700 dipinti di vario genere tanto di Scuole italiane, che straniere.

Di 92 fra i più ragguardevoli furono pubblicate le illustrazioni, desumendo in gran parte, dai documenti esistenti nell'archivio di famiglia, le prove della loro provenienza ed originalità, il maggior numero di essi esistente in casa da più di due secoli.

La Galleria Rinuccini, giudicata dagli intelligenti una delle più cospicue fra le private di Firenze, conta molti lavori di sommi maestri, fra i quali primeggiano una Sacra Famiglia di Raffaello, una copiosa raccolta di antichi, alcuni dipinti di Salvator Rosa, Carlo Dolci, Andrea del Sarto, ecc. ecc.

Tanto il catalogo generale diviso per Scuole, che le illustrazioni sopra citate si dispensano in Firenze nello Scrittoio del palazzo Rinuccini, Fondani Santo Spirito, n. 2011; in Milano sono ostensibili presso i signori Tendler e Schaeffer, librai nella galleria De-Cristoforis e Giuseppe Vallardi in Santa Margherita; in Venezia presso la libreria Giuseppe Pomba, in Merceria dell'Orologio, ed in Torino presso i signori Gianini e Fiore, successori Pomba.

DA VENDERE

CASINO di campagna, composto di 12 membri, 3 giardini, pozzo d'acqua viva, in vicinanza di questa capitale, col passaggio al viale del Regio Ricovero di Mendicità, del reddito di L. 1,100.

CASA nel Borgo di Po, affittata per L. 2,300.

Dirigersi al notaio Secondino, via del Fieno, n. 17.

DA VENDERE
in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:
In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

PARIS — HOTEL VIOLET
faubourg Poissonnière, n. 36

Cet établissement, fondé depuis 25 ans, et situé au centre de la capitale, près des boulevards et des théâtres, se recommande par la bonne tenue et la modicité de ses prix. — Il est le rendez-vous des principaux négociants étrangers. — Il y a une table d'hôte.

DA AFFITTARE *per il 1.° di luglio prossimo*

Sette membri dipinti e tappezzati, al primo piano, in via di Borgo Nuovo, num. 38.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il conte Hermann.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: 2.me partie de *Monte-Cristo.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: *Il Gondoliere* musica del maestro Chiaramonti — Con ballo: *Il trionfo di Atamaro re d'Egitto*, del coreografo Piccoli Giovanni.

SUTERA (ore 7 1/2) Opera buffa: *La Regina di Leone*, del maestro Villanis.

GERBINO (ore 7 1/2) La dramm. Compagnia Giardini recita: *I misteri d'un generale.*

CIRCO SALES a porta palazzo (ore 8) La Comp. Tassani recita *Belfegorre il pagliacio.*

DA S. MARTINIANO (ore 6 1/2) Si recita: — *Il mondo della luna.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
31 marzo	753 76	753 48	753 34	+ 14 3	+ 20 3	+ 17 3	+ 13 3	+ 17 4	+ 15 0	N.N.O.	S.S.O.	N. O.	Ser. con vap.	Quasi annuv.	Pioggia.
1 aprile	753 16	753 74	754 10	+ 11 1	+ 11 6	+ 13 7	+ 9 2	+ 10 3	+ 13 2	O.	O N.O.	O.	Pioggia	Pioggia	Annuvolato.
2 »	755 70	756 26	756 12	+ 13 7	+ 15 6	+ 18 5	+ 14 4	+ 14 9	+ 17 4	S S.O.	N	E.	Quasi annuv.	Piov ggina	Annuvolato.
3 »	757 72	757 82	757 20	+ 11 2	+ 13 1	+ 12 6	+ 9 5	+ 10 0	+ 11 5	N.	N. O.	N.	Annuvolato.	Pioggia	Annuvolato.
4 »	741 22	741 98	741 60	+ 11 5	+ 15 2	+ 13 9	+ 11 2	+ 12 8	+ 12 6	N. O.	N. O.	N. O.	Annuvolato.	Annuvolato.	Annuvolato.
5 »	742 12	741 58	741 42	+ 17 0	+ 20 4	+ 20 6	+ 18 0	+ 17 4	+ 14 7	E.	N.N.O.	N.N.O.	Ser con vap.	Nuvoloni	Nuvoloni

TIP. G. FAVALE E COMP.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 89 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDÌ 13 APRILE

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent. — d'obbligo 25 cent.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 12 aprile.*

RETTIFICAZIONE al Quadro comparativo dei prodotti delle Gabelle nel mese di marzo 1852, stampato nella Gazzetta d' ieri :

Risultanze :

1852 rispetto al 1848 — Diminuzione L. 380,243.

leggasi :

1852 rispetto al 1848 — Aumento L. 380,243.

CAMERA D'AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Pel decesso recentemente avvenuto di uno degli Agenti di cambio e Sensali della Borsa di questa città, nel provvisorio stato in cui si è tuttora di applicazione della legge del 27 novembre 1847, secondo le prescrizioni della medesima e le susseguite ministeriali spiegazioni, si debbe senza ritardo addivenire nelle forme prescritte alla proposta per la nomina di un Mediatore di commercio che eserciti, non più cumulativamente le funzioni di Agente di cambio e di Sensale, ma solo e semplicemente quelle di Agente di cambio.

Quindi premurosa di compiere all'ufficio ad essa spettante,

La Camera notifica :

Che le domande degli aspiranti al posto di Agente di cambio per cui si ha da fare al Ministero la proposizione del candidato, saranno ricevute nella segreteria di essa Camera dal giorno di domani 24 del corrente sino a tutto il 22 di aprile prossimo perentoriamente dalle ore 9 del mattino alle 4 pomerid. nei giorni non festivi, e dalle 9 al mezzodì ne'giorni di festa.

Che l'aspirante su cui cadrà la scelta della Camera dovrà presentare i documenti giustificativi dei requisiti prescritti dagli articoli 3 e 4 del regolamento annesso alla Legge suddetta, dei quali documenti si debbe poi accompagnare la risultante proposta.

La presente notificazione rimarrà affissa per tutto il termine come avanti stabilito pel concorso nella segreteria della Camera, nella sala della Borsa, e sarà inserita nel Giornale ufficiale.

Torino, il 23 marzo 1852.

Per la R. Camera
Avv. G. Ferrero *segretario.*

LÉGATION D'ESPAGNE EN SARDAIGNE.

La Légation de S. M. Catholique fait connaître aux sujets espagnols demeurant en Sardaigne qu'un délai de quatre mois, à compter du jour de la présente publication, est fixé pour qu'ils puissent se faire inscrire sur ses régistres.

Ce terme une fois écoulé, la Légation d'Espagne n'accordera sa protection qu'à ceux des sujets de S. M. qui auraient rempli cette formalité.

Turin, le 30 mars 1852.

STATO ROMANO

Si legge nel *Giornale di Roma* :

Nel num. 69 di questo giornale del 26 marzo fu dato l'annunzio della scoperta di un nuovo pianeta fatta dal sig. De Gasparis, che è il 6° da lui trovato. Il cattivo tempo da prima e poi lo splendore della luna piena, ci avevano impedito finora di osservare questo minimo dei novelli pianeti : il suo moto assai rallentatosi dall' epoca della scoperta in poi, ha anche richiesto delle ricerche più prolungate per accertarsi della osservazione e distinguerlo dalle molte piccole stelle che lo circondano.

Ecco pertanto le due ultime osservazioni :

Aprile 1852	Tm. R.	AR. app.	Declin. app.
	h m s	h m s	
5	8 54 25	9 50 52, 25	+ 13° 40' .....
6	8 49 42	9 50 42, 55	+ 13 41 29. 7

La seconda di queste osservazioni è stata fatta al circolo meridiano : la prima al micrometro circolare col cannocchiale di Cauchoix.

Il pianeta è appunto quale lo ha definito il suo scopritore, cioè come una stellina di *decima* in *undecima*, ma più propriamente di quest'ultima grandezza : nell'osservazione meridiana però sostiene sufficientemente l'illuminazione dei fili.

È molto probabile che ricercando tra le stelle di quest'ordine si trovino molti altri di questi piccoli corpi : il loro numero già cresciuto a sedici in sì breve tempo ha cominciato a modificare le idee emesse dianzi sulla loro origine, che cioè fosse dovuta ad uno spezzamento di un pianeta maggiore unico frapposto tra Marte e Giove. Lasciando a parte le congetture intorno alla loro origine, il fatto dimostra che la zona occupata da essi è assai ampia e che mentre da una parte molto si avvicinano a Marte, dall'altra non lasciano che una stretta lacuna presso a Giove che forse verrà presto riempita.

Se in fatti si paragonano le distanze medie degli asteroidi con quelle di Marte e Giove dal Sole, avremo la serie seguente :

Terra —	1. 000	Egeria	2. 545
Marte	1. 524	Irene	2. 587
Flora	2. 202	Astrea	2. 577
Vittoria o Clio	2. 335	Eunomia	2. 647
Vesta	2. 362	Giunone	2. 669
Iride	2. 385	Cerere	2. 768
Meti	2. 386	Pallade	2. 773
Ebe	2. 425	Igea	3. 184
Partenope	2. 452	Giove	5. 205

Se si ha riguardo alla eccentricità delle orbite si avranno i limiti dell'intervallo dentro i quali i nuovi pianeti possono trovarsi, il primo estremo sarà :

per Flora 1. 857
l'altro per Igea 3. 469

Se si considera che l'afelio di Marte ritrovasi ad una distanza di 1,666 ben si vede come i nuovi asteroidi siano collocati quasi in continuazione di uno dei più piccoli tra gli antichi pianeti. È probabile come abbiam detto che la lacuna tra Igea e Giove venga presto riempita, ma non sarebbe difficile che la prepotente massa di Giove avesse impedito la loro formazione nelle sue vicinanze. L'eccentricità delle orbite, l'ampiezza della zona da essi occupata e la posizione dei nodi che sono per tutti assai vicini fra di loro, ha suggerito al prof. Pierce la congettura che gli asteroidi sieno stati formati dallo spezzamento di un anello che circondasse una volta il sole come ora noi vediamo cinto Saturno.

Oss. Coll. Rom. 7 apr. 1852.

A. Secchi d. C. d. G.

SVIZZERA

Berna, 10 *aprile*. Il Consiglio federale ha risolto di spedire alla zecca di Parigi 27,000 scudi del Brabante, che si trovano nelle casse federali, per convertirli in monete da 5 fr.

Le conferenze che dovevano tenersi a Vienna pel regolamento di affari postali fra l'Austria, gli Stati tedeschi del sud, e la Svizzera, si apriranno a Lindau, il 15 di questo mese.

Il sig. A. Bischoff, membro del consiglio nazionale, ed il signor Grob, direttore delle poste a S. Gallo, rappresenteranno la Svizzera in quelle conferenze.

— Ecco alcune disposizioni adottate dal Consiglio esecutivo riguardo il progetto di legge comunale, e che modificano il progetto primitivo.

La durata delle funzioni del presidente e dei membri del consiglio comunale, è fissata a sei anni, come *maximum*.

Oltrecciò i seguenti articoli furono adottati secondo il tenore che segue :

Art. 37. I presidenti di comune, i presidenti, ed i membri dei consigli comunali, i segretari di comune, e dei loro consigli, e gli uscieri comunali prestano giuramento ai prefetti.

Art. 43. La ricerca dei beni comunali sarà nelle attribuzioni del comune, e si farà, dove non esiste, che una corporazione municipale, per sua propria risoluzione, da sottoporsi alla sanzione dello Stato. Nelle località, dove esiste la comune borghese, e quella degli abitanti, l'operazione si farà per mezzo di una convenzione da sottoporsi pure alla sanzione dello Stato. Nel caso, in cui le due comuni non si accordassero, la vertenza si sottoporrà ad una decisione di arbitri. Una legge speciale provvederà a questa eventualità.

All'art. 47. il Consiglio ha preso in considerazione la proposizione tendente a concedere alla comune borghese la facoltà d'imporre tasse per adempiere alle sue obbligazioni eventuali.

Ticino. Il Consiglio di Stato, con suo decreto 29 marzo, ha dichiarato che l'esenzione dal servizio militare per il figlio unico maschio di madre vedova, non tenuto calcolo che vi siano sorelle, si intende dal servizio effettivo, non dalla istruzione, per la ragione che ogni cittadino deve essere addestrato alla difesa della patria nei momenti supremi di armamento generale, e perchè la vedova potrebbe successivamente avere altri figli.

— *Sottoscrizione nazionale*. Nel Ticino fu pubblicato il seguente proclama:

« Ticinesi ! Il grido generoso della sottoscrizione nazionale, partitosi dalle poetiche rive del Lemano, non poteva non trovare un eco fedele sulle ridenti sponde del Verbano e del Ceresio. Il Ticino non sarà l'ultimo a porgere la sua mano e la sua pietra allo splendido monumento di riconciliazione ! Ecco la risposta che ogni animo ben fatto ha dato all'appello del Circolo nazionale di Ginevra.

« Fu un solo concetto, una sola inspirazione ! Ma ben presto si avvedeva che a bene usufruttuare il nobile entusiasmo, a conseguire più speditamente e con maggior pienezza l'intento, era mestieri di una giunta centrale che con unità di azione e di provvedimenti raccogliesse le sparse fila, e dirigesse gli sforzi separati ad una sola meta.

« Gli iniziatori si raccolsero quindi a convegno, e coi diversi elementi onde erano composte le loro rispettive società, deliberarono costituire un *Comitato cantonale per la sottoscrizione nazionale*. Ecco i nomi degli individui cui fu delegato il difficile ma onorevole incarico. (*Seguono i nomi*)

« Ticinesi ! Egli è con orgoglio, ma con trepidanza che noi assumiamo la patriottica missione. Però abbiamo fede di ben riescire; perchè conosciamo a prova il generoso sentire della popolazione. — Abbiamo fede nei patrioti di ogni gradazione, perchè li richiediamo di una testimonianza di spirito nazionale; abbiamo fede nei sacerdoti, perchè li invitiamo ad un'opera altamente cristiana; abbiamo fede nella età matura, perchè le domandiamo un virile esempio di virtù cittadina; abbiamo fede nella gioventù, perchè facciamo appello all'ingenito sentimento di generosità che in lei ferve; abbiamo fede nelle donne, perchè loro proponiamo un atto di amore e di beneficenza.

« Su dunque! Ognuno ponga mano all'opera santa che sarà benedetta dagli uomini e da Dio !

....« Ticinesi ! I nostri fratelli ci guardano dalla vetta delle alpi. Proviamo loro coi fatti, che siamo degni del glorioso nome di svizzeri !

« Stringiamo più saldo il patto d'amore, che ad essi ci ha avvinto nel 1834 e nel 1839.

« Pel comitato cantonale
« Il presid. ingegn. Beroldingen
« Il cassiere dott. *Fontana.*

FRANCIA

Parigi, 9 *aprile*. La commissione del Corpo legislativo incaricata di esaminare il progetto di legge sulla rifusione della monete di rame si è riunita ieri e l'altrieri. Essa intese il signor Pelouze, presidente della commissione delle monete. Si assicura che essa avrebbe l'intenzione di proporre alcuni emendamenti. Se persistesse in tale risoluzione, questi emendamenti, a tenore della costituzione dovrebbero essere rimandati senza discussione

Appendice

Scrittori genovesi di filosofia razionale civile.

VI.

FEDERICO FREGOSO — AGOSTINO GIUSTINIANI.

(V. la Gazz. Piem. num. 48, 62, 63, 65 e 84)

Amico il Fregoso a' personaggi più ragguardevoli de' suoi giorni, come al Bembo, al Sadoleto, al Cortese, ne riscosse gli elogi più lusinghieri. Il Bembo dopo avernelo encomiato per gli studii molti nella filosofia e per la somma dottrina, gli scrive della maniera che segue, seducente davvero e cortigianesca : *Ho ricevuto i doni vostri volentieri come debbo e come soglio; chè oggimai è cosa molto antica l'essere da voi donato.* E il Sadoleto parlando di codesto suo compagno di addottrinamento diceva : *Alcun tempo siamo vissuti insieme, ed insieme abbiamo studiato filosofia; io però in casa di Federico e valendomi delle sue fortune non altrimenti che fossero propriamente mie.* In Provenza sin da fanciullo compiacevasi delle antiche poesie di que' trovatori; in Urbino, scrive lo Spotorno, era perfetto cortigiano, leggiadro, amabile, prudente; in Roma grave, ma generoso, accogliendo splendidamente gli uomini più segnalati della sua età. Nella Badia di S. Benigno, ove si ricovrò in giorni calamitosi, assiduamente consecrossi allo studio delle lingue orientali antiche, onde è che il Pagnini, quasi a giudice competente, gli dedicava la fedele sua traduzione della Bibbia. Nel 1522, quando le armi di Carlo V condotte dal marchese di Pescara s'impadronirono di Genova e ne menarono orribile scempio, costretto a dilungarsi dalla patria, usava scrivendo a Gregorio Cortese di codeste espressioni :

E chi mai può essere ferreo e barbaro così da non piangere la desolazione e lo schianto quasi universale della sua patria, cui io medesimo vidi da crudelissimi nemici dilacerata ed uccisa fra le mie braccia? Del resto, proseguiva, per quello che spetta a me unicamente, quasi direi non mi tocca appunto nè l'essere scacciato dalla patria, nè il decadimento del dominio della nostra famiglia, nè la dispersione e rapina delle sostanze nostre; aggiungnerò anzi, che, comunque l'animo non vi sia concorso volenteroso, nullameno mi sentii per que' tristissimi fatti affrancato da molte angustie e da molti pericoli e travagli, e qua ridotto, ove raccolte e rassettate le reliquie del naufragio, mi ripromotto di ritornare a quegli studi, da'quali sarebbe convenuto che non mi fossi dilungato giammai. E frattanto inviava al Cortese alcuno de'proprii scritti, e l'amico rispondevagli : *che l'eleganza congiunta alla schiettezza ed alla proprietà delle parole era tale in Federico da affermare ch'egli* (il Cortese) *non aveva letto* (il giudicio trasmoda un tratto) *alcuno scritto nè più ingegnoso, nè più candido nè più acuto.*

A siffatti elogi del Fregoso, segnatamente nell' amore della patria e nella pratica della vera filosofia, farebbe contro quanto di lui nell'appendice alla sua storia scriveva Girolamo Serra, affermando che codesto Federico Fregoso fratello ad Ottaviano, il doge, era *ambizioso, turbolento e mirava a perpetuare nella sua casa colle arti suggerite da un'abbietta politica il dominio della città.* Che se in vece guardiamo alle parole dell'accusato ne verrebbe tutt'altra conchiusione. Ma ciascuno ama la patria a suo modo, e gl'interessi individuali entrano per una gran parte in siffatti amori.

Certo è tuttavia che il Pescara, il Colonna, e il duca Sforza, scacciati i Fregoso, e fatto prigione e ucciso di veleno Ottaviano nella rocca d'Ischia, non meritarono molto di Genova : e troppo era giusto che un inflessibile e virtuoso pontefice, Adriano VI, quando in Genova stessa cotestoro gli chiedevano assoluzione, rispondesse sdegnosamente : *Non possum, nec volo, nec debeo.* Ma ritornando a Federico, ritornerò di nuovo alla testimonianza del Sadoleto che afferma in lui *essere stata pressochè incredibile la conoscenza delle lettere greche, latine ed ebraiche, la quale era pur viva e doveva vivere appresso negli scritti suoi.* Perdoniamo un po' di esagerazione all'amicizia : ma dopo tutto questo rimane per Genova nel Fregoso un protettore insigne di filosofi e letterati, filosofo e letterato pur egli, la raccolta de' cui scritti e memorie non disonorerebbe certo la patria biblioteca.

Contemporaneo al Fregoso ebbe Genova un altro per-

dal presidente del Corpo legislativo al consiglio di Stato. Ognun sa che quando un emendamento non è adottato dal consiglio di Stato, non può essere sottoposto alla deliberazione del Corpo legislativo. Credesi nondimeno che il Corpo legislativo si occuperà la settimana prossima del rapporto della commissione.

L'ordine del giorno di martedì (13) indica una comunicazione del governo. Si assicura che questa comunicazione sarà un messaggio del principe presidente che conterrebbe l'esposizione generale degli affari del paese dopo il suo ultimo messaggio del novembre 1851.

Il senato si riunirà, dicesi, mercoledì (14) ne' suoi uffizii per iscegliere la commissione della contabilità e quella delle petizioni.

— Lo stato della Banca fino all' 8 d'aprile, oggi pubblicato dal *Moniteur*, presenta i seguenti risultati, comparativamente a quello del 4 marzo:

L'introito metallico si è accresciuto di 10 milioni e mezzo; cioè di quasi 9 milioni a Parigi e di oltre ad un milione e mezzo nelle provincie: esso ascende a 601 milioni.

Il portafoglio è salito da 36 a 45 milioni in Parigi, e da 70 a 74 nei dipartimenti; il che è un aumento di pressochè 12 milioni e mezzo: quindi forma un totale di 119 milioni e mezzo.

La circolazione dei biglietti è aumentata di 82 milioni; cioè di 71,860,400 fr. in Parigi, e di 10,141,900 fr. nelle succursali. Quest'aumento si spiega colle anticipazioni considerevoli fatte dalla Banca dopo l'ultimo suo resoconto. Queste anticipazioni ascesero a 40 milioni per conto della città di Parigi; sopra verghe e monete, da 2,996,158 fr. a 3,369,966 fr.; sopra effetti pubblici, da 14,147,256 fr. a 89,983,556 fr. in Parigi, e da 2,853,663 fr. a 4,038,267 fr. nelle succursali, e sopra azioni ed obbligazioni di strade ferrate, a 4,215,500 fr. in Parigi, e a 527,200 fr. nei dipartimenti. La cifra della circolazione è di 635 milioni, vale a dire che oltrepassa di 54 milioni quella dell' introito metallico.

Con tutto il pagamento del semestre del 5 0/0 il resoconto creditore dell'erario non presenta che una diminuzione di 27 milioni; è ribassato da 100 a 73 milioni. I conti correnti particolari all'opposto offrono un aumento considerevole: in Parigi, di 54 milioni, da 119 a 173 milioni. Esso proviene probabilmente in gran parte da depositi di capitali che si sono ritirati del 5 0/0, e che aspettano l'occasione di rientrar nella rendita. In provincia i conti correnti non offrono che una insignificante differenza di 1,500,000 fr. in meno.

Le riscossioni eccedenti la valutazione degli effetti in ritardo; che erano di 357,198 fr., sono salite a 508,019; il che è un miglioramento di 15,000 fr. La cifra degli effetti scaduti da riscuotere oggi era di 128,464 fr.

Insomma questo nuovo resoconto è molto più soddisfacente degli anteriori. L'aumento del portafoglio principalmente indica che, come si sperava, le transazioni commerciali hanno ripresa molta attività.

— Leggesi nella *Patrie*: La gran maggioranza dei forzati validi ha chiesto, come favore, di subir la pena della deportazione. In un avvenire prossimo, le nostre galere si troveranno così naturalmente sgombrate, e il provvedimento si utile della loro soppressione sarà posto ad effetto.

Da un'altra parte sentiamo che il governo ha ordinato il censimento delle donne condannate ai lavori forzati a perpetuità, e la cui pena trovasi convertita, a termine del codice penale, in quella della detenzione perpetua ch'esse subiscono nelle case centrali. Quelle fra loro che consentiranno ad essere trasportate, si metteranno nelle colonie penitenziarie a lavori del loro sesso, e dopo un certo tempo, se la loro condotta è buona, potranno ottenere l'autorizzazione di contrarre matrimonio e per questo mezzo migliorare la propria condizione ed il proprio avvenire. La colonia dal canto suo troverà nell'aumento della sua popolazione gli elementi più naturali di prosperità e di sviluppo.

I condannati saranno messi principalmente a lavori agricoli, ed il miglioramento della loro sorte dipenderà unicamente dalla loro condotta. Del resto, i provvedimenti più energici sono presi per mantener l'ordine nella colonia e farvi rispettare l'autorità.

— Si è parlato molto i giorni scorsi dell'intenzione che il governo avrebbe di prorogare in breve il Corpo legislativo, trovandosi nell'impossibilità di presentare quest'anno i bilanci per l'esercizio del 1853.

Questa voce è priva di fondamento. Il ministro delle finanze sta preparando gli elementi di questo bilancio il quale, da quanto si assicura, verrà presentato sul cominciar di maggio al Corpo legislativo.

Le persone che fan parte della nuova guardia nazionale ricevettero l'avviso di procacciarsi l'uniforme pel 25 di aprile.

— Parecchi personaggi, dice una corrispondenza parigina dell'*Emancipation Belge*, deditissimi al presidente della repubblica pensano a fargli contrarre un matrimonio. Non parlasi più d'una principessa svedese, e pare da un'altra parte che un matrimonio con una infanta di Spagna, figlia di D. Francisco di Paula incontra gravi obbiezioni. Un terzo nome è pronunciato, ma nulla io posso guarentirvi; ed è quello della principessa Maria Amelia, figlia delle seconde nozze di Don Pedro, sorella consanguinea della regina di Portogallo, dell'imperator del Brasile e della principessa di Joinville. Maria Cristina si è mostrata, dicesi, contraria ad un matrimonio tra un'infanta di Spagna e il presidente. In quanto poi alla principessa figlia di D. Pedro, un grande ostacolo si presenta. Il presidente della repubblica diverrebbe congiunto del principe di Joinville, nè sicuramente si può credere che egli sia molto a ciò disposto.

— Leggesi nella *Presse*: Sentiamo che l'aeronauta scelto dall' amministrazione dell' ippodromo per le ascensioni dell' estate prossima è il sig. Coste, che l'anno passato narrava in modo sì istruttivo e dilettevole nel giornale l'*Evènement* le sue peregrinazioni aeree col sig. Godard. Il sig. Coste è un esperto in fatto di aerostazione, ei conosce la pratica come la teorica di quest'arte che è destinata a fare una rivoluzione nelle relazioni sociali. Ne' suoi molti viaggi col celebre aeronauta Godard, egli acquistò quello che rende compinto l'uomo di studio e d'esperienza, l'audacia e l' imperturbabilità. Tutto adunque ci fa presagire una brillante stagione per l' intelligente amministrazione dell' ippodromo. Il sig. Coste già ricevette parecchie domande di persone che vogliono ascendere con lui per gli spazi aerei.

Con soddisfazione noi vediamo continuarsi questi esercizii aeronautici che sono senza dubbio il preludio d' una grande scoperta; e vi applaudiamo tanto più in quanto, dacchè si adopera l'idrogene per enfiare le mongolfiere, non havvi realmente pericolo nelle ascensioni. Gli accidenti che si ebbero a deplorare sono da attribuirsi a casi sfortunati che non dipendevano per nulla dalla natura delle macchine aerostatiche.

SPAGNA

Madrid, 4 *aprile*. Si legge nell' *Heraldo*:

Ieri a 5 ore pom. sono partiti alla volta d'Aranjuez S. M. la regina, accompagnata dal re, e dagli altri membri della famiglia reale.

— Si legge nella *Espana*:

Giusta l'ultimo censimento, la popolazione di Madrid, sul cominciar dell' anno, ammontava a 234,178 anime, di cui 113,945 maschi e 120,235 femmine. Quella dei sobborghi ammontava a 52,733. In tutto, 286,911 anime.

INGHILTERRA

Londra, 8 *aprile*. Il *Morning-Herald* annunzia che S. M. la regina, accompagnata dal principe Alberto, dalla famiglia reale e da S. A. S. il principe Leopoldo di Sassonia Coburgo (cognato del duca di Nemours) partì il 7 pel castello di Windsor ove S. M. dee passare le feste di Pasqua.

— Si legge nel *Daily-News*:

Un *meeting* pubblico dei partigiani de' tribunali di commercio è stato tenuto sotto la presidenza dell'ex-mayor, sir James Duke. Il sig. Ayrton parlò dei vantaggi del codice commerciale di Francia, e raccomandò la formazione di tribunali speciali a Londra e in altre città che desiderassero attenersi all'esempio della metropoli. Il sig. Ayrton propose la prima risoluzione, così concepita:

«Il *meeting* è d'avviso che è della più alta importanza pel commercio della capitale che sia da per tutto richiesta la formazione di tribunali di commercio.»

Questa risoluzione è adottata ad unanimità; dopo di che il *meeting* si è sciolto.

— Si legge nel *Morning-Post*:

Il ministro di Spagna ha avuto ieri (8) una conferenza col conte di Malmesbury al ministero degli affari esteri.

— Si legge nello stesso giornale:

Le nascite a Londra, durante la settimana decorsa, aggiunsero la cifra di 838 maschi e 892 femmine. Totale 1730. Questa cifra comprende tutti i distretti della metropoli.

— Scrivono da Portsmouth al *Morning Chronicle* in data del 7:

La perdita del *Birkenhead* forma il soggetto di tutte le conversazioni su notizie marittime, soggetto lugubre e doloroso davvero; imperocchè tutte le persone appartenenti alla marineria ed alle altre classi della società dividono i timori e i tristi presentimenti de' congiunti ed amici degli sventurati che han trovato il loro ultimo asilo negli abissi del mare. L'interesse angoscioso, ispirato dalla funesta lor sorte, si addoppia pensando che è appunto Portsmouth che ha fornito l'equipaggio del *Birkenhead*, e che la moglie del comandante, i parenti degli altri ufficiali e l'equipaggio erano stati alloggiati in questa città. La causa dello spaventoso disastro è giudicata con molta severità; ma tutti sono d'accordo che gli è uopo dare attestati di simpatia ai superstiti, alle famiglie ed agli amici delle persone cui quella orribile catastrofe lascia privi di mezzi. Le autorità marittime hanno, a quanto pare, il progetto di aprire una sottoscrizione, alla quale concorrerebbero per un giorno di paga ciascun ufficiale e ciascun marinaio o soldato della divisione. Gli abitanti del porto hanno altresì l'intenzione di tenere un *meeting* a fine di prendere risoluzioni relative ad una sottoscrizione, intesa a sovvenire le famiglie delle vittime.

— Si legge nel *Morning-Advertiser*:

Ieri (7) si è ricevuto alla *City* la notizia dell'incendio del naviglio inglese *Hilton Grave* che andava da Liverpool a Aden. Esso era carico di carbone pel deposito dei piroscafi dell'India e avea oltrepassato il Capo da alcuni giorni, allorchè il 15 gennaio, tra i 30° S. e 53° E. (meridiano inglese) l'equipaggio si accorse che dai boccaporti esciva del fumo. Il calore del ponte e altre circostanze fecero ben presto conoscere che il fuoco era a bordo. Si fece di tutto per ispegnerlo, ma tutto fu inutile. Il calore, il fumo aumentarono, e tre giorni dopo la esplosione del gaz fracassò il ponte. Il capitano e l'equipaggio, prevedendo quest'accidente, si erano messi in mare nelle lancie, e si aggiravano vicino al naviglio che pur speravano di salvare; ma quello, incendiato sino a fior d'acqua, fu inghiottito finalmente dai flutti.

L'equipaggio mosse allora verso l'Isola di Francia; e il 28, dopo lunghi patimenti, fu veduto e raccolto dal legno a tre alberi olandese *Marie-Elisabeth*, di Batavia, il quale otto o dieci giorni dopo entrò nel Capo di Buona-Speranza, e quivi sbarcò i poveri naufraghi. Lo *Hilton Grave* era quasi nuovo.

— Si legge nel *Globe*:

La campagnia della navigazione a vapore che dee fare il servizio delle comunicazioni postali, tra l'Inghilterra, il Capo e l'isola Maurizio, e le nostre possessioni orientali, dispone già di 6 magnifici bastimenti di 1800 a 1900 tonnellate.

ALEMAGNA

Francoforte. Anche fra gli Stati dello Zollverein pare che le opinioni siano assai divergenti in fatto di questioni commerciali e doganali. Nella sera del 5 aprile tennero un'adunanza, in cui si discusse la tariffa in ordine al ferro. Alcuni chiesero che a base della tariffa dello Zollverein si aumentasse il dazio, così del ferro greggio come di quello in sbarre, e che non si accordassero più al ferro del Belgio quei vantaggi che questo godeva mediante il dazio differenziale.

L'Annover, invece, e con esso gli Stati dello Steuerverein, diedero la loro adesione al trattato di settembre con una clausola del tutto opposta: a patto, cioè, della libera introduzione del ferro greggio, e di un notevole ribasso del dazio sul ferro in sbarre.

La Prussia, fra queste divergenze, tiene, dicesi, una via di mezzo.

— Si dice, che la società per la protezione dell'industria patria sia minacciata di una scissione, e che una parte voglia segregarsi, e formare un'altra unione a Berlino. I deputati della Prussia vi si trovano in gran numero.

Austria. Il conte Buol-Schauenstein, destinato a succedere per *interim* al principe di Schwarzenberg nella presidenza del consiglio e nel ministero degli affari esteri, era, dicesi, stato dal principe Schwarzenberg stesso indicato anticipatamente alla scelta dall'imperatore.

Il padre del conte Buol-Schauenstein presiedette alla Dieta germanica dal 1815 al 1825, ed egli stesso, allevato sotto gli occhi di suo padre, entrò bentosto nella carriera diplomatica. Egli fu incaricato d'affari, prima a Carlsruhe, poi a Stoccarda; quindi fu nominato nel 1844 ministro a Torino, e vi restò fino all'anno 1848.

Verso la fine dell'anno 1848, in occasione che si formò il gabinetto del principe di Schwarzenberg, egli fu destinato alla legazione austriaca a Pietroburgo.

Presiedette alle conferenze di Dresda, terminate le quali, ei venne nominato ministro d'Austria a Londra.

---

sonaggio segnalato nelle storie, nello studio delle lettere e nella filosofia in Agostino Giustiniani. Nacque del 1470, apprese da fanciullo gramatica ed aritmetica, passò nelle Spagne, del 1848 si ascrisse all' ordine dei predicatori. Lesse per diciott'anni filosofia e teologia nel proprio monistero, per due interpretò nell'università di Bologna il libro delle sentenze, *tolse dallo studio delle sacre lettere gl'inutili argomenti introdotti dall'abuso delle formole e delle questioni peripatetiche*; chiamato a Parigi da Francesco I *vi introdusse le lettere ebraiche insegnandole per cinque anni in quella Università* (nuovo, benchè modesto, diritto alla riconoscenza); viaggiò la Fiandra, l'Inghilterra e la Lorena; ebbe corrispondenza di lettere con Pico, Erasmo, Pomponio, Leto, Tommaso Moro, Filippo Beroaldo, e del 1514 gli fu conferito il vescovato di Nebbio nella Corsica.

Ma udiamo com'egli molto semplicemente scrive di sè, degli studii e delle opere sue: « I frutti del mio ozio, dic'egli, sono stati che ho fatto imprimere in Parigi dodici opere in utilità degli studiosi. Ho descritto molto minutamente l'isola di Corsica per utilità della patria. Ho pure raccolto e compilato gli annali per utilità del ben pubblico e della patria mia, della quale sono sempre stato zelante amatore. Ho compilato tutto il nuovo testamento in greco, latino, ebreo ed arabico, scritto per una gran parte di mia mano, e ho posto mano ancora a compilare il vecchio in simile forma. Ho tradotto più cose in materna lingua per utilità dei chierici della mia diocesi che sono tutti ignari di lettere (1). Ho tradotto l'Economico di Senofonte per istruzione di mia cognata e di mie nipoti. »

Da sì vasta erudizione e sapienza filosofica e teologica appalesata dal Giustiniani nello insegnamento che professò e nelle opere lasciateci, mi raccolgo sopra di quest' ultimo scritto, al quale accenna, e mi sembra meritevole di considerazione, in special guisa per l'uso cui destinavasi. Dunque l'educazione della donna di que' giorni era tale da porle fra mani quel libro di filosofia morale e civile come argomento di particolare profitto; avvegnachè altrimenti il Giustiniani non sarebbesi assunta la penosa fatica di volgarizzarlo. E ve n'erano pur tra le donne parecchie, incominciando dalle educate da Vittorino da Feltre, e tra queste le Gonzaga, che non avrebbero, anche dell' età di quattordici anni, avuto mestieri del volgarizzamento, poichè sapevano francamente cercare le dottrine del greco filosofo nella lingua sua originale. Questo è certamente un grande elogio per la donna e per chi la educava. Se non consistere in questo solo la educazione di lei che nella famiglia aver deve la rappresentanza della maternità, dell' affetto e de' più minuti, assidui, importanti provvedimenti. Tuttavia addimando onde avvenisse mai che nella educazione della donna perdessimo le patrie nostre tradizioni, e la vedessimo impicciolita cotanto, e travisata per lingua, per costumanze e per affetti stranieri? Auguriamo che le prove a rialzarnela sieno coronate dai più felici risultamenti, e che non tolga vita agl'istituti che di tal indole si apersero nel Piemonte, o la tenacità di vecchie abitudini in chi dovrebbe trarne profitto, o la maligntà degli odiatori d'ogni civile progresso, o il soverchiare dei dispendii male ricompensati dalla riconoscenza e dalla pubblica opinione. I governi certo sorreggeranno d'ogni maniera questa parte principalissima delle patrie riforme e della educazione civile.

In Genova si aperse un istituto che mira a questo scopo nobilissimo; sono grandi le cure, lo conosco per fatto, nè meno gravi i dispendii cui soggiacciono le benemerite fondatrici affine di rendersi degne di codesta missione; nè gli sperimenti finora fallirono ai desiderii. Un istituto simigliante sorse pure nell' amena e colta città di Pinerolo. Intendano a formare delle alunne altrettante giovani savie, modeste, operose, future spose e madri veramente degne di questo nome, atte ad informare l'affetto dei loro mariti, a reggere la famiglia, a scolpire sulla fronte e più nel cuore de' propri figli il carattere incancellabile d'ogni virtù morale e cittadina: avvegnachè sulle ginocchia delle madri si formino le nazioni.

Bernardi.

(1) Fece dono alla Repubblica della sua raccolta di codici manoscritti *che non avea pari in tutta Europa*. Infatti quella dei Canonici Regolari di Fiesole, fondata dalla famiglia Medici giusta il catalogo del Pallavicini, 1752, contava 196 manoscritti; e quella della Badia fiorentina de'Cassinesi, giusta il Galletti, 1750, ne contava 340. Anche il card. Bessarione non riputava dono indegno della Repubblica di Venezia la sua biblioteca, come non avealo riputato il Petrarca.

— Leggiamo nell'*Osservatore Triestino*:

Sua maestà l'imperatore indirizzò il seguente sovrano autografo al regnante principe di Schwarzenberg:

« Caro principe! La divina Provvidenza impose una dura prova alla di lei benemerita famiglia.

« La morte improvvisa del presidente dei ministri, principe Felice Schwarzenberg, è un avvenimento fatale per me in persona e per lo Stato.

« Io perdo in lui un fedel servitore ed un leale amico, la patria un uomo che in un'epoca procellosa si mise a disposizione di mia casa, e poi si consacrò con tale annegazione e successo all'affidatogli assunto di consolidare l'ordine e il trono, che il suo nome occuperà sempre un posto glorioso negli annali dell'Austria.

« Accolga, caro principe, l'assicurazione dell'intimo interessamento e l'espressione de' sentimenti di profondo cordoglio, ond'è commosso il mio cuore presso la tomba del decesso.

« Vienna, 7 aprile 1852.

« *Francesco Giuseppe* m. p. »

Prussia. *Berlino*, 6 *aprile*. Ora che il governo prussiano ha fatto l'acquisto del *Gefion* e del *Barbarossa*, la marina prussiana è composta nel modo seguente:

a) Navi a vele:

1 fregata di 46 cannoni, 1 corvetta di 12, un naviglio da trasporto di 4 cannoni.

b) Navi a vapore:

1 Corvetta di 9 cannoni, della forza di 440 cavalli, 1 corvetta di 12, della forza di 350 cavalli, 2 navi d'avviso, ciascuna di 6 cannoni, della forza di 180 cavalli, una nave da trasporto, di 4 cannoni, della forza di 550 cavalli.

c) Navi a remi:

36 Scialuppe cannoniere con 72 cannoni, e 6 jole con 6 cannoni; in tutto, 177 cannoni.

In tempo di guerra, si noleggerebbero legni da rimorchio per la flottiglia a remi.

Qualora si conservi la divisione de' marinai per la flottiglia a remi, l'equipaggio della squadra, in tempo di pace, è di 1800 uomini, ma se la si scioglie, potrà diminuirsi a 1500.

— *Erfurt*, 4 *aprile*. Il luogotenente generale Radowitz, che abita da lungo tempo la nostra città, si è recato a Carlsruhe, in seguito ad invito, per emettere la sua opinione relativamente alla questione di successione alla corona granducale.

Egli è partito ieri per Carlsruhe. Si dice che il granduca regnante di Sassonia-Coburgo-Gotha, il quale è molto amico al generale Radowitz, abbia indotto il governo badese a consultare questo diplomatico.

Annover. 5 *aprile*. Leggesi nella *Nuova Gazzetta di Prussia*:

La crisi ministeriale, che si credeva terminata, ricominciò con un carattere più grave di prima. Riguardo alla causa di questa nuova divergenza sopravvenuta nel ministero, e riguardo alla questione sul punto di sapere quale elemento prevarrà, nulla v'ha di positivo.

Se avranno il sopravvento i ministri Borries e Von-der-Deiken ne seguirà un cangiamento di sistema nella politica si interna che estera. Molti connettono alla crisi ministeriale la presenza del sig. Bothmer, inviato annoverese presso la dieta germanica, e che da alcuni giorni è giunto in Annover.

Assia elettorale. *Cassel*, 5 *aprile*. Scrivono alla *Gazzetta delle Poste* di Francoforte, che molto si parla in Cassel della sentenza pronunziata ultimamente dal tribunale d'appello di Greifswald, colla quale si conferma quella del tribunale di prima istanza contro il ministro di Stato Hassenpflug, già presidente di questo medesimo tribunale d'appello. Il sig. Hassenpflug ha interposto appello al tribunale supremo di Berlino.

AMERICA

Stati Uniti. Il *New-York-Herald* annunzia che il signor Webster e il ministro britannico a Washington, sig. Crampton, stanno negoziando una convenzione addizionale al trattato del Nicaragua.

Kossuth era il 20 marzo in cammino verso la Nuova Orleans.

L'arresto di Carbajal è confermato.

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Parma*. Si legge nella *Gazzetta di Venezia*:

Col giorno 12 corrente viene aperta la linea telegrafica da Parma al confine estense, tanto per la corrispondenza ufficiale come per la privata.

Francia. *Parigi*, 10 *aprile*. Leggesi nel *Moniteur*:

Le rendite indirette si accrescono colla rapidità più notevole.

I prodotti del mese di gennaio 1852 erano stati inferiori a quelli di gennaio 1851.

I prodotti di febbraio 1852 hanno superato quelli di febbraio 1851 di 2 milioni circa.

I prodotti di marzo 1852 superano quelli di marzo 1851 di pressochè 5 milioni.

Questo accrescimento sì rapido è il chiaro segno del ravvivamento degli affari e dello sviluppo del lavoro.

Fra questi elementi bisogna notare specialmente il registro. Fino al marzo i suoi prodotti erano stati debolissimi, e in gennaio e febbraio essi pareggiavano appena quelli dei corrispondenti mesi del 1851; in marzo già superano di 1,800,000 franchi quelli del marzo precedente.

— Una nota *comunicata* dimostra che quantunque siasi aperto un credito di 7,560,000 fr. specificato per ordine nel progetto di legge sulla rifusione delle monete di rame, questa grande operazione monetaria non costerà nulla alla Francia, dovendo la vendita del metallo ritirato dalla circolazione coprire interamente la spesa della rifusione e della fabbricazione delle nuove monete. Il progetto sarà d'altra parte discusso fra pochi giorni dal Corpo legislativo, poichè la commissione ch'esso nominò recentemente per questo fine non cessò di adunarsi nelle vacanze della settimana santa per affrettare la compilazione del rapporto. Un giornale ordinariamente ben informato riferisce che la commissione penserebbe a presentare alcuni emendamenti; il che renderebbe necessaria una nuova deliberazione da parte del consiglio di Stato.

— Il senato deve riunirsi mercoledì (14) per nominare varie commissioni:

1. Una commissione per compilare il regolamento interno di questa assemblea; 2. Una commissione per la contabilità; 3. una commissione per l'esame delle petizioni.

Si calcola a pressochè 200 il numero delle petizioni che furono deposte fino ad oggi. La maggior parte di esse, dice la *Patrie*, domanda la proclamazione dell'Impero.

— Un'ammonizione è stata data stamane dal ministro della polizia generale all'estensore in capo della *Presse*. Eccone il testo:

Il ministro della polizia generale, visto l'art. 52, paragrafo 5 del decreto organico sulla stampa in data del 17 febbraio 1852;

Visto l'articolo pubblicato nel giornale la *Presse* il 6 aprile, nel quale si trova il seguente passo: « Esso sarebbe (l'imperò) la provocazione diretta ad un attentato che verisimilmente non farebbesi aspettare; poichè se nel partito repubblicano non si trovasse un Alibaud, si troverebbe un Merino nel partito realista.... »

Il detto articolo firmato *Emilio di Girardin*;

Considerando che non potrebbe permettersi, senza oltraggiare ad un tempo la morale pubblica e il carattere della nazione, di proclamare, come un fatto inevitabile, un attentato sulla persona del capo dello Stato, quali pur sieno d'altra parte i pretesti o le circostanze ipotetiche sopra cui si appoggia una sì colpevole argomentazione;

Considerando che il giornale la *Presse* ha dimenticato essere la moderazione e la prudenza la prima legge della stampa periodica; decide:

Art. 1° A tenore dell'art. 52 del decreto del 17 febbraio 1852, una prima ammonizione è fatta al giornale la *Presse*, nella persona dei sigg. Rouy, uno dei gerenti, ed Emilio di Girardin, estensore.

Art. 2. Il prefetto di polizia di Parigi è incaricato dell'esecuzione della presente decisione.

Fatto a Parigi il 9 aprile 1852.

Il ministro della polizia generale
Di Maupas.

— Sembra ora certo, dice la *Presse*, che i contrordini ultimamente spediti alle navi che doveano trasportare i condannati in Africa aveano per principal cagione l'insufficienza dei provvedimenti presi dall'amministrazione algerina per ricevere ed installare i convogli. I giornali di Bordeaux hanno annunciato che nuovi ordini di partenza sono stati mandati all'*Isly*, a cui devono aggiungersi altri due vascelli.

— Si ricevono per mezzo dell'*Akhbar* del 4 aprile buone notizie dell'Algeria. La potente tribù dei Zuaua, la principale della grande Cabilia, quella contro la quale doveva specialmente esser diretta la divisata spedizione, fece profferte di sommessione.

La confederazione dei Zuaua forma una popolazione di circa 80,000 individui, ed è in istato di presentare 10 in 12 mila fucili, senza contarvi gli uomini energici delle tribù vicine che potrebbero unirsi ad essi. Ma quella popolazione non può ricusarsi all'evidenza, e comprende l'inutilità della resistenza che vorrebbe opporre alle armi francesi.

Spagna. *Madrid*, 5 *aprile*. Scrivono alla *Correspondance*:

Eccettuati il ministro degli affari esteri e quello della giustizia, i quali restano presso la regina, gli altri ministri che accompagnarono S. M. ad Aranjuez sono ritornati a Madrid.

La *Gazzetta di Madrid* ha pubblicato il nuovo decreto sulla stampa (*V. Gazz. Piemont. di ieri*) che non diversifica molto da quello testè promulgatosi in Francia. Si è notato che questo decreto non è terminato dalla formola d'uso: « Il governo renderà conto di questo provvedimento alle *cortes*. » L'opposizione ha risguardato questa omissione come lesiva delle attribuzioni parlamentari.

I sigg. Fould e Pisca tory sono da alcuni giorni a Madrid. Si assicura che il loro viaggio è relativo al gran progetto dell'incanalamento dell'Ebro.

Inghilterra. *Londra*, 9 *aprile*. Si legge nel *Globe*:

Nessun affare ha avuto luogo alla borsa nè altrove a cagione de venerdì santo.

— Il cancelliere dello scacchiere e la signora D'Israeli partirono ieri (8) da Londra, per recarsi alla loro villa a Bradenham.

— Si legge nel *Times*:

Un nuovo naviglio appartenente alla Compagnia generale de' vapori a elice che dee fare il servizio tra Plymouth e Calcutta è stato varato ieri a Blackwall. Questo naviglio porta il nome d'*Indiana*. Così la Compagnia possiede attualmente 6 navigli, de' quali 2 di 1900 tonnellate, uno di 1850, 2 di 1800 e uno di 1200.

— Si legge nello stesso giornale:

Il comitato d'artiglieria ha deciso che una batteria sarà eretta presso Penarth-Head, e una commissione d'ingegneri è stata incaricata di esaminare le località più favorevoli per la difesa del canale di Bristol. Anche la batteria di Paterfort dee esser cambiata, e la spesa dei lavori da eseguirvisi costerà 2,000 sterlini circa. Si parla eziandio di altri lavori da aggiungere, e la esecuzione de' quali si eleverebbe alla cifra di 5,000 sterlini.

— Si legge nel *Morning-Post*:

Si continua attivissimamente a fornire di provigioni i vascelli della spedizione (artica) del capitano sir Edward Belcher; ma siccome i due piroscafi a elice l'*Intrepid* e il *Pioneer* non saranno pronti sabato (10) a uscir del bacino, non si crede che tutti i navigli possano lasciare Woolwich prima della settimana entrante.

Centinaia di persone, fra cui moltissime signore, si recavano ieri a bordo del *Resolute*, capitano Kellet, colmando di augurii e di bei doni il bravo capitano e gli ufficiali di questo vascello.

— Si legge nel *Daily-News*:

Si annunzia che una tregua di dodici mesi è stata conchiusa sotto il patronato del console d'Inghilterra a San Domingo tra l'imperatore Soulouque e la Repubblica dominicana.

— Si legge nello stesso giornale:

I re e i capi delle coste dell'Africa meridionale, bloccati dalla squadra del commodoro Bruce, essendo entrati in accomodamenti col governo inglese per la piena abolizione del commercio degli schiavi, il predetto ufficiale ha, con un ordine in data dell'11 febbraio ultimo, dichiarato tolto il blocco da quelle coste.

Alemagna. *Francoforte*. La vertenza, che era sorta a proposito della pubblicazione dei protocolli, e delle sedute della dieta germanica è ora accomodata. Il ministro di Prussia fu eletto membro del comitato per la pubblicazione.

Riguardo alla risoluzione della dieta germanica, relativamente alla costituzione di Brema, la *Nuova Gazzetta di Prussia* dice, che fu presa, assente il ministro di Prussia, al quale fu in seguito comunicata.

Il ministro prussiano avrebbe dichiarato di aderire alla risoluzione, senza però adottarne i motivi.

Il consigliere superiore delle dogane, Meisner, verrà come plenipotenziario; si aspetta anche il sig. Von der Pfordten, presidente dei ministri di Baviera.

— *Vienna*, 9 *aprile*. Ieri furono spediti corrieri alle i. r. legazioni, che devono recare la partecipazione ufficiale della morte del presidente dei ministri, principe di Schwarzenberg. I decreti del ministero degli esteri saranno provvisoriamente firmati dal sotto segretario di Stato, barone di Werner.

(*Foglio di Vienna*)

— *Monaco*. Le negoziazioni avviate fra il governo francese, ed i governi di Baviera e dell'Assia pel congiungimento delle strade ferrate di Alemagna coi nuovi tronchi posti a carico delle compagnie da Parigi a Strasburgo, e da Strasburgo a Basilea, ebbero buon successo, ed il governo bavarese ha presentato alla Camera dei deputati di Monaco un progetto relativo alla continuazione della strada ferrata del Palatinato fino al confine di Francia, ed a quello dell'Assia.

— *Annover*. La *Gazzetta del Weser* conferma che la Dieta annoverese è convocata pel 1° di maggio prossimo e che in questa breve sessione non avrà da occuparsi fuorchè del bilancio.

Il conte Nostitz, ministro di Prussia presso il governo di Annover, è giunto in questa città il 3 aprile dopo una lunga assenza.

— *Berlino*, 8 *aprile*. Appena ricevuto il dispaccio telegrafico, che annunziava la morte del principe di Schwarzenberg, il re chiamò al palazzo il barone di Manteuffel, il quale restò in conferenza due ore con S. M. Si sono quindi spediti tre corrieri di gabinetto a Vienna.

È qui pervenuta una dichiarazione della Baviera, relativamente al congresso dello Zollverein.

— *Carlsruhe*, 7 *aprile*. Da due giorni in qua la malattia del granduca fa rapidi progressi. La *Gazzetta di Colonia* pretende che la questione relativa alla successione sia risolta: il principe ereditario Luigi sarebbe proclamato granduca, ma assumerà le redini del governo il principe Federigo. Si crede generalmente che vi avranno grandi mutazioni nelle alte cariche dello Stato. Il ministro degli affari esteri, sig. di Rudt, ha assistito alla conferenza diplomatica tenutasi a Darmstadt per intendersi circa il congresso doganale, che quanto prima si aprirà in Berlino.

Il ministero badese desidera vivamente la continuazione dello Zollverein, mentre, quanto alla lega doganale austro-tedesca, ne fa, dicesi, soltanto una questione sussidiaria, e di second'ordine.

— *Darmstadt*. Il *Giornale tedesco di Francoforte* dice che il congresso diplomatico, tenutosi or ora in Darmstadt, ebbe termine senza aver conseguito alcun risultamento, in ordine alle varie proposizioni che vi furono discusse.

— *Brema*, 7 *aprile*. Nell'assemblea straordinaria tenutasi ieri dai membri della comunità della chiesa di Nostra Donna, si sono presentate due mozioni relative all'affare del pastore Dulon. Una di esse, presentata dallo stesso Dulon, chiedeva che la comunità invitasse il senato a rivocare il decreto del 1° marzo, ed a nominare una commissione per esaminare le quistioni di diritto che vi si riferiscono.

La seconda mozione, firmata da 110 membri della comunità, proponeva che quest'ultima aderisce puramente e semplicemente alla sospensione del pastore Dulon, pronunziata dal senato.

Dopo lunghi dibattimenti, l'assemblea alla maggioranza di 102 voti contro 92 ha risolto d'invitare il senato a rivocare il decreto del primo di marzo, quanto alla seconda parte della mozione, tendente ad invitare il senato a nominare una commissione per esaminare i punti di diritto, fu ritirata dallo stesso pastore Dulon.

— *Brunswick*. La Camera, in una delle ultime sedute, ha rigettato una mozione tendente all'abolizione della lotteria.

— *Reuss*. La Dieta di questo piccolo principato ha compiuto or ora il rivedimento della costituzione. La durata d'ogni sessione legislativa è stata prolungata da due a tre anni.

E. Leone gerente.

Società mutua instituita in Torino per soccorsi ai Dottori di medicina e di chirurgia.

Pel giorno 18 del corrente aprile sono chiamati tutti i membri di detta società mutua ad un'adunanza generale, in cui sarà dalla Direzione presentato il rendiconto amministrativo dello scorso anno 1851, e si procederà alla nomina di sei membri della medesima in surrogazione di altri sei che a tenore del regolamento organico cessano di far parte di essa direzione.

A quei socii che non potranno intervenire alla seduta è fatta facoltà di inviare al sottoscritto, franca di posta, una scheda suggellata contenente sei nomi di quei membri della società che hanno residenza in Torino, notati nell'elenco del 1850, e che non fanno presentemente parte della Direzione succitata.

L'adunanza avrà luogo alle ore dodici del suindicato giorno nella *Sala di fisiologia sperimentale*, che ha entrata sotto i portici di S. Francesco da Paola, la quale sala graziosamente fu accordata alla società dal Consiglio universitario.

L'ingresso sarà libero a qualsiasi dottore di medicina, e di chirurgia: nella sala vi sarà un registro per l'iscrizione di quelli che vorranno far parte della società, e loro verrà rimessa copia del Regolamento.

Demarchi *medico coll. segr.*

Borsa di Parigi *del* 10 *aprile*.

Il 4 1/2 0/0 aperto a 101, 15, chiude a 101.
Il 3 0/0 aperto a 71, 50, chiude a 71, 60.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 40.
Le azioni della Banca di Francia a 2760.

www.intrafaturiel.it

NAVIGAZIONE RIUNITA

DEI PIROSCAFI

SARDI, NAPOLITANI E FRANCESI

Itinerario del mese di aprile 1852

PARTENZE DA GENOVA

LINEA D'ITALIA

Apri.e 17	**Dante**	per	Nizza
» 18	**Vesuvio**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 20	**Maria Antonietta**	»	Marsiglia
» 21	**Dante**	»	Livorno
» 22	**Ercolano**	»	Marsiglia
» 24	**Dante**	»	Nizza
»	» **Languedoc**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 25	**Ville de Marseille**	»	Marsiglia
»	» **Maria Antonietta**	»	Livorno, Civitavecchia, Napoli, Messina e Palermo
» 27	**Ercolano**	»	Livorno, Civitavecchia e Napoli
» 28	**Dante**	»	Livorno
» 29	**Piemonte**	»	Marsiglia
Magg.o 1.o	**Dante**	»	Nizza
» 2	**Vesuvio**	»	Marsiglia

LINEA DI SARDEGNA

Aprile 1, 10 e 20 **Lombardo** per Cagliari
» 5, 15 e 25 **Virgilio** » Portotorres

Indirizzo, per avere schiarimenti e fissarne il passaggio, in GENOVA *ai rispettivi Uffizi, ed in* TORINO *ai signori* Fratelli Bonafous, *via D'Angennes, num.* 37.

AI NAZIONALI ED ESTERI

Nello stabilimento sanitario, autorizzato dal supremo Consiglio di Sanità per la visita delle nutrici e suo collocamento, sonvi disponibili molte persone di servizio, munite di ottime risponsabilità, si per la capitale, che per le provincie; trovansi ivi registrati tutti gli alloggi della capitale. — A maggior comodo dei forestieri che giungono in Torino, l'uffizio suddetto indica pure ai medesimi i diesteri e le principali abitazioni.

Via di Po, quasi rimpetto alla chiesa della SS. Nunziata.

DEPOSITO DI VINI DI FRANCIA

Piazza Maria Teresa, casa Castellengo, n. 30.

Qualità superiore L. 20 per ogni brenta od ogni 50 litri.
Seconda qualità avvantaggiata L. 18 id. id.

TRASFERTA

Il notaio **Marco Pompeo Furno** ha trasferto il suo Studio, via dell'Arco, Borgo Nuovo, n. 18, piano 1.°

Presso **GIUSEPPE VERGNANO**

Negoziante, Dora Grossa, vicino a piazza Castello, Torino,

Trovasi la solita SEMENZA di Bachi da seta 1.ª qualità, del Monte Brianza.

DA VENDERE

unitamente o separatamente

Due VIGNE sui colli di questa città, composte l'una di fabbricati civile e rustico, con cappella, scuderia e rimessa; l'altra di civile, coi beni dipendenti e situati sulle fini di Torino, Cavoretto e Moncalieri, di ett. 72, 14, 66 (giorn. 45) circa, distante 2 miglia dalla capitale, sullo stradale che tende a Moncalieri, con strada particolare carrozzabile. — Dirigersi dal notaio Turvano, via di S. Teresa, n. 10, piano terzo.

DA VENDERE A MODICI PREZZI

Varie CASE di campagna con giardino, più o meno distanti dalla capitale, fra le quali una sopra un ameno poggio del Monferrato. — Dirigersi al notaio Faldella, Palazzo S. Giorgio, via degli Ambasciatori.

DA VENDERE: Due Bigliardi, nuovi, per L. 430 caduno. — Recapito in via della Provvidenza, num. 1.

DA ALIENARE PER L. 65,000

pagabili anche a more concertande

CASA signorile, di solida costruzione, composta di 70 membri oltre i sotterranei, scuderie, fenili, rimesse, ghiacciaia, terrazzo, ecc., situata sulla piazza della città di Voghera. Dirigersi ivi al proprietario Amedeo Cetta.

DA VENDERE

Due CAVALLE di razza del Mecklemburgo, di color scuro metallino, di anni 7 circa, a doppio uso.
Recapito dal portinaio nella corte dei Bagni detti di S. Dalmazzo, via di Dora Grossa, n. 26.

AVIS MÉDICAL

Le docteur SAMUEL LA'MERT, membre de l'Universite d'Edimbourg, membre honoraire de la Société Médicale de Londres, etc. etc., auteur de la *Préservation personnelle*, et de la *Science de la vie*, a l'honneur d'informer les personnes qui désirent le consulter sur les différents désordres des organes de la génération résultant d'excès ou d'habitudes secrètes contractées dans la jeunesse, de la syphilis, de la gonorrhée, d'écoulements, des retrécissements, et sur les cas de débilité nerveuse, de faiblesse locale et générale, précurseurs de la stérilité, de l'impuissance, de l'anéantissement des plaisirs de la vie et du but spécial du mariage, que chaque jour il reçoit à sa résidence.

37, BEDFORD SQUARE, A LONDRES;

Les heures fixées sont de 11 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. Prix de la consultation 25 francs, soit personnelle, soit par correspondance. — Le secret est inviolable et les lettres rendues sur réclamations. — Les médicaments nécessaires sont expédiés avec sécurité, dans toutes les parties du monde.

Toutes les lettres adressées au docteur LA'MERT devront être AFFRANCHIES, et contenir, pour obtenir un Avis ou une Consultation L. 1 (une livre sterling), ou un bon de VINGTCINQ FRANCS, payable à Paris ou à Londres, chez un Banquier, ou à la Poste aux Lettres de PARIS. Sans cette formalité, les Lettres, quoiqu'affranchies, resteront sans réponse.

La PRÉSERVATION PERSONNELLE est illustrée de quarante figures coloriées, sur l'anatomie, la physiologie et les maladies des organes de la génération; prix, sous enveloppe, 5 francs, franco 5 fr. 50 c.

LA SCIENCE DE LA VIE, secret pour vivre longtemps, avec portrait et planches, prix 4 fr., franco 4 fr. 50 c.

Tous les exemplaires non revêtus de la signature de l'auteur, doivent être considérés comme contrefaçons, et le public est prié de ne leur accorder aucune confiance.

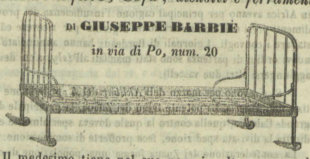
En vente: à Turin chez Gianini et Fiore, libraires: à Florence chez L. Molini, libraire, l'édition italienne de la *Préservation personnelle* qui se vend également à 5 francs.

FABBRICA E NEGOZIO

di Letti in ferro, Sofà, utensili e ferramenta

DI **GIUSEPPE BARBIÈ**

in via di Po, num. 20



Il medesimo tiene nel suo negozio, oltre a parecchi articoli di chincaglieria e ferramenta, un assortimento variato di letti, sofà in ferro di ogni grandezza, e di varie forme eleganti e di diversi prezzi, montati o non;

LETTI pieghevoli e solidi, adatti per collegi, pensioni e persone di servizio, al prezzo di L. 30, 40 e 50 caduno, secondo le misure; ogni lavoro è garantito, e s'incarica della spedizione.

PASQUALE DELLASETTI

LATTAIO

piazza Vittorio Emanuele, num. 16,

Rende noto che, avendo fatto acquisto della macchina per scanalare le lastre di ferro per formare coperti e tettoie, verniciati di biacca all'olio e porli in opera senza chiodi, e colla maggior sicurezza, di cui ci guarentisce, mediante un nuovo sistema da esso ritrovato, invita chiunque a volerlo onorare de' suoi comandi, promettendo ai signori committenti attività e precisione ne' suoi lavori, e la massima modicità nei prezzi.

S'incarica pure dei lavori in latta e in ogni altro genere ad uso delle fabbriche.

VENDITA VOLONTARIA IN DOGLIANI.

Di tre CASCINE, denominate del *Guerra*, del *Tetto*, e degli *Spinardi*, consistenti in prati, campi, vigne e boschi, con caseggiati civili e rustici, oltre casa signorile in detto luogo; recapito per le condizioni dal signor medico Gioanni Bonardi, in Brà.

DA VENDERE

Grandioso tenimento situato in territorio di Livorno Vercellese, composto di risaie, campi e prati, della superficie in totale di ett. 278 (giornate 730) circa, con vasti fabbricati e spaziosi magazzini, il tutto in ottimo stato, con acqua propria, molino a due ruote e pesta da riso.

Per le opportune informazioni far capo alla Banca Soldati, via dell'Arcivescovado, porta n. 15, piano 1.°

DA AFFITTARE PEL PRIMO OTTOBRE 1852

CINQUE CAMERE con cantina e sottotetto, in via di Dora Grossa, num. 8, piano 2.° — Recapito al Regio Spedale generale di Carità di Torino, via di Po.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Sei membri di botteghe a palchetto

si uniti che separati

ad uso di Banca o di Caffè

verso la via dell'Arcivescovado, casa Cirié, num. 10.
Dirigersi ivi al portinaio.

TROSSARELLO E LAFFON

Fanno noto che essendo terminata la liquidazione del negozio, già esistente sotto la ditta Martinazzi, Trossarello e Laffon, se ne resero essi ritentori, e che l'hanno completamente riassortito in ogni qualità di *Sete torte, Passamanterie, Mercerie, Lane, Canapacci, Disegni, Ceniglie ed ogni articolo pel ricamo.*

*Doragrossa, n.*9, *quasi in faccia la chiesa della SS. Trinità*

SEMENZA BACHI
DEL MONTE BRIANZA, 1.ª QUALITA'.

GIUSEPPE BAYNO

FABBRICANTE DI DORATURE E PASSAMANTERIE

Si offre per ogni sorta di galloni, **dorature e frangie**, cordoni in oro ed argento, si fino che falso, e per qualsiasi genere di passamanteria da militare, da appartamenti ed apparati di chiese; stoffe e galloni per vetture, che gli venissero commissionati, adoperando il massimo zelo ed attività onde soddisfare i signori committenti sia per la bontà degli oggetti, che per la qualità dei suoi lavori a prezzi discreti.

La sua fabbrica è in via di S. Tommaso, casa Ceruti, n. 12, *piano* 1.°, *magazzino e bottega.*

L'UNIVERSO DI SAVONA

NUOVO STABILIMENTO PER LOCANDA E BAGNI

condotto da **ANTONIO GELLI** *e* **C.**

Appositamente costrutto in una delle più belle e comode posizioni di Savona, sulla piazza del Mercato, di fianco al nuovo Teatro Chiabrera, sullo stradale di Torino e di Nizza, presso le poste dei cavalli e delle lettere, venne nuovamente aperto al pubblico da una nuova Società dopo essere stato provvisto di elegante mobiglia e fornito di tutti i comodi possibili, buona cucina, pronto servizio e modicità nei prezzi, da sperarne soddisfacimento presso i signori viaggiatori.

DA VENDERE

Grandiosa **Villeggiatura** signorilmente mobigliata, con scuderia e rimessa, casa rustica, giardino, viali e beni attinenti, sui colli di questa capitale, alla distanza di due chilometri dalle città, strada carrozzabile.

Dirigersi in Torino al notaio coll. Signoretti.

DA AFFITTARE IN MONCALIERI

Due ALLOGGI al mezzodì, mobigliati o non, con scuderie e giardino.

Recapito alla Farmacia in piazza Carignano n. 2.

DA VENDERE IN MATHI

CASA con 16 membri, *parterre* ed orto attiguo. — Far capo dal proprietario, via della Consolata, n. 4, p.° 3.

VENDITA

Di un Giardino entrostante casa civile e rustica, cinto di muro, di ett. 1, are 50 circa, nella città di Chieri. — Per le condizioni indirizzarsi in Torino nello studio del sig. notaio Borgarello.

DA AFFITTARE *pel 1.° ottobre prossimo*

ALLOGGIO signorile di otto membri al terzo piano, nel concentrico della città. — Recapito all'Ufficio del causidico coll. Geninati, via d'Italia, n. 4, piano terzo.

DA AFFITTARE *per il 1.° di luglio* 1852.

Num. 80 camere, con due piccoli alloggi separati, nella casa della contessa Sillano. — Vie delle Figlie dei Militari e dei Quartieri. — Recapito al portinaio.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Il milionario e l'artista.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: 3.me partie de *Monte-Cristo.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: *Il Gondoliero*, musica del maestro Charamonti — Con ballo: *Il trionfo di Alamaro re d'Egitto*, del coreografo Piccoli Giovanni.

SUTERA (ore 7 1/2) Opera buffa: *La Regina di Leone*, del maestro Villanis.

GERBINO (ore 7 1/2) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Il Conte di Monte-Cristo.*

CIRCO SALES a porta palazzo (ore 8) La Comp. Tassani recita *Camoens.*

DIURNO vicino alla Cittadella (ore 8 1/2) Comp. Billi recita: *Il birrichino di Parigi.*

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE FATTE ALLA SPECOLA DELLA R. ACCADEMIA DI TORINO, ELEVATA METRI 273 SOPRA IL LIVELLO DEL MARE

DATE	BAROMETRO A MILLIMETRI			TERMOMETRO CENTIGRADO UNITO AL BAROMETRO			TERMOMETRO CENTIGR. ESTERNO ESPOSTO AL NORD			ANEMOSCOPIO			STATO DELL'ATMOSFERA		
	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera	ore 9 mattina	mezzodì	ore 3 sera
6 aprile	742 68	741 74	744 44	+ 17 1	+ 22 9	+ 26 2	+ 17 8	+ 18 2	+ 19 0	E.S.E.	S.	S. S.E.	Nug. sotti.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
7 »	740 38	739 90	739 44	+ 16 2	+ 22 8	+ 26 4	+ 13 0	+ 19 5	+ 19 1	N.N.O.	S.S.O.	S.S.O.	Ser con vap.	Ser. con vap.	Ser. con vap.
8 »	738 34	737 56	736 62	+ 17 6	+ 25 5	+ 24 6	+ 17 5	+ 20 2	+ 20 0	S.S.O.	S.	S.S.E.	Ser. convap.	Ser. con vap.	Picc. nubi.
9 »	735 0	733 98	733 32	+ 17 1	+ 24 6	+ 26 8	+ 16 5	+ 19 4	+ 11 2	O.N.O.	S.S.E.	S.	Ser con vap.	Ser. con vap.	Ser con vap.
10 »	740 40	740 48	740 78	+ 9 4	+ 10 2	+ 14 1	+ 6 2	+ 9 0	+ 19 9	N.N.O.	O.N.O.	S.	Annuvolato.	Annuvolato.	Annuvolato.
11 »	738 40	738 12	737 24	+ 15 0	+ 18 8	+ 21 7	+ 11 8	+ 14 2	+ 15 9	S.	S.	S.S.O.	Ser con vap.	Ser con vap.	Ser con vap.

TIP. G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 90 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

MERCOLEDI' 14 APRILE

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 44	23	12
Per l'Estero	» 80	38	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

Relazione a S. M. del Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno intorno alla riorganizzazione del Regio Spedale di Carità in Torino.

SIRE,

Fra li più importanti pii Istituti di questa capitale sorge il R. Spedale generale di Carità che, fornito di un patrimonio copiosissimo, nutre e ricovera di continuo fra le sue mura ben più che mille individui di povera condizione.

La prima sua erezione rimonta a tempi anteriori: ma nel 1717 fu dal Re Vittorio Amedeo con R. Editto del 17 aprile ricostituito sotto norme di amministrazione più sode, e coordinate al filantropico scopo che allora si era il R. Governo prefisso, di sbandire la mendicità da questa città e suo territorio.

L'inevitabile immutare dei tempi aveva però, cento e venti anni dopo, apportate nelle condizioni del pio Istituto sostanziali alterazioni, per cui si riconobbe la necessità d'introdurre nel suo regolamento corrispondenti modificazioni.

Ebbe a ciò cura di provvedere il magnanimo Re Carlo Alberto, sanzionando con R. Brevetti delli 12 maggio 1838 e 22 dicembre 1840, un nuovo Regolamento che ravvisò pienamente consentaneo ai relativi bisogni ed al progressivo miglioramento dell'Opera.

Per espressa disposizione del Regolamento suddetto il pio Istituto è posto sotto l'immediata protezione Sovrana, ed è governato da una Congregazione generale, composta di trentacinque direttori, cioè:

1. Di Monsignor Arcivescovo di Torino, presidente nato;
2. Di due Deputati di Corte, uno ecclesiastico e l'altro secolare;
3. Di un Deputato del Reale Senato, sedente in Torino;
4. Di un Deputato della Regia Camera dei Conti;
5. Dei due Sindaci della Città;
6. Dei due Decurioni, ultimi scaduti dall'ufficio di Sindaco;
7. Di due Deputati della Compagnia di S. Paolo;
8. Di ventiquattro direttori d'elezione, nominati da S. M. sopra una nota tripla di candidati presentata dalla stessa Congregazione generale.

Il medesimo pio Istituto comprende tre stabilimenti:

Il primo è detto dei Giovani, destinato a ricevere i poveri d'ambo i sessi, veramente di giovanile età, ed a ritenerli anche dopo che siansi ivi invecchiati;

Il secondo si chiama degl'Invalidi, per ciò appunto che in esso si ricoverano i poveri d'ogni sesso, che per vecchiezza od altra simile morbosa affezione sono veramente tali;

Il terzo infine si dice Opera Bogetto, dal nome del suo primo e principale fondatore, destinato a ricevere gratuitamente i poveri, e con modico pagamento gli agiati che siano affetti da malattie comunicabili, od altre determinate negli atti di sua fondazione.

Si esercitano nell'ospizio varie manifatture d'arti e mestieri, ed a queste si applicano i ricoverati, a seconda delle particolari attitudini ed inclinazioni.

Sono in numero di venti, incirca, gli impiegati che con istipendio attendono rispettivamente alla Direzione spirituale, sanitaria ed economica del pio Istituto.

La vigilanza però e la cura di quella parte del servizio che concerne l'andamento economico, giornaliero e vittuario, l'assistenza degl'infermi, la conservazione dei mobili, delle lingerie e simili è affidata alle suore di carità, dette suore grigie, le quali tengono ai loro ordini discreto numero d'inservienti.

Se questo speciale sistema di amministrazione ha potuto convenientemente procedere per il corso di un decennio, comparve però difettivo e vizioso non appena le nostre istituzioni politiche, civili ed amministrative, si sono con nuova forma di governo mutate.

Nè potrebbe più oltre durare l'attuale composizione del Corpo Amministrativo anche per le modificazioni introdottesi nei varii ordini dello Stato, dal seno dei quali ne sorgevano i primi undici membri d'ufficio.

Epperciò il Ministero già stava avvisando, nella sfera delle proprie attribuzioni, a riorganizzare, sotto ogni rapporto, il pio Istituto con un regime più consono ai nuovi tempi ed alla diversa legislazione: se non che nel mese di giugno 1849 si presentava alla Camera dei Deputati una petizione, a nome di cento e più donne ricoverate nell'Istituto, e che figuravano di averla segnata, con cui si movevano gravissime accuse, di ogni maniera, sia contro il Corpo Amministrativo, che in odio delle suore di carità; chiedendo di venire, previe apposite informazioni da assumersi dalla massa di tutti i ricoverati sulla verità delle fatte denunzie, liberate da un governo tirannico.

Essendo stata dalla Camera la suddetta petizione, sul principio del settembre, trasmessa al Ministero dell'Interno per gl'immediati provvedimenti che fossero opportuni, questo ha creduto necessario di commettere, con suo dispaccio del 12 stesso mese, al Municipio di questa città, la creazione di un'apposita Commissione, nel proprio seno, coll'incarico di scrupolosamente verificare la sussistenza o non delle sporte accuse, di dare il suo ragionato parere sul miglior modo di ricomporre il Corpo di Amministrazione, ponendolo in armonia coi nuovi ordinamenti dello Stato; e di proporre le materiali riforme, eziandio da introdursi nello stabilimento.

La Commissione fu dal Consiglio delegato in sua seduta del 15 settembre suddetto creata in persona di consiglieri municipali, capacissimi e superiori ad ogni eccezione. Ed avendo essa, in più tornate, proceduto, nell'edifizio stesso del pio Istituto, all'interrogatorio di buon numero delle ricoverate che figuravano segnate alla petizione; all'improvviso assaggio delle vivande; alla perlustrazione dei locali, dei letti e delle biancherie; e facendo del tutto risultare con appositi separati verbali, ebbe infine con elaborata sua relazione del 7 aprile 1851 a riferire:

1. Che la petizione suddetta fu opera di una persona estranea all'Istituto, e di due sole ricoverate; essendo apocrife ed apposte tutte da una stessa mano le altre segnature che vi figurano a calce.

2. Che le accuse che la stessa petizione racchiude non sono conformi al vero, avendo la Commissione colle predivisate indagini riconosciuto che il generale andamento dell'Istituto è regolare, ed ha sino a questi ultimi tempi convenientemente soddisfatto allo scopo benefico al quale è rivolto.

3. Che il Corpo d'Amministrazione ha sempre gelosamente osservate nella sua gestione le disposizioni del Regolamento; cosicchè l'opera che ha sin qui prestata in servizio dei poveri, lungi che biasimo o censure, merita gratitudine e lode.

4. Che in quanto alle suore di carità, sebbene siano poco gradite ad alcuni dei ricoverati, perciò massime che in esse si concentrano vari uffizi che prima si affidavano a persone scelte fra i ricoverati medesimi, non si raccolsero tuttavia lagnanze circa la loro condotta nel servizio, e si riconobbe che soddisfanno con zelo e carità alle cure loro commesse.

Ravvisò tuttavia la Commissione opportuno di proporre, a seconda del proprio mandato, alcune riforme che si potrebbero utilmente introdurre nella disposizione dei locali, nell'esercizio delle manifatture e nella distribuzione del vitto.

Ed in ordine alla ricomposizione del Corpo d'Amministrazione fu di parere che sia troppo abbondante il numero attuale dei membri ed inconveniente la scelta di una parte dei medesimi in determinati Corpi dello Stato, nei quali, già essendo seriamente occupati, non possono, pure volendolo, attendere con continuità di zelo e di azione agl'interessi del pio Istituto. Che quindi meglio convenga che la nuova Amministrazione si costituisca in un numero di membri molto minore, e così di soli nove; e che questi si eleggano, per un terzo, dal Municipio, nel proprio seno, e gli altri dal Ministero dell'Interno, liberamente per la prima volta, e quindi sopra una terna proposta per la metà dalla stessa Amministrazione già costituita; e per l'altra, dai Consigli di beneficenza delle parrocchie. Che sia nominato un presidente dal Re fra li nove membri suddetti.

Soggiunse che, trattandosi di un Istituto di numerosa popolazione, di età, sesso ed occupazione diversa, sarebbe necessario che vi si stabilisse in cont nua permanenza un Ispettore stipendiato continuamente, da sceglersi in una persona distinta per molte doti, che ne abbia il governo in tutte le parti, sotto gli ordini dell'Amministrazione.

Premesse queste basi la Commissione formulò li articoli fondamentali che a lei parvero più convenienti per la ricostituzione dell'Amministrazione.

Il lavoro intiero della Commissione venne gli 6 maggio successivo comunicato all'attuale Congregazione generale dell'Istituto per le sue osservazioni. E questa, con apposito foglio 2 giugno del suo presidente, si dichiarò ben soddisfatta del contegnoso procedere della Commissione nell'esercizio del suo mandato, e dell'imparzialità che ha mostrata ne' suoi giudizi. Protestò gratitudine alle osservazioni dalla medesima fatte, riguardo all'amministrazione interna dell'Istituto, ed ai savi suggerimenti diretti ad introdurvi diversi miglioramenti. Credette però di dover con analoghe considerazioni fare presente, come le poche riforme materiali, che la Commissione avrebbe trovate opportune, non abbiano a ripetersi da incuria dell'Amministrazione attuale, ma puramente dalle circostanze finanziarie e di località in cui l'Istituto ha sinora versato.

Il Consiglio d'Intendenza di questa città, al cui giudizio venne poi la pratica sottoposta, non esitò, in sua seduta del 14 ottobre ultimo scorso, ad associarsi alle proposte della Commissione: se non che credette di dover suggerire alcune modificazioni agli articoli fondamentali preparati per la ricostituzione del Corpo di Amministrazione, ravvisandone, prima di tutto, troppo limitato il proposto numero del personale.

Il Consiglio di Stato, infine, alla cui savièzza non ha il Ministero mancato di ricorrere, riconobbe nella sua tornata del 25 dicembre ultimo scorso, che l'esito della seguita inchiesta ha pienamente smentite le imputazioni fatte alla Congregazione generale dello Spedale di Carità nella petizione sporta alla Camera dei Deputati, e fornisce invece non dubbia testimonianza della sollecitudine e dello zelo indefesso col quale gli Amministratori soddisfecero alla loro missione.

Che se tuttavia la mutata condizione dei tempi e l'impossibilità di attenersi ancora alle disposizioni del Regio Brevetto 22 dicembre 1840, che regolava la composizione del Corpo Amministrativo, attese le avvenute variazioni negli ordini da cui sorgevano gli undici membri d'ufficio, rendono veramente necessarie alcune innovazioni, sono ben commendevoli in massima quelle che sarebbero state dalla Commissione proposte e dal Consiglio d'Intendenza modificate.

Nei particolari però del progetto fece il Consiglio avvertire che il numero di nove membri sarebbe effettivamente troppo limitato, ed avrebbe a portarsi a quello, almeno, di quattordici. Che se nella scelta dei membri riesce opportuno di farvi concorrere l'elemento municipale e governativo, non si vede il bisogno di chiamarvi i Consigli di beneficenza, le cui attribuzioni sono affatto estranee al pio Istituto del quale si tratta.

Che sarebbe inoltre, sotto varii rispetti, più conveniente il lasciare libera, sia al Comune che al Governo, la rispettiva scelta dei membri, senza obbligo di cercarli nel proprio seno e nelle terne.

Fu quindi di parere che mediante queste nuove modificazioni, si possa promuovere la Sovrana sanzione della proposta riorganizzazione del pio Istituto.

Il Ministro riferente perciò, ritenute le basi dalla Commissione d'inchiesta proposte, e le modificazioni sia dal Consiglio d'Intendenza che dal Consiglio di Stato suggerite, formulava il progetto di Regio Decreto, che ha ora l'onore di rassegnare alla firma di V. M. nella ferma persuasione che sia per risultarne vantaggio grandissimo al pio Istituto.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno;

Sentito il parere del Consiglio di Stato;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Lo Spedale di Carità eretto in questa città sarà, d'or innanzi, amministrato da una Commissione composta di dodici membri, oltre ad un presidente ed un vice-presidente.

Art. 2. L'attuale Amministrazione continuerà però a gerirne gl'interessi, sotto l'osservanza del Regolamento sinora vigente, finchè la infra determinata sua ricostituzione non sia, in fatto, legalmente compiuta.

Art. 3. I membri suddetti saranno, per una metà, nominati dal Consiglio comunale, e gli altri dal Ministro dell'Interno, scegliendoli liberamente fra le persone che per singolare pietà e per corredo di pratiche cognizioni, si giudicheranno meglio adatti a promuovere il benessere dello stabilimento, e che avranno domicilio fisso in questo comune.

Art. 4. Il presidente ed il vice-presidente saranno di nomina Regia, e dureranno in ufficio per un quinquennio. Gli altri membri vi dureranno per anni sei. In caduno però de' due primi bienni si rinnoveranno per un terzo, coll'estrazione a sorte: nei successivi bienni si rinnoveranno per un terzo, in ordine di anzianità. Tutti i membri, sia estratti che scaduti, saranno rieleggibili.

Art. 5. I varii uffizii di pratica amministrazione verranno distintamente distribuiti con apposita deliberazione dell'Amministrazione intiera fra i suoi membri, associandoli a due a due, con attribuzione principale al uno e supplementaria all'altro, durativa sino alla rispettiva uscita dal Corpo.

Art. 6. L'Amministrazione dovrà nominare un Ispettore fuori del suo seno, il quale resterà dalla medesima dipendente per ricevere ed eseguire gli ordini e le incumbenze che crederà di dovergli affidare nell'interesse dell'Opera. Assegnerà al medesimo un congruo stipendio, e dovrà provvederlo d'alloggio nello stabilimento, dove sarà in obbligo di abitare.

Art. 7. Dovrà inoltre la stessa Amministrazione nominare un estraneo ad Economo dell'Opera, con adequato stipendio fisso, e subordinato agli ordini dell'Ispettore suddetto.

Art. 8. Sarà sempre nei diritti dell'Amministrazione il sospendere, o rimovere tanto l'Ispettore che l'Economo, in caso di gravi e comprovati demeriti.

Art. 9. Le deliberazioni dell'Amministrazione saranno legittime e valide semprechè, invitati dal presidente, per iscritto due giorni prima, tutti i membri, si trovino all'adunanza in numero, almeno, di sette, oltre il presidente o vice-presidente: nei casi d'urgenza basterà che l'invito segua il giorno prima.

Nella seconda adunanza, da fissarsi cogli stessi preavvisi suddetti, la deliberazione relativa ad un oggetto già trattato nella precedente seduta, sarà valida, qualunque sia per essere il numero dei membri intervenienti.

Nei casi di parità di voti quello del presidente dell'adunanza sarà preponderante.

Art. 10. La stessa Amministrazione formulerà, e dovrà presentare, entro sei mesi dal legittimo suo insediamento, al suddetto Nostro Ministro dell'Interno, per essere sottoposto alla Nostra approvazione, un progetto di nuovo Regolamento coordinato colle disposizioni tracciate nel Regio Editto 24 dicembre 1836, e nel generale Regolamento annesso al Regio Decreto 21 dicembre 1850, a cui va il pio Istituto suddetto essenzialmente soggetto. Nell'intervallo si atterrà al Regolamento sin ora in vigore, salve, intanto, quelle modificazioni che si ravvisassero urgenti, e sin d'ora indispensabili.

Art. 11. Dovrà la medesima Amministrazione nominare un Tesoriere nelle forme, e sotto le cautele prescritte dal Regolamento generale suddetto.

Art. 12. Dovrà nello stesso modo procedere alla nomina di un Segretario, stipendiato, qualora veruno de' suoi membri si offra, per zelo, di compierne gratuitamente l'uffizio.

Art. 13. Il Nostro Ministro suddetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che verrà registrato all'ufficio del Controllo Generale.

Moncalieri, addì 19 marzo 1852.

VITTORIO EMANUELE.

PERNATI.

S. M., con Decreti del 30 marzo 1852, ha fatto le seguenti nomine e disposizioni:

Caminati Davide, maggiore nel Corpo dei Bersaglieri, nominato comandante in secondo nella Scuola militare di fanteria;
Antona Luigi, capitano nel 13 reggimento di fanteria, destinato alla scuola militare di fanteria, come parte effettiva del personale permanente;
Vallin Felice, luogotenente nel Real Corpo dello Stato-Maggiore, promosso al grado di capitano nello stesso Corpo;
Moris Paolo, luogotenente quartier-mastro della brigata d'Aosta, confertogli il grado di capitano nell'armata;
Delitala D. Antonio, capitano nel Corpo dei Cacciatori Franchi, nominato capitano provinciale nell'11 reggimento di fanteria;
Stampa Giuseppe, capitano nel 15 reggimento di fanteria, collocato in aspettativa;
Mazzoleni Giovanni Battista, capitano nel 15 reggimento di fanteria, id.;
Galleano dott. Matteo, medico di reggimento di seconda classe nel Corpo Sanitario Militare, collocato in aspettativa, in seguito a sua domanda, per motivi di salute;
Bellezza Gioachino, capitano nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, trasferto nell'arma di fanteria, e collocato ad un tempo in aspettativa per riduzione di corpo;
Masula sacerdote D. Antonio, cappellano nel reggimento Cacciatori di Sardegna, collocato in aspettativa per scioglimento di corpo;
Vachino cav. Lorenzo, luogotenente colonnello comandante il battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo in seguito a sua domanda, conferendogli il grado di colonnello nell'armata;
Zò Giuseppe Maria Antonio, sottotenente nel battaglione Invalidi del Corpo Veterani ed Invalidi, collocato a riposo;
Depetro Giacomo, sottotenente nel battaglione Veterani del Corpo Veterani ed Invalidi, id.;
Garrone Gerolamo, già capitano nel Corpo dei Cacciatori Franchi, ora in aspettativa, riammesso in servizio effettivo nell'8 reggimento di fanteria;
Tarditi Celestino, già capitano nel 4 reggimento di fanteria, ora in aspettativa, riammesso in servizio effettivo nello stesso reggimento;
Vaccani Camillo, capitano nell'arma di fanteria, ora in aspettativa, riammesso in servizio effettivo nell'8 reggimento di fanteria;
Balestreri Stefano, già capitano nell'8 reggimento di fanteria, ora in aspettativa, riammesso in servizio effettivo nel 15 reggimento di fanteria;
Laracine Francesco, luogotenente nel 1 reggimento di fanteria, promosso al grado di capitano nello stesso reggimento;
De Maistre conte Giuseppe, id. id., id. nel 2 reggimento di fanteria;
Terzaghi Davide, id. nel 10 reggimento di fanteria, id. nel 4 reggimento di fanteria;
De Belly cav. Tommaso, id. nel 1 reggimento Granatieri di Sardegna, id. nel 5 reggimento di fanteria;
Botteri di Castelnuovo vassallo Augusto, id. nel 5 reggimento di fanteria, id. nello stesso reggimento;
Carenzi cav. Emilio, id. nel 6 reggimento di fanteria, id. nello stesso reggimento;
Ciaurand de S. Eustache vassallo Onorato, id. id., id.;
Bruno Giuseppe, id. nell'8 reggimento di fanteria, id. id.;
Boni Annibale, id. nel 7 reggimento di fanteria, id. nell'8 reggimento di fanteria;
Dollara Antonio, id. nel 9 reggimento di fanteria, id. nello stesso reggimento;
Barberis Giuseppe, luogotenente nel 15 reggimento di fanteria, promosso al grado di capitano nel 9 reggimento di fanteria;
Mossa cav. Ludovico, idem nel 10 reggimento di fanteria, idem nello stesso reggimento;
Filippone di Mombello cav. Francesco, id. nell'11 reggimento di fanteria, id.;
Finazzi Alessandro, id. nel 12 reggimento di fanteria, id.;
De Guidi Leone, id. nell'11 reggimento di fanteria, id. nel 12 reggimento di fanteria;
Rossi Vincenzo, idem nel 13 reggimento di fanteria, id. nello stesso reggimento;
Filippone di Mombello cav. Giovanni, idem nel 15 reggimento di fanteria, id. id.;
Sabaini Enrico, idem nel 16 reggimento di fanteria, id. id.;
Apostoli Salvatore, idem nel 15 reggimento di fanteria, id. nel 17 reggimento di fanteria;
Dotta Emanuele, id. nel 10 reggimento di fanteria, id. nel 18 reggimento di fanteria;

Mossa Agostino, idem nel Corpo dei Bersaglieri, id. nello stesso Corpo;
Negri Pier Eleonoro, id., id.;
Sauli nob. Francesco, id., id.;
Degiorgis Carlo Felice, idem nell'8 reggimento di fanteria, id. nel Corpo dei Bersaglieri.

Quarto Elenco dei militari stati autorizzati a fregiarsi della decorazione della Legion d'Onore in conformità al disposto dal R. Decreto 20 aprile 1830 (Vedi i numeri 147 e 250 della Gazzetta ufficiale dell'anno 1850, e numero 4 del 1851).

» Ranco cav. Giovanni, colonnello in ritiro, cav. della Legion d'Onore;
» Blanchet Giò. Battista, capitano in ritiro, id.;
» Consogno Giuseppe, caporale giubilato, id.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 15 aprile.*

— Nella tornata d'oggi del Senato, il Ministro delle Finanze presentò il progetto di legge per l'approvazione del Trattato di commercio colla Francia, e quindi, dopo la lettura della relazione sopra il Trattato di navigazione e commercio colla Svezia e Norvegia, si approvò il progetto di legge per la costruzione di un ponte sul Gravellone con voti favorevoli 47 contro 2.

In seguito si intraprese la discussione del progetto di legge sullo stato degli ufiziali, il quale venne del pari approvato con voti favorevoli 47 contro 2.

— Nella seduta d'oggi la Camera dei Deputati non trovandosi in numero, si aggiornò fino a venerdì. Fu presentata la relazione del progetto di legge per ritenenza sullo stipendio degli impiegati.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato Centrale.

Adunanza del venerdì 16 aprile 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO.

1. Discussione del progetto di Legge intorno all'amministrazione generale della pubblica istruzione presentato dal Ministro al Parlamento.

AZIENDA GENERALE DELL' INTERNO.

Avviso d'Asta.

Vendita od affittamento per anni 30 delle miniere di piombo argentifero di Pesey e Macot, e R. Stabilimenti per la fondita del minerale, e granulazione del piombo ad Albert-Ville in Savoia.

Il pubblico è avvisato che nel giorno 6 del mese di maggio prossimo, e mezzodì, si procederà, negli uffizi dell'Azienda generale dell'Interno, alla vendita, e subordinatamente all'affittamento per 30 anni, in favore del miglior offerente, sul prezzo di L. 385,000 per la vendita, e su quello di L. 25,000 annue per l'affittamento, sotto le clausole e condizioni tenorizzate nel relativo capitolato.

Le offerte sia per la vendita che per l'affittamento in aumento dei suddetti relativi prezzi, dovranno essere fatte in iscritto su carta da bollo da cent. 40, suggellate ed accompagnate da un vaglia, estendio su carta da bollo, a favore della stessa Azienda generale dell'Interno, sottoscritto da persona riconosciuta risponsale da questa, ed in vece di vaglia si potrà supplire con cedole del Debito Pubblico dello Stato al portatore, per un valore eguale al decimo del prezzo sul quale si fa partito.

I capitoli d'appalto, unitamente ai piani e documenti relativi, saranno visibili all'estero presso le Legazioni e Consolati Sardi, ed all'interno negli uffizi delle Intendenze divisionali e provinciali, ed in quello dell'Azienda generale dell'Interno.

Il deliberamento non sarà definitivo se non nel caso, in cui nei 20 giorni successivi, che scadranno a mezzogiorno del 26 maggio suddetto, non sarà stato fatto l'aumento del sesto sul prezzo della vendita, e del sesto o mezzo sesto su quello d'affitto, secondo le leggi in vigore.

Nell'appalto si osserveranno le norme portate dal Regolamento 4° annesso alle Regie Patenti del 29 maggio 1847.

Le spese dell'incanto, del deliberamento e dell'instrumento di vendita, o dell'affittamento non che quelle di delimitazione e di perizie, e dei testimoniali di stato, saranno tutte a carico del deliberatario.

Torino, il 23 febbraio 1852.

Per della Generale Azienda
Il Segretario VERZALDI.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — *Società ginnastica di Torino.*

Più d'una volta i giornali hanno parlato di questa benemerita Società, la quale ha per iscopo d'introdurre nella educazione gli esercizi ginnastici metodicamente applicati come mezzo potentissimo per rendere più robusta, più coraggiosa ed anche più intelligente la gioventù, sviluppandone a grado a grado tutte le facoltà.

Siamo ora lieti di annunziare essere portato a termine il nuovo e più ampio suo stabilimento, ed essere di già disposti in bell'armonia gli attrezzi sovra l'area di terreno concessale per un ventennio dal Municipio torinese, e che riprendendosi ivi nella prossima domenica 18 del mese corr. le lezioni pei soci e per gli alunni ammessi gratuitamente, si darà principio eziandio ad un corso regolare di esercitazioni per tutti gli alunni del Collegio convitto nazionale.

NECROLOGIA. — Mancava in Napoli il 2 del corrente aprile nel 18 anno di vita una distinta attrice drammatica piemontese, la damigella CRISTINA ANDRA'.

L'Accademia filodrammatica di Torino ha perduto in lei un'allieva di belle speranze, e già salita in rinomanza per somma attitudine a raggiungere un alto grado di perfezionamento nell'arte con tanto amor professata. Questa giovane e compianta attrice aveva oramai giustificato col proprio valore l'altezza dello scopo cui mira perseverantemente da più di 25 anni l'utile istituzione dell'Accademia filodrammatica torinese.

TOSCANA

Il *Monitore toscano* pubblica il rapporto contenente le dimostrazioni dei prodotti e delle spese dell'amministrazione generale delle dogane e aziende riunite nel decorso anno 1851.

SVIZZERA

BERNA, 11 *aprile*. Il consiglio esecutivo ha dovuto occuparsi, nella seduta dell'8, di molte lettere da indirizzarsi ai prefetti dei distretti, dove non vennero compiute le formalità prescritte, in ordine alla questione della revoca.

Questo fatto dà una smentita formale all'opposizione ed a' suoi ausiliari, i quali incessantemente accusavano il governo di ritardare appositamente il giorno della votazione. A disposizione dei delegati delle assemblee politiche del distretto di Berna, si offrì la sala contigua a quella del gran consiglio. Ivi si raduneranno il 19 aprile per verificare il risultamento della votazione.

(*Suisse*)

— Leggesi nella *Suisse*: Si è preteso che il governo attuale cerca mezzi d'influenza estranei agli interessi dello Stato.

Il governo, posto nella necessità di contrarre il disavanzo lasciato dall'amministrazione precedente, ha dovuto, al contrario, imporre i suoi aderenti, perchè ha dovuto diminuire gli stipendi, gli impieghi, e fare tante altre economie che non riuscirono molto gradite ai pubblici funzionari.

— Si annunzia che, in seguito alle modificazioni richieste dal consiglio federale pel piano adottato del palazzo federale, quella costruzione costerà 75,000 lire svizzere di più, ma che sarà opera perfetta che lascia nulla a desiderare.

L'edifizio costerà 1,250,000 franchi fed. Occuperà 2,428,052 piedi cubi.

VALLESE. Leggesi nel *Courrier du Valais*:

Si tenne in Sion una nuova assemblea relativamente alla sottoscrizione nazionale, intesa a venire in soccorso ai cantoni sui quali gravita l'imposta del *Sonderbund*.

Sembra che il clero abbia posto al suo concorso clausole, che il comitato non potè accettare, e per cui quest'ultimo, trovandosi incagliato, rassegnò i suoi poteri.

L'assemblea risolse di amministrare un altro comitato che provvisoriamente assumerà la direzione dell'impresa: sarà composto di 4 laici e di 3 ecclesiastici. È incaricato di provocare, in tutti i distretti, delle riunioni, per fare la scelta di tre persone, che formeranno il sotto-comitato del distretto. Questi sotto-comitati, alla lor volta, nomineranno il comitato centrale definitivo.

FRANCIA

PARIGI, 10 *aprile*. Riferiamo il notevole articolo seguente del *Journal des Débats*:

Non ci piace parlar di noi stessi in pubblico, e ci ripugna in generale di far un'esposizione di dottrina o dello stato di cose. È bene però che i nostri lettori vogliano capacitarsi della condizione che le vicende c'imposero, e che noi di buona fede accettiamo.

Vi sono, non ne dubitiamo, fra i nostri lettori, vi sono anche fra noi persone alle quali pare che noi non prestiamo al nuovo governo un appoggio abbastanza risoluto ed abbastanza efficace, che ci teniamo troppo indietro, accettando i fatti compiuti anzichè approvandoli; esse riconoscono che non siamo disposti a condiscendere ai maneggi ed alle trame dei partiti, seppure nello sminuzzamento infinito delle opinioni vi sono ancora partiti: ma dicono che la nostra muta accettazione è ben prossima al malcontento e produce l'impotenza; imperocchè se noi sostenessimo francamente il governo, ci terrebbe in pregio i nostri avvisi, le nostre critiche, e noi saremmo perciò gli organi del partito moderato nel governo, invece di esserlo nell'isolamento e nell'astenzione.

A lato di queste opinioni che sono numerose, ben lo sappiamo, vi son pure fra i lettori nostri, non ne dubitiamo, e vi sono fra noi persone che ci rimproverano, ma in tutt'altro senso, di tenerci troppo indietro: che vorrebbero che noi parlassimo colla stessa acerbità con cui parlammo sovente sotto la repubblica del 1848, e che non tengono a calcolo la condizione che è fatta dalla nuova legge della stampa ai giornali. Queste persone dicono che il tacersi è un approvare, ed in ciò confondono i tempi. Sì, quando il governo è un governo di discussione, di critica, di pubblicità, il silenzio è un'approvazione; ma quando, per l'effetto stesso dei voti, almeno momentanei, del paese il governo è tale in cui la parola non è più ogni giorno esercitata, in cui tutto riesce all'azione invece di riuscire al discorso, il silenzio non ha più il senso medesimo. La monarchia costituzionale come la repubblica del 1848 fino al 20 dicembre 1851 erano governi di parola: la parola vi era d'obbligo, ed è perciò che noi vi accettavamo la parola. È cosa evidente che non viviamo più al presente sotto la regola istessa.

Fra queste due opinioni contrarie dei nostri lettori e dei nostri amici, sappiamo che la condotta è difficile a tenersi; noi procuriamo nullameno di serbare per quanto è possibile il contegno a cui le circostanze ci obbligarono; e ciò che ci incoraggia e ci sostiene si è che noi siamo convinti in sostanza che questo contegno è quello della più gran massa del partito moderato. Chi mai in questo partito vorrebbe rinegare i suoi desiderii rivolti al passato, e chi mai d'altra parte vorrebbe rischiarsi a crollare violentemente l'ordine attuale? Se son questi i sentimenti veri e generosi del gran numero, perchè non diremmo noi che sono pure i nostri? Il principe presidente disse nel suo discorso d'apertura, che l'agitazione dei partiti non avrebbe altro effetto se non quello di sostituir l'impero alla repubblica, in quanto a noi, crediamo che al paese non istia tanto a cuore la repubblica d'oggidì che molto gli spiaccia di veder subentrare alla repubblica l'impero; ma temiamo l'agitazione dei partiti, a cagione delle sventure pubbliche e particolari ch'essa può trar seco. Il paese cerca innanzi tutto il riposo, e la popolazione civile sembra aver dato senza molto rincrescimento la sua demissione dalla politica. Questa demissione, che è scritta dappertutto nella costituzione, toglie ai giornali molto della loro politica importanza. Vorrebbesi in fatti che i giornali si occupassero di politica quando niuno se ne occupa più nel paese? Vorrebbesi che essi continuassero ad attaccare o a difendere il governo, quando il governo non è più sulla breccia, come le istituzioni nostre, a torto o a ragione, ve lo mettevano per lo addietro? I giornali, in questo caso, rappresenterebbero la politica, come il Teatro Francese, venti anni fa, dopo Talma e prima di mad.migella Rachel, rappresentava l'antica tragedia dinanzi alla sala vuota. No, dando la sua demissione dalla politica, la impose il pubblico ai giornali. Noi profittiamo dell'avviso.

Qui parliamo della politica nel senso più ordinario che questa parola aveva sotto la monarchia costituzionale e sotto la repubblica nel 1848. Non escludiamo le altre significazioni della parola istessa, quelle che comportano ancora il tempo in cui viviamo e le istituzioni che abbiamo. Vi è in questo mondo altra cosa che la politica ardente; vi è la politica che concerne l'amministrazione e gli affari; vi sono le quistioni d'economia pubblica, le quistioni d'amministrazione; vi è la politica estera; vi è il procedere generale degli avvenimenti, e la condotta particolare degli uomini. Non converrebbe a noi il dir male dei dibattimenti delle antiche Camere; ma siamo pronti a dire oggi, avendolo detto altra volta, che vi si sprecava troppo il tempo in quistioni personali; soggiungiamo anzi che codeste quistioni personali erano quelle che interessavano ed occupavano maggiormente il pubblico. Soltanto, ciò che onorava e assolveva le Camere si è che le grandi quistioni della politica generale vi erano pur trattate con forza e con solennità.

Se non possono più essere trattate in questo modo alla ringhiera, le quistioni di politica generale nulla perdettero della loro importanza. È forse una quistione indifferente per la Francia quel gran dibattimento del libero scambio e del sistema protettore che deve agitarsi in Inghilterra alle prossime elezioni; e la caduta di Rosas a Buenos-Ayres? È un frivolo subbietto di considerazioni la spedizione degli americani al Giappone, e la clausura antica di quell'impero che si apre alla civiltà occidentale, dimodochè in meno di dieci anni avremo veduto la Cina e il Giappone cadere incontro all'urto dell'Europa? È forse un nulla per l'avvenire del mondo il terminare che la Russia fa in questo momento di sottomettere il Caucaso, e l'impadronirsi del fondo delle rive del Mar Nero come d'un trinceramento da cui essa minaccia l'Europa meridionale, o la contesa fra l'Egitto e la Turchia che rinnovasi sotto l'occhio attento ed ambizioso dell'Inghilterra? Vi è dunque ancora alcuna politica nel mondo, e può esservene ancora nei giornali, se non ve n'è altrove.

A questa politica noi ci atterremo nel tempo stesso che alla politica amministrativa ed economica. Non dimenticheremo neanche la letteratura, e in questa parola noi comprendiamo, colla critica letteraria propriamente detta, le arti e le scienze, l'archeologia e la morale; non crediamo che l'annientamento della politica debba giovare, quanto credono certe persone, al risorgere della letteratura, e sappiamo bene aver noi da fare con un pubblico il quale, se non vuol più sapere al presente di politica, non è ancor disposto a volere altra cosa. Ma noi siam pronti a cogliere volentieri il mi mino vento che spiri da quella parte. C'ingegneremo noi stessi di risvegliar la curiosità dei nostri lettori, e di trovare, se è possibile, nella Francia delle strade ferrate e dell'industria, una Francia la quale si rammenti che per le lettere e per la filosofia il nostro paese è divenuto il primo paese del mondo.

— L'ultimo numero del *Bulletin des Lois* contiene un decreto che stabilisce l'assegnamento del gran cancelliere della Legion d'Onore a 30,000 fr. all'anno.

— Il *Public* annunzia che un prossimo decreto stabilirà l'epoca delle elezioni di nuovi deputati in sostituzione dei demissionarii signori Cavaignac, Carnot, Henon e Renouard.

Lo stesso giornale dice che la lista dei senatori i quali riceveranno una dotazione è definitivamente stabilita e si pubblicherà quanto prima nel *Moniteur*.

SPAGNA

Come fu accennato nel numero antecedente della Gazzetta, il foglio ufficiale di Madrid del 5 corrente pubblicò un nuovo decreto relativo alla stampa, dal quale trascriviamo le disposizioni seguenti:

Art. 5. Ogni pubblicazione dovrà, a fine di non essere tenuta per clandestina, adempiere alle condizioni qui appresso:

1. Essere stampata in uno stabilimento autorizzato.

2. Esprimere il nome e prenome dello stampatore, oppure il nome legale della stamperia e la città e l'anno in cui la stampa di essa pubblicazione fu fatta.

Art. 4. Pei giornali politici e religiosi sarà uopo eziandio che il nome e prenome dell'editore responsabile siano stampati in tutte lettere a piè del giornale.

Art. 5. La *Gazzetta di Madrid*, come giornale ufficiale, non avrà l'obbligo di presentare un editore responsabile.

Art. 6. Affinchè una stamperia sia autorizzata, gli è uopo:

1. Ch'essa stamperia sia stabilita con permesso del governatore della provincia, negli uffizii del quale si terrà un registro speciale di siffatta classe di stabilimenti.

2. Che nella parte esterna dell'edifizio vi sia una mostra col nome e prenome dello stampatore o colla designazione legale della stamperia.

3. Ch'esso stampatore paghi la contribuzione imposta a questa classe d'industria.

Art. 7. La pubblicazione di qualsiasi stampato comincierà sempre col rimettersene un esemplare al governatore della provincia, ed un altro al domicilio del fiscale della stampa o del sostituto che ne esercita le funzioni. Nelle città ove non sono governatori, questi esemplari saranno mandati al domicilio dell'alcade. Se la pubblicazione fosse nel numero di quelle, per le quali, in virtù del presente decreto, occorre un editore responsabile, questi dovrà firmare di sua propria mano i due esemplari.

Art. 8. Adempiuta questa formalità, la pubblicazione potrà subito farsi, salvo il diritto che ha il governo di sospenderne, per suo ordine o pel mezzo de'suoi agenti, la circolazione in qualunque stato essa si trovi, quante volte il governo stesso vi riconosca un delitto che esiga un provvedimento di questo genere.

Sarà sequestrata dall'autorità amministrativa, tanto locale che provinciale, qualunque pubblicazione contenente una ingiuria o diffamazione contro una persona privata, ogni volta che la parte interessata lo dimandi per un motivo che all'autorità sarà paruto giusto.

Art. 9. Ogni stampato, sequestrato conformemente all'articolo precedente, sarà deferito al tribunale competente entro le 24 ore.

Art. 12. Sono risponsabili de'delitti di stampa:

1. Quegli che firma una pubblicazione come autore o traduttore di essa:

2. L'editore d'una pubblicazione non firmata dal suo autore o traduttore:

3. Lo stampatore d'una pubblicazione senza firma d'autore, di traduttore nè d'editore conosciuto; e s'intende che una pubblicazione sarà risguardata come tale, ove le firme non siano quelle delle persone indicate, o allorchè quegli che è sottoscritto si nasconde alla ricerca della giustizia, è incapace o insolvibile.

Art. 13. Quanto è ai giornali politici o religiosi, l'editore è il primo risponsabile: sono eccettuati i casi d'ingiuria o di diffamazione quando gli articoli che li contengono sono sottoscritti, tranne la responsabilità sussidiaria, toccata nell'articolo precedente, la quale ricadrà sopra gli editori.

Art. 14. Nelle pubblicazioni clandestine, l'editore è sempre complice.

Art. 15. Ogni individuo a cui la legge riconosca la capacità di fare contratti, può essere l'editore di una pubblicazione non periodica.

Art. 16 Per essere editore d'un giornale politico o religioso è dippiù necessario:

1. Avere 25 anni compiuti;

2. Avere un anno di residenza con istabilimento nella città nella quale dee pubblicarsi il giornale;

3. Godere de' suoi diritti civili ;
4. Non essere incorso nella sospensione dei diritti politici ;
5. Pagare 2000 reali (500 franchi) di contribuzione diretta nella provincia di Madrid ; 1000 reali nelle altre provincie di prima classe, e 500 reali nelle altre.

Art. 19. L'editore responsabile di qualsiasi giornale politico o religioso dovrà fornire una cauzione o sicurtà di 120,000 reali (30000 fr.) nella provincia di Madrid; di 80,000 reali nelle altre provincie di prima classe, e di 40,000 reali nelle altre. Se il formato del giornale sorpassi quello della carta bollata, la cauzione o sicurtà sarà di 160,000 reali per Madrid di 120,000 nelle altre provincie di prima classe e di 60,000 nelle altre.

Art. 20. Il deposito della cauzione sarà fatto alla banca di S. Ferdinando e negli stabilimenti corrispondenti di provincia.

Art. 24. Si possono commettere delitti di stampa :
1. Contro il re e la famiglia reale;
2. Contro la sicurezza dello Stato ;
3. Contro l'ordine pubblico;
4. Contro la società ;
5. Contro la religione e la morale pubblica;
6. Contro l'autorità;
7. Contro i sovrani esteri;
8. Contro le persone private.

Art. 32. Vi ha delitto contro i sovrani esteri quando si calunniano, si sprezzano o si mettono in ridicolo i monarchi o capi supremi, ovvero i capi costituiti di ogni nazione che non è in guerra con la Spagna.

Art. 35. I delitti contro il re saranno puniti d'uno a sei anni di carcere, e di 20,000 a 60,000 reali di multa: il colpevole sarà inoltre dichiarato incapace di esercitare qualsivoglia pubblico impiego, o di ricevere qualsivoglia decorazione.

Art. 36. Delitti contro la famiglia reale: carcere da 6 mesi a due anni; multa di 10,000 a 50,000 reali; soppressione temporanea di funzioni pubbliche, onori e decorazioni.

Art. 37. Delitti contro la sicurezza dello Stato e l'ordine pubblico; da uno a tre anni di carcere ; multa di 15,000 a 50,000 reali.

Art. 38. Delitti contro la società, la religione o la morale; carcere di sei mesi a due anni; multa di 5,000 a 25,000 reali.

Art. 39. Delitti contro l'autorità o i sovrani esteri; carcere di sei mesi ad un anno; multa di 5,000 a 25,000 reali.

Art. 41. I delitti di stampa contro le persone private saranno puniti a norma del codice penale: e lo stesso sarà pei delitti contro i funzionarii pubblici, ov'essi delitti abbiano un carattere personale.

Art. 42. Il tribunale supremo di giustizia giudicherà definitivamente dei delitti contro il re, la famiglia reale, la sicurezza dello Stato, la religione e i sovrani esteri. Il tribunale sarà composto di nove membri.

L'articolo 43 determina la competenza dei tribunali di prima istanza, con appello alle udienze reali.

Col 46 si stabiliscono i delitti che sono della competenza del giurì: tali sono quelli contro l'ordine pubblico, la società e l'autorità.

Gli articoli 53 a 65 fissano le attribuzioni dei procuratori fiscali.

Art. 63. Il giurì sarà costituito nella capitale della provincia per tutti i delitti commessi nel suo territorio.

Art. 64. A Madrid, la lista dei giurati comprenderà i cento più forti contribuenti, sotto il rapporto delle contribuzioni dirette. Nelle altre capitali di prima classe, la lista comprenderà i sessanta c. s., e nelle altre i trenta c. s.

Art. 84. La sentenza del giurì sarà pubblicata nella *Gazzetta di Madrid*, senza citare i nomi dei giurati ; egual proibizione vien fatta a tutti i giornali o scritti periodici.

Gli articoli 101 a 121 contengono il regolamento relativo alle contravvenzioni in materia di stampa.

L'articolo finale è una disposizione transitoria, così concepita : « I giornali che si pubblicano attualmente dovranno sottomettersi alle condizioni del presente decreto nel tratto di un mese a partire dalla data della pubblicazione. Trattanto essi giornali continueranno a presentare all'autorità il primo esemplare del loro numero, due ore prima della distribuzione. »

INGHILTERRA

Londra, 9 *aprile*. Si legge nel *Times* : Più di 2000 uomini sono stati reclutati e inviati a Chatam per raggiungere nell'India i loro reggimenti a Bengala, a Madras e a Bombay. Sessanta ufficiali gli accompagnano.

— Si legge nel *Daily-News* :

Da una relazione, pubblicata per ordine del Parlamento, risulta che i prodotti inglesi e irlandesi asportati dal regno unito nelle colonie e lor dipendenze, ammontarono, nel 1846, a 17,595,220 sterlini ; nel 1847 a 15,919,976 sterlini, nel 1848 a 15,691,483 sterlini, nel 1849 a 16,507,714 sterlini, e nel 1850 a 19,432,559 sterlini. Le asportazioni di maggior momento ebbero luogo nei possessi britannici delle Indie Orientali, nel Canadà e nella Nuova Galles del sud.

— Si legge nel *Morning-Herald* :

Il tubo del ponte sul quale la strada ferrata della compagnia di Southwell dee traversare lo Wie a Chepstow fu elevato ieri (8) a 10 ore 1/2 antimeridiane, malgrado della rapidità del riflusso, che rendeva molto difficile quel lavoro ; ma i provvedimenti che avea presi il signor Brunel furono coronati dal più lieto successo. Questo ponte condotto a fine è uno dei più importanti fatti per la compagnia di Southwell, perocchè la pone in grado di agevolare grandemente l'immenso traffico dei minerali che si fa nei distretti percorsi da quella linea.

— Il *Morning-Chronicle* annunzia che la compagnia della navigazione a vapore del Reno ha dato a varie fabbriche inglesi l'ordinazione di trenta piroscafi in ferro, i quali, giusta l'asserzione dello stesso giornale, sarebbero costrutti sotto la sorveglianza degl'ispettori della *Register society* del Lloyd.

ALSAZIA

Austria. *Vienna*, 9 *aprile*. L'ufficio di riscossione dell'oro e dell'argento nella i. r. zecca comincia ora a mettere in corso anche pezzi da un fiorino e talleri del nuovo conio del 1852.

(F. di Vienna)

— Il *Bollettino delle leggi dell'impero* contiene una patente imperiale, in data 23 marzo, colla quale, il codice civile generale, l'ordinanza giudiziaria per la Galizia occidentale, e le disposizioni del codice civile generale concernenti il diritto matrimoniale, sono introdotti nel granducato di Cracovia.

— Leggesi nella *Gazzetta di Voss* :

A Vienna si nega l'autenticità del protocollo del congresso doganale, da noi pubblicato, e comunicatoci da Dresda.

« La *Corrispondenza austriaca* potrà negare al documento da noi pubblicato il carattere officiale, fino alla ratifica dei governi collegati. Ma per quanto riguarda il tenore dell'atto suddetto, noi persistiamo nello affermare positivamente, che esso fu spedito a tutti i governi, tale quale noi lo riportammo.

E ci crediamo autorizzati a sostenere la veracità della nostra corrispondenza.

Prussia. *Berlino*, 7 *aprile*. La commissione della prima Camera raccomanda a quest'ultima di accostarsi alla risoluzione della seconda Camera, relativamente alla questione dei fedecommessi : piccola è la differenza delle due risoluzioni. Avendo il signor Zander proposta come sua propria mozione la decisione della seconda Camera, ne seguì che la commissione non giudicò opportuno di osservare l'intervallo dei 21 giorni fra la prima e la seconda deliberazione.

— Il presidente del consiglio è partito per la Slesia. Il ministro delle finanze passerà alcuni giorni nella provincia di Vestfalia, ed il ministro dell'interno si fermerà qualche tempo in Sassonia.

— Sono passati per Berlino, provenienti da Stettino, undici ufficiali, e cento cinquanta uomini della marina prussiana, diretti a Bremerhaven, dove gli aveva preceduti il commodoro Schröder. Ivi deve la Prussia prendere possesso delle due navi dell'antica flotta tedesca, *Fekernförde* e *Barbarossa*.

Brunswick. Abbiamo già detto, che la dieta ha rigettato una mozione tendente all'abolizione del lotto (V. *Gaz. Piem.* di ieri). Quella risoluzione fu presa da 24 voti contro 19. Una lettera, indirizzata alla stessa dieta dal ministero, propose la prossima prorogazione della medesima fino al 1° di novembre prossimo. La deputazione permanente sarebbe intanto autorizzata a ritardare, oltre tal termine, la ripresa delle deliberazioni parlamentarie, qualora non fossero ancora terminati tutti i progetti di legge, che il governo intende di proporre alle Camere.

Assia Elettorale. *Cassel*, 8 *aprile*. Corre voce che, in occasione che si promulgherà la nuova costituzione, vi sarà cangiamento ministeriale, e che il sig. Hassenpflug si ritirerà ; si soggiunge che la Prussia abbia consigliato l'allontanamento del primo ministro.

Gotha, 6 *aprile*. I governi di Prussia e di Annover, come anche quello di Gotha, hanno concesso la facoltà di costruire una strada ferrata, che, partendo da Gottinga, vada a congiungere la strada meridionale dell'Annover con quella di Turingia.

Fra breve cominceranno i lavori preliminari, i quali si eseguiranno, a spese dello Stato, secondo un progetto tracciato dall'ingegnere annoverese, colonnello Dammer.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 11 *aprile*. Il *Moniteur* d'oggi pubblica un decreto che regola in modo definitivo gli studi nei licei. Lo scopo principale di questo decreto è di migliorare i metodi d'educazione. Gli alunni seguiranno in comune la divisione di *gramatica* che abbraccia i tre anni di sesta, di quinta e di quarta. All'uscire dalla quarta, gli alunni subiranno un esame, il cui risultamento sarà fatto constare con un certificato speciale, indispensabile, per passare nella divisione superiore.

L'insegnamento sarà allora diviso in due sezioni tra le quali dovranno gli alunni necessariamente optare.

L'insegnamento della prima sezione avrà per obbietto la cultura letteraria, ed aprirà l'accesso delle facoltà delle lettere e delle facoltà di diritto.

L'insegnamento della seconda sezione preparerà alle professioni commerciali e industriali, alle scuole speciali, alle facoltà delle scienze e di medicina.

Gli studi *letterarii* abbracceranno come pel passato le classi di terza, di seconda e di rettorica.

Gli studi *scientifici* si continueranno per tre anni corrispondenti.

Le lingue viventi saranno insegnate nel corso dei tre anni nelle due sezioni d'insegnamento scientifico o letterario.

Finalmente in un ultimo anno di studi corrispondente a quello della filosofia, le due categorie di alunni dedicatisi alla letteratura o alle scienze si riuniranno di nuovo per seguire un corso di *logica*.

Conferenze sulla religione e sulla morale saranno fatte per gli alunni cattolici, in modo obbligatorio, dal cappellano o sotto la sua direzione, giusta un programma esteso dal vescovo della diocesi. Norme analoghe saranno prescritte per gli alunni di altri culti.

L'esame del baccellierato in lettere è diviso in due parti, il saggio scritto e il saggio orale.

Non vi sarà più se non una specie di baccellierato in lettere : i candidati saranno dispensati dal produrre il diploma di baccelliere in lettere, ed avranno egualmente a subire due sperimenti, l'uno scritto, l'altro orale.

Nell'esposizione dei motivi, che precede il decreto, è detto che in massima i candidati al baccellierato in lettere o a quello in scienze non potranno presentarsi all'esame prima di esser giunti al loro 18° anno. Però questa disposizione non acquisterà forza di legge se non dopo un voto del Corpo legislativo.

Il decreto istesso regola inoltre le condizioni di ammessione al professorato, dispensa gli alunni in medicina dal presentare un diploma di baccelliere in lettere, ed impone agli studenti in legge di farsi inscrivere ai corsi delle facoltà di lettere. Finalmente si faranno appelli nei corsi seguiti dagli studenti in legge, in medicina ed in farmacia per assicurarsi dell'assiduità degli alunni.

Inghilterra. *Londra*, 10 *aprile*. Si legge nel *Morning-Advertiser* :

Il *Propontis* che recò la notizia della perdita del *Birkenhead* è arrivato a Gravesand, dopo aver urtato e calato a fondo un naviglio olandese l'*Anna-Rebecca* d'Amsterdam, l'equipaggio del quale potè per buona ventura salvarsi. Gli ufficiali del *Propontis* non potrebbero, a quel che pare, essere accusati di trascuranza.

— Dalle ultime notizie dell'Australia, ricevute il 9 corrente in Inghilterra, risulta che le miniere d'oro del distretto di Victoria han prodotto in 3 mesi, da settembre a dicembre 1851, 243,414 once d'oro, rappresentanti un valore di più di 18 milioni di franchi.

Alemagna. *Vienna*, 10 *aprile*. Il congresso doganale di qui ebbe dopo una piccola tregua ai 7 del corrente una seduta. L'i. r. consigliere ministeriale Dr. de Hock aprì la seduta con un discorso in cui menzionava i distinti meriti dell'estinto presidente de' ministri, principe di Schwarzenberg, rispetto all'Austria ed alla Germania, e vi aggiunse l'assicurazione che non si cangierà per nulla la politica del grand'uomo di Stato, la quale era diretta esclusivamente a compiere le intenzioni dell'imperatore ; sendochè S. M. I. R. A. ha ordinato che si manifesti agli agenti diplomatici i relativi suoi voleri. Una tale comunicazione fu accolta con unanime soddisfazione dei presenti plenipotenziari. I plenipotenziari del Virtemberg e del Baden furono per poco richiamati dai loro governi per assistere alle discussioni sui passi politico-commerciali da intraprendersi prossimamente. Dopo le SS. Feste si restituiranno a Vienna, e prenderanno parte alle discussioni finali del congresso. *(F. di Vienna)*

— *Berlino*, 8 *aprile*. Furono testè scambiate le ratifiche delle tre convenzioni conchiuse fra la Prussia ed i Paesi-Bassi relativamente :

1. Alla repressione del contrabbando ;
2. Alla costruzione di una ferrovia fra Oberhausen ed Arnheim ;
3. Alla costruzione di una linea telegrafica.

Furono parimente scambiate le ratifiche della convenzione addizionale conchiusa l'8 febbraio p. p. fra lo Zollverein ed il Belgio, convenzione che fa parte del trattato del 1 settembre 1844.

— Il principe Federico Guglielmo di Prussia, che ha or ora terminato i suoi studi a Bonn, sta per intraprendere un viaggio in Inghilterra, e si propone di studiare le istituzioni di questo regno.

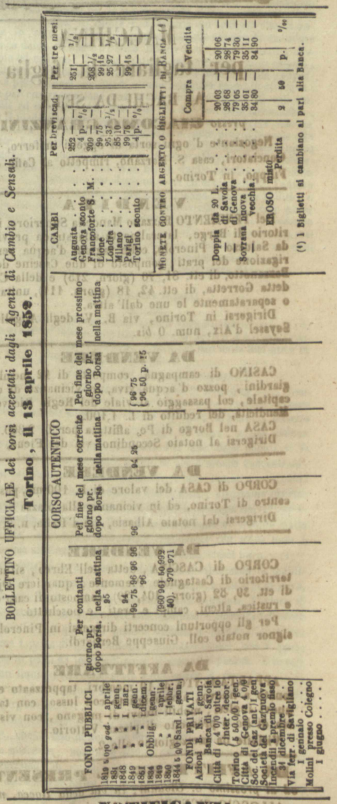
— *Darmstadt*, 8 *aprile*. Ieri i ministri dei varii Stati tedeschi qui riuniti lasciarono questa città.

— *Brema*. A termini di un'ordinanza del senato di Brema, in data del 7 di questo mese, le elezioni per la composizione del nuovo Corpo legislativo di questa città si faranno dal 20 aprile a 5 maggio prossimo.

America. Si legge nel *Constitutionnel* :

Lettere di Porto Principe del 6 marzo annunziano che l'imperatore Soulouque avea messo a disposizione del console di Francia una somma di 11,000 lire sterline (285,000 fr.), destinata a un primo pagamento degli arretrati dovuti dal governo d'Haiti ai detentori di titoli della indennità di San Domingo. Le stesse lettere confermano la notizia, già ricevuta per la via degli Stati-Uniti, che la incoronazione dell'imperatore era fissata pel dì 11 aprile. Si stavano già facendo grandi preparativi per questa solennità.

E. Leone, gerente.



NOTIFICANZA

La Direzione generale per la collocazione a servizio delle persone d'ambo i sessi è unita allo Stabilimento Sanitario pel collocamento delle Nutrici.
Via di Po, presso la chiesa della SS. Annunziata.

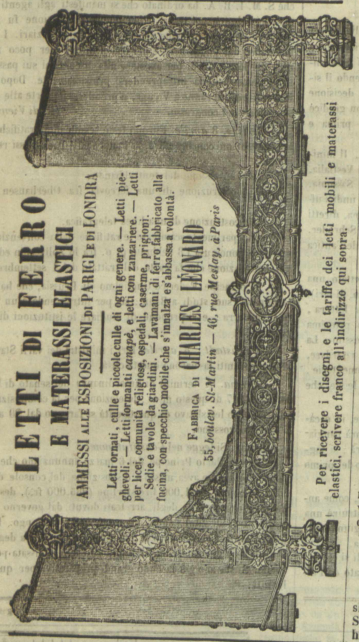
GUANO del PERU', Isola Chincaf

DA VENDERE IN SAN PIER D'ARENA

Dirigersi dal sig. F. Giribon, Commissionario, via Bogino, casa Colla, num. 8, piano terreno, Torino.

AGLI ARMAIUOLI

Presso il Commissionario F. Giribon sono visibili i campioni di Fucili da caccia, delle primarie case di St-Etienne e Liège, delle quali ne è il rappresentante. Torino, via Bogino, casa Colla, n. 8, piano terreno.



LETTI DI FERRO
E MATERASSI ELASTICI
AMMESSI ALLE ESPOSIZIONI DI PARIGI E DI LONDRA

Letti ornati, culle e piccole culle di ogni genere. — Letti pieghevoli. — Letti formanti *canapé*, e letti con zanzariere. — Letti per licei, comunità religiose, ospedali, caserme, prigioni. — Sedie e tavole da giardini. — Lavamani di ferro fabbricato alla fusina, con specchio mobile che s'inalza e s'abbassa a volontà.

FABBRICA DI CHARLES LEONARD
55, boulev. St-Martin — 46, rue Medicy, à Paris

Per ricevere i disegni e le tariffe dei letti mobili e materassi elastici, scrivere franco all'indirizzo qui sopra.

MACCHINA
per tagliare la foglia
AI BACHI DA SETA
presso **GIACOMO GRANZINI**

Negoziante d'ogni sorta di oggetti in ferro, via dei Conciatori, casa S. Marzano, rimpetto al Caffè di San Filippo, in Torino.

VENDITA

Del TENIMENTO Bazzano Mandella Superiore, in territorio di Barge, lateralmente alla strada provinciale da Saluzzo a Pinerolo, colle ragioni d'acqua per l'irrigazione dei prati, composto di due Cascine dette di Bazzanotto, di ett. 81, 70 (giorn. 215) e della Cascina detta Gorretta, di ett. 42, 18 (giorn. 111), unitamente o separatamente le une dall'altra.

Dirigersi in Torino, via B. V. degli Angeli, casa Seyssel d'Aix, num. 0 *bis*.

DA VENDERE

CASINO di campagna, composto di 12 membri, 3 giardini, pozzo d'acqua viva, in vicinanza di questa capitale, col passaggio al viale del Regio Ricovero di Mendicità, del reddito di L. 1,100.

CASA nel Borgo di Po, affittata per L. 2,300.

Dirigersi al notaio Secondino, via del Fieno, n. 17.

DA VENDERE

CORPO di CASA del valore di L. 100(m., posto nel centro di Torino, ed in vicinanza alla piazza S. Carlo.

Dirigersi dal notaio Albasio, via d'Italia, n. 7, p.° 2.°

DA VENDERE

CORPO di CASCINA, detta dell'Ebreo, situato in territorio di Castagnole Piemonte, quartiere Ojtana, di ett. 39, 52 (giorn. 104, 29), composto di casa civile e rustica, alteni, campi e prati, e boschetto.

Per gli opportuni concerti dirigersi in Pinerolo dal signor notaio coll. Giuseppe Bernardi.

DA AFFITTARE

APPARTAMENTO di 10 membri tappezzaato e plafonato a nuovo, ammobigliato con lusso, con tappeti nuovi inglesi, mobili nuovi di mogano, con vista in via di Po e prospetto di piazza Vittorio.

Visibile da mezzogiorno alle 2.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

od al prossimo S. Gioanni, in via della Rocca, n. 22,

ALLOGGIO SIGNORILE al 1.° piano con vista a levante e ponente, composto di **undici camere con terrazzo unito** a cui volendo si può unire allo stesso piano altri cinque membri con scuderia e rimessa.

Visibile tutti i giorni dalle ore 12 alle 2.

Indirizzarsi al portinaio.

VENDITA
DELLA GRANDIOSA GALLERIA RINUCCINI
DI FIRENZE

Col 1.° maggio prossimo venturo si aprirà in Firenze asta pubblica di questa grandiosa raccolta di quadri. La medesima è ricca di oltre 700 dipinti di vario genere tanto di Scuole italiane, che straniere.

Di 92 fra i più ragguardevoli furono pubblicate le illustrazioni, desumendo in gran parte, dai documenti esistenti nell'archivio di famiglia, le prove della loro provenienza ed originalità, il maggior numero di essi esistente in casa da più di due secoli.

La Galleria Rinuccini, giudicata dagli intelligenti una delle più cospicue fra le private di Firenze, conta molti lavori di sommi maestri, fra i quali primeggiano una Sacra Famiglia di Raffaello, una copiosa raccolta di antichi, alcuni dipinti di Salvator Rosa, Carlo Dolci, Andrea del Sarto, ecc. ecc.

Tanto il catalogo generale diviso per Scuole, che le illustrazioni sopra citate si dispensano in Firenze nello Scrittoio del palazzo Rinuccini, Fondani Santo Spirito, n. 2014; in Milano sono ostensibili presso i signori Tendler e Scaeffer, librai nella galleria De-Cristoforis e Giuseppe Vallardi in Santa Margherita; in Venezia presso la libreria Giuseppe Pomba, in Merceria dell'Orologio, ed in Torino presso i signori Gianini e Fiore, successori Pomba.

INDORATURA ED INARGENTATURA
ELETTRO CHIMICA
OSSIA NUOVO METODO DI ELHINGTON E RUOLZ DI PARIGI

Chiunque voglia far indorare od inargentare col metodo suddetto posate, candellieri, girandole, sottocoppe, e qualsiasi oggetto da tavola o per sale, in rame, in ottone od in *packfond*, si diriga al laboratorio Elettro-metallurgico di L. Boggio, in Torino, Borgo S. Donato, casa Cavallo, od al negozio di Lorenzo Cavassa, via Guard'Infanti, presso l'Albergo di Londra.

Il medesimo guarentisce si l'indoratura che l'inargentatura per parecchi anni, facendovi precipitare sugli oggetti tanto oro od argento quanto ognuno desidera e come si usa per la rinomata argenteria di

CRISTOFLE DI PARIGI.

Lo stesso s'incarica pure di inargentare e mettere a nuovo ogni specie di riverberi pei lampioni o fanali da vetture ed arredi in metallo per chiese, per esempio calici, patene, ostensorii, lampade, candelabri, ecc.

TRECCIE DI PAGLIA

R. VOCK essendo qui di passaggio con un grandissimo assortimento di Treccie di paglia e *à jour*, di Svizzera, e non potendo trattenersi molto tempo, ne ha stabilita la vendita nel più breve termine ed a prezzi modicissimi, e fisserà il suo soggiorno fino alli 19 o 20 del corrente.

Detti oggetti sono visibili nel negozio dei signori Guggisberg e Schläpfer, piazzetta San Martiniano, casa Barone, num. 2.

MATTEO NOVARESE
NEGOZIANTE DI CAVALLI

Fa noto, che i Cavalli da carrozza del Mecklemburgo, annunziati nel num. 82 di questo Giornale, sono visibili in Torino, via Vanchiglia, n. 5, casa Bianco.

DA VENDERE O PERMUTARE
con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

INCANTO VOLONTARIO

Di una Cascina, nei territorii di Settimo Torinese e Volpiano di ettari 43, 78 circa (giorn. 114, 92), con fabbricati civili e rustici, denominata la Mangarda, sita in territorio di Settimo Torinese e Volpiano, propria delli signori coniugi e figli Vella, estimata L. 103,895, 93, ed esposto in vendita per L. 93,500.

Gli incanti preparatorii si terranno nanti l'albo pretorio di Torino, alle ore 9 di mattina, delli giorni 15, 22 e 29 maggio 1852, ed in detto giorno 29 maggio, avrà luogo nello studio del notaio Signoretti, alle ore 10 mattina, l'incanto definitivo ed il deliberamento.

Le carte e condizioni della vendita sono visibili nello studio del detto notaio Signoretti contrada Stampatori, porta 14 piano 3.

DA VENDERE
in lotti separati o complessivamente

Varii Tenimenti, con molini, case e castelli, nelle vicinanze delle città d'Acqui, Bra, Saluzzo e Savigliano, proprii della Casa Ducale De Sylva-Tarouca, del valore di oltre un milione.

Per le notizie e trattative rivolgersi:

In Torino, al signor Patrim. Albasio, notaio coll.;
In Saluzzo, al sig. ingegnere Vigliani;
In Sommariva Bosco, al sig. avvocato Giansano;
In Acqui, al sig. notaio coll. Guglieri, ed
In Strevi, al sig. notaio Zunino.

DA VENDERE

Grandiosa BERLINA a doppia sospensione con razzi *Patent* a olio. — Visibile presso Adriano Rosso, via della B. V. degli Angeli, num 3; ed

Elegante ORGANO a cinque ottave, di Müller, da Parigi, di piccola mole e molto bene adatto anche per cappella privata. — Visibile presso Weiss, fabbricante di pianoforti, via di Porta Nuova, n. 23, ove si accettano offerte per la vendita all'incanto.

SERENO GIUSEPPE E FRATELLI

in via degli Stampatori, num. 6,
accanto all'Uffizio della Gazzetta del Popolo, Torino.

Tengono Magazzino di Tappezzerie in carta e contro-camini, collocano le medesime a cent. 40 e 50 la pezza lavorano da bianchino, riquadratore, verniciatore e decoratore da appartamenti; s'incaricano di qualunque facciata di case, e si recano anche alle villeggiature a qualsiasi distanza.

BAILLY
fabricant d'articles en zinc

Se charge de faire les couvertures aux prix suivants:

1.° En feuilles de zinc **n. 14**, de 2 mètres de longueur sur 80 centimètres de largeur du poids de kil. 6 environ le mètre superficiel, à fr. 7, 50 le mètre carré.

2.° En feuilles de zinc **n. 19**, de 2 mètres de longueur sur 80 centim. de largeur, du poids de kil. 4 65 le mètre superficiel, à fr. 6 50 le mètre carré.

3.° En feuilles de zinc, **n. 10**, même dimension, du poids de kil. 3 1/2 environ le mètre superficiel, à fr. 5 50 le mètre carré.

Fabrique Tuyaux et gouttières de 27 centimètres de développement, à fr. 2 50 le mètre.

Il garantit ses travaux pour 10 ans.

Son magasin est situé: *Stradale del Re*, maison Vinay, num. 24, au coin de la *Via della Chiesa*, Turin.

Parigi. Vestiti ed articoli di moda

Sebbene poco siasi in quest'inverno ballato a Parigi, non hanno però mancato le signore le più ragguardevoli di far ammirare gli eleganti vestiarii della casa Fauvet, rue Ménars, n. 4, da loro protetta. Alle *Tuilerie* la duchezza Y.... portava un abito *moiré* antico, color di rosa di Provins, guarnito di una magnifica trina di Alençon; e la marchesa di C.... un elegante vestito di tullo color celeste, con *blonde* bianca riportata sopra; all'*Hotel de Ville*, nel nobile sobborgo, al Ministero della Guerra, madama di S. A.... col leggiadro suo vestito di tullo color di rosa, guarnito di sboffi e nastri, e tante altre signore nobili, dimostravano legittima la loro prerenza, mercè la novità, la freschezza degli ornamenti, come pure per la forma così graziosa delle corporature di questa casa privilegiata.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

BERNARDO DIVERIO
FABBRICANTE DI OMBRELLE

Giunse recentemente dalla Francia con un grandioso assortimento in genere di novità, a modico prezzo, cioè:

Paracqua inglesi da L. 3, 25 a L. 4, 60;
Detti di seta » » 5 » 60;
Ombrellini » » 3 » 40.

Via di Po, casa Arnaud, presso il Caffè Dilej.

DA AFFITTARE *pel primo di luglio*

ALLOGGIO di 9 membri al 2.° piano, con accesso da due scale, via Stampatori, n. 23. Recapito al portinaio.

GIORNALI DA RIMETTERE

La Nation de Bruxelles, Il Siècle, Il Journal des Débats ed il Risorgimento. Recapito al Caffè Barone.

NOTA.

Bessone Francesco, fu Pietro, residente a Bricherasio, fece trascrivere alla conservatoria delle ipoteche di Pinerolo, sotto il 29 settembre 1851, al vol. 22, art. 130, un instromento del 1.° stesso mese, ricevuto dal notaio sottoscritto, portante vendita, a di lui favore, dal Rajmondo Tommaso fu Antonio, residente pure a Bricherasio, con termine di riscatto per anni 2, di una pezza campo situata in detto luogo di Briecherasio, regione del Palazzotto, faciente parte dei numeri di mappa 3027, 3029, e 3030, di are 44, centiare 9, coerenti Gamba G. Battista, il venditore, gli eredi Gilli e la strada per lire 1460.

Pinerolo, il 13 aprile 1852.

Giuseppe Bernardi not. coll.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *La calunnia.*

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Mad.me Camus et sa demoiselle.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: *Il Gondoliere*, musica del maestro Chiaramonti — Con ballo: *Il trionfo di Atamaro re d'Egitto*, del coreografo Piccoli Giovanni.

SUTERA Riposo.

GERBINO (ore 7 1/2) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Il Conte di Monte-Cristo.*

CIRCO SALES a porta palazzo (ore 8) La Comp. Tassani recita *Ilconte di Monte Cristo.*

DIURNO vicino alla Cittadella (ore 8 1/2) Comp. Billi recita: *Un errore in brettagna.*

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 91 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

GIOVEDI' 15 APRILE

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 45	25	13
Per l'Estero	» 60	33	17

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

Con Reali Decreti ed Ordini Ministeriali dell'8 aprile 1852, furono fatti i seguenti movimenti nel personale delle Intendenze:

Nomis di Cossilla conte ed avv. Augusto, intendente di seconda classe a Chiavari, traslocato in detta qualità a Mondovì;
Sigurani avv. Giuseppe, intendente di seconda classe ad Oristano, traslocato a Chiavari nella stessa qualità;
Casalone avv. Giuseppe, consigliere di prima classe presso l'Intendenza generale di Vercelli, nominato intendente di seconda classe ad Oristano;
Del Carretto di Torre Bormida marchese ed avv. Adolfo, consigliere di seconda classe presso l'Intendenza generale di Novara, promosso alla prima classe con destinazione a Vercelli;
Szzia avv. Felice, consigliere di terza classe presso l'Intendenza generale d'Ivrea, promosso alla seconda classe con destinazione a Novara;
Baroni avv. Costantino, consigliere di seconda classe presso l'Intendenza generale di Savona, promosso alla prima classe;
Clavarino avv. Giulio, procuratore regio di terza classe presso l'Intendenza generale di Novara, nominato consigliere di prima classe a Ivrea;
Visone avv. Giovanni, procuratore regio di terza classe presso l'Intendenza generale di Vercelli, incaricato delle funzioni di consigliere;
D'Aste Agostino, segretario capo di prima classe nell'Intendenza generale di Genova, collocato a riposo col titolo di vice-intendente.

Con Ordini Ministeriali dei 12 e 13 corr., vennero fatti i seguenti movimenti:

Giordano Agostino, segretario di seconda classe d'Intendenza generale a Novara, traslocato a Torino;
Buratti Carlo, sotto segretario di sicurezza pubblica a Pallanza, traslocato a Saluzzo;
Rossi Alfonso, sotto segretario di sicurezza a Mondovì, traslocato a Torino;
Pelissa Gerolamo, segretario di seconda classe di sicurezza in Alessandria, traslocato a Mondovì;
Boggio not. Amedeo, segretario capo di prima classe dell'Intendenza generale di Novara, traslocato a Genova;
Cordier Michele, segretario capo di prima classe di sicurezza a Ciamberì, nominato con R. Decreto, colla stessa qualità, nell'Amministrazione provinciale, e destinato presso l'Intendenza generale di Ciamberì;
Caldellary Giuseppe, segretario capo di seconda classe nell'Intendenza generale di Ciamberì, traslocato a Cuneo;
Salvi Gaspare, segretario capo di seconda classe nell'Intendenza generale di Cuneo, traslocato a Novara.

Relazione fatta a S. M. dal Ministro dell'Istruzione Pubblica in udienza del 14 aprile 1852.

SIRE,

I gravi e ripetuti disordini che ebbero luogo fra gli studenti dell'Università di Cagliari, richiedevano dalle podestà scolastiche forti provvisioni, per cui la disciplina alterata si ristorasse e l'opera del Governo scendesse pronta ed efficace a punire i colpevoli.

Duole al Ministro sottoscritto di dover riferire alla M. V. che il Consiglio Universitario di Cagliari, al quale incumbeva più stretto il debito di provvedere al decoro dell'Ateneo facendo segno di meritato castigo gli autori delle commesse esorbitanze, non che mostrarsi animoso vendicatore della disciplina offesa, ha chiarita una rimessione di propositi, acconcia piuttosto a fomentare che a vincere gli umori di quella gioventù traviata.

Io credo che il Governo di V. M., educatore e custode delle pubbliche libertà, come dee energicamente reprimere il disordine, così abbia il diritto di pretendere dagli ufficiali suoi energico e pieno concorso: chi per fiacchezza di cuore, o per altri non degni rispetti, si perita nei frangenti o fa parte da sè, non merita la fiducia del Governo.

Il prof. Bertoldi, ispettore straordinario delle scuole in Sardegna, valendosi dei conferitigli poteri e accordatosi colle autorità politiche dell'isola, ha già sospeso d'ufficio il Consiglio Universitario di Cagliari. Io reputo oggi dover mio di proporne a V. M. lo scioglimento, commettendo ad un tempo allo stesso signor ispettore Bertoldi di curare intanto l'andamento degli affari universitari e di convocare senza indugio le Facoltà per la proposta di nuovi consiglieri.

Ho perciò l'onore di sottoporre alla firma Sovrana il presente Decreto:

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Sulla relazione del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Istruzione Pubblica, abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Art. 1. Il Consiglio Universitario di Cagliari è sciolto.

Art. 2. L'ispettore professore Giuseppe Bertoldi è incaricato di provvedere all'andamento degli affari dell'Università medesima, e di convocare immediatamente le Facoltà per le proposte di cui nell'articolo 7.o 29 della legge del 4 ottobre 1848.

Il Nostro Ministro Segretario predetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto.

Dat. Torino, addì 14 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

FABINI.

Appendice

PROFUMI ARTIFIZIALI.

Aroma del rum — Profumo del sapone giallo o di mandorle amare — Aromi delle pera, delle mela, del cognac, dell'ananasso — Aromi estratti dall'olio di riccino.

Trarre profumi, aromi da materie odorifere che già li contengono formati, operando in modo che la parte essenziale, olezzante, si distacchi e sceveri dalle altre sostanze con cui stava commista nelle materie originarie, è arte antica quanto l'acconciarsi; e la scienza e l'industria moderna non altro fecero che perfezionare i metodi di estrazione, riuscendo a raccogliere quei principii più gradevoli, più puri, in maggiore abbondanza che in addietro. La chimica in questo fu larga di consigli, di cimenti, d'invenzioni, e giovò mirabilmente ai profumieri come ad altre arti d'importanza più grave, procacciando che i loro prodotti crescessero di squisitezza e di soavità.

Ma l'arte di comporre tutto ad una volta profumi con materie inodorose, ed eziandio con materie di odore spiacevole, nacque ora, mostrandone i primi saggi nella grande Esposizione di Londra.

Allorquando i chimici, alcuni anni fa, s'avvidero che un composto etereo, preparato col mezzo dell'alcoole e di uno degli acidi del burro (acido butirrico), manifestava vivissimo la fragranza del rum, pensarono che forse sarebbe tornato utile di tentare la fabbricazione del mentovato liquore condendo con quell'etere l'acquavita.

In Germania si provò, e si riuscì effettivamente ad aromatizzare artificialmente il rum di qualità cattiva, dandogli quell'abboccato piacevole che prima gli mancava.

In appresso s'immaginò e si condusse ad effetto il divisamento di sostituire la *nitrobenzina* all'olio di mandorle amare, affine d'impregnare di grato odore que' saponi, che si dicono *di mandorle amara*, e dei quali i profumieri fanno grand'uso in Francia ed altrove. È l'olio di mandorle amare un'essenza che si produce quando si distillano questi nocciuoli acciaccati e poi digeriti con acqua. Ha l'odore che si sprigiona dalla emulsione delle mandorle medesime, ma vivo, acuto, che tornerebbe nocivo qualora si aspirasse senza riguardo, perchè desso olio possiede di natura sua un'azione altamente venefica. È la nitrobenzina un prodotto che s'ingenera quando si mescono, in date condizioni, la *benzina* ad olio volatile di carbone fossile, con acido nitrico (acqua forte) molto concentrato.

È la benzina una sostanza liquida, di odore alquanto etereo, che, per la forza dell'acido nitrico, lascia parte di uno de' suoi componenti (l'idrogeno) per riceverne in cambio parte di quelli dell'acido, onde si trasforma in nitrobenzina; la quale, liquida anche essa, e vaporabile, esala un effluvio che s'approssima d'assai a quello delle mandorle amare.

In qualsvoglia luogo si faccia uso del litantrace o carbon fossile per illuminare le città ed i grandi edifizii, ivi si può raccogliere un'abbondanza di benzina, purchè si abbia cura di ridistillare l'olio misto che si produsse durante la formazione del gas, e si scevri quella porzione di olio che bolle a temperie di 80° centigradi. Questa benzina costa non molto; l'acido nitrico non ha prezzo di gran valore; e poichè l'operazione onde nasce la nitrobenzina è semplice, perciò il prodotto finale torna di spesa mediocre, ed inferiore a quella dell'olio essenziale di mandorle amare.

Ecco il metodo di preparazione della nitrobenzina che ci fu descritto da Mansfield:

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 14 aprile.*

CITTA' DI TORINO.

Servizio sanitario di beneficenza.

Vaccinazioni gratuite.

L'Instituto sanitario di pubblica beneficenza fondato in principio dello scorso secolo dalla città di Torino, e passato nel 1814 in amministrazione alla Compagnia di S. Paolo, fu richiamato al municipio a cominciare dal 1° del corrente anno.

La civica Amministrazione pose sollecitamente opera ad accrescere i vantaggi di questo importante servizio, affidandone la direzione ad un apposita Commissione permanente, e nominando nelle singole parrocchie un invigilatore a cui potranno i poveri aver ricorso in ogni occorrenza. Essendosi portata la dotazione annua dell'Instituto da lire 35,000 a lire 47,700, fu allogata la somma necessaria per la provvista delle mignatte, dei bendaggi, e delle macchine ortopediche, e per l'assistenza delle puerpere. S'instituirono consulti gratuiti giornalieri in una sala annessa alla farmacia centrale; si provvide una camera di pubblico soccorso nelle ore di notte colla guardia continua di una persona dell'arte salutare, e si adottò il codice farmaceutico comune per la preparazione dei rimedi a favore de poveri.

Essendosi pure stabilito, che ogni anno debba darsi un corso pubblico di vaccinazioni gratuite dai medico-chirurghi addetti all'Instituto, si fa noto, che queste cominceranno domenica 25 del corrente, e si continueranno tutte le domeniche successive sino a tutto il 27 giugno dalle ore due alle quattro pomeridiane nel locale delle scuole maschili sul corso della cittadella, in capo alla via di S. Dalmazzo.

Le vaccinazioni si faranno gratuitamente a favore di chiunque ne farà la richiesta presentandosi nel suindicato locale.

Si terrà registro delle vaccinazioni eseguite per rilasciarne all'uopo autentiche dichiarazioni.

Torino, dal civico palazzo, addì 13 aprile 1852.

Il sindaco G. BELLONO.

L'AZIENDA GENERALE DELLE GABELLE

Notifica quanto segue:

Dipendentemente alle disposizioni contenute nel presente Decreto del 7 luglio 1851, ed a quelle successivamente emanate dal Ministero di finanze,

1. Gli esami in iscritto e verbali per gli aspiranti a Volontario nell'Amministrazione delle Gabelle avranno luogo:

a) Per gli aspiranti del'a Savoia, e della Sardegna a Ciamberì, ed a Cagliari.

b) Per gli aspiranti delle Direzioni di Nizza e di Genova in quest'ultima città presso il direttore delle dogane.

In ambi i casi la commissione sarà presieduta dal direttore delle dogane, e composta del provveditore agli studi, d'un professore da questi delegato, dell'ispettore della divisione, non che del primo segretario della direzione, il quale farà le funzioni di segretario.

c) Per gli aspiranti poi delle altre parti dello Stato l'esame avrà luogo a questa generale Azienda.

La commissione sarà presieduta dall'intendente generale e composta degli esaminatori, che verranno da esso scelti. Un sottocapo di divisione adempirà le incumbenze di segretario.

2. Esaminate le carte degli aspiranti, ov'essi riuniscano le prescritte condizioni, verranno ammessi all'esame, e ne saranno avvertiti dal rispettivo direttore.

3. L'esame, di cui si tratta, comincierà dai temi in iscritto, e finirà con quello verbale, che dovrà durare non più di mezz'ora, e non meno di 20 minuti.

Gli aspiranti vi verranno chiamati per ordine alfabetico.

4. Quest'esame avrà luogo dovunque il giorno di giovedì 6 del prossimo mese di maggio, e continuerà nei giorni successivi, finchè sia ultimato.

5. Lo scrutinio dei voti rispettivamente ottenuti negli esami dati a Ciamberì, Genova e Cagliari si farà a questo generale ufizio, il quale determinerà la scelta degli aspiranti, che saranno risultati più idonei, e in caso di parità di merito, farà l'applicazione del disposto dell'art. 4 del Decreto ministeriale 7 luglio 1851.

I direttori della Savoia, della Sardegna e di Genova trasmetteranno all'intendente generale i temi fatti, non che un cenno sommario dell'esame verbale da ciascun aspirante subito co' voti da ciascun esaminato nelle due prove riportati.

6. Verrà poi notificato ai direttori quali saranno gli aspiranti, che, avendo ottenuto maggior numero di voti, saranno stati scelti e nominati ai posti vacanti.

Torino, il 13 aprile 1852.

L'Intendente generale, Senatore del Regno
GIBRARIO.

REALE ACCADEMIA DI AGRICOLTURA.

Nella seduta del 31 p. p. marzo l'Accademia procedendo, a tenore de' suoi statuti, alla rinnovazione del suo ufficio presidenziale, rieleggeva a presidente il socio commendatore Despine, la di cui rielezione riceveva la sanzione Sovrana; a censore il socio conte di Benevello: a segretario il socio Borsarelli: a bibliotecario-archivista il socio dottore Bertola: a tesoriere il socio cavaliere Abbene: ed a direttore dell'orto esperimentale, al posto del defunto benemerito suo socio cav. Bonafous, di cui lamenta la grave perdita, il socio prof. Delponte.

Quindi il socio marchese di Sambuy riferiva, anche a nome de' suoi colleghi condeputati, cav. prof. Rigazzoni, e conte Morelli: 1. Intorno al merito di due opere manoscritte del signor professore Ottavi, direttore dell'Istituto agrario di Saudigliano, aventi per titolo l'una *Catechismo agrario*; l'altra *Manuale del coltivatore osnano lezioni di agricoltura pratica*; 2. Intorno al merito di un corso popolare di agricoltura stampato del signor de Bray. Per ultimo il socio segretario dava lettura di una nota del sig. *Iacona Carlo*, farmacista alla scuola di veterinaria, intorno all'analisi da esso fatta di latte di bovine affette dalla febbre aftosa, comparativamente a latte sano; dalla qualé analisi essenzialmente rilevasi: 1. Che l'autore, dal fattone esame microscopico, non potè riconoscervi la presenza di pus, come alcuni asserissono trovarsi per lo più mescolato al latte in tale malattia; 2. che diversifica di colore e di densità dal latte estratto da bovine in istato fisiologico, questo essendo sempre di un colore bianco denso ed opaco; l'altro invece di un colore bianco giallognolo od opalino; 3. che contiene minore quantità di caseina, albumina, materia butirrosa e lattina del latte normale, epperciò a pari volume con quest'ultimo maggiore quantità di acqua; che per contra contiene una proporzione maggiore di sali solubili ed insolubili del latte sano; 4. che non potè riconoscere, che il medesimo contenga quantità sensibile di materia, che sia di natura tale da potersi considerare come pregiudicevole alla salute; 5. che la differenza nella natura del latte morboso è molto maggiore in quello estratto da bovine nel periodo di declinazione della malattia, che non sia in quello estratto nel periodo acuto; 6. finalmente che dagli ottenuti chimici risultati, l'autore pensa che l'uso del latte in discorso, quando sia stato bollito, e misto con acqua o caffè, ed usato moderatamente, non possa cagionare inconveniente alla salute; tale sua opinione credendo egli trovarla pure appoggiata dal fatto che, non avendo esso mai tralasciato, nè variata la quantità di latte, di cui suole far uso ogni giorno, non ebbe mai a provarne il menomo incomodo.

Il segretario BORSARELLI.

ASSOCIAZIONE AGRARIA.

Avviso.

L'adunanza generale ordinaria dell'Associazione Agraria, a cui sono pregati d'intervenire tutti i soci, si terrà il 2 maggio prossimo alle undici antimeridiane nella gran sala della Biblioteca in casa Natta, piazza S. Carlo, num. 2.

L'ordine del giorno è il seguente:

1. *Giorno* — 1. Discorso d'apertura. 2. Relazione della com-

« Un cannello di vetro grande e curvato a serpentino, traversa un refrigeratoio; si biforca dal capo di sopra, e per ciascun braccio si allarga a foggia d'imbuto. Per uno degli imbuti si fa scolare lentamente un sottil filetto di acido nitrico concentrato, mentre si versa nell'altro la benzina. I due liquidi si mescolano nel punto di congiunzione delle due braccia, riagiscono insieme nel serpentino, e sprigionano calore, che l'acqua del refrigeratoio assorbe di continuo. Scende dal serpentino un liquido giallo e freddo: esso è la nitrobenzina, che, lavata con acqua pura e con acqua alcalinizzata dal carbonato di soda, riesce puro. » (1)

I *confetti di pera*, specie di dolci che si fabbricano in Inghilterra collo zucchero d'orzo, ora si profumano coll'*olio di pera*, aroma artifiziale, che fa sovvenire puntualmente l'odore di quelle frutta, e che si produce per la soluzione alcoolica dell'*etere amilacetico*. Il quale si genera facilmente quando si distillano insieme 1 parte di acido solforico (olio di *vitriolo*), con 1 parte di olio di pomi da terra e 2 parti di acetato di potassa. È lo stillato un liquido, che stemperato nello spirito di vino (1 misura del primo per 6 misure del secondo) tramanda l'odore soave delle pera jargonelle.

Perchè intendasi come si formi quest'essenza, accenneremo in breve, che l'olio di pomi di terra è una specie di alcoole di odore spiacente; nominato *alcoole amilico*, il quale nasce dalla fermentazione di questi: che quest'alcoole, messo in compagnia dell'acido solforico e dell'acetato di potassa (sale di acido acetico e del principio lisciviale del ranno), si spoglia di acqua, e si eterifica, congiungendosi contemporaneamente coll'acido acetico che si distacca dalla potassa per virtù eziandio dell'acido solforico.

L'etere amilacetico risultante, ha l'odore cercato della pera.

Anche l'aroma dei pomi, uscì bello e formato dagli sperimenti

www.internetculturale.it

missione di contabilità. 3. Nomina di due vice-presidenti, due segretari, del bibliotecario-archivista, dell'economo e del tesoriere. 4. Estrazione a sorte di 8 consiglieri residenti uscenti d'ufizio fra i 16 più anziani.

II. *Giorno* — 1. Relazione e discussione sul bilancio 1852. 2. Scelta della città in cui tenervi il congresso. 3. Proposte diverse, se ve ne sono. 4. Nomina di 8 consiglieri residenti. 5. Nomina della commissione di contabilità.

Torino, 5 aprile 1852.

Il segretario della Direzione
P. P. SARDI.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova la sera del 7 aprile 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9466628 64
id. id. in Torino	»	7314459 34
Numerario in via per Torino	»	
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	15669454 93
id. id. in Torino	»	16300764 15
Fondi pubblici della Banca	»	362147 50
R. Finanze c. mutuo	»	
Idem: agli Azionisti della Banca di Genova	»	933333 34
Tratte della sede di Torino del 6 corr.	»	17351 67
Spese diverse	»	298789 12
Fondi pubbl. cogli interessi	»	
Corrispondenti della Banca (sbil.° de' conti)	»	1137355 50
Debitori diversi	»	32121 06
	L.	51522572 16

Passivo.

Capitale	L.	30000000 »
Biglietti in circolazione	»	35145150 »
per operazioni ordinarie	»	
per mutuo alle Regie Finanze	»	
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	»
Risconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	53994 61
id. id. in Torino	»	74289 90
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	163054 75
id. id. in Torino	»	210701 16
Conti correnti disponibile in Genova	»	704206 64
id. id. in Torino	»	109151 68
Non disponibile	»	7683 84
R. Erario conto corr.	»	5593253 19
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	53109 99
della sede di Torino su quella di Genova del 6 corr.	»	56765 61
Dividendi arretrati	»	26751 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Rimb. della sede di Torino del 6 corr.	»	8266 55
	L.	51522572 16

Il famigerato bandito *Mottino* Pietro Luigi, da Candia Canavese, surnomato il Bersagliere, perchè disertore da quel Corpo, cadde finalmente in arresto la sera del 7 del corrente.

Nella notte del 4°, passando sopra un bastione del Borgo di Calliano (Casale), era caduto in un fosso, e si era fratturata una gamba. Due de' lui associati che l'accompagnavano poterono bensì trasportarlo e nasconderlo in una casa del luogo; ma i Carabinieri Reali delle stazioni di Moncalvo e di Tonco, cui giunse una confusa notizia del fatto, resero vana quella precauzione, powendosi indefessi in campagna e perlustrando per due giorni consecutivi tutti quei luoghi, finchè ne scoprirono il ricovero. Ivi arditamente penetrarono il mares. d'alloggio *Bentone* Alessandro ed il carab. *Lagna* Pietro; e se poterono compiere una tanto desiderata ed importante cattura evitando il pericolo cui eransi col loro coraggio esposti, egli è perchè erano state tolte dal capezzale del bandito, a di lui insaputa, due pistole, le quali, com'ebbe egli stesso a dire, servir dovevano ad uccidere i carabinieri che primi si sarebbero presentati e poscia al suo suicidio.

Le investigazioni state fatte pello scoprimento del Mottino furono coadiuvate con molto zelo dal sig. avvocato Toso, giudice di Moncalvo, e dal sig. Mellana, sindaco di Calliano.

FRANCIA

PARIGI, 11 *aprile*. Ecco il rapporto che precede il decreto del presidente della repubblica sulla riforma degli studi nei licei:

« Principe; Raffermando, col decreto del 9 marzo 1852, l'ordine e la gerarchia nel corpo insegnante, voi mi ordinaste di sottoporre un nuovo regolamento di studi al consiglio superiore della pubblica istruzione. Voi stimavate che non bastava il fortificar l'azione, e neanche di rinnovare le singole parti dell'amministrazione dell'insegnamento pubblico; per soddisfare a' voti delle famiglie e a' bisogni della società, voi voleste che si procurasse di modificare i metodi d'educazione che finora produssero troppe menti sterili o pericolose.

« Il consiglio si affrettò a rispondere ai vostri desiderii. In una serie di sedute laboriose che non interrottamente si successero, ei discusse il progetto di riforma che per ordine vostro gli sottoposi. Il decreto che io ho l'onore di offrire alla vostra sanzione, esce dalle sue deliberazioni. Il consiglio ne adottò successivamente il principio e le singole disposizioni.

« Questa riforma trae una forza anche maggiore dal genio del primo Console, di cui finisce di attuare uno de' concepimenti più felici. Se i licei, istituiti dalla legge dell'11 fiorile, anno X, resisterono a tutte le rivoluzioni, si fu perchè Napoleone impresse loro qual carattere pratico il quale sfida il capriccio o la cecità delle passioni, imperocchè determina lo spirito dei tempi. Il grand'uomo avea voluto aprirvi ai giovani, dopo i primi studi che sviluppano i germi dell'intelligenza, due vie distinte: l'una diretta verso le lettere, l'altra verso le scienze. Nell'eseguire i primi suoi ordini si lasciò troppo andeggiare la vocazione alla ventura. Ben sovente noi vedemmo gl'intelletti meglio disposti per lo studio delle scienze, ritenuti nello studio delle lettere che proseguivano senza scopo e senza profitto. Si trascorse sino a confondere ciò che era d'uopo separare, a improgionare in un certo modo nello stesso regime scolastico fanciulli chiamati a carriere del tutto diverse. Il sistema d'insegnamento letterario tramandato dall'antica università di Parigi più non corrispondeva però a tutte le esigenze della nuova società; invece di modificarlo, si venne, per rispetto a vecchie tradizioni, a sopraccaricarlo di tutti gl'insegnamenti accessorii che riclamavano il loro posto e che duravano fatica a trovarlo. Era questo un esporsi al pericolo di snervare intelligenze ancor deboli, offerendo loro un nutrimento ad esse poco omogeneo che le sopraccaricava senza fortificarle.

« La riforma diveniva urgente; per compierla, bastava riassumere vivamente il concetto primitivo del fondatore. Il nuovo regolamento di studi la riproduce nel modo più preciso, con sostituire a prove incerte e timide un sistema perfettamente definito e che è fondato sulla natura e sull'esperienza. I fanciulli non hanno un'attitudine universale: fra i 14 e i 15 anni, aiutati dalle cognizioni dei loro genitori e dei loro maestri, essi dovranno fare la loro scelta; bisogna che si risolvano e prendano una via determinata.

« Da una parte, le scienze aprono loro il vasto campo delle applicazioni pratiche. Esse dirigeranno specialmente verso lo scopo utile delle società l'intelligenza della gioventù; la prepareranno non solamente alle professioni dotte che formano l'orgoglio della mente, ma altresì all'amministrazione, al commercio, all'industria, che sono le forme più essenziali della moderna operosità.

« Dall'altra parte, gli studi classici de' nostri licei saranno ravvivati dalla separazione istessa degli elementi eterogenei che ne alteravano la purezza. L'emulazione sarà addoppiata fra gli alunni dotati dell'ingegno veramente letterario. Questo ingegno si eminentemente francese, io non temo di affermarlo, o principe, continuerà a svilupparsi, mercè il culto dell'antichità greca e latina, mercè le belle tradizioni del XVII secolo, di cui il corpo insegnante dei nostri licei sarà sempre il più fedel custode.

« Nondimeno, prima di abbandonare il collegio, è bene che gli alunni della sezione delle lettere e quelli della sezione delle scienze si riuniscano e si ravvicinino per verificare in comune i metodi ch'essi separatamente seguirono. In un ultimo anno, in cui si renderanno compiuti, coronandoli, gli studi scientifici e gli studi letterarii, l'arte di pensare verrà insegnata giusta i principii consecrati dalle meditazioni di tutti i grandi intelletti che descrissero e regolarono il progredire dell'umana intelligenza.

« Ma perchè questi varii insegnamenti portino il loro frutto, bisogna reciderne accuratamente i rami parassiti. Le disquisizioni storiche e filosofiche poco si addicono a fanciulli. Quando l'intelligenza non è per anco formata, quelle ricerche intempestive non producono che la vanità e il dubbio; è tempo di troncare dalla radice un male che pose a repentaglio il pubblico insegnamento ed eccitò le giuste apprensioni delle famiglie. Ne' licei le lezioni devono essere dommatiche e puramente elementari. Solo in una regione superiore e per un altro uditorio l'insegnamento potrà procedere dal libero esame.

« L'insegnamento della scuola normale e le prove dell'aggregazione, indispensabili al reclutamento del professorato, sono modificate collo stesso fine. Le disposizioni proposte avranno per conseguenza loro il fare modesti professori, e non rètori più abili a penetrare problemi insolubili e pericolosi che a trasmettere cognizioni pratiche. Bisogna che i maestri chiamati all'onore di insegnare in nome dello Stato imparino con un faticoso noviziato a dimenticar sè stessi pei loro alunni, e a non porre la loro gloria se non nei progressi dei fanciulli che loro sono affidati.

« Il consiglio superiore dell'istruzione pubblica pensò, al par di voi, o principe, che tutti gli sforzi del governo potrebbero rimanere sterili se la riforma non oltrepassasse il recinto de' licei. Gli porve che fosse d'uopo seguire gli alunni anche oltre l'età in cui, abbandonando gli studi primi dati sotto il suggello dell'autorità, essi cominciano gli studi già liberi e personali, che sono una preparazione più immediata alle prove serie della vita. Ma qual è l'età in cui essi debbono saggiare altri metodi e passare ad una diversa natura d'insegnamento? Non importa determinarla in un modo preciso? È cotesta una delle quistioni che il consiglio attentamente esaminò.

« È stato generalmente riconosciuto che a 16 anni i giovani non adempiono seriamente le condizioni dei primi gradi che aprono loro l'accesso delle facoltà. Le agevolezze che oggidì si offrono loro mettono a repentaglio il loro avvenire; perocchè, nell'esercizio delle professioni liberali, diplomi ottenuti in fretta non possono tener luogo della maturità che è il frutto del tempo. Quindi il consiglio superiore, ripetendo un voto emesso in una delle precedenti sessioni, non esitò a dichiarare che gli aspiranti al baccellierato non dovrebbero presentarsi all'esame prima dei 18 anni. Nell'interesse appunto delle famiglie, le quali, dopo il non aver saputo resistere alle sollecitazioni d'una gioventù insofferente d'ogni giogo, hanno a deplorare le conseguenze funeste d'una emancipazione prematura, il governo adotta in massima questa condizione d'età pei candidati al baccellierato; ne proclama altamente la necessità; ma, siccome una tal quistione si connette alle considerazioni dell'ordine più elevato, e ad alcune disposizioni delle leggi anteriori, esso riclamerà, per condurre a fine una sì utile riforma, il concorso del Corpo legislativo. Egli è tuttavia in istato di regolare fin da oggi le condizioni scolastiche di quei gradi e di porle in armonia co' nuovi metodi d'insegnamento.

« Al presente il grado di bacelliere nelle lettere e nelle scienze non è in rapporto esatto nè coll'insegnamento letterario, nè coll'insegnamento scientifico de' licei, talchè l'insegnamento superiore, compimento necessario dell'insegnamento secondario, non vi si connette che in un modo imperfettissimo.

« Il baccellierato in lettere, limitato ad una specie di mnemotecnia, non riassume realmente gli studi classici, nè conferisce a coloro che ottengono il diploma se non un brevetto quasi privo d'ogni valore letterario. Siccome ebbesi la pretensione d'imporlo agli studenti delle facoltà delle scienze, delle facoltà di medicina e delle scuole di farmacia, vale a dire a giovani i quali non ne hanno bisogno alcuno, o non hanno vocazione per le lettere, si dovè fare di tal prova una vana formalità, a gran detrimento dei veri studi classici che non hanno più sanzione.

« Il baccellierato in lettere dev'essere l'autentica testimonianza d'una coltura intellettuale sufficientemente sviluppata, ed a questa condizione soltanto sarà una vera preparazione all'insegnamento delle facoltà delle lettere, delle facoltà di legge e di teologia, pel quale d'altra parte è indispensabile. Donde ne viene la necessità di esigere dai candidati a questo primo grado, non più un lavoro di memoria e una preparazione meramente artificiale, ma la giustificazione delle cognizioni lentamente e metodicamente acquistate.

« Se la prova del baccellierato in lettere, a norma dei regolamenti attualmente in vigore, è molto al disopra del giusto livello degli studi classici, quella del baccellierato in scienze oltrepassa certamente lo scopo.

« Vi sono oggidì due baccellierati in scienze; l'uno per le scienze matematiche, l'altro per le scienze fisiche e naturali. È questo un imporre, appunto sull'ingresso delle facoltà dell'ordine scientifico, la specialità delle cognizioni, ed esigere troppo da ogni genere di candidati, per un primo grado il quale non dovrebb'essere che una prova d'attitudine generale allo studio delle scienze matematiche, fisiche e naturali, della medicina e della farmacia. Le vocazioni si manifestano in appresso, e si determinano col conseguire una delle tre licenziature in scienze, il diploma di dottore in medicina, di farmacista o d'ufficiale di sanità.

« Per questa considerazione, il decreto non istituisce che un solo baccellierato in scienze, e riporta all'esame delle tre licenziature in scienze matematiche, in scienze fisiche e scienze naturali, che rimangono distinte, le parti più elevate delle matematiche, della fisica, della chimica e della storia naturale, introdotte nella prima prova.

« Il baccellierato in scienze sarà d'ora innanzi la sanzione degli studi scientifici secondarii, come il baccellierato in lettere è la sanzione degli studi letterarii dello stesso grado; è questa una

---

dei chimici; consta non d'altro che di una soluzione alcoolica di un composto eterео detto *etere valeramilico*, composto in cui sta combinato l'acido valerianico (acido che si estrae dalla radice della valeriana) coll'etere amilico, come nell'etere acetamilico sta consociato l'acido acetico col medesimo etere amilico.

Per conseguirlo si pone a distillare una mescolanza di olio di pomi di terra con acido solforico e con bicromato di potassa (cromato rosso di potassa). Se ne ricava uno stillato, che sa fortemente di pomi infracidiți: si ridistilla con lunga soluzione di potassa (pietra a cauterio), ed il nuovo stillato, dopo questa purificazione, prese l'aroma della mela, che diventa molto savore quando si diluisce con 6 misure di spirito di vino rettificato. Si adopera in usi somiglianti a quelli dell'aroma di pera.

Anche l'aroma del Cognac fu messo in mostra nella Esposizione di Londra. I chinici ne fecero l'analisi, ne cercarono la composizione, e trovarono essere un etere derivante dall'alcoole amilico od olio di pomi di terra, ma non n'ebbero in loro mano tale abbondanza da poterne conoscere pienamente la composizione. Tuttavolta con questi dati si può a sufficienza tentare indagini, d'onde tornerebbe agevole di procacciarsi l'aroma del Cognac.

L'aroma dell'ananasso è l'etere butirrico dilungato nello spirito di vino.

Altri aromi, dato questo primo impulso, verranno senza fallo scoperti ed usati per la preparazione di liquori spiritosi, di acque, saponi e manteche odorifere, e per altre somiglianti composizioni, di guisa che fra brevi anni l'arte dei profumi artifiziali s'innalzerà rivale a fronte di quella dei profemi naturali. Sostanze che ora si disperdono come inutili o sgradevoli, saranno raccolte e trasformate in profittevoli e deliziose, e spaziando largamente, col soccorso della chimica, nel campo sterminato delle invenzioni, si troveranno molti principii odorosi, ignoti, diversii ed anche più squisiti di quelli che fino ad ora conoscemmo.

Il Bussy estrasse, non sono molti mesi, dall'olio di riccino distillato con soluzione concentratissima di potassa, un liquido volatile, di odore gradito ed aromatico, somigliante per varie qualità alle essenze. Questo liquido è un alcoole, ossia un analogo dello spirito di vino, che può consociarsi coll'acido acetico ovvero coll'acido cloridrico (acido del sale marino od acido muriatico) e produrne eteri di soavissimo olezzo. E di questi la profumeria non saprà trar vantaggio quanto prima? L'olio di riccino, non costoso di troppo, non disagevole da aversi, quanta copia e facilmente non ne potrà fornire?

Insomma è prezzo dell'opera che i nostri farmacisti, i nostri fabbricanti di profumi si volgano a questo campo novello e quasi vergine di belli e lucrosi trovati. Non lascino che ci vengano di Francia e d'Inghilterra cose che possiamo procurarci da noi. Studino, cerchino, cimentino, insomma s'ingegnino: qui abbiamo opificio del gas per trarne la benzina; qui olio di riccino; di fuori si può a buon mercato trarre l'olio dei pomi di terra, che fu trascurato fin qui al punto, da arderlo come un grasso comune; se non abbonda il burro, si può preparare artificialmente l'acido di esso (l'acido butirrico) d'onde si viene alla composizione dell'etere butirrico. E poi, cominciata la strada, si seguita innanzi, giacchè di cosa nasce cosa (2).

F.

(1) *Vedi per la preparazione della* nitrobenzina *anche* l'Appendice *della* Gazzetta *dell'8 corrente.*

(2) *Chi amasse di conoscere in qual modo si prepari l'acido butirrico artificiale, può consultare* i Principii elementari di chimica organica di Francesco Selmi, *pag.* 365, 366.

ORARIO DELLA PARTENZA DE' CONVOGLI DELLE STRADE FERRATE

A cominciare dal giorno 15 aprile 1852.

CORSE DA TORINO AD ARQUATA

Stazioni di partenza	ORE ant.	ant.	pom	pom
Torino	6 »	9 50	2 15	4 50
Moncalieri	6 44	10 »	2 29	4 44
Cambiano	6 37	10 17	2 42	4 57
Pessione	6 53	10 28	2 53	5 8
Valchiesa	6 47	10 37	3 2	5 17
Dusino	7 2	10 52	3 17	5 32
Villafranca	7 16	11 6	3 31	5 46
Baldichie.*	7 22	» »	» »	» »
S Damiano	7 27	11 17	3 42	5 57
Asti	7 45	11 35	3 58	6 15
Annone	7 57	11 47	4 12	6 27
Cerro **	8 2	» »	»	6 32
	pom.			
Felizzano	8 15	12 5	4 50	6 45
Solero	8 25	12 15	4 40	6 55
Alessandr.	8 41	12 31	4 56	7 11
Frugarolo	8 55	12 45	5 10	7 25
Novi	9 20	1 10	5 35	7 50
Serravalle	9 51	1 24	5 46	8 1
Arquata	9 40	1 50	5 55	8 10

CORSE DA ARQUATA A TORINO

Stazioni di partenza	ORE ant.	ant.	ant.	pom
Arquata	3 40	7 5	11 5	4 50
Serravalle	3 48	7 13	11 13	4 58
Novi	4 1	7 26	11 26	5 11
Frugarolo	4 16	7 41	11 41	5 26
Alessandr.	4 34	7 59	11 59	5 24
			pom.	
Solero	4 46	8 11	12 11	5 36
Felizzano	4 57	8 22	12 22	5 47
Cerro **	» »	8 32	» »	5 57
Annone	5 14	8 39	12 39	6 4
Asti	5 33	8 58	12 58	6 23
S.Damiano	5 44	9 9	1 9	6 34
Baldichie.*	» »	» »	1 15	» »
Villafranca	5 56	9 21	1 21	6 46
Dusino	6 11	9 36	1 36	7 1
Valchiesa	6 24	9 49	1 49	7 14
Pessione	6 33	9 58	1 58	7 23
Cambiano	6 42	10 7	2 7	7 32
Moncalieri	6 35	10 20	2 20	7 45
A Torino	7 7	10 52	2 52	7 57

* A Baldichieri si fermano tutti i mercoledì il primo convoglio diretto ad Arquata ed il penultimo convoglio diretto a Torino.

** A Cerro si fermano tutti i lunedì l'ultimo convoglio diretto a Torino, e tutti i mercoledì il 2° convoglio diretto a Torino e l'ultimo diretto ad Arquata.

prova analoga ma indipendente dalla prima: perocchè, se è dato a qualche ingegno privilegiato di farsi eccellente nelle scienze e nelle lettere ad un tempo, sarebbe ch'mera il voler imporre agli intelletti ordinarii, che sono i più, l'obbligo di menar di fronte gli studii scientifici e gli studii letterarii.

« Una seconda riforma non meno necessaria consiste nell'assoggettare gli studenti delle facoltà ad un lavoro regolare ed obbligatorio. Essi non devono ottenere se non che con isforzi continui i gradi accademici a cui aspirano. L'assiduità ai corsi che lo Stato apre loro si liberalmente è uno de' loro primi doveri. In lotta colle passioni della gioventù, essi han forse maggior bisogno che i fanciulli dei nostri licei della disciplina del lavoro. Un lavoro costante e lo scambio benevolo di sentimenti e d'idee che naturalmente si stabilisce fra un professore ed un uditorio assiduo li preserveranno dalle seduzioni che li circondano.

«Le abitudini di dissipazione troppo ordinarie nelle grandi città non trovano che una barriera impotente nella strana facilità degli attuali regolamenti. È necessario modificarli con una formale prescrizione. Le facoltà dei varii ordini avranno pertanto il loro uditorio obbligato; e a questo uditorio di buona intenzione s'indirizzerà massimamente il professore. Quando una gioventù studiosa si affollerà dintorno alla sua cattedra, per raccogliervi un insegnamento utile e pratico, sarà egli mai tentato di ricorrere ai vani prestigi d'una eloquenza teatrale, o, che sarebbe cosa anche più biasimevole, di ridestar la curiosità con un appello alle passioni? Questi tristi mezzi possono riuscire innanzi a uditori oziosi e svogliati; ma non avrebbero il minimo buon successo tra giovani studenti esclusivamente preoccupati dello scopo che si propongono di conseguire. Il programma del professore è antic patamente tracciato: gli è impossibile allontanarsene. A tal modo, per la forza delle cose, l'insegnamento superiore prenderà un carattere più preciso e più utile, senza nulla perdere dell'antico suo splendore, ecc.»

INGHILTERRA

Londra, 10 *aprile*. Si legge nel *Morning-Herald*:

La regina, in occasione della settimana di Pasqua, ha fatto distribuire le sue largizioni ai poveri di Windsor. L'altro ieri (8) sessantasei vecchi ricevettero nuove largizioni dalla parte della famiglia reale.

— Scrivono da Dublino che il sig. Cullen, nominato testè arcivescovo cattolico della capitale dell'Irlanda, sta per ricevere dal Santo Padre il cappello di cardinale e il titolo di legato.

— Si legge nel *Sun*:

La *Gazzetta di Londra* ha pubblicato un proclama della regina col quale si autorizza che sia messa in circolazione una nuova moneta sotto il titolo di un fiorino, decimo d'una lira sterlina; vale a dire 2 fr. 50 c. Già di queste monete ne furono coniate molte alla zecca: esse saranno ricevute come numerario corrente e legale del regno-unito della Gran-Bretagna e dell'Irlanda.

ALEMAGNA

Austria. La maggior parte dei giornali tedeschi assicura, che la morte del principe di Schwarzenberg nulla immuterà nella politica interna ed estera del gabinetto di Vienna. Il *Journal de Francfort* soggiunge che il barone di Werner, il quale ora dirige ad *interim* il dicastero degli affari esteri, annunziasse a tutte le missioni imperiali, con dispaccio circolare del 6 aprile, che la politica interna ed esterna del gabinetto austriaco non subirebbe alcun cangiamento, e così anche riguardo alla politica commerciale.

Prussia. Da un articolo della *Gazzetta universale d'Augusta* sull'*Alemagna meridionale*, e sulle *conferenze doganali di Berlino*, ricaviamo che l'entrata netta dello Zollverein, diffalcate le spese, per gli anni qui sotto indicati, ammontò alle seguenti somme:

Nell'anno	1845	talleri	24,910,545
»	1846	»	23,763,017
»	1847	»	24,755,196
»	1848	»	19,919,976
»	1849	»	20,868,530
»	1850	»	19,626,788

Le entrate del primo semestre del 1851, paragonate a quelle del primo semestre dell'anno precedente, recarono un tenue aumento di 99,304 talleri. Questa successiva diminuzione degli introiti poteva, soggiunge il citato giornale, negli anni 1846 e 1848, attribuirsi a cagioni provenienti dall'estero, ma durò in seguito, ristabilito che fu lo stato normale. Ogni Stato sentiva gli inconvenienti di tale condizione di cose, e desiderava di modificarla in modo che lo Zollverein divenisse altra cosa che non era; una lega cioè, di Stati sovrani per comune custodia dei confini, e pel riparto delle comuni entrate.

La *Gazzetta d'Augusta* prevede tre eventualità: 1. o lo Zollverein si scioglie, collegandosi la sua parte settentrionale allo Steuerverein, e la parte meridionale all'Austria; 2. o si rinnova lo Zollverein sulla base del trattato di settembre p. p. (conchiuso coll'Annover) senza l'Austria; 3. o finalmente lo Zollverein abbraccierà lo Steuerverein, e l'Austria insieme.

Quanto ad una quarta eventualità che, cioè, si annullasse il trattato di settembre, e che la Prussia, voglia o non voglia, si trovi costretta ad unirsi all'Austria, è riguardata come inverosimile, perchè la Prussia farà allo Steuerverein tutte le concessioni possibili prima di consentire, separatamente, ed a discrezione, alle condizioni poste dall'Austria e da'suoi alleati.

Se i partigiani del libero cambio, ed i protezionisti tendano alla divisione o all'unità, è ora inopportuno il disputare; niuno può in questo momento presentire come sia per accostarsi all'unità il vasto territorio di settanta milioni di abitanti. Ove una strada ferrata percorra tutto quel territorio, anche l'economista più perspicace non può calcolare quanto cresciuti saranno i trasporti di persone e di oggetti.

E l'unione che si va immaginando, e donde sorgerebbe un immenso territorio dal mare del nord fino a Trieste, ed alla Liguria, non conferirà essa maggiormente al libero cambio, che al protezionismo? Coll'estendersi dei territorii doganali, non vanno forse successivamente abbassandosi le barriere dei dazi cosidetti protettori? Ove si pensi alle varie parti di un'immensa superficie che trovansi ravvicinate per opera di rapidi e perfetti mezzi di trasporto, ferrovie, che in linee parallele, dal sud al nord, dall'est all'ovest, scorrono, si vedrà che le varie industrie ivi soltanto troveranno alimento, dove esistono i loro naturali elementi, e che si spegneranno là, dove il difetto della natura veniva con artificiali spedienti (dazi protettori) medicato.

Il commercio libero, entro un vasto territorio doganale, fa sì, che l'industria artificiale cederà dappertutto il luogo alla naturale: solo il libero commercio manterrà le ricche e stabili industrie, le quali non mai abbisognano di una grande protezione speciale.

Le strade ferrate, i canali, le migliorate comunicazioni fluviali, i telegrafi, sono strumenti di libero cambio.

Il foglio d'Augusta domanda, se l'Alemagna meridionale, compresa la Sassonia, si staccherà dallo Zollverein e dall'Alemagna settentrionale, per rimanere soltanto unita coll'Austria?

Crede di no: infatti cinque linee di strade ferrate percorrono l'Alemagna dal sud (compresa l'Austria) al nord, e nemmen una dall'est all'ovest: al commercio tedesco la stessa direzione è additata dal Reno e dall'Elba; le mercanzie di cotone di Amburgo fino in Boemia, arrivano finanche nella Bassa Austria.

Per altra parte l'Austria poco ci guadagnerebbe a questa unione coi soli Stati meridionali, ove non vi si aggiungano il mare, ed i paesi del nord. Assai maggiori sarebbero anzi i sagrifizii che i vantaggi (sotto forma di un *praecipuum* assai malagevole a determinarsi) qualora il sud persistesse nel voler godere totalmente della rendita di prima. Se alcuni volessero (solo gli *arrabbiati* il vogliono) staccarsi dalla Prussia, solo per costringere quest' ultima a contrarre lega coll'Austria, s'ingannerebbero a gran partito.

Se la Prussia può stare separata dall'Alemagna meridionale per 12 mesi, potrà rimanerlo in seguito. Staccata una volta, staccata per sempre: se la Prussia non può stare senza gli Stati del sud, questi, alla lor volta, non possono stare senza la Prussia e senza il nord, non che 12, ma neppure sei mesi.

Per altra parte vanno errati assai que' fabbricanti ed industriali austriaci, i quali avessero timore della concorrenza dello Zollverein. Questo è ancora un effetto dell'antico sistema proibitivo, ormai morto e seppellito. L'Austria, nell'anno scorso, ha esportato oggetti fabbricati, soltanto per 7,400,400 fiorini, fra cui, 757,300 fior. in libri e scritti di musica, non più del 4 p. c. del totale delle importazioni; mentre il valore degli oggetti fabbricati, che si esportarono, ammontano al 37 p. c. del totale delle esportazioni.

Qualora gli Stati meridionali si separassero da quelli del Nord, sia pure per sei mesi o per dodici, o pec qualunque intervallo di tempo, la maggior parte delle industrie di quegli Stati si estinguerebbero subitamente.

Würtemberg. Scrivono da Stoccarda in data 4 aprile:

Il ricevimento fatto ieri ai nostri augusti ospiti, i due granduchi di Russia, fu splendidissimo. Il principe reale e la sua consorte li avevano accompagnati da Elm, dove essi non poterono esaminare le opere di fortificazione, come avevano intenzione di fare a cagione del cattivissimo tempo. Il grande scudiere Taubenheim andò a riceverli con quattro carrozze della corte alla stazione della strada ferrata; ed essi furono ricevuti da S. M. il re, attorniato da tutta la sua corte, al palazzo. Quindi i due principi fecero visita a tutti i membri della reale famiglia.

Andaron pure a render visita all'inviato di Russia; il primogenito vestiva la divisa di un reggimento di Ulani della Guardia; ed il più giovane indossava l'antico uniforme della guardia di Preobraschenski.

Gli ufficiali virtemburghesi, posti al seguito delle loro persone sono il conte Degenfeld, aiutante di campo del re; ed il luogotenente in primo sig. Valois. V'ebbe oggi gran banchetto in occasione del quale furono presentati agli augusti ospiti i generali ed i ministri. Nella sera del lunedì di Pasqua si rappresenterà in loro onore l'opera: *Il vecchio della montagna*, nella sala dello spettacolo brillantemente illuminata.

ULTIME NOTIZIE

Francia. *Parigi*, 12 *aprile*. La commissione incaricata di esaminare il progetto di legge sulla rifusione delle monete oggi tenne seduta. Si assicura che i membri del consiglio di Stato, incaricati di sostenere il progetto di legge innanzi al Corpo legislativo, si sono recati nel seno della commissione per presentare le loro osservazioni intorno alle modificazioni che essa intenderebbe, dicesi, di proporre all'assemblea. Il sig. Devinck ha l'incarico di fare il rapporto.

Il Corpo legislativo si riunirà domani in seduta pubblica per una comunicazione del governo. Pare che questa comunicazione sia un progetto di legge preparato dal consiglio di Stato, e che il messaggio del presidente non sarà mandato se non fra alcuni giorni al Corpo legislativo.

— Si annunzia che la legge comunale sarà presentata al Corpo legislativo in una delle prime sedute della settimana prossima.

Questa legge importante fu il subbietto di parecchie deliberazioni del consiglio di Stato.

— Leggesi nel *Bulletin de Paris*:

L'impero pacifico, vale a dire le istituzioni monarchiche imperiali senza quelle terribili preoccupazioni della guerra che le avevano fatte deviare dal loro scopo; l'impero colla pace, è il più bello, il più grande, il più utile governo che possa la Francia possedere; è quello ch'essa abbandonò a malincuore sotto il peso dell'invasione straniera, è quello ch'essa desidera, è quello che si adatta a' suoi gusti, a' suoi istinti, a'suoi bisogni; è nel corso logico degli avvenimenti.

Questo è il governo ch'essa già tiene per metà, e lo avrà certamente intiero e compiuto entro un tempo che si può calcolare senza prefiggerlo aritmeticamente. Noi lo aspettiamo dal 10 dicembre 1848 in poi; esso verrà, qualunque ne sia la causa determinante.

L'impero pacifico, l'impero senza i suoi pericoli e i suoi gloriosi inconvenienti, compirebbe in questo momento tutti i voti delle popolazioni, assicurerebbe loro la calma e la prosperità colla stabilità definitiva. Esse vogliono ad ogni costo un tale impero pacifico.

— Stamane il presidente della repubblica passò a rassegna nel gran cortile delle Tuilerie la fanteria di linea e leggiera col 3° dei cacciatori di Vincennes, e una compagnia del Genio, il 7° d'artiglieria con mortai da bombe e obici, il 6° di lancieri venuto da Chartres, e il reggimento di cacciatori a cavallo venuto da Beauvais. Indi fece una distribuzione di medaglie d'onore, di croci e di altre ricompense.

Spagna. *Madrid*, 7 *aprile*. I ministri d'Austria e di Prussia sono partiti per Toledo, e lord Howden, ministro di S. M. B., per Siviglia.

Non tarderanno ad essere scambiate le ratifiche di un trattato postale fra l'Austria e la Spagna.

I direttori dei giornali di Madrid si sono radunati per concertarsi sulla condotta da tenersi dopo la nuova ordinanza sulla stampa. Furono sequestrati *El Heraldo*, *la Nacion*, *la Epoca*, *El Observador*, *El Clamor publico*.

Alemagna. *Berlino*, 9 *aprile*. La conferenza doganale si aprirà il 11 del corrente mese al ministero delle finanze. La Prussia sarà rappresentata dal direttore generale delle contribuzioni, sig. Pommer-Esche, dal consigliere di legazione Philippsborn, e dal consigliere di reggenza Delbrach. Non sono ancora noti i rappresentanti degli altri Stati.

— Al 1° di maggio si effettuerà la traslazione della marina a Svinemunda.

— S. M. I. l'imperatore di Russia è aspettato in Berlino il 1° di maggio.

— *Oldenburgo*. Il *Bollettino delle leggi* pubblica la legge, votata dagli Stati, che sopprime i fedecommessi, il sistema feodale ed i beni patrimoniali.

Polonia. *Varsavia*, 4 *aprile*. S. E. il feld-maresciallo principe di Varsavia, è stato sollecitamente chiamato a Pietroburgo, ed è partito ieri alle 2 pom. per Newa-Stadt.

(*Hamburger Nachrichten*)

TEATRI

Due opere nuove per Torino apersero ne' nostri teatri musicali la stagione di primavera, il Gondoliere del maestro Chiaramonti e la Regina di Leone del maestro Villanis, entrambe applauditissime; la prima al *Teatro Nazionale*, la seconda al *Sutera*. I rispettivi maestri possono andar lieti dell'ottenuto successo e delle accoglienze avute dal pubblico.

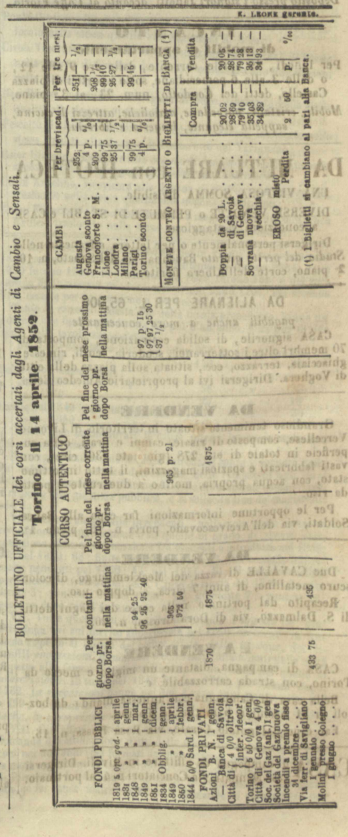
Il *Gondoliero*, già rappresentato a Genova, a Trieste, a Livorno è, quanto al soggetto, una delle solite favole de'romanzieri intorno alla Venezia dei Dogi; quanto allo stile musicale ci s'avvicina alla prima maniera del Verdi, e per alcune situazioni drammatiche ricorda il *Bravo* di Mercadante. Ricco d'strumentazione e di combinazioni armoniche, lascia qualche cosa a desiderare dal lato della melodia. Il prologo, che serba l'impronta misteriosa di un consiglio dei Dieci, la ballata popolare di Tiepolo, un andante dell'atto secondo, un coro, un duetto nel terzo ci parvero i punti più luminosi, meritevoli di particolar menzione e che valsero molti encomii e chiamate al maestro. Nè men degna di plauso fu trovata l'esecuzione affidata alla signora *Cuzzani*, che spiega un canto aggraziato ed ha de' felici momenti; al sig. *Miraglia*, tenore d'ottima voce e di bei modi, al sig. *Walter*, baritono che colorisce bene e s'investe con energia del personaggio che rappresenta. V'è anche un ballo, in quattro atti, di gusto classico, il *Trionfo d'Alamaro, re d'Egitto*, che in virtù del bravo suo protagonista sig. Segarelli, si fa perdonare il genere ormai rancido e disadatto alle tendenze del pubblico.

Il maestro Villanis, egregiamente conosciuto fra noi e fuor di noi, ci fa gustare le bellezze d'una musica briosa, da lui scritta e rappresentata con favore a Venezia, la *Regina di Leone*, ch'à tolta dalla nota commedia francese *Ne touches pas à la reine*.

Il signor Villanis ha preso ad imitare la maniera del Donizzetti seguita nella *Regina di Golconda*, nel *Don Pasquale* e in altri bellissimi lavori di quel fecondo ingegno. Il *quartetto* al buio ci parve di pregiata fattura, e lodevolmente eseguito dalla signora *Marinangeli*, dal buffo comico sig. *Cambiaggio* e dagli altri.

Lunedì al *Teatro Carignano* fece la sua prima comparsa il nuovo primo attore *Ernesto Rossi*, e seppe acquistarsi tosto le simpatie del pubblico. Infatti non si poteva interpretare con maggior verità quello strano e nobile carattere del *Conte Hermann*, nè comporre meglio la fisonomia e la persona di quello che abbia fatto questo giovane, che chiameresti già provetto nell'arte, tanta è la cura ch'egli pone nelle più minute particolarità, ciò che rivela in lui l'artista nel significato sublime della parola. Ci congratuliamo con la Compagnia reale, che nell'aggregare a sè un attore di tanto merito, ha incominciato ad attuare una di quelle riforme che il paese e la nazione le domandano, e che siamo certi, sarà per compiere degnamente.

Il *Conte di Monte Cristo*, più o meno splendido di tesori, invade, con le sue quattro parti e non so quanti quadri, le nostre scene dall'elegante *Teatro d'Angennes*, ai lontani *Circo Sales* e *Gerbino*.



CORSO NORMALE

SETA	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
GREGGIE	10—11		
	11—12		
	12—14	61	
	14—16		
	16—20		
ORGANZINI	20—21 75	35	
	21—22 74	50	
	22—23 73	50	
	23—24 73		
	24—25 72	50	
	25—26 72		
	26—27 71		
	27—28 70	50	
	28—30 70		
	30—32		
	32—35		
	35—40		
TRAME	20—22		
	22—24		
	24—26		
	26—28		
	28—30		
	30—33		
	33—36		
	36—40		

BORSA DI PARIGI *del 12 aprile.*

Il 4 1/2 0/0 aperto a 101, 10, chiude a 101, 50.
Il 3 0/0 aperto a 71, 75, chiude a 72, 40.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 50, chiude a 97.
Le azioni della Banca di Francia a 2780.

LEZIONI PARTICOLARI

di lingua e letteratura francese
e di aritmetica decimale
da un Sacerdote di Savoia Professore approvato.
Piazza Castello, casa Melano, n. 21, piano 4.°

SONNAMBULA che darà consultazioni per malattie, tutti i giorni, dalle ore 2 alle 4 pom., via dei Macelli, casa Dasani, 4° piano.

SEMENTE BACHI DA SETA

fatta per cura del Cav. AUDIFREDI, *in Cuneo.*

Deposito presso CATTANEO e PETITI, fabbricanti di stoffe in seta sull'angolo delle vie dell'Accademia delle Scienze e Finanze, piazza Carignano.

AVVISO

Il negozio JANETTI, accanto al Caffè Fiorio, ha testè ricevuto un grande assortimento di Canne di Francia e d'Inghilterra, il tutto in genere di novità.

CUOI CHIMICI *del sig.* **OULMAN**

I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d'ingrediente, dispensano dall'affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis.*

Deposito presso i signori Janetti, *accanto al Caffè Fiorio.*

INCANTO
di mobili d'appartamento

Per lunedì, 19 aprile corrente, dalle ore 9 alle 12, o dalle 3 alle 6 pomeridiane, sotto i portici di piazza Castello, detti del *Condotto*, num. 23, al 3.° piano,

Mobili, cristalli, porcellane, maioliche, attrezzi di cucina, cappella elegante, lingeria e libreria.

DA MUTUARE con IPOTECA

UNA VISTOSA SOMMA divisibile.

DIVERSE VENDITE o PERMUTE DI STABILI e CASE a condizioni vantaggiose.

Dirigersi personalmente o per lettera affrancata nello *Studio del perito giurato* Baudana, via del Senato, n. 10, 2° piano, corte dell'Albero fiorito.

DA ALIENARE PER L. 65,000

pagabili anche a more concertande

CASA signorile, di solida costruzione, composta di 70 membri oltre i sotterranei, scuderie, fenili, rimesse, ghiacciaia, terrazzo, ecc., situata sulla piazza della città di Voghera. Dirigersi ivi al proprietario Amedeo Cetta.

DA VENDERE

Grandioso tenimento situato in territorio di Livorno Vercellese, composto di risaie, campi e prati, della superficie in totale di ett. 278 (giornate 730) circa, con vasti fabbricati e spaziosi magazzini, il tutto in ottimo stato, con acqua propria, molino a due ruote e pesta da riso.

Per le opportune informazioni far capo alla Banca Soldati, via dell'Arcivescovado, porta n. 15, piano 1°.

DA VENDERE

Due CAVALLE di razza del Mecklemburgo, di color scuro metallino, di anni 7 circa, a doppio uso.

Recapito dal portinaio nella corte dei Bagni detti di S. Dalmazzo, via di Dora Grossa, n. 26.

DA VENDERE

CASA di campagna, distante un miglio e mezzo da Torino, con strada carrozzabile; e:

Bella casa di Campagna con annessa filanda da bozzoli di 31 bacini a 5 miglia da Torino.

Far capo dal notaio Cerale, via Rosa Rossa, n. 15.

CASA di campagna da affittare in Rivoli. Dirigersi casa Mannati, via Conciatori n. 4, al portinaio.

Torino — CUGINI POMBA e C. — Editori-Librai

MASSIMO BUON PREZZO

NUOVA BIBLIOTECA POPOLARE

OSSIA
RACCOLTA DI OPERE CLASSICHE ANTICHE E MODERNE
D'OGNI LETTERATURA

È pubblicato il vol. 10° contenente:

IL PRINCIPE
E
DISCORSI SOPRA LA PRIMA DECA DI TITO LIVIO
DI
NICCOLO' MACCHIAVELLI
preceduti dai giudizi di
UGO FOSCOLO E VINCENZO CUOCO
INTORNO ALL'AUTORE

DI PROSSIMA PUBBLICAZIONE

GANGANELLI (PAPA). Lettere, Bolle e Discorsi, 2 vol.
PELLICO (SILVIO). Opere, 3 volumi.
BOTTA (CARLO). Le due Storie d'Italia, 12 volumi, che riescirà la più bella e la più economica edizione di quante ne furono pubblicate fino al giorno d'oggi.
PORZIO (CAMILLO). Storia della congiura dei Baroni, la Storia d'Italia, dell'anno 1547 e la Relazione del Regno di Napoli, con note di GIORDANI, AMBROSOLI e SCARABELLI; per cui crediamo riuscirà anche questa nostra edizione come prototipa per l'esattezza della correzione e per essere a cura dei medesimi ricondotta alla sua vera lezione.

E quasi ultimata la ristampa dello *SCHILLER, Storia della Guerra de' Trent'anni*, che in meno di un mese fu esaurito.

TRATTATO POPOLARE
DELLA
FISICA DEL GLOBO
A. CIMA

Un volumetto, prezzo L. 1. 50.

NUOVI
ELEMENTI DI GEOGRAFIA
SAGGIO
D'UNA DESCRIZIONE GENERALE
DELLA TERRA
DI
ADRIANO BALBI ED EUGENIO BALBI

Seconda edizione, sola approvata dagli autori.
Un volume con carte geografiche, L. 7 50
Senza carte » 6 »

OPERE VARIE
DI
ANTONIO ROSMINI SERBATI
PRETE ROVERETANO
Volume II.°

NUOVO SAGGIO
SULL'
ORIGINE DELLE IDEE
Vol. I.

Edizione quinta, riveduta dall'autore.
Prezzo L. 5 50.

Presso **GIUSEPPE VERGNANO**
Negoziante, Dora Grossa, vicino a piazza Castello, Torino,
Trovasi la solita SEMENZA di Bachi da seta 1ª qualità, del Monte Brianza.

Plus de FEU aux Chevaux !

(25 ans des succès).

Le Liniment Boyer, remplaçant le feu, sans laisser des traces de son emploi, guérit d'une manière sûre et prompte les boiteries récentes ou anciennes, les entorses, foulures, écarts, molettes, faiblesse de jambes, etc. — Dépôt à Turin, chez M.r Marzuchetti, pharmacien, rue St-François, num. 13.

GIORNALI DA RIMETTERE

La Nation de Bruxelles, Il Siècle, Il Journal des Débats ed il Risorgimento. Recapito al Caffè Barone.

DA VENDERE OD AFFITTARE

Grandioso fabbricato civile e rustico, in stile gotico, sulla periferia di Revello, presso Saluzzo, circondato da giardino, e prato, il tutto cinto di muro, provvisto d'acqua propria e perenne. — Far capo in Torino dal notaio Trucchi, via S. Teresa, n. 23, piano 1°, ed in Revello dal farmacista Boncilli.

DA VENDERE IN REVELLO

Grande assortimento di piante esotiche, a modico prezzo. Far capo dal giardiniere Giuseppe Giordana.

DA AFFITTARE

CASINO nel nuovo Borgo di S. Salvario. — Dirigersi al notaio Turvano, via di S. Teresa, num. 10.

Il sottoscritto avendo rinvenuto i due marenghi d'oro, i quali credeva smarriti nell'Albergo della Trotta in Fossano, attesta non averne colpa le persone ivi addette, epperciò fa la presente dichiarazione.

ANTONIO DEFILIPPI.

DA VENDERE

CASA civile di campagna, composta di 7 camere, tra grandi e piccole, in parte arredate, ed alcune camere per uso rurale, cantina e caso da terra; più giardino e ripe della superficie di are 12 (tavole 31, 5), posta a miglia 4 da Torino, verso Testona, oltrepassata la villegiatura Casa del Rifugio; proprii, detti casa e giardino, del signor don Anselmetti, e già dell'ora fu dottor Rossi. Dirigersi colà a Giuseppe Crosetto, ed in Torino al signor Viretti via della Provvidenza n. 14.

DA VENDERE: Una bella Campagna, poco distante dalla capitale, in aggradevole e sana posizione, in buono stato, ed ampi fabbricati. — Dirigersi dal signor Zucola, lattaio avanti la chiesa di S. Tommaso.

DA VENDERE O DA AFFITTARE

Una TENUTA, situata nella provincia di Saluzzo, di ett. 114 (giorn. 300) circa tra campi e prati irrigui, boschi e pascoli, formanti due corpi di cascina simultenenti. — Per gli opportuni schiarimenti e condizioni dirigersi in Torino dal notaio Bertolotti, via di Dora Grossa, num. 2, piano 3°, a sinistra.

DA VENDERE

CORPO di CASA di cospicuo reddito, sito in Torino, via di San Francesco di Paola, formante parte del Ghetto nuovo. Per le indicazioni dirigersi via dei Conciatori, casa Mannati porta n. 1 1/2 dal portinaio.

Da affittare

annualmente o per istagione

Elegante villa signorilmente arredata, con Oratorio interno, bagno, bigliardo ed altri accessorii di comodo e di lusso, con giardino, serra, scuderia e rimessa, situata in vicinanza di Moncalieri, a pien meriggio, con ampia veduta circoscritta dal cerchio delle alpi.

Dirigersi in Moncalieri al sig Giovanni Ceresole, colorista, al suo negozio, contrada S. Croce, casa propria.

DA AFFITTARE per il 1° luglio prossimo dieci membri al 1° piano, via delle Figlie de' Militari n. 13.

NOTA

Con iscrittura del 1° aprile 1852, venne risolta la società esistente in Torino fra li signori Secondo Castellazzo, ed Innocenzo Degaudenzi, sotto la ditta Castellazzo e Degaudenzi, e venne affidata al signor Castellazzo la liquidazione della società stessa.

Torino, il 14 aprile 1852.

Con iscrittura del 1° aprile 1852, li signori Castellazzo Secondo e Garetti Antonio, hanno contratto società per l'esercizio della Tipografia in Torino, sotto la Ditta Castellazzo e Garetti.

Torino, il 14 aprile 1852.

NOTA

L'Istituto delle Rosine, con atto d'oggi, passato alla Segreteria di questo Tribunale di prima cognizione, ha accettato col beneficio dell'inventario l'eredità deferta all'Istituto delle Rosine di Chieri, dall'ora fu Anna Maria Pesni, già ivi ricoverata, con suo testamento del 5 aprile 1845, rogato Vergnano.

Torino, il 10 aprile 1852.

Gilardi sost. segr.

NOTA

Con decreto del R. tribunale di prima cognizione in Torino sedente, in data 1° aprile corrente, fu fissata l'udienza, che sarà da esso tenuta il mattino del 3 maggio prossimo, pel secondo incanto e definitivo deliberamento delli stabili cadenti in subastazione, ad instanza di Giuseppa Miniotti, vedova Grandis, anche come madre e tutrice delli minori suoi figli Gioanni Giuseppe e Giuseppe Antonio, residente a Moncalieri, ammessa al beneficio de' poveri, contro il sig. misuratore Giuseppe Grassis, dimorante a Rivoli, situati tali beni sul territorio di Rosta, e descritti nel bando venale 15 novembre 1851.

Tale incanto verrà aperto sul prezzo di L. 5,000 dalla instante offerto.

Torino, il 12 aprile 1852.

Margaria sost. proc. de' poveri.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Oreste.* (Tragedia)
D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Gabrielle.*
NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: *Il Gondoliero*, musica del maestro Chiaramonti — Con ballo: *Il trionfo di Atamaro re d'Egitto*, del coreografo Piccoli Giovanni.
SUTERA (ore 7 1/2) Opera buffa: *La Regina di Leone*, del maestro Villanis.
GERBINO (ore 7 1/2) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Il Conte di Monte-Cristo.* (Moncerff.)
CIRCO SALES a porta palazzo (ore 8) La Comp. Tassani recita: *Carlotta Corday.*
DIURNO vicino alla Cittadella (ore 8 1/2) Comp. Billi recita: *Maria Giovanna.*

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

GAZZETTA PIEMONTESE

N° 92 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

VENERDI' 16 APRILE

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Cibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	» 25	» 13
Per l'Estero	» 80	36	18

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza dell'8 corrente mese, ha fatte le seguenti nomine, ed approvate le seguenti disposizioni nel personale dell'Amministrazione delle Gabelle:

Gallizio Francesco, segretario di prima classe nell'Azienda generale, nominato ricevitore principale, e destinato all'ufficio centrale del dazio in Torino;

Vignolo Gio. Batt., sotto-segretario di prima classe nell'Azienda generale, promosso a segretario di seconda classe nella stessa Azienda;

Scolaro Michele, ricevitore principale delle dogane a S. Remo, nominato banchiere de' sali, magazziniere dei tabacchi, e destinato a Tortona;

Guilliery Luigi Felice, ricevitore del dazio di consumo a porta di Po in Torino, nominato ricevitore principale delle dogane, e destinato a S. Remo;

Guaschi Pietro, veditore alla dogana di Levanto, nominato banchiere de' sali, magazziniere dei tabacchi, e destinato ad Exilles;

Fontana Pietro Vincenzo, ricevitore principale del dazio di consumo in Torino, nominato commissario ai depositi, e destinato alla dogana di Torino;

Sorrentino Carlo, scrivano nell'Azienda generale, nominato sotto-segretario di terza classe nello stesso ufficio;

Regis Francesco, commesso alle spedizioni nella dogana d'Intra, nominato scrivano, e destinato all'ufficio di direzione in Novara;

Pecco Giuseppe Domenico, ricevitore alla dogana di Feriolo, nominato commesso alle spedizioni, e destinato alla dogana di Intra;

Vigliani Gio. Battista, volontario presso la direzione di Novara, nominato ricevitore, e destinato alla dogana di Feriolo;

Viglierchio Valentino, ricevitore alla dogana di S. Remy, nominato sotto-segretario di terza classe nell'Azienda generale;

Picchio Ferdinando, veditore alla dogana di S. Stefano di Magra, nominato ricevitore, e destinato alla dogana di Portalbera;

Repetto Gio. Batt., già veditore alla dogana di S. Stefano d'Aveto, nuovamente nominato a veditore, e destinato alla dogana di S. Stefano di Magra;

Vaccaneo Domenico, commesso alle liquidazioni nella dogana di Genova, nominato veditore, e destinato alla dogana di Porto Maurizio;

Dapozzo Giacomo, ricevitore alla dogana di Castelnuovo, nominato commesso, e destinato alla registrazione dei giornali di bordo nella dogana di Genova;

Aimetti Carlo, volontario presso la direzione di Cagliari, nominato ricevitore, e destinato alla dogana di Castelnuovo;

Parodi Ignazio, commesso alle spedizioni nella dogana di Genova, nominato ricevitore, e destinato alla dogana di Portovenere;

Rossi Cristoforo, ricevitore alla dogana di Ceriale, nominato commesso alle spedizioni, e destinato alla dogana di Genova;

Chiesa Mario, volontario presso la direzione di Nizza, nominato ricevitore, e destinato alla dogana di Dego;

Conti Domenico, ricevitore alla dogana di Varignano, nominato commesso, e destinato al riscontro delle bollette alla porta della dogana di Genova;

Crivelli Clemente, volontario presso la manifattura dei tabacchi in Torino, nominato ricevitore, e destinato alla dogana di Varese;

Chiama Pietro, volontario presso la direzione di Ciamberi, nominato veditore e destinato alla dogana di Evian;

Ansaldi Angelo, commesso alla bilancia del commercio nella dogana di Genova, nominato ricevitore e destinato all'ufficio delle minute e al Ponte Reale nella stessa città;

Decosmi Gio. Battista, ricevitore alle minute al Ponte Reale in Genova, nominato commesso alla bilancia del commercio e destinato alla dogana della stessa città;

Ravenna Bartolomeo Felice, veditore alla dogana di Diano, nominato commesso alle spedizioni e destinato alla dogana di S. Pier d'Arena;

Astengo Giulio Domenico, commesso alle spedizioni nella dogana di S. Pier d'Arena, nominato veditore e destinato alla dogana di Diano;

Picolli Francesco, commissario per le brigate ad Evian, nominato veditore e destinato alla dogana di Etrambières;

Chevalier Michele, commesso ambulante nella zona di S. Giuliano, nominato commissario per le brigate e destinato ad Evian;

Verboux Michele, brigadiere nel Corpo dei preposti a Ciamberi, nominato commesso ambulante e destinato alla zona di S. Giuliano;

Comte Gio. Maria, ricevitore alla dogana di Beauregard, nominato commesso alle spedizioni e destinato alla dogana di Chable;

Pacot Gio. Battista, volontario presso la direzione di Ciamberi, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Beauregard;

Elia Michele, banchiere dei sali e magazziniere dei tabacchi a Sestri Levante, nominato ricevitore e destinato all'ufficio del dazio di consumo a Porta di Po in Torino;

Caire Lodovico, commesso alle spedizioni nella dogana di Cuneo, nominato veditore e destinato alla dogana di Levanto;

Bessi Felice, assistente al banco dei sali in Torino, nominato commesso alle spedizioni e destinato all'ufficio del dazio di consumo a Porta Nuova nella stessa città;

Fontana Carlo, volontario presso l'Azienda generale, nominato assistente e destinato al banco dei sali in Torino;

Kolp Aristo, commesso alle spedizioni nella dogana di S. Martin Ticino, nominato veditore e confermato nella stessa dogana;

Orighetti Giuseppe, ricevitore alla dogana di Trecate, nominato commesso alle spedizioni e destinato alla dogana di S. Martin Ticino;

Bensa Giuseppe, veditore alla dogana di Porto Vigevano, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Trecate;

Audiffredi Angelo, ricevitore alla dogana di Cameri, nominato veditore e destinato alla dogana di Porto Vigevano;

Regesta Francesco, commesso alle spedizioni nella dogana di S. Martino Siccomario, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Cameri;

Demaria Felice, veditore alla dogana di Oleggio, nominato commesso alle spedizioni e destinato alla dogana di S. Martino Siccomario;

Bifignandi Domenico, commesso alle spedizioni alla dogana di Cannobbio, nominato veditore e destinato alla dogana di Oleggio;

Vaccaneo Paolo, volontario presso la direzione delle dogane in Genova, nominato commesso alle spedizioni e destinato alla dogana di Cannobbio;

Melanotte Natale, volontario presso l'azienda generale, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Chevrier;

Pizzurra Raffaele, volontario presso la direzione di Nizza, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Pontvieux;

Demaria Enrico, volontario alla direzione di Novara, nominato veditore e destinato alla dogana di Locum;

Berthet Antonio, volontario presso la direzione di Ciamberi, nominato ricevitore e destinato alla dogana di S. Sorlin;

Capuzzo Bartolomeo, volontario presso la direzione di Voghera, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Notre Dame d'Abondance;

Rocca Efisio, volontario presso la direzione di Nizza, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Revalvegezzo;

Tosco Francesco, scrivano presso la direzione di Novara, nominato commesso alle spedizioni, e destinato all'ufficio del dazio di consumo a Porta di Po, in Torino;

Camasio Pietro Emilio, veditore alla dogana di Pallanza, nominato scrivano e destinato all'ufficio di direzione in Novara;

Fassio Luciano, volontario presso la direzione di Novara, nominato veditore e destinato alla dogana di Pallanza;

Zoccola Giulio Giovanni Battista, brigadiere nel Corpo dei Preposti, nominato commissario per le brigate marittime, e destinato a Genova;

Vaghozzi Costanzo, ricevitore alla dogana di Bellinzago, nominato veditore e destinato alla dogana di S. Stefano d'Aveto;

Anfossi Giovanni Battista, operaio presso la manifattura dei Tabacchi a Torino, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Bellinzago;

Allamandola Pio, volontario presso la direzione di Torino, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Bousson;

Romagnoli Bartolomeo, volontario all'Azienda Generale, nominato ricevitore e destinato alla dogana di Valloires;

Lavassa Carlo, segretario di seconda classe all'Azienda Generale, promosso a segretario di prima classe, e confermato nello stesso ufficio;

Oxilia Felice, sotto-segretario di seconda classe all'Azienda Generale, promosso a sotto-segretario di prima classe, e confermato nello stesso ufficio;

Cosmi Alessandro, sotto segretario di terza classe nell'Azienda Generale, promosso a sotto-segretario di seconda classe, e confermato nello stesso ufficio;

Pacotti Giuseppe, scrivano presso la direzione di Novara, traslocato nella stessa qualità all'Azienda Generale;

Botto Giuseppe, sotto-segretario di terza classe all'Azienda Generale, promosso a sotto-segretario di seconda classe, è confermato nello stesso ufficio;

Ponte Giuseppe Biagio, ricevitore alla dogana di Portalbera, traslocato nella stessa qualità alla dogana di St-Rémy;

Civoli Vincenzo, commesso alla registrazione dei giornali di bordo nella dogana di Genova, destinato a commesso alle liquidazioni nella stessa dogana;

Nasi Pietro, ricevitore alla dogana di Dego, traslocato nella stessa qualità alla dogana di Ceriale;

Pescetto Michele, ricevitore alla dogana di Varese, traslocato nella stessa qualità alla dogana di Lazzaretto del Varignano;

Osier Giorgio, ricevitore alla dogana di Amphion, traslocato nella stessa qualità alla dogana di St-Pierre d'Entremont;

Cusin Antelmo, ricevitore alla dogana di St-Pierre-d'Entremont, traslocato nella stessa qualità alla dogana d'Amphion;

Gusni Francesco, banchiere dei sali e magazziniere dei tabacchi a Exilles, traslocato nella stessa qualità a Sestri Levante;

Appendice

STATISTICA GIUDIZIARIA
DEGLI STATI SARDI PER GLI ANNI 1849 E 1850.

VOLUME PRIMO.

(Giustizia civile e commerciale e contenzioso amministrativo)

Per cura del Ministero di Grazia e Giustizia uscì non è molto il primo volume della statistica giudiziaria affidata ad una Commissione presieduta dall' illustre conte Sclopis, e composta dei sigg. Capello, Pinchia, Vegezzi, Mucini relatore, e Alesso segretario, compiuta e presentata alla Maestà del Re nostro dal Ministro Guardasigilli, il 10 febbraio 1852. L'importanza massima di tal volume è già stata dimostrata da varii giornali, e sarà forse chiarita meglio in questa Gazzetta; ma perchè tali studii domandano uno schizzo anticipato delle diverse parti del volume stesso, questo schizzo mandiamo innanzi tabella per tabella, causa e rag one preparatoria alla intelligenza de' lettori.

Il volume ha XLV tabelle. Ventidue assegnate all' amministrazione della *giustizia civile*, cinque della *commerciale*, dieci del *contenzioso amministrativo*; il resto è dato a *materie diverse*: conflitti fra le autorità giudiziarie e le amministrative, arresti personali, vendite giudiziarie, provvisioni di curia romana, movimento di personale ecc., non dimenticata la *statistica notarile* nè l'*ipotecaria*, primi saggi questi due di importantissime cose a sapersi.

Base a questa nuova statistica sono il territorio, la popolazione, la rendita, il capitale ipotecario. Le cifre del territorio e della popolazione comprendono quello che spetta a Mentone e Roccabruna, perchè gli affari di questo mandamento si portano in appello al tribunale di prima cognizione in S. Remo; quindi anzichè segnare una superficie di chilometri quadrati 75311 47, ne segna 75456 92, e in vece di abitanti 4,916,084, ne dà 4,922,440. La cifra del contributo prediale, personale e mobiliare è tenuta in lire 43,988,875 58, l'ipotecaria in 154,727,624 06. Non conoscendosi la rendita fu rassegnata la contribuzione. Perchè il sunto o lo schizzo che diamo riesca facile a rincontrarsi nelle sue parti, distingueremo le tabelle secondo le categorie loro pertinenti.

GIUSTIZIA CIVILE.

Le prime tre riguardano il *magistrato di cassazione* istituito il 30 ottobre 1847, entrato in funzioni l'anno successivo. Nel 1849, sopra 400 sentenze definitive dei diversi appelli, furono di Savoia e di Piemonte ricorsi tre, di Nizza quattro, di Casale sette, di Genova tre un quarto: e nel 1850 Savoia cinque, Casale cinque e mezzo, Piemonte e Nizza tre e mezzo, Genova sette, Sardegna quattro: in questo 1850 i ricorsi superarono di un terzo il numero dei dati l'anno antecedente, ma sendo istituzione nuova non può ancora formarsi dalle conseguenze di queste cifre un criterio determinato.

I. I ricorsi presentati nel 1849 furono 91 / N'esistevano del 1848 17 } 108 In più nel 1850 numero 32
I presentati nel 1850 119 / N'esistevano del 1849 71 } 190

Il magistrato pronunziò 25 sentenze definitive nel 1849, nel successivo 62. Sottratti i recessi e le transazioni rimasero pendenti pel 1851 cause 117. Il numero de' provvedimenti de' magistrati d'appello impugnati fu maggiore a Casale e in Piemonte, minimo in Nizza: la durata di procedimento per un anno, 8 nel 1849, nel successivo 38; solo 5 e nel 1850 durarono oltre l'anno.

II. La classificazione dei giudizi secondo il loro oggetto dà un numero maggiore nelle violazioni di forme di procedimento nel 1849, di contratti in genere nel 1850, e in quest'anno istesso di violazione e di prescrizione.

III. De' provvedimenti speciali uno solo è indicato pel 1850 ed è in materia elettorale, dato dal magistrato di Genova, le decisioni degl'intendenti generali in materia di *capacità elettorale* essere appellabili; i maestri comunitativi essere ineleggibili.

Le dieci tavole successive appartengono ai magistrati d'appello.

IV. Le cause giudicate in grado d'appello furono 1596 nel 1849, e nel successivo 1668; rimaste pendenti nel primo anno 3548, nel secondo 3558; il resto cancellato per transazione o recesso; imperocchè

I ricorsi presentati nel 1849 furono 2158 / N'esistevano del 1848 3620 } 5778 In più nel 1850 numero 19
Presentati nel 1850 furono 2340 / N'esistevano del 1849 3548 } 5797

Nelle cause pendenti rimaste pel 1851 la Savoia ebbe 1198, il Piemonte 1056, Nizza 328, Genova 242, Casale 568, Sardegna 176. La maggior somma di ricorsi fra reietti e riparati fu dei tribunali di prima cognizione di Genova e Torino in ambo gli anni, crescente nel 1850 per Torino, decrescente per Genova: dopo loro, la maggior somma ebbero Casale e Vigevano, crescente il primo nel 1850, decrescente l'altro: la Savoia che era di un undecimo al disotto di Vigevano, ne la soverchia d'un terzo.

V. Le cause portate immediatamente avanti i magistrati nel 1849 comprese le esistenti precedentemente furono 1664, e nel 1850 furono 1599; le giudicate nel 1849 furono 551, e nel successivo 536; rimaste pendenti nel primo anno 1201, nel secondo 910, cessate per transazione o per recessi le altre.

Tanto le cause di questa che della tavola precedente hanno un numero che figura per durate da più d'un anno, e da più di due anni. Della tavola antecedente:

Nel 1849			
» 1850	»	152	» 56
Della tavola susseguente:			
Nel 1849	»	58	» 55
» 1850	»	29	» 18
Casale nel 1849 (della tavola anteced.)	234	»	30
» 1850	»	110	» 8

Genova non lasciò durare le cause oltre i tre mesi: meno una che corse sei mesi.

Il maggior numero delle cause introdotte sopra i numeri residui antichi, e il numero decrescente delle remissioni agli anni successivi, manifestano l'aumento delle transazioni commerciali, il rispetto alla giustizia pubblica, e la sollecitudine de' magistrati; così la

VI. ha cifre relative alle precedenti, nelle note sulle cause di rivocazione e supplicazione e su quelle in grado di rinvio dalla cassazione. Cause di rivocazione fra esistenti e introdotte nel 1849: 63; nel 1850: 63; finite nell'anno primo 25, nel secondo 32; rimaste pendenti pel 1850: 43; pel 1851: 51, il resto cancellate per recezioni, transazioni, ecc. Cause di rinvio del 1849: 9; giudicate 3; pendenti 6; del 1850: 25, giudicate 7; rimaste 18; nessuna durò più d'un anno.

VII. Tutte quelle cause distribuite secondo l'*oggetto de' giudizi* definitivi sul merito appariscono pel 1850 crescenti in numero rispetto al libro I del codice civile, *delle persone*, del libro III *successioni, donazioni e contratti*; diminuenti della metà rispetto alle *forme di procedimento*, di un terzo per quelle di *prescrizione*. In tutto pel 1849 furono 1740, per l'anno dopo, 1762. Le *successioni* hanno pei due diversi anni queste cifre 497 e 499; le *donazioni e i contratti* 958 e 984; i *privilegi, le ipoteche, le spropriazioni, le graduazioni* 190 e 186.

VIII. Gli affari personali cominciano dallo stato civile. Di 48 domande di rettificazione d'atti dello stato civile formati da parroci nei due anni (pei formati dai non parroci non ci fu domanda) la metà appartiene al magistrato di Casale, quasi un terzo a quello di Piemonte. La tabella continuando le serie annota che quantunque le cause matrimoniali e le domande di separazione dei

Scrimaglia Ernesto, commesso alle spedizioni all'ufficio del dazio di consumo a Porta Nuova in Torino, trasl ocato nella stessa qualità alla dogana di Cuneo;

Vagnozzi Antonio, ricevitore alla dogana di Revalvegezzo, traslocato nella stessa qualità alla dogana di Calatroni;

Serventi Leone, ricevitore alla dogana di Bousson, traslocato nella stessa qualità alla dogana di Ortonovo.

S. M., in udienza dell' 8 corrente mese, ha collocato a riposo Filiberto Clemente Gaillard, insinuatore a Ciamberi, e lo ha ammesso a far valere i propri titoli al conseguimento della pensione.

S. M., con elenco dello stesso giorno, ha nominato al posto di scrivano presso l'Azienda Generale di Finanze l'avvocato Tommaso Baruffo e l'avvocato Giuseppe Valerio, e con disposizioni Ministeriali del 12 corrente, i medesimi sono stati destinati ad esercitare le rispettive loro funzioni fra gli scrivani di seconda classe, in surrogazione degli scrivani cav. Enrico Giustiniani, ed Alcide Sangui netti, promossi, con disposizioni sotto la medesima data, alla prima classe.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 15 aprile.*

CAMERA D'AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Pel decesso recentemente avvenuto di uno degli Agenti di cambio e Sensali della Borsa di questa città, nel provvisorio stato in cui si è tuttora di applicazione della legge del 27 novembre 1847, secondo le prescrizioni della medesima e le susseguite ministeriali spiegazioni, si debbe senza ritardo addivenire nelle forme prescritte alla proposta per la nomina di un Mediatore di commercio che eserciti, non più cumulativamente le funzioni di Agente di cambio e di Sensale, ma solo e semplicemente quelle di Agente di cambio.

Quindi premurosa di compiere all'ufficio ad essa spettante,

La Camera notifica:

Che le domande degli aspiranti al posto di Agente di cambio per cui si ha da fare al Ministero la proposizione del candidato, saranno ricevute nella segreteria di essa Camera dal giorno di domani 24 del corrente sino a tutto il 22 di aprile prossimo perentoriamente dalle ore 9 del mattino alle 4 pomerid. nei giorni non festivi, e dalle 9 al mezzodì ne' giorni di festa.

Che l'aspirante su cui cadrà la scelta della Camera dovrà presentare i documenti giustificativi dei requisiti prescritti dagli articoli 3 e 4 del regolamento annesso alla Legge suddetta, dei quali documenti si debbe poi accompagnare la risultante proposta.

La presente notificazione rimarrà affissa per tutto il termine come avanti stabilito pel concorso nella segreteria della Camera, nella sala della Borsa, e sarà inserita nel Giornale ufficiale.

Torino, il 23 marzo 1852.

Per la R. Camera
Avv. G. FERRERO *segretario.*

LOMBARDO-VENETO

Si legge nel *Corr. del Lario* in data di Como 20 marzo:

Fra le rovine dell' antico castello di Musso, luogo abbastanza noto pel Falco della Rupe del sig. Bazzoni, fu scoperto non ha guari un frammento della faccia superiore di un cannone, che è lavoro dei tempi in cui s' incominciarono ad introdurre tali stromenti. Vi si osserva in rilievo l'arma degli Sforza ancora intatta. Essa è tutta di bronzo, e ad onta che da secoli sia fra questi ruderi, ha la superficie ben levigata.

SVIZZERA

BERNA, *15 aprile.* Scrivono alla *Gazette de Lausanne*:

L' agitazione suscitata nel cantone di Berna ha cominciato a produrre i suoi frutti. Già languiscono gli affari, le transazioni si ristringono al puro necessario, i capitali si nascondono, e tutti i lavori che non sono indispensabili, sono spiritualmente sospesi: tale è la natura delle cose; dacchè si fa sentire una crisi, i capitali spariscono per non ricomparire, se non quando torni la sicurezza.

Da due anni fino ad ora, gli affari avevano ripreso attività nel cantone di Berna, perchè si aveva fiducia nello avvenire.

---

coniugi si trattino avanti le curie ecclesiastiche, all'autorità civile comincia il popolo a portar le ragioni delle controversie che possono discendere da quelle cause: 52 ne trattarono il primo anno, 35 il secondo. Di 48 opposizioni ai matrimonii dei discendenti, 2 sole furono accettate e sono di Nizza e Genova, un solo ricorso di figlio di famiglia avvenne, e a Casale, e fu rigettato; pronunziati provvedimenti in Sassari 4 contro procuratori, 4 contro avvocati.

IX. Le cause demaniali, de' comuni, delle opere pie, quelle delle separazioni di beni fra coniugi, delle controversie in materia d'acque e i giudizi di graduazione hanno propria tabella. Le cause d'acque scemarono nel 1850: furono l'anno innanzi 119; nel 1850 a 65; deuse l'altre, rimasero pendenti 9. Così fu delle subastazioni, ma le cause di graduazione crebbero. Furon nel 1849: 108; nel 1850: 121; rimasero pendenti 55. De' giudicii antichi di concorso furono terminati l'anno primo 7, nel secondo 6, rimasero pendenti 85.

X. Quivi le esecuzioni dei giudicati stranieri, i provvedimenti in materia ecclesiastica, e in materia elettorale per le rappresentanze nazionale e municipale.

XI. Gli atti di volontaria giurisdizione. Tra i quali sono osservabili le alienazioni di dote, e i testamenti. Nel 1849 furono date 276 alienazioni di dote; nel 1850: 290; in un anno e nell'altro le più in Piemonte (in tutto 420). I testamenti presentati nell'anno primo 120, nel secondo 114; il numero maggiore appartiene ai commercianti e proprietarii; della somma totale, soli 11 appartenzono a gente di campagna, il resto a cittadini.

XII. Seguono a quelle indicazioni i lavori degli uffizi del pubblico ministero cresciuti in posizione e in spedizione.

XIII. I lavori degli uffizi degli avvocati dei poveri, i quali patrocinarono 866 cause nel 1849, e nel successivo, 879: delle quali terminarono in favor del povero 122 nel primo anno, 121 nel secondo, in tutto a 25 e 24 in parte rimanendone pel 1851 pendenti, 406 inscritte a ruolo e 505 non ancora inscritte.

I tribunali di prima cognizione hanno cause proprie di prima istanza, e cause d'appello dai giudicati nei mandamenti.

XIV. Al principio del 1849 erano nei 46 tribunali cause pendenti 35659 di *prima istanza*; se ne introdussero altre 27955; al principio del 1850 pendevano cause 36349, se ne aggiunsero 29157. Se ne conchiusero a termine nel prima anno 24765, nel secondo 27953. Rimasero pendenti pel 1851 cause 37875. La durata de' procedimenti fu un anno fu per cause 3207 nel 1849; per 3492 nel 1850: di due anni 1748 pel 1849; 1912 pel 1850; oltre ai due anni 1597 nel 1849, e 1657 nel 1850.

XV. Le cause in *appello* pendenti al principio del 1849 erano 1642, se ne introdussero 1918; al principio del 1850 pendevano 1922, se ne aggiunsero 2075. Se ne terminarono nel primo anno 1686; nel secondo 1875; rimasero pel 1851 cause 2022. Durarono un anno cause 446 nel 1849, cause 487 nel 1850; ne durarono 109 due anni finite nel 1849, 124 finite nel 1850: durate erano più di due anni 70 finite nel 1849 e 66 nel 1850.

XVI. Riguardo al *oggetto dei giudizi* definitive pel merito in questi tribunali i numeri non camminano nelle regole osservate nella tavola VII; ma nel 1850 le cause diminuirono per le questioni contemplate dal libro I del Codice (*delle persone*) da 415 del primo anno furono 398 nel secondo; stettero pari nelle successioni (1066-1065); crebbero per le *prescrizioni*, per le ipoteche (1559-1615), pei contratti (9800-10564), cause contemplate dal libro III del Codice; e pei beni e le modificazioni di proprietà (1595-1568) dal libro II. In tutto nel 1849 furono 14701, nel 1850 furono 15797.

XVII. Anche da questi tribunali furono assunte cause d'affari personali. Due sole rettificazioni (una per anno) di stato civile da atti di non parrochi; 94 cause dipendenti da separazioni di coniugi pel primo anno, 89 pel secondo, un solo ricorso di figlio per emancipazione forzata nel 1849 ed accettato, tre nel 1850 di cui accettati soli due; un solo avvocato e un solo procuratore furono colpiti da disciplina, il causidico in Novara, l'avvocato in Ciamberi nel 1849.

XVIII. Furono copiosi nei due anni i giudizi per separazione di beni fra coniugi; finiti 555, pendenti 479. Le cause d'acque definite 105, pendenti 96; giudizi di graduazione quasi pari nei due anni, 3907 in tutto, dei quali uno solo in Sardegna. Nota il relatore che nel 1849 furono soli 1175, e che nella cifra del 1849 solo 632 furono gl'introdotti nell'anno.

XIX. Furono concedute 179 alienazioni di parte di dote nel 1849 e 185 nel 1850. I testamenti presentati nell'anno primo furono 16, nel secondo 17; soli cinque di professanti arti liberali; soli sette di gente di campagna.

XX. I lavori del pubblico ministero cresciuti in posizione e spedizione sono seguiti dalla tabella.

XXI. Per le cause dei poveri terminate 1059 nel 1849, e da terminarsi 3579; terminate 1840 nel 1850 e da terminarsi 4217, sopra un totale di 5218 del primo anno, e 6057 del secondo; terminate fra tutte a fine e del povero 2274.

XXII. I lavori dei giudici di mandamento compiono la rassegna della statistica della giustizia civile; una perchè non si volle essere negligenti, la tavola dà solo i risultati del 1849, sia nella giurisdizione contenziosa, che nella volontaria. I totali di questa magnifica tavola che è distinta in sezioni di magistrature d'appello, in sottosezioni di tribunale, in posizioni mandamentali colle rispettive popolazioni sono questi:

Cause pendenti al principiar dell'anno 11979: introdotte nell'anno 322141, in tutto 334090.

Ordinanze interlocutorie pronunciate in cause possessorie 1087, in altra materia 9671, in tutto 10758.

Affari di contenzioso. Risultamento delle cause decise per sentenze definitive in possessorio:

	Accolte	*Rigettate*
In contraddittorio	1938	451
Contumacia	565	54
Per incompetenza		267
	2203	749

In altre materie

In contraddittorio	33858	3860
In contumacia	37251	814
Per incompetenza		1916
	71069	6588

In tutto sentenze 80698 contro le quali furono chiesti 8145 appelli.

Oltre a codeste si accordarono all'udienza cause 171665, e se ne abbandonarono 69987.

Cause spedite con atti 52593; terminate nell'anno 332350; rimaste pendenti 11740, circa tre e mezzo per cento pel tutto: nel 1842 n'eran rimaste più d'un terzo.

Sentenze 58056 furono pronunziate in men d'un mese; 40895 fra l'un mese e due; 6696 fra due e tre; 5672 trascorsi i tre mesi. Ottocento ordinanze e decreti d'inibizione 4683, di sequestro 4624, di ingiunzione 53204, di esecuzione 16564; atti esecutivi 12447 di cui 9338 in affari di loro competenza, 5109 per delegazione di tribunali superiori; esami di testimoni pur delegati 6952.

Non ostante l'avvertenza data dalle prime linee del sunto di questa tavola è noto che nel 1850 le sentenze definitive sono state 3070 meno dell'anno primo; gli accordi all'udienza 1108 di più; gli appelli 8736 cioè uno sopra nove sentenze, mentre pel 1849 fu uno ogni dieci. *(Continua)* L. S.

— Leggesi nella *Suisse*:

Noi abbiamo sotto gli occhi il testo di una dichiarazione sottoscritta da un gran numero di cittadini dell'antico cantone, e del Giura.

Ecco quella che è indirizzata agli abitanti del Giura:

« Concittadini del Giura!

Nell'ora solenne, in cui il popolo di Berna sta nuovamente per fare atto di sovranità, col dichiararsi in ordine alla questione della revoca del gran consiglio, la quale trae con sè quella del governo e delle autorità dei distretti, i sottoscritti credono di adempiere un dovere partecipandovi le ragioni, che li inducono a respingere la risoluzione che viene proposta al paese.

Concittadini,

Quelli che, saliti al potere nel 1850, cominciarono con diminuire i loro propri assegnamenti; che, in meno di due anni, pervennero a scemare il disavanzo normale dell' annuo bilancio, da 800,000 fr. a 230,000 fr, e che, fra breve, col mezzo di un sistema di saggie economie, ristabiliranno perfettamente l'equilibrio; che religiosamente osservarono le prescrizioni della nostra legge fondamentale, quelle particolarmente dell'art. 85, relative alle questioni materiali; quelli che in modo particolare si occupano attivamente e seriamente in regolare i rapporti finanziari fra il Giura e l'antico cantone, hanno essi demeritato della patria? — NO.

Quelli che costantemente vegliarono al mantenimento delle borghesie, e che, recentemente ancora, ci attestarono la loro solleeitudine aprendo un nuovo sbocco colla Francia, e decretando il miglioramento, così desiderato, della strada da Brienna alla Neuchenette, compresero forse male, e fiaccammente difesero i nostri interessi? — NO.

Quelli che, a rischio di spiacerci, osarono elaborare leggi di massima importanza, e le più difficili, come la legge comunale, e quella relativa alla responsabilità dei pubblici funzionari, hanno essi minor diritto alla nostra riconoscenza, che se non avessero mai toccato una sola fra le questioni alquanto spinose? — NO.

Quelli che colle loro parole e coi loro atti provarono che essi volevano una eguale ed intiera protezione in favore dei culti guarentiti dalla costituzione, possono dessi collocarsi a livello di quegli altri che col mezzo di risoluzioni, almeno imprudenti, hanno talvolta urtato i nostri sentimenti religiosi? — NO.

No; noi non respingeremo coloro che, amici del progresso, tendono a perfezionare le nostre istituzioni, nel tempo stesso che respingono le disastrose dottrine del socialismo.

Non respingeremo coloro che, fedeli al principio della neutralità svizzera, procurano di evitare ogni conflitto coi nostri vicini, ed a rimuovere così dalla nostra patria il più terribile fra i flagelli, l' intervento straniero; coloro che, penetrati di sentimenti veramente democratici, giammai non pensarono alla restaurazione degli antichi privilegi, checchè ne dicano i loro avversarii; quelli finalmente che a noi somministrarono tante prove del loro amore per l'ordine e per la libertà, non meno che della loro devozione alla causa del popolo.

Un voto affermativo sarebbe il segnale di una novella agitazione, di una crisi uguale a quella che abbiamo testè superata; il credito pubblico ne sarebbe scosso, il commercio e l'industria ne scapiterebbero, le passioni riprenderebbero il loro impero, si ravviverebbero gli odii, le ire. Ora, per noi, che amiamo la tranquillità, la concordia, la pace, una pace sincera e durevole, la prosperità del paese, non possiamo cooperare ad un atto, che fatalmente ci condurrebbe ad uno stato non molto dissimile dalla guerra civile.

Concittadini! Ecco le ragioni principali, che ci fanno deporre un *no* allo squittinio popolare del 18 aprile. Ponderatele, giudicatele senza prevenzione, e siamo convinti, che direte con noi:

NO, non si revochi il gran consiglio. »

— I nostri agricoltori più istruiti sono di opinione, che i venti del nord, così frequenti in questa primavera, saranno favorevolissimi all' agricoltura, e che porranno un termine alle malattie di cui varie piante erano travagliate da parecchi anni a questa parte.

LUCERNA. La petizione indirizzata al gran consiglio per accordare un' amnistia generale, è favorevolmente accolta da tutte le persone di sensi moderati. Molti cittadini onorevoli della città di Lucerna si radunarono per deliberare intorno a questa quistione.

Tutti i partiti erano rappresentati in quella radunanza. Fu risoluto all' unanimità che verrà firmata la petizione e che si procureranno altre firme fuori del capo-luogo. Analoghe riunioni seguiranno in tutte le parti del cantone: persone gli cospicui d'ogni partito interporranno i loro buoni uffizi in tutti i comuni per ottenere sottoscrizioni.

FRANCIA

PARIGI, *12 aprile.* Leggesi nel *Journal des Debats*:

Parecchi giornali di Parigi e dell'estero pubblicarono una lista di senatori ai quali sarebbe stata concessa una dotazione secondo le basi poste dalla Costituzione.

Ecco ciò che abbiamo potuto sapere in questo proposito: Il numero dei senatori che godono della dotazione ascenderebbe a trentanove.

Si citano, fra quelli che avrebbero un assegnamento di 30,000 fr., i generali di Castellane, Biraguay-d'Hilliers, Magnan, Petit, d'Ornano, Pelet, Preval; i principi Murat, della Moskowa; il conte Lesay di Marnesia, il marchese di Saint-Simon, il signor Ernesto di Girardin; due ministri in esercizio, i signori Le Roy di Saint-Arnaud e Bineau, e due ex-ministri, il baron di Crouseilles e il barone Lacrosse.

I senatori che avrebbero la dotazione di 20,000 fr. sarebbero 16, fra i quali si notano i generali Schramm e Achard, il marchese d'Audiffret, il sig. Elia di Beaumont, il barone di Heeckeren, il sig. Vieillard, il sig. Manuel (della Nièvre), il sig. Leverrier e il signor Troplong; due ex-ministri, il generale di La Hitte e il sig. Dumas.

Due senatori godrebbero della dotazione di 15,000 fr., e sarebbero i vice-ammiragli Casy e Parceval-Deschênes.

— Si assicura che varie corti d'appello, nelle loro osservazioni sul regime penitenziario, hanno chiamata l'attenzione del governo sul vagabondaggio che in certi comuni prende proporzioni veramente inquietevoli. Vi è un gran numero di individui che la poltroneria induce a farsi condannare come vagabondi, a fine di passar nelle carceri i mesi più tristi dell'anno; se ne conoscono di quelli che subirono dieci, dodici e fino a diciassette condanne, che sono validi e che potrebbero darsi al lavoro.

Queste corti di appello, per curare la piaga crescente del vagabondaggio, opinano, dicesi, che una legge assoggetti alla trasportazione i vagabondi incorreggibili che saranno stati colpiti da cinque condanne.

— Scrivono da Bordeaux in data del 9: La fregata l'*Isly* si mosse ieri dall'ancoraggio dell'isola Verde, ove stanziava da un mese incirca. L'*Isly*, che aveva incominciato a scaldare fin dallo spuntar del giorno, si è diretto a gran vapore verso il basso del fiume. Esso recasi ad Orano. È questo il punto a cui i convogli partiti da Blaye, o da Tolone, devono indirizzarsi; finchè i preparativi d'installazione, che si eseguiscono a Lambessa per ricevere i deportati, sieno finiti. L'*Isly* reca al suo bordo trecento cinquanta ditenuti politici, nativi per la maggior parte del dipartimento di Lot e Garonna; alcuni solamente sono di Bordeaux o del dipartimento della Gironda.

L'equipaggio dell'*Isly* si compone di 400 marinai e di 20 ufficiali; un pelottone di 50 soldati del 46° di linea, comandati da un capitano, fu ad essi aggiunto. Compresi i ditenuti, l'equipaggio e la truppa di linea, il personale installato a bordo dell'*Isly* forma perciò una forza effettiva di 820 in 830 uomini.

Due fregate a vapore che devono prendere a bordo il rimanente dei prigionieri politici ancora ditenuti nello spedale della cittadella di Blaye, sono, dicesi, aspettati in breve nella Gironda. Queste fregate sarebbero il *Montezuma*, il *Colbert* o il *Magellano*.

— Si parla di negoziazioni diplomatiche le quali potrebbero essere motivo di certe difficoltà fra i gabinetti di Londra e di Parigi. Tratterebbesi di regolare le indennità dovute ad alcuni commercianti francesi della costa occidentale d'Africa, che ebbero a soffrire grandi perdite nel bombardamento di Lagos.

— Se siamo bene informati, dice la *Presse*, il governo francese domandò al governo russo spiegazioni sulla condotta tenuta dal granduca Costantino nel suo passaggio a Venezia, riguardo al duca di Bordeaux. Pare che il granduca avrebbe salutato il principe esule con un titolo che il governo francese non può riconoscere.

— Una gran rassegna per la distribuzione delle aquile si terrà il 10 maggio prossimo sul Campo di Marte. Tutti i reggimenti dell'esercito di Parigi vi figureranno per intiero. Gli altri reggi-

www.internetculturale.it

menti dell'esercito francese saranno rappresentati dal loro colonnello e da una deputazione.

Il 9, una festa sarà data nella Scuola Militare dall'esercito francese al presidente della repubblica che ne accettò l'invito.

— Una gran folla erasi recata ieri al Campo di Marte per assistere all'esperimento annunciato dal sig. d'Helle sulla direzione degli aerostati. Di buon mattino la macchina il *Majestueux*, enfiata e tenuta prigioniera, drizzavasi in mezzo al recinto di tela destinato a preservarla dai colpi di vento. Essa ha 22 metri dalla sommità alla base; la sua circonferenza è di 48 metri; il suo peso, comprendendovi la reticella e tutti i cordami è di 588 chilogrammi.

Nello spazio lasciato vuoto tra la macchina e le tribune era esposto l'apparecchio locomotore, le cui deboli proporzioni, paragonate a quelle del aerostato, non permettono guari, a prima vista, di credere al buon successo dell'invenzione.

L'apparecchio si compone di sette volanti di forma elittica, di quattro elici, una nel dinanzi, una nel didietro e due sopra i fianchi. Quattro di questi volanti, e le due elici poste sui fianchi, sono destinati a regolare il corso e ad accelerarne la velocità.

Altri due volanti posti l'uno verticalmente, l'altro orizzontalmente, hanno per obbietto di mantenere il sistema in equilibrio e di servire da punto di resistenza per effettuar la discesa; ed un ultimo volante posto sotto il timone, e moventesi orizzontalmente, deve permettere di bordeggiare in aria. Quanto alle due elici del dinanzi e del didietro, esse sono destinate a produrre il movimento di trazione, avvitandosi nella colonna d'aria.

Il sig. d'Helle afferma che quest'apparecchio, posto in moto da un albero a gomito, formante manovella, e collocato nel centro del sistema, permetterà di dirigere la macchina con una velocità di 480 (?) chilometri e più all'ora in tempo tranquillo.

La violenza del vento non permise all'inventore di porre ad effetto le sue promesse. Verso le tre pomeridiane gli sbuffi impetuosi scotevano sì fieramente l'aerostato, mantenuto da un gran numero di soldati, che la rete si lacerò su varii punti, nel tempo stesso che una grande quantità di gaz si fuggì per l'orifizio inferiore.

Si dimise il pensiero di fissare l'apparecchio locomotore alla macchina, e pareva anche difficile che l'ascensione potesse effettuarsi in così triste condizioni atmosferiche; ma il sig. Aubert insistette perchè si eseguisse. Tre persone si aggiunsero a lui, e alle 4 e mezzo il *Majestueux* lanciossi a picco colla rapidità di una freccia. Sollevatosi in pochi secondi al disopra delle regione del vento, trovossi portato nella direzione dell'ovest da una corrente piuttosto rapida, indi una corrente opposta lo ricondusse lentamente in vista di Parigi, nella direzione del sud e ad un' altezza maravigliosa.

PAESI BASSI

Aia, *9 aprile*. Il telegrafo da Amsterdam ad Helder, che è in uso dal 18 maggio 1854, ha, fino al 1° di gennaio di quest' anno, trasmesso 1227 dispacci che fruttarono 1595 fior. 55. E questione di stabilire le condizioni dell' abbuonamento pel trasporto delle notizie marittime ad Amsterdam.

— Gli emigranti olandesi che, or sono alcuni anni, sotto la direzione di un coltivatore per nome Practorius, sono andati a stabilirsi sulla costa meridionale di Africa, e vi fondarono una colonia, sono stati recentemente riconosciuti dalle autorità inglesi del Capo, come formanti una repubblica indipendente.

PORTOGALLO

Si legge nello *Standard*:

Notizie di Lisbona in data del 31 decorso marzo annunziano che le cortes sono state prorogate al 20 maggio, non già perchè i ministri non ottennero che 50 voci favorevoli contro 52 contrarie, nella quistione dell'abolizione della pena di morte in materia politica, ma si perchè si avevano buone ragioni di credere che la Camera dei deputati voleva respingere il progetto di capitalizzazione del debito pubblico. Si crede che durante la proroga il ministero domanderà, per eseguire esso progetto, poteri straordinarii a S. M.

— Scrivono da Oporto il 30 marzo allo stesso giornale:

La perdita del piroscafo portoghese *Porto* ha immerso nella costernazione la nostra città: tutti i passeggieri, in numero di 36, sono periti, e non furono salvati che 7 uomini dell'equipaggio. Il *Porto* che avea lasciato Lisbona sabato mattina (27) urtò verso 6 ore contro alcuni scogli, detti *Os Forcadas*, e in picciol tempo restò interamente distrutto. Non sono stati ritrovati sinora i cadaveri delle vittime.

INGHILTERRA

Si legge nel *Times* del 10 corrente:

Martedì (6) a un meeting dei direttori della Camera di commercio di Edimburgo fu adottata ad unanimità la risoluzione seguente: « Che i direttori indirizzino alla Camera dei comuni una nuova petizione, nella quale si chieda che non sia fatto alcun aumento su i diritti attualmente percepiti sui prodotti agricoli esteri e che l'attuale parlamento sia sciolto appena lo permetteranno le necessità del pubblico servizio, affinchè al più presto possibile possa essere conosciuta e avverata l'opinione del paese rispetto alla grande quistione della libertà del commercio.

— Scrivono da *Woolwich* allo *Standard*, in data dell'8:

Il duca di Wellington, comandante in capo, è arrivato stamane a Woolwich, accompagnato dal colonnello lord Wellesley, ed ha assistito all'esercizio delle nuove carabine, dette *Carabine di Minie*. Il duca di Wellington si trattenne più d'un'ora al tiro dei sottoufficiali che alla distanza di 800 metri hanno propriamente crivellato il bersaglio. Dopo la partenza del nobile duca, i medesimi sottoufficiali hanno ricominciato il loro esercizio a 1,000 metri di distanza, ottenendo effetti soddisfacentissimi.

ALEMAGNA

Austria. *Vienna, 8 aprile*. La *Gazzetta di Vienna* contiene l'articolo seguente sui funerali del principe di Schwarzenberg:

« Il corpo di S. A. il principe di Schwarzenberg era stato ieri esposto nella sala del palazzo degli affari esteri sul catafalco. La folla accorreva a vedere le spoglie del principe. Alle ore due pomeridiane la spoglia mortale fu trasferita dal clero alla chiesa di S. Michele.

L'imperatore, circondato dai principi della imperiale famiglia, assistè al funebre servizio. I ministri, il corpo diplomatico, gli ufficiali della corte, i pubblici funzionarii, ed un gran numero di persone vestite a lutto, erano presenti.

La scorta militare, condotta dal feld maresciallo luogotenente, principe di Lobkowitz, e S. A. I. l'arciduca Sigismondo, nella qualità di generale di brigata, dopo la cerimonia, al suono delle campane e della musica funebre, traversò il Kehlmarkt, il Graben, la piazza di S. Stefano, la Rothe, il Thurmt Strasse, e la Jalgerzeile, passando pel ponte Ferdinando.

Dietro il carro funebre, tirato da sei magnifici cavalli delle scuderie dell'imperatore, e sui quali brillavano le insegne, gli ordini e le decorazioni del principe, procedeva il suo aiutante di campo, al cui fianco v'era il fratello del defunto, S. A. il principe regnante Giovanni Adolfo, principe di Schwarzenberg; venivan dopo i cavalieri dell'alta nobiltà austriaca, parenti o alleati della casa di Schwarzenberg.

I principi della casa imperiale, gli arciduchi Guglielmo e Rajneri, i ministri, ed il primo aiutante di campo dell'imperatore, conte di Grüne, molti generali ed ufficiali superiori dello stato-maggiore e di ogni arma, i funzionari pubblici, gli ufficiali della corte, i cavalieri dell'ordine di Francesco Giuseppe, del qual ordine il defunto era cancelliere e gran croce: finalmente gli allievi dell'accademia imperiale venivano in seguito.

Il corteggio con calma religiosa si avanzò in mezzo ad una massa compatta di popolo. Mentre il carro si avviava verso la stazione della strada ferrata del Nord, le truppe riunite nel corso di Prater, e la grossa artiglieria tirarono le salve d'uso. Le truppe, in seguito, sfilarono davanti allo stato-maggiore, ed ai grandi dignitarii dello Stato.

— Tutti i giornali di Vienna unanimemente inseriscono una dichiarazione semi-ufficiale, da cui togliamo il passo seguente:

« La direzione e le forme dello svolgimento della nostra vita politica rimarranno intatte e sempre le stesse. I principii organici che furono stabiliti dalle ordinanze del 31 dicembre, saranno seguiti in tutta la loro estensione. »

ASIA

Indie. I giornali di Bombay del 13 e di Calcutta del 6 marzo contengono pochi ragguagli ulteriori sulla nota vertenza tra l'Inghilterra e i Birmani. Pure quel tanto che se ne rileva basta a provare che la guerra non potrà esser evitata. Si ha da Madras in via semiufficiale che alla partenza del piroscafo britannico *Hermes* da Rangun, le trattative erano rotte. Il 19 febbraio fu fatto fuoco dalle batterie birmane dell'isola Negrais contro il naviglio inglese *Serpent*; l'indomani il capitano Luard fece partire alcuni suoi battelli con numerose truppe: gli ufficiali e marinari operarono uno sbarco, e prese d'assalto tutte le batterie, le distrussero.

Dicesi che il re avesse fatto dire al commodoro per mezzo di una deputazione, che se il naviglio inglese *Fox* inalberasse una bandiera distintiva (probabilmente qual segnale di tendenze pacifiche) non gli verrebbe tirato nè recata molestia alcuna dalle batterie. Gl' inglesi non degnarono neppur di rispondere a tale offerta. I navigli *Medusa* e *Zenobia* erano partiti da Bombay: fra pochi giorni si attendeva la notizia dell' arrivo della squadra a Madras. Col prossimo piroscafo ci giungerà fors'anco la nuova delle prime ostilità contro i birmani. La squadra di operazione si compone di 12 piroscafi e di tre navigli a vela, dopochè le furono aggiunti il battello a vapore *Hermes* e il brick *Serpent*. Il 3 marzo arrivò a Calcutta il generale Godwin, il quale avrà il comando della spedizione diretta a Rangun.

Cina. Abbiamo ragguagli da Hong-Kong del 27 febbraio. Essi non recano nuovi fatti circa la ribellione della provincia cinese di Kwang-si, non essendo stato pubblicato alcun manifesto ufficiale sul proposito. Certo è soltanto che Tientieh, che si spaccia rappresentante della dinastia di Ming, non entrò a Canton il capo d'anno, come aveva promesso. I pirati del nord, nei quali alcuni volevano scorgere altrettanti seguaci travestiti del pretendente cinese, si sono dispersi quietamente, o, com'essi dicono, tornarono all'obbedienza.

Si confermano le previsioni di coloro i quali temevano che l'assunzione del nuovo imperatore al trono accrescerebbe ostacoli alla diffusione del cristianesimo nella Cina, anzichè menomarli.

L'*Overland China Mail* riferisce che il signor Lechler, missionario tedesco, che abitava da quasi due anni in un villaggio presso Namoa, senz'essere molestato ed anzi godendo il rispetto della popolazione, fu costretto a trasferirsi nella città di Hong-Kong, in seguito alla pubblicazione di un editto dell'intendente della provincia di Canton, Hwai-Chuon-Kea, contro il cristianesimo e la diramazione dei libri cristiani.

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Genova, 15 aprile*. Coi vapori *Egyptus* e *Languedoc* giunsero stamane:

Lewaschoff, russo, incaricato di dispacci per Pietroburgo.

Barone de Mohrenheim, russo, incaricato di dispacci per Vienna.

— *Venezia, 13 aprile*. L'arciduchessa Sofia è giunta a Venezia, accompagnata dagli arciduchi Massimiliano e Carlo Lodovico, suoi figli. Gli arciduchi Massimiliano d'Este, Carlo Ferdinando e il granduca Costantino di Russia e il *f.-m.* Radetzky furono ad incontrarla.

— *Firenze*. Il *Costituzionale* riprese le sue pubblicazioni il 13 aprile. In capo alle sue colonne troviamo il seguente

Avviso.

« Il *Costituzionale* che, in seguito del decreto che lo colpiva d'un mese di sospensione, poteva ripigliare ieri le sue pubblicazioni, ha dovuto aspettare sino ad oggi, per cause indipendenti dalla volontà della direzione. »

Francia. *Parigi, 13 aprile*. Il *Moniteur* d'oggi contiene l'organizzazione compiuta di 50 battaglioni della guardia nazionale che sono già quasi formati nel distretto di Parigi. Questi 50 battaglioni riuniti ai 24 che compongono la guardia nazionale di Parigi (*intra muros*) accresceranno a 54 battaglioni e a 4 squadroni l'effettivo generale della guardia nazionale del dipartimento della Senna.

— In virtù del decreto del 22 gennaio, relativo ai beni della famiglia d'Orleans, il governo ha preso ieri possesso del parco di Neuilly e delle terre di Monceaux.

— Leggiamo nel *Moniteur* la seguente nota comunicata:

« La *Gazzetta di Prussia* pretese che il principe presidente della repubblica abbia scritta una lettera autografa al re Leopoldo per esprimergli il desiderio che le istituzioni del Belgio sieno poste in armonia con quelle di Francia, e che gli abusi della stampa e del regime parlamentare sieno repressi.

Quel giornale soggiunge che il re rispose in modo da rendere probabile una guerra europea.

Queste asserzioni non hanno alcun fondamento.

La corrispondenza citata dalla *Gazzetta di Prussia* è immaginaria. »

— Leggesi nel *Constitutionnel*:

Ci affrettiamo a pubblicare la seguente lettera, indirizzata dal generale Canrobert al principe presidente della repubblica. Questa lettera, di cui gentilmente ci fu data comunicazione, dissiperà senza dubbio le illusioni di coloro i quali s'immaginano che sieno bastati alcuni mesi per guarir le piaghe morali di cui soffre il nostro infelice paese.

Clamecy, 4 aprile 1852.

« Principe; Ho l'onore di ragguagliarvi del risultamento della mia missione nel circondario di Clamecy.

« Tutto ciò che ci lessi, tutto ciò che intesi dire sui guasti del socialismo in questo paese è molto inferiore alla verità; io sono qui nel cuore appunto della demagogia.

« Il male è immenso, le piaghe sono profonde, e tuttora sanguinanti. Vengano gl'increduli nella Nièvre, veggano che cosa era questo dipartimento innanzi al 2 dicembre, che cosa è ancora oggidì; compulsino gli atti processuali di 579 individui di Clamecy condannati o dal consiglio di guerra o dalla commissione dipartimentale, e, per quanto fossero risoluti a chiudere gli occhi, saranno costretti ad aprirli e a confessare che il grande atto del 2 dicembre ha salvata la società!

« A malgrado di tutto il mio desiderio di adempiere, o principe, le vostre intenzioni, con larghezza nella clemenza, mi è stato impossibile di estenderla a più di 52 individui, molti de' quali anzi sono semplicemente obbietto d'una mitigazione di pena.

« Visitando le carceri di questa città, trovai 42 individui, rei politici, sui quali le commissioni miste non avevano per anco statuito; e pronunciai sentenza sulla loro sorte, col far provare ad ognun d'essi gli effetti della vostra misericordia.

« Sono col più profondo rispetto, ecc. »

Portogallo. Si legge nell'*Heraldo* del 8 corr.:

La crisi ministeriale a Lisbona è terminata. Il ministero resta al suo posto, e le Camere sono sospese in virtù del decreto reale qui appresso:

« Usando della facoltà conferitami dalla Carta costituzionale della monarchia nell' art. 64, § 4, dopo aver udito il consiglio di Stato, conformemente alle disposizioni di essa medesima Carta, ho creduto convenevole di sospendere le *cortes* generali e ordinarie sino al 20 di maggio prossimo. A quest' epoca esse saranno nuovamente prorogate sino al 20 luglio dello stesso anno, ecc. »

Palazzo das Necessidades, 30 marzo 1852.

La Regina.

Il duca di Saldanha — Rodrigo di Fonseca Magalhaes — Antonio Maria Fontes di Pereira di Mello ecc. »

In conseguenza della qual proroga delle cortes, la riforma costituzionale rimane per ora sospesa.

Inghilterra. *Londra, 12 aprile*. Si legge nel *Morning-Advertiser*:

La maggior parte dei ministri hanno lasciato Londra per le feste di Pasqua. Lord Derby dee passare alcuni giorni presso il duca di Richmond, a Goodwood. Lord Lonsdale, il sig. Spencer Walpole e lord John Manners restano per ora a Londra.

— Si legge nell'*Express*:

Il visconte Hardinge, gran-mastro dell'artiglieria, il luogotenente generale sir John Burgogne, ispettore generale delle fortificazioni, e il capitano Hardinge, arrivarono giovedì (8) a Guernesey, sopra il *Lightning*, a fine di visitare ogni minute le fortificazioni di quest'isola. Dopo aver accuratamente visitato i diversi porti, i predetti personaggi si sono rimbarcati sul *Lightning* e sono partiti alla volta di Alderney. Dopo che avranno visitati i lavori di quest'isola si recheranno a Jersey.

— Si legge nello stesso giornale:

Il maggior-generale *Love* dee sostituire a sir J. H. Reynett, commissario luogotenente o sotto governatore di Jersey.

— Il *Morning-Herald* annunzia che il procuratore generale sir Fitzroy Kelly, uno dei membri dell'amministrazione, fu eletto dal borgo di Harwick, in cui ultima elezione era stata annullata dalla Camera de' comuni per causa di corruzione.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi si mantengono fermi, e gli affari sono molto animati. Consolidati a contanti e per conto 99 1/2 5/8.

Alemagna. *Francoforte*. La *Gazzetta di Lipsia* annunzia che verso la metà del prossimo mese di maggio l'imperatore e l'imperatrice di Russia giungeranno in Francoforte. Le LL. MM. vi troveranno il granduca Costantino colla sua consorte, i granduchi Niccolò e Michele, il principe e la principessa reale di Würtemberg. Le LL. MM. resteranno parecchi giorni in questa città. Quindi l'imperatrice si recherà alle acque d'Ems.

— *Vienna, 13 aprile*. S. M. l'imperatore ha conferito il ministero degli affari esteri al conte Carlo Buol-Schauenstein. Il presidente del consiglio non è ancora nominato.

— *Berlino, 10 aprile*. La consegna delle fregate *Barbarossa* ed *Eckernförde* al commissario prussiano fu fatta in questo giorno a Bremerhaven.

— In virtù di ordini superiori, ogni disertore, proveniente dalla Polonia, non è più ricevuto nel granducato di Posen, cominciando dal primo aprile.

Le autorità hanno ricevuto ordine di rimandare con un foglio di via i disertori polacchi, i quali sembrassero disposti a sottomettersi. Gli altri dovranno essere trasferiti all'ufficio di dogane più vicino.

— *Annover, 9 aprile*. Si annunzia come positivo che la crisi ministeriale è pervenuta al suo termine, e che i ministri Decken e Borries verranno surrogati dai signori Bening ed Hammerstein. Altri dicono che il sig. Bening abbia ricusato.

Un corrispondente della *Gazzetta delle Poste* di Francoforte pretende sapere che se i signori Decken e Borries usciranno dal ministero (la qual cosa gli pare inverosimile), non verranno surrogati dai signori Bening ed Hammerstein.

Mentre quasi tutti i giornali di Alemagna parlano della crisi ministeriale di Annover, la *Gazzetta di Prussia*, invece, persiste nel negarne l'esistenza.

— *Amburgo, 9 aprile*. Il Senato di Amburgo ha ricevuto una lettera, indirizzatagli in nome dell'imperatore d'Austria, in cui S. M. i. esprime la sua riconoscenza per l'amichevole accoglimento fatto alle sue truppe. S. M. soggiunge, che per dimostrare maggiormente la sua soddisfazione, ha creduto di far grazia al sarto Russack, cittadino di Amburgo, il quale era ditenuto per delitto di cospirazione contro lo Stato.

India. Si legge nel *Herald*:

Si hanno notizie di Bombay sino a tutto il 15 di marzo ultimo. La spedizione del Birmano si compone, come già si è detto, di 9,000 uomini di truppe, due vascelli di guerra e tredici piroscafi. Si attendevano nuovi rinforzi dalla Cina. La spedizione doveva partire da Calcutta e da Madras il 19 marzo. L'imboccatura del Cass o il braccio orientale dell'Irawaddy era il luogo assegnato per la riunione delle truppe.

La spedizione rimonterebbe probabilmente il braccio dell'Irawaddy a fine di evitare la resistenza che si stava preparando vicino a Rangun, ove si trovavano 20,000 birmani. Distaccamenti di birmani aveano messo a ruba i villaggi della frontiera. Le forze britanniche doveano inoltrarsi verso Prome.

Il dottore Brandeis, capo dello stabilimento idropatico della Certosa di Pesio, presso Cuneo, è giunto in questa città ed ha preso alloggio all' Hotel Feder, dove trovasi ogni giorno dalle 10 del mattino sino alle 2 pomeridiane.

Torino — CUGINI POMBA e C. — Editori-Librai

MASSIMO BUON PREZZO

NUOVA BIBLIOTECA POPOLARE

OSSIA

RACCOLTA DI OPERE CLASSICHE ANTICHE E MODERNE D'OGNI LETTERATURA

È pubblicato il vol. 10° contenente:

IL PRINCIPE

E

DISCORSI SOPRA LA PRIMA DECA DI TITO LIVIO

DI

NICCOLO' MACCHIAVELLI

preceduti dai giudizi di

UGO FOSCOLO E VINCENZO CUOCO

INTORNO ALL'AUTORE

DI PROSSIMA PUBBLICAZIONE

GANGANELLI (Papa). Lettere, Bolle e Discorsi, 2 vol.

PELLICO (Silvio). Opere, 3 volumi.

BOTTA (Carlo). Le due Storie d'Italia, 12 volumi, che riescirà la più bella e la più economica edizione e di quante ne furono pubblicate fino al giorno d'oggi.

PORZIO (Camillo). Storia della congiura dei Baroni, la Storia d'Italia, dall'anno 1547 e la Relazione del Regno di Napoli, con note di GIORDANI, AMBROSOLI e SCARABELLI; per cui crediamo riuscirà anche questa nostra edizione come prototipa per l'esattezza della correzione e per essere a cura dei medesimi ricondotta alla sua vera lezione.

È quasi ultimata la ristampa dello *SCHILLER, Storia della Guerra de' Trent'anni*, che in meno di un mese fu esaurito.

NUOVI

ELEMENTI DI GEOGRAFIA

SAGGIO

D'UNA DESCRIZIONE GENERALE DELLA TERRA

DI

ADRIANO BALBI ED **EUGENIO BALBI**

Seconda edizione, sola approvata dagli autori.

Un volume con carte geografiche, L. 7 50

Senza carte » 6 »

OPERE VARIE

DI

ANTONIO ROSMINI SERBATI

PRETE ROVERETANO

Volume II.°

NUOVO SAGGIO

SULL'

ORIGINE DELLE IDEE

Vol. I.

Edizione quinta, riveduta dall'autore.

Prezzo L. 5 50.

VENARIA REALE

La prima FIERA avrà luogo mercoledì 21 del corrente. I banchi da merci, nelle località disponibili all'Amministrazione, continueranno a distribuirsi gratuitamente.

FABBRICA

DI OGNI GENERE DI CALZATURA

DI **GENTA SECONDO**

Assortimento di SCARPE e STIVALI di v.rii prezzi:

Stivalini da donna, di stoffa d'ogni genere, a L. 3 50

Id. con *claques* . . . . . » 4 50

Tiene il suo negozio in via Porta Nuova, vicino all'Albergo del Moretto, num. 14.

Avviso d'Asta

Martedì 20 volgente aprile, alle ore 10 antimeridiane, in Rivoli, e nella sala delle adunanze della Congregazione di carità, si procederà al deliberamento, a favore dell'ultimo miglior offerente, in aumento al prezzo di L. 50,000, della vendita della cascina propria di detta Congregazione, denominata di Girò, composta di fabbricato civile e rustico, di ettari 16, 52 35 (tavole 4337) tra campi, vigne, prati, alteni e boschi per la massima parte uniti al fabbricato e posta in situazione vantaggiosa ed amena, a pochissima distanza dall'abitato stesso di Rivoli e dalla Strada Reale di Francia da cui prende accesso.

Le condizioni della vendita, ed i relativi titoli sono visibili a chiunque presso il segretario di detta Congregazione.

Avv. Ferdinando Salotto *not. rich.*

DA VENDERE

CASA di campagna, distante un miglio e mezzo da Torino, con strada carrozzabile; e

Bella Casa di campagna con annessa filanda da bozzoli di 31 bacini, a 5 miglia da Torino.

Far capo dal notaio Cerale, via Rosa Rossa, n. 15.

Presso la Tip. G. FAVALE e C.ª, e Principali Librai

BREVE CENNO

SULL'ARTE DELLA SCHERMA

DEDICATO

ALLA GUARDIA NAZIONALE DI CASALE

DA UN VECCHIO SOLDATO

Un volumetto in-8°, con XIV Tavole diligentemente litografate

Prezzo L. 1, 80

È spedito franco per la Posta nelle Provincie dietro richiesta, accompagnata da un mandato postale di L. 1, 80.

Il giorno 20 si pubblica

LE CONTRADDIZIONI

DI **VINCENZO GIOBERTI**

OSSERVAZIONI CRITICHE

sull'Opera DEL RINNOVAMENTO CIVILE

Dirigere le domande alla Libreria Patria, Ed.ce, a Torino

G. P. GIRARD

LETTURE GRADUALI PEI FANCIULLI

AD USO DELLE FAMIGLIE E DELLE SCUOLE

Torino — **Gianini e Fiore.**
Genova — **Libreria de' Sordo-muti.**

Pel 1.° maggio 1859

APERTURA

DELLA

CELEBRE CERTOSA DI PESIO

PRESSO CUNEO IN PIEMONTE

STABILIMENTO IDROPATICO

E

VILLEGGIATURA D'ESTATE

Sotto la direzione del Dottore BRANDEIS

La natura e l'arte son concorse a gara per rendere l'ex-Certosa uno de' più belli stabilimenti; ivi si trova tutto riunito: numerose e limpide sorgenti, aria salubre, ombrose vallate, fiume abbondante di trote, ricchi pascoli, edifizi spaziosi con grandi portici, cappella gabinetto di lettura, bigliardo, parco; ecc. ecc. A questi pregi si aggiungono una grande regolarità ed esattezza nel servizio, ed ogni sorta di comodo ed eleganza, e moderati ne sono i prezzi.

Gli ammalati tra cura, pensione ed alloggio, pagano per settimana . . . . . L. 45.

I visitatori tra pensione ed alloggio . . . » 42.

id. id. pagano per giorni . » 7.

Situata a piè del Colle di Tenda, sulla strada che da **Torino** mette a **Nizza** e **Genova**, la **Certosa** sembra dalla natura destinata a servire di convegno al mondo elegante. L'idropatia vi è praticata dietro i principi di Priessnitz. Onde poter dare al paese una guarentigia di certa scienza il sig. BRANDEIS, direttore dello Stabilimento, dottore di Parigi, di Brusselles e di Napoli, si è fatto anche ricevere dall'Università di Torino.

Per più ampie informazioni recapito all'amministratore sottoscritto.

FEDERICO GUARDUCCI.

Da affittare

annualmente o per istagione

Elegante villa signorilmente arredata, con Oratorio interno, bagno, bigliardo ed altri accessorii di comodo e di lusso, con giardino, serra, scuderia e rimessa, situata in vicinanza di Moncalieri, a pien meriggio, con ampia veduta circoscritta dal cerchio delle alpi.

Dirigersi in Moncalieri al sig Gioanni Ceresole, colorista, al suo negozio, contrada S. Croce, casa propria, ed in Torino al sig. avv. Goffy, via del Fieno, n. 12, p. 3.°

DA VENDERE

CASCINA posta sul territorio di Mondovì, composta di ett. 47, 48 (giorn. 46) circa, tra prati, campi, alteni, e boschi, con fabbricato civile e rustico.

Il sig. causidico coll. Angelo Castagna, che tiene il suo uffizio in Torino, via degli Stampatori, n. 4, è incaricato di trattarne la vendita.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

APPARTAMENTO di 5 camere mobigliate, sugli ameni colli di Saluzzo, con comodo della Messa. Dirigersi al sig. Carlo Felix applicato nelle Regie Poste, ivi.

DA AFFITTARE

dal presente al 10 di novembre

Vasta, deliziosa e copiosamente arredata Villeggiatura, cogli annessi, esteso *parterre* ed ombroso bosco inglese: la posizione è delle più salubri ed amene, essendo situata sui colli di Torino, strada di Revigliasco, laterale al così detto *Casino di Campagna*, e da esso distante un miglio e mezzo circa.

Per le condizioni e maggiori notizie si farà capo dal sig. geometra Bria, via dell'Arsenale, rimpetto alla R. Dogana, casa Balbiano di Viale.

AVVISO

La tombola pel cavallo, depositato nelle scuderie del sig. marchese Filippo Vivalda di Castellino, venne pubblicamente estratta il giorno di ieri, 15 del corrente, al caffè Capello, piazza Maria Teresa; e il N. vincitore è 1870.

BOLLETTINO UFFICIALE dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali. **Torino, li 15 aprile 1859.**

CAMBI — Per Parigi — Per Genova — Per Milano — Per Lione — Per Francoforte s. M. — Per Augusta — Per Amsterdam e Rotterdam — Per Livorno — Per Londra — Per Milano — Per Parigi — Per Torino (sconto)

MONETE CONTR. ARGENTO e BIGLIETTI DI BANCA (1) — Compra — Vendita — Doppia da 20 l. di Savoia — Sovrana nuova — Sovrana vecchia — EROGO Italo

CORSO AUTENTICO — Pel fine del mese corrente — Pel fine del mese prossimo — Pel fine del mese corrente — Pel fine del mese prossimo — Per contanti: giorno per giorno — Per contanti: giorno per giorno

FONDI PUBBLICI — 5 0/0 — 4 1/2 0/0 — 4 0/0 — 3 0/0 — Obbligazioni — Azioni — Prestito — Rendita

FONDI PRIVATI — Banca di Genova — Città di Torino — Città di Genova — Torino (Ferrovia) — Città di Genova — Società del Cavour — Società del Cavour — Incendi — Via Ferr. di Savigliano — Mobili — Società Cotonificio — Molini generali — Molini di Collegno — Molini a vapore — Molini a vapore — Società del Cavour — Società del Cavour — Società del Cavour

INTERNO

Torino, il 15 Aprile 1852.

MINISTERO DI FINANZE.

Il Ministero di finanze pubblica la relazione dell'Ispettore superiore dei pesi e delle misure unitamente al rendiconto della verificazione eseguitasi nell'anno 1851, dai quali due documenti evincesi quali siano stati i risultamenti ottenuti in quell'anno, tanto per ciò che concerne la verificazione periodica, quanto riguardo allo sviluppo del sistema metrico decimale nelle varie provincie dello Stato.

In essa relazione trovansi menzionati alcuni inconvenienti che si oppongono al rapido progresso del nuovo sistema; inconvenienti ai quali fu peraltro da parte del Governo o prima d'ora provvisto, o stassi provvedendo, affine di viemmeglio assicurare l'esecuzione della legge.

Rapport fait au Ministère des Finances par l'Inspection Supérieure des Poids et Mesures sur les résultats de la vérification et sur le développement du système métrique pendant l'exercice 1851.

Monsieur le Ministre,

L'introduction exclusive du système décimal métrique dans les Etats-Sardes aura atteint le premier avril prochain sa deuxième période annuelle. Vous avez désiré qu'il vous soit rendu un compte régulier du développement pris chaque année par le service de la vérification des poids et mesures, service dont les résultats n'intéressent pas seulement le Trésor par les droits qu'il lui procure, mais permettent encore d'apprécier d'une manière exacte le plus ou moins de facilité que rencontre l'application de ce nouveau système. Dans mon rapport du 20 avril 1851 (*Gazette Piémontaise*, 1851, N° 101) j'ai eu l'honneur de vous faire connaître les résultats obtenus en 1850; je viens aujourd'hui vous présenter ceux de 1851, et je le fais d'autant plus volontiers qu'ils fournissent une preuve satisfaisante de la diffusion chez nous du système métrique, et de la bonne organisation de ce service.

Dispositions données pendant l'année pour assurer l'exécution de la loi.

Ainsi qu'elle l'avait déjà pratiqué en 1850, l'Autorité supérieure n'a rien négligé pour rappeler aux administrations locales la sollicitude qu'elles doivent apporter dans les attributions que la loi leur confère, et en même temps pour applanir les difficultés que rencontre toujours l'introduction d'un système nouveau.

A cet effet:

1. Deux circulaires sont émanées, la première du Ministère de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce (25 avril 1851, N° 1464) prescrivant aux syndics les règles nécessaires à suivre soit par les Conseils communaux dans leur session d'automne, pour la formation des états des assujettis; soit par l'autorité communale pour le concours qu'elle doit prêter au Vérificateur, et pour la surveillance qu'elle doit exercer sur la vente des marchandises et des produits de tout genre;

La deuxième du Ministère de l'Intérieur (15 octobre 1851, N° 11,088) rappelant aux syndics, qui sont placés plus spécialement sous sa dépendance, les mêmes obligations, et les invitant à faire procéder à des visites extraordinaires imprévues afin de s'assurer si l'usage des anciens poids et mesures a entièrement cessé.

2. Trois nouveaux Décrets Royaux provoqués par le Ministère de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce ont eu pour objet:

1. Le premier du 5 mai 1851, l'approbation d'un tableau d'additions et corrections aux tables de réduction des anciens poids et mesures en poids et mesures métriques publiées le 30 juin 1849.

2. Le second du 5 mai 1851, l'autorisation pour le commerce de Gênes de se servir provisoirement, tant que les conditions actuelles du port-franc ne seront pas améliorées, d'un demi-hectolitre de forme particulière, plus maniable et plus appropriée au service des ouvriers chargés du débarquement et du mesurage des céréales.

3. Le troisième du 10 juin 1851, le règlement des frais extraordinaires de vérification, et la transmission aux tribunaux des objets saisis par suite de contravention à la loi.

3. L'Inspection supérieure, indépendamment de ses relations journalières avec les Vérificateurs sur la marche du service, a fait aussi ce qui dépendait d'elle pour en assurer la régularité et pour applanir les difficultés qui se présentaient dans son exécution. C'est dans ce but qu'elle a transmis aux Vérificateurs: D'abord une Instruction sous la date du 11 juin 1851, qui fait suite à celle du 31 juillet 1850, et qui, résumant toutes les dispositions partielles données depuis cette époque, y ajoute celles propres à assurer l'uniformité des opérations sur tous les points du Royaume;

Ensuite diverses circulaires leur faisant connaître les dispositions émanées de l'autorité supérieure d'après l'avis du Procureur général, de l'Avocat général et du Conseil d'Etat, pour la formation et la rectification des états d'assujettis, pour l'application de la loi aux employés comptables du Gouvernement, et à diverses classes d'industries qui voulaient s'y soustraire, pour les contraventions et les oblations, pour l'interprétation des dispositions qui donnaient lieu à quelque incertitude chez les Vérificateurs.

Le Réglement du 14 septembre publié en suite de la Loi des Patentes du 16 juillet 1851, ayant prescrit, art. 39, premier alinea, aux Vérificateurs de fournir aux employés des contributions directes l'état de tous les assujettis de chaque commune et de l'importance respective de chaque industrie, l'accomplissement de cette prescription a encore donné lieu aux instructions du même bureau d'Inspection supérieure, tendant à fournir aux Vérificateurs les données nécessaires pour remplir les vues du Gouvernement à ce sujet.

Enfin le même bureau a transmis les autres directions qu'il a jugées nécessaires, soit pour la publication des manifestes en conformité de l'art. 52 du Réglement du 8 avril 1850, soit pour la rédaction du tableau général statistique (dont faisait mention mon Rapport du 20 avril 1851), lequel a pour objet de faire connaître par province et par mandement le développement de chaque genre de commerce et de chaque industrie.

4. La Commission des poids et mesures (1) non seulement a été appelée à préparer et à donner son avis sur les dispositions qui précèdent avant leur adoption; mais encore elle a résolu diverses questions d'art qui lui ont été soumises par le Ministère, et par l'Inspection supérieure;

Elle a continué à s'occuper de la collaudation du matériel destiné aux bureaux de vérification, matériel dont la livraison, à peu près terminée, n'apportera plus désormais aucun obstacle à la marche régulière de la Vérification.

Les étalons prototypes destinés aux bureaux d'Intendance, et exécutés à Paris dans les ateliers Gambey, ont été également transmis à leur destination après avoir été soumis par la Commission à une vérification rigoureuse, afin de tenir compte des légères différences qu'ils peuvent offrir, bien que ces différences ne dépassent pas les limites de tolérance accordées par la loi.

La Commission qui avait déjà donné, en juillet 1850, un premier concours pour couvrir les places vacantes de Vérificateurs, en conformité du chap. II du Décret du 8 avril 1850, en a ouvert deux autres en 1851, les 15 janvier et 25 juin. Dans le premier, auquel sont intervenus 27 Candidats, 5 ont été reconnus admissibles dans l'ordre suivant:

MM. Jacquier André,
» Court Charles,
» Bosio Angelo,
» Parotti Enrico,
» Tappi Giovanni.

Dans le second, où 8 candidats se sont présentés, un seul, M. Trabucco Bonifacio, a justifié de la capacité requise.

Un 4me concours a été fixé au 29 mars courant pour satisfaire aux besoins actuels, et pour donner aux aspirans le temps de se préparer, il a été annoncé au public plusieurs mois à l'avance.

Il y a donc lieu d'espérer que dans peu de mois, le service se trouvera régulièrement et complètement assuré sur tous les points du Royaume.

En attendant, le Ministère a tâché, comme l'an dernier, d'y suppléer; et il a appliqué temporairement aux provinces dépourvues les Vérificateurs des provinces qui, vu la circonscription moins étendue de celles-ci, ont pu en être distraits quelque temps sans nuire essentiellement à leur service ordinaire; c'est ainsi que monsieur le Vérificateur de Tarantaise, Pacotti, a fait le service de la province de Haute-Savoie; que le Vérificateur du Faucigny, M. Court, a fait celui du Châblais; que les Vérificateurs de Novi et de Valsesia, MM. Paganone et Bussetti, ont été appelés à Turin pour aider à la vérification tant de la province que de la ville.

Telles sont, Monsieur le Ministre, les dispositions à l'aide desquelles le Gouvernement a cherché à assurer dans les Etats l'introduction générale et complète du système métrique.

Il me reste maintenant à vous faire connaître les résultats de la vérification pendant l'exercice 1851.

(1) *Elle se compose aujourd'hui de M. le comte Avogadro di Quaregna président — l'Inspecteur supérieur Desprine — le colonel du Génie Menabrea — le professeur Pollone — l'ingénieur Motta — et l'ingénieur-mécanicien Thémar.*

Vérification de 1851.

Les poinçons à la lettre F n'ayant pu être transmis aux Vérificateurs que dans le mois de mai, et le retard éprouvé dans le complément de la vérification 1850, qui s'est prolongée jusqu'en avril, n'ont permis de commencer la vérification périodique 1851 que dans le courant du mois de juin. Dès lors elle s'est poursuivie presque sans interruption sur tous les points du Royaume, et comme les Vérificateurs avaient l'autorisation d'accorder quelque délai aux assujettis qui pouvaient justifier de motifs légitimes, cette vérification s'est prolongée jusqu'en février dernier.

Difficultés signalées par les Vérificateurs.

En conformité des instructions qu'ils avaient reçues, chaque Vérificateur a transmis au bureau de l'Inspection supérieure un rapport sur la manière dont s'est opérée la vérification, et sur les observations qu'elle l'a mis dans le cas de recueillir, soit dans l'intérêt du service, soit dans celui de la diffusion du système métrique. Il résulte de l'ensemble de ces rapports, que si le système métrique n'est pas encore exclusivement employé sur tous les points du Royaume, la cause n'en est pas due au défaut des poids et mesures métriques, mais bien à l'usage encore abusif des poids et mesures anciens dans plusieurs localités. Cette inexécution de la loi dépend de diverses circonstances dont il est de mon devoir de vous signaler les principales:

1. Dans les provinces limitrophes avec les États voisins où le système métrique n'est pas en vigueur, tels que la Lombardie, le Plaisantin, les Cantons Suisses, les transactions internationales, qui ont lieu journellement, se font plus volontiers avec les anciens poids et mesures usuels, mieux connus, qu'avec les poids et mesures métriques;

2. Les propriétaires n'étant point tenus à la vérification n'ont encore chez eux, pour la plupart, entre les mains que les premiers, et ils s'en servent habituellement tant dans leurs contrats d'achat que dans ceux de vente, ce qui nuit nécessairement à la diffusion du nouveau système;

3. La presque totalité des assujettis se sont bien pourvus des poids nouveaux conformément à la loi; mais, hors de la présence des autorités, ils usent encore le plus souvent des anciens qu'ils ne tiennent pas en évidence, ou bien tout en se servant des poids nouveaux, ils ne laissent pas de rapporter les prix aux poids anciens en réduisant les poids nouveaux en cette conformité, souvent même au détriment de l'acheteur;

4. Les syndics, à part dans quelques rares localités, n'ont ni exécuté jusqu'ici par eux-mêmes ni fait exécuter aucune visite extraordinaire pour s'assurer de l'exécution de la loi. Aussi ne se gêne-t-on nullement; on trouve même jusque dans cette capitale publiquement affiché le prix de vente de divers objets, tels que des étoffes, au ras au lieu du mètre.

Les Vérificateurs se plaignent avec raison que dans beaucoup d'endroits le nouveau système paraît n'exister que de nom.

Les faits que je viens de signaler ne dépendent en aucune manière du Vérificateur, mais bien des autorités locales. Les instructions du Ministère et des Intendans ont, il est vrai, tâché d'y remédier et d'exciter à cet effet le zèle des Syndics et des Conseils délégués; mais ces dispositions sont loin d'avoir obtenu jusqu'à ce jour un succès complet. Il est fort à désirer que de nouvelles sollicitations plus pressantes de la part du Gouvernement et des visites extraordinaires imprévues assurent l'exécution rigoureuse de la loi. Il suffirait de 2 ou 3 mois d'une surveillance sévère pour obtenir le succès désiré, et ce n'est que par ce moyen qu'on y est parvenu en France, lorsqu'en 1840 le gouvernement a voulu faire disparaître toute trace de l'ancien système.

Quant à la Vérification en elle-même, les employés chargés de ce service ont fait leurs efforts pour remplir toutes les attributions qui leur sont confiées; mais il faut le dire, s'ils n'ont pas constamment réussi, c'est encore par suite du concours insuffisant de l'autorité locale et de l'autorité judiciaire.

Ainsi la loi du 26 mars 1850 ayant (art. 3, et 5) délini les personnes et les établissemens assujettis à la vérification, et déterminé (art. 22) qu'il serait pourvu par Décrets Royaux au mode d'exécution, les art. 50 et 51 du Décret du 8 avril suivant ont attribué:

1. Au Ministère la formation de la tabelle indicative des diverses industries;

2. Aux Conseils communaux celle de l'état des assujettis de leur commune, en conformité de cette tabelle.

Dans la presque totalité des provinces, un grand nombre de Conseils ont apporté un fort long retard dans la remise desdits états. Plusieurs communes ont même dû être vérifiées en 1851, sans que cet état ait été fourni.

Dans d'autres localités, les Conseils ont fait des omissions ou des erreurs de classification assez considérables; plusieurs d'entr'eux ont arbitrairement effacé un assez grand nombre d'assujettis sur la simple déclaration de ces derniers qu'ils ne faisaient point usage de poids, sans s'enquérir si la déclaration était sincère et si, par la nature de leur commerce ou industrie, ces assujettis n'étaient pas obligés d'en avoir.

Lorsque les Vérificateurs ont voulu verbaliser et opérer le séquestre aux termes de l'art. 12 de la loi du 26 mars 1850, souvent ils n'ont pu trouver les deux témoins exigés par ledit article qui aient voulu souscrire leurs verbaux. D'autrefois les agens de police ont refusé de les accompagner s'il ne leur était accordé un correspectif à cet effet.

Les verbaux dressés par les appariteurs communaux ont quelquefois été refusés par les tribunaux de mandement. Souvent aussi les juges ont rendu des sentences absolutoires sur la simple déclaration des assujettis qu'ils ne se servaient pas de poids et mesures.

Ils n'ont pas tenu compte, dans ce cas, que ce n'est point à l'autorité judiciaire, mais bien à l'autorité administrative que la loi a donné cette attribution, en la chargeant, *elle seule*, de dresser l'état, de le publier, de recevoir les oppositions et de décider sur celles-ci, tandis que l'autorité judiciaire n'est appelée qu'à décider si l'assujetti porté dans l'état a satisfait, ou non, à la vérification.

Le retard souvent apporté par quelques avocats fiscaux à transmettre aux vérificateurs l'état des sentences, n'a plus permis à ces derniers de provoquer la cause en appel.

Enfin dans les oblations la facilité qu'a mise l'autorité judiciaire à recevoir le *minimum* de l'amende porté par l'art. 15 de la loi du 26 mars, a fait que bien des assujettis, comptant sur cette légère peine, ont préféré s'y exposer plutôt que de se conformer à la loi.

Grâces aux dispositions provoquées par le Ministère de l'Agriculture et du Commerce, une partie de ces obstacles seront prévenus pour l'avenir.

Ainsi la délibération interprétative du Conseil d'Etat en date du 7 février 1852 qui autorise l'Intendant à porter d'office les assujettis au refus des communes;

L'autre délibération prise en septembre 1851 par le même Conseil prescrivant de n'accepter pour oblation qu'une somme convenable;

Les dispositions spéciales données par quelques administrations générales à leurs subordonnés permettront déjà d'éviter quelques-uns des inconvéniens signalés. Pour les autres, je ne saurai trop appeler la sollicitude de votre Ministère afin qu'il veuille bien employer son influence soit auprès du Ministère de l'Intérieur, soit auprès du Ministère de Grâce et Justice, en les invitant à donner à chacune des autorités placées sous leur immédiate dépendance des instructions suffisantes.

Résultats de la Vérification 1851.

Malgré les imperfections que je viens de signaler, la vérification a cependant été effectuée d'une manière, en général, satisfaisante, et nulle part, il n'y a eu de résistance aux opérations du Vérificateur.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous en présenter dans l'état ci-joint, n° 1, le résultat général, province par province, comparé avec celui de 1850. Vous y remarquerez dans les chiffres de chaque catégorie des variations assez marquées. Elles proviennent, en grande partie, de ce que les Conseils ayant mieux compris le sens des mots *population agglomérée de 5000 ames* (art. 5 de la loi du 26 mars) ont dû réduire à 1 fr. 25 et 0 40 plusieurs industries portées l'an dernier à 2 fr. 50 et 0 80. Cependant le nombre total des assujettis s'est élevé à 124,555 et celui des droits à percevoir à 240,962 fr. 55 ; chiffres qui tous les deux dépassent ceux de l'an dernier, et qui se subdivisent :

	Assujettis	*Droits*
Pour les Provinces de Terre-ferme	115,023	220,801 40
Pour la Sardaigne	9,332	20,161 15
	124,555	240,962 55

La plupart des provinces ont présenté, soit dans le chiffre des assujettis, soit dans celui du montant des droits, une augmentation sensible. Celles où l'accroissement se trouve le plus considérable sont :

Turin (ville et province), Gênes (ville et province), Casal, Mondovi, Pignérol, Suse, Asti, Novare, Ivrée, Chiavari, Maurienne, Alexandrie, Acqui, Bielle, Aoste et Valsesia.

Celles, au contraire, qui ont donné lieu aux plus fortes diminutions, spécialement dans le nombre des assujettis, sont :

Lomelline, Levante, Oneglia, Bobbio, Chablais, Albenga et Saluces. J'ai dû chercher à m'assurer des motifs qui avaient amené cette réduction, et si elle ne devait pas être imputée au Vérificateur lui-même; mais d'après les détails qui m'ont été fournis, il me résulte que l'on doit l'attribuer en partie au défaut de récolte des huiles qui ont diminué le nombre des marchands d'olives dans la rivière de Gênes, puis à quelques changemens de catégories opérés par les Conseils, principalement de la 2me à la 5me, changemens qui, il faut le dire, ne sont pas toujours suffisamment justifiés, ainsi qu'à la suppression de diverses industries dans les Etats des assujettis ; enfin au peu de soins apportés dans la rédaction de ces états par les Conseils des communes.

Quant à la Sardaigne, elle présente un accroissement assez notable ; mais il est plutôt dû à ce que la vérification a pu s'opérer plus complètement en 1851 qu'en 1850. Toutefois il y a lieu de croire qu'il est aussi dû en partie à l'augmentation des relations commerciales de pays à pays, résultat de l'amélioration des voies de communication intérieures, et des plus fréquens rapports de cette île avec le continent.

Il n'est pas inutile, Monsieur le Ministre, de vous signaler ici l'accroissement du nombre des assujettis depuis que l'Administration de ce service a passé de la Chambre des Comptes à l'Inspection supérieure. Il résulte, en effet, des renseignemens que j'ai recueillis, qu'il s'est élevé suivant l'état ci-joint n. 2.

EN	ASSUJETTIS	DROITS
Pour la Terre-Ferme.		
1828	»	75878 88
1836	»	82857 69
Moyenne de 1840-1844	67838	104405 46
1845	64499	103889 47
1846	84875	121515 95
1847	91704	126800 85
1848	81872	115958 21
1849	(Vérification incomplète)	
1850	110542	214959 85
1851	115023	220801 40
Pour la Sardaigne.		
1848	3111	5911 40
1849	(Vérification incomplète)	
1850	5069	11697 43
1851	9332	20161 15

Si l'un et l'autre de ces tableaux démontrent évidemment une régularité progressive dans le service, ils prouvent aussi un accroissement progressif dans les transactions, accroissement auquel ont participé toutes les provinces du Royaume.

Comme complément des tableaux précédents, j'espère vous en présenter un troisième résultant du tableau statistique dont vous a entretenu mon rapport de l'an dernier, contenant :

1. Le nombre des divers poids et mesures soumis pendant l'exercice 1851 tant à la vérification première qu'à la vérification périodique ;

2. Le nombre par provinces des assujettis pour chaque industrie, énoncée dans le Décret Ministériel du 18 avril 1850.

Mais n'ayant pu encore recevoir de tous les Vérificateurs le tableau de leurs provinces respectives, je me réserve d'y suppléer dès que ces tableaux me seront parvenus en totalité. Ce travail aura l'avantage de faire connaître d'une manière assez approximative l'importance industrielle relative de chaque province, et l'importance spéciale des diverses industries dans chacune.

Il donnera lieu, en même temps, d'apprécier les reclamations faites par divers Vérificateurs sur l'insuffisance de l'indemnité de transfert fixée par l'art. 12 du Réglement du 8 avril 1850, et, s'il y a lieu, les moyens d'y faire droit.

Je ne terminerai pas le présent rapport sans rendre aux Vérificateurs des poids et mesures le témoignage de satisfaction qu'ils méritent de la part de l'Autorité supérieure, pour les efforts que chacun d'eux a constamment faits dans le but de seconder les vues du Gouvernement, et d'aider de tout leur pouvoir la diffusion du système métrique.

Le rapport qu'ils ont transmis à la fin de la vérification, en faisant connaître les causes qui se sont opposées à l'adoption complète et exclusive du système métrique dans leurs provinces respectives, met le Gouvernement à même d'y remédier, et dès que le concours de l'Autorité communale locale, et celui de l'Autorité judiciaire se joindront d'une manière suffisamment efficace au service des Vérificateurs, je ne crains pas d'assurer que le pays se trouvera définitivement doté de l'un des plus précieux avantages que la magnanimité du Roi Charles-Albert a voulu lui procurer.

Je dois le même témoignage aux Vérificateurs appliqués au bureau de l'Inspection supérieure, bureau dont les travaux prennent tous les jours plus d'extension, et exigent des rapports continuels tant avec les Vérificateurs qu'avec les Autorités provinciales et communales.

Je le dois encore à monsieur le chevalier Motta, lequel, non seulement pendant mon absence, qui s'est prolongée quelques mois, mais encore depuis mon retour à Turin, s'est empressé de me suppléer et de fournir à ce bureau, toutes les fois qu'il en a eu besoin, son active et intelligente coopération.

J'ai l'honneur de me dire avec les sentimens de la plus haute considération

Monsieur le Ministre,

Votre très-humble et obéissant serviteur

L'Inspecteur des mines,
Chef de l'Inspection supérieure des poids et mesures
DESPINE.

TABLEAU N. 1.

Tableau comparatif des assujettis des Poids et Mesures et des droits de vérification dûs au Trésor dans les exercices 1850-51.

DIVISIONS ADMINISTRATIVES	PROVINCES	CATÉGORIES : Bureaux publics 1850	1851	Marchands en gros 1850	1851	Marchands au détail 1850	1851	Marchands avec mesures linéaires 1850	1851	Marchands Ambulants 1850	1851	TOTAL des ASSUJETTIS 1850	1851	DIFFÉRENCE en plus	en moins	TOTAL des DROITS 1850	1851	DIFFÉRENCE en plus	en moins	POPULATION d'après le recensement de 1848
Turin	Turin Cité	135	160	658	843	2916	5465	753	574	4523	1129	5768	6171	403	»	12497 60	13653 40	1155 50	» »	136849
	Turin Province	254	268	747	707	4416	4539	1111	1398	76	500	6586	7012	426	»	13681 05	13954 10	250 05	» »	275110
	Pignérol	111	148	516	405	1773	2018	727	675	136	172	3063	3416	354	»	5373 10	6684 90	1091 80	» »	135235
	Suse	60	64	116	138	1496	1490	170	226	20	19	1862	1637	75	»	3109 30	3264 65	155 35	» »	84854
Gênes	Gênes Cité	66	129	390	900	3085	2484	374	565	127	649	4042	4687	645	»	10408 50	12145 60	1707 10	» »	100582
	Gênes Province	50	73	547	735	3146	3212	496	825	111	8	4520	4553	233	»	9540 85	9784 80	243 95	» »	184848
	Chiavari	56	65	250	448	1590	1548	210	258	22	69	2128	2588	250	»	5331 20	5383 60	52 40	» »	116077
	Spezia	62	65	192	151	2053	1961	302	504	13	50	3122	2731	»	391	6085 45	6478 55	» »	1166 90	78859
	Novi	42	46	102	108	952	902	252	245	15	31	1523	1332	9	»	2487 25	2344 90	» »	142 35	65013
Chambery	Savoie-propre	88	92	164	151	2095	2073	886	845	19	26	3250	3185	»	65	5408 20	5299 60	» »	108 60	152268
	Haute-Savoie	24	52	65	77	693	714	321	361	»	»	1103	1187	84	»	1999 95	1909 95	» »	90 00	90872
	Maurienne	66	75	104	99	800	943	463	325	1	13	1434	1655	221	»	2266 50	2540 40	273 90	» »	94259
	Tarantaise	35	54	145	127	717	682	275	251	34	41	1202	1155	»	47	2091 20	1949 50	» »	141 90	45723
Annecy	Genevois	75	87	124	113	1545	1655	956	992	4	»	2684	2845	161	»	5982 75	6244 50	261 75	» »	107474
	Faucigny	59	64	143	138	1591	1444	605	517	7	6	2203	2169	»	34	5155 55	5304 55	211 00	» »	105474
	Chablais	54	47	67	62	701	705	536	240	»	»	1458	1054	»	404	1447 55	1802 15	354 60	» »	97562
Alexandrie	Alexandrie	126	175	300	370	1888	1805	457	456	201	356	2932	3162	210	»	6561 55	6906 60	542 05	» »	127870
	Asti	110	157	189	408	2064	2095	1005	1048	178	211	3544	3897	555	»	5915 95	7005 05	1087 10	» »	156065
	Tortone	79	94	489	540	737	711	602	596	»	74	1907	1975	68	»	4421 80	4885 05	463 25	» »	96855
	Vochera	95	86	156	257	1519	1453	955	887	325	199	2850	2862	12	»	4455 60	4856 50	420 90	» »	101695
	Bobbio	24	26	11	12	553	502	261	95	11	9	860	644	»	216	896 25	965 60	67 35	» »	57853
Coni	Coni	105	129	291	288	2556	2313	511	579	19	30	3282	3339	57	»	6558 70	7069 65	510 95	» »	179656
	Albe	77	78	245	221	1415	1246	456	354	120	205	2293	2394	»	101	4871 50	4379 90	» »	491 40	118844
	Mondovi	152	156	411	596	1858	1987	527	875	15	24	2961	5418	457	»	6086 »	6602 95	516 95	» »	158450
	Saluces	125	146	218	210	2062	2107	951	865	460	465	5796	5763	»	33	6750 05	6330 90	» »	599 15	153942
Ivrée	Ivrée	77	96	504	533	1755	1975	475	464	249	255	2858	3123	285	»	5434 80	5892 45	457 65	» »	168561
	Aoste	55	42	298	337	846	895	122	145	22	26	1525	1445	122	»	3148 65	3360 80	242 15	» »	81252
Novare	Novare	117	139	412	412	2188	2247	644	800	264	528	5622	5926	304	»	7001 85	7414 95	415 10	» »	178069
	Lomelline	145	128	595	594	2254	2117	845	852	85	275	5888	5743	»	155	8844 35	7085 30	» »	1561 05	139649
	Pallanza	182	84	590	444	1105	1144	429	462	»	4	2106	2453	29	»	4901 15	4631 45	» »	269 70	64050
	Ossola	48	42	205	192	655	717	258	259	101	98	1265	1506	65	»	2386 75	2449 60	32 85	» »	36551
	Valsesia	12	23	111	95	694	865	458	462	44	16	1016	1157	141	»	1846 85	1979 50	132 65	» »	38879
Nice	Nice	129	125	359	272	2247	1904	604	784	14	256	3353	3339	»	14	6827 45	6836 40	» »	491 35	118377
	Oneglia	56	47	227	186	1659	1551	217	254	14	111	2153	1951	»	222	4572 85	3695 95	» »	878 90	60072
	S.t Remo	30	59	214	150	1549	1500	202	269	5	52	1806	1810	4	»	4059 70	5388 »	» »	651 70	64541
Savoie Vercelli	Verceil	133	167	557	535	2178	2187	776	804	727	656	4151	4167	16	»	7616 20	7908 60	292 40	» »	121806
	Bielle	86	95	457	509	2085	2045	990	946	250	449	3868	4014	146	»	6131 10	6596 65	465 75	» »	150694
	Casale	103	120	218	216	2002	2295	1535	1689	576	479	4234	4797	563	»	5701 65	6519 25	617 60	» »	120428
	Savone	76	64	208	189	1682	1620	115	270	16	23	2097	2166	69	»	4933 40	4823 45	» »	412 95	78906
	Acqui	80	74	162	255	1015	1155	258	196	»	»	1495	1686	165	»	5430 »	5394 50	464 50	» »	101202
	Albenga	54	56	258	218	1295	1504	138	112	8	15	1756	1705	»	51	4137 »	3950 10	» »	186 90	59995
		3477	3822	11191	12382	63216	68555	21800	25062	5598	7202	110342	115023	5913	1433	214959 85	220801 40	12654 40	6792 85	4568972
Sardaigne	Cagliari	89	154	253	375	1762	2167	70	225	56	151	2210	5052	842	»	5562 45	7438 30	1775 85	» »	448986
	Iglesias																			
	Sassari																			
	Alghero	85	197	65	88	844	1769	65	417	4	16	1059	2487	1428	»	2745 40	5571 15	2825 75	» »	147045
	Ozieri																			
	Tempio																			
	Nuoro																			
	Cagliari	145	163	42	68	680	1096	567	505	50	58	1262	1868	606	»	2299 58	3407 35	1107 77	» »	125954
	Ogliastra																			
	Isili	25	215	58	195	419	1051	32	287	4	177	538	1925	1387	»	1289 70	4044 55	2754 68	» »	127147
	Oristano																			
		340	729	396	726	5705	6083	534	1452	94	362	5069	9532	4263	»	11697 43	20161 15	8464 02	» »	547112
	Totaux	3817	4551	11587	13108	71921	74638	22394	24491	5692	7564	115411	124555	10176	1433	226656 98	240962 55	21118 42	6793 85	4916084

www.InternetAmuale.it

TABLEAU N. 2.

SOUS LE TARIF DES LETTRES PATENTES DU 29 JUILLET 1836 — INSPECTION SUPÉRIEURE DES POIDS ET MESURES — CHAMBRE DES COMPTES — SOUS LE TARIF DE LA LOI du 30 Mars 1850. — INSPECTION SUP.RE DES POIDS ET MESURES — RÉSULTATS DE LA VÉRIFICATION

PROVINCES	1828 DROITS de Vérification	1836 DROITS de Vérification	1844 Moyenne des années 1840-1844 Droits	1845 Nombre assujettis	1845 Droits de Vérification	1846 Nombre assujettis	1846 Droits de Vérification	1847 Nombre assujettis	1847 Droits de Vérification	1848 Nombre assujettis	1848 Droits de Vérification	1849 ANNÉE INCONNUE Nombre assujettis	1850 Droits de Vérification	1851 Nombre assujettis	1851 Droits de Vérification	DIFFÉRENCE de 1851 à 1845 Nombre des assujettis en plus	DIFFÉRENCE de 1851 à 1845 Nombre des assujettis en moins	DIFFÉRENCE de 1851 à 1845 Droits de Vérification en plus	DIFFÉRENCE de 1851 à 1845 Droits de Vérification en moins
Turin (Ville. Province	7972 25	2058 79	13805 15	4015 »	9769 95	1016 »	10049 20	3568 »	6823 68	4450 »	6402 74	5708 »	19477 60	6171 »	13535 10	2156 »	3768 »	17814 65	5383 54
Pignerol. Province	1724 40	1516 27	4568 10	2279 »	2852 75	1362 »	4085 »	3965 »	1875 84	1362 »	3975 »	6586 »	13651 10	6586 »	7065 »	4307 »	2497 »	5213 15	»
Suse.	1319 »	1498 92	2352 75	1535 »	817 75	905 »	1050 »	1637 »	778 »	1438 »	1906 89	3035 »	5578 10	1962 »	3100 50	427 »	671 »	1664 65	»
Genes (Ville. Province	9153 70	10698 15	13000 »	8103 »	4897 »	8975 »	13539 65	9097 »	15997 90	7955 »	19855 92	4020 »	10008 50	4032 »	19640 85	1929 »	9840 80	9900 40	»
Chiavari.	2557 57	2009 »	»	»	2806 72	1631 »	2406 »	1470 »	2780 »	1470 »	3780 »	1533 »	3135 »	1533 »	3549 90	63 »	1016 »	1981 16	»
Spezia.	1425 60	1451 82	3812 15	1006 »	2153 81	1509 »	3996 50	2007 »	6200 70	2007 »	6408 60	1632 »	3487 95	1532 »	3549 90	525 »	526 »	1368 55	»
Savone (Province	1467 87	3888 31	5755 41	2208 »	5737 82	2007 »	6200 70	3056 »	9454 60	3601 »	4012 35	3200 »	6408 80	1105 »	5645 45	1103 »	5090 85	5105 »	1349 35
Haute-Savoie	2457 60	744 40	710 62	697 »	855 50	935 »	1068 35	1262 »	1708 05	1456 90	2328 »	1990 85	3487 95	1990 85	3549 90	1187 »	400 »	1221 90	»
Maurienne	2516 85	1885 50	2250 »	951 »	2850 »	1444 »	2572 35	1362 »	3724 35	1961 »	3698 55	1494 »	3266 50	1055 »	3540 40	1187 »	2091 30	2804 40	»
Tarantaise	690 »	690 50	672 82	777 »	964 40	1382 »	1305 50	1272 »	1874 30	1242 »	1835 05	1202 »	2091 30	1135 »	1949 50	578 »	67 »	1114 50	»
Genevois	811 14	1729 06	2409 98	1948 »	2406 98	1632 »	3021 75	2165 »	3238 11	1530 »	3255 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	893 »	107 »	1407 52	»
Faucigny	725 55	1645 05	2409 98	1806 »	2409 98	1917 »	3174 40	1470 »	3255 08	1470 »	3255 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	585 »	147 »	1037 50	»
Chablais	1501 32	3065 05	2409 98	1557 »	3311 79	1465 »	3087 85	1329 »	3238 11	1329 »	3255 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	873 »	127 »	1037 50	»
Alexandrie	1639 52	1330 187	2409 98	1415 »	3117 50	889 »	1424 95	1087 »	2291 »	1087 »	2291 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	873 »	127 »	1037 50	»
Tortone	1485 52	1379 162	2409 98	1415 »	3117 50	889 »	1424 95	1087 »	2291 »	1087 »	2291 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	873 »	127 »	1037 50	»
Voghera	1485 52	2409 109	2409 98	1415 »	3117 50	889 »	1424 95	1087 »	2291 »	1087 »	2291 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	873 »	127 »	1037 50	»
Bobbio.	409 92	444 95	2409 98	1415 »	3117 50	889 »	1424 95	1087 »	2291 »	1087 »	2291 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	873 »	127 »	1037 50	»
Coni	2463 38	2254 91	3255 19	1557 »	3311 79	1465 »	3087 85	1329 »	3238 11	1329 »	3255 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	873 »	127 »	1037 50	»
Alba	1561 70	2292 150	3255 19	1557 »	3311 79	1465 »	3087 85	1329 »	3238 11	1329 »	3255 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	873 »	127 »	1037 50	»
Mondovi	2867 59	2292 150	3255 19	1557 »	3311 79	1465 »	3087 85	1329 »	3238 11	1329 »	3255 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	873 »	127 »	1037 50	»
Saluces	2829 72	2292 150	3255 19	1557 »	3311 79	1465 »	3087 85	1329 »	3238 11	1329 »	3255 »	1202 »	2091 30	1055 »	1844 50	873 »	127 »	1037 50	»
Pignerol	1975 50	2017 14	5139 »	2050 »	4853 »	1688 »	3202 94	2192 »	5895 98	1335 »	5737 05	1180 »	3035 »	1180 »	3035 »	870 »	130 »	2297 50	»
Suse.	1043 61	481 55	705 48	535 »	1246 91	671 »	1246 91	685 »	1843 50	685 »	1843 50	685 »	1843 50	685 »	1843 50	»	»	»	»
Genes (Ville.	614 36	1800 »	3705 »	1698 »	3705 »	1698 »	3705 »	1698 »	3705 »	1698 »	3705 »	1698 »	3705 »	1698 »	3705 »	»	»	»	»
Chiavari.	1580 60	1628 52	3278 »	1417 »	3278 »	1417 »	3278 »	1417 »	3278 »	1417 »	3278 »	1417 »	3278 »	1417 »	3278 »	»	»	»	»
Spezia.	703 24	1065 40	1627 27	1056 »	2303 »	1056 »	2303 »	1056 »	2303 »	1056 »	2303 »	1056 »	2303 »	1056 »	2303 »	»	»	»	»
Savone (Province	3010 47	2965 55	1600 »	1050 »	2303 »	1050 »	2303 »	1050 »	2303 »	1050 »	2303 »	1050 »	2303 »	1050 »	2303 »	»	»	»	»
Haute-Savoie	2440 65	1758 48	5139 20	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	»	»	»	»
Maurienne	780 30	2325 54	1020 40	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	»	»	»	»
Tarantaise	1871 97	2277 50	5139 20	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	»	»	»	»
Genevois	1404 70	1415 50	1020 40	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	1865 »	4089 »	»	»	»	»
Faucigny	73878 88	32857 60	104405 40	64499 »	105889 17	34875 »	121515 95	91704 »	126800 85	81872 »	115058 21	81872 »	115025 »	81872 »	115025 »	40	»	5536 74	5536 55
Chablais																			
Alexandrie																			
Tortone																			
Voghera																			
Bobbio.																			
Coni																			
Alba																			
Mondovi																			
Saluces																			
Pignerol																			
Suse.																			
Genes (Ville.																			
Chiavari.																			
Spezia.																			
Savone (Province																			
Haute-Savoie																			
Maurienne																			
Tarantaise																			
Genevois																			
Faucigny																			
Chablais																			
Alexandrie																			
Tortone																			
Voghera																			
Bobbio.																			
Coni																			
Alba																			
Mondovi																			
Saluces																			
Pignerol																			
Suse.																			
Genes (Ville.																			
Chiavari.																			
Spezia.																			
Savone (Province																			
Haute-Savoie																			
Maurienne																			
Tarantaise																			
Genevois																			
Faucigny																			
Cagliari																			
Iglesias																			
Sassari																			
Alghero																			
Oristano																			
Tempio																			
Nuoro																			
Capieri																			
Oglialtra																			
Isili.																			
Oristano																			
Totaux.																			

AZIENDA GENERALE DELLE GABELLE.

Avviso d'asta.

Le infra designate Gabelle di Sale e Tabacco essendosi rese vacanti, si fa noto che a termini del R. Decreto 14 settembre 1851, il loro esercizio per un quinquennio, a far tempo dall'assunzione del medesimo, sarà esposto al pubblico incanto e deliberato, alla estinzione della candela vergine, a favore di chi avrà offerto maggior aumento sovra ciascuno dei prezzi seguenti, nell'ufficio ed all'ora e giorno infra specificati.

Gl'incanti si apriranno separatamente per ciascuna Gabella, e caduna offerta d'aumento non potrà essere minore di *lire dieci*.

Chiunque vorrà essere ammesso all'appalto, dovrà produrre un attestato di buona condotta spedito dal sindaco della propria residenza.

Il titolare d'una Gabella stabilita nel circondario del Banco dei sali da cui dipende quella da appaltarsi sarà escluso dal concorso alle licitazioni.

Le spese tutte dell'incanto, deliberamento e contratto sono a carico dell'appaltatore.

Il quaderno delle condizioni preliminari, ossiano capitoli d'onere, è depositato nell'ufficio infrascritto dove ciascuno potrà prenderne cognizione.

È fissato dieci giorni successivi a quello del deliberamento il termine per la presentazione in carta bollata, all'ufficio in cui sarà seguito l'incanto, dell'offerta d'aumento di sesto o mezzo sesto; trascorso tal termine, che si dichiara scadere al mezzo-dì del giorno indicato nella seguente tabella, non si ammetterà più alcuna offerta in proposito.

Gli accorrenti agl'incanti, o reincanti per causa di sesto o mezzo sesto, dovranno fare primo del giorno fissato pei medesimi il deposito d'una somma pari al *Quinto del provento brutto della Gabella* per cui intendono concorrere, onde sopperire alle spese di carta, stampa, notificanze, incanti, emolumenti per la stipulazione dei contratti, copie dei medesimi, che si dichiarano tutte a carico degli appaltatori; siffatto deposito verrà ricevuto dai segretarii delle Intendenze, nanti le quali seguir devono i deliberamenti; e per quei lotti da deliberarsi nell'ufficio della Generale Azienda delle Gabelle in Torino, tale deposito dovrà operarsi nella cassa del contabile presso la manifattura dei Tabacchi, il quale ne spedirà corrispondente ricevuta agli accorrenti, e questi dovranno presentarla alla predetta Generale Azienda per essere ammessi alle licitazioni: tosto seguito il deliberamento, verrà il deposito in discorso fatto restituire agli accorrenti, ad eccezione però del deliberatario, il quale non potrà ritirarlo se non dopo d'aver adempito al prescritto dei seguenti paragrafi.

Dieci giorni dopo che il deliberamento sarà divenuto definitivo, l'appaltatore sarà tenuto di depositare a mani del banchiere una malleveria in numerario, in cedole od in obbligazioni dello Stato equivalenti al fitto di tre mesi, la quale malleveria sarà restituita al termine della locazione.

Il contratto relativo all'appalto di cui si tratta dovrà essere stipulato nei venti giorni successivi alla data del deliberamento definitivo, e non presentandosi il deliberatario entro il detto termine, la Gabella incantata sarà riesposta agli incanti a spese, rischio e pericolo del deliberatario il quale s'intenderà aver rinunciato al deposito di cui sovra del quinto del prodotto brutto della Gabella, da impiegarsi dall'Azienda delle Gabelle nel pagamento delle spese cadenti a suo carico, ed il rimanente servirà, occorrendo, a supplire in tutto od in parte alla differenza di fitto che potrebbesi presentare col reincanto per conto del medesimo, oppure cederà a profitto dell'erario dello Stato.

TABELLA

DELLE RIVENDITE DI SALE, TABACCHI, POLVERI E PIOMBI

da appaltarsi sulla base degli articoli 1, 2 e 3 delle *Condizioni preliminari* approvate dal Ministero delle Finanze, sotto la data del 24 dicembre 1851.

Uffizi in cui seguiranno i deliberamenti.

Lotto I. Intendenza generale della Divisione amministrativa di Genova — Gabella di Genova, via Ponticello — Epoca fissata per i deliberamenti: 20 aprile, a ore 11 del mattino: i fatali scadono l'8 maggio, a mezzogiorno.

Lotto II. Intendenza della Provincia di Susa — Gabella di Bussoleno — Epoca fissata per i deliberamenti: 27 aprile, a ore 11 del mattino: i fatali scadono il 7 maggio, a mezzogiorno.

Lotto III. Intendenza della Divisione amministrativa di Vercelli — Gabella di Gattinara — Epoca fissata per i deliberamenti: 27 aprile, a ore 11 del mattino: i fatali scadono al 7 maggio, a mezzogiorno.

Lotto IV. Intendenza della Provincia di Chiavari — Gabella di Chiavari, al luogo detto Capo Borgo — Epoca fissata per i deliberamenti: 27 aprile, a ore 11 del mattino: i fatali scadono il 7 maggio, a mezzogiorno.

Lotto V. Intendenza della Provincia di Saluzzo — Gabella di Cavallermaggiore (strada maestra) — Epoca fissata per i deliberamenti: 8 maggio, a ore 10 del mattino: i fatali scadono il 18 maggio, a mezzogiorno.

Annuo provento brutto sui Tabacchi e sulle Polveri.

	Tabacchi.	Polveri.	Totale.	Prezzo sul quale si farà l'incanto.
Lotto I.	1926 »	»	1926	481 »
» II.	907 »	244 »	1151	288 »
» III.	1052 »	44 »	1096	274 »
» IV.	445 »	115 »	556	139 »
» V.	723 »	» »	723	180 »

Torino, il 8 aprile 1852.

Per detta generale Azienda,
Il capo di Divisione
ENRICO GEYMET.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Reale Decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 1 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Prima pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sono state rilasciate
1	Chiappa Giovannina maritata Fiambérti	78	1849 8 febb.	10 67	Stabili	Tortona
2	Carbone Gio. Domenico	81	id.	25 »	id.	id.
3	Cordola Giuseppe e fratello fu Tomaso contrib., Cordola Giuseppe richiedente	52	1848 6 9bre	10 »	id.	Condove
4	Ferraris Domenico fu Gio. Maria contrib., Ferraris Giovanni fu Domenico richiedente	52	1849 11 feb.	14 »	id.	Stroppiana
5	Ferraris Giuseppe fu Eusebio contrib., Ferraris Eusebio fu Giuseppe richiedente	55	id.	12 »	id.	id.
6	Busto Antonio fu Sebastiano	54	id.	4 »	id.	id.
7	Bergera moglie Archini contribuente, Archini Luigi richied.	163	14 mag.	25 »	id.	Cuorgnè
8	Ferrari Paolo	(25, 26, 27)	1848 31 xbre	(11 » 37 50 20 »)	id.	Cava
9	Menietto Ludovico fu Lazzaro	115	1849 8 gen.	40 »	id.	Cuorgnè
10	Accornero Giuseppe di Stefano	76	8 febb.	25 »	id.	Montemagno
11	Biglione Luigi contrib., Borgo Isabella vedova Biglione richiedente	98	12 id.	10 »	id.	id.
12	Brignone Giacomo fu Nicola	69	1848 29 xbre	10 »	id.	Tonco
13	Tabusso Alessandro Francesco	78	1849 6 febb.	8 50	id.	Vignale
14	Tabusso Domenico fu Francesco	1	1848 25 8bre	2 80	id.	id.
15	Camoglino Luigi e fratello	65	1849 18 gen.	25 »	id.	Castellazzo
16	Gazzino Nicolò	64	id.	10 »	id.	id.
17	Vezzetti Maria vedova fu Giovanni contrib., Bolognino chirurgo Gio. Battista richiedente	19	1848 30 8bre	15 »	id.	Aglié
18	Bassò Bussolino Filippina	34	24 xbre	60 »	id.	Cassino
19	Conti Vittoria e eredi e per essi Massocca Leopoldo	9	30 8bre	15 »	id.	Santhià
20	Testa Giuseppe	22	28 id.	12 50	id.	Ivrea
21	Denegri Stefano	23	1849 10 feb.	100 »	id.	Ronco

Torino dall'Azienda Generale di Finanze il 15 aprile 1852.

Per l'Intendente Generale
POCCARDI.

INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge
8 febbraio 1851.

Essendo in tempo utile stato presentato l'aumento di mezzo sesto all'intera cascina demaniale detta San Michele, stata deliberata con atto del 13 ora scorso marzo alla somma di lire 45,200, il pubblico è avvisato che alle ore dieci antimeridiane del giorno 29 corrente aprile si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'Intendenza, coll'intervento ed assistenza del sig. Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini, da accendersi dopo l'ultima offerta, della vendita dei beni demaniali descritti al num. 30 della tabella annessa a detta legge, e consistenti cioè:

Cascina denominata S. Michele, composta di fabbricati rustici, campi, vigne, prati, boschi, e gerbidi proveniente dall'antico Demanio, situata sulli territorii di Priocca e Castellinaldo, nelle regioni, coerenze e numeri di mappa infra specificati, della complessiva superficie di giornate ottantaquattro, tavole trentanove, e pedi tre, corrispondenti in misura metrica ad ettari 32, 15, 3542, presentemente affittata al sig. Gatto Giuseppe del vivente Guglielmo di Castellinaldo, in forza d'atto 30 settembre 1843, finiente tale affittamento col giorno 10 novembre 1852, mediante l'annuo prezzo di lire 1065, cioè:

1. Regione S. Michele, in territorio di Castellinaldo, fabbricato rustico, denominato S. Michele, con aia, orto e sito, a cui coerenziono li beni componenti il presente lotto, coi numeri di mappa 163, 163 1/2, della superficie di giornate 0, 54, 0, eguali ad ettari 0, 20, 574.

2. Ivi, Prato e gerbido, coerenti la strada comunale ed i beni del presente lotto, segnato in mappa col N. 162 1/2, di giornate 2, 94, 0, eguali ad ettari 1, 12, 014.

3. Regione Pianteri — Vigna, coerenti la strada comunale, il sig. conte di Canale, Sibona G.o Battista, Sibona Bartolomeo, Arrigo Gioanni, ed il presente lotto, descritto in mappa col N. 159, di giornate 8, 56, 0, eguali ad ettari 3, 18, 516.

4. Regione Carpignano — Vigna, coerenti la parrocchiale di Magliano, Francesco Tomalano, i confini della comunità di Magliano, ed i beni del presente lotto, descritta in mappa col N. 160, di giornate 1, 20, 0, eguali ad ettari 0, 45, 72.

5. Ivi, Campo a cui coerenziano la strada a tutti i lati, segnato in mappa col N. 161, della superficie di giornate 3, 51, 0, eguali ad ettari 1, 26, 11.

6. Ivi, Campo coerenti la strada a due parti ed i beni del presente lotto, descritto in mappa col N. 162, di giornate 3, 25, 0, corrispondenti ad ettari 1, 25, 85.

7. Regione S. Michele — Campo, coerenti la strada a due parti eredi Bria, ed i beni del presente lotto descritto in mappa col num. 164, della superficie di giornate 3, 88, 0, eguali ad ettari 1, 46, 30.

8. Ivi, Bosco, coerenti il sig. conte Malabaila di Canale, ed i beni del presente lotto, segnato in mappa col N. 165, di giornate 3, 30, 0, eguali ad ettari 1, 25, 75.

9. Ivi, Campo e Vigna a cui coerenziano il sig. conte di Canale, la strada ed i beni del presente lotto, descritto in mappa col N. 166, della superficie di giornate 2, 44, 0, eguali ad ettari 0, 92, 964.

10. Regione S. Silverio — in territorio di Priocca, Campo, coerenti la strada a due parti, Tarabla Antonio professore Olmo, Grasso Francesco, ed i confini di Magliano, segnato in mappa col N. 1170, di giornate quattro, tavole sessant' una, e piedi sei, eguali ad ettari 1, 75, 8315.

11. Ivi, Campo, coerenti la strada a due parti, Cordero Francesco, e Grasso Francesco, descritto in mappa colli numeri 1141, e 1142, della superficie di giornate 2, 4, 6, corrispondenti ad ettari 0, 77, 9145.

12. Ivi, Vigna e Gerbido, coerenti la strada a due parti, li beni della cappella di S. Silverio, sig. Marchese Clavesana, e Tarabla Bartolomeo, descritti in mappa col N. 1139, della superficie di giornate 5, 52, 0, eguali ad ettari 2, 02, 692.

13. Regione Valcolmato — Campo, coerenti la strada a due parti, i confini di Magliano ed i beni del presente lotto, segnato in mappa col N. 1180, di giornate 2, 52, 0, corrispondenti ad ettari 0, 96, 012.

14. Ivi, Campo e Vigna, coerenti la strada a due parti, li confini di Castellinaldo, ed eredi Cordero Francesco, descritti in mappa colli N. 1143 e 1179, di giornate 3, 41, 0, corrispondenti ad ettari 1, 29, 921.

15. Regione Sterpetto, in territorio di Priocca — Campo e Prato, a cui coerenziano la strada, il signor conte di Priocca, gli eredi Gioanni Matteo Cordero, Costa Vincenzo, Pinzoglio Antonio e Bordino Gioanni, descritti in mappa colli N. 1288 e 1289, della superficie di giornate 10, tavole 84, corrispondenti ad ettari 4, 15, 004.

16. Regione Rocca, Campo, prato e Vigna, in territorio di Castellinaldo a cui coerenziano la strada a due parti, li fratelli Marchisio, li fratelli Pasquero, signor marchese Clavesana, e sig. conte di Canale, segnati in mappa colli N. 1194 e 1195, della superficie di giornate 14, 70, 0, eguali ad ettari 5, 60, 07.

17. Regione Zoanni — Bosco e Gerbido, in territorio di Castellinaldo, a cui coerenziano la strada pubblica a due parti, il sig. conte di Canale, Topia fratelli e Grasso fratelli, descritti in mappa colli N. 1344 e 1345, della superficie di giornate, 3, 97, 3, eguali ad ettari 1, 51, 3522.

18. Regione Moglia — Prato, coerenti li beni parrocchiali il signor conte di Canale, Pasquero Giacomo, Troja Vincenzo e Delpiano Gioanni a due parti, segnato in mappa col N. 491, della superficie di giornate 4, 91, 0, corrispondenti ad ettari 1, 84, 071.

19. Regione Collaretto — Campo e Vigna, in territorio di Priocca, a cui coerenziano il signor conte di Priocca, la Parrocchiale, e Delpiano Gioanni, distinti in mappa colli N. 1405 e 1404, di giornate 2, 88, 0, eguali ad ettari 1, 09, 728.

L'asta sarà aperta sulla somma di lire 48966, 66, risultante da detta offerta, ed ogni aumento non potrà essere minore di L. 400.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze l'8 dicembre 1851, e dei quali nonchè della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza.

Alba, il 5 aprile 1852.

Per detto uffizio d'Intendenza Provinciale
Il segr. G. QUAGLIA.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla Legge
8 febbraio 1851.

Essendo in tempo utile stato presentato l'aumento di mezzo sesto sulla somma di lire 57200, a cui con atto del venti scorso marzo veniva deliberato il podere detto di San Pietro, il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 1.° venturo maggio si procederà in una delle sale di quest'uffizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del sig. Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo e miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini, da accendersi dopo l'ultima offerta, alla vendita di detto podere descritto al numero 35 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Cascina detta di San Pietro, composta di casa rurale, orto, prati, campi ed altezi, proveniente dall'antico appannaggio Savoia Carignano, situata sulli territorii di Racconigi e Casalgrasso nella regione San Pietro, e sotto le infradescritte coerenze e numeri di mappa, della complessiva superficie di giornate sessantasette, tavole cinquantanove, e piedi nove, eguali ad ettari ventinove, are quarant'otto, e centiare sessanta, attualmente affittata al signor Gaido Nicola fu Giovanni di Racconigi, in forza d'atto 9 gennaio 1849, per l'annua somma di lire 2755, e finiente tale affittamento con tutto il giorno 10 novembre 1856, consistente:

1. Regione San Pietro — Prato fra le coerenze dei beni di questa cascina, segnato nella sezione A della mappa, coi numeri 4, 5 e 9, della superficie di giornate 13, 64, 3, corrispondenti in misura metrica ad ettari 5, 18 40.

2. Ivi — Prato a ponente della fabbrica, colle stesse coerenze poste al numero 3, della mappa, della superficie di giornate 5, 54, 4, eguali ad ettari 2, 09, 50.

3. Ivi — Campo a levante del sovradescritto prato, fra le stesse coerenze, segnato in mappa col numero 7, della superficie di giornate tre, tavole novantatre, e piedi due, eguali ad ettari 1, 49, 40.

4. Ivi — Campo grande interseccato dalla carreggiata tendente ai boschi, di cui are 76, circa sono state corrose dalla Macra, descritto in mappa al num. 8, fra le suddette coerenze, della superficie complessiva di giornate 47, 26, 4, eguali ad ettari 17, 96, 00.

5. Ivi — Due orti a mezzodì e ponente del fabbricato, descritti in mappa coi numeri 10 e 12, della complessiva superficie di giornate 0, 74, 5, eguali ad are 27, 10.

6. Ivi — Fabbrica rustica con aia contenente al pian terreno due camere a volta, fra le quali trovasi la scala che comunica al piano superiore, con una piccola cantina sotto di essa a volta, ed una cantina verso mezzanotte ed un ampia stalla, ambe a volta, sopra detta stalla il fienile ad otto luci prospicienti l'aia, al di cui mezzogiorno sonovi otto travate di casi da terra, sull'estremità dei quali verso levante evvi il pollaio e porcile, sopra i quali una camera a voltini con scala d'accesso in legno: nell'aia il pozzo d'acqua viva con vasca di pietra per l'abbeveraggio del bestiame: contro la cinta di levante il forno, la porta, e portina, come pure un'altra portina nella cinta di ponente, al primo ed unico piano superiore trovansi oltre al già detto camerino sopra la scala tre camere soffittate a solaio, rimpetto alle quali dal lato di mezzogiorno evvi un lungo balcone di legno.

L'area del fabbricato compresa l'aia rileva alla superficie di tavole sessantacinque, piedi dieci, eguali ad are venticinque, descritto il detto fabbricato nella sezione A della mappa col N. 11.

7. Ivi — Alteno dietro la fabbrica, fra le suddette coerenze; segnato in mappa col numero 13, della superficie di giornate 3, tavole 88, piedi 5, eguali ad ettari 1, are 47, e centiare 60.

8. Ivi — Alteno in territorio di Casalgrasso, distinto in mappa col numero 889, della superficie di giornate 1, tavole 99, eguali ad ettari 0, 75, 60.

NB. Tutti li sovra descritti stabili non sono soggetti a veruna servitù eccetto al carico di una carreggiata d'accesso ai boschi.

I prati sono irrigati a seconda del bisogno colle acque della Macra per mezzo del canale detto di Casalgrasso.

L'asta sarà aperta sul prezzo di lire 61966, 66 risultante dal presentato aumento del mezzo sesto, ed ogni offerta non potrà essere minore di lire duecento.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'uffizio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto, computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze il 15 andante mese, e dei quali, non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'Uffizio d'Intendenza.

Le spese del già esperimentato incanto rimasto infruttuoso sono a carico del deliberatario.

Saluzzo, il 5 aprile 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza provinciale
Il segr. G. B. CALANDRI.

TIPOGRAFIA G. FAVALE E COMP.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 93 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

SABATO 17 APRILE

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . .	» 46	25	13
Per l'Estero . . .	» 80	28	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

Sulla proposta del Ministro degli Esteri, Presidente del Consiglio dei Ministri, S. M., in udienza del 19 marzo scorso, ha concesso la decorazione dei Ss. Maurizio e Lazzaro al signor sacerdote D. Giulio Ratti, parroco prevosto di S. Fedele in Milano, in considerazione delle particolari benemerenze acquistate con generosi sussidii pecuniarii a favore di opere di beneficenza e di pubblica utilità nel comune di Massiola (Pallanza), sua patria d'origine.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 16 aprile.*

La Camera dei Deputati, nella seduta di ieri, votò senza discussione il progetto di legge per l'abolizione dei sussidii ai padri di dodicesima prole, approvandolo con 97 suffragi contro 11. Prese poscia a discutere il progetto di legge per ritenenza e tassa sugli stipendi e sulle pensioni degl' impiegati, ed adottò i primi tre articoli.

CAMERA D' AGRICOLTURA E DI COMMERCIO DI TORINO.

Borsa di Commercio.

L'anticipazione dell'arrivo delle giornaliere corrispondenze ora introdotta permette che le adunanze della *Borsa* seguano nell'entrante stagione estiva in ora parimenti anticipata.

Quindi sentito il desiderio statone manifestato;

E visto l'art. 5 del Regolamento del 2 giugno 1851;

La Camera ha stabilito e notifica:

Che l'apertura della Borsa dal giorno di *lunedì 19 aprile* corrente in poi, e sino a nuovo avviso, avrà luogo alle *ore nove e mezzo del mattino*, e la chiusura alle *ore dieci e mezzo precise*.

Nulla nel resto è innovato circa le precedenti disposizioni.

La presente notificazione rimarrà affissa nella Borsa e sarà inserita nel Giornale Ufficiale.

Torino, il 16 aprile 1852.

Per la Camera
Avv. G. FERRERO.

SCUOLA DI VETERINARIA

presso al R. Castello del Valentino.

La Direzione previene il pubblico che sin dal 12 dicembre ultimo si ricevono in cura nelle infermerie della scuola le varie specie di animali infra accennati alle seguenti condizioni:

I cavalli ed altri solipedi domestici a L. 1 50 al giorno per caduno.

I cani a cent. 75 al giorno per caduno.

Le operazioni ed i medicamenti sono compresi nei prezzi suindicati.

Il bestiame bovino ed ovino, non che i maiali, sono mantenuti e curati gratuitamente.

Le consultazioni per animali non posti in cura nelle infermerie della scuola saranno gratuite, ed avranno luogo ogni giorno dalle ore 7 alle 8 del mattino, e dalle 2 alle 3 pom.

Torino, il 16 aprile 1852.

Per la Direzione,
Il Segretario, F. ASSANDRO.

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI VERCELLI.

Avviso

Del seguito deliberamento della vendita di dodici lotti della Cascina Demaniale, detta la Commenda di S. Giacomo, in territorio di Pezzana, autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Con atto di ieri 15 del corrente aprile essendo stata deliberata pel prezzo di L. 55,800 la vendita dei dodici lotti riuniti num. 1 16 17 18 19 26 27 30 34 35 36 37, della cascina demaniale detta la Commenda di San Giacomo, territorio del comune di Pezzana, descritti nell'avviso d'asta del 26 febbraio ultimo scorso, si diffida nuovamente il pubblico che i termini fatali di venti giorni per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadranno al mezzodì del 5 maggio prossimo venturo, giorno di lunedì.

Vercelli, addì 14 aprile 1852.

Per detta Intendenza Generale
Il Segr. Capo D. TISCORNIA.

Un giornale annunzia che la Casa Reale degl'Invalidi è stata sciolta, lamentando che i vecchi militari perdano così i beneficii che loro concedevano antichi regolamenti. Questa asserzione è per più d'un rispetto inesatta. In primo luogo il Corpo dei Veterani ed Invalidi non fu disciolto. Esso aveva, specialmente negli ultimi tempi, preso uno sviluppo affatto sproporzionato colla forza dell'esercito, e fu perciò notabilmente diminuito secondo le previsioni della legge del bilancio. S'fatta diminuzione in secondo luogo si è operata principalmente colla concessione della giubilazione a quelli che vi avevano diritto a tenore della legge.

Gli altri continuarono a rimanersi al Corpo, eccettuati quelli che vi erano stati ammessi abusivamente, contro il disposto degli stes i regolamenti anteriori, e che perciò furono congedati.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — La Commissione centrale di Statistica del Belgio, con sua deliberazione approvata da quel ministero dell'interno, ha nominato suo membro corrispondente in Italia il cav. *Pasquale Stanislao Mancini*, professore di diritto internazionale in questa Università e relatore nella Commissione di Statistica giudiziaria degli Stati Sardi, in considerazione de' suoi lavori su questa materia.

— *Società promotrice delle Belle Arti in Torino.*

Trovandosi per impensato accidente disponibile fin d'ora il locale del Pallacorda, la Direzione per soddisfare il voto di molti artisti, in sua adunanza del 16 aprile, deliberava di anticipare di dieci giorni la pubblica Esposizione di Belle Arti. Resta perciò stabilito che gli oggetti destinati per la medesima abbiano ad essere presentati dal primo al 15 del prossimo maggio.

L'apertura della pubblica Esposizione avrà principio il giorno *venti* stesso mese.

Nulla è del resto innovato quanto alle altre disposizioni di cui nella pubblicazione fatta nella Gazzetta ufficiale il 3 e 5 corrente aprile.

Per la Direzione
Avv. LUIGI ROCCA, *Segr.*

NB. Si pregano caldamente i signori Estensori di giornali delle varie provincie italiane di voler riprodurre nei loro periodici questo avviso.

— La sera di mercoledì, 7 di questo mese, fu fatta la distribuzione dei premii agli allievi delle scuole di mutuo e tecnico insegnamento, che più si distinsero nello studio e nei costumi. Molti ragguardevoli cittadini della capitale intervennero a questa festa scolastica, presieduta dal marchese d'Angrogna, gran mastro della Casa di S. A. il Duca di Genova, auspice della società delle scuole mutue e tecniche.

Prima della distribuzione dei premi fu udito forbito discorso del signor Anselmo Amedeo, studente in legge. Gli astanti si mostrarono assai soddisfatti di questa funzione e calde parole, tendenti ad incuorare i giovani a proseguire nella carriera degli studi, furono pronunciate dal sig. teologo Baricco, dal cav. Pinelli senatore e dal cav. deputato Bertini, il quale propose un *evviva* al protettore di sì benefica istituzione, il Duca di Genova.

PROVINCIE. — Si legge nell'*Eco della Baltea Dora:*

Il municipio d'Ivrea, in una sua seduta straordinaria del 10 corrente, deliberava l'acquisto di numero 600 *azioni* della ferrovia che deve raggiungere quella che da Novara tende a Torino.

— Ci scrivono da Canelli (Asti) il 15 corrente:

Quest'oggi qui si celebrarono solenni esequie al nostro ottimo prevosto, Pietro Maria Geloso, improvvisamente mancato ai vivi nel secondo giorno di Pasqua. Questa perdita è stata gravemente sentita, come una pubblica calamità, perchè quel degno pastore era amato come padre; il quale si mostrò sempre ardente della più sincera carità e di un zelo santamente operoso. Le sue continue sollecitudini per ristaurare e adornare questa chiesa di S. Tommaso, per qui fondare un ospedale a ricovero de' poveri infermi e aprire un asilo d'infanzia, lascieranno il suo nome in benedizione. Egli era tutto a tutti: beneficava il povero, soccorreva al pupillo e alla vedova, consolava gli afflitti, pacificava gli animi discordi, non v'era opera buona che da lui non venisse promossa e aiutata. Zelante della religione, cittadino onesto, amico sincero, devoto all'adempimento del proprio ufficio, si meritò l'affezione di tutti, ed ebbe morendo i maggior premio, che in terra possano aspettarsi i veri benefattori, le lodi, e il compianto del popolo. Il reverendo sacerdote Paolo Pirro, maestro elementare, ne recitò con espressioni di vivo dolore l'orazione funebre, e tra le iscrizioni poste ai lati del feretro ci piace di notar questa:

O fedeli di questa chiesa
pregate la perpetua luce del cielo
al vostro diletto e venerato pastore
Pietro Maria Geloso
Ahi come e sì presto rapito all'amor nostro.
Quanto sono mai brevi i giorni dell'uomo!

— L'undici aprile fu giorno di vera esultanza per la città d'Aosta. La Guardia Nazionale, preceduta dal Corpo de' pompieri, fece una passeggiata e convenne a fratellevole banchetto in un'amena campagna del comune di S. Pierre. Ricevuta con plauso cordiale esegui alcuni esercizi al cospetto della eletta dei cittadini, delle primarie autorità locali e di quelle dei vicini mandamenti. Accresceva lustro alla festa la Compagnia filarmonica di Aimaville. Verso le sei ripartiva la festante comitiva lasciando in tutti un vivo desiderio d'altri consimili prove di affetto operoso e concorde.

— Si legge nell'*Amor della Patria*:

L'egregio sindaco di Domodossola avvocato Giovanni Felice Zuccala stabilì di consacrare una parte delle spese di rappresentanza, che il municipio gli ha assegnato sul bilancio comunale, ad un patriottico scopo, quale si è quello dell'istruzione ginnastica, e militare dei nostri giovani studenti. Il consiglio delegato accettava con riconoscenza l'offerta, stabiliva l'attivazione degli esercizii anzidetti, e incaricava dell'ammaestramento, sotto la sorveglianza dell'ispettore delle scuole, il signor Giuseppe Raffaele napoletano, già ufficiale in Venezia. Noi applaudiamo al bravo sindaco e al consiglio delegato di Domodossola, i quali dimostrano col fatto quanta importanza si debba annettere allo sviluppo fisico e morale della nuova generazione, nella quale la patria ripone le sue migliori speranze.

SVIZZERA

BERNA, 14 *aprile*. Il dipartimento federale dell'interno ha presentato al Consiglio federale un preavviso relativamente ad una lettera che gli venne rimandata, e proveniente dal sig. Buschek a Londra: con quella lettera si annunzia, che una esposizione per l'industria e per le arti di tutte le nazioni si aprirà verosimilmente a Nuova-York verso la fine di luglio prossimo; che gli esponenti non avranno spese di trasporto per la spedizione, e pel ritorno da un porto all'altro, e che soltanto nel caso della vendita degli oggetti esposti si preleverà il 10 p. 0/0 pei quadri e per le sculture, ed il 5 p. 0/0 per gli altri articoli.

Appendice

STATISTICA GIUDIZIARIA
DEGLI STATI SARDI PER GLI ANNI 1849 E 1850.

VOLUME PRIMO.

(Giustizia civile e commerciale e contenzioso amministrativo)

(Continuazione, vedi num. 492)

GIUSTIZIA COMMERCIALE.

Un codice di commercio abbiamo fin dal 1842, ma quello di procedura manca, quindi in parecchi luoghi non sono tribunali di commercio, ma consolati, ma tribunali di prima cognizione delegati alle cause di commercio, e come loro in ciò i medesimi giudici di mandamento; e i presidenti dei tribunali di prima cognizione, e dei consolati arbitri definitori in prima istanza per altro appellabile; e i consolati fatti tribunali di appello per le sentenze dei presidenti già detti, dei tribunali di prima cognizione e di commercio: i magistrati d'appello deve sono quei tribunali di prima istanza e di commercio sentenziano dei ricorsi, date le revisioni a quelli di Torino e Nizza, finchè il magistrato di cassazione posto sopra tutte queste autorità gl' interessi universi prende in tutela.

In tutta questa differenza e incrociatura di autorità la commissione faticò molto, ma può essere lieta di esserne uscita alla chiarezza che desiderava.

XXIII. Di tredici cause avanti il magistrato di cassazione nel 1849 furono risolute 5 definitivamente, rigettate quattro e rinviatane una, e colle 8 rimaste furono nel 1850 sommate 20 altre; di coteste 10, furono otto rigettate, rinviate due, e tutte cominciate e finite avanti l'anno.

XXIV. Le cause d'appello, 314 nel primo anno, erano per metà provenienti da anni ulteriori. Decise 139, pendenti 163; le altre abbandonate o transatte. Nel 1850, comprese le 163 ricevute dal 1849, si ebbero cause 308. Le sentenze definitive furono 129, le pendenti rimasero 147. Una sola causa per ogni anno pervenne dai nostri consolati all'estero. Le riparazioni alle sentenze dei tribunali commerciali caddero sopra due quinti; e quelle date dai tribunali ordinarii sopra più della metà. Il magistrato d'appello in Genova emise le sentenze tutte del 1849 nei tre mesi, dal cominciar della causa degli altri solo 36 ebbero tale fortuna, e ci furono 26 durate un anno, 21 due anni, 14 più di due anni.

XXV. La durata media dei procedimenti commerciali presso i consolati o tribunali di commercio, raffrontata a quella dei tribunali ordinarii nella prima istanza ogni 100 sentenze, è in favore dei tribunali ordinarii per le cause di tre mesi: per maggior termine è in favore della diligenza e sapienza dei consolati e dei tribunali commerciali. La somma delle cause è:

Pel 1849 esistenti	1076	introdotte	6167	in tutto	7243
» 1850 »	1460	»	6912	»	8372
» 1851 »	4532	»	»	»	»

Le cause terminate nel primo anno 5785, nel successivo 6830; in tutto 12615, delle quali 6066 terminate in tre mesi, 4518 fra sei mesi, 410 fra un anno, 125 fra due anni.

XXVI. Gli oggetti di giudizi definitivamente dati sono in maggior numero nelle lettere di cambio, e nei contratti di compra e vendita; di questi quasi la metà, di quelli il quinto del numero totale, il quale fu 2691 pel 1849 e 3144 pel 1850, compresi tutti i gradi di giurisdizione. Il numero dei giudizi definitivi per le lettere di cambio e biglietti di ordine fu 525 pel primo anno, 568 pel secondo; delle compre e vendite 1334 e 1628; del commercio marittimo 106 e 97; dei fallimenti 101 e 100; della giurisdizione e procedura 231 e 242.

XXVII. Ubertosa di svariate deduzioni è la tavola delle informazioni sopra speciali materie commerciali. Riguarda le società, i fallimenti, le disposizioni giuridiche, e i risultati degli arbitramenti; civilissima ed eccellentissima istituzione che la legislazione vecchia proibiva, e la nuova propose con utile grande alle facoltà commerciali e all'onore. Sembrandoci importantissima, ne diamo un men ristretto ragguaglio pei due anni

	1849	1850
Atti di società depositati nelle segreterie dei consolati e tribunali		
In nome collettivo	102	131
accomandita	43	35
Società anonime per azioni nominative	12	14
al portatore	»	1
Totale	157	181
Affissi alla sala d'udienza	150	177

Fallimenti aperti	1849		1850	
	prima dell'anno	nell' anno	prima dell'anno	nell' anno
Sulla dichiarazione del fallito . .	151	35	127	47
Sull'istanza del creditore	88	14	72	19
D'ufficio	8	1	4	10
	247	80	203	76
	327		279	

www.internetculturale.it

Gli esponenti dovranno indicare i prezzi su tutti gli oggetti esposti.

— Il sig. Biscoff, delegato della Svizzera alle conferenze postali di Lindau, è partito per quest'ultima città. La riunione sarà numerosa a Lindau, perchè la maggior parte degli Stati tedeschi, grandi e piccoli, vi saranno rappresentati. La *Suisse* dice che sarà difficile il pervenire ad uno scioglimento di quell'affare, e poco spera nelle conferenze.

— Il console svizzero a Napoli notificò al consiglio federale, che le indennità accordate alle case svizzere, che provarono delle perdite a Messina, sono già apparecchiate, e che parecchi anzi le hanno già riscosse: questa vertenza è adunque liquidata.

— Leggesi nella *Suisse*: Noi abbiamo ricevuto or sono alcuni giorni, una lettera da Losanna, in cui l'autore raccomanda la Spagna all'emigrazione svizzera, e particolarmente la provincia di Andalusia, di cui la maggior parte è incolta, e dove si potrebbero fare eccellenti acquisti di terra, che il governo spagnuolo sarebbe disposto ad accordare.

Noi sappiamo che in Ispagna si vuole promuovere l'agricoltura, e noi ci ricordiamo che nell'anno scorso, a richiesta indirizzataci da un nostro amico, gran proprietario nella Spagna, noi gli procurammo delle spighe raccolte presso Berna, e provenienti da una semenza importata dall'Egitto.

FRANCIA

PARIGI, 13 *aprile*. Il 9 maggio, che precederà il giorno della gran rassegna sul Campo di Marte per la distribuzione delle aquile, si farà una festa militare, di cui gli ufficiali dell'esercito sosterranno le spese per mezzo d'una soscrizione di quattro giorni di soldo. Questa festa, offerta al principe presidente, avrà luogo sul Campo di Marte. Una specie di accampamento militare sarebbe stabilito nel vasto giro. Al centro di migliaia di tende destinate a riparar le tavole, alle quali verrebbero ad assidersi i delegati d'ogni grado, dal semplice volteggiatore fino al luogotenente generale, s'inalzerebbe un' altra tenda immensa atta a contenere 5 in 6 mila convitati.

Quivi sarebbe collocata la tavola del principe, circondato dai suoi marescialli, dai grandi corpi dello Stato e dai membri del corpo diplomatico; trofei d'armi, fasci di bandiere, antenne con banderuole ai colori nazionali cingerebbero la spianata del Campo di Marte; tutte le bande musicali di Parigi eseguirebbero una cantata guerriera composta per la solennità, e mentre si trarrebbero salve d'artiglieria, un gigantesco fuoco d'artifizio sgorgherebbe in fasci d'oro e d'azzurro, per ricadere in cifre simboliche e in aquile di fuoco.

— Leggesi nella *Patrie*: Si assicura che il sig. Pontard ha data la sua demissione da bibliotecario del senato.

— La corte di cassazione ha tenuto oggi un' udienza solenne, sotto la presidenza del primo presidente Portalis, ad effetto di ricevere il giuramento degli avvocati alla detta corte, in esecuzione del decreto del presidente della repubblica del 5 aprile corrente.

Dopo la prestazione del giuramento di detti avvocati, il procuratore generale Delangle ha letto alla corte una lettera, in cui il sig. Martin (di Strasburgo) dà la sua demissione, dicendo che le sue convinzioni e tutta la sua vita politica non gli consentono di prestare quel giuramento.

— Il *Bulletin des Lois* pubblica un decreto in data del 21 marzo, che apre, sull' esercizio 1851, un credito straordinario di 400,000 fr. per ispese di sicurezza generale.

— Leggiamo nel *Journal des Débats*: Le ultime notizie dell'isola Borbone si fermavano al 30 dicembre. Quel giorno si votava in tutta la colonia per eleggere due rappresentanti all'assemblea legislativa del 1852; perocchè, in virtù della costituzione del 1848, i collegi elettorali dovevano raunarsi 120 giorni prima dell' epoca stabilita per la elezione dei rappresentanti in Francia.

La valigia dell' India pervenuta oggi reca lettere di Borbone del 22 gennaio. Si ha per esse il risultamento della elezione: i sigg. Sully-Brunet, ex-delegato, e Adriano Bellier, membro del consiglio generale, furono proclamati rappresentanti.

Alcuni voti si portarono sopra altri quattro candidati, i signori di Greslan, Dejean della Bâtie, Menardière e Barbaroux. Il signor di Greslan, ex-rappresentante, è quegli che riunì più suffragi dopo i due eletti.

In questa circostanza, ad onta dell' estrema agitazione prodotta dalla presenza di sei competitori, non si ebbe alcun disordine da reprimere.

Rimane a sapersi qual caso il governo vorrà fare di questa elezione, nel momento in cui le colonie, giusta la nuova costituzione, non hanno più alcuno che possieda un mandato ufficiale per sottoporre al senato osservazioni sui loro bisogni, perocchè ognun sa che il senato ha l'incarico di far la costituzione delle colonie.

— Togliamo da un lungo articolo del *Constitutionnel* i seguenti particolari intorno al regime a cui saran sottoposti nell' Algeria i trasportati del 2 dicembre:

Fra i trasportati politici, ve ne ha un certo annero che possiedono un avere più che sufficiente, alcuni anzi sono ricchi.

Si contano inoltre, fra essi, parecchi operai abili nella pratica di varii mestieri.

Il governo ha creduto che in riguardo a coloro fra i nuovi coloni che hanno qualche bene di fortuna o che esercitano uno stato lucrativo, bastava il porli in città del litorale, contentandosi di prendere verso di loro la precauzione dell'internamento. I trasportati che possono essere compresi in questa categoria accettarono con riconoscenza una tale mitigazione della loro sorte. La maggior parte di essi manifestarono l'intenzione di chiamar presso di sè le proprie famiglie. Parecchi fecero istanza per aver concessioni di terreni per fondare nell'Algeria stabilimenti definitivi. Tutte coteste domande sono poste allo studio d'urgenza, e saranno accolte favorevolmente.

Una seconda categoria deve essere formata dei trasportati politici i quali presentino guarentigie di buona condotta. Questi invece di essere assoggettati alla disciplina di uno stabilimento come quello di Lambessa, saranno ripartiti nei villaggi, e lavoreranno in istato di coloni liberi sotto la semplice sorveglianza dell' autorità.

Finalmente il regime della trasportazione, giusta le basi della legge del 1850, non sarà applicato che agl'individui che esigono, in quanto al presente almeno, una sorveglianza attiva, e che bisogna porre, anche pel loro interesse, nell'impossibilità di nuocere. Saranno distribuiti a drappelli in varii campi o villaggi; non vi saranno collocati se non dopo che il loro nutrimento e il loro alloggio saranno stati assicurati con una conveniente installazione. Finalmente, tostochè sarà possibile, saranno resi alla condizione di coloni liberi; loro si daranno porzioni di terre, e si agevolerà la loro riunione colle proprie famiglie.

Ci restano a designare i punti del territorio algerino che sono riservati alla seconda e alla terza categoria dei trasportati politici. Nella provincia d'Algeri sono i campi di Birkadem, di Duera, della Casa Quadrata, e tre dei villaggi del 1849 (Burkika, Ain-Denian, e Ain-Sultan). Si potrebbe, occorrendo, disporre nella stessa provincia dei siti di Teurain e dell'Ued-Butan. Nella provincia di Costantina, oltre la *casbah* di Bona, si potrebbe disporre del Caroubier e del Dréan. Le trabacche di Mers-el-Kebir potrebbero servire alla stessa destinazione nella provincia d'Orano. È certo che il numero di questi siti non sarà necessario. Ma è cosa utile il fornire all'amministrazione mezzi di provvedere a tutte le eventualità.

— Il sig. Regnault, membro dell'Istituto, professore al collegio di Francia, è nominato amministratore della manifattura di Sèvres, in surrogazione al sig. Ebelmen, defunto.

— Una compagnia di recente organizzata ha chiesto al ministro dei lavori pubblici la concessione della strada ferrata che si spicca dalla linea di Lione ad Avignone presso Saint-Rambert, e che riesce alla frontiera della Savoia.

— La Camera di commercio di Strasburgo ha indirizzata una petizione al ministro dei lavori pubblici, intesa ad ottenere che si autorizzi l'esecuzione d'una strada ferrata da Besançon a Mulhouse.

SPAGNA

MADRID, 8 *aprile*. Si legge nella *Gazzetta di Madrid*:

Conformemente alle disposizioni dell'art. 18 della legge del 1° agosto ultimo, la Giunta del debito pubblico ha deciso che la quinta aggiudicazione del debito suscettibile di essere ammortizzato, di prima e di seconda classe, sarà fatta il dì 29 corrente. La somma destinata all'estinzione di questo debito sarà di 2,586,700 reali.

— Si legge nella *Ispana*:

Il brigadiere Pavia è stato sospeso dalle funzioni di governatore della provincia di Matanzas, a Cuba, dal capitano generale dell'isola, per non avere egli impedito uno sbarco di negri, destinati a varii piantatori della costa. L'arrivo all'Avana d'un commodoro inglese fu il principale motivo per cui il generale Concha decretò questa sospensione. Sottentra al brigadiere Pavia il colonnello Don Francisco Ruiz di Apodaca.

PORTOGALLO

Si legge nel *Daily-News*:

Fra le vittime del naufragio del piroscafo portoghese *Porto*, si citano il sig. G. Allen di Oporto e due sue figlie, il sig. Anderson di Londra, armatore che si trovava ad Oporto, per conto di Harries, a destinazione dell'Australia, e il sig. Destrees, console di Francia nella predetta città.

INGHILTERRA

LONDRA, 11 *aprile*. Si legge nel *Morning-Herald*:

La regina terrà il suo quarto ricevimento mattinale della stagione al palazzo di Saint-James il 21 aprile a due ore. S. Maestà terrà, giovedì 29 corr. e giovedì 13 maggio prossimo, l'ultimo de' predetti ricevimenti a fine di celebrare il suo dì natalizio.

— La *Gazzetta di Londra* del 10 pubblica alcuni decreti che nominano segretario della legazione britannica a Pietroburgo lord Napier, attualmente segretario della legazione di Napoli; segretario a Napoli il sig. Richard Bingham, attualmente a Lisbona; e segretario a Lisbona il sig. William Robert Ward, attualmente a Firenze.

Il sig. W. Thaylor Thomson, addetto alla legazione britannica presso la corte di Persia, è nominato segretario della detta legazione.

Il sig. Horace Hannond è nominato console britannico a Cherburgo.

— Il *Morning Advertiser* annunzia che buon numero d'operai lavorarono sabato (10) a riparare e migliorare la regia Zecca Tower-Hill. Le antiche porte di legno, dalla parte di Royal-Mint-Street, sul di dietro, furono tolte via, e messe alla loro vece forti porte massiccie; in varii punti di quest' edifizio furono fatte grandi fortificazioni.

— Si legge nell' *Express*:

Le soscrizioni in favore degli operai che cessarono dal lavoro in seguito delle suggestioni della società, detta collegata o fusionista, sono terminate del tutto, e gli operai non sanno più a qual partito appigliarsi e sono affatto scoraggiati; ogni uomo ha ricevuto ciò non ostante la sua quota di 10 scellini per la settimana: ma è noto che i fondi diminuiscono enormemente e che le riscossioni non si fanno che a gran fatica. La spesa ammontò per qualche tempo a 2200 sterlini la settimana; ciò che è veramente eccessivo. Gli è probabile, malgrado delle promesse che loro si vanno tuttora facendo, che gli operai meccanisti si troveranno costretti di rendersi a discrezione e di riprendere il lavoro, seppure non vogliono morire di fame.

— Dall' ultimo prospetto pubblicato dalla Banca d' Inghilterra, per la settimana spirata il 3 aprile corrente, risulta un aumento di 537,210 sterlini nella cifra dei biglietti in circolazione che presentemente è di 20,637,455 sterlini, ed una diminuzione di 219,244 sterlini nella riserva metallica la quale è di 19,596,501 sterlini.

— Scrivono ai *Débats* da Londra in data del 10:

La sottoscrizione aperta a ragione d' un penny (10 cent. 1/2) per persona, e avente per iscopo la erezione di un monumento popolare in onore del fu sir Robert Peel, ha già prodotto 1737 sterlini (43,425 franchi), somma che è provenuta da 456,881 soscrittori.

La direzione della sottoscrizione non ha ancora deciso di qual genere sarà il monumento; ma si crede che la sua scelta si fermerà sopra uno degli oggetti seguenti: una statua, un museo d'industria, una città operaia modello, oppure la fondazione d'una cattedra d'economia politica.

— Si legge nell'*Estafette*:

Si sa che esiste una linea mensile di piroscafi che fanno il servizio fra l'Inghilterra e il Brasile, e che muove da Southampton. Una nuova linea è stata creata a Liverpool, in destinazione egualmente sul Brasile; la prima partenza avverrà il 25 del mese prossimo. Tre navigli di 1500 tonnellate sono già pronti pel servizio di questa linea; la *Cleopatra*, il *Mirando* e la *Viola*. La *Cleopatra* è quella che farà il primo viaggio.

I piroscafi toccheranno Lisbona per prendervi i carteggi postali ed i passeggieri.

— Si legge nello stesso giornale:

Avemmo di già l'occasione di parlare d'un progetto di telegrafo elettrico sottomarino tra la Gran Bretagna e l'Irlanda. Oggi si annuncia che la compagnia, la quale ha assunto l'incarico di questa intrapresa, si è costituita definitivamente. I punti ch'essa ha scelti per riunire le due isole, sono Port-Patrick, sulla costiera scozzese, e Donaghadee, su quella d'Irlanda. Giusta le condizioni stipulate nell'atto, la linea dovrà essere stabilita il 20 maggio prossimo, già essendo stati conchiusi de' contratti per la trasmissione de' messaggi verso quest' epoca. La compagnia s'è posta d'accordo, pe' suoi lavori, col sig. Brett, il quale ha già un privilegio per lo stabilimento dei telegrafi elettrici in Irlanda, e con la compagnia inglese de' telegrafi elettrici.

Terminati nell'anno per concordato	56	23
Liquidazione	15	2
Abbandonati per insufficienza d'attivo	42	20
Non ancora liquidati	157	230

La situazione personale dei falliti all'epoca de'fallimenti è in questi termini:

Fuggitivi	56	25
Incarcerati	13	9
Sotto custodia	34	9
Provvisti di salvo condotto	37	13
Altri	157	27

La Sardegna non ebbe fallimenti. Il numero maggiore di fuggitivi fu a Chambery nei due anni, ad Annecy nel primo anno, a Chambery e Torino nel secondo anno; il maggior numero di carcerati fu ad Asti nell'anno primo.

Valsente dei fallimenti	Numero 1849	1850
Di meno di lire 5000	54	27
Da 5000 a 10000	43	24
Da 10000 a 25000	87	22
Da 25000 a 50000	39	7
Da 50000 a 100000	26	7
Oltre le 100000	27	4

Il dividendo ottenuto a maggior numero di creditori è stato nel 1849 dal 26 al 50 per cento, ma quel numero per l'ottenuto di *concordato* fu 15, per *liquidazione* 3; nel 1850 il maggior numero fu dal 10 al 25 per cento al *concordato*. Cinque sentenze d'arbitri furono date in contraddittorio nel 1849 e per accoglimento della domanda; sette simili nel 1850 e una per rigetto; ma in questo anno un compromesso fu rivocato; da nessun compromesso fu appellato; quattro arbitramente pendevano pel 1850, due pendettero pel 1851; le quattro e queste due di S. Remo. Nei due anni furono dati dai varii tribunali 4500 decreti e provvedimenti, e 468 atti di esecuzione oltre a 136 ordinanze di sequestro, 345 d'inibizione, 1775 d'ingiunzione, 2057 di esecuzione. Nulla di tutto questo in Sardegna in cui manca il movimento commerciale.

CONTENZIOSO AMMINISTRATIVO.

Il regio editto 29 ottobre 1847 abolì il privilegio del Foro goduto dal Patrimonio dello Stato. Rimase alla Camera de' Conti le cause in appello dai consigli d'intendenza, e dagli appelli di prefettura; le cause proprie di essa Camera, e di rivocazione delle proprie sentenze secondo l'Editto.

XXVIII, XXIX, XXX. Le tre tavole segnano le cause d'appello e quelle di cognizione diretta e di rivocazione. In tutto n'erano introdotte 135 al principiar del 1849; se ne aggiunsero nell'anno 471, e nel 1850 altre 185. Finite 145 comprese 16 transatte e 9 recesse: passarono le altre al 1851.

XXXI. La legge 14 ottobre 1837 permise l'istituzione dei maggioraschi; quella del 18 febbraio 1851 l'abolì. In quel mezzo tempo due soli furono istituiti: uno nel 1838 del valore in beni di lire 260,464 56, l'altro nel 1845 di lire 581,848, oltre a un terzo da testatore estraneo al regno, ma per beni in regno del reddito di lire 25000 approvato dalla Camera de' Conti. Non si trascurò fra molte peculiari specialità anche questa notizia;

XXXII. E nella somma dei lavori del pubblico ministero, quasi eguali nei due anni, vediamo atti da lui spediti 401 e ricorsi 1609;

XXXIII. A fronte dei quali la statistica pose il servizio reso ai poveri, in ammessione al benefizio di spese riservate, 27 pel primo anno, 9 pel secondo; in 30 cause patrocinate, 19 finite in favore totale, e 2 in favor parziale dei poveri stessi, oltre ad una transatta, si che è chiara la deferenza della magistratura al consentire ogni mezzo onde ciascuno possa farsi ministrare giustizia.

XXXIV. Così come diede i lavori del pubblico ministero la statistica diede i lavori dell'avvocato patrimoniale. Nei due anni fra rappresentanze, comparse, dispute, relazioni e parri, diede 1582 atti; terminò 150 cause, di cui perdette sole 19 delle passive, e guadagnonne 72, e delle attive perdette 18 e guadagnò 80. Rimase con cause pendenti attive 135, passive 129.

XXXV. Dei consigli d'intendenza istituiti il 25 agosto 1842 per sostituirsi agl'intendenti nel poter giudiziario, resi giudici ordinari del contenzioso amministrativo nel 1847, nessun procedimento di rivocazione ebbe luogo fuorchè presso il consiglio di Annecy e una sola volta. Gli affari del 1849 furono 1846, gli aggiunti nel 1850 furono 1035; rimasero pel 1851 cause 700.

XXXVI. L'oggetto de' giudizi nelle sentenze definitive furono per la Camera de' Conti e pei consigli d'intendenza in maggior numero per le contribuzioni e per le esecuzioni de' contratti; poi per l'amministrazione comunitativa e provinciale e per le strade; per l'amministrazione e pei contratti più nel 1850 che nel 1849. Il totale della Camera dei Conti fu nell'anno primo 75, e nel secondo 100; dei consigli d'intendenza nell'anno primo 775, nel secondo 752. *(Continua)* L. S.

www.internetculturale.it

ALEMAGNA

FRANCOFORTE. La flotta tedesca, che ora sta per disciogliersi, era composta delle seguenti navi:

1. Due fregate a vapore, l'*Hansa*, della forza di 70 cavalli e con 11 cannoni da bomba, e l'*Arciduca Giovanni*;

2. Due fregate a vela, la *Germania* e l'*Eckernförde*;

3. Sette corvette a vapore, il *Barbarossa* della forza di 440 cavalli, e 9 pezzi da 36;

L'*Ernesto Augusto*, della forza di 270 cavalli con 6 pezzi da 68;

Il *Granduca d'Oldenburgo*, della forza di 200 cavalli, con un pezzo da 25 ed uno da 32;

Il *Francoforte*, della forza di 180 cavalli, con un pezzo da 68 ed uno da 32;

L'*Amburgo*, della forza di 160 cavalli, con un pezzo da 25 ed uno da 32;

Il *Brema*, della forza di 160 cavalli, con un pezzo da 25 ed uno da 32;

Il *Lubecca*, della forza di 200 cavalli, ed uguale armatura;

4. Ventisei scialuppe cannoniere.

PRUSSIA. *Berlino*, 10 *aprile*. Il protocollo finale del congresso doganale di Vienna, per quel che pare, prematuramente pubblicato dai giornali tedeschi, non austriaci, al dire della *Gazzetta di Voss*, non sarebbe perciò meno esatto; che anzi, se hassi a prestar fede ad una corrispondenza dell'*Indépendance Belge*, sarebbe stato officialmente comunicato al governo annoverese, il quale ricusò di firmarlo, come già si prevedeva.

Mentrecchè il conte Buol-Schauenstein, cognato del barone di Meyendorff (già inviato di Russia a Berlino) è chiamato alla carica di ministro degli affari esteri, la *Corrispondenza austriaca*, foglio semi-officiale, fa supporre che il presidente del consiglio dell'impero, barone Kübeck, sarà nominato a presidente dei ministri senza portafoglio.

Si crede sempre che il congresso doganale si aprirà il 14. Sono già noti i nomi dei membri prussiani del congresso.

La Baviera sarà rappresentata dal sig. Meixner, consigliere superiore delle dogane; l'Annover dal sig. Kleuze, direttore delle dogane; la Sassonia dal direttore delle poste, sig. Schimpf; il Würtemberg dal sig. Siegel, direttore delle finanze; Baden dal consigliere Hack; Nassau dal presidente Vollpracht; Turingia dal consigliere Thun; Brunswick dal direttore delle finanze, signor Thielau; Francoforte dal senatore Koester. L'assessore del governo prussiano, Hasselbach, sarà incaricato della estensione dei processi verbali.

I fogli austriaci annunziano, come risultamento positivo del congresso preliminare di Darmstadt, l'adesione al rinnovamento dello Zollverein da un lato, e dall'altro, l'avviamento di trattative coll'Austria per una grande unione commerciale austro-tedesca. La Prussia, come è noto, non ricusa quelle trattative, ma le crede impossibili prima che venga consolidato lo Zollverein.

Abbiamo già detto che la consegna delle fregate, *Eckernförde* e *Barbarossa*, si è fatta il 10 a Bremerhaven. La Dieta di Francoforte, nella seduta del 7, ha nominato una commissione per la liquidazione della flotta.

L'Annover ha, dicesi, protestato contro lo scioglimento della marina tedesca. Un giornale di Amburgo, *Hamburger Nachrichten*, assicura che l'Austria pretende la sua parte della cattura del *Gefion*.

— Il sig. di Rochow, inviato di Prussia presso la corte di Russia, giungerà qui lunedì. L'imperatrice di Russia sarà qui ricevuta con grandi dimostrazioni. Uno dei principi si presenterà all'augusta visitatrice entro un battello a vapore. La flotta prussiana vi andrà incontro facendo salve, ed accompagnerà il battello a vapore imperiale sino a Stettino. Appena comparirà il naviglio russo, s'innalbereranno le bandiere, e tutte le navi lo saluteranno collo sparo dei loro cannoni. Il re andrà, dicesi, a ricevere la sua augusta sorella a Stettino.

Non è ancora determinato il giorno dell'arrivo dell'imperatore; egli verrà probabilmente per Varsavia. Alcuni dubitano ancora che ei venga a Berlino, ma la *Gazz. di Lipsia* lo afferma positivamente.

RUSSIA

Il consigliere privato Zasikoff è partito da Pietrobourgo per Varsavia e giunse in quest'ultima città il 2 aprile: quindi si recherà a Parigi. La navigazione sulla Vistola ha cominciato: si vanno caricando di grani i navigli, che devono servire all'esportazione. Fra breve, le truppe, che devono eseguire le evoluzioni, si porranno in marcia. Si crede, che le feste del millenario dell'esistenza dell'impero russo si celebreranno a Pietroburgo dopo il ritorno dell'imperatore da Varsavia. Si attendono ospiti illustri da paesi stranieri. Il luogotenente generale Sierzpatowski, comandante della seconda divisione di artiglieria, è ritornato da Pietroburgo a Varsavia.

Tutti i generali dei secondi corpi di divisione di fanteria ebbero recentemente una conferenza col generalissimo dell'esercito.

(*Corrispondente della Boemia*)

— Un avvenimento che avrebbe potuto avere deplorabili conseguenze succedette a Pietroburgo. Una società di persone distinte era alla caccia degli orsi. Ad un tratto un orso gigantesco s'appressa e corre con furore verso il sig. di Vogué, segretario dell'ambasciata francese. Non è più che alla distanza di pochi passi. Il sig. di Vogué gli tira un colpo e ferisce l'animale, che lanciasi urlando di rabbia sopra un cacciatore che gli si trova presso. Il sig. di Vogué che aveva scaricato il suo archibugio, gli vibra un colpo di pugnale, che sventuratamente non fu mortale. L'orso, raddoppiando di furore, abbandona la sua preda ed investe di nuovo il sig. di Vogué. In quel medesimo istante il sig. Van-Bilandt, segretario d'ambasciata neerlandese, gli pone la canna del suo archibugio dietro all'orecchia e tira. L'animale soccombe, ed il sig. di Vogué è salvato da morte certa. Si spera di salvare la vita del cacciatore, che era già ridotto a mal termine.

TURCHIA

Le ultime date di Costantinopoli giungono fino al 5 corr. Fuad effendi, commissario della Sublime Porta per la vertenza coll'Egitto, partì con suo figlio maggiore Nazim bey ed altri pubblici funzionari addì 27 marzo alla volta d'Alessandria. Il *Journal de Constantinople* e l'*Impartial* di Smirne fondano grandi speranze su di lui, e fanno supporre che la vertenza coll'Egitto verrà condotta a termine senza ostacoli.

— Il governo di Costantinopoli pare ponga sempre maggiore attenzione all'incremento della sua marina da guerra, secondato ottimamente dall'ammiraglio Mehemed Ali bascià. Addì 26 marzo il Gran Sultano assistette al varamento di due brick, il *Scheref-Numa* ed il *Djai-Ferat*. In quest'occasione il capitano bascià sottomise a S. M. parecchi progetti di miglioramento, dei quali il Sultano si era dimostrato soddisfatto. Ad Anali-Cavac si sta attualmente costruendo un vascello a due ponti, il quale riceverà il nome di *Techrifié*. Credesi che possa essere condotto a termine entro due mesi. Nell'arsenale si stanno ora facendo le necessarie riparazioni al vascello di linea *Peiki-Zafer*.

Il 26 marzo era giunto a Costantinopoli, a bordo della fregata *Pandora*, il contrammiraglio francese, Romain-Desfossés, il quale comanda la squadra del Levante. Addì 29 p. p. egli doveva essere presentato ai ministri della Porta dall'incaricato di affari di Francia.

Il 24 p., l'inviato greco Metaxà ebbe una conferenza col ministro degli affari esteri, e il giorno seguente n'ebbe una col gran visir il barone Mollerus, ministro residente olandese.

Il piroscafo *Esseri-Hair*, giunto il 18 marzo da Canea, condusse a Sira 5 esiliati albanesi, espulsi dall'isola di Creta, come sospetti di aver tentato di suscitarvi disordini, in seguito alla riduzione del soldo delle truppe irregolari albanesi, ordinata dal governo. Questi individui furono imbarcati alla volta di Smirne.

— Ci scrivono da Damasco in data del 24 marzo:

Verso il principio del corrente mese, circa 3000 drusi del Monte Libano calarono nei distretti di Hasbeya e Passeya per sottrarsi alla leva militare, per la cui attivazione era venuto espressamente il generale Mustafà bascià. Da Hasbeya e Passeya gli emigrati drusi passarono all'Horan, d'onde sono pronti ad inoltrarsi nella dirupata regione del Ledgia, da essi ritenuta quale un baluardo inaccessibile alle persecuzioni del governo. Quindi il suddetto bascià non avendo potuto eseguire effettivamente la coscrizione, si limitava a fare *pro forma* in ogni distretto l'estrazione a sorte in assenza dei coscritti, ed indi mandava alle famiglie di coloro che la sorte aveva designati per reclute, le loro monture, ordinando ai contumaci di doversi presentare entro tre mesi. Si presume che il resto de' fuggitivi drusi ritornerannno nelle loro case, e che incomberà al governo di far prendere gli assenti coscritti. Rimane ora a sapere, se e quando si prenderanno delle misure per fare la coscrizione anche nell'Horan, e se tali misure avranno un risultato più favorevole.

L'Emir Saad-Din, governatore di Hasbeya, fu chiamato qui per dargli delle verbali istruzioni sul modo da tenersi onde praticare il reclutamento in quel distretto. (*O. T.*)

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. *Venezia*. Il granduca Costantino e la granduchessa Alessandra di Russia lasciarono Venezia per recarsi in Mantova e nei ducati di Parma e di Modena. Di là passeranno a visitar Milano e resteranno alcun tempo nella villa reale di Monza. Moveranno quindi a diporto sopra i due laghi di Como e di Garda, dopo di che torneranno di bel nuovo a Venezia.

Il grande torneo, che il duca di Modena ha fissato di dare nell'occasione della visita dei principi russi, dovea aver luogo giovedì o venerdì.

— *Roma*, 12 *aprile*. Il *Giornale di Roma* reca la descrizione delle cerimonie pasquali nella Basilica Vaticana.

Allorquando il sommo pontefice diede la solenne benedizione le truppe francesi erano schierate in bell'ordine, unitamente alle pontificie, sulla piazza del Vaticano. La sera vi fu la doppia illuminazione con cielo sereno ed aria tranquilla. Il numero dei forestieri era grandissimo.

FRANCIA. *Parigi*, 14 *aprile*. Si legge nella *Patrie*: Un giornale annunzia che certe dissidenze sono insorte tra l'Inghilterra e la Francia. Noi crediamo sapere che questa notizia è priva di fondamento, e che la più perfetta armonia non cessò di regnare nelle relazioni dei due governi.

— Il consiglio di Stato ha preso ad esaminare il bilancio generale del ministero di Stato. Questo bilancio comprende inoltre spese personali del ministero istesso, le varie somme stanziate pei grandi corpi costituiti e che formano il loro bilancio particolare. Tostochè il consiglio di Stato avrà fatto l'esame di questo bilancio, esso verrà presentato al Corpo legislativo, che dovrà rigettarlo o adottarlo ma senza introdurvi emendamenti.

— Per decreto del principe presidente della repubblica, sulla proposta del ministro della pubblica istruzione, in virtù dell'articolo 5 del decreto del 9 marzo p. p., i sigg. Michelet, E. Quinet e Adamo Mckiewicz sono stati rivocati dalle loro funzioni di professore al Collegio di Francia.

— Leggiamo nel *Journal des Débats*:

È noto che trattavasi d'una spedizione per sottomettere le popolazioni delle creste superiori del Giurgiura, ultimo baluardo dell'indipendenza e dell'insommissione della razza cabila. Questa spedizione avrebbe avuto per iscopo di ridurre a obbedienza il paese che chiamasi la gran Cabailia.

Si annunzia che ora questa spedizione è omai cosa inutile, e che i capi dei Zuaua e delle tribù ancora insommesse del Giurgiura si sono recati ad Algeri in numero di oltre 80, per far la loro sommessione tra le mani del governator generale, e per ricevere l'investitura. Alla testa di essi è il capo riconosciuto dell'aristocrazia militare e religiosa di quei paesi, Sidi-el-Gudi.

INGHILTERRA. *Londra*, 13 *aprile*. Il Lord-mayor diede il 13, in occasione delle feste di Pasqua, un gran banchetto al quale assistevano trecento cinquanta convitati. Vi si notavano molti ministri e altri personaggi cospicui, in ispecie il conte e la contessa di Derby, il duca e la duchessa di Northumberland, il marchese di Salisbury, il ministro d'America, il vescovo di Manchester, il barone L. di Rothschild, ecc.

Rispondendo a un brindisi che il Lord-mayor fece alla salute dei ministri della regina e dell'onorevolissimo conte di Derby, questi pronunziò un lungo discorso, che fu a varie riprese applaudito. Egli lo concluse dicendo che, ove le elezioni generali non gli fossero favorevoli, rassegnerebbe tosto il suo mandato ministeriale.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Il duca e la duchessa d'Aumale, insieme con la principessa di Salerno, son venuti oggi (13) da Claremont a fare una visita alla regina.

— Il conte e la contessa d'Aquila fecero ieri una visita alla regina Maria-Amelia a Claremont, ove il duca d'Aumale è arrivato da Coburgo e dall'Italia.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi sono animatissimi. Consolidati a contanti 99 5/8 3/4; per conto all'11 maggio 99 3/4 7/8; 3 0/0 rid. 99. Bons sardi 99.

ALEMAGNA. Le trattative avviatesi colla Francia, relativamente a diritti di navigazione riscossi sul Reno, non condussero ancora ad alcun risultamento definitivo. Finora la bandiera francese godeva delle diminuzioni di dazio operate il 1° ottobre 1851 per gli Stati che costeggiano la riva; ma il governo prussiano dichiarò che quel favore cesserebbe, cominciando dal 1° maggio, poichè il governo francese non accettò le proposte che gli erano state fatte. Si domanda particolarmente che la bandiera tedesca sia trattata sul piede di uguaglianza nel canale di Uninga.

Noi speriamo tuttavia, dice la *Gazzetta di Colonia*, che si perverrà ad un accordo, e che le trattative incominciate riusciranno fra breve ad un soddisfacente risultamento, e ad un perfetto accordo fra gli Stati costeggianti le rive.

Il signor Dennerc, succeduto al signor Engebhard in qualità di commissario per la navigazione del Reno, è giunto a Magonza.

Si avviarono pure negoziati fra Baden e la Francia, per agevolare le relazioni commerciali dei due paesi sulla frontiera.

— *Annover*, 11 *aprile*. I ministri Decken e Borries ricevettero la loro demissione. In luogo di quest ultimo fu nominato ministro dell'interno il sig. di Hammerstein.

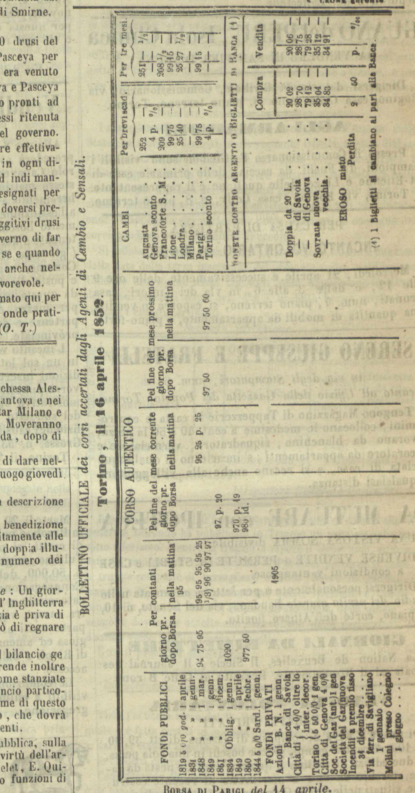
— *Amburgo*. Le sentenze del senato di Amburgo vennero, l'8 aprile, notificate agli individui incolpati; sia di avere eccitato soldati alla diserzione, sia di avere ordito trame comuniste coi rifugiati di Londra. Il sarto Secchart fu condannato ad un anno di carcere; il calzolaio Fischer a sei mesi; lo scultore Bandinski a tre mesi, ed il muratore Branns ad un mese.

— *Cassel*. Sarà quanto prima promulgata la nuova costituzione per l'Assia elettorale; vi saranno due Camere: la prima si comporrà dei principi della famiglia elettorale, dei signori, ecc. e di membri nominati dal principe, aventi una rendita di 6,000 talleri almeno.

La seconda Camera si comporrà di 16 deputati delle città scelte dagli elettori, e di 16 deputati dei comuni rurali.

BOLLETTINO UFFICIALE *dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.*

Torino, il 16 aprile 1852.



Borsa di Parigi *del 14 aprile*.

Il 4 1/2 0/0 aperto a 101, 10, chiude a 101.
Il 5 0/0 aperto a 71, 85, chiude a 72.
Le azioni della Banca di Francia restano a 2800.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 75.
Il 5 0/0 idem (inglese) a 97 5/4.

ANNO QUARTO

LA 1.ª DIREZIONE GENERALE

unicamente pel collocamento e per la richiesta

DELLE PERSONE A SERVIZIO

Per case particolari e negozii, tanto nella capitale, che nella Provincie dello Stato, è sempre stabilita *solamente* in Torino, **via dei Mercanti, n. 2,** accanto alla Trattoria della Concordia, dietro la chiesa di S. Rocco

NOTIFICANZA

La Direzione generale per la collocazione a servizio delle persone d'ambo i sessi è unita allo Stabilimento Sanitario pel collocamento delle Nutrici.

Via di Po, presso la chiesa della SS. Annunziata.

Presso **GIUSEPPE VERGNANO**

Negoziante, Dora Grossa, vicino a piazza Castello, Torino,

Trovasi la solita SEMENZA di Bachi da seta 1ª qualità, del Monte Brianza.

AI NAZIONALI ED ESTERI

Nello Stabilimento Sanitario, autorizzato dal Supremo Consiglio di Sanità per la visita delle nutrici e suo collocamento, sonvi disponibili molte persone di servizio, munite di ottime risponsabilità, si per la capitale, che per le provincie; trovansi ivi registrati tutti gli alloggi della capitale. — A maggior comodo dei forestieri che giungono in Torino, l'uffizio suddetto indica pure ai medesimi i dicasteri e le principali abitazioni.

Via di Po, quasi rimpetto alla chiesa della SS. Nunziata.

www.internetculturale.it

BANCA NAZIONALE

I titolari dei mandati per interessi sulle rate anticipate del prezzo delle Obbligazioni dello Stato, di cui nella legge del 9 luglio 1850, i quali trovansi in ritardo di riscossione, sono invitati a riscuoterli dalle due sedi della banca non più tardi del 31 maggio prossimo, poichè trascorso quel termine, essi dovranno rivolger le loro domande all'Ispezione Generale dell'Erario per ottenerne il pagamento direttamente dalle Finanze.

SCIROPPO ANTI-GOTTOSO

del *BOUBÉE d'AUCH* (Francia)

Fra i rimedii proposti sinora per la cura della gotta e reumatismi cronici od acuti, questo occupa uno dei primi posti, stante gli ottimi risultati ottenuti comprovanti la sua efficacia, come consta da parecchi attestati di coloro che ne fecero uso.

I depositi continuano presso i farmacisti seguenti:

Alessandria, Basilio Tommaso; *Genova*, Lagorio Giovanni Battista; *Voghera*, Ferraris Giovanni; *Vigevano*, Guallini Giulio; *Casale*, Manara; *Torino*, Cerruti, via di Po, presso i quali havvi pure il deposito del ROOB depurativo del Laffecteur.

GUANO del PERU', Isola Chinca

DA VENDERE IN SAN PIER D'ARENA

Dirigersi dal sig. F. Giribon, Commissionario, via Bogino, casa Colla, num. 8, piano terreno, Torino.

AGLI ARMAIUOLI

Presso il Commissionario F. Giribon sono visibili i campioni di Fucili da caccia, delle primarie case di St-Étienne e Liège, delle quali ne è il rappresentante. Torino, via Bogino, casa Colla, n. 8, piano terreno.

PER CAUSA DI PARTENZA

INCANTO VOLONTARIO DI MOBILI

Mercoledì, 21 aprile e successivamente, dalle ore 9 alle 12, e dalle 3 alle 6, in via dei Tintori, casa Brunati, num. 7, piano terreno, si esporrà in vendita una quantità di mobili da appartamento, e piano-forte.

SERENO GIUSEPPE E FRATELLI

in via degli Stampatori, num. 6,
accanto all'Uffizio della Gazzetta del Popolo, Torino,

Tengono Magazzino di Tappezzerie in carta e controcamini, collocano le medesime a cent. 40 e 50 la pezza; lavorano da bianchino, riquadratore, verniciatore e decoratore da appartamenti; s'incaricano di qualunque acciata di case, e si recano anche alle villeggiature a qualsiasi distanza.

DA MUTUARE con IPOTECA

UNA VISTOSA SOMMA divisibile.

DIVERSE VENDITE o PERMUTE DI STABILI e CASE a condizioni vantaggiose.

Dirigersi personalmente o per lettera affrancata nello *Studio del perito giurato* Baudana, via del Senato, n. 10, 2° piano, corte dell'Albero fiorito.

GIORNALI DA RIMETTERE

La Nation de Bruxelles, Il Siècle, Il Journal des Débats ed il Risorgimento. Recapito al Caffè Bronè.

VENDITA VOLONTARIA
A PARTITI PRIVATI

Di una **TENUTA**, composta di cascina di ett. 39, 90, g.te 105) circa tra campi, prati e boschi in una sola pezza, con due edifizi di molino a quattro ruote, e pesta da canapa, torchio da olio e martinetto di recente costruzione, situati nelle fini di Clavesana, di fertile produzione, dell'annuo reddito netto non minore del 4 per 0[0.

Chiunque voglia aspirare a tale acquisto è invitato a presentare il suo partito per iscritto suggellato in Torino, in eccedenza al prezzo di L. 410m, a mani del signor notaio Teppati, via di S. Teresa, n. 21, ed in Carrù a mani del sig. dottore medico Martinengo, entro tutto il mese di maggio prossimo, e dirigendosi ai medesimi verrà data visione dei patti e condizioni del contratto.

Trascorso detto termine, e così nel giorno 3 giugno, alle 9 antimeridiane, nanti il sig. notaio Teppati, in Torino, si addiverrà all'apertura dei partiti presentati e contemporanea stipulazione del contratto a favore del miglior offerente.

DA VENDERE

CORPO di CASCINA, detta dell'Ebreo, situato in territorio di Castagnole Piemonte, quartiere Ojtana, di ett. 39, 52 (giorn. 104, 29), composto di casa civile e rustica, alteni, campi e prati, e boschetto.

Per gli opportuni concerti dirigersi in Pinerolo dal signor notaio coll. Giuseppe Bernardi.

DA VENDERE

CASA composta di 10 camere, stalla, fenile, casi da terra, pozzo d'acqua viva, orto e prato, il tutto in un sol corpo di are 57, circa (giorn 1, 50, 2, 1.) in territorio di Torino, regione di Mirafiori.

Altro corpo di casa, parte in costruzione e parte abitato, composto questo di 37 membri e cantine, vaste scuderie e tettoie, corte e giardino con ragione d'acqua, della superficie di are 43 70 circa (giornate 1, 15, 8, 10,) posto sulle fini Torino, fronteggiante lo stradale di Nizza, e nel sito detto l'Albergo di Piemonte.

Per le trattative, dirigersi allo studio del sig. avvocato C. Carletti in Torino, via Madonnetta, n. 19, piano 2°, casa Gallenga e Tetti.

CATENE
galvano-elettriche-reumatiche

Quei soffrenti, che non hanno avuto sinora l'occasione di convincersi o da sè stessi, o nel cerchio delle loro conoscenze, della virtù salutare delle *Catene di Goldberger*,, il sottoscritto li richiama all'estratto del *Terzo rapporto annuo*, sull'efficacia medica delle Catene galvano-elettriche-reumatiche di Goldberger, il quale venne in luce, e si distribuisce *gratis*. Questa raccolta è della più grande importanza per tutti quelli che soffrono mali *reumatici*, *nervosi* e *di gotta*. Lo stesso rapporto è visibile ad ognuno, che lo desidera. Il medesimo insieme coi supplimenti dimostra, per attestati e testimonianze di parecchie persone d'ogni classe, fra le quali ve ne sono quasi 200 di medici rinomatissimi, le guarigioni in num. di 2318, ottenute in diverse specie di malattie, mercè l'uso di questo apparato, la cui applicazione è così facile. In tanti numerosi, salutari e felici successi, contiensi, non v'ha dubbio, la miglior lode e raccomandazione pel sommo pregio che meritamente hanno acquistato le Catene di Goldberger e nelle quali vuolsi porre la massima fiducia.

È già gran pezza che dall'INVENTORE delle medesime signor J. T. GOLDBERGER a Berlino, prima a Tarnowitz, venne concesso al sottoscritto l'unico deposito per questa capitale, il quale è assortito completamente, e ch'egli raccomanda al pubblico.

NICOLAO GIOLITTI.
Via della Rosa Rossa, n. 11, piano 1°, Torino.

Vendita di Stabili Comunali

Alle ore 8 del mattino del 1° maggio corrente anno si procederà avanti l'albo pretorio del comune di Rivarolo Canavese ad un solo incanto, ed alle ore 10 dello stesso mattino, nella sala di detto Municipio, al deliberamento a favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della 3ª candela vergine, di un vasto tenimento boschivo con prati e campi simultenenti, appartenente a detta Comunità, di ettari 284, are 96, cent. 6 (giornate 750) circa, situato sul territorio di detto Comune, regioni Reysino, Cardine, Gianola ed altre, e posto alla distanza di 15 chilometri circa (12 miglia) da questa capitale, a cui si ha comoda comunicazione per mezzo di regolari vetture periodiche aventi due partenze e due arrivi al giorno percorrendo la strada provinciale.

L'incanto verrà aperto all'offerto prezzo di L. 170,000, in un sol lotto, con ragioni d'acqua, ed ai patti e condizioni inserti nell'avviso d'asta 25 marzo 1852, che verrà pubblicato, delle quali e del piano topografico dimostrativo ogni aspirante può aver visione nella sala del suddetto Municipio, ed in questa città, nell'uffizio del causidico Ambrogio Gioanni, contrada di Dora Grossa, n. 53, piano 2°.

Torino, il 20 aprile 1852.

Avviso d'Asta

Martedì 20 volgente aprile, alle ore 10 antimeridiane, in Rivoli, e nella sala delle adunanze della Congregazione di carità, si procederà al deliberamento, a favore dell'ultimo miglior offerente, in aumento al prezzo di L. 50,000, della vendita della cascina propria di detta Congregazione, denominata di Girò, composta di fabbricato civile e rustico, di ettari 16, 52 35 (tavole 4337) tra campi, vigne, prati, alteni e boschi per la massima parte uniti al fabbricato e posta in situazione vantaggiosa ed amena, a pochissima distanza dall'abitato stesso di Rivoli e dalla Strada Reale di Francia da cui prende accesso.

Le condizioni della vendita, ed i relativi titoli sono visibili a chiunque presso il segretario di detta Congregazione.

Avv. FERDINANDO SALOTTO *not. rich.*

Plus de FEU aux Chevaux!

(25 ans des succès).

Le Liniment Boyer, remplaçant le feu, sans laisser des traces de son emploi, guérit d'une manière sûre et prompte les boiteries récentes ou anciennes, les entorses, foulures, écarts, molettes, faiblesse de jambes, etc. — Dépôt à Turin, chez M.r Mazzuchetti, pharmacien, rue St-François, num. 13.

BAILLY, *fabricant d'articles en zinc*

Se charge de faire les couvertures aux prix suivants:

1.° En feuilles de zinc **n. 14**, de 2 mètres de longueur sur 80 centimètres de largeur du poids de kil. 6 environ le mètre superficiel, à fr. 7, 50 le mètre carré.

2.° En feuilles de zinc **n. 12**, de 2 mètres de longueur sur 80 centim. de largeur, du poids de kil. 4 65 le mètre superficiel, à fr. 6 50 le mètre carré.

3.° En feuilles de zinc, **n. 10**, même dimension, du poids de kil. 3 1/2 environ le mètre superficiel, à fr. 5 50 le mètre carré.

Fabrique Tuyaux et gouttières de 27 centimètres de développement, à fr. 2 50 le mètre.

Il garantit ses travaux pour 10 ans.

Son magasin est situé: *Stradale del Re*, maison Vinay, num. 24, au coin de la *Via della Chiesa*, Turin.

SEMENTE BACHI DA SETA

fatta per cura del Cav. AUDIFFREDI, *in Cuneo.*

Deposito presso CATTANEO e PETITI, fabbricanti di stoffe in seta sull'angolo delle vie dell'Accademia delle Scienze e Finanze, piazza Carignano.

DA AFFITTARE IN MONCALIERI

Due ALLOGGI al mezzodì, mobigliati o non, con scuderie e giardino.

Recapito alla Farmacia in piazza Carignano n. 2.

DA AFFITTARE per il 1° luglio prossimo dieci membri al 1° piano, via delle Figlie de' Militari n. 13.

Il giorno 20 si pubblica

LE CONTRADDIZIONI

DI **VINCENZO GIOBERTI**

OSSERVAZIONI CRITICHE

sull'Opera DEL RINNOVAMENTO CIVILE

Dirigere le domande alla Libreria Patria, Ed.e, a Torino

SCIROPPO VEGETALE DEPURATIVO

DEL **BERAL**

Questo Sciroppo, usato con buon successo da lungo tempo, tanto in Germania che in Francia, fu riconosciuto il più efficace di tutti gli altri preparati per la depurazione del sangue, e come tale raccomandato nelle malattie della pelle, artritidi, dolori e simili.

Si prepara e si vende esclusivamente in bottiglie suggellate nella Farmacia BERNARDI, già Barricala, via S. Tommaso, dove trovansi pure i seguenti rimedii:

Le VERE POLVERI FERRUGINOSE di Marsiglia, rimedio ottimo nella mancanza dei menstrui.

La CREOSOTE BILLARD di Parigi, pel mal di denti.

Le PILLOLE del PERETTI, specifico per troncare le febbri terzane.

Il BALSAMO OLEOSO, detto NOÈ, usato per le piaghe dei cavalli, ecc.

Il BLISTER, escarotico inglese, molto in uso nella Veterinaria.

GIUSEPPE AGU'

Falegname, Minusiere, Macchinista,
e Fabbricante di pagliericci elastici perfezionati

Ha trasferto il suo laboratorio in casa Alara, baluardo di mezzogiorno, isola della B. V degli Angeli.

Recapito dal portinaio della stessa casa, via dell'Arcivescovado, porta n. 5, in fondo della corte.

Lo stesso fu premiato dalla Camera d'Agricoltura e Commercio nel 1829, 1832, 1838 e nel 1845, con menzione onorevole, medaglia in rame e due in argento, per l'esatta esecuzione de' suoi lavori si in genere di Minusiere e Macchinista, che per l'invenzione dei suddetti pagliarici elastici di nuova costruzione, ridotti alla maggior perfezione e durata, oltre alla facilità di tenerli puliti da qualunque miasma.

DIFFIDAMENTO

Con iscrittura del 9 corrente, il sottoscritto, avendo rilevato dal sig. Carlo Rosso il negozio, ossia bottega da serragliere, già da questi esercito in casa Lombardi, via dei Due Buoi, invita chiunque avesse ragioni sul negozio medesimo, di rivolgersi a lui, fra tutto il corrente mese; per esserne soddisfatti.

Torino, il 16 aprile 1852.

GIUSEPPE CAVASONZO.

FABBRICA

DI OGNI GENERE DI CALZATURA

DI **GENTA SECONDO**

Assortimento di SCARPE e STIVALI di v.rii prezzi:

Stivalini da donna, di stoffa d'ogni genere, a L. 3 50
Id. con *claques* . . . . . » 4 50

Tiene il suo negozio in via Porta Nuova, vicino all'Albergo del Moretto, num. 14.

INCANTO
di mobili d'appartamento

Per lunedì, 19 aprile corrente, dalle ore 9 alle 12, o dalle 3 alle 6 pomeridiane, sotto i portici di piazza Castello, detti del *Condotto*, num. 23, al 3.° piano, *Mobili, cristalli, porcellane, maioliche, attrezzi di cucina, cappella elegante, lingeria e libreria.*

DA VENDERE

CORPO di CASA del valore di L. 100[m., posto nel centro di Torino, ed in vicinanza alla piazza S. Carlo. Dirigersi dal notaio Albasio, via d'Italia, n. 7, p.° 2.°

DA AFFITTARE AL PRESENTE
nel territorio di Cavoretto

Grande CASA di campagna, di nuova costruzione, con diversi membri divisibili, signorilmente mobigliati, con giardino, strada carrozzabile. — Dirigersi in Torino dal proprietario Ant.° Gramaglia orefice in via Nuova, n. 2.

DA AFFITTARE *al Borgo della Madonna del Pilone*:

Piccola CASA di campagna, di 5 camere mobigliate e disimpegnate, con giardino.

Recapito dal materassaio, via di S. Teresa, n. 15.

BOTTEGA da rimettere al presente, con merci o senza, via Dora Grossa, accanto alla farmacia Cauda.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Sette membri negli ammezzati, piazza Carignano, n. 2.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 7 1/2) La dramm. Comp. Reale recita: *Pellegro Piola.*

NAZIONALE (ore 7 1/2) Opera: *Il Gondoliero*, musica del maestro Chiaramonti — Con ballo: *Il trionfo di Atamaro re d'Egitto*, del coreografo Piccoli Giovanni.

D'ANGENNES (ore 7 1/2) Compagnie française: *Les premières armes de Richelieu.*

SUTERA (ore 7 1/2) Opera buffa: *La Regina di Leone*, del maestro Villanis.

GERBINO (ore 7 1/2) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Il Conte di Monte-Cristo.* (Daniele il marinaio)

DIURNO vicino alla Cittadella (ore 5 1/2) Comp. Billi recita: *Maria Giovanna.*

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 94 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

LUNEDI' 19 APRILE

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 45	25	13
Per l'Estero	» 50	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent., d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., avendo ricevuto l'ufficiale partecipazione della morte di S. M. la regina Maria Sofia Federica di Assia Cassel, vedova del re Federico VI di Danimarca, ha ordinato il lutto per giorni 20 a cominciare dal 17 corrente.

S. M., con Decreto del 30 marzo p. p., ha richiamato in attività di servizio l'Intendente generale avvocato Pietro Boschi, e lo ha destinato all'Intendenza generale della Divisione amministrativa di Vercelli.

Relazione del Ministro di Pubblica Istruzione fatta a S. M. in data dei 9 aprile 1852.

SIRE,

Il marchese Antoniotto Invrea da Genova, nel suo testamento del 27 genna o 1730 e nel codicillo del giorno successivo, rogati dal notaio Gian Paolo Deferrari, lasciò pria alcuni legati, indi instituì eredi del suo feudo di Ponte Invrea il marchese Giovanni Battista Imperiale, e finalmente, nominati quattro esecutori delle sue disposizioni testamentarie e suoi procuratori *ad votum post mortem*, diede loro facoltà di poter es gere tutto quello e quanto ad esso spettava in allora e poteva spettargli in avvenire da chicchessia per qualsivoglia ragione, occasione e causa, niuna esclusa, ed anche in virtù di qualunque Cartolari della Casa di S. Giorgio ed in qualsivoglia parte del mondo, coll'obbligo ai medesimi di dovere impiegare il tutto in luoghi cauti e sicuri a loro giudizio, in testa però sempre e credito e sotto nome di esso testatore, col moltiplicare i frutti de' capitali, sempre in testa e credito come sopra, sino a tanto che vi fosse l'annuo reddito da poter fondare e mantenere un Conservatorio ad onore e sotto il titolo dell'*Immacolata Concezione*, il quale dovesse a principio constare di trenta figlie nubili nate di vero e legittimo matrimonio, i cui padri e madri fossero pure nati di vero e legittimo matrimonio.

Eseguitasi dopo la morte del testatore la volontà di lui, per la fedele amministrazione degli esecutori testamentari già si erano nel 1774 i frutti del capitale da esso lasciato moltiplicati a segno da poter supplire alla fondazione ed al manten mento del Conservatorio suddetto. Se non che gli amministratori, pensando che per il numero così cresciuto in quella città di conservatorii di zitelle fosse per essere più utile alla patria l'istituzione di un collegio di maschi, supplicarono i Reggitori della Repubblica che, derogando al testamento del marchese Invrea, fosse loro conceduta facoltà di formare un collegio col titolo di Collegio Invrea, invece del Conservatorio ordinato dal testatore, sicchè per altro sulla elezione degli alunni fosse osservato quanto era stato prescritto per la scelta delle fanciulle. Con suo Decreto del 17 agosto 1774 il Senato aderì in tutto alle supplicazioni degli Amministratori, e fin dall'agosto dell'anno successivo 1775 venne in Genova aperto il Collegio Invrea, il quale continuò ad avere una direzione separata da tutti gli altri istituti di educazione, fino a che sopravvenuta la dominazione francese fu per Decreto imperiale riunito al Liceo stato eretto in Genova. Cessato il governo francese, ed instituitosi nel 1816 il Collegio Reale di Genova, fu ad esso pure aggregato il Collegio Invrea, e seguitò a farne parte integrante sino al marzo del 1848, epoca in cui il R. Collegio venne temporariamente chiuso.

Il Magnanimo Vostro Genitore, intendendo fin d'allora alla erezione dei collegi-convitti nazionali, col Decreto del 20 marzo 1848 provvide che fino all'apertura di un nuovo collegio, il quale meglio corrispondesse alle presenti esigenze dei tempi ed ai bisogni del pubblico insegnamento, i convittori a posto gratuito della fondazione Invrea dovessero dai parenti essere collocati in altri collegi-convitti, o venir avviati, per la continuazione dei rispettivi studii, alle pubbliche scuole debitamente approvate: ordinò poi che l'amministrazione del lascito Invrea versasse per a tempo alla cassa dell'Università di Genova le pensioni di questi allievi, e che dalla Università fossero corrisposti ai parenti di ognuno di essi i quattro quinti della pensione che veniva prima di tal tempo pagata al Reale Collegio.

Col R. Decreto del 4 ottobre 1848 vennero fondati nelle principali città del regno i collegi-convitti nazionali, e già dall'anno scorso venne in quello di Genova aperto il convitto, il quale corrisponde pienamente allo scopo per cui fu stabilito.

Il Riferente, pensando quindi sia venuta l'ora in cui gli alunni del Collegio Invrea possano essere accolti nel collegio-convitto nazionale di Genova, ha l'onore di sottomettere all'approvazione di V. M. il qui unito Decreto:

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Visti i R. Decreti del 20 marzo 1848 e 4 ottobre successivo:

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. I posti gratuiti a carico della fondazione Invrea sono d'or innanzi aggregati al collegio-convitto nazionale di Genova.

Art. 2. I giovani nominandi a detti posti dovranno avere l'età non minore di anni sette, nè maggiore di anni dodici, ed essere muniti dei certificati di battesimo, di buoni costumi, di vaccinazione o di sofferto vaiuolo, e di non essere affetti da malattia comunicabile.

Art. 3. Prima di procedere all'elezione dei concorrenti a tali posti gratuiti, l'amministrazione Invrea ne trasmetterà la nota coi detti documenti al preside del collegio-convitto nazionale suddetto, il quale riconoscerà quali soggetti presenteranno ostacoli all'ammessione, e la restituirà quindi colle sue osservazioni alla stessa amministrazione.

Art. 4. I giovani ammessi nel convitto vi potranno continuare fino al compimento del corso classico o speciale.

Ove poi qualche alunno commettesse tali gravi mancanze da meritare l'espulsione dal collegio-convitto e la privazione del godimento del posto gratuito, dovrà questa deliberarsi di comune consenso tra il consiglio ordinario e l'amministrazione Invrea.

Art. 5. Quando insorgessero dubbi intorno alle condizioni di ammessione degli allievi nel collegio-convitto od intorno alla espulsione da esso, spetterà al Ministero della Pubblica Istruzione il dare gli opportuni provvedimenti.

Art. 6. Al primo loro ingresso gli alunni dovranno essere forniti dal corredo prescritto per i collegi-convitti nazionali, e l'amministrazione delle rendite della fondazione Invrea dovrà per ciascuno di essi corrispondere alla cassa del collegio-convitto annualmente, ed a trimestri anticipati, lire seicento a titolo di pensione ordinaria, e lire cento per sopperire alle spese che a norma dei vegliarti regolamenti non sono a carico del collegio.

Di queste lire cento il preside del collegio dovrà alla fine di ogni anno render conto all'amministrazione Invrea restituendole la somma che fosse sopravanzata, o richiedendola di quel supplimento che per avventura si riconoscesse ancora necessario, il quale però non potrà mai eccedere altre lire cento.

Art. 7. Avvenendo il caso che per ragione di malattia a giudizio del consiglio ordinario del collegio-convitto non potesse un allunno più continuare a dimorare nel convitto, verrà ai parenti del medesimo corrisposta la mensuale pensione di lire quaranta dall'amministrazione Invrea.

Tale corresponsione mensuale non avrà luogo quando l'assenza dell'alunno dal convitto sia soltanto temporanea: in questo caso la detta amministrazione continuerà a versare nella cassa del convitto la pensione, di cui è cenno all'articolo precedente.

Art. 8. I giovani prima d'ora provvisti d'uno di quei posti gratuiti, finchè dura per ciascuno di essi il godimento del rispettivo posto, continueranno a ricevere fuori del collegio nazionale l'annua pensione di lire seicento quaranta. Sarà questa pagata direttamente dall'amministrazione Invrea ai loro parenti, a trimestri maturati, e sulla presentazione di un attestato di frequenza della classe rispettiva nei collegi o nelle scuole pubbliche debitamente approvate.

Art. 9. Cesserà quind'innanzi all'amministrazione Invrea l'obbligo di versare nella cassa dell'Università di Genova le pensioni dei rispettivi allievi.

Art. 10. Le somme sopravanzanti alle pensioni tutte torneranno a profitto della fondazione Invrea per essere impiegate nella creazione di nuovi posti gratuiti a misura che vi saranno i fondi necessarii per far fronte alle loro spese.

Art. 11. È abrogata ogni disposizione contraria al presente Decreto.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione è incaricato dell'esecuzione di questo Decreto, il quale sarà registrato al Controllo generale.

Dato a Torino, addì 9 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

FARINI.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione fattaci dal Ministro di Finanze, Marina e Commercio, di concerto cogli altri Ministri;

Ritenuta la convenienza che le pensioni che verranno da Noi accordate per servizi resi allo Stato siano liquidate sopra principii costanti e regolari, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. È instituita una Commissione, ed è alla medesima affidata la liquidazione di tutte le pensioni di coloro che vi abbiano titolo per servizi resi allo Stato.

Art. 2. Questa Commissione sarà composta del Controllore Generale, Senatore del Regno, Presidente Capo, Commendatore Federico Colla, che ne avrà la presidenza; e delli

Commendatore Marone Giovanni Battista, Consigliere di Stato;

Cavaliere Rocci Felice, Consigliere della Camera dei Conti;

Cavaliere Cattaneo Gaetano, Amministratore in Capo delle Regie Zecche; e

Cavaliere Gaudina Gaetano, Intendente, Applicato al Ministero di Finanze, il quale farà pure le funzioni di Segretario.

Art. 3. Saranno aggiunti alla Commissione, pei lavori preparatorii, e di computisteria:

Cucceglio, Vice Intendente Cesare, Aiutante di Segreteria presso il Consiglio di Stato;

Scanzio Pietro, Controllore Assistente presso il Controllo Generale.

Art. 4. Le proposte di collocamento a riposo, e di ammessione a far valere i titoli al conseguimento della pensione continueranno ad esserci fatte dai rispettivi Ministri.

Art. 5. Gli ammessi a far valere i loro titoli al conseguimento della pensione dovranno presentarli alla Commissione, la quale procederà alla liquidazione sulle basi stabilite dalle leggi e dai regolamenti in vigore, e la trasmetterà al Ministro di Finanze coi documenti ai quali la medesima venne appoggiata.

Art. 6. Il Ministro di Finanze riconoscendo regolare la liquidazione Ci farà la relativa proposta per la concessione della pensione.

Art. 7. Le pensioni dovranno essere iscritte all'Ispezione generale dell'Erario.

Un elenco, diviso per Ministero, delle pensioni concedute in ciascun anno dovrà essere formato dalla stessa Ispezione, e sarà annesso al Bilancio delle Spese generali dello Stato, nel quale tutte le pensioni verranno stanziate.

Il Ministro di Finanze, di Marina e Commercio è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che avrà effetto dal primo giorno di maggio p. v., e sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino, addì 9 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 18 aprile.*

La Camera dei Deputati nella seduta di ieri, sabato, continuò la discussione del progetto di legge per la ritenenza, e tassa sugli stipendi, e sulle pensioni degl' impiegati, e l'approvò con suffragii 91 contro 24. Furono presentate le relazioni sul progetto di legge per la strada ferrata da Savigliano a Cuneo, e per una leva di 100 marinai, e si passò quindi a relazioni di petizioni.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 1 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuni dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Seconda inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
unico	Comunità di Bargone . . .	138	1848 12 3bre	1050 »	1848 7 7bre	Susa

Torino, il 6 aprile 1852.

L'Ispettore Generale F. Caccia.

Riceviamo notizie dall'isola di Sardegna; esse ci recano che il generale Durando ha pubblicato in Tempio un proclama che qui sotto riferiamo. Mentre la fregata a vapore il *Governolo*, comandata dal capitano di vascello conte di Persano, percorre la costa, le truppe composte di bersaglieri, di Real Navi, di cacciatori franchi e di cavalleggeri perlustrano quelle contrade e concorrono colle autorità locali al ristabilimento totale della quiete, e vengono dovunque accolte con benevolenza dalle popolazioni. Il disarmo viene eseguito senza ostacoli.

Ecco il proclama del generale:

NOI COMMENDATORE GIOVANNI DURANDO

Luogotenente generale, Comandante generale militare dell'isola di Sardegna;

Visto l'articolo terzo del R. Decreto del 29 febbraio p. p. col quale « è fatta facoltà al comandante generale militare di estendere lo stato d'assedio a tutte quelle parti dell'isola nelle quali « lo crederà conveniente pella pubblica quiete; »

Considerando che nella provincia di Tempio la pubblica quiete è da locali fazioni continuamente turbata, senza che, dopo i lunghi sforzi fatti inutilmente dall'autorità politica di quella provincia, si possa sperare che i partiti consentano ad una spontanea riconciliazione;

Che in conseguenza di queste deplorabili dissensioni, frequenti omicidii si commettono, senza che il potere giudiziario cogli ordinarii mezzi dei quali può giovarsi sia in grado di scoprire, fare arrestare e punire i colpevoli;

Che specialmente nei territorii del mandamento di Aggius gli attentati alla altrui vita sono frequentissimi e tre ne sono occorsi con agguato dal 16 al 30 del mese di marzo ora scorso;

Che le violenze armata mano si commettono con frequenza anche contro gli agenti del Governo, ed in pochi mesi si ebbero a lamentare quella dell'8 dicembre p. p. in Tempio, del 27 gennaio in Santa Teresa con uccisione del cavalleggere Rossetti, del 6 febbraio nel territorio di Aggius, con mancato omicidio e ferita del commissario per le esazioni Multineddu e della sua guida, e i minacciosi consigli dati agli ufficiali preposti al censimento di astenersi in alcune località dell'eseguimento delle operazioni loro commesse dal Governo;

Che a maggiormente compromettere la pubblica tranquillità e la sicurezza delle persone si aggiungono alcune imponenti quadriglie di banditi, fra i quali si annoverano molti delinquenti estranei alla Sardegna, dei quali si è finora vanamente tentata la dispersione e l'arresto;

Che cagione principale di questo miserevole stato di cose è l'abusivo porto delle armi;

Che ciò posto l'urgenza di mettere un termine a tanti mali, con provvedimenti straordinari, è manifesta non solo al Governo del Re, ma anche alle stesse popolazioni, come ne è prova l'apposita deliberazione presa da uno dei municipii della predetta provincia nell'ora scorso mese di marzo, all'oggetto di ottenere che i provvedimenti adottati per la provincia di Sassari siano estesi alla Gallura;

Per queste considerazioni, valendoci della surriferita facoltà, decretiamo :

Art. 1. La città e provincia di Temp o sono poste in istato d'assedio.

Art. 2. Le armi ritenute sia dalla guardia nazionale di qualunque comune della predetta provincia, come da ogni altra persona, dovranno entro il termine di due giorni consegnarsi nella rispettiva casa comunale , per esservi custodite a cura del sindaco , al quale saranno date apposite istruzioni relative alla formalità da osservarsi in siffatta consegna. Eseguita la consegna prescritta dall'art. precedente, l'autorità politica della provincia potrà con speciale autorizzazione permetterne la restituzione e il porto a quelle persone che, previe apposite verificazioni, riconoscerà incapaci di abusarne.

Art. 3. Gli ufficiali di sicurezza pubblica, e gli agenti della forza armata sono autorizzati a procedere a visite domiciliari in quei luoghi ne' quali loro risulti che si tengano nascoste armi, e corpi di reato o che si celino malviventi od altre persone colpite da mandato di cattura , con facoltà di procedere all' immediato arresto di questi, come pure di coloro che non avranno fatta la consegna sovra prescritta nel termine stabilito.

Art. 4. Le riunioni in numero maggiore di cinque persone non appartenenti alla stessa famiglia sono v etate, e dovranno quindi, all'occorrenza immediatamente essere disciolte dagli agenti della forza pubblica.

Art. 5. È proibito di circolare fuori del proprio comune senza una carta di sicurezza rilasciata dal sindaco del domicilio, munita del visto del comandante la postazione locale dei cavalleggieri e del giudice di mandamento.

Le indicazioni che dovrà contenere la carta suddetta saranno determinate dall' intendente della provincia , il quale è incaricato di dare intorno a questa cautela di pubblica sicurezza tutte le disposizioni che occorreranno.

Art. 6. Chiunque darà asilo ad un bandito od altra persona colpita da mandato di cattura, od in qualunque modo si adopererà per sottrarla alle ricerche della forza pubblica , sarà immediatamente arrestato.

Art. 7. È proibito agli osti e a qualunque pubblico e privato albergatore di alloggiare persone che non siano munite della carta di sicurezza prescritta dall'art. 5.

In caso di contravvenzione si farà luogo all'arresto pe sonale , e ove ne sia il caso, alla chiusura dell'osteria od albergo.

Art. 8. Nessuno può ricusare di dare agli agenti della forza pubblica le cognizioni delle quali sarà richiesto intorno alla sua persona sia colla presentazione della carta di sicurezza , sia in altro modo egualmente appagante.

Il rifiuto di uniformarsi ad una tale prescrizione autorizza l'arresto del contravventore per essere presentato all'autorità locale ond'essere riconosciuto.

Art. 9. È proibito di accendere fuochi in luoghi aperti , o di farvi segnali con grida e suoni di qualsivoglia natura : i contravventori saranno arrestati.

Art. 10. Nei luoghi in cui non siavi pubblici venditori di commestibili , nessun proprietario o guardiano di bestiame , o di altri generi potrà rifiutarne alla truppa la vendita a giusto prezzo da determinarsi occorrendo dal sindaco locale od in sua mancanza da un altro amministratore locale.

In caso di rifiuto l' ufficiale o bass' ufficiale della truppa farà ritirare i generi necessarii alla presenza del proprietario dei medesimi e del sindaco od altro amministratore , sborsandone il prezzo che sarà da questi stabilito.

Art. 11. Ogni atto di resistenza alla forza pubblica sarà immantinente represso ove ne sia il caso coll' uso delle armi.

Ed ogni atto di disprezzo verso la forza medesima darà luogo all'arresto del colpevole.

Cagliari, il 9 aprile 1852.

DURANDO.

Pei fatti testè avvenuti nella città di Cagliari, il Ministero della Pubblica Istruzione commetteva al prof. Bertoldi, Ispettore straordinario delle scuole dell'Isola di Sardegna, di dare quelle disposizioni che meglio giovassero a ripristinare l' ordine in quella Università.

Il professore Bertoldi, coll' intelligente e sagace operosità che gli è propria, ha corrisposto pienamente alla fiducia che in lui ha riposto il Governo, ha provveduto che le scuole ripigliassero il loro andamento regolare, e persuaso che senza disciplina riesce inutile qualunque insegnamento, ha su questa rivolta una gran parte delle sue cure. A tal fine egli pubblicava, il 14 del corrente mese, il seguente manifesto :

L'Incaricato di poteri straordinari del Ministero dell' Istruzione Pubblica per le Scuole di Sardegna,

Onde ottenere la piena esecuzione dell' art. 15 del Regolamento disciplinare per le RR. Università , col quale è vietato qualunque atto che turbi l'ordine e la quiete degli studi,

Notifica :

1. È espressamente vietato agli studenti di stare o passeggiare, all'ora delle lezioni, nell'atrio , o nei corridoi dell'Università , o nell'attigua strada.

2. È pure proibito ai medesimi di trattenersi e di stare attruppati nella stessa strada o presso la porta dell'Università , prima e dopo le lezioni e nelle ore intermedie fra una ed altra di queste; dovendo invece stare nel corridoio corrispondente alla propria scuola, senza recar il minor disturbo, e ritirandosi , finite le lezioni, col dovuto decoro.

3. Finalmente è loro proibito d'introdursi nelle scuole con bastoni , come anche di fumare dentro il recinto dell' Università.

Cagliari, dalla R. Università degli studi , il 14 aprile 1852.

G. BERTOLDI.

AZIENDA GENERALE DELL' INTERNO.

Avviso d'Asta.

Vendita od affittamento per anni 30 delle miniere di piombo argentifero di Pesey e Macôt , e R. Stabilimenti per la fonditа del minerale, e granulazione del piombo ad Albert-Ville in Savoia.

Il pubblico è avvisato che nel giorno 6 del mese di maggio prossimo, a mezzodì , si procederà , negli uffizi dell' Azienda generale dell' Interno, alla vendita, e subordinatamente all'affittamento per 30 anni, in favore del miglior offerente, sul prezzo di L. 308,000 per la vendita , e su quello di L. 25,000 annue per l'affittamento, sotto le clausole e condizioni tenorizzate nel relativo capitolato.

Le offerte sia per la vendita che per l'affittamento in aumento dei suddetti relativi prezzi, dovranno essere fatte in iscritto su carta da bollo da cent. 40, suggellate ed accompagnate da un vaglia , e andro su carta da bollo, a favore della stessa Azienda generale dell' Interno, sottoscritto da persona riconosciuta risponsale da questa, ed in vece di vaglia si potrà supplire con cedole del Debito Pubblico dello Stato al portatore, per un valore eguale al decimo del prezzo sul quale si fa partito.

I capitoli d'appalto , unitamente ai piani e documenti relativi, saranno visibili all' estero presso le Legazioni e Consolati Sardi, ed all' interno negli uffizi delle Intendenze divisionali e provinciali, ed in quello dell' Azienda generale dell' Interno.

Il deliberamento non sarà definitivo se non nel caso, in cui nei 20 giorni successivi, che scadranno a mezzogiorno del 26 maggio suddetto, non sarà stato fatto l'aumento del sesto sul prezzo della vendita, e del sesto o mezzo sesto su quello d'affitto, secondo le leggi in vigore.

Nell'appalto si osserveranno le norme portate dal Regolamento 4° annesso alle Regie Patenti del 29 maggio 1817.

Le spese dell'incanto, del deliberamento e dell'instrumento di vendita, o dell'affittamento non che quelle di delimitazione e di perizie, e dei testimoniali di stato, saranno tutte a carico del deliberatario.

Torino, il 23 febbraio 1852.

Per detta Generale Azienda

Il Segretario VERZALDI.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova

la sera del 14 aprile 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9841435 25
id. id. in Torino	»	7870881 94
Numerario in via per Torino	»	100000 »
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	14930322 96
id. id. in Torino	»	16082419 76
Fondi pubblici della Banca	»	562147 50
R. Finanze c. mutuo	»	
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	933333 34
Tratte della sede di Torino del 13 corr.	»	45021 88
Spese diverse	»	299981 61
Fondi pubbl. cogli interessi	»	
Corrispondenti della Banca (sbil.° de' conti)	»	1015867 52
Debitori diversi	»	16507 78
	L.	51217289 54

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione	»	34198450 »
per operazioni ordinarie	»	
per mutuo alle Regie Finanze	»	
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	
Riesconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	33994 61
id. id. in Torino	»	71289 90
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	467754 16
id. id. in Torino	»	225478 72
Conti correnti disponibile in Genova	»	640809 05
id. id. in Torino	»	1379072 19
Non disponibile	»	101248 67
R. Erario conto corr.	»	5651758 75
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	21877 91
della sede di Torino su quella di Genova del 13 corr.	»	46127 52
Dividendi arretrati	»	24658 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Rimb. della sede di Torino del 13 corr.	»	16539 60
	L.	51217289 54

TOSCANA

Riproduciamo il seguente articolo che si legge nel *Costituzionale* di Firenze:

Nel tempo del nostro silenzio comandato, sorse, e si p ropagò, e fu creduta la voce che non solo lo Statuto fondamentale sarebbe stato abolito , ma gran parte e vitale dell'antico sist ma Leopoldino. Noi non ci commovemmo meno di tutti gli altri , poichè al tristo annunzio non vi fu differenza nè di età, nè di opinioni, nè di partiti. Ci commovemmo , e ne fu doloroso il dover tacere sembrandoci che non mai tanta necessità di parlare fosse venuta. Ma quando il divieto per noi cessò credemmo che la burrasca, se non dileguata, si fosse allontanata. Allora ci parve miglior consiglio il tacere quasi la fiducia piuttosto che il timore fosse per noi un miglior segno di affetto al paese. Ora torna a offuscarsi il cielo e a romoreggiare il tuono. E ora quando pure le nostre parole riuscissero tarde, o inefficaci, o malgradite, o fossero financo punite, non vorremmo nè potremmo trattenerle per non mancare al grave ufficio della stampa, per non tradire la nostra fede politica, per non violare i nostri doveri verso il paese e il principato, per non soffocare il grido della nostra coscienza che serve a' decreti della civiltà, che pur sono decreti di Dio.

Sull'abolizione dello Statuto fondamentale e dei diritti politici riconosciuti in esso, o in altre recenti leggi organiche, è superfluo ripetere quel che tante volte dicemmo sulla giustizia e sulla necessità, ora e poi , e sempre , di tali instituzioni create dalla civiltà universale e particolare, non già da' voler individuale. Saremo illusi, saremo ciechi, saremo inetti, saremo tutto quello che vogliono i nuovi profeti, i nuovi maestri, i nuovi temosfori ; ma le stesse loro opere presenti, e tutto quello che hanno demolito, tutto quello che hanno fabbricato e che minacciano fabbricare, ci confermano sempre più nella nostra fede nel governo rappresentativo e parlamentare , come unica guarentigia dell'ordine e unica v a di regolare progresso. Lungi ora dal mutar proposito, non ci resta a desiderare se non che la sor te di Cassandra non ci serbi a soffrire immeritamente nelle comuni sventure la pena della previdenza spregiata.

Quanto alle mutazioni del sistema Leopoldino , basta per ora considerare generalmente che desse sarebbero un troncamento di un lunghissimo corso civile , particolarissimo alla Toscana. L'essere politico tutto quanto di essa, il suo diritto tutto quanto, scritto e non scritto , antico e nuovo, è il prodotto di sette secoli d'una vita pubblica si privilegiata che, oltre ad aver generata la civiltà moderna, precedè sempre gli altri nei miglioramenti sociali, e godè quelli pure che gli altri o non seppero o non poterono imitare. Queste privilegiate condizioni, non v'è dubbio, furono adoperate sapientemente, in tempo , e a gradi dalla dinastia Lorenese, la quale potè dire con giusta alterezza che il *suo governo ebbe gloria dal procedere sempre coi tempi o antivenirli* (son parole auguste di Leopoldo Secondo). Ma è vero altresì che l'opera grande e benefica dei principi lorenesi fu opera di sollecito e splendido compimento , non già d' iniziazione. Essi fecero ben più di Carlo III a Napoli, e di Maria Teresa e di Giuseppe a Milano: ma non seminarono in suolo inselvatichito la civiltà: la trovarono adulta in un giardino, e la fecero rifiorire e fruttificare meravigliosamente.

Ora se la sacra pianta venisse scossa, e molte annose braccia recise: se la vetusta civiltà toscana fosse sviata: se quel che gli anni e i secoli, a goccia a goccia, a stilla a stilla cumularono in sì grande e ben composta mole fosse in un istante scompaginato e mutilato se non distrutto: non ne accaderebbe nel corpo politico una modificazione parziale, ma sì bene un'alterazione profonda nella essenza istessa e in tutte le sue membra. Sarebbe come asserragliare un fiume che, sceso da remota vena, mille e mille rivi e fiumane arricchirono nel lungo suo corso. La serra, sia pur ben costrutta, sia pure appuntellata di dentro e di fuori, tratterrà bene il fiume, ma non lo esicherà: perlocchè gran problema e lungo all'anno sarebbe dovere stare a vedere se più forte fosse chi sforza, o chi è sforzato.

I politici conservatori non sarebbero più sicuri degl'idraulici quando si verificasse un arrestamento di tutto il grave e uniforme procedere di tante generazioni di governi e di governati. Coloro agevolmente temerebbero che, ferita nel vivo quella vita, a poco a poco non si dissolvesse come privata de' propri spiriti e delle peculiari necessità di durare.

Se noi ci ponessimo a ripetere tutte le ragioni del nostro sistema politico, faremmo opera vana. Ormai esso è divenuto fede universale e coscenza pubblica. Cent'anni di benefizi lo hanno consacrato; la virtù e il sapere de' tanti e tanti suoi edificatori lo hanno reso autorevole alla ragione, e venerabile all'opinione. Esso forma a un tempo il codice e la gloria dei toscani. E ciò appunto è l'ineffabile pregio di quel sistema, perchè mentre soddisfa la universalità de' sudditi, costituisce la più salda base del trono. È ormai certezza comune che in quel sistema sia il patto e il sostegno scambievole.

Tanta e sì antica, sì ragionata persuasione come rende impossibile il dubbio, così mantiene tenace l'affetto e la riconoscenza a quel sistema. Quindi il toccarlo solo in una parte non solo perturberebbe gli animi con le apprensioni del danno derivabile, ma verrebbe ancora a porre in deplorabile conflitto la ragione e la coscenza pubblica col nuovo e inatteso volere della potestà suprema. Non sarebbe infatti da concepirsi che quello che per cento anni fu a gara dimostrato e sperimentato buono, divenisse cattivo in un subito, quando i tempi richiedono invece i nuovi miglioramenti anzi che demeritare gli antichi. Nè mancherebbe la logica delle passioni vagheggianti un diverso principio politico, di rilevare come ancora sotto il principio imperiante può venir meno quella stabilità di istituzioni che sotto esso appunto dovrebbero passare di padre in figlio come una sacra eredità.

Nè si proverbi gli uomini progressivi, come sostenitori dello *statu quo*. Il nostro è progredire al meglio, non è un distruggere il bene. Quello che fecero i maggiori nostri è una conquista che vogliamo serbare. Se noi invochiamo la veneranda maestà del passato non è deficienza di ragioni, è invece tale e sì grande pienezza di giustizia e di sapienza, che trova in un inveterato costume la sua riprova e la sua consecrazione. Noi non vogliamo riaprire un arringo ormai chiuso dal senno de' padri nostri, e dalla civiltà universale.

Noi non vi rientrammo che a malincuore poichè non mai ciò sarebbe necessario per l'universale. Ese non ha d'uopo di essere confermato in quel che approva per tradizione e per convincimento. Tranne le istituzioni inglesi, noi non dubitiamo affermare che nessun sistema politico quanto il Leopoldino sia divenuto costume pubblico, fede universale, natura del governo e del popolo. Nè dubitiamo asserire che il toccarlo, sarebbe rompere la grande opera di quel principe, che seppe unificare i destini del proprio regno con l'amore, la felicità e la conservazione del paese.

— Per ordine del cav. prefetto della città e compartimento di Firenze, il giornale *La Speranza* è stato colpito la prima volta della sospensione per l'intero periodo di un mese, a contare dal 13 del corrente, a cagione del racconto *caratteristico* inserito nell'appendice del num. 45 intitolato: *I pellegrinaggi di un'anima.*

SVIZZERA

Si legge nella *Gazzetta Ticinese* :

Il resoconto finanziario del 1851 presentato il 10 aprile dal dipartimento delle finanze al consiglio federale , e da questo approvato , presenta un aumento nella proprietà federale di 1,500,000 fr. antica moneta , compresi fr. 710,000 , ricavo dell'eredità Grénus. Così la sostanza federale, nei tre anni dell'esistenza della nuova costituzione federale , aumentò di franchi 1,565,419, 6, 59 nel modo seguente :

Attività della confederazione al 31 dic. 1848 fr.	4,849,257	69
Aumento nel 1849	»	187,138 11
» nel 1850	»	75,985 92
» nel 1851	»	1,500,997 56
Attività della confederazione al 31 dic. 1851 fr.	6,612,677	28

— L' ingegnere sardo, sig. Gualini, ha compiuto i piani della progettata strada del San Bernardo ; i lavori saranno incominciati l'estate prossimo, e compiuti in cinque anni. Le spese sono apprezzate a 633,500 fr. , di cui i cantoni interessati ne pagheranno 215,900. Il consiglio di Stato del Vallese, che molto si interessa a questa impresa, ha invitato i cantoni stessi ad una nuova conferenza da tenersi in Friburgo il 26 aprile. Le passate conferenze furono presiedute dal consigliere di Stato vodese Blanchenay, e vi intervenne, in qualità di commissario federale, il colonnello Buchwalder.

FRANCIA

Parigi , 15 *aprile*. Leggiamo nel *Journal des Débats* :

Ecco, secondo l'*Emancipation de Bruxelles*, la lista completa, e che abbiamo motivo di credere esatta, dei senatori che ricevono una dotazione: questa lista comprende tre categorie.

1° I senatori la cui dotazione è stabilita a 50,000 franchi all'anno;

2° I senatori che avranno 20,000 fr. ;

3° I senatori che ne riceveranno soli 15,000.

La prima categoria comprende 20 nomi: totale 600,000 fr. Vi sono dieci generali e dieci personaggi civili.

I generali sono: I sigg. conte Baraguay d'Hilliers, ex-generale in capo dell'esercito di Roma; conte di Castellane, comandante generale a Lione; d'Hautpoul, ex-ministro della guerra, gran referendario del senato; Le Roy di Saint-Arnaud, ministro della guerra; Magnan, generale in capo dell'esercito di Parigi; conte d'Ornano; generale Pelet; generale Petit; generale Preval, ex-ministro della guerra; generale Pyat.

I personaggi civili sono: i sigg. Bineau, ministro delle finanze; barone di Crouseilhes, ex-ministro della pubblica istruzione; Ernesto di Girardin, ex-deputato; barone di Lacrosse, ex-ministro, segretario del senato; conte Lezay di Marnezia, figlio d'un antico prefetto dell'impero e della ristaurazione; Mesnard, uno dei vice-presidenti del senato; principe della Moskowa, ex-pari di Francia, ex-rappresentante; principe Luciano Murat, ex-rappresentante; duca di Saint-Simon; conte Thibaudeau, già membro della Convenzione, solo membro superstite del primo consiglio di Stato.

La seconda categoria (totale 520 mila fr.) si compone di sedici nomi, fra cui sette generali, che sono: I sigg. barone Achard, ex-deputato e rappresentante; di Bar, ex-rappresentante, ex-colonnello della 3ª legione della guardia nazionale di Parigi; Hugon; Husson, ex-rappresentante; di La Hitte, ex-ministro degli affari esteri; il conte Schramm, ex-ministro della guerra.

Ecco i nomi degli altri nove: i sigg. marchese d'Audiffret, ex-pari di Francia; Elia di Beaumont, membro dell'Istituto; Dumas, ex-ministro del commercio e dell'agricoltura; barone di Heeckeren, ex-segretario della Costituente e della Legislativa; Leverrier, membro dell'Istituto, ex-rappresentante; Manuel, ex-rappresentante; Sapey, ex-deputato; Troplong, primo presidente della Corte d'appello di Parigi; Viellard, antico precettore del principe Luigi Napoleone.

La terza categoria (totale 45 mila fr.) non comprende che i tre seguenti nomi: i sigg. vice-ammiraglio Casy; il vice-ammiraglio Parceval-Deschênes; Goulhot di Saint-Germain, ex-rappresentante.

Totale generale delle dotazioni 965 mila fr.

— La salute del maresciallo Gerard dà alla sua famiglia le più vive inquietudini. Da otto giorni, l'onorevole maresciallo che è nel 79° anno, ha una gran debolezza per un'ostinata dissenteria.

— Il principe Paolo di Würtemberg, fratello del re regnante, e che abita da lungo tempo Parigi, è in uno stato inquietante. Parecchi consulti dei medici più ragguardevoli della capitale si tennero; e non si sta senza qualche timore per la vita del malato.

— Una coalizione formatasi, sono già alcuni giorni, tra gli operai da carrozze, pare voler prendere consistenza e convertirsi in cessazione dal lavoro. Questi operai, come quasi sempre in occasioni simili si sono lasciati traviare dai perfidi suggerimenti di alcuni mestatori interessati, e sacrificano i loro proprii interessi per obbedir ciecamente ad uomini che non sono mossi fuorchè dall'amor del disordine.

Sarebbe un ingannarsi a partito il credere, dice la *Patrie*, che l'amministrazione lascierà libero il corso a tali colpevoli intendimenti. Noi crediamo esser bene informati asserendo che il prefetto di polizia, il quale fa tutti i suoi sforzi per richiamare al dovere quegl'infelici operai e mostrar loro la via funesta in cui li traggono i loro più grandi nemici, è risoluto, se i suoi consigli non sono ascoltati, a reprimere con fermezza ed energia ogni tentativo fatto per costituire una cessazione del lavoro.

— Si afferma che considerevoli lavori occuperanno la sessione del Corpo legislativo, e che un gran numero di progetti di legge gli saranno rimandati dal consiglio di Stato. Si accennano già progetti di legge relativi a due strade ferrate, all'insegnamento, alle dogane, ai conti degli esercizi 1848 e 1849. Si dà inoltre per certo che il Corpo legislativo si occuperebbe quanto prima del bilancio del 1853.

— Le negoziazioni che si proseguono in questo momento tra il governo francese ed il governo britannico relativamente a reclami d'indennità fatti in nome di cittadini francesi stabiliti a Lagos, ed in seguito al blocco, per parte degl'inglesi, del golfo di Benin, sulla costa occidentale dell'Africa, rendono degni d'attenzione i seguenti particolari sui varii avvenimenti che trassero seco le ostilità degli inglesi contro Lagos.

Quest'isola, che domina l'ingresso del fiume Ogu, era, non ha gran tempo, governata da un capo per nome Akitoye, avversario dichiarato del commercio de' negri. Da un'altra parte esiste nel regno di Yoruba una provincia nominata Egba, i cui abitanti sono egualmente opposti a sì orrendo traffico. La loro città principale, Abbeokuta, situata sul fiume Ogu, non conta meno di 50,000 abitanti. Quel piccolo regno di Yoruba è continuamente in guerra col re Dahomey, suo vicino, che favoreggia al contrario la tratta dei negri, di cui fa un commercio in grande. Gli abitanti di Abbeokuta erano nella migliore intelligenza col sovrano di Lagos, ma questi fu sventuratamente sbalzato dal trono da Kosoko, suo parente, partigiano della tratta.

Un tale avvenimento complicò la posizione di Abbeokuta, ove si erano stabiliti parecchi missionarii inglesi, i quali si vedeano esposti alle aggressioni del re Dahomey, e di Kosoko nuovo capo di Lagos. Già il re Dahomey aveva fatto un tentativo contro Abbeokuta, ma era stato respinto con grave perdita. Kosoko si disponeva dal canto suo a marciare contro quella città: cosicchè, posti fra due nemici, gli abitanti di Yoruba, nel cui numero si comprendevano non pochi schiavi liberati, e missionarii e commercianti, correano il rischio d'essere trucidati o ridotti in ischiavitù, quando il governo inglese stimò bene di intervenire.

Il ministro degli affari esteri d'Inghilterra mandò l'ordine di bloccare Colydah, il porto principale di Dahomey, e il comodoro ricevette inoltre istruzioni a fine di vedere se vi fosse mezzo d'inviare un picciol corpo di truppe a Lagos, per cacciare Kosoko ed i suoi partigiani, e ristabilire l'antico capo Akitoye.

Per mala sorte il console inglese, prima di ricever tali ordini, aveva cercato di trattare con Kosoko: ma questi, avendo fatto trarre sopra battelli portanti una bandiera d'armistizio, un attacco prematuro era stato fatto da un picciol corpo di marinai inglesi, il quale fu costretto a ritirarsi, dopo avere perduto due ufficiali e una diecina di feriti.

In questo frattempo giunsero le istruzioni del governo, e poco dipoi, il 24 dicembre, il comodoro Bruce fece contro Lagos un attacco che riuscì alla distruzione completa delle opere di difesa, all'annientamento di Kosoko e de' suoi partigiani, e al ristabilimento dell'antico capo Akitoye. Questo colpo di mano avrà un duplice risultamento, cioè trarre Abbeokuta dalla critica posizione in cui si trovava, e permettere poscia d'incagliare più efficacemente l'odioso commercio del re Dahomey.

SPAGNA

Madrid, 10 *aprile*. Scrivono alla *Correspondance*:

Tutti i ministri deono recarsi domani ad Aranjuez ove passeranno i due giorni della festa di Pasqua.

Il generale Norzagaray, nominato testè capitano generale di Porto-Rico, partirà dopo domani per la sua destinazione.

Pare che il governo si stia attivamente occupando dello stabilimento delle colonie penitenziarie nelle isole Marianne e in quelle di Fernando, Poo e Annobon.

PORTOGALLO

Nella corrispondenza ordinaria di Madrid del 10 corrente si legge:

Nell'intervallo della proroga delle *cortes* portoghesi, il governo spera, grazie alle elezioni che debbono farsi, di ottenere una maggioranza sufficiente nella Camera de'deputati. Se questa speranza andasse fallita, il ministero Saldanha sarebbe costretto di ritirarsi.

INGHILTERRA

Londra, 14 *aprile*. Si legge nel *Daily-News*:

Sir James Matheson, membro del Parlamento e proprietario dell'isola di North-Ronca, ha offerto quest'isola al governo per un nuovo stabilimento penitenziario. Essa isola è situata nell'Atlantico, a 59° 7' di latitudine e 5° 48' di longitudine ovest, e forma un triangolo quasi equilatero, con la punta di Lewes e il capo Wrath.

— Si legge nello stesso giornale:

Una lettera d'Edimburgo annunzia che lord John Russell si presenterà, alle vicine elezioni generali, agli elettori di Edimburgo a fine di rappresentarli alla Camera dei comuni. L'essersi testè ritirato da quella candidatura il sig. William Gibson Craig non avrebbe altro scopo che di cedere il posto all'ex-primo ministro. Tuttavolta il nobile lord poteva essere quasi certo della sua rielezione a Londra, imperocchè in un *meeting* importante che vi è stato non ha guari tenuto, gli elettori della *City* aveano deciso che avrebbe continuato ad onorarlo de' loro suffragi.

— Si legge nel *Times*:

La Compagnia del telegrafo elettrico ha terminato di collocare i suoi fili da Londra a Bristol sopra una distanza di 118 miglia. Fra i molti vantaggi che si ritraggono da questa bella opera, vuolsi annoverar quello, per Bristol e suoi dintorni, d'esser posti in comunicazione non pure con Londra, ma anche, mediante una linea trasversale già stabilita tra Bristol e Gloucester, e Birmingham e Derby, con l'ovest dell'Inghilterra, con Liverpool, Manchester, il Nord e la Scozia. Molte centinaia d'uomini stanno ora lavorando alla giunzione che dee compirsi tra Bristol ed Exeter e che sarà, dicesi, terminata in giugno.

— Si legge nel *Globe*:

I fondi inglesi han subito un leggiero ribasso a motivo del pagamento delle differenze dell'ultimo conto. Consolidati a contanti 99 1/2 5/8; per conto all'11 maggio 99 5/8 3/4: 3 0/0 rid. 98 3/4. Boni sardi, 98 1/8.

ALEMAGNA

Francoforte, 7 *aprile*. Si assicura che verso la metà del prossimo mese arriveranno qui non solo l'imperatore e l'imperatrice delle Russie, ma benanco i granprincipi Costantino, Nicolò e Michele, la granprincipessa Olga unitamente al marito il principe ereditario del Würtemberg. Il loro soggiorno durerebbe più giorni, e la corte granducale dell'Assia non che la ducale di Nassau verrebbero a visitare gli illustri ospiti.

Austria. Scrivono da Vienna alla *Nuova Gazzetta di Prussia* in data 8 aprile:

Ieri ed oggi si tennero consigli dei ministri al palazzo imperiale. Ieri il barone Kübeck presiedeva: oggi presiedeva l'imperatore. La principale deliberazione fu intorno al successore del principe di Schwarzenberg: il presidente del consiglio dell'impero influirà moltissimo sulla determinazione dell'imperatore a questo riguardo. Molti corpi cui nomi furono proposti, e fra gli altri quello di un personaggio, che prima del 1848 coprì un alto impiego nella cancelleria di Stato, dopo di essere stato per dieci anni inviato a Pietroburgo.

Si pensò anche al principe di Windischgraetz; ma il conte Buol conserverà il portafoglio degli affari esteri.

— Si legge nel *Corriere Italiano* di Vienna in data 12 aprile:

Si assicura prossima un'innovazione nell'organizzazione della nostra marina. Dicesi che saranno formate due sezioni, l'una per il servizio dell'Adriatico, l'altra per quello del Levante. Si designano quai comandanti effettivi delle divisioni il conte Karoly ed il capitano Fautz. S. A. I. R. l'arciduca Ferdinando Massimiliano, a quanto udiamo, occuperà un posto di comandante nella prima sezione.

— La *Post-Zeitung*, che vede la luce ad Augusta, fu interdetta in tutta la monarchia austriaca.

Prussia. Secondo la *Gazzetta di Voss* l'imminente conferenza dello Zollverein, sebbene straordinaria, si occuperebbe non di meno degli affari ordinarii. Essa è l'ottava conferenza dalla diciottenne esistenza dello Zollverein. Le anteriori ebbero luogo: a Monaco nel 1836, a Dresda nel 1838, a Berlino nel 1839, 1840, 1843 e 1846, a Stoccarda nel 1842, a Carlsruhe nel 1845, a Cassel e Wiesbaden nel 1850.

Annover, 10 *aprile*. Intorno alla crisi ministeriale scrivono alla *Gazzetta d'Augusta* quanto segue:

La nostra crisi è terminata, ma non ancora perfettamente. Tocco ai signori Borries e Decken di uscire. Un ministro di finanze non è ancora trovato; il sig. Bacmeister assume provvisoriamente il portafoglio delle finanze insieme con quello dei culti. A nuovo ministro dell'interno fu nominato Hammerstein, già ministro delle finanze nel gabinetto Münchhausen. Da questo termine della crisi segue, che sia il re, che il signor Scheele, ad onta di tutte le contrarie influenze, sono risoluti a non lasciare intentato alcun mezzo di porre un termine ai dissidii, senza violenza e senza intervento federale.

AMERICA

Stati Uniti. Il *Niagara* partito il 31 del mese ultimo da Boston giunse a Liverpool martedì 9 corrente. Le notizie politiche da esso recate non hanno punto importanza. Kossuth era arrivato alla Nuova Orleans.

Grande attività negli affari commerciali. Nei fondi, transazioni moderate. Il danaro abbondava e si otteneva facilmente.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 19 *aprile*.

Ieri sera alle ore 5 ebbe principio nella Chiesa Metropolitana di S. Giovanni un solenne *Triduo*, che la Camera dei Deputati fa celebrare, per implorare il ristabilimento in salute del suo presidente, il commendatore Pier Dionigi Pinelli.

Assistevano alla religiosa funzione parecchi Ministri, Senatori, Deputati e pubblici funzionari, un drappello di Guardia Nazionale e numeroso concorso di cittadini.

Francia. *Parigi*, 16 *aprile*. Il ministro della polizia generale ha fatto pubblicare nel *Moniteur* d'oggi una circolare che spiega in modo preciso le varie disposizioni da applicarsi agl'individui internati fuori del loro domicilio abituale, o posti sotto la sorveglianza del ministero della polizia.

— Il principe Paolo di Würtemberg, cognato del principe Girolamo Bonaparte, e zio del principe presidente della repubblica, è morto stamane, in età di 67 anni. Prima di morire egli abiurò la religione luterana, e ricevette i sacramenti dal curato della Maddalena.

— Si assicura che nella nuova legge sull'organizzazione dipartimentale, l'elezione dei consiglieri generali per via del suffragio universale sarà mantenuta. Però la cifra dei consiglieri generali sarebbe determinato per ciascun dipartimento in ragione della sua popolazione e non del numero de' suoi cantoni, e di più gli elettori nominerebbero per ciascun posto di consigliere generale tre candidati, fra i quali il principe presidente avrebbe a scegliere il titolare definitivo.

— Nella seduta d'oggi del Corpo legislativo il presidente ha dato lettura di due progetti di legge trasmessi dal ministro di Stato, coi quali si regola in modo definitivo il bilancio degli esercizii del 1848 e 1849. Questi progetti di legge sono rimandati agli uffizii, che eleggeranno una commissione di 14 membri. Il sig. Devinck ha presentato il suo rapporto in nome della commissione incaricata dell'esame del progetto di legge concernente la rifusione della moneta di rame.

— L'uffizio presidenziale del Corpo legislativo ha fatto distribuire oggi ai deputati il testo del progetto di legge sulla riabilitazione dei condannati.

Inghilterra. *Londra*, 15 *aprile*. Si legge nel *Morning-Chronicle*:

La elezione del governatore e del sotto-governatore della banca d'Inghilterra per l'anno prossimo è stata fatta martedì ultimo (13). I signori Tompson Hankey e John Gellibrand Hubard sono stati nominati a questi due posti. Ieri sono stati eletti i venti-quattro direttori.

— Si legge nel *Globe*:

Il conte di Derby dee tornare domani a Londra, di ritorno dalla sua visita presso il duca di Richmond.

— Si legge nello stesso giornale:

I corsi dei fondi inglesi non hanno variato, ma si mantengono fermi. Consolidati a contanti 99 7/8. Boni sardi 5 0/0 97 5/8.

Alemagna. *Vienna*, 15 *aprile*. Nei circoli bene informati corre voce che la carica di presidente del consiglio dei ministri non verrà più conferita ad alcuno, e che l'ora nominato ministro degli esteri e della casa imperiale presiederà alle conferenze ministeriali.

— Ieri alle 10 antim. furono riaperte le sedute dei membri della conferenza doganale sotto la presidenza del consigliere ministeriale de Hock.

— *Stoccarda*, 8 *aprile*. Giunse qui ieri di ritorno da Darmstadt il consigliere di Stato barone de Neurath, pago come dicesi dell'esito delle conferenze. Oggi dopo mezzogiorno il consiglio dei ministri tenne una lunga seduta, in cui, secondo voci meritevoli di tutta fede, si trattava dell'esito delle conferenze e della questione doganale. Tanto è certo che in ciò si è pienamente d'accordo, che ove i plenipotenziarii dell'Annover e dell'Oldenburgo prendano parte alle conferenze di Berlino, debba essere ammesso pure con eguale diritto un plenipotenziario dell'Austria.

Estratto dal Foglio ufficiale

CITTA' DI TORINO.

IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 8, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 17 aprile stabilito per ogni chilogramma a Lire 00 cent. ottantanove. Lire 0, 89.

Torino, dal civico palazzo, addì 16 aprile 1852.

Il Sindaco G. Bellono.

BORSA DI COMMERCIO *Bullettino Ufficiale dei Corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.*

Torino, il 17 aprile 1852.

FONDI PUBBLICI.

1848 5 °/₀	1 marzo	*per contanti nella matt.*	95, 55, 94 75	
1849 »	1 genn.	id. *gior pr. dopo la borsa*	96 75	
» »	»	id *nella matt.*	96 85, 75, 80 50	
» »	»	*pel fine del mese prossimo, gior. pr. dopo*		
» »	»	*la borsa*	97 50 pel 51	
1850 Obblig.	1 febb.	*per contanti, nella matt.*	979, 975	

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio	delle altre Provincie	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
GREGGIE	10-11		
	11-12		
	12-14	61 75	
	14-16		
	16-20		
ORGANZINI	20-21 75 36		
	21-22 74 50		
	22-23 73 50		
	23-24 73		
	24-25 72 50		
	25-26 71 50		
	26-27 71 50		
	27-28 70 50		
	28-30 70		
	30-32		
	32-36		
	36-40		
	36-39		
	22-24		
TRAME	24-26	60 50	
	26-28	57 56 57	
	28-30		
	30-32		
	32-36		
	36-40		

GENOVA 17 APRILE 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute;

Amburgo	a 60 gior. d.	*Lr.*	1 85	—
Amsterdam	id.	»	2 12	—
Ancona	30 id.	»	97	—
Augusta	id.	»	2 54	—
Barcellona	id.	»	5 80	1/2
Bologna	id.	»	5	40
Firenze	id.	»	83	1/2
Lione	id.	»	99	1/2
Livorno	id.	»	83	1/2 D.
Londra	3 mesi	»	25	25
Marsiglia	30 giorni	»	99	3/4
Messina	60 id.	»	12	92 —
Milano	30 id.	»	84	2/4
Napoli	id.	»	33	1/2 D.
Palermo	60 id.	»	12	92 — D.
Parigi	30 id.	»	99	1/2
Roma	id.	»	68	1/2 D.
Torino	id.	»	99	1/2
Trieste	id.	»	9	03 —
Venezia	id.	»	84	1/4
Vienna	id.	»	3	63 —

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	Lr.	94	—
id. *Sarde*	»	96	—
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	93	1/4
Prestito Obbligatorio	»	94	—
Obbligazioni prestito volontario	»	95	—
id. *della Città nuova*	»	740	—
Prestito Obbligazioni 1850	»	976	—
id. 1 gennaio	»	96	1/2
Prestito Toscano	»	94	—
Azioni della Banca	»	1895	—
Sconto sopra Genova e Torino.	»	4	p. c.

BOLLETTINO UFFICIALE dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.
Torino, il 19 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO

CAMBI	Per brevi scad.	Per fine del mese prossimo	Per fine del mese corrente	Per contanti
Augusta	99 3/4			
Genova sconto	1 p.			
Piazze diverse S. M.	1/4			
Lione	100			
Londra	25 52			
Milano	99 1/2			
Parigi	99 1/2	97 p. 3/4		
Torino sconto	1/4			

	Pel fine del mese prossimo giorno pr. dopo Borsa	Pel fine del mese corrente giorno pr. dopo Borsa	Per contanti giorno pr. dopo Borsa
	della mattina	della mattina	della mattina
Rendita francese 3 0/0			70 75 75
Rendita francese 5 0/0			
Rendita francese 5 0/0 (nuova)			
Rendita francese 5 0/0 (vecchia)			
Rendita francese 4 1/2 0/0			
Rendita francese 4 0/0			
Rendita francese 3 0/0 (nuova)			
Rendita francese 3 0/0 (vecchia)			
Rendita francese 3 0/0 (Napoli)			
Rendita francese 5 0/0 (Napoli)			
Rendita francese 4 1/2 0/0 (Napoli)			
Rendita francese 4 0/0 (Napoli

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO

N 95 — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di manda postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato: Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

MARTEDI' 20 APRILE

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . .	» 46	24	12
Per l'Estero . . .	» 80	56	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., con Decreto del 13 marzo scorso, ha collocato a riposo dietro sua domanda per motivi di salute il
Cav. Alessandro Gayal de la Chenaye, direttore di seconda classe nell'Amministrazione delle Poste:

E con successivo Decreto del 12 andante, ha fatte le seguenti promozioni:
Mosso Michel Angelo Giuseppe, a direttore di seconda classe;
Antonielli Vincenzo, id. di terza classe;
Tournaz Stefano, id. di quarta classe:
Millon Rousseau Luigi, id. di quinta classe:
Bottino Paolo, ad applicato di prima classe:
Mariotti Gio. Battista, id. di seconda classe:
Reta Claudio, id. di terza classe:
Cambiaggio Paolo, id. di quarta classe.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Vista la Legge 14 maggio 1851:
Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Interni:
Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Sono confermati i maggiori assegnamenti concessi al cav. Paolo Gerolamo Curlo di L. 500, con Decreto 25 luglio 1825; a Pietro Frellet di L. 300, con Decreto 1° aprile 1834, siccome contemplati nella esenzione di cui all'art. 11, secondo alinea della Legge 14 maggio 1851, e continueranno a corrispondersi ai titolari dal 1° luglio 1851.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno è incaricato dell'esecuzione del presente Nostro Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo generale.

Torino, addì 8 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

PERNATI.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Vista la Legge 14 maggio 1851:
Visto il Decreto del 3 successivo ottobre;
Visto il parere del Consiglio di Stato del 28 novembre ultimo scorso;
Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno;
Considerato che i maggiori assegnamenti stati conservati col citato Nostro Decreto ai seguenti impiegati, cioè: conte Teodoro di Santa Rosa, avv. Marcello Cipollina, Giovanni Cerretti, Pasquale Antonio Rossi, Carlo Maria Decarli, avv. Candido Sibilla, Giuseppe Amistà, Raffaele Belloni, Giuseppe Bianco, Cesare Bò, Giuseppe Solignac, Giovanni Bolla, Pietro Francesco Bosio, Giuseppe Cacciatore, Leonardo Canale, Carlo Edoardo Gazzo, Michele Viglietti e notaio Alessandro Galleani, sarebbero stati riconosciuti insussistenti, a fronte del disposto dagli articoli 10 e 11 della citata Legge;
Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:
Art. 1. Il Nostro Decreto del 3 ottobre 1851 è rivocato in quanto riguarda gl'impiegati superiormente citati.
Art. 2. I maggiori assegnamenti concessi agl'impiegati medesimi sono rivocati, e ne cesserà loro il pagamento dal 1° gennaio corrente anno.
Art. 3. Sono pure rivocati i maggiori assegnamenti concessi all'intendente cav. avv. Antonio Lencisa di L. 1,000, con Decreto 29 febbraio 1840; di L. 96 al Giovanni Melis, già scrivano d'Intendenza, con Decreto 22 dicembre 1840; al Carlo Avanzini, già archivista del Governo in Genova, di L. 200, con Decreto dell'8 gennaio 1848; e cesseranno di essere loro pagati a far tempo dal 1° luglio 1851.
Il Nostro Ministro suddetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo generale.

Torino, addì 8 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

PERNATI.

Relazione fatta a S. M. dal Ministro di Finanze, in udienza del 9 aprile corrente.

SIRE,

L'interesse dell'Erario ugualmente che quello dei privati richiedendo che la liquidazione delle pensioni, che V. M. accorda per servigi resi allo Stato, proceda sopra principii costanti e regolari, parve al Riferente che il più facile e più sicuro mezzo di conseguire questo utile scopo, quello fosse di affidare la liquidazione, che ora si fa dai rispettivi Dicasteri, ad una Commissione composta di soggetti aventi i requisiti necessarii per ben disimpegnare questo delicato incarico.

Concorsero pure nel di lui avviso gli altri Ministri di V. M., e tanto più opportuna si riconobbe l'adozione di un simile temperamento, dacchè le pensioni tutte di cui si tratta vennero stanziate in un solo dei bilanci dello Stato.

Guidato da queste considerazioni, il Riferente si reca ad onore di proporre a V. M. di voler creare l'anzidetta Commissione.

E qualora piaccia alla M. V. di accogliere questa proposizione, La prego di voler apporre la Reale Sua firma all'unito relativo Decreto.

(Veggasi il Decreto nella Gazzetta d'ieri)

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 19 aprile.*

La Camera dei Deputati nella seduta d'oggi votò ed approvò senza discussione tre progetti di legge: 1. per regolarizzazione delle guide di Chamonix, con voti 109 contro 3; 2. pel prolungamento della ferrovia di Savigliano a Cuneo, con voti 98 contro 5; 3. per una leva di cento marinai, con 103 suffragi contro 3. Furono presentate le relazioni sui progetti di legge per la convenzione consolare colla Francia; per lo stabilimento d'una cassa sociale destinata ai sussidii ed alle pensioni dei maestri elementari; e per l'ordinamento dell'amministrazione superiore della pubblica istruzione.

MINISTERO DI MARINA.

Notificanza.

Doglianze vennero sporte a questo Ministero per parte di esteri Governi che alcuni marinai nazionali si sarebbero fatto lecito, essendo scesi a terra, non solo di pronunziare parole affatto contrarie ai principii di quelli Stati, ma intuonare canzoni di ostile significato.

Il Governo del Re, fermo nel proposito che la marineria mercantile abbia a rispettare gli ordinamenti politici di qualsiasi estero Stato, ingiunge ai capitani nazionali di portare la più attenta vigilanza sulla condotta dei loro equipaggi e di reprimere, occorrendo, a seconda dei Regolamenti marittimi, i disordini di tal fatta, rendendoli risponsabili eziandio di tutte quelle pregiudizievoli conseguenze che potrebbero emergere dall'inesecuzione di quanto è prescritto per la presente notificanza.

Torino, il 18 aprile 1852.

Il Ministro della Marina
CAVOUR.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Essendosi riconosciuta la necessità di illuminare la parte centrale della piazza S. Carlo, onde ovviare alla riproduzione di inconvenienti già accaduti in occasione di notti oscure, il Municipio ha deliberato di far collocare in via di esperimento un candelabro avanti al monumento Emanuele Filiberto, riservandosi di stabilirne un altro dalla parte opposta, ove risulti che in questo modo la piazza sia illuminata sufficientemente, e il monumento non ne rimanga sfregiato.

Contemporaneamente a questo si faranno altri esperimenti, e specialmente quello di collocare da una parte della piazza quattro fanali in linea parallela ai portici; in tal maniera le persone dell'arte, facendo l'opportuno confronto fra i varii sistemi, potranno suggerire quel partito che crederanno migliore.

— L'avvicinarsi del giorno 2 maggio fissato per la Esposizione florale, che verrà aperta nella gran corte della R. Accademia delle Scienze, c'induce a riferire alcuni brani di un articolo del professore cav. Biroffi intorno a questo argomento:

« .... Giova lusingarci che la seconda imminente esposizione non sarà inferiore alla prima; giacchè l'amore dei fiori non vien meno, nella nostra metropoli specialmente. E per verità abbiamo veduto in questi giorni alcuni *pepinieristi* forestieri fare copioso smercio di piante e semi e bulbi, oltre il commercio crescente delle due nostre case piemontesi. L'inverno, da cui stiamo liberandoci, ci provò che le sue feste furono sempre rallegrate dai fiori. Più volte nello scorso dicembre abbiamo gustato in Torino frutti colti nel reame di Napoli 48 ore prima; e fin dalla primavera passata, mercè i piroscafi del Mediterraneo e la strada ferrata di Genova, il mercato di Torino veniva provveduto di fiori e frutti e di ortaggi precoci delle regioni più meridionali della penisola. Gli stessi nostri portici di Po in alcuni giorni, e specialmente nelle ore prime del mattino dei giorni festivi, si vedono trasformati in un grazioso mercato di fiori che vorrebbe oggidì un luogo speciale, come vedesi nelle principali città. Nè il progresso della floricoltura rallentò punto nell'anno scorso nell'Inghilterra, nel Belgio, nell'Olanda, nella Francia e nelle altre parti d'Europa, dove l'amore dei fiori è più antico e radicato, giacchè gli è quasi impossibile occuparsi di fiori senza amarli. E per verità la coltura amena, ove non trasmodi, è adattata a quasi tutte le fortune, si addice a tutte le età, ed i fiori sembrano quasi diventar parte della nostra esistenza sociale. L'mitandomi ad accennare il pochissimo da me veduto di volo nello scorso autunno, dirò che oltre parecchi nuovi libri ed opere illustrate e giornali e calendarii florali pubblicati nell'anno, sono stato assicurato che la vendita dei fiori nei due soli giorni 15 e 25 agosto, il primo sacro alla Vergine, e l'altro al santo re Luigi, sali in Parigi all'egregia somma di circa 500 mila franchi. È noto che il commercio annuo dei fiori nel solo Belgio mette in moto l'enorme capitale di forse 15 milioni di franchi! A farsi poi una idea un po' più esatta dell'amore grandissimo che gli abitanti dei Paesi Bassi portano ai fiori, converrebbe poter visitare la splendida esposizione florale aperta in questi giorni in Gand nel palazzo cristallino sacro a Flora, Cerere e Pomona.

Quella di Parigi si aprirà sul finire del corrente mese sotto gli auspicii del presidente con grande solennità. Chi ha veduto l'esposizione di Londra, oltre i fiori e frutti artificiali così mirabili, percorrendo i dintorni di quella sterminata metropoli non ha potuto fare a meno di ammirare alcune delle varie ricche esposizioni aperte in quei giorni, ed avrà quindi potuto giudicare coi proprii occhi del gran progresso della coltura amena in un clima così diverso dal bel cielo d'Italia. Sappiamo poi da giornali dei fiori, che si pubblicano in parecchie metropoli, che il numero delle nuove piante introdotte in Europa, mercè i grandi viaggi che i ricchi orticoltori inglesi e belgi continuano a far eseguire sui varii punti del globo, non pare minore di quello

Appendice

TEATRO D'ANGENNES

LA DAME AUX CAMÉLIAS, *di Alegs. Dumas figlio.*

La rappresentazione di questo dramma fu una vera occasione di trionfo per la signora Berger. Gli applausi furono vivissimi, frequentissimi: nembi di fiori piovvero sulla scena: e la testimonianza che certo tornerà più gradita alla valente attrice fu la generale commozione ch'ella seppe suscitare.

Margherita Gautier, *la Dame aux Camélias*, è uno di quei tipi femminili che discendono in linea retta da *Manon Lescaut*: la sua storia è tessuta di piaceri frenetici e di lagrime amarissime: di pure aspirazioni e di realità immorali. La virtù ed il vizio, che parrebbero dovere sempre stare in lotta, vanno, in queste vite infelici, congiunti in apparente fratellanza: le sono esistenze nelle quali ora dorme il cuore e vegliano i sensi, ora questi s'assopiscono e quello si risveglia bramoso di rigenerazione e di pentimento.

Ma la società è onesta: e quand'anche essa volesse perdonare ed obliare, non lo può.

Margherita Gautier vive a Parigi nell'eleganza e nel sollazzo: la più squisita gioventù le si affolla d'intorno: ha cocchi, ha coppie di cavalli, ma è sempre nè più nè manco che una proscritta. Un giovine, Armando Duval, per lei sente prima compassione, poi amore. A questo amore ella da principio sogghigna e gitta scherzi; ma dappoi vi corrisponde ed ama anch'essa davvero. Quest'amore la rigenera: essa abbandona la vita disordinata e si ritira con Armando in boschereccia solitudine. Quando non ha più guise di crear ricchezze vende i cocchi, i cavalli, i diamanti, i velluti e le trine, perchè vuole star sola e pura con Armando.

Il padre di Armando scopre il ritiro de' due amanti. Si presenta a Margherita e con preghiere e con argomenti le ingiunge di non involare a suo figlio l'avvenire, alla sua famiglia l'onore. E Margherita il promette con uno di que' sublimi slanci di sagrifizio che sono forse più proprii della donna che dell'uomo: Margherita promette di ridivenire spregevole agli occhi di Armando: e poi corre a reprimere gli scoppii del suo dolore in mezzo alle antiche dissipazioni.

Armando nel rivedere Margherita gittarsi di nuovo nelle sontuose e tristi abitudini, dalle quali egli l'aveva distolta, non può contenere la sua indegnazione: egli insulta la povera figlia, urla e freme, ed intanto non si avvede che l'infelice Margherita muore per far sì che egli viva!... A poco a poco Margherita, già estenuata dai godimenti antichi e dalle recenti ambascie, viene agli estremi. Tristo quadro è questo di una miseria circondata di rimasugli di lusso, di una povertà, che qua e là ricorda ancora un'opulenza criminosa! Armando giunge ad implorare perdono degl'insulti e delle contumelie che l'ira gli avea strappato: ma egli giunge troppo tardi: Margherita deve morire, perchè non si può bevere così sregolatamente nelle coppe del piacere e del dolore senza presto morire.

Noi non sappiamo davvero pronunziare un giudizio intorno alla portata del corollario finale del dramma, bilanciato con ciò che v'ha di arrischiato e vivo nel corso dell'esposizione. Questo solo ci pare di poter dire che il dramma è scritto con franchezza, con finezza, e che un doloroso ed utile insegnamento ne forma la conclusione. Tranne qualche lungaggine di dialogo, qualche evidente peritanza nella sceneggiatura, ci sembra che la *Dame aux Camélias* sia lavoro tale da giustificare l'entusiasmo col quale fu accolto a Parigi, e la emozione che seppe in Torino destare. Il soggetto voleva essere trattato com'è, con grande delicatezza: il carattere di Margherita avrebbe spaventato più di un autore provetto per i molteplici pericoli ch'esso presenta d'essere agevolmente male interpretato.

La signora Berger ci sembra che in questo dramma abbia acquistato nuovi diritti alla pubblica estimazione. Ella seppe tradurre ottimamente le intenzioni dello scrittore: la forza, l'eleganza, la dolcezza, l'amore, il dolore, l'agonia, tutte insomma le molteplici qualità del personaggio principale della composizione furono da lei esposte ora con esimio artifizio, ora con trasporto impetuoso, ora con profonda commozione. La parte di Armando Duval (signor Pascal), quelle del padre di Duval, e degli altri secondarii personaggi furono lodevolmente recitate, in guisa che lo spettacolo finì come aveva incominciato, cioè cogli applausi: se non che questi prima del dramma indicavano un saluto di cortesia ed alla fine significavano un tributo d'ammirazione.

T.

www.internetculturale.it

degli anni precedenti. Tra le molte mi ricordo ad esempio lo *stylidium adnatum*, i pistilli dei cui fiori hanno una sì curiosa mobilità; la *cantua dependens*, bellissimo arbusto del Perù testè giunto in Inghilterra, molte nuove varietà di *rose*, due delle quali hanno forse raggiunto il possibile perfezionamento di questo fiore eletto.

La *passiflora alata var. spectabilis*, il *giranium triomphe de Paris*, ed altre erano raccomandate pei loro splendidi colori. La *victoria regia* è tuttora la prima meraviglia del regno di Flora. la *deutzia grandis*, altro magnifico fiore, si vende in Parigi per soscrizione dal proprietario sig. Bauman. Dicesi che forse 30 varietà di *verbene* siano state poste in commercio nell'anno scorso, delle quali si conserverà è vero un minor numero.

I fiori artificiali in tela, in lana, in paglia, in piume, e le foglie specialmente sono state imitate con tale maestria da ingannare l'occhio del più esperto botanico. Per abbreviare ancora questi cenni, già così rapidi, aggiungerò solamente poche righe sull'esposizione dei fiori e frutti aperta nello scorso settembre nell'*araucaria* del Louvre, e ciò nella lusinga che possano forse tornare non affatto sgradite ed inutili ai nostri espositori.

Questa esposizione, che è la 22 ordinata dalla società centrale d'orticoltura di Parigi, piacque generalmente nel suo complesso. Sarebbe da imitarsi nella nostra prossima esposizione la fontana artificiale zampillante nel centro per grato ornamento, e per somministrare la necessaria freschezza ai prodotti esposti.

I cinquanta esponenti che presero parte a questa solennità, presentarono più di 1800 oggetti. Le *reines-marguerites* e le *dalie* formavano due dei gruppi principali; le prime in grandissimo numero erano veramente mirabili, e parevano aver raggiunta tutta la possibile perfezione. I bellissimi *gladioli* e le *fuchsie* attraevano pure l'attenzione generale, ed erano segnate a dito le piante grasse, e specialmente il genere *cactus*. Ci venne indicata in un angolo, come una delle piante più notevoli, la *campanula rhomboidea flore pleno*, adorna di oltre un migliaio di graziosi fiorellini violacei. Un solo espositore aveva presentato 140 varietà di fiori di rose tagliati. Si osservò qualche pianta nuova o rara o non ancora fiorita, ma se i fiori lasciavano qualche cosa a desiderare, la parte dei frutti era quasi compiuta.

L'industria florale ed orticola vi era pure ben rappresentata. Gli ortaggi in generale, essiccati col metodo del signor Masson, vennero premiati con medaglia d'oro, perchè con simile mezzo potremo trasportarli quasi freschi nei lunghissimi viaggi. L'industria orticola va facendo tali progressi che unita ai continui perfezionamenti delle pubbliche comunicazioni, finirà per sopprimere l'inverno e cancellare le zone di diversa temperatura dalla superficie del globo. Notai un mantice per *soufrer le raisin*, un *fumigateur* per distruggere gli insetti, trombe idrauliche per inaffiare i giardini, campane variatissime di cristallo, mobili variati, modelli di *serre* in ferro portatili, vasi di tutte le forme e dimensioni, stromenti orticoli d'ogni maniera, gruppi di statue e modelli di fontane, fili metallici, *etichelle* in metallo ed in porcellana, un nuovo sistema di graticci per ombreggiare le serre e simili. Ho recato meco uno de' bei termometri in zinco del sig. Bourrette, colle divisioni in rilievo, stromento utile per le *serre* e pei giardini. Vi aggiungo che trovai anche esposte le opere più recenti pubblicate sull'orticoltura, e non mancavano i fiori artefatti e disegni ecc. ecc. Mi duolo che l'impostami brevità non mi conceda di toccarvi l'esposizione florale del congresso scientifico d'Orleans, e del suo giardino botanico in cui ho trovato una ricchissima collezione delle *orchidee* e di simili piante curiose che vegetano sul legno putrefatto in una caldissima *serra*, ed ammirai la stupenda *araucaria excelsa* riputata tra i più belli esemplari d'Europa.

Intanto facciamo caldi voti acciò le esposizioni forestiere servano di stimolo e di esempio, sicchè nel prossimo maggio, quando la rigenerazione delle piante sarà spiegata in tutta la sua magnificenza, possiamo vedere coi nostri occhi che siamo entrati nella via d'un vero progresso orticolo. Oh quanto sarei lieto che queste mie povere parole valessero a raccomandare efficacemente la vicina esposizione florale a quanti scalda il cuore la soave ed innocente passione dei fiori!....

Provincie. — Un terribile incendio ha ridotto quasi tutta in mucchio di rovine una delle più vaste ed operose fabbriche della provincia di Pinerolo, la quale dava lavoro e pane a più di cinquecento persone; è quella del sig. Luigi Malan, a Prafabera presso Luserna.

Scoppiò nella notte del venerdì e durò sino al fare del giorno di domenica di Pasqua. La causa di tale disgrazia è incerta, ma si crede probabile essere stata per comunicazione elettrica, giacchè nella notte l'atmosfera era ingombra di meteore e si sentivano in quelle regioni scoppi di fulmine.

Il danno si può valutare a più di mille centinaia di franchi, ma vi vorranno forse due anni prima che la ricostruzione di un sì vasto edifizio possa permettere il ristabilimento dell'officina. Intanto quante famiglie non rimangon senza lavoro, senza pane! quanti operai si trovano senza impiego!

Egli è per venir in ausilio a tanta sventura che la Direzione del giornale ebdomadario di Pinerolo, *La Stella*, aperse una soscrizione, la quale non può a meno di trovar simpatia ed affettuoso concorso ne' pinerolesi e in tutto il paese.

Una lista di soscrizione è pure aperta nell'ufficio dell'*Opinione*.

Savoia. — Appena S. M. la Regina venne a cognizione della disgrazia accaduta a tre operai, rimasti sepolti negli scavi di pietra a Lemenc, s'affrettò di venire in soccorso delle indigenti famiglie di quei disgraziati col far loro ricapitare una somma, che verrà alle stesse immediatamente distribuita.

Pubblicazioni. — È pubblicato in Genova il 1° numero d'un nuovo giornale scientifico, artistico e letterario intitolato *La Propaganda*. Si propone di pubblicare nella prima parte un corso regolare d'opere letterarie d'ogni genere, di preferenza italiane, e generalmente note ed accettate quai capo-lavori; queste saranno illustrate da apposite incisioni. Il primo numero contiene il carme *Dei Sepolcri* di Ugo Foscolo. La seconda parte è dedicata alle scoperte scientifiche, alle arti belle, alla musica, alla drammatica. Ne sono direttori il conte Jacopo Sanvitale, il prof. Cereseto, l'avv. Alizeri, il prof. Sartorio.

FRANCIA

Parigi, 16 *aprile*. Il *Moniteur* dà i prospetti delle rendite pubbliche pel primo trimestre di quest'anno comparati a quelli del periodo corrispondente del 1851 e del 1850. Da essi è fatto conoscere un aumento totale di 13,578,000 fr. sopra il 1850, e di 6,155,000 fr. sopra il 1851.

Da lungo tempo tali prospetti non avevano offerto così soddisfacenti risultati. Si compongono questi di miglioramenti sopravvenuti in quasi tutti i rami delle imposte. I più favoriti sono i diritti di bollo e quelli di dogane all'importazione, i diritti di navigazione, la tassa di consumo dei sali, i diritti sulle bevande, i prodotti della vendita di tabacchi e di polveri, e quelli della tassa delle lettere.

Havvi abbassamento nelle rendite dei diritti di registro, di cancelleria e di ipoteche; in quelle dei diritti di dogane all'esportazione per lo sviluppo del consumo interno; nei diritti di fabbricazione sugli zuccheri indigeni, in seguito della nuova legislazione; nei prodotti delle vetture corriere, conseguenza della concorrenza delle strade ferrate, e in quelli dei posti e del trasporto delle merci per mezzo dei piroscafi, motivato dalla consegna del servizio de' piroscafi del Mediterraneo alle messaggerie nazionali.

Notasi una progressione importante confrontando ciascuno dei primi tre mesi di quest'anno con quelli dell'anno precedente. Mentre gennaio è inferiore di 582,000 fr., febbraio supera di 1,746,000 fr., e marzo di 4,991,000 fr.

Il complesso delle imposte indirette del primo trimestre di quest'anno ascende a 183,266,000 fr.

Il progresso dell'imposta diretta andò di pari passo con quello delle imposte indirette. Epperciò le riscossioni operate da tre mesi in qua ascendono in totale a 73,464,000 fr. Questa somma rappresenta 18 0,0 dell'ammontare dei ruoli, e supera di più di due milioni e mezzo l'ammontare dei termini scaduti. Alla stessa epoca dell'anno scorso, le riscossioni non ascendevano che a 17 0,0 dell'ammontare dei ruoli, e l'anticipata sui termini scaduti non era che di 600,000 fr. Le spese di processi esposte nel 1852 sono, colle riscossioni, nella proporzione di fr. 1, 65 00,00. Nel passato anno questa proporzione era di 2 fr.

Queste cifre ufficiali provano il movimento degli affari in meglio, l'attività crescente delle manifatture francesi, la prosperità progressiva della popolazione, il rassodamento del credito e la fiducia universale nel governo.

— Ecco il testo del progetto di legge sulla riabilitazione dei condannati, deliberato e adottato dal consiglio di Stato, nelle sue sedute dei 25 e 31 marzo, 7 ed 8 aprile.

Art. unico. Il decreto del 18 aprile 1848 è abrogato.

Il capitolo IV del titolo 7 del libro II del codice d'istruzione criminale è similmente abrogato. Gli sono sostituiti gli articoli seguenti:

Art. 619. Ogni condannato ad una pena afflittiva o infamante, o ad una pena correzionale, che subì la sua pena o che ottenne lettere di grazia, può essere riabilitato.

Art. 620. La domanda di riabilitazione poi condannati a una pena afflittiva o infamante, non può essere formata se non 5 anni dopo il giorno della loro liberazione.

Nondimeno questo termine decorre, a profitto dei condannati alla degradazione civica, dal giorno in cui la condanna è divenuta irrevocabile, o da quello dello spirare della pena del carcere, se è pronunziata.

Decorre, a profitto del condannato alla sorveglianza dell'alta polizia pronunziata come pena principale, dal giorno in cui la condanna è divenuta irrevocabile.

Il termine è ridotto a tre anni pei condannati ad una pena correzionale.

Art. 621. Il condannato ad una pena afflittiva o infamante non può essere ammesso a domandare la sua riabilitazione se non risiedette nello stesso circondario da 5 anni, e gli ultimi due anni nello stesso comune.

Il condannato ad una pena correzionale non può essere ammesso a domandare la sua riabilitazione se non risiedette nello stesso circondario da 3 anni, e gli ultimi due nello stesso comune.

Art. 622. Il condannato è tenuto a produrre attestazioni rilasciate dai consigli municipali dei comuni ove risiedette, e che comprovino:

1. La durata della sua residenza in ciascun comune, con indicazione del giorno in cui essa cominciò e di quello in cui finì;

2. La sua buona condotta in tutta la durata della sua permanenza;

3. I suoi mezzi di vivere durante lo stesso tempo.

Queste attestazioni devono contenere la menzione espressa che gli furono rilasciate in appoggio della sua domanda di riabilitazione.

Il condannato deve inoltre far conoscere nella sua domanda: 1. la data della sua condanna; 2. i luoghi in cui risiedette dopo la sua liberazione, se trascorse dopo quell'epoca un tempo più lungo di quello determinato dall'art. 620.

Art. 623. Egli deve giustificare del pagamento delle spese di giustizia, della multa e della rifazione dei danni, a cui potè essere condannato, o della remissione che gliene fu fatta.

In difetto di tale giustificazione, esso deve far constare che subì il tempo di arresto determinato dalla legge, o che la parte lesa rinunciò a questo mezzo di esecuzione.

Art. 624. Il condannato indirizza la domanda di riabilitazione e i documenti in appoggio al procuratore della repubblica nel circondario, che sente l'avviso del *maire* del comune e del giudice di pace dell'ultima residenza, come pure quello del sottoprefetto del circondario.

Art. 625. Il procuratore della repubblica si fa rilasciare: 1. una spedizione della sentenza di condanna; 2. un estratto dei registri dei luoghi di detenzione ove la pena si subì, comprovando qual fu la condotta del condannato.

Egli trasmette i documenti col suo parere al procuratore generale.

Art. 626. La corte, nella giurisdizione della quale risiede il condannato, deve esaminar la domanda.

I documenti sono depositati alla cancelleria di quella corte per cura del procuratore generale.

Art. 627. Entro due mesi dal giorno del deposito, l'affare è riferito alla Camera d'accusa: il procuratore generale dà le sue conclusioni motivate e per iscritto.

Egli può richiedere in qualunque stato di causa, e la corte può ordinare, anche d'ufficio, nuove informazioni, senzachè possa risultarne un ritardo di più di 6 mesi.

Art. 628. La corte, inteso il procuratore generale, dà il suo avviso motivato.

Art. 629. Se l'avviso della corte non è favorevole alla riabilitazione, non può essere formata una nuova domanda prima che siano trascorsi due anni.

Art. 630. Se l'avviso è favorevole, è trasmesso, coi documenti prodotti, dal procuratore generale, e nel più breve termine possibile, al ministro della giustizia, che può consultar la corte o il tribunale che pronunciò la condanna.

Art. 631. Il presidente della repubblica statuisce sul rapporto del ministro della giustizia.

Art. 632. Lettere di riabilitazione saranno spedite in caso di ammessione della domanda.

Art. 633 Le lettere di riabilitazione sono indirizzate alla corte che deliberò l'avviso.

Una copia autentica n'è indirizzata alla corte o al tribunale che pronunciò la condanna. Queste lettere saranno trascritte in margine alla minuta della decisione o del giudizio di condanna.

Art. 634. La riabilitazione fa cessare per l'avvenire, nella persona del condannato, tutte le incapacità che risultavano dalla condanna.

Il condannato che, dopo aver ottenuto la sua riabilitazione, avrà incorso una nuova condanna, non sarà più ammesso al benefizio delle disposizioni che precedono.

— Leggesi nella *Patrie*: Sentiamo con dolore che il maresciallo Gerard è in uno stato da disperarne. Egli ha ricevuto oggi a un'ora pomeridiana gli estremi sacramenti.

Il presidente della repubblica mandò tutti i giorni a chiedere della salute dell'illustre maresciallo.

— Il *Moniteur de l'armée* dà, come segue, altri particolar sulla festa del 10 maggio:

I varii corpi dell'esercito, senza eccezione, sono chiamati prender parte in questa cerimonia.

I corpi del'e truppe stanziati nella prima divisione manderanno, quelli di fanteria due battaglioni per reggimento; quelli di cavalleria 4 squadroni per reggimento. Vi saranno inoltre dieci batterie d'artiglieria e le compagnie del Genio dell'esercito di Parigi, riunite in un battaglione che rappresenterà l'arma del Genio.

La scuola speciale militare, la guardia repubblicana, la gendarmeria, i guastatori-pompieri della città di Parigi e le truppe d'amministrazione verranno in corpo alla rassegna.

I corpi di ogni arma stanziati nelle altre divisioni dell'interno, come pure in Africa e in Italia, manderanno deputazioni composte nel modo seguente:

Fanteria: colonnello, 1 capitano, 1 luogotenente, 1 sottufficiale, 1 caporale o brigadiere, 2 soldati.

Saranno del pari inviati distaccamenti dalla scuola di cavalleria, dagli zuavi, dalla legione straniera, dai battaglioni di fanteria leggiera d'Africa, dai battaglioni di bersaglieri indigeni, dai cacciatori d'Africa e dagli spai.

I militari che comporranno le deputazioni saranno scelti di preferenza tra quelli che sieno stati proposti per la decorazione della Legion d'Onore o giudicati degni di ricevere la medaglia militare.

Le truppe saranno tutte ragunate sul Campo di Marte. Il ministro della guerra, accompagnato dal generale in capo, dai generali comandanti delle divisioni dell'esercito di Parigi e degli ufficiali di stato-maggiore, ha riconosciuto oggi stesso il terreno e determinate le principali disposizioni.

Un altare monumentale s'inalzerà nel mezzo del Campo di Marte; una messa solenne invocherà sopra l'esercito le celesti benedizioni, e darà a quella festa il carattere di grandezza e di maestà ch'essa deve avere e che si accorda così bene colle idee del principe presidente.

Le aquile saranno poscia distribuite dal capo dello Stato, e il difilamento terminerà quella gran giornata, la quale certamente lascerà una profonda impressione sull'animo di tutti coloro che avranno potuto assistervi.

— Sabato scorso, in virtù del decreto del 22 febbraio p. p., gli agenti del demanio si presentarono a Neuilly ed al parco di Monceaux per prendere possesso di quei beni stabili, ma loro fu fatta opposizione il lunedì 12. Gli agenti si presentarono di nuovo accompagnati questa volta da un commissario di polizia e da agenti della forza pubblica. Quel giorno, come il precedente, vi fu parimente opposizione, e tre intimazioni furono fatte dall'autorità, dopo di cui le porte dovettero essere aperte a forza.

Gli eredi, opponentisi a questo prender di possesso, presentarono allora una requisitoria al presidente del tribunale civile che permette di assegnare a breve termine. Questo affare in cui sono chiamati a perorare i sigg. Paillet e Berryer, doveva oggi essere chiamato dinanzi alla prima Camera. Perciò stamane per tempo una folla considerevole ingombrava il recinto del tribunale. Vi si notava la presenza di varii ex rappresentanti dell'assemblea legislativa, e quella del suo presidente sig. Dupin.

I signori Paillet, Odilon Barrot e Berryer erano in toga. Con grande rincrescimento dei curiosi l'affare non fu chiamato che un'ora dopo l'apertura dell'udienza per essere tosto rimandato dal presidente da oggi a otto. Questo rinvio è stato pronunciato sulla domanda degli avvocati ai quali si fece sapere che il sostituito aveva ricevuto dal prefetto della Senna una declinatoria tendente a far sì che il tribunale si dichiarasse incompetente.

— La *Patrie* pubblica la lista dei senatori a' quali sono concesse dotazioni. Questa lista differisce alcun poco da quella che il *Journal des Débats (vedi il numero antecedente della nostra Gazzetta)* pubblicò giusta l'*Emancipation*. Vi si trovano due nomi che non contenevansi nel giornale belgico, e sono quelli del principe Gerolamo Bonaparte (30,000 fr.) e del generale Ordener (20,000 fr.).

Da un'altra parte, tre senatori compresi nella lista data dall'*Emancipation* non figurano in quella pubblicata dalla *Patrie*; e sono i generali Le Roy di Saint-Arnaud e Husson, e il signor Dumas, ex-ministro del commercio.

PORTOGALLO

Il piroscafo *Heria* recò notizie di Lisbona a tutto il 9 corrente aprile.

Il re, la regina e i principi avevano intenzione di fare un viaggio nelle provincie settentrionali. Il maresciallo Saldanha doveva accompagnarli.

Il *Diario do Guberno* pubblica un decreto relativo ai seggi vacanti nella Camera de' deputati. Essi sono ventiquattro. Le assemblee primarie sono convocate pel 18 aprile a fine di scegliere gli elettori che eleggeranno i deputati il 2 maggio. I ministri sperano di ottenere molti suffragi.

www.internetculturale.it

Più di 60 persone perdettero la vita nel naufragio del piroscafo *O Porto*.

La morte del sig. Destrées, console francese a Oporto, resta confermata.

INGHILTERRA

Londra, 15 *aprile*. Si legge nel *Morning-Post* :

Si assicura che il luogotenente generale lord Frederic Fitz-Clarence, ex-governatore della guarnigione di Portsmouth, e che si porta candidato per rappresentare Portsmouth al Parlamento, sarà nominato comandante in capo delle forze inglesi a Bombay, in surrogazione al luogotenente generale sir Jonh Grey. Lord Fitz-Clarence trovasi attualmente a Madera, ma è atteso tra breve a Londra.

— Si legge nel *Morning-Advertiser* :

Il sig. Fox Maule, figlio di lord Panmure morto testè in Iscozia in età di 81 anni, ha ereditato i beni e il titolo di suo padre. La elevazione del sig. Fox Maule alla dignità di pari arreca una vacanza immediata nella rappresentanza di Perth.

— Si legge nel *Morning-Chronicle* :

Nuovo disappunto per coloro i quali erano d'avviso che i direttori della banca d'Inghilterra, nella loro riunione settimanale di oggi (15), avrebbero diminuito il prezzo dello sconto. Nessuna provvisione di questo genere è stata ancora adottata.

— I giornali inglesi del 14 e del 15 pubblicano le deposizioni di varii marinai che fecero il viaggio nel brick mercantile *Renovation*, e i quali dicono di avere scorto nell'aprile del decorso anno, presso Newfoundland, due vascelli a tre alberi vicini ad una montagna di ghiaccio. Questi vascelli, giusta le supposizioni de' suddetti marinai, avrebbero appartenuto alla spedizione di sir John Franklin.

Non appena una siffatta voce, per quanto essa sia inverosimile, fu sparsa per Londra, i lords dell'ammiragliato fecero officialmente raccogliere le suaccennate deposizioni, e siccome il signor Coward, capitano del predetto brick, viaggia attualmente alla volta di Venezia, furono mandati a questa città gli ordini opportuni affinchè il signor Coward sia interrogato in proposito, non appena arrivato a Venezia.

— Si legge nello *Standard* :

I negozianti e sudditi inglesi dimoranti in Egitto avevano indirizzato al conte Granville, ex-ministro degli affari esteri, una istanza a fine di chiamare l'attenzione del governo di S. M. B. sulle vertenze, sopravvenute tra il Sultano e il vice-re, e in ispecie sulla rivocazione che la Porta pretendeva fare del potere del bascià di far procedere alle esecuzioni capitali. Privi di questo potere, i bascià d'Egitto non potrebbero in alcun modo proteggere efficacemente le persone ed i beni.

La risposta seguente fu fatta alla predetta istanza in nome del conte Granville:

« Dichiaro ai soscrittori della istanza del Cairo, che il governo della regina sente pienamente tutta l'importanza della quistione la quale ha dato motivo alle loro dimostranze. Il governo di S. M. ha la ferma speranza, che le comunicazioni cui per suo ordine dee fare l'ambasciatore di Costantinopoli alla Porta, avranno per effetto di stornare dagl'interessi inglesi que' danni, che i soscrittori della predetta istanza paventano. »

ALEMAGNA

Prussia. *Berlino*, 13 *aprile*. La gran questione del momento è la quistione doganale, la quale sarà svolta e trattata nelle conferenze che si aprono domani (14 aprile). Il pericolo che l'attuale politica commerciale della Prussia correva, in seguito alla crisi ministeriale dell'Annover, si è dileguato col cessare di detta crisi in senso opposto ai desiderii degli avversarii del trattato conchiuso l'anno passato fra lo Steuverein e lo Zollverein. È noto che i due ministri demissionarii signori Borries e von Decken, qualora fossero riusciti a consolidarsi ed a far entrare nel ministero due altri colleghi dell'istessa loro opinione, avrebbero impedito che l'anzidetto trattato, già votato dai due parlamenti prussiano ed annoverese, fosse stato attuato.

S. M. il re di Annover ha ricevuto per mezzo del conte Nostitz, inviato di S. M. prussiana, il gran cordone dell'ordine dell'aquila nera.

Granducato di Baden. *Carlsruhe*, 13 *aprile*. I bullettini più recenti pubblicati officialmente intorno alla salute di S. A. R. il granduca recano che la malattia va sempre peggiorando, e che lo stato di debolezza dell'augusto infermo è accresciuto.

AMERICA

Stati Uniti. Il *Pacific*, partito da Nuova-York il 3 corrente, recò i giornali e le corrispondenze degli Stati-Uniti.

I partiti continuavano ad essere agitati in vista della vicina elezione presidenziale.

I principali nomi proposti sono, tra i whigs, quelli dei signori: Fillmore, generale Scott e Daniele Webster, e tra i democratici, quelli del generale Cass, dei sigg. Buchanan e Douglas.

La convenzione whig dello Stato della Luigiana si è dichiarata in favore della candidatura presidenziale del sig. Fillmore.

Nel momento che il *Niagara* partiva da Boston il 31 marzo, un incendio distruggeva in quella città l'edifizio conosciuto sotto il nome di *Tremont-Temple*, e cagionava gravi danni alle case vicine.

Un altro incendio scoppiò egualmente a Filadelfia e ridusse in cenere tre delle più consideravoli case d'importazione, appartenenti ai signori Stuart e fratelli, Lewis e fratelli, Gibon e Comp. La perdita è valutata a 925,000 dollari.

La legislatura di Albany invitò Luigi Kossuth a recarsi a visitare la città, come ospite dello Stato. Kossuth rispose ringraziando vivamente, ma dicendo ad un tempo, che anteriori impegni non gli permettevano di accettare l'invito.

I giornali di Halifax del 26 marzo annunziavano che i signori Howe e Fullerton, deputati liberali, erano stati rieletti pel parlamento del Canadà.

OCEANIA

Si ricevettero a Londra notizie dell'Australia del 10 decorso gennaio. Le relazioni sulla ricchezza delle miniere d'oro proseguono ad essere maravigliose. Tuttavolta i lavori dovettero essere sospesi in alcune miniere a motivo d'inondazioni sotterranee.

A Sidney, il prezzo dell'oro era sceso a 60 fr. l'oncia, e i minatori stavano sull'avviso. Il vascello *Kate* era partito il 9 gennaio alla volta di Londra, recando 49,294 once di polvere d'oro.

Gli equipaggi dei navigli che approdano a Sidney continuavano a disertare in gran quantità.

ULTIME NOTIZIE

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 20 *aprile*.

Circolare del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno ai signori Intendenti generali intorno al ricupero di capitali di rendite francesi appartenenti alle Opere pie.

Il Ministero dell'Interno riconosce utile e ragionevole che sia data facoltà alle Opere pie dello Stato di ritirare dal Debito Pubblico della Francia i capitali delle rendite che ritengono verso il medesimo, dappoichè avendole quel governo, col suo decreto del 14 marzo p. p., ridotte al 4 1/2 p. 0/0, esse ne risentirebbero, acconsentendone la conversione, un notevole danno, al quale invece è ovvio di riparare ricuperando i capitali, e reinvestendoli nell'acquisto di Cedole Nazionali che fruttano il 5 p. 0/0, col benefizio ancora di ciò che queste costano ora meno del cento per cinque di rendita.

Quindi non credendo che sia necessaria la superiore autorizzazione volta per volta perchè i Corpi suddetti possano operare il ricupero dei capitali in questione, giacchè trattasi di un rimborso che non possono ricusare, se non vogliono essere pregiudicati nelle loro entrate, il sottoscritto si limita a raccomandare ai sigg. Intendenti onde invigilino pel pronto reimpiego dei fondi rimborsati od in acquisto di Cedole Nazionali, od in altro modo egualmente fruttifero, facendo subito conoscere ai più Istituti essere loro facoltativo di ritirare siffatti capitali, mediante l'osservanza delle sopraccennate prescrizioni per il reimpiego.

Si avverte inoltre che gl' Istituti suddetti sono tuttora, e sino al 14 di maggio prossimo, in tempo utile a fare le rispettive loro domande al governo francese, e che non è perciò il caso che abbiano a sottomettersi all'alea della vendita al corso di piazza.

I signori Intendenti generali si compiaceranno di rendere i signori Intendenti provinciali consapevoli delle presenti disposizioni.

Torino, il 17 aprile 1852.

Il ministro dell'interno Pernati.

Riceviamo per *dispaccio telegrafico* da Genova :

Nella seduta di ieri (19 aprile) il Consiglio comunale di Genova approvò il progetto del Dock con 44 voti favorevoli ed uno contrario.

Illiria. *Trieste*, 17 *aprile*. Si legge nell'*Osservatore Triestino* :

Ieri giunse in questo porto da Venezia il *Vladimiro*, piroscafo da guerra russo, per condurre in quella città S. A. I. il principe di Leuchtemberg che trovasi fra noi da alcuni giorni. Credesi che la partenza dell'A. S. per Venezia seguirà questa sera.

Francia. *Parigi*, 17 *aprile*. Leggesi nel *Public* : Abbiamo già annunziato che il bilancio per l'esercizio 1853 sarebbe presentato quantoprima al Corpo legislativo, il quale dovrebbe votare le spese non meno che le entrate.

Nuove informazioni ci fanno conoscere che questo voto non si darebbe come in addietro, articolo per articolo, ma bensì capitolo per capitolo.

È probabile che la presentazione del bilancio si farà al più tardi nella seconda metà di maggio.

— Il regolamento definitivo del bilancio dell'esercizio 1848 è terminato. Le spese per quest'esercizio sono stabilite alla somma di 1,757,549,875 fr.

— Leggiamo nella *Patrie* : Lo stato di salute del maresciallo Gerard è disperato. Da mezzogiorno sino a quest'ora (4 pomeridiane) egli sta in agonia.

— Si annunzia che il presidente della repubblica deve fare quanto prima un viaggio in Sologna, per esaminare sui luoghi il piano di miglioramenti progettati, e pei quali sarebbe aperto un credito nel bilancio del 1853.

— Si assicura che i progetti di legge concernenti la concessione della strada ferrata da Bordeaux a Cette e da Parigi a Cherbourg saran sottoposti quantoprima al consiglio di Stato.

— *Tolone*, 5 *aprile*. Il sig. Quentin Bauchart passò la giornata nel forte Lamalgue. Egli pronunciò la liberazione di 260 individui del dipartimento delle Bassi Alpi sopra 279 condannati alla deportazione.

Spagna. *Madrid*, 12 *aprile*. Scrivono alla *Correspondance* :

I ministri sono tornati da Aranjuez, eccetto quelli degli affari esteri e della giustizia. Il ministro dell'interno ha ordinato che saranno condonate ai giornali tutte le multe e condanne, sì personali che pecuniarie, da cui erano stati colpiti molti direttori o gerenti dei giornali politici. Questa provvisione benevola, pubblicata dalla *Gazzetta*, sarà accolta con vera soddisfazione da tutta la stampa periodica.

Inghilterra. *Londra*, 16 *aprile*. Si legge nel *Globe* :

Un consiglio di gabinetto sarà tenuto domani a 3 ore pom. al ministero degli affari esteri.

— Si legge nello stesso giornale :

Il conte di Derby è partito oggi dopo mezzo giorno per Windsor : egli dee tornare a Londra domani.

— Si legge nello *Standard* :

I fondi inglesi si mantengono fermi, e i consolidati stanno per toccare il pari. Consolidati a contanti e per conto 99 1/8 100 : rip. 98 1/4. Boni sardi 97 1/2.

Alemagna. Si sono ricevuti da Bremerhaven, il 10 aprile, alcuni particolari sulla consegna delle fregate *Gefion* e *Barbarossa*, fatta alla Prussia. I commissarii prussiani rimasero soli per alcuni istanti sul ponte cogli ufficiali ed impiegati, che li accompagnavano; la bandiera non era stata inalberata. Gli equipaggi prussiani salirono sulle fregate; s'inalberò la bandiera prussiana al rollo del tamburo, cogli onori d'uso; il commodoro Schroeder pronunziò un discorso che fu accolto da tre *viva*, in onore del re.

— Il presidente del consiglio ed il ministro delle finanze di Prussia sono ritornati a Berlino il 15 aprile. Una conferenza sul congresso doganale si tenne nel palazzo del presidente del consiglio. Pare che l'apertura del congresso si diferirà di alcun giorni; i plenipotenziarii non erano ancora giunti.

— *Cassel*, 15 *aprile*. La *Gazzetta di Cassel* del 14 contiene, nella sua parte ufficiale, il testo della nuova costituzione. Domani ne daremo un sunto.

America. Il *Tay*, arrivato giovedì 15 aprile a Southampton, recò notizie di Buenos-Ayres in data del 5 marzo, di Montevideo del 6, di Rio-Janeiro del 16, di Bahia del 21 e di Fernambucco del 24.

Dopo la partenza di Rosas, l'esercito collegato del generale Urquiza entrò in Buenos-Ayres il dì 19 febbraio, e tosto un governo provvisorio fu nominato sotto la presidenza di Don Vincente Lopez, già presidente della Camera de' rappresentanti. È questi un uomo attempato, d'opinioni moderato, che è stimato da tutti e che riuscirà, come si spera, a tenere in freno le passioni vendicative del partito vittorioso. Un'amnistia fu proclamata, ma, giusta una corrispondenza del *Daily-News*, parrebbe ch'essa amnistia non abbia avuto realmente altro scopo che quello di compilare una lista di proscrizione contro alcuni individui i quali ne sono eccettuati e qualificati di traditori.

La fortuna particolare del generale Rosas è stata confiscata in favore dello Stato. Egli si reca, accompagnato da Manuelita sua figlia e da alcuni suoi amici, in Inghilterra a bordo del piroscafo inglese il *Conflict*; e ben presto si avrà la notizia del suo arrivo in Europa, imperocchè il *Conflict* già si trovava il 4 marzo a Bahia.

Il cognato di Rosas, generale Mancilla, è arrivato a Lisbona come passeggiere sul *Tay*. Si crede che sia diretto in Ispagna.

Gli ufficiali della squadra di Rosas furono congedati, e i vascelli abbandonati. Tutte le lettere di marco accordate da Rosas sono annullate. La Banca ricevette ordine di abbassare il prezzo del suo sconto a 1 0/0 al mese: sinora era stato di 1 1/2 0/0.

D. Juas Francisco Siro è stato eletto da 35 voci su 38 presidente degli Stati orientali.

E. Leone gerente.

Il dottore Brandeis, capo dello stabilimento idropatico della Certosa di Pesio, presso Cuneo, è giunto in questa città ed ha preso alloggio all'Hotel Feder, dove trovasi ogni giorno dalle 10 del mattino sino alle 2 pomeridiane.

BIBLIOGRAFIA

PRINCIPII ELEMENTARI DI CHIMICA MINERALE *di* F. Selmi. Un vol. in 16 piccolo, di 432 pag. con fig. inserte nel testo. Lire 2 50.

PRINCIPII ELEMENTARI DI CHIMICA ORGANICA *del medesimo*. Un vol. in 16 piccolo, di 535 pag. con fig. Lire 2 75.

Queste due operette pubblicate dalla ditta *Cugini Pomba e Compagnia* racchiudono un succoso compendio delle due chimiche, organica ed inorganica, con tutte le principali scoperte fino ai giorni nostri. Sono perciò da raccomandarsi alla gioventù studiosa, ai maestri, agli educatori ed a tutti quelli a cui può giovare di conoscere gli elementi di questa scienza importantissima per erudizione propria o per le applicazioni alle altre scienze ed alle arti.

Dalla TIPOGRAFIA ECONOMICA *di Torino*

DEL DUELLO IN GENERALE
ANALISI
di F. LORENZINI, *Maggiore*.

BOLLETTINO UFFICIALE *dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.*

Torino, il 20 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI	Per contanti giorno pri. dopo Pas.	Pel fine del mese corrente nella mattina	Pel fine del mese prossimo dopo Pasqua	Pel fine del mese prossimo nella mattina
5 0/0 god. 1 aprile	95	97	97 70	
Prest. 1848	»	»	»	
» 1849	»	»	»	
» 1850	»	»	»	
» 1851	»	»	»	
Obbligaz. 1850	»	»	»	
» 1851	»	»	»	
Prest. 1851	»	»	»	
4 1/2 0/0 Sard.	»	97	97 70	
FONDI PRIVATI				
Azioni B. Sard.				825 50
Città di Torino 4 0/0				
Prest. di Genova 4 0/0				
Soc. del Gas (Sard.)				
Torino (Ferr. Vitt.-Alessandria)				
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gas (Sard.)				
Torino (Ferr. Vitt.-Alessandria)				
Città di Genova 4 0/0				
Soc. del Gas (Sard.)				
Incendi a premio fisso				
Id. a premio vario				
Via Ferr. Torino-Milano				
I. generale				
Molini Bunico Franco Colegno				

MONETE CORSO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L. di Savoia	20 00	20 05
Doppia di Genova	19 95	20 00
Scudo di 6 L. vecchia	5 97	6 02
Fiorino	2 39	2 41
Ecu di Francia	5 97	6 02
Filippo da 5 L.	5 97	6 02
Marengo di Francia	19 95	20 00
Sovrana	24 90	25 00
Doppia di Genova vecchia	19 95	20 00
Doppia di Milano	19 95	20 00
Doppia di Roma	19 95	20 00
Doppia di Napoli	19 95	20 00
Doppia di Spagna	19 95	20 00
Doppia di Portogallo	19 95	20 00
Doppia di Germania	19 95	20 00
Ducato di Milano	8 45	8 50
Ducato di Germania	8 45	8 50
Ducato di Olanda	8 45	8 50
Ducato di Genova	8 45	8 50
Ducato di Roma	8 45	8 50
Ducato di Napoli	8 45	8 50
Ducato di Spagna	8 45	8 50
Ducato di Portogallo	8 45	8 50
Ducato di Germania	8 45	8 50
Ducato di Olanda	8 45	8 50
Ducato di Genova	8 45	8 50
Ducato di Roma	8 45	8 50
Ducato di Napoli	8 45	8 50
Ducato di Spagna	8 45	8 50
Ducato di Portogallo	8 45	8 50
Ducato di Germania	8 45	8 50
Ducato di Olanda	8 45	8 50
Ducato di Genova	8 45	8 50
Ducato di Roma	8 45	8 50
Ducato di Napoli	8 45	8 50
Ducato di Spagna	8 45	8 50
Ducato di Portogallo	8 45	8 50
Ducato di Germania	8 45	8 50
Ducato di Olanda	8 45	8 50

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

CAMBI

	Per prevvisti:	Per tre mesi
Augusta	95 1/2 — 4 p.	95 1/2 — 3/4
Genova sconto 1/2	99 1/2	99 1/2 — 3/4
Francoforte s. M.	99 1/2	99 1/2 — 3/4
Lione	99 75	99 75 — 3/4
Londra	25 37	25 37 — 3/4
Milano	99 1/2	99 1/2 — 3/4
Parigi	99 75	99 75 — 3/4
Torino sconto	4 p.	4 p.

Borsa di Parigi *del* 17 *aprile*.

Il 4 1/2 0/0 aperto a 101, 20, chiude alla stessa cifra.
Il 3 0/0 aperto a 72, 10, chiude a 72, 20.
Le azioni della Banca di Francia restano a 2890.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 75.

www.internetculturale.it

Presso **GIUSEPPE BOCCA**, *Libraio di S. M.*

Il 28 del corrente

verrà messo in vendita

ULTIMA REPLICA AI MUNICIPALI

per **VINCENZO GIOBERTI**

Parigi 1852, in-8.° — L. 1. 50

SOCIETA' AGRARIO-BOTANICA

BURDIN MAGGIORE E COMP.

IN TORINO

Ora e sino in maggio avanzato si piantano con successo gli ALBERI SEMPREVERDI e RESINOSI, MAGNOLIE, RODODENDRI, AZALEE, KALMIE, LAURI, e moltissimi arbusti fini d'ornamento, ROSAJ, PIANTE ERBACEE VIVACI, ANEMONE, TUBEROSE, DALIE, CANNA INDICA, ERITHRINE, SALVIE, VERBENE e moltissime altre piante esotiche di abbondante fioritura durante tutta la bella stagione, e che sono un indispensabile compimento alla bellezza dei giardini.

Tempo propizio è ancora alla *seminazione delle ortaglie* in generale, come pure dei *fiori annuali, biennì e vivaci.*

La Ditta forma a discreti prezzi svariatissimi assortimenti dei generi sovra indicati — *Vedansi* per la distinta dei medesimi il *Catalogo generale* 1849-50, *Supplimento* 1850-51, e segnatamente il *prezzo corrente* di questa primavera; questi elenchi corredati di sommarie istruzioni di coltura.

Avvicinandosi l'epoca fissata dalla R. Accademia di Agricoltura di Torino per L'ESPOSIZIONE DEI PRODOTTI DI ORTICOLTURA, la Ditta crede bene di rinnovare ai signori dilettanti e giardinieri l'*avviso*, stampato in proposito nel *suddetto prezzo corrente*, con cui ella, dichiarando persistere di astenersi dal concorrere ai premii, profferiva invece a tutta loro disposizione le sue raccolte e sue risorse onde secondarli nell'interessante gara che loro viene offerta.

AVVISO

Il signor ISIDORO LOUY, di Parigi, trasferì il suo Deposito presso la signora MAURICE, callista, in via di Po, num. 36, ove trovasi l'acqua orientale per imbianchire i denti, guarire le gengive, rinfrescare la bocca e impedire il cattivo odore.

Prezzo L. 3 il flacon.

INNOVAZIONE DEL 1851

GRANDE PERFEZIONAMENTO

DI PUNTE DI PENNE FRANCESI

dette di Corno,

AMMESSE ALL' ESPOSIZIONE DI LONDRA

a L. 3 la scatola di 100 penne a doppia punta

SUOLE DI SASSONIA

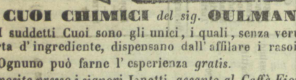
per preservare dal freddo e dall'umidità, a L. 2 il paio.

Albergo della Caccia Reale, piazza Castello

ISIDORO LOUY, *di Parigi*

AVVISO

Il negozio JANETTI, accanto al Caffè Fiorio, ha testè ricevuto un grande assortimento di Canne di Francia e d'Inghilterra, il tutto in genere di novità.



CUOI CHIMICI *del sig.* **OULMAN**

I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d'ingrediente, dispensano dall'affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis.*

Deposito presso i signori Janetti, accanto al Caffè Fiorio.

L'UNIVERSO DI SAVONA

NUOVO STABILIMENTO PER LOCANDA E BAGNI

condotto da **ANTONIO GELLI** *e* **C.**

Appositamente costrutto in una delle più belle e comode posizioni di Savona, sulla piazza del Mercato, di fianco al nuovo Teatro Chiabrera, sullo stradale di Torino e di Nizza, presso le poste dei cavalli e delle lettere, venne nuovamente aperto al pubblico da una nuova Società dopo essere stato provvisto di elegante mobiglia e fornito di tutti i comodi possibili, buona cucina, pronto servizio e modicità nei prezzi, da sperarne soddisfacimento presso i signori viaggiatori.

PER CAUSA DI PARTENZA

INCANTO VOLONTARIO DI MOBILI

Mercoledì, 21 aprile e successivamente, dalle ore 9 alle 12, e dalle 3 alle 6, in via dei Tintori, casa Brunati, num. 7, piano terreno, si esporrà in vendita una quantità di mobili da appartamento, e piano-forte.

DA VENDERE

CORPO di CASCINA, detta dell'Ebreo, situato in territorio di Castagnole Piemonte, quartiere Ojtana, di ett. 39, 52 (giorn. 104, 29), composto di casa civile e rustica, alteni, campi e prati, e boschetto.

Per gli opportuni concerti dirigersi in Pinerolo dal signor notaio coll. Giuseppe Bernardi.

DA AFFITTARE *per il 1.° di luglio* 1852.

Num. 80 camere, con due piccoli alloggi separati, nella casa della contessa Sillano. — Vie delle Figlie dei Militari e dei Quartieri. — Recapito al portinaio.

Presso i Fratelli **REVEND e C.**, *Librai di S. M. sotto i portici della Fiera in Torino, e nelle Provincie dai principali librai, in Genova dalla Tipografia Sordo-Muti.*

È in vendita la traduzione delle LETTURE GRADUALI PEI FANCIULLI, ad uso delle famiglie e delle Scuole, del P. G. Giraud, in-12. — Carmagnola 1851, prezzo della 1.ª parte cent. 80; la 2.ª parte è sotto i torchi.

VENDITA

DELLA GRANDIOSA GALLERIA RINUCCINI

DI FIRENZE

Col 1.° maggio prossimo venturo si aprirà in Firenze asta pubblica di questa grandiosa raccolta di quadri. La medesima è ricca di oltre 700 dipinti di vario genere tanto di Scuole italiane, che straniere.

Di 92 fra i più ragguardevoli furono pubblicate le illustrazioni, desumendo in gran parte, dai documenti esistenti nell'archivio di famiglia, le prove della loro provenienza ed originalità, il maggior numero di essi esistente in casa da più di due secoli.

La Galleria Rinuccini, giudicata dagli intelligenti una delle più cospicue fra le private di Firenze, conta molti lavori di sommi maestri, fra i quali primeggiano una Sacra Famiglia di Raffaello, una copiosa raccolta di antichi, alcuni dipinti di Salvator Rosa, Carlo Dolci, Andrea del Sarto, ecc. ecc.

Tanto il catalogo generale diviso per Scuole, che le illustrazioni sopra citate si dispensano in Firenze nello Scrittoio del palazzo Rinuccini, Fondani Santo Spirito, n. 2041; in Milano sono ostensibili presso i signori Tendler e Scaeffer, librai nella galleria De-Cristoforis e Giuseppe Vallardi in Santa Margherita; in Venezia presso la libreria Giuseppe Pomba, in Mercceria dell'Orologio, ed in Torino presso i signori Gianini e Fiore, successori Pomba.

Da **G. FEDELE CERRUTI**

Fabbricante di Seterie, via di Dora Grossa, n. 4

SCIARPE 3 colori in seta per distintivo di Sindaco

DEPOSITO di un grande assortimento di FOULARDS di Francia, a prezzo di fabbrica.

SEMENTE BACHI di 1.ª qualità, di **Bione**, presso i fratelli TRIBAUDINO, negozianti a Savigliano.

INCANTO VOLONTARIO

Di una Cascina, nei territorii di Settimo Torinese e Volpiano di ettari 43, 78 circa (giorn. 114, 92), con fabbricati civili e rustici, denominata la Mangarda, sita in territorio di Settimo Torinese e Volpiano, propria delli signori coniugi e figli Vella, estimata L. 103,895, 95, ed esposto in vendita per L. 93,500.

Gli incanti preparatorii si terranno nanti l'albo pretorio di Torino, alle ore 9 di mattina, delli giorni 15, 22 e 29 maggio 1852, ed in detto giorno 29 maggio, avrà luogo nello studio del notaio Signoretti, alle ore 10 mattina, l'incanto definitivo ed il deliberamento.

Le carte e condizioni della vendita sono visibili nello studio del detto notaio Signoretti contrada Stampatori, porta 14 piano 3.

DA VENDERE

CASINO di campagna, composto di 12 membri, 3 giardini, pozzo d'acqua viva, in vicinanza di questa capitale, col passaggio al viale del Regio Ricovero di Mendicità, del reddito di L. 1,100.

CASA nel Borgo di Po, affittata per L. 2,300.

Dirigersi al notaio Secondino, via del Fieno, n. 17.

DA VENDERE

CASA di campagna, distante un miglio e mezzo da Torino, con strada carrozzabile; e

Bella Casa di campagna con annessa filanda da bozzoli di 51 bacini, a 5 miglia da Torino.

Far capo dal notaio Cerale, via Rosa Rossa, n. 15.

Da affittare

annualmente o per istagione

Elegante villa signorilmente arredata, con Oratorio interno, bagno, bigliardo ed altri accessorii di comodo e di lusso, con giardino, serra, scuderia e rimessa, situata in vicinanza di Moncalieri, a piedi meriggio, con ampia veduta circoscritta dal cerchio delle alpi.

Dirigersi in Moncalieri al sig Giovanni Cercsole, colorista, al suo negozio, contrada S. Croce, casa propria, ed in Torino al sig. avv. Goffy, via del Fieno, n. 12, p. 3.°

DA AFFITTARE

DAL PRESENTE AL 10 DI NOVEMBRE

Vasta e signorilmente arredata Villeggiatura, con belvedere, cappella, bigliardo, esteso delizioso *parterre*, ed ombroso bosco inglese: la posizione è delle più salubri ed amene sui colli di Torino, strada di Revigliasco, laterale al così detto *Casino di Campagna*, e da esso distante un miglio circa.

Per le condizioni e maggiori notizie si farà capo dal signor geometra Bria, via dell'Arsenale, rimpetto alla R. Dogana, casa Balbiano di Viale.

DA AFFITTARE IN MONCALIERI

Due ALLOGGI al mezzodì, mobigliati o non, con scuderie e giardino.

Recapito alla Farmacia in piazza Carignano n. 2.

DA AFFITTARE per il 1.° luglio prossimo dieci membri al 1.° piano, via delle Figlie de' Militari n. 13.

DA AFFITTARE

CASINO nel nuovo Borgo di S. Salvario. — Dirigersi al notaio Turvano, via di S. Teresa, num. 10.

NOTIFICANZA

La Direzione generale per la collocazione a servizio delle persone d'ambo i sessi è unita allo Stabilimento Sanitario pel collocamento delle Nutrici.

Via di Po, presso la chiesa della SS. Annunziata.

A VENDRE

Deux MINES, une d'or, argent et cuivre gris, située sur la Commune de Bonneval, et l'autre de plomb argentifère dans la Commune du Bourg-St-Maurice, province de Tarantaise.

S'adresser pour les renseignemens et les conditions à Joseph Racca, bijoutier, rue Neuve, n. 16, à Turin.

DA AFFITTARE *pel 1.° ottobre prossimo*

ALLOGGIO signorile di otto membri al terzo piano, nel concentrico della città. — Recapito all' Ufficio del causidico coll. Geninati, via d'Italia, n. 4, piano terzo.

FALLIMENTO

di Carlo Semenza, stampatore di stoffe in Torino Borgo S. Donato, casa Falco, num. 10, piano terreno.

L'eccellentissimo Magistrato del Consolato con sentenza d'ieri ha dichiarato il fallimento di detto Semenza; ha nominato sindaci provvisorii i signori Vincenzo Falco ed Enrico Decker, residenti in Torino, ed ha fissato la prima adunanza dei creditori avanti l'ill.mo signor giudice commissario, consigliere conte Cravosio, in una sala dello stesso Magistrato, il 24 del corrente mese, ed alle ore 10 di mattina, per gli effetti dalla legge preveduti.

Torino, il 16 aprile 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

La società contratta con iscrittura 15 maggio 1846 tra Giovanni Cinzano e Giovanni Ricci per il negozio da Confettiere già Piderman, è sciolta di comune accordo dal giorno d'oggi, restando consolidatario dell'attivo e passivo il sig. Giovanni Ricci, dumodochè si dovrà rivolgere a quest'ultimo qualunque abbia diritto alla società sinqui condotta sotto la ditta Giovanni Ricci e C.; ciò si rende di pubblica ragione in esecuzione dell'art. 56 del Codice di Commercio.

Torino, il 16 aprile 1852.

NOTA

Con iscrittura privata del 17 corrente, depositata nella segreteria del Consolato di questa città, li Rossi Felice e Susto Gio. Battista addivennero alla risoluzione della società da essi contratta con iscrittura privata del 4 settembre ultimo scorso per l'esercizio del negozio d'abiti fatti, da essi tenuto sotto i portici di S. Lorenzo, il quale d'or innanzi sarà esercito dal sottoscritto, consolidando in sè tutto l'attivo e passivo della cessata ragion di negozio.

Torino, li 19 aprile 1852.

FELICE ROSSI

NOTA

Sotto il 7 gennaio 1852 fu depositata alla segreteria consolare di questa città scrittura del 13 dicembre ultimo scorso, con cui li Domenico Pasquero, e Giacomo Ghiassa contrassero società per la fabbricazione e vendita in questa città d'acque minerali e gazose, sotto la firma Giacomo Ghiassa e Comp., l'uso della quale spetta ad ambi i socii, quale società ebbe principio col primo luglio ultimo scorso, e sarà durativa a tutto dicembre 1853.

FALLIMENTO

di Luigi Botto detto il Moro già negoziante in merci nella città d'Asti.

CONCORDATO.

Nell'adunanza tenutasi il 15 corrente mese, i creditori di detto fallito non trovandosi nel numero prescritto dall'articolo 544 del Codice di Commercio, il signor avvocato Cassolo giudice, commissario di detto fallimento, ha in esecuzione del disposto del successivo articolo 546, nuovamente convocati nanti di lui in una delle sale di questo tribunale, alle ore 10 antimeridiane del 29 corrente, tutti li creditori di detto fallito, i cui crediti già vennero verificati e giurati, od ammessi per provisione, all'oggetto di deliberare sulla formazione del concordato.

Asti, il 17 aprile 1852.

Monferrini sost. segr.

NOTA

Con sentenza del regio tribunale di prima cognizione di questa città del 20 marzo ultimo scorso, si dichiarò Davide Bert fu Giacomo, di Ricaretto, inabilitato a stare in giudicio, transigere, prendere a mutuo, ricevere capitali, rilasciare liberazione, alienare od ipotecare i suoi beni senza l'assistenza di suo consulente giudiciario Davide Bert fu Davide, di detto luogo, mandandosi rivocare la procura dal suddetto Bert passata ad Alessio Grosso, di Faetto, con instromento dell'11 dicembre 1849, rogato Bastia.

Pinerolo, il 16 aprile 1852

Canale sost. Signoretti caus. coll.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 8) La drammatica Comp. Reale recita: *Le donne curiose* — con farsa.

D'ANGENNES (ore 8) Compagnie française: — *La femme qui trompe son mari.*

SUTERA Riposo.

GERBINO (ore 8) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Ingegno e ciarlatanismo.*

CIRCO SALES a porta palazzo (ore 8) La Comp. Tassani recita: *Il conte di Monte Cristo.* (Morceau)

DIURNO vicino alla Cittadella (ore 4 1/2) Comp. Billi recita: *WAUXHAL.* Ballo con tombola tutte le domeniche.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 96 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gilellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

MERCOLEDI' 21 APRILE

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	26	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza del 16 corr. aprile, ha nominato:

Malaterra avv. Valentino, giudice nel tribunale di prima cognizione di Casale, a giudice istruttore in quello di Tortona;

Cotta-Ramusino avv. Casimiro, giudice di quarta classe nel tribunale di prima cognizione di Novara, a giudice di terza classe nello stesso tribunale;

Massa avv. Teonesto, sostituito avvocato fiscale di seconda classe presso il tribunale di prima cognizione di Casale, a giudice di quarta classe nello stesso tribunale;

Morgea avv. Carlo, sostituito avvocato fiscale di terza classe presso il tribunale di prima cognizione di Voghera, a sostituto avvocato fiscale di seconda classe presso lo stesso tribunale;

Baratta avv. Pietro, giudice aggiunto nel tribunale di prima cognizione di Voghera, a sostituto avvocato fiscale di quarta classe presso quello di Casale;

Alvigini avv. Tommaso, sostituto avvocato fiscale presso il tribunale di prima cognizione di Domodossola, a sostituto avvocato fiscale di terza classe presso lo stesso tribunale;

Deangelis avv. Clemente, giudice aggiunto nel tribunale di prima cognizione di Varallo, a giudice aggiunto in quello di Voghera;

Colonetti avv. Pietro, giudice aggiunto sovrannumerario nel tribunale di prima cognizione di Voghera, a giudice aggiunto in quello di Varallo;

Bava avv. Giuseppe, giudice del mandamento di Mombello, a giudice aggiunto sovrannumerario nel tribunale di prima cognizione di Voghera;

Gozzani avv. Carlo, giudice del mandamento di Ornavasso, a giudice di quello di Oleggio;

Orlandini avv. Luigi, giudice del mandamento di Santa Maria Maggiore, a giudice di quello d'Intra;

Quarleri avv. Gaetano, giudice del mandamento di Montù Beccaria, a giudice di quello di Broni;

Alvigini avv. Rocco, giudice del mandamento di Godiasco, a giudice di quello di Montù Beccaria;

Stoppini avv. Giuseppe, giudice del mandamento di Barbianello, a giudice di quello di Santa Maria Maggiore;

Deangelis avv. Tommaso, giudice del mandamento di Montalto, a giudice di quello di Godiasco;

Cobianchi avv. Carlo, giudice del mandamento di S. Sebastiano, a giudice di quello di Barbianello;

Cavalli avv. Giuseppe, giudice del mandamento di Broni, a giudice di quello di Castelnuovo Scrivia;

Milanesi avv. Giuseppe, giudice del mandamento d'Intra, a giudice di quello di Ornavasso;

Celoria avv. Alessandro, vice-giudice del mandamento di Montemagno, a giudice di quello di S. Sebastiano;

Giuberti avv. Felice, volontario nell'uffizio fiscale generale presso il Magistrato d'appello di Casale, a giudice del mandamento di Mombello;

Polastri avv. Annibale, volontario nell'uffizio dell'avvocato dei poveri presso il Magistrato d'appello di Piemonte, a giudice del mandamento di Montalto;

Bordino Angelo, sostituto segretario del mandamento di Casteggio, a segretario di quello di Ponzone.

S. M., nella disposizione che aveva manifestato di allegerire, almeno in parte, il peso che sopportano i Comuni della Savoia e del Contado di Nizza per supplementi di congrua alle rispettive Parrocchie, accolse di buon grado il progetto che il Ministro Guardasigilli ha avuto l'onore di rassegnarle, per effetto del quale, intanto che per lo avvenire si avvierà se, presentandosi più favorevoli le circostanze vi sarà mezzo onde provvedere in modo permanente, occorra in via straordinaria e per a tempo in aiuto l'Economato Generale.

Si è quindi degnata la M. S. di ordinare che, coi fondi disponibili della cassa Economale, venga fatto il pagamento, nel termine di un anno, a partire dal primo aprile corrente, della somma di lire *centotrentamila* alle casse divisionali della Savoia e di Nizza, da eseguirsi in quattro rate di tre in tre mesi, a principiare dal primo del prossimo luglio, e da distribuirsi, sotto la direzione degli Intendenti Generali di quelle divisioni amministrative, in proporzioni corrispondenti alle somme che sono per le rispettive Parrocchie inscritte sui bilanci comunali; le quali somme così assegnate a ciascheduna Parrocchia saranno portate in discarico del bilancio del proprio Comune, e ne saranno i pagamenti effettuati a favore delle Parrocchie nel modo che verrà con apposite istruzioni stabilito.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 20 aprile.*

La Camera dei Deputati non tenne oggi pubblica seduta.

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE.

Avviso d'asta.

Si fa noto al pubblico, che all'ora meridiana di sabato 1° maggio p. v., in una delle sale dell'Azienda Generale delle Strade ferrate, dinanzi l'Intendente Generale della medesima, si procederà col metodo dei partiti segreti, e portanti il ribasso di un tanto per cento, allo

Appalto di opere d'ingrandimento della Stazione d'Asti, consistenti cioè:

1. In espropriazione di terreni per . . . . L. 4137 84
2. In movimenti di terra per il rialzo ed ingrandimento del piazzale delle merci per . . . . » 414 33
3. In opere accessorie per lo scolo delle acque per » 11844 30
4. Nel chiudimento della rimessa delle vetture per » 1517 14
5. Nella formazione d'una tettoia a compimento dei marciapiedi e delle vie interposte per . . » 32637 00
6. Idem d'altra tettoia delle merci per . . . . » 15550 72
7. Nell'ingrandimento della fabbrica della Stazione per . . . . . » 48947 14
8. Nella riparazione di alcuni serramenti di porte e finestre ai locali attuali . . . . . » 1100 00

L'appalto verrà eseguito a norma della perizia, disegni e capitoli redatti dal sig. ingegnere Mazzucchetti in data 4 agosto e 9 ottobre 1851, dei quali chiunque potrà avere visione in quest'Azienda, non che sotto l'osservanza del Regolamento IV d'acque e strade in tutto che non è contrario ai mentovati capitoli parziali.

Tutte le opere sono concesse a misura, e le medesime dovranno essere intraprese tosto ricevutone ordine dall'Amministrazione, per darle compiute nel termine di mesi sei a partire dall'ordine medesimo, ed in caso di ritardo per parte dell'impresario alla prosecuzione ed all'ultimazione delle opere nel detto termine, sarà in facoltà dell'Azienda di farle eseguire d'uffizio a maggiori spese, rischio e pericolo dell'impresario.

Il presente appalto s'intende limitato alle sole opere sovra specificate, e si dichiara riservata la facoltà all'Amministrazione di fare nei disegni quelle variazioni che crederà convenienti, conforme al disposto dell'articolo 2° e di quello addizionale del capitolato.

I pagamenti avranno luogo in ragione di misura ed a seconda dell'avanzamento dei lavori in altrettante rate di lire 5000, colla ritenuta del decimo, mediante un certificato dell'ingegnere Direttore, nel quale saranno riepilogate le opere eseguite, e la quantità dei materiali esistenti nel cantiere.

I decimi poi di ritenuta verranno all'impresario corrisposti per una metà appena ultimati i lavori, e dopo la primordiale collaudazione e l'altra metà dopo scaduto il termine della manutenzione delle opere, che avrà luogo un anno dopo l'intiero esegumento dei lavori, all'appoggio di apposito definitivo verbale di collaudazione.

Gli aspiranti, per essere ammessi a far partito dovranno nell'atto dell'asta:

1. Fare il deposito della somma di L. 800 in danaro, effetti pubblici dello Stato, oppure di un vaglia per la stessa somma sottoscritto da persona di notoria risponsabilità.

2. Esibire un certificato d'idoneità all'esecuzione dei detti lavori rilasciato in data non anteriore di un anno da un ispettore od ingegnere del Genio civile, militare o delle miniere, vidimato e legalizzato in buona forma.

Qualora due o più schede contenessero un'eguale offerta, e questa risultasse la più vantaggiosa, in tal caso il deliberamento avrà luogo collettivamente, e trascorsi i fatali senza ulteriore offerta, si aprirà tra i rispettivi delle dette schede, immediatamente dopo il mezzodì del giorno di detta scadenza, una licitazione all'estinzione della candela vergine, per l'aggiudicazione dell'impresa al miglior offerente.

Per guarentigia dell'adempimento delle assunte obbligazioni, dovrà l'appaltatore, nel preciso e perentorio termine che gli sarà fissato dall'Azienda, prestare un'idonea cauzione per la somma di L. 12000, mediante deposito in danaro, d'effetti pubblici dello Stato, od altrimenti mediante fidejussione di persona risponsabile per detta concorrente.

Non stipulando fra il termine, che gli sarà fissato, l'atto di sottomissione con cauzione, il del beratario incorre à di pien diritto nella perdita del montare del v glia o deposito, ed inoltre nel risarcimento d'ogni danno, interesse e spesa.

I termini fatali per la diminuzione del sesto o mezzo sesto sono stabiliti a giorni otto successivi al deliberamento, e scadranno col mezzodì del 15 p. v. maggio.

Torino, il 15 aprile 1852.

Per detta Generale Azienda

C. BOLLA *sotto segretario.*

AZIENDA GENERALE DELLE STRADE FERRATE.

Avviso.

Con verbale del 17 andante mese essendosi deliberati i due lotti d'appalto relativi alla formazione della massicciata dei due tratti di strada ferrata fra l'abitato di Pontedecimo e la Galleria degli Armirotti, e da quest'ultima a quella dei Giovi per L. 71,10 cent. 41, il cui appalto veniva pronunciato in avviso d'asta del 1° corrente mese, si previene il pubblico che i fatali per la diminuzione del sesto o mezzo sesto scadono al mezzodì del giorno di sabato 1° magg o p. v.

Torino, addì 18 aprile 1852.

Per detta generale Azienda

C. BOLLA *vice-segretario.*

INTENDENZA GEN. DELLA DIVISIONE AMMINISTRATIVA DI VERCELLI.

Avviso

Del seguito deliberamento della vendita di dodici lotti della Cascina Demaniale, detta la Commenda di S. Giacomo, in territorio di Pezzana, autorizzata colla legge 8 febbraio 1851.

Con atto di ieri 15 del corrente aprile essendo stata deliberata pel prezzo di L. 55,800 la vendita dei dodici lotti riuniti num. 1 16 17 18 19 26 27 30 34 35 36 37, della cascina demaniale detta la Commenda di San Giacomo, territorio del comune di Pezzana, descritti nell'avviso d'asta del 26 febbraio u. p. scorso, si diffida nuovamente il pubblico che i termini fatali di venti giorni per l'aumento del sesto o mezzo sesto scadranno al mezzodì del 3 maggio prossimo venturo, giorno di lunedì.

Vercelli, addì 14 aprile 1852.

Per detta Intendenza Generale

Il Segr. Capo D. TISCORNIA.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col RealeDecreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde poterne l'appoggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siasi regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata

---

Appendice

Scrittori genovesi di filosofia razionale civile.

VII.

(V. la Gazz. Piem. num. 48, 62, 63, 65 81 e 89)

ANSALDO CEBA' — PAOLO MATTIA DORIA.

Fu detto, e saviamente che fra tutte le nazioni quelle sono dotate di maggior energia e di maggiore prosperità che più coltivano la morale e la legislazione, e che in ciò torna utilissimo formar la mente dei nostri giovani con idee che dir si possano nostre, e che per questa ragione saranno più efficaci e più opportune all'uso ed ai bisogni del nostro paese. Ma per attignere gli opportuni insegnamenti a quest'uopo fa di mestieri ricorrere a quegli scrittori che dell'una e dell'altra trattarono sapientemente. E Firenze, e Napoli, e Roma, e Torino, e Venezia, e Genova, ed altre illustri città dell'Italia ne contano parecchi. Qui mi occorre discorrere di due genovesi, la cui fama non corrisponde all'importanza grandissima delle morali e civili opere che dettarono.

Ansaldo Cebà è il primo. Coltivò da giovane le lettere, segnatamente la poesia, e scrisse moltissime rime, e tragedie ed alcuni poemi eroici. Questi frutti dell'ingegno giovanile del Cebà portavano i vizii del proprio tempo. Fu più avventuroso nel coltivare le scienze politiche e morali, e il suo volgarizzamento dei *Caratteri di Teofrasto*, ricco di molte assennate ed eruditissime annotazioni, e il suo *Compendio della Storia Romana*, e più specialmente il suo *Cittadino di Repubblica*, sono libri degni di molta considerazione per le verità importantissime che manifestano. Lo scrivere è armonioso, abbondante e quanto basta gastigato. Se v'ha alcun difetto è nel sopraccarico delle sentenze e de' pensieri altrui; mentre quest'illustre filosofo, versatissimo nella cosa pubblica e grandissimo conoscitore dei fatti, dei quali era stato testimonio e fors'anco non picciola parte, avrebbe potuto, più presto che ricorrere ad altre fonti, attignere alle proprie, ed essere meno avaro delle osservazioni e de' pensamenti suoi. Nullameno il libro è severo nel metodo, e ricco di molto acume: è propriamente uno di quei libri che tornano profittevoli assai, poichè l'Italia non risorgerà a vera gloria letteraria, se non quando gli scrittori nostri invece di far tesoro di parole e di frasi, tutta la forza della mente loro, naturalmente grandissima, rivolgeranno allo studio di libri pieni d'idee ed eccitatori di magnanimi fatti.

Ma perchè s'abbia un saggio del pensare del Cebà raccolgasi alcun suo detto intorno a qualche principale argomento. — Ove parla della educazione dei giovani si esprime così: Stabilirono i legislatori delle città più famose con quali dottrine si avesse ad instituire la gioventù, perchè ne fosse ben governata la repubblica, ed i filosofi che sentirono più avanti in queste materie, riposero nell'istruzione dei giovani tutta la somma del buon reggimento politico; onde se a quello ch'essi saviamente ordinarono s'avesse nei nostri tempi il riguardo che converrebbe, s'aprirebbero nelle città libere molte più scuole per insegnar l'arte di far buoni cittadini, che non s'istituiscano ridotti per contaminarli.

Nel capitolo X, in che *stabilisce che il vero cittadino ha da intendersi della filosofia morale*, soggiugne: Nel quale studio però avrà d'avvertire che il fermarsi nella sola speculazione nol farà miglior cittadino di qualunque altro uomo materiale: il che noi diciam volentieri, perchè quantunque abbiamo notizia di molti che sono valorosi nella filosofia morale speculativa, di pochi però sappiamo che siano intelligenti della pratica; senza la quale noi abbiamo per costante che l'altra serva più per confondere che per onorare chi la possede: e con maggior riverenza udiam ricordare il nome di Socrate, che insegnò la filosofia morale con l'opere, che non sentiam quello d'Aristotile, che la manifestò nelle scritture. Discorre della necessità che ha il cittadino della notizia delle istorie, e prosegue: Ma molto più che gli avvenimenti delle altre, avrà da sapere il buon cittadino le virtù della sua propria repubblica, poichè da esse formerà argomenti molto più efficaci per approvare o per riprovare le opinioni nelle materie proposte.... Nella qual conclusione non neghiamo però che per la variazione delle circostanze non possano cader molte fallacie; ma diciamo che molto meglio che con le forestiere, si conchiude le più volte con le proposizioni nostrali.

E nel breve, ma bel capitolo, che è il cinquantesimo sesto, ove tratta del cittadino che non ha da seguire alcuna parte che quella della repubblica e dee studiarsi di riconciliare le inimicizie, asserisce che gli pareva a proposito rendere avvisato il suo cittadino che «consistendo il mantenimento della repubblica nella concordia di chi la regge, farà opera degna di molta lode se, quando sentirà nascere qualche briga tra essi, non sarà lento a tramettersi incontanente di pace; e procurerà con ogni studio che le dissensioni cittadine non dian cagione alle macchinazioni forestiere. — Nè finirei sì tosto, come volessi addurre le belle sentenze che si trovano sparse a piene mani nell'ottimo libro del Cebà. È dunque desiderabile che il nome dell'autore ed il libro si rendano più popolari, e a questo, ove il vogliano, varranno quelle biblio-

www.internetculturale.it

agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Terza pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sono state rilasciate
1	Bertero Antonio fu Lorenzo contribuente, Bertau Francesco fu Michele richiedente	18	1848 9 9bre	9 »	Stabili	Pianezza
2	Parrocchiale di Marcorengo contribuente, Tesatore D. Vincenzo Priore parroco richied.	182	1849 16mag.	24 50	id.	Chivasso
3	Debarbieri Gio. Batt. fu Tommaso	107	31 gen.	5 »	id.	Cicagna
4	Porcella Gio. fu Gio. Battista	136	20mar.	2 50	id.	id.
5	Peretti Giuseppe fu Domenico	147	20 apr.	10 »	id.	Courgnè
6	Gally Pierre Antoine	69	18 id.	60 »	id.	Oulx
7	Prigione Giuseppe fu Gerolamo	1	1848 31 8bre	20 »	id.	Castellazzo
8	Salvetti Teresa vedova del sig. medico	112	1849 26 gen.	40 »	id.	Ivrea
9	Confraternita del SS. Sacramento di Trino	15	26 9bre	» 63	Crediti ipotecarii	Trino
10	Moreno medico Natale	39	23 gen.	50 »	Stabili	Albenga
11	Allodi Paolo fu Vittorio contribuente, Paventa Gio. richied.	33	1848 11 9bre	12 50	id.	Dronero
12	Trincheri Domenico fu Lazzaro contrib., Pansa Giuseppe richiedente	5	1849 7 mag.	53 10	Crediti ipotecarii	Pieve
13	Canioni Giorgio fu Francesco Maria contrib., Pansa Giuseppe suddetto richiedente	10	13 giu.	66 70	id.	id.
14	Boeri Maria fu Giuseppe	57	4 genn.	10 »	Stabili	Bassignana

Torino, dall'Azienda Generale di Finanze il 30 marzo 1852.

L'Intendente Generale Arnulfo.

FRANCIA

Parigi, 17 *aprile*. Nella cerimonia della prestazione del giuramento dei membri della corte d'appello, in udienza solenne di ieri, il procuratore generale di Royer lesse un discorso di cui ecco il passo più rilevante:

« La nazione liberata e riconoscente rispose, nel pieno esercizio de' suoi diritti, con pressochè otto milioni di suffragi all'appello che le era fatto, ed essa conferì il potere all'erede di un nome che due volte in cinquant'anni riunì tutte le forze vive del paese, rialzò la bandiera dell'ordine e salvò quanto dee sopravvivere della rivoluzione del 1789.

« Se a tutti questi titoli, e a cagione di questa maravigliosa origine nazionale poteva il Capo dello Stato dire di recente alla magistratura che *dal giorno in cui il dogma della sovranità del popolo subentrò al principio del diritto divino, nessun governo fu tanto legittimo quanto il suo*, addicesi alla Francia che è giusta e che ha buona memoria, il soggiungere che niun potere riconobbe da più grandi servigi l'onore di governare il paese. »

Il primo presidente Troplong lesse anch'egli un discorso, in cui, fra le altre cose, dice:

« La Francia è una società, di cui il potere centrale fu sempre l'anima e soprattutto il braccio. Tutta la terza stirpe insegna questa verità; e i quattordici anni di Napoleone, sì fecondi da sè soli come una dinastia, la incisero nella storia a caratteri indelebili.

« Fu detto ben sovente che un potere energico e tendente all'unità è una cagione di diffidare per la democrazia. Io raccolsi insegnamenti assai diversi dallo studio del passato. La democrazia romana, a lungo combattuta dal partito aristocratico e repubblicano, acquistò in Cesare ed in Augusto l'era tardiva della sua attuazione. Fu d'uopo di Richelieu e di Luigi XIV per cominciare la grandezza della borghesia francese, e la democrazia ebbe sempre incremento in ragione del poter della corona. Niuno potrebbe immaginarsi la possanza d'una democrazia che si lascia governare invece di agitarsi nel vuoto. L'Impero e le sue immortali creazioni ne sono la prova. Nè sarà essa la sola. Già questa democrazia, che una rivoluzione eroica salvò dalla demagogia, lanciasi piena di fiducia e di vita nei lavori della pace. Essa mira, invece dei giorni annunziati dall'angelo esterminatore, splendere un sereno avvenire; essa apre sotto lieti auspizii la carriera troppo a lungo interrotta delle feconde e ardite imprese.

« È vero che da un mezzo secolo esisteva fra il popolo e il potere una funesta malintelligenza. Indi quelle rivoluzioni di cui pare che la Francia siasi fatto un gioco, e che, dopo un primo impeto di febbre e d'entusiasmo, la lasciano trafelata ed affranta. Dimenticando che il potere è la base della libertà provossi contro di lui una diffidenza mimichevole; quasi a diletto, ognuno l'umiliò, lo calunniò, lo calpestò. E poi, si ebbe maraviglia di sentir tremare profondamente il suolo.

« Vi è ragion di credere che l'armonia trovasi al presente ristabilita, ma bisogna ch'essa duri. La nazione comprende che, per non guastare l'ammirabil parte da lei sostenuta, essa non dee metter inciampi a quella che il principe tiene dall'essenza medesima del potere; altrimenti noi daremmo al mondo lo spettacolo doloroso di quelle greche repubbliche, di cui Polibio parla con disgusto, che invocavano il potere quando non lo avevano, che lo rendeano impossibile quando loro era dato, che obbedivano quando aveano paura, e diveniano insolenti dopo il pericolo. »

— Leggesi nel *Journal des Débats*:

La nota che inserimmo ieri sugli ultimi momenti del principe Paolo di Würtemberg contiene alcune inesattezze di date che siamo pregati di rettificare.

S. A. R. aveva abiurato il protestantismo nel mese di gennaio ultimo scorso. Il nunzio del papa non era presente agli ultimi istanti del principe, e il principe di Nassau, di lui nipote, non ritirossi pertanto, come noi per errore abbiamo detto. Alle persone che non cessarono di assistere il principe Paolo da varii giorni, sono da aggiungere la principessa Matilde, di lui nipote, il signore e la signora di Montessuy, il barone di Waechter, ministro di Würtemberg, e il sig. Berryer.

— La signora di Parcade La Roquette, madre del generale di Saint-Arnaud, ministro della guerra, soccombette ieri ad una breve malattia che non facea prevedere un sì funesto esito.

— Ieri l'altro si fecero le esequie del generale polacco conte Taddeo Tyszkiewicz, morto in Parigi. Era spettacolo commovente quel lungo corteo che seguiva il carro funebre al cimitero, in compagnia dei fanciulli della scuola polacca delle Batignolle e di una scorta militare che il governo fu sollecito di accordare ad onore del generale defunto. Il principe Adamo Czartoryski, ex-presidente del governo, rammentò in una patetica allocuzione, i servigi resi alla patria dall'illustre trapassato, e il generale Skarzyuski disse l'ultimo addio in nome dei suoi fratelli d'armi.

— Giusta le ultime notizie pervenute col corriere d'Algeri in data dell'8 aprile, sullo stato di cose dell'Algeria, tutte le condizioni, che il governo generale aveva imposte ai Zuaua, erano state accettate da essi e dal loro rappresentante Sidi-el-Giudi. Consistono queste nell'espulsione di Bu-Baghela dal loro territorio; nel pagamento immediato d'una contribuzione di cento *douros* imposta a ciascuna frazione dei Zuaua, il libero corso delle colonne francesi per le loro terre, la costruzione delle strade che convenisse di aprire, e la libera frequentazione dei loro mercati pei negozianti francesi muniti di permesso. Oltre i cento *douros* di annua contribuzione, ciascuna frazione delle tribù dei Zuaua dovrà pagare, entro l'anno, nell'epoca che sarà ulteriormente determinata, una egual somma a titolo di multa.

La mattina del 6 aprile, Sidi-el-Giudi, alla presenza dei 92 Zuaua rappresentanti le 17 frazioni della confederazione, prestò, nel palazzo del governatore, tra le mani del muftì e degli ulema della città d'Algeri, il giuramento di sommissione e di fedeltà alla Francia. Questa cerimonia si terminò colla sua investitura come bascì-agà del Giurgiura.

Ecco un primo fatto considerevole compiuto. Il bisogno del nostro commercio, dice il *Moniteur de l'armée*, e i timori che le nostre armi inspirano oggidì ai Zuaua permettono di credere ch'essi non mancarono di sincerità e che il nuovo loro capo comprese la natura e la gravità degli obblighi che contrasse.

Il bascì-agalato del Giurgiura dipenderà dalla suddivisione di Algeri. Il blocco poi non cesserà il suo effetto se non dal momento dell'espulsione di Bu-Baghella dal territorio del bascì-agalato e del pagamento dell'annua contribuzione.

— Leggiamo nei giornali del mezzodì della Francia che la più grande siccità si fa sentire in tutta quella regione. A memoria d'uomini, il dipartimento del Gard non sofferse mai come in quest'anno della mancanza d'acqua.

SPAGNA

Ecco il decreto pubblicato dalla *Gazzetta di Madrid*, col quale si condonano le multe e condanne si personali che pecuniarie, dalle quali erano stati colpiti molti direttori o gerenti di giornali politici:

« Considerando ciò che mi è stato esposto dal ministro dell'interno e dietro il parere del mio consiglio dei ministri, decreto quanto segue:

« Art. 1. Accordo il condono di tutte le pene pecuniarie e personali che saranno state imposte a motivo di scritti, condannati dai tribunali della stampa e dai tribunali ordinarii.

« Art. 2. Sarà sopraseduto alle cause pendenti, nelle quali sarà proceduto d'ufficio quando gli interessati lo richiederanno, e alle cause nelle quali sarà proceduto a richiesta o dietro reclamo della parte.

« Art. 3. Non sono compresi in questo condono i diritti e le spese giudiziarie. — Dato ad Aranjuez il 10 aprile 1852.

« (*Firm.*) La Regina. — (*Controfirm.*) Il ministro dell'interno, Manuel Bertran de Lys. »

— Il foglio ufficiale pubblica ancora quest'altra ordinanza:

« Atteso la disposizione dell'articolo 30 del concordato recentemente conchiuso colla Santa Sede relativamente alla conservazione ed al mantenimento dell'istituzione benefica e religiosa delle suore di carità, e conformemente a quanto mi è stato proposto dai ministri di grazia e giustizia e dell'interno, d'accordo col consiglio dei ministri, decreto quanto segue:

« Art. 1. L'istituzione delle suore di carità, sotto la direzione dei preti di S. Vincenzo di Paola, dipenderà in avvenire dal ministero di grazia e giustizia.

« Art. 2. Il ministero dell'interno dovrà però occuparsi di quanto è relativo alla concessione e alla destinazione delle suore di carità per l'assistenza e il servizio degli stabilimenti di carità affidati alle loro cure. — Aranjuez, il 10 aprile 1852.

« (*Firm.*) La Regina. — (*Controfirm.*) Il ministro dell'interno »

INGHILTERRA

Londra, 16 *aprile*. Si legge nel *Morning-Advertiser*:

Sappiamo da ottima fonte che il principio della protezione è stato formalmente e pienamente abbandonato da lord Derby e dal suo ministero. Le istruzioni date ai candidati ministeriali raccomandano loro che abbiano cura di non compromettere il governo nè loro medesimi aderendo ad una politica contraria alla libertà del commercio; e da un altro lato, a fine di non urtare i pregiudizii degli amici della protezione tra i fittaiuoli, non si vuol convenire che i ministri si atterranno ad una politica favorevole alla libertà del commercio. La parola d'ordine è, la maggior circospezione possibile.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Il 14 corrente si è tenuto a Bristol una riunione di giovani nello scopo di discutere il progetto di bill della milizia: 1200 a 1500 giovani erano presenti, sotto la presidenza del sig. Thomas Mathews. Undici oratori parlarono successivamente contro la provvisione ministeriale che fu difesa da due oratori soltanto; e al chiudersi del *meeting* fu quasi ad unanimità adottata una risoluzione ed una petizione al Parlamento contro il bill. Fu anche votato un indirizzo in questo senso ai giovani dell'Inghilterra. Quasi tutti gli oratori appartenevano alla classe operaia.

— Si legge nella *Presse*:

La sorte del palazzo di cristallo, che servì all'esposizione universale di Londra, pare definitivamente decisa. L'autorità ha fatto proibire le passeggiate e i concerti che si volevano eseguire nelle gallerie, e ai proprietarii del palazzo di cristallo fu dato ordine di torlo via al più presto da Hyde-Park.

ALEMAGNA

Austria. Ecco i termini del dispaccio circolare, indirizzato dal barone di Werner a tutte le legazioni austriache, nell'atto che assumeva *per interim* la direzione del ministero degli esteri;

Signor ministro,

La deplorabile notizia della morte del principe di Schwarzenberg, presidente del consiglio dei ministri, vi sarà senza dubbio pervenuta prima di questa lettera.

Quanto il monarca ed il paese abbiano perduto, la storia lo dirà; quale ei fosse pe' suoi subordinati, rimarrà sempre impresso nel cuore di tutti.

---

teche, le quali invece di ripetere sempre la stampa dei medesimi scritti, nè tutti i più educativi, meriterebbero assai bene della morale e civile educazione riproducendone parecchi o ignorati o dimentichi, e degni di quest'onore per la gloria della nazione e pel profitto de' leggitori.

Al nome di Ansaldo Cebà va congiunto a tutto diritto quello di Paolo Mattia Doria. È questi quel Doria, cui il Vico intitolava il suo libro *De antiquissima Italorum sapientia*, e lo chiamava nella vita che scrisse di se medesimo: *Gran cavaliere e filosofo, e il primo con cui potè cominciare a ragionar di metafisica* (assai notevoli parole); *avvegnachè ne' ragionamenti del Doria, egli*, il Vico, *vi osservava una mente che spesso balenava lumi sfolgoranti di platonica divinità* (bellissima espressione e grandemente onorevole pel Doria). Attesta poi il Vico che da quel tempo restarono uniti *in una soda e signorile amicizia*. E il Denina asseriva che *un ministro di Stato incanutito negli affari, il quale avea letto tutti i libri di politica pubblicati nel suo secolo, parlandogli una volta dello spirito delle leggi, gli disse che una pagina della Vita civile di Paolo Mattia Doria valeva meglio che tutto il Montesquieu*. Il giudicio di codesto lettore di politica pecca di esagerazione, è vero; tuttavia congiunti gli elogi di esso, del Vico, e del Denina, e quelli di parecchi altri, segnatamente contemporanei, possiam dedurre agovolmente la stima, in che a' suoi giorni tenevasi il Doria, e gl'intrinseci meriti suoi.

Taluni lo vorrebbero quest'illustre scrittore contrastato a Genova per concederlo a Napoli: ma si oda com'egli medesimo parli a questo riguardo nel suo libro della *Vita civile*: « Le repubbliche, scriv'egli, devono essere come le oneste donzelle, parche e moderate, in mezzana ampiezza di paese, ma in sicuro sito collocate, e alla rapacità de' potenti conquistatori nascoste, e da' tiranni fuggitive; ma nella difesa del loro onore e della loro libertà forti e potenti: appunto come ne' secoli passati furono que' primi Veneziani, i quali lasciarono l'amenità della terra per salvarsi in una fangosa palude . . . . e come sarebbero ancora *i miei Genovesi*, se, per miseria della repubblica non avessero troppo ingegnosamente trovato l'arte di portare nelle asprissime montagne il lusso e la pompa de' superbi palagi, e quel ch'è peggio ancora de' costumi (1). » Questo squarcio, nell'istante medesimo che ne dichiara la vera patria del Doria per confessione di lui medesimo, ci è pure un saggio dello scrivere e della sua maniera di vedere; la quale rispetto all'Italia più chiaramente si manifesta là dove parla dei tempi che succesero a Federigo e Lodovico il Bavaro, e conchiude: « Avevano i regni di Napoli e di Sicilia i loro re propri: la Toscana, Venezia e Genova da repubbliche si reggevano, gli altri popoli aveano loro principi particolari; onde se l'Italia si fosse allora alla virtù ordinata, e non avesse sempre maliziosamente chiamato alla conquista del regno di Napoli ora una, ora un'altra nazione, avrebbe potuto per sempre impedire l'entrata agli stranieri, e serrato il passo a' pessimi artificii di Lodovico il Moro . . . Dalle quali cose divien manifesto che la misera Italia, per non essersi mai con determinata e virtuosa massima ordinata ne' suoi governi, è stata bensì molto gloriosa nei primi secoli, ma quasi non mai o per brevissimo tempo felice (2); poichè da Pipino appresso, scriv'egli in altro luogo, gl'italiani usarono l'arte di guarire il male d'un veleno con un altro veleno, ricorrendo ad altra straniera nazione per discacciarne quella che a pieno suo arbitrio l'opprimeva (3). »

Dopo ciò i lettori giudicheranno da sè dell'importanza civile e morale di codest'opera del Doria. Per me in leggendola me ne compiacqui assai, e il solo rammarico l'ebbi nel vederla conosciuta poco da' connazionali e da' medesimi concittadini dell'assennatissimo ed erudito scrittore. Dianzi, in sul fine d'uno di questi miei studi, accennavo al desiderio di vedere nella patria biblioteca raccolte in appositi scaffali le opere manoscritte e stampate de' Genovesi illustri, e similmente nelle altre principali città d'Italia. Qui accennerei ad un altro voto, e sarebbe che nelle medesime città principali si provvedesse alla ristampa de' patrii libri men conosciuti, o all'edizione prima de' rari autografi che si conservano, massimamente quando gli uni e gli altri possono tornare di gloria alla patria e di comune profitto.

Giacciono in Genova tuttavia inedite parecchie storie ed opere ragguardevolissime degli scrittori de' patrii annali, perchè non adoperarsi alla stampa di esse? Il Magistrato di Misericordia possede quattro grossi volumi di copie esattissime di testamenti, alcuni de' quali sono una storia ed un capo-lavoro di economia, segnatamente per ciò che risguarda la pubblica beneficenza; perchè non iscegliere ed offrire un nuovo e per gran parte ignorato argomento del sapere e de' provvedimenti de' nostri avi nel soccorrere a quella porzione infelice dell'uman genere, che non cesserà mai di somministrare oggetti nuovi allo studio, e bisogni sempre nuovi alla carità de' propri fratelli? Come si formano e stampano biblioteche nazionali, popolari, straniere, di poeti, di volgarizzatori, di comici e di economisti, perchè non se ne potrebbero formare e stampare nelle città principali d'Italia, di cittadine? Ai ricchi, ai dotti, agli amorosi della patria il consiglio e l'eccitamento. Sarebbe però d'uopo che queste raccolte parziali fossero dispoglie, con opportune ed avvedute annotazioni, da quel carattere di municipalismo e di reciproca invidia che fu sempre la cagione malaugurata di tanti danni per noi.

Bernardi.

(1) Edizione d'Augusta, 1710, p. 241.
(2) Pag. 246.
(3) Pag. 244.

www.internetculturale.it

S. M. si è degnata di affidarmi, per lettera autografa di ieri, la direzione provvisoria del dicastero degli affari esteri fino alla nomina di un nuovo ministro. Fino a nuovo ordine indirizzerete me ogni vostra corrispondenza. Del resto, è inutile che io soggiunga che questa morte lamentevole non recherà alcuna mutazione nelle massime della politica austriaca all'estero.

Comunque chiaro fosse ed originale lo spirito del defunto nostro capo, comunque forte fosse la sua volontà, egli, nell'esercizio delle sue funzioni, non impiegava tali sue qualità se non conformandosi religiosamente agli ordini del suo sovrano, e dopo di essersi bene convinto di essere d'accordo colla volontà del nostro monarca. Questa volontà resta invariabile, epperciò il pensiero che presiedeva alla direzione de' nostri affari esteri rimane sempre lo stesso.

Barone di Werner.

Gradite ecc.

Annover. Il governo di Annover ha ind rizzato a tutti i suoi agenti diplomatici all'estero una circolare, colla quale annunzia che, quanto alle leggi organiche, esso non promulgherà quelle che si crede contrarie ai principii conservatori, ed alle prerogative reali; il governo non ricorrerà immediatamente alla d eta, ma procurerà di agire d'accordo colle Camere, e non invocherà l'intervento federale se non all'ultima estremità. Il ministero promette, inoltre, di porre in esecuzione le leggi giudiziaria e comunale.

TURCHIA

Dai confini del circolo di Cattaro, 7 aprile. Fu già ordinato il disarmo della popolazione cristiana anche nell'Erzegovina. I quattro villaggi di Zubzi, Krüsevize, Mokrine e Dracevizze, formanti parte del Kadiluk di Trebigne, non vogliono assoggettarsi all'ordine di consegnare le armi, facendo conoscere l'impossibilità di farlo nella loro posizione di continua inimicizia coi montenegrini e coi krivosciani. I detti quattro villaggi contano da 5 in 600 uomini atti a portar le armi. Quelli di Zubzi chiesero all'autorità austriaca il permesso di ricovrarsi nella Dalmazia.

A quest'ora si cominciano a sentire i tristi effetti del disarmo della popolazione cristiana, mentre nel Kadiluk di Trebigne i malviventi, il cui numero ogni giorno aumenta, oltre l'esportazione di alcuni animali bovini, hanno ucciso e spogliato sulla pubblica strada un cotal Osman Scecturco di Trebigne.

In seguito a questi fatti alcuni fra i primari musulmani si recarono presso il comandante di Trebigne, Adem-beg, per esporgli in dettaglio le tristissime inevitabili conseguenze del disarmo dei raja, pregandolo di voler interporsi presso il serraschiere onde venga rivocata l'adottata misura. Adem-beg, che al pari degli altri conosce a quali pericoli vengano esposte non solo le proprietà, ma ben anco le vite degli stessi turchi col d sarmo dei raja, spedì finora due messi al serraschiere colla preghiera di sospendere tale dannos sima m sura. (*O. D.*)

AFRICA

Egitto. Scrivono dal Cairo in data del 5 corrente alla *Triester Zeitung*, che la notizia della partenza di Fuad effendi da Costantinopoli alla volta dell'Egitto per indurre il vicerè ad accettare il *Tanzimat*, abbia prodotto del timore tanto negli europei che negli indigeni. Abbas bascià avrebbe fatto trasportare il suo tesoro privato nel suo palazzo di Abbasie presso il Cairo. Egli fece chiudere 9 porte della città di Cairo, mentre nelle altre porte furon raddoppiate le guardie. Anche in Alessandria furon rinforzate le guard e e gli uomini di polizia furono aumentati di 300 cavass. Il governo prende tutte le misure poss bili onde respingere al caso un colpo di mano del partito ostile.

Siam. Il re di Siam, il quale intraprese negli ultimi tempi molti miglioramenti nell'amministrazione del paese, ottenne di già i più felici successi. Coll'aver desso fatti abbassare i dazi, gli europei furono incoraggiati ad entrare in più strette relazioni. Dacchè si abolirono i monopoli, gli abitanti si dedicano con maggior zelo all'agricoltura. Alla corte si studia con predilezione la lingua inglese, e chiunque la conosce entra in relazioni amichevoli colla classe superiore degli abitanti dell'isola. Gli europei non hanno più bisogno di camm nare colle ginocchia e colle mani per giungere sino a sua maestà, ed essi vengon ricevuti dovunque con gentilezza. Il re è intenzionato d'introdurre nel suo regno piroscafi e strade ferrate. Tali progressi promuoveranno senza dubbio il benessere del paese.

AMERICA

Stati Uniti. Il piroscafo americano il *Pacific*, arrivato a Liverpool, reca in Europa i giornali e le corrispondenze di Nuova-York sino alla data del 3 corrente.

Nel senato di Washington il sig. Bo land fece una proposta per interpellare il governo sulla spedizione che muove contro il Giappone. Dopo una conversazione, durante la quale la maggior parte de' senatori combatterono la proposta d'interpellanza, il senato si contentò d'ordinare che gli sarebbe comunicato un prospetto delle forze che compongono il corpo di spedizione.

Le notizie di California vanno a tutto il 2 decorso marzo. Esse sono favorevoli per ciò che risguarda il prodotto de' lavori de' minatori, ma annunziano anche il rinnovamento dei crimini e atti di violenza che erano stati momentaneamente repressi dalle terribili esecuzioni ordinate lo scorso anno dai comitati di vigilanza.

La Plata. Don Vincenzo Lopez nominato, come fu detto nel num. antecedente della Gazzetta, presidente del governo provvisorio a Buenos-Ayres, si associò il colonnello D. Manuel Escalda, come ministro della guerra e della marina; José Beniamin Gorostizia, come ministro delle finanze; Luis J. della Pena, come ministro degli affari esteri, e il colonnello Blaspico come ministro di polizia.

Il nuovo governo emanò molti decreti, tra i quali uno che rende agli spagnuoli la qualificazione di stranieri che Rosas avea sempre loro ricusata; per cui essi soggiacevano a tutti gli obblighi imposti agl'indigeni, compreso il servizio militare.

I sudditi francesi furono posti sotto la protezione del console del Belgio, incaricato di rappresentarli sin tanto che il console, che sarà nominato dal governo francese, possa recarsi colà ad adempiervi le sue funzioni.

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Interno*. Si legge nella *Gazzetta di Genova* in data del 20 aprile:

Nella adunanza straordinaria tenutasi ieri sera dal Consiglio Generale del Municipio, dopo una discussione assai luminosa, venivano ad una gran maggioranza adottate le seguenti proposizioni relative alla proposta dell'erezione d'un *Dock* nel nostro porto, sulla cui vitale importanza pur si aggirava un caloroso ed acconcio preambolo del benemerito nostro sindaco con cui si apriva la discussione.

Il Municipio

Considerando che il commercio è l'organo della vita di questa città;

Considerando che l'erezione d'un *Dock* nel luogo occupato attualmente dalla Darsena soddisfa ad uno dei primarii e più sentiti bisogni del commercio;

Considerando essere da alte ragioni di interesse pubblico richiesto che il Municipio prenda sopra di sè l'esecuzione di questa grande opera;

1. Delibera di chiedere al Governo la cessione della Darsena e delle adiacenze di S. Tommaso per costruirvi un Dock.

2. Adotta in massima il progetto si generale che parziale formato dagl'ingegneri Maus, Sauli, Gardella e Roberston.

3. Si riserva di prendere le ulteriori deliberazioni per tutto ciò che concerne la esecuzione del progetto dopo che sarà conchiuso il contratto col Governo.

4. Incarica il sindaco di trasmettere immediatamente al Ministero la presente deliberazione accompagnata dalla relazione della Commissione, e di aprire intanto col medesimo le trattative per la cessione della medesima Darsena e sue adiacenze.

— Siamo informati che il luogotenente di vascello marchese D'Aste, comandante il R. piroscafo *Ichnusa*, venne assolto dalla commissione d'inchiesta chiamata ad appurare le cause dell'investimento di esso piroscafo seguito nella notte del 19 marzo p. p. in vicinanza della punta *Catalonetta* sulla costa occidentale di Sardegna, e pel quale non ebbe il bastimento a soffrire nessun danno.

— *Lombardo-Veneto*. Si legge nella *Gazzetta di Trieste* in data di Venezia, 18 aprile:

« Il personale per gli affari civili presso l'I. R. comando generale di Verona fu sistemato con sovrana risoluzione del 29 marzo. Quest'ufficio cui è stata affidata sino dai primi mesi dell'anno 1849 la direzione superiore dell'amministrazione non è quindi da considerarsi come provvisorio, ma come una definitiva autorità di sorveglianza nei rami politici e amministrativi per il regno Lombardo-Veneto. »

— *Roma*, 16 *aprile*. Il *Giornale di Roma* pubblica il trattato conchiuso fra la corte di Roma e quella di Napoli il 16 settembre 1840, per stabilire i confini territoriali dei paesi soggetti al rispettivo dominio. Saranno intanto riprese le trattative, interrotte dagli avvenimenti politici, per adottare i concerti sulle norme legislative relative alle medesime frontiere.

— *Napoli*, 10 *aprile*. Il *Giornale ufficiale del regno delle Due Sicilie* pubblica un elenco di 27 grazie sovrane, in occasione della S. Pasqua. Riguardano queste altrettanti individui ai quali è stata da S. M. rimessa la pena di prigionia o di ferri ad essi dovuta per reati comuni, in ispecie di omicidii e ferite.

Francia. *Parigi*, 18 *aprile*. Una nuova circolare del ministro dell'interno ai prefetti, inserita nel *Moniteur* d'oggi, fa comprendere loro che il decreto del 25 marzo, il quale estende le attribuzioni prefettorali, non ha per iscopo di rompere l'ammirabile unità dei principii che reggono l'amministrazione francese; unità che è una delle glorie dell'Impero, e che il governo a verun patto non vorrebbe dissolvere.

La detta circolare dà ai prefetti le più savie istruzioni concernenti i poteri loro in materia d'imposte straordinarie locali, di vendite d'immobili, riguardanti la massa dei beni di manimorte. Annunzia quindi che l'amministrazione centrale spenderà da ora innanzi il tempo che perdeva per risolvere progetti d'interesse locale, a dettare istruzioni generali, che serviranno di guida ai prefetti per l'applicazione uniforme delle leggi amministrative.

— Pare certa, dice la *Corrispondenza Havas*, che in seguito a negoziazioni intavolate pel rinnovamento del trattato di commercio che esiste tra la Francia ed il Belgio, questo consentirebbe finalmente a sopprimere la contraffazione letteraria, oggetto di tanti giusti reclami da parte de' nostri autori, stampatori e librai.

— Il maresciallo Gerard è morto oggi in età di 79 anni. La Francia ora non ha più che cinque marescialli, e sono i signori Reille, promosso nel 1847; Girolamo Bonaparte, 1850; Excelmans, 1851; Harispe, 1851; Vaillant, 1851.

— Il presidente della repubblica ha passata oggi un'altra gran rassegna nel cortile delle Tuilerie e sulla piazza del Carrousel. Le truppe ivi presenti erano il corpo degli zappatori-pompieri di Parigi, i gendarmi a piedi della Senna, le guardie repubblicane a piedi, una compagnia del Genio, due battaglioni di gendarmi mobili, quattro batterie d'artiglieria, il 12 di dragoni, i gendarmi a cavallo della Senna e le guardie repubblicane a cavallo. Dopo la rassegna, il principe presidente fece un'altra distribuzione di croci e di medaglie d'onore. Acclamato in tutto il tempo della rassegna e del diffilamento, il principe tornò all'Elseo fra le grida di *Viva Napoleone!*

— Si è distribuito al Corpo legislativo il rapporto stampato del sig. Devinck sul progetto di legge concernente la rifusione della moneta di rame. Questo rapporto si termina colle conclusioni seguenti:

» Riepilogando il fin qui detto, la vostra commissione ha l'onore di proporvi d'adottare tutte le disposizioni contenute nel progetto del governo, aggiungendovi soltanto tre nuovi articoli, sui quali noi siamo d'accordo col Consiglio di Stato. »

Ecco il testo dei tre articoli inseriti dalla commissione nel progetto del governo:

Art. 6. L'articolo 2 del decreto del 18 agosto 1810 è applicabile alla nuova moneta di bronzo. (L'art. 2 del decreto qui citato dispone che la moneta di rame non può essere adoperata nei pagamenti, se non di comune accordo, pel resto dello scudo da 5 franchi.)

Art. 10. I prodotti risultanti dalla vendita delle materie non adoperate saranno inscritte nelle entrate del bilancio di ciascun anno, e vi formeranno un articolo speciale.

Art. 11. Sarà reso conto ciascun anno, dal ministro delle finanze, dell'uso fatto delle materie provenienti dal ritiramento delle antiche monete di rame.

Inghilterra. *Londra*, 17 *aprile*. Si legge nel *Sun*:

I ministri si sono riuniti in consiglio quest'oggi a 2 ore pom. al ministero degli affari esteri. Erano presenti il conte di Derby che è tornato in Londra stamane dal castello di Windsor, ove si era recato a far visita alla regina; il conte di Malmesbury; il marchese di Salisbury; il duca di Northumberland; sir John S. Pakington; il segretario Spencer Walpole; lord John Manners; l'onorevolissimo J. Warner Stenley; il conte di Lonsdale; il conte di Hardwicke; il lord cancelliere, e il cancelliere dello scacchiere. Il signor Herris, presidente del dicastero del controllo, che si trova alquanto indisposto, non potè assistere al consiglio.

— Si legge nel *Globe*:

Il sig. James Mather ha avuto ieri (16) una conferenza col conte di Malmesbury al ministero degli affari esteri in proposito dell'insulto fatto a suo figlio da alcuni ufficiali austriaci in Toscana.

— S. E. il ministro di Prussia ha reso visita ieri al conte di Malmesbury al ministero degli affari esteri.

— Il conte di Derby e il cancelliere dello scacchiere pranzeranno quest'oggi a 6 ore 1/2 p. m. con la compagnia degli orefici nella sala che ha nome da questi ultimi.

— Si legge nel *Daily News*:

I reggimenti della guarnigione di Portsmouth stanno attivamente formando i lor contingenti d'uomini ad uso della Caraibana Mine. Le truppe che compongono la guarnigione predetta ammontano a 4600 uomini. Il dicastero dell'artiglieria ha fatto acquisto degli edifizi siti all'estremità di High-street, compresovi il teatro. Questi edifizi debbono essere abbattuti, e il terreno sarà aggiunto alle caserme di Cambridge.

— Fondi inglesi. Consolidati a contanti 99 7/8 a 100, per conto 99 7/8 a 100; 3 0/0 rid. 99 1/4. Boni sardi 98.

Alemagna. *Vienna*, 17 *aprile*. Da quanto parlasi in circoli ben informati quanto prima avranno luogo delle conferenze, nelle quali verrà discussa la definitiva divisione politica di tutti gli Stati della corona. Alle medesime prenderanno parte le LL. EE. i signori ministri de Bach e de Baumgartner, i consiglieri di Stato barone Krieg e Burkhardt, come pure tutti i luogotenenti della monarchia fra i quali trovasi pure S. A. I. R. l'arciduca Alberto. S. E. il barone Kübeck presiederà le sedute.

(*Fogli di Vienna*)

— *Berlino*, 15 *aprile*. Le trattative direttamente intraprese da due giorni in qua sul contegno dei varii Stati tedeschi al congresso doganale hanno le basi seguenti: non si porrà in campo alcuna questione pregiudiziale, compresa quella della partecipazione dell'Austria alla conferenza; ma si comincierà col ricostituire lo Zollverein sulle nuove basi poste dal trattato del 7 settembre. Si tosto che quelle deliberazioni saranno terminate, ed anche prima della ratifica, si porranno salde basi sui rapporti dello Zollverein, e dell'Austria.

I risultati della conferenza si sottoporranno alla ratifica comune dei governi. (*Corresp. lit.*)

— Il generale Rochow, ministro di Prussia presso la corte di Russia, è giunto qui ieri.

Alla fine di questo mese si terrà in Eisenach un congresso degli agenti superiori di polizia. La *Corrispondenza litografica* dice che quel congresso non avrà alcun carattere ufficiale.

Si pretende che si presenterà alle Camere un progetto di legge che si collega alla questione della competenza del giurì.

America. Si legge nel *Morning-Chronicle*:

Il corrispondente del *New-York comercial Advertiser* dà spaventosi dettagli sopra il supplizio inflitto al governatore della colonia del Chili, stabilita a Fort-Bulnes. Una lettera di Valparaiso, in data del 25 febbraio ultimo, reca che una sollevazione, diretta da un luogotenente, era scoppiata in quella colonia, la popolazione della quale ammonta, compresavi la guarnigione, a 688 anime. Il governatore, nominato Munoz Gomero, era in sulle prime riuscito a passare dall'altra parte dello stretto di Magellano. Dopo essere andato errando per molti giorni nei campi, morente di fame si riavvicinò alla colonia. I sollevati prepararono allora un rogo per bruciarvi vivo il governatore, divenu'o loro preda.

Egli chiese che invece lo fucilassero: quelli annuirono alla sua domanda; ma dopo la sua esecuzione, il cadavere del governatore fu gettato da que' selvaggi in mezzo alle fiamme; ed essi intanto danzavano e cantavano aggirandosi intorno al rogo. In seguito uccisero il proprietario d'un vascello americano e misero a ruba un naviglio inglese, arrivato colà in quel frattempo. L'ammiraglio inglese inviò subito due vascelli a fine d'impadronirsi de' colpevoli, i quali sono ora tra le mani delle autorità inglesi o del Chili.

c. leone gerente.

Il dottore Brandeis, capo dello stabilimento idropatico della Certosa di Pesio, presso Cuneo, è giunto in questa città ed ha preso alloggio all'Hotel Feder, dove trovasi ogni giorno dalle 10 del mattino sino alle 2 pomeridiane.

BOLLETTINO UFFICIALE dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.
Torino, il 21 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO

FONDI PUBBLICI — Pel fine del mese corrente, nella mattina — Pel fine del mese prossimo, nella mattina — Per contanti, nella mattina — Pel fine del mese corrente, dopo Borsa — Pel fine del mese prossimo, dopo Borsa — Per contanti, dopo Borsa.

1849 6 0/0 god. 1 aprile: 95 | 95 50 | 1010 | 977 50 978 | 977 50 | 94 75
1848 5 0/0 . . 1 genn. 1250
1848 . . . 1 marz. 1250
1849 . . . 1 genn. 1250
1850 . . . 1 genn. 1250
1834 Obblig. 1 genn. 1250
1849 . . . 1 aprile 1250
1846 5 0/0 Sard. 1 genn. 1250

FONDI PRIVATI — Azioni Banca di Savoia — Città di Torino (a 1 0/0 oltre le 500 lire versate per ogni azione) — Città di Genova 4 0/0 — Società del Cardinetto — Incensati e premio stesso — Via ferr. di Savigliano — Mobili generali — Colegno . . . — I giugno . . .

CAMBI — Augusta 90 gg. — Francoforte S. M. — Lione — Milano — Parigi — Torino a vista

MONETE CONTRO ASSEGNO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita	
Doppia da 90 L.	90 03	90 66	P.
di Savoia	89 71	89 75	P.
Sovrana nuova	34 86	34 93	P.
vecchia	34 84		
Filippo	5 73		P.
EROSO misto	Perdita		

(1) I biglietti al cambiano al pari alla Banca.

CORSO NORMALE

SETE	di Piemonte proprio pel giorn. 19 e 20	Piemonte proprio pel giorno 21	Aumento per le Merci distinte
	Denari		
GREGGIE	10—11		
	11—12		
	12—14 63	75	
	14—16		
	16—20		
ORGANZINI	20—21 76	77 50	
	21—22 75	77	
	22—23 74	76	
	23—24 73	75 50	
	24—25 73		
	25—26 72	76	75
	26—27 72	74	
	27—28 71	73	
	28—30 70		
	30—32 69		
	32—36		
	36—40		
	20—22		
	22—24		
TRAME	24—26		
	26—28		
	28—30		
	30—32		
	32—36		
	36—40		

www.internetculturale.it

COMPAGNIA D' ASSICURAZIONI GENERALI IN VENEZIA

eretta col contratto sociale 26 dicembre 1831

APPROVATA DA S. M. IL RE DI SARDEGNA

con R. Brevetto 26 maggio 1840, e con R. Decreto di S. A. R. il Luogotenente Generale di S. M. del 22 aprile 1848

PROGRAMMA

PER L'ASSICURAZIONE CONTRO I DANNI DELLA GRANDINE

colla quale si ottiene il pronto ed integrale compenso dei danni; e si partecipa agli utili che ne risultassero alla Compagnia Assicuratrice.

Col giorno 15 di questo mese tutte le Agenzie provinciali cominceranno ad assumere le assicurazioni contro i danni della grandine per l'annata corrente.

I patti del contratto sono quegli stessi degli anni decorsi, cioè *pronto* ed *integrale* pagamento di qualunque danno per parte della Compagnia, e premii più modici assai di quelli che si usano nelle provincie Lombardo-Venete.

La tariffa per tutti i R. Stati (escluso il ducato di Savoia) è quindi la seguente:

CLASSI	SPECIE DEI PRODOTTI ASSICURABILI	PREMII PER OGNI L. 100. assicurate nella categoria	
		eccezionale	generale
I.	Fieni e Foglia di Gelsi . . . L.	2 50	3 »
II.	Fromento, Segala, Avena, Orzo, Ravettoni, Lino, ed altri prodotti che si raccolgono entro luglio, escluse le frutta . . . . . »	4 50	5 »
III.	Meliga (gran-turco) Fave e Fagiuoli »	6 »	6 50
IV.	Riso di qualunque specie, Canapa, Olive, Noci, Castagne, frutte d'ogni sorta, piantagioni di Tabacco, Luppoli, e tutto ciò che si raccoglie dal 1° agosto in poi . . . »	10 »	12 »
»	Uve diverse, esclusa quella detta *Nebbiolo* . . . . . »	12 »	14 »
	Uva *Nebbiolo*	*a convenirsi separatamente.*	

La categoria eccezionale risguarda il *Genovesato*, l'intiera provincia d'*Acqui*, l'intiera provincia della Lomellina, la provincia di Vercelli, escluse le comuni di Borgo d'Alice, Roasenda, S. Germano, Salasco; e la provincia di *Novara*, escluse le comuni di Ameno, Ara, Artò, Barengo, Boca, Borgomanero, Cavallietto, Cavallirio, Fara, Gargallo, Gattico, Ghemme, Gozzano, Grignasco, Isola S. Giulio, Maggiora, Mezzomerico, Miasino Momo, Orta, Pella, Pettenasco, Prato, Romagnano, Sizzano, Soriso e Vergnano.

Tutte le suddette Comuni, e tutte le altre provincie non nominate, appartengono alla categoria generale. — Per l'uva *Nebbiolo* non si stabilisce alcun premio fisso.

La memoria dei gravi disastri, che la gragnuola ha cagionati l'anno scorso ai possidenti e coltivatori di questi R. Stati, produrrà certamente in quest'anno un grande aumento nella concorrenza degli assicurandi. Il sottoscritto Ispettore Generale crede perciò necessario di avvertirli, che la Direzione della Compagnia, che ha l'onore di rappresentare, per non allontanarsi mai da quel sistema di prudenza che regge la sua amministrazione, gli ha prescritte certe somme di rischio per caduna Comune, che in nessun caso potrebbe superare. E per quanto tali somme sieno estese abbastanza, eccita tutti i possidenti e coltivatori che volessero aver certezza di ottenere la sicurtà, a produrre senza ritardo le loro domande alle rispettive Agenzie onde non correre pericolo di vederle rifiutate, poichè gli Agenti hanno l'Istruzione di dare la preferenza alle domande che prima vengono fatte.

La solidità della Compagnia, le cauzioni straordinarie che essa offre ai suoi contraenti, e la lealtà con cui ha mai sempre proceduto, meritano di essere brevemente accennati.

Riguardo alla solidità della Compagnia è attestata dall'eloquenza delle cifre, che si riportano, meglio di quanto potrebbe farlo qualsiasi ragionamento.

La Compagnia possiede un capitale
fondo di L. 6,000,000, 00
più un fondo di riserva (al 31 dic. 1850) » 1,391,901 05
formato da utili realizzati;
altri fondi di riserva (idem) . . . » 10,641,190, 55
destinati a far fronte ai rischi in corso;
ed ha un incasso annuale di oltre » 6,000,000, 00
fra premii e prodotto de' suoi capitali.

Sono complessivamente più di VENTIQUATTRO MILIONI di fondi di garanzia, ed i bilanci dell'anno 1851 che si pubblicheranno fra pochi mesi, proveranno che le somme appartenenti ai fondi di riserva sono a quest'ora notevolmente aumentate.

La Compagnia presenta straordinarie cauzioni a' suoi contraenti; perchè *sino dall'anno 1840 fu regolarmente autorizzata ad esercitare le sue operazioni in questi R. Stati*, perchè lo statuto della sua costituzione fu approvato; perchè il R. Governo prescrisse ed ottenne nell'interesse de' cittadini Sardi una speciale garanzia, mediante ipoteca che la Compagnia accordò a suo favore sopra beni-fondi e consolidati in questo Stato; perchè infine possiede case, terreni e campagne in Piemonte per oltre L. 800,000.

La lealtà, con cui la Compagnia ha sempre proceduto in caso di danni, è generalmente nota. Ma è interessante a sapersi, come dall'anno 1832 a tutto l'anno 1850 abbia pagato l'ingente somma di L. 33,760,617, 55 ai suoi assicurati che ebbero a soffrire disastri. La Compagnia pubblica ogni anno colle stampe l'elenco dei danneggiati a cui pagò i compensi, e quello nell'anno 1851 verrà in breve diramato col mezzo delle Gazzette.

Oltre le assicurazioni contro i danni della grandine, la Compagnia assume, verso premii unici od annuali, il pagamento di:

PENSIONI VITALIZIE sopra una o due teste immediate o differite.

CAPITALI od ANNUE RENDITE, essendo in vita l'assicurato ad epoche convenute,

CAPITALI od ANNUE rendite *alla morte dell'Assicurato* avvenendo entro o dopo un' epoca determinata, ovvero anche alla morte dell' Assicurato, *in qualunque epoca avvenga.*

La Direzione ha deliberato recentemente di accordare nuove ed importanti facilitazioni per le sicurtà dell'ultima delle specie suaccennate, e di prestare inoltre le sicurtà pagabili in caso di morte, sotto una nuova forma, secondo il sistema inglese, facendo cioè partecipare gli Assicurati negli utili derivabili, senza che assumano l'obbligo di sottostare in nessun evento alle perdite. Più precise indicazioni si daranno quanto prima in proposito con altro programma, e frattanto per tutti i rami in attualità di esercizio ognuno potrà procurarsi le nozioni e gli schiarimenti che desiderasse in tutti gli Uffizii della Compagnia stabiliti in Torino e nelle diverse Città della Provincie.

L'uffizio dell'Ispettorato Generale in Torino è posto in via dei Conciatori, n. 27, piano primo.

Torino il 1° aprile 1852.

L'Ispettore generale per lo Stato Sardo della Compagnia delle assicurazioni Generali in Venezia
Ing. GIOVANNI PIOLTI

Pel 15 maggio 1852

RIAPERTURA
DELLA CERTOSA DI PESIO

PRESSO CUNEO IN PIEMONTE

STABILIMENTO IDROPATICO
E VILLEGGIATURA D'ESTATE

Sotto la direzione del Dottore BRANDEIS

La natura e l'arte son concorse a gara per rendere l'ex-Certosa uno de' più belli stabilimenti; ivi si trova tutto riunito: numerose e limpide sorgenti, aria salubre, ombrose vallate, fiume abbondante di trote, ricchi pascoli, edifizi spaziosi con grandi portici, cappella, gabinetto di lettura, bigliardo, parco; ecc. ecc. A questi pregi si aggiungono una grande regolarità ed esattezza nel servizio, ed ogni sorta di comodo ed eleganza, e moderati ne sono i prezzi.

Gli ammalati tra cura, pensione ed alloggio, pagano per settimana . . . . . L. 55.
I visitatori tra pensione ed alloggio . . . » 42.
id. id. pagano per giorno » 7.

Situata a piè del Colle di Tenda, sulla strada che da **Torino** mette a **Nizza** e **Genova**, la **Certosa** sembra dalla natura destinata a servire di convegno al mondo elegante. L'idropatia vi è praticata dietro i principi di Priessnitz. Onde poter dare al paese una guarentigia di certa scienza il signor BRANDEIS, capo dello Stabilimento, dottore di Parigi, di Bruxelles e di Napoli, si è fatto anche ricevere dall'Università di Torino.

Per più ampie informazioni recapito all'Amministratore sottoscritto.

FEDERICO GUARDUCCI.

SCIROPPO DI TAMARINDI

a Ln. 2. 50 il 1/4 di litro

DI FILIPPO VIORA

unico approvato con superiore autorizzazione

sigillato con stemma gentilizio

Un nuovo genere di rinfresco piacevole e salubre venne testè ritrovato dal confettiere e farmacista FILIPPO VIORA, il solo approvato dalle rispettive autorità. Esso è composto essenzialmente di sciroppo di tamarindo con gomma arabica, semplicissime sostanze; e nessun'altra bevanda è forse più atta di questa ad estinguere la sete.

Deposito in Torino, nella farmacia chimica del sig. Tacconis, già Cauda, via di Dora Grossa, num. 13;

In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;

In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Revanale, 167

DA VENDERE

unitamente o separatamente

1.° PALAZZO in Torino, via Nuova, de l'annuo reddito di L. 22[m]. circa, e da potersi ancora aumentare.

2.° TENIMENTO nei territorii di Cherasco e Marene, a piccola distanza dalla Strada ferrata di Savigliano, composto di signorile palazzo, giardino, fabbricati rustici, distinto in quattro cascine, in tutto ett. 140, are 41 (giornate 380 circa.)

Dirigersi dal notaio Giovanni Marietti, via Madonna degli Angeli, num. 5.

DA AFFITTARE *pel prossimo luglio*

APPARTAMENTO di n. 7 camere, 3 gabinetti e 2 soppalchi, con mobiglia o senza, in via di Po, n. 33, piano secondo. — Dirigersi al Caffè Nazionale.

ANNO SECONDO - 1852

COMMENTARIO DELLE LEGGI

Desunto dalle esposizioni dei motivi, dai rapporti delle Commissioni e dalle discussioni seguite nel Parlamento

Opera compilata dall'Avv. EDOARDO BELLONO

È USCITO IL FASCICOLO TERZO PEL 1852

contenente fra le altre leggi commentate

QUELLA SULLA PUBBLICA SICUREZZA

CONDIZIONI D'ASSOCIAZIONE

Per Torino L. **10**, per le Provincie L. **11**, franco di posta

Le associazioni si ricevono in Torino dal Compilatore, contrada di S. Agostino, porta num. 21, piano 2°, e dalla vedova Reviglio e Figli, librai in Dora Grossa.

COMUNE DI RIVA

PROVINCIA DI S. REMO

Resasi vacante la piazza di Medico-condotto, colla retribuzione di annue L. 700 a carico per due terzi del Comune per gli indigenti, e per un terzo dei proprietarii, s'invitano gli aspiranti a far prevenire al Sindaco locale la loro domanda a tutto il 3 maggio p. v.

Il Sindaco G. B. FILIPPI.

MUTUO. Cercansi dalle 8 alle 10m. lire a mutuo, per cui si fornisce ipoteca sopra uno stabile nella capitale. — Recapito dal notaio Cervini, via di Dora Grossa, num. 13, piano terzo.

A VENDRE

Deux MINES, une d'or, argent et cuivre gris, située sur la Commune de Bonneval, et l'autre de plomb argentifère dans la Commune du Bourg-St-Maurice, province de Tarantaise.

S'adresser pour les renseignemens et les conditions à Joseph Racca, bijoutier, rue Neuve, n. 16, à Turin.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

nel territorio di Cavoretto

Grande CASA di campagna, di nuova costruzione, con diversi membri divisibili, signorilmente mobigliati, con giardino, strada carrozzabile. — Dirigersi in Torino dal proprietario Ant.° Gramaglia orefice in via Nuova, n. 2.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Sei membri di Bottega a palchetto, si uniti che separati, via dell' Arcivescovado, casa Cirié, num. 10, ad uso di Banca o di Caffè. — Dirigersi ivi al portinaio.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

ALLOGGIO di 7 membri al 2.° piano;
Altro di 5 al 4.° piano.
Piazza Vittorio Emanuele, n. 6. Dirigersi ivi al portinaio

DA RIMETTERE

TRATTORIA avviatissima nel centro della capitale. Dirigersi al causidico Sassi, via d'Italia, n. 9 *bis*, p.° 1.°

NOTA

Con iscrittura privata del 17 corrente, depositata nella segreteria del Consolato di questa città, li Bossi Felice e Susto Gio. Battista addivennero alla risoluzione della società da essi contratta con iscrittura privata del 4 settembre ultimo scorso per l'esercizio del negozio d'abiti fatti, da essi tenuto sotto i portici di S. Lorenzo, il quale d'or innanzi sarà esercito dal sottoscritto, consolidando in sè tutto l'attivo e passivo della cessata ragion di negozio.

Torino, li 19 aprile 1852.

FELICE BOSSI

NOTA

Si notifica che al seguito delle provvidenze emanate dal tribunale di prima cognizione, e dal Magistrato d'Appello di questa città, avrà luogo il 30 del corrente aprile, ed alle ore 9 mattutine, avanti il sullodato tribunale, via della Consolata, n. 1, casa d'Ormea, il secondo incanto e definitivo deliberamento dei beni posti in subasta ad instanza del sig. teologo Domenico Sola, contro il sig. avvocato Giovanni Matteo Romano, situati sul territorio di Carmagnola, ristrettivamente però alle pezze campo e prati altenati, descritti ai numeri 3, 4, 5 e 6 del bando venale, visibile dal proc. sottoscritto, ed al prezzo stato pure ristretto a L. 2,000, e condizioni di cui in esso.

Giolitti sost. Gili.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 8) La drammatica Comp. Reale recita: *La moglie dell'artista* — con farsa.

D'ANGENNES (ore 8) Compagnie française: *Paris voleur.*

SUTERA (ore 8) Opera buffa: *La Regina di Leone*, del maestro Villanis.

NAZIONALE (ore 8) Opera: *Il Gondoliero*, musica del maestro Checamonti. — Con ballo: *Il trionfo di Atamaro.*

GERBINO (ore 8) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Una battaglia di donne.*

CIRCO SALES a porta palazzo (ore 8) La Comp. Tassani recita: *Il conte di Monte Cristo.* (Valefort)

DIURNO vicino alla Cittadella (ore 4 1/2) Comp. Billi recita: WAUXHALL. Ballo con tombola tutte le domeniche.

SALONE DEL WAUXHALL.

Colla stagione di primavera si ripigliarono i soliti balli con tombola nell' elegante e comodo ritrovo del *Wauxhall*. Ogni domenica vi si ripetono con sempre maggiore frequenza di pubblico. La scelta musica, l'ordine nell' andamento e la decenza del servizio, le prese disposizioni a togliere l'eccesso vo calore della sala, rendono questo locale molto adatto a simil genere di divertimenti, che sono comuni a tutte le grandi capitali.

(Art. com.)

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 97 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

GIOVEDI' 22 APRILE

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino . . .	L. 40	21	11
Per le Provincie . .	» 48	25	13
Per l'Estero . . .	» 80	42	22

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., nell'udienza dell'8 corrente aprile, ha collocato a riposo sopra sua domanda Antioco Pitzolu, tesoriere della provincia d'Iglesi, e per Decreto Reale del 16 stesso mese, ha nominato a tesoriere provinciale, con destinazione alla tesoreria d'Iglesi, l'avvocato Nicolò Dejas, già reggente il censorato diocesano d'Ales.

S. M., con Decreti dell' 8 aprile 1852, ha fatto le seguenti nomine e disposizioni:

Frè Paolo, luogotenente nel Corpo de'Carabinieri Reali, trasferto collo stesso grado nel 12 reggimento di fanteria;
Traglio Giovanni, luogotenente nel reggimento Cavalleggeri di Novara, nominato brigadiere furiere nella compagnia delle Guardie del Corpo di S. M.;
Minuto Luigi, sottotenente nel reggimento Cavalleggeri d'Aosta, promosso al grado di luogotenente nel reggimento Cavalleggeri di Sardegna;
Marengo Giuseppe, sottotenente nel 13 reggimento di fanteria, trasferto collo stesso grado nel reggimento Cavalleggeri di Sardegna;
Ballero Benedetto, furiere nel reggimento Cavalleggeri di Sardegna, promosso al grado di sottotenente nello stesso reggimento;
Chiama Lorenzo, sergente, id.;
Aru-Serra Vincenzo, id., id., id.;
Calleri Tommaso, sergente nel Corpo Reale d'Artiglieria, promosso al grado di sottotenente nel reggimento Cavalleggeri di Sardegna;
Bastian Prospero Luigi, capitano aiutante maggiore di piazza a Thonon, collocato in aspettativa per motivi di famiglia;
Fornaca Cesare, sottotenente nell'11 reggimento di fanteria, collocato in aspettativa in seguito a sua domanda per motivi di salute;
Gasca dott. Gaetano, chirurgo della compagnia delle Guardie del Corpo di S. M., collocato in aspettativa per soppressione d'impiego;
Berchet cav. Ambrogio, colonnello di cavalleria, ora in aspettativa, collocato a riposo;
Ferrero della Marmora cav. Ferdinando, maggiore di cavalleria, maresciallo d'alloggio nella compagnia Guardie del Corpo di S. M., id. id.;
Sbravati Paolo, già capitano nel soppresso 23 reggimento di fanteria, id. id.;
Brunet nob. Giacomo Filippo, capitano nel 2 reggimento di fanteria, collocato in riforma in seguito a sua domanda, conferendogli in pari tempo il grado di maggiore nell'armata;
Elia dottore Francesco, chirurgo maggiore nella compagnia Guardie Reali del Palazzo, collocato a riposo;
Valdes Francesco, sottotenente nel 7 reggimento di fanteria, id. in seguito a sua domanda;
Charletty Giulio, luogoten. nel Corpo dei Carabinieri R., id. id.;
Leone G o. Antonio, guardarme nella fortezza d'Exilles, id. in seguito a sua domanda;
Baretta Gio. Batta, guardarme nel forte di Casale, id., id.;
Ardoin Onorato Francesco, capitano nel 3 reggimento di fanteria, ora in aspettativa, collocato in riforma in seguito a sua domanda;
Mossa cav. Antonio, già sottotenente nel reggimento Cacciatori di Sardegna, ora in aspettativa, dispensato da ulterior servizio;
Brunelli nob. Francesco, sottotenente di fanteria in aspettativa, id.;
Amprimo Angela, vedova del capitano in ritiro Gio. Pietro Virano, accordatale un'annua vitalizia pensione;
Peyron Giuseppa Maria, vedova del maggiore in ritiro barone Francesco Mondella, id.;
Roich D. Francesco, colonnello comandante il Corpo degl'Invalidi di Sardegna, collocato a riposo;
Salazar D Efisio, maggiore nel Corpo Invalidi di Sardegna, id.;
Piredda Giovanni, id. id., id.
Ceva N colò, capitano id., id.;
Romanino Antonio, id. id., id.;
Satta Luigi Giorgio, id. id., id.,
Vaccarezza Simone, luogotenente id., id.;
Garan Lu gi, id. id., id.;
Pitzalis Emanuele, sottotenente id., id.;
Graj Giuseppe Giovanni, id. id., id.;
Carro Faustino, id. id., id.;
Sbrezza Francesco, id. id., id.;
Depietri Tommaso, id. id., collocato in riforma;

Con Decreti del 12 corrente:

Robecchi dottor Carlo, medico divisionale di prima classe nel Corpo sanitario militare, addetto al Corpo Veterani ed Invalidi, collocato in aspettativa per soppressione d'impiego;
Balestra dottore Luigi, medico di reggimento di terza classe nel Corpo sanitario militare, ora in aspettativa, richiamato in servizio effettivo nello stesso Corpo;
Muggiani Enrico, farmacista di seconda classe nel Corpo sanitario militare, aggiudicato alle spedale divisionario d'Alessandria;
Rossetto Giuseppe, sottotenente aiutante di piazza all'isola della Maddalena, collocato a riposo dietro sua domanda;
Cassinelli Felice, id., id. a Sassari, id.;
Ballero D. Pietro Maria, luogotenente aiutante di piazza a Nuoro, collocato in riforma;
Debernardi Carlo, sottotenente nel Corpo del Treno di Provianda, collocato a riposo;
Sicca Giuseppe, id., id., id.;
Tuvo Gio. Battista, guardamagazzini presso l'Azienda generale di guerra, con titolo e grado di sotto commissario di guerra, id. in seguito a sua domanda;
Pasella Giuseppe, luogotenente delle Torri di Sardegna, dispensato da ulteriore servizio;
Cordiglia cav. Nicolò, id. id., id.;
Parpaglia cav. Pietro, id. id., id.;
Delogu cav. Antonio, id. id., id.;
Segni cav. Francesco, id. id., id.;
Pompejano Vincenzo, id. id., id.;
Selis Francesco, id. id., id.;
Piso-Porcu Antonio, facente funzioni di luogotenente delle Torri di Sardegna, id.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. *Torino, 21 aprile.*

Oggi la Camera dei Deputati non tenne seduta pubblica. Per la tornata di venerdì, 23 aprile, è stabilito il seguente

ORDINE DEL GIORNO.

1. Nomina della commissione per l'esame dei tre progetti di legge relativi al catasto ed all'imposta prediale.
2. Discussione del progetto di legge relativo alla Convenzione consolare conchiusa il 4 febbraio 1852 colla Repubblica Francese.
3. Discussione del progetto di legge per l'istituzione di una cassa sociale dei maestri elementari per sussidii e pensioni di ritiro.

L'Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro ha fatto celebrare nella sua Basilica Magistrale un *Triduo* per implorare dall'Altissimo il desiderato ristabilimento in salute del Commendatore Pier Dionigi Pinelli, Primo Segretario di S. M. pel Gran Magistero dello stesso Ordine, e Presidente della Camera dei Deputati.

REGIA UNIVERSITA' DI TORINO.

Visto il disposto dal capo IV del regolamento per la Facoltà legale pubblicato con manifesto del cessato magistrato della riforma del 5 agosto 1846, e ritenuta la deliberazione presa in sessione del 15 ottobre 1849, approvata dal Ministero di pubblica istruzione con dispaccio del 22 successivo novembre, il Consiglio Universitario ha deliberato che abbia luogo anche in questo anno la distribuzione dei premi stabiliti a favore dei signori laureati in leggi, e dei signori laureati in teologia, i quali avranno regolarmente compiuto il corso completivo nelle anzidette Facoltà, e si saranno in esso maggiormente distinti.

I giorni in cui avranno luogo gli esperimenti di concorso, e quelli nei quali i signori aspiranti dovranno farne la dichiarazione nella Segreteria dell'Università, saranno ulteriormente notificati.

Le discipline stabilite per gli aspiranti ai suddetti premi formano l'oggetto di apposita notificanza nell'interno del palazzo dell'Università.

Torino, dalla Segreteria dell'Università degli studii

Il Segretario Capo d'Ufficio GARNERI.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato Centrale.

Adunanza del venerdì 23 aprile 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO

Continua la discussione del progetto di Legge intorno all'amministrazione generale della pubblica istruzione presentato dal Ministro al Parlamento.

MINISTERO DELLE FINANZE.

Quadro comparativo delle riscossioni fatte durante il mese di marzo 1852 sovra tutti i prodotti indiretti amministrati dall'Azienda Generale delle finanze, con quelle fatte nello stesso mese 1851, in Terraferma.

	1852	1851	Differenza in più	Differenza in meno
Dritti d'insinuaz. e tabellione	681110 29	680426 52	685 72	» »
id. d'emolumento	101501 22	95017 24	6485 98	» »
id. giudiziarii	63287 23	59153 87	6165 36	» »
id. d'ipoteche	53258 14	29739 41	5518 73	» »
Esazioni demaniali	137419 63	158815 91	» »	21494 28
Multe e pene pecuniarie	20961 43	21761 15	» »	799 72
Tasse di finanza	2569 23	3054 98	» »	685 75
Spese di giustizia ricuperate	23196 11	21702 85	3493 26	» »
Tasse di successione	154478 15	67459 88	87018 27	» »
Tasse sulle vetture pubbliche	4910 59	4684 90	226 49	» »
Dritti di bigliardi, passaporti	7784 80	2369 20	5415 60	» »
Prezzo dei libretti degli operai	383 50	345 »	70 50	» »
Carta bollata	504713 26	249626 17	55087 09	» »
Carte da giuoco e tarocchi	9211 »	6133 »	3078 »	» »
Concorso di provincie, comuni e particolari nell'arginamento dell'Isère ed Arc	» »	10449 61	» »	10449 61
Tassa sulle usine	50 »	95 »	» »	65 »
Strade ferrate	199624 02	190530 30	9093 32	» »
Servizio sanitario	8370 32	1957 30	6413 02	» »
Rimborso prezzo munizioni somministrate ai comuni per la guardia nazionale	3 92	» »	3 92	» »
Ricupero prezzo quadri sinottici del sistema metrico decimale	32 10	14868 45	» »	14836 35
Istruzione pubblica	12794 10	» »	12794 10	» »
Tassa sui corpi morali-manimort.	56380 59	» »	56380 59	» »
Dritti fissi di navig. e dritti per licenza di pesca in mare	91 »	» »	91 »	» »
Id. di patenti di nazionalità di legni mercantili	60 92	» »	60 92	» »
Collegi notarili	197 25	» »	197 25	» »
Diplomi per le cause di revisione	2349 75	» »	2349 75	» »
Dritti per ammessi agli esami e spediz. di patenti di capitano di marina ec.	21252 75	» »	21252 75	» »
Vendita di beni demaniali (Legge 8 febb. 1851)	459511 78	» »	459511 78	» »
Totali	2289164 85	1618135 64	719309 90	48350 69
Differenza in più			719309 90	
id. in meno			48350 69	
Resta in più			670979 21	

Appendice

STATISTICA GIUDIZIARIA

DEGLI STATI SARDI PER GLI ANNI 1849 E 1850.

VOLUME PRIMO.

(Giustizia civile e commerciale e contenzioso amministrativo)

(Continuazione e fine, vedi num. 92, 93)

MATERIE DIVERSE.

XXXVII. Toccato de' conflitti fra le autorità giudiziarie e amministrative che furono due soli intorno a che il tribunale si dichiarò incompetente, la tavola

XXXVIII rende conto degli arresti personali nelle tre materie delle qualità personali dei condannati, della durata e dei motivi delle condanne, dei valori dei crediti, delle esecuzioni, delle qualità personali dei debitori e dei creditori, dei rilasci e delle durate del sofferto imprigionamento.

Grande fu il numero delle comminatorie nei due anni; si elevarono a 1322 (da Genova 1072, *tribunale di commercio*) sopra 1164 persone, di cui 108 donne, 37 stranieri, 89 non commercianti; ma gli arresti furono soltanto 33 (uno solo del genovesato). Applicato il minimo della pena ai più e ottenuti presti rilasci, si ridusse che al fin del 1850 soli 7 individui erano arrestati per debiti in tutto il regno, e per cagion commerciale.

XXXIX. Questa tabella che ha grande relazione con quella dei fallimenti contiene la somma delle vendite giudiziarie che nel 1849 furono ordinate in numero di 1525, e nel successivo in 1538. Le eseguite nel primo anno furono 941 (le più in Piemonte) per lire 7,754,846 66; quel nel secondo furono 953 per lire 10,261,582 36. Vendite 1046 nei due anni furono di proprietà rurali, 248 d'immobili urbani; 640 proprietà miste; di falliti 32, espropriazioni forzate 1586. Nel 1849 nel nono e nel 1850 nel decimo delle vendite il prezzo di aggiudicazione non superò le 500 lire. Nel 1849 quattordici vendite furono di considerevol valore (oltre le 50 mila lire) nel 1850 ne furono trentadue, e le subirono Piemonte e Genova. Una sola vendita ebbe Sardegna nel 1849 fra le due e le cinque mila lire, ma ne ebbe sei del complessivo di lire ventimila.

Per apprezzare le cifre di questa tavola è necessario avere innanzi per ciascuna giurisdizione la superficie territoriale, la popolazione e il contributo.

	Superf. ch. q.	Popolaz.	Contr. pred. pers. e mob.	Valore delle vendite eseg. nei due anni.
Savoia	11054 02	583812	1113971 63	3374158 25
Piemonte	20796 31	1866253	6478639 15	6894621 10
Nizza	4193 41	248346	470632 64	996979 »
Genova	5447 34	721911	904472 44	4500475 18
Casale	9890 02	955006	5550557 65	1905107 65
Sardegna	24075 82	547712	1470600 02	25087 84
	75436 92	4922440	15988873 58	17696429 02

Questo capitale, di più che diecisette milioni e mezzo, spostato di luogo e passato ad altre mani figurando una condizione diversa da quella nella quale era situato, deve avere subitamente il registro di quell'altro che rappresenta la somma de' risparmi dati ad ordinarsi ad altre mani, sotto cautela di un capitale corrispondente e fermo a disposizione del circolante.

XL. Le iscrizioni ipotecarie prese per l'anno 1849 fra legali, convenzionali e giudiziali furono 88,055, pel valore complessivo di L. 154,726,624 06. Nell'anno istesso si rinnovarono ipoteche 4,418; quelle di somma certa sono segnate per L. 10450319 90
Si surrogarono 1,244; per somma certa . . » 6876421 87
Ridotte 1,098, di cui 503 per somma certa . 595
per limitazioni.
Le riduzioni per 750 crediti in . . . . . » 4829381 84
Cancellate 4,187; per somma certa . . . . » 26196341 91
Atti di donazione 154, di vendita 6,564; in tutto per . . . . . » 17528570 91

XLI. Notai 2445 scrissero 253780 atti; dei quali, 102211 di vendita, 21024 di testamenti, 16989 di mutui, 10716 di sponsali e convenzioni matrimoniali, 42 di rinuncie per ingresso a case religiose, 205 per atti di società, 25 per ricognizioni di figli, 5918 per divisioni, 3867 per donazioni, 3693 per modificazioni di possessi, 2498 per fideiussioni, 2420 per locazioni, 2145 per transazioni, 2827 per inventarii di successioni.

Il maggior numero d'atti ebbero Cuneo (divisione) 30768, Torino 29547, Alessandria 21854, Ciamberi 21461; il minore, Savona 11702. La Sardegna 17982; maggior numero nella divisione di Cagliari, minore in Nuoro.

Rara la stipulazione di comunione di beni matrimoniali, appena sopra 100 costituzioni di dote, una di 40 mila lire; rari i figli naturali riconosciuti; in 7677 testamenti divisa la sostanza paterna fra i figli; in 1479 data in tutto o in massima parte al primogenito, onde sopra 7 padri uno tende a concentrare il suo nel primo nato: massima cotal tendenza a Nizza, Savona e Alessandria. Povere le largizioni a chiese o corpi religiosi, ma numerose (1463). Le vendite 4985 fatte con patto di riscatto; le vendite di immobili 94235, una sopra 1059 da lire 50000 a 100000; ma sopra 2192 oltre le 100000 lire. Mutui senz'ipoteca 10 dalle 10 alle 50 mila lire, una sopra le 100000 lire segno di onore pregiato.

www.internetculturale.it

Quadro comparativo dei prodotti dell'*Insinuazione e Demanio* di Terraferma durante il mese di marzo 1852.

1852	1851	1850	1849	1848
2289164 85	1618185 64	1218489 05	869488 45	927078 86

RISULTATO

1852 aumento	rispetto al	1851	L. 670979 21
	»	1850	» 1070675 80
	»	1849	» 1399676 42
	»	1848	» 1362085 99

Quadro comparativo dei prodotti dell'*Insinuazione e Demanio* di Terraferma durante i mesi di gennaio, febbraio e marzo (1° trimestre) 1852.

1852	1851	1850	1849	1848
6312119 66	4632937 99	3509348 58	2816946 95	3023207 99

RISULTATO

1852 aumento	rispetto al	1851	L. 1679181 67
	»	1850	» 3002771 08
	»	1849	» 3695172 75
	»	1848	» 3488911 67

Dat. Torino, il 20 aprile 1852.

Il Segretario Capo della 2ª Divisione
DELLALONGA.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 1 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuni dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Prima inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
1	Romero avvocato Bernardo e sua figlia Luigia.	668	1848 8bre	160 »	1848 7 7.bre	Mondovì
2	Berra Giuseppe come tutore de' fratelli Monti minori.	1538	29 xbre	50 »	detto	Ivrea

Torino, il 20 aprile 1852.

L'Ispettore Generale F. CACCIA.

Nel numero 261 dello scorso anno (4 novembre) già abbiamo pubblicato un avviso dell'Amministratore giudiziario della Compagnia d'Assicurazioni sulla vita intitolata *La previvance*, col quale fra le altre cose, nell'interesse degli assicurati li invitava a far presentare al suo uffizio, per mezzo d'intermediari di loro scelta, e nel più breve termine le rispettive polizze e quitanze.

Per mettersi in grado di stabilire ed assicurare al più presto i diritti che regii sudditi possano avere verso quella Compagnia, lo stesso Amministratore avendo testè rappresentato di bel nuovo come gli occorra che gli sieno inviate le accennate polizze e quitanze, stimiamo opportuno di ciò notificare agl'interessati, invitando gli altri giornali a fare altrettanto per maggiore pubblicità.

Notiamo altresì che le polizze e quitanze che fossero trasmesse all'autorità politica della provincia, verranno per mezzo del Ministero Esteri e del Regio Rappresentante in Parigi fatte rimettere al suddetto Amministratore.

LOMBARDO-VENETO

L'I. R. DELEGAZIONE PROVINCIALE DI BERGAMO,

Avviso.

Dietro superiore adesione col giorno 22 prossimo venturo agosto si aprirà in questa città di Bergamo la solita fiera annuale di S. Alessandro, ed avranno luogo in tale occasione le consuete facilitazioni daziarie rispetto al bestiame che si vorrà introdurre dall'estero allo scopo di procurarne la vendita in detta fiera, sotto condizione però dell'esatta osservanza delle determinazioni contenute nei §§ 222 e 225 del regolamento doganale.

Si ricorda poi l'obbligo che corre a ciascun concorrente di esattamente adempire, oltre alle cautele e discipline finanziarie, ben anco a tutte le vigenti leggi sanitarie e di pubblico ordine e sicurezza.

Bergamo, il 6 aprile 1852.

L'i. r. vice-delegato provinciale dirigente
DEHÒ.

DUE SICILIE

Altre quattro scosse di tremuoto s'intesero in Melfi: la prima a mezz'ora di notte del 30 marzo, sussultoria, intensa e della durata di 2 a 3 secondi; l'altra ad ore 2 e mezzo stessa sera, sussultoria pure e di forza e durata simili alla prima; la terza ad ore 16 e mezzo del 2 di questo mese, sussultoria-ondulatoria, di eguale intensità e durata; l'ultima vementissima alle ore 16 e tre quarti dello stesso giorno, sussultoria-ondulatoria, della durata di 7 ad 8 secondi, seguita da cupo e prolungato rombo. La pubblica costernazione fu massima; tutta la gente fuggiva sconfortata in mezzo alle strade, ma vedevasi obbligata a rientrar nelle case dall'imperversare di orribile uragano, scoppiato poco dopo il commovimento della terra ed accompagnato da spaventevoli tuoni. Da varii giorni prima partivano dal Vulture frequenti e fragorosi muggiti. L'ultima scossa fu pure intesa in Napoli, Barile, Rionero e Venosa.

SVIZZERA

BERNA, 18 *aprile*. Gli svizzeri, abitanti in Olanda, aprirono anche registri per la sottoscrizione nazionale. La sottoscrizione molte si promuove assai vivamente in tutti i cantoni, e senza dubbio, il residuo debito del Sonderbund si estinguerà col concorso della confederazione. L'assemblea federale, dice la *Suisse*, compirà l'opera così bene incominciata, qualora non bastino le sottoscrizioni ottenute.

— L'industria del cotone occupa nella Svizzera 200 filature con 800,000 rocchetti per incannare il filo, 4,000 mestieri, e circa 120,000 operai, che, in complesso, lucrano più di 17,000,000 fr. Il suo capitale è di 50,000,000 fr.

L'industria serica, con ugual capitale, occupa 50,000 operai, i quali lavorano attorno a 20,000 diversi mestieri, e guadagnano circa 15,000,000 fr. annualmente.

Il lavoro delle miniere, con cinque milioni di capitale, impiega 10,000 operai, il cui salario, in complesso, ammonta a 2 milioni.

La fabbricazione del tabacco somministra lavoro a 4,000 persone.

Le manifatture di tela fruttano 279,000 fr. a mille operai.

Nelle fabbriche di carta, 800 operai guadagnano 256,000 fr.; 64,000 persone, sì padroni che operai, lucrano otto milioni duecento quarantacinque mila franchi per l'intrecciamento delle paglie. (*Suisse*)

ARGOVIA, 15 *aprile*. Il gran consiglio ha nominato il nuovo governo: conservò quattro antichi membri, i signori Blattner, Schwarz, Siegfried e Wagner. I tre membri nuovamente eletti sono i signori Schaufenbühl, Hanauer e Suter.

Il sig. Waller fu eletto a presidente del gran consiglio.

Cinque membri della corte d'appello furono rieletti.

GINEVRA. Il *Journal de Genève* osserva, che in seguito all'apertura della strada ferrata bavarese da Kaufbenern a Kempten, e cominciando dal 1° di maggio prossimo si potrà da Ginevra giungere a Monaco o ad Augusta, nella sera del terzo giorno, ed a Lipsia nella sera del quarto giorno, passando per Berna e Zurigo.

— Il sig. Poitevin, il celebre aeronauta di Parigi, ha annunziato un'ascensione equestre a Plainpalais, pel 18 aprile.

TICINO. Ripetendosi gli avvisi sull'importazione di pretesi vini di Francia nel cantone, il Consiglio di Stato ha risolto di richiamare le municipalità alla esecuzione del decreto 5 luglio 1846 sui vini adulterati, d'incaricare i commissarii di intraprendere, secondo le emergenze, delle visite straordinarie, con assunzione di periti, ai principali depositi di vini, e d'interessare la direzione dei dazi del IV circondario federale a disporre che gli impiegati dalla medesima dipendenti notifichino mano mano alle rispettive municipalità la professione dei vini (*G. T.*)

FRANCIA

PARIGI, 18 *aprile*. Troviamo nella *Patrie* i seguenti nuovi particolari sulla festa del 10 maggio:

Secondo le indicazioni ufficiali che abbiamo raccolte, non vi sarà mai stata cerimonia più grandiosa e più solenne. Tutti i corpi dell'esercito e delle truppe di mare vi saranno rappresentati da deputazioni: i reggimenti dell'esercito d'Italia, come quelli dell'esercito d'Africa, senza alcuna eccezione; tutti verranno a raunarsi intorno al Capo dello Stato: le scuole militari e i reggimenti di antica formazione, quelli creati nell'Algeria, gli spahi, i zuavi, i bersaglieri indigeni che già fecero le loro prove e son divenuti soldati francesi. I principali capi arabi dell'Algeria domanderanno di poter venire colle deputazioni dell'esercito, locchè è una novella prova del loro desiderio sincero di restar uniti alla Francia.

Le truppe dell'esercito di Parigi e della prima divisione militare vi assisteranno in corpo, e saranno tutte raccolte sul Campo di Marte, presentando un totale di 53 battaglioni e di 57 squadroni.

Immense tribune, magnificamente decorate, si erigeranno dinanzi alla facciata della Scuola Militare; in mezzo, quella del principe presidente; a destra e a sinistra, quelle dei grandi corpi dello Stato, degli ambasciatori e dei membri del corpo diplomatico. Una tribuna di più di 1,500 posti sarà riservata per gli stranieri ragguardevoli che da tutte le parti dell'Europa vengono ad assistere a questa solennità.

Altre tribune potranno contenere un'immensa folla di spettatori. La religione sarà chiamata a dare a questa festa il carattere di grandezza e di maestà che le si addice: una messa solenne celebrata sopra un altare monumentale, eretto nel mezzo delle truppe, invocherà sull'esercito, sul principe e sulla Francia le benedizioni dell'Altissimo.

Poscia, dalla sua tribuna, il principe presidente consegnerà a ciascun capo di corpo l'aquila del suo reggimento, ricordanza di gloria, simbolo di disciplina. Quindi tutto l'esercito presterà il giuramento di fedeltà. Il disfilamento terminerà questa magnifica cerimonia, unica nel suo complesso, e degna d'un gran paese qual è la Francia.

Nel seguente giorno l'esercito offrirà una festa al principe presidente. Nella giornata, ricreazioni militari sul Campo di Marte, terminate con un immenso fuoco d'artifizio, interamente composto ed eseguito dall'artiglieria, il quale sarà incendiato sulle alture di Chaillot, e alla sera festa da ballo alla Scuola Militare.

— Il progetto di stabilimento d'un palazzo di cristallo nei Campi Elisi procede innanzi con grandissima attività. Una compagnia, formata di capitalisti, ha già sottoscritto pei 10 milioni necessarii a quest'impresa, ed è occupata in questo momento ad esaminare i piani che le sono sottoposti da un gran numero di architetti francesi e stranieri. Il sig. Sallandrouze di Lamornaix, già commissario del governo all'esposizione universale di Londra, è alla testa di questa società.

Si citano fra i piani proposti quelli dei sigg. Heltorf e Moreau, architetti che presentano parti assai lodevoli. Il palazzo di cristallo deve essere costruito in modo da poter essere facilmente appropriato a varie destinazioni. Esso dovrebbe servire: 1° alle annue esposizioni di pittura e di scultura; 2° alle esposizioni quinquennali dei prodotti dell'industria, e, se occorre, alle esposizioni universali; 3° a evoluzioni di truppe.

Pare che stia molto a cuore al governo di avere, come si ha in Pietroburgo, un vasto locale coperto, ove si possa in ogni tempo far esercitare la truppa di linea ed anche la cavalleria.

Bisognerebbe per conseguenza che il palazzo di cristallo fosse formato d'una vasta rotonda, situata nel centro dell'edifizio. Il suo pavimento dovrebbe esser mobile, in guisa da potere esser tolto via pel caso in cui si volesse adoperar la rotonda a esercizi di cavalleria.

— Leggesi nella *Presse*: Riceviamo alcuni nuovi particolari relativi al gran teatro popolare che il presidente della repubblica vuole far costruire tra la porta Saint-Denis e la porta Saint-Martin. Il privilegio di questo teatro è già dato positivamente al sig. Arnault, direttore dell'ippodromo. Giusta i piani proposti, la scena sarà estesa abbastanza per contenere uno squadrone intero di cavalleria. Non vi sarà che una sola classe di posti, e il prezzo ne sarà fissato invariabilmente a 50 centesimi.

— Con un dispaccio telegrafico il ministro della polizia generale raccomanda ai prefetti non più dirigere espulsi verso il Belgio, ma bensì verso l'Inghilterra. La Spagna riceverà egualmente alcuni esiliati dei dipartimenti meridionali, alla duplice condizione che abbiano mezzi di sussistenza e non risiedano presso le frontiere. Gl'internati che prefer essero lo spatriamento all'internamento, riceveranno dalla prefettura, sulla loro domanda, passaporti per uno di que' due paesi.

— Il presidente di Belleyme fece sabato mattina l'apertura del testamento di S. A. R. il principe Paolo di Wurtemberg.

Questo testamento, fatto nella forma mistica, era stato affidato dal principe al sig. Enrico Yver, notaio in Parigi.

L'apertura fecesi alla presenza del principe Nicolò di Nassau, uno dei nipoti del principe defunto; del barone di Waechter, ministro plenipotenziario di Würtemberg, e di sei testimonii che firmarono l'atto di soscrizione. Il principe nomina a suoi esecutori testamentarii i signori Berryer e Mitouflet.

— Il defunto maresciallo Gerard era nato a Damvilliers (Mosa) il 4 aprile 1773; ed aveva perciò 79 anni e 13 giorni.

Egli entrò volontario nel 2° battaglione del suo dipartimento nel 1791. Era a Fleury. Fu aiutante di campo di Bernadotte; colonnello ad Austerlitz; generale di brigata nella campagna di Prussia; generale di divisione il 23 settembre 1812; conte dell'Impero nel 1813; maresciallo di Francia il 17 agosto 1850; deputato, pari di Francia; generale in capo alla presa della città d'Anversa nel 1832; due volte ministro della guerra, due volte presidente del consiglio dei ministri; comandante in capo della guardia nazionale della Senna; due volte gran cancelliere della Legion d'Onore, gran croce dell'Ordine istesso fin dal 29 luglio 1814. È stato a tutte le campagne; prese parte a tutte le grandi battaglie dell'Impero. Carlo X lo nominò ministro della guerra il 29 luglio 1830. Era il decano dei marescialli.

— Da lungo tempo il commercio d'Algeri domandava lo stabilimento d'una borsa che era resa necessaria dal numero crescente degli affari e dall'importanza delle transazioni che si operano ogni giorno sulla piazza d'Algeri, centro del governo e del movimento generale dell'Algeria. Crediamo di poter affermare, dice un giornale del mattino, che una tal quistione interessante pel commercio algerino è stata risolta in un senso affermativo, e che il decreto d'autorizzazione dello stabilimento della borsa d'Algeri sarà promulgato quanto prima.

INGHILTERRA

LONDRA, 17 *aprile*. Si legge nello *Standard*: Scrivono da Woolwich in data del 15:

Una transatta ogni ab.	9152	10449
Per chil. q.	139 98	155 58
Una di giurisdizione volontaria ogni ab.	2965	2472
Per chil. q.	44 82	37 89
Negli affari *commerciali*.		
Una causa ogni ab.	716	565
Per chil. q.	10 98	8 69
Una sentenza definitiva ogni ab.	1205	1152
Per chil. q.	18 48	17 66
Una transazione ogni ab.	18040	4100
Per chil. q.	276 59	311 80

Negli affari civili più questioni sono in Savoia e meno in Genova; pei commerciali più in Genova, e meno in Casale. Di società commerciali una fu ogni ab. 31353 27195

Di fallimenti uno ogni ab.	98448	64768
Sopra chil. q.	1509 13	992 85
Una vendita giudiziaria ogni ab.	5231	5167
Relativa ad ogni ab. per lire	1 70	2 20
Una iscrizione ipotecaria per ogni ab	55	»
Per chil. quad.	0 85	»
Relativa ad ogni ab. in lire	31	»
E ad ogni chil. q. lire	2050	»

La commissione con questo mirabil volume diede i maggiori argomenti a preparare gli studi alle migliori riforme di molte istituzioni.

Non facili alla lode siamo compresi di riverenza e di gratitudine ai compositori di questo nobilissimo volume. Non sembra che nella necessità che tutti hanno di conoscere le condizioni morali e industriali del paese debba andare come tante altre importanti fatiche sconosciuto. La sua mole nol renderà di facile acquisto, ma il Governo hanne sparso buon numero, e parecchi giornali un bel tratto ciascuno hanno dato che valga a persuadere come eloquentissimo sia, e altamente prossimo a chi si studi di penetrare nella cognizione dei pubblici bisogni per suggerire i mezzi di provvedervi, massime ora che tutti i più intelligenti ed attivi sono chiamati a partecipare al santissimo officio di render prospero e onorato il paese. Parte preziosa della statistica giudiziaria sarà la penale, e chi ha dato questo volume non potrà che darci eccellentissimo l'altro che rappresenterà la moralità del paese, e servirà di guida al criterio sopra parecchi fatti registrati nella giudiziaria civile e commerciale, conciossiachè tutti i movimenti giuridici attivi o passivi sono condotti dalla moralità in gradi varii secondo la sua maggiore o minore forza.

Quando avremo una compiuta statistica dell'istruzione, cotesta forza della moralità meglio potrà calcolarsi, e allora meglio si vedrà se certo numero di questioni civili, commerciali, amministrative siano sintomi di crescente o di decrescente prosperità; se provengano invece da insufficiente educazione, o se siano incalzate dalle esigenze del benessere che vuole avanzare e che trova ostacoli nella ancor troppo grossa ignoranza, alla quale, come vediamo, ogni città, ogni provincia animosamente ha tolto a far guerra. Questa nobilissima statistica onora grandemente i suoi autori, e il Piemonte che li tiene; conciossiachè dunque non manca studio, nè virtù, nè animo, nè rispetto alla libertà e al ben pubblico, e stabilito un sì importante documento comparativo della prosperità dello Stato, il governo moralmente promette che tutti i suoi sforzi, tutte le sue industrie varranno all'ognor crescente ben del paese. I governi che non vogliono il bene odiano le statistiche; se costretti a darle, affidanle agl'inesperti onde ogni aspettativa rimanga delusa; i governi buoni e leali le chieggono e le procacciano quanto pienissime, e ai migliori ingegni le danno a formare. L. S.

XLII. Tre quarti del numero delle provvisioni ecclesiastiche bisognose dell'*exequatur* riguardano in dispense matrimoniali. Le provvisioni nel primo anno 1640, nel secondo 2230.

XLIII. Pensioni sopra beneficii ecclesiastici del regno, sette nel 1849 per lire 1710 fra tutte, dieci nel 1850 per lire 3520, la massima. Compiuta la statistica civile, si diede conto nella tavola I. XLIV del movimento nel personale giudiziario, notarile e contenzioso amministrativo da cui si hanno le ragioni di quelle migliori sollecitudini governative dalle quali dove più bisogno è, meglio gli affari si spacciano.

XLV. E nell'ultima un sommario compendioso, ma assai ben disegnato di tutti i lavori di ciascun magistrato o tribunale in corrispondenza della composizione del suo personale per individui, classi e sezioni; dal quale apparisce la continua e crescente diligenza e lo studio viemmaggiore per la speditezza degli affari, e per la più precisa determinazione del giusto. Da cotale lavoro apparisce che fu introdotta una causa

	Nel 1849	Nel 1850
in *appello* ogni abitanti	655	675
Per chilometri quadrati	40 03	10 36
Data una sentenza definitiva ogni ab.	2492	2422
Per chil. q.	32 22	37 28
Una causa transatta ogni ab.	26183	25771
Per chil. q.	401 56	395 06
Un affare di giurisdizione volontaria ogni ab.	8774	7435
Per chil. q.	134 50	113 98
Ne' 46 tribunali di *prima cognizione*.		
una causa civile ogni ab.	75	70
Per chil q.	1 15	1 07
Una sentenza definitiva ogni ab.	265	253
Per chil. q.	4 06	3 88

I preparativi della partenza dei bastimenti della spedizione artica sono stati terminati oggi a dieci ore del mattino, e la *Assistance* e la *Resolue* sono state rimorchiate dai piroscafi *Monkey* e *Zephir* tra gli applausi degli spettatori e dei marinai presenti a questa operazione. Il capitano Belcher, dell'*Assistance*, dette il segnale al suo equipaggio il quale innalzò tre clamorosi evviva all'atto della partenza, ai quali evviva fu risposto, non meno clamorosamente, dagli spettatori e marinai sopraddetti, ben augurando di questa terza e probabilmente ultima spedizione, inviata in cerca di sir John Franklin e de' suoi bravi compagni.

— Si legge nello stesso giornale:

Scrivono da Sheerness, in data del 15: Il bastimento da guerra di S. M. B. lo *Herald*, capitano Denham, si sta armando a Chatam per un viaggio di esplorazione nell'Oceano pacifico. Esso dovrà mettere alla vela nei primi giorni di maggio prossimo, portando al suo bordo il sig. T. Nicolas, figlio dell'ex-capitano Nicolas, che ha figurato nell'affare Pritchard, e che fu, non ha gran tempo, nominato console della Gran Bretagna negli arcipelaghi del grande Oceano. A bordo dello *Herald* si troverà egualmente un certo Sinee Peah, indigeno delle isole del Pacifico, giovane intelligentissimo, e che avendo vivuto due anni in Inghilterra, servirà d'interprete alla missione. Gli è a lui che saranno affidate le sementze, la cultura delle quali dovrà essere tentata in quelle regioni.

Le istruzioni del capitano Denham gl'ingiungono di esaminare attentamente la posizione dei varii arcipelaghi dell'Oceano pacifico e di farne la carta, indicando, a norma dei dati che avrà raccolti, quale sarebbe l'itinerario da seguirsi per istabilire una linea di piroscafi che avrebbero per iscopo di congiungere la Nuova-Olanda e la colonia penitenziaria di Sidney con l'istmo di Panama, in corrispondenza coi piroscafi delle Antille. Il capitano Denham dovrebbe indicare ad un tempo i principali punti ove potrebbesi gettar l'ancora e stabilire depositi di carbon fossile per questa grande linea, la quale completerà l'immenso cerchio di piroscafi, mediante cui la Gran Bretagna circonda ed abbraccia l'intiero globo.

— Si legge nel *Daily-News*:

Si sta attualmente organizzando a Londra un comitato che dee porsi d'accordo con quello di Dublino per elevare un monumento alla memoria del poeta Moore. Ne hanno preso la iniziativa il marchese di Lansdowne, e lord Shelburne suo figlio e antico allievo di Moore, come anche i signori Murray e Leugman.

— Il *Morning-Chronicle* annunzia che il sig. Brassey, l'intraprenditore della grande strada ferrata, fa presentemente lavorare nei suoi varii cantieri 40,000 operai.

— Si legge nel *Siècle*:

Il movimento della emigrazione in Inghilterra diventa sempre più notevole. Dal solo porto di Liverpool partirono, nella prima metà del mese di marzo, 10,000 emigranti circa, e in tutto il mese questo numero si elevò a 20,460. Si contavano 53 navigli impiegati a questo servizio. Ne risultò di necessità un aumento nel prezzo del trasporto degli emigranti, il qual prezzo è oggi di 5 lire sterline. Durante il mese di gennaio, il numero degli emigranti era stato di 7,749; in febbraio è stato di 11,849. Nell'anno 1851 la cifra totale degli emigranti era stata di 296,890, e il numero dei navigli impiegati a trasportarli era stato di 607; nel 1850, 460,000 emigranti e 563 navigli; nel 1849, emigranti 249,776 e navigli 563; nel 1848, emigranti 125,504 e navigli 519.

ALEMAGNA

Francoforte, 15 *aprile*. Il sig. Fischer, consigliere di Stato di Oldenburgo (già presidente del principato di Birkenfeld) ha ricevuto la missione di trattare, in modo definitivo, in qualità di commissario federale, la questione della flotta germanica testè disciolta, e particolarmente, di preparare il difficile lavoro della liquidazione. Egli partirà fra breve per Bremerhaven.

Il sig. Fischer, dice il *Giornale tedesco di Francoforte*, è dotato di grandi cognizioni speciali, e verrà bentosto a compimento di quest'opera. Egli pubblicò, non ha guari, una voluminosa opera, in cui si dichiarò avversario degl'interessi speciali della nobiltà, e sostenne, che una piccola flotta non serve a nulla, e che una grande non è corrispondente agl'interessi, che ora si trovano impegnati.

Waldeck. Anche in questo piccolo principato si sta elaborando una nuova costituzione. Si è alla promulgazione della medesima, che è subordinata la trasmissione del potere sovrano, per parte della principessa Emma, reggente, alla persona del giovine principe, testè divenuto maggiorenne.

Stettino, 9 *aprile*. Scrivono al *Börsenhalle di Amburgo*, che si tenne a Stettino un congresso di proprietarii e costruttori di navi: il congresso era composto di delegati; oltre a varii scritti di adesione, indirizzati da Konisberga, Elbing e Memel, Danzica, Stolpe, Colberg, Uckermünde, Anclam, Wolgast, Greifswalde, Stralsund, e Barth. Vi si trovava rappresentato tutto il tratto di costiera prussiana che corre dal confine del Mecklemburgo fino a quello di Russia. Fu posto per base dei dibattimenti il parere dei periti annoveresi, del 28 febbraio di quest'anno: unanimemente si riconobbe, che l'esorbitante dazio sul ferro è cagione di rovina pei costruttori di navi, e che i premii costituiscono un palliativo, inetto a promuovere quest'industria: il più alto premio non ripara ai danni recati da un dazio anche leggerissimo.

L'assemblea risolse, all'unanimità, di adottare il parere dei periti, ossia nominì speciali annoveresi (diminuzione del dazio sul ferro), e di raccomandarne l'eseguimento al ministero prussiano.

Assia elettorale. *Cassel*, 15 *aprile*. La nuova costituzione, pubblicata or ora dalla *Gazzetta di Cassel*, contiene sette sezioni e 105 paragrafi.

La prima sezione ha per titolo: *Del territorio e della costituzione dello Stato, della successione al trono e della reggenza.*

Questa sezione contiene sette paragrafi. A termini del paragrafo secondo, la costituzione è monarchica cogli Stati, ossia col Parlamento.

La seconda sezione ha per titolo: *Dei principi e membri della Casa elettorale.*

La terza sezione tratta *dei sudditi, dei consigli distrettuali, funzionari pubblici, dei signori e delle corporazioni equestri.*

A termini del paragrafo 26 di questa sezione, la stampa e la libreria saranno subordinate alle leggi federali, ed alle ordinanze destinate ad agevolarne l'esecuzione. Il § 27 guarentisce il secreto delle lettere.

La quarta sezione si aggira intorno agli *Stati*, ossia al Parlamento, e contiene i paragrafi seguenti:

Paragrafo 40. La rappresentanza del paese è composta di due Camere, cioè: di una prima e di una seconda Camera.

Faranno parte della prima Camera:

1. I principi cadetti maggiorenni della famiglia elettorale.

2. Un principe della Casa elettorale per ogni linea dotata di appannaggio.

3. I capi delle famiglie di principi, o di conti già immediati, e possedenti una signoria nell'Assia elettorale.

4. I membri ereditarii nominati dall'elettore, con una rendita netta di 6,000 talleri in proprietà fondiarie gravati di fedecommessi e trasmissibili per ordine di primogenitura. Il loro numero non può superare quello dei membri indicati sotto il n. 3.

5. Il capo della famiglia di Riedesel.

6. Il capo dei fondatori nobili di Kaufungen, e di Wetter.

7. Il vice-ciambellano dell'ammiragliato.

8. Il vescovo cattolico.

9. I tre sovra-intendenti protestanti di Cassel, Marburgo ed Hanau.

10. Un deputato dell'antico ordine equestre assiano, di ciascuno dei cinque rami.

11. Un deputato dell'ordine equestre del contado di Schaumburgo, coi fondatori di Fishbeck e di Obernkirchen.

12. Un deputato dell'antica nobiltà immediata dell'impero negli antichi Stati di Fulda e di Hunfeld.

13. Un deputato dell'antica nobiltà nella provincia di Hanau, di cui si è fatta menzione nel rescritto della Dieta, del 9 dicembre 1851, paragrafo 16, non meno che della nobiltà immediata.

41. Le persone mentovate nei paragrafi 1, 2 e 3 possono farsi rappresentare.

42. La seconda Camera si compone dei membri seguenti: 16 deputati nominati dai proprietarii di demanii, che non saranno rappresentati nella prima Camera. I loro demanii dovranno avere un'estensione di 200 iugeri almeno.

I paragrafi successivi regolano il sistema delle elezioni.

50. Se un deputato venga nominato a funzioni pubbliche, oppure ottenga dell'avanzamento, converrà procedere ad una nuova elezione.

55. I funzionarii pubblici non possono essere deputati, fuorchè col permesso del governo.

55. I mandati imperativi sono proibiti.

56. I deputati prestano giuramento di fedeltà al sovrano.

59. Le sedute delle Camere sono pubbliche.

60. I deputati sono eletti per tre anni: essi non possono essere rieletti.

62. Il sovrano convoca gli Stati; ma conviene che egli li convochi una volta almeno ogni tre anni. L'apertura delle sessioni è fissata al mese di novembre. Il sovrano ha il diritto di sciogliere, e di prorogare gli Stati: ma la prorogazione non può estendersi oltre a tre mesi, e nel caso di uno scioglimento, si procederà a nuove elezioni, e la convocazione si farà entro i sei mesi.

66. La durata delle Diete è fissata a tre mesi, a meno che il sovrano non giudichi a proposito di prolungarle.

67. Il sovrano pubblica i rescritti della Dieta.

69. I membri degli Stati ricevono, eccettuati i principi della Casa elettorale, ed i signori, un'indennità di viaggio e di soggiorno.

75. Nessuna imposta può stabilirsi senza l'assentimento degli Stati.

78. Gli Stati hanno diritto di porre in accusa i ministri, ed i loro rappresentanti, che hanno violato, a disegno, una disposizione della legge fondamentale.

L'istruzione ed il giudizio sono devoluti al tribunale superiore d'appello, che statuirà in assemblea plenaria, e potrà, all'uopo, decretare la destituzione.

Le vie giuridiche ordinarie contro il giudizio potranno essere adoperate.

Riguardo ai funzionarii non ministri, gli Stati non potranno porli in accusa.

86 La giustizia è separata dall'amministrazione.

ULTIME NOTIZIE

Italia. *Modena*. Il *Messaggiere di Modena* pubblica la relazione delle feste celebrate in Modena pel soggiorno dei principi russi.

— *Milano*. La *Gazzetta di Milano* annunzia l'arrivo in quella città e nella villa reale di Monza dei principi suddetti.

— *Venezia*. La *Gazzetta di Venezia* reca la partenza dell'arciduchessa Sofia e degli arciduchi suoi figli da Venezia alla volta di Trieste. L'*Osservatore Triestino* contiene una corrispondenza da Venezia in data 18 del seguente tenore:

« È giunto a bordo del *Vladimiro* S. A. I. il duca di Leuchtemberg. Si fermerà qualche giorno, e quindi per la via di Innsbruk si recherà in Baviera. Essendo pervenuto il permesso di trasportare in Francia la salma del maresciallo Marmont, nel giorno 26 avranno luogo pomposi funerali nella chiesa dei Gesuati. »

— *Firenze*. Il *Costituzionale* di Firenze, in seguito ad una voce divulgata di gravi mutamenti intorno allo stato civile degli ebrei in Toscana, pubblica un primo articolo in cui è riassunta brevemente la storia della legislazione toscana in proposito degli ebrei.

Svizzera. *Berna*, 19 *aprile*. Il giorno 18 era destinato alla votazione popolare per o contro la revoca del gran consiglio: leggesi, a questo proposito, nella *Suisse* quanto segue:

« A quest'ora, le votazioni sono conosciute, eccettuate quelle del distretto di Porentruy e di due comuni dell'antico cantone. Queste votazioni danno *una maggioranza di oltre a seimila voti contro la revoca*. I voti, che ancora non si conoscono, non possono in alcuna guisa modificare sensibilmente questo risultamento quasi inaspettato.

« Il radicalismo socialista, ed il partito della rivoluzione permanente, hanno ricevuto un colpo mortale nel cantone di Berna. Fra il partito della democrazia sociale, e quello della democrazia elvetica, il popolo di Berna si è dichiarato. Esso rispose: Noi siamo *bernesi*, noi siamo *svizzeri*. »

Francia. *Parigi*, 19 *aprile*. Oggi nella seduta del Corpo legislativo si è aperta la discussione sul progetto relativo alla rifusione della moneta di rame.

— La gran quantità dei lavori che l'aprimento della via di Rivoli, dal Louvre sino al Palazzo di Città, e la costruzione delle logge da mercato, della gran caserma della via Sant'Antonio, del Ponte Nuovo ecc., offrono agli operai muratori, cominciò a farne affluire in Parigi un numero piuttosto considerevole, dimodochè sarebbe dannoso agli operai stessi il lasciarlo aumentare.

Il ministro dell'interno, con una circolare, indica ai prefetti il mezzo d'impedire la sovercha agglomerazione in Parigi degli operai muratori delle provincie. Essi non dovranno rilasciare da ora innanzi agli operai passaporti per Parigi se non in quanto essi provino di aver modo per recarsi nella capitale e poter vivere un mese senza lavoro. I prefetti dei dipartimenti di frontiera sono specialmente invitati a non ammettere operai stranieri nei loro dipartimenti, se non in proporzione dei bisogni di cui il governo rimette loro un cenno.

— Un decreto del presidente della repubblica, sul rapporto del ministro di Stato, determina la condizione degli architetti, ispettori ed agenti incaricati della costruzione, del mantenimento e della contabilità dei Palazzi Nazionali, stabilisce la loro responsabilità e la cifra dei loro emolumenti. Gli architetti avranno da ora in poi stipendii fissi, nè riceveranno più onorarii proporzionali, locchè dava luogo a molti abusi.

— Il primogenito del principe Luciano Murat si è ingaggiato come soldato semplice nel 3° reggimento dei cacciatori d'Africa.

— Si coniano alla zecca medaglie destinate ai membri del Consiglio di Stato e del Corpo legislativo. Esse offrono da una parte una corona di quercia con entro la leggenda *Consiglio di Stato 1852* — *Corpo legislativo 1852*, e dall'altra una corona d'alloro, in mezzo alla quale sarà inciso il nome del consigliere o del deputato.

— Il sig. Müller è stato incaricato dal ministro dell'interno d'eseguire il ritratto in piedi del principe presidente della repubblica. Credesi che questo ritratto servirà di modello ai quadri che saranno d'ora in poi collocati nelle prefetture e nelle *mairies*.

Spagna. *Madrid*, 14 *aprile*. Scrivono alla *Correspondance*:

I lavori del prolungamento della strada ferrata d'Aranjuez verso il mezzo giorno prosieguono con molta attività. Più di 5000 operai vi sono impiegati. Si crede che il primo tronco potrà essere aperto al pubblico prima del ritorno delle LL. MM. alla capitale.

Ne'circoli politici non si parla che del progetto che avrebbe il governo di riformare la legge elettorale, e di modificare la costituzione.

— Si legge nell'*Heraldo*:

Sulla strada ferrata di Aranjuez è avvenuto in questi ultimi giorni un accidente deplorabile. Un uomo a cavallo, volendo far pompa del suo coraggio e della bontà e leggerezza della sua cavalcatura, si pose a traversare a varie riprese la strada ferrata intanto che un convoglio si andava inoltrando. L'ultima volta, avendo egli senza dubbio mal calcolata la velocità di quello, ne risultò che la macchina gli fu sopra, e che uomo e cavallo restarono miseramente uccisi.

Alemagna. Si pretende che in occasione della vendita all'asta pubblica della flotta tedesca, il governo austriaco si propone di fare l'acquisto di alcuni piccoli navigli.

Secondo un giornale di Pesth, l'imperatore d'Austria sarebbe aspettato in quest'ultima città, ed a Buda pel primo del prossimo maggio per passarvi alcuni giorni. Le autorità politiche hanno, dicesi, ricevuto l'ordine di rivolgere la loro attenzione specialmente sul sistema delle associazioni, e di notificare al governo le modificazioni subite, ed i risultamenti offerti dalle associazioni esistenti nell'anno 1851 sotto il doppio rapporto politico ed economico.

Si assicura che si opereranno nell'esercito riduzioni notevoli. I battaglioni di granatieri verranno incorporati negli altri reggimenti.

— *Berlino*. Le conferenze commerciali cominciarono il 19 aprile. Il presidente del consiglio pronunzierà il discorso di apertura, e poi rimetterà la direzione delle deliberazioni ai commissarii dei governi. Il Würtemberg è il solo Stato dello Zollverein che non abbia risposto all'invito del governo prussiano, perchè i rapporti diplomatici fra i due paesi non sono ancora perfettamente ristabiliti, checchè se ne abbia detto in contrario, talmente che è il ministro di finanze prussiano che continua i rapporti per quello che riguarda l'unione doganale.

La *Gazzetta di Colonia* dice che gli Stati dell'Alemagna meridionale abbiano espresso per iscritto il desiderio, che un plenipotenziario austriaco fosse ammesso alle conferenze; ma la Prussia non crede di poter fare questa concessione.

— *Annover*. Un'ordinanza ministeriale convoca, pel 14 maggio prossimo, l'assemblea generale degli Stati dell'Annover, che era stata prorogata il 28 gennaio p. p.

— *Cassel*, 16 *aprile*. La *Gazzetta di Cassel* contiene la seguente ordinanza del ministro dell'interno: « Conformemente al paragrafo 60 della costituzione promulgata il 15 del corrente mese, dovrà procedersi immediatamente alle operazioni elettorali per la composizione dell'assemblea degli Stati. »

Danimarca. *Copenaghen*, 13 *aprile*. Il re è ritornato a Copenaghen oggi. Stabilirà la sua residenza al castello di Fredericksborg.

Il vapore *l'Heckla* è arrivato da Copenaghen a Flensborg, e sbarcò una parte delle truppe di linea destinate ai vari presidii dello Schleswig.

R. Leone gerente.

Il dottore Braudeis, capo dello stabilimento idropatico della Certosa di Pesio, presso Cuneo, è giunto in questa città ed ha preso alloggio all'Hotel Feder, dove trovasi ogni giorno dalle 10 del mattino sino alle 2 pomeridiane.

BOLLETTINO UFFICIALE dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.

Torino, il 22 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO

CAMBI

	Per fine del mese corrente dopo Borsa	Per fine del mese prossimo dopo Borsa	Per contanti nella mattina	Per fine del mese corrente nella mattina	Per fine del mese prossimo nella mattina
Augusta					
Francoforte sul M.					
Lione					
Milano					
Parigi					
Torino sconto					

MONETE CONTRO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

	Compra	Vendita
Doppia da 20 L. di Savoia	20 03	20 06
Scudo di Genova vecchio	5 78	5 80
Scudo nuovo	5 77	5 79
EROSO nuovo	84 85	84 95
Sovrana nuova		
Doppia da 20 L. di Savoia		
Scudo di Genova vecchio		
Scudo nuovo		
EROSO nuovo		

(1) I Biglietti di cambiano ai pari alla Banca.

	Perfezionati	Compra	Vendita	
Azioni della Banca di Torino	551	560		P.
Azioni della Banca di Genova	266	270		P.
Prestito 5 per 0/0	99 50	99 50	99 80	P.
Prestito 5 per 0/0	99	99	99 50	P.
Prestito 3 per 0/0	57	57	57 50	P.
Prestito 3 per 0/0	56	56	56 50	P.
Prestito 4 per 0/0	98	98	98 50	P.
Prestito 4 per 0/0	75	75	75 50	P.
Prestito 5 per 0/0	99 75			P.
Prestito 5 per 0/0	99			P.
Prestito 3 per 0/0	57 75			P.
Prestito 3 per 0/0	56			P.
Prestito 4 per 0/0	98			P.
Prestito 4 per 0/0	75			P.

FONDI PUBBLICI

	Per contanti nella mattina	Per fine del mese corrente dopo Borsa	Per fine del mese prossimo dopo Borsa
1819 Cartelle 5 per 0/0	94 75	95	
1848 Prestito 5 per 0/0			
1849 Prestito 5 per 0/0			
1850 Prestito 5 per 0/0			
1851 Prestito 5 per 0/0			
1852 Prestito 5 per 0/0			
1834 Obbligazioni 5 per 0/0	97 70		
1848 Prestito 5 per 0/0			
1849 Prestito 5 per 0/0			
1850 Prestito 5 per 0/0			
1851 Prestito 5 per 0/0			
1852 Prestito 5 per 0/0			

FONDI PRIVATI

	Per contanti nella mattina	Per fine del mese corrente dopo Borsa	Per fine del mese prossimo dopo Borsa
Azioni della Banca di Torino	1875 50		
Azioni della Banca di Genova			
Città di Torino 4 per 0/0 oltre il corso			
Città di Genova 4 per 0/0			
Città di Genova 5 per 0/0			
Società del Canale Cavour			
Società del Canale Cavour			
Società del Canale Cavour

www.internetculturale.it

CONSORZIO DI VAL-MASTALLONE

NELLA PROVINCIA DI VALSESIA

AVVISO D'ASTA

pel giorno 4 di maggio 1852

Il pubblico è avvertito, che alle ore 11 antimeridiane del giorno di martedì, 4 del prossimo entrante mese di maggio, si procederà nell'Ufficio della Regia Intendenza della Valsesia, stabilito nella città di Varallo, all'incanto per conto delle 5 Comunità componenti il Consorzio di Val-Mastallone, ed al successivo deliberamento delle opere di costruzione d'un tronco di strada carreggiabile entro la Valle stessa a partire dal Ponte della Gula sino all'ingresso dell'abitato di Cravagliana, quali opere consistono come in appresso:

1. Muri a secco metri cubi n. 9,429, 85; a L. 2, centesimi 50 caduno	L.	24,517 61
2. Muri in calce di parapetto e pochi alari, metri 793, 46, a L. 6 cad.	»	4,760 76
3. Costruzione del piccolo ponte in vivo sul torrente Sabbiola	»	661 08
4. Tagli di rocca, metri cubi 1,979 03, a L. 3, 60 cadun metro	»	7,124 51
5. Tagli di rocca, a mezza galleria, cubi metri 2,514, 06, a L. 4, 20 cad.	»	10,559 05
6. Movimenti di terra metri 8,988, 66, a cent. 50 cad.	»	4,494 33
7. Provvista di banchine sulla fuga di metri 3,658, a cent. 50.	»	1,829 »
8. Grosso selciato, superficiali metri 253 a cent. 60 ed impietramenti	»	1,054 20
9. Inghiaiamenti cubi metri 2,632, 78, a L. 2, 15 cad	»	5,703 47
10. Provvista di n. 320 paracarri a L. 2, 50 cad. in opera	»	800 »
11. Cassette d'impianto di muri, metri lineari 420, a L. 1, 20.	»	504 »
12. N. 10 acquedotti, indennità per demolizione di fabbricati e manutenzione della strada sino alla collaudazione finale	»	994 99
Totale ammontare delle opere da appaltarsi	L.	63,000 »

Sono perciò invitati tutti gli aspiranti a tale appalto a presentare le loro offerte in iscritto ed in biglietti chiusi e suggellati nel giorno ed ora sovra indicati, in cui verrà deliberato in capo all'ultimo miglior offerente in diminuzione delle indicate L. 63,000, al cui fine sono messi in avvertenza gli aspiranti stessi:

1. L'appalto viene eseguito nell'interesse del Consorzio di Val-Mastallone, e non verrà conceduto se non se in conformità della perizia e sotto l'osservanza dei capitoli generali ed addizionali, e dei piani e dei disegni formati dal geometra sig. Cristoforo Grober, di quali carte chiunque lo desideri potrà averne visione nello studio del notaio Rolandi, segretario del Consorzio nella cttà di Varallo.

2° Le opere di cui si tratta dovranno principiarsi appena dopo che l'impresario avrà passato l'atto di sottomessione con cauzione ed ultimarsi entro due anni dopo l'approvazione del contratto.

3. Nessuno sarà ammesso all'incanto se non presenterà unitamente al suo partito suggellato, esteso su carta da bollo, anche il suo certificato d'idoneità rilasciato da un ingegnere conosciuto od architetto civile, di data non anteriore ad un anno, ed il deposito altresì in contanti, od un vaglia di persona notoriamente risponsabile, del decimo del prezzo rilevante come sopra a L. 63 000.

4. Il pagamento dei lavori avrà luogo in tante rate da L. 5000 caduna, in proporzione del loro avanzamento sotto la ritenuta però del decimo, il quale non verrà corrisposto se non dopo la collaudazione finale e definitiva.

5. Il tempo utile per la eliminazione del decimo è stabilito a giorni otto dopo il deliberamento, quali andranno perciò a scadere coi mezzodì del giorno dodici dello stesso mese di maggio.

6. Le indennità dei terreni da occuparsi saranno a carico del Consorzio, sperandosi degli abbandoni senza compenso, come anche l'importo del progetto Grober già stato pagato, e saranno perciò a carico dell'impresario le sole spese di contratto e quelle delle occorrenti copie.

7. Si osserveranno nell'asta tutte le formalità prescritte dal tit. 1. del regolamento IV ponti, acque e strade, annesso alle R. Patenti 29 maggio 1817.

Varallo, il 17 aprile 1852.

Il Segretario del Consorzio
Not. G. Rolandi.

AVVISO

Il sottoscritto rinnova ai signori Intendenti, Sindaci e Vice-Siudaci che tiene un assortimento di sciarpe a tre colori Nazionali, prescritte portarsi cinte alle reni, come da R. Decreto del 48 luglio ultimo scorso, come altresì i distintivi prescritti da portarsi al braccio sinistro, come da R. Decreto del 18 febbraio ultimo scorso; tiene inoltre galloni ricamati per i signori bassi ufficiali della Guardia Nazionale.

Incaricasi di conservare dal tarlo ogni specie di pelliccierie durante l'estiva stagione, a moderati prezzi.

GIUSEPPE CRAVARIO
pellicciaio e cappellaio, n. 7,
via di Dora Grossa.

MUTUO. Si cercano da persona solvibile, mediante ampie cautele, L. 2,000, a 3,000 da impiegare in un negozio bene avviato.

Per le necessarie informazioni dirigersi dal signor avvocato Franzi, in Pallanza, sul Lago Maggiore.

Il negozio JANETTI, accanto al Caffè Fiorio, ha testè ricevuto un grande assortimento di Canne di Francia e d'Inghilterra, il tutto in genere di novità.

CASA di campagna da affittare in Rivoli. Dirigersi casa Mannati, via Conciatori n. 1, al portinaio.

DA VENDERE: Una bella Campagna, poco distante dalla capitale, in aggradevole posizione, aria salubre, ed ampi fabbricati. — Dirigersi dal signor Zucola, lattaio avanti la chiesa di S. Tommaso.

DA VENDERE in Mathi: Casa con 16 membri, giardino, *parterre* e orto. — Far capo dal proprietario, via della Consolata, num. 4, piano terzo.

DA AFFITTARE
per l'11 di novembre 1852.

Due CORPI di CASCINA, di ettari 112 circa tra campi, prati e fabbriche, posti in territorio di Racconigi e Murello, denominati San Curzio e Cascina Nuova di Rivocaldo, già facienti parte della tenuta di Bonavalle. — Per le condizioni indirizzarsi in Torino, nello studio del notaio Borgarello, ed in Racconigi dal geometra Bergesio.

DA AFFITTARE

ALLOGGIO mobigliato di 6 membri al terzo piano, corte dell'albergo della Dogana Vecchia. Recapito ivi.

DA AFFITTARE *pel prossimo S. Gioanni*

APPARTAMENTO, elegantemente mobigliato, di 7 camere, diviso in 9 membri.

Recapito all'Ufficio Inserzioni (Tip. Favale.)

DA AFFITTARE

Due CASCINE dette *Pramolle* e *Deviso*, nei territorii di Leyni e Settimo Torinese. Dirigersi in Torino all'ufficio del signor causidico coll. Clara; in Chivasso al signor Giuseppe Mazzucchelli, ed in Ivrea al signor Economo del V.° Seminario de' Chierici, proprietario

---

A VENDRE

Deux MINES, une d'or, argent et cuivre gris, située sur la Commune de Bonneval, et l'autre de plomb argentifère dans la Commune du Bourg-St-Maurice, province de Tarantaise.

S'adresser pour les renseignemens et les conditions à Joseph Racca, bijoutier, rue Neuve, n. 16, à Turin.

M.me MAURICE, Calliste, prévient le Public, qu'elle demeure actuellement rue du Po, num. 36, au premier.

SEMENTE BACHI di 1.ª qualità, di **Bione**, presso i fratelli TRIBAUDINO, negozianti a Savigliano.

Plus de FEU aux Chevaux !

(25 ans des succès).

Le Liniment Boyer, remplaçant le feu, sans laisser des traces de son emploi, guérit d'une manière sûre et prompte les boiteries récentes ou anciennes, les entorses, foulures, écarts, molettes, faiblesse de jambes, etc. — Dépôt à Turin, chez M.r Mazzuchetti, pharmacien, rue St-François, num. 13.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

DA VENDERE O PERMUTARE

con facilitazioni nelle more e trattative

EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

DA VENDERE

CORPO di CASA del valore di L. 100[m., posto nel centro di Torino, ed in vicinanza alla piazza S. Carlo. Dirigersi dal notaio Albasio, via d'Italia, n. 7, p.° 2.°

Da rimettere al Caffè d'Algeri
LA PATRIE e LA VOCE NEL DESERTO.

DA VENDERE IN SAVIGLIANO

unite o separate

Due CASE, una nel centro, e l'altra nella parte orientale di esso, del valore la prima di L. 24[m., e la seconda di L. 5[m. circa.

Dirigersi ivi dal notaio Lingua.

DA VENDERE

CASCINA e beni di ett. 26, 60 (giornate 70) circa, tra campi e prati, con abbondanti ragioni d'acqua, sul territorio di questa città, a Porta Nuova.

Per trattarne l'acquisto dirigersi in Torino al causidico coll. Tricerri, via S. Dalmazzo, num. 14.

LEZIONI DI LINGUA INGLESE
secondo il Metodo accelerato del **Milles**

Recapito dal libraio Schiepatti, sotto i portici di Po, n. 47.

AVVISO SANITARIO

AL SESSO FEMMINILE

ELETTUARIO MANDINA

Efficacissimo
per correggere il ritardo o la totale mancanza di mestruazione

Il farmacista FRANCESCO TACCONIS, per andare al riparo delle contraffazioni che potrebbero essere fatte con metodi inefficaci e forse perniciosi, lo spedisce suggellato con apposita etichetta in colore *bleu*, più con bollo nero della *Farmacia già Cauda, Doragrossa, num. 13, Torino.*

FALLIMENTO

di Blanc Felicita, moglie di Giacomo Bonicati, commerciante in commestibili in Torino, piazza Emanuele Filiberto, sotto la tettoia destra.

Con sentenza del 17 del corrente mese l'eccellentissimo Magistrato del Consolato ha dichiarato il fallimento di detta Felicita Blanc, moglie Bonicati; ha ordinato l'apposizione dei sigilli, ed ha nominato sindaco provvisorio il signor Giuseppe Morino, residente in questa città, fissando la prima adunanza dei creditori in una sala dello stesso Magistrato, avanti l'ill.mo signor giudice commissario congiudice Vischi, il 28 di questo mese, ed alle ore 10 di mattina, per gli effetti dalla legge preveduti.

Torino, il 16 aprile 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

La società contratta con iscrittura 15 novembre 1849 tra li signori Nicola Baracco, e Giovanni Garbarino, socii solidarii, ed il sig. Francesco Cinzano, qual socio accomandante, è sciolta di comune accordo dal 24 marzo passato, restando consolidatarii dell'attivo e passivo li signori Baracco e Cinzano, dimodochè si dovrà rivolgere a questi ultimi qualunque abbia diritto alla società sin qui condotta sotto la ditta Baracco e Garbarino: ciò si rende di pubblica ragione in esecuzione dell'articolo 56 del codice di commercio.

NOTA

Si fa noto, che ad instanza dei signori Giacomo, Francesco e Luigia Francesca Peyron, coniugi Bouland, residenti ad Annemasse in Savoia, ed in odio di Andrea Peyron fu Francesco residente in Cesana, avrà luogo, avanti al R. tribunale di prima cognizione di quesia città ed all'udienza dell' 8 prossimo venturo maggio, il primo incanto di quattro pezze di vigna situate nelle migliori regioni del territorio di Chiomonte, e di un prato situato sul territorio di Fenils;

Che l'asta verrà aperta ai prezzi ed alle condizioni risultanti dal relativo bando venale in data d'oggi.

Susa, il 15 aprile 1852.

Chiamberland sost. Rosa.

NOTA

All'udienza del tribunale di cognizion prima di questa città, che sara tenuta il mattino del 1° prossimo maggio, ed alle ore 10 antimeridiane, avrà luogo l'unico incanto e definitivo delibaramento degli stabili situati sul territorio di Rivara, stati posti in subasta alli Gioanni Andrea e preti Pietro e Carlo fratelli Meola ad instanza delli Edoardo Vertù e sorelle Scotta, sul prezzo di secondo aumento di sesto in L. 10890, fatto dall'avvocato Gioanni Oberti, ed alle condizioni di cui nel relativo bando del 17 corrente, autentico Mussino sost. segr.

Torino, il 20 aprile 1852.

Oldano sost. Gandolfi proc. coll.

AVVISO

alli 8 maggio prossimo venturo al

TEATRO REGIO

AVRA' LUOGO UNA

GRAN FESTA NAZIONALE

IN OCCASIONE DELL'

ANNIVERSARIO DELLO STATUTO

In questa solennità il cav. L. Anglois, già Virtuoso di Camera e Cappella di S. M. il Re di Sardegna, concertista di S. M. la Regina di Portogallo, offre a'suoi Concittadini un

CONCERTO-MONSTRE

nel quale prenderanno parte non meno di

Cento professori d'orchestra — Cento musicanti militari — Venti tamburi — Cinquanta cori — Varii Primarii artisti di Canto.

Il Teatro Regio sarà decorato come all'ultimo *Gran Ballo di Beneficenza*, con splendida

ILLUMINAZIONE A GIORNO

La metà *dell'Utile dell'Introito* di questa Gran Festa sarà a benefizio de'Poveri. — Per fissare i *Palchi* per la detta sera dirigersi alla *Segreteria del Regio Teatro* in ogni giorno dalle 10 antimeridiane alle 2 pomeridiane.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 8) La drammatica Comp. Reale recita: *Il Dominò nero* — con farsa.

D'ANGENNES (ore 8) Compagnie française: — *La dame aux Camélias.*

SUTERA (ore 8) Opera buffa: *La Regina di Leone*, del maestro Villanis.

NAZIONALE (ore 8) Opera: *Il Gondoliero*, musica del maestro Chiaramonti — Con ballo: *Il trionfo di Atamaro.*

GERBINO (ore 8) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Il Domenichino.*

CIRCO SALES a porta palazzo (ore 8) La Comp. Tassani recita: *Il conte di Monte Cristo.* (Villefort)

DIURNO vicino alla Cittadella (ore 4 1/2) Comp. Billi recita: *I pirati dell'Adriatico.*

WAUXHALL. Ballo con tombola tutte le domeniche.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

www.internetculturale.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N 98 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

VENERDI' 23 APRILE

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	38	14

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza 23 marzo 1852, a proposta del Ministro dell'Interno, ha nominato a cavaliere dell'Ordine de' Ss. Maurizio e Lazzaro il dott. Pietro Pavesi, sindaco della città di Mortara.

In udienza 24 stesso mese, a proposta del Ministro Esteri, ha nominato a cavaliere il conte Luigi Corti, segretario di Legazione presso la Missione Sarda in Londra.

In udienza 30 marzo, a proposta del Ministro della Guerra, ha nominato a cavaliere Stanislao Grimaldi del Pogetto.

In udienza 8 aprile 1852, a proposta del Ministro dell'Interno, ha nominato a cavaliere il primo segretario degli Archivi generali del Regno e segretario del Commissariato generale dei confini Negri Michele Antonio, ed il sindaco della città di Vercelli Lanchetti Carlo.

In udienza 9 aprile, a proposta del Ministro di Grazia e Giustizia, ha nominato a cavaliere il cav. Pasquale Stanislao Mancini, professore di diritto internazionale nell'Università di Torino.

In udienza 12 corr., a proposta del Ministro Esteri, ha nominato a cavaliere il cav. ed avv. Giovanni Barbavara di Gravellona, già addetto alla carriera consolare, ed ora segretario capo di sezione nel Ministero per gli Affari Esteri; ed in udienza 19 stesso mese, ha nominato a commendatore il barone Romualdo Tecco, Ministro Sardo residente presso le Corti della Porta Ottomana e di Grecia; a cavaliere Federico Cuccoglio, direttore divisionario della Direzione postale di Torino; a cavaliere Carlo Comba, direttore divisionario della Direzione postale di Genova; a cavaliere il cav. Alessandro Gajal de la Chenaye, direttore nell'Amministrazione delle Poste e segretario della Commissione per la sistemazione del servizio postale.

Per Reale Decreto dell'8 aprile 1852, vennero collocati a riposo i qui sotto descritti ufficiali ed impiegati, a norma delle Leggi 7 luglio 1851 e 27 febbraio 1852:

Asinari di San Marzano cav. Giulio, vice-intendente generale di guerra in aspettativa;
Ballauri Carlo, applicato all'Azienda generale di guerra id.;
Soffietti Edoardo, applicato al Ministero di guerra id.;
Clavarino Agostino, già vice-direttore nelle Sussistenze militari id.;
Devers Luigi, scrivano all'Azienda generale di guerra id.;
Ferrero d'Ormea marchese Tancredi, maggiore in aspettativa;
Barel di Sant'Albano cav. Luigi Edoardo, capitano id.;
Lemoine dott. Luigi, medico di prima classe id.;
Pugno dott. Tommaso, chirurgo maggiore in secondo id.;
Scio elli dott. Pietro, id. id.;
Vallauri dott. Francesco, medico di prima classe id.;
Silva Giovanni, maggiore aggregato al 3 reggimento di fanteria;
Paretti Lorenzo, id. al 14 id.;
Ratti cav. Carlo, id. al 15 id.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato;
Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. È autorizzata la spesa straordinaria di lire due milioni seicento ottantasei mila per la erezione di nuove fortificazioni a difesa della Piazza di Casale.

Art. 2. La mentovata spesa straordinaria sarà ripartita fra gli anni mille ottocento cinquantuno, mille ottocento cinquantadue e mille ottocento cinquantatrè, come infra:

Anno 1851	L.	1,500,000 »
Anno 1852	»	1,150,000 »
Anno 1853	»	236,000 »
Totale	L.	2,886,000 »

Art. 3. Ogni altro credito per le fortificazioni di Casale e lavori accessori sarà l'oggetto di una speciale proposizione di legge, ed il sistema delle opere dovrà essere combinato in modo che la loro spesa complessiva e definitiva non importi una somma maggiore di tre milioni quaranta mila lire.

Art. 4. Per sopperire al pagamento della parte di spesa come sovra cadente nell'anno mille ottocento cinquantuno, è aperto sul Bilancio passivo per l'anno medesimo dell'Azienda generale d'artiglieria, e delle fortificazioni e fabbriche militari, un credito di lire un milione trecentomila da applicarsi ad una apposita Categoria sotto il numero sessantuno *bis*, e colla denominazione *Erezione di fortificazioni a difesa della Piazza di Casale*, in aggiunta alla parte seconda Spese straordinarie.

Il Ministro delle Finanze e quello della Guerra sono incaricati dell'esecuzione della presente Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata ed inserta negli Atti del Governo.

Dat. Torino, addì nove aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

L'esperienza fin qui fatta nel trasporto delle merci per via ferrata avendo dimostrata la convenienza d'introdurre alcune variazioni nella tariffa del 17 gennaio 1851, sulla proposizione del Ministro Segretario di Stato pei Lavori pubblici, d'accordo con quello delle Finanze, abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. Il carico di quattro tonnellate di merci di 4ª categoria, previsto all'art. 26 della tariffa 17 gennaio 1851, potrà coll'assenso dell'amministrazione essere aumentato secondo la rispettiva portata dei vagoni, e mediante il diritto variabile di L. 0, 10 per tonnellata e per chilometro.

Il metodo di trasporto delle merci di altre categorie per mezzo di locazione di vagoni, di cui all'art. 31 della tariffa, è soppresso.

Art. 2. Nei convogli di merci a piccola velocità potranno ammettersi tra Alessandria ed Arquata, e viceversa, i forgoni a quattro ruote carichi di merci, mediante pagamento della tassa variabile e fissa relativa alle merci trasportate, e calcolandola su quelle di classe superiore, quando le merci sono di diverse classi. Il forgone sarà calcolato pella metà del suo peso.

Art. 3. Apparterranno alla terza classe per la tassa di cent. 12 per tonnellata e per chilometro col diritto fisso di cent. 20 per quintale i seguenti oggetti:

1. I metalli brutti, eccettuato il ferro di cui infra.
2. Pietre da lavoro.
3. Il ferro lavorato.
4. La ghisa lavorata.
5. I legnami da mobili e da tintura.
6. Incudini in rame od in ferro.

Si comprenderanno poi nella 4ª classe pei vagoni a pieno carico, e col diritto di cent. 40 per vagone, e per chilometro, col diritto fisso di centesimi 50 per vagone, gli oggetti infra indicati:

1. Il legname d'ogni specie da costruzione e da ardere.
2. Le mitraglie di ferro o di ghisa.
3. Il ferro brutto.
4. La crusca.

Art. 4. La tassa stabilita all'art. 18 della vigente tariffa pella consegna e la presa a domicilio delle merci è ridotta a centesimi 12 per quintale, ed è pure applicabile ai bagagli dei viaggiatori.

Art. 5. La tassa pel trasporto a grande velocità del bestiame grosso e minuto è stabilita come segue:

Spedizione per numero	DRITTI: *Variabile* per chilom.	*Fisso*
Per un cavallo, mulo o bue	L. 0 25	3 00
Uno a due tori o vacche	» 0 50	3 00
Uno a tre asini o muletti	» 0 30	3 00
Uno a sei porci o vitelli da macello	» 0 30	3 00
Uno a quattordici montoni, agnelli, capre, pecore o vitellini	» 0 30	3 00
Spedizione per vagoni completi	per capo e per chilom.	
Per 2 a 3 cavalli, muli o buoi	» 0 48	4 00
3 a 4 tori o vacche	» 0 42	4 00
4 a 6 almeno asini o muletti	» 0 08	4 00
6 a 12 almeno porci, vitelli da macello di peso non maggiore di 200 chilogrammi	» 0 05	4 00
Per 15 a 20 almeno montoni, agnelli, o pecore, capre e vitellini di peso non maggiore di chilogrammi 100 caduno	» 0 02	4 00

La tassa variabile è diminuita di un terzo quando i cavalli ed il bestiame siano trasportati a piccola velocità.

Art. 6. Il custode del bestiame può, volendolo, prender posto nel medesimo vagone senza pagamento di tassa.

Non si ammette però che un solo custode per ogni spedizione individuale.

Art. 7. I cavalli ed il bestiame ed ogni oggetto da trasportarsi a grande velocità saranno spediti col primo convoglio dopo la consegna, purchè questa si faccia un'ora almeno prima della partenza.

Però nelle stazioni secondarie la domanda per trasporto di cavalli e di bestiame dee farsi sei ore almeno prima della partenza. Lo stesso ha luogo nelle altre stazioni, quando il trasporto si estenda al num. di 24 capi di bestiame grosso, e 50 di bestiame piccolo.

Pel trasporto di cani si osserveranno le norme stabilite in esecuzione della tariffa 17 gennaio 1851.

Art. 8. L'amministrazione non assume responsabilità pei danni che il bestiame soffrisse nel tragitto.

Art. 9. Eccettuate le carrozze, e gli oggetti di finanza che saranno sempre trasportati a grande velocità, pelle altre merci è in facoltà dello speditore di valersi del trasporto a grande od a piccola velocità, ma egli deve fare la scelta di uno dei due mezzi per iscritto nella nota di spedizione.

In mancanza di questa scelta s'intenderà adottato il metodo di trasporto che fu eseguito, e non sarà ammesso alcun reclamo in contrario.

Art. 10. Pelle merci fuori classe, di cui all'art. 47 della tariffa succitata, che saranno trasportate mediante particolare convenzione, non sarà esatto un diritto maggiore del decuplo di quello di prima classe. Il carico e lo scarico di queste merci si fa dal committente, e l'amministrazione non incontra altro obbligo se non che quello del trasporto, non rispondendo di rotture o guasti avvenuti in conseguenza di esso.

Art. 11. I recipienti vuoti od oggetti d'imballaggio che hanno servito al trasporto di merci saranno riesportati mediante il diritto di terza classe se le merci erano di prima o seconda classe, e quello di quarta se erano di altre classi, a condizione però che il committente faccia nella nota di spedizione la dichiarazione di riesportare i recipienti vuoti, e li presenti nelle 48 ore dall'arrivo delle merci.

Art. 12. L'amministrazione non assume responsabilità di sorta per il deperimento naturale delle merci, nè per la rottura dei fragili o per il disperdimento dei liquidi.

Art. 13. Ferme le disposizioni doganali e daziarie cui i committenti e destinatari vanno soggetti, l'amministrazione della strada ferrata potrà incaricarsi del pagamento dei diritti di dogana o di dazio delle merci che le saranno consegnate per trasportare, e ciò mediante il rimborso dei diritti medesimi, pel quale rimborso le competerà un privilegio sulle merci trasportate.

Art. 14. È fatta facoltà all'amministrazione delle strade ferrate d'introdurre pel trasporto delle persone da Torino a Moncalieri nei giorni festivi, ed in quelli altri di maggior concorso, biglietti di prima, seconda e terza classe valevoli per l'andata e per il ritorno nella stessa giornata, colle seguenti riduzioni della tariffa attuale:

Per i viaggiatori di prima classe	L. 1 50
Per quelli di seconda classe	» 1 00
Ferma la tassa per quelli di terza classe	» 0 60

Potrà inoltre la stessa amministrazione, qualora lo ravvisi conveniente, introdurre pei posti di prima e seconda classe fra stazioni vicine biglietti individuali d'abbonamento valevoli per sei mesi od un anno.

Art. 15. Gli effetti perduti sulla strada, o nelle vetture, e quindi consegnati a termini dell'art. 686 del Codice civile, se non sono ritirati a mente del successivo art. 688, saranno dalla amministrazione delle strade ferrate venduti a beneficio della cassa di risparmio degli operai addetti alla strada medesima.

Art. 16. Col presente Decreto, che avrà esecuzione col primo del mese di maggio prossimo, resta derogato alla tariffa 17 gennaio 1851 in tutte quelle parti in cui si è altrimenti disposto.

Il Ministro Segretario di Stato pei Lavori Pubblici è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato a Torino, li 12 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

PALEOCAPA.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato;
Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. È fatta facoltà al Governo di far costruire sul canale del Gravellone presso Pavia, nel sito ove attualmente esiste un ponte di barche, un ponte stabile secondo il progetto convenuto col Governo imperiale austriaco in adempimento dell'articolo 4 degli addizionali del Trattato di pace di Milano 6 agosto 1849.

Art. 2. Per far fronte alla metà della spesa necessaria per la costruzione del predetto ponte stabile sarà inscritta in una nuova categoria del bilancio dell'anno 1852 del Ministero dei lavori pubblici la somma di lire trentasette mila.

Art. 3. Compiuto che sia il nuovo ponte stabile, esso sarà aperto al libero passaggio senza imposizione alcuna di pedaggio.

Art. 4. I Ministri delle Finanze e dei Lavori pubblici sono incaricati dell'esecuzione della presente legge, da registrarsi al Controllo generale, e da pubblicarsi ed inserirsi nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. a Torino, addì 16 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

PALEOCAPA.

Relazione a S.M. fatta dal Ministro delle Finanze in udienza 16 aprile 1852.

SIRE,

Il termine per la gratuita permanenza delle merci nei locali della Dogana di Genova, stabilito a giorni 10 colla Tariffa del 19 febbraio 1850, ridotto a giorni cinque col Manifesto Camerale del 31 ottobre 1851, e poi ristretto a giorni 5 con Manifesto Camerale del 16 dicembre 1844, veniva nuovamente ripristinato a giorni 10 col'articolo 154 del Regolamento annesso al R. Decreto del 30 luglio 1851, nella mira di porre i depositi di Genova nella stessa favorevole condizione degli altri depositi doganali dello Stato.

Senonchè l'insufficienza degli attuali locali, rendendo di somma urgenza un temperamento pel quale non rimangano incagliate le operazioni nei locali dipendenti dall'ufficio principale di spedizione della Dogana di Genova, fatte oggidì maggiori dalla cresciuta affluenza del commercio de' piroscafi postali, l'Azienda delle Gabelle e la Camera di Commercio di Genova avrebbero chiesto, che la gratuita permanenza in detti locali fosse provvisoriamente limitata a giorni cinque.

Considerando che tale limitazione è in sostanza rivolta allo scopo che niuno rimanga indirettamente escluso dal benefizio del deposito, siccome avverrebbe nel caso che i locali si trovassero totalmente ingombri; e visto che il termine proposto sarebbe maggiore di quello stabilito col manifesto Camerale del 16 dicembre 1844, il quale, per verità, era troppo ristretto, il Riferente ha l'onore di rassegnare alla firma della M. V. un progetto di Decreto compilato nel senso delle fatte rappresentanze, sperando di poter fra non molto, con altri provvedimenti, proporre a V. M. il ripristinamento della gratuita permanenza per giorni 10.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Ministro delle Finanze;
Abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Articolo unico.

La gratuita permanenza delle merci nei locali inerenti al solo ufficio principale della Dogana di Genova è provvisoriamente limitata a giorni cinque, compresi i feriati, e quello in cui ha luogo l'introduzione.

Il Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato all'Ufficio del Controllo Generale, pubblicato ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dato a Torino, il 16 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

VITTORIO EMANUELE II, ECC. ECC.

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione:

Abbiamo stabilito e stabiliamo quanto segue:

Art. 1. Gli studenti dell'Università di Sassari, che hanno dovuto interrompere i loro studi per il chiudimento dell'Università, potranno tuttavia essere ammessi in fine dell'anno scolastico agli esami del rispettivo corso, purchè non abbiano preso parte ai disordini che diedero luogo a tale chiudimento.

Art. 2. Questi esami si daranno come pel passato nell'Università medesima, e nel tempo che per ciascheduna Facoltà verrà più specialmente stabilito ed indicato dal Consiglio universitario con apposito suo manifesto.

Il Consiglio universitario prenderà però prima colle Autorità politiche dell'Isola gli opportuni concerti al riguardo.

Art. 3. Gli studenti che non saranno chiamati agli esami dovranno rimanersi alle proprie case finchè saranno chiamati.

Quelli che chiamati non fossero in grado di prendere l'esame dovranno anche rimanersi alle proprie case, e gli esami per essi saranno differiti al principio dell'anno scolastico.

Art. 4. Nulla del resto è innovato quanto ai diritti e ai doveri degli studenti tutti.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato predetto è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto, che sarà registrato al Controllo Generale.

Dat. in Torino, addì 19 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

FARINI.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 22 *aprile*.

Nel Decreto Reale dell'8 aprile stato inserito nel Num. 95 di questo Giornale trovasi, fra gli altri maggiori assegnamenti stati soppressi, accennato quello di L. 1000 di cui godeva il sig. conte Teodoro Derossi di Santa Rosa. Questa soppressione fu operata per effetto di una mera formalità, mentre del resto esso signor conte già aveva volontariamente rinunciato a quel maggiore assegnamento.

ACCADEMIA REALE DELLE SCIENZE.

Nelle ultime due adunanze tenute dalla classe fisico-matematica della Reale Accademia delle Scienze, si sono fatti varii lavori, tra cui i seguenti: Una Giunta Accademica ha riferito intorno al merito di una domanda di privilegio per l'introduzione in questi Regii Stati di una macchina e di una nuova foggia di forno per la fabbricazione e cottura del pane ed altri generi di sostanze alimentari, domanda sporta al R. Governo dal sig. Achille Cortese, qual mandatario del sig. Luigi Rolland, di Parigi.

Cotesta macchina, destinata a preparare la pasta, non differisce essenzialmente dal *Pétrin-fontaine*, i cui vantaggi son noti in tutta Francia, e il forno destinato a cuocerla è quello detto *aerotherme*, eziandio vantaggiosamente conosciuto presso molte panatterie francesi. E a sperare che l'introduzione nel nostro paese della macchina e del forno in questione sortirà gli stessi utili risultati, di cui già si giova la Francia, voglio dire maggiore salubrità per le persone addette al lavoro della panificazione, economia di mano d'opera e di combustibile, omogeneità della pasta, uniforme cottura della medesima, finalmente maggiore polizia.

Dopo favorevole rapporto fatto da apposita Giunta Accademica, si è letta una *Nota* del sig. E. Collomb, trasmessa all'Accademia dal sig. avv. Bartolomeo Gastaldi, ed intitolata: *Des causes per-*

www.internetculturale.it

turbatrices dans le mode de transport des blocs erratiques.

Assai interessanti sono i ragionamenti, con cui il signor Collomb, appoggiandosi alle proprie osservazioni fatte particolarmente sul grande ghiacciaio dell'Aar, spiega le perturbazioni che talvolta avvengono nel trasporto dei massi così detti erratici: le sue conclusioni sono affatto in armonia coi principii della dinamica, e colle leggi riconosciute da Agassiz, da Charpentier e da altri nel curioso fenomeno della progressione dei ghiacciai.

Dopo eziandio favorevole rapporto fatto da una Giunta Accademica si è letta una Memoria manoscritta del signor dottore Patrizio Gennari, già professore di botanica nell'università di Macerata, distinta col titolo: *Centuria plantarum Repertorio Florae Ligusticae addendarum.*

Questa Memoria mentre fa conoscere un buon numero di specie nuove per la Flora ligustica, ordinate secondo il metodo naturale, corredate dell'opportuna sinonimia ed all'uopo eziandio di importanti annotazioni fitografiche, nel suo complesso dimostra poi come le spiaggie della Liguria vanno arricchiendosi di specie peregrine in grazia dei semi, che ogni anno vi vengono trasferiti insieme ai cereali dalle regioni del Caucaso, dall'Asia minore, dall'Egitto, e dalle isole del mare Mediterraneo.

Finita la lettura della Memoria pel signor Gennari, una Commissione apposita ha fatto relazione su una Memoria pure manoscritta del signor Guérin-Méneville, di Parigi, avente per intitolazione: *Résumé des études sericicoles faites en 1851 avec le concours de M. Eugène Robert à la Magnanerie de Sainte-Tulle*, ecc.

L'oggetto principale di questo è quello di far noti i risultamenti degli studi e delle esperienze dall'autore tentate coll'intendimento di stabilire i miglioramenti da introdursi nella condotta delle bigattiere relativamente alle razze dei bachi, alla maniera di educarli, al criterio per diagnosticarne le malattie, non che ai mezzi valevoli ad interromperne la diffusione, ed a prevedere che si facciano epidemiche.

Ognun sa che alla risoluzione di questi diversi importantissimi problemi già lavorarono il lodigiano Bassi, il veneziano Dandolo e parecchi altri autori sì italiani che stranieri; tuttavia la memoria del sig. Guérin-Méneville non manca di osservazioni nuove e di saggi precetti, massime nella parte che tratta del modo più acconcio ad impedire od a curare la Moscardina. A tale proposito alle lozioni suggerite dal Bassi, egli sostituisce fumigazioni, come quelle che per la loro naturale diffusibilità possono più facilmente penetrare in tutte le fessure, e nei buchi più reconditi delle camere infette, portarsi ad agire direttamente sulle sporule della botrite e distruggervi il germe della Moscardina.

Ci duole di non poter far qui conoscere la natura della sostanza di cui il sig. Guérin si vale per simili fumigazioni; egli non l'ha ancora palesata.

Da ultimo il cav. Cantù, nella mira di prender data per un più esteso lavoro, ha fatto verbale comunicazione alla classe di un nuovo metodo per procacciarsi l'acido idrobromico, mediante il quale mentre si ottiene quest'idracido allo stato di purezza, evitansi ad un tempo gl'inconvenienti presentati dagli altri mezzi finora conosciuti.

Questo metodo del cav. Cantù si fonda sulla reazione chimica del vetro fosforico, ossia dell'acido fosforico idratato col bromuro di potassio o di sodio.

L'accademico segr. agg. Dott. EUGENIO SISMONDA.

IL SINDACO DELLA CITTA' DI TORINO

Notifica:

Essersi depositati all'Ufficio delle Consegne presso il Municipio, in conformità del disposto coll'art. 686 del codice civile come rinvenuti nel corso dell'anno 1851, i seguenti oggetti, cioè:

Orologio d'oro a cilindro,
Catenella e chiave d'oro da orologio,
Braccialetto d'oro con brilluti,
Decorazione estera,
Monete d'oro, e somma di denaro in eroso,
Portafogli,
Fazzoletti di battista,
Velo nero,
Mantiglia di seta,
Parapioggia di seta,
Buoni per razioni militari di viveri,
Canne da fucili da caccia.

Quali oggetti non venendo reclamati dai padroni nel termine fissato dall'art. 688 del codice civile saranno a suo tempo restituiti ai rispettivi inventori.

Notifica ad un tempo che gli oggetti precedentemente consegnati, per i quali già trascorse il termine voluto dalla legge senz'essere reclamati, presumendosi abbandonati dai padroni, verranno sulla semplice richiesta restituiti ai consegnanti medesimi.

Torino, dal palazzo civico, 21 aprile 1852.

G. BELLONO.

MINISTERO DELLE FINANZE

STATISTICHE del Commercio internazionale di Terraferma.

(*Prima Appendice alle Statistiche pubblicate nel Supplimento della Gazzetta Piemontese del 21 febbraio 1852.*)

Quadro comparativo delle Merci esportate nel 1851 col favore della restituzione del dazio per le materie estere impiegate nella rispettiva fabbricazione.

	QUANTITA'			AMMONTARE delle somme restituite		
	1851	1850	1849	1851	1850	1849
Biacca o Carbonato di piombo puro . . . . Chil.	429,600	522,000	360,400	L. 8,299	10,493	7,201
Cotone filato . . . . »	36,828	»	»	1,104	»	»
Cedri, Aranci, e loro scorze canditi . . . . »	39,800	39,400	39,500	10,670	10,265	15,618
Confetti e frutti canditi »	2,800	5,500	5,700	523	937	997
Paste fine da Vermicellajo »	964,200	1,658,700	1,447,500	19,282	33,174	28,548
TOTALE . . L.				39,883	54,857	52,464

NB. Il premio di esportazione concesso, prima della riforma doganale del 14 luglio 1851 coi Manifesti camerali del 13 febbraio e 2 maggio 1846 e 17 luglio 1847, alla biacca, al cotone filato, ai cedri, aranci, loro scorze, confetti e frutti canditi, nonchè alle paste fine da vermicellajo, corrispondeva essenzialmente ad una semplice restituzione di dazio, poichè veniva appunto regolato sul dazio pagato per l'introduzione delle materie prime. L'articolo 37 dei preliminari della tariffa annessa alla legge del 14 luglio 1851 variò nome all'agevolezza, escludendo ad un tempo dalla medesima i cotoni filati, stante l'esenzione di dazio concessa all'importazione dei cotoni in lana.

La quantità di 36,828 chilogrammi di cotoni filati, che figura nella colonna delle esportazioni del 1851 ebbe luogo prima dell'accennata esclusione, cioè nel primo semestre dell'anno stesso. Nel 1850 e 49 non fu restituito alcun dazio pei cotoni, avendo il commercio, in vista della tenuità delle proprie spedizioni, tralasciato di compiere le condizioni prescritte per siffatta restituzione.

La diminuzione emergente nella quantità delle paste esportate nel 1851 deriva dall'impiego ognor crescente dei grani duri della Sardegna nella confezione delle paste stesse, per cui non è concessa restituzione di dazio.

Del resto, dal seguente quadro, il quale comprende anche le quantità esportate senza restituzione di dazio, si può avere un'idea più completa dell'andamento di tali esportazioni.

	ESPORTAZIONI TOTALI DI			
	Biacca o Carbonato di piombo	Cotone filato	Cedri, Aranci, Scorze Confetti e frutti canditi	Paste di frumento
	Chilog.	Chilog.	Chilog.	Chilog.
Medie annuali 1819-25	535,700	51,200	152,000	384,100
Medie annuali 1826-35	530,700	48,800	152,700	979,100
Medie annuali 1836-45	487,800	25,100	118,000	1,448,400
1846	561,400	24,500	63,400	1,537,600
1847	656,100	1,000	100,200	1,546,000
1848	445,800	55,000	60,300	1,851,900
1849	360,400	15,400	85,100	1,799,000
1850	522,000	52,000	61,000	2,096,000
1851	429,600	239,500	94,700	1,813,400

Quadro comparativo del movimento de'Grani e Granaglie ne'Depositi doganali marittimi (reali e fittizii) durante gli anni 1851, 1850 e 1849.

	RIMANENZE alla mattina del 1° gennaio			INTRODUZIONI durante l'anno			TOTALE dell'anno			ESTRAZIONI durante l'anno			RIMANENZE alla sera del 31 dicembre		
	1851	1850	1849	1851	1850	1849	1851	1850	1849	1851	1850	1849	1851	1850	1849
GRANO															
	Litri	Litri	Chilogr.	Litri	Litri	Chilogr.	Litri	Litri	Chilogr.	Litri	Litri	Chilogr.	Litri	Litri	Chilogr.
Genova (gabella grano)	21,662,000	14,995,600	20,520,800	24,715,400	35,553,800	36,215,800	46,378,400	50,529,400	56,734,600	25,891,000	28,867,400	45,648,600	20,484,400	21,662,000	12,885,700
Spezia	»	»	30,500	»	99,400	30,400	»	99,400	60,400	»	99,400	60,400	»	»	»
Chiavari	550,100	214,500	105,700	1,782,400	989,200	523,400	2,332,500	1,203,500	427,100	1,597,600	653,400	243,200	734,900	550,100	183,900
Sestri Levante	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
S. Pier d'Arena (mare)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Savona	961,200	3,889,200	2,657,200	2,085,300	2,629,400	5,000,300	3,014,500	6,518,600	7,657,500	2,590,700	5,557,400	4,320,000	423,800	961,200	3,337,500
Loano	»	»	»	687,600	»	»	687,600	»	»	478,900	»	»	208,700	»	»
Alassio	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Nizza	2,973,300	211,600	1,186,400	4,534,500	6,921,300	2,461,800	7,557,800	7,132,900	3,647,600	6,380,400	4,159,600	3,466,000	977,700	2,973,300	181,600
Ventimiglia	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
S. Remo	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Porto Maurizio	115,400	»	»	568,000	353,200	»	681,400	353,200	»	497,900	259,800	»	183,500	115,400	»
Oneglia	577,900	300,100	284,500	1,490,900	1,207,000	665,400	2,068,800	1,507,100	947,900	1,608,800	929,200	690,400	460,000	577,900	257,500
Diano	»	»	»	80,800	»	»	80,800	»	»	40,800	»	»	400	»	»
GRANAGLIE e MARSASCHI															
Genova (gabella grano)	1,679,400	1,547,000	3,956,800	1,493,200	1,792,800	3,554,900	3,172,600	3,339,800	7,491,700	1,764,500	1,660,400	6,164,100	1,408,100	1,679,400	1,327,600
Spezia	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Chiavari	65,100	»	»	180,800	109,000	»	245,900	109,000	»	245,900	45,900	»	»	65,100	»
Sestri Levante, S. Pier d'Arena, Savona, Loano, Alassio	»	»	»	»	»	140,000	»	»	140,000	»	»	140,000	»	»	»
Nizza	»	31,700	»	146,800	67,600	214,100	146,800	149,300	214,100	95,500	149,300	144,000	51,300	»	70,100
Ventimiglia, S. Remo, Porto Maurizio, Oneglia e Diano	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
RIEPILOGO															
Grano	26,837,900	19,610,800	24,532,600	35,760,900	47,755,500	44,692,200	62,598,800	67,544,100	69,274,800	39,085,800	40,506,200	52,428,600	23,515,000	26,837,900	16,846,200
Granaglie e Marsaschi	1,742,500	1,628,700	3,956,800	1,820,800	1,969,400	3,889,000	3,563,300	3,598,100	7,845,800	2,405,900	1,855,600	6,448,100	1,459,400	1,743,500	1,397,700
	28,580,400	21,239,500	28,539,400	37,581,700	49,702,700	48,581,200	66,162,100	70,942,200	77,120,600	41,189,700	42,361,800	58,876,700	24,974,400	28,380,400	18,243,900

NB. L'Ettolitro forma la base adottata dalla tariffa del 14 luglio 1851 per lo sdoganamento dei cereali, e per le statistiche dei relativi depositi. Siffatta base era già in vigore dal 1 aprile 1850 in applicazione della legge del 6 gennaio precedente. Anteriormente poi la base per gli sdoganamenti e le registrazioni era di un quintale decimale ossia di 100 chilogrammi. La mina di due quartini, misura di Genova, si riteneva, secondo il prescritto dalla tariffa del 1850 e dal Manifesto camerale 17 luglio 1847, per 100 chilogrammi, sebbene non corrispondesse realmente che a chilogrammi 84 circa.

Introduzioni ed estrazioni dai suddetti Depositi, distinte per bandiera.

	BANDIERA	INTRODUZIONI durante l'anno			ESTRAZIONI durante l'anno		
		1851	1850	1849	1851	1850	1849
		Litri	Litri	Chilogr.	Litri	Litri	Chilogr.
Grano, Granaglie, e Marsaschi	Nazionale	35,0345,00	47,650,000	46,645,000	40,499,300	41,208,500	56,370,300
	Estera	2,547,400	2,052,700	1,936,200	689,300	1,153,300	2,506,400
	TOTALE	37,581,700	49,702,700	48,581,200	41,189,700	42,361,800	58,876,700

Dal Ministero di Finanze, addì 19 aprile 1852.

Il Segretario Capo della terza Divisione
MAYAN.

SVIZZERA

BERNA, 19 *aprile*. Leggesi nella *Suisse*:

Secondo l'uso ampiamente praticato a Berna, il partito liberale conservatore offrì tutte le possibili malleverie al partito radicale; per comporre l'ufficio, si prese un numero uguale di membri d'ogni partito: la distribuzione, ed il ritiro dei biglietti, non meno che lo spoglio dello squittinio, si fecero sotto il più scrupoloso controllo.

Dove il partito così detto radicale è il padrone, non suole procedere in questa guisa, ed in certi cantoni si è rimosso ogni controllo, componendosi l'ufficio esclusivamente di membri del partito dominante. Le cose succedono in altro modo laddove si rispettano le forme democratiche ed i diritti di tutti. È strano che v'abbia chi taccia di *reazionario* il partito che così lealmente procede.

È cosa possibile che nella confusione delle idee, e delle cognizioni sparse da certi giornali sul giusto e sull'ingiusto, sul vero e sul falso, la giustizia e la lealtà possano riguardarsi come *reazione o stupidità*.

— Lo stesso giornale reca quanto segue:

Poichè fu conosciuto il risultato della votazione, si videro, dall'alto della gran torre, sventolare bandiere sormontate di verdeggianti corone; vennero spiegati lo stendardo *federale* ed il *bernese*, e furono salutati dal popolo, che da ieri non cessò di applaudire ai risultamenti dello squittinio popolare del 18 aprile 1852.

Si scorge ora a che cosa si riducano quei furiosi clamori che si mossero contro il governo del 1830; poichè in seguito a tanti intrighi, a tante seduzioni, a tante calunnie, si era ottenuta, il 26 ottobre p. p., una maggioranza opponente nelle elezioni federali, si era preteso che il popolo avesse condannato i suoi mandatarii, ed il governo eletto dal paese.

Questo governo (così gridavano quei giornali che nello stesso tempo oltraggiavano tutte le autorità) altro non era più che un governo usurpatore. Non si fece lungamente attendere la risposta a tutte quelle provocazioni; la votazione del 18 aprile 1852 è, sotto il rapporto numerico, ancora più decisiva di quella del 5 maggio 1850.

Sono le 5 ore. Il cannone annunzia la vittoria del popolo.

— A Winterthour, la sottoscrizione nazionale (per saldare il debito del *Sonderbund*) ammonta ad 11,000 fr. circa: chiesero di farne parte anche parecchie povere donne. Tutti i cantoni sono ora in opera, e l'effetto della sottoscrizione comincia a manifestarsi: vanno in giro in Lucerna petizioni che domandano l'amnistia: queste petizioni sono sottoscritte dai radicali e dai conservatori.

Questa *esplosione* di buoni sentimenti raccomanda la Svizzera alla stima dell'Europa, e non rimarrà senza esercitare la sua influenza sulla sicurezza dell'avvenire. *(Suisse)*

FRANCIA

PARIGI, 19 *aprile*. Leggiamo nella *Patrie*: Il movimento commerciale presentò molta vivezza nel passato marzo. Giusta i prospetti delle dogane, inseriti nel *Moniteur* d'oggi, i diritti percepiti sulle merci entrate in consumo ascendono a 11,935,581 fr. Nel marzo 1851 erano stati di 9,710,957, ossia in favore di quest'anno 2,274,624 fr.

Se si riuniscono le cifre dei primi tre mesi dell'esercizio, notasi pel 1852 un aumento di 5,769,522 fr. Esso principalmente cade sui cereali, sui caffè, sugli zuccheri coloniali, sui cotoni, sulle lane e sete, sulle tele di lino, sulla cocciniglia, sul carbone di terra e sul legno d'acajou. L'accrescimento delle materie prime attesta la progressiva operosità delle nostre manifatture.

Per l'asportazione i risultamenti sono pure soddisfacevoli. Gli articoli in via di miglioramento sostenuto sono: i cereali, i vini, le acquavite ed alcool, i tessuti di cotone, di lana e di seta. Nulladimeno abbiamo da indicare diminuzioni piuttosto notevoli nell'uscita degli oggetti di mode, degli zuccheri raffinati, dei vetri e dei cristalli, e delle macchine.

In quanto alla navigazione della Francia coll'estero e colle colonie, essa è stata più importante nel primo trimestre di quest'anno che durante il periodo corrispondente del 1851, tanto alla entrata quanto all'uscita.

— Si sono distribuiti oggi ai membri del Corpo legislativo i due progetti di legge presentati nella seduta di venerdì, e che regolano definitivamente, l'uno il bilancio dell'esercizio 1848, e l'altro quello dell'esercizio 1849.

Accenneremo per ora un punto notevole che concerne il regolamento del bilancio del 1848. È noto che la commissione incaricata dall'assemblea legislativa d'esaminare il progetto di legge dei conti di quest'esercizio, aveva proposto una riduzione di 200,000 fr. sulle spese ordinarie e straordinarie. Il governo per non riaprire sugli atti del 1848 una discussione che sarebbe oggidì senza oggetto come senza risultato possibile, non istimò bene di adottare la riduzione chiesta già dalla commissione dell'assemblea legislativa.

— Il principe Luigi Napoleone partirà da Parigi uno dei primi giorni della prossima settimana, sulla strada ferrata d'Orleans. Smonterà alla prefettura del Loiret, ove pernotterà, e il giorno appresso farà la sua visita in Sologna. Credesi che il viaggio del principe presidente non si prolungherà più di due giorni.

INGHILTERRA

Si legge nel *Morning-Post*:

La linea della strada ferrata da Cloumel a Tipperary e di quivi a Limerick è terminata, e in conseguenza fu ieri (16) aperta alla circolazione da un convoglio di escursione, nel quale stavano i direttori e l'ingegnere in capo con alcuni de'loro amici.

— Dall'ultimo prospetto della situazione della Banca d'Inghilterra per la settimana spirata il 10 corrente, risulta un aumento di 520,150 sterlini sulla circolazione effettiva de'biglietti che ammontava a 21,207,385 sterl., ed una diminuzione di 351,202 sterl. sulla riserva metallica, ridotta a 19,245,299 sterlini.

— Si legge nel *Daily-News*:

Fra i direttori della Banca d'Inghilterra, eletti l'altro ieri (15) per l'anno corrente, si trovano i signori Th. Baring, J. Huth, Masterman e Berens.

L'altrieri furono egualmente nominati sei nuovi direttori della compagnia delle Indie, i quali sono i signori Bayley, Ellice, Jenkins, Mangles e Masterman.

GRECIA

ATENE, 7 *aprile*. In quest'ultima decade gli animi furono vivamente agitati, si nelle Camere che nel pubblico, in seguito a vaghe rivelazioni di nuove trame non più contro la costituzione ma contro la vita del re; rivelazioni fatte da persone conosciute, e che ebbero il coraggio di non nascondersi sotto il velo dell'anonimo.

L'autorità giudiziaria si occupò immediatamente di questo affare, e procede ad un'inchiesta.

Il pubblico però inclinava a credere, che quelle voci non avessero fondamento; checchè ne sia, vennero mosse delle interpellanze a questo riguardo nelle due Camere. Le spiegazioni del ministero furono tranquillanti.

— *Del* 13. Scrivono alla *Gazzetta di Trieste*, che le voci di trame contro la vita del re ripresero novella consistenza: s'indicano i luoghi, il tempo, le circostanze, le persone. Un avvocato dichiarò di essere stato in procinto di prestare, nelle mani di un capo di palicari, generale N.N. un solenne giuramento richiesto da tutti i membri di quella società segreta, che si raduna sotto le volte sotterranee di proprietà di quel generale: il suddetto avvocato, per orrore al delitto, si allontanò.

Il generale fu allora da suoi amici e parenti messo in voce di mentecatto. Non ostante che i pubblici fogli sconginassero il re a non recarsi, giusta il costume, in chiesa nella notte pasquale, solennizzata dal popolo con spari di fucile, pure S. M. v'andò colla regina; e la tanto temuta notte passò senza alcun disordine. Anche al 6 marzo, giorno anniversario, in cui cominciò la guerra dell'indipendenza alcuni temevano che qualche attentato si facesse contro la persona di S. M. al passaggio del reale corteggio verso la chiesa.

Ma fortunatamente i timori furono vani. Le LL. MM. passarono calme e sorridenti, ed in ogni luogo non ricevettero se non dimostrazioni di rispetto e di affezione.

— Scrivono da Atene all'*Indépendance Belge*: Il sig. Vlakos, nuovo ministro dei culti, dopo di avere preparato le leggi ecclesiastiche, sulle quali il partito *napista* fa gran fondamento, invece di presentarle al consiglio dei ministri, le presentò direttamente al re; ma si dice che S. M. le ritenga, già da 20 giorni, e che non usciranno dal suo gabinetto se non assai modificate.

Il re non appartiene ad alcun partito, egli è il capo della nazione, e tutto ciò che nuocerà alla sua reale e legittima potenza verrà, senza alcun dubbio, respinto.

Le pretensioni del così detto partito ortodosso, o napista, sono veramente esorbitanti: il clero, affatto indipendente sotto tutti i rapporti; matrimonio esclusivamente religioso; matrimonio civile, non valido; divorzio decretato dai vescovi, senza tener altro conto dei tribunali, fuorchè di autorità consulente; a questo riguardo, i vescovi, nominati solamente dal sinodo ecc.; finalmente, una influenza tale in tutti gli affari del paese, che bentosto eclisserebbe l'autorità reale.

Ma, soggiunge l'*Indépendance Belge*, si può esser certi, che, nè il re, nè le Camere accetteranno mai simili leggi.

— Parecchi fallimenti, di grave momento, seguirono a Nauplia, Siva, e particolarmente a Patrasso. Un solo fallimento, in quest'ultima città, ammonta a più di un milione. In Grecia vi ha reale penuria; nella capitale il pane è assai caro, e nelle provincie il prezzo ne è esorbitante.

ULTIME NOTIZIE

FRANCIA. *Parigi*, 20 *aprile*. Il ministro della polizia ha indirizzate, con una nuova circolare agl'ispettori generali, posti sotto i suoi ordini, istruzioni piene di sentimenti elevati e secondo le quali essi debbono applicarsi più che mai a far comprendere alle popolazioni che la loro azione tutelare ha massimamente per iscopo il fare degl'ispettori generali, come dice il ministro, « un punto di comunicazione immediata ed incessante » fra il governo e le masse.

— Il sig. di Vincent, prefetto del Rodano, è nominato membro del Consiglio di Stato, in surrogazione al sig. Legrand che non accettò.

— Si assicura che la festa militare del 10 maggio sarà l'occasione di una gran promozione nei gradi superiori dell'esercito.

— Leggesi nel *Public*: Il ministro della pubblica istruzione ha deposto nelle mani del presidente il progetto di legge organica dell'insegnamento. Questo progetto sarà quantoprima sottoposto al Consiglio di Stato, che lo rimanderà poscia all'esame del Corpo legislativo.

Ecco intorno al progetto istesso alcuni particolari che abbiamo ragione di credere esatti:

I rettorati sarebbero ridotti a 15.

I collegi comunali non farebbero più parte degli stabilimenti dello Stato. Per rimediare alla perdita di tutti i collegi, lo Stato decreterebbe lo stabilimento d'un liceo per ciascun dipartimento.

Niuno potrebbe aprire una casa di educazione senza un'autorizzazione preventiva, se è un laico; e del vescovo della diocesi, se è un ecclesiastico.

In quanto all'azione degl'ispettori generali, essa si estenderebbe sopra tutti gli stabilimenti senza eccezione, e pene severe sarebbero decretate contro chiunque volesse rifiutarvisi.

— Il Corpo legislativo adottò ieri alla maggioranza di 210 voti contro 5 il progetto di legge relativo alla rifusione della moneta di rame.

BELGIO. *Bruxelles*, 18 *aprile*. Il *Moniteur Belge* pubblica un decreto reale, con cui si dichiara chiusa l'attuale sessione legislativa.

— Il governo avea posto in vendita la così detta casa episcopale di Mons; il vescovo di Tournai chiamò in giudizio il governo per opporsi a tal vendita, allegando essere quella casa di proprietà della Mensa vescovile del vescovato di Tournai.

INGHILTERRA. *Londra*, 19 *aprile*. — *Camera dei lords*. — *Seduta del* 19.

La seduta è aperta a 5 ore.

Il lord cancelliere presenta un bill per l'abolizione della carica di alcuni impieghi di cancelleria e che loro sostituisce altri ufficiali pubblici.

Questo bill è letto una prima volta.

Bill del vescovado di Quebec. Questo bill è stato presentato dinanzi al comitato.

Sulla mozione di lord Derby, i bills del reclutamento dell'armata e della marina sono letti una terza volta ed ammessi.

La seduta è sciolta.

Camera de'Comuni. — *Seduta del* 19.

La seduta è aperta a 4 ore.

Bill della milizia. Il colonnello Sibthorp annunzia che allorchè si farà la proposta della seconda lettura di questo bill, egli dimanderà che sia aggiornato a sei mesi. *(Ilarità)*

Il sig. Ansley annunzia che domani (20) chiederà al cancelliere dello scacchiere se la corrispondenza tra il governo della regina e il gabinetto di Vienna, rispetto alla espulsione del reverendo sig. Edwards dall'Austria, è abbastanza completa per essere comunicata alla Camera.

Il Cancelliere dello scacchiere annunzia che dimanderà che martedì 27 aprile e tutti i martedì seguenti l'ordine del giorno passi prima dell'annunzio delle mozioni.

Il sig. Herries chiede che un comitato speciale sia incaricato d'informare sul governo dei territorii di S. M. nell'India, e di far conoscere le sue osservazioni in proposito.

« La direzione della Compagnia delle Indie è (dice egli) giustamente ripartita; ma per ciò che riguarda gli affari politici, la Compagnia delle Indie non è che l'agente del governo di S. M. La responsabilità ricade adunque sopra l'amministrazione nella metropoli; ma troppo s'ingannerebbe chi volesse supporre che essa Compagnia non è che un agente, che un istrumento, perocchè ella partecipa d'un doppio carattere, e sotto alcuni riguardi divide la responsabilità col governo; ma anzitutto gli è nell'interesse del pubblico servizio che un simile sistema di governo misto sia continuato.

È questo nulladimeno uno degli oggetti che il comitato dovrà esaminare accuratamente; ed io spero che dopo aver indicato tutti i mezzi di miglioramento che a me parvero i più idonei, la Camera adotterà la mia mozione. »

La mozione essendo stata appoggiata, il sig. Anstey si preparava a parlare al partir del corriere. *(Sun)*

— Il *Conflict*, piroscafo della marineria reale britannica, arrivò sabato (17) a Queenstown, recando in Inghilterra il generale Rosas, la sua famiglia e il suo seguito. Durante il viaggio una calaia scoppiò, uccidendo 4 persone.

— Si legge nel *Sun*:

Stamattina (19) la corte dello scacchiere ha pronunciato la sua sentenza sulla quistione dell'alderman Salomons, imputato del delitto di essersi seduto alla Camera dei comuni senza aver prima prestato giuramento. La sentenza alla maggioranza di 3 contro 1 fu contraria all'alderman Salomons.

— Fondi inglesi. Consol dati a contanti 99 5/8, per conto 99 3/4, 3 0/0 rid. 99 1/8. Boni sardi 97.

ALEMAGNA. *Berlino*, 19 *aprile*. *Dispaccio elettrico riportato dai giornali di Parigi*. Oggi si è aperto il congresso dello Zollverein. Il sig. di Manteuffel, presidente del consiglio dei ministri, ha pronunziato il discorso di apertura, nel quale espresse il rammarico di non avere potuto convocare prima d'ora il congresso: manifestò in pari tempo la fiducia che le deliberazioni riusciranno al rinnovamento dello Zollverein, e che questo potrà estendersi ad altri Stati col mezzo di trattati costitutivi, tendenti a restringere vieppiù l'unione esistente, promovendo, nello stesso tempo, nuovi interessi destinati a svolgere la proprietà materiale.

Il colonnello Meixner, plenipotenziario della Baviera, rispose al discorso del ministro; egli espresse il desiderio che l'Austria fosse ammessa a partecipare alle deliberazioni del congresso per organo di un plenipotenziario; ma non determinò alcun'epoca precisa per tal fine.

— *Annover*, 16 *aprile*. La *Stampa di Annover* dice: Quello che ieri abbiamo riferito, come una voce vaga, oggi possiamo affermare con certezza. L'organizzazione giudiziaria verrà eseguita prima ancora che si raduni il Parlamento.

— Corre voce che il sig. Lindemann assumerà il portafoglio del sig. Decken: ciò sarebbe di buon presagio per l'eseguimento delle leggi organiche.

E. LEONE Gerente.

Dal Ministro per gli Affari Ecclesiastici di Grazia e Giustizia (Gran Cancelleria di S. M.) con rescritto in data 29 marzo 1852, segnato, pel Ministro, il primo ufficiale Deandreis, i signori causidico Angelo Bianchi e Clementina nobile De-Marchi Tornielli, coniugi, della città di Novara, sono stati formalmente autorizzati a far inserire nella Gazzetta Ufficiale del Regno, ed in quella della divisione di Novara, la domanda diretta ad ottenere la facoltà di aggiugnere d'or innanzi al cognome proprio di famiglia Bianchi anche quello di Tornielli.

Causidico *Angelo Bianchi*.

BOLLETTINO UFFICIALE *dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali*.

Torino, il 23 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO

MONETE CORSO ARGENTO O BIGLIETTI DI BANCA (1)

CAMBI	Per trasmissione	Per vista	Compra	Vendita
Augusta	100	101 1/4		
Genova sconto 1/2 per cento	1/4	1/4		
Francoforte s. M.	100	100 1/4		
Londra	99 3/4	99 7/8		
Milano	100	100 1/4		
Parigi	99 3/4	99 7/8		
Torino sconto 1/2 per cento	1/4	1/4		

Doppie da 20 L. di Savoia di Genova Sovrane vecchie	EROSO misto	Perdita	Compra	Vendita
			96 05	96 10 p.
			96 75	96 80 p.
			79 95	80 05 p.
			84 90	84 95 p.
			96 05	96 10 p.
			96 75	96 80 p.
			79 95	80 05 p.
			84 90	84 95 p.
			9	50 p. 0/0

(1) I Biglietti si cambiano al pari alla Banca.

FONDI PUBBLICI	Per contanti giorno pr. dopo Borsa	Pel fine del mese corrente nella mattina	Pel fine del mese corrente giorno pr. dopo Borsa	Pel fine del mese prossimo giorno pr. dopo Borsa	Pel fine del mese prossimo nella mattina
1819 5 0/0 prod. 1 aprile					
1831 * * * 1 genn.					
1848 * * * 1 mar.					
1849 * * * 1 genn.					
1851 * * * 1 dicem.					
1834 Obblig. 1 genn.					
1850 * * * 1 luglio					
1851 * * * 1 luglio					
1834 5 0/0 Sard. 1 genn.					
Azioni di Banca					
Azioni B. N. 1 genn.					
Banca di Savoia					
Città di Torino 1 genn.					
Azioni di Genova 1 luglio					
Torino (Lot. 0/0) 1 gen.					
Soc. del Cred. Mob. 1 gen.					
Soc. del Gaz (acti.) 1 gen.					
Società del Canalezzo					
Imprestito Piemontese					
34 diombre					
Via ferr. di Savigliano					
Molini presso Collegno					
1 giugno					

BORSA DI PARIGI *del* 20 *aprile*.

Il 4 1/2 0/0 aperto a 101, 10, chiude a 101, 15.
Il 3 0/0 aperto a 71, 90, chiude a 72, 10.
Le azioni della Banca di Francia restano a 2795.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 20.
Il 5 0/0 idem (anglo-sardo) a 98.
Le obbligazioni di Piemonte (1834) a 1015.
Idem (1851) a 975.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA

Pel 15 maggio 1852

RIAPERTURA
DELLA CERTOSA DI PESIO
PRESSO CUNEO IN PIEMONTE

STABILIMENTO IDROPATICO
E VILLEGGIATURA D'ESTATE

Sotto la direzione del Dottore BRANDEIS

La natura e l'arte son concorse a gara per rendere l'ex-Certosa uno de' più belli stabilimenti; ivi si trova tutto riunito: numerose e limpide sorgenti, aria salubre, ombrose vallate, fiume abbondante di trote, ricchi pascoli, edifizi spaziosi con grandi portici, cappella, gabinetto di lettura, bigliardo, parco; ecc. ecc. A questi pregi si aggiungono una grande regolarità ed esattezza nel servizio, ed ogni sorta di comodo ed eleganza, e moderati ne sono i prezzi.

Gli ammalati tra cura, pensione ed alloggio, pagano per settimana . . . . . L. 55.
I visitatori tra pensione ed alloggio . . . » 42.
id. id. pagano per giorno » 7.

Situata a piè del Colle di Tenda, sulla strada che da **Torino** mette a **Nizza** e **Genova**, la **Certosa** sembra dalla natura destinata a servire di convegno al mondo elegante. L'idropatia vi è praticata dietro i principi di Priessnitz. Onde poter dare al paese una guarentigia di certa scienza il signor BRANDEIS, capo dello Stabilimento, dottore di Parigi, di Brusselles e di Napoli, si è fatto anche ricevere dall'Università di Torino.

Per più ampie informazioni recapito all'Amministratore sottoscritto.

FEDERICO GUARDUCCI.

GUANO VERO DEL PERU'

di prima qualità, che da analisi chimica fatta eseguire risulta contenere più di 80 p. 0[0 di materie fertilizzanti,

Sementi Patate di Nuova-York, Maggiengà, Pellagrà. Fenasso formentale, Grano saraceno, Reigrass inglese, Madia sativa, Medica, Trifoglio nostrale, incarnato, bianco e d'Egitto, Barbabietole bianche e rosse.

ISOPATINA D'AMERICA

per la vaccinazione dei pomi di terra.

Presso Porporati ed Arnosio, droghieri, in via di Po.

Presso **GIUSEPPE VERGNANO**

Negoziante, Dora Grossa, vicino a piazza Castello, Torino,

Trovasi la solita SEMENZA di Bachi da seta 1ª qualità, del Monte Brianza.

MINES D'OR D'AUSTRALIE

Ligne de bâteaux à vapeur, portant la malle.

L'Australian, de 1,500, partira de Londres le 28 mai.

Passage: 535 fr. (nourriture comprise).

Pour NEW-YORK, le steamer favori *Sarah-Sand*, de 1,300 tonneaux, partira de Liverpool le 8 juin (à prix réduits.

S'adresser, pour fret et passage, à PRITCHARD et MONNERON, 40, place de la Bourse, au premier.

SEMENTE BACHI di 1.ª qualità, di **Bione**, presso i fratelli TRIBAUDINO, negozianti a Savigliano.

VINO di Francia, 1ª qualità, a fr. **18** la brenta (litri 50) Via Belvedere, casa Mogliassino, num. 6, nel cortile

---

INCANTO DI MERCI

Martedì, 27 aprile, dalle ore 9 alle 12, e dalle 2 alle 5 e successivamente, in un magazzino di casa Fontana, via d'Italia, num. 17.

Una considerevole quantità di panni, *cachemirs, tricots, thibets, tartans, mérinos*, mussole in lana, Orleans, percalli bianchi e stampati, indiene e sempiterne, stoffe per mobili, tele di Russia, bordati, caroline e tessuti diversi, scialli, fazzoletti e *fichus*; stoffe di seta, pizzi, tulli e nastri, coltri e catalogne, oggetti di vestiario da uomo, consistenti in *paletots*, pantaloni e *gilets*, cravatte, sciarpe, camicie, guanti, cappellini di paglia, mutande a maglia e varii altri articoli di mercerie, ed una quantità di filo lino greggio.

DA VENDERE

CASA di nuova costruzione, posta in una delle migliori posizioni in Torino, dell'attuale reddito di annue L. 10,000 circa e suscettibile di aumento. — Dirigersi al causidico coll. Tricerri, via S. Dalmazzo, n. 14.

DA AFFITTARE *pel 1.° ottobre prossimo in via Bogino, tanto uniti che separati*

LOCALE di tre grandi camere al piano terreno, ad uso di Banca; e

ALLOGGIO di quattro ammezzati, con cantina.

Recapito al portinaio, via della Posta, num. 9.

DA AFFITTARE

DAL PRESENTE AL 10 DI NOVEMBRE

Vasta, deliziosa e copiosamente arredata Villeggiatura, cogli annessi, esteso *parterre*, ed ombroso bosco inglese: la posizione è delle più salubri ed amene essendo situata sui colli di Torino, strada di Revigliasco, laterale al così detto *Casino di Campagna*, e da esso distante un miglio circa.

Per le condizioni e maggiori notizie si farà capo dal signor geometra Bria, via dell'Arsenale, rimpetto alla R. Dogana, casa Balbiano di Viale.

DA AFFITTARE

CASINO nel nuovo Borgo di S. Salvario. — Dirigersi al notaio Turvano, via di S. Teresa, num. 10.

DIREZIONE DELLA BEALERA COSSOLA

Alle ore 8 antimeridiane del 2 maggio si procederà, nello studio del sig. notaio Turvano, via S. Teresa, num. 10, piano 3°, al deliberamento dell'annuo affitto delle 3 ore d'acqua spettanti al Consorzio della bealera Cossola, previa licitazione verbale in aumento di L. 80 per ognuna di dette ore, oltre il contributo d'acquaggio.

SOMMARIVA DEL BOSCO

TRASPORTO DI FIERA

La Fiera solita tenersi il 6 maggio fu trasportata, con Sovrana autorizzazione, al 7, e continua ad aver luogo il 6 l'antica festa votiva, con scelta musica e fuochi di gioia la sera.

DIFFIDAMENTO

Si diffidano i creditori dell'ora defunto Gorretta Giuseppe, legatore da libri, di far fede dei loro titoli, fra mesi 3 (Ved. 1ª inserzione, n. 45), al sig. Gorretta Cesare di lui fratello, erede beneficiario, parrucchiere in Torino, od al sig. Goggia Filippo, libraio in Asti, e ciò per l'effetto che di ragione.

DIFFIDAMENTO

Tutte le Case di Commissioni Commerciali e Stabilimenti Sanitarii per le Nutrici nulla hanno di comune colla *Prima Direzione Generale unica* sfabilita per la collocazione delle persone a servizio in Torino, via de' Mercanti, num. 2, accanto alla Trattoria della Concordia. *La Direzione.*

VENDITA

DELLA GRANDIOSA GALLERIA RINUCCINI

DI FIRENZE

Col 1° maggio prossimo venturo si aprirà in Firenze asta pubblica di questa grandiosa raccolta di quadri. La medesima è ricca di oltre 700 dipinti di vario genere tanto di Scuole italiane, che straniere.

Di 92 fra i più ragguardevoli furono pubblicate le illustrazioni, desumendo in gran parte, dai documenti esistenti nell'archivio di famiglia, le prove della loro provenienza ed originalità, il maggior numero di essi esistente in casa da più di due secoli.

La Galleria Rinuccini, giudicata dagli intelligenti una delle più cospicue fra le private di Firenze, conta molti lavori di sommi maestri, fra i quali primeggiano una Sacra Famiglia di Raffaello, una copiosa raccolta di antichi, alcuni dipinti di Salvator Rosa, Carlo Dolci, Andrea del Sarto, ecc. ecc.

Tanto il catalogo generale diviso per Scuole, che le illustrazioni sopra citate si dispensano in Firenze nello Scrittoio del palazzo Rinuccini, Fondani Santo Spirito, n. 2044; in Milano sono ostensibili presso i signori Teodler e Scaeffer, librai nella galleria De-Cristoforis e Giuseppe Vallardi in Santa Margherita; in Venezia presso la libreria Giuseppe Pomba, in Mercceria dell'Orologio, ed in Torino presso i signori Gianini e Fiore, successori Pomba.

L'UNIVERSO DI SAVONA

NUOVO STABILIMENTO PER LOCANDA E BAGNI

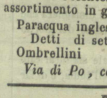
condotto da **ANTONIO GELLI** *e* **C.**

Appositamente costruito in una delle più belle e comode posizioni di Savona, sulla piazza del Mercato, di fianco al nuovo Teatro Chiabrera, sullo stradale di Torino e di Nizza, presso le poste dei cavalli e delle lettere, venne nuovamente aperto al pubblico da una nuova Società dopo essere stato provvisto di elegante mobiglia e fornito di tutti i comodi possibili, buona cucina, pronto servizio e modicità nei prezzi, da sperarne soddisfacimento presso i signori viaggiatori.

PARIS — HOTEL VIOLET

faubourg Poissonnière, n. 36

Cet établissement, fondé depuis 25 ans, et situé au centre de la capitale, près des boulevards et des théâtres, se recommande par la bonne tenue et la modicité de ses prix. — Il est le rendez-vous des principaux négociants étrangers. — Il y a une table d'hôte.



BERNARDO DIVERIO

FABBRICANTE DI OMBRELLE

Giunse recentemente dalla Francia con un grandioso assortimento in genere di novità, a modico prezzo, cioè:

Paracqua inglesi da L. 3, 25 a L. 4, 60;
Detti di seta » » 8 » 60;
Ombrellini » » 5 » 40.

Via di Po, casa Arnaud, presso il Caffè Dilej.

DA VENDERE

CORPO di CASCINA di ett. 6, 8 (giorn. 16) circa, situato nel territorio di Campiglione.

Dirigersi in Pinerolo al sig. causidico coll. Marentini, ed in Torino al sig. notaio coll. e certif. Signoretti.

DA AFFITTARE *al prossimo S. Gioanni*

L'antico Albergo della POESIA, con ampio locale e necessarii utensili ad uso del medesimo, in Saluggia, ove passa la ferrovia da Torino a Novara.

Dirigersi ivi dalla proprietaria Poesio Maria.

DA AFFITTARE per il 1° luglio prossimo dieci membri al 1° piano, via delle Figlie de' Militari n. 13.

A VENDRE

Deux MINES, une d'or, argent et cuivre gris, située sur la Commune de Bonneval, et l'autre de plomb argentifère dans la Commune du Bourg-St-Maurice, province de Tarantaise.

S'adresser pour les renseignemens et les conditions à Joseph Racca, bijoutier, rue Neuve, n. 16, à Turin.

DA VENDERE

CASINO di campagna, composto di 12 membri, 3 giardini, pozzo d'acqua viva, in vicinanza di questa capitale, col passaggio al viale del Regio Ricovero di Mendicità, del reddito di L. 1,100.

CASA nel Borgo di Po, affittata per L. 2,300.

Dirigersi al notaio Secondino, via del Fieno, n. 17.

DA VENDERE *a prezzo di fabbrica*

Due PIANO-FORTI, nuovi, grande formato, dei celebri autori *Erard* e *Pleyel*. — Dirigersi al signor Delodi, droghiere, piazza Vittorio, num. 11.

DA VENDERE

in Vanchiglia, territorio di Torino,

Ettari 76, 20 di terreno fabbricabile, fra le coerenze degli aventi causa dal signor marchese Scarampi, della strada e della polveriera. — Per le maggiori notizie e patti della vendita dirigersi al notaio coll. Cassinis Gasparo di Orazio, via del Fieno, num. 19.

FALLIMENTO

di Boasso Antonio del fu Giovanni, merciaio ambulante a Chivasso.

Si avvisano i creditori di detto Boasso Antonio di rimettere fra lo spazio di giorni 20 ai signori Luigi Maganza e Valentino Tossi, sindaci definitivi, od alla Segreteria dell'eccell.mo Magistrato del Consolato di Torino, i loro titoli di credito colla relativa nota indicante la somma di cui si propongono creditori, e di comparire personalmente o per mezzo di mandatario, in una sala del prefato Magistrato, avanti l'ill.mo signor congiudice Vischi, giudice commissario, l'11 del prossimo maggio ed alle ore 12 meridiane, per la verificazione dei crediti, a termine di legge.

Torino, il 20 aprile 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

Con iscrittura 26 marzo 1852, li signori Forzano Marziano, Gioanni Cantone e Gioanni Arizio, fabbricanti da carrozze in questa città, mentre dichiararono cessata con tutto dicembre 1851 la società tra essi contratta, e di cui nella precedente scrittura 17 febbraio 1850; costituirono contemporaneamente una nuova società in nome collettivo tra di essi, coll'aggiunta di alcuni socii accomandanti.

Questa nuova società continuerà ad aver per oggetto l'esercizio di una manifattura di carrozze, e correrà come per lo addietro sotto la ragione di commercio, *Forzano Marziano, Cantone ed Arzio.*

L'amministrazione della società e l'uso di detta firma si dichiarò spettare a ciascuno dei tre soci risponsabili; ove però si trattasse di assumere obbligazioni per mutui o di fare altri contratti di importanza maggiore di L. 1,000, si convenne esser necessario il consenso o l'approvazione di tutti i tre soci predetti.

L'ammontare dei fondi a darsi dai soci accomandanti venne fissata in L. 84,000, pagabili in contanti, secondo le rispettive quote di partecipazione, fra tutto il 1852.

La detta nuova società si ritenne cominciata al 1° gennaio 1852, e durativa per anni 7, con facoltà ai socii di farla cessare al compimento dei primi 4 anni, previo diffidamento di mesi sei, ed estratto di tale scrittura 26 marzo 1852 venne rimesso alla segreteria del magistrato del consolato, sotto li 19 corrente aprile, a mente dell'art. 51 del vigente codice di commercio.

Torino, il 20 aprile 1852.

Isnardi sost. Isnardi.

NOTA

Con privata scrittura 7 aprile corrente li signori Luigi Barberis possidente e Giuseppe Cosola fornaciaio, ambi di S. Mauro, contrassero società in nome collettivo per l'esercizio di una fornace da mattoni ed altri materiali, per l'escavazione di pietre da fabbricazione, compra e vendita delle medesime, oltre alle negoziazioni di boscamenta.

La detta società correrà sotto la ragion di commercio *Barberis e Cosola*; riservati al sig. Barberis l'uso della firma e l'amministrazione della società; si dichiarò tuttavia lecito al Cosola di fare contratti di compra e vendita di boscamenta, materiali ed utensili, e smerciare i prodotti della società: con che però tali contrattazioni non eccedano per caduno la somma di L. 1000.

La società si dichiarò principiata col giorno 7 aprile 1852, e durativa per anni 6, ed estratto di detta scrittura venne rimesso alla segreteria del Consolato, a mente degli articoli 51 e 55 del codice di commercio.

Torino, il 21 aprile 1852.

Isnardi sost. Isnardi

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 8) La drammatica Comp. Reale recita: *Il burbero benefico* — con farsa.

SUTERA (ore 8) Opera buffa: *La Regina di Leone*, del maestro Villanis.

NAZIONALE Riposo.

Domani andrà in scena il melodramma *Ernani*.

GERBINO (ore 8) La dramm. Compagnia Giardini recita: Beneficiata del primo attore Alessandro Salvini — *Amleto principe di Danimarca.*

CIRCO SALES a porta palazzo (ore 8) La Comp. Tassani recita: *Il conte di Monte Cristo.* (Villefort)

DIURNO vicino alla Cittadella (ore 4 1/2) Comp. Billi recita: *Le donne alla tribuna.*

WAUXHALL. Ballo con tombola tutte le domeniche.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 99 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

SABATO 24 APRILE

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 80	56	44

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

Relazione del Ministro di Pubblica Istruzione fatta a S. M. in udienza del 23 aprile 1852.

Sire,

Da chiunque abbia alcuna esperienza delle scuole del Regno è sentita la necessità di fornire di buoni testi l'istruzione elementare e la media. La prima qualità che in libri somiglianti si ricerca è l'unità di concetto, la quale essendo di più ragioni, può essere riguardata sotto diversi aspetti.

Prima, nello spirito a cui si informano così per ciò che si attiene alla religione ed alla morale, come per quanto ha rispetto ai principii politici, i quali si fanno facile strada segnatamente nelle trattazioni storiche e filosofiche. Poi nell'intento speciale d'ogni serie di libri, dovendo, ad esempio, gli elementari fare serbo delle cognizioni utili a tutti, ed indispensabili per chi s'inoltra negli studi classici e tecnici, e dovendo i libri classici coordinarsi per forma, che i giovani ne siano guidati alle porte delle discipline scientifiche con quella dote di notizie letterarie e storiche, che sono la vera propedeutica della filosofia. Infine nelle teorie didattiche, dovendo e definizioni, e classificazioni, e tutte le teorie grammaticali del corso elementare accordarsi con quelle del corso tecnico e classico, e le une e le altre non venire poi disdette dalla filosofia.

Richiedesi pure nei libri scolastici una bene accomodata gradazione. La quale domanda dapprima che non vi siano interruzioni fra il corso elementare ed il classico e tecnico, nè fra questi ed il filosofico; poi, che non v'abbia ridondanza nè superfluità; infine che le dottrine e gli esempi siano coordinati ed intrecciati di guisa, che non si proceda per salti dall'una all'altra cognizione.

Esaminati al lume di queste idee i nostri libri di testo, molti di essi apparirannno, come sono veramente, o imperfetti o al tutto disadatti.

Vuolsi inoltre notare, che dopo la fondazione dei collegi nazionali e l'aggiunta di nuovi studi in tutti gli altri istituti, non si è ancora provveduto alla compilazione di libri scolastici che espongano le materie introdotte. Nè deve tacersi, come chi si rechi in mano taluno dei classici latini ad uso delle scuole abbia a dolersi che, nella scelta dei componimenti, non solo siasi lasciato talvolta da banda il meglio degli autori, ed accolto il mediocre; ma neppure siasi posta severa diligenza nell'eliminare quelli che offendono il pudore dei giovinetti e possono fomentare il mal costume. E gli dorrà similmente che con poco accorgimento siensi offerti alle tenere menti, come modelli di bello stile, quei soli scrittori della latinità pagana, i quali della morale e della virtù inducono un concetto diverso da quello, su cui poggia l'educazione cristiana e la civiltà moderna.

Ben sarà pregio dei libreri ordini e del governo di V. M. il cambiare questo antico improvvido indirizzo della letteraria coltura.

Le avvertenze che ho l'onore di sottomettere a V. M. intorno alla necessità di buoni testi scolastici non sono in contraddizione con quelle per le quali vennero, a mia proposta, abolite negli studi dell'Università. Conciossiachè altre sono le ragioni che governano l'alto insegnamento, ed altre quelle, onde si reggono le prime e le mezzane discipline. Nelle une il libro ufficiale, anzichè allenare la mente dei giovani che si travagliano verso le ardue cime del sapere, li snerva adagiandola nei comodi e determinati confini della morta parola, la quale si affida alla memoria, senza che se ne cibi ed avvivi lo spirito. All'incontro negli studi elementari, e negli altri che si dicono secondi, è mestieri che la tenera mente dei fanciulli che nulla sanno, e l'ingegno degli adolescenti che comincia ad aprirsi ai primi raggi del vero e del bello, trovino nei libri una guida sicura che li sostenti ad ogni passo, e li regga nel cammino segnato e prefisso.

Oltrechè i corsi tutti di queste due parti dell'insegnamento collegandosi infra di loro per molti nessi, e l'una classe essendo gradino che mette ad un'altra, nascerebbe troppa confusione se all'arbitrio degli insegnanti fosse lasciata la gradazione dell'istruzione da impartirsi, e la scelta del metodo con cui le prescritte materie s'insegnano.

Io ho quindi ravvisato opportuno di eleggere un'apposita Commissione la quale secondo le precedenti norme, e colla scorta dei lavori già condotti innanzi da questo Ministero, prenda a disamina questo soggetto; e primieramente riferisca quali libri attualmente in uso si possono conservare o nella loro integrità o mediante opportune modificazioni; secondo, quali debbano essere rifatti o in tutto o in parte; e finalmente prepari i programmi di quelli che mancano, indicando sè alla loro compilazione debba provvedersi con incarichi speciali oppure mediante pubblico concorso. La Commissione si dividerà in sezioni secondo i rami dell'insegnamento intorno i quali debbono versare i suoi lavori.

La somma stanziata in bilancio pel corrente anno alla Categoria degli *Incoraggiamenti* consente che fin d'ora si ponga mano a questa importantissima opera: per continuarla e ridurla a compimento provvederanno i bilanci venturi.

Ove piaccia a V. M. di approvare questa proposta, la Commissione potrebbe essere costituita dei signori:

Presidente cav. Ignazio Pollone, prof. di matematiche e primo ufficiale del Ministero d'istruzione pubblica;
Cav. Amedeo Peyron, prof. emerito di lingue orientali, membro della R. Accademia delle Scienze;
Filippo Delfippi, prof. di zoologia;
Domenico Capellina, preside della Facoltà di lettere, e deputato;
Cav. Ercole Ricotti, prof. di storia, membro della R. Accademia delle Scienze, e deputato;
Padre Gio. Batt. Ceresetto, prof. di rettorica nel collegio nazionale di Genova;
Sacerdote Gio. Antonio Reyneri, prof. di metodo, e membro del Consiglio generale delle scuole elementari;
Domenico Berti, prof. di filosofia morale, e deputato;
Prof. Giuseppe Bertoldi, ispettore delle scuole secondarie e dottor collegiato di lettere;

Membro e segretario della Commissione:
Prof. Modesto Scoffier, dottor collegiato e capo d'ufficio al Ministero di pubblica istruzione.

S. M. approva.

FARINI.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 23 aprile.*

Alla Camera dei Deputati, nella tornata d'oggi, il Ministro Guardasigilli presentò una requisitoria contro il deputato Sanna. Fu convalidata l'elezione del collegio di Albertville, e si approvò senza discussione il progetto di legge per una convenzione consolare colla Francia, con voti 104 contro 5, e quindi quello per l'istituzione di una cassa sociale pei maestri elementari, con 86 suffragi contro 26, dopo qualche dibattimento per la strada [illegible] Novara, ed il Ministro dell'Interno ne presentò un altro per l'approvazione di alcuni capitoli di concessione ai teatri Regio, e Carignano.

L'AZIENDA GENERALE DELLE GABELLE

Invita gli aspiranti agli esami di Volontario di presentarsi al direttore delle dogane nel cui distretto sono domiciliati per essere informati dell'esito della loro domanda, o fornire quelle nozioni e quei documenti che ancor potessero occorrere.

Inoltre rinnova l'avvertenza che gli esami avranno luogo il giorno 6 maggio p. v. alle ore 9 antimeridiane, alla direzione di Ciamberi per gli aspiranti della Savoia od ivi domiciliati, alla direzione di Cagliari per quelli dell'isola di Sardegna, alla direzione delle dogane di Genova per quelli di quel ducato e della Contea di Nizza, ed a questo generale ufficio per quelli del Piemonte e delle rimanenti provincie dello Stato.

Torino, il 23 aprile 1852.

L'Intendente generale, Senatore del Regno
CIBRARIO.

REGIA UNIVERSITA' DI TORINO.

Non di rado pervengono alla Segreteria della Regia Università suppliche, le quali non portano alcuna indicazione nè della data, nè del luogo dal quale sono trasmesse; quindi avviene che non essendo le medesime corredate dei documenti che si richiedono, e non sapendo la Segreteria dove rivolgersi per ragguagliarne i ricorrenti, non puossi promuovere su quelle alcun provvedimento.

Affine di evitare i ritardi che da ciò ne derivano nella spedizione degli affari, si avvertono tutti coloro, che abbisognassero di qualche provvedimento dall'Università, della necessità di notare sui loro ricorsi la data ed il luogo, dal quale li trasmettono, ponendoli eziandio in avvertenza che i signori Provveditori agli studi hanno dai vigenti Regolamenti l'incarico di rassegnare alle Autorità universitarie le carte e le suppliche, che a tal fine fossero loro consegnate.

Torino, dalla Segreteria della R. Università degli studi il 22 aprile 1852.

Il Segretario Capo d' Ufficio GARNERI.

REALE ACCADEMIA DI AGRICOLTURA.

Pubblica esposizione di prodotti di Orticoltura.

Essendosi riconosciuto che il locale del *Pallacorda*, in cui erasi prestabilito, ed annunciato farsi in quest'anno l'esposizione di prodotti di orticoltura, presenta varii inconvenienti, a cui difficilmente si potrebbe provvedere; un' area non sufficientemente capace da ricevere le macchine, e diversi stromenti del Museo Geoponico dell'Associazione Agraria, ed un ingresso assai angusto, il quale non permetterebbe di potervi introdurre oggetti di mole, o dimensioni notevoli, che potrebbero forse essere inviati: si fa noto che perciò l'Accademia venne nella decisione di effettuare la nuova sovraccennata esposizione nel cortile del Palazzo dei Regi Musei, via dell'Accademia delle Scienze, ove si sta per un tale scopo sollecitamente attivando la costruzione di un'apposita tettoia: così che restano avvertiti tutti coloro, i quali intenderanno concorrere alla esposizione, di dirigere gli oggetti, che vi vorranno mandare, nel predetto cortile del Palazzo dei Regi Musei; stando nel resto fissa l'epoca annunciata per l'apertura dell'esposizione al primo prossimo maggio.

Il Segr. BORSARELLI.

FATTI DIVERSI. — TORINO. — Nel giorno 18 del corrente mese, la Società mutua medico-chirurgica di Torino tenne la sua annua adunanza generale nella sala di fisiologia sperimentale.

In tale occasione il cav. prof. Griffa, presidente della Società, disse parole molto commoventi, che furono ricevute dagli astanti con reiterati applausi.

Il tesoriere cav. dott. coll. Bertini presentò il rendiconto amministrativo dello scorso 1851, per cui risultò avere la Società in fondo disponibile poco meno di 19,000 lire, quantunque a vari soci bisognosi siano state rivolte, in [illegible] un ragguaglio storico dell'andamento della Società, per cui si conobbe essere questa da collocarsi tra le più animate e fiorenti.

Furono in tale seduta nominati sei membri della direzione, in surrogazione di altri sei che, a tenore del regolamento organico, cessarono di far parte della medesima; detta direzione trovasi ora composta come segue; i membri ne sono disposti per anzianità di nomina:

Bisè, Ruatti, Sachero, Savino, Sella, Valerio, Malinverni, Sperino, Filippi, Trombotto, Roffi, Valauri, Balestra, Gianotti, Lombard, Castelli, Laugeri, Adami, Tarella, Mosca, Fasella, Borelli, Demichelis, Granetti.

Essendosi poi dalla direzione istessa proceduto alla composizione del suo ufficio, ne risultò:

Tarella, presidente; *Sella*, vice-presidente; *Sachero*, censore; *Trombotto*, vice-censore; *Valerio*, consigliere; *Balestra*, id.; *Lombard*, id.; *Malinverni*, id.; *Bertini*, tesoriere; *Demarchi*, segretario.

L'istituzione di cui parliamo, che fu poi di modello a molte altre consimili che si fondarono in varie città d'Italia, si commenda per sè stessa, e dimostra a sufficienza come sia radicato lo spirito di umanità ne' seguaci del sommo Ippocrate.

Appendice

Scrittori genovesi di filosofia razionale civile.

VIII.

(Continuazione e fine; V. num. 48, 62, 63, 65 81 89 e 96)

CANONIERO PIERANDREA — LICETI FORTUNIO — MASCARDI AGOSTINO — PALMIERI ED ALTRI.

Mi occorre primamente discorrere in quest'articolo di un ingegno vario, fecondo, ma bizzarro assai; è desso Pier Andrea Canoniero. Nacque in Genova, fu educato dal padre nella medicina, studiò poscia le leggi e ne ottenne la laurea in Parma. Come fu incerto e disforme nella maniera del vivere e nei luoghi di sua dimora; così lo fu nelle svariatissime opere cui scrisse e stampò. Qui, ommettendo le altre tutte, accennerò a quelle soltanto che toccano l'indole di questi brevissimi studii, e diedero al Canoniero il diritto di essere ricordato tra gli scrittori genovesi di filosofia razionale civile. Del 1609 stampava in Roma li suoi *Discorsi politici sopra i primi due libri di Tacito*, e poco appresso di Roma dipartivasi per le Spagne. Dava il proprio nome alla milizia spagnuola, e trattenevasi per alcun tempo in Madrid. Più però che la spada trattava la penna e pare dedicasse a Filippo IV alcuni altri libri di politica che gli meritarono l'esilio. Si raccolse in Auversa ed ivi esercitò la scienza legale e la medicina, annunciandosi tratto tratto al pubblico per nuove produzioni del proprio ingegno. Ed in Anversa apparve in luce un libro del Canoniero per concetti e per narrazione di fatti singolarissimo, intitolato: *De curiosa doctrina*; ed ivi pure stamparonsi *Il perfetto Cortigiano*, e tre volumi delle sue *Ricreche politiche, morali e teologiche* oltre a parecchi altri di argomenti diversi da quelli che sono lo scopo delle mie indagini.

Il Canoniero, come lo dimostrano gli scritti e le vicende molte della sua vita, ebbe ingegno versatile assai: ove lo avesse allargato meno e fosse stato più tollerante del correggere e del meditare, i parti di lui sarebbero stati men varii e numerosi, ma più robusti, interi e securi della lor vita. Partecipò a vizii del proprio secolo, e come la massima parte dell'opere sue le dettò latinamente; così lo stile dilungasi da quegli aurei modi che sono pregio e carattere distintivo degli scrittori nostri del secolo decimo quinto e sesto: tuttavia tratto tratto riscontransi alcuni squarci eloquenti ed alcuni altri concettosi e ricchi di molta erudizione. Per noi però basta l'aver richiamato questo nome per coloro che scriveranno, quando che sia, una vera e dotta storia della filosofia italiana, e svolgeranno più largamente quella ricchissima tela che per sommi capi e alla sfuggita, comunque con assai dottrina, raccolse il professor Bertinara in un suo erudito discorso *sull' indole e le vicende della filosofia italiana* (1).

Vorrei forse assegnare un posto onorevole abbastanza tra filosofi della Liguria, comunque nativi l'uno della terra di Recco, l'altro della città di Sarzana a Fortunio Liceti e ad Agostino Mascardi. Il Liceti dettò ben settantasette opere che per la massima parte furono date alle stampe. Gli argomenti discorsi in cotanta mole di scritti sono varii. Sovrabbondano quelli di filosofia, e gli altri risguardano le scienze mediche, astronomiche, teologiche e matematiche segnatamente. Fra i libri di argomento filosofico accenneremo a quelli che pel titolo loro sembra che meritino una speciale menzione. Del 1602 stampavansi pel Pavoni in Genova *I tre libri intorno all'origine dell'anima umana*, ed in Genova pure del 1606 altri *Tre libri intorno alla vita*. Del 1616 escivano alla luce in Padova per Pietro Bartelli *Due libri intorno alla coestensione* (maniera veramente curiosa di esprimersi) *delle anime nel corpo*, ed in Padova stessa del 1627 per Gasparo Crivellari *Cinque libri intorno all' intelletto agente*. Ivi pure pel Varisco stampavasi il libro *De anima subiecto corporis nil tribuente, deque seminis vita et efficientia primaria in constitutione foetus*. In Udine per lo Schiratti vedevano la luce del 1636 *Peripatetica medicaque placita liber unus*; e del 1640, *De quaesitis a claris viris ardua, varia, pulcra et nobilia quaeque potentibus in medicina, philosophia, theologia, mathesi et alio quovis eruditionis genere responsa Liceti*.

Due furono i volumi del Liceti che su codesto argomento comparvero primamente, ed il terzo fu aggiunto del 1646. Da' torchi dell' udinese Schiratti uscirono pure i libri, del 1637 *intorno all' anima fisicamente al corpo non propensa*, del 1634 *intorno alla varia propensione dell'anima razionale al corpo*, del 1635 *intorno all'analogia del mondo e dell'uomo*, e del 1645 *intorno al grado della pietà di Aristotele verso Dio*. Varii poi furono i trattati enciclopedici di questo autore editi in Parigi, in Padova ed altrove, tra quali segnatamente è da ricordarsi l' opera ch' egli intitolava: *Enciclopedia miscellanearum eruditionum*. Dopo queste e le altre svariatissime opere che dettò era pur conveniente che il Liceti medesimo ne tessesse il catalogo, e ce lo diede nella *Storia delle proprie sue opere* stampata in Padova.

A' suoi dì, racconta il Soprani, che Fortunio Liceti chiamavasi fenice degl'ingegni. La fama che rimase di lui dopo la morte nè corrispose agli elogi de' contemporanei, nè alle fatiche durate dall'inesauribile scrittore in tanti argomenti e per un numero pressochè infinito di libri. Ciò prova che il merito sta nei *pochi e buoni*, e che il pregio anco de' frutti dello intelletto non si misura nè a peso, nè a quantità; altrimenti sarebbe d'uopo scambiare per moltissimi nomi il giusto ordine fin qui tenuto dalla immortalità e dalla gloria. Accennai tuttavia al Liceti, perchè mi parve che si gran mole di scritti non dovesse rimanere senza ricordanza che fosse, tanto più che codesti scritti stanno a rappresentanza del secolo, in che si dettarono, e stanno a rappresentanza del secolo, in che si dettarono, e di fatti ed insegnamenti degni di considerazione.

Tra le varie opere, cui d'argomento filosofico, oltre le letterarie molte, dettava Agostino Mascardi, meritano menzione speciale le sue *Dissertazioni intorno agli affetti o* le sue *Prolusioni di Elica* stampate in Parigi *perturbazioni*, le sue *Discorsi morali sulla tavola di Cebete Tebano* editi dapprima in Venezia del 1627, indi, in Venezia pure, del 1653. È curioso ciò che della stampa di essi scrive il Mascardi, mentre confessa che in rileggendo i fogli stampati ci trovò due sorta di errori, i suoi e quelli dello stampatore: accenna con rara franchezza a parecchi de' primi, indi soggiugne: lo stampator poscia vi ha la sua parte (e quando non l'hanno gli stampatori?) nell' orto-

www.internetculturale.it

— Si è per cura di alcuni farmacisti instituita in Torino una Società che ha preso per titolo : *Società di Farmacia degli Stati Sardi*. Si tennero diverse adunanze generali per discuterne lo statuto fondamentale ; si nominarono quindi per votazione segreta, onde formarne il primitivo nucleo, dodici membri effettivi, che per ordine di maggioranza di voti qui riportiamo : Gallo Giuseppe, Borsarelli P. Antonio , Chiappero Francesco, Schiapparelli Gio. Battista , Rossi B. Alessio, Griseri Vincenzo, Mosca Luigi , Rasino Giuseppe , Garbiglietti Cesare, Berta Camillo, Abbene cav. Angelo, Fiorio Giuseppe.

Questi , adunatisi la sera del 25 marzo , procedettero alla nomina degli uffiziali della Società , e riuscirono con egual numero di voti chiamati alla presidenza Schiapparelli e Borsarelli; quegli per anzianità fu nominato presidente, questi vice-presidente, Gallo segretario generale, Abbene censore, Rossi tesoriere, Chiappero e Mosca segretari particolari.

Lo scopo di questa Società è ad un tempo scientifico e professionale : i suoi lavori sono fatti di pubblica ragione per mezzo del *Giornale di Farmacia , di Chimica e di Scienze affini* , di cui , coloro che ne furono instituttori e che ne hanno attualmente la direzione, ne fecero, trascorso che sia il corrente anno, dono alla Società.

Provincie. — Ci scrivono da Nizza Monferrato, il 19 aprile :

Iersera si è qui fatta la solenne distribuzione dei premi agli alunni delle scuole elementari e della scuola serale gratuitamente instituita e diretta dal benemerito sig. Pio Ponzio San Sebastiano, luogotenente in ritiro. Questo egregio cittadino inaugurò la funzione con un lodato discorso, pieno di nobili sentimenti e sfolgorante di patria carità. Quindi alcuni tra fanciulli e ragazze lessero alcuni componimenti con acconcia disinvoltura e con molta espressione. A questo soave spettacolo l'udienza restò commossa, e il degno provveditore agli studi, sig. Giacinto Giordano, pronunciò un' assai viva allocuzione, che fu universalmente gradita ed encomiata ; ma con più notevole impressione furon ricevute queste generose parole : « I benefici effetti dello Statuto che ci regge, la maravigliosa lealtà del Re, il provvido senno del suo Governo, già si dimostrano, e allora ben si conosceranno quando l'istruzione avrà a noi fatto piegare e fruttificare il tesoro che la magnanimità di Carlo Alberto ci ha largito. Ma fin d'ora possiamo confortarci nel pensiero, che a noi non manca quello che basta a produrre la felicità di un popolo, dir voglio la fedeltà ossequiosa del Re e de' suoi Ministri alla legge, l'amor loro pel bene universale e lo sperato trionfo della giustizia. » Dopo ciò, il valoroso prof. Scavia , ispettore delle scuole della provincia, con animato discorso si lodò moltissimo dello zelo che il municipio metteva in promovere la istruzione elementare, dalla quale tanto bene si aspetta la patria nostra; aggiunse che si doveano con gratitudine riconoscere le cure liberali del bravo sig. Ponzio, e che ben gli godeva l'animo di vedere così ben prosperare il regno della sincera libertà. La funzione ebbe degno compimento con una bella poesia dell' egregio prof. di rettorica D. Carlo Martini. V'intervennero tutte le autorità locali, il municipio, il clero, gli uffiziali della guardia nazionale, il corpo insegnante, le ispettrici delle scuole femminili e la maggior parte de' popolani. Una scelta musica accrebbe la letizia di questa solennità, che veramente si può dire festa cittadina.

— Ci scrivono da Acqui :

Sua Maestà con R. Decreto del 12 corrente, sopra istanza della Commissione instituita per gli studi di una ferrovia da Acqui ad Alessandria, si è degnata di convocare in straordinaria seduta questo Consiglio provinciale per deliberare sulla costruzione di una strada ferrata che metta questa città e provincia in comunicazione colla linea da Torino a Genova.

La tornata avrà principio il 25 del corrente mese, e potrà prolungarsi per giorni 15 consecutivi.

— Si legge nell'*Amor della Patria* in data di Pallanza :

Deploriamo la perdita avvenuta nella notte del 10 all'11 andante [illegible] ridionale che innalzossi poco prima della mezzanotte, mentre i conducenti, colti dal sonno, dormivano sulla prora. Le onde che spumeggianti si alzavano, immettevano in grande copia l'acqua nelle navi, le quali in breve si trovarono sommerse : fortunatamente i conducenti tutti si salvarono. Il danno calcolasi in complesso a lire cinquemila.

— Si legge nella *Croce di Savoia* ;

Abbiamo sott'occhio un'esatta e ben particolareggiata relazione amministrativa del 1851 dell'intendente di Lomellina, la quale, mentre ci fa scorgere la molta intelligenza , i generosi consigli e la rara operosità di quel valente amministratore , che nulla dimentica di quello che può infonder vita, e promuovere la prosperità di quella provincia , ci dà a divedere come questa sia giunta in breve tempo ad avere tutti i suoi comuni forniti di scuole elementari per l'uno e l'altro sesso.

Questa relazione è corredata da due quadri ottimamente circostanziati dello stato si dell'istruzione elementare, come della milizia nazionale. Ci piace il nominare anche quest'ultimo , approvando il saggio avviso dell' intendente che li volle dare uniti, perchè la milizia nazionale è non solo un mezzo di difesa del paese e delle sue libertà, ma eziandio un mezzo educativo.

Dal quadro delle istruzione risulta, è vero, che vi resterebbero tuttora un solo comune senza scuola maschile, ma collo stipendio stanziato; sedici comuni senza la femminile , pur collo stipendio stanziato, e due senza scuola e senza stipendio stanziato. Ma è da avvertire che già d'allora si era disposto perchè nell'anno entrante tutti avessero a trovarsi nella medesima condizione; e siamo informati che si felice risultato si è presentemente ottenuto.

Stando a quel solo prospetto appare incredibile il miglioramento ottenuto nello spazio di un anno solo. Sopra una popolazione di 139,872 nel 1850 il numero degli scolari si maschi che femmine rilevava in estate a 4,057, in inverno a 6005; nel 1851 ascese a 6,250 in estate, aumentò 2,215; ed a 10,274 in inverno, aumentò 4,271.

Le somme spese dai comuni per le scuole maschili , che nel 1850 furono di L. 45,695, arrivarono nel 1851 a L. 51,590; e quelle per le scuole femminili da L. 3,540 salirono a L. 26,650, totali L. 78,240, aumento L. 29005.

Risultamenti così straordinari di alacrità manifestano in questa provincia un generoso amore universale di educare la nuova sua generazione in modo degno dei tempi e della patria.

Savoia. — Si legge nella *Gazette Officielle de Savoie* :

Un cangiamento straordinario di temperatura è venuto a sorprenderci. Mentre scriviamo spira un vento di nord freddissimo. Avant'ieri cadevano nelle vie di Ciamberi fiocchi di neve. Tutte le montagne circostanti sono di nuovo ricoperte del lenzuolo jemale.

— Si leggono nello stesso giornale in data di Moutiers 18 corrente i seguenti ragguagli lacrimevoli :

Uno spaventoso incendio ha testè divorato la maggior parte del capo-luogo del comune des Allues (Tarantasia).

I ragguagli più esatti e più precisi fanno sommare a 68 il numero delle fabbriche incendiate. Sopra questa cifra si contano 29 case d'abitazione, e il rimanente si compone di fenili, granai, ecc. I danni e le perdite cagionate dalle fiamme sono stimate a 100,000 fr. circa.

Questo orrendo disastro lascia senza asilo 58 famiglie intiere, e bisogna fare la dolorosa osservazione che la sorte è stata non men cieca che crudele nel colpire, giacchè i suoi colpi funesti sono stati riservati ai più poveri e alle famiglie più bisognose.

L' amministrazione locale , presieduta dall' Intendente della provincia, si è immediatamente occupata di provvedere alle necessità più urgenti; mercè le loro cure vi ha luogo di sperare che soccorsi pronti ed efficaci verranno ad arrecare qualche sollievo a questo immenso infortunio.

FRANCIA

Parigi, 20 *aprile*. Leggiamo nella *Patrie* : Si lavora in questo momento ai preparativi della distribuzione delle aquile, e della solennità che dee seguirla. Nel cortile d'onore della scuola militare si costruirà una sala immensa, di 9000 metri in superficie; e sarà la sala del ballo. Ghirlande di fiori, intrecciate a fasci d'armi moderne , e frammiste ad armature antiche, circonderanno scudi collo stemma del principe, costeggiati da N, e da aquile d'oro. Una splendida mensa verrà collocata all'estremità del salone, illuminato da 15,000 candele.

Una vastissima orchestra componentesi di scelti musicanti delle bande militari , eseguirà quadriglie composte per l'occasione. Tutti i reggimenti saranno rappresentati dai loro stendardi e dalle loro bandiere, sospesi alla volta dell'edifizio. Sei cento fuochisti, venuti dalla scuola di pirotecnia, si occupano senza posa, già da otto giorni, alla fabbricazione del fuoco d'artifizio, a cui si accompagnerà il rimbombo di 200 pezzi di cannone.

— Giusta le volontà formalmente espresse dal maresciallo Gerard nelle sue ultime disposizioni , i suoi funerali dovranno farsi senza veruna sorta di pompa. La sua spoglia sarà trasportata nella terra ov'egli abitava nel dipartimento dell'Oise, per essere riunita in una sepoltura di famiglia a quei suoi figli che avea perduti. [illegible] ordinò inoltre che le somme ordinarie del suo grado, fossero distribuite in opere caritatevoli, secondochè ha designato egli stesso.

— Il governo ha ricevuto, dal comandante in capo della stazione navale del Brasile e della Plata , dispacci che vanno fino al 5 marzo. L'ammiraglio Le Prédour aveva fatto imbarcare e diretto alla volta della Francia le truppe di spedizione, la cui presenza nelle acque della Plata non aveva più oggetto utile. (*Vedi più sotto alle notizie d'America*)

— Si sta terminando alla manifattura nazionale dei *Gobelins* il ritratto in tappezzeria del principe presidente della repubblica, dall'originale del sig. Orazio Vernet.

Questo ricco lavoro, incominciato fin dal 1850, e che è l'oggetto delle cure più assidue dei più abili operai di quello stabilimento, dee figurare alla prima esposizione di tappezzerie che si farà dopo quella dei quadri.

— Un accidente che avrebbe potuto avere conseguenze gravi è sopraggiunto ieri al sig. Bineau, ministro delle finanze. Nell'uscire dal consiglio, per tornare a casa sua dai Campi Elisi, i cavalli della sua carrozza presero la mano al cocchiere, il quale pervenne a dirigerli, ma non potè ritenerli.

Il legno giunse con una velocità straordinaria dinanzi al palazzo della via di Rivoli, che oltrepassò senza poter essere fermato. Verso la piazza delle Piramidi, esso urtò una carretta pesantemente carica; il secondo asse si ruppe ; le due ruote di dietro si staccarono, e il sig. Bineau fu strascinato per alcuni istanti in tal posizione , correndo i più grandi pericoli. Finalmente i cavalli poterono essere fermati.

Il sig. Bineau fortunatamente non ricevette ferita alcuna. Il suo cocchiere non provò anch'egli verun male. Il carrettiere che conduceva l'altra vettura è rimasto leggermente ferito.

— Leggesi nella *Patrie* :

Il *Constitutionnel* dopo avere lungamente stabilito (locchè è incontestabile) che il Corpo legislativo ha il diritto di discutere e di votare , articolo per articolo , il bilancio delle spese , sostiene che il Consiglio di Stato non può essere chiamato ad esaminare nè il progetto di legge del bilancio , nè gli emendamenti che fossero proposti dal Corpo legislativo.

Il *Constitutionnel* ragiona a norma delle antiche tradizioni parlamentari ; esso giudica in un modo falso della parte attuale del Consiglio di Stato. Perchè sarebbe interdetto al presidente della repubblica , dopo aver determinate provvisoriamente le riscossioni e le spese co' suoi ministri , di consultare anche il Consiglio di Stato prima di rimandar la legge delle finanze al Corpo legislativo ?

Quest'esame preliminare del Consiglio di Stato si giustifica per la duplice ragione, che il bilancio deve essere difeso da commissarii presi nel seno di detto Consiglio , e che l'art. 40 della costituzione, il quale sottopone tutti gli emendamenti al Corpo legislativo , non comporta veruna eccezione.

SPAGNA

Madrid, 15 *aprile*. Scrivono alla *Correspondance* :

Il piroscafo Isabella II, che dee arrivare quanto prima a Valenza, dee condurre il duca e la duchessa di Montpensier a Maiorica.

Il consiglio reale fu, dicesi, convocato ieri a fine di discutere a fondo la importantissima quistione della proprietà letteraria tra la Francia e la Spagna. Si dice anche che la maggioranza del Consiglio non sia troppo favorevole alle mire del gabinetto francese su codesta quistione, ma nulla v'ha di positivo a questo riguardo.

Da tre giorni in poi si trovano a Madrid il signor Fould banchiere di Parigi, e il signor Piscatory, ex-ministro plenipotenziario di Francia in Atene.

— I giornali di Madrid annunziano la morte dei capi di Guerillas El Bon, e Cabré.

Il primo è stato fucilato , dopo che invano tentò di difendersi in una casa nella quale si era ricoverato ; il secondo fu ucciso in uno scontro con le regie truppe ne' dintorni di Golsons.

— La *Nacion* assicura che molti arresti sono stati fatti su i vari punti di Spagna tra le persone appartenenti alla opinione progressista. Questi arresti hanno avuto luogo ad istanza del giudice incaricato del processo dell'ex-deputato Rivero. Tutti gli arrestati sono stati condotti a Madrid e depositi alla prigione del Saladero.

INGHILTERRA

Londra, 19 *aprile*. Si legge nel *Morning-Herald*:

Sabato (17) i ministri della regina furono ricevuti dalla compagnia degli orefici in un gran banchetto. Fra i convitati vi era il primo ministro, conte di Derby, il primo lord dell'ammiragliato, duca di Northumberland, il visconte Hardinge, il cancelliere dello scacchiere, il vescovo di Londra, ecc.

Il banchetto era presieduto dal primo direttore alderman W. di Copeland, membro del parlamento. Parecchi brindisi furono fatti alla chiesa, alla regina , alla famiglia reale, al vescovo di Londra, all'esercito ed alla marina.

Il duca di Northumberland ringraziò, in nome della marina: Approvo, ei disse, le giuste osservazioni fatte dal primo direttore [illegible] noi dobbiamo stimarci fortunati per la prolungazione della pace , di cui godiamo ; ed io posso assicurare, che niuno ne desidera la continuazione più che noi facciano i ministri di S. M. Ma se sopravvenissero casi tali, che il paese fosse costretto a far la guerra, io son certo che la marina sarebbe sempre pronta a fare il suo dovere , ed a mantenere l'onore nazionale.

Quindi parlò il visconte Hardinge in nome dell'esercito.

Poscia , l'alderman Copeland si alza, e dice : « Al nostro confratello, membro di questa compagnia, il conte di Derby, ora primo ministro d' Inghilterra, ed agli altri ministri , suoi colleghi ! »

Rispondendo a questo brindisi, il conte di Derby, disse di andar superbo di far parte della compagnia degli orefici. Soggiunse che in caso d'aggressione, tanto nell'interno che dall'estero, il governo saprà adempiere fermamente i suoi doveri, e giustificherà la fiducia che in esso collocò la regina, e meriterà l'appoggio del popolo.

Il cancelliere dello scacchiere comincia col dirsi lieto, lui ministro di finanze, di trovarsi in mezzo ad una compagnia di orefici, ora che si sta sotto il peso di un bilancio minaccioso. Encomia la probità,e la libertà, per cui si segnalò sempre la compa-

---

grafia, nella interpunzione, nella mutazion delle voci , per cui prega il lettore a percorrere l'indice a parte, *per non avere* , ci conchiude , *a maledire la sciocchezza che non è mia*.

Questi discorsi , che formano un grosso volume , sono preceduti dal volgarizzamento della tavola cebetiana e divisi in tre parti. L'autore dice di averli composti in Genova, dove erasi ricovrato, e letti in una accademia (quella degli Addormentati alla quale apparteneva Gabriele Chiabrera, e vi lesse pur egli cinque discorsi morali) , in che si davano tre soli giorni di tempo per ordire e (per tessere (tristissima condizione) : aggiugne di averne ritardata la stampa, *perchè agl'ingegni degli studianti* (la maniera di esprimersi è tutta propria del tempo) *troppo sfortunata Lucina è la Corte*.

Ma per giudicare della maniera di pensare e di scrivere del Mascardi valga il seguente squarcio, in che, dopo di aver detto che Cebete fa nascere il pentimento degli umani errori dalle calamità, dalle lagrime, dal dolore e dalla tristezza, a differenza d'un platonico (Massimo Tirio) , che ammetteva il pentimento non cadere nell' uomo dabbene, prosegue : « Da questo sofisma è nata l'ostinazione , specialmente dei grandi (o che si dicono tali) , che per non confessare d'aver errato, le male risoluzioni sostentano con l'autorità, stimando necessario decoro dell'esser loro, il non apparire soggetti ad *errori* . . . quindi con sembianze di occulti disegni i mali mancamenti s' ascondono ; i quali , quanto più sono palpabili , tanto più lasciano incerto il pensiero, se qualche mistero non inteso nascondono . . . e più segreti si stimano gl'insegnamenti del buon governo che i misteri Eleusini. Ma infatti altro non sono gli artifizii de' moderni politici, che una superba risoluzione (così il Mascardi de' tempi suoi) di non cangiar la prima risoluzione, o buona o rea ch'ella sia (2). »

E qui a restringere questi fuggitivi miei studii , acciò non eccedano i limiti del giornale cui sono destinati, e non soverchino la pazienza de' leggitori, mi si permetta di raccogliere in brevissimi cenni , e di stipare, direi così , a compimento di questo tenue lavoro alcuni nomi e scritti di filosofi liguri, de' quali gioverà tener conto nelle indagini conscienziose della storia dell'italiana filosofia.

Pietro Falamonica, che fiorì sul declinare del secolo decimo primo (1090), scrisse un *Trattato intorno alle varie sette*, e provò *con efficaci argomenti* che Aristotele non intese mai di scrivere contro Platone, sibbene contro Senofonte, discepolo d'esso Platone e suo emulo.

Domenico Spinola, che viveva nel 1484, dettò due libri a que' giorni segnalatissimi, cioè due *Trattati* : il primo , *intorno alle idee* ; il secondo, *intorno alla natura universale*. Agostino Pallavicini è noto per la sua *Parafrasi di Aristotele*; Antonio Bianchi, pe' suoi *Commenti sopra i quattro libri del Maestro delle sentenze e le Pandette* , la sua *Difesa dei diritti dell' uomo* , e il suo *Trattato della podestà e della polizia della Chiesa* ; De-Marini Domenico, pe' suoi *Commenti sopra S. Tommaso* ; Servile Francesco, *filosofo*, come si appella da' contemporanei, *e medico prestantissimo*, per la sua opera *Intorno al metodo delle scienze e delle arti*, stampata in Bologna pel Rossi del 1581 ; Gaspare Oliva, pel suo dettato *Intorno alla triplice filosofia*; Rossi Giambattista, per le varie sue opere di metafisica ; Scaglia Gian-Francesco, pel suo libro *Della universalità delle cose giusta il parere de' peripatetici* , edito in Milano del 1607; Giacomo Pavese, professore di scienze filosofiche in Padova, in Roma, *ed in altri studii più famosi d'Italia*, per le sue *Cinque disputazioni sopra la metafisica* , stampate in Venezia del 1566; Guastavino Giulio, pe' suoi Commentarii sopra Aristotele ; Paolo Moneglia, per la sua *Introduzione alle scienze*, encomiata da Giusto Lipsio; Stefano Carvisio, per l'*Epitome in tutta la dialettica* , opera stampata in Milano del 1548, ed altri che sarebbe (qui l'espressione ha il suo vero significato) troppo lungo lo annoverare.

Soltanto in sulla conclusione di questi articoli non posso ommettere il nome del Palmieri per integrità di vita e per vastezza e profondità di dottrina celebratissimo. Le varie sue opere, e segnatamente quelle *intorno la libertà e la legge*, la sua *Analisi ragionata dei sistemi degl' increduli*, i *Pensieri sopra la capacità e i diritti* , le *Osservazioni sulla insufficienza dei principii di alcuni filosofi moderni a stabilire la vera morale*, gli assegnano un posto ragguardevolissimo tra i filosofi politici morali del secolo decimonono.

Di tal maniera la Liguria ha ben donde trarre eccitamento a proseguire l'opera degli avi suoi, così nella grandezza de' commerci e nella beneficenza (3) , come nello studio delle scienze , e segnatamente di quelle che più si affanno alla condizione dei tempi e al bene della vita. Si ricordi che gli antenati invitarono a Genova Torquato Tasso per leggervi Filosofia Morale, *con la provigione di 400 scudi d'oro fermi e altrettanti straordinarii* (somma, se guardi a' tempi, notevolissima), che il Tasso volonteroso accettava, e se poscia per salute ed altri impedimenti insorti non vi si portò, questo nulla toglie alla generosità del provvedimento. Si ricordi ché degli studii delle lettere facevan essi argomento di segnalata beneficenza, com'è a vedersi nell'insigne raccolta di testamenti , esistente nell' archivio di San Giorgio e presso il Magistrato di Misericordia (4); e ricca, com' è , di denari , di commerci , d' ingegni , non iscemi punto della patria carità nel promuovere ogni maniera di utili provvedimenti a coltivare lo spirito e ad educare il cuore della gioventù. In tutti i secoli, ma più specialmente negli operosi e cólti non si ottiene un primato , se non ci acciugniamo a gareggiare colle altre nazioni , e nobilmente superarle nella operosità e negli studii.

Bernardi.

(1) Questo discorso fu inserito nella *Nuova Enciclopedia popolare* , e stampato anche a parte. Torino presso Giuseppe Pomba 1846.

(2) Parte II, discorso decimoterzo, pag. 309. Ed. del 1653.

(3) È nobilissimo il manifesto con che il sindaco della città di Genova invita i concittadini suoi a cooperare efficacemente all'erezione di una casa di ricovero, *impresa*, dic'egli, *che oramai non può più fallire*. Il bisogno di tale provvidenza era sommo, e Genova saprà compierlo degnamente.

(4) Per addurre un esempio nel primo de'quattro grossi volumi di testamenti ch'esistono presso il Magistrato di Misericordia, pag. 123, trovasi il testamento di Vincenzo Imperiale, fatto l'anno 1565, il quale lascia *l'usufrutto di tutti li suoi beni da dividersi dopo la morte di Maria e Pellegrina, in due parti: l'una in opere di Misericordia in povere persone di Genova, e l'altra a' suoi parenti poveri in infinito, con ordine e condizione che sieno ripartiti detti usufrutti in maritare loro povere figliuole e parte siano dati agli uomini che vogliono darsi alle lettere. E sia data quella parte che crederassi a tre uomini del sangue li più antiqui di età di quelli che vi saranno in quel tempo*. Così delle povere figlie, de' giovani studiosi, de' vecchi erano provveduti !

www.internetculturale.it

gnia degli orefici: la Camera dei Comuni, ed il paese faranno sempre gran fondamento su di essa, ogniqualvolta il benessere del paese, e la pubblica libertà siano in pericolo; così pure, qualora i diritti e le libertà delle grandi corporazioni, come appunto è la compagnia degli orefici, si violassero, la Camera dei Comuni sorgerà a difenderli, perchè sa quanto vale la libertà ed è sempre pronta a sostenere l'onestà e la giustizia.

— Si legge nel *Daily-News*:

Gli abitanti del distretto di Mary-le-Bone hanno tenuto un gran *meeting in Princess Concert Room* per chiedere che il palazzo di cristallo sia conservato. Molti membri del parlamento ed il sig. Paxton parlarono contro la demolizione dell'edifizio che servì alla esposizione generale.

ALEMAGNA

Austria. *Vienna*, 18 *aprile*. A' prossimi di si attende qui S. A. il duca di Brunswick. Dopo un soggiorno di una settimana egli si recherà a Venezia, dove pensa di fermarsi giorni quattordici, e poi far ritorno per Schloss Sibyllenort di Slesia.

— Le sedute del congresso doganale, continuano tuttora. Ora si tratta della conclusione, si tratta che tutti i partecipi dichiarino in che modo vogliano riguardare utili per l'avvenire i lavori della conferenza. Or ecco che la desiderata compilazione del protocollo finale è difficile, perchè le conferenze doganali di Berlino sono alle porte, e non si possono a due parti contemporaneamente fare delle concessioni obbliganti. L'Annover, il Brunswick e Francoforte sono alquanto imbarazzati, è vero, tanto più che sono persuasi che l'unione doganale austro-alemanna è necessaria quanto mai, e l'unico vincolo che può ristabilire il ravvicinamento del nord col sud. La Prussia sa benissimo che non potrà evitare un tale avvenire, e che l'Austria troverà sempre nuove risorse per riassumere da un altro lato quest'idea, se minacciasse cadere.

— *Del* 19. Nel ministero di commercio sono già condotte a termine le discussioni riguardo alla nuova legge sul commercio girovago e l'ordinanza dei mercati; però la pubblicazione di queste leggi, come non meno di quella che regolar dovrà gli affari industriali, viene procrastinata fino a che seguirà l'organizzazione dei dicasteri politici e delle comuni.

— Parecchi plenipotenziari del congresso doganale di Vienna s'apprestano a partire, e fanno già le visite di congedo. La seduta 62ª ed ultima è stabilita per oggi.

— Le discussioni sui progetti d'organizzazione colla cooperazione dei rispettivi luogotenenti e sotto la presidenza del ministro stesso, principiano quest'oggi.

AMERICA

Stati-Uniti. Si legge nei *Débats*:

Il piroscafo l'*Europa* arrivato a Liverpool lunedì 19 corrente, recò i giornali e le corrispondenze di Nuova-York in data del 7.

Le notizie recate da quest'arrivo non sono molto interessanti dal lato politico. Il solo fatto un poco importante che esse annunziano, è il voto del senato di una risoluzione che non mancherà di esercitare una qualche influenza sulla vicina elezione presidenziale.

Si sa che questa elezione è fatta da delegati di ciascheduno Stato in numero eguale a quello de'membri che ognuno d'essi manda al congresso, e che questo medesimo numero è stabilito a due pel senato e per la Camera de'rappresentanti, giusta la cifra della popolazione.

Ora il senato ordinò che il numero dei delegati attribuito a ciascheduno Stato, sarebbe regolato, non conformemente alla cifra attuale della sua rappresentanza, ma sì a norma de'risultati che dee produrre il censimento dell'anno ultimo.

Gli è questo un lieve vantaggio fatto agli Stati dell'Ovest, la popolazione de'quali si è, da alcuni anni in poi, accresciuta in una proporzione molto più rapida che quella degli Stati dell'Atlantico e del Sud: locchè viene anche a significare che gli è un vantaggio fatto agli Stati senza schiavi e ai partigiani dell'Unione.

Le elezioni municipali della città di San Luigi, nello Stato di Missuri, furono turbate da gravi disordini che costarono la vita a gran numero di persone. I democratici, vinti in quelle elezioni, aggredirono a colpi di fucile una processione che i whigs facevano per solennizzare la loro vittoria. Tre delle case donde erano partiti i colpi, furono abbruciate e rase al suolo dalla folla.

I giornali americani fanno cenno di disgrazie e di esplosioni di piroscafi ne' fiumi dell'Ovest. Il *North-America*, uno de' vapori postali della linea di Panama a San-Francisco, si è perduto ad Acapulco; i passeggieri ch'esso portava sono stati salvati. Un altro, l'*Indépendance*, ha fatto naufragio sulle secche che si trovano all'imboccatura del Mississipi, cagionando la morte a sette persone.

A Cincinnati, le caldaie del *Redstone*, sul quale stavano 70 passeggieri, e a San Luigi, quelle del *Glencove*, che ne avea a bordo 150, senza contare l'equipaggio, scoppiarono e fecero un assai gran numero di vittime.

La Plata. Si legge nello stesso giornale:

Abbiam ricevuto un supplimento di notizie da aggiungere a quelle che abbiamo già pubblicate *(V. Gazzetta Piemontese di martedì scorso)* su gli evenimenti testè compiutisi alla Plata. Tutte le corrispondenze che ci sono state comunicate, o che si leggono ne' giornali inglesi, sono unanimi nel lodare la moderazione di cui il generale Urquiza ha fatto prova dopo la sua vittoria. Gli è vero, come lo annunziò il *Daily-News*, che Urquiza avea sulle prime fatto alcune eccezioni all'amnistia, pubblicata dagli alleati; ma è uopo pur dire che una tal concessione fatta da esso lui alle passioni vendicative di alcuni de' suoi amici, fu poscia da lui medesimo annullata, e che in conseguenza le predette eccezioni furono rivocate. Per mala ventura il colonnello Chilaverri era stato già fucilato. Ma oggi una parte della famiglia di Rosas, alcuni de' suoi ministri e de' suoi partigiani, sono rientrati a Buenos-Ayres, e vi si credono sicuri sotto la protezione di Urquiza, il quale, in un proclama che gli fa onore, indirizzò una lezione severa a tutti coloro che parlavano di vendetta.

Dopo la perdita della battaglia di Santo-Lugares la città di Buenos-Ayres fu, durante alcune ore, in preda alla confusione più orribile. Alcuni soldati dell'esercito vinto si abbandonavano ad atti di violenza e minacciavano di saccheggiare la città, allorchè gli abitanti si formarono ad un tratto in milizia e aiutati dalle truppe di Urquiza repressero energicamente la sollevazione. Trecento uomini, dice una lettera che emana da una autorità rispettabile e che noi avemmo sotto gli occhi, trecento uomini furono passati per le armi nelle contrade, nelle carceri e nel campo di Urquiza.

Gli equipaggi dei due vascelli da guerra francesi, che si trovavano allora nella rada di Buenos-Ayres, il brick *Hussard*, comandato dal sig. Didelot, e il piroscafo il *Flambart*, comandato dal sig. Lamotte, potentemente contribuirono a salvare la città, restando a guardia degli edifizi della dogana e della Banca, che dovevano soprattutto eccitare la cupidità dei saccheggiatori, ma cui questi non si attentarono di attaccare. In tal modo i distaccamenti francesi, che erano stati sbarcati, non ebbero a prender parte ad alcun atto di repressione: la loro intervenzione fu pienamente pacifica, e non fu adoperata che a proteggere le ricchezze o le vite che erano minacciate. La loro condotta è l'oggetto di elogi unanimi.

La lettera sopraccennata ci conferma quel che già si andava dicendo del generale Urquiza, della cura, intendiamo, ch'egli si dava di cancellare la macchia della sua origine per far dimenticare una vittoria riportata con l'appoggio degli stranieri. Uno de' primi suoi atti è stato quello di rimandare a Montevideo quanti egli potè degli ausiliarii brasiliani che avevan combattuto insieme con lui a Santo-Lugares.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 24 *aprile*.

Ieri sera verso le ore nove spirava Pier Dionigi Pinelli. La grave malattia onde venne colto pareva già quasi volgersi in meglio, i sintomi più tristi sembravano dar luogo ad altri di più mite natura, quando repentinamente sopraggiunse la morte.

Pier Dionigi Pinelli era ancora in fresca età. Il Re lo aveva ricompensato di onori da lui meritati con instancabili ed energici servigi resi alla Monarchia Costituzionale. Il paese lo avea posto a capo del corpo de' suoi rappresentanti: universale era la stima ond'era circondato, profondo l'affetto che gli portavano coloro che avevano l'onore d'essergli amici.

Una lunga serie d'anni gli stava ancora d'innanzi: la sua famiglia si riprometteva ancora molte gioie avvenire: il paese aspettava da lui opere e consigli.

La perdita di quest'uomo illustre è non solo un luttuoso avvenimento domestico, ma è una grande sventura pubblica.

Domani, alle sei pomeridiane, saranno celebrate le sue solenni esequie nella chiesa di San Giovanni. A rendere gli estremi onori a questo benemerito defunto, sarà pure invitata la Milizia Nazionale.

Stante la dolorosa perdita del presidente commendatore Pier Dionigi Pinelli, la Camera dei Deputati non terrà quest'oggi seduta pubblica.

— *Firenze*. Si legge nel *Costituzionale*:

Oggi la polizia ha operato il sequestro del nostro giornale alla posta, alle stazioni delle strade ferrate e alla stamperia.

— *Roma*. È giunto in Roma James Macfarlarne, di Edimburgo, da Napoli.

Svizzera. *Berna*, 22 *aprile*. Ecco il risultato intiero ufficiale della votazione relativa alla revoca: il numero dei votanti in tutto il cantone fu di 85,314; pel *no* furono i voti in numero di 45,133, pel *sì*, 38,581. Maggioranza pel governo, 6,752.

Francia. *Parigi*, 21 *aprile*. Il *Moniteur* contiene oggi una circolare del ministro della pubblica istruzione ai Rettori; la quale ingiunge che i decani delle scuole di diritto, di medicina e di farmacia dovranno d'ora in poi indirizzare ai genitori degli alunni, in fine di ciascun semestre dell'anno scolastico, un bullettino contenente lo stato delle inscrizioni e degli esami sostenuti nel corso di detto semestre. A questo bullettino si troveranno aggiunte le osservazioni particolari dell'assiduità ai vari corsi obbligatorii, sul modo con cui gli esami si subirono, e sulla condotta dello studente nell'interno e fuori delle scuole.

— Il governo sperava che la distribuzione delle bandiere della guardia nazionale potesse farsi nel tempo medesimo che quella del giorno 10 maggio per l'esercito. Ma il riordinamento della guardia nazionale non è bastantemente avanzato. Nello stato attuale, non si potrebbero riunire alla guardia nazionale di Parigi se non distaccamenti di tre o quattro delle principali città, ed il governo ha dovuto rinunziare al suo progetto. Ei preferì di aspettare che questo riordinamento sia terminato del tutto, affinchè la guardia nazionale intiera possa, come l'esercito, essere rappresentata alla distribuzione delle sue aquile; ed ha prefisso, in conseguenza, questa solennità al 15 agosto prossimo.

— Leggesi nella *Patrie*: L'annunzio della gran festa militare, che devesi celebrare in Parigi il 10 maggio prossimo, ha prodotto in tutti i dipartimenti un immenso effetto. Dovunque si preparano convogli di diporto, e le strade ferrate condurranno in quel momento nella capitale un'influenza considerevole. Sentiamo inoltre che le nostre grandi città si propongono d'inviare deputazioni per assistere a quella solennità.

—L'*Union* ha ricevuto comunicazione, con obbligo d'inserirla, d'una decisione ministeriale, in virtù della quale il sig. Anot di Maizères, uno de' suoi compilatori, è rivocato dalle sue funzioni d'ispettore dell'Accademia di Senna ed Oise, per aver pubblicato nell'*Union* del 9 aprile un articolo in cui il decreto presidenziale sul regolamento degli studi era «giudicato nel modo più inesatto e nel tempo stesso più ingiurioso pel governo.»

— Il *Charivari* ha ricevuto una prima ammonizione dal ministro della polizia.

— Ebbero egualmente una prima ammonizione l'*Ami de l'Ordre*, d'Amiens, e lo *Spectateur*, di Dijon.

Spagna. *Madrid*, 16 *aprile*. Leggesi nel giornale l'*Epoca* che il signor Foulé avrebbe l'intenzione d'interessarsi al debito oscillante di Spagna, e che egli farebbe a questo riguardo proposte vantaggiose. Sarebbe questo uno de'bei risultati dovuti alla lodevole perseveranza del sig. Bravo Murillo nella amministrazione delle finanze pubbliche.

—Quantunque il ministero tenga nascoste le sue intenzioni concernenti la modificazione della legge elettorale e della costituzione, di che si parla ne' circoli che sono ben informati, vi ha ragione di credere che la Camera dei deputati sarebbe disciolta, e che in tal caso le nuove *cortes* potrebbero riunirsi nel mese di settembre.

Inghilterra. *Londra*, 20 *aprile*. La Camera de' comuni, sul chiudersi della sua tornata del 19, approvò la mozione del signor Herries, avente per iscopo la creazione d'una commissione speciale d'inchiesta sopra gli effetti degli atti 3 e 4 di Guglielmo IV, pel migliore governo delle Indie.

Nella tornata del 20 la Camera, sulla mozione del cancelliere dello scacchiere, adottò che dal 4 maggio in poi gli ordini del giorno avranno la priorità sull'annunzio delle mozioni.

Nella stessa tornata, in risposta ad una questione di lord J. Russel, il sig. Disraeli annunziò che quanto prima presenterà il suo esposto finanziario.

In risposta poi ad una questione di lord Dudley Stuart, lo stesso sig. Disraeli dichiarò che a Livorno un sott'ufficiale della marineria inglese (il signor Braggs), che aveva avuto un'altercazione con la polizia, era stato maltrattato. L'agente di polizia (disse il cancelliere dello scacchiere) subì una carcerazione di 3 giorni, a motivo di questo fatto.

Il governo inglese non si è contentato di una siffatta riparazione, e però sta tuttora trattando in proposito col governo toscano. Aggiungo, che giusta le informazioni pervenuteci, una punizione è stata inflitta al capo-posto della gendarmeria.

Lord Dudley Stuart avendo, dopo ciò, nuovamente interrogato il cancelliere dello scacchiere intorno all'insulto fatto a Firenze al giovane inglese sig. Mather, il sig. Disraeli rispose che attive negoziazioni essendo intavolate a questo soggetto, egli non potea entrare nei dettagli.

Il rimanente della tornata, sino al partir del corriere, fu senza importanza.

Alla Camera de'lords, tornata pure del 20, il conte di Derby rispondendo ad una dimanda di lord Clanricarde relativa alla dotazione del collegio di Maynooth, disse che il governo della regina non ha per ora l'intenzione di nulla cangiare alla dotazione predetta, quantunque il *Solicitor general* paia credere che la soluzione data alla quistione di Maynooth nel 1845 non abbia prodotto tutti que'buoni effetti che forse se ne speravano.

Aggiunse in seguito che se le circostanze rendessero necessarii alcuni rangiamenti alla dotazione stessa, le due Camere ne sarebbero, com'è di dovere, informate, e il nob le marchese (lord Clanricarde) potrebbe allora a bell'agio combattere la proposta.

— Fondi inglesi. Consolidati a contanti 99 1/2; per conto 99 5/8. Boni sardi, 97.

Alemagna. *Vienna*, 21 *aprile*. La *Gazzetta di Trieste* pubblica il seguente dispaccio telegrafico:

La conferenza doganale è stata chiusa ieri dal ministro degli affari esteri, conte Buol-Schauenstein. Nel suo discorso di chiusura ei disse, importare che a Berlino non si adottino determinazioni obbligatorie prima che sia conchiusa una convenzione coll'Austria. Soggiunse, che soltanto la perseveranza e l'annegazione possono condurre alla meta. Del resto egli assicurò, in nome di S. M. I., che l'Austria persevererà nell'attuale politica commerciale.

— *Berlino*, 19 *aprile*. La seconda Camera riprenderà domani il corso delle sue sedute: essa delibererà intorno al progetto di legge sul bollo dei giornali, sull'ordinanza commerciale, e sulla nuova composizione della prima Camera.

Le sedute della prima Camera cominceranno tre giorni dopo.

La conferenza doganale terrà le sue sedute martedì prossimo. I plenipotenziarii scambiarono i loro poteri.

Si afferma positivamente che il governo presenterà alle Camere un progetto di legge per istabilire un'imposta sulle strade ferrate.

Le strade ferrate che offrono una rendita di 4 p. c. pagheranno 1/8 p. c.; e così progressivamente, fino al 2 1/2 p. c.

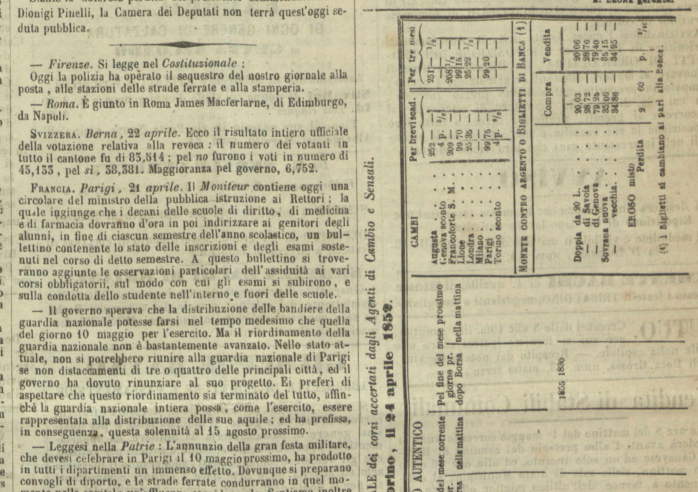
— La mozione, fatta nel congresso doganale dal plenipotenziario bavarese, è in questi termini: « Il reale governo di Baviera desidera l'ampliamento dello Zollverein, non solo verso il settentrione, ma anche in altre direzioni, e desidera segnatamente una convenzione coll'Austria, riguardo alla progettata unione commerciale e doganale.

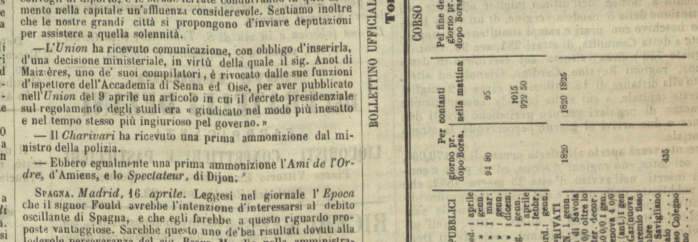
R. Leone gerente.

BOLLETTINO UFFICIALE dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.

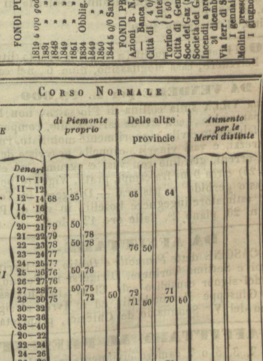
Torino, il 24 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO





CORSO NORMALE



Borsa di Parigi *del* 21 *aprile*.

Il 4 1/2 0/0 aperto a 101, 05, chiude a 100, 95.
Il 5 0/0 aperto a 72, 05, chiude alla stessa cifra.
Le azioni della Banca di Francia restano a 2790.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 50.
Le obbligazioni di Piemonte (1849) a 975.
Idem (1851) a 975.

www.internetculturale.it

SOCIETÀ GINNASTICA

La Commissione Amministratrice rende avvertiti i signori Soci ed abbuonati, che le lezioni saranno riprese nel nuovo Stabilimento Ginnastico domenica, 25 stante, e che avranno luogo per essi loro dalle 6 alle 8 del mattino, per gli alunni della scuola gratuita nelle stesse ore pomeridiane, e per i convittori del Collegio-Convitto Nazionale al mercoledì ed al sabbato, parimenti dalle 6 alle 8 pomeridiane.

Il Socio Segr. A. FERRATI.

SOCIETA' AGRARIO-BOTANICA
BURDIN MAGGIORE E COMP.
IN TORINO

Ora e sino in maggio avanzato si piantano con successo gli ALBERI SEMPREVERDI e RESINOSI, MAGNOLIE, RODODENDRI, AZALEE, KALMIE, LAURI, e moltissimi arbusti fini d'ornamento, ROSAJ, PIANTE ERBACEE VIVACI, ANEMONE, TUBEROSE, DALIE, CANNA INDICA, ERITHRINE, SALVIE, VERBENE e moltissime altre piante esotiche di abbondante fioritura durante tutta la bella stagione, e che sono un indispensabile compimento alla bellezza dei giardini.

Tempo propizio è ancora alla *seminazione delle ortaglie* in generale, come pure dei *fiori annuali, biennì e vivaci.*

La Ditta forma a discreti prezzi svariatissimi assortimenti dei generi sovra indicati — *Vedansi* per la distinta dei medesimi il *Catalogo generale* 1849-50, *Supplimento* 1850-51, e segnatamente il *prezzo corrente* di questa primavera; questi elenchi corredati di sommarie istruzioni di coltura.

Avvicinandosi l'epoca fissata dalla R. Accademia di Agricoltura di Torino per L'ESPOSIZIONE DEI PRODOTTI DI ORTICOLTURA, la Ditta crede bene di rinnovare ai signori dilettanti e giardinieri l'*avviso*, stampato in proposito nel *suddetto prezzo corrente*, con cui ella, dichiarando persistere di astenersi dal concorrere ai premii, profferiva invece a tutta loro disposizione le sue raccolte e sue risorse onde secondarli nell'interessante gara che loro viene offerta.

AVVISO

Si desidera una persona che bramasse associarsi per una Esposizione di un Capo-lavoro artistico.

Il medesimo è visibile il mattino dalle ore 10 alle 12.
Via D'Angennes, num. 14, piano 1.°

SEMENTE BACHI di 1.ª qualità, di **Bione** presso i fratelli TRIBAUDINO, negozianti a Savigliano.

MUTUO. Cercansi dalle 8 alle 10m. lire a mutuo, per cui si fornisce ipoteca sopra uno stabile nella capitale. — Recapito dal notaio Cervini, via di Dora Grossa, num. 13, piano terzo.

Vendita di Stabili Comunali

Alle ore 8 del mattino del 1.° maggio corrente anno si procederà avanti l'albo pretorio del comune di Rivarolo Canavese ad un solo incanto, ed alle ore 10 dello stesso mattino, nella sala di detto Municipio, al deliberamento a favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione della 3.ª candela vergine, di un vasto tenimento boschivo con prati e campi simultenenti, appartenente a detta Comunità, di ettari 284, are 96, cent. 6 (giornate 750) circa, situato sul territorio di detto Comune, regioni Reysino, Cardine, Gianola ed altre, e posto alla distanza di 15 chilometri circa (12 miglia) da questa capitale, a cui si ha comoda comunicazione per mezzo di regolari vetture periodiche aventi due partenze e due arrivi al giorno percorrendo la strada provinciale.

L'incanto verrà aperto all'offerto prezzo di L. 170,000, in un sol lotto, con ragioni d'acqua, ed ai patti e condizioni inserti nell'avviso d'asta 25 marzo 1852, che verrà pubblicato, delle qusli e del piano topografico dimostrativo ogni aspirante può aver visione nella sala del suddetto Municipio, ed in questa città, nell'ufizio del causidico Ambrogio Gioanni, contrada di Dora Grossa, n. 53, piano 2.°

Torino, il 20 aprile 1852.

VINO di Francia, 1.ª qualità, a fr. **18** la brenta (litri 50. Via Belvedere, casa Mogliassino, num. 6, nel cortile

DA VENDERE per L. 26,000

Amena VILLA sulla collina di Piossasco, non lungi dalla parrocchia, con strada carrozzabile, composta di ampio fabbricato civile signorilmente mobiliato, rustico con attrezzi, e vasi vinarii, cappella provvista dei necessarii arredi, giardino con vasi e agrumi, ed ett. 9 (giorn. 24) circa beni fra campi, prati, vigne e boschi, oltre vasto gerbido a pastura. — Dirigersi in Torino dal sig. estimatore ingegnere Boselli, in via di Porta Nuova, n. 20, piano 2.°, dalle ore 12 alle 2.

DA AFFITTARE

Due CASCINE dette *Pramolle* e *Deviso*, nei territorii di Leyni e Settimo Torinese. Dirigersi in Torino all'ufficio del signor causidico coll. Clara; in Chivasso al signor Giuseppe Mazzucchelli, ed in Ivrea al signor Economo del V.° Seminario de' Chierici, proprietario.

DA AFFITTARE AL PRESENTE

Num. 2, 3, 5 o 7 camere civilmente mobigliate, con o senza scuderia, rimessa e giardino, nel centro del Comune di Castagnole (Piemonte), ove havvi corso periodico di vettura. — Recapito in Castagnole al proprietario capitano Lorenzo Filippa, ed in Torino al portinaio del Monte di Pietà.

DA AFFITTARE *al 1.° ottobre prossimo*

ALLOGGIO signorile di 10 membri al terzo piano, in via dei Conciatori, num. 27.

Recapito ivi dal proprietario al primo piano.

Presso il Tip.-Libraio GIACINTO MARIETTI *trovasi:*

Il **Compendio della Storia Romana**, con carte geografiche, ad uso delle Scuole, riveduta, con correzioni ed aggiunte, dal professore Luigi Schiapparelli, L. 2, 20.

Compendio della Storia Greca di C. Batteux, ad uso delle Scuole secondarie dello Stato, accresciuto della geografia circostanziate della Grecia Antica e corredato di una carta dal professore Luigi Schiapparelli, L. 1, 40.

A NAZIONALI ED ESTERI

Nello Stabilimento Sanitario, autorizzato dal Supremo Consiglio di Sanità per la visita delle nutrici e suo collocamento, sonvi disponibili molte persone di servizio, munite di ottime risponsabilità, sì per la capitale, che per le provincie; trovansi ivi registrati tutti gli alloggi della capitale. — A maggior comodo dei forestieri che giungono in Torino, l'uffizio suddetto indica pure ai medesimi i dicasteri e le principali abitazioni.

Via di Po, quasi rimpetto alla chiesa della SS. Nunziata.

PILLOLE DI SALSAPARIGLIA

Il signor E. SMITH, dottore in medicina della facoltà di Londra, in seguito a permesso ottenuto dall'Ill.mo Magistrato del Protomedicato dell'Università di Torino per lo smercio dell'estratto di Salsapariglia ridotto in pillole, ne ha stabilito un deposito nella regia Farmacia Masino, presso la chiesa di S. Filippo.

FABBRICA
DI OGNI GENERE DI CALZATURA
DI **CENTA SECONDO**

Assortimento di SCARPE e STIVALI di varii prezzi:
Stivalini da donna, di stoffa d'ogni genere, a L. 3 50
Id. con *claques* . . . . . » 4 50

Tiene il suo negozio in via Porta Nuova, vicino all'Albergo del Moretto, num. 14.

Da **G. FEDELE CERRUTI**
Fabbricante di Seterie, via di Dora Grossa, n. 4

SCIARPE 3 colori in seta per distintivo di Sindaco

DEPOSITO di un grande assortimento di FOULARDS di Francia, a prezzo di fabbrica.

SEMENZA BACHI DI BRIANZA

Guarentita di prima qualità, con deposito di PROFUMO disinfettante dal calcino, o male del segno dei Bachi da seta, composto dal chimico Giovanni MONZINI, farmacista in Carate (Brianza).

GIUSEPPE BAYNO
FABBRICANTE DI DORATURE E PASSAMANTERIE

Si offre per ogni sorta di galloni, dorature e frangie, cordoni in oro ed argento, si fino che falso, e per qualsiasi genere di passamanteria da militare, da appartamenti ed apparati di chiese; stoffe e galloni per vetture, che gli venissero commissionati, adoperando il massimo zelo ed attività onde soddisfare i signori committenti sia per la bontà degli oggetti, che per la qualità dei suoi lavori a prezzi discreti.

La sua fabbrica è in via di S. Tommaso, casa Ceruti, n. 12, piano 1.°, magazzino e bottega.

NUOVO NEGOZIO
DEI FRATELLI DEZANI
FABBRICANTI
LIQUORISTI, CONFETTIERI E PASTICCIERI

Piazza Vittorio Emanuele, sotto i portici detti del *Rondò*, num. 22.

RICERCA d'un Segretario con deposito di L. 2m. a 3m., e di un Commesso con deposito pure di L. 200 a 800. Si desidera inoltre di prendere a censo vitalizio la somma di L. 10m. in beni od in denari, offrendo alla persona che vi si presta un impiego.

Recapito all'*Ufficio di Sollecitazione*, posto in Torino, sotto i portici di Po, num. 39, piano secondo.

ALBERGO DI FRANCIA
TENUTO DA ISOTTA IN GENOVA.

Quest'Albergo, ora ampliato ed abbellito, è posto nel centro della città, vicino alla Borsa e al Porto Franco.

Tavola rotonda e servizio particolare a modico prezzo.

DA VENDERE

Grandioso tenimento situato in territorio di Livorno Vercellese, composto di risaie, campi e prati, della superficie in totale di ett. 278 (giornate 730) circa, con vasti fabbricati e spaziosi magazzini, il tutto in ottimo stato, con acqua propria, molino a due ruote e pesta da riso.

Per le opportune informazioni far capo alla Banca Soldati, via dell'Arcivescovado, porta n. 15, piano 1.°

DA RIMETTERE

TRATTORIA avviatissima nel centro della capitale. Dirigersi al causidico Sassi, via d'Italia, n. 9 *bis*, p.° 1.°

DA AFFITTARE AL PRESENTE

APPARTAMENTO di 5 camere mobigliate, sugli ameni colli di Saluzzo, con comodo della Messa. Dirigersi al sig. Carlo Felix applicato nelle Regie Poste, ivi.

DA AFFITTARE

VIGNA mobigliata nella valle de'Salici, a mezz'ora di cammino dalla capitale. Recapito al R. liquidatore Voia, via della Consolata, n. 8.

ANNO SECONDO - 1852

COMMENTARIO DELLE LEGGI

Desunto dalle esposizioni dei motivi, dai rapporti delle Commissioni e dalle discussioni seguite nel Parlamento

Opera compilata dall'Avv. EDOARDO BELLONO

È USCITO IL FASCICOLO TERZO PEL 1852

CONDIZIONI D'ASSOCIAZIONE

Per Torino L. **10**, per le Provincie L. **11**, franco di posta

Le associazioni si ricevono in Torino dal Compilatore, contrada di S. Agostino, porta num. 21, piano 2.°, e dalla vedova Reviglio e Figli, librai in Dora Grossa.

DA VENDERE
DUE GRANDIOSI TENIMENTI
DELLA CASA DUCALE
DE SYLVA TAROUCA
già facienti parte dell'antico patrimonio dei Marchesi
ISNARDI DE CARAGLIO

L'uno in STREVI, sullo stradale d'*Alessandria*, in vicinanza della città d'*Acqui*, composto di Castello con tribuna, nell'attigua chiesa parrocchiale, e siti adiacenti — Molino di 6 ruote, filatoio, martinetto. — Filatura e giardino. — Due Cascine con beni arativi, prativi e boschivi nel piano. — Case ed altri stabili nello stesso territorio;

L'altro, denominato di SACCABONELLO, in territorio di *Revello*, provincia di Saluzzo, coerente all'Abbazia di *Staffarda*, stradale di *Pinerolo*, composto di 4 Cascine, di cui 3 riunite insieme, con beni arativi e prativi, irrigati con l'acqua di bealere, proprie del tenimento. — Grande bosco popolato di piante d'alto fusto, di ett. 23, 62, 44 (giorn. 62). — Caseggiati rustici e civili, con *margheria* annessavi.

In coerenza agli avvisi precedentemente pubblicatisi si diffidano gli aspiranti che verranno continuate le trattative per la vendita di detti due Tenimenti sino e per tutto il prossimo mese di maggio, sulle seguenti basi, cioè:

Quanto ai poderi di STREVI, di **L. 440,000.**
E per quelli di REVELLO, di . » **360,000.**

Rivolgersi per dette trattative in Torino al signor E. Pistone, via di S. Francesco di Paola, n. 5, dalle ore 7 alle 8 1/2 del mattino, e dalle ore 6 alle 7 pom.

A VENDRE

Deux MINES, une d'or, argent et cuivre gris, située sur la Commune de Bonneval, et l'autre de plomb argentifère dans la Commune du Bourg-St-Maurice, province de Tarantaise.

S'adresser pour les renseignemens et les conditions à Joseph Racca, bijoutier, rue Neuve, n. 16, à Turin.

SCILOPPO E TAVOLETTE DI TAMARINDI
DI FILIPPO VIORA
unico approvato con superiore autorizzazione
sigillati con stemma gentilizio

Deposito in Torino, nella farmacia chimica del sig. Tacconis, già Cauda, via di Dora Grossa, num. 13;
In Genova, strada Lomellina, presso il sig. Andrea Gambaro, chimico farmacista di S. M.;
In Alessandria, sig. Oviglio, strada porta Ravanale, 167

AVVISO

Il negozio JANETTI, accanto al Caffè Fiorio, ha testè ricevuto un grande assortimento di Canne di Francia e d'Inghilterra, il tutto in genere di novità.

CUOI CHIMICI *del sig.* **OULMAN**

I suddetti Cuoi sono gli unici, i quali, senza veruna sorta d'ingrediente, dispensano dall'affilare i rasoi.

Ognuno può farne l'esperienza *gratis*.

Deposito presso i signori Janetti, *accanto al Caffè Fiorio.*

DA VENDERE O DA AFFITTARE

Una TENUTA, situata nella provincia di Saluzzo, di ett. 114 (g.te 300) circa tra campi e prati irrigui, boschi e pascoli, formanti due corpi di cascina simultenenti.

DA VENDERE *nella stessa provincia*

Due altre CASCINE della superficie di ettari 57 (giorn. 150) — Per gli opportuni schiarimenti e condizioni dirigersi in Torino dal notaio Bertolotti, via Dora Grossa, n. 2, piano 3.°, a sinistra.

DA VENDERE

CORPO di CASA in Chivasso, propria degli eredi Megnet, composta di 3 piani in 17 membri. — Far capo dal sig. Giuseppe Teobaldo Rovetti in detta città.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 8) La drammatica Comp. Reale recita: *Cola da Rienzo* (tragedia).
SUTERA Riposo.
NAZIONALE (ore 8) Opera: *Ernani* — Ballo *Il trionfo di Alamaro.*
GERBINO (ore 8) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Calvino.*
D'ANGENNES (ore 8) Compagnie française: — *Le mariage de Victorine*, par G. SAND.
DIURNO vicino alla Cittadella (ore 4 1/2) Comp. Billi recita: *L'onore di mia moglie.*
WAUXHALL. Ballo con tombola tutte le domeniche.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

www.interpretecultural.it

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 100 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini, nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati, fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

Anno — mesi 6 — 3 mesi
Per Torino . . . L. 40 — 21 — 11
Per le Provincie . . » 44 — 23 — 12
Per l'Estero . . . » 80 — 42 — 22
Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Viste le deliberazioni aventi i Num. 94, 95, 96 e 97 dell'Amministrazione del Debito Pubblico nell'Isola di Sardegna in data del 6 marzo p. p. sulle domande fatte in tempo utile per la conversione nel Debito Perpetuo di alcune rendite per la complessiva somma di lire *duemila quattrocento novantasei*, che, inscritte sul Debito Redimibile creato col Regio Editto 21 agosto 1838 sotto li numeri 762, 1315, 1319, 1525, 1836, e 2362, e sottoposte al vincolo di successione, furono colpite dalla sorte nella 12ª estrazione seguitane in Cagliari addì 30 settembre 1851;

Visto l'art. 4 del R. Editto del 15 febbraio 1841;

Sulla proposizione del Ministro delle Finanze;

Abbiamo ordinato ed ordiniamo quanto segue:

Art. 1. L'Amministrazione del Debito Pubblico dell'Isola di Sardegna è autorizzata ad operare il trasporto dal Registro del Debito Redimibile a quello del Debito Perpetuo creato col Regio Editto del 15 febbraio 1841 delle Rendite infraindicate, rilevanti in complesso a lire *duemila quattrocento novantasei*, le quali sono state colpite dalla sorte nell'estrazione del 30 settembre 1851, e trovansi sottoposte al vincolo di successione, cioè:

Iscrizione	Titolari	Rendite
762	Zappata Don Lorenzo barone di Las Plassas	384 »
1315	De Silva Don Francesco march. di Villasor	384 »
1319	*Medesimo*	192 »
1525	*Medesimo*	384 »
1836	Mensa Vescovile di Galtelli (Nuoro)	768 »
2362	Padriguez Don Fernandez Giuseppe marchese d'Orani	384 »
	Totale L.	2,496 »

Art. 2. Pel pagamento delle rendite perpetue di cui all'articolo precedente è assegnata all'Amministrazione del Debito Pubblico dell'Isola sulla Tesoreria generale dello Stato un'annua somma di lire *duemila quattrocento novantasei* a far tempo dal primo ottobre mille ottocento cinquantuno.

Art. 3. La somma di cui all'articolo 2 dovrà continuare a versarsi nella Cassa dell'Amministrazione del Debito Pubblico dell'Isola di Sardegna giusta il prescritto dall'art. 5 del sovraccitato Editto 15 febbraio 1841.

Il Ministro delle Finanze è incaricato della esecuzione del presente, che sarà registrato al Controllo Generale, ed inserto nella Raccolta degli Atti del Governo.

Data a Torino, l'8 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.

C. CAVOUR.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 25 *aprile*.

Il Senato, nella tornata di sabato, udì la lettura della relazione sul progetto di legge per l'approvazione del Trattato di Commercio colla Francia. — Si presentarono in seguito cinque progetti di legge concernenti il 1° la Convenzione consolare conchiusa colla Francia; il 2° l'abolizione di sussidii ai genitori di duodicesima prole; il 3° la ritenenza sulle pensioni e sugli stipendi; il 4° la concessione della strada ferrata da Savigliano a Cuneo; ed il 5° la riorganizzazione delle guide di Chamouny; ed adottò quindi il progetto di legge per l'approvazione del Trattato di Commercio colla Svezia e Norvegia con voti favorevoli 50 contro 5.

Ieri ed oggi furono pubblicati i seguenti avvisi:

COMANDO SUPERIORE DELLA GUARDIA NAZIONALE DI TORINO.

Ordine del giorno del 24 aprile 1852.

Compagni!

Il Commendatore PIER DIONIGI PINELLI Presidente della Camera dei Deputati non è più!

Immatura morte, lasciando il compianto nell'animo di quanti sono giusti estimatori di civili virtù, deluse le già concepite speranze, toglieva ieri sera allo Stato il degno Capo di uno de' suoi Poteri, alla Patria il consiglio, l'opera, il sostegno di un onesto, di un leale cittadino!

Commilitoni!

Domani domenica 25 corrente alle ore 6 precise di sera avrà luogo il funebre convoglio.

Al Presidente della Camera elettiva, che Iddio chiamava alla pace dei giusti, saranno resi gli estremi onori dovuti alla qualità che si degnamente rivestiva.

Le quattro legioni pertanto, in armi ed in tenuta di parata, dopo raccoltesi nel rispettivo luogo di riunione per legione, si troveranno per le ore 5 1/2 pomeridiane precise nei siti, ed a norma delle istruzioni date ai signori Colonnelli, onde prender parte al funereo corteggio dell'illustre trapassato.

Il Generale comandante superiore
MAFFEY.

AMMINISTRAZIONE DI SICUREZZA PUBBLICA.

Questura della Città e Provincia di Torino.

Il Parlamento, la Magistratura, il Municipio, la Guardia Nazionale, l'Esercito, il Corpo Universitario, le Autorità tributano l'omaggio del loro profondo cordoglio all'uomo di antica ed incorrotta fede nella libertà, all'uomo che meritò ripetutamente d'essere eletto a Presidente della Camera dei Deputati, PIER DIONIGI PINELLI, e ne accompagneranno il feretro alla sepoltura, che avrà luogo questa sera.

Il Corteggio funebre, partendo dalla piazza d'Italia, arriverà in Dora Grossa, e giunto in piazza Castello volge per Contrada Nuova, piega a sinistra per la via di San Filippo, si volge quindi per quella dell'Accademia delle Scienze, e ritornando in piazza Castello si avvierà per la contrada del Palazzo di Città, e per quella del Seminario alla Metropolitana.

A prevenire qualunque sinistro, si dichiara proibita la circolazione delle vetture e carri in piazza Castello e per tutta la linea delle vie suddescritte, dalle ore 5 pom. sino al terminar della funzione.

LUNEDI' 26 APRILE

Gli Ufficiali di sicurezza pubblica provvederanno per l'esecuzione del presente.

Torino, il 23 aprile 1852.

Per il Questore,
RECIOCCHI, Assessore.

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

Stabilita alla Sede Centrale di Genova

la sera del 21 aprile 1852.

COMMISSARIO GOVERNATIVO PRESSO LA BANCA — Art. 8 della Legge 9 luglio 1850.

Attivo.

Numerario in cassa in Genova	L.	9478509 54
id. id. in Torino	»	8756194 15
Numerario in via per Torino	»	80000 »
Portafoglio e anticipazioni in Genova	»	14418551 80
id. id. in Torino	»	13418241 80
Fondi pubblici della Banca	»	562117 50
R. Finanze c. mutuo	»	
Indenn. agli Azionisti della Banca di Genova	»	953535 54
Tratte della sede di Torino del 20 corr.	»	2500 »
Spese diverse	»	300618 81
Fondi pubbl. cogli interessi	»	
Corrispondenti della Banca (sbil.° de' conti)	»	1215572 79
	L.	50970549 55

Passivo.

Capitale	L.	8000000 »
Biglietti in circolazione	»	34428450 »
per operazioni ordinarie	»	
per mutuo alle Regie Finanze	»	
Fondo di riserva	»	355999 98
Profitti e perdite al 31 dicembre 1851	»	
Risconto del portaf. e anticipaz. in Genova	»	53994 61
id. id. in Torino	»	71389 90
Benefizi del semestre in corso in Genova	»	179249 82
id. id. in Torino	»	236808 60
Conti correnti disponibile in Genova	»	579952 63
id. id. in Torino	»	1082453 95
Non disponibile	»	43020 24
R. Erario conto corr.	»	5631544 56
Tratte a pagarsi della sede di Genova su quella di Torino	»	21421 60
della sede di Torino su quella di Genova del 20 corr.	»	96906 52
Dividendi arretrati	»	23385 50
Azionisti della Banca di Genova p. indennità	»	250 »
Rimb. della sede di Torino del 20 corr.	»	111649 67
Creditori diversi	»	58745 17
	L.	50970549 55

La Banca di Savoia ha pubblicato il riassunto del conto reso delle proprie operazioni dal 1 agosto al 31 dicembre 1851 presentato all'assemblea generale degli azionisti il 7 marzo p. p. A far meglio conoscere l'andamento progressivo di questa società pubblicheremo regolarmente ad ogni 15 giorni il bilancio ufficiale, quale ci viene comunicato:

BANQUE DE SAVOIE

Bilan officiel du 31 mars 1852

ACTIF.

Frais de 1.er établissement	Fr.	25840	»
Mobilier	»	5055	90
Frais généraux	»	7302	75
Portefeuilles	»	651755	65
Caisses	»	439094	28
Comptoir de Chambéry	»	354691	91
Divers: comptes d'actions	»	431512	50
Dépôts engagés	»	95058	15
Timbre aux titres constitutifs de la Banque	»	3900	»
Divers actionnaires pour intérêts	»	742	50
Total	Fr.	1944701	42

PASSIF.

Compte d'actions	Fr.	800000	»
Profits et pertes	»	15974	92
Comptes cour. disponibles	»	10815	79
Comptes cour. non disponibles	»	557150	96
Siège principal	»	555209	01
Banque d'Annecy	»	30012	74
Emission de billets	»	599450	»
Total	Fr.	1944701	42

Mouvement du 16 au 31 mars 1852 (12 jours d'exercice)

Portefeuilles	Fr.	647780	17
Caisses	»	685268	64
Mouvement général	»	1331048	81

Soit Fr. 110920 75 par jour.

INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge 8 febbraio 1851.

Essendo in tempo utile stato presentato l'aumento di mezzo sesto all'intera cascina demaniale detta San Michele, stata deliberata con atto del 15 ora scorso marzo alla somma di lire 85,200, il pubblico è avvisato che alle ore dieci antimeridiane del giorno 29 corrente aprile si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del sig. Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini, da accendersi dopo l'ultima offerta, della vendita dei beni demaniali descritti al num. 30 della tabella annessa a detta legge, e consistenti cioè:

Cascina denominata S. Michele, composta di fabbricati rustici, campi, vigne, prati, boschi, e gerbidi provenienti dall'antico Demanio, situata sulli territorii di Priocca e Castellinaldo, nelle regioni, coerenze e numeri di mappa infra specificati, della complessiva superficie di giornate ottantaquattro, tavole trentanove, e piedi tre, corrispondenti in misura metrica ad ettari 52, 15, 3542, presentemente affittata al sig. Gatto Giuseppe del vivente Guglielmo di Castellinaldo, in forza d'atto 30 settembre 1853, finiente tale affittamento col giorno 10 novembre 1852, mediante l'annuo prezzo di lire 1165, cioè:

1. Regione S. Michele, in territorio di Castellinaldo, fabbricato rustico, denominato S. Michele, con aia, orto e sito, a cui coerenziano li beni componenti il presente lotto, coi numeri di mappa 163, 163 1/2, della superficie di giornate 0, 34, 0, eguali ad ettari 0, 20, 578.

2. Ivi, Prato e gerbido, coerenti la strada comunale ed i beni del presente lotto, segnato in mappa col N. 162 1/2, di giornate 2, 94, 0, eguali ad ettari 1, 12, 014.

3. Regione Pianteri — Vigna, coerenti la strada comunale, il sig. conte di Canale, Sibona Gio. Battista, Sibona Bartolomeo, Arrigo Giovanni, ed il presente lotto, descritto in mappa col N. 159, di giornate 8, 56, 0, eguali ad ettari 3, 18, 510.

4. Regione Carpignano — Vigna, coerenti la parrocchiale di Magliano, Francesco Tomalano, i confini della comunità di Magliano, ed i beni del presente lotto, descritta in mappa col N. 160, di giornate 1, 20, 0, eguali ad ettari 0, 85, 72.

5. Ivi, Campo a cui coerenziano la strada a tutti i lati, segnato in mappa col N. 161, della superficie di giornate 5, 31, 0, eguali ad ettari 1, 26, 11.

6. Ivi, Campo coerenti la strada a due parti ed i beni del presente lotto, descritto in mappa col N. 162, di giornate 3, 25, 0, corrispondenti ad ettari 1, 23, 85.

7. Regione S. Michele — Campo, coerenti la strada a due parti eredi Bria, ed i beni del presente lotto descritto in mappa col num. 164, della superficie di giornate 5, 84, 0, eguali ad ettari 1, 46, 30.

8. Ivi, Bosco, coerenti il sig. conte Malabaila di Canale, ed i beni del presente lotto, segnato in mappa col N. 165, di giornate 3, 50, 0, eguali ad ettari 1, 25, 73.

9. Ivi, Campo e Vigna a cui coerenziano il sig. conte di Canale, la strada ed i beni del presente lotto, descritto in mappa col N. 166, della superficie di giornate 2, 44, 0, eguali ad ettari 0, 92, 964.

10. Regione S. Silverio — in territorio di Priocca, Campo, coerenti la strada a due parti, Tarabla Antonio professore Omo, Grasso Francesco, ed i confini di Magliano, segnato in mappa col N. 1170, di giornate quattro, tavole sessant' una, e piedi sei, eguali ad ettari 1, 75, 8515.

11. Ivi, Campo, coerenti la strada a due parti, Cordero Francesco, e Grasso Francesco, descritto in mappa colli numeri 1151, e 1142, della superficie di giornate 2, 4, 6, corrispondenti ad ettari 0, 77, 9143.

12. Ivi, Vigna e Gerbido, coerenti la strada a due parti, li beni della cappella di S. Silverio sig. Marchese Clavesana, e Tarabla Bartolomeo, descritti in mappa col N. 1159, della superficie di giornate 5, 32, 0, eguali ad ettari 2, 02, 692.

13. Regione Valcolmato — Campo, coerenti la strada a due parti, i confini di Magliano ed i beni del presente lotto, segnato in mappa col N. 1180, di giornate 2, 52, 0, corrispondenti ad ettari 0, 96, 012.

14. Ivi, Campo e Vigna, coerenti la strada a due parti, li confini di Castellinaldo, ed eredi Cordero Francesco, descritti in mappa colli N. 1165 e 1179, di giornate 3, 44, 0, corrispondenti ad ettari 1, 29, 921.

15. Regione Sterpetto, in territorio di Priocca — Campo e Prato, a cui coerenziano la strada, il signor conte di Priocca, gli eredi Giovanni Matteo Cordero, Costa Vincenzo, Panzolio Antonio e Bordino Giovanni, descritti in mappa colli N. 1288 e 1289, della superficie di giornate 10, tavole 69, corrispondenti ad ettari 4, 15, 004.

16. Regione Rocca, Campo, prato e Vigna, in territorio di Castellinaldo a cui coerenziano la strada a due parti, li fratelli Marchisio, li fratelli Pasquero, signor marchese Clavesana, e sig. conte di Canale, segnati in mappa colli N. 1194 e 1195, della superficie di giornate 15, 70, 0, eguali ad ettari 5, 60, 07.

17. Regione Zoinni — Bosco e Gerbido, in territorio di Castellinaldo, a cui coerenziano la strada pubblica a due parti, il sig. conte di Canale, Topia fratelli e Grasso fratelli, descritti in mappa colli N. 1544 e 1545, della superficie di giornate, 3, 97, 5, eguali ad ettari 1, 51, 55 22.

18. Regione Mogia — Prato, coerenti li beni parrocchiali il signor conte di Canale, Pasquero Giacomo, Troja Vincenzo e Delpiano Giovanni a due parti, segnato in mappa col N. 491, della superficie di giornate 4, 91, 0, corrispondenti ad ettari 1, 84, 071.

19. Regione Collaretto — Campo e Vigna, in territorio di Priocca, a cui coerenzia no il signor conte di Priocca, la Parrocchiale, e Delpiano Giovanni, distinti in mappa colli N. 1103 e 1104, di giornate 2, 38, 0, eguali ad ettari 1, 09, 728.

L'asta sarà aperta sulla somma di lire 48966, 66, risultante da detta offerta, ed ogni aumento non potrà essere minore di L. 100.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente responsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui si deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, tasché l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze l'8 dicembre 1851, e dei quali nonchè della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza.

Alba, il 5 aprile 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza Provinciale
Il segr. G. QUAGLIA.

SVIZZERA

Il consiglio federale, nella mira di favorire l'introduzione delle monete sul nuovo piede federale, dietro proposizione del dipartimento delle poste e delle pubbliche costruzioni, ha ordinato che provvisoriamente le monete francesi ed in corso sul sistema francese introdotte per la posta dalla Francia e dalla Sardegna in somme maggiori di lire mille, su questa somma maggiore, si prelevi soltanto la metà della tassa postale svizzera. Questa diminuzione di tassa sarà accordata soltanto a quei gruppi che vengono spediti direttamente da un ufficio postale francese o sardo ad un ufficio svizzero.

A Berna la vittoria de' conservatori venne annunciata con salve d'artiglieria. I loro fogli ringraziano l'Onnipotente d'aver salvato il cantone da un grande infortunio, da un regime di terrore, cioè, dalla propaganda socialista, dal dominio de' forastieri. Al

www.internetculturale.it

luogo ove deve sorgere il palazzo di residenza federale fu innalzato un albero coll'iscrizione: *Lode a Dio, i Nassau sono abbasso: edifichiamo ora con piacere questo palazzo.* Sulla cima della torre di Munster sventolano le bandiere bernese e federale « affinchè, dice l'*Intelligenz-blatt*, il popolo bernese sappia che quelli che gioiscono di questa vittoria non sono soltanto *bernesi*, ma anche *confederati*. »

Il *Vaterland*, organo del partito che ha trionfato, ha un digustoso articolo inscritto: *Ed ora?* in cui dopo aver menzionato tutte le falsità che furono a suo dire spacciate ed il terrorismo esercitato per indurre il popolo a votare la revoca, conchiude: « Possa il giorno che abbiamo salutato con tanta gioia, essere per tutti gli uomini del nostro partito un valido movente di porgere la mano amica a tutti gli avversarii leali e si vergognosamente ingannati, e di abbandonar l'avvenuto nell'obblivione, affinchè la pace ritorni fra noi, ed affinchè nel paese di Berna in un giorno si benedetto esista ancora un popolo di fratelli, concorde nell'interno, forte e stimato all'estero. La verità si aprirà la via: essa, noi lo speriamo, ci ricondurrà la pace. Noi non vogliamo limitarci a poche parole di conciliazione, come hanno fatto i nostri avversari: i fatti attesteranno de' nostri sentimenti. Come abbiamo già detto più volte, noi non vogliamo alcuna reazione, non abbandono od affievolimento della democrazia: noi vogliamo specialmente che si osservi il dispositivo dell'art. 85 della costituzione; — ciò tutto noi replichiamo oggi dopo la vittoria con pari risoluzione. Il fatto deve ora dimostrare se le nostre intenzioni erano leali, e se le accuse sparse nelle masse contro le nostre intenzioni altro non erano che falsità, e sfacciate e vili calunnie. Noi crediamo che il governo intenda il senso della seguita votazione: esso è principalmente che il popolo è stanco dell'agitazione, e vuole una volta finalmente ordine e pace! »

— I comitati delle *Berner-Vereine* (associazioni bernesi), daranno sabato prossimo una grandiosa processione con fiaccole in onore del Governo.

FRANCIA

PARIGI, 22 *aprile*. Leggesi nella *Patrie*: Un gran numero di persone s'immaginano e ripetono che l'impero deve essere proclamato in occasione d'una festa. Il supporre così nel governo il desiderio d'un pretesto per cambiare l'ordine delle cose stabilito, è formarsi un concetto ben falso del modo con cui egli considera i proprii doveri. Se la necessità conducesse mai una simile risoluzione, essa non potrebbe compiersi se non che sull'iniziativa dei poteri costituiti, e coll'assentimento del popolo intiero.

In quanto alle acclamazioni dell'esercito, esse sono, è vero, pel capo dello Stato una testimonianza preziosa dei sentimenti da cui esso è animato; ma non potrebbero produrre alcun risultamento politico. Laonde, alla cerimonia del 10 maggio prossimo i 60,000 uomini riuniti sul Campo di Marte avrebbero un bel salutare il presidente col nome d'imperatore, che il ristabilimento dell'impero non sarebbe anticipato d'un'ora.

— Si assicura che il Corpo legislativo avrà da discutere quanto prima un progetto di legge di cui si occuperebbe in questo momento il consiglio di Stato, e che ha per oggetto il modificare gli articoli 5, 6 e 7 del codice d'istruzione criminale. Questi articoli sono relativi ai reati commessi da francesi in paese estero. Il nuovo progetto avrebbe specialmente per iscopo il render compiuta la legislazione, applicandola non più soltanto ai delitti, ma ben anche a certi reati (per esempio ai reati di stampa) commessi all'estero.

— Il principe presidente della repubblica è partito ieri alle 5 pomeridiane per Orleans con un convoglio speciale. Egli va a visitare la Sologna, ove si ha il progetto di scavare un canale. Lo accompagnano i ministri Abbatucci, Persigny e Lefèvre-Durufflé.

— Stamane tutti i direttori dei teatri di Parigi erano convocati al ministero dell'interno. Il ministro li aveva riuniti per esprimer loro le intenzioni del governo in ciò che riguarda le tendenze spesso deplorabili della letteratura drammatica contemporanea. Egli espose come comprende la missione del teatro e la sua influenza sopra i costumi, ed annunziò la sua ben ferma risoluzione di non più soffrire sulla scena alcun'opera che possa eccitare le passioni e pervertire lo spirito pubblico. Si è poscia intertenuto coi direttori dei loro interessi, e li ha assicurati di tutta la sua sollecitudine.

— Leggesi nella *Patrie*: Abbiamo annunciato, alcuni giorni addietro, che gli operai carrozzai si erano posti a non voler lavorare (*en grève*). Possiamo ora affermare, mercè la fermezza adoperata dall'autorità, la cessazione dal lavoro è affatto terminata.

Gli avvertimenti paterni che l'amministrazione aveva indirizzati a quegli operai essendo dapprima rimasti senza effetto, erasi dovuto arrestarne 80 circa, e poi altri 30; ma, lo ripetiamo, questa prova di fermezza bastò per far tornare al dovere i sommovitori, e in tutte le officine i lavori furono ripresi.

— In virtù d'un decreto inserito nel *Moniteur* d'oggi, la precedenza dei grandi Corpi di Stato è determinata come segue: Il senato, il Corpo legislativo, il consiglio di Stato. Due altri decreti restituiscono alla città di Pontivy (Morbihan) il nome di Napoleonville, e al comune di Labastide-Fortunière (Lot) il nome di Labastide-Murat. Questi due decreti sono emanati sulla reiterata domanda delle municipalità e degli abitanti di Pontivy e di Labastide.

— Il foglio ufficiale contiene altresì un'importante circolare del ministro dell'interno sull'organizzazione delle società di credito fondiario. Questa circolare fa conoscere che un gran numero di tali società si organizza nei dipartimenti, e che già parecchie di esse prepararono statuti, riunirono soscrizioni o sollecitavano l'autorizzazione del governo.

In queste medesime istruzioni il ministro dell'interno raccomanda fra le altre cose ai prefetti di vigilare affinchè le società di credito sieno organizzate, ed agiscano in modo da non essere costrette che *rarissimamente*, come le società tedesche, a ricorrere, per essere rimborsate, ai mezzi rigorosi di esecuzione che loro sono concessi.

— La fabbricazione delle monete da 5 franchi false ha preso uno sviluppo considerevole. Quasi ogni giorno nei pagamenti che si fanno alla Banca se ne ritira un gran numero che portano tutte le effigie e tutti i millesimi. L'imitazione è talmente perfetta che l'occhio più esercitato vi s'inganna. Eccetto una graduazione impercettibile, esse hanno il suono dell'argento; solo il peso differisce da quello della moneta legale. Le più minute investigazioni sono fatte dalla polizia per giungere a scoprire i laboratorii che alimentano queste emissioni continue sì pregiudizievoli agl'interessi commerciali.

— Il *Moniteur* pubblica un decreto relativo alla promulgazione della convenzione conclusa tra la Francia e gli Stati Sardi per regolare i diritti, privilegi e immunità consolari nei due paesi.

— Lo stesso giornale dà oggi il prospetto della produzione e del consumo dello zucchero di barbabietola dal principio della stagione 1851-1852, sino alla fine di marzo p. p.

Le quantità fabbricate sono in totalità 6,037,340 chilogrammi, ossia 4,234,340 chilogrammi di meno che all'epoca corrispondente del 1851. Il consumo è di 49,231,766 chilogrammi; locchè presenta, per lo stesso periodo comparativo, 6,679,365 chilogrammi in meno. Alla fine del mese di marzo, il rimanente in fabbrica ascende a 26,179,532 chilogr., ossia 8,054,093 chilogr. di più che nel marzo dell'anno precedente.

Nei dipartimenti dell'Aisne, del Nord, de'l' Oise, del Passo di Calais, della Somma e in altri undici, il numero delle fabbriche in attività essendo di 329, è superiore di 26 a quello dell'anno scorso.

— Per decreto del presidente della repubblica, una borsa di commercio è istituita nella città di Algeri.

— Il giorno 20, giorno natalizio del presidente della repubblica, fu collocata la prima pietra della statua equestre dell'imperatore Napoleone sulla piazza Luigi Napoleone, in Lione. La statua, che presto sarà terminata, è opera del sig. Nieuwerkerke.

— Il collocamento dei fili di ferro del telegrafo elettrico destinato a porre in comunicazione Lione con Parigi è ora compiuto sino all'ufficio del dazio di Vaise. Fra un mese il servizio sarà definitivamente stabilito da una all'altra di queste due città.

BELGIO

Il sig. di Gerlache, presidente della corte d'appello di Bruxelles, ha recentemente pubblicato un libro sullo stato dei partiti nel Belgio. Il signor di Gerlache è uno dei capi del partito ultramontano, così detto cattolico: i giornali di questo partito ne tessérono grandi encomii, e contro essi impegnò una forte polemica l'*Indépendance Belge*, la quale si fece in varii articoli ad esporre l'analisi di quell'opuscolo, e dimostrò come esso sia stato scritto con uno spirito ostile alla legge fondamentale del paese, deplorando, che un eccelso magistrato abbia avuto il coraggio di assalire la costituzione della sua patria.

I fogli ultramontani a ciò risposero movendo lagnanze contro la falsità di tale accusa, protestando del loro rispetto verso la costituzione, e dicendo poco manco che calunniatore chi scrisse quegli articoli nell'*Indépendance Belge*.

Nella grave disputa intervenne il giornale di Parigi l'*Univers*: egli si fece naturalmente a sostenere il libro del sig. di Gerlache, e dei fogli così detti cattolici del Belgio: ma, non costretto, come questi ultimi, ad alcun riguardo verso la costituzione belgica, esso svela con più schietto linguaggio le intenzioni del partito, il quale, non sappiamo, se di tanta sincerità gli saprà assai grado.

Dopo di avere approvato e lodato lo scritto del sig. di Gerlache, l'*Univers* gli muove tuttavia un rimprovero, per essersi mostrato troppo timido, e conciliativo: per avere mancato di risolutezza nel dedurre le conseguenze logiche de' suoi principii; in una parola, per non avere apertamente condannato la costituzione: quindi l'ingenuo giornale di Parigi esprime grande rammarico, che i cattolici nel Belgio abbiano dovuto sancire come principii fondamentali, ed a pro di tutti i loro concittadini, quelle grandi libertà, di cui essi medesimi chiedevano l'esercizio; si duole, che invece di scrivere nel codice fondamentale queste libertà a guisa di una necessaria transazione, siano invece state poste come principii assoluti.

Il partito cattolico, secondo l'*Univers*, non potè proclamare quei principii di libertà civile, se non come una transazione sotto l'aspetto politico ed utilitario, come appunto avvenne in occasione del trattato di Vestfalia nel 1648.

Ecco a questo proposito le frasi testuali del citato periodico francese:

« Questo concordato laico (il trattato di Vestfalia) produsse vantaggi grandi ed incontestabili: esso liberò la chiesa cattolica dal collegio filosofico e da mille incagli: aprì il suolo della patria agli ordini religiosi, senza i quali la religione è mutilata; donò ai figli di S. Ignazio e di S. Alfonso de Liguori una fertile provincia; fondò una università, dove l'insegnamento romano dominava in tutte le scuole. Ecco *l'attivo*, per cui subito si gridò *vittoria*.

« Ma il *passivo* si svolse indi a poco: se fu permesso di fondare l'università cattolica di Lovanio, secondo i diritti dell'uomo e le libertà dell'89, in virtù di questi medesimi diritti, e di queste medesime libertà si poteva aprire anche una scuola volteriana: ed infatti si aprì ed ebbe sede a Brusselles, la cui università cominciò a pervertire gli intelletti. Se si potevano pubblicare giornali religiosi, l'equilibrio costituzionale voleva pur anco che si pubblicasse altri giornali; se si potevano istituire congregazioni monastiche, la legalità voleva che si potessero pure fondare loggie massoniche, ecc. »

L'*Univers* chiama questo un *libero scambio del bene e del male*, contro il quale egli invoca la *protezione dell'antico regime*.

A questa singolar foggia di argomentare l'*Indépendance Belge* risponde nei termini seguenti:

« Noi non crediamo che siansi mai rivelati così apertamente e crudamente i reconditi pensieri del partito da noi combattuto. Queste linee infatti possono riassumersi in una sola frase, ed è questa: tutte le libertà sono buone, purchè il solo partito cattolico ne goda; diventano cattive, detestabili, dacchè ne è ugualmente partecipe il partito liberale.

Ciò posto, senza dubbio la costituzione belgica è pessima, prosegue l'*Indépendance*. Infatti la costituzione ha il gran torto di guarentire a tutti i belgi le medesime libertà; di permettere la fondazione dell'università di Brusselles, non meno che quella di Lovanio; di lasciare libera la pubblicazione di periodici liberali, non meno che di fogli clericali; di ammettere logge massoniche, non meno che conventi. Una costituzione, la quale non ha così che un peso ed una misura per tutti i cittadini che ella regge, deve necessariamente essere, per l'*Univers*, una cattiva costituzione. Ah! se dessa proclamasse la libertà di coscienza, la libertà di stampa, la libertà d'insegnamento, la libertà di associazione solamente pel partito così detto cattolico; se dessa permettesse soltanto l'università di Lovanio, lasciasse liberi soltanto il *Journal de Bruxelles* e simili, permettesse so tanto i conventi, allora sì che il sig. di Gerlache, e consorti, nel Belgio ed all'estero, la proclamerebbero costituzione modello, la legge fondamentale più giusta, più ampia, più liberale per ogni verso! Il sig. di Gerlache ed i suoi amici sarebbero perfettamente liberi: e non basta?

Ma almeno, continua l'*Indépendance*, i nostri avversarii non coprissero con velo ipocrita le loro pretensioni; imitassero la brutale franchezza del loro alleato di Francia; non ostentassero di essere devoti allo statuto! In mezzo all'universale libertà, si laguano come fossero schiavi. Quali sono le grandi libertà — libertà del culto, libertà di stampa, libertà di associazione, libertà d'insegnamento — delle quali essi non godano interamente, e che siansi violate a loro pregiudizio? E di quale libertà non fanno essi cotidiano uso ed abuso, coll'assalire furiosamente il governo, ed il partito liberale? ed anzi, oltre ai diritti che a loro siccome ad ogni altro guarentisce lo statuto, non si arrogano essi, di loro autorità, un altro diritto, quello della calunnia? — e ne godono senza essere molestati.

Il vero è, conchiude il citato giornale, che pel partito ultramontano si in Francia come nel Belgio, come in ogni altro luogo, la libertà non esiste, se non là dove essa si riassume nel monopolio, o nel dispotismo di questo partito.

SPAGNA

MADRID, 17 *aprile*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il generale Aupick, ambasciatore di Francia, è andato a passar la giornata ad Aranjuez.

Il sig. Bravo Murillo, presidente del consiglio, si è recato col sig. Salamanca a visitare i primi lavori della strada ferrata d'Aranjuez ad Almansa.

Il sig. Diego Medina è chiamato a sottentrare al conte di Sevilla La Nueva nelle funzioni d'introduttore degli ambasciatori.

— Giusta la *Gaceta Militar*, il direttore generale della cavalleria avrebbe proposto al ministero della guerra l'aumentazione di quest'arma a fine di metterla in proporzione con quella della fanteria. La cavalleria non consta attualmente che di 9891 cavalli; essa, dice il predetto giornale, dovrebbe essere portata a 15,000 cavalli, decimo di 150,000 uomini che in tempo di guerra devono rappresentare la nostra fanteria; ma il direttore della cavalleria propone soltanto di elevarla a 11,006 cavalli in tempo di pace, e in tempo di guerra a 13,607.

— Si legge nel *Constitucional*:

Il sig. Reynoso, ministro dei lavori pubblici, è tornato dal suo viaggio ad Avila e Salamanca; egli n'è contentissimo. Tutto fa sperare la pronta esecuzione de'lavori di costruzione i quali condurranno la strada ferrata da Madrid a Valladolid.

PORTOGALLO

Si legge nel *Times* del 21 corrente:

L'*Escounter* è arrivato a Spithead, venendo da Lisbona, che avea lasciato il 15.

La regina e il re si sono imbarcati sul piroscafo *Terceira* il 15 a 7 ore del mattino, per rimontare il Tago sino a Villafranca. La corte si recherà di là a Coimbra, a Leiria, a Porto e Va ianna, per tornare il 15 maggio a Massa ed a Cintra. Il duca di Saldanha accompagna le LL. MM.

INGHILTERRA

LONDRA, 21 *aprile*. — *Camera dei comuni*. — *Fine della tornata del 20*.

Lord Dudley Stuart domanda al governo la comunicazione del carteggio tenuto dal governo di S. M. con quello della Turchia e di altre potenze intorno ai rifuggiti ungheresi e polacchi confinati a Kiutaia.

La mozione è appoggiata dal sig. Hume.

Lord Palmerston. Siccome io ed i miei colleghi nel cessato ministero abbiamo avuto parte nel carteggio, che il nobile lord Dudley Stuart chiede venga comunicato alla Camera, così credo dover dichiarare di non avere alcuna difficoltà a che la mozione venga accettata.

È cosa oramai conosciuta che quei rifuggiti furono tenuti confinati a Kiutaia contro i desiderii del governo turco, e soltanto per deferenza ai desiderii dell'Austria. Io non intendo punto muover rimprovero all'Austria dei suoi sentimenti verso quei rifuggiti: erano sentimenti di alterno senz'alcun dubbio sinceri; ma era opinione del governo di S. M. che l'Austria non potesse dettare al sultano il modo col quale egli dovesse trattare ne' suoi dominii persone che non avevan commesso nessun delitto contro la Turchia: e perciò dietro le mie istanze il rappresentante diplomatico di S. M. a Costantinopoli invitò il sultano, a nome del governo di S. M., a permettere a quei rifuggiti di lasciar la Turchia. Il carteggio, di cui si domanda comunicazione, mostra come il governo britannico siasi diportato, e come nell'adoperarsi a raggiungere lo scopo esso non abbia mai usata alcuna espressione offensiva verso le opinioni dell'Austria o della Russia. Io quindi appoggio la mozione del mio nobile amico. (*Ascoltate.*)

Il sig. D'Israeli (cancelliere dello scacchiere) dichiara che dal momento in cui le parti più interessate non hanno difficoltà alla comunicazione richiesta, egli, a nome dell'attuale governo, non vi si oppone.

Lord Josh Russell. Io son contento di sentire che l'onorevole ministro assenta alla mozione. Non solamente il nobile lord rappresentante di Tiverton (lord Palmerston) ebbe ragione di condursi come fece, ma il suo procedere torna ad onore del paese. Noi non pensammo che fosse nostro debito, in cosa conforme alla nostra politica di intervenire nella guerra di Ungheria (*ascoltate, ascoltate*): ma quando i rifuggiti ungheresi andarono a cercar asilo in Turchia e la Turchia era disposta ad accordare ad essi ospitalità, noi pensammo dover appoggiare la Turchia. (*Ascoltate, ascoltate*)

La mozione è approvata.

— Alla Camera de' lord, sul finire della tornata del 20, lord Grey sostenne che non bisogna lasciar sussistere alcun dubbio a riguardo della dotazione del collegio di Maynoot, e che il conte di Derby dee dichiarare se le sue opinioni in proposito siano oggi le medesime che quelle da essolui espresse nel 1845.

Lord Derby confessò che il risultamento della provvisione del 1845 non corrispose a quanto egli se ne aspettava.

Il marchese di Lansdowne dichiarò che ove si abbia il disegno di sopprimere la dotazione, una tal proposta sarà da lui combattuta.

Dopo alcune esplicazioni del vescovo di Cashel e di lord Grey, la discussione non ha altro seguito e la Camera s'aggiorna.

— Si legge nel *Morning-Post*:

La regina, il principe Alberto e tutta la famiglia reale, sono tornati da Windsor, accompagnati dal principe Leopoldo di Sassonia-Coburgo.

— Si legge nello stesso giornale:

Sir Henry Bulwer, inviato straordinario e ministro plenipotenziario di S. M. presso la corte di Toscana, ha ricevuto dalla regina la sua udienza di congedo. Egli si recherà immediatamente al suo posto.

— Si legge nel *Globe*:

Il comitato del congresso della pace ebbe ieri (20) un abboccamento col sig. Walpole al ministero dell'interno. Anche l'alderman Salomons fu ricevuto dal ministro.

— Si legge nel *Daily-News*:

Il sig. Labouchere, ex-ministro del commercio dell'amministrazione Russell, si è presentato a Taunton, i cui elettori gli hanno affidato il lor mandato da più di 20 anni. Egli dice nella sua circolare, che non ha bisogno di parlare a lungo de' suoi principii politici, e ch'egli continuerà a sostenere la libertà civile, religiosa e commerciale.

— Si legge nello stesso giornale:

Nel villaggio di Reuton, sito a 16 miglia ovest di Glascow (Scozia) avvenne nella serata di giovedì ultimo (18) una spaventosa catastrofe. Due case vi furono distrutte da un incendio, e sette sventurati fanciulli perirono nelle fiamme.

Quest'orribile avvenimento ha immerso nella desolazione il villaggio di Reuton e tutti i villaggi vicini.

— Si leggono i giornali irlandesi:

Sul punto di mettere in torchio, sentiamo che è stata ordinata la liberazione dei prigionieri di Stato irlandesi Smith O'Brien, John Michell e i loro compagni, a condizione tuttavolta che non debbano tornare nel regno-unito.

— Si legge nel *Globe*:

Contro la espettazione comune, il prezzo dello sconto della banca d'Inghilterra è stato oggi ridotto a 2 0/0. Questa notizia ha sorpreso tutti generalmente, i direttori avendo già così spesso differito una tal riduzione.

— Si legge nel *Morning-Chronicle*:

La banca di Manchester, stabilita nel 1828 con un capitale considerevole, e gli azionisti della quale erano stati costretti di cominciare una liquidazione disastrosa, sta per riprendere gli affari.

— Si legge nello *Standard*:

Sentiamo con dispiacere che il lord Cancelliere, il quale era stato in quest'ultimi giorni leggermente indisposto, soffre fortemente di dolori di nervi, che non gli permettono quasi di muoversi. Speriamo ciò non ostante che S. S. potrà ben presto riprendere le sue funzioni giudiziarie.

— Si legge nel *Morning-Adverliser*:

Si annunzia che il giorno natalizio della regina sarà celebrato quest'anno il dì 15 maggio invece del 24. Ciò ne fa presagire una corta sessione, o per parlare altrimenti, una dissoluzione del parlamento più pronta che non si credeva alcune settimane fa.

— Fondi inglesi nel giorno 21 aprile. Consolidati a contanti e per conto 99 1/2. Boni sardi 97.

ALEMAGNA

FRANCOFORTE, 21 *aprile*. S. A. R. il principe di Prussia ha fatto ieri l'ispezione delle truppe prussiane. Questa mattina egli ha lasciato la nostra città.

VIENNA, 20 *aprile*. Le trattative per la stipulazione della convenzione sanitaria preliminata a Parigi, delle quali il governo francese incaricò il sig. David, procedono al loro prossimo e crediamo prospero fine. L'i. r. commissione che sotto la direzione del conte Salm fu stabilita ai primi dello scorso coll'ufficio di esaminare e valutare le proposte del sig. David nonchè le massime fondamentali del regolamento sbozzate dal congresso sanitario di Parigi, a quanto udiamo, condusse a fine i suoi affari, e fece già

www.internetculturale.it

il suo relativo rapporto. A quanto si vuole già sapere, le opinioni dell' i. r. commissione, accordano nei punti cardinali col progetto della convenzione parigina, e divergono soltanto in alcuni punti relativi all'Austria ed in ispecie a Trieste. L'i. r. commissione opina che in luogo di quattro patenti, ne dovrebbero venir introdotte due sole, cioè la *patente brutta* e la *patente netta*, e stabilito il massimo della quarantena contro la peste a 15, il menomo a 10 giorni, contro la febbre gialla ed il colera a 7 e 5 giorni. Il rapporto della commissione, dicesi, verrà trasmesso per l'ulteriore disamina ai differenti ministri, indi si procederà alla definitiva statuizione degli articoli convenzionali. Gli è probabile che tutto questo lavoro sarà compiuto entro il mese andante. La Russia e la Turchia hanno trasmesso già ai loro ambasciatori a Parigi le loro procure per la stipulazione delle convenzioni. Il sig. David da qui si porta in Italia.

— I lavori dell'organizzazione giudiziaria pel regno lombardo-veneto sono diggià compiuti e sottoposti alla sanzione sovrana.

Berlino, 19 *aprile*. Ecco il discorso che il presidente del consiglio ha pronunziato in occasione dell'apertura del congresso doganale:

« Signori! Noi abbiamo l'onore di salutarvi in nome di S. M. il re. Il governo del re avrebbe vivamente desiderato di poter cominciare prima d'ora l'opera che qui ci aduna. Ma vi son note le circostanze che si opposero all'effettuazione di questo divisamento.

Non sarà neppure necessario di entrare in minute particolarità riguardo alle pratiche da noi fatte, quando sul finire dell'anno scorso, si accostava il termine in cui bisognava prendere una determinazione, perchè i trattati dello Zollverein entravano in un novello periodo. Lungi era da noi il pensiero di sciogliere un'associazione, che era divenuta sorgente di benedizioni per tutti gli Stati che ne facevano parte; noi, al contrario, desideriamo, che l'associazione entri in una fase novella, conservando le sue basi essenziali, ma consolidandosi vieppiù ed ampliando i suoi limiti. E-tranei a tendenze esclusive, noi siamo convinti, che gl'interessi materiali comuni eserciteranno pure l'intiera loro influenza sul rinnovamento e sull'estensione dell'associazione, e che gli Stati, i quali con noi fecero sinora parte dello Zollverein, concorreranno al perfetto svolgimento dei vantaggi, che offre per la prosperità materiale la riunione dello Steuerverein allo Zollverein, vantaggi che vennero assicurati a tutti gli altri Stati dell'Unione dal trattato che abbiamo conchiuso.

In questa sua convinzione la Prussia non fu scossa da alcuno scrupolo, nè da alcuna difficoltà che le si parasse davanti; la risoluzione delle difficoltà formano appunto la missione del congresso attualmente radunato: le difficoltà si appianeranno sicuramente, e facilmente, se, come noi lo speriamo, le questioni verranno sottoposte ad un esame imparziale, scevro da ogni riguardo secondario, solo che si attenda ai pratici bisogni.

L'aspetto sotto cui si pone il governo del re nelle deliberazioni che stanno per incominciare, e le proposizioni che presenterà al congresso, sono contenuti nelle comunicazioni che esso ha, negli ultimi mesi dell'anno scorso, indirizzato ai governi che fanno parte dello Zollverein.

Vi si dice espressamente, che le deliberazioni, per le quali voi siete qui radunati sull'invito della Prussia, concerneranno la continuazione dello Zollverein, coll'ammettervi quei nuovi membri che si obbligarono per trattati a farne parte.

Signori! Intraprendiamo con lealtà i nostri lavori. Quando avremo conseguito la meta, potremo allora con buon successo estendere l'animo nostro ad altre questioni, che pure a noi tutti ugualmente importano; a quella, cioè, che riguarda il modo con cui si potranno conchiudere trattati di commercio fra il nuovo Zollverein ed altri Stati della confederazione germanica, per tutto il territorio, o per una sua parte soltanto.

Noi siamo certi, o signori, che voi corrisponderete alla nostra fiducia: noi così otterremo il nostro intento, e fonderemo un'opera utile pel benessere di tutti quelli che vi avranno partecipato.

Non mi resta, o signori, che a presentarvi i commissarii del R. governo qui presenti, cioè i sigg. di Pommer-Esche, direttore generale delle imposte, il consigliere di legazione privato Philippsborn, ed il consigliere di reggenza privato Delbrück. »

Quindi il plenipotenziario bavarese rispose alla surriferita allocuzione nei termini seguenti:

« Mi permetta V. E. (e credo di essere l'interprete dei signori plenipotenziari qui presenti) di porgerle sincere grazie per l'amichevole accoglimento che a noi venne fatto.

Il governo bavarese ha risposto con sollecitudine all' invito indirizzatogli dal governo prussiano, di assistere alle deliberazioni che stanno per incominciare. Egli manifestò schiettamente e senza reticenze il punto di vista, donde ei crede dover partire, in ordine a queste deliberazioni. Il governo bavarese desidera sinceramente il rinnovamento e l'ampliazione dello Zollverein, perchè scorge in quest'associazione, non solo la base della prosperità materiale degli Stati e dei popoli tedeschi, ma ancora un vincolo prezioso che giova a stringerli fra loro. Desidera nello stesso tempo che si mantengano i principii fondamentali dello Zollverein, i quali si appoggiano sulla parità dei diritti per tutti i suoi membri, e sopra una conveniente protezione dell'industria nazionale. Desidera che lo Zollverein si estenda non solo verso l'Alemagna settentrionale, ma in altra direzione ancora, allo scopo principalmente, d' intendersi coll'Austria per la conclusione di un trattato doganale e commerciale.

Il governo di Baviera confida, che le deliberazioni avranno un lieto risultamento sotto il doppio aspetto sopra indicato, e tutto si adopererà per contribuire ad un simile risultato. »

Sulla proposta del plenipotenziario bavarese, il sig. di Pommer-Esch, è stato eletto a presidente della conferenza.

— Il ministro del commercio comunicò alla seconda Camera il progetto di legge sovra un'imposta sulle strade ferrate; essa rigettò una mozione, tendente a stabilire l' età di 21 anni per essere maggiorenne, autorizzò che venga chiamato in giudizio il deputato d'Harkort per un articolo di giornale, ed adottò il trattato riguardante la ferrovia prussiana-annoverese, del 27 gennaio 1851.

TURCHIA

Il *Journal de Constantinople* riferisce l' riunito oggi alle due seconda assemblea generale dell'isola di Samos, stata testè aperta dal sig. Conemenos, caimacan (governatore) di quell'isola. L' indirizzo dell'assemblea attesta il perfetto accordo, che esiste fra il potere esecutivo e l'autorità legislativa; armonia, i cui effetti promuoveranno sempre più il benessere di quel paese.

Riporteremo i principali paragrafi dell'indirizzo:

« Eccellenza;

Il discorso, pronunziato da V. E. in occasione dell'apertura di quest' assemblea, relativo all' amministrazione ed alle generali condizioni del nostro paese, penetrò di un sentimento di gioia, e di riconoscenza, i deputati, che compongono la seconda assemblea generale dell'isola.

Quindi è, che l'assemblea si affretta a deporre, per mezzo di V. E. il tributo della sua gratitudine e devozione ai piedi del glorioso trono di S. M. I. il pio sultano Abdul-Medgid-Kan pel beneficio, onde S. M. gratificò questo paese, degnandosi di prendere in considerazione i voti e le umili preghiere del popolo, di nominare S. A. il sig. Alessandro Callimatri, a principe di quest' isola, e di affidare la direzione del principato a V. E.

Se, da un lato, V. E. seppe cattivare la benevolenza del governo imperiale, ella seppe, inoltre, con un'amministrazione saggia e prudente, cattivare la fiducia e la stima generale: con ragione adunque, il popolo di Samos, l'anno scorso, offrì a V. E. unanimemente la grande iscrizione di Samos, proclamandola suo salvatore.

L'attuale assemblea apprezza, al più alto grado, l'infaticabile zelo di V. E. e la sollecitudine sua per ristabilire in questo paese la legalità ed il benessere.

Si tosto che il popolo di Samos potè ravvedersi, egli ebbe la profonda ed inalterabile convinzione che V. E., mossa dalla sincerità dei sentimenti che l'animano, sempre disse, suggerì ed operò sol quanto era buono ed utile; e che, continuerà a fare lo stesso, tutelando i diritti preziosi che S. M. I. ci ha guarentiti. »

L'indirizzo continua promettendo al caimacan il suo appoggio, inteso a promuovere tutte le utili riforme dallo stesso annunziate nel discorso di apertura.

Tra le principali riforme vengono accennati i miglioramenti del sistema finanziario, atti a guarentire la fortuna pubblica, e consolidare vieppiù il sistema di progresso già introdotto dal governo stesso.

L'assemblea si mostra lieta della promessa che verranno puniti gli abusi e le malversazioni dei pubblici impiegati.

— Il corrispondente del *Journal de Constantinople* scrive, che le sedute dell' assemblea generale sono piene di calma e di dignità. Si vanno trattando con zelo i punti più essenziali indicati nel discorso di apertura.

Il caimacan ha già instituito 24 scuole nell' isola: a richiesta dello stesso l'assemblea generale ha decretato la fondazione di un liceo, nel quale i giovani samiotti riceveranno un' assai ampia istruzione.

— Essendo la Turchia un paese essenzialmente marittimo, il governo del sultano attende sollecitamente ad ottenere una buona marina: la marina a vele è in ottimo stato, quella a vapore va crescendo ogni giorno più. Le intenzioni del sultano a questo riguardo sono, con zelo ed intelligenza, secondate da Mehemet-Alì bascià, grande ammiraglio.

Il giorno 26 di marzo, S. M. I., accompagnata dal suo ordinario seguito, si è recata all' arsenale per assistere al varamento di due *bricks* da guerra, il *Scheref-Moma* ed il *Djai-Ferat*. Quindi S. M. si recò ad Ainali-Cavac, dove egli osservò i primi lavori di costruzione di un vascello a due ponti che porterà il nome di *Tchrifié*.

AMERICA

Le corrispondenze d'Haiti, ricevute a Nuova York sino alla data del 20 marzo, annunziano che l'intiera isola godeva della più grande tranquillità, che non vi si parlava più di ostilità fra i neri e i dominicani, e che l'imperatore Soulouque dovea essere incoronato il di 1° aprile.

— Si legge nell'*Eco d'Italia*, in data del 5 corrente:

Kossuth giunse alla Nuova Orleans città ultrademocratica, il 27 dello scorso mese. Non si erano fatti preparativi pubblici per riceverlo nè dal governo nè dalla popolazione. Si scorse poco entusiasmo. I sarcasmi da lui prodigati all'illustre Enrico Clay e gl'insulti non molto civili fatti agli ufficiali della squadra americana nel Mediterraneo, non che la sua totale non curanza dei poveri esuli ungheresi negli Stati Uniti, hanno prodotto un totale cambiamento fra gli americani.

— La legislatura della Pensilvania ha adottato la legge che proibisce la vendita dei liquori.

— Nella città di Baltimore predomina la febbre contagiosa, cosidetta *Ship fever*. Quaranta emigranti dall'Irlanda morirono alla quarantena.

— I due polacchi che assassinarono l'inverno scorso, lo sfortunato giovane israelita Leman, furono condannati in Filadelfia all' estremo supplizio.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 26 *aprile*.

Ieri sera fu celebrata la funebre cerimonia del trasporto delle spoglie mortali del commendatore PIER DIONIGI PINELLI. Alle sei la mesta comitiva muoveva dal Palazzo Mauriziano e, percorrendo le vie di *Dora Grossa*, di *Porta Nuova*, di *San Filippo*, dell' *Accademia delle Scienze*, *Piazza Castello* e *Contrada del Seminario*, si recava al Duomo. Tutte le corporazioni religiose, tutto il reverendo Capitolo metropolitano precedevano il feretro: lo seguivano Senatori e Deputati in gran numero, i componenti la Casa militare del Re, i Ministri di S. M., i Consiglieri di Stato, i Consiglieri del Magistrato di cassazione e d'appello, i componenti del Municipio Torinese, i Professori della Regia Università, gli Avvocati e lo Stato Maggiore della Piazza di Torino. I lembi della funerea coltrice erano portati dal barone Giuseppe Manno, Presidente del Senato del Regno, dal commendatore Galvagno, Ministro di Grazia e Giustizia, dall' avv. Gaspare Benso, Vice-Presidente della Camera dei Deputati, e dal cav. Bellono, Sindaco di Torino. La Milizia Nazionale e le Truppe del presidio stavano sotto le armi e facevano ala al lugubre corteggio. Gran folla di popolo riempiva le vie per le quali il convoglio passava. Col suo contegno mesto e tranquillo la popolazione torinese si associava ai solenni onori resi dalle grandi corporazioni dello Stato all' uomo illustre, di cui il Re, il Parlamento e la Patria lamentano l'acerba ed immatura perdita.

— *Roma*, 24. Sembra certo che le loro altezze imperiali il granduca Costantino e la granduchessa Alessandra di Russia giungeranno in Roma il giorno 7 maggio.

— Questa mattina è seguito lo sposalizio fra le LL. EE. il sig. principe D. Giuseppe Giovanelli, veneziano, e D. Maria Chigi, figlia di S. E. il sig. principe di Campagnano.

Francia. *Parigi*, 23 *aprile*. Il principe presidente è tornato iersera dalla sua gita nella Sologna. Quanto prima si cominceranno i lavori del canale, di cui da tanto tempo si aveva il progetto, in quel paese.

Luigi Napoleone non ha provato la minima stanchezza nel suo rapido viaggio; perocchè oggi stesso, a mezzogiorno, ei presiedeva il consiglio dei ministri.

— Il Corpo legislativo si è riunito oggi alle due pomeridiane per sentir la lettura di due rapporti, l'uno relativo a un impresstito a favore della città di Bordeaux, l'altro concernente progetti d'interesse locale.

La legge sulla rifusione della moneta di rame era stata adottata, come già è noto, dalla quasi unanimità dei membri del Corpo legislativo. Cinque voti negativi si erano trovati solamente in fondo dell'urna. La lettura del processo verbale della seduta del 19 ha fatto conoscere che questa minorità doveva essere ancora ridotta. Il sig. Gouin ha dichiarato, dopo questa lettura, che egli avea votato per isbaglio contro il progetto di legge. Epperciò la minorità opponente è di soli 4 contro 211.

— Dopo una lunga discussione, il consiglio di Stato ha modificato l'articolo 6 del progetto di legge relativo alla riabilitazione dei condannati.

Paesi-Bassi. *Aja*, 20 *aprile*. La seconda Camera degli Stati generali ha adottato all'unanimità il trattato colle isole Ionie; ha pure adottato all'unanimità il progetto di legge per la revisione delle leggi sulla patente.

Il ministro delle finanze, rispondendo a varie questioni, disse, che non perderà di vista l'abolizione del diritto di tonnellaggio pei legni marittimi; ma osservò, in pari tempo, che la navigazione a lungo corso frutto, da alcuni anni in poi, vantaggi grandissimi al tesoro.

Fu quindi adottato, anche all'unanimità, il progetto di legge sull'estimazione del debito pubblico pel 1851.

Inghilterra. *Londra*, 22 *aprile*. Alla Camera dei comuni, tornata del 22, sir di Lacy Evans avendo chiesto se il governo abbia l'intenzione di far aprire nel di susseguente (23) il dibattimento sul bill della milizia, il sig. Walpole rispose affermativamente.

Il sig. Anstey domandò se il governo abbia alcuna ragione da opporsi a che la corrispondenza scambiatasi con l'Austria, in seguito alla espulsione dall' impero austriaco dei ministri protestanti, sia presentata alla Camera.

Il cancelliere dello scacchiere risponde che non avrà alcuna obbiezione a farvi lo-tochè le trattative, attualmente pendenti, saranno arrivate a una soluzione.

Il sig. Milner Gibson richiamò, dopo ciò, l' attenzione della Camera sul sistema di ricavare una rendita dalle tasse messe sopra l'intelligenza; e dichiarò che farebbe una mozione in molte risoluzioni separate, affinchè sian presi alcuni provvedimenti finanziarii che autorizzino il Parlamento a sopprimere il diritto sulla carta, ad abolire il bollo dei giornali, e ad abrogare la tassa sugli annunzi.

Il sig. Milner Gibson si faceva, al partir del corriere, a svolgere la sua proposta.

Alemagna. *Francoforte*. Si assicura che la Dieta germanica insiste perchè lo stato d'assedio venga tolto quanto prima nell'Assia elettorale.

Le ferie della Dieta germanica si prolungheranno fino alla fine del mese di maggio.

— *Berlino*, 20 *aprile*. Il generale assiano Helmschwert è giunto in questa città per fare delle rimostranze contro le proposizioni fatte dalla Prussia alla Dieta germanica, tendenti a far cessare lo stato d'assedio nell'Assia elettorale dopo la promulgazione della nuova legge fondamentale.

Il governo inglese ha inviato a Berlino il generale Ward, incaricandolo d'indirizzargli rapporti relativi al congresso dello Zollverein.

POSCRITTA. Oggi alle ore 11 e 40 minuti ha preso fuoco una *pista* della polveriera in Borgo Dora. Non si può giudicare la gravità del danno. Pare che non sia a temere altro scoppio, perchè il gran deposito è posto al sicuro.

S. A. R. il duca di Genova, e i ministri della guerra, dell' interno e dei lavori pubblici sono accorsi primi sul luogo.

Vi è qualche incendio di case, ma il fuoco è già in diminuzione

---

A tranquillità dei parenti ed amici dei ricoverati nella Piccola Casa della Divina Provvidenza (Spedale Cottolengo), il sottoscritto si ascrive a premura di avvisarli che a parte dei danni materiali, non si ha a lamentare verun caso di morte o di ferita.

Pel Direttore Stura Luigi.

R. Regia generale.

Errata corrige alla Gazzetta ufficiale del 22 aprile:

Mossa cav. Antonio, sottotenente nel reggimento Cacciatori di Sardegna in aspettativa, dispensato da ulteriore servizio militare in seguito al conferitogli impiego di verificatore nell' Amministrazione delle contribuzioni dirette.

CITTA' DI TORINO.

IL SINDACO NOTIFICA

Che il prezzo delle carni di vitello da vendersi nei macelli della Città tanto nel quartiere di Dora al N° 8, come quello di Monviso al N° 4, rimane dal giorno di domani 24 aprile stabilito per ogni chilogrammo a Lire 00 cent. ottantasette. Lire 0. 87.

Torino, dal civico palazzo, addì 23 aprile 1852.

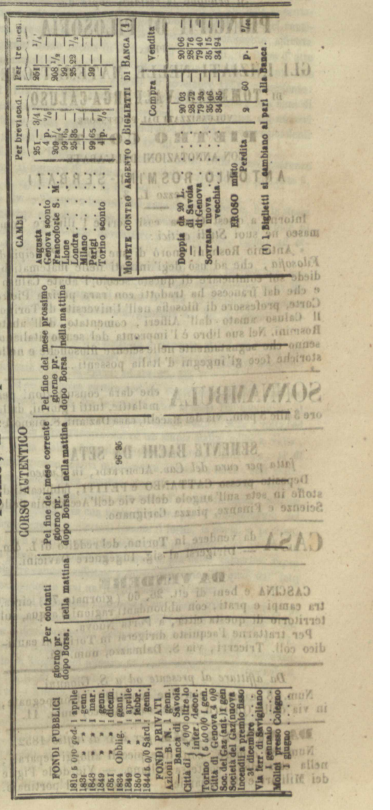
Il Sindaco G. Bellono.

AVVISO

CALENDARIO GENERALE DEL REGNO pel 1852.

Essendosi fatte domande del Calendario Generale del Regno pel 1852, si fa noto al pubblico, che dal giorno 26 corrente ne esistono alcune centinaja di esemplari presso il sig. Unia, legatore di libri di S. M.

BOLLETTINO UFFICIALE dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.
Torino, il 26 aprile 1852.
CORSO AUTENTICO



www.internetculturale.it

GENOVA 24 APRILE 1852.

Corso dei Cambi e delle Valute.

Amburgo	a 60 gior. d.	Ln.	1	85	1/4
Amsterdam	id.	»	2	12	—
Ancona	30 id.	»	0	67	—
Augusta	id.	»	2	54	— L.
Barcellona	id.	»	2	82	1/2
Bologna	id.	»	0	40	—
Firenze	id.	»	—	83	— D.
Lione	id.	»	—	99	3/5
Livorno	id.	«	—	83	— D.
Londra	3 mesi	»	25	22	—
Marsiglia	30 giorni	»	—	99	1/2
Messina	60 id.	»	12	94	—
Milano	30 id.	»	—	84	1/2
Napoli	id.	»	0	34	—
Palermo	60 id.	»	12	94	—
Parigi	30 id.	»	—	99	1/2 L
Roma	id.	«	0	08	—
Torino	id.	»	—	99	1/2
Trieste	id.	»	0	03	—
Venezia	id.	»	—	84	1/4
Vienna	id.	»	2	03	—

FONDI PUBBLICI E PRIVATI.

Cedole di Genova	Ln.	97	—
id. Sarde	»	96	1/2
Obbligazioni Romane coi frutti pagabili in Genova	»	84	1/2
Prestito Obbligatorio	»	94	—
Obbligazioni prestito volontario	»	970	—
id. della Città nuove	»	740	—
Prestito Obbligazioni 1850	»	975	—
id. i granaio	»	96	1/4
Prestito Toscano	»	—	—
Azioni della Banca	»	1770	— L.
Sconto sopra Genova e Torino	»	4	p. c.

BORSA DI PARIGI *del 23 aprile.*

Il 4 1/2 0/0 aperto a 100, 90, chiude a 100, 75.
Il 5 0/0 aperto a 71, 85, chiude a 71, 80.
Le azioni della Banca di Francia restano a 2760.
Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 25.
Il 5 0/0 idem (ang.o sardo) a 97 1/2.
Le obbligazioni di Piemonte (1834) a 1015.
Idem (1849) a 975.

STRADA FERRATA
DA
TORINO A SAVIGLIANO

La Direzione previene i signori Azionisti interessati, che a mente dell'art. 11 degli Statuti, martedì 27 corrente saranno vendute alla Borsa di Torino e al miglior offerente, le azioni infrascritte, che non si presentarono finora al pagamento del **QUARTO** decimo.

Num. 294. 295. 887. 888. 961 a 990. 6760 a 6769. 6791 6792. 10173 a 10185. 14404 a 14405. 12024. 12034. 12036. 12051. 12067. 12186. 12240. 12313. 12334. 12335. 12336. 12380. 12384. 12417. 12418. 12419. 12468. 12501. 12531. 12538. 12869. 12870. 12904. 12951. 12952. 12953. 13284. 13285. 13379. 13581. 13582. 13621. 13628. 13630. 13634. 13666. 13667. 13740. 13741. 14098. 14099. 14100. 14101. 14141. 14317. 14340. 14356. 14360. 14362. 14367. 14410. 14418. 14525. 14526. 14538. 14634. 14662. 14663. 14664. 14665. 14689. 14691. 14747. 14726. 14739. 14741. 14777. 14786. 14899. 14978. 14995.

Torino — CUGINI POMBA e C. — Editori-Librai

Si vendono le restanti copie dei

PRINCIPII DI FILOSOFIA
PER
GLI INIZIATI NELLE MATEMATICHE
DI **TOMMASO VALPERGA-CALUSO**
VOLGARIZZATI DAL PROFESSORE
PIETRO CORTE
CON ANNOTAZIONI DELL'ABATE
ANTONIO ROSMINI-SERBATI
Prezzo L. 3.

Intorno a quest'Opera così scrive l'illustre Tommaseo ne' suoi *Studi critici*:

« Antonio Rosmini onorò di sue note i *Principii di Filosofia*, che ad uso degl'iniziati nelle matematiche diede sul cominciare di questo secolo l'abate Caluso, e che dal francese ha tradotti con rara perizia Pietro Corte, professore di filosofia nell'Università di Torino. Il Caluso amato dall'Alfieri, comentato dall'abate Rosmini. Nel suo libro è l'impronta del senno italiano: senno che segnatamente nelle scienze filosofiche e nelle storiche fece gl'ingegni d'Italia possenti..... »

SONNAMBULA che darà consultazioni per malattie, tutti i giorni, dalle ore 3 alle 5 pom., via dei Macelli, casa Daziani, 8, piano 4°.

SEMENTE BACHI DA SETA
fatta per cura del Cav. AUDIFFREDI, *in Cuneo.*
Deposito presso CATTANEO e PETITI, fabbricanti di stoffe in seta sull'angolo delle vie dell'Accademia delle Scienze e Finanze, piazza Carignano.

CASA da vendere in Torino, del reddito di L. 4m. — Dirigersi al sig. Ingegnere Davicini.

DA VENDERE
CASCINA e beni di ett. 26, 60 (giornate 70) circa, tra campi e prati, con abbondanti ragioni d'acqua, sul territorio di questa città, a Porta Nuova.
Per trattarne l'acquisto dirigersi in Torino al causidico coll. Tricerri, via S. Dalmazzo, num. 14.

Da affittare al presente od a S. Giovanni
Num. 8 camere con due soppalchi; disimpegnate, in via delle Quattro Pietre, casa Rubeo, num. 11.

DA AFFITTARE *per il 1° di luglio* 1852.
Num. 80 camere, con due piccoli alloggi separati, nella casa della contessa Sillano. — Vie delle Figlie dei Militari e dei Quartieri. — Recapito al portinaio.

CONSORZIO DI VAL-MASTALLONE
NELLA PROVINCIA DI VALSESIA

AVVISO D'ASTA
pel giorno 4 di maggio 1852

Il pubblico è avvertito, che alle ore 11 antimeridiane del giorno di martedì, 4 del prossimo entrante mese di maggio, si procederà nell'Ufizio della Regia Intendenza della Valsesia, stabilito nella città di Varallo, all'incanto per conto delle 5 Comunità componenti il Consorzio di Val-Mastallone, ed al successivo deliberamento delle opere di costruzione d'un tronco di strada carreggiabile entro la Valle stessa a partire dal Ponte della Gula sino all'ingresso dell'abitato di Cravagliana, quali opere consistono come in appresso:

1. Muri a secco metri cubi n. 9,429, 85, a L. 2, centesimi 50 caduno	L. 24,517	61
2. Muri in calce di parapetto e pochi altri, metri 793, 46, a L. 6 cad.	» 4,760	76
3. Costruzione del piccolo ponte in vivo sul torrente Sabbiola	» 661	08
4. Tagli di rocca, metri cubi 1,979 03, a L. 3, 60 cadun metro	» 7,124	51
5. Tagli di rocca, a mezza galleria, cubi metri 2,514, 06, a L. 4, 20 cad.	» 10,559	05
6. Movimenti di terra metri 3,988, 66, a cent. 50 cad.	» 4,494	33
7. Provvista di banchine sulla fuga di metri 3,638, a cent. 50	» 1,829	»
8. Grosso selciato, superficiali metri 253 a cent. 60 ed impietramenti	» 1,054	20
9. Inghiaiamenti cubi metri 2,682, 78, a L. 2, 15 cad.	» 5,703	47
10. Provvista di n. 320 paracarri a L. 2, 50 cad. in opera	» 800	»
11. Cassette d'impianto di muri, metri lineari 420, a L. 1, 20	» 504	»
12. N. 10 acquedotti, indennità per demolizioni ne di fabbricati e manutenzione della strada sino alla collaudazione finale	» 991	99
Totale ammontare delle opere da appaltarsi L. 63,000	»	

Sono perciò invitati tutti gli aspiranti a tale appalto a presentare le loro offerte in iscritto ed in biglietti chiusi e suggellati nel giorno ed ora sovra indicati, in cui verrà deliberato in capo all'ultimo miglior offerente in diminuzione delle indicate L. 63,000, al cui fine sono messi in avvertenza gli aspiranti stessi:

1. L'appalto viene eseguito nell'interesse del Consorzio di Val-Mastallone, e non verrà conceduto se non se in conformità della perizia e sotto l'osservanza dei capitoli generali ed addizionali, e dei piani e dei disegni formati dal geometra sig. Cristoforo Gröber, di quali carte chiunque lo desideri potrà averne visione nello studio del notaio Rolandi, segretario del Consorzio nella città di Varallo.

2° Le opere di cui si tratta dovranno principiarsi appena dopo che l'impresario avrà passato l'atto di sottomissione con cauzione ed ultimarsi entro due anni dopo l'approvazione del contratto.

3. Nessuno sarà ammesso all'incanto se non presenterà unitamente al suo partito suggellato, esteso su carta da bollo, anche il suo certificato d'idoneità rilasciato da un ingegnere conosciuto od architetto civile, di data non anteriore ad un anno, ed il deposito altresì in contanti, od un vaglia di persona notoriamente risponsabile, del decimo del prezzo rilevante come sopra a L. 63,000.

4. Il pagamento dei lavori avrà luogo in tante rate da L. 5000 caduna, in proporzione del loro avanzamento sotto la ritenuta però del decimo, il quale non verrà corrisposto se non dopo la collaudazione finale e definitiva.

5. Il tempo utile per la eliminazione del decimo è stabilito a giorni otto dopo il deliberamento, quali andranno perciò a scadere col mezzodì del giorno dodici dello stesso mese di maggio.

6. Le indennità dei terreni da occuparsi saranno a carico del Consorzio, sperandosi degli abbandoni senza compenso, come anche l'importo del progetto Gröber già stato pagato, e saranno perciò a carico dell'impresario le sole spese di contratto e quelle delle occorrenti copie.

7. Si osserveranno nell'asta tutte le formalità prescritte dal tit. 4. del regolamento IV ponti, acque e strade, annesso alle R. Patenti 29 maggio 1817.

Varallo, il 17 aprile 1852.

Il Segretario del Consorzio
Not. G. ROLANDI.

PER PARTE DELLA COMUNITA'
DI VENERIA REALE

Si notifica che venerdì, 30 corrente, a ore 10 di mattina nella sala di detto comune, si procederà alla vendita del vecchio ponte in legno sulla Ceronda.

I partiti da presentarsi sigillati dovranno portare aumento della somma di L. 3,500.

Plus de FEU aux Chevaux !
(25 ans des succès).
Le Liniment Boyer, remplaçant le feu, sans laisser des traces de son emploi, guérit d'une manière sûre et prompte les boiteries récentes ou anciennes, les entorses, foulures, écarts, molettes, faiblesse de jambes, etc. — Dépôt à Turin, chez M.r Mazzuchetti, pharmacien, rue St-François, num. 13.

AVVISO D'ASTA
Nella sala Comunale di Casalborgone, alle ore 9 del mattino di lunedì, 10 maggio 1852, si procede a deliberamento per vendita di stabili caduti nell'eredità del signor chirurgo Domenico Antonio Bonfante, di cui la Congregazione di Carità di quel Comune è erede beneficiata, sotto i patti e condizioni declinati in avviso d'asta 15 aprile. Per ulteriori notizie, e visione dei titoli, dirigersi al notaio Cesare Casalis, segretario di detta Congregazione.
Casalborgone, il 21 aprile 1852.
Notaio CESARE CASALIS, *Segr.*

GUANO VERO DEL PACIFICO
Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.
Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

DA VENDERE O PERMUTARE
con facilitazioni nelle more e trattative
EDIFIZIO IDRAULICO con gran ruota e notevole caduta d'acqua perenne, a poche miglia da Torino. Ampio fabbricato nuovo con altri caseggiati, atto a qualsiasi manifattura, occupato in parte da filatura e filatoio da seta. Far capo dal notaio Bertolotti, via Doragrossa, n. 2.

VINO di Francia, 1ª qualità, a fr. **18** la brenta (litri 50. Via Belvedere, casa Mogliassino, num. 6, nel cortile

VENDITA VOLONTARIA
Di tutto o metà di un CORPO di CASA situato nel concentrico della città di Pinerolo, via del Seminario.
Per le opportune notizie dirigersi ai proprietarii patruo e nipote Collino, abitanti nella medesima.

DA VENDERE
Un CAVALLINO addestrato alla sella ed al tiro; oltre un Balustrino in ottimo stato.
Dirigersi al portinaio in via di Po, n. 49, ovvero in via della Provvidenza, num. 5.

DA AFFITTARE
ALLOGGIO mobigliato di 6 membri al terzo piano, corte dell'albergo della Dogana Vecchia. Recapito ivi.

M.me G.n RONDELET de Lyon

Venant de recevoir un assortiment de broderies et d'articles dessinés, engage les Dames de Turin à aller au plutôt faire leurs emplettes. Elle assure ces Dames qu'elles seront satisfaites des prix, car devant rentrer en France sous peu de jours, elle est décidée à faire un fort rabais sur ses marchandises, qui sont:

Cols avec guimpes garnies ou non garnies, manches, canezous, tailles brodées, en jaconat, et en mousseline, bonnets du matin, bonnets ajustés avec rubans, coiffures, bonnets d'enfants, bandes et entre-deux brodés en jaconat et en mousseline.

Dessins pour la broderie sur jaconat, batiste, mousseline avec ou sans échantillons.

Hôtel, Pension Suisse, rue *Carlo Alberto*, chambre 32.

SEMENZA BACHI
DEL MONTE BRIANZA
presso BOCH zio e nipote
via Provvidenza, n. 20, in Torino.

DA AFFITTARE O VENDERE
APPARTAMENTO di 7 camere al 3° piano, cantina, e infernotto, in Doragrossa, n. 10. Dirigersi al portinaio

NOTA
Sulla supplica sporta al R. tribunale di prima cognizione di questa città, da Ottavio Ajassa del vivente Matteo da Moriondo presso Chieri, all'oggetto di ottenere la cessione giudiziaria de' suoi beni, il prelodato tribunale rilasciò sotto l'8 marzo ultimo scorso, decreto di citazione contro tutti li creditori dello stesso Ajassa.
Torino, il 28 aprile 1852.
Ferrero sost Piana.

NOTA
Per l'effetto previsto dall'art. 2303 del codice civile, si rende di pubblica ragione aver il sig. medico Michele Piano fatto trascrivere all'ufficio delle ipoteche d'Asti l'atto 5 febbraio corrente anno, rogato Trucchi, di vendita fattagli dalli sig. Antonia Girio e Filippo coniugi Castiati, di due pezze beni poste sul territorio di Castagnole delle Lanze, cioè di un prato, regione Gaverri, di are 38, 01, e di un campo e vigna di are 257, nella stessa regione pel prezzo di L. 6,000.
La trascrizione fu fatta il 4 scorso marzo al vol. 27, art. 404.
Torino, il 5 aprile 1852.
Dagliotti proc. coll.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 8.) La drammatica Comp. Reale recita: *Cola da Rienzo* (tragedia 3 replica).
NAZIONALE (ore 8) Opera: *Ernani* — Ballo *Il trionfo di Alamaro.*
D'ANGENNES (ore 8.) Compagnie française: *Les étudians.*
SUTERA (ore 8.) Opera buffa: *La Regina di Leone*, del maestro Villanis.
GERBINO (ore 8.) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Odi e non odi.*
CIRCO SALES a porta palazzo (ore 5) La Comp. Tassani recita: *Il Corsaro dell'Arcipelago.*
DIURNO vicino alla Cittadella (ore 4 1/2) Comp. Billi recita: *Marco Bozzaris.*
WAUXHALL. Ballo con tombola tutte le domeniche.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

www.internetculturale.it

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N 101 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MARTEDI' 27 APRILE

Torino alla Stamperia di G. FAVALE E C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibelli; nelle Provincie, mediante tavole di mandati postali affrancati; fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	32	16

Inserzioni volontarie, 30 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza dell' 8 corrente, ha nominati all' impiego d'Esattore delle Contribuzioni dirette in Sardegna e destinati alle infra specificate esattorie, i seguenti individui:

Corbu Sebastiano, già volontario nell'intendenza di Nuoro, poi gerente l'esattoria di Fonni, destinato all'esattoria di Nuoro;

Silicani Francesco, già volontario nell'intendenza di Nuoro, e quindi gerente l'esattoria di Dorgali (Nuoro), nominato esattore effettivo e destinato a quel medesimo distretto esattoriale;

Meloni notaio Gio. Battista, già segretario di mandamento, destinato all'esattoria di Siniscola (Nuoro) della quale era gerente;

Spano Pietro Paolo, già addetto ai lavori del catasto, destinato all' esattoria di Calangianus (Tempio) della quale era gerente;

Mundula not. Sebastiano, già reggente l'esattoria di Serri, destinato al distretto di Barumini (Isili);

Naitana-Sanna cav. Giuseppe, traslocato dal distretto esattoriale di Barumini a quello di Tresnuraghes (Cuglieri);

Arca Francesco, già gerente l'esattoria di Nulvi, destinato all'esattoria medesima.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino, 26 aprile.*

Alla Camera dei Deputati non ebbe luogo altra discussione, tranne quella sollevata dal deputato Valerio per un' interpellanza che indirizzò al Ministero sul disastro dello scoppio di polvri, alla quale rispose con parole rassicuranti il Ministro delle finanze.

Avendo S. M. il Re, sulla relazione fattagli dal Ministro degli Affari interni, preso in considerazione gli atti di pubblica e di privata beneficenza con cui il signor banchiere Ignazio Casana ha segnata a lunga e onorevole sua carriera, lo ha con Sovrano Decreto ascritto all'ordine del patriziato, col grado di Barone, trasmessibile a' suoi eredi in linea diretta.

Questa Sovrana risoluzione dimostra la paterna sollecitudine del Re a premiare l' uomo virtuoso e caritativo, e onorare ad un tempo, nel più anziano suo rappresentante, un' intera classe di cittadini dalla cui industria trae lo Stato utilità e splendore.

ACCADEMIA REALE DELLE SCIENZE.

Nell'adunanza della classe di scienze morali, storiche e filologiche della Reale Accademia, tenuta il 22 del corrente mese, il cav. di S. Quintino nel terminare la lettura delle sue ricerche intorno all'*Origine del marchesato di Saluzzo* provò con autentici inediti documenti che primi a chiamarsi *Marchesi di Saluzzo* furono *Manfredo* detto *Pinasio*, figliuolo dell'altro Manfredo del Wasto, e *Balengerio*. Per qual titolo, e per qual concessione l'ottenessero è ignoto; ma se si bada che chiamati alla corte di Ottone IV, allorchè questi scendeva in Italia l'anno 1209, si rende probabile che da esso n'abbiano ottenuta l'investitura.

Continuando indi l'accademico segretario la lettura del suo scritto, parlò del *Ponderario* ricordato in una mutila iscrizione scoperta, non ha molto, poco distante da Saluzzola; ne suppli in primo luogo la notevole mancanza, e indicato di qual natura fosse tale stabilimento, e come siano rare le iscrizioni che ne abbiano fatta menzione, non più di due essendone sin' ora conosciute, fini con alcune considerazioni intorno alla cura posta dai Romani onde in ogni parte del vasto impero fosse provveduto all'integrità dei pesi e delle misure, coll'attribuirne lo speciale incarico agli Edili.

Parlando poscia della celebre poetica invocazione a Silvano che si conserva a *Aime* in Tarantasia, e fatto vedere come nelle moltiplici edizioni anteriori siano scorsi incredibili errori ed ommissioni, ne diede un'accurata lezione da esso ricavata sulla lapida originale, e dimostrò, con lunga e diligente critica discussione, ch' essa ben lungi dall'appartenere al primo secolo dell'impero, come voleva un dotto antiquario, doveva essa essere rilasciata sino ai tempi degli imperatori Marco Aurelio e Lucio Vero, e che l'autore della medesima Tito Pomponio Vittore non già un *Liberto*, ma si doveva anzi credere un eminente magistrato, incombenzato della sovraintendenza agli interessi dell' impero nella provincia dei *Centroni*.

L'accademico segretario
GAZZERA.

ACCADEMIA REALE DI AGRICOLTURA.

Egli è colla massima soddisfazione che questa Accademia si fa ad annunciare, che S. M. l'Augusta Regina reggente, animata sempre da quel nobile desiderio di favorire il progresso e l' incivilimento di questa nostra bella patria, e da quello spirito di benevolenza che cotanto La distingue, si è degnata d' instituire, per la prossima pubblica Esposizione di fiori, di piante ornamentali, e di prodotti orticoli, un premio d'onore di una medaglia d'oro: pel quale tratto della Sovrana Munificenza, l'Accademia si reca a dovere, e ad alto onore di pubblicamente attestare all'Augusta Sovrana la sua più sincera gratitudine.

Il segr. BORSARELLI.

AZIENDA GENERALE DI FINANZE.

I contribuenti nel prestito obbligatorio aperto col Reale Decreto del 7 settembre 1848 descritti nella seguente Tabella, avendo, giusta il prescritto dall'art. 4 della Legge del 12 luglio 1850, dichiarato a questa generale Azienda di avere smarrito le quitanze dei versamenti nella stessa Tabella indicati, e chiesto i certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde potere all'approggio dei medesimi ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito, si diffida chiunque vi abbia interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che sia regolarmente notificata alla predetta Azienda l'opposizione accennata agli articoli 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati ai richiedenti i certificati surriferiti.

Seconda pubblicazione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome dei Contribuenti e dei Richiedenti i Certificati	Numero	Data	Quitanze dichiarate smarrite: Somme versate	Categoria di prestito a cui si riferiscono	Esattoria da cui sono state rilasciate
1	Chiappa Giovanna maritata Fiamberti	78	1849 3 febb.	10 67	Stabili	Tortona
2	Carbone Gio Domenico	84	id.	25 »	id.	id.
3	Cordola Giuseppe e fratello fu Tomaso contrib., Cordola Giuseppe richiedente	52	1848 6 9bre	10 »	id.	Condove
4	Ferraris Domenico fu Gio. Maria contrib., Ferraris Giovanni fu Domenico richiedente	52	1849 11 feb.	14 «	id.	Stroppiana
5	Ferraris Giuseppe fu Eusebio contrib., Ferraris Eusebio fu Giuseppe richiedente	53	id.	12 »	id.	id.
6	Busto Antonio fu Sebastiano	54	id.	4 »	id.	id.
7	Bergera moglie Archini contribuente, Archini Luigi richied.	163	14 mag.	25 »	id.	Cuorgnè
8	Ferrari Paolo	(25 26 27)	1848 31 xbre	(11 » 57 50 20 »)	id.	Cava
9	Menietto Ludovico fu Lazzaro	115	1849 8 gen.	40 »	id.	Cuorgnè
10	Accornero Giuseppe di Stefano	76	3 febb.	25 »	id.	Montemagno
11	Biglione Luigi contrib., Borgo Isabella vedova Biglione richiedente	98	12 id.	10 »	id.	id.
12	Beignano Giacomo fu Nicola	69	1848 29 xbre	10 »	id.	Tonco
13	Tabusso Alessandro Francesco	78	1849 6 febb.	8 50	id.	Vignale
14	Tabusso Domenico fu Francesco	1	1848 25 9bre	2 50	id.	id.
15	Camoglino Luigi e fratello	65	1849 18 gen.	25 »	id.	Castellazzo
16	Gazzino Nicolò	64	id.	40 »	id.	id.
17	Vezzetti Maria vedova fu Giovanni contrib., Bolognino chirurgo Gio. Battista richiedente	19	1848 30 8bre	15 »	id.	Aglié
18	Boasso Bussolino Filippina	34	24 xbre	60 «	id.	Gassino
19	Conti Vittoria eredi e per essi Massocca Leopoldo	9	30 8bre	15 »	id.	Santhià
20	Testa Giuseppe	22	28 id.	12 50	id.	Ivrea
21	Denegri Stefano	23	1849 10 feb.	100 »	id.	Ronco

Torino dall'Azienda Generale di Finanze il 15 aprile 1852.

Per l'Intendente Generale
POCCARDI.

AZIENDA GENERALE DELLE FINANZE.

Avviso d'Asta.

Si avverte il pubblico che alle ore 11 antimeridiane del giorno di martedì 18 maggio p. v. si procederà, in una delle sale dell'Azienda di Finanze, nanti l'Intendente generale delle medesime o chi per esso, ai pubblici incanti per lo

Appalto della tassa di pedaggio sul Moncenisio,

da esigersi in conformità della tariffa annessa al Manifesto camerale del 24 settembre 1836, del Regolamento approvato colle R. Patenti 19 aprile 1850, nella parte in cui è mantenuto in vigore, e dell' altro Manifesto emanato dalla Regia Camera de' conti il 17 settembre 1842.

L'asta sarà aperta sull' annuo prezzo di L. 65,000.

La durata dell' appalto sarà di anni nove di tre in tre, che avranno principio il 1° gennaio 1853, sotto l'osservanza dei capitoli d'oneri, dei quali si darà visione nell'Azienda generale di Finanze, negli uffizi d'Intendenza di Susa e di San Giovanni di Moriana, e nella Direzione demaniale di Torino.

Pendente giorni venti dopo seguito il deliberamento, e previo il deposito di cui infra, sarà ammesso l'aumento di sesto o mezzo sesto, ed i termini fatali per fare tale aumento scadranno al mezzodì del giorno di lunedì 7 successivo giugno.

S'invita chiunque voglia attendere al detto appalto a presentare le sue offerte negl' indicati giorno ed ora, in cui sarà deliberato all' estinzione di candela vergine ed in favore dell' ultimo miglior offerente.

Le offerte in aumento del prezzo d'asta non potranno essere minori di L. 100.

Per essere ammessi alle licitazioni, gli accorrenti dovranno essere muniti di un vaglia di L. 8,000, rilasciato in carta proporzionale di commercio da persona notoriamente responsabile e residente in Torino, o fare un deposito equivalente a detta somma in numerario o cedole del Debito Pubblico al portatore, ovvero in obbligazioni dello Stato, il tutto come meglio apparisce dagli anzidetti capitoli d'oneri.

Torino, il 30 aprile 1852.

Per detta generale Azienda,
Il Direttore sotto-capo di divisione,
TONELLI.

INTENDENZA PROVINCIALE DI SALUZZO.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata colla Legge 8 febbraio 1851.

Essendo in tempo utile stato presentato l' aumento di mezzo sesto sulla somma di lire 57200, a cui con atto del venti scorso marzo veniva deliberato il podere detto di San Pietro, il pubblico è avvisato che alle ore 10 antimeridiane del giorno 1.° venturo maggio si procederà in una delle sale di quest'uffizio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del sig. Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo e miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini, da accendersi dopo l' ultima offerta, alla vendita di detto podere descritto al numero 35 dello stato annesso a detta legge, e consistenti cioè:

Cascina detta di San Pietro, composta di casa rurale, orto, prati, campi ed *alteni*, provenienti dall' antico appannaggio Savoia Carignano, situata sulli territorii di Racconigi e Casalgrasso nella regione San Pietro, e sotto le infradescritte coerenze e numeri di mappa, della complessiva superficie di giornate sessantasette, tavole cinquantanove, e piedi nove, eguali ad ettari ventinove, are quarant'otto, e centiare sessanta, attualmente affittata al signor Gaido Nicola fu Giovanni di Racconigi, in forza d' atto 9 gennaio 1849, per l'annua somma di lire 2755, e finente tale affittamento con tutto il giorno 10 novembre 1856, consistente:

1. Regione San Pietro — Prato fra le coerenze dei beni di questa cascina, segnato nella sezione A della mappa, coi numeri 4, 5 e 9, della superficie di giornate 15, 64, 5, corrispondenti in misura metrica ad ettari 5, 18 40.

2. Ivi — Prato a ponente della fabbrica, colle stesse coerenze poste al numero 8, della mappa, della superficie di giornate 5, 51, 4, eguali ad ettari 2, 09, 50.

3. Ivi — Campo a levante del sovradescritto prato, fra le stesse coerenze, segnato in mappa col numero 7, della superficie di giornate tre, tavole novantatre, e piedi due, eguali ad ettari 1, 49, 40.

4. Ivi — Campo grande intersecato dalla carreggiata tendente ai boschi, di cui are 76, circa sono state corrose dalla Macra, descritto in mappa al num. 6, fra le suddette coerenze, della superficie complessiva di giornate 47, 26, 4, eguali ad ettari 17, 96, 00.

5. Ivi — Due orti a mezzodì e ponente del fabbricato, descritti in mappa coi numeri 10 e 12, della complessiva superficie di giornate 0, 71, 5, eguali ad are 27, 10.

6. Ivi — Fabbrica rustica con aia contenente al pian terreno due camere a volta, fra le quali trovasi la scala che comunica al piano superiore, con una piccola cantina sotto di essa a volta, ed una cantina verso mezzanotte ed un ampia stalla, ambe a volta, sopra detta stalla il fienile ad otto luci prospicienti l'aia, al di cui mezzogiorno sonovi otto travate di casi da terra, sull' estremità dei quali verso levante evvi il pollaio e porcile, sopra i quali una camera a voltini con scala d'accesso in legno: nell'aia il pozzo d'acqua viva con vasca di pietra per l' abbeveraggio del bestiame: contro la cinta di levante il forno, la porta, e portina, come pure un' altra portina nella cinta di ponente, al primo ed unico piano superiore trovansi oltre al già detto camerino sopra la scala tre camere soffittate a solaio, rimpetto alle quali dal lato di mezzogiorno evvi un lungo balcone di legno.

L'area del fabbricato compresa l'aia rileva alla superficie di tavole sessantacinque, piedi dieci, eguali ad are venticinque, descritto il detto fabbricato nella sezione A della mappa col N. 11.

7. Ivi — Alteno dietro la fabbrica, fra le suddette coerenze; segnato in mappa col numero 15, della superficie di giornate 5, tavole 80, piedi 5, eguali ad ettari 1, are 47, e centiare 60.

8. Ivi — Alteno in territorio di Casalgrasso, distinto in mappa col numero 889, della superficie di giornate 1, tavole 99, eguali ad ettari 0, 75, 60.

NB. Tutti li sovra descritti stabili non sono soggetti a veruna servitù eccetto al carico di una carreggiata d'accesso ai boschi.

I prati sono irrigati a seconda del bisogno colle acque della Macra per mezzo del canale detto di Casalgrasso.

L'asta sarà aperta sul prezzo di lire 61966, 66 risultante dal presentato aumento del mezzo sesto, ed ogni offerta non potrà essere minore di lire duecento.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente responsabile, e tale riconosciuta dall'ufizio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della Banca nazionale per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto, computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze il 15 andante mese, e dei quali, non che della perizia d'estimo, sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'Ufizio d'Intendenza.

Le spese del già esperimentato incanto rimasto infruttuoso sono a carico del deliberatario.

Soluzzo, il 5 aprile 1852.

Per detto ufficio d'Intendenza provinciale
Il segr. G. B. CALANDRI.

FATTI DIVERSI. — PROVINCIE. — Si legge nella *Stella* di Pinerolo:

Rileviamo da un verbale fattosi a Luserna il 21 corrente, che non tosto venne a notizia del Governo e della Corte l'infausto annunzio dell'incendio di Prafalera col mezzo dell'Intendente di questa provincia e del Sindaco del comune di Torre, ce ne ottenne la seguente vistosa somma per sovvenzione agli operai rimasti senza lavoro:

Dalla Munificenza Sovrana	L.	500
Da S. M. la Regina	»	200
Dalla Regina vedova	»	300
Dalle LL. AA. RR. il Duca e la Duchessa di Genova	»	400
Da S. A. R. il Principe di Carignano	»	200
Dal Ministero Interni	»	400
Totale L.		2000

Si è inoltre costituito un comitato per l'equa distribuzione di queste ed altre somme di cui si farà cenno a suo tempo.

— Ci scrivono da Villanova Solaro il 14 corr.:

In seguito ad accordo seguito tra la guardia nazionale di Villanova Solaro e quella di Savigliano ebbe luogo una passeggiata militare ed una riunione amichevole dei due battaglioni. Stabilito il punto di riunione sul piazzale di Monasterolo, tutte le compagnie de' varii comuni componenti il battaglione mandamentale si trovarono schierate all'ora prefissa in attesa del battaglione di Savigliano e delle compagnie di Cavallermaggiore. Fatti gli scambievoli onori militari i due battaglioni si schierarono in due linee a destra e a sinistra della cappella appositamente preparata, ove si celebrò la santa messa.

Finita la funzione religiosa, eseguiti i movimenti e le evoluzioni con intelligenza militare, si portarono sopra un terreno prativo, luogo designato alla festa. Numerose accorsero le popolazioni della vicina campagna; s'inalzarono tende ad uso di banchetti, si ordinarono balli campestri ecc. Alle 5 pom. si batté a raccolta; gentili parole rivolse il maggiore del battaglione di Villanova Solaro ai convenuti. E la festa ebbe termine con quel bell'ordine con cui fu incominciata.

SAVOIA. — Ancora una nuova sciagura da registrare:

Il giorno 20 del corr. mese una gran parte del villaggio capoluogo del comune d'Allèves rimase preda delle fiamme. In un'ora trentadue abitazioni furono distrutte. Una povera donna di 70 anni è rimasta sepolta sotto le rovine d'un tetto. Si citano altre persone rimaste vittime del loro zelo per impedire la propagazione dell'incendio. La perdita totale si calcola ad 80,000 lire. Cinquanta famiglie son ridotte all'estrema miseria. L'intendente generale della divisione d'Annecy ha indirizzato una circolare a' sindaci delle città e comuni. Una commissione è stata istituita nel comune per il riparto dei soccorsi.

PUBBLICAZIONI. — È pubblicata per cura della Direzione della Società agraria piemontese una Memoria popolare intitolata *Norme per l'allevamento dei bachi da seta*, che si vende dai principali librai per pochi centesimi. Il compilatore di queste norme ha voluto chiamare particolarmente l'attenzione sopra alcune verità fondamentali che devono servire di guida a coloro che hanno di già qualche pratica nell'allevamento; la benemerita Direzione della Società si riserva di far compilare una memoria sul modo di fare e custodire la semente dei bachi da seta e un'altra sulla coltura del gelso.

LOMBARDO-VENETO

Si legge nell'*Eco della Borsa*:

Crediamo che fra pochi giorni avrà luogo l'atto formale della consegna della strada ferrata di Milano, Monza e Como alla commissione governativa delegata *ad hoc*, e ciò nei sensi del trattato di vendita allo Stato già seguito nel passato anno: è desiderio universale che si manifesti più energicamente l'influenza altrettanto illuminata che fecondatrice del sig. ministro delle finanze e del commercio, con tali disposizioni che permettano di poter fissare l'epoca in cui si metterà mano alla costruzione del tronco che debbe congiungere Monza con Bergamo. Finora l'introito della linea di Milano a Como è stato di per sè ragguardevole; ma se mai può arrivare presto il giorno che una strada sola debba riunire in un gruppo Milano, Bergamo e Como, che per la sua navigazione è la chiave della Svizzera e del Reno, i calcoli più esatti lasciano prevedere un doppio reddito. La pura verità ci conduce a dire che la strada ferrata attuale è amministrata e diretta con un'esattezza che non lascia mai luogo ad alcun lamento.

— Coll'aprirsi del prossimo maggio si incomincierà la costruzione del tronco di strada ferrata da Mantova a Borgoforte, col mezzo del quale si effettuerà l'unione della linea lombardo-veneta alla proposta strada ferrata centrale italiana.

VENEZIA, 23 *aprile*. Si legge nella *Gazzetta di Venezia*:

Il cambio tentato in Venezia col primo corrente, di 15 napoleoni d'oro falsi, fe' trarre agli arresti politici un Angelo Battistoni di Cordovado, stato alquanto a principio sul niego, ma che tosto pentito, confessava e offeriva si guida alle indagini da praticarsi per isvelare i falsarii di quelle monete e l'inaccessibile covo del loro delitto.

Persuasa la direzione centrale d'ordine pubblico della impossibilità di superare senza l'opera dell'inquisito gli ostacoli che si frapponevano all'importante scoperta, accolse la esibizione di esso e istituita una commissione speciale, presieduta dall'ufiziale d'ordine pubblico Giorgio Corà, affidava al medesimo l'arduo mandato di rintracciare i colpevoli e il teatro dei loro misfatti, che da lunghi anni si sospettava che fosse nelle montagne del Friuli senza aversene mai indizio certo del dove.

Furono date al Corà le opportune istruzioni; e il governatore militare ordinò di munirlo di lettere credenziali e dei mezzi indispensabili all'uopo. Non giova narrare i particolari degli accorgimenti suoi per condurre a buon termine la difficile impresa. Basta il conoscere che, mercè gli artifizii del Battistoni, intrinsecossi il Corà con alcuni de' complici, e in virtù dell'opera loro seppe addomesticarsi co' monetari medesimi, che sono due fratelli di Carnia, i quali finirono ad accordargli la piena loro fiducia, e consentirono d'intrometterlo nella loro officina, *posta*, com'essi dicevano, *in luogo noto appena alla luce ed all'aria di quelle montagne*.

Con questo tratto di confidenza, i falsi monetari speravano indurre il Corà, che vedevano assai danaroso, a sborsare una somma considerevole per acquistar materiale da migliorarne l'intrinseco delle loro monete, e approssimandosi alla bontà del titolo legale, difficoltare così la scoperta del falso lor conio.

La notte dal 5 al 6 stante, il Corà e il Battistoni si avviarono con essi falsarii per le ripide alpi, denominate Pecol e Avanzo, nel comune di Emonzo, distretto di Ampezzo, che sorgono sulle ghiaie del torrente Chierso. Dopo quattro ore di faticante cammino a traverso burroni, scoscendimenti ed anfratti, non impressi da umano vestigio, addivennero a un foro cavernoso, scavato da un rivo che precipita giù di que' gioghi, ed ivi scorsero il fraudolento opificio, che tanti anni lavorò di soppiatto, con inestimabile pregiudizio della pubblica fede. Entro in quel buio i falsarii vi arsero un fascio di secchi ramoscelli, acciò meglio potessero il Corà e il Battistoni ravvisare distintamente i criminosi apparecchi.

Intanto che ciò effettuavasi da una parte, dall'altra un ufficiale d'ordine pubblico, mosso a certa distanza sull'orme della comitiva, con altro pubblico agente e scortato da un drappello di gendarmeria della Carnia, sotto il comando d'un t. r. sottufficiale, disposo che, allo scendere dei falsarii di colasso, la forza pubblica li sorprendesse, cogliendoli, come fece, col corpo del delitto indosso. Avevano 1200 pezzi diversi di quelle false monete, che levarono allor dalla fabbrica, per consegnarle al Corà, tosto che fossero giunti al piano.

Con tanto rischio della sua vita (prescindendo dal sospettarlo un agente dell'autorità, potevano anche attentare impunemente ai suoi giorni dall'essere egli così fornito a danari) riusciva il Corà all'importante scoperta.

Questa direzione centrale d'ordine pubblico continua le sue investigazioni.

L'i. r. tribunale criminale della provincia d'Udine vi mandò sopra luogo un consesso di giudici, che, per penetrare i recessi di quella spelonca, abbisognarono dei brandelli d'uno o più fazzoletti bianchi, gittati, come il filo d'Arianna, dal Corà nella notte precorsa a segnarvi il cammino su per que' greppi impraticabili.

Vi si trovarono da quaranta punzoni a stamparne altrettante specie di monete sofisticate, tra d'oro e d'argento, e macchine e torchi e impasti metallici e reagenti chimici e pile e crogiuoli e contanti; insomma una zecca.

I tribunali delle provincie tedesche finitime aprirono anch'essi inquisizioni speciali, che tutte si riferiscono e fanno capo a questa fabbrica clandestina.

Il processo va sempre più complicandosi, e già fin da ora si estende a proporzioni gigantesche.

Allegheremo qui intanto la lista delle false monete che vi si fabbricarono e misero in giro:

1. Pezzi da 20 franchi, coll'impronta di Luigi Filippo, della repubblica francese e del re di Sardegna;
2. Pezzi di mezze sovrane imperiali austriache;
3. Pezzi da cinque franchi col conio sardo;
4. Pezzi da 20 carantani collo stemma imperiale austriaco;
5. Pezzi da 6 carantani austriaci che hanno corso oggidì nelle altre provincie della monarchia.

— La *Sferza* ha pubblicato un numero di saggio del *Giornale dei comuni lombardo-veneti*, che principierà a venire in luce col primo giovedì di maggio. «Il *Giornale dei comuni* (così dichiara la sua redazione) vuol essere l'*Organo* dei comuni ed il loro *Monitore*. Per quanto è nelle forze e nelle condizioni sue, procaccerà d'esserne il *Consigliere*.»

SVIZZERA

VAUD. Leggesi nella *Suisse*:

Corre voce, che il governo di Vaud presenterà incessantemente al gran consiglio un progetto di concessione della linea di strada ferrata da costruirsi fra Morges ed Iverdun.

Questa concessione si farà alle medesime condizioni, che furono accordate al sig. Sulzberger per la ferrovia da Lucerna a Zofinga. Ecco alcune condizioni generali:

Questa conclusione è fatta per 99 anni. Spirato tal termine, essa potrà rinnovarsi, oppure potrà la ferrovia cedersi allo Stato. Però, dopo 20 anni di attivazione, il governo avrà facoltà di fare l'acquisto della strada ferrata con tutto il materiale, aggiungendo il 10 p. c. del valore effettivo a quest'epoca.

La compagnia renderà, ogni anno, al governo un conto particolareggiato dei risultamenti dell'impresa, e somministrerà una cauzione di 450,000 fr. per rispondere della buona ed intiera esecuzione della strada ferrata. Se la costruzione non verrà incominciata dodici mesi dopo la ratifica della concessione, questa sarà annullata. La strada ferrata dovrà terminarsi nello spazio di quattro anni, cominciando dal giorno della ratifica del gran consiglio. Nun'altra concessione potrà accordarsi per la stessa direzione.

Il governo si riserba il diritto di controllare e sorvegliare le opere di costruzione. Il *maximum* della tariffa sarà: pei primi posti, 12 c. per chil. a testa; pei secondi posti, 8 c.; pei terzi posti 6 c. ecc.

Ecco adunque tre cantoni che assumono l'iniziativa: questa è la strada che condurrà più presto al fine. S. Gallo fece qualche cosa di più che semplici progetti; si è di già sottoscritto per più di due milioni di franchi.

S. GALLO. Le sottoscrizioni per la strada ferrata di S. Gallo-Wyl giungono alla ragguardevole somma di 2,467,000 franchi. Gli esperti federali Gugelberg e Merian sono giunti in S. Gallo, ove non sembra aspettarsi da loro un favorevole giudizio.

GINEVRA. I signori banchiere Kohler ed ingegnere Wolfsberger sono partiti per Parigi, incaricati di una missione relativa alla progettata strada ferrata di Parigi, Macon e Ginevra.

FRANCIA

PARIGI, 23 *aprile*. Leggiamo nel *Bulletin de Paris*:

È ora cosa ben accertata che la gran festa militare succederà il 10 e l'11 maggio, e non il 9 e il 10 come erasi annunciato. Ecco alcuni ragguagli di cui possiamo guarentire l'esattezza:

Il principe passerà in rassegna 60,000 uomini, cioè tre divisioni di fanteria, tre di cavalleria con 72 bocche da fuoco. Inoltre vi figureranno deputazioni di tutti i corpi d'esercito venuti a Parigi per ricevere le aquile dalle mani del principe. Nè solamente l'esercito d'Africa non ne sarà eccettuato, ma tutti i capi arabi vi si faranno rappresentare.

Ecco come si succederanno le varie parti di questa solennità militare:

La festa comincierà il 10 a mezzogiorno colla benedizione delle bandiere, monsignor arcivescovo di Parigi e quegli che presiederà questa religiosa e commovente introduzione.

Il principe presidente consegnerà poscia le aquile all'esercito.

Gli alfieri si disporranno per file di 25, e passeranno dinanzi al principe abbassando le aquile.

Seguirà il difilamento generale.

Si assicura che i principali capi degli eserciti stranieri sono stati invitati.

La sera del 10 maggio finirà con un fuoco d'artifizio che sarà incendiato sulle alture del Trocadero, e che avrà proporzioni finora sconosciute. Invece di 500 in 600 bombe che si sogliono trarre in occasione dei fuochi d'artifizio delle feste pubbliche, se ne faranno scoppiare 30,000. Sei mila soldati, divisi in tre corpi, faran fuoco di moschetteria per due ore. Nel tempo stesso 72 pezzi di cannone non cesseranno di trarre.

Queste magnificenze pirotecniche saranno coronate dall'apparizione dell'arco di trionfo del Carrousel, fiancheggiato di due colonne, l'una sormontata dalla croce della Legion d'Onore, l'altra dalla nuova medaglia militare.

Nel giorno seguente (11) si darà alla Scuola Militare un ballo dall'esercito al principe presidente. Diecimila inviti saranno mandati a tutti i più cospicui personaggi di Parigi e dei dipartimenti.

A mezzanotte, banchetto generale: in mezzo alla sala sarà collocata una gran tavola di 150 posti alla quale siederà il principe colle consorti degli ambasciatori, dei ministri, dei generali e altri gran dignitari dello Stato. Il principe avrà alla sua destra la signora Magnan, alla sinistra la signora Saint-Arnaud; altre 18 tavole da 150 posti ciascuna, saranno egualmente ed esclusivamente occupate dalle signore. Gli uomini non vi prenderanno posto se non dopo di esse.

Questa splendida festa è data tutta intiera dall'esercito di Parigi. Il generale in capo cede per le spese della solennità 15 giorni di soldo; i generali di divisione 12 giorni; quei di brigata 9; i colonnelli 6; i capi di battaglione 5; i capitani 4; i luogotenenti 2.

— Leggesi nella *Patrie*: I ministri devono recarsi ad una delle prossime sedute generali del consiglio di Stato, per presentare le loro osservazioni sul bilancio, che già subì un ben ponderato esame nelle varie sezioni.

— Lo stesso giornale dice: Il giornale l'*Univers* si lamenta del privilegio che sembrano avere i giornali esteri, e specialmente i giornali belgici, privilegio che, secondo quel giornale, avrebbe per risultamento l'interdire ai fogli francesi ciò che si permette ai fogli i quali si pubblicano al di là della frontiera, e che sono autorizzati ad aver corso in Francia.

Il governo si è già occupato di questa importante quistione, e, se siamo bene informati, la direzione della libreria significò ai giornali belgici che l'entrata in Francia sarebbe loro immediatamente interdetta se essi continuavano a dare, intorno alle sedute del Corpo legislativo, altri ragguagli che quelli risultanti dal processo verbale ufficiale.

SPAGNA

MADRID, 18 *aprile*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il presidente degli Stati-Uniti, avuto riguardo all'enormezza dell'attentato, commesso sui giorni preziosi della regina Isabella II, ha creduto di poter fare, sino a un certo punto, una eccezione agli usi stabiliti nelle relazioni del presidente della repubblica federale coi sovrani d'Europa, e ha indirizzato alla regina una lettera autografa, nella quale egli deplora quell'attentato, e rende grazie all'Onnipotente d'aver conservato la vita d'una regina che per la sua inesauribile pietà e magnanimità è oggetto ad un tempo di venerazione rispettosa e di tenerezza pei suoi sudditi, e di alta ammirazione pegli stranieri. Il capo della repubblica americana s'è fatto, in questa occasione, l'interprete fedele de' sentimenti del governo e della popolazione degli Stati-Uniti.

Da varie comunicazioni, ricevute dal ministero degli affari esteri della repubblica americana, risulta che il governo dell'Unione dà energicamente opera (ed ha perciò mandato gli ordini più calzanti a' suoi agenti negli Stati della confederazione), affinchè sia invigilato e scoperto qualsiasi tentativo di spedizione di pirati contro l'isola di Cuba, ed ove cosiffatti progetti esistano, l'autorità dovrà procedere contro i colpevoli, usando di tutti i mezzi e rigori legali.

— Si legge nell'*Epoca*:

I giornali che hanno annunziato l'arrivo a Madrid del signor Pescatory, uno degli uomini politici del partito orleanista più conosciuti in Francia, e antico ambasciatore in Grecia, si sono ingannati.

La persona che ha accompagnato il sig. Fould, fratello del celebre ministro delle finanze, è il sig. Pescator, uomo d'affari e capitalista francese. Lo scopo principale del suo viaggio è relativo al progetto d'incanalamento dell'Ebro.

INGHILTERRA

LONDRA, 22 *aprile*. — *Camera de' lords*. — *Seduta del* 22.

Lord Redesdale presiede in assenza del lord cancelliere.

Lord Derby propone la seconda lettura del bill che ha per iscopo di togliere al borgo di Saint-Albans le franchigie elettorali.

S. S. dà i particolari delle circostanze che accompagnarono l'elezione del sig. Bell, la inchiesta del comitato, la imputenza di questo a scoprire la verità, e la nomina della commissione la relazione della quale serve di base al bill. *(Sun)*

— La *Gazzetta Ufficiale*, di Londra, annunzia che fu tolto il blocco ad altri dodici porti della baia di Benin, i quali sono: Blockouse, Elmina-Chica, Adaffie, Flohow, Porto-Seguro, Gomuluta, Little-Popoe, Aghwey, Great-Popoe, Porto-Novo e Lagos.

— Si legge nel *Globe*:

Corre voce che l'alderman Salomons voglia appellarsi dalla decisione della corte dello scacchiere innanzi alla giurisdizione suprema dell'Inghilterra.

— Si legge nello stesso giornale:

È stato cominciato un processo ad oggetto di far pronunziare la interdizione del celebre capo cartista sig. Feargus O' Connor.

— Si legge nel *Morning-Advertiser*:

Si sta ora portando da Guernesey gran quantità di granito, ridotto in piccoli frammenti, destinato alla riparazione delle strade. Si potrà avere un'idea della importanza d'un siffatto commercio dal sapere che Londra ha ricevuto in un sol giorno trentadue navigli, provenienti da Guernesey, carichi di detto granito, di cui arrecarono più di 6,000 tonnellate in peso. Queste pietre servono in gran parte a riparare le contrade della capitale.

— Si legge nell'*Express*:

I detentori de' boni di Buenos-Ayres sentiranno con piacere che l'invio ordinario e mensile di 5,000 dollari è stato spedito dal nuovo governo della Repubblica. I sigg. Baring stanno per annunziare il dividendo d'uso di 1 1/2 per 100.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino*, 27 *aprile*.

Incominciamo dal pubblicare intorno al disastro avvenuto ieri nel Borgo Dora il seguente rapporto, fatto dal Corpo degli Artiglieri al Ministro della Guerra:

Lo scoppio seguì al momento in cui gli operai si ritiravano dal lavoro, cioè alle ore 11 5/4.

Il fuoco prese spontaneamente alla botte del miscuglio ternario della polvere da mina, il che fu visto da due polveristi di guardia ai meccanismi. Si comunicò ai due granitoi laterali contenenti fra ambedue 5000 chil. di polvere, passò poscia ai frulloni caricati con 2000 chil., ed agli stendaggi che contenevano chil. 3000 di polvere stesa all'aperto.

La combustione di quest'ultima mise il fuoco prima ad un piccolo magazzino di polvere da caccia e ad un altro che conteneva 10,000 chil. di polvere da mina.

Il sergente polverista Sacchi trovossi circondato dal fuoco, e con ammirabile coraggio corse al gran magazzino vicino che conteneva 40,000 chil. di polvere, e ne estrasse una coperta accesa che lo avrebbe certamente fatto scoppiare; nè più si allontanò, potendolo fare, e stette attendendo i soccorsi delle pompe che spensero l'incendio che qua e là si mostrava.

I primi ufiziali che entrarono, tosto seguito lo scoppio, furono i signori: Mattei, Codacanati, Marello, Boasso, Rosset e Ricotti con due o tre altri borghesi accorsi, fra cui un siciliano, di cui s'ignora il nome. Essi gettarono la prima acqua sopra le peste cariche.

S. A. R. il duca di Genova giunto sul luogo, sul poco dopo, diede gli ordini necessari al maggiore d'artiglieria Della Rovere, che assunse la direzione generale dei lavori.

Si spense il laboratorio delle composizioni, ove esistevano i tre componenti sciolti; si estinse quello della macina dello zolfo, che minacciava il magazzino a polvere delle Gabelle carico; finalmente si operò a braccia il votamento del magazzino grande contenente chilogr. 40m. il cui scoppio avrebbe certamente cagionato ben maggiori disastri.

Oltre ai già citati ufiziali e sergente Sacchi si distinsero particolarmente fra gli ufiziali d'artiglieria: i maggiori Della Rovere e Marabotto; i capitani Ricotti, Cugia, Serra, Lurago e Velasco; i tenenti Balegno, Bozzani, Martin, Bessolo, Bava e Ponzio, coi quali gareggiarono tutti gli altri ufiziali di ogni grado, sott'ufiziali e soldati del Corpo medesimo, accorsi colla maggior possibile celerità, e per così dire in modo spontaneo avvisati dal fragor dello scoppio.

I carabinieri e bersaglieri si distinsero essi pure e meritano encomii in un coi Corpi di fanteria, concorrendo al vuotamento del magazzino grande delle polveri, ed al mantenimento dell'ordine.

S. M. il Re, preceduta da S. A. R. il Principe di Carignano, accorse sul luogo del disastro eccitando l'emulazione di tutti.

La presenza poi continuata di S. A. R. il Duca di Genova, dei Ministri della Guerra, delle Finanze, dei Lavori Pubblici e dell'Interno, del sindaco cav. Bellono ed altre persone del Municipio, animava coll'esempio non solo i militari, ma ancora moltissimi borghesi accorsi volontariamente, e che si cessò di impiegare dopo qualche tempo soltanto per evitare la troppa confusione.

Le vittime ascendono a 35 fra cui 14 morti. Alcuni tra i feriti lo sono gravemente. Per la maggior parte attraversavano in drappello il canale uscendo dal lavoro per prendere il rancio, e furono in esso lanciati dallo scoppio e coperti dalle rovine dei circostanti edifizii. Il sergente Sacchi trovavasi casualmente più indietro di loro nel bel mezzo dello stendaggio che si infiammò.

Mentre la polveriera scoppiava, il di lei direttore conte di San Robert viaggiava d'ordine ministeriale per fissare il posto più conveniente di stabilirne una a distanza dalla Capitale.

Aspettando tempo ad ulteriori precisi ragguagli sul disastro, dobbiamo aggiungere alle notizie date nel Rapporto qui citato che fra i cittadini che specialmente si segnalarono per intrepidezza nell'accorrere dove il pericolo era più urgente deve nominarsi il signor deputato e questore Valvassori che, in compagnia del Ministro della Guerra, entrò in mezzo alle rovine mentre ancora durava la minaccia di scoppio nel grande magazzino.

Nè deve passarsi sotto silenzio come tutti i funzionari pubblici seguendo l'esempio del Ministro dell'Interno, del Presidente del Consiglio e degli altri Ministri, in un col concorso zelantissimo del Sindaco cav. Bellono, e della nostra benemerita Guardia Nazionale, gareggiassero di attività e di perspicacia tanto sul luogo del disastro, come in tutta la città per calmare la costernazione.

IL SINDACO DELLA CITTA' DI TORINO.

Il disastro di ieri in conseguenza dello scoppio avvenuto nella fabbrica di polveri di Borgo Dora sebbene sommamente lagrimevole pe' miseri che perirono, e che rimasero feriti, fu tuttavia minore di quanto sarebbesi potuto temere.

Essendo intanto urgente di meglio conoscere l'importanza dei danni, e di provvedere per quei soccorsi che in così deplorabili circostanze sono indispensabili:

Viste le deliberazioni dal Consiglio delegato, adottate nella seduta straordinaria tenutasi ieri sera:

Notifica:

È nominata una commissione d'inchiesta composta dei signori consiglieri comunali Albasio, Rapolo, Cantara e Notta, non che del sig. Zaccaria L. autaud, coll'incarico di riconoscere e riferire di concerto col Consiglio di Beneficenza della parrocchia di Borgo Dora, intorno ai danni sofferti dalle famiglie povere e bisognevoli di soccorso.

Oltre alla somma di L. 5000 già stata generosamente trasmessa al Municipio dalla sovrintendenza generale della Lista Civile a nome di S. M., per accorrere in sollievo dei poveri danneggiati, è aperto all'amministrazione civica un credito sull'erario comunale, sino alla concorrente di L. 5000, salvo quegli ulteriori provvedimenti che si crederanno necessarii.

Sono aperte sovrizioni a favore dei danneggiati nel negozio dei sigg. Rey, Paravia, Buttiè, nel caffè Barone, e nelle farmacie dei signori Rossi in via di Porta-Nuova, e Luciano in via di Po.

Torino, dal civico palazzo il 27 aprile 1852.

G. BELLONO.

MILIZIA NAZIONALE.

IL SINDACO DELLA CITTA' DI TORINO.

Appena lo scoppio della fabbrica delle polveri rivelava una pubblica calamità, la Milizia Nazionale accorreva numerosa sul luogo del doloroso avvenimento, e facendo prova di generoso ardimento e di assoluta abnegazione prodigava le più sollecite cure per impedire che il fuoco non si apprendesse ai magazzini, e per tutelare la sicurezza dei cittadini e delle proprietà.

Sebbene non si potesse aspettare di meno dalla Milizia Nazionale di cui tanto si gloria la nostra Città, il Municipio sente il dovere di attestarle la più sentita ammirazione, e la più viva riconoscenza per un contegno che così altamente la onora.

Egli è con somma soddisfazione che il Sindaco sottoscritto si affretta a far conoscere questi sentimenti della comunale Rappresentanza alla Milizia Nazionale, ed è senza dubbio con orgoglio che il paese sentirà come la custodia delle leggi, e la tutela della pubblica sicurezza non potessero affidarsi ad uomini più intrepidi, ad animi più nobili, a cuori più generosi.

Torino, dal civico palazzo, addì 27 aprile 1852.

G. BELLONO.

COMANDO SUPERIORE DELLA GUARDIA NAZIONALE DI TORINO.

Ordine del giorno del 27 *aprile* 1852.

COMPAGNI!

Lagrimevole disastro vi chiamava ieri in armi ad improvvisa raccolta!

Fra l'universale costernazione giustamente cagionata dalla tema di una disgrazia che poteva farsi immensa, in breve ora di oltre 2,500 uomini si ingrossarono le vostre file!

Posponendo il privato al generale interesse, e non curando il pericolo che ancora esisteva, i primi foste ammirati su tutti i punti ove erano richiesti e l'opera ed il coraggio.

Furono da Voi e da quelli specialmente dell'arte con ogni cura soccorsi i feriti; da Voi le deserte case, le abbandonate proprietà custodite, le desolate famiglie rinfrancate e protette, da Voi insomma spiegata in tale penosa circostanza quell'energia di cuore e di braccio, che negli animi educati a forte e religioso sentire sanno inspirare la virtù del coraggio, l'umanità sofferente, e la salvezza della Patria da incalcolabile sciagura.

GRADUATI E MILITI!

Il Re, il Governo ed il Paese, ammiratori della nobile opera vostra, per mezzo mio vi tributano quelle lodi e quei ringraziamenti che giustamente avete meritati ed ai quali al sommo riconoscente io unisco i miei: graditeli di cuore, e pensate che così si serve alla Patria, così si risponde ai detrattori delle libere istituzioni.

Il Generale Comandante Superiore
MAFFEI.

OBLAZIONI

Per i danneggiati del Borgo Dora.

La terribile catastrofe accaduta il giorno 26 aprile 1852 per l'esplosione di alcune macine della fabbrica delle polveri ha immerse molte famiglie nel dolore della disaventura.

Ad alleviare la triste posizione in cui caddero le più infelici tra le medesime non tarderà certamente a concorrere la carità pubblica già tante volte esperimentata.

Ad un tal fine è aperta una sottoscrizione nella Banca *Ignazio Casana e Figli*, in Torino, via Bogino, num. 9.

L'elenco dei generosi Oblatori, non che il rendiconto delle somme raccolte sarà fatto di pubblica notizia.

Ripetiamo oggi il seguente avviso pubblicato ieri nella sola edizione di Torino:

A tranquillità dei parenti ed amici dei ricoverati nella Piccola Casa della Divina Provvidenza (Ospedale Cottolengo), il sottoscritto si scrive a premura di avvisarli che a parte dei danni materiali, non si ha a lamentare verun caso di morte o di ferita.

Pel Direttore STURA LUIGI.

FRANCIA. *Parigi*, 24 *aprile*. Il *Moniteur* contiene una nota importante, in virtù della quale l'ufficio del ministero delle finanze, ove si opera il rimborso delle rendite 5 0/0, non rimarrà aperto che fino al 30 aprile, ultimo termine, dopo del quale i capitali delle rendite, il cui rimborso è stato chiesto ma non effettuato, saranno depositati alla cassa dei depositi e delle consegne per conto delle parti interessate.

— Ecco il testo della decisione data oggi dal tribunale di prima istanza della Senna in proposito dell'affare riguardante l'opposizione fatta dagli eredi del re Luigi Filippo al prendimento di possesso del castello di Neuilly e del parco di Monceaux da parte dell'amministrazione del demanio pubblico:

« Attesochè i membri della famiglia d'Orleans procedono come proprietarii dei beni di Neuilly e di Monceaux, sia in virtù della donazione del 7 agosto 1830, sia in qualità d'eredi del loro padre, e per parte della principessa Adelaide loro zia, ed in virtù d'un godimento prolungato per più di 20 anni e tale da poter fondare la prescrizione;

« Attesochè la loro azione ha per oggetto la proprietà di quei beni stabili;

« Attesochè i tribunali ordinarii sono esclusivamente competenti per istatuire sulle quistioni di proprietà, di validità di contratto, di prescrizione; e che perciò al tribunale solo spetta l'apprezzare i titoli delle parti e applicare la legge ai fatti che danno motivo al processo;

« Si dichiara competente, ritiene la causa, e per essere statuito a fondo, continua ad oggi a quindici, e condanna il prefetto della Senna nelle spese dell'incidente. »

INGHILTERRA. *Londra*, 25 *aprile*. Alla Camera dei comuni, sul finire della tornata del 22, il cancelliere dello scacchiere, combattendo la mozione del sig. Milner Gibson (il quale, siccome fu detto, chiedeva che fossero aboliti i diritti sulla carta, che si rivocasse la imposta su gli annunzi, e che i giornali fossero affrancati dal bollo a cui vanno soggetti) disse:

« Io disapprovo, quanto è a me e a' miei colleghi, gl'illiberali motivi, imputati a coloro che imposero cosiffatti diritti. La influenza della stampa non mi mette sgomento; ed io non potrei ammettere che ci sia qui dato convenevolmente come un avviso qual che è avvenuto in alcuni paesi ne' quali la stampa non avea subito alcuna restrizione.

Ma ben ho dovuto considerar la quistione a un punto di vista meno interessante e men filosofico che non l'han fatto i precedenti oratori; ed io non posso risguardarla che sotto l'aspetto finanziario.

Relativamente al diritto sulla carta, io non ebbi mai troppa inclinazione a difendere le imposte dell'accisa; nè niego il danno che può cagionare, al fabbricante in special modo, un cosiffatto diritto, ma codesto male non è un caso isolato. Egli importa di esaminare se alcuni mali di somigliante natura non siano inerenti al nuovo sistema di finanze.

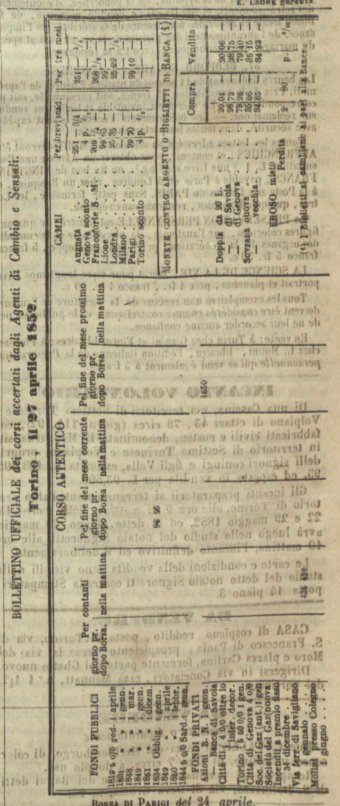
Quel ch'io debbo consultare, gli è piuttosto il potere che la volontà che io ho di affrancarvi da questa tassa.

Del resto, non è giusto d'impormi una siffatta quistione in questo momento, perocchè venerdì a 8 (30) dovrò presentare alla Camera il mio esposto finanziario, lo non posso accedere alla proposta che sta ora dinanzi alla Camera; però io faccio una gran distinzione tra questa e le altre del signor Gibson le quali meritano una più seria attenzione, ma che deono essere antecedentemente esaminate rispetto alla politica generale che gli è uopo adottare relativamente alle pubbliche rendite: ora il totale della cifra (37,000,000 di franchi circa), che si vorrebbe diffalcare mediante l'abolizione dei diritti in discorso, risguarda appunto esse pubbliche rendite. »

Dopo aver annunziato che il governo si era occupato del diritto su gli annunzi, il cancelliere dello scacchiere domandò che il suo primo bilancio potesse essere presentato libero del carico di una risoluzione, qual era quella ch'era allora proposta alla Camera.

I signori Warkley e Cobden appoggiano il discorso del cancelliere dello scacchiere, e il sig. Milner Gibson consente all'aggiornamento della sua mozione.

— Fondi inglesi. Consolidati a contanti e per conto 99 3/4 7/8; 3 0/0 rid. 99 1/8. Boni Sardi 97 1/2.



BORSA DI PARIGI *del* 24 *aprile*.

Il 4 1/2 0/0 aperto a 100, 50, chiude a 100, 50.

Il 3 0/0 aperto a 71, 50, chiude a 71, 20.

Le azioni della Banca di Francia a 2755.

Il 5 0/0 piemontese (c. R.) a 96, 20.

Il 5 0/0 idem (anglo-sardo) a 97 1/4.

Le obbligazioni di Piemonte (1834) a 1015.

Idem (1851) a 975.

AVVISO

Il giorno 30 marzo 1852 si radunava la Società della ferrovia da Torino a Novara, a mente dell'invito ripetuto sul Foglio ufficiale per parte del comitato centrale promotore che agiva di concerto col Governo.

Il notaio Faldella rogò l'atto di costituzione sociale nel quale presero parte circa cinquecento azionisti, o personalmente, o per procura; e vi intervennero pure il Governo, rappresentato dal cav. Pernati per l'interno, e dal cav. Profumo e Panizzardi per le finanze, e pei lavori pubblici

I municipii di Torino, Vercelli, Novara, Chivasso, Livorno, Saluggia ed altri in persone dei loro sindaci o rappresentanti; ed il gran Magistero della Sacra Religione dei santi Maurizio e Lazzaro, rappresentato dal suo 1° Segretario.

Vi si mandò inserire:

1° La convenzione sottoscritta il 20 settembre 1851 tra il Ministro dei lavori pubblici ed il rappresentante del sig. Tommaso Brassey (controsegnato Panizzardi).

2° Il programma di associazione pubblicato dal comitato centrale il 22 dicembre 1851.

3° E la nota degli azionisti, in cui figurano n. 5609 azioni sottoscritte dai soli privati.

Sopra richiesta degli intervenuti, il notaio rogante, riconosciuta l'autenticità della procura e dei documenti, dichiarò costituita la Società per la strada ferrata da Torino a Novara.

Il sottoscritto previene ora gli aventi interesse che l'atto perfezionato a senso delle leggi sta pronto nel suo studio in via degli Ambasciatori, palazzo S. Giorgio, sì per essere ispezionato, sì per rilasciarne copia autentica a chi e come di ragione.

Torino, il 26 aprile 1852.

Not. Luigi Filippo Faldella.

SOCIETA' PROMOTRICE DELLE BELLE ARTI IN TORINO

L'Ufficio della Segreteria è trasferto nel locale del Pallacorda, e sta aperto *tutti i giorni non festivi*, dalle ore 9 del mattino alle 4 pomeridiane.

Avv. Luigi Rocca *Segretario*

AVIS MÉDICAL

Le docteur SAMUEL LA'MERT, membre de l'Universite d'Edimbourg, membre honoraire de la Société Médicale de Londres, etc. etc., auteur de la *Préservation personnelle*, et de la *Science de la vie*, a l'honneur d'informer les personnes qui désirent le consulter sur les différents désordres des organes de la génération résultant d'excès ou d'habitudes secrètes contractées dans la jeunesse, de la syphilis, de la gonorrhée, d'écoulements, des retrecissements, et sur les cas de débilité nerveuse, de faiblesse locale et générale, précurseurs de la stérilité, de l'impuissance, de l'anéantissement des plaisirs de la vie et du but spécial du mariage, que chaque jour il reçoit à sa résidence,

37. BEDFORD SQUARE, A LONDRES;

Les heures fixées sont de 11 heures du matin à 2 heures de l'après-midi. Prix de la consultation 25 francs, soit personnelle, soit par correspondance. — Le secret est inviolable et les lettres rendues sur réclamations. — Les médicaments nécessaires sont expédiés avec sécurité, dans toutes les parties du monde.

Toutes les lettres adressées au docteur LA'MERT devront être AFFRANCHIES, et contenir, pour obtenir un Avis ou une Consultation L. 1 (une livre sterling), ou un bon de VINGTCINQ FRANCS, payable à Paris ou à Londres, chez un Banquier, ou à la Poste aux Lettres de PARIS. Sans cette formalité, les Lettres, quoiqu'affranchies, resteront sans réponse.

La PRÉSERVATION PERSONNELLE est illustrée de quarante figures coloriées, sur l'anatomie, la physiologie et les maladies des organes de la génération; prix, sous enveloppe, 5 francs, franco 5 fr. 50 c.

LA SCIENCE DE LA VIE, secret pour vivre longtemps, avec portrait et planches, prix 4 fr., franco 4 fr. 50 c.

Tous les exemplaires non revêtus de la signature de l'auteur, doivent être considérés comme contrefaçons, et le public est prié de ne leur accorder aucune confiance.

En vente: à Turin chez Gianini et Fiore, libraires; à Florence chez L. Molini, libraire, l'édition italienne de la *Préservation personnelle* qui se vend également à 5 francs.

INCANTO VOLONTARIO

Di una Cascina, nei territorii di Settimo Torinese e Volpiano di ettari 43, 78 circa (giorn. 114, 92), con fabbricati civili e rustici, denominata la Mangarda, sita in territorio di Settimo Torinese e Volpiano, propria delli signori coniugi e figli Vella, estimata L. 103,895, 95, ed esposto in vendita per L. 93,500.

Gli incanti preparatorii si terranno nanti l'albo pretorio di Torino, alle ore 9 di mattina, delli giorni 15, 22 e 29 maggio 1852, ed in detto giorno 29 maggio, avrà luogo nello studio del notaio Signoretti, alle ore 10 mattina, l'incanto definitivo ed il deliberamento.

Le carte e condizioni della vendita sono visibili nello studio del detto notaio Signoretti contrada Stampatori, porta 14 piano 3.

DA VENDERE

CASA di cospicuo reddito, posta in Torino, via di S. Francesco di Paola, prospiciente verso la via del Moro e piazza Carlina, formante parte del Ghetto nuovo.

Dirigersi in via Conciatori, casa Mannati, n.° 1 1/2, dal portinaio.

DA VENDERE

unitamente o separatamente

Due CAVALLE di razza del Mecklemburgo, di color scuro metallino, di anni 7 circa, a doppio uso.

Recapito dal portinaio nella corte dei Bagni detti di S. Dalmazzo, via di Dora Grossa, n. 26.

DA AFFITTARE

CASINO nel nuovo Borgo di S. Salvario. — Dirigersi al notaio Turvano, via di S. Teresa, num. 10.

DA AFFITTARE per il 1° luglio prossimo dieci membri al 1° piano, via delle Figlie de' Militari n. 13.

DIFFIDAMENTO

FRANCESCO GUALFREDO e COMPAGNIA rilevatarii della **Trattoria** sotto l'insegna di Barolo, già esercita dal sig. Giovanni Gili e da questi ora caduta ai sottoscritti, diffidano chiunque avesse interesse col detto sig. Gili, di voler rivolgersi al sig. Francesco Gualfredo nel termine di giorni 30, per gli effetti che di ragione.

Torino, il 26 aprile 1852.

Francesco Gualfredo e compagnia

A VENDRE

Deux MINES, une d'or, argent et cuivre gris, située sur la Commune de Bonneval, et l'autre de plomb argentifère dans la Commune du Bourg-St-Maurice, province de Tarantaise.

S'adresser pour les renseignemens et les conditions à Joseph Racca, bijoutier, rue Neuve, n. 16, à Turin.

M.me G.n RONDELET de Lyon

Venant de recevoir un assortiment de broderies et d'articles dessinés, engage les Dames de Turin à aller au plutôt faire leurs emplettes. Elle assure ces Dames qu'elles seront satisfaites des prix, car devant rentrer en France sous peu de jours, elle est décidée à faire un fort rabais sur ses marchandises, qui sont:

Cols avec guimpes garnies ou non garnies, manches, canezous, tailles brodées, en jaconat, et en mousseline, bonnets du matin, bonnets ajustés avec rubans, coiffures, bonnets d'enfants, bandes et entre-deux brodés en jaconat et en mousseline.

Dessins pour la broderie sur jaconat, batiste, mousseline avec ou sans échantillons.

Hôtel, Pension Suisse, rue *Carlo Alberto*, chambre 32.

SEMENTE BACHI di 1.ª qualità, di **Bione**, presso i fratelli TRIBAUDINO, negozianti a Savigliano.

DA VENDERE *con more o senza, a piacimento*, CORPO di VIGNA, detta la *Debertià*, sui colli di Pinerolo, distante mezz'ora dalla città, di ettari 9, 13 (giorn. 24, 5), con ampio fabbricato civile e rustico.

Dirigersi in Pinerolo dal signor Ghighetti Giuseppe.

RICERCA di danaro a mutuo sino alla somma di L. 60,000, per cui si concede validissima ipoteca sopra case, e terreni fabbricabili, in Torino, del valore eccedente le 400,000.

Dirigersi allo studio dell'avvocato Reyneri, via dei Mercanti, num. 17, piano terzo.

DA VENDERE

CASA civile di campagna, composta di 7 camere, tra grandi e piccole, in parte arredate, ed alcune camere per uso rurale, cantina e caso da terra; più giardino e ripa della superficie di are 12 (tavole 31, 5), posta a miglia 4 da Torino, verso Testone, oltrepassata la villeggiatura Casa dal Rifugio, proprii, detti casa e giardino, del signor don Anselmetti, e già dell'ora fu dottor Bossi. Dirigersi colà a Giuseppe Crosetto, ed in Torino al signor Viretti via della Provvidenza n. 14.

DA AFFITTARE SUL TERRITORIO DI VEROLENGO

CASCINA di ett. 43, 5, 63 (giorn. 113, 43), con abbondantissima irrigazione. — Dirigersi in Chivasso dal regio notaio Ferrero, ed in Torino via di S. Francesco di Paola, num. 27, piano secondo.

DA AFFITTARE

per l'11 di novembre 1852

Due CORPI di CASCINA di ett. 112 circa tra campi, prati e fabbriche, posti in territorio di Racconigi e Murello, detti S. Curzio e Cascina nuova di Rivocaldo, già facienti parte della tenuta di Bonavalle. — Per le condizioni indirizzarsi in Torino nello studio del notaio Borgarello, ed in Racconigi dal geometra Bergesio.

FALLIMENTO

di Tommaso Dacquino, già fondachiere in Torino, via del Palazzo della Città, n. 17, casa Rignon.

Si avvisano i creditori del fallimento di detto Dacquino di comparire in una sala di questo Magistrato del Consolato, avanti l'ill.mo signor consigliere conte Cravosio, giudice commissario, alle ore 2 pomeridiane, del 1° maggio prossimo, per la continuazione della verificazione dei loro crediti, giusta le prescrizioni del Codice di commercio.

Torino, il 25 aprile 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

La signora Cristina Millo, vedova di Carlo Giacomino di Torino ha, con atto di ieri, passato alla segreteria di questo tribunale di prima cognizione, accettato con beneficio dell'inventario, nell'interesse del suo figlio minore Carlo Alberto Vittorio Gioanni, di cui è tutrice, l'eredità dismessa dal costui padre, deceduto il 21 corrente.

Torino, il 24 aprile 1852.

Gilardi sost. segr.

NOTA

Si deduce a pubblica notizia, che nel giorno 14 maggio prossimo, nanti la R. Giudicatura della città di Savigliano, verrà esposto in vendita all'estinzione della candela vergine e sul prezzo di L. 16m. offerto dall'Ospizio di Carità di quella città, un corpo di casa posto nella Ruata del Sole, con giardino a mezzanotte, cinto di muro, di are 34, cent. 23, a poca distanza del Debarcadero della strada ferrata, propria della Regia Opera delle Rosine, come delegato dall'intendente generale della Divisione di Torino. I titoli e carte ralative sono visibili a chiunque pres'o la segreteria di detto ufficio.

Adami sost. Collino.

NOTA

A mente dell'art. 2303 del codice civile, si deduce a pubblica notizia che con atto 15 marzo prossimo passato, rogato Gurlino, insinuato a Rivoli il 5 aprile, mese successivo per L. 1371, 68, il sig. avvocato Tito Musso fu notaio Felice, nato in Torino e residente in Alpignano, vendette al sig. Angelo Remondino, fu Carlo, pure domiciliato in questa capitale, gl'infrascritti stabili per il prezzo di L. 26,000, oltre ad un'annua vitalizia pensione di L. 1,700 pagabili a trimestri maturati alle persone in detto atto nominate, cioè:

1° Corpo di cascina nel cantone di Rospiglione, composto di fabbricato civile e rustico ed aja, cogli annessi giardini, e di campi, alteni, ossiano vigne, prati e boschi, al detto corpo di cascina aggregati, posto il tutto nel comune e territorio di Alpignano e nelle regioni Migliorone, Pietra-gaia, Val, Villa, Colleria, Ghiaro, Laprà, Ciarnore, Capoluogo, Sassetto e Sala, della superficie in totale di ettari 11, are 93, cent. 57, e descritti al pubblico catastro nelle sezioni B, C, D, E, F, I, ed alli numeri di dette sezioni 21, 107, 78, 79, 170, 319, 320, 321, 322, 88, 89, 119, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 80, 37, 76, 298, 299, 299 bis, 108, 37, 32, 76, 77, e 311, e sotto le loro notorie coerenze.

2° Bosco ceduo misto di castagni e roveri, posto in fini di Buttigliera, regione Comba Lunga, ossia Fornero, di are 76, a cui coerenziano certi Bosio, Bonino, Massola, la vedova Bronzino, Domenico Savarino e le fini di Reano.

3° Altro bosco, fini e regione suddette, al numero di mappa 1121, di are 53, cent. 24, coerenti certi Giacone, Rovegna, eredi Ducco, Borgo Masso, e Lanfranchi e dette fini di Reano.

4° Altro bosco, stesse fini e regione, al num. di mappa 1121, di are 22, metri 10, consorti la vedova Bronzino, li fratelli Aschieri, Giuseppe Moitre e Luigi Giacone.

5° Altro bosco fini e regione predette, al n. 1094, di are 11, metri, 4, coerenti certi Bosio, Bertolosone, Canova ed Andreoni.

6° E finalmente altro bosco ceduo misto di castagni e roveri, situato in territorio di Rosta, regione Bastone o Pagliotto, sezione E, al num. 98 di mappa, di ettare 1, are 22, metri 30, coerenti l'avvocato Revelli, Clementina Vallori, Camillo Quarra e Domenico e Luigi Gili.

Tale atto fu trascritto all'ufficio delle ipoteche di questa capitale il 23 corrente al vol. 368, casella 432, come da certificato sottoscritto Benisson.

Torino, il 24 aprile 1852.

Adami sost. Collino proc. coll.

NOTA

Sotto la data del 16 corrente mese venne depositato a questo eccellentissimo Magistrato del Consolato in Torino sedente, estratto di scrittura privata, delli 14 corrente aprile, colla quale li Giacomo e Luigi fratelli Reycend hanno contratto società per anni 9, a cominciare dalli 3 agosto scorso anno, per l'esercizio di un negozio in questa capitale di libri, stampe, articoli di cancelleria, gabinetto letterario a domicilio, con la fabbricazione d'inchiostro per scrivere e cera lacca, sotto la firma Fratelli Reycend e comp., l'uso della quale è comune ad ambi li socii.

NOTA

La signora Giuseppina Calza fu Francesco, residente in questa città, quale erede universale del proprio marito Alberto Deniart, deceduto la notte del 9 al 10 corrente, ne ha con atto del giorno di ieri, passato alla segreteria di questo tribunale di prima cognizione, accettata l'eredità col beneficio dell'inventario.

Torino, il 17 aprile 1852.

Giorrani sost. seg.

NOTA

Il 21 aprile 1852 fu depositata presso l'eccellentissimo Magistrato del Consolato di Torino l'estratto dello scritto di società di commercio per un negozio da confettiere, sotto la data 17 aprile 1852, tra li signori Nicola Baracco e Francesco Cinzano, contratta il 10 marzo scorso sino a tutto giugno 1859, sotto la firma Nicola Baracco e Comp., comune ad ambi i soci.

NOTA

Con iscrittura 2 aprile 1852, depositata presso la segreteria consolare, li Vincenzo Gerrardi e sua sorella vedova Carlotta Giardino, residenti in Torino, stipularono società per anni 4° scadenti con marzo 1856, per l'esercizio ivi di un macello da vitelli, col fondo sociale di L. 5,000, con firma ad amendue e col divieto di far contratti senza il comune consenso.

NOTA

Il tribunale di prima cognizione di Pinerolo ha fissato l'udienza del 13 maggio prossimo venturo per il primo incanto di alcuni stabili posti sul territorio di Pragelato, e consistenti in orto, prati e campi, i quali, ad instanza di Elisabetta Pastre Jourcin moglie di Giovanni Gai, vengono espropriati alli Giovanni Giuseppe, e Marianna Bergoin, coniugi Turin.

L'incanto si apre sul prezzo di L. 100 dalla instante offerto.

Pinerolo, il 16 aprile 1852.

A. Varese caus. coll.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 8) La drammatica Comp. Reale recita: *Cola da Rienzo*, tragedia di P. Giacometti (2ª replica).

NAZIONALE (ore 8) Opera: *Ernani* — Ballo *Il trionfo di Atamaro*.

D'ANGENNES (ore 8) Compagnie française: *Gabrielle*.

SUTERA Riposo.

GERBINO (ore 8) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Il Mulatto Italiano*.

CIRCO SALES a porta palazzo (ore 5) La Comp. Tassani recita: *Il Corsaro dell'Arcipelago*.

DIURNO vicino alla Cittadella (ore 4 1/2) Comp. Billi recita: *Il testamento e gli eredi*.

WAUXHALL, Ballo con tombola tutte le domeniche.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

GAZZETTA PIEMONTESE

N 102 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

MERCOLEDI' 28 APRILE

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gibellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati: fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 46	24	12
Per l'Estero	» 50	26	14

Inserzioni volontarie, 25 cent.; d'obbligo 25 cent.

PARTE UFFICIALE

S. M., in udienza del 26 corrente aprile, ha accettate le volontarie dimissioni per ragioni di famiglia offerte dal cav. Eugenio Lachenal dalla carica di Primo Ufficiale presso il Ministero dell'Interno.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 27 *aprile*.

Dopo alcuni schiarimenti del Ministro delle finanze sul disastro d'ieri, il Senato adottava all'unanimità la proposta di erogare a vantaggio dei danneggiati la somma destinata per l'illuminazione del Palazzo Madama nell'occasione dell'anniversario dello Statuto. Proclamava quindi, sentita la relazione sui titoli d'ammessione, a senatore il cav. Forest. In seguito intraprese la discussione sul Trattato di commercio colla Francia, e ne lo approvava con voti favorevoli 40, contrarii 18.

La seduta di quest'oggi della Camera dei Deputati fu impiegata nella discussione sollevata dalle interpellanze del deputato Ferracciu sugli ultimi avvenimenti di Sardegna, sulle quali si passò in ultimo all'ordine del giorno puro e semplice. Fu presentata la relazione sul progetto di legge per la strada ferrata da Torino a Susa.

La Commissione instituita con Decreto Reale del 9 aprile corrente,

Per norma delle persone ammesse a far valere i loro titoli al conseguimento della pensione che potrà loro spettare per servizi resi allo Stato, crede opportuno di avvertire:

A. Che gl'impiegati civili ed i militari debbono presentare alla segreteria della Commissione:

1. L'atto della loro nascita, ristrettivamente però agl'impiegati civili;

2. Il titolo regolare della prima loro ammessione al servizio del Governo;

3. I decreti di nomina per ciascuno degli impieghi o dei gradi stati loro conferti.

B. Che la vedova d'un impiegato civile, o di un militare morto in attività di servizio, dovrà presentare, oltre ai documenti accennati nei precedenti numeri:

1. L'atto del matrimonio, che le dà titolo alla pensione;

2. L'atto della morte del marito.

C. Che la vedova d'un impiegato, o militare pensionato dovrà presentare, oltre ai documenti indicati nei due numeri precedenti, il certificato d'iscrizione della pensione di cui era provvisto il morito.

D. Che la prole orfana dovrà presentare:

1. L'atto di nascita di ciascun individuo;

2. L'atto di morte dei loro genitori;

3. Se il padre morì in attività di servizio, i documenti accennati al paragrafo A;

4. Se il padre morì pensionato, il certificato d'iscrizione della pensione di cui era provveduto.

E. Che la prole orfana del genitore, la madre della quale sia passata a seconde nozze, dovrà presentare:

1. L'atto di nascita di ciascun individuo;

2. L'atto delle seconde nozze della vedova.

La presentazione dei documenti su indicati dovrà essere accompagnata da un elenco descrittivo dei medesimi, fatto per doppio originale, firmato dai titolari, o da persona da essi autorizzata.

Un originale di tale elenco rimarrà presso la Segreteria, e l'altro munito dal visto del segretario, sarà restituito al consegnante, cui servirà di ricevuta.

Gli ammessi a far valere i loro titoli alla pensione sono avvertiti di accennare ed avvalorare con autentici documenti le circostanze tutte che possono influire sul giusto apprezzamento di tali titoli, come pure d'indicare il proprio domicilio, o quello di chi li rappresenta, per gli inviti che potrebbe occorrere alla Commissione di loro indirizzare, onde venga supplito alla mancanza di qualche necessario documento.

La Segreteria della Commissione è stabilita al primo piano del Palazzo Demaniale, contrada Carlo Alberto, porta n. 6.

Il Segretario della Commissione
G. GAUDINA.

Siamo invitati di pubblicare la seguente lettera:

Turin, 26 avril 1852.

Messieurs les Electeurs du Collége d'Albert-Ville;

J'ai été aussi vivement touché que profondément reconnaissant des suffrages dont vous m'avez spontanément honoré pour représenter votre Collége électoral.

Attaché par conviction au Ministère franchement libéral qui dirige en ce moment les affaires publiques, dévoué sans réserve aux intérêts de notre Savoie, j'eusse été fier de répondre à l'honorable mission que vous m'avez confiée.

Dans les fonctions publiques et gratuites qui ont rempli ma longue carrière, vous savez, Messieurs, que le courage et l'amour du travail ne m'ont jamais fait défaut; mais si les circonstances de famille qui me rappellent impérieusement en Savoie m'ont obligé à résigner les hautes fonctions auxquelles Sa Majesté avait daigné m'appeler, j'ai dû aussi, dans l'intérêt même de votre Collége et malgré mes regrets, prier la Chambre des Députés d'agréer ma démission.

J'ai l'honneur d'être avec la plus parfaite considération,
Messieurs les Electeurs,
Votre très dévoué et très obéissant serv.
LACHENAL.

AZIENDA GENERALE DELL'INTERNO.

Avviso d'Asta.

Vendita ad affittamento per anni 30 delle miniere di piombo argentifero di Pesey e Macôt, e R. Stabilimenti per la fondita del minerale, e granulazione del piombo ad Albert-Ville in Savoia.

Il pubblico è avvisato che nel giorno 6 del mese di maggio prossimo, a mezzodì, si procederà, negli uffizi dell'Azienda generale dell'Interno, alla vendita, e subordinatamente all'affittamento per 30 anni, in favore del miglior offerente, sul prezzo di L. 585,000 per la vendita, e su quello di L. 25,000 annue per l'affittamento, sotto le clausole e condizioni tenorizzate nel relativo capitolato.

Le offerte sia per la vendita che per l'affittamento in aumento dei suddetti relativi prezzi, dovranno essere fatte in iscritto su carta da bollo da cent. 40, suggellate ed accompagnate da un vaglia, eziandio su carta da bollo, a favore della stessa Azienda generale dell'Interno, sottoscritto da persona riconosciuta risponsale da questa, ed in vece di vaglia si potrà supplire con cedole del Debito Pubblico dello Stato al portatore, per un valore eguale al decimo del prezzo sul quale si fa partito.

I capitoli d'appalto, unitamente ai piani e documenti relativi, saranno visibili all'estero presso le Legazioni e Consolati Sardi, ed all'interno negli uffizi delle Intendenze divisionali e provinciali, ed in quello dell'Azienda generale dell'Interno.

Il deliberamento non sarà definitivo se non nel caso, in cui nei 20 giorni successivi, che scadranno a mezzogiorno del 26 maggio suddetto, non sarà stato fatto l'aumento del sesto sul prezzo della vendita, e del sesto o mezzo sesto su quello d'affitto, secondo le leggi in vigore.

Nell'appalto si osserveranno le norme portate dal Regolamento 4° annesso alle Regie Patenti del 29 maggio 1817.

Le spese dell'incanto, del deliberamento e dell'instrumento di vendita, o dell'affittamento non che quelle di delimitazione e di perizie, e dei testimoniali di stato, saranno tutte a carico del deliberatario.

Torino, il 28 febbraio 1852.

Per detta Generale Asienda
Il Segretario VERZALDI.

INTENDENZA PROVINCIALE D'ALBA.

Avviso d'asta.

Vendita di Beni Demaniali autorizzata con Legge
8 febbraio 1851.

Essendo in tempo utile stato presentato l'aumento di mezzo sesto all'intera cascina demaniale detta la Rocchetta, stata deliberata con atto del 27 scorso marzo alla somma di lire 54,100, il pubblico è avvisato che alle ore dieci antimeridiane del giorno 6 venturo maggio, si procederà in una delle sale di quest'ufficio d'Intendenza, con intervento ed assistenza del sig. Insinuatore, ai pubblici incanti pel successivo deliberamento definitivo in favore dell'ultimo miglior offerente, ed all'estinzione di tre candele vergini, da accendersi dopo l'ultima offerta, della vendita dei beni demaniali descritti al num. 51 della tabella annessa alla suddetta legge, e consistenti come risulta dalla descrizione inserta nel supplimento num. 60 della Gazzetta Piemontese.

L'asta sarà aperta sulla somma di lire 56941, 66, risultante da detta offerta, ed ogni aumento non potrà essere minore di lire 100.

Per essere ammessi a prender parte all'asta ed a far partiti in aumento, gli aspiranti dovranno, prima dell'ora stabilita per l'apertura degli incanti, depositare un vaglia su carta bollata detta di commercio, rilasciato appositamente da persona notoriamente risponsabile, e tale riconosciuta dall'ufficio procedente, ovvero cedole del Debito Pubblico di terraferma al portatore, obbligazioni dello Stato, numerario o biglietti della banca nazionale, per una somma capitale eguale al decimo di quella per cui l'immobile da alienarsi viene esposto venale.

Il prezzo della vendita è pagabile in quattro rate eguali: la prima in rogito dell'atto con cui il deliberamento viene ridotto in pubblico istromento, e le altre tre di sei in sei mesi, colla corrispondenza sulle medesime degli interessi al 5 per 0/0, talchè l'integralità del prezzo sia soddisfatta nel periodo di mesi diciotto computandi dalla data di detta riduzione in istromento.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato approvato dall'Azienda generale delle Finanze l'8 dicembre 1851, e dei quali nonchè della perizia d'estimo sarà lecito a chiunque di prendere visione in quest'ufficio d'Intendenza.

Alba, il 17 aprile 1852.

Per detto uffizio d'Inteadenza Provinciale
Il segr. G. QUAGLIA.

LOMBARDO-VENETO

Siamo invitati dalla *R. Accademia Albertina di belle arti in Torino* a pubblicare il seguente avviso *dell'Accademia di belle arti in Bergamo*:

Trovandosi vacante il posto di professore della scuola di architettura ed ornato in quest'Accademia di belle arti, al quale va annesso l'annuo onorario di austriache L. 2400, oltre l'alloggio nel locale della stessa Accademia:

S'invitano i signori architetti tanto nazionali che esteri, i quali volessero aspirare al suddetto posto, a presentare alla cancelleria della suddetta Accademia, franche di spesa di posta, le loro domande, le quali saranno ammesse sino a tutto maggio prossimo, e dovranno essere corredate dai documenti comprovanti l'età, la sana fisica costituzione, la sudditanza austriaca, e qualora appartenessero a Stato estero, l'annuenza governativa per l'ammissibilità in questi R. Stati nel caso di nomina; il grado accademico, lo studio della metodica e della pedagogia, ed ogni altro titolo di merito di cui fossero forniti, avvertendosi essere fin d'ora ostensibile in questa cancelleria il relativo capitolato, del quale fu anche trasmessa copia conforme alle II. RR. Accademie di belle arti di Milano e Venezia, non meno che a quelle di S. Luca in Roma, di Bologna, Granducale di Toscana, Ducale di Parma e R. di Torino, con un esemplare del presente avviso per opportuna notizia.

Dalla cancelleria dell'Accademia di belle arti Carrara,
Bergamo, il 22 febbraio 1852.

Il presidente della commissaria
GUGLIELMO LOCHIS.
Il segr. ALESSANDRO GAVAZZENI.

NB. I relativi capitoli sono visibili nella R. Accademia Albertina presso la segreteria.

— La *Gazzetta di Venezia* del 25 corrente annunzia il ritorno in quella città dei granduchi Costantino e Alessandra di Russia, reduci dal loro viaggio nei ducati di Modena e Parma e nella Lombardia. Si unirono ad essi in Verona i fratelli e cognati Nicolò e Michele, coi quali giunsero in Venezia.

La piazza di S. Marco, la sera del 23, era straordinariamente illuminata pel loro arrivo. Scesi appena di gondola mossero tutti all'albergo Danieli a visitare l'augusto cognato, S. A. I. il duca di Lenchtenberg.

TOSCANA

Si legge nel *Conservatore* di Firenze:

La direzione generale dei telegrafi del granducato crede di adempiere ad un dovere verso il governo e verso il pubblico, rendendo note anche in quest'anno le più rilevanti particolarità relative a questo servizio e all'esercizio del medesimo nel decorso 1851.

Il numero totale dei dispacci trasmessi dai quattordici uffizi telegrafici del granducato dal 1° gennaio a tutto il dicembre del suddetto anno ascende a 25622, dei quali 4464 furono del governo, e 19158 pel servizio delle strade ferrate. È giusto di far notare che un terzo almeno dei dispacci trasmessi pel servizio delle strade ferrate risguarda il movimento delle mercanzie e la ricerca degli oggetti che sono frequentemente smarriti dai viaggiatori. Allorquando verrà concesso anche fra noi l'uso del telegrafo ai privati, la trasmissione di questi dispacci diverrà produttiva per lo Stato.

Ricorderemo che nell'anno 1850 il numero totale dei dispacci trasmessi non fu che di 12548, cioè poco meno della metà del numero dei dispacci trasmessi nell'anno successivo 1851. Per questa ragione la spesa delle trasmissioni di ognuno dei dispacci del 1851 non fu che di lire due e soldi sedici.

La spesa del mantenimento delle 150 miglia di linee telegrafiche che oggi esistono in Toscana e quella degl'impiegati e delle guardie addette ai quattordici uffizi distribuiti sulle medesime ascende a circa L. 500 per miglio. È chiaro come per il gran numero degli uffizi in proporzione della lunghezza delle nostre linee debba questa cifra esser maggiore di quella che si verifica negli Stati di un territorio più vasto. La Prussia che ha oggi una lunghezza di linee telegrafiche pari a 2635 miglia toscane, per il solo servizio dei dispacci del governo, spende annualmente la somma di circa L. 500 toscane per miglio: se in quella monarchia il numero degli uffizi telegrafici stesse alla lunghezza delle linee nello stesso rapporto che in Toscana, può asserirsi senza tema di errore che quella cifra sarebbe grandemente superata.

La squadra volante di guardie incaricata di sorvegliare per riparare regolarmente le linee telegrafiche istituita sul principio dell'anno scorso, ha notevolmente giovato a mantenere il buono stato delle linee stesse, e quindi a diminuire la gravezza e la durata delle interruzioni inevitabili del servizio delle linee telegrafiche. Vi furono nello scorso anno sulle nostre linee ventuna interruzioni per temporali e venti, per rottura o intrigo di fili o per caduta di pali. Le prime di queste interruzioni furono e sono sempre brevissime, non oltrepassando mai un'ora in termine medio. Le seconde che furono per la maggior parte conseguenza di venti burrascosi o di pioggie dirotte ebbero una durata di 5 o 6 ore per lo meno. Siccome però sulle nostre linee principali vi sono due o tre fili, non è mai accaduto che il guasto interrompesse interamente il servizio.

I pochi tratti di linee formati col filo coperto di gutta-percha che esistevano in Toscana da poco più di un anno, sono stati quasi interamente rinnovati e convertiti al sistema solito dei fili sospesi. Sia per l'impurità naturale della gutta-percha, sia per l'alterazione che il filo di rame soffre in contatto della gutta-percha così detta vulcanizzata, l'inviluppo isolante diviene friabile, il filo metallico si scopre e non di rado si rompe. Questa sostanza, per tanti usi preziosa, non potrà di certo essere convenientemente applicata alla costruzione delle linee telegrafiche se non sopprimendo la vulcanizzazione della medesima, e adoperando metodi e cure molte onde purificarla.

Ha proceduto e procede tuttavia regolarmente il servizio del filo telegrafico speciale a circuito sempre chiuso fra Poggibonsi e Siena, dal quale si ottiene avviso immediato, costante e sicuro dell'andamento dei treni su quel tronco.

È imminente il proseguimento da Lucca a Pescia, e lo stabilimento di un quarto filo sulla linea da Empoli a Firenze, onde

www.Internetculturale.it

ottenere una più sollecita e costante comunicazione fra Siena e la capitale.

Al filo di ferro semplicemente verniciato che fu in uso finqui sulle nostre linee, sarà d'ora innanzi sostituito il filo di ferro così detto galvanizzato ossia coperto di zinco, che con molta economia si fabbrica da alcuna delle guardie stesse del telegrafo in un' officina istituita appositamente presso la direzione.

Le guardie dei telegrafi hanno convenuto di rilasciare d'ora innanzi una piccolissima frazione del loro soldo mensile onde sia versata nella cassa di risparmio di Pisa.

FRANCIA

PARIGI, 24 *aprile*. La società nazionale e centrale d'agricoltura terrà domani alle 2 del pomeriggio, nella gran sala d'onore della Sorbona, sotto la presidenza del ministro dell' interno e dell' agricoltura, la sua gran seduta del 1852.

La società ha terminato il suo lavoro preliminare per la distribuzione delle ricompense. Due grandi medaglie d'oro, nove medaglie d'argento, quattro di bronzo, un premio di 500 fr. ed una menzione onorevole, cioè 31 ricompense in totale, saranno conferite.

Le grandi medaglie d'oro sono state ottenute dal sig. Vibert, orticultore in Angers, pe' suoi belli lavori relativi al semenzaio delle vigne; e dal sig. Masson, orticultore, pel suo metodo di conservazione dei legumi.

Le semplici medaglie d'oro sono riportate dai sigg. Thiriot, Yves-Adam, Boh, Barré, Gehin e Remy, Coste, Berthot, Barral, Bobière e Moride, l'abbate Muller, Poncet, Bailliff, da Caligny, Cleinholt, Guiet e Bernède.

In quanto al premio di 5,000 fr., fondato dal ministro dell'interno per la rigenerazione dei pomi di terra, non potè essere conferito. Sette concorrenti riceveranno solo, a titolo d'incoraggiamento, una medaglia d'oro, due d'argento e quattro di bronzo.

— Il sig. Lemonnier, gioielliere della regina di Spagna, cavaliere della Legion d'Onore, decorato della gran medaglia all'esposizione di Londra, è stato nominato gioielliere del principe presidente.

— Si legge nel *Journal des Vosges* la seguente nota comunicata:

La prefettura dei Vosgi riceve ogni giorno nuove domande di sorvegliati dall' alta polizia per ottenere la loro trasportazione a Caienna, e le trasmette incontanente al ministro della polizia generale, a cui appartiene di statuire definitivamente. Già 41 individui di questa categoria ricevettero l'autorizzazione di recarsi in quel paese, e già furono o saranno quantoprima diretti a Brest, ove s'imbarcheranno per la loro destinazione. Nè solamente i sorvegliati dall' alta polizia, ma ancora altri che non subirono finora alcuna condanna, chiedono di essere trasportati, pur colle loro famiglie, a Caienna, a spese dello Stato. Parecchie petizioni furono indirizzate di recente, da parte di questi ultimi, al prefetto, che, prima di darvi seguito, ne ha riferito al ministro. Questi fatti provano la savezza e l'opportunità della risoluzione presa dal governo di fondare a Caienna uno stabilimento ove potranno correggersi, nell' interesse della società, gl'istinti malvagi, ed ove, in ogni caso, saranno assicurati mezzi di sussistenza a' suoi abitanti.

— Lettere in data del 18, giunte dalla provincia dell'est nell'Algeria, recano la notizia di gravi avvenimenti successi a Tuggurt:

È noto che dopo la morte di Abd-er-Rahman-ben-Geflab, sceicco di Tuggurt, suo figlio Abd-el-Kader gli era succeduto nell' amministrazione ereditaria di quella contrada, e che il governo francese gli aveva fatto conseguare il *burnus* d'investitura ed il sigillo. Ma Sliman, cugino dell' ultimo capo, e rifugiato a Temacin, donde erasi messo in relazione col preteso scerif d'Uargla; Sliman, che sosteneva la parte di pretendente, pensò che un minorenne offeriva un' occasione favorevole di arrischiare un tentativo audace. Alla testa di cento uomini ben armati e risoluti, egli venne di notte sotto le mura di Tuggurt, e gli riuscì d'impossessarsi della *casba*, ove si proclamò sceicco col concorso dei partigiani che aveva nella città.

Lella Aisciuscia, madre del defunto Abd-er-Rahman, ebbe il tempo di ricoverarsi in Kumin, nell' Ued-Suf, con uno de' suoi piccoli figli; non si sa se sia il giovine Abd-el-Kader.

La rivoluzione in tal modo compiutasi a Tuggurt è una cosa delle più ordinarie negli annali di quel paese, ove la trasmissione del potere quasi sempre si operò in maniera violenta, sebbene costantemente nella stessa famiglia. Se anzi questa volta il partito vincitore non si lascia spingere ad atti sanguinosi di vendetta, sarà una fortunata eccezione, alla quale non è certamente estranea l' influenza che i francesi acquistarono da alcuni anni su quelle popolazioni.

A un certo punto di vista, potrebbesi goderе di un avvenimento che, nelle circostanze gravi in cui si trova il sud dell'Algeria, costituisce sopra un punto così essenziale un potere vigoroso alla debolezza ed ai maneggi inseparabili da una età minorenne. Ma la Francia, dirà alcuno, aveva data l' investitura allo sceicco Abd-el-Kader che ora è stato rovesciato da un audace colpo di mano. È questo difatti il lato spiacevole della quistione; però niuno se ne esagererà la gravità, se si rammenti che Tuggurt è uno Stato ereditario di cui non si volle cambiar la natura quando si accettò la sua sommessione. Ci sembra che ciò modifichi alcun poco la posizione, e lasci una maggior latitudine per la determinazione che si dovrà prendere.

BELGIO

BRUSSELLES, 24 *aprile*. L'*Indépendance Belge*, in un lungo articolo, sempre a proposito del libro del sig. Gerlache (V. *Gazz. Piem.*, n° 100), parla dell' origine e delle condizioni dell' attuale governo del Belgio: ne togliamo quanto segue:

« Il trionfo definitivo del liberalismo costituzionale non fu prodotto da alcuna sorpresa, da alcun mezzo illegale; ma fu il frutto dei progressi della educazione politica del paese, e l'effetto di una modificazione di cose, operatasi in seguito agli errori ed agli sbagli dei nostri avversari. Quattro elezioni successive fecero nota la volontà solenne del paese; quattro manifestazioni imponenti produssero la novella maggioranza parlamentare: illuminato dall' esperienza, il corpo elettorale elevò al potere quel partito che gli prometteva l'ordine e la tranquillità insieme col mantenimento regolare delle istituzioni costituzionali.

Ecco la vera origine del governo liberale che da cinque anni regge il Belgio.

Esaminiamo ora a quali condizioni i ministri liberali abbiano accettato il potere? Queste condizioni erano formolate nel programma del 12 agosto 1847.

Prima di tutte le altre si trova quella dell' *indipendenza del potere civile*: gli interessi medesimi della religione richiedevano che non prendesse maggior consistenza l'opinione, che il governo fosse dominato da una segreta influenza: col ritornare il clero a suoi eccelsi e santi uffizi, la nuova amministrazione effettava i più ardenti voti di tutte le persone saggie e previdenti.

I partiti, che si trovavano a fronte, erano tutti esclusivamente politici; rispetto all' ortodossia ed alle pratiche religiose, non v'era distinzione fra i seguaci delle due opinioni. Il liberalismo non combatteva punto l'influenza benefica della religione: a fine anzi di consolidare tale influenza, egli chiedeva che il clero si conservasse esclusivamente alla sua missione.

L'intervento preponderante del clero era oltremodo cresciuto per quanto spettava particolarmente alla pubblica istruzione: a questo riguardo sovratutto, l'indipendenza del potere civile era virtualmente minacciata dalle pretensioni più illegali e più pericolose nelle loro conseguenze. Fatti numerosi attestavano che il clero, oltre alla libertà d'insegnamento, avrebbe voluto che lo Stato gli abbandonasse ancora la direzione effettiva delle sue proprie scuole, ed, in parte, anche la nomina dei professori.

In obbedienza alla costituzione, il governo liberale dichiarò che il primo principio, inscritto nel suo programma, verrebbe in modo speciale applicato alle leggi destinate a regolare l'istruzione pubblica.

La legge elettorale, votata nel 1834, tendeva ad assicurare la preponderanza delle campagne sulle città per l' introduzione di un censo differenziale, che per le campagne discendeva a 20 fiorini, mentre per le città esso ammontava ad 80 fiorini. Quella legge, che restringeva il numero degli elettori a 45,000, già da lungo tempo provocava i più vivi e più legittimi reclami. Tuttavia il nuovo gabinetto aveva solamente promesso di aggiungere alle liste elettorali le capacità inscritte sulle liste del giurì.

A tutti son noti gli avvenimenti che determinarono il governo a stabilire il censo uniforme di 20 fiorini, concessione saggia, cui l'onorevole sig. De Iamps (che pur è fra gli avversarii) chiamò *bello e nobile pensiero*.

Nel 1834, il cosi detto partito cattolico aveva, colo stabilire una scala mobile, moltiplicato gl' incagli frapposti all' ingresso delle derrate alimentari. Nella sua sollecitudine per le classi laboriose, la novella amministrazione promise un regime, che era naturalmente indicato dalle salutari e grandi riforme introdotte in Inghilterra. I ministri liberali presero inoltre l'impegno solenne di rimediare con ogni mezzo ai mali che allora desolavano le Fiandre, e di rinnalzare quelle provincie altra volta così prospere.

I ministri liberali erano animati, a un sentimento di giustizia distributiva per tutti gli interessi, e per tutte le classi della società, e credevano che l'attenzione, e l'azione del governo dovessero particolarmente fermarsi sul benessere materiale e morale delle classi indigenti e laboriose. Il programma conchiudeva con queste parole: *Il paese vuole, e noi vogliamo per lui l'ordine e la calma insieme coll'esecuzione e collo sviluppo delle nostre istituzioni.*

Or sono alcuni anni, un uomo di Stato, definiva nel modo più esatto e vero l'opinione liberale, cui ci gloriamo di appartenere: «Il liberalismo belgico racchiude un significato particolare, generalmente ignorato in Europa. Tutte le libertà, che sono tuttora desiderate dagli altri popoli, sono in modo assoluto consecrate dal nostro diritto pubblico. Il partito liberale, da noi, non vuole che la costituzione, tutta la costituzione, colla giusta e sana applicazione dei suoi principii a tutti gli interessi, ed a tutti i diritti. Nulla avendo a conquistare, la sua missione è di conservare; epperciò il partito liberale nel Belgio dovrebbe piuttosto chiamarsi col nome di *partito costituzionale conservatore*.»

Per verità, ha bel garbo l'opposizione di venire ora con tanto orgoglio ad ostentare uno sdegno superbo verso i ministri che allora tennero con mano ferma e leale le redini dello Stato in mezzo alle procelle del 1848! Ognuno si ricorda quanto lieta si mostrasse allora l'opposizione di non essere dessa al potere: perchè sarebbe stata cagione d'inciampo, d'irritazione, di malumore: ognuno si ricorda come nel 1848, l'opposizione trovasse riparo all'ombra di un'amministrazione popolare, l'animasse, l'eccitasse a fare le concessioni più ampie, e le movesse anzi rimprovero di non fare le cose che per metà: quei medesimi che ora accusano l'opinione liberale, sono quei dessi appunto che allora ostentavano il più impaziente radicalismo.

Questo era appunto, prosegue l'*Indépendance Belge*, il programma del liberalismo venuto al governo: questa appunto la missione del gabinetto liberale: mantenere l'ordine e la tranquillità col conservare tutti i diritti, colla pratica, e col libero svolgimento delle istituzioni costituzionali.

Il nuovo governo, appoggiato sulle simpatie della nazione, ha potuto affrontare, dominare le terribili rivoluzioni del 1848; esso traversò felicemente quella crisi suprema senza staccare una pietra dall'edifizio costituzionale. Non cessò di regnare la massima quiete nel paese: mentrecchè, attorno a noi, rivoluzioni succedevano a rivoluzioni.

Ma ora, quale rivolgimento! che metamorfosi! — Che cosa avete fatto voi nel 1848, esclamano liberali spaventati della vigilia, reazionarii del domani, invece di opporre un argine al torrente, voi avete patteggiato coi principii rivoluzionarii, voi deste un impulso novello alla democrazia; voi lasciaste rimorchiare il governo dagli elementi anarchici? — Ma i fatti, i fatti, voi li dimenticate, o grandi filosofi! Scendete dalle vostre nubi; ascoltate la voce pubblica: essa vi dirà che la prova tentata nel 1848 sulla pubblica opinione, fu coronata dal più splendido successo, ove si riguardi la cosa rispetto ai principii monarchici, ed alle idee di ordine e di conservazione.

In conseguenza della grande riforma che erasi recentemente introdotta, il governo decretò successivamente lo scioglimento delle Camere, dei consigli provinciali e dei consigli comunali: per tre volte, il corpo elettorale, raddoppiato dall'abbassamento del censo, fu chiamato a dichiararsi, e per tre volte, aderì solennemente, ed unanimemente al principio monarchico. Tutte le candidature, sospette di repubblicanismo, furono respinte dalla rappresentanza nazionale, dai consigli provinciali, e dai consigli comunali.

Dopo un fatto, immenso, incontrastabile, che vogliono dire le imputazioni del sig. di Gerlache? Eccole? voi osate querelarvi che il governo liberale non abbia opposto un argine al torrente, non non abbia fortificato il partito conservatore? voi osate recriminare dopo quel a dimostrazione solenne, splendida, definitiva in favore del principio monarchico? Cadano le maschere anco a una volta! i nostri avversarii sono quelli, ai quali non mancò l'animo d'infrangere la diga, associandosi pe' intrighi elettorali colle sette repubblicane.

V'ha molta analogia fra l'attuale condizione del governo liberale del Belgio, e quella, in cui trovavasi il gabinetto di lord Grey dopo la riforma parlamentaria del 1832. Anche lord Grey era in pari tempo assalito dai *torys* e dai radicali: ai primi pareva che il ministero riformatore avesse troppo operato; i secondi lo accusavano di non avere fatto abbastanza. Ma comune era il loro scopo; togliere la fiducia del popolo, rovesciare un ministero che si opponeva ai loro disegni: gli amici del *ministero riformatore, e del Parlamento riformato* opposero ai loro detrattori fatti, calcoli ed opere: noi ne imiteremo l'esempio.»

SPAGNA

MADRID, 19 *aprile*. Scrivono alla *Correspondance*:

I compilatori di giornali politici di Madrid, visto che la nuova legge sulla stampa periodica sta per essere messa in esecuzione tra pochi giorni, si sono nuovamente riuniti a fine di porsi d'accordo sulla condotta da tenersi. Ecco (dicesi) quanto avrebbero stabilito di fare: 1. Una rispettosa rimostranza indirizzata al governo, nella quale gli si chiederebbe la rivocazione dell'articolo concernente i discorsi responsabili, stante la impossibilità in cui la conservazione di esso articolo li porrebbe di continuare le loro pubblicazioni. 2. Le pubblicazioni quotidiane sarebbero sospese volontariamente, quante volte il governo non accetta a questa dimanda.

I direttori de' giornali l'*Orden* e la *Espana* sono i soli che si sono ricusati di sottoscrivere questa rimostranza.

— Il sig. di Groillon, uno dei componenti la commissione francese incaricata di regolare la quistione delle frontiere tra la Francia e la Spagna, si trovava da alcuni giorni a Madrid, ove ebbe frequenti conferenze col suo ambasciatore e col ministro degli affari esteri. Oggi egli parte e va a raggiungere gli altri commissarii. Si crede che le predette conferenze contribuiranno al sollecito assettamento della suaccennata quistione.

INGHILTERRA

LONDRA, 23 *aprile*. La seduta della Camera de' lords del 23 aprile fu priva d'importanza. Alla Camera de' comuni, seduta pure del 23, l'ordine del giorno recava la seconda lettura del bill della milizia. Tre emendamenti furon proposti.

Il primo da sir Lacy-Evans, col quale egli dimanda che in caso di necessità il governo aumenti l'esercito mediante truppe regolari e soldati volontarii. Il secondo dal sig. Rich, col quale egli propone un aumento della forza di riserva oppure de' battaglioni de' veterani. Il terzo di detti emendamenti, presentato dal sig. Milner Gibson, invita la Camera a dichiarare, che la discussione del bill non può aver luogo nella sessione attuale.

Al partir del corriere, sir Lacy-Evans stava parlando in favore del suo emendamento.

— La regina ha tenuto l'altro ieri (21) un ricevimento mattinale al palazzo di Saint-James, al quale assistettero tutto il corpo diplomatico e l'alta aristocrazia. Il conte di Derby aveva antecedentemente ricevuto un'udienza da S. M.

— Scrivono da Windsor che alle prossime elezioni non vi saranno candidati della corona, com'era l'uso. La regina ha fatto proibizione espressa a tutti gl'impiegati del Castello e d'intervenire alle elezioni e di abusarvi della loro influenza, sotto pena di essere congedati. (*Morn. H.*)

— Il lord cancelliere, obbligato al letto da un forte attacco di lombaggine, non potrà per alcuni giorni presiedere la Camera dei lords nè la corte della cancelleria.

— Il capitano Penny che ha comandato la spedizione artica in cerca di sir John Franklin, scrive, alcune linee al *Daily News* nelle quali emette l'avviso che i navigli scorti tra le montagne di ghiaccio di Terra Nuova e presi pei vascelli di sir John Franklin sono semplici formazioni di ghiaccio, illusioni ottiche dalle quali si lasciano ingannare anche i più abili.

— Si tratta di aprire, nel mese di giugno prossimo, a Cork una esposizione de' prodotti dell'industria irlandese.

— Le prime disposizioni sono già prese a quest'effetto; e varii *meetings* sono stati già tenuti a Dublino, Belfast, Limerick e Clonmel.

— S. A. R. il principe Leopoldo di Sassonia-Coburgo si recò ieri mattina (22) a Claremont a visitare la regina Maria-Amelia e la famiglia reale di Francia. S. A. R. ha preso ieri congedo da S. M. e dal principe Alberto e partì alla volta di Ostenda e Bruxelles.

— Il *Sun* annunzia che il di 22 fu pubblicato pel parlamento il prospetto finanziario dell'anno, scaduto il 5 aprile. Il sopravanzo delle rendite sulle spese ammonta a 2 milioni 476,906 sterlini (54 milioni 424,900 fr.).

ALEMAGNA

AUSTRIA. Scrivono da Vienna all'*Indépendance Belge*: Tutte le grandi operazioni finanziarie sono aggiornate; e per ora non si farà che introdurre le maggiori possibili economie in tutti i rami dell'amministrazione, e riformare i rapporti monetarii colla successiva diminuzione della carta monetata, che trovasi in circolazione. Relativamente a quest'ultimo punto conviene osservare che cinque altri milioni di boni del tesoro, essendo stati recentemente annullati, ed avendo la carta monetata corso forzato, ne segue che trovasi già, dal principio dell'anno, diminuita di 25 milioni di fiorini.

D'altronde, potrebb'anche essere, che la conversione del 5 0/0 francese contribuisse al miglioramento de' nostri rapporti monetari. Infatti, quella disposizione sembra stata vantaggiosa ai fondi austriaci all'estero.

— La *Gazzetta di Vienna* del 22 aprile contiene il protocollo finale delle conferenze doganali. L'Austria si dichiara vincolata dalle sue proposizioni fintantochè il trattato dello Zollverein non sia rinnovato o trasformato. Baviera, Sassonia, Würtemberg, Baden, Assia elettorale, Assia-Darmstadt, Nassau, ed Assia-Omburgo si accostano ai progetti dell'Austria, e promettono di appoggiarli nel congresso di Berlino.

Brunswick dice che la sua posizione geografica non gli permette di dichiararsi ancora.

Oldenburgo vuole rimanere unito alla Prussia ed all'Annover, in seguito al trattato del 7 settembre.

Il plenipotenziario delle città anseatiche non sottoscrive, se non per segnalare la sua presenza: quello di Francoforte dichiara che l'adesione di Baviera e di Sassonia a lui sembra impossibile: ma promette che nelle conferenze di Berlino si adopererà in favore dei progetti dell'Austria.

Prussia *Berlino*, 21 *aprile*. La discussione del progetto di legge sul bollo dei giornali si aprirà domani nella seconda Camera. Si crede che le proposte della commissione verranno adottate. Il redattore della *Nuova Gazzetta di Prussia*, assessore Wagner, fu condannato a cinque mesi di prigione per diffamazione contro il sig. Bloch, presidente della compagnia marittima. Si assicura che i tribunali prussiani faranno tutti i loro sforzi per far eseguire la sentenza pronunziata dal tribunale d'appello di Greifswalde contro il sig. Hassenpflug, presidente del consiglio dei ministri dell'Assia elettorale. *(Corrisp. lit.)*

— La commissione della seconda Camera, incaricata di esaminare le modificazioni della costituzione, presentò il suo rapporto sul progetto di legge votato dalla prima Camera riguardo alla modificazione degli articoli 65 a 68 della costituzione che regolano la composizione di questa Camera. Quel progetto di legge si componeva di tre articoli: l'art. 2 determina la formazione della Camera stessa: l'art. 3 prefigge il 7 agosto p. pel giorno in cui la nuova Camera dovrà entrare in funzioni.

La commissione cominciò col discutere l'art. 2 del progetto, il quale venne rigettato da 6 voti contro 6: si accordò quindi all'unanimità su questo punto, che nel caso in cui la Camera adottasse l'art. 2, essa proporrebbe allora l'adozione anche degli articoli 1 e 5, e che essa, la commissione, riguarderebbe la reiezione dell'art. 2 come tale da rendere necessaria la reiezione pure dell'art. 3. Finalmente risolse di non più proporre alla Camera l'adozione dell'intiero progetto di legge, qualora la Camera stessa respingesse gli articoli 2 e 3.

— Il governo prussiano ha pagato ai varii Stati della Zollverein la somma di 3,904,553 talleri (la media degli ultimi anni) per diritti d'entrata, di uscita e di transito. La quota della Prussia, in questi ultimi anni, è ammontata a 12,584,481 talleri.

Baviera. *Monaco*, 21 *aprile*. Nella seduta d'oggi della Camera dei deputati, il barone Lerchenfeld presentò due rapporti sui seguenti progetti di legge: 1. sulla costruzione di una strada ferrata da Monaco fino ai confini, nelle vicinanze di Salisburgo e Kufstein, passando per Rosenheim; 2. sull'accettazione della malleveria degli interessi per le ferrovie da costruirsi nel Palatinato, dai confini presso Weissenburgo fino alla frontiera nelle vicinanze di Worms.

Quindi la Camera ha terminato la discussione del progetto di legge disciplinare pei pubblici funzionari: la votazione diede 63 voti favorevoli alla legge, e 58 contrari; cosicchè, trattandosi di una legge, che modifica in alcuni punti la costituzione, e richiedendosi perciò una maggioranza dei due terzi, ne segue che il progetto di legge è rigettato.

Würtemberg. *Ulma*, 20 *aprile*. Le LL. AA. II. i granduchi Nicolò e Michele di Russia, provenienti da Stoccarda, sono giunti in Ulma ieri, in compagnia del principe Gortschakoff, ministro di Russia presso la corte di Würtemberg, ed il conte Degenfeld, aiutante di campo del re. Essi continuarono il loro viaggio per Kempten ed Innsbruck, diretti alla volta d'Italia.

AMERICA

Stati Uniti. La *Tribuna* di Nuova-York annunzia la vicina partenza di Kossuth e di tutta la sua famiglia alla volta dell'Inghilterra.

Messico. Si legge nel *Times*:

Si tratta di stabilire al Messico una banca di deposito, di sconto e di circolazione, con alcune restrizioni sulla carta-moneta. Il sig. Almonte, capo del partito monarchico, ne presentò il progetto al congresso. Il capitale sarebbe di 1,500,000 dollari, ripartito in 15,000 azioni di 100 dollari ciascuna.

Questo progetto è stato accolto con piacere dal commercio messicano, il quale è oggidì costretto di ricorrere ad alcune case particolari; locchè ha più d'una volta cagionato inconvenienti gravi.

Chili. Si legge nello stesso giornale:

Il piroscafo inglese *Virago*, e il brick da guerra del Chili *Meteor*, sono rientrati a Valparaiso coi sediziosi dello stretto di Magellano. Il capo-agitatore Cambiaso era carico di catene, ma non parea gran fatto commosso. Vi erano in tutto 350 individui, 180 de' quali furono presi a bordo del brick inglese *Eliza Coriash*, ch'era stato messo a ruba dai sediziosi. Quelli che si trovavano a bordo della corvetta americana *Florida*, aveano essi stessi ammanettato Cambiaso, e rimesso il naviglio alle autorità legittime.

Cambiaso e i di lui compagni saranno giudicati al più presto.

Repubblica dell'Equatore. Si legge nella *Patrie*:

Si è ricevuta la notizia che il generale Flores era stato proclamato presidente dall'*ayuntamiento* di Guayaquil. Alla data degli ultimi dispacci, il generale marciava su Quito, capitale della repubblica dell'Equatore.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — Interno. — *Torino*, 26 *aprile*.

Con deliberazione della Commissione incaricata di provvedere ai danneggiati di Borgo Dora, approvata dal Consiglio delegato nella seduta straordinaria tenutasi ieri sera, il sig. barone Alessandro Casana è stato nominato membro della stessa Commissione, e mentre si stabilì che le oblazioni potessero riceversi anche nella tesoreria della Città dal sig. tesoriere Gaetano Carmagnola, si determinò di annoverare fra le collette autorizzate dal Municipio quella stata generosamente e con tanto successo iniziata nella banca Ignazio Cassina e figli.

Sabbato 1° maggio il Municipio farà celebrare nella chiesa del *Corpus Domini*, e con intervento del Consiglio comunale, un uffizio divino in ringraziamento all'Altissimo per la preservata città dall'immenso disastro dal quale avrebbe potuto essere colpita in seguito allo scoppio della fabbrica delle polveri.

Nella sera del 26 corrente molte persone abitanti nel Borgo Dora non potevano rientrare nelle loro case minaccianti immediata rovina, ed ebbero quindi ricorso al Municipio che le diresse a varii alberghi con apposita bolletta d'alloggio e conseguente promessa d'indennità.

Otto individui furono in tal modo diretti all'albergo del Gran Mogol, cioè Autero Lorenzo colla moglie e un figlio, e Mossi Margherita con quattro figlie; ma quell'albergatore, Giovanni Antonio Occelletti, si rifiutò di deferire all'invito del Municipio. Sei degli accennati individui furono nel ritorno spontaneamente raccolti nell'albergo del Moretto e gli altri furono provveduti di una bolletta d'alloggio e ricoverati nell'albergo della Fucina.

Il Consiglio delegato, sulla relazione che gli è stata fatta nella seduta di ieri sera, del rifiuto dell'albergatore Occelletti, determinò che fosse al medesimo ritirato il permesso di esercizio del suo albergo per lo spazio di giorni otto.

Questa mattina si resero gli onori funebri alle salme de' cannonieri rimasti vittima del disastro del 26 corr. mese.

Il convoglio era composto:

1. Di tutto il Corpo d'artiglieria armato;
2. Delle corporazioni religiose invitate;
3. Di tre carri a quattro cavalli coperti di panni funebri, su cui erano deposti 16 feretri;
4. Degli ufficiali del Corpo non comandati sotto le armi e di quelli del presidio invitati.

S. A. il Duca di Genova era presente e seguiva il convoglio. Si trovavano pure il Comandante generale della Divisione ed il Comandante generale della Guardia Nazionale.

Il corteggio era numeroso.

Il convoglio partì alle ore 9 precise dall'ospedale militare, entrò in Dora Grossa per porta Susa, quindi passò dinanzi al Palazzo di Città, e traversando i viali di porta d'Italia recossi al Campo Santo, ove il cappellano del reggimento Operai celebrò una messa funebre e diede l'ultima benedizione alle salme dei defunti; terminata la funzione la truppa rientrò nei rispettivi quartieri.

— *Roma*, 23 *aprile*. Il *Giornale di Roma* annunzia la partenza per Parigi del sig. di Bayneval, ambasciatore francese presso la Corte di Roma.

— È morto monsig. Picchioni, cameriere segreto di S. S.

Francia. *Parigi*, 25 *aprile*. Oggi il principe presidente ha passato un'altra rassegna nel gran cortile delle Tuileries e sulla piazza del Carrousel. La massa delle truppe si componeva del 6° battaglione dei cacciatori di Vincennes, di tre compagnie del Genio, del 6°, del 19°, del 57°, del 58°, del 51° e del 56° di linea in gran tenuta campale.

La cavalleria era formata di quattro batterie d'artiglieria, con pezzi da campo e cassoni, e dei due magnifici reggimenti di carabinieri, con elmi e corazze, giunti stamane da Versailles.

Dopo la rassegna, il principe presidente ha fatto la distribuzione delle croci e medaglie d'onore. Grida di *Viva Napoleone!* lo hanno più volte salutato.

— Si legge nella *Patrie*: Crediamo sapere che il ministero della polizia generale significò ai proprietarii dei giornali esteri, che essi sarebbero obbligati a smentire nei loro propri fogli le notizie false che vi si trovassero pubblicate, sotto pena di vedersi interdire immediatamente l'entrata in Francia.

— Il progetto di bilancio per l'anno 1853 sarà presentato giovedì prossimo al Corpo legislativo. È probabile che l'esame di esso comincierà negli ufficii nei primi giorni della settimana seguente.

— Il ministro dei lavori pubblici ha aperto al prefetto della Senna Inferiore, per lavori straordinarii del porto dell'Havre, un credito supplementare di 400,000 fr.: locchè fa ascendere a 740,144 fr. il credito destinato a questi lavori nel 1852.

— Si annunzia che il sig. Bixio, ex-rappresentante, sta per partire alla volta dell'Italia.

— Si assicura che i lavori della Sologna comincieranno in breve, e consisteranno: 1° Nel sanare le parti paludose situate tanto sulle alture quanto nelle valli; 2° nell'eseguire lavori d'irrigazione sul pendio delle colline che difettano d'acqua; 3° nel combinare queste opere importanti, in modo da creare una rete di vie navigabili, atte a recare sopra tutte le parti del territorio le marghe necessarie ai terreni argillosi che compongono la più gran parte della Sologna.

Il complesso di questi lavori dovrà migliorare una superficie di circa 500,000 ettari, ossia una centesima parte dell'intera Francia.

Spagna. *Madrid*, 20 *aprile*. Scrivono alla *Correspondance*: Il re don Francesco d'Assisi si recherà quanto prima a Santander, a fine d'inaugurare i lavori della strada ferrata che da quel punto dee arrivare sino ad Alar.

Si stanno riunendo i materiali per la elaborazione d'una nuova legge elettorale. Questi documenti saranno indirizzati al ministero di grazia e giustizia, al quale sarà probabilmente affidato l'incarico di compilare il progetto di riforma.

Due dei direttori dei giornali di Madrid han rimesso oggi (20) al ministro dell'interno la rimostranza convenuta tra i varii periodici della capitale, nello scopo di chiedere alla regina che sia riformata la nuova legge sulla stampa, concernente gli editori responsabili. Se il governo non accorda ai giornali codesta mitigazione della legge, la più parte dei nostri giornali politici saranno costretti di cessare le loro pubblicazioni al principiare del mese prossimo.

Portogallo. Si legge nel *Times*:

Le nostre lettere di Lisbona, in data del 19 corrente aprile, parlano dell'accoglienza entusiastica che la regina ha ricevuto dalle popolazioni sin dal cominciamento del suo viaggio. A Caldas le LL. MM. si separarono dal loro seguito, e si sono frammiste al popolo nelle contrade, nel giardino ed al parco: il 18 dovevano recarsi a Leira. Il duca di Terceira, arrivato da Cadice lo stesso giorno, doveva raggiungere la regina a Coimbra, ove la corte si doveva trattenere alcuni giorni a fine di non trovarsi a Oporto prima del giorno 28.

Inghilterra. *Londra*, 24 *aprile*. La Camera de' comuni, nella sua tornata del 24, continuò ad occuparsi del nuovo bill della milizia, presentato dal sig. Walpole (seconda lettura).

Il dibattimento s'impegnò sulle prime intorno all'emendamento di sir Lacy-Evans che domanda l'aggiornamento della seconda lettura a 6 mesi; ciò che è il modo usato nel parlamento britannico per far respingere una proposta o provvisione qualunque.

Molti oratori presero successivamente la parola in favore o no della proposta del governo.

Fra gli oratori che più vivamente la combatterono, si segnalò lord John Russell, il quale appoggiò, in un lungo discorso, l'emendamento di sir Lacy-Evans.

Rispose a lord John Russell, lord Palmerston, combattendo l'emendamento e sostenendo il ministero.

Dopo ciò avendo il sig. Maillat chiesto l'aggiornamento della discussione, la mozione Maillat fu adottata, e la discussione aggiornata a lunedì 26.

— Si legge nel *Sun*:

I ministri si sono riuniti a 2 ore p. m. in consiglio al ministero degli affari esteri. Il lord-cancelliere e il sig. Herries non hanno potuto, per motivi di salute, assistere al consiglio.

— Il *Portsmouth-Times* annunzia che la regina Vittoria dee andar, quest'estate, a visitare l'Irlanda prima di recarsi alla sua residenza di Scozia, a Balmoral.

S. M. sarebbe accompagnata dal principe Alberto e da una parte della famiglia reale. Ella s'imbarcherebbe all'isola di Wight sul suo yacht a vapore *Victoria-and-Prince-Albert*, d'onde muoverebbe alla volta di Bristol, Waterford e Dublino.

— Fondi inglesi. Consolidati a contanti e per conto 99 3/4; 3 0/0 rid. 99. Boni sardi 97 5/4.

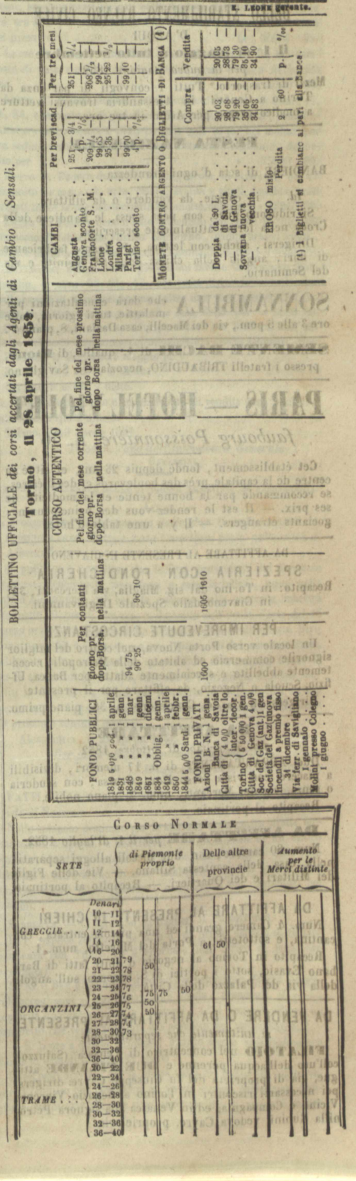
Alemagna. *Berlino*, 23 *aprile*. Nella seduta d'oggi la seconda Camera ha continuato a deliberare sul progetto di legge concernente il bollo dei giornali. La Camera, dopo di avere votato il § 2, rimandò la continuazione dei dibattimenti alla prossima seduta.

— Il plenipotenziario di Würtemberg al congresso doganale è giunto in Berlino.

I primi lavori del congresso doganale avranno per oggetto immediato l'adempimento di alcune formalità: quindi è, che l'assenza di alcuni plenipotenziarii non potrebbe incagliare il corso delle deliberazioni. Si crede che le conferenze dureranno lungamente.

Danimarca. *Copenaghen*, 21 *aprile*. Il *Dagbladet* annunzia che il principe ereditario è partito, a bordo del vapore l'*Eider*, alla volta di Stettino. S. A. R. si recherà a visitare il duca e la duchessa di Glücksburgo, che ora trovansi in Dresda. Il *Fosdrelandet* pretende che sia avvenuta una nuova crisi ministeriale.

Russia. *Pietroburgo*, 15 *aprile*. S. M. l'imperatore ha testè indirizzato una lettera autografa al principe governatore del Caucaso. S. M. l. conferisce, in quella lettera, al principe Paskiewitch il titolo di *Altezza* per lui e pe' suoi discendenti: l'imperatore loda il principe per gli eminenti servigi resi allo Stato, pel valore spiegato sui campi di battaglia, pe' suoi talenti amministrativi; dimostrati particolarmente nei paesi al di là del Caucaso.



www.internetculturale.it

Pel 15 maggio 1852

RIAPERTURA
DELLA CERTOSA DI PESIO
PRESSO CUNEO IN PIEMONTE

STABILIMENTO IDROPATICO
E VILLEGGIATURA D'ESTATE

Sotto la direzione del Dottore BRANDEIS

La natura e l'arte son concorse a gara per rendere l'ex-Certosa uno de' più belli stabilimenti; ivi si trova tutto riunito: numerose e limpide sorgenti, aria salubre, ombrose vallate, fiume abbondante di trote, ricchi pascoli, edifizi spaziosi con grandi portici, cappella, gabinetto di lettura, bigliardo, parco; ecc. ecc. A questi pregi si aggiungono una grande regolarità ed esattezza nel servizio, ed ogni sorta di comodo ed eleganza, e moderati ne sono i prezzi.

Gli ammalati tra cura, pensione ed alloggio, pagano per settimana . . . . . L. 35.
I visitatori tra pensione ed alloggio . . » 42.
id. id. pagano per giorno » 7.

Situata a piè del Colle di Tenda, sulla strada che da **Torino** mette a **Nizza** e **Genova**, la **Certosa** sembra dalla natura destinata a servire di convegno al mondo elegante. L'idropatia vi è praticata dietro i principi di Priessnitz. Onde poter dare al paese una guarentigia di certa scienza il signor BRANDEIS, capo delle Stabilimento, dottore di Parigi, di Brusselles e di Napoli, si è fatto anche ricevere dall'Università di Torino.

Per più ampie informazioni recapito all'Amministratore sottoscritto.

FEDERICO GUARDUCCI.

APERTURA
DELLO STABILIMENTO BALNEO CIVILE
D'ACQUI

il 1° di maggio a tutto settembre

per la nuova stagione 1852.

Mezzi di trasporto. Tutti i convogli di partenza da Torino a Genova: in Alessandria trovansi vetture a modico prezzo per Acqui in tre ore.

FESTA NAZIONALE

BANDIERE di seta d'ogni grandezza

Id. in cotone, da vendere o da affittare.

Si riducono pure, con poca spesa, le Bandiere della Croce nella forma attualmente prescritta.

Dirigersi, anche con lettera, a P. Zeano, fabbricante di fiori, angolo della chiesa della SS. Trinità e via del Seminario.

SONNAMBULA che darà consultazioni per malattie, tutti i giorni, dalle ore 3 alle 5 pom., via dei Macelli, casa Daziani, 8, piano 4°.

SEMENTE BACHI di 1.ª qualità, di **Rione**, presso i fratelli TRIBAUDINO, negozianti a Savigliano.

PARIS — HOTEL VIOLET
faubourg Poissonnière, n. 36

Cet établissement, fondé depuis 25 ans, et situé au centre de la capitale, près des boulevards et des théâtres, se recommande par la bonne tenue et la modicité de ses prix. — Il est le rendez-vous des principaux négociants étrangers. — Il y a une table d'hôte.

DA AFFITTARE AL PRESENTE IN GIAVENO
SPEZIERIA CON FONDICHERIA
Recapito: in Torino dal sig. Miaglia, via Mercanti, 32; in Giaveno dallo Speziale Degiovannini.

PER IMPREVEDUTE CIRCOSTANZE

Un locale verso Porta Nuova, nel centro del miglior signorile commercio ed abitato della Metropoli, recentemente abbellito e specialmente adatto per Banca, Ufizio, Scuola o Negozio, da affittare per il presente.

Dirigersi in via dei Conciatori, n. 34, piano primo.

DA AFFITTARE
per il primo di ottobre 1852

Due APPARTAMENTI di n. 17 membri, divisibili a piacere, con vista verso Dora Grossa; con scuderia o senza, via dei Mercanti, num. 2, piano nobile.

Recapito al portinaio.

DA AFFITTARE *per il 1° di luglio* 1852.

Num. 80 camere, con due piccoli alloggi separati, nella casa della contessa Sillano. — Vie delle Figlie dei Militari e dei Quartieri. — Recapito al portinaio.

DA AFFITTARE AL PRESENTE IN CHIERI

Num. 4 Camere grandi ed una piccola entrata, con cantina, e sottotetti, a Porta del Moretto, num. 1.

Recapito in Torino al negozio d'abiti fatti di Barbano Evasio, sotto i portici di S. Lorenzo, sull'angolo della via del Palazzo della Città.

DA VENDERE O DA AFFITTARE AL PRESENTE
in unitamente che separatamente

FILATOIO nel concentrico di Venasca (Saluzzo), coll'uso dell'acqua perenne e **DUE FILANDE** attigue, già di proprietà del fu Giuseppe Cayre: dirigersi pei necessarii riscontri in Torino al negozio Vincenzo Vicino e Compagnia; ed in Venasca alla signora Petronilla Rubini, vedova Cayre, proprietaria.

REGIO UFFICIO DEL VACCINO

Il buon successo ottenuto dalle vaccinazioni praticate nelle settimane antecedenti, ha comprovato che l'attuale stagione è assai propizia all'innesto vaccino: epperciò si raccomanda ai genitori di non maggiormente indugiare a sottoporre la loro prole alla vaccinazione, essendo questo il solo ed innocuo preservativo d'una delle più funeste malattie, qual è il vajuolo. La quale precauzione si rende maggiormente necessaria, mentre dalle notizie avute, sono stati osservati alcuni casi di vaiuolo.

Si rinnova quindi l'avviso che dal dottore collegiato in medicina Vincenzo Cristin, conservatore del vaccino nella divisione di Torino, vengono praticate le pubbliche vaccinazioni a mente delle R. Patenti del 1° luglio 1819. In conformità di quanto è stato fin ora praticato in questo R. Ufficio, le pubbliche vaccinazioni vengono eseguite gratuitamente ed hanno luogo in tutte le domeniche dal mezzogiorno alle due nel solito locale, contrada del Cannon d'oro, porta n. 21 piano 1° in fondo del cortile.

AVVISO INTERESSANTE

Carlo Perla, proprietario degli stabilimenti di Birra ed acque minerali a Torino, Genova ed Alessandria, avvisa che in quest'ultima città, ove esiste la sede principale di essi, occorre dirigere le domande, mentre nello stesso stabilimento, oltre esservi le bevande comuni, vi si continua la fabbricazione di quelle superiori, come *birra doppia* e *bianca* alla foggia di Lione e Baviera, *Porter* ed *Ale* alla foggia Inglese, tutte a gusti delicati e a prezzi ben modici.

Avendovi puranco un magazzino di variate qualità di recipienti in diverse forme e dimensioni, atti a sodisfare le brame di chicchesia, può egli spedire nei dintorni di Torino, Genova, non che nelle campagne e altre città dello Stato, la sua merce di ogni qualità, tanto nei detti recipienti, che in fusti, con la guarentigia sulla bontà e conservazione delle stesse bevande, purchè riparate dalla calda atmosfera e tenute in cavi addatti e freschi, appena recapitate ai destinatari.

E' incontrastabile nella corrente annata la penuria de' vini sani; onde sembrano quasi indispensabili alle classi tutte le surriferite qualità, massime la birra da tavola, il cui incremento si fa giornalmente sensibile, e pel quale sente il Perla una vera gratitudine verso il Piemonte, che ha saputo gradirla ed apprezzarla, unico compenso che attendevasi nel raggiungere lo scopo delle sue mire.

MINES D'OR D'AUSTRALIE

Ligne de bâteaux à vapeur, portant la malle.
L'Australian, de 1,500, partira de Londres le 28 mai.
Passage: 535 fr. (nourriture comprise).
Pour NEW-YORK, le steamer favori *Sarah-Sand*, de 1,300 tonneaux, partira de Liverpool le 8 juin (à prix réduits.
S'adresser, pour fret et passage, à PRITCHARD et MONNERON, 40, place de la Bourse, au premier.

Plus de FEU aux Chevaux !
(25 ans des succès).

Le Liniment Boyer, remplaçant le feu, sans laisser des traces de son emploi, guérit d'une manière sûre et prompte les bolteries récentes ou anciennes, les entorses, foulures, écarts, molettes, faiblesse de jambes, etc. — Dépôt à Turin, chez M.r Mazzuchetti, pharmacien, rue St-François, num. 13.

ALBERGO DI FRANCIA
TENUTO DA ISOTTA IN GENOVA

Quest'Albergo, ora ampliato ed abbellito, è posto nel centro della città, vicino alla Borsa e al Porto Franco.

Tavola rotonda e servizio particolare a modico prezzo.

GUANO VERO DEL PACIFICO

Presso il sig. Nicolò Garibaldi, in S. Pier d'Arena, trovasi un deposito di vero GUANO di prima qualità, ossia delle Isole di Chincha, di proprietà dei signori Sebastiano Balduino e figlio, di Genova.

Le persone agricole, le quali intendessero di farne acquisto potranno dirigersi tanto dal suddetto signor Garibaldi, quanto ai signori Sebastiano Balduino e figlio.

DA VENDERE per L. 26,000

Amena VILLA sulla collina di Piossasco, non lungi dalla parrocchia, con strada carrozzabile, composta di ampio fabbricato civile signorilmente mobiliato, rustico con attrezzi, e vasi vinarii, cappella provvista dei necessarii arredi, giardino con vasi e agrumi, ed ett. 9 (giorn. 25) circa beni fra campi, prati, vigne e boschi, oltre vasto gerbido a pastura. — Dirigersi in Torino dal sig. estimatore ingegnere Boselli, in via di Porta Nuova, n. 20, piano 2°, dalle ore 12 alle 2.

DA VENDERE

Grandioso tenimento situato in territorio di Livorno Vercellese, composto di risaie, campi e prati, della superficie in totale di ett. 278 (giornate 730) circa, con vasti fabbricati e spaziosi magazzini, il tutto in ottimo stato, con acqua propria, molino a due ruote e pesta da riso.

Per le opportune informazioni far capo alla Banca Soldati, via dell'Arcivescovado, porta n. 15, piano 1°.

DA VENDERE
unitamente o separatamente

1.° PALAZZO in Torino, via Nuova, dell'annuo reddito di L. 22[m. circa, e da potersi ancora aumentare.
2.° TENIMENTO nei territorii di Cherasco e Marene, a piccola distanza dalla Strada ferrata di Savigliano, composto di signorile palazzo, giardino, fabbricati rustici, distinto in quattro cascine, in tutto ett. 140, are 41 (giornate 580 circa.)

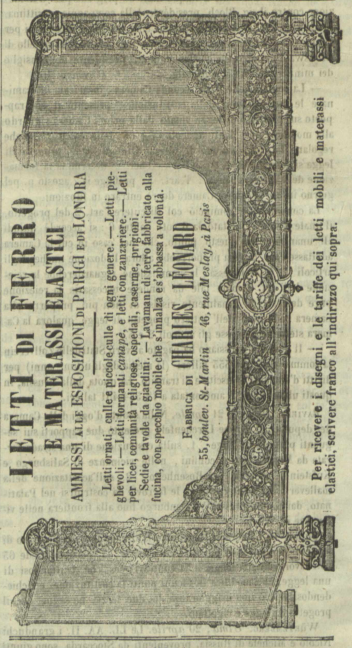
Dirigersi dal notaio Giovanni Marietti, via Madonna degli Angeli, num. 5.

A VENDRE

Deux MINES, une d'or, argent et cuivre gris, située sur la Commune de Bonneval, et l'autre de plomb argentifère dans la Commune du Bourg-St-Maurice.

S'adresser pour les renseignemens et les conditions à Joseph Racca, bijoutier, rue Neuve, n. 46, à Turin.

Presso **GIUSEPPE VERGNANO**
Negoziante, Dora Grossa, vicino a piazza Castello, Torino,
Trovasi la solita SEMENZA di Bachi da seta 1ª qualità, del Monte-Brianza.



NOTA

Con atto del giorno d'oggi rogato Bertolotti, il signor dottore in medicina Vincenzo Musso, residente in questa città, ha rivocato primamente ogni facoltà e mandato, già da lui commesso in qualunque forma, al sig. geometra Antonio Francesco Majno, già residente in Asti, attualmente in questa capitale, con procura passatagli per atto delli 18 aprile 1849, rogato Giacosa.

Torino, il 20 aprile 1852.

Ferrero sost. Piana

NOTA.

Giuseppe Corino e Teresa Nigra, coll'autorizzazione dei rispettivi loro mariti, hanno accettata col beneficio d'inventario l'eredità del defunto loro padre Giuseppe Miola, siccome risulta da atto passato alla segreteria del tribunale di prima cognizione di questa città il 12 corrente aprile, autenico Oliveri segretario.

Giuseppe Corino.

NOTA

Con scrittura del 30 marzo prossimo passato, depositata alla segreteria dell'eccellentissimo Magistrato del Consolato di questa città, la signora Maria Viberti, vedova di Carlo Mondino, cedette a Giuseppe Ghiotti il negozio da commestibili e combustibili per essa esercito in questa città ove ambidue dimorano, ed il Ghiotti associò la detta cedente per lo spazio di un anno, a far tempo dalla data di detta scrittura, all'esercizio del negozio stesso, la firma del quale sarà Giuseppe Ghiotti e Comp.

Torino, il 15 aprile 1852.

NOTA

Con atto 26 dicembre 1851, rogato Origlia, il signor Secondo Canavero, fu Gioachino, vendette alli Valle Baldassarre, e Bartolomeo Lardone, cioè al primo are 14, cent. 41, campo sito in territorio di Vinovo, porzione di maggior sua pezza, regione Oitana, in mappa sez. G, parte del num 11, da separarsi dalla parte di ponente; ed al detto Lardone la restante pezza, ivi, stessa regione, sezione e num. di mappa, di are 14, cent. 42, da separarsi dalla parte di ponente della porzione ceduta al Valle, mediante retta dal mezzogiorno a mezzanotte; quale atto venne il 24 marzo ultimo scorso trascritto all'ufizio delle ipateche di questa città, per quegli effetti che di diritto.

Origlia sost. Rodella.

TEATRI D'OGGI

CARIGNANO (ore 8) La drammatica Comp. Reale recita: *Il guanto ed il ventaglio* — con farsa.
D'ANGENNES (ore 8) Compagnie française: *Mad.lle de Seiglière* — A beneficio dei danneggiati del Borgo Dora.
SUTERA (ore 8) Opera buffa: *Il Domino Nero.*
GERBINO (ore 8) La dramm. Compagnia Giardini recita: *Osti e non osti* — A beneficio dei danneggiati del Borgo Dora.
CIRCO SALES a porta palazzo (ore 8) La Comp. Tassani recita: *Il Corsaro dell'Arcipelago.*
DIURNO vicino alla Cittadella (ore 4 1/2) Comp. Billi recita: *La schiava della Cujana*
WAUXHALL Ballo con tombola tutte le domeniche.

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

BIBLIOTECA CIVICA DI TORINO

GAZZETTA PIEMONTESE

N. 103 — GIORNALE UFFICIALE DEL REGNO — 1852

GIOVEDI' 29 APRILE

Torino alla Stamperia di G. Favale e C., Contrada di S. Francesco d'Assisi, casa Gilellini; nelle Provincie, mediante invio di mandati postali affrancati, fuori dello Stato alle Direzioni postali.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.
Le associazioni han principio col primo di ogni mese.

	Anno	6 mesi	3 mesi
Per Torino	L. 40	21	11
Per le Provincie	» 48	25	13
Per l'Estero	» 60	»	»
Inserzioni volontarie, se cent. 25 — obbligatorie cent. 20			

I Signori Associati la cui associazione scade col 30 corrente aprile sono pregati a rinnovarla sollecitamente onde ovviare alle lacune, ed ai ritardi nella spedizione dei fogli.

PARTE UFFICIALE

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

L'esperienza avendoci dimostrato che alcune restrizioni di franchigia postale portate con R. Decreto 15 maggio 1851 ed annesso Regolamento senz'essere di vantaggio all'Erario riescono d'ostacolo alle comunicazioni di servizio pubblico che è uopo sieno libere e facili fra le Autorità godenti franchigia;

Sulla proposizione del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri, Noi abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Art. 1. Sono approvate le variazioni ed aggiunte fatte al R. Decreto 15 maggio 1851 ed annesso Regolamento sulla franchigia postale che, d'ordine Nostro, dal Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri firmate, vanno unite al presente Decreto.

Art. 2. Il Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri è incaricato dell'esecuzione del presente Decreto e delle unite nuove disposizioni sulla franchigia postale, da registrarsi al Controllo Generale ed inserirsi negli Atti del Governo.

Dat. Torino addì 16 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.
AZEGLIO.

Franchigia postale.

Articolo unico.

Sono abrogati gli articoli 6, 9, 19 e 29 del Regolamento unito al Regio Decreto 15 maggio 1851 sulla franchigia postale, ed a loro vece vengono sostituiti i seguenti:

Articolo 6. Le lettere, pacchi e pieghi diretti a persone godenti franchigia debbono essere chiusi a chiave in portafogli, sacchi o cesti tanto se consegnati alla Posta, quanto allorchè sono trasportati dagli Uffizii di Posta ai loro indirizzi. La spesa di questi portafogli, sacchi o cesti è a carico totale dell'impiegato che manda o riceve le lettere.

Articolo 9. La fascia sovraposta alla lettera o piego spedito in franchigia non deve oltrepassare il terzo della larghezza dei medesimi, i quali debbono inoltre essere formati in modo da potersi facilmente riconoscere se contengano lettere o carte escluse dalla franchigia.

I pieghi di carte, in genere, che si vogliono spedire sotto forma di rotolo, non sono ammessi in corso di franchigia.

Articolo 19. In eccezione al disposto del terzo alinea dell'articolo 2 del R. Decreto del 15 maggio 1851 sono trasportati in franchigia:

1. I pieghi sotto fascia di giornali e gazzette interne formati secondo il disposto dell'art. 9 che, a tenore della Legge sulla stampa, debbono essere trasmessi all'Uffizio degli Archivii del Regno, onde venirvi depositati.

2. La Gazzetta ufficiale del Regno diretta ai Membri del Parlamento.

3. I rotoli formati di disegni, tipi, carte geografiche o topografiche, coll'indicazione sul rotolo stesso del funzionario mittente *contenervisi carte di servizio.*

Questi rotoli non dovranno eccedere ciascuno un metro e cinque centimetri di lunghezza.

4. Gli stampati, le Leggi, i R. Decreti, Regolamenti, Istruzioni, Manifesti, Lettere pastorali, Ordini e pubblicazioni di ogni specie relativi al pubblico servizio consegnati sotto fascia ad un Uffizio postale.

5. Le lettere, le circolari e gli stampati in genere in piego chiuso o sotto fascia all'indirizzo dei Membri del Parlamento o di Autorità godenti franchigia illimitata.

6. I registri relativi al pubblico servizio purchè consegnati alla Posta sotto fascia e non coperti di cartone o di altra materia di difficile piegatura.

I registri però a madre o contro madre che appartengano al servizio del Lotto, i ruoli ed i registri comunali spediti dalle Intendenze ai Comuni e viceversa, ed i registri dello Stato Civile continueranno ad essere presentati agli Uffizii di Posta nelle forme e condizioni stabilite.

7. Le corrispondenze sotto fascia e controssegnate degli Arcivescovi, Vescovi e Presidenti dei Tribunali agli Avvocati generali, ed Avvocati fiscali generali presso i Magistrati d'appello, o di questi a quelli, contenenti Bolle e Brevi pontificii muniti dei rispettivi piombi, purchè conformi alle prescritte prat che per la concessione dei Regii *Exequatur.*

8. I corpi di delitto, qualora l'invio loro per mezzo della Posta sia nell'interesse della giustizia ravvisato di somma urgenza e ne venga fatta specificata domanda per iscritto dall'Autorità competente all'Uffizio di Posta del luogo. Sono però esclusi i liquidi, le armi da fuoco cariche, la polvere da schioppo, ed ogni materia accendibile o corruttibile.

Articolo 29. Il controssegno a bollo è solamente concesso alle Autorità, e Funzionarii seguenti:

1. Arcivescovi e Vescovi.
2. Avvocati generali, ed Avvocati fiscali generali.
3. Comandante generale il Corpo dello Stato Maggiore.
4. Comandante generale della Reale Marina.
5. Comandante il Corpo dei Carabinieri Reali.
6. Comandante il Corpo dei Cavalleggieri di Sardegna.
7. Comandanti militari delle Divisioni e sotto Divisioni.
8. Controllore generale.
9. Direttore generale del Debito Pubblico.
10. Direttore generale delle Regie Poste.
11. Economo generale dei benefizii ecclesiastici.
12. Intendenti generali Capi delle Aziende generali.
13. Intendenti generali della Casa dei Membri della Famiglia Reale; Procuratori generali, o Gran Mastri giusta la denominazione che loro viene data.
14. Intendenti generali delle Divisioni amministrative.
15. Ispettore generale del Pubblico Erario.
16. Ministri Segretarii di Stato.
17. Primi Presidenti dei Magistrati Supremi.
18. Procuratore generale di S. M.
19. Segretario privato di S. M. (per il controsegno esclusivo a nome del Re).
20. Sovr'Intendente generale della Lista Civile.
21. Uditore generale di Guerra.

Visto d'ordine di S. M.,

Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
AZEGLIO.

VITTORIO EMANUELE II, ecc. ecc.

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno adottato;

Noi abbiamo ordinato ed ordiniamo:

Articolo unico.

Il Governo del Re è autorizzato a fare nel corrente anno una Leva ordinaria di Marina non eccedente il numero di *cento*, da destinarsi in servizio permanente al Corpo Reale Equipaggi nei limiti della forza per esso stabilita.

Il Ministro Segretario di Stato per gli affari della Marina è incaricato dell'esecuzione di questa Legge, che sarà registrata al Controllo Generale, pubblicata, ed inserita nella Raccolta degli Atti del Governo.

Dat. Torino, il 25 aprile 1852.

VITTORIO EMANUELE.
C. CAVOUR.

PARTE NON UFFICIALE

ITALIA

INTERNO. — *Torino*, 28 *aprile.*

Nella seduta d'oggi la Camera dei Deputati votò, in primo luogo, ed approvò, dopo breve discussione, il progetto di legge per estensione a favore dei custodi delle carceri dell'esenzione sui cumuli degli stipendi. Deliberò in seguito che la somma che era destinata per l'diminuzione del palazzo della Camera, nella prossima festa dello Statuto, fosse erogata in favore dei danneggiati dalla recente esplosione di polveri. Discusse quindi ed approvò, con 95 voti contro 9, il progetto di legge per l'autorizzazione alla Divisione di Annecy di contrarre un mutuo.

IL SINDACO DELLA CITTA' DI TORINO

Notifica:

Le oblazioni a benefizio dei danneggiati dallo scoppio avvenuto nella fabbrica di polveri del Borgo Dora, oltre alle località determinate nel manifesto di ieri, si ricevono nella Tesoreria della Città, e nella Banca dei signori Ignazio Casana e Figli, via Bogino, num. 9.

Torino, dal civico palazzo, il 26 aprile 1852.

G. BELLONO.

REGIA UNIVERSITA' DEGLI STUDI DI TORINO.

Il cav. Pasquale Stanislao Mancini professore di Diritto internazionale nella R. Università degli studi di Torino, avendo dato compimento alle sue lezioni di *Diritto internazionale pubblico*, nel mattino di lunedì prossimo 3 maggio aprirà nella Università medesima il suo *Corso di diritto internazionale privato*. Le lezioni continueranno ad aver luogo ne' giorni consueti di lunedì e venerdì alle ore 11 a. m.

SOCIETA' D'ISTRUZIONE E DI EDUCAZIONE

Comitato Centrale.

Adunanza del venerdì 30 aprile 1852 ore 7 1/2 di sera nella sala della Società (locale di S. Francesco da Paola).

ORDINE DEL GIORNO

Continua la discussione del progetto di Legge intorno all'amministrazione generale della pubblica istruzione, presentato dal Ministro al Parlamento.

ISPEZIONE GENERALE DEL REGIO ERARIO

I contribuenti nei prestiti aperti a favore delle Finanze dello Stato che trovansi descritti nella seguente tabella, avendo dichiarato a questa Generale Ispezione nel modo prescritto dall'art. 1 della Legge 12 luglio 1850 di avere smarrite le quitanze nella stessa tabella indicate dei versamenti operati per detti prestiti, e chiesto certificati comprovanti l'effettuazione di tali versamenti, onde all'appoggio dei medesimi poter ottenere la consegna dei corrispondenti titoli definitivi di credito;

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi due mesi dalla data della terza inserzione del presente avviso nel Giornale Ufficiale del Regno senza che siavi stata opposizione in alcuni dei modi stabiliti dagli art. 4 e 5 di detta Legge, saranno rilasciati i chiesti certificati.

Terza inserzione.

Num. d'ordine	Nome e Cognome del Contribuente	Quitanze dichiarate smarrite: Numero	Data	Somma	Natura del Prestito	Tesoreria da cui sono state rilasciate
unico	Comunità di Borgone . . .	158	1848 12 8bre	1050 »	1848 7 7bre	Susa

Torino, il 6 aprile 1852.

L'Ispettore Generale F. CACCIA.

ASSOCIAZIONE AGRARIA.

Avviso.

Nell'occorrenza della seconda esposizione di Orticoltura, fatta per cura della Reale Accademia d'Agricoltura, il Museo Geoponico dell'Associazione Agraria, il quale è attinente al locale dell'esposizione medesima, sarà aperto al Pubblico il 4, 2 e 3 maggio prossimo dalle 9 alle 11 del mattino, e dalle 2 1/2 alle 4 1/2 di sera.

Torino, 27 aprile 1852.

Per il Segretario della Direzione
F. GARGANO.

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINIST. DI TORINO.

Avviso di scadenza

di termine perentorio per l'aumento di sesto o mezzo sesto.

Si rende noto, che negl'incanti tenuti in quest'Ufficio nei giorni 15, 16 e 17 corrente per la vendita dei beni demaniali siti in Rivara, descritti al N. 87 della tabella annessa alla Legge 8 febbraio 1851, furono deliberati i seguenti lotti per le somme infra indicate, e rimasero invenduti gli altri lotti, per essersi rese infruttuose le aste aperte per ciascun lotto, e quella dei 12 lotti riuniti, il tutto come erasi annunziato al pubblico con precedente avviso in data del 15 marzo p. p., cioè:

Lotto 4. Podere denominato Braglia, di ettari 20, 62, 16, composto di fabbricato rurale, orto, aia, campi arativi, vignati e alteni, boschi e prati irrigati colla bealera dei molini, mediante ore tre d'acqua, secondo la distribuzione comunale deliberato pel prezzo di . . . . . L. 30036 45.

Lotto 5. Podere denominato Pianca di ettari 6, 18, 26, composto di casa rustica, arative vitate, prato e bosco deliberato per . . . . . » 12300 00.

Lotto 7. Podere denominato Palazzo o Todesca, di ettari 47, 51, 34, composto di fabbriche civili e rurali, aia, orti, campi arativi e vitati, bosco, e prati irrigati coll'acqua dei molini per ore sedici, secondo la distribuzione comunale vegliante, deliberato per . . . . . » 23500 00.

Lotto 8. Podere denominato Pasquarola, di ettari 14, 67, 47 composto di casa, aia, orto, campi, arativi e vitati, boschi e prati irrigati dalle acque del torrente Malonatto, delib. per » 4320 00.

Lotto 9. Podere denominato Boschetto, di ettari 41, 65, 48, composto di fabbricato rustico con forno, campi arativi vitati, boschi e prato irrigato dal torrente Levona, delib. per » 14650 40.

Lotto 12. Tenimento di pascolo sul monte denominato Montesoglio, di ettari 78, 01, 47, composto di tre fabbricati e due stalle capaci di trentasei bovine, oltre una casa pastorizia, costrutti in pietra e calce, e coperti a lose, delib. per » 6000 00.

Si notifica pure che i termini perentorii per l'offerta dell'aumento del sesto scadranno coi mezzodì dei giorni seguenti, cioè:

Pel lotto 4, il giorno 5 maggio p. v.
Pei lotti 5, 7 ed 8, 6 detto.
Pei lotti 9 e 12, 7 detto.

Le perizie d'ogni lotto e le condizioni di vendita sono visibili a chiunque in quest'ufficio.

Torino, il 19 aprile 1852.

Il Segr. capo dell'Intendenza Generale
GARASSINI.

INTENDENZA GENERALE DELLA DIVISIONE AMMINIST. DI ALESSANDRIA.

Avviso

di pronunciato deliberamento delle due Case Demaniali denominate casa Rossi e casa Castellani poste nella città di Alessandria.

Il pubblico è avvertito, che le Case provenienti dal Demanio Francese, denominate casa Rossi e casa Castellani, poste nella città d'Alessandria coll'entrata comune nella contrada maestra che mette al ponte Tanaro, e descritte nell'avviso d'asta del 15 marzo ora scorso inserto nella Gazzetta Officiale di questa Divisione num. 50 e 55, vennero ieri l'altro, 19 del corrente mese, deliberate in un sol lotto in quest'Ufficio d'Intendenza Generale per la somma di L. 14,300, 00 e che li venti giorni di fatali, stabiliti in detto avviso d'asta per le offerte in aumento del sesto o mezzo sesto sul prezzo anzidetto, scadranno al mezzodì del giorno 10 prossimo venturo maggio.

Alessandria, li 21 aprile 1852.

Per detto uffizio d'Intendenza generale,
Il segretario capo G. BISTOLFI.

FATTI DIVERSI. — PROVINCIE. — Si legge nella *Novella Iride* di Novara:

Nello spianato destinato per la stazione della nostra strada ferrata sonosi scoperte, e disotterrate le fondamenta di un antico oratorio, che dicesi consecrato a S. Lorenzo. A fianco delle fondamenta si ritrovarono diverse tombe ricoperte di grandi mattoni contenenti intieri scheletri, e mucchi d'ossa frammisti coi rottami.

SARDEGNA. — Ci scrivono da Cagliari il 22 corrente:

Il r. vapore *Ichnusa* ha fatto il suo primo viaggio di corrispondenza con Tunisi ed è ritornato ieri carico di lana con passaggeri.

S. A. il Bey di Tunisi e il corpo dei negozianti fecero onorevole accoglienza al sig. comandante d'Aste, avendogli il primo conferita una decorazione in diamanti, ed i secondi offerto un banchetto che venne accettato dal predetto sig. comandante.

— Si legge a questo proposito quanto segue nell'*Indicatore Sardo* in data di Cagliari 21 aprile:

Quest'oggi arrivava per la prima volta da Tunisi il regio vapore l'*Ichnusa* che conduceva in questa cinque passeggieri. Sappiamo che diverse persone siano intenzionate di recarvisi e per

www.internetculturale.it

speculazioni e per diporto, e questo ci lascia luogo a credere che siasi bene accolta, come altra volta dicemmo, questa nuova linea di corrispondenza che il Governo ci ha aperto, e che dessa sarà proficua e per gli abitanti e pel nostro commercio.

STATO ROMANO

Si legge nel *Giornale di Roma*:

Giovedì 15 del corrente aprile s'adunò la pontificia Accademia Romana d'Archeologia nell'aula dell'Archiginnasio.

Il professore Francesco Orioli, consigliere di Stato, socio ordinario, e uno dei censori, lesse una dissertazione, il cui titolo fu: *Le origini di Roma, e particolarmente d'un'antichissima occupazione di essa città dagli Etrusci.* — L'oggetto della dissertazione era provare che Roma è molto più antica del così detto Romolo; dichiarare donde e come nacque la leggenda preferita dagli scrittori di Storia Romana; e dimostrare che, nel tempo della guerra di Romolo coi Sabini, gli Etrusci esercitavano sul settimonzio diritti di supremazia, cioè d'alto dominio.

DUE SICILIE

Nel 4 del corrente mese una dirottissima pioggia accompagnata da grandini arrecò nel comune di Canosa in Terra di Bari un allagamento considerevole. La piena che si elevava per oltre quattro palmi ruppe muri e trasportò gran quantità di materiali, recando guasti nei giardini e nelle campagne.

SVIZZERA

Il primo circondario federale telegrafico abbraccia i cantoni di Ginevra, Vaud, Vallese e Friborgo colla residenza in Losanna; il secondo i cantoni di Berna, Argovia, Basilea, Soletta e Lucerna colla residenza in Zofinga; il terzo i cantoni di Zurigo, Turgovia, Sciaffusa, S. Gallo, Zugo, Svitto ed Appenzello, colla residenza a S. Gallo; il quarto i cantoni dei Grigioni, del Ticino ed Uri, colla residenza in Bellinzona.

— L'Austria ha consentito la congiunzione de' suoi telegrafi con quelli della Svizzera alla Camerlata ed a Feldkirck, ma non ancora allo Splugen. Il Piemonte l'ha consentita a Brissago ed a Ginevra, non però ancora al Sempione.

— La commissione del consiglio nazionale, incaricata di far rapporto intorno al progetto d'instituzione di una università e di una scuola politecnica federali, fu radunata in Berna nel mese passato ed in parte del corrente, affine di esaminare questi progetti. Il solo sig. Steiger di Lucerna non assistette a questa riunione.

La maggioranza della commissione (cioè i signori Kern, Escher, Trog, Blanchenay, Pioda, Stämpfli) è decisamente favorevole al progetto, mentre il sig. Hungerbühler lo vorrebbe aggiornato indefinitamente, ed il sig. Camperio vi è decisamente contrario. La commissione poi è unanime nell'opinare che debbasi lasciare la priorità al progetto relativo alle strade ferrate e ciò in considerazione della sua maggiore urgenza; e quindi di ritardare le sue proposizioni, sinchè tale quistione sia definitivamente decisa dall'assemblea federale.

Entra inoltre nelle viste della commissione che l'università sia instituita nella Svizzera tedesca, la scuola politecnica nella francese. Le spese presuntive per i due stabilimenti sarebbero diminuite dalla somma indicata nel progetto federale e ridotte a fr. 337,000 l'anno per l'università, di cui 70,000 sarebbero caricati al cantone in cui essa sarà stabilita, e 80,000 fr. per la scuola politecnica, di cui 16,000 da pagarsi dal cantone che ne goderebbe i benefizi dello stabilimento.

Il numero di professori nell'università sarebbe di 72, di cui 53 tedeschi, 17 francesi, 5 italiani, 6 francesi od italiani, ed uno, quello di diritto canonico, insegnerebbe in latino. Sarebbervi inoltre due maestri per il francese e per l'italiano; più sei assistenti che conoscano le lingue e servano di intermediarii specialmente nella facoltà medica.

Il numero dei professori nella scuola politecnica non fu determinato nel progetto; ma al loro emolumento furono assegnati 50,000 fr. all'anno.

È da notarsi che i membri cattolici della commissione che per caso vi formavano la maggioranza, furono unanimi nell'opinione che l'instituzione della facoltà teologico-cattolica in una città protestante ed a lato della facoltà protestante non presenta alcuna difficoltà.

In generale non trovarono grave opposizione le basi del progetto elaborato dalla commissione de' periti e dal consiglio federale emendato. Soltanto diè luogo ad una viva discussione il dispositivo che si riferisce alla nomina ed alla revoca dei professori. I periti averano opinato di lasciar la nomina al consiglio universitario riservando al consiglio federale il diritto di conferma. Il consiglio federale all'incontro riservò a sè la nomina accordando al consiglio universitario il diritto di proposizione. Questa opinione fu adottata dalla maggioranza, ammettendosi però che il consiglio federale non possa procedere ad alcuna nomina senza prima sentire le proposizioni del consiglio universitario.

Quanto alla revoca dei professori si ritenne che i divenuti inabili per età, malattia ecc. siano messi al mezzo soldo, ed il diritto di revoca per colpe dei professori fu limitato nel consiglio federale in modo da impedire ogni arbitrio.

Berna. Il governo di Berna ha diretto al popolo il seguente proclama:

« Cari concittadini! Noi vi avevamo chiamati nelle assemblee politiche per il 18 del corrente mese a votare sulla richiesta straordinaria totale rinnovazione del gran consiglio; noi vi annunciamo oggi il risultato di questa votazione.

« 28,422 cittadini hanno risposto affermativamente alla quistione se il gran consiglio dovesse essere straordinariamente rinnovato, e 45,131 vi hanno risposto negativamente. La dimanda è quindi stata rejetta dalla votazione popolare fatta a norma della costituzione.

« Cari concittadini! Malgrado la molto viva agitazione degli animi, le assemblee avvennero in generale regolarmente e senza alcuna perturbazione dell'ordine pubblico.

« Noi riconosciamo in ciò una prova novella della morigeratezza del popolo bernese e della speciale grazia di Dio, invocando la quale, noi chiudevamo il nostro proclama del 3 corr.

« Noi ve ne esprimiamo i più vivi ringraziamenti in nome di tutto il popolo bernese. Rafforzati dal risultato della votazione noi continueremo ad amministrare il paese, e sulle basi della costituzione e delle leggi vigenti con rinnovato coraggio proseguiremo e faremo quanto una volontà leale ed un sincero amor di patria possono con umane forze in mezzo a gravi difficoltà.

« Dio conservi alla nostra patria la pace e benedica l'operato nostro »

Lucerna. Il gran consiglio è convocato straordinariamente per il 4 maggio affine d'occuparsi della quistione della strada ferrata, e dalla relativa concessione al sig. Sulzberger. Questi ha richiesto al consiglio di Stato d'Argovia l'autorizzazione necessaria per condurre questa strada dai confini di Lucerna a quelli di Soletta, ed il governo di Soletta ha già accordato al sig. Sulzberger la concessione della strada ferrata sul territorio del suo cantone, giusta il progetto di Stephenson.

FRANCIA

Parigi, 25 *aprile*. Grandi preparativi sono spinti innanzi alacremente sul Campo di Marte per la cerimonia della distribuzione delle bandiere all'esercito. Questi lavori, pei quali un credito di 100,000 fr. fu aperto al bilancio della guerra, si fanno sotto la direzione del sig. Dejean, colonnello del genio.

Due piani di tribune, alle superiori delle quali si avrà l'ingresso per le finestre del governatore della Scuola militare, e alle inferiori dal suolo del Campo di Marte, saranno addossate al grande edifizio della Scuola Militare. Nel centro di queste tribune, sotto l'orologio, sarà collocata la tribuna del Capo dello Stato; sopra questa piattaforma, ove si salirà per una gradinata, sarà fatta da lui la distribuzione delle aquile.

Altre tribune poco elevate, occupanti da ciascun lato un quarto incirca della lunghezza del Campo di Marte, sono stabilite al basso dei rialti, in modo da non impedire la vista al pubblico stante sugli anfiteatri di zolle erbose.

Nel bel mezzo del terreno delle evoluzioni si erigerà l'altare a cui sarà celebrato l'uffizio divino. Questo altare sarà posto ad otto metri dal suolo; il baldacchino, compresa la croce, avrà venti metri circa, incominciando dal suolo della piattaforma.

Intorno al Campo di Marte saranno piantate lunghe antenne con banderuole e standardi dai colori nazionali. La solidità colla quale sono stabilite tutte queste costruzioni rimove ogni timore di pericoli, qualunque sia il numero di spettatori che potranno esservi allogati.

— Ad onta del desiderio formalmente espresso nel suo testamento dal maresciallo Gérard, il governo non credette bene di lasciarne fare le esequie senza pompa. Per la qual cosa è stato risolto che un servizio solenne, e interamente simile a quello pel maresciallo duca di Dalmazia, sarebbe celebrato martedì (27) in suo onore, nella chiesa degl'Invalidi. Già si sono dati ordini, e le pompe funebri si occupano dei preparativi. Le truppe d'ogni arma, rappresentate da un distaccamento colla bandiera e col capo di corpo, assisteranno a questa cerimonia.

— Il generale di brigata barone di Varaigne è morto a Parigi, in età di 66 anni.

— L'ultimo membro del parlamento di Borgogna, il sig. Juillet di Saint-Pierre, è morto quasi centenario nel villaggio di Beaumont.

— Il *Toulonnais* annunzia che si hanno buone notizie in proposito della strada ferrata, di cui v'è il progetto, fra Tolone e Marsiglia.

La negoziazione è stata intavolata dal conte Siméon e dai deputati del Varo, sul piede della fusione fra le compagnie del Gard e di Avignone a Marsiglia, intantochè si faccian fusioni più complete, colla concessione a dette compagnie per 99 anni invece di 35, e a carico per esse di fare tronchi sopra Tolone e sopra Aix.

Il ministro dei lavori pubblici promise il suo concorso formale. Il principe presidente parlò nel senso istesso ai delegati. Nel loro colloquio, che durò più d'un'ora, essi sollecitarono la presentazione d'un progetto speciale. Il principe presidente ha data promessa di occuparsene fin dal domani in consiglio dei ministri.

Inoltre una lettera del sig. di Kerveguen, deputato di Tolone, annunzia che il governo affidò all'ingegnere Gaduel lo studio della linea di strada ferrata da Marsiglia fino al Varo per Tolone.

Leggesi oltreciò nella *Gazette de Lyon*: Il sig. Giuseppe Jordan, ingegnere capo dei ponti e strade, è stato incaricato del controllo dei lavori eseguiti dalla compagnia concessionaria sulla linea da Lione ad Avignone, e della direzione degli studi del progetto di stabilimento d'una strada ferrata da Lione a Ginevra e da Marsiglia al Varo.

INGHILTERRA

Ecco, in compendio, il discorso pronunziato da lord J. Russell alla Camera de' comuni, tornata del 24 corrente, e la risposta che a questo stesso discorso fu fatta da lord Palmerston. (V. Gazzetta Piemontese di ieri *Ultime Notizie*)

Lord John Russell. Se io fossi un di coloro i quali sono d'avviso che l'Inghilterra non ha bisogno di accrescere i suoi mezzi di difesa, consentirei forse alla seconda lettura del bill: io potrei dire che quantunque esso bill non sia necessario, quantunque abbia a cagionare grandi spese, ciò non ostante non sarà causa d'inconvenienti gravi, e lo lascierei sotto la risponsabilità del governo che lo ha proposto. Ma come io son di parere, che il nostro paese ha bisogno di essere meglio difeso per l'avvenire, così non posso dare il mio assentimento alla seconda lettura. (*Risa ironiche dagli stalli ministeriali*) Quanto è a me, io sono persuaso che il bill, come misura di difesa, è una pura illusione. (*Applausi*) Gli è perchè io son convinto che tra un anno o due vi accorgereste di non aver acquistato alcuna nuova sicurezza: gli è per ciò che io m'oppongo all'adozione di un cosiffatto provvedimento.

Presso noi è un vicino potente col quale, da un secolo in poi, fummo spesso in guerra. Fa un secolo circa, noi guerreggiammo con la Francia, perchè volevamo difendere le nostre possessioni d'America cui la Francia voleva aggredire; vent'anni più tardi, combattemmo nuovamente contro lei, perocchè ella mirava a proteggere esse possessioni d'America, le quali avevano dichiarata la loro indipendenza, ed erano in guerra con noi; nel 1793 facemmo guerra alla Francia perchè la democrazia vi dominava, e noi eravamo atterriti dall'ampliamento di quel principio e dalle conseguenze che poteano emergere dal governo repubblicano; nel 1804 finalmente, fummo in guerra con la Francia, perocchè ella era retta da un sovrano potente e dispotico, e noi temevamo lo spirito di conquista che regnava allora. Tutti questi motivi vi condussero successivamente ad aperta rottura col nostro potente vicino. (*Ascoltate*)

E davvero io non posso credere che il mondo, che lo spirito delle nazioni, siano talmente cangiati, che non possa ancora offerirsi alcun caso nel quale questi due popoli, dopo avere esaurito tutti i mezzi di conciliazione, si veggano costretti di correre un'altra volta alle armi. Coloro che hanno studiata la storia di quelle guerre, sanno che gli è più d'una volta avvenuto, che noi non eravamo apparecchiati alla guerra; che i nostri stabilimenti militari e marittimi erano in cattivo stato, e che dopo il secondo o il terzo anno so'tanto ci trovavamo in grado di riportare qualche vantaggio sul nemico che dovevamo combattere. Possiamo noi dire oggi, che le circostanze son tali, che avremmo altrettanto di tempo per prepararci?

Tutto ciò ch'io posso dire del bill è che si compone di parti, una delle quali è inefficace e l'altra oppressiva. (*Ascoltate.*) La parte inefficace è la prima; quella che offre 2 scellini 1/2 mensili, e che vi darà una specie di povera e cattiva milizia; la seconda, l'oppressiva, è quella della estrazione a sorte, la quale cade sopra uomini di 18 a 35 anni; che, in conseguenza interessa tutto il lavoro del paese, e che prende gli uomini ammogliati e già padri, forse, di numerosa prole.

Io sono contrario alla diminuzione delle nostre truppe nelle colonie; ma sono d'avviso che sarebbe stato ben fatto di attenersi al progetto dell'ultimo governo, e di ottenere in cotal modo 7000 uomini di più per la difesa del Regno-Unito, senza contarvi le guarnigioni di Gibiltèrra, di Malta, di Corfù ed eziandio di Maurizio.

Nello stato attuale della scienza e de' suoi progressi, un nemico che aggredisse le nostre rive, non dovrebbe più aspettare i venti favorevoli; e otto o dieci piroscafi, con a bordo, ciascuno d'essi, 1500 o 2000 uomini, potrebbero essere messi insieme per correre i rischi di una spedizione contro l'Inghilterra. Il popolo inglese, malgrado della sua bravura, resterebbe sbigottito ad un evenimento così inatteso, e il pregiudizio cagionato al paese, sorpasserebbe di gran lunga le sue perdite immediate; imperocchè, se avesse mai a decorrere alcun tempo prima che la spedizione fosse presa o castigata, le agitazioni e i timori del nostro commercio trarrebbero seco danni irreparabili.

Mi duole che il ministero abbia presentato un bill che non può non promuovere tante obbiezioni. Io avrei voluto appoggiare la seconda lettura del bill, nella speranza di vederlo emendare nel comitato, in guisa da farne un bill che avesse a guarentire la sicurezza del paese. Ma pensando che la provvisione attuale è del tutto futile e inefficace, e convinto come sono ch'essa non doterebbe il paese stesso che di mezzi deboli e insufficienti di difesa, io voto per la mozione di sir Lacy-Evans.

Lord Palmerston si alza e dice: Signor presidente, io sperava (lo confesso) che la Camera, vedendosi chiamata ad esaminare un provvedimento, riconosciuto essenziale pei più cari interessi del paese, nel suo principio, se non ne' suoi particolari, nel suo oggetto, se non nelle sue disposizioni, riconosciuto tale da tutti i partiti dei due lati della nostra Camera, dal governo precedente, come dal governo attuale; io sperava (dico) che questo provvedimento sarebbe stato discusso, avendo solamente riguardo alla difesa ed alla sicurezza del regno, e che nessun sentimento di partito (*applausi sugli stalli ministeriali*), io lo ripeto, che nessun sentimento di partito si sarebbe frammisto alla discussione.

Però, molta è stata la mia maraviglia, e maggiore anche il dolore, al vedere la condotta cui il nobile lord (J. Russell) ed alcuni de' suoi partigiani han creduto di doversi attenere in questa occasione. (*Applausi e s.*)

La guerra essendo un evenimento contro la possibilità del quale non possiamo metterci in guardia, spetta a noi di vedere se il paese soprattutto, cui (senza sentimento ostile a suo riguardo, ovvero senza la previsione di evenimenti che potrebbero porci in ostilità contro lui) noi dobbiamo considerare com'una delle potenze con le quali potremmo trovarci in guerra; spetta a noi, dico, di vedere se siano sopravvenute tali circostanze da accrescere la possibilità di complicazioni con esso paese.

— Dopo aver enumerato le facilità più grandi che i progressi delle scienze offrono ad una invasione, lord Palmerston continua come segue: —

Qual è la differenza reale tra l'attuale provvisione e quella di cui l'ultimo gabinetto ha fatto una quistione di esistenza ministeriale? Il tratto caratteristico della provvisione del nobile lord J. Russell era che il servizio obbligatorio sarebbe la regola generale, e il servizio volontario, la eccezione. (*Ascoltate*) Nella nuova provvisione, invece, gli è il servizio volontario che costituirà la regola generale, il servizio obbligatorio o forzato ne formerà l'eccezione. In conseguenza l'antico governo combatte la provvisione del nuovo, per la ragione che essa non è abbastanza obbligatoria; che sta anzitutto fondata sull'arruolamento volontario; che non costringe la popolazione a servire, e che però non è una provvisione che risponda ai voti del paese. Nei *meetings* che si sono tenuti in proposito, sempre fu fatta segno ai più vivi biasimi la natura obbligatoria del servizio.

Del resto, in quel modo che la disposizione del bill del nobile lord John Russell non corrispondeva al suo titolo; nello stesso modo altresì i difensori di quella non s'intendevano tra loro nella loro argomentazione per appoggiarla.

Se, giusta le mie convinzioni, le forze per la difesa del paese sono insufficienti; se io fossi d'avviso che in certi casi queste forze sarebbero suscettibili d'essere aumentate; se, nella persuasione che la milizia è necessaria, avessi fatto dipendere la mia esistenza ministeriale dalla adozione d'un siffatto provvedimento, io potrei credere questo stesso provvedimento suscettibile d'essere migliorato, ma per fermo io voterei per la seconda lettura, e mi presenterei dinanzi al comitato in uno spirito amichevole e conciliativo per emendarlo. Ma, pur tentando di far respingere questo bill, soprattutto nello stato e nelle condizioni attuali del parlamento, non aggiornerei, ad ogni evenimento possibile, per un anno, l'attuazione d'un provvedimento che io, al ritirarmi dal ministero, avrei pur dichiarato della più alta importanza. (*Applausi*)

ALEMAGNA

Austria. Già è noto che il congresso doganale, convocato in Vienna dal principe di Schwarzenberg per preparare una lega commerciale fra l'Austria ed il rimanente dell'Alemagna, è pervenuto al suo termine. Il protocollo finale fu sottoscritto il venti aprile. Abbiamo già detto quali sono gli Stati che sottoscrissero senza clausole, quali, con riserve: soggiungeremo che l'Annover ricusò la sua firma.

www.internetculturale.it

Ecco il riassunto del protocollo:

« Il governo austriaco dichiara di essere disposto a conchiudere col governo prussiano, e con quegli Stati che ora fanno parte dello Zollverein, non meno che cogli altri che entreranno a farne parte nel 1854, un trattato commerciale e doganale, ed un trattato di unione doganale, conformi ai progetti sopra mentovati.

I governi, dal loro canto, dichiarano di essere pronti ad aderire ad una convenzione di commercio e di dogana, e ad un trattato di unione commerciale fra la Prussia, gli Stati che ora fanno o che nel 1854 faranno parte dello Zollverein, da una parte, e l'Austria cogli Stati che saranno con essa uniti in lega doganale dal giorno d'oggi al 1° gennaio 1854 per l'altra parte, ove queste convenzioni possano conchiudersi conformemente ai progetti mentovati; si dichiarano disposti a promuovere l'adesione degli altri Stati dello Zollverein a queste medesime convenzioni.

Qualora queste ultime non venissero accettate senza modificazioni, promettono di fare in modo che questi stessi progetti si assumano per base dei negoziati che si avvieranno fra i suddetti Stati relativamente ad un trattato di dogana e di commercio, non meno che ad una lega doganale, e la conclusione delle trattative coincida col rinnovamento o colla trasformazione dello Zollverein. »

Il conte Buol-Schauenstein chiuse le conferenze doganali con un discorso di cui ecco la sostanza:

Conformemente al desiderio del principe di Schwarzenberg, non si fece che elaborare progetti: niuna risoluzione fu dunque adottata. Si desidera vivamente che pure nelle conferenze di Berlino non venga presa alcuna determinazione per quanto spetta ai trattati sul rinnovamento dello Zollverein, prima che non siansi avviate trattative coll'Austria, e siano pervenute al loro termine, in ordine ad un trattato di unione commerciale.

Finalmente il conte Buol, in nome di S. M. l'imperatore, assicurò che come durante la vita del principe di Schwarzenberg, così anche ora si attenderà con zelo all'intento di effettuare una lega doganale e commerciale dell'Austria coll'Alemagna.

Il plenipotenziario di Baviera, conte Lerchenfeld, rispose al discorso del conte Buol-Schauenstein.

Egli dichiarò che riguardava l'assicurazione data dal ministro degli affari esteri di S. M. I. come una conferma degli sforzi fatti in comune.

PRUSSIA. *Berlino*, 22 *aprile*. Nella seduta del 21, la prima Camera si occupò di petizioni, sovra le quali, quasi tutte, passò all'ordine del giorno.

Fra le molte petizioni ve n'era una di 32 proprietarii campagnuoli i quali domandavano:

1. Il ristabilimento delle antiche pene corporali: a proposito di questa domanda, il *Kludderatsch* (che è il *Charivari* di Berlino) disse: « Se quei signori vogliono le frustate, se le abbiano, e non parliamone più. »

2. La modificazione della legge del 12 febbraio 1850 che guarentisce la libertà individuale.

3. L'introduzione in Prussia della pena della deportazione.

La commissione propose di passare all'ordine del giorno, riguardo alla prima domanda; per le altre due, propose di rimandare la petizione al ministero: la Camera approvò.

RUSSIA

POLONIA. *Varsavia*, 12 *aprile*. Scrivono alla *Patrie*:

Il governatore generale, principe Paskewitch è giunto oggi in Varsavia, insieme colla principessa, provenienti da Pietroburgo.

Furono emanati ordini dal direttore della polizia, affinchè le case delle vie principali della capitale vengano restaurate ed abbellite, nello stesso tempo che si faranno preparativi nei palazzi imperiali, il che annunzia il prossimo arrivo delle LL. MM. II.

Un'amnistia, testè pubblicata in favore di undici emigrati, lascia la speranza che una più ampia amnistia si promulgherà all'arrivo dell'imperatore nella nostra città.

GRECIA

ATENE, 16 *aprile*. Il *Courrier d'Athènes* smentisce le voci che correvano sopra ogni modificazione del ministero.

— Si legge nello stesso giornale:

Il 10 aprile 60 briganti sotto gli ordini del famoso Calamata, irruppero nella città di Amaliopoli, nella Ftiotide, e dopo di avere saccheggiato varie case di commercio, poste nella parte più frequentata della città, e dopo di aver fatti prigionieri i figli del sindaco, ripartirono. Nel giorno seguente, essi rilasciarono in libertà i prigionieri senza riscatto.

TURCHIA

Il *Journal de Constantinople* contiene la seguente corrispondenza da Bairuth, in data 31 marzo:

« Scrivono da Alessandretta che le opere di prosciugamento vennero sospese momentaneamente per difetto di danaro. Finora non fu spesa che la somma di 15,000 piastre. È da desiderarsi che un'opera così utile venga terminata dal governo.

Per la sua posizione Alessandretta può divenire una grande città, dacchè avrà cessato di essere insalubre. Vi sono in Siria tre punti che, pei loro rapporti e per la loro posizione, possono divenire città di primo ordine. Sono Jaffa, come porto di Gerusalemme e della Palestina, Bairuth, come deposito di Damasco e di tutta la provincia di Saida, ed Alessandretta, come porto di Aleppo, e deposito della Mesopotamia e dell'Asia Minore.

Quest'ultima città non è, se non una semplice scala. Alcune migliaia di piastre destinate al prosciugamento delle sue maremme ne faranno una grande città, e le daranno l'importanza richiesta dalla sua posizione; sarà, insomma, il deposito del commercio esercitato dall'Europa con una vasta parte dell'Asia.

AMERICA

STATI-UNITI. Scrivono da Nuova York: Sebbene si avvicini l'ora in cui i candidati alla presidenza degli Stati Uniti dovranno essere designati, tuttavia non v'ha ancora alcuna certezza sul risultato. I tre candidati whigs sono i signori Webster, Scott, ed il presidente attuale, sig. Fillmore.

Per altra parte, i democratici cominciano ad agitarsi; il loro candidato principale è il giudice Duglas, senatore dello Stato illinese: questi è l'autore della transazione, o compromesso del 1850, che mise fine a quella vertenza federale (riguardo alla schiavitù), che minacciò la quiete e l'integrità della repubblica.

Il sig. Duglas è uomo eloquente, schietto, patriottatore costante del libero scambio, e gode di grandissima popolarità nell'immensa valle del Mississipi. Egli ha poi quest'altro principalissimo vantaggio, che è giovane; ed i democratici vogliono assolutamente un giovane alla presidenza.

Fra il sig. Duglas, candidato democratico, ed il sig. Webster, candidato whig, le probabilità sono quasi uguali, nè si può prevedere chi avrà il sopravvento.

ULTIME NOTIZIE

ITALIA. — INTERNO. — *Torino*, 29 *aprile*.

L'Amministrazione comunale ricevette ieri sera l'annunzio di una deliberazione con cui la Direzione centrale delle opere pie, già dipendenti dalla Compagnia di S. Paolo, stabilì di concorrere al sollievo dei danneggiati poveri di Borgo Dora colla somma di L. 3,000 che sarà versata nella Tesoreria della Città.

Nella Banca dei signori Ignazio Casana e Figli, le oblazioni eccedono già le L. 8,000.

La Commissione instituita per provvedere ai danneggiati procede ai lavori colla massima alacrità e con mirabile accordo. Quaranta famiglie furono già soccorse.

Mentre la deliberazione con cui si ordinava la chiusura per otto giorni dell'albergo del *Gran Mogol* era in via di eseguimento, l'albergatore sig. Occelletti si rivolse al Municipio implorando che non fosse dato ulteriore corso al decreto, mediante l'offerta che egli faceva di L. 500 a favore dei danneggiati del Borgo Dora.

Il Consiglio delegato, cui fu rassegnata la ricevuta del tesoriere civico comprovante il pagamento della offerta di L. 500, considerando l'utile impiego che poteva farsi di questa somma a beneficio dei poveri danneggiati, determinò che non si avesse a dare ulteriormente seguito al provvedimento stato preso contro il sig. Occelletti nella seduta del 27 corrente.

— *Roma*, 24 *aprile*. Il *Giornale di Roma* pubblica una notificazione per la fiera di Sinigaglia, che avrà principio il 20 del futuro luglio e terminerà il giorno 8 agosto

— È giunto a Roma da Firenze il sig. di Figueredo, incaricato del Brasile presso la Santa Sede.

— *Napoli*, 22 *aprile*. Il *Costituzionale* di Firenze annunzia la morte del sig. Navarra, presidente della gran corte speciale di Napoli.

FRANCIA. *Parigi*, 26 *aprile*. Il *Moniteur* contiene i due seguenti decreti: 1. Nel termine d'un mese, a decorrere dal primo di maggio prossimo, gli ufficiali d'ogni arma, i funzionarii e i diversi impiegati dipendenti dal dicastero della guerra, presteranno il giuramento prescritto dall'art. 14 della costituzione.

2. L'anno 1851 sarà contato come benefizio di campagna ai militari d'ogni grado e d'ogni arma che il 2 dicembre si trovavano in guernigione nei luoghi ove scoppiarono sommosse, o che vi furono chiamati in quell'occasione.

— Il senato si è riunito oggi alle 2 pomeridiane per ricevere comunicazione del progetto di legge sulla rifusione delle monete di rame adottato dal Corpo legislativo.

— Il gran ballo che doveva darsi domani nel palazzo delle Tuilerie, è aggiornato al 1° maggio, a cagione della morte del granduca di Baden.

— Si legge nella *Patrie*: Sentiamo in questo momento che il laboratorio di fuochi d'artifizio a Vincennes è saltato in aria. Non conosciamo ancora i particolari, ma si accerta che per buona sorte niuno perì.

— Il Genio lavora alacremente alla costruzione dell'immensa caserma recentemente decretata dal consiglio municipale e che si erige dietro al Palazzo di Città. Questa caserma potrà alloggiare parecchie migliaia d'uomini, e sarà costruita colla solidità d'una fortezza. Le fondamenta sono già terminate.

— Le notizie giunte dai dipartimenti sullo stato delle vigne nei principali circondarii viticoli hanno avuto un risultamento forse gradevole ai mercanti di vino, ma non ai consumatori. Sui mercati di Brey le botti di vino sono aumentate di 20 fr. l'una.

SPAGNA. *Madrid*, 21 *aprile*. Scrivono alla *Correspondance*:

Il duca e la duchessa di Montpensier sono partiti da Valenza il 18, a bordo del piroscafo *Isabella II*, recandosi a Maiorica.

Le ultime notizie di Porto-Rico, in data del 22 marzo, sono soddisfacenti. L'isola continuava a godere della più grande tranquillità.

— Giusta un prospetto, pubblicato dalla *Gazzetta di Madrid*, il debito oscillante ammontava, il 1° del corr., a 340,740,421 reali.

ALEMAGNA. *Berlino*, 24 *aprile*. La seconda Camera ha terminato la deliberazione concernente il progetto di legge sul bollo dei giornali. Il paragrafo 2 del progetto della commissione fu modificato: i giornali esteri non pagheranno più il 25 p. c., ma solamente il 10 p. c. del prezzo d'abbuonamento. Altre modificazioni di poco momento furono introdotte nel progetto.

— Il congresso doganale tenne una breve seduta l'altro ieri. Il presidente, sig. Pommeresche, pronunziò un discorso, in cui ringraziò l'assemblea dell'attestato di fiducia che gli avea dato, e disse, sperare di essere dalla medesima secondato ne' suoi sforzi per agevolare le discussioni. Quindi furono comunicati all'assemblea i progetti del governo prussiano. Venne raccomandato ai plenipotenziari di esaminarli: poscia si levò la seduta.

Si dice che il consigliere di Stato Linden, ambasciatore del re di Würtemberg a Vienna, giungerà in Berlino quanto prima per essere accreditato presso quella corte. A questo modo si troverebbero ristabiliti i rapporti diplomatici fra la Prussia ed il Würtemberg.

— *Assia-Omburgo*, 24 *aprile*. Il *Bollettino delle leggi* pubblica un' ordinanza che abolisce la costituzione di questo langraviato, stata promulgata nel gennaio 1850. Non vi sarà più alcuna rappresentanza del paese: i consigli distrettuali saranno investiti di poteri più estesi.

— *Carlsruhe*, 25 *aprile*. Il granduca di Baden cessò di vivere dopo lunga e dolorosa agonia. S. A. il principe Federigo assunse le redini del governo, e pubblicò un manifesto come principe e reggente di Baden.

E. LEONE E C. CERIO.

OROLOGERIA

Estratto dalla relazione generale su l'Orologeria redatta dal signor Pietro Dubois, orologiaro presidente dell'*Athénée des sciences, arts, et belles lettres de Paris*.

I signori Patek e Philippe di Ginevra sono, al mio parere, gli orinolaj svizzeri che si sono più distinti all'universale esposizione di Londra. Questi fabbricanti posseggono ad un alto grado l'arte di dare ai loro orologi un'eleganza di forma, una purità di contorno ammirabile; le pitture su smalto che li ornano, le incisioni, le cesellature delle quali essi sono arricchiti, è lavoro di abilissimi artefici. Questa vetrina racchiude orologi di ogni diametro.

Il più grande tra loro è un Cronometro da tasca a scappamento d'Arnold, bilanciere compensatore, ed a molla spiraglio ad elice. In niun luogo, nè a Ginevra, nè in Londra istessa si può eseguire meglio un capo di orologeria, e questo Cronometro deve sicuramente camminare tanto bene col caldo come col freddo. I signori Patek e Philippe hanno qui ancora molti Cronometri portatili, il meccanismo dei quali viene riguardato con un vivo sentimento di ammirazione; e queste ultime parole che forse a molti sembreranno esagerate, saranno agli occhi degli uomini dell'arte l'espressione dell'esatta verità.

I *calibri* i quali sono negli orologi, come la composizione in un quadro, sono disposti dalla maniera più vantaggiosa per l'azione dei mobili che girano con libertà nei buchi in rubini orientali o in zafiri tanto duri quanto il diamante stesso. Bisogna ancora in questi capi lodare la dentatura delle ruote e dei rocchetti che per la loro curva ogivale o epicicloidale devono formare degli ingranaggi perfetti, ed i cui stropicci sono quasi nulli. Ecco delle qualità rare e preziose che con piacere trovo negli orologi dei signori Patek e Philippe.

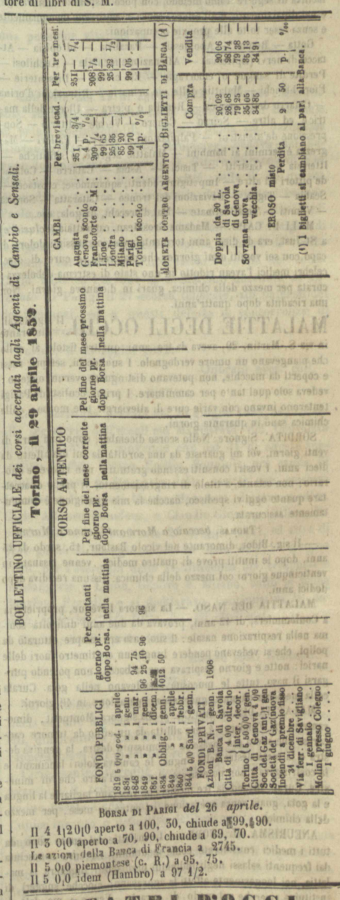
In quanto all'elogio degli orologi di fantasia da questi signori esposti, cedo la parola alle signore di tutte le nazioni che da mane a sera circondano le vetrine ginevrine. Ma vi è una cosa per la quale i signori Patek e Philippe non hanno rivali nè in Isvizzera nè altrove. Intendo parlare dei loro orologi caricantisi senza chiave. Il loro sistema che ho potuto attentamente osservare, e del quale ho dato altrove una più ampia descrizione tecnica, è il più sicuro ed il più perfetto che io mai conosca, e ciò non è un sentimento personale; esso è approvato da tutti gli uomini competenti della Francia, dell'Inghilterra e forse della stessa Svizzera.

Certo, il sig. Breguet ha fabbricato degli orologi di questo genere, ma essi si trovavano complicatissimi, molto difficili ad eseguire, ed in conseguenza costosissimi. Non è ciò che noi domandiamo agli artefici: essi non otterranno un successo durevole e profittevole alla società, che quando gli oggetti della loro fabbricazione riuniranno queste due essenziali condizioni: la *qualità* ed il *buon mercato*. (*La Patrie*)

AVVISO

CALENDARIO GENERALE DEL REGNO PEL 1852.

Essendosi fatte domande del Calendario Generale del Regno pel 1852, si fa noto al pubblico, che dal giorno 26 corrente ne esistono alcune centinaja di esemplari presso il sig. Unia, legatore di libri di S. M.



BOLLETTINO UFFICIALE dei corsi accertati dagli Agenti di Cambio e Sensali.

Torino, il 29 aprile 1852.

CORSO AUTENTICO

Pel fine del mese corrente — Pel fine del mese prossimo — Per contanti — Fondi pubblici — Fondi privati — Vendita — Compra — Per Parigi — Per Ginevra — Per Genova — Per Milano — Per Londra — Per Lione — Per Francoforte s. M. — Per Amsterdam — Per Augusta — Per Livorno — Per Milano — Per Parigi — Per Trieste — Per Vienna — Per Genova — Per Torino

www.internetculturale.it

MEDICINA, FARMACIA.

Cura per corrispondenza (Affrancare le lettere)

Gli ammalati all'estero debbono semplicemente descrivere la loro malattia, e saranno curati senza il menomo disturbo. In meno d'otto giorni ne proveranno tale beneficio che non potranno più dubitare della guarigione. Si diffidi di qualunque stampato che non porti allato al nome dell'Autore il titolo di *Dottore*.

GUARIGIONI COL MEZZO DELLA CHIMICA

Consulti gratuiti del dottore De Jongla, autore di parecchie opere scientifiche, medico in capo de'marinai di salvettaggio, antico allievo della scuola pratica degli ospedali di Parigi, medico curante delle malattie cutanee, impetigini, ulcere, scrofole, ecc.

Parigi, via della Banca, 21.

Colla cura per mezzo della chimica si ottennero guarigioni talmente straordinarie, che moltissimi pratici coscienziosi non esitano a spedirmi quotidianamente quelli fra i loro ammalati che essi disperano di poter guarire. Rendo ad essi qui grazie a nome degli stessi ammalati, che in capo a qualche settimana rimandai guariti. Altri medici sorpresi delle mie cure, non curando di oscurare l'onorifico titolo ad essi concesso, spinsero l'audacia e l'inettezza sino ad appropriarsi il mio nome e copiare quasi testualmente i miei stampati per farli affigere e distribuire in copia col loro indirizzo: prova questa evidente della loro ignoranza ed incapacità, mentre non si avvilirebbero sino a far stampare come proprie le idee trovate ne'miei scritti, quando idee proprie avessero.

Da ciò ben può ciascuno giudicare della superiorità della mia cura, scopo delle richieste d'ogni ceto, metodo dagli stessi pratici ambito. È però mio dovere d'informare i miei numerosi clienti esser io il solo inventore e depositario della cura col mezzo della chimica, e doversi essi guardare dai cattivi metodi di alcuni vili plagiarii, ignoranti tali da non aver mai potuto ottenere una guarigione, e capaci soltanto di esaurire le forze e le borse di quegli ammalati che avessero l'imprudenza di commettersi alla loro cura.

Potrei citare il nome e l'indirizzo di oltre a sei mila individui guariti di malattie giudicate insanabili. Pubblicherò tutte quelle cure che mi saranno chieste. Qui mi limiterò a riferire un piccol numero di guarigioni, rimandando ad una mia opera in-8°, che si vende al prezzo di lire 2 a casa mia, coloro che desiderassero averne conoscenza d'un maggior numero. Ivi potrà ognuno convincersi della certezza e rapidità delle mie guarigioni, e della facilità di seguire il mio metodo, con poco dispendio e in Parigi, e nei dipartimenti, e all'estero, senza risentirsene menomamente e senza esser tolto alle proprie occupazioni.

Gotta — Reuma — Apoplessia — Paralisia — Idropisia — Attacco di nervi (Epilessia) — Alienazione mentale — Anchilosi — Perdite di sangue o emorragie — Età critica — Dissenterie — Fiori bianchi — Malattie delle vie orinarie — Ritenzioni d'orina — Catarro della vescica — Renella o pietra — Ulcere della matrice ed altre — Scirro — Cancro — Verme solitario — Soppressione de'mestrui — Palpitazioni di cuore — Pallori — Magrezza e vermini ai bambini — Malattie segrete, o sifilitiche — Itterizia — Gastriti — Tisici — Asma — Catarro — Coliche de'pittori ed altre — Impetigini rodenti, squammose, crostacee — Scabia — Tigna — Deviazioni del tronco — Cataratta — Sordità — Vomiti — Tossi ostinate — Mal d'orecchi, di gola, ecc.

MALI DI CAPO. — Madama Gros-Jean, cateratta*ia* (*éclusière*) a St-Just, era da dieci anni tormentata da violentissimi dolori di capo con sei vomiti ogni giorno, che malgrado le cure di dieci celebri medici l'avean ridotto in uno stato di estrema debolezza: curata per mezzo della chimica, guarì in diciannove giorni. Non una ricaduta dopo quattr'anni.

MALATTIE DEGLI OCCHI. Il sig. Rayal, dimorante in via S.-Martin, 29, aveva da tre anni quattro fistole al collo che piangevano un umore verdognolo. I suoi occhi, sempre rossi e coperti da macchie, non potevano distinguere verun oggetto: vedeva solo quel tanto per camminare. I primi oculisti di Parigi tentarono invano con varie cure di alleviargli tale morbo: colla chimica sanò in quaranta giorni.

SORDITA'. Signore: Nello scorso dicembre, dopo una cura di venti giorni, voi mi guariste da una sordità da cui era affetto da dieci anni. I vostri consulti essendo gratuiti, non riceveste onorario; non ostante, a titolo di ringraziamento, vi prego di accettare quanto oggi vi spedisco, dacchè la mia guarigione è compiutamente assicurata.

Thomas, *beccaio a Mormant* (*Senna e Marna*)

— Il sig. Bidot, dimorante nel vicolo Basfour, 15, sordo da 25 anni, dopo le inutili prove di quattro medici, venne risanato in venticinque giorni col mezzo della chimica. Nissuna recidiva dopo dodici anni.

MALATTIA DEL NASO. — La signora Levêque, proprietaria a Coulommiers, di 42 anni, provava da due anni difficoltà somma nella respirazione nasale: il suo naso era sempre otturato da polipi, che si vedevano pendere lunghi un centimetro fuori delle narici: notte e giorno respirava per la bocca; non potendo purgarsi il naso, tutte le mucosità scendevano nella gola. Curata colla medicina chimica, guarì senza operazione in 40 giorni.

MALATTIA DELLA BOCCA. — La signora Montpetit, dimorante in via Fondary, 4, era afflitta da un anno da tumore cancroso che aveva già invaso la commissura destra, la gengiva destra e la metà destra della lingua; le causava dolori lancinanti e la costringeva a non potersi più alimentar d'altro che di minestre. Curata invano da tre medici che volevano tagliarle la lingua e la gota, guarì senza operazione, ed entro un mese, per mezzo della chimica.

ANEURISMA AL CUORE. — Le malattie del cuore sono da tutti i medici considerate come incurabili. La cura conosciuta dai frequenti salassi negli individui predisposti ingenera la malattia, nei leggermente affetti la aggravano; ciocchè suggerì di instituire ricerche sul modo di curarla. Venne a me dato di giungere a tal grado di perfezione pella cura di cotesta malattia, che un affetto da aneurisma al cuore, anche complicato con idropisia generale, è impossibile che segua il mio metodo un quindici giorni senza averne un tale sollievo da prometterglì infallantemente la guarigione. Invito i medici e gli ammalati ad assicurarsi col fatto delle mie asserzioni.

TISICI. — Nelle malattie di petto il miglioramento è così subitaneo e la guarigione così rapida, che credo non poterne dare prova migliore che citando testualmente le parole di un celebre medico dell'Ariège, che si convinse dell'eccellenza del mio metodo facendone saggio sovra i suoi malati, e, debbo dirlo, col più gran disinteresse.

— Il signor Transon figlio, via *Des Magasins*, 12, da tre anni era tormentato da un'oppressione e da una tosse continua con sputi abbondanti, densi e vischiosi, a cui nell'ultimo anno eransi aggiunti brividi che duravano un'ora ed erano seguiti da febbri, da sudori che lo costringevano al letto, e in poco d'ora l'aveano fatto dichiarare tisico incurabile da tre delle celebrità mediche di Parigi, che l'avevano senza pro curato; quando si sottomise alla medicina chimica che lo sanò in 53 giorni. Non ricadde e passarono già due anni.

— Il signor Roux, colonnello del 6° corazzieri, a Lilla, era affranto da una pertinace tosse che il travagliava da quattordici mesi e lo costringeva a letto da sei: quando il capitano comandante di quel reggimento mi portò i consulti de più rinomati medici di Lilla, ed una lettera del chirurgo maggiore, in cui si diceva che « il colonnello dava 95 pulsazioni per minuto: che i due terzi superiori del polmone destro erano ostrutti; che la espettorazione era purulenta ed abbondantissima; che tutti i tentativi avevano fallito, e che io poteva fare quello che voleva, che per il colonnello era finita. » Dopo quindici giorni della mia cura il colonnello passeggiava nelle sue stanze; dopo trenta, usciva in vettura; dopo quarantacinque montava a cavallo e passava a rassegna il suo reggimento.

In seguito a questa malattia gli si accrebbe per modo l'appetito, che lo rese così pletorico, che due anni dopo soccombeva colpito da apoplessia fulminante.

— Signor dottore: nel mese di decembre del 1848 voi guariste mia moglie, dopo una cura di trenta giorni, da una malattia di petto da cui era affetta da tre anni, e che molti medici non fecero che aggravare. Egli è solo in seguito alle vostre cure, col mezzo della chimica che da quattordici mesi essa gode di buona salute, nè più mi ebbe a risentire alcun malanno.

Ve ne rendo grazie con tutto il mio cuore, e faccio voti che le persone colpite da simili malattie seguano esattamente il vostro sistema curativo. Voi potete, o signore, dare alla mia lettera tutta la pubblicità che vi aggradi.

Chaucouvert, *gendarme a Bercy* (Seine).

GASTRITE. — La signora Arnaud, via della *Grande Truanderie*, n. 43, in Parigi dopo d'essere stata guarita, nel 1842, di una gastrite con dieci accessi di vomito al giorno, si trasferì a Ginevra in seno alla sua famiglia, dove fu colta dalla stessa malattia nel 1847. Vani furono i tentativi dei più celebri medici di Ginevra. Essa comunicò loro le mie ordinazioni che l'avevano guarita nel 1842; furono messe in pratica, ma i vomiti continuarono. Dopo un anno di malattia mi fece nota la sua posizione. Le feci spedire i miei medicinali da un farmacista di Parigi per esser certo della loro efficacia. Al primo cucchiaio ch'essa prese di quella pozione i vomiti cessarono; una seconda spedizione di quel farmaco rese completa la guarigione, e le diede sufficiente forza per venire a Parigi.

— La mia coscienza mi fa un dovere di render noto a benefizio dell'umanità che, affetta da quindici anni d'una gastrite cronica, la quale dappoi dieci mesi mi cagionava quattro vomiti neri al giorno, il che fece dire al mio curante che io era affetta da pilora, nessun medicamento potè giovare; in allora mi feci trasportare quasi morente alle consulte gratuite della medicina chimica, ove i miei vomiti cessarono al primo giorno di cura. Scorsero otto anni, nè ebbi più a soffrir vomiti; ingrassai, e tutti mi dicono che ringiovanii di dieci anni.

Montereau-Faut-Yonne (Seine et Marne)
M.me Leloutre.

ULCERI. Il sig. Bertrand, tintore ad Epinal, da tre anni affetto da ulceri varicose del diametro di due pollici alla gamba destra, la quale era enfiata sino al ginocchio, dura, tesa e molto rossa, soffriva vivi dolori nel camminare. Dopo d'essere stato curato da dieci medici che, non potendolo guarire, lo dichiararono insanabile, si abbandonò alla medicina chimica che in trenta giorni lo guarì. In due anni non vi fu recidiva.

EPILESSIA. — Il sig. Bon di Nantes soffriva da cinque anni insulti apoplettici ogni otto giorni. Nessuno dei tanti metodi di cura da lui seguiti potè sollevarlo; egli venne guarito col mezzo della chimica in 40 giorni. In quattr'anni nessuna recidiva.

REUMATISMO GOTTOSO. — Il sig. Lienhard, gendarme a Vasselone, era soggetto da quindici anni ad un reumatismo mobile che aveva preso sede nelle reni e nelle coscie da circa tre anni. Era così debole che non poteva far cento passi senza sedersi. Quando pioveva non si moveva dal letto. Malgrado le cure di nove celebri medici, la debolezza progrediva sempre. Vedendosi ridotto a non poter uscire dalla sua camera, si risolse di ricorrere alla chimica che in quaranta giorni lo risanò. Da un anno gode di perfetta salute.

SCROFOLE. — Secondo i moderni medici, malattia scrofolosa è quanto dire malattia incurabile. Sono quattordici anni che io curo dieci a dodici scrofolosi al giorno; neppur uno che non sia stato sanato dalla chimica; e sfido chicchessia a provarmi il contrario. Come sono da riprendere i genitori che spingono la negligenza al punto di lasciar mutilare i loro bimbi da una malattia di cui è così facile la guarigione, pronta e sicura! A quanti rimproveri non vanno dessi incontro da parte de'loro stessi figli divenuti adulti, portanti l'impronta dell'ignominia che li fa rigettare dalla società! Quanto sarebbe stato preferibile l'averli assoggettati a poche settimane di cura, ed aver poi la dolce soddisfazione di vederli prosperare e riescire nelle loro intraprese.

— La signora Chaudet, a Brienon (Yonne), era da dieci anni travagliata da sette ghiandole suppuranti al collo. Pallida, debole, melanconica, col naso e gengive colanti sangue ogni giorno, il suo spurgo mensile compariva appena rossoggiante e con dolori così vivi da obbligarla al letto per tre giorni. La cura chimica le ricompose il sangue, che nel primo mese fluì senza colica e rosso vermiglio, e nel secondo mese rosso carico: le tumefazioni ghiandolari scomparvero in due mesi, ed allo stato di marasmo successe la freschezza, la gaiezza e la robustezza.

TUMORI BIANCHI. Trattati chimicamente, tutti i tumori bianchi guariscono senza operazioni. Appena distrutto il germe della malattia colla cura interna, il dolore e l'enfiagione scompaiono fra il 15° ed il 20° giorno, ed entro qualche settimana la guarigione si fa radicale. Dopo tali risultati infallibili, incontestabili, non troverei espressione abbastanza energica per stimmatizzare i genitori che lasciassero ancora amputar crudelmente braccia e gambe ai loro figliuoli.

— La damigella Robichet, a Orchy presso Joigny (Yonne), soffriva da tre anni per un tumor bianco all'articolazione del piede. Vi si erano formati tre fori da cui uscivano pezzetti ossei: era copioso l'umore che ne geneva; il dolore, vivo, ancheggiò, non permetteva alla malata il menomo movimento della gamba. Quattro medici, tre de' quali erano fra i più rinomati, avendola curata senza alcun utile, volevano amputarle la gamba. Sottoposta alla cura chimica, risanò radicalmente entro un mese. Nessuna recidiva dappoi due anni.

— Il sig. Louis, figlio della signora Rosa, dimorante in via Glacière, 87, aveva da tre anni due tumori bianchi alle due braccia, con tre fori all'uno e due all'altro, che gli cagionavano vivi dolori. Respinto dai medici siccome incurabile, era pallidissimo e dal naso e dalle gengive usciva copia di sangue. Dopo sei giorni di cura, scomparve lo scolo sanguigno del naso e delle gengive, e ritornò alle guancie il rosseo colorito. Due mesi dopo guarigione completa. Nessuna ricaduta da dieci anni.

Nota. Le malattie qui sotto designate, essendo nel novero di quelle la cui propalazione sarebbe ferita all'amor proprio, delicatezza vuole che io mi astenga dal pubblicare il nome dei guariti.

MALATTIE SEGRETE — Guarisco le malattie segrete in pochi giorni senza mercurio e ne do garanzia: sfido chiunque abbia seguito il mio metodo ad asseverare di non essere guarito. Non comprendo la cecità degli ammalati cui preme così poco la propria salute da assoggettarsi alla cura del mercurio, il quale, introdotto nel corpo, vi reca terribili guasti e finisce per ingenerare etesie, manie, cecità, dolori, impetigini ecc. I medici i più ammaestrati dall'esperienza vi diranno che il mercurio non preclude mai la via al ritorno delle malattie veneree. Fra 11,000 ammalati da me osservati durante un biennio di esercizio della chirurgia nell'*Ospizio del mezzogiorno*, tre soli ammalati mi venne fatto di veder rientrare con affezioni secondarie, i quali non avevano subito la cura del mercurio, mentre vi facevano quotidianamente ritorno moltissimi con affezioni secondarie guarite col mercuriali. Ne consegue da ciò essere la ricaduta delle malattie veneree più frequente e più grave allorchè si è passati per la cura mercuriale che altrimenti. Dunque la cura chimica è migliore d'assai della mercuriale, poichè previene assolutamente il ritorno delle malattie celtiche, e distrugge la stessa azione nociva del mercurio nel corpo di coloro che vi fecero ricorso onde sottrarsi alle fatali conseguenze della cura mercuriale.

— Il dott. P.... provava da otto mesi male di gola, essendosi formate molte ulceri sopra l'ugola e le tonsille: egli aveva esaurito invano tutti i metodi curativi a lui noti e tutti quelli che gli venivano consigliati da molti medici suoi amici, allorchè mi consultò direttamente. Dopo otto giorni di cura egli mi fece chiamare e mi disse: « Debbo render omaggio al vostro novello metodo di cura che mi guarì in otto giorni, mentre la medicina ordinaria non ha potuto alleviarmi in otto mesi. » In dieci anni dalla sua guarigione nessuna ricaduta.

ULCERI ALL'UTERO. — In questa malattia la donna va soggetta a dolori nel basso ventre, alle reni, alle coscie, all'ano; a perdite bianche o rosse d'un odore fetido, contenenti coaguli di sangue e piccoli brani di tessuto grigiastro. Queste alterazioni organiche esigono un trattamento di due o tre anni, curati colla medicina ordinaria, terminano quasi sempre per divenire incurabili; mentre invece col metodo della chimica si fanno scomparire i dolori in meno di quindici giorni, senza ricorrere allo *speculum* o cauterizzare col ferro rovente od altri caustici, che spesso suscitano infiammazioni mortali.

— La signora Fournier, di Saint-Ouen nel Pontoise, d'anni 26, da circa tre anni era soggetta ai fiori bianchi, che essendo di più in più divenuti abbondanti d'odor fetido, vi si aggiunsero perdite frequentissime e dolori assai vivi al basso ventre, alle reni, alle coscie ed all'ano. Tre medici la curarono senz'esito, e dopo maturo esame la dichiararono incurabile. La chimica ne ottenne la guarigione radicale in 48 giorni. Dopo sedici mesi dalla sua guarigione nessuna recidiva.

IMPETIGGINI. — Malgrado l'estrema difficoltà che sembra s'incontri generalmente nella cura di queste malattie, non debbo però qui dissimulare che io non posso ammettere che ve ne siano di quelle incurabili. Io ne guarii molte che si erano propagate a tutte le parti del corpo, e che avevano resistito a tutti i mezzi curativi, financo al soggiorno d'un anno allo spedale di San Luigi. Posso perciò affermare, senza tema d'ingannarmi, che tutte le impetiggini, anche le più ribelli, si possono guarire col mezzo della chimica.

— La signora D...., d'anni 29, portava da circa sei anni, in sul fronte, sul naso ed alla parte superiore delle guancie una macchia rossastra, su cui erano sparsi bottoni bianchi, accompagnata da calore, cocìore e qualche volta da prudore. Le varie ordinazioni di otto medici non valsero ad arrestare il progresso di quest'affezione. Curata colla medicina chimica scomparve in tre mesi, nè più si riprodusse in quindici mesi dalla sua guarigione.

MALATTIE DIVERSE.

M. C, portava sin dalla sua nascita sulla guancia destra una macchia color feccia di vino, alta 8 e larga 5 centimetri, guarì senza alcuna operazione in 25 giorni.

— Nell'anno 1844 ventisette persone affette dal *verme solitario* molto inveterato, se ne sbrogliarono intieramente in tre ore, senza soffrir colica o malessere.

— La signora P.... attesta d'essere stata sanata in 40 giorni d'un abbassamento di matrice che l'impediva di camminare, e l'obbligava ad usare la più grande precauzione nel sedersi.

Cura per corrispondenza (affrancata). *I malati non avranno che a descrivere minutamente le loro malattie, e verranno guariti senza accasionar loro il menomo disturbo.*

In meno di otto giorni essi proveranno un sì grande sollievo, che più non dubiteranno della loro guarigione. La mia coscienza mi fa un dovere d'invitare la numerosa mia clientela a non fidarsi di alcuni plagiari, che non hanno alcun titolo onorifico, neppure il titolo di dottore in medicina, ed annunziano sempre le stesse sedicenti guarigioni d'una decina di salariati mezzani.

RUE DE LA BANQUE, 21, A PARIS

TORINO, TIPOGRAFIA G. FAVALE E C.

www.infoagricoltura.it

Presso la Tip. G. FAVALE e C.ª, e Principali Librai

ANNUARIO ITALIANO STORICO-STATISTICO

pel 1852

compilato da **GUGLIELMO STEFANI**

ANNO I.

Un vol. in-16 di pag. 568 e XVI di prefazione, con tre quadri
Prezzo L. 4, 50.

Si spedisce nelle Provincie franco di spesa dietro mandato postale di L. 4 50 alla Tipografia Favale Editrice.

BREVE CENNO SULL'ARTE DELLA SCHERMA

DEDICATO

ALLA GUARDIA NAZIONALE DI CASALE

DA UN VECCHIO SOLDATO

Un volumetto in-8°, con
XIV Tavole diligentemente litografate
Prezzo L. 1, 80

È spedito franco per la Posta nelle Provincie dietro richiesta, accompagnata da un mandato postale di L. 1, 80.

NOTA

L'Azienda Generale delle Strade ferrate, con verbale del 4 febbraio 1852, rogato Barberis, acquistò gli infra designati stabili situati sul territorio di Villanova d'Asti, sezione A, dalli seguenti individui, cioè:

1° Dal sig. conte Odoardo Gay di Montariolo, una pezza campo, in mappa ai numeri 926, 927, e 970, di are 30, 24, per L. 1272, 91.

2° Dal sig. Domenico Colombo, una pezza campo, al n. 976, di are 8, 78, per L. 305.

3° Dal sig. Giuseppe Busto, una pezza campo al numero 963, di are 16, 5, per L. 673, 66.

4° Dal sig. Giovanni Pasta, una pezza campo al n. 967, di are 4, 15, per L. 174, 43.

5° Dal sig. Antonio Busto, una pezza campo, parte del n. 974, di are 3, 68, per L. 154, 88.

6° Dal sig. Giuseppe Sonaglia, una pezza campo, al n. 978, di are 10, 94, per L. 460, 44.

7° Dal sig. Giovanni Canta, una pezza campo, parte del n. 978, di are 4, 27, per L. 149, 05.

8° Dal sig. marchese Don Carlo Ferrero della Marmora, principe di Masserano, una pezza campo, posta al n. 961, di are 36, 87, per L. 1285, 25.

9° Dalli signori Marco e Pietro, fratelli Pavia, una pezza campo, al n. 972 parte, di are 8, 46, per L. 346, 22.

10° Dalli signori Francesco e Paolo Oddenino fratelli, una pezza campo, parte del n. 978, di are 2, 94, per L. 123, 77.

11° Dal sig. Sebastiano Sonaglia, una pezza campo, al n. 973, di are 9, 97, per L. 347, 70.

12° E dalli signori Tommaso Baj e Sebastiano Sonaglia, una pezza campo, parte del n. 962, di are 4, 65 per L. 162 80.

Con altro verbale di cessione dell' 8 febbraio 1852, pure rogato Barberis, la stessa Azienda Generale della Strade ferrate fece acquisto dal sig. Mateo Navone di una pezza campo sita sul territorio di Villanova d'Asti, sezione A, regione Ceresala, alli numeri 929, 930 e 931, di are 50, 82, per L. 1762, 35.

I citati due verbali di cessione vennero trascritti alla conservazione delle ipoteche d'Asti, il 15 aprile 1852, volume 27, articoli 146, e 147, col pagamento quanto al primo, di L. 47, 94, e per il secondo di L. 10, 92.

Avv. not. Carlo Barberis.

FALLIMENTO

di Lorenzini Giovanni, mercante sarto in Torino, via degli Argentieri, num. 2, piano 3°, casa Gromont.

Continuazione della verifica dei crediti.

Si avvisano i creditori del fallimento di detto Lorenzini di comparire personalmente, o rappresentati da un mandatario, il 7 del prossimo maggio, ed alle ore 2 pomeridiane, in una sala dell' eccell.mo Magistrato del Consolato, avanti l'ill.mo signor consigliere cavaliere Viarana, giudice commissario, per la continuazione della verificazione dei loro crediti, giusta il prescritto dalla legge.

Torino, il 28 aprile 1852.

Avv. Massarola sottosegr.

NOTA

In dipendenza delle ordinanze 28 gennaio 1851, e 20 marzo ultimo, pronunciate dall'eccell.mo magistrato d'appello in Torino sedente, nel giudicio di concorso vertente sui beni del Giacomo Debernocchi, il signor giudice del Mandamento di Bagnasco ha mandato notificare la vendita ai pubblici incanti, che avrà luogo in via di reiterazione ed in un sol lotto, degli stabili già precedentemente venduti al Luigi Fernando e non stati pagati.

Detti incanti seguiranno in Nucetto alle ore 4 pomeridiane del 9 maggio prossimo, e nel giorno immediatamente successivo, nello stesso luogo, avrà luogo alle ore 9 di mattina l'atto di deliberamento a favore dell'ultimo miglior offerente, sotto le condizioni apparenti dal bando venale del 20 corrente.

Marchetti sost. Scotta.

NOTA

All'udienza del tribunale di prima cognizione di questa capitale, che sarà tenuta il mattino del 18 prossimo maggio, avrà luogo il secondo incanto e definitivo deliberamento, in odio della minore Domenica del vivente Giovanni Ajcardi, del corpo di casa posto nel concentrico di Carignano, al prezzo di L. 650 dall'instante Maddalena Mattio moglie di Giuseppe Naula offerto, ed alle condizioni di cui nel relativo bando del 10 scorso marzo, autentico Mussino sost. segretario.

Torino, il 19 aprile 1852.

Oldano sost. Gandolfi proc. coll.

NOTA.

Si deduce a pubblica notizia, ad esclusione d' ignoranza, che con atto del 22 marzo 1852, rogato Carlevero-Grognardi, il sig. Francesco Babando ha rivocato la procura generale che nella ivi narrata qualità rilasciava a favore dei signori Giacomo Patrosso di Rivarolo, e di Giuseppe Antonio Babando con altri atti in data il primo del 30 luglio 1851, rogato Carlevari-Grognardi, e l' altro del 31 maggio 1845, rogato Beria.

Torino, il 24 aprile 1852.

Francesco Antonio Babando.

NOTA

Con instromento 7 marzo 1852, rogato Verna, notaio a Chivasso, ivi debitamente insinuato, il Giovanni Battista Torasso, fu Lorenzo, ebbe ad acquistare dal Carlo Chiappei, ambi nati e residenti in Chivasso, una pezza campo situata sulle fini di detta città, di are 37, 46 (tav. 98, 4), regione Mezzano, parte del numero di mappa 5840, coerenti a mane la strada vicinale tramediante il Beneficio Negro, a mezzodì il Gioanni Fiorito, a sera l'acquisitore, a notte Pietro Bevilacqua.

Tale atto venne trascritto all'ufficio delle ipoteche di Torino, sotto l' 8 aprile 1852, al vol 368, cas. 97, come da fede Benisson conservatore.

Tanto si deduce a pubblica notizia per gli effetti voluti dal codice civile vigente.

Not. Pietro Giacinto Verna.

NOTA

Con privata scrittura del 28 aprile 1852, tra li signori Celestino Long, e Giuseppe Godino, residenti in questa città, si è stabilita società commerciale per la vendita di telerie e drapperie, la quale ebbe principio dal primo gennaio 1851 e durativa sino al 31 decembre 1856, colla firma di Celestino Long e Compagnia, il cui uso spetta ad amendue i soci.

Torino, il 29 aprile 1852.

NOTA

Sull'instanza del sig. Ignazio Cajrola, residente a Gassino, il tribunale di prima cognizione di Torino, con verbale del primo corrente mese, pel secondo incanto e deliberamento degli stabili posseduti dalli Domenico e Michele, padre e figlio Serra, residenti sulle fini di Sciolze, situati sulle stesse fini e designati nel bando venale del 23 dicembre 1851, escluso però il prato, di cui al num. 8 dello stesso bando, fissò l' udienza che verrà da detto tribunale tenuta il mattino del 13 maggio prossimo, nessuna offerta essendo stata fatta al primo incanto.

Torino, il 26 apile 1852.

Pangella sost. Zanotti.

NOTA

All' udienza che sarà tenuta dal regio tribunale di prima cognizione di questa città nel mattino del 24 prossimo entrante, ed alle ore 9 precise, sull' instanza della signora Margherita Pastore, vedova del signor misuratore Giovanni Poma, di Rivoli, ed in odio di Carlo Rosso di Rosta, si procederà al secondo incanto e definitivo deliberamento di una casa rustica, e di una pezza di campo, situate sul detto territorio di Rosta, sul prezzo di L. 350 offerto dalla instante, e sotto i patti e condizioni apparenti dal bando venale del 9 scorso marzo.

Torino, il 19 aprile 1852.

Ferrero sost. Piana

NOTA

All'ufficio delle ipoteche di questa città venne trascritto il 22 corrente aprile, al vol. 368, art. 410, l'instromento del 6 stesso mese, rogato Porta notaio in Torino, di vendita fatta dal sig. Stefano Pratis fu Carlo, dimorante in questa città, a favore della Ragion di banca quivi corrente sotto la firma Vertù Fratelli, di un edifizio di filatoio in seta, di circa 20 lavoranti, colle ragioni d'acqua pel relativo movimento, e la filatura annessa di 60 fornelletti con tutte le macchine, ordigni, utensili al loro uso, casa civile, cappella, cortile, giardino, dipendenze e siti annessi, pezza prato attigua, regione Cesarea; campo, regione San Grato; campo e prato, regione Montrucco; campo, regione Lavoresco; e boschi e ghiaie, regione Sturetta o Paschetto, situato il tutto sul territorio di Caselle, numeri di mappa 61, 61 bis, 62, 85, 101, 135, 136, 137, 138, 128, 128 *bis*, 128 *ter*, 256, 256 *bis* delle sezioni B, D, R, N, del quantitativo complessivo di ettari 7, are 62, cent. 17, (giorn. 20, tavole 3,) dell'antica misura.

Tale vendita ebbe luogo per il prezzo di L. 58,200, cent. 65, intieramente pagato mediante delegazione, e pronto contante.

Torino, il 23 aprile 1852.

Benedetti sost. Thomitz.

NOTA

Con atto del 28 febbraio 1852, ricevuto Turvano, trascritto a Torino il 24 aprile andante, al vol 54, art. 27,259, la Compagnia anonima detta Assicurazioni Generali, stabilita in Trieste e Venezia, comperò dal sig. Artusio Giuseppe fu Tommaso, residente in questa città, una casa con vicolo, situata in questa città di Torino, nella sezione Monviso, isola S. Pietro, vicolo del Teatro Carignano, coerenti lo stesso vicolo a levante, il detto Teatro a mezzodì, la casa della Congregazione degli Argentieri a ponente, ed altra casa dello stesso venditore a notte; quale acquisto fecesi mediante la costituzione, a favore di quest' ultimo, di una pensione vitalizia di L. 12,000.

G. Turvano not. coll.

NOTA

Con atto del 19 di aprile 1852, ricevuto Mussino sost. segretario, passato nella segreteria del tribunale di prima cognizione di Torino, l'ill.ma sig. baronessa Giovanna Fay de la Tour Maubourg, vedova del barone luogotenente generale D. Ettore Perrone di San Martino, residente in questa città, nella di lei qualità di madre e tutrice testamentaria delli signori barone Paolo, Fernando, Roberto, Arturo e Luigia, suoi figli minori, ed in seguito all'autorizzazione del Consiglio di famiglia in data 17 corrente aprile, dichiarò di volere accettare col beneficio d'inventario l'eredità del conte Carlo Valerico Perrone di S. Martino deceduto *ab intestato* in Parigi il 27 scorso febbraio, zio paterno dei detti minori, ed a questi deferta in concorrenza di altri interessati.

Torino, il 23 aprile 1852.

Onorato proc. coll.

NOTA

Con iscrittura privata del 19 giugno 1841, depositato alla segreteria dell'eccell.mo Magistrato del Consolato di questa città, si convenne che dal 31 di agosto successivo, il sig. Pietro Emilio Bouniols, per causa di salute, cessava di far parte della società che esisteva fra esso e li signori Matteo Bonafous dottore medico, Carlo Alfonso Bonafous, e Claudio Giuseppe Billon, dipendentemente a scrittura 26 maggio 1841, ed altra di proroga al 31 maggio 1853, in data dell' 11 giugno 1846, per l'esercizio dello stabilimento dei trasporti e messaggerie a Lione, Genova e Milano, sotto la firma Bonafous Fratelli, e si dichiarava continuativa la società, sotto la stessa Ditta, fra gli altri soci.

Torino, il 29 aprile 1851.

Mancio sost. Geninati.

NOTA

Nel giudicio di subasta promosso dalle Francesca e Lucia sorelle Massa, questa moglie di Giuseppe Derocchi, dimorante a San Morizio, e quella siccome minore rappresentata dal di lei tutore Giuseppe Massa, residente a Ciriè, contro l'eredità giacente di Giovanni Massa, avanti al R. tribunale di prima cognizione di Torino, venne fissata l'udienza del 14 prossimo maggio, per l'unico incanto e definitivo deliberamento dei beni caduti in detta eredità; e di cui nel bando venale in data 19 corrente mese, sul prezzo offerto dalli signori medico Giovanni Domenico Troglia e Genesio Casassa negli atti d'aumento di sesto dell' 8 e 9 scorso marzo, cioè di L. 466, 67, quanto al lotto primo, di L. 525 pel secondo, e di L. 495, 85 riguardo al terzo, sotto l'osservanza dei patti e condizioni risultanti dallo stesso bando.

Torino li 26 aprile 1852.

Vana sost. Geninati.